SEPTIÈME ANNÉE N° 1

DIX CENTIMES

DU 4 AU 10 MAI 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Dimanche 5 Mai, à 2 heures de l'après-midi, Salle des Sociétés Savantes, conférence par André Girard.

La conférence sera suivie d'une petite fête familiale avec le concours de plusieurs artistes.

Les cartes pour notre réunion annuelle sont en vente au prix de 0 fr. 50. Elles donnent droit à la tombola qui aura lieu à la fin de la séance.

La réunion étant strictement privée, il n'y aura pas de cartes à l'entrée.

Un camarade se tiendra dimanche matin jusqu'à midi au bureau du journal, pour délivrer les cartes.

FROISSEMENTS DE VANITÉ

A ce qu'il paraît que c'est encore mon tour. On m'a accusé d'exploiter les auteurs pauvres ! Cette accusation lancée à un richard de mon espèce ne manquait pas de sel, déjà. — Cette fois-ci, c'est M. Camille de Sainte-Croix qui, dans la *Petite République* datée du 23, m'accuse d'avoir démarqué un passage de son volume, *Pantalonie*, pour les *Aventures de Nono* que je viens de publier.

Si mon livre contenait le moindre passage pouvant prêter le flanc à cette accusation, je serais le premier à le reconnaître, à tendre la main à M. de Sainte-Croix, en lui disant : Votre livre a paru avant le mien ; quoique votre supposition ne soit pas très charitable, vous aviez le droit de la faire, je ne vous en veux pas. Voici les explications qui prouvent que je ne vous ai pas volé : simple coïncidence.

Mais, sauf que son livre et le mien parlent de pays imaginaires, avec critiques de la société existante, les situations du mien n'ont aucun rapport avec celui du réclamant. A moins qu'il n'ait la prétention d'avoir inventé ce genre de littérature. En ce cas, je lui citerai Thomas Morus, Campanella, Fénelon, lord Lytton, etc., qui ont écrit des « utopies » avant lui.

Pendant qu'il y était, M. de Saint-Machin pouvait me reprocher l'idée d'avoir fait rêver mon héros ; avec un peu d'érudition, il aurait vite trouvé nombre d'auteurs s'étant servis de ce moyen — Comme l'idée de faire sauver des animaux par mon héros, pour lui en faire des protecteurs, cela court aussi les contes de fées. — J'avoue n'avoir *rien inventé*... pas même les idées que j'y défends. Pestalozzi, Frœbel, Tolstoï, hélas ! en avaient parlé avant moi.

Quiconque a un peu lu, sait combien les livres se ressemblent, combien les situations dont on peut remplir un volume sont, au fond, peu nombreuses, et ne varient que par la façon de les présenter, et de les juxtaposer.

Pendant qu'il y était, M. de Sainte-Chose pouvait m'accuser d'avoir pillé les lettres de l'alphabet pour en former mon volume. J'ai un vague sentiment de terreur que, là encore, je n'ai fait qu'imiter ceux qui ont écrit avant moi.

Je présente encore une fois aux lecteurs des *Temps Nouveaux* mes excuses d'avoir, depuis quelque temps, à les entretenir si souvent de moi. L'accusation en question est si ridicule, que ma première pensée a été de la traiter par le mépris. Mais, un jour ou l'autre, on me la reservira : je préfère y répondre de suite. Je ne vois pas, du reste, pourquoi je servirais de tête de Turc, sans répondre par quelques coups de crocs.

Pour bien se rendre compte du motif de l'accusation du monsieur qui nous occupe, il faut la rapprocher de cet autre que je n'ai pas donné à la critique de son livre le nombre de lignes qu'il était en droit d'attendre ! Au fond, ce n'est donc qu'un auteur vexé qui se venge, et qui prend le premier prétexte venu. Cela mérite que je lui dise ma façon de penser sur ce procédé.

Pour démontrer que je devais parler de son livre avec respect, le critique de la *P. R.* explique que, sans me connaître, il m'a défendu près de ses amis qui ne partageaient pas mes opinions ; que, lors de mon procès avec la Société des Gens de lettres, il fut de mon côté.

C'est le deuxième imbécile qui me reproche de ne pas l'avoir assez admiré en reconnaissance de ce qu'il a bien voulu prendre ma défense. Cela vaut la peine de le relever.

Lors de mes démêlés avec la S. des G. de L., lors des autres procès que me fit le gouvernement, je fus défendu par une foule de gens des opinions les plus diverses, qui, ne s'occupant pas de mes idées, ne voyant que la liberté de penser d'attaquée, prirent parti pour la défense de la liberté. — C'est moi qui bénéficiais de cette levée de boucliers, ç'aurait pu en être un autre. Mais s'ensuit-il que, dorénavant, je ne puisse que louanger tout ce qu'écriront ceux qui prirent ma défense. Ce serait me condamner à une belle série de mensonges et de contradictions.

A ceux qui furent loyaux et courtois avec moi, je leur dois d'être courtois et loyal. Mais, si ma façon de penser diffère d'avec la leur, je continuerai à la défendre intégralement. Ils défendirent ce qu'ils croyaient être juste. Je dois défendre ce que je crois juste, et n'ai pas d'autres obligations.

Si je n'ai pas parlé avec sympathie du livre de M. de Sainte-Croix, c'est qu'après l'avoir lu, je trouvais que *Pantalonnade* serait un titre encore bien mieux approprié ; c'est que, après l'avoir fermé, j'en étais réduit à me demander si l'auteur avait voulu faire un exposé sérieux de l'idée socialiste ou la tourner en bouffonnerie, pas toujours très drôle. Incapable de résoudre le problème, je me contentai de résumer le sujet du volume en les quelques lignes qui ont eu le don d'exaspérer si fort la vanité de l'auteur.

Or, si je ne pouvais m'empêcher de trouver quelconque le livre de M. de Sainte-Croix, je me rappelai que, en effet, je l'avais toujours trouvé plutôt de notre côté, que plus d'une fois j'avais applaudi à ses efforts, les suppléments de la *Révolte* doivent en porter encore quelques traces. Mais si je pense que l'on doit la vérité à ses plus fidèles amis, je ne crois pas cependant qu'elle doive leur être dite d'une façon désagréable, ni même lorsqu'il n'y a aucune utilité pour eux à la leur exprimer. Mais aussi on doit à l'auteur de ne dire que ce que l'on pense ; si l'on peut avoir égard à certains motifs qui vous incitent à l'indulgence, on ne doit pas induire le lecteur en erreur, sous prétexte de ne pas froisser tel ou tel auteur. — Je répugne aux procédés de camaraderie qui vous font louer quelque chose rien que pour faire plaisir à un ami. — Comme tel critique que M. de Sainte-Croix reconnaîtra qui, ayant à parler d'un de mes livres ou brochures, je ne me rappelle pas au juste, en fit un compte rendu assez sympathique, mais en en parlant d'une façon qui démontrait qu'il ne l'avait pas lu. — Cela manque de probité envers soi-même, envers l'auteur, envers le lecteur. Voilà pourquoi il m'arrive quelquefois de froisser les gens sans le vouloir, ne voulant pas me plier à ces façons de procéder.

Mais, pour en revenir à *Nono*, voici son histoire. Le plan, avec presque tous les détails actuels, fut écrit en 1894 à Mazas, dans les premiers jours de ma détention. Je trouvais que nous manquions de livres pour les enfants, et l'essai me tentait depuis longtemps. Nono est le nom d'un de mes neveux ; pour l'amuser, je lui écrivis que j'allais faire un livre pour lui et qu'il en serait le héros.

Seulement, je ne m'illusionne pas sur mes aptitudes littéraires. Je sens que l'imagination me manque, il y a des tours de phrases qui me font défaut ; je laissai dormir *Nono* pour me remettre à des ouvrages de sociologie, où je me sens plus à mon aise, puis, tout mon temps étant pris ensuite par les *Temps Nouveaux*, *Nono* resta pendant six ans en carton.

Au mois de janvier de l'année dernière, une pneumonie manqua me faire glisser de l'autre côté ; lorsque je commençai à me lever, des amis me proposèrent d'aller passer ma convalescence près d'eux, dans le Midi. On devine si j'acceptai avec plaisir, et comme mon neveu me réclamait toujours *son* livre, j'emportais *Nono* avec moi. J'y travaillais une partie de février, tout mars, et rentrais à Paris au milieu d'avril avec mon manuscrit remis sur pattes, et le portais à Stock, presque aussitôt mon arrivée.

Et ce n'est qu'à ma rentrée, après avoir déblayé le travail accumulé que je pus lire *Pantalonie* qui avait paru une semaine environ avant mon arrivée.

J. GRAVE.

CONTRE LES GUERRES

Nous avons reçu deux nouvelles adhésions à la protestation, insérée dans le dernier numéro, contre la guerre de Chine et les guerres en général. Ce sont celles des camarades Marcel Mayer et Maurice Vidal.

Merci, en outre, au camarade Moritz qui a signalé notre initiative dans le *Parti Ouvrier*, en la recommandant.

A. G.

PATRIE, GUERRE ET CASERNE

LETTRE A UN PROLÉTAIRE

II

Chose infiniment curieuse, il n'y a pas de crime qu'on ne nous oblige à commettre contre notre patrie, au nom du patriotisme.

Sans parler de la guerre, de la tuerie sanglante qui couche par terre des milliers de producteurs, sans parler de la bataille à coups de canons, ce qu'on appelle la paix armée, c'est-à-dire la bataille à coups de milliards, n'est-elle pas pour chaque pays une cause toujours agissante de destruction et de misères ?

Combien de richesses engloutissent chaque année les budgets de la guerre! A quoi servent ces fusils, ces baïonnettes, ces canons, ces vaisseaux, ces engins de meurtre périodiquement démodés et mis au rebut? Que produisent les soldats en échange de leur nourriture et de leur vêtement? Par combien de millions se chiffrent en un mot les dépenses de toutes sortes du militarisme?

Le calcul est facile à faire.

En 1899, le budget de la guerre s'élevait, en France, à 1 milliard 116 millions 705.673 francs, avec un contingent de 627.450 hommes et 122.373 chevaux.

Si tu évalues seulement à 3 francs la journée d'un homme et à 2 francs celle d'un cheval, tu trouves, en travail perdu, une somme de 2 millions 127.099 fr. Multiplie maintenant ce chiffre par 300, nombre moyen des journées de travail dans une année et tu obtiens 638 millions 129.700 francs.

Soit pour les dépenses totales de la guerre, pendant une année, 1 milliard 754 millions 835.373 fr.

Essaye de te rendre compte maintenant de ce que représente en progrès industriel et social, en éducation, en instruction et en hygiène, c'est-à-dire en bonheur et en bien-être, une pareille somme!

Mais il y a un calcul qu'on ne fera jamais, parce qu'il s'agit de choses qui ne s'évaluent pas en chiffres. C'est celui des richesses intellectuelles et morales que l'armée gaspille chaque jour en même temps que notre argent.

Astiquer tous les jours le même morceau de cuir, le même bouton ou la même plaque de fusil, répéter cinquante fois de suite, et sans savoir pourquoi, le même mouvement, apprendre à saluer et à marcher, comme si on ne le savait pas déjà, à tourner et à virer, à lever le bras ou la jambe, se rappeler s'il faut boutonner sa tunique à droite ou à gauche, plier une cravate et boucler un ceinturon d'une certaine façon et jamais d'une autre, voilà à quoi se passe la vie du soldat. Or on ne fait pas pendant trois ans de suite ce métier de chien savant et d'imbécile, sans en garder la marque.

Et ce ne serait rien encore si la caserne ne faisait pas de chacun de nous une machine à obéir, comme elle en fait une machine à astiquer et à marcher au pas. Mais au seuil de la caserne chaque conscrit laisse son cerveau et sa volonté, toute dignité et toute initiative. Au régiment, tout cela est remplacé par un seul mot : obéir. Obéir aux ordres les plus idiots, les plus contradictoires, les plus immoraux, les plus grossiers. Obéir sans un murmure, sans un regard, sans un geste, sous la menace d'un code qui punit de mort la moindre velléité d'indépendance. Obéir et avoir peur, car même en obéissant on n'est pas toujours sûr de se tirer d'affaire. Un proverbe de caserne ne dit-il pas que le meilleur soldat est toujours en défaut?

La lâcheté morale, l'habitude de se soumettre et de trembler, voilà donc ce qu'on rapporte des casernes.

On en rapporte encore le culte de la force brutale, la religion de la violence. Les militaires professionnels, les officiers auxquels on nous livre, corps et âme, pendant trois ans — et cela à un âge où, presque encore enfants, nous subissons si aisément toutes les influences — les officiers forment dans la nation une caste à part, une véritable caste de brutes. Le meilleur officier, le militaire accompli, c'est celui qui se montre en toutes circonstances la plus parfaite brute. Que peuvent être, en effet, l'intelligence et le caractère d'hommes qui, toute leur vie, tiennent, au lieu d'un outil pour produire, une arme pour tuer, d'hommes qui ont abdiqué une fois pour toutes devant le bon plaisir du plus galonné? Comment de tels êtres n'opposeraient-ils pas en toutes choses la violence à la raison? En face de l'intelligence et de l'énergie paisible qui peinent à édifier l'avenir, les porte-sabre représentent donc la bêtise et la violence des âges lointains. L'armée est, parmi nous, comme un sanctuaire où, pour entraver l'œuvre civilisatrice, pour faire obstacle au progrès, la force bestiale est entretenue avec soin, idéalisée et panachée, dorée et galonnée. Et, de la caserne, de telles habitudes gagnent par contagion tout le corps social. Les années de service sont, pour chaque citoyen, un apprentissage de brutalité et de bassesse.

Ce n'est pas tout.

Soustrait à l'influence bienfaisante du travail utile, arraché brusquement à son milieu, à l'affection de ses parents et de ses amis, isolé tout à coup dans les conditions de vie les plus déprimantes, n'ayant à sa portée aucune distraction honnête, soumis à un régime contre nature qui tient de la prison et du couvent, avec à peine quelques heures libres de loin en loin, le soldat se laisse vite aller aux plus sales habitudes de débauche, comme en témoignent assez les bouges rassemblés, dans chaque ville, autour des casernes. Combien reviennent du régiment pourris de maladies honteuses, perdus de paresse et d'ivrognerie?

Et c'est pour cela que, chaque année, un médecin choisit minutieusement les hommes les plus forts, les plus sains, les plus robustes de la nation, ceux que l'on appelle l'espoir de la patrie!

Ah! les grands patriotes que nos gouvernants. Comme ils aiment leur pays, ces gens qui sous prétexte de le défendre — alors que personne ne l'attaque — le livrent chaque jour à des ennemis cent fois plus dangereux que l'étranger, le soumettent à des conditions plus dures que ne pourraient le faire les plus impitoyables conquérants! Et ce sont ces assassins de leur patrie, ceux qui chaque année l'appauvrissent et la corrompent un peu plus, qui viennent nous morigéner au nom du patriotisme!

Avoue que peu de choses sont aussi risibles.

(*A suivre.*) CH. ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LE MARIAGE. — Les partisans de l'union libre sont des gens immoraux. Rien d'immoral comme de vouloir baser la famille sur l'affection mutuelle, au lieu de la laisser se former au hasard des intérêts cupides. L'affaire de Cornulier vient de démontrer une fois de plus d'une manière éclatante la supériorité de la famille légale sur la famille libre.

Un jeune officier, tout fringant, tout étincelant dans son uniforme pimpant, cherche un riche parti, ce qu'en terme de barrières on appelle une « bonne marmite ». Les choses changent de nom suivant les mondes, mais demeurent identiques.

D'autre part, une jeune pécore, ayant reçu une éducation « distinguée », n'attend que son mariage pour se livrer à toutes les débauches dont son imagination s'est repue en secret. Le mariage consommé, légalement et légitimement estampillé et approuvé par les autorités compétentes, chacun tire de son côté; Monsieur courtisant ses bonnes, Madame se donnant à tout venant. Un beau jour, l'honneur du mari, cet honneur que l'on croyait depuis longtemps chose perdue et irrécupérable, se retrouve soudain et explose en un drame subit et meurtrier.

Douze bourgeois quelconques, tirés au sort, ont acquitté. Ils ont eu raison, après tout. Désapprouver et punir un mari qui exerce le droit de propriété que la loi lui confère sur sa femme et venge les atteintes portées à ce droit, n'est-ce pas porter la hache dans l'édifice bourgeois et saper l'une des bases de la société : la famille légale?

A noter aussi cette dame de compagnie, toute confite en dévotion, favorisant les débauches de sa maîtresse, pour le plus grand bien de la religion sans doute?

Tout cela est certainement bien plus moral que l'union de deux êtres qui s'aiment et trouvent tout naturel d'associer tout bonnement leurs existences sans s'inquiéter de telles ou telles formalités légales ou religieuses.

*
* *

BONNE FOI. — M. Méline, l'homme au pain cher, et dont le nom rime si bien avec famine, a prononcé un grand discours. Ce politicien, parlant des grèves, déplore qu'elles aient pour effet d'effrayer les capitaux et de les faire émigrer, ces pauvres capitaux, à l'étranger. Il n'y a donc pas de grèves à l'étranger? Cependant je m'étais laissé dire que les grèves ne sont nulle part plus nombreuses qu'en Angleterre. Les capitaux anglais seraient-ils plus courageux que les capitaux français? Monsieur Méline, vous insultez la France et sa bravoure bien connue.

De plus, toutes ces grèves, c'est la faute au ministère. Du temps de M. Méline, il n'y avait pas de grèves.

M. Poireau sait parfaitement que ce qu'il a débité là sont des âneries, mais on donne aux électeurs la nourriture qu'ils méritent.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

Mouvement ouvrier. — LA GRÈVE GÉNÉRALE. — Trompé par l'attitude des politiciens qui, la semaine dernière, engageaient les grévistes de Montceau à accepter les propositions du gouvernement et à reprendre le travail, j'avais cru à la fin de la grève : il n'en a rien été.

Cette fois la question s'est élargie; ce n'est plus de Montceau seul qu'il s'agit, mais d'un arrêt du travail dans tous les centres miniers, de la *Grève générale* des mineurs.

Le Congrès qui s'est tenu ces temps derniers à Lens ayant décidé qu'il n'avait pas pouvoir pour se prononcer sur la *Grève générale* immédiate, mais qu'il y avait lieu, si dans les quinze jours le gouvernement n'obligeait pas la Compagnie de Blanzy à faire droit aux revendications des grévistes de Montceau, d'agir par voie de referendum et de consulter tous les mineurs sur l'opportunité d'une grève générale.

Le referendum vient d'avoir lieu, mais le résultat, à l'heure où j'écris, n'en est encore que partiellement connu.

Un fait, tout de suite, frappe l'esprit : c'est que les abstentionnistes sont de beaucoup la majorité; sur 162.000 adhérents qu'annonce la Fédération des mineurs, à peine le tiers ont cru devoir se prononcer pour ou contre, et il est fort difficile d'interpréter le sens exact des abstentions.

En tous les cas, si les décisions du Congrès de Lens sont suivies, à savoir que les abstentionnistes seront considérés comme faisant partie de la majorité, c'est la grève à bref délai, car les mineurs dans tous les centres ont voté en majorité pour la *Grève générale*.

Le résultat est bien difficile à prévoir, trop souvent les mineurs ont montré qu'ils agissaient plus sous l'influence de chefs politiciens que par eux-mêmes, et cette fois encore, sans doute, le mouvement dépendra de l'attitude prise par ces chefs, qui à Lens se sont prononcés carrément contre la *Grève générale*, la remettant aux calendes grecques de la bonne volonté gouvernementale en faveur de réformes plus ou moins illusoires.

Si les pontifes n'ergotent pas et que, comme il en a été décidé à Lens, les abstentionnistes sont ajoutés

à la majorité, c'est la grève certaine, car il y a eu 52.059 voix pour et 31.217 contre; au total, environ la moitié des mineurs français.

Il y a eu, depuis le début de la grève de Montceau-les-Mines, tellement de surprises et de contretemps que j'hésite aujourd'hui à me prononcer. Si les mineurs semblent marcher, les chefs auxquels malheureusement ils obéissent les retiennent encore. La plupart, on l'a vu lors du Congrès de Lens, sont inféodés au socialisme gouvernemental; le referendum, d'où n'est pas sorti, comme ils l'espéraient, le rejet de la *Grève générale*, est leur œuvre.

Le mouvement, à l'heure actuelle, est dans les mains des Basly, des Calvignac, des Lamendin; attendons qu'ils se soient prononcés, car ces habiles politiciens ont plus d'un tour dans leur sac pour calmer les énergies qui malheureusement leur obéissent encore.

Un autre point reste. Un certain nombre de syndicats ouvriers, tant à Paris qu'en province, ont envisagé l'attitude qu'ils devaient tenir au cas où la *Grève générale* des mineurs serait votée; quelques-uns se sont prononcés pour l'arrêt du travail. D'autres ont réservé leur décision jusqu'au jour où le résultat serait connu. Tout cela peut être gros de conséquences, mais il nous faut attendre quelques jours.

Quoi qu'il en soit, l'idée de la *Grève générale* semble en progrès. Les politiciens qui longtemps l'avaient rejetée comme impraticable, en parlent aujourd'hui comme d'un mouvement avec qui il faut compter. Les journaux bourgeois, de leur côté, ne cachent pas leurs craintes et ont compris, eux aussi, tout ce que les travailleurs pourraient en retirer. La grève générale, c'est l'entente des travailleurs, et la bourgeoisie sait que, le jour où tous les prolétaires qui sont la majorité s'entendront, c'en est fait de ses privilèges. La tentative des mineurs les inquiète. Fasse que les politiciens, suivant leur habitude de gavés, ne tuent pas ce mouvement.

P. S. — Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que Basly vient de lancer un manifeste engageant les mineurs à ne pas se conformer aux décisions du referendum. C'est la confirmation de ce que nous disons.

∴

Imprimerie communiste. — Tout doucement, trop doucement malheureusement l'*idée* fait son chemin. Un groupe d'imprimeurs et typographes vont fonder une coopérative ouvrière; sortant des sentiers battus jusqu'à ce jour, les camarades ont l'intention, autant que faire se peut en période capitaliste, de créer un atelier « communiste ». Du reste, le manifeste ci-après expliquera leur but et leurs aspirations mieux que je ne saurais le faire. Vu la longueur du document, je passe un exposé des décisions des congrès ouvriers, pour en arriver au fait :

. . . .

Nous en avons tous assez de ces associations dites ouvrières, qui font appel à l'égoïsme individuel et sont au prolétariat « aussi néfastes que le patronat ».

A l'Emancipatrice, imprimerie ouvrière et communiste, que nous avons créée, les travailleurs s'interdisent en effet de la façon la plus formelle de toucher une part quelconque des bénéfices réalisés par eux.

C'est une commission nommée par vous, camarades des syndicats et des coopératives, qui répartira ces bénéfices selon vos désirs à la propagande syndicale et socialiste. Nous voulons aider à la formation de nouveaux syndicats, de nouveaux groupes d'études socialistes, de coopératives de production nouvelles, filles de la nôtre, nous voulons aider partout les camarades en lutte avec le patronat. Et c'est ainsi que reviendront impersonnellement au prolétariat les bénéfices produits par notre travail.

La journée de huit heures est établie. Comme le système commanditaire a été par tous les Congrès corporatifs considéré comme le seul équitable, le seul supprimant tout favoritisme et toute inégalité, tous les travailleurs de l'Emancipatrice constituent une seule commandite égalitaire.

Quelle que soit sa fonction ou son sexe, chaque camarade dépensant sans compter tous ses efforts et toute son énergie pour la prospérité de l'œuvre commune, qu'il soit employé de bureau ou compositeur, brocheuse ou conducteur, tous les salaires sont égaux.

Les travailleurs de l'Emancipatrice se déclarent solidaires les uns des autres, et, quelles que soient les fonctions que certains d'entre eux pourront occuper par voie d'élection, ils déclarent que tous ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, ils veulent que tous travaillent avec la même ardeur et les mêmes espoirs.

Ils ne feront pas de différence entre l'ouvrier de la première et celui de la onzième heure; cependant, pour que ne pénètrent point parmi eux des individus voulant fausser le but de leur entreprise, les travailleurs associés exigent de tout camarade nouveau un stage d'un an; le camarade aura ainsi le temps de faire disparaître tout ce qui en lui provient du mode actuel de production et d'exploitation capitalistes : il sera réellement un des nôtres et il deviendra de droit à la fin de ce stage un travailleur associé.

Nous voudrions, camarades, n'être plus les rouages mécaniques d'une entreprise financière, mais les ouvriers intelligents d'une œuvre féconde; nous voudrions réaliser nos rêves d'artisans comme nos espérances de révolutionnaires. Dans le domaine social, comme dans le domaine artistique et technique, nous marcherons de l'avant. Notre travail sera notre plaisir et notre joie.

En vous aidant, camarades, à préparer la Révolution, nous voudrions, au lieu de l'attendre, la faire en nous-mêmes, la faire autour de nous.

Ainsi, l'Emancipatrice sera bien une œuvre utile au prolétariat, elle sera un foyer de révolution. A vous, camarades, de l'alimenter!

Ne croyez-vous pas, camarades, que les bénéfices prélevés par les entreprises capitalistes sur les travaux d'imprimerie que les organisations socialistes dispersent aujourd'hui aux quatre vents de l'exploitation individuelle, une fois centralisés dans une maison ouvrière, permettraient de réaliser des gains considérables? Et ceux-ci trouveraient largement leur emploi dans la création d'œuvres utiles à l'émancipation des travailleurs, quels que soient leur sexe, leur race et leur pays.

Mais, pour cela, il faut que tout ce qui concerne l'action et la pensée socialistes sorte de nos ateliers.

D'autre part, nous voudrions établir une organisation du travail qui soit, autant que le permettent du moins les conditions économiques actuelles, l'ébauche de l'organisation communiste de l'avenir.

A l'Emancipatrice, les travailleurs règlent eux-mêmes les conditions de leur travail.

Si les camarades appliquent le beau programme qu'ils se sont ainsi tracé, et nous le souhaitons vivement, j'aurai l'occasion, je l'espère, de reparler d'une tentative en tous points si intéressante.

P. Delesalle.

Italie.

Le bruit court que Bresci serait devenu fou par suite des mauvais traitements dont il aurait été victime dans sa prison.

S'il n'est exact, le fait est au moins vraisemblable. On sait, en effet, quel est le régime affreux auquel sont soumis les régicides, en Italie, régime malgré lequel on ose encore traiter de criminel le véritable philanthrope qui tue un roi d'un seul coup.

A. G.

Espagne.

Il y a quelques semaines, les *Temps Nouveaux* ont parlé des procédés arbitraires employés par la police de Marseille contre le camarade Bonafulla et autres. Dès le début des grèves, en effet, les ouvriers connus pour leurs opinions révolutionnaires et spécialement les étrangers ont été arrêtés en grand nombre.

Notre arrestation, au camarade Romeu et à moi, a eu lieu le 30 du mois passé. Dès qu'ils l'ont apprise, les camarades espagnols sont retournés en Espagne. Mais les Italiens n'ont pas pu en faire autant. A mon arrivée dans la prison, j'ai vu environ 150 ouvriers, presque tous italiens, détenus pour faits de grèves, dont quelques-uns ont été fort mal traités. Voici ce que m'a raconté le camarade italien Pellegrini, condamné à 13 mois de prison pour avoir crié: Vive la grève générale!

« De suite après mon arrestation, une quinzaine de policiers armés de cannes et de coups de poing m'ont frappé avec la dernière sauvagerie. Après quoi, on m'a jeté dans une cellule. J'ai été tellement maltraité que, sans la vigueur exceptionnelle de ma constitution, j'aurais succombé. Et lorsque j'ai raconté au juge les infamies commises par les agents, voici sa réponse: On a bien fait. Avec vous autres, il n'y a pas moyen de se conduire autrement. »

Quant à nous, on nous a conduits à la frontière en voiture cellulaire et on a fait durer le voyage 64 heures.

— Prochainement doit paraître un journal libertaire continuant *El Productor*.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les camarades qui nous font des règlements (abonnements, brochures, livres, etc.) sont priés de nous envoyer un mandat au nom de « l'administrateur des *Temps Nouveaux* », lorsque la somme dépasse deux francs. En timbres seulement pour des sommes moindres.

Les camarades — même abonnés — sont priés de nous rappeler leur adresse lorsqu'ils nous écrivent.

∴

Groupe *Les Trimardeurs*. — Réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2, 3, rue Fondary.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 4 mai :

Conférence organisée par le Comité de Solidarité universitaire en faveur des étudiants russes. — Le Dr Ch. Rappoport : Les troubles actuels en Russie.

Lundi 6 mai. — Amédée Rouquès: L'art au musée et l'art dans la vie.

Mercredi 8 mai. — Soirée musicale organisée par M. de Solenières: Cent années de musique française (1800-1900).

Piano, chant, violon, violoncelle.

∴

L'Education sociale de Montmartre, 3 et 5, rue Jules-Jouy, à 8 h. 1/2 :

Samedi 4. — M. Coupat, secrétaire du Syndicat des mécaniciens : Rôle des syndicats ouvriers.

Mardi 7. — M. C. Cahen : La liberté de la presse.

Jeudi 9. — M. Grévy, professeur au lycée Saint-Louis : Les ballons dirigeables.

Samedi 11. — Soirée musicale et littéraire.

∴

Les camarades qui se sont chargés de listes de souscription sont invités à les envoyer cette semaine 26, rue Titon.

Le *Pot-à-Colle* reparaîtra gratuit la semaine prochaine.

Les camarades qui veulent se charger d'en distribuer le feront savoir.

∴

Groupe d'études sociales et philosophiques du XIIe arrondissement, café des Sports, 203, avenue Daumesnil.

Tous les vendredis, à 9 heures du soir, discussions sur les questions d'actualité.

∴

Le Syndicat des ouvriers ébénistes du département de la Seine, désireux de fonder une bibliothèque d'études sociales et philosophiques, adresse un appel aux amis de l'émancipation et à ceux qui s'intéressent au développement intellectuel et moral de la classe ouvrière et les invite à envoyer les livres et brochures au siège social, 57, rue de Charonne.

P. S. — Beaucoup de camarades de notre organisation étant étrangers, nous recevrons avec plaisir les écrits de langue étrangère.

∴

Merlino dit que je l'ai calomnié. Pourtant, il devrait se rappeler que, lors de sa polémique sur le parlementarisme avec Malatesta, l'*Agitazione* m'accusa de trop d'impartialité (en faveur de Merlino) dans la relation que j'en fis dans ce journal. Cela prouve ma bonne foi d'alors et d'à présent, car, contre l'avis de tous les camarades, j'ai été le dernier à croire que Merlino nous aurait complètement abandonnés, en se donnant, armes et bagages, au collectivisme. En disant donc qu'il a l'ambition d'aller à Montecitorio, je n'ai fait qu'exprimer l'opinion générale sur son compte.

Peut-être Merlino croit-il à de l'ingratitude de ma part, parce qu'il a été mon vaillant et affectueux défenseur à la Cassation dans mon procès pour excitation à la révolte? Certes, il est dur d'être obligé de paraître un ingrat envers qui nous a montré tant de bonté et d'intérêt dans de tristes circonstances, mais, comme anarchiste, j'ai été toujours sincère. Merlino donc me pardonnera, si cette fois encore ma sincérité l'a emporté, et, à plus forte raison, s'il y joint mon indignation contre ma crédulité elle-même, parce que j'ai toujours cru et toujours soutenu que Merlino ne serait jamais devenu un légalitaire.

ROBERTO D'ANGIÓ.

VIENT DE PARAITRE

L'imprimeur vient de nous livrer notre 24e lithographie : *Le Calvaire du mineur*, par Couturier. Franco : 1 fr. 40; dans nos bureaux, 1 fr. 25.

∴

Les Aventures de Nono, de J. Grave, 1 vol. illustré par Charpentier, Luce, Heidbrinck, Rysselberghe, L. Pissarro, Lefèvre, Hermann-Paul et Mab, 2 fr. 75 franco.

∴

Le 8e fascicule des chansons éditées par P. Delesalle, qui contient *La Marianne* (*La Diane*), avec musique; *Fraternité*, par S. Faure; *Pendeurs et pendus*, de O. Souëtre.

∴

Anarchie, par André Girard. Cette petite brochure de vulgarisation sera expédiée aux camarades à raison de 3 francs le cent; pris au bureau du journal, 2 fr. 50. Couverture illustrée par V. Müller : les 10 exemplaires, 0 fr. 35.

NOTRE TOMBOLA

(*Suite*)

Une erreur de numérotage s'étant produite dans la liste que nous avons donnée la semaine dernière, nous rectifions comme suit :

42. Une bouteille de champagne, don d'un camarade.
43. Un tableau de Cross.
44. Un calendrier brodé, offert par Mme B.
45. Un porte-bouquet porcelaine.
46. Un dessin d'Hoffmann.
47. Deux médaillons offerts par un camarade.
48. Un tableau de G. Manzana, offert par l'auteur.
49. Trois gravures offertes par la camarade N.
50. Une demi-douzaine de couteaux de table offerts par le camarade Rousseau.
51. Un lot de lithographies et affiches de Couturier offert par l'auteur.
52. Idem.
53. Idem.
54. Un lot de musique offert par le camarade Rousseau.
55. Deux années de la *Revue de l'Ecole d'anthropologie*, offert par R. C.
56. Deux lithographies offertes par un camarade.
57. Un volume *Les Feuilles*, de Zo d'Axa, offert par B.
58. Un exemplaire de *Poèmes*, par Th. le Milea, don de l'auteur.
59. Un dessin de Delaunay.
60. Un volume *L'Enfer*, de Conte.
61. Deux eaux-fortes de Paraf-Javal.
62. Une peau de tatou, don d'un camarade américain.
63. Un dessin rehaussé de couleur par Hénault, don de l'auteur.
64. Idem.
65. Idem.
66. Un tableau de Lefèvre, don de l'auteur.
67. Une petite brosse balais, envoi d'un camarade du Canada.
68. Idem.
69. Un lot de photographies.
70. Un dessin de Bonnard.
71. Une eau-forte « Les Deux Amies ».
72. Deux eaux-fortes, don du camarade Jamin.
73. Idem.
74. Une eau-forte et une lithographie.
75. Un superbe album « Les profils de style du XIe au XVIIIe siècle », par Léon Jamin, don de l'auteur.
76. Un tableau de Tucer, offert par l'auteur.
77. Une étude de Weisser offert par l'auteur.
78. Un abonnement de 6 mois aux *Temps Nouveaux*, offert par le camarade J. De.
79. Quatre lithographies, don d'une camarade.
80. Un volume *L'Enfer*, de Conte.
81. Un lot de brochures.
82. Une nature morte de Lazard, offerte par l'auteur.
83. Une nature morte de G. Lefèvre, offerte par l'auteur.
84. Un volume *Le Jardin des Supplices*, par Mirbeau, offert par E. Gr.
85. Un pastel, par Bessin, offert par l'auteur.
86. Un poignard nègre, don du camarade B.
87. *Les Croix et les Glaives*, un volume offert par E. Gr.
88. Un porte-bouquet, offert par la camarade L. D.
89. Lot de coquillages, envoyé par un camarade d'Honolulu.

Un certain nombre de lots nous sont annoncés, mais ne nous sont pas encore parvenus : le détail en sera donné à notre réunion et ils concourront également au tirage.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

A l'aurore du siècle, par Louis Buchner, version française, par le Dr Laloy; chez Schleicher, éditeur, 15, rue des Saints-Pères.

Essai sur l'individualisme, par Eugène Fournière; 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Les Etudiants russes et la Question universitaire en Russie, 1 brochure, chez le Dr Rappoport, 12, rue du Commandeur.

Werther le juif, par L. Jacobowski, traduit par Mlle Rynenbroeck et M. A. de Rampan; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

El Cantor de l'Ideal, par Felip Corteilla, 1 brochure, 0 fr. 25, tipographia « L'Avenç », ronda de l'Universitad, 20, Barcelone.

A voir :

Dans l'*Assiette au beurre*, n° 4, le dessin d'Hermann-Paul et celui de Steinlen.

PETITE CORRESPONDANCE

R. D., rue Fessard. — Ce ne sont pas les contradictions qui manquent chez Tolstoï, mais il faut juger l'ensemble et non les détails.

Kaefer. — Reste 1 fr. 80 à votre actif.

R., à Blanzy. — Bien reçu. Merci.

M., à Paris. — Que veux-tu, il prétend que pour nourrir sa famille il faut être lâche et renégat. Nous nous étions trompés, c'est qu'il est impuissant, et incapable d'aimer la liberté.

F., à Paris. — L'éditeur ne peut pas encore nous fournir *L'Ecole de Yasnaïa*.

D., à Saint-Quentin. — Excusez-nous, nous rectifions. Votre abonnement finit fin septembre 1901. Sommes-nous d'accord cette fois?

F., à Paris. — Avons envoyé *La Douleur*. *L'Ecole de Yasnaïa* toujours pas paru.

Reçu pour les camarades de Chalon : Un tiers du produit d'une collecte faite à la conférence de Victor Charbonnel à Vierzon, 7 fr. 40. — A. Gailland, 0 fr. 30. — Léo Sivasty, 0 fr. 50. — Collecte entre plusieurs camarades libertaires d'Alais, à la suite de la conférence Dejeante : 1 fr. 75. Total : 9 fr. 95, envoyés par le camarade Léo Sivasty. — Groupe ouvrier international de Londres, 15 fr. 75.

Reçu pour les détenus : Cherf., 0 fr. 25. — Trois bijoutiers révolutionnaires : Lucien David, 1 fr.; Francis David, 0 fr. 50.; Gustave, 0 fr. 50. — E. Grim, 1 fr. — Guillot, 9 fr. 20. — M. G., 1 fr.

Reçu pour le journal : Scarcereaux, 0 fr. 50. — E., à Rio-de-Janeiro, 20 fr. — M. G., 1 fr. — Merci à tous.

B., à Le Cateau. — B., à Luxembourg. — B., à Paris. — C., à Autun. — D., à Feillens. — L., à Villiers-sur-Marne. — M., à Beaufiu. — E., à Migennes. — P., à Puissalicon. — V., à La Motte-d'A. — S., à Luchon. — C., à Lunay. — V., à Grigny. — P., à Puget-Ville. — G., à La Hunaudais. — R., à Nouzon. — H., à Lausanne. — M., à Feuquière. — C., à Saillans. — C., à Croix. — B., à Auxerre. — B., à Paris. — K., à Fléron. — M., à Trélazé. — E., à Rio-de-Janeiro. — G., à Beaucourt. — B., à Iseghem. — V., à Nîmes. — H., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que notre mauvaise organisation sociale engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac* (épuisée). — **L'Aube,** *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore,** *par Vuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gite,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **Ah! les sales Corbeaux!** *de J. Hénault.* — **La Guerre,** *de Maurin.* — **Epouvantails,** *de Chevalier.* — **Capitalisme,** *de Comin'Ache.* — **Education chrétienne,** *de Roubille.* — **Souteneurs sociaux,** *par Delannoy.* — **Provocations,** *par Lebasque.* — **La Débâcle**, *dessin de Vallotton*, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur,** *par Daumont.* — **L'Assassiné,** *par C. L.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 50 francs ce qui est paru de l'édition ordinaire, 100 francs celle d'amateur.

La Révolte, collection complète (deux seulement) : 150 francs.

PETITE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE

1. **Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris**, *par Paul Delesalle*	» 15
2. **Aux Travailleurs. — La Grève!** . .	» 10
3. **L'Action Syndicale et les Anarchistes**	» 10
4. **La Grève Générale**	» 10

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 2 — DIX CENTIMES — DU 11 AU 17 MAI 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

TRAVAIL SALARIÉ

Le travail, actuellement, n'est pas un échange de services, comme le disent les économistes ; c'est une corvée consentie pour une aumône.

On dit : Le luxe des riches fait vivre les pauvres. C'est comme si l'on disait : Les caprices de ceux qui ont pris la terre font vivre ceux à qui ils ont pris la terre.

Des hommes se sont emparés de tout ce qui existe. Ceux qui ont été dépouillés sont donc contraints d'avoir recours à eux, pour vivre. Ils viennent les trouver, et disent : « Monsieur, si c'était un effet de votre bonté, vous me donneriez de quoi ne pas mourir aujourd'hui. En revanche, je puis peiner pour contribuer à votre bien-être. Qu'avez-vous besoin que je fasse ? Voulez-vous que je scie des planches, que j'extraie du charbon, que je panse vos chevaux ou que j'essuie votre pot de chambre ? Voici mes bras. »

Et quand le dépouillé a peiné du matin jusqu'au soir, la nuit venue, il tend la main. Le dépouilleur y jette quelques sous. Le dépouillé salue très bas, et se retire dans *son* réduit, pour y dormir bien vite quelques heures et recommencer le lendemain la même existence.

C'est cela que les discoureurs de banquets politiques, la coupe de champagne à la main, appellent le travail noble, le travail libérateur.

Je ne conçois le travail que comme un échange libre de services entre égaux. Sont-ce des égaux, cet homme fier et cet homme humble, cet homme propre et cet homme sale, cet homme bien mis et cet homme mal vêtu, cet homme instruit et cet homme ignorant, cet homme dont la vie est assurée et cet homme dont la mort, sans l'aumône de l'autre, est certaine ?

Ne dites donc pas que les dépenses du riche font gagner le pauvre. Dites que des hommes, en s'appropriant la terre, empêchent d'autres hommes de vivre, puis qu'ils leur évitent de mourir en les faisant peiner pour eux.

∴

Le salaire est déterminé par la loi de l'offre et de la demande. L'offre des bras étant beaucoup plus grande que la demande, le patron ne propose à l'ouvrier que le salaire le plus bas possible. Et, quelque mauvaises que soient ces conditions, l'ouvrier est bien obligé de les accepter.

— Ce n'est pas tout à fait exact, puisque quand le patron découvre un ouvrier ou employé plus intelligent, plus actif, mieux doué que les autres, il n'hésite pas à l'augmenter de son propre mouvement.

— Sans doute, mais c'est toujours la loi de l'offre et de la demande. Un employé modèle étant quelque chose de rare, très demandé et peu offert, il faut le payer davantage pour le retenir près de soi.

— Donc la loi de l'offre et de la demande est bonne, puisqu'elle récompense le mérite. Je trouve ça très juste.

— Ce n'est pas juste, parce que ce que le patron récompense chez l'employé zélé, ce n'est pas son mérite, mais uniquement sa rareté. Supposez que tous les employés ou ouvriers soient également méritants, également aptes à rendre au patron tous les services qu'il en demande : leur salaire ne montera pas d'un centime, et le salaire augmenté de celui qui était rare hier, mais ne l'est plus aujourd'hui, redescendra au niveau des autres. En réalité, ce qu'on récompense chez l'employé instruit et intelligent, ce n'est pas tant son instruction, sa supériorité à lui, que l'ignorance et l'infériorité de ses camarades. Il ne peut espérer conserver cet avantage d'un salaire plus élevé, qu'à la condition que ses anciens camarades demeurent dans leur état d'infériorité vis-à-vis de lui : son intérêt est donc désormais de les laisser dans leur ignorance, de les empêcher d'en sortir, et même de les y enfoncer davantage. Le voilà devenu, par la force des choses et sans qu'il s'en doute, l'ennemi, l'oppresseur de ses amis de la veille. Ceci explique l'arrogance des parvenus, l'hostilité insolente du contremaître et du caporal.

Il est donc bien évident qu'un patron ne paye à un salarié quelconque que ce qu'il est forcé de lui payer. Il faut que sa main-d'œuvre lui coûte le moins possible. Supposons, un instant, qu'il trouve des ouvriers disposés à travailler gratis, pour une raison ou pour une autre, il n'y a pas de doute qu'il accueillerait leur proposition avec empressement et enthousiasme.

∴

Toute la différence entre l'esclavage antique et le salariat moderne, c'est qu'autrefois on *achetait* un esclave, tandis qu'aujourd'hui on le *loue*. Esclavage au mois, à la semaine, à la journée, à l'heure, ou encore à *la tâche*, peu importe ; c'est toujours de l'esclavage, puisque, pendant tout le temps de la location, le loueur est propriétaire des muscles du loué.

C'est pourquoi nous aspirons vers une société où nul n'aurait la possibilité de s'approprier les muscles d'autrui, où nul n'aurait la tentation de mettre sa fatigue en louage, pour vivre.

René Chaughi.

MINISTÈRE DE DÉFENSE RÉPUBLICAINE

Le *Libéral Ottoman* nous apporte ce petit morceau savoureux :

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Vu l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse,

Vu la loi du 22 juillet 1895,

Après délibération prise en Conseil des Ministres, conformément aux prescriptions de la loi;

Arrête :

Est interdite la circulation sur le territoire français de la partie imprimée en langue turque du journal *Le Libéral Ottoman*, organe bimensuel publié à Paris.

Fait à Paris, le 22 mars 1901.

Signé : Waldeck-Rousseau.

Pour copie conforme :

Le Préfet de police,

(Illisible.)

Vu et notifié à MM. Memdouh-Bey, directeur, et Kemaly-Bey, administrateur du journal *Le Libéral Ottoman*.

Paris, le 30 mars 1901.

Le Commissaire de Police

Lefroust.

PATRIE, GUERRE ET CASERNE

LETTRE A UN PROLÉTAIRE

III (1)

De la guerre et de sa préparation, du militarisme et des armements, de tout ce que nos politiciens appellent la défense nationale, une nation ne peut donc attendre que ruines et que misère. Et cela devrait suffire pour que tous les hommes de cœur, dans le monde entier, se révoltent contre l'état de paix armée.

Mais il y a, dans chaque nation, une classe qui supporte plus lourdement que tout le monde les conséquences du patriotisme de caserne et de revanche. Cette classe c'est la nôtre, celle des travailleurs, celle des prolétaires.

En attendant de servir à la guerre étrangère, le soldat, en effet, sert encore et sert surtout à la guerre sociale. Gouvernants et possédants, tu le sais, ne reculent jamais devant l'emploi de la *force* quand ils craignent pour leur pouvoir ou pour leur

(1) Voir les numéros du 27 avril au 3 mai (n° 53) et du 4 au 10 mai (n° 1).

argent. Notre histoire, comme celle de tous les pays d'ailleurs, est toute sanglante des preuves de cette vérité. Dès que les enfants du peuple réclament un peu plus de liberté et un peu plus de bien-être, c'est à coups de fusil qu'on leur répond. Sans parler des grandes hécatombes — comme celles de 1830, 1848 et 1871 — où les prolétaires roulent par milliers sous les balles des *défenseurs de l'ordre*, il ne se passe pas d'année sans qu'il y ait, ici ou là, quelque massacre d'ouvriers.

Chaque fois que des travailleurs tentent d'obtenir, par la grève, quelques maigres avantages, une petite amélioration à leur sort, c'est à la troupe qu'*ils ont affaire*. A chaque pas, le gréviste se heurte au soldat.

Veut-il organiser la commune résistance aux prétentions patronales, ce sont des soldats qui l'en empêchent en montant la garde autour des usines, autour des chantiers. Tandis que les patrons, de leur côté, sont libres de concerter, à chaque heure du jour ou de la nuit, telle mesure qu'il leur plaît.

Ce sont encore des soldats qui, pour intimider *les travailleurs*, sillonnent les rues de galopades et de charges, quand, chassés du travail par la rapacité patronale, les travailleurs pensent avec raison que leur place est dans la rue.

Et ce n'est pas seulement avec ses fusils que l'armée vient en aide au capital, lui assurant ainsi la victoire contre le travail. Chaque fois qu'une grève menace de détraquer certains services publics, tels que chemins de fer, tramways, navigation, postes, etc... ou encore d'entraver la production d'objets de première nécessité, comme le pain, c'est-à-dire chaque fois que les travailleurs ont quelque chance de vaincre dans leur combat pour la vie, ce sont des soldats qui viennent prendre, à la besogne, la place des ouvriers en grève. Le soldat commandé en service de grève n'est pas seulement le policier chargé d'*assurer l'ordre* et de *protéger la liberté du travail* — selon les formules hypocrites par lesquelles, hélas! tant de naïfs se laissent encore abuser, — c'est l'ouvrier devenu, par l'uniforme, esclave de l'Etat et mis par l'Etat au service du capitaliste dans l'embarras. Il joue en face du gréviste le même rôle que l'ouvrier traître à la cause ouvrière, qui, au milieu d'une grève, vient d'ailleurs tirer d'affaire le patron et rendre inutile, par conséquent, la résistance de ses camarades.

Tel est le rôle le plus important de l'armée dans les sociétés modernes : une police pour contraindre et massacrer au besoin les travailleurs, une réserve de bras pour les affamer.

Pour nous autres prolétaires, l'armée n'est donc pas seulement, comme elle l'est pour tout le monde, une institution dégradante et coûteuse. Elle est notre ennemie directe, puisqu'elle est la force brutale mise au service de nos maîtres contre nous. C'est une combinaison par laquelle nos exploiteurs réussissent à faire défendre leurs moyens et privilèges d'exploitation par les exploités eux-mêmes.

Dis-moi maintenant si c'est au travail esclave, au travail exploité, au travail crevant de faim à crier : Vive l'armée ? Ne sommes-nous pas stupides quand nous poussons ce cri et nos maîtres ont-ils tort de se gêner quand nous leur donnons le spectacle d'une pareille bêtise?

Ne l'oublie pas, Jacques, nous sommes avant tout des prolétaires, c'est-à-dire ceux qui portent aujourd'hui tout le poids, toute la tristesse de la société. Et l'armée, c'est avant tout le soutien de cette société.

Beaucoup de régiments, beaucoup de canons et de baïonnettes à mettre en ligne contre nous le jour où nous osons réclamer notre part de richesses sociales, voilà où aboutissent finalement les grandes tirades sur la Patrie, les phrases ronflantes sur le Drapeau. Quand nous venons faire étalage d'un chauvinisme imbécile, nous ne faisons donc que justifier, que consolider entre les mains des exploiteurs et des gouvernants cette force invincible contre nous les exploités, nous les gouvernés.

Que des bourgeois s'épanouissent à voir défiler des militaires, drapeau et musique en tête, qu'ils s'attendrissent sur leur bonne tenue et leur air martial, rien de plus juste, puisque ces braves garçons vont monter la garde à la porte des banques, des usines, des chantiers, des ministères. C'est la sécurité des coffres-forts, l'éternité des privilèges qui passent. Comment ceux qui ont les coffres-forts et détiennent les privilèges ne se découvriraient-ils pas ?

Mais nous autres, nous qu'on mitraille dans les rues pour un oui ou pour un non! Pour nous, le bataillon qui passe ne peut être que la servitude. La servitude et la honte, car dès qu'il endosse la livrée du soldat, l'homme du peuple trahit malgré lui les siens. Le prolétaire-soldat, c'est l'homme du peuple dressé à la défense des riches et des puissants, équipé et armé contre ses frères.

Un jour — tu te rappelles peut-être avoir lu ça dans les journaux — l'empereur Guillaume, passant des troupes en revue, leur parla ainsi : « Avec les menées socialistes actuelles il pourrait arriver que je vous ordonne de tirer sur vos propres parents, sur vos frères, même sur vos pères et vos mères, et alors vous devriez obéir à mes ordres sans hésiter. »

L'empereur d'Allemagne n'a fait que répéter là ce qui se trouve inscrit sur le livret de chaque soldat dans chaque pays, ce qui sera inscrit sur ton livret le jour où l'on t'en remettra un. Le premier sergent venu peut nous commander le même crime... Et si ceux contre lesquels on nous ordonne de décharger nos armes SANS HÉSITER ne sont pas toujours nos frères par le sang, ne l'oublie pas, Jacques, ce sont nos frères tout de même, nos frères de misère, nos frères de travail, nos frères de classe.

(*A suivre.*) CH. ALBERT.

Une lettre de Nouméa nous apprend que le camarade Bury, enfin avisé qu'il est amnistié, va s'embarquer pour revenir en France, où il espère être arrivé vers le 17 mai.

Le camarade Mouysset ne profitera pas de l'amnistie. Il est mort.

NOTRE RÉUNION

Notre réunion de dimanche a pleinement réussi. Devant une salle comble, le camarade Girard a parlé de l'esprit rétrograde et odieux qui anime l'enseignement primaire, dont l'unique objectif est de préparer de bons soldats et de bons serviteurs au capitalisme. Nous publierons d'ailleurs sa conférence. Puis le camarade Courtois, avec son éloquence passionnée et communicative, a complété la pensée de Girard en disant que les guerres cesseront quand les femmes, mères, sœurs et amantes le voudront et se dresseront, décidées et énergiques, en face de l'autorité, s'opposant au départ de leurs fils, de leurs frères et de leurs amis.

Ensuite les mandolinistes de l'*Estudiantina parisienne* se sont fait entendre dans leur répertoire avec le talent que nous avions déjà pu apprécier l'année dernière. Après eux, le camarade Léon de Bercy a dit plusieurs de *ses chansons noires* : *Libre! Rires ironiques*, *Repus* et *Ventre de gueux*.

Puis, Mlle Guillot a chanté avec grâce la *Cavatine du page*, des *Huguenots*; le camarade Raynal a enlevé avec un entrain superbe l'air du tambour-major du *Caïd*. Ici un petit incident s'est produit. Plusieurs camarades, se méprenant sur l'intention du chanteur et croyant à une malicieuse moquerie à l'égard de leurs opinions antimilitaristes, ont cru devoir protester. Mais aussitôt, le camarade Courtois a dissipé le malentendu en leur faisant comprendre que le caractère bouffe du morceau et l'éloge outré, qu'il contient, des succès du tambour-major avaient précisément semblé suffisamment ironiques pour fixer le choix du camarade Raynal. Et, du reste, faut-il supprimer les œuvres d'art, parce qu'elles représentent, parfois, des scènes que l'ignorance faisait croire vraies ? Faut-il rayer du répertoire, de la musique délicieuse parce qu'elle est adaptée à des paroles bêtes? Après tout ce qui avait été dit dans la conférence, les deux ou trois protestataires nous semblent avoir fait montre d'un sectarisme plutôt étroit.

Le concert s'est continué par un duo chanté par Mlle Guillot et Raynal. Et enfin, avant le tirage de la tombola, ce dernier, de sa voix magnifiquement sonore, a chanté l'*Internationale*, dont toute la salle reprenait en chœur le refrain.

Nous renouvelons ici nos remerciements à tous les camarades qui nous ont aidés de leur concours, à tous ceux qui nous ont envoyé des lots, aux artistes qui ont mis gracieusement leur talent à notre disposition et nous ont permis de mener à bien notre petite fête familiale.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLICE. — Mercredi, 1er mai, avaient lieu les obsèques de Paule Mink. Après l'incinération, au Père-Lachaise, les assistants se sont rendus au mur des fédérés. Ils y trouvèrent d'« imposantes » forces policières. Comme d'habitude, les policiers ont occasionné des bagarres. Ces brutes-là ne peuvent jamais laisser s'accomplir dans le calme et l'ordre la moindre manifestation. Il leur faut des coups, des assommades et du sang. La société se serait soudain écroulée si l'on avait laissé prononcer quelques paroles commémoratives devant ce mur historique! Quels imbéciles malfaisants!

*
* *

PATRIOTISME. — Certains Arabes — notamment la tribu des Beni-Menasser — n'ont encore pu accepter le joug français et la conquête de l'Algérie. De temps à autre, ils tentent, par un soulèvement, de ranimer le patriotisme engourdi de leurs compatriotes. Un fait de cette nature vient de se produire à Margueritte. La révolte a été réprimée, et l'on s'occupe de rechercher les « coupables », pour les punir.

Si ces Arabes étaient des Alsaciens-Lorrains ayant secoué le joug allemand, on n'aurait trop de larmes et d'emphatiques éloges à l'égard de ces héros. Mais ils sont des Arabes s'insurgeant contre la domination française. Alors ce ne sont plus que des brigands dignes du bagne.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

POLITICAILLERIE. — La politique, nous ne cessons de le dire, mène à toutes les bassesses. A peine élu, Allemane, par ses votes à la Chambre, se ravala au rang des pires politiciens et il entraîne aujourd'hui son « Parti » avec lui. Dans son dernier numéro, le journal du Parti qui s'intitule « ouvrier socialiste révolutionnaire » supplie « Monsieur Loubet » de ne pas accepter l'invitation de quelques réactionnaires du XIe, qui élut dernièrement Allemane. Il y aurait là, paraît-il, une déchéance pour lui. Le ministérialisme des membres du P. O. S. R. les a complètement aveuglés. La lutte de classe, la haine de la société capitaliste dont Loubet est le grand maître, autant en emporte le vent. Allemane, après l'avoir tenté pendant 20 ans, est aujourd'hui député; après ses votes à la Chambre, sa supplique à Loubet le montre tel qu'il est. Un politicien et rien d'autre. La constatation devait être faite pour ceux qui auraient encore quelques illusions. P. D.

*
* *

TOUJOURS LA DÉFENSE RÉPUBLICAINE. — A la suite de quelques articles parus dans l'*Autorité* et invoquant les foudres de la justice contre le journal *le Pioupiou de l'Yonne*, Waldeck-Rousseau-Millerand ordonnèrent des poursuites contre le vaillant journal antimilitariste qui fit de si bonne besogne dans l'Yonne.

Rédigé dans des termes simples et cependant attrayants, c'était bien ce qu'il fallait pour les populations rurales de l'Yonne.

*
* *

ALAIS. — *Crime militaire*. — Jeudi 2 mai dernier, un *engagé volontaire*, âgé de 20 ans, caporal au 40e de ligne, à Alais, nommé Georges-Paul Devillers, s'est suicidé en se tirant un coup de revolver sous le menton. — La mort fut instantanée. — *On semble ignorer les causes qui ont déterminé ce suicide.*

Tout est resté mystérieux dans cette affaire ; les soldats ne veulent rien dire, car on les a menacés pour ne pas qu'ils ébruitent ce qui s'est passé.

Les quotidiens régionaux n'ont fait qu'enregistrer ce suicide, sans ajouter une seule ligne de commentaires ; le haut commandement et la police ont agi fortement. Bien des bruits circulent, pouvant faire croire à une cause quelconque ; mais la version qui aurait le plus de chance d'être vraie, serait qu'on

aurait refusé une permission à ce soldat, et que de désespoir il se serait donné la mort.

En tout cas, rien que le silence d'en haut suffit pour nous démontrer que l'armée aura un crime de plus à son actif.

L. S.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Le 1er Mai. — Cette journée à jamais historique par les souvenirs qu'elle évoque — chez les anarchistes surtout — semble vouloir reprendre son véritable caractère. Prévoyant l'importance qu'elle pourrait avoir, les politiciens l'avaient fait jadis tourner à leur profit en organisant des ballades et des mascarades aux « pouvoirs publics »; aussi était-elle réduite à rien ces trois ou quatre dernières années.

Il n'en a pas été de même cette année, car, revêtant le caractère essentiellement ouvrier qu'elle aurait dû toujours conserver, son importance a été plus grande, le chômage plus fréquent.

C'est en effet sous les auspices, soit des Bourses du travail, soit des syndicats ouvriers, que les réunions et les quelques manifestations qui s'en suivirent avaient été organisées.

A Paris, il y a eu réunion à la Bourse du travail, l'après-midi et le soir.

L'enterrement de Paule Mink a été l'occasion d'une manifestation au « Père-Lachaise », qui était gardé comme aux grands jours par des nuées de policiers et de gardes municipaux brutaux à souhait. La « Défense républicaine » avait largement fait les choses, et le citoyen Millerand, comme un vulgaire Méline, a assuré par la force le « maintien de l'ordre!! » comme de juste, et, pour n'en pas perdre l'habitude, quelques arrestations ont eu lieu.

A signaler les réunions de la Bourse du travail où des cris très nourris de *Vive l'Anarchie*! ont été poussés et où plusieurs de nos camarades qui ont pris la parole ont été très écoutés.

En province, tous les centres ouvriers ou à peu près ont manifesté d'une façon quelconque, et je dois le répéter d'une manière générale, en l'absence de politiciens professionnels.

Au Havre, au sortir de la réunion de la Bourse du travail, les ouvriers ont parcouru la ville en conspuant quelques gros exploiteurs et brisant çà et là quelques vitres. Le maire, un potard de l'endroit, pour se venger d'avoir été sifflé, a fait fermer la Bourse du travail.

A Grenoble, la ville a été très agitée, des bagarres ont eu lieu, et l'armée a donné: un vieillard de 62 ans, piétiné par les chevaux, est mort le lendemain.

Des réunions et manifestations ont eu lieu à Toulouse, à Marseille, à Bordeaux, à Lyon, à Reims, à Saint-Quentin, à Bourges.

A l'extérieur, le 1er mai a aussi été très commémoré, conservant ainsi à cette date son caractère international de manifestation ouvrière.

*
* *

A Montceau-les-Mines. — Comme je le faisais pressentir la semaine dernière, la grève est terminée. Bien terminée, cette fois. Les politiciens qui en ont vécu, l'ont tuée, sans même avoir le courage d'attendre le résultat complet du referendum et la décision de la fédération des mineurs. Les décisions de leurs *assemblées*, les votes, le referendum où la majorité des mineurs qui avaient pris part au vote se sont prononcés en faveur d'une grève générale, autant en *emporte* le vent. Les chefs socialistes (!), parqués dans le ministère de défense républicaine, ne respectent même plus leur dieu « *Majorité* ».

Ce que l'on aperçoit nettement aujourd'hui, c'est que les politiciens se sont servis de cette grève dans un but d'intérêt personnel ou au profit de leur politique de parti, sans plus se soucier des grévistes, masse moutonnière, incapable, à part de rares exceptions, d'agir par elle-même, trompée, bernée, suivant quand même ses « mauvais bergers ». Les mauvaises raisons données par les chefs en faveur de la reprise du travail n'ont pas plus de valeur qu'elles pouvaient en avoir il y a trois mois, et près de 500 malheureux sont sacrifiés, obligés de quitter le pays et d'aller se faire exploiter ailleurs, et, quoi qu'en disent leurs flatteurs, c'est la tête basse, en vaincus, que les mineurs reprennent le travail.

Ils s'en rendent si bien compte qu'un sourd mouvement de colère s'est fait jour. Les mineurs s'aperçoivent que leur échec ne provient pas seulement de la trahison des Cotte, des Calvignac et des Basly qui ont fait échouer la grève générale, mais aussi de celle de leurs conseillers de chaque jour, les Letang, Bouveri et autres Boldes. Ce dernier, qu'une maladie arrivée bien à propos a tenu à l'écart depuis quelques jours, semble surtout assumer une grande responsabilité en la circonstance.

Déjà la grève du Creusot — où nous le défions bien d'aller discourir à présent — par sa faute fut un échec violent, et celui où il vient de mener les mineurs de Montceau ne l'est pas moins.

Après ces 110 jours de privations et de misère, le résultat est à peu près nul, les mineurs n'ont du reste à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Incapables d'action individuelle, ils se sont par trop reposés, pour mener la lutte à bien, sur les pontifes de leur syndicat, qui aujourd'hui est fortement compromis.

La grève de Montceau restera un exemple frappant. Là, plus qu'ailleurs peut-être, les « endormeurs ont fait merveille ». A prêcher le calme et la dignité, ils n'ont récolté que platitude et lâcheté, et il est à craindre que Montceau ouvrier ne soit encore plongé dans la torpeur pour longtemps.

Victimes de la bourgeoisie capitaliste, les mineurs le sont aussi des politiciens socialistes. Souhaitons que la leçon leur serve pour d'autres luttes.

P. Delesalle.

*
* *

Saint-Loup. — Les ouvriers sculpteurs et mouluriers de la maison Lebrun, à Saint-Loup-sur-Sémouse, viennent de se mettre en grève à la suite du renvoi du secrétaire de la Chambre syndicale de l'ameublement.

Le patron n'ayant pas voulu revenir sur sa décision, la grève, qui n'est encore que partielle, pourrait bien s'étendre à tout l'atelier.

L'an dernier, les ébénistes de cette maison ont laissé sacrifier le camarade qui avait porté le drapeau rouge à la manifestation du 1er mai. Un sculpteur d'une autre maison vient d'être renvoyé; motif inavoué : a crié « A bas la calotte! Vive l'Anarchie! » pendant le sermon du P. Bouhélier à l'église de Fougerolles.

Souhaitons que les travailleurs de Saint-Loup montrent un peu d'énergie et de solidarité pour mettre un terme à ces abus de pouvoir par lesquels le patronat se débarrasse des plus dévoués militants.

Un Paria.

Suisse.

Genève. — A la suite d'une réunion où plus de mille personnes ont protesté contre les dernières expulsions fédérales, quelques groupes, rencontrant devant la caserne des individus *en armes et galonnés* comme des portiers d'hôtel, ont crié : A bas l'armée! L'enquête a prouvé que ces cris émanaient de citoyens suisses et qu'ils ne sont pas encore séditieux. Pour se venger, on a pris six jeunes gens italiens signalés comme anarchistes et on les a expulsés du canton.

Mais où l'infamie commence ou continue, c'est dans le fait que cette petite expulsion cantonale s'est, de par la volonté de la police, transformée en une extradition.

Décidément le groupe pour la défense de la liberté d'opinions a de l'ouvrage à Genève.

Hollande.

Notre manifestation révolutionnaire le jour du 1er mai a très bien réussi. Notamment à Amsterdam où les « socialistes libres » et « anarchistes communistes » marchaient d'accord avec plusieurs syndicats sous l'idée de la *Fraternisation des Peuples* et de la *Grève Générale*, la participation aux meetings était plus générale encore que les années précédentes. N'oublions pas avec cela que les social-démocrates ont eu ce même jour leurs réunions publiques à eux, qui ont été également bien fréquentées.

Plusieurs centaines d'ouvriers avaient abandonné leur travail ce jour-là, et les deux grandes réunions d'ouvriers révolutionnaires qui se tenaient dans l'après-midi étaient tellement nombreuses que, dans un des locaux, les orateurs ont dû prendre la parole dans deux salles différentes.

Ce sont les camarades I. I. Samson, A. van Emmenes, A. M. Reens et Fijnhaar qui ont pris la parole dans ces différentes réunions.

Le soir, l'immense « Palais Cristal » était bondé par les masses venues pour entendre les camarades Van Emmenes et Methofer exposer les principes de la grève générale et de la fraternisation des ouvriers dans la propagande révolutionnaire.

Entre les discours, les chœurs ouvriers chantaient leurs chansons du 1er mai.

De la part des social-démocrates légalitaires on avait demandé et obtenu des autorités l'autorisation de former un cortège dans les rues avec drapeaux et corps de musique. Le cortège a eu lieu sous la garde sévère de la police en bon ordre (naturellement!). En même temps, les ouvriers révolutionnaires ont manifesté après leur meeting sans autorisation. C'est surtout par le soutien des nombreux syndicats ouvriers que nos manifestations révolutionnaires peuvent avoir un tel succès. Aussi le *Secrétariat National du Travail*, fédération nationale de syndicats indépendants, est-il combattu avec frénésie par les social-démocrates légalitaires, qui espèrent toujours voir marcher les syndiqués à la suite des politiciens.

Jusqu'à l'heure actuelle, leurs tentatives ont été vaines, et les syndicats ouvriers hollandais sont restés toujours de vraies forteresses pour nos forces révolutionnaires.

C.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Nous rappelons aux camarades que les convocations que l'on nous envoie pour être insérées doivent être signées.

Le camarade Léo Sivasty nous prie d'annoncer que l'*Aube Nouvelle* a interrompu momentanément sa publication.

Léo Sivasty prie les camarades de Narbonne, Cette et Agde, de bien vouloir se mettre en relation avec lui pour l'organisation de conférences.

Les camarades mécaniciens désireux de voir s'agiter dans leur syndicat des questions autres que celles qui y sont ordinairement discutées, sont priés de se réunir le 18 mai, salle Balsac, 1 *bis*, boulevard Magenta, pour s'entendre sur la conduite qu'ils auront à tenir et au remède à apporter à l'état de choses latent dans lequel est plongée l'Union coopérative des mécaniciens et similaires.

Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrondissement). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 11. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 14, à 2 h. — Réunion réservée aux dames. — Mme Renooz : De la mission éducatrice de la femme. — Partie musicale et littéraire. Jeux et goûter pour les enfants.

Mardi 14. — M. Molinier, professeur à l'Ecole des chartes : Les Albigeois et l'Inquisition.

Samedi 18. — M. Seignobos, maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris : La démocratie à travers les âges (conclusion).

Groupe *les Trimardeurs*, 3, rue Foudary, réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir.

Samedi 11 mai, à 8 h 1/2 du soir, 7e fête de l'*Union Syndicale du Bronze* dans les salons du Lac Saint-Fargeau, 296, rue de Belleville. Conférence par Liard-Courtois sur *Le rôle du mouvement syndical*. Grand concert artistique; bal de nuit. Prix d'entrée : 0 fr. 75, au profit de la caisse du Syndicat.

Des camarades pourraient-ils nous procurer les journaux suivants: *L'Etendard Révolutionnaire*, n° 13; *L'Emeute*, nos 5, 6 et 7; *L'Hydre anarchiste*, nos 1 et 2; *L'Alarme*, nos 5, 7 et 8; *La Lutte Sociale*, n° 3.

Prière d'adresser au journal.

G. P. A. P. — Section du faubourg Antoine.

Le citoyen Rodolphe Véris est prié de bien vou-

loir faire parvenir au siège de la section, 13, rue Keller, le cachet qu'il détient indûment depuis près d'un an.

G. Barnaba.

Amiens. — Samedi 11 mai, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet, rue du Faubourg du Cours, réunion des camarades qui veulent jeter les bases du Groupe de l'entente économique.

Les camarades du Groupe de propagande par écrits périodiques et conférences privées sont priés de se réunir le dimanche 19 courant, à 4 heures précises, chez Morel, route de Rouen, 141.

Noisy-le-Sec. — Les camarades viennent de fonder un groupe *antimilitariste*. Ils font appel à tous les socialistes sans distinction d'école.

Réunion tous les vendredis, salle Savoyant, à Noisy-le-Sec.

Saint Etienne. — Le petit congrès que nous avons tenu en février dernier ayant très bien réussi, nous encourage à en organiser un deuxième. Nous faisons un pressant appel à tous les groupes, petits ou grands, et à toutes les individualités qui voudraient bien nous apporter le concours de leurs connaissances et de leur énergie, et la volonté de mener cette œuvre à bien.

Nous pensons que les camarades se rendront le plus nombreux possible, et nous prions chaque groupe d'envoyer un ou plusieurs camarades comme délégués au Congrès libertaire, qui aura lieu dimanche, 26 mai, de 9 heures du matin à midi, et de 2 heures à 6 heures du soir.

(Le lieu de la réunion sera indiqué dans le prochain numéro des *Temps Nouveaux*.)

Ordre du jour :

1° L'action syndicale et les anarchistes.

2° Entente nationale et internationale entre les groupes révolutionnaires et anarchistes.

3° La grève générale et le communisme.

Pour le groupe d'organisation :

Joannes Gallet,

Libraire, rue de la Préfecture, 49, à Saint-Etienne.

Saint-Nazaire. — Groupe libertaire d'étude sociale *Ni Dieu, ni Maître*. Les camarades sont invités à se réunir tous les samedis soir, à 8 heures, au lieu habituel de leur réunion.

Groupe de S. I. de Saleux. — Tous les camarades sont invités à se réunir le samedi 11 courant, à 8 h. 1/2, au local habituel, en vue de l'organisation d'une soirée familiale.

Dimanche 12, à 7 heures, réunion chez un camarade où il sera fait une causerie sur l'éducation révolutionnaire.

Nous avons reçu les correspondances suivantes :

« Aux protestations de tous les travailleurs réunis contre l'ennemi « le Militarisme », je voudrais voir aussi celle de beaucoup de travailleurs qui en ce moment sont dans l'armée. J'espère que ma voix sera entendue.

« Soldats de tous les pays, unissons-nous, tendons-nous les mains par-dessus les frontières et envoyons au peuple chinois nos sentiments d'amour et de pitié. Vive la Chine au Chinois! La terre n'est à personne et ses fruits sont à tous. »

Un mécanicien de la marine.

Nous, libertaires révolutionnaires d'Estagel, nous nous unissons au groupe de Valréas pour protester contre les iniquités qui se font sentir chez nos frères les Chinois.

Camarades libertaires et révolutionnaires, le jour se lève. Le laisserons-nous se coucher sans réaliser ce qu'il nous fait ressentir? Il se présente à nous d'un teint rougeâtre et d'épouvante semée par la mort de milliers d'hommes défendant leur liberté. Il vient nous dire : Levons-nous, les hommes conscients, ne laissons plus se commettre ces atrocités sur des hommes qui sont, et pensent comme nous. Que diriez-vous, si les auteurs des massacres actuels en Chine, pour s'enrichir et accaparer plus d'immenses fortunes, pillaient vos prairies, vos maisons, égorgeaient vos mères, vos frères, etc.? Ne ressentiriez-vous pas un tressaillement qui vous dirait de défendre votre liberté opprimée? Camarades! chez nos frères les Chinois il en est ainsi : les religions et l'armée détruisent tout le bien-être dont ils ont le droit de jouir. Laisserons-nous s'accomplir de pareils événements sans opposer à ces brigands l'œuvre de la solidarité humaine qui doit exister entre nous tous? Le moment opportun est venu de saper les monstres.

Assez d'hypocrisies! Assez de tueries...! A bas les religions! A bas l'armée! Crions tous : Vive la révolution sociale! Vive la fraternité des peuples!

Andrillo Chamma Ange, A. Taulier, Bournet Léon, Forner Gauderique, Taulier Hippolyte, Igait François, Dayer Honoré, Jambert Louis, Siel Alphonse, Forner Joseph, Rousset Etienne, Monier Simon, Dabat Pierre, Hadondy André, Dabat Paul, Rousset François, Manquillo Joseph, Coltin Jean-Bart, Vigo Gauderique, Deloncle François, Taulier François, Sirach Louis, Forner Clément, Pratx Jean, Jorda Louis, Garau François, Rousset Populus, Dayer Désiré, Rousset Antoine, Garrigue Jean, Garau Justin, Bergue Etienne, Andrillo Adolphe, Robert Félix, Hilary Romain, Recaly Pierre, Andrillo Félix, Devy Louis, Jorda François, Jorda Emmanuel, Taulier Vincent, Taulier Ange, Joseph Clément, Colomer Joseph, Raynaud Gauderique, Brieu Jean, Malis Jean, Baillat Etienne, Bonneric, Bonneric Jean, Just Sébastien, Vidal Pierre, Just Honoré, Heyrau François, Phons Joseph, Just Jean, Lavaur Marius, Lavaur Hippolyte, Pratx François, Hylaire Xavier, Gouzi Pierre, Rabet Jean, Marc Louis, Authier Léon, Andrillo Etienne.

NOTRE TOMBOLA

Voici les résultats du tirage de notre tombola, avec l'ordre dans lequel sont sortis les numéros gagnants :

N° 1. Une goélette, gagnée par le n° **1983**. — 2. Un volume *La Douleur universelle*, par le **330**. — 3. *Souvenir des bains de Wattwiller*, **524**. — 4. Cravache, **673**. — 5. Idem, **494**. — 6. Un petit sac de dame, **272**. — 7. Un étain de Charpentier, **138**. — 8. Une étude de Luce, **62**. — 9. Un lot de dessins, musique, **1365**. — 10. Dix-huit cartes postales, **1327**. — 11. Un lot de livres, **1936**. — 12. Une peinture sur papyrus, **777**. — 13. Une esquisse d'Agar, **499**. — 14. Dix-huit cartes postales, **1534**. — 15. Un lot d'affiches, **2030**. — 16. Deux cendriers, **382**. — 17. Deux eaux-fortes de Signac, **1668**. — 18. Aquarelle de Larchevêque, **1784**. — 19. Une peinture de Hénault, **840**. — 20. 16 cartes postales, **186**.

21. Un lot d'affiches illustrées, **419**. — 22. Idem, **225**. — 23. Bon pour 6 portraits, **183**. — 24. Collection *Temps Nouveaux*, **178**. — 25. Six lithographies, **69**. — 26. *La Société mourante*, **913**. — 27. *Paroles d'un révolté*, **939**. — 28. Deux eaux-fortes, **883**. — 29. Cravate pour dame, **327**. — 30. Une boîte papier à lettre, **1865**. — 31. Broche et boutons, **139**. — 32. Un dessous de plat, **174**. — 33. Peinture de Jehannet, **1473**. — 34. Une peinture de Lebasque, **261**. — 35. Une botte d'asperges, **1555**. — 36. Volumes et brochures, **1218**. — 37. Fantaisie pour cravate, **1598**. — 38. Idem, **1073**. — 39. Idem, **65**. — 40. *Dictionnaire d'argot*, **623**.

41. Un album vues d'Egypte, **1419**. — 42. Une bouteille de champagne, **167**. — 43. Un tableau de Cross, **1559**. — 44. Un calendrier brodé, **164**. — 45. Un porte-bouquet, **234**. — 46. Un dessin d'Hoffmann, **347**. — 47. Deux médaillons, **827**. — 48. Un tableau de G. Manzana, **36**. — 49. Trois gravures, **1705**. — 50. Une demi-douzaine de couteaux, **1781**. — 51. Un lot de lithographies et dessins Couturier, **1605**. — 52. Idem, **22**. — 53. Idem, **624**. — 54. Un lot de musique, **220**. — 55. *Revue de l'Ecole d'anthropologie*, **408**. — 56. Deux lithographies, **2056**. — 57. Un volume *Les Feuilles*, **1495**. — 58. Un volume *Les Poèmes*, de Le Milea, **1979**. — 59. Un dessin de Delaunay, **2061**. — 60. *L'Enfer*, **512**.

61. Deux eaux-fortes de Paraf-Javal, **1854**. — 62. Une peau de tatou, **608**. — 63. Un dessin de Hénault, **994**. — 64. Idem, **1875**. — 65. Idem, **1703**. — 66. Un tableau de Lefèvre, **795**. — 67. Une petite brosse balai, **122**. — 68. Idem, **1499**. — 69. Un lot de photographies, **263**. — 70. Un dessin de Bonnard, **320**. — 71. Une eau-forte, **935**. — 72. Deux eaux-fortes, **797**. — 73. Idem, **1542**. — 74. Une eau-forte et une lithographie, **1116**. — 75. Profils de style de Jamin, **987**. — 76. Un tableau de Texier, **1581**. — 77. Une étude de Weisser, **1566**. — 78. Un abonnement de 6 mois aux *Temps Nouveaux*, **1355**. — 79. Quatre lithographies, **1250**. — 80. Un volume *L'Enfer*, **1215**.

81. Un lot de brochures, **126**. — 82. Une nature morte de Lazard, **1182**. — 83. Une nature morte de G. Lefèvre, **73**. — 84. Un volume *Le Jardin des Supplices*, **1221**. — 85. Un pastel, de Bessin, **376**. — 86. Un poignard de nègre, **2008**. — 87. *Les Croix et les Glaives*, **415**. — 88. Un porte-bouquet, **1159**. — 89. Lot de coquillages de Honolulu, **1060**.

Derniers lots reçus :

90. Un mouchoir de soie, don du camarade B., gagné par le n° **1945**. — 91. Collection de portraits d'hommes politiques révolutionnaires espagnols, don du camarade F., **1548**. — 92. Une brosse à habits, don de Jean Misère le Renié, **1657**. — 93. Une canne, don du camarade G. G., **1268**. — 94. Un volume de *Sous-Offs*, don d'un camarade, **541**. — 95. Un petit vitrail, don d'un camarade, **1000**. — 96. Champagne, **1071**. — 97. Quatre eaux-fortes, don d'un camarade, **169**. — 98. Un volume de poésies de Lericolais, **446**.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Cinq années de ma vie, par A. Dreyfus; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Le Triomphe de l'harmonie, par Léon Vannoz; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

La Grève des tullistes de Calais, circulaire d'avril du *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Houtbé, par Hilmy Tonnali; brochure, à Genève.

La meilleure des républiques possibles, par Azbel; brochure, chez Hugues Robert, 4, place Saint-Michel.

Paroles de 1900, par F. Werm; chez Charles, 8, rue Monsieur-le-Prince.

République et Sénat, brochure, par L.-E. Allard; chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

A voir.

Le dessin d'Hermann-Paul dans le *Cri de Paris*.

Dessins de Gottlob, de Roubille, de Braun, de C. Lefèvre et de Vogel, du n° 5 de l'*Assiette au beurre*.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade L. Prat avec qui j'ai renouvelé connaissance, dimanche, est prié de me faire connaître son adresse que j'ai oublié de lui demander. A. G.

A. G., rue de l'Ermitage. — En effet, il y a eu erreur. Votre abonnement ne finissait que fin août.

J. L., à Mont-s.-Marchienne. — Il y a peut-être eu erreur à la mise sous bande. J'ai envoyé.

D., à Paterson. — Sitôt que l'éditeur nous aura remis *l'Ecole de Yasnaïa*, vous recevrez.

Ferrouil. — Je fais passer votre lettre à Girard.

Reçu pour les détenus : M. L., un révolté, 0 fr. 30. — V. L., 0 fr. 50. — Saleux, 4 fr. — Pacotte, 1 fr. 50. — G. M., 0 fr. 50. En tout : 6 fr. 80. — Listes précédentes : 703 fr. 60. — Total général : 710 fr. 40.

Reçu pour la brochure à distribuer : G. M., 0 fr. 50. — Listes précédentes : 32 fr. 30. — Total général : 32 fr. 80.

Reçu pour le journal : B., à Iseghem, 1 fr. — A. et L., 45 fr. — V. L., 0 fr. 50. — G. P., 1 fr. 05. — Br., 1 fr. — R., à Gisors, 4 fr. 75. — E. G., 0 fr. 75. — G. M., 0 fr. 50. — G., à Vienne, 0 fr. 80. — A. R., à Coal City, 0 fr. 50. — A. A., 10 fr. — Merci à tous

H., à Paris. — D., à Buzen. — M., à Bruxelles. — C., à Como. — V. D., à Amsterdam. — M., à Marseille. — C., à Toulouse. — L., à Paris. — L., à Bogny-sur-Meuse. — L., à Autun. — L., à Naples. — B., à Saint-Amand. — B., à Pontivy. — L., à Hodimont. — B., à Jemeppe. — G., à Genève. — P., à Saumur. — J. J., à New-York. — Savioz. — J., à Aubervilliers. — M., à Londres. — R., à Lyon. — L. M., au Creusot. — G., à Paris. — S. C., à Lyon. — P. E., à Peyrins. — J., à Saint-Etienne. — V., à Tulle. — V., à Nîmes. — C., au Chambon. — C., à Houssaye. — T., à New-York. — R., à Saint-Louis. — D., à Bourg-la-Reine. — T. M., à Vienne. — R., à Toulouse. — R., à Villiers. — L'anarchie errante. — B., à Limoges. — Vve C., à Saint-Mandé. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 3

DIX CENTIMES

DU 18 AU 24 MAI 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'œuvre de solidarité internationale que nous avons entreprise marche à souhait.

Nous avons reçu du secrétaire de la *Fédération des Bourses du Travail*, au nom du Comité fédéral, l'adhésion suivante, adhésion si absolue, si confiante qu'elle nous fait bien augurer du succès de notre initiative :

« Cher camarade,

« ... Le Comité fédéral m'a chargé de vous écrire qu'il participait aux manifestes qui peuvent être rédigés contre la guerre, contre toutes les guerres. Vous pouvez donc nous associer à toutes les protestations, d'où qu'elles viennent ; heureux nous serons d'avoir l'occasion de montrer au Prolétariat tout entier que nous n'avons qu'un ennemi, que nous ne pouvons avoir qu'un adversaire : celui qui entrave notre liberté et nous prive de notre bien-être. Tout ce qui souffre, pense et travaille ; tout ce qui aime, et par conséquent hait le mal ; tout ce qui regimbe contre l'autorité et se révolte contre l'asservissement, nous sommes avec !... Et nous plaignons sincèrement nos frères aveugles qui se font les instruments meurtriers de nos oppresseurs. Nous souhaitons de voir le jour où tous les peuples — ou une bonne minorité de tous ces peuples — auront compris leur intérêt et seront assez conscients pour s'organiser librement et s'affranchir. Ce jour-là, rien ne résistera devant eux, ils renverseront pour toujours la barrière qui leur cache l'avenir radieux d'une humanité affranchie. C'est à cette organisation, dans le but de cet affranchissement qu'ici, à la *Fédération des Bourses du Travail*, nous consacrons tous nos efforts.

« Aussi, nous nous associons à toutes les protestations humaines et généreuses dans le genre de celle de Valréas.

« A l'avenir, cher camarade, n'ayez donc pas scrupule d'associer le nom de notre chère Fédération à toutes les protestations d'humanité contre tyrans, soldats, curés, patrons, gouvernants, etc., etc., contre tous ceux qui en veulent à nos désirs, à nos espoirs de voir tout le monde libre et heureux sur la terre libre aussi !

« Nous avons foi en la solidarité et en l'entente universelle de tous les travailleurs pour faire cesser un jour — proche, souhaitons-nous — tous les crimes et toutes les iniquités.

« Nous ne croyons plus aux dupeurs, quels qu'ils soient, et, si nous parlons à nos frères de misère, c'est pour leur dire le mépris que nous inspire leur avachissement ; la pitié que nous leur témoignons est faite de la haine que nous avons contre ceux qui les oppriment et les abrutissent. Quand nous élevons la voix ce n'est pas pour faire ressortir notre personnalité, ni pour leur promettre ce qu'ils n'ont pas, mais pour leur dire qu'ils n'obtiendront jamais que ce qu'ils sauront prendre ; que personne ne peut leur donner ce qu'ils désirent, qu'eux-mêmes ; que toujours ils seront dupés tant qu'ils croiront à quelqu'un et à quelque chose qui ne soit pas eux ou émanant d'eux ; qu'un individu seul se brise fatalement le crâne et se sacrifie ; qu'il n'y a que l'association libre pour un but commun, qui puisse être efficace et donner des fruits.

« Vous savez maintenant, cher camarade, comment pense et raisonne une partie du Prolétariat organisé. C'est vous dire que vous pouvez associer le nom de notre organisation à toute manifestation dans le sens de cette façon de penser.

« Agréez, etc.

« Pour le comité fédéral,

« Le Secrétaire :

« GEORGES YVETOT.

Cette façon de penser est trop semblable à la nôtre pour que nous n'éprouvions pas la plus grande joie à la marquer ici. Nos efforts doivent tendre à ce qu'elle ne reste plus celle seulement d'une partie — malheureusement trop peu nombreuse — du prolétariat organisé. Or l'appui de la Fédération des Bourses nous sera précieux pour atteindre le but que nous poursuivons.

Ce but est simple. Il consiste à profiter de tous les événements, de toutes les occasions, pour faire comprendre à cette partie du prolétariat qui, par ignorance, par indifférence, ou parce qu'une éducation criminellement dirigée lui a faussé l'esprit, croit de son devoir et de son intérêt de se plier aux fantaisies belliqueuses de ses maîtres, que la seule solidarité ayant quelque raison d'être est la solidarité internationale de classe à classe : de travailleur à travailleur, de capitaliste à capitaliste, de gouvernant à gouvernant. Nous voulons lui faire comprendre, à cette partie inéclairée du prolétariat, que l'étiquette nationalitaire sous laquelle sont classifiés dans chaque pays des gens ayant des intérêts opposés et contraires est une fiction qui ne saurait prévaloir contre la réalité des intérêts qui par-dessus les frontières unissent solidairement les hommes de mêmes classes ; et que, par conséquent, c'est faire œuvre de dupes que de se ruer les armes à la main contre des hommes dont les intérêts sont solidaires des nôtres, parce que l'auront ainsi ordonné, pour leur plus grand profit, d'autres hommes qui, par leur situation politique et sociale, sont, quoique compatriotes, nos ennemis déclarés. Ce que nous voulons, c'est que, chaque fois que les circonstances s'y prêteront, des adresses, des protestations publiques émanent de toutes parts, enseignant précisément par l'exemple la pratique de la solidarité internationale.

On peut railler les manifestes. Un manifeste qui demeure à l'état de manifeste platonique, après lequel rien ne vient, est en effet ridicule. Il n'en est pas de même de manifestes emplis de bonnes raisons, parfaitement motivés et rédigés en vue de préparer une action d'autant plus efficace qu'elle sera consciente du but à atteindre et des moyens d'y parvenir. Que demain un conflit éclate entre le gouvernement français et le gouvernement allemand ou anglais et qu'une guerre menace. Le fait est parfaitement possible. Ne nous habitue-t-on pas peu à peu à envisager la guerre entre la France et l'Angleterre comme la « guerre fatale » ?

Eh bien ! si pendant les premières difficultés, pendant ces préliminaires diplomatiques qui font pressentir une rupture, cette partie du prolétariat organisé dont parle notre camarade adresse aux travailleurs anglais ou allemands un manifeste répudiant toute solidarité avec le gouvernement qui prépare ou souhaite la guerre et affirmant au contraire sa sympathie et sa solidarité avec ceux contre qui on voudrait la pousser à combattre, une propagande considérable en résultera.

En effet, il faut bien se dire que l'immense majorité des hommes est moutonnière. On s'en remet généralement du soin de penser et d'agir à l'initiative de quelques-uns en qui l'on place avec plus ou moins de justesse sa confiance. Or, quand les moutons du prolétariat, imbus de préjugés patriotiques et qui croient, quand leur gouvernement le leur dit, que c'est en effet l'Anglais, l'Allemand, etc., qui est l'ennemi, verront leurs « chefs de file », les camarades en qui ils ont placé leur confiance, faire cause commune avec ce prétendu ennemi contre leurs compatriotes gouvernants et dirigeants, ne croyez-vous pas que, surpris, ils ne seront pas portés à la réflexion ? De plus, si l'attitude prise par leurs camarades, et qui les surprend à ce point, est en même temps accompagnée d'excellentes explications présentées d'une façon concluante, ne croyez-vous pas encore qu'un résultat appréciable pourrait être obtenu ?

Sans attendre qu'une guerre soit imminente entre la France et l'Angleterre ou l'Allemagne, les incessantes expéditions coloniales entreprises à tout propos peuvent fournir de nombreux prétextes à de semblables manifestations. Si les expéditions de Tunisie, du Dahomey, du Tonkin, de Madagascar pour la France, les guerres hispano-américaine, sud-africaine, etc., avaient, en chaque pays intéressé, provoqué un mouvement d'opinion analogue, la cause de la grève militaire y aurait grandement gagné. Il est temps de le faire pour la Chine. D'ailleurs, le mouvement se dessine ; nous recevons des protestations et des adhésions de divers côtés. Nous les publierons au fur et à mesure.

Mais la publicité des *Temps Nouveaux*, journal lu principalement par des camarades acquis

à l'idée ou à peu près, est absolument insuffisante à déterminer une action efficace au sein des masses. L'appel que nous avions fait aux quotidiens socialistes et révolutionnaires — y en a-t-il, après tout? — est demeuré *sans réponse*.

Il faut donc faire autre chose. Notre propagande doit s'étendre. Il ne suffit pas que les manifestes ou protestations que nous recevrons soient simplement enregistrés à la quatrième page de notre journal et y demeurent enterrés. Ils doivent être répandus à profusion sous toutes les formes: par voie d'affiches, sous forme de brochures, de placards, etc., distribués dans les réunions ou ailleurs. Pour cela, il faut que des groupes se constituent partout et organisent, chacun dans sa région, la propagande nécessaire; que de tous côtés s'ouvrent des souscriptions pour subvenir aux frais de cette propagande; en un mot, que nos efforts se coordonnent et se combinent pour provoquer une résistance énergique et déterminée aux velléités guerrières des gouvernants.

Fondons la *Ligue de solidarité internationale*.

André Girard.

P. S. — Nous allons nous occuper ici de former un groupe d'action. Nul doute que nous recevions des adhésions nombreuses. Nous ouvrons aussi une souscription permanente pour les frais de propagande. Nous rendrons compte périodiquement de nos dépenses et de nos actes. A. G.

PATRIE, GUERRE ET CASERNE

LETTRE A UN PROLÉTAIRE

IV (1)

De temps à autre nos maîtres nous disent: Prenez patience; attendez que nous nous soyons débarrassés nous-mêmes de la guerre, nous vous délivrerons ensuite de la caserne. Et nos maîtres, en effet, ont l'air de vouloir la paix. Ils échangent entre eux des messages de paix. Ils ne prononcent pas un discours sans y faire l'apologie de la paix. Rien n'est plus touchant.

Mais où est le pays qui retranche un centime à son budget de guerre, un soldat de ses régiments, un canon de son artillerie, un vaisseau de sa flotte?

Sais-tu ce qui se passait en Russie du mois de septembre 1898 à la fin du mois de janvier 1899, c'est-à-dire au moment même où le tsar lançait son fameux message pour la paix et convoquait à La Haye la fameuse conférence de la paix? Non? Eh bien, voici:

Le 20 septembre 1898, ordre d'augmenter et de fortifier la flotte de la mer Caspienne. — Le 15 novembre, décision de faire construire deux nouveaux cuirassés. — Le 14 décembre, ordre de construire dix contre-torpilleurs. — Le 20 décembre, 90 millions de roubles sont affectés à la construction de nouveaux vaisseaux de guerre et de nouveaux ports. — Le 12 janvier 1899, remise d'un budget augmenté de 34 millions de roubles pour l'armée et de 16 millions pour la marine. — Enfin, le 19 janvier, décision de construire trois cuirassés, trois croiseurs et trois torpilleurs.

Pour des gens qui ne pensent qu'à la paix, voilà d'assez beaux préparatifs de guerre.

Et partout il en est de même. Partout les dépenses de guerre augmentent de plusieurs millions chaque année et les contingents se renforcent de plusieurs milliers d'hommes.

Il y a dix ans, l'Europe gaspillait en armements de toutes sortes 5 milliards 175 millions. Elle gaspille aujourd'hui 7 milliards 185 millions. Il y a dix ans, elle entretenait sur le pied de guerre 3 millions huit cent mille hommes. Elle en entretient aujourd'hui 4 millions deux cent mille.

Et pas un gouvernement qui ne soit prêt à déchaîner la guerre sous le plus futile prétexte. Pas un gouvernement qui ne soit prêt à inventer ce prétexte au besoin et à mentir de la façon la plus odieuse, pour obtenir du peuple les moyens de faire la guerre.

Témoin, sans chercher plus loin, cette expédition de Chine où les soldats européens sont en train de massacrer de pauvres diables quasi sans défense. D'après les dépêches officielles, tout était là-bas à feu et à sang. Il n'y avait plus de sécurité pour personne et les Européens fixés dans le pays étaient déjà aux trois quarts anéantis. Les Chinois — qui, soit dit en passant, ont horreur de la guerre — étaient devenus tout à coup des militaires hors ligne et notamment — racontaient les journaux — des tireurs de première force.

Tout cela n'était qu'un roman forgé de toutes pièces, roman démenti dès qu'il arriva de Chine des nouvelles non officielles. Un seul Européen, en effet, l'ambassadeur allemand, avait payé de sa vie le sale métier qu'il faisait là-bas. Quant aux terribles Chinois, une poignée d'hommes suffit toujours pour en mettre des milliers en déroute. Ces redoutables tireurs visent en élevant leur arme à deux mains au-dessus de leur tête. Voilà un détail qui se retrouve dans presque toutes les lettres reçues depuis le commencement de la campagne et qui en dit long.

Tu vois de quels mensonges sont capables, pour déchaîner la guerre, les amis de la paix. Et il s'agirait d'un vaste conflit, d'une grande guerre européenne, les choses ne se passeraient pas autrement.

Le seul moyen de la rendre impossible, cette guerre européenne dont tout le monde parle, dont tout le monde a peur, sans que personne fasse rien pour l'éviter, serait qu'une grande nation mît spontanément bas les armes. Mais voilà justement ce dont aucun gouvernement ne veut. Tous, pour se justifier, font semblant de croire que le peuple qui désarmerait le premier serait immédiatement la proie de ses voisins. Voilà des gens qui ont sans cesse aux lèvres le mot de paix, qui n'ouvrent jamais la bouche sans affirmer que tous leurs efforts tendent à maintenir la paix et qui ne s'avouent pas moins incapables de voir une nation désarmée sans fondre immédiatement sur elle! Faut-il tout de même qu'on nous croie stupides pour oser nous servir de pareilles inepties!

Chaque nation veut la paix, c'est entendu. Mais avant de faire un pas vers la paix, chaque nation attend que sa voisine commence. De ce train-là, nous pourrions attendre longtemps. Si nous sommes assez naïfs, du moins, pour attendre, à notre tour, que nos maîtres commencent.

Car ils ne commenceront pas. Les gouvernements ne proclameront pas la paix. Et la raison en est simple. Pendant que les peuples meurent de la guerre, de la guerre à coups d'armements comme de la guerre à coups de canons les gouvernants, eux, en vivent. Ils en vivent de bien des façons.

C'est par la guerre que les banquiers et trafiquants de toutes sortes, grands industriels et hauts barons de finance, s'enrichissent. Ne leur faut-il pas sans cesse de nouveaux débouchés pour leurs produits et des terres vierges pour leurs spéculations, c'est-à-dire de nouvelles colonies? Et par conséquent de nouvelles guerres, tantôt pour conquérir ces colonies, tantôt pour faire respecter, comme actuellement en Chine, la vie et les biens des bandits qui les exploitent. Et il suffirait d'un désaccord entre deux nations ayant un pied dans le même pays d'outre-mer pour amener une guerre européenne.

N'est-ce pas encore en fabriquant pour les soldats de leur pays des conserves avariées et pour l'étranger d'excellents canons et d'excellents vaisseaux que nos grands patriotes se font des rentes? Or ces gens-là, maîtres de l'or, sont partout les maîtres du pouvoir, les maîtres des trônes, des ministères, des parlements. Ils restent dans la coulisse, mais ce sont eux qui décident de nos destinées et règlent les boucheries où nous trouverons la mort. Ce sont eux qui tiennent les ficelles de la comédie où nous sommes, nous autres, toujours dupés et toujours rossés.

C'est aussi par la guerre que se maintient vivace le sentiment nationaliste. Et il importe aux gouvernants que ce sentiment ne s'affaiblisse pas. Il n'y a pas, en effet, de pouvoir fort sans antagonisme entre les nations. Aussi, pour que les peuples restent bien groupés autour des brigands qui les exploitent et bien dociles, on les rue parfois l'un contre l'autre ou tout au moins on attise par l'idée de la guerre leurs rancunes et leurs haines.

Que feraient, d'ailleurs, nos maîtres le jour où ils ne pourraient plus cacher leurs exactions et leurs abus de pouvoir derrière les prétendus *intérêts de la défense nationale*? Que feraient-ils le jour où, sommés de répondre sur leurs méfaits, ils ne pourraient plus dire, aux tribunes des parlements ou ailleurs, que *l'honneur du drapeau était engagé*?

Mais la guerre étrangère sert surtout à justifier l'armée et le rôle qu'elle joue dans les conflits de classes. Les nécessités de la *défense nationale* servent à couvrir les besoins de la *défense capitaliste* et les nobles exploits du *champ d'honneur* à masquer les honteuses besognes de grèves et d'émeutes. Car on a beau être cynique, on ne peut pas avouer que l'armée est une vaste gendarmerie pour maintenir le pauvre sous le joug du riche et le travailleur sous le joug de l'oisif.

Il y a aussi une question de prestige. Panaches, ferrailles et galons, fanfares et drapeaux en imposent aux foules naïves. Qu'elle miroite au soleil ou s'enfonce dans la peau des affamés, l'épée toujours sert le pouvoir. Les souverains d'ordinaire s'habillent en généraux et leur grande occupation est de passer des troupes en revue. Osent-ils se montrer vêtus comme tout le monde, leurs plus petits déplacements s'effectuent parmi des branle-bas de guerre.

Et voilà ceux qui nous promettent de désarmer! Allons donc! Quand nos maîtres renonceront à l'impôt du sang, ils y seront contraints. La paix entre les hommes ne sera l'œuvre ni de rescrits princiers, ni de congrès de diplomates. Elle sera l'œuvre des peuples. Et pour que les peuples en viennent à bout, il faudra qu'ils commencent par se révolter contre leurs maîtres. Les gouvernants, eux, continueront d'être des agents de discorde et de conflit entre les nations parce qu'ils ont tout à gagner à ces discordes et à ces conflits. Ils feront la guerre, ou plutôt ils nous la feront faire pour leur compte aussi longtemps que nous leur fournirons des armées dociles.

Voilà pourquoi il est absurde de dire, comme on le fait si souvent, qu'on ne peut pas se passer d'armées, de canons et de fusils tant qu'il y a des risques de guerre. S'il ne faut pas toucher à l'armée tant qu'une guerre est possible, comme justement la guerre sera possible et même probable tant qu'il y aura des armées, nous ne verrons jamais ni la fin des guerres, ni la fin des armées.

C'est bien là ce que voudraient nos maîtres et voilà pourquoi ils nous entretiennent avec soin dans ce raisonnement d'idiot. Chaque nation — ou plutôt chaque gouvernement — justifie l'armée par la nécessité de se défendre. Ce qui n'empêche aucun gouvernement de se servir de cette armée de défense pour l'attaque.

Et il y a des gens qui se laissent enfermer dans ce misérable cercle vicieux. Il y a de pauvres naïfs qui protestent à la fois de leur haine pour la guerre et de leur respect pour l'armée. Mais qu'est-ce donc que l'armée, sinon la guerre qui se prépare? On veut arracher aux maîtres du monde le droit de faire à leur guise le meurtre et la désolation et on leur en laisse le moyen! On ne veut plus de massacre et l'on garde la caste dangereuse qui l'étudie et le perfectionne!

Tant qu'on sera bête à ce point, sois-en sûr, on verra les empereurs, les ministres et les financiers — profitants-nés de la guerre — assembler par dérision des congrès de la paix!

Il ne faut jamais oublier qu'en définitive la guerre et l'armée se soutiennent et se confondent. Il est donc impossible de combattre utilement l'une des deux sans les combattre toutes deux.

A bas l'armée, à bas la guerre. Voilà le double cri de ceux qui veulent en finir avec cette double barbarie.

A bas l'armée, parce que l'armée, par elle-même, l'armée, même quand elle reste dans ses casernes, est une chose ignoble, une chose à détruire.

Mais à bas l'armée aussi, parce que l'armée sert à faire la guerre.

Et de même:

A bas la guerre, parce que la guerre, par elle-même, la guerre, même si elle est faite avec des volontaires, est une chose ignoble, une chose à détruire.

Mais à bas la guerre aussi, parce que la guerre sert à justifier l'armée.

(*A suivre.*) Ch. Albert.

(1) Voir le numéro précédent.

Notre camarade Liard-Courtois donnera trois conférences à la Bodinière, 18, rue Saint-Lazare. Il parlera sur les sujets suivants:

Mercredi 15 mai. — Comment on devient forçat.
Vendredi 17. — La Vie au bagne.
Mardi 21. — Situation des transportés libérés.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Vendredi soir, le Théâtre Civique donnait une réunion de solidarité des écrivains français envers les écrivains et les étudiants russes.

La foule remplissait non seulement la salle, mais tous les couloirs, jusque dans la rue.

La plupart des écrivains annoncés comme devant prendre la parole brillaient par leur absence. Séverine, Pressensé, que l'on est toujours sûr de voir sur la brèche, étaient présents. Après eux, Tailhade, Bauer, Morhardt, au nom de la Ligue *Les Droits de l'Homme*, prirent la parole. Quand vint le tour de Turot, des protestations nourries contre la politique et les politiciens partirent de divers côtés de la salle.

Séverine, qui présidait, arrangea la chose, en rendant justice à la politique, et à Turot. Ce fut le compagnon Libertad qui tira la conclusion de la réunion en venant dire que c'était très bien de protester contre le despotisme russe, mais que cette liberté que l'on réclamait pour les autres, il serait surtout urgent de s'en assurer le libre exercice pour soi-même ; que ce n'était pas le tout d'avoir de belles aspirations, qu'il fallait tenter de les réaliser.

La salle se cabra bien un peu sous ces vérités mordantes, mais finit par montrer en applaudissant qu'elle en comprenait la justesse.

∴

Politicaillerie. — De compromissions en compromissions, le parlementarisme, nous ne cessons de le répéter, finit par avachir toutes les énergies. J'ai relevé en son temps les votes de M. Allemane, la semaine dernière son journal implorait M. Loubet. Le 1er mai, l'ex-forçat député conférenciait à Toulouse, entouré de drapeaux tricolores et sous l'égide des députés radicaux de l'endroit.

Son révolutionnarisme et son intransigeance d'antan, autant en emporte le vent, tout cela a été troqué pour un mandat et une écharpe.

La vieille formule du P. O. S. R. : « *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », vieille rengaine devenue encombrante. Les avocats, les pions et les docteurs formaient à Toulouse le bataillon sacré de M. Allemane.

Son discours a été aussi dans la bonne note. A Fourmies, Constans a été un assassin, mais Chalon, Le François, etc., cela n'est qu'un incident : Waldeck et Millerand n'y sont pour rien. Allemane a omis d'en parler.

Vraiment la conversion de M. Allemane n'aura pas été longue. Avis aux amateurs et aux sincères.

P. D.

∴

Saint-Nazaire. — Depuis quelque temps un relâchement général nous avait fait quelque peu négliger la propagande, mais soudain toute une série de conférenciers se sont abattus sur la ville et cela a semblé réveiller les énergies quelque peu endormies. Les politiciens, par leur attitude, ne se sont guère attiré les sympathies des travailleurs. Un délégué du Grand « Comité général » socialiste, non content de se faire payer ses frais par les pauvres bougres, avait amené un copain qu'ils durent aussi héberger dans le plus chic hôtel de Saint-Nazaire.

Par contre, notre camarade Courtois, dans une belle conférence qui a fait sensation, a exposé sa « *vie au bagne* ». Un groupe nettement antiparlementaire est en formation. A la Bourse du travail règne une activité de bon aloi qui fait espérer que les travailleurs de Saint-Nazaire vont se mettre résolument à la besogne.

B.

∴

Mouvement ouvrier. — Dimanche dernier, les initiateurs de l'*Imprimerie communiste*, dont j'ai signalé le beau programme il y a quinze jours, nous avait invité à l'inauguration et à une visite de leur atelier. Malheureusement l'installation n'est encore que *très sommaire*.

Les premiers fonds de roulement sont fournis par quelques bourgeois éclairés, séduits sans doute par la thèse soutenue par Emile Zola dans son beau livre *Travail*.

Un camarade typographe a, en quelques paroles, très bien exposé le but que se proposent les créateurs de l'*Emancipatrice* ! Sortant des sentiers battus et des vieilles formules égoïstes, bases de la plupart des coopératives actuelles, les initiateurs se proposent de fonder l'atelier vraiment *communiste* où les salaires, les droits et les devoirs de tous les participants seront égaux. En terminant, le camarade a mis les « associés » en garde contre l'action néfaste des politiciens qui tenteraient de s'emparer de leur œuvre. Ce qui fut vigoureusement applaudi.

Le soir a eu lieu un dîner familial suivi d'une conférence et d'une partie de concert. Malheureusement, au lieu de laisser le soin d'exposer le but de leur tentative à un travailleur comme eux, les initiateurs, ne suivant pas en cela les excellents conseils qui leur avaient été donnés l'après-midi, avaient fait appel à un jeune intellectuel, politicien socialiste, laissant ainsi supposer que, dès le début, leur œuvre n'était pas vraiment indépendante et indemne de toute attache politique.

La partie de concert qui suivit fut admirablement réussie. De plus, dans un petit speech plein de finesse, le maître écrivain Anatole France, avec son scepticisme habituel, mit en garde les initiateurs, leur rappelant qu'en période capitaliste une pareille entreprise était se « condamner à la vertu à perpétuité ».

Nous ne leur en demanderons pas tant ; qu'ils se contentent simplement d'être des *hommes*. Leur audace nous fait bien augurer de l'avenir. Nous leur souhaitons longue vie et suivrons de près une si belle tentative.

∴

L'on se rappelle qu'il y a quelques mois, grâce à l'incurie de l'administration des mines d'Aniche, 21 travailleurs trouvèrent la mort dans une explosion de dynamite.

Le directeur et l'ingénieur en chef viennent, leur responsabilité ayant été dûment établie, de passer en police correctionnelle. La vie de 21 travailleurs a été estimée par les robins au service de la bourgeoisie capitaliste à 400 francs d'amende pour le directeur et à 200 francs pour l'ingénieur. Vraiment, à ce prix, ces Messieurs auraient bien tort de se gêner.

Un anarchiste qui quitte la société en claquant la porte, même s'il n'a tué personne, est condamné à mort et guillotiné, les exploiteurs pour le même fait ayant supprimé 21 existences s'en tirent avec une simple amende.

Et le mot *Egalité* fait tout de même partie de la devise *Républicaine*, Millerand Ier régnant.

∴

Légion d'honneur ! — Le *Journal officiel*, quoi qu'en en dise, est souvent intéressant. Dans les dernières promotions dans l'ordre national !! de la Légion d'honneur (ô combien !) je relève : Chevalier, le lieutenant de gendarmerie Escarotte. La nomination est ainsi motivée :

Services exceptionnels : s'est particulièrement distingué par son sang-froid et son énergie pendant les *grèves* de Marseille, où il a *été* grièvement blessé à la figure en assurant le service d'ordre.

Le pandore en question est celui-là même qui, au cours d'une charge, reçut un simple siphon dans la figure. M'est avis que celui qui montra le plus de sang-froid fut le travailleur marseillais qui lui décocha le siphon. Mais Millerand ne pense pas comme nous, puisque c'est le traîneur de sabre qui est décoré. Je frémis en songeant aux honneurs qui auraient pu lui être décernés sous un ministère autre que celui de « Défense républicaine ».

Ce sont les travailleurs que l'on charge et les galonnards que l'on décore. Vive la Sociale ! Monsieur Jaurès.

∴

La Production. — Les possesseurs du capital ne se contentent pas seulement de payer aux travailleurs des salaires de famine, pour leur permettre de ne pas crever de faim eux et les leurs, mais encore ils se liguent entre eux, arrêtent à leur gré la production, pour pouvoir tirer du consommateur le plus de bénéfices possible. La petite note suivante, que je cueille dans le journal *Le Temps*, suffirait à elle seule à condamner, si ce n'était déjà fait, le mode de production de la société capitaliste.

Une réunion des principaux fabricants de tissus écrus de l'Est, représentant 32.000 métiers, a eu lieu à Epinal ce matin. Les tisseurs à façon, représentant 5.000 métiers et ayant des engagements, se sont abstenus d'y assister, n'ayant pas les mêmes intérêts.

A l'unanimité, il a *été décidé* :

1° Qu'à partir du 15 juin prochain tous les tissages mécaniques arrêteraient un jour par semaine pendant trois mois ;

2° Qu'une indemnité de la moitié du salaire serait accordée aux ouvriers.

On s'attend avant peu à une mesure semblable des filateurs, qui vont avoir une surproduction.

Cette sage mesure empêchera l'avilissement du prix des tissus, qui serait certaine, si l'on ne réduisait pas momentanément la surproduction.

Un système de production qui a recours à de tels expédients, est condamné à disparaître. Seuls, Messieurs les économistes, au service de la classe qui les paie, peuvent encore prendre la défense d'une telle société.

P. Delesalle.

∴

A Montceau-les-Mines. — La grève est bien terminée, et quoi qu'en disent les pontifes du socialisme ministériel, c'est à une défaite honteuse qu'ils ont mené ces malheureux travailleurs qui ont eu le triste courage de croire et de compter sur eux jusqu'au bout.

D'une lettre d'un camarade, j'extrais les principaux passages qui montrent la situation sous son véritable jour :

La grève vient de se terminer dans les plus mauvaises conditions possibles.

Le directeur promet que dans quinze jours tous les ouvriers seront occupés — sera-ce bien vrai ? ce n'est pas prouvé.

La reprise des premiers jours n'a amené aucun incident, et « les révolutionnaires » qui voulaient tout chambarder, ou qui le disaient du moins, s'en vont doux, paisibles et résignés comme des agneaux, reprendre le pic en compagnie des « jaunes » qui ne leur marchandent pas leur arrogance, et il ne faut rien dire, car il y a promesse de renvoi immédiat pour celui qui insultera l'autre !

Il résulte donc que si la grève n'a pas servi à autre chose, elle a permis à M. Coste de réintégrer dans la mine la bande de mouchards que la grève de juin 1899 avait chassés.

Nous, nous avons pris contact dès les premiers jours comme il était de notre devoir, mais après différentes attaques jésuitiques contre nous, nous avons cru qu'il était plus prudent de rester en simple spectateur, et suivre de près le mouvement, mais sans nous y mêler directement, car plusieurs de nos camarades qui n'ont pas été prudents se sont fait coffrer et leurs arrestations restent autant d'énigmes à déchiffrer. Aujourd'hui, certains socialistes qui ont maltraité les anarchistes, voyant la bataille perdue, auraient bien voulu que les compagnons anarchistes fassent la besogne qu'eux-mêmes n'avaient pas le courage d'accomplir, même au prix de la victoire assurée.

Pour ce qui est de certains meneurs, leur conduite dans la grève a été des plus vacillantes et pour aujourd'hui je ne vous en donnerai que très peu de détails, me réservant de vous faire connaître quelques dessous plus tard.

En attendant que l'attitude de M. Holdes soit dévoilée, ce qui sera sans doute fait d'ici peu — Chalot n'a bien voulu se taire l'autre jour que devant les supplications de ses amis — nous sommes dans l'expectative. Des événements vont sûrement se produire et, pour ma part, je ne crois pas que la paix soit durable.

M.

Chine.

D'une lettre *inédite* d'un de nos camarades, actuellement en Chine, nous extrayons les passages suivants qui se passent de commentaires :

« Comme vous me l'écrivez, il est difficile, en France, de connaître la vérité sur ce qui se passe ici ; les renseignements étant tous de sources *officielles*. Quant aux lettres des soldats, il faut, en général, n'y pas ajouter grand'foi. La plupart se vantent, mentent, cachent bien des turpitudes. D'ailleurs les idées de la plus grande partie les empêchent de se rendre compte de la portée des actes qu'ils accomplissent. Ils jugent un peuple inférieur parce qu'il n'a pas d'armée, celle-ci étant, suivant eux, la mesure des civilisations.

« De leur séjour en Chine et des ennuis qui en résultent, ils rendent responsables seuls les Chinois sur qui retombe toute leur colère.

« Quant aux *officiers*, le seul souci de leur avancement les occupe. Leurs connaissances artistiques

à l'idée ou à peu près, est absolument insuffisante à déterminer une action efficace au sein des masses. L'appel que nous avions fait aux quotidiens socialistes et révolutionnaires — y en a-t-il, après tout? — est demeuré sans réponse.

Il faut donc faire autre chose. Notre propagande doit s'étendre. Il ne suffit pas que les manifestes ou protestations que nous recevrons soient simplement enregistrés à la quatrième page de notre journal et y demeurent enterrés. Ils doivent être répandus à profusion sous toutes les formes: par voie d'affiches, sous forme de brochures, de placards, etc., distribués dans les réunions ou ailleurs. Pour cela, il faut que des groupes se constituent partout et organisent, chacun dans sa région, la propagande nécessaire; que de tous côtés s'ouvrent des souscriptions pour subvenir aux frais de cette propagande; en un mot, que nos efforts se coordonnent et se combinent pour provoquer une résistance énergique et déterminée aux velléités guerrières des gouvernants.

Fondons la *Ligue de solidarité internationale*.

André Girard.

P. S. — Nous allons nous occuper ici de former un groupe d'action. Nul doute que nous recevions des adhésions nombreuses. Nous ouvrons aussi une souscription permanente pour les frais de propagande. Nous rendrons compte périodiquement de nos dépenses et de nos actes. A. G.

PATRIE, GUERRE ET CASERNE

LETTRE A UN PROLÉTAIRE

IV (1)

De temps à autre nos maîtres nous disent : Prenez patience; attendez que nous nous soyons débarrassés nous-mêmes de la guerre, nous vous délivrerons ensuite de la caserne. Et nos maîtres, en effet, ont l'air de vouloir la paix. Ils échangent entre eux des messages de paix. Ils ne prononcent pas un discours sans y faire l'apologie de la paix. Rien n'est plus touchant.

Mais où est le pays qui retranche un centime à son budget de guerre, un soldat de ses régiments, un canon de son artillerie, un vaisseau de sa flotte?

Sais-tu ce qui se passait en Russie du mois de septembre 1898 à la fin du mois de janvier 1899, c'est-à-dire au moment même où le tsar lançait son fameux message pour la paix et convoquait à La Haye la fameuse conférence de la paix? Non? Eh bien, voici :

Le 20 septembre 1898, ordre d'augmenter et de fortifier la flotte de la mer Caspienne. — Le 15 novembre, décision de faire construire deux nouveaux cuirassés. — Le 14 décembre, ordre de construire dix contre-torpilleurs. — Le 20 décembre, 90 millions de roubles sont affectés à la construction de nouveaux vaisseaux de guerre et de nouveaux ports. — Le 12 janvier 1899, remise d'un budget augmenté de 34 millions de roubles pour l'armée et de 16 millions pour la marine. — Enfin, le 19 janvier, décision de construire trois cuirassés, trois croiseurs et trois torpilleurs.

Pour des gens qui ne pensent qu'à la paix, voilà d'assez beaux préparatifs de guerre.

Et partout il en est de même. Partout les dépenses de guerre augmentent de plusieurs millions chaque année et les contingents se renforcent de plusieurs milliers d'hommes.

Il y a dix ans, l'Europe gaspillait en armements de toutes sortes 5 milliards 175 millions. Elle gaspille aujourd'hui 7 milliards 185 millions. Il y a dix ans, elle entretenait sur le pied de guerre 3 millions huit cent mille hommes. Elle en entretient aujourd'hui 4 millions deux cent mille.

Et pas un gouvernement qui ne soit prêt à déchaîner la guerre sous le plus futile prétexte. Pas un gouvernement qui ne soit prêt à inventer ce prétexte au besoin et à mentir de la façon la plus odieuse, pour obtenir du peuple les moyens de faire la guerre.

Témoin, sans chercher plus loin, cette expédition de Chine où les soldats européens sont en train de massacrer de pauvres diables quasi sans défense. D'après les dépêches officielles, tout était là-bas à feu et à sang. Il n'y avait plus de sécurité pour personne et les Européens fixés dans le pays étaient déjà aux trois quarts anéantis. Les Chinois — qui, soit dit en passant, ont horreur de la guerre — étaient devenus tout à coup des militaires hors ligne et notamment — racontaient les journaux — des tireurs de première force.

Tout cela n'était qu'un roman forgé de toutes pièces, roman démenti dès qu'il arriva de Chine des nouvelles non officielles. Un seul Européen, en effet, l'ambassadeur allemand, avait payé de sa vie le sale métier qu'il faisait là-bas. Quant aux terribles Chinois, une poignée d'hommes suffit toujours pour en mettre des milliers en déroute. Ces redoutables tireurs visent en élevant leur arme à deux mains au-dessus de leur tête. Voilà un détail qui se retrouve dans presque toutes les lettres reçues depuis le commencement de la campagne et qui en dit long.

Tu vois de quels mensonges sont capables, pour déchaîner la guerre, les amis de la paix. Et il s'agirait d'un vaste conflit, d'une grande guerre européenne, les choses ne se passeraient pas autrement.

Le seul moyen de la rendre impossible, cette guerre européenne dont tout le monde parle, dont tout le monde a peur, sans que personne fasse rien pour l'éviter, serait qu'une grande nation mît spontanément bas les armes. Mais voilà justement ce dont aucun gouvernement ne veut. Tous, pour se justifier, font semblant de croire que le peuple qui désarmerait le premier serait immédiatement la proie de ses voisins. Voilà des gens qui ont sans cesse aux lèvres le mot de paix, qui n'ouvrent jamais la bouche sans affirmer que tous leurs efforts tendent à maintenir la paix et qui ne s'avouent pas moins incapables de voir une nation désarmée sans fondre immédiatement sur elle! Faut-il tout de même qu'on nous croie stupides pour oser nous servir de pareilles inepties!

Chaque nation veut la paix, c'est entendu. Mais avant de faire un pas vers la paix, chaque nation attend que sa voisine commence. De ce train-là, nous pourrions attendre longtemps. Si nous sommes assez naïfs, du moins, pour attendre, à notre tour, que nos maîtres commencent.

Car ils ne commenceront pas. Les gouvernements ne proclameront pas la paix. Et la raison en est simple. Pendant que les peuples meurent de la guerre, de la guerre à coups d'armements comme de la guerre à coups de canons les gouvernants, eux, en vivent. Ils en vivent de bien des façons.

C'est par la guerre que les banquiers et trafiquants de toutes sortes, grands industriels et hauts barons de finance, s'enrichissent. Ne leur faut-il pas sans cesse de nouveaux débouchés pour leurs produits et des terres vierges pour leurs spéculations, c'est-à-dire de nouvelles colonies? Et par conséquent de nouvelles guerres, tantôt pour conquérir ces colonies, tantôt pour faire respecter, comme actuellement en Chine, la vie et les biens des bandits qui les exploitent. Et il suffirait d'un désaccord entre deux nations ayant un pied dans le même pays d'outre-mer pour amener une guerre européenne.

N'est-ce pas encore en fabriquant pour les soldats de leur pays des conserves avariées et pour l'étranger d'excellents canons et d'excellents vaisseaux que nos grands patriotes se font des rentes? Or ces gens-là, maîtres de l'or, sont partout les maîtres du pouvoir, les maîtres des trônes, des ministères, des parlements. Ils restent dans la coulisse, mais ce sont eux qui décident de nos destinées et règlent les boucheries où nous trouverons la mort. Ce sont eux qui tiennent les ficelles de la comédie où nous sommes, nous autres, toujours dupés et toujours rossés.

C'est aussi par la guerre que se maintient vivace le sentiment nationaliste. Et il importe aux gouvernants que ce sentiment ne s'affaiblisse pas. Il n'y a pas, en effet, de pouvoir fort sans antagonisme entre les nations. Aussi, pour que les peuples restent bien groupés autour des brigands qui les exploitent et bien dociles, on les rue parfois l'un contre l'autre ou tout au moins on attise par l'idée de la guerre leurs rancunes et leurs haines.

Que feraient, d'ailleurs, nos maîtres le jour où ils ne pourraient plus cacher leurs exactions et leurs abus de pouvoir derrière les prétendus *intérêts de la défense nationale*? Que feraient-ils le jour où, sommés de répondre sur leurs méfaits, ils ne pourraient plus dire, aux tribunes des parlements ou ailleurs, que l'*honneur du drapeau était engagé*?

Mais la guerre étrangère sert surtout à justifier l'armée et le rôle qu'elle joue dans les conflits de classes. Les nécessités de la *défense nationale* servent à couvrir les besoins de la *défense capitaliste* et les nobles exploits du *champ d'honneur* à masquer les honteuses besognes de grèves et d'émeutes. Car on a beau être cynique, on ne peut pas avouer que l'armée est une vaste gendarmerie pour maintenir le pauvre sous le joug du riche et le travailleur sous le joug de l'oisif.

Il y a aussi une question de prestige. Panaches, ferrailles et galons, fanfares et drapeaux en imposent aux foules naïves. Qu'elle miroite au soleil ou s'enfonce dans la peau des affamés, l'épée toujours sert le pouvoir. Les souverains d'ordinaire s'habillent en généraux et leur grande occupation est de passer des troupes en revue. Osent-ils se montrer vêtus comme tout le monde, leurs plus petits déplacements s'effectuent parmi des branle-bas de guerre.

Et voilà ceux qui nous promettent de désarmer! Allons donc! Quand nos maîtres renonceront à l'impôt du sang, ils y seront contraints. La paix entre les hommes ne sera l'œuvre ni de rescrits princiers, ni de congrès de diplomates. Elle sera l'œuvre des peuples. Et pour que les peuples en viennent à bout, il faudra qu'ils commencent par se révolter contre leurs maîtres. Les gouvernants, eux, continueront d'être des agents de discorde et de conflit entre les nations parce qu'ils ont tout à gagner à ces discordes et à ces conflits. Ils feront la guerre, ou plutôt ils nous la feront faire pour leur compte aussi longtemps que nous leur fournirons des armées dociles.

Voilà pourquoi il est absurde de dire, comme on le fait si souvent, qu'on ne peut pas se passer d'armées, de canons et de fusils tant qu'il y a des risques de guerre. S'il ne faut pas toucher à l'armée tant qu'une guerre est possible, comme justement la guerre sera possible et même probable tant qu'il y aura des armées, nous ne verrons jamais ni la fin des guerres, ni la fin des armées.

C'est bien là ce que voudraient nos maîtres et voilà pourquoi ils nous entretiennent avec soin dans ce raisonnement d'idiot. Chaque nation — ou plutôt chaque gouvernement — justifie l'armée par la nécessité de se défendre. Ce qui n'empêche aucun gouvernement de se servir de cette armée de défense pour l'attaque.

Et il y a des gens qui se laissent enfermer dans ce misérable cercle vicieux. Il y a de pauvres naïfs qui protestent à la fois de leur haine pour la guerre et de leur respect pour l'armée. Mais qu'est-ce donc que l'armée, sinon la guerre qui se prépare? On veut arracher aux maîtres du monde le droit de faire à leur guise le meurtre et la désolation et on leur en laisse le moyen! On ne veut plus de massacre et l'on garde la caste dangereuse qui l'étudie et le perfectionne!

Tant qu'on sera bête à ce point, sois-en sûr, on verra les empereurs, les ministres et les financiers — profitants-nés de la guerre — assembler par dérision des congrès de la paix!

Il ne faut jamais oublier qu'en définitive la guerre et l'armée se soutiennent et se confondent. Il est donc impossible de combattre utilement l'une des deux sans les combattre toutes deux.

A bas l'armée, à bas la guerre. Voilà le double cri de ceux qui veulent en finir avec cette double barbarie.

A bas l'armée, parce que l'armée, par elle-même, l'armée, même quand elle reste dans ses casernes, est une chose ignoble, une chose à détruire.

Mais à bas l'armée aussi, parce que l'armée sert à faire la guerre.

Et de même :

A bas la guerre, parce que la guerre, par elle-même, la guerre, même si elle est faite avec des volontaires, est une chose ignoble, une chose à détruire.

Mais à bas la guerre aussi, parce que la guerre sert à justifier l'armée.

(*A suivre.*) Ch. Albert.

(1) Voir le numéro précédent.

Notre camarade Liard-Courtois donnera trois conférences à la Bodinière, 18, rue Saint-Lazare. Il parlera sur les sujets suivants :

Mercredi 15 mai. — Comment on devient forçat.
Vendredi 17. — La Vie au bagne.
Mardi 21. — Situation des transportés libérés.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Vendredi soir, le Théâtre Civique donnait une réunion de solidarité des écrivains français envers les écrivains et les étudiants russes.

La foule remplissait non seulement la salle, mais tous les couloirs, jusque dans la rue.

La plupart des écrivains annoncés comme devant prendre la parole brillaient par leur absence. Séverine, Pressensé, que l'on est toujours sûr de voir sur la brèche, étaient présents. Après eux, Tailhade, Bauer, Morhardt, au nom de la Ligue *Les Droits de l'Homme*, prirent la parole. Quand vint le tour de Turot, des protestations nourries contre la politique et les politiciens partirent de divers côtés de la salle.

Séverine, qui présidait, arrangea la chose, en rendant justice à la politique, et à Turot. Ce fut le compagnon Libertad qui tira la conclusion de la réunion en venant dire que c'était très bien de protester contre le despotisme russe, mais que cette liberté que l'on réclamait pour les autres, il serait surtout urgent de s'en assurer le libre exercice pour soi-même; que ce n'était pas le tout d'avoir de belles aspirations, qu'il fallait tenter de les réaliser.

La salle se cabra bien un peu sous ces vérités mordantes, mais finit par montrer en applaudissant qu'elle en comprenait la justesse.

⁂

POLITICAILLERIE. — De compromissions en compromissions, le parlementarisme, nous ne cessons de le répéter, finit par avachir toutes les énergies. J'ai relevé en son temps les votes de M. Allemane, la semaine dernière son journal implorait M. Loubet. Le 1er mai, l'ex-forçat député conférenciait à Toulouse, entouré de drapeaux tricolores et sous l'égide des députés radicaux de l'endroit.

Son révolutionnarisme et son intransigeance d'antan, autant en emporte le vent, tout cela a été troqué pour un mandat et une écharpe.

La vieille formule du P. O. S. R.: « *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », vieille rengaine devenue encombrante. Les avocats, les pions et les docteurs formaient à Toulouse le bataillon sacré de M. Allemane.

Son discours a été aussi dans la bonne note. A Fourmies, Constans a été un assassin, mais Chalon, Le François, etc., cela n'est qu'un incident : Waldeck et Millerand n'y sont pour rien. Allemane a omis d'en parler.

Vraiment la conversion de M. Allemane n'aura pas été longue. Avis aux amateurs et aux sincères.

P. D.

⁂

SAINT-NAZAIRE. — Depuis quelque temps un relâchement général nous avait fait quelque peu négliger la propagande, mais soudain toute une série de conférenciers se sont abattus sur la ville et cela a semblé réveiller les énergies quelque peu endormies. Les politiciens, par leur attitude, ne se sont guère attiré les sympathies des travailleurs. Un délégué du Grand « Comité général » socialiste, non content de se faire payer ses frais par les pauvres bougres, avait amené un copain qu'ils durent aussi héberger dans le plus chic hôtel de Saint-Nazaire.

Par contre, notre camarade Courtois, dans une belle conférence qui a fait sensation, a exposé sa « *vie au bagne* ». Un groupe nettement antiparlementaire est en formation. A la Bourse du travail règne une activité de bon aloi qui fait espérer que les travailleurs de Saint-Nazaire vont se mettre résolument à la besogne.

B.

⁂

Mouvement ouvrier. — Dimanche dernier, les initiateurs de l'*Imprimerie communiste*, dont j'ai signalé le beau programme il y a quinze jours, nous avait invité à l'inauguration et à une visite de leur atelier. Malheureusement l'installation n'est encore que très sommaire.

Les premiers fonds de roulement sont fournis par quelques bourgeois éclairés, séduits sans doute par la thèse soutenue par Emile Zola dans son beau livre *Travail*.

Un camarade typographe a, en quelques paroles, très bien exposé le but que se proposent les créateurs de l'*Emancipatrice !* Sortant des sentiers battus et des vieilles formules égoïstes, bases de la plupart des coopératives actuelles, les initiateurs se proposent de fonder l'atelier vraiment *communiste* où les salaires, les droits et les devoirs de tous les participants seront égaux. En terminant, le camarade a mis les « associés » en garde contre l'action néfaste des politiciens qui tenteraient de s'emparer de leur œuvre. Ce qui fut vigoureusement applaudi.

Le soir a eu lieu un dîner familial suivi d'une conférence et d'une partie de concert. Malheureusement, au lieu de laisser le soin d'exposer le but de leur tentative à un travailleur comme eux, les initiateurs, ne suivant pas en cela les excellents conseils qui leur avaient été donnés l'après midi, avaient fait appel à un jeune intellectuel, politicien socialiste, laissant ainsi supposer que, dès le début, leur œuvre n'était pas vraiment indépendante et indemne de toute attache politique.

La partie de concert qui suivit fut admirablement réussie. De plus, dans un petit speech plein de finesse, le maître écrivain Anatole France, avec son scepticisme habituel, mit en garde les initiateurs, leur rappelant qu'en période capitaliste une pareille entreprise était se « condamner à la vertu à perpétuité ».

Nous ne leur en demanderons pas tant ; qu'ils se contentent simplement d'être des *hommes*. Leur audace nous fait bien augurer de l'avenir. Nous leur souhaitons longue vie et suivrons de près une si belle tentative.

⁂

L'on se rappelle qu'il y a quelques mois, grâce à l'incurie de l'administration des mines d'Aniche, 21 travailleurs trouvèrent la mort dans une explosion de dynamite.

Le directeur et l'ingénieur en chef viennent, leur responsabilité ayant été dûment établie, de passer en police correctionnelle. La vie de 21 travailleurs a été estimée par les robins au service de la bourgeoisie capitaliste à 400 francs d'amende pour le directeur et à 200 francs pour l'ingénieur. Vraiment, à ce prix, ces Messieurs auraient bien tort de se gêner.

Un anarchiste qui quitte la société en claquant la porte, même s'il n'a tué personne, est condamné à mort et guillotiné, les exploiteurs pour le même fait ayant supprimé 21 existences s'en tirent avec une simple amende.

Et le mot *Egalité* fait tout de même partie de la devise *Républicaine*, Millerand Ier régnant.

⁂

LÉGION D'HONNEUR ! — Le *Journal officiel*, quoi qu'en en dise, est souvent intéressant. Dans les dernières promotions dans l'ordre national !! de la Légion d'honneur (ô combien !) je relève : Chevalier, le lieutenant de gendarmerie Escarotte. La nomination est ainsi motivée :

Services exceptionnels : s'est particulièrement distingué par son sang-froid et son énergie pendant les grèves de Marseille, où il a été grièvement blessé à la figure en assurant *le service d'ordre*.

Le pandore en question est celui-là même qui, au cours d'une charge, reçut un simple siphon dans la figure. M'est avis que celui qui montra le plus de sang-froid fut le travailleur marseillais qui lui décocha le siphon. Mais Millerand ne pense pas comme nous, puisque *c'est le traîneur de sabre* qui est décoré. Je frémis en songeant aux honneurs qui auraient pu lui être décernés sous un ministère autre que celui de « Défense républicaine ».

Ce sont les travailleurs que l'on charge et les galonnards *que* l'on décore. Vive la Sociale ! Monsieur Jaurès.

⁂

LA PRODUCTION. — Les possesseurs du capital ne se contentent pas seulement de payer aux travailleurs des salaires de famine, pour leur permettre de ne pas crever de *faim* eux et les leurs, mais encore ils se liguent entre eux, arrêtent à leur gré la production, pour pouvoir tirer du consommateur le plus de bénéfices possible. La petite note suivante, que je cueille dans le journal *Le Temps*, suffirait à elle seule à condamner, si ce n'était déjà fait, le mode de production de la société capitaliste.

Une réunion des principaux fabricants de tissus écrus de l'Est, représentant 32.000 métiers, a eu lieu à Epinal ce matin. Les tisseurs à façon, représentant 5.000 métiers et ayant des engagements, se sont abstenus d'y assister, n'ayant pas les mêmes intérêts.

A l'unanimité, il a été décidé :

1° Qu'à partir du 15 juin prochain tous les tissages mécaniques arrêteraient un jour par semaine pendant trois mois ;

2° Qu'une indemnité de la moitié du salaire serait accordée aux ouvriers.

On s'attend avant peu à une mesure semblable des filateurs, qui vont avoir une surproduction.

Cette sage mesure empêchera l'avilissement du prix des tissus, qui serait certaine, si l'on ne réduisait pas momentanément la surproduction.

Un système de production qui a recours à de tels expédients, est condamné à disparaître. Seuls, Messieurs les économistes, au service de la classe qui les paie, peuvent encore prendre la défense d'une telle société.

P. DELESALLE.

⁂

A MONTCEAU-LES-MINES. — La grève est bien terminée, et quoi qu'en disent les pontifes du socialisme ministériel, c'est à une défaite honteuse qu'ils ont mené ces malheureux travailleurs qui ont eu le triste courage de croire et de compter sur eux jusqu'au bout.

D'une lettre d'un camarade, j'extrais les principaux passages qui montrent la situation sous son véritable jour :

La grève vient de se terminer dans les plus mauvaises conditions possibles.

Le directeur promet que dans quinze jours tous les ouvriers seront occupés — sera-ce bien vrai ? ce n'est pas prouvé.

La reprise des premiers jours n'a amené aucun incident, et « les révolutionnaires » qui voulaient tout chambarder, ou qui le disaient du moins, s'en vont doux, paisibles et résignés comme des agneaux, reprendre le pic en compagnie des « jaunes » qui ne leur marchandent pas leur arrogance, et il ne faut rien dire, car il y a promesse de renvoi immédiat pour celui qui insultera l'autre !

Il résulte donc que si la grève n'a pas servi à autre chose, elle a permis à M. Coste de réintégrer dans la mine la bande de mouchards que la grève de juin 1899 avait chassés.

Nous, nous avons pris contact dès les premiers jours comme il était de notre devoir, mais après différentes attaques jésuitiques contre nous, nous avons cru qu'il était plus prudent de rester en simple spectateur, et suivre de près le mouvement, mais sans nous y mêler directement, car plusieurs de nos camarades qui n'ont pas été prudents se sont fait coffrer et leurs arrestations restent autant d'énigmes à déchiffrer. Aujourd'hui, certains socialistes qui ont maltraité les anarchistes, voyant la bataille perdue, auraient bien voulu que les compagnons anarchistes fassent la besogne qu'eux-mêmes n'avaient pas le courage d'accomplir, même au prix de la victoire assurée.

Pour ce qui est de certains meneurs, leur conduite dans la grève a été des plus vacillantes et pour aujourd'hui je ne vous en donnerai que très peu de détails, me réservant de vous faire connaître quelques dessous plus tard.

En attendant que l'attitude de M. Boldes soit dévoilée, ce qui sera sans doute fait d'ici peu — Chalot n'a bien voulu se taire l'autre jour que devant les supplications de *ses amis* — nous sommes dans l'expectative. Des événements vont sûrement se produire et, pour ma part, je ne crois pas que la paix soit durable.

M.

Chine.

D'une lettre *inédite* d'un de nos camarades, actuellement en Chine, nous extrayons les passages suivants qui se passent de commentaires :

« Comme vous me l'écrivez, il est difficile, en France, de connaître la vérité sur ce qui se passe ici ; les renseignements étant tous de sources *officielles*. Quant aux lettres des soldats, il faut, en général, n'y pas ajouter grand'*foi*. La plupart se vantent, mentent, cachent bien des turpitudes. D'ailleurs les idées de la plus grande partie les empêchent de se rendre compte de la portée des actes qu'ils accomplissent. *Ils jugent* un peuple inférieur parce qu'il n'a pas d'armée, celle-ci étant, suivant eux, la mesure des *civilisations*.

« De leur séjour en Chine et des ennuis qui en résultent, ils rendent responsables seuls les Chinois sur qui retombe toute leur colère.

« Quant aux officiers, le seul souci de leur avancement les occupe. Leurs connaissances artistiques

sont complètement nulles et ils n'apprécient une œuvre que pour sa valeur pécuniaire. Avec leur brutalité ordinaire, ils ont profondément mécontenté les habitants en détruisant des pagodes et le pittoresque Jardin d'été pour en tirer du bois de chauffage. Ce n'est pas très adroit, car les Chinois sont très susceptibles en tout ce qui touche à leurs croyances ou à leurs coutumes. Du reste, *cette hostilité religieuse vient des missionnaires qui signalent les pagodes à détruire.* Comme il fallait du sexe à ces Messieurs et que les pauvres pieds déformés les dégoûtaient profondément, on a fait venir de Tien-Tsin trois ou quatre Européennes sous la conduite d'un Alphonse polyglotte : maintenant Allemands et Français s'abreuvent aux mêmes sources. — Entre parenthèse, il est bon de remarquer que les soldats des deux nations vivent en bonne intelligence; l'*Allemand est volontiers* affable et accueillant et il n'y a pas chez lui de patriotisme revanchard. (*A suivre.*)

Espagne.

Le gouvernement espagnol ayant suspendu toutes les garanties, les nouvelles sur la situation exacte sont rares. Les dépêches publiées par les journaux ne comportent que ce que le gouvernement aux ordres des jésuites a bien voulu laisser passer.

Toutefois, ce que l'on peut assurer, c'est que les grèves — celle des employés de tramways principalement — qui viennent d'avoir lieu à Barcelone ont revêtu très vivement un caractère nettement révolutionnaire. L'agitation, qui menaçait de gagner toute la Catalogne, n'a pu être enrayée que par l'arrivée de 3.000 hommes de troupes pour renforcer la garnison.

Grâce à une répression sanglante, un calme apparent semble régner, mais sera de courte durée. A la suite des nombreuses arrestations qui ont été opérées parmi les grévistes et les habitants, les prisons regorgent de détenus.

Il est encore impossible de savoir à l'heure actuelle combien de personnes ont été tuées ou blessées dans les bagarres de la rue, mais il est certain que la liste en est longue.

Nos camarades espagnols semblent y avoir pris une part très active, la plupart des dépêches attribuent même à leur seule action le caractère révolutionnaire du mouvement.

Le capitaine général a ordonné la fermeture de toutes les sociétés ouvrières, syndicats, coopératives, etc.

La plupart des personnes arrêtées sont des anarchistes, les autres sont connues comme catalanistes. Un certain nombre ont été reconduites à la frontière française, et de nombreuses expulsions ont eu lieu.

Parmi les 28 prisonniers transportés sur la *Pelayo* se trouvent les anarchistes Bolla, Dalmau, Montenegro et la camarade Teresa Claramunt, ainsi que son compagnon Antonio Curri.

Le cuirassé *Pelayo*, où ont été internés tous ces camarades, a reçu l'ordre de partir pour une destination inconnue.

Nous comptons recevoir des renseignements exacts sur la situation, quelques-uns des nombreux camarades que nous possédons à Barcelone auront bien échappé, espérons-le, à la répression d'un gouvernement aux abois.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — (Groupe des anciens camisards.) — Dimanche 19 mai, à 2 h. 1/2, grand meeting antimilitariste, salle de l'Université populaire, 157, faubourg Antoine.

Orateurs dont le concours est assuré : G. Dubois-Desaulle, Liard-Courtois, Libertad, Bretel.

Ordre du jour : Les crimes et les tortures militaires; exhibition de la barre de justice et des poucettes.

*
* *

L'Enseignement mutuel (Université populaire du 18e arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 18. — Daniel Halévy : A travers l'Italie (avec projections).

Lundi 20. — Albert Bloch : *Electra*, drame de Perez Galdos (avec lecture).

Mercredi 22. — Soirée musicale et littéraire : *Les Effrontés*, comédie en cinq actes d'Emile Augier.

*
* *

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine), Paris. — Les camarades sont invités à ne plus se rendre à la bibliothèque, celui au nom duquel est le loyer ayant donné l'ordre à la concierge de faire arrêter par la police quiconque pénétrerait dans le local.

Le groupe ne sera pas détruit pour cela; il sera réinstallé dans un autre local en juillet.

Adresser jusque-là la correspondance pour la bibliothèque ou la revue *L'Education Libertaire*, à C. Papillon, au local de la Ligue démocratique des Ecoles, 26, rue de Pontoise.

C. Papillon, secrétaire; E. Bourgogne, Edmond Bauillereau, Léon Ragnac, Louis Rameau, Edouard Moulud, administrateurs.

*
* *

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrondissement). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 18. — M. Seignobos, maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris: La démocratie à travers les âges (conclusion).

Mardi 21, à 2 h. — Réunion réservée aux dames. Mlle le Dr Desmolières : Les maladies évitables (2e causerie). — Partie musicale et littéraire. — Jeux et goûter pour les enfants.

Mardi 21. — M. Fournière : L'art et le socialisme.

Jeudi 23. — M. Rouanet : Du rôle politique de l'argent (6e causerie). — La formation de l'unité française.

*
* *

Quelques camarades viennent de prendre l'initiative de *reformer la bibliothèque du III*e, ils s'adressent à ceux qui pourraient les aider pour augmenter le jeu de volumes qu'ils ont.

Pour tous envois ou renseignements, s'adresser ou écrire au camarade Daviet, 26, rue Chapon.

*
* *

Groupe de propagande antimilitariste. — Les camarades du groupe ayant pris l'initiative de faire une excursion à Brévannes, le dimanche 26 mai, invitent les libertaires de Paris et de la banlieue à se trouver le lundi 20, *salle Maillet, 13, rue Keller* (12e arrond.), à 8 h. 1/2 du soir.

P. S. — Le Pot-à-Colle, l'Hébert-Club ainsi que les cyclistes libertaires, sont spécialement invités.

*
* *

Les camarades mécaniciens désireux de voir s'agiter dans leur syndicat des questions autres que celles qui y sont ordinairement discutées, sont priés de se réunir le 18 mai, salle Salsac, 1 *bis*, boulevard Magenta, pour s'entendre sur la conduite qu'ils auront à tenir, et au remède à apporter à l'état de choses latent dans lequel est plongée l'Union coopérative des mécaniciens et similaires.

*
* *

La camarade Marie Murjas, continuant sa tournée de conférences, passera à Lorient, Vannes, Saint-Nazaire, Nantes, Châteaubriant, Rennes, Laval, La Flèche, Le Mans, Vendôme, Blois, Orléans, Etampes, Chartres, Dreux, Evreux, Lisieux, Caen, ainsi que les villes intermédiaires; écrire à l'adresse suivante: A. Murjas, poste restante, bureau 29, à Paris.

*
* *

Nous avons reçu la protestation suivante :

Une protestation internationale s'impose contre toutes les guerres et contre celle de Chine en particulier. Le capital a perdu l'esclave noir ; le salarié blanc tend à lui échapper ; il cherche ailleurs. Comprenez le bien, camarades, ce qui le tente en Chine, ce sont les bras de 500 millions de travailleurs intelligents et doux comme le sont les Chinois. Qu'il s'agisse de jaunes, de noirs ou de blancs, ce sont des bras, des esclaves, de la chair à travail que l'on cherche. C'est toujours dans le même but que l'on entreprend des conquêtes: étouffer la révolution. Camarades, à la coalition internationale des chercheurs d'esclaves, opposons la solidarité humaine, l'internationale de l'amour et de la bonté.

Vive la Chine aux Chinois ! Vive la terre libre à tous les hommes frères ! Vive l'humanité !

Perpignan, le 1er mai 1901.

Marlet. Puig. Blanic. Forgues. Graux G. Mouton. Amouroux. Graux D. Ribotte. Mellis. Robert. Foubert. Bougues. Georges L. Coulor. Delpech. Illisible. L. Marville. Hippolyte Prewiel. .. esekose. Jus. Cler Penaro. J. Rousse. J. Catrous. J. Monvall. Surjus André. Ricard Jean. Gras Jacques. J. Roque. Prot... Masvésy. Bataille André. Ricard Jean. L. D... Franco. J. Montpellier. Bas Simon. Célestin Wansalt. Mestres. Gendre. Mouton. Vidal Bernard. Morel. Capel. Colomer. Gatounes. Mals Henry. Iombart. Cacdet. Henri Mayola. Palau. lourado. Parès. Casals. Basoyis. Olard. Alard. Sans. Blanqué. Olive. Gachet. Roussell. Gazel. Bolas, Ribelaygue. Carcassonne. Payrouto. Ferré. Martemot. Virois. Talau. Garigue. Vivord. Destes. Peit. Faré. Pastr... Dig...

*
* *

Saint-Nazaire. — Groupe libertaire d'études sociales *Ni Dieu ni Maître*. — Réunion extraordinaire dimanche 19 mai, à 9 h. du matin, au lieu habituel de leurs réunions. Très urgent.

Ordre du jour : 1° De l'utilité du groupement; 2° Tactique du groupe; 3° Affaires de Chine.

*
* *

Saint-Etienne. — Le congrès régional aura lieu dimanche 26 mai, de 9 heures du matin à midi et de 2 heures à 6 heures du soir.

Le congrès se tiendra au café Loste, place de la Croix, à Saint-Etienne. Les groupes de Lyon et de Vienne sont spécialement invités.

Ordre du jour : 1° L'action syndicale et les anarchistes; 2° Entente nationale et internationale entre les groupes révolutionnaires et anarchistes; 3° La grève générale et le communisme.

*
* *

Huy (Belgique). — Dimanche 19 mai 1901, à 4 heures, à la Maison du Peuple, grande conférence par le camarade Chapelier, de Bruxelles. Sujet : Les escroqueries cléricales; La cruauté dogmatique de l'Eglise.

Aubrit (id.). — Le même jour, à 1 h. 1/2, à la Maison du Peuple, même conférence.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Nombre ou le Mérite, brochure par L. Thiersonnier, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Pensée, vers, par Louis Payen, à *Messidor*.

Première Glanée, poésies, par C. Gabillaud, plaquette à la Société libre d'édition des gens de lettres, 24, rue Le Peletier.

En Anarchie, par Camille Pert; 1 vol., 3 fr. 50, chez Simonis Empis, éditeur, 21, rue des Petits-Champs.

Histoire du socialisme français, par Paul Louis; 1 vol., 3 fr. 50, éditions de la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

La Vie des abeilles, par Maurice Maeterlinck; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Accuso! par Zaadona; 1 brochure à la rédaction de *O Golpe*, 78, rua Evaristo da Veiga, Rio-de-Janeiro.

A lire :

La Mère Shylock, par Paul Adam; *Le Journal*, 9 mai.

Les innocents paient, Séverine; *Journal*, 11 mai.

A voir :

Steinlen et Jossot dans l'*Assiette au beurre*, n° 6.

PETITE CORRESPONDANCE

C. P., à Toussais. — Bien reçu l'envoi précédent ; c'est un oubli s'il n'a pas été annoncé.

L. J., à Toulon. — Nos envois sont faits régulièrement. Lorsque le journal n'arrive pas, c'est la faute de la poste. Si cela se renouvelle, avertissez-nous.

M. T., à Beaumont. — Le *Libertaire* paraît toujours. Pas encore reçu le *Pot-à-Colle*.

Q., à Brest. — J'ai égaré votre adresse et n'ai pu pour cela vous répondre. L'individu qui s'est présenté sous le nom de G. est un escroc.

Employé des postes. — La place me manque pour vous répondre ici. Il y a beaucoup à dire .. et à faire. P. D.

Reçu pour les familles des détenus : A. D. Bincel (par la *V. du P.*), 2 fr. — Sigismond Danieleiriez, 25 fr. 75.

Reçu pour le journal : P., à Chaux-de-Fonds, 1 fr. 25. — R., à Wasigny, 2 fr. — Séverin, 1 fr. — G., à Cette, 0 fr. 50. — R., à Châteaurenard, 1 fr. 05. — C., à Châlons-sur-Marne, 3 fr. 85. — Un cornichon, 0 fr. 50. — Anonyme, 0 fr. 25. — Merci à tous.

J. L., à Helemmes. — V., à Dijon. — C., à Menton. — G., à Marseille. — L., rue St-J. — C. W., à Ashwell. — R., à Sainte-Barbe. — M., à Estagel. — T., au Roulou. — C., à Montreux. — B., à Rouen. — B., à S. Giovanni. — A., à Saint-Louis. — L., à Saint-Louis. — G., à Saint-Etienne. — P., à Saint-Claude. — G., à Berne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 4 DIX CENTIMES DU 25 AU 31 MAI 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

GUSTAVE LEFRANÇAIS

J'ai vu disparaître, la semaine dernière, un homme pour qui j'avais une affection profonde, filiale: Gustave Lefrançais, ancien membre de la Commune. Il est mort le 16 mai, jour anniversaire de la chute de la colonne Vendôme, dont il avait voté la démolition, et nous l'avons conduit au Père-Lachaise en même temps que s'y rendaient les groupes révolutionnaires en pèlerinage au mur des fédérés. On eût dit qu'il y allait aussi, pour la dernière fois... Et, de fait, il y alla.

L'incinération accomplie, comme nous sortions, nous vîmes s'élever de la cheminée du four crématoire une tremblante fumée que la brise rabattit vers l'endroit où tombaient, il y a trente ans, les suprêmes défenseurs de la Commune vaincue... Si bien que la substance de notre pauvre ami, volatilisée, passait dans le cortège et saluait, elle aussi, les héros de 71.

C'était bien la fin qui convenait à cet homme simple, honnête, courageux et d'une indépendance farouche.

Le lendemain de sa mort, je parcourus les journaux, en quête de son ombre... Je la rencontrai dans deux ou trois à peine. En revanche, on apprenait aux lecteurs, avec force détails si pathétiques ! la défaite d'un coureur de vélodromes par un autre coureur, champion national... Et je m'attristai, en pensant que c'était pour les spectateurs de ce match ébouriffant que Lefrançais, autrefois, avait pris les armes et demandé justice. C'était pour qu'une foule indifférente, stupide, acclamât un blanc vainqueur d'un noir, un Jacquelin vainqueur d'un major Taylor, que le bon et sincère combattant à qui Eugène Pottier dédiait son *Internationale*, avait joint, il y a trente ans, l'action à cette parole ardente et virile, qui retentissait, comme un son de cloche, dans les réunions publiques de la fin de l'Empire !

Lefrançais, dans son obscurité, avait conscience de cette ingratitude; mais c'était une blessure qui saignait en dedans et, en souhaitant, dans son admirable testament, que, faute de pouvoir brûler son corps, on le portât à la fosse commune, où, dit notre ami, « tous les miens m'ont déjà précédé, ainsi que les pauvres gens à la classe desquels je n'ai cessé d'appartenir... », Lefrançais pardonnait implicitement à la masse, dont il ne voulait pas quand même être séparé, l'oubli de ce qu'il avait fait pour elle.

Autre chose encore explique, sans l'excuser, le quasi silence des journaux sur sa mort.

Ceux de ma génération *ne connaissaient pas* Lefrançais et ceux de sa génération, en grand nombre, le méconnaissaient. Combien de fois je les ai entendus attribuer à une humeur aigrie, à un caractère difficile, la rareté de ses relations ! J'avais bientôt compris, dans l'intimité de Lefrançais, l'inanité de ces reproches. Tous les hommes qu'il méprisait méritaient son mépris. Les plus dignes, en apparence, avaient dans leur existence, dans leur passé de soi-disant démocrates, une tare *certaine* que le temps et la lâcheté universelle, complice du temps, avaient effacée, mais qui demeurait indélébile dans la mémoire de Lefrançais. Incapable d'une bassesse, d'une concession dégradante, d'une capitulation de principe, il lui était permis de juger sévèrement les palinodies, les fautes et les défaillances de ses anciens compagnons. La Commune à lui n'avait rien rapporté, ni fortune, ni fonctions, ni sinécures. Il en était sorti pauvre, comme il y était entré. Le devoir rempli, la besogne terminée, il avait pris le chemin de l'exil pour y continuer sa vie et non pour la refaire. Ayant été à la peine, il ne voulait pas être au déshonneur d'une récompense, d'un dédommagement quelconque, de la part d'un gouvernement qui ne réalisait aucun de ses désirs.

Cette déception, son testament encore l'a traduite, quand il dit : « *Je meurs en professant* le plus profond mépris pour *tous* les partis politiques, fussent-ils socialistes, n'ayant jamais considéré ces partis que comme des groupements de simples niais dirigés par d'éhontés ambitieux, sans scrupules ni vergogne. »

On conviendra qu'une pareille déclaration n'était pas faite pour lui concilier des sympathies dont aussi bien il avait raison de ne se point soucier.

Les hommes de ma génération, je le répète, ne savaient rien de Lefrançais, ignoraient jusqu'à son nom. Ce fut tant pis pour eux. Ils auraient reçu de cet homme excellent, qui était, dans ses amitiés, la droiture et la sécurité mêmes, des leçons impérissables. Personne ne possédait comme lui, outre un don de discernement incomparable, le sens de l'histoire contemporaine et du mouvement social. Il avait vu maints partis tour à tour au pouvoir et les confondait tous dans le même dégoût. C'était, appliquée au prolétariat, la *fable éternelle* de la mouche et du coche, dans un chemin montant, sablonneux, malaisé... Autour de l'attelage exténué, bourdonnent sans relâche les mouches politiciennes, piquant l'un, piquant l'autre, assises sur le timon, sur le nez du cocher, pensant à tout moment qu'elles font aller la machine... Et quand, après bien du travail, le coche arrive au haut :

— Çà, disent-elles aux chevaux, payez-nous de nos peines !

Lefrançais haïssait ces quémandeuses de pourboires... Il les avait éliminées non seulement de ses relations, mais encore de ses souvenirs, et, sauf des portraits de Delescluze, de Vermorel ou de Varlin, on ne voyait plus, à la fin, épinglées au mur de sa chambre, parmi les chers visages qui causaient avec son cœur, que les images de Bakounine, de Kropotkine ou de Reclus, qui parlaient à son intelligence passionnée d'harmonie et de justice le seul langage qu'elle comprît.

Lefrançais avait publié en 1886, dans le *Cri du Peuple*, sous ce titre : *Souvenirs d'un révolutionnaire*, une belle autobiographie pour laquelle il chercha ensuite, jusqu'à sa mort, un éditeur. Cet éditeur, nous devons le trouver. Lefrançais a laissé la matière de son monument. C'est à nous maintenant qu'il appartient de l'ériger. Nous n'y manquerons pas. L'exemple de cette vie remplie et dévouée est à répandre, et nous ne pouvons mieux honorer la mémoire de Lefrançais qu'en multipliant les dépositaires de sa pensée et les continuateurs de son action.

Lucien Descaves.

Sous le titre *Les Suisses décerveleurs*, le *Cri de Paris* publie les renseignements suivants :

Luccheni est fou : le fait est avéré. Et notez que le régicide n'est pas devenu dément : on lui a fêlé le cerveau volontairement. On sait, par les indiscrétions d'un gardien, resté un honnête homme dans la geôle, le traitement que font subir au fanatique anarchiste les doux gouvernants de la paisible Helvétie.

Depuis son incarcération, Luccheni *n'a pas dormi une heure !* Un garde-chiourme est chargé de le tenir constamment en éveil. On le nourrit à merveille. On abuse des farineux, qu'on épice exagérément, mais on néglige de lui donner à boire !

Le duc d'Albe et Torquemada n'auraient pas trouvé cela.

PATRIE, GUERRE ET CASERNE

LETTRE A UN PROLÉTAIRE

V (1).

Les préjugés ont la vie dure. On a beau dire, on a beau prouver que la guerre et le militarisme sont deux fléaux qui s'engendrent l'un par l'autre et doivent être combattus l'un en même temps que l'autre, on trouve toujours de braves nigauds qui vous parlent d'épurer et de réorganiser l'armée, au lieu de la détruire.

C'est là que s'en tiennent encore des tas de gens qui se croient très avancés, de sincères socialistes, de sincères antimilitaristes. Nous aussi, disent-ils, nous détestons la caserne, nous détestons la guerre. Mais nous voulons tout de même pouvoir nous défendre, si on nous attaque. Or, si nous voulons nous défendre, il faut bien organiser notre défense.

(1) Voir le numéro précédent

Sous une apparence de bon sens, rien n'est plus bête. Quand on dit : « Nous voulons nous défendre », de qui parle-t-on ? Qui ça, nous ? Nous les travailleurs, nous les prolétaires ? Et contre qui nous défendre ? Contre des prolétaires comme nous, contre les travailleurs d'Allemagne, d'Italie ou d'Angleterre ? Mais on ne se défend que contre ses ennemis. Or ces gens-là ne sont pas nos ennemis. N'ont-ils pas les mêmes intérêts que nous, les mêmes besoins, les mêmes souffrances, les mêmes joies ? Ne sommes-nous pas cent fois plus près d'un menuisier ou d'un tisserand de Berlin que d'un banquier ou d'un commerçant de Paris ?

Non, Jacques, quand des soldats étrangers marchent contre nous, ce ne sont pas nos ennemis. Nos ennemis sont les gouvernants, les capitalistes qui ont mis ces soldats en branle. Ce sont encore les gouvernants, les capitalistes qui nous mettent nous-mêmes en branle. Ce sont encore les officiers qui nous conduisent à la bataille pour le compte des gros bonnets de la politique et de la finance. Et si nous avions pour deux liards de bon sens et de courage, c'est contre ceux-là que nous partirions en guerre. Quand nous parlons, nous autres, d'organiser la défense nationale, nous ne faisons que nous solidariser d'avance avec nos ennemis contre nos amis.

Il n'y a pas, comme la plupart le croient, deux sortes de guerres, les unes légitimes où l'on se défend, les autres injustes où l'on attaque. Toutes les guerres se ressemblent et ce sont toujours des attentats concertés entre deux gouvernements contre deux peuples.

On prétend ne marcher que pour la défense. Mais il faudrait d'abord savoir, quand éclate une guerre, qui est-ce qui se défend et qui est-ce qui attaque. Or, voilà justement ce qui est impossible.

Ça te paraît peut-être drôle ? Tu vas voir pourtant que rien n'est plus exact. Nous passons pour nous être défendus, en 70, contre les Allemands. On l'enseigne à l'école, on le répète un peu partout. Mais ne peut-on pas dire tout aussi exactement que les Allemands se défendaient contre nous ? La dernière et terrible grande guerre fut voulue, en effet, avec autant d'acharnement par le gouvernement de France que par celui d'Allemagne, parce qu'une guerre à ce moment favorisait leur politique à tous les deux. Aussi le premier prétexte fut-il le bon. Ce fut, tu le sais, la candidature d'un parent du roi de Prusse au trône d'Espagne. Mais ç'aurait pu être tout aussi bien n'importe quelle autre histoire. La vraie cause de la guerre fut que les deux gouvernements avaient besoin, ou croyaient avoir besoin, en même temps, d'une guerre. Afin de rendre la rupture irréparable entre les deux pays, Bismarck alla jusqu'à falsifier une dépêche, la fameuse dépêche d'Ems. Le bandit prussien eût donc été fort ennuyé si les choses s'étaient arrangées. Mais le bandit français, de son côté, et surtout son entourage n'avaient-ils pas fait d'abord tout leur possible pour envenimer un incident qu'un mot de conciliation pouvait apaiser ?

Que vient-on nous parler, après ça, d'attaque ou de défense ? Qu'est-ce que cela signifie ? Quand les choses se passent comme elles se passèrent en 70 — or elles se passent toujours à peu près de même — quels sont ceux qui attaquent, quels sont ceux qui se défendent ? Voilà ce que devraient bien nous dire les pauvres imbéciles qui croient encore à la défense nationale.

Depuis qu'on se massacre au Transvaal, on lit dans tous les journaux que les Boërs sont les combattants héroïques du droit, les défenseurs glorieux de leur liberté et de leur pays. Rien de plus inepte encore. Et parmi ceux qui répandent ces bourdes, beaucoup le savent fort bien. Mais ils savent aussi qu'avec de pareils mensonges on nous entretient dans la religion des boucheries. Or, ils sont plus ou moins payés pour ça.

En réalité, les soldats de Krüger ne sont pas plus sympathiques que ceux de Chamberlain, parce que Krüger n'était pas plus obligé d'accepter la guerre que Chamberlain de la provoquer. Si les Boërs sont écrasés aujourd'hui et souffrent mille maux, ils l'ont bien voulu. Comme tous ceux qui permettent à leurs gouvernants d'appeler *sans raison* le pillage et la ruine sur leur pays, ce sont non pas des hommes courageux, mais des criminels et des lâches. Leur excuse, — comme ce fut la nôtre en 1870 — c'est qu'ils ne savent pas ce qu'ils font.

Les prétentions des Anglais — causes de la guerre — ne compromettaient en rien la richesse du pays dans son ensemble, ni le bien-être, ni la liberté des habitants. Le devoir des gouvernants boërs était donc de faire toutes les concessions voulues pour éviter la guerre, et le devoir du peuple boër d'exiger que les concessions fussent faites. Sans doute, il y avait dans cette guerre, comme dans toute guerre, des intérêts en jeu, mais des intérêts de trafiquants et d'agioteurs, des intérêts ignobles, des intérêts dont les peuples ne sont pas solidaires et dont aucun homme honnête ne peut être solidaire. On vit fort bien cela, dès qu'il fut question de faire sauter les mines d'or. Les hommes du peuple, les naïfs, ceux qui se battent parce qu'on a su leur persuader qu'ils défendent leur liberté ou leur bien-être, tous ceux-là trouvent ce moyen de résistance tout naturel. Ce sont les gouvernants, les riches qui s'y opposent. Naturellement, puisqu'ils espèrent après la guerre tirer un plus gros profit des mines, et qu'ils n'ont pas fait la guerre pour autre chose. Mais en attendant et pendant que ces mines, propriété sacro-sainte des gros actionnaires anglais et boërs, sont religieusement respectées, on trouve très bien que chaque jour les biens des petits fermiers boërs soient exposés aux brigandages des troupes anglaises.

Et l'on viendra nous dire que le peuple boër est un peuple libre et fier qui se défend ! Allons donc ! c'est un peuple d'esclaves qui défend l'or de ses maîtres. C'est en refusant de se défendre contre les Anglais que les Boërs se seraient réellement défendus. Leur défense actuelle est un suicide. Or, de même qu'un homme a tort de se suicider par misère et doit, plutôt, voler ce dont il a besoin, un peuple a tort de se suicider pour le bon plaisir de ceux qui l'exploitent et le gouvernent.

Que tu prennes la guerre franco-allemande ou la guerre actuelle des Boërs avec les Anglais — deux guerres bien différentes, cependant — il ne s'agit donc jamais, tu le vois, d'une nation réellement attaquée par une autre nation et contrainte par elle à se défendre, mais, comme je te le disais tout à l'heure, d'un attentat concerté entre deux gouvernements, attentat volontaire de chaque côté, agression mutuelle et réciproque. Cette fameuse formule : LA DÉFENSE NATIONALE, cette formule dont nos maîtres savent si bien jouer, et à laquelle tant de badauds se laissent encore prendre, contient donc, en somme, deux mensonges énormes, un dans chaque mot.

Premièrement, il n'y a pas de *défense* NATIONALE, parce que ce n'est pas défendre une NATION que de défendre les intérêts de quelques-uns dans une nation.

Secondement, il n'y a pas DÉFENSE du tout, parce que la première condition pour avoir le droit de dire qu'on se défend, c'est d'être attaqué. Or il n'y a pas aujourd'hui de nation réellement contrainte de résister, les armes à la main, à une véritable agression. Il n'y a pas de guerre qui ne puisse être évitée par une concession sans importance pour la prospérité réelle d'un pays.

Pourtant, si la guerre éclate ? me diras-tu.

Mais cela dépend de nous, justement. Elle n'éclatera pas si nous savons nous y prendre. Ce sont les dirigeants qui nous représentent la guerre comme une fatalité contre quoi personne ne peut rien. Et nous de répéter, dociles : « C'est la guerre, on n'y peut rien », et de nous laisser conduire aux abattoirs comme des bêtes résignées. Pourtant la guerre ne se fait pas toute seule. Chaque fois que le mauvais coup se prépare, c'est que quelques-uns le veulent et que le plus grand nombre laisse faire. Il n'y aura plus de guerre quand nous ne voudrons plus qu'il y en ait. Et le meilleur moyen d'en finir, c'est précisément de travailler tout de suite et sans aucun scrupule à la suppression de l'armée.

Et si la guerre éclate malgré nos efforts et si, faute d'organisation, nous sommes battus ? Voilà une objection que tu entendras souvent.

Eh bien ! si nous sommes battus, tant pis ou tant mieux, comme tu voudras, car cela n'a pas la moindre importance. Sans doute on joue de la défaite comme d'un spectre terrible pour nous effrayer. Mais la *défaite nationale* comme la *défense nationale* est un mot vide de sens. Il suffit de réfléchir un peu pour le comprendre.

La défaite peut-elle ajouter quelque chose aux misères et à la honte de la guerre ? Que nous a coûté notre défaite de 70 ? Quelques milliards et un peu de territoire. Est-ce que ces pertes, *nos pertes*, comme disent les *revanchards*, ont beaucoup modifié la prospérité générale du pays ? Non, évidemment. Essaye de calculer au contraire ce que nous a coûté, en richesses de toutes sortes, la guerre elle-même.

Ce n'est pas la défaite qu'il faut redouter, c'est la guerre. Ce n'est pas de la défaite qu'il faut rougir, c'est de la guerre. Et il vaut mieux risquer la défaite pour empêcher la guerre que de s'exposer à la guerre pour empêcher la défaite.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

LIGUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Des camarades nous demandent si la *Ligue pour la liberté de penser* et la *Ligue de solidarité internationale* sont une seule et même ligue et si les fonds recueillis par l'une ou l'autre serviront indistinctement aux deux.

Non, ces deux ligues sont parfaitement distinctes, ainsi que les buts qu'elles poursuivent. Il se pourra que les mêmes camarades y figurent, mais il y aura deux caisses et deux actions indépendantes l'une de l'autre. La première a pour but de protester contre toutes les atteintes à la liberté de penser et de venir en aide à ceux qui seront victimes de persécutions à cause de leurs opinions. La ligue de solidarité internationale se propose de faire comprendre aux travailleurs de toute nationalité que les notions d'intérêt national, d'honneur national, de solidarité nationale, dont on imprègne leurs cerveaux, sont des mensonges ; que les guerres entreprises au nom de l'intérêt national le sont en réalité pour favoriser des intérêts particuliers ; qu'il n'existe nulle part d'honneur national ; qu'en fait de solidarité, seule est réelle la solidarité qui unit les hommes ayant un même intérêt, sous quelque étiquette nationale qu'ils soient inscrits. Nous sommes convaincus que, lorsque les travailleurs, qui, au prix de leur travail et de leur sang, font les frais de toutes les guerres, l'auront bien compris, ils cesseront de se prêter à cette criminelle duperie dont leurs dirigeants font leur profit.

Nous avons reçu l'adhésion de l'*Université populaire* de Chambon-Feugerolles (Loire), dont nous publions la lettre aux communications. Reçu aussi la somme de 0 fr. 75 du camarade M. D., de Paris. Merci. C'est un commencement.

A. G.

UN MOT PERSONNEL

Je suis avisé qu'un individu, voyageant en province, se présente, sous mon nom, aux camarades, en se disant traqué par la police. Une perquisition pratiquée chez lui, dit-il, à la suite d'une distribution de manifestes antimilitaristes à Montceau, aurait fait découvrir des moules à fausse monnaie, et, se sachant recherché, il demande aux camarades des secours pour fuir à l'étranger. De plus, pour achever de les convaincre, il leur montre des cartes de députés socialistes le recommandant.

J'avertis les camarades que mes moyens ne me permettent pas de voyager ainsi ; que si j'avais l'occasion de faire une tournée et d'aller visiter les camarades de province, je ne me ferais pas recommander à eux par des députés socialistes. Quant à la fausse monnaie, je dois avouer que jusqu'ici je n'ai pas essayé d'en fabriquer. J'aimerais mieux, tant qu'à faire, fabriquer de la vraie : j'y gagnerais encore assez.

A. GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Dimanche dernier ont eu lieu les obsèques de notre vieil ami et collaborateur G. Lefrançais. Ces obsèques, qui coïncidaient avec l'anniversaire de la Semaine sanglante, ont occasionné à une imposante manifestation. La crainte de cette manifestation avait donné lieu à un déploiement ridicule de forces policières. De la rue de la Tombe-Issoire, où se trouvait le domicile de Lefrançais, jusqu'au Père-Lachaise, nous fûmes encadrés par une double haie de sergents de ville, et suivis immédiatement par une brigade entière. Nous avions l'air d'un

convoi de forçats. Malgré cette insolence, contre laquelle, d'ailleurs, protesta énergiquement la compagne de Lefrançais, aucun incident ne se produisit. De nombreuses couronnes ornaient le char couvert d'un drap rouge, entre autres celles des *Temps Nouveaux* et des *anarchistes russes de Londres*, celle de l'*Aurore*, celles des Polonais socialistes révolutionnaires internationalistes, etc.

Au coin de la rue Godefroy-Cavaignac, on rencontra les groupes socialistes du XI[e] porteurs d'une grande couronne rouge destinée au mur des fédérés. Des cris de « Vive la Commune! » sont échangés et, malgré l'opposition de la police, ces groupes se joignent au cortège.

A l'arrivée au columbarium, des cris de : Vive la Commune! Vive l'Anarchie! retentissent. Pendant l'incinération, quelques paroles sont prononcées par Vaughan, Champy, Albert Goullé et Janvion. Puis on se dirige vers le mur. Là aussi, manifestation splendide. Une quantité considérable de couronnes sont apportées. De tous côtés l'on n'entend que chanter l'*Internationale* et la *Carmagnole* et crier : Vive la Commune! et: Vive l'Anarchie! Malgré la brutalité et les provocations habituelles de la police, aucune bagarre sérieuse ne s'est produite. Plusieurs arrestations stupidement opérées n'ont pas, dit-on, été maintenues. Jamais cette manifestation annuelle n'avait atteint un tel caractère de grandeur.

André Girard.

∴

Les Rafles. — Nous vivons sous un régime de liberté ; c'est entendu. La police, maîtresse des rues de Paris, le fait bien voir à tous ceux qui ont le malheur d'avoir à faire hors de chez eux passé 10 heures du soir.

Dimanche dernier, un de nos amis, commerçant établi, s'il vous plaît! qui rentrait chez lui vers 1 heure du matin, a été pris dans une de ces rafles que M. Lépine fait exécuter chaque soir pour justifier l'utilité de la bande de mouchards qu'il nous faut entretenir. La rafle où a été pris notre ami a été particulièrement odieuse. Pas une des arrestations n'avait le moindre semblant de justification, tous étaient des travailleurs, bijoutier, peintre, graveur. Encore pleins d'illusions, ils se sont laissé emmener très tranquillement, pensant être relâchés peu après..... et sont restés enfermés au poste pendant quatorze heures.

Contre les voyous qui leur font le coup du père François, les paisibles citoyens se défendent. Devant les bandits en uniforme de M. Lépine, ils désarment. Rien de drôle à ce que ceux-ci en prennent à leur aise.

P. D.

∴

Alger. — Notre camarade Grunwald, arrêté à Tunis il y a six mois sur la dénonciation de mouchards, vient d'être remis en liberté. Le gouvernement « de défense républicaine » lui a accordé huit jours pour quitter Alger où il avait été transféré. On refuse de lui rendre ses papiers ainsi qu'un certain nombre de pièces personnelles qui lui furent confisquées lors de son arrestation et dont Grunwald a absolument besoin pour trouver une occupation.

∴

Mouvement ouvrier. — Les Retraites ouvrières. — La grande question à l'ordre du jour est celle des retraites que la Chambre va discuter ces jours-ci. Rentrer dans tous les détails du projet m'est impossible, je vais essayer d'en esquisser les traits principaux.

Jaurès et ses amis du *socialisme ministériel* estiment que la question est une des plus importantes de celles qui ont vu le jour sous la troisième République. Voyons un peu.

Le projet de loi socialo-gouvernemental pose en principe que tout travailleur ayant soixante-cinq ans d'âge a droit à être secouru par l'Etat. Pour bien conserver à la société bourgeoise toute son allure hiérarchique, *la loi prévoit trois classes de travailleurs* : 1° ceux qui ont un salaire inférieur à 2 francs par jour — il paraît qu'ils sont nombreux; 2° ceux dont le salaire est de 2 à 5 francs; 3° ceux dont le salaire est supérieur à 5 francs. Ces catégories bien établies, l'Etat se propose de retenir sur les salaires de ces travailleurs : pour les premiers, un sou par jour; pour les seconds, deux sous; pour les troisièmes, trois sous; de plus, les patrons seraient tenus de verser une somme égale au compte de l'ouvrier. Il me serait facile, sans aller plus loin, de démontrer que le versement fait par le patron sera, au préalable, retenu sur le salaire de l'ouvrier qui, en réalité, paiera le double des sommes indiquées; mais passons.

Les sommes ainsi versées atteindront en moyenne, pour les premiers, 25 francs, pour les seconds, 50 francs, pour les autres, 75 francs par année.

Si l'on veut bien réfléchir à ce que ces différentes sommes représentent pour des travailleurs chargés de famille pour la plupart, l'on comprendra ce que représente de privations le nouvel impôt dont on se propose de taxer la classe ouvrière.

De plus, non seulement les employeurs retiendront sur les salaires ce qui leur sera imposé, mais ce sera pour beaucoup d'entre eux un excellent prétexte pour diminuer les salaires, comme cela s'est fait, du reste, lors du vote de la loi sur les accidents du travail. Les nombreuses grèves qui en résultèrent sont encore présentes à la mémoire de tous.

Nous venons de voir les charges nouvelles imposées par la loi; voyons un peu les avantages ou prétendus tels.

J'ai dit au début que le projet ne prévoit une retraite que pour les travailleurs ayant soixante-cinq ans d'âge. Les statistiques les plus récentes estiment à environ 6 0/0 le nombre des ouvriers qui atteignent cet âge. Comme on le voit, l'Etat prend bien ses précautions. La loi prévoit encore que les travailleurs devront effectuer des versements depuis l'âge de dix-huit ans, c'est-à-dire pendant quarante-sept ans; moyennant quoi l'Etat accorderait une rente de 140 francs à ceux qui auraient versé un sou par jour, 880 francs pour les deux sous et 1.320 francs pour les trois sous, mais à la condition de verser sans interruption pendant les quarante-sept ans. Pour les travailleurs âgés de trente-cinq ans lors du vote de la loi et qui auraient par conséquent à verser pendant trente ans, la rente annuelle serait pour ceux de la première catégorie de 185 francs; pour ceux de la seconde, 370 francs; pour ceux de la troisième, 555 francs.

De plus, le projet de loi — socialiste, ne l'oublions pas, et vaillamment soutenu par M. Jaurès et ses amis — prévoit tout un système de retraites à capital aliéné ou à capital réservé; dans ce dernier cas, un versement serait fait aux héritiers du mort, dont je ne puis ici exposer tous les détails.

Un dernier point, pour être aussi complet que possible. Le projet de loi prévoit encore que les travailleurs âgés d'au moins soixante-cinq ans au moment du vote de la loi pourront recevoir une rente de 60 à 100 francs par an.

Je me suis surtout attaché, non à discuter, mais à exposer le projet, qui, s'il est voté tel que, sera, paraît-il, une des gloires de notre République, troisième du nom.

J'aurai l'occasion sans doute de revenir sur cette loi à mesure de sa discussion à la Chambre. Je ferai simplement remarquer aujourd'hui comment notre société capitaliste, acculée par les dettes qu'entraînent les folles dépenses du militarisme, a su donner une allure philanthropique à une opération financière faite surtout dans le but de se procurer de l'argent.

De plus, non seulement l'Etat fait une affaire sur le dos des travailleurs, mais il commet — car je ne doute pas que, sinon dans ses détails, du moins dans son ensemble, la loi soit votée — mais il commet, dis-je, une vaste escroquerie. Je ne citerai à l'appui de mon dire qu'un fait. Une société financière qui ne se targue ni de philanthropie ni de charité, mais simplement de faire — des affaires — assure à tous ses clients pour un versement égal à celui qui serait exigé des travailleurs si la loi est votée, pour un versement annuel de 25 fr. pendant trente ans, ce qui correspond aux versements des ouvriers de la première catégorie, 223 fr. de rente; l'Etat n'en promet dans ce cas que 185 fr.; pour ceux de la seconde, 446 fr. au lieu de 370, et pour la troisième, 669 fr. au lieu de 555.

Je ne m'avance donc pas trop en traitant le projet de retraites ouvrières d'escroquerie.

Aux travailleurs de savoir s'ils entendent se laisser tondre ainsi la laine sur le dos. Nous les mettons ici en garde contre de prétendues réformes. Un moyen s'offre à eux de ne pas se prêter à ce nouveau « *Panama* » de la société bourgeoise, c'est de refuser partout de verser quoi que ce soit sous prétexte de rente à obtenir — quand ils seront morts. — Auront-ils l'énergie nécessaire pour le faire? Assistant à tant de lâchetés, je le souhaite, sans trop l'espérer toutefois.

∴

A Montceau-les-Mines. — Calme très plat. La Compagnie en prend à son aise; à peine les deux tiers des ouvriers qu'elle s'était engagée à reprendre dans le plus bref délai ont-ils recommencé à travailler. Pour que la leçon soit plus cruelle et pour bien mater ceux dont les politiciens socialistes n'ont pas pu venir à bout, elle leur fait désirer le bon collier.

En attendant, « les jaunes » ne semblent pas être, eux non plus, très satisfaits. Le salaire de trahison qui leur avait été promis se fait désirer : ils regimbent, mais comme le chien à l'attache qui ne fait que montrer les crocs sans jamais mordre.

Le préfet est, paraît-il, satisfait de la conduite des membres du syndicat rouge — de bonnes bêtes aussi, en somme; — il les trouve, ose imprimer la *Petite République*, admirables de calme et de discipline. Bien mieux, suivant le même journal socialiste(!), ce sont les jaunes qui deviennent révolutionnaires, et il espère que les honnêtes travailleurs — les rouges, s. v. p.! — sauront garder leur sang-froid (?).

Les socialistes nous avaient appris qu'ils étaient capables de bien des lâchetés, mais à ce point, jamais. Les mineurs de Blanzy, souhaitons-le, ne tarderont pas à s'apercevoir du triste rôle que leur font jouer leurs « Mauvais Bergers ».

P. Delesalle.

Espagne.

Péniblement, nous commençons à recevoir quelques nouvelles d'Espagne — le gouvernement du morveux Alphonse ayant interdit d'en parler dans les journaux. Les camarades arrêtés au nombre de 28 avaient d'abord été internés à bord du *Pelayo*, mais n'y sont pas restés. Entre 40 gardes civils, enchaînés et attachés avec des cordes, ils ont été transférés à la prison. Pour éviter les manifestations de sympathie qui n'auraient pas manqué de se produire, l'opération a été faite pendant la nuit.

Les journaux espagnols *El Heraldo*, *El Pais*, *El Español*, et en général tous les journaux bourgeois, essaient de faire retomber toutes les responsabilités du mouvement, qui fut en réalité une tentative de Grève Générale de la classe ouvrière, sur les seuls anarchistes, et en bons défenseurs de la société demandent des peines sévères contre eux.

En réalité, l'accusation que les tortionnaires espagnols essaient d'échafauder contre nos camarades, ne tient pas debout. Aucun d'entre eux n'a été pris les armes à la main, et l'on tente de leur faire supporter toutes les conséquences du mouvement, pour détourner les esprits de ses véritables causes.

L'élément anarchiste n'est certes pas resté complètement inactif, mais ce qu'il faut bien dire, c'est que le mouvement fut surtout ouvrier. Du reste, deux des camarades arrêtés ont été interrogés et il n'y a encore de forgé contre eux aucune accusation précise. Il est vrai que le gouvernement de la cléricale Espagne n'est pas à cela près et que Montjuich possède encore quelques instruments de torture. C'est ce qu'il faut éviter en dénonçant ces crimes.

P. D.

P. S. — Les camarades nous ayant fait part du dénuement dans lequel ils se trouvent, le *Groupe de solidarité et de secours* leur a fait parvenir une première somme de 50 francs.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

On nous prie d'annoncer que le *Libertaire*, qui avait suspendu, pendant quelques semaines, sa publication, va reparaître la semaine prochaine.

La cause de l'éclipse du *Libertaire* est toujours la même : le manque de fonds. Il est à espérer que, cette fois, il ne se produira plus d'arrêt dans sa publication.

⁂

Le camarade Guillot, de Domarain, remercie les camarades de Bourgoin, Jallieux, Corbelin, La Tour-du-Pin, La Grive et Voiron de la solidarité dont ils ont fait preuve à son égard.

⁂

Nous avons reçu l'adhésion suivante à notre œuvre de solidarité internationale :

L'*Université Populaire* du Chambon-Feugerolles (Loire) se joint à vous et à tous les groupements ou initiatives individuelles pour protester contre les guerres en général et particulièrement la guerre de Chine.

Nous protestons de toute notre énergie contre l'acte de brigandage et d'oppression internationale qui s'accomplit actuellement en Chine pour la plus grande gloire et le plus grand profit des vampires de toutes les religions, des traîneurs de sabre de toutes les nations soi-disant civilisées, et, au-dessus de la sainte alliance du sabre et du goupillon, du capital rapace et insatiable, cause de tous les maux et de toutes les iniquités sociales.

Nous envoyons à nos frères de Chine, comme à toutes les victimes de cette trinité sanglante : Capital, Armée, Religion, notre salut fraternel ; et nous nous joignons à tous les camarades qui ont protesté avant nous, et qui protesteront après, pour faire triompher l'internationale des éternels exploités contre l'internationale d'assassinats et de pillages dont nous sommes les témoins en attendant d'en être les victimes.

Vive la Chine aux Chinois ! Vive l'Internationale d'amour et de liberté ! Vive la Fraternité des peuples de toute la terre !

Pour l'Université Populaire du Chambon-Feugerolles,

Le Secrétaire : PHILIPPE RICHARD.

⁂

Groupe *Les Trimardeurs*. — Réunion tous les samedis soir, 3, rue Fondary. Changement de titre et de local.

⁂

Quelques camarades viennent de prendre l'initiative de reformer la bibliothèque du IIIe, ils s'adressent à ceux qui pourraient les aider pour augmenter le jeu de volumes qu'ils ont.

Pour tous les envois ou renseignements, s'adresser ou écrire au camarade Daviet, 26, rue Chapon.

⁂

Groupe de Propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.). — Souscription pour la brochure illustrée *Les Poucettes humanitaires*.

Reçu des listes suivantes : Nos 1, 12, 16, 18, 23, 24, 53, 81, 88, 100, 101. Au total : 206 fr. 25.

Les camarades qui détiennent encore des listes sont priés de les retourner au secrétaire du groupe.

Les libertaires de Paris et de la banlieue sont avertis que le départ pour Brévannes aura lieu salle Maillet, 13, rue Keller, à 9 heures du matin, dimanche 26 mai, pour prendre le train (gare de Vincennes, place de la Bastille).

P. S. — Le Pot-à-Colle, l'Hébert-Club et les cyclistes libertaires sont spécialement invités.

⁂

L'Enseignement mutuel (Université populaire du 18e arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 25. — Xavier Léon, directeur de la *Revue de métaphysique et de morale* : Le philosophe allemand Fichte.

Lundi 27. — La réunion n'aura pas lieu.

Mercredi 29. — Albert Chenevier : Fourier et le fouriérisme.

⁂

L'Education sociale (Université populaire), 2 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 25. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 28. — M. Et. Buisson : Les mines d'or et de diamant dans l'Afrique du Sud.

Jeudi 30. — M. Ch. Gide, professeur à la Faculté de droit de Paris : Le billet de banque.

Samedi 1er juin. — M. Painlevé, membre de l'Institut : Galilée.

⁂

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — Bibliothèque Ouvrière, 107, rue du Vivier, réunion samedi soir, à 8 h. 1/2. Conférence par le camarade Henriot sur les syndicats et les grèves.

Les camarades sont avertis qu'il y a urgence à assister à cette réunion.

⁂

SAINT-DENIS. — *Cercle libertaire d'études sociales*. — Salle Baino, 3, rue de la Boulangerie, tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, réunion.

Convaincu qu'il ne suffit pas de se dire anarchiste pour l'être, et désireux de former une phalange de conscients militants, le Cercle libertaire dyonisien va entreprendre une série d'études des théories sociales présentes ou passées.

Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* et les membres des groupes socialistes sont invités.

⁂

SAINT-NAZAIRE. — *Groupe libertaire d'études sociales* « Ni Dieu, ni Maître ». — Réunion samedi 25 mai, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel.

Jusqu'à nouvelle insertion, réunion du groupe tous les samedis à la même heure.

⁂

CHATEAUBENARD. — Groupe libertaire *L'Homme Libre*. — Dimanche 26 mai, grande soirée familiale organisée par le groupe, dans la salle du théâtre Vial, à 8 h. 1/2 du soir. Conférence par le camarade Léo Sivasty sur « le Rôle de la femme, avant et après la Révolution », suivie d'un concert.

Dans l'après-midi, promenade champêtre. On se réunira chez Granier.

⁂

SAINT-ETIENNE. — Le congrès régional aura lieu dimanche 26 mai, de 9 heures du matin à midi et de 2 heures à 6 heures du soir.

Le congrès se tiendra au café Loste, place de la Croix, à Saint-Etienne. Les groupes de Lyon et de Vienne sont spécialement invités.

Ordre du jour : 1° L'action syndicale et les anarchistes ; 2° Entente nationale et internationale entre les groupes révolutionnaires et anarchistes ; 3° La grève générale et le communisme.

⁂

Groupe révolutionnaire des gars de l'Allier... et d'ailleurs. — Il y a quelques semaines, lors des dernières émeutes de Barcelone, nombre de camarades révolutionnaires de tous les pays ont été arrêtés et s'étiolent actuellement dans les prisons d'Espagne. Nos camarades révolutionnaires français ont sans doute encore présentes à la mémoire les atrocités commises à Monjuich lors du fameux procès de 1896, l'inquisition rétablie dans les prisons espagnoles et la fusillade de cinq camarades dans les fossés du château de Monjuich. Nous pensons qu'il est bon de ne pas laisser se renouveler de pareils actes et de ne pas attendre plus longtemps pour protester contre l'arbitraire et la férocité de l'autorité espagnole, de même que contre toute férocité. Aussi, dans leur dernière réunion, les camarades du *groupe des gars de l'Allier... et d'ailleurs* ont-ils décidé d'organiser un premier meeting pour protester contre toutes les inquisitions en général et contre celle d'Espagne en particulier.

Nous ferons connaître prochainement l'adresse de la salle et la date de la réunion.

Pour le groupe : G. LENOIR.

AVIS

Les camarades qui détiennent des cartes pour notre réunion et qui ne les ont pas encore réglées, sont priés de le faire aussitôt que possible.

Nous rappelons aux camarades que les lots peuvent être retirés le matin de préférence, dimanche compris.

VIENT DE PARAITRE

L'imprimeur vient de nous livrer notre 25e lithographie : *Les Défricheurs*, par Agar. Nous en tenons à la disposition des camarades, dans nos bureaux, 1 fr. 25 ; franco, 1 fr. 40.

⁂

Les Aventures de Nono, de J. Grave, 1 vol. illustré par Charpentier, Luce, Heidbrinck, Rysselberghe, L. Pissarro, Lefèvre, Hermann-Paul et Mab, 2 fr. 75 franco.

⁂

Le 8e fascicule des chansons éditées par P. Delesalle, qui contient *La Marianne* (La Diane), avec musique ; *Fraternité*, par S. Faure ; *Pendeurs et pendus*, de O. Souêtre.

⁂

Anarchie, par André Girard. Cette petite brochure de vulgarisation sera expédiée aux camarades à raison de 3 francs le cent ; pris au bureau du journal, 2 fr. 50. Couverture illustrée par V. Müller : les 10 exemplaires, 0 fr. 35.

⁂

Nous avons reçu le premier numéro du *Pot-à-Colle*. Nous souhaitons longue vie à ce nouveau camarade qui nous aidera à mener le bon combat.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Prêtre dans l'histoire de l'humanité, par le Dr Romeo Manzoni, trad. par J. Vindex ; 1 broch., 0 fr. 25, chez L. Bertoni, 6, rue des Savoises, Genève (Suisse).

Le Livre des Mille et une Nuits, tome VIII, traduction du Dr J. C. Mardrus ; 1 vol., 7 francs, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Camisards, Peaux de lapins et Cocos, par Dubois-Desaulle ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

PETITE CORRESPONDANCE

S., à Montpellier. — Introuvable à présent.

V., à Persan. — Demandez directement à L. M., j'ignore l'ouvrage.

K., à Saint-Nazaire. — Le *Libertaire* n'a pas paru depuis trois semaines. Communication passera la semaine prochaine.

D., à Morlanwelz. — Nous avons expédié le colis en gare, car vous avez omis de mettre votre adresse sur la seconde lettre.

Reçu pour les détenus : Un copain, 5 fr. — M. G. 2 fr.

Pour la brochure à distribuer : Un groupe de jeunes libertaires Saint-Claudiens, 3 fr.

Reçu pour le journal : Fr., 5 fr. — N., 5 fr. — L., 2 fr. — Merci à tous.

P., à Saint-Claude. — G., à Berne. — G., à Senones. — Z., à Charvaty. — C., à Beaune. — V., à Alger. — B., à Bègles. — L., à Chaux-de-Fonds. — L., à Epinal. — R., à Grenoble. — C., au Raincy. — F., à Issoire. — M., à la Tour-du-Pin. — A., à Caudebec. — P., à Montluçon. — T., à Corvol. — M. D., à Thuir. — T., au Pyblin. — P., à Romilly. — B., à Nantes. — P., à Montreuil. — P., à Courbevoie. — K., à Nancy. — R., à Charleville. — L., à Chambois. — M., à Saint-Mandé. — D. P., à La Machine. — C. P., à La Machine. — T., au Boulou. — M., à Paris. — D., à Morlanwelz. — W., à Lausanne. — G., à Edimbourg. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 5 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 JUIN 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

C'EST LE PEUPLE QUI BOUGE !

A propos des événements russes.

Le rêve de nos poètes et publicistes martyrisés, l'aspiration de toute une génération héroïque de révolutionnaires socialistes se réalise : « le bras vigoureux de l'ouvrier se lève (1) contre le monstre hideux du tsarisme, contre l'oppression et l'absolutisme. »

Oui, ce rêve se réalise, car partout où les étudiants révoltés ont été attaqués par la police et les cosaques, il y avait toujours des centaines et des milliers d'ouvriers qui se battirent ensemble avec cette jeunesse universitaire, dévouée à la cause d'affranchissement et d'émancipation populaire.

« Drapeau rouge déployé, l'ouvrier de Saint-Pétersbourg, en deux semaines, a soutenu deux manifestations imposantes et sanglantes contre le despotisme affolé. »

« En chantant *Réveille, révolte-toi, l'ouvrier*, et le drapeau rouge déployé, les ouvriers de Kiev ont attaqué la police et les cosaques pendant la manifestation des étudiants. »

« Le drapeau rouge déployé sur le marché central, dimanche 5 mai, les ouvriers et quelques étudiants se sont battus à Tiflis contre la police et les soldats... coups de revolver et de poignard... nombreux blessés des deux côtés. »

Mais le fait le plus important a eu lieu à Moscou, cette vraie capitale de la vie, de l'industrie et du commerce russe, cette ville conservatrice par excellence, où depuis deux siècles, depuis la jeunesse de Pierre le Grand, aucune révolte populaire contre l'absolutisme des tsars n'était connue. Et c'est ici que les premières barricades russes ont été élevées. Les télégrammes des journaux anglais nous annoncent : « Des milliers d'ouvriers sont accourus au secours des étudiants révoltés, ils ont assiégé le palais du gouverneur général (l'oncle du tsar) ; ils en ont brisé les fenêtres et, barricadant les rues, ils se sont battus plus de trois heures contre la police et les cosaques. »

Le drapeau rouge dans deux capitales d'empire et dans les anciennes capitales de la Petite Russie et de la Géorgie ! Il y a de quoi perdre la tête, être affolé. Et nos despotes, par leurs persécutions atroces, par leurs sauvageries bestiales, nous prouvent la mesure de leur affolement (2). La bureaucratie oppressive, avec le sycophante Pobiedonotzef en tête, voit clairement que, cette fois, c'est le fondement même de leur pouvoir qui s'ébranle ; que c'est le peuple russe, si longtemps opprimé, tenu en complète ignorance par l'Eglise, par l'Etat et par la noblesse esclavagiste d'autrefois, que c'est le peuple russe qui engage la lutte décisive contre leur pouvoir, contre leur tsar, contre leur ordre inhumain. Leur terreur est bien concevable.

Le fait très bien connu par tout le monde en Russie est que tout ce qu'il y a d'éclairé et d'instruit dans le pays, ce qu'on appelle l'intelligence, est contre l'ordre actuel, contre le tsar et sa bureaucratie. Ce mécontentement ne date pas d'hier. Depuis le commencement du dix-neuvième siècle, une minorité éclairée et courageuse attentait sans cesse contre l'absolutisme qui déshonore et opprime le pays. Mais chaque fois les despotes savaient bien supprimer les conspirateurs peu nombreux et d'ordinaire tous sortant presque exclusivement de la noblesse.

La grande masse, le peuple proprement dit, ne les connaissait pas et souvent les regardait comme ses ennemis à lui.

Asservi à la noblesse, habillé dans son costume national, ignorant, maltraité par chaque porteur d'uniforme et de costume européen, il les traita tous ensemble sous le nom collectif de « gospoda » (maîtres, seigneurs), comme ses ennemis de naissance, ses oppresseurs de profession. Entre le peuple et la société cultivée il existait un abîme infranchissable que le gouvernement maintenait par tous les moyens législatifs et administratifs. Il existe en Russie toute une législation à part et spéciale pour les paysans. D'après cette législation, chose étrange, dans ce despotisme inouï, la commune rurale de paysans jouit, dans ses affaires intérieures, de beaucoup plus d'autonomie qu'en France, par exemple. Tous les fonctionnaires et dignitaires de la commune sont électifs, y compris les percepteurs d'impôts et de taxes. De même sont électifs le maire et les juges de cantons... Mais le gouvernement a pris toutes ses mesures pour que cette commune administrative ne soit pas infectée par les hommes d'instruction et d'initiative. Même un paysan d'instruction secondaire et universitaire n'est pas toléré comme membre de sa commune et doit donner sa démission.

Bien des fois l'opinion publique a réclamé le droit pour tous les habitants de la localité de s'inscrire comme membres de la commune, et de créer les cantons, comprenant tous les habitants sans distinction des classes et des grades si nombreux en Russie. En réponse, le gouvernement prenait les mesures les plus rigoureuses pour le complet isolement de la commune... Alors commença depuis 1860-1864 le mouvement de la jeunesse instruite « vers le peuple ». De commencement paisible et légal, ce mouvement ne tarda pas, sous la persécution stupide du gouvernement, à prendre le caractère révolutionnaire. Vers 1872-74, ce mouvement est devenu si large, que des milliers de jeunes gens universitaires, étudiants comme étudiantes, apparurent partout, même dans les provinces les plus éloignées, en prêchant socialisme et révolution.

Les arrestations en masse, les sentences cruelles, la déportation, les exécutions n'arrêtèrent pas ce mouvement. Changeant les formes et les formules, tantôt paisible, tantôt révolutionnaire et agressif, le mouvement s'élargissait. A la place d'un arrêté, de nouveaux propagandistes arrivèrent et le nombre des ouvriers et des paysans parmi eux s'augmente de jour en jour. Une fois l'ouvrier (1) réveillé, il a su mieux que la jeunesse universitaire comment organiser les masses de producteurs. Aussi nous voyons qu'à partir de 1894 le mouvement gréviste des ouvriers organisés s'accentue et prend, comme en 1896, des proportions en imposant même aux brutes sauvages qui oppressent la Russie.

Toute une période de trente ans (1864-1894) de propagande et de lutte, parfois paisible, parfois héroïque, mais toujours pleine d'abnégation et de sacrifices — aboutit enfin à combler l'abîme qui séparait la société éclairée du peuple. Malgré tous les efforts sanglants de nos oppresseurs, le socialiste révolutionnaire des hautes écoles et l'ouvrier socialiste sont unis.

Le fait tant désiré est accompli. Aucune persécution ne saura arrêter la marche triomphale d'une révolution sociale. Le despotisme pouvait supprimer les groupes révolutionnaires des conspirateurs isolés, même anéantir toute une génération de socialistes révolutionnaires... Mais supprimer tout un peuple ou l'arrêter dans sa marche vers l'émancipation et l'affranchissement social — certes ce n'est pas un nigaud couronné, le tsar, pas plus que ses ministres pendeurs, qui y réussiront...

W. Tcherkesoff.

(1) Paroles de l'ouvrier Alexéef, condamné aux travaux forcés, en 1877, pour propagande socialiste révolutionnaire.

(2) Une dame riche et de la haute société se trouvait sur le trottoir du côté opposé de la place où la bagarre de Pétersbourg a eu lieu ; étant arrêtée avec beaucoup d'autres, elle était condamnée à deux mois de prison pour sa curiosité.

(1) La majorité de nos ouvriers d'usine et de fabrique comme ceux des villes sont des paysans qui gardent leurs liens très étroits avec le village.

VOIX DU BAGNE

Il y a quelque temps, je demandais à cette même place le rapatriement de ceux de nos amis que nous pensions être touchés par l'amnistie.

Nous avons eu la joie de recevoir l'un d'eux, Paul Bury, revenu de la Nouvelle-Calédonie. Grâce à la constitution robuste et à la force des convictions de notre ami, les cinq années qu'il vient de passer dans cet enfer social ne semblent pas l'avoir affaibli. Dès son retour, il manifeste

son impatience de reprendre sa place dans la lutte : bravo !

Paul Bury, on s'en souvient, fut condamné en novembre 1894 à treize mois de prison pour quelques paroles prononcées dans une réunion tenue à Tourcoing et fut, en application des lois scélérates, relégué à l'expiration de sa peine.

Les nouvelles qu'il nous apporte de là-bas prouvent que les tortionnaires de l'administration pénitentiaire sont aussi féroces en Calédonie qu'en Guyane.

En ce qui concerne Gallo, la triste situation que nous avons signalée déjà n'est que trop exacte. Les bourreaux qui ont réussi à le rendre fou, continuent à le persécuter dans un cabanon de l'île Nou.

En saluant Bury, je pense à ceux de nos amis que j'ai laissés en Guyane il y a dix-huit mois. Parmi eux étaient Mouysset et Meunier Regis, l'un et l'autre condamnés en vertu des mêmes lois, mais qui, par une subtilité juridique, ne sont pas admis au bénéfice de l'amnistie.

La mort, qui, sous ce climat, fait tant de ravages, vient de libérer Mouysset il y a quelques mois.

Quant à Meunier, libéré de sa peine effective qui fut de sept années, il doit séjourner le même temps dans la colonie, si une mesure gracieuse ne le rappelle pas en France. Le groupe « La Liberté d'opinion », de concert avec la Ligue des Droits de l'Homme, s'occupent en ce moment de lui faire lever sa résidence, et en haut lieu on nous fait espérer un prompt résultat.

Arracher de temps en temps du bagne quelques-uns de nos amis, c'est très bien !

Mais les autres......?

...... Ce sont des inconnus, voleurs, faussaires ou assassins...

Pardon, j'ai été leur camarade de gêne, je les connais ; ils sont quand même des hommes !

LIARD-COURTOIS.

PATRIE, GUERRE ET CASERNE

LETTRE A UN PROLÉTAIRE

VI (1)

Me voici au bout de ce que j'avais à te dire.

Je t'ai montré le néant et le mensonge du patriotisme officiel.

Je t'ai montré comment la paix armée, qui n'est qu'une forme de la guerre, nous opprime et nous affame, comment la caserne nous déforme moralement et physiquement, nous abrutit et nous corrompt.

Je t'ai montré que le militarisme n'était pas seulement une institution dégradante et coûteuse pour un pays dans son ensemble, mais qu'en armant les prolétaires contre eux-mêmes il équivalait pour le peuple à un véritable suicide.

Je t'ai montré que les intérêts en jeu dans les conflits internationaux ne sont jamais les nôtres, à nous travailleurs.

Je t'ai montré enfin que la croyance à la fatalité de la guerre, et à la nécessité de la défense nationale, ainsi que la peur de la défaite, sont de simples et d'absurdes préjugés entretenus par nos maîtres à l'aide des plus grossiers sophismes.

Il reste maintenant à conclure, et la conclusion, tu la devines. Il faut en finir avec cet esclavage qui fait de l'homme du peuple l'assassin de ses frères et l'instrument docile des ambitions, des appétits et des vengeances de ses maîtres. Il faut en finir avec la comédie sinistre qui, sous le nom de patriotisme, se joue sur notre dos depuis tant d'années. Il faut en finir avec la guerre, cette partie d'échecs que jouent les puissants avec les humbles comme pions et comme enjeu. Il faut en finir avec la caserne où, pour la sécurité des riches, on abrutit les enfants des pauvres. Il n'y a plus, aujourd'hui, la moindre hésitation possible, plus le moindre doute, le moindre scrupule à conserver. Nous serions les derniers des imbéciles et les derniers des lâches si nous ne voulions pas de toutes nos forces nous libérer de cette odieuse loi de sang au moyen de laquelle on nous a pliés, vaincus, écrasés jusqu'ici.

Reste à savoir comment nous pourrons y réussir.

Certains nous conseillent d'attendre, nous parlent de lois et de réformes qui ne peuvent pas manquer d'arriver un jour ou l'autre, à condition que nous soyons bien sages. Si nous comptons là-dessus, nous pouvons attendre longtemps. Je t'ai expliqué, en effet, que les maîtres du monde, les riches, les puissants, ceux qui font et défont les lois, ceux qui d'un trait de plume pourraient mettre fin aux crimes, aux misères, aux hontes de la guerre et de la caserne, je t'ai expliqué que ceux-là ne le feront jamais de leur plein gré, car ils sont, eux-mêmes, les auteurs de ces crimes, de ces hontes, de ces misères, ils en profitent, ils en vivent.

Pour nous affranchir de la servitude militaire, nous ne devons donc compter que sur nous-mêmes, et nous n'avons pour cela qu'un moyen : REFUSER DE NOUS Y SOUMETTRE.

Tant que nous nous laisserons conduire aux boucheries comme des moutons dociles, il y aura des boucheries et des bouchers pour se faire de l'argent ou de la gloire avec notre peau. Tant que nous accepterons d'habiter des casernes, de porter la livrée et les armes du soldat, il y aura des régiments et des casernes.

Voilà ce qu'il faut bien comprendre, Jacques, voilà le point sur lequel il ne faut nous laisser donner le change par aucune théorie, par aucune promesse, par aucune grimace. Nous n'en aurons fini, bien fini avec l'odieux servage où nous tient le militarisme que le jour où nous serons décidés à la révolte, prêts pour le refus d'obéir, le jour où, au lieu de quitter nos parents, nos amis, notre travail pour aller accomplir dans une ignoble caserne notre temps de bagne militaire, nous resterons tranquillement chez nous.

Tu vas me dire qu'on ne se révolte pas facilement contre l'armée moderne, c'est-à-dire contre la plus terrible organisation de la force brutale qui se soit jamais vue. Sans doute, il n'y a pas deux institutions défendues comme celle-là par un code de violence et de mort, un code qui punit des peines les plus barbares le moindre mot, le moindre geste. Et l'on voit bien, rien qu'aux précautions prises pour la conserver intacte, que l'armée est la base indispensable de la société bourgeoise. Mais qu'importe la férocité des Codes, je te le demande, si on n'ose pas les appliquer ? Or on n'osera pas, on ne pourra pas appliquer les lois aux réfractaires, quand ceux-là seront assez nombreux, assez résolus, assez unis pour en imposer aux gouvernants.

Sur ce point comme sur les autres, c'est l'union, c'est l'entente qui seule peut nous rendre forts et seule nous sauver.

En Russie, en Autriche, en Hollande, des cas de refus du service se sont déjà produits, tu le sais peut-être. Des hommes de toutes les conditions sociales et parmi eux quelques prolétaires se sont déjà insurgés contre l'odieuse servitude. Ils n'ont pas voulu revêtir la casaque du soldat. Et quand on a mis des armes dans leurs mains, ils les ont laissées tomber par terre.

Il y a quelques années, un Hollandais du nom de Van der Veer répondait à l'appel qui le convoquait à la caserne par une lettre qui fit quelque bruit et où il signifiait à ses chefs que sa conscience lui défendait d'apprendre à tuer ses frères étrangers, comme elle lui défendait de soutenir l'ordre social établi.

Mais pour oser, de la sorte, se dresser tout seul en face du monstre militariste et le braver, pour oser tenir tête à cette terrible puissance, sans regarder derrière soi si l'on est suivi et soutenu, il faut un courage qui ne se rencontre pas souvent. Aussi de tels actes restent-ils forcément très rares. Et encore les gouvernants cherchent, il va sans dire, et parviennent quelquefois à les tenir secrets, surtout lorsque leurs auteurs sont d'obscurs prolétaires.

Devant ceux qui les accomplissent, nous ne nous découvrirons jamais assez bas. Ce sont de véritables héros, des héros qu'on honorera, un jour, comme on honore aujourd'hui ceux qui les premiers osèrent s'insurger contre la tyrannie des prêtres. Mais précisément parce qu'il faut pour de telles actions un courage surhumain, beaucoup présument trop de leurs forces et succombent après une plus ou moins longue résistance.

Voici ce qui se passa il y a trois ans à peu près, en Hollande, sans que la presse des autres pays en souffle mot, il va sans dire. Cinq conscrits de différentes villes avaient refusé de tirer au sort et se promettaient de persister dans leur refus de servir. Trois d'entre eux faiblirent en arrivant au corps. Mais les deux autres tinrent bon et furent emprisonnés. L'un des deux céda à son tour aux exhortations des chefs et de sa famille. Mais le dernier résista. Il vient seulement de se rendre après avoir passé plus de deux ans en prison. Et le malheureux était à moitié fou, quand il a demandé grâce.

Mais ce que ces martyrs et ces héros de l'antimilitarisme ont osé faire isolément, individuellement, si nous le faisions, nous autres, collectivement en nous unissant, en nous groupant, en nous soutenant les uns les autres, crois-tu que ce ne serait pas bien plus facile et bien plus efficace ?

Suppose que la centième partie seulement des hommes appelés, chaque année, au régiment, refusent un beau jour de rejoindre leur corps. Que pourrait-on, que ferait-on contre eux?

Absolument rien. D'abord parce que, devant un acte de cette importance, les gouvernants seraient affolés et ne sauraient quel parti prendre. (On l'a vu assez par leur attitude en face des quelques refus individuels qui se sont produits jusqu'ici.) Ensuite parce que l'exemple de ces quelques centaines de milliers de réfractaires en entraînerait immédiatement des milliers d'autres. Tu sais bien que les malheureux conscrits qui partent chaque année pour leur sort ne demandent, malgré leurs stupides fanfaronnades, qu'à rester chez eux. Pour décider ces timides, il ne faudrait qu'un nombre un peu imposant de courageux.

C'est donc au refus collectif de servir, autrement dit à la grève des soldats, que nous devons songer, nous autres prolétaires. C'est pour atteindre ce résultat qu'il faut nous organiser.

Et cette tâche n'est pas au-dessus de nos forces. Nous sommes bien parvenus à nous grouper, d'une façon imparfaite encore, mais déjà puissante cependant, pour la défense de nos intérêts économiques. Si bien qu'aujourd'hui quelques jours suffisent pour que d'un bout à l'autre du pays, des travailleurs par milliers, et des travailleurs de tous métiers, soient debout prêts à la lutte contre les patrons. Pourquoi ne réussirions-nous pas à nous grouper, à nous organiser d'une façon tout aussi puissante, pour nous défendre contre cette autre exploitation de nous-mêmes qui s'appelle le service militaire ? D'autant plus que cette exploitation se confond en somme avec l'autre, puisque, comme je te l'ai expliqué plus haut en détail, elle tourne finalement au profit de nos employeurs.

Oui, Jacques, il nous faut absolument organiser la grève militaire comme nous organisons déjà la grève économique, car la première n'est que le complément indispensable de la seconde. Et n'avons-nous pas, justement, pour nous faciliter cette besogne, nos syndicats professionnels, nos unions de métiers qui peuvent devenir autant de moyens de résistance au militarisme, autant de foyers d'agitation contre les crimes de la caserne et les crimes de la guerre? Si chacun de ceux qui font partie de ces groupements devenait conscient de son devoir en face du militarisme, crois-tu que nous ne serions pas bientôt les plus forts et les maîtres d'agir à notre guise ?

C'est à ce résultat qu'il faut viser. Mais pour aboutir à ce résultat, une propagande incessante est nécessaire, tu le comprends bien. Et c'est là une tâche qui regarde les plus intelligents, les plus dévoués, les plus conscients, en un mot l'élite des travailleurs ! Or, j'espère que si tu as bien compris tout ce que je t'ai dit dans ma lettre, tu voudras être, dès aujourd'hui, dans ton coin, l'un des bons ouvriers de cette tâche.

Ton vieux camarade,

CHARLES ALBERT.

(1) Voir les numéros précédents.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PRÉJUGÉS. — Combien est grande la force de préjugés ! C'est au point qu'elle pousse à la mor des hommes à qui il suffirait de braver un préjug pour voir la vie et le bonheur leur sourire.

Tel est le cas de deux jeunes gens qui viennen de se suicider parce que leurs parents s'opposaien à leur mariage. Une éducation imbécile et crimi nelle les avait imprégnés de respect pour la foul des conventions sur laquelle repose la société bour

geoise, et en particulier pour le mariage légal et la soumission à la volonté des parents. Aussi n'ont-ils pas osé affronter l'hostilité des imbéciles et le ressentiment de leurs parents, en proclamant librement leur amour et en s'unissant sans les autorisations et estampilles administratives. Ils ont préféré mourir lâchement et sottement.

Quant aux parents, quelle part de responsabilité dans cette affaire ! S'ils n'avaient pas fait de leurs enfants des moutons dociles et routiniers, s'ils les avaient accoutumés à accepter hardiment la responsabilité de leurs actes, au lieu de deux deuils irréparables à déplorer, ils n'auraient eu à supporter qu'une contrariété qui se fût à la longue émoussée, et ils auraient fini par accepter le fait accompli, et se consoler.

*
* *

La Justice. — Les magistrats sont des hommes de cœur, très entendus sur les questions de sentiment.

La preuve : Deux amoureux se querellent. Le jeune homme, brutal, tire un coup de revolver sur sa maîtresse, jeune blanchisseuse âgée de dix-huit ans. On l'arrête. A l'audience, son amante veut le sauver, et affirme que ce n'est pas lui qui a tiré sur elle. Sur la déposition contraire des gardiens de la paix, les Brid'oisons du tribunal condamnent pour son bon cœur la jeune blanchisseuse à six mois de prison pour faux témoignage et font procéder à son arrestation immédiate.

Je ne sais quel député se plaignait l'autre jour que l'on ne respectât pas suffisamment les magistrats. Que ceux-ci soient donc respectables, et l'on verra alors s'il y a lieu de les respecter.

André Girard.

*
* *

Nos lecteurs ont pu voir dans nos communications de la semaine dernière qu'un groupe de camarades se proposaient d'aller le dimanche faire une promenade à Brévannes. Les restes d'Emile Henry reposant dans le cimetière de cette localité, la police, toujours intelligente, en avait déduit que nos camarades avaient l'intention de faire sauter le pays ; aussi toutes les brigades de gendarmerie du département, sous les ordres d'un commandant, étaient-elles mobilisées, et le cimetière gardé par une brigade de gendarmes, dans le but d'empêcher nos camarades d'y rentrer. Le maire, un commissaire de police, flanqués de nombreux argousins, en gardaient l'entrée, menaçant de les faire charger à la moindre tentative.

Des patrouilles ont circulé toute la journée entre Villeneuve et Brévannes, à la grande surprise des promeneurs nombreux dans ces parages.

L'ombre d'Emile Henry hante encore nos bourgeois. C'est bon signe.

Nos camarades ont remis leur visite à un de ces prochains dimanches.

*
* *

Internationalisme capitaliste. — L'alliance russe qui a valu à la bourgeoisie française pas mal de lâchetés et beaucoup d'argent continue à lui en coûter. Un nouvel emprunt de je ne sais combien de centaines de millions est en route. Les bourgeois français souscrivent sans se soucier si leur argent ne servira pas à fondre les balles qu'ils sont destinés à recevoir un jour.

De cela ils n'ont cure. L'*intérêt*, le tant pour cent seul est leur Dieu. Le récent emprunt fait en Allemagne, dans le but de couvrir de nouvelles dépenses de guerre, couvert quatre fois en France, en est un exemple frappant qu'on ne saurait trop faire ressortir.

L'internationalisme dont la bourgeoisie nous fait un crime, elle le pratique sur une large échelle, et s'en sert pour nous asservir. « L'argent n'a pas de patrie. » Les bourgeois non plus. Imitons-les.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Internationalisme ouvrier. — A l'internationalisme capitaliste — qui existe — opposons, ne cessons-nous de répéter, un internationalisme des travailleurs. L'idée fait son chemin : on annonce en effet qu'une fédération des travailleurs de l'industrie tullière de France et d'Angleterre va se fonder.

En vue de la constitution de cette fédération, des délégués de tous les syndicats tulliers de France, d'Angleterre et d'Ecosse, se réuniront le 19 juin à Calais, pour examiner la question. Nottingham, Glasgow, Saint-Quentin, Caudry, Lille, Lyon se feront représenter par des délégués qui échangeront leurs vues sur les dispositions à prendre pour se prêter un concours mutuel en temps de grève.

Le secrétaire de la fédération sera choisi en France, le trésorier en Angleterre et le président en Ecosse.

En cas de grève ou de mise à l'index, chaque société recevra un secours de 5 shillings (6 fr. 25) par semaine et par membre, sous réserve que cette grève serait approuvée par le conseil de cette fédération.

Voilà qui est bien, mais à condition que cela se généralise, et que tous les corps de métiers suivent un si bel exemple. Du jour où, par-dessus les frontières, les travailleurs s'entr'aideront, ils ne tarderont pas à se connaître et à s'apercevoir que leurs intérêts sont les mêmes. Ce jour-là, les patries ne seront pas loin de disparaître pour faire place à l'humanité libre.

*
* *

L'organisation des travailleurs en syndicats ouvriers, les nouvelles forces qu'ils acquièrent chaque jour, ne laisse pas d'inquiéter tous ceux qui vivent du salaire des ouvriers.

Un camarade à ce propos me communique une circulaire de la « Société pour la défense du commerce », avec ce sous-titre : « Union patronale marseillaise pour la défense du travail. » L'union en question compte environ 180 membres, dont 82 syndicats patronaux. Ce que se proposent ces Messieurs ? Rien de plus simple : enrayer le mouvement syndical révolutionnaire en créant des syndicats dits « jaunes », soit encore en entravant l'organisation de leurs exploités.

Ils sentent si bien que le terrain leur échappe un peu plus chaque jour qu'ils sont disposés à faire de gros sacrifices, car, dans une de leurs dernières réunions, il a été décidé de porter à 250.000 francs la première mise de fonds fixée d'abord à 100.000.

Millerand qui est très au courant, ne peut qu'encourager une telle association si utile au « Commerce » dont il est le ministre.

A part la lutte contre les organisations ouvrières, la « Société » se propose encore « l'embauchage de travailleurs dans des régions moins favorisées », d'entretenir des indicateurs dans leurs ateliers qui signaleraient les mauvaises (!) têtes, etc., etc.

Pour aujourd'hui, je me contenterai d'avoir signalé cette « Union » ; la semaine prochaine, j'expliquerai en détail comment elle entend agir.

*
* *

Les Employés. — Ces malheureux qui, parce qu'ils portent jaquette et paletot, ont trop souvent fait fi des travailleurs manuels, commencent, semble-t-il, à se rendre compte de leur triste situation.

A Paris, après beaucoup de villes de province, ils tentent de mener une campagne dans le but de faire fermer les magasins après 7 heures du soir. Des manifestations ayant eu lieu, un des chefs policiers vient d'adresser une circulaire à tous les sergots, leur enjoignant d'arrêter toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, se livreraient à des manifestations devant les magasins qui font travailler leurs employés durant quinze heures et plus.

Que serait-ce si M. Millerand, ministre socialiste, n'était pas au pouvoir ? Peut-être, après tout, les employés auraient-ils le droit de manifester ? Millerand est le ministre et défenseur du commerce, des employeurs par conséquent, et pas des employés.

P. Delesalle.

Belgique.

Liberté collectiviste. — Quand les libertaires affirment que l'Etat collectiviste sera une caserne industrielle, dans laquelle forcément on devra maintenir policiers et gendarmes, les collectivistes protestent avec indignation, prétendent que nous les calomnions, que leur Etat ne sera pas l'Etat gendarme, mais que celui-ci disparaîtra pour faire place à l'administration des choses. Les députés socialistes belges, par l'organe d'un des leurs, viennent de nous donner la mesure de leur sincérité. Copions textuellement, dans le *Peuple* du 24 mai 1901, le compte rendu de la séance de la Chambre du jour précédent. Nous nous en voudrions d'y ajouter un seul mot.

Budget de la gendarmerie.

« Troclet (député socialiste de Liège) condamne « l'emploi que l'on fait des gendarmes pour suivre « les meetings socialistes et rapporter tant bien que « mal les paroles des orateurs. Il plaide ensuite la « cause des gendarmes, *dont il trouve la solde insuf-« fisante*, en critiquant les retenues faites pour la « pension des veuves, pour la masse d'habillement, « et les médicaments.

« Les logements devraient être améliorés... *Quand « les socialistes seront en majorité, ils sauront payer « convenablement les gendarmes*, qui ne seront plus « détournés de la besogne pour laquelle ils sont « créés. Ils auront ainsi le temps de dresser des « procès-verbaux contre les patrons qui violent les « lois de protection ouvrière. » (*Très bien sur les bancs socialistes.*)

Puis c'est Destrée qui insiste pour qu'on accorde les droits électoraux aux gendarmes. Cette édifiante discussion amène les réflexions malicieuses du catholique Hozois, qui se félicite « de ce que les socialistes défendent les gendarmes ». Et le citoyen Delporte de répondre : « N'en faites pas des mouchards, *et nous serons satisfaits !* » Ils ont, on le voit, la satisfaction facile.

En lisant ce compte rendu, on se pose tout naturellement les questions suivantes : « Si ces Messieurs étaient encore dans les houillères ou sur les toits, forcés de se mettre périodiquement en grève, parleraient-ils encore d'augmentation de solde, d'amélioration de logement des gendarmes ? Ou encore, s'ils voyaient un de leurs vieux parents conduit menottes aux mains aux dépôts de mendicité d'Hoogstraaten ou de Merxplas, auraient-ils tant de compassion pour ces peu intéressants personnages ? Il est permis d'en douter. Mais que leur importe tout cela maintenant ? La question sociale n'est-elle pas résolue pour eux ? Puis encore que signifient donc ces procès-verbaux dressés à des *patrons*, sous le règne des socialistes ? Que devient donc le *collectivisme* en tout ceci ? Qu'on nous soutienne encore que le Parlement n'est pas le corrupteur par excellence des consciences ! Cela n'empêchera pas les ouvriers de risquer demain leur peau pour le suffrage universel.

Ce n'est pas seulement à la Chambre d'ailleurs que les députés se chargent de nous initier aux beautés de la liberté collectiviste. Au *Conseil général* du parti (*Peuple* du 29 mai), les députés Vandervelde, Horlait, Hubin et Demblon, puis Volkaert, délégué des Jeunes-gardes ! et Mlle Gatti de Gamond, déléguée des femmes socialistes, ont insisté pour que l'on contrecarre « l'action démoralisante de quelques anarchistes ». Aussi, sur la proposition du député Hubin, l'ordre du jour suivant a-t-il été voté : « Le Conseil général invite les fédérations locales « à veiller à ce que les orateurs ou publicistes qui « se réclament du Parti ouvrier, défendent son « programme, à désavouer et à *expulser de leurs « rangs* ceux qui s'abritent derrière leur qualité « de membre du Parti pour combattre nos prin-« cipes, notre programme et notre tactique. »

Les compagnons Bertrand et Dewinne sont ensuite chargés de la rédaction de deux brochures contre l'anarchisme, et les maisons du Peuple invitées *à refuser leurs salles* pour les conférences anarchistes.

Vous vous demanderez peut-être ce qui a pu motiver pareille recrudescence de... respect de la liberté de penser et de parler collectiviste ? C'est bien simple. Depuis quelques mois la propagande libertaire est très intense chez nous. Dans nombre de conférences, les parlementaires ont trouvé à qui parler ; puis le 1er mai, très fêté chez nous, nous a permis de distribuer 5.000 *Grève Générale* un peu partout, quelques milliers de *Peste Religieuse*, et d'autres brochures libertaires. Enfin le *Réveil des travailleurs* compte actuellement près d'un millier d'abonnés, et plus de 1.600 lecteurs réguliers. Ajoutez à cela le retentissement des *Congrès libertaires de Bruxelles et de Liège*, et le sourd mécontentement des travailleurs syndiqués qui se sentent dupés par les politiciens, et c'en sera assez pour vous expliquer la fureur liberticide de ces « amis du peuple ».

Dire que ces gens blêmissent d'indignation à la seule idée que libéraux et cléricaux ne leur permettent pas de trouver des salles de réunion dans les campagnes !

En vérité, de durs moments se préparent encore pour les partisans de la liberté de penser ! Dire que le socialisme belge est cité en exemple à toutes les nations du monde !

Lucien Hénault.

Liège, le 25 mai 1901.

Espagne.

La campagne menée un peu partout contre le gouvernement espagnol a forcé celui-ci à mettre nos camarades en liberté; toutefois sans que l'on sache exactement pourquoi un certain nombre sont encore en prison. C'est que les tortionnaires de Montjuich ne lâchent pas aussi facilement leur proie. De base d'accusation ils n'en ont en somme que faire, puisque la torture est là.

Si, d'ici quelques jours, *tous* nos camarades ne sont pas en liberté, nous commencerons une agitation qui forcera bien les journaux à la solde de la monarchie espagnole, à parler de ces faits scandaleux. La *Revista Blanca* a déjà publié un manifeste énergique, nos camarades belges organisent des meetings. Nous ne resterons pas inactifs.

La première somme de 50 francs que nous avons envoyée au nom du groupe de Secours aux détenus leur est bien parvenue.

De notre côté, nous avons reçu, en dehors de la caisse des détenus, pour les camarades de Barcelone : En souvenir d'Henri, 2 francs. — P. R., 3 francs. — Groupe de Saint-Denis, 3 francs.

Italie.

Les journaux nous apportent la nouvelle du suicide de Bresci. Si l'exécuteur d'Humbert a été soumis au régime auquel les bourgeois républicains de la libre Helvétie ont soumis Luccheni, il est vrai qu'un tel acte de désespoir pourrait se comprendre.

Mais tout paraît louche dans cette affaire. Les contradictions dans les détails de la mort indiquent un souci de cacher la vérité. Rien que le détail suivant, par exemple, nous inspirerait une médiocre confiance dans la version officielle. Le gardien chargé de surveiller Bresci aurait regardé dans sa cellule à quelques minutes d'intervalle. La première fois, Bresci était parfaitement tranquille; la deuxième fois, il s'était pendu et était mort. Une autre version dit que la seconde inspection du gardien fut occasionnée par le bruit que Bresci faisait en se débattant. Ou Bresci avait réellement la vie bien fragile pour mourir ainsi en quelques minutes, ou les gardiens ont mis une bien mauvaise volonté à le rappeler à la vie, s'il est vrai qu'il venait de se débattre au moment où on s'est aperçu qu'il s'était pendu.

Et puis, on ne se suicide guère, chez nous; notre culte pour la vie nous garantit contre ces désespoirs et ces renoncements.

La version d'un suicide sera difficilement accréditée et le soupçon demeurera que Bresci a été assassiné, comme tant d'autres ! A. Girard.

Russie.

Tandis que les grèves à Saint-Pétersbourg (elles se sont déclarées d'abord dans trois usines dont les patrons avaient décidé la diminution des salaires de leurs ouvriers) gagnent les usines produisant pour le compte de l'État — l'usine d'Obourchov et la manufacture Alexandrovsvraïa, — où les troupes tuent et blessent de nombreux grévistes, la police s'acharne à faire des arrestations parmi les intellectuels. Presque toute la rédaction de la revue *Jisn* est sous les verrous.

On arrête à droite et à gauche, car il faut, à tout prix, trouver des meneurs sans lesquels les ouvriers ne s'apercevraient pas comme les heures passent pendant qu'ils s'esquintent dans les fabriques et que leur menu n'est pas surabondant.

C'est entendu, ils se laissent tuer et arrêter en masse pour le bon plaisir de quelques exploiteurs. Pendant ce temps, leurs camarades qui échappent à la prison répandent dans les rues des circulaires dans lesquelles ils invitent les étudiants et les intellectuels à ne pas se mêler de leurs affaires, attendu que la cause ouvrière est la cause des ouvriers eux-mêmes.

On évalue à 600 le nombre des personnes détenues dans les prisons. De temps en temps on relâche quelques-uns, pour faire place à de nouveaux venus. Voilà pour l'égalité. Quant à la liberté, il faut encore un moment pour la voir venir.

La presse a l'ordre formel de garder un profond silence sur le mouvement ouvrier. Cependant la tuerie des grévistes ne pouvait rester ignorée dans le public. Le gouvernement a publié une note officielle, qui a été reproduite par plusieurs feuilles parisiennes, dans laquelle le nombre des tués est réduit à *un seul* gréviste.

La ville a l'apparence très calme; on procède aux arrestations pendant la nuit, et la presse demeure muette. Les Pétersbourgeois eux-mêmes ignorent ce qui se passe chez eux, car pour apprendre un fait quelconque, il faut l'entendre de vive voix, tout comme si on vivait parmi quelque tribu sauvage de la Sibérie. C. S.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Nous, révolutionnaires de Montargis,

Considérant que la guerre féroce qui est faite actuellement au peuple chinois, sous le faux prétexte de réprimer sa légitime révolte contre les exactions des missionnaires, n'a d'autre cause que l'insatiable rapacité des gouvernements coalisés,

Réprouvons avec indignation les atrocités dont les Chinois sont victimes de la part des armées alliées, et adressons au peuple chinois l'expression de notre profonde sympathie.

Besse François, ouvrier; Bourgeois Arthur, ouvrier ; Jules Tellier, secrétaire du P. O. F. ; Billebault Marie, journalier ; Lioret Emile, ouvrier maçon ; Lebert Pierre, tonnelier ; Sébastien Girard, conseiller municipal ; Vergnol François, ouvrier d'usine ; Desplanches Casimir, ouvrier d'usine ; Femme Besse, journalière ; Marlin Louis, cordonnier ; Thouvenault Désiré, ouvrier d'usine ; Laval Eugène, employé de commerce ; Lacroix Elie, ouvrier d'usine ; Point François, ouvrier maraîcher ; Femme Marlin, mercière ; Durand, maçon ; Point Emmanuel, négociant en vins ; Langumier Armand, cordier ; Femme Durand, marchand de marrons en gros ; Adrien Tellier, comptable ; Femme Burgundes ; J. Burgundes ; E. Dagueneau, corroyeur.

⁂

Groupe *Les Trimardeurs*. — Réunion tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, 3, rue Fondary.

L'Enseignement mutuel (Université populaire du 18e arrondissement), 41, rue de la Chapelle. — Samedi 1er juin. — Ly-Chao-Pee, mandarin : La situation actuelle en Chine.

Lundi 3 juin. — F. Buisson, professeur à la Sorbonne (avec projections): Sébastien Castellion, un défenseur de la liberté de conscience au seizième siècle.

Mercredi 5 juin. — Maxime Leroy : *L'Amour*, de Michelet (causerie et lectures).

L'Education Sociale de Montmartre, 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrond.) :

Samedi 1er juin, à 8 h. 1/2. — M. Painlevé, de l'Institut: La vie de Galilée.

Mardi 4, à 8 h. 1/2. — M. Lanson, maître de conférences à la Sorbonne : Rabelais.

Jeudi 6, à 8 h. 1/2. — M. Ch. Ed. Guillaume, docteur ès sciences : L'Astronomie moderne.

Samedi 8, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

Pré-Saint-Gervais. — Les camarades, ayant l'intention de former un groupe d'Etudes sociales, font appel aux camarades des Lilas et de Romainville et invitent la Jeunesse Révolutionnaire Internationaliste de Pantin à assister à la réunion qui aura lieu samedi 1er juin avec le concours des camarades de la Bibliothèque ouvrière d'Aubervilliers, salle Bistorin, 28, Grande Rue, au Pré-Saint-Gervais. Causerie par le camarade Paul Vervin sur: Cléricalisme, Militarisme et Liberté Chants, poésies libertaires. Le camarade Langlois se fera entendre dans ses œuvres.

Les camarades qui pourraient nous envoyer des livres ou des brochures sont priés de les envoyer au camarade Eugène Jacquemin, 56, rue de la Villette, au Pré-Saint-Gervais.

Saint-Denis. — Les camarades du *Cercle libertaire* de Saint-Denis, après avoir pris connaissance des lettres de leurs frères espagnols emprisonnés, envoient à ceux-ci leur fraternel salut.

Ci-joint un mandat de 3 francs, pour faire parvenir à ces vaillants ou à leurs familles.

Pour le Cercle libertaire dyonisien :
Louis Grandidier.

Saint-Nazaire. — Samedi 1er juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle de la Jeunesse, rue Ville-ès-Martin, grande conférence publique et contradictoire par Marie Murjas, ex-religieuse.

Amiens. — Les camarades adhérents au groupe d'études sociales sont priés de se réunir le dimanche 2 juin, à 4 heures précises, chez Morel, 141, route de Rouen.

Les camarades qui désirent la *Peste Religieuse* peuvent se la procurer chez Béranger, rue des Longues-Haies, 74, Roubaix, au prix de 2 francs le cent, plus les frais d'envoi.

⁂

Aux camarades de Bruxelles.

En avant!

Oui, en avant ! car le réveil s'opère, la torpeur se dissipe et partout en province la propagande marche admirablement. Seul, jusqu'à présent, Bruxelles reste un peu en arrière.

Devant ce beau mouvement de réveil et la peur qu'il provoque au sein des politiciens aux abois, il faut persévérer et activer plus que jamais notre propagande.

Aux mesures prises contre nous par les pontifes au Conseil général du P. O., il faut répondre immédiatement et hardiment !...

Aux menées louches et intéressées des « mauvais bergers » cherchant dans une nouvelle agitation pour le S. U. à leurrer la classe ouvrière et à la détourner de la véritable lutte en étouffant toute son énergie combative et son esprit de révolte, nous *devons* nous dresser résolument !...

Le voulez-vous avec nous, camarades ?

Si oui, soyez tous à la réunion extraordinaire qui aura lieu le lundi 3 juin, à 8 heures du soir, au « Vigneron », rue de l'Empereur, 35 (près l'ancien Palais de Justice) ; des communications de la plus haute importance y seront faites.

Un délégué du Comité révolutionnaire d'Anvers, ainsi que d'autres camarades de province, y assisteront.

Hardi les gars ! et tous à la réunion.

Vive l'anarchie !

Jean Hardi.

AVIS

Quelques erreurs de numérotage se sont glissées dans la liste des numéros gagnants de notre Tombola. Nous ferons les rectifications la semaine prochaine.

Les camarades qui détiennent des cartes pour notre réunion et qui ne les ont pas encore réglées, sont priés de le faire aussitôt que possible.

Nous rappelons aux camarades que les lots peuvent être retirés le matin de préférence, dimanche compris.

PETITE CORRESPONDANCE

Julien. — *La Voix du Peuple*, 3, rue du Château-d'Eau, Paris.

Noisy-le-Sec. — Convocation arrivée trop tard.

A., à Tours. — Nous n'insérons de correspondances que lorsque nous savons qui nous les envoie. La signature de la vôtre était illisible.

Un copain de Montreuil. — Nous faisons le nécessaire auprès du dépositaire. Si cela continuait, avisez-nous à nouveau. Merci.

D., à Paris. — Nous en déposons suffisamment, votre libraire n'a qu'à l'exiger, ce sont les porteurs qui manquent de bonne volonté.

F. G., à Fives. — Envoyé ; 0 fr. 85.

Grandidier. — Ta copie arrivée trop tard. Mardi matin, n. d. D !

Henri M., Marseille. — J'avais supprimé l'abonnement de Mai... à la place du vôtre. De là l'erreur ; excusez-m'en.

Un lecteur assidu, Lille. — Nous n'en savons pas plus que vous.

Reçu pour Dodo : Un voyageur de commerce, 3 fr.

Reçu pour le groupe de Solidarité : F., 5 fr. — Un voyageur de commerce, 4 fr.

Reçu pour le journal : F., 5 fr. — Cr., 10 fr. — St., 5 fr. — J. E., 0 fr. 50. — Merci à tous.

L., à Aubervilliers. — F., à Mauziat. — P., à Levallois. — C., à Saint-Clair. — B., à Monnai. — T., à Reims. — P., à Caen. — B., à Turin. — R., à Saint-Louis. — P., à Hirson. — B., à Rennes. — L., à Reims. — V., à Nîmes. — M., à Beaumont. — O., à Nice. — L., à Lyon. — T., à Lyon. — B., à Bel-Abbès. — L., au Mans. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 6

DIX CENTIMES

DU 8 AU 14 JUIN 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN MINISTRE ANARCHISTE

Que les honnêtes gens se rassurent; ce n'est là qu'une façon de parler et en aucun pays du monde n'existe ce monstre paradoxal : un ministre détenteur et représentant de l'autorité qui, pris d'un extraordinaire vertige, ait détruit l'idole qu'il était chargé de défendre, ainsi que les premiers chrétiens renversaient les statues des dieux et des empereurs. Ce monstre n'existe en aucun pays et particulièrement pas en France.

C'est tout au plus si, en un cas particulier, S. E. Julius Wlassics, ministre de l'Instruction publique et des cultes pour le royaume de Hongrie, a tenu, dans une récente séance du Parlement, des propos qui auraient conduit toute personne non ministérielle en quelque bagne : ici tout au moins son affaire eût été claire et il aurait su ce que valent, dans l'application, les lois scélérates.

Voici l'affaire. Le professeur d'Université Pilger était accusé d'avoir distribué à ses élèves un enseignement subversif, antinational et cosmopolite, qui altérait gravement en eux le pur patriotisme hongrois, le loyalisme envers l'empereur et même la foi en la sainte religion.

On avait relevé dans ses cours et dans ses œuvres des phrases comme celles-ci :

L'humanité évolue par degrés des petites sociétés vers des sociétés plus grandes et au degré final de l'évolution les nations et les Etats disparaîtront et vous verrez alors — dit-il en s'adressant à ses auditeurs — quelles conceptions mesquines sont nation et patrie.

Les hommes un jour ne parleront qu'une langue; et il est au reste parfaitement équivalent de parler une langue ou une autre. Il nous vaudrait mieux parler français; car alors la littérature française serait notre littérature, la littérature française qui est beaucoup plus belle que la nôtre.

Ailleurs Pilger a osé écrire que la fondation des monarchies nationales obéit aux mêmes lois mentales que la fondation des sociétés par actions. Il professe aussi sur la famille des opinions analogues à celles de Paul Robin et estime qu'il y a une sorte de devoir à accomplir en agissant sur le nombre des naissances, en sorte qu'elles ne soient pas trop abondantes. Enfin il a profité d'un congé d'un an pour publier *en allemand* un livre important intitulé : *La loi fondamentale de toute vie neuro-psychique*, témoignant ainsi de son mépris pour le hongrois.

L'interpellateur, comte Aladar Zichy, demandait naturellement pour la jeunesse « moins de science et plus de crainte de Dieu et d'amour de la patrie ». Il parlait en somme comme auraient pu parler M. de Mun, M. Méline ou un député patriote quelconque, si jamais un professeur d'une faculté française s'aventurait à enseigner à ses élèves des doctrines analogues à celles du professeur Pilger et à publier des livres en allemand ou en anglais.

Nous devons ajouter, Dieu merci, que pour l'honneur de notre pays, le ministre de l'Instruction publique n'attendrait pas qu'on l'interpellât : il révoquerait d'abord un aussi dangereux révolutionnaire.

S. E. Julius Wlassics, ministre hongrois, n'a pas fait de même; il a déclaré que, pour lui, la liberté d'enseigner devait être absolument respectée et qu'elle impliquait pour le professeur une liberté absolue de penser, surtout quand celui-ci était assez consciencieux pour dire à ses auditeurs : « Il se peut, Messieurs, que ce que je vous dis soit autant d'erreurs qu'un autre philosophe ramènerait à leur vraie valeur; je ne désire pas que vous en croyiez le tout; je vous l'expose comme une doctrine. »

Puis, tout en se défendant de prendre parti pour le système philosophique incriminé, M. J. Wlassics en a fait l'apologie, en appelant à l'appui de la thèse antinationaliste les prophètes, les philosophes antiques et nombre de contemporains.

Il a même cité une phrase de manuel scolaire écrite par un patriote authentique — « et celui-là, s'est-il écrié, n'est pas un anarchiste! » — qui considère la nation comme une forme provisoire de l'évolution humaine.

Sans doute il ne faut pas s'exagérer la portée pratique des déclarations ministérielles, hongroises ou françaises; et si les compagnons de Buda-Pesth s'aventuraient à traduire en actes cet internationalisme académique et parlementaire, S. E. J. Wlassics ne manquerait pas de les signaler au ministre de l'Intérieur comme des gaillards fort dangereux et qu'il importe de saisir au collet et enfermer en quelque solide prison et on n'a pas entendu dire qu'il soit jamais intervenu en faveur des quelques personnes qui refusent obstinément, là-bas, de faire leur service militaire, à l'imitation des doukhobors russes : c'est là cependant une résistance nécessaire pour hâter l'heure de cette société future, si acceptable dans les livres des professeurs.

Mais nous n'en saisissons pas moins sur le fait le mensonge perpétuel sur quoi repose la société présente. Il n'est aucun de ses étais les plus indispensables qui n'aient été minés par ceux mêmes qui sont préposés à la conservation de cette charpente vermoulue. Quand les maîtres ne se croient pas intéressés à dire le contraire du bon sens, ils abandonnent volontiers telle ou telle partie de l'édifice : lois, armée, patrie, religion, ils sacrifient aisément les assises de la bâtisse où ils ne sont pas personnellement tapis et ils se chargent des critiques de détail avec un louable entrain.

Vienne un moment où ils prennent conscience du danger commun, ils reconstruisent en sous-œuvre les échafaudages ruinés par leur imprudence et répriment avec une effroyable sauvagerie les naïfs qui les auraient crus sur parole.

N'importe : les taupes gouvernementales, malgré elles et par la force des choses et des idées, travaillent avec nous; l'édifice ne peut pas être indéfiniment réparé et il suffira, quelque matin, d'une légère poussée pour qu'il s'écroule sur elles.

PIERRE QUILLARD.

ACTION ÉCONOMIQUE & ACTION POLITIQUE

« L'action syndicale pure et simple, disent les socialistes ministériels, est absolument incomplète et inefficace. Il faut que cette action soit en même temps politique. Donc il est nécessaire que les syndicats entrent dans le Parti socialiste organisé. »

Ce beau raisonnement cache tout simplement des intérêts de parti et des buts politiques plus ou moins avoués. Il est certain que le parti socialiste n'a sa raison d'être qu'en tant que parti ouvrier. Si les syndicats forment bande à part, s'ils ont leur organisation propre et leur tactique indépendante, si, par exemple, ils refusent d'entrer dans la bataille électorale et parlementaire, le parti socialiste tendra à ne plus être qu'un parti petit bourgeois et réformateur, qu'un parti démocrate, en un mot. En dehors de cette nécessité vitale pour tout parti socialiste d'avoir une clientèle ouvrière, le clan de Jaurès, plus spécialement démocrate, et réformateur, avait une foule de raisons pour chercher à englober les syndicats dans sa politique, et la principale était la conquête de la suprématie dans un parti socialiste unifié.

Privé de l'adhésion des syndicats, Jaurès n'a pas pu imposer l'unité et sa suprématie à tous les partis socialistes. La campagne menée par lui est cependant toute d'actualité. La question de l'entrée des groupes corporatifs dans le parti socialiste a servi d'intermède pendant une des séances du Congrès de Lyon; mais l'échec du congrès n'a pas permis de développer la discussion, ni d'aboutir à un résultat. Il est probable que la campagne sera reprise sous une autre forme.

On a l'habitude d'opposer l'action politique à l'action économique, mais souvent sans bien entendre ce que l'on met sous ces deux termes. Il en résulte toutes les confusions et toutes les ambiguïtés possibles.

Quand un socialiste parlementaire dit que l'action syndicale pure et simple est incomplète et inefficace et qu'il faut qu'elle soit en même temps politique, je crois qu'un anarchiste pourrait en dire tout autant, à condition de définir ce qu'on entend par action syndicale et par action politique.

D'autre part, un mutualiste, pour d'autres raisons, refuse de se mêler à l'action électorale ; et

un anarchiste fera de même. Or, tout anarchiste est opposé à la fois, et à la tactique des socialistes parlementaires et à celle des mutuellistes. Actuellement, les guesdistes et blanquistes, les mutuellistes, les anarchistes sont opposés à l'entrée des syndicats dans un parti politique, chacun pour des raisons tout à fait différentes. Les partisans de l'entrée des groupements corporatifs dans le parti socialiste en profitent pour créer une confusion : « Voyez, disent-ils aux militants syndiqués, vous marchez avec les mutuellistes et les barberettistes, c'est-à-dire avec les alliés du patronat capitaliste. Vous faites le jeu de vos adversaires. Regardez l'Angleterre, l'Australie, etc. ; les trades-unions, encore hier tout entières asservies aux idées de conservatisme social, commencent à venir aux idées socialistes ; et le premier acte caractéristique des nouvelles unions socialistes, en abandonnant le vieil esprit mutuelliste, est d'adhérer à l'action parlementaire, à la conquête des pouvoirs publics. »

Je connais un ancien camarade, qui, autrefois fougueux adversaire du parlementarisme, prétend maintenant que l'évolution du mouvement syndical en France tend vers un but rétrograde, et qu'en refusant de s'occuper d'agitation électorale les syndicats reviennent à l'esprit du vieux trade-unionisme anglais. — C'est un argument de même valeur que celui des bourgeois reprochant aux communistes de vouloir revenir à l'état de la communauté et de la sauvagerie préhistoriques.

Pour éviter toute équivoque, il faut définir les termes. Si l'on entend par action syndicale une action purement réformiste dans la société capitaliste conservée et respectée, une action sans idéal et d'ailleurs sans résultat, il est certain que cette action n'est pas celle des anarchistes ni d'aucun des communistes syndiqués. C'est là l'action syndicale, telle que l'entendent les mutuellistes, les coopérateurs, etc. C'est cette conception qui a rendu les groupes corporatifs si longtemps suspects aux communistes, tels que les blanquistes et les anarchistes. Mais il n'en est plus de même aujourd'hui. L'action économique, pour être efficace, doit tendre à la suppression des causes de la servitude économique du prolétariat; l'inanité des luttes quotidiennes pour des améliorations partielles et temporaires de salaire ou de travail ont, tout autant que la propagande socialiste, amené les syndicats à envisager la lutte économique comme une lutte sociale. Actuellement les syndicats n'ont plus besoin d'une propagande extérieure. Dans leur sein même, ils peuvent continuer et parfaire l'éducation communiste du prolétariat ouvrier.

Envisagée de cette façon, l'action économique s'oppose à la conception conservatrice des mutuellistes; elle a pris pour ces derniers un caractère politique. Politique veut dire que cette action économique, laissant de côté les réformes dites pratiques, s'attaque à l'état social actuel et aux institutions politiques lui servant d'étai. Si le mot politique peut s'entendre ainsi, un anarchiste n'a rien à objecter; et lui-même ne fait-il pas de la politique en combattant l'Etat et les institutions étatistes? Mais les socialistes parlementaires se servent de la confusion amenée dans l'esprit par le mot de politique, pour en conclure que l'action syndicale ne peut être complète et efficace, que si elle se joint à l'action électorale et parlementaire.

M. P.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Famille. — De même que sans l'autorité et les lois, les hommes ne voudraient plus travailler et passeraient leur temps à s'entre-tuer, de même le Code est la sauvegarde de la famille, et sans lui celle-ci se disloquerait lamentablement. La famille basée sur l'affection est une utopie, n'est-ce pas? Car l'affection ne saurait à elle seule maintenir la concorde entre les hommes; il lui faut l'appui de l'intérêt et la sanction de la loi.

C'est ce qui ressort clairement de l'affaire de Poitiers. Une malheureuse a été séquestrée pendant vingt ans par sa mère et son frère, dans un but de captation d'héritage. On la faisait passer pour folle et elle vivait dans une chambre dont la fenêtre avait été hermétiquement bouchée avec d'épaisses couvertures, couchée sur un grabat couvert d'immondices et de vermine. Sa mère et son frère étaient très cotés dans le monde clérical; et son frère particulièrement était un militant, ancien sous-préfet du 16 Mai, membre de sociétés philanthropiques et d'encouragement au bien, personnage charitable, moral, bienfaisant, bourgeois ami de l'ordre, défenseur de la religion et de la famille, et ennemi de ces canailles de révolutionnaires. Bon apôtre !

* * *

Patriotisme. — M. Charles Laurent verse un pleur patriotique sur l'indifférence de la jeunesse à l'endroit de la revanche. Il ne peut se faire à l'idée que les jeunes gens d'aujourd'hui n'aient pas l'esprit incessamment hanté par l'unique souci de « venger les humiliations de leurs pères, les larmes de sang versées par leurs mères, l'avilissement de *nos* gloires, *nos* drapeaux livrés, *nos* canons rendus, *nos* forteresses rasées, *nos* milliards volés, *nos* héros fusillés », etc., etc. Ça fait bien des choses à venger, et je comprends qu'on hésite à s'y mettre.

Mais que M. Charles Laurent ne nous incite pas à la vengeance. Il y a trente ans, nos pères ont été conduits à la boucherie — comme d'ailleurs les pères des Allemands d'aujourd'hui — par des gredins qui pensaient tirer profit du massacre. Si nous avons à les venger, c'est sur ces gredins qui voudraient bien recommencer le même manège avec nous. D'ailleurs, nos pères ont voulu se venger eux-mêmes en 71. Les amis de M. Charles Laurent, et lui-même peut-être, les ont fusillés. Qu'ils cessent donc leurs jérémiades et sèchent leurs pleurs de crocodiles. La vengeance que nous aurions à tirer ne serait pas de leur goût.

André Girard.

* * *

Socialistes. — Mardi 28, je me suis rendu à la séance du soir du Congrès socialiste de Lyon; j'ai pu assister à la scission définitive du P. S. R. et entendre ensuite une série de discours improvisés et indignés où Jaurès, Viviani et autres ont flétri la lâcheté, la fuite, etc. des sectaires, et s'affirmèrent les seuls représentants valides du Prolétariat. Et là-dessus les meutes autonomes, gentiment domestiquées, d'applaudir. Et Viviani de menacer, de brandir ses foudres contre les traîtres, les valets d'antichambre ministérielle, d'appeler même, comble du cynisme! des grèves à venir, pour exploiter ainsi sur le dos résigné du pauvre inconscient leurs appétits infâmes.

Vous connaissez cette exorbitante prétention des jeunes bourgeois socialistes d'ouvrir le sein de cette vieille prostituée : la Politique, aux organisations syndicales. Il y a là un réel danger pour celles-ci. Aussi la Fédération du Sud-Est avait-elle convoqué pour le soir même à la Bourse du travail les promoteurs de cette thèse : l'entrée des syndicats dans la politique. Elle les invitait à venir exposer devant les ouvriers mêmes les avantages qu'ils espéraient en retirer pour le bien-être de l'ouvrier et des syndicats. Naturellement, personne ne vint, et seuls les membres du P. S. R. vinrent exposer leurs idées à ce sujet.

Je ne veux pas vous faire la critique de gens que vous connaissez mieux que moi, qui ne les connaissais que de nom. J'ai constaté qu'au fond ils ne valent guère mieux, et sauf Dejeante qui sut dire quelques vérités touchant la lâcheté des majorités ouvrières, et démontra la stupidité et la duperie que constituerait, au sein des minorités militantes et révoltées, l'application du suffrage universel dans le mécanisme de la grève, il n'y eut que le citoyen Besset, secrétaire de la Bourse, ainsi que les citoyens Bourchet et Soilot qui, sans être des anarchistes de fait ou de nom, n'en tinrent pas moins des discours où perçait la saine morale de révolte et d'affranchissement qui est la nôtre.

Vaillant, Allemane, Zévaès montrèrent les uns leur débit vociferatoire, les autres leur ironie lourde, ou leur débit monotone, empreint d'une profonde vacuité intellectuelle et bien digne de siéger dans la ménagerie parlementaire.

Ch. L.

* * *

Amiens. — On lit dans le *Progrès de la Somme* du 30 mai :

Grand émoi, ce soir, à la police! On annonçait, en effet, que les libertaires manifestaient dans la rue, et, comme c'était jour de retraite militaire, on craignit des manifestations hostiles.

Aussi, en moins d'une demi-heure, tous les agents des quatre arrondissements furent-ils sur pied.

Voici ce qui s'était passé :

Cette après-midi, un huissier accompagné de M. Lagardère, commissaire de police du 1er arrondissement, procédait à l'expulsion d'un ouvrier cordonnier du nom de Carpentier, habitant le boulevard du Jardin-des-Plantes.

Carpentier, qui appartient au groupe des libertaires, fut dernièrement condamné par le tribunal correctionnel pour avoir sifflé au passage, devant sa maison, du 8e bataillon de chasseurs à pied.

Carpentier est un antipropriétaire acharné. Il n'a jamais payé de loyer pas plus sur le boulevard du Jardin-des-Plantes que dans les différents autres logements qu'il occupa précédemment.

Or, ses amis se sont réunis ce soir en face de sa maison. Ils ont chargé une partie du mobilier sur une voiture à bras, l'autre partie consistant en chaises, tables et bois de lit fut portée à bras.

Le groupe, précédé d'une pancarte portant ces mots : « Ligue des anti-proprios », se mit en route à travers les rues de la ville, occasionnant partout, sur son passage, la plus vive curiosité.

Sur la voiture à bras avait été placé un sommier portant ces mots : « Mort aux proprios!!! »

Enfin les libertaires chantaient la chanson des « anti-proprios ». (*Corresp. locale.*)

* * *

Politicaillerie. — Jamais il n'y avait eu autant de scissions parmi les socialistes que depuis qu'il y est question d'unité. Le Congrès qui s'est tenu à Lyon la semaine dernière a encore rendu plus âpres, si possible, les divisions qui s'étaient créées au sein du « Parti » depuis deux ans. Déjà l'an dernier, à Paris, les délégués du P. O. F. — guesdistes — s'étaient séparés de leurs amis. A Lyon, les blanquistes ont quitté le Congrès en claquant les portes. Tel est le bilan.

Une des particularités de ce congrès, et non la moins intéressante, a été la faible minorité d'ouvriers qui y assistaient. Tous les jeunes arrivistes recrutés par Jaurès, pour qui le socialisme est une carrière, étaient à Lyon.

Des avocats, des pions, des médecins, des professionnels de la politique, M. Edwards — banquier d'idées — tout cela représentait des groupes socialistes, mais les véritables travailleurs étaient absents.

Les syndicats ouvriers, qui avaient été sollicités spécialement, à part quelques rares exceptions, n'avaient pas envoyé de délégués.

La question Millerand à elle seule a fait tous les frais du Congrès.

On s'y est disputé ferme, battu même — Vive l'union! — et en définitive c'est le maintien du *statu quo* qui a été décidé. Millerand reste dans « un ministère bourgeois » le représentant de la fraction jaurésiste du Congrès.

Les blanquistes, qui n'avaient été à Lyon que dans le but de jouer quelques mauvais tours à leurs « alliés », ont pleinement réussi. Tout est aujourd'hui à recommencer. Les anciens partis se retrouvent face à face comme devant. Seuls, les allemanistes — jadis les plus révolutionnaires — se sont laissé absorber. Un mandat à leur chef a suffi à les mater.

Tout cela était prévu du reste depuis longtemps et il était certain que toute la science des grands tacticiens Jaurès et Briand ne servirait à rien.

Les assassinats d'ouvriers à Chalon, à la Martinique, « l'extradition » de Sipido et tous les attentats commis par le ministère Waldeck-Millerand contre la classe ouvrière, ne sont guère des arguments électoraux en faveur du socialisme. C'est ce que les guesdistes ont très bien compris; aussi n'affectent-ils cette attitude intransigeante — tout en soutenant le ministère de leurs votes — que pour conserver à leur parti un caractère d'opposition qui, en période électorale, leur ménage d'utiles recrues. Les blanquistes, adoptant la même tactique, n'ont pas tardé à les suivre, et cela ne faisait un doute pour personne que le Congrès de Lyon accentuerait les divisions.

Mais tout cela n'a qu'une importance relative, les élections approchent, et, au moment voulu, suivant les intérêts de chacun, tout ce monde saura bien se retrouver pour la conquête des mandats, car, d'un côté comme de l'autre, cela seul importe. Les travailleurs le comprendront-ils enfin ?

P. D.

* * *

Mouvement ouvrier. — Dans les Syndicats. — La Fédération des Bourses du Travail et l'Union des Syndicats de la Seine viennent d'adresser à tous

les travailleurs un intéressant manifeste que nous regrettons de ne pouvoir insérer en entier et d'où nous extrayons les passages suivants :

« Oui, au moment où les Comités de grèves lancent des appels à toutes les organisations ouvrières pour que les gros sous des travailleurs viennent modestement apporter leur concours dans la lutte contre les capitalistes, ces mêmes Comités appellent à leur secours des députés, des hommes politiques, journalistes ou autres, suivant leurs sympathies ou leurs préférences personnelles, comme si ces citoyens connaissaient mieux que les travailleurs les souffrances ou les besoins du prolétariat, comme si ces hommes avaient plus d'expérience de l'organisation ouvrière que les militants syndiqués.

« C'est avec ces délégations que commence l'ère des controverses, des divergences d'appréciation : si un de ces délégués est ministériel, immédiatement certaine presse adverse à l'opinion de ce délégué crie à la trahison, sa conscience est vendue, il va livrer les travailleurs au patronat ; s'il est antiministériel, ce sont ses antagonistes qui renchérissent sur les arguments, épiloguent sur des contradictions et finissent si bien les uns et les autres par décourager. Aux syndicats ouvriers qui prétendent mener de front l'organisation politique et l'organisation économique, entament la lutte contre l'oligarchie capitaliste sur tous les terrains, nous leur disons qu'ils font fausse route.

« Le problème économique est assez ardu pour réclamer toute votre attention et tout votre dévouement ; laissez à d'autres qu'à vos organisations le soin de faire la conquête des pouvoirs publics, venez avec nous, dans nos Bourses du travail, à la Confédération générale du travail, dans nos Congrès syndicaux, nous aider à préparer notre émancipation.

« En faisant cela, camarades syndiqués, le jour où vous engagerez la lutte contre vos exploiteurs, vous serez en droit de compter, pour vous aider dans vos revendications, sur tous les travailleurs qui, comme vous, seront fédérés.

« Sur ce terrain notre union est faite, il ne dépend plus que de vous de la confirmer. »

Malgré quelques réserves de forme que nous pourrions formuler, nous ne pouvons qu'approuver le manifeste dans son idée maîtresse.

De plus en plus les syndicats ouvriers entendent se séparer de l'action néfaste des politiciens, et vivre de leur vie propre. Au moment où certains politiciens tendent à attirer les organisations ouvrières à eux, cette réponse des syndicats était intéressante à enregistrer.

* * *

Les Grèves. — A signaler, parmi les 46 grèves actuellement en cours, celle des ouvrières cartonnières de La Guerche.

Depuis six semaines, 150 femmes luttent courageusement. Le patron, un nommé Nerson, est fournisseur de l'État qui, en l'espèce, est le ministère Waldeck-Millerand. Cependant, tout socialiste qu'il est, l'amour de ce dernier pour la classe ouvrière ne va pas jusqu'à défendre le salaire de quelques malheureuses femmes contre l'avidité d'un exploiteur. Cela n'a rien à faire avec la « Défense Républicaine ».

En attendant, la Bourse du travail de Bourges fait un appel à la solidarité en faveur des ouvrières de La Guerche.

P. Delesalle.

Hollande.

Nous avons eu, le dimanche de Pentecôte, notre première grande démonstration pour la grève générale. C'était à Utrecht, le centre du pays, mais qui est loin d'être un centre de mouvement ouvrier. Aussi quelques pessimistes avaient prédit un fiasco. Il n'en a rien été. Tout au contraire le meeting en plein air a été un succès sous tous les rapports. Tout le monde en convient, même les feuilles bourgeoises qui le font indirectement par leur silence relatif. Elles se gardent bien de donner le nombre approximatif des manifestants qui se monte à quatre mille.

De tous côtés les militants du mouvement syndicaliste et de l'anarchisme étaient venus à Utrecht. Cinq bateaux à vapeur en avaient amené deux mille d'Amsterdam, deux autres plusieurs centaines de Zaandam. Même un steamer était venu d'Alkmaar. Les amis de là-bas avaient fait le sacrifice de quatorze heures de navigation monotone par les canaux hollandais pour assister au meeting. Ce qui est plus fort encore, quatre ouvriers du port de Rotterdam, trop pauvres pour se payer un billet de chemin de fer, avaient fait dans la nuit et *à pied* le trajet de cette ville à Utrecht, trajet de soixante kilomètres ! Une quête a permis à ces braves de retourner chez eux d'une façon plus commode.

Quel plaisir de parler à une foule ouvrière si nombreuse et si sympathique à nos idées ! Nous étions trois orateurs : Luitjes, propagandiste anarchiste, Van Erkel, le vaillant secrétaire du N. A. T. (Secrétariat National du Travail), et moi. Et quel plaisir après de rencontrer sur le terrain des amis et des camarades venus de loin ! On y voyait aussi beaucoup d'anciens, de « vieux de la vieille » qui, las de la lutte, découragés par les tripotages de soi-disant socialistes, s'étaient retirés des rangs, mais qui, à présent, ont été attirés par la fraîcheur de cette idée si ferme et si révolutionnaire de Grève Générale.

En somme, excellente journée de propagande et qui sera suivie de mainte autre, car l'idée de Grève Générale ne tardera pas à pénétrer dans les foules des travailleurs qui l'acclameront comme une idée libératrice.

P. M. Wiss.

Nouvelle-Calédonie.

Insurrection canaque. — Vos confrères les mieux informés ont plus que probablement oublié d'annoncer à leurs lecteurs qu'une bonne partie des indigènes de la Nouvelle-Calédonie s'étaient révoltés. Ils le diront peut-être lorsque, par un juste retour des choses, les Canaques, prenant leur revanche de 1878, auront exécuté un bon nombre des accapareurs de terrains que nous expédie le *Petit Journal* par chaque courrier.

Ces Messieurs, qui viennent ici faire de la colonisation sous une moustiquaire et une véranda, ne pouvant parvenir à boucler leur budget malgré toutes sortes d'expédients, ont résolu d'imposer aux noirs qu'ils ont dépouillés de leur bien naturel, une redevance personnelle qualifiée « impôt de capitation ». Peut-on imaginer quelque chose de plus ignoble que de dire à un homme : « Nous te prenons dix francs par an parce que ta mère t'a mis au monde et, si tu ne les paies pas, nous te déposséderons du dernier morceau de terrain, de la dernière plantation d'ignames que nous avons bien voulu te laisser pour ne pas trop nous mettre à dos la Société protectrice des indigènes. Et, si cela ne te convient pas, nous avons des marsouins qui t'apprendront à vivre civilement en massacrant tes popinées et tes enfants, en brûlant tes gourbis et tes récoltes. »

Pour ramasser quelques milliers de francs, le gouvernement n'a pas hésité à établir cette canaillerie. Honteux de se servir de tels procédés, quelques-uns des métropolitains chargés d'administrer les colonies sans en connaître le soleil ni les besoins ont promis que cette odieuse mesure ne durerait que deux ans. Mais les pauvres noirs n'ont pas les moyens de donner les vingt francs exigés. Ils vivent de racines et de poissons dans leurs tribus et, s'ils viennent à Nouméa enlever le travail aux libérés des travaux forcés que l'Administration ne veut pas laisser partir ailleurs, ils gagnent de 8 à 25 francs par mois avec du riz une fois par jour.

Ils ont des moutards et des parents à qui la paye est destinée et il leur est matériellement impossible de satisfaire les exigences administratives.

Les indigènes de Touho et des tribus avoisinantes ont résolument refusé de solder quoi que ce soit. La troupe est partie, laissant la ville de Nouméa sans musique avec une garnison de trente hommes d'infanterie de marine ; des convois dont le prix est mille fois supérieur au rendement de l'impôt ont été expédiés à travers les montagnes et... les soldats ont été crevés sans avoir vu dix Canaques. Ces légitimes insurgés se cachent dans des brousses et des forêts impénétrables et se moquent des soldats.

Au cours du seul combat qui ait eu lieu, un Canaque a même tué un marsouin avec un vieux fusil chargé d'un morceau de ferraille, alors que les Lebels ne leur ont fait aucun mal.

Comme revanche, et pour faire croire à leur action nécessaire, les soldats ont assassiné trois de ces malheureux et en ont emmené neuf à Nouméa. Ces derniers étaient des hommes n'ayant pris aucune part à la révolte et avaient été trouvés dans une case abandonnée.

Epuisés par les marches et le manque de vivres, les marsouins ont abandonné les représailles.

Tout dernièrement, le fanfaron qui gouverne p. i. le sol et le sous-sol calédoniens, l'ancien directeur de la pénitentiaire que les bourgeois d'ici appelaient précédemment chef de bandes et qui n'est maintenant qu'un chef de bandits, est reparti avec le colonel commandant militaire, d'autres officiers et une troupe. A l'heure où nous vous écrivons, l'insurrection est toujours maîtresse du terrain. La meilleure preuve est dans ces quelques lignes de la *France Australe* du 13 avril :

« *Les troubles de Touho*. — Ce matin, on a embarqué à bord du vapeur *Active*, par ordre de M. le gouverneur, 50 fusils et 10.000 cartouches, à destination de Touho.

« Ces armes et munitions ont été demandées par dépêche. »

Bonne chance aux Canaques !

Nous ne pouvons malheureusement parvenir encore à leur faire comprendre que, seule, la rénovation sociale les délivrera du joug français qu'ils subissent et du joug anglais qui les attend sous peu, mais c'est avec joie que nous constatons qu'un esprit de justice et de liberté s'est éveillé parmi eux et nous allons tenter de leur donner la main pour les délivrer des négriers qui les vendent couramment avec autorisation légale, en dévoilant les agissements de ces écumeurs de la mer de Corail, qui, autrefois, étaient pendus et qui, maintenant, sont décorés.

Pour les camarades de la Nouvelle-Calédonie, leur délégué.

Suède.

Il y a quelques jours, une traduction allemande de *Abdul-Hamid intime* fut mise en vente à Stockholm. Le représentant de la Porte s'émut et protesta. On vient de faire droit à sa réclamation en interdisant la vente de ce livre. Ordre même leur a été donné, dit-on, de remettre à la police les noms des acheteurs qui refuseraient de restituer le volume.

Abdul-Hamid veut bien se souiller de tous les crimes, décerveler les enfants de six ans, faire massacrer les Arméniens par centaines de mille, mériter et au delà le surnom de Bête rouge qui lui a été donné, mais il ne veut pas qu'on parle de ses ignominies. Eh bien ! on en parlera malgré lui, et c'est de lui que la postérité dira, comme Alph. Humbert le disait d'Alexandre III, qu'il était une lavette, une éponge à boire le sang. La « Bête rouge » est un euphémisme auprès de ce qu'est l'immonde pieuvre sanglante qui règne sur la Turquie.

Chine (*suite*)

Ici, avec les excès alcooliques, les maladies vénériennes sont très nombreuses, d'autant plus que la plupart des Chinoises en sont atteintes. Or, les médicaments dans les infirmeries font complètement défaut. Je suis certain que beaucoup de bons hommes ne repasseront pas la mer Rouge et que le retour du corps expéditionnaire provoquera une recrudescence d'alcoolisme et de syphilis avec toutes leurs conséquences.

Je ne veux pas aborder un sujet qui me tient cependant à cœur : les aspects de la guerre. Mais je me réserve pour le retour, je me contente de collectionner des faits. Quelques-uns sont typiques et donneront une triste idée de notre prétendue civilisation.

Cette lettre se passe de commentaire, nous en publirons d'autres inédites aussi la semaine prochaine.

La constatation réciproque des formidables armements donne aussi à réfléchir, surtout quand des opérations communes ont permis de constater sur des tiers les effets désastreux de l'armement moderne. Il y a là de quoi hésiter, même pour le plus fougueux nationaliste, à plus forte raison pour les indifférents que sont la plupart des hommes.

L'ennui profond a jeté beaucoup de pauvres diables vers les cantines, trop nombreuses, installées dans la ville. Tout l'hiver, il s'y est débité des alcools (quantité d'absinthe) et des boissons douteuses.

Le choum-choum des Chinois (eau-de-vie), avait de fervents amateurs et ses effets sont désastreux sur des tempéraments européens. Cela n'empêchait pas certains de le boire à pleins bidons. Une boisson fermentée faite avec du millet, je crois, et qui a l'aspect du vin blanc, produisait aussi son effet, plus lent, mais aussi sûr.

Résultats : tentatives de meurtre et de viol, coups de baïonnettes, etc... sur des Chinois. Un soir, un pauvre diable, hébété par l'alcool, tire un coup de fusil sur un de ses camarades. Et combien de faits analogues!

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Après le succès obtenu à la ballade de dimanche 26 mai, quelques camarades ont résolu d'en provoquer une autre pour le 14 juillet; ils font appel à tous ceux qui s'intéressent à ce genre de propagande. Une première réunion préparatoire aura lieu le lundi 10 juin, salle Maillet, 13, rue Keller, à 8 h. 1/2 du soir.

Avis. — Les camarades pouvant disposer de brochures, journaux, manifestes de l'idée sauront les apporter.

* *

Bibliothèque Communiste du XV. — Réunion tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, 29, rue de l'Abbé-Groult.

* *

Quelques camarades viennent de prendre l'initiative de *reformer* la bibliothèque du III, ils s'adressent à ceux qui pourraient les aider pour augmenter le jeu de volumes qu'ils ont.

Pour tous envois ou renseignements, s'adresser ou écrire au camarade Daviet, 26, rue Chapon.

* *

Jeunesse Révolutionnaire Internationale du XVII arrondissement, groupe d'études sociales. — Réunion du groupe le samedi 8 juin 1901, 8, rue des Apennins. — Ordre du jour : Causerie par un camarade.

* *

SAINT-DENIS. — *Cercle libertaire d'études sociales*, salle Baino, 3, rue de la Boulangerie. Tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, réunion.

* *

SAINTE-TULLE. — Dans divers journaux antimilitaristes, il avait été question d'une bonne idée qui n'a jamais été mise en pratique. Lorsque des soldats ou des gradés quelconques commettent un crime tel que fusillade des grévistes, tortures dans les casernes, les pénitenciers, assassinat de Granier, etc., il serait bon, au lieu même où ces gradés ont leur domicile, leur famille, où se trouvent leurs amis et ceux qui les estiment, de couvrir les murs d'affiches relatant leurs crimes.

F.

* *

NOISY-LE-SEC. — *Groupe antimilitariste et antireligieux*. — Réunion, vendredi 7 juin, à 9 heures du soir, salle Teyssier, rue de la Forge, près la gare.

Les camarades du groupe sont invités à être présents. Extrême urgence.

* *

Groupe révolutionnaire des Gars de l'Allier... et d'ailleurs. — Samedi 8 juin 1901, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Harmonie, rue d'Angoulême, 94, Grand Meeting de protestation en faveur des camarades révolutionnaires arrêtés en Espagne.

Sujets traités : L'Internationalisme des gouvernants; Les lois scélérates; Dans les prisons d'Espagne... et d'ailleurs.

Prendront la parole : Francis de Pressensé, Charles Malato, Emile Janvion, Liard-Courtois.

Entrée : 30 centimes pour les frais.

* *

TULLINS. — Réunion du groupe libertaire *L'Horizon*, le samedi et le mercredi de chaque semaine, au siège de la Bibliothèque, chez le camarade J. Sellenet, étameur, rue Porte-de-Fures, Tullins.

* *

BESANÇON. — Depuis quelque temps je lis dans les *Temps Nouveaux* les protestations de plusieurs groupes et individualités libertaires et antimilitaristes sur la tuerie internationaliste qui s'opère actuellement en Chine.

Je serais heureux que vous joigniez ma protestation à celles des autres camarades.

Cette guerre, dite de civilisation, démasque, mieux que toutes celles qui se sont accomplies, les manœuvres et les ambitions des exploiteurs de tous les pays.

Devant l'internationale des accapareurs et du brigandage à haute volée, nous devons nous unir pour faire triompher notre chère et grande *Idée*.

A bas l'armée! Vive l'internationale d'amour et de liberté! Vive le peuple libre dans l'humanité libre!

Un artilleur du 5, en garnison à Besançon.

* *

BRUXELLES. — Mardi 11 juin, à 8 heures du soir, ancienne Maison du Peuple, rue de Bavière, Meeting monstre organisé par l'*Union bruxelloise*.

Ordre du jour : Le socialisme en danger; Le Parti ouvrier contre la liberté; Socialisme et anarchie.

Orateurs : Emile Chapelier, ex-forçat, Bruxelles; Armand Binet, membre du Parti ouvrier, Sprimont; Jean de l'Ourthe, homme de lettres, Namur; Jean Hardi, collaborateur au journal *De Noodkreet*, Bruxelles; D Lucien Hénault, rédacteur du *Réveil des travailleurs*, membre du Parti ouvrier, Liège; Julius Mestag, du Comité révolutionnaire, Anvers; Georges Thonar, collaborateur à la *Bataille* de Namur.

Entrée : 0 fr. 10. — Discussion libre.

Le Parti ouvrier est invité à se faire représenter pour la contradiction.

GROUPE « LA LIBERTÉ D'OPINION »

A notre dernier relevé de compte, nous avions expédié	400 35
Depuis nous avons touché le mandat perdu : 20 fr., ce qui ne faisait plus que	380 35
Il a été dépensé :	
Pour la réunion du 6 mars, affiches, circulaires, etc.	56 »
Pierconti, 3 envoi	5 »
Grunwald, 3 envoi	10 »
A un disciplinaire de retour	3 »
A un trimardeur	2 »
A Bury, voyage de Marseille à Roubaix	60 »
A Barcelone	50 »
A deux camarades étrangers dans la nécessité de quitter Paris	25 »
Frais de lettres et mandats	1 95
Total	593 30
Listes à ce jour	753 35
Reste en caisse	160 05

AVIS

Les camarades auxquels nous redevons l'*Agonie d'une société* et l'*Ecole de Yasnaïa Poliana* sont priés de nous dire ce qu'ils désirent à la place? L'éditeur nous fait savoir qu'il n'en a plus pour le moment.

* *

Correction des erreurs d'impression de la liste des numéros gagnants de la Tombola :

C'est le n° **161** qui gagne le lot 42, au lieu du 167; — le n° **1036** gagne le lot 48, au lieu du 36; — le n° **1491** gagne le lot 57, au lieu du 1495; — le n° **622** gagne le lot 67, au lieu du 122. — Comme compensation, il sera remis quelques lithographies aux faux gagnants.

VIENT DE PARAITRE

L'Assassiné, par L. C. Dissy;
Le Calvaire du Mineur, de Couturier;
Les Défricheurs, d'Agar.
1 fr. 40, franco, en tube, chaque lithographie; 3 fr. 50, tirage d'amateur.

* *

Les Aventures de Nono, de J. Grave, 1 vol. illustré par Charpentier, Luce, Heidbrinck, Rysselberghe, L. Pissarro, Lefèvre, Hermann-Paul et Mab, 2 fr. 75 franco.

* *

Le 8 fascicule des chansons éditées par P. Delesalle, qui contient *La Marianne* (La Diane), avec musique; *Fraternité*, par S. Faure; *Pendeurs et pendus*, de O. Souêtre.

* *

Anarchie, par André Girard. Cette petite brochure de vulgarisation sera expédiée aux camarades à raison de 3 francs le cent; pris au bureau du journal, 2 fr. 50. Couverture illustrée par V. Müller : les 10 exemplaires, 0 fr. 35.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Aux tournants de la route, par Paul Hubert; 1 vol., 3 fr. 50, édition de la *Maison d'Art*, 23, rue de Vaugirard.

L'Allemagne en 1848, par Karl Marx, traduit de l'allemand par Léon Rémy; 1 vol., 3 francs, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

L'Homme-fourmi, par Han Ryner; 1 vol., 3 fr. 50, édition de la *Maison d'Art*.

Antisémitisme et Barbarie, par Carl Vogt; 1 broch., 2 fr., chez Schleicher.

La Russie en révolte, 1 broch., 0 fr. 20; édition de *Pages Libres*, 16, rue de la Sorbonne.

Les Petites industries paysannes (La dentelle aux fuseaux en Normandie), circulaire n° 5, mai 1901, du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Le Contremaître, pièce de Louis Merlet; 1 fr. 50, à la *Brise*, vieux Collège, Brive.

La Moral democratica, por U. R. Quinones; una peseta, imprenta Enrique Burgos, Guadalajara.

A mes frères noirs, par A. Lara; une brochure, 0 fr. 30, à la *Démocratie*, Pointe-à-Pitre.

Accuso, de Zaadona; brochure à *O Golpe*, rua Evaristo da Veiga, 78, Rio-de-Janeiro.

Réponse au Synode (en russe), par L. Tolstoï; brochure chez Biruikoff, à Onex, Genève.

Les Causes du succès de l'Eglise papale en Belgique. — *La République, la Monarchie constitutionnelle et l'Eglise*. — *La Monita Secreta*. — *La Politique de l'Eglise papale*, quatre brochures à 0 fr. 10 par J. Bosmans.

A fleur de peau, un acte en vers de J. Ajalbert, chez Stock.

Même librairie :

Essai sur l'amour, par E. Montfort; 1 vol., 3 fr. 50. — *Le Chaos*, par L. Lumet; 1 vol., 3 fr. 50. — *La Jérusalem nouvelle*, par Guy-Valvor; 1 vol., 3 fr. 50. — *Contes insidieux*, par E. Leblanc; 1 vol., 3 fr. 50. — *Les Blés d'hiver*, par J. Reinach; 1 vol., 3 fr. 50.

De la librairie Jacques, 1, rue Casimir-Delavigne : *Socialisme d'opposition, socialisme de gouvernement et lutte de classes*, par J. Sarraute; 2 fr. — *Dialogues socialistes*, par E. Berth; 3 fr. 50.

De la *Revue Blanche* : *Essai de critique sur l'histoire militaire des Gaulois et des Français*, par Th. Duret; 1 vol., 3 fr. 50.

A lire :

A propos des événements de Marguerittе; Pages libres, n° 22.

A voir :

Dans le n° 9 de l'*Assiette au beurre*, dessins de Steinlen, Gottlob, Hénault.

PETITE CORRESPONDANCE

E. H., à Lausanne. — Il existe *Le Myosotis*, recueil de vers d'Hégésippe Moreau. Mais cela ne se retrouve que chez les bouquinistes.

R., à Nîmes. — En effet, j'ai vu le quotidien en question. Jusqu'à présent, ni chair ni poisson.

Un lecteur assidu, Lille. — Voyez ci-dessus.

D. A. Farget, à Montbazat. — Il doit exister des ouvrages de ce genre, mais je n'ai rien sous la main pour me renseigner.

J. L., à Marchienne. — Nous ne connaissons pas de chanson sur Vaillant. Nous veillerons à l'expédition.

P. C., à Lyon. — A. France écrivait, il y a quelques mois, au *Figaro*, mais à l'heure actuelle il n'écrit nulle part, que je sache.

Séraphine Pajaud. — Votre adresse?

Théâtre d'action. — Nous annoncerons la représentation, lorsque la date sera fixée.

P., à Londres. — Nous n'insérons pas de communications étrangères au journal dans la P. C.

Reçu pour les familles des détenus : M. L., 5 fr. — B., à Annonay, 1 fr. — Total : 6 fr. — Listes précédentes : 747 fr. 35. — Total général : 753 fr. 35.

Reçu pour le journal : R. frères, à Nîmes, 2 fr. — V. L., 0 fr. 25. — M. L., 5 fr. — G., à Vienne, 0 fr. 60. — Merci à tous.

D. 3., à S. — Bethlehem. — F., à Tlemcen. — P., à Frontignan. — B., à Jemeppes. — G., à Vichy. — Pontivy. — J. L., à Mont-sur-Marchienne. — De M., à Gand. — G. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 7 DIX CENTIMES DU 15 AU 21 JUIN 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

IMPORTANT

Tous les camarades traqués par la police qui peuvent donner leur nom, sont priés de nous envoyer le détail des tracasseries dont ils sont l'objet, pour documentation d'un article de presse.

L'ARBITRAGE

Dans quelques jours, les délégués du prolétariat français rendront aux délégués anglais la visite que ceux-ci leur firent, l'année dernière, dans le but de manifester en l'honneur de l'esprit de solidarité qui doit unir internationalement les travailleurs de tous pays.

Ces manifestations sont excellentes. Elles ont pour résultat d'éclairer nombre d'inconscients, de leur apprendre que la seule solidarité réelle qui unisse les divers groupes d'hommes est la solidarité qui découle d'une communauté d'intérêts. Quelle que soit l'étiquette nationale sous laquelle sont répartis et subdivisés les travailleurs sur la surface du globe, leur situation de travailleurs en lutte contre l'exploitation patronale et capitaliste rend leurs intérêts communs. Il en est de même des dirigeants, gouvernants, financiers, etc., qui, très nettement conscients de la réalité de cette solidarité internationale de classe, la pratiquent fort habilement, tout en prêchant à leurs ennemis sociaux, les travailleurs, la prépondérance de l'inimitié de peuple à peuple sur l'union en vue de la lutte internationale de classe contre classe.

Aussi toute manifestation susceptible d'ouvrir les yeux des inconscients à cette vérité sociale doit être non seulement encouragée, mais il importe de lui donner la plus grande publicité possible pour la propagande par l'exemple.

Cependant, au sujet de celle de l'an dernier comme de celle d'aujourd'hui, je voudrais présenter une observation. A la suite de la réception du 28 octobre 1900, les délégués anglais avaient adressé aux membres de la commission de la Bourse du travail de Paris un manifeste dans lequel ils exprimaient leur espoir que de semblables visites feraient beaucoup pour maintenir la paix internationale. Ils souhaitaient en même temps que les différends qui pourraient surgir entre les gouvernements fussent désormais aplanis par l'arbitrage.

L'arbitrage est un de ces leurres qui ont pour effet d'endormir les peuples dans une stérile expectative, en les faisant compter sur leurs gouvernements pour les libérer d'un joug qu'il ne dépend absolument que d'eux seuls de jeter bas. Il est surprenant que des travailleurs, parvenus à la conscience nette de l'antagonisme fondamental qui sépare sans accommodement possible dirigeants et dirigés, pensent que de l'arbitrage puisse résulter le moindre soulagement des maux du militarisme.

Les gouvernants, et ceux qui les mènent, ont trop intérêt à la guerre et à l'état de paix armée qui leur fournit un vaste champ de lucratives opérations. Les spéculations financières, également productives dans la victoire et dans la défaite, les adjudications et les marchés relatifs aux fournitures militaires, la constriction de toutes les forces sociales en une seule énergie, favorable diversion vers l'objectif patriotique, de préoccupations plus dangereuses pour l'ordre établi, sont autant de motifs qui font de la guerre un excellent et indispensable moyen de gouvernement.

Peut-on espérer que les gouvernements consentent à se priver de cette force, et que leurs meneurs renoncent à cette ample moisson de bénéfices? C'est se préparer de cruelles et inutiles déceptions.

Sans doute, de temps à autre, ils organisent de petites comédies destinées à faire croire à leurs intentions pacifiques, telle, par exemple, la conférence de la Haye. Quelle modification celle-ci a-t-elle apportée dans les rapports internationaux? Quel espoir de pacification même lointaine a-t-elle laissé luire?

S'il y fut question d'arbitrage, les diplomates réunis, consciencieux mandataires des financiers de leurs pays respectifs, se sont bien gardés de le décider à l'avenir obligatoire. Ils l'ont laissé, comme devant, facultatif. Qu'y a-t-il eu de changé, alors? En tous temps, tous pays en contestation eurent la faculté de soumettre leur différend à un arbitrage. Et si les gouvernements n'ont pas contracté l'habitude d'avoir recours régulièrement à ce procédé pacifique, c'est précisément parce que la guerre et sa préparation offrent pour eux trop d'avantages.

Pense-t-on les y contraindre en déterminant à force de propagande un mouvement d'opinion irrésistible? Il est à craindre que l'on ne se prépare encore là une déception. Admettons cependant qu'on y arrive. Pense-t-on qu'ils la mèneraient à bien? N'y consentant qu'à contre-cœur, ils s'arrangeraient certainement de façon à rendre cette réforme illusoire. Agréant en principe l'arbitrage et son obligation, ils en hérisseraient l'application de tant de difficultés diplomatiques ou autres qu'ils parviendraient à le rendre impraticable.

Ce ne serait pas la première fois qu'une pareille chose se serait vue. Une mesure est-elle imposée aux gouvernements diminuant quelque peu leur autorité ou leurs privilèges, ils s'appliquent à en annuler les effets par une foule de restrictions et de réglementations accessoires.

Et puis, réfléchissons-y, un peuple qui aurait l'énergie d'imposer à ses gouvernants la suppression de la guerre par l'établissement de l'arbitrage régulier et obligatoire, n'aurait-il pas également celle de refuser radicalement et la guerre et le service militaire? Pourquoi, alors, s'il faut dans les deux cas une énergie égale, ne pas poursuivre la solution la plus radicale, celle qui délivrera avec le plus de certitude de la plus grande des calamités sociales?

C'est l'erreur des partisans des moyens termes de s'attarder à lutter pour le *moins*, en vue d'arriver progressivement à réclamer le *plus*. Quand on aura pendant vingt ans bataillé, dépensé ses forces pour imposer l'arbitrage — tout au moins en principe — aux gouvernements, faudra-t-il alors, cette victoire partielle — en mettant les choses au mieux — obtenue, dire au peuple : « Le but que vous poursuivez depuis vingt ans à notre instigation et que vous avez atteint aujourd'hui, est illusoire. Il nous faut dès maintenant reprendre la lutte et nous attacher désormais à démolir ce que nous avons mis vingt ans à édifier ; car un but plus noble, plus beau est à poursuivre, que nous avions jusqu'ici déclaré utopique. »

N'est-ce point là ce qu'on appelle se moquer agréablement du monde ? Et lequel des deux procédés, de la sous-enchère ou de la surenchère, est le plus loyal et, quoi qu'on dise, le plus efficace?

Car enfin, de quelle réforme peut-on attendre un résultat satisfaisant si elle n'atteint pas dans sa cause un des vices de l'organisation sociale, c'est-à-dire si elle n'a pas une portée révolutionnaire?

C'est précisément le cas de l'arbitrage. La guerre a des causes plus profondes que le bon plaisir passager de tel ou tel gouvernant. Elle est fille de la propriété, de l'appropriation du sol et des moyens d'existence, déterminant des conflits d'intérêts entre possédants. Or la propriété ne pourra être supprimée que révolutionnairement, c'est-à-dire par la volonté concertée de ceux qu'elle lèse.

Il ne peut en être autrement de l'une de ses conséquences — la guerre. Les gouvernements, préposés par la classe possédante à la défense de ses intérêts, ne consentiront jamais à supprimer la guerre; et, le voudraient-ils, ils ne le pourraient, car celle-ci résulte de causes qu'ils ne peuvent attaquer sans aussitôt perdre leur raison d'être de gouvernants.

C'est pourquoi, puisque les délégués anglais et français se proposent de faire une manifestation en faveur de la paix, il serait désirable que, pour l'efficacité même de la propagande, leur manifestation eût pour objectif non pas l'arbitrage, réforme illusoire, mais le seul moyen qui soit

susceptible d'efficacité : la grève militaire, le refus de répondre aux invitations des gouvernants aux massacres internationaux.

André Girard.

CONTRE LA GUERRE

Mon cher collègue et ami,

Très malade depuis plusieurs semaines et contraint de garder la chambre aux environs de Paris où je me suis réfugié, je fais néanmoins tous mes efforts pour rester sur la brèche en ce moment où s'engage dans le monde entier une lutte d'idées dont on chercherait probablement en vain la pareille dans l'histoire.

Faute de pouvoir accomplir en ce moment ce que des amis trop indulgents attendent de ma bonne volonté, je voudrais au moins m'associer, ne fût-ce que par une simple adhésion nominale, aux hommes énergiques qui savent élever la voix pour protester contre les attentats à la justice qui déshonorent notre époque. Il me semble que, par suite du caractère spécial de mes études, je commettrais une mauvaise action, si je gardais le silence au sujet des infamies qui s'accomplissent en Chine depuis quelques mois. Même en me plaçant sur le terrain étroit de ce que l'on appelle le Nationalisme, je crois de mon devoir de dire hautement que notre manière actuelle d'agir dans l'Extrême-Orient est un véritable désastre pour notre pays. Ayant appris, par quarante années d'investigations ininterrompues, à me familiariser avec tous les rouages de la civilisation chinoise, je me permets de dire hautement que la France est *la seule nation européenne* qui possédait de solides et sérieuses sympathies chez les quatre cents millions d'habitants du territoire chinois ; et ces sympathies, nous les perdrons à tout jamais si nous ne nous hâtons de transformer de fond en comble le système politique que nous avons adopté avec une honteuse ignorance des mœurs et des idées de *tous* les pays de l'Asie orientale.

Faute de pouvoir mieux faire en ce moment de maladie, je viens réclamer de votre bonne amitié la faveur d'annoncer sous une forme quelconque que je m'associe à la protestation des révolutionnaires de Montargis insérée à la page 4 de votre numéro du 7 juin courant.

Affectueusement tout à vous,

Léon de Rosny.

DÉFENSE RÉPUBLICAINE

Les quotidiens nous apportent la nouvelle que le ministre de l'instruction publique vient de révoquer M. Hervé, professeur d'histoire à Sens, sous le prétexte qu'il serait l'auteur d'articles antimilitaristes dans le journal *Le Pioupiou*.

Comme quoi ce que nos gouvernants veulent dans leurs professeurs, ce sont surtout des valets.

A NOS LECTEURS

Depuis fort longtemps, je suis hanté par l'idée de réunir en volumes (ou brochures) tous les extraits les plus intéressants parus dans les suppléments de la *Révolte* et des *Temps Nouveaux*, — mais de les réunir par sujets : *Guerre, Lois, Propriété*, etc.

J'attendais toujours d'avoir de l'argent disponible, mais comme cela ne vient jamais (la chasse à la grouse ne rapporte pas grand'chose, paraît-il), il y a moyen de s'arranger.

On pourrait éditer, tous les quinze jours, un second supplément, qui, pour réduire les frais, ne serait tiré que pour les souscripteurs, et un certain nombre de collections.

Chaque feuille, d'un format facile à relier, serait sous couverture, et accompagnée d'une gravure sur bois.

Je fais demander des prix pour une édition ordinaire, beau papier, et d'un tirage sur Hollande. Sitôt que j'aurai des renseignements, que j'aurai pu établir les prix de la souscription, je ferai un second avis, en demandant que ceux qui auraient le désir de s'y abonner nous le fassent savoir.

Si nous parvenons à réunir assez de souscripteurs pour couvrir les frais, nous demanderons à ceux-ci de nous faire parvenir leur souscription, et nous mettrons en route.

Nous commencerions par *La Guerre*.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Le fils de notre camarade Dénéchère ayant été arrêté sous un prétexte plus ou moins plausible, notre camarade accompagné de sa femme alla le réclamer. Mais on refusa de le lui rendre.

En sortant du poste, notre camarade fit la réflexion : « Après tout, nous savons bien ce que sont ces gens-là. » Le poste lui tomba dessus, et on l'arrêta, lui et sa femme.

Comme quoi, sous un ministère socialiste, il est dangereux de mal parler de la police.

* * *

Amiens. — Quelques camarades d'Amiens ont trouvé une façon fort amusante d'attirer l'attention. L'un d'eux ayant été expulsé par son propriétaire, n'a rien trouvé de mieux que de promener ses misérables meubles à travers la ville avec des inscriptions annonçant les méfaits de son propriétaire. Ce qui, si nous en croyons les journaux locaux, a fort réjoui la population.

De plus, les camarades, des cordonniers, ont loué une petite boutique qu'ils ont tapissée de journaux, placards, affiches, etc., et leur boutique est devenue vivement un endroit des plus fréquentés d'Amiens. Tout en battant la semelle, nos camarades discutent avec leurs visiteurs, et arrivent à en convaincre, ce qui ne semble pas plaire beaucoup à quelques journaleux de l'endroit qui demandent que Dame police agisse contre eux. Pour leur répondre, nos amis vont fonder à côté de la « Ligue des anti-proprios » une Ligue des anti-mouchards.

P. D.

* * *

Roubaix. — Les calotins ont tenté, dimanche dernier, de reprendre la rue, de faire revivre les mœurs du passé en processionnant. Mal leur en a pris, car nous lançâmes un manifeste invitant le peuple à venir protester contre ces menteurs, inquisiteurs et soutiens de la force.

Plus de 5,000 travailleurs sont venus conspuer et triquer, comme ils le méritent, ces hommes qui ont fait tant de tort à l'humanité.

Il faut être joyeux du résultat, car l'on sait ce que risque l'ouvrier en allant combattre les soutiens et complices de son oppresseur, son patron.

Lueur pour l'avenir (1).

(*Corresp. locale.*)

* * *

Nous recevons la lettre suivante :

Aubervilliers, le 9 juin.

Cher Camarade,

Il y avait longtemps que la société n'avait eu l'avantage de se sauver. Quoique le complot monté par un policier ait avorté, trois de nos camarades sont actuellement sous les verrous. Vous verrez les noms sur les journaux, inutile de vous les donner. Ces trois jeunes camarades voulaient faire œuvre utile à la propagande, c'est alors qu'un mouchard se glissa parmi eux, leur donna de l'argent et réussit à les entraîner.

Les camarades s'aperçurent peut-être un peu tard qu'on les attirait dans une souricière et se dispersèrent. Alors le policier, voyant que son travail allait être perdu, les dénonça avant qu'il ne fût rien tenté. C'est ainsi que depuis trois mois ces camarades ne se fréquentaient plus, mais étaient toujours filés.

Decouée, principalement, ne pouvait plus se loger nulle part et encore moins trouver du travail. Il y avait quinze jours qu'il travaillait comme porteur de journaux chez le citoyen Barrau, route de Flandres, à Aubervilliers, et c'est au moment où il opérait des recouvrements pour son patron qu'il fut arrêté par Cochefert lui-même. Une perquisition opérée à son domicile fut nulle.

Nous vous serions donc obligés de bien vouloir, sous forme de protestation ou de simple constatation, rédiger un article relatant ces faits. Ceci au nom du groupe les *Libertaires des Quatre-Chemins*.

Emile Langlois,

27, rue du Pont-Blanc, à Aubervilliers.

(1) Il est évident que ce n'est pas là la liberté : mais puisqu'on dénie aux anarchistes la liberté de manifester leurs idées, pourquoi laisseraient-ils aux satellites du pouvoir la liberté d'influencer les ignorants ?

Que l'on reconnaisse à tout individu le droit d'exprimer son idée, et les anarchistes, du moment qu'on respectera leur liberté, respecteront celle des autres.

(N. D. L. R.)

Waldeck le libéral, Millerand le socialiste, reprennent les procédés de l'empire. — Ce sont des « honnêtes gens » !

* *

Mouvement ouvrier. — La réorganisation du conseil supérieur du travail a été certainement une des plus belles combinaisons du socialiste Millerand. Appeler des travailleurs à discuter avec leurs employeurs à quelle sauce ils désiraient être mangés est vraiment tout ce qu'il y a de plus... socialiste.

Ce conseil, composé moitié de patrons, moitié d'ouvriers, plus d'un certain nombre de membres nommés par le ministre, et choisis, cela va sans dire, parmi ses créatures, a pour attributions de préparer de bonnes lois et d'excellents décrets propres à bâillonner un peu plus chaque jour les travailleurs. Car il n'y a pas à le nier : qui dit loi, décret ou règlement, dit atteinte à la liberté, et c'est à cela que des ouvriers — ils le sont si peu, il est vrai — sont appelés à collaborer.

Pour ceux qui croient encore à la valeur et à l'utilité de la loi, — encore que les cent et quelques mille lois qui nous régissent prouvent bien leur inutilité — passe encore. Mais je serais curieux de savoir comment ceux des membres du conseil supérieur du travail qui vont dans les réunions prêcher la révolte aux avachis du travail, concilient leur révolutionnarisme de réunion publique et leur collaboration au renforcement de la société bourgeoise et capitaliste.

Les travailleurs n'obtiendront que ce qu'ils sauront imposer, — cela, pour la plupart, ils ne l'ignorent pas. Lorsque les travailleurs le voudront, ils n'auront pas besoin de lois pour imposer à leurs exploiteurs leurs conditions.

D'autre part, il est curieux de voir des hommes qui, comme certains membres du conseil du travail, sont de prétendus ennemis du salariat et de la propriété individuelle, travailler de concert avec les représentants de la classe capitaliste pour renforcer des entités qu'ils prétendent vouloir détruire et qu'ils ne cessent de dénoncer à la classe ouvrière.

Il y a là une contradiction que je ne m'explique pas — ou trop. En attendant, qu'ils le veuillent ou non, les travailleurs attardés dans ce milieu patronal s'embourgeoisent comme dans tout parlement bourgeois.

Et ainsi le socialiste (!) Millerand atteint son but.

* * *

A Montceau-les-Mines. — A entendre les gavés du socialisme ministériel — Jaurès en tête — la grève de Montceau fut sinon une victoire pour les ouvriers, tout au moins un échec sérieux pour l'administration des mines. Grossiers mensonges que cela. Les mineurs qui ont cru dans la bonne foi des politiciens s'aperçoivent — trop tard, encore une fois — que ceux-ci se sont joués d'eux et se sont servis de leur misère au profit de leur infecte politique.

Le directeur, un bandit nommé Coste — un nom à retenir — dans l'espérance d'enlever à jamais toute velléité de révolte à ses esclaves, les affame autant qu'il peut. Lors de la reprise du travail, il avait été convenu que les ouvriers retourneraient au travail au fur et à mesure des besoins, et que quinze jours après au plus tard les chantiers seraient en état d'occuper tout le personnel.

Mensonges calculés que cela : la date est passée depuis longtemps et plus de 2,000 travailleurs attendent encore. De plus, contrairement à ce qui avait été convenu, une sélection sérieuse est faite, et les victimes seront nombreuses.

Les socialistes de Montceau, comprenant, trop tard, qu'ils n'ont pas su se servir en temps voulu des énergies qui se manifestaient parmi les grévistes, essaient maintenant de se rejeter les respon-

sabilités les uns sur les autres. Les temporisateurs, les esprits sages et calculés (!) qui aimaient à se voir félicités par les correspondants de journaux bourgeois au service de Millerand, ne sont pas les moins attaqués. Les mineurs confiants comprennent trop tard que leurs meneurs les ont joués et que la Compagnie ne pouvait pas avoir d'alliés plus précieux que ces prétendus ennemis, et que, d'autre part, Millerand, Waldeck et Cie étaient de mèche avec l'administration de la mine. Ce n'est plus 300 travailleurs qui seront sacrifiés, mais bien un millier.

En attendant, les condamnations continuent à pleuvoir dru contre ceux qui trouvent que tout n'est pas pour le mieux et le tribunal de Chalon vient encore de distribuer les peines suivantes : Barry, 15 jours; Joundeau, 2 mois; Cothenet, 4 mois de prison. Le nommé Seguenot a été condamné à 50 fr. d'amende avec application de la loi de sursis pour prétendus outrages au maire, socialiste, s. v. p.!

Tel est, grâce aux saletés de la politique socialiste, le bilan d'une grève qui a duré cent trois jours.

*
* *

C'est cette semaine qu'une délégation de travailleurs français se rend à Londres pour prendre part à la manifestation organisée par les trade-unions anglaises en faveur de la paix.

Au moment où nos nationalistes et les *jingoes* anglais essaient de précipiter les deux peuples dans une guerre infâme, cette manifestation des travailleurs des deux pays revêt une très réelle importance.

De plus, il est probable que les travailleurs qui se rendent à Londres n'en resteront pas là. Cette manifestation n'est que le prélude d'un mouvement plus vaste en faveur de la paix, contre la guerre, contre toutes les guerres.

A cette manifestation d'autres suivront, où les travailleurs de tous les pays seront appelés à participer.

Ainsi, pendant que la bourgeoisie renforce ses armements, les travailleurs se rapprochent dans un même sentiment de fraternité. En deçà et au delà des frontières, l'on commence à se rendre compte qu'il n'y a qu'un ennemi, le capitaliste.

C'est le cri de « Guerre à la guerre ! » qui a été choisi comme cri de ralliement. Les délégués partiront en corps le samedi matin, 15 juin, de la Bourse du travail de Paris, ils seront à Londres le soir même, où ils prendront part à un meeting.

Ajoutons que la délégation est exclusivement composée de travailleurs et que les politiciens, quels qu'ils fussent, en ont été soigneusement écartés.

P. Delesalle.

Géorgie.

Le réveil après un siècle de sommeil. — Un peuple qui a défendu son indépendance et sa culture pendant dix-huit siècles, et qui, après cette défense héroïque, a été contraint de subir le despotisme russe, et en a supporté le joug abrutissant, commence à se réveiller.

La Géorgie de la noblesse, qui prodigue ses forces, son argent et son reste de vie, pour fêter après un siècle le jour « glorieux » de son « alliance » avec la Russie, voulant rendre grâces à la gendarmerie, à la bureaucratie et à l'espionnage russes pour sa tâche immense d'extermination, cette Géorgie des aristocrates qui tient à remercier la Russie d'avoir officiellement supprimé la langue maternelle des Géorgiens, d'avoir établi dans leur pays le servage le plus honteux pour l'humanité, d'y avoir installé la police la mieux organisée du monde, d'avoir empêché la colonisation des bords de la mer Noire par les paysans géorgiens, d'avoir exterminé le peuple tout entier, en un mot, par tous les moyens possibles à chaque Etat en général, et à la Russie en particulier, — cette Géorgie agonise, elle est déjà morte, et aucun jubilé n'est capable de la rendre à la vie.

Mais la Géorgie ouvrière, la Géorgie des paysans, la Géorgie de tous ceux qui pensent, qui luttent, qui souffrent, cette Géorgie se réveille! L'œuvre de sa libération commence; elle s'opère au sein de la société même par l'activité de l'élément révolutionnaire qui désire la liberté pour les peuples du Caucase, et après cette liberté, la liberté suprême qui ne permet pas d'avoir des maîtres! Et peut-être, dans un avenir qui n'est pas si lointain, l'Europe verra toutes les casernes, toutes les institutions bureaucratiques et religieuses de la Géorgie renversées, brisées par cette force révolutionnaire.

Depuis longtemps déjà la propagande a été commencée là-bas, et en voici les fruits : la manifestation grandiose de Tiflis, capitale de la Géorgie, dont le lecteur connaît probablement le caractère, est un résultat probant : c'était une manifestation purement ouvrière. Le drapeau rouge flottait, portant l'inscription suivante : « Vive le mouvement ouvrier! » Un commissaire de police a été tué, plusieurs agents blessés. Quarante et un manifestants ont été arrêtés par la police.

Voici un autre fait, qui m'est communiqué par un témoin oculaire, et ce récit nous permet d'espérer pour cette population de deux millions d'hommes des conditions de vie meilleures que celles du régime russe, despotique et brutal.

On peut dire que la Géorgie était presque le seul pays où la persécution du peuple juif était une exception, un événement très rare, parmi ces populations chrétiennes. Une pièce dramatique intitulée *les Contrebandiers*, dans laquelle le peuple juif est ridiculisé, avait été représentée dans toutes les grandes villes de Russie, et partout elle avait provoqué l'explosion formidable de l'indignation publique.

Un artiste dramatique, du nom de Boudzéwitch, arrive avec sa troupe à Koutaïs, ville de Géorgie, peut-être dans l'intention de propager à l'aide de cette pièce les idées d'antisémitisme. Les étudiants géorgiens renvoyés dans leur pays par le gouvernement russe à la suite des derniers troubles universitaires organisent une protestation avant que la représentation fût commencée. Un étudiant, pour marquer son mépris, lance un œuf gâté sur la scène. Il est arrêté aussitôt. Au deuxième acte, les étudiants sifflent et crient : « Baissez le rideau! » Le chef de la police riposte par un ordre : « Arrêtez l'étudiant K... » et l'étudiant est arrêté.

Aux troisième et quatrième actes, les autres étudiants, ayant protesté, sont saisis par la police. (Nous ne citerons point les noms pour ne point voir aggraver leurs peines, les mouchards étant constamment à nos trousses.) Leur procès devait avoir lieu le 24 avril dernier.

Le 5 mai suivant, les artistes-amateurs de Koutaïs se réunissent pour représenter la même pièce. Ce sont MM. Slawski, Egoroff, Omarski, etc., bureaucrates gouvernementaux et espions assermentés dont l'espèce abonde grâce au régime russe. Pour répondre à cette provocation directe, les manifestants étaient prêts. De son côté, la police l'était également, fort heureuse de la provocation qui lui fournissait un admirable prétexte pour un massacre organisé. Cela se voit d'ailleurs assez souvent en Russie.

A 7 heures du soir, des forces imposantes étaient réunies devant le théâtre : une compagnie de soldats, cinquante cosaques, quarante gardiens-montagnards et toute la police de la ville en armes.

Le rideau se lève, la représentation va commencer. La protestation la précède. Un étudiant se lève et en appelle au public : « Les étudiants, dit-il, ont déjà protesté une fois contre cette pièce, condamnée en Russie par tous les gens capables de penser. Pour la seconde fois on veut la représenter.

« Nous en appelons au public, et nous prions tous ceux qui possèdent un atome de conscience et de générosité de quitter la salle en même temps que nous. » La majorité des spectateurs quitte le théâtre.

Les étudiants veulent sortir, mais le chef de la police ordonne de les arrêter... et le massacre commence...

Les cosaques attaquent l'étudiant L..., qui avait pris la parole, et l'accablent de coups de poings et de crosses de fusil. Un autre étudiant d'Odessa, M..., à demi mort, était traîné par deux cosaques; un étudiant avait les cheveux complètement arrachés. On vient au secours des victimes. L... parvient à se dégager des mains de ses bourreaux et en étend un par terre d'un coup de poing. Mais les policiers viennent renforcer les cosaques. Les étudiants se défendent bravement. L'un d'eux casse le nez au chef adjoint de la police.

Mais l'avantage reste aux « nobles » défenseurs *de l'ordre* et aux représentants des autorités. Tous les étudiants, un éditeur, un docteur, sont arrêtés et conduits en prison. Les deux tiers du public sortent dans la rue. Le théâtre est entouré de troupes... et la représentation continue en présence des fonctionnaires et employés du gouvernement.

Dans la rue, les cosaques ont entouré la foule. Un cocher, qui sans doute n'était pas partisan du gouvernement, fouette son cheval et se rue avec son fiacre sur les cosaques. Il en renverse un, qui tombe grièvement blessé, et continue sa course. Le chef de la police hurle l'ordre d'arrêter tout le monde, et l'on arrête, en masse, sans distinction aucune, séminaristes (en Russie, beaucoup de séminaristes sont d'ardents révolutionnaires), collégiens, élèves agronomes, etc... La foule les délivre. Le chef de la police donne alors l'ordre de frapper. On commence à faucher la foule à coups de fouet, comme des chiens. Mais une pluie de pierres s'abat sur la tête des cosaques.

Une vraie bataille s'engage. Les manifestants s'organisent pour agir très ingénieusement. Ils laissent les cosaques s'approcher à bonne distance, et les refoulent à coups de pierres et de bâton en leur causant de grandes pertes. Les femmes, les enfants crient : « Au secours! On tue! » Un cosaque arrête un collégien, mais il tombe frappé d'une pierre à la tempe; on le met presque en pièces. Le collégien est libre.

Pendant deux heures les cosaques « travaillent », mais sans succès. On appelle alors toutes les troupes qui se trouvent dans les casernes. Elles sortent au son du tambour, et la foule capitule devant le nombre à 2 heures du matin, après quatre heures de lutte.

On avait arrêté cent personnes, dont douze étudiants; plusieurs sont grièvement blessés. Un collégien de *huit ans* est blessé. On l'a saisi dans la rue et frappé à coups de crosse de fusil.

Du côté de la police, les blessés sont nombreux : un cosaque tué, quatorze agents sont grièvement blessés à la tête.

L'esprit de révolte domine maintenant dans le public. Tous les faits que j'ai rapportés sont scrupuleusement exacts.

A la suite de cette manifestation, le commandant en chef transmettait à l'empereur la dépêche suivante :

« Les étudiants géorgiens ont manifesté au théâtre. La foule, commandée par ces étudiants, a recommencé la manifestation dans la rue. Un cosaque tué, plusieurs blessés. »

Le lendemain, un ouvrier arrivait de Tiflis chargé de proclamations. Sept mille ouvriers sont prêts à la lutte. L'ouvrier part pour Batoum avec des proclamations, et félicite les camarades de Koutaïs en leur annonçant la fondation à Tiflis de la presse ouvrière révolutionnaire géorgienne.

Voici les nouvelles de Géorgie. Le peuple se réveille du sommeil lourd dans lequel il était plongé depuis un siècle.

Au nom de la liberté, de l'égalité et de la solidarité internationale, les ouvriers géorgiens avec les autres de Tiflis se préparent à la lutte sanglante.

Espérons, camarades, que le mouvement qui commence continuera, et qu'il ne sera pas celui qui porte le cachet de jacobinisme social-démocratique, mais que ce sera au contraire un mouvement pareil à celui qui entraînera une fois les sociétés vers la liberté complète, vers l'Anarchie!

Espérons aussi que c'est le présage de la décentralisation de ce formidable empire des supplices, des souffrances et du silence, de l'empire de « Notre bon Père du Peuple » — idiot Nicolas II !

Un camarade géorgien.

LIGUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Nous nous proposons de faire paraître très prochainement un manifeste-affiche contre la guerre. Nous prions les camarades de nous faire connaître à l'avance la quantité qu'ils se proposent d'afficher afin de nous guider sur le chiffre du tirage. Le prix de l'affiche sera de 0 fr. 05 l'exemplaire.

Ceux qui nous enverront leurs souscriptions dès maintenant nous faciliteront la tâche. Chacun recevra un nombre d'affiches correspondant au versement effectué. Prière de se hâter de nous renseigner.

*
* *

Beauvais. — Camarades, depuis huit mois déjà une abominable croisade de la race blanche avance en Extrême-Orient.

Le prétexte, vous le savez, c'est la répression d'une révolte contre les moines missionnaires et les ambassadeurs; le vrai but, c'est le vol d'immenses richesses, c'est l'enchaînement de centaines de millions de travailleurs habiles sous l'infâme joug du capitalisme.

Or, camarades, si quelques-uns d'entre nous ignorent encore la raison d'être de cette expédition scélérate, nous avons tous une connaissance parfaite des faits et gestes de nos soldats. On étripe sans pitié, sans distinction de sexe ni d'âge, on brûle tout, on pille tout, on se bat à qui aura la plus grosse part, on en emporte plein ses poches.

Camarades, nous savons toutes ces horreurs, toutes ces hontes ; nous savons aussi qu'ils sont nos frères, ceux qui tombent sous les balles de nos glorieux soldats !

Nous savons même qu'ils sont quelque peu des camarades, puisque, quoique civilisés, ils ont tous fermé leurs portes aux peuples capitalistes et qu'ils sont avant toute autre chose des agriculteurs et des artistes d'une inlassable persévérance et d'un goût exquis, qu'ils réalisent par conséquent depuis des siècles certains aspects de nos rêves d'avenir.

Eh bien ! camarades, nous tous qui souffrons des monstrueuses iniquités de la société présente, l'heure n'est-elle pas venue pour nous de protester contre toutes les guerres, alors que les armées d'Europe, unies momentanément pour la même œuvre scélérate, continuent leurs infâmes exploits, et que le sang innocent de nos frères de Chine n'arrête pas de couler ? Puissent ces milliers de cadavres servir d'engrais à la Révolution Sociale !

Camarades, par-dessus les frontières et les armées, tendons une main fraternelle aux infortunés Chinois.

Vive l'humanité ! Vive l'Anarchie !

Pour le groupe beauvaisien d'études sociales :

Albert Préau, Alphonse Dutheil.

⁂

Bordeaux. — Le groupe anarchiste de Bordeaux, considérant toute guerre comme une monstruosité contre laquelle tous les humains conscients et actifs doivent protester ; estimant que seule *la fraternité universelle* est l'idéal des cœurs bien nés, des cerveaux sainement équilibrés, anathématise les bourreaux militaires qui, sous le convert de la civilisation et sous des drapeaux différents, *ont volé, pédérastisé et assassiné au pays des célestes, l'Empire du Milieu.* — Guerre à la guerre et vive l'alliance de tous les peuples, quels que soient leur teint et leur nationalité, contre tous les gouvernements !

Antoine Antignac, Marceau, Giraudet F., Dabernat, Juillard, J. Artigny, Boué, Jean Benoît, Marnaudet, M. Bauyin, Mathieu, Odin, Latau, Hervy, J. Guisonnier, Sins, Lagorce G., T. Laffitte, Mlle J. Villeneuve, Mlle Lapeyre, Lardant, Gonteredoner, Sobre, Guardia, Bourreille, Georges Damios, Dutau, Biais, E. Boutet, Roux Lucien, P. Sirux, Lavergne, J. Peyrusse, A. Daniel, M. Catelly.

⁂

Camarades des *Temps Nouveaux* !

Aux adhésions que vous avez reçues, protestant contre toutes les guerres et spécialement contre le banditisme que les puissances européennes ont pratiqué en Chine dans le but d'ouvrir des marchés et de se procurer des esclaves, ajoutez celle d'une poignée d'ouvriers espagnols.

Nous tenons que l'on sache, qu'à travers les frontières conventionnelles, des liens étroits d'union et de solidarité internationale s'établissent entre tous les parias, victimes de la Religion, de l'Autorité et du Capital, ces causes de toutes les guerres et de l'esclavage économique qui, en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre, déciment le prolétariat.

Vive la fraternité des Peuples !

Barcelone, 2 juin.

Ramon Pinon, Pedro Ferré, Cirilo Ayerbe, Jose Prat, Ignacio Jaquelli, Manuel Freixes, Felipe Cartiolla, Cristobal Pinon, Roque Battle, Baldomero Garcia, Porvenir Lloveras, Lingg Lloveras, Gaston Lance, Augustin Escorida, Antonio Romeu, Francisco Curts, Thomas Mauricio, Alejandro Viu, Antonio Baldea, Manuel, Jose Roren, José Armengol, Amadeo Coch, Léa Dumas, Martin Molassa, Pura Claramunt, Geronimo Otui, Hermeregildo Pujol, Aniceto Verdu, Mariano Russé, Ramon Escariola, Bonifacio Minou, Heurtaquio Morat, Enrique Funta, José Clotas, Francisco Casasola, R. Ferrer, Sebastian Suné, José Dominech, Sixta Villagrasa, Ramon Costa, Jaime Vidal.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

G. P. A. P. Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — Le siège du groupe étant transféré au Syndicat de l'ébénisterie, 57, rue de Charonne, prière aux camarades d'envoyer la correspondance à cette adresse, ou au camarade G. Bellion, 248, rue de Bercy (XIIe arr.).

Groupe communiste du XVe. — Réunion tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, 29, rue de l'Abbé Groult.

Samedi 15, conférence sur Babeuf.

Groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris. — Réunion tous les lundis, à 8 h. 1/2 du soir, 23, rue de Pontoise (près le square Monge).

Prochaine conférence, le 17 juin : *Sur le manifeste communiste*, par un camarade du groupe.

Tous les camarades sont priés d'y assister.

Quelques camarades viennent de prendre l'initiative de reformer la bibliothèque du IIIe, ils s'adressent à ceux qui pourraient les aider pour augmenter le peu de volumes qu'ils ont.

Pour tous envois ou renseignements, s'adresser ou écrire au camarade Daviet, 26, rue Chapon.

Réunion tous les lundis, salle Garnier, rue des Archives, à 8 h. 1/2 du soir.

Les camarades sont priés de ne plus rien envoyer rue Titon.

Pour tout ce qui concerne le journal *le Pot-à-Colle*, adresser 3, rue de Reuilly.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (XVIIIe arr.) :

Samedi 15. — Maxime Leroy : *L'Amour*, de Michelet. Lecture et causerie.

Lundi 17. — Mlle Véra Starkoff : Le Progrès et la Femme.

Mercredi 19. — Jean Raynal : Coup d'œil sur l'histoire de la Russie.

L'Education sociale de Montmartre, 3 et 5, rue Jules Jouy (XVIIIe arr.) :

Samedi 15, à 8 h. 1/2. — M. L. Havet, de l'Institut : La séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Mardi 18, à 8 h. 1/2. — M. Bougier, professeur au collège Rollin : La république (commonwealth) d'Australie.

Jeudi 20, à 8 h. 1/2. — M. Bénard, docteur ès sciences : Le soleil remis à sa place parmi les étoiles (projections).

Samedi 22, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — *Bibliothèque Ouvrière*, 107, rue du Vivier, à Aubervilliers.

Les camarades sont priés de ne pas manquer à la réunion du samedi 15 juin 1901. Communication importante. Brochures antimilitaristes. Tirage du tableau. Chants et poésies.

La camarade Marie Murjas, ex-religieuse, devant aller faire une tournée de conférences en Belgique, prie les camarades des localités suivantes : Elbeuf, Rouen, Amiens, le Tréport, Abbeville, Arras, Douai, Lens, Lille, Roubaix, Tourcoing et autres localités intermédiaires, de bien vouloir entrer en communication à l'adresse suivante : Au camarade A. Murjas, poste restante, à Elbeuf.

Saint-Nazaire. — Samedi 15 juin, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du groupe libertaire d'études sociales *Ni Dieu ni Maître*, au local habituel. Tous les camarades d'idées libertaires sont instamment priés de bien vouloir y assister.

Tours. — Les camarades du Groupe libertaire de Tours, constatant que la propagande s'est détournée depuis quelques années de la voie qu'elle s'était tracée, ont l'intention d'organiser un congrès régional à Tours, dans le but d'étudier des moyens de propagande plus efficaces.

Les camarades de la région qui voudraient adhérer à cette initiative et échanger des idées sur ce sujet peuvent correspondre avec le camarade Dufour, café des Jets d'eau, place du Palais, Tours.

Marseille. — *Groupe d'Etudes sociales* des Chartreux, samedi 22 juin, grande soirée familiale au *Bar des Sociétés*, 7, place du Jardin des Plantes. Entrée : 0 fr. 25.

Marseille-La Valentine. — Dimanche 16 courant, à 2 heures de l'après-midi, aura lieu au groupe *l'Espoir Social* un concert révolutionnaire, suivi d'une causerie faite par le camarade Mazan.

P. S. — Les camarades, qui désireront venir, sont priés, s'ils possèdent des brochures ou des journaux qu'ils ne tiennent pas à garder, de bien vouloir les porter pour vulgariser nos idées.

Roubaix. — Aux camarades qui nous ont envoyé de l'argent pour la presse, soit par liste ou autrement, nous faisons savoir qu'à ce jour il y a en caisse 625 fr. 10.

Ceux qui ont des listes sont priés de les renvoyer, s'ils n'ont pas possibilité de les faire circuler.

Groupe ouvrier international de langue française, 49, Tottenham str., Tottenham Court road, W. — Conférences et soirées familiales, organisées en notre local chaque dimanche, à 5 heures du soir.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que notre dernière *brochure à distribuer* est épuisée, et que nous avons 30 francs en caisse pour en faire une autre !

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Œuvres choisies de Willette (dessins) ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

Dans le Monde des réprouvés, par L. Melchine ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Bellais, 17, rue Cujas.

Lettre à M. Thiaudière, par J. Lagarrigue ; brochure, à Santiago-du-Chili.

Science et Nature, par E. Girault ; brochure à 0 fr. 10, chez l'auteur, 20, rue des Carmes.

A lire :

Choses et autres, de Harduin ; *Le Matin*, 5 juin.

Le Bloc, n° 20.

A voir :

Le numéro de l'*Assiette au beurre*.

BOITE AUX ORDURES

« On sait que l'anarchiste sert le gouvernement de diverses façons. Lancé dans les régions qui s'organisent, il sème la division et la défiance. En période électorale, il prêche l'abstention — aux socialistes. Dans les réunions, il décourage ceux qui voudraient agir. Puis, quand vient la nécessité de lois réactionnaires, les complots surgissent, les bombes apparaissent et les timides apeurés se serrent autour du « gouvernement fort », qui dirige ses forces... contre les socialistes. »

A. Tanger.

(*Le Petit Sou*, 11 juin.)

PETITE CORRESPONDANCE

P., à Beauvais. — L'Emancipatrice, 3, rue de Pondichéry, XVe arr.

A., à Châteaurenard. — Votre abonnement finira fin décembre.

Education sociale de Montmartre. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin dernier délai.

F. R., à Alger. — Le *Libertaire* a fait annoncer qu'il allait paraître régulièrement, mais nous n'avons rien reçu depuis un mois. Insistez auprès des kiosques pour qu'ils tiennent le journal. La maison Hachette le leur fournira, notre dernier dépositaire ayant oublié de régler.

M. D. — Ai expédié les deux numéros manquants. — Les suppléments des autres n'existent pas.

Un anarchiste breton. — Je ne connais pas de camarade de ce métier. Pour le manuel, trouverez votre affaire dans l'Encyclopédie Roret, rue Hautefeuille.

Reçu pour les familles des détenus : R. Larchevêque, 1 fr. ; Cras, 0 fr. 50 ; Cler, 1 fr. ; X., 2 fr. ; L. G., 0 fr. 50 ; Broca, 0 fr. 50. Ensemble, 5 fr. 50. — L. J., 1 fr. 50. — L. M., 0 fr. 50. — Collecte faite à l'issue d'une conférence de Marie Murjas à Brest le 8 juin (pour le rapatriement de Meunier), 13 fr. 60. — Des camarades de Nouvelle-Calédonie (par Bury), 5 fr. — Total : 26 fr. 10. — Reste en caisse : 160 fr. 05. — A ce jour : 186 fr. 15.

Reçu pour la ligue de Solidarité internationale : E. G., Bordeaux, 5 fr. — L. J., 1 fr. 50.

Reçu pour le journal : H. P., à Bihorel, 2 fr. — L. J., 5 fr. — L. M., 0 fr. 50. — Par Bury : de R. B., à Nouméa, 10 fr. ; de Mi, 2 fr. ; de Ma, 1 fr. — La cagnotte d'un atelier d'ébénos, 6 fr. 25. — Merci à tous.

M., au Creusot. — L., à Hodimont. — P., à Hirson. — B. C., à La Fère-en-Tardenois. — G., à Veynes. — J. H., à Liège. — P. G., à Senones. — M., à Saint-Etienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 8 DIX CENTIMES DU 22 AU 28 JUIN 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

IMPORTANT

A tous ceux qui, pour leurs idées, sont traqués par la police, nous renouvelons notre demande de nous faire connaître les détails des tracasseries dont ils sont l'objet.

Ce n'est pas de se plaindre dans son coin qui changera l'état de choses. Tant que l'on supportera les empiètements des policiers qui nous gouvernent, ceux-ci ne s'arrêteront pas. Il serait temps de se remuer d'une façon ou de l'autre, afin de leur faire voir que l'on ne veut pas les supporter plus longtemps.

Nous commençons par une campagne de presse : que ceux qui ont à se plaindre de la mouchardérie, nous aident, en nous envoyant des faits.

J. GRAVE.

LES RETRAITES OUVRIÈRES

DE

WALDECK-MILLERAND

La croissance communiste de la conscience prolétarienne détermine et explique l'attitude de la bourgeoisie. Qu'elle soit conservatrice ou libérale, répressive ou philanthrope, qu'elle allonge la griffe ou fasse patte de velours, seules les nécessités de sa domination économique dictent sa conduite. L'histoire du siècle qui vient de s'écouler atteste et commente ce fait.

Pour ne parler que de la France, n'avons-nous pas, depuis le 9 thermidor, constamment été mis en demeure d'opter entre la prostitution monarchique et la pourriture parlementaire?

Jusqu'ici ce jeu de bascule a toujours réussi à la bourgeoisie et le dicton : Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse, ne s'est pas encore vérifié pour elle. Sous la forme monarchique ou sous l'étiquette républicaine, elle a pu impunément poursuivre son œuvre d'exploitation et de spoliation et tout indique qu'elle s'apprête à continuer la même besogne de mystification dans la crise prochaine qui s'annonce.

Admirablement servie par sa branche cadette, le socialisme parlementaire, la bourgeoisie semble ne pas avoir besoin de se mettre en frais d'imagination.

Les Millerand, Jaurès, Viviani, Fournière, Rouanet et autres fruits secs du radicalisme ou transfuges de la révolution accourent à la rescousse : ils épinglent une églantine rouge dans les plis du drapeau tricolore, ratiocinent à perte de vue sur le péril clérical et s'apprêtent à voter une bonne loi d'assurance ouvrière au profit de la bourgeoisie ; et tout sera encore une fois pour le mieux dans la meilleure des républiques sociales.

Les travaux d'approche sont, du reste, en bonne voie.

Sentinelle avancée de la faction, le « socialiste » Millerand, l'ex-collègue de Galliffet et l'*alter ego* de Waldeck-Rousseau, s'est constitué le défenseur attitré de la loi sur les retraites ouvrières au profit de la bourgeoisie.

Nous ne voulons rien affirmer sans le prouver et c'est en nous basant sur les données que nous fournit à ce sujet le ministre du Commerce lui-même que nous espérons démontrer, en soulignant les principaux passages des dispositions essentielles du projet de loi Waldeck-Millerand, que, servant la bourgeoisie, il n'est pour le peuple travailleur qu'une nouvelle mystification impudente doublée d'une escroquerie monumentale.

Ce projet de loi établit d'abord que tous les salariés français, que le gouvernement évalue à *9.200.000*, ont droit — sauf les domestiques et les employés dont les appointements dépassent 4.000 francs — à *soixante-cinq ans d'âge*, au bénéfice d'une retraite de vieillesse...

Cette rente de vieillesse est constitué par les versements égaux et *obligatoires* des employeurs et des employés, c'est-à-dire que le patron est tenu de verser pour chaque ouvrier qu'il emploie *l'équivalent de la retenue que la loi prélève sur le salaire de l'employé.*

Ceux-ci (les employés ou ouvriers) sont divisés en trois catégories dont le versement respectif et quotidien est de *5 centimes* si le salaire n'atteint pas 2 fr., *10 centimes* s'il est entre 2 et 5 fr. ; *15 centimes* s'il est de 5 fr. et au-dessus.

L'Etat garantit aux versements ainsi récupérés un intérêt de 3 0/0.

Cette loi n'entre réellement en vigueur que dans 30 ans et n'acquiert son plein effet que 47 ans après sa promulgation.

Pendant ce long laps de temps qui doit s'écouler entre le vote de la loi et sa pleine mise en vigueur, l'Etat, toujours magnanime, dispose, à l'aide d'un nouveau crédit annuel de 15 millions, que tous les vieillards de *soixante-cinq ans* et plus pourront néanmoins toucher une pension annuelle dont le minimum sera de 50 et le maximum de 100 fr. C'est là l'hameçon de la loi.

En 1932, en supposant que la loi sur les retraites ouvrières soit votée dans l'année courante, l'ouvrier dont le salaire aura, pendant trente années, oscillé entre *2 et 5 fr. par jour* sera, après *65 ans d'âge*, inscrit sur les feuilles du « grand livre des travailleurs » comme ayant droit à une rente annuelle de *370 francs.*

Mais ce n'est guère qu'en 1949 que la loi portera tous ses fruits bienfaisants.

A cette époque, c'est du moins Millerand qui l'affirme, l'ouvrier qui aura commencé son labeur et, par suite, ses *versements à dix-huit ans* touchera, à partir de l'âge de *soixante-cinq* ans, selon que *la retenue sur son salaire* aura été de 5, 10 ou 15 centimes par jour, une rente annuelle de 400, 800 et 1 200 fr. à capital *aliéné*, de 221, 442 et 663 fr. à capital *réservé*. Dans le système de versements à capital réservé, le maximum de bénéfice pour les trois catégories d'ouvriers que crée si inégalitairement la loi sur les retraites serait, d'après M. Guieysse, respectivement de 1.175, 2.350 et 3.555 fr.

De ces dispositions principales de la loi Waldeck-Millerand nous ne voulons tirer que deux conclusions. Elles seront brèves et concises :

La première, qu'elle est pour le peuple de l'usine et de la charrue une impudente mystification, car, en faisant de chaque travailleur en quelque sorte un capitaliste au petit pied, elle tend à river la classe ouvrière au salariat, à perpétuer son esclavage.

La seconde, qu'elle constitue au détriment du prolétariat une escroquerie monumentale, car même en admettant la véracité de la statistique officielle que la moyenne des versements ouvriers serait de 10 centimes par tête et qu'il y a 250 journées de travail par an, la grande opération financière que Waldeck-Millerand veulent tenter avec les 9.200.000 salariés de France doit donner, BIEN QU'APRÈS UNE SEULE ANNÉE de versement, la somme de 460.000.000 de francs, qui, répartie honnêtement entre les 500.000 ouvriers français âgés de plus de soixante-cinq ans, allouerait à chacun de ces vieillards 920 francs par an et par tête.

Nos financiers ministériels et pseudo-socialistes ne prennent donc ce délai de trente ou quarante-sept années que pour extorquer aux travailleurs une somme d'une vingtaine de milliards sur le sort desquels ils seraient bien aimables de nous renseigner.

F. S.

Voici le manifeste lu par la délégation syndicale envoyée à Londres :

LES TRAVAILLEURS DE FRANCE AUX TRAVAILLEURS D'ANGLETERRE

Camarades,

En octobre dernier, vos délégués vinrent à Paris, apporter aux travailleurs de France le salut de fraternité et affirmer votre horreur de la guerre.

L'heure était critique. *Jingoes* et *nationalistes*, grossissant et dénaturant les moindres faits, excitaient les deux nations l'une contre l'autre, dans

l'espoir criminel de rendre fatal un conflit sanglant.

La venue de vos délégués à Paris avait donc une portée considérable : elle proclamait le désaccord existant entre la partie saine et loyale du peuple anglais et cette tourbe d'exploiteurs et d'excitateurs qui ne rêvent que massacres. Ces soi-disant civilisés s'efforçaient de nous empêcher de comprendre que la paix est absolument nécessaire aux peuples et que tous les travailleurs, sans distinction d'origine, doivent se considérer comme frères, issus d'une grande famille, la grande famille humaine !

Aujourd'hui, les travailleurs de France, répondant à votre manifestation pacifique, envoient à Londres une délégation mandatée par les organisations corporatives et chargée de vous assurer que leurs sentiments sont à l'unisson des vôtres, qu'eux aussi ont la guerre en profonde exécration, qu'eux aussi réprouvent les tueries entre peuples.

La situation est moins tendue. Tout danger de guerre entre la France et l'Angleterre est écarté. Mais le monde ne se limite pas à nos deux pays et jamais, peut-être, la guerre ne fit plus de ravages qu'à l'heure présente. Il n'y a pas de gouvernement qui n'ait des actes odieux à se reprocher : le sang coule du nord au sud de l'Afrique, ainsi qu'à Madagascar, aux Philippines, etc. En Chine, les troupes d'Occident coalisées se sont livrées aux plus révoltants massacres qu'ait encore enregistrés l'histoire.

Aussi, notre actuelle manifestation, quoique d'un caractère moins précis, n'en a pas moins une utilité primordiale : si les travailleurs veulent enrayer les entreprises guerrières, il faut que, sans trêve, sans répit, toujours et sans cesse, ils prouvent leur haine de la guerre. Et, pour que cette haine soit vivifiante, il faut qu'elle n'ait rien de platonique, qu'elle se concrète en de continuelles agitations, qu'elle se manifeste de si nette façon que les dirigeants soient obligés d'en tenir compte.

Dans cet ordre d'idées, vos quakers nous ont donné de beaux exemples, indiqué la voie libératrice. Faisons notre profit de leurs enseignements, soyons les continuateurs de ces hommes d'énergie, et le jour où les travailleurs de tous pays, fortement groupés dans leurs associations corporatives, auront la puissance d'imposer le respect de leurs volontés pacifiques, pas un gouvernement n'osera aller à l'encontre.

Lequel oserait se lancer dans si sanglante aventure, s'il pouvait redouter que d'un accord les travailleurs intéressés dans le conflit répondissent à la déclaration de guerre, par la proclamation de la Grève générale ?

Il est d'autant plus nécessaire que notre propagande contre la guerre prenne une considérable extension, que les gouvernements de tous pays accroissent leur matériel de guerre, grossissent l'effectif de leurs armées et rivalisent en folies militaristes.

Cette fièvre a même gagné la Grande-Bretagne, jusqu'ici à peu près indemne : il est question de vous soumettre au service obligatoire ; cet esclavage, dont nous souffrons, a sur le moral et le physique des peuples qui le subissent des conséquences dépravantes, car il atrophie en eux l'esprit d'initiative, les désirs d'indépendance, le respect de soi-même. Au simple point de vue matériel, le service obligatoire aurait pour vous des effets désastreux.

C'est vous qui feriez les frais de cette charge nouvelle, qui, outre qu'elle serait un élément de désagrégation de vos organisations syndicales, risquerait de vous faire perdre les hauts salaires et la vie à bon marché dont vous avez raison d'être fiers.

Un moment, il fut question de désarmement général. C'était un leurre. Le désarmement impliquerait une meilleure répartition des produits du travail, un accroissement de bien-être pour le peuple à qui devraient forcément faire retour, sous peine de crise intense, les sommes énormes jusque-là gaspillées à créer des armements et à entretenir des armées colossales sur pied de guerre.

Ce serait le commencement d'une ère de paix et de prospérité qui nous conduirait rapidement à une société largement humaine d'où disparaîtrait aussi la guerre économique, la concurrence féroce, l'antagonisme des intérêts qui, sur le terrain industriel et commercial, sont aussi préjudiciables aux peuples que, sur le terrain politique, les guerres entre nations.

Ce serait un acheminement vers la fin du vieux monde barbare. Les peuples, émancipés, pourraient enfin s'épanouir sans entrave et accroître indéfiniment leur bien-être et leur liberté.

Or, c'est justement parce que le désarmement ne peut pas être restreint au simple démantèlement des casernes et à l'enclouement des canons, qu'il n'y a pas à l'attendre de la bienveillance des grands de la terre.

Le désarmement général ne sera possible que lorsque nous signifierons aux dirigeants notre volonté formelle de ne plus nous faire les complices de leurs passions homicides, lorsque, au nom de la fraternité humaine, nous refuserons de nous entre-tuer.

Alors la paix deviendra une réalité effective, définitive !

C'est vers cet avenir d'harmonie que nous devons orienter nos efforts. Et c'est à le réaliser, qu'au nom des travailleurs de France nous vous convions, camarades de Grande-Bretagne, à travailler avec nous.

GUERRE A LA GUERRE !

Vive la paix !

Vive l'accord international des peuples !

A PROPOS DE LA LOI

SUR LA RÉGLEMENTATION DES GRÈVES

Un journal socialiste ministériel, *la Lanterne*, faisait l'autre semaine un tableau idyllique de la situation en Nouvelle-Zélande, pays doté d'une loi portant réglementation des grèves : là, l'état économique est satisfaisant, les grèves n'existent pas, et, malgré tout, le salaire des ouvriers est très élevé et la durée du travail très limitée. La conclusion qui s'impose est que cette prospérité est due à l'action bienfaisante de la loi. Il est à remarquer que, dans l'exposé des motifs de son projet de loi, Millerand cite l'exemple de la Nouvelle-Zélande à l'appui de sa thèse. C'est, en effet, aux antipodes que l'on a été chercher les dispositions de la nouvelle loi.

Or, l'état économique de la Nouvelle-Zélande ne peut pas être comparé à celui des pays européens. Les conditions de travail, la concurrence, etc., sont à des stades tout à fait différents. En Nouvelle-Zélande, le manque de bras pour la production industrielle se fait encore suffisamment sentir pour qu'il n'y ait pas d'armée de réserve de sans-travail.

Dans les vieux pays capitalistes, la rigueur des conditions économiques est due à la surabondance de la force de travail. En Nouvelle-Zélande, le manque de concurrence fait que tout ouvrier trouve à s'occuper à un taux suffisamment rémunérateur ; les ouvriers les mieux doués ou les plus intelligents peuvent facilement sortir de leur condition de salariés. La conséquence de cet état de choses est tout naturellement l'absence de grèves, l'élévation du taux des salaires, la moindre durée du temps de travail.

Les politiciens néo-zélandais peuvent prendre plaisir à élaborer des lois de tout genre, — il faut bien occuper ses loisirs, — pourvu qu'elles ne gênent personne. Ils peuvent proclamer que le maintien du taux des salaires, que l'absence de grève sont dus à leur génie législatif, cela ne fait aucun mal pour le moment.

Mais les conditions économiques ne sont pas plus stables en Nouvelle-Zélande qu'ailleurs. Par suite du manque de bras, de la cherté de la force de travail, il s'est développé là-bas un machinisme qui ne fait que croître ; d'où prolétarisation rapide et production d'une surpopulation relative de travailleurs inoccupés ; d'où concurrence, diminution des salaires et prolongation de la journée de travail, le capitaliste devenant le maître de la situation. Et les grèves, alors, éclateront malgré la loi, les grèves, seule arme de révolte, bonne ou mauvaise, qui soit à la disposition des serfs modernes.

Les bourgeois néo-zélandais, fussent-ils radicaux socialistes, ont fait leurs lois dans un but de conservation sociale ; ils peuvent s'imaginer que ces lois les mettront à l'abri des conflits de la lutte de classe, si nombreux dans la vieille Europe ; à la vérité, ces lois peuvent avoir réussi jusqu'à présent à écarter quelques velléités encore peu tenaces de grève ouvrière.

Mais, en France par exemple, où la lutte de classes est arrivée à un stade aigu, croit-on que tout l'appareil législatif et judiciaire réussirait à empêcher les révoltes chroniques du monde du travail et à ramener l'âge d'or dans la société ? Certes, si l'on pouvait arriver à empêcher les grèves, quel avantage pour la production nationale, pour la richesse nationale ! Or chacun sait que la production nationale appartient aux patrons, que la richesse nationale est l'apanage de la bourgeoisie. Prétexter le souci de la prospérité du pays, comme l'a fait dernièrement M. Millerand dans un banquet patronal, c'est, en d'autres termes, s'intéresser exclusivement à la prospérité des bourgeois, seuls détenteurs des richesses économiques.

La conséquence de la nouvelle loi serait de mettre les délégués des ouvriers dans la main des patrons, d'annihiler les syndicats pour faire de ces derniers, au lieu d'organes de résistance, des organes de mutuellisme ouvrier, des organisations coopératives commerciales ou industrielles. Tel paraît être en effet le but de la politique de M. Waldeck-Rousseau et de M. Millerand. Mais autre chose est de réaliser ce vouloir. Nous croyons que nulle disposition de loi ne suffira à enrayer la lutte économique, cette lutte fût-elle aussi pénible pour les ouvriers que pour les patrons. Tout au plus les lois ajouteront-elles de nouvelles pénalités et de nouvelles occasions de répression ; elles ne serviront qu'à augmenter le bilan social des amendes et des années de prison. C'est d'ailleurs, en dernière analyse, le résultat le plus net des sanctions législatives.

M. P.

DES FAITS

Une dépêche de Vienne relate un curieux incident qui se serait passé dans un village autrichien, près de la frontière bavaroise.

Un violent incendie ayant éclaté dans cette localité, les pompiers allemands d'un village situé à trois milles de distance se sont dirigés vers le théâtre du sinistre, mais la douane autrichienne a refusé de laisser passer les engins allemands sans payer les droits sur les machines.

Les pompiers autrichiens n'ayant pu réussir à se rendre maîtres du feu, la moitié du village a été détruite. (*Petit Parisien*.)

A NOS LECTEURS

J'ai déjà reçu quelques réponses au sujet de la publication en volume des extraits de nos suppléments, par catégorie de sujets.

En attendant de donner des prix — qui ne dépasseront pas, à mon avis, celui de l'abonnement au journal — je dois rappeler que, n'ayant pas un sou en caisse, la publication ne sera faite que si l'on obtient assez de promesses de souscriptions : sept à huit cents au moins. Sinon, l'affaire n'aura pas de suite.

Je prie donc ceux qui seraient disposés à souscrire de le faire connaître au plus vite. — La semaine prochaine, je pense pouvoir faire connaître les conditions définitives de la publication.

J. GRAVE.

ÉDUCATION LIBERTAIRE

Un groupe de camarades vient de prendre une initiative à laquelle applaudiront certainement tous les libertaires. Puisqu'il n'est pas possible pour le moment, en notre pays avachi, d'arriver à réunir les éléments nécessaires à l'établissement d'écoles libertaires, ils ont pensé qu'il y avait cependant à faire pour lutter contre la stupidification des intelligences qui fait l'objectif de l'enseignement officiel. Dans cette intention, ils ont décidé de publier un journal pour les enfants. Voici d'ailleurs, expliqué en quelques mots, le but qu'ils se proposent de poursuivre.

Camarades,

Nos enfants doivent être meilleurs que nous et plus libres. Il faut non seulement qu'ils puissent conserver ce que leurs pères ont péniblement acquis, mais qu'ils sachent continuer l'œuvre entreprise et l'agrandir encore pour eux et ceux qui les suivront.

Pour parvenir à ce résultat, il ne faut pas tarder à entreprendre un travail solide et sincère d'édu-

cation. De nombreux efforts ont été tentés en ce sens, il reste cependant une grande tâche à accomplir.

Les enfants, garçons et filles, lisent des journaux, à eux spécialement destinés. L'influence énorme de ces lectures n'est pas niable. Or, d'une façon générale, ces journaux ne nous satisfont point; leur œuvre éducative est nulle ou mauvaise.

Aussi croyons-nous utile de créer pour les enfants un journal nouveau qui essaierait de remplir ce double but :

Développer chez eux cet esprit d'observation et de critique qu'on ne trouve guère chez les hommes d'aujourd'hui ; les habituer à voir et à comprendre ce qui les entoure et les préparer ainsi à penser et à juger par eux-mêmes ;

Ensuite diriger dans un sens plus juste et plus vrai leurs admirations naissantes ; substituer, par exemple, à l'amour de la force brutale et des conquêtes militaires l'amour de la liberté et du travail, substituer à l'amour du carnage, celui de la vie.

C'est en nous adressant ainsi et à leur intelligence et à leur sentiment que nous voulons les préparer à la tâche qu'ils devront accomplir : transformer la société actuelle en une société meilleure.

Tel est notre but. Vous pensez certainement comme nous, camarades ; aussi nous vous demandons de la façon la plus pressante de bien vouloir nous dire :

1° Si notre idée vous paraît bonne et intéressante ;

2° Si, en ce cas, nous pouvons compter sur votre concours, et pour trouver autour de vous des abonnements au journal et pour collaborer à sa rédaction.

Nous ne nous mettrons activement à l'ouvrage que si nous recevons un nombre suffisant de lettres encourageantes et la promesse d'une quantité d'abonnements nous permettant de vivre.

Dans ce cas, le journal paraîtrait à partir du mois d'octobre prochain sur huit pages illustrées. L'abonnement serait de 2 fr. 50 par an (il y aura des abonnements de propagande à 5 francs). Le numéro coûterait 10 centimes.

Nous comptons, camarades, sur une bonne et prompte réponse

Adresser la correspondance au camarade E. Boivin, à l'œuvre de *Tous les journaux pour tous*, 17, rue Cujas, Paris (V°).

Ici, aux *Temps Nouveaux*, nous ne pouvons que souhaiter la meilleure réussite à l'excellente initiative de nos camarades, et recommander à nos lecteurs de la seconder de tous leurs efforts.

A. Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Police. — L'autre jour, un ancien officier de cavalerie, décoré de la Légion d'honneur, marchait, rue Montmartre, derrière un infirme appuyé sur deux béquilles, comptable dans une maison du Sentier. Tout à coup, pris de folie, il se mit à frapper l'infirme et, avisant deux gardiens de la paix, il leur dit : « Cet individu est un anarchiste dangereux ! Je le connais ; il fume sa pipe dans les musées avec l'intention de mettre le feu. Arrêtez-le. » Les agents, ne pouvant douter ni de la parole ni de la raison d'un monsieur décoré, arrêtèrent aussitôt le comptable, malgré ses protestations, et le conduisirent devant le commissaire de police, qui, après quelques explications, comprit de quoi il s'agissait et le relâcha.

C'est remarquable comme la liberté individuelle est respectée dans notre doux pays. Non seulement, l'affirmation du premier venu qui s'intitule officier ou porte un ruban à sa boutonnière peut vous faire coffrer sans autre examen, mais la simple accusation d'être un « anarchiste dangereux » est suffisante pour qu'il soit aussitôt attenté à votre liberté.

Messieurs les républicains ont néanmoins l'inconscience de faire des conférences sur les « étapes de la liberté (1356-1789) ».

⁂

Cynisme. — M. Paul Granier, qui se prétend de Cassagnac comme L'Hariot se dit de Montparnasse ou le Bombé de la Mouff', est doué d'un rare cynisme. Ne soutient-il pas, en effet, sans la moindre vergogne, que ce sont les riches qui font vivre les pauvres, et que, sans les premiers, ceux-ci crèveraient de faim?

Qu'un industriel, un commerçant, qui s'occupe de son industrie ou de son commerce, se méprenne sur la source réelle des revenus que lui procure le travail de ses employés et ouvriers, on peut à la rigueur l'admettre. Mais voyez-vous ce Milord l'Arsouille que les travailleurs paient 25 francs par jour pour aller exhaler sa grossièreté au Palais-Bourbon, et auquel, outre ces appointements, ils servent encore des rentes copieuses, prétendant à la reconnaissance des travailleurs qui le nourrissent? Voyez-vous ce parasite qui ne sut jamais rien faire de ses dix doigts, se figurant que c'est lui qui fait vivre ceux qui produisent tout, jusqu'aux savoureux brévas à la dégustation desquels se borne tout le travail de cet entretenu? Alphonse, jusqu'ici, n'avait jamais pensé être le pourvoyeur alimentaire de sa marmite. M. Paul Granier va plus loin.

Quand les pauvres, moins sots, cesseront de le nourrir, peut-être changera-t-il de ton?

André Girard.

⁂

Paris. — Le camarade Dénéchère, relâché après avoir été gardé, avec sa compagne, trente heures au poste, sera, paraît-il, poursuivi pour outrages aux agents, alors que c'est lui et sa compagne qui, sans provocation, ont été premièrement outragés, bousculés.

C'est alors que Dénéchère s'est défendu. Les agents, sur les excitations du brigadier, le frappaient à coups de crosse de revolver. Il rendait ce qu'il pouvait de coups; mais que peut faire un homme contre une douzaine de brutes. C'est lui qui, en définitive, a été roué de coups.

⁂

Saint-Nazaire. — Le groupe libertaire *Ni Dieu ni Maître* avait organisé une manifestation contre la reprise de la rue par la gent cléricale.

Une cinquantaine de révolutionnaires étaient présents au rendez-vous; mais la police aussi y était en nombre. A plusieurs reprises les agents dégainèrent, frappèrent nos amis à coups de sabre, et plusieurs furent assez sérieusement blessés.

A propos de Saint Nazaire, je ne puis que faire les réflexions que j'avais faites au sujet du même fait à Roubaix. A ce propos, le camarade Bérenger m'envoie une lettre dont j'extrais le passage suivant :

« Roubaix. — Ce que nous avons à subir dans la plupart des usines de notre ville, peu le savent et l'apprécient à sa valeur.

« Avec l'exploitation éhontée de presque partout, l'on y ajoute des saints dans toutes les places, il faut se mettre de *Notre-Dame de l'usine*, il faut prendre le journal *la Croix*, il faut aller à la retraite, se mettre de l'Union sociale et patriotique, et dans certains bagnes — dont je pourrais vous citer les noms — un prêtre vient prêcher dans l'atelier, et quand on ne se courbe pas, vous savez ce qu'il en advient : la misère, la faim ! »

Evidemment, l'intolérance des cléricaux, leur ingérence dans les relations sociales, pour soutenir l'organisation oppressive et exploiteuse qui nous écrase est bien faite pour leur attirer la haine de ceux qui en souffrent, de ceux qui ont soif de liberté.

Seulement je crois qu'il y a ici une nuance qu'il ne faut pas perdre de vue. Lorsqu'il ne s'agit que des manifestations de leur culte, nous ne devrions pas être jaloux des libertés qu'ils prennent, mais de celles que l'on nous dérobe.

Partisans absolus de la liberté la plus complète, je crois que nous devons respecter celle des autres, tant qu'elle ne fait que s'affirmer. Toute notre énergie doit être tournée à obtenir, à prendre la même pour nous.

J. Gr.

⁂

Saint-Denis. — La propagande anarchiste qui s'était quelque peu assoupie s'étant réveillée, avec elle sont reparues les persécutions policières.

Ces messieurs de la boîte, afin de rendre plus efficace leur mauvaise action, n'ont rien trouvé de mieux que de jeter sur un vieux militant la suspicion. Mais, comme les camarades dyonisiens ne sont pas des naïfs, la rousse en sera pour ses frais ; les camarades jeunes et vieux conserveront au militant en question leur estime et n'en batailleront que mieux pour la réalisation de l'idéale société communiste-anarchiste.

Nous n'aurions rien dit de cet incident, si nous n'eussions craint de voir se propager cette tactique policière. Aux camarades de partout de ne s'y point laisser prendre.

Noel Paria.

Suisse.

L'Armée, école d'asservissement du peuple. — En face de l'agitation prolétarienne chaque jour grandissante, la bourgeoisie de tous les pays se sent le besoin de points d'appui plus solides. Les grèves partielles qui aujourd'hui préparent l'esprit de révolte et la solidarité ouvrière, la grève générale qui demain réalisera la révolution en commençant par l'expropriation, sont des mouvements que, seule, une forte armée disciplinée tiendra en échec ; voilà le raisonnement de tous les folliculaires du régime actuel, prêtres de l'industrie et de la banque, commerçants de l'Etat et de l'Eglise ; et tous les patriolâtres de raffermir l'esprit militaire. La libre Helvétie, la Suisse de Guillaume-Hôtel, ne devait pas rester en arrière.

Il ne suffit plus que les jeunes gens paient l'impôt du sang dès l'âge de vingt ans, à seule fin de soutenir la patrie — c'est-à-dire défendre des terres et propriétés qui n'appartiennent qu'aux riches ; il faut maintenant qu'à seize ans déjà on sache manier un fusil, afin de se vite perfectionner dans l'art éminemment humain de tuer (car, jusqu'à preuve du contraire, nous soutenons que le fusil est fait pour tuer). En effet, plusieurs cantons de la Suisse allemande, ainsi que Neuchâtel, Vaud, Fribourg, viennent d'instituer des cours préparatoires d'instruction militaire. La Confédération, toujours obligeante pour les œuvres de valets, fournit l'équipement et les munitions. Et c'est ainsi que se consolide chaque jour l'armée. Et il en sera toujours de même, tant que les conscients consentiront eux aussi à faire l'apprentissage de tueur d'hommes, et que le peuple attendra d'en haut — des parlements —la diminution ou la suppression des armements.

La révolte individuelle avant la caserne par ceux qui en ont la force, la révolte collective dans la caserne comme à Anvers, Bruxelles, etc., voilà qui détruira plus sûrement l'armée et tout ce qu'elle soutient que n'importe quelle amélioration de budget proposée par des social-démocrates sincères, ou que n'importe quels arbitrages, conférences de la paix, désarmement à la Nicolas, ou tout autre narcotique de réformistes.

La révolte, c'est le fait qu'il faut. O. D.

Nouvelle-Calédonie.

Nouméa, 15 avril 1901.

Depuis plusieurs années déjà, les camarades d'ici luttent contre les représentants du gouvernement actuel. Mais, vu le petit nombre que nous sommes, il n'est guère facile de propager nos idées sans courir le risque d'être arrêté et traduit devant les tribunaux.

Mais cela ne nous empêche pas de dévoiler au public honnête et ami de l'humanité les faits qui se déroulent sous nos yeux tous les jours. Après les torturés du bagne que nous avons jadis énumérés, viennent les naturels du pays. Ce bon gouvernement, non content de s'approprier la terre où ces sauvages vivaient heureux et tranquilles dans leurs tribus, leur a fait payer une indemnité de quelques roubles, pour engraisser les représentants de la force publique.

Mais cela a provoqué une révolte parmi les tribus du Poyez et Touho; et naturellement l'armée est intervenue. Après un effort du chef de tribu Amman, pour expliquer que sa tribu ne pouvait donner la somme réclamée par l'Etat, ordre a alors été donné à une compagnie d'infanterie de commencer le massacre et d'exterminer tout. Mais mal en prit aux assassins, la tribu du Poyez s'étant retirée dans des forêts et broussailles impraticables; alors a commencé la guerre entre une force supérieure contre une inférieure. Après plusieurs semaines, les révoltés n'avaient pas subi d'échec, si ce n'est la capture de quelques femmes et enfants. Mais la révolte depuis s'est étendue à plusieurs tribus et la situation est devenue des plus critiques. Les soldats n'osaient avancer de peur de rencontrer un ennemi invisible. Cependant quelques Canaques ont été faits prisonniers, et parmi eux se trouvent des vieillards qui ont commis le crime de ne pas prêter main-forte à leurs bourreaux. On a pu apprécier le courage et la ténacité de ces sauvages : un pourparler fut demandé par le capitaine Boëry, chef d'expédition, au chef de tribu Amman ; le pourparler eut lieu, mais sans résultat. L'intègre Amman ne fléchit pas devant un capitaine; alors ce fut le tour du gouverneur par J. Telle. Ce dernier s'est dit qu'étant empanaché il aurait peut-être plus d'in-

fluence que tout autre. Je ne sais si à l'heure actuelle il a fait mieux que le capitaine, mais ce qui est certain, c'est qu'Amman ne fléchira pas d'une semelle et dût-il mourir, lui et ses guerriers, dans la forêt, ce qui est peu probable, il ne donnera pas à ses bourreaux une indemnité qui lui est réclamée par la loi des hommes. Plusieurs de ses guerriers ont été assassinés parce qu'ils défendaient leur bien; que peuvent-ils donner, ces malheureux qui vivent avec quelques racines de manioc et d'igname, quelques bananes et qui ne récoltent rien ? Ou, s'ils travaillent, il faut qu'ils travaillent pour donner leur gain à leurs bourreaux. Ils revendiquent leurs droits et la justice, mais leurs oppresseurs les dominent. Pourquoi le gouvernement ne laisse-t-il pas ces gens en repos chez eux ? Ils n'ont pas de mines d'or à fournir pour engraisser les complices du Panama, et les gens empanachés qui frappent le faible parce que ce dernier ne peut élever la voix.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Saint-Denis, le 11 juin 1901.

Camarades de la Ligue de Solidarité internationale,

Protester contre la guerre de Chine et les abominations qui en résultent est bien. Protester contre la *Guerre* et clamer notre haine contre ce crime de lèse-humanité est mieux.

C'est pourquoi nous vous envoyons notre faible contribution pour aider à la publication du manifeste par vous annoncé.

Ci-joint un mandat de 2 fr. 50.

Recevez, camarades, notre salut de fraternité.

Pour le Cercle libertaire de Saint-Denis :
LOUIS GRANDIDIER.

∴

L'Administration du *Libertaire* nous prie d'insérer les quelques lignes ci-dessous :

Camarades,

Depuis cinq semaines, le *Libertaire* a dû suspendre sa publication faute d'argent.

Nous avons reçu un grand nombre de lettres dans lesquelles les uns nous demandent le pourquoi de la brusque disparition d'un organe qu'ils jugent utile à la propagation des idées de révolte et de liberté intégrale.

Les autres s'indignent de voir qu'au moment où se produisent de graves événements on n'ait pas tenté l'impossible pour assurer la publication régulière d'un des rares journaux qui puissent dire sans ménagements la vérité sur toute chose. Une troisième catégorie, la moins nombreuse, nous a adressé des subsides. La réponse est facile. Nous avons reculé, autant que nous l'avons pu, devant la nécessité d'un appel de fonds à nos amis. Après une mise en demeure formelle de l'imprimeur d'avoir à payer comptant chaque numéro, nous dûmes nous résoudre à pousser notre cri d'alarme.

Deux ou trois fois nous avons expliqué la situation. Le *Libertaire*, pas plus que n'importe quel journal de propagande qui ne fait pas d'annonces et de réclames, ne peut vivre de sa vente seulement. Cependant les sacrifices qu'auraient à s'imposer ceux qui croient que le *Libertaire* peut rendre quelques services, ne sont pas énormes.

Il suffirait que chacun y mît un peu de bonne volonté.

La situation est bien nette :

En chiffres ronds, les frais s'élèvent par semaine à 245 francs.

Les rentrées sont de 210 francs.

La différence à combler est de 35 francs.

Que les camarades nous envoient leur souscription chacun selon ses moyens et le *Libertaire* pourra paraître sans interruption.

N. B. — Nous avons le plaisir d'annoncer que le *Libertaire* paraîtra la semaine prochaine; le demander dans tous les kiosques et chez tous les marchands de journaux.

Adresser lettres et mandats à Louis Matha, 15, rue d'Orsel, Paris.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 22 juin. — Soirée littéraire : *Phèdre*, tragédie de Racine, avec le concours de Mlle Martineau (de l'Odéon).

Lundi 24 juin. — L. Ducharne : Histoire du livre, fabrication du papier, impression, reliure.

Mercredi 26 juin. — Dr Hulmann : Les origines de l'homme.

Samedi 29 juin. — Jules Larminier : L'assainissement et les égouts de Paris.

∴

Groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris. — Réunion tous les lundis, à 8 h. 1/2 du soir, 23, rue de Pontoise (près le square Monge).

Lundi 24 juin. — Conférence par un camarade.

∴

Groupe communiste du XVe. — Réunion tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, 29, rue de l'Abbé-Groult.

∴

Bibliothèque d'Education libertaire du faubourg Antoine. — Les camarades sont prévenus qu'un local va être arrêté cette semaine.

A partir du 1er juillet, prière de tout adresser à ce nouveau local dont l'adresse sera donnée vendredi prochain.

Le Secrétaire : PAPILLON.

∴

Bibliothèque libertaire du IIIe arrondissement. — Quelques camarades viennent de prendre l'initiative de reformer la bibliothèque du IIIe, ils s'adressent à ceux qui pourraient les aider pour augmenter le peu de volumes qu'ils ont.

Pour renseignements, adresser à Daviet, 26, rue Chapon.

Réunion du groupe d'initiative tous les lundis, à 8 h. 1/2 du soir, 36, rue Charlot, au Social Restaurant.

∴

Groupe antimilitariste et antireligieux de Noisy-le-Sec (Seine). — Les camarades se réunissent le dimanche matin, à 9 heures, 106, rue de la Forge, salle Teyssier.

∴

PRÉ-SAINT-GERVAIS. — *Groupe d'études sociales*. Réunion, samedi soir 22 juin, salle Bistorin, 28, Grande Rue, au Pré-Saint-Gervais, avec le concours des camarades de la Bibliothèque ouvrière d'Aubervilliers et de la Jeunesse antimilitariste de Noisy-le-Sec. Conférence par le camarade Libertad. Chants et poésies libertaires.

∴

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Les camarades de la Bibliothèque ouvrière se rendront samedi soir à la réunion des camarades du Pré-Saint-Gervais.

∴

SAINT-DENIS. — *Cercle libertaire d'études sociales*. — Pour des raisons spéciales, les camarades sont prévenus de ne plus se rendre à l'ancien lieu de réunion, rue de la Boulangerie.

Samedi 22, réunion, à 8 h. 1/2, salle Berthet, rue Ernest-Renan. Urgence.

∴

La compagne Séraphine Pajaud nous prie d'annoncer qu'elle fait une tournée dans les Ardennes et ira ensuite dans le Nord et en Belgique. Lui écrire poste restante à Rethel.

∴

LIMOGES. — Les camarades sont instamment conviés à se rendre le samedi 22 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au Comptoir Bordelais, place de la République. — Organisation et communications. — Pour la conférence : Liard-Courtois.

∴

SAINT-NAZAIRE. — Samedi 22 juin, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du Groupe libertaire d'études sociales *Ni Dieu ni Maître* au local habituel. Extrême urgence. Les camarades en faisant partie sont invités à faire tout leur possible pour y assister.

∴

TOURS. — Les camarades du Groupe libertaire de Tours, constatant que la propagande s'est détournée depuis quelques années de la voie qu'elle s'était tracée, ont l'intention d'organiser un congrès régional à Tours, dans le but d'étudier des moyens de propagande plus efficaces.

Les camarades de la région qui voudraient adhérer à cette initiative et échanger des idées sur ce sujet peuvent correspondre avec le camarade Dufour, café des Jets d'eau, place du Palais, Tours.

∴

BRUXELLES. — Mon projet d'un *Bulletin* mensuel portant compte rendu de la propagande accomplie a rencontré, au dernier Congrès de Bruxelles, une approbation presque unanime.

J'ai le plaisir d'annoncer aux camarades que je suis en mesure de faire paraître le premier numéro spécimen pour le 1er juillet prochain.

Ce *Bulletin* ne sera pas dans le commerce, il ne s'obtiendra que par abonnement.

Prière aux camarades qui désirent recevoir le premier numéro spécimen de me faire parvenir leur adresse le plus tôt possible.

GEORGES THONAR, éditeur, 30, Chaussée Saint-Pierre, Bruxelles (Belgique).

AVIS

Il reste encore quelques lots non réclamés de la tombola. Nous prions les gagnants de venir les chercher dans la quinzaine. Tous les matins. Après ce délai, nous disposerons de ce qui n'aura pas été retiré.

∴

Ceux de nos camarades qui disposeraient d'exemplaires dépareillés de la première série des *Cahiers de la Quinzaine*, et qui voudraient s'en dessaisir, nous les leur échangerons contre des brochures. C'est pour faire une collection pour le journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Che cosa è il socialismo, par le Dr N. Converti, imprimerie Sicilienne, Messine.

Sainte Lydwine de Schiedam, par Huysmans; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Jean Coste ou l'instituteur de village, *12e Cahier de la Quinzaine*, 3 fr. 50, 16, rue de la Sorbonne.

A lire :

L'Invasion européenne en Chine, par A. Ular; *Revue Blanche*, 15 juin.

A voir :

La bonne école, dessin de Steinlen : — *Vive l'armée !* dessin de Hénault, *Assiette au beurre*, no 75.

PETITE CORRESPONDANCE

Leanchon. — Vous me trouverez tous les dimanches matin au bureau. Mais votre projet est irréalisable quant à présent.

P., à Tunis. — Connais pas le camarade.

J. F., à Dison. — Reçu la chanson. Merci.

E. J., à Anvers. — Non, par abonnement seulement.

E. D. L. — Nous n'avons pas ces adresses, et nous avons pour habitude de ne pas donner celles que nous avons à ceux que nous ne connaissons pas.

M. — Le mandat était arrivé et touché. C'est par oubli que la somme n'a pas été annoncée.

Solidarité internationale : C., à Valréas, 0 fr. 75. — Cercle libertaire de Saint-Denis, 2 fr. 50. — Université populaire au Chambon-Feugerolle, 3 fr. (dont 2 fr. pour affiches). — Total : 6 fr. 25. — Liste précédente : 6 fr. 50. — En caisse : 12 fr. 75.

Reçu pour les familles des détenus : Une femme, 0 fr. 50. — C., à Valréas, 0 fr. 75. — R. F., 1 fr. — E. B., à Hope Church, 1 fr. — L. M., 3 fr. — Libertaires des Quatre-Chemins, 3 fr. 25. — Pour les camarades de Barcelone, en souvenir de Henri, 2 fr. — Total : 11 fr. 50. — En caisse : 186 fr. 15. — A ce jour : 197 fr. 65.

Ontwaking. — La *Freiheit*, 169, Gold street, New-York.

Reçu pour le journal : L. G., 5 fr. — Un anarchiste breton, 1 fr. 05. — P., à Mouy, 0 fr. 50. — Une femme, 0 fr. 50. — D. T., 1 fr. — R. F., 1 fr. — E. B., à Hope Church, 1 fr. — L. M., 7 fr. — Merci à tous.

R., à Sciez. — S. L., à Burnbank. — C., à Saleux. — G., à Saint-Marcellin. — D., à Verviers. — S., à Etampes. — M., à Bruxelles. — B., à Genève. — R., à Alexandrie. — Q., à Millencourt. — B., à Dijon. — P. G., à Senones. — M., à Thiaucourt. — Libertaires de Dijon. — F., à Nouméa. — P., à Gilly. — S., à Modena. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

SEPTIÈME ANNÉE N° 9 DIX CENTIMES DU 29 JUIN AU 5 JUILLET 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN CONGRÈS ?... SOCIALISTE ?

Les congrès socialistes eurent leur intérêt et leur utilité tant que des propagandistes ardents et convaincus y discutèrent loyalement le socialisme et y représentèrent les divers courants d'idées qui se formèrent de bonne heure dans le sein de ce vaste mouvement de libération prolétarienne. Il n'en est plus de même aujourd'hui qu'ils sont devenus de simples parlottes politiciennes, où tout est réglé d'avance par les gros bonnets du « Parti », et où, malgré les titres ronflants des ordres du jour et des programmes, il ne s'agit jamais que de tout petits débats, questions de personnes, de chapelles et d'administration entre des gens qui, malgré leurs cris et leurs grands gestes, ne s'entendent que trop bien, hélas! pour maintenir le socialisme — autant qu'il dépend d'eux — à un niveau désespérant de mesquinerie et de faiblesse. Une question a beau sembler faite tout exprès pour aboutir à un débat complet et approfondi sur un des points les plus urgents pour l'orientation de l'effort socialiste, on peut être sûr que, dans un congrès socialiste façon moderne, elle avortera misérablement, impuissante à s'élever.

En ce sens, le Congrès de Lyon n'a pas différé de ses aînés, car on a très bien su y faire semblant de discuter les plus graves questions, sans seulement les aborder.

Qu'un monsieur du nom de Millerand soit ministre, avocat ou cordonnier, voilà qui n'a pas un grand intérêt pour les travailleurs encore esclaves du capital et qui veulent s'affranchir. Mais ce qui en a un grand, c'est de savoir s'ils arriveront plus vite et plus sûrement à leur but en essayant de convertir à leur usage ce vieil instrument de domination bourgeoise, l'Etat avec tous ses rouages, et d'user des mêmes méthodes de coercition hiérarchique et de protection administrative, ou bien d'échapper tout de suite à toute tutelle gouvernementale, de procéder en dehors de l'Etat et contre l'Etat, par la seule vertu des groupements d'hommes égaux et libres.

C'est à ce débat que devait conduire nécessairement, fatalement, partout où il était discuté entre socialistes, le « cas Millerand », c'est-à-dire le cas d'un socialiste acceptant de participer au pouvoir bourgeois, en passant par le cas de tous les autres socialistes faisant déjà partie des parlements bourgeois. Or, depuis que l'encre et la salive socialistes coulent sur ce fameux « cas », un débat de ce genre a-t-il été institué ? Jamais. C'est-à-dire que la question Millerand a été portée sur bien des ordres du jour d'assemblées socialistes, soulevée bien des fois et finalement vient d'être tranchée à Lyon sans avoir JAMAIS ÉTÉ DISCUTÉE!

Il n'y a jamais eu là — pour ceux qui ont depuis quelques années le monopole et l'entreprise des Congrès socialistes — qu'une vilaine affaire, un ennui dont il importait de sortir avec le moins de bruit possible et en indisposant le moins de gens possible. Aussi, à Lyon, ce fut uniquement sur la manière de sortir du mauvais pas, de liquider la fâcheuse gaffe, de « dégager le parti » qu'il y eut discussion et désaccord. Sur le fond même du débat tout le monde s'entend. Minorité et majorité pensent que des socialistes ont le droit de manier cette chose ignoble : le Pouvoir, ont le droit de participer même à cette chose plus ignoble encore: le Pouvoir bourgeois, sous la forme de la fabrication des lois bourgeoises. Leur pudeur s'effarouche seulement devant l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois. Et ils ne se divisent que touchant la conduite à tenir en face de cet imprévu. Pour les uns, Millerand est simplement « hors du contrôle du parti », « en congé au ministère ». — délicieuses expressions. Pour d'autres, il est exclu du parti. La question dominante, passionnante, est toujours de savoir si M. Millerand est encore ou n'est plus socialiste. Et admirez, en passant, comment et pourquoi, dans ces hautes régions, on est socialiste. Etre socialiste, c'est s'être fait appliquer une fois, sur le nez, le tampon socialiste. Ne l'être plus, c'est s'être fait effacer le tampon.

Des remarques analogues sont à faire touchant un autre point de l'ordre du jour : l'entrée des syndicats et des coopératives dans le « parti socialiste ». Là non plus la discussion n'a pas eu lieu et ne pouvait pas avoir lieu, puisque les seuls qui pouvaient lui donner et avaient intérêt à lui donner toute son ampleur, les libertaires, n'étaient pas là, et pour cause.

Cette discussion qui n'est autre, au fond, que celle des rapports du point de vue économique et du point de vue politique dans le mouvement socialiste, cette discussion présente cependant, à l'heure actuelle, le plus haut intérêt. Jaurès et ses amis ne cessent en effet de répéter depuis quelque temps aux camarades des syndicats : « Il n'y a pas de mouvement économique sans un mouvement politique correspondant. Vous êtes une force dans l'ordre économique, devenez une force dans l'ordre politique. Et, pour cela, adhérez au parti socialiste qui, étant donné le sens de votre effort économique, est tout désigné pour vous recevoir. »

Or un débat sérieux, où des socialistes de *toutes* les écoles auraient pris part, n'eût pas manqué de mettre en évidence que ce beau raisonnement repose sur une misérable équivoque, une équivoque sur le sens du mot *politique*. Ce mot, en effet, s'entend de deux manières. Il y a l'entreprise du gouvernement, gouvernement d'un Etat ou d'un parti, avec ministères et parlements, élections et comités, coteries et intrigues, chefs et soldats, tactiques et hiérarchies. Et il y a la direction morale d'une collectivité, le principe supérieur, la conception idéale des rapports sociaux qui est comme l'âme d'une époque, le ressort d'un groupe ou d'une classe et qui sert d'appui pour l'action, liberté ou autorité, autonomie ou protection, hiérarchie ou égalité.

En ce dernier sens, il est exact de dire que tout grand mouvement économique a une face politique qui lui est appropriée. Mais, en ce sens précisément le grand mouvement syndicaliste qui s'affirme de jour en jour comme le véritable vainqueur du capital, ce grand mouvement, dis-je, porte en lui-même sa forme et son idéal politiques. Idéal qu'on parviendra peut-être à ternir momentanément, mais qu'on n'effacera pas. Et cet esprit politique, étroitement adéquat à l'organisation du travail, quoiqu'il ne se soit pas encore dégagé partout, c'est l'esprit de liberté et d'égalité intégrales, d'autonomie, de *self-government*, d'initiative et de dignité individuelles, toutes choses inconnues ou conspuées dans les officines de politique dite socialiste, où l'on voudrait tant attirer les organisations de travailleurs. Cet esprit politique, c'est, conscient ou non, l'individualisme, puisque le syndiqué c'est l'individu-prolétaire enfin dégagé de toutes les protections, de toutes les tutelles, de tous les mensonges par lesquels on l'avait dupé jusqu'ici, l'individu-prolétaire se plaçant pour la première fois bien en face de son intérêt primordial, l'intérêt économique, résolu à faire passer cet intérêt avant tous les autres et à ne compter, pour réussir, que sur l'association libre avec des intérêts pareils au sien. Cet esprit politique, c'est, en un mot, l'esprit anarchiste. Et c'est ainsi que simplement, sans bruit, comme il convient à toutes les grandes choses, les prévisions les plus hardies de la philosophie sociale moderne commencent à se réaliser, par-dessus les petites habiletés des grands tacticiens socialistes, dans la véritable lutte socialiste de chaque jour. C'est ainsi que l'intellectuel adepte des fortes morales individualistes et le travailleur manuel des syndicats peuvent se donner la main.

Pour celui qui l'a bien compris, le syndicat apparaît donc comme un organisme complet de lutte économique et de culture politique ou morale, se suffisant par conséquent à lui-même, et il continuera de se suffire à lui-même, s'il sait se développer dans son propre sens. Le syndicat est un moyen de lutte complet, car il poursuit le vœu de l'Internationale : émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Or cette formule aussi est complète, répondant au point de vue économique par sa première partie : *émancipation des travailleurs*, et au point de vue politique dans la seconde : *par les travailleurs eux-mêmes*.

fluence que tout autre. Je ne sais si à l'heure actuelle il a fait mieux que le capitaine, mais ce qui est certain, c'est qu'Amman ne fléchira pas d'une semelle et dût-il mourir, lui et ses guerriers, dans la forêt, ce qui est peu probable, il ne donnera pas à ses bourreaux une indemnité qui lui est réclamée par la loi des hommes. Plusieurs de ses guerriers ont été assassinés parce qu'ils défendaient leur bien; que peuvent-ils donner, ces malheureux qui vivent avec quelques racines de manioc et d'igname, quelques bananes et qui ne récoltent rien? Ou, s'ils travaillent, il faut qu'ils travaillent pour donner leur gain à leurs bourreaux. Ils revendiquent leurs droits et la justice, mais leurs oppresseurs les dominent. Pourquoi le gouvernement ne laisse-t-il pas ces gens en repos chez eux? Ils n'ont pas de mines d'or à fournir pour engraisser les complices du Panama, et les gens empanachés qui frappent le faible parce que ce dernier ne peut élever la voix.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Saint-Denis, le 11 juin 1901.

Camarades de la Ligue de Solidarité internationale,

Protester contre la guerre de Chine et les abominations qui en résultent est bien. Protester contre la *Guerre* et clamer notre haine contre ce crime de lèse-humanité est mieux.

C'est pourquoi nous vous envoyons notre faible contribution pour aider à la publication du manifeste par vous annoncé.

Ci-joint un mandat de 2 fr. 50.

Recevez, camarades, notre salut de fraternité.

Pour le Cercle libertaire de Saint-Denis :
LOUIS GRANDIDIER.

*
* *

L'Administration du *Libertaire* nous prie d'insérer les quelques lignes ci-dessous :

Camarades,

Depuis cinq semaines, le *Libertaire* a dû suspendre sa publication faute d'argent.

Nous avons reçu un grand nombre de lettres dans lesquelles les uns nous demandent le pourquoi de la brusque disparition d'un organe qu'ils jugent utile à la propagation des idées de révolte et de liberté intégrale.

Les autres s'indignent de voir qu'au moment où se produisent de graves événements on n'ait pas tenté l'impossible pour assurer la publication régulière d'un des rares journaux qui puissent dire sans ménagements la vérité sur toute chose. Une troisième catégorie, la moins nombreuse, nous a adressé des subsides. La réponse est facile. Nous avons reculé, autant que nous l'avons pu, devant la nécessité d'un appel de fonds à nos amis. Après une mise en demeure formelle de l'imprimeur d'avoir à payer comptant chaque numéro, nous dûmes nous résoudre à pousser notre cri d'alarme.

Deux ou trois fois nous avons expliqué la situation. Le *Libertaire*, pas plus que n'importe quel journal de propagande qui ne fait pas d'annonces et de réclames, ne peut vivre de sa vente seulement. Cependant les sacrifices qu'auraient à s'imposer ceux qui croient que le *Libertaire* peut rendre quelques services, ne sont pas énormes.

Il suffirait que chacun y mît un peu de bonne volonté.

La situation est bien nette :

En chiffres ronds, les frais s'élèvent par semaine à 245 francs.

Les rentrées sont de 210 francs.

La différence à combler est de 35 francs.

Que les camarades nous envoient leur souscription chacun selon ses moyens et le *Libertaire* pourra paraître sans interruption.

N. B. — Nous avons le plaisir d'annoncer que le *Libertaire* paraîtra la semaine prochaine; le demander dans tous les kiosques et chez tous les marchands de journaux.

Adresser lettres et mandats à Louis Matha, 15, rue d'Orsel, Paris.

*
* *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 22 juin. — Soirée littéraire : *Phèdre*, tragédie de Racine, avec le concours de Mlle Martineau (de l'Odéon).

Lundi 24 juin. — L. Ducharne : Histoire du livre, fabrication du papier, impression, reliure.

Mercredi 26 juin. — Dr Hulmann : Les origines de l'homme.

Samedi 29 juin. — Jules Larminier : L'assainissement et les égouts de Paris.

*
* *

Groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris. — Réunion tous les lundis, à 8 h. 1/2 du soir, 23, rue de Pontoise (près le square Monge).

Lundi 24 juin. — Conférence par un camarade.

*
* *

*Groupe communiste du XV*e. — Réunion tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, 29, rue de l'Abbé-Groult.

*
* *

Bibliothèque d'Education libertaire du faubourg Antoine. — Les camarades sont prévenus qu'un local va être arrêté cette semaine.

A partir du 1er juillet, prière de tout adresser à ce nouveau local dont l'adresse sera donnée vendredi prochain.

Le Secrétaire : PAPILLON.

*
* *

*Bibliothèque libertaire du III*e *arrondissement.* — Quelques camarades viennent de prendre l'initiative de reformer la bibliothèque du IIIe, ils s'adressent à ceux qui pourraient les aider pour augmenter le peu de volumes qu'ils ont.

Pour renseignements, adresser à Daviet, 26, rue Chapon.

Réunion du groupe d'initiative tous les lundis, à 8 h. 1/2 du soir, 36, rue Charlot, au Social Restaurant.

*
* *

Groupe antimilitariste et antireligieux de Noisy-le-Sec (Seine). — Les camarades se réunissent le dimanche matin, à 9 heures, 106, rue de la Forge, salle Teyssier.

*
* *

PRÉ-SAINT-GERVAIS. — *Groupe d'études sociales.* Réunion, samedi soir 22 juin, salle Bistorin, 28, Grande Rue, au Pré-Saint-Gervais, avec le concours des camarades de la Bibliothèque ouvrière d'Aubervilliers et de la Jeunesse antimilitariste de Noisy-le-Sec. Conférence par le camarade Libertad. Chants et poésies libertaires.

*
* *

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Les camarades de la Bibliothèque ouvrière se rendront samedi soir à la réunion des camarades du Pré-Saint-Gervais.

*
* *

SAINT-DENIS. — *Cercle libertaire d'études sociales.* — Pour des raisons spéciales, les camarades sont prévenus de ne plus se rendre à l'ancien lieu de réunion, rue de la Boulangerie.

Samedi 22, réunion, à 8 h. 1/2, salle Berthet, rue Ernest-Renan. Urgence.

*
* *

La compagne Séraphine Pajaud nous prie d'annoncer qu'elle fait une tournée dans les Ardennes et ira ensuite dans le Nord et en Belgique. Lui écrire poste restante à Rethel.

*
* *

LIMOGES. — Les camarades sont instamment conviés à se rendre le samedi 22 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au Comptoir Bordelais, place de la République. — Organisation et communications. — Pour la conférence : Liard-Courtois.

*
* *

SAINT-NAZAIRE. — Samedi 22 juin, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du Groupe libertaire d'études sociales *Ni Dieu ni Maître* au local habituel. Extrême urgence. Les camarades en faisant partie sont invités à faire tout leur possible pour y assister.

*
* *

TOURS. — Les camarades du Groupe libertaire de Tours, constatant que la propagande s'est détournée depuis quelques années de la voie qu'elle s'était tracée, ont l'intention d'organiser un congrès régional à Tours, dans le but d'étudier des moyens de propagande plus efficaces.

Les camarades de la région qui voudraient adhérer à cette initiative et échanger des idées sur ce sujet peuvent correspondre avec le camarade Dufour, café des Jets d'eau, place du Palais, Tours.

*
* *

BRUXELLES. — Mon projet d'un *Bulletin* mensuel portant compte rendu de la propagande accomplie a rencontré, au dernier Congrès de Bruxelles, une approbation presque unanime.

J'ai le plaisir d'annoncer aux camarades que je suis en mesure de faire paraître le premier numéro spécimen pour le 1er juillet prochain.

Ce *Bulletin* ne sera pas dans le commerce, il ne s'obtiendra que par abonnement.

Prière aux camarades qui désirent recevoir le premier numéro spécimen de me faire parvenir leur adresse le plus tôt possible.

GEORGES THONAR, éditeur, 30, Chaussée Saint-Pierre, Bruxelles (Belgique).

AVIS

Il reste encore quelques lots non réclamés de la tombola. Nous prions les gagnants de venir les chercher dans la quinzaine. Tous les matins. Après ce délai, nous disposerons de ce qui n'aura pas été retiré.

*
* *

Ceux de nos camarades qui disposeraient d'exemplaires dépareillés de la première série des *Cahiers de la Quinzaine*, et qui voudraient s'en dessaisir, nous les leur échangerons contre des brochures. C'est pour faire une collection pour le journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Che cosa è il socialismo, par le Dr N. Converti, imprimerie Sicilienne, Messine.

Sainte Lydwine de Schiedam, par Huysmans; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Jean Coste ou l'instituteur de village, 12e Cahier de la Quinzaine, 3 fr. 50, 16, rue de la Sorbonne.

A lire :

L'Invasion européenne en Chine, par A. Ular; *Revue Blanche*, 15 juin.

A voir :

La bonne école, dessin de Steinlen : — *Vive l'armée !* dessin de Hénault, *Assiette au beurre*, no 75.

PETITE CORRESPONDANCE

Leanchan. — Vous me trouverez tous les dimanches matin au bureau. Mais votre projet est irréalisable quant à présent.

P., à Tunis. — Connais pas le camarade.

J. F., à Dison. — Reçu la chanson. Merci.

E. J., à Anvers. — Non, par abonnement seulement.

E. D. L. — Nous n'avons pas ces adresses, et nous avons pour habitude de ne pas donner celles que nous avons à ceux que nous ne connaissons pas.

M. — Le mandat était arrivé et touché. C'est par oubli que la somme n'a pas été annoncée.

Solidarité internationale : C., à Valréas, 0 fr. 75. — Cercle libertaire de Saint-Denis, 2 fr. 50. — Université populaire au Chambon-Feugerolle, 3 fr. (dont 2 fr. pour affiches). — Total : 6 fr. 25. — Liste précédente : 6 fr. 50. — En caisse : 12 fr. 75.

Reçu pour les familles des détenus : Une femme, 0 fr. 50. — C., à Valréas, 0 fr. 75. — B. F., 1 fr. — E. B., à Hope Church, 1 fr. — L. M., 3 fr. — Libertaires des Quatre-Chemins, 3 fr. 25. — Pour les camarades de Barcelone, en souvenir de Henri, 2 fr. — Total : 11 fr. 50. — En caisse : 186 fr. 15. — A ce jour : 197 fr. 65.

Outwaking. — La *Freiheit*, 169, Gold street, New-York.

Reçu pour le journal : L. G., 5 fr. — Un anarchiste breton, 1 fr. 05. — P., à Mouy, 0 fr. 50. — Une femme, 0 fr. 50. — D. T., 1 fr. — B. F., 1 fr. — E. B., à Hope Church, 1 fr. — L. M., 7 fr. — Merci à tous.

R., à Seiez. — S. L., à Burnbank. — C., à Saleux. — G., à Saint-Marcellin. — D., à Verviers. — S., à Etampes. — M., à Bruxelles. — D., à Genève. — R., à Alexandrie. — Q., à Millencourt. — B., à Dison. — P. G., à Senones. — M., à Thiaucourt. — Libertaires de Dijon. — F., à Nouméa. — P., à Gilly. — S., à Modena. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

SEPTIÈME ANNÉE N° 9 DIX CENTIMES DU 29 JUIN AU 5 JUILLET 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN CONGRÈS ?... SOCIALISTE ?

Les congrès socialistes eurent leur intérêt et leur utilité tant que des propagandistes ardents et convaincus y discutèrent loyalement le socialisme et y représentèrent les divers courants d'idées qui se formèrent de bonne heure dans le sein de ce vaste mouvement de libération prolétarienne. Il n'en est plus de même aujourd'hui qu'ils sont devenus de simples parlottes politiciennes, où tout est réglé d'avance par les gros bonnets du « Parti », et où, malgré les titres ronflants des ordres du jour et des programmes, il ne s'agit jamais que de tout petits débats, questions de personnes, de chapelles et d'administration entre des gens qui, malgré leurs cris et leurs grands gestes, ne s'entendent que trop bien, hélas! pour maintenir le socialisme — autant qu'il dépend d'eux — à un niveau désespérant de mesquinerie et de faiblesse. Une question a beau sembler faite tout exprès pour aboutir à un débat complet et approfondi sur un des points les plus urgents pour l'orientation de l'effort socialiste, on peut être sûr que, dans un congrès socialiste façon moderne, elle avortera misérablement, impuissante à s'élever.

En ce sens, le Congrès de Lyon n'a pas différé de ses aînés, car on a très bien su y faire semblant de discuter les plus graves questions, sans seulement les aborder.

Qu'un monsieur du nom de Millerand soit ministre, avocat ou cordonnier, voilà qui n'a pas un grand intérêt pour les travailleurs encore esclaves du capital et qui veulent s'affranchir. Mais ce qui en a un grand, c'est de savoir s'ils arriveront plus vite et plus sûrement à leur but en essayant de convertir à leur usage ce vieil instrument de domination bourgeoise, l'Etat avec tous ses rouages, et d'user des mêmes méthodes de coercition hiérarchique et de protection administrative, ou bien d'échapper tout de suite à toute tutelle gouvernementale, de procéder en dehors de l'Etat et contre l'Etat, par la seule vertu des groupements d'hommes égaux et libres.

C'est à ce débat que devait conduire nécessairement, fatalement, partout où il était discuté entre socialistes, le « cas Millerand », c'est-à-dire le cas d'un socialiste acceptant de participer au pouvoir bourgeois, en passant par le cas de tous les autres socialistes faisant déjà partie des parlements bourgeois. Or, depuis que l'encre et la salive socialistes coulent sur ce fameux « cas », un débat de ce genre a-t-il été institué? Jamais. C'est-à-dire que la question Millerand a été portée sur bien des ordres du jour d'assemblées socialistes, soulevée bien des fois et finalement vient d'être tranchée à Lyon sans avoir JAMAIS ÉTÉ DISCUTÉE!

Il n'y a jamais eu là — pour ceux qui ont depuis quelques années le monopole et l'entreprise des Congrès socialistes — qu'une vilaine affaire, un ennui dont il importait de sortir avec le moins de bruit possible et en indisposant le moins de gens possible. Aussi, à Lyon, ce fut uniquement sur la manière de sortir du mauvais pas, de liquider la fâcheuse gaffe, de « dégager le parti » qu'il y eut discussion et désaccord. Sur le fond même du débat tout le monde s'entend. Minorité et majorité pensent que des socialistes ont le droit de manier cette chose ignoble : le Pouvoir, ont le droit de participer même à cette chose plus ignoble encore: le Pouvoir bourgeois, sous la forme de la fabrication des lois bourgeoises. Leur pudeur s'effarouche seulement devant l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois. Et ils ne se divisent que touchant la conduite à tenir en face de cet imprévu. Pour les uns, Millerand est simplement « hors du contrôle du parti », « en congé au ministère », — délicieuses expressions. Pour d'autres, il est exclu du parti. La question dominante, passionnante, est toujours de savoir si M. Millerand est encore ou n'est plus socialiste. Et admirez, en passant, comment et pourquoi, dans ces hautes régions, on est socialiste. Etre socialiste, c'est s'être fait appliquer une fois, sur le nez, le tampon socialiste. Ne l'être plus, c'est s'être fait effacer le tampon.

Des remarques analogues sont à faire touchant un autre point de l'ordre du jour : l'entrée des syndicats et des coopératives dans le « parti socialiste ». Là non plus la discussion n'a pas eu lieu et ne pouvait pas avoir lieu, puisque les seuls qui pouvaient lui donner et avaient intérêt à lui donner toute son ampleur, les libertaires, n'étaient pas là, et pour cause.

Cette discussion qui n'est autre, au fond, que celle des rapports du point de vue économique et du point de vue politique dans le mouvement socialiste, cette discussion présente cependant, à l'heure actuelle, le plus haut intérêt. Jaurès et ses amis ne cessent en effet de répéter depuis quelque temps aux camarades des syndicats : « Il n'y a pas de mouvement économique sans un mouvement politique correspondant. Vous êtes une force dans l'ordre économique, devenez une force dans l'ordre politique. Et, pour cela, adhérez au parti socialiste qui, étant donné le sens de votre effort économique, est tout désigné pour vous recevoir. »

Or un débat sérieux, où des socialistes de *toutes* les écoles auraient pris part, n'eût pas manqué de mettre en évidence que ce beau raisonnement repose sur une misérable équivoque, une équivoque sur le sens du mot *politique*. Ce mot, en effet, s'entend de deux manières. Il y a l'entreprise du gouvernement, gouvernement d'un Etat ou d'un parti, avec ministères et parlements, élections et comités, coteries et intrigues, chefs et soldats, tactiques et hiérarchies. Et il y a la direction morale d'une collectivité, le principe supérieur, la conception idéale des rapports sociaux qui est comme l'âme d'une époque, le ressort d'un groupe ou d'une classe et qui sert d'appui pour l'action, liberté ou autorité, autonomie ou protection, hiérarchie ou égalité.

En ce dernier sens, il est exact de dire que tout grand mouvement économique a une face politique qui lui est appropriée. Mais, en ce sens précisément le grand mouvement syndicaliste qui s'affirme de jour en jour comme le véritable vainqueur du capital, ce grand mouvement, dis-je, porte en lui-même sa forme et son idéal politiques. Idéal qu'on parviendra peut-être à ternir momentanément, mais qu'on n'effacera pas. Et cet esprit politique, étroitement adéquat à l'organisation du travail, quoiqu'il ne se soit pas encore dégagé partout, c'est l'esprit de liberté et d'égalité intégrales, d'autonomie, de *self-government*, d'initiative et de dignité individuelles, toutes choses inconnues ou conspuées dans les officines de politique dite socialiste, où l'on voudrait tant attirer les organisations de travailleurs. Cet esprit politique, c'est, conscient ou non, l'individualisme, puisque le syndiqué c'est l'individu-prolétaire enfin dégagé de toutes les protections, de toutes les tutelles, de tous les mensonges par lesquels on l'avait dupé jusqu'ici, l'individu-prolétaire se plaçant pour la première fois bien en face de son intérêt primordial, l'intérêt économique, résolu à faire passer cet intérêt avant tous les autres et à ne compter, pour réussir, que sur l'association libre avec des intérêts pareils au sien. Cet esprit politique, c'est, en un mot, l'esprit anarchiste. Et c'est ainsi que simplement, sans bruit, comme il convient à toutes les grandes choses, les prévisions les plus hardies de la philosophie sociale moderne commencent à se réaliser, par-dessus les petites habiletés des grands tacticiens socialistes, dans la véritable lutte socialiste de chaque jour. C'est ainsi que l'intellectuel adepte des fortes morales individualistes et le travailleur manuel des syndicats peuvent se donner la main.

Pour celui qui l'a bien compris, le syndicat apparaît donc comme un organisme complet de lutte économique et de culture politique ou morale, se suffisant par conséquent à lui-même, et il continuera de se suffire à lui-même, s'il sait se développer dans son propre sens. Le syndicat est un moyen de lutte complet, car il poursuit le vœu de l'Internationale : émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Or cette formule aussi est complète, répondant au point de vue économique par sa première partie : *émancipation des travailleurs*, et au point de vue politique dans la seconde : *par les travailleurs eux-mêmes*.

Il est regrettable qu'un congrès socialiste, dont le rôle serait de mettre en évidence des vérités si utiles au progrès du socialisme, s'applique au contraire à les tenir sous le boisseau.

CHARLES ALBERT.

LE PROCHAIN CATACLYSME (1)

La création des trusts gigantesques et leur multiplicité ont eu pour premier résultat social de fournir au travail contre le capital un élément de succès que le premier n'avait jamais espéré, ni rêvé.

Au groupement du capital a répondu le groupement du travail et cette seconde concentration était tellement naturelle qu'elle s'est faite sans entente, sans manœuvre, sans que personne même en ait parlé.

D'un bout à l'autre des Etats-Unis, les ouvriers sentent qu'une grève générale aura lieu du jour où quelque usine du billionnaire Trust de l'acier aura une difficulté ouvrière.

Les capitalistes le sentent également : aussi ont-ils cédé sur tous les points, lors de la grève, dans l'une des usines du Trust.

Qu'une de ces manufactures ait une grève, toutes les autres usines du Trust suivront par sympathie, par entraînement; puis viendront les mines, les compagnies de transport alliées, affiliées au Trust de l'acier, et avant qu'on ait pu étudier la cause de la première difficulté, un million d'hommes auront cessé le travail.

Et la question se pose : qui est le véritable maître de ces immenses Trusts industriels, de celui de l'acier, par exemple?

Est-ce J. Pierpont Morgan ?

Non.

Il a manipulé la transaction financière du placement dans le public d'un certain nombre d'usines métallurgiques, à dix fois leur valeur. Il a empoché une commission de quatorze millions de piastres pour un travail de quelques semaines; là s'arrêtent ses relations avec le Trust.

Est-ce John D. Rockefeller ?

Non.

Son génie pour la création des « trusts » a certainement créé celui de l'acier. Son immense fortune pouvait seule assurer le succès de cette combinaison gigantesque. Morgan n'a été que son agent, et si Rockefeller contrôle les finances du « trust » de l'acier, il ne contrôle que cela.

Le maître du trust de l'acier, du trust d'un billion, l'homme qui le contrôle d'une façon absolue, n'est ni Morgan, ni Rockefeller, qui l'ont créé, mais l'homme qui contrôle les millions et les centaines de mille d'êtres humains employés à la fabrication de l'acier.

En mettant tous leurs œufs dans le même panier, les financiers courent le risque de fournir la matière première d'une formidable omelette.

Ils ont investi *onze* cents millions de piastres dans plusieurs usines, mais, malheureusement pour eux, ils l'ont investi sur le travail d'un seul groupe d'ouvriers.

Pour payer un intérêt raisonnable sur ce capital et pourvoir à l'entretien du matériel, il leur faut au moins réaliser cent dix millions par an !

Le trust ne peut exister qu'en gagnant cette somme, et il ne peut la gagner que si ses ouvriers la lui font gagner.

En agglomérant les usines, les financiers ont aggloméré les ouvriers; le chef de ces derniers sera le chef, le maître du trust.

Lorsque ce chef, qui devra être, lui aussi, un homme de génie, sera trouvé, que pourra lui répondre M. Morgan ou M. Rockefeller, lorsqu'il leur dira :

« Messieurs, je représente tous les ouvriers des aciéries américaines. Je suis, conséquemment, comme vous l'avez déjà compris, étant des hommes d'affaires, le chef du Trust de l'acier. Donc, à moins que vous ne désiriez voir se fondre vos onze cents millions de piastres, à moins que vous ne souhaitiez la disparition de vos dividendes, à moins que vous ne souhaitiez assister à la plus épouvantable panique ayant jamais sévi aux Etats-Unis, vous devez me consulter, prendre mes instructions en ce qui concerne la direction du Trust du Billion. Je parle au nom du véritable trust de l'acier, au nom des hommes qui font l'acier. »

Avec ce trust d'un billion qui étend ses bras de pieuvre sur le monde entier, Morgan et Rockefeller ont créé un ogre qui les dévorera, eux et leur monstrueuse progéniture financière.

Le monopole du travail est sorti tout armé, tout-puissant du monopole industriel créé par le monopole de la finance et il sera aussi dangereux que ceux qui l'ont mis au monde.

La lutte sera terrible entre ces deux *forces nouvelles* : le trust financier et le trust ouvrier; mais elle sera courte, devant être ruineuse.

Elle ne sera pas toujours honnête, la grève étant devenue un élément de hausse et de baisse tout comme la pluie, la grêle, le froid et la sécheresse.

Il y aura des grèves pour faire baisser les valeurs et des arbitrages pour les faire monter, et les conflits ouvriers seront, eux-mêmes, devenus des affaires financières.

Comment tout cela finira-t-il ?

Mal, très mal; par l'intervention des pouvoirs publics; par une reddition d'une Chambre ardente, chargée d'une enquête sur l'origine des fortunes; par des lois rétroactives et draconiennes contre les trusts capitalistes ou ouvriers et par le triomphe du socialisme d'Etat dont les hommes comme Morgan et Rockefeller sont les alliés les plus sûrs et les propagateurs les plus utiles.

(1) Cet article est extrait de la *Presse* de Montréal du 8 mai 1901. Cet organe étant catholique et conservateur, il nous a semblé bon de détacher cet article comme documentation.

LA GRACE DE RÉGIS MEUNIER

Par décret en date du 18 juin, à la suite d'une démarche faite par la Ligue des Droits de l'Homme, notre camarade Régis Meunier vient d'être gracié.

Condamné en 1894, par la cour d'assises de Maine-et-Loire, à sept ans de travaux publics en vertu des lois scélérates, notre camarade avait terminé sa peine depuis quelque temps, mais il subissait à Nouméa la peine de l'obligation de résidence.

Rappelons que Meunier avait été condamné à 7 ans de bagne pour avoir organisé à Angers une soirée familiale le 15 octobre 1893, c'est-à-dire deux mois avant le vote des lois scélérates.

Pour ce fait, la République (!!) l'a gardé au bagne plus de 7 ans. P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Les tronçons de cette chose hybride que l'on appelle le parti radical se sont réunis en congrès. Jadis le parti radical était une force; il représentait, il y a vingt-cinq ans, parmi les républicains timorés et plus ou moins imprégnés de monarchisme, le parti des esprits hardis et des gens de progrès. Combien aujourd'hui il paraît piteux ! Combien son programme semble vide! Depuis vingt-cinq ans, l'esprit public a évolué d'une façon merveilleuse. Cette vérité : que la question sociale est à la fois une question politique, économique et morale, a pénétré les masses les plus inéclairées. Les radicaux, eux, n'ont rien appris. Ils en sont encore à la séparation de l'Eglise et de l'Etat et à quelques réformes illusoires d'assistance. Ils mesurent les grands problèmes sociaux qui se posent si nettement aujourd'hui avec leur petite mesure mesquine de jadis.

Et M. Bourgeois, leur chef, qui fait montre d'intentions excellentes et de sentiments largement humanitaires tant qu'il n'est pas au pouvoir, prononce de fort belles allocutions en se réservant de se comporter comme le plus étroit des réactionnaires, quand les hasards de la politique le hisseront de nouveau au ministère.

⁂

ENSEIGNEMENT. — Les professeurs et instituteurs commencent à se lasser d'être considérés par les gouvernants politiciens comme des larbins à tout faire. Ils ont organisé ces jours-ci un meeting dans lequel ils ont protesté contre les violations de la liberté de pensée dont ils sont à tout instant victimes de la part du gouvernement. Ils réclament le droit de faire acte de citoyens « hors de leur classe ».

C'est un minimum, sans doute. Plus tard ils réclameront, il faut l'espérer, le droit — en toute circonstances — de faire acte d'hommes libres.

A. GIRARD.

⁂

SALEUX. — Ainsi que je te l'avais fait prévoir dans ma dernière lettre, les camarades d'Amiens sont poursuivis : 1° pour le char de la Mi-Carême. Deux hommes et deux femmes sont poursuivis en cour d'assises pour injures à l'armée; tu te rappelles peut-être que je t'ai dit qu'ils avaient jeté de petits carrés de papier sur lesquels était écrit : « La femme est l'égale de l'homme; l'armée, c'est l'école du crime. Vive l'Anarchie! »

C'est plus qu'il n'en fallait pour trouver matière à poursuites.

2° Poursuite pour la Ligue des Anti-Proprios. Les copains avaient installé, comme je t'en ai encore entretenu, les meubles du camarade Carpentier et le portrait du camarade Ravachol sous lequel étaient écrits ces mots : « Si tu veux être heureux, nom de Dieu! pends ton *propriétaire*. » Le portrait fut confisqué par le quart-d'œil, et les camarades sont poursuivis en correctionnelle en vertu des lois scélérates, pour excitation au meurtre. Le juge d'instruction, qui les a interrogés ce matin, leur a dit de se procurer un avocat, car ils allaient être poursuivis en vertu des articles 21 et 24 de la loi de 1881 sur la presse, modifiée en 1893, et de l'article 1er de la loi de 1894. Voilà la situation. Maintenant les avocats d'Amiens étant tous des réactionnaires, pas un ne se trouve en état de présenter convenablement la défense des camarades.

Ils ont écrit au camarade Pouget pour savoir s'il ne pourrait leur procurer un avocat capable de les défendre. Seulement les camarades n'ont pas d'argent, la caisse ayant été épuisée par la propagande. De ton côté, ne pourrais-tu nous donner un renseignement, soit pour trouver de la galette, soit pour trouver un avocat qui veuille marcher à l'œil, pour ainsi dire (1). Mais, en tous cas, fais vite, car ainsi que le leur a dit le juge d'instruction ce matin, les poursuites sont imminentes. De même, si tu veux en toucher deux mots dans le journal. En tout cas, je compte sur toi pour t'occuper de cela le plus tôt possible et pour m'écrire aussitôt que tu sauras quelque chose.

(Correspondance locale.)

⁂

Mouvement ouvrier. — La visite que viennent de rendre les délégués des syndicats ouvriers de France à leurs camarades anglais n'a été qu'une longue manifestation qui a pleinement réussi. La Bourse du Travail de Paris, d'où le départ avait été fixé, présentait, dès le matin, une activité fébrile. De nombreux syndicats avaient arboré à leurs fenêtres leurs rouges bannières, et, au balcon de la Bourse, s'étalait une large bande de calicot rouge portant le cri de ralliement de : *Guerre à la guerre !*

La traversée de Paris s'est effectuée au chant de l'*Internationale* et de protestations variées contre la guerre. A la gare Saint-Lazare, les policiers de Waldeck faisaient la haie aux délégués et c'est aux cris de : Vive l'Internationale! Vive l'Anarchie! qu'a eu lieu le départ. Le voyage, cela va sans dire, n'a été qu'une longue manifestation. A l'arrivée à Londres, en plus des délégués des *Trades Unions*, de nombreux camarades nous attendaient et nous firent fête, et c'est encore au chant de l'*Internationale* qu'au grand ébahissement des Anglais nous fîmes notre entrée dans Londres.

Après les présentations d'usage, chacun se groupant par sympathie, nous nous rendîmes avec une quinzaine de délégués au *Groupe ouvrier international*, où des camarades nous attendaient. Ce groupe, composé en grande partie de proscrits, est unique en son genre, je ne sais guère de langue qui ne s'y parle pas, et, malgré la diversité des tempéraments, tous ces camarades fraternisent. Nous y avons rencontré nos amis Tcherkesoff, Tarrida, Turner, Cail, Malatesta, etc., etc. Beaucoup de groupes français pourraient prendre d'utiles enseignements au *Groupe international* de Londres. Inutile de dire que les camarades nous souhaitèrent la bienvenue et qu'un échange de vues eut lieu sur la propagande dans les différents pays.

Le lendemain dimanche eut lieu le meeting où les délégués des Trades Unions recevaient les délégués français. Beaucoup d'entre nous auraient pré-

(1) Avis aux avocats qui nous lisent.

féré un de ces grands meetings comme les Anglais savent en organiser, mais le *jingoïsme* qui sévit encore actuellement à Londres en rendait, paraît-il, la tenue difficile.

Les nombreux orateurs tant anglais que français qui prirent la parole au meeting de Shoreditch Town Hall, ont dit leur haine de la guerre, et nos camarades Niel, Pouget, etc., ont fort bien démontré que la grande cause des guerres, de toutes les guerres, est dans le régime de la propriété individuelle. C'est à cette réunion que le manifeste que nous avons publié la semaine dernière a été lu et acclamé. Le texte en anglais, signé par les syndicats ouvriers français qui l'ont adopté, va être distribué dans tous les centres ouvriers anglais.

Le même soir, un punch amical réunissait les délégués anglais et français et un échange de vues sur la situation économique dans les deux pays et les conséquences de la guerre dans les différents corps d'état fit les frais de nouveaux discours.

Je passe sur le banquet, par trop bourgeois de l'avis de la plupart des Français, offert le lendemain aux délégués. A signaler le speech d'un camarade préconisant, comme meilleur moyen de mettre fin à la guerre, le refus du service militaire, la grève des fusils, et demandant que les Trades Unions reçoivent dans leur sein les jeunes Français qui refuseraient de servir de chair à canon à la bourgeoisie capitaliste. Ce ne serait en somme qu'un échange de bons procédés, a ajouté l'orateur, car au cas où vous, Anglais, en arriveriez, comme il en a été question dans vos journaux, à cette honte qu'est le service militaire obligatoire, soyez certains que la réciproque serait accordée aux travailleurs anglais qui viendraient chez nous.

Je n'en finirais pas s'il me fallait ici relater les discours prononcés de part et d'autre, tous dans un langage très énergique, contre le militarisme, contre la guerre.

Malgré son caractère quelque peu officiel de délégués de syndicats rendant une visite à des délégués de syndicats d'un autre pays, cette visite aura, croyons-nous, une grande répercussion dans le monde du travail. A se connaître, les travailleurs des différents pays apprendront à ne plus se haïr. Les Français qui sont allés à Londres rediront dans leurs corporations respectives que l'exploitation est la même en Angleterre qu'en France, que là aussi des hommes peinent pour le plus grand profit de capitalistes, qu'il n'y a pas de frontières pour les exploiteurs, et qu'il ne doit plus y en avoir pour les exploités.

D'autre part, les syndicats français n'en resteront pas là. Aux fédérations internationales de métiers qui existent déjà, les bases d'autres fédérations ont été jetées auxquelles les travailleurs des autres pays sont appelés à participer.

Cette manifestation n'est que le prélude d'autres où seront appelés à participer les travailleurs de *tous* les pays. A l'Internationale capitaliste qui existe, cela est incontestable, nous opposerons une Internationale économique ouvrière, exempte des saletés de la politique. C'est la grande idée de Bakounine que les travailleurs reprennent : une *Internationale* puissante, vigoureuse, qui préparera le terrain à la société libre de demain.

*
* *

Il me resterait encore beaucoup à dire sur cette visite de travailleurs français à des travailleurs anglais.

La visite d'une immense coopérative (Wholesale) ne m'a pas, malgré sa grandeur, réjoui outre mesure.

On y sent trop que les directeurs de l'entreprise sont des chefs, et que le petit personnel, malgré de réels avantages, est exploité là comme ailleurs. Le contraste n'est pas assez frappant, l'atelier coopératif ressemble trop au bagne capitaliste.

La force des organisations anglaises dans cet ordre d'idées semble trop être le résultat de la misère de quelques-uns.

La coopération comme semblent l'entendre les Anglais n'a rien à voir avec l'émancipation humaine et la grande somme d'effort qu'ils déploient à ce palliatif pourrait être mieux employée. C'est là encore une leçon que nous avons reçue et dont nous saurons tirer profit.

*
* *

En dehors de la manifestation « Contre la guerre », le *Groupe ouvrier international* avait organisé, le mardi, une réunion amicale à laquelle avaient été invités les délégués français présents à Londres. Une trentaine avaient répondu à l'appel du groupe.

Notre camarade Yvetot y expliqua comment, nous anarchistes, nous entendions la propagande syndicale ; comment nous opposions à l'action politique électorale une action économique de la classe ouvrière, et comment les syndicats ouvriers sont à la fois une école d'éducation où les travailleurs, tout en défendant leurs intérêts immédiats, se préparent en même temps à s'emparer des instruments de travail qui permettent à leurs possesseurs de perpétuer notre exploitation.

Comme complément, Albert Henri expliqua notre conception de la « Grève générale », comment nous entendions nous servir de cette arme révolutionnaire, ce qui amena une virulente réplique de Malatesta, qui expliqua pourquoi et comment, lors des affaires de Milan, les révolutionnaires italiens furent vaincus et leur acte héroïque noyé dans le sang.

La soirée, empreinte de la plus franche cordialité, se termina par les chants révolutionnaires de tous les pays.

Le vendredi, nos camarades du groupe *Freedom* avaient organisé une grande réunion publique pour affirmer la solidarité de tous les peuples contre tous les gouvernants, où les camarades Latapie et Albert Henri, membres de la délégation, ainsi que nos amis Louise Michel, Tarrida, Malatesta prirent la parole.

P. Delesalle.

Espagne.

Manifeste des libertaires de Barcelone. — Nos amis les libertaires de Barcelone qui, à la suite des faits des 1ᵉʳ et 7 mai, furent internés à fond de cale du *Pelayo* et qui aujourd'hui sont tous rendus à la liberté, ont adressé le manifeste suivant aux amis de tous pays qui avaient pris leur défense :

Camarades,

Une fois de plus vous avez voulu montrer que pour les véritables révolutionnaires la solidarité ne doit pas être un vain mot. Vous avez compris que c'est le levier puissant qui permet à l'exploité de tenir tête aux gouvernants et capitalistes.

En outre de la solidarité pécuniaire qui aujourd'hui nous permet d'aider ceux d'entre nous qui n'ont pas encore pu trouver de travail, le solidaire appui moral est l'arme qui a facilité la lutte entreprise il y a un mois contre l'exploitation.

C'est parce qu'ils ont senti d'autres cœurs battre à l'unisson du leur ; c'est parce qu'ils ont compris n'être pas seuls, que cette force invisible les a poussés dans un bel élan à une tentative de grève générale.

Non, nous n'étions pas seuls, les faits le prouvent, les cinquante meetings faits de toute part, les villes entières en grève — Séville, La Coruna, Jerez, Badajoz, etc. — tous ces faits démontrent que les révolutionnaires de toute la terre se sont compris et ralliés sous le drapeau de la solidarité. — Ce courant sympathique a produit un éclair, et les déshérités de ce pays ont enfin reconnu la force de la solidarité mise en pratique dans la grève générale. Aussi, c'est en son nom que nous saluons tous les révolutionnaires.

A la lutte pour la Révolution sociale !

Les prisonniers du *Pelayo*.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe communiste du XVᵉ. — Réunion tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, 29, rue de l'Abbé-Groult.

Causerie par un camarade.

Ceux qui ont des volumes appartenant aux *Trimardeurs* sont priés de les rapporter rue de l'Abbé-Groult, 29.

*
* *

Groupe de propagande antimilitariste de Paris G. P. A. P. — Compte rendu financier au 31 mai 1901 :

Dépenses :	
Service des imprimés	467 45
Service des conférences	274 65
Service de l'enquête	639 80
Organisation générale	28 75
Frais de bureau et non classés	27 60
	1438 25
Recettes	788 71
Déficit	649 54

Bibliothèque libertaire du IIIᵉ arrondissement. — Les libertaires de Paris et de la banlieue sont avertis que la ballade de propagande qui doit avoir lieu le 14 juillet se fera à Montlhéry (1). Ceux qui en sont partisans sont invités à une réunion qui aura lieu le samedi 29 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Maillet, 13, rue Keller. Extrême urgence.

*
* *

Bibliothèque d'Education libertaire du faubourg Antoine et Revue « L'Education Libertaire ». — Adresser désormais toute la correspondance 3, rue de Reuilly, au nouveau local, dans lequel nous emménagerons le 8 juillet.

Le Secrétaire : C. Papillon.

*
* *

Les « Journaux pour tous ». — Quand vous avez lu votre journal, ne le détruisez jamais, mais envoyez-le à un camarade de province qui le lira avec joie et le fera lire avec fruit.

Pour cela, il suffit d'envoyer une carte postale avec votre nom, votre adresse, et le titre de votre journal ou de vos journaux au Secrétaire des *Journaux pour tous*, 17, rue Cujas (cinquième arrondissement). Il vous fournira l'adresse d'un correspondant.

*
* *

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIᵉ arrondissement), 41, rue de la Chapelle. — Réunion du samedi 29 juillet : Jules Larminier (secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers égoutiers) : L'assainissement et les égouts de Paris.

Mardi 1ᵉʳ juillet. — Albert Cahen (professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand) : *Résurrection*, de Tolstoï.

Mardi 3 juillet. — Victor Charbonnel : *L'Aurore du siècle*, de Büchner ; étude critique et sociale.

*
* *

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (XVIIIᵉ arrondissement) :

Samedi 29, à 8 h. 1/2. — M. Rouanet, député : 7ᵉ causerie : Finances d'ancien régime.

Mardi 2, à 8 h. 1/2. — M. Métin, agrégé des lettres : Le socialisme aux antipodes.

Jeudi 4, à 8 h. 1/2. — M. Téry, agrégé des lettres : L'Eglise et la Femme.

Samedi 6, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

*
* *

Pour paraître le 15 juillet, le *Cri typographique*, organe des revendications corporatives. Le journal paraîtra mensuellement, en attendant mieux. L'abonnement sera de 1 fr. pour une année, 0 fr. 60 pour 3 mois.

S'adresser à E. Forès, 109, rue Ordener.

*
* *

Saint-Denis. — L'articulet que, dans le numéro précédent, publièrent les *Temps Nouveaux*, ayant prêté à équivoques, je me crois obligé d'y revenir.

J'ai dit que les policiers avaient employé un nouveau moyen pour nous diviser. Je m'explique.

Le groupe d'études sociales tenait ses réunions chez un bistro quelconque qui, il y a quinze jours, crut bon de m'avertir, devant deux camarades, que l'un des nôtres avait des accointances par trop compromettantes pour nous. Comme bien on pense, nous n'y attachâmes pas l'importance qu'eût pu croire le mastroquet et fîmes une enquête qui nous démontra... juste le contraire !

L'empoisonneur patenté avait bien joué son rôle ; mais, heureusement, il n'avait pas eu affaire à des naïfs.

Enfin nous sommes prévenus et prévenons à notre tour les camarades d'avoir à se garder de cette tactique renouvelée de Loyola.

Noel Paria.

Saint-Denis. — *Cercle libertaire d'études sociales*. Salle Berthet, rue Ernest-Renan, samedi soir, à 8 h. 1/2, réunion.

---

(1) Nous rappelons aux camarades qui prennent part à ces promenades que nous avons des invendus à leur disposition. — N. D. L. R.

Jeunesse antimilitariste et antireligieuse de Noisy-le-Sec. — Samedi 29 juin, grande réunion publique et contradictoire, salle Garreau, rue de la Forge, près la gare.

Orateurs: Libertad, Paraf-Javal, Paul Verrins.

Sujet : Société actuelle et ses soutiens.

⁂

Séraphine Pajaud devant faire la tournée des Ardennes et du Nord, lui écrire poste restante à Guise (Aisne), jusqu'au 1er juillet.

⁂

AMIENS. — Les membres du Groupe d'études sociales sont priés de se réunir le dimanche 30 juin, à 4 heures, chez le camarade Morel, 141, route de Rouen.

⁂

SAINT-ETIENNE. — Aux Libertaires stéphanois :

Dimanche 30 juin, à 9 heures du matin, au café Argaud, salle du 1er, réunion de tous les groupes et camarades libertaires. — Objet : 1° L'entente entre les groupes libertaires ; 2° Projet de manifestation pour le 14 ; 3° La jeunesse libertaire.

⁂

LYON. — Le groupe *Germinal*, après entente avec les camarades de Saint-Etienne, a pris l'initiative d'organiser un congrès libertaire régional à Lyon. Il sera donné ultérieurement connaissance aux intéressés d'une circulaire indiquant le jour et la salle dans laquelle aura lieu ledit congrès. Les groupes libertaires ainsi que tous ceux à qui le projet plaira peuvent, dès maintenant, envoyer leur adhésion au camarade Michard, 206, rue Garibaldi, Lyon.

⁂

On nous communique un manifeste par lequel les camarades espagnols annoncent leur intention de publier *El Productor*, organe des revendications ouvrières.

Le journal paraîtra dans la première semaine de juillet.

Adresse : Calle Seneca, 21, 1°, 2° Gracia, Barcelone.

LIGUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Considérant que toutes les guerres n'ont d'autre but que de créer une source de profits au bénéfice de la classe dirigeante, nous, soussignés, déclarons réprouver hautement les massacres, viols, pillages, qui s'accomplissent actuellement en Chine, au nom de la République et sous un gouvernement soi-disant de Défense Républicaine.

Nous adressons toutes nos sympathies au peuple chinois, victime des prêtres et des soldats.

A bas la guerre ! A bas les pillards assassins !

Vive l'humanité libre ! vive l'Internationale !

Rama, Albert Raimond, Maison, Reimane, S. G., Jules Raimond, Loyfart, C. Stein, P. Durand, Giroux, Chau..., Cambès, M. Girard, Mlle J. Girard, Mlle Y. Girard, B. Jetat, M. Ternorin, G. Agoiès, Burdine, Desvignes, Pétros, E. Boulnois, J. Béhar, Giraud, Ch. Danger, D..., Meynier, Michel, Mlle V. Quay, Mlle C. Quay, H. Buon, Samson, Mme H. Hévy, Maxime Adler, Juillot, P. L., Sivère, Gabriel, Triaud, Bégenin, G. Fichelle, J. Wiedemann, E. Féline, G. Féline, A. Dupuy, Borsot.

⁂

Le Chambon-Feugerolles, 19 juin 1901.

Camarade,

Une des plus grandes iniquités de notre époque, c'est sans contredit la guerre de Chine.

La bourgeoisie voyant que de jour en jour les ouvriers de race blanche se groupent et s'unissent internationalement pour briser le joug capitaliste qui les écrase, se voit dans l'obligation, pour maintenir ses privilèges, d'asservir par la force toute une nation de travailleurs habiles, laborieux et sobres.

Pour arriver à ses fins, la bourgeoisie ne recule devant rien.

Le canon vomisseur de morts physiques s'allie avec le goupillon qui tue moralement et cette double alliance dévastatrice accomplit son œuvre. Les moines et leurs concubines de tout acabit ont des banques *ad majorem Dei gloriam*, dans lesquelles les malheureux qui ont assassiné et pillé viennent troquer le fruit de leur larcin contre quelques pièces de monnaie.

En Chine, le soldat tue, le moine et le bourgeois empochent.

De telles iniquités ne doivent pas s'accomplir sans que les honnêtes gens protestent avec indignation : c'est pourquoi la Jeunesse socialiste révolutionnaire du Chambon-Feugerolles a décidé, dans sa réunion du 15 courant, de vous envoyer la présente en signe de protestation.

Recevez, camarade, mon salut révolutionnaire.

A. GUÉNEAU, secrétaire
de la *Jeunesse socialiste révolutionnaire du Chambon.*

P. S. — Ci-joint 1 fr. 05 en timbres-poste pour adhérer à la Ligue de solidarité internationale.

A. G.

⁂

Rouen, le 22 juin 1901.

Cher camarade,

Au nom de l'Humanité, je proteste avec énergie contre la guerre (toutes les guerres), cette chose monstrueuse qui fait de l'homme l'être le plus sauvage et le plus vil de la création ; ce fléau, engendré par la cupidité de quelques vampires orgueilleux, disparaîtra le jour où le peuple, conscient de sa dignité, relèvera la tête pour anéantir le monstre Autorité. Ce jour-là, rien n'empêchera le lever de ce beau soleil de paix et de beauté, d'où jaillira la fraternité des peuples.

Chaleureuse poignée de main.

BRASSEUR.

⁂

La guerre est une honte pour l'humanité civilisée ; si pour les peuplades primitives elle a été une déplorable mais inévitable nécessité, de nos jours elle est un non-sens et un crime : un non-sens, parce que la science, la machine, l'industrie mettent à la disposition de l'homme assez de richesses sans qu'il ait à recourir à la loi surannée et barbare de la lutte pour la vie ; un crime, parce que, sous des étiquettes menteuses de patrie, d'honneur, de revanche, nos maîtres les capitalistes ne dissimulent que de bas intérêts au profit desquels ils ne craignent pas de verser le sang des travailleurs.

Il n'y a pas lieu d'attendre la fin des guerres de l'initiative des gouvernements ; *seuls* les peuples par le *refus de se battre*, peuvent et doivent mettre fin à l'ignominie sanglante des batailles. Il faut donc que les travailleurs protestent par tous les moyens contre toutes les guerres et témoignent leur fraternelle sympathie aux peuples vaincus contre leurs vainqueurs.

L'humanité ne peut être heureuse que par la paix ; et la paix n'est possible que par la suppression du régime capitaliste, inévitable cause de toutes les guerres.

Les Libertaires réunis en congrès régional à Saint-Etienne, le 25 mai 1901, en conséquence des considérations ci-dessus, affirment leur sentiment de solidarité à tous les peuples vaincus, et crient : Vive la Chine libre ! Vive la terre libre aux hommes libres ! Vive la Société Communiste Libertaire par la Révolution sociale !

Ont signé :

Le Congrès libertaire régional ;

Le Groupe révolutionnaire d'émancipation féministe de Saint-Etienne ;

Le Sous-Comité de la grève générale de la Loire ;

La Fédération autonome des syndicats ouvriers de la Loire ;

Le Syndicat des métallurgistes du Chambon-Feugerolles (Loire) ;

Le Syndicat des tisseurs-épingleurs de Saint-Etienne ;

Le Syndicat des ouvriers armuriers et similaires de la Loire.

A NOS LECTEURS

Pour la publication dont j'ai parlé dans les derniers numéros, les prix qui me sont soumis — mais que je crois susceptibles de pouvoir être diminués — mettraient le coût de la publication à 5 fr. le volume, format in-8 carré, de 400 à 420 pages environ, contenant une dizaine de gravures sur bois, d'après les dessins d'artistes de valeur. On en publierait deux par an.

Quant au mode de publication : envoyer un fascicule de 32 pages et une gravure tous les quinze jours, ou en volume complet. Cela est à étudier, et pourrait se faire au goût du souscripteur.

Tout ceci n'est donc que provisoire et pour donner un aperçu. Ce qu'il faut surtout, ce sont les adhésions pour savoir si nous trouverons les fonds nécessaires pour mettre l'œuvre en marche.

Je renouvelle donc mon appel pour que ceux qui désirent souscrire le fassent savoir.

Bien entendu, jusqu'à ce que nous ayons réuni un chiffre suffisant de souscripteurs, n'envoyer que la simple adhésion, sans argent.

J. GRAVE.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer la 26e lithographie : *Ceux qui mangent le pain noir*, de Lebasque ; prix 1 fr. 40, franco ; édition d'amateur, 3 fr. 50.

Dernières parues :

L'Assassiné, de L. C. Dissy.

Le Calvaire du Mineur, par Couturier.

Les Défricheurs, d'Agar.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Bouddha a-t-il existé ? par Léon de Rosny ; plaquette chez E. Leroux, 28, rue Bonaparte.

Poèmes de Th. le Milca, traduit en prose par C. Chabert, 1 plaquette.

Laboremus, pièce de Bjornson ; 1 vol., 3 fr. 50, *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens. — Même librairie : *Cathédrales d'autrefois et usines d'aujourd'hui*, par Carlyle ; 1 vol., 7 francs.

A voir :

Le dessin de Hermann-Paul, *Cri de Paris*, n° 230.

PETITE CORRESPONDANCE

Belgique. — Reçu *Germinal*. L'article est bon. Mais d'une conclusion trop pessimiste.

G., à Cette. — Avons fait passer votre lettre à l'intéressé.

B., à Rouen. — Non, l'*Effort* ne paraît plus.

Le camarade Charrère est averti de donner son adresse au plus vite chez Pelletier, Charlotte street, Fitz-Roy sq., à Londres, pour du travail qu'on lui offre.

D. T., rue Crozatier. — Oui, 3 fr.

F., à Montauban. — Transmis au *Libertaire*.

E. L., Neuchâtel. — Non, nous n'avons ni l'une ni l'autre.

Aux amis de Toulouse. — Un camarade nous prie de demander si quelqu'un pourrait lui procurer un livre : *Fleurs d'histoire*, édité par la librairie Valentin, de Toulouse. On a écrit à la librairie, qui n'a pas répondu.

S. C., à Clarens. — Tous les livres que vous voudrez.

D. P., à Marseille. — C'était 3 fr. 25 que devait réclamer le facteur, et non 3 fr. 50. — Les 0 fr. 25 sont les frais de remboursement ; nous avons à notre charge les frais de mandat.

Reçu pour la ligue de *Solidarité internationale* : E. Guéneau, 1 fr. 05. — R., à Crécy-Canton (pour affiches), 0 fr. 35. — P. C., à Garches, 1 fr. — Loquier (pour affiches), 2 fr. 50. — Brasseur, à Rouen, 1 fr. 05. — G. D., 2 fr. — L. M., 1 fr. — B., à Escarbotin, 2 fr. 50. — Groupe libertaire de Nimes, 10 fr. — Total : 21 fr. 45. — Listes précédentes : 12 fr. 75. — En caisse : 34 fr. 20.

Reçu pour les détenus (Liberté d'opinion) : P. C., à Garches, 1 fr. — A. Michoux, 1 fr. — V. Pacotte, 1 fr. — Collecte faite à l'issue de la réunion du groupe du Pré Saint-Gervais, 3 fr. — L. M., 1 fr. — *Libertaires de Porto-Alegre*, 5 fr. — Groupe libertaire de Nimes, 3 fr. — Total : 15 fr. — Listes précédentes : 197 fr. 65. — En caisse : 212 fr. 65.

Reçu pour la brochure à distribuer : L. J., 2 fr. — V. Pacotte, 1 fr. — A. Michoux, 1 fr. — En tout, 4 fr. — Listes précédentes : 35 fr. 80. — En caisse : 39 fr. 80.

Reçu pour le journal : M. C., 0 fr. 50. — D., 15 fr. — L., à St-A., 9 fr. — L. H. (un gagnant), 1 fr. — L. M., 1 fr. — G., à Nantes, 1 fr. 15. — D. T., 1 fr. — Libertaires de Porto-Alegre, 25 fr. — Merci à tous.

C., au Chambon. — A., à Rive-de-Giers. — A., à Châteaurenard. — E. V., à Alger. — P., à La Chapelle-Herlaumont. — P. S., à Lyon. — E. S., à Etampes. — G., à Fougères. — G., à La Villeneuve. — D., à Paterson. — G., à Perpignan. — E. J., à Paymèras. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 10 DIX CENTIMES DU 6 AU 12 JUILLET 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Nous les prions instamment de nous envoyer la dernière bande en renouvelant l'abonnement; cela nous évite une perte de temps inutile.

Expulsion d'un révolutionnaire russe

Depuis longtemps déjà nous avons cessé de considérer le séjour en France comme sûr pour nos camarades étrangers : nous avons vu ces dernières années tant d'expulsions effectuées sous les prétextes les plus absurdes, ou quelquefois sans prétexte du tout, que nous n'avons pu conserver aucune illusion à cet égard. Mais, ces jours derniers, un fait vient de se passer qui a étonné même les moins optimistes. Le gouvernement français vient d'arrêter et d'expulser le camarade Nicolas Pauli, révolutionnaire russe, réfugié à Paris depuis deux ans et bien connu dans le mouvement russe. Cette mesure — que le gouvernement ne peut même pas justifier en disant, comme cela se fait ordinairement, que Pauli créait de l'agitation en France, car il ne prenait *aucune part* au mouvement français — a été prise incontestablement sur l'initiative du gouvernement russe, qui a demandé ce service au gouvernement français. Et le gouvernement russe a ses raisons pour en vouloir à Pauli d'une façon spéciale : c'est un militant depuis plus de vingt ans dans le mouvement, ayant déjà passé la plus grande partie de sa vie dans les prisons et en Sibérie et n'ayant rien perdu de son énergie révolutionnaire. Maintenant que le mouvement russe se développe d'une façon si intense et prend une allure si rapide, le gouvernement craint plus que jamais ces militants dévoués, dont la propagande rencontre parmi la jeunesse un terrain favorable; et, pour se débarrasser d'eux, il use de tous les moyens dont la complaisance du gouvernement français lui rend l'emploi facile. Ainsi, dans le cas de Pauli, la police du tsar a commencé par adresser à un certain nombre de camarades russes à Paris des lettres anonymes dénonçant Pauli comme mouchard avec, ajoutées à ces lettres, des imitations de son écriture. Quel était le but de ces lettres, il est difficile de le dire; peut-être pensait-on, en jetant le doute dans l'esprit des camarades de Pauli, les empêcher de protester trop haut contre son expulsion, qu'on préparait déjà, ou voulait-on atteindre quelque autre résultat — on ne sait. A quelques camarades de Pauli qui ont essayé de se renseigner sur les raisons de son incompréhensible expulsion, on a répondu qu'il y avait contre lui tout un dossier; or nous avons de bonnes raisons de croire que ce dossier vient de la même source que les lettres anonymes et qu'il est constitué de documents de la même authenticité. Cette nouvelle habitude que tend à prendre le gouvernement russe — de se servir de faux pour obtenir des expulsions — ne nous étonne certainement pas, mais elle nous fait craindre pour l'avenir, car elle constitue un précédent : n'est-il pas toujours possible, en effet, de fabriquer des lettres et des pièces établissant la participation de n'importe quel révolutionnaire à un acte terroriste ou à un crime de droit commun et d'obtenir ainsi d'un gouvernement complaisant, non seulement son *expulsion*, mais son *extradition?* Les révolutionnaires de tous les pays feraient bien d'y penser et d'essayer de provoquer des manifestations de protestation contre ces procédés : c'est faute de protestations énergiques de l'opinion publique qu'on a laissé se développer de plus en plus en France l'habitude d'expulser avec cette facilité les camarades étrangers et qu'on laissera peut-être s'acclimater celle des extraditions basées sur des documents faux.

Un camarade nous fait observer que dans l'article : *Les Retraites ouvrières*, paru dans le n° 8, il se serait glissé une erreur : Les chiffres concernant la rente que donneraient les versements d'une année, en comptant 0 fr. 10 par jour par ouvrier, ne donneraient que la moitié des 160 millions.

Oui, mais il faut compter avec le versement obligatoire du patron, égal à celui de l'ouvrier, qui parfait bien la somme en question.

POUR NOS ENFANTS [1]

Camarades,

Je désirerais vous entretenir d'un sujet qui me tient fort à cœur et qui intéresse, j'en suis convaincu, nombre de pères de famille ici présents. Je veux parler de l'abrutissement intentionnel que, sous prétexte d'enseignement, le gouvernement impose à l'intelligence de nos enfants.

La troisième République se glorifie — et beaucoup la louangent à cet égard — d'avoir fait pour l'instruction plus qu'aucun autre gouvernement antérieur. Si l'on ne considère que la somme des matières enseignées et le nombre maintenant fort restreint des illettrés, il est certain qu'un progrès s'est accompli sous ce gouvernement. Mais faut-il lui en savoir gré?

Il est un préjugé fort répandu qui attribue à l'intervention bienfaisante du pouvoir politique la plupart des améliorations sociales. On ne peut se résigner à admettre, parce que le travail qui les prépare n'est pas apparent, que ces améliorations résultent tout simplement de la combinaison et de la coordination spontanées des initiatives individuelles. Le gouvernement n'intervient, quand l'amélioration atteint son épanouissement, que pour en tirer profit, en établissant de nouveaux impôts, ou pour lui assigner des barrières, pour la discipliner par une réglementation restrictive qui le garantisse contre les aspirations de plus grande liberté qu'elle ne manquera pas d'engendrer.

En ce qui concerne l'instruction, il n'en est pas autrement. De tous temps, les gouvernements, quelle que fût leur forme, s'attachèrent à maintenir les peuples dans une salutaire ignorance. Le fruit de la science du bien et du mal fut toujours le fruit défendu. Régner sur une foule ignare et crédule, docile et déférente à proportion de la simplicité de son esprit, est en effet tâche aisée. Plus aisée que d'obtenir l'obéissance et le respect de la part d'hommes conscients de la vanité ou de l'odieux des formules imposées à leur vénération. De même qu'il faut de la religion au peuple, il lui faut aussi de l'ignorance.

La ou les classes dirigeantes n'apprirent jamais au peuple que ce qu'il n'était pas possible de lui laisser ignorer. Mais leur tactique consista toujours à lui présenter les faits, à les dénaturer, à les commenter et à en tirer des conclusions dans le sens le plus favorable au maintien de leurs privilèges. Sous l'ancien régime, les classes dirigeantes se composaient du clergé et de la noblesse. Les nobles se désintéressant de l'instruction, puisque durant des siècles ils tirèrent vanité de ne savoir lire ni écrire, l'enseignement était entre les mains des prêtres, ou tout au moins ils en avaient la direction morale. Ses méthodes avaient pour objectif d'inspirer le respect de la religion et de la monarchie, d'en justifier la domination, de démontrer la légitimité des privilèges établis, le bien fondé des superstitions et des préjugés généralement répandus, la nécessité des misères régnantes, en un mot d'engourdir les intelligences et les volontés dans une douce résignation, un docile renoncement, en expectative de récompenses posthumes.

Lorsque, en 1789, la bourgeoisie prit la place de la noblesse et du clergé, elle adopta les mêmes méthodes générales de gouvernement. Relativement à l'instruction, elle procéda de la même manière. Elle eût bien voulu, elle aussi, maintenir le peuple dans l'obscurité intellectuelle la plus complète. Mais peu à peu une grande évolution s'accomplissait dans la vie économique.

Grâce à la rapidité croissante et à la multiplication des moyens de communication, les relations entre individus devenaient si étroites et pour ainsi dire à tel point obligatoires, qu'il était moins que jamais possible de maintenir des populations entières dans l'ignorance. L'instruction, en dépit de tous les efforts que l'on aurait pu imaginer pour l'enrayer, s'opérait d'elle-même et s'imposait irrésistiblement, secondée dans sa diffusion par l'immense publicité donnée à notre époque au moindre événement.

Et ce qui est pire, au point de vue gouvernemental, cette instruction spontanée et inévitable était celle des faits. L'homme documenté, instruit de ce qui se passe sur toute la surface du globe, est, sans qu'il s'en doute, porté à la réflexion. Il examine, il apprécie, grâce à la multiplicité des points de comparaison qui s'offrent à lui. Car n'est-ce pas là le principe fondamental de la meilleure méthode éducative : multiplier les points de comparaison pour la culture de la mentalité et la formation du jugement ?

(1) Conférence faite le 5 mai aux *Sociétés Savantes*.

Jeunesse antimilitariste et antireligieuse de Noisy-le-Sec. — Samedi 29 juin, grande réunion publique et contradictoire, salle Garreau, rue de la Forge, près la gare.

Orateurs: Libertad, Paraf-Javal, Paul Vervins.

Sujet : Société actuelle et ses soutiens.

∴

Séraphine Pajaud devant faire la tournée des Ardennes et du Nord, lui écrire poste restante à Guise (Aisne), jusqu'au 1er juillet.

∴

Amiens. — Les membres du Groupe d'études sociales sont priés de se réunir le dimanche 30 juin, à 4 heures, chez le camarade Morel, 141, route de Rouen.

∴

Saint-Etienne. — Aux Libertaires stéphanois : Dimanche 30 juin, à 9 heures du matin, au café Argaud, salle du 1er, réunion de tous les groupes et camarades libertaires. — Objet : 1° L'entente entre les groupes libertaires ; 2° Projet de manifestation pour le 14 ; 3° La jeunesse libertaire.

∴

Lyon. — Le groupe *Germinal*, après entente avec les camarades de Saint-Etienne, a pris l'initiative d'organiser un congrès libertaire régional à Lyon. Il sera donné ultérieurement connaissance aux intéressés d'une circulaire indiquant le jour et la salle dans laquelle aura lieu ledit congrès. Les groupes libertaires ainsi que tous ceux à qui le projet plaira peuvent, dès maintenant, envoyer leur adhésion au camarade Michard, 206, rue Garibaldi, Lyon.

∴

On nous communique un manifeste par lequel les camarades espagnols annoncent leur intention de publier *El Productor*, organe des revendications ouvrières.

Le journal paraîtra dans la première semaine de juillet.

Adresse: Calle Seneca, 21, 1°, 2° Gracia, Barcelone.

LIGUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Considérant que toutes les guerres n'ont d'autre but que de créer une source de profits au bénéfice de la classe dirigeante, nous, soussignés, déclarons réprouver hautement les massacres, viols, pillages, qui s'accomplissent actuellement en Chine, au nom de la République et sous un gouvernement soi-disant de Défense Républicaine.

Nous adressons toutes nos sympathies au peuple chinois, victime des prêtres et des soldats.

A bas la guerre! A bas les pillards assassins!

Vive l'humanité libre! vive l'Internationale!

Rama, Albert Raimond, Maison, Heimane, S. G., Jules Raimond, Loyfart, C Stein, P. Durand, Giroux, Chau..., Cambès, M. Girard, Mlle J. Girard, Mlle Y. Girard, B. Jetat, M. Ternorin, G. Agniès, Burdine, Desvignes, Pétros, E. Boulnois, J. Béhar, Giraud, Ch. Danger, D..., Meynier, Michel, Mlle V. Quay, Mlle C. Quay, H. Buon, Samson, Mme H. Hévy, Maxime Adler, Juillot, P. L., Sivère, Gabriel, Triaud, Bégenin, G. Fichelle, J. Wiedemann, E. Féline, G. Féline, A. Dupuy, Borsot.

∴

Le Chambon-Feugerolles, 19 juin 1901.

Camarade,

Une des plus grandes iniquités de notre époque, c'est sans contredit la guerre de Chine.

La bourgeoisie voyant que de jour en jour les ouvriers de race blanche se groupent et s'unissent internationalement pour briser le joug capitaliste qui les écrase, se voit dans l'obligation, pour maintenir ses privilèges, d'asservir par la force toute une nation de travailleurs habiles, laborieux et sobres.

Pour arriver à ses fins, la bourgeoisie ne recule devant rien.

Le canon vomisseur de morts physiques s'allie avec le goupillon qui tue moralement et cette double alliance dévastatrice accomplit son œuvre. Les moines et leurs concubines de tout accabit ont des banques *ad majorem Dei gloriam*, dans lesquelles les malheureux qui ont assassiné et pillé viennent troquer le fruit de leur larcin contre quelques pièces de monnaie.

En Chine, le soldat tue, le moine et le bourgeois empochent.

De telles iniquités ne doivent pas s'accomplir sans que les honnêtes gens protestent avec indignation : c'est pourquoi la Jeunesse socialiste révolutionnaire du Chambon-Feugerolles a décidé, dans sa réunion du 15 courant, de vous envoyer la présente en signe de protestation.

Recevez, camarade, mon salut révolutionnaire.

A. Guéneau, secrétaire
de la *Jeunesse socialiste révolutionnaire du Chambon.*

P. S. — Ci-joint 1 fr. 05 en timbres-poste pour adhérer à la Ligue de solidarité internationale.

A. G.

∴

Rouen, le 22 juin 1901.

Cher camarade,

Au nom de l'Humanité, je proteste avec énergie contre la guerre (toutes les guerres), cette chose monstrueuse qui fait de l'homme l'être le plus sauvage et le plus vil de la création ; ce fléau, engendré par la cupidité de quelques vampires orgueilleux, disparaîtra le jour où le peuple, conscient de sa dignité, relèvera la tête pour anéantir le monstre Autorité. Ce jour-là, rien n'empêchera le lever de ce beau soleil de paix et de beauté, d'où jaillira la fraternité des peuples.

Chaleureuse poignée de main.

Brasseur.

∴

La guerre est une honte pour l'humanité civilisée ; si pour les peuplades primitives elle a été une déplorable mais inévitable nécessité, de nos jours elle est un non-sens et un crime : un non-sens, parce que la science, la machine, l'industrie mettent à la disposition de l'homme assez de richesses sans qu'il ait à recourir à la loi surannée et barbare de la lutte pour la vie ; un crime, parce que, sous des étiquettes menteuses de patrie, d'honneur, de revanche, nos maîtres les capitalistes ne dissimulent que de bas intérêts au profit desquels ils ne craignent pas de verser le sang des travailleurs.

Il n'y a pas lieu d'attendre la fin des guerres de l'initiative des gouvernements; *seuls* les peuples par le *refus de se battre*, peuvent et doivent mettre fin à l'ignominie sanglante des batailles. Il faut donc que les travailleurs protestent par tous les moyens contre toutes les guerres et témoignent leur fraternelle sympathie aux peuples vaincus contre leurs vainqueurs.

L'humanité ne peut être heureuse que par la paix ; et la paix n'est possible que par la suppression du régime capitaliste, inévitable cause de toutes les guerres.

Les Libertaires réunis en congrès régional à Saint-Etienne, le 25 mai 1901, en conséquence des considérations ci-dessus, affirment leur sentiment de solidarité à tous les peuples vaincus, et crient : Vive la Chine libre! Vive la terre libre aux hommes libres! Vive la Société Communiste Libertaire par la Révolution sociale!

Ont signé :

Le Congrès libertaire régional ;

Le Groupe révolutionnaire d'émancipation féministe de Saint-Etienne ;

Le Sous-Comité de la grève générale de la Loire ;

La Fédération autonome des syndicats ouvriers de la Loire ;

Le Syndicat des métallurgistes du Chambon-Feugerolles (Loire) ;

Le Syndicat des tisseurs-épingleurs de Saint-Etienne ;

Le Syndicat des ouvriers armuriers et similaires de la Loire.

A NOS LECTEURS

Pour la publication dont j'ai parlé dans les derniers numéros, les prix qui me sont soumis — mais que je crois susceptibles de pouvoir être diminués — mettraient le coût de la publication à 5 fr. le volume, format in-8 carré, de 400 à 420 pages environ, contenant une dizaine de gravures sur bois, d'après les dessins d'artistes de valeur. On en publierait deux par an.

Quant au mode de publication : envoyer un fascicule de 32 pages et une gravure tous les quinze jours, ou en volume complet. Cela est à étudier, et pourrait se faire au goût du souscripteur.

Tout ceci n'est donc que provisoire et pour donner un aperçu. Ce qu'il faut surtout, ce sont les adhésions pour savoir si nous trouverons les fonds nécessaires pour mettre l'œuvre en marche.

Je renouvelle donc mon appel pour que ceux qui désirent souscrire le fassent savoir.

Bien entendu, jusqu'à ce que nous ayons réuni un chiffre suffisant de souscripteurs, n'envoyer que la simple adhésion, sans argent.

J. Grave.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer la 26e lithographie : *Ceux qui mangent le pain noir*, de Lebasque; prix 1 fr. 40, franco; édition d'amateur, 3 fr. 50.

Dernières parues :

L'Assassiné, de L. C. Dissy.

Le Calvaire du Mineur, par Couturier.

Les Défricheurs, d'Agar.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Bouddha a-t-il existé? par Léon de Rosny ; plaquette chez E. Leroux, 28, rue Bonaparte.

Poèmes de Th. le Milca, traduit en prose par C. Chabert, 1 plaquette.

Laboremus, pièce de Bjornson; 1 vol., 3 fr. 50, *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens. — Même librairie : *Cathédrales d'autrefois et usines d'aujourd'hui*, par Carlyle; 1 vol., 7 francs.

A voir :

Le dessin de Hermann-Paul, *Cri de Paris*, n° 230.

PETITE CORRESPONDANCE

Belgique. — Reçu *Germinal*. L'article est bon. Mais d'une conclusion trop pessimiste.

G., à Cette. — Avons fait passer votre lettre à l'intéressé.

B., à Rouen. — Non, l'*Effort* ne paraît plus.

Le camarade Charrère est averti de donner son adresse au plus vite chez Pelletier, Charlotte street, Fitz-Roy sq., à Londres, pour du travail qu'on lui offre.

D. T., rue Crozatier. — Oui, 3 fr.

F., à Montauban. — Transmis au *Libertaire*.

E. L., Neuchâtel. — Non, nous n'avons ni l'une ni l'autre.

Aux amis de Toulouse. — Un camarade nous prie de demander si quelqu'un pourrait lui procurer un livre : *Fleurs d'histoire*, édité par la librairie Valentin, de Toulouse. On a écrit à la librairie, qui n'a pas répondu.

S. C., à Clarens. — Tous les livres que vous voudrez.

D. P., à Marseille. — C'était 3 fr. 25 que devait réclamer le facteur, et non 3 fr. 50. — Les 0 fr. 25 sont les frais de remboursement ; nous avons à notre charge les frais de mandat.

Reçu pour la ligue de *Solidarité internationale* : E. Guéneau, 1 fr. 05. — R., à Crécy-Canton (pour affiches), 0 fr. 35. — P. C., à Garches, 1 fr. — Loquier (pour affiches), 2 fr. 50. — Brasseur, à Rouen, 1 fr. 05. — G. D., 2 fr. — L. M., 1 fr. — B., à Escarbotin, 2 fr. 50. — Groupe libertaire de Nimes, 10 fr. — Total : 21 fr. 45. — Listes précédentes : 12 fr. 75. — En caisse : 34 fr. 20.

Reçu pour les détenus (Liberté d'opinion) : P. C., à Garches, 1 fr. — A. Michoux, 1 fr. — V. Pacotte, 1 fr. — Collecte faite à l'issue de la réunion du groupe du Pré-Saint-Gervais, 3 fr. — L. M., 1 fr. — *Libertaires* de Porto-Alegre, 5 fr. — Groupe libertaire de Nimes, 3 fr. — Total : 15 fr. — Listes précédentes : 197 fr. 65. — En caisse : 212 fr. 65.

Reçu pour la brochure à distribuer : L. J., 2 fr. — V. Pacotte, 1 fr. — A. Michoux, 1 fr. — En tout, 4 fr. — Listes précédentes : 35 fr. 80. — En caisse : 39 fr. 80.

Reçu pour le journal : M. C., 0 fr. 50. — D., 15 fr. — L., à St-A., 9 fr. — L. H. (un gagnant), 1 fr. — L. M., 1 fr. — G., à Nantes, 1 fr. 15. — D. T., 1 fr. — Libertaires de Porto-Alegre, 25 fr. — Merci à tous.

C., au Chambon. — A., à Rive-de-Giers. — A., à Châteaurenard. — E. V., à Alger. — P., à La Chapelle-Herlaumont. — P. S., à Lyon. — E. S., à Etampes. — G., à Fougères. — G., à La Villeneuve. — D., à Paterson. — G., à Perpignan. — E. J., à Puyméras. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 10 — DIX CENTIMES — DU 6 AU 12 JUILLET 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Nous les prions instamment de nous envoyer la dernière bande en renouvelant l'abonnement; cela nous évite une perte de temps inutile.

Expulsion d'un révolutionnaire russe

Depuis longtemps déjà nous avons cessé de considérer le séjour en France comme sûr pour nos camarades étrangers : nous avons vu ces dernières années tant d'expulsions effectuées sous les prétextes les plus absurdes, ou quelquefois sans prétexte du tout, que nous n'avons pu conserver aucune illusion à cet égard. Mais, ces jours derniers, un fait vient de se passer qui a étonné même les moins optimistes. Le gouvernement français vient d'arrêter et d'expulser le camarade Nicolas Pauli, révolutionnaire russe, réfugié à Paris depuis deux ans et bien connu dans le mouvement russe. Cette mesure — que le gouvernement ne peut même pas justifier en disant, comme cela se fait ordinairement, que Pauli créait de l'agitation en France, car il ne prenait *aucune part* au mouvement français — a été prise incontestablement sur l'initiative du gouvernement russe, qui a demandé ce service au gouvernement français. Et le gouvernement russe a ses raisons pour en vouloir à Pauli d'une façon spéciale : c'est un militant depuis plus de vingt ans dans le mouvement, ayant déjà passé la plus grande partie de sa vie dans les prisons et en Sibérie et n'ayant rien perdu de son énergie révolutionnaire. Maintenant que le mouvement russe se développe d'une façon si intense et prend une allure si rapide, le gouvernement craint plus que jamais ces militants dévoués, dont la propagande rencontre parmi la jeunesse un terrain favorable; et, pour se débarrasser d'eux, il use de tous les moyens dont la complaisance du gouvernement français lui rend l'emploi facile. Ainsi, dans le cas de Pauli, la police du tsar a commencé par adresser à un certain nombre de camarades russes à Paris des lettres anonymes dénonçant Pauli comme mouchard avec, ajoutées à ces lettres, des imitations de son écriture. Quel était le but de ces lettres, il est difficile de le dire; peut-être pensait-on, en jetant le doute dans l'esprit des camarades de Pauli, les empêcher de protester trop haut contre son expulsion, qu'on préparait déjà, ou voulait-on atteindre quelque autre résultat — on ne sait. A quelques camarades de Pauli qui ont essayé de se renseigner sur les raisons de son incompréhensible expulsion, on a répondu qu'il y avait contre lui tout un dossier; or nous avons de bonnes raisons de croire que ce dossier vient de la même source que les lettres anonymes et qu'il est constitué de documents de la même authenticité. Cette nouvelle habitude que tend à prendre le gouvernement russe — de se servir de faux pour obtenir des expulsions — ne nous étonne certainement pas, mais elle nous fait craindre pour l'avenir, car elle constitue un précédent : n'est-il pas toujours possible, en effet, de fabriquer des lettres et des pièces établissant la participation de n'importe quel révolutionnaire à un acte terroriste ou à un crime de droit commun et d'obtenir ainsi d'un gouvernement complaisant, non seulement son *expulsion*, mais son *extradition?* Les révolutionnaires de tous les pays feraient bien d'y penser et d'essayer de provoquer des manifestations de protestation contre ces procédés : c'est faute de protestations énergiques de l'opinion publique qu'on a laissé se développer de plus en plus en France l'habitude d'expulser avec cette facilité les camarades étrangers et qu'on laissera peut-être s'acclimater celle des extraditions basées sur des documents faux.

Un camarade nous fait observer que dans l'article : *Les Retraites ouvrières*, paru dans le n° 8, il se serait glissé une erreur : Les chiffres concernant la rente que donneraient les versements d'une année, en comptant 0 fr. 10 par jour par ouvrier, ne donneraient que la moitié des 460 millions.

Oui, mais il faut compter avec le versement obligatoire du patron, égal à celui de l'ouvrier, qui parfait bien la somme en question.

POUR NOS ENFANTS (1)

Camarades,

Je désirerais vous entretenir d'un sujet qui me tient fort à cœur et qui intéresse, j'en suis convaincu, nombre de pères de famille ici présents. Je veux parler de l'abrutissement intentionnel que, sous prétexte d'enseignement, le gouvernement impose à l'intelligence de nos enfants.

La troisième République se glorifie — et beaucoup la louangent à cet égard — d'avoir fait pour l'instruction plus qu'aucun autre gouvernement antérieur. Si l'on ne considère que la somme des matières enseignées et le nombre maintenant fort restreint des illettrés, il est certain qu'un progrès s'est accompli sous ce gouvernement. Mais faut-il lui en savoir gré?

Il est un préjugé fort répandu qui attribue à l'intervention bienfaisante du pouvoir politique la plupart des améliorations sociales. On ne peut se résigner à admettre, parce que le travail qui les prépare n'est pas apparent, que ces améliorations résultent tout simplement de la combinaison et de la coordination spontanées des initiatives individuelles. Le gouvernement n'intervient, quand l'amélioration atteint son épanouissement, que pour en tirer profit, en établissant de nouveaux impôts, ou pour lui assigner des barrières, pour la discipliner par une réglementation restrictive qui le garantisse contre les aspirations de plus grande liberté qu'elle ne manquera pas d'engendrer.

En ce qui concerne l'instruction, il n'en est pas autrement. De tous temps, les gouvernements, quelle que fût leur forme, s'attachèrent à maintenir les peuples dans une salutaire ignorance. Le fruit de la science du bien et du mal fut toujours le fruit défendu. Régner sur une foule ignare et crédule, docile et déférente à proportion de la simplicité de son esprit, est en effet tâche aisée. Plus aisée que d'obtenir l'obéissance et le respect de la part d'hommes conscients de la vanité ou de l'odieux des formules imposées à leur vénération. De même qu'il faut de la religion au peuple, il lui faut aussi de l'ignorance.

La ou les classes dirigeantes n'apprirent jamais au peuple que ce qu'il n'était pas possible de lui laisser ignorer. Mais leur tactique consista toujours à lui présenter les faits, à les dénaturer, à les commenter et à en tirer des conclusions dans le sens le plus favorable au maintien de leurs privilèges. Sous l'ancien régime, les classes dirigeantes se composaient du clergé et de la noblesse. Les nobles se désintéressant de l'instruction, puisque durant des siècles ils tirèrent vanité de ne savoir lire ni écrire, l'enseignement était entre les mains des prêtres, ou tout au moins ils en avaient la direction morale. Ses méthodes avaient pour objectif d'inspirer le respect de la religion et de la monarchie, d'en justifier la domination, de démontrer la légitimité des privilèges établis, le bien fondé des superstitions et des préjugés généralement répandus, la nécessité des misères régnantes, en un mot d'engourdir les intelligences et les volontés dans une douce résignation, un docile renoncement, en expectative de récompenses posthumes.

Lorsque, en 1789, la bourgeoisie prit la place de la noblesse et du clergé, elle adopta les mêmes méthodes générales de gouvernement. Relativement à l'instruction, elle procéda de la même manière. Elle eût bien voulu, elle aussi, maintenir le peuple dans l'obscurité intellectuelle la plus complète. Mais peu à peu une grande évolution s'accomplissait dans la vie économique.

Grâce à la rapidité croissante et à la multiplication des moyens de communication, les relations entre individus devenaient si étroites et pour ainsi dire à tel point obligatoires, qu'il était moins que jamais possible de maintenir des populations entières dans l'ignorance. L'instruction, en dépit de tous les efforts que l'on aurait pu imaginer pour l'enrayer, s'opérait d'elle-même et s'imposait irrésistiblement, secondée dans sa diffusion par l'immense publicité donnée à notre époque au moindre événement.

Et ce qui est pire, au point de vue gouvernemental, cette instruction spontanée et inévitable était celle des faits. L'homme documenté, instruit de ce qui se passe sur toute la surface du globe, est, sans qu'il s'en doute, porté à la réflexion. Il examine, il apprécie, grâce à la multiplicité des points de comparaison qui s'offrent à lui. Car n'est-ce pas là le principe fondamental de la meilleure méthode éducative : multiplier les points de comparaison pour la culture de la mentalité et la formation du jugement ?

(1) Conférence faite le 5 mai aux *Sociétés Savantes*.

Donc, quand elle eut conscience du danger qui la menaçait, l'autorité s'empressa de le prévenir. La propagation de l'instruction devenait incoercible ? Eh bien ! on mettrait la main sur cette instruction et on la dirigerait dans un sens profitable.

Déjà, sous Louis-Philippe, alors que le nouvel ordre industriel et commercial resserrait davantage les relations internationales, on s'occupa de ce soin. Ce fut l'œuvre de Guizot, ce véritable type du bourgeois doué d'une subtile compréhension des intérêts de sa classe.

Sous le second empire, période durant laquelle, grâce à la multiplication des réseaux ferrés, les rapports internationaux atteignirent un degré de complexité inconnu jusqu'alors, une nouvelle immixtion de l'autorité dans l'enseignement fut jugée nécessaire. Duruy, autre bourgeois également très avisé, eut mission d'effectuer cette réforme. Son action ne s'en tint plus à l'enseignement primaire, elle s'étendit à l'enseignement professionnel ; en outre, on institua des cours d'adultes.

Remarquez bien cela. A la rigueur, on avait pris assez facilement son parti de la diffusion de l'instruction, à la condition toutefois qu'elle fût placée sous la direction et la surveillance de l'Etat. Mais une autre considération puissante détermina la bourgeoisie, non plus à enrayer, mais même à favoriser cette instruction, une fois naturellement qu'elle l'eut soumise à son contrôle ; elle comprit qu'entre un ouvrier instruit et expert en son métier et un ouvrier ignorant et routinier, un plus grand profit est à attendre du premier.

Donc, d'une part assurer à l'autorité une domination facile par un dressage bien entendu des jeunes intelligences, d'autre part, porter à son maximum, par une instruction appropriée, le rendement des bras asservis au capital, tel est le double but de l'enseignement officiel.

Or, depuis Guizot, on avait constaté que l'influence du stage scolaire est quelquefois insuffisamment durable pour assouplir la mentalité des générations et les rendre à point dociles envers l'autorité et dévouées aux intérêts du capitalisme. Aussi Duruy résolut-il de la prolonger au delà de l'école par l'enseignement professionnel et les cours d'adultes.

Vint la troisième République. La bourgeoisie républicaine, imbue de préjugés patriotiques, crut de son devoir d'accepter la liquidation de Napoléon III, et d'aggraver jusqu'à des proportions colossales les désastres de la guerre. Le souvenir de ces désastres lui servit depuis pour hypnotiser la nation par l'idée fixe d'une revanche nécessaire et prendre appui sur les aspirations belliqueuses ainsi suscitées pour se livrer à toutes ses fantaisies colonisatrices.

L'encombrement de produits résultant du système en vigueur de production intensive et aveugle allait en s'aggravant de plus en plus. Il fallait de nouveaux débouchés. D'où l'expansion coloniale de tous les Etats où fleurit l'industrialisme. Cette expansion s'est surtout accrue depuis vingt-cinq ans. Or, pour s'épandre colonialement, il faut acquérir de nouveaux territoires. Pour acquérir, il faut conquérir ; et pour faire face aux besoins croissants d'expansion, il faut conquérir de plus en plus.

Mais ces expéditions continuelles, ces envois répétés de troupes à des tueries lointaines eussent pu à la longue soulever dans le pays une opposition fort importune. Aussi a-t-il fallu s'assurer dans la population, en général ennemie de la guerre, un état d'esprit favorable à ces expéditions incessantes, qui, tout en étant de véritables guerres, n'inspirent pas la même horreur grâce à leur éloignement.

Cet état d'esprit, on l'a obtenu par une trituration particulière du cerveau de l'enfant. En toute matière enseignée, quel que soit le sujet, on insinue, à chaque fois que l'occasion s'en présente, et même on la fera naître au besoin, une apologie du militarisme, de la patrie, et de la patrie considérée au point de vue belliqueux, enfin de tout ce qui touche à la guerre. Il semble que ce soit là l'occupation fondamentale, la fonction essentielle et primordiale sans laquelle nulle société ne saurait exister.

(*A suivre.*) André Girard.

DES FAITS

Koubou est un paysan de Scalic, dans le district de Sobieslau, en Autriche. Il devait soixante-huit florins de contributions. Jusque-là il avait très régulièrement payé le fisc ; mais, cette année, à la suite de la mauvaise récolte, il lui était impossible de verser les soixante-huit florins.

On saisit ses bœufs, toute sa fortune.

La semaine dernière, le percepteur se présenta chez lui, accompagné de trois gendarmes, et se mit en mesure de procéder à la vente des bœufs.

Koubou implorait un délai. Le receveur fut impitoyable.

Koubou alors se campa devant la porte de sa grange : « Autant mourir, dit-il, que de laisser vendre mes bœufs ! Comment, ensuite, labourer mon champ et nourrir mes enfants ? »

Sa femme voulut aussi s'interposer.

— C'est la révolte, s'écria le percepteur, et, s'adressant à un gendarme :

— Feu ! commanda-t-il.

La femme de Koubou tomba morte.

Après quoi, on vendit ses bœufs.

* *

L'Autriche-Hongrie vient de réaliser le premier des emprunts décidés en vue de la construction des chemins de fer, des canaux et de la réfection de l'artillerie. Montant de ce premier emprunt : 125 millions de couronnes. L'emprunt aurait été couvert trois fois ; l'Allemagne a souscrit 100 millions.

Paris, où il n'y avait pas d'émission, a donné dix millions. (*Le Journal.*)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Patriotisme. — Est-ce que les pleurnichards de 1870 ne vont pas bientôt nous ficher la paix avec leurs jérémiades de convention sur « nos désastres », « nos deuils », sur « la douloureuse amputation » qui..., dont..., etc. ?

A propos de la course Paris-Berlin, M. Charles Laurent verse un pleur patriotique sur l'inconvenance d'un tel choix pour le but de la course. Que, sous le prétexte imbécile de démontrer la supériorité de telle marque française, on écrase enfants et vieillards sur les routes, cela ne l'émeut point. Ce qui le touche, c'est que l'on aille à Berlin !

Et c'est ainsi chaque fois qu'une exposition, un concours, un congrès ou quelque chose d'analogue a lieu dans la capitale de l'Allemagne. Les vieux combattus et archibattus de Wissembourg, de Forbach, de Sedan, Metz et autres nombreux lieux, font semblant de demeurer hypnotisés de douleur devant leurs défaites et voudraient immobiliser le monde dans cette posture ridicule. Parce que ces matamores vaniteux se sont laissé honteusement rabattre le caquet par les Prussiens, c'est à nous qu'incomberait la tâche de venger les coups de pied quelque part si héroïquement encaissés par eux et contre lesquels ils ne surent protester qu'en chansons ! Toute manifestation, tout échange, tout rapport artistique, scientifique, industriel ou autres devraient être suspendus jusqu'à ce que soient effacés des patriotiques parties charnues de leur personne les « bleus » qu'y marquèrent jadis les bottes prussiennes ?

Qu'ils aillent au diable, ces amputés ! Qu'ils se résignent à panser eux-mêmes leurs moignons mal guéris et qu'ils laissent s'établir de plus en plus étroites entre tous pays les relations internationales qui feront la force des générations de demain.

* *

Progrès. — Au moyen âge, on brûlait les fous parce qu'ils étaient, disait-on, possédés du démon. Aujourd'hui on les soigne, et on leur donne des concerts. Cette méthode donne d'excellents résultats dans les hospices où elle est mise en pratique.

On guillotine ou l'on emprisonne encore de nos jours ceux qu'on appelle des criminels. Un jour viendra où eux aussi on les soignera ; car on comprendra qu'ils ne sont que des malades. Et ceux qui auront préconisé ce traitement ne seront plus considérés, ainsi qu'aujourd'hui, comme de dangereux malfaiteurs qu'il importe d'expédier au Gabon.

* *

Illogisme. — On est en train de poursuivre à Valenciennes plusieurs personnes pour avortement. On parle de deux sages-femmes, de plusieurs jeunes filles et des mères de celles-ci, qui seraient compromises dans l'affaire.

La société bourgeoise vilipende les filles-mères ; elle sème partout la misère et le malheur ; et elle s'avise de poursuivre et d'emprisonner celles qui cherchent à se soustraire à la honte qui doit les accompagner toute leur vie et à sauver leur progéniture de la misère qui l'attendrait, si elle venait au jour. De quel droit ?

A. Girard.

* *

Béziers. — Actuellement les camarades sont à peu près tous rentrés dans les syndicats, mais nous sommes obligés de constater que nous n'avons pas fait grand'chose, si ce n'est un commencement de scission entre nous.

En effet, ici, tous, ou à peu près, avons voulu adopter la tactique nouvelle, mais malheureusement la Bourse est entre les mains de politiciens, et comme les trois quarts de nous avons reconnu que, pour arriver à un résultat à peu près nul, nous serions obligés de devenir plus politiciens que les politicailleurs, nous nous sommes décidés à faire notre propagande en dehors, persuadés que nous obtiendrons de meilleurs résultats. Cela ne nous empêchera pas d'appartenir toujours aux syndicats, avec cette différence que nous n'irons que lorsqu'il sera utile, et qu'au lieu de personnalités il sera mis en jeu une question d'idée.

Que, pour cela, les politiciens ne croient pas avoir vaincu notre premier élan, car si nous sommes une minorité et que l'on nous ait battus jusqu'à présent par des votes, nous saurons à l'occasion nous imposer par notre énergie. En attendant, nous nous occuperons en dehors de faire comprendre à la masse ouvrière le travail qu'elle peut accomplir.

* *

Quelques membres du groupe des « Penseurs libres » me prient de relater un fait personnel qui met au jour les agissements de la police. J'étais en place dans un four à chaux aux environs de Béziers, près du moulin de Bagnols. Deux jours après, les agents vinrent renseigner le patron sur les idées que je préconise. Tous les jours, deux ou trois individus se présentaient, soit au four à chaux, soit à la maison où j'habite, soit chez mes parents, si bien que le patron me renvoya sans motif plausible.

Je l'attaquai devant les prud'hommes, et voici les déclarations de son fondé de pouvoir : « Nous n'avons absolument rien contre ce jeune homme ; mais les ennuis qu'on nous crée nous obligent à le remercier. Nous acceptons de lui payer ce qu'il demande. » Je n'ai pas besoin d'insister. Mais je tiens à déclarer qu'ayant une femme et deux gosses à nourrir, je dois les nourrir. Avis aux intéressés.

Jules Poussade (1).

* *

Noisy-le-Sec. — Voici quelques renseignements relatifs à la bagarre de Noisy dont les quotidiens parleront ce matin.

Nous étions une quinzaine d'anarchistes venus pour écouter Libertad, lorsqu'il fut attiré dans la rue, demandé par quelqu'un. C'était une bande de nationalistes, qui, aussitôt qu'il parut, lui tombèrent dessus. Notre camarade, selon son habitude, ne se laissa pas faire. Attirés par le bruit et voyant ce dont il s'agissait, nous délivrons Libertad et commençons à bousculer les vivelarmistes. Ceux-ci ne se sentant pas assez forts allèrent quérir la police, flanquée de la gendarmerie. Nous fîmes face à ces nouveaux adversaires (revolvers et couteaux entrèrent en jeu) et nous serions certainement sortis avec tous les honneurs de cette bagarre, sans l'intervention de la troupe, oui, de la troupe, comme à Chalon, qui fit œuvre policière, en aidant à l'arrestation de cinq de nos camarades.

Les nationalistes chantèrent victoire et poussèrent des hurlements en se vantant qu'il faudrait bien que le goût nous passe de venir faire des réunions à Noisy : ils comptent sans leur hôte, car nous y retournerons servir ceux que nous avons pu oublier.

---

(1) A propos de cette lettre, je renouvelle mon appel pour qu'on nous documente sur tous les faits semblables. Ceux qui ne voudront pas que leurs noms soient publiés n'auront qu'à le noter. Il est absurde de se plaindre dans le gilet les uns des autres, et de ne trouver personne, lorsqu'il s'agit de mener une campagne sérieuse, pour fournir les éléments de cette campagne. Ces documents sont pour une feuille amie qui se charge d'ouvrir cette campagne. J. Grave.

Mouvement ouvrier. — L'on se rappelle qu'il y a quelques mois, à la suite de spéculations sur les laines, plusieurs exploiteurs de Roubaix et de la région durent cesser de faire travailler. A l'heure actuelle, le résultat de ces spéculations se fait encore sentir et le cours élevé des matières premières, résultat des spéculations patronales, nécessite le chômage de nombreux travailleurs et, pour ceux qui travaillent, les salaires déjà minimes ne se maintiennent que péniblement. On estime que dans l'arrondissement de Lille qui comprend, en outre de cette ville, Armentières, Marcq-en-Barœuil, Roubaix, Tourcoing, sur un personnel d'un peu moins de 50.000 personnes employées dans les tissages, plus de 15.000 sont en chômage. La crise, qui a gagné la Belgique, y sévit encore avec plus d'intensité. Les usines belges, qui comptent 14.000 ouvriers, ont plus de 6.000 chômeurs, soit près de 43 0/0 de l'effectif total.

Ainsi le veut l'organisation capitaliste de notre société bourgeoise tant vantée par les économistes. Les employeurs truquent, agiotent, tentent des fortunes sur le dos des travailleurs, et lorsque leurs louches combinaisons ne réussissent pas, ceux-ci sont obligés de crever de faim.

Reste à savoir si leur patience ne se lassera pas bientôt.

* *

Politicaillerie. — Tout effort de propagande chez les socialistes (!) se termine par des élections, c'est pour eux le *summum* du résultat.

Pendant trois mois et demi, les mineurs de Montceau ont subi toutes les privations, ont courageusement lutté contre toutes les misères, et, grâce à l'action néfaste des politiciens, sont retournés, vaincus, à la mine.

Aujourd'hui l'on annonce un résultat! M. Bouveri, maire de Montceau, est candidat député.

Type du temporisateur, Bouveri excellait à calmer l'ardeur révolutionnaire des esclaves de la mine. Ses appels au calme, à la dignité et autres bateaux ne furent pas sans une certaine influence sur l'échec subi par ses camarades d'hier.

Demain l'ex-mineur sera député, il ira rejoindre au Palais-Bourbon les Basly et les Lamendin grâce à qui la grève générale des mineurs échoua, et sera leur collègue prudent et avisé.

Montceau révolutionnaire n'existe plus, la politique et les politiciens l'ont tué... à moins que...?!

* *

Les Grèves. — A Vierzon, tous les journaliers ou similaires des fabriques de porcelaine, hommes, femmes, enfants, au nombre de plus de six cents, ont cessé le travail, réclamant une augmentation de salaire.

Depuis déjà quelque temps les garçons de four qui, pour un pénible travail de onze heures, gagnent un salaire dérisoire de 2 fr. 50, réclamaient une augmentation. Jusqu'ici les patrons faisaient la sourde oreille à cette réclamation.

Une sourde effervescence commença à se faire jour dans les fabriques et, mardi, après une démarche suivie de réponses ambiguës, les journaliers quittèrent le travail.

La grève s'est vite généralisée et onze fabriques occupant huit cents journaliers ont cessé le travail.

Voici les revendications formulées par le syndicat des journaliers auprès des onze patrons: 0 fr. 30 centimes de l'heure pour les garçons de four, encazeteurs, retoucheurs et similaires; le même prix pour tous les jeunes gens âgés d'au moins dix-huit ans qui occupent un poste de 20 centimes 1/2 de l'heure actuellement; 0 fr. 25 centimes de l'heure pour les femmes; un minimum de 0 fr. 20 centimes de l'heure pour les enfants de quinze à dix-huit ans, et, pour les autres catégories de journaliers gagnant actuellement les prix ci-dessus ou plus, augmentation de 0 fr. 05 centimes de l'heure.

Les patrons, à une ou deux exceptions près, ont, cela va sans dire, refusé de discuter.

Les ouvriers, de leur côté, semblent bien décidés à ne pas céder. Que les politiciens qui tenteraient de glaner par là soient soigneusement évincés et avec un peu d'énergie il n'est pas douteux que les porcelainiers de Vierzon ne réussissent.

A Fougères, les maçons sont en grève. Ils réclament une augmentation des salaires qui sont jusqu'à ce jour restés plus que dérisoires. Ces malheureux, dont les salaires varient entre 0 fr. 25 et 0 fr. 34 de l'heure, réclament un minimum de 0 fr. 35 à 0 fr. 38 suivant les spécialités. Les exploiteurs crient à la ruine. En attendant, le gouvernement de « défense républicaine »... et capitaliste a fait venir des gendarmes des environs et des patrouilles de soldats circulent en ville.

P. Delesalle.

P. S. — Une petite erreur s'est glissée dans ma petite note de la semaine dernière relatant la grâce de Régis Meunier.

C'est aux travaux forcés et non aux travaux publics que notre camarade avait été condamné et c'est à la Guyane qu'il a subi sa peine.

Mon camarade Liard-Courtois, qui me fait remarquer ma gaffe, m'excusera. Je n'ai pas encore eu la matière ses états de services.

P. D.

Italie.

Je viens en retard, mais il faut que j'exprime mon opinion sur la mort tragique de Bresci. Examinons un peu ce fait sans préjugés, sans idées préconçues à l'avance. Peut-être Bresci s'est-il suicidé, peut-être a-t-il été assassiné. Or, d'une enquête toute particulière ouverte par le journal *Roma* de Naples, il ne résulte pas, comme il faudrait s'y attendre, que Bresci se soit tué. Le doute a surgi, le doute donc existe.

Il a été relaté que Bresci s'est suicidé au moyen d'un essuie-mains ou avec ses pantalons réduits en bandes. Mais, nous demandons pourquoi, pour cette œuvre, il ne se serait pas servi des draps de son grabat? Dans les prisons italiennes, on donne des draps de lit, peu différents de la toile pour sacs, tant ils sont rudes et épais. La lisière de ces draps est toujours bien cousue, et, si on la détache, elle devient de la ficelle très forte, qui, doublée plusieurs fois, est plus que suffisante pour soutenir un homme qui veut se pendre. L'essuie-mains, au contraire, n'est qu'un petit carré de quelques centimètres, qu'il faut toujours tenir à sa place afin que les gardiens le voient en leur ronde, et qui par conséquent ne peut servir à se pendre, de même qu'il ne sert pas non plus à s'essuyer les mains. Quant aux pantalons, à tous les détenus il est défendu d'en avoir plus d'un. Or, Bresci a été trouvé avec son pantalon sur lui. Il faut donc exclure les pantalons et l'essuie-mains. Alors? Il ne resterait que les draps de son lit, d'autant plus que, la lisière détachée, les draps peuvent se replier et être mis à leur place sans que les gardiens s'aperçoivent qu'ils sont décousus. Malheureusement pour les sbires de la monarchie italienne, personne n'a dit que Bresci ait employé les draps de son lit pour se tuer. Et tout cela n'est rien. La surveillance dans les prisons italiennes représente quelque chose de terrifiant. Aux murs, aux portes, aux fenêtres intérieures, partout l'on voit des trous pratiqués avec l'art cruellement raffiné dans ce cas des ingénieurs modernes. Dans la prison cellulaire de Pérouse, où j'ai été, j'occupais une cellule dont les murs étaient troués dans toutes les directions, de manière que je ne pouvais bouger sans être bien vu. Il serait long de décrire la porte d'une cellule d'une prison d'Italie. C'est un véritable arsenal. Il paraît que les menuisiers, les forgerons, les cadenassiers sont tombés d'accord avec l'architecte pour montrer dans ce cas aussi le progrès farouche de l'art de bien enfermer les hommes en les espionnant, en les guettant, en les enrageant, à toute heure, à toute minute de leur existence. Et cela ne suffit pas encore. Cinq, six, sept fois par jour a lieu la ronde, la *visite* des gardiens. Ces messieurs entrent à des heures fixes ou à l'improviste, comme il leur plaît. Ils ont le droit de vous mettre sens dessus dessous votre lit, vos effets, l'habit que vous avez sur vous, vous-même. Vous n'avez qu'à obéir, autrement il y a le cachot, la camisole de force, les fers, les coups de clef aux flancs. Cela de jour et de nuit, quand bon semble aux gardes-chiourmes. Et ce que je viens de dire très brièvement est réglementaire pour tous les détenus. S'il s'agit d'un anarchiste, la surveillance croît au fur et à mesure que les informations sur lui contiennent plus ou moins de méchanceté.

Si nous savons cela, et si nous apprenons que le reclus qui s'est suicidé est Bresci, l'exécuteur de Humbert de Savoie, l'anarchiste haï, le vengeur des morts de Milan, nous nous demandons si la surveillance qu'on lui faisait pouvait être négligée. La *Roma* a décrit le plan, l'emplacement et le mode de construction de la cellule de Bresci, fabriquée expressément pour lui. On s'imagine l'espionnage perpétuel qu'il devait subir. En outre, un gardien interpellé adroitement par un rédacteur du dit journal a fait naître des doutes certains par des expressions mystérieuses et par des tergiversations continuelles.

Peut-être, je l'ai dit, Bresci s'est-il tué. Il y a des instants de désespoir où la raison s'en va. Mais comme, pour se tuer dans ces instants-là, il est nécessaire de trouver à portée de sa main une arme quelconque, il est difficile que Bresci se soit suicidé, parce que pour arranger le moyen de se pendre, il y faut du temps pour tous, spécialement pour un détenu et tout spécialement pour un détenu tel que Bresci, auquel les conditions d'une prison inhumaine ne permettaient pas le peu de liberté ironique concédé aux détenus.

En somme, des deux hypothèses, la plus probable est que Bresci ait été assassiné. Ce ne serait pas le premier: Lega, Frezzi, Donati, un enfant tué dans les prisons de Foggia, tant d'autres, en sont des exemples... Je sais ce que je dis, car je connais bien les procédés de la canaille qui est préposée justement aux bas services de la bourgeoisie italienne.

Romanto d'Angiò.

Finlande.

On lit dans l'*Aurore* :

« La douane d'Helsingfors a découvert une machination vraiment honteuse du gouverneur général russe : elle a saisi des pamphlets importés de Suède en fraude; et le contrebandier a confessé qu'il était à la solde du général Bobrikoff et de son acolyte, le chef de la gendarmerie d'Helsingfors. L'agent devait dénoncer lui-même à la police les détenteurs des pamphlets qu'il aurait distribués, de manière à fournir un prétexte à perquisitions, à poursuites, à condamnations, contre les patriotes finlandais. »

Nous recommandons tout particulièrement cette excellente méthode de gouvernement au gouvernement franco-russe de la République française.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque libertaire du III[e] arrondissement. — Ballade de propagande à Montlhéry le dimanche 14 juillet (voyage à prix réduit). Pour obtenir la réduction, les camarades sont invités à se faire inscrire d'avance.

Les adhésions sont reçues jusqu'au 12 juillet chez Henry, 5, rue Chapon, tous les soirs de la semaine, de 8 heures à 10 heures, et le dimanche de 10 heures à midi.

* *

Groupe de propagande antimilitariste de Paris (section du III[e]). — Réunion tous les lundis, salle Gabat, 36, rue Charlot, à 8 h. 1/2 du soir.

* *

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIII[e] arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 6. — Jacques Bouzon, avocat à la cour : L'instruction primaire en France; son histoire au dix-neuvième siècle.

Lundi 8. — Soirée musicale et littéraire avec le concours de MM. Jacques Marie et André Alter.

Mercredi 10. — Jean Raynal : Coup d'œil sur l'histoire de la Russie (II).

* *

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules Jouy (18[e] arrondissement) :

Samedi 6, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 9, à 8 h. 1/2. — M. Buisson, agrégé préparateur à l'Ecole normale supérieure : Ce qu'il y a dans le soleil (expériences).

Jeudi 11, à 8 h. 1/2. — M. Monin, professeur au collège Rollin et à l'Hôtel de Ville : Les Fêtes publiques.

Samedi 13, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale et littéraire.

* *

Théâtre d'Auditions sociales, 8 juillet 1901, à 8 h. 3/4, salons Ludo, 86, avenue de Clichy. — Première audition-lecture privée de : *L'Idée*, drame en 5 actes en vers de Chéri-Vinet, précédé d'une conférence de Sylvani Stern.

Vestiaire obligatoire : 50 centimes.

* *

Groupe d'études sociales du Pré-Saint-Gervais. —

Réunion dimanche 7 juillet, à 2 heures, sous les bosquets, chez Fontaine, au coin de la rue de la Villette et de la Grande-Rue.

Causerie par Paul Vervin. — Chants et poésies libertaires. — Organisation d'une ballade de propagande à Noisy-le-Sec (1).

***

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Abbé Groult, 29. — Samedi soir, à 8 h. 1/2, conférence par un camarade.

Prêt de livres.

***

Quatre-Chemins-Aubervilliers. — Les camarades sont priés de ne pas manquer d'assister à la réunion de samedi, 107, rue du Vivier, pour une communication urgente.

***

Clichy. — Les *Temps Nouveaux* et toutes les brochures sont en vente à l'Union artistique, 7, rue de l'Union, en face la mairie. On fait le service à domicile.

***

Germinal (Université populaire), 37, rue Sadi-Carnot, Nanterre. — Tous les lundis, causerie sur des sujets d'ordre social et philosophique.

Samedi 6. — Lévy-Bruhl : Le Progrès.

Mardi 9. — Georges Moitet : Le siècle est mort! Vive le siècle!

Vendredi 12. — Jean Marestan : Etude sur le Psychisme, de Mesmer à nos jours.

Dimanche 7. — Grande matinée artistique, musicale et littéraire.

***

Etat du compte rendu de la soirée donnée le 8 juin 1901 dans la salle de l'*Athenæum Hall*, Tottenham Court Road, London W., au profit des victimes des derniers événements de Barcelone et autres d'Espagne.

Dépenses :

Frais de salle	15/ »
Pour des effets d'artistes	15/ »
Payé à l'imprimeur	22/ »
Frais divers	7/ 1
Total...	4/ 9/ 1

soit 4 liv. 9 s. 1 d., lesquels, en monnaie espagnole, donnent 133 pesetas.

Pour la section *Varia* de Londres :

Fr. Mannbiec, secrétaire.

Jean Ventura, trésorier.

Recettes :

Liste de souscription du groupe libertaire français	2/ »
Liste italienne, par Corio	6/ »
Groupe italien, par Corio	4/ 8
Liste de la section *Varia* de Londres	16/10
Liste de Caie	11/ 6
Total ...	2/ 1/ 0
Tickets vendus par Pierre	2/ 2/ »
— par Caie	1/12/ 6
— par Ventura	2/15/ 7
— par Corio	6/ 6
Total des recettes	8/17/ 7
A déduire les dépenses	4/ 9/ 1
Reste	3/18/ 6
Plus, du groupe italien	2/ 6
En tout	4/ 1/ 0

***

Vienne. — Les camarades qui seraient partisans d'organiser un groupe syndical libertaire — sans règlement ni votes — de diverses corporations sont avertis que les initiateurs ont l'habitude de prendre une consommation au café Sabon, quai Pajot, le dimanche, vers 9 ou 10 heures du matin.

***

Amiens. — Réunion des camarades du groupe d'études sociales, le dimanche 7 juillet, à 4 heures, chez Morel, 141, route de Rouen.

***

Tours. — Le Groupe *les Libertaires de Tours* a reçu quelques lettres d'adhésion au Congrès régional de Tours. Nous informons les camarades de la région du centre, notamment des localités suivantes : Poitiers, Blois, Nantes, Angers, Trélazé, Châtellerault, Niort, Chinon, Loches et autres, de donner au plus tôt leur adhésion, à seule fin de fixer la date et le lieu du congrès, et régler toutes les mesures et dispositions pour recevoir les camarades qui voudront bien répondre à notre appel.

Pour tout ce qui concerne le Congrès régional de Tours, s'adresser au camarade André Auguste, 16, rue Saint-Symphorien, Tours (Indre-et-Loire).

(1) Nous rappelons aux camarades que nous tenons à leur disposition des invendus pour distribuer.

***

Groupe révolutionnaire des Gars de l'Allier... et d'ailleurs. — Samedi 6 juillet, réunion à 8 h. 1/2 du soir, salle Brun, 175, rue du Temple.

Objet : Fusion de l'Union révolutionnaire des originaires de l'Allier avec le groupe des Gars de l'Allier... et d'ailleurs.

***

Limoges. — Conférence publique et contradictoire par Liard-Courtois, à la salle des Conférences, le samedi 13 juillet prochain.

Prix d'entrée : 0 fr. 30 pour les frais d'organisation.

Sujet traité : La Vie au bagne.

***

Brest. — Les camarades sont priés de se réunir dimanche, 7 juillet, au local habituel.

***

Bruxelles. — Mardi 9 juillet, à 8 heures du soir, grande conférence publique et contradictoire, salle de l'*Eden* (ancienne Maison du Peuple). Sujets : 1° La société communiste anarchiste ; 2° L'immoralité du mariage et l'amour libre.

Orateurs : Georges Thonar et Emile Chapelier.

NOTRE PROJET D'ÉDITION

Les adhésions viennent tout doucement, très doucement. Je rappelle à ceux auxquels l'idée sourit que je ne puis la mettre à exécution que si l'on arrive à réunir au moins huit cents souscripteurs : à l'heure actuelle, il y en a à peine un cent.

Quelques camarades objectent l'élévation du prix.

Si nous avions de l'argent, voici quelle serait mon idée :

Faire d'abord une édition très soignée, pour ceux qui tiennent à avoir de beaux volumes, puis, au plus bas prix possible, une édition de propagande. Mais tout cela dépend du tirage et de l'argent dont on dispose.

En attendant, que ceux qui sont prêts à souscrire à l'édition quelle qu'elle soit le fassent savoir. Nous verrons ce qu'il y aura à faire au moment de passer à l'exécution.

J. Grave.

***

Des camarades pourraient-ils nous procurer les journaux suivants : *L'Etendard Révolutionnaire*, n° 13 ; *L'Emeute*, n°s 5, 6 et 7 ; *L'Hydre anarchiste*, n°s 1 et 2 ; *L'Alarme*, n°s 5, 7 et 8 ; *La Lutte Sociale*, n° 3 ?

Prière d'adresser les propositions au journal.

GROUPE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Nous avons commencé à expédier le *manifeste-affiche contre la guerre*. Le groupe rappelle aux camarades que toute affiche apposée dans un lieu public doit être revêtue d'un timbre de 0 fr. 12. Cette formalité est obligatoire. Toute affiche ne portant pas de timbre expose le camarade qui a signé le dépôt à des poursuites.

Les camarades qui désirent encore des manifestes sont priés de nous le faire savoir au plus tôt, l'imprimeur ne pouvant garder la composition que très peu de temps. Le prix de l'affiche reste fixé à 0 fr. 05, port compris, au-dessus de 10 exemplaires. Le cent, 4 fr. 60 par colis postal.

Guerre à la guerre, voilà le cri qui devrait s'échapper de la poitrine de toute personne consciente de sa dignité. Est-il, en effet, chose plus horrible et monstrueuse que celle qu'accomplissent les nations soi-disant civilisées, en allant chez les peuples primitifs ou d'autres mœurs, sous prétexte de civilisation, porter le meurtre, le pillage et l'incendie, à seule fin de satisfaire leurs rapines, de s'emparer de ce qu'ils possèdent, les contraindre aux impôts et les asservir à leurs lois, au plus grand bénéfice de l'autorité et du capital? O conquérants, vils résidus de toutes les ignominies, tourbe sanguinaire et fauve, toujours avide de sang, de gloire et de richesses, quand donc l'humanité saura-t-elle se débarrasser de vous tous, à tout jamais?

Plus de patries, vive l'Internationale des peuples! plus d'autorité, vive l'anarchie!

Pour le groupe *Germinal* (Lyon) :

Ph. Augier, Jules Chazeaud, N. Michard, Mazoyer, Sage, Tony Grojean, Pommier, Maxime Besset, Georges Maire, Louis Percier, Marie Maire, Philomène Furnon, Georgette Maire, Berruti, Victor Romponel, Jouhannet (étudiant), Ernest Martin, Comberousse, Jaboulet, Latour, Colette Reynaud, Marie Massoubre, Béatrix Richard, Joséphine Chaboux, Calixte Richard, Colombin, Dravinet, Fayolle, Christman, Burtin, Guintrandry, Cornet, Combet Auguste, Piollet, Piollet Nicolas, Gouttenoire, Tissur, Donz, Mestrallet, Sapient, J.-B. Reys, Victor Roure, Joseph Révillon, Lapierre Charles, J. Janin, Millet, J. Roux, A. Créton, A. Berthet, Giroudon, Garancher, Eugène Kortz, D. Richaud, J. Salignat, Jonès Salignat, Joseph Salignat, Ramé. (*A suivre.*)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Idée sociale au théâtre, par E. de Saint-Auban 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Le Conflit (entretiens philosophiques), par F. Le Dantec ; 1 vol., 3 fr. 50, chez A. Colin, 5, rue de Mézières.

A lire :

La Traite des blancs, par F. Mouthon ; *Le Matin*, 2 juillet.

A voir :

Fêtes de charité, dessin de Hermann-Paul, *Cri de Paris*, n° 231.

La Catastrophe d'Issy, de Steinlen ; *L'Assiette au beurre*, n° 13. — Même numéro : *La Foule*, du même ; *Civilisons*, de d'Ostoya. Numéro un peu faible cette semaine, tendance au patriotisme.

PETITE CORRESPONDANCE

P. M., au Quesnoy. — Pas de nouvelles non plus.

Quelques camarades pourraient-ils nous indiquer la date du trust des cuivres en France? Aussi des renseignements sur l'accaparement des sucres? C'est pour un camarade qui fait une étude là-dessus.

Un anarchiste breton. — Voulez-vous me renvoyer votre adresse? J'ai trouvé un camarade horloger.

L., à Roubaix. — Soyez sans crainte. J'ai bien lu autrefois ce *Voyage dans la lune*, mais il y a si longtemps que je ne me rappelle plus les passages. Afin de m'éviter la lecture complète, vous seriez bien aimable de m'indiquer les chapitres.

E. N., à La Tremblade. — Robin, 6, rue Haxo, Paris.

L. F. — Tous les livres que vous voudrez.

Reçu pour la ligue de *Solidarité internationale* : P., à Saint-Claude, 2 fr. 50. — C., à Pézenas, 3 fr. — B. Fr., 1 fr. — Cherfils (affiches), 0 fr. 25. — Total : 6 fr. 75. — Listes précédentes : 34 fr. 20. — En caisse : 40 fr. 95.

Reçu pour les détenus : H. G., 10 fr. — Listes précédentes : 212 fr. 65. — En caisse : 222 fr. 65.

Reçu pour la brochure à distribuer : P., à Saint-Claude, 1 fr. 50. — B. F., 1 fr. — Total : 2 fr. 50. — Listes précédentes : 39 fr. 80. — En caisse : 42 fr. 30.

Reçu pour le journal : B., par S., 2 fr. — D. T., 1 fr. — E., à Saint-Charles, 0 fr. 25. — P. V., à Pittsburg, 6 fr. — B., à La Charité, 0 fr. 50. — M. F., à Fure, 0 fr. 50. — Merci à tous.

P., à Gilly. — T., rue C. — L. D., à Jemeppes. — B., à Rennes. — J. M., à Gentilly. — S. P., à Ganges. — M. G., à Paris. — M., à Tullins. — F., à Sisteron. — L. J., à Toulon. — L., à Reims. — P., à Gilly. — C., à Lyon. — F., à Avallon. — P., à Biborel. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE,

SEPTIÈME ANNÉE N° 11 DIX CENTIMES DU 13 AU 19 JUILLET 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DEUX RETOURS

Ces jours derniers, presque en même temps, deux foules d'hommes rentraient en France après accomplissement de leur mission.

Les uns, expédiés par leur gouvernement au milieu d'une population de travailleurs pacifiques, étaient allés y porter la dévastation et la mort, s'y souiller de toutes les hontes et de tous les forfaits dont est susceptible la sauvagerie humaine déchaînée. De nombreux récits authentiques ont été publiés des abominations perpétrées par ce délire du crime, — ce que nos patriotes appellent avec orgueil la *furia francese*. Ce n'est pas seulement avec zèle, c'est avec enthousiasme, avec délice, que ces hommes se sont acquittés de leur mission de massacre, avec une allégresse d'autant plus débordante que tout danger était absent, leurs victimes ne se défendant même pas! Tout ce que l'imagination la plus morbide peut inventer de plus horrible a été par eux réalisé. Pillage, incendie, viol, assassinat, toute la lyre!

Aussi, quel accueil au retour! Fiers de la férocité de leur armée, les gouvernants lui ont prodigué les éloges, l'encourageant chaleureusement à persévérer dans des dispositions si rassurantes pour l'avenir. Car, comme le leur a si bien dit un de leurs chefs, « le clairon qui les a rassemblés pour partir en Chine pourra se faire entendre pour les inviter à aller autre part ». Cet « autre part » peut être à Fourmies, à Chalon, à Satory. Mis en goût par les pillages de Chine, ces « bons petits soldats sauront être de bons citoyens ». Le rôle du bon citoyen consiste, on le sait, à contribuer de toutes ses forces et par tous les moyens à étayer l'édifice de la domination bourgeoise et capitaliste. Un bon citoyen doit avoir une haine égale envers l'ennemi du dehors et celui du dedans. Que dis-je? Si sa haine doit faiblir à l'égard de l'un ou de l'autre, n'est-ce pas plutôt le premier, moins dangereux pour l'ordre capitaliste, qu'elle devra ménager?

L'entrain vraiment superbe manifesté par nos troupes dans le massacre des Chinois fait bien augurer de la magistrale exécution des massacres qu'on pourrait, à l'occasion, avoir à leur commander pour mater les mauvais citoyens. Pleins d'espoir, les gouvernants félicitent et digèrent en toute sérénité.

Les prêtres, eux aussi, dont les affaires viennent d'être si supérieurement favorisées, exultent, emplissent leurs poches et bénissent.

Il n'est pas jusqu'au peuple qui, lui encore, ne soit content. Pourquoi? Ma foi, il n'en sait trop rien. Il voit ses maîtres satisfaits et cela lui suffit; il se réjouit et acclame. Bon enfant! Il ne faut que lui montrer des soldats pour le mettre en joie; et quand ces soldats sont couverts de sang, sa joie ne connaît plus de bornes.

Quel spectacle que ce débarquement des troupes à Marseille! Applaudissements, ovations, trépignements d'aise! Des femmes reconnaissant leurs fils, leurs frères, se jettent dans leurs bras, en pleurant. Que veulent dire ces pleurs? Sont-ce les pleurs que verse la mère lorsque après une absence le fils souillé de crimes revient repentant au bercail, pleurs de honte mais aussi pleurs de pardon parce que la honte est impuissante à refouler l'allégresse du retour de l'enfant même coupable? Non, ces pleurs sont simplement des pleurs de joie et d'une joie orgueilleuse, sans mélange ni arrière-pensée de réprobation.

Bien mieux, à la veillée, quand le fils racontera ses hauts faits, quand il dira comment il a cloué de sa baïonnette de petits bébés innocents sur le sein de leur mère, comment il a éventré telle ou telle femme chinoise, laissant sous-entendre, l'œil égrillard, qu'il a fait mieux encore, de quels regards d'admiration mère, sœur, fiancée, qui hier pleuraient de joie, ne couvriront-elles pas le prestigieux héros!

Tout le monde n'est pas de taille à faire un Lesteven ou un Vacher. Et les Lesteven et les Vacher, hormis dans le civil, sont l'objet de récompenses officielles ainsi que de la reconnaissance nationale, quand ils exercent leurs talents sous le costume militaire.

⁂

Tandis que l'impatience populaire se préparait à recevoir dignement et avec la dose congrue de patriotique émotion de si hardis pionniers de la civilisation, d'autres hommes rentraient en France, revenant de Londres.

Au contraire des premiers, ceux-ci étaient allés porter là-bas, de la part de ce que le prolétariat compte de plus conscient, des paroles d'union, de paix, de solidarité internationale. Quels imbéciles! quels malfaiteurs!

Imbéciles! En effet, n'est-ce pas au milieu de la plus dédaigneuse indifférence que ces délégués sont revenus de leur mission vraiment civilisatrice, celle-là. Qui donc s'est occupé d'eux? Qui donc a songé à les acclamer? Que l'on s'efforce d'établir des relations pacifiques entre les peuples, qu'importe au peuple? N'est-il pas comme Martine à qui il plaît d'être battue? Et toute la tendresse de ses regards n'est-elle pas pour ces « bons petits soldats », braillant ivres à rouler et encore menaçants : Vive la guerre, nom de Dieu? Voilà au moins ce qu'il comprend. Mais ceux qui prodiguent leur temps pour arriver un jour à supprimer les boucheries internationales! Quels naïfs, oui, quels imbéciles!

Quels malfaiteurs aussi! Car si le peuple les dédaigne et hausse les épaules à leur passage, le gouvernement, lui, plus avisé, les persécute, les fait assommer par ses agents.

Mercredi, ils s'étaient réunis, ces hommes qui cherchent à faire régner la concorde sur la terre; ils s'étaient réunis pour rendre compte à leurs camarades de la Bourse du travail du résultat de leurs efforts. Afin qu'en même temps le peuple au dehors fût informé, bien qu'il n'en ait cure, qu'il venait d'être fait quelque chose pour la paix, ils avaient arboré une bande rouge avec l'inscription humanitaire et civilisatrice : Guerre à la guerre!

Mais le gouvernement veille. Guerre à la guerre? Halte-là! Guerre à ce qui nous est si cher? A ce qui fait la commodité de notre despotisme? A la source de nos meilleurs profits et de ceux de la classe qui nous mandate? Pas de ça! Et aussitôt il a fallu enlever l'inscription séditieuse. Car « Guerre à la guerre » est un cri séditieux.

Voilà où nous en sommes!

Le rapprochement de ces retours simultanés est caractéristique. Il met à nu tout le degré d'avachissement où en est encore le peuple. Il dévoile jusqu'à l'indéniabilité la prédilection des gouvernements pour les massacres internationaux et leur haine pour tout ce qui concourt à établir la concorde parmi les hommes.

Quant à nous, il nous montre combien il nous faut encore déployer d'énergie, de constance, pour secouer l'indifférence générale et faire triompher un jour les idées de progrès et d'humanité.

André Girard.

POUR NOS ENFANTS [1]

La gloire nationale s'identifie avec la gloire militaire. La supériorité d'un pays ne résulte pas d'un niveau intellectuel plus élevé, d'une puissance industrielle ou agricole plus développée, de l'éclat de ses arts, de ses lettres, de l'excellence de son organisation politique ou économique; ces choses-là ne sont qu'accessoires. La supériorité d'un pays réside d'abord dans la force de son armée. On peut le lire à toutes les pages des livres scolaires.

En voici d'ailleurs quelques extraits qui vous convaincront de la vérité de ce que j'avance. Je les ai choisis comme les plus caractéristiques de cette saturation de militarisme et de patriotisme qui fait l'objectif de l'enseignement officiel.

Ceci est la conclusion d'une *Histoire de France* (2) :

« La France a repris en Europe sa grande situation. *Forte de son armée, alliée d'un grand empire*, confiante dans son droit, elle peut envisager l'avenir avec confiance. Mais elle ne doit pas oublier que la force d'un pays ne dépend pas seulement de

(1) Voir le numéro précédent.

(2) *Histoire de France*, cours moyen, par Désiré Blanchet.

son armée et de ses ressources matérielles; elle dépend surtout de l'union de tous les citoyens dans une même pensée; elle dépend de la pratique de tous les devoirs civiques, l'amour du travail, le respect de la loi, le dévouement absolu à la patrie! »

Avant tout, la puissance militaire, c'est là le plus important. Quant au reste, ce qui, accessoirement à la puissance militaire, doit coopérer à la grandeur du pays, ce n'est pas la valeur morale et intellectuelle, le développement des sentiments de dignité et d'indépendance, cette culture de soi-même qui élève le niveau moral de l'individu et par conséquent des peuples. Non, de cela, on n'en veut pas. Ce que l'on demande c'est « l'union de tous les citoyens dans une même pensée » — celle du gouvernement sans doute, — « la pratique des *devoirs* civiques, l'amour du travail » — du travail qui nourrit le capital — « le respect de la loi, le dévouement absolu à la patrie ». Quel haut idéal individuel et social!

Voici maintenant une dictée sur la patrie (1):

« La patrie est cette terre aimée entre toutes qui nous vit naître, où nous vivons, dans une société particulière, sous la protection des mêmes lois et du même gouvernement, et où nous prions Dieu dans la même langue... »

Voyez-vous « l'école sans Dieu »?

Plus loin:

« Enfants, aimez votre patrie de tout votre cœur; soyez des *citoyens dévoués*; faites, pour qu'elle soit grande et honorée, le *sacrifice de vos intérêts*, et, s'il le faut, *celui de votre vie*... »

Toujours l'appel au dévouement, au sacrifice, toutes vertus dont nos dirigeants sont les premiers à donner l'exemple.

Ceci est un sujet de rédaction (2):

« Votre frère aîné est soldat depuis quelques mois. Il vous écrit et vous dit qu'il est enchanté du service, de ses chefs, de ses camarades. Votre père vous charge de lui répondre. Vous lui parlez de la famille, des amis qu'il a laissés, de l'état des récoltes, etc.; vous le félicitez de sa bonne humeur, de ses excellentes dispositions, etc... »

Admirez ce soldat phénomène qui est enchanté du service *et de ses chefs*. On ne peut lui reprocher à celui-là d'avoir une dignité par trop chatouilleuse.

Autre rédaction; celle-ci est un développement destiné à servir de modèle (3):

« L'amour de la patrie est peut-être de tous le plus pur, le plus noble et le plus durable. Rien de ce qui arrive d'heureux ou de malheureux à la patrie ne nous laisse indifférents; nous souffrons de ses maux, nous sommes fiers de ses succès, nous espérons qu'elle deviendra de plus en plus glorieuse, puissante et respectée. Pourquoi le soldat a-t-il la sympathie de tous? C'est parce qu'il personnifie, pour ainsi dire, la grandeur, l'existence même de la patrie... »

« L'existence même de la patrie. » Ce n'est pas le savant, ce n'est pas l'artiste qui personnifie la grandeur, l'existence même de la patrie, c'est le soldat.

Voici encore un modèle de rédaction qui mérite une mention spéciale (4):

« Mon cher ami,

« Décidément la race des lâches n'a pas encore tout à fait disparu de notre chère France: je viens d'en avoir la preuve au dernier conseil de révision.

« Au nombre des jeunes conscrits s'en présentait un, dont le bras droit était en écharpe et enveloppé de linges. Sur l'invitation du conseil, il raconta que quelques jours auparavant, voulant tailler un arbre de son jardin, il s'était coupé l'index de la main droite. Malheureusement le maire de la commune dut reconnaître que cet accident était volontaire.

« Le préfet ne put alors contenir son indignation. Il flétrit la lâcheté de ce malheureux qui, pour ne pas servir sa patrie et pour se soustraire à des dangers problématiques, s'était spontanément mutilé pour le reste de sa vie et couvert d'opprobre aux yeux de tous ses camarades. Personne, en effet, ne lui dissimulait l'horreur qu'inspirait sa conduite, et ce fut là son premier châtiment. Mais ce n'est pas tout: traduit en police correctionnelle, il vient d'être condamné à six mois de prison.

« Voilà une lâcheté dont j'espère bien ne pas me rendre coupable quand j'aurai vingt ans. Non seulement je ne ferai rien pour me soustraire à l'obligation du service militaire, mais je te déclare que je serais profondément humilié si, par une circonstance indépendante de ma volonté, je me voyais privé de l'honneur de servir mon pays. Est-il rien de plus noble, en effet, que l'accomplissement de ce devoir? Et puis, que deviendrait la France, si personne ne se levait pour la défendre au jour du danger? Et que deviendrions-nous nous-mêmes? Allons! mieux vaut encore consacrer trois ans au service de son pays, affronter même la mort que de s'exposer ainsi au déshonneur et à la honte. »

Ailleurs, dans le même ordre d'idées (1):

« Mais le plus grand, le plus noble de nos devoirs civiques consiste dans l'accomplissement du service militaire. Quoi de plus glorieux que d'armer son bras, que d'exposer ses jours pour la défense de la patrie? Cette dette sacrée, tous doivent tenir à honneur de la payer. Honte au lâche qui, pour s'y dérober, a recours aux plus indignes stratagèmes, simule une infirmité qu'il n'a pas, n'hésite pas même quelquefois à se mutiler! »

« Simule une infirmité *qu'il n'a pas*. » Remarquez le français. Est-il possible de simuler autre chose que ce qu'on n'a pas? Il n'est pas comme ces bons patriotes pour écorcher leur langue maternelle!

(*A suivre.*) A. GIRARD.

(1) *Le Certificat d'études primaires*, par B. Subercaze, p. 55.
(2) *Ibid.*, p. 12.
(3) *Choix de sujets donnés aux examens*, etc., par H. Barreau et A. Bouchet, p. 232.
(4) *Ibid.*, p. 237.

(1) *Choix de sujets*, etc., p. 255.

DES FAITS

LES OBJECTIONS D'UN JURÉ. — M. Aylmer Maude, un ami de Tolstoï et traducteur de ses ouvrages, a déclaré hier, aux assises d'Essex, où il assistait comme juré, qu'il avait des scrupules de conscience à prendre part à un procès criminel.

En réponse, M. Justice Lawrance dit fortement désapprouver notre système pénitentiaire, et être effrayé de voir les hommes sortir de prison pires qu'en y entrant.

Le juge a répliqué que cela n'avait rien à voir avec le cas: un homme est coupable ou ne l'est pas; mais il a excusé M. Maude.

(*Morning Post*, 22 juin.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

AMIENS. — Il n'y a pas bien longtemps, nous avons annoncé que plusieurs camarades étaient poursuivis pour « provocation au meurtre non suivie d'effet ». Nos camarades, des cordonniers, avaient orné leur petite boutique avec le portrait de Caserio et celui de Ravachol avec sa devise: « Si tu veux être heureux, n...de D...! pends ton propriétaire. » Une grande pancarte pendue au-dessus de leur porte avec cette annonce: « Ligue des antiproprios. » Comme l'on voit, nos camarades avaient surtout voulu se payer la tête des bons bourgeois d'Amiens.

Cela a eu le don d'enrager un canard bourgeois de l'endroit, le *Journal d'Amiens*. C'est en effet à l'instigation de cette feuille de chou, dont deux numéros demandant des poursuites figuraient au dossier, encadrés dans une lettre du procureur général, que les poursuites ont été ordonnées. Cela a du reste été dit à l'audience sans être démenti.

Comme de juste, des condamnations exemplaires étaient demandées contre nos amis qui, grâce à une habile plaidoirie de Me Hollander, du barreau de Paris, s'en sont assez bien tirés malgré leur attitude très crâne.

Un patron modèle est venu affirmer son estime pour les accusés, que l'avocat général avait représentés comme des pires bandits.

Comme il fallait tout de même une condamnation au journaliste-policier, le tribunal a fait droit à sa requête et nos amis ont été condamnés: Carpentier, à deux mois de prison; E. Tarlier, à un mois; Lemaire et Pépin, chacun à quinze jours. Un des frères Tarlier a été acquitté.

P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — A LA BOURSE DU TRAVAIL. — La manifestation des travailleurs *Contre la guerre* ne semble pas être du goût du ministère de « Défense républicaine ». Déjà, lors du départ des délégués, une altercation assez vive avait eu lieu avec les policiers. Mercredi dernier — trop tard pour en parler dans notre précédent numéro — la délégation devait rendre compte aux travailleurs parisiens de ce qu'elle avait vu et appris en Angleterre. A cet effet, pour donner un caractère de fête à la manifestation, quelques lampions rouges, une pancarte portant « *Guerre à la guerre* » et quelques drapeaux rouges de syndicats avaient été arborés aux fenêtres de la Bourse du travail. Il n'en a pas fallu davantage. La police qui, lors de la manifestation pour « Le Triomphe de la République », protégeait les drapeaux rouges des syndicats, s'est trouvée offusquée:

« Le rouge fait peur aux vaches »,

a dit le poète et c'est pour cela qu'une armée de policiers précédés d'un commissaire de police flanqué d'un officier de paix — oh! combien! — ont envahi la Bourse du travail.

Ce que jamais aucun ministère réactionnaire n'avait osé, le ministère Waldeck-socialiste n'a pas manqué de l'accomplir.

A Chalon, l'on avait imité Constans. L'envahissement de la Bourse est une réédition de l'envahissement Dupuy. Le ministère n'a plus rien à envier aux pires ministères réactionnaires.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que le ministère et Millerand n'y sont pour rien, car à 4 heures de l'après-midi des renseignements avaient été demandés du ministère à l'administration de la Bourse sur la manifestation du soir. Le coup avait donc bien été prémédité.

Ce qu'ont été les policiers, j'ai peine à le décrire, la brutalité et la lâcheté est un art pour ces bandits. Profitant de ce que les travailleurs n'avaient pas d'armes, ces brutes fonçaient parmi eux, s'acharnaient sur les plus faibles et sur les femmes principalement — le seul blessé sérieusement fut une femme. — Pendant une demi-heure, la lutte dura, et force resta quand même aux travailleurs qui, barricadés dans la grande salle de la Bourse, surent en imposer aux policiers et leur en interdire l'entrée.

En définitive, les policiers s'en retournèrent avec les drapeaux du « Triomphe » et la banderole *Guerre à la guerre*.

Les socialistes, comme de juste, firent semblant de s'émouvoir, mais pour la forme seulement: les uns voulaient interpeller, et les autres questionner; mais comme en réalité personne ne voulait agir sérieusement, Messieurs les députés s'amusèrent simplement quelques instants au détriment des travailleurs.

Ce que fut la réunion, inutile d'insister: une longue série de protestations contre la police et la « Défense républicaine », et le compte rendu de la délégation relégué à l'arrière-plan.

A la Bourse du travail, l'émotion n'est pas encore calmée, et la *Voix du Peuple*, organe des syndicats, bien placée pour savoir ce qui s'y passe, termine ainsi son leader article:

« Il fallait une journée à Waldeck et il a tout fait pour l'avoir.

« Si le sang n'a pas coulé mercredi, ce n'est pas sa faute: cela tient à ce que les travailleurs, pris à l'improviste, n'avaient pas d'armes. Ils avaient le droit de répondre à la violence par la violence, et de brûler la cervelle aux bandits qui violaient leur domicile à main armée.

« Est-ce cela qu'on voulait? Et faudra-t-il qu'à l'avenir les travailleurs défendent le siège de leurs syndicats le revolver au poing? »

Et l'on en cause sérieusement à la Bourse.

⁂

A MONTCEAU. — Pendant que les politiciens chauffent leurs élections, la Compagnie agit. Par un avis affiché la semaine dernière, elle prévient les ouvriers qu'indépendamment des 430 ouvriers qui, à la suite de la grève, avaient été licenciés, elle se voit obligée, aujourd'hui, de ne pouvoir reprendre tous ceux qui n'ont pas été réembauchés à ce jour. De ce fait, 700 familles se trouvent privées de tout et dans la nécessité de quitter le pays. L'avis affiché par la Compagnie a soulevé une grosse émotion, cela va sans dire, car, lors de la reprise du travail, il avait été convenu que tous seraient repris « au fur et à mesure des besoins ». Malheureusement les mineurs de Montceau ont tellement été trompés et dupés, qu'ils sont incapables aujourd'hui d'un mouvement de révolte.

Tel est le bilan de l'une des grèves où l'action néfaste des politiciens s'était le plus exercée dans

ces dernières années : 1.100 familles mises à la rue, privées de tout, et cela avec un prétendu socialiste au pouvoir. La leçon est rude pour les malheureux mineurs de Montceau ; souhaitons vivement qu'elle soit un enseignement.

Les socialistes qui se sont si bien servis de cette grève se taisent prudemment. Jaurès est tout à la louange de Millerand et de ses réformes. Qu'importe ce millier de travailleurs sur le pavé ? « La Défense républicaine » règne toujours. Qu'importe à ce ministre socialiste le sort de ces mille familles dans la misère ? Il n'y a plus rien à tirer des mineurs de Montceau... Qu'ils crèvent !

* * *

Congrès de mineurs. — Cette semaine se tient à Paris un important congrès de mineurs. Il s'agit surtout d'établir les responsabilités de chacun en ce qui concerne le refus d'observer les résolutions du congrès de Lens relatives à la Grève générale. Basly et Lamendin seront sur la sellette.

L'attitude des mineurs en cas de Grève générale est très importante. Eux seuls peuvent, en certains cas, déterminer le succès ; aussi cette question fera-t-elle l'objet d'un débat très approfondi et passionné. Les mineurs, qui se sont toujours quelque peu tenus à l'écart du mouvement des autres travailleurs, semblent aussi vouloir s'en rapprocher pour unir plus étroitement leurs efforts à ceux de tout le prolétariat. Cette tendance est fortement combattue par les quelques politiciens qui dirigent les mineurs. J'en donnerai les résultats.

P. Delesalle.

Hollande.

La période électorale est close ou à peu près. Jacques Bonhomme est allé mettre son bulletin dans l'urne et s'en est retourné chez lui dans la croyance naïve d'avoir travaillé à son propre salut et à celui du pays, très satisfait, du reste, d'avoir pu faire acte d'autorité, ce qui ne lui arrive pas tous les jours. Que lui-même, l'électeur « souverain », n'a été qu'une marionnette entre les mains de « leaders » quelconques, il ne s'en est point aperçu. Tant mieux pour lui : cela aurait pu troubler sa sérénité. — Les cléricaux, protestants orthodoxes et catholiques romains, unis dans une ligue monstrueuse, ont triomphé : Rome et Dordrecht réunis nous gouverneront pendant une période de quatre ans au moins. Les libéraux ont essuyé une défaite qui est une véritable débâcle. Par contre, nos bons amis de la social-démocratie ont fait un pas en avant. Le résultat du scrutin de liste leur était très défavorable, pas un de leurs députés (!) ne fut réélu. Mais ils se sont rattrapés au scrutin de ballottage et ils ont, finalement, remporté sept sièges au Parlement. Quel triomphe, mes amis !

Du reste, leur journal *Le Peuple* n'a fait que crier victoire pendant toute la campagne. Ce n'étaient que triomphes socialistes et défaites libérales et cléricales et anarchistes. Les orateurs social-démocratiques étaient tous, jusqu'au moindre apprenti député, de véritables petits Césars : ils arrivaient sur les lieux, voyaient l'ennemi et le vainquaient de suite. Ce pouvait être un libéral ou un conservateur, un calviniste ou un catholique, un savant ou un homme du peuple — tous y passaient ! Et surtout, nous autres anarchistes, mal nous en prit de faire la contradiction : régulièrement nous étions terrassés par l'éloquence et la science marxiste au point de ne pouvoir plus nous lever et de rester dans la poussière, implorant le pardon de nos péchés anti-social-démocratiques. Et le lendemain on lisait dans le *Peuple*, aux comptes rendus de réunions : « L'anarchiste X... se présenta pour la défense de la bourgeoisie, mais il reçut une bonne leçon » ; « l'anarchiste Y..., qui perdit l'occasion de se taire, fut fustigé de la belle manière », et ainsi de suite. La lecture du journal social-démocratique était dans ces jours amusante comme celle du *Cri de Guerre*, organe de l'armée du Salut, où les bonnes âmes se délectent du rapport des défaites de Satan. Du reste, si chez vous on a des socialistes à l'eau du Jourdain, nous en avons « au sang de Jésus ». (La social-démocratie se ressemble un peu partout !) Le fameux Henri Hubert van Kol et sa non moins fameuse Nellie van Kol se sont érigés en protecteurs de l'armée du Salut, lui accordant de forts subsides, et chantent ses éloges dans la presse, même dans *Notre Feuille*, journal miniature pour les tout petits enfants que rédige Nellie ! Mais revenons à nos moutons, je veux dire aux électeurs social-démocratiques. Evidemment ce sont les meilleurs gens du monde et les plus éclairés. Le *Peuple* les loue en ces termes : Une foule pressée de quarante mille électeurs se rangeait sous le drapeau rouge du prolétariat international, poussa son cri de guerre contre le capitalisme et, visant le grand but, combattit dans la lutte des classes. Non, vraiment, on leur prête des intentions par trop fantaisistes, à ces braves électeurs ! Attirés par l'appât très habilement disposé, l'ouvrier de la ville a voté pour les retraites ouvrières, celui du pays contre le pain cher, l'employé de l'Etat pour une hausse de salaire de quelques florins, l'instituteur pour un peu plus d'influence sur les choses de l'école, le petit fermier pour l'amélioration du bail de ferme, etc. Le drapeau rouge ! Oh ! comme on l'a soigneusement enveloppé dans de la toile cirée. Dans la campagne, nul électeur n'en a vu le plus petit bout ! Mais pourtant « le socialisme a remporté un triomphe éclatant ». Les leaders savent mieux, et laissons aux moindres partisans leur douce illusion. La réalité les détrompera bien vite.

* * *

L'ami Domela Nieuwenhuis est en train de publier (chez Van Looy, Amsterdam) un livre tout à fait remarquable, une Histoire du socialisme. Le premier volume a déjà paru. Il y traite le socialisme dans le passé, le second volume traitera le socialisme moderne. Ce qui distingue son étude des autres livres semblables, c'est que lui premier sépare le mouvement libertaire du mouvement autoritaire. Nieuwenhuis a écrit dans un sens critique : après avoir donné l'opinion des différents socialistes, le plus souvent par leurs propres paroles, il la fait suivre de sa critique au point de vue libertaire. L'ouvrage obtient un beau succès où l'exécution typographique très soignée et les portraits magnifiques qui ornent ce livre entrent aussi pour une bonne part. Il serait désirable que le livre de Nieuwenhuis fût traduit en plusieurs langues.

P. M. Wink.

Etats-Unis.

Saint-Louis. — J'avais pensé présenter un compte rendu des congrès tenus à Paris l'été passé aux « Central Trades et Labor Union », mais les deux meetings précédents et celui de ce jour (24 mars) se sont perdus en parlottes politiques. Cependant je crois utile de narrer cet incident.

Le président des « C. T. et L. U. » est nommé candidat sur le « Democratic Tiket » pour les élections qui auront lieu le mois prochain. Un délégué aux « C. T. et L. U. », qui est candidat comme Maire sur le « Social Democrat Tiket », proposa que le président se prononçât d'un côté ou de l'autre. Proposition qui fut votée après un long débat où il y eut pas mal de flagorneries débitées, mais aussi bien des pointes aux politiciens, lesquelles en général ne manquaient pas d'esprit.

Au meeting du 10 mars, le président présenta sa résolution. Nous devions voter par l'appel nominal et par oui ou par non. J'avais le premier la parole et je proposai que si sa résolution était acceptée, tous ceux qui courent des chances d'avoir une position dans n'importe quel parti politique dussent démissionner comme délégué aux C. T. et L. U. Le président temporaire — celui à qui j'ai dit un soir : « Vous êtes plus autocrate que l'empereur de Russie » — me répondit que je ne procédais pas dans l'ordre. J'aurais dû présenter cela comme amendement, mais je suis si fort en *parlementary rules* !

Quand vint le moment de voter, à l'appel de mon nom, je déclarai m'y refuser parce qu'il y avait trop de jalousies personnelles — j'avais si bien touché l'endroit sensible que je reçus des reproches de mon union ; j'avais fait un « violent speech ».

La résolution du président est acceptée ; il fait un speech très court dans lequel il invite les candidats politiciens — il y en a quatre, que je connaisse — à résilier des C. T. et L. U.

A l'aide d'un typographe américain qui connaît mieux que moi les *parlementary rules*, je rédige ma première proposition qui est de renvoyer tous les politicailleurs ; je la présentai au secrétaire qui objecta qu'il était trop occupé et me dit de la présenter moi-même.

Deux minutes ne s'étaient pas écoulées qu'un jeune homme vint près de moi et me déclara avoir une proposition semblable, mais mieux faite. Je lui abandonnai mon papier pour y faire les additions nécessaires qu'il devait présenter comme amendement.

Je le lui donnai, mais cinq minutes après il s'éclipsa, et, comme j'approchais d'une table pour en rédiger une autre, un socialiste se leva et proposa de terminer la séance, ce qui fut voté immédiatement.

Il n'y a pas de commentaires à faire sur la conduite des social-démocrates, cependant les libertaires gagnent du terrain ; j'ai entendu d'autres délégués dire que leurs *unions* leur avaient ordonné de balayer tous les politiciens hors des C. T. et L. U.

Au C. T. et L. U. du 14 avril, un antipoliticien représenta ma proposition qui fut rejetée par 56 voix contre 42. Vous voyez qu'il y a déjà du chemin de fait. Je vais, à nouveau, la présenter sous une autre forme, et, si je peux arriver à avoir l'appui de l'union dont je suis délégué, je le ferai, ce qui amènerait la question en un meilleur moment et où je pourrais faire connaître le travail antipolitique des ouvriers européens.

* * *

J'ai parlé dernièrement dans une « Lodge » — espèce de société secrète — du groupe de « Solidarité Internationale, etc. » ; l'idée a été très bien accueillie, on m'a demandé de me préparer à l'exposer plus clairement à un meeting où ils seraient plus nombreux. La difficulté, c'est de me trouver à tous ces meetings et que je me trouve trop isolé, les camarades qui pourraient me remplacer n'y étant pas admis.

Aug. Lelièvre.

Sous réserve. — Il paraîtrait que la « Doubinsky Colonie » (je ne crois pas que le nom soit exact) qui était dans le Tennessee et est allée, en partie, dans le Kansas, aurait été dissoute parce que les anarchistes — minorité — voulaient l'union libre et que les autres — majorité conservatrice — voulaient conserver leurs règles parlementaires. Quelque gros capitaliste a fait son beurre en achetant ces terrains, défrichés et productifs, à moitié prix.

The Debating Club — seul groupe libertaire à Saint-Louis — peut être considéré comme impuissant (à moins qu'Emma Goldman ne le fasse revivre durant son passage, du 7 au 14 mai), pour la raison qu'il contient plus de social-démocrates que de vrais anarchistes ; il y a longtemps que quelques sincères avaient prévu le tour, mais leur nombre étant trop faible pour empêcher cette assimilation, ils se sont retirés.

J'y ai présenté, le 21 avril, la proposition d'un camarade du « Solidarity International, etc. » ; un seul d'entre eux en avait eu communication en allemand et n'en avait rien fait. Au meeting du 28 avril, il n'y avait que six personnes, dont deux vieilles sociologues et deux inconnus de moi.

A. L.

Les journaux socialistes d'Europe et d'Amérique sont en train, en ce moment, de reproduire un soi-disant interview de moi par le *Petit Sou*, concernant une colonie qui serait en train de se fonder à Montrouge.

J'ignore s'il existe une colonie à Montrouge.

Le ton que m'attribue le *Petit Sou* est ridicule.

Je n'ai jamais été interviewé par le *Petit Sou* à ce sujet.

J. Grave.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque du III[e] *L'Education libre*, 14, rue Grenier-Saint-Lazare, ouverte tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures. — Dans le but d'éviter la perte de livres, les camarades sont avertis que seuls ceux résidant dans l'arrondissement pourront emprunter des volumes.

Le groupe remercie les camarades qui ont répondu à son appel en lui envoyant des volumes.

* * *

Ballade de propagande à Montlhéry, le dimanche 14 juillet. Départ par le train de 9 h. 50, Odéon-Montlhéry (chemin de fer sur route). Rendez-vous est donné aux camarades prenant le train place de

l'Odéon à 8 h. 1/2; pour ceux partant à pied, gare de Montlhéry, à midi.

Programme de la journée : à midi et demi, déjeuner; à 2 heures, causerie et concert d'amateurs; à 4 heures, ballade de propagande dans le pays et les environs. Distribution de journaux, brochures, etc.

N. B. — Les camarades peuvent apporter leurs provisions : c'est facultatif.

⁂

APPEL AUX JEUNES. — Au comment où de tous côtés éclatent des grèves, montrant les travailleurs se solidarisant pour anéantir le joug capitaliste qui les oppresse, il ne faut pas que les jeunes restent impassibles devant cette lutte acharnée contre le capital.

Nous faisons appel, un pressant appel à tous les jeunes gens des XIXe et XXe arrondissements et les convions à nos réunions qui se tiennent tous les jeudis, salle Delfaud, 114, rue de Crimée.

N. B. — Le groupe accepte pour la bibliothèque livres, journaux et brochures.

⁂

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Abbé-Groult, 29. — Conférence samedi soir, à 8 h. 1/2. Prêt de livres.

⁂

Groupe des travailleurs libertaires de St-Mandé-Vincennes. — Samedi 13 juillet, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu.

Ordre du jour : Causerie par le camarade Denéchère sur l'efficacité de la propagande révolutionnaire, anticléricale et antimilitariste dans la banlieue de l'Est.

⁂

On nous annonce la mort d'un militant, le compagnon Félix Barrême, âgé de vingt-six ans, emporté par une affection cardiaque et la tuberculose.

Il est mort à l'hospice de la Conception, à Marseille. A deux reprises, il lui a fallu, avant de mourir, repousser les tentatives de l'aumônier qui voulait le confesser.

⁂

Delallé, ancien gérant du *Père Peinard*, nous prie d'annoncer la mort de son fils.

⁂

SAINT-NAZAIRE. — Dimanche 14 juillet, à 2 heures, place de la République, réunion de tous les révolutionnaires pour une promenade : à 2 h. 1/2, astronomie; à 4 heures, herborisation.

A 8 heures, salle de l'*Immaculée*, causerie : Comment on devient anarchiste.

Tous les camarades sont priés de se munir de provisions.

⁂

Séraphine Pajaud fera Valenciennes, Lille et Tourcoing, etc. Les camarades de la région qui veulent organiser des conférences peuvent lui écrire poste restante à Valenciennes.

⁂

TOURS. — Nous informons les camarades de la région du Centre des localités suivantes : Poitiers, Blois, Nantes, Angers, Trélazé, Châtellerault, Niort, Chinon, Loches et autres, de donner au plus tôt leur adhésion, à seule fin de fixer la date et le lieu du congrès, et régler toutes les mesures et dispositions pour recevoir les camarades qui voudront bien répondre à notre appel.

Pour tout ce qui concerne le Congrès régional de Tours, s'adresser au camarade André Auguste, 16, rue Saint-Symphorien, Tours (Indre-et-Loire).

Tous les camarades sont priés de montrer un peu plus d'exactitude.

Samedi 13, à 8 h. 1/2 : 1° Discussion au sujet du Congrès; 2° Du rôle de l'anarchiste au point de vue de la propagande.

⁂

LYON. — Le Groupe *Germinal* organise une grande soirée familiale pour le dimanche 21 juillet, à 8 heures précises du soir, salle du café de l'Isère, 26, rue Paul Bert.

Nous invitons tous les camarades ayant à cœur l'idéal anarchiste, ainsi que tous ceux qui sympathisent à l'idée, à assister à cette réunion intime destinée à couvrir les frais d'organisation du Congrès libertaire régional.

Les initiateurs de cette réunion tâcheront de faire leur possible pour satisfaire les amis qui voudront bien se rendre à notre invitation.

Il y aura chants, poésies, monologues révolutionnaires et une causerie-lecture par un camarade.

Il sera perçu 25 centimes d'entrée pour le vestiaire. Chaque carte donnera droit à un billet de tombola gratuite.

⁂

VIENNE. — Par suite de l'adhésion d'un grand nombre de vieux et de jeunes militants, le groupe syndical anarchiste fera de bonne besogne ; mais les propriétaires refusant de nous louer, nous nous réunirons provisoirement le dimanche matin, vers 9 ou 10 heures, 6, quai Pajot, au deuxième.

GROUPE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

En présence des crimes abominables commis par les nations dites civilisées contre le peuple chinois, les membres du Groupe d'études sociales Autunois protestent avec énergie et envoient aux dirigeants de toutes les nations l'expression de leur mépris et de leur haine.

Le Groupe d'études sociales Autunois.

⁂

Les personnes dont les noms suivent nous prient de les inscrire parmi les protestataires contre les guerres :

Paul Louey, à Apt (Vaucluse); A. D. Bancel, à Prats de Mollo (Pyrénées-Orientales); Henry Gamoty, H. Marre, Gabriel Monnier, Marius Durand, Roussilhon : à bas le nationalisme, contre toutes les réactions réunies, à Valréas (Vaucluse).

Une protestation du *groupe socialiste* de Taulignan (Drôme), signée de plus de 50 noms, et qui nous a été annoncée, a été interceptée.

⁂

AUX TRAVAILLEURS NIMOIS. — Le Groupe d'études économique libertaire de Nîmes, rue Nerva, 7, considérant que le sentiment patriotique est contraire à l'élaboration de tout progrès social et que la multiplicité des besoins rend la solidarité nécessaire aux hommes;

Connaissant la charge écrasante du militarisme, et l'influence funeste du cléricalisme sur le moral d'une nation, constate qu'on entretient dans le peuple les préjugés patriotiques pour la sauvegarde des classes parasites. Or, maintenant, camarades, c'est à vous que nous nous adressons : de quel côté vous rangerez-vous désormais dans la lutte qui est engagée? Pour la bourgeoisie féroce et intolérante qui vit en étouffant les intelligences sous le fanatisme ou dans le sang, ou avec les prolétaires qui crient : Vive l'*Internationale*, c'est-à-dire l'humanité fraternelle?

Pour le groupe : TAILLARD.

(*A suivre.*)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Amours de Victor Hugo, par Tristan Legay; 1 vol., 2 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

De chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères : *Histoire du ciel*, par Clémence Royer; 1 vol., 2 fr. 50, tome Ier de la *Petite Encyclopédie scientifique du XXe siècle*.

La Chine des mandarins, par A. de Pouvourville; 1 vol., 2 fr., tome V de la *Bibliothèque d'histoire et de géographie universelles*.

La Conquête des mers, par G. Toudouze; 1 vol., 1 fr. 50, tome 23 des *Livres d'or de la science*.

Razon o fe. — *Suenos y Realidades*, — *La Ley del contrasto*, trois brochures par Sebastian Suñé, chez l'auteur, Lista de correos, Barcelone.

Justice militaire, par G. Clemenceau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Histoire de l'inquisition au moyen âge, par H. C. Lea, tome II; 3 fr. 50 le volume, à la *Société nouvelle de librairie et d'édition*, 17, rue Cujas.

Nouvelles conversations de Gœthe avec Eckermann (1897-1900); 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Réforme de la justice militaire, par Jean Marsil 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Les Retraites ouvrières en Belgique, *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Le Fer, la houille et la métallurgie à la fin du dix-neuvième siècle, par G. Villain; 1 vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

Compilacion de leyes y documentos oficiales relativos a la evolucion monetaria de Costa-Rica, por Rafael Iglesia; typografia Nacional, Sar-José, Costa-Rica.

Sous la Toque, par Alb. Juhellé; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Dégénérescence bachique et la névrose religieuse dans l'antiquité, par J. P. Milliet; 1 vol., 3 fr. 50, aux *Pages libres*, 16, rue de la Sorbonne.

Le Pays des parlementeurs, par Léon Daudet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Un an de caserne, par L. Lamarque; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Le Silence et le Secret, par E. de Saint-Auban (second recueil de plaidoiries); 1 vol., 3 fr. 50, chez Pédone, 13, rue Soufflot.

A lire :

Le Lapin récalcitrant, H. Maret; *Le Radical*, 4 juillet.

Propos d'un Parisien, Harduin; *Le Matin*, 8 juillet.

Chacun son métier, Henry Maret; *Le Radical*, 9 juillet.

Un an de caserne, O. Mirbeau; *Aurore*, 8 juillet.

Un acte inqualifiable, Jeanne Brémontier; *Matin*, 6 juillet.

L'anarchie médicale, Dr H. Grasset; *L'Evolution médicale*, no 8.

A voir :

Le no 14 de l'*Assiette au beurre*, sur la guerre, 13 lithographies d'Hermann-Paul.

⁂

Si quelques-uns de nos lecteurs possèdent des numéros de la première série des *Cahiers de la quinzaine*, 16, rue de la Sorbonne, qui leur soient inutiles, ils seraient bien aimables de nous les faire parvenir.

Nous avons ce qui est paru de la deuxième série, et voudrions posséder au complet cette publication intéressante et documentaire.

PETITE CORRESPONDANCE

B. L., à Jemeppes. — Avons réexpédié. L'envoi précédent se sera perdu en route.

G., à Perpignan. — Réclamez à la poste lorsque ça se reproduira. Mais les numéros manquants sont gratuitement à votre disposition.

3160, à Marseille. — Nous ne connaissons personne à Roanne.

J. B., à St-Junien. — Oui, nous l'avons expliqué dans notre dernier numéro. Un timbre de 12 centimes.

C. A., à Ratenelle. — Tout est à l'état de projet encore. Nous tâcherons. Ça sera à voir si nous arrivons à mettre l'idée sur pied.

W., à Lausanne. — Nous n'avons pas d'autres brochures de la *Révolte* que celles marquées sur le catalogue.

Reçu les numéros de l'*Emeute*. Merci.

Reçu pour les détenus : B., 1 fr. — Université populaire *Aube sociale*, réunion du 1er, 4 fr. 50; réunion du 4, 9 fr. — B. L. et E. L. P., à Lorient, 3 fr. — A. X., 0 fr. 50. — Du *Toemkost* de Middelbourg (dont la majeure partie pour Barcelone), 28 fr. — Chinon, 1 fr. — Total : 47 fr. — Listes précédentes : 222 fr. 65. — En caisse : 269 fr. 65.

Reçu pour la brochure à distribuer : A. P., 0 fr. 25; J. G., à Puissalicon, 0 fr. 25. — Total : 0 fr. 50. — Listes précédentes : 42 fr. 30. — En caisse : 42 fr. 80.

Reçu pour la *Solidarité internationale* : G., à Fougères, 0 fr. 50. — L. Cherfils, 2e envoi, 0 fr. 25; E. P., 0 fr. 50; par le groupe socialiste, 0 fr. 75; C. J., 0 fr. 25. En tout : 1 fr. 75. — Total : 2 fr. 25. — Listes précédentes : 40 fr. 95. — En caisse : 43 fr. 20.

Reçu pour le journal : B., 2 fr. — H. P., à Bihorel, 2 fr. — F., le Mans, 3 fr. — 3160, à Marseille, 0 fr. 60. — G., à Fougères, 0 fr. 50. — Chinon, 1 fr. — B., à Jonzac, 0 fr. 50. — Merci à tous.

P. B., à Grand-Croix. — P., à Marseille. — « Groupe des affamés », Spring-Valley. — J., à Autun. — B., à Roubaix. — B., à Persan. — P. L., à Berne. — B., à Rouen. — J. d'H., à Gand. — C., à Parthenay. — M. V., à Anet. — E. S., à Etampes. — C., à Croix. — T., rue C. — B., à Rouen. — M., au Creusot. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 12 DIX CENTIMES DU 20 AU 26 JUILLET 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES MOYENS PACIFIQUES

ET LA RÉVOLUTION

En lisant l'admirable roman de Zola, *Travail*, beaucoup de lectrices et de lecteurs se seront dit, sans doute : « Comme il serait bien, en effet, si la grande question sociale pouvait se résoudre de cette façon paisible ! La révolution sociale, c'est la guerre, et, comme toutes les guerres, elle a ses chances : de réussite ou de défaite. Et puis, c'est la guerre civile, avec toutes ses rancunes, ses acharnements, ses cruautés; c'est la contre-révolution préparée en sourdine par les dépossédés, les complots de la réaction, comme en 1792, et les grandes colères de la Révolution pour écraser les complots !

« Pourquoi ne pas mettre sa confiance dans l'évolution lente, mais sûre? nous dira-t-on. Pourquoi ne pas travailler à convertir les possédants, au lieu de les terroriser? leur prouver par expérience que là est l'avenir et leur propre bonheur, plutôt que de remplir leurs cœurs de crainte et de fiel?

« Voici, en effet, Luc Froment, de Zola. Un riche bourgeois, Jordan, lui cède son usine, à condition de ne toucher qu'un intérêt modeste sur le capital qu'elle représente; et Luc, secondé par de braves travailleurs, arrive à rendre cette usine prospère; il en partage les bénéfices avec les ouvriers et les rend heureux; il crée une cité nouvelle, riche et gaie, de travailleurs, d'égaux, à côté de la vieille ville de bourgeois et de misérables qui s'effondre. Et par le succès de son expérience, il convertit jusqu'à ses pires ennemis; si bien qu'un jour ce cri : « Il faut rendre ! » — rendre aux travailleurs tout ce que la bourgeoisie leur avait soutiré autrefois — ramène à la vie et rend heureux pour ses derniers jours le dernier représentant de la famille bourgeoise qui avait créé sa fortune avec la misère des travailleurs.

« Pourquoi donc parler toujours de révolution sociale, alors que l'évolution lente des idées et les exemples des cités ouvrières modèles, qui iront, sans doute, en se multipliant, suffiraient pour convertir la bourgeoisie elle-même — surtout la jeune génération — aux idées de justice et d'égalité? »

Beaucoup ont dû se faire ce raisonnement, d'autant plus que les travailleurs eux-mêmes, pendant ces dernières douze ou quinze années, semblent se méfier, eux aussi, de la révolution et donnent en tout cas à la bourgeoisie un certain nombre d'années de répit, afin qu'elle réalise une partie, du moins, de ses promesses de réformes.

∴

Dégageons d'abord la responsabilité de Zola. Zola n'a nulle part cherché à prouver que les choses *peuvent* se passer de cette façon paisible. Il a seulement montré comment elles *pourraient* se passer, *si*... et, en romancier honnête, qui connaît son monde bourgeois, il a accumulé lui-même tant de ces *si*, que par cela même il fait entrevoir que la transformation sociale *ne se fera pas* de cette façon. Les bourgeois qu'il a dépeints dans *Pot-Bouille*, *L'Argent*, *Germinal*, la force occulte qui gouverne la France, dépeinte dans *Rome*, la machine de l'Etat, la coalition de l'argent et ainsi de suite, que Zola nous a si bien présentés, élèvent leurs voix pour dire que la transformation sociale ne s'accomplira pas de la façon dont se transforme la Crêcherie dans le roman *Travail*.

Les mille circonstances favorables, voire même les accidents, que Zola fait intervenir pour empêcher la Crêcherie de sombrer, — et la révolution sociale qui s'accomplit entre temps dans les nations voisines, pendant les années que la Crêcherie met à se développer, — tout cela montre que Zola a voulu, d'une part, montrer au travailleur l'idéal communiste de travail libertaire et lui faire aimer cet idéal, le passionner pour cet avenir, afin de le faire redoubler d'efforts; et, d'autre part — dire aux bourgeois : « Si vous aviez pour deux sous de bon sens, voilà ce que vous feriez. Mais vous ne l'avez pas — et vous ne le ferez pas ! »

∴

Certes, ils ne le feront pas. Ni eux, ni la jeune génération que dès aujourd'hui ils cherchent à dépraver par tous les moyens — y compris celui du retour au mysticisme religieux.

C'est que le bourgeois, et surtout la bourgeoise, s'ils possèdent quelques centaines de mille francs, ne veulent pas du tout se contenter des quelques méchants quatre ou cinq pour cent d'intérêt sur leur capital. Vivre de cinq ou de dix mille francs par an ? — Vous riez ?! Il leur en faut cinquante ! Et quand ils auront les cinquante, il leur en faudra quatre fois autant, dix fois... Il leur faudra devenir des Rockefeller ou des Morgan américains, c'est-à-dire des milliardaires, dont le revenu se chiffre par des millions. Dussent-ils dévorer leur capital en plus du revenu annuel, dévorer l'usine comme le font M. et Mme Delaveau, images réelles de la bourgeoisie dans le roman de Zola, — ils le feront : et cette opposition seule que nous donne Zola, de Luc Froment, faisant œuvre de régénération dans la Crêcherie, avec Delaveau et Fernande qui dévorent l'Abîme — cette opposition même révèle la parole que Zola aura voulu adresser aux bourgeois : — « Mais non, vous êtes trop bêtes ! Vous ne ferez pas comme Jordan et Luc. Vous ferez comme Delaveau et sa Fernande, — et vous aurez la révolution. »

∴

Il y a quelques années, paraissait dans une des revues anglaises un article : « Comment vivre avec 17.500 francs de revenu? » Et la conclusion de l'article était qu'avec 17.500 fr. par an il est matériellement « impossible » pour une famille bourgeoise de vivre et d'élever ses enfants — à moins de se résigner à l'existence triste et maussade d'un obscur campagnard. « Si vous n'avez que cela, rien que ces 17.500 francs par an, vous n'avez qu'à émigrer et défricher la terre au Canada, au Cap ou en Australie », concluait l'auteur, et toute la presse approuvait sa conclusion.

Il est vrai qu'en réponse à cet article il y en eut d'autres qui discutaient comment vivre avec 2.000 francs de salaire par an, et même avec 25 francs par semaine. Et il y était démontré, aussi par *a plus b*, que 25 francs par semaine c'est l'aisance assurée. Tant pour le logement, tant pour la nourriture, tant pour l'imprévu — et il restait encore de quoi thésauriser pour les vieux jours. Mais cela, c'était le ménage ouvrier. Quant à vivre avec 17.500 francs de rente, pour un ménage bourgeois, l'impossibilité en était démontrée mathématiquement par de grands *A plus B*. Et *c'était vrai*. Pour vivre d'une vie bourgeoise, à moins de s'enterrer dans un village, un revenu pareil, c'est la misère. Il faut, au bourgeois anglais, au moins cinquante mille francs — pour commencer.

Mais cinquante mille francs de revenu par an — quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse — c'est au moins cent individus, cent paires de « bras », comme on dit en Angleterre, qui soient poussés par l'impossibilité de vivre quinze jours sans se vendre, venant s'offrir au propriétaire de l'usine pour un salaire de 25 francs par semaine, quitte à abandonner toute réclamation sur ce que leur travail pourrait produire de plus. C'est la famille du bourgeois, entourée de cent familles de misérables. On n'en sort pas, et tout ce que l'on a inventé c'est d'aller chercher les misérables au Tonkin, en Egypte, en Turquie ou en Russie, en plus de ceux de France et d'Angleterre.

∴

Mais ce n'est pas encore tout. Si le bourgeois trouve qu'il lui est « impossible » de vivre avec un revenu de 15 à 20 mille francs, — ce qu'il veut dire par cela, c'est qu'il lui est impossible de vivre d'une vie *distinguée* : de se distinguer de la masse; de la dominer, de se placer au-dessus du vulgaire. Il trouverait bien de quoi se loger, se nourrir, et même se vêtir avec ce revenu... Mais cela ne lui suffirait pas. Il serait forcé, pauvre garçon, de rentrer dans les

rangs. Il ne se distinguerait pas « du peuple ». Sa femme ressemblerait à une épicière et lui-même à un employé de la sous-préfecture; et c'est cela — ce « ridicule » — qu'il craint par-dessus tout. Il veut être *distingué*. Il veut qu'à vue d'œil, dès qu'il se montrera dans la rue, chacun puisse dire : — « Ça, c'est Monsieur, et cela c'est un des « bras » de Monsieur. »

Et pourquoi diable irait-il « s'avilir » de la sorte jusqu'à ne plus être distingué de ses « bras »? Lui, dont les parents ont travaillé tout un siècle pour occuper la place vacante laissée par les seigneurs après la grande Révolution? S'il y est forcé un jour, il verra comment s'accommoder aux nouvelles conditions. Mais, sans y être obligé, — lui, qui se croit le sel de la terre, et le créateur de la merveilleuse industrie moderne, — lui, dont le père et le grand-père ont lentement bâti cette fortune et conquis cette position privilégiée, — pourquoi se destituerait-il au profit de ceux même qu'il méprise?

— « Qu'ils me destituent s'ils le peuvent », répondra-t il. « Mais que je me suicide pour leur faire plaisir — jamais! »

*
* *

En effet, — faites demain le cadastre de toutes les *fortunes bourgeoises* : « M. Jacques possède tant, M. Jean possède tant », et ainsi de suite pour toute la bourgeoisie *française*; et offrez-leur, au nom de la nation, une rente perpétuelle de, disons *quatre pour cent* sur toutes leurs fortunes.— Croyez-vous qu'ils l'accepteraient? — Jamais! Pas plus qu'un propriétaire de billet de loterie n'acceptera que vous lui payiez ses quatre pour cent. C'est que, s'il possède telle usine ou telle mine, il ne compte nullement se contenter des quatre pour cent sur sa valeur. Il compte doubler un jour sa fortune, en même temps qu'il restera « Monsieur » vis-à-vis des Pierre et des Jean qu'il fera travailler. Et il compte aussi que ses enfants, profitant du monopole de l'instruction supérieure, deviendront un jour des gouvernants, des *distingués* au milieu de la masse « de bras ». Voilà pourquoi il s'opposera de toutes ses forces à cette mesure; et le bourgeois qui n'a aujourd'hui que quelques milliers de francs de capital sera encore pire que les gros bonnets pour protester, car ceux qui sont encore dans les rangs du peuple sont les plus âpres à vouloir en sortir, dès qu'ils en ont conçu l'espoir.

*
* *

En général, le roman de Zola soulève toute une série de questions concernant les moyens pacifiques et la révolution sociale. — et nous allons y revenir encore plus d'une fois.

PIERRE KROPOTKINE.

Les camarades du *Volné Listy*, de Brooklyn, m'envoient la coupure d'un journal, *The World*, de New-York, daté du 9 juin.

Sous ce gros titre : *American ladies in Paris slums, Jean Grave, the anarchist author, administers a stinging rebuke to young Bradley Martin*, ce journal insère une soi-disant dépêche de Paris, où il est raconté que M. et Mme Georges Vanderbilt, la comtesse Ganay, le jeune Bradley Martin, et une douzaine d'autres personnages de la même trempe, seraient venus pour me rendre visite, accompagnés d'agents de police.

A la vue de ces intrus, je les aurais priés de me tourner les talons, menaçant de leur tirer dessus. J'aurais même noblement refusé cinquante francs que m'offrait le jeune Bradley pour que je lui explique mes idées, brandissant les dix enfants que j'aurais nourris de mon travail et les vingt volumes que j'aurais, paraît-il, écrits.

Je n'ai jamais mis ce monde-là à la porte de chez moi, pour la bonne raison que je ne les ai jamais vus. Ma conscience n'a pas eu à résister aux présents d'Artaxercès.

J. GRAVE.

LE MASSACRE DE BERRA EN ITALIE

et la bourgeoisie sociale à l'œuvre

L'histoire est bien connue, parce qu'elle est ancienne et toujours la même.

La plaine de Ferrare était un marais affreux. La *Banque de Turin*, à l'aide de nombreux capitaux, du travail mal rétribué de plusieurs générations de prolétaires, et grâce aux habiletés budgétaires du gouvernement, en repoussant le Pô dans son lit, en couvrant la plaine de canaux, réussit à transformer un pays misérable et malsain en un paradis pareil à celui que Zola a fait rêver à Pierre Froment dans son *Travail*.

La *Banque de Turin*, qui auparavant avait dû se mettre en liquidation, depuis cette œuvre magnifique de placement adroit et de travail productif, vit ses actions doubler. Les capitaux doublèrent, mais les travailleurs n'en demeurèrent pas moins misérables.

Telle est donc l'œuvre magnifique dont une institution bourgeoise pourra s'enorgueillir : la perpétuation du malheur d'une foule de désespérés dont la vie — ainsi que la chose a été prouvée devant la Chambre italienne — était un continuel martyre.

Le mouvement préparé par les socialistes, en Italie, et qui est plus grand qu'il ne paraît et qu'on ne le pense, sortant des abstractions politiques, mouvement qui, il faut le reconnaître, ne mérite nulle attaque en raison du courage et de la loyauté de ses chefs, a pu entraîner une grande partie du prolétariat campagnard.

C'est là un fait inouï et tout à fait nouveau, dans le monde latin, depuis les guerres civiles et les soulèvements des esclaves à qui, bien plus qu'aux armes des barbares, l'empire romain dut sa chute.

Donc, les paysans de Ferrare *endoctrinés, éclairés* par la propagande sur les questions primordiales relatives à l'amélioration immédiate de leur existence, se mirent en grève au critique moment de la moisson.

Les propriétaires de la Bonifica, toujours les mêmes, ne comprenant rien aux faits historiques qui se sont déroulés en Italie, imaginèrent, pour vaincre la grève, d'embaucher quelques centaines d'ouvriers encore plus malheureux du Piémont; exactement comme ils prennent des fils de prolétaires pour en faire des soldats contre leurs pères et leurs frères, sous le prétexte de défendre la patrie.

Au nombre de six cents, les grévistes se rendirent à la rencontre des Piémontais, pour les avertir de ne pas tomber dans le piège des propriétaires. Une escouade d'une vingtaine de soldats avait été postée par le lieutenant Lionello de Benedetti sur le pont de Berra. Quand les grévistes arrivèrent à vingt pas du pont, l'officier leur ordonna de s'arrêter. Ils n'en firent rien. Le lieutenant commanda le feu. Trois hommes tombèrent morts; vingt-cinq étaient grièvement blessés; les autres s'enfuirent, pour ne pas être broyés par la mitraille.

S'il faut en croire les socialistes, l'officier était ivre. Il aurait déchargé lui-même son revolver sur les ouvriers et ordonné une décharge sur les fuyards. Ce serait un neurasthénique, irresponsable, à qui l'on n'aurait jamais dû confier le commandement d'une mission si délicate.

D'après le gouvernement, les grévistes menaçaient d'envelopper la petite troupe, et l'officier n'a ordonné le feu qu'après les sommations réglementaires, quand il se vit perdu. Il n'a fait que son devoir.

Or le lieutenant de Benedetti n'était ni ivre, ni surexcité; sa neurasthénie n'est pas plus dangereuse que celle de tous les guerriers d'aujourd'hui. C'est un réactionnaire, ni plus ni moins; licencié en droit, vigoureux, il voit rouge comme les taureaux; il croit à l'ordre par l'autorité, à la raison par la force, et la caserne a fini par en faire un de ces tueurs d'hommes aux gages de l'Etat, à qui la vie vraie n'existe pas.

Le cas de Berra, le cas de Benedetti pourra submerger les politiciens sous les flots de reproches réciproques qu'ils s'adresseront, nous, nous aurons pitié de ces inconscients qui « ont accompli leur devoir » ou ce qui est tel dans leur esprit, et l'affaire de Berra doit être considérée dans ses caractères symptomatiques.

Partout, quand les paysans se mettent ensemble en grève, constitués en *Leghe* ou Associations, ils obtiennent ce qu'ils réclament sans menaces ni manifestations, en sorte que le cas de Berra, malheureusement si usuel, prend une importance nationale par son retentissement.

Par le système des *leghe*, les paysans, en cas de grève, doivent se tenir enfermés chez eux et seuls les chefs de chaque *lega* peuvent et doivent traiter avec les propriétaires. Le gouvernement a déclaré que les *Leghe* sont une institution légale.

Je ne crois pas qu'il se soit jamais présenté dans l'histoire un fait plus grave et plus dangereux pour la liberté, et qui mérite plus d'attirer l'attention des libertaires.

Nous qui voyons, dans l'anarchisme, plus loin que la satisfaction des besoins matériels, c'est-à-dire la plus irréductible liberté pour tous, nous devons reconnaître que le mouvement socialiste est inconsciemment en train de reconstruire une deuxième bourgeoisie où toute individualité disparaîtra.

Il n'y a qu'un rêveur, un naïf qui, voyant d'un même œil les faits et ses propres fantaisies philanthropiques, puisse se faire l'illusion que dix années de prédications sans cohésion, sans continuité ont pu improviser d'un bout à l'autre de l'Italie une conscience socialiste et surtout parmi les paysans.

Ce beau pays, que la sanglante tradition du droit quiritaire et la vermine religieuse ont presque abruti, ne peut, ne sait comprendre dans son ensemble ce qu'est une évolution sociale qui a pour but de renverser de fond en comble toutes les institutions modernes.

L'Italien du peuple, bourré, dans de sottes écoles, des grands méfaits des anciens Romains, est l'homme de l'Europe le plus convaincu que la force est le droit. Ayant perdu toute confiance dans ses juges par suite de tant de siècles d'injustice, il ne croit plus qu'à son couteau dont il est fier, parce que la bourgeoisie, qui a encore besoin d'hommes prêts au massacre, montre de la bienveillance envers le meurtrier, tandis qu'elle réserve toute sa sévérité pour le petit voleur qui touche à l'arche sainte de la propriété.

Cet Italien — et je pourrais tout aussi bien dire ce Français, cet Espagnol, etc. — qui confond généralement l'égalité avec la misère ou la débauche commune, n'a pu, en dix ans, devenir paisiblement socialiste. Il est devenu seulement, sans le savoir, un révolutionnaire impatient, n'ayant d'autre but que de changer de maître, de s'en donner cent au lieu d'un; ce qui ne peut être agréable à ceux qui rêvent, comme le disait fort bien J. Grave, de voir non pas seulement des hommes convaincus, mais des hommes conscients.

Où veut-on qu'elle aille, cette masse révolutionnaire? Où aboutira-t-elle parmi tant de doctrines diverses et d'écoles contradictoires qui vont du collectivisme marxiste jusqu'à l'étatisme socialiste de MM. Millerand et Ferri? Tandis que les anarchistes — non pas ceux qui pensent pouvoir changer les destins de l'humanité avec les bombes de Vaillant ou le revolver d'Angiolillo et de Bresci, — tandis que les anarchistes pensent que la transformation de la société doit se faire par la transformation de l'individu rendant l'homme un être qui ne puisse se passer de l'homme, qui, maintenant son individualité, ne sait la comprendre que dans l'entente et le concours mutuel des autres individualités par des concessions réciproques, les socialistes, et ceux d'Italie en première ligne, par une inexplicable contradiction, jugent que la victoire et l'avenir du prolétariat seraient réalisés le jour où le prolétariat sera l'Etat lui-même.

Les socialistes italiens — je parle des chefs — qui sont presque tous des hommes supérieurs et de bonne foi, ne se doutent pas qu'ils sont près de reconstituer un immense Etat, propriétaire unique qui certainement assurera les besoins du ventre, mais sera fatalement impuissant à assurer les besoins tout aussi pressants des consciences diverses. La foule qui les suit pour les seules raisons qu'elle comprenne, c'est-à-dire les justes et concevables raisons du ventre, quand elle aura accompli sa révolution — du ventre — aura reconstruit une bourgeoisie plus grossière encore, toute-puissante, jalouse, infaillible qui peut-être fera regretter le césarisme. Celui-ci a du moins l'excuse de se fonder sur un droit divin métaphysique, mais non sur la grossièreté du nombre. Pour lui, la majorité n'existe pas, mais la minorité, au moins en tant qu'ennemie, existe, est considérée et c'est dans les minorités que se préparent les vainqueurs du lendemain. Le césarisme est le droit métaphysique que le progrès, que la civilisation, la philosophie démolissent un peu chaque jour, parce que les idées peuvent se discuter, tandis que le droit du nombre n'est pas discutable.

Dans le socialisme, pas de minorité, le nombre est le droit, comme jadis l'épée, et le droit du nombre c'est l'Etat, l'Etat infaillible dont le plus

génial des conservateurs modernes déclarait qu'il « ne sait et ne peut savoir qu'une chose : organiser l'égoïsme (1) ».

Même en rendant hommage à la bonne foi, à l'honnêteté et à la philanthropie des socialistes italiens qui ne sont pas des clowns ou des philistins comme dans plusieurs autres pays, c'est un devoir pour les libertaires que de voir le danger de ce grand mouvement socialiste qui tend à fortifier l'Etat et à le rendre bien plus lourd par le rétablissement des corporations ouvrières où chaque énergie individuelle sera étouffée.

En effet, tandis que les petits rentiers, les professionnels de l'armée, des budgets publics et du clergé mineur tremblent à voir les progrès du socialisme, et proclament que les fusils de Berra ont accompli un devoir, et réclament la généralisation d'un tel devoir, les politiciens, qui représentent le monde des jouisseurs et des exploiteurs, s'entendent assez bien avec les socialistes.

En France, depuis les fusillades de Fourmies, le gouvernement s'est flanqué de deux socialistes; en Italie, M. Giolitti a proclamé à la tribune que les *Leghe* ou fédérations socialistes sont une garantie de bon ordre et vont pacifier la lutte entre le capital et le travail.

Que les socialistes soient ou non de bonne foi, ce n'est certes pas eux qui, substituant la république sociale à la monarchie de Victor ou à la république de M. Loubet, centralisant dans l'Etat toutes les énergies, mèneront les sociétés humaines à leur complet affranchissement.

Donc, si les anarchistes doivent être sympathiques à leurs revendications, ils ne peuvent pas oublier que la plus noble, la plus grande, la plus digne revendication est celle qui rendra chaque homme maître et responsable de soi-même et toute société durable par l'entente en dehors de toute autorité.

VITALE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PATRIOTISME. — On a cabotiné ferme dans la matinée du 14 juillet sur la place de la Concorde, devant la statue de Strasbourg. De nombreux groupes revanchards, qui de temps à autre reprennent l'Alsace-Lorraine et rossent d'importance les Prussiens, entre la poire et le fromage — et non ailleurs, ils s'en gardent bien ! — sont venus inonder de leurs pleurs trentenaires le pied de la statue célèbre. De nombreuses couronnes y ont été déposées.

Parmi les groupes, se trouvait un groupe de socialistes qui sont venus déposer une petite couronne portant l'inscription : « Aux victimes des patries. » Cette protestation ingénieuse contre le patriotisme n'a pas été du goût des autorités présentes, qui ont fait aussitôt enlever la couronne.

Les gouvernements sont partisans du maintien des patries, des antagonismes et des massacres internationaux. Leurs actes nous en fournissent tous les jours des preuves irrécusables.

* *

CLÉRICAILLERIES. — Le 14 juin, le 77e régiment de ligne célébrait la fête de son drapeau. Au programme de la fête figurait une messe en l'honneur des officiers et soldats morts pour la patrie.

Sabre et goupillon ! A. GIRARD.

* *

Le Journal de la maison Letellier est le canard policier par excellence, dont la verve s'exerce plus spécialement sur le dos des anarchistes. L'autre semaine, pendant deux longues colonnes il racontait à ses lecteurs des histoires d'explosions qui avaient lieu dans le quartier de Clichy. A entendre le *Journal* policier, les anarchistes de ce paisible quartier avaient juré de le faire sauter, les bruits que l'on percevait à chaque instant provenaient d'essais d'un nouvel explosif. Une ère nouvelle d'attentats se préparait, le *Journal* en savait long à ce sujet, mais il était de son « devoir » de se taire pour ne pas contrecarrer l'enquête policière, etc., etc.

Deux jours après, les journaux publiaient l'information suivante : « Le commissaire de police de Clichy vient de faire arrêter quelques gamins de neuf à douze ans qui, s'étant procuré on ne sait comment du chlorate de potasse et autres matières explosibles, s'étaient amusés à les faire détoner dans un terrain vague. »

Telle était l'origine du roman du *Journal* policier. Sans commentaires. P. D.

(1) E. Renan, *Les Apôtres*, p. 273.

PARIS. — A l'occasion des réjouissances du 14 Juillet, des camarades s'étaient joints au bal qui avait lieu au coin de la rue de Turenne et du Parc-Royal, et se mirent à y chanter l'*Internationale*. Cela ne fut pas du goût d'un des commerçants du quartier, qui fit appel au commissaire de police. Une bagarre s'ensuivit, quelques jeunes camarades furent arrêtés, mais ils furent délivrés, au grand dommage des policiers amateurs.

Mais cela ne pouvait pas se passer comme cela, il faut toujours que la police se venge. Les agents tombèrent sur la foule et arrêtèrent au hasard deux personnes qui leur tombèrent sous la main. Nous ignorions que cela fût un délit de chanter l'*Internationale*.

* *

Mouvement ouvrier. — CONGRÈS DES MINEURS. — Comme je l'ai dit la semaine dernière, les discussions ont surtout porté sur les décisions à prendre au cas où les mineurs n'obtiendraient pas le minimum de réformes qu'ils réclament depuis plusieurs années, à savoir : la journée de huit heures avec minimum de salaire et la question des retraites. Un referendum aura lieu en octobre prochain au cas où aucune amélioration ne leur serait accordée. Comme il est plus que probable que d'ici là rien ne sera venu modifier la situation, c'est donc, si le referendum y est favorable, la grève générale des mineurs pour le mois d'octobre prochain.

De plus, les mineurs ont, cette fois, pris l'avis de leurs camarades des autres fédérations de métiers et d'industrie et leur ont fait part de leur résolution de se mettre en grève si leurs revendications n'étaient pas adoptées.

Rappelant aux délégués présents que, lors du Congrès de Lens, plusieurs fédérations ouvrières s'étaient engagées à les suivre dans un mouvement de grève générale, les mineurs ont demandé aux délégués présents s'ils étaient dans les mêmes intentions.

Lors du Congrès de Lens, réuni spécialement pour discuter l'attitude à prendre par la fédération des mineurs pour faire cause commune avec les mineurs de Montceau, malgré un referendum favorable, la grève ne fut pas déclarée.

Subissant l'influence démoralisante des Basly, Lamendin, Calvignac qui travaillaient pour le ministère, mentant à la parole donnée, les mineurs ne se mirent pas en grève. Pour cela, certaines fédérations n'ont pas voulu s'engager avec les mineurs, quelques-unes seulement ont très nettement déclaré que leurs corporations sont prêtes à la grève générale. La plate-forme qui servirait aux corporations serait : *Journée de huit heures et minimum de salaire*. Les autres ont réservé leur réponse ou se sont simplement engagées à soutenir les mineurs.

Le referendum aura lieu en août. Les pouvoirs publics seront sommés de statuer sur les revendications des mineurs et, s'il n'y est pas donné suite, la grève éclatera... Moi, j'en doute.

* *

LES GRÈVES. — A Saint-Etienne, grève des ouvriers veloutiers qui réclament une augmentation sur le prix du travail aux pièces. Les petits patrons consentent bien à l'augmentation, mais la plus importante maison refuse. Des manifestations ont été faites en ville. Le drapeau rouge, qui a été déployé, excite fort les bons bourgeois.

D'autre part, une certaine effervescence se manifeste parmi les travailleurs d'autres corporations, chez les boulangers notamment qui ont soumis à leurs exploiteurs un certain nombre de revendications.

A Angoulême, les ouvriers boulangers sont en grève, et demandent, eux aussi, une augmentation de salaire. Par les soins du ministère de « Défense républicaine » où trône le socialiste Millerand, satisfaction a été donnée de suite... aux patrons. Des soldats ont été mis à leur disposition et ont pris la place des grévistes; de plus, la garnison a été consignée dans les casernes et les postes doublés. Les socialistes domestiqués n'en soufflent mot, cela va sans dire.

A Rochefort, grève générale des ouvriers des quais et des docks, et aussi d'une très importante scierie mécanique. Les chantiers déserts sont — comme de juste — gardés militairement. L'armée, dans son rôle le plus noble, et il faut bien le répéter : dans sa plus grande utilité, protège... la propriété capitaliste. Les dépêches ajoutent que le calme est le plus complet... ce qui est fort regrettable.

* *

L'ETAT PATRON. — A peine la grève des ouvriers et ouvrières de la manufacture d'allumettes de Pantin est-elle terminée (!), pour reprendre sous peu sans doute, que l'on signale une certaine agitation parmi le personnel des manufactures de Marseille et d'Aix, où les derniers incidents de Pantin ont eu un certain écho.

Les rapports sont du reste très fréquents entre les commissions syndicales des diverses villes et un mouvement général est à prévoir. L'Etat patron n'a, on le voit, rien à envier à n'importe quel exploiteur. C'est en petit ce que les purs collectivistes voudraient voir en grand.

P. DELESALLE.

Suisse.

GRÈVES ET LIBERTÉ. — Le mouvement ouvrier commence à s'accentuer, et en même temps la liberté helvétique se dévoile. A Utzwill, depuis de longues semaines des travailleurs luttent. La presse est tellement aux gages du capitalisme qu'on fait là autour la conspiration du silence. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il y a en cet endroit obscur une grève, et qu'évidemment un grand nombre d'estomacs ont toute liberté de rester vides.

Dans le canton de Vaud, 200 manœuvres et maçons sont restés au chantier de Chexbres après avoir subi les provocations des parasites gendarmeux, et l'arbitrage de quelques conseillers d'Etat radicaux, sous l'œil paresseusement approbateur des chefs social-démocrates, tous de l'école Fauquez, Wullschleger et compagnie. Inutile de dire que les ouvriers n'ont pas vu changer leur position. A quand l'arbitrage du pape ? A Payerne, 150 cigarières et cigariers ont quitté l'usine Frossard par solidarité pour une quinzaine de camarades que le patron voulait congédier, parce que syndiqués. Ce Monsieu Frossard, ancien député conservateur, a déclaré par respect pour la liberté dont il est un officiel défenseur, qu'il ne voulait pas de syndicat dans sa fabrique. Et c'est ainsi qu'en Suisse, l'ouvrier a tout au plus le droit de se faire exploiter sans rien dire.

Dans le Tessin, les carriers, mécontents de leur salaire, ont fait grève. Les patrons coalisés ont alors décidé tranquillement que les ouvriers qui ne reprendraient pas le travail dans trois jours, ne recevraient pas leur paie arriérée. Ils se sont, du reste, exécutés de bonne grâce. Et allez donc réclamer quand ces francs voleurs sont hautement protégés par l'autorité compétente — l'armée. Liberté helvétique, voilà bien de tes coups ! Les voleurs légaux sont libres d'opérer, les ilotes sont forcés de se laisser opérer. C'est dans l'ordre.

Au Simplon, la lutte est plus étendue ; 3.000 travailleurs ont quitté leurs outils, lundi 24 juin. De l'autre côté du tunnel, en Italie, la grève est également proclamée, mais les détails manquent, les télégrammes étant arrêtés. 500 hommes d'infanterie, renforcés du corps de gendarmerie, ont été mobilisés immédiatement. Le premier jour, une bande de 150 enfants, tous âgés de moins de dix-huit ans, ont tenté de débaucher quelques mécaniciens. Les assassins armés ont tiré sur ces malheureux et en ont blessé grièvement plusieurs ; l'un doit subir l'amputation de la jambe, l'autre a une balle dans un pied, un troisième a eu le bras presque détaché par un coup de sabre ; il est strictement défendu d'aller voir ces gamins, pour ne pas provoquer de polémique. Les grévistes étant généralement très calmes, la troupe n'a pas eu autrement l'occasion d'employer les nombreuses caisses de munitions déposées à Waters. La place est comme en état de siège. Le despote de la situation est le cumulard, préfet, avocat de la Compagnie du Simplon, chef de musique, canaille, grand maître des processions religieuses, conseiller national Perrig. Sur son initiative, le département de justice et police a fait afficher le 3 juillet un avis disant que les ouvriers qui refusent de travailler (les grévistes) seront reconnus dans le délai de trois jours sans moyens d'existence ; les étrangers seront par suite expulsés, les indigènes enfermés. Comme hypocrisie, ceci ne pouvait être trouvé qu'en Suisse. On se rappelle qu'avant 1864 le droit de coalition et de grève était refusé aux ouvriers. Aujourd'hui, alors que ce droit est garanti par la constitution, on trouve moyen de considérer les grévistes comme des vagabonds et de les punir. Cela montre combien tous les réformistes sont bêtes ou inconscients, ou menteurs, lorsqu'ils veulent améliorer le sort de l'ouvrier légalement ; cela prouve que si les mauvaises lois oppressent directement le peuple, les bonnes (!) sont tournées par les gouvernants et deviennent mauvaises. Ce sont là deux axiomes vieux comme la lune.

Le maire de Waters a déclaré que les ouvriers

n'avaient qu'à se soumettre, car la Compagnie et l'autorité marchaient ensemble, et qu'ils étaient décidés à réprimer ces mouvements « coûte que coûte. Il défend à tous les orateurs de parler, excepté à ceux qui engagent les prolétaires à reprendre le travail. Les marchands surveillent tout. En outre — fait navrant, et qui dénote bien le fier et noble état d'âme des Suisses actuels ou plutôt des larbins-hôteliers — palefreniers helvétiques — lorsque la troupe défile, la population valaisanne, empoisonnée par les curés, recommande aux soldats de « tirer à balle sur ces sales pioulets » qui se révoltent; il faut dire que le peuple valaisan lui-même crève de misère. Nom de Dieu!

Les ouvriers en grève ont des salaires de 4 francs, 4 fr. 50 par jour pour les maçons, 3 francs, 3 fr. 50, pour les manœuvres, 2 francs pour les garçons maçons. Ils travaillent continuellement dans l'eau, à une température de 35 à 40°, dans une obscurité quasi complète, cinq heures de suite, et ils perdent environ deux heures pour se rendre au chantier et s'en retourner. Il n'y a que de robustes Italiens qui résistent quelque temps à ce régime; les accidents sont nombreux et dangereux. Les grévistes réclament 50 centimes de plus par jour, ce qui est bien modeste, trop modeste. La Compagnie ne veut pas céder. 200 ouvriers sont déjà partis définitivement; les autres suivront peut-être. Ce qu'il y aurait de mieux, puisque les banquiers et gouvernants du Simplon veulent affamer et fusiller ces milliers d'individus, ce serait le *boycottage*; le tunnel restant en souffrance, voilà ce qu'il faudrait. Les savants pontifes du socialisme qui prêchent le calme en face des plus grandes iniquités, ne pourraient évidemment conseiller cette tactique. Ils sont trop engagés en ce moment-ci vis-à-vis de leurs alliés électoraux (à Genève, Vevey, Payerne, etc.). Seuls, les libertaires libres de toutes concessions peuvent faire germer cette idée dans les cerveaux des travailleurs; mais on les traite de réactionnaires...

Un fait très intéressant dans cette grève du Simplon, c'est qu'elle fut pratiquée spontanément; d'abord sans organisation aucune, les ouvriers se sont immédiatement solidarisés et un groupe d'action s'est formé; puis, sur le conseil d'un camarade, ils ont décidé de ne pas mettre les pieds dans les 125 pintes de Waters. Cette entente libre naissant d'un seul coup, cette énergie morale, voilà ce qu'il y a de vraiment beau chez ces travailleurs. Mais l'hypocrite liberté helvétique est certainement ce qu'il y a de plus laid par le monde.

P. S. — J'apprends au dernier moment que le gouvernement valaisan ayant commencé la série des expulsions, les ouvriers effrayés reprennent peu à peu le travail. A cette défaite auront contribué les secrétaires ouvriers, social-démocrates, députés, Sigg et Calame, pour lesquels le boycottage est un moyen trop révolutionnaire et sans aucun rapport avec la *légalité* dans laquelle ils noieront le prolétariat, si celui-ci les écoute.

O. D.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du III°, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

⁂

Bibliothèque libertaire du III°. — Les camarades sont avertis qu'une prochaine ballade de propagande aura lieu à Montlhéry le dimanche 18 août. Nous comptons sur le concours de tous les militants partisans de l'éducation des masses.

⁂

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIII° arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 20. — Jules Dreyfus : Le pain à Paris.

Lundi 22. — Paul Kastor : *Les Remplaçantes*, de Brieux (avec lecture des principaux passages).

Mercredi 24. — Soirée musicale et littéraire.

⁂

Bibliothèque communiste du XV°, rue de l'Abbé-Groult, 29. — Conférence samedi soir, à 8 h. 1/2. Prêt de livres.

⁂

La compagne Séraphine Pajaud ne sera à Lille et Roubaix que la première semaine d'août.

Lui écrire d'ici-là, poste restante, Valenciennes.

⁂

Bordeaux. — Le compagnon Liard-Courtois fera à Bordeaux deux conférences sur la Vie au bagne, la première le samedi 26 juillet, et la seconde le 27 courant, à la salle Saint-Paul, rue des Facultés.

Les camarades sont priés de se réunir sans faute le 23 au soir à la Bibliothèque populaire, rue Porte-Basse. Notre ami Liard y sera.

⁂

Saint-Quentin. — La jeunesse socialiste révolutionnaire a l'intention d'organiser un congrès qui aurait pour but d'unir toutes les jeunesses libertaires et socialistes, sans distinction d'écoles, en une fédération par *entente libre*.

Les jeunesses du Nord, de l'Aisne et du Pas-de-Calais auxquelles ce projet plairait sont priées d'entrer en communication avec le camarade Bion, 9, rue des Faucons, à Saint-Quentin (Aisne).

⁂

Fourchambault. — Le groupe libertaire se réunit tous les samedis, à 8 heures du soir, au *café des Travailleurs*, 2, rue Saint-Louis.

Prière à tous les libertaires d'y assister le plus régulièrement possible.

⁂

Angers. — Les camarades et leurs compagnes se réunissent tous les lundis au local habituel, à 8 h. 1/2.

Tous les copains sont invités à se rendre le dimanche 21 juillet, à 10 heures du matin, café Gasnault, place du Ralliement.

Causerie par un camarade sur « La bourgeoisie en face de l'anarchie ».

Propagande contre la bourgeoisie.

A l'issue de la causerie, chants révolutionnaires.

⁂

Huy. — Dimanche 28 juillet, à 3 heures de relevée, à la *Maison du Peuple*, place Saint-Rémy, grande conférence publique organisée par le Cercle libre d'études sociales.

Sujet : L'impuissance de tous les gouvernements; — La liberté intégrale.

Orateur : Armand Binet, de Sprimont.

Il sera perçu à l'entrée 0 fr. 10 au profit des journaux le *Réveil des Travailleurs* et les *Temps Nouveaux*.

GROUPE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le premier tirage du manifeste-affiche demi-colombier « *Contre la guerre* » a été fait à 7.000 exemplaires. Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 0 fr. 50 les dix et 4 fr. 60 le cent par colis postal en gare.

Aussitôt ce premier manifeste épuisé, nous en ferons tirer en petits placards à distribuer dont le prix ne dépassera pas 10 à 12 fr. le mille. Nous comptons sur tous pour nous aider à cette utile besogne.

⁂

Protestations de Taulignan (Drôme) contre les guerres. — Marcellis Favie, Juillan Raoul, Turc Auguste, Philibert Auguste, Turc Emile, Maurin Camille, Fayol Abel, Buffet Frédéric, Pellegrin fils, Jules, Buffet Arthur, A. Rollet, Nand, Reboul, Thesard, Long Auguste, Magnard Antoine, Chabert Charles, André Achard, Buffet Gabriel fils, Chastan Alphonse, Flachair Marius, Tardieu Alexis, C. Borel, Couteller, Javelas, Buffet F., Léo Sivasty, Chasselourd, Laurent J.-B., Pierre Marius, Barnouin Louis, Poget Auguste, Ribière Gracien, Grégoire Gabriel, Bernaudon, E. Barnaud, Fortuné, Flachair, Martel Emile, Bourdanges Emile, Jullien Gustave, Jullien Auguste.

LE PROJET D'ÉDITION

En demandant les adhésions pour ce projet, je me doutais bien qu'il faudrait pas mal de temps, avant d'en recueillir un nombre suffisant; mais je croyais cependant que le premier noyau serait plus nombreux.

Au train dont les adhésions arrivent, il nous faudra bien un an. C'est-à-dire que nombre des adhérents de la première heure auront disparu, ce qui fait que nous ne serons jamais complets.

Je m'étais donné deux à trois mois pour la gestation de cette affaire, le projet demeure donc à l'état d'étude jusqu'à la fin d'août. Ceux qui en sont partisans, et n'ont pas encore adhéré, sont priés de se faire connaître. Si, à cette date, nous n'avons pas nos neuf cent à mille souscripteurs, le projet ira rejoindre les vieilles lunes; ça ne sera pas le premier, ni le dernier mort avant d'avoir abouti.

Cependant, je veux préparer la besogne, et y travailler comme si j'étais sûr de la réussite. Et comme je voudrais en faire une chose la plus complète possible, je vais faire appel à la collaboration de ceux qui s'y intéressent.

Dans nos suppléments, nous n'avons pas donné tout ce qui a été écrit sur les différents sujets que je me propose de réunir en volume. Je prie les camarades de me désigner les volumes, avec nom d'auteur et d'éditeur, où nous pourrions puiser pour la confection de ces volumes, le numéro des pages à lire, si possible, etc.

Les titres des volumes seront : *Guerre, Militarisme, Propriété, Famille, Religion, Lois, Justice, Magistrature, Misère, Salariat*, etc.

Voulant également faire suivre chaque sujet d'une bibliographie aussi exacte que possible des ouvrages concernant le sujet, je recevrai avec plaisir tous les renseignements que l'on voudra bien me donner.

J. Grave.

AVIS

Nous venons de compléter trois collections du *Supplément* de la *Révolte*. Le journal ayant besoin d'argent, nous les mettons en vente au prix de 50 francs l'une.

⁂

Nous avertissons les camarades que nous pouvons, dès maintenant, leur fournir la brochure *Entre paysans* dont nous avions manqué pendant un moment.

⁂

Quelque camarade pourrait-il nous trouver les n°s 18 et 27 de *Pages Libres* qui nous manquent?

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Soins de toilette, — *L'Hygiène*, — *Les Animaux*, 2 vol., tous ouvrages faisant partie de la série *La Vie privée d'autrefois*, par Alf. Franklin, chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière; 3 fr. 50 le vol.

Le Théâtre héroïque et social, par M. Le Blond; 1 broch., 0 fr. 50, à la *Revue Naturiste*.

Les Ingénues (nouvelles), par Henry Fèvre; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

La anarquia es inevitable, de P. Kropotkine; brochure à la *Aurora*, à Montevideo, et à *El Rebelde*, Buenos-Aires.

Simulacion de la locura por alienados verdaderos, — *De la simulacion de la locura*, deux brochures du Dr J. Ingegnieros, Buenos-Aires.

Socialisme, par Paul Lamy; 1 broch., 0 fr. 50, chez Mistral, 6, place du Commerce, Cavaillon.

A lire :

A un inconnu, H. Maret; *Radical*, 14 juillet.

A voir :

Comme en quatre-vingt-treize, à la *revue*, dessin de Steinlen, *Assiette au beurre*, n° 15.

PETITE CORRESPONDANCE

P. C. — Nous n'avons pas l'adresse de Laurent Tailhade. Ecrivez-lui au *Français* où il collabore.

E. C., à Paris. — Ce n'est pas nous qui vous envoyons le journal.

Groupe Lucchesi, à Newark. — C'est une question qui ne nous intéresse pas.

G. P., à Fougères. — Nous n'avons pas encore eu l'occasion de voir ceux du *Libertaire*.

A. F., à Athènes. — Il y a eu erreur. Votre abonnement ne finit en effet que fin septembre.

L. J. — On avait oublié de vous envoyer le volume.

Cauterets. — Faisons l'observation à Hachette. Merci. Continuez de le demander.

Reçu pour la liberté d'opinion : G. P., à Fougères, 0 fr. 50. — En caisse : 270 fr. 15.

Reçu pour le journal : A., à Saint-Laurent, 20 fr. — A. G., à Grenade, 1 fr. 05. — Merci à tous.

G., à Fougères. — L., à Saint-Louis. — J. J., à New-York. — S., à Etampes. — F. — Coln. — E. B., à Cahors. — P. T., à Tourcoing. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 13 DIX CENTIMES DU 27 JUILLET AU 2 AOUT 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UNE

LOI D'ÉMASCULATION OUVRIÈRE

Appelé, il y a quelque temps, à se prononcer sur le projet de loi instituant la réglementation des grèves et l'arbitrage obligatoire, le Comité général du parti socialiste repoussa non seulement ce projet, mais tout principe de réglementation. Décision excellente et qu'il faut attribuer à ce vent d'indépendance, de dignité et de bon sens qui souffle aujourd'hui des milieux ouvriers sur le socialisme tout entier.

Cette décision si sage n'a pas été prise du moins sans discuter. Les fanatiques de l'Etat et de la Loi pouvaient-ils laisser passer une aussi belle occasion de sacrifier à leurs idoles? Jaurès, fut, en l'occurrence, leur porte-parole et si son discours-discussion (1) fait honneur à la souplesse d'une dialectique jamais à court, il nous montre, en revanche, combien peut manquer, chez ceux même qui devraient le plus l'avoir, le sens des conditions nécessaires à la santé, à la vie et à l'évolution des classes, des partis, des sociétés.

Toute son argumentation repose sur l'idée suivante: « L'histoire de tous les progrès de la classe ouvrière, dit-il, peut se résumer à convertir en formules légales les conquêtes spontanément réalisées par les classes ouvrières (2)... Au point de vue de l'action ouvrière, tous les progrès ont été réalisés, pour ainsi dire, en deux étapes. Il y a d'abord une action spontanée de la classe ouvrière qui, par exemple, par des grèves, impose au patronat une première réduction de la journée de travail. Et puis quelle est la victoire suprême de la classe ouvrière? C'est, lorsqu'elle a obtenu par son action spontanée des résultats précaires et incomplets, de les fixer, de les consacrer, de les consolider par la loi (3).... »

Les choses ne se passent pas, hélas! d'une façon aussi simple, aussi commode, ni aussi uniforme.

Une loi du genre de celle dont Millerand a dressé le projet et dont Jaurès se fait le défenseur, prouve une chose lorsqu'elle est votée. C'est qu'un certain mode d'action sociale ou telle revendication, après avoir été longtemps jugés sans importance, sont pris enfin en considération par les détenteurs du pouvoir. Le moment est venu, comme on dit, de faire quelque chose, pour satisfaire ou avoir l'air de satisfaire, sur tel ou tel point, à l'opinion. Aussi de telles lois peuvent-elles être pour un historien une mesure précieuse de la puissance d'une classe, à tel moment, dans une nation.

Mais qu'elles constituent elles-mêmes cette puissance, c'est autre chose et c'est ce que nous contestons. En réalité, il y a ici deux points de vue qu'il importe de bien séparer. Il y a la loi indice passif de conquêtes déjà réalisées en dehors d'elle, et il y a la loi agent actif de conquêtes futures. C'est sur ce dernier point que nous ne pouvons pas nous entendre avec Jaurès et que, d'une façon générale, socialistes libertaires et socialistes protectionnistes ne pourront jamais s'entendre.

La théorie soutenue par Jaurès serait acceptable si cette conversion des conquêtes spontanées de la classe ouvrière en formules légales, dont il parle, pouvait s'opérer intégralement. Mais elle ne le peut pas. Il y a toujours déchet, déchet matériel et déchet moral, si l'on peut dire.

Ce que la puissance législative offre aujourd'hui à la grève, c'est une sorte de consécration officielle. Mais, cette consécration, elle ne la donne jamais pour rien. Elle la fait même payer si cher, parfois, qu'à la place de la chose, si bien consacrée, il ne reste plus guère que le signe.

Je ne veux ni ne peux rechercher ici de quelle façon et de combien de façons une loi de réglementation peut entraver matériellement la grève, c'est-à-dire diminuer le nombre et l'importance des grèves. Les adversaires de Jaurès, au Comité, ont fait cela fort bien déjà. Pour le faire mieux, il faudrait évidemment connaître les dispositifs de la loi Millerand telle qu'elle sera appliquée, si elle l'est jamais. D'une façon générale pourtant, et sans rien préjuger du détail des articles, il est évident que cette loi, comme toute loi dite de protection ouvrière, sera un compromis entre l'opinion favorable à l'émancipation prolétarienne et l'opinion hostile. Et il y a tant de manières de rendre ce compromis sinon tout à fait désavantageux aux ouvriers, du moins anodin! Suffrage universel, arbitrage obligatoire en matière de grèves, il n'y a là que principes abstraits et qui peuvent faire le mal ou le bien selon le mode de fonctionnement par lequel ils se réalisent. Aussi, pour avoir raison, Jaurès est-il forcé de discuter presque toujours dans l'hypothèse d'une loi faite par des ouvriers pour des ouvriers. Il sait bien cependant que la loi votée ne sera pas celle-là.

Quand même elle le serait, je ne crois pas que des socialistes vraiment conscients des conditions nécessaires à la croissance et à l'éducation du prolétariat puissent en poursuivre la réalisation. Car il y aurait encore des nuisances d'un ordre si grave qu'elles compenseraient et largement les avantages. C'est ce que j'appelais tout à l'heure le *déchet moral* et c'[illegible] je crois, le point capital du débat.

Quelle que soit, en effet, la proportion des grèves avant ou après la loi, leur importance et leur succès, cela n'empêche pas la grève issue de la réglementation légale d'être de beaucoup inférieure en valeur à la grève issue de la spontanéité et de l'autonomie ouvrière. C'est une question de qualité — non plus de quantité. Cette loi spéciale participera de la tare intime, constitutive, essentielle que porte toute loi. Elle substituera en partie l'Etat-providence à l'initiative privée dans toutes les péripéties et jusque dans les plus petits détails de la lutte entre patrons et ouvriers. La loi, dans ce cas particulier, n'agira pas autrement qu'elle agit toujours, c'est-à-dire en mettant quelque chose de mort, d'automatique, de réglé une fois pour toutes, de routinier à la place de quelque chose de vivant, de varié, d'imprévu, toujours renouvelé, toujours jeune, toujours actif, la lettre à la place de l'esprit, le livre à la place de l'homme.

Le candidat qui étudie pour un diplôme travaille en conscience et s'évertue, et par suite accroît réellement son savoir et son intelligence, jusqu'à ce qu'il ait obtenu le parchemin de ses désirs. Après quoi il ferme ses livres d'ordinaire pour ne plus les rouvrir. A quoi bon acquérir encore des connaissances quand on a en poche le papier comme quoi l'on possède déjà toutes les connaissances? La loi agit un peu de même et met volontiers un signe à la place d'une réalité. A quoi bon chercher à se défendre toujours mieux contre le danger par une volonté toujours en éveil, avertie par une conscience toujours forte de ses intérêts et de ses droits, quand une bonne loi existe qui fait toute seule cet office? A quoi bon s'ingénier à découvrir de nouvelles tactiques de grèves et méthodes d'organisation selon les cas, les régions et les moments, puisqu'une loi tutélaire a pris soin de tracer une voie unique hors de laquelle il n'y a pas de salut?

Une loi réglementant dans ses moindres détails la déclaration et la conduite de la grève, c'est le prolétariat ne s'organisant plus, mais se laissant organiser, et cela à un des moments les plus graves de la vie ouvrière. C'est l'ouvrier tirant sa force d'action non plus de lui-même, mais d'ailleurs, d'une puissance supérieure à la sienne, d'un pouvoir qui ne peut pas s'exercer sans le diminuer moralement lui-même.

Toute loi même la plus libérale en ses dispositifs n'en est pas moins d'origine autoritaire et protectionniste. Or le protectionnisme, l'autorité sont funestes à l'éducation de la volonté et de l'énergie, au développement de l'initiative individuelle, éléments indispensables du progrès en toutes choses. Aussi nombreux et réels que soient les avantages d'une loi, ils ne peuvent pas faire oublier les nuisances de cet ordre.

(1) Voir la *Revue socialiste* de mai, p. 513.
(2) *Ibid.*, p. 518.
(3) *Ibid.*, p. 519.

Il y a seulement des cas où l'on peut hésiter.

Lorsque l'état d'ignorance où croupissait la masse devint insupportable à une fraction puissante de l'opinion, il fallut bien aussi faire quelque chose. Ce fut l'organisation par l'Etat de l'instruction primaire obligatoire. Les résultats, on commence à s'en apercevoir aujourd'hui, sont, en plus d'une façon, déplorables. Déplorables comme fond, car tout enseignement d'Etat est un agent certain de stagnation sociale, et déplorables comme forme, car les méthodes en usage aujourd'hui sont, pour la plupart, de pures absurdités pédagogiques. Et pourquoi cela? Parce que professeurs et éducateurs, au lieu d'être des volontaires libres, mus seulement par une conscience forte de la nécessité d'instruire et d'éduquer leurs semblables, sont les perroquets irresponsables d'une formule, les esclaves dociles d'une réglementation d'Etat. Mais ici du moins il y a un avantage positif, palpable, indéniable, de nature à faire hésiter les plus déterminés ennemis des lois. Cet avantage, ce sont les rudiments d'instruction dispensés à des milliers d'êtres qui n'auraient jamais connu ce bienfait s'il leur avait fallu l'attendre des faibles moyens de l'initiative privée. On pourrait tenir un raisonnement analogue à propos d'autres réformes, la journée de huit heures par exemple.

Le cas de la grève, au contraire, est tout différent et l'hésitation ici n'est même plus possible. La grève, en effet, n'apporte — tout le monde est à peu près d'accord là-dessus — aucun avantage matériel, pratique de ce genre. Peut-on appeler de ce nom une augmentation de salaire dérisoire, aussitôt perdue que gagnée et compensée par tant de journées de chômage? Au point de vue socialiste et révolutionnaire, toute la vertu de la grève tient en sa valeur éducatrice. Si la grève est un vrai moyen d'émancipation, ce n'est pas qu'elle puisse faire capituler le patron à qui, de façon ou d'autre, reste le dernier mot dans une société faite par lui et pour lui. C'est qu'elle est pour l'ouvrier une occasion de prendre conscience de sa situation économique et en même temps de ses devoirs et de ses pouvoirs de travailleur. Une occasion de se sentir en tant que travailleur et parce que travailleur comme une force autonome, originale, distincte des autres forces sociales et notamment des puissances politiques. Une occasion aussi d'exercer son initiative et ses facultés d'organisateur, son instinct sociable et de défense mutuelle, de s'habituer enfin à suffire seul, avec l'aide de ses pairs, bien entendu, à ses propres affaires, habitude que la bourgeoisie avait depuis des siècles quand elle fit sa révolution.

Voilà la vertu principale de la grève et c'est elle que vous lui retirez justement, quand vous faites de l'exercice spontané et libre de ce droit qui fut jusqu'ici l'orgueil, en quelque sorte, et la noblesse du travail en face du capital, la banale et mécanique observance d'une loi.

Même pour ceux qui ne sont pas systématiquement et théoriquement ennemis des lois, il n'y a pas de cas, peut-être, où le recours à la loi soit plus nettement contre-indiqué que dans cette question de la grève. Il faut être bien atteint de la maladie protectionniste et légalitaire pour ne pas s'en apercevoir.

Issue de l'initiative ouvrière et uniquement régie par elle, pour cela même excellente éducatrice des énergies ouvrières, la grève est comparable, dans le grand combat qui se poursuit entre le capital et le travail, à ces armes des pays sauvages dont la pointe est enduite d'un poison mortel. Soumettre la grève à un règlement d'Etat, c'est enlever à la flèche son venin meurtrier. Espérons que les travailleurs, aidés en cela de tous les socialistes conscients, sauront s'y opposer de toutes leurs forces.

Charles Albert.

LE TRAVAIL UNI

CONTRE LES CAPITAUX COMBINÉS (TRUSTS)

Une lutte gigantesque se livre en ce moment aux Etats-Unis entre les producteurs et les accapareurs, entre le travail organisé et les monopolistes unis en trusts.

Les usines de 150 Sociétés de l'industrie métallurgique de tous les Etats-Unis, s'étant combinées en un trust, les directeurs de ce trust de milliardaires ont refusé l'augmentation du salaire réclamée par leurs ouvriers syndiqués (1).

Devant leur refus, les ouvriers ont répondu par une grève de tous les ouvriers syndiqués dans toutes les usines de ce trust. Les directeurs espéraient que la grève des unionistes ne s'étendrait pas chez les ouvriers non syndiqués. Mais ils se sont trompés. Plus de 75.000 syndiqués ou non syndiqués ont cessé le travail. L'unité et la solidarité ouvrière se montrèrent parfaites, et de nouveau nous voyons, comme il en fut en Angleterre en 1897-98 pendant la grève des mécaniciens, que si les capitalistes, soutenus par la *bourse*, protégés par l'Etat et ses militaires, peuvent s'unir pour écraser les revendications des travailleurs, ces derniers, à leur tour, étant organisés dans leurs unions de métier pour une lutte *économique*, peuvent résister à merveille.

L'importance de cette grève dans l'industrie et dans la vie sociale des Etats-Unis a été comprise par tout le monde. Les capitalistes se sont alarmés dans tout le pays; la Bourse de New-York et celles de Chicago et de Pittsburg sont incertaines dans leurs opérations. D'un autre côté, les unions des mineurs, la *Fédération Générale des métiers organisés* des Etats-Unis, les employés des chemins de fer, les employés des tramways, en somme plus de 2.000.000 de travailleurs organisés, se sont déclarés en sympathie pour les grévistes, et prêts à les soutenir par leur cotisation généreuse et même par les grèves de solidarité. Déjà la grève des mineurs est déclarée.

Un télégramme de New-York daté du mercredi 17 juillet nous annonce que la grève des mineurs est non seulement déclarée, mais que « la grève des mineurs se développe », dit le télégramme. On a inondé une des mines; les pertes seront bientôt énormes; 120.000 mineurs sont déjà en grève; les pertes des propriétaires sont évaluées à 900.000 dollars (4.500.000 fr.) par jour. L'organisateur de la *Fédération du travail* proposa au comité des grévistes une cotisation d'un franc par semaine et par chaque membre d'une fédération de 200.000 hommes! et, en cas urgent, de déclarer la grève de solidarité. Toutes les industries du pays souffrent déjà beaucoup; plusieurs établissements sont à la veille de la faillite; les fabriques de fourneaux à gaz sont dans un état précaire; les provinces méridionales sont alarmées par le manque de bandes d'acier pour l'emballage du coton.

« De Pittsburg on annonce qu'il existe par là un mouvement parmi les employés de chemins de fer qui menacerait de provoquer une grève monstre de tous les employés. »

« Lundi prochain, dit la dépêche de vendredi dernier, sera un jour faisant époque dans les Etats-Unis : les industriels en acier sont décidés à vaincre la grève par un effort suprême. De cela dépend l'avenir du mouvement syndical dans les Etats-Unis. D'un autre côté, les métiers fédérés ont déclaré hier qu'ils sont prêts pour une grève générale. »

Telles sont les nouvelles, bien laconiques, il est vrai, mais bien instructives aussi. Quelle que soit l'issue de ce conflit, la leçon qui se dégage de cette grève est énorme pour les socialistes du monde entier, et spécialement pour ceux qui prêchent l'action et l'organisation électorale de préférence comme moyen de lutte de classe.

Dans les Etats-Unis, dans cette merveilleuse création de l'humanité du dix-neuvième siècle, il n'existe aucune organisation ouvrière plus ou moins active pratiquant la tactique électorale, car les social-démocrates là-bas sont trop peu nombreux et presque exclusivement allemands, russes et très peu d'autres nationalités pas encore assimilés. L'ouvrier américain proprement dit est hostile à l'idée d'un Etat centralisé décrétant les réformes sociales. Cette hostilité est le résultat de l'organisation et du développement politique et social des Etats-Unis.

Dans aucun pays, le pouvoir central n'est aussi limité dans ses attributions administratives et même législatives que dans la grande république américaine. Chaque province est un Etat autonome avec sa propre législature et administration électives, y compris les juges, le gouverneur, la police. Au commencement du siècle passé, quand l'immense territoire de la république n'avait pas plus de 4 millions d'habitants, la vie rurale était complètement isolée de toute influence de la puissance centrale. Avec l'affluence des émigrés de toutes les nationalités, avec le progrès accompli par la technique dans la locomotion, l'agriculture, l'industrie et dans les communications, les riches prairies bien arrosées ne tardèrent pas à fleurir sous la main d'une population hardie, indépendante et bientôt la plus instruite au monde. Et tel était le progrès accompli par cette population indépendante que, vers la fin du siècle, le nombre d'habitants a dépassé 76 millions, les richesses accumulées ont dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer dans la vieille Europe. L'instruction américaine, les universités, la presse, l'agriculture, la technique, l'industrie, tout a devancé notre activité européenne. Aussi la création des fortunes privées, des vices sociaux et politiques de la société capitaliste s'épanouirent par là avec une crudité sans pareille et s'étalent avec une franchise sans vergogne.

A mesure que se développait la société capitaliste, augmentait le nombre des *non-possédants* du prolétariat, mais d'un prolétariat indépendant, courageux et instruit. L'ouvrier américain ne tarda pas à s'unir en des unions de métier pour résister à une exploitation acharnée de capitalistes beaucoup plus rapaces que ceux d'Europe. La lutte entre le travail et le capital s'engagea, et dès le commencement assuma un caractère beaucoup plus décisif que celle d'ouvriers européens. Chaque grève plus ou moins importante était marquée par des attaques violentes de la part de grévistes. Rappelons seulement la grève des employés de chemins de fer en 1877, celles de Chicago en 1883, de Pittsburg en 1892, de nouveau de Chicago en 1894, des mineurs en 1895. Chaque fois les grévistes se battirent avec la police et la milice, détruisirent les usines et les machines, exécutèrent des traîtres parmi eux, comme on a fait cette semaine avec trois lâches achetés par les capitalistes.

Mais les capitalistes américains, actifs et énergiques autrement que les européens, se sont organisés aussi pour le combat décisif et pour l'exploitation en grand des producteurs et des consommateurs. Ils ont organisé toute une armée de vauriens, de bandits sans foi ni loi, mais disciplinés et armés qu'on appelait les *Pinkerton*'. D'un autre côté, ils ont inauguré ce système d'association et de coopération de millionnaires sous le nom de *trust*. Ces trusts, inaugurés depuis à peine une dizaine d'années, ne tardèrent pas à s'imposer au gouvernement, monopolisant la production et l'échange de certaines branches d'industrie et de commerce.

(1) En même temps on réclamait que toutes les usines devaient adopter pour tous les ouvriers le tarif unioniste.

Il ne faut pas croire que le « trust » soit la « concentration » du capital formulée par Victor Considérant et appropriée par Marx. Le nombre des capitalistes ne diminue pas. Ils se mettent ensemble, ils s'entendent pour agir ensemble, ils choisissent une administration d'hommes des plus capables et obéissent à leurs décisions *pour mieux réussir, pour réaliser plus de bénéfices.*

Je le répète, dans peu de temps les trusts ont gagné une puissance énorme, dictatoriale. Personne, même l'Etat, ne pourrait les combattre. Mais les hommes clairvoyants ne tardèrent pas à indiquer celui qui pourrait les anéantir. Un journal américain donna le dessin d'un gros gaillard d'ouvrier en disant : « C'est lui qui les jettera par terre. »

La lutte est engagée. Espérons que la prédiction du journal s'accomplira le plus tôt possible.

W. Tcherkesoff.

Bromley, 13 juin 1901.

Cher ami,

Votre idée de journal pour les Enfants est *excellente*. C'est étonnant qu'on n'y ait pas pensé depuis longtemps. Le journal aurait dû avoir déjà vingt ans d'existence — mais c'est toujours comme cela !

Faisons-le bon, joli, attrayant comme lecture et comme forme littéraire. Petites nouvelles, morceaux de science montrant *la méthode naturaliste* de penser sur les faits de la nature, à l'opposé de la méthode métaphysique et superstitieuse, biographies d'hommes et de femmes qui ont vécu la vie de révolutionnaire inébranlé... Point de morale éducative — *qu'il n'y en ait pas la moindre trace* : — dire simplement aux enfants ce qui nous intéresse, ce que nous aimons, ce qui nous a frappés dans la vie par sa beauté, son ardeur, sa force.

Vous avez aimé un tel ou une telle dans la commune : — dites ce que lui ou elle était. Un fait de variations des plantes, des fleurs, vous a frappé, et plus encore l'explication naturaliste de ce fait : — racontez-le. Les faits concernant la grandeur infinie du monde stellaire, que je viens de lire, ont frappé mon imagination — je les raconterai, comme je vous les aurais racontés si nous nous étions rencontrés aujourd'hui. Ou bien, je viens de lire une nouvelle sur la vie des plus pauvres de Londres. Il y a là un caractère superbe, pris sur le vif, — on pourrait le raconter, court, à nos jeunes lecteurs.

Et laissons au jeune lecteur porter lui-même son jugement : ne le lui soufflons pas, comme font les prêtres. Qu'il reste lui-même juge suprême des choses dont nous lui parlons uniquement, parce qu'elles font partie de notre vie impressionnelle.

Une chose seulement. La forme doit être belle, — c'est-à-dire « la pensée doit être pensée dans ses détails », comme le dirait un de nos amis français qui possède la beauté de la forme au plus haut degré. Pour la beauté de la forme, les enfants sont les juges les plus sévères qu'il y ait. Si elle manque, ils ne liront pas.

Ainsi, mettons-nous à l'œuvre, et que, dans cinq ans, la collection de notre journal soit réellement une *œuvre* que nous puissions donner aux enfants sans rougir.

Pierre Kropotkine.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Education. — Dimanche dernier, a eu lieu, à l'école professionnelle bien connue dirigée par Mlle Pauline Dupont, la réunion de fin d'année tenant lieu de séance de distribution de prix. Dans cette école, en effet, dirigée dans un esprit vraiment libertaire et égalitaire, il n'y a ni distribution de prix, ni classement, ni hiérarchie d'aucune sorte. De même aucune récompense, aucun châtiment n'y sont mis en pratique. L'élève est laissée seule juge de sa conduite. Aussi avons-nous assisté dimanche à une séance peu banale. En guise de distribution de prix, Mlle Dupont et deux de ses collaboratrices ont rendu compte de la conduite, des efforts, des défaillances, des qualités et des défauts de chacune des élèves. Celles-ci s'estiment suffisamment récompensées de leurs efforts vers le mieux par l'intime satisfaction d'avoir fait leur devoir.

Puis, Mlle Dupont a lu un rapport relatif à plusieurs innovations pédagogiques expérimentées, et dont deux principalement sont à signaler.

Ayant remarqué qu'en raison de l'absolue liberté, laissée aux enfants, de se grouper en classe, au réfectoire, au vestiaire, etc., suivant leurs préférences personnelles, il en était résulté la formation de coteries exclusives, véritables aristocraties établies d'après les conditions sociales des familles auxquelles appartenaient les élèves, la directrice de l'école décida qu'à l'avenir les places seraient fréquemment tirées au sort. Cette innovation eut plusieurs résultats. Elle supprima peu à peu cet esprit de caste en mettant en rapports forcés des élèves de conditions différentes ; en outre, ces changements fréquents habituèrent les enfants à l'ordre en les maintenant continuellement prêtes à se transporter ailleurs ; enfin ils contribuèrent à affaiblir jusqu'à un certain point l'esprit de propriété chez l'enfant qui ne put dire désormais : « ma place, ma chaise, ma table, etc. »

De plus, pour développer l'initiative de l'enfant, pour lui enseigner la vie et lui apprendre à gérer une maison, tour à tour chacune des élèves fut appelée pendant une semaine à diriger les affaires de l'école, à intervenir, quand il en était besoin, dans les différends pouvant se produire parmi ses camarades, etc., en un mot, chacune à son tour remplissait intégralement les fonctions de directrice au point de vue administratif et au point de vue moral.

Combien il est à regretter qu'une pareille école de liberté et d'initiative soit la seule qui existe à Paris et même peut-être en France !

***

Bondieuseries. — Nous nous moquons agréablement des Chinois qui, en temps d'éclipse, tambourinent sur des casseroles pour effrayer le dragon qui mange la lune. Cependant le moyen est infaillible, car, après quelques instants de tintamarre, le dragon, en effet, prend peur et interrompt son gargantuesque déjeuner.

Les moyens préconisés par les sorciers de chez nous sont moins sûrs. Ces jours-ci, à Palau (Pyrénées-Orientales), pendant un orage, le curé a imaginé de faire sonner les cloches pour éloigner la foudre. Cette immixtion de ce ministre du culte dans ses affaires propres n'a pas été du goût de la Providence. Avec le tact et la justice qui la caractérisent, elle a précisément fait tomber sa foudre sur le clocher, tué quatre enfants, blessé quatre autres et une femme. Il sera plus prudent, je crois, à l'avenir, de s'en tenir au cierge bénit allumé pendant l'orage.

***

Brave soldat ! — Ces jours-ci, des gardiens de la paix trouvèrent épuisé et sans connaissance un jeune homme vêtu de haillons. Après quelques soins, il put raconter son odyssée. Né à Colmar, incorporé dans un régiment allemand, il déserta, ne voulant pas servir l'Allemagne, et vint en France pour s'y engager dans la légion étrangère.

Brave Alsacien ! disent les journaux. Mais comment appelleraient-ils un Français qui déserterait pour servir en Allemagne ?...

Que l'on déserte, bien ! Mais quand c'est pour s'engager ailleurs, il faut en avoir une dose !

André Girard.

***

Mouvement ouvrier. — Par suite de la mauvaise organisation économique de la société, il se produit ce fait, sur lequel nous sommes obligés de revenir à chaque instant : pendant que beaucoup de malheureux manquent du nécessaire, des propriétaires préfèrent laisser pourrir sur place des produits utiles à la consommation plutôt que d'en abaisser les prix. Cela n'est déjà pas mal, mais il y a mieux, les vignerons du midi de la France sont en train d'en faire la triste expérience.

Par suite d'une surabondance inespérée, dans ces dernières années, les vins de ces régions sont tombés à des prix si bas, que les propriétaires hésitent cette année à faire une récolte dont ils craignent de ne pouvoir se débarrasser une fois dans les celliers. Beaucoup ont suspendu tous travaux préliminaires dans leurs vignobles, et, de ce fait, de nombreux ouvriers sont sans travail..... par surabondance de produits. Notre belle organisation capitaliste seule était capable de produire de telles contradictions. Voici en effet ce qui s'est passé dans les environs de Nîmes, d'après le *Petit Journal* :

« Par suite de la crise vinicole, un grand nombre de journaliers sont restés inoccupés et sont réduits à la plus noire misère. Il y a une dizaine de jours, divisés par groupes de vingt ou trente, les ouvriers atteints par le chômage se présentèrent dans les principales fermes et réclamèrent du travail. Les principaux propriétaires refusèrent de les employer; mais, passant outre, les ouvriers se rendirent aux champs avec leurs outils et, sous la direction d'un surveillant, qu'ils avaient eux-mêmes désigné, ils se mirent à travailler comme s'ils avaient été embauchés régulièrement. Ils firent ainsi plusieurs journées chez divers propriétaires.

« Les uns payèrent les bordereaux des journées qui leur furent présentés, mais d'autres ne voulurent pas entendre raison et refusèrent tout règlement.

« Cet état de choses va augmentant, et on peut dire s'aggravant tous les jours, car les propriétaires refusent maintenant de céder à de « semblables procédés qui frisent l'intimidation. »

Les ouvriers continuent à travailler malgré les refus des propriétaires de les employer, et exigent le paiement de leurs journées.

A des propriétaires qui se plaignaient que la terre leur fût une charge plutôt qu'une source de profits, des travailleurs répondirent avec juste raison qu'ils n'avaient qu'à la leur remettre et qu'ils sauraient bien, eux, en tirer de quoi vivre. Les propriétaires, comme de juste, ne l'entendirent pas de cette oreille. Que leur importe en effet que des travailleurs crèvent de faim, le principe de « propriété » ne passe-t-il pas avant tout!

Comme on le voit, l'édifice bourgeois craque de toutes parts. Aux champs, la surabondance des produits oblige les travailleurs à imposer leur travail... ou à crever de faim. C'est encore un des côtés de la question sociale que n'avaient pas prévu Messieurs les économistes bourgeois.

Effrayés par les revendications continuelles des ouvriers des villes, ils avaient trouvé que « l'agriculture manque de bras » pour déverser le trop-plein. Leur subterfuge se retourne contre eux, et ainsi petit à petit se désagrège la société bourgeoise et le mode de production capitaliste.

***

Du premier numéro du *Cri typographique* que des camarades typos viennent de faire paraître, j'extrais les quelques lignes suivantes :

« Le *Cri typographique*, que nous avons la liberté grande de vous présenter, est quasiment un « canard sauvage », c'est-à-dire que par tempérament il est combatif, et par conséquent fort éloigné de l'état domestique. Ce ne sera pas un agenouillé, un pleurnicheur, car l'Histoire est là pour lui apprendre que le meilleur des arguments qu'il pourra invoquer près de son Maître : son Patron, sera sa Force.

« Notre but est donc de pousser le Syndicat dans la voie des revendications. Des paroles, il faut qu'il passe aux actes. C'est là notre seul et unique moyen de devenir fort, car l'action appelle les hommes d'action. »

L'idée d'un organe indépendant qui poussera à l'action les bonzes des syndicats, souvent trop enclins à ne rien brusquer pour conserver leur petite sinécure, est excellente; aussi, en souhaitant bonne chance et longue vie au *Cri*, exprimons-nous le vœu de voir des camarades d'autres corporations suivre l'exemple des typos.

***

A la Rochelle, les déchargeurs se sont mis en grève et ont refusé de décharger un bateau de bois à l'adresse d'une des grosses maisons de la ville.

Les ouvriers de la maison Pédrosa, actuellement payés 4 francs pour une journée de dix heures et demie, réclament 5 francs pour une journée de dix heures.

Les ouvriers de la maison Morch, payés 3 fr. 50 pour une journée de onze heures, demandent 4 fr. pour la journée de dix heures.

Les revendications des grévistes, on le voit, ne sont pas bien méchantes. Dans la même région, grève des déchargeurs de Rochefort et de Tonnay-Charente. Ces derniers ont résolu de ne décharger aucun navire venant des villes en grève.

A Tonnay-Charente, un gréviste nommé Lemoing

vient de mourir des suites de contusions reçues au cours d'une charge de gendarmes; l'indignation est grande dans la population. Un cadavre de plus pour le citoyen ministre. Ça marche, la D. R.!

A Reims, grève d'ouvriers teinturiers et apprêteurs. Une seule usine est en grève, mais cela menace de s'étendre à d'autres usines, car la chambre syndicale des ouvriers apprêteurs-teinturiers a décidé de présenter ses revendications, qui consistent dans l'unification des salaires, à tous les patrons.

A Aix, la grève des ouvriers de la manufacture d'allumettes continue. L'Etat patron n'entend rien céder à ses esclaves.

A Toulouse, la grève des maçons est terminée par la complète victoire des ouvriers.

Les employés des chemins de fer corses, au nombre de 350, c'est-à-dire la totalité, se sont déclarés en grève le 18 courant. Tous les services sont nécessairement suspendus. Les employés, dont la plus grande partie sont affiliés au syndicat, réclament une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail. Deux trains qui avaient tenté de quitter Bastia ont été obligés de rebrousser chemin « devant l'insécurité de la voie », disent les journaux.

Les autorités, comme de juste, sont sur les lieux et des brigades de gendarmerie ont été envoyées pour « protéger » le matériel!

Enfin le gouvernement de « Défense républicaine » a donné des ordres pour qu'une compagnie du 5e génie, le régiment des chemins de fer, en garnison à Versailles, se rende de suite en Corse pour remplacer les grévistes et assurer le service des voies ferrées.

Il fut un temps où Millerand interpellait le ministre qui mettait ainsi l'armée au service des capitalistes. Millerand, ministre socialiste! en fait autant... naturellement. Ce qui n'empêchera pas, lors des prochaines élections, les camarades qui mettront en garde Monsieur votard contre tous les solliciteurs de mandats d'être taxés de faire le jeu des « réactionnaires. » Les arguments ne leur manqueront pas pour répondre à leurs adversaires intéressés. Millerand se charge d'en fournir un peu chaque jour.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

∴

Groupe antimilitariste de Paris (section du faubourg Antoine) des 3e et 20e arrondissements, groupe des anciens camisards. — Réunion publique dimanche 28 juillet, à 2 h. 1/2 après-midi, salle Jules, boulevard Magenta, 2.

Orateurs : Dubois-Desaulle, Compte rendu de la propagande en Seine-Inférieure; Louise Réville, Féminisme et Militarisme. Exhibition et démonstration des poucettes et des fers.

Tous les antimilitaristes ainsi que les mères de famille sont spécialement invités. Entrée gratuite.

∴

Les membres de la *Jeunesse Socialiste du Ve arrondissement*, réunis le mardi 16 juillet :

Considérant qu'un véritable socialiste militant doit toujours mettre ses actes d'accord avec ses principes; considérant qu'en consentant à ce que sa fille fasse sa première communion et à ce qu'elle reçoive une éducation religieuse, le citoyen Jaurès est en contradiction formelle avec des idées qui sont les siennes; considérant que, vu la situation qu'il occupe dans le parti socialiste, son attitude ne saurait manquer de jeter le plus grand discrédit sur notre propagande anticléricale et antireligieuse, faisant suspecter la sincérité de nos déclarations en cette matière; considérant que dans maintes circonstances et notamment lorsque le citoyen Zévaès se vit faussement accusé d'avoir fait baptiser son enfant, le journal que dirige le citoyen Jaurès ne tarit pas en plaisanteries et sarcasmes de toute nature; considérant enfin que lorsqu'on préconise le monopole de l'enseignement par l'Etat et qu'on prétend faire prévaloir dans toutes les familles l'éducation laïque, il conviendrait de commencer par l'appliquer dans la sienne propre,

La *Jeunesse Socialiste du Ve arrondissement*, douloureusement surprise par l'attitude qu'a eue en cette circonstance l'un des militants les plus autorisés du parti socialiste, invite instamment le Comité général à examiner le cas Jaurès.

Pour le groupe et par ordre :

Le Secrétaire, Maurice Berroux.

∴

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Abbé-Groult, 29. — Conférence sur les Déclarations d'E. tiévant, par un camarade.

Le camarade sculpteur est prié de rentrer (*Force et Matière*).

Prêt de livres.

∴

Reims. — Les camarades qui désireraient recevoir les journaux libertaires à domicile sont priés de s'adresser au camarade Helm, rue de Merfy, 61.

∴

Roubaix. — Les camarades de Roubaix vont aller faire une tournée de propagande à la campagne; les camarades des environs qui voudraient les accompagner n'auront qu'à se trouver au pont du Sartel, route de Leers, de 8 heures à 8 h. 1/2 du matin, le dimanche 4 août. Beaucoup resteront deux jours. On y jouera une pièce de théâtre.

— La Bibliothèque contient plus de 80 volumes de sociologie, de philosophie, de littérature, etc., qui sont à la disposition des lecteurs chaque jour, de 7 à 9 heures du soir, et le dimanche, de 8 heures du matin à 2 heures. En outre, on peut se procurer les journaux suivants :

Les Temps Nouveaux, 10 centimes.
Le Libertaire, 10 centimes.
La Voix du Peuple, 10 centimes.
L'Emancipation, 5 centimes.
Le Réveil des Travailleurs, 5 centimes.

Siège de la Bibliothèque, chez Béranger, rue Paul-Bert, 38.

∴

Bruxelles. — Mardi 30 juillet 1901, à 8 heures du soir, salle de l'Eden (ancienne Maison du Peuple), rue de Bavière, grande conférence par Georges Thonar qui fera la « critique du collectivisme », et par E. Chapelier, qui traitera « la haine, la vengeance, la violence et les anarchistes ».

GROUPE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les soussignés réprouvent avec la dernière énergie toutes guerres entre peuples:

1° Parce que la guerre, c'est le carnage, l'incendie, le viol, la mort de millions d'êtres humains, et que ceux qui la déchaînent ne se battent pas;

2° Parce que la guerre est le dérivatif employé par les capitalistes pour empêcher l'émancipation des peuples.

Vive l'entente internationale des travailleurs!

Suivent les signatures :

V. Loquier, E. Bechtel, H. Thévenot, P. Georges (Senones), F. Richardot, Boinette, Hem, Didier, Ferry F., Eugénie Amet, Eug. Mathieu, L. Sollier, Verteli, Hugo, Leviné Laurent, Descieux (Pouxeux), A. Duret, Pernot, François des Charmottes, E. Tourand, Marie Duvaux, Farnier, Stock, Tachet, Henriot, Adam, E. Charton, P. Commeaux, Sylvain, Rusconi, Bageot, Charton, Louis, Creusot, Ribière, Marotel, L. Poirot, Valentin, Christer, A. Munier, H. Besson, Mathieu, Schramm, Lebandit, Laloge, Céleste Dubois, Suzanne Nonne, Chabrat, G. Birsen, Duroc, Binder, Crochat, Michel, Michaut, Guéret, Degueille, Laurent, Marchal, Gallion, Thomassin, Laghi, Vinel, Virch, Heuderger, Gutfround, Marotel, Dévot, Albin, Aptel Arthur, A. Thévenot, André Picard.

AUX CAMARADES

Grâce au concours d'un camarade généreux, nous venons enfin de liquider la partie de notre dette qui nous gênait le plus : Trois mille francs. Il ne nous reste plus qu'une dette courante peu gênante.

Grâce encore à la bonne volonté de différents camarades, nous avons réussi, depuis près d'un an, à donner le supplément régulièrement. Mais la caisse est vide à nouveau. La dette que nous venons de liquider nous a été un poids trop lourd pour que nous nous amusions à la recommencer; d'autre part, un journal ne peut vivre qu'à la condition de ne pas toujours crier misère, et nous avouons, du reste, être fatigués de cela. Nous emploierons tous nos efforts pour éviter la suppression du supplément, mais si cela se produisait encore quelquefois, et cela dès la semaine prochaine, nos lecteurs et abonnés voudront bien comprendre que c'est parce que nous n'aurons pas pu faire autrement.

Le moyen le plus efficace d'aider le journal, c'est de l'acheter, et d'aider à sa diffusion

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Superstitions politiques et phénomènes sociaux, par H. Dagan; 1 vol., chez Stock, 27, rue Richelieu.

Le petit de treize ans, par R. Bazin; 1 broch., 0 fr. 50, à l'*Union pour l'action morale*, 6, impasse Roussin.

Lettre à Krüger, par Lagarrigue, à Santiago.

Teyen de kerk, door L. Tolstoï. — *De huidige Samelenving*, door M. Nordau, 2 brochures, à l'Ontwaking, Deurnestraat, 15, Anvers.

A lire :

La circulaire Bulot, de H. Maret, sauf réserve sur la pommade passée au sieur Bulot.

A voir :

Confidences, dessin de Lefèvre; *Sainte propriété*, dessin de Hénault; *Pour le terme*, dessin de Hermann-Paul; *Les pères*, dessin de Malteste; *Assiette au beurre*, n° 16.

BOITE AUX ORDURES

Une insanité, *La Pie*, n° 27.

PETITE CORRESPONDANCE

Un ami vrai. — Des dialogues nous n'en avons guère en brochure. Vous ai envoyé des suppléments qui contiennent des vers qui peuvent être déclamés.

Roubaix. — Vous recevrez sitôt que la deuxième brochure sera tirée. Le numéro 23 est épuisé.

A. F., rue Manin. — Numéro réexpédié. C'est la poste.

P. G., à Senones. — *En dehors*, 1 fr. 20. — *De Mazas à Jérusalem*, 3 fr.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* : P., à La Machine, 0 fr. 75. — Divers excédents d'envois d'affiches contre la guerre, 1 fr. — Collecte faite à l'issue de la conférence Courtois à Limoges, 5 fr. 85. — Total : 7 fr. 60. — Listes précédentes : 270 fr. 15. — En caisse : 277 fr. 75.

Reçu pour le journal : F. B., à Berne, 2 fr. 15. — G., à Vienne, 0 fr. 60. — Le Breton du Jardin des Plantes, 1 fr. — Ther, 1 fr. — D., 10 fr. — F. B., Medan-Deli, 24 fr. — Groupe agriculteur de Grigny, 2 fr. — Merci à tous.

J. L., à Dijon. — B., par K., à Genève. — D., à Montceau. — A. D., à Prats-Molo. — E. S., à Etampes. — A., à Pézenas. — H., au Havre. — R., à Grenoble. — Reçu timbres et mandats.

LE JOURNAL EST EN VENTE

A Vienne

Chez Hugonnard, 20, quai de Gère.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 14 DIX CENTIMES DU 3 AU 9 AOUT 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE DRAPEAU

Tout évolue, tout se transforme, la superstition et ses emblèmes comme le reste. Après avoir connu bien des vicissitudes, « notre drapeau national » est à la veille de muer encore une fois, et déjà l'on commence à y coudre, brodé par des mains pieuses, le cœur du dieu des chrétiens.

Pendant la Révolution, les drapeaux républicains (au moins une grande partie d'entre eux), alternativement rouges et bleus aux quatre angles, étaient traversés, comme ceux de l'ancien régime, par une grande croix blanche. Or cette croix blanche, pieusement conservée par les farouches sans-culottes, provenait de l'époque des croisades (elle fut d'abord rouge), arborée par les barons chrétiens en guerre sainte contre les infidèles. C'est très amusant de songer que tous les braves garçons qui se firent tuer pour fonder et défendre cette fameuse République dont nous goûtons aujourd'hui — avec quel enthousiasme ! — les bienfaits, de songer que tous ces terribles révolutionnaires, acharnés contre les tyrans et les prêtres, se battaient sous le signe même des croisés.

Cette croix se transforma, par la suite, en un losange, puis en une simple bande. Et sur cette bande blanche, héritage de la féodalité, on propose à présent de peindre un cœur, un cœur de dieu. Nous n'y trouvons rien à dire, sinon qu'il est regrettable qu'on n'y ait pas songé plus tôt; car il est juste que le patriotisme et la religion aillent de pair, issus qu'ils sont du même mysticisme ; car il est bon que la patrie unisse sa cause à celle de la superstition, puisqu'elle est elle-même une superstition.

« Notre drapeau » actuel — trois bandes verticales, bleue, blanche et rouge — date de 1812. Il fut donné à ses troupes par le Grand Bandit, qui était content d'elles : depuis quinze ans qu'elles mettaient l'Europe à feu et à sang, sous ses ordres, c'était bien le moins qu'il leur fît cadeau de hochets tout neufs.

Ces trois couleurs si glorieuses, que signifient-elles donc? Le bleu et le rouge, c'est, paraît-il, la Ville de Paris; le blanc, c'est la Monarchie. Se faire tuer pour le drapeau tricolore, c'est donc se faire tuer pour Paris et pour le roi... pour le roi de Prusse, bien entendu. Passe encore pour les Parisiens et les monarchistes; mais les autres, le reste des habitants de France, en quoi ce symbole peut-il les intéresser? Quelle signification a-t-il pour eux? Aucune. Mais qui s'inquiète des significations? On dit aux gens : « Voici un emblème sacré; agenouillez-vous, vénérez et n'approfondissez pas. » Ils s'agenouillent, vénèrent, et même se font tuer, sans chercher à approfondir. Ce sont de bons petits garçons bien obéissants.

La bande blanche est bien modeste, notons-le en passant, de n'occuper qu'un tiers du drapeau républicain, alors que, dans les institutions républicaines, l'idée monarchique qu'elle représente entre au moins pour les neuf dixièmes.

Nous ne sommes pas mécontents de voir le drapeau, emblème jadis religieux, revenir tout doucement à ses origines, comme un vieillard tombé en enfance : c'est que le cycle est près d'être accompli, et que la fin est proche. Que l'on couse donc bien vite dessus le cœur saignant de Jésus-Christ, roi des Juifs et dieu des antisémites, ou encore la virginité de Mademoiselle sa mère, opérée par l'Esprit-Saint ; ou même qu'on en revienne tout de suite à l'oriflamme de Saint-Denis ou à la chape de saint Martin. Nos bons vieux rois faisaient porter près d'eux, dans les batailles, la chemise de ce saint sur un bâton, afin qu'elle éloignât de leur noble corps les coups d'épée ou de lance. En même temps (ce qui était élogieux pour leur bon sens, mais injurieux pour le saint), ils prenaient la précaution impie de se garnir d'une cotte de mailles, et de se tenir loin des coups. De nos jours, les aumôniers militaires assurent aux jeunes soldats que les balles s'écarteront d'eux, pour peu qu'ils portent un scapulaire (sans préjudice de se mettre à l'abri derrière les arbres). Quel progrès, depuis le moyen âge !

Tout emblème qui se respecte veut une inscription. Les drapeaux de la Révolution en avaient de savoureuses : « Valeur et Discipline. — Discipline, Subordination. — Discipline, Obéissance aux lois. » Ces révolutionnaires étaient vraiment des gens bien disciplinés. C'est ce que s'est dit, un peu plus tard, Napoléon; avec des hommes nourris de telles maximes, il n'y avait pas à se gêner. Ces inscriptions nous révèlent l'état d'âme des nouveaux gouvernants, s'efforçant de pétrir, grâce à elles, la cervelle du peuple à leur convenance.

D'autres fois, sur nos bannières, on trouve des devises où les mots, de se voir ensemble, hurlent : « Patrie et Liberté. — Honneur et Patrie. » La liberté des soldats... l'honneur des militaires... Rêvons.

Comme enseignes, les Egyptiens exhibaient des images d'animaux, leurs dieux; les Gaulois arboraient des bêtes sauvages, le loup, l'ours, le sanglier. Napoléon, homme de proie, prit l'aigle, oiseau de proie. Louis-Philippe choisit le coq : pourquoi? Pour rendre hommage à la galanterie française? Aujourd'hui, c'est, au haut de la hampe, une pique. Je ne suppose pas que ce soit pour rappeler les jours tumultueux de la Révolution, où les piques des citoyens dressaient dans l'air des têtes d'accapareurs ? Rien n'est moins, je crois, dans les intentions de nos gouvernants que le rappel de ces jours et de ces mœurs.

J'aime mieux les Romains des premiers siècles : on nous dit qu'en signe de ralliement, ils élevaient une poignée de foin au bout d'une lance. Je voudrais le retour de ce symbolisme parmi nous, et que nos guerriers offrissent la botte de foin pour le repas de leurs chefs ; ou alors qu'ils la mangeassent entre eux. (Plus tard, les étendards romains portèrent des médailles : ils ressemblaient à des bannières d'orphéons.)

En attendant, et pour faire suite aux animaux féroces, un cœur de dieu, ce n'est pas mal trouvé. Désormais, quand nos chers troupiers iront chez les sauvages, ceux-ci, les voyant brandir, en guise de totem, un morceau de viande crue, les prendront pour des anthropophages et se sauveront épouvantés. Et quand on leur dira que ce totem anatomique n'est autre que la divinité des soldats chrétiens, alors ils trouveront que les soldats chrétiens sont plus bêtes que les adorateurs du soleil, de la lune, des chats, des poissons ou des serpents, puisqu'ils adorent un morceau de viande crue !

Et j'ai peur que ceci ne nous fasse tomber un peu plus bas dans la considération des cannibales.

Mais, au fait, qu'est-ce que ça veut dire, ce mot : drapeau? Les dictionnaires nous le disent : primitivement, cela signifiait haillon, vieux morceau d'étoffe grossière, et aussi lange, linge pour emmailloter un enfant.

> En chancre et fix, et en ces ords caveaulx
> Où nourrices essangent leurs drappeaulx,

dit Villon (*Ballade des langues envieuses*). Ainsi, un haillon, un méchant bout de linge servant à emmailloter un mioche qui s'y oublie volontiers, une loque pisseuse et breneuse, voilà (au dire des étymologistes), voilà ce que c'est, un drapeau.

René Chaughi.

POUR NOS ENFANTS (1)

Nous avons vu la glorification de la patrie et du soldat, voyons maintenant celle du drapeau et de la guerre (2) :

« Ce que c'est que le drapeau.

« Le drapeau, mes amis, c'est tout ce qui fut, tout ce qui est la vie de chacun de nous : le foyer où l'on naquit, le coin de terre où l'on grandit, le premier

(1) Voir les numéros 10 et 11.
(2) *Le Certificat d'études primaires*, par B. Subercaze, p. 40.

sourire d'enfant, la mère qui vous berce, le père qui gronde, le premier ami, la première larme, les espoirs, les rêves, les chimères, les souvenirs; c'est toutes ces joies à la fois enfermées dans un mot, dans un nom, le plus beau de tous, la patrie. C'est l'honneur du régiment, ses gloires et ses titres flamboyant en lettres d'or sur ses couleurs fanées qui portent des noms de victoires; c'est comme la conscience des braves gens qui marchent à la mort sous ses plis; c'est le devoir *dans tout ce qu'il y a de plus grand* : une idée flottant dans un étendard. Il semble que tous les cœurs du régiment tiennent à la hampe par des fils invisibles. Le perdre, c'est la honte éternelle. Si le drapeau n'est qu'un symbole, c'est un symbole dont la vue seule remue en nous, jusqu'au plus profond de l'être, tous les généreux sentiments, tout ce qui porte vers le dévouement, le sacrifice, l'abnégation et le devoir. »

Ailleurs sur le même sujet (1) :

« ... A l'approche d'un péril qui menace la patrie, une fièvre sans frisson, comme sans délire, hâte le cours du sang dans les veines; chaque effort, dans une telle lutte, vient du recueillement intérieur le plus profond. L'on ne voit d'abord sur le visage de ces généreux citoyens que du calme; mais, que le signal se fasse entendre, que la bannière nationale flotte dans les airs, vous verrez des regards jadis doux, si prêts à le redevenir, tout à coup animés par une volonté *sainte et terrible*. »

La fureur qui pousse les soldats à égorger des femmes et des enfants, à piller, à incendier, à commettre toutes les abominations par lesquelles notre vaillante armée vient de se signaler en Chine à l'admiration du genre humain, ce cannibalisme est l'expression d'une volonté « sainte et terrible » !

D'ailleurs, la guerre est belle; c'est une véritable aubaine que d'en avoir le spectacle. Il n'est rien de pareil pour inspirer l'amour de la patrie.

C'est, du moins, ce que dit le passage suivant d'une dictée intitulée *l'Amour de la patrie* (2) :

« Tu le (l'amour de la patrie) sentiras comme une joie divine *si tu as le bonheur* de voir rentrer dans la ville les régiments décimés, exténués, terribles, avec la splendeur de la victoire dans les yeux. »

Mais tout le monde n'a pas un bonheur pareil. Il faut alors se contenter de voir défiler le régiment en temps de paix, spectacle qui n'est pas non plus à dédaigner, si l'on en juge par la description suivante (3) :

« LE RÉGIMENT.

« Les soldats passaient quatre à quatre, tout en sueur, couverts de poussière, et leurs fusils scintillaient au soleil. Vous devez aimer les soldats, mes enfants; ce sont nos défenseurs. Ils iraient se faire tuer demain pour nous, si une armée étrangère menaçait notre territoire. Ce sont des enfants, eux aussi! Ils n'ont que quelques années de plus que vous; ils sont aussi à l'école, à l'école du régiment, et il y a parmi eux, comme parmi vous, des pauvres et des riches qui sont venus de toutes les parties de la France. Combien d'hommes sont morts autour de ce drapeau et pour le pays, avant notre naissance! Quand vous verrez flotter l'étendard bleu, blanc et rouge au-dessus de la tête des soldats, rendez hommage à l'armée! Ne manquez pas de *faire votre salut d'écolier, la main au front, quand passent les trois couleurs.* »

Comme, autrefois, pour le saint sacrement!

Voici maintenant une petite histoire que je vous recommande tout spécialement. Elle figure dans tous les recueils de morceaux de lecture, de récitation, de dictées; elle jouit évidemment entre toutes de la prédilection particulière du gouvernement (4).

« HUMANITÉ FRANÇAISE.

« Il y a près de quarante ans nous avons eu une querelle avec les Russes, et nous sommes allés chez eux, en Crimée. Il y avait eu un combat; le soir, deux blessés se trouvèrent étendus, côte à côte, sur le champ de bataille; on n'avait pas eu le temps de les relever. L'un était un Français, l'autre était un Russe. Ils souffraient cruellement; ils essayèrent de parler, et, s'ils ne se comprirent pas beaucoup, ils se témoignèrent du moins de l'amitié, ce qui adoucit leurs maux.

« La nuit vint, un des deux s'endormit. Le matin, quand il se réveilla, il vit sur lui un manteau qu'il ne connaissait pas. Il chercha son voisin; celui-ci était mort et, au moment de mourir, il avait ôté son manteau et l'avait étendu sur son compagnon de misère.

« Savez-vous quel est celui qui a fait cela? Je le vois dans vos yeux, vous avez envie que ce soit le Français. Eh bien! soyez contents, c'était le Français. »

(1) *Le Certificat d'études primaires*, etc., p. 185.
(2) H. Barreau et A. Bouchet, *loc. cit.*, p. 13.
(3) *Ibid.*, p. 203.
(4) *Ibid.*, p. 37.

Voilà les imbécillités, les âneries dont on farcit la tête de nos enfants. Je pourrais continuer les citations et vous montrer combien, en dehors des sujets relatifs au patriotisme et à l'armée, est déprimant, abject, l'enseignement donné à l'école. Devoir, obéissance, abnégation, sacrifice, ravalement de sa propre personnalité, tel est le fond de la morale professée. Obéir, toujours obéir! L'obéissance est la grande vertu que l'on préconise par-dessus tout. Enfant, il faut obéir à ses parents et à ses professeurs; homme, il faut obéir aux lois; soldat, à ses chefs; ouvrier, à son patron. Et, à ce propos, laissez-moi vous faire encore une citation pour vous montrer jusqu'à quelle aberration peut conduire cette monomanie de l'obéissance. Elle est extraite d'un modèle de rédaction sur l'obéissance (1) :

« Enfin le domestique, l'ouvrier, le journalier sont tenus d'obéir à qui les emploie et qui les paye. *Il serait étrange*, en effet, que le salaire qu'on reçoit de quelqu'un conférât en même temps le droit de lui désobéir. »

Voilà ce qu'on fait du « contrat libre » dont parlent les économistes.

Pour ma part, je ne me rappelle pas avoir jamais éprouvé une indignation plus vive que le jour où j'ouvris un livre d'instruction civique. Il me sembla que je venais de découvrir un grand crime commis lâchement sur un enfant. Quel crime, en effet, est plus grand et plus lâche que d'abuser de l'inconscience et de la naïveté de l'enfant pour fausser son cerveau, le pétrir jusqu'à déformation complète, dans un but d'intérêt personnel, pour s'assurer dans l'avenir une domination plus commode? C'est monstrueux!

Eh bien! tout, dans l'enseignement primaire, est conçu, depuis le commencement jusqu'à la fin, d'abord pour militariser les intelligences, les pénétrer d'une admiration et d'un enthousiasme aveugles pour tout ce qui se rapporte à la guerre, et ensuite pour préparer au capitalisme régnant des serviteurs dociles, persuadés de la nécessité de leur infériorité sociale, de la spoliation dont ils sont victimes, et entraînés à une résignation propice à la réalisation de solides profits.

C'est la même méthode que celle du bon vieux temps. Autrefois, on formait de bons chrétiens et de fidèles sujets. Aujourd'hui, on forme de bons soldats et des citoyens dévoués. L'autorité d'un Dieu en qui l'on ne croit plus guère, celle d'un roi ou d'un gouvernement qu'on ne respecte pas davantage et qu'on culbute quand il a cessé de plaire, ne représentent plus des forces morales suffisantes à contenir les tendances du peuple à l'insubordination. On continue d'enseigner Dieu — il est inexact, en effet, vous avez pu vous en assurer tout à l'heure, de prétendre que l'école laïque est l'école sans Dieu; le programme officiel prescrit aux instituteurs d'apprendre aux enfants à avoir le plus grand respect et la plus grande vénération pour Dieu, dont le nom « ne doit pas être prononcé légèrement ». On continue d'enseigner Dieu, car sans l'idée de Dieu, l'idée d'autorité qui en découle, serait sans fondement; mais on estime cette base morale d'un faible appui par ce temps d'athéisme rationnel et scientifique. Aussi a-t-on jugé nécessaire d'asseoir l'enseignement sur quelque chose de plus positif et de plus tangible. Et une nouvelle religion a été substituée à l'ancienne : celle du drapeau.

Laquelle est préférable? Aucune des deux, je crois. L'idée de Dieu évoque l'idée de l'ignorance primitive, mais celle aussi de la bonne volonté d'expliquer et de comprendre les beautés de la nature. A l'idée de drapeau s'attachent seulement des idées de haines internationales, de pillage et d'assassinat.

Eh bien! si nous excluons la première, pourquoi serions-nous plus tolérants pour celle-ci que pour celle-là? Nous nous révolterions à la pensée que l'on pût donner à nos enfants un enseignement religieux. Pourquoi tolérons-nous qu'on leur donne un enseignement patriotique et militariste?

Sans doute, il est difficile de faire autrement; on n'a guère le choix. Les écoles libertaires n'ont pu jusqu'ici s'acclimater dans notre pays imprégné de servilisme. Entre l'école congréganiste et l'école communale, entre l'école patriotico-cléricale et l'école patriotico-laïque, c'est la dernière qu'on choisit comme pis aller. Mais ce n'est pas suffisant.

(1) H. Barreau et A. Bouchet, *loc. cit.*, p. 229.

Nous ne devons pas nous borner à récriminer stérilement contre l'esprit rétrograde qui anime l'enseignement officiel. Il nous faut réagir contre cette domestication des caractères et cette stupidification des intelligences, à qui l'on doit attribuer la lenteur désespérante du progrès. Il ne dépend que de nous que cette action démoralisatrice soit annihilée.

En effet, l'enfant, à l'école, est assujetti à une moyenne de trente heures de classe par semaine. Le reste du temps, il le passe en contact avec sa famille. Or, c'est surtout au sein de la famille que se forme le caractère de l'enfant. Si l'action de l'école s'exerce principalement sur son intelligence, c'est à la famille qu'incombe surtout la charge de son développement moral. Les exemples des parents, leur direction générale, tous les menus rapports qu'ils ont avec les enfants établissent une influence continue, une lente suggestion qui n'est autre que l'éducation.

Sans doute, à l'école, l'enseignement s'applique à être en même temps éducatif. Le peu de temps que l'enfant est livré aux maîtres d'école, est par eux employé à discipliner et à domestiquer sa volonté, pendant que les fausses notions dont on encombre et par lesquelles on déforme son intelligence aident puissamment à cette domestication. Mais il y aurait quelque espoir de voir s'atténuer cette influence odieuse, si malheureusement elle n'était corroborée par l'influence conforme de la famille.

Une fois échappé de l'école, l'enfant se trouve chez lui aux prises avec les mêmes obligations d'obéissance, de respect, de soumission aveugle, obligations parfois même aggravées de rigueurs excessives et injustes. *Ici et là*, il lui faut toujours s'incliner, ici et là il lui faut toujours faire abnégation de son vouloir et le subordonner au vouloir d'autrui. Et l'influence de la famille, plus prolongée que celle de l'école, vient *parfaire* l'abrutissement et la dépression morale préparés par celle-ci. L'école enseigne à l'enfant l'obéissance, l'abnégation et la résignation; en même temps elle l'y exerce. La famille, elle, l'y contraint, achève de rompre sa nature à cet affaiblissement, à cette « impersonnalisation » qu'on lui représente à l'école comme la plus précieuse de toutes les vertus. L'une et l'autre, complices, s'accordent et se complètent pour étouffer à jamais toute velléité d'indépendance.

Je sais bien que ce que je dis là n'a pour vous rien de nouveau. Libertaires, vous avez déjà fait ces réflexions et vous avez, chez vous, tenté de remédier aux maux dont je parle. Mais je voudrais que mes paroles pussent franchir les limites de cette salle et toucher nombre de pères qui, animés des meilleures intentions, n'en collaborent pas moins par ignorance, par routine, parce qu'ils sont, eux aussi, imbus de l'esprit d'autorité et qu'ils furent ainsi élevés jadis, à l'œuvre d'asservissement qui se perpétue de génération en génération, tuant les volontés, annihilant les individus, maintenant indéfiniment la société dans l'ornière.

(*A suivre.*) ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les camarades Victor Henri, Libertad, Mérat et Jouhaux ont été condamnés : le premier à huit mois de prison et cent francs d'amende, les trois autres à trois mois et cent francs, pour l'affaire de Noisy-le-Sec.

Ils étaient inculpés d'avoir crié : « A bas l'armée! » Qu'ils l'aient ou non crié, peu importe. Mais il est à noter une fois de plus que, dans cette société dite civilisée, on est mis en prison quand on manifeste son horreur pour l'assassinat, le pillage et les violences connus sous le nom de guerre, et que l'on honnit l'organe social destiné à perpétrer ces crimes odieux.

Telle est la philanthropie bourgeoise.

Et, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est en vertu des « lois scélérates » que le jugement a été prononcé.

⁂

AUTRE EXEMPLE DE CETTE PHILANTHROPIE. — Le président d'un syndicat de médecins de Lille recommande à tous les médecins de cette ville « de refuser catégoriquement leurs soins à tout ouvrier blessé qui leur serait adressé des maisons n'ayant pas adopté le tarif ».

Ces gens-là ont une inconscience admirable. Ils vendent des soins, comme un épicier vend du poivre ou de la cannelle. Ils ne se doutent pas qu'à l'exercice de leur profession se rattachent des devoirs d'humanité auxquels ils ne peuvent se soustraire sans se montrer de véritables brutes.

André Girard.

⁂

Mouvement ouvrier. — A la Bourse du Travail. — Jamais les travailleurs qui se réunissent dans ce bâtiment n'avaient subi autant d'avanies que depuis qu'un décret de Millerand, appelé à devenir célèbre, lui a donné son autonomie.

L'envahissement des locaux par les policiers est trop récent pour avoir besoin d'y revenir. Cette fois, il y a mieux: le ministre entend faire garder la Bourse militairement, et, à cet effet, cinq anciens adjudants et sous-officiers ont été nommés « surveillants » en remplacement de cinq vieux travailleurs qui avaient pris là leurs « invalides ».

Les pauvres vieux jetés si impitoyablement à la rue sont âgés de 65 à 74 ans, et, pour les dédommager, il leur est offert une retraite annuelle de 200 francs. Les syndicats ont adressé au préfet de la Seine une protestation contre ces nominations:

« Considérant que la Bourse du Travail est au premier plan le symbole de la paix et le temple de la force productrice et créatrice;

« Qu'elle ne saurait être surveillée, gardée comme une caserne;

« Que les hommes préposés à son entretien n'en doivent être que les conservateurs, et non pas les gardes-chiourmes;

« Qu'il est indispensable à sa bonne harmonie et à son développement progressif et constant que ces employés soient pénétrés des mêmes sentiments de solidarité et de fraternité qui animent la classe laborieuse. »

Ajoutons que trois des galonnés nommés, lorsqu'ils ont appris qu'il ne s'agissait pas exclusivement de faire le gendarme, ont refusé la place qui leur était offerte. Le travail manuel répugne à ces Messieurs. Millerand, en les faisant nommer, n'avait oublié que cela.

⁂

A Fourchambault. — J'ai cité la semaine dernière ce fait d'ouvriers agricoles privés de travail, non par pénurie de travail, mais par surabondance de produits. Un fait d'un autre ordre d'idées, mais qui vient tout autant condamner le mode de production capitaliste, nous est signalé. L'on annonce la fermeture d'importantes forges appartenant à la Société de Commentry-Fourchambault.

Cette liquidation est motivée par des raisons d'ordre économique. D'une part, les forges de Fourchambault ne vont plus avoir le combustible dans des conditions avantageuses; la houillère de Commentry est à la veille de s'épuiser. D'autre part, le transport des fontes de l'Est ne peut s'effectuer qu'à des prix trop élevés.

Là non plus le travail ne manque pas, d'importantes commandes sont encore en cours d'exécution, et la concurrence seule est la cause de la fermeture de cette usine.

De ce fait, 600 ouvriers établis à Fourchambault depuis des années vont se trouver sur le pavé, forcés de quitter le pays et d'aller concurrencer leurs camarades de misère des autres régions métallurgiques, où des industriels sans scrupules spéculeront sur leur misère pour leur offrir des salaires dérisoires.

⁂

Les Grèves. — Les ouvriers des carrières de Combrée, dans les environs d'Angers, sont en grève au nombre de 500. Les fendeurs d'ardoises protestent contre une réduction sur le prix de la journée de travail que l'on veut leur faire subir, et aussi contre la suppression d'un modèle avantageux qui leur permet de gagner à peu près de quoi ne pas mourir de faim.

Là comme partout les patrons tentent de rogner sur les salaires pour augmenter leurs dividendes.

Rappelons que des grèves d'ardoisiers qui eurent lieu dans ces parages il y a quelques années ne furent pas des plus « calmes », et les exploiteurs de l'endroit pourraient bien regretter avant peu d'avoir réveillé de vieilles haines.

A Vierzon, les ouvriers porcelainiers sont toujours en grève, les patrons demeurent intransigeants et refusent d'accorder quoi que ce soit à leurs exploités.

Chez les mineurs. — L'on sait que le dernier congrès des mineurs a décidé de tenter une grève générale si un minimum de revendications présenté par eux ne leur était pas accordé d'ici peu. Ces revendications portent surtout sur la durée de travail dans les mines. Si aucune solution n'intervient, la Fédération des mineurs procédera au referendum sur la question de la Grève générale dans la première quinzaine de septembre.

P. Delesalle.

République argentine.

Dans la République argentine, nous sommes maintenant en pleine monarchie absolue et autocratique, et le roi c'est M. Charles Pellegrini, qui a eu l'idée de la loi pour l'unification des dettes: avec cette loi, il a fait convertir en un seul titre pour *435 millions de pièces en or*. Il a voulu la loi ainsi dite de conversion afin d'empêcher de cette manière qu'on donnât sa vraie valeur au billet fiduciaire; l'a voulue aussi et obtenue M. le Dr Issigogero, gouverneur de la province de Buenos-Ayres, qui obtient ce que bon lui semble, et cela parce qu'il est le soutien valide d'un état de choses qui n'est désastreux que pour le peuple, mais très bon pour les usuriers, dont le gouvernement est le chef, parce que lui-même fait des prêts à 9, 10 et 11 0/0!

Naturellement, dans cet état de choses, le commerce est empêché, l'industrie entravée, l'agriculture va mourir et les faillites se suivent les unes les autres.

Dans ce désarroi du système bourgeois, il y a une grande tâche à accomplir pour les révolutionnaires et spécialement pour les anarchistes: il s'agit de préparer les masses ouvrières à vaincre la bourgeoisie chancelante.

Et vraiment le mouvement est commencé: les 25-26 mai et le 2 juin a eu lieu, à Buenos-Ayres, le premier congrès ouvrier. Il y avait représentées plus de 30 associations ouvrières, qui, avant les travaux du Congrès, ont approuvé à l'unanimité une déclaration de principes dans laquelle on refuse toute ingérence des partis politiques et on accepte seulement la lutte de résistance sur le terrain économique.

Le Congrès a approuvé la motion suivante que nous croyons utile de reproduire:

« La Fédération ouvrière argentine reconnaissant que la grève générale doit être la base suprême de la lutte économique entre le capital et le travail, affirme la nécessité de propager parmi les travailleurs l'idée que l'abstention générale du travail c'est la déroute de la bourgeoisie dominante. »

Le Congrès approuve aussi à l'unanimité le *boycottage* et le *sabottage*.

De ces délibérations que nous venons de citer, on voit bien que la propagande libertaire a une grande influence sur les ouvriers argentins et que les camarades qui ont assisté au Congrès y ont accompli une bonne besogne.

Ce que nous ne pouvons pas comprendre, ce sont les camarades, parmi lesquels Piétro Gori, qui ont soutenu et approuvé la motion sur l'*arbitrage* dans laquelle on dit que quelquefois les conflits économiques entre capital et travail peuvent être résolus par une sentence arbitrale.

Pour nous, l'arbitrage, que nous voyons déjà accepté par les gouvernements, en France et même en Italie, quelle que soit la forme qu'il prenne, est toujours une arme bourgeoise qui, comme le parlementarisme, sert à écraser le travailleur sous l'apparence de respecter sa volonté omnipotente.

Le Congrès a aussi délibéré la création d'une bourse du travail, et la Fédération ouvrière argentine aura pour son organe l'*Organizacion*.

Le Congrès a été fermé au cri de: Vive la République sociale!

E. F.

Espagne.

Ici l'agitation suit son cours avec assez d'activité.

Les paysans se remuent et un mouvement agraire se prépare en Andalousie.

Les socialistes sont insignifiants et sont rejetés de tous côtés. Aussi nous avons un bon terrain pour les idées.

A la Coruna, les prisonniers ne sont pas relâchés; au contraire, de la juridiction civile ils sont passés à la militaire. Plusieurs sont condamnés à vingt ans de bagne et les autres seront jugés d'ici quelques semaines.

A Saragosse, le peuple a attaqué une procession; il y a eu plus de 100 morts ou blessés du côté des réactionnaires, entre autres un général carliste.

De tous les côtés on se remue. A Séville, de fréquentes bagarres ont lieu, à Jérez, à Badajoz, au Ferrol. A la Coruna, il y a eu au mois de mai de vraies révoltes impulsées par la grève générale que nous avons faite à Barcelone.

En fait de grève générale, nous voudrions constituer une espèce de bureau international, mais l'argent manque et nous sommes très peu de camarades cotisants.

Les salaires sont de 4 francs à Barcelone et la vie est plus chère qu'à Paris.

Egypte.

Alexandrie. — Le Dr Curti-Garzoni a été, aujourd'hui, condamné par la cour italienne consulaire à un emprisonnement de cent jours pour avoir dit que Bresci, le meurtrier du roi Humbert, était « une victime des temps présents » dans une conférence sur la chimie à l'*Université populaire*, une nouvelle société internationale fortement suspectée de tendances anarchistes.

Le nommé Torchia, qui avait applaudi le Dr Curti-Garzoni, lorsqu'il mentionnait le nom de Bresci, a été condamné ainsi à trois mois d'emprisonnement.

C'est la seconde fois que le Dr Curti-Garzoni est condamné ainsi pour langage séditieux par les autorités italiennes. — (Reuter.)

(*Daily Chronicle*, 18 juillet.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe de la Bibliothèque libertaire du IIIe. — Les camarades sont avertis qu'une prochaine ballade de propagande doit avoir lieu à Montlhéry, le dimanche 18 août. Le programme détaillé sera envoyé à tous les groupes qui en feront la demande.

Pour tous renseignements, s'adresser au camarade Daviet, 26, rue Chapon.

⁂

L'Education libre du IIIe (Bibliothèque de prêt gratuit, 14, rue Grenier-Saint-Lazare). — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 h. à 10 h. du soir, à tous ceux de l'arrondissement.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire du faubourg Antoine, 3, rue de Reuilly. — Dimanche 4 août 1901, la salle de lecture sera ouverte de 9 h. à 10 h. 1/2 du matin.

⁂

Les camarades qui désireraient recevoir les journaux libertaires à domicile sont priés de s'adresser au camarade Helm, 4, rue de Merfy, 61.

⁂

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Abbé-Groult, 29. — Conférence samedi soir, 8 h. 1/2.

⁂

Quatre-Chemins-Aubervilliers. — Samedi 3 août 1901, salle Lafond, 53, route de Flandre, grand meeting public de protestation.

Ordre du jour: L'affaire de Noisy; le jugement de la 11e chambre.

De nombreux orateurs ont promis leur concours. Entrée: 0 fr. 25.

⁂

Pour former un groupe de Jeunesse révolutionnaire à Raincy-Gagny-Villemomble, s'adresser à Hector Schlayer, 87, rue Saint-Louis, à Villemomble, les dimanches matin.

⁂

Chateaurenard. — Le groupe libertaire de l'*Homme libre* prie tous les camarades sans distinction de nationalité qui auraient des brochures et des mani-

festes à disposer de les faire parvenir au camarade Granier Pascal, de Châteaurenard, le groupe voulant former une bibliothèque.

.·.

Tourcoing. — Quelques camarades ayant pris l'initiative de créer un groupe d'étude et de propagande révolutionnaire font appel aux vieux et aux jeunes de toutes les écoles sociales, qui veulent combattre cette féroce société bourgeoise avec ses institutions : religions, patrie, propriété. Nous les convions à une réunion qui aura lieu à 10 heures du matin, chez Verquin, cabaretier, rue de Menin, Tourcoing ; une causerie sera faite par un camarade. Pour tous renseignements, s'adresser au compagnon Equinet Emile, n° 32, rue de la Latte, Tourcoing.

.·.

Saint-Etienne. — Camarades... Relativement au Congrès antiparlementaire en 1900, une certaine somme reste due, depuis cette époque, aux camarades qui avaient bien voulu l'avancer. Nous croyons qu'il est de notre devoir de faire en sorte que ces camarades rentrent enfin dans leurs fonds. Pour nous entendre à cet effet, vous êtes instamment priés de vous rendre à la réunion qui aura lieu jeudi 8 août, à 8 heures du soir, café Argand, salle du premier.

En outre, diverses propositions intéressantes y seront faites.

Un groupe de camarades.

.·.

Groupe révolutionnaire des Gars de l'Allier... et d'ailleurs. — Samedi 3 août 1901, réunion à 8 h. 1/2 du soir, salle Brun, 175, rue du Temple. Sujet : Manifeste contre la guerre.

.·.

Marie Murjas entreprenant une tournée de conférences dans le Centre et l'Est, passera à Limoges, Guéret, Châteauroux, Bourges, Blois, Orléans, Montargis, Sens, Auxerre, Dijon, Chalon-sur-Saône, Mâcon, Bourg, Villefranche, Roanne, Lyon, Saint-Etienne, Vienne, Bourg-de-Péage, Romans, Grenoble, Valence, Taulignan, Valréas, Nyons, Vaison, Orange, Carpentras, Avignon, Châteaurenard, Cavaillon, Beaucaire, Arles, Aix, Salon, Marseille, Toulon, Draguignan, Manosque, Grasse, Antibes, Nice, Menton. Elle invite les personnes de ces différentes localités et celles qui se trouvent sur son passage de rentrer le plus tôt en communication à l'adresse suivante : Marie Murjas, rue des Bons-Enfants, n° 24, à Nîmes (Gard), si elles désirent organiser des conférences.

.·.

Bruxelles. — La conférence que les camarades Thonar et Chapelier devaient donner à l'Eden se fera mardi 6 août, sans faute, à l'Eden, rue de Bavière, Bruxelles. Sujets : Critique du collectivisme ; la haine, la vengeance, la violence et l'anarchie.

LIGUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le Maximum de honte !! — Tout va bien ! Dix-neuf siècles viennent de se terminer dans le sang, dans la boue et dans l'infamie.

Le vingtième commence de la même façon. Quelle sera la fin, je n'en sais rien, je la prévois, mais je n'ose l'affirmer : ce sera la Révolution !

Les crimes les plus odieux commis par les assassins les plus célèbres : Napoléon Ier, Galliffet, Abdul-Hamid, ne sont plus rien auprès des horreurs de la guerre de Chine !

Quand on lit les pages de cette horrible guerre, on frémit d'indignation et de consternation. C'est atroce ! c'est dégoûtant !

Voilà la belle civilisation, dont tant de millions d'esclaves se trouvent satisfaits !

Voilà la Défense républicaine !

Et tout cela, tous ces carnages, pour protéger quelques calotins, quelques bandits en soutane qui portent le nom de missionnaires et dont la seule mission est d'abrutir et d'empoisonner tous les peuples !

Quand, dans la rue, on maltraite un cheval, la foule s'indigne et elle a raison, mais au récit des enfants chinois enlevés à la baïonnette, des femmes violées et éventrées, cette même foule reste impassible ! Pourquoi ?

Ah ! le vieux sang gaulois n'est pas tari ! et le *Væ victis* de Brennus est la vraie et la seule loi ! Guerre aux assassins militaristes ! Guerre à l'abomination !

Larivière.

CONTRE LA GUERRE

Quand nous avons proposé d'entreprendre une propagande continue pour détruire dans l'esprit des masses les préjugés belliqueux et patriotiques que les gouvernements y entretiennent avec soin, nous avons reçu nombre d'adhésions enthousiastes.

Encouragés par cet accueil, nous avons pensé qu'il n'y avait plus qu'à aller de l'avant et que nous serions soutenus dans notre campagne par de nombreux concours. Nous avons fait tirer aussitôt un manifeste destiné à être affiché, car l'affiche nous paraît être un moyen de propagande excellent en forçant, pour ainsi dire, l'attention des indifférents.

Eh bien, depuis que nous avons annoncé que cette affiche était prête, c'est à peine si quelques-uns de tous ceux qui au début nous avaient crié bravo ! nous en ont demandé.

C'est très bien de faire insérer d'énergiques protestations à la quatrième page des *Temps Nouveaux*, mais il serait encore mieux de les faire connaître au public — fort nombreux, croyez-le bien — qui ne lit pas notre journal, et ces protestations et les idées qui les ont engendrées. Quand, bien sincèrement, on est convaincu de la justesse d'une idée, on en désire la diffusion. Et pour que cette diffusion se produise, il faut faire le nécessaire, c'est-à-dire ne pas craindre de déployer quelque activité. Les considérations spéculatives émises en petits comités de camarades sur les beautés futures de l'anarchie sont sans doute très agréables. Mais malheureusement elles ne font pas avancer d'un pas la propagation des idées. C'est à ceux qui les ignorent qu'il faut faire connaître ces idées et le magnifique idéal social qu'amènera leur réalisation.

Puisque nombreux sont les camarades qui nous ont envoyé leur approbation pour la campagne que nous avons entreprise, c'est que notre idée était bonne. Que ces camarades, donc, nous aident jusqu'au bout ! Nous avons fait un tirage de sept mille affiches que nous tenons à leur disposition. Quand nous serons rentrés, ou à peu près, dans nos frais, nous en préparerons une autre, et ainsi de suite — si les camarades nous aident — jusqu'à ce que nous ayons obtenu les résultats que nous visons.

Guerre à la guerre ! Il faut qu'avant dix ans nous ayons rendu les guerres impossibles par notre ferme volonté de refuser nettement d'y participer.

André Girard.

LE PROJET D'ÉDITION

Les adhésions continuent à venir, mais en petit nombre. Nous n'en avons pas encore deux cents.

Quelques-uns, paraît-il, trouvent le prix de 5 francs trop élevé. Voici le détail.

Des divers imprimeurs auxquels je me suis adressé, voici le moins élevé qui m'a été fourni :

Pour un fascicule de 32 pages : tirage, papier, pliure et couverture, le 1er mille : 166 francs.

Il nous faut compter 14 feuilles par volume, ci : 2.324 francs.

Je compte mettre 10 dessins. En les taxant à 50 francs pièce, ce n'est pas le prix qu'ils valent. Mais je compte ici sur la bonne volonté des camarades auxquels nous nous adresserons. Cela fait encore 500 francs. Plus 75 francs de gravure l'un dans l'autre : 750 francs.

Pour le tirage à part des gravures, l'imprimeur demande 9 francs.

Ayant tablé sur l'envoi par fascicules, c'est 0 fr. 05 chaque, le mille 40 francs, plus un mille d'enveloppes, 4 francs.

En récapitulant, nous trouvons donc :

Tirage, papier du texte, etc.	2 324 fr.
Dessins, gravure, tirage	1 259 fr.
Frais d'envoi	14 fr.
Total	3.664 fr.

Nous comptons mille exemplaires. Mais il nous faut bien en déduire 200 pour quelques services de presse, ainsi qu'aux auteurs auxquels nous aurons demandé l'autorisation de reproduire des passages de leurs œuvres : c'est 3.664 divisé par 800 qui nous donnera le prix de revient, c'est-à-dire à 4 fr. 60. C'est un ouvrage qui, pour se vendre en librairie, devra être marqué au moins 9 francs. Les 0 fr. 40 restants représentent à peine les autres frais généraux.

Il est vrai d'ajouter que ces prix d'impression que l'on m'a soumis, je les trouve très élevés et que je compte trouver meilleur marché. C'est certain, même, car, à ce prix-là, l'opération ne serait pas brillante. Je compte qu'elle doit donner quelques bénéfices pour le journal ou nos brochures de propagande. Tout cela sera à voir au moment de passer à l'exécution.

En somme, c'est 3.500 francs à trouver pour pouvoir commencer. Deux cents souscripteurs (ils n'y sont pas encore) font 1.000 francs. Un camarade promet de prêter 1.000 francs ; c'est encore 350 souscripteurs à trouver.

Le titre générique des volumes serait : *Bibliothèque de documentation de sociologie anarchiste*. Parmi les sujets qui pourront y entrer encore et que j'avais oubliés, je citerai : *L'Education, Le Fonctionnarisme.*

AVIS

Depuis longtemps les camarades nous demandaient une brochure antimilitariste. Nous venons de faire tirer le rapport de Domela au Congrès antiparlementaire : *Le Militarisme et l'attitude des anarchistes et des révolutionnaires en temps de guerre.* La couverture est de Comin'Ache, gravée par Berger. Prix : 0 fr. 15, franco ; prise dans nos bureaux, 0 fr. 10 ; en gare, le cent, 7 fr. 60.

.·.

Nous avons encore trois collections complètes du *Supplément de la Révolte* que nous laissons à 50 francs l'une.

.·.

Les quatre dernières lithographies parues :
L'Assassiné, par L. C. Dissy.
Les Défricheurs, par Agar.
Le Calvaire du Mineur, par Couturier.
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.
En vente 1 fr. 40 chacune, franco.
L'édition d'amateur, 3 fr. 50.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Vraie Vie, par L. Tolstoï, trad. Halpérine Kaminski ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Ce que j'entends par individualisme anarchique, par Butaud, chez l'auteur, 6, quai Pajol, Vienne.

Bernard Vital, door G. Eeckhoud, une brochure, à Outwaking, 15, Deurnestraat, Anvers.

Ballades rouges, par E. Bans, une brochure chez l'auteur, 50, boulevard de La Tour-Maubourg.

(L'auteur nous en a fait déposer 40 ex. à 1 franc l'exemplaire.)

A lire :

Mémoires et dossiers pour les libertés du personnel enseignant, 15e *Cahier de la quinzaine*, 2e série.

Le Socialisme au Japon, par A. Berthelot, *Matin*, 29 juillet.

Choses et autres, par Harduin, *Matin*, 24 juillet.

Le Klondyke à domicile, *Temps*, 22 juillet.

A voir :

Villégiatures, par Roubille, *Assiette au beurre*, n° 17.

PETITE CORRESPONDANCE

P. R., rue E. D. — Les 3 fr. sont envoyés à leur adresse.

B., à Roubaix. — Oui. *El Productor* est paru : 49, calle Ferlandina, Barcelone.

Delannoy est prié de passer au journal.

Buenos-Ayres. — Reçu les 100 fr. : cela nous sauve le supplément cette semaine.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* : M., à Beaumont, 2 fr. — Saïgon, 1er vers. mens., 7 fr. 50. — Total : 9 fr. 50. — Listes précédentes : 277 fr. 75. — En caisse : 287 fr. 25.

Reçu pour le journal : R. V. E., à Lausanne, 5 fr. — L. B. I., 1 fr. — C. F., au Mans, 5 fr. — Merci à tous.

G. L., à Hodimont. — C., à Saint-Imier. — M. F., à Munich. — Sarlat. — *Jeune Garde*, de Lyon. — G., à Senones. — J., à Copenhague. — H., à Reims. — B., à Friville. — L. C., à Saint-Quentin. — E. S., à Montereau. — M. M., à Feuquières. — C., à Nemours. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE No 15 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 AOUT 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Prière de nous envoyer, à chaque réclamation ou renouvellement d'abonnement, la dernière bande pour nous éviter des pertes de temps.

Pour ceux auxquels les numéros ne parviennent pas régulièrement — il y en a pas mal cette semaine encore — nous tenons à leur disposition les numéros égarés, mais nous les prions de réclamer en même temps à la poste.

UNE ÉTUDE NOUVELLE SUR L'ANARCHISME

Le professeur A. Menger, à qui l'on doit un remarquable ouvrage sur le *Droit au produit intégral du travail*, publie dans la *Neue freie Presse* de Vienne une étude sur l'anarchisme, détachée d'un volume qui paraîtra prochainement. Dans le morceau mis au jour, il laisse de côté la question des rapports entre les sexes et celle du droit de punir et s'en tient aux considérations économiques et politiques.

M. A. Menger n'est pas anarchiste : cependant il expose et résume les théories anarchistes et leur évolution avec beaucoup d'impartialité et la critique qu'il en fait ensuite n'a aucunement le caractère injurieux que donnent volontiers à la discussion les écrivains bourgeois ou même certains socialistes d'une sauvage orthodoxie.

Il constate qu'elles méritent au moins l'examen pour quiconque veut apprécier les organisations humaines sans tenir compte uniquement des formes qui ont actuellement une existence de fait et de droit; car alors on doit nécessairement se demander si la monstrueuse masse de contrainte et de désagréments qui est inséparable de toute organisation d'État ne repose pas simplement sur un préjugé suranné.

Son exposé historique et sa critique des théories valent la peine d'être résumés ici.

I. Exposé.

Tout système anarchiste part de l'idée que le jeu non entravé des énergies et des passions humaines suffit pour assurer une vie harmonique entre les hommes, et cela jusqu'aux plus hauts degrés de la culture. Certains libéraux et socialistes — Bastiat et Fourier, par exemple — ont exprimé des opinions analogues ; mais ils n'en ont pas tiré, comme les anarchistes, la conclusion que le tout-puissant apparat de l'État et de l'Église doit être supprimé comme inutile et même nuisible.

D'ailleurs, même notre organisation présente où tout semble réglé n'est pas sans renfermer déjà des éléments anarchistes. Car toute situation d'existence d'où peuvent résulter des conflits pour lesquels il n'existe pas de juge sans que cependant, en général, la paix de la vie commune cesse entre les parties. Ainsi les États des sociétés européo-américaines vivent sans juge dans la paix extérieure, et leurs nombreux conflits sont dans la très grande majorité des cas arrangés sans qu'on ait recours à la guerre. De même les conflits qui se produisent entre les détenteurs de l'autorité (gouvernement et parlement, État et Église) ne sont pas résolus, faute de juge, et aboutissent à des compromis.

Même dans les relations privées, la famille offre l'exemple d'un groupement semi-anarchiste où les rapports des individus ne sont déterminés que dans une très faible mesure par une autorité juridique extérieure au groupe, sans que cependant encore la paix de la vie commune en soit altérée ; et il arrive qu'en dehors de toute contrainte et de toute autorité légale, mari et femme, enfants et parents vivent et travaillent ensemble pendant de longues années.

Cette absence de loi et de juges, les anarchistes la veulent étendre à tous les rapports sociaux aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine administratif. L'État souverain actuel doit donc disparaître et se transformer en une organisation de caractère économique et dans cette négation de l'État militariste et bureaucratique l'anarchisme est d'accord avec le socialisme. Mais, voici où gît entre les deux conceptions une différence profonde : le socialisme veut se rattacher à l'organisation élaborée depuis des siècles, et la transformer entièrement dans le sens de ses théories, tandis que l'anarchie cherche à établir la vie des hommes en société sur une base entièrement nouvelle et hors de toute contrainte par le contrat libre, fonder et faire subsister le groupe, la commune, la province et les formations les plus hautes : à tous les instants et à tous les degrés, la société anarchique reposera sur le consentement réel et conscient et sur le consentement seul.

Là-dessus toutes les écoles anarchistes sont d'accord. Mais leurs conceptions de la vie économique diffèrent. L'ancien anarchisme est individualiste : il laisse subsister l'activité économique privée, et, par suite, la propriété privée qui en est inséparable. Au contraire, l'anarchisme présent entend que la production et la consommation aussi bien que le prêt de services soient assurés par des groupes librement formés, aux mains desquels se trouveraient tous les produits et tous les moyens de production. L'anarchisme en son évolution nouvelle est communiste.

Pour l'ancien anarchisme, Godwin, Proudhon et dans un certain sens Stirner, une fois l'État autoritaire supprimé avec tout son ensemble de lois et de juges, l'individu satisfait à ses besoins par son activité privée. Godwin demande un partage égal des biens, sous condition que leur détenteur les abandonnera à un autre si celui-ci peut ainsi satisfaire un besoin plus impérieux. L'anarchisme proudhonien suppose l'existence de la banque du peuple prêtant à chacun sans intérêt ce dont il a besoin pour se procurer les moyens de production. Quant à Stirner, il admet comme possible la vie en commun par l'association des égoïsmes absolus.

L'anarchisme nouveau est communiste. Les groupes librement constitués assureront tout ce qui est nécessaire à la vie, nourriture, vêtement, habitation. Leur objet, leur situation locale, le nombre de leurs adhérents sont déterminés selon l'appréciation des parties.

Pour la répartition des objets usuels, l'anarchisme communiste est naturellement dominé par les mêmes contradictions que le socialisme. Bakounine et Most estimaient que les objets de consommation devaient être répartis à chaque adhérent selon le travail fourni par lui et qu'ainsi le droit au revenu intégral du travail devait être reconnu même dans la société anarchiste. Un autre groupe de théoriciens plus récents considère que l'introduction de ce droit nécessite une organisation très compliquée, peu praticable sans l'État : aussi, dans la société anarchiste, chacun s'appropriera les objets de consommation dans la mesure de ses besoins et il n'y aura lieu à répartition que dans le cas où ceux-ci ne se trouveraient pas en quantité suffisante. De même la mesure et la nature du travail sont subordonnées à l'appréciation des compagnons.

Tel est l'exposé de l'anarchisme présenté par M. Anton Menger, avec de nombreuses références aux œuvres les plus importantes depuis l'*Enquête sur la justice politique* de Godwin jusqu'à William Morris, Grave, Reclus et Kropotkine. Il n'en a pas dénaturé la physionomie complexe et il n'a omis de noter aucune des tendances et des divergences essentielles. Ses critiques et ses objections acquièrent ainsi plus de poids et plus d'intérêt que celles des contradicteurs ordinaires. Elles feront l'objet d'un autre article.

(*A suivre.*)

PIERRE QUILLARD.

LA DÉFENSE RÉPUBLICAINE

Elle va bien ! Procès dans l'Yonne pour « insultes à l'armée » contre le journal *le Pioupiou*, et ce, sur la dénonciation d'un prêtre.

Poursuites contre le *Droit du peuple* dans l'Isère : « Insultes contre l'armée. »

Poursuites, toujours pour le même motif, contre les camarades d'Amiens. Le délit: une étiquette portant : « L'armée est l'école du crime », collée sur une glace.

Voilà le ministère pour lequel on nous accusait de faire de la pose, lorsque, lors de ses débuts, nous refusâmes de le soutenir. Il en est venu à dégoûter ceux qui, en le soutenant à cette époque, montrèrent qu'ils n'étaient cependant pas trop difficiles.

C'est une preuve de plus que la politique n'est qu'une vaste escroquerie, et que ceux qui prétendent y faire mieux que les autres ne sont que des imbéciles, s'ils croient à ce qu'ils disent. L'épithète vient toute seule, en le cas contraire.

J. Grave.

POUR NOS ENFANTS [1]

Parmi ces pères, despotes inconscients, beaucoup adorent leurs enfants; leur souhait le plus ardent est de réaliser le bonheur de leurs chers petits, qu'ils accablent toutefois de leur autorité. Tout en croyant bien faire, à chaque instant, ils sèment la souffrance dans ces cœurs si tendres, ils ébranlent ces cerveaux si frêles, y marquant profondément des traces indélébiles de servitude et de lâcheté.

Il faut les excuser, ils ne savent pas!

Aussi voudrais-je les éclairer, leur faire apercevoir l'œuvre abominable à laquelle ils coopèrent involontairement. Je voudrais invoquer auprès d'eux l'affection même qui les tient; en appeler à leurs souvenirs d'enfance, aux mille souffrances qu'ils endurèrent du fait de leur sujétion; aux mille humiliations subies, aux pleurs refoulés, à tous les élans passionnés de joie, d'indépendance, de vitalité débordante qu'il leur fallut réprimer *pour obéir*; leur montrer leurs enfants souffrant des mêmes maux, pleurant des mêmes chagrins, étreints des mêmes regrets poignants, eux aussi, *pour obéir*.

Qu'ils se rappellent quels vastes projets, quelles visées magnifiques d'avenir hantaient leur imagination, et qui, peu à peu, s'évanouirent une à une au sentiment de l'impuissance de leur volonté émiettée par l'influence dissolvante de l'obéissance continue. Qu'ils sachent que les mêmes aspirations vers la beauté agitent l'âme de leurs enfants, et que, s'ils n'y prennent garde, comme il en fut pour eux, elles s'en iront en lambeaux, laissant après elles les cuisantes cicatrices des espoirs déçus.

Qu'ils comprennent bien que cette atrophie de leur propre personnalité, cet avortement d'eux-mêmes, dont ils languissent si cruellement, n'eut d'autre cause que l'obéissance à laquelle ils furent assujettis. Ils visaient haut et ils ne purent vouloir assez pour atteindre au but rêvé.

Et alors, instruits par les amers regrets de leur vie manquée, qu'ils puisent dans leur amour la force d'épargner à leurs enfants ce naufrage lamentable de la volonté. Faisant courageusement table rase des préjugés éducationnels inculqués, qu'ils s'acharnent à battre en brèche l'action démoralisante de l'école, en formant leurs enfants à l'indocilité — à l'indocilité raisonnée, s'entend, — à l'initiative, à la libre discussion et au rare courage d'assumer hardiment les responsabilités encourues.

Et vous, mères, vous à qui revient plus spécialement, eu égard à votre nature particulière, la première culture des facultés affectives de l'enfant, de sa bonté, de sa générosité, de tous les sentiments bienveillants qui fondent et entretiennent l'harmonie, une tâche aussi vous incombe. Que votre sollicitude empressée s'applique à éveiller et à conserver en son cœur une aversion déterminée pour la violence, pour toute chose, tout jouet qui en évoque l'idée, comme pour quiconque en est la personnification. Bannissez de ses jeux tout simulacre de guerre, écartez de lui tout instrument de bataille, tout emblème belliqueux, tout ce qui, de près ou de loin, a rapport aux boucheries internationales. Point de fusils, de sabres, d'épées, de canons, point de ces accoutrements d'uniformes ou d'oripeaux ridicules, point de ces panoplies avec épaulettes dorées et croix d'honneur, qui non seulement faussent le goût, mais surtout prédisposent aux prédilections militaires.

Ne manquez pas, à chaque occasion, d'attacher à toutes ces choses des idées terrifiantes de crime, de dévastation et de mort. Que, grâce à vos suggestions répétées, à l'idée de soldat s'associe invariablement en son esprit celle d'assassin. Qu'il ait pour le premier toute la crainte et toute l'horreur que le second inspire à tout enfant. Au passage du régiment, loin de le convier à l'admiration du défilé, que celui-ci lui soit par vous dépeint comme le défilé d'une de ces hordes de brigands dont les forfaits emplissent tant de contes qui l'épouvantent. Ce chef, paré de plumes et d'or, dont il serait tenté, en sa naïveté, d'envier la gloire étincelante, qu'il figure pour lui l'« Ogre » cruel et impitoyable « qui emporte et mange les enfants qui ne sont pas sages ». Le jour où, dans les réprimandes maternelles, l'officier aura remplacé Croquemitaine, un grand pas sera fait vers la civilisation.

Oui, camarades, unissons nos efforts pour réagir, pour mettre un frein à la domestication systématique des intelligences. Insurgeons-nous contre l'odieuse souillure de servilisme infligée aux esprits de nos chers petits. Sapons sans relâche le déprimant enseignement officiel. Dans la famille, étouffons soigneusement en eux tous les germes d'obéissance, de discipline, de militarisme qu'on y sème à foison. Rappelons-nous combien nous eûmes de peine à effacer de nos cerveaux les empreintes humiliantes qu'y marqua notre éducation, et facilitons-leur dès aujourd'hui la tâche pour plus tard. Tôt débarrassés, ils pourront tôt servir la cause humaine de la liberté.

Que l'avenir pour eux ne nous effraye point, si nous leur donnons une telle trempe de caractère. Il n'est pas vrai qu'il soit plus qu'aucun autre digne de pitié le sort du révolté qui lutte contre l'oppression et s'offre sans trembler aux représailles du despotisme. Sans doute, il ne parviendra jamais à la fortune, son existence matérielle sera même précaire, sinon pire. Mais une joie, un bonheur intense, que n'atteindront jamais le résigné et le soumis, lui est réservé. C'est la suprême satisfaction de se sentir vivre en toute plénitude, satisfaction que seront impuissantes à altérer toutes les misères matérielles de la vie et les persécutions de l'autorité.

Ne craignons donc pas de combattre l'œuvre avilissante de l'école. Nous le pouvons sans peine, l'influence familiale est prépondérante. Elevons, exerçons et fortifions la raison de nos enfants; trempons leur caractère; élargissons leur esprit; incitons chacun d'eux à penser par les propres forces de son intelligence, à ne chercher sa loi qu'en lui-même et non dans nos injonctions ou dans celles de son maître.

Plus tard, vraiment fort et droit, réglant sa vie d'après les brillants horizons qu'une pareille éducation lui aura révélés, il aura l'énergie des révoltes saines, des nobles refus, des résistances irréductibles aux empiètements et aux attentats de la tyrannie.

Au milieu de la décomposition générale, sauvons les nôtres; et, s'il est vrai qu'à la germination des floraisons nouvelles il faille de la pourriture, laissons à qui y aspire remplir ce rôle abject. Il en sera toujours assez. Aux nôtres, au moins, préparons de tout notre cœur celui du jeune arbuste dont l'efflorescence nous annonce la venue tant désirée du printemps nouveau.

André Girard.

[1] Voir les numéros 10, 11 et 14.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Liberté. — Dimanche, les divers groupes libres penseurs de Paris sont allés manifester devant la statue d'Etienne Dolet. Tout comme le gouvernement impérial, le gouvernement républicain, voire même socialiste, ne peut supporter que des hommes libres manifestent sans encombre leur pensée. Les attroupements de plus d'une personne sont toujours interdits. La police s'en est donné à cœur joie de cogner et de semer le désordre dans la population pacifique réunie place Maubert.

On continuera, après ça, de nous corner sur tous les tons que nous vivons sous un régime de liberté.

Inconscience. — Le ministre de la guerre est allé présider, dimanche, l'inauguration d'un monument élevé à Salins, en mémoire de Victor Considérant. Il a prononcé un discours dans lequel il a fait l'éloge de Considérant, de Saint-Simon, de Fourier, etc.; il a vanté l'esprit de tolérance de ces penseurs pacifiques, a approuvé leur lutte contre « ce qui ne respire que la guerre », leur « résistance envers qui convoite toujours la domination ».

De la part d'un gouvernant dont la fonction spéciale est de présider aux discussions à coups de canon, un tel langage dénote ou un fier toupet ou une fameuse inconscience.

Quand on est ministre de la « guerre », on n'a pas le droit de parler de « paix », et de flétrir l'esprit de domination. Ou, alors, on démissionne.

De même M. Leygues, vantant l'œuvre de l'instituteur, estime que ce fonctionnaire, dont tous les gouvernements successifs font un domestique à leur dévotion, « ébauche l'homme libre »! Ah! elle est belle, l'éducation libertaire donnée dans les écoles! L'ébauche est en effet fort grossière.

Paroles de gouvernants! Oui, mais ces paroles formulent les mensonges scandaleux avec lesquels on a de tout temps leurré l'humanité.

***

Egalité. — Quand nous disons que les gouvernants, quelque teintés de socialisme qu'ils soient, se solidariseront plutôt avec la réaction, qui appartient à leur classe sociale, qu'avec la révolution qui veut abolir cette classe!

Exemple ces deux jugements du tribunal de simple police, condamnant, l'un M. Cossé-Brissac à *3 francs* d'amende pour avoir arboré un drapeau blanc, l'autre M. Ballot-Beaupré à *5 francs* pour avoir arboré le drapeau rouge.

La bourgeoisie républicaine et socialiste préfère le drapeau blanc au drapeau rouge.

***

Militarisme. — Le conseil de guerre de Constantine a condamné à mort le nommé Lefort, de la 2e compagnie de discipline, pour avoir jeté un petit caillou dans la direction du président en lui disant : « Tiens, voilà pour toi! »

Sanguinaires brutes!

André Girard.

***

Mouvement ouvrier. — J'ai, à différentes reprises, donné mon avis en ce qui concerne la loi sur les retraites ouvrières. Sans entrer dans les détails du projet socialo-ministériel, j'en ai examiné l'esprit général et conclu que l'importante amélioration du sort des travailleurs qui consiste à les taxer d'un nouvel impôt annuel de 500 millions pour leur servir une rente à 65 ans frisait beaucoup plus l'entreprise financière que toute autre chose.

Les travailleurs à qui le projet a été envoyé à enquête par la Chambre des députés semblent assez de mon avis. Les réponses commencent à parvenir au ministère du commerce et beaucoup pour l'esprit général qui s'en dégage seraient à publier en entier, malheureusement je dois me contenter d'en faire de courts extraits. L'on verra par ceux-ci que la classe ouvrière ne se fait plus aucune illusion sur la valeur des palliatifs que la bourgeoisie peut lui concéder.

L'*Union du bronze*, fédération de métiers importante, répond à la circulaire ministérielle:

Considérant : Que toutes les réformes sont nulles parce qu'incomplètes, car la société étant basée sur le principe de propriété individuelle, tous les maux que vous prétendez cautériser sont des conséquences fatales de ce régime,

De ce fait, ce projet de retraites n'est pour nous qu'une duperie de plus parmi toutes les lois dites de protection ouvrière.

Certes, et cela est de toute nécessité, il faut que la société vienne en aide à tous les vieux producteurs, comme elle devrait assurer l'existence à tous les parias et les déshérités.

Mais cela, nous savons qu'il n'est pas en votre pouvoir de le faire. Appelés à défendre et à conserver un état de choses établi, vous aimez mieux persécuter les défenseurs de la classe ouvrière que songer à équilibrer une situation anormale.

En outre, il est de toute évidence que ce seront encore les patrons qui retiendront sur le salaire des ouvriers la somme qu'ils doivent verser par tête d'ouvrier. D'une façon comme d'une autre, ce se-

ront encore les travailleurs qui, intégralement, payeront leur caisse de retraites.

D'autre part, l'âge fixé (soixante-cinq ans) comme donnant droit à la retraite est tellement monstrueux que nous refusons complètement de participer à une aussi grotesque comédie, cela d'autant plus que ce projet de loi masque une philanthropie d'escroquerie qui servira à combler certains déficits du budget.

Et la réponse de l'Union du bronze se termine par ce fier rappel aux convenances :

Croyez bien, Monsieur le Ministre, que les travailleurs commencent à voir clair.

Plusieurs des nôtres ont été fusillés soit à la Martinique, soit à Chalon, d'autres ont été expulsés, et comme couronnement et apothéose vous n'avez rien trouvé de mieux que cette caisse de retraites pour des gens âgés d'au moins soixante-cinq ans.

Comment voulez-vous les faire bénéficier de votre retraite si, au cours des grèves, vous les faites fusiller à dix-huit ans ?

Ce que nous ne voulons plus, c'est cette aumône avilissante que vous nous offrez ; tout individu doit avoir place au banquet de la vie, et c'est à ce but noble et généreux de l'émancipation intégrale des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes que nous collaborons.

Ce jour-là, vos projets de loi seront inutiles ; aucun déficit de budget n'étant à combler, sous le fallacieux prétexte de sollicitude envers la classe ouvrière, avec l'argent des éternels exploités.

J'ai donné ces longs extraits parce qu'ils résument bien la plupart des réponses connues à ce jour.

La *Confédération générale du travail* n'est pas moins énergique. Après avoir examiné, dans un long manifeste qu'elle adresse à la classe ouvrière, les inconvénients de la loi et ses prétendus avantages, discuté point par point le projet gouvernemental, cette organisation a décidé d'adresser la réponse suivante :

La Confédération générale du travail déclare :

1° Que le premier devoir d'un gouvernement démocratique est d'assurer l'existence des travailleurs des deux sexes âgés ou dans l'incapacité de travailler ;

2° Que le projet actuellement en discussion à la Chambre ne saurait en aucune façon, donner satisfaction aux légitimes aspirations du prolétariat, en raison des charges considérables qu'il fait peser sur ce dernier ;

3° Repousser — étant donnée l'insuffisance générale des salaires — tout projet basé sur les cotisations ouvrières et patronales ;

4° Repousser tout projet qui ne serait pas applicable aux étrangers résidant en France ;

5° Laisser aux législateurs le soin de trouver les ressources nécessaires pour instituer les retraites ouvrières et attendre le dépôt d'un autre projet de loi pour se prononcer à nouveau.

De la réponse du *Syndicat des journaliers de Vierzon*, ce court passage qui en résume l'esprit général :

Qu'en attendant l'effort d'émancipation sociale de la classe ouvrière, elle a le droit de réclamer au moins de la classe capitaliste une part des richesses qu'elle lui donne par son travail suffisante pour l'entretien de ses membres invalides ou incapables de travail par quelque motif que ce soit ;

Déclare usuraires, insuffisantes, inefficaces les mesures par lesquelles le gouvernement prétend donner des pensions de retraite à *quelques-uns en* les faisant payer par tous, et les rejette.

Comme on le voit, c'est un enterrement de première classe que les organisations ouvrières préparent au fameux projet gouvernemental. Ce n'est pas ce que l'on espérait en haut lieu, où l'on comptait s'en servir lors des prochaines élections pour faire miroiter aux yeux des travailleurs toute la sollicitude dont on les entoure. D'un autre côté, l'ingénieuse combinaison financière ralliait les capitalistes. C'était, non sans habileté, faire d'une pierre deux coups.

Le gouvernement n'avait oublié de compter qu'avec les intéressés.

* *

Lors de la grève de Montceau-les-Mines, grâce à l'habileté de quelques politiciens, la grève générale des mineurs put être évitée. S'apercevant qu'ils ont été roulés, ils semblent toutefois vouloir prendre leur revanche. La Fédération des mineurs adresse à tous les travailleurs de la corporation un très intéressant manifeste d'où nous extrayons les passages suivants :

Citoyens. — L'heure des résolutions viriles est sonnée.

Il est temps de montrer à nos maîtres que nous savons vouloir.

En conséquence et pour l'exécution des décisions du congrès de Lens, confirmées par le comité fédéral dans sa séance du 6 mai, maintenues à nouveau à sa séance du 9 juillet, il est indispensable que vous affirmiez, par votre vote en faveur de la grève générale, votre volonté formelle de la faire, cette grève générale, le premier novembre prochain, si, à cette date, gouvernement et compagnies minières ne nous ont pas donné satisfaction.

Il est indispensable que chacun dans la mesure du possible fasse dans son milieu une propagande acharnée en faveur de la grève générale. Il faut que les 162.000 mineurs de France répondent oui, à l'unanimité. Nous sommes prêts. Nous avons assez attendu.

Debout donc, camarades ! En avant pour la grève générale ! Que chacun fasse son devoir. Que dans chaque hameau, ville et village, le referendum soit organisé au plus tôt, que tous les résultats soient connus à la Fédération le 1er octobre, dernier délai. Que tous se prononcent pour la grève générale et soient prêts à la faire, le cas échéant.

La Fédération.

Il reste à souhaiter que les ouvriers mineurs ne laissent pas les Basly, Lamendin, Calvignac et Cie s'immiscer dans leurs affaires. Le succès de leur tentative peut être espéré, mais à condition que les endormeurs ne se mettent pas de la partie.

* *

Les Grèves. — Les ouvriers ardoisiers de la forêt de Combrée continuent la lutte contre leurs exploiteurs. Un commissaire spécial et de nombreux mouchards sont en permanence. La Compagnie se refuse même à donner une réponse ; elle espère, de concert avec les autorités qui lui sont sympathiques, réduire les grévistes par la famine. Ce calcul de bandit pourrait bien cependant être déjoué.

Au Havre, les ouvriers tubistes employés aux travaux du nouveau port pour le fonçage des caissons ont cessé le travail. Pour un métier dangereux et malsain entre tous, ils n'ont eu jusqu'à ce jour qu'un salaire dérisoire. Ils réclament à présent 1 franc de l'heure, le prix d'un mauvais cigare de leur employeur.

A Reims, les ouvriers de l'usine Margotin sont toujours en grève. Un mouvement de solidarité semble vouloir se manifester dans le personnel des autres usines, et il se pourrait que de nouvelles grèves éclatent.

A Saint-Etienne, les ouvriers carrossiers et charrons qui avaient écrit aux patrons qu'ils se mettraient en grève après le 3 août, si on ne leur accordait pas certaines satisfactions, énumérées dans une lettre adressée le 29 juillet, n'ont reçu aucune réponse. En conséquence, ils ont quitté le travail ce matin au nombre de 200 environ. Ils ont tenu aujourd'hui une réunion à la Bourse du travail.

A Fures, grève de papetières. Elles ont cessé le travail parce que leur patron, qui trouvait que leur salaire (1 fr. 25 pour dix heures de travail) était trop élevé, voulait les faire travailler aux pièces ou porter de dix à onze heures la durée de leur journée.

Le patron entend appliquer la loi Millerand qui a porté à onze heures la durée du travail des femmes dans l'industrie, qui n'était que de dix heures auparavant. Les papetières de Fures ne sont pas du même avis que M. Jaurès, qui qualifie la loi de grande réforme.

P. Delesalle.

* *

Amiens. — Nous recevons la lettre suivante :

Camarade,

Permettez que je porte à votre connaissance, pour en faire ce qu'il vous en plaira, un fait qui vient de se passer à la Boulangerie coopérative ouvrière l'« Union ».

Le travail de la boulangerie exigeant six hommes, mais les bonis n'étant pas assez élevés, le conseil d'administration — dont la majorité est socialiste — décida, le 29 juillet, le renvoi d'un homme.

Les camarades boulangers déclarèrent qu'il leur était impossible de faire à cinq hommes un travail qui exigeait l'effort de six, et que si l'on persistait à vouloir renvoyer un des leurs, ils cesseraient immédiatement le travail. Devant cet acte de solidarité, le conseil d'administration eut peur et sembla faire droit aux camarades.

Tout semblait fini, lorsque samedi soir, au moment où les garçons boulangers allaient se mettre au travail, une note, émanant du conseil d'administration, arriva au siège de la boulangerie, disant d'avoir à empêcher les boulangers de se mettre au travail, vu qu'ils étaient tous remplacés par d'autres.

Voici les faits, le renvoi brutal de six ouvriers sans les prévenir à huitaine, chose que ne font pas toujours les patrons bourgeois. Mais, Messieurs les *Socialistes* !!!

F...

Angleterre.

Il y a six ans environ, des amis, voulant suivre les préceptes de Tolstoï en faisant de la production utile, s'étaient réunis à Purleigh près de Maldon, autour d'un parent de Tolstoï, Tchertkoff. Par malheur, ils établirent une espèce d'organisation trop stricte qui gêna le monde (une dizaine de braves gens) et la colonie dut se dissoudre au bout de trois ans. Tchertkoff s'adonna tout entier à la création du *Svobodnie Listy*, et les autres, instruits par l'expérience, résolurent d'abandonner toute organisation et s'installèrent sur 40 acres de terre que leur céda un ami riche.

Plus de secrétaire, comme il y en avait à Purleigh, plus de règlement restreignant les aspirations et l'initiative des camarades, et d'emblée tout le monde se sentit plus heureux. La colonie dure déjà depuis trois ans et a toutes les chances de durer éternellement. Il y a un an environ, elle était de 15 à 20 personnes, dont quatre femmes et deux enfants. Tout était en commun. On labourait la terre en commun, on prenait les repas en commun — à 11 heures le déjeuner, à 5 heures le dîner. Cela dura deux ans : c'est au bout de ces deux ans que j'entendis parler de cette colonie et que je la visitai. Pendant quinze jours je vécus de cette vie simple mais enchanteresse par la plénitude de liberté qui y régnait ; on aurait dit le pays d'autonomie de Nono en réduction — le confort matériel excepté, bien entendu ; car on vivait du produit de la terre uniquement — partant, pas de café, pas de sucre, etc. Mais des amis envoyaient souvent des douceurs, partagées intégralement entre tous. Et l'on était gai, heureux — c'était une minuscule solution de la question sociale, puisqu'on vivait sans argent, sans supérieur, sans lois. Quand venait le terme de payer les impôts pour faire vivre le pauvre gouvernement, on répondait : « We do not use money (1) ». Alors le percepteur s'emparait d'un sac ou de deux sacs de pommes de terre, d'un meuble, voire même une fois d'un piano qui appartenait à une des colonistes, puis, quand il n'y avait plus rien à saisir, on emmenait en prison pour une quinzaine un des colonistes. Mais, en hiver, la vie devenait quelquefois matériellement très dure ; pour se chauffer, il était plus pénible d'aller chercher des fagots dans le bois ; les soirées, on restait souvent sans lumière. Alors quelques-uns (ceux qui mettent le confort matériel au-dessus de la liberté) quittaient la colonie, se rendaient en ville pour contribuer à l'enrichissement d'un patron. Puis, vers la bonne saison, ils revenaient, se repaissaient de petits pois, haricots, pommes de terre nouvelles, pour repartir à l'approche de la bise. Alors les colonistes sérieux résolurent de se choisir chacun un morceau de terre et de le cultiver individuellement chacun pour soi, et c'est ce que nous faisons. Quand viennent de nouveaux camarades, on leur fait connaître la décision unanime, et, s'ils veulent faire connaissance avec la colonie avant de s'y installer, on les traite en amis. Mais on ne leur dissimule pas, s'ils arrivent sans fonds, qu'il eût mieux valu pour eux, comme pour nous, qu'ils eussent quelques sous. Pour ceux qui voudraient s'installer, il serait bon d'arriver au cœur de l'hiver pour préparer le terrain pour les semailles du printemps, avec quelques sous pour attendre la saison de la récolte sans trop pâtir, ou vers la fin de l'hiver, car il ne manque pas de terrain défriché. Si l'on a besoin de quelques détails plus amples, il n'y a qu'à m'adresser des questions auxquelles je serai heureux de répondre. C.

P. S. — Il est inutile d'ajouter que chacun vit à sa guise, les femmes n'ont pas le monopole des travaux domestiques, elles labourent aussi bien que les hommes, vont nu-pieds pendant la chaleur, pas de corset, jupon court ; les hommes ne portent qu'un pantalon lorsqu'ils travaillent dans les champs, et sont nus jusqu'à la ceinture.

---

(1) « Nous ne faisons pas usage d'argent. »

États-Unis.

La grande grève des métallurgistes des États-Unis, qui semblait sur le point d'être terminée, reprend de plus belle à la suite de l'échec des négociations.

C'est la plus grande grève qu'on ait encore vue, même aux États-Unis. Le nombre des grévistes, qui était déjà de 65.000, va se trouver porté à 203.000 par la cessation du travail dans les usines de la « National Federal Steel Company » et de la « National Tube Company ».

La Fédération américaine du travail, qui compte un million de membres et d'autres corporations ouvrières, se prépare à appuyer la grève.

De leur côté, les fonctionnaires du trust de l'acier à Pittsburg ont reçu des chefs du trust à New-York le mot d'ordre suivant :

« Nous voulons la lutte à outrance. Nous n'accorderons aucun quartier. Nous mettrons tout le temps et l'argent qu'il faudra à extirper de nos usines le syndicat ouvrier des aciéries réunies. »

Le trust va tenter immédiatement de reprendre le travail avec des ouvriers non syndiqués, mais comme 75 0/0 du personnel des usines appartient au syndicat qui a proclamé la grève, ce ne sera pas chose facile de remplacer un aussi grand nombre d'ouvriers experts.

On craint des bagarres et des conflits sanglants.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

On nous communique la note suivante :

« Le citoyen Libérator désire se mettre en relation avec les groupes de Paris et de la banlieue pour leur donner des conférences sur le capitalisme, le militarisme et le cléricalisme.

« Adresse : Libérator, 49, avenue de Châtillon, Paris. »

∴

*L'Education libre du III*e. — Prêt gratuit, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

Réunion du groupe d'initiative lundi 12 août, à 8 h. 1/2 ; séance privée. Relevé trimestriel des comptes ; De quelque amélioration à apporter au local ; questions diverses.

Urgence.

∴

Un groupe de camarades a pris l'initiative de former un groupe communiste libertaire dans le XIIe arrondissement. Il fait appel à tous les camarades. Causerie sera faite par un camarade, salle Marcou, 18, rue Claude-Tillier (XIIe arrondissement), mercredi 14 août, à 8 h. 1/2.

∴

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Abbé Groult, 29. — Samedi soir, à 8 h. 1/2, conférence sur « les anarchistes pendant la Révolution », par J. Billot.

Prêt de livres.

∴

*Jeunesse révolutionnaire du XVII*e *arrondissement* (Groupe d'études sociales). — Réunion du groupe le 10 août, à la Ménagère, 8, rue des Apennins.

Ordre du jour : Causerie par un camarade sur le militarisme.

∴

MARSEILLE. — Mercredi 14 août, réunion des camarades pour la communication du nouveau manifeste du groupe *La Liberté d'opinion*.

Urgence.

Bar Guiraud, Cours Belzunce, à 9 heures du soir.

∴

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — *Bibliothèque Ouvrière*. — Les camarades sont convoqués d'urgence au local de la bibliothèque, 107, rue du Vivier, le samedi 10 courant, afin de prendre des dispositions pour la propagande à faire au moment des prochaines élections.

Organisation d'une grande fête de solidarité. Les camarades artistes chansonniers qui pourraient nous prêter leur concours peuvent se mettre en rapport avec le camarade Emile Langlois, 27, rue du Pont-Blanc, à Aubervilliers.

Dans la nuit de mardi à mercredi, on a tenté de fracturer la porte du bureau du journal.

Si c'est la police, elle doit savoir, depuis longtemps, qu'elle perd son temps.

Si ce sont des cambrioleurs, ils devraient savoir qu'ils le perdent également.

S'ils m'avaient prévenus, je me serais fait un devoir d'être là pour les recevoir.

J. G.

LE PROJET D'ÉDITION

Une petite erreur s'est glissée dans le compte du dernier numéro. J'ai marqué : Frais d'envoi : 14 francs. C'est pour une seule feuille. Il faut le multiplier par 14. Mais n'importe. Ce que je veux démontrer aujourd'hui, c'est que si on pouvait disposer d'un ou deux mille francs de plus, on pourrait faire une édition bon marché, avec papier inférieur, à 1 fr. 50 ou 1 fr. 75.

Pour les mille suivants, l'imprimeur ne demande que 51 fr. par feuille ; pour 14 feuilles, ci.. 714 fr.

Pour le tirage des gravures, 15 fr. ; pour 10 gravures, ci.. .... 150 »

Total.... 864 fr.

Là, nous avons notre mille complet, cela ferait un prix de revient de 0 fr. 90 par volume. Prix que l'on pourrait peut-être réduire en faisant désinterligner ; le remaniement serait sans doute compensé par l'économie de papier et de tirage. — Pour cette édition, on pourrait également intercaler les gravures dans le texte. De sorte qu'en mettant cette édition à un prix convenable de bon marché, on pourrait dégrever l'édition d'amateur.

Il y aurait peut-être une combinaison à faire : ce serait de mettre la souscription à 6 fr. 50, et donner à chaque souscripteur un exemplaire à tirage soigné et un exemplaire de propagande.

C'est une idée que je soumets. C'est une somme de 5.000 fr. à trouver, 800 souscripteurs environ. Il me semble que, si on veut s'en donner la peine, ils peuvent se trouver.

J. GRAVE.

A titre de propagande, un de nos camarades vient de faire tirer en « *cartes postales illustrées* » quelques-unes des lithographies de notre collection. Les deux premières sont : *La Guerre*, de Maurin, et *l'Aube*, de Jehannet.

Dans une autre série de cartes, il publie les portraits de Bakounine et de K. Marx.

Nous tenons ces cartes postales à la disposition de nos lecteurs : l'exemplaire unique, 0 fr. 10 ; les quatre, 0 fr. 30. D'autres suivront.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Semeur d'idéal, drame, par Albert Fua ; 1 vol., 2 fr., à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Lo Scopiero generale, — *La Peste religiosa*, deux brochures au *Risveglio*, 6, rue des Savoises, Genève.

Matériaux pour servir à l'histoire des sectes russes ; *Le récit d'un Doukhobor*, liv. 2 et 3 ; chez A. Tchertkoff, à Christchurch, Hants, Angleterre.

La grève des dockers de Marseille, circulaire de juillet, *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Les Apologistes du crime, par Ch. Dètré ; 1 vol., 5 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Discours prononcé dans une forêt, par Henri Dauphin ; 1 broch., 0 fr. 10, chez l'auteur, à Royan.

Martir (drama), par A. M. Lazzoni ; brochure à la *Aurora*, Montevideo.

Appel des Doukhobortsys (en russe), chez Biruikoff, Onex (Genève).

A voir :

Les dessins de Delannoy, Hénault, Jossot et Couturier, *Assiette au beurre*, n° 18.

MUSÉE DES ANERIES

A ce propos, une réflexion : Comment peut-on admettre que les grandes fortunes puissent inspirer si souvent les jalousies les plus basses et les plus noires envies ?

Le superflu du riche n'est autre chose que le bénéfice du pauvre. Plus il y aura de riches, moins il existera de malheureux. Et lorsque l'on jette l'argent par les fenêtres, il se trouve toujours dessous quelqu'un qui le ramasse à point nommé.

O. PRADEL.

(Feuilleton du *Petit Journal*, 28 juillet.)

PETITE CORRESPONDANCE

Union artistique. — Je prends note de l'adhésion. Si le projet d'adhésion aboutit, il sera pris remboursement après avis.

Z. G., à Spezzia. — Il y a eu erreur, ferons attention. Employez les numéros à la propagande.

P. L., à Puteaux. — Certainement, la Bibliothèque de l'Ecole libertaire existe toujours, et les volumes font faute. Renvoyez sitôt que vous pourrez. Pour l'édition, je préviendrai lorsqu'il faudra envoyer l'argent.

G. V. de Lappe. — Merci du renseignement. Mais nous avons déjà ce qu'il nous faut.

Jeunesse socialiste de Firminy. — Nous n'avons jamais rien reçu de vous, ni lettre ni mandat.

X. — Reçu la coupure *Récompense honnête*. D'où est-elle tirée ?

E. L. — Impossible d'insérer les comptes rendus de réunion.

R., à Guérigny. — Votre abonnement finira fin avril 1902.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* : Un paria, 0 fr. 25. — Moitié de la collecte faite à la conférence Prost à Saint-Nazaire, 4 fr. — Guet, 0 fr. 70. — Total : 4 fr. 95. — Listes précédentes : 287 fr. 25. — En caisse : 292 fr. 20.

Reçu pour la *Solidarité internationale* : Notre ennemi c'est notre maître, 0 fr. 10.

Reçu pour le journal : G. D., 0 fr. 20. — H. G., 20 fr. — Guet, 0 fr. 75. — G., à Cette, 0 fr. 50. — C., à Avignon, 1 fr. 05. — C., à Beaune, 1 fr. — Merci à tous.

J. D'h., à Gand. — L. B., à Jemmepes. — Vve C., à Montreuil. — D., à Alfortville. — C. C., à Lisbonne. — D., à Buzeu. — B., au Creusot. — G., à Fourneaux. — T., à Lorient. — K., à Micheroux. — B., à Rennes. — T., rue C. — A., à Pézenas. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Epouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin'-Ache*. — **Education chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*. — **Provocations**, *par Lebasque*. — **La Débâcle**, *dessin de Vallotton*, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, *par Daumont*. — **L'Assassiné**, *par C. L.*

Dernières lithographies parues :

Le calvaire du mineur, par Couturier.

Les Défricheurs, par Agar.

Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasse ; prix : 1 fr. 40 franco.

LE JOURNAL EST EN VENTE

à Aubervilliers

Chez Barrault, libraire, route de Flandre, 79.

On y trouve aussi les brochures anarchistes.

A Clichy

A l'*Union artistique*, 7, rue de l'Union.

On fait le service à domicile de tous les journaux.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

SEPTIÈME ANNÉE N° 16 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 AOUT 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA SIMPLICITÉ DE L'IDÉE ANARCHISTE

Sous le titre : *L'Idée sociale au théâtre* (1), M. E. de Saint-Auban vient de réunir en volume des articles publiés au lendemain de la représentation des pièces qu'il passe en revue, mais reliés par l'idée directrice qu'indique le titre du volume, formant bien un tout compact et logique, nous donnant un tableau fidèle des tendances du théâtre actuel.

Saint-Auban est bien anticlérical, mais chrétien. Il voudrait bien une société basée sur l'amour, la charité et la fraternité, où chacun trouverait la récompense de ses œuvres; mais il s'imagine qu'une société semblable ne peut marcher que sous l'égide d'une aristocratie idéale, une aristocratie de par le cœur et l'intelligence, ennemie de l'autorité, n'usant du pouvoir que pour le bien commun.

Et c'est à ce point de vue qu'il passe en revue les différentes thèses émises dans les pièces à tendances socialistes, et qu'au cours de son volume il est amené à faire la critique de l'idée anarchiste.

∴

Il accuse d'abord les anarchistes de se faire, pour les besoins de leur idéal, une fausse conception de l'homme, d'en faire un être tout de bonté, pétri de seules qualités, ne devant ses défauts qu'à la seule mauvaise organisation sociale.

C'est une critique qui nous est constamment jetée à la tête; que, pour ma part, j'ai essayé de réfuter plus d'une fois, et que je réfuterai chaque fois que l'occasion s'en présentera; car il nous suffit de constater ce qui existe pour nous apercevoir que l'homme est, à certains moments, une bien sale bête, et que s'il sait, en quelques circonstances, déployer de sérieuses qualités, il ne suffit que de certaines occasions pour voir se développer chez lui les instincts les plus odieux. — Témoin la guerre de Chine.

D'accord avec l'anthropologie, la science qui étudie l'homme physiologiquement et psychologiquement, nous constatons que l'homme est un être ni moral ni immoral ; amoral tout simplement. Doué, à l'état primitif, de besoins primordiaux : se sustenter, se reproduire et se défendre, il satisfait ces premiers besoins impérieux du mieux qu'il peut, sans s'occuper de la façon dont il s'y prend pour les satisfaire, sans s'inquiéter des droits semblables qu'il lèse.

Ce n'est qu'après qu'il est arrivé en situation de satisfaire ces premiers besoins sans trop de lutte, qu'éclosent alors les besoins d'ordre affectif, esthétiques et solidaristes ou moraux.

Mais, comme il subit les influences de milieu, d'atavisme et d'éducation, c'est ici qu'intervient l'influence de l'état social qui peut, par son organisation, faire prédominer chez ses membres les aptitudes à la solidarité ou les instincts de lutte, les sentiments affectifs ou de haine.

∴

Lorsque nous constatons l'organisation antagonistique de l'état social actuel, sans vouloir le moins du monde considérer l'homme comme un ange, nous avons parfaitement le droit de dire que cette organisation vicieuse n'est bonne qu'à développer les mauvais instincts de l'individu, et que la plupart des fautes et des crimes dont la société veut le punir ne sont imputables qu'à elle-même, à son organisation défectueuse.

Hé ! sans doute, si ces mauvais instincts n'existaient pas chez l'homme, ce n'est pas l'état social qui les ferait germer. Mais il ne faut pas oublier non plus que ce que l'on est convenu d'appeler un vice, un défaut, n'est que le résultat d'une force, d'une aptitude qui ne demande qu'à s'exercer, et que cette force, cette aptitude ne sont bonnes ou mauvaises que selon la direction qu'elles prennent. Chaque défaut n'est que l'envers d'une qualité — ou la qualité l'envers du défaut, comme on voudra. Si l'état social est organisé de façon à mettre les individus en concurrence, à les faire lutter l'un contre l'autre pour obtenir la satisfaction de leurs besoins, c'est cet état social qui est mauvais, en forçant les individus à cultiver en eux les facultés qui ne peuvent être que nuisibles à l'espèce.

Et lorsque nous préconisons la recherche d'un état social où les êtres, au lieu d'être forcés de lutter les uns contre les autres pour la satisfaction de leurs besoins, seraient amenés à associer leurs efforts, à se prêter une aide mutuelle, on nous accuse de faire des projets enfantins, de faire de l'homme un être idéal qui n'a jamais existé, de n'être que des rêveurs et des utopistes !

∴

Mais les défenseurs de l'autorité, ou d'une direction spirituelle pour l'humanité sont-ils bien, eux-mêmes, à l'abri du reproche qu'ils nous font à tort?

Les uns et les autres commencent par déclarer que l'homme étant une sale bête rétive, vicieuse, il est de toute absurdité de vouloir le laisser libre de s'épanouir selon ses virtualités. « Il n'y a que les châtiments, le fouet et la discipline pour le tenir dans le bon chemin », ajoutent les partisans de l'autorité absolue. D'autres, et Saint-Auban est de ceux-là, je crois, rêvent une direction plus douce, paternelle et éclairée.

Mais qui est-ce qui se chargera d'imprimer cette direction, persuasive ou disciplinaire ?

Des hommes, rien que des hommes, hélas qui auront — c'est le postulat des partisans de l'autorité — toutes les vertus, toutes les qualités que l'on dénie à l'homme pris en masse ; qui, par une faveur spéciale, seront parvenus à se débarrasser de toutes les ordures que l'on affirme être inévitablement et éternellement attachées à l'homme lorsqu'il s'agit de le laisser libre de se conduire lui-même.

∴

Et voilà comment ceux qui nous traitent d'utopistes tombent eux-mêmes, sans s'en apercevoir, dans une utopie encore plus grande, puisque, pour étayer leur système, il leur faut ne pas tenir compte de tous les faits passés et, pour que leur système soit applicable, se mettre eux-mêmes à la recherche de cet être idéal qui, s'il existait, serait vite détruit par l'exercice de l'autorité que l'on veut lui confier.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Le mouvement communiste en Hollande

Ce qui s'est passé pendant ces dernières années dans le mouvement socialiste hollandais, la rupture, la dissolution complète de la « Fédération des Socialistes » (Socialistenbond) au Congrès de Rotterdam, à la fin de décembre 1897, la séparation de ses fractions après ce congrès, la fusion enfin des restes de la Fédération avec les social-démocrates, avec lesquels ils ont marché d'accord à l'occasion des dernières élections générales (juin 1900), présente un intérêt international, car c'est l'histoire d'un mouvement de masses.

Le mouvement socialiste de la Hollande, dès le début, se distingua par son caractère fort communiste et révolutionnaire. C'est-à-dire que les aspirations à une transformation radicale des bases de la société existante et à la fondation d'une communauté basée sur la propriété sociale de tous les moyens de production et de consommation, ont prédominé et prédominent encore dans le mouvement ouvrier hollandais sur la tendance à faire des réformes directes par la voie de la législation.

Bien que ces tendances réformatrices, suscitées par l'influence des pays de l'Europe centrale, particulièrement par les doctrines de la social-démocratie allemande, aient toujours eu une certaine force dans le mouvement ouvrier hollandais, elles restaient néanmoins « importées ».

Ces mesures de réformation pouvaient intéresser la petite bourgeoisie commerçante, les petits paysans, les ouvriers qui s'étaient élevés à une position plus ou moins privilégiée, ceux, par exemple, qui avaient fait de la coopération, elles pouvaient attirer les ouvriers religieux, menés par quelques démocrates du clergé.

Cependant ce qui, en Hollande, a gagné pendant plusieurs années le cœur des ouvriers industriels comme de la population ouvrière rurale, partout où la masse ouvrière montrait elle-même de l'énergie

et de l'initiative, c'était l'idée du *communisme pur et simple*, l'image brillante d'une société où les hommes travailleraient les uns pour les autres et jouiraient les uns avec les autres, comme les frères et les sœurs d'une seule grande famille humaine.

C'est cet idéal qui étincelle encore aux yeux du pauvre travailleur pendant la nuit sombre de sa vie, du moins, s'il n'appartient pas à une association religieuse. Du reste, on ne trouve pas en Hollande d'ouvriers libéraux, mais on y trouve une grande masse d'indifférents, abrutis par la vie pénible. En m'appuyant sur l'expérience, je puis dire que, dans des circonstances sérieuses, en Hollande, les ouvriers communistes fraterniseront avec les calvinistes, pour peu que ceux-ci soient vraiment des travailleurs, plutôt qu'ils ne marcheront avec les réformateurs de la petite bourgeoisie, radicaux et social-démocrates.

Un autre trait caractéristique du mouvement socialiste hollandais, qu'il faut remarquer ici, c'est que ce mouvement a pénétré surtout dans la population rurale du pays.

Il y a des régions entières dans la campagne où le socialisme est entré dans l'esprit d'une grande partie de la population, surtout dans les provinces septentrionales : la Groningue et la Frise, particulièrement dans le nord-ouest, l'ouest et sud-est de la Frise, comme dans la contrée industrielle de la Zaen (Zaendam et les villages Koog, Zaendijk, West-Zaen et d'autres des environs).

Il en est ainsi surtout dans les parties du pays où ont prêché, il y a vingt ans et plus, les pasteurs modernes des églises protestantes. Ne croyant plus à un paradis après la vie douloureuse, les pauvres voulurent travailler pour se faire un paradis ici-bas.

Je répète que je n'entends pas sous le nom de socialisme ou communisme — noms synonymes dans le mouvement ouvrier hollandais — la doctrine propagée aux jours des élections, aussi bien en Hollande que, par exemple, en France ou en Allemagne, et aboutissant à la protection de la propriété morcelée des petits paysans.

Ce sont là des réformes d'un caractère antisocialiste et parmi les travailleurs proprement dits de la campagne, en Hollande, cette doctrine n'a jamais rencontré de sympathie.

Bien au contraire, à côté d'Amsterdam, où le mouvement ouvrier montra toujours un caractère fortement révolutionnaire, à côté de certaines villes comme Dordrecht, Haarlem, Groningue, Enschedé où existait depuis longtemps une forte organisation d'ouvriers bien instruits, ce qui a dominé c'était surtout ce qui s'est appelé en Hollande « la vieille garde » de la Zaen, de quelques villages en Groningue (Finsterwolde, Sappemeer) et de la campagne de la Frise (les contrées 't Bildt, Schoterland, Wonseradeel) où la population communiste se déclarait jusqu'ici le plus catégoriquement contre ces tendances réformatrices.

En France, on s'étonnera peut-être d'un tel fait, vu l'aversion pour le communisme de la population rurale française ; néanmoins c'est la vérité.

S'il est devenu évident, pendant ces dernières années, pour les plus clairvoyants des communistes hollandais, que le « parlementarisme » diviserait enfin le parti ouvrier, il était également certain que la « vieille garde » resterait au côté du communisme révolutionnaire et s'y rangera dans une période plus sérieuse et plus révolutionnaire.

Le mot « parlementaire » est devenu parmi eux comme une sorte d'insulte, adressée à quelqu'un qui sème la discorde et la désunion dans les rangs des ouvriers, pour acquérir ainsi un siège dans le Parlement ou au moins dans un conseil municipal.

Il faut avoir vu le sérieux avec lequel les populations rurales, par exemple, dans les provinces septentrionales — travaillant du matin jusqu'au soir dans les champs et dans les tourbières — arrivaient aux meetings en plein air avec leurs bannières, accompagnés parfois de chorales ou de fanfares, il faut avoir vu marcher les campagnards de la contrée agricole du 't Bildt en Frise (Sint Anna-Parochie, Sint Jacobi-Parochie) ou ceux d'Appelscha dans les tourbières de l'est de cette province, pour ne nommer ici que deux régions bien différentes ; il faut les avoir vus, ces campagnards, hommes et femmes, marchant à pied une heure, deux heures et même plus, pour aller à la réunion publique tenue dans une auberge, ou dans une grange, chantant en route leurs chansons révolutionnaires, comme autrefois ils venaient à l'église, la bible sous le bras ; il faut avoir vu briller les yeux de ces pauvres laboureurs, quand ils venaient serrer la main de l'orateur socialiste après la réunion, pour reconnaître qu'il s'agissait ici de la croyance à une nouvelle société, qui enfin, après tant de siècles de douleur et d'oppression, ferait justice au genre humain, et qu'il ne s'agissait pas de quelques réformes à exécuter par le gouvernement.

Le communisme était devenu ici une sorte de religion. Jamais nos campagnards hollandais n'ont vu d'autres représentants du gouvernement que le bourgmestre, le juge du canton et le garde champêtre — et aussi, dans ces dernières années, la maréchaussée. Ils n'ont pas de confiance dans le gouvernement, et les démocrates, même les démocrates se disant socialistes, qui leur prêchent que la question sociale consiste à remplacer les députés libéraux ou cléricaux dans la Chambre par des députés démocrates, ne trouvent pas facilement le chemin de leurs cœurs.

D'autre part, la vie sociale parmi la population rurale se distingue toujours en Hollande par certains traits communistes spécifiques. Dans le rapport de la commission pour l'enquête agricole, commencée il y a quelques années par le gouvernement hollandais, et dans laquelle une seule commune pour chaque contrée du pays fut prise comme « commune type », on trouvera notées bien des coutumes communistes existantes parmi la population, bien des exemples de secours mutuels que, dans la campagne, les paysans et les journaliers s'offrent les uns aux autres.

L'achat commun des semences, des engrais, le secours qu'on donne au voisin par le prêt de chevaux ou de travail humain pendant la moisson, même les diverses collectes faites aux maisons des villageois pour les pauvres gens, pour un campagnard qui a perdu sa vache, son porc, — tous ces exemples de secours mutuel nous indiquent une sorte de communisme vivant parmi la population rurale et qui a laissé sa marque aussi sur le mouvement socialiste hollandais, le mouvement prolétaire.

Si, aux débuts de la fête du 1er mai, nos orateurs socialistes parlaient ce jour-là à nos campagnards socialistes de la journée maximum de huit heures à établir par la loi, ils écoutaient silencieusement; puis (je parle ici d'après mes souvenirs d'une réunion publique où j'étais un des orateurs et où mon confrère parlementaire avait abordé la question), ils commençaient à discuter entre eux après la réunion et finissaient en présentant leurs réclamations. Même l'addition « maximum » ne pouvait pas les contenter. Ils faisaient l'objection que, dans la campagne, la journée de travail est fixée d'abord par la saison, par le temps, qu'enfin les laboureurs régleraient eux-mêmes la journée de travail et qu'en tous cas ils n'avaient pas besoin d'avoir des réglementations faites par des gens qui ne savent pas ce qu'est l'agriculture.

Les communistes de la campagne hollandaise sentaient instinctivement qu'un danger vrai était caché sous cette doctrine de réglementation de la vieille société, doctrine qui venait exercer de l'Allemagne une si forte influence et qui était acceptée de plus en plus dans la Hollande même par les démocrates de toutes nuances.

Les campagnards comprenaient que la question sociale était pour eux une question de possession et pas de réglementation. Ce qui les attirait, c'était la pensée de la suppression complète de leurs souffrances, c'était la doctrine que le sol et les magasins de provisions, les machines et l'outillage agricole seraient dans l'avenir la propriété commune ; qu'alors, dans chaque commune, les laboureurs, sans distinction, — paysans et journaliers d'aujourd'hui — s'uniraient en assemblée populaire, comme autrefois avaient fait les ancêtres ; que dans l'avenir ces assemblées populaires décideraient de quelle manière seraient cultivés les champs ; qu'alors chaque commune n'aurait qu'à remplir les greniers communaux, qui seraient ouverts aussi à la population de la ville voisine et que, de même, la provision des magasins de cette ville serait à la disposition des villageois.

Et même, s'ils comprenaient que quelques siècles devaient passer avant qu'une telle fraternité humaine fût établie, ils voulaient cependant travailler pour cet avenir, ils le voulaient célébrer par leurs chants révolutionnaires, résonnant si sérieusement et si lentement de l'intérieur des petites maisons en Frise, comme autrefois les psaumes de l'église réformatrice.

Bref, ils voulaient se donner de la peine pour une société où ils pourraient mener leurs propres affaires, fraternisant pour cela entre eux et sans faire connaissance avec les fonctionnaires du gouvernement. Et d'avance ils sympathisaient et sympathisent encore avec toute mesure qui pourra miner la force du gouvernement actuel, le militarisme, la monarchie.

Il est facile de comprendre que jusqu'à présent c'est de ces cercles communistes de la campagne que vient la plus grande opposition contre le socialisme d'Etat de la social-démocratie allemande, qui pénètre de plus en plus. Ce qui exerce ici une influence spéciale sur les opinions dans cette population rurale, c'est la tendance à l'autonomie dans la propre enceinte, si générale dans le peuple hollandais, et qui se peint aussi dans la grande autonomie qu'en Hollande ont pu maintenir toujours les communes vis-à-vis du gouvernement de la province et du royaume. Mais ce n'est pas seulement parmi les travailleurs des champs que le mouvement socialiste hollandais prend un caractère si fortement communiste; il est enraciné aussi parmi les ouvriers industriels. Les syndicats des ouvriers industriels en Hollande se considèrent en général comme des machines de combat contre les entrepreneurs. Ils se soucient de l'amélioration immédiate du sort des ouvriers, même par de petites mesures, par de minces réformes relatives à la réduction des heures de travail ou le relèvement du salaire, mais ils le font surtout pour conserver leur position et pour obtenir, en exigeant de plus en plus, une influence croissante dans les usines et les ateliers.

(*A suivre.*) CHRISTIAN CORNÉLISSEN.

RÉGIME DE LIBERTÉ

Ça marche, la Défense Républicaine ! La preuve en est dans le fait suivant :

Il y a quinze jours, les policiers avaient arrêté et détenu arbitrairement quatre de nos camarades qui sortaient tranquillement de la Bibliothèque du XVe. Comme aucune protestation ne s'était fait entendre, la police, sur l'ordre d'on ne sait quels bandits, a renouvelé ses exploits samedi dernier.

Au même groupe de la rue de l'Abbé-Groult, le camarade Renaud, de l'Union Fédérale des ouvriers métallurgistes, avait fait une causerie on ne peut plus intéressante. Vers les 11 heures, les camarades se dispersèrent, rentrant chez eux. Renaud et quatre à cinq autres de nos amis remontaient tranquillement chez eux, quand, à l'angle de la rue de l'Abbé-Groult et de la rue Croix-Nivert, ils aperçurent deux des policiers qui avaient arrêté nos camarades le samedi précédent, en train de se donner du courage en s'abreuvant d'absinthe. Se voyant remarqués, les policiers sortirent et, s'effaçant comme ils pouvaient, prévinrent le poste.

Vers les 11 h. 1/2 avenue de Suffren, une vingtaine de policiers en costume, dont plusieurs bicyclistes, guidés par nos deux agents de la Sûreté, se précipitèrent brusquement sur nos six camarades, qui étaient loin de s'attendre à une pareille agression. Le premier moment de stupeur passé, une lutte acharnée s'engagea entre la pestaille et les libertaires. Celle-là étant en force, force resta à la Loi et trois compagnons : Renaud, Pic, Prouvost, furent arrêtés.

Ils furent traînés de l'avenue de Suffren au poste de la rue Fondary, escortés par la police *revolver au poing*.

Arrivés au poste, ils furent immédiatement fouillés et expédiés ensuite au Dépôt, dans ces infects paniers à salades. Là on leur apprit qu'ils étaient poursuivis pour *avoir chanté l'Internationale et la Carmagnole à tue-tête* dans la rue. Fait absolument mensonger, mais qui *justifiait* l'arrestation arbitraire de nos amis, lui donnant ainsi une forme légale.

Enfin bref, arrêtés dans la nuit du samedi, ils ne furent relâchés que le lendemain dimanche, à 5 h. 1/2 du soir. Vive la Liberté !

Voilà déjà deux fois qu'un pareil déni de justice s'accomplit. Tous les noms et adresses qu'avaient sur eux nos amis ont été soigneusement recopiés, et les brochures qu'ils possédaient, confisquées. Étonné de la prospérité de la Bibliothèque du XVe, la police veut terroriser les camarades afin de les intimider et de faire le vide autour du lieu de réunion. En même temps, elle espère faire pression sur le propriétaire du local.

Voilà les faits monstrueux, qui se produisent cent ans après la déclaration des Droits de l'Homme. Il serait superflu d'épiloguer plus longtemps, les faits portant en eux-mêmes leur enseignement.

Ohé ! Messieurs de la Ligue des Droits du citoyen, qu'êtes-vous devenus ? Où manifestez-vous donc maintenant, en faveur de la liberté individuelle qui, pendant un temps, vous a tant enthousiasmés ? Serait-il nécessaire, pour secouer votre coupable indifférence, de vous provoquer directement ?

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Education. — Le congrès des « Amicales » des instituteurs vient d'avoir lieu à Bordeaux. Parmi les vœux exprimés, il faut noter ceux qui demandent que l'on n'enseigne pas aux enfants un chauvinisme belliqueux, qu'on leur inspire le respect du droit, de quelque côté qu'il se trouve, et enfin que l'on raye des programmes scolaires le chapitre sur les devoirs envers Dieu.

C'est fort bien. Mais si les instituteurs attendent que le gouvernement fasse droit à de tels vœux, nous risquons d'avoir fort longtemps encore des générations belliqueuses. La guerre et l'idée de Dieu, d'où émane directement l'idée d'autorité et par conséquent celle d'obéissance, sont trop profitables aux gouvernements pour que ceux-ci consentent, sur le simple désir exprimé par les instituteurs, à se priver de si bons moyens d'asservissement matériel et moral. Il en est de cela comme des réformes économiques qui ne s'opèrent que quand les intéressés les imposent. Que MM. les instituteurs commencent, qu'ils donnent l'exemple, qu'ils professent hardiment l'athéisme et l'horreur de la guerre. C'est là leur premier et plus sacré devoir.

⁂

Service militaire. — Il est de plus en plus question de réduire le service militaire à deux ans. Telle sera même, dit-on, la plate-forme électorale de 1902. Les socialistes parlementaires sont fort partisans de cette réforme, et l'un d'eux, Antide Boyer, a déposé un projet de loi en ce sens; et son projet conclut, pour un avenir plus ou moins éloigné, à l'organisation de l'armée en milice de défense nationale.

Sans doute, il vaut mieux faire deux ans que trois. Mais il s'agirait de mettre un peu de logique dans sa conduite. Les socialistes sont-ils, oui ou non, internationalistes, c'est-à-dire partisans de l'abolition des nations ? Si oui, que vient faire la question de défense nationale dans leurs considérations législatives ? De plus, participant volontiers aux manifestations contre « la guerre », pourquoi viennent-ils parler de milices, c'est-à-dire d'un organe quelconque propre à faire la guerre ? Pourquoi ne réclament-ils pas continuellement, sans interruption, l'abolition de toute force armée ?

Ce serait trop demander à la fois ? J'estime, au contraire, qu'il est plus long et plus déconcertant pour l'opinion publique de disperser son énergie pour la réalisation de petites et mesquines réformes intermédiaires, que de poursuivre toujours et invariablement son but. Quand on aura bataillé pendant des années pour obtenir le service de deux ans, on viendra dire au peuple dont on aura capté les suffrages en lui vantant l'importance de cette réforme : « La réduction du service à deux ans est un leurre. C'est le service d'un an que nous allons maintenant réclamer. » Nouvelle propagande, nouvelle plate-forme électorale, et, au bout de quelques années, le service étant réduit à un an, on recommencera la même comédie pour le service de six mois, de cinq mois, etc.; puis pour l'organisation des milices, et enfin, dans quelques siècles, on parlera d'abolir toute force armée. Mais, en route, il est fort possible que, déconcerté, le peuple tourne le dos à ces paillasses toujours en contradiction avec eux-mêmes.

André Girard.

⁂

Militarisme, Patriotisme, etc., etc. — Un « incident » vient de se produire ces jours derniers, pendant les exercices de tir, au 90e de ligne, en garnison à Châteauroux.

Quatre balles, parties d'une escouade, venaient successivement siffler aux oreilles du colonel, mais sans l'atteindre.

Cet « incident » ! ne s'est pas produit sans raisons, car les soldats sont plus qu'exaspérés de la manière dont on les mène. Voici quelques exemples :

Il ordonne en effet des marches forcées par tous les temps, sans aucune commisération pour le soldat, que les fortes chaleurs accablent.

La veille du 14 juillet, au cours d'une de ces longues « promenades » faites sous un ciel torride, une vingtaine de soldats furent frappés d'insolation.

Il fut question, un autre jour, de faire exécuter au régiment une marche forcée de 62 kilomètres avec chargement complet. Il fallut l'intervention énergique du major, qui déclinait toute responsabilité, pour prévenir cette atrocité.

Aujourd'hui encore, le régiment, qui est depuis environ un mois au camp de Ruchard, où il a effectué des exercices de toutes sortes, doit accomplir, en *une seule étape*, une marche de *46 kilomètres*, soit de Châtillon à Châteauroux, lieu de garnison.

La *Petite République* qualifie d' « incident regrettable » l'acte de quelques hommes las d'être le jouet d'une brute à galons. Nous serions curieux de savoir quel procédé l'on emploierait au journal « socialiste » pour se défendre contre une bête enragée.

P. D.

⁂

Je lis sur le *Français* du 9 août :

« Le soldat Baud, du 1er étranger, a été condamné à mort pour voies de fait sur un sergent. »

Eh ! allez donc !

Ça n'est pas plus malin que cela de se débarrasser d'un être humain ; Deibler, lui au moins, a l'excuse de son titre de tortionnaire, mais ces beaux messieurs à la livrée numérotée, qui avant l'heure de l'absinthe, de gaieté de cœur, en souriant de ce sourire si féroce, délibèrent..... en causant de femmes et signent ces billets de brusque sortie, sans autre émotion apparente que l'ennui de ne pas assez frapper !

Et c'est là la grande famille, l'école de l'éducation, de l'honneur, du courage, c'est donc là la fraternité ?

Pouah !

Faisons des enfants pour ces bouchers, faisons-en beaucoup, ils n'en auront jamais assez.

Georges Roman.

⁂

Mouvement ouvrier. — La loi sur les retraites ouvrières reste pour le moment la grande préoccupation du monde des travailleurs. Les réponses des organisations ouvrières n'étant pas conformes aux espoirs des socialistes ministérialisés, ceux-ci essaient de donner le change en s'efforçant, par tous les moyens, de trouver au fameux projet tous les avantages possibles et imaginables. Leur dernière trouvaille est celle-ci : les travailleurs, disent-ils, devront, il est vrai, payer annuellement environ 250 millions de francs, mais les patrons aussi, et seuls les ouvriers bénéficieront d'une retraite ; c'est donc en réalité 250 millions qu'ils reprendront à leurs employeurs. Ne craignant pas de brûler sur l'autel ministériel ce qu'hier encore ils adoraient, les larbins ministériels n'oublient qu'une chose, à savoir que, de quelque manière que soit levé un impôt, en dernier ressort il est toujours supporté par les producteurs. Rompant avec cette théorie, ces Messieurs affectent d'ignorer que les employeurs font toujours retomber les nouvelles charges qui les atteignent sur leurs esclaves.

Je n'en citerai qu'un exemple récent. La loi sur les accidents du travail porte que les charges seront entièrement supportées par les patrons et qu'il ne sera fait aucun prélèvement sur le salaire de l'ouvrier. Les nombreuses grèves qui eurent lieu et qui ont encore lieu chaque jour à ce sujet, montrent que, malgré l'interdiction inscrite dans la loi, les patrons retiennent sur les salaires le montant des primes d'assurance. J'en pourrais même citer qui y ont trouvé de nouveaux bénéfices. Il en serait certainement de même si jamais le projet de retraites venait à être appliqué. La consigne est de ne trouver que desavantages au projet, mais si la meute ministérielle, bien stylée, s'y conforme, il n'en est pas de même des intéressés qui ne voient pas les choses — et pour cause — de la même façon.

J'ai cité la semaine dernière quelques réponses de syndicats, en voici d'autres tout aussi concluantes.

Le syndicat des ouvriers bouchonniers d'Epernay répond :

Considérant qu'une réforme n'est réelle et efficace que :

1° Lorsqu'elle supprime une charge, « loi-impôt ou contrainte », etc. ;

2° Lorsqu'elle apporte un bien-être à l'individu ou à la collectivité humaine sans accroître ses charges,

Déclarent repousser dans son entier le prétendu projet de loi de retraites ouvrières, parce qu'il est impossible d'admettre que d'un impôt nouveau il résulte une amélioration pour la classe ouvrière ;

Déclarent enfin s'apercevoir que l'intention du gouvernement n'est pas d'améliorer le sort des travailleurs, mais d'amuser ceux-ci avec le hochet des retraites ouvrières, afin de les faire patienter et de conserver le plus longtemps possible leurs privilèges et leur fortune.

Et sans doute ironiquement les camarades indiquent au gouvernement, comme moyen de se procurer des ressources, la suppression du budget de la guerre et celui des cultes.

La Bourse du travail de Montpellier est aussi très énergique [et, réfutant point par point les prétendus avantages du projet de loi, le rejette dans son ensemble avec des attendus dont voici les principaux :

Attendu que 94 ouvriers sur 100 ne jouiraient pas des bénéfices de la loi...

Attendu que cela étant établi, la loi apparaît comme une ironie lancée à l'adresse des travailleurs ;

Attendu que la loi n'aurait pas dû faire de distinction entre ouvriers français et étrangers...

Attendu que les ouvriers chômeurs, dont le chiffre est de 200.000 et ne tend qu'à augmenter par suite du développement du machinisme, ne pourraient jouir des bénéfices de la loi ;

Attendu qu'il est inexplicable que les officiers, les évêques, les fonctionnaires, etc., dont l'utilité est contestée, touchent des retraites scandaleuses sans rien produire ; que, pour établir la justice, il faudrait renverser les rôles ;

Attendu que de ce qui précède il résulte que la loi sur les retraites ouvrières serait la consécration légale, officielle et éclatante du plus bas sentiment capitaliste : l'égoïsme ; que, conséquemment, le principe de la répartition serait plus juste que celui de la capitalisation si, ici encore, on pouvait trouver les fonds nécessaires à la liquidation des pensions en dehors des versements faits par les ouvriers et les patrons ;

Attendu que si la loi n'a pas d'autre effet que de faire triompher le capitalisme dans ce qu'il a de plus hideux, il est préférable que les ouvriers qui voudront se faire des retraites versent dans les caisses des sociétés privées, qui assurent des retraites plus élevées que celles de l'Etat... ;

Attendu que la loi sur les retraites ouvrières aurait pour effet de reculer l'échéance de la dette que la classe capitaliste doit à la classe ouvrière.

Déclare repousser tout projet basé sur versements ouvriers ou patronaux et n'espérer de retraites solides pour les ouvriers que dans une société nouvelle, où les hommes ne seront plus dépouillés du fruit de leur travail.

Pour ma part, je crois le projet ministériel bien malade. A moins, ce qui est fort possible, que les préoccupations financières ne l'emportent, et que le gouvernement n'impose quand même sa loi aux travailleurs. Dans ce cas, les travailleurs pourraient avoir recours à la « grève de l'impôt ». La question vaut la peine d'être étudiée : j'y reviendrai.

⁂

Dimanche dernier, à Nîmes, environ mille employés de commerce, hommes et femmes, ont manifesté en faveur du repos hebdomadaire.

Sur de nombreuses pancartes qu'ils portaient on lisait cette inscription : « N'achetez rien le dimanche. »

Un grand nombre de commerçants avaient fermé leurs magasins.

Les manifestants ont parcouru les boulevards et les rues de la ville, envoyant une délégation aux commerçants dont les magasins étaient ouverts : presque tous fermèrent aussitôt.

Comme quoi l'on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Les socialistes auraient proposé une bonne loi. Les employés nîmois ont agi... et obtenu ce qu'ils désiraient.

⁂

L'organisation de la société capitaliste est telle que c'est l'abondance des produits et non la rareté qui crée la misère. Ainsi, dans les Vosges, sur 25 usines de tissage et de filature du canton de Senones, 19 ont arrêté le travail depuis deux mois, 2.000 ouvriers chôment. Pour tout le département, l'on évalue à 30.000 le nombre des chômeurs.

Les magasins sont pleins, il n'y a pas de débouchés, disent les patrons, et cependant il y a de par la société des femmes, des enfants qui n'ont pas de quoi se vêtir. La misère crée la misère : toute la société est là.

⁂

Les Congrès. — Comme chaque année à pareille époque, divers Congrès vont avoir lieu : 1° le Con-

grès national des Bourses du travail qui se tiendra à Nice, du 17 au 21 septembre prochain. Puis le Congrès national corporatif qui se tiendra à Lyon, du 23 au 27 du même mois. Un congrès des ouvriers métallurgistes se tiendra aussi à Saint-Etienne vers la même époque.

L'ordre du jour du Congrès des syndicats ou Congrès corporatif contient quelques propositions importantes dont j'aurai l'occasion de parler dans un prochain numéro.

* *

LES GRÈVES. — A la suite du refus des patrons de leur accorder une augmentation de salaire et de reviser les tarifs, les 300 ouvriers qu'occupe l'industrie de la saboterie à Brive ont tous cessé de travailler. Une commission se tient en permanence à la Bourse du travail.

A Saint-Etienne, la grève des carrossiers n'est plus que partielle, un certain nombre de patrons ayant adhéré aux réclamations des grévistes. Pour les autres, les patrons acceptent la journée de dix heures, mais se refusent à reconnaître le syndicat, qui est la bête noire du patronat.

Les ardoisiers de Combrée sont toujours en grève. La Compagnie se refuse à reconnaître aux ouvriers un minimum de salaire de 4 francs par jour (ce que Millerand dépense pour ses cigares).

Le commissaire spécial d'Angers vient chaque jour sur le terrain de la grève.

Plus important, le sous-préfet, un fruit sec de la corporation depuis dix-huit ans à Segré, compte sur la grève pour se faire remarquer par son patron Waldeck, mais sa « nullité » n'y réussit pas.

Les gendarmes sont en permanence près des carrières.

Les grévistes font des quêtes dans les pays environnants, au grand désespoir des maires de « Défense Républicaine ».

P. DELESALLE.

Etats-Unis.

La grève générale des aciéries a commencé samedi, à minuit.

Un certain nombre d'ouvriers ont refusé leur adhésion au comité de la grève ; mais on estime qu'à l'heure actuelle 86.000 hommes ont abandonné les usines.

Le trust fait des efforts pour empêcher surtout la fermeture de trois fabriques : la « Steel Hoop Company », la « Sheet Steel Company » et la « Tin Plate Company ». Il cherche, en outre, les moyens de centraliser les diverses industries de l'acier, dans le but de les soustraire à l'influence du comité de la grève. Le résultat en serait l'abandon, peut-être pour toujours, d'un nombre considérable de centres de fabriques et le déplacement de l'industrie métallurgique qui s'était principalement groupée en Pensylvanie, à proximité des grands charbonnages.

Ce qui donne à penser que telle serait réellement la tactique du trust de l'acier, c'est la nouvelle simultanée d'un projet de trust des principales mines de houille de l'Illinois, au capital de cinq cents millions de francs, sous la direction de M. Pierpont Morgan, chef du trust de l'acier.

La solidarité des mineurs avec les ouvriers métallurgistes pourrait déjouer ces combinaisons.

De son côté, le maire de Mac Keesport, un des centres de la grève, dans un manifeste qu'il vient de publier contre le trust, déclare que des capitalistes de cette ville se sont décidés à établir des usines indépendantes pour lui faire concurrence.

Tandis qu'on songe à mettre en trust le charbon, ce « pain de l'industrie », on annonce la création à Trenton (New-Jersey) d'un trust du pain qui, sous le nom de « National Bread Company » et avec un capital de quinze millions, centralisera la fabrication et la vente du pain à New-York et dans les grands centres.

Voilà un trust qui, en supprimant la concurrence de la boulangerie et en touchant à la base de l'alimentation des classes populaires, est bien fait pour exaspérer la lutte entre les syndicats ouvriers et le capitalisme.

* *

FRUITS DE LA POLITIQUE. — La municipalité de Philadelphie a concédé « gratuitement » un réseau de tramways aux créatures de la coterie au pouvoir et, par un tour de passe-passe familier aux clowns de la politique, la ville de Philadelphie a été volée de plus de quinze millions de francs.

La fameuse municipalisation des usines à gaz a permis aux politiciens de se remplir les poches. Le gaz ne valait rien et, en une année, Philadelphie, qui avait soi-disant réalisé 160.000 dollars de bénéfices, s'est trouvé — après expertise faite par des experts venus du Massachusetts — avoir fait un déficit de 100.000 dollars. En fin de compte, la ville a dû vendre au plus offrant l'exploitation du gaz.

* *

HONNEUR MILITAIRE. — Le lieutenant-colonel M. Maus a découvert une fraude se montant à des centaines de mille dollars faite au préjudice des magasins militaires de San Francisco. Le département militaire s'est livré à une enquête qui a prouvé la réalité des dires du lieutenant-colonel, cependant parmi les officiers on prétend ne rien savoir. La vérité est que des quantités considérables de vêtements et de chaussures ont été vendues frauduleusement à des marchands. En une année, le département de la guerre a dépensé pour les magasins de San Francisco 50.000.000 dollars. L'énormité de cette somme suffirait pour faire naître des suppositions, dit le capitaine Seymour, et il ajoute : Pour que cette fraude ait pu être commise, il a fallu que quelqu'un ait accès au quartier général et que le produit du vol ait été partagé en haut lieu.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Jeunesse Révolutionnaire du XIIe arrondissement (Groupe d'études sociales). — Réunion du groupe le 17 août, à la Ménagère, 8, rue des Apennins.

Ordre du jour : Causerie par un camarade. Questions diverses.

Groupe communiste libertaire du XIIe arrondissement. — Mercredi 21 août, salle Marcou, à 8 h. 1/2, 18, rue Claude Tillier, causerie par un camarade sur : L'Individualisme.

Bibliothèque libertaire du IIIe arrondissement. — Ballade de propagande à Montlhéry (Seine-et-Oise), le dimanche 18 août. Rendez-vous à Montlhéry, hôtel du Maillet d'Or, route d'Orléans, près de la station du tramway.

Programme : à midi, déjeuner ; à 2 heures, causerie par un camarade ; à 3 heures, pièce sociale : *Pierre qui roule* ; Chants et poésies révolutionnaires ; à 4 heures, ballade de propagande dans le pays et les environs. — Distribution de journaux, brochures, manifestes, etc.

N. B. — Les camarades peuvent apporter leurs provisions.

Moyens de transport : Gare d'Orléans, tramway d'Arpajon-Odéon.

Pour les camarades qui partent à pied, rendez-vous à 6 h. 1/2, au Lion de Belfort.

Groupe du XVe. — Réunion samedi soir à 8 h. 1/2, rue de l'Abbé-Groult, 29. Causerie : Les anarchistes dans les syndicats, par Spadoni.

Les camarades de la Bibliothèque se réuniront dimanche à 9 h. 1/2, porte d'Orléans, pour la promenade de Montlhéry.

Bibliothèque d'Education libertaire du faubourg Antoine, 8, rue de Reuilly. — Dimanche 18 août, de 9 heures à 10 h. 1/2 du matin, lecture sur place. Exposition de lithographies : 1re série. Steinlen et Jossot.

Groupe de Propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.). — Compte rendu financier au 31 juillet 1901 :

Dépenses :

Imprimés	604 »	
Conférences	325 80	
Enquête	651 45	
Organisation générale	28 75	
Frais de bureau et non classés	29 10	
Total des dépenses		1,639 10
Recettes	952 81	
Amortissement de dettes	100 »	
		1 052 81
Déficit		576 29

Pour le groupe :

Le Secrétaire comptable.

Groupe révolutionnaire des gars de l'Allier... et d'ailleurs. — Réunion du groupe le samedi 17 août 1901, à 8 h. 1/2 du soir, salle Brun, 175, rue du Temple.

Le camarade Loquier, coiffeur, 9, rue Aubert, Epinal, a une place libre pour un camarade.

VIENNE. — Le groupe syndical anarchiste de Vienne fera paraître, tous les quinze jours, à partir du 1er septembre, un organe qui sera une tribune libre où chacun pourra y exposer sa méthode préférée pour lutter contre la société bourgeoise. Tout camarade pourra y écrire pour ou contre le communisme, l'individualisme, le tolstoïsme, le sauvagisme, le groupement, le syndicalisme, etc.

Tout en exposant leurs idées, les camarades viennois auront comme rôle principal de concentrer les articles qui leur parviendront sans ériger aucun contrôle ni imposer aucun veto pour leur impression.

Des différentes villes de province et de Paris que quiconque s'intéresse à l'œuvre de liberté et d'étude la considère comme sienne et corresponde immédiatement pour sa localité, son groupe, sa corporation, et y organise la vente.

Le gérant : G. BUTAUD,
6, quai Pajot, Vienne (Isère).

TOULOUSE. — Les camarades libertaires de Toulouse et de la banlieue sont priés de se rendre le samedi 17 courant, à 8 heures 1/2, rue Malaret, 7, chez le camarade Gondard, en vue d'un nouveau mode d'organisation et d'une entente sur la conduite à tenir aux élections prochaines.

Présence urgente.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Coopération des idées, par G. Deherme ; 1 broch., 0 fr. 50, à l'*Action morale*, 6, imp. Ronsin.

A Maçonaria agonisante, par Rosa-Cruz ; 1 broch., Rio-de-Janeiro.

Paroles d'un homme libre, par Tolstoï ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

A lire :

Le Congrès de la vie, par S. Lauzanne ; *Matin*, 3 août.

L'Argent, par P. et V. Margueritte ; *Echo de Paris*, 9 août.

PETITE CORRESPONDANCE

Cauterets. — Nous écrivons encore à la maison Hachette. Mais il y a à tenir compte de la mauvaise volonté des libraires. Insistez chez eux, je vous prie.

Engel, à St-Etienne. — Je ne puis vous répondre sans avoir lu.

Nous avons 10 timbres de 10 kreutzer autrichiens. Ces timbres ont-ils cours encore en Autriche ? Un camarade pourrait-il nous les prendre ?

Le camarade qui envoie les *Temps Nouveaux* à Mezanios, Autriche, est averti que les numéros nous reviennent.

G., à Méru. — Nous n'avons pas d'affiches contre le cléricalisme.

M. J. D., à Buzeu. — L'abonnement précédent étant expiré fin mai, le nouveau finit fin août.

C. et L., au Chambon-Feugerolles. — Nous vous réexpédions les numéros, mais réclamez à la poste. Le service est fait exactement.

O., à Creu. — Brochures et lithos expédiées.

A. S. — Je n'ai pas la brochure. Elle n'a pas de prix marqué.

Severin. — Je prends note. Pour Passy, je n'ai pas le temps d'avaler son volume.

F. R., à Londres. — Volume expédié.

N. S., à Choumla. — La brochure en question à *La Critique*, 50, boulevard de la Tour-Maubourg.

Reçu pour la « Liberté d'opinion » : Des camarades italiens, 10 fr. — Listes précédentes : 292 fr. 20. — En caisse : 302 fr. 20.

Reçu pour le journal : G. L. V., à Autun, et son ami, 2 fr. — Séverin, 1 fr. — R., à Londres, 0 fr. 75. — V. L., 4 fr. 05. — J. P., C. P., à Lisbonne, 2 fr. — G., 1 fr. — Sarceriaux, 0 fr. 50. — F. S., 1 fr. — Merci à tous.

J., à Piégon. — M., à Braisnes. — H. A., à Bruges. — C., au Chambon-Feugerolles. — S., à Etampes. — C., à Bruges. — M., à Meunet. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 17 — DIX CENTIMES — DU 24 AU 30 AOUT 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA SIMPLICITÉ DE L'IDÉE ANARCHISTE

II

J'ai, dit à plusieurs reprises de Saint-Auban, lu la *Révolte*; mais, à côté d'une critique sérieuse, impeccable de l'ordre de choses actuel, je n'ai trouvé que des enfantillages en ce qui concerne l'idéal anarchiste, et la société future.

Ici, encore, l'objection ne démontre qu'une compréhension imparfaite de l'idée anarchiste.

Chez les anarchistes, en effet, on ne trouve pas de cadres tout faits devant s'appliquer à la société qu'ils veulent réaliser. Ils n'ont pas prévu, et réglementé, jusque dans leurs plus infimes détails, les rouages qui devront y fonctionner. Ils ne prennent pas l'homme dès son entrée dans la vie, pour le faire passer par les laminoirs de leur organisation.

∴

Est-ce à dire qu'ils n'ont pas cherché à se faire une idée de ce que doivent être, dans l'avenir, les relations d'individu à individu, de groupe à groupe?

Il n'est pas dans la nature de l'homme de ne pas chercher à savoir ce qu'il pourrait bien substituer à ce qui l'entrave. C'est cette maladie de savoir par quoi il pourrait bien remplacer les fers qu'il veut briser, qui l'a conduit à rêver, non seulement ces sociétés idéales que du nom de l'une de ces conceptions on qualifie d'utopie, mais aussi, au lendemain, que dis-je! la veille même qu'il les brisait, à imaginer de nouvelles entraves.

Quelques-uns de nous, pour pouvoir répondre à cette question, fort légitime après tout : « Que mettrez-vous à la place de ce que vous voulez détruire? » se sont ingéniés à se faire une idée de ce que pourrait bien être une société anarchiste.

Seulement l'autorité repoussant dans les relations sociales, l'anarchiste sait que sa conception personnelle d'une société idéale n'a de valeur que pour lui-même, et ne pourra s'établir qu'autant qu'elle s'adaptera aux autres conceptions personnelles.

∴

D'autre part, l'anarchiste de l'heure présente sait fort bien qu'il ne lui sera pas donné de réaliser intégralement, de son vivant, l'idéal de justice et de liberté qu'il rêve.

Il sait que l'organisation sociale doit évoluer avec les individus. Alors à quoi bon déterminer une organisation sociale qui pourrait ne plus répondre aux aspirations de ceux qui seront appelés à la réaliser? Il laisse donc aux générations futures le soin de réaliser ce qu'il leur semblera possible, tâchant, pour sa part, d'éviter ce qu'il peut de l'autorité présente, d'élargir sa part de liberté. C'est cette disparition progressive des entraves actuelles, cet élargissement lent et continu de son autonomie qui le mèneront peu à peu à la réalisation de son idéal.

Il va au plus pressé, et le plus pressé est de se débarrasser de ce qui l'opprime. Il commence par en faire la critique. Et c'est cette critique que tous nos contradicteurs s'accordent, en général, à trouver logique, irréfutable.

Nous prenons l'organisation sociale actuelle, et démontrons, non seulement la misère et les crimes qu'elle engendre, mais aussi les causes qui font que, dans la société telle qu'elle est organisée, cette misère et ces crimes ne peuvent ne pas se produire.

∴

On ne peut donner comme des exemples sérieux de société anarchiste les associations rudimentaires que l'on rencontre à l'aurore de l'évolution humaine. L'anarchie, telle que nous la comprenons, demande des individus instruits, intelligents, ayant évolué, débarrassés des instincts primitifs de lutte et des préjugés acquis. — Ce n'est pas en arrière que nous recherchons notre idéal, c'est dans la marche vers l'avenir.

C'est donc l'autorité qui, depuis l'origine des sociétés, a dirigé l'évolution des sociétés humaines.

Histoire en mains, prenant les faits qui se passent sous nos yeux, nous démontrons que l'autorité n'a jamais engendré que l'arbitraire et l'oppression ; que l'exercice du pouvoir corrompt ceux qui l'exercent aussi bien que ceux qui le subissent. Nous démontrons donc que l'autorité est néfaste, qu'elle doit disparaître de la société que nous désirons.

Nous démontrons que le mode d'appropriation individualiste du sol et des moyens de production conduit à l'exploitation de l'homme par l'homme. N'est-ce pas suffisant pour en vouloir la disparition?

Nous démontrons que le droit de châtier que la société délègue à quelques-uns de ses membres n'est que le droit de défense que ceux qui se sont emparés de tout s'arrogent contre ceux qu'ils ont spoliés; que la justice ne dépend pas des arrêts d'un groupe d'hommes, si éclairés soient-ils; que, si justes s'efforcent-ils d'être, leur verdict n'est que la consécration d'une injustice. La justice doit donc découler des rapports des hommes entre eux, et non d'un jugement.

Et il en est de même si nous prenons chacune de vos institutions, chacun des rouages de votre organisation.

Il ne suffit pas d'avoir fait table rase de ce qui existe, dites-vous, il faut savoir ce que vous voulez mettre à la place.

Mais lorsque j'ai la fièvre typhoïde, est-ce que je m'inquiète de savoir comment je vivrais sans elle? Je cherche d'abord à m'en débarrasser, attendant d'être sur mes pattes pour voir ce qu'il me sera possible de faire.

Nous ne pouvons réaliser immédiatement ce que nous désirons, sans détruire ce qui existe, et puisqu'il est démontré que ce qui existe est mauvais, nous travaillons à le détruire: n'est-ce pas là de la bonne logique? Nous cherchons, en même temps, en ce qui surgit pour remplacer ce qui s'en va, que ne se glissent pas les causes de misère et d'oppression dont nous cherchons la disparition.

Nous ne pouvons pas prouver que l'homme, plus éclairé, sera capable d'évoluer librement, harmoniquement, sans contrainte ni autorité. L'expérience n'en a jamais été tentée dans les conditions que nous réclamons.

Mais vous, les autoritaires ou partisans d'une direction des « meilleurs », ce que vous désirez a été tenté, réalisé, sous toutes les formes, et toutes les façons. Le résultat a toujours été l'injustice, l'oppression, l'exploitation et la misère du plus grand nombre au profit d'une minorité de privilégiés.

∴

Voyons, c'est à vous, Saint-Auban, que je le demande, à vous dont j'ai pu apprécier la droiture et la sincérité, où est l'erreur la plus grande : partir de la négation de ce qui existe pour organiser une société meilleure en conformité avec les aspirations qui se font jour de toutes parts, d'accord avec l'évolution humaine qui s'accomplit, et les données scientifiques acquises, ou bien s'entêter à vouloir rapetasser des institutions vieillies et démontrées mauvaises?

Voilà des milliers d'années que l'autorité existe, que ceux qui l'exercent ont toujours prétendu l'exercer pour le plus grand profit de tous. Elle a été exercée, selon les circonstances, et selon les latitudes, par ceux qui se réclament de la force, du nombre, du droit divin, de leurs richesses, de leur savoir ou de leurs qualités : elle n'a jamais abouti qu'à l'oppression, l'exploitation, le vol et l'injustice.

Les prêtres de votre religion d'amour — aussi bien que de n'importe quelle religion, du reste — ont gouverné pendant des siècles. Leurs crimes ne le cèdent en rien aux crimes de l'autorité temporelle.

On nous permettra donc bien, sans pour cela nous taxer de folie, après avoir été si mal gouvernés, de ne plus vouloir être gouvernés ni dirigés, et de préférer une part d'aléa en place de ce que nous ne connaissons que trop.

J. Grave.

ERRATUM

Par suite d'une omission soit sur la copie, soit à l'imprimerie, une phrase de l'article *Une étude nouvelle sur l'anarchisme* ne présente aucun sens. Il faut lire (colonne 2, ligne 2) :

« Car toute situation d'existence d'où peuvent résulter des conflits pour lesquels il n'existe pas de juge, sans que cependant en général la paix de la vie commune cesse entre les parties, *est en somme une situation anarchique.* »

Les mots en italique manquaient.

Le mouvement communiste en Hollande

(Suite)

La propagande ininterrompue faite par les communistes dans les syndicats fondés en grande partie par eux-mêmes tend à une société où les ouvriers eux-mêmes régleront la production et la distribution des biens sous le contrôle de l'opinion publique, tout en maintenant dans leurs organisations ce caractère fédératif qui leur est si cher.

Le socialisme d'Etat trouve donc parmi les ouvriers industriels hollandais, jusqu'à présent, moins de sympathie que peut-être dans aucun autre pays du monde. Certains de ces syndicats ouvriers ont participé, il est vrai, à une manifestation en faveur d'une pension de retraite que l'Etat servirait aux ouvriers, puis l'agitation s'affaiblit ; enfin quelques syndicats importants décidèrent dans leurs assemblées de se retirer du mouvement à cause de son caractère de socialisme d'Etat.

Ce qui en général attire les ouvriers industriels en Hollande, comme étant le moyen par lequel on peut arriver à se rendre maître des fabriques et des ateliers, c'est *la grève* et *la grève générale* dans deux, trois, quatre grandes branches d'industrie. La grève comme on la voit croître en Angleterre et en France, enthousiasmera plus à la longue les ouvriers industriels hollandais qu'aucune législation protectrice du travail, qu'ils hairont même en l'acceptant.

Si difficile à effectuer que soit une grève parmi les travailleurs des champs, comparée à une grève dans une fabrique ou dans un atelier, les campagnards en Hollande ont démontré déjà, il y a plusieurs années, sa possibilité. Dans la région de la Frise connue sous le nom de 't Bildt éclatait, dans l'été de 1890 et, pour la deuxième fois au printemps de 1891, une grève parmi les ouvriers des champs, qui s'étendait dans toute la contrée. Aussi, les salaires sont-ils maintenant plus élevés dans les villages du 't Bildt que dans toute autre contrée de la Frise. C'est dans les villages de cette même région du pays que le syndicat des travailleurs des champs compte toujours le plus grand nombre de sections.

∴

Si le courant réformateur, le courant « parlementaire » n'a pas pu s'emparer du mouvement ouvrier en Hollande, il a néanmoins marqué profondément son influence. Dans le mouvement socialiste proprement dit, il a frappé de grands coups la confiance réciproque entre les ouvriers.

Actuellement, un découragement profond règne encore dans les rangs des ouvriers communistes hollandais, découragement qui coïncide avec la période actuelle de réaction que l'on sent internationalement. Ce n'est pas la lutte contre les entrepreneurs ou contre le gouvernement qui l'a excitée, mais les conflits de théories. Mélangées au communisme originel, les doctrines sociales de trois grandes nations ont trouvé des défenseurs en Hollande : le socialisme d'Etat de la démocratie socialiste allemande, l'anarchisme de la France et la lutte pratique contre les entrepreneurs, prônée par les *trade unions* de l'Angleterre. Il faut remarquer que, surtout dans la campagne, les ouvriers hollandais lisent beaucoup. On ne pourrait pas sans peine s'imaginer l'agitation qui se produisit en 1892 et 1894, dans le monde socialiste hollandais, lorsque le gouvernement commença une persécution générale contre les propagateurs du socialisme. Ainsi, au mois de mai 1893, se trouvaient à la fois en prison 54 ouvriers socialistes, colporteurs et rédacteurs. Au Congrès de Zwolle (25 et 26 décembre 1892), le parti socialiste s'était déclaré révolutionnaire avant tout et avait dit, dans une résolution très attaquée par une partie de la presse, que : « dans leur lutte de classe, les travailleurs devront lutter par tous les moyens possibles, légaux ou illégaux, pacifiques ou violents. » C'est après ce Congrès que le gouvernement commença à persécuter le « Conseil central » du parti. Or c'était la persécution même qui augmentait l'agitation. En mars 1893, une partie de la grande presse journaux radicaux et calvinistes) créait une caisse de secours pour les victimes de la « justice de classe », si bien qu'à la fin le ministre de la justice adressa aux parquets une circulaire visant « l'accroissement du nombre des poursuites judiciaires, surtout dans les régions du pays où, ces derniers temps, les corps de la police ont été augmentés ».

La poursuite judiciaire du parti en bloc recommençait de nouveau après le Congrès de Groningue (25 et 26 décembre 1893) et elle aboutissait à la condamnation de la « Fédération » d'abord par le tribunal correctionnel de Groningue et ensuite par la cour d'appel de Leeuwarden comme étant une « société prohibée », ayant pour but « le renversement de l'ordre social établi ».

Alors la vieille énergie se réveilla encore une fois et, nonobstant l'opposition du gouvernement, un Congrès fut tenu pendant les jours de Noël 1894 à La Haye, et là fut fondée l'organisation connue dès lors sous le nom de « Fédération des Socialistes » (Socialistenbond).

Mais la discorde s'était déjà manifestée, et déjà, cette même année 1894, les premiers éléments du courant réformateur parlementaire s'étaient séparés du parti.

La désillusion minait ce parti socialiste hollandais qui avait débuté, il y a quinze ou vingt ans, avec un si bel enthousiasme, et qui, vers le milieu de 1893, pouvait envoyer ce message au Congrès international de Zurich : « Si la Fédération comptait 56 sections — dans 56 communes du pays — au moment du Congrès international de Bruxelles 1891, elle se compose actuellement de sections dans 118 communes. Et tous les jours, dans un coin quelconque du pays, de nouvelles sections se forment encore. » A cette époque, l'organisation était forte de 5.000 membres affiliés, payant leur cotisation, mais l'influence qu'exerçait la Fédération était bien plus grande encore que ne paraissait le comporter sa force numérique. Mais, au cours d'une période de propagande si active et si heureuse, on s'était illusionné sur le caractère des hommes : la déception n'avait rien que de naturel.

Quand les ouvriers socialistes, pour soutenir leur propagande, avaient fondé une boulangerie coopérative, ils voyaient, une fois calmée la première joie du succès, les hommes qui autrefois se trouvaient au premier plan dans le mouvement ouvrier se perdre dans les « affaires » et demeurer impuissants à aider le mouvement, si même ils ne le gênaient pas en devenant des obstacles aux tendances communistes.

Dans leur propre milieu, les ouvriers étaient trop souvent à même de faire l'observation suivante sur tels de leurs camarades mis par eux au premier plan : après avoir un peu appris à discuter dans les réunions publiques et à écrire dans les journaux, ils tâchaient de se sauver et de « devenir parlementaires », comme l'on dit parmi les communistes hollandais. C'est en partie la faute de ce demi-savoir qui est un des côtés faibles de la démocratie. Un ouvrier diamantier à Amsterdam donne une conférence sur la philosophie de Marx comparée à la philosophie de Kant, de Fichte et de Hegel sans comprendre l'audace de son entreprise, même sans savoir rien des ouvrages de ces philosophes, comme en témoignaient les comptes rendus des journaux. Il traitait Kant comme son camarade de fabrique. Un compositeur écrivait des articles sur le *bimétallisme* et donnait aussi des conférences sur ce sujet. Savait-il qu'il n'y avait que cinq ou dix personnes dans tout son pays qui fussent compétentes en une matière si spéciale ?

D'autre part, en Hollande comme partout, la masse du peuple était lâche, faible, abrutie par le travail dur ; elle laissait les soucis de l'agitation et les charges de l'organisation à une petite minorité, peut-être à quelques individus d'énergie, que gâterait plus tard le pouvoir dont ils recevaient le dépôt.

∴

Le premier choc des idées et des intérêts eut lieu au Congrès de Groningue en 1893. Sur les sections que la « Fédération » comptait à ce moment dans 126 communes du pays, 86 sections étaient représentées (quelques communes, comme Amsterdam, avaient plus d'une voix). Trois seulement de ces sections avaient envoyé des délégués, socialistes parlementaires, mais ceux-ci devaient une certaine force à l'adhésion qu'ils trouvaient du côté de quelques délégués indécis. La grande majorité du Congrès, voulant décider à la fin la lutte des opinions, proposa la résolution suivante :

Le Congrès décide de ne participer aux élections sous aucun prétexte, pas même dans un but d'agitation.

Et voilà la discorde venue !

Qui ne participerait pas aux élections ? Le parti en bloc ? la « Fédération » ? ou également les sections du parti ? Mais, est-ce que ce dernier ne lésait pas ainsi l'autonomie des sections ? Et même la liberté des individus n'était-elle pas menacée par un tel vote ? De deux côtés la lutte s'élevait, à droite de la part des réformateurs parlementaires, à gauche de la part des anarchistes. La section de Sint-Anna-Parochie, par exemple, section où les anarchistes avaient la majorité, se séparait de la Fédération, immédiatement après le Congrès, et cela parce que la liberté de l'individu était violée. De l'autre côté, les éléments réformateurs n'attendaient pas jusqu'au Congrès de La Haye où fut déclaré que les membres du parti, comme individus, seraient libres de participer aux élections ou de s'abstenir. Une douzaine de propagateurs socialistes parlementaires convoquaient, vers le milieu de l'année, une assemblée constituante à Zwolle pour la formation d'un « nouveau parti social-démocrate ». Le nouveau groupe se plaçait tout à fait au point de vue de la démocratie socialiste allemande et fut soutenu moralement et financièrement par cette dernière organisation.

Dans la masse des communistes on appelait ironiquement les fondateurs du Parti ouvrier social-démocrate : « les douze apôtres », et on déclarait que si une scission dans le mouvement socialiste hollandais était nécessaire, les sections elles-mêmes sauraient se prononcer sur ce chapitre, n'ayant besoin pour cela de l'initiative de personne.

Dans la période des élections suivantes (dans l'été de 1897), les douze, parmi lesquels se trouvaient du reste quelques bons orateurs, gagnèrent plus de voix que personne n'eût pensé, plus qu'ils n'avaient cru peut-être eux-mêmes.

Alors se produisit une nouvelle scission, cette fois au Congrès même de la « Fédération » tenu à Rotterdam les 25 et 26 décembre 1897. Maintenant c'étaient les « sections » qui se divisaient, la première scission n'avait été qu'un prélude.

La crise actuelle fut donc préparée par les élections de juin 1897 et les ballottages suivants dans le mois de juillet. Il existait aussi dans la « Fédération des socialistes » une minorité qui, quoique appartenant à cette fédération anti parlementaire et en approuvant les principes, voulait néanmoins prendre part aux élections *dans un but d'agitation*, comme l'ont compris autrefois en France les « Allemanistes ».

Cette minorité qui, si elle intervenait dans les élections, n'y intervenait pas d'une façon systématique, réussissait néanmoins à élire député un membre de la « Fédération », Geert L. van der Zwaag. Il fut élu dans la circonscription de Schoterland. Van der Zwaag avait lui-même déclaré, pendant la période électorale, qu'il n'attendait rien du parlementarisme, des travaux parlementaires réformateurs et que, s'il pouvait gagner ses 4.000 fr. par an (le revenu des membres du parlement hollandais) en « cassant des pierres », il préférerait ce travail honnête à celui d'un député du Parlement.

(A suivre.) CHRISTIAN CORNÉLISSEN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

JUSTICE MILITAIRE. — A l'arsenal de Cherbourg, les ouvriers de la direction de l'artillerie avaient à se plaindre d'un contremaître nommé Schwartz. Dernièrement, il fut hué et reçut des projectiles. Aucun ouvrier de la direction de l'artillerie n'avait pris part à la manifestation.

Le lieutenant-colonel Lecœur fit une enquête. Cette enquête naturellement fut menée comme le sont les enquêtes militaires. Intimidations, menaces, ordres de se taire, le tout entremêlé de scrongnieugnieu énergiques, telle est la physionomie de ces enquêtes.

Au cours des interrogatoires, le colonel Lecœur imposait silence à tous ceux qui contredisaient un supérieur hiérarchique, déclarant péremptoirement *qu'on n'était pas à la justice de paix*, et que, *étant militaire, il écoutait les supérieurs.*

A la suite de cette enquête, deux ouvriers furent

frappés de mise à pied pour plusieurs jours, treize reçurent un blâme sévère avec affichage dans les ateliers; tous les ouvriers frappés, sauf un, font partie du syndicat. Bien mieux, deux d'entre eux présentaient un alibi indiscutable, puisque, au moment de la manifestation, l'un était à la séance du conseil municipal de Tourlaville, l'autre était en traitement à l'hôpital.

M'en fous! scrongnieugnieu!

André Girard.

∴

Meaux. — L'Université Populaire laïque de Meaux, qui compte, à cette heure, plus de 300 adhérents, se rendra, le dimanche 25 août, à Ermenonville, pour visiter le Désert de J.-J. Rousseau, le Temple de Philosophie et le tombeau de l'auteur du *Contrat social*. Il y aura conférence sur J.-J. Rousseau, déjeuner champêtre, concert, promenade en forêt, etc.

Il serait à souhaiter que cette fête ou plutôt cette promenade, ait de plus que le but désigné, une autre conséquence : ce serait de voir se découvrir l'horizon de la fraternité entre ces groupes qui ont nom : Universités Populaires; jusqu'à présent, elles se sont tenues respectivement chez elles, ou à peu près : c'est regrettable au point de vue de l'œuvre qu'elles se sont donné mission d'accomplir. Elles devraient avoir des rapports étroits entre elles, elles devraient correspondre et s'indiquer mutuellement les promenades de cette belle saison, qui peuvent les rapprocher les unes des autres, s'inviter réciproquement, sans obligation ; ce serait d'un effet capital, pour la propagande des idées de justice et de vérité.

Les idées s'échangeraient, se discuteraient, *on ferait connaissance, on se solidariserait*, la gêne instinctive entre individus disparaîtrait dans ces repas champêtres, ce serait un prélude relatif de la Cité d'harmonie, etc.

∴

Bouglon. — *Vol et abus de pouvoir.* — Partisans résolus de la propagande par l'affiche, fermement décidés à faire pénétrer dans les campagnes les idées pacifiques qui ont aujourd'hui l'adhésion du prolétariat organisé, nous avions profité de la foire de Bouglon, mercredi 14 août, pour coller sur les murs le manifeste de la Ligue de solidarité internationale.

Pareil affichage avait été fait sans encombre, quelques jours auparavant, dans une commune voisine.

Nous ne savons quelle mouche a piqué la gendarmerie locale; si elle a agi de son chef ou en vertu d'ordres supérieurs? toujours est-il que ce qui était permis le samedi était devenu un délit le mercredi et que, quelques heures après l'affichage, les braves pandores commençaient la lacération et le grattage.

Les affiches étaient archi-légales sur papier en couleur, revêtues d'un timbre de douze centimes. En les déchirant, la gendarmerie a donc commis, probablement par ordre, un abus de pouvoir, et — comme ces affiches étaient notre propriété, comme nous en avions payé les timbres au receveur de l'enregistrement — un vol par-dessus le marché.

Cela ne nous émeut, ni ne nous étonne. Depuis belle lurette, nous savons que l'autorité n'est pas arrêtée par de vains scrupules de légalité et qu'à l'occasion elle fait bonnement litières de considérations qu'au commun des mortels elle veut imposer comme une barrière.

Continuez, Messieurs. Montrez-nous tout le sans-gêne avec lequel vous traitez les lois que vous êtes chargés d'appliquer. Nous qui les subissons, en attendant mieux, nous ne prendrons pas de mitaines quand notre tour sera venu.

P. P.

∴

Mouvement ouvrier. — L'un des sophismes employé par les défenseurs du projet de loi socialo-gouvernemental sur les « retraites ouvrières » est que les employeurs auront à pourvoir pour moitié au capital nécessaire à assurer des « retraites » aux vieux ouvriers.

Contre cet argument nous nous inscrivons en faux et nous disons que ce sont les travailleurs seuls qui seront grevés d'un nouvel impôt estimé à environ 500 millions. Il suffit pour cela de connaître les différentes manières employées par les patrons pour dresser leur échelle des salaires. La grande majorité des ouvriers travaillant aux pièces ou à la tâche, il sera toujours loisible aux employeurs, sous le moindre prétexte, de diminuer les prix dans les proportions de leurs nouvelles charges. Les patrons habiles dissimuleront facilement cette diminution de salaire, cela s'est fait sur une vaste échelle lors de la loi sur les accidents du travail dont les charges — cela est inscrit dans la loi — devaient être entièrement supportées par les patrons. Il en serait de même, nous en sommes certain, avec la loi sur les « retraites ouvrières ».

D'autre part, ce nouvel impôt aurait encore ceci de désastreux qu'il réduirait les pouvoirs de consommation de la classe ouvrière, le projet portant que les sommes destinées aux retraites — 500 millions annuellement environ — seraient capitalisés, et par conséquent retirées de la circulation. Ce qui aurait cet autre résultat de rendre le chômage plus intense.

En dehors des combinaisons financières auxquelles se livrerait le gouvernement sur le dos des travailleurs, il y a là des raisons d'ordre pratique qui font que la classe ouvrière, lasse d'être continuellement dupe, rejette, comme nous l'avons montré en publiant les réponses les plus importantes — et nous continuerons — tous les projets de retraites en affirmant pour tous les producteurs le droit intégral à l'existence.

∴

Le Congrès corporatif qui se tiendra à Lyon du 23 au 27 septembre prochain marquera certainement dans l'histoire de la classe ouvrière. Il aura entre autres à donner son avis sur toute une série de projets de lois socialo-ministériels, qui seront une indication sur la voie que comptent suivre les travailleurs organisés pour arriver à leur émancipation.

Parmi les questions les plus importantes, je citerai celle de la révision des statuts de la confédération. Il y a là une question « d'unité ouvrière » qui ne me dit rien qui vaille. La formation d'un petit parlement ou comité confédéral « Directeur » du mouvement ouvrier pourrait avoir les résultats les plus déplorables. Les syndicats, tout en combinant leurs efforts, doivent garder leur autonomie. Se réunir en congrès pour échanger des idées, c'est bien, mais il y aurait péril à s'engager, à suivre des décisions qu'il est difficile, sinon impossible de suivre la plupart du temps.

Ceci dit, voici les principales questions qui figurent à l'ordre du jour du Congrès.

Les Lois ouvrières. — La loi Millerand sur les grèves et l'arbitrage. — Le Conseil supérieur du travail; sa composition. — Le Conseil du travail. — La loi de 1884 et la proposition Waldeck-Rousseau (Nouvelle loi sur les syndicats). — Les retraites ouvrières. — Les conseils de prud hommes.

La Grève générale. — L'armée dans les Grèves. — Rapport du Comité de propagande pour la Grève générale. — Décisions des Congrès précédents. — Proposition de déclarer la Grève générale en cas de grève des mineurs ou de guerre européenne. — Etude sur le moyen à employer pour arriver à supprimer l'intervention de l'armée dans les grèves ou à neutraliser son action.

Les Syndicats et l'action politique. — La Marque syndicale. — La journée de huit heures. — Le machinisme et l'organisation ouvrière. — La crise économique, moyens d'y remédier. — Le Sou du Soldat, création d'une caisse internationale pour les insoumis.

L'ordre du jour, comme l'on voit, est chargé, trop chargé, et il est fort peu probable, sinon impossible, que toutes ces questions soient discutées comme elles le méritent.

Par contre, il y a aussi quelques lacunes qui pourraient faire l'objet de questions sur lesquelles je reviendrai.

∴

Un camarade m'adresse les rectifications suivantes sur la crise de chômage qui sévit sur l'industrie textile dans les Vosges.

Les 19 filatures et tissages du canton de Senones dont vous parlez ne chôment *que le samedi*, et leurs 2.000 ouvriers ne sont sans travail *qu'un jour par semaine*. Il est juste aussi de dire que les patrons payent aux chômeurs une indemnité égale à la moitié du salaire journalier. Le syndicat ouvrier de Moussey, le seul du pays, distribue en outre à ses adhérents 1 franc par jour de chômage.

Les usines qui chôment se répartissent ainsi entre les diverses communes :

Moyenmoutier, 4 usines sur 4 chôment; Senones 5 sur 8 ; Menil, 0 sur 1 ; Vieux Moulin, 1 sur 2; La Petite Raon, 3 sur 3 ; Le Jauley, 3 sur 3 ; Moussey, 3 sur 4.

Les 6 usines qui ne chôment pas le samedi sont celles dont les patrons travaillent pour d'autres, elles se ressentent quand même de la crise ; quelques-unes ont un grand nombre de métiers arrêtés et renvoient des ouvriers.

Cependant, tout est calme. Il n'y a eu qu'une seule petite grève, vite finie, au Jauley (en juin). Naturellement, ce sont les ouvriers qui ont cédé, le sentiment de la solidarité et les idées de révolte n'existant pour ainsi dire pas dans notre région, où le cléricalisme, le patriotisme et l'alcool sont tout-puissants.

∴

Les Grèves. — Le gouvernement de « Défense Républicaine » continue son œuvre de protection ouvrière. A Vierzon, les principaux militants du comité de la grève ont été arrêtés : il n'en a pas fallu plus pour voir les autres réintégrer l'atelier presque aussitôt. Cela ne dénote pas un très grand courage de la part des grévistes. La grève durait depuis cinquante-quatre jours.

A Saint-Etienne, à la suite du renvoi d'un de leurs camarades, les mineurs du puits Pélissier, de la compagnie Villebœuf, se sont mis en grève.

A Saint-Quentin, grève des contrôleurs et conducteurs de tramways. La compagnie s'est aussitôt occupée d'embaucher des conducteurs à Paris. Les grévistes espèrent que nul n'acceptera de se rendre à Saint-Quentin pour leur faire échec.

A Fougères, reprise du travail à la cordonnerie Doussin. Le patron et les ouvriers sont tombés d'accord (?) sur le tarif qui avait été présenté par la Bourse du travail.

P. Delesalle.

Italie.

Le Mouvement anarchiste. — C'est la saison des programmes. Nous en avons eu deux dans le mois qui vient de s'écouler (juillet). Le premier est celui du parti socialiste-anarchiste, que j'ai lu dans l'*Avvenire Sociale ;* l'autre est celui du parti socialiste-anarchiste-parlementaire, qui a paru à Rome dans une toute élégante petite brochure.

Si je voulais examiner partie pour partie ces deux programmes, j'en dirais tout le bien possible, parce qu'il paraît que les rédacteurs de ces articles-là n'ont d'autre but que de nous faire savoir qu'ils savent bien écrire l'italien. La langue a de la propreté, la période est en règle avec la syntaxe, le style est facile et populaire. Je félicite les socialistes-anarchistes, parlementaires ou non, qui ont écrit dans une forme qui plaît. Mais voilà tout. La substance de ces programmes n'a rien, absolument rien d'anarchiste. Nous pouvons affirmer, pour le moment, que les idées exprimées par les écrivains de l'*Avvenire Sociale* et de l'*Agitazione* ne conservent plus d'anarchiste que le nom ou la qualité. Des anarchistes qui s'appellent parlementaires nous ne dirons rien davantage, puisqu'il n'y a rien à ajouter à ce que j'ai écrit autrefois, dans ce journal aussi : c'est-à-dire que du moment que l'on admet les élections gouvernementales, on n'a plus le droit de s'appeler anarchistes. Nous avons déjà combattu toutes les argumentations de ces Messieurs-là, et comme dans le programme paru dernièrement je n'ai trouvé que les mêmes argumentations en habit neuf, savoir dans une langue italienne plutôt correcte, je dirai : Si, au lieu d'écrire ces bêtises sur l'anarchie, vous demandiez, par exemple, à l'honorable député socialiste Philippe Turati la raison des dernières insultes qu'il nous a lancées, voire même dans la même forme polie, gentille et *italienne*, vous feriez œuvre d'anarchiste, parce qu'à la forme vous donneriez la matière nécessaire à sa conservation. Et je ne me trompe pas en adressant ces derniers mots aux anarchistes-organisateurs qui de la forme seulement ont le plus vif soin : ce qui démontre que leur tête est semblable à une boîte du plus diligent des apothicaires. Je ne m'occuperais pas même d'eux si je n'avais vu que nos organisateurs ont fait encore un pas en arrière. Ce n'est pas au drapeau rouge et noir — qui a produit une si mauvaise impression sur les nerfs de Turati — que nous voulons faire allusion. Un drapeau, précisément parce qu'il ne signifie rien, ne peut qu'indiquer le degré de tolérance d'un gouvernement, quand celui-ci permet qu'on le déploie au vent. Nous entrerons donc dans

la émonstration de l'inutilité d'un programme de ce genre.

Avant tout, faisons une question préjudicielle. Je conteste à une collectivité d'anarchistes le droit d'établir un programme définitif soit pour les principes, soit pour la tactique. Un programme est toujours quelque chose qui demeure inébranlable. C'est la voie qui porte aux statuts, c'est-à-dire à des lois quelconques établissant la défense d'y toucher. Or, nous savons qu'un programme est toujours rédigé par une seule personne. Il est vrai qu'on le soumet à l'approbation des autres; mais nous, anarchistes, nous ne réglons dans ce cas que comme les députés. Les ministres présentent les lois, les députés les approuvent. Dans notre cas, un ou deux anarchistes ont, bien ou mal, élaboré leurs pensées sur un sujet; les autres disent: c'est bien. C'est le procédé bourgeois. Dans ce procédé est tombé le parti socialiste-anarchiste organisateur — procédé que l'on applique encore dans les associations populaires et chez les syndiqués ouvriers, mais non pas dans les organisations anarchistes.

Peut-être me trompé-je, mais je crois que l'auteur du programme en question n'a eu d'autre préoccupation que de fixer une forte ligne de démarcation entre les anarchistes organisateurs et les individualistes. Ils tiennent surtout à faire comprendre au gouvernement que c'est malgré eux que le roi Humbert a été exécuté. Si nous étions des malins, nous pourrions dire que cette conduite est le prix convenu de la tranquillité dont les anarchistes-socialistes jouissent à présent dans notre pays. Jusqu'à présent, les organisateurs eux-mêmes avaient reconnu que l'acte individuel était un acte isolé de rébellion; maintenant ils le qualifient un acte de *colère*: pourquoi? est-ce qu'en écrivant *rébellion* on pouvait encourir la *colère* des policiers? En effet, l'auteur du programme se hâte de déclarer qu'il ne faut pas répondre des actes des anarchistes, mais des actes de ceux qui pensent tout également comme lui. Vous voyez que cet écrivain a pris bien des précautions pour que le gouvernement soit bien convaincu des intentions pacifiques du parti anarchiste.

Savez-vous qui s'est chargé de répondre au pavot littéraire de l'auteur du programme du parti qui en Italie s'appelle encore socialiste-anarchiste? Le lieutenant de Benedetti. Il a tué à Berra plusieurs travailleurs, il en a blessé beaucoup. Les anarchistes programmistes se sont unis aux socialistes légalitaires pour élever des protestations contre le gouvernement. Celui-ci a fait des excuses en accusant de folie le lieutenant De Benedetti. Ne vous semble-t-il pas que, dans notre belle patrie, tout le monde s'efforce de maintenir, au plus haut degré, la *pacification* des esprits proclamée par les anarchistes... conservateurs dans leur tout joli programme?

Quel roi que Victor-Emmanuel III! Certainement, ce n'est pas lui qui a inspiré ce programme, mais, ma parole d'honneur, je parie qu'après l'avoir lu, il a dû s'écrier: Tout en n'étant pas anarchiste, je suis du même avis.

En conclusion, mon opinion est que toute idée qui, pour se soutenir, ne vise qu'à se dédoubler, qu'à se dualiser, devient un sophisme. L'idée libertaire, en Italie, traverse, en ce moment plus que jamais, une période des plus difficiles. C'est clair, c'est net. Le gouvernement, après avoir reçu des déclarations, où l'acte de Bresci a été renié, caresse les anarchistes. Attention, mes amis. Les caresses du pouvoir, dit Bovio, sont plus dangereuses que ses coups de patte.

ROBERTO D'ANGIÓ.

Angleterre.

Dernièrement un prêtre porta plainte contre un des colonistes de Whiteway. Voici pourquoi:

Les colonistes ont l'habitude de ne porter, quand il fait chaud, qu'un pantalon qui descend de la ceinture au bas des genoux; or, par hasard, le pantalon d'un étant trop large descendit un peu plus bas et fit voir... oh! l'horreur, l'abomination, pour les yeux chastes d'un curé!... le nombril et un peu de poil! Le coloniste comparut devant les juges et quand on lui demanda s'il se reconnaissait coupable d'indécence, il répondit que non; car l'impureté ne siégeait pas dans les parties du corps, mais dans la pensée, et que, sous ce rapport, les dames qui sont choquées de voir des dos et des poitrines d'hommes nus, mais qui se décollètent pour plaire aux hommes, sont plus impures que lui. Néanmoins le coloniste fut condamné à une amende de 10 shillings ou 7 jours de prison. Un ami paya les 10 shillings.

C.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du III*e, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures. Prêt gratuit à toute personne de l'arrondissement.

∴

*Groupe communiste libertaire du XII*e *arrondissement.* — Réunion mercredi 28 août, à 8 h. 1/2, salle Macon, 18, rue Claude Tillier. Causerie par un camarade: Les anarchistes et les syndicats.

∴

*Jeunesse Révolutionnaire du XVII*e *arrondissement* (Groupe d'études sociales). — Réunion du groupe le samedi 24 août, à la Ménagère, 8, rue des Apennins.

Ordre du jour: Causerie par un camarade. Sujet: Côté politique de la société.

∴

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Abbé-Groult, 29. — Samedi soir, à 8 h. 1/2, conférence sur la philosophie du bonheur.

∴

Les Végétariens. — Mardi 27 août, à 9 heures du soir, au café, 15, rue Durantin (Montmartre), causerie. Adhésions. Communication de Rolande sur les tolstoïens végétariens anglais.

∴

TOURCOING. — Les camarades sont invités à se réunir dimanche 25 août, à 5 heures du soir, au Grand Café Moderne, Grand'place.

∴

ROUBAIX ET ENVIRONS. — Les camarades désireux de faire bonne propagande à la campagne, et passer une journée agréablement eux-mêmes — car, ayant à notre disposition une salle, nous y ferons une causerie, concert et pièce de théâtre — sont invités à venir au groupe le samedi 24, à 8 h. 1/2 du soir, chez Denollet, au Pile.

Jour de départ à la ducasse de Roubaix. Ducasse également où nous nous rendons, avec invitation des « Ilotes du champ ».

P. S. — Nous donnerons, la semaine prochaine, le lieu, l'heure de départ, et les moyens de transport.

∴

VIENNE. — Le journal dont nous avons annoncé l'apparition pour le 1er septembre s'appellera *Le Flambeau*. Les demandes doivent être adressées au camarade Butaud, 6, quai Pajot, Vienne (Isère).

∴

LYON. — Profitant de la tenue du prochain Congrès corporatif, les camarades organisent un Congrès qui aura lieu le dimanche 29 septembre. Voici quelques extraits du manifeste qu'ils nous envoient:

Nous nous adressons à tous ceux qui mettent les sectes politiques sur le même pied que les sectes religieuses, les considérant les unes et les autres néfastes à la marche en avant de l'humanité.

Que les camarades viennent nombreux affirmer la vitalité de ce mouvement d'idées en faveur duquel tant des nôtres ont payé de leurs libertés et de leurs vies.

Que ceux qui ne peuvent venir nous envoient des rapports écrits sur nos théories ou sur le mouvement libertaire.

Nous faisons appel à tous les groupements, à toutes les individualités sans distinction. Nous tendons la main aux camarades des Jeunesses socialistes révolutionnaires qui commencent à se lasser des politiciens. Qu'ils viennent s'affirmer avec nous pour la sincère révolution qui nous conduira à notre but.

Voici les questions qui pourraient être traitées:

1° De l'attitude des libertaires devant les divers partis politiques;

2° L'action syndicale et les libertaires;

3° La Grève générale et le communisme.

Le Congrès aura lieu le dimanche de 9 heures à midi et, le soir, à 2 heures.

Pour tous les renseignements, correspondance, rapports à adresser, écrire à M. Michard, 206, rue Garibaldi, Lyon-Guillotière.

∴

PROTESTATION CONTRE LES GUERRES. — Considérant que les hommes de toutes nationalites et sans distinction de races sont frères, les membres de la Maison du Peuple de Cavaillon (Vaucluse) protestent avec indignation devant les procédés de la gent cléricale et militariste, et vouent au mépris populaire les procédés barbares que les civilisés font subir aux Chinois et autres colonies, aux cris de: Guerre à la Guerre! Vive la Fraternité des Peuples! Vive l'humanité!

Paul Armand, V. Bonnefoy, Robin Edouard, Aubert Victor, Lambert Constant, Mme Bonnefoy, Benoît Ravoire, Adolphe Michel, Brieulle, Baret Louis, Et. Ferbanty. Poite Auguste, Etienne Victor, Gonzague Emmanuel, P. Borrely, J.-B.-P. Barret, Sarnette, J. Joseph, Scipion Conil, A. Bertrand, Marizet Louis, Planzy.

BIBLIOGRAPHIE

Corrélation des lois naturelles, par A. Moulin; brochure, 0 fr. 50, chez l'auteur, 10, avenue Parmentier.

Socialisme, communisme et collectivisme, par E. d'Eichtal, 1 vol., 3 fr. 50. Librairie Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Les Vingt et un jours d'un neurasthénique, par O. Mirbeau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

L'homme n'est pas libre, brochure, imprimerie Ernest, 32, rue Houblonnière, Anvers.

A lire:

En cour d'assises, par P. Bertrand; *Réveil du Centre*, 8, 9 et 10 août.

Droit et équité, par H. Maret; *Le Radical*, 15 août.

VIENT DE PARAITRE

Aux Anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, N° 2 des brochures de la « Petite Bibliothèque Révolutionnaire de vulgarisation ». Cette petite brochure, sous couverture originale de Couturier, sera expédiée, comme l'*Anarchie* de A. Girard, à raison de 3 francs le cent. Les 10 exemplaires, 0 fr. 40. Au bureau du journal.

∴

Le Militarisme, de Domela Nieuwenhuis, 0 fr. 15 franco.

BOITE AUX ORDURES

L'Année du certificat d'études — Livret de morale, par Ch. Dupuy.

PETITE CORRESPONDANCE

Leleu. — Envoyez-nous votre adresse.

V. C., à Recanati. — Bien reçu timbres en leur temps.

B. D. — Oui, 7 francs le cent, plus 0 fr. 60 pour le port.

Bairio Belgrano, à Montévideo. — Les lithographies nous sont revenues avec la mention « inconnu ».

Un môme anarchiste. — La question a été traitée maintes fois dans le journal, nous ne pouvons y revenir à tout moment. Donnez-nous une adresse, nous répondrons par lettre.

Reçu pour les détenus: François, 0 fr. 50. — Jacques, 1 fr. — La Purée, 1 fr. — Piglilaincullo, 1 fr. — Adrien, 1 fr. — Ceux des Catalans, 4 fr. 50. — Charlot, 0 fr. 50. — Chichois, 0 fr. 50. — Total: 10 fr.

Reçu pour le journal: Montal, 0 fr. 50. — B., à Genève, 10 fr. — L. L., à Baugy, 2 fr. — Un voyageur de commerce, 1 fr. 50. — Merci à tous.

F., à Ste-Tulle. — R., à Grenoble. — F., à la Spezzia. — B., à Roubaix. — E., à Tourcoing. — D., à Bourg-la-Reine. — P., à Orléans. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE No 18 — DIX CENTIMES — DU 31 AOUT AU 6 SEPTEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Voici les mauvais moments revenus. Nous sommes forcés cette semaine de ne pas faire paraître de supplément.

L'OPIUM HISTORIQUE

Tout a été mis en jeu, tous les arguments ont été employés, pour persuader les travailleurs qu'ils n'ont rien à attendre des révolutions; qu'avec le progrès pacifique, seul, ils parviendront à améliorer leur sort. L'histoire, l'économie politique, le simple bon sens — tout a été vicié par les bourgeois, et surtout par les meneurs ouvriers, pour endormir les masses, — pour leur faire croire que s'ils sont sages, c'est alors qu'ils seront heureux, riches, quoi! — les égaux de la bourgeoisie!

L'autre jour encore, un écrivain de l'*Aurore* nous servait de l'histoire fantaisiste — des contes de grand'maman — pour faire croire aux travailleurs qu'ils n'avaient rien gagné aux révolutions. — « L'invention de la boussole, de la machine à vapeur, — voilà les vraies révolutions », s'écriait ce nouvel historien à la mode — bourgeoise.

Eh bien, si ce n'était que M. Un Tel de l'*Aurore*, pour nous le dire, avec son ignorance sublime de l'histoire, on pourrait parfaitement se passer de lui répondre. Mais c'est toute une direction dans la littérature, tout un courant moderne que de nous servir les grandes découvertes scientifiques et les grandes inventions techniques, afin de les opposer aux révolutions, en nous disant: « Voilà, mes enfants, ce qui rend l'homme riche et puissant! Voilà le vrai progrès! Quant aux révolutions, elles n'ont rien fait qu'entraver le progrès scientifique et industriel. »

⁂

Eh bien, prenons, par exemple, l'invention de la boussole, qu'on nous cite comme « la vraie révolution ». Croyez-vous qu'elle est venue comme ça toute seule? Qu'un savant l'a découverte un jour dans son cabinet et en a doté l'humanité? — Pas le moins du monde!

La découverte de la boussole, et tant d'autres découvertes de la même époque — l'horloge sans balancier, les instruments mathématiques, les quadrants pour prendre en mer la hauteur du soleil et trouver l'heure et la latitude, les projections pour le dessin des cartes, l'imprimerie — et tant d'autres choses encore — tout cela fut l'œuvre des Communes affranchies du moyen âge, — le résultat de toute une époque de liberté communale. Toute une époque, inaugurée par la grande révolution des Communes au douzième siècle, et continuée par trois siècles de luttes continuelles, pendant lesquelles un vent de liberté, d'initiative personnelle et d'émancipation économique et intellectuelle a soufflé à travers les villes de toute l'Europe, fut nécessaire pour faire éclore ces grandes découvertes et ces inventions.

Le mouvement commence au dixième, onzième siècle en Italie, au douzième en France, en Allemagne, aux Pays-Bas; puis il gagne l'Ecosse, la Pologne, la Scandinavie, la Russie.

Les Communes font leur révolution communale, que Sismondi et Augustin Thierry ont si bien racontée. Elles chassent l'évêque, le seigneur; elles s'affranchissent de leur joug, par la force des armes. De serfs qu'ils étaient, les citadins deviennent libres bourgeois. Ils s'organisent dans leurs enceintes fortifiées, qu'ils arment d'épaisses tours et qu'ils élargissent chaque siècle pour englober les hameaux voisins. Le commerce intérieur se fait, non pas par des marchands isolés — mais par les guildes, les unions de métier. Au dehors il se fait par « la cité ». Ce n'est pas tel marchand, ni même telle guilde, qui envoie ses harengs de Suède à Hambourg, ou ses draps d'Anvers à Varsovie. C'est « le seigneur Grimsby », « le seigneur Anvers », Laon ou Novgorod, la république de Gênes ou de Venise, qui envoie ses marchandises, portant l'estampille de la république de Venise, de Novgorod, de Laon, d'Anvers ou de Grimsby, — et les marchands qui voyagent avec les vaisseaux ou les caravanes ne sont que les commissionnaires de la cité.

C'est ainsi que grandissent les républiques italiennes, françaises, néerlandaises, russes, et c'est cela qui crée l'immense commerce qui s'établit dans la Méditerranée et dans la Baltique. Et c'est dans ce commerce que s'améliorent les navires, s'élabore ce qui sera plus tard le droit international, se crée l'art de la navigation.

⁂

Et c'est dans ces villes libres, au bruit des armes et au milieu de luttes à outrance que les bourgeois soutiennent contre les évêques, les seigneurs, les princes et les rois, que se développe toute cette technique des arts qui crée une nouvelle Europe industrielle, et que le dix-septième et le dix-huitième siècle, sous les rois tout-puissants, ne sauront que détériorer ou détruire. C'est là aussi que furent créées les universités — libres, — non pas ces machines pour fabriquer des fonctionnaires et des ignorants patentés par l'Etat, que nous avons aujourd'hui, mais des écoles libres, où les jeunes venaient se grouper autour d'un maître, pour arracher à la Nature ses secrets. Et comme le travail des bras marchait alors de pair dans ces universités avec le travail du cerveau (Galilée faisait lui-même les télescopes et les lunettes qu'il avait inventés; les ouvriers de Nuremberg faisaient les fameux demi-globes qui servirent à prouver la pression atmosphérique, etc.); puisque le savant d'alors était mécanicien et artiste en même temps que savant — nous avons vers la fin du quinzième siècle toute la série d'inventions qui font la gloire et la force de la civilisation moderne.

Ainsi: — Insurrection communale, d'abord; la révolution, pour commencer; ensuite — affranchissement des citadins, — organisation semi-communiste et libertaire des communes (au début), — production par les métiers organisés, et échange entre métiers, — achat communal des denrées, distribuées à domicile, au prix de revient, par la cité, — éclosion du commerce communal, — création de tous les arts et métiers qui font le fonds de notre civilisation moderne, — inventions qui révolutionnent le commerce et l'industrie, — voilà la marche de l'histoire.

Sans les révolutions communales du douzième siècle, comme sans celle des Pays-Bas, sans celle d'Angleterre en 1648, sans la grande révolution de 1789-1793, où en serions-nous encore? — Au servage, comme on l'a été jusqu'en 1861 en Russie, et jusqu'en 1878 dans la péninsule des Balkans! Point d'*Aurore*, par exemple! Et son rédacteur, qui dénigre les révolutions, battant, peut-être, les étangs de son seigneur, afin que les grenouilles n'empêchent pas le seigneur ivre de s'endormir à la levée du jour.

⁂

Et qu'est-ce qu'ils nous chantent, ces Messieurs, sur la machine à vapeur!

Savent-ils seulement que tout — tous les éléments de la machine à vapeur: la force de la vapeur, la pression atmosphérique — tout était déjà suffisamment connu deux siècles avant Watt! Si la machine à vapeur n'a pas été faite dès le dix-septième siècle — la faute en est, non pas à la science, non pas au manque de calme pacifique. Il n'y en a eu que trop lorsque les communes se sont laissé égorger, et que les guildes se sont laissé voler tout leur avoir par les rois de France, d'Angleterre, d'Allemagne et les ducs italiens.

Si deux siècles entiers durent s'écouler entre les découvertes du dix-septième siècle et la machine de Watt, c'est que toute l'industrie, tous les arts furent tués lors de l'écrasement royal des communes. Si bien que Watt mit trente ans à chercher l'ouvrier qui pût *lui faire* un cylindre à peu près *cylindrique* — chose que l'on aurait faite à merveille dans la cité médiévale de Nuremberg, deux siècles auparavant. (Voyez seulement dans les musées les instruments mathématiques que l'on faisait alors dans cette cité!)

Et si la machine à vapeur à condensation fut inventée en Angleterre, c'est encore parce que l'Angleterre fut la première à *faire*, dès 1648, sa révolution — la première de la série des révolutions modernes contre les seigneurs et « les rois conjurés », parce qu'une vie nouvelle:

intellectuelle et industrielle, fut infusée dans la nation après la révolution de 1648. Lisez la vie de Watt et dites si les relations qu'il eut avec les professeurs de Glasgow eussent été possibles avant la révolution de Cromwell !

Mais quoi! si l'on se donne seulement la peine d'étudier un tout petit peu l'histoire des sciences, on verra que tous les grands progrès des sciences, soit à la fin du dix-septième siècle en Angleterre, soit en France à la fin du dix-huitième siècle, furent accomplis à la veille, pendant, ou immédiatement après les révolutions. Epoque révolutionnaire et réveil des sciences ont toujours marché la main dans la main.

Même le grand réveil scientifique de 1858-1862 — lorsque toutes les grandes découvertes de notre siècle (théorie mécanique de la chaleur, origine des espèces, la loi périodique des éléments, la psychologie matérialiste, etc.) vinrent éclore soudain — même ce grand réveil fut intimement lié avec le mouvement des esprits qui précéda 1848. Il est né dans le même ordre d'idées, souvent chez les mêmes hommes, que le mouvement révolutionnaire qui embrasa l'Europe en 1848.

⁂

La vraie histoire des sciences, des sociétés, des inventions, — c'est que tout progrès social, économique et scientifique fut intimement lié précisément aux périodes révolutionnaires. L'audace de la découverte et de l'invention ne vient aux savants qu'aux approches ou pendant les révolutions.

Si l'humanité a progressé depuis mille ans, elle l'a toujours fait par la voie révolutionnaire — et seulement par la voie des révolutions.

Si l'on veut s'en convaincre, qu'on relise seulement ce que fut ce charmant milieu du dix-huitième siècle, — siècle de « progrès pacifique », si cher aux ignorantins. Qu'on relise seulement le code de Marie-Thérèse, avec ses énumérations de tortures savantes et minutieusement juridiques, si terribles, si odieuses, qu'elles vous font dresser les cheveux sur la tête. Eh bien, ce code fut le modèle des codes de l'époque. Qu'on pense aux pendaisons haut et bas, à toutes les souffrances — inouïes, incroyables — qu'a souffertes l'humanité pendant ce siècle.

Non, Messieurs les endormeurs, ce n'est pas l'invention de la boussole qui a mis fin aux tortures atroces que l'on infligeait, il y a cent ans, aux marins sur les navires des Etats. C'est la Grande Révolution ; et il est bien temps que la Grande Désirée — plus impitoyable et plus profonde encore que l'autre — vienne de nouveau balayer les ignominies de notre siècle ainsi que la poussière, les toiles d'araignée qui s'accumulent de nouveau dans les têtes des satisfaits.

PIERRE KROPOTKINE.

ATTENTION !

Le tsar va venir en France. On sait que le déplacement de tout souverain s'accompagne de persécutions, de violations de liberté individuelle, et de malfaisances sans nombre. Aussi avertissons-nous les camarades de prendre leurs dispositions pour se soustraire, s'il est possible, aux ignominies policières qui ne manqueront pas de se donner libre cours, sous prétexte de sauvegarder les jours si précieux du bourreau des Russes.

De plus, des fêtes, des cortèges seront organisés. On conviera le peuple français à venir acclamer l' « Alliance » dans la personne de ce pitoyable épileptique qui, prétend-on, représente le peuple russe. Le peuple français n'oubliera pas que le tsar, loin de représenter son peuple, en est l'ennemi déclaré. Les derniers événements russes l'ont démontré. Il n'oubliera pas qu'acclamer l'autocrate c'est insulter gravement le peuple russe. Or tous les peuples doivent s'unir dans la plus étroite solidarité contre les gredins qui prétendent les allier ou les faire s'entre-massacrer au gré de leurs intérêts particuliers.

En conséquence, le peuple français saura garder l'attitude digne qui convient à un peuple conscient.

ANDRÉ GIRARD.

Le mouvement communiste en Hollande

(Suite et fin)

Mais le jeune *Parti ouvrier social-démocrate* avait aussi pêché du poisson. Il avait attrapé deux sièges de députés, mais dans des circonstances bien plus suspectes.

Il avait dressé un « programme d'élections », dans lequel on fit espérer aux petits fermiers une *meilleure réglementation du bail à ferme*, aux travailleurs des champs qui n'étaient pas encore des fermiers « la réglementation du droit des communes en vue de donner en usage aux travailleurs habitants autant de sol et de capital d'entreprise qu'il leur était nécessaire pour vivre de leur travail sur le sol ». Ce serait quelque chose dans un programme clérical ou libéral conservateur. Du reste, il y a déjà en Hollande assez de petits fermiers qui ne peuvent se maintenir.

Aux ouvriers industriels, d'autre part, les orateurs du *Parti ouvrier social-démocrate* faisaient entrevoir *une pension de retraite procurée par l'Etat*, tandis qu'à la fin ils réclamaient, dans leurs circulaires, comme réforme générale pour la campagne, *du sol à tous*, petite variation pour *le sol à tous*.

Par-ci par-là, la doctrine socialiste fut tout à fait reniée et dans une feuille volante distribuée dans la circonscription de Winschoten en faveur de la candidature du Dr Troelstra, alors rédacteur du *Sociaal Democraat*, les amis du candidat disaient ceci :

« Nous voulons abolir la propriété privée ?

« Mais non. La propriété privée est abolie par la classe à laquelle appartient le Dr Bos (le candidat libéral), par les capitalistes.

« Nous ne faisons autre chose que constater le *fait* de l'abolition et il est malhonnête de nous attribuer un dessein que nous n'avons pas. »

Les résultats des élections mirent la Fédération des socialistes en rumeur. Puisqu'il est possible, disait-on, que notre ami v. d. Zwaag soit élu même sans dépenses pécuniaires; que le Dr Troelstra ait gagné la circonscription de Tietjerksteradeel, une des régions les plus mauvaises pour la propagande socialiste de toute la province de la Frise aux dernières élections (le candidat social-démocrate dans cette circonscription ne venait pas même en ballottage); puisqu'un social-démocrate (H. Van Kol) peut être élu dans la circonscription d'Enschedé, sans le soutien de nos sections des environs, simplement parce que, autour de la Fédération, papillonnent assez de gens demi-socialistes ou radicaux qui suivent le candidat le plus avancé et parce que, d'autre part, nos amis ne voulaient pas faire de l'opposition dans les villages catholiques; puisque tout cela est possible, nous serons donc en état de gagner, dans la période des élections suivantes, quelque dix ou douze sièges (en Hollande, il y a 100 membres du parlement), et cela sans beaucoup de peine ou beaucoup d'argent. Toute la province de la Frise sera à nous et plus d'une circonscription dans la province de Groningue, nous aurons bonne chance, ainsi continuait-on, dans une partie de la province de la Hollande septentrionale et dans certaines villes (Amsterdam, Dordrecht). Alors, nous remplacerons le député Van Kol, élu dans sa circonscription avec le soutien des fabricants libéraux — contre le candidat ultramontain — par un autre, plus socialiste que lui. Pourquoi donner aux dissidents de notre organisation les fruits du travail pour lequel les nôtres ont reçu les coups de poings ?

Tout cela s'agitait dans le sein des sections avant le Congrès de Rotterdam. Or, tandis qu'au Congrès une partie du « Conseil central » de la Fédération se montra partisan des idées que nous venons de développer, l'anarchisme se levait de l'autre part. T. Luitjes, rédacteur du journal anarchiste *De Volksvriend* (l'Ami du Peuple), paraissant autrefois à Arnheim et délégué pour la section de Velp, tâchait de démontrer que c'était la faute de l'organisation même de la Fédération, si l'on reprenait tous les ans cette même dispute sur le parlementarisme, ce différend funeste à la propagande révolutionnaire. Nous avons, disait-il, le parlementarisme dans nos propres rangs, nous reconnaissons le système de délégation, de votation par majorité et minorité — il était délégué lui-même — et par le referendum nous avons notre centralisation sous la forme d'un Conseil central.

Si plusieurs orateurs à ce Congrès constataient l'existence de deux courants dans le mouvement socialiste hollandais, à mon avis il y en avait trois principaux : 1° une fraction à droite, réclamant la participation aux élections dans un but d'agitation et dénommée par les membres de gauche « les parlementaires antiparlementaires »; 2° une fraction au centre, la plus nombreuse, composée de communistes révolutionnaires et strictement antiparlementaire, mais qui voulaient maintenir l'organisation de la Fédération sous sa forme existante; 3° à gauche, les anarchistes, communistes ou bien individualistes.

Le Congrès décida de voter sur ces trois questions :

1° *La Caisse centrale pourra-t-elle être utilisée pour les élections ?*

La réponse était, à l'unanimité : *Non*. Seules, trois sections s'abstinrent. Le referendum approuva plus tard ce vote presque à l'unanimité des voix. (Le referendum décidait en dernière instance. Aussi bien, nombre de sections, surtout de la campagne, ne peuvent envoyer de délégués aux Congrès nationaux à cause des frais et, en hiver, à cause des difficultés du voyage.)

Du reste, pour bien faire comprendre la décision prise, il faut se rappeler que les éléments réformateurs s'étaient déjà séparés de la Fédération ; et même ils ne sont plus considérés dans les milieux socialistes hollandais comme « socialistes » proprement dits.

2° *Est-ce que les sections pourront participer aux élections ?*

Réponse : 45 *non*; 9 *oui*. Quelques sections (3 ou 4) s'abstinrent.

Ici, la fraction de droite se trouvait seule contre les deux autres. Et maintenant la question décisive :

3° *Est-ce que les membres de la Fédération seront libres de participer aux élections ?*

Réponse : 32 *oui*; 20 *non*. Les sections de quelques communes (6 ou 7) s'abstinrent.

Ici, à la fraction de droite s'étaient jointes plusieurs voix de l'extrême-gauche comme des différentes sections de la fraction du centre qui ne voulaient pas voir toucher à la liberté de l'individu.

Ensuite, le Congrès votait une résolution par laquelle étaient annulées toutes les résolutions prises sur la tactique par des Congrès précédents.

Or, du fait que parmi ces résolutions figurait celle qui déclarait la Fédération antiparlementaire, on ne pouvait plus trouver un rédacteur responsable pour l'organe du Parti, le *Recht voor Allen*; les différents candidats refusaient d'assumer la rédaction. La confusion était maintenant générale.

On avait raison de dire que la situation n'était pas nette. Il y avait là des éléments tout à fait hétérogènes, qui ne formaient plus un parti, mais une agglomération de personnes de différentes ou contradictoires tendances.

Les anarchistes répétaient: « Séparons-nous, c'est ici déjà un parlement! »

Une partie des délégués quittèrent le Congrès. On se sépara avec confusion et avec tristesse.

⁂

Après que le referendum eut confirmé toutes les résolutions du Congrès, la grande majorité des membres de la section d'Amsterdam, mécontente des décisions du Congrès et du referendum, refusa sa participation pour l'élection d'un nouveau « Conseil central ». La fraction de droite choisissait maintenant les sept membres de l'administration dans son propre sein, sept membres cependant dont la majorité incontestablement ne représentait les décisions ni du Congrès, ni du referendum. Cette mesure avait d'autre part pour résultat que, dans un grand nombre de communes, les sections se séparaient de la Fédération en formant partout dans le pays des « unions libres de socialistes ».

Cependant, le Congrès de Noël 1897 et la scission qui en fut la suite devaient avoir encore leurs conséquences complémentaires. Il était évident qu'il n'existait plus de divergences de principes proprement dites entre la minorité de la Fédération et les social-démocrates. Les deux groupes voulaient la participation aux élections et la lutte dans les parlements, bien que leurs motifs différassent.

Après que la minorité de la Fédération eut continué pendant quelques mois à publier le *Recht voor Allen*, avec une commission de rédaction — les propagandistes des deux côtés s'entendirent. Un congrès de conciliation fut tenu à la Pentecôte de 1900, congrès qui devait avoir pour but d'accomplir une tâche que le Congrès du parti socialiste en France aurait dû accomplir quelques mois auparavant, c'est-à-dire l'unification du mouvement socialiste parlementaire.

Le peu de sympathie que, dans les cercles ouvriers, rencontrent les meneurs social-démocrates et le parlementarisme lui-même a fait que dans les parties les plus socialistes du pays la collaboration de la part de la population ouvrière a été très faible, de sorte que le nouveau parti continue à montrer de plus en plus le caractère d'un parti parlementaire petit-bourgeois placé entre les grands partis et les masses ouvrières. Aussi les deux organisations qui se fédérèrent sont-elles bien loin de réunir les forces organisées dont a disposé le vieux mouvement dans la période de 1893-1894.

Au moment du Congrès de 1897, il existait dans tout le pays un nombre assez grand de journaux socialistes locaux.

Le *Klok* (Cloche), en Frise; le *Recht door Zee* (Droit au but) en Twenté dans la province d'Overijsel; l'*Arbeider* (Travailleur), à Groningue; le *Volksblad* (Journal du Peuple), paraissant dans la région de la Zaen; le *Toekomst* (l'Avenir), à Middelburg, province de Zélande.

Les rédactions de ces organes ont pris différentes décisions quant à la tactique. Tandis que par exemple le rédacteur de la *Cloche*, le député Van der Zwaag, a maintenu son principe de s'occuper de l'action parlementaire dans un but de propagande socialiste et n'a pas voulu faire cause commune avec ses camarades dans la minorité de la Fédération, d'autre part, le *Toekomst* et l'*Arbeider* ont adhéré au communisme révolutionnaire et à l'anarchie. Le *Recht door Zee*, bien que ce journal s'intitule antiparlementaire, balance entre les deux directions.

Pour expliquer combien la situation est difficile à juger, je citerai le *Volksblad* dont la rédaction n'avait pas donné son opinion immédiatement après le Congrès de Noël 1897. Plus tard, invité directement à se prononcer sur la situation, le *Volksblad* publiait l'opinion de ses quatre rédacteurs: c'étaient *quatre opinions différentes* !

A part des journaux locaux, le mouvement révolutionnaire possède encore le *Vrije Socialist* (Socialiste libre), paraissant à Amsterdam deux fois par semaine.

De l'autre côté, les « parlementaires » ont depuis l'été de 1900 cessé la publication du *Recht voor Allen* pour pouvoir concentrer leurs forces sur un journal quotidien, *Het Volk* (Le Peuple). Ils publient en outre un journal local hebdomadaire, le *Volksstrijd* (Lutte du Peuple), paraissant à Groningue en concurrence avec l'*Arbeider*.

Les anarchistes plus ou moins individualistes, de leur côté (je les appelle ainsi parce que je pense que les sentiments individualistes dominent parmi les collaborateurs du journal), ont recommencé depuis quelques mois à publier un petit journal mensuel intitulé *An-archie*.

Telle est la situation pour la presse socialiste.

Les forces social-démocrates ayant réussi à achever leur unification et à marcher ensemble aux élections de juin dernier, d'autre part les communistes révolutionnaires et les communistes anarchistes s'uniront, je pense, dans peu de temps pour fonder une seule organisation décentralisée — une sorte de fédération de groupes autonomes. Mais tout cela n'arrivera que si, à l'avenir, les communistes anarchistes acceptent davantage encore les idées de « délégation » et même une sorte d'arrangement commun pour certaines affaires purement administratives.

Une force reste, après tout, au mouvement ouvrier en Hollande: le Secrétariat National du Travail, unissant les principaux syndicats du pays (les ouvriers diamantaires ne sont pas affiliés) et qui compte environ 12.000 ouvriers organisés de divers métiers. Comme la « Fédération des Bourses du Travail » et la « Confédération générale » des syndicats en France, le Secrétariat National en Hollande ne s'occupe pas de politique, il ne participe pas aux élections, laissant toute liberté cependant aux membres des différents syndicats. Ils pratiquent la lutte économique par les mouvements de salaires, les grèves, etc.

Ce sont là les colonnes d'opération avec lesquelles, en Hollande, la lutte *pratique* est engagée contre les capitalistes après les années de la théorie.

CHRISTIAN CORNELISSEN.

RÉGIME DE... SURETÉ

La quinzaine dernière, à cette même place, nous dévoilions l'arrestation arbitraire de nos camarades Renaud, Pié, et Prouvost, de la Bibliothèque communiste du XV. Sortant tranquillement du lieu de réunion, ils furent filés par des policiers et attirés dans un guet-apens, arrêtés et conduits au Dépôt sous l'inculpation mensongère d'avoir chanté « l'Internationale » et la « Carmagnole » dans la rue.

La semaine dernière, les mêmes faits se sont renouvelés avec un caractère plus grave. Le camarade Spadoni, qui avait fait la causerie, fut arrêté sans aucun prétexte et depuis huit jours on est sans nouvelles de ce jeune militant. Comme il est de nationalité italienne, il est à craindre que notre gouvernement de Défense républicaine n'agisse avec lui comme avec Carice ou d'autres camarades expulsés.

En plus, tous les camarades qui assistaient à la conférence furent filés jusque chez eux. — Une souricière avait été établie et nombreux étaient les policiers mobilisés pour la circonstance. Le lendemain, les camarades ainsi espionnés virent des roussins se présenter chez leurs patrons pour les faire débaucher. Ces mesures policières, qui commencent à exaspérer les travailleurs, nous devons les dénoncer vigoureusement. L'acharnement déployé contre la Bibliothèque du XV n'a pour cause que sa prospérité. Les mesures de sûreté générale destinées à rassurer le bandit russe qui doit venir prochainement, commencent à porter leurs fruits.

Sera-t-il nécessaire d'avoir recours à des arguments frappants, pour modérer le zèle policier ?

MOUVEMENT SOCIAL

France.

INTERNATIONALISME. — La semaine dernière, les pupilles du Vooruit de Gand sont venues à Paris où elles ont été reçues et fêtées par de nombreux groupes socialistes ou révolutionnaires.

Ce petit incident, qui en soi aurait peu d'importance, en acquiert une grande si on l'envisage au point de vue internationaliste. Il est bon d'encourager entre les peuples les rapports amicaux par-dessus toutes frontières, d'habituer les enfants de tout pays à l'idée qu'ils sont partout chez eux, surtout au moment où les gouvernants se vantent de sceller par des visites officielles de prétendues alliances offensives et défensives, encourageant ainsi l'hostilité de peuple à peuple.

***

JUSTICE MILITAIRE. — Le conseil de guerre d'Oran vient de prononcer une triple condamnation à mort contre les nommés Guillet, âgé de vingt-deux ans, né à Paris, Minet de Rosambeau, âgé de vingt-sept ans, né à Montpellier, et Coste, âgé de vingt-neuf ans, né à Paris; tous trois détenus aux ateliers des travaux publics de Mers-el-Kébir, pour voies de fait sur les sergents surveillants, à l'occasion du service.

Les prévenus reconnaissent la préméditation, disant avoir simplement voulu échapper à la vie insupportable que leur faisait subir le capitaine du pénitencier.

Coste affirme que le capitaine en voulait particulièrement aux Parisiens.

— Mon colonel, a-t-il dit, nous sommes las de cette vie impossible, et si vous m'envoyez encore aux travaux, ce sera à recommencer.

— Où voulez-vous que je vous envoie? demande le président.

— A la butte, si vous voulez, répond simplement Coste.

ANDRÉ GIRARD.

***

POUR NOS BONS SOCIOS. — Nous possédons, en France, une multitude de politicailleurs qui osent se parer du masque de révolutionnaires, et qui, lorsque l'occasion se présente de faire œuvre révolutionnaire, ne craignent point de fouler aux pieds théories, idée, propagande ouvrière, pour sauver leurs intérêts personnels. Nous les voyons surtout opérer dans les grèves, prêcher le calme, toujours le calme, afin que les grévistes, de révoltés énergiques, deviennent de bons petits agneaux se laissant continuellement tondre.

Or, il y a quelques jours, la presse a publié un télégramme de Gijon (Espagne), concernant la grève qui existe à l'état aigu dans ce pays, dont nous extrayons ce qui suit : « L'agitation s'est aggravée, en dépit de l'opposition des autorités; les grévistes, en grand nombre, ont tenu un meeting, place San Lorenzo; le député républicain Lerroux a prononcé un violent discours, où il a soutenu cette thèse, qu'il faut faire des grèves révolutionnaires, les grèves pacifiques étant sans utilité. »

Voilà qui est net et catégoriquement exprimé. Et remarquez bien que ces paroles ont été prononcées par un député simplement républicain.

Que vont dire de cela nos bons socialards, révolutionnaires d'étiquette et d'antichambre? Naturellement, les dialecticiens de la pure sociale ergoteront toujours, et le bon populo fera la révolution dans 2.000 ans!

Que les prolétaires méditent bien ces paroles, qu'ils les comparent à ce que disent les anarchistes et ensuite ils concluront pour savoir s'ils doivent faire la révolution avec de platoniques ordres du jour politiques, qui ne servent qu'à jeter de la poudre aux yeux, ou bien s'ils doivent la faire en faits réels.

LÉO SIVASTY.

***

Mouvement ouvrier. — Parmi les multiples questions que met en relief le fameux projet de loi sur les « retraites ouvrières », il en est une qui, je crois, n'a guère été soulevée et qui a cependant son importance : la nécessité de rétablir cette mesure policière créée par l'empire, « *le livret d'ouvrier* ». Il est certain en effet que chaque travailleur appelé à « bénéficier » (!) de la loi devrait être porteur d'un « livret » où seraient inscrits ses versements antérieurs. Arrivant chez un nouveau patron, il serait certainement tenu de remettre le fameux « livret » pour que celui-ci inscrive les nouveaux versements. L'on voit d'ici le résultat. La petite « *marque à l'encre rouge* » convenue par avance dans le syndicat patronal, qui empêcherait l'ouvrier tant soit peu indépendant de trouver du travail.

Je ne sais si ces Messieurs du socialisme ministériel ont envisagé ce côté de la question. Il a, à notre avis, son importance et mérite d'être discuté. L'empire policier avait créé le « livret d'ouvrier », excellent moyen de réduire par la faim ceux qui le combattaient. La République socialo-czariste aurait le « livret de retraites ». L'histoire a de ces recommencements.

***

En attendant, voici encore quelques réponses des organisations ouvrières. L'énoncé de ces réponses est toujours très intéressant, car il fixe assez bien le degré d'évolution des groupements ouvriers.

La *Chambre syndicale de l'Imprimerie sparnacienne* répond:

Que le projet actuellement en discussion à la Chambre soit étudié mûrement et ait plus de force et de sympathie envers tous les salariés quels qu'ils soient; car *les retenues que subiront les patrons pour la Caisse des retraites seront payées par l'ouvrier lui-même, sur son salaire, par certains procédés patronaux*. Il est donc nécessaire et indispensable de donner satisfaction aux légitimes aspirations du prolétariat, en raison des charges que ce projet de loi ferait peser sur ces derniers;

3° Etant donnée l'insuffisance des salaires, repousser tout projet basé sur les cotisations ouvrières et patronales.

De la réponse de l'*Union syndicale des coupeurs tailleurs*, cette conclusion :

Considérant enfin que la loi telle qu'elle est conçue et présentée correspond à une duperie pour la classe ouvrière dont chaque membre serait exposé à payer le nouvel impôt pendant toute sa vie active pour assurer à la minorité survivante une pension de retraite inférieure à celle que donnent à leurs adhérents la plupart des sociétés reconnues et autorisées existant aujourd'hui... Pour ces diverses raisons, l'Union syndicale des coupeurs tailleurs déclare protester énergiquement contre le projet de loi sur les retraites ouvrières, se déclare prête à examiner tout autre projet dont l'économie ne comporterait aucun prélèvement sur les salaires.

La *Fédération des Syndicats de Franche-Comté* croit devoir donner à l'Etat des conseils sur les moyens de se procurer des ressources pour assurer des retraites aux vieux ouvriers. Mais ces moyens sont tels qu'ils entraînent avec eux tout un appareil législatif qui les rend impossibles :

Considérant d'ailleurs l'établissement d'une pension de retraite de 360 francs comme un *palliatif*,

intellectuelle et industrielle, fut infusée dans la nation après la révolution de 1648. Lisez la vie de Watt et dites si les relations qu'il eut avec les professeurs de Glasgow eussent été possibles avant la révolution de Cromwell !

Mais quoi! si l'on se donne seulement la peine d'étudier un tout petit peu l'histoire des sciences, on verra que tous les grands progrès des sciences, soit à la fin du dix-septième siècle en Angleterre, soit en France à la fin du dix-huitième siècle, furent accomplis à la veille, pendant, ou immédiatement après les révolutions. Epoque révolutionnaire et réveil des sciences ont toujours marché la main dans la main.

Même le grand réveil scientifique de 1858-1862 — lorsque toutes les grandes découvertes de notre siècle (théorie mécanique de la chaleur, origine des espèces, la loi périodique des éléments, la psychologie matérialiste, etc.) vinrent éclore soudain — même ce grand réveil fut intimement lié avec le mouvement des esprits qui précéda 1848. Il est né dans le même ordre d'idées, souvent chez les mêmes hommes, que le mouvement révolutionnaire qui embrasa l'Europe en 1848.

* *

La vraie histoire des sciences, des sociétés, des inventions, — c'est que tout progrès social, économique et scientifique fut intimement lié précisément aux périodes révolutionnaires. L'audace de la découverte et de l'invention ne vient aux savants qu'aux approches ou pendant les révolutions.

Si l'humanité a progressé depuis mille ans, elle l'a toujours fait par la voie révolutionnaire — et seulement par la voie des révolutions.

Si l'on veut s'en convaincre, qu'on relise seulement ce que fut ce charmant milieu du dix-huitième siècle, — siècle de « progrès pacifique », si cher aux ignorantins. Qu'on relise seulement le code de Marie-Thérèse, avec ses énumérations de tortures savantes et minutieusement juridiques, si terribles, si odieuses, qu'elles vous font dresser les cheveux sur la tête. Eh bien, ce code fut le modèle des codes de l'époque. Qu'on pense aux pendaisons haut et bas, à toutes les souffrances — inouïes, incroyables — qu'a souffertes l'humanité pendant ce siècle.

Non, Messieurs les endormeurs, ce n'est pas l'invention de la boussole qui a mis fin aux tortures atroces que l'on infligeait, il y a cent ans, aux marins sur les navires des Etats. C'est la Grande Révolution ; et il est bien temps que la Grande Désirée — plus impitoyable et plus profonde encore que l'autre — vienne de nouveau balayer les ignominies de notre siècle ainsi que la poussière, les toiles d'araignée qui s'accumulent de nouveau dans les têtes des satisfaits.

Pierre Kropotkine.

ATTENTION !

Le tsar va venir en France. On sait que le déplacement de tout souverain s'accompagne de persécutions, de violations de liberté individuelle, et de malfaisances sans nombre. Aussi avertissons-nous les camarades de prendre leurs dispositions pour se soustraire, s'il est possible, aux ignominies policières qui ne manqueront pas de se donner libre cours, sous prétexte de sauvegarder les jours si précieux du bourreau des Russer.

De plus, des fêtes, des cortèges seront organisés. On conviera le peuple français à venir acclamer l' « Alliance » dans la personne de ce pitoyable épileptique qui, prétend-on, représente le peuple russe. Le peuple français n'oubliera pas que le tsar, loin de représenter son peuple, en est l'ennemi déclaré. Les derniers événements russes l'ont démontré. Il n'oubliera pas qu'acclamer l'autocrate c'est insulter gravement le peuple russe. Or tous les peuples doivent s'unir dans la plus étroite solidarité contre les gredins qui prétendent les allier ou les faire s'entre-massacrer au gré de leurs intérêts particuliers.

En conséquence, le peuple français saura garder l'attitude digne qui convient à un peuple conscient.

André Girard.

Le mouvement communiste en Hollande

(Suite et fin)

Mais le jeune *Parti ouvrier social-démocrate* avait aussi pêché du poisson. Il avait attrapé deux sièges de députés, mais dans des circonstances bien plus suspectes.

Il avait dressé un « programme d'élections », dans lequel on fit espérer aux petits fermiers une *meilleure réglementation du bail à ferme*, aux travailleurs des champs qui n'étaient pas encore des fermiers « la réglementation du droit des communes en vue de donner en usage aux travailleurs habitants autant de sol et de capital d'entreprise qu'il leur était nécessaire pour vivre de leur travail sur le sol ». Ce serait quelque chose dans un programme clérical ou libéral conservateur. Du reste, il y a déjà en Hollande assez de petits fermiers qui ne peuvent se maintenir.

Aux ouvriers industriels, d'autre part, les orateurs du *Parti ouvrier social-démocrate* faisaient entrevoir *une pension de retraite procurée par l'Etat*, tandis qu'à la fin ils réclamaient, dans leurs circulaires, comme réforme générale pour la campagne, *du sol à tous*, petite variation pour *le sol à tous*.

Par-ci par-là, la doctrine socialiste fut tout à fait reniée et dans une feuille volante distribuée dans la circonscription de Winschoten en faveur de la candidature du Dr Troelstra, alors rédacteur du *Sociaal Democraat*, les amis du candidat disaient ceci :

« Nous voulons abolir la propriété privée ?

« Mais non. La propriété privée est abolie par la classe à laquelle appartient le Dr Bos (le candidat libéral), par les capitalistes.

« Nous ne faisons autre chose que constater le *fait* de l'abolition et il est malhonnête de nous attribuer un dessein que nous n'avons pas. »

Les résultats des élections mirent la Fédération des socialistes en rumeur. Puisqu'il est possible, disait-on, que notre ami v. d. Zwaag soit élu même sans dépenses pécuniaires; que le Dr Troelstra ait gagné la circonscription de Tietjerksteradeel, une des régions les plus mauvaises pour la propagande socialiste de toute la province de la Frise aux dernières élections (le candidat social-démocrate dans cette circonscription ne venait pas même en ballottage); puisqu'un social-démocrate (H. Van Kol) peut être élu dans la circonscription d'Enschedé, sans le soutien de nos sections des environs, simplement parce que, autour de la Fédération, papillonnent assez de gens demi-socialistes ou radicaux qui suivent le candidat le plus avancé et parce que, d'autre part, nos amis ne voulaient pas faire de l'opposition dans les villages catholiques; puisque tout cela est possible, nous serons donc en état de gagner, dans la période des élections suivantes, quelque dix ou douze sièges (en Hollande, il y a 100 membres du parlement), et cela sans beaucoup de peine ou beaucoup d'argent. Toute la province de la Frise sera à nous et plus d'une circonscription dans la province de Groningue, nous aurons bonne chance, ainsi continuait-on, dans une partie de la province de la Hollande septentrionale et dans certaines villes (Amsterdam, Dordrecht). Alors, nous remplacerons le député Van Kol, élu dans sa circonscription avec le soutien des fabricants libéraux — contre le candidat ultramontain — par un autre, plus socialiste que lui. Pourquoi donner aux dissidents de notre organisation les fruits du travail pour lequel les nôtres ont reçu les coups de poings ?

Tout cela s'agitait dans le sein des sections avant le Congrès de Rotterdam. Or, tandis qu'au Congrès une partie du « Conseil central » de la Fédération se montra partisan des idées que nous venons de développer, l'anarchisme se levait de l'autre part. T. Luitjes, rédacteur du journal anarchiste *De Volksvriend* (l'Ami du Peuple), paraissant autrefois à Arnheim et délégué pour la section de Velp, tâchait de démontrer que c'était la faute de l'organisation même de la Fédération, si l'on reprenait tous les ans cette même dispute sur le parlementarisme, ce différend funeste à la propagande révolutionnaire. Nous avons, disait-il, le parlementarisme dans nos propres rangs, nous reconnaissons le système de délégation, de votation par majorité et minorité — il était délégué lui-même — et par le referendum nous avons notre centralisation sous la forme d'un Conseil central.

Si plusieurs orateurs à ce Congrès constataient l'existence de deux courants dans le mouvement socialiste hollandais, à *mon* avis il y en avait trois principaux : 1° une fraction à droite, réclamant la participation aux élections dans un but d'agitation et dénommée par les membres de gauche « les parlementaires antiparlementaires »; 2° une fraction au centre, la plus nombreuse, composée de communistes révolutionnaires et strictement antiparlementaire, mais qui voulaient maintenir l'organisation de la Fédération sous sa forme existante; 3° à gauche, les anarchistes, communistes ou bien individualistes.

Le Congrès décida de voter sur ces trois questions :

1° *La Caisse centrale pourra-t-elle être utilisée pour les élections ?*

La réponse était, à l'unanimité : *Non.* Seules, trois sections s'abstinrent. Le referendum approuva plus tard ce vote presque à l'unanimité des voix. (Le referendum décidait en dernière instance. Aussi bien, nombre de sections, surtout de la campagne, ne peuvent envoyer de délégués aux Congrès nationaux à cause des frais et, en hiver, à cause des difficultés du voyage.)

Du reste, pour bien faire comprendre la décision prise, il faut se rappeler que les éléments réformateurs s'étaient déjà séparés de la Fédération ; et même ils ne sont plus considérés dans les milieux socialistes hollandais comme « socialistes » proprement dits.

2° *Est-ce que les sections pourront participer aux élections ?*

Réponse : 45 *non ;* 9 *oui*. Quelques sections (3 ou 4) s'abstinrent.

Ici, la fraction de droite se trouvait seule contre les deux autres. Et maintenant la question décisive :

3° *Est-ce que les membres de la Fédération seront libres de participer aux élections ?*

Réponse : 32 *oui ;* 20 *non*. Les sections de quelques communes (6 ou 7) s'abstinrent.

Ici, à la fraction de droite s'étaient jointes plusieurs voix de l'extrême-gauche comme des différentes sections de la fraction du centre qui ne voulaient pas voir toucher à la liberté de l'individu.

Ensuite, le Congrès votait une résolution par laquelle étaient annulées toutes les résolutions prises sur la tactique par des Congrès précédents.

Or, du fait que parmi ces résolutions figurait celle qui déclarait la Fédération antiparlementaire, on ne pouvait plus trouver un rédacteur responsable pour l'organe du Parti, le *Recht voor Allen* ; les différents candidats refusaient d'assumer la rédaction. La confusion était maintenant générale.

On avait raison de dire que la situation n'était pas nette. Il y avait là des éléments tout à fait hétérogènes, qui ne formaient plus un parti, mais une agglomération de personnes de différentes ou contradictoires tendances.

Les anarchistes répétaient : « Séparons-nous, c'est ici déjà un parlement! »

Une partie des délégués quittèrent le Congrès. On se sépara avec confusion et avec tristesse.

* *

Après que le referendum eut confirmé toutes les résolutions du Congrès, la grande majorité des membres de la section d'Amsterdam, mécontente des décisions du Congrès et du referendum, refusa sa participation pour l'élection d'un nouveau « Conseil central ». La fraction de droite choisissait maintenant les sept membres de l'administration dans son propre sein, sept membres cependant dont la majorité incontestablement ne représentait les décisions ni du Congrès, ni du referendum. Cette mesure avait d'autre part pour résultat que, dans un grand nombre de communes, les sections se séparaient de la Fédération en formant partout dans le pays des « unions libres de socialistes ».

Cependant, le Congrès de Noël 1897 et la scission qui en fut la suite devaient avoir encore leurs conséquences complémentaires. Il était évident qu'il n'existait plus de divergences de principes proprement dites entre la minorité de la Fédération et les social-démocrates. Les deux groupes voulaient la participation aux élections et la lutte dans les parlements, bien que leurs motifs différassent.

Après que la minorité de la Fédération eut continué pendant quelques mois à publier le *Recht voor Allen*, avec une commission de rédaction — les propagandistes des deux côtés s'entendirent. Un congrès de conciliation fut tenu à la Pentecôte de 1900, congrès qui devait avoir pour but d'accomplir une tâche que le Congrès du parti socialiste en France aurait dû accomplir quelques mois auparavant, c'est-à-dire l'unification du mouvement socialiste parlementaire.

Le peu de sympathie que, dans les cercles ouvriers, rencontrent les meneurs social-démocrates et le parlementarisme lui-même a fait que dans les parties les plus socialistes du pays la collaboration de la part de la population ouvrière a été très faible, de sorte que le nouveau parti continue à montrer de plus en plus le caractère d'un parti parlementaire petit-bourgeois placé entre les grands partis et les masses ouvrières. Aussi les deux organisations qui se fédérèrent sont-elles bien loin de réunir les forces organisées dont a disposé le vieux mouvement dans la période de 1893-1894.

Au moment du Congrès de 1897, il existait dans tout le pays un nombre assez grand de journaux socialistes locaux.

Le *Klok* (Cloche), en Frise; le *Recht door Zee* (Droit au but) en Twenté dans la province d'Overijsel; l'*Arbeider* (Travailleur), à Groningue; le *Volksblad* (Journal du Peuple), paraissant dans la région de la Zaen; le *Toekomst* (l'Avenir), à Middelburg, province de Zélande.

Les rédactions de ces organes ont pris différentes décisions quant à la tactique. Tandis que par exemple le rédacteur de la *Cloche*, le député Van der Zwaag, a maintenu son principe de s'occuper de l'action parlementaire dans un but de propagande socialiste et n'a pas voulu faire cause commune avec ses camarades dans la minorité de la Fédération, d'autre part, le *Toekomst* et l'*Arbeider* ont adhéré au communisme révolutionnaire et à l'anarchie. Le *Recht door Zee*, bien que ce journal s'intitule antiparlementaire, balance entre les deux directions.

Pour expliquer combien la situation est difficile à juger, je citerai le *Volksblad* dont la rédaction n'avait pas donné son opinion immédiatement après le Congrès de Noël 1897. Plus tard, invité directement à se prononcer sur la situation, le *Volksblad* publiait l'opinion de ses quatre rédacteurs : c'étaient *quatre opinions différentes* !

A part des journaux locaux, le mouvement révolutionnaire possède encore le *Vrije Socialist* (Socialiste libre), paraissant à Amsterdam deux fois par semaine.

De l'autre côté, les « parlementaires » ont depuis l'été de 1900 cessé la publication du *Recht voor Allen* pour pouvoir concentrer leurs forces sur un journal quotidien, *Het Volk* (Le Peuple). Ils publient en outre un journal hebdomadaire, le *Volksstrijd* (Lutte du Peuple), paraissant à Groningue en concurrence avec l'*Arbeider*.

Les anarchistes plus ou moins individualistes, de leur côté (je les appelle ainsi parce que je pense que les sentiments individualistes dominent parmi les collaborateurs du journal), ont recommencé depuis quelques mois à publier un petit journal mensuel intitulé *An-archie*.

Telle est la situation pour la presse socialiste.

Les forces social-démocrates ayant réussi à achever leur unification et à marcher ensemble aux élections de juin dernier, d'autre part les communistes révolutionnaires et les communistes anarchistes s'uniront, je pense, dans peu de temps pour fonder une seule organisation décentralisée — une sorte de fédération de groupes autonomes. Mais tout cela n'arrivera que si, à l'avenir, les communistes anarchistes acceptent davantage encore les idées de « délégation » et même une sorte d'arrangement commun pour certaines affaires purement administratives.

Une force reste, après tout, au mouvement ouvrier en Hollande : le Secrétariat National du Travail, unissant les principaux syndicats du pays (les ouvriers diamantaires ne sont pas affiliés) et qui compte environ 12.000 ouvriers organisés de divers métiers. Comme la « Fédération des Bourses du Travail » et la « Confédération générale » des syndicats en France, le Secrétariat National en Hollande ne s'occupe pas de politique, il ne participe pas aux élections, laissant toute liberté cependant aux membres des différents syndicats. Ils pratiquent la lutte économique par les mouvements de salaires, les grèves, etc.

Ce sont là les colonnes d'opération avec lesquelles, en Hollande, la lutte *pratique* est engagée contre les capitalistes après les années de la théorie.

CHRISTIAN CORNELISSEN.

RÉGIME DE... SURETÉ

La quinzaine dernière, à cette même place, nous dévoilions l'arrestation arbitraire de nos camarades Renaud, Pié, et Prouvost, de la Bibliothèque communiste du XVe. Sortant tranquillement du lieu de réunion, ils furent filés par des policiers et attirés dans un guet-apens, arrêtés et conduits au Dépôt sous l'inculpation mensongère d'avoir chanté « l'Internationale » et la « Carmagnole » dans la rue.

La semaine dernière, les mêmes faits se sont renouvelés avec un caractère plus grave. Le camarade Spadoni, qui avait fait la causerie, fut arrêté sans aucun prétexte et depuis huit jours on est sans nouvelles de ce jeune militant. Comme il est de nationalité italienne, il est à craindre que notre gouvernement de Défense républicaine n'agisse avec lui comme avec Carice ou d'autres camarades expulsés.

En plus, tous les camarades qui assistaient à la conférence furent filés jusque chez eux. — Une souricière avait été établie et nombreux étaient les policiers mobilisés pour la circonstance. Le lendemain, les camarades ainsi espionnés virent des roussins se présenter chez leurs patrons pour les faire débaucher. Ces mesures policières, qui commencent à exaspérer les travailleurs, nous devons les dénoncer vigoureusement. L'acharnement déployé contre la Bibliothèque du XVe n'a pour cause que sa prospérité. Les mesures de sûreté générale destinées à rassurer le bandit russe qui doit venir prochainement, commencent à porter leurs fruits.

Sera-t-il nécessaire d'avoir recours à des arguments frappants, pour modérer le zèle policier ?

MOUVEMENT SOCIAL

France.

INTERNATIONALISME. — La semaine dernière, les pupilles du Vooruit de Gand sont venues à Paris où elles ont été reçues et fêtées par de nombreux groupes socialistes ou révolutionnaires.

Ce petit incident, qui en soi aurait peu d'importance, en acquiert une grande si on l'envisage au point de vue internationaliste. Il est bon d'encourager entre les peuples les rapports amicaux pardessus toutes frontières, d'habituer les enfants de tout pays à l'idée qu'ils sont partout chez eux, surtout au moment où les gouvernants se vantent de sceller par des visites officielles de prétendues alliances offensives et défensives, encourageant ainsi l'hostilité de peuple à peuple.

***

JUSTICE MILITAIRE. — Le conseil de guerre d'Oran vient de prononcer une triple condamnation à mort contre les nommés Guillet, âgé de vingt-deux ans, né à Paris, Minet de Rosambeau, âgé de vingt-sept ans, né à Montpellier, et Coste, âgé de vingt-neuf ans, né à Paris; tous trois détenus aux ateliers des travaux publics de Mers-el-Kébir, pour voies de fait sur les sergents surveillants, à l'occasion du service.

Les prévenus reconnaissent la préméditation, disant avoir simplement voulu échapper à la vie insupportable que leur faisait subir le capitaine du pénitencier.

Coste affirme que le capitaine en voulait particulièrement aux Parisiens.

— Mon colonel, a-t-il dit, nous sommes las de cette vie impossible, et si vous m'envoyez encore aux travaux, ce sera à recommencer.

— Où voulez-vous que je vous envoie? demande le président.

— A la butte, si vous voulez, répond simplement Coste.

ANDRÉ GIRARD.

***

POUR NOS BONS SOCIOS. — Nous possédons, en France, une multitude de politicailleurs qui osent se parer du masque de révolutionnaires, et qui, lorsque l'occasion se présente de faire œuvre révolutionnaire, ne craignent point de fouler aux pieds théories, idée, propagande ouvrière, pour sauver leurs intérêts personnels. Nous les voyons surtout opérer dans les grèves, prêcher le calme, toujours le calme, afin que les grévistes, de révoltés énergiques, deviennent de bons petits agneaux se laissant continuellement tondre.

Or, il y a quelques jours, la presse a publié un télégramme de Gijon (Espagne), concernant la grève qui existe à l'état aigu dans ce pays, dont nous extrayons ce qui suit : « L'agitation s'est aggravée, en dépit de l'opposition des autorités; les grévistes, en grand nombre, ont tenu un meeting, place San Lorenzo; le député républicain Lerroux a prononcé un violent discours, où il a soutenu cette thèse, qu'il faut faire des grèves révolutionnaires, les grèves pacifiques étant sans utilité. »

Voilà qui est net et catégoriquement exprimé. Et remarquez bien que ces paroles ont été prononcées par un député simplement républicain.

Que vont dire de cela nos bons socialards, révolutionnaires d'étiquette et d'antichambre? Naturellement, les dialecticiens de la pure sociale ergoteront toujours, et le bon populo fera la révolution dans 2.000 ans!

Que les prolétaires méditent bien ces paroles, qu'ils les comparent à ce que disent les anarchistes et ensuite ils concluront pour savoir s'ils doivent faire la révolution avec de platoniques ordres du jour politiques, qui ne servent qu'à jeter de la poudre aux yeux, ou bien s'ils doivent la faire en faits réels.

LÉO SIVASTY.

***

Mouvement ouvrier. — Parmi les multiples questions que met en relief le fameux projet de loi sur les « retraites ouvrières », il en est une qui, je crois, n'a guère été soulevée et qui a cependant son importance : la nécessité de rétablir cette mesure policière créée par l'empire, « *le livret d'ouvrier* ». Il est certain en effet que chaque travailleur appelé à « bénéficier » (!) de la loi devrait être porteur d'un « livret » où seraient inscrits ses versements antérieurs. Arrivant chez un nouveau patron, il serait certainement tenu de remettre le fameux « livret » pour que celui-ci inscrive les nouveaux versements. L'on voit d'ici le résultat. La petite « *marque à l'encre rouge* » convenue par avance dans le syndicat patronal, qui empêcherait l'ouvrier tant soit peu indépendant de trouver du travail.

Je ne sais si ces Messieurs du socialisme ministériel ont envisagé ce côté de la question. Il a, à notre avis, son importance et mérite d'être discuté. L'empire policier avait créé le « livret d'ouvrier », excellent moyen de réduire par la faim ceux qui le combattaient. La République socialo-czariste aurait le « livret de retraites ». L'histoire a de ces recommencements.

***

En attendant, voici encore quelques réponses des organisations ouvrières. L'énoncé de ces réponses est toujours très intéressant, car il fixe assez bien le degré d'évolution des groupements ouvriers.

La *Chambre syndicale de l'Imprimerie sparnacienne* répond :

Que le projet actuellement en discussion à la Chambre soit étudié mûrement et ait plus de force et de sympathie envers tous les salariés quels qu'ils soient; car *les retenues que subiront les patrons pour la Caisse des retraites seront payées par l'ouvrier lui-même, sur son salaire, par certains procédés patronaux.* Il est donc nécessaire et indispensable de donner satisfaction aux légitimes aspirations du prolétariat, en raison des charges que ce projet de loi ferait peser sur ces derniers;

3° Etant donnée l'insuffisance des salaires, repousser tout projet basé sur les cotisations ouvrières et patronales.

De la réponse de l'*Union syndicale des coupeurs tailleurs*, cette conclusion :

Considérant enfin que la loi telle qu'elle est conçue et présentée correspond à une duperie pour la classe ouvrière dont chaque membre serait exposé à payer le nouvel impôt pendant toute sa vie active pour assurer à la minorité survivante une pension de retraite inférieure à celle que donnent à leurs adhérents la plupart des sociétés reconnues et autorisées existant aujourd'hui... Pour ces diverses raisons, l'Union syndicale des coupeurs tailleurs déclare protester énergiquement contre le projet de loi sur les retraites ouvrières, se déclare prête à examiner tout autre projet dont l'économie ne comporterait aucun prélèvement sur les salaires.

La *Fédération des Syndicats de Franche-Comté* croit devoir donner à l'Etat des conseils sur les moyens de se procurer des ressources pour assurer des retraites aux vieux ouvriers. Mais ces moyens sont tels qu'ils entraînent avec eux tout un appareil législatif qui les rend impossibles :

Considérant d'ailleurs l'établissement d'une pension de retraite de 360 francs comme un *palliatif*,

elle entend bien que d'ici peu la limite d'âge soit abaissée et le chiffre de la pension augmenté. Quant aux ressources nécessaires à ces modifications, on les trouverait dans :

1° La suppression du budget des cultes ; 2° L'impôt sur le revenu; 3° L'impôt sur les grandes propriétés d'agrément; 4° Produit du Pari mutuel; 5° Suppression des gros traitements et sinécures; 6° Monopolisation de la restification de l'alcool ; 7° Conversion en 2 1/2 des rentes sur l'Etat.

Duperie, disent les uns; palliatif incomplet,disent les autres. Décidément le projet socialo-gouvernemental est bien malade.

⁂

Il y a quelques mois, lorsqu'il fut question de fermer la raffinerie de Saint-Ouen, *les journaux socialistes*(!) menèrent quelque tapage. Aujourd'hui, c'est un fait accompli, la raffinerie a définitivement fermé ses portes et les 1.200 ouvriers sont tous licenciés; quatre lignes dans un coin du journal, c'est tout ce qui reste de la belle ardeur de jadis. Mystère et commerce!

En attendant, les ouvriers ainsi congédiés sont sur le pavé et les quelques secours qui leur ont été accordés sont partis depuis longtemps.

Ainsi, pour le plus grand profit de quelques agioteurs sans scrupules, des centaines de personnes peuvent être privées du nécessaire; c'est là l'un des plus beaux joyaux de l'organisation capitaliste de la société.

Millerand, ministre et socialiste, a perdu là une excellente occasion de mettre en pratique l'un des articles du « programme » de Saint-Mandé : celui qui a trait à la reprise par l'Etat des grands moyens de production. Comme pour les républicains jadis, le moment n'est pas *opportun* pour les socialistes.

⁂

Un camarade me communique un petit torchon qui a nom *L'Union Ouvrière* et qui s'intitule pompeusement « Journal(!!) du monde du travail ». L'importance du papier est telle que l'administration, la direction en a été fixée à Gentilly (Seine), chez un particulier quelconque.

Le canard en question semble avoir l'ambition de devenir l'organe officiel des syndicats dits « jaunes ».

Dans un appel de l'*Association des employés et ouvriers du Métropolitain*, syndicat de la Compagnie, je découpe la petite insanité suivante, qui montre comment ces Messieurs savent joindre la canaillerie à la bêtise :

« Laissons aux *professionnels* du désordre et de *l'anarchie* prêcher les théories que leur inculquent *les politiciens*, dont ils sont les instruments ou les associés. »

⁂

La Fédération de la métallurgie, qui est certainement l'une des organisations ouvrières qui déploie le plus d'activité, en n'hésitant pas à aller toujours de l'avant, tiendra son Congrès annuel du 18 au 21 septembre prochain, à Saint-Etienne.

Une très énergique circulaire vient d'être adressée à toutes les organisations métallurgiques,les engageant à se faire représenter à ce Congrès, où d'importantes discussions seront soulevées. Voici les conclusions de l'appel adressé à ces organisations :

Les gouvernements qui se sont succédé jusqu'à nos jours nous ayant toujours fait de fallacieuses promesses, c'est à vous, camarades, de les faire devenir des réalités.

Pour cela, il faut que tous vous fassiez même l'impossible, afin que, par le nombre des délégués présents à nos assises, des décisions viriles y soient prises. L'heure est venue de prendre notre dû à nos maîtres.

Les principales questions qui figurent à l'ordre du jour du Congrès sont les suivantes :

Organisation intérieure. —Propagande. — *Caisse pour les insoumis*. — Caisse de solidarité. — La journée de huit heures. — Retraites ouvrières. — Le 1er Mai. — La Grève générale. — Grève générale probable des mineurs, etc., etc.

Contrairement à certaines Fédérations similaires qui croient qu'il suffit de se montrer très réactionnaire pour se concilier les bonnes grâces de tous, la Fédération des ouvriers métallurgistes marche à l'avant-garde de l'armée ouvrière. Les quelques points cités plus hauts, de l'ordre du jour du prochain Congrès,le démontrent amplement. Ces assises ne viendront donc que confirmer une fois de plus une importance chaque jour grandissante. J'aurai du reste l'occasion d'y revenir.

⁂

Voiron. — Les papeteries Lafuma, à Paviol, et Arnaud, aux Gorges-sur-Voiron, viennent de se mettre en grève. La papeterie de M. Lafuma comprend 160 ouvriers, celle de M. Arnaud 200.

⁂

Chalon. — Les ouvriers sabotiers, syndiqués et non syndiqués, ont, dans une réunion tenue lundi dernier, décidé de présenter aux patrons les modifications suivantes au tarif des façons :

1° 2 fr. 70 la douzaine au lieu de 2 fr. 40 payés actuellement pour les sabots au-dessus de 11 pouces 1/4 de bois.

2° 2 fr. 70 les dix-huit paires de petits sabots au lieu de 2 fr. 40 payés actuellement.

Ces revendications ont été soumises aux patrons.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 h. à 10 heures.

Soirée familiale donnée au profit du groupe, le samedi 31 août, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chervy, 2, rue de Bretagne. Causerie par un camarade ; partie de concert, chant et récits, suivie d'une tombola gratuite ; nombreux lots.

Entrée : 30 centimes. Les compagnes et leurs enfants ne paieront pas.

⁂

Appel aux employés de bureau. — Camarades, notre corporation, l'une des plus nombreuses, a été jusqu'ici à peine occupée de son propre sort. Elle commence seulement, dans les journaux *La Voix du Peuple* et *Le Ralliement des Employés*, à donner des signes de réveil, à examiner ses principales revendications et à se rallier à l'action syndicale.

Nous sommes quelques-uns qui venons faire appel à votre énergie, à votre dignité d'hommes, afin d'user de votre droit légal et de constituer un vaste groupement comprenant, en dehors de toute politique,les employés de bureau des grands journaux, des Assurances, des Sociétés commerciales ou industrielles, des maisons de publicité, etc.

Camarades, organisez-vous avant que votre sort ne soit encore aggravé par les Conseils d'administration désireux d'économies réalisées à vos dépens. Pour lutter contre l'arbitraire, contre les amendes, contre les travaux supplémentaires non payés, pour obtenir la liberté de toutes les opinions, le congé annuel de quinze jours, la faculté de prendre vos repas hors des bureaux, un salaire raisonnable, enfin pour réclamer aux pouvoirs publics le bénéfice des lois ouvrières et de la juridiction des prud'hommes, vous entendrez notre appel.

Dès maintenant, adressez vos adhésions provisoires et surtout vos observations et vos conseils de vive voix ou par écrit à la Bourse du Travail (Bureau 8, Rue du Château-d'Eau).

⁂

Quatre-Chemins-Aubervilliers. — *Bibliothèque Ouvrière.* — Samedi soir, réunion des camarades, 107, rue du Vivier. Urgence.

Dimanche 1er septembre, ballade à Choisy. Les camarades cyclistes sont spécialement invités.

⁂

Dimanche 1er septembre, fête champêtre publique au Parc du Vélodrome de Choisy-le-Roi, organisée par l'*Education Mutuelle*, Université populaire de Choisy-le-Roi.

A midi, déjeuner sur l'herbe ; à 2 heures, grand concert. Bal à grand orchestre.

Prix du repas : 1 franc. On peut apporter son déjeuner.

⁂

Roubaix et environs. — Comme nous l'avons annoncé la semaine dernière, les camarades iront à Bain. Ils prendront le train à Laers à 10 heures du matin, dimanche 1er septembre.

Comme nous l'avons dit, il y aura causerie-conférence sur *Le Communisme*. Concert et piécette par des camarades. L'on jouera : *L'Article 330* et *Le Commissaire est bon enfant*.

Distribution de journaux et de brochures *A mon frère le paysan*.

Les camarades de Roubaix font savoir qu'ils sont en possession de leur presse.

La brochure ci-dessus est leur premier travail de propagande.

⁂

Groupe révolutionnaire des Gars de l'Allier et d'ailleurs. — Réunion du groupe le 31 août 1901, à 8 h. 1/2 du soir, salle Brun, n° 175, rue du Temple.

Les camarades des groupes de Jeunesse socialiste révolutionnaire sont invités à faire connaître la décision prise à leur groupe au sujet de la communication qui leur a été faite le samedi 17 août.

⁂

Alais (Gard). — Les camarades d'Alais étant définitivement constitués en groupe, se réuniront tous les dimanches, café Bannet, aux prés Rasclaux. — Les camarades qui voudront envoyer des livres, brochures et journaux pour la bibliothèque, sont remerciés à l'avance.

⁂

Marseille. — Les camarades sont priés d'assister à la réunion pour la formation du groupe *La Liberté d'opinion*, qui aura lieu dimanche, 1er septembre, Brasserie des Tonneaux, rue Poids-de-la-Farine, à 9 h. 1/2 du matin.

Ayant besoin du concours de *tous*, nous comptons sur les camarades. — Les convocateurs : J. Potigny, F. Berrier.

⁂

Bruxelles. — *Appel à tous les Libertaires!* Le lundi 2 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, grande réunion de tous les camarades libertaires au local, rue des Alexiens, 43.

Ordre du jour : 1° Propagande pratique; 2° La presse libertaire; 3° Universités populaires.

Camarades, tous à la réunion!

⁂

Les camarades qui auraient l'intention de se rendre à la Pan American Exposition de Buffalo trouveront tous les renseignements chez E. Bergmann, 2, Pearl place, Buffalo, (N.-Y.).

VIENT DE PARAITRE

Le Militarisme, par Domela Nieuwenhuis; l'exemplaire par la poste, 0 fr. 15 ; le cent, 7 francs.

Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert; les 10 ex., 0 fr. 40; le cent, 3 francs.

Cartes postales, gravures de la collection des *Temps Nouveaux* : *La Guerre*, par Morin; *L'Aube*, de Jehannet; portraits de K. Marx et Bakounine, les quatre par la poste, 0 fr. 30.

BOITE AUX ORDURES

« On ne compte guère à Paris que deux cents anarchistes, signalés, catalogués.

« Ceux-ci —en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle — seront certainement *mis à l'ombre* comme ils l'ont été aux funérailles du président Carnot. *C'est arbitraire, mais utile.* En outre, la loi de décembre 1847 permet d'expulser tout étranger suspect. *On en usera.* » Gohon.

(*Figaro*, lundi 26 août 1901.)

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Chalon. — L'ouvrage *est épuisé*, nous ne l'avons plus.

Outewaking. — Envoyez-nous votre adresse, nous ne retrouvons pas votre fiche.

F., à Lausanne. — Nous rectifions l'adresse.

G., à Limoges. — Oui, nous pouvons vous les envoyer : 1 fr. 20. Protestation passera la semaine prochaine.

Serap. Pajaud. — Les brochures ont été expédiées le lendemain même.

Reçu pour les détenus : J. M., 5 fr.

Reçu pour le journal : Carp., 3 fr.; J. F., 5 fr. — Merci à tous.

P., à Berne. — D., à Bidiard. — R., à Bologne. — J., à Vienne. — V., à Rosario de Santa-Fé. — P., à Nogent. — M., à Bruxelles. — L., à Hodimont. — D., à Prats-de-Mollo. — T., à Nancy. — B., à New-York. — G., à Veyres. — Reçu timbres et mandats.

Nous mettons en vente chez *tous* les libraires de Paris :

Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, 0 fr. 10.

Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, 0 fr. 10.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Impr. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 19 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 SEPTEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

La Réaction dans l'Internationale

I

Nous avons vu comment on fausse l'histoire pour assoupir les travailleurs et les éloigner du grand but — la Révolution Sociale.

C'est encore pire pour l'économie politique. Ici, sous prétexte de bâtir une économie socialiste, on a construit tout un échafaudage de fausses théories qui servent aujourd'hui à endormir les travailleurs. On l'a fait, sans doute, inconsciemment au début. Mais les intéressés s'en sont emparés dans leur but. Et, avec cet échafaudage, présenté comme de la haute science, que le travailleur ne peut pas comprendre et doit accepter telle quelle, on a travaillé depuis trente années — avec succès — à dénigrer les révolutions, à détourner l'attention des travailleurs du but qu'ils se proposaient, et à les amuser entre temps de balivernes. On les a presque persuadés qu'ils n'avaient qu'à attendre que la destruction du régime capitaliste se fasse d'elle-même, en vertu des lois immanentes de son développement.

Cette campagne pour l'administration aux travailleurs de doses de plus en plus fortes d'opium économique, mérite d'être discutée à fond, et c'est ce que nous allons faire.

* * *

L'Association Internationale était une organisation révolutionnaire. Son but était — la Révolution Sociale. On disait bien « la liquidation sociale » (empruntant ce mot aux années de réaction qui suivirent juin 1848); mais, chacun savait bien de quelle « liquidation » il s'agissait. D'ailleurs, on ne se gênait pas d'affirmer le but : la révolution sociale, jusque sous le nez de la police napoléonienne.

Le but de l'Internationale était la révolution. Non plus une révolution politique, semblable à celle de février 1848, qui fut un leurre, mais la révolution *sociale*, qui permettrait aux travailleurs des villes et aux paysans de se saisir de tout ce qui est nécessaire pour produire, et de procéder à l'organisation du communisme — faisant, comme le disait Malon, un des fondateurs de l'Internationale, la charité de « bons de soupe » aux bourgeois qui seraient incapables de travailler.

Le plan de l'organisation (qui date — notons-le en passant — de 1830, lorsque Robert Owen essaya déjà de le réaliser, mais dut s'en désister sous les poursuites terribles du gouvernement anglais) — le plan, disons-nous, était admirable. Unir tous les travailleurs, chacun dans son métier, et tous les métiers, en un faisceau unique, international. Le « nègre de l'usine, le forçat de la mine, l'ilote du champ » étaient invités à entrer dans l'Internationale et les émissaires de l'Association travaillaient avec énergie à organiser des sections de métier partout — dans la grande et la petite industrie, dans les ateliers, parmi les mineurs les plus arriérés, dans les campagnes les plus réactionnaires. Ne pas faire de distinction entre l'ouvrier des villes et de la campagne, englober les paysans dans l'Internationale, a toujours été l'idée des fondateurs. Ce fut le rêve de Malon et d'André Léo, de Dumartheray et de tant d'autres, et les Espagnols, on le sait, ont parfaitement réussi à le faire, surtout en Andalousie. Arch, en Angleterre, s'inspira de la même idée, lorsqu'il créa en quelques mois la puissante Ligue agraire — morte depuis qu'il entra au parlement.

* * *

Les ouvriers français qui, lors de leur visite à l'Exposition de Londres de 1862, s'entendirent avec les ouvriers owenistes anglais pour fonder l'Internationale, avaient très bien compris que si la prochaine révolution ne doit pas être une révolution politique — si elle doit être une révolution sociale, qui fasse crouler le pouvoir du Capital — *les luttes préparatoires, qui précèdent les révolutions, doivent se faire sur le terrain de lutte directe entre salariés et capitalistes* (1).

Partout, se disait-on, éclatent des grèves, et partout elles sont vite vaincues, faute de soutien de la part des autres travailleurs. Et chaque défaite est un anneau de plus ajouté à la chaine que porte l'ouvrier. Ses maigres moyens épuisés, et le découragement semé tout autour, le rendent chaque fois de plus en plus docile et résigné.

* * *

Tout autre serait le résultat, si l'on parvenait à grouper les travailleurs en un faisceau de métier dans chaque usine, grande ou petite, dans chaque atelier, grand ou mesquin ; si l'on parvenait à constituer ensuite les fédérations locales et régionales, nationales et internationale, de chaque métier et de tous les métiers. Amener tous les métiers de telle ville ou de telle région — métiers que l'on voit encore se mépriser mutuellement (telle « la fabrique », c'est-à-dire l'horlogerie en Suisse et « le bâtiment ») — à s'unir dans une fédération ouvrière. Amener les travailleurs des villes et ceux des champs à se connaitre et à comprendre que, vis-à-vis les possédants, les propriétaires, les patrons, les banquiers et les gouvernants, ils constituent une masse séparée, qui a *ses* intérêts, diamétralement opposés à ceux de tous les possédants et de tous les gouvernants — qu'ils s'appellent radicaux ou conservateurs, libres penseurs ou cléricaux — tel était le but de l'Internationale.

(1) Gloire à Marx, comme l'a très bien dit notre ami Tcherkesoff, d'avoir compris la force nouvelle qui s'affirmait dans l'Internationale et de s'y être joint sans retard. Mais faire de Marx, comme le veut la légende allemande, un fondateur de l'Internationale, c'est affirmer un contresens. L'idée en était si répandue après 1848 parmi les Français qu'un journal, *L'Internationale*, fut publié par les réfugiés français à New-York bien avant 1864. La rencontre des Fouriéristes et des Mutuellistes français avec les Owenistes anglais fit l'Internationale.

* * *

Et puis — comment est-il possible de réveiller chez les travailleurs cette communauté d'intérêts de tous les exploités, si ce n'est en organisant la lutte des exploités contre les exploiteurs, en donnant à tous les exploités, quel que soit leur métier, la possibilité d'y prendre part, de se sentir les coudes, de réaliser leurs forces dans la lutte, lorsqu'ils se séparent des exploiteurs et luttent directement contre eux?

Et qu'est-ce qui pouvait mieux réveiller la conscience de communauté d'intérêts entre travailleurs de toutes les nations, que cette union internationale de tous les métiers par-dessus les frontières? Qu'est-ce qui pouvait mieux empêcher le développement de l'esprit étroitement national et des jalousies nationales, auquel travaillent tous les bourgeois? Les questions politiques forcément divisent les travailleurs. Protectionnisme et libre-échange, traités commerciaux, scrutin de liste ou d'arrondissement, liberté ou non d'enseignement, etc., sont autant de points de division. Les questions religieuses divisent encore plus, car jamais haines ne furent aussi fortes que celles qui sont nourries par les différents cultes et chapelles. Il n'y a qu'une question qui unit tous les exploités : celle de lutter contre l'exploiteur, quelles que soient sa nationalité et sa religion : la question du Travail en lutte contre le Capital. Et sur ce terrain seulement, libéré de toutes les entraves politiques, nationales, religieuses ou de clocher, peuvent s'unir tous les travailleurs, — tous ceux qui ont à souffrir du capitalisme moderne.

Et si, un jour, les événements rendent une révolution possible, il faudra bien que la bataille se livre sur la question de Capital et Travail, si toutes les luttes des années précédentes se sont livrées sur ce terrain — si on a lutté, non pas pour tel parti bourgeois, ni pour tel chef de parti, mais pour savoir si le travailleur aura, oui ou non, toute sa part dans ce qu'il produit, — ou s'il sera toujours forcé de mendier la permission de travailler, quitte à se désister de la part du lion en faveur du patron.

* * *

Les fondateurs de l'Internationale, travailleurs eux-mêmes et unionistes anglais, savaient bien, sans doute, l'esprit d'étroit égoïsme qui s'était introduit dans les unions de métier anglaises. Ils prévoyaient ce danger dans l'Internationale.

C'est pourquoi, à côté des unions de métier ils créaient dans chaque localité, soit un Conseil fédéral composé de représentants de divers

métiers, soit — mieux encore — la « section mixte », ou la « section de propagande », qui pouvait discuter toutes les questions d'ordre général, préparait les Congrès et alimentait d'avance leurs discussions, — empêchait les unions de métier de s'endormir dans leur égoïsme de satisfaits.

Et il y avait enfin les grands Congrès internationaux, dont chaque question se discutait six mois à l'avance dans les sections, et pendant lesquels on tâchait de s'entendre sur les grandes lignes du socialisme, sur les moyens d'accomplir la révolution sociale. C'est bien dans ces Congrès — on n'a qu'à consulter leurs comptes rendus pour s'en convaincre — et non dans les écrits de soi disant économistes que s'est développé tout le socialisme moderne. Le rapport de De Paepe sur le collectivisme, les rapports de la Fédération jurassienne sur l'abolition de la propriété individuelle et ainsi de suite — c'est de là que vient le socialisme moderne, qu'on a voulu baptiser du nom de « scientifique », alors que son vrai nom est « le Socialisme de l'Internationale ».

∴

L'Internationale marchait ainsi à grands pas vers la Révolution Sociale. Ces millions de travailleurs de toute nationalité, se soutenant les uns les autres, luttant toujours sur le terrain économique, arrivant à se comprendre et à comprendre que leur intérêt collectif dominait tous les autres, ne pouvaient faire que d'imprimer un caractère social à toute révolution qui aurait éclaté.

On comprend la terreur de la bourgeoisie. Et on comprend pourquoi, dès que la réaction devint toute-puissante après la défaite de la Commune, ou plutôt des communes de Paris, de Saint-Étienne, de Carthagène et d'Alcoy, — la première chose que s'empressa de faire la bourgeoisie fut de voter une loi draconienne contre l'Internationale, de mettre l'Internationale à l'index en Espagne, en Italie.

Cependant, deux courants se dessinaient déjà dans l'Internationale: l'esprit pratiquement révolutionnaire latin, qui s'affirmait en France, en Espagne, en Italie, et l'esprit doctrinaire, contre-révolutionnaire dans son essence, qui trouvait ses partisans surtout parmi les Allemands. La lutte entre ces deux tendances, qui se termine par le triomphe du doctrinarisme contre-révolutionnaire, mérite d'être racontée au long, et nous en parlerons dans l'article suivant.

PIERRE KROPOTKINE.

M. GORON

Jadis chef de la Sûreté, ce triste individu fut ignominieusement chassé de la police à cause de ses tripotages. Les policiers eux-mêmes, pourtant peu difficiles, ne pouvaient supporter plus longtemps son répugnant contact. Ce rebut trouva un refuge dans le journalisme. Les journalistes, moins dégoûtés que les mouchards, l'accueillirent dans leurs rangs sans trop de hauts-de-cœur. La presse, chacun le sait, est l'égout de la société.

Tant que ce stercoraire s'est contenté de se repaître de la fange qu'il fouillait jadis avec délices, nous nous sommes peu souciés de lui.

Aujourd'hui, ce rastaquouère de lettres s'en prend aux anarchistes et invite le gouvernement à les « mettre à l'ombre » pendant le séjour du tsar en France.

Nous ne laisserons pas passer cette occasion de lui manifester tout le mépris qu'il nous inspire : nous envoyons notre crachat le plus choisi à cet excrément de police.

ANDRÉ GIRARD.

RÉGIME DE SURETÉ

Notre camarade Pierre Quillard vient d'adresser au président de la Ligue des Droits de l'Homme la lettre suivante :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention et celle du Comité de la Ligue sur les vexations répétées dont sont victimes certaines catégories de personnes résidant en France, notamment les réfugiés politiques étrangers et les anarchistes.

Les réfugiés russes et ottomans en particulier sont traqués non seulement par la police française, mais par la police russe et la police turque opérant sans vergogne en territoire français : récemment encore les rédacteurs du journal le *Moniteur Ottoman* ont été menacés d'expulsion au cas où ils continueraient à dire du sultan ce que tout le monde en dit après Gladstone et beaucoup d'autres.

Quant aux anarchistes, il semble qu'on exécute contre eux un plan de provocations méthodiques : presque quotidiennement des policiers se présentent chez leur concierge ou chez leurs employeurs et cherchent à leur enlever leur gagne-pain et à rendre leur vie intime insupportable par les plus abjectes inventions, n'épargnant ni leurs compagnes ni leurs familles. En même temps, les arrestations arbitraires se multiplient. Permettez-moi de vous citer quelques faits :

Fait Pic et Prouvost. — Le samedi 4 août, à la sortie de la Bibliothèque communiste de la rue de l'Abbé-Groult, vers 11 heures du soir, Pic et Prouvost, tous deux parfaitement paisibles, furent accostés et arrêtés sans motif par une escouade de policiers et conduits au poste du boulevard de l'Hôpital ; ils ne furent relâchés que le lendemain dimanche, à 5 heures du soir. Depuis, ils ont perdu leur travail et ont dû quitter Paris. L'un d'eux appartenait au Syndicat de l'ébénisterie.

Fait Renaud. — Le samedi 11 août, également à la sortie de la Bibliothèque communiste, le camarade Renaud, ouvrier mécanicien, a été arrêté par des policiers qui mirent revolver au poing. Le lendemain, on lui donna lecture d'un procès-verbal fantaisiste où il était accusé d'avoir chanté à tue-tête l'*Internationale* et la *Carmagnole*. Voici de quelle manière avait procédé le policier qui se présenta chez sa concierge :

— Il ne travaille pas souvent?
— Si, Monsieur.
— Il n'est pas bien courageux?
— Il ne perd pas un jour.
— Il s'enivre souvent?
— Il ne boit que de l'eau.

Toutes les enquêtes de ce genre sont conduites de même.

Fait D. T. — La personne en question n'avait eu jusqu'ici aucun démêlé avec la police ni avec quiconque.

Le 21 août 1901, une camarade de D. T. lui demanda son adresse ; il eut l'imprudence de la donner, ne connaissant que peu son interlocutrice.

Le lendemain 22 août, un inspecteur de la sûreté venait chez sa concierge, et débitait sur lui des histoires malpropres. Le même jour, un autre inspecteur se présentait chez son ancien patron et lui demandait toutes sortes de renseignements. D'autres policiers allaient chez la patronne de la mère de D. T. Apparemment on désire priver de travail non seulement celui-ci, mais sa mère qui gagne un maigre salaire quotidien ; le père est infirme.

Je pourrais vous citer un grand nombre de faits analogues, bien qu'assez souvent les victimes préfèrent se taire, pour ne pas aggraver les persécutions.

Déjà à propos de la venue du tsar on annonce presque officiellement des rafles d'étrangers et d'anarchistes, et des arrestations par centaines.

Il est du devoir strict de la Ligue d'intervenir auprès du gouvernement. Il est déjà assez triste que les lois scélérates n'aient pas été abrogées après la campagne de réunions publiques menées au cours de l'affaire Dreyfus, où elles furent toujours dénoncées et flétries dans leur principe et dans leur application. Il faudrait au moins que, selon les principes de la Déclaration des Droits, nul ne fût inquiété en raison des opinions qu'il professe.

Cependant les anarchistes sont traqués à cause de leurs opinions. On a trop vite oublié qu'ils n'ont pas hésité à prendre parti des premiers et à payer de leur parole et de leur personne dans la grande lutte pour la libération d'une victime bourgeoise.

Aurait-on maintenant formé l'abominable projet de les exaspérer par des provocations incessantes et par la détresse où on les réduit en les empêchant d'exercer leur métier et de vivre en paix, et de les pousser ainsi à des actes de défense individuelle qualifiés crimes par la loi?

Je viens donc vous prier de vouloir bien saisir le Comité de ma demande et d'entreprendre d'urgence, au nom de la *Ligue*, auprès du ministre responsable, les démarches nécessaires pour faire cesser les vexations dont sont l'objet les réfugiés politiques étrangers et les anarchistes et surtout pour empêcher que la venue du tsar ne serve de prétexte à de nouvelles mesures arbitraires, malfaisantes et ridicules, et par là même dangereuses pour la paix publique.

Veuillez être assuré, Monsieur le Président, de mes sentiments de respectueuse considération.

PIERRE QUILLARD.

Les camarades qui ont été arrêtés sans motifs, au sortir des groupes, ces temps derniers, pourraient-ils nous envoyer *de suite* quelques notes sur leur arrestation?

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLICE. — Dans l'attente du tsar, la police se fait la main. Elle multiplie les arrestations arbitraires. C'est d'abord un M. Fourcade qu'on arrête pour un homonyme et, qu'une fois relâché, on persécute de mille façons pour se venger de son innocence. Puis c'est une dame Merle arrêtée pour une contestation avec un cocher de fiacre et que l'on accuse ensuite d'avoir fait de la rébellion, alors que c'est elle qui a été brutalisée par les agents. Ensuite c'est une dame W... qu'on arrête sous le prétexte qu'elle se livre à la prostitution, qu'on garde vingt-quatre heures au poste, en refusant d'avertir son mari qui, à la fin, vient réclamer sa femme et proteste naturellement contre ces ignobles procédés.

La presse crie et réclame des enquêtes qui certainement n'aboutiront pas.

Prenez patience, policiers, dans quelques jours vous pourrez vous livrer à une débauche d'arrestations arbitraires. Et la presse vous laissera en paix, car ce seront des anarchistes que vous arrêterez.

ANDRÉ GIRARD.

∴

Mouvement ouvrier. — Le socialo-jésuite Jean Jaurès, libre penseur à Paris et pratiquant à Villefranche, s'en prend, dans la ministérielle *Petite République*, à l'idée de la *Grève générale* qu'il a plus ou moins préconisée jadis.

La thèse générale est celle-ci : La Grève générale aboutit à la Révolution, et la masse n'est pas prête à accomplir une transformation de la société par un coup de force ; ce qu'il faut, c'est conquérir « légalement » les pouvoirs politiques.

Je ne m'attarderai pas à discuter ce point de vue; c'est, sous une autre forme, le vieux bateau socialiste de la Révolution en l'an 4000. Que la transformation de la société capitaliste ne talonne pas M. Jaurès, rentier-démagogue, nous le comprenons facilement; mais il n'en est pas de même pour nous, les éternels exploités, et c'est pourquoi nous avons mis quelque espoir dans la Grève générale, mouvement révolutionnaire bien en rapport avec l'organisation économique de la société capitaliste.

Mais là n'est pas précisément la question pour aujourd'hui et les venimeux articles de M. Jaurès contre la *Grève générale* sont dictés par un motif bien plus terre à terre.

C'est, sous d'autres formes, la réédition du coup d'il y a deux ans à propos de la grève générale du bâtiment. Tout était prêt et marchait à souhait, lorsque lâchement la *Petite République* insinua que des militants (qu'elle ne nomma pas, du reste) avaient reçu de l'argent de la réaction. Ce fut un désarroi général dans le camp gréviste, chacun soupçonna son voisin, la grève échoua et..... Millerand fut sauvé.

Lors de la grève de Montceau, après des mois de lutte, les mineurs organisèrent un referendum pour savoir s'il n'y aurait pas lieu de tenter la Grève générale, mais grâce à la trahison des ministériels Basly, Lamendin, Calvignac et Cie, la tentative échoua et j'ai dit comment les malheureux mineurs

de Montceau, trompés de tous côtés à la fois par des politiciens sans scrupules, redescendirent à la mine en sacrifiant quinze cents de leurs camarades. Ce jour-là, Jaurès et les socialistes domestiqués par le maroquin ministériel triomphèrent encore une fois.

Aujourd'hui, il s'agit à tout prix d'éviter de voir aboutir la grève générale des mineurs, qui se prépare dans d'excellentes conditions. L'on sait, en effet, qu'un referendum est organisé dans tous les bassins miniers. Les résultats connus jusqu'à ce jour sont tous favorables à la grève; la question sera posée au Congrès corporatif qui doit avoir lieu très prochainement, et cela pourrait nuire à la politique socialo-ministérielle. Il était difficile cette fois de faire avaler aux travailleurs le *coup* de la trahison; les mineurs se méfient et ils semblent bien décidés à tenter un arrêt général du travail : c'est pourquoi Jaurès s'en prend au point de vue théorique de la « Grève générale ».

Réussira-t-il cette fois? J'en doute; sa bonne foi, depuis des événements récents, a subi de rudes atteintes. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que le Congrès corporatif qui se tiendra à Lyon dans quelques jours n'accorde son appui aux ouvriers mineurs. D'autres corporations ont envisagé aussi l'éventualité d'une action parallèle.

La classe ouvrière organisée a mis son espoir dans un mouvement de Grève générale, et ce n'est pas au moment où une simple menace met en branle les apôtres(!) du socialisme légalitaire qu'elle abandonnera un moyen de lutte si bien en rapport avec l'organisation économique. Les articles de M. Jaurès n'auront d'autre résultat que de creuser plus profond le passé qui sépare les travailleurs manuels de la bande d'aigrefins, pions, avocats, médecins et autres politiciens de métier qui, depuis quelques années, ont envahi le socialisme.

Ce n'était peut-être pas là le résultat attendu, mais nous ne pourrons, nous, que nous en réjouir.

P. Delesalle.

Italie.

L'Enquête. — Enfin, par l'enquête ordonnée par le ministère de l'Intérieur, nous apprenons que Bresci s'est suicidé avec son essuie-mains et l'*un des draps de son lit*. Nous demandons : Pourquoi le drap de lit paraît-il seulement à la dernière heure? Pourquoi n'en avait-on pas parlé avant? Est-ce que, par hasard, on aurait consulté quelque vieil habitant de l'ergastule de Santo-Stefano, qui aurait admis l'impossibilité absolue d'un suicide par un essuie-mains, et par conséquent la nécessité d'inventer ce que nous avons écrit dans ce journal, c'est-à-dire que Bresci pouvait seulement se tuer en faisant une corde de ses draps de lit? Eh bien, il faut savoir que les draps de lit sont enlevés aux reclus pendant la journée, de sorte que Gaetan Bresci n'a pas pu avoir le temps de s'en faire une corde pour se pendre. En outre, une corde ne se fabrique pas en deux minutes quand on a été soumis à une surveillance incessante et inhumaine.

Si les bourgeois cherchent des raisons pour justifier le prétendu suicide, c'est leur affaire, à eux qui, tout en étant assassins tous les jours envers les ouvriers qu'ils exploitent, croient ne l'être pas. Pour nous, les assassinats de la bourgeoisie sont une chose ordinaire: nous ne nous étonnons donc pas si Bresci a été assassiné. Seulement, comme sa mort ne peut être expliquée que par l'assassinat précisément, la bourgeoisie pourrait s'en tenir là sans ordonner des enquêtes qui démasquent plus ouvertement son jeu de vieille *ruffiana* effarouchée. Du moins elle pourrait attendre plus tranquillement... le jour de la vengeance.

Roberto d'Angió.

***

A propos d'une correspondance. — Dans le n° 17 des *Temps Nouveaux* j'ai lu une correspondance du camarade Roberto d'Angió, laquelle mérite une rectification.

Le camarade d'Angió critique la forme d'organisation à laquelle adhèrent presque tous les anarchistes d'Italie et qui — il faut le dire — gagne encore les camarades des autres pays, prend parti de la publication du programme de la Fédération socialiste-anarchiste de Rome et d'une tentative de quelques soi-disant libertaires, qu'ils s'amusent inutilement à prêcher le parlementarisme, pour faire des uns et des autres un *même* méli-mélo et en conclure que le mouvement anarchiste subit un arrêt en Italie.

La façon dont d'Angió expose les choses tend à faire croire à ceux qui ne sont pas au courant de ce qui se passe en Italie, que de petits groupes de merlinistes qui s'appellent libertaires parlementaristes et les socialistes anarchistes se confondent, à peu près, dans une même tendance; ce qui est faux.

Les premiers — dont le chef Merlino a passé définitivement dans le parti socialiste démocrate — ne sont que des confusionnistes opportunistes qui restent complètement isolés, tandis que les autres restent cohérents aux principes fondamentaux des idées anarchistes et communistes, et avec eux se rangent les camarades des autres provinces.

D'Angió semble contester à une collectivité d'anarchistes le droit de formuler un programme. Cette question peut être discutable, mais en tout cas, si ce n'est pas un procédé en harmonie avec la doctrine anarchiste, les anarchistes s'en écarteront comme ils font vis-à-vis des merlinistes.

Mais combien de fois nous avons lu de programmes anarchistes! Chaque journal qui est sorti a toujours formulé et publié son programme : cependant qui a jamais songé à accuser les rédacteurs du journal et ceux qui l'appuyaient et répondent comme anti-anarchistes?

Mais je ne veux pas insister sur cette question, seulement je me demande comment le camarade d'Angió a pu écrire que dans le programme de la Fédération de Rome *il n'y a rien, absolument rien d'anarchiste?*

Quand on déclare et se propose de lutter contre le capitalisme et l'autoritarisme pour les détruire et substituer à leur oppression une *société basée sur la libre association décentralisée de tous les hommes devenus travailleurs et propriétaires en commun du bien social*, je me demande comment et pourquoi cela n'est pas anarchiste.

Je dirai encore qu'à mon avis, un programme formulé d'une façon aussi large peut contenter même les anti-organisateurs et qu'ils peuvent l'accepter en principe, exception faite, naturellement, de la partie qui se réfère à l'organisation. Laquelle, pourtant, est basée sur l'*autonomie des individus dans le groupe et des groupes dans la Fédération*.

On se propose aussi, dans le programme, d'entrer dans les syndicats ouvriers pour les pousser dans la lutte contre le capitalisme, les arracher à l'influence endormeuse des politiciens et propager l'idée anarchiste.

Mais le camarade d'Angió n'approuve pas tout ça parce que dans le programme il n'y a pas l'apologie des actes de rébellion individuels, tel que celui de Bresci.

Il oublie, avant tout, que nous sommes en Italie, que certaines questions spéciales ne peuvent pas servir de base à une doctrine sociale, ni à un parti, que nous pouvons apprécier d'une façon différente ces actes, tout en restant anarchistes.

C'est pour cela qu'il est faux de dire que les camarades qui ont rédigé le programme *tiennent surtout à faire comprendre que c'est malgré eux qu'Umberto a été exécuté*, et que *la tranquillité* dont ils *jouissent* à présent *est le prix convenu* de cette attitude.

Ah oui! très bonne tranquillité! quand ont été arrêtés à Rome plusieurs camarades, quand on empêche le camarade Gavilli d'y rester, de Francesco d'y venir et quand on arrête à Milan, on condamne à Macerata, on surveille partout et on tient toujours sous les verrous Giardini, Zavattero et d'autres bons camarades *programmistes*.

Mais cela n'est pas facile à comprendre avec des idées préconçues et en restant en Egypte, où je ne sais pas quelle transfiguration subissent les nouvelles des autres pays.

Quand on arrive, comme d'Angió, à dire, à propos de l'assassinat de Berra, que le gouvernement *a fait des excuses en accusant le lieutenant de Benedeti de folie*, tandis qu'au contraire le gouvernement a pris la défense du lieutenant et l'a approuvé, on s'explique aussi toutes les autres aménités et les accusations et déductions du camarade d'Angió.

Comme le croit d'Angió, ce n'est pas la fin de l'idée libertaire en Italie, c'est, au contraire, un réveil bien significatif, après une aussi longue période de persécution.

Partout les camarades s'affirment : dans les grèves, dans les meetings, dans tous les mouvements du prolétariat, et ils gagnent la sympathie de la classe ouvrière. Si le camarade d'Angió pouvait regarder le mouvement actuel en se dépouillant de toute idée préconçue, il s'en convaincrait vite et s'en réjouirait.

Un Camarade.

Angleterre.

Le *Groupe Ouvrier International* a été fondé à Londres au mois d'octobre dernier. Il justifie bien son titre, car la centaine de membres qui le composent sont nés dans différents pays. Les Français — en majorité — s'y rencontrent fraternellement avec des Allemands, des Italiens, des Espagnols, Suisses, Belges, etc.; tous, à peu d'exceptions près, sont des travailleurs manuels. Le groupe est mixte. Les diverses écoles du socialisme militant y sont représentées, *toutes les idées y trouvent accès et toutes les opinions y sont écoutées et discutées.* De bonnes conférences y ont été faites sur la Question sociale et sa solution, Darwinisme et Socialisme, Patriotisme et Internationalisme, le But de l'organisation syndicale, la Coopération, etc., etc. Ces conférences ont donné lieu à des discussions aussi courtoises qu'instructives; des concerts et des soirées familiales y ont été organisés afin de mêler l'utile à l'agréable. Le groupe a été unanime à prendre fait et cause pour les camarades grévistes de Barcelone que le gouvernement espagnol voulait faire transporter, parce qu'ils sont anarchistes. Une résolution protestant, au nom de l'humanité, contre cet acte arbitraire a été adoptée. Une copie a été envoyée au ministère à Madrid.

La délégation des Chambres syndicales de France y a été reçue, ce qui a permis à ses membres et aux délégués d'échanger leurs idées sur le mouvement ouvrier.

Quant à l'organisation intérieure, nous avons fondé une bibliothèque composée de livres choisis et organisé un cours de langue anglaise — ceci pour commencer — car nous espérons par la suite ouvrir des cours de différentes langues et, de cette façon, donner le meilleur outil possible à nos jeunes propagandistes. Un groupe lyrique et théâtral est également en voie de formation. Le groupe est administré par un comité de quatre membres *absolument sans pouvoirs*: deux secrétaires pour la rédaction des procès-verbaux et la correspondance, et deux trésoriers pour la réception des cotisations et pour faire les payements.

Le comité n'a aucun pouvoir, parce que chaque membre peut organiser ce qu'il juge bon pour la propagande ou le plaisir des membres; dans ce cas, il affiche dans le local une circulaire expliquant le but qu'il veut atteindre et invitant tous ceux qui veulent se joindre à lui, à y mettre leur nom. Quand il a réuni suffisamment de camarades, le groupe lui fournit les moyens nécessaires. La présidence des séances est chose inconnue chez nous : nous avons eu des réunions de plusieurs centaines de personnes et le besoin d'un Monsieur pour maintenir l'ordre — qui du reste n'a jamais été troublé — ne s'est jamais fait sentir.

A la suite d'une série de conférences sur la Grève générale, la socialisation des moyens de production, le rôle des anarchistes pendant la révolution et l'organisation du travail, le groupe a adopté à *l'unanimité* la résolution suivante :

« Considérant :

« Que l'émancipation des travailleurs ne pourra être que l'œuvre de leur action directe pour détruire le système d'exploitation créé par la société bourgeoise ;

« Considérant que les privilèges des classes dirigeantes sont dus à une solidarité de caste et maintenus par la puissance de leurs organisations;

« Considérant en outre que le travail est le moteur unique sans lequel l'humanité telle que le progrès l'a faite ne pourrait exister; que les travailleurs qui veulent mériter le nom de révolutionnaires doivent contribuer à la cohésion de tous les mouvements tendant à détruire la société bourgeoise,

« Le *Groupe Ouvrier International* déclare se solidariser avec la *Confédération générale du travail de France* et faire tous ses efforts pour en développer le but et l'importance révolutionnaire. »

Le *Groupe Ouvrier International* envoie à toutes les organisations ouvrières et groupes divers sans distinction d'école ses fraternelles salutations.

Le Secrétaire, G. Lorr.

Bulgarie.

De par l'essence même de l'anarchie, les anarchistes se mêlent à tous les mouvements d'émancipation de la pensée humaine et de tous les peuples. Le 2-15 juillet passé, une bande d'insurgés bulgares et arméniens ayant un but à réaliser en Turquie passa la frontière bulgare et arriva à quelques

métiers, soit — mieux encore — la « section mixte », ou la « section de propagande », qui pouvait discuter toutes les questions d'ordre général, préparait les Congrès et alimentait d'avance leurs discussions, — empêchait les unions de métier de s'endormir dans leur égoïsme de satisfaits.

Et il y avait enfin les grands Congrès internationaux, dont chaque question se discutait six mois à l'avance dans les sections, et pendant lesquels on tâchait de s'entendre sur les grandes lignes du socialisme, sur les moyens d'accomplir la révolution sociale. C'est bien dans ces Congrès — on n'a qu'à consulter leurs comptes rendus pour s'en convaincre — et non dans les écrits de soi disant économistes que s'est développé tout le socialisme moderne. Le rapport de De Paepe sur le collectivisme, les rapports de la Fédération jurassienne sur l'abolition de la propriété individuelle et ainsi de suite — c'est de là que vient le socialisme moderne, qu'on a voulu baptiser du nom de « scientifique », alors que son vrai nom est « le Socialisme de l'Internationale ».

* * *

L'Internationale marchait ainsi à grands pas vers la Révolution Sociale. Ces millions de travailleurs de toute nationalité, se soutenant les uns les autres, luttant toujours sur le terrain économique, arrivant à se comprendre et à comprendre que leur intérêt collectif dominait tous les autres, ne pouvaient faire que d'imprimer un caractère social à toute révolution qui aurait éclaté.

On comprend la terreur de la bourgeoisie. Et on comprend pourquoi, dès que la réaction devint toute-puissante après la défaite de la Commune, ou plutôt des communes de Paris, de Saint-Etienne, de Carthagène et d'Alcoy, — la première chose que s'empressa de faire la bourgeoisie fut de voter une loi draconienne contre l'Internationale, de mettre l'Internationale à l'index en Espagne, en Italie.

Cependant, deux courants se dessinaient déjà dans l'Internationale: l'esprit pratiquement révolutionnaire latin, qui s'affirmait en France, en Espagne, en Italie, et l'esprit doctrinaire, contre-révolutionnaire dans son essence, qui trouvait ses partisans surtout parmi les Allemands. La lutte entre ces deux tendances, qui se termine par le triomphe du doctrinarisme contre-révolutionnaire, mérite d'être racontée au long, et nous en parlerons dans l'article suivant.

Pierre Kropotkine.

M. GORON

Jadis chef de la Sûreté, ce triste individu fut ignominieusement chassé de la police à cause de ses tripotages. Les policiers eux-mêmes, pourtant peu difficiles, ne pouvaient supporter plus longtemps son répugnant contact. Ce rebut trouva un refuge dans le journalisme. Les journalistes, moins dégoûtés que les mouchards, l'accueillirent dans leurs rangs sans trop de hauts-de-cœur. La presse, chacun le sait, est l'égout de la société.

Tant que ce stercoraire s'est contenté de se repaître de la fange qu'il fouillait jadis avec délices, nous nous sommes peu souciés de lui.

Aujourd'hui, ce rastaquouère de lettres s'en prend aux anarchistes et invite le gouvernement à les « mettre à l'ombre » pendant le séjour du tsar en France.

Nous ne laisserons pas passer cette occasion de lui manifester tout le mépris qu'il nous inspire : nous envoyons notre crachat le plus choisi à cet excrément de police.

André Girard.

RÉGIME DE SURETÉ

Notre camarade Pierre Quillard vient d'adresser au président de la Ligue des Droits de l'Homme la lettre suivante :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention et celle du Comité de la Ligue sur les vexations répétées dont sont victimes certaines catégories de personnes résidant en France, notamment les réfugiés politiques étrangers et les anarchistes.

Les réfugiés russes et ottomans en particulier sont traqués non seulement par la police française, mais par la police russe et la police turque opérant sans vergogne en territoire français : récemment encore les rédacteurs du journal *le Moniteur Ottoman* ont été menacés d'expulsion au cas où ils continueraient à dire du sultan ce que tout le monde en dit après Gladstone et beaucoup d'autres.

Quant aux anarchistes, il semble qu'on exécute contre eux un plan de provocations méthodiques : presque quotidiennement des policiers se présentent chez leur concierge ou chez leurs employeurs et cherchent à leur enlever leur gagne-pain et à rendre leur vie intime insupportable par les plus abjectes inventions, n'épargnant ni leurs compagnes ni leurs familles. En même temps, les arrestations arbitraires se multiplient. Permettez-moi de vous citer quelques faits :

Fait Pic et Prouvost. — Le samedi 4 août, à la sortie de la Bibliothèque communiste de la rue de l'Abbé-Groult, vers 11 heures du soir, Pic et Prouvost, tous deux parfaitement paisibles, furent accostés et arrêtés sans motif par une escouade de policiers et conduits au poste du boulevard de l'Hôpital ; ils ne furent relâchés que le lendemain dimanche, à 5 heures du soir. Depuis, ils ont perdu leur travail et ont dû quitter Paris. L'un d'eux appartenait au Syndicat de l'ébénisterie.

Fait Renaud. — Le samedi 11 août, également à la sortie de la Bibliothèque communiste, le camarade Renaud, ouvrier mécanicien, a été arrêté par des policiers qui mirent revolver au poing. Le lendemain, on lui donna lecture d'un procès-verbal fantaisiste où il était accusé d'avoir chanté à tue-tête l'*Internationale* et la *Carmagnole*. Voici de quelle manière avait procédé le policier qui se présenta chez sa concierge :

— Il ne travaille pas souvent?
— Si, Monsieur.
— Il n'est pas bien courageux?
— Il ne perd pas un jour.
— Il s'enivre souvent?
— Il ne boit que de l'eau.

Toutes les enquêtes de ce genre sont conduites de même.

Fait D. T. — La personne en question n'avait eu jusqu'ici aucun démêlé avec la police ni avec quiconque.

Le 21 août 1901, une camarade de D. T. lui demanda son adresse ; il eut l'imprudence de la donner, ne connaissant que peu son interlocutrice.

Le lendemain 22 août, un inspecteur de la sûreté venait chez sa concierge, et débitait sur lui des histoires malpropres. Le même jour, un autre inspecteur se présentait chez son ancien patron et lui demandait toutes sortes de renseignements. D'autres policiers allaient chez la patronne de la mère de D. T. Apparemment on désire priver de travail non seulement celui-ci, mais sa mère qui gagne un maigre salaire quotidien ; le père est infirme.

Je pourrais vous citer un grand nombre de faits analogues, bien qu'assez souvent les victimes préfèrent se taire, pour ne pas aggraver les persécutions.

Déjà à propos de la venue du tsar on annonce presque officiellement des rafles d'étrangers et d'anarchistes, et des arrestations par centaines.

Il est du devoir strict de la Ligue d'intervenir auprès du gouvernement. Il est déjà assez triste que les lois scélérates n'aient pas été abrogées après la campagne de réunions publiques menées au cours de l'affaire Dreyfus, où elles furent toujours dénoncées et flétries dans leur principe et dans leur application. Il faudrait au moins que, selon les principes de la Déclaration des Droits, nul ne fût inquiété en raison des opinions qu'il professe.

Cependant les anarchistes sont traqués à cause de leurs opinions. On a trop vite oublié qu'ils n'ont pas hésité à prendre parti des premiers et à payer de leur parole et de leur personne dans la grande lutte pour la libération d'une victime bourgeoise.

Aurait-on maintenant formé l'abominable projet de les exaspérer par des provocations incessantes et par la détresse où on les réduit en les empêchant d'exercer leur métier et de vivre en paix, et de les pousser ainsi à des actes de défense individuelle qualifiés crimes par la loi?

Je viens donc vous prier de vouloir bien saisir le Comité de ma demande et d'entreprendre d'urgence au nom de la Ligue, auprès du ministre responsable, les démarches nécessaires pour faire cesser les vexations dont sont l'objet les réfugiés politiques étrangers et les anarchistes et surtout pour empêcher que la venue du tsar ne serve de prétexte à de nouvelles mesures arbitraires, malfaisantes et ridicules, et par là même dangereuses pour la paix publique.

Veuillez être assuré, Monsieur le Président, de mes sentiments de respectueuse considération.

Pierre Quillard.

Les camarades qui ont été arrêtés sans motifs, au sortir des groupes, ces temps derniers, pourraient-ils nous envoyer *de suite* quelques notes sur leur arrestation?

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Police. — Dans l'attente du tsar, la police se fait la main. Elle multiplie les arrestations arbitraires. C'est d'abord un M. Fourcade qu'on arrête pour un homonyme et, qu'une fois relâché, on persécute de mille façons pour se venger de son innocence. Puis c'est une dame Merle arrêtée pour une contestation avec un cocher de fiacre et que l'on accuse ensuite d'avoir fait de la rébellion, alors que c'est elle qui a été brutalisée par les agents. Ensuite c'est une dame W... qu'on arrête sous le prétexte qu'elle se livre à la prostitution, qu'on garde vingt-quatre heures au poste, en refusant d'avertir son mari qui, à la fin, vient réclamer sa femme et proteste naturellement contre ces ignobles procédés.

La presse crie et réclame des enquêtes qui certainement n'aboutiront pas.

Prenez patience, policiers, dans quelques jours vous pourrez vous livrer à une débauche d'arrestations arbitraires. Et la presse vous laissera en paix, car ce seront des anarchistes que vous arrêterez.

André Girard.

* * *

Mouvement ouvrier. — Le socialo-jésuite Jean Jaurès, libre penseur à Paris et pratiquant à Villefranche, s'en prend, dans la ministérielle *Petite République*, à l'idée de la *Grève générale* qu'il a plus ou moins préconisée jadis.

La thèse générale est celle-ci : La Grève générale aboutit à la Révolution, et la masse n'est pas prête à accomplir une transformation de la société par un coup de force ; ce qu'il faut, c'est conquérir « légalement » les pouvoirs politiques.

Je ne m'attarderai pas à discuter ce point de vue ; c'est, sous une autre forme, le vieux bateau socialiste de la Révolution en l'an 4000. Que la transformation de la société capitaliste ne talonne pas M. Jaurès, rentier-démagogue, nous le comprenons facilement ; mais il n'en est pas de même pour nous, les éternels exploités, et c'est pourquoi nous avons mis quelque espoir dans la Grève générale, mouvement révolutionnaire bien en rapport avec l'organisation économique de la société capitaliste.

Mais là n'est pas précisément la question pour aujourd'hui et les venimeux articles de M. Jaurès contre la *Grève générale* sont dictés par un motif bien plus terre à terre.

C'est, sous d'autres formes, la réédition du coup d'il y a deux ans à propos de la grève générale du bâtiment. Tout était prêt et marchait à souhait, lorsque lâchement la *Petite République* insinua que des militants (qu'elle ne nomma pas, du reste) avaient reçu de l'argent de la réaction. Ce fut un désarroi général dans le camp gréviste, chacun soupçonna son voisin, la grève échoua et..... Millerand fut sauvé.

Lors de la grève de Montceau, après des mois de lutte, les mineurs organisèrent un referendum pour savoir s'il n'y aurait pas lieu de tenter la Grève générale, mais grâce à la trahison des ministériels Basly, Lamendin, Calvignac et Cie, la tentative échoua et j'ai dit comment les malheureux mineurs

de Monceau, trompés de tous côtés à la fois par des politiciens sans scrupules, redescendirent à la mine en sacrifiant quinze cents de leurs camarades. Ce jour-là, Jaurès et les socialistes domestiqués par le maroquin ministériel triomphèrent encore une fois.

Aujourd'hui, il s'agit à tout prix d'éviter de voir aboutir la grève générale des mineurs, qui se prépare dans d'excellentes conditions. L'on sait, en effet, qu'un referendum est organisé dans tous les bassins miniers. Les résultats connus jusqu'à ce jour sont tous favorables à la grève; la question sera posée au Congrès corporatif qui doit avoir lieu très prochainement, et cela pourrait nuire à la politique socialo-ministérielle. Il était difficile cette fois de faire avaler aux travailleurs le *coup* de la trahison; les mineurs se méfient et ils semblent bien décidés à tenter un arrêt général du travail : c'est pourquoi Jaurès s'en prend au point de vue théorique de la « Grève générale ».

Réussira-t-il cette fois? J'en doute; sa bonne foi, depuis des événements récents, a subi de rudes atteintes. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que le Congrès corporatif qui se tiendra à Lyon dans quelques jours n'accorde son appui aux ouvriers mineurs. D'autres corporations ont envisagé aussi l'éventualité d'une action parallèle.

La classe ouvrière organisée a mis son espoir dans un mouvement de Grève générale, et ce n'est pas au moment où une simple menace met en branle les apôtres(!) du socialisme légalitaire qu'elle abandonnera un moyen de lutte si bien en rapport avec l'organisation économique. Les articles de M. Jaurès n'auront d'autre résultat que de creuser plus profond le passé qui sépare les travailleurs manuels de la bande d'aigrefins, pions, avocats, médecins et autres politiciens de métier qui, depuis quelques années, ont envahi le socialisme.

Ce n'était peut-être pas là le résultat attendu, mais nous ne pourrons, nous, que nous en réjouir.

P. Delesalle.

Italie.

L'Enquête. — Enfin, par l'enquête ordonnée par le ministère de l'Intérieur, nous apprenons que Bresci s'est suicidé avec son essuie-mains et l'*un des draps de son lit*. Nous demandons : Pourquoi le drap de lit paraît-il seulement à la dernière heure? Pourquoi n'en avait-on pas parlé avant? Est-ce que, par hasard, on aurait consulté quelque vieil habitant de l'ergastule de Santo-Stefano, qui aurait admis l'impossibilité absolue d'un suicide par un essuie-mains, et par conséquent la nécessité d'inventer ce que nous avons écrit dans ce journal, c'est-à-dire que Bresci pouvait seulement se tuer en faisant une corde de ses draps de lit? Eh bien, il faut savoir que les draps de lit sont enlevés aux reclus pendant la journée, de sorte que Gaetan Bresci n'a pas pu avoir le temps de s'en faire une corde pour se pendre. En outre, une corde ne se fabrique pas en deux minutes quand on a été soumis à une surveillance incessante et inhumaine.

Si les bourgeois cherchent des raisons pour justifier le prétendu suicide, c'est leur affaire, à eux qui, tout en étant assassins tous les jours envers les ouvriers qu'ils exploitent, croient ne l'être pas. Pour nous, les assassinats de la bourgeoisie sont une chose ordinaire: nous ne nous étonnons donc pas si Bresci a été assassiné. Seulement, comme sa mort ne peut être expliquée que par l'assassinat précisément, la bourgeoisie pourrait s'en tenir là sans ordonner des enquêtes qui démasquent plus ouvertement son jeu de vieille *ruffiana* effarouchée. Du moins elle pourrait attendre plus tranquillement... le jour de la vengeance.

Roberto d'Angiò.

**

A propos d'une correspondance. — Dans le n° 17 des *Temps Nouveaux* j'ai lu une correspondance du camarade Roberto d'Angiò, laquelle mérite une rectification.

Le camarade d'Angiò critique la forme d'organisation à laquelle adhèrent presque tous les anarchistes d'Italie et qui — il faut le dire — gagne encore les camarades des autres pays, prend parti de la publication du programme de la Fédération socialiste-anarchiste de Rome et d'une tentative de quelques soi-disant libertaires, qu'ils s'amusent inutilement à prêcher le parlementarisme, pour faire des uns et des autres un même méli-mélo et en conclure que le mouvement anarchiste subit un arrêt en Italie.

La façon dont d'Angiò expose les choses tend à faire croire à ceux qui ne sont pas au courant de ce qui se passe en Italie, que de petits groupes de merlinistes qui s'appellent libertaires parlementaristes et les socialistes anarchistes se confondent, à peu près, dans une même tendance; ce qui est faux.

Les premiers — dont le chef Merlino a passé définitivement dans le parti socialiste démocrate — ne sont que des confusionnistes opportunistes qui restent complètement isolés, tandis que les autres restent cohérents aux principes fondamentaux des idées anarchistes et communistes, et avec eux se rangent les camarades des autres provinces.

D'Angiò semble contester à une collectivité d'anarchistes le droit de formuler un programme. Cette question peut être discutable, mais en tout cas, si ce n'est pas un procédé en harmonie avec la doctrine anarchiste, les anarchistes s'en écarteront comme ils font vis-à-vis des merlinistes.

Mais combien de fois nous avons lu de programmes anarchistes! Chaque journal qui est sorti a toujours formulé et publié son programme : cependant qui a jamais songé à accuser les rédacteurs du journal et ceux qui l'appuyaient et répondent comme anti-anarchistes?

Mais je ne veux pas insister sur cette question, seulement je me demande comment le camarade d'Angiò a pu écrire que dans le programme de la Fédération de Rome *il n'y a rien, absolument rien d'anarchiste?*

Quand on déclare et se propose de lutter contre le capitalisme et l'autoritarisme pour les détruire et substituer à leur oppression une société basée sur *la libre association décentralisée de tous les hommes devenus travailleurs et propriétaires en commun du bien social*, je me demande comment et pourquoi cela n'est pas anarchiste.

Je dirai encore qu'à mon avis, un programme formulé d'une façon aussi large peut contenter même les anti-organisateurs et qu'ils peuvent l'accepter en principe, exception faite, naturellement, de la partie qui se réfère à l'organisation. Laquelle, pourtant, est basée sur l'*autonomie des individus dans le groupe et des groupes dans la Fédération.*

On se propose aussi, dans le programme, d'entrer dans les syndicats ouvriers pour les pousser dans la lutte contre le capitalisme, les arracher à l'influence endormeuse des politiciens et propager l'idée anarchiste.

Mais le camarade d'Angiò n'approuve pas tout ça parce que dans le programme il n'y a pas l'apologie des actes de rébellion individuels, tel que celui de Bresci.

Il oublie, avant tout, que nous sommes en Italie, que certaines questions spéciales ne peuvent pas servir de base à une doctrine sociale, ni à un parti, que nous pouvons apprécier d'une façon différente ces actes, tout en restant anarchistes.

C'est pour cela qu'il est faux de dire que les camarades qui ont rédigé le programme *tiennent surtout à faire comprendre que c'est malgré eux qu'Umberto a été exécuté*, et que *la tranquillité* dont ils *jouissent* à présent *est le prix convenu* de cette attitude.

Ah oui ! très bonne tranquillité ! quand ont été arrêtés à Rome plusieurs camarades, quand on empêche le camarade Gavilli d'y rester, de Francesco d'y venir et quand on arrête à Milan, on condamne à Macerata, on surveille partout et on tient toujours sous les verrous Giardini, Zavattero et d'autres bons camarades *programmistes*.

Mais cela n'est pas facile à comprendre avec des idées préconçues et en restant en Egypte, où je ne sais pas quelle transfiguration subissent les nouvelles des autres pays.

Quand on arrive, comme d'Angiò, à dire, à propos de l'assassinat de Berra, que le gouvernement *a fait des excuses en accusant le lieutenant de Benedetti de folie*, tandis qu'au contraire le gouvernement a pris la défense du lieutenant et l'a approuvé, on s'explique aussi toutes les autres aménités et les accusations et déductions du camarade d'Angiò.

Comme le croit d'Angiò, ce n'est pas la fin de l'idée libertaire en Italie, c'est, au contraire, un réveil bien significatif, après une aussi longue période de persécution.

Partout les camarades s'affirment : dans les grèves, dans les meetings, dans tous les mouvements du prolétariat, et ils gagnent la sympathie de la classe ouvrière. Si le camarade d'Angiò pouvait regarder le mouvement actuel en se dépouillant de toute idée préconçue, il s'en convaincrait vite et s'en réjouirait.

Un Camarade.

Angleterre.

Le *Groupe Ouvrier International* a été fondé à Londres au mois d'octobre dernier. Il justifie bien son titre, car la centaine de membres qui le composent sont nés dans différents pays. Les Français — en majorité — s'y rencontrent fraternellement avec des Allemands, des Italiens, des Espagnols, Suisses, Belges, etc.; tous, à peu d'exceptions près, sont des travailleurs manuels. Le groupe est mixte. Les diverses écoles du socialisme militant y sont représentées, *toutes les idées y trouvent accès et toutes les opinions y sont écoutées et discutées*. De bonnes conférences y ont été faites sur la Question sociale et sa solution, Darwinisme et Socialisme, Patriotisme et Internationalisme, le But de l'organisation syndicale, la Coopération, etc., etc. Ces conférences ont donné lieu à des discussions aussi courtoises qu'instructives; des concerts et des soirées familiales y ont été organisés afin de mêler l'utile à l'agréable. Le groupe a été unanime à prendre fait et cause pour les camarades grévistes de Barcelone que le gouvernement espagnol voulait faire transporter, parce qu'ils sont anarchistes. Une résolution protestant, au nom de l'humanité, contre cet acte arbitraire a été adoptée. Une copie a été envoyée au ministère à Madrid.

La délégation des Chambres syndicales de France y a été reçue, ce qui a permis à ses membres et aux délégués d'échanger leurs idées sur le mouvement ouvrier.

Quant à l'organisation intérieure, nous avons fondé une bibliothèque composée de livres choisis et organisé un cours de langue anglaise — ceci pour commencer — car nous espérons par la suite ouvrir des cours de différentes langues et, de cette façon, donner le meilleur outil possible à nos jeunes propagandistes. Un groupe lyrique et théâtral est également en voie de formation. Le groupe est administré par un comité de quatre membres *absolument sans pouvoirs* : deux secrétaires pour la rédaction des procès-verbaux et la correspondance, et deux trésoriers pour la réception des cotisations et pour faire les payements.

Le comité n'a aucun pouvoir, parce que chaque membre peut organiser ce qu'il juge bon pour la propagande ou le plaisir des membres; dans ce cas, il affiche dans le local une circulaire expliquant le but qu'il veut atteindre et invitant tous ceux qui veulent se joindre à lui, à y mettre leur nom. Quand il a réuni suffisamment de camarades, le groupe lui fournit les moyens nécessaires. La présidence des séances est chose inconnue chez nous : nous avons eu des réunions de plusieurs centaines de personnes et le besoin d'un Monsieur pour maintenir l'ordre — qui du reste n'a jamais été troublé — ne s'est jamais fait sentir.

A la suite d'une série de conférences sur la Grève générale, la socialisation des moyens de production, le rôle des anarchistes pendant la révolution et l'organisation du travail, le groupe a adopté à *l'unanimité* la résolution suivante :

« Considérant :

« Que l'émancipation des travailleurs ne pourra être que l'œuvre de leur action directe pour détruire le système d'exploitation créé par la société bourgeoise ;

« Considérant que les privilèges des classes dirigeantes sont dus à une solidarité de caste et maintenus par la puissance de leurs organisations;

« Considérant en outre que le travail est le moteur unique sans lequel l'humanité telle que le progrès l'a faite ne pourrait exister; que les travailleurs qui veulent mériter le nom de révolutionnaires doivent contribuer à la cohésion de tous les mouvements tendant à détruire la société bourgeoise,

« Le *Groupe Ouvrier International* déclare se solidariser avec la *Confédération générale du travail de France* et faire tous ses efforts pour en développer le but et l'importance révolutionnaire. »

Le *Groupe Ouvrier International* envoie à toutes les organisations ouvrières et groupes divers sans distinction d'école ses fraternelles salutations.

Le Secrétaire, G. Lutz.

Bulgarie.

De par l'essence même de l'anarchie, les anarchistes se mêlent à tous les mouvements d'émancipation de la pensée humaine et de tous les peuples. Le 2-15 juillet passé, une bande d'insurgés bulgares et arméniens ayant un but à réaliser en Turquie passa la frontière bulgare et arriva à quelques

kilomètres d'Adrianople (*Turquie d'Europe*.) En chemin, ils décidèrent d'exproprier un certain bey turc, Derdli Moustapha, richard turc et oppresseur de la population bulgare, et dans ce but ils attaquèrent son tchiflick (sa ferme), enlevèrent son fils et le prirent comme otage en laissant une lettre demandant une somme rondelette pour le rendre à son père. La petite troupe, bien armée, composée de 11 personnes dont trois à quatre Arméniens et le reste Bulgares et Macédoniens, se retira dans une petite forêt où elle resta cachée deux jours. Des paysans la dénoncèrent et une armée de 2.000 soldats d'infanterie turque et 2 escadrons de cavalerie attaquèrent la petite troupe de révolutionnaires. Celle-ci se défendit héroïquement, et une fusillade s'ensuivit qui dura presque onze heures; la vaillante troupe de compagnons (car c'étaient presque tous des compagnons, des anarchistes) eut 6 morts: 4 Bulgares et 2 Arméniens, les restants gravement blessés, arrêtés et conduits dans les prisons d'Adrianople; l'armée perdit 3 officiers et plus de 50 soldats.

Parmi les tués sont le camarade arménien Bedros Salemdjian et le compagnon Svétoslav Merdjanoff, connu aussi sous le nom de S. Stoianoff. Je ne connais pas le premier, mais on m'a dit que c'était un camarade très énergique et très sympathique et qui a rendu beaucoup de services à la cause arménienne et macédonienne. Je connais le compagnon Merdjanoff, dévoué champion de l'autonomie de la Macédoine. Il y a trois à quatre mois à peine qu'il venait de sortir des prisons de Constantinople, gracié par le Sultan. C'est Merdjanoff qui conduisait la troupe qui avait une noble mission à remplir dans ces pays bulgares subjugués par les Turcs, dont vous avez ouï dire les atrocités et les cruautés auxquelles ils soumettent ces populations chrétiennes laborieuses. Le compagnon Merdjanoff fut étudiant à Genève et était un de nos ardents compagnons de lutte. Après avoir goûté de la prison turque, le plomb turc a mis fin à ses rêves et projets d'avenir. Et c'est ainsi que partout où il y a sa vie à risquer pour une idée, pour une liberté, partout où il y a un chemin épineux à parcourir, l'anarchie donne ses enfants, ses amants en holocauste à tout ce qui est grand, beau, noble, révolutionnaire, en un mot à la révolution, à l'avenir!

P. S.

Victoria.

Melbourne. — Un journal irlandais, *The Irish People*, ayant publié quelques lignes contre les catholiques anglais qui avaient écrit un manifeste exprimant leur loyalisme envers le roi Edouard, et ayant dit dans ces lignes que le roi avait mené une vie immorale, le gouvernement confisqua le numéro.

Le *Tocsin*, en faisant la critique de cette suppression, a reproduit l'article irlandais, afin de démontrer son manque d'importance, vu l'antiquité des accusations, lesquelles avaient été publiées à l'infini dans les journaux anglais, et vu l'hystérie très manifeste de l'auteur, démolissant l'argument de « nécessité », « salut de l'Etat », etc., pour excuser cette suppression arbitraire. Le *Tocsin* portait le nom de E. Findley, député socialiste pour Melbourne, comme imprimeur nominal. Le Parlement de Victoria l'a donc expulsé de la législature, nonobstant que personnellement il n'avait rien à faire avec le contenu du journal, sans procès contre le journal, et l'expulsant sans que l'article du *Tocsin* fût lu devant la Chambre; ce n'est qu'après beaucoup de protestations de quelques députés, que la lecture préalable a été autorisée pour la forme!

Tout le monde sait que cet excès de « loyalisme » despotique n'a eu pour raison d'être que de servir de prétexte pour débarrasser le parlement d'un député socialiste; ce qui démontre combien valent les moyens parlementaires de réforme, etc., si les capitalistes n'y consentent pas. Il est vrai que, dans ce pays-ci, le parlement est devenu dans un sens un tribunal d'arbitrage, pour les questions sociales, afin de trouver de temps à autre un *modus vivendi*; et que l'expulsion n'a été motivée que par le dégoût des capitalistes de Melbourne, indignés de voir un socialiste établi comme *leur* représentant; car Findley n'avait été élu que par la minorité des votants, grâce à une surabondance de candidats capitalistes.

J.-A. Andrews.

Indes.

Une famine avec laquelle aucune autre ne pourra être mise en parallèle menace l'Inde. M. Romesh Dutt, du Département impérial des Revenus, connu comme auteur des « Lettres ouvertes sur la famine », déclare que l'oppression de l'Angleterre impose aux Indes un *système financier fréquemment illégal qui, pour une large part, contribue à la famine*. Si ce système n'est pas répudié, l'Inde restera continuellement sous la menace de la faim, de la misère et de la mort. La famine est entrée dans sa troisième saison. On n'avait jamais vu pareille chose. D'iniques et lourdes taxes enlèvent la moitié du revenu des terres des provinces du Nord; dans les provinces du Sud, c'est le tiers de la production du sol qui est arraché aux habitants. Les taxes sont perçues avec dureté et ne sont pas toujours strictement légales. Les rapporteurs de la Commission impériale sur la peste de 1900 ont terminé leur enquête en mai, mais le rapport n'a pas été publié parce qu'il s'agit de promulguer à Bombay les arrêtés législatifs pour légaliser après coup les mesures illégales que les commissaires ont découvertes. La moitié des revenus de l'empire indien sont employés en dehors des Indes; on a forcé les Hindous à payer les guerres de Chine, de l'Afghanistan, de la Perse et du Soudan. Une nombreuse armée est maintenue aux Indes dans le but d'exploiter les producteurs. Chaque année, l'Inde paye en salaires et en pensions pour des Anglais la somme de soixante-dix millions de livres sterling et, pour les fonctionnaires indigènes, dix-sept millions et demi. L'Inde n'ayant que peu ou pas d'industries, c'est sur la seule production du sol, c'est-à-dire sur le pain du peuple, que les revenus gouvernementaux sont prélevés.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Un excellent moyen de propagande est la distribution des journaux. Nous tenons des invendus à la disposition des camarades contre les frais d'envoi à raison de 0 fr. 80 pour 5 kilogr. et 1 fr. 25 pour 10 kilogr.

⁂

*L'Education libre du III*e, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredi et samedi, de 8 heures à 10 heures. Prêt de livres à toute personne de l'arrondissement.

⁂

*Jeunesse Révolutionnaire du XVII*e *arrondissement* (Groupe d'études sociales). — Réunion du groupe le samedi 7 septembre, à la Ménagère, 8, rue des Apennins.

Causerie par un camarade. Sujet : Critique économique de la Société.

⁂

Bibliothèque d'Education libertaire du faubourg Antoine, 3, rue de Reuilly, Paris (XIIe). — Dimanche 8 septembre, de 9 h. à 10 h. 1/2 du matin, lecture sur place. Exposition de lithographies.

N. B. — Afin de créer des ressources au groupe, la table de chêne sera mise en vente au prix de 50 francs. Avis aux camarades qui désireraient l'acquérir.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du XVIIIe arrondissement). — Samedi 7 septembre 1901, conférence par Mme Renoox : Psychologie de l'homme et de la femme. Base scientifique de la morale.

⁂

La Tour-du-Pin. — Les camarades anarchistes de la région de Bourgoin-Jallieu et La Tour-du-Pin qui s'intéressent au Congrès libertaire organisé par le groupe *Germinal* de Lyon sont priés de se rendre le dimanche 8 septembre prochain chez le camarade Sanlaville, à Bourgoin, pour discuter le manifeste des camarades lyonnais et dresser un rapport destiné à être présenté au Congrès.

Pour les camarades de la région : J. Montgourdin.

⁂

Tourcoing. — Les camarades organisent pour dimanche 8 septembre 1901, à 7 heures du soir, chez Delplanque, estaminet, rue de la Latte, 41, un concert (chants et musique). Une causerie sera faite par un camarade.

Les libertaires de Roubaix, Moucron sont invités.

⁂

Saint-Etienne. — Camarades, *pas d'abstentions* à la réunion qui aura lieu le samedi 14 septembre, café Argand, salle du premier, à 8 h. 1/2 du soir. Tous les camarades pour qui la propagande révolutionnaire et anarchiste n'est pas *morte*, tous ceux qui ne veulent pas subir, sans protester énergiquement, toutes ces *fêtes bourgeoises et même socialistes* (!!), assisteront à cette réunion, où d'importantes propositions seront faites. En outre, on s'occupera du Congrès libertaire de Lyon. Tous les camarades possesseurs de listes de souscription en faveur des camarades à qui l'on redevait sont priés de les apporter.

⁂

Amiens. — Permettez-nous de porter à la connaissance des lecteurs des *Temps Nouveaux* les mensonges du Conseil de l'*Union Civile*, société de consommation.

Dans le *Réveil Syndical*, ils disent aux coopérateurs qu'ils se sont vus dans la nécessité de renvoyer l'équipe des garçons boulangers, pour incapacité et, qui plus est, pour malhonnêteté. Les faits démentent amplement ces dires. L'équipe était en place depuis la fondation de la Société, c'est-à-dire depuis trois ans, et c'est seulement il y a un *mois* que l'on s'est aperçu de leur « incapacité ».

La vérité est que nous n'avons pas voulu nous laisser exploiter « socialement ». Le Conseil avait, en effet, la prétention de réduire à trois hommes, au lieu de quatre, notre équipe, en exigeant le même travail.

Les sociétaires paieront cher les bévues de Monsieur le Président, car, pour être socialiste, l'on n'en est pas moins capable de petits truquages très profitables, jetons de présence et autres « retours de bâton ».

La manière d'agir de ces « socialistes », qui, sitôt qu'il leur est conféré une parcelle d'autorité, en usent contre des travailleurs, est pleine d'enseignements. Souhaitons seulement que les membres de la coopérative ouvrent enfin (!!) les yeux, sans que cela ne leur coûte pas trop cher.

A. B.

⁂

Moucron. — La Jeunesse libertaire moucronnoise organise pour dimanche 29 septembre, à 4 h. 1/2, au Café des *Temps Nouveaux*, Chaussée du Risquons-tout, une réunion suivie d'une causerie par un camarade, au bénéfice de la Bibliothèque. Après la réunion, chants et poésies. On invite spécialement les camarades de Roubaix, Tourcoing et environs à y assister.

⁂

Marseille-La Valentine. — Dimanche 8 courant aura lieu, au groupe *L'Espoir social*, un concert révolutionnaire, suivi d'une causerie, faite par le camarade Mazan : La Révolution par la Grève générale.

P. S. — Les camarades disposant de journaux et brochures, à moins qu'ils ne tiennent à les conserver, sont priés de les apporter pour la vulgarisation de nos idées.

PETITE CORRESPONDANCE

Jossaud. — Nous n'avons pas les autres brochures ; remplaçons par les dernières.

Framian. — Votre abonnement finit fin novembre.

Le camarade Combet, de Lyon, voudrait-il se mettre en rapport avec nous ?

Engel, à Marseille. — L'extrait ne nous semble pas pouvoir être utilisé. Pas assez saillant.

P. R., à Buenos-Ayres. — Votre lettre ne contenait pas le montant de l'abonnement.

G. L., à Vienne. — Dresdener Strasse 49 II, Berlin S.

P. M., à Marseille. — Certainement cela serait utile, mais des fonds. Notre dernier manifeste « Contre la guerre » n'est même pas épuisé.

H., à Limoges. — Nous sommes de votre avis. Oui, nous avons reçu le premier envoi.

Reçu pour la liberté d'opinion : Groupe « l'Affranchissement » de Micheroux, 2 fr.

Reçu pour le journal : P. M., 0 fr. 20. — Ch., 5 fr. — B., à Mouscron. — Dehay, 12 fr. 50. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — J. M., 1 fr. — B., 0 fr. 75. — G. F., 2 fr. — Un gnaff, 1 fr. 05. — M., 1 fr. — L. de R., 5 fr. — Collecte faite par les camarades de Limoges, 14 fr. — G. F., 5 fr. Merci à tous.

S., à Saint-Prix. — M., à Naul. — G., à Roanne. — T., à Nice. — L., à Douai. — E., à Servian. — R., à Lyon. — G., à Bourgoin. — C., à Aud. — F., à Fougères. — M., à La Valentine. — F., à Tlemcen. — O., à Paris. — R., à Paris — P., à Paris. — H., à Paris. — B., à Dison. — M., à Oakland. — N., à Midway. — R., à Alexandrie. — B., à Upland. — D., à Fulton. — B., à Jemmapes. — T., au Boulou. — O., à Nantes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Impr. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

SEPTIÈME ANNÉE Nº 20 DIX CENTIMES DU 14 AU 20 SEPTEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

La Réaction dans l'Internationale

II

Deux directions se dessinaient, disions-nous dans l'article précédent, au sein de l'Internationale dès 1869 : la direction révolutionnaire pratique, représentée surtout par les travailleurs français, espagnols et italiens, et la direction doctrinaire, contre-révolutionnaire, représentée par les Allemands. La lutte devait nécessairement s'engager, et, comme toujours, elle s'incarna en deux hommes : Bakounine et Marx devinrent les représentants de ces deux directions opposées.

Bakounine et ses amis français, espagnols, italiens et suisses français, comprenaient que c'est par une série de révolutions que les peuples marchent à leur affranchissement. Leur but était la révolution *sociale*. Mais ils savaient aussi qu'on n'y arriverait pas d'un seul bond : qu'il fallait la préparer par une série de luttes, d'escarmouches, d'insurrections partielles et locales. Luttes de tous les jours — pourvu que ces luttes prennent toujours un caractère révolutionnaire. Escarmouches pour lesquelles les gouvernants et les riches ne donnent que trop d'occasions, et dans lesquelles on peut accentuer, chaque fois davantage, le caractère économique et anti-étatiste du mouvement. Insurrections, enfin, partielles et locales qui commencent généralement sur des questions de moindre importance, mais qui sont capables de prendre un caractère social plus tranché, si les révolutionnaires savent seulement mettre la question sociale en avant.

Les révolutionnaires de l'Internationale voulaient la révolution sociale : ils n'en reconnaissaient pas d'autre. Seulement ils savaient que si, d'une part, il faut pour y arriver faire une large propagande des principes, il faut aussi réveiller et maintenir en même temps l'esprit révolutionnaire. Et que, pour cela, il ne faut négliger aucune occasion de lutte et d'insurrection. Les grèves, les émeutes de la faim, les luttes locales contre l'oppression gouvernementale — tout contribue à préparer l'esprit qui fait les révolutions. Et lorsqu'il y a, en outre, une organisation comme celle de l'Internationale, qui s'est posé pour but la révolution communiste — et anarchiste dans certaines de ses fédérations, — elle fera toujours surgir certains traits communistes et anarchistes à chaque mouvement gréviste ou insurrectionnel, quelle qu'en soit l'origine immédiate.

⁂

Dans ce but, Bakounine et ses amis de l'Internationale constituèrent l'Alliance, qui se déclara franchement révolutionnaire — communiste et athée — et qui, malgré les excommunications et les calomnies du parti opposé de Marx, joua, chez les peuples latins, — soit directement, soit plus tard par sa tradition, — un rôle considérable dans l'histoire du quart de siècle qui suivit la guerre franco-allemande.

Quand on envisage, en effet, à l'heure qu'il est, l'histoire de ces années, et surtout des premières quinze ou vingt années qui suivirent la chute de l'Empire en France, — on voit que ce fut la Commune d'abord, et puis ce noyau révolutionnaire de travailleurs latins, qui empêchèrent la réaction bismarckienne de triompher définitivement en Europe. Internationaux de Paris. — « Chaque jour faites nous un rapport détaillé sur la situation » et — attendez nos ordres! — « Ne vous avancez pas! Si la révolution ne prend pas un caractère nettement socialiste, ne vous engagez pas! Tenez-vous-en à l'écart. »

Ce qui prouve que les doctrinaires de Londres ne comprenaient absolument rien, ni au mouvement qui se déroulait à Paris, ni aux mouvements populaires en général, dont ils méconnaissaient jusqu'aux traits fondamentaux. Une révolution *vit;* à chaque instant elle change d'aspect et prend des développements inattendus. Et elle accentue son programme à mesure qu'elle vit et se développe, en proportion de l'énergie dont elle est douée.

⁂

Jugés à ce point de vue, le caractère des deux courants de l'Internationale s'affirma déjà dans leur attitude diamétralement opposée vis-à-vis la Commune. Lorsque, le 18 mars 1871, les bataillons de fédérés marchaient sur l'Hôtel de Ville et s'en emparaient, lorsque la troupe évacuait Paris, et que tous les fonctionnaires, sur l'ordre de Thiers, filaient sur Versailles; lorsque enfin le peuple de Paris se trouvait maître de ses destinées et annonçait au monde la phase nouvelle dans laquelle la révolution devait entrer — la phase communaliste — que faisaient les uns et les autres?

Le Conseil général de Londres, obéissant à Marx, écrivait ordre sur ordre, et les ordres de Marx et d'Engels paraissent si absurdes qu'on serait même porté à douter que des gens intelligents eussent pu les écrire. Mais ils sont là, ils existent, publiés en toutes lettres.

⁂

Les Alliancistes, pendant ce temps-là, n'ordonnaient rien. Ils allaient à Lyon et à Marseille où ils essayaient d'entraîner la population dans un mouvement révolutionnaire, en proclamant la Commune. Ils proclamaient la Commune à Saint-Étienne. Et, secourus par quelque argent envoyé par leur ami Varlin, aussi un allianciste, — malheureusement trop tard : quelques jours seulement avant l'entrée des Versaillais à Paris — ils s'armaient dans le Jura bernois pour marcher sur Besançon et d'autres villes et villages du Jura français et y proclamer avec l'appui de leurs amis les Communes.

En Espagne, ils proclamaient bientôt la Commune à Carthagène et (à la suite d'une grève) à Alcoy, où Albarracin levait des contributions sur les riches en faveur de la grève et fusillait le maire qui avait fait appeler la troupe contre les grévistes.

⁂

Avaient-ils tort d'agir ainsi, alors même qu'ils avaient fort peu de chances de succès?

— L'histoire a donné sa réponse.

Quoi qu'en dise le pamphlet ignoble (*Les Bakounistes à l'œuvre*), qui restera pour toujours une souillure sur la mémoire de Marx et d'Engels, l'histoire a donné raison aux révolutionnaires latins. Si la réaction n'a pas triomphé sur toute la ligne en Europe, au même degré qu'elle avait triomphé en 1815, — c'est à eux, à leur esprit révolutionnaire et à leur compréhension des révolutions, que nous le devons.

⁂

Tout le monde, jusqu'aux réactionnaires fieffés, comprend aujourd'hui que, si la France n'est pas tombée après la défaite de 1870 sous une monarchie des plus réactionnaires, c'est la Commune qui a rendu ce retour impossible. C'est la Commune qui a fait la république en France; et si nous-mêmes disons souvent que la république bourgeoise qui existe en France depuis plus de trente ans ne vaut pas mieux qu'une monarchie, — nous savons aussi que si la monarchie avait réussi à s'implanter en France, tout l'effort qui a été dirigé depuis trente ans à répandre l'idée communiste et anarchiste eût été dirigé à renverser la monarchie et le cléricalisme devenus le but suprême. Et personne ne niera que la propagande anarchiste, socialiste, radicale, antigouvernementale, libertaire, qui s'est faite depuis trente ans en France, ainsi que l'expérience manquée du parlementarisme républicain bourgeois, n'aient créé une nouvelle France. Une France, d'un demi-siècle plus avancée en socialisme et en politique que ses voisins — une France qui ne pourra plus se satisfaire, lors de la prochaine révolution de ce qui fait encore le rêve des allemands : d'*une république jacobine*, pareille à celle de 1848. L'Allemagne reste encore à rêver *son* 1848; mais la France a déjà dépassé sa Commune non communiste; et les Communes qui seront proclamées lors du prochain soulèvement seront nécessairement plus ou moins communistes.

⁂

Mais il y a plus. Il faut avoir vécu dans le mou-

vement pendant les années qui suivirent immédiatement la chute de la Commune en France et la chute de la république en Espagne, pour réaliser toute la force de la réaction qui menaçait toute l'Europe à cette époque. Eh bien! je me permets de maintenir, d'après ce que j'ai vu dans ces années de mes propres yeux, et sans crainte d'être contredit, que ce qui empêcha la réaction de triompher victorieusement dans les pays latins, *ce fut l'esprit révolutionnaire qui continuait à se maintenir dans les fédérations anarchistes de l'Internationale.*

Ces fédérations n'étaient certainement pas nombreuses — et encore furent-elles très nombreuses en Espagne et en Italie. Elles ne pouvaient pas montrer un front aussi menaçant que celui de l'Internationale avant la guerre, lorsqu'elle avait avec elle la France. Mais l'esprit révolutionnaire restait chez ceux mêmes qui ne pouvaient affirmer leur affiliation à l'Internationale en France, ou qui se tenaient à l'écart ailleurs; et cet esprit, cette attitude révolutionnaire se manifestaient de mille façons. Je me souviens fort bien de ce moment d'avachissement en France, à la veille du coup d'Etat préparé sous Mac-Mahon; je me souviens comme, quelques conscrits ayant commencé à chanter la *Marseillaise* dans une gare, tous les voyageurs de notre vagon de troisième se regardaient stupéfaits et se demandaient : « Est-ce qu'il serait de nouveau permis de chanter la *Marseillaise?* » Tel était l'abaissement des esprits, même dans le Sud-Est.

Eh bien! si le coup d'Etat monarchiste n'a pas été fait sous Mac-Mahon, c'est parce que la France, surtout dans le Midi, avait été couverte par Clémenceau et les blanquistes de comités révolutionnaires, prêts à prendre les armes. Et, comme je l'ai déjà dit ailleurs (dans mes Mémoires), on trouvait dans chacun de ces comités d'anciens membres de l'Internationale ou de l'Alliance bakouniste, qui généralement étaient l'âme révolutionnaire, les hommes d'action, de ces comités.

Quant à l'Espagne, quiconque connaît l'histoire moderne de ce pays reconnaîtra, sans doute, que la forte organisation de l'Internationale, — fondée par l'allianciste Fanelli, et toujours restée anarchiste et révolutionnaire — ainsi que l'estime dont l'Internationale a toujours joui en Espagne, et conséquemment la menace permanente d'un mouvement populaire fait en Catalogne, en Andalousie, d'accord avec les cantonalistes (parti de Pi-y-Margal), ont été pendant trente ans la seule digue qui fût opposée à la réaction monarchiste et cléricale. Les grèves violentes et les petites insurrections au cours desquelles on échangeait des coups de fusil, — et contre lesquelles les doctrinaires allemands bavaient de rage, — rappelaient sans cesse aux réactionnaires qu'ils devaient mettre une sourdine à leurs intentions, — sans quoi le peuple se soulevait, à la lueur des propriétés et des fabriques.

Il en fut absolument de même en Italie. Pendant la période de réaction que l'Europe traversa après la chute de la Commune, on ne pouvait certainement pas espérer que l'Italie ou que l'Espagne fissent toutes seules la révolution sociale. Mais il est certain, pour quiconque connaît l'histoire de ces trente années, que l'agitation continuelle et la menace d'action commune des socialistes et des républicains fut le seul frein opposé, en Italie comme en Espagne, au cléricalisme monarchiste. Si le roi Humbert a appelé l'ex-garibaldien et l'ex-révolutionnaire Crispi au pouvoir, c'est précisément parce que seul un renégat comme Crispi pouvait lutter contre le parti auquel il avait appartenu jadis.

Sans ces révolutionnaires ouvriers, prêts à chaque moment à prendre les armes, à s'insurger et à commencer une révolution *populaire*, violente, dirigée contre la bourgeoisie — (et si l'on sait comment une révolution commence, on ne sait jamais jusqu'où elle ira — surtout si les insurgés sont prêts à affirmer immédiatement le caractère *social*, anti-bourgeois et anti-gouvernemental de leur insurrection) — sans ces révolutionnaires, disons-nous, l'Europe aurait traversé une période de réaction, pire encore que celle de 1815 à 1820.

* * *

Que firent, entre temps, les doctrinaires politiciens du socialisme international?

Ils vouèrent à cette avant-garde révolutionnaire de la prochaine révolution une haine, comme ils n'en ont jamais voué une au plus féroce des bourgeois, pas même à Bismarck. S'ils prenaient plus que des ménagements avec les bourgeois, ils n'en connaissaient aucun envers « ces anarchistes » qui dérangeaient leurs plans et menaçaient d'introduire l'esprit révolutionnaire latin dans « la grande, la libre Allemagne », que nous glorifiait Liebknecht dans le *Vorwærts*.

Et, entre temps, ils élaboraient toute une théorie de socialisme collectiviste, empruntée au ministre allemand Schæffle, et toute une théorie du développement économiste de l'histoire, faite avec des bribes empruntées aux socialistes d'avant 1848, et avec laquelle ils essayaient de tuer le mouvement ouvrier, en l'enrégimentant aux élections, et d'étouffer tout esprit révolutionnaire dans les masses.

Nous reprendrons ces théories dans notre prochain article.

Pierre Kropotkine.

Lettre ouverte à M. Gaston Leroux,

RÉDACTEUR AU *MATIN*

Monsieur et cher Confrère,

Je vous félicite vivement d'avoir réussi à émouvoir l'opinion au sujet de Bazeilles et de son scandaleux ossuaire. Je vous félicite surtout d'avoir su intéresser à vos préoccupations M. le Ministre de la Guerre. Ce haut fonctionnaire pouvait fort bien vous répondre, en effet, qu'il avait assez d'organiser le décès éventuel des soldats actuellement sous les drapeaux, sans s'occuper de ceux morts, il y a trente ans, sous des tuniques réformées et sous des tactiques abandonnées aujourd'hui. Or le général, mieux inspiré, vous a promis de « faire en sorte qu'il n'y ait plus que du respect autour de nos morts ».

Il est de fait que l'ossuaire de Bazeilles dénonce, chez les inventeurs de cette patriotique attraction un sens plutôt atténué des convenances et un parfait oubli de ce qu'on est convenu d'appeler le culte des morts.

J'ai habité quelques mois la coquette petite ville de Sedan et, comme tout le monde, j'ai voulu voir l'ossuaire. Je me rappelle, comme si j'y étais, le souterrain ridicule où, dans une lumière fade, sont alignés par terre, à l'abri d'une forte grille, têtes et corps, bras, jambes et troncs, pauvres choses poudreuses et vieillottes, débris informes et lamentables où adhèrent encore, par-ci par-là, le cuir du soulier ou le drap du pantalon. Fantaisie de barnum ou désœuvrement de gardien, il y avait, quand j'y fus — je pense que rien n'a dû changer — un chapelet de crânes régulièrement espacés sur le petit rebord de pierre qui ferme le charnier du côté de la grille. Et l'impression que je ressentis là fut d'une chose monotone, inconvenante et malpropre. Il y eut une note tragique pourtant, une vision soudaine qui me tint pensif quelques minutes. Placée droite sur un tas de débris un peu plus gros que les autres et mieux conservée par hasard, dans la chaux, une de ces têtes anonymes avait gardé sa peau avec quelques touffes de poils. Et cette peau, ce parchemin desséché et jauni dessinait vers la bouche une affreuse grimace, une grimace qui racontait fort exactement le drame des minutes — des siècles! — durant lesquelles ce pauvre diable avait attendu la mort après l'avoir comprise inévitable.

Nos correspondants racontent, Monsieur, que des touristes étrangers « plus ou moins ennemis de la France » s'oublient jusqu'à « pouffer de rire » en face de ces pauvres restes. J'ai de la peine à le croire et, quoique m'étant trouvé à l'ossuaire avec des étrangers, je n'ai jamais été témoin de ce fait. Après tout, c'est bien possible. Mais il est certain, dans ce cas, que nos bons Français ne sont pas, sur ce point, en reste de délicatesse. Car vous avez remarqué, comme moi, mon cher Confrère, que, par une attention délicate sans doute pour les chauvinismes exubérants, les ordonnateurs de ce charnier ont eu soin de séparer les races et de disposer d'une façon identique, en face des tibias et des fémurs français, un nombre à peu près égal de tibias et de fémurs allemands. Mais, ici, une grave question se pose à tous ceux qui croient nécessaire de détester les gens nés de l'autre côté de la montagne ou du fleuve et de les poursuivre de leur mépris jusque sous la forme inoffensive d'ossements mal joints. Est-on sûr qu'aucune erreur ne se soit glissée dans la répartition de ces morceaux de cadavre? Pourrait-on certifier qu'un avant-bras de cavalier bavarois ne se soit pas égaré sous la cuisse d'un fantassin breton? Je serais bien surpris, pour ma part, que les manœuvres préposés à ce rapatriement post-mortuaire eu aient compris toute l'importance et y aient apporté le scrupule voulu.

Ne serait-ce que pour cette raison, il serait très désirable, comme vous l'avez si bien dit, « que nos héros puissent enfin dormir leur glorieux sommeil au cœur de cette terre pour laquelle ils sont morts et qui leur doit bien en retour l'éternel repos! »

Cependant, laissez-moi vous le dire, mon cher Confrère, ce n'est voir là qu'une face et non la plus intéressante de la question. Je sais bien que votre point de vue est celui qui l'emporte encore dans nos sociétés. Il n'en est pas meilleur. C'est celui qui consiste à oublier toujours les vivants au profit des morts. Carbonisé par le grisou, le mineur est enterré avec luxe aux frais de l'Etat. Mais qui s'inquiète s'il eut de quoi manger durant sa vie? De même votre requête, fort correcte en ce qui concerne le respect dû à la mort, me semble négliger tout à fait l'intérêt de ceux qui vivent et désirent peut-être continuer. Vous ne me comprenez sans doute pas, mais vous allez me comprendre.

On fait beaucoup, de notre temps, vous le savez, pour hâter la fin des guerres. Il y a des congrès, des journaux, des ligues, des sociétés, des initiatives de personnages illustres. Ai-je besoin de vous citer, parmi ceux-là, le jeune empereur que la France attend, ces jours-ci, avec un tel frémissement d'impatience?

On fait donc beaucoup pour la paix universelle, et la paix universelle n'en arrive pas plus vite. Ne serait-ce pas parce que l'on n'agit pas assez sur la cause réelle des guerres et peut-être tout simplement parce qu'on l'ignore.

Oh! je sais bien qu'à ces événements spéciaux, grands fournisseurs d'ossuaires, il y a des causes très étudiées et très connues, des causes puissantes et magnifiques qui s'appellent les combinaisons politiques, les crises économiques, et sur lesquelles des messieurs fort savants écrivent de gros livres. Mais ces causes profondes et transcendantes, très décoratives, ne suffiraient jamais à créer la guerre s'il n'y en avait pas une autre beaucoup plus proche de nous et pénétrable aux plus frustes cerveaux : *Deux troupes d'individus résolus à se mettre en pièces marchent l'une contre l'autre.* Que ces bonnes gens rebroussent chemin en effet, adieu la bataille. Les hauts problèmes de politique et d'économie sociale subsistent tou-

jours. Mais ils ne se résolvent plus à coups de canon.

Commencez-vous à saisir l'importance de l'ossuaire et le rôle qu'il est appelé à jouer dans la préservation de la vie humaine? Si beaucoup d'hommes, de jeunes garçons surtout, pouvaient venir constater l'usage qu'il sera fait de leur squelette après qu'ils auront consenti à l'éparpiller sur le sol sacré de la patrie; si, pour compléter le tableau, ils avaient comme moi, en sortant du souterrain, la bonne fortune de voir quelques sous-officiers de dragons gaiement attablés sous les tonnelles de la DERNIÈRE CARTOUCHE, en compagnie de leurs maîtresses, ne pensez-vous pas qu'il y aurait là comme un point de départ pour de salutaires réflexions sur la bêtise de la guerre? L'ossuaire me paraît être, en matière d'éducation pacifique, la leçon de choses si recommandée aujourd'hui en tout enseignement.

Et vous voudriez le supprimer!

Je demande, moi, qu'il soit protégé, entretenu et agrandi là où il existe, créé partout où ce sera possible, avec toutes facilités pour s'y rendre, billets à prix réduits, excursions de vacances, arrangements pour familles et pour écoles.

Mon opinion diffère donc beaucoup de la vôtre, comme vous voyez. Mais j'espère que, pour être impartial, vous voudrez bien, tout de même, la soumettre à vos lecteurs.

En cette attente, je vous prie d'agréer, etc...

CHARLES ALBERT.

LES FOUS

Mac-Kinley, l'homme des trusts capitalistes, tueurs d'énergie prolétariennes, l'instigateur en Amérique de l'impérialisme militariste, broyeur de vies humaines, a été frappé de deux coups de revolver par un révolté.

Aussitôt la meute journalistique aboie et hurle aux trousses du « fou » assassin. Czolgosz est un fou parce qu'il a voulu interrompre l'œuvre néfaste protégée par Mac-Kinley, et mettre un frein à cet écrasement de travailleurs.

S'il en est ainsi, l'histoire compte beaucoup de fous. Angiollilo était fou, et autant que lui une foule d'autres, tels Harmodius, Aristogiton, Guillaume Tell, etc., qui, de même que Czolgosz, voulurent abréger le martyre de leurs semblables, et qu'à l'école, on nous apprit à honorer.

A. GIRARD.

LA LEÇON DES ROIS

J'ai fait un rêve. Malheureusement ce n'est et ne restera qu'un rêve. Je me représentais le tsar venant en visite chez un peuple conscient de sa dignité et défilant avec son escorte d'assassins galonnés, de policiers et d'aigrefins politiciens, dans des rues que le mépris aurait rendues désertes.

Quel sanglant outrage pour l'autocrate dont la puissance — bien que ne reposant que sur la barbarie des baïonnettes — prétend s'imposer même à la pensée la plus intime de ses sujets! Quel affront cruel, plus encore que l'injure criée et aussitôt réprimée, que ce dédain froidement hautain, cinglant ainsi, tout au long du parcours, la vanité blessée du despote! Quelle profonde et tragique leçon que cette silencieuse réserve, cette abstention des manifestations de respect attendues!

Mais, hélas! cette leçon ne sera pas donnée. Elle ne pourrait résulter que d'un degré supérieur de dignité dont nul peuple n'approche encore. Tant de siècles d'oppression, de servitude infâme, ont maintenu l'esprit humain dans une répugnante abjection prête à toutes les courtisaneries.

Le peuple français, *républicain*, pour qui, il y a un siècle, roi et tyran étaient un, et qui, d'un geste superbe, lançait en défi aux tyrans de l'Europe la tête du sien, ce peuple aujourd'hui dirigé par de soi-disant héritiers de la Révolution, ira se vautrer ignominieusement aux pieds d'un tyran plus despotique encore que le plus despotique de ceux qui jamais l'opprimèrent. Il ne pensera jamais s'abaisser assez, oubliant que le moindre égard envers le tyran russe est une grave insulte au peuple qui gémit sous sa botte.

Ce peuple républicain et révolutionnaire, qui parla jadis d'aller porter partout la révolution et la liberté, est à tel point inconsistant qu'un uniforme le tourneboule et lui fait sacrifier ses intérêts les plus chers. Aucune platitude, aucune turpitude ne lui répugnera pour témoigner envers les chamarrures franco-russes de sa déférente servilité.

Que n'a-t-on pas imaginé pour flagorner le bourreau du peuple russe? N'a-t-on pas songé jusqu'à le faire saluer au passage par les chœurs des enfants des écoles chantant le *Bodjé tsara Krani?* Seul le manque de temps a fait renoncer à cette odieuse courtisanerie.

C'est ce que les ministres de la République appellent « ébaucher l'homme libre »!

Et combien flattés eussent été les pères de ces petits de l'inconscience desquels l'on eût profité pour leur imposer cette écœurante platitude! Lequel, de ces pères, fût allé dire au directeur d'école : « Moi, homme libre, je veux que mon fils devienne aussi un homme libre, et je refuse de l'associer à vos manifestations serviles, dignes seulement des peuples avachis du centre de l'Asie. » Oui, lequel eût eu cette dignité?

Aucun, sans doute.

Certes, les rois et les oppresseurs des peuples ont encore du bon temps devant eux. Ce n'est pas demain que les peuples sauront leur infliger la « grande et terrible leçon » du mépris silencieux et hautain qui caractérise le véritable homme libre.

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le *Journal officiel* publie une première liste (?) des dépenses motivées par le voyage du knouteur russe.

Le total s'élève à 3.100.000 francs. Pendant ce temps, des humains crèveront de faim, ne sauront pas où reposer leur tête et les assassins ce sont nous, les anarchistes. O logique de gouvernants!

P. D.

* *

Mouvement ouvrier. — Je renonce décidément à publier les réponses des syndicats ouvriers au questionnaire gouvernemental sur le projet de loi des retraites dites « ouvrières ».

La plupart des syndicats rejettent purement et simplement non seulement le projet du gouvernement, mais tous les projets créant de nouvelles charges pour la classe ouvrière.

Les autres accepteraient bien le principe, mais à condition : 1° que les fonds nécessaires à son fonctionnement soient prélevés d'une manière quelconque sur le superflu des capitalistes ou par la mainmise par l'Etat sur les biens du clergé; 2° que l'âge de 65 ans soit abaissé à 55 et même à 50 ans; 3° que les ouvriers dits « étrangers » soient traités par la loi sur le pied d'égalité, etc., etc. Le projet gouvernemental est, comme on le voit, bien malade.

Tous ceux qui concourent à la production ont *droit*, par ce seul fait, à l'existence, et ce sans conditions d'âge, de sexe, de gain, de nationalité, etc., telle est la thèse générale soutenue dans la presque totalité des réponses.

Et celles-ci ne sont pas faites pour nous déplaire, bien au contraire. Elles montrent que les travailleurs commencent à se rendre compte que, quelle que fût la loi, faite soi-disant à leur avantage, un examen quelque peu attentif leur en démontre tous les dangers. Le projet de loi sur les « retraites ouvrières » est typique à cet égard; et c'est ce qu'ils ont très bien compris. Il leur soucie peu de fournir à l'Etat les moyens d'augmenter les moyens coercitifs dont ils seront un jour les victimes.

Encore quelques petites combinaisons gouvernementales comme celle-là et ils s'apercevront qu'ils n'ont décidément rien de bon à attendre de l'Etat. Ils comprendront que c'est eux et eux seuls qui sont capables d'assurer leur propre bonheur, et ce, non en renforçant d'une manière quelconque le pouvoir Etat, mais en le réduisant chaque jour jusqu'à ce qu'il soit définitivement devenu inutile.

* *

Le referendum organisé par les mineurs pour savoir s'il y aura lieu de décider la Grève générale, continue à être favorable à la grève. Ou le gouvernement forcera les compagnies, par les moyens qui sont en son pouvoir, à donner satisfaction aux mineurs, ou la grève aura lieu. Il semble qu'il n'y ait pas de doute à ce sujet. Toutes les combinaisons des politiciens auront du mal cette fois à en reculer l'échéance.

Dimanche dernier, les mineurs de Carmaux se sont réunis pour procéder au vote. Les résultats sont les suivants : Votants, 1.877; favorables à la Grève générale, 1.796.

Millerand aura donc beau faire : ou il faudra qu'il se décide à faire donner satisfaction aux mineurs ou la grève éclatera. Tous les articles de Jaurès le pieux contre la « Grève générale » n'y feront vraisemblablement rien.

* *

C'est la semaine prochaine que commencent les Congrès ouvriers. L'importance qu'ils auront cette année est indéniable. Les questions à l'ordre du jour font prévoir, que les travailleurs organisés décideront sur quel terrain ils entendent définitivement s'engager. Le Congrès corporatif aura à donner son avis sur le projet de loi sur les retraites ouvrières, la question de la participation des syndicats à l'action politique sera aussi discuté. D'autres questions très importantes feront l'objet de délibérations.

Le Congrès des Bourses du travail aura à renforcer l'organisation administrative de la classe ouvrière; à étudier la production des différents centres, à établir des données capables de mettre la classe ouvrière à même de s'emparer à un moment donné des instruments de travail, etc. Diverses fédérations d'industries telle la *Métallurgie*, tiendront aussi des congrès spéciaux. Cette dernière étudiera entre autres choses la création d'une caisse de secours pour les insoumis.

J'aurai, je l'espère, l'occasion de rendre compte des travaux de ces différents congrès qui se tiendront aux dates ci-après.

Le Congrès national corporatif (auquel peuvent prendre part tous les syndicats ouvriers) se tiendra à la Bourse du travail de Lyon du 23 au 27 septembre. Le Congrès des Bourses du travail se tiendra à Nice du 17 au 21 septembre. Le Congrès de la Fédération de la Métallurgie à Saint-Etienne les 20, 21 et 22 septembre.

P. DELESALLE.

Espagne.

On connaît les événements qui se sont passés à la Coruña le 30 mai : plusieurs ouvriers, des femmes et des enfants ont été blessés et tués dans un lâche guet-apens. L'état de siège a été déclaré et une centaine d'ouvriers, et parmi eux tous les présidents des sociétés ouvrières, ont été arrêtés.

Les camarades espagnols, qui savent bien que les ouvriers arrêtés risquaient d'être torturés comme ceux de Montjuich, ont créé dans le pays une forte agitation.

Des meetings ont été faits à Madrid, Barcelone, Oviedo, Saragosse, Grenade, etc., etc.

Mais ça n'a pas empêché que, dans les prisons de Vich, l'inquisition n'accomplisse ses infâmes exploits.

A l'ouvrier José Codina on aurait fait subir la même torture que Suñé quand il était à Montjuich; l'ouvrier François Fabregas a une lèvre divisée et les dents menacent de tomber, José Font a été assommé à coups de poings, José N..., a une oreille presque arrachée.

Assassinats dans la rue, tortures dans les prisons, voilà les entreprises du gouvernement!

Mais ça n'est pas assez encore : on cherche à empêcher les protestations et l'on arrête ceux qui peuvent les faire : Suñé, qui à Montjuich a eu les testicules tordus, étranglés, celui qui n'a plus un lambeau de peau qui ne porte encore la trace des tortures qui lui ont été infligées, s'était rendu l'autre jour à Granollers pour parler dans une réunion : il a été arrêté. C'est une lâcheté de plus à enregistrer !!!

Les derniers renseignements nous apprennent que les ouvriers se sont émus à cette nouvelle. Serait-il vrai ? Serait-ce le commencement de la fin ?

Ex. Is.

Allemagne.

Militarisme. — Bien que le sergent Hickel ait été acquitté, il reste néanmoins en prison par ordre, sous prétexte que le ministère public a interjeté appel. Cette illégalité ne suffit point, le général d'Alten a rédigé un nouveau mandat d'arrêt contre Hickel, parce que de nouveaux soupçons ont surgi contre ce sergent.

Les journaux révèlent nombre de brutalités coutumières de l'officier Krosigh qui expliquent le huis clos prononcé à plusieurs reprises pendant les débats. Non seulement cet officier brutalisait ses soldats, mais un jour que sa femme refusait de monter à cheval, Krosigh la fit attacher sur le cheval dans le manège ; le sous-officier Mertens survint et la délivra, alors le Krosigh infligea quinze jours d'arrêts à son subordonné. Mertens fut condamné pour désertion, mais acquitté du chef de meurtre. Mme Krosigh a visité et consolé la vieille mère de Mertens et lui a porté des fleurs.

Suisse.

Genève. — *Loi sur les grèves.* — Le mécontentement contre la loi sur les grèves augmente ; le *Peuple de Genève*, organe des élus socialistes, s'est vu obligé, à son corps défendant, de publier une lettre d'ouvrier qui se plaint amèrement des résultats de la loi faite par le « cher camarade » Thibaut, de concert avec l'élu clérical Ody, l'un des plus grands usiniers du pays.

Ce qu'il y a de plus triste, c'est l'impasse dans laquelle se trouvent les travailleurs, même en usant de l'*initiative*, une pétition couverte de 2.500 signatures qui oblige le gouvernement à soumettre la loi remaniée à une votation populaire ou sa radiation — il est certain que la loi actuelle sortirait bel et bien sanctionnée par les électeurs, car elle a pour elle les gouvernementaux, radicaux, conservateurs et catholiques, c'est-à-dire tous les bataillons électoraux, sauf les ouvriers ; or, à Genève, la plupart des ouvriers occupés dans le canton sont Allemands, Italiens et Français, les ouvriers suisses sont quantité négligeable et seraient donc certainement battus à une votation. — Oh ! le beau cadeau législatif que leur a fait leur élu ! aussi il faut voir comme ce soi-disant socialiste est prisé par la classe conservatrice.

Une victime. — Un ouvrier boulanger, âgé de vingt ans, né à Rastadt, aimé et estimé, devait prochainement partir pour faire son service militaire en Allemagne, mais ce jeune homme éprouvait une invincible répugnance pour le triste métier que les gouvernants lui imposaient. S'étant rendu dans un endroit solitaire, au-dessus d'Aire, il s'est jeté dans le Rhône et a disparu dans les flots.

Conférence. — Bertoni entreprend de la bonne besogne. Quoiqu'il fasse le procès du « bourgeoisisme » ouvrier, il est écouté avec la plus parfaite attention ; c'est qu'il n'est pas du nombre de ceux qui convoitent une place à la crèche ; aussi parmi les socialistes non libertaires il est autant apprécié que parmi les camarades qui partagent ses idées. Bertoni a véhémentement critiqué ces syndicats qui repoussent les femmes de l'atelier sous prétexte qu'elles doivent rester à la maison, il a critiqué de même ces sociétés ouvrières qui limitent le nombre des apprentis ; les syndicats, a-t-il conclu, doivent être ouverts aux idées larges, élevées et vraiment socialistes. Bertoni prépare de nouvelles conférences.

*
* *

Tessin. — *Exploitation.* — La fabrique de cigares de Brissago distribue à ses actionnaires — pour l'an 1900 — un dividende de dix-sept et demi pour cent. Les ouvriers de cette fabrique, comme de toutes celles de ce beau canton, sont payés misérablement. Il est vrai qu'aucun syndicat ouvrier n'existe au Tessin, il n'y a que des sociétés de secours ouvriers, et quels secours ! L'une de ces sociétés possède un capital de cent mille francs, elle donne 1 franc par jour à ses malades et, dans certains cas, 35 centimes. Des symptômes recueillis, il est permis de croire que les ouvriers tessinois sortiront bientôt de cette torpeur soigneusement entretenue par les politiciens.

A NOS CAMARADES

Le manque de supplément d'il y a quinze jours nous a valu nombre de lettres de camarades, nous soumettant divers projets pour éviter ces expédients.

Encore une fois merci à tous ceux qui s'intéressent à notre propagande. Mais la situation est ceci : la vente ne couvre pas les frais et tant que nous n'y serons pas arrivés, la situation sera toujours précaire, la souscription n'étant qu'un autre expédient.

Notre tirage est de 7.000. Il nous faudrait seulement une vente de 2.000 exemplaires en plus. C'est à cela qu'il faut tendre, c'est à acquérir ce résultat que nous demandons que l'on nous aide, en faisant circuler notre journal autour de soi, soit par l'achat de numéros, soit par la distribution des invendus que nous tenons à la disposition de tous.

J. Grave.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Entente morale des Jeunesses révolutionnaires. — Le samedi, 14 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, à la Fraternelle du IIIe U. P., 6, rue de Montmorency. Réunion des délégués des Groupes de Jeunesses révolutionnaires mandatés pour étudier en commun les moyens d'action et d'organisation de l'entente.

Tous les jeunes militants, désirant faire abstraction de toute école, sont priés d'assister à la réunion.

*
* *

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures.

La soirée familiale du 31 août ayant réussi, nous avons décidé d'en organiser une autre le dernier samedi de septembre. Une communication ultérieure donnera le programme détaillé de cette soirée. Nous remercions tous les camarades qui ont bien voulu nous apporter leur appui en cette circonstance.

*
* *

Jeunesse Révolutionnaire du XVIIe arrondissement (Groupe d'études sociales). — Réunion du groupe le 14 septembre, à la Ménagère 8, rue des Apennins.

Ordre du jour : Causerie par un camarade. — Questions diverses.

* *
*

Noisy-le-Sec. — *Groupe anti-militariste et anti-religieux.* Réunion samedi 14, 9, rue de la Ruelle sauvage, à 8 h. 1/2 du soir. Causerie par le camarade E. M. sur « la réception du tsar par le gouvernement de Défense Républicaine ».

*
* *

Auxerre. — Le *Groupe socialiste Auxerrois*, à l'occasion de la venue en France de l'autocrate pendeur de toutes les Russies, proteste contre la courtisanerie des lèche-bottes officiels qui vont à nouveau prostituer la France républicaine au Cosaque déporteur et envoie aux déportés russes, au grand Tolstoï et à tous les révolutionnaires slaves l'assurance de ses fraternelles sympathies. Vive la Révolution sociale ! A bas les tyrans ! Vive la fraternité des peuples !

*
* *

Pour le départ de la classe, les groupes de jeunesse socialiste de l'Yonne se proposent de refaire paraître le vaillant *Pioupiou de l'Yonne*, malgré les aboiements de la presse bourgeoise et capitaliste. Les camarades font appel à toutes les bonnes volontés.

Envoyer immédiatement la copie des articles au citoyen Thomas, gérant du *Pioupiou*, à Appoigny ; adresser, avant le 1er octobre, les fonds et les listes de souscription au citoyen Camille Lancelin, secrétaire de la Jeunesse socialiste sénonaise, 1, rue Sinson, à Sens.

Tout groupe souscripteur d'une somme de 5 francs aura droit à cent numéros du *Pioupiou*.

VIENT DE PARAITRE

Le 9e fasicule des chansons qui contient *Le Régiment des Révoltés*, chanson-marche avec musique ; *Paix et guerre*, monologue de P. Tachon ; *Le Chant du pain*, de P. Dupont. L'exemplaire, par la poste, 0 fr. 15. Le cent, 4 fr. 50.

*
* *

Le Militarisme, par Domela Nieuwenhuis. L'exemplaire, 0 fr. 15 *franco*. Le cent, 7 fr.

Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, 10 exemplaires, 0 fr. 40. Le cent, 3 fr.

*
* *

Dernières lithographies parues :

Le Calvaire du mineur, par Couturier.

Les Défricheurs, par Agar.

Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque ; prix : 1 fr. 40 *franco*.

*
* *

Nous mettons en vente chez *tous* les libraires de Paris :

Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, 0 fr. 10.

Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, 0 fr. 10.

BIBLIOGRAPHIE

Le Verre, par Paul Frick ; 1 vol. de la *Petite Encyclopédie populaire*, n° 24, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

Paisages Parisienses, par Manuel Ugarte ; 1 vol., 3 fr. 50. Librairies-Imprimeries réunies, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Matériaux pour servir à l'histoire des sectes russes, Lettres de Pierre Veriguine, livraison 1, prix : 2 fr. 50 ; A. Tchertkoff, éditeur, Christchurch (Hants) England.

Pétition pour l'abolition de la dette de la misère, par Delaurier ; une brochure, 0 fr. 10, chez l'auteur, 77, rue Daguerre.

L'Heure lourde, par Louis Jeambrun ; 1 plaquette, poésie, 0 fr. 30, imprimerie Alfred Jacquin, à Poligny (Jura).

La Femme de l'avenir, par Ed. Spalekowski ; une brochure, 0 fr. 25.

L'Eglise, l'Inquisition au moyen âge et l'Eglise contemporaine, une brochure par Ed. Spalekowski ; librairie Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

A lire :

Mascarade franco-russe, par Laurent Tailhade ; *La Raison*, 1er septembre.

L'Esprit de la Marine de l'Etat sous l'ancien régime et les survivances actuelles, par L. Vignols ; *Pages Libres*, n° 36, 7 septembre, et en général tout le numéro.

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 22 : *Lourdes*, par Hermann-Paul.

PETITE CORRESPONDANCE

B. D. — Adressez-vous directement 51, rue des Eperonniers à Bruxelles, ces camarades ne nous répondent pas.

G. R., à Vannes. — Répétitions inutiles. Envoyez des faits précis de préférence.

S. P. — Je vous ai écrit deux lettres et ai fait suivre le colis en gare à Béthune. Avez-vous reçu cette fois ?

D. C., à Rio-Janeiro. — Le *Père Peinard* ne paraît plus.

R., à Paris. — Oui, mais le numéro ne nous est plus revenu ?

Pour les camarades espagnols :

Reçu du camarade R. A. la somme de 29 fr. 50 que nous avons fait parvenir à *La Revista Blanca* de Madrid, frais déduits.

Reçu pour la liberté d'opinion : P. E., 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : P. R., 4 fr. — Muller, 5 fr. — C., 5 fr. — Leb., 10 fr. — J. E., 0 fr. 80. — S., 5 fr. — Merci à tous.

C., à Grenoble. — P., à Rochefort. — V., à Nîmes. — P., à Modena. — O., à Nantes. — P., Gilly. — G., à Fougères. — G., à Perpignan. — R., à Villiers. — C., à Seatonville. — D., à Billy-Montigny. — B., à Lexington. — R., à Garzau. — C., à Reignac. — B., à Rennes. — H., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 21 DIX CENTIMES DU 21 AU 28 SEPTEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous prions les camarades qui nous ont demandé des livres et des brochures de patienter quelques jours. Le gouvernement très républicain et très confit en socialisme que notre révolutionnaire pays a l'heur de posséder a voulu, pour complaire à son maître le tsar, faire de la France une succursale de la Sibérie.

Comme au pays du Knout, il n'est plus de liberté. Depuis quelques semaines, c'est une orgie d'arrestations arbitraires, de persécutions, de goujateries sans nom dont sont l'objet les révolutionnaires de la part de la police. La semaine dernière, le camarade qui s'occupe de l'administration du journal a été accosté par un policier et n'a dû d'être encore libre qu'à l'agilité de ses jambes. Force nous est, pour assurer la régulière apparition des *Temps Nouveaux*, de nous glisser furtivement aux bureaux du journal au travers des mouchards qui montent la garde devant la maison. Ce n'est qu'au prix de précautions infinies que nous avons pu faire paraître le numéro de cette semaine. Dans ces conditions, l'administration est forcément en désarroi.

Mais nous serions mal venus de nous plaindre, puisque tous ces ennuis auront pour effet d'assurer la quiétude de notre petit père au cours de ses pérégrinations.

Trop heureux au contraire...!

LE MEURTE INUTILE

Depuis que la chasse est ouverte, les chemins de fer s'emplissent de Tartarins aux costumes grotesques. D'énormes fusils pendus à l'épaule et les poches bourrées de cartouches, ils prennent des poses de pourfendeurs. Que vont-ils faire? Ils vont s'amuser à tuer.

Des gens qui s'amusent à tuer ne peuvent être que des mentalités redoutables, des espèces de sauvages attardés parmi ceux, de plus en plus nombreux, qui professent le respect de la vie et à qui tout meurtre non justifié fait horreur.

Je sais que ces gens-là disent, pour leur excuse, que ce qu'ils tuent, c'est seulement des animaux; et ils ajoutent que s'ils n'exterminaient pas les animaux, les animaux les extermineraient. Ils invoquent le droit de défense et la concurrence vitale.

Ce sont des farceurs. Sans doute, si nous laissions les lapins et les lièvres se reproduire indéfiniment, ils ne tarderaient pas à envahir nos champs et à dévorer toutes nos récoltes. Est-ce le louable désir de protéger les récoltes qui anime les chasseurs? Pas du tout, c'est uniquement le plaisir de tuer.

Si la chasse avait pour but la protection des récoltes, le droit de chasse appartiendrait en tout premier lieu et d'un bout de l'année à l'autre à ceux que cette protection intéresse le plus, aux cultivateurs. Mais non : le droit de chasse est refusé au paysan pauvre qui n'a pas les moyens de prendre un permis, d'acheter un fusil et des munitions, d'avoir un chien; il est accordé au citadin riche qui se fiche des récoltes comme de l'an quarante — attendu qu'il ne sait même pas comment pousse le pain — et qui ne voit dans ce *sport* qu'une occasion de jouer au guerrier, de s'exhiber couvert d'engins dangereux, d'étaler sa vanité de plus ou moins adroit tireur (c'est-à-dire adroit meurtrier), de raconter des exploits en les amplifiant et de faire ripaille.

Je dis que la mentalité de cet homme-là n'est pas beaucoup au-dessus de celle d'un sauvage, parce que cet homme-là, exactement comme le sauvage, a le plus complet dédain de la vie. De la vie des autres êtres, s'entend. Car, pour la sienne, il n'admet pas qu'on y attente.

On peut tuer, tout en ayant le respect de la vie. Un homme m'attaque au coin d'une rue : je le tue pour n'être pas tué par lui. Sous peine d'avoir bien peu conscience de moi-même et d'être vraiment peu digne de vivre, je dois préférer mon existence à toute autre.

Quoique ayant le dégoût du meurtre, je puis néanmoins, sans être immoral, supprimer les êtres qui mettent en péril l'existence ou la santé ou le ravitaillement d'autres êtres à qui je m'intéresse, que je considère comme mes associés. Je vois très bien les hommes raisonnables des siècles prochains tuant les lapins envahisseurs ou les loups voraces. Mais je ne les vois pas du tout accomplir ces hécatombes nécessaires jovialement, transformer ce devoir pénible, cette tâche douloureuse en une partie de rigolade et de bombance. Surtout je ne les vois pas semer des lapins et des faisans là où il n'y en a point, pour avoir le plaisir de les détruire ensuite.

Car c'est ici que l'on prend le chasseur en flagrant délit de mensonge. S'il ne voulait que détruire les animaux trop prolifiques ou nuisibles il se réjouirait quand une contrée, dépourvue de gibier, lui évite l'œuvre de mort. Au contraire, il s'en désole.

Par là, il est bien inférieur, comme moralité, au bourreau public qui, j'en suis sûr, accomplit sa besogne sinistre sans joie.

Et non seulement le chasseur se désole, quand dans une contrée le gibier est rare à dévorer le grain du paysan, mais il s'arrange encore pour y en mettre, — afin d'avoir, l'an prochain, de quoi massacrer. A frais énormes, il peuple les bois de faisans; il râfle, sans marchander, tous les œufs qu'on lui procure; il entretient une armée de gardes occupés à faire boire et manger les coûteux oiseaux, à veiller sur leur existence et à tirer sur les braconniers, afin de réserver pour soi seul la jouissance du massacre. Des champs entiers sont pris pour la nourriture de ces victimes luxueuses; des champs entiers, qui seraient peut-être mieux employés pour la subsistance des hommes qui ont faim.

Allègue-t-on, en faveur de la chasse, le besoin de se procurer une nourriture? C'est le braconnier qui pourrait soulever cet argument. Le braconnier est moral, lui : il tue pour vivre. Le chasseur tue *pour s'amuser*.

Eh bien! le monsieur qui tue des animaux pour s'amuser, est aussi immoral, aussi répugnant que le monsieur qui tue des hommes pour gagner des galons, des décorations, des places, des titres, des honneurs, de l'argent, ou pour fournir le moyen de faire fortune à des commerçants, des industriels, des missionnaires ou des politiciens, ses complices.

L'état d'esprit du chasseur et celui du militaire sont les mêmes. L'un et l'autre mesurent leur gloire au nombre de cadavres qu'il a faits. L'un et l'autre sont des brutes. L'honnête homme, lui, mesure sa gloire au nombre d'existences qu'il a sauvées ou embellies.

La distinction qu'on établit entre le meurtre d'une bête et celui d'un homme, est un sophisme. Quiconque fait bon marché de la vie des animaux, est tout prêt à en faire autant de celle de ses semblables. Et puis, où finit pour nous le semblable? Je ne vois pas que le singe, et tous les autres vivants à sa suite, soit beaucoup moins notre semblable que l'Australien, par exemple.

Il y a plus. Le meurtre d'une bête est quelquefois plus criminel que celui d'un homme. Il peut-être fort bon de tuer un homme nuisible, et fort mauvais de tuer une bête amie. Autrefois l'on étouffait les gens atteints de la rage, et l'on avait raison. Aujourd'hui l'on tue des pigeons pour s'exercer au tir, et l'on a tort. Le récit, dans les histoires, du meurtre des tyrans, des grands monstres qui ont écrasé l'humanité et accru le malheur des peuples, n'afflige point du tout le lecteur. Car ces meurtres, outre que justiciers, furent, quoi qu'on en dise, bienfaisants. Qui eût, en le supprimant, empêché Napoléon d'accomplir ses exploits de bandit, eût rendu service à tout le monde, mérité la reconnaissance de toutes les générations présentes et futures. Mais qui tue, ou seulement fait souffrir un chien, un chat, un moucheron sans nécessité, celui-là commet une action mauvaise, une sorte de crime qui ne peut avoir d'excuse que l'inconscience, et manifeste une âme de bourreau.

Ce qui m'attriste, ce n'est pas qu'on tue, mais qu'on tue sans nécessité. Tout meurtre qui n'est pas justifié par une forte raison de défense individuelle ou collective, est un acte odieux. Les chasseurs me sont odieux.

Il vaut mieux tuer un homme utilement que tuer une bête inutilement.

René Chaughi.

MERCI!

En même temps que nous publiions la lettre adressée par notre ami P. Quillard au président de la Ligue des droits de l'homme pour protester contre les arrestations arbitraires dont sont l'objet nos camarades, nous la communiquions à l'*Aurore*, à la *Petite République* et au *Petit Sou*.

Seule l'*Aurore* l'a reproduite, et nous lui en savons gré. Mais nous tenons à remercier tout particulièrement les deux autres de la nouvelle preuve qu'ils viennent de nous donner de la mesquinerie de leur sectarisme. Déjà, en mars 1896, à la nouvelle de l'arrestation et de l'expulsion de Kropotkine par le ministère radical Bourgeois, les muffles de la *Petite République* s'étaient frottés les mains, joyeux de la suppression de ce gêneur. Aujourd'hui, que des hommes dont le seul tort est de souhaiter *sincèrement* l'affranchissement du peuple soient emprisonnés au gré des fantaisies policières, il importe peu à la boutique des cent mille paletots ainsi qu'à celle des prêts à la petite semaine.

Quand on se dit socialiste et que l'on accepte de collaborer à une entreprise d'exploitation cynique de travailleurs ou à une officine d'usurier, on est jugé. A. G.

DES FAITS

Londres, 12 septembre. — Voici quelques chiffres effrayants sur le paupérisme actuel : ils sont empruntés à un sermon prononcé par le chanoine Scott Holland à la cathédrale Saint-Paul, à Londres.

D'après M. Scott, 900.000 personnes ne possèdent, à Londres, qu'une seule chambre pour deux ou trois individus ; 68.000 personnes vivent à Birmingham dans les mêmes conditions, 60.000 à Leeds, 52.000 à Liverpool, 41.000 à Manchester et 30.000 à Sheffield.

Le prélat cite un ménage composé du père, de trois fils et de cinq filles qui, à Saint-George's-in-the-East, n'a qu'une seule chambre pour tous ses membres

D'après lui, des faits analogues à celui-ci ne seraient pas rares.

Fruits du capitalisme. — L'*Arbeiter Zeitung*, de Vienne, publie les résultats d'une enquête officielle faite récemment sur les conditions d'existence des ouvriers employés, en Moravie, par les fabricants de boutons. Ces renseignements, les voici. Les enfants s'emploient à cette industrie dès l'âge de cinq ans et, dans les cas de développement précoce, dès un âge plus tendre encore. L'ouvrage consiste exclusivement en couture et comme, sur chaque petit bouton, il y a soixante-dix points très rapprochés à faire, presque toujours dans une pièce mal éclairée, on comprend que la vue des pauvres petits soit menacée et souvent se perde. Non seulement les enfants sont astreints à un travail continuel en dehors des heures d'école, mais on les oblige souvent à veiller bien avant dans la nuit, cousant, cousant et peinant, à la lueur insuffisante d'une mauvaise lampe, autour de laquelle se pressent cinq ou six personnes.

La journée normale des adultes dure de 6 heures du matin à 9 heures du soir, coupée de brefs intervalles, dont le total s'élève à une heure au plus, mais il arrive bien plus souvent que la journée commence à 5 heures et se prolonge jusqu'à 10 heures du soir ou même jusqu'à minuit. Le travail se fait à la tâche et dans la demeure même des ouvriers. Le gain journalier moyen est, pour les adultes, de vingt-cinq centimes, et les enfants gagnent rarement plus de dix centimes. Quelques ouvriers particulièrement habiles arrivent, très exceptionnellement, à se faire une journée de quarante centimes, et il est très rare que ce chiffre soit dépassé. Ce que gagne une famille entière va de 1 fr. 95 à 2 fr. 90 par semaine et, pour le cas de familles nombreuses, à 3 fr. 85, même à 5 fr. 75. Bon an, mal an, et en tenant compte des mauvais mois, le gain moyen d'un adulte s'élève à 83 ou 85 francs par an.

Le rapport officiel donne des détails précis sur plusieurs familles prises au hasard parmi la population de 6.000 âmes qui se livre à cette industrie, disons à cet épouvantable esclavage. — L'une d'elles, composée du père, de la mère et de trois enfants, vit dans une chambre de 2 m. 75 de côté et de 1 m. 85 de haut, éclairée par une lucarne. Un lit, une table, deux chaises, un berceau et un fourneau en composent l'ameublement, et l'air qu'on y respire est, naturellement, infect. Toute la famille gagne 230 fr. par an, *grâce* au concours de l'aîné des enfants, âgé de cinq ans. Les deux plus petits couchent dans le berceau, dans cette cellule où leurs parents travaillent nuit et jour.

A UN BOURGEOIS

Dans *le Matin*, M. H. Harduin qui se qualifie lui-même d'ignoble bourgeois — ignoble sans doute est de trop — propose que les anarchistes soient invités à une réunion générale à l'effet de « rechercher dans quelle mesure l'assassinat du président Mac Kinley qui a suivi ceux du roi Humbert, de l'impératrice d'Autriche et du président Carnot, a avancé les affaires du parti, et subsidiairement d'indiquer les effets pratiques qu'on peut attendre du meurtre successif de tous les chefs d'Etat existants et de ceux qui seront appelés à les remplacer ».

M. Harduin est bien bon et son invitation est charmante. Malheureusement de sérieux inconvénients s'opposent à ce qu'il nous soit possible d'y donner suite. Que M. Harduin veuille bien se souvenir de deux choses : 1° l'an dernier les anarchistes se proposaient d'organiser un congrès où leurs théories seraient développées tout au long. L'aimable gouvernement qui nous régit, nous laissa tout organiser, attendit avec beaucoup de malice que nombre de congressistes eussent fait le voyage en France, et, au dernier moment, nous informa que notre congrès serait interdit. Il en serait de même sans doute de celui que nous voudrions organiser sous les auspices même les plus influents de M. Harduin.

2° Il existe des lois, dites scélérates, qui, tout en permettant d'exposer et de développer à périodes-que-veux-tu des opinions condamnant sans recours de tels actes et préconisant l'extermination en masse des anarchistes, défend formellement — sous peine de relégation au Gabon — non pas seulement de les approuver, mais même d'en expliquer la portée sociale.

La controverse n'offrirait donc pas des conditions suffisamment attrayantes d'égalité, et les explications dont M. Harduin paraît si friand, seraient menacées à chaque pas des redoutables chausse-trapes gouvernementales.

Qu'il interroge plutôt les apologistes des meurtres de Louis XVI, de Charles Ier, du bailli Gessler, du tyran Hipparque, du dictateur Jules César, etc. Nul doute qu'ils n'éclairent sa religion, si religion il y a. André Girard.

ÇA CRAQUE

Las d'être surmenés et traités comme de véritables bêtes de somme, les soldats semblent commencer à prendre conscience du rôle abject qu'on leur fait jouer. Ces jours-ci tout un bataillon du 38e de ligne a levé la crosse en l'air et a refusé d'exécuter les ordres d'un certain marquis d'Aubigny, colonel de son état. D'une lettre d'un témoin qui raconte comment le fait s'est passé nous extrayons ce qui suit :

Le régiment avait fait environ 15 kilomètres, le temps était chargé. Il faisait une chaleur effrayante. Les hommes étaient en sueur lorsque la pluie éclata. Au lieu de continuer la route, le colonel fit faire halte en pleine campagne, mais non loin d'une ferme dans laquelle il se réfugia ainsi que quelques officiers. Des hommes s'étaient mis à l'abri dans une écurie. Il les fit sortir pour y loger les chevaux, laissant ainsi son régiment pendant deux heures sous la pluie, un véritable déluge.

Tout à coup, le colonel sortit de la ferme pour appeler un officier, sous prétexte de lui faire faire la critique de la manœuvre, et aussitôt ce fut un hurlement général de cris divers, suivis immédiatement du chant de la *Carmagnole* et de l'*Internationale*. Le spectacle était magnifique. Le colonel resta atterré, n'osant faire un pas en avant, et il rentra dans la ferme en maugréant des injures. Alors les hommes prirent leur sac et leur fusil et presque tout le régiment, — douze ou quinze cents hommes au moins — s'en alla, en chantant, abandonnant là ses chefs.

A ce moment, les officiers, colonel en tête, étaient debout près de la ferme, mais aucun d'eux n'essaya d'intervenir pour arrêter le mouvement... Ils avaient compris.

Ajoutons qu'aucun homme n'a été puni ou inquiété pour cet acte de rébellion en masse.

Au 99e de ligne, sans cependant avoir été, semble-t-il, aussi grave, une mutinerie du même ordre s'est produite, provoquée par une brute d'adjudant. Voici ce qu'en dit le *Droit du peuple*, de Grenoble.

La 15e compagnie, sous le commandement d'un adjudant, s'était rendue sur le champ de manœuvre pour faire des exercices plus ou moins pénibles selon la volonté de ce galonné, qui, trouvant que les commandements n'étaient pas assez vivement exécutés, fit faire à ses hommes le pas gymnastique pendant trois quarts d'heure.

Les malheureux, n'en pouvant plus, s'arrêtèrent d'un commun accord, et ne voulurent plus bouger *malgré les menaces réitérées de cette brute, qui dégaina et menaça de les sabrer tous.*

Enfin poussant à bout la patience des soldats, ceux-ci pour rispoter crièrent : *A bas l'armée ! Vive la sociale !* et se mirent à chanter la *Carmagnole* qu'ils ne cessèrent qu'en passant devant le poste de la caserne.

Ce n'est pas tout.

Le 101e régiment de ligne, en garnison à Dreux, effectuait une marche quand, arrivé entre Châteauneuf-en-Thimerais et Favières, la halte fut prescrite.

Les soldats prirent leur repas et les officiers en profitèrent pour aller déjeuner à Châteauneuf.

Pendant ce temps, un orage survint et une pluie abondante, accompagnée de grêlons, vint à tomber. Surpris et ne pouvant se mettre à l'abri, les soldats durent l'essuyer et furent trempés jusqu'aux os. Comme ils avaient très chaud et que l'étape avait été pénible, il y eut de nombreux mécontents qui, au retour des officiers, traduisirent leur mauvaise humeur. Un réserviste ayant crié : « A bas l'armée ! » des cris de : « Démission ! Démission ! A l'eau ! à l'eau ! Vive la sociale ! Vive André ! » accueillirent les officiers. La colonne reprit sa marche; mais des soldats entonnerent la *Carmagnole* et l'*Internationale*.

Comme de juste à part quelques rares exceptions, la presse a fait le silence sur ces affaires cependant très importantes.

Déjà, lors des grèves du Creusot et de Montceau, des cas de rébellions collectives se sont produits. Ces jours derniers aussi des réservistes ont, aux chants de la *Carmagnole* et de l'*Internationale* refusé d'exécuter des ordres imbéciles.

La presse à gage a beau se taire, ces faits seront connus et iront, quoi qu'elle fasse, en se multipliant. Les soldats, malgré l'accoutrement dont ils sont revêtus, se souviennent parfois qu'ils sont des hommes ; que demain ils seront à nouveau les producteurs, et que l'armée est le rempart du régime capitaliste qui les opprime.

Du jour où les travailleurs auront compris cela, ils se refuseront d'être leurs propres chiens de garde. Les « incidents » qui viennent de se produire au 38e, au 99e et au 101e de ligne sont d'excellents signes avant-coureurs.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme. — Dans *la Raison*, le camarade Dubois-Desaulle raconte le fait suivant :

« Vers la fin de l'année 1898, deux fusiliers du détachement de la 1re compagnie des disciplinaires de Ouakam (Sénégal), résolurent de s'amuser un

peu entre camarades ; à cette occasion, ils quittèrent le camp des Madeleines pour aller chercher quelques friandises.

« En revenant, les deux hommes se séparèrent pour rentrer au camp, et le nommé Clisson, laissant Delaruelle en arrière, se dirigea sur le camp. Les gradés qui s'étaient aperçus de son absence, l'attendaient et, se jetant sur lui, lui firent subir la torture des poucettes. *Le lieutenant Clément, qui était le chef du détachement, aimait beaucoup ce genre de spectacle.* Aussi, pour le voir à son aise et le montrer à deux autres officiers, *et à sa femme qui se trouvait sous la vérandah de leur habitation*, il fit mettre Clisson au milieu du camp et l'y laissa deux heures. Clisson eut la force de souffrir sans se plaindre. Voyant l'inutilité de sa cruauté, le lieutenant le fit détacher.

« Delaruelle, qui se dirigeait sur le camp, s'apercevant de ce qui se passait, monta à Ouakam où se tenait le dépôt de la compagnie. Il espérait dans l'humanité du capitaine et il se rendit prisonnier au sergent de garde. Le capitaine Hasselot, qui commande actuellement la compagnie de dépôt au château d'Oléron, fit mettre Delaruelle en prison, et le lendemain le fit redescendre au camp.

« A peine arrivé, le lieutenant Clément le fit mettre en prison, et lorsque tous les disciplinaires furent rentrés du chantier, il envoya le sergent Grasset et le caporal Quéret pour conduire Delaruelle au milieu du camp et le mettre aux poucettes.

« Delaruelle, en voyant de quoi il s'agissait, se sauva dans la direction de Dakar, n'ayant pour tout vêtement que son pantalon. Le sergent Grasset lui cria : « Allez, vous n'irez pas loin. » Le lieutenant, voyant que Delaruelle gagnait du terrain, cria à son tour aux deux gradés : « Vous n'avez donc pas vos revolvers ? Tirez dessus. » Deux coups de feu partirent et Delaruelle s'affaissa en criant. Les gradés se jetèrent sur lui, et comme il était blessé, l'emmenèrent dans une chambre, où un premier pansement lui fut fait ; puis il fut conduit à l'hôpital. Delaruelle avait reçu une balle dans l'avant-bras. Elle fut retirée quelque temps après.

« Le capitaine, pour sauver sa responsabilité, fit une plainte au Conseil de guerre contre Delaruelle, avec le motif : VOIES DE FAIT ENVERS UN SUPÉRIEUR PENDANT LE SERVICE.

« Traduit devant le Conseil de guerre de Dakar, Delaruelle fut condamné à mort. Les témoins Grasset et Quéret furent seuls écoutés. Le défenseur de l'accusé fut choisi parmi les sous-officiers d'artillerie de Dakar. Le défenseur vint au camp voir les disciplinaires que Delaruelle avait cités comme témoins à décharge, leur fit de la morale et alla s'enivrer avec les deux gradés qui avaient tiré sur son client.

« Deux mois après sa condamnation à mort, la peine de Delaruelle fut commuée en cinq ans de détention ; son jugement fut lu au rapport et tout fusilier surpris à causer de cette affaire était immédiatement mis aux poucettes. »

L'affaire Delaruelle mérite de provoquer une indignation au moins égale à celle qu'a soulevée l'affaire Dreyfus. Cette condamnation est aussi inique que celle qui frappa le capitaine d'Etat-major. Malheureusement Delaruelle n'est qu'un pauvre diable, et toute l'agitation que les bourgeois influents sont capables de soulever pour un officier riche est indigne de leur attention quand il s'agit d'un simple soldat disciplinaire.

Il est fort à craindre que cette injustice vienne grossir le nombre de celles dont on ne put jamais obtenir réparation.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

Jamais ce qu'il est convenu d'appeler le « peuple français » n'était tombé aussi bas dans la platitude. A Dunkerque, à Compiègne comme à Reims, la population, pour le simple plaisir de contempler la sinistre figure de l'autocrate russe, s'est pliée avec forces complaisances à toutes les exigences de la police.

Non seulement les rues ont été évacuées sur le passage du cortège ! ? mais des policiers étaient passés dans tous les immeubles situés sur le parcours de la mascarade franco-russe et avaient demandé le nom des locataires, ainsi que celui des personnes qui avaient loué des fenêtres ou des balcons ; pour les maisons de commerce le nom des employés avaient été exigés. Et ce qu'il y a de mieux, l'on ne sache pas qu'aucun de ces « Républicains » n'ait protesté contre de pareilles mesures.

Jamais aux plus beaux jours de l'empire on avait osé aller jusque là. Un ministère de défense républicaine où « trône » un socialiste était ma fois seul capable d'exiger une pareille subordination policière.

La lâcheté du peuple français n'a décidément d'égale que la frousse du Knouteur russe. Ils sont bien ma foi, de dignes alliés. P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les résultats du référendum organisé parmi les mineurs pour savoir s'il y a lieu de déclarer la grève générale au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction, continuent à être favorables à la grève. Les mineurs ont voté dimanche dernier dans le bassin de la Loire à Châtelus-Villebœuf, Montmartre, aux houillères du Bros et de l'Amodiation Bailly, mais le vote est gardé secret.

Dans le Nord, malgré la néfaste influence des Basly et Lamendin, les résultats connus sont favorables. Dans les concessions d'Escarpelle et d'Aniche, les résultats sont les suivants : Escarpelle, pour la grève 506, contre 57 ; à Aniche, pour la grève 564, contre 84.

Rappelons pour mémoire, que les mineurs ont déclaré qu'ils se mettraient en grève au 1er novembre prochain, s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur les réclamations suivantes : salaire minimum, journée de huit heures, retraite de 2 francs après vingt-cinq ans de travail. Les mineurs, comme on le voit, ne sont guère exigeants.

⁂

LES GRÈVES. — Les ouvriers casquettiers de Paris, au nombre de 350, sont en grève ; des réunions ont lieu chaque jour à la Bourse du travail.

Les revendications des casquettiers sont de deux sortes : les unes générales, les autres particulières à chaque atelier.

La plus importante est la réduction de la journée de travail à dix heures et que les prix de façon soient augmentés de 20 0/0 environ, car les ouvriers subissent un long chômage de près de un mois.

A Nancy, un certain nombre de travailleurs se sont mis en grève chez un nommé Laurent, fabriquant de chaussures.

Vingt-cinq coupeurs ont quitté le travail. Ils veulent être payés à la semaine et non à la quinzaine, et demandent à prendre le repas du matin à l'atelier, suivant leur désir.

Ils réclament, en outre, une diminution de travail, et des modèles en zinc au lieu de modèles en carton.

Les verriers d'Aniche qui, l'an dernier, ont soutenue une grève pendant près de six mois, sont à nouveau en conflit avec leurs exploiteurs. Les ouvriers ayant après avis refusé de travailler le dimanche après-midi, les patrons les ont assignés devant le Conseil des Prud'hommes, au nombre de 380, pour infraction aux contrats intervenus en décembre 1900.

Grève parmi les ouvriers de la fabrique de noir d'engrais et de cirage Hauttecœur, à Marchiennes.

Les causes de la grève sont dues à des amendes infligées, sous prétexte de travail imparfait, à de jeunes ouvriers.

Vingt-cinq d'entre eux ont quitté l'usine.

P. DELESALLE.

Suisse.

Deux laissés pour compte. — Rien ne représente moins le peuple que ses représentants. Dans le canton d'Argovie, les élus ont décidé d'augmenter un impôt. A la votation populaire cette augmentation a été refusée par 20.000 voix contre 10.000.

Illégalement le conseil municipal des Eaux-Vives (Genève) a vendu une parcelle du parc le Pré l'Evêque, dont la commune jouit d'un temps immémorial. Une pétition référendaire fut lancée par quelques *hommes courageux* — il faut toujours du courage pour lutter contre l'autorité — et l'arrêté dut être soumis à la ratification populaire. Par 574 voix sur 818, la décision des élus a été cassée.

Nos sbires. — Un mouchard affecté au service des douanes filait. M. P. de Culoz (Ain), arrivé à Genève ; il voulut l'arrêter à la rue du Rhône, mais M. P. opposa une résistance si énergique que le mouchard aurait dû battre en retraite sans l'assistance de quelques-uns des assistants attirés par la lutte. Conduit au poste et fouillé, on trouva sur lui quelques flacons de parfumerie, n'ayant pas payé les droits. Pour cela, il a été emprisonné à Saint-Antoine. Les imbéciles qui se font sbires gratuitement ignorent donc que l'argent empoché par les douanes sert à rétribuer les « services » des politiciens sous forme d'emplois ou de commandes ? M. P., en vertu de la loi de 1894, sera condamné à payer 410 francs, sinon il aura 80 jours de prison.

⁂

NEUCHATEL. — La *sécurité personnelle* dont on fait grand bruit n'existe guère. Le Dr Favre, que les jugeurs neuchâtelois, d'accord avec les gouvernants, ont fait passer pour fou, a fait des conférences très intéressantes. Il prouve par des faits à l'appui ce que vaut la garantie prétendue de la liberté individuelle. Dans la maison d'aliénés où était M. Favre, il y avait un homme qu'on y séquestrait parce qu'il n'avait pas voulu accorder le divorce à sa femme. Afin d'hériter d'une fortune, un père fait enfermer son enfant comme aliéné. Un campagnard ayant eu quelques difficultés avec le maire de sa commune s'oublie et le rudoie, de suite il est empoigné et mené dans une maison de fous, quelque temps après on le relâche ; il retourne au village, cherche le maire et lui administre une correction ; de nouveau le malheureux est arrêté et remis sous clef soi-disant comme fou.

Le cas du boulanger Tschumi est particulièrement navrant : cet homme a été ruiné et a croupi huit ans en cellule pour avoir osé s'attaquer à un avocat qui le plumait.

Italie

LE MOUVEMENT ANARCHISTE. — Pour une fois seulement, je vous demande de répondre à la correspondance que le camarade *Libertario* envoie de Paris à l'*Agitazione*. C'est à propos de mes dernières appréciations parues dans ce journal sur le programme du parti socialiste-anarchiste-légalitaire d'Italie, ou de l'*Agitazione*.

Le camarade *Libertario* commence par dire que je juge les choses trop personnellement et je ne fais que de la critique. Oui, j'ai le droit d'exprimer mon avis personnel et de faire de la critique sur tout ce qui concerne l'idéal libertaire. Si les autres font des bêtises publiques, ce n'est pas à moi la faute quand, pour éviter des équivoques, je les fais remarquer.

Il n'est pas vrai que j'aie mis dans un seul faisceau les anarchistes parlementaires et les socialistes-anarchistes antiparlementaires. J'en ai fait une distinction bien nette, et pour s'en convaincre, il suffit de lire un peu moins attentivement ma correspondance.

Il n'est pas vrai que je sois inexact en disant que le gouvernement caresse les anarchistes. Seulement j'ai manqué de compléter ma phrase : j'aurais dû dire que ce sont les anarchistes programmistes que le gouvernement caresse. En effet, Quintavalle, Laner, Jaffei et tant d'autres, qui sont de véritables anarchistes, n'ont jamais été caressés. Lisez l'*Agitazione*, lisez le numéro 12, que je reçois aujourd'hui : vous y trouverez de continuelles, jésuitiques déclarations reniant l'acte de Bresci — cet acte qui permet aux anarchistes *agitationistes* ou *avéniristes* de jouir d'un peu plus de liberté dans le beau royaume de Victor-Emmanuel le Petit.

Pour le fait de Berra, nous n'avons pas été inexacts non plus. Immédiatement après le massacre, les journaux relataient que Giolitti, pour calmer l'opinion publique, avait accusé d'ivresse et de folie le lieutenant de Benedetti en s'excusant auprès de tous ceux qui avaient tenu un comice de protestation. Et parmi ces gens-là, les socialistes de l'*Agitazione* étaient accourus avec ou sans leur drapeau — je ne me rappelle pas. Il s'agissait de prononcer de platoniques vœux de blâme contre le gouvernement, les dilettantes d'anarchisme pouvaient y assister.

Et venons au programme. *Libertario* écrit qu'il ne l'a pas lu. Et alors ? Pourquoi ne vous taisez-vous pas ? Si vous dites qu'un programme représente une formalité parfaitement inutile, vous tombez d'accord avec moi, et je ne répéterai ici les raisons qui m'obligent de le considérer comme un acte antianarchiste.

Enfin vous voulez me donner une leçon sur ce dont je dois m'occuper dans mes correspondances aux *Temps Nouveaux*. C'est à rire. Il y a sept ans que je collabore dans ce journal, et jusqu'à présent personne ne s'était permis de m'adresser une semblable sottise. Je vous dis donc que je m'occupera

toujours de ce qu'il me plaira, et que lorsqu'*il* s'agira de démasquer un sophisme, je le ferai volontiers. Vous voyez que dans ces circonstances l'attaque devient une nécessité logique. Par conséquent, j'attaquerai toujours l'*Agitazione*, l'*Avenir social* et tous les soi-disant anarchistes qui, du gouvernement d'Italie ont acquis le brevet d'endormeurs du peuple.

C'est mon devoir, d'autant plus que, dans le passé, j'ai défendu, tout en professant la tactique de la libre initiative ou individualiste, l'*Agitazione*, car l'*Agitazione* d'alors était une feuille rebelle. Aujourd'hui, c'est une autre affaire. Aujourd'hui elle est devenue un exercice de dilettantisme anarchique, poursuivant le but fixe de bien persuader le gouvernement que les anarchistes qui pensent comme Bresci n'ont rien de commun avec ceux qui marchent, le drapeau au vent, par les rues de Rome. Ce but démontre que vous n'êtes plus anarchistes, et nous devons vous combattre. Seulement, comme l'espace qui m'est concédé ici est limité, je déclare la polémique close dans ce journal. D'autre part, je me propose de bien développer mes pensées sur ce sujet dans un journal de langue italienne.

Robert d'Angió.

Georgie (Caucase).

Le 12 septembre (ancien st.) 1901 la Russie, d'accord avec les renégats georgiens, féodaux et aristocrates, fêtera pompeusement à Tiflis, Koutais et d'autres grandes villes du Caucase le centenaire de l'élargissement de son joug, c'est-à-dire la « conquête » de Georgie. Pour cela il lui faut persécuter, emprisonner; en Russie les fêtes impériales ne passant pas sans persécutions des révolutionnaires. Maintenant, pour que sa tranquillité ne soit pas troublée pendant qu'elle fêtera l'asservissement d'un peuple plus ou moins libre, elle met sous les verrous tous ceux que le gouvernement russe croit capable d'organiser une contre-manifestation. Nous apprenons que depuis le 10 août les arrestations continuent dans le silence ; 30 personnes sont arrêtées à Tiflis, 50 à Koutais et ce n'est pas encore la fin.

Ainsi les brutes de Sa Majesté amoureuse de Marianne, pensent tenir sous les verrous tous ceux qui n'ont pas renié l'intérêt de leur pays au profit des capitalistes russes, comme une partie de la noblesse georgienne l'a fait.

Les despotes asiatiques de la Russie ont toujours pensé qu'en asservissant la noblesse on asservirait le peuple, mais d'abord la noblesse et le peuple ne sont pas la même chose, et puis, malgré l'oppression le peuple se développe, prend conscience de ses intérêts. Le nombre des révolutionnaires augmente, augmente le nombre des socialistes-démocrates, qui grâce aux soins du tsar sont plus révolutionnaires que dans d'autres pays, augmente aussi le nombre de nos camarades. La bonne partie du peuple considère la fête qui doit avoir lieu le 12 septembre, comme une insulte à lui jetée, car ce peuple dont on célèbre la conquête n'a jamais été conquis, le contrat conclut entre la Georgie et la Russie il y a un siècle, disait que la Georgie conservait son indépendance intérieure absolument intacte. La Russie a conquis la Georgie comme elle a conquis la Finlande, il y a quelques années.

Et on fête ce jour, le jour où tout un peuple est devenu esclave, on fête le jour du commencement d'une série infinie de tortures, de persécutions, de pendaisons.

Le mouvement révolutionnaire en Georgie est une plaie nouvelle de l'Empire Russe dont la fin doit nécessairement s'approcher.

Pour qu'il en soit ainsi, il faut que les opprimés de toutes les nationalités en Russie agissent d'une manière énergique, d'accord avec les révolutionnaires russes. C'est indispensable et nous espérons qu'il en sera ainsi malgré toutes les persécutions du petit père. Et dire que cet homme qui est le chef et ordonnateur de toutes les ignominies qui se passent journellement dans tous les pays de la Russie est aujourd'hui acclamé, embrassé, où? En France! Quel soulagement pour les peuples opprimés!... Bravo, les hommes de la grrrande Révolution française.

K. Ordoukiani.

Nouvelle-Calédonie.

Après la révolte des Canaques de Tokio et des Pajes, que j'ai racontée dernièrement : voici deux questions qui se présentent et d'une gravité sans pareille. Il s'agit de la Société qu'on appelle la Société le *Nikel*. Ces capitalistes riches des millions volés aux travailleurs de France, n'ont trouvé rien de mieux que de recommencer la traite des esclaves à l'instar de l'ancienne Amérique. Mais, dorénavant, la traite n'a plus pour objet que la race jaune. Voici d'abord un extrait du journal intitulé *La France Australe de Nouméa* :

« La Société Le Nikel prévient le public que les Japonais à son service sont engagés par des contrats individuels, régulièrement passés pour une durée de cinq années, qui a commencé en juin, août, novembre, décembre 1900 et mars 1901. Par conséquent, elle est propriétaire pour toute cette période de temps du travail des Japonais, et les personnes qui lui déroberaient cette propriété en employant ceux-ci, seront poursuivies par toutes les voies légales. (Nouméa, 17 juin 1901.) »

Donc, depuis cette époque de contrats, plusieurs convois sont arrivés, les uns portant de 300 à 400 Japonais, les autres moins, le tout à l'heure actuelle équivaut, dans la colonie, à près de 1.500 Japonais. Leur centre, ou proprement dit leur bagne, est à Thio, l'ancien plateau d'inquisition « Kaoubaâ » et « Nikety », lieux d'atrocités et de souffrances. Voilà donc des hommes appartenant au genre humain civilisé, vendus, opprimés par quelques gredins d'exploiteurs internationaux, et si c'est vrai qu'il faut voir ces masses jaunes souffrir la faim et réclamer à grands cris leur liberté volée par ces filous. Voir ces hommes de l'état social qu'on nous présente comme un peuple sage, éclairé et généreux, plein d'intelligence! Faut-il y croire? Hélas! ce n'est que la réalité. Toute cette fleur d'élite de jeunesse japonaise (de 15 à 25 ans), est atterrée par les maux qui ne cessent de l'accabler.

En voici la meilleure preuve. Les esclaves, sous un travail au-dessus de leurs forces, vinrent à tomber malades. La plupart n'ayant pour nourriture qu'un peu de riz et de pommes de terre, une insurrection éclata. Ces malheureux ne veulent que leur bien, leur droit, mais rien du côté des voleurs du Nikel. Tout au contraire, les actionnaires et dirigeants s'empressèrent de demander le concours de la police et du gouvernement. Gendarmes, officiers, soldats furent dirigés sur Thio pour assassiner des êtres humains qui demandent leur liberté violée momentanément. Les fusils et revolvers en ont imposé à ces moutons révoltés et à ces 1.500 travailleurs dénués de tout, qui réclament leurs droits, on leur donne la prison.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Un excellent moyen de propagande est la distribution des journaux. Nous tenons des invendus à la disposition des camarades contre les frais d'envoi à raison de 0 fr. 80 pour 5 kilogr. et 1 fr. 25 pour 10 kilogr.

L'éducation libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredi et samedi, de 8 heures à 10 heures. Soirée familiale le samedi 28 septembre. Prendre ses cartes à l'avance au siège de la bibliothèque.

L'Harmonie, cercle d'études sociales, 41, rue Fontaine, met à la disposition des divers groupes des causeurs traitant les questions communistes, végétariennes, malthusiennes, etc. Elle invite les groupes à convoquer Noël Petit, 39, rue Monge, qui exposera ses critiques : Contre la réglementation de la prostitution.

Entente des Jeunesses révolutionnaires. — Le jeudi 26 septembre, au Social-Restaurant coopératif, 36, rue Charlot : réunion des délégués des groupes de Jeunesses révolutionnaires, à raison de « trois camarades » par groupe, mandatés à l'effet d'étudier en commun les moyens d'actions et d'organisations de l'entente.

Voulant faire abstraction de toute Ecole, tous les jeunes militants sont spécialement invités et pourront prendre part à la discussion.

Les camarades du *Groupe germinal* rappellent aux libertaires la tenue à Lyon du Congrès libertaire, pour le dimanche 29 septembre courant.

Avis aux groupes et individualités qui ne nous ont pas encore envoyé leurs adhésions, ainsi qu'à ceux qui voudront bien nous faire parvenir des rapports concernant le mouvement en faveur de notre idéal anarchique.

Pour les rapports et adhésions, écrire au camarade A. Michard, 206, rue Garibaldi (Guillotière).

Le Congrès aura lieu le dimanche 29 septembre 1901, le matin, de 9 heures à midi, et le soir à 2 heures, salle du Chalet russe, avenue de Saxe, 364 (Lyon.)

Nous avons reçu un certain nombre d'ordres du jour de protestation contre la venue en France du knouteur russe. Le format restreint du journal ne nous permettant pas de les publier — cela étant du reste en partie inutile — nous donnons celui des camarades de Rouen qui les résume à peu près tous.

Dans sa séance du 11 septembre dernier, l'Union Communiste Révolutionnaire de Rouen adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« L'Union Communiste Révolutionnaire de Rouen, considérant la venue en France du pendeur Nicolas comme un défi lancé au prolétariat français ;

« Proteste énergiquement contre cet événement.

« Envoie l'expression de son mépris au bourreau des Moujiks et ses sentiments d'admiration au grand apôtre Tolstoï, ainsi qu'au prolétariat russe tout entier ;

Et invite les signataires de l'adresse parue dans l'*Aurore*, à tenir leur engagement d'honneur, d'être toujours sur la brèche en faveur des victimes contre les tyrans.

« Pour le comité et par ordre :

« *Le Secrétaire*,
H. Pichot. »

GROUPE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

On a pu lire plus haut le récit des événements caractéristiques qui se sont passés au 38e au 99e et au 101e régiments de ligne. De tels faits méritent d'être propagés partout pour la contagion de l'exemple.

Nous faisons donc un nouvel appel aux camarades endormis qui, après nous avoir encouragés à publier notre première affiche, nous l'ont laissé pour compte quand il s'est agi d'aller plus loin qu'une simple adresse de sympathie.

Il faut que le récit de tels faits soit affiché partout. Que les camarades nous aident à faire une nouvelle affiche dans ce but, ou bien nous croirons que décidément la plupart de ceux qui se disent anarchistes se parent de ce titre simplement pour épater le bourgeois et se singulariser sottement.

A. G.

VIENT DE PARAITRE

Le 9e fasicule des chansons qui contient *Le Régiment des Révoltés*, chanson-marche avec musique; *Paix et guerre*, monologue de P. Tachon; *Le Chant du pain*, de P. Dupont. L'exemplaire, par la poste, 0 fr. 15. Le cent, 4 fr. 50.

Le Militarisme, par Domela Nieuwenhuis. L'exemplaire, 0 fr. 15 *franco*. Le cent, 7 fr.

Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, 10 exemplaires, 0 fr. 40. Le cent, 3 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

E. J., à Constantinople. — Non, nous n'avons pas de dépositaire. Entendu.

M., à La Tour-du-Pin. — Il n'y a aucunement de notre faute, le journal est remis régulièrement le jeudi à la maison Hachette. Nous lui signalons le fait.

H., à Liège. — Voyez la note en tête du journal. Excusez-nous, nous n'avons pas fait précisément comme nous aurions voulu.

C., à Clarens. — Même réponse que ci-dessus.

Reçu pour le journal : Moitié d'une collecte faite parmi les camarades de La Tour-du-Pin, 2 fr.

J., à Genève. — R., à Mustapha. — V., à Liancourt. — G., à Sainte-Cécile. — P., à Biborel. — L., à Teurtrain. — L., à Nantes. — P., à Puissalicon. — M., à Naut. — B., à Valsonne. — D., à Marseille. — H., à Angers. — J., à Constantinople.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 22 DIX CENTIMES DU 28 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE MEILLEUR GOUVERNEMENT

Ce qui vient de se passer en France est fort instructif. Beaucoup d'esprits bornés ou préconçus en seront, espérons-le, éclairés.

Nous sommes en République. Sur tous les murs de nos monuments publics s'étale la belle devise : Liberté, Egalité, Fraternité. De tous les ministères qui se sont succédé depuis la proclamation de la République, celui que nous possédons est celui qui se prétend ou que l'on prétend le plus avancé. Et qui dit « avancé » dit désireux de favoriser la réalisation du progrès social, d'encourager l'humanité dans son évolution vers un état de plus grande liberté et de plus rigoureuse justice.

A les entendre, ces ministres très avancés auraient conservé dans toute son énergie la tradition révolutionnaire non seulement de 1789, mais même de 1793. Oui, cette révolution inexorable qui guillotinait les rois et les royalistes et qui envoyait aux « tyrans » de tous les pays des adresses comminatoires, cette révolution avant tout républicaine, ennemie déclarée de tout monarque uniquement parce que monarque, c'est la leur; c'est celle qu'ils affirment vouloir prendre comme modèle. Leur étiquette, d'ailleurs, était une garantie de l'engagement contracté. Parvenus au pouvoir en un temps où toutes les forces réactionnaires s'étaient alliées pour tenter un nouvel assaut contre la société moderne orientée vers le progrès, ils s'étaient eux-mêmes intitulés « gouvernement de défense républicaine », assumant par là la responsabilité des échecs que pourrait subir l'épanouissement des idées et des sentiments républicains. Et pour qu'il n'y eût pas d'équivoque, pour qu'il fût bien entendu que la lutte allait s'ouvrir entre la réaction et toutes les forces progressives de l'humanité, on avait tenu à faire figurer dans le ministère tous les partis politiques, depuis les plus modérés jusqu'aux plus avancés, s'affirmant désireux d'annihiler les efforts de la réaction. C'était superbe! De ce baiser Lamourette de tous ces partis jusqu'alors hostiles, allait naître une ère incomparable de paix, de liberté et de bonheur. Le meilleur gouvernement était enfin trouvé!

.·.

Or, ce meilleur gouvernement, issu sous des auspices si favorables, comment a-t-il rempli ses engagements ? Comment a-t-il « défendu » les idées républicaines — de liberté, d'égalité, de fraternité — contre l'assaut des réactions ?

Il est intéressant de le passer en revue.

Premièrement, il s'empressa, par la loi d'amnistie, de sauver les gredins jésuites et militaires dont les agissements avaient provoqué l'indignation de tous les honnêtes gens, et en même temps de réduire au silence les partisans de la vérité outragés et calomniés. La défense républicaine innocentait ses ennemis et condamnait ses amis en étouffant la voix de la vérité, redoutable seulement aux adversaires du progrès social.

Ce gouvernement de liberté imagina ensuite d'élaborer une loi restreignant le droit d'association et mettant tout groupement tant soit peu hostile aux fantaisies despotiques du pouvoir, à la merci d'une dissolution immédiate. Cette loi sur les associations, que l'on croit viser les congrégations, est surtout dangereuse pour les associations d'hommes libres poursuivant l'émancipation de l'humanité.

Ce gouvernement socialiste, en présence des sentiments de fraternité manifestés à plusieurs reprises à l'égard des grévistes par les soldats envoyés pour les fusiller, a créé, ou va créer un corps de prétoriens spécial pour les grèves. De cette façon, l'exploitation du capital pourra s'exercer en toute sécurité par la soumission désormais assurée des travailleurs. Du moins l'espère-t-on.

Enfin ce ministère républicain, prétendu héritier des régicides de 1793, nourrissant à l'égard de tous les rois de l'Europe des sentiments de respectueuse déférence, a supplié le plus tyrannique, le plus exécrable de tous les despotes, de l'honorer de sa visite. Et, cet insigne honneur obtenu, afin d'assurer la douce quiétude de ce tsar, qui, conscient de la haine populaire qu'il sème tout au long sur son passage, ne voyage qu'en wagon réservoir, les mesures les plus arbitraires, les violations les plus révoltantes de la liberté individuelle la plus élémentaire, une véritable débauche d'infamies policières et gouvernementales, telle fut l'œuvre de ces républicains socialistes.

Car c'est inimaginable tout ce qui a été inventé pour la circonstance. Pendant trois semaines, la France a été soumise à un régime qui n'a d'égal en ignominie que celui sous lequel gémit la Russie. France et Russie, unies en communion de honte, purent, en effet, durant ce temps, se dire nations sœurs.

Quand on songe que l'on imposa aux ouvriers du château et des jardins de Compiègne de se laisser photographier, que l'on interdit aux possesseurs des terrains avoisinant la voie ferrée de circuler dans leur champ à moins de trente-cinq mètres de la voie, que ces travailleurs et ces cultivateurs acceptèrent docilement ces insultes faites à leur dignité; quand on songe que l'on pensa à faire chanter l'hymne russe par les enfants des écoles républicaines et laïques, sans qu'une protestation paternelle se fît entendre; quand on songe que la circulation était interdite sur les trottoirs des rues que devait parcourir le tsar, et que l'on renonça à faire fermer les fenêtres sur le passage de l'autocrate, non pas à cause de la violation de la liberté qu'une telle mesure aurait impliquée, mais simplement par égard aux intérêts pécuniaires qu'elle eût lésés, oui, quand on songe à tout cela, aux enquêtes policières auprès des concierges, aux arrestations préventives, aux expulsions non motivées, perpétrées dans toute la France, sans qu'un *tolle* d'indignation s'élevât dans ce pays ainsi outragé, on a une fière idée de la veulerie, de la platitude, de la lâcheté de courtisans et de valets dans laquelle sont tombés les Français républicains et petits-fils de jacobins.

Jamais, à aucune époque de monarchie absolue, aucun gouvernement n'osa se moquer avec un tel cynisme du droit de ses gouvernés. Il appartenait au meilleur gouvernement, au gouvernement le plus « avancé », au gouvernement « socialiste » de renchérir sur l'arbitraire royal ou impérial.

Ce n'est pas une réception de souverain à souverain que nos gouvernants ont faite au tsar, une réception d'égal à égal comme eût été celle de n'importe quel monarque. Ils l'ont reçu en domestiques, serviles et zélés, empressés à prévenir les moindres désirs du maître, guettant, anxieux, son visage et frémissant à la crainte d'un froncement de sourcil, plats, vils et couards, perpétrant à l'office les plus honteuses besognes dans l'expectative du pourboire convoité ou seulement d'un vague geste dédaigneux de satisfaction.

.·.

Il n'y a pas de meilleur gouvernement, et il ne saurait y en avoir. Les causes en sont multiples.

N'est-il pas humain, en effet, d'identifier à son propre sort le sort du peuple que l'on mène? Tout aspirant gouvernant, une fois parvenu au pouvoir, pense très sincèrement qu'un grand progrès social est accompli, et son zèle d'opposant se calme aussitôt en présence des compensations et des satisfactions réalisées.

Et puis, le point de vue a changé. En passant dans l'autre camp, l'on ne peut se défendre d'une vision politique contraire. Non pas d'emblée, sans doute. Mais n'oublions pas qu'un stage assez long s'impose au politicien avant son arrivée au pouvoir, stage qui comporte une longue déformation mentale, un insensible entraînement à penser non plus en homme de progrès, mais en dirigeant conservateur et préposé à la conservation des traditions gouvernementales.

Enfin, les dernières velléités de progrès s'évanouissent en présence de difficultés multiples, des intérêts, des prétendus droits acquis, des routines qu'il faudrait heurter, et la meilleure volonté s'en va à vau-l'eau, suivant le courant assoupi, que seuls viennent accélérer de temps à autre les orages populaires.

Et l'on arrive à cette constatation paradoxale,

qui démontre irréfutablement à quel point les enchaîne la mission conservatrice qui leur est confiée, c'est que ce sont précisément les gouvernants les plus avancés qui se montrent les plus réactionnaires. Tant il leur paraît nécessaire de donner plus de gages à la classe dont ils tiennent le pouvoir.

C'est donc courir après une chimère que de rechercher le meilleur gouvernement. Tout, l'expérience réitérée, l'étude élémentaire de la psychologie politique et sociale, tout démontre qu'il ne saurait exister, et que tout progrès naît de l'initiative publique et de la poussée populaire que s'appliquent — heureusement en vain — à enrayer tous les gouvernements même les plus « avancés ».

André Girard.

LA POLICE SOUVERAINE

A propos de la frousse et du zèle policier déployés par le ministère libéralo-socialiste pour recevoir le promoteur de la paix qui fait noyer les Chinois pour s'emparer de la Mandchourie et, au mépris des serments les plus solennels, enlève ses franchises à la Finlande, un de nos lecteurs nous fait part du fait suivant :

C'est dans un village, assez loin de Compiègne — ou de Reims. Une maison qui se trouve sur le passage du tsar n'a pas, comme ses pareilles, arboré de drapeaux. Vite, des gendarmes pour la surveiller. Et si les habitants sortent, la nuit venue, soit pour aller acheter du tabac ou des médicaments, on les arrête pour leur demander leur chemin, et on les suit pour s'assurer qu'ils vont bien où ils ont déclaré.

Voilà la conduite actuelle de ceux qui, autrefois, acclamaient le *toast à la balle* de Félix Pyat.

Comme quoi les renégats, de quelque parti qu'ils soient, sont toujours ignobles.

⁂

Laurent Tailhade et Grandidier, comme gérant, sont poursuivis pour un article paru dans le *Libertaire*, sous l'inculpation de provocation au meurtre.

En vertu des lois scélérates, ils passeront en correctionnelle.

Il était urgent qu'il fût démontré que les lois scélérates existent. C'est un ministère libéralo-socialiste qui s'en charge.

Tant mieux!

J. G.

POURQUOI NOUS SOMMES ANARCHISTES

Camarade, tu as un cerveau, un cœur, des poumons, des yeux, des membres; ces organes sont nécessaires à ton existence; il y a donc pour toi nécessité de t'en servir : à chacun de tes organes est lié un besoin correspondant. Ce besoin peut varier suivant que ton tempérament est plus ou moins nerveux, plus ou moins sanguin, suivant que le climat est plus ou moins chaud et humide. Mais, quelles que soient ces conditions, puisque le besoin existe, tu finis par éprouver un désir; et si, alors, la possibilité matérielle, morale ou sociale existe pour toi, tu te détermines à agir et l'acte s'accomplit : l'acte est donc simplement la fonction qui s'accomplit, la tendance à vivre qui s'accommode à certaines conditions. En d'autres termes, ce sont des conditions organiques, climatériques et sociales qui déterminent chacun de tes actes et, par suite, l'exercice, l'activité de tes organes. Quand cet exercice est normal et cette activité non entravée, quand ton sang peut circuler, tes poumons respirer, ton cerveau penser librement, quand tu peux te servir de tes mains, de tes yeux, de tes organes pour faire un travail conforme à tes désirs et par suite à ta volonté, un travail qui te plaît, alors tu es libre, alors tu agis dans le sens de tes instincts, de tes besoins, de ta vie; alors tu éprouves de la joie à vivre. Quand au contraire il ne t'est pas possible d'exercer normalement tes organes, alors tu perds ta liberté, c'est-à-dire ta possibilité d'agir conformément à toi-même, alors tu ressens de la douleur, de la souffrance, de la misère. Or bien peu nombreuses sont les minutes de ta vie où tu es libre, où ton activité n'est pas entravée, soit par la force ou la nécessité d'assurer ta nourriture, soit par les résistances de ta famille ou les opinions de la société, soit par tes craintes, tes devoirs ou tes préjugés! Voilà pourquoi tu es misérable! Voilà pourquoi je suis anarchiste!

Anarchiste! car je veux d'une part développer tes facultés, ton cœur, ton cerveau, pour que tu puisses de plus en plus aimer, penser, comprendre, répandre ton activité, pour que tu puisses de plus en plus vivre et être heureux. — Anarchiste! car je veux d'autre part briser les entraves qui gêneraient ton activité et qui viennent de la société, de la morale, de la religion. Camarade, je veux conquérir ta liberté.

Ce qui gêne ta liberté, ce sont d'abord les croyances et les préjugés qui t'ont été imposés. Es-tu libre, dis-moi, d'obéir à tes désirs d'homme à un moment donné, si tu crois que l'enfer est réservé à ceux qui n'ont point obtenu la grâce divine par les sacrements de l'Eglise? Sans doute et surtout si tu es de robuste tempérament, ton désir pourra te faire oublier ta crainte; mais, une fois l'acte accompli, le désir étant satisfait, il te restera l'amertume des remords. Ce qui gêne aussi ta liberté, ce sont les mœurs. Bien souvent déjà, tu as été tenté d'agir; mais la crainte de l'opinion t'a retenu; et tu as dû choisir entre ton désir et ta faiblesse. Si tu as obéi à ton désir, alors, comme dans le cas précédent, ce désir une fois satisfait a laissé le regret et la souffrance d'avoir agi; si ta faiblesse a triomphé, elle t'a donné la souffrance du désir non satisfait. — Ce qui gêne enfin ta liberté, c'est un état social fondé sur la loi, c'est-à-dire sur l'idée de devoir et d'obéissance, c'est le principe d'autorité, principe invariable, qui nécessairement contrarie mille tendances diverses et qui cause une douleur d'autant plus vive que l'opposition est plus grande entre la loi et la tendance.

Puisque toutes ces entraves te font souffrir, n'ai-je pas raison de les vouloir anéantir? Pour cela, il me faut d'abord combattre le préjugé et dire à tous comme je te dis à toi-même : N'accepte et n'impose aucune idée discutable, aucune vérité que tu ne puisses démontrer toi-même, aucune habitude dont tu ne puisses comprendre le pourquoi; borne-toi au fait évident, à la vérité démontrée, à l'observation exacte, à l'expérience rigoureuse. — Il me faut ensuite combattre les mœurs qui nous accoutument à voir dans la faiblesse un motif de servitude et dans l'éducation un moyen d'asservir. Il me faut enfin combattre la discipline, où qu'elle soit, qui te force dans la vie à être ou serviteur ou maître, mais toujours esclave d'une loi acceptée. Je combattrai donc le préjugé, la coutume, la loi, c'est-à-dire l'autorité sous sa triple forme intellectuelle, morale et légale. A ces conditions, je pourrai, lentement, supprimer toutes les causes de ta misère et conquérir ta liberté.

Ah! toi aussi, camarade, tu l'aimes profondément cette liberté qui te permettrait de vivre, de te dépenser, d'être riche d'action, de bonheur, de vie. Mais tu crains ce qui est nouveau; tu te souviens de tes misères d'autrefois et ton cœur est devenu méfiant. Ah! tu pourrais te défier de moi si je te demandais quelque chose, un vote, un écu ou une place en échange de mes idées. Mais je ne te demande rien; ce que je veux pour moi, je le veux pour toi, je le veux pour tous; et ceci te prouve que je ne veux pas revenir aux sociétés barbares où régnait, dans toute son horreur, le droit du plus fort. Si on te l'a insinué, on t'a menti. Car, si je t'ai dit : « Ne sois pas serviteur, révolte-toi contre l'autorité, réveille ton énergie », je te dis aussi : « Ne sois pas maître, n'impose à personne ta propre volonté. » Tu me verras donc toujours du côté du plus faible et de l'opprimé. On t'a donc menti; et cependant, partant de ce mensonge et profitant de ton ignorance, on t'a effrayé en te disant que j'étais un homme de révolte, un homme de désordre, un homme de violence!!!

Un homme de révolte! Oui, camarade, je suis révolté de toutes les misères, de toutes les injustices, de toutes les hontes de la société. Oui, je suis révolté quand je vois des enfants qui n'ont pas de pain, des femmes qui pleurent, des hommes qui râlent sur leurs misérables grabats! Dis-moi si tu n'es pas révolté comme moi.

Un homme de désordre! Ah! je ne sais quelle idée tu te fais de l'ordre, mais tu te trompes si tu crois que l'ordre d'aujourd'hui est conforme au bonheur, à la liberté, au progrès. N'entends-tu point parler journellement de crimes, de suicides? Ne vois-tu point de miséreux autour de toi? Ne lis-tu point parfois quelques récits de massacres organisés en Chine ou en Afrique? Est-ce cet ordre-là que tu désires conserver éternellement? Pour moi, je le regarde comme un régime de force, de violence; et c'est pourquoi je l'ai condamné!

Un homme de violence! Quand un être est opprimé, dis-moi donc comment il peut se débarrasser de la tyrannie, sinon par un effort de lui-même? Dis-moi quel opprimé fatigué de l'oppression n'a pas été contraint à la révolte? Car « toutes les lumières de la vérité ne peuvent rien pour arrêter la violence et ne font que l'irriter encore plus ». (Pascal.) Au reste, compte, si tu le peux, les victimes de l'Inquisition, des croisades, des guerres religieuses, de la Terreur rouge ou blanche, de la Sainte-Alliance, des guerres coloniales, de la force armée; et étonne-toi ensuite que parmi ces victimes, quelques-unes, acculées par la persécution, aient fini par faire face à leurs agresseurs.

Un homme d'utopie, t'a-t-on dit encore! Oui, faire cesser les iniquités, les désordres, les violences; diminuer le lourd fardeau de misère qui pèse sur toi, ceci est regardé comme une utopie à l'heure présente. Faut-il que cette misère soit profonde, hélas! Rentre en toi-même, camarade, et demande-toi si tu crois possible pour toi de vivre sans être esclave ou tyran. Si tu ne le crois pas, alors tu es logique avec toi-même en te plaçant du côté des oppresseurs. Mais si tu crois cela possible, si tu crois qu'un moment, un seul moment, tu puisses vivre librement, comment pourrais-tu croire impossible pour les autres ce qui est possible pour toi! A toi dès lors d'agir, de faire œuvre d'initiative, de combattre tes préjugés et ceux des personnes qui t'entourent, afin que l'émancipation de chacun rende possible l'émancipation de tous. « Si tu veux vivre, sois fort, sois grand, sois énergique. Sème la vie et le bonheur autour de toi. Chaque fois que tu verras une iniquité dans la vie, un mensonge dans le monde, une souffrance imposée par un homme à un autre homme, révolte-toi contre le mensonge, l'injustice et la douleur. Lutte pour la vérité; la lutte, c'est la vie. Et chaque fois que tu auras lutté, tu auras vécu; et, pour quelques heures de cette vie grandiose, tu ne donneras pas des années de végétation dans la pourriture du marais. Lutte pour permettre à tous de vivre de cette vie riche et débordante, de s'arracher peu à peu aux misères et aux lâchetés de notre monde, pour permettre à tous enfin de jouir de tous les bonheurs que tu réclames pour toi. » (Guyau.)

V. Henri.

Le Congrès des ouvriers métallurgistes

La semaine dernière s'est tenu à Saint-Etienne le 10e Congrès de la Fédération de la Métallurgie. Cette organisation, l'une des plus importantes du mouvement ouvrier, est composée de 105 syndicats : 77 syndicats environ ont fait porter au Congrès leurs *desiderata* par 45 délégués.

Il est inutile de parler ici de ce qui a trait à l'administration intérieure de l'organisation, mais quelques questions donnant bien la tendance générale du mouvement syndical sont, croyons-nous, très intéressantes à relever ici.

Parmi ces questions, l'une surtout montre bien le degré d'évolution d'une partie, tout au moins, des syndicats ouvriers. Je veux parler de la « Caisse pour les insoumis ». En effet, en même temps que le Congrès de la Métallurgie décidait l'extension de sa caisse de résistance, il décidait la création d'une caisse de *Solidarité* en spécifiant formellement que tous ses membres qui, suivant l'expression d'un délégué, « se refuseraient à endosser la livrée d'esclave » seraient soutenus et aidés sur les fonds affectés à la solidarité. Cette décision, adoptée à l'unanimité et après une discussion des plus intéressantes, montre combien certaines organisations ouvrières, rompant avec le platonicisme réformiste, ont compris que leur véritable rôle était un rôle vraiment révolutionnaire.

Une autre question revêtait aussi un grand intérêt en la circonstance, c'était celle de la *grève générale*. Le principe n'en est plus discuté, mais il y avait à examiner si, au cas où la grève générale des mineurs aurait lieu le 1er novembre prochain, les syndicats métallurgistes feraient cause commune avec les mineurs. La date a semblé rapprochée à beaucoup qui, craignant de n'avoir pas le temps de faire la propagande nécessaire, se sont abstenus et n'ont pas cru devoir prendre un engagement for-

mel; cependant, 45 syndicats ont déclaré qu'ils feraient cause commune avec les mineurs. Les 32 autres organisations présentes au Congrès ont déclaré s'abstenir. Il est donc certain, dès aujourd'hui, que, s'il y a grève des mineurs, ceux-ci seront soutenus et que des syndicats métallurgistes feront cause commune avec eux et arrêteront le travail.

Parmi les autres questions qui sont venues en discussion, je citerai notamment celle du 1er Mai. Le Congrès a décidé qu'il y avait lieu d'engager les syndicats à faire chômer ce jour-là, mais en spécifiant bien que ce n'était pas pour faire une fête ni une promenade aux « pouvoirs publics », mais dans un but révolutionnaire de propagande internationaliste, et pour qu'au même moment les travailleurs du monde entier affirment leur haine du régime capitaliste qui les opprime.

Une campagne active sera menée dans les syndicats métallurgistes en faveur d'une réduction de la journée de travail : pour le moment et plutôt comme base et indication, les huit heures traditionnelles ont été adoptées avec un minimum de salaire.

Pour terminer, je citerai le rejet pur et simple de la loi Millerand sur les retraites ouvrières, ainsi que celle sur les « conseils du travail ». A ce propos, le camarade Latapie a admirablement développé cette thèse générale, que nous ne cessons de défendre ici, que les syndicats ouvriers ne devaient rien attendre du pouvoir central *Etat*, que toutes les prétendues « lois ouvrières » des gouvernants étaient faites non pour améliorer le sort de la classe ouvrière, mais pour tenter de canaliser à son profit un mouvement qui, par ses tendances révolutionnaires de plus en plus accentuées, leur échappait chaque jour davantage, si bien que les syndicats ouvriers allaient à l'encontre du but espéré par nos maîtres lorsqu'ils favorisèrent la création de ces groupements.

Je signalerai aussi l'adoption au début du Congrès d'une adresse de protestation contre le tzarisme du gouvernement de défense « socialo-républicaine ». Aussi la suspension des travaux du Congrès par les délégués, pour aller prendre part à la manifestation qui a eu lieu contre les brutes galonnées du 38e de ligne, dont nous rendons compte d'autre part.

⁂

Lundi s'est ouvert à la Bourse du travail de Lyon le Congrès des Syndicats. Près de 300 syndicats ont envoyé des délégués et l'animation est grande : j'ai eu le plaisir d'y rencontrer de nombreux camarades venus des quatre coins de la France. La première journée s'étant passée en questions purement administratives (cette maladie sévissant encore dans les syndicats ouvriers), je n'ai rien à dire ici pour cette première journée. La nécessité de la mise en pages du journal me force à remettre à la semaine prochaine mes appréciations sur ce congrès.

Les camarades lyonnais avaient l'intention de réunir les camarades qui sont ici, pour discuter quelques points de tactique et de théorie. Des circulaires portant le titre « Congrès Libertaire » ont été distribuées, mais il paraît qu'un commissaire de police a fait appeler quelques-uns de nos camarades pour leur signifier que le Congrès serait interdit.

Comme on le voit, ici comme à Paris, la *liberté* continue à fleurir, sous le gouvernement de *Défense Républicaine* cher à nos bons socialistes domestiqués.

P. Delesalle.

⁂

Voici l'ordre du jour dont nous parlons plus haut, adopté par le Congrès de la Métallurgie. Le Congrès des Syndicats en a du reste adopté un à peu près semblable :

« Les membres des organisations adhérentes au Congrès des métallurgistes de France, réunis à la Bourse du Travail de Saint-Etienne le 21 septembre 1901, protestent énergiquement contre la venue en France, pays d'indépendance et de révolution, du tsar Nicolas II, empereur et autocrate de toutes les Russies. Au nom des travailleurs organisés, nous sommes profondément indignés des agissements du gouvernement dit de « défense républicaine! » qui fraternise avec le bourreau des révolutionnaires ouvriers et étudiants russes. Ils envoient tout leur mépris à tous les tyrans du monde et envoient leur profonde sympathie aux révolutionnaires de tous les pays. »

MOUVEMENT SOCIAL

France

Le tsar est enfin parti et les rares hommes libres que la France compte peuvent respirer et sortir de leurs cachettes.

Le gouvernement socialiste que nous possédons s'est signalé tout particulièrement par son ignominie. Il importe de citer quelques-uns de ses traits.

La police s'est livrée à une orgie d'arrestations, de vexations, d'inquisitions de toutes sortes qui nous ont un moment rappelé les beaux jours de 1894.

A Nice, on a arrêté le camarade Mathéoda, parce que son nom a une désinence italienne. Or le camarade est de Limoges!

Des policiers russes sont venus en France et l'on a établi une censure sur les dépêches émanant des lieux que devait visiter le tsar.

L'entrée en France aurait aussi été interdite à certains journaux socialistes belges.

Ces faits ont été passés sous silence ou seulement enregistrés sans protestation par la plupart des journaux même les plus socialistes.

D'ailleurs la lâcheté des socialistes est à noter. « Pour ne pas créer de difficultés » au ministère de son cœur, ils ont gardé une modération tout à fait édifiante et qui, n'en doutez pas, aura sa récompense.

On avait aussi annoncé une représentation en l'honneur de Tolstoï que devait donner le *Théâtre civique*, en signe de protestation. Mais ce projet n'a pas eu de suite. Le ministère aurait sans doute froncé le sourcil.

Tout cela est très beau et nous sommes tombés bien bas!

⁂

Militarisme. — Un nouveau fait montrant que les soldats sont de moins en moins disposés à se laisser traiter en bétail.

Il s'est passé à Marseille. Quand les réservistes du 141e eurent été libérés, ils se rendirent en masse devant le cercle des officiers et, là, ils se sont livrés à une manifestation hostile, sifflant et huant ceux qui se montraient au balcon, les qualifiant des épithètes d'assassins, de bandits. Puis, après s'être rendus au *Petit Provençal* et au *Petit Marseillais*, ils se portèrent devant la demeure du colonel Couilleau devant laquelle ils recommencèrent leur manifestation. Celui-ci s'étant montré, il fut salué par les qualificatifs d'assassin, de bourreau, etc.

Décidément ça craque.

André Girard.

⁂

Lille. — Partout où le pendeur de Russie a passé, les camarades suspectés d'opinions anarchistes ont été tracassés. Ici, à Lille, où le train, filant à toute vitesse, ne passait qu'à trois kilomètres de distance, gardé par la police et la troupe en armes, le mercredi 17, entre 5 et 9 heures du matin, neuf de nos camarades furent arrêtés. Puis, lorsque le train fut passé, les camarades furent relâchés à 6 heures du soir.

Il faut tout de même que nos maîtres aient bien conscience de l'horreur qu'eux et leur allié inspirent.

⁂

Valenciennes. — Lundi 16, au moment où je prenais un billet à la gare de Roubaix, avec trois camarades, dont un allait à Lille et l'autre à Croix, chercher mon courrier que j'y avait fait adresser, une dizaine d'agents de la sûreté surgirent, nous invitant à les suivre au bureau de leur « patron ».

Arrivés devant le « patron », ce monsieur nous garda deux heures, me posant mille questions, prenant mon signalement, me mensurant, etc. Et enfin me déclara qu'à cause du tsar, il allait me tenir sous clef, prétendant avoir entendu dire que j'avais envie de faire ma Charlotte Corday, et que, depuis deux jours que j'étais à Roubaix, j'étais suivie d'un colosse armé d'un énorme gourdin pour démolir ses agents, s'ils faisaient mine de m'arrêter.

Sur mes protestations, il consentit enfin à me laisser aller faire ma conférence, le soir, à 7 heures, à Sin-le-Noble, près Douai. J'arrivai dans cette localité, suivie de huit gendarmes. La conférence, malgré la pluie, fut un succès. Les pandores, restés dans la cour, furent abondamment arrosés.

Séraphine Pajaud.

⁂

Roubaix. — Je crois bon de vous signaler jusqu'où l'arbitraire a sévi en l'honneur du despote russe, pour que les hommes de cœur ne cessent un seul instant de lutter contre les tyrannies gouvernementales.

Ayant besoin de papier pour rééditer la *Peste religieuse*, nous nous rendions à Lille, le camarade Denollet et moi, ainsi que Séraphine Pajaud, accompagnés du camarade Lanneau, qui allait à Croix. A la gare de Roubaix, nous fûmes invités à nous rendre au commissariat, escortés de policiers ; sauf Séraphine Pajaud, nous fûmes maintenus cinq jours, sans subir aucun interrogatoire, et pendant notre incarcération notre domicile fut perquisitionné sans notre présence.

Nous nous indignons de toutes nos forces contre de telles monstruosités, et nous demandons si l'on veut continuer à subir ainsi l'arbitraire sans bouger?

Je vous signale en outre cet acte de bonne solidarité de la part des ouvriers de mon atelier.

Etant remis en liberté, je me rends à l'atelier pour reprendre le travail — pas très étonné lorsqu'on me pria de passer au bureau, que mon compte était prêt. J'en fais part aux ouvriers de ma place et, sans hésitation, tous — sauf deux moutons — — arrêtent le travail et vont trouver le patron, lui disant qu'ils arrêtaient si je n'étais repris. Leur volonté fut acceptée, et voilà comment j'ai pu ravoir ma place.

Je vous envoie le texte d'une grande affiche sur papier rouge que les camarades ont affichée pendant notre incarcération.

Le camarade Bultijauw, qui en avait pris la responsabilité, fut appelé au commissariat et il paraît qu'il va être poursuivi pour insultes contre le Président de la République et les ministres. Je vous tiendrai au courant de ce fait, car nous aurons peut-être besoin de renseignements.

Cordiale poignée de main,

J. Béranger.

P. S. — Les camarades comprendront qu'il m'était impossible d'expédier lettre ou colis vu mon arrestation.

J. B.

⁂

Saint-Etienne. — J'ai parlé la semaine dernière de la révolte ouverte des soldats du 38e de ligne contre les atrocités de leur brute de colonel, le nommé d'Aubigny.

Il m'a été donné d'assister jeudi dernier au retour du régiment à Saint-Etienne. De ma vie je n'oublierai ce spectacle. Je renonce à décrire ici l'état lamentable des soldats revenus valides des manœuvres; couverts de poussière, ruisselants de sueur, les vêtements en lambeaux, se traînant péniblement — le tsar lui-même n'aurait pas reconnu ses bons « alliés » dans cette bande, — je puis affirmer que tout ce qui a été dit à ce sujet est bien au-dessous de la vérité.

La partie révolutionnaire de la population de Saint-Etienne était allée attendre le retour du régiment à l'entrée de la ville, et c'est au chant de la *Carmagnole* et de l'*Internationale* poussé par 10.000 poitrines que le régiment fit son entrée en ville, et il était visible que tous les soldats étaient de cœur avec la population. Et je puis affirmer que cette entrée de ville était vraiment imposante.

En arrivant près de la caserne, d'autres manifestants s'étaient massés près de la porte, et c'est à peine si le caporal commandant l'avant-garde put arriver à frayer un passage.

A l'arrivée du gros du régiment, on a alors assisté à ce spectacle superbe. Les simples soldats étaient applaudis, pendant que chaque officier, et les supérieurs de préférence, étaient accueillis par des huées, et que les sifflets à roulette faisaient leur office.

Nombreuses étaient les femmes qui vaillamment, à la tête des manifestants, se distinguaient par leur acharnement à cracher leur indignation à la face des brutes galonnées. La manifestation était si imposante, que c'est à peine si on entendait la voix des chefs de compagnie commandant avant l'entrée à la caserne.

A peine le dernier soldat était-il dans la caserne que la foule, repoussant les policiers, se précipite sur les grilles et continue la manifestation, ce que voyant, les officiers commandent quatre hommes

qui, baïonnette au canon, se postent devant la porte pour en défendre l'entrée. Quelques minutes après, les soldats étant rentrés dans les bâtiments, la foule quitte la caserne et descend vers la ville en continuant la manifestation.

Les policiers étant arrivés en nombre, comme de juste des collisions se sont alors produites, mais force est quand même restée aux manifestants, et c'est le drapeau rouge en tête que la dislocation eut lieu devant la Bourse du travail, après avoir conspué une dernière fois le bourreau galonné colonel d'Aubigny.

P. Delesalle.

*
* *

Mouvement ouvrier. — La *Petite République*, l'un des journaux socialo-ministériels, a annexé à ses bureaux une maison de vêtements qu'elle donne comme primes à ses lecteurs, ce qui lui a valu dans les milieux socialistes le nom de « Maison des Cent mille Paletots ».

Une enquête faite, il y a quelques mois, a démontré que c'est grâce à la pire exploitation des ouvriers que le journal ministériel, qui ne cesse de fulminer contre l'exploitation capitaliste, peut mettre ses paletots, ses pantalons, ses gilets et ses chapeaux, etc., en vente à bas prix. Cette enquête a prouvé que la *Petite République* n'avait pas craint de pousser l'abaissement des salaires de ses ouvriers confectionneurs au delà de ce qu'oseraient se permettre les derniers avilisseurs de prix.

Aussi, samedi, la Fédération des chapeliers de France, Chambre syndicale de la cordonnerie parisienne, Chambre syndicale des coupeurs chemisiers, faux-cols et lingerie, Chambre syndicale des tailleurs et couturières de la Seine, ont-elles tenu une réunion à la Bourse du travail pour protester contre la « Maison des Cent mille Paletots ».

L'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité :

« Les travailleurs syndiqués, répondant à l'appel des organisations protestataires, réunis le samedi 21 septembre à la Bourse du Travail, protestent énergiquement contre l'exploitation éhontée que fait le journal *la Petite République*, en vendant au public des produits dits « primes » alors qu'elle ne fait qu'exploiter la consommation publique ;

« Déclarant la mettre en demeure de cesser cette vile exploitation et de ne vendre que des produits revêtus de la marque de connaissement.

« En outre, ils invitent le prolétariat conscient à mettre cet organe à l'index et se prononcent affirmativement pour le flétrir avec sévérité. »

Le présent ordre du jour sera porté à la connaissance du Congrès corporatif de Lyon.

Nouvelles-Hébrides.

Tout le monde connaît les îles des Nouvelles-Hébrides situées dans l'océan Pacifique. Iles qui soulèvent souvent des difficultés entre la France et l'Angleterre. Le gouvernement français a créé une société portant le nom de Société des Nouvelles-Hébrides : cette société a pour but de peupler les îles, soit d'ouvriers d'art, soit d'autres en vue de coloniser le plus possible. Les courriers partant de Nouméa pour les Hébrides amènent parfois plusieurs émigrants. Aussitôt rendus dans les terres, ils sont pris des fièvres tropicales et, dans les 48 heures qui suivent le débarquement, au lieu d'un homme on n'a plus qu'un cadavre, les survivants peuvent affirmer les faits. Je connais plusieurs mères de famille surchargées d'enfants qui sont victimes de ce fameux complot. Là-bas la chaleur est insupportable ; les hommes du pays succombent comme les blancs ; c'est pire que le choléra, la mortalité est dans ce pays plus forte que nulle part ailleurs ; elle se chiffre par 98 0/0. C'est honteux !

Etats-Unis.

Nous assistons ici, sur les bords de l'océan Pacifique, à un *conflict* gigantesque entre les travailleurs et les patrons : c'est le même aspect aveugle qui domine la classe capitaliste. Pierrepont Morgan a répondu, quand on lui proposa l'arbitrage : Il faut que les « workingmen take my terms, or starve » ; un autre de San-Francisco a répondu dans le même sens : « Let the fruit *rot*; we don't care. » Je reviens de San Francisco et j'ai vu la police prendre fait et cause pour les industriels. Les mécaniciens, chaudronniers, conducteurs de camions, peintres, cuisiniers, etc., sont tous en grève, la police protège les non-unionistes, chaque voiture était accompagnée d'un policeman, de plus le maire de la ville a réquisitionné la milice ; les gros ont souscrit entre eux la somme de *200 millions de dollars* pour détruire l'Union (les syndicats ouvriers).

S. J. D.

Nouvelle-Calédonie.

Voici la suite des faits que je vous racontais l'autre jour. Les rues et la place de Nouméa sont encombrées par les travailleurs japonais qui demandent simplement à être reconduits dans leurs foyers. Après mille privations subies, après les tortures de la faim, vient celle du froid qui est assez vif en cette saison. Plusieurs ouvriers, pris de pitié, ont secouru ces frères malheureux, tandis que la bourgeoisie nouméenne passe indifférente au mal qu'elle sème autour d'elle. Ces spoliateurs, qui rêvaient de s'emparer du salaire de ces ouvriers, en sont en ce moment à se demander comment tournera la chose.

On a déjà rapatrié 51 Japonais par le dernier courrier, en vue de calmer les autres. Après avoir trompé ces malheureux, ce même gouvernement cherche ailleurs de la main-d'œuvre, mais tout en gardant le secret du marché humain qu'il fait journellement avec les autres pays qui ne sont guère au courant de la situation. D'ailleurs tout est permis quand on a la force. En attendant, les abus se font de plus en plus sans qu'on puisse y apporter une modification. Mais tout n'est pas là ; le chef des révoltés de Poyès, le populaire Amane, après être resté sourd aux prières du fameux Feuillet, a fini par se laisser convaincre et se soumettre à la force. Aussi, pour la fête du 14 juillet, le chef et bon apôtre a-t-il fait assister aux bals le fameux adversaire et sa suite. Il les a éblouis par différents cadeaux, pour s'attirer la sympathie du célèbre rebelle.

Grèce.

On nous signale l'arrestation à Athènes du camarade Stylianos Moussouris, que la police serait allée chercher à l'hôpital. On l'accuse d'avoir voulu tuer le ministre des finances.

C'eût été certainement une perte irréparable.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Jeunesse Révolutionnaire du XIIIe arrondissement (Groupe d'études sociales). — Réunion du groupe le 28 septembre 1901, à la Ménagère, 8, rue des Apennins.

Ordre du jour : Causerie par un camarade. — Questions diverses.

*
* *

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Soirée familiale, samedi 28 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de la Cloche, rue Réaumur, 43, au bénéfice de la propagande.

Causerie par le camarade Girault.

Partie de concert avec le concours des poètes révolutionnaires, suivie d'une tombola gratuite avec nombreux lots.

Entrée avec carte : 30 centimes. Les compagnes et leurs enfants ne payent pas.

On trouvera des entrées à la réunion.

*
* *

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Abbé-Groult, 29. — Samedi soir, à 8 h. 1/2, conférence sur la réorganisation du groupe, par le camarade Cuisse.

*
* *

Aubervilliers. — *Bibliothèque ouvrière*, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, dimanche 29, réunion des camarades de la région pour l'organisation d'une fête inaugurale des conférences de la saison.

Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter pour cause d'inventaire.

*
* *

Lyon. — Quelques camarades ayant l'intention de fonder un groupe sous le nom de *Jeunesse Anarchiste*, ils invitent tous les camarades qui s'intéressent à la question sociale à venir discuter. Ils seront les bienvenus. La première réunion aura lieu le samedi 28 septembre, salle Chamarade, 26, rue Paul Bert. Une causerie sera faite par un camarade sur le Bonheur sans maîtres.

*
* *

Marseille. — Les camarades viennent de former un groupe de « la Liberté d'opinion ». Ils font appel à tous. Pour les communications au groupe, s'adresser à De Th., taverne des Tonneaux, 9, rue Poids de la Farine.

*
* *

Nîmes. — A partir du 25 courant, le groupe d'*Etudes économiques libertaires* de Nîmes sera transféré rue Saint-Paul, n° 7, ex-local de la Bourse du Travail. Le groupe sera ouvert tous les soirs à partir de 8 h. 1/2.

Bibliothèque attenant au groupe. Les bouquins sont à la disposition de tous les travailleurs.

*
* *

Amiens. — Les camarades qui ont connu le vieux compagnon Honête, et qui voudraient assister à l'anniversaire de sa mort, sont priés de se réunir, le dimanche 24 septembre, à 3 heures, au cimetière Saint-Acheul.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Revendications des mineurs et le Congrès international de Londres, circulaire d'août ; — *Le Socialisme municipal à Londres*, circulaire de septembre du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

La Société au lendemain de la révolution, de J. Grave (traduction grecque par J. Manganaras), à Athènes.

Sur la question sexuelle, par L. Tolstoï ; une plaquette, 1 fr., chez Stock.

Compte rendu du cinquième Congrès socialiste international, 16e *Cahier de la quinzaine*, 2e série, 8, rue de la Sorbonne.

L'heure lourde (poésie), par L. Jeambrun ; plaquette. Poligny.

La Femme de l'avenir ; — L'Eglise, l'Inquisition au moyen âge, deux brochures à 0 fr. 25, par Ed. Spalikowski, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Fields, factories and workshops, by Kropotkine ; 1 vol., one shilling, chez Swan Sonnenschein and Co, Londres.

A lire :

Entre honnêtes gens, F. de Nion ; *Echo de Paris*, 23 sept.

PETITE CORRESPONDANCE

P., à Puissalicon. — Le journal est mis exactement le jeudi à la poste. Réclamez à votre bureau. J'envoie une partie des brochures. — Les autres sitôt que nous aurons pu aller chez les éditeurs.

Larchevêque. — Les choses doivent être discutées à fond ou pas du tout.

5160, Marseille. — Nous ne donnons jamais les adresses de nos correspondants.

H. B., à Angers. — Correspondance arrivée trop tard. Mardi soir dernier délai.

S. G., à Lisbonne. — Les deux abonnements finiront fin mai 1902.

Sivasti est prié de renvoyer les livres du camarade Badoude.

Lorient. — A la maison Raspail, 14, rue du Temple.

Reçu contre la guerre : M. M., à Anet, 0 fr. 60. — A. P. et D., Beauvais, 2 fr. 50.

Reçu pour la liberté d'opinion : V. Pacotte, 1 fr. 50 ; A. Michaux, 2 fr.

Reçu pour le journal : A. P. et D., 2 fr. 50. — A. G., à Grenade, 1 fr. 85. — Lorient, 1 fr. — Merci à tous.

H., à Reims. — F., à Nouméa. — R., à Buenos-Aires. — B., à Genève. — L. P., à Gilly. — Dr K., à Gmund. — T. L., à Hodimont. — G., à Naples. — P. V., à Alexandrie. — R., à Châtillon. — G., à Grenade. — S., à Etampes. — Social Education-Club à Lynn. — B., à Persan. — D., à Saint-Nicolas. — C., à Béziers. — M. D. — Groupe d'études Nîmes. — V., à New-York. — G., à Lisbonne. — P., à Beauvais. — M., à Saint-Etienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 23 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 OCTOBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Nous leur rappelons « instamment » de bien vouloir, à chaque renouvellement, nous envoyer la dernière bande. Ce a afin de nous éviter une perte de temps inutile.

DEUX TACTIQUES

A PROPOS DU CONGRÈS CORPORATIF

Je voudrais, car cela est indispensable, avant de rendre compte des travaux propres du Congrès corporatif qui vient de se tenir à Lyon, essayer de tirer ici la philosophie générale qui se dégage nettement de ces travaux.

Ce Congrès, en effet, marquera, à mon avis, une date définitive dans l'histoire des travailleurs organisés en syndicats ouvriers et sera le point de départ d'une tactique générale appelée à avoir les plus précieux résultats sur la marche en avant du parti de tous les exploités contre tous les exploiteurs.

Le mouvement corporatif des syndicats ouvriers devient, cela est indéniable, chaque jour plus conscient. Ces groupements, qui n'étaient au début que de simples groupes de solidarité, s'occupant surtout de mutualité, sont arrivés aujourd'hui à leur épanouissement complet et se présentent comme l'antagonisme immédiat du système de production de la société capitaliste représenté par le patronat. La délimitation est bien faite : d'un côté, les exploiteurs qui ont pour eux l'organisation actuelle de la société, organisation toute à leur profit, et, de l'autre côté, les exploités groupés par corporation suivant le mode d'exploitation qu'ils subissent, qui ont pour avantage la force du nombre qu'ils opposent à toutes les forces détenues par leurs antagonistes qui détiennent, eux, les moyens de production.

Entre ces deux groupes d'individus formant ce que l'on appelle « la société », il y a lutte, leurs intérêts étant opposés. Quels sont les aspects différents que doit revêtir cette lutte? C'est là ce qu'a cherché à dégager le Congrès corporatif qui vient de se tenir à Lyon.

∴

Tout d'abord je dois le déclarer, tous les travailleurs qui avaient envoyé leurs camarades au Congrès de Lyon pour porter leurs *desiderata*, absolument tous n'ont qu'un même et unique but : la transformation de la société capitaliste en une société communiste. Il ne s'est agi à aucun moment de savoir quel était le meilleur moyen de retaper la société capitaliste, mais des meilleurs moyens à employer pour la détruire, pour lui substituer une société composée non d'esclaves et de salariés, mais d'hommes vraiment libres. C'est donc, comme on le voit, la Révolution qui est le but : mais quel est le meilleur moyen pour arriver le plus rapidement possible à cette révolution salvatrice? C'est ce qu'ont examiné les révolutionnaires réunis à Lyon. Deux tactiques — toujours les mêmes — ont été préconisées. Les voici :

Les travailleurs doivent-ils, pour aboutir à la révolution, se servir du pouvoir central Etat, ou doivent-ils poursuivre leur émancipation au moyen de leurs propres forces? Ce sont ces deux tactiques qui ont fait le fond de toutes les discussions du Congrès.

∴

Ainsi posée, la question, comme on le voit, a son importance, si elle n'est pas neuve. La force ouvrière organisée en syndicats doit-elle attendre son émancipation en réclamant continuellement, en arrachant des concessions à la société capitaliste, ou doit-elle poursuivre son émancipation en se servant de ses propres moyens, sans avoir recours au pouvoir central Etat?

Il s'est agi, au Congrès de Lyon, de choisir entre ces deux tactiques, entre ces deux tendances générales qui divisent les travailleurs en réformistes et en révolutionnaires. Les discussions qui ont eu lieu ont admirablement fait ressortir les deux thèses en présence.

∴

Je vais pour ma part les examiner. Le groupement des travailleurs en syndicats est, par sa nature même, le groupe qui s'oppose à la force du patronat. Il doit, s'il ne veut pas faillir à sa mission, être continuellement en lutte contre lui. Les travailleurs ne sont exploités, ne se laissent tondre que parce qu'ils ne savent pas s'entendre ; aucune force — si ce n'est celle de la faim et alors la révolte s'en suit — ne pouvant les faire travailler lorsqu'ils ne le veulent pas. Ils sont donc, cela est indéniable, les véritables maîtres de la situation. Les syndicats ne sont faits que pour coordonner, pour réunir les forces ouvrières éparses.

Bien mieux, si dans chaque corporation, dans chaque branche d'industrie les ouvriers se groupent — cela s'appelle un syndicat et le nom n'a pas d'autre importance — il en résultera une force qu'il sera impossible de détruire et contre laquelle toutes les combinaisons sur lesquelles repose l'exploitation des travailleurs dans une société capitaliste disparaissent.

En effet, il ne peut plus y avoir, à ce moment, ce qu'il est convenu d'appeler la « loi de l'offre et de la demande ». Des deux blocs en présence, celui des travailleurs, celui qui a pour lui le nombre, la force, celui qui souffre et veut vivre toute la vie, peut, s'il est conscient, exiger du bloc capitaliste tout ce à quoi il a droit. Ils sont alors les véritables maîtres de la situation. Les syndicats ne sont faits que pour coordonner, réunir les forces ouvrières éparses.

Et alors, si les travailleurs, chaque jour plus conscients, peuvent par cette force arracher à leurs exploiteurs tout ce qu'il peut leur plaire d'exiger, nous demandons, nous, à ceux qui croient encore utile de s'adresser aux pouvoirs publics : A quoi bon recourir aux intermédiaires?

Ou les travailleurs sont capables par leurs propres forces d'en imposer au patronat, ou c'est le pouvoir central Etat qui doit, par les moyens coercitifs dont il dispose, imposer au patronat les volontés des travailleurs. Mais alors disons-nous : Si les travailleurs sont capables de forcer l'Etat à imposer aux capitalistes leurs volontés, à quoi bon passer par la filière Etat, et ne pas les imposer soi-même? Et nous arrivons à cette constatation que l'organisation, dans la société actuelle, des travailleurs en syndicats ouvriers n'a de raison d'être que s'ils poursuivent leur émancipation par leur seule force et qu'il y a inutilité absolue, superfétation, qu'il y a même et surtout danger pour les syndicats à s'adresser dans n'importe quelle circonstance à l'Etat.

Bien mieux, je crois qu'il y a contradiction et surtout perte inutile de forces. Je ne citerai qu'un exemple à l'appui de cette thèse. Depuis longtemps, les travailleurs réclament, bien inutilement du reste, une réforme qu'ils croient pouvoir être immédiatement réalisable : la journée de huit heures. Jusqu'à ce jour, au lieu de chercher à l'imposer au patronat en lui déclarant ne plus vouloir travailler que huit heures, les travailleurs, par le canal du pouvoir législatif, attendent et attendront longtemps du pouvoir central Etat une loi interdisant aux employeurs de faire travailler plus que ce laps de temps.

Telle est, ainsi présentée, la belle, la grande et aussi l'importante question qui a continuellement plané au-dessus de toutes les discussions du Congrès de Lyon.

∴

Aura-t-on recours à l'Etat, réclamera-t-on l'application de lois dites « ouvrières » ou exigera-t-on en traitant de puissance à puissance avec le patronat? Rien de définitif, il est vrai, n'a été arrêté à Lyon. Mais le Congrès a eu une réelle importance par ce fait que les deux tendances se sont trouvées en présence et ont été développées avec chaleur par les représentants des doctrines adverses. La question est posée et ce sera le plus grand résultat du Congrès corporatif qui vient de se tenir à Lyon. L'avenir, qui nous appartient, dira laquelle des

deux tactiques est la meilleure. Nous ne doutons pas, pour notre part, que celle que nous ne cessons de préconiser ici et qui se résume dans ce fait de dire aux travailleurs : *Faites vos affaires vous-mêmes*, ne parvienne à triompher.

Au compte rendu des travaux du Congrès, l'on pourra voir que cette tendance a fortement prévalu. Les travailleurs groupés dans les syndicats n'ont qu'un seul et même but, leur émancipation intégrale. Mais, il reste bien entendu que l'organisation syndicale ne peut être qu'un moyen, et je ne puis mieux faire qu'en terminant par cette citation qui était la conclusion d'un des plus beaux exposés qu'il nous ait été donné d'entendre à ce Congrès : « J'estime qu'elle n'aura plus sa raison d'être — l'organisation syndicale — lorsque, par la grève générale révolutionnaire, elle aura détruit ce qui l'avait fait naître : la propriété individuelle, et établi définitivement la société communiste libertaire. » — Anarchiste, aurais-je dit.

P. DELESALLE.

Le *Matin*, dans un des numéros de cette semaine, publie, d'un de ses correspondants de Londres, une soi-disant visite qu'il aurait faite au club anarchiste de cette ville.

Rien que le ton de cette correspondance prouve que ce Monsieur a inventé sa machine de tous points. Le *Matin*, du reste, est coutumier de ces petites machines policières.

Le même journal nous donnait un article sur l'électrocution. Ce sont, paraît-il, des ingénieurs qui placent le condamné sur le fauteuil, disposent l'appareil. Mais, comme le métier de bourreau leur répugne, c'est un prisonnier qui appuie sur le bouton qui donne le courant.

L'hypocrisie est une belle chose! J. G.

Le Congrès corporatif de Lyon

J'ai tenté, d'autre part, de dégager la philosophie générale des deux tendances qui se sont manifestées au Congrès corporatif de Lyon ; il me reste à présent à parler de ses travaux.

Plus de 500 syndicats avaient envoyé des délégués à Lyon et jamais aucun congrès corporatif n'avait eu autant d'importance, d'une part par la force numérique des organisations représentées et surtout par l'importance de certaines questions à l'ordre du jour.

Des questions d'administration et d'organisation pures il est inutile, je pense, de parler ici et il me faudrait entrer dans des détails qui n'ont à vrai dire qu'un intérêt bien secondaire. Je dois cependant signaler un projet d'unité ouvrière dont l'auteur, notre camarade Niel, secrétaire de la Bourse du travail de Montpellier, a développé l'économie d'une façon si admirable qu'il a su attirer à lui ses adversaires les plus déclarés. Le projet présente, tel qu'il est conçu, peut-être encore quelques lacunes et je regrette, entre autres, pour ma part, sa tendance au centralisme un peu outrancier. La centralisation, même pour l'unité de vues, a souvent de graves inconvénients et le projet de Niel a celui de remettre relativement entre très peu de mains la direction du mouvement syndical en France. Le Congrès toutefois n'a pas eu à se prononcer définitivement et la question a été renvoyée à l'étude des organisations ouvrières.

Je saute par-dessus un certain nombre d'autres questions relatives à l'organisation et j'arrive à la deuxième partie de l'ordre du jour compris sous le titre générique de : *Les lois ouvrières*.

∴

C'est alors qu'a été déclaré, que se sont fait jour, dans le Congrès, les deux tendances qui ont été préconisées, les deux tactiques dont je parle d'autre part, à savoir si les travailleurs doivent attendre leur émancipation de lois dites « ouvrières », ou si, allant droit au but par leurs propres moyens, ils doivent l'atteindre sans avoir recours au pouvoir central Etat. Inutile, je crois, de revenir ici sur cette importante question. C'est dans ces conditions que le Congrès s'est prononcé contre le projet de loi Millerand sur les grèves et l'arbitrage, projet qui tend, comme il l'a été si bien dit, à canaliser le mouvement syndical dans des rouages si compliqués qu'il en arriverait à perdre vite son véritable rôle. Le Congrès a vu le piège et l'a repoussé du pied. Il en est de même du reste de la loi proposée aussi à la classe ouvrière sur l'établissement de « Conseils du travail ». Il a été justement dit à ce propos que le gouvernement, en tentant de compliquer les rouages, cherchait surtout à attirer à lui les meilleurs des militants en en faisant, en quelque sorte, les représentants officiels de leurs camarades, ces conseils du travail étant destinés, dans l'esprit gouvernemental, à constituer un corps appelé à juger à l'occasion et à aplanir les différends qui pourraient se produire entre le capital et le travail. Le Congrès a fait justice de la petite combinaison gouvernementale. Par contre, tout en faisant des constatations identiques, mais se trouvant en présence de faits accomplis, le Congrès, dans l'espérance de pallier les mauvais effets d'une loi qu'il subit et qu'il a peu de chance de voir abroger, a émis l'avis que le gouvernement veuille bien apporter quelques modifications à la loi qui régit actuellement les syndicats, modifications dans le sens de la liberté, qui, cela va sans dire, ne seront jamais prises en considération.

De même, le Congrès a admis le principe des Conseils supérieurs du travail, mais en apportant de telles modifications dans sa composition et dans son fonctionnement, qu'elles en rendent l'application à peu près impossible par un gouvernement qui a en mains la défense de la classe capitaliste.

La loi sur les retraites ouvrières, qui va revenir en discussion prochainement à la Chambre, a fait l'objet, elle aussi, d'une importante discussion sur le *principe*, et par principe le Congrès a bien spécifié le droit à l'existence pour tous les humains, sans distinction de sexe, d'âge, de nationalité, etc., pour tous ceux qui seraient incapables de travailler. La question a été ainsi portée par le Congrès sur son véritable terrain : le principe de l'assurance sociale. Cela n'a en réalité rien à voir avec le projet gouvernemental qui, cela a été clairement démontré, ne cherche, par son projet de « retraites ouvrières », qu'à se créer de nouvelles ressources au moyen d'un impôt prélevé directement sur le salaire des travailleurs, en leur promettant des « retraites »... après leur mort. La question du livret de retraites remplaçant avec avantage l'ancien livret de police dit « livret d'ouvrier », dont j'ai été le premier à signaler le danger ici, a été invoquée et a produit une impression profonde sur les délégués. Je dois aussi faire remarquer qu'il est faux que, comme n'ont pas craint de le publier certains journaux dits socialistes, que le Congrès se soit prononcé pour un projet quelconque contre tel autre. Ceci n'a d'autre but que de faire une diversion tendant à mettre le Congrès en contradiction avec lui-même. Le seul fait véridique est l'adoption par le Congrès du *principe* de retraites ouvrières dans le sens très large, à mon avis, que j'ai exposé plus haut. J'ai eu l'occasion à maintes reprises de parler ici de ces fameuses retraites : il est inutile, je crois, de m'y arrêter plus longuement. Le Congrès, suivant l'exemple des syndicats, a définitivement enterré le projet : tels sont les faits dont ne veulent pas convenir ces Messieurs du socialisme domestiqué.

Je passe sur quelques questions de détail à propos de lois qui en régime capitaliste régissent les rapports entre exploiteurs et exploités; le Congrès ne s'y est arrêté du reste que fort peu et toujours pour conclure en faveur de la plus grande liberté.

∴

Tout ce dont j'ai parlé jusqu'ici représente en quelque sorte l'organisation, il s'agit maintenant de voir quelles sont les mesures prises par les travailleurs conscients pour la bataille qui doit forcément se livrer à un certain moment entre ces deux antagonismes de la société capitaliste, les exploiteurs et les exploités.

La question de la *Grève Générale*, envisagée par les syndicats ouvriers comme le moyen révolutionnaire le plus en rapport avec l'organisation économique de la classe capitaliste, n'est même plus en discussion à l'heure actuelle; il s'est agi surtout d'étudier quels sont les meilleurs moyens pour y parvenir le plus rapidement possible.

Inutile, je crois, de traiter la question quant au fond ici.

Il convient seulement de signaler que le Congrès a été d'avis que la Grève Générale devait avoir pour but, non l'obtention de réformes plus ou moins illusoires, mais la transformation radicale de la société capitaliste, pour y substituer une société communiste. Là encore il y a eu presque unanimité dans le Congrès.

Une question assez importante est venue se brancher ici. L'on sait en effet que les mineurs, à la suite d'un referendum favorable, ont décidé de se mettre en grève le 1er novembre prochain, s'il n'était pas fait droit à leurs justes réclamations. Les mineurs sont venus demander aux délégués des syndicats quelle serait l'attitude de ces groupements, au cas où eux se verraient acculés à la grève.

La question sérieuse entre toutes était celle-ci : Les travailleurs syndiqués sont-ils prêts à suivre leurs camarades mineurs dans une grève générale, ou quels sont les moyens qu'ils comptent mettre à la disposition des mineurs pour les aider à obtenir satisfaction ? La question, comme on le voit, était grave ; il s'agissait de savoir en réalité si, en l'état actuel, les syndicats sont capables de tenter une grève générale et surtout s'il est possible d'aboutir à un résultat en rapport avec le sacrifice. Le Congrès, je dois le déclarer, n'a pas cru devoir prendre une décision ferme à ce sujet. Il a, simplement, dans un ordre du jour adopté par une grosse majorité, déclaré ne pas pouvoir en l'état actuel, et pour des causes diverses, se prononcer en faveur d'une cessation générale du travail, au cas où les mineurs se mettraient en grève. Malgré tout le désir de voir aboutir un mouvement qui a toutes ses sympathies, la classe ouvrière ne pense pas que l'éducation des individus soit assez avancée à l'heure actuelle pour tenter avec quelques chances de succès un mouvement aussi important. Je me contente de dégager aujourd'hui la physionomie générale de la discussion, en me proposant de revenir très prochainement sur ce sujet si important, pour le traiter avec toute l'ampleur qu'il mérite.

Toutefois je dois signaler qu'un certain nombre de corporations suivront vraisemblablement les mineurs dans leur tentative de grève générale au cas où elle aurait lieu. Les résultats, ce qui est certain, peuvent être à bien des points de vue très gros de conséquences.

Un très intéressant rapport a été présenté au Congrès par l'Union du Bronze de Paris sur la nécessité qu'il y aurait à déclarer une grève générale en cas de guerre européenne, mais aucune sanction n'a été donnée au débat soulevé par cette très intéressante question.

Une autre question qui n'a pas eu non plus de sanction a été celle présentée comme il suit : *Etude sur les moyens à employer pour arriver à supprimer l'intervention de l'armée dans les grèves ou à neutraliser son action*. Tous les orateurs qui ont pris la parole sur cette question ont été d'avis, cela va sans dire, qu'il y avait beaucoup à faire, qu'une question de cette importance méritait une étude très approfondie, mais là non plus aucune sanction n'est venue terminer cet important débat.

Je dois cependant signaler ici une question connexe qui est venue en discussion et comme s'y brancher naturellement. Je veux parler de l'organisation par les syndicats ouvriers de ce qu'il a été convenu d'appeler *le Sou du soldat*. Divers syndicats sont venus expliquer ce qu'ils avaient fait dans ce sens, l'aide morale et matérielle qu'ils apportent à leurs adhérents, condamnés, suivant l'expression employée par l'un des délégués, à « subir l'encasernement ». Tous les syndicats, dans la mesure de leurs moyens, sont appelés à agir de même, en rappelant à tout propos aux travailleurs momentanément revêtus de la livrée d'esclave de la bourgeoisie qu'ils sont des travailleurs d'hier, qu'ils sont ceux de demain et de leur rappeler ce qu'ils auraient à faire au cas où la bourgeoisie, dans le but de défendre ses privilèges, les mettrait en présence de leurs camarades ouvriers, en cas de grève, d'émeute ou dans toute autre circonstance.

De plus, et chose très importante, qui marque bien, comme je le disais la semaine dernière en rendant compte du Congrès de la Métallurgie, le degré d'évolution et la largeur de vues des syndicats ouvriers, il a été décidé la création d'une caisse pour les insoumis et pour ceux qui ne pourraient supporter l'encasernement. A ceux-là les syndicats devront venir en aide et ils le feront. L'esprit militariste est bien mort à présent dans la partie consciente des travailleurs organisés. La caisse du Sou du soldat servira donc en même temps de caisse pour les insoumis. La question, qui a été traitée toujours à un point de vue élevé, est très importante et peut être, elle aussi, pour un avenir plus prochain qu'on ne le croit, très grosse de conséquences.

Il me reste à parler d'une question assez importante à laquelle j'ai, pour ma part, pris part. Je veux parler de l'action politique et des syndicats. La question, je dois l'avouer, n'a soulevé qu'une très courte discussion. Les syndicats sont invités à se

tenir en dehors de toute compromission avec les partis politiques quels qu'ils soient et à poursuivre l'émancipation des travailleurs par leurs propres moyens dans le sens indiqué dans mon article « Deux tactiques ». Les politiciens ont une fois de plus reçu à Lyon un échec dont ils se relèveront difficilement.

Je passe sur différentes questions de tactique générale qui ont fait l'objet de rapports tous plus intéressants les uns que les autres. Je me contenterai de les citer : « La marque syndicale » ; « La journée de huit heures, à laquelle est venue s'adjoindre celle du 1er mai » ; « Le machinisme et l'organisation ouvrière » ; « La crise économique ; moyens d'y remédier », etc., etc.

Ce long exposé ne peut encore donner que faiblement une idée de l'importance exceptionnelle qu'a revêtue, à mon avis, le Congrès corporatif qui vient de se tenir à Lyon. J'ai essayé plus haut d'en tirer la philosophie générale, inutile d'y revenir. C'est maintenant aux travailleurs de dire s'ils entendent mettre en pratique les résultats des travaux qu'ils ont provoqués.

P. Delesalle.

L'ÉLITE DES FEMMES

Dans notre société actuelle, qui se dit policée, les femmes sont traitées avec dédain. Entre toutes les iniquités, celle-là est l'une des plus tristes.

De tout temps, la compagne de l'homme lui a été asservie, comme si celui-ci était d'essence supérieure. Cette *supériorité naturelle* de l'homme sur la femme est un de ces lieux communs qui ont encore prise sur bon nombre de cerveaux.

Aussi ne faut-il pas se lasser de combattre cette erreur, qui n'est pas *moins* stupide que celle qui fait du Pape une espèce de Dieu terrestre, ou que celle qui fait un Tout de trois éléments inexistants, lesquels représenteraient chacun une divinité.

Mais revenons à l'homme.

N'ayant pas eu conscience de son rôle abject, au lieu de s'unir à sa compagne pour briser les chaînes qui les retenaient tous deux, l'homme, esclave d'autres hommes, n'a rien trouvé de mieux que de devenir à son tour un maître — le maître, ô ironie ! de son compagnon de misère ! Ainsi, pendant des siècles, non seulement l'homme et la femme n'ont pas coopéré à leur salut commun, mais ils l'ont inconsciemment retardé. Cependant l'évolution a suivi sa route. A mesure qu'il s'est affranchi de l'ignorance, l'homme est devenu plus humain ; aussi la femme est-elle devenue plus libre.

Voyons maintenant en quoi consiste « l'indépendance » actuelle de la femme.

Prenons la France, non pas pour faire preuve de *nationalisme*, mais pour montrer que dans notre démocratie, où le peuple est censé être souverain, où tout est censé se faire suivant la volonté du plus grand nombre — des hommes, s'entend — prenons notre démocratique pays, et nous voyons que la femme est toujours, de par les mœurs et les lois qui ne sont que le reflet de ces mœurs, sous la dépendance immédiate de l'homme.

On croirait rêver. Mais ici, hélas ! le rêve et la réalité se confondent. Et tout cela prouve, entre autres choses, que si nous autres, Français, nous marchons à la tête de la civilisation, comme on le dit si souvent, le monde n'est pas près d'être civilisé au sens réel du mot.

Tant que l'humanité ne se sera pas débarrassée des préjugés et des superstitions qui l'enchaînent, la femme sera plus malheureuse que l'homme, et elle le sera d'autant plus qu'elle restera dans l'inertie. Mais, ce qui console, c'est de voir sans cesse grandir et se propager le mouvement féminin. Des femmes, apôtres de la pensée libre, des femmes assoiffées d'indépendance ne réclament pas seulement d'être nos égales ; elles aspirent de toutes leurs forces vers l'émancipation définitive du genre humain. Elles font bloc avec nous pour l'avenir et contre le passé.

Nous honorons d'autant plus cette élite, que nous n'ignorons pas combien il lui a fallu d'efforts pour émerger du fond des ténèbres. Oui, la femme nouvelle sort de la nuit profonde du passé. Ne cherchons pas à faire abstraction du passé. Pour si douloureux que soient les souvenirs qu'il évoque, faisons-le revivre, car malheureusement beaucoup de cerveaux en portent encore la triste, la cruelle empreinte.

Que nous le voulions ou non, nous sommes, par atavisme, les héritiers du passé. Il revit en nous dans nos premiers actes, et c'est lui le moteur de tous les mouvements inconscients des cerveaux frustes.

Les intelligences vraies arrivent bien vite à se débarrasser des survivances du passé qui sont en elles ; mais encore, pour cette libération, faut-il un concours de circonstances favorables, ou, préférablement, un milieu approprié. Le milieu qui enveloppe la femme, en suivant les lois de transformation des choses, tend de plus en plus à la seconder dans sa lutte pour son affranchissement.

Ce violent désir d'arriver au niveau de l'homme est inné chez la femme ; et l'on est en droit de se demander si un tel désir lui serait venu, s'il était vrai que la nature lui eût assigné un rôle secondaire. De plus, on a constaté que la femme devenait progressivement plus apte aux recherches spéculatives, depuis que l'éducation tendait à devenir la même pour les deux sexes.

Ces remarques nous permettent d'affirmer qu'un jour viendra, relativement peu éloigné, où les femmes auront, au même degré que nous, les mêmes possibilités de recherche ou de création dans l'abstrait, but qu'elles n'ont pu guère atteindre jusqu'ici, tout en ayant les facultés nécessaires, mais non suffisamment développées.

Il y a cependant une ombre au tableau, et cette ombre c'est que, parmi les femmes portées vers les idées nouvelles, il en est qui n'ont pas pleinement conscience de leur mission sociale. Pourquoi ?

Suivons le cas d'une femme à l'esprit large ouvert aux suprêmes doctrines, mais une femme de moyenne culture. C'est le cas malheureusement le plus fréquent, car, outre que l'enseignement donné à la jeune fille est resté bien incomplet, il n'est pas toujours permis aux filles des travailleurs de lutter contre l'ignorance. En effet, chez nous, par exemple, cet excellent Etat-Providence, ce dispensateur de tous les biens, ne refuse-t-il pas impitoyablement le pain de l'intelligence à qui manque de pain matériel ? — Pourquoi, enfin, manquer de pain matériel, alors que beaucoup d'or sommeille ?

Enfant, malgré toutes les précautions prises le plus souvent par celles qui ont eu charge de l'instruire, quelques éclairs de vérité, bien pâles d'abord, ont lui dans son frêle cerveau. Et puis, peu à peu, en grandissant, chez elle la raison a commencé de livrer son premier combat au dogme, la Science à la Religion, le déterminisme au fanatisme religieux. Femme, elle a eu clairement conscience des iniquités sociales et, surtout, des malheurs de son sexe ; elle a voulu lutter contre l'état de choses. Mais, soit qu'elle ait éprouvé des résistances de la part des siens et qu'elle n'ait pu ou su les vaincre, soit qu'elle n'ait pu ou su se dérober aux influences d'un mauvais milieu, elle ne s'est pas élevée, par l'effet des hésitations de sa conscience, aussi haut qu'il l'eût fallu.

D'autre part, il faut convenir qu'il est aussi difficile à l'esprit de s'orienter au sortir des ténèbres, qu'il l'est aux yeux du prisonnier de s'habituer à la vive clarté du jour, une fois hors de son sombre cachot. Cependant il serait suprêmement injuste de dire que la femme d'aujourd'hui est dans l'impuissance de faire converger ses pensées, ses idées, ses sentiments vers un même but. Sa tâche est tout au plus malaisée, parce que les influences environnantes tendent presque toujours à annihiler, chez la femme, les conséquences des efforts qu'elle tente vers le progrès.

Qu'elle ne se rebute pas cependant. Qu'elle marche, au contraire, sans faiblir, dans la voie émancipatrice où elle est entrée ; qu'elle foule les préjugés, de quelque nature qu'ils soient ; qu'elle aime la simplicité ; qu'elle dédaigne les legs fétichistes du passé, lesquels nous rappellent de trop sombres époques.

Virilise-toi, femme, puissant soutien de l'avenir, et marche avec nous, tes égaux, pour la conquête des temps prochains, des temps heureux.

Dégeilh.

NOTRE PROJET D'ÉDITION

Il n'est pas encore mort, quoique nous soyons encore loin d'avoir réuni le nombre nécessaire d'adhérents.

Dans ma dernière communication, j'ai fait voir que si nous pouvions faire un tirage de 2000, nous pouvions avoir, pour 6 fr. 50 par souscripteur, un volume à tirage soigné, et un autre de propagande. Je m'en tiens à cette combinaison, en tentant un dernier appel.

D'ici une quinzaine, ceux qui ont adhéré, et ceux qui en feront la demande recevront un prospectus, donnant un fac-similé de la gravure et de l'impression, avec bulletin de souscription à remplir.

Ce sera notre dernier appel. Si le nombre d'adhésions est suffisant, nous prendrons remboursement. Sinon, ça sera affaire enterrée.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Militarisme. — Un soldat du 70e de ligne, nommé Dubreuil, soupçonné d'avoir volé une montre, et se voyant sur le point d'être arrêté, s'arma de sa baïonnette et refusa de se rendre. Réfugié dans un angle de la cour, il était entouré de trente hommes commandés par le sergent Berger. A un moment, ce sous-officier prit le fusil d'un soldat et plongea la baïonnette dans le ventre de Dubreuil, lui perforant les intestins ; puis, comme le blessé était tombé à genoux, le sergent lui porta un second coup dans le bras droit.

Naturellement, d'après la version officielle, ce serait Dubreuil qui aurait poursuivi ses camarades en cherchant à les frapper. Mais il résulte des témoignages recueillis que c'est là un mensonge.

Dans l'armée, d'ailleurs, c'est toujours le lapin qui commence.

* *

Un soldat en permission à Paris est entendu comme témoin par un commissaire de police qui lui ordonne de se tenir à sa disposition pendant plusieurs jours. Puis, au départ du soldat, le commissaire lui délivre un certificat constatant que le retard qu'a apporté le permissionnaire à rejoindre son corps est dû aux nécessités de l'instruction.

Mais le capitaine, en bon sacrongnieugnieu qui se « fout » des pékins tant commissaires de police soient-ils, punit le retardataire de cinq jours de prison.

* *

La Justice. — Le chansonnier ambulant Hamet est poursuivi pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour.

— Je n'ai pas de domicile, dit-il. Je suis infirme... Je regrette d'être en contravention avec la loi, mais il me faut vivre. — Vous avez été dix-neuf fois condamné. — C'est vrai. Mais je suis dans l'impossibilité de travailler autrement qu'en chantant dans les cours. Ça ne peut se faire qu'à Paris. En province, on ne gagne rien... Je suis estropié de la jambe gauche, j'ai quatre maladies de poitrine. Les certificats médicaux que je possède l'attestent.

Le tribunal, qui s'en « fout » tout comme le capitaine ci-dessus désigné, lui octroie un mois de prison. Et après ?

André Girard.

Etats-Unis.

Czolgosz est condamné à l'électrocution, ce supplice barbare inventé par les Yankees qui se piquent de civilisation. Czolgosz n'a tué qu'un homme pour l'exemple et la moralisation des autres hommes. Sa victime avait causé la mort de plusieurs centaines — peut-être de milliers — de travailleurs, dans un but de lucre personnel. C'est Czolgosz qui est le criminel.

* *

Une lettre de camarade nous disait que Czolgosz aurait été soumis à la torture. Les détails nous avaient semblé tellement monstrueux que nous les avions cru exagérés et nous n'avons pas inséré la lettre.

Aujourd'hui, un journal du Canada, *l'Avenir du Nord*, du 19 septembre, nous arrive, confirmant cette nouvelle, et y consacrant toute une colonne.

Nous demandons aux camarades américains de nous envoyer là-dessus des détails précis.

Ayant été les premiers à révéler les horreurs de Montjuich, il est de notre devoir de ne pas laisser passer, sans les dévoiler, de telles abominations.

Interdiction du Congrès libertaire régional

DE LYON

Le pharisaïsme n'est pas près de disparaître, ceux qui crucifièrent le libertaire Jésus revivent parmi les magistrats de notre Tsarique République. Quelle profonde tristesse s'empare de nous, en voyant que la culture générale n'est pas assez profonde pour mettre l'idée de liberté d'opinion dans les cerveaux!

En quoi les libertaires méritent-ils des lois spéciales? Pourquoi autoriser les uns et interdire les autres? Puisque l'on permet aux assemblées religieuses de garnir les esprits de croyances incompatibles avec les idées républicaines, on peut permettre à des libertaires de discuter et d'exposer leurs doctrines. Que disons-nous de plus que le prêtre adjurant ses fidèles de n'obéir qu'à Dieu, en méprisant le gouvernement des hommes? Nous montrons simplement que tous les gouvernements sont mauvais, parce que la société est mauvaise. Nous affirmons que si les hommes ne peuvent pas se gouverner seuls, ils ont tout autant d'incapacité pour se choisir des gouvernants.

Les persécutions injustifiées soulèvent les haines et les généreuses résolutions, nous sommes sûrs que notre propagande continuera à donner des fruits et à émanciper des individus.

Nous envoyons l'expression de notre plus profond mépris à ceux qui se jouent de notre liberté et nous assurons tous nos amis de notre persévérance en l'Idée rénovatrice.

Le Groupe *Germinal* (Lyon).

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Voici la lettre que nous communique la *Chambre Syndicale des Ouvriers Electriciens* :

A Monsieur le Ministre du Commerce et de l'industrie,

La Chambre Syndicale des Electriciens, dans sa séance du 27 courant, après avoir étudié le projet de loi sur les retraites ouvrières que vous lui avez soumis ainsi qu'aux autres organisations :

Considérant que tout travailleur, qui, pendant la plus grande partie de sa vie et jusqu'à son impotence, a contribué à la fortune publique, a droit à l'existence ;

Considérant dès lors qu'il est injuste et illogique d'imposer à ce travailleur toute cotisation; qu'au contraire le bon sens et l'équité disent que cette fortune publique est sa propriété dans une certaine mesure; que cette propriété n'est pas discutable, puisque sanctionnée par presque toutes les révolutions depuis 89 ;

Considérant d'ailleurs que si la bourgeoisie dirigeante impose au prolétariat un sacrifice dont il supporterait seul les conséquences, ce ne peut être que dans le but de retarder l'émancipation des travailleurs ;

Que si nous sanctionnions un pareil projet, c'en serait fait de nos principes les plus chers;

Considérant que la limite d'âge fixée à soixante-cinq ans est de beaucoup trop éloignée, que les retraités de l'armée et de toute autre administration de l'Etat touchent à quarante-cinq ans et après vingt-cinq ans de service, que le projet écarte les travailleurs féminins et étrangers ;

Considérant enfin que le dit projet ne consacre qu'un seul principe, celui du droit à la mendicité pour les vieux travailleurs,

Par ces motifs, la Chambre Syndicale repousse énergiquement le projet gouvernemental actuel, et passe à l'ordre du jour aux cris de : Vive l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes!

Pour la Chambre Syndicale et par ordre,

Les membres du Conseil Syndical :
L. Bourgeois, Milet, Ribou,
E. Margot, Bellet.

⁂

La commission de la fête qu'organise le *Syndicat Indépendant des ouvriers cordonniers* (cousu-main) *de Paris*, en a fixé la date au samedi 30 novembre, dans les salons Véfour jeune, Brun et Chateauvert, successeurs, 105, Galerie de Valois (Palais-Royal).

Sous peu, la commission (par la voie de la presse et par affiches) fera connaître le programme définitif.

⁂

Bourges. — *Toujours les tracasseries.* — Le camarade Leclerc, gérant du *Réveil Social*, va comparaître devant les tribunaux pour un article paru dans ce journal, intitulé : *A bas le Tsar!* Ce camarade sera poursuivi pour excitation au meurtre et propagande anarchiste.

⁂

*L'Education libre du III*e, 14, rue Grenier Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures. — Les camarades qui ont des livres depuis plus d'un mois sont invités à les rapporter, et ceci dans l'intérêt de la propagande.

⁂

L'Enseignement Mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement), 41, rue de la Chapelle. — Samedi 5 octobre : Altayrac, Les Débuts de l'histoire romaine.

Lundi 7 : Maxime Leroy, De l'indifférence en matière politique.

Mercredi 9 : Boleslas Gajewski, La langue universelle, le Solrésol.

⁂

*Bibliothèque Communiste du XV*e, rue de l'Abbé-Groult, 29. — Conférence samedi soir, à 8 h. 1/2.

⁂

Un camarade demande à se procurer le n° 8 des *Plébéiennes?*

⁂

Bibliothèque d'Education libertaire du faubourg Antoine, 3, rue de Reuilly, Paris (XIIe). — Dimanche 6 octobre, de 8 h. 1/2 à 10 heures du matin, lecture sur place. Exposition de lithographies.

⁂

Quatre-Chemins-Aubervilliers. — *Bibliothèque ouvrière.* — Dimanche, à 2 heures, réunion des camarades, 107, rue du Vivier.

La présence de tous les copains est indispensable. Communication importante.

GROUPE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Camarades, en accomplissant un devoir qui nous donne une satisfaction intime, nous vous envoyons cette protestation des ouvriers de la Havane qui est une preuve de leur solidarité pour tous les camarades. Nous vous l'envoyons pour en faire l'usage le plus utile à notre cause.

Le groupe Montjuich.

Havane, 1er août 1901.

Les ouvriers de la Havane qui ont les mêmes sentiments et les mêmes pensées que ceux qui luttent pour l'émancipation du prolétariat, réunis dans une grande assemblée organisée par le groupe Montjuich, le 28 du mois de juillet, avec l'énergie réveillée par les bourreaux du peuple et avec la douleur que donne la vue d'aussi nombreuses iniquités, protestent hautement contre les crimes commis par le gouvernement espagnol contre nos frères de la Corogne (Coruna); protestent aussi contre la sentence du tribunal militaire qui a condamné quatre ouvriers innocents à vingt ans de réclusion, contre l'arbitraire disposition par laquelle plusieurs ouvriers sont en prison sans aucune raison, et contre l'abusive disposition par laquelle toutes les associations ouvrières de la Corogne sont dissoutes.

En rendant publique cette protestation, nous voulons que notre silence ne soit pas une justification de ces crimes, que tous les ouvriers soient conduits à faire avec sincérité la même protestation, et que tout le monde connaisse quels outrages inqualifiables souffrent les ouvriers espagnols de la tyrannie des gouvernants de cette nation.

Pour l'assemblée ouvrière :
Tomas Ojeda, *secrétaire.*

⁂

Ci-après la liste de protestation des camarades de Limoges contre les atrocités des guerres.

Convaincus que la paix n'est possible que par la suppression du régime capitaliste, et que *la guerre* en est l'aboutissant fatal, nous appelons de tous nos vœux la fin de la société bourgeoise.

Nous protestons énergiquement contre toutes les conquêtes dites « coloniales », et les tueries de nos frères jaunes ou noirs, en affirmant toutes nos sympathies à tous ceux qui luttent pour leur indépendance, soit en Chine, soit au Transvaal.

A bas la guerre! Vive la terre libre aux hommes libres!

J.-Baptiste Péricaud, P. Granger, J. Brousseaud, Laplagne, F. Lapeyre, Tabaraud, P. Laley, M. Cibot, E. Péricaud, L. Périchon, L. Chabrier, J. Lapeyre, M. Péricaud, L. Savary, H. Lacaze, H. Péricaud, Cirier, Guyonnet, F. Bignaud, J. Ratier, P. Texier, Magne, Jourde, F. Temple, Aragon, M. Cacaly, L. Gourmondy, Duran, Poulard, L. Ragot, Goumaud.

⁂

Nous rappelons aux camarades qu'il nous reste un certain nombre d'affiches *Contre la Guerre*. Nous les tenons à leur disposition, à raison de 4 francs le cent. Au-dessous de ce nombre, 0 fr. 05 l'exemplaire, port compris.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock : *Le Crépuscule des Dieux*, par Elémir Bourges; 1 vol., 3 fr. 50. — *Sur la question sexuelle*, — *L'unique moyen*, deux brochures de Tolstoï, 0 fr. 50 et 1 fr. — *La Première Salve*, un acte par A. Bouquès, 1 fr.

Tableaux champêtres, par E. Guillaumin; 1 vol., 2 fr. 50, chez Crépin-Leblond, Moulins.

Dialogues bourbonnais, 1 fr., du même auteur.

Les Ames inquiètes, 3 actes par F. Zeppa, à l'*Œuvre d'art international*, 69, rue de Vanves.

Associations et congrégations, par Waldeck-Rousseau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Conception libertaire naturienne, par Zisly; chez l'auteur, 14, rue Jean-Robert.

Libre examen, par Paraf-Javal; brochure à 0 fr. 25, à l'*Emancipatrice*, 3, rue de Pondichéry, et aux *Temps Nouveaux*.

L'alcool, le tabac, le végétarisme et la vertu, brochure par E. de Masquard.

Elementos de anarquia, par Clemens; Buenos-Aires, Bibliothèque de la *Protesta humana*.

Programa e Tattica, Biblioteca dell' *Agitazione*, Rome.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Vive la Russie! album de 13 gravures par Heidbrinck. Prix : 0 fr. 50; par la poste, en rouleau, 0 fr. 65.

Dernières lithographies parues :

Le Calvaire du mineur, par Couturier.

Les Défricheurs, par Agar.

Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque; prix : 1 fr. 40 *franco*.

Nous mettons en vente chez *tous* les libraires de Paris :

Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, 0 fr. 10.

Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, 0 fr. 10.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Saïgon. — Bien reçu. Volume expédié.

H. F., Chaux-de-Fonds. — Nous n'insérons pas de communications particulières.

E. S., à Etampes. — Trois des brochures épuisées. Ai remplacé par d'autres.

Reçu pour les détenus : Papillon, 1 fr.

Reçu pour le journal : B., à Persan, 0 fr. 75. — V. B., à Puget-Ville, 0 fr. 30. — Un esclave de la caserne, 0 fr. 45. — E. N., à la Tremblade, 0 fr. 50. — Raymond, 0 fr. 50. — V. B., à Paris, 0 fr. 40. — Merci à tous.

B., à Givonne. — M., à Nonancourt. — D., à St-Fargeau. — P., à Gilly. — G., à Senones. — C., à Dorignie. — N., Botzen. — S., à Lardières. — J., au Havre. — S. P., à Modène. — F., à Avallon. — J., à Autun. — T. E., à Nancy. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 24 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 OCTOBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Nous leur rappelons « instamment » de bien vouloir, à chaque renouvellement, nous envoyer la dernière bande. Cela afin de nous éviter une perte de temps inutile.

UNE ÉTUDE NOUVELLE SUR L'ANARCHISME

II

Critique de l'anarchisme.

Après avoir étudié les formes diverses de l'anarchisme, M. Anton Menger se demande quelle peut être la valeur pratique des idées anarchistes, et il répond aussitôt que l'établissement et le développement d'une société anarchique rencontreraient des difficultés insurmontables.

Et d'abord, les principaux théoriciens anarchistes sont d'accord en ceci qu'au lendemain de la Révolution sociale, tous les produits existants seront saisis sans qu'aucune indemnité soit allouée à leurs possesseurs. Selon M. Menger, même après le complet triomphe de la Révolution, cela n'irait pas sans violence et l'ordre de la production et de la consommation se trouverait pour longtemps troublé.

Mais en admettant que tout se passe au mieux dans cette mise au jour d'un monde nouveau, comment, d'une part, la masse énorme des produits sera-t-elle partagée, sans Etat et sans loi, entre les innombrables groupes librement formés, et comment, d'autre part, sera assurée la continuation des travaux nécessaires à l'existence de la société? A supposer possible, comme le croient les anarchistes, une entière renaissance morale de l'humanité, tous les groupes rechercheront les terres les plus fertiles, les industries les plus aisées, les habitations les plus commodes et les plus saines. En toute liberté de choix, on préférera toujours la culture des fleurs ou des fruits, la musique ou telles occupations hygiéniques et agréables aux travaux malsains et malpropres comme le nettoyage des rues et la fabrication des allumettes, qui n'attireront aucun amateur. Cependant il s'agit là de la possibilité même de durer pour les individus et pour les groupes; c'est, au sens propre, une question de vie ou de mort et, en l'absence de tout ordre politique et légal, il n'y a d'autre voie ouverte que celle de la violence. De cette lutte de tous contre tous ne peut sortir, selon une expérience séculaire, que la tyrannie militaire, c'est-à-dire la plus forte et la plus détestable forme d'Etat.

Ensuite le développement de l'anarchisme ne rencontrerait pas moins de difficultés que son établissement premier. Depuis des siècles, les masses populaires ont été dirigées politiquement par les gouvernements, économiquement par les employeurs; l'ordre entier de leur existence a reposé sur la loi ou sur le commandement. A ces masses tenues toujours en tutelle, l'anarchisme prétend accorder que l'individu puisse à son gré écrire le livre de la loi par ses contrats avec des groupes multiples. Mais, comme un tel effort dépasse de beaucoup les forces intellectuelles du plus grand nombre, on en viendra naturellement à adopter des formulaires et ceux-ci bientôt non seulement dans les mots, mais dans la réalité, acquerront la force de lois. Ce passage du contrat à la loi, de la liberté à la contrainte, on en rencontre dans l'histoire des peuples d'innombrables exemples. Le christianisme aussi, originellement, était une société de frères reposant sur le consentement volontaire des compagnons et il s'est très vite transformé en une communauté juridique avec tout un appareil de lois et d'autorité coercitive.

C'est depuis Proudhon que cette valeur excessive a été attribuée au contrat par les doctrines anarchistes et cette théorie revient au plus extrême libéralisme. L'évolution actuelle du droit essaie au contraire de supprimer cette lacune de la conception libérale et essaie de protéger les masses contre les suites désastreuses de la liberté contractuelle.

Dans la société anarchique, la concentration du capital dans les mains d'un petit nombre doit cesser et, avec elle, la cause la plus puissante de l'oppression économique: mais tous les autres éléments de la supériorité intellectuelle et économique subsisteront. Et alors des groupes importants et puissants, qui assureront la production et le partage des moyens d'existence et de tout ce qui est immédiatement nécessaire à la vie, occuperont une situation analogue à celle des gros industriels d'aujourd'hui et provoqueront dans les masses le désir d'un Etat organisé.

Si toute la base de l'organisation anarchique reposant sur le contrat est ainsi ruinée, la constitution des groupes recommandée par la plupart des théoriciens est également irréalisable. Sans doute de nombreux besoins sociaux, humanitaires, scientifiques, artistiques ont été satisfaits de nos jours par la libre initiative d'associés et les groupes librement formés d'après le type fourriériste pourraient être considérés comme la première cellule de l'organisme anarchiste. Mais précisément la société et la communauté, qui correspondent dans l'état actuel du droit aux groupes anarchistes, sont surtout des formes juridiques mal évoluées qui donnent trop souvent naissance à des conflits, selon le dicton des juristes: « *Communio mater rixarum*, communauté mère des disputes. » Ainsi, à moins d'admettre une transformation totale du caractère humain par l'anarchisme, celui-ci multiplierait à l'infini dans les groupes les conflits entre associés et, par la suppression de l'Etat, en rendrait impossible la solution pacifique.

A ces objections plutôt juridiques s'en ajoutent d'autres d'ordre économique. Le groupe est réalisable au point de vue économique quand son but est facile à atteindre et peut être compréhensible à tous les associés: c'est le cas pour la production et la répartition des produits sociaux. Mais, s'il s'agit de fins plus lointaines dont l'importance ne s'aperçoit qu'avec plus de réflexion, on ne peut les abandonner à la libre volonté des masses qu'avec beaucoup de prudence, à moins d'apprécier bien au-dessus de sa valeur l'intelligence humaine. Remettre par exemple aux groupes librement formés le soin des écoles populaires, c'est comme le prouve l'expérience de tous les pays sans obligation scolaire, cela équivaut à supprimer les notions les plus élémentaires pour la plus grande partie du peuple: sur ce point, il est vrai, certains théoriciens comme Most acceptent une contrainte de l'Etat. Il en serait de même pour beaucoup d'autres domaines réservés actuellement à l'activité de l'Etat: hygiène publique, construction et entretien des voies et canaux, art et science.

Au point de vue économique, il apparaît comme encore plus difficile de partager les produits à chacun selon ses besoins, ainsi que le réclame l'anarchisme moderne. Mais ce principe n'appartient pas en propre à l'anarchisme; il est emprunté en grande partie au communisme autoritaire et ne peut être appliqué que conformément aux principes communistes de répartition.

De tout cela, M. A. Menger conclut que l'anarchisme doit être rejeté comme forme future de la société. Cependant il estime qu'il y a lieu de conserver, dans ces théories extrêmes, un élément vrai. Notre société actuelle, tout entière dominée par des intérêts étroits, peut bien ne renoncer jamais à l'emploi de la contrainte; sans doute aussi l'humanité ne pourra jamais entièrement supprimer l'Etat, ses lois, sa puissance de contrainte et de coercition. Mais si vraiment un jour le but de nos institutions sociales est le bien de tous et si par elles les masses populaires peuvent s'élever à un haut degré de prévoyance et de désintéressement, on pourra abandonner à leur libre activité, beaucoup plus que nous, les éternels enchaînés, nous n'osons le rêver aujourd'hui.

Il reste à voir si toutes les critiques du savant professeur sont justifiées et la réfutation de ses arguments ne se trouve pas implicitement comprise dans ses conclusions mêmes.

(A suivre.) PIERRE QUILLARD.

NOTES D'UN SOLDAT EN CHINE

On a beaucoup écrit sur la guerre de Chine. Urbain Gobier, entre autres, a composé, des lettres qu'il a reçues, une très intéressante brochure à l'exactitude de laquelle nous nous plaisons à rendre hommage; il y a montré le rôle néfaste joué par les missionnaires, auteurs responsables de la révolte des Boxers, et aussi la barbarie des prétendus « civilisateurs ».

Mais peut-être n'est-il pas inutile de donner ici les impressions d'un soldat sur la besogne qu'on a fait accomplir aux troupes; cela permettra de préciser certains faits qu'il est bon que tout le monde connaisse : c'est en dévoilant les crimes du militarisme qu'on parviendra à le supprimer.

Nous avons donc tiré de nos notes personnelles et des renseignements fournis par divers camarades les quelques pages qu'on va lire. Quelques détails ont été extraits d'un document officiel : le journal de marche d'un détachement de troupes qu'on nous permettra de ne pas désigner, non plus que les noms d'officiers ou de soldats dont nous rapportons les exploits.

Nous ne pouvons parler longuement, à notre grand regret, de la Chine au point de vue pittoresque. Des écrivains autorisés ont décrit l'immense plaine du Pé-tchili avec ses horizons de villages perdus dans les grands saules, ses canaux et ses rivières tantôt boueuses comme le Pei-Ho, tantôt limpides et poissonneuses; les grands lacs sillonnés de jonques aux vieilles voiles trouées d'un aspect si original, les marais où s'ébattent les bandes de canards et d'oies sauvages, les grues, les cigognes et les hérons.

Puis ce sont les petits villages tout roses, — roses comme la terre dont ils sont bâtis, — échelonnés le long du grand fleuve de sable, si lumineusement nacré sous le soleil et qui ne roule de vrais flots qu'à la saison des pluies.

Et les monts Ting-Sin-Shien si joliment mouvementés, tortueux, avec leurs roches fantastiques, leurs vieilles routes encaissées, leurs vallées si fraîches, si vertes, que traversent des torrents au lit caillouteux. Et les vieilles villes entourées d'énormes remparts de briques, peuplées de pagodes, de palais, de tours, d'une architecture élégante, si pleine de fantaisie; et leurs petites rues si animées, si pittoresques, où les boutiques des marchands de thé étalent des devantures de bois sculpté et doré si richement décoratives; et les enseignes à lettres d'or, les grands mâts rouges des places publiques, les restaurants, les maisons de thé, les marchés en plein vent où se débitent les gâteaux, les fruits confits, les parfums subtils, où les musiciens ambulants chantent les poésies nouvelles. Et les théâtres où se jouent d'émouvantes tragédies anciennes, de fines comédies, où les acteurs font revivre leurs rôles avec un art si puissant...

Au milieu de tout cela vit un peuple sobre, travailleur et doux, aimant la poésie et la musique, cultivant ses champs si intelligemment irrigués, élevant avec amour de jolis enfants roses et joufflus, rieurs et espiègles, mais point turbulents et qui ignorent les larmes, ne connaissent pas les coups; un peuple sage, philosophe, ami de la paix, haïssant la guerre, méprisant les soldats; un peuple ignorant les huissiers et les notaires, qui traite les affaires sur parole, et chez qui la signature d'un chef de famille tient lieu d'état civil et de paperasses officielles. Un grand peuple enfin trop calomnié, trop longtemps méconnu, qui a inventé la boussole et la poudre dont nous faisons contre lui un si mauvais usage, qui connaît de longue date l'imprimerie, la soie et la porcelaine et qui peut nommer avec fierté à la face du monde des légions de grands philosophes, de poètes sublimes, de savants géniaux, d'artistes immortels...

Et c'est ce peuple que nous sommes allés civiliser!...

Nous allons voir les « civilisateurs » à l'œuvre, par quels procédés et dans quelles conditions ils ont donné à la Chine « barbare » ces exemples d'humanité, de générosité dans la victoire, de bienfaisance dans la force, dont nos dirigeants aiment à faire un si bel étalage... dans leurs écrits et dans leurs discours.

Pour former le corps expéditionnaire, des compagnies, des bataillons ont été désignés qui doivent compléter leurs effectifs avec les volontaires et des détachements d'autres régiments obtenus par voie de tirage au sort.

Le soldat, engourdi, abruti par la déprimante vie de caserne, dans la constante répétition des mêmes exercices, des mêmes travaux, s'est vu brutalement réveiller par la désagréable nouvelle : l'effet d'un pavé lancé dans la mare aux grenouilles.

Aussitôt, des pensées angoissantes sont venues assiéger son esprit : la longueur du voyage; l'inconnu de cette Chine mystérieuse sur laquelle courent tant de légendes barbares, tant d'histoires de supplices et de têtes coupées, de guets-apens et de perfidies; les parents, les amis, la promise qu'il faudra quitter pour longtemps, peut-être pour toujours; le petit coin de terre natale qu'on ne verra même pas avant de partir.

Pour calmer ces appréhensions, les futurs héros s'enivrent aux cantines. Des permissionnaires, arrachés aux douceurs familiales, rejoignent leur corps en même temps qu'arrivent les détachements complémentaires et les volontaires.

Ces derniers sont en nombre très restreint, aussi restreint qu'étaient immenses les clameurs belliqueuses des exemptés nationalistes. Il est bon de constater qu'aucun des volontaires que j'ai pu connaître ne s'est engagé par patriotisme. D'aucuns ont voulu profiter de l'occasion pour faire un beau voyage; d'autres sont partis avec le secret espoir de ramasser là-bas une petite fortune; certains ont eu l'idée de s'établir en Chine ou d'y trouver un emploi plus rémunérateur qu'en Europe. Toute une catégorie de citoyens espéraient obtenir plus facilement, à leur retour en France, une place dans la gendarmerie, la douane ou la police. (Il est évident que ceux-là ont toutes les dispositions requises pour un pareil emploi.) Des soldats libérables, mais punis d'un grand nombre de jours de prison, ont voulu échapper, en s'engageant pour la durée de la campagne, à l'exaspérant « rabiot » à faire en caserne. Enfin, une assez bonne proportion d'humoristes sans préjugés se sont engagés comme volontaires, ont touché les 200 francs de prime allouée aux réservistes... et n'ont jamais reparu.

⁂

On mit à équiper les hommes une lenteur désespérante. Enervés par les revues trop fréquentes, les marches, les exercices préparatoires, la plupart, quand venait le soir, sautaient les murs de la caserne et se réfugiaient dans les brasseries et les maisons de tolérance, où ils passaient la nuit. Un soir, plus de 60 soldats de notre compagnie manquèrent à l'appel.

Dans les chambrées, des rixes fréquentes éclataient entre ivrognes; les assiettes, les lampes, les bancs, les planches à pain volaient par les fenêtres en fracassant les vitres; des plats et des gamelles renversés nageaient au milieu du « rata », des crachats et des vomissements.

Toutes choses, on le voit, qui sont l'indice d'une civilisation très avancée et digne d'être inculquée aux Chinois barbares, même par la force.

A Marseille, et jusqu'au jour de l'embarquement, les mêmes scènes se renouvelèrent. Les lits qu'on nous donna n'avaient ni paillasse, ni matelas, ni draps, ni couverture. Seulement de la paille à volonté; une paille malpropre dont un porc n'eût pas voulu pour faire sa litière et au milieu de laquelle les futurs « pionniers de la civilisation » vomissaient l'excédent de leur boisson. Certains, totalement incapables de descendre l'escalier, posaient culotte dans un coin de la chambre; la nuit, les fenêtres étaient transformées en urinoirs, cependant qu'un de mes voisins, plus pratique, se contentait de se pencher légèrement hors de son lit.

A l'aide des longues ceintures bleues dont nous étions pourvus, les plus hardis sautaient les murs, vadrouillaient dans Marseille et rentraient à la caserne abominablement saouls, à moins qu'ils n'y fussent ramenés par une patrouille. Enfermés dans les locaux disciplinaires, ils enfonçaient les portes en hurlant d'abominables chansons patriotardes.

Ceux qui n'avaient pu s'évader, buvaient aux cantines, trompaient leur ennui en lançant par les fenêtres des boules de pain aux enfants marseillais. Les uns brisaient les vitres, les lits; d'autres s'injuriaient, se battaient...

Excellente préparation à notre rôle de civilisateurs.

Il eût été facile d'éviter toutes ces scènes en laissant à chacun la liberté de s'aller promener tranquillement par la ville. Mais une telle solution était vraiment trop simple. Les officiers joignent à la crainte des responsabilités le plus profond mépris du soldat, de ses besoins, de ses goûts. La plupart d'entre nous ont quitté la France sans avoir pu embrasser leurs parents, alors qu'il eût été facile de nous accorder une permission de quelques heures, plus de vingt jours s'étant écoulés entre la formation du corps et la date de l'embarquement.

⁂

Enfin, le bateau a quitté Marseille : une nouvelle vie s'organise à bord, et quelle vie!! Ceux qui n'ont pas couché dans l'entrepont ou la cale, ceux qui n'ont pas mangé l'infecte pâtée qu'un chien refuserait, ceux-là ne peuvent se faire une idée de la façon révoltante dont les troupes furent traitées pendant la traversée.

Le marc de café qu'on nous servait chaque matin avait déjà servi trois fois avant de nous parvenir; une forte dose de caramel lui donnait seule du goût et de la couleur. De l'eau chaude où nageaient quelques vagues raclures de légumes tenait lieu de bouillon. Des conserves de basse qualité, du lard rance, des débris verdâtres de viande glacée formaient le fond de notre nourriture.

Le pain mérite une mention spéciale. Pétri à l'eau de mer, mal travaillé, brûlé et pas cuit, il était mou, lourd et si indigeste que j'ai vu de pauvres nègres le rejeter avec dégoût. Comme la boulangerie se trouvait à l'avant, près des water-closets, les boulangers, pour éviter d'aller jusqu'à la pompe, puisaient leur eau en cet endroit discret, mais peu salubre.

Malgré les soins de l'équipage, le bateau était fort sale : des fonds de gamelle, des croûtes de pain, des crachats, du foin, les ordures des mulets trempaient dans une boue liquide. De tout cela se dégageait une insupportable odeur : odeur de crottin, de latrines, de cuisines et de saumure.

Le pont, encombré des caisses du matériel de guerre, des abris de 40 mulets, était insuffisant pour 700 hommes : 300 y eussent été déjà fort mal à l'aise. L'arrière était réservé aux officiers; les sous-offs avaient accaparé le gaillard d'avant, de sorte qu'il ne restait à la plupart d'entre nous d'autre ressource que d'aller se coucher dans la cale transformée sous le tropique en perpétuel bain de vapeur.

(*A suivre.*) V.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Le ministre de la guerre avait dernièrement donné l'ordre de ne pas retenir, une fois leur période d'exercices accomplie, les réservistes ou territoriaux punis.

Malgré cet ordre, certains colonels, en véritables pères de famille on ne peut plus affectionnés, ne peuvent se décider à se séparer de ces enfants terribles à qui va tout spécialement leur sollicitude. Tels sont ceux des 5e d'artillerie à Besançon, du 67e d'infanterie à Soissons et du 9e cuirassiers à Noyon.

⁂

Monstruosités. — La société actuelle engendre de beaux produits. On vient de découvrir au Muy qu'un individu nommé Ardisson avait l'habitude, depuis plusieurs années, de déterrer les cadavres des fillettes récemment inhumées et de les violer. On a trouvé à son domicile le cadavre putréfié d'une petite de quatre ans et la tête d'une autre.

Voilà le résultat de cette réprobation qui s'attache à certaines fonctions naturelles et qui, en mettant obstacle à leur libre exercice, fausse l'esprit et crée les monstres.

⁂

La Justice. — Après avoir été ajournée deux fois, l'affaire du *Libertaire* a été enfin fixée pour le 10.

L'affaire vient devant la 9e chambre et sera jugée lorsque nous paraîtrons. Evidemment, les juges auront la patte douce. Pour commencer il ne faut pas trop faire crier. Mais le précédent sera établi.

***

La Misère. — A Vincennes, rue de Strasbourg, habitaient les époux Durbec, leur fille âgée de dix-huit ans et la grand'mère de celle-ci. M. Durbec, courtier en cafés, était depuis longtemps sans travail. Il devait plusieurs termes de loyer et avait des dettes de part et d'autre.

Menacées de saisie, les quatre personnes s'enfermèrent et s'asphyxièrent au charbon. On pense sauver les époux Durbec. Les deux autres sont mortes.

André Girard.

***

Angers, 8 septembre (1).

Hier, à Angers, était réunie une masse innombrable d'évêques, de moines, de curés, de nonnes, à l'occasion d'un gigantesque congrès qui se tenait depuis trois jours. Une procession a eu lieu ; une foule d'au moins 30.000 personnes était là, présente. Les soutanes partout pullulaient, tout semblait leur sourire, mais une poignée de camarades, dix environ, à eux seuls ont contre-manifesté et retardé de plus d'une demi-heure la bénédiction que donnait un archevêque du haut d'un autel de verdure. Un gigantesque « Dieu, c'est le mensonge! » résonna ; ce fut le signal de la mêlée : moines et curés descendirent et repoussèrent les copains : les coups pleuvaient, une compagne et une jeune fille étrangère à la manifestation furent arrêtées. Sous le nombre, les copains durent lâcher pied : 10 contre 30.000. Mais espérons qu'à la prochaine, nous serons plus nombreux, et que nous ferons disparaître ici ces mascarades odieuses qui encombrent les rues. En tout cas, c'est la première bagarre qui se produit à Angers à l'occasion d'une procession.

***

Montceau-les-Mines. — On envoie ici des gendarmes de toutes parts ; ils sont à peu près mille maintenant, dispersés dans tous les coins de la cité, dans tous les quartiers ; on a l'intention de faire tirer un coup de fusil ou plusieurs pour faire intervenir les cognes et faire des perquisitions et enlever les fusils que possèdent les particuliers.

Les gendarmes ont fait des perquisitions chez le camarade Desroches, secrétaire de la Jeunesse socialiste ; Loudenot, secrétaire du groupe d'Etudes sociales de Gourdon, où ils lui ont pris son fusil et ses cartouches ; le plus fort de l'affaire, c'est qu'il a un permis de chasse.

***

Lyon. — *Le Congrès libertaire*. — On a vu, la semaine dernière, par la protestation des camarades lyonnais, que la police avait interdit la tenue du Congrès dans la salle qui avait été retenue à cet effet. Nos camarades ne se sont pas découragés pour cela et une très importante réunion des délégués venus dans ce but a eu lieu dans la banlieue lyonnaise, pendant que la police, toujours et partout si intelligente, gardait le local vide.

Une cinquantaine de camarades ont discuté sur les questions suivantes qui leur ont paru les plus opportunes et les plus intéressantes : *De l'attitude des anarchistes envers les divers partis politiques ; Les anarchistes et les syndicats ; La Grève générale et le communisme*.

La première de ces questions a été assez vivement liquidée, les anarchistes devant toujours garder une attitude nettement intransigeante en face de n'importe quel parti politique.

La seconde question a soulevé des controverses intéressantes, beaucoup trouvant les syndicats trop autoritaires, trop réglementés. Toutefois, tous ou à peu près se sont rangés à cet avis que dans certains centres il y avait utilité à entrer dans les syndicats. Un camarade a émis aussi l'avis qu'il est préférable de créer des syndicats libres à côté des syndicats réglementés, quand au contraire l'avis d'autres camarades était d'entrer dans les syndicats à tendance autoritaire, pour tenter justement d'amener les travailleurs qui en font partie à nos idées. Ce n'est pas en effet en nous réunissant continuellement entre amis ayant les mêmes conceptions que l'on parvient à faire de la propagande.

La question de la Grève générale et du communisme n'a pu être, faute de documents, traitée très à fond.

Par contre, un très intéressant rapport sur « le communisme agricole » a fourni d'amples matériaux à une discussion des plus intéressantes à laquelle ont pris part de nombreux camarades. Tous sont tombés d'accord sur la nécessité de faire une très active propagande auprès des paysans qui, quoi qu'on en dise généralement, sont loin d'être réfractaires à nos idées et plus près peut-être qu'on ne le pense de s'entendre librement.

A signaler encore un rapport bourré de faits sur le mouvement antimilitariste que les groupes de Lyon, d'accord avec celui de Vienne et celui de Saint-Etienne, ont décidé de faire imprimer.

En somme, malgré l'interdiction de la police, de belles et bonnes discussions qui réveillent les énergies par trop endormies depuis quelque temps dans la région.

***

Mouvement ouvrier. — On se préoccupe un peu partout et principalement en haut lieu de la grève probable des mineurs pour le 1er novembre prochain.

J'ai indiqué, il y a déjà quelque temps, quel était le minimum de revendications que les mineurs entendent voir appliquer à cette date : journée de huit heures, retraite, après vingt-cinq ans de travail, d'au moins 2 fr. par jour, etc., etc.

La grève ayant été renvoyée déjà par deux fois grâce à l'habileté de certains politiciens au service du gouvernement, un referendum a été organisé dans tous les centres miniers, et ce sont ces résultats partout favorables à la grève qui font prévoir que celle-ci aura lieu à la date indiquée.

Toutefois, le gouvernement, par l'organe du socialiste Millerand, prend des mesures de toutes sortes pour tenter de faire échouer le mouvement. D'abord, si l'on en croit l'*Echo des Mines*, journal dévoué aux intérêts des gros industriels de la partie, Millerand, d'accord avec son copain Baudin, aurait adressé à tous les directeurs des compagnies une circulaire les engageant à se prémunir, et à prendre leurs précautions en vue d'une grève probable à la date indiquée. Il demande en outre, dans cette circulaire, qui prévoit, par exemple, que la grève ne durera pas plus d'une dizaine de jours, « quels sont les puits et galeries que l'on peut boucher sans inconvénient et abandonner lors de la déclaration de la grève. » Il demande quelles sont les précautions à prendre pour l'aérage et l'épuisement. De plus, « quels sont les points précis qui doivent être gardés près des puits par les soldats du génie à la première alerte ; quels sont les hommes que l'on peut réquisitionner dans le personnel ? » Comme on le voit, le ministère cher à Jaurès et à ses acolytes prend toutes les mesures et pourvoit par avance à tout ce qui pourra faire avorter la tentative suprême des mineurs.

D'autre part, les agents ministériels, les politiciens Basly et Lamendin continuent leur triste besogne de démoralisation. Dans le bassin du Pas-de-Calais, par exemple, où leur influence est malheureusement indéniable, ils usent de toutes sortes de stratagèmes pour faire reculer la date du 1er novembre arrêtée il y a déjà plusieurs mois. Bien mieux, Basly a dit à Lens l'autre jour que le gouvernement — dont il est l'agent — était assez(!) disposé à accorder la journée de 8 heures, mais qu'il ne pensait pas que pour le moment il soit possible d'obtenir la retraite de 2 francs par jour au bout de vingt-cinq ans. L'agent Basly n'a cependant réussi qu'à émouvoir à moitié les mineurs, et, malgré un ordre du jour assez vague adopté à cette réunion, il est fort probable que les mineurs du Pas-de-Calais suivront leurs camarades des autres bassins.

Quoi qu'il soit non moins probable que les politiciens gouvernementaux ne soient suivis, il est certain que, dans les bassins miniers du Centre et du Sud-Est, la grève revêtira dans ces régions toute son ampleur. C'est ainsi qu'à Montceau-les-Mines, cependant si éprouvé ces temps derniers par les trahisons de toutes sortes, le referendum a donné une majorité formidable. Les mineurs sont prêts et, malgré les persécutions dont ils sont l'objet, arrestations, perquisitions, etc., le gouvernement pourrait bien avoir par là quelques surprises.

Parmi les centres qui se sont déclarés en faveur de la grève à de grosses majorités, il convient encore de citer les mineurs du bassin de la Loire et plus spécialement ceux de Firminy et de la Ricamarie. Aussi ceux des bassins de Fourmies, d'Aubin et de Cransac. A Anzin, c'est par 3.978 voix contre 350 que la grève a été décidée. Dans le bassin du Nord, 972 pour la grève, 55 contre. Et en général à peu près partout dans les mêmes proportions.

Comme on le voit, il n'est guère probable que la pression ministérielle puisse remonter un pareil courant.

Je dois aussi déclarer qu'au Congrès de Lyon, Cotte, le secrétaire de la Fédération des mineurs, sur lequel planaient quelques doutes et auquel on reprochait son manque de décision, nous a paru assez énergique et tout prêt à seconder vaillamment ses camarades.

Rappellerai-je que certaines corporations se sont engagées à appuyer par tous les moyens la tentative des mineurs, et il est probable, par exemple, que les centres métallurgiques apporteront leur appui aux mineurs. La question, comme je l'ai dit la semaine dernière, a été envisagée au Congrès corporatif et il est, je crois, intéressant de reproduire ici les déclarations adoptées par le Congrès à ce sujet.

« Le Congrès déclare que la grève générale ne peut être seulement le moyen d'amélioration d'une catégorie de travailleurs quelle qu'elle soit.

« Elle ne peut avoir pour but que l'émancipation intégrale du prolétariat par l'expropriation violente de la classe capitaliste.

« Le Congrès, devant cette situation, déclare que le mouvement qui peut se produire en faveur des ouvriers mineurs, dont nul ne peut prévoir la portée et qui peut aller jusqu'à l'émancipation commune, sera en tout cas un mouvement de solidarité qui n'entamera en rien le principe révolutionnaire que tous préconisent par la grève générale de tous les travailleurs. »

La grève générale probable des mineurs peut être, comme on le voit, très grosse de conséquences.

Cette récapitulation d'ensemble sur la situation n'était pas inutile.

***

Les Grèves. — Le mouvement de grèves auquel nous assistons depuis près de deux ans, et qui semblait s'être quelque peu ralenti les mois passés, reprend avec activité. Des grèves importantes ont lieu actuellement aux quatre coins de la France.

A Paris, deux grèves nous arrêtent tout d'abord par leur caractère tout spécial. La grève des casquettiers et celle des fourreurs offrent, en effet, cette particularité que la grande majorité des grévistes sont étrangers. Nombreux sont les Français qui pourraient aller puiser dans ces grèves des leçons d'énergie.

Dans la plus vieille en date, celle des casquettiers, les travailleurs sont pour la plupart des juifs allemands et polonais. A l'heure actuelle, un certain nombre de patrons ont cédé et les ouvriers ne reprennent le travail qu'à mesure qu'il est fait droit à leurs revendications, dont la principale est la révision des tarifs.

Dans la seconde grève, celle des ouvriers fourreurs, une très grande partie des travailleurs sont autrichiens et allemands. L'an dernier, à la suite de grève, la journée de huit heures a été établie dans la corporation, et c'est pour résister aux employeurs qui voudraient à nouveau augmenter la durée de la journée de travail que les fourreurs font grève. La solidarité est très grande parmi eux et nul doute que ces travailleurs, qui n'ont pas attendu qu'une loi fixe la journée de travail à huit heures pour l'imposer à leurs exploiteurs, ne parviennent à maintenir ce qu'ils ont su acquérir par leur propre force.

A signaler encore à Paris la grève des ouvriers cordonniers de la maison Hatot.

Au Havre, grève de matelots et chauffeurs. La municipalité, aux gages des compagnies de transport, influe sur les propriétaires de salle et les matelots se voient obligés de tenir leurs réunions en plein air.

Des manifestations ont eu lieu en ville et, comme toutes les forces policières accrues des gendarmes des environs sont là pour « assurer *l'ordre* », des collisions se sont produites et des arrestations ont eu lieu... naturellement.

A Epinac, grève d'ouvriers verriers : le patron — qui se f... de la loi !! — exige la dissolution du syndicat ; les verriers, qui ne l'entendent pas ainsi, ont cessé le travail.

A Saint-Etienne, une importante réunion des ouvriers tisseurs a eu lieu, et il est probable que si les patrons n'accordent pas satisfaction à leurs exploités, une grève de quelque importance aura lieu.

P. Delesalle.

(1) Cette lettre est en retard d'un mois ; mais le fait était bon à enregistrer. Mieux vaut tard que jamais.

Egypte.

Une lettre d'un lecteur d'Alexandrie nous dit que le télégramme de l'agence Reuter que nous avons reproduit, il y a quelques semaines, est faux en ce sens qu'il n'est pas vrai que *l'Université populaire* soit un centre de propagande anarchiste, qu'elle se contente d'être scientifique ; que les cours du Dr Garzoni sont également scientifiques, sans aucune préoccupation d'*école*.

Que le procès a *été* intenté par le consul tout simplement parce qu'il *lui* déplait de voir se développer des centres d'éducation.

Cap de Bonne-Espérance.

Une lettre que nous recevons du Cap nous apprend que les numéros expédiés à nos abonnés de là-bas sont saisis à la poste. D'autre part, l'enveloppe de la lettre reçue porte un cachet triangulaire, ayant en exergue *Passed press censor*, ce qui signifie, si je ne me trompe, que la correspondance qui sort de la colonie est visitée et lue.

Le Cap est une colonie libre. Le gouvernement anglais est un gouvernement respectueux de la légalité, et de la liberté individuelle.

Zuze un peu, s'il ne l'était pas!

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 12 octobre. — Soirée littéraire : *Les Plaideurs* (Racine); *L'Article 330* (Courteline).

Lundi 14. — A. Bouquès : Art, Science et Morale.

Mercredi 16. — Libertad : Rabelais : son œuvre (II).

∴

Le Syndicat de l'Ameublement des Batignolles-Montmartre organise, pour le samedi 16 novembre, une grande réunion familiale avec concert et tombola, dans le salon de la Ménagère, 8, rue des Apennins.

Une conférence sera faite par le camarade Paraf-Javal sur : La concurrence et la camaraderie.

Le prix du ticket d'entrée, qui donne droit à la tombola, est fixé à 0 fr. 50.

∴

L'Education Sociale de Montmartre, 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arr.). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 12. — M. Charbonnel, homme de lettres : *La Vraie Vie*, de Tolstoï (étude sociale).

Mardi 15. — M. Cahen, professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand : XVIIIe siècle : 1° Montesquieu.

Jeudi 17. — M. Bougier, professeur au collège Rollin : La République d'Australie (projections).

Samedi 19. — Soirée musicale organisée par M. Willaume.

∴

Samedi 12 octobre, à 8 h. 1/2, salle de l'Harmonie, 94, rue du Temple, grande soirée familiale donnée par la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes pour fêter le 30e anniversaire de sa fondation.

Concert, tombola gratuite.

Les enfants ne paient pas.

∴

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis.

Dimanche 27 octobre, matinée familiale au profit de la propagande.

∴

Bibliothèque Communiste du XVe, 38, rue de l'Eglise. — Dimanche, conférence à 2 heures.

∴

MARSEILLE. — Le groupe La Liberté d'opinion invite tous les groupements révolutionnaires à protester contre les poursuites intentées contre Tailhade et Grandidier par des meetings, à seule fin de réveiller la masse et de faire respecter la liberté de la presse.

TROTEBAS (Louis).

∴

Un de nos camarades voulant entreprendre un travail sur la députation : promesses des candidats, faillite de l'élu, tripotages et compromissions électorales, demande que ceux qui auraient des cas et des documents à lui signaler, veuillent bien faire parvenir les renseignements au journal.

∴

A Paris, y aurait-il un camarade pouvant se charger de recherches dans les bibliothèques ? Le travail sera payé.

EN VENTE

L'imprimeur vient de nous livrer la 26e lithographie : *Les Bienheureux*, de Heidbrinck.

Prix : 1 fr. 25, dans nos bureaux; 1 fr. 40, en tube, par la poste.

Parues précédemment :

L'Assassiné, par L.-C. Dissy.
Le Calvaire du mineur, de Couturier.
Les Défricheurs, de Ch. Agar.
Ceux qui mangent du pain noir, de Lebasque.

∴

Vive la Russie, album de 13 gravures, par Heidbrinck, 0 fr. 50; par la poste en rouleau : 0 fr. 65.

∴

Une 2e édition, 20e mille, de *Anarchie*, par A. Girard ; 100 exemplaires, franco, 3 francs; 10 exemplaires, par la poste, 0 fr. 40.

Dans les mêmes conditions : *Aux anarchistes qui s'ignorent*, par Ch. Albert.

∴

Dernières brochures parues de la collection de Bruxelles :

L'Humanisphère, de Dejacques, franco, 1 fr. 20.
Les Précurseurs de l'Internationale, W. Tcherkesoff, 1 fr. 15.
Un procès en Russie, Tolstoï, 0 fr. 35.
Le Mariage libre, Mesnil, 0 fr. 35.
Quelques vers, Richepin, 0 fr. 15.
A M. Emile Zola, Ch. Albert, 0 fr. 15.
Libre examen, par Paraf-Javal, 0 fr. 25; franco, 0 fr. 30.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction Mardrus, tome IX, 7 francs, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Les Problèmes du vingtième siècle, par G. de Molinari ; Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Documents des socialismus, von Bernstein ; librairie des *Socialistischen Monatshefte*, Berlin.

Pour le Tsar (lettres des écrivains *français*), brochure à l'*Emancipatrice*, 3, rue de Pondichéry.

La *coaccion moral*, Ricardo Mella, broch., typografia Bexres, Oïd. n° 8, Madrid.

Les Règles de l'honnête discussion, par P. Desjardins; broch., 0 fr. 60, à l'*Union pour l'action morale*, 6, impasse Ronsin.

A lire :

Le Pillage de Pékin, par X... ; *La Raison*, 8 sept.

VIENT DE PARAITRE

L'Anarchie et l'Eglise, par G. Guyou et Reclus, couverture de Daumont, franco, 0 fr. 15.

L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de Hénault, franco, 0 fr. 15.

Paraîtra la semaine prochaine :

Guerre, Patrie et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agar, franco, 0 fr. 15.

PETITE CORRESPONDANCE

L., à Nantes. — Nous pouvons vous envoyer toutes les brochures contre 1 fr. 25.

M. C., à Marseille. — Adressez-vous à *Germinal*, 427, Grand street, Paterson, N. J. Pour Rio, à *Lanterna*, San Paulo.

D., à Tullins. — Brochures à distribuer épuisées.

P. C., à Lille. — Nous n'avons pas de ces photographies. Demandez au *Libertaire*.

A. D., à Prats de Mollo. — Expédions le numéro. Excusez-nous, il y a eu un peu de désordre ces temps derniers.

N., à Buzeu. — L'*Astronomie moderne* épuisée.

Villemejeanne. — *L'Anarchie, sa philosophie* est maintenant à 0 fr. 90 et non 0 fr. 60.

D. à Vervins. — Oui, vous avez raison.

Merci au camarade qui nous a envoyé le numéro des *P.* demandé.

A. H. — Abonn. finit fin octobre.

M., à Pernambouc. — Les six mois paient jusqu'à fin octobre. Votre abonnement finit ce mois-ci par conséquent.

Reçu pour la solidarité internationale : C. M., Marseille, 2 fr.

Reçu pour les détenus : Oscar, 0 fr. 25; H. G., 10 fr.

Reçu pour le journal : Groupe d'ouvriers fourreurs, 2 fr. — C., à Houssaye, 0 fr. 30. — C., 2 fr. — Jeanquimarche, 20 fr. — Le vieux Savoyard, 10 fr. — F., 8 fr. — Merci à tous.

L. B., à Jemeppes. — T., à Tamnay. — L., à Rouen. — J. H., à Rotterdam. — V. L., à Paris. — C. T., à Paris. — S., à Etampes. — G., à Fougères. — D., à Verviers. — D., à Grossouvre. — C., à Croin. — B., à Roubaix. — D., à Tullins. — L., à Nantes. — C., au Chambon. — Spezia. — F., à Nouméa. — R. G., à Mâcon. — B., à Nîmes. — L., à Epinal. — B., à Rouen. — H., à Rennes. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

L'Éducation libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul* (1)	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, *par J. Grave, avec couverture de Cross*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'Anarchie, *par D. Saurin.*	» 30
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave.*	» 70
Aux femmes, *de Gohier, couverture de Lebasque*	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet.*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Vuillaume*	» 10
A mon Frère le paysan, *par E. Reclus, couverture de L. Chevalier.*	» 15
La Morale anarchiste, *par Kropotkine, couverture de Rysselberghe*	» 15
La Grève! *par Delesalle*	» 15

(1) Pris dans nos bureaux ou par un certain nombre à la fois, les petites brochures se vendent 0 fr. 05, les lithographies 0 fr. 15, et les volumes 0 fr. 25 en moins.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 25 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 OCTOBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Cette semaine encore, nous n'avons pas de supplément. Pour ne pas avoir voulu avoir recours à cette suppression le mois passé, nous nous sommes enrichis d'une nouvelle dette de trois cents francs. C'est suffisant.

Le déficit est de 200 francs par mois. Pour le combler, nous avons essayé de récolter, parmi ceux que nous connaissons, une souscription permanente que, au 1er du mois, nous faisions encaisser par la poste. Nous avons réussi à en grouper pour cinquante francs.

Mais, si la bonne volonté reste toujours intacte, il n'en est pas toujours de même de la bourse. Au lieu d'augmenter, le nombre des souscripteurs a diminué; de sorte que la légère augmentation de vente se trouve annihilée par la perte de ressources antérieures.

Pour qu'un journal vive, il ne doit compter que sur sa vente. Si d'aucuns pensent que le nôtre fait de la bonne besogne, qu'ils aident à le propager.

J. G.

A NOS ABONNÉS

Nous leur rappelons « instamment » de bien vouloir, à chaque renouvellement, nous envoyer la dernière bande. Cela afin de nous éviter une perte de temps inutile.

LES VRAIS COUPABLES

Laurent Tailhade vient d'être condamné pour délit de presse — donc en police correctionnelle, puisque c'est elle que ces choses-là regardent maintenant — à un an de prison et mille francs d'amende. Il a droit, à ce titre, au salut fraternel de tout homme de cœur. Car celui qui lutte et qui souffre pour la liberté de penser, quelles que soient ses opinions, sert vraiment la cause de l'humanité entière. Il appartient à cette élite, hélas! si peu nombreuse encore, qui s'efforce de pousser le monde vers de meilleurs destins.

Aucun délit plus glorieux ne pouvait d'ailleurs conduire notre ami devant les juges liberticides. Parmi l'universel concert de plates adulations qui, dans la France entière, montait, il y a quelques semaines, vers l'autocrate sous lequel agonise le peuple russe, dans le concert de flatteries qui s'offrait à l'assommeur des étudiants de Saint-Pétersbourg, de Moscou et de Kiev, Laurent Tailhade fut un des rares Français qui osèrent faire résonner quelques paroles de dignité et de révolte aux oreilles de cette brute inconsciente et à celles des misérables qui se roulaient à ses pieds en un accès de servitude.

Mais l'écrivain du *Libertaire* fut condamné, dira-t-on, pour avoir fait appel à la violence. Eh bien, oui! En face d'une telle déchéance, en face de ces soi-disant républicains traînant aux pieds du monarque le plus arriéré d'Europe une démocratie dont le passé du moins fut glorieux à défaut de l'heure actuelle, Tailhade a évoqué les ombres des justiciers qui parfois se levèrent contre la démence orgueilleuse des maîtres. Je ne déciderai pas ici s'il eut tort ou raison. Pas plus que je ne saurais dire s'il aurait eu tort ou raison celui qui aurait taché de sang la mascarade franco-russe. Pour condamner ou absoudre de tels actes, il faudrait pouvoir en suivre le retentissement à travers l'avenir. Or celui-ci se produit trop loin et dans trop de directions.

Mais ce que je sais bien et veux dire, ce que tout le monde devrait savoir et dire, c'est que la responsabilité de semblables actes ne remonte pas à ceux qui, dans leurs paroles ou leurs écrits, prennent, comme Tailhade, la défense des humbles et des pauvres contre les puissants et les riches.

Voilà pourtant ce que racontent à satiété et expliquent doctement les plus sérieux organes de la grande presse où, chaque matin, la simple et pauvre foule vient religieusement boire le mensonge. L'antienne est vieille. On la sait par cœur. A chaque occasion, elle se réimprime, ne différant un peu que par sa forme. Les uns demandent la déportation et les supplices, les lois qui briseront notre plume et muselleront notre pensée, ou bien, comme en Amérique, le droit de nous lyncher sur simple dénonciation. D'autres, plus modérés, nous adjurent de cesser notre propagande, car c'est elle, la grande coupable. Cela ne fait pas doute. C'est nous qui armons les régicides, nous qui sommes la tête des bras qui frappent. Je me rappelle, à ce propos, le dernier article du *Matin*. Après s'être lamenté sur l'accident, — bien sûr lamentable, mais infiniment moins que tant d'autres, où M. Mac-Kinley trouva la mort, l'écrivain — un écrivain, par parenthèse, dont le quotidien souci est d'exciter au carnage deux grandes nations, — l'écrivain se mettait en devoir de nous morigéner. Il est impossible, disait-il, qu'au lendemain de pareilles catastrophes, les théoriciens, les « *dilettantes* » de l'anarchie ne soient pas épouvantés de leur œuvre et n'en conçoivent pas au fond d'eux-mêmes une secrète horreur. On nous conviait à descendre au fond de notre conscience et on nous mettait au défi d'oser y lire sans trembler.

Je crois, moi aussi, que de tels moments sont bien faits pour les examens de conscience. Bien que très lentement, le dégoût du meurtre s'implante tout de même parmi nous. Aussi, quand un homme se croit le droit d'en tuer un autre et cela sans profit personnel, sans grief personnel, sans même connaître sa victime quelques minutes avant de frapper, quand il est avéré que cet homme jouit de toutes ses facultés, quand il explique lui-même froidement, clairement son acte, il y a là vraiment de quoi nous angoisser, nous retenir pensif. Comment expliquer ce fait étrange? Ne se pourrait-il pas que nous y soyons, nous-même, pour quelque chose? Voilà ce que chacun devrait se demander à part soi et ce qui devrait passionner aussi l'opinion publique. Cela vaudrait infiniment mieux que de remplir les journaux avec le récit minutieux de l'attentat, le plan des lieux, le portrait du meurtrier et de la victime ou, comme aux Etats-Unis, ces jours-ci, de longues discussions pour savoir s'il est préférable d'enterrer les restes de Cszolgoz, ou de les jeter à la mer afin que le sol de l'Amérique n'en soit pas souillé.

Faisons donc ensemble cet examen de conscience. Et, si vous voulez bien, commençons par vous, Messieurs les leaders de la grande presse bourgeoise.

Depuis que les régicides se succèdent avec une remarquable régularité et que le meurtre à signification politique s'est acclimaté dans nos mœurs, avez-vous seulement essayé de comprendre quelque chose à l'époque où vous vivez? Vous êtes-vous jamais demandé, par exemple, si, dans un temps comme le nôtre où tout nous parle d'égalité, de liberté, de simplicité et de travail utile, où toutes les nécessités de la vie matérielle et de la vie morale nous ramènent au culte de ces principes, vous êtes-vous demandé s'il est naturel de voir passer tout à coup dans les rues de nos cités des personnages sans autre fonction ni utilité parmi nous que de représenter la force brutale, l'autorité et l'oppression! Avez-vous compris que, par leur seule existence, ces survivants du passé constituaient de véritables provocations à toutes les haines, à toutes les colères, à toutes les vengeances? et que celles-ci suffisaient, sans qu'il en soit besoin d'autres? Et si vous avez compris tout cela, avez-vous jamais osé le dire? Avez-vous jamais essayé de le faire comprendre à d'autres?

Non, n'est-ce pas?

Quand ces empereurs, ces rois, ces princes, ces présidents de républiques — qui n'ont de républicains que le nom — imaginent de se donner des fêtes dont le prix suffirait à nourrir des cités entières de miséreux, quand ces beaux sires aménagent des palais et mobilisent des armées pour se recevoir plus dignement, quand ils se font visite, d'un bout de l'Europe à l'autre, entre deux haies de soldats, quand ils accaparent pour leurs plaisirs les voies ferrées et les routes construites par les peuples pour leurs besoins, quand ils ordonnent de fouiller de la cave au grenier toutes les maisons devant lesquelles doit passer leur cortège, quand, en un mot, tant de tyrannies s'imposent, tant d'arrogance s'étale, tant de crimes de toutes sortes se commettent contre la dignité humaine,

vous vient-il à l'idée qu'il y aurait peut-être là matière à quelques protestations et remontrances?

Pas davantage.

A l'époque où le bon plaisir d'un seul faisait ouvertement la loi, sans réticences et sans hypocrisie, il se trouvait dans l'entourage des souverains les plus redoutés des gens pour les rappeler parfois à la décence. Ceux qui, dans nos démocraties, se flattent de guider et d'éduquer l'opinion d'un peuple libre, sont de bien meilleurs courtisans. Ils reproduisent les menus, inventorient les nécessaires de voyage, décrivent les cuisines de route, photographient le valet de chambre, interviewent la dame de compagnie. Bref, ils savent par mille petits détails caresser l'orgueil des majestés et flatter bassement leurs manies aussi bien que chauffer le délire de la triste foule en rut devant la ripaille des grands.

Mais que de cette foule surgisse soudain un homme moins soumis que les autres, un homme qui, à tort ou à raison, se croit désigné pour répondre au défi lancé par les maîtres du monde à la conscience humaine, oui, que cet homme surgisse, voici que vous levez au ciel de grands bras effarés, vous criez à la férocité, à l'abomination, au monstre et... vous engagez les écrivains de courage et d'indépendance à regarder leur conscience. Pauvres gens!

Mais descendez donc un peu au fond de la vôtre, si vous en savez encore le chemin. Tâchez de comprendre que si la tradition sanglante des haines et des vindictes sociales n'est pas encore effacée, que si les grands problèmes auxquels est attaché l'avenir du monde se résolvent encore à coups de poignard et de revolver, c'est justement votre faute, en grande partie. Il y a, à chaque époque, un maximum de misère, d'humiliation et de démence après lequel la conscience humaine a besoin de protester. Quand cette protestation ne sort pas par sa voie naturelle qui est l'opinion, il faut qu'elle se fasse jour tout de même, exactement comme un gaz qui n'a plus la place de se dilater brise la paroi. C'est donc votre besogne que font, à votre place, les tueurs de rois et les lanceurs de bombes; mais ils la font à leur manière, comme ils savent, comme ils peuvent.

CHARLES ALBERT.

ARRÊTS ET SERVICES

Jeudi 10, devant la 9e chambre présidée par M. Ducasse, Roty et Bourdeaux assesseurs, venait le procès Laurent Tailhade et Grandidier. Procès qui s'est terminé par l'octroi de six mois de prison à Grandidier et un an à Tailhade.

Ce qui est à relever, c'est surtout l'attitude du ministère public, M. Picton, qui a été d'une insolence qui fut inconnue, même de la magistrature impériale tant décriée.

« Vous n'êtes qu'un sinistre farceur », dit-il, s'adressant à Tailhade, « un lâche; car vous excitez les autres à ce que vous ne faites pas vous-même. »

Et à Grandidier :

« Je ne sais si Grandidier croit à son autel, mais il en vit. Le *Libertaire* tire à 7.000! Ce n'est pas une si mauvaise opération! »

Je voudrais voir M. Picton vivre avec les bénéfices d'un journal tirant à 7.000, n'ayant pas d'annonces. Mais passons sur cette petite insanité.

Je ne sais si, lui, croit à son autel ou comptoir, mais de quoi vit-il donc, si ce n'est des émoluments que lui rapporte sa place?

Croit-il que cela soit bien courageux d'insulter les gens de son perchoir, alors qu'il sait que les insultés ne peuvent lui répondre sur le même ton, sans encourir cinq ans de prison?

Que fait-il donc, lui, tous les jours, si ce n'est de provoquer toutes les forces sociales contre les victimes qu'on lui amène désarmées, les envoyant faire exécuter par les autres, sans courir d'autres risques qu'un crachat ou autre décoration, de l'avancement ou une augmentation d'appointements? tandis que Tailhade et Grandidier risquaient au moins la prison qu'ils ont récoltée.

La comédie de jeudi ne démontre qu'une chose, c'est que le gouvernement savait bien ce qu'il faisait, en déférant les procès de presse aux juges appointés par lui. A ceux qui, dorénavant, seront envoyés aux exécuteurs de ses ordres, il ne reste qu'une attitude possible. C'est de refuser de participer à la comédie, en n'essayant pas une défense inutile, se contentant de leur dire : « Je vous récuse comme juges. Vous êtes des adversaires, à la solde d'adversaires. Vous êtes les plus forts, faites ce que bon vous semblera, mais je ne m'abaisserai pas à la comédie que vous voulez m'imposer. »

J. GRAVE.

NOTES D'UN SOLDAT EN CHINE

(Suite)

La prévoyance administrative, toujours prise au dépourvu, n'avait pu nous fournir le casque indispensable à la traversée de régions dangereuses, où la moindre insolation est mortelle. Un mauvais chapeau de paille nous protégeait mal contre le soleil de la mer Rouge : aussi plusieurs accès de fièvre chaude se produisirent-ils en cet endroit du voyage. Il fallut maintenir, ligottés sur le pont, cinq ou six gaillards écumants qui se débattaient en hurlant aux oreilles des officiers des injures d'ailleurs méritées; on eut toutes les peines du monde à les empêcher de se jeter à la mer, où ils pensaient sans doute retrouver un peu de fraîcheur. Pendant que leurs soldats tombaient malades de chaleur, nos officiers dégustaient tranquillement des boissons à la glace.

Comme l'eau était en quantité déjà bien insuffisante pour notre boisson, on comprendra que les soins de propreté fussent presque entièrement négligés. Le linge de tant d'hommes lavé dans un même baquet était beaucoup plus sale après qu'avant l'opération.

Une seule chose aujourd'hui m'étonne profondément : c'est qu'avec une installation aussi défectueuse, avec la saleté et la puanteur qui régnaient à bord sous un ciel de feu, aucune épidémie ne se soit produite parmi nous.

Quant aux réclamations que nous pouvions faire, il n'y était jamais donné suite, ou plutôt si : quelques jours de fers au mécontent, et la question était ainsi réglée.

Cependant on nous fit une faveur spéciale : celle de nous consigner à bord à toutes les escales. Nos officiers avaient-ils mission de voir, de s'instruire pour notre compte, ou bien nous jugeait-on indignes, inaptes à comprendre les beautés du sol asiatique? Je l'ignore. Toujours est-il que nos officiers descendaient à terre, visitaient les monuments, les curiosités de la ville, puis revenaient accompagnés de provisions diverses : fruits, volailles, légumes, qu'avec une exquise délicatesse ils faisaient passer devant nos ventres affamés.

Je me demande pour quel motif on nous traita si différemment de nos camarades passagers d'autres bateaux, et qui, eux, purent débarquer à chaque escale, égayer leurs yeux et dégourdir leurs jambes.

Il est vrai que les âmes pieuses, en guise de consolation, pouvaient se réfugier en Dieu et assister à la sainte messe que ne manquaient pas de célébrer les ministres de paix dont chaque navire emportait tout un stock.

* *

Dans chaque port où nous nous arrêtions, les « civilisateurs » les plus enthousiastes faisaient montre de leurs aptitudes spéciales, en brutalisant les indigènes qui venaient en barque nous vendre les produits de leur sol. Arabes, Egyptiens, Abyssins, Cynghalais, Indo-Chinois, tous ces hommes de couleur qui avaient commis le crime de ne pas naître blancs, avaient le don d'exaspérer nos plus fervents patriotes. Dans leur esprit nationaliste, ces « mal blanchis » n'étaient que des « sauvages » et ils le prouvaient abondamment en leur lançant par-dessus bord des bouteilles vides, des ordures, des crachats, des seaux d'eau. A Singapour, où ils virent des Chinois pour la première fois, ce fut contre les malheureux coolies qui n'y comprenaient goutte une explosion d'injures et de menaces du meilleur goût. Un adjudant, qui se distinguait patriotiquement en assommant un Arabe monté à bord pour commercer avec l'équipage, souleva les protestations indignées des employés du bord outrés de sa conduite.

* *

Une vertu qui a quelques racines à la caserne, fleurissait aimablement à bord : le vol. On déguise le mot sous différentes appellations; chiper, chaparder, se démerder, faire aux pattes, semble moins dur à l'oreille du soldat.

En caserne, les « débrouillards » font aux pattes de menus objets d'équipement, dans le but de s'éviter une punition quand ces objets leur manquent, les jours de revue. Sur le bateau, comme plus tard en Chine, les mêmes « débrouillards » feront aux pattes; n'importe quoi les tente : couteaux, tabac, gamelles, porte-monnaie, couvertures, montres, bidons, etc... Tant pis pour le camarade peu soigneux qui laisse ces objets traîner à portée des mains crochues.

Mais tout cela doit faire partie probablement de cette noble civilisation que la Chine nous envie tant!

Faut-il parler de la naïveté, de l'ignorance, des préjugés du plus grand nombre? Il y avait parmi nous des illettrés ne sachant même pas signer leur nom. La plupart des soldats avaient sur la cosmogonie ou la géographie les notions les plus fausses, les plus saugrenues; aussi les matelots de l'équipage s'amusaient ils à leur conter de grosses tartarinades, des aventures plus qu'invraisemblables qui étaient écoutées avec une foi stupide. Je sais que ces malheureux ne sont pas responsables de leur ignorance : les champs ou l'atelier les ont enlevés trop tôt à l'école.

Mais du moins les officiers rapatriés, le général Voyron, devraient avoir la pudeur de se taire, ne devraient pas parler d' « humanité » et de « civilisation » ni vanter la conduite exemplaire de leurs troupes. Pauvres « humanitaires »! pauvres « civilisateurs »! nous allons les voir à l'œuvre, tout à l'heure.

Des Bretons superstitieux, ignares, brutaux, parlaient en termes méprisants des indigènes aperçus aux escales : « des sauvages, des anthropophages dont on ne peut même pas faire des soldats. »

Un futur « héros » s'informait sérieusement si Pékin se trouvait en Chine; il écrivait à sa famille qu'il avait fait escale à Saint-Gapour (!) et qu'il avait vu « la Name » (Annam), courrier des Messageries; il parlait longuement des « sauvages de toutes les couleurs » qui venaient vendre des fruits dans leurs barques, qui étaient tous « païens » et qui n'avaient pas de « recteurs ».

Un second engagé avec un blagueur le dialogue suivant :

— Ce que je voudrais bien voir dans la mer, moi, ce sont des sirènes!

— Des sirènes? Mais il y en a une sur le bateau qui siffle dans le brouillard.

— Non, ce n'est pas ça. Je veux parler de ces poissons qui ont un corps de femme et qui appellent les marins en chantant dans la nuit.

— Mais, mon pauvre ami, on ne voit ça que dans la mythologie.

— Ah? Et où ça se trouve-t-il, ça, la mythologie?

— « Dans les mers de Grèce », répond l'autre en réprimant son envie de rire.

Les nouvelles les plus abracadabrantes cueillies aux escales, puis déformées par l'usage, font le tour du bateau. On y mélange volontiers Chine et Transvaal, Boërs et Boxers. C'est ainsi qu'un aimable garçon m'annonce d'un air soucieux que « lord Roberts, avec 25.000 Européens, s'est enfermé dans Pékin assiégé par les Boxers ». La nouvelle qu' « un torpilleur chinois a coulé un transport allemand » ne laisse pas d'inquiéter nos braves...

Et quand nous approchons du terme du voyage, des regards anxieux inspectent l'horizon, examinent avec soin les moindres jonques de pêche; des voix s'informent « si les cuirassés ne viendront pas à notre rencontre, car il peut y avoir du danger ».

La veille du débarquement, comme on distribue les armes et les munitions, un caporal prononce sentencieusement : « Ça doit chauffer là-bas pour qu'on nous donne des cartouches!... »

Car la peur, comme j'ai pu le constater par la suite, est un sentiment assez répandu parmi les « héros ».

*
* *

Le *Bengali*, vieille canonnière en bois, nous a transportés de la rade à Tong-kou, où nous allons prendre le train pour Tien-Tsin.

Et déjà nous pouvons nous rendre compte des progrès de la civilisation européenne en Chine. Bien rares, excessivement rares sont les maisons encore debout; plus rares les Chinois qui les habitent, de pauvres diables qui n'ont plus d'autre bien que la vie et un grand mépris de la mort.

Partout des habitations incendiées, des meubles éventrés, des étoffes souillées de boue, déchiquetées, de la vaisselle brisée; témoignant d'une rage de destruction qui ne voulait rien laisser d'intact.

(*A suivre.*) V.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La condamnation de Tailhade à un an de prison et 1.000 francs d'amende soulève des protestations parmi les journaux socialistes. C'est très bien de protester et de signaler l'odieux de toute condamnation qui frappe le droit de quiconque à exprimer sa pensée. Mais ceux qui protestent aujourd'hui contre les lois scélérates se sont-ils demandé s'ils n'étaient pas quelque peu responsables de l'application qui vient d'en être faite?

Dans la *Petite République*, Gérault-Richard flétrit avec véhémence les « juges affolés de servilisme et de réaction » qui ont prononcé une telle condamnation.

Pardon, citoyen Gérault-Richard, n'avez-vous pas réfléchi que le servilisme de ces juges n'a dû de se manifester aujourd'hui qu'au servilisme de vous et de vos amis qui, par deux fois, pour ne point causer de désagrément à tel ou tel ministère, avez repoussé l'abolition de ces lois dont l'application vous indigne à présent?

C'est votre double lâcheté d'alors qui a permis la condamnation de Laurent Tailhade.

*
* *

Mauvaises raisons. — Dans un article intitulé « Mes raisons », Jaurès explique pourquoi il a laissé faire à sa fille sa première communion. Ces raisons peuvent se résumer en celle-ci : Ennemi de toute violence contre les croyances, il a cru devoir respecter les scrupules de la mère de sa fille, qui voulait donner à celle-ci une éducation religieuse. Il invoque même à cet égard la liberté de l'enfant.

Jaurès se trompe du tout au tout sur la nature du devoir qui lui incombait, à lui père. Si la mère persistait, en dépit des efforts de son mari, dans des croyances absurdes et dans la volonté que ces croyances fussent inculquées à son enfant, lui père ne devait-il pas — oui, n'était-ce pas là son premier devoir? — faire la contre-partie, instruire son enfant de la puérilité de ces croyances et lui exposer les explications des faits telles que la science les a formulées?

C'est avoir une fausse conception de la liberté de l'enfant que de se faire scrupule d'intervenir dans la déformation de sa mentalité, sous prétexte que cette déformation est conforme à l'usage. De deux choses l'une : ou la liberté de l'enfant exige une neutralité absolue et, dans ce cas, la violation de la neutralité par l'enseignement religieux donné par la mère autorise, rend obligatoire même l'intervention paternelle; ou bien le pour et le contre doivent être mis sous les yeux de l'enfant à qui la liberté du choix doit être laissée.

Si Jaurès avait vu une domestique ou quelque autre personne enseigner à sa fille que la lune est carrée, ou qu'il faut prendre garde de renverser la salière sur la table parce que c'est signe de dispute, ou toute autre superstition imbécile, aurait-il cru violer la liberté de son enfant en intervenant pour lui dire qu'il n'en fallait rien croire? Pourquoi admet-il qu'on lui enseigne comme vérités indiscutables que Jonas est demeuré trois jours dans le ventre d'une baleine, que la femme de Loth a été changée en statue de sel, etc., choses tout aussi absurdes que la superstition relative à la salière répandue sur la table?

Ses raisons sont mauvaises et il montre, en les tenant pour bonnes, que son esprit n'est pas encore libéré des influences et des superstitions cléricales de son enfance.

*
* *

La Justice. — L'affaire du *Pioupiou de l'Yonne* viendra le 11 ou 12 novembre prochain devant la cour d'assises de l'Yonne.

André Girard.

*
* *

A Montceau-les-Mines. — L'énergie déployée depuis des mois par les travailleurs de Montceau inquiète de plus en plus notre socialiste ministre et protecteur du Commerce. Les gendarmes continuent à affluer, il en est arrivé à nouveau 100 de Tours, 150 de la Côte-d'Or; l'on en attend d'Angers. C'est un véritable état de siège avec tout son cortège d'arbitraire, perquisitions, arrestations, etc.

Le fameux Coste, directeur de la Compagnie, ce jésuite qui a complètement perdu tout bon sentiment, ne met plus les pieds dehors sans être accompagné de quatre gendarmes. Ce qui est, nous devons le reconnaître, une excellente mesure, si le monsieur tient quelque peu à sa peau.

Malgré cet arbitraire plus terrible que celui des pires ministères réactionnaires pour qui les Millerand et consorts n'avaient pas assez de réprobation jadis, les mineurs prennent leurs dispositions pour la grève prochaine. Un journal local donne ces excellents conseils : « Pas de manifestations en grand nombre. Les rangs serrés sont des cibles pour massacre. L'action en petit groupe. Dans les bois environnants il y a de belle besogne à accomplir. »

Les quelques jaunes dissidents du syndicat sont de moins en moins certains d'eux-mêmes, à tel point qu'un certain nombre ont voté « la Grève Générale »!

P. D.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Le referendum organisé parmi les mineurs pour savoir s'il y avait lieu de faire grève à partir du 1er novembre prochain, dans les conditions que j'ai indiquées, est terminé; il ne reste guère que les résultats de quelques petits centres sans importance qui, en tous cas, ne peuvent guère influencer le mouvement qui se prépare.

Les résultats globaux connus à ce jour sont les suivants : Pour la grève, 38.055, contre 9.026. Comme on le voit, la grande majorité des mineurs qui ont pris part au vote se sont déclarés en faveur de la grève. Pour éviter les surprises, il est bon de signaler que le nombre des abstentions est aussi considérable. Toutefois, dans beaucoup d'endroits, la cessation du travail par une partie des ouvriers entraînant l'arrêt complet du travail, il n'y a pas trop à s'alarmer du nombre des abstentions; beaucoup aussi, quoique n'ayant pas pris part au vote, sont prêts à suivre leurs camarades si la grève est déclarée.

Dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, malgré la pression exercée sur les mineurs par les agents ministériels Basly et Lamendin, la grève a été votée par un nombre respectable de voix, 9.838 pour et 6.130 contre. Les larbins de gouvernement qui, il y a six mois, avaient trouvé la combinaison du « referendum », dans l'espoir de voir la grève remise aux calendes grecques, sont donc cette fois battus, et bien battus, sur leur propre terrain.

La grève aura donc certainement lieu. Que va faire le gouvernement? Telle est la question qui se pose.

Dans diverses circonstances, Basly a assuré que le gouvernement était prêt à concéder aux mineurs la journée de huit heures, mais sans le minimum de salaire. C'est-à-dire en réalité rien du tout, ou plutôt si, un avantage pour les Compagnies, car il est à peu près prouvé — l'expérience de l'Angleterre est là — qu'une diminution de la journée de travail dans ces conditions ne diminuerait en rien la production. L'application de la journée de huit heures, sans fixer un salaire minimum, ne changerait donc rien à la triste situation où se trouvent actuellement les mineurs. Toutefois, il est à prévoir qu'ils ne se laisseront pas duper par d'aussi vagues promesses.

Ils savent du reste, par expérience, ce que valent de la part des gouvernants ce genre de promesses.

Le gouvernement répondra aussi qu'il n'est pas le maître, que les mines appartiennent à des Compagnies, etc., etc. Mais ce ne sera qu'un mensonge de plus. L'exploitation des mines n'est en effet que *concédée* et le gouvernement a le droit, au cas où l'exploitation serait arrêtée, d'intervenir et d'assurer la production. Ce serait là, pour le collectiviste Millerand, un excellent prétexte pour mettre de suite ses idées en application : le retour des mines à l'État ou, ce qui serait encore mieux, la remise aux mineurs. Jamais si belle occasion ne s'est certainement offerte à Millerand.

Au cas où il l'aurait oublié, je me permets de lui rappeler que la loi de 1810, qui régit la police des mines, dit implicitement à l'article 49 :

« Si l'exploitation est restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou *les besoins de la consommation*, les préfets, après avoir entendu les propriétaires, en rendront compte au ministère de l'Intérieur, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra. »

Le texte, comme on le voit, est formel, mais le collectivisme ministériel n'ira pas, soyez-en certains, jusqu'à appliquer simplement la loi aux détenteurs de mines. Et je n'en veux comme preuve que les mesures qui sont prises un peu partout. Dans toutes les garnisons à proximité des centres miniers, ordre a été donné de tenir l'effectif des régiments au complet et de n'accorder, jusqu'à nouvel ordre, aucune permission aux soldats. C'est ce qui s'appelle, paraît-il, de la Défense... Républicaine.

Par contre, les militants ne restent pas inactifs. Dans la Loire, une série de conférences est organisée dans les centres miniers sur la « Grève Générale ». A Montceau, malgré les provocations, les mineurs n'attendent que le signal de l'arrêt du travail.

Les faits vont maintenant se précipiter : c'est le 25 courant que seront définitivement arrêtés, au siège de la Fédération des mineurs, à Saint-Etienne, les derniers détails. La grève doit éclater partout le 1er novembre. Attendons.

*
* *

Les Grèves. — La grève des fourreurs continue; dans aucune des maisons où le travail avait cessé, il n'a été repris, et cela malgré les bruits contraires qu'ont, à plusieurs reprises et intentionnellement, fait courir les patrons. Toutefois il ne semble pas que la grève puisse se prolonger bien longtemps maintenant. La température, au grand désespoir des employeurs, fait cause commune avec les ouvriers, et les bourgeoises à fourrures qui réclament à cor et à cri forceront les patrons à céder.

D'autre part, et cela pourrait bien avoir un résultat tout autre que celui attendu, un certain nombre d'ouvriers se sont rendus en Angleterre pour travailler et au besoin aider leurs camarades de lutte. Les patrons ont compris et la solution du conflit est imminente.

A Bessèges, deux équipes de métallurgistes de 30 hommes chacune, faisant provisoirement depuis quelque temps huit heures de travail par jour, ont abandonné l'usine plutôt que de reprendre la journée de douze que veut leur imposer à nouveau leur patron. Les machines marchent douze heures, les hommes peuvent en faire autant, telle est la théorie humanitaire de l'exploiteur en question.

A Montluçon, la grève des ouvriers des hauts fourneaux continue, et la reprise du travail par quelques malheureux n'a atteint en rien l'énergie des autres. Comme de juste, la gendarmerie est mobilisée et campe à la porte même de la fonderie, pour assurer la « liberté du travail » qui se traduit généralement par l'obligation de crever de faim en travaillant. L'autre jour, le directeur, un nommé Egre, a été reconduit comme il le mérite à son domicile par les grévistes. On assure même qu'il n'a dû son salut qu'au manque de potence. Les ouvriers continuent à être pleins d'enthousiasme.

A Epinac, les ouvriers verriers entendent bien ne pas céder aux exigences de leur exploiteur, qui a la prétention de se f... de la loi comme un simple ministre. Le syndicat, qu'il veut détruire à tout prix, existe depuis deux ans. La réorganisation des syndicats d'ouvriers verriers ne semble pas plaire à MM. les patrons, et l'on assure que la tentative faite à Epinac n'est qu'un essai tenté par le syndicat patronal pour détruire l'organisation ouvrière qu'ils sentent devenir chaque jour plus puissante.

Malheureusement pour eux, ils n'y parviendront plus.

P. Delesalle.

Etats-Unis.

L'*Aurore* de dimanche dernier donne divers extraits du *New-York Herald*, desquels il ressort que Cszolgoz a été torturé. C'est ce que les premières lettres reçues d'Amérique nous annonçaient ; c'est ce qu'affirme l'*Avenir du Nord* du Canada.

Nous renouvelons notre appel aux amis d'Amérique pour recueillir, si possible, les preuves de cette nouvelle infamie yankee.

J. G.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

A l'offre d'une candidature qui lui avait été faite, le président Magnaud a répondu par la lettre ci-dessous :

Messieurs,

Je suis extrêmement flatté de l'insistance que plusieurs comités, ardemment républicains, et notamment le vôtre, veulent bien mettre à m'offrir une candidature à la députation aux élections générales de 1902.

S'il en était besoin, je puiserais dans ces démonstrations, qui m'honorent et m'encouragent grandement, une nouvelle force pour continuer à mener énergiquement, avec la quasi-unanimité de l'opinion publique en France et à l'étranger, contre la quasi-unanimité de la magistrature, le bon combat en faveur d'une conception de la justice plus humaine, plus équitable et mieux en harmonie avec les idées d'amélioration et de solidarité sociales dont la réalisation prochaine s'impose, comme une réparation légitime, aux citoyens que n'aveugle pas totalement l'esprit de réaction.

Pour cette *Renaissance* de la justice, je me crois plus utile sur mon siège de magistrat que sur celui d'un député.

Les jugements sont des *actes* qui remuent et convainquent bien autrement le peuple que les plus éloquentes périodes d'un discours prononcé devant le Parlement. Il y a entre eux, au point de vue des résultats, toute la grande distance qui sépare la théorie de la pratique.

C'est pourquoi — peut-être au détriment de ma situation matérielle et de mon avenir professionnel, mais, à coup sûr, dans l'intérêt même de la tâche que, presque seul dans la magistrature, j'ai entreprise — je décline une fois de plus l'offre particulièrement enviable que vous voulez bien me faire.

En tout état de cause, d'ailleurs, je ne consentirais jamais à supplanter un républicain d'avant-garde.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mon respect.

Président MAGNAUD.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque Communiste du XV*e, 38, rue de l'Eglise. — Conférence le dimanche 20, à 2 heures.

∴

Réunion du groupe des *E. S. R. I.*, le mardi 22 octobre et les mardis suivants, à 8 h. 1/2 du soir, salle Martial, 70, rue Lhomond (au coin de la rue de l'Arbalète).

∴

*L'Education libre du III*e, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

On trouvera des cartes pour la matinée familiale du 27 octobre à la Bibliothèque.

∴

L'Education Sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules Jouy (18e arr.) :

Samedi 19, à 8 h. 1/2. — Soirée musicale organisée par M. Willaume.

Mardi 22, à 8 h. 1/2. — M. Monin, professeur au Collège Rollin : L'histoire contemporaine par la biographie : 1° Louis XVI.

Jeudi 24, à 8 h. 1/2. — M. J. Perrin, chargé de cours à la Sorbonne : Quelques notions de chimie générale : 1° Les différents états de la matière et le changement d'état.

Samedi 26, à 8 h. 1/2. — M. Fournière, député : Fourier et le fouriérisme.

∴

Ecole d'Anthropologie, 5, rue de l'Ecole de Médecine :

Lundi, à 4 heures : M. Papillault, Anthropologie anatomique (conférences) ; à 5 heures : M. Capitan, Anthropologie préhistorique.

Mardi, à 4 heures : M. André Lefèvre, Ethnographie et Linguistique ; à 5 heures : M. Georges Hervé, Ethnologie.

Mercredi, à 4 heures : M. Adrien de Mortillet, Technologie ethnographique ; à 5 heures : M. J.-V. Laborde, Anthropologie biologique.

Vendredi, à 4 heures : M. Franz Schrader, Géographie anthropologique ; à 5 heures : M. L. Manouvrier, Anthropologie physiologique.

Samedi, à 4 heures : M. Ch Letourneau, Sociologie (Histoire des civilisations) ; à 5 heures : M. P.-G. Mahoudeau, Anthropologie zoologique.

Ouverture des cours le lundi 4 novembre 1901.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 19. — Francillon : La conservation de l'énergie.

Lundi 21. — André Siegfried : La nouvelle France : une visite au Canada.

Mercredi 23. — Albert Bloch : Les quatre éléments : l'air.

∴

Le groupe *La Liberté d'opinion* organise pour dans quinze jours, aux *Sociétés Savantes*, une réunion de protestation contre l'application des lois scélérates.

On a demandé le concours de Tailhade.

Nous donnerons le jour la semaine prochaine.

∴

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — *Bibliothèque ouvrière.* — Dimanche, à 2 heures, salle Lafond, 53, route de Flandre, petite salle du premier, réunion.

Causerie sur l'Actualité, par un camarade, suivie de chants et poésies.

Les camarades qui ont des livres sont instamment priés de les rapporter.

∴

LYON. — Le groupe *Germinal* organise pour le dimanche 27 octobre une soirée familiale privée, à 8 heures du soir, salle du café de l'Isère, 26, rue Paul Bert, dont le produit aidera à éditer une brochure de propagande libertaire tirée d'un rapport de H. Béglie, du Groupe de propagande antimilitariste de Paris. Une causerie sera faite par un camarade du groupe *Germinal*.

Il sera perçu 0 fr. 25 pour le vestiaire. La brochure sera distribuée gratuitement.

∴

Les membres de la Jeunesse socialiste du Ve arrondissement félicitent vivement le camarade Laurent Tailhade d'avoir écrit ce que beaucoup pensaient et déclarent se solidariser avec lui pour la condamnation inique qui le frappe.

Le Secrétaire : MAURICE BERROUX.

∴

Rouen, le 14 octobre 1901.

Les membres de l'*Union socialiste Rouennaise*, réunis le 14 octobre 1901 en assemblée générale mensuelle,

Envoient à l'unanimité à leurs amis le poète Laurent Tailhade et Grandidier, gérant du *Libertaire*, l'expression de leur sympathie et l'assurance que l'arrêt inique dont ils sont victimes aura pour heureuse conséquence d'amplifier chez tous les êtres pensants épris d'idéal et de justice le dévouement à la cause sainte de la Révolution et la haine pour toutes les oppressions.

Vive la sociale ! A bas tous les tyrans !

Le Secrétaire général : RAOUL FAUCONNET.

Protestation contre la guerre

En ce temps de vénalité bourgeoise et gouvernementale, je ne puis m'empêcher de protester en homme libre, avec tous les vrais socialistes révolutionnaires, en faveur de la liberté et de l'égalité des peuples et des races, contre la barbarie bourgeoise de la presse et des gouvernements d'Europe et d'Amérique vis-à-vis des peuples ou individus.

COVAL.

Groupe de Solidarité internationale

Encouragé par les nombreuses adhésions des camarades, le groupe de Solidarité internationale a fait tirer, il y a trois mois, une affiche « Contre les guerres ». Malgré des appels réitérés, les camarades n'ont mis aucun empressement à passer de la simple signature aux actes, et une grande partie des affiches est restée à charge au groupe.

Nous les tenons à la disposition de tous ceux qui croient cette propagande utile, à raison de 4 francs le cent, port compris ; moins d'un cent, 0 fr. 05 l'exemplaire.

NOTRE PROJET D'ÉDITION

Ceux qui nous ont réclamé le prospectus sont priés de patienter. Il sera prêt vers la fin du mois. Je suis forcé d'attendre que le graveur m'ait livré le bois.

A NOS LECTEURS

Nous leur rappelons que nous tenons à leur disposition des invendus pour la propagande, contre les frais d'envoi : 3 kilos en gare, 0 fr. 60 ; 5 kilos, 0 fr. 80 ; 10 kilos, 1 fr. 25.

A NOS ABONNÉS

Depuis quelque temps nous sommes assaillis de réclamations au sujet de numéros qui ne parviennent pas à leur adresse. Nous rappelons à nos abonnés que les numéros non reçus sont toujours à leur disposition, mais nous les prions de réclamer en même temps auprès du bureau de poste qui les dessert.

Le service du journal est exactement fait l'après-midi du jeudi, au bureau de la rue Bleue.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Colonne, par Descaves ; 1 vol., 3 fr. 60.

L'Humanité et la Patrie, par A. Naquet ; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

L'Arbitrage et la conciliation aux Etats-Unis, *Musée social*, 5, rue Las-Cases.

Les Braves gens, par P. et V. Margueritte ; 1 vol. 3 fr. 50, chez Plon-Nourrit, 10, rue Garancière.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Bruxelles. — C'était 59 numéros de réassortiment et non 50.

L. de G., Gênes. — Le compte part depuis le numéro 8 au 24 à 6 exemplaires = 102 exemplaires. Vous ne nous avez pas donné votre adresse ?

V., à Lille. — Rapports, 1 fr. 85 franco. — *Douleur*, 2 fr. 75.

P. C. — Reçu les extraits de Ménandre. Mais d'où est-ce tiré ?

C. G., à Villars-le-Pautel. — Le travail était donné lorsque est arrivée votre lettre.

C. J., à Autun. — Voyez notre avis.

Reçu pour la liberté d'opinion : L., à Joigny, 0 fr. 45.

Reçu pour la solidarité internationale : G., à Senones, 6 fr. 50. — Papillon, 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : R. A., 3 fr. — V. L., 1 fr. 10. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — *G., à Guise*, 0 fr. 15. — Un camarade, 2 fr. — Conférence Binet à Huy, par Henault, 1 fr. 50. — Scarceriaux, 0 fr. 50. — L. M., 6 fr. 50. — P., à Mouy, 0 fr. 45. — Merci à tous.

M., à Bruxelles. — C., à Denain. — B., à Genève. — D. M., à Boston. — G., à Apt. — C., à Bruges. — F., à Saint-Hilaire. — W., à Lausanne. — C., à Turin. — S. L., à Burnbank. — B., à Arles. — G., à Fougères. — D., au Havre. — H., à Reims. — H., à Saint Junien. — C., à Veynes. — C. P., à Marseille. — R., à Chaux-de-Fonds. — D., à Marchiennes. — D., à Lille. — B., à Rennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 26 — DIX CENTIMES — DU 26 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Avec ce numéro, prennent fin les souscriptions d'octobre. C'est une de nos échéances les plus fortes. Il sera pris remboursement dans une quinzaine sur ceux qui terminent. Nous espérons qu'il y sera fait bon accueil.

Pour la même raison que la semaine passée, nous n'avons pas de supplément cette semaine.

Nous leur rappelons « instamment » de bien vouloir, à chaque renouvellement, nous envoyer la dernière bande. Cela afin de nous éviter une perte de temps inutile.

LA CONSCIENCE DE L'ENFANT

Le cas Jaurès n'étant pas un cas purement personnel, mais intéressant au contraire par nombre de points les principes essentiels de la formation des mentalités futures, et par conséquent de l'humanité de demain, c'est le droit de tout homme conscient d'apporter dans la discussion sa part d'effort pour élucider le débat.

Le point général est celui-ci : le père ou la mère peuvent-ils, et dans quelle mesure, imposer à l'enfant telle ou telle croyance religieuse, telle ou telle opinion philosophique? Et en cas de désaccord entre les parents et de violation par l'un d'eux de la liberté de conscience de l'enfant, quelle est la conduite à tenir par l'autre? En un mot, au travers des influences et des suggestions multiples qui constituent l'éducation, que faire pour sauvegarder la liberté de conscience de l'enfant?

Il est certain que le simple fait de présenter à l'enfant une vérité, même scientifiquement démontrée, en l'engageant à y croire en toute confiance, sans examen, est déjà une atteinte à la liberté de son jugement. L'éducateur, en agissant de la sorte, substitue l'autorité de sa parole au contrôle de l'expérimentation, seul criterium admissible pour la formation du savoir. Il impose une croyance, un dogme, au lieu de déterminer une conviction.

Cependant, il est impossible de faire recommencer à l'enfant, par une stricte abstention, toute la lente évolution qu'a parcourue si péniblement l'humanité pour arriver à savoir le peu qu'elle sait. Ce recommencement continuel serait la mort de tout progrès. Il est nécessaire d'aider la jeune intelligence, de la guider, de lui donner des solutions avant qu'elle ait découvert spontanément la filière de raisonnements qui y conduit. Il est nécessaire d'intervenir, d'influencer.

Mais, voici où il importe de procéder avec le plus grand tact, avec le plus grand discernement dans le choix des opinions suggérées, c'est-à-dire du but auquel doivent tendre les influences exercées. Parmi les opinions que l'on inculque par l'enseignement, il en est d'indiscutables, maintes et maintes fois contrôlées par l'expérience, et qu'il ne vient à l'esprit de personne l'idée de mettre en doute, parce qu'il est loisible à chacun de s'assurer, par l'expérience, de leur véracité. Celles-là, nulle crainte à avoir, en les enseignant, de violer la liberté de conscience, si on laisse toutefois la latitude de les contrôler. Vous pouvez sans scrupule enseigner à l'enfant que deux et deux font quatre, que tous les corps tombent dans le vide avec une vitesse égale ; vous pouvez de même lui décrire l'appareil circulatoire de l'homme, sans craindre de porter atteinte à la liberté de son jugement, parce qu'à l'instant même votre élève a la faculté de vérifier expérimentalement vos affirmations et de s'assurer de leur indiscutabilité. Vous ne lui demandez pas de vous croire sur parole ; vous lui faites part seulement de ce que l'expérience a découvert, le laissant libre de s'en rendre compte par lui-même.

Il en est bien autrement avec les opinions, les croyances, philosophiques ou religieuses, qui, elles, ne sont que des appréciations personnelles, variables suivant chaque mentalité, chaque tempérament, ou suivant même les intérêts de chacun. C'est ici qu'il faut prendre garde ; c'est ici que s'impose la plus grande circonspection. Et c'est ce que Jaurès avait senti.

Mais où il a erré, où beaucoup errent comme lui, sous prétexte de libéralisme, c'est quand ils pensent que cette circonspection les oblige à une réserve telle qu'elle devient une véritable abstention en face du mal.

Sans doute, la liberté de l'enfant exige que l'on ne lui inculque pas des idées toutes faites, qu'on ne lui impose pas comme articles de foi des appréciations incontrôlables et incontrôlées. L'œuvre du socialiste qui dirait à son enfant : « La vérité est dans le socialisme, dans l'athéisme, dans la négation de l'autorité et de la propriété », et qui, en même temps, ne lui présenterait pas les arguments scientifiques, ne mettrait pas sous ses yeux les faits réels, maintes fois étudiés, contrôlés et reconnus indiscutables d'où découlent logiquement, raisonnablement, les affirmations ci-dessus, cette œuvre, dis-je, serait aussi néfaste que celle du prêtre qui vient affirmer le contraire sans fournir plus d'arguments. L'un et l'autre imposent des dogmes, des croyances et ne suggèrent pas des convictions.

Mais si le prêtre, appelé par la mère, commet cette violation de la liberté de l'enfant et imprègne son esprit de notions non seulement incontrôlables et incontrôlées, mais dont au contraire toute la puérilité, toute la fausseté ont été démontrées scientifiquement et sont de plus en plus démontrées chaque jour, est-ce donc aller contre le respect que l'on doit avoir envers la liberté morale de l'enfant que d'intervenir et de s'efforcer de détruire — preuves et faits en mains — l'œuvre néfaste d'obscurantisme et d'asservissement intellectuel entreprise par le prêtre?

Dans son article « Mes raisons », Jaurès dit ne s'être pas reconnu le droit de ne pas tenir compte de certains scrupules qu'il avait précédemment ménagés, avant son évolution au socialisme. Qu'il se soit refusé à user de violence envers les croyances de la mère de sa fille et même envers celle-ci, fort bien. On ne peut que l'en louer, et les sectaires sauvages qui hurlent à ses trousses — parce que d'autres ont commencé et qu'ils se sentent en nombre — en lui reprochant sa modération, sont aussi fanatiques que le moindre inquisiteur qui veut par la flamme et le fer imposer sa foi.

Mais il ne s'agit pas de violence ; il s'agit de persuasion. Le « droit de l'enfant » que Jaurès invoque pour justifier son abstention, il l'a violé par son abstention même. Son devoir était de répondre à la violation du droit de son enfant perpétrée par le prêtre de complicité avec la mère, non pas par une violation en sens inverse, mais en apportant lui-même dans la conscience de l'enfant, intentionnellement enténébrée, la lumière de la Vérité alimentée à la source indiscutable, irréfutable de la science. A la violence qui était faite — car c'en était une, en vérité — à la conscience de sa fille, il devait remédier par la persuasion.

Il ne saurait, en pareil cas, être question de scrupules. Quels scrupules avoir, par exemple, à l'égard du médecin arriéré qui, par sa science rétrograde, compromet la santé d'un enfant? Et, de même, quels scrupules y a-t-il lieu de conserver à l'égard de croyances ineptes qui, si elles suffirent à la mentalité d'une humanité en enfance, peuvent aujourd'hui être classées au même rang que les superstitions puériles des peuplades primitives, et dont l'enseignement constitue un véritable empoisonnement intellectuel?

« Il est impossible, aujourd'hui, dit Jaurès, d'isoler le droit de l'enfant des traditions et conceptions diverses qui se disputent l'humanité. » D'accord, et je ne reprocherai pas quant à moi à Jaurès d'avoir voulu que sa fille connût la religion chrétienne. Mais il fallait qu'elle en acquît la connaissance comme elle a acquis celle des légendes antiques de la mythologie ou comme elle a pu acquérir celle des dogmes musulmans ou des superstitions caraïbes.

Car, voyons, citoyen Jaurès, quelle différence faites-vous, quelle différence estimez-vous qu'il soit permis d'établir dans l'esprit d'un enfant, entre la légende d'Eve et celle de Pandore, entre Deucalion et Pyrrha repeuplant la terre après le déluge en jetant des pierres derrière eux, et l'histoire du patriarche Noé? Entre Hercule et

Samson? Entre Josué arrêtant le soleil et les Chinois faisant fuir les éclipses à l'aide d'un charivari de casseroles? Pourquoi entre les superstitions absurdes « qui se disputent l'humanité » faire un choix, manifester une préférence pour celle-ci plutôt que pour telle autre? Pourquoi la superstition chrétienne vous arrête-t-elle, pourquoi éveille-t-elle en vous, plutôt que la superstition païenne, des scrupules plus spéciaux, et pourquoi est-elle à vos yeux plus que les autres digne de ménagements?

Parce que votre esprit n'est pas libéré, parce que, encore sous l'influence des premières empreintes éducationnelles, vous ne parvenez pas à voir ces choses d'assez haut pour les placer à un même plan. La calebasse sacrée du Caraïbe et l'ostensoir du prêtre catholique se valent devant la raison.

« Le droit de l'enfant, dites-vous, c'est d'être mis en état, par une éducation rationnelle et libre, de juger peu à peu toutes les croyances et de dominer toutes les impressions premières reçues par lui. » Parfaitement. Mais c'est ce que vous n'avez pas fait. Vous n'avez pas laissé votre enfant libre de juger toutes les croyances, parce que vous lui en avez laissé imposer une entre toutes les autres, et par cela vous l'avez mise hors d'état de dominer — à moins d'un esprit supérieur et d'un sens critique exceptionnel — toutes les impressions premières qu'elle aura reçues. Il n'était point besoin pour cela de « couper les communications du cœur de l'enfant au cœur maternel »; il fallait adjoindre à celles-ci des communications non moins douces, non moins respectables de la raison de l'enfant à celle du père. Cette concurrence, cette émulation plutôt, qui s'impose comme un devoir, est une condition importante du développement intégral de l'individualité intellectuelle et morale de l'enfant.

André Girard.

NOTES D'UN SOLDAT EN CHINE

(Suite) (1)

Les flots boueux du Pei-Ho dégagent une odeur de pourriture si particulière et si forte, que ceux qui l'ont respirée ne l'oublieront jamais. Des cadavres de Chinois presque nus descendent lentement au fil de l'eau, s'accrochant parfois aux jonques d'où les mariniers les repoussent, s'échouant aussi sur les berges, où les chiens errants, les corbeaux et les oiseaux de proie viennent les déchiqueter. Des bêtes mortes, ânes, mulets, bœufs, le ventre gonflé, charognes lamentables, sont guettées au passage par des affamés qui les hissent à bord des barques, les conduisent à terre, où leur viande en putréfaction servira à calmer les tortures de la faim.

L'immense plaine est couverte de tumuli dont la terre fraîchement remuée, arrondie en demi-sphère, dénonce les récents ensevelissements. Combien dorment là-dessous d'innocents enfants, de frêles fillettes, de femmes, de vieillards, de paisibles paysans prétendus Boxers?

A Tien-Tsin, l'aspect de la Cité vous étreint le cœur d'une tristesse profonde. D'immenses quartiers populeux gisent tout entiers sur le sol, dans un énorme écroulement de briques, de tuiles, de boiseries; pas une toiture, mais des pans de murs calcinés où se voient encore de délicats ornements taillés dans la brique.

Un silence lugubre plane sur ces ruines d'où monte, comme un reproche, toute l'intimité violée du foyer familial, cette intimité si jalousement gardée contre les indiscrets et les fâcheux.

Dans le quartier des Légations règne au contraire une grande animation : coolies, marchands, artisans, soldats de toutes nations, grouillent dans les rues et le long du fleuve aux eaux empoisonnées. A chaque instant, le pont de jonques s'ouvre pour laisser passer des convois de bateaux chargés de vivres, de matériel, de troupes, et sur lesquels flottent les petits drapeaux des nations alliées.

Nous venons à peine d'arriver au théâtre chinois où nous logerons jusqu'à demain, que déjà toute une bande de fervents commencent leur œuvre civilisatrice. De pauvres Chinois marchands de fruits, de gâteaux, de cigarettes, sont dévalisés et frappés avec la plus grande brutalité. Des maisons sont visitées avec soin de fond en comble, et il se trouve précisément que ces maisons appartiennent à des négociants français : mais qu'importe au patriotisme de nos héros?

Le lendemain, nous partons pour Yang-Tsoun, petite ville située à une trentaine de kilomètres de Tien-Tsin, sur la route de Pékin. La voie ferrée, coupée à cet endroit, est encombrée de locomotives éventrées par les obus, et qui étalent au soleil leurs grandes carcasses rouillées.

Partout la même tristesse, la même dévastation impitoyable, la même misère chez les survivants des massacres.

⁂

Un petit voyage en jonque nous permet d'examiner les rives où gisent des cadavres d'hommes et de bêtes à moitié dévorés. Des vols d'oiseaux de proie planent lentement au-dessus des lamentables carcasses, et des bandes de grands chiens maigres se sauvent à notre approche sans un aboi, en tournant vers nous leurs yeux étonnés et craintifs.

Pendant quelques jours, nous logeons dans un village de pêcheurs. Ce qu'il y reste d'hommes — vieillards ou enfants pour la plupart — est employé par nous à des travaux de terrassement et de pontage. Les portes et les charpentes de leurs maisons servent à faire des pilotis et des tabliers pour les ponts. Docilement, ils travaillent sous nos ordres; on leur donne chaque jour quelques poignées de riz... et de nombreux coups de trique. Est-il utile de faire remarquer que nos « civilisateurs » sont enchantés de mettre en œuvre leurs qualités exceptionnelles? Quelle joie de pouvoir commander à leur tour; quelle jouissance de pouvoir frapper impunément un homme sans défense!

Mais, par contre, les malheureux Chinois peuvent s'initier à domicile aux progrès de la civilisation, car ils reçoivent de fréquentes visites, au cours desquelles leurs meubles sont fouillés et refouillés avec le plus grand soin : pensez donc, ces pêcheurs du Pei-Ho pourraient bien receler de grandes richesses! Bijoux, étoffes, porcelaines, peintures, tout ce qui plaît aux aimables visiteurs est emporté au cantonnement; l'officier commandant sait cela, et il laisse faire. Des vieilles femmes, des fillettes que leur âge, à défaut de toute autre considération, eût dû faire respecter, furent cependant violées sous les yeux de leurs parents, impuissants à les protéger.

A Yang-Tsoun, ville occupée par des troupes de toutes les nations alliées, malgré la discipline et la gendarmerie, les vols et les viols se renouvelèrent, principalement dans les villages environnants. Les estafettes qui montaient ou qui descendaient de Pékin, sabraient ou fusillaient volontiers les Chinois rencontrés sur leur route. On pouvait assister fréquemment à des petites scènes de ce genre : un marsouin et un Japonais tiraient à tour de rôle sur un Chinois occupé à couper des sorghos dans un champ assez éloigné; avec une exquise politesse, ils mimaient des explications, calculaient la distance, rectifiaient leur tir, et quand enfin le marsouin eut abattu cette cible vivante, le Japonais lui témoigna toute son admiration.

A cette époque, les troupes de l'infanterie de marine qui avaient pris part à l'assaut de Pékin redescendaient en partie sur Tien-Tsin. A leur passage à Yang-Tsoun, plusieurs nous contèrent les péripéties de la campagne, le pillage de la ville, le rachat des lingots par les missionnaires, le partage des chèques ordonné par le général Frey, les 520 francs qui revinrent à chacun. Ils nous montraient leurs chèques, les bagues, les bracelets, les pendants d'oreille dont leurs musettes étaient chargées.

Certains se vantaient d'avoir commis des atrocités dont ils exagéraient le récit par fanfaronnade. D'autres remettaient plus justement les choses au point, disaient avec quel entrain les soldats de chaque nation rivalisaient d'ardeur dans le massacre, montraient les Japonais pendant les femmes aux arbres, clouant les hommes au sol avec leurs propres armes; les Russes, en véritables sauvages, sabrant les enfants, éventrant tout au hasard. Les femmes chinoises se jetaient dans les puits et les mares, pour éviter le contact des barbares; d'autres s'habillaient de loques, se couvraient la tête de cendres, pensant ainsi échapper au déshonneur.

Des journaux, des revues ont raconté ces choses et les lettres de soldats publiées par Urbain Gohier dans sa brochure n'ont rien exagéré. Inutile donc de nous étendre sur des faits que le monde entier connaît maintenant.

⁂

En novembre, on nous donne l'ordre de rejoindre la brigade Bailloud à Pao-Ting-Fou, peu de temps après l'occupation de cette ville. Après une nuit passée à Tien-Tsin, nous quittons la concession européenne pour traverser cette partie de la Cité chinoise qui a été épargnée par la canonnade. La plupart des soldats sont encore ivres des libations de la veille, et dans ce quartier très animé, très commerçant, des scènes de sauvagerie ne manquent pas de se produire. Les étalages des marchands sont pillés au passage, des femmes insultées, des hommes et même des enfants frappés; des vieillards qui, assis sur le parapet du Pei-Ho, fumaient tranquillement leur pipe, furent précipités dans le fleuve d'où les bateliers les tiraient tant bien que mal, à l'aide de leurs gaffes.

(A suivre.) V.

(1) Voir les numéros 24 et 25.

LIBERTÉ D'OPINION

Cela ne traîne pas avec le ministère de défense républicaine : sitôt condamné, sitôt pris. Grandidier vient d'être arrêté pour les six mois que lui ont octroyés les serviteurs de la défense sociale de la 9e chambre.

D'habitude, on vous envoie l'ordre de vous constituer prisonnier. Mais un anarchiste, on l'arrête d'abord.

Ne pas oublier que, en vertu des lois scélérates, c'est au droit commun et en cellule que Grandidier fera son temps.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Saint-Ismier. — Une révolte importante de petits propriétaires et de travailleurs agricoles a eu lieu ces jours derniers, révolte dont la presse capitaliste s'est bien gardée de parler. Quoiqu'à notre avis le motif initial n'en soit pas très intéressant, elle montre ce que peuvent des hommes bien décidés à résister aux empiètements de l'Etat sur la liberté individuelle. Une loi récente interdit aux vignerons de fabriquer de l'alcool avec leur vin au delà de leur consommation personnelle. Les vignerons du canton de Saint-Ismier transforment depuis longtemps leur vin en alcool et en font commerce, et c'est pour résister aux exigences de la nouvelle loi qu'ils se sont révoltés. Révolte qui a eu pour résultat de suspendre — momentanément du moins — les opérations annoncées de la Régie. Voici les faits.

Un premier groupe de cultivateurs, partis du village des Maréchaux, décidèrent de revendiquer l'inviolabilité de leur domicile par la régie.

Ce premier mouvement suffit à faire jaillir l'étincelle qui devait provoquer l'explosion. Le groupe formé fit boule de neige, et bientôt la foule grandit sous les chants révolutionnaires de l'« Internationale » et de la « Carmagnole » et les cris de « Mort aux bandits » et « aux exploiteurs des ouvriers des villes et des travailleurs des champs ».

A la foule compacte des vignerons dont la voix mâle et puissante faisait retentir l'écho de la montagne s'ajoutait bientôt la cohue des femmes et des enfants.

Tout à coup, sur la place de la Mairie, une immense clameur retentit : « A bas les exploiteurs! Vive la Révolution! » Un drapeau rouge, symbole des revendications sociales, s'agitait à une fenêtre. Bientôt il apparut en tête de la manifestation.

Sous les fenêtres du maire, l'« Internationale », chant de la délivrance, retentissait de 800 poitrines comme dans un tabernacle. Les fenêtres devaient à jamais rester closes!!!

La masse houleuse roula vers la mairie, et, comme des engins menaçants, vingt échelles se dressaient devant les fenêtres de la Maison commune, qu'une poussée humaine fit voler en éclats.

Le drapeau rouge éclairé d'une lumière rouge agitait ses plis pendant qu'une clameur immense retentissait : « Demain à la Préfecture! »

Le lendemain, l'agitation de la veille avait porté

ses fruits. Tous les vignerons, dès 4 heures du soir, étaient réunis sur la place publique.

Un syndicat devait couronner ces deux belles journées. L'engagement solidaire est revêtu de plus de 500 signatures. Suivant ses termes, ci-après rapportés, les cultivateurs se proclament libres chez eux et considèrent n'avoir aucun compte à rendre à la Régie. Si donc un procès-verbal est dressé contre un vigneron, le syndicat prend, à son lieu et place, fait et cause pour lui. Des dispositions sont prises pour que le Syndicat se généralise dans tout le département.

De plus, et c'est là où la manifestation revêt sa forme révolutionnaire, en se séparant les vignerons ont pris l'engagement, au premier procès-verbal dressé par la Régie, de donner le branle-bas.

Jusqu'à présent, la Régie n'a pas osé intervenir. L'attitude énergique des cultivateurs de Saint-Ismier montre qu'il est possible de conserver ses libertés lorsqu'on y est bien décidé. Nous ne pouvons, pour notre part, que regretter le motif pour lequel ces paysans ont eu recours à la saine révolte, la fabrication de l'alcool abrutisseuse de cerveaux n'a pas notre sympathie, mais nous espérons que les paysans, si longs à s'y mettre ordinairement, qui ont pris cette attitude énergique, sauront la conserver ; que demain, pour une cause meilleure, ayant reconnu l'utilité et la légitimité de la révolte, ils aideront les exploités des villes à conquérir, eux aussi, plus de bien-être, plus de liberté.

P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — La Grève des mineurs. — La peur intensive dont fait montre la presse bourgeoise, à la simple annonce d'une grève générale des mineurs pour le 1er novembre prochain, montre combien les travailleurs qui ont adopté ce moyen de lutte pour amener la bourgeoisie capitaliste à composition ont vu juste. Nos exploiteurs ont compris, qu'étant le nombre, nous étions la vraie force et que, du jour où nous pourrons nous entendre pour refuser le travail partout à la fois, c'en sera fait de leurs privilèges. La nuit du 4 août de la bourgeoisie sera sonnée. C'est ce qu'ils voient et redoutent dans la Grève Générale.

Pour ma part, je crois qu'il n'y a plus à avoir de craintes à ce sujet, l'idée est lancée et bien lancée, et chaque jour elle fait de rapides progrès parmi les exploités. L'attitude des capitalistes, à l'annonce d'une grève générale des mineurs, ne pourra qu'amener à l'idée ceux qui n'y avaient vu jusqu'à ce jour qu'une tactique révolutionnaire anodine. Cette fois, Millerand qui, au ministère du Commerce, défend les intérêts des gros capitalistes, a bien fait les choses, et si, en cas de grève, nous n'assistons pas à quelque hécatombe de mineurs, ce ne sera vraiment pas de sa faute. Tout a été prévu, comme à une véritable campagne dont les mineurs feront les frais. Qu'on en juge :

Dès le milieu du mois de septembre dernier, les préfets des départements où se trouvent des centres miniers ou métallurgiques ont été convoqués au ministère de l'Intérieur et y ont tenu une conférence au cours de laquelle ils ont été appelés à formuler leur opinion sur les mesures à prendre en cas de grève générale dans leurs départements respectifs.

Chacun d'eux a été invité à s'entendre avec les autorités militaires, les ingénieurs en chef et les chefs des services intéressés de leurs départements. Ces instructions ont été observées partout, et les rapports que les préfets ont ensuite adressés au ministre ont permis d'établir un plan d'ensemble et un plan par département.

Toutes les forces de police, de gendarmerie, ainsi que les troupes, infanterie et cavalerie, devant être employées, ont été nominativement *prévues* et désignées ; les cantonnements à occuper ont été fixés d'avance et les commandements *ont* également reçu d'avance leurs instructions.

Comme on le voit, les mesures sont *bien prises* ; un seul point noir cependant, c'est que Waldeck a oublié de compter avec les simples soldats : les cartouches qui leur seront distribuées pour tirer sur leurs frères de misère, pourraient bien se tromper de *destination*, ce qui aurait l'avantage de changer quelque peu la face des choses. Tout a été prévu, excepté cela.

En attendant, les délégués des grands centres miniers sont réunis à Saint-Etienne pour examiner *les résultats du referendum* et prendre une décision définitive.

Toutefois, avant de se réunir et de décider de mettre en application les décisions du Congrès de Lens, Cotte, secrétaire de la Fédération des mineurs, a cru devoir tenter une dernière démarche auprès du gouvernement pour savoir ce que celui-ci comptait faire exactement. La réponse de Waldeck ne s'est pas fait attendre et elle est bien ce qu'elle devait être, la réponse du représentant des grands capitalistes; aussi les journaux bourgeois font-ils force compliments au ministère de Défense républicaine.

Dans ces conditions, la grève aura lieu, elle ne peut pas ne pas avoir lieu ; déjà par deux fois les Basly et Lamendin ont sauvé le ministère. Il est maintenant impossible de reculer et l'on attend de part et d'autre, avec anxiété, la décision des délégués mineurs réunis à Saint-Etienne.

Le dépouillement du referendum a donné les résultats généraux suivants :

Inscrits : 125.000. — Votants : 56.144

Pour la grève générale........	44.644
Contre	10.753
Nuls..........................	747

Abstentions : 68.856

Le comité, étant données les résolutions du Congrès de Lens, qui rangent les abstentions dans les rangs de la majorité, constate que 114.217 mineurs se sont prononcés en faveur de la grève générale.

Les temporisateurs — ils sont deux ou trois à Saint-Etienne — essaient bien de faire renvoyer encore une fois la déclaration de la grève, mais cela est impossible. Les déclarations de Cotte, secrétaire de la Fédération, sont très précises à ce sujet. Les voici :

« La grève se fera. Bien mieux, au point où en sont arrivées les choses, elle ne peut pas ne pas se faire.

« Les mineurs sont las d'attendre, las de belles phrases, las de promesses, et ils ont à cette heure absolument perdu toute confiance dans la sincérité des intentions gouvernementales.

« C'est au mois de mai que nous avons saisi de nos revendications les pouvoirs publics. Depuis cette époque et pour peu qu'on y eût mis la moindre bonne volonté, on aurait pu nous donner satisfaction. Si on ne l'a pas fait, c'est qu'on a voulu nous leurrer, mais nous ne nous laisserons pas faire. Voilà pourquoi tous les mineurs cesseront le travail, le 1er novembre. Je dis tous les mineurs, car tenez pour certain que la grève sera effectivement générale. »

⁂

L'annonce d'une grève des mineurs pour le 1er novembre prochain s'est traduite, comme de juste, par des mesures coercitives. Montceau, surtout, et Saint-Etienne ensuite, sont les deux centres qui inquiètent le plus nos maîtres. Il paraîtrait, en effet, que les travailleurs de ces deux villes sont armés et qu'ils n'entendent pas, si l'ordre en est donné, se laisser massacrer comme des moutons. Des milliers de fusils — à *entendre* la presse à gages — auraient été expédiés dans ces parages depuis des mois, et les mineurs auraient l'intention de résister aux Lebels gouvernementaux à coups de fusils Gras, vendus par le gouvernement. Des arrêtés ont été pris à ce sujet : interdiction complète de posséder une arme *chez soi* ; des perquisitions ont été faites, d'autres suivront. Les précautions sont bien prises pour qu'en cas de conflit les mineurs soient sans défense et que l'on puisse tirer sur eux *comme* sur de vulgaires lapins.

⁂

Les Grèves. — A Montluçon, la grève des mouleurs ne semble pas se passer avec tout le calme si cher à Messieurs les socialistes ministérialisés, car gendarmes et policiers ont été rossés d'importance.

Plusieurs centaines de grévistes se trouvaient massés aux environs de l'usine, ils tentèrent d'y entrer, — mais pas précisément pour réparer l'outillage — et furent arrêtés par les quatre commissaires de police de Montluçon, flanqués de policiers et de gendarmes sous les ordres du sous-préfet.

Une violente bagarre a eu lieu; M. le sous-préfet, qui essayait de parlementer, a été houspillé, ainsi que commissaires et policiers qui le défendaient. Ceux-ci, il est bon de le dire, ne se sont pas gênés pour frapper sur les travailleurs qui réclament un peu plus de bien-être. Devant l'attitude courageuse des grévistes, le gouvernement de Défense républicaine n'a pas hésité, et il est probable qu'à l'heure actuelle l'armée, cette « gendarmerie d'intérieur », suivant l'expression si juste de M. de Galliffet, l'ex-collègue de Millerand, garde l'usine.

Les grévistes, las de souffrir, sont très montés.

A Chazelles-sur-Lyon, les ouvrières de la fabrique française de chapeaux se sont mises en grève et demandent que leurs salaires soient portés de 1 fr. 75 à 2 francs par jour. Ce salaire de famine leur est refusé par leur négrier.

Dans la Drôme, à Dieulefit, les ouvriers cardeurs, fileurs et tisseurs sont en grève et réclament une augmentation de salaire ainsi que la reconnaissance de leur syndicat qui, paraît-il, gêne le patron.

Les ouvriers cardeurs de cette usine, équipe de jour comme équipe de nuit, travaillent onze heures et gagnent 2 fr. 10 par jour. Ils ont la prétention de vouloir gagner 0 fr. 25 de l'heure. Le baron décoré von Millerand n'en revient pas de toutes ces exigences.

A Epinac, la grève des verriers dont j'ai déjà eu l'occasion de parler continue. Le patron, qui se f... de la loi, veut la dissolution du syndicat qui, semble-t-il, le gêne.

A Nancy, la grève des ouvriers cordonniers s'étend un peu plus chaque jour ; d'importantes manifestations ont eu lieu devant la fabrique en grève. La police, aux ordres des capitalistes, se distingue, mais l'effet est contraire à celui espéré et l'on s'attend à ce que la grève s'étende à toute la corporation, et que le travail s'arrête dans toutes les fabriques.

L'énergie déployée à plusieurs reprises par les travailleurs de Chalon-sur-Saône — énergie réprimée, on se le rappelle, à coups de fusil — n'étant pas pour plaire à la bourgeoisie radicale et capitaliste de l'endroit, celle-ci vient de traduire par un acte la sympathie qu'elle éprouve pour les travailleurs qui, las de souffrir, se révoltent. La modeste subvention allouée à la Bourse du Travail de cette ville a été supprimée. Cette suppression n'a qu'un but : tuer, si possible, les organisations ouvrières de Chalon en leur retirant leur siège social. Les camarades font un appel à tous les militants pour les aider à conserver leur lieu de réunion.

« Les Bourses du Travail sont des organes importants. Le prolétariat, c'est son intérêt, ne doit pas les laisser détruire par la haine des bourgeois capitalistes.

« Nous voulons vivre, mais pour cela il faut que tous nous viennent en aide, que tous les révolutionnaires, toutes les organisations syndicales, en un mot tous ceux qui luttent contre l'oppression qui nous étreint, nous envoient leur obole.

« Et bientôt on verra se dresser plus fort que jamais le Chalon révolutionnaire.

« On peut envoyer des fonds au citoyen Cornet, trésorier de la Bourse du Travail, 39, rue Saint-Georges, Chalon-sur-Saône. »

De mon côté, je me ferai un plaisir de leur faire parvenir ce qui me serait envoyé.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle (Université populaire du XVIIIe arrondissement) :

Samedi 26, à 8 h. 1/2. — Daniel Halévy : La Démocratie italienne au moyen âge.

Lundi 28, à 8 h. 1/2. — Soirée dramatique organisée par l'*Aurore Sociale* de Plaisance.

Mercredi 30, à 8 h. 1/2. — L. Ducharne : La Vie des abeilles.

⁂

Education sociale de Montmartre, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 26. — M. Fournière, député : Fourier et le fouriérisme.

Mardi 29. — M. Frank : Les théories de l'Education aux dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècles.

Jeudi 31. — M. Thévenin, licencié ès lettres : Histoire de l'homme primitif (projections).

Samedi 2. — Soirée musicale et littéraire.

⁂

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Dimanche 27 octobre, à 2 heures, matinée familiale, salle Jule, 6, boulevard Magenta.

Causerie par le camarade Paraf-Javal; partie de concert avec le concours des poètes révolutionnaires. Tombola gratuite; vestiaire, 0 fr. 30.

Entrée gratuite pour les compagnes et leurs enfants.

⁂

*Bibliothèque Communiste du XV*e, rue de l'Eglise, 38. — Dimanche 27 octobre, à 2 heures, conférence par Papillon.
Prêt de livres.

⁂

Camarades,

Nous venons de fonder, à Montrouge, une Université populaire dont le siège social se trouve : 33, rue du Marché.

Vous connaissez le but et l'œuvre des Universités populaires. Des événements, encore récents, avaient montré combien il importe de prendre en mains l'éducation du peuple et d'arracher de son esprit les préjugés sans nombre et les idées fausses qui l'encombrent. Tel fut le but des Universités populaires, véritables sociétés d'éducation mutuelle, dont la multiplication rapide a démontré l'incontestable utilité.

Pour nous, une humanité libérée où chaque individu, hautement conscient de ses droits et de ses devoirs, ne puiserait sa loi qu'en lui-même, à l'exclusion de toute direction extérieure, voilà notre idéal. Et pour l'atteindre, cet idéal, nous pensons qu'il faut s'adresser directement au peuple, étendre son instruction par des cours et des conférences, éveiller et aiguiser son sens critique par des causeries multiples, développer sa sociabilité par des fêtes familiales fréquentes, en un mot, faire épanouir l'être humain tel qu'il doit être, au triple point de vue intellectuel, moral et social.

Telle est l'œuvre que nous poursuivrons et pour la réalisation de laquelle nous vous prions de nous prêter votre concours, parce que, cette œuvre, nous la croyons belle, nous la croyons haute, et, pour tout dire en un terme qui résume et comprend tous les autres, parce que nous la croyons juste.

Le Comité d'administration :

Ancey, comptable, *secrétaire;* Auger, typographe; Bachert, comptable; Boutteris, frotteur; André Girard, publiciste, *secrétaire adjoint;* Gouvine, comptable, *trésorier;* Hubert, mécanicien; Michel, chimiste; Mme Pauly, confectionneuse; Pray, typographe; Richard, batteur d'étain; Ronney, mécanicien, *bibliothécaire;* Taverniek, tailleur.

Une séance d'inauguration aura lieu le 17 novembre 1901, à 2 heures de l'après-midi, salle Moquet, 48, avenue de la République, Montrouge.

Prix d'entrée : 50 centimes par personne ; 75 centimes par famille.

Cotisation mensuelle : Par personne, 50 centimes ; par famille, 75 centimes.

Les adhésions sont reçues chez E. Gouvine, 135, rue de Bagneux, et chez André Girard, 14, rue Dupuis, à Montrouge.

⁂

Marseille. — Pour cause de la fermeture de la Taverne des Tonneaux, le groupe La Liberté d'opinion se réunit au Bar du Coties, quai du Port.

Dimanche 27 courant, à 5 h. 1/2 du soir, réunion amicale. Les socialistes militants et les révolutionnaires sont priés d'y assister.

Ordre du jour : Mesures à prendre pour organiser un meeting de protestation contre le procès de bâillonnement dont sont victimes Louis Grandidier et Laurent Tailhade.

P. S. — En ce qui concerne le groupe et pour la correspondance, s'adresser au camarade Dith, Bar du Coties, quai du Port, Marseille.

Les camarades sont priés d'être exacts.

— Réunion le lundi 28 octobre 1901, à 9 heures du soir, au bar Christan, rue de Lodi, en face l'hôpital militaire, pour la formation d'un groupe d'éducation et de propagande libertaire.

⁂

Dijon. — Tous les samedis, réunion du groupe libertaire, café Ehinger, 3, avenue Garibaldi.

⁂

On nous prie d'annoncer que le *Pioupiou* de l'Yonne reparaîtra vers le 15 novembre.

L'adresse : Camille Lancelin, 1, rue Sinson, à Sens.

Ceux qui veulent souscrire des numéros à l'avance, le cent leur sera laissé à 5 francs.

⁂

Roubaix. — Nous prévenons les camarades des localités environnantes, même pour tout le Nord, que nous sommes à leur entière disposition pour fêtes, concerts, etc., pour y jouer pièces de théâtre, chants et déclamations, quand c'est au profit de la propagande. Adresser correspondance à Béranger, rue Paul-Bert, 38.

⁂

Quelque camarade pourrait-il nous procurer le numéro du *Libertaire* contenant l'article de Tailhade ?

⁂

Appel a tous les libertaires de Bruxelles.

Camarades,

Nous allons commencer une nouvelle campagne d'agitation et de propagande. La première œuvre, *la plus urgente* à accomplir, c'est la libération de notre cher et courageux *Jules Moineau*.

Les chacals au pouvoir, furieux de savoir que leur proie allait leur échapper bientôt, s'apprêtent à l'assassiner... Camarades ! nous serions tous des lâches si nous laissions se commettre une infamie, un crime pareil !

Mais cela ne sera pas !

Venez tous à la réunion, dimanche 27 octobre, à 10 heures du matin, au local, rue des Alexiens, 43. — Ordre du jour : Meetings; mesures à prendre.

Debout ! tous les Libertaires...

Debout ! pour sauver Jules Moineau !

Pour l'Union libertaire de Bruxelles,

Jean Hardi.

LIBERTÉ D'OPINION

Les membres de la *Bibliothèque d'Education libertaire* du faubourg Antoine, réunis le dimanche 20 octobre 1901, ont décidé à l'unanimité d'envoyer la protestation suivante aux journaux révolutionnaires :

« Les membres de la Bibliothèque d'Education libertaire envoient leur salut fraternel à leurs courageux camarades Louis Grandidier et Laurent Tailhade, dont la condamnation démontre éloquemment le bien fondé de la thèse anarchiste ; que les gouvernants, quels qu'ils soient (Méline, Dupuy ou Millerand) sont tous des puissances de réaction au service de la classe bourgeoise. Les camarades de la Bibliothèque s'engagent à combattre de toutes leurs forces le régime actuel, cause de tant de condamnations iniques, de tant de lois infâmes, de tant d'atteintes à la liberté individuelle.

Le Secrétaire : C. Papillon.

⁂

Les camarades du groupe d'études sociales d'Epinac envoient à Tailhade et à Grandidier l'expression de leur profonde sympathie.

⁂

Lyon. — *L'Emancipation* (*Coopération des Idées* du II° arrondissement) :

Dans sa séance du 16 octobre, les membres de l'Emancipation,

Considérant que, dans une démocratie de forme quelconque et plus particulièrement sous un gouvernement de soi-disant défense républicaine et barbouillé de socialisme, il ne doit y avoir aucune entrave mise à la pensée et aux multiples moyens d'éducation prolétarienne pour l'émancipation finale et la transformation de la propriété,

Protestent énergiquement contre la condamnation inique et de circonstance de Laurent Tailhade et de Grandidier.

Le Secrétaire : Georges Mussier.

EN VENTE

Dernières lithographies parues :

L'Assassiné, par Dissy.
Le Calvaire du mineur, par Couturier.
Les Défricheurs, d'Agar.
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.
Les Bienheureux, par Heidbrinck.

Tirage ordinaire, franco 1 fr. 40 en tube; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

Il ne reste que 3 collections complètes du tirage ordinaire, que nous vendons 75 francs, et une tirage d'amateur, à 125 francs.

⁂

Dernières brochures parues :

L'Anarchie et l'Eglise, par Reclus et Guyou, couverture de Daumont, franco, 0 fr. 15.
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de Hénault, franco, 0 fr. 15.
Guerre, Patrie et Caserne, de Ch. Albert, sera prête la semaine prochaine.

BOITE AUX ORDURES

La fine fleur du libertarisme et le haut gratin de l'intellectualisme bourgeois font bon ménage ensemble; les seconds plaignent les premiers quand ceux-ci tombent sous la férule des lois répressives qui *n'étaient évidemment pas dirigées contre eux*. Mais que demain elles atteignent un des nôtres, Bracké, Lafargue ou Vaillant : vous verrez si les Zola et les Anatole France tourneront seulement la tête. Du moment qu'il s'agit de socialistes, il n'y a plus d'érudition qui tienne : nous sommes l'ennemi; comme tel, bons à pendre.

Et allez donc, ligueurs et dreyfusards !

P. G.

(*Le Socialisme*, n° 42.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Compendio de Historia universal, por Clemencia Jacquinet. Ce volume est le premier d'une série que se propose de publier la *Escuela Moderna*, tentative d'école rationnelle que viennent de fonder des camarades de Barcelone.

Le Pape rouge, roman, par A. Delacour; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Essais sur le mouvement ouvrier en France, 1 vol., 3 fr. 50, chez Bellais, 17, rue Cujas.

Melodia, par Raffaele Valente, une brochure, Biblioteca dell' *Aurora*, Spring-Valley.

Le Nouveau Candide, roman, par P. Brulat; 1 vol., 3 fr. 50, chez Villerelle, 59, rue des Mathurins.

A lire :

Le Pardon du bouddhiste, par A. Ular; *Le Journal*, 23 octobre.

Le Prolétariat juif mondial, par Dagan; *Revue Blanche*, 15 octobre.

PETITE CORRESPONDANCE

Dijon. — Je ne connais pas la poésie des *Abeilles*. — Pour la convocation, il est bon de la renouveler de temps à autre.

P., à Biharel. — Entendu.

Henri Dorr est prié de retourner à Denollet les trois années des suppléments des *Temps Nouveaux*.

P. C., à Lyon. — Merci pour les coupures et renseignements.

B., à Roubaix. — Les volumes de chez Fasquelle, c'est 3 fr.

Reçu pour les détenus : Les *Libertaires dijonnais*, 3 fr. — Listes précédentes : 334 fr. 90.

Depuis notre dernier compte rendu, il a été envoyé à Barcelone 25 fr. 90, plus 0 fr. 95 de frais de poste et mandat ; 10 fr. à un camarade russe pour quitter Paris ; 15 fr. à un camarade italien expulsé, pour quitter Paris ; à Langlois, pour Decouée, 15 fr. plus 0 fr. 30 de frais ; à la compagne Cipollen, dont le mari a été expulsé, 20 fr. ; bouquins pour des camarades emprisonnés, 2 fr. 50 ; à un Italien expulsé, 20 fr. — Total : 109 fr. 65. — Reste donc en caisse : 225 fr. 25.

Reçu pour le journal : E. G., à Bordeaux, 5 fr. — Un camarade géorgien, 1 fr. 75. — G., à Fougères. — M. E., 0 fr. 15. — A. A., 1 fr. 75. — Morvan, 5 fr. — Groupe d'études sociales d'Epinal, 3 fr. Les camarades de Limoges, 3 fr. 75. — H., à Wasigny, 2 fr. — G., à Glasgow, 1 fr.

Bibliothèque communiste du XV° : X., 1 fr. ; Un libertaire, 0 fr. 30 ; Un libertaire, 0 fr. 25 ; Un libertaire, 0 fr. 25 ; Léon Gi, 0 fr. 30 ; Tournier, 0 fr. 30 ; Jonsche, 0 fr. 25 ; Scarcerianx, 0 fr. 35. — Total : 3 francs.

Merci aux camarades. Malheureusement le déficit est trop grand pour donner le supplément. Cette semaine, nous ne paraissons qu'en faisant encore des dettes.

S., à Etampes. — G. L., à Mont-sur-Marchiennes. — A. de G., à Porto Santo. — A. D., au Havre. — S., à Lyon-Vaise. — M., à Nonancourt. — D., à Saint-Quentin. — D., à Roubaix. — L., à Nantes. — M., à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 27 — DIX CENTIMES — DU 3 AU 9 NOVEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Avec ce numéro, prennent fin les souscriptions d'octobre. C'est une de nos échéances les plus fortes. Il sera pris remboursement dans une huitaine sur ceux qui terminent. Nous espérons qu'il y sera fait bon accueil.

Nous leur rappelons « instamment » de bien vouloir, à chaque renouvellement, nous envoyer la dernière bande. Cela afin de nous éviter une perte de temps inutile.

Quelques omissions ont été faites dans les envois. Cela tient à ce qu'il y a des bandes qui sont à la réimpression, et avaient été oubliées. Nous prions les camarades de nous excuser. Nous allons veiller à ce que cela ne se reproduise pas.

DIFFÉRENCE DE POINT DE VUE

Il y a un mois ou deux, *Le Temps* a publié une interview, qui a fait le tour de la presse, dans laquelle le rédacteur de ce journal, au lieu de relater ce que je lui avais dit, avait cru meilleur de découper des phrases dans mes livres, et de les jeter dans son article comme une poignée de cheveux sur de la soupe, sans liaison aucune ; de façon que ces phrases, qui disent bien ce qu'elles veulent dire, lorsqu'elles sont à leur place, n'avaient plus l'air que d'idioties, en passant par le canal de ce pluniphore.

Mais ce n'est pas pour relever cette petite saleté journalistique, que je reviens là-dessus. Depuis longtemps, je sais que la plupart de ceux qui vous interviewent, s'occupent beaucoup plus de chercher ce qui peut flatter leurs lecteurs ou leurs patrons que de rendre la pensée exacte de ceux qu'ils interrogent. Ordinairement, j'ai pour habitude de ne pas répondre. Deux ou trois fois seulement, je me suis départi de cette mesure de prudence, en faveur de types qui m'étaient envoyés par des amis. Le rédacteur du *Temps* était un de ceux-là. J'étais en droit de m'attendre à un peu plus de correction. Mais c'était à moi de ne pas m'y laisser prendre. C'est une leçon.

***

Si je reviens là-dessus, c'est que, au cours de la conversation, à certaines objections que nous opposa l'interviewer — il y avait des amis présents — il lui fut répondu : « Pour juger de ce que sera la société anarchiste, il faut vous abstraire de la société actuelle ; vous placer au point de vue du nouvel état d'esprit qui l'aura engendrée. »

Et cela a semblé si réjouissant, si comique au rédacteur du *Temps*, qu'il en rit comme une petite folle ; dans son article, il fait revenir cette réponse comme une ritournelle, voulant la tourner en ridicule, ne s'apercevant pas qu'il ne fait montre que d'un manque absolu de compréhension et d'esprit critique.

Et dire que c'est à des ignorants semblables qu'est confiée la critique de ce que l'on appelle nos « grands journaux » !

***

Si on veut juger d'une civilisation différente de la nôtre, d'actes accomplis à une époque ou dans un pays où les mœurs étaient ou sont différentes, à moins d'avoir l'outrecuidance, et d'être aussi ignorant que le rédacteur du *Temps*, il est de toute évidence que, pour en juger sainement, il faut bien se pénétrer de l'état d'esprit de cette civilisation, ou de ce peuple, sinon on risquera fort de dire des bêtises, et de ne pas les comprendre.

Même pour juger d'une œuvre purement individuelle, artistique ou littéraire, il faut connaître le milieu, l'époque d'où elle sortit, en tenant compte des connaissances de ce milieu, de cette époque.

Et tout simplement, parce qu'il s'agit de l'avenir au lieu du passé, notre homme, qui s'imagine sans doute représenter le summum de l'évolution humaine, veut en juger d'où il s'est arrêté, trouvant très risible qu'on lui propose de ne pas se confiner en son ignorance pour juger d'un mouvement d'idées qui le dépasse.

C'est bourré de ses préjugés de caste, d'éducation qu'il veut juger de l'évolution qui tend à leur destruction. Et comme il est plus facile de trouver une boutade qu'un argument, il s'en tire par une pirouette.

Une clownerie n'a jamais passé pour une réponse péremptoire.

***

Si nous étions un parti politique rêvant de se substituer au pouvoir actuel, avec l'intention d'organiser la société que nous voulons, sans tenir compte de la mentalité de ceux que nous voudrions plier à notre manière de faire, M. Brisson aurait raison de s'esclaffer.

Mais tout le monde sait que les anarchistes repoussent toute autorité, n'attendent la réalisation de leur idéal que de l'évolution des individus, du libre jeu de leurs aptitudes et de leur initiative.

« Et de la révolution aussi ! » me répondra sans doute M. Brisson.

Eh ! oui, de la révolution aussi. Seulement ici il y a un « distinguo ».

S'il est vrai que certains de nos camarades envisagent la révolution comme le but principal de leurs efforts, s'imaginant qu'un coup de force peut suppléer l'évolution intellectuelle, d'autres — et je suis de ceux-là — n'envisagent la révolution que comme l'aboutissant naturel de l'évolution intellectuelle. C'est-à-dire que, pour que la révolution soit efficace, je crois qu'il faut qu'elle soit le fait d'individus connaissant la cause des maux dont ils souffrent, sachant quelles sont les institutions qu'il faut démolir, n'étant plus à la merci de meneurs intéressés, puisqu'ils sauront eux-mêmes vers quel but ils marchent.

Ce n'est certes pas avec des cerveaux faussés par l'esprit d'autorité, de propriété, saturés d'instincts de lutte dérivant d'un état social basé sur la concurrence et la crainte du lendemain que l'on édifiera une société basée sur la solidarité, l'esprit de réciprocité, la liberté, le respect de la personnalité d'autrui, et la confiance.

Pour réaliser l'idéal que nous entrevoyons, il faut démontrer aux individus que l'autorité est néfaste, aussi bien pour celui qui l'exerce que pour celui qui la subit ; que l'homme ne peut être vraiment libre que là où ne peut s'exercer la contrainte d'un homme sur un autre, de la foule sur l'individu ; que lorsqu'on veut être libre soi-même, il faut savoir respecter la liberté des autres.

A ceux qui envisagent l'état social comme une arène où les individus luttent pour s'arracher la bouchée de pain, à ceux qui croient que leur affranchissement réside en la possibilité d'acquérir, d'exploiter les autres, il faut démontrer qu'il peut exister une société où les individus, en se venant mutuellement en aide, trouveront plus de liberté, plus de bien-être, avec moins de peine, qu'en essayant de se rejeter le fardeau les uns sur les autres.

Et c'est à cette besogne que sont attelés les anarchistes ; c'est à transformer cette conception de l'état social dans le cerveau des individus pour qu'ils deviennent aptes à le réaliser dans les faits que consiste la propagande anarchiste.

***

Et si M. Brisson nous objectait l'impossibilité de cette transformation des idées, nous lui répondrions d'étudier l'évolution humaine, pour voir que les idées, les mœurs changent, au point de flétrir comme crime ce qui, auparavant, était glorifié comme vertu ; que, de nos jours, il s'établit une mentalité nouvelle ; déjà des aspirations vers un meilleur devenir social se font jour. Aveugle qui ne les voit pas.

Les idées des hommes sur la propriété, sur l'autorité, sur la morale, ont varié de tous temps, et varient encore avec les climats, les latitudes, le degré de développement. Et se baser sur ce qui existe, pour nier la possibilité d'une évolution future, ne démontre que l'ignorance de celui qui la nie, ne prouve rien contre sa possibilité.

J. GRAVE.

L'ENTENTE INTERNATIONALE

Tailhade, qui s'était rendu en Belgique, vient d'en être expulsé. Revenu à Paris où il a demandé un délai, à cause de sa femme enceinte, on lui a donné le temps nécessaire pour se constituer prisonnier.

ASSASSIN!

Mardi dernier, Czolgosz, le meurtrier du grand chef de la bourgeoisie américaine et protecteur des trusts affameurs d'ouvriers Mac-Kinley, aura été exécuté.

Le document suivant répond amplement à ceux qui nous accusent de ne pas respecter la vie humaine, la bonne foi fera le reste.

« Le peuple de l'Etat de New-York, par la grâce de Dieu, libre et indépendant!... Au geôlier en chef (*warden*) de la prison de l'Etat, à Auburn, salut! Vous êtes invité par les présentes à exécuter dans la semaine qui commence avec le 28 octobre de l'année courante la sentence rendue contre le nommé Léon F. Czolgosz par le juge soussigné, en faisant passer à travers le corps dudit Léon F. Czolgosz un courant électrique d'une force suffisante pour causer la mort dudit et en ayant soin que ce courant circule assez longtemps pour que le susdit Czolgosz en meure. Fait à Buffalo, le 26 septembre 1901. Signé : Truman C. White, juge de la Haute Cour de l'Etat de New-York. »

Ainsi, au nom de tout un peuple, c'est-à-dire de millions d'individus, on a le droit d'attenter à la vie d'un seul, de l'assassiner lâchement, avec préméditation, en employant tous les raffinements de la science, et la société qui commet cela s'étonne ensuite qu'il y ait des représailles.

Allons, un peu de logique, Messieurs de la bourgeoisie.

P. D.

NOTES D'UN SOLDAT EN CHINE

(*Suite*) (1)

Dans chaque village que nous traversions, les habitants nous apportaient des poules, des œufs, des fruits des gâteaux, du thé. Les villageois des pays les plus pauvres alignaient sur notre passage des seaux d'eau fraîche, aidaient à démarrer les voitures enlisées dans le sable. Pendant ce temps les femmes fuyaient à travers champs de toute la vitesse de leurs petits pieds déformés, emmenant avec elles les enfants apeurés.

Le soir, au village choisi pour l'étape, un officier prenait les devants avec quelques hommes. Ils choisissaient les maisons les plus spacieuses, les plus commodes, enfonçaient les portes, à moins que l'habitant n'offrit son logis de bon cœur.

Et nous couchions sur les lits chinois, dans les chambres encore tièdes. Les fours étaient garnis de galettes aux jujubes, aux légumes, et dans le panier pendu au crochet du plafond, les pains de maïs tout chauds exhalaient leur léger parfum.

Aux murs, des gravures naïves, grossièrement coloriées, déroulaient leurs légendes merveilleuses, leurs scènes de théâtre : dieux, guerriers, héros et jeunes femmes. Dans les meubles, des vêtements, des coiffures, des souliers de femmes et d'enfants coquettement brochés de soies aux couleurs vives, et, dans des corbeilles, les rubans, les dés, les ciseaux, les bijoux de la maîtresse du logis.

Inutile d'ajouter que les premiers entrés retournaient les meubles, à la recherche de trésors problématiques, et s'emparaient de ce qui pouvait leur plaire. D'aucuns brisaient les objets du ménage pour le simple plaisir de détruire.

Comme ce viol de l'intimité familiale nous paraîtrait odieux, si nous en étions les victimes!

(1) Voir les numéros 24, 25 et 26.

∴

Pao-Ting-Fou, grande ville de plus de 200.000 habitants, fut, pour ainsi dire, le centre de l'agitation des Boxers ; c'est dans cette contrée qu'eurent lieu les premiers soulèvements provoqués par les exactions de toutes sortes que commettaient les missionnaires contre la population chinoise. La ville, entourée d'énormes murailles de briques sur lesquelles quatre cavaliers passeraient de front, renferme un remarquable palais de Li-Hung-Chang, de jolies pagodes et un ravissant jardin d'été ; ses rues sont des plus pittoresques.

Dès notre arrivée, commença contre les pays environnants une série d'opérations qui ne furent que d'infâmes massacres, parmi l'infamie de toute cette campagne.

A Takou, à Tien-Tsin, à Pékin, les réguliers et les Boxers étaient armés d'un certain nombre de fusils et de canons à tir rapide ; à la rigueur, ils eussent pu passer pour des adversaires un tant soit peu sérieux.

Mais les colonnes allemandes et françaises qui opérèrent autour de Pao-Ting-Fou n'eurent jamais affaire qu'à de pauvres paysans mal armés de mauvais coupe-coupe en fer, de lances, de vieux fusils ; mal protégés par de maigres remparts dont les créneaux étaient garnis de quelques petits canons se chargeant par la gueule et d'une portée dérisoire.

Les missionnaires et les chefs militaires sont responsables des honteux massacres dont les incursions des Boxers n'étaient que le prétexte.

Les missionnaires profitaient de la présence des troupes pour terroriser les Chinois, pour obtenir de faciles conversions à l'aide de menaces, pour exécuter de basses vengeances contre les récalcitrants, et principalement pour arrondir leurs domaines.

Quant aux officiers, ils voulaient à tout prix « faire quelque chose », c'est-à-dire obtenir de l'avancement, des galons, des médailles, prolonger leur séjour en Chine pour allonger le nombre de leurs campagnes de guerre, toucher de fructueuses payes et s'adjuger de bonnes parts de prise.

Dans plusieurs districts, tels que ceux de Tcheng-Ting-Fou et de Hien-Hien, les bons Pères, aidés des bonnes Sœurs, ont créé des missions importantes où ils cultivent et fabriquent tout ce qui est nécessaire à leur existence. Les Chinois catholiques s'occupent d'agriculture sous la direction des Pères ; les femmes font des travaux de couture et de broderie sous la surveillance des Sœurs. Tout est réglé pratiquement et minutieusement, de façon que l'entreprise rapporte le plus possible ; ouvriers et ouvrières vivent à la mission, y mangent, y couchent, s'y marient, ont leurs dortoirs, leurs réfectoires, leurs jeux... et cela sent très fort la caserne et le monastère. A Hien-Hien, la mission est entourée d'un rempart crénelé muni de canons, et d'un fossé prêt à être inondé ; les Chinois y montent la garde baïonnette au fusil. Dominant le pays, les tours d'une cathédrale de pierre et de brique érigent leur laideur prétentieuse.

Grâce à cette organisation, les hommes de Dieu sont devenus les maîtres du pays, supplantant le pouvoir civil, s'immisçant dans les affaires, augmentant leur fortune par toutes sortes d'exactions.

La présence des troupes dans la région était une trop bonne occasion : ils la mirent à profit. Aussitôt les plaintes commencèrent à affluer au quartier général à Pao-Ting-Fou. Au dire des missionnaires, les Boxers molestaient les chrétiens, assiégeaient les missions, pillaient le pays ; à ces dénonciations, des cartes, des plans étaient joints dont les auteurs s'offraient à guider les colonnes.

Et les colonnes partaient, conduites par les ministres du Seigneur.

∴

Arrivés dans la région choisie pour ces opérations, les bons Pères désignaient les villes et les villages : celui-ci est chrétien, celui-là est boxer.

Souvent, le village prétendu boxer n'avait ni défenses ni défenseurs. Alors quelques sapeurs du génie pénétraient dans les maisons, avec une botte de paille enflammée à la main. Le feu, promené dans les plafonds en papier et les toitures de sorgho, s'étendait partout avec une effrayante rapidité. Les habitants n'avaient plus qu'à fuir ou à périr. Des malheureux, réfugiés dans les tas de sorgho, furent ainsi brûlés vifs ; des enfants oubliés, des femmes surprises par l'incendie dans les maisons, devinrent la proie des flammes...

Et du petit pays si calme, si frais, si pittoresque parmi les poiriers, les jujubiers et les grands saules, il ne restait bientôt plus que quelques murs noircis.

Parfois, le village ceinturé d'un vague rempart de terre fermait ses portes, voulant s'opposer au passage des barbares. Hélas! Des canons s'alignaient hors de portée des projectiles chinois, et lançaient quelques obus qui foudroyaient les défenseurs, incendiaient les maisons écroulées, éventraient la massive porte du village.

Alors, la colonne se ruait à l'assaut, baïonnette au canon. Les survivants, c'est-à-dire tous les hommes et aussi quelques femmes, étaient massacrés dans les rues. Pendant ce temps, les chasseurs d'Afrique sabraient les fuyards dans la plaine.

Ouvrons ici une parenthèse. Des officiers supérieurs interviewés ont fini par reconnaître que « la conduite des premières troupes envoyées en Chine n'a pas été absolument exemplaire ». Cependant ils ajoutaient que « dès que les services ont pu être organisés, tout s'est modifié et le corps expéditionnaire a donné le plus grand exemple du respect de la propriété et des vies humaines. Voir l'interview du général Voyron publié par le *Temps* du 26 septembre).

Remarquons simplement que les faits dont nous allons parler se sont passés du mois de novembre 1900 au mois de mai 1901, alors que tous les services étaient organisés, que par conséquent les troupes n'ont pas l'excuse des privations endurées par les détachements qui ont pris part aux affaires de Takou, Tien-Tsin et Pékin. Ajoutons que, depuis la fin de l'année 1900, les négociations pour la paix étaient ouvertes.

∴

Les villages détruits, la colonne marchait contre la ville.

Que ce fût Tali-kot-chouan, Oui-pé, Kiou-Tchang, Tsoui-nanpou, les choses se passaient de manière identique, à quelques détails près.

Dans ces provinces éloignées des grandes voies commerciales, les habitants ne connaissaient guère en fait d'Européens que des missionnaires papelards vêtus à la chinoise et portant une fausse natte.

Ignorant les terrifiants effets de l'armement moderne, la mémoire remplie des exploits merveilleux des héros du théâtre et de la littérature chinois, comptant d'ailleurs sur la solidité des murailles et la vaillance des défenseurs, les malheureux Chinois se préparaient à la résistance.

Ils alignaient sur les remparts de petits canons se chargeant par la gueule, montés sur un affût de briques, et dont le pointage se fait en ajoutant ou en retirant une brique selon la longueur du but à atteindre. Les créneaux étaient garnis de quelques gros fusils de rempart à peine propres à la chasse au canard.

Des femmes aidaient leurs maris, apportaient de la poudre, des munitions. On dérouillait les coupe-coupe, les lances, les vieux fusils à pierre ou à piston, des Dreyses et des chassepots, épaves de 1870 (ô ironie !). On arborait sur les murs de nombreux drapeaux qui claquaient gaiement au vent, les flammes étaient hissées aux grands mâts rouges, et tout cela donnait à la ville un air de fête.

Quelquefois les portes étaient consolidées par des briques ou un bourrage de terre. Après quoi tout le monde invoquait les dieux et honorait les ancêtres en attendant l'ennemi.

Bientôt ces « diables rouges » étaient signalés par les guetteurs. Alors les défenseurs garnissaient le rempart, agitaient au soleil les coupe-coupe luisants, les lances, les drapeaux, et tiraient le canon dans l'espoir d'effrayer les barbares.

La naïveté de ces pauvres gens était si grande, qu'à Kiou-Tchang, par exemple, la colonne ayant contourné la ville par le Sud afin d'attaquer la porte Est, d'un accès plus facile et presque dépourvue d'artillerie, ils s'imaginèrent que les Français battaient en retraite, et ils firent une sortie pour attaquer le convoi. Quelques obus lancés au milieu d'eux en tuèrent un grand nombre ; le reste s'enfuit et rentra dans la ville.

L'emplacement choisi pour l'attaque, l'artillerie prenait position et ouvrait le feu sur la porte et le rempart, pendant que le génie se préparait à faire sauter la porte, au cas où celle-ci ne serait pas abattue par les obus, — ce qui arriva plusieurs fois. — Les Chinois ripostaient de leur mieux ; mais la portée de leurs mauvais canons étant trop courte, les petits boulets venaient tomber en avant du front des troupes et leur feu cessait bientôt, faute d'artilleurs.

Au signal donné, la colonne courait à l'assaut. Les Chinois sont mauvais tireurs ; n'ayant pas eu le temps de déplacer leurs pièces, les projectiles des

quelques-uns qui s'obstinaient encore, passaient alors par-dessus les assaillants. Le rempart envahi, les défenseurs n'avaient plus qu'à fuir : beaucoup se firent bravement tuer à leur poste.

En somme, ces opérations étaient absolument sans aucun danger pour les troupes, ce qui n'empêcha pas la peur de se glisser chez bon nombre de soldats. Pour ceux-là, pénétrer dans la ville le plus vite possible, c'était se mettre à l'abri des balles qui auraient pu les atteindre pendant le trajet, et ils se ruaient à l'assaut de toute la vitesse de leurs jambes, dans une éperdue « fuite en avant ». Ce sentiment instinctif, plus commun qu'on ne le pense, plusieurs ont eu la franchise de me l'avouer par la suite... Mais cela refroidit singulièrement bien des préjugés sur l'*héroïsme*, et c'est ce qui explique en partie l'atrocité des massacres qui ont suivi la prise des villes. « Tuer de crainte d'être tué », telle pourrait être la devise de nos « héros civilisateurs ».

(*A suivre.*) V.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Les Chambres sont rentrées. Députés et sénateurs vont recommencer cette agitation stérile que la crédulité publique estime indispensable au fonctionnement de la vie sociale. Les hommes ont encore l'esprit tellement encombré de préjugés et savent si peu voir les faits sociaux tels qu'ils sont, dépouillés de toutes les fictions métaphysiques à l'aide desquelles les dirigeants les dénaturent, qu'ils croient encore que ces personnages, le plus généralement médiocres, sont plus aptes à administrer les affaires d'un peuple que ce peuple lui-même. Ils ne peuvent se mettre dans la tête que tout ce que font ces parlementaires, ils pourraient eux-mêmes le faire aussi bien et mieux, à moins de frais; enfin ils ne peuvent se convaincre de l'inanité de toute cette besogne législative qui, loin d'aider au fonctionnement de la société, puisque tout se fait par l'initiative individuelle, est au contraire un embarras, un gaspillage de forces sociales par le prélèvement qu'elle nécessite sur la production générale.

Mais ces considérations sont estimées considérations de fou dangereux et c'est risquer de compromettre sa liberté et le bonheur de son existence que de s'efforcer d'en faire reconnaître la justesse par ses semblables.

***

La Justice. — Un jeune garçon de treize ans, apprenti chez un serrurier, a eu le mois dernier la main gauche écrasée dans un engrenage. Il est douteux qu'il puisse jamais recouvrer l'usage de sa main. Devant le juge, la Compagnie d'assurances lui offre la forte somme de 25 francs de rente par an.

Le juge, juge humain sans doute, disciple de Magnaud, se révolte et s'écrie :

« 25 francs! Voyons, ce n'est vraiment pas assez. Vous savez bien qu'aux termes de la jurisprudence vous devez davantage... Allons, mettez... *26* francs! »

Naturellement la victime — ou plutôt son père — refuse un arrangement si grotesque. Alors le juge s'en prend au travailleur et lui dit : « Ah! vous ne voulez pas concilier! Eh bien, vous pouvez sortir, mais vous verrez ce que ça vous coûtera! »

Faites des lois ouvrières!...

***

On a arrêté brusquement Grandidier pour lui faire faire sa peine de six mois de prison. Naturellement, on l'a mis au régime de droit commun. Mais les députés Viviani et Sembat ont réclamé auprès de Waldeck-Rousseau, qui a donné l'ordre de faire transférer Grandidier à la Santé avec les détenus politiques.

De deux choses l'une : ou bien il était conforme au règlement que Grandidier fût mis au droit commun, ou c'était contraire. Dans le premier cas, pourquoi une influence quelconque permet-elle cette dérogation « aux principes d'égalité qui — depuis la Révolution — sont l'essence même des sanctions légales »? Et dans le second, pourquoi cette crapulerie que l'on n'a pas eu le caractère de maintenir en présence de l'intervention des deux députés? Canailles et couards, tels sont les gouvernants.

***

Militarisme. — A signaler un acte de dignité de la part d'un inférieur à l'égard de son supérieur hiérarchique.

Un capitaine, à Agen, au départ des réservistes, avait fait rassembler les hommes libérables sur deux rangs pour leur serrer la main. Deux sergents étaient à droite. Le capitaine commence par la gauche et distribue ses poignées de mains. Quand il arrive au sergent qui était au premier rang, celui-ci reste les mains dans le rang et dit simplement au capitaine :

« Je n'y tiens pas. »

Fureur de l'officier qui se plaint au commandant, lequel inflige quatre jours de prison à cet indiscipliné.

De quel droit? Est-on maintenant obligé non seulement d'obéir à ses chefs, mais de les estimer? Ce serait par trop fort!

***

Les camarades d'Amiens ont comparu devant la cour d'assises d'Amiens pour avoir placé sur leur maison, le 14 juillet dernier, une large banderole portant, entre autres inscriptions, celle-ci : « L'armée est l'école du crime. »

Il paraît qu'à Amiens on n'est pas encore convaincu de cette vérité banale, puisque les camarades ont été poursuivis. Mais le jury, après un peu de réflexion, a estimé absurde de condamner à la prison des gens qui disent ce que tout le monde sait, et ils ont été acquittés.

André Girard.

***

Mouvement ouvrier. — La grève des mineurs. — Le seul fait précis qui soit sorti du Congrès de la Fédération des mineurs tenu à Saint-Etienne est la remise de la grève à une date... « indéterminée »; mais, disons-le de suite, très rapprochée au cas où la réponse définitive du gouvernement ne serait pas satisfaisante. Tout reste donc en l'état et il est encore aujourd'hui impossible de savoir si la grève aura réellement lieu, les décisions exactes des délégués de Saint-Etienne étant inconnues.

La Fédération des mineurs subit par-dessus tout l'influence des politiciens Basly, Lamendin et Cie, rien d'étonnant que du Congrès de Saint-Etienne ne soient sortis que des actes de politiciens. En effet, le Congrès de Lens avait été catégorique à ce sujet, puisqu'il avait décidé la grève pour le 1er novembre, au cas où le referendum des mineurs y serait favorable.

Le rôle des délégués n'était pas de discuter, mais d'enregistrer, ils n'avaient qu'à consulter et à réunir les résultats du vote. Et puisque ceux-ci étaient favorables à la grève, faire le nécessaire pour qu'elle ait lieu à la date fixée. En agissant autrement, ils ont, comme tous les porteurs de mandats, outrepassé leurs droits. Ils n'avaient qualité à aucun titre, quoi qu'ils en disent, pour agir comme ils l'ont fait et tenter de nouvelles palinodies auprès du gouvernement, qui répondra, cela ne fait aucun doute, par un refus. Et alors? C'est là qu'est, paraît-il, le secret des décisions prises à Saint-Etienne.

Seul, le délégué de Montceau, Merzet, a été conséquent en déposant l'ordre du jour suivant, et, je le répète, le Comité des mineurs a outrepassé ses droits, en n'adoptant pas cette proposition :

« Le Comité national des mineurs, réuni à Saint-Etienne, le 22 octobre, après avoir envisagé la situation et constaté le mauvais vouloir du gouvernement et des Compagnies minières, décide qu'il y a lieu de respecter les décisions du Congrès de Lens, invite tous les camarades à appliquer le vote qu'ils ont émis au jour fixé par ledit Congrès, si le gouvernement n'a pas donné satisfaction. »

La motion si nette de Merzet n'a recueilli que deux voix, la sienne et celle du délégué de la Loire, Girardet.

Et ici l'on ne peut s'empêcher de constater que c'est justement dans ces deux centres que les politiciens n'ont guère d'influence. Dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, Basly et Lamendin sont maîtres; dans le Tarn, où Jaurès a son fief électoral, le délégué a *fortement* appuyé pour la remise de la grève.

Toutefois, tout reste en suspens, la remise de la grève, à une date indéterminée, mais prochaine, au cas où le gouvernement ne ferait pas de sérieuses concessions, fait que la bataille reste, en somme, engagée. Attendons donc pour nous prononcer définitivement.

***

Pendant ce temps l'on ne reste pas précisément inactif dans les autres corporations, et le comité de la Grève générale, émanation de toute la classe ouvrière organisée, tout en n'engageant pas expressément les travailleurs à prendre part immédiatement dans la lutte, leur rappelle dans un manifeste, d'où nous extrayons les passages suivants, que la situation peut être pleine d'imprévu.

« Après un referendum qui a donné une majorité pour la Grève générale, le Comité fédéral va peut-être donner le signal de la cessation du travail. S'il donnait ce signal, à la date qu'il fixerait, la presque totalité des mineurs de France cesserait ou serait entraînée à cesser le travail.

« Ce serait une crise sociale formidable!

« Camarades de toutes les corporations, exploités de tous les métiers, pourrions-nous nous désintéresser du conflit? Serions-nous excusables de rester indifférents? S'abstenir devant une telle levée en masse des mineurs ne serait-il pas un crime?

« Le Congrès corporatif de Lyon, à la grande majorité de 355 voix, a affirmé ses sympathies pour la cause des mineurs et indiqué que la Grève générale doit cesser d'être un mythe et entrer dans le domaine des réalités.

« Aussi, ce qu'il faut, camarades des sous-comités qui propagandez pour la Grève générale, c'est que, dans tous les milieux, se manifeste une recrudescence d'agitation, afin de bien faire comprendre à tous les travailleurs qu'ils ne doivent pas rester inertes, si les mineurs se mettent en mouvement. »

La situation peut dans ces conditions, comme le dit le manifeste, devenir grave. En attendant, la menace des mineurs a une répercussion énorme, et, comme je le disais la semaine dernière, il est à la fois curieux et satisfaisant de constater combien cette menace a jeté l'effroi dans le clan bourgeois.

Que serait-ce si la grève des mineurs, s'étendant aux autres corporations, parvenait à devenir générale? Toutefois, nous devons le déclarer franchement, nous ne la croyons pas immédiate, et il y a encore lieu à une sérieuse action de propagande et de préparation. Que les groupements ouvriers s'y emploient donc de leur mieux, c'est là une des plus belles besognes à laquelle ils pourront se livrer.

***

En attendant, Montceau reste en état de siège, ou à peu près, et quoique l'arrêté relatif à la remise des fusils n'ait pas donné ce que l'on en attendait, ou n'ait pas été mis à exécution dans son intégralité, l'on ne peut s'empêcher de constater que depuis le lendemain de mai 1871, jamais de pareilles dispositions n'avaient été prises. Il a fallu qu'un socialiste et un gouvernement de Défense républicaine fussent au pouvoir pour qu'un semblable décret de guerre civile puisse être pris.

Malgré la détente, qui, à Montceau comme ailleurs, semble s'être manifestée lorsque l'on a appris que la grève était renvoyée, le gouvernement n'en continue pas moins tous ses préparatifs. Au siège du 8e corps d'armée, on signale que les régiments suivants ont reçu l'ordre de se tenir prêts à partir au premier signal.

De Dijon, le départ d'un escadron du 26e dragons, d'un bataillon du 134e et un du 10e d'infanterie. D'autres troupes se tiennent prêtes à partir, notamment — assure-t-on — un deuxième escadron du 26e dragons, un bataillon de chacun des 27e, 85e et 13e d'infanterie; ces deux derniers respectivement à Cosne et à Nevers, ainsi que le 29e dragons à Provins.

Les lauriers de son ex-associé marquis de Galliffet empêchent sans doute son Excellence le baron von Millerand de dormir. Les travailleurs, il est vrai, pourraient bien cette fois se payer sur la bête. Qu'en pensent les camarades de Montceau?

***

Si Montceau jouit d'un traitement de faveur, les autres centres miniers ne sont pas abandonnés pour cela; en effet, sur les ordres venus de Paris, le général Peloux, commandant la 30e division à Avignon, a prescrit aux officiers du 58e de se tenir prêts à partir avec le régiment pour la Grand'Combe et Bessèges. Les commandants de compagnie ont été réunis pour recevoir verbalement les ordres spéciaux du ministre de la guerre.

Le gouvernement ne reste pas inactif, mais de

leur côté les travailleurs non plus. Un peu partout les réunions succèdent aux réunions, et la situation est courageusement envisagée. Au retour des délégués de Saint-Etienne, chacun d'eux, dans son centre respectif, a rendu compte de son mandat, et partout, malgré la trêve accordée au gouvernement les esprits semblent bien décidés à la grève.

D'autre part, une agitation sérieuse a lieu dans les centres métallurgistes, pour voir quelle attitude les métallurgistes devraient tenir en cas de grève des mineurs. Des réunions ont eu lieu à Decazeville, à Bessèges, à Saint-Etienne. Dans cette dernière ville, l'activité déployée par tous les militants est grande, et les mineurs seraient vraisemblablement suivis par un grand nombre de leurs camarades métallurgistes.

* * *

LES GRÈVES. — Depuis quatre semaines que dure la grève des fourreurs, les patrons ne semblent pas avoir entamé le gros des grévistes. Malheureusement pour eux, le personnel de plusieurs grandes maisons ne les a pas suivis et la lutte dans ces conditions est inégale. Rappelons que les ouvriers fourreurs, étrangers pour la plupart, réclament la journée de huit heures. Il est profondément regrettable que l'énergie dont ils font montre n'ait pas été mieux soutenue par leurs camarades des autres corporations.

J'ai parlé, la semaine dernière, de l'attitude énergique des grévistes métallurgistes employés aux hauts fourneaux de Montluçon. La justice au service des capitalistes se venge maintenant et des arrestations pour « entrave à la liberté du travail », suivant le cliché traditionnel, ont lieu chaque jour. Des condamnations suivront, cela va sans dire, et c'est toujours la même répétition, les travailleurs exploités et emprisonnés. Il est vrai que Montluçon est un centre socialiste, et la condamnation de ces malheureux sera encore un excellent tremplin aux prochaines élections. Millerand n'a pas fait autrement, et cela lui a réussi. Souhaitons qu'on le comprenne à Montluçon comme ailleurs.

A Nancy, la grève des cordonniers qui semblait sur le point de prendre fin est maintenant à peu près générale; malheureusement, si les ouvriers ne sont pas groupés, les exploiteurs ont, eux, un fort syndicat; aussi la lutte sera-t-elle dure.

Au Chambon-Feugerolles, grève de métallurgistes. Les réclamations portent sur une augmentation de salaire en raison de la dureté de l'acier. De plus, les grévistes réclament la suppression des retenues qui sont faites sur leur salaire pour la caisse d'assurance.

P. DELESALLE.

Italie.

Encore une fois le gouvernement de Victor-Emmanuel III a voulu démontrer sa tendresse pour les travailleurs. A Trapani et à Corleone (Sicile), le sang prolétaire a été versé impunément. La bourgeoisie assassine s'est amusée à faire charger les paysans, qui voulaient empêcher les *scabs* de les substituer aux travaux imminents de la vendange. Une paysanne a été éventrée par la baïonnette d'un fantassin; d'autres paysans ont été plus ou moins gravement blessés.

Ainsi qu'on le voit, le ministère libéral Giolitti-Zanardelli, appuyé par les socialistes, tient sa promesse de rester neutre dans les conflits entre bourgeois et travailleurs. Si les premiers appellent les inconscients, traîtres des seconds pour les exploiter à leur aise et en dépit de la justesse des demandes ouvrières, — voilà le gouvernement qui lâchement les protège, et envoie tout de suite les fils du peuple éventrer leurs mères (qui ne veulent plus supporter la longue tyrannie et l'insupportable exploitation capitalistes.

VICE-ROBERTS.

* * *

Nous recevons du camarade Luigi Fabbri, gérant de l'*Agitazione*, une lettre de rectification au sujet des correspondances de Roberto d'Angiò.

Nous donnons acte au camarade Fabbri de sa lettre, mais nous avons déjà inséré une rectification à ce sujet. Inutile d'éterniser ces questions. Les lecteurs de l'*Agitazione* sont à même, mieux que qui que ce soit, de juger de la ligne de conduite de leur journal.

Après tout, chacun agit comme il l'entend. C'est par les actes et leurs résultats que l'on démontre si on fait mieux que les autres.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Education Sociale de Montmartre, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 2 novembre. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 5. — M. Picard, professeur de rhétorique au Collège Rollin : Victor Hugo (1re causerie).

Jeudi 7. — M. Emile Kahn, agrégé d'histoire : L'histoire contemporaine par la biographie : 2e Marie-Antoinette.

Samedi 9. — Soirée littéraire. Lecture par MM. Kahn et Alphandéry.

* * *

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures.

* * *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — A 8 h. 1/2.

Samedi 2 novembre. — Georges Cahen : La liberté de la presse.

Lundi 4. — Paul Kastor : A propos des grèves : *Germinal*, de Zola ; *Les Mauvais Bergers*, de Mirbeau.

Mercredi 6. — A. Darlu, inspecteur général de l'Université : Libre arbitre et déterminisme.

* * *

AUBERVILLIERS. — Bibliothèque ouvrière. — Réunion samedi, 2 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, 53, route de Flandre.

Causerie par un camarade.

* * *

BÉZIERS. — Le camarade Housset Marius, pour protester contre l'atteinte portée à la liberté de penser par la condamnation de Tailhade et Grandidier, invite les camarades à se réunir dimanche prochain, à 2 heures précises, au café Laborie, place Garibaldi.

* * *

Ordre du jour de la *Jeunesse Socialiste Révolutionnaire* de Nantes, du 22 octobre :

« Les membres de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire de Nantes blâment l'attitude du gouvernement (de défense républicaine) dans son application arbitraire des lois scélérates contre nos camarades Laurent Tailhade et Louis Grandidier, félicitent ces derniers de leur attitude révolutionnaire devant ces enjuponnés (dénommés juges) à la solde du gouvernement, toujours à la disposition des maîtres contre les prolétaires. »

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Une propagande est d'autant plus efficace qu'elle est plus opportune; or, il me semble qu'il y aurait quelque chose à faire en ce moment contre la caserne.

« Relativement aux affaires de Saint-Etienne, des hommes vont passer en jugement; j'imagine qu'il y a là une occasion pour faire des réunions, non seulement à Saint-Etienne, mais partout où des hommes se sont élevés contre le militarisme ces derniers temps.

« Il me semble que si tous les groupes qui vous ont envoyé des protestations organisaient, chacun dans leur centre, un meeting contre ces poursuites, les résultats comme propagande seraient excellents.

« Qu'en pensez-vous? »

Ce que nous en pensons? C'est que l'idée est excellente. Mais il dépend des groupes qui ont paru s'intéresser à la propagande antimilitariste, de faire ce qu'il y a à faire en ce sens. Malheureusement le rôle de beaucoup semble ne pas aller plus loin que l'apposition d'une signature au bas d'une protestation.

Nous tenons toujours des affiches contre la guerre à la disposition des camarades.

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach illustré de la Révolution pour 1902, publié par le camarade P. Delesalle.

Principaux articles : *La Vieille*, par Lucien Descaves; *La Discipline*, par J. Grave; *La Poupée de carton*, conte pour enfants, par André Girard; *L'Anarchie et la Science*, par Pierre Kropotkine; *La Magistrature*, par Henri Leyret; *L'Anarchiste*, par Elisée Reclus, etc., etc. Des monographies syndicales, par J. Latapie, G. Yvetot, P. Delesalle. L'*Almanach* proprement dit contient, avec les renseignements scientifiques d'usage, un éphéméride des grandes dates révolutionnaires et un article de F. S. sur *Une nouvelle mesure du Temps*.

L'*Almanach* contient en outre de nombreux dessins signés : M. Luce, J. Hénault, V. Muller, Comin'Ache, Roubille, Jossot, portraits de G. Bresci, F. Pelloutier, etc. Couverture en couleurs par Roubille. Prix : 0 fr. 30; par la poste, 0 fr. 40. Remise de 25 0/0 aux vendeurs.

BOITE AUX ORDURES

L'article *Le bras et le cerveau*, de Stéphane Lauzanne ; *Le Matin*, 26 octobre.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Touffe de sauge, par Laurent Tailhade; 1 vol., 3 fr. 50, à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Le Droit de vivre, par F. Dugast; 1 brochure, 1 fr., chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Fraternité universelle, par Rama; 1 broch., 0 fr. 20, chez l'auteur, 9, avenue Reille.

Lazare le ressuscité, par M. Golberg; 1 vol., 3 fr. 50, chez A. Wolf, 76, rue Taitbout.

A voir :

A Montceau, dessin de Hermann-Paul, *Cri de Paris*, 248.

PETITE CORRESPONDANCE

Merci au camarade qui nous a envoyé le numéro du *Libertaire*.

F., à Athènes. — C'est bien cela.

E. B., à Semouse. — *La Questione social,e* 5 fr. par an; Box 1639, à Paterson, N. J. (Etats-Unis). — *L'Agitazione* fermo in posta, Rome.

Lab. — Ce sont des agences qui font le service des libraires, impossible de vous dire. — A Paris, oui, prenez chez les libraires.

Ai bien reçu la lettre de la camarade P. et je regrette beaucoup de ne pas m'être trouvée à la maison quand elle est venue. L. MICHEL.

R., à Nimes. — Oui pour tout.

La Révolte du XIe. — Vous auriez pu au moins affranchir votre lettre.

Reçu pour les détenus (liberté d'opinion) : M. T., à Beaumont, 1 fr. 50. — E. B., à Semouse, 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : Pouton, 1 fr. — D., 2 fr. 10. — G., à Vienne, 0 fr. 45. — H., à Lille, 1 fr. — Un gniaffdéchard, 1 fr. 20. — J. Medin, 0 fr. 50. — L., 5 fr. — Un camarade ébéno, 0 fr. 50. — A. Michaux, 1 fr. ; V. Pacotte, 1 fr. — P. P., à Montreuil, 0 fr. 50. — A. D., 2 fr. — R. M., 2 fr. — F., au Mans, 10 fr. — L. G., 5 fr. — Merci à tous.

M., à Denain. — A. d'Iris. — M., à Montner. — J. A. V., à Médan. — D., à Saint-Nicolas. — C., à Lyon. — R., à Nimes. — L. B., à Genève. — L. B. I. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 28 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 NOVEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

RÉUNION.

Lundi 11 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, réunion organisée par le groupe *La Liberté d'opinion*, aux Sociétés Savantes, rue Serpente.

Ordre du jour :

Protestation contre les lois scélérates et les vexations policières ;

14e anniversaire de la pendaison à Chicago des pionniers de la Grève générale ;

Les expéditions militaires et les meurtres gouvernementaux.

Orateurs : Psichari, Séverine, Libertad, Charbonnel, Paraf-Javal.

Entrée : 30 centimes.

UNE ÉTUDE NOUVELLE SUR L'ANARCHISME

III

Quelques remarques sur les critiques du Pr Menger.

Certain proverbe dit qu'il ne faut point enfermer le vin nouveau dans de vieilles outres ; il paraît bien que l'erreur de M. Menger, en son étude sur l'anarchisme, fut de verser des idées nouvelles dans d'anciennes formes et de les altérer singulièrement avec la meilleure foi et la meilleure volonté du monde.

C'est ainsi qu'il juge de l'avenir par l'unique expérience du passé, sans tenir compte des éléments nouveaux, des conceptions différentes introduites au cours des âges par la leçon constante des faits et des choses dans les cervelles évoluant lentement de l'anthropopithèque primitif à l'homme moyen de nos jours ; et invinciblement c'est d'après les révolutions d'autrefois qu'il se figure la révolution des jours futurs.

Difficulté pratique de la prise au tas, gaspillage des produits, cessation des travaux utiles à la vie commune, s'ils sont répugnants ou dangereux, et de ce chaos social naissance d'une effroyable tyrannie militaire, il ne s'est fait de l'avenir anarchique un tel tableau probable que par une réminiscence inconsciente et impérieuse des invasions barbares qui mirent fin à la civilisation et à l'empire romains, sourdement minés et ruinés déjà par le christianisme. Il se représente, malgré lui, la révolution comme une immense ruée des appétits, une brève orgie de populace débridée que le fouet sanglant d'un dictateur ramènera le lendemain à son chenil.

Il conçoit les choses ainsi parce qu'il raisonne toujours d'après l'état social présent qui repose en effet sur l'antagonisme implacable des intérêts particuliers au détriment de tous. Il imagine avec peine un monde différent où, chacun ayant pris conscience de son intérêt réel, à la lutte incohérente et sauvage se substituerait l'entente harmonieuse pour la vie. Certes, en un temps où l'abondance même des produits nuit à la prospérité sociale (voir les déclarations de M. Caillaux, ministre des finances), il est malaisé de se figurer qu'un âge puisse venir où les hommes moins imbéciles ne croiront plus d'un côté que leur bonheur personnel ne peut subsister que par la souffrance du plus grand nombre, bétail mis au monde uniquement à leur profit, et cesseront de l'autre côté de consentir plus longtemps à ne point jouir des richesses créées par eux-mêmes.

De ce que l'homme asservi à toutes les formes de l'autorité se distingue peu de la brute ancestrale, il n'est cependant pas permis de conclure que l'homme devenu plus libre demeurera semblable à l'esclave qu'il était. Précisément parce qu'il aura mieux compris les avantages individuels qu'il retire de la vie sociale, il s'emploiera de son mieux à faire durer cette vie meilleure ; et quant aux travaux répugnants et dangereux, il en est de parfaitement inutiles à la collectivité humaine, le service militaire par exemple ; quant aux autres, ils n'ont de raison d'être le plus souvent que dans l'intérêt particulier de quelques industriels : il n'est utile qu'aux producteurs de phosphore que la névrose tue chaque année un nombre donné d'ouvriers ; il n'est utile qu'aux producteurs de blanc de céruse de continuer une industrie meurtrière, quand des préparations inoffensives peuvent être substituées à une préparation délétère ; et le machinisme aidant, mis au service de tous et non de quelques-uns, la main-d'œuvre humaine ne serait plus nécessaire aux travaux de voirie, par exemple.

La même idée d'une analogie certaine entre le passé et l'avenir hante M. Menger dans sa critique de la théorie du contrat à formes multiples et variées comme les circonstances même de la vie. Il se souvient qu'après une période d' « anarchie » au sens bourgeois du mot, les lois romaines abolies *ou oubliées se* mélangèrent peu à peu aux lois barbares ; que des formulaires furent ainsi constitués et que d'une liberté précaire et provisoire naquirent de nouvelles formes de contrainte inconnues à la civilisation gréco-latine ; si bien que les nations modernes se trouvent régies dans les neuf dixièmes des cas par des lois et prescriptions qui datent en réalité de plusieurs mille ans. Mais il resterait à savoir si justement le désaccord n'est pas de jour en jour plus grand entre les lois et les mœurs et si ce désaccord ne doit pas se terminer nécessairement par la disparition même des lois plutôt que par l'institution de lois soi-disant nouvelles qui seraient encore de simples survivances du passé.

De ce que même l'Etat bourgeois a cru parfois devoir protéger les plus faibles, dans la société actuelle, contre la liberté du contrat qui aboutissait, en fait, à leur asservissement économique, il ne s'ensuit pas que dans une société où l'entente, par définition, remplacerait la concurrence, on doive craindre, grâce à la liberté illimitée, la constitution de groupes tout-puissants par leur supériorité intellectuelle et économique : il ne s'ensuit pas que ceux-ci imposeraient aux autres groupes humains une tyrannie semblable à celle des grands *trusts* d'aujourd'hui, réglant à leur gré, dans l'intérêt de leurs participants, la production et la consommation du cuivre, du pétrole, voire de la viande de boucherie.

Du moins, quelle que doive être leur action, bonne ou mauvaise dans la société future, M. A. Menger croit possible la constitution des groupes dans un ordre donné de l'activité humaine. Bien qu'il tienne au fond les associations et communautés déjà existantes comme des formes juridiques mal évoluées et qu'il redoute des conflits insolubles entre les membres des groupes futurs, il admet que ceux-ci peuvent exister, au point de vue économique, quand leur but est facile à atteindre et peut être compris par tous les associés, par exemple pour la production et la répartition des produits sociaux. Mais s'il s'agit de fins lointaines, ils ne sauraient ni se former, ni vivre ; ils seraient, par exemple, incapables d'assurer le service des écoles populaires ni surtout obtenir que les enfants les fréquentassent et ainsi serait possible une régression à la barbarie.

C'est là encore partir uniquement du présent pour préjuger de l'avenir. Mais il faudrait prouver d'abord que les hommes plus conscients, plus cultivés, qui auraient reconnu enfin les dangers de l'autorité, redeviendraient subitement moins conscients et moins cultivés et cesseraient tout à coup de comprendre que même leur bien-être matériel est intimement lié au développement de la science. Il faudrait prouver aussi que le dégoût fréquent des enfants pour l'école provient d'un désir naturel de « ne pas savoir », alors que chez l'enfant la curiosité au contraire est extrêmement vive ; si elle se lasse et se rebute, la faute en est aux méthodes autoritaires d'enseignement et à la sottise très fréquente des pédagogues s'ajoutant à l'étroit formalisme des programmes et doctrines officiels qui font de l'école, du lycée et de tous les établissements d'enseignement d'Etat quelque chose d'approchant de l'église, de la caserne et du bagne.

Cependant, malgré toutes ses critiques et toutes ses objections, M. A. Menger reconnaît que si jamais le bien de tous devient réellement le but de l'organisation sociale, il sera sans inconvénient accordé à la libre activité « beaucoup plus que nous, les éternels enchaînés, nous n'osons le rêver aujourd'hui ». Pour lui du moins, l'autorité n'est donc plus en elle-même

et par elle-même excellente et sacro-sainte; ce n'est déjà qu'un pis aller et il s'accommoderait, s'il le croyait possible, d'un monde où elle serait réduite à néant.

Lentement et péniblement, dans l'effort, dans la souffrance, contre les préjugés héréditaires et contre toutes les forces de malfaisance et d'inertie, ce monde futur s'élabore; quelques-uns déjà le conçoivent en son harmonie et sa beauté prochaine; mais il ne sera vraiment que quand tous les hommes le concevront à leur tour et auront brisé une à une toutes les mailles de leurs chaînes, ayant appris enfin qu'il n'est aucune servitude utile ou nécessaire : les bandelettes empêchent les momies de tomber en poussière, mais elles ne conviennent pas aux êtres vivants qui veulent respirer, croître et marcher vers le soleil.

PIERRE QUILLARD.

NOTES D'UN SOLDAT EN CHINE

(Suite) (1)

Enervés, grisés par la fusillade, le sang échauffé par la course, les soldats ne prêtaient aucune attention au triste spectacle qui s'offrait à leurs yeux : cadavres horriblement mutilés, déchiquetés, méconnaissables; membres arrachés, corps réduits en bouillie sanglante, comme hachés par les obus, râle des mourants, plaintes des blessés, ils ne voyaient, n'entendaient rien de cela. Machinalement, ils chargeaient leurs fusils, tiraient sur les fuyards ou les poursuivaient à la baïonnette. La plupart des malheureux Chinois étaient sans armes ou les avaient jetées : n'importe, tout homme pris était un homme mort.

C'est ce qu'un capitaine, dans son journal de marche, appelle aimablement « *la guerre des rues* ».

Quelques femmes reçurent ainsi des balles parce qu'elles s'enfuyaient. Un camarade m'avoua plus tard en avoir tué une sans réflexion, parce que son fusil était chargé et que la femme courait devant lui. A Kiou-Tchang, une escouade tout entière fit de nombreux feux de salve sur un unique cavalier qui fuyait dans la plaine, jusqu'à ce que l'homme et le cheval fussent atteints.

Les hommes frustes et de nature brutale s'enivraient vite à la vue du sang; certains s'armaient de haches, d'outils portatifs, et, pénétrant dans les maisons, massacraient les Chinois blêmes de terreur, cachés sous les couvertures de leur lit. J'en connais un qui piétinait et dansait sur ces corps demi-nus avec une sorte de rage; il achevait les blessés en leur écrasant la tête à coups de talons ou à coups de briques. D'autres, surexcités et craignant probablement que les morts ne ressuscitassent derrière eux, frappaient en passant, à coups de baïonnette, les corps étendus sur leur chemin.

Les balles des lebels font d'épouvantables blessures : la plaie, à peine visible à l'entrée de la balle, est parfois si large à sa sortie, qu'on y pourrait mettre le poing.

Mais tirer un coup de feu n'est rien auprès du hideux coup de baïonnette : la première fois, les moins sensibles hésitent. Un camarade me disait : « La baïonnette qu'on retire rouge de sang vous fait un tel effet, qu'on la replonge aussitôt pour l'essuyer. » Un coup de baïonnette tue rarement son homme, mais le blesse mortellement. Comme il conserve encore assez de force pour se défendre, le blessé empoigne à deux mains la lame qu'il essaye d'arracher, de tordre, de briser; la douleur lui crispe la face, ses yeux roulent, sa bouche écume; il se débat en injuriant son adversaire et ne tombe que sous de nouveaux coups.

∴

Maintenant voici quelques scènes, quelques faits. Je les dédie spécialement... aux dames nationalistes.

A Tali-kot-chouan, des soldats qui passaient près d'un puits, entendirent les plaintes d'un Chinois que la peur avait fait s'y cacher. A l'aide d'une corde, ils aidèrent le malheureux, à demi mort de froid (c'était le 22 novembre), à sortir de sa cachette; il était dans un si lamentable état, qu'un lieutenant apitoyé dit à ses hommes de le laisser partir. Mais à peine l'officier eut-il le dos tourné, que deux « civilisateurs » le tuèrent à coups de fusil.

— Seul dans une maison vide, un petit enfant pleurait, blême de terreur : il venait de voir massacrer ses parents. C'était après la prise de Tali-kot-chouan. N'ayant pu l'emmener autre part, faute d'habitants à qui le confier, un soldat, plus humain que les autres, revint le lendemain voir ce qu'il était devenu. Il trouva le pauvre gosse à l'endroit même où il l'avait laissé, mort de frayeur, de douleur et de froid, un peu d'écume rose aux lèvres. Je pense quelquefois à l'agonie de cet enfant dans la nuit glacée.

— A Kiou-Tchang, les femmes, groupées avec les enfants dans une sorte de cave, assistèrent au massacre de leurs pères, de leurs frères, de leurs maris. L'une d'elles, blessée au sein droit par un éclat d'obus, faisait téter son enfant au sein gauche; le petit était tout rouge du sang de sa mère, qui héroïquement ne laissait échapper la moindre plainte. Un médecin-major la pansa tant bien que mal.

— Le 17 décembre, le feu fut mis à la ville, qui avait été pillée la veille. Avant d'incendier les maisons, les sapeurs, sur l'ordre d'un capitaine, y firent une dernière visite; de pauvres diables s'y étaient réfugiés qui conservaient encore une lueur d'espoir en leur salut : ils furent massacrés sous les yeux des femmes et des enfants. Après quoi le feu accomplit son œuvre.

— Un lieutenant causait avec ses hommes. L'un d'eux se plaignit de la difficulté qu'il éprouvait à percer les Chinois à coups de baïonnette, leurs vêtements d'hiver doublés de coton formant une cuirasse très résistante. — « En effet, c'est curieux, dit le lieutenant, il faudra voir cela. Amenez-moi le premier Chinois que vous trouverez. » Et le premier habitant venu qui se cachait dans les ruines de Kiou-Tchang servit à cette expérience d'un nouveau genre : il y laissa la vie.

— L'ne ignoble brute dont j'ai conté plus haut qu'il piétinait les cadavres, saisit dans une maison un enfant par les jambes et lui fracassa la tête contre le mur. Plus tard, il se vantait de cette action à qui voulait l'entendre.

— Sur les remparts de Kiou-Tchang, les premiers soldats entrés dans la ville aperçurent deux vieillards à cheveux gris : l'homme et la femme. Cette dernière apportait à son mari les munitions d'un vieux petit canon que celui-ci tirait tant bien que mal. Comme on le pense, le bonhomme fut tué. Quant à la pauvre vieille, un « héros » la coucha sur le sol, lui enleva sa culotte en criant : « Ah ! vieille garce, je vais te faire jouir ! » Après quoi il lui plongea sa baïonnette jusqu'à la garde dans le sexe. Sans commentaires, n'est-ce pas?

— Un marsouin, plus raffiné sans doute, entrait dans les maisons, faisait agenouiller les Chinois devant lui, les obligeait à le regarder bien en face, puis les tuait froidement, à coups de baïonnette.

— D'aucuns s'amusaient à de macabres plaisanteries : ils coupaient les nattes des Chinois morts, et les leur introduisaient dans la bouche : d'autres préféraient y placer des carcasses de poulet. Etait-ce pour imiter les Russes, qui à Pékin coupaient aux Chinois tout autre chose, qu'ils leur plaçaient également dans la bouche?

— Plusieurs imbéciles se sont vantés d'avoir précipité du haut des remparts des femmes et des enfants. Je ne nie pas le fait. Mais n'ayant pu contrôler leurs dires, je préfère croire à de mensongères fanfaronnades, qui n'en dénotent pas moins chez eux un singulier état d'esprit.

∴

Ces petits actes propagandistes de « civilisation par le fait » ne se produisaient pas seulement au cours des hostilités, mais encore pendant la marche des colonnes et même dans les villes occupées : Pao-Ting-Fou, Ting-Chéou, Sin-Lo, Tcheng-Ting-Fou, Hwei-Lou.

— Le 27 avril 1901, un petit détachement de troupes venant de la Grande Muraille frontière du Chan-Si se reposait à Shang-Fang, à 13 kilomètres de Hwei-Lou. Deux soldats sans armes se mirent à fouiller les maisons dans le but d'y voler des poules, mais se heurtèrent à un groupe d'habitants décidés — par extraordinaire — à défendre leur bien, et qui les repoussèrent à coups de bâton. Furieux, les soldats rassemblèrent une vingtaine de camarades, s'armèrent d'énormes triques et parcoururent le village, en assommant tous les Chinois qu'ils rencontraient. On estima à plus de 40 les habitants qui périrent dans le village, sans compter ceux qui furent assommés dans la montagne voisine. Un chasseur d'Afrique se distingua particulièrement en frappant une vieille femme à coups d'éperon avec une telle violence, qu'il dut faire effort pour arracher l'éperon des reins de sa victime.

Cette opération s'effectua en silence : pas un bruit ne sortait des maisons.

— J'ai hésité longtemps à relater le fait suivant, les brutes à face humaine qui sont capables de tels actes se trouvant, heureusement, en minime quantité.

Un soir, à l'étape, une escouade de zouaves se servait comme « coolie » d'un habitant de la maison où elle était cantonnée. Après le repas, comme les services du Chinois devenaient inutiles, un zouave, boucher de son métier, annonça l'intention de le *saigner et de le dépouiller* comme un bœuf. Ce qu'il fit avec une adresse professionnelle, après avoir préalablement pendu le malheureux. Ne pouvant supporter l'horreur de ce spectacle, le cœur soulevé de dégoût, plusieurs assistants prirent le parti de s'aller coucher.

Cette histoire est connue non seulement des témoins, mais encore d'un certain nombre de soldats de la garnison de Pao-Ting-Fou.

— Un soir, pendant les opérations de la colonne dirigée contre l'Association des 50 villages (seconde quinzaine de mai), quelques chasseurs d'Afrique obligèrent un Chinois à pratiquer sur eux un acte qu'il est inutile de préciser davantage. Comme le nombre des exigeants menaçait de dépasser la douzaine, le Chinois indigné se révolta enfin et mordit à pleines dents... ce que le chanoine Fulbert retrancha d'Abailard.

Alors toute la bande assomma le malheureux coolie; étranglé, à demi mort, il fut jeté par-dessus un mur. La fraîcheur de la nuit l'ayant un peu ranimé, il laissa échapper des plaintes qui furent entendues de ses bourreaux, et ceux-ci revinrent l'achever tout à fait.

— A Pao-Ting-Fou, dans la nuit du 1er janvier, les hommes de garde d'un poste du génie quittèrent ce poste et pénétrèrent chez des habitants voisins du cantonnement, dans le but de se procurer des femmes. Ayant blessé plusieurs Chinois à coups de baïonnette, ils ramenèrent une femme au poste et la violèrent à tour de rôle. Une enquête eut lieu qui révéla que la malheureuse avait été violée quinze fois. L'affaire fut étouffée et n'eut pas d'autres suites.

(A suivre.) V.

(1) Voir les numéros 24, 25, 26 et 27.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA GUERRE. — Nous sommes menacés d'une guerre avec la Turquie, et, si cette guerre se déclare, avec d'autres puissances. Et pourquoi? Parce que deux ou trois capitalistes que le hasard a fait naître entre les Alpes et l'Océan Atlantique voient leurs intérêts lésés à Constantinople par les fantaisies du sultan.

De quel droit va-t-on obliger à aller là-bas risquer leur vie, pour défendre les intérêts de ces capitalistes, une partie des travailleurs français qui, si ces capitalistes exerçaient leur métier ici, seraient leurs premières victimes? Quelle solidarité peut-il y avoir entre MM. Lorando et Cie et les travailleurs français qui luttent pour s'affranchir définitivement du joug du capitalisme?

Les affaires de MM. Lorando et Cie n'intéressent pas la « France » travailleuse. Si elle intéresse la « France » capitaliste, que les capitalistes de France s'arment pour aller défendre leurs congénères.

Pour nous, nous devons refuser catégoriquement de nous associer à cette duperie dont nous faisons tous les frais.

ANDRÉ GIRARD.

∴

AMIENS. — Girard, la semaine dernière, a dit quelques mots des poursuites intentées à quatre camarades pour avoir affiché dans une petite boutique de cordonnier, où ils travaillaient, divers placards parmi lesquels : « *L'armée est l'école du crime.* » Et c'est pour ce fait seul que les camarades étaient poursuivis en cour d'assises.

Les débats, qui ont surtout démontré la parfaite nullité des jugeurs en ce qui concerne les théories anarchistes dont nos camarades n'ont pas cessé de se réclamer, ont été parfois amusants, témoin la réponse de ce mouchard à qui l'avocat demandait ce qu'il entendait par « anarchiste dangereux ».

R. — J'entends par anarchistes dangereux des citoyens qui se sont trouvés dans des réunions publiques où ils ont défendu leurs idées. Ils ne paient pas leur propriétaire.

Les camarades sont donc prévenus ; nous possédons maintenant une définition nette, claire et simple.

Ajoutons que les camarades d'Amiens se sont déclarés prêts à prouver ce qu'ils avaient avancé, à savoir que « l'armée est bien l'école du crime », ce que n'a pas eu de peine à démontrer leur avocat, Me Hollander, et ce qu'ont compris sans doute les jurés, puisque nos camarades ont été acquittés.

P. D.

* *

Mouvement ouvrier. — La grève des mineurs. — Le 1er novembre est passé et la grève n'a pas eu lieu. Cela était prévu et les atermoiements successifs l'avaient rendue de plus en plus improbable. Escomptant jusqu'au dernier jour le succès de l'effort — car il y en avait un — nous n'avons pas voulu, par des critiques qui auraient pu sembler inopportunes, contrecarrer en rien la tactique suivie par les mineurs. Il n'en est plus de même aujourd'hui, où tout est remis en question et la grève, suivant l'expression du secrétaire fédéral, renvoyée à une date « indéterminée ». Un instant cependant, nous avons cru cette date plus proche que beaucoup ne le croyaient, mais ce dernier espoir, avec les autres, s'est envolé, et les mineurs ne sont pas plus avancés aujourd'hui qu'il y a huit mois, au moment où se réunissait le Congrès de Lens.

La politicaillerie, l'infecte politique syndicale d'une part, et parlementaire de l'autre, a tué une fois de plus un mouvement qui se présentait sous des auspices favorables et dont les conséquences — à peine entrevues — auraient pu être incalculables pour le prolétariat tout entier.

Politique, les conditions dans lesquelles a été prise la décision du Congrès de Lens soumettant une grève générale à un referendum. Politique, cette autre décision remettant à une date fixée huit mois à l'avance la déclaration de la grève. Politique, l'acte qui décidait de remettre entre les mains des membres du Conseil fédéral, composé de huit membres, le soin de décider en dernier ressort s'il y avait lieu de décréter la grève. Politique, et la plus néfaste, ces lettres, démarches, réclamations aux « pouvoirs publics ».

Esclaves de leurs exploiteurs, les mineurs sont tombés dans un esclavage pire peut-être, celui des politiciens qui les dirigent. Les mineurs ne sont pas mûrs pour la liberté, et leur échec dans ce cas était certain.

Depuis longues années déjà, ils ont remis leur sort dans les mains de politiciens qui se jouent d'eux avec une désinvolture insolente : ces hommes dont les rapports avec les ministres, représentants directs des capitalistes, possesseurs de mines, sont fréquents, commandent à l'armée des mineurs et celle-ci, pitoyablement, obéit. L'on en voit aujourd'hui les résultats.

* *

Je ne citerai que quelques faits pour bien montrer que tout était concerté entre les chefs politiciens pour que la grève n'eût pas lieu. Evrard, délégué à Saint-Etienne des mineurs du Pas-de-Calais, le bras droit du député Basly, a rendu compte de son mandat à Bruay ; son discours (?), reproduit avec force bienveillance par les journaux bourgeois, contient autant de mensonges que d'assertions.

Je n'en relèverai que quelques-uns qui me sont particulièrement connus. Evrard, pour justifier la reculade de Saint-Etienne, a dit à cette réunion :

Le citoyen Daujean, délégué par le Comité de la grève générale de Paris, était venu nous dire, lors du Congrès national de Lens, au printemps dernier :

« Marchez, camarades, je vous apporte les engagements fermes de 73 organisations nationales ou parisiennes qui vous suivront et déclareront la grève générale en même temps que vous. »

Nous avons voulu savoir exactement ce que valaient ces promesses « fermes ». Le Comité national, après sa réunion de Saint-Etienne, est venu à Paris ; son secrétaire général, Cotte, a convoqué ces 73 organisations n'attendant qu'un signe pour marcher.

Or, qu'advint-il ?

Sur 73 organisations convoquées, onze répondirent à notre appel !

Trois étaient nationales : le Livre nous fit savoir par Keufer, son secrétaire général, que les typos ne marcheraient pas ; qu'ils nous accorderaient cependant des subsides.

La Métallurgie nous fit également connaître, par son secrétaire-délégué Sauvage, qu'il ne fallait pas songer à la grève des métallurgistes.

Enfin Guérard, nous rappelant son lamentable essai de grève générale des employés de chemins de fer, ne nous laissait, de ce côté, le droit à aucune illusion.

Présentées ainsi, les assertions de M. Evrard, comme je le dis plus haut, sont fausses. Au Congrès de Lens, Daujean rendit compte d'une réunion qui avait eu lieu à Paris, promit bien le concours moral d'organisations parisiennes, mais sans les engager à fond. Cela n'est rien, et l'on pourrait épiloguer longtemps là-dessus, il y a des faits plus probants. M. Evrard dit : « *La Métallurgie* nous fit également connaître par son secrétaire-délégué Sauvage, qu'il ne fallait pas songer à la grève des métallurgistes. » Ici M. Evrard a menti sciemment : 1° le délégué Sauvage dont il a parlé n'appartient pas à la Fédération de la Métallurgie ; 2° et là le mensonge devient grossier, la Métallurgie s'était engagée au contraire à suivre les mineurs et à faire tous ses efforts pour faire cause commune avec eux.

Quant à la Fédération du Livre, un militant parisien de 15 jours n'ignore pas que M. Keufer a toujours réussi à faire rejeter la grève générale par son organisation, et Daujean, que M. Evrard accuse d'avoir engagé cette organisation, ne l'ignore pas. Il y a donc encore là un mensonge par trop évident.

Tels sont, parmi beaucoup d'autres, les arguments employés par les politiciens ministériels pour décourager les mineurs trop confiants dans leurs chefs. L'on pourrait certainement citer encore des faits comme ceux que je viens de donner en exemple, malheureusement le discours de M. Evrard est le seul du genre qui nous soit parvenu. Les autres, plus prudents sans doute, n'ont pas jugé à propos de les faire publier.

Je ne m'étendrai pas plus longtemps, le mouvement est fini et bien fini. Les mineurs ont repris le pic ; souhaitons que les grossiers moyens employés par les politiciens qui les dirigent leur ouvrent enfin les yeux.

La Grève générale, même d'une corporation, ne se prépare pas à jour fixe, ni par referendum, ni par tout autre moyen semblable, elle doit — et c'est là son seul moyen de réussite — éclater comme un coup de foudre. C'est pour l'avoir méconnu que les mineurs ont été droit à un échec, la politique et les politiciens ont fait le reste.

A défaut d'autres résultats, l'échec des mineurs pourra servir d'enseignement aux travailleurs. Souhaitons qu'ils sachent en profiter.

* *

Les grèves, à défaut d'autres enseignements, sont souvent très intéressantes parce qu'elles nous révèlent l'état de misère dans lequel vit une partie de la classe laborieuse, et l'on se demande comment des travailleurs peuvent vivre, eux et leur famille, avec les salaires de famine qui leur sont alloués. Voici quelques salaires qui nous sont révélés par la grève des ouvriers tisseurs de l'usine Morin, de Dieulefit, dans les environs de Vienne (Isère).

Les ouvriers tisseurs n'ont jamais dépassé un salaire annuel de 600 fr., les cardeurs sont payés à raison de 2 fr. par jour ; les petits appondeurs 0 fr. 65, et les grands 1 fr. 05 ; les conducteurs de renvideurs 2 fr. 50 et 10 0/0 sur le rendement.

Ces derniers réclament à leur exploiteur 3 francs par jour et les cardeurs 2 fr. 75. Quant aux tisseurs, ils demandent une augmentation minimum de 20 0/0. Le sort de ces malheureux n'intéresse certainement pas le socialiste baron von Millerand, et leur patron pourra continuer à les exploiter à son aise. C'est à croire qu'il n'y a plus de fenêtres aux usines depuis le saut de Watrin.

P. Delesalle.

Angleterre.

Londres. — Les nouvelles qui se reçoivent ici journellement de la sauvage persécution dont sont victimes les ouvriers espagnols de la part de leur despotique bourgeoisie ont déterminé une vive indignation dans tous les milieux ouvriers de Londres.

Un meeting public s'est tenu dimanche 27 octobre dernier dans la grande salle d'*Athenæum Hall* où, devant une très nombreuse assistance, un camarade de la « Section mixte des travailleurs espagnols » nous a exposé dans un langage ému la situation désolante où se trouve en ce moment le prolétariat espagnol par suite des cruelles répressions qu'il subit depuis quelque temps.

Il nous a expliqué le mode de lutte employé là-bas par le grand parti du travail non seulement contre une bourgeoisie ignorante et fanatique, mais aussi contre un tas de politiciens qui pullulent là-bas comme partout et qui cherchent à enrayer ce mouvement révolutionnaire naissant.

Toutes les prisons d'Espagne, nous a-t-il dit, sont remplies de travailleurs qui n'ont commis d'autre délit que celui de ne pas vouloir mourir de faim ou d'affirmer leur droit à l'association.

Il paraît que dans quelques-unes de ces prisons la torture a été appliquée avec le même raffinement qu'elle l'a été à Montjuich. On attend des confirmations pour entreprendre dans toute l'Angleterre une série d'actes de protestation.

Un des membres du Conseil d'administration de la Fédération des Trades-Unions de Londres a annoncé que la Fédération était prête à seconder le mouvement. Quelques autres associations ont aussi répondu à l'appel ainsi que le Groupe ouvrier International.

Nous sommes décidés à ne pas laisser passer en silence ces représailles que prend la bourgeoisie sur nos frères, les travailleurs d'Espagne.

Guerre aux inquisiteurs ! !

Whitman.

Londres, 28 octobre 1901.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Depuis quand est-il subversif de fonder des Universités populaires et de quel droit la police se livre-t-elle à ses petites tracasseries imbéciles et odieuses à l'égard de ceux qui prennent cette initiative ? Dernièrement, nous avons fondé une Université populaire à Montrouge. L'appariteur de la mairie, sorte de mouchard enquêteur, a jugé à propos de tenter d'intimider le propriétaire de notre local, et est parvenu à lui arracher la liste des noms des membres du comité d'initiative, puis il s'est rendu à une usine où travaillent trois d'entre nos camarades et a montré la liste au patron. De plus, on s'est livré à une enquête sur le compte de notre trésorier, en interrogeant sa concierge.

Que signifient toutes ces petites infamies ?

André Girard.

* *

Union fédérative des Jeunesses. — A l'occasion du départ de la classe, le samedi 9 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Mille-Colonnes, 18, rue de la Gaîté,

Grand Meeting antimilitariste

sous la présidence de E. Vaughan, directeur de l'*Aurore*.

Ordre du jour :

Le devoir des jeunes gens à la caserne ;
Soldats et grévistes ;
Le procès du *Pioupiou de l'Yonne*.

Autres orateurs : Urbain Gohier, Briand, Ch. Malato, Dubois-Desaulle, E. Renaud, J. Allemane.

Prix d'entrée : 0 fr. 30. Distribution gratuite de brochures.

Dimanche 10 novembre, salle de l'*Emancipation du XVe*, à 2 heures après midi, 38, rue de l'Eglise, grande fête antimilitariste au bénéfice de la *Feuille du soldat*. Matinée littéraire et artistique avec le concours de J.-B. Clément.

Entrée gratuite.

* *

Education sociale de Montmartre, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 9 novembre. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 12. — M. Darlu, inspecteur général de l'Instruction publique : *Le libre arbitre et le déterminisme* (2e causerie).

Jeudi 14. — M. J. Perrin, chargé de cours à la Sorbonne : 2e L'oxygène (expériences).

Samedi 16. — Fête organisée par la Ligue des Droits de l'Homme (salle de la Ligue fraternelle, 13, rue Sainte-Isaure).

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 9 novembre. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité : Les croyances des parents et le droit de l'enfant.

Lundi 11. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 13. — A. Chenevrier : Alfred de Musset.

∴

Fédération des Bourses du Travail. — Grande soirée corporative à l'occasion du départ des conscrits, le samedi 9 novembre 1901, à 9 heures du soir, Grande Salle des Fêtes, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

∴

*Bibliothèque Communiste du XV*e, rue de l'Eglise, 38. — Conférence, dimanche, à 2 heures par un camarade.

∴

Samedi 9 novembre 1901, à 8 h. 1/2 du soir, salle Lépine, rue du Bocage, à l'Ile-Saint-Denis, soirée familiale au bénéfice du camarade Grandidier.

Conférence par Liard-Courtois et Jean Maresthan.

Concert par nos amis les poètes Léon de Bercy et sa compagne, Gaston Coutet, Ch. Gallilé.

Entrée : 50 centimes.

∴

Quatre-Chemins-Aubervilliers. — *Bibliothèque ouvrière*. — Les adhérents sont priés de venir à la réunion, salle Giot, au coin de la rue des Postes et des Ecoles, dimanche, à 2 heures.

Il y a urgence.

∴

Verviers. — Groupe de propagande communiste anarchiste de la brochure à distribuer :

Dimanche 11 novembre, à 4 heures, réunion des camarades au local habituel : nous comptons sur la présence de tous.

Le camarade J. Ch. est prié de nous faire parvenir le restant des manifestes *Le Criminel*. Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser au camarade Joseph Legrand, rue Cuper, 15, Verviers.

∴

Trélazé, le 3 novembre 1901.

Chers camarades,

Le mois dernier, nous avons reçu de la Guyane une lettre de Meunier, nous disant que, quoique gracié de la peine accessoire du doublage, l'interdiction de séjour de 10 années était maintenue contre lui. Et ce qui est plus fort, en vertu de cette canaillerie, on lui interdisait le séjour de Cayenne, le seul endroit où il eût pu vivre et gagner son pain. Enfin, après de nombreuses démarches auprès du gouverneur, il obtint un sursis de résidence d'un mois ; ce délai expire aujourd'hui 3 novembre. En même temps qu'à nous, il écrivait cette situation à Trarieux et à Courtois : j'ignore ce qui a été fait à Paris.

Comme cette situation était intenable et qu'on lui refusait obstinément le rapatriement gratuit, il nous suppliait de lui envoyer quelque argent pour lui permettre tout au moins de sortir de la colonie. Nous n'avions que peu de temps pour signaler cette situation, le paquebot arrivant le 25 septembre à Saint-Nazaire et en repartant le 5 octobre. C'est ce qui explique que nous ne fîmes aucune communication aux journaux.

Entre camarades de Trélazé et Nantes nous réunîmes la somme de 150 francs que nous lui expédiâmes le 5 octobre ; il a dû entrer en possession de cette somme le 27 dernier et prendre un paquebot pour une destination quelconque. Cette somme ne lui est pas suffisante pour gagner l'Argentine ou les Etats-Unis. Il va nous écrire de nouveau par la voie anglaise son point de débarquement. Aussitôt cette nouvelle lettre entre nos mains, nous lui expédierons ce que nous aurons pu récolter d'ici là, c'est-à-dire dans trois semaines environ. Les camarades qui voudront se joindre à nous pour lui aider à gagner un pays moins inhospitalier peuvent envoyer leur obole au camarade Mercier, cordonnier, place Malaquais, à Trélazé (Maine-et-Loire).

Dans une lettre précédente, Meunier nous annonce que Duval et cinq ou six autres ont quitté furtivement la Guyane le 14 avril et n'ont pas donné de leurs nouvelles depuis cette époque.

Aux camarades de Bordeaux

Un de nos amis nous prévient qu'il est impossible de se procurer les *Temps Nouveaux* dans Bordeaux. Nous demandons à la maison Hachette d'augmenter le service. Prière aux amis de demander le journal chez les libraires.

NOTRE PROJET D'ÉDITION

Plusieurs camarades nous réclament avec insistance des prospectus donnant une idée de ce que doit être notre publication.

Nous n'en avons pas encore, mais que les camarades patientent un peu ; aussitôt parus, nous en enverrons à tous ceux qui ont bien voulu s'intéresser à notre projet et à ceux qui en demanderont.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Nous rappelons qu'elle a été transportée aux *Temps Nouveaux* et que les volumes (200 environ) sont à la disposition des camarades tous les dimanches matin, de 9 heures à midi.

Nous en profitons pour prier ceux qui en ont chez eux de les rapporter.

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach illustré de la Révolution pour 1902, avec des articles de : Elisée Reclus, Lucien Descaves, P. Kropotkine, Henri Leyret, J. Grave, A. Girard, G. Yvetot, L. Tolstoï, etc.

Un éphéméride des dates révolutionnaires.

Nombreuses illustrations par M. Luce, J. Hénault, Roubille, V. Muller, portrait de G. Bresci.

Prix : 0 fr. 40 par la poste. — Remise de 25 0/0 aux vendeurs.

EN VENTE

Dernières lithographies parues :

L'Assassiné, par Dissy.

Le Calvaire du mineur, par Couturier.

Les Défricheurs, d'Agar.

Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.

Les Bienheureux, par Heidbrinck.

Tirage ordinaire, franco 1 fr. 40 en tube; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

∴

Dernières brochures parues :

L'Anarchie et l'Eglise, par Reclus et Guyou, couverture de Daumont; franco, 0 fr. 15.

L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de Hénault; franco, 0 fr. 15.

Guerre, Patrie et Caserne, de Ch. Albert, couverture par Agar; franco, 0 fr 15.

Le Chant des révoltés; *Paix et Guerre*, l'exemplaire, 0 fr. 10; le cent, 4 fr. 50.

∴

Vient de paraître le premier numéro de la *Feuille du soldat*, numéro spécial pour ceux qui vont partir au régiment, 0 fr. 10 le numéro, 2 francs le cent (port en sus), pour la propagande. Envoyer les commandes au camarade René Mouton, 7, impasse Prévost, Paris.

LES JOURNAUX POUR TOUS

Au moment où les partis politiques se préparent dans toute la France aux élections de mai 1902, nous devons profiter de cette effervescence pour propager la pensée communiste-anarchiste.

Nous le ferons efficacement grâce à l'Œuvre des Journaux pour tous.

Tout camarade peut demander au secrétaire de l'Œuvre (8, rue de la Sorbonne, à Paris) une adresse à laquelle il enverra régulièrement les *Temps Nouveaux* et son journal quotidien après les avoir lus.

Les habitants des campagnes devront faire lire et commenter autour d'eux tout ce qu'ils recevront, aider pécuniairement l'Œuvre dans la mesure de leurs moyens, constituer par localité ou par région des groupes de quelques personnes pour donner à l'Œuvre des indications et des conseils.

De leur côté, les bibliothèques populaires, les groupes d'études, les universités populaires ont avantage à entrer en relations avec les *Journaux pour tous*, afin de recevoir les envois gratuits de brochures et de publications périodiques.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Contes normands, par Jean Revel; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Raison, foi, prière, par Tolstoï; broch., 0 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Po nas al pryde potopa, par Frantisek Gelner; 1 broch. — *Communism a anarchie*, par P. Kropotkine, cette dernière saisie par la police autrichienne; librairie de *Nový Kult*, Praha Olsany, 45.

Le Magnétisme et la justice française, par T. Mouroux; 1 broch., 0 fr. 30. — *Argument des savants*, par H. Durville; 0 fr. 30. — *Argument des médecins*, par H. Durville; 0 fr. 30. Les trois brochures à la Librairie du magnétisme, 23, rue Saint-Merri.

Michael Bakunine, von Dr M. Nettlau, 30 pfen., à *Neues Leben*, 99, Adalbertstr., Berlin S.

Nous voulons le règne de la raison, par Ed. Spolikowski; placard gratis chez l'auteur, à Rouen.

La Commune de Paris, par Karl Marx; 1 vol., 3 fr. 50.

Evolution économique et évolution sociale, par Enrico Ferri; 1 brochure, 0 fr. 25.

La Loi des salaires et ses conséquences, par Jules Guesde; 0 fr. 20. Les trois à la librairie G. Jacques, 1, rue Casimir-Delavigne.

Pour la Vie, par Alexandra Myrial; 1 brochure, 0 fr. 50. *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

A lire :

Bavardage. Un Parisien; *Le Radical*, 27 oct.

A propos de l'exécution de Czolgosz; *Petit Bleu* de Bruxelles, 30 oct.

Le Rabiot des malades, par L. Lamarque; *Petite République*, 3 nov.

Assez, Emile Gautier; *Le Journal*, 4 nov.

BOITE AUX ORDURES

L'article *La Complicité morale*, de Henry Fouquier; *Le Journal*, 1er novembre.

PETITE CORRESPONDANCE

L... à Lyon. — J'ai besoin du volume pour le lire et en faire le compte rendu.

Hug., à Bruxelles. — Votre adresse pour l'expédition de ce que vous demandez ?

Hébert. — Lu votre article. D'accord avec vous sur le fond; mais la forme laisse matière (à discussion.

Delenda. — L'entrefilet n'est pas assez explicite. Il faut des détails.

J. L., à Helemme. — Votre abonnement est terminé de fin octobre.

J. L., à Verviers. — Entendu, tous les trimestres. Inutile de renvoyer les invendus.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* (détenus). — G. P., à Limoges, 0 fr. 45. — De Bourges : Delenda, 0 fr. 50; P. Lefort, 0 fr. 75. Total : 1 fr. 70. — Listes précédentes : 226 fr. — En caisse : 227 fr. 70.

Reçu pour le journal : de Ste-Tulle, 0 fr. 50. — Un cordonnier, 0 fr. 50. — F., 2 fr. 50. — G., à St-Mitre. — M., à Tours, 1 fr. 10. — J. E., 0 fr. 85. — L. G., à Nantes, 0 fr. 20. — R., 0 fr. 50. — M., à Trélazé, 2 fr. — B. L. et un nouveau prosélyte lorientais, 1 fr. 85. — Une compagne, par M., à Feuquières, 0 fr. 50. — Delenda, 0 fr. 30. — J. d'H., à Gand, 3 fr. — M., à Thianges, 0 fr. 50. — Merci à tous.

B., à Monnai. — E. G. à Spring-Valley. — M., à Feuquières. — B., à Mauziat. — R., à Jemeppes. — L., à Verviers. — V., à Porto-Alegre. — F., à Nouméa. — D. et R., à St-Amand. — H., à Béziers. — L., au Havre. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Impr. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 29 DIX CENTIMES DU 17 AU 23 NOVEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES DE L'EXTÉRIEUR

Qui nous paient en timbres, nous rappelons que nous perdons sur le change de 15 à 20 0/0 en moyenne, selon les localités. Nous les prions de tenir compte de cette différence.

Prière aux abonnés de nous envoyer la dernière bande, à chaque renouvellement.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

L'affaire Dreyfus n'aura pas été seulement une cause célèbre, mais un événement social dont les effets se feront sentir longtemps et dans bien des directions. Outre des faits d'ordre général, comme le discrédit où acheva de tomber la caste militaire aux yeux de tout homme un peu clairvoyant, comme l'oubli momentané d'intérêts particuliers en vue de fins plus lointaines et plus généreuses, comme cette pénétration entre des bonnes volontés restées jusqu'ici trop éloignées les unes des autres, ce rapprochement si fécond entre intellectuels et prolétaires, on peut citer parmi les fruits de l'Affaire des demi-évolutions et des initiatives aussi précieuses que celles des Zola, des Duclaux, des Pressensé, des France et de tant d'autres, dont il est incontestable que cette tourmente élargit la vision sur le champ des choses sociales. Le dernier numéro de la *Grande Revue* nous apporte une preuve nouvelle de la puissance de l'Affaire comme éveilleuse de consciences et remueuse d'idées. C'est un long article du rédacteur en chef, l'avocat Fernand Labori, sous ce titre : *Le mal politique et les partis.*

Avant de nous exposer ses vues sur les grands problèmes de sociologie et de politique qui sont aujourd'hui dans tant de préoccupations, Fernand Labori précise en quelques mots la situation actuelle du dreyfusisme.

« Les journées de Rennes et l'acceptation de la grâce ont été terriblement décisives. En acceptant sa grâce, Alfred Dreyfus n'a, ni de près, ni de loin, reconnu sa culpabilité. Il a, pour des raisons que je n'ai point à juger, préféré sa liberté immédiate à la continuation héroïque, ininterrompue de l'effort pour sa réhabilitation judiciaire. Bien qu'il doive son salut uniquement à un ensemble d'hommes soulevés dans l'intérêt de la justice commune et préoccupés avant tout de poursuivre une œuvre de progrès social ou plutôt de défense humaine, c'était son droit d'homme privé. Un particulier peut se mettre au-dessus de la justice des hommes — et qui nierait qu'Alfred Dreyfus fût bien placé pour la trouver méprisable? — Il peut, satisfait du jugement de sa conscience, et quel que soit l'intérêt de tous, préférer sa liberté à l'honneur légal. Mais il se conduit par là comme un être indépendant et isolé, non comme un homme épris d'humanité et conscient de la beauté du devoir social ; il agit comme un pur individu, non comme un membre de la collectivité humaine, solidaire de tous ses semblables. Du même coup, et quelle que soit la grandeur du rôle qu'il a pu tenir, il ne représente plus rien. »

De telles idées concordent trop avec celles que nous avons si souvent émises ici, pour ne pas les saluer avec plaisir sous la plume d'un de ceux qui vécurent le plus près du grand drame social. Il est évident que l'Affaire, dans toute la force du sens qu'on donna à ce mot, n'exista que comme un cas spécial, un épisode illustre de la lutte éternelle des puissances de mensonge et de ténèbres contre les forces de vérité et de lumière. Dépouillé de cette signification, le cas Dreyfus devenait une simple erreur judiciaire pareille à tant d'autres. S'il a pris si vite et si naturellement cette signification, c'est en vertu des circonstances si éminemment favorables qui en ont fait le cas-type rêvé, la plus inespérée leçon de choses que l'expérience puisse instaurer en matière de philosophie sociale.

L'Affaire devait donc mourir tout aussi naturellement le jour où la majorité des dreyfusards n'ont plus voulu qu'elle continuât de présenter cette signification et le jour où Dreyfus, mis au courant de son propre cas, a refusé d'être librement le symbole qu'il avait été malgré lui si longtemps. Car on n'a jamais assez remarqué que Dreyfus, loin d'être un héros, un porte-lumière et un auguste symbole, comme on le disait parfois si naïvement, n'a même jamais été dreyfusard. Et c'est pourquoi il fut le premier de ceux qui ont tué la grande agitation dreyfusiste.

De quelque façon que ce soit, cette agitation si salutaire est bien morte aujourd'hui. On n'en sent plus que les effets. « Le drapeau abaissé, comme dit fort bien Fernand Labori, les troupes se sont dispersées. Chacun, isolé de nouveau, s'est trouvé une fois de plus face à face avec sa conscience et il lui a fallu chercher, pour le suivre, où brille maintenant l'idéal. »

C'est ce que va faire, pour sa part, Fernand Labori.

Disons-le tout de suite, ce rapide coup d'œil jeté sur les grands problèmes de l'heure actuelle et sur la solution qu'il convient de leur apporter ne nous a attiré ni par la profondeur, ni par l'originalité des vues, mais par une bonne volonté, une sincérité, une passion pour le bien évidentes, une prédilection visible pour les solutions libérales en toutes choses, ainsi qu'une grande indépendance vis-à-vis des partis et des personnes. Aussi ce manifeste-programme, qui par le fond ne diffère pas beaucoup de tant d'autres émis ces temps derniers, nous semble-t-il mériter une discussion sérieuse. N'y a-t-il pas tout à attendre de ceux qui, comme l'avocat Labori, se montrent si scrupuleusement dociles à la voix de leur conscience et si attentifs aux leçons des événements?

En quelques pages pleines de modération, de clairvoyance et de fermeté, l'avocat de Dreyfus s'attache d'abord à montrer comment chaque parti fit faillite dès qu'il arriva devant l'Affaire. La tâche était simple pourtant et facile. Il s'agissait, dans des conditions parfaitement déterminées, de faire respecter une des lois fondamentales inscrites dans le code républicain. Voilà l'humble pierre de touche à laquelle n'ont pu résister, parvenues au pouvoir, aucune des grandes fractions du grand parti républicain. Radicaux après modérés, Défense républicaine et socialistes d'Etat après radicaux, Brisson et Bourgeois après Méline, Waldeck-Rousseau et Millerand après Brisson, tous en un mot, depuis les bourgeois opportunistes jusqu'aux fougueux démocrates, ont sacrifié, l'heure venue, à l'ignoble raison d'Etat. Tous, les uns après les autres, ont, à un moment donné, mis les intérêts les plus mesquins de parti à la place des principes sans lesquels, justement et selon leurs propres désirs, leurs partis ne présentent plus le moindre intérêt ! Nous ne crierons jamais assez bravo à Labori pour avoir osé affirmer tout cela si bien et si haut.

Chacune de ces défaillances et de ces trahisons, l'avocat de Dreyfus, en effet, les a percées à jour. Il ne s'en est pas laissé imposer davantage par le prétexte dont on a cherché à les colorer, à savoir cette fameuse loi contre les menées cléricales, cette loi de circonstance issue de la plus absurde discussion qu'aient enregistrée peut-être les annales parlementaires, cette atteinte grave à la liberté de quelques-uns, qui, sans porter le moindre préjudice aux ennemis de la liberté, pourrait fort bien se retourner, à l'occasion, contre ses amis. Avec tous les hommes de bon sens, Fernand Labori voit, en effet, dans la séparation des Eglises et de l'Etat, l'unique solution de la question cléricale et la seule honnête.

Après avoir fort bien compris tout ce que n'ont pas su, voulu ou pu faire les partis dans la grande crise que vient de traverser non seulement la France, mais l'Europe consciente et pensante, l'écrivain de la *Grande Revue* comprend fort bien de même tout ce qui a été fait en dehors des partis, contre eux et malgré eux, par des hommes n'ayant reçu mandat que d'eux-mêmes, n'obéissant qu'à leur propre initiative et sans être poussés par d'autres mobiles que le besoin d'agir en conformité avec leur croyance, pour des intérêts supérieurs à ceux que considère d'habitude la politique.

Et l'on tombe des nues quand on constate que

Labori ne trouve, lui aussi, qu'un remède politique, un remède de parti au mal dont l'Affaire a si bien mis à nu les ravages ; quand on constate, se reprenant à deux fois pour mieux lire, qu'il n'a recours qu'à des moyens politiques, des moyens de parti, lorsque les yeux fixés sur les grands problèmes moraux et sociaux inscrits au fronton de ce siècle il se demande, avec l'élite de ses contemporains, comment on avancera vers leur solution !

Ce nouveau parti dont, en un bel élan d'enthousiasme, Labori fixe les principes et trace les cadres, ce nouveau parti destiné à laver les souillures de ses aînés, à faire faire enfin à l'humanité un pas assez grand, cette fois, pour qu'elle se trouve emportée loin de l'Affaire et de ses hontes, ce parti issu du déclassement de tous les autres est un socialisme élargi, « capable d'offrir un abri à tous les républicains vraiment préoccupés du développement de la démocratie, à tous les hommes de progrès et de liberté ». Labori baptise l'enfant issu de son enthousiasme avec ces grands mots Liberté, Vérité, Fraternité, Progrès, sans paraître se souvenir que les partis sur les ruines desquels il veut élever le sien eurent les mêmes parrains, sans que ceux-ci aient jamais réussi à les retenir sur les bords du mensonge, de l'hypocrisie et du crime.

Etrange logique.

Voilà une longue et douloureuse crise dont tous les faits, les moindres comme les plus graves incidents, concourent à la ruine de l'idée de parti, dont tous les enseignements s'unissent contre le préjugé politique, voilà d'autre part un homme mieux placé que personne pour profiter de ces enseignements, lui-même vient nous apprendre qu'aucun ne lui a échappé et quand cet homme, après la tourmente, cherche, selon son expression, où brille l'idéal, le voilà qui retombe tout droit, comme s'il n'y avait pas d'autre issue, ni d'autre chemin, sur le préjugé politique. Cet avocat devenu fervent de philosophie sociale cherche, avec une sincérité qui perce sous chacune de ses phrases, ce qu'il faut faire pour le Mieux, mais tout ce que sa passion du Bien lui suggère, il l'expose, il le traduit, comme malgré lui, en fonction du préjugé politique, selon les habitudes, le langage et dans le cadre ordinaire de la politique. Il ne prévoit pas même l'hypothèse où la solution se trouverait en dehors de la politique, de ses rouages et de ses routines.

Il y a là quelque chose de bien grave.

Comment peut-il se faire qu'un homme d'intelligence et de moralité supérieure respecte sur sa route, comme un obstacle impossible à tourner, le roc du préjugé derrière lequel se dérobent si complètement à lui tant d'initiatives fécondes, tant de directions nouvelles et possibles pour l'effort humain ?

C'est ce que j'essayerai de dire dans la suite de cette étude et sans perdre de vue le travail qui en fut l'occasion.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

NOTES D'UN SOLDAT EN CHINE

(*Suite*) (1)

Les Allemands qui occupaient la moitié de Pao-Ting-Fou et opéraient aussi dans les pays environnants se conduisirent de façon identique.

— Un sous-officier français d'artillerie raconte que, pendant la colonne dite de la Grande Muraille, il vit des soldats allemands qui, ayant attaché une femme enceinte à un arbre, se préparaient à lui ouvrir le ventre, sans doute pour voir ce qu'il y avait dedans. La pauvre femme ne dut son salut qu'à la présence des Français. Ce sous-officier nous dit aussi avoir vu des soldats allemands prendre des enfants entre leurs genoux et leur tourner, leur *visser* la tête afin de les tuer.

— Deux Allemands de la garnison de Pao-Ting-Fou étant entrés dans un village des environs, probablement pour y voler, furent tués par les habitants. Le meurtre découvert, les Allemands cernèrent le village et y mirent le feu; les Chinois qui tentèrent de se sauver des flammes furent massacrés sans pitié : le reste périt dans l'incendie.

Ceux qui aiment à se rendre compte des progrès de la civilisation européenne en Chine, ont pu contempler à leur aise les ruines fumantes et les cadavres carbonisés.

— Le village de Kou-Kouan, près de la Grande Muraille, dont les Allemands s'emparèrent le 23 avril, était plein de cadavres, non de réguliers chinois, mais d'habitants tués pour la plupart dans les maisons. On remarquait aussi un grand nombre d'ânes, de mulets, de chiens, voire un chameau, tués par des balles : ce devaient être de bien redoutables adversaires !

On voit, par ces quelques exemples, que les Allemands n'ont rien à nous envier.

Les renseignements que m'ont fournis des camarades sur les autres nations alliées, montrent qu'elles étaient également à la hauteur de leur noble mission civilisatrice : les Philippines, le Transvaal, la Finlande ne sont-ils pas là pour en témoigner ?

***

Au cours des colonnes, plusieurs missionnaires furent décorés, entre autres l'évêque de Tcheng-Ting-Fou et celui de Hien-Hien. Est-ce pour leurs services d'espionnage ?

La colonne de Hien-Hien (27 février) se borna — heureusement pour les Chinois — à décorer Monseigneur et à passer une revue de réguliers.

Mais toutes ne furent pas aussi bénignes. A Tali-kot-chouan, le nombre des morts s'éleva à plus de 1.200. A Kiou-Tchang et à Oui-Pé, nos officiers en avouaient plus de 3.000. A Tsoui-Nan-Pou et à Tze-Ouen, plusieurs centaines de Chinois trouvèrent la mort.

Combien de villages furent incendiés, on ne saurait le dire. A Oui-Pé, tout un grand quartier de la ville fut brûlé. Kiou-Tchang, ancienne capitale de province, fut entièrement détruite par le feu. Tze-Ouen fut incendiée également.

De notre côté, les pertes furent insignifiantes.

A Tali-kot-chouan, deux marsouins furent blessés par les projectiles des fusils de rempart et trois zouaves furent aussi blessés... mais par des fantassins maladroitement placés par le commandant de la colonne.

Trois zouaves de Hwei-lu furent blessés devant Tong-kia-men par des réguliers chinois qui obligèrent le détachement de zouaves à se replier très rapidement sur Hwei-lu.

Et c'est tout ce qui est parvenu à ma connaissance.

***

Les colonnes, d'ailleurs guidées par des missionnaires, offraient dans leurs opérations un caractère de guerre religieuse qui n'a pas échappé au soldat non plus qu'au Chinois.

Aussi, le missionnaire, rendu responsable de la guerre — et avec raison — était-il détesté de tous. Quant aux Chinois catholiques, — la lie de la population, — dès qu'ils exhibaient leurs chapelets et leurs scapulaires devant les soldats, ne manquaient-ils pas de « dénicher le nid de claques » ; ce qui refroidissait singulièrement leur ferveur religieuse.

Sous prétexte de punir les habitants de leurs attaches avec les Boxers, les missionnaires faisaient détruire les pagodes par les troupes européennes.

A Pao-Ting-Fou, les quatre pagodes des portes de la ville, ainsi que des grands temples de l'intérieur, furent jetés bas par la mélinite et la pioche des sapeurs du génie.

Le 23 novembre, après la prise de Tali-kot-chouan, deux pagodes furent détruites dans un village voisin.

La colonne de Tcheng-Mao (1er janvier 1901) se borna à la destruction de pagodes et à celle d'un gigantesque Bouddha, œuvre d'art d'un grand caractère, taillé en plein roc sur une pente de la Montagne Jaune.

Sous la première porte fortifiée de Kou-Kouan, le génie fit sauter des dalles de pierres sur lesquelles les Chinois se plaisaient à marcher, car ils y avaient gravé des images du Christ en croix. Ne fallait-il pas venger cette injure faite à notre sainte religion ?

Cependant, en échange de ces services, les bons Pères traitaient les soldats aussi durement que possible quand ils en trouvaient l'occasion. Nombreux sont ceux qui doivent des punitions sévères à l'intervention toute-puissante de ces apôtres de la charité divine.

A Tcheng-Ting-Fou, le Monseigneur, maître de la ville, faisait peser parcimonieusement le bois qu'il était chargé de distribuer aux troupes. En plein hiver, les hommes avaient à peine de quoi faire cuire leurs aliments. Malheur à celui qui était pris par un missionnaire à ramasser le moindre morceau de bois; aussitôt dénoncé, il était jeté en prison.

(*A suivre.*) V.

(1) Voir les numéros 24, 25, 26, 27 et 28.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA JUSTICE. — L'affaire Rabiet vient une fois de plus de faire connaître quels procédés scandaleux sont en usage chez les juges et leurs acolytes, les policiers, pour amener la condamnation de tout homme, innocent ou coupable, qui tombe entre leurs griffes.

Toute déposition, toute circonstance défavorables à l'inculpé sont aussitôt accueillies par eux avec empressement, tandis qu'ils apportent la plus mauvaise grâce à faire vérifier toute allégation de celui-ci, susceptible de l'innocenter ou de l'excuser.

Une fois tel homme soupçonné par eux et arrêté pour ce motif, ils ne peuvent se décider — et cela est sinon très humain, du moins très conforme à la nature humaine — à avouer qu'ils se sont trompés. Et alors les manœuvres les plus déloyales sont mises en pratique, questions insidieuses, rapprochements invraisemblables, fausses allégations, menaces ou promesses mensongères, en vue d'ahurir l'accusé et de lui arracher quelque parole imprudente, qui, habilement interprétée et au besoin dénaturée, servira d'arme pour le faire condamner.

Dans l'espèce, le juge qui a ainsi agi, se nomme Lemercier. Mais Lemercier n'est pas tel ou tel juge forfaiteur : il est le juge. Il représente l'incarnation de la justice humaine avec ses imperfections, ses partis pris, ses iniquités dues précisément aux imperfections de la nature humaine qui la rend partiale et inique.

Pour vouloir faire rendre par les hommes une justice vraiment juste, il faudrait au préalable en faire des anges.

***

Autre exemple d'iniquité juridique donné par la *Petite République* :

La 7e chambre de la cour d'appel vient de rendre, dans une série d'affaires relatives à des accidents du travail, des arrêts qui sont peut-être juridiques, mais qui consacrent une situation que M. l'avocat général Seligman a lui-même qualifiée d'inique et de cruelle.

Voici les faits. Ils sont les mêmes dans toutes les affaires :

Un ouvrier est blessé. La compagnie d'assurances qui a assuré le patron responsable, réussit à circonvenir l'ouvrier et obtient de lui, moyennant le paiement d'une somme dérisoire, une quittance transactionnelle mettant fin à toutes difficultés pour le passé et l'avenir.

C'est ainsi qu'un ouvrier, qui croyait n'avoir qu'une entorse, a transigé pour 234 francs. C'était le prix même que lui devait la compagnie pour le chômage subi. Or, quelques mois plus tard, on lui coupait la jambe !

Et la cour d'appel, suivant en cela la jurisprudence de la Cour de cassation, a consacré ces transactions.

***

Vendredi comparaissaient devant la 7e chambre des appels correctionnels les camarades Henry, Libertad, Mérat et Jouhaux, appelant d'un jugement les condamnant pour l'affaire de Noisy-le-Sec.

Le tribunal confirma les condamnations antérieurement prononcées. A ce moment, une voix cria dans le fond de la salle : « Vive la Sociale ! » Le président, interloqué, fait avancer l'auteur de ce cri, le jeune Rueff, âgé de seize ans et demi, qui revendique crânement son acte. Ce président grotesque délibère alors avec ses assesseurs, et, un quart d'heure après, sentant le ridicule de sa conduite prudhommesque, il dit à Rueff : « On ne doit

pas troubler l'audience, allez-vous-en et ne recommencez plus. »

L'assistance répondit par des rires moqueurs.

*
* *

LIBERTÉ DE PENSER. — La censure vient d'interdire deux nouvelles pièces : *Les Avariés*, de Brieux, et *Ces Messieurs*, de Georges Ancey. La censure laisse passer, avec avis favorable, sans doute, les ordures patriotico-pornographiques qui se hurlent dans les cafés-concerts. Mais une pièce qui pose un problème social, halte-là !

Qu'on abrutisse le peuple, bien ; mais qu'on l'instruise, jamais de la vie !

*
* *

CONTRE LE MILITARISME. — La Fédération des Bourses du Travail et l'Union des syndicats de la Seine ont donné, l'autre soir, une soirée à l'occasion du départ des conscrits.

Après une allocution du camarade Yvetot, divers artistes et chanteurs se sont fait entendre. On a joué *la Première Salve*, l'excellente petite pièce antimilitariste d'Amédée Rouquès, à la fin de laquelle les acteurs sont venus « crosse en l'air » chanter l'*Internationale*.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

Mouvement ouvrier. — LA GRÈVE DES MINEURS. — La grève est de nouveau à l'ordre du jour. Si même il fallait en croire le secrétaire général de la Fédération des mineurs, l'ordre de grève serait définitivement lancé pour le lundi 18 courant. Qu'y a-t-il de fondé dans cette nouvelle affirmation, nous l'ignorons, mais ne tarderons pas à l'apprendre. Waldeck-Rousseau a répondu aux mineurs qu'il s'en tenait à ses premières déclarations, c'est-à-dire par une fin de non-recevoir aux principales revendications des mineurs. Baudin, ex-socialiste radical, a déposé à la Chambre un projet de retraites. Les mineurs avaient donc les réponses attendues ; celles-ci ne leur ayant rien apporté et la grève n'ayant pas été déclarée immédiatement, l'on ne peut qu'en conclure que les mineurs ne sont pas encore prêts à tenter une action aussi importante qu'une grève générale de leur corporation.

Les politiciens qu'ils ont mis à leur tête continuent du reste toutes leurs petites combinaisons d'intrigues. Basly et Cotte, le secrétaire de la Fédération, sont venus ces jours-ci encore à Paris pour essayer de traiter quelques compromis avec le gouvernement, qui, lui, est bien décidé à ne rien céder du tout. Tout cela gagne du temps, les énergies s'émoussent, et les plus décidés parmi les mineurs, n'ayant pas le courage de réagir, mais comprenant qu'ils sont le jouet des polichinelles à qui ils ont délégué le soin de faire leurs affaires, se désintéressent.

Toutefois, il faut croire que certains d'entre eux réagissent et n'acceptent pas à la lettre toutes ces combinaisons, car, sans attendre le fameux *signal de grève*, le travail a cessé dans certains centres miniers et une effervescence caractéristique règne un peu partout.

Dans le bassin de la Loire entre autres et à Saint-Etienne principalement où il y a un bon noyau de militants prêts à l'action, l'agitation ne cesse pas, les réunions se succèdent. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, dans les *fiefs* de Basly et Lamendin, les mineurs, énervés par l'attente et ne voulant plus, sans doute, être dupes plus longtemps, ont déserté plusieurs puits sans attendre le fameux *signal* de la grève générale qu'on leur dit toujours d'attendre et qui ne vient jamais. Mais, je le répète, tout cela manque d'ensemble, à moins que, comprenant qu'ils ne peuvent différer indéfiniment ce qu'ils tentent vainement d'empêcher, les délégués des mineurs ne se décident enfin à faire le nécessaire pour la cessation complète du travail.

En tous cas, cette situation ne peut durer bien longtemps à présent, et une décision définitive doit intervenir à bref délai.

Le gouvernement, en attendant, fait bien les choses et la simple annonce de la cessation *partielle* du travail dans quelques concessions a provoqué un déplacement considérable de troupes. Jamais, depuis mai 1871, l'armée n'avait si bien justifié les paroles de Galliffet : « L'armée gendarmerie de l'intérieur. »

C'est par colonnes entières que les journaux ont publié, à la première annonce d'une grève possible, le transfert des troupes de garnison vers les centres miniers.

Peut-être, devant de pareilles mesures, y aurait-il moyen pour la classe ouvrière de montrer sa sympathie aux mineurs. Il y aurait lieu pour cela, dans les villes dégarnies de leurs policiers, gendarmes et soldats, d'organiser de sérieuses manifestations, d'entretenir par des réunions publiques, par des sorties en masse dans les rues une agitation capable de paralyser, tout au moins en partie, les plans de guerre civile du gouvernement.

Il y aurait lieu en tout cas de ne pas rester inactifs dans certaines villes où il y a des syndicats ouvriers, des Bourses du travail. L'agitation à entretenir peut et doit être faite par ces groupements. Il y a là un acte de solidarité devant lequel ils ne peuvent pas reculer. Que les camarades y réfléchissent et agissent en conséquence.

*
* *

POLITICAILLERIE. — Régulièrement, à la veille des élections, la question de la situation des employés de chemins de fer — il y a des femmes gardes-barrière qui gagnent 0 fr. 12 par jour — revient sur le tapis. Les élections approchent, et il y a là deux cent mille électeurs à qui il faut dorer la pilule.

A la veille des élections de 1898, une loi relevant le salaire des employés de chemins de fer avait été votée par la Chambre. Les sénateurs ayant démoli ce qu'avaient fait les députés, ceux-ci se proposent de rebâtir leur loi qui servira une fois de plus d'attrape-nigauds lors des prochaines élections. Le Sénat redémolira à nouveau ce qu'aura fait la Chambre, et Messieurs les politiciens une fois élus n'auront qu'à recommencer dans quatre ans. A moins que les employés de chemins de fer ne se lassent, ce qui est peu probable lorsqu'on se rappelle leur manque d'énergie au moment de l'action il y a trois ans.

*
* *

Des camarades me communiquent les deux derniers numéros du *Cri typographique* qui contiennent des insultes et de méchantes calomnies à l'égard de quelques-uns des meilleurs militants de la corporation. J'avais recommandé ce petit canard lors de l'apparition du premier numéro, il est devenu l'organe des impuissants. Où j'avais cru voir une question de propagande, il n'y a, paraît-il, qu'une question de vente. Laissons les marchands à leur comptoir.

P. DELESALLE.

Belgique.

Notre ami Moineau vient de nous être rendu !

A quelle cause faut-il attribuer cet heureux événement ? Nous l'ignorons.

Officiellement la naissance d'un rejeton princier, héritier de l'hypothétique trône de Belgique, aurait donné à notre Sire l'occasion d'exercer son droit (?) de grâce à l'égard de 500 malheureuses victimes emprisonnées.

Moineau aurait été compris dans la fournée de grâces...

Sans être pour cela accusé de dénigrement systématique, on peut douter que Moineau ait dû sa liberté à un mouvement de commisération échappé à la personnalité, augustement royale, de sa Majesté Popaul II.

Nous inclinons plutôt à croire que l'agitation inlassable faite par les socialistes et les anarchistes autour du cas Moineau a été la cause principale, et sans doute unique de l'élargissement de notre ami.

Comment ne pas interpréter de cette façon les agissements de nos gouvernants ? Pourquoi auraient-ils attendu que le mariage du Prince Albert nous ait procuré un nouveau budgétivore ?

N'aurait-on pas pu mettre Moineau en liberté à l'occasion de ce mariage et pourquoi attendre que neuf mois révolus fournissent un motif qui ne trompera personne ! Pourquoi aussi, s'il s'agit d'une grâce, l'appliquer à Moineau seul et ne pas en faire bénéficier Wolf et Bonjean qui ont été condamnés avec Moineau et même à des peines inférieures ?

On avouera que ces raisons nous engagent à nous montrer sceptiques envers la mansuétude de nos maîtres. Au surplus, l'attitude énergique que Moineau a constamment eue au bagne était plutôt de nature à lui valoir la haine de nos exploiteurs et l'on peut dire en toute certitude que c'est l'opinion publique qui leur a arraché la mise en liberté de Moineau.

D'ailleurs, on ne sait pas encore à l'heure actuelle quelle est la situation juridique de Moineau : Est-il libéré provisoirement, conditionnellement ou complètement ?

Quoi qu'il en soit, ce que nous savons, c'est que Moineau est sorti du bagne par la grande porte, en maintenant absolument intactes ses convictions anarchistes et sans avoir jamais sollicité la moindre grâce.

Réjouissons-nous donc de retrouver cet ami qui nous revient plein de vaillance et d'énergie.

Dans la Belgique tout entière, les travailleurs sont joyeux. Nous avons la conviction qu'ils ne laisseront pas leur œuvre incomplète et qu'ils arracheront bientôt Wolf et Bonjean aux geôliers de Louvain.

*
* *

Vous devez savoir que la grève de Seraing, si énergiquement commencée, s'éteint doucement. Une fois de plus les mineurs rentreront à la mine écrasés par le capital, une fois de plus aussi une grève pleine de promesses (devenue générale dans tout le bassin en moins de deux jours) aura été annihilée par les politiciens sans vergogne.

La propagande anarchiste ne cesse cependant pas et l'on peut dire qu'elle commence à porter des fruits. Bien qu'elle se ralentisse pour le moment, le *Réveil des travailleurs* et l'*Emancipation* tirent ensemble à plus de 4.000 exemplaires. Les meetings se suivent et réussissent : Hénault à Verviers, Liège et Seraing, Thonar à Gilly, Tournay et Huy, Hardy à Bruxelles, ont développé les idées anarchistes devant des auditoires nombreux et sympathiques. L'*Emancipation*, qui a tenté de paraître quotidiennement, paraîtra trois fois par semaine à partir de fin novembre.

Tout cela promet bonne récolte !

G. THONAR.

Egypte.

Les camarades d'Alexandrie viennent de faire paraître *La Tribuna libera*, journal anarchiste, écrit en italien et en français ; adresse G. Rosenthal, 41, rue Anastasi, Alexandrie.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

8, rue de la Sorbonne, Paris (Ve arr.).

Jean-Pierre demande un peu de patience. Bien que tous ses amis aient beaucoup travaillé déjà, leur besogne n'est pas encore terminée. Comme *Jean-Pierre* veut devenir robuste et beau, il attend pour naître les meilleures conditions possibles.

Que l'on compte sur *Jean-Pierre* pour le 1er décembre.

FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL. — Décision du Comité Fédéral (séance du vendredi 8 novembre 1901) :

« Le Comité fédéral des Bourses du Travail invite les Syndicats à donner au Secrétaire de la Fédération des Bourses, les noms de leurs syndiqués qui partent au régiment ainsi que le lieu où ils se rendent, afin qu'ils soient avisés les Bourses du Travail, fédérations et syndicats qui se trouvent dans le même endroit et qui feront tout leur possible pour attirer à eux ces jeunes camarades, pour leur rendre la vie moins mauvaise durant leur séjour à la caserne. »

Pour le Comité fédéral :
Le Secrétaire, GEORGES YVETOT.

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures.

Dimanche 24 novembre, matinée familiale.

Education Sociale de Montmartre, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 16 novembre. — Fête organisée avec la Ligue des Droits de l'homme, salle de la Ligue Fraternelle, 13, rue Sainte-Isaure.

Mardi 19. — M. Cahen, professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand : La vie et les œuvres de Voltaire (1re causerie).

Jeudi 21. — M. Gourdon, surveillant général à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud : 3e Mirabeau.

Samedi 23. — M. Téry, agrégé de philosophie : La Femme et l'Eglise.

Un camarade qui voudrait entreprendre un travail sur les députés, leurs promesses, leurs men-

songes et leurs palinodies demande à ceux qui pourraient lui *fournir* faits et documents, de bien vouloir les faire parvenir au journal.

*N'ai-je pas donné une montre à garder à un camarade? Prière de me la retourner au bureau du journal. — P. D.

Dimanche prochain 17 novembre, à 2 heures de l'après-midi, séance d'inauguration de *l'Effort*, université populaire du Grand Montrouge, salle Moquet, 48, avenue de la République, à Montrouge.

Orateurs : Ch. Guieysse, Le but des Universités populaires; Jules Lermina, Les Jugements du président Magnaud; Mme de Sainte-Croix (Savioz), L'opprimée et l'oppresseur.

Présidence d'honneur du citoyen Magnaud.

Entrée : 50 centimes; les citoyennes sont invitées.

Union ouvrière de l'Ameublement des Batignolles-Montmartre. — Samedi 16 novembre, à 8 heures 1/2 du soir, 8, rue des Apennins, Salon de la Ménagère, grande soirée familiale précédée d'une conférence sur la Concurrence et la Camaraderie, par Paraf-Javal.

Concert par des artistes et des amateurs, chants, piano, violon, mandoline, etc.

La carte d'entrée de 50 centimes donne droit à la tombola qui sera tirée pendant la soirée.

Les compagnes sont spécialement invitées.

Nota. — Les camarades détenteurs de cartes sont nvités à régler avant le tirage de la tombola; à cet effet, le camarade Rochet sera à leur disposition la veille, vendredi soir; toutes les cartes non rentrées seront considérées comme vendues.

LILLE. — Samedi 16 novembre, tous les camarades de Lille et des environs sont priés de se réunir au local habituel, 3, rue de Poid, pour l'achat des volumes pour la bibliothèque.

La bibliothèque est déposée chez le camarade Poissonnier.

DENAIN. — Tous les camarades détenteurs de brochures sont priés de les rapporter au groupe, à la réunion du samedi, au local habituel.

AUXERRE. — *Jeunesse Socialiste Auxerroise.* — La Jeunesse Socialiste Auxerroise a décidé dans sa dernière réunion, pour faciliter l'éducation libertaire de ses membres, de fonder une bibliothèque; mais comme elle a à soutenir pécuniairement les frais occasionnés par le procès du *Pioupiou de l'Yonne* dans lequel deux de ses membres sont inculpés, elle ne peut donc compter que sur les camarades de bonne volonté pour l'organisation de sa bibliothèque.

Elle fait donc un pressant appel à tous les libertaires, à tous les militants qui voudraient voir nos idées répandues un peu partout, pour l'aider dans son œuvre de propagande.

Les camarades qui voudront bien lui faire parvenir des volumes recevront des *Pioupiou de l'Yonne*, n° 2, qui vient de paraître.

Adresser les volumes au citoyen Thibaut Georges, rue Saint-Pèlerin, Auxerre (Yonne).

ANGERS. — *Une idée pratique.* — Samedi dernier, 2 novembre, il y avait réunion à l'Université populaire (L'Education), 9, rue de Lespine.

Le camarade Mercier, trésorier, développe l'idée que lui a soumise un adhérent.

Finalement, cette idée est adoptée à l'unanimité par les membres présents.

Voici cette idée :

Considérant que l'Université populaire de Maine-et-Loire (ainsi que les autres, sans doute) a été fondée pour développer, parmi ses membres, les idées de progrès, de liberté, de justice, de solidarité sociale et l'enseignement mutuel de ses membres;

Considérant encore que le raisonnement, l'observation, la confrontation sont nécessaires pour acquérir ces idées et toutes connaissances, émet l'idée que, chaque mois, il soit choisi un sujet, à traiter par écrit, le plus brièvement possible, par chacun des membres qui, nous l'espérons, s'en feront un plaisir, pour que, le jour fixé, la lecture de toutes les réponses puisse se faire.

Si une séance ne pouvait y suffire, la suivante y serait consacrée.

Cette idée ayant été adoptée, l'on choisit le sujet. Le camarade Mercier propose de traiter : « La peine de mort a-t-elle sa raison d'être ? »

Ce sujet a été adopté à l'unanimité.

La lecture de toutes les réponses aura lieu dans une quinzaine. (Le jour et l'heure seront indiqués par les journaux de la localité.)

Tous les camarades d'Angers sont invités à se trouver au local habituel, le dimanche 17 novembre, de 9 à 10 heures du matin, en vue d'une souscription en faveur du camarade Meunier, condamné en raison des lois scélérates. Les camarades d'Angers ne peuvent rester indifférents en présence de la mauvaise foi du gouvernement, dit de défense républicaine, qui compte parmi ses membres un socialiste et qui, tout en graciant notre ami, lui refuse le voyage pour revenir en France.

Il est donc du devoir de tous les compagnons de faire le possible pour aider le camarade Meunier.

EN VENTE

Dernières lithographies parues :

Les Défricheurs, d'Agar.
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.
Les Bienheureux, par Heidbrinck.
Tirage ordinaire, franco 1 fr. 40 en tube; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

∴

Dernières brochures parues :

L'Anarchie et l'Eglise, par Reclus et Guyou, couverture de Daumont; franco, 0 fr. 15.
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de Hénaut; franco, 0 fr. 15.
Guerre, Patrie et Caserne, de Ch. Albert, couverture par Agar; franco, 0 fr. 15.
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, 0 fr. 05; le cent, 3 francs.

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach illustré de la Révolution pour 1902, avec des articles de : Elisée Reclus, Lucien Descaves, P. Kropotkine, Henri Leyret, J. Grave, A. Girard, G. Yvetot, L. Tolstoï, etc.

Un éphémeride des dates révolutionnaires.

Nombreuses illustrations par M. Luce, J. Hénault, Roubille, V. Muller, portrait de G. Bresci.

Prix : 0 fr. 40 par la poste. — Remise de 25 0/0 aux vendeurs.

Les camarades de province peuvent le réclamer dès cette semaine chez tous les dépositaires du journal.

∴

Dernières brochures parues dans la Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, de Bruxelles.

A M. Emile Zola, par Ch. Albert, *franco*, 0 fr. 15.
L'Humanisphère, par Dejacques, 1 fr. 20.
Un peu de théorie, par Malatesta, 0 fr. 15.
Les Précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff, 1 fr. 15.
Le Prisonnier, par Morrow, 0 fr. 15.
Alle Madri, Vezzani, 0 fr. 15.
Un précurseur anarchiste, par L. Combes, 0 fr. 15.
La Servitude volontaire, par E. de la Boétie, 0 fr. 30.
Quelques vers, Richepin, 0 fr. 15.
Pour la vie, A. Myrial, 0 fr. 60.
Droits et Devoirs (extraits de *Pour la vie*), A. Myrial, 0 fr. 25.
Anarchie, par André Girard; 10 exemplaires, 0 fr. 40.
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert; 10 exemplaires, 0 fr. 40; le cent, franco, 3 fr. 10.

Dernières chansons :

La Marianne; Fraternité, 0 fr. 10.

Groupe de Solidarité internationale

Encouragé par les nombreuses adhésions des camarades, le groupe de Solidarité internationale a fait tirer, il y a trois mois, une affiche « Contre les guerres ». Malgré des appels réitérés, les camarades n'ont mis aucun empressement à passer de la simple signature aux actes, et une grande partie des affiches est restée à charge au groupe.

Nous les tenons à la disposition de tous ceux qui croient cette propagande utile, à raison de 4 francs le cent, port compris; au-dessous de 100, 0 fr. 05 l'exemplaire.

LIBERTÉ D'OPINION

Comme il y avait beaucoup de réunions organisées en faveur des conscrits, le même soir que celle organisée par le groupe, la réunion de lundi se solde par une mauvaise opération financière :

Frais de salle		125 »
Service		2 »
Affiches		24 »
Frais d'affichage		1 50
Total		152 50
Entrées	91 05	
Collecte	2 80	
Total		93 85
Déficit		58 65

BIBLIOGRAPHIE

Anarchie, jeji cil, geiji prostredky, de J. Grave, 1[er] et 2[e] fascicules, à Novy-Kult, Praha Olsany, 15 (Autriche).

Droits et Devoirs (extraits de *Pour la vie*, de A. Myrial; 0 fr. 25; Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

L'Ingénieur social aux établissements van Marken à Delft, circulaire d'octobre du *Musée social*, 5, rue Las-Cases.

Gens de robe, par Jean Payoud; 1 vol., 3 fr. 50, chez Villerelle, 59, rue des Mathurins.

Les Causes de la dépopulation en France, par G. Canderlier; une broch., 1 fr., chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Le Travail, par Jean Jaurès; 1 broch., 0 fr. 10, à la *Bibliothèque ouvrière sociale*, 12, rue du Commandeur.

A lire :

Petits pamphlets, Noll; *Dépêche* du 29 sept.
Et après, Séverine; *Journal*, 6 nov.
L'Egoïsme et la Morale, Henry Jagot; *Le Patriote de l'Ouest*, 10 nov.

A voir :

Quelques dessins de Dorville dans le numéro spécial de l'*Assiette au beurre* sur *l'Assistance publique*, n° 32.

PETITE CORRESPONDANCE

M. D., 193. — Le numéro a été expédié et réexpédié.

Dumas, à Paterson. — Quels numéros vous manque-t-il? — L'abonnement est toujours servi.

E. R., à Saïgon. — Le *Supplément* porte son numéro particulier, au bas de la première page de chaque livraison.

D. 199, Paris. — Jusqu'à fin mars.

T., à Marseille. — Il faudrait pour cela voir un éditeur de musique. Nous n'avons pas le temps de courir.

J. L. M., 173. — Dans *La Révolte* nous avons déjà donné beaucoup d'extraits de Tridon. — Je vais m'assurer si celui-ci n'a pas été donné. Nous avons donné de l'Avenel.

Reçu pour la publication de l'*Image* pour enfants : Le groupe de Denain, 2 fr.

Reçu pour la *Solidarité Internationale* : D., à Paris, 0 fr. 30.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* (détenus) : N. M., 5 fr. (pour Grandidier). — Groupe *Les Affamés* de Spring-Valley, 25 fr. — Total : 30 fr. — Listes précédentes : 227 fr. 70. — Déficit de la réunion : 58 fr. 65. — Envoyé à Grandidier : 5 fr. — Total : 63 fr. 65. — Reste en caisse : 164 fr. 05.

Reçu pour le journal : N. M. 5 fr. — L. M., 1 fr. — Collecte à la conférence de Dubois-Desaulle à Denain, 5 fr. — C., à Houssaye, 0 fr. 15. — D[r] C., à Toulouse, 5 fr. — Alger, souscription de 6 pauvres diables, 1 fr. 50. — B., à Rouen, 0 fr. 95. — Bourgeois, Auxerre, 0 fr. 25. — A. M., à Buckingham, 2 fr. — Jeanquimarche, 5 fr. — R. E., à Saint-Claude, 1 fr. — Merci à tous.

J. T., à Tannay. — F. B., à San Giovanni. — H. A., à Denain. — C., à Lille. — L., à Coudray. — Reçu timbres et mandats.

Les *Temps Nouveaux* sont en vente
à Brest
Chez M. Nicolas, libraire, 39, Grande Rue.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 30 DIX CENTIMES DU 24 AU 30 NOVEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Les acheteurs au numéro de Paris doivent réclamer au libraire notre catalogue.

Ceux de province ont dû l'avoir avec le numéro de la semaine passée.

Prière aux abonnés de nous envoyer la dernière bande à chaque renouvellement.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

(*Suite*)

Quelque domaine que l'on aborde on voit tout de suite que les meilleurs d'entre nous, ligottés depuis l'enfance dans certaines croyances et idées préconçues, comme des momies dans leurs bandelettes, ont une peine infinie, même avec la meilleure volonté du monde, à rompre ces liens. Combien peu encore, hélas ! savent juger de ce qui sera et doit être autrement que sur ce qui fut et ce qui est ? La perdurance obstinée du préjugé politique, à une époque dont tous les enseignements semblent si bien concourir à le ruiner, s'explique ainsi. Mais elle s'explique beaucoup aussi par les malentendus, les confusions et les équivoques qui s'abritent sous cette notion, ce mot même de politique, et cela jusque dans les milieux d'élite et les cerveaux les plus cultivés.

C'est contre ces malentendus et confusions que Labori, après tant d'autres, est venu échouer, selon nous, dans son projet de rénovation démocratique.

Après avoir reconnu très franchement que la question économique s'impose, aujourd'hui, avec toute son importance à chaque esprit un peu clairvoyant et que s'explique ainsi fort bien la marche ascendante du socialisme, Fernand Labori ajoute : « Non que la politique soit, comme on l'a dit, chose à peu près indifférente. De bonnes institutions politiques sont la condition essentielle du développement d'une nation, et la question sociale, comme les autres, ne peut se résoudre dans le sens du progrès qu'au moyen de bonnes institutions politiques. *Par là, la question politique domine encore en réalité la question sociale.* Ce qui met la question sociale au premier plan, ce qui peut donner l'illusion qu'il est possible, désormais, de la résoudre sans qu'il y ait guère à tenir compte de la politique c'est que depuis la fin du XVIIIe siècle, depuis que les principes de la Révolution française, qui appellent le peuple entier à participer au pouvoir, ont pénétré dans le monde et se sont imposés, du moins partiellement, aux divers pays, la question politique peut sembler aux esprits superficiels définitivement résolue dans les faits parce qu'elle est à peu près résolue théoriquement. Or, dans la pratique elle est loin d'être résolue en France, et le peuple se tromperait étrangement s'il écoutait ceux qui lui conseillent de se désintéresser de la politique ».

Voilà un langage qui n'est pas nouveau. Nous l'avons entendu déjà de plus d'un, de Jaurès entre autres, et de ses amis. « Il n'y a pas de mouvement économique sans un mouvement politique correspondant... » etc...

Eh ! bien, cette façon de raisonner a un grave défaut. C'est d'être vraie ou fausse, suivant que l'on emploie le mot autour duquel elle gravite dans un sens ou dans l'autre. De deux choses l'une, en effet, ou elle est parfaite ; mais alors elle ne prouve nullement que notre premier soin, pour accomplir notre devoir politique, doive être de nommer des députés et de constituer des partis. Ou bien elle tend à prouver cela précisément. Mais alors elle est fausse, illogique, parce qu'elle emploie tour à tour, et indifféremment, le mot politique dans deux sens tout à fait distincts ; — ce qui est, je crois, une des formes les plus grossières du sophisme.

Je m'explique.

Dès qu'on emploie le mot politique, soit comme substantif, soit comme qualificatif, on pense, suivant le cas, à deux choses très différentes.

Il y a d'une part certaines institutions acquises et leur fonctionnement, c'est-à-dire en somme une entreprise de gouvernement avec ses rouages, quels qu'ils soient, ministères et parlements, élections et comités, tactiques et hiérarchies. C'est ainsi que l'on dit : faire de la politique, un homme politique, un événement politique.

Et il y a d'autre part le principe général de conduite humaine, la notion morale appliquée à l'évolution et à la direction d'une collectivité, une conception idéale de vie individuelle et sociale qui devient l'esprit d'une époque, le ressort d'un groupe ou d'une classe, le point de départ d'une transformation sociale. On dit en ce sens un principe politique, les sciences morales et politiques, le point de vue politique (par opposition au point de vue économique).

D'un côté, des formes d'action connues et réglées d'avance. De l'autre, de libres principes d'actions. C'est-à-dire que ces réalités sont à peu près, quand elles se rencontrent, dans le rapport imaginé par les naïfs spiritualistes entre l'âme et le corps. Il est évident que deux de ces réalités d'espèce différente étant données, elles peuvent avoir, l'une avec l'autre, toute espèce de relation, et l'une sur l'autre toute espèce d'influence. Elles peuvent se pénétrer l'une l'autre. Elles peuvent même, dans une certaine mesure, s'engendrer l'une l'autre, la puissance de l'idée, à tel moment, créant l'institution et l'institution rendant le milieu qu'elle modifie plus propre à suggérer et à fortifier l'idée.

Mais il peut se faire aussi qu'elles soient, à un moment donné, tout à fait étrangères, contradictoires, ennemies. Il peut arriver, il arrive même toujours qu'après avoir été le sanctuaire d'un principe, une institution politique en devienne le tombeau. Tandis que l'âme, principe actif, qui lui ne peut pas rester inoccupé s'en va chercher ailleurs son emploi, le corps demeure alors à sa place, toujours semblable en apparence, mais incapable et inutile en réalité, ne subsistant plus que comme un amas encombrant de formes usées et de rouages inutiles.

Il est donc indispensable, on le voit, d'établir cette distinction si simple entre les deux notions qui s'abritent sous le même mot et, cette distinction une fois faite, de ne jamais la perdre de vue si l'on veut non pas même résoudre, mais seulement poser clairement quelques-uns des grands problèmes qui commandent aujourd'hui la route vers un meilleur avenir.

Déclarer que tout grand mouvement économique a une face politique qui lui est appropriée, dire qu'il y a dans l'atmosphère de chaque époque certaines grandes idées morales seules propres à soutenir, à faciliter la conquête des avantages matériels, à guider et à réconforter les soldats de ces luttes, voilà qui est parfait. Mais n'oublions pas que si nous voulons parvenir à démêler, à préciser, à déterminer ces tendances encore vagues afin de les accroître et de les propager, nous devons bien nous garder d'admettre *a priori* que ces aspirations concordent nécessairement avec les institutions politiques régnantes, puissent s'accorder avec elles, se manifester et se fortifier par elles. Sans quoi, nous escamotons le problème au lieu de le résoudre. Nous écartons, en effet, avant même de l'avoir énoncé — et cela à la faveur d'une misérable équivoque de mots — l'hypothèse selon laquelle la vérité politique, au sens supérieur du mot, pourrait se trouver dans des principes qui nous obligeraient à lutter en dehors de la politique au sens terre-à-terre du mot, voire même contre elle.

Voilà justement ce qu'ont fait, ces derniers temps, avec un ensemble parfait, — mais de tous, hélas ! avec la même bonne foi que Labori — tous ceux qui, de près ou de loin, ont approché ce problème.

Et voilà comment la grande question des *rapports du point de vue économique et du point de vue politique dans le socialisme*, cette question qui est la plus haute, peut-être, la plus urgente, la plus centrale de l'heure actuelle parce que nous sommes arrivés à un moment où il faut que la soudure, la pénétration se fassent entre deux évolutions parallèle, l'une politique ou morale, l'autre économique ; voilà comment, dis-je, cette grande question, qui semblait devoir s'imposer si souvent aux préoccupations socialistes de ces derniers temps et

figura sous tant de noms et de prétextes divers sur les ordres du jour de tant d'assemblées socialistes, n'a jamais été, on peut le dire, RÉELLEMENT DISCUTÉE.

C'est à ce débat que devait logiquement aboutir le cas Millerand. Qu'un monsieur de ce nom soit ministre, avocat ou cordonnier, voilà en effet qui n'a pas un grand intérêt pour des travailleurs encore esclaves du capital et qui veulent s'affranchir. Mais ce qui en a un grand, c'est de savoir s'ils arriveront plus vite, plus sûrement à leur but en essayant de convertir à leur usage ce vieil instrument de domination bourgeoise, l'Etat, avec tous ses rouages, et d'user des mêmes méthodes de coercition hiérarchique et de protection administrative, au lieu d'échapper tout de suite à la tutelle gouvernementale; de procéder en dehors de l'Etat et contre l'Etat par la seule vertu des groupements d'hommes égaux et libres. Or, le cas Millerand a été discuté et tranché par ses petits côtés (le socialiste Millerand est-il « en congé au ministère »? *Congrès de Lyon*) sans parvenir à ouvrir le grand et nécessaire débat.

C'est encore à lui que devait aboutir la discussion de l'unité socialiste, car il est évident que cette unité — à laquelle, remarquons-le, les divergences du côté économique n'ont jamais été un obstacle — ne pouvait se faire que par l'entente sur un grand principe de morale politique, au sens supérieur du mot. Or, l'unité socialiste — plus exactement sa parodie ridicule — a été faite sans que le grand débat d'où seulement elle pouvait sortir, si elle était possible, ait été ouvert.

C'est là enfin que devait nous mener cette autre question si passionnante pour de vrais socialistes : l'entrée des syndicats et des coopératives dans *le parti socialiste*. Et cela encore a été discuté sans que la discussion, toute tournée vers les petits côtés, ait pu aborder les points de vue où elle aurait pris toute son ampleur, porté tous ses fruits.

Et il en sera de même tant que devant cette question : « Quelle doit être la politique du socialisme ? » on ne voudra pas tenir compte des deux sens du mot politique. Il en sera de même tant que dans l'examen de ce grand problème : *Les rapports du point de vue économique et du point de vue politique dans le socialisme*, on ne voudra pas comprendre qu'il y a deux phases, deux moments à observer :

1° Quel est le principe de morale politique le mieux en harmonie avec les besoins et les aspirations socialistes, le plus propre à guider le socialisme vers le triomphe ?

2° Cette direction, cette tendance politique est-elle conciliable avec la pratique des institutions politiques actuellement en honneur?

Telles sont les deux questions auxquelles je vais essayer maintenant de répondre.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

Notre ami Kropotkine venant d'être gravement malade, est condamné au repos le plus absolu. Nos lecteurs voudront donc bien patienter pour la suite de ses articles.

NOTES D'UN SOLDAT EN CHINE

(*Suite*) (1)

Si le pillage de villes comme Tien-Tsin et Pékin a été fructueux pour les officiers et pour les soldats, il n'en fut pas toujours de même par la suite. Les pays où nous opérions n'étaient riches que de la vraie richesse : celle d'un sol fertile admirablement cultivé.

Aussi les « souvenirs » rapportés en France par les rapatriés se bornent en général à quelques bijoux d'argent et à quelques soieries sans grande valeur, volés dans les maisons où les troupes cantonnaient.

Les rares soldats que les jolis produits de l'art chinois intéressaient, devaient se contenter de les acheter à des marchands qui les cédaient à des prix par trop exagérés.

Le Chinois n'apprécie que les œuvres anciennes; il les recherche avec autant de soin et une science plus grande que la nôtre, ce qui rend toute trouvaille intéressante presque impossible. Les bibelots anciens achetés à Tien-Tsin et à Pékin par des officiers amateurs, — par snobisme plus que par goût — n'étaient que d'adroites mais très récentes imitations.

La grande majorité des soldats ne fouillaient les maisons qu'avec l'espoir d'y trouver des lingots, des bijoux, des fourrures ou des soieries, toutes choses faciles à revendre aux marchands de Pao-Ting-Fou. Ne pouvant apprécier la délicatesse d'un cloisonné, l'harmonie d'une porcelaine, l'élégance d'une peinture, ils dédaignaient ces choses qu'ils jugeaient indignes d'être rapportées en France.

Mais on peut dire en toute assurance que si le pillage « ne donna pas », la faute n'en est pas aux pillards.

Il y eut cependant quelques bonnes occasions. Voici des faits :

— A Pao-Ting-Fou, les officiers n'ayant rien pris, puisque la ville avait ouvert ses portes, se partagèrent tout de même comme parts de prise les objets précieux provenant soit des pagodes, soit des habitations des mandarins décapités.

— Un officier fit réunir et emballer avec soin toute la vaisselle du palais de Li-Hung-Chang, qu'il envoya promptement en France.

— Un détachement de 30 hommes rapporta du pillage de Kiou-Tchang une telle quantité de sapèques, qu'au partage, et déduction faite de certains frais communs, il revint à chacun 14 piastres 1/2. Il faut 800 sapèques pour faire une piastre. En outre, des fourrures et des soieries de même provenance vendues à Pao-Ting-Fou rapportèrent quelques piastres à ceux qui s'en étaient emparés.

— De Kou-Kouan, une escouade du génie revint avec un lingot d'argent dont un changeur donna 53 piastres.

— A Yang-Tsoun, des artilleurs déterrèrent un certain nombre de taëls qu'ils se partagèrent entre eux.

— A Sin-Lo, des sapeurs occupés à la construction d'un pont dévalisaient les Chinois qui s'avisaient d'y passer. L'opération se complétait souvent d'un bain dans la rivière presque à sec heureusement.

— Faut-il parler des petits larcins journaliers? Allumettes, gâteaux, fruits, bagues, menus objets étaient « faits aux pattes » dans les boutiques ou sur les marchés. Cela s'appelait « acheter au prix courant ».

Nous sommes loin, on le voit, des 80.000 francs de chèques en la possession d'un marsouin qui avait assisté au pillage de Pékin.

Aussi ai-je entendu maintes fois des camarades parler avec amertume de « ce sale pays où il n'y a rien à voler ».

— Des officiers se montraient sévères pour les soldats qu'ils surprenaient à fouiller les maisons pendant la marche des colonnes. Ils les traitaient de brigands, de pillards, de brutes, les menaçaient de la prison, leur donnaient l'ordre de sortir; puis, quand le soldat s'était éloigné... ils y pénétraient à leur tour.

— Je connais un lieutenant, aimable garçon, jovial et pratique, qui, ayant une femme et un enfant à nourrir, ne voulait pas revenir en France les mains vides. Son moyen consistait à se faire indiquer par un interprète le mont-de-piété du village qu'il traversait. Il s'y rendait alors et choisissait tranquillement les objets à sa convenance.

On sait que les Chinois mettent en dépôt dans les monts-de-piété leurs valeurs, leurs fourrures, leurs objets les plus précieux ; l'hiver les effets d'été, l'été les effets d'hiver.

— D'autres officiers faisaient autour de Pao-Ting-Fou des promenades à cheval, visitaient particulièrement les pagodes, dont ils rapportaient de pieux souvenirs. L'un d'eux me montrait un jour des bouddhas de bronze doré, des peintures, des brûle-parfums. « J'ai donné 10 sens au vieux bonze qui gardait le temple », dit-il avec le ton d'un honnête homme qui a obéi à la voix de sa conscience... De fait, il aurait aussi bien pu ne rien donner.

***

Laissé dans l'ignorance complète des événements, ne recevant que trop rarement des nouvelles de France, sans distractions d'aucune sorte, le soldat cherchait fatalement l'oubli de son ennui dans la boisson. Malgré l'interdiction de la vente de l'alcool dans les cantines des quartiers français, il s'en débitait des quantités effroyables qu'il était facile de se procurer, grâce à la complicité des cantiniers désireux d'écouler leurs marchandises, — soit dans les cantines des autres nations, où la vente en était libre. D'ailleurs, et pour des prix minimes, on pouvait s'enivrer à volonté de vin jaune et d'eau-de-vie chinoise, boissons tout aussi malsaines que nos alcools, mais que les Chinois ne boivent qu'en mangeant, en très petite quantité et dans de minuscules tasses : — l'ivrognerie est presque inconnue en Chine.

Ne pouvant s'intéresser au paysage, ni aux monuments, ni au théâtre, ni aux manifestations artistiques du génie chinois, le soldat promenait son ennui de cantine en cantine, les jours de sortie.

D'aucuns revenaient au cantonnement avec des bouteilles dans leurs poches, se couchaient tranquillement et se saoulaient au lit, s'évitant ainsi de pénibles séjours à la triste prison.

(*A suivre.*) V.

(1) Voir les numéros 24 à 29.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA JUSTICE. — Un condamné à mort qui l'a échappé belle, c'est le parricide Brugons, condamné dernièrement par la Cour d'assises du Lot. Il devait être exécuté à Figeac. Mais, après sa condamnation, on oublia de le transférer dans cette ville et on le laissa dans une prison de Cahors. Grâce à ce vice de forme, Brugons a pu obtenir une commutation de peine.

Voilà à quoi tient la vie d'un homme, et ce simple fait suffit à montrer quel cas on en fait dans la société actuelle. Pour un oubli, Brugons a eu la vie sauve, exactement comme un autre oubli pourra, par contre, entraîner la mort d'un autre condamné.

***

Les camarades du *Pioupiou de l'Yonne*, G. Hervé, Thomas, Rousseau et Monneret, ont été acquittés.

A noter l'ignominie de l'avocat général. Parlant du gérant Thomas, un petit sabotier, dit-il, il lui reproche, avec la présomption, apanage de son âge, de se permettre de donner son avis sur la question sociale.

Voyez-vous ça? Je crois que Thomas, ouvrier, et en butte directement aux difficultés de la vie, est au moins aussi qualifié, pour traiter cette question, que Môssieu le procureur qui, né dans un milieu bourgeois, n'a eu qu'à se laisser vivre, trouvant une situation toute faite grâce à la fortune de son papa, et au travail de ceux pour qui il manifeste un si sot mépris.

***

L'ARMÉE. — Shaeck, jeune homme de vingt et un ans, habitant à Marseille, fils unique d'une veuve âgée de soixante ans dont il était l'unique soutien, devait rejoindre le régiment pour y accomplir une année de service.

La pauvre vieille femme désespérée de voir son enfant l'abandonner, et le jeune homme épouvanté à l'idée de la misère dans laquelle, par suite de son départ, sa mère allait se trouver plongée, résolurent de se suicider.

Ils ont mis ce projet à exécution et le commissaire du quartier Saint-Maur a pu constater la double asphyxie volontaire de ces deux victimes de la conscription.

***

Le soldat Coret, du 72e d'infanterie, tenant garnison à Amiens, actuellement détaché dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, était de garde, vendredi soir, à la fosse n° 1 de la compagnie des mines de Nœux, lorsqu'il fut surpris fouillant dans les vivres de l'ordinaire.

Ce malheux soldat, fixé sur la justice militaire qui n'a d'indulgence que pour les gradés voleurs ou assassins, s'est pendu samedi soir dans une écurie

où le médecin-major, dont il était l'ordonnance, le trouva quelques heures plus tard.

⁂

Décidément ça change, dans l'armée! Les enfants du peuple, que la bourgeoisie oblige à perdre les plus belles années de leur jeunesse pour défendre contre leurs frères de la veille ses privilèges et le fruit de ses vols, semblent ne plus être aussi disposés à servir d'assassins à gages à leurs exploiteurs.

Samedi soir, à Saint-Quentin, des citoyens revenant d'une réunion publique, arrivaient à une barrière de chemin de fer devant laquelle stationnait un train empli de soldats que l'on expédiait vers le Nord en vue des grèves du bassin houiller.

Aussitôt les travailleurs crient aux soldats : « Crosses en l'air! » et de presque tous les compartiments, des têtes de soldats apparurent, répondant : « Soyez tranquilles, nous ne tirerons pas! »

Que va devenir le capitalisme s'il n'a plus, pour maintenir son oppression, l'argument des Lebel? C'est l'abomination de la désolation.

⁂

La *Feuille du Soldat*, publiée par les soins de l'Union fédérative des Jeunesses, vient de paraître.

Elle publie un manifeste aux conscrits ainsi conçu :

Chers camarades,

Comme tous les ans à pareille date, la loi bourgeoise va vous arracher à vos études, à vos travaux, à vos affections de famille, à vos affinités de tempérament et d'esprit, pour vous enfermer dans la caserne.

Là, plus que partout ailleurs, vous verrez l'inégalité des conditions et des classes, sanctionnée par la différence des traitements.

Aux enfants des prolétaires sont réservées les brimades, les brutalités, les punitions féroces, les corvées répugnantes.

Aux fils des castes privilégiées, des dirigeants et des exploiteurs, aux protégés des prêtres et des soudards, les dispenses, les faveurs, les passe-droits de toutes sortes.

La seule égalité, pour les uns comme pour les autres, consistera dans l'internement plus ou moins long dans les chiourmes militaires, flétries par tous les écrivains, même par les moins révolutionnaires, comme l'école du vice, de l'ivrognerie et du crime.

A vous, chers camarades qui allez partir, s'adresse particulièrement notre appel. N'oubliez jamais que, sous la livrée prétorienne, vous êtes et restez des enfants du peuple, conscients de vos droits et de vos devoirs de solidarité sociale.

Que jamais la folie du crime inexpiable n'enfièvre vos cerveaux. Si des circonstances exceptionnellement graves surgissaient, si la fatalité des événements vous plaçait jamais en armes devant des travailleurs en grève pour le triomphe de leurs légitimes revendications, n'oubliez pas que vos pères, que vos mères, que vos frères, que vos sœurs, que vos amis vous maudiraient à tout jamais si vous consentiez à devenir les exécuteurs des basses-œuvres du capitalisme exploiteur.

Si, enfin, la grève générale est acclamée par la classe ouvrière tout entière, n'hésitez pas un instant, déclarez-la vous-mêmes.

Qu'à ce moment précis, l'énergique chant de l'*Internationale* vous inspire et vous dicte votre conduite.

Avant de partir pour la caserne, lisez ce numéro de journal écrit spécialement pour vous, et après avoir lu, méditez et... souvenez-vous.

L'Union fédérative des Jeunesses.

Quand on se dit qu'il y a dix ans on était condamné à quinze mois de prison pour tenir le même langage, et que partout, cette année, de telles choses ont été dites aux conscrits avant leur départ, il faut reconnaître qu'un progrès énorme s'est accompli.

⁂

L'Agitation. — Dimanche dernier l'*Effort*, université populaire du Grand-Montrouge, donnait sa séance d'inauguration. Cette séance a pleinement réussi au point de vue de la propagande, malgré une tentative faite par quelques nationalistes pour la faire dégénérer en bagarre. Ch. Guieysse, dans une conférence d'un esprit très libertaire, a expliqué le but des U. P. L'œuvre des U. P. vient parfaire celle des syndicats et de la coopération. Celle de ces derniers est une œuvre d'émancipation économique, celle des U. P. est une œuvre d'émancipation intellectuelle. Il a engagé les travailleurs à ne compter que sur eux pour s'émanciper intellectuellement, à dresser eux-mêmes leur plan d'instruction et d'éducation mutuelle, à développer par eux-mêmes leur mentalité, sans s'en rapporter aux idées et aux enseignements de tel ou tel personnage.

« C'est un leurre, a-t-il dit, d'attendre qu'un gouvernement quelconque s'occupe de la libération intellectuelle et morale du peuple. Celui-ci doit donc se libérer lui-même. »

Très applaudie aussi, notre amie, Mme de Sainte-Croix (Savioz), a critiqué la rivalité que l'état social entretient entre l'homme et la femme, et la dualité d'action qui en résulte. Elle a préconisé l'union des deux sexes en vue d'une œuvre de commun affranchissement.

Enfin J. Lermina a parlé des jugements du président Magnaud. Son point de vue un peu étroit, à mon avis, paraissait envisager la justice et l'œuvre des juges comme susceptibles de grandes améliorations. J'aurais aimé à lui voir élargir son sujet et faire porter ses critiques moins sur la *manière* dont est exercé le droit de juger que sur ce droit lui-même, qui constitue déjà une iniquité.

André Girard.

⁂

Mouvement ouvrier. — La Grève des mineurs. — Les atermoiements continuent, et, sur le terrain où la question est engagée, cela peut durer encore longtemps. A la Chambre une commission « étudie » la question et les délégués des mineurs ont été appelés à donner leur avis. Cela leur a procuré une petite promenade à Paris, mais, comme bien entendu, il n'en est rien sorti, et pour cause.

Il n'est pas bien difficile, du reste, de se rendre compte que le gouvernement, d'accord avec les compagnies, n'a qu'un but: gagner du temps et lasser les mineurs. Il est, du reste, très utilement et très habilement secondé en cela par les « délégués » qui sont investis de la confiance de leurs camarades.

Toutefois, tout a une fin, et sans attendre plus, le travail a cessé dans plusieurs endroits et, fait caractéristique, dans les bassins du Nord à Denain, aux fosses Renard Lambrecht et à Haveluy, à Avron.

Dans de nombreuses réunions, les délégués, et particulièrement le comité des sept de Saint-Etienne, ont été fort malmenés. Les mineurs se rendent compte — mais trop tard — qu'ils ont eu grand tort de remettre leur destinée dans les mains de quelques-uns seulement.

Ils s'aperçoivent, enfin, que ceux qui n'avaient pour mandat que d'enregistrer leurs décisions, c'est-à-dire proclamer purement et simplement les résultats du referendum, se sont arrogé des droits de véritable *comité directeur*.

A défaut d'autre chose, cela aura au moins servi à leur ouvrir les yeux ; en agissant comme il l'a fait, le comité aura signé son arrêt de mort.

Dans la Loire, quoique le travail n'ait pas cessé l'agitation est extrême, à Firminy et à Saint-Etienne principalement, où les réunions se succèdent, et le travail n'a pas encore cessé pour des causes purement locales, la date de la paye, par exemple.

Comme dans le Nord les actes du fameux comité directeur sont jugés avec sévérité. Témoin cet appel lancé par le syndicat des mineurs de Firminy, où le comité est accusé d'être « sorti de son rôle en accomplissant des actes de fuite et de lâcheté », et d'où j'extrais les passages suivants :

« Dans ces conditions, il ne faut plus de comité directeur. Ce comité doit être réduit au rôle de bureau de correspondance ou, mieux encore, supprimé et remplacé par une représentation de tous les syndicats de France.

« En effet, laisser le gouvernail à huit délégués, c'est de la stupidité, car ces hommes deviennent et deviendront sûrement des reptiles dangereux contre la corporation minière tout entière. »

Cela est bien, et il est vraiment malheureux que les mineurs ne s'en soient pas aperçus plus tôt, cela leur aurait évité bien des déconvenues.

A Paris, la mémorable commission continue à siéger, à examiner, à enregistrer, à prendre l'avis, etc., etc., et les mineurs attendent toujours. Pour ma part, je ne vois pas d'issue à cette situation, et, une fois de plus, le manque de décision et la politicaillerie auront fait échouer un mouvement qui, au début cependant, se présentait sous des auspices favorables. A défaut d'autres résultats cela pourra servir d'enseignement pour l'avenir.

⁂

Comme bien entendu, les Compagnies minières affirment que ce serait la ruine pour elles s'il était fait droit aux modestes revendications des mineurs. Voici quelques chiffres qui répondent amplement à ces affirmations. C'est le taux de répartition des bénéfices dans quelques concessions houillères pour le dernier exercice.

Anzin. — Le conseil de régie vient de fixer à 150 francs par centième le dividende afférent au premier semestre de 1901. Cette somme ne représente qu'une réduction de 10 francs par rapport à la répartition correspondante de 1900, même en admettant que le second mandat soit en nouvelle réduction, les porteurs au cours actuel ont un revenu dépassant 5 1/2 0/0.

Flines-les-Raches. — Les bénéfices réalisés pour l'exercice 1900-1901, clos le 30 juin et communiqués à l'assemblée du 15 octobre s'élèvent à 640.000 francs, sur lesquels le dividende de 25 francs par action absorbe 150.000 francs seulement.

Vicoigne-Nœux. — L'assemblée générale s'est tenue à Douai le 28 octobre. Le dividende de l'exercice 1900-1901 a été fixé à 1.000 francs par action entière et à 50 francs par vingtième.

Houillères d'Epinac. — On parle d'un dividende de 104 fr. 40 qui serait proposé à la prochaine assemblée générale. Le dividende précédent avait été fixé à 52 fr. 10.

Liévin. — L'assemblée générale s'est tenue le 30 octobre, elle a fixé le dividende de 1900-1901 à 80 francs par dixième d'action contre 65 francs pour 1899-1900.

L'on sait ainsi ce que valent les dires des capitalistes et de leur grand protecteur Waldeck-Rousseau.

⁂

L'Etat patron. — A Cherbourg, à Brest, à Toulon les ouvriers des arsenaux se remuent, et ma foi ils ne sont guère exigeants; qu'on en juge par le cahier de revendications qu'ils présentent à ce patron idéal qu'est l'Etat, représenté en l'occurence par le ministre de la marine : Augmentation de 20 centimes de salaire quotidien, pension proportionnelle aux veuves et réduction à huit heures de la journée de travail

Les ouvriers des arsenaux menacent, eux aussi, de faire grève et font une active propagande dans ce but.

L'Etat, patron, n'a rien à envier au plus mauvais capitaliste, cela nous donne comme un avant-goût de la société chère aux protagonistes du socialisme dit « scientifique »?!

P. Delesalle.

Etats-Unis.

De la prison d'Ottawa, Ill, le 4 nov. 1901.

Cher camarade,

Je regrette qu'étant en prison depuis un mois et demi, j'ai dû interrompre l'œuvre commencée avec les camarades du groupe féminin L. Michel, de la traduction et de partie de la composition typographique des *Aventures de Nono*. Leur publication sera donc achevée à ma sortie, n'ayant pas le moyen, dans une petite localité telle que Spring Valley, de trouver quelqu'un qui me remplace.

On m'a arrêté pour supprimer l'*Aurora*. Les réactionnaires de Spring Valley, indignés de ce que l'*Aurora* avait publié au sujet de l'attentat de Buffalo, avaient d'abord convoqué un meeting pour décider le peuple à exécuter un lynchage contre nous et bouleverser en l'air notre imprimerie et notre presse. Le peuple, la plupart des travailleurs qui sympathisent avec nous, n'ayant pas suivi les bonnes intentions de ces Messieurs, ils m'envoyèrent un ridicule décret d'expulsion de la ville, conçu en termes vraiment idiots, à faire pitié. J'en tins le compte qu'il méritait, ne m'en souciant pas du tout. Alors, avec la complicité du titulaire du bureau de poste local, ainsi que des autorités de Washington, on a trouvé un ridicule prétexte pour m'arrêter, en disant que j'avais violé les lois postales en me servant de la poste pour envoyer les billets de notre loterie à bénéfice de l'*Aurora* et du *Germinal*. Et de quoi aurais-je dû me servir? Puisque l'Etat nous fournit ce joli « service »... payé par notre argent. Enfin on me *séquestra* un beau matin, et l'on me conduisit en secret devant un juge — sans me donner le droit d'avoir un avocat et un interprète — et, bref, on m'a mis sous l'énorme caution de 5.000 dollars — et mon procès ira devant la *Federal Court* de Chicago en janvier prochain.

Ces Messieurs espéraient qu'étant dans l'impos-

sibilité — comme moi et mes camarades sommes en effet — de *fournir* une caution si énorme, pour laquelle on demande 14.000 dollars de propriété, l'*Aurora* aurait dû cesser ses publications, ce qu'ils voulaient. Mais ils comptaient sans d'autres dévoués camarades qui ont pris ma place aussitôt que je fus en prison, et qui continuent le journal avec entrain et dévouement. Figurez-vous le nez de ces Messieurs.

Celui-ci est un des procédés « pratiques » de la réaction républicaine de ce joli pays. Mais il y en a d'autres. On arrêta et on remit en liberté les camarades du *Free Society*, arrêtés pour prétendue complicité avec Czolgosz. Mais maintenant les autorités de Washington refusent, jusqu'à présent, d'accorder à nouveau la permission de publication de *Free Society*. A Home-Wash, on a arrêté trois camarades du *Discontent* sous prétexte de publication d'un article licencieux (obscene matter)!!!

John Most, du *Freiheit*, est condamné à un an de pénitenciaire (travaux forcés) pour un article. On s'en prend, voyez-vous, aux journaux et à leurs rédacteurs. Mais on argumente des prétextes à apparence *légaux*, contre lesquels les libéraux mêmes, les disciples de Washington ne peuvent pas protester. Ici on ne fait pas crier le peuple et la presse, par des arbitraires ou des férocités, comme en Europe. Ici on est plus pratique... et on obtient plus d'effet. C'est au moins ce que pensent ces messieurs.

Il convient de mettre à jour ces procédés américains pour qu'en Europe le public et les camarades mêmes ne soient pas trompés au sujet de la liberté et de la tolérance américaine. Ici on étouffe la pensée et la propagande sans faire trop de bruit : mais la réaction n'est pas moins dégoutante, féroce et lâche que la réaction européenne. J'espère être libre d'ici quelques mois ; mes amis travaillent pour que mon procès ait l'éclat voulu.

G. Ciancabilla.

LE PROJET D'ÉDITION

Le prospectus a été adressé à ceux qui nous l'avaient demandé. Comme il n'a été tiré qu'à un petit nombre d'exemplaires, il en est envoyé très peu d'offres, et ne sera expédié qu'à ceux qui le demanderont.

Ces adhésions doivent nous être adressées au 15 décembre au plus tard.

Prière à ceux qui trouvent l'idée bonne de se remuer autour d'eux pour trouver des adhérents. Il nous faut de 6 à 700 souscripteurs. Et nous en sommes loin encore.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Eglise, 38. — Dimanche, conférence à 2 heures, par un camarade.

Prêt de livres.

∴

*L'Education libre du III*e. — Dimanche, 24 novembre, à 2 heures, salle Jule, 6, boulevard Magenta, matinée familiale.

Causerie par un camarade, suivie d'une partie concert vocal et instrumental, avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires.

Tombola gratuite. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 30. Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

∴

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle.

Samedi 23. — Soirée musicale et littéraire.

Lundi 25. — André Siegfried : La Nouvelle France, une visite au Canada.

Mercredi 27. — Estève Armel : Les animaux qui ont précédé l'homme sur la terre (avec projections).

Samedi 30. — J. Micouleau, professeur : Le Danemark : Copenhague (avec projections).

∴

Le gouvernement de Défense capitaliste continue ses exploits de répression contre les journaux avancés et les écrivains révolutionnaires.

Après *Le Libertaire*, *Le Pioupiou de l'Yonne*, *Le Drapeau Rouge*, et les quatre camarades cordonniers d'Amiens, qui avaient eu le courage d'afficher leurs pensées sur l'armée, c'est le tour du *Flambeau*, journal libertaire de Vienne (Isère).

Pour protester contre l'interdiction de penser et d'écrire librement, des camarades, à quelque école qu'ils appartiennent, organisent pour le samedi 23 courant :

Un grand meeting de protestation,

en faveur du *Flambeau*, à la salle Saint-Isaure, rue Saint-Isaure (Montmartre), avec le concours d'orateurs de différentes écoles.

Nous invitons tous les camarades à venir en nombre manifester leur indignation contre les poursuites républicaines et les lois scélérates.

∴

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy :

Samedi 23, à 8 h. 1/2 — M. Téry, agrégé de philosophie : La Femme et l'Eglise.

Mardi 26, à 2 heures. — Réunion réservée aux dames. — Mme Souley-Darqué : Petit entretien scientifique et littéraire. — Partie musicale et littéraire. Jeux et goûter pour les petits enfants.

Mardi 26, à 8 h. 1/2. — M. Galland, agrégé des sciences naturelles : Les microbes.

Jeudi 28, à 8 h. 1/2. — M. Briat, secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision : La protection des travailleurs.

∴

Lille. — Dimanche, le 24 novembre 1901, aura lieu dans la salle des Sans-Soucis, 58, rue de Tournai, une soirée familiale au profit de la bibliothèque et de la propagande libertaire.

Nous annonçons aux camarades que nous nous réunirons tous les samedis, 3, rue de Poid, et que la bibliothèque est ouverte tous les dimanches de 9 heures à midi chez le camarade Poissonnier, 24 *bis*, rue des Roblets.

∴

Marseille. — *Groupe d'éducation et de propagande libertaire.* — Tous les samedis, à 9 heures du soir, réunion au siège du groupe, salle du bar Christan, 85, rue de Lodi, en face l'hôpital militaire.

∴

Amiens. — Les Camarades ayant cotisé pour le journal sont priés de se réunir au *Cent de piquet*, dimanche 24 courant, à 5 heures du soir, pour destination des fonds.

VIENT DE PARAITRE

Les camarades peuvent réclamer *L'Almanach illustré de la Révolution* chez tous les dépositaires des *Temps Nouveaux*, A Paris ou en province, prix : 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40.

Principaux articles : *L'Anarchiste*, par Elisée Reclus ; *La Science et l'Anarchie*, par P. Kropotkine ; *La Vieille*, par L. Descaves ; *La Discipline*, par J. Grave ; *La Magistrature*, par H. Leyret.

Remise de 25 0/0 aux vendeurs.

Nous nous sommes procuré quelques volumes en solde, nous les tenons à la disposition des camarades aux prix suivants :

Les Feuilles, par Zo d'Axa, avec des illustrations de Steinlen, M. Luce, Willette, Hermann-Paul, Léandre, etc. ; prix en librairie, 5 fr. ; dans nos bureaux, 2 fr. ; par la poste, 2 fr. 70.

De Mazas à Jérusalem, par Zo d'Axa, couverture de Steinlen et illustrations ; par la poste, 1 fr. 60.

L'Enfer, par Conte (mœurs journalistiques) ; par la poste, 1 fr. 60.

Les camarades nous ont mis en dépôt un certain nombre de numéros de *La Feuille du Soldat*. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 0 fr. 05 l'exemplaire ; par la poste, 0 fr. 10

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De tout, par J.-K. Huysmans ; 1 vol., 3 fr. 50 ; *Les Avariés*, pièce en 3 actes par Brieux ; 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

L'Agrafe, par Lorenty ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Villerelle, 59, rue des Mathurins.

Rapport au comité central sur l'économie sociale à l'Exposition de 1900, par Guénard ; Imprimerie Nouvelle, 21, rue Cadet.

Le Compagnonnage, par E. Martin Saint-Léon ; 1 vol., 4 fr., chez Colin, 5, rue de Mézières.

Réponse à l'encyclique du pape, par E. Chapelier ; une broch., 0 fr. 10, 1, rue Terarken, Bruxelles.

La Psychologie ethnique, par Letourneau ; 1 vol., 6 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

A lire :

La Curée, P. et V. Margueritte ; *Echo de Paris*, 15 nov.

Les Avariés et la censure, H. Maret ; *le Radical*, 17 nov.

Le Bloc, de Clemenceau, n° 41.

Le Président Magnaud, par F. Nissan, *Le Petit Gemeu*, 15 nov.

A voir :

Le numéro 33 de l'*Assiette au beurre* : *L'Héritage*, par Heidbrinck.

Histoires de grèves, dessin de Hermann-Paul ; *Cri de Paris*, n° 251.

Le Péril maçonnique en Suisse, par William Vogt ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schlachter, 5, rue de l'Eperon, Paris, ou Georg, Genève et Bâle.

Elementos de anarquia, par Clemens ; broch., 20 centavos, à *La Protesta Humana*, Buenos-Ayres.

PETITE CORRESPONDANCE

F. B., à Marzili. — 0 fr. 05 les 50 grammes. Cela varie entre 0 fr. 40 et 0 fr. 50 : plus 0 fr. 25 de recommandation.

P. G., à Senones. — N'avons pas de *Conscrit*, ni de *Pioupiou*, en avons demandé, mais pas reçu.

P., Caryon. — Je n'ai pas votre adresse pour vous répondre.

Louis Lan. — Merci de votre amabilité. J'userai de la permission à l'occasion.

E. B., au Pommereuil. — Oui, le *Libertaire* parait toujours, 15, rue d'Orsel.

D., à Verviers. — Le compte est bien exact. Réexpédions le n° 29 égaré par la poste.

Reçu pour l'*Image* pour enfants : Roubaix : Les vaches sont de bonnes bêtes, 0 fr. 25 ; Fourdrinier, 0 fr. 25. — En tout : 0 fr. 50.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* (détenus) : F. B., à Marzili, 1 fr. 50. — *De pages libres*, 16 fr. — P. G., à Péronne, 0 fr. 35. — En tout : 17 fr. 85. — Listes précédentes : 164 fr. 05. — En caisse : 181 fr. 90.

Reçu pour l'*Ecole libertaire* : Roubaix : Pourquoi insulter de bonnes bêtes ? 0 fr. 25 : Un débitant de Croix, 0 fr. 10 ; Fourdrinier, 0 fr. 25 ; Un libertaire, 0 fr. 10 ; Un artiste dans la purée, 0 fr. 15 ; V. Célestin, 0 fr. 30 ; Sa sœur, 0 fr. 30 ; Vive l'anarchie, 0 fr. 20 ; Callaprès, 0 fr. 10 ; Une cabaretière, 0 fr. 20 ; Maurice N., 0 fr. 50 ; Louis Dejaeger, 0 fr. 50. — En tout : 2 fr. 95.

L'école n'existant plus, Nous remettons la somme au camarade Ardouin, à qui est restée la charge du local.

Reçu pour la brochure à distribuer : Un jeune, 0 fr. 50. — Roubaix : Les vaches sont de bonnes bêtes, 0 fr. 25 ; Fourdrinier, 0 fr. 25. — En tout : 1 fr. — Listes précédentes : 42 fr. 80. — En caisse : 43 fr. 80.

Reçu pour le journal : F. B., à Marzili, 1 fr. 50. — J. N., à Buseu, 2 fr. — Scarceriaux, 0 fr. 50. — E. B., au Pommereuil, 0 fr. 15. — E. J., à Montreuil, 0 fr. 50. — J. d'H., à Gand, 2 fr. — Collecte faite par les camarade de Denain, transmise par Ch. L., 8 fr. 35.

A. M., à La Tour-du-Pin, 0 fr. 70. — Roubaix : Pauvres bêtes, 0 fr. 25 ; Fourdrinier, 0 fr. 25 ; Jean Pollet, 0 fr. 50 ; Vercruysse, 1 fr. ; Louis Dejaeger, 0 fr. 50 ; Un lézard, 0 fr. 25. — En tout : 2 fr. 75. Marseille, Groupe la *Liberté d'opinions* : Bonjour Luc, 0 fr. 20 ; Camille Jose, 0 fr. 20 ; Cottand, 0 fr. 50 ; Cattani, 0 fr. 25 ; Serre J.-B., 0 fr. 20 ; Carli Jules, 0 fr. 20 ; M. 0 fr. 20 ; Anonyme, 0 fr. 30 ; Rosei Adolfo, 0 fr. 25 ; B. Ollé, 0 fr. 25 ; Jérôme, 0 fr. 10. — En tout : 2 fr. 65. — Merci à tous.

L. E., à Arles. — P., à Peyrins. — L., à Dijon. — W., à Zurich. — L. B., — R., à San Francisco. — J. L., 215. — Libre Pensée bretonne. — B., à Genève. — L., à Dijon. — Reçu timbres et mandats.

Les *Temps Nouveaux* sont en vente
à Genève
68, rue de Carouge.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 31 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 DÉCEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous n'avons paru la semaine dernière avec un supplément qu'en escomptant nos rentrées. La semaine ayant été encore plus désastreuse, nous devons supprimer le supplément.

Nous comptons sur les camarades pour le prochain numéro.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

III

Il suffit de jeter un regard, même maladroit, même distrait, sur l'histoire des hommes, depuis le commencement des sociétés pour apercevoir que l'amour de la liberté fut de tout temps le grand mobile, le grand principe directeur de tout effort utile. La déesse symbolique fut vraiment la maîtresse éternelle, la maîtresse idéale de l'homme. Pour elle furent ses hymnes de gloire les plus beaux, ses cris de détresse et ses appels les plus déchirants. Combien ont souffert, combien sont morts pour elle avec aux yeux l'éclat, avec aux lèvres le sourire du plus haut, du plus nécessaire des devoirs? Certes la foi religieuse aussi eut ses martyrs, mais comptez en regard tous ceux qui tombèrent pour la vraie, pour la grande religion humaine et vous serez édifiés. Que de fois encore, comme il arriva pour les huguenots persécutés, les martyrs d'une soi-disant idée religieuse ne furent autre chose que des martyrs déguisés de la liberté!

Et c'est tout le long des âges, plus ou moins, que se sont éparpillées les glorieuses victimes, formant ainsi une longue tradition ininterrompue. Voilà l'unique, la bonne chaîne d'or pour se guider à travers l'inextricable fouillis des efforts parallèles et souvent contradictoires, à travers toutes les disputes et toutes les batailles, à travers ce tumulte et ce pêle-mêle de horde nomade qui figure l'humanité en route vers ses destinées. Il semble que parfois la tradition se soit dénouée. Il semble que dans la nuit ignominieuse des mauvaises époques, l'homme se soit volontairement courbé sous les plus odieuses tyrannies et qu'il ait de lui-même tendu ses bras aux fers. Regardez de plus près, cependant, vous verrez qu'en aucune société humaine le besoin d'indépendance n'a complètement disparu. De quelque façon que ce soit, révolte de paysans ou d'esclaves, tendance d'une religion ou d'une philosophie, progrès scientifique ou renaissance des arts; que ce soit par le fait d'un peuple, d'un groupe ou d'un seul homme, jamais à aucun moment la tradition n'a manqué d'être entretenue, jamais le feu sacré n'est mort tout à fait. Torche aux lueurs sanglantes brûlant sur nos cités aux grands soirs révolutionnaires, ou petite flamme qui tremblote à la lucarne du philosophe, jamais les hommes n'ont été privés de leur étoile.

Et que les incorrigibles chevaliers du surnaturel et du transcendant n'aillent pas se croire, pour cela, en droit de triompher. Si la grande tradition libertaire s'affirme d'une façon si puissante, si continue, c'est parce que la notion de liberté, loin d'être issue tout entière de rêveries idéalistes, tient au contraire, par ses origines et ses progrès, à l'inévitable et pesante matière. Ce n'est pas une pâle et frêle demoiselle des cieux, mais une robuste fille de la terre.

Le goût de la liberté vient à l'homme en même temps que la certitude de ses pouvoirs. Plus il se sent fort, plus il se veut libre. Chaque gain nouveau dans le grand jeu de la vie contre la mort, en nous conférant une fierté nouvelle, nous pousse à faire respecter un peu mieux notre indépendance par ceux qui seraient tentés de la confisquer. Chaque conquête, en nous rendant plus fort, nous pousse, par une pente toute naturelle, à réclamer plus de responsabilité, c'est-à-dire plus de liberté.

Tout progrès dans l'ordre matériel, nouvelle preuve de puissance individuelle et sociale, nous attache à la volonté d'être libre et accroît en même temps le nombre et la portée des idées que nous enfermons dans ce mot. C'est donc dans le travail obscur et patient de chaque jour, fait de tant de millions d'efforts anonymes, que s'élabore lentement le concept de liberté. On peut dire que chaque nouveau grain qui germe dans les entrailles du sol apporte, avec un épi pour la satisfaction de nos besoins, une fleur pour la couronne de la belle déesse.

La liberté, en outre, s'engendre elle-même. On y prend goût comme à ces fruits savoureux où plus on mord, plus on veut mordre.

Aussi la notion de liberté n'est elle pas finie, fermée, toujours semblable à elle-même, mais en incessant travail, au contraire, en perpétuelle évolution, comme tout ce qui émane des bonnes réalités de la terre et de la vie. Et pour bien comprendre jusqu'où peut aller cette évolution, il ne faut pas limiter la liberté au droit de telles ou telles garanties spéciales dans certains domaines toujours les mêmes et déterminés à l'avance, mais en donnant au mot son sens le plus large, le plus humain, comprendre qu'elle embrasse la vie tout entière, avec une puissance d'extension et des possibilités égales à celles de la vie elle-même.

Non seulement il se découvre toujours de nouveaux domaines où le sentiment de la liberté, qui semblait d'abord n'avoir là rien à faire, s'éveille et s'affirme. Mais ce sentiment, là où il s'affirme et chez ceux qu'il visite, se fortifie constamment et s'épure. Voilà en quoi consiste surtout l'évolution dont je parle. Entre la liberté et les hommes, le contact devient de plus en plus étroit, la pénétration de plus en plus profonde et réelle. Au lieu de seulement les effleurer du bout de l'aile, elle tend sans cesse à s'incorporer dans leur vie, à devenir leur propre sang, leur propre chair.

On contente d'abord sa passion de liberté avec des mots, de grandes formules solennellement inscrites sur les tables d'une Constitution. Quant à la liberté réelle, profonde, à l'usage quotidien de son indépendance, à la conscience de sa responsabilité, c'est encore un fardeau si lourd qu'on s'en décharge presque avec joie. Il semble qu'on n'ait conquis la liberté que pour la perdre, que pour donner procuration à autrui d'agir en tout et pour tout en votre lieu et place. De sorte qu'à force de délégation, de représentation, de mandat à longue échéance, à force, si je peux dire, de morcellement dans le temps et dans l'espace, de chaque volonté individuelle, la liberté finit par perdre toute sa vertu qui est justement de servir comme d'un canal pour amener dans l'action sociale collective un peu de la force individuelle, qui réside comme une bonne sève créatrice au fond de chacun.

La grande Révolution française, qui peut être jugée de tant de façons et à des points de vue si divers, fut, c'est incontestable, sous l'un de ses aspects, une magnifique explosion de liberté, de dignité humaine. Mais de liberté, de dignité selon l'époque, c'est-à-dire presque uniquement décoratives et verbales.

Les choses ont changé depuis. Pour l'élite de notre temps comme pour celle de 89, la liberté est restée le grand principe, l'amour de la liberté le grand soutien, le grand ressort. Mais ces mots ne correspondent plus, tout à fait, dans les cerveaux aux mêmes notions, dans les cœurs aux mêmes sentiments. Avoir l'honneur de combattre, de loin en loin, pour la radieuse déesse de son culte, se sentir vaguement sous la protection d'un principe théoriquement reconnu et acclamé, mais presque toujours violé dans la pratique, voilà des satisfactions platoniques qui ne suffisent plus aujourd'hui aux amants de la liberté. Ce qu'ils veulent, ce n'est pas en recevoir l'influence à distance, à longs intervalles, comme d'un pâle et rare soleil d'hiver, mais se réchauffer constamment à ses ardentes effluves, la sentir sourdre du fond d'eux-mêmes chaque jour. L'avoir à ses côtés, en éprouver le bénéfice, l'aide puissante, non seulement dans quelques circonstances sensationnelles, mais à chaque heure de la lutte. Connaître à chaque instant la joie, la force de l'action libre, autonome. Être soi, rester soi, même dans l'*association*, même dans la confusion des efforts.

Bref, pour les meilleures d'entre nous, le libéralisme des aïeux a fait place à l'individualisme. Mot que l'on hésite à écrire, tellement les in-

compréhensions réelles ou feintes ont aboyé autour de lui (1). Mot qu'il faut écrire, mot qu'il faut prononcer, cependant, car il désigne l'idée la plus haute, la plus forte, qui dans la détresse actuelle puisse nous servir de guide et de ralliement, le plus haut principe directeur que l'humanité dans sa longue et pénible marche à travers les siècles ait formé de ses labeurs, de ses expériences et de ses souffrances. Faut-il étudier longtemps les manifestations de la pensée moderne pour conclure, en effet, que tout ce que cette pensée produit de plus puissant, de plus généreux, vient aboutir à ce mot, à cette idée ?

Pour bien des raisons cette floraison de la tendance individualiste, de la tendance qui préconise et réclame en toute chose les solutions de libre initiative et d'autonomie individuelle, marque une grande date dans l'histoire des idées qui accompagnent l'humanité en marche. Elle réalise enfin, dans les faits, la jonction, l'identité de ce qu'on pourrait appeler la morale publique ou politique, au sens élevé du mot, avec la morale individuelle. Un des grands philosophes de ce temps, notre cher, notre regretté Guyau n'a-t-il pas magnifiquement démontré que la morale individuelle, sans obligation ni sanction, devait se résigner à n'avoir d'autre fondement que la vie, d'autre base que l'action toujours plus intense. L'action toujours plus *libre* pouvons-nous donc ajouter, car l'action libre, n'est-elle pas infiniment plus intense, plus agissante pour ainsi dire, plus nourrie de sève morale, que l'action imposée du dehors? On aperçoit le point de jonction, et les conséquences incalculables de cette jonction éclatant enfin au grand jour.

Comment, après cela, le philosophe Fouillée (cité par Labori) peut-il venir nous parler du « long et pénible effort que fait le Socialisme pour se fonder moralement »? Comme si le Socialisme dont l'œuvre économique si hautement émancipatrice se double nécessairement d'une face politique ou morale n'était pas fondé naturellement, nécessairement sur le fondement commun de toute politique élevée et de toute morale, qui est l'action la plus intense et la plus libre?

Il est vrai que si cet accord néccessaire, logique, du traditionnel libéralisme évolué jusqu'à l'individualisme moderne avec le socialisme, ressort nettement de la moindre réflexion, cela ne ressort guère — c'est ce que M. Fouillée pourrait dire pour sa défense — de l'attitude de la plupart des partis et des leaders socialistes.

C'est ce que nous aurons à examiner plus loin. Nous aurons à montrer aussi, et précisément afin de répondre aux attaques de ces partis contre le socialisme libertaire, que l'individualisme n'est pas, comme on le prétend, cete liqueur trop forte, cette liqueur de marque aristocratique, où quelques-uns seulement peuvent goûter sans danger, mais au contraire un vin généreux où les prolétaires en utte pour leur affranchissement économique, où les plus simples, les plus humbles des hommes, ceux-là surtout, doivent venir boire à fortes goulées.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

(1) Afin de supprimer autant que possible quelques-uns des malentendus qui circulent à propos d'individualisme, n'oublions pas que ceux qui l'ont, non pas inventé — puisqu'il est une forme dernière et lentement évoluée de la traditionnelle notion de liberté — mais qui ont commencé les premiers à en fixer, à en célébrer les formules, n'oublions pas que ceux-là comme Nietsche et Stirner, par exemple, n'ont jamais cherché à accorder l'idée individualiste avec la réalité des choses et avec les lois qui régissent l'évolution des sociétés. Dans une sorte de fureur et de vision démoniaque, pour ainsi dire, ils ont poussé le *cri individualiste*, s'obstinant à appuyer de toutes leurs forces sur une seule valeur sans chercher jamais à la situer dans l'ensemble des valeurs dont il faut tenir compte pour comprendre la marche du monde. Ils ont oublié, l'un dans ses affirmations ardentes, l'autre dans sa logique impitoyable, que l'individualisme ne pouvait pas être une philosophie sociale complète, mais seulement l'un des deux points de vue également légitimes, également inévitables qui se disputent le terrain dans toute question de philosophie sociale : l'individu et le milieu. Voilà pourquoi ces enragés démolisseurs de métaphysiques n'ont fait eux-mêmes qu'une œuvre de métaphysiciens. Sur les ruines de toutes les entités qu'ils ont frappées de si bon cœur et si juste : religion, société, patrie, humanité, ils n'ont réussi à élever qu'une nouvelle entité, l'homme, l'individu, aussi funeste que toutes les autres. L'Individu avec un grand I n'existe pas plus que la Société avec un grand S, à moins que ce ne soit dans le royaume fantaisiste des idées pures. Ce qui existe pour moi, dont les sens bornés et finis limitent le cerveau, c'est le contact incessant, l'échange continu et multiple entre l'individu et la société. Ou, si l'on aime mieux, il est impossible, aujourd'hui, de faire entrer le mot *individu* dans un raisonnement sociologique fondé sur des faits, sans que ce mot évoque de suite tout le mécanisme d'une société, comme il est impossible d'y faire entrer le mot *société* sans percevoir aussitôt en action, sous ce mot, l'individu.

NOTES D'UN SOLDAT EN CHINE

(Suite et fin) (1)

Parfois dans les chambrées, l'alcool flambait en immenses brûlots, pendant qu'un plein seau de vin jaune se vidait à la ronde, le tout avec accompagnement de chansons sentimentales et patriotiques.

Le dimanche, les commerçants chinois fermaient leurs boutiques afin d'éviter les brutalités des ivrognes zigzaguant çà et là par les rues. Du seuil des maisons, ils contemplaient avec un mépris visible cette haute manifestation de la civilisation occidentale.

De pauvres diables abrutis par la boisson faillirent en devenir fous. L'un d'eux, un soir d'ivresse, tira un coup de fusil sur un de ses camarades ; fort heureusement il le manqua, et le conseil de guerre — clémence rare — l'acquitta.

***

La prostitution, qui se développe au contact des armées, eut de fâcheuses conséquences pour un grand nombre de soldats.

La syphilis sous toutes ses formes fit des ravages d'autant plus grands que les infirmeries manquaient généralement des instruments et des médicaments nécessaires.

Devenus méfiants à l'égard des femmes chinoises, beaucoup se consolaient dans le commerce des hommes. Ces mœurs, renouvelées des anciens, étaient d'ailleurs connues de tous, et n'étonnaient personne. C'est ainsi qu'en colonne, des conducteurs de voitures choisissaient comme auxiliaires de jeunes *ma-fou* de figure agréable et d'habitudes faciles qui les consolaient à l'étape des fatigues du chemin.

Un lieutenant, que ne tentaient probablement pas les courtisanes chinoises à 5 piastres, avait pris à son service un jeune garçon d'une grande beauté et d'allures féminines auquel il donna le surnom significatif de Pauline.

Ajoutons qu'à Pékin, Tien-Tsin, Takou et même Pao-Ting-Fou, des Européennes vinrent tenter la fortune avec plus ou moins de succès.

***

Si, au début de la campagne, les troupes eurent à souffrir du manque de vivres, il n'en fut pas de même après la prise de Pékin. Grâce à la facilité des communications, le ravitaillement se faisait avec assez de régularité. Mais il était visible que si l'on avait eu affaire à une armée bien décidée à se défendre, il n'aurait fallu compter bien souvent que sur les ressources du pays.

Quant aux tripotages plus ou moins louches de toute nature, ils furent ce qu'ils ont toujours été dans ces sortes d'expéditions. Des services qui ont un budget spécial employaient des coolies ouvriers payés à raison de 150 et 200 sapèques par jour. Or les feuilles de dépenses portaient des inscriptions de journées à 20, 25, 30 et 40 sens ; comme 20 sens valent 160 sapèques, cela faisait un assez joli bénéfice, étant donnée la quantité d'ouvriers employés.

Je ne parle pas des retenues sur le prêt pour l'amélioration de l'ordinaire, — lequel n'était jamais amélioré; — des prêts indûment retenus à des prisonniers dont les jours de prison n'étaient même pas portés au livret matricule; des indemnités de travail adroitement subtilisées, etc...

Toutes ces petites opérations sont connues, il est inutile d'y revenir.

(1) Voir les numéros 24 à 30.

***

De tout l'amas d'iniquités, de crimes monstrueux, de bestialités sanglantes dont on a souillé la Chine au nom de la civilisation, il ne faut pas accuser le soldat, mais bien la société qui l'impose, qui le façonne, qui l'éduque pour une pareille besogne.

Tout enfant, il a joué avec des fusils, des tambours, des drapeaux. A l'école, il a appris à haïr l'étranger, au profit d'un étroit idéal patriotique; on lui a fait chanter la glorification des meurtres militaires; et s'il connaît les hauts faits de Napoléon et autres bandits qui dépeuplèrent les deux mondes, il ignore encore ceux des vrais héros, des savants auxquels l'humanité doit ses plus grands progrès.

Plus tard, à la caserne, il s'est familiarisé avec l'usage des armes meurtrières. Pour insensibiliser son cœur, on l'a torturé dans son corps et dans sa dignité d'homme. Sous une discipline abrutissante, on lui a inculqué le respect du galon, l'amour de la force brutale, la crainte des punitions: ce n'est plus un Homme, c'est un Soldat.

En Chine, « les fortes têtes », ceux qui ne craignaient pas de répondre aux insolences des gradés, les « mauvais soldats », pour tout dire, se montraient plus humains que les autres. J'en sais qui, pendant le massacre, mettaient à l'abri les femmes et les enfants.

Mais la masse du troupeau n'avait aucune conscience de ce qu'on lui faisait faire ; et c'est pour cela que les bourreaux des massacres de Chine sont plus à plaindre qu'à blâmer. C'est d'eux que Jésus eût pu dire: « Pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. »

En France, beaucoup de ces malheureux tireraient sur leurs frères de misère si une grève, une émeute leur en donnaient l'occasion. Ne sait-on pas qu'un fusil chargé leur brûle les doigts, les démange à tel point que le coup part pour ainsi dire tout seul?

En Chine, combien s'étonnaient naïvement qu'on ne brulât pas tout, qu'on ne massacrât pas les habitants avant de quitter une contrée: « Nous sommes venus en Chine, c'est pour faire la guerre », disaient-ils, et ce mot était pour eux synonyme de destruction totale.

Et ils maudissaient les Chinois, qu'ils rendaient responsables de toutes leurs misères... Ah ! s'ils pouvaient chercher plus loin, s'ils pouvaient voir au nom de quels mensonges on les arrache à leurs affections, à leurs travaux, pour la défense de quels intérêts on en fait des meurtriers et des incendiaires !

Ce jour-là, le militarisme aurait vécu.

Heureusement, et c'est une perspective consolante, il y avait dans le corps expéditionnaire toute une élite de jeunes gens acquis aux idées nouvelles. Ceux-là se sont efforcés, dans la mesure de leurs moyens, d'atténuer autant que possible le mal fait par leurs camarades. Leurs mains ne se sont pas rougies de sang, et leur face ne rougira pas de honte quand on parlera devant eux des atrocités de la guerre.

Nous leur adressons un salut fraternel.

Eux seuls représentaient la civilisation, la vraie, celle qui se moque des frontières, car il n'y a sur la terre qu'un peuple civilisé, un peuple composé de tous les amants de la liberté, de l'humanité et de la justice.

V.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

DÉFENSE RÉPUBLICAINE. — Depuis plusieurs années les prêtres se livrent, au départ des conscrits, à toutes sortes de manœuvres dans le but de cléricaliser le plus possible l'armée. Le gouvernement prétendu anticlérical que nous avons, grand persécuteur des congrégations et de la religion, laisse faire. Il se retranche derrière le principe de la liberté de conscience. Parfait.

Mais quand les socialistes, pour contrebalancer l'influence néfaste des prêtres, réunissent eux aussi les conscrits pour leur rappeler leurs devoirs d'hommes, halte-là!

On veut bien tracasser quelque peu les moines et les nonnes, histoire de s'attirer l'appui des radicaux et des gogos socialistes, on veut bien de même laisser carte blanche aux manigances cléricales, malgré les récriminations des mêmes radicaux et socialistes, parce que l'on sait que les prêtres seront toujours unanimes à prêcher au soldat le meurtre et la barbarie qui font la puissance des gouvernements. Mais ce que l'on ne saurait accepter c'est que le langage de l'humanité et de la raison soit tenu à ceux sur qui l'on va compter pour perpétuer par la force le régime d'inhumanité et de déraison dont les dirigeants tirent tant de profit.

Voilà pourquoi l'on poursuit trois camarades d'Amiens, Cleuet, Malbranque et Lemaire, qui ont osé tenir ce langage aux conscrits dans une réunion *privée* à la Bourse du travail de cette ville.

Il y a donc une illégalité flagrante sur laquelle nous attirons l'attention de Messieurs les membres de la Ligue des Droits de l'Homme : ils auront là une excellente occasion d'exercer leur action.

Nous adressons en cette occasion, au Ministère de Défense Républicaine, plus réactionnaire que ses prédécesseurs, l'assurance de notre profond mépris.

Un groupe de camarades libertaires.

∴

La propriété. — Trois pauvres diables sans logis avaient pris, pour leur dîner, quelques choux dans le champ d'un cultivateur de Saffré (Loire-Inférieure).

Furieux, ce cultivateur réunit ses amis, et ceux-ci, armés de fourches, se mirent à la poursuite des malheureux. Ils les rejoignirent à une distance de deux kilomètres. Alors, se ruant lâchement sur eux, ils les rouèrent de coups. L'un de ces pauvres diables, blessé grièvement à la tête, succomba peu après et les autres, également blessés gravement, furent emmenés à la gendarmerie.

André Girard.

∴

La grande famille. — Un cavalier du 6e dragons, arrivé au régiment depuis quelques jours en garnison à Evreux, s'est pendu à un arbre. On attribue son suicide au désespoir qu'il avait éprouvé d'être séparé de celle qu'il aimait par l'obligation barbare de la conscription.

Encore une victime du militarisme.

L.

∴

Politicaillerie. — L'action socialiste qui consiste à vendre au rabais des paletots, souliers, capotes et à organiser des souscriptions à bénéfice pour grève, doit être sérieusement en baisse. Cette partie du commerce ne marche plus. Les cordes, heureusement, ne manquent pas, et l'organe officiel du Grand Parti Socialiste Unifié a trouvé un nouveau filon. Il s'agit de faire payer, par les pauvres bougres qui croient encore en la panacée électorale, les frais d'élections des socialistes de « Défense républicaine », les Jaurès, Viviani, Millerand et Cie.

Dans ce but, une grande souscription est ouverte, et il est fait appel au « dévouement de tous ceux qui ont à cœur le progrès du socialisme (j'te crois), seule sauvegarde des « libertés républicaines ». Tous les bons gogos d'électeurs sont invités à fournir les fonds nécessaires à l'achat des verges et des knouts qui serviront à les fouetter demain.

Je tiendrai mes lecteurs au courant du résultat.

Par contre, il serait peut-être bon que, dans les groupes, les camarades prennent, dès à présent, de sérieuses dispositions pour, au moment de la foire électorale qui va s'ouvrir d'ici peu, pouvoir être en mesure de dévoiler toutes les turpitudes, tous les mensonges de la gent politicienne, à quelque école qu'elle appartienne. A cette besogne d'assainissement, les camarades peuvent se préparer dès maintenant.

P. D.

∴

Nous ne pouvons que protester énergiquement contre la détention arbitraire de notre camarade Roger Sadrin, arrêté pendant la râfle motivée (ô combien peu!) par la venue en France de l'autocrate russe.

La mascarade franco-russe terminée, les détenus ont été relâchés, sauf le camarade Sadrin qui, lui, est toujours sous les verrous.

Pourquoi?

On nous dit que Sadrin a à purger six mois de prison obtenus pour propagande révolutionnaire. Nous ne pouvons croire que cette condamnation soit le motif de cette détention, attendu que jamais signification du jugement n'a été faite à Sadrin, et qu'en outre, ce dernier ne s'étant pas caché, si la police avait voulu le prendre, il y a longtemps qu'elle l'aurait fait.

∴

Mouvement ouvrier. — La Grève des mineurs. — La comédie est terminée et, à la manière dont était mené le mouvement depuis le début, il était à prévoir qu'une fois de plus les politiciens et les temporisateurs auraient, en fin de compte, gain de cause. Pour ma part je ne me suis fait d'illusions à aucun moment. La grève générale des mineurs est donc une fois de plus évitée. Le gouvernement peut être satisfait des agents qui ont défendu ses intérêts au sein du comité fédéral des mineurs, et à cet égard la conduite du Secrétaire général Cotte est en tous points digne de remarque.

A l'heure actuelle tout est remis en question, par le manifeste adressé à tous les syndicats de mineurs par la Fédération régionale de la Loire.

Voici ce qu'elle propose : « Considérant qu'il y a lieu de liquider la situation actuelle, elle propose l'organisation immédiate d'un congrès national corporatif, au sein duquel toutes les organisations minières seraient représentées avec un mandat formel ».

Tout mouvement est donc ajourné jusqu'à la réunion de ce Congrès c'est-à-dire dans un mois ou deux. Là les mineurs pourront recommencer un référendum, et il n'y a pas de raison pour que la comédie ne se répète à nouveau. Tant de bruit pour un si piteux résultat. C'est plutôt triste.

Dans le Nord, particulièrement dans le bassin d'Anzin, les mineurs qui s'étaient mis en grève, ne se sentant soutenus d'aucun côté, ont repris le travail et il est probable qu'à présent tous les comités possibles peuvent décider la grève, les mineurs d'Anzin pris une fois ne marcheront plus, et certainement nul ne songera alors à leur en faire un grief. Lorsque les grévistes se sont présentés pour reprendre le travail, la Compagnie a, comme de juste, fait une sélection. Le renvoi de ces travailleurs est jusqu'à ce jour, le seul résultat tangible d'un mouvement qui aurait pu être intéressant.

∴

Malgré une campagne où la mauvaise foi n'avait d'égale que la perfidie des adversaires, la Confédération générale du travail a, par la nomination de son bureau, montré qu'elle était bien décidée à continuer à marcher dans la voie révolutionnaire que lui avait tracée le dernier Congrès corporatif de Lyon.

Notre camarade Pouget était spécialement visé dans cette campagne : il n'en reste pas moins secrétaire-adjoint chargé de la *Voix du Peuple*. Greffuyles est un nouveau secrétaire qui saura certainement donner un nouvel essor à cet important organisme du mouvement économique qu'est la « *Confédération générale du travail* ».

Millerand, qui suivait de près — j'ai de bonnes raisons pour le croire — la nomination du bureau de la Confédération, n'en doit pas être très satisfait.

∴

Les capitalistes, toujours à l'affut du dividende, ne manquent jamais de profiter de la surabondance des sans-travail pour réduire à la portion congrue les travailleurs qu'ils exploitent. L'organisation du travail en société capitaliste est ainsi faite que la misère et le chômage deviennent pour eux d'excellents moyens de grossir leurs revenus. Témoin ces quelques lignes que je découpe dans un journal bourgeois :

« M. Fould, directeur de la Société des hauts fourneaux, forges et aciéries de Pompey, vient d'informer les ouvriers et le personnel de ses usines, au nombre de 3.000 environ, qu'il se voyait dans la nécessité, en raison de la crise industrielle, de diminuer les salaires de 15 0/0. »

La meilleure preuve que la « crise industrielle » n'est qu'un prétexte, c'est que les dividendes de cette société n'ont pas *baissé*, au contraire. Il s'agit de les augmenter en rognant sur les salaires des ouvriers.

Nos camarades de la Fédération de la Métallurgie ne perdraient peut-être pas leur temps en allant réveiller les exploités de ces parages. Il y a par là, semble-t-il, de la bonne propagande à faire.

∴

Autre combinaison capitaliste. Menacées d'une réduction de 35 0/0 sur le travail qu'elles ont l'habitude de faire, les ouvrières festonneuses de la Société des bonneteries de Troyes ont, comme de juste, réclamé contre cette mesure inique et que à non plus, rien ne justifie.

La réponse ne s'est pas fait attendre; le directeur de l'usine a décidé que, dorénavant, le travail de festonnage serait fait dans les Vosges, où les salaires sont réduits à leur plus simple expression.

Que les travailleuses de Troyes crèvent de faim, cela importe peu à M. le Directeur. C'est par de pareils procédés que les capitalistes nous aident à faire germer la bonne semence de révolte.

∴

Les Grèves. — A Nantes, les maréchaux ferrants viennent de se mettre en grève. Les patrons leur accordent 4 francs par jour pour le teneur de pied et 5 francs pour le ferreur. Les ouvriers demandent 4 fr. 75 et 5 fr. 75. Ils réclament, en outre, la journée de six heures du matin à six heures du soir et la suppression du travail le dimanche.

Les « Droits de l'homme » sont maintenant affichés dans toutes les écoles du « royaume » de M. Millerand, mais les hommes ne peuvent pas ne pas travailler quand bon leur semble, sous peine de crever de faim. Notre belle société capitaliste est là tout entière et ne tient que sur des contradictions semblables. Quant à la question du taux des salaires cela se passe de commentaires.

A Rochefort, l'agitation continue parmi les ouvriers du port. Là, c'est bien différent. Il y a une loi qui autorise, qui encourage même les travailleurs à se syndiquer; mais quand les syndicats les gênent, les employeurs, d'accord avec les autorités, font tout ce qu'ils peuvent pour les détruire. C'est contre cela que les travailleurs Rochefortais s'insurgent. Ils sont décidés à faire tout ce qu'il faudra pour garder leur liberté. Voici la décision prise à cet effet dans leur dernière réunion :

« Les ouvriers syndiqués du port de Rochefort protestent contre les procédés des autorités à l'égard du président et du secrétaire du syndicat, maintiennent toutes leurs revendications, se réservent de recourir, s'il devient nécessaire, à des moyens plus énergiques et mettent à l'étude le projet de la cessation de travail. »

A Epinal, dans les Vosges, il en est de même. Là, pour conserver le droit de se réunir comme bon leur semble, les verriers sont en grève depuis près de deux mois. Les patrons ont cherché mais inutilement jusqu'à ce jour, des travailleurs dans d'autres régions. Les ouvriers qui commencent à avoir une certaine éducation de la solidarité refusent d'aller prendre la place d'aussi malheureux qu'eux.

Nos arrières-petit-fils auront peine vraiment à comprendre une époque comme la nôtre, où le mot *Liberté* est inscrit partout, et où elle n'est pratiquée nulle part.

Paul Delesalle.

Espagne.

Il nous est impossible de rendre compte de tous les événements révolutionnaires qui se sont produits dernièrement en Espagne : dans le Midi, à Séville, et dans une grande partie de l'Andalousie; dans le Nord, à Oviedo; dans l'Est à Valence, à Tarragone à Barcelone. Partout des émeutes ont eu lieu.

Cette lutte — de nature purement économique — a commencé par des grèves dans le but d'obtenir une réduction des heures de travail ou une augmentation des salaires : ces grèves en ont provoqué d'autres organisées par esprit de solidarité : toutes ont visé la grève générale.

Mais ce qui, surtout, doit faire réfléchir le bourgeois, c'est que cette fois des paysans ont fait cause commune avec leurs frères des usines.

Et vraiment les bourgeois sont terrorisés. Ils espèrent empêcher les grèves avec une loi qui les légaliserait.

Ce projet de loi, présenté par M. Gonzalès, entre autres choses, dit que les grèves doivent être annoncées d'avance à l'autorité (quinze jours avant s'il s'agit des employés de chemins de fer, d'omnibus etc, et quatre jours avant s'il s'agit des fabriques etc.)

Les grèves seraient déclarées illégales :

1° Quand la grève paralysera le mouvement com-

mercial ou industriel de toute une corporation ou de toute une région.

2° Quand la grève pourra causer le manque de lumière, d'eau ou d'un article de première nécessité.

3° Quand l'état de grève peut mettre en danger la vie d'une ou de plusieurs personnes...

Cette loi passera-t-elle ou non ?

Cela n'a pas beaucoup d'importance pour les travailleurs, et bien à raison la *Revista Blanca* dit que, si les travailleurs veulent détruire une loi, ils n'auront qu'à la violer quand l'occasion s'en présentera.

Ex. Ix.

⁂

Les camarades de Barcelone viennent de faire paraître le premier numéro de la *Huelga General* (*La Grève générale*) dont le titre indique la direction.

Bonne venue à notre camarade.

Adresse : calle de Bailen, 154, Barcelone.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education Sociale de Montmartre, Université Populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy, XVIII° arrondissement. — Samedi 30 novembre à 8 h. 1/2. — Soirée musicale organisée par M. Willaume.

Mardi 3 décembre à 2 heures. — M. Joseph Renaud : L'Education esthétique de la jeune fille. Partie musicale et littéraire. Jeux et goûter pour les petits enfants.

Mardi 3, à 8 h. 1/2. — Assemblée générale. Les adhérents sont instamment priés d'y assister.

Jeudi 5, à 8 h. 1/2. — M. Zivy : Agrégé d'histoire. 4° Danton.

Samedi 7, à 8 h. 1/2. — M. Edgard-Millaud : Agrégé de Philosophie. Le socialisme allemand et les coopératives.

L'Education libre du III° arrondissement, 14, rue Grenier-Lazare, ouvert tous les mercredis et samedis de 8 à 10 heures.

Le Groupe devant organiser une matinée enfantine prochainement, prie les camarades qui pourraient leur prêter leur concours de le faire savoir dans le plus bref délai.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. (Université Populaire du XVIII° arrondissement.) — Conférences, à 8 h. 1/2.

Samedi 30 novembre. — J. Micouleau : Le Danemark (avec projections).

Lundi 2 décembre. — L. Ducharne : Une grande industrie : La Faïence.

Mercredi 4. — Soirée musicale et littéraire. Violoncelle, chant. *La Cigale chez les Fourmis*, comédie de E. Labiche.

Groupe de propagande Anti-Militariste de Paris. — Le camarade G. Dubois-Desaulle, ayant rendu compte au groupe des conférences qu'il a faites en province, remercie les camarades des Groupes d'études sociales de Vierzon, de la Jeunesse socialiste de Bourges et du Groupe d'études de Denain, et les camarades de Haveluy, Wallers, Escaudin et Anzin, organisateurs de ces réunions. Dans certaines localités des socialistes se sont abstenus volontairement d'apporter leur concours, sous prétexte que les organisateurs n'étaient pas de leur coterie politique. L'Action anti-militariste serait-elle exclue du programme de ces prétendus révolutionnaires, ou serait-elle aussi subordonnée à une question de boutique.

Bibliothèque communiste du XV°, rue de l'Eglise, 38. — Réunion tous les dimanches soir, à 8 h. 1/2. Prêt de livres.

L'Effort, Union populaire du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché.

Samedi 30 novembre. — L'Hygiène et la Misère, par le docteur Zielinski.

Mardi 3 décembre. — Un quart d'heure avant sa mort, M. de La Palisse était-il encore en vie? par Paraf-Javal.

Jeudi 5. — L'esclavage, par Fribourg.

Samedi 7. — Conférence dessinée et récitation illustrée, par M. et Mme Gil Baer.

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers (cousu-main) *de Paris*. — Samedi 30 novembre, grande soirée familiale, salons Véfour, 105, galerie de Valois (Palais-Royal).

A 9 heures, conférence par Paraf-Javal.

A 10 heures, concert des poètes et chansonniers révolutionnaires.

A minuit, bal.

Nîmes. — Samedi 30 novembre, à 8 h. 1/2, réunion du Groupe d'études économique libertaire, 7, rue Paul Bert. Causerie sur l'Art de rouler le peuple.

Bordeaux. — Tous les camarades de Bordeaux et de la banlieue sont invités à bien vouloir se rendre au groupe local habituel, le samedi 7 décembre.

Discussions et mesures à prendre au sujet du camarade Meunier, pour essayer de le sortir du bagne.

Nous comptons sur la présence de tous.

Rochefort-sur-Mer. — Les camarades soussignés, réunis dans un banquet fraternel le dimanche 17 novembre, et comprenant des représentants des associations ouvrières de Rochefort, Saintes, La Rochelle, Marennes, Bordeaux, protestent énergiquement contre toute atteinte portée à la liberté, et en particulier contre les condamnations des camarades Laurent Tailhade et Grandidier, et contre les poursuites exercées soit à l'égard de camarades pour faits de grève, soit envers les écrivains au nombre desquels Antignac, du Syndicat des débardeurs de Bordeaux.

L'adresse est signée de plus de 80 noms des militants révolutionnaires et syndicaux des villes ci-dessus désignées. Nous regrettons que notre format restreint nous empêche de les publier. Nous n'en remercions pas moins ces camarades.

Amiens. — Les camarades ayant cotisé pour le journal sont priés de se réunir au *Cent de piquet*, dimanche 24 courant, à 5 heures du soir, pour destination des fonds.

Marseille. — *Groupe d'éducation et de propagande libertaire.* — Tous les samedis, à 9 heures du soir, réunion au siège du groupe, salle du bar Christan, 85, rue de Lodi, en face l'hôpital militaire.

— Samedi 7 décembre, grande fête familiale organisée au profit du groupe « La Liberté d'opinions », à 9 heures du soir, établissement des 400 couverts chez Lovi Rossi, chemin des Chartreux.

Concert artistique. Causerie sur « La Grève Générale » ; bal, entrée 0 fr. 30 pour les dames, 0 fr. 50 pour les hommes.

Lille. — Samedi 30 novembre, réunion de tous les camarades de Lille et des environs au local habituel.

Nos camarades du journal *La Huelga General*, 26, Ranilla de las Flores à Barcelone (Espagne), demandent aux journaux amis et aux journaux antimilitaristes de bien vouloir faire l'échange avec eux.

Groupe de Solidarité Internationale

Encouragé par les nombreuses adhésions des camarades, le groupe de Solidarité internationale a fait tirer, il y a trois mois, une affiche « Contre les guerres ». Malgré des appels réitérés, les camarades n'ont mis aucun empressement à passer de la simple signature aux actes, et une grande partie des affiches est restée à charge au groupe.

Nous les tenons à la disposition de tous ceux qui croient cette propagande utile, à raison de 4 francs le cent, port compris; au-dessous de 100, 0 fr. 05 l'exemplaire.

LE PROJET D'ÉDITION

Les prospectus commencent à rentrer. Nous prions les camarades de nous les retourner le plus tôt possible, pour que nous donnions une solution à notre tentative.

Comme il n'a été tiré qu'à un petit nombre d'exemplaires, il en est envoyé très peu d'offres, et ne sera expédié qu'à ceux qui le demanderont.

Ces adhésions doivent nous être adressées au 15 décembre au plus tard.

Prière à ceux qui trouvent l'idée bonne de se remuer autour d'eux pour trouver des adhérents. Il nous faut de 6 à 700 souscripteurs. Et nous en sommes loin encore.

EN VENTE

Chez tous les dépositaires des *Temps Nouveaux* :

L'Almanach illustré de la Révolution pour 1902. Articles de Grave, Reclus, Kropotkine, Descaves, Leyret, etc. Illustrations et portraits, prix 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40.

⁂

Nous nous sommes procuré quelques volumes en solde, nous les tenons à la disposition des camarades aux prix suivants :

Les Feuilles, par Zo d'Axa, avec des illustrations de Steilen, M. Luce, Willette, Hermann-Paul, Léandre, etc. ; prix en librairie, 5 fr. ; dans nos bureaux, 2 fr. ; par la poste, 2 fr. 70.

De Mazas à Jérusalem, par Zo d'Axa, couverture de Steilen et illustrations ; par la poste, 1 fr. 60.

L'Enfer, par Conte, (mœurs journalistiques) ; par la poste 1 fr. 60.

Les camarades nous ont mis en dépôt un certain nombre de numéros de *La Feuille du Soldat*. Nous les tenons à la disposition des camarades au prix de 0 fr. 05 l'exemplaire ; par la poste, 0 fr. 10.

Dernières lithographies parues :

Les Défricheurs, d'Agar.

Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.

Les Bienheureux, par Heidbrinck.

Tirage ordinaire, franco 1 fr. 40 en tube ; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

Dernières brochures parues :

L'Anarchie et l'Eglise, par Reclus et Guyou, couverture de Daumont ; franco, 0 fr. 15.

L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de Hénaut ; franco, 0 fr. 15.

Guerre, Patrie et Caserne, de Ch. Albert, couverture par Agar ; franco, 0 fr. 15.

Aux Anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, 0 fr. 05 ; le cent, 3 francs.

BIBLIOGRAPHIE

L'Echelle, roman par Peinsot et Normandy ; 1 vol., 3 fr. 50

Le bilan social et politique de l'Eglise, par Yves Guyot ; 1 vol., 3 fr. 50 de la bibliothèque Charpentier. Les deux volumes chez E. Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

Manuel de l'Arriviste, par Henri Chateau ; 1 vol., 3 fr. 50, chez V. Villerelle, éditeur, 59, rue des Mathurins.

Ces Messieurs, comédie en cinq actes, par Georges Ancey ; 1 vol., 3 fr. 50, édition de la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

En Oprørers Ord, par Peter Kropotkin ; une brochure, 90 pages, édition de Anarkistens, Forlag, Kristiania, Danemark.

A voir :

Le n° 34 de *l'Assiette au beurre : Vengeances sociales*, par Jouve.

PETITE CORRESPONDANCE

P. S. — Le prospectus vous a été envoyé. Je vous le réexpédie.

R. L. — Oui, 7 fr. le 100, contre mandat-poste. Voyez les derniers numéros du journal.

L. D., à R. — *Le Mariage libre* a été retiré de la cirlation par son auteur. Les éditeurs ni nous n'en avons plus.

D., à Marseille. — Nous n'avons pas cessé d'envoyer le journal. Il nous est au contraire revenu avec la mention refusé.

Reçu pour le journal : G., 20 fr. ; J., 5 fr. ; Edmond, 0 fr. 50 ; Berch, 1 fr. 30 ; R., 1 fr. 15 ; C. F., 6 fr. ; Bibliothèque Communiste du XV°, 2 fr. — Merci à tous.

V., à Alexandrie. — C., à Genève. — F., à Dison. — R., à Rennes. — J., à Ry. — C., à Veynes. — P., à Tunis. — W., à Zurich. — E., à Walle. — C., à Genève. — B., à Genève. — V., à Rome. — G., à Fougères. — L., à Denain. — L., à Amiens. — F., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Les *Temps Nouveaux*, toutes les brochures et l'*Almanach de la Révolution* sont en vente

à **Roubaix**

chez Béranger, 38, rue Paul Bert.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 32 — DIX CENTIMES — DU 8 AU 14 DÉCEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA SOUFFRANCE DIVERTISSANTE

Je me trouvais l'autre jour au Palais de Justice — l'homme le plus vertueux peut parfois se laisser entraîner en un mauvais lieu — et je m'y trouvais par hasard, pour une raison toute personnelle, aux alentours de la Cour d'assises. On y jugeait l'affaire Kolb-Gilmour. Pendant que j'attendais dans les couloirs la personne que j'étais venu voir, je pus tout à loisir observer le public environnant.

On se serait cru aux abords d'une salle de théâtre, le jour d'un spectacle tout à fait émoustillant. Même curiosité avide, aiguë, comme une concupiscence luxurieuse, appétence dépravée d'impressions malsaines et de délectations perverses. Pensez-donc! il ne s'agit pas d'un assassinat vulgaire. L'assassin prévenu par sa victime, a dû engager avec elle une lutte affreuse; il y a eu beaucoup de sang versé, des coups terribles ont été portés. Et puis, la victime est une femme galante, circonstance atténuante. L'audience va peut-être révéler des détails croustilleux; la vie intime de la femme publique va être étalée au grand jour; on pourra analyser des dessous, explorer à souhait les arcanes les plus mystérieuses de l'alcôve et du lavabo. En outre, des confrontations pathétiques surgiront, où l'on verra la victime miraculeusement sauvée, se débattre hallucinée, en présence du meurtrier, sous la vision ressuscitée de l'affreux cauchemar; et quel spectacle encore que celui de cet homme livré seul, pieds et poings liés, à la vindicte, à toutes les forces sociales coalisées, défendant avec un héroïque désespoir sa vie, le seul bien qui lui reste, contre cette meute déchaînée de cannibales, victime à son tour d'une ignoble danse du scalp; quelle jouissance de surprendre, si peu se manifestassent-ils, une défaillance, un sourcillement, une pâleur, révélateurs des affres intérieures que l'orgueil fièrement dissimule!

Oui, songez-y! Sang, meurtre, prostitution, hallali humain, quel régal!

Aussi, que d'intrigues, que de courtisaneries, que d'obséquieuses flagorneries pour pénétrer dans le sanctuaire judiciaire, dès longtemps devenu une succursale des lupanars les plus abjects! Des petites femmes évaporées et froufroutantes se trémoussent dans les couloirs, aguichent les jeunes stagiaires qui, affairés, s'empressent galamment pour introduire ces congénères de la victime. Du haut en bas de sa hiérarchie, le personnel est en émoi. Du lampiste au commandant des gardes, chacun s'agite, se multiplie, déploie ses grâces et ses faveurs; toute la basse-cour basochienne caquette, piaule, glousse et bat des ailerons pour complaire aux volatiles du grand et du demi-monde en quête de frissons nouveaux.

Tout cela pour entendre condamner un homme à mort, pour assister à son agonie morale sous le lent martyre savamment dosé goutte à goutte du cérémonial judiciaire.

⁂

Le spectacle de la douleur est un divertissement. Et plus intense est soupçonnée cette douleur, sous le masque sévère qui s'efforce à l'impassibilité, plus divertissant est le spectacle.

Les jeux sanglants de l'antiquité, les combats mortels de gladiateurs, de nos jours les ignobles courses de taureaux en sont maints exemples. Partout où la souffrance s'offre aux yeux, la foule afflue et se récrée. La vie quotidienne, en ses menus détails, en fournit des preuves multiples. Un accident se produit-il sur la voie publique? le rassemblement sera d'autant plus nombreux que la victime en sera plus grièvement atteinte. Quel attrait de contempler l'agonie d'un chien, d'un cheval, et si la victime de l'accident est un homme, quelle aubaine!

Voyez encore ce qui a lieu au passage d'un convoi funèbre: suivez des yeux les regards des passants. C'est sur les membres de la famille qu'ils se portent, épiant sur leurs traits quelque signe de souffrance intérieure, guettant quelque sanglot mal étouffé. Est-ce sympathie? Non, c'est curiosité et curiosité cruelle, sauvage, barbare.

Et les exécutions capitales? En voilà encore un régal! A la première apparition du condamné, les cous se tendent, les yeux s'écarquillent; on se presse, on se hausse sur la pointe des pieds pour voir l'homme qui souffre, qui agonise, et dont tout à l'heure le corps sursautera délicieusement en une horrible convulsion dernière.

Un autre spectacle égayant, fourni par les scènes journalières, est celui que donne, quand elle éclate en public, la querelle d'un ménage suscitée par la jalousie. On rit, on se tord, à la vue de cette femme qui, blessée dans son amour-propre, dans sa dignité, dans son affection peut-être aussi, exhale sa douleur en reproches violents. Et plus son amertume, sa douleur s'exacerbe, plus les rates se dilatent.

Très amusant aussi l'être humain dont l'amour a happé le cœur de sa morsure terrible. Car l'amour est une souffrance, et une souffrance indicible. Bien faible est la somme de ses joies mise en balance avec les douleurs cruelles, déchirantes, qu'il engendre. Où trouve-t-on un amour, digne de ce nom, vraiment heureux? C'est l'extrême rareté. En effet, ce n'est point tant la possession, accessoire après tout, que l'amour poursuit. C'est principalement un complément de part et d'autre, une profonde harmonie réciproque entre les divers éléments psychiques, une pénétration mutuelle, concordante et symphonique, des facultés émotives. Cet idéal est-il réalisable avec l'incohérence dont l'éducation sociale, telle qu'elle est encore comprise, imprègne nos âmes? Si oui, ce ne peut être que par hasard.

Donc l'amour étant une calamité, quelle source inépuisable de récréatifs passe-temps ne doit-il pas fournir? Le jeune homme épris qui s'isole en sa souffrance, dédaignant les plaisirs de ses camarades, devient leur cible. On le blague, on l'accable de quolibets d'un goût douteux, le trouvant, en somme, « rien rigolo. »

D'ailleurs, ce mot: amour, qui ne devrait être prononcé qu'avec une arrière-pensée de deuil ou de compassion, n'a-t-il pas par lui-même le don de susciter aussitôt des sourires entendus, d'ouvrir le champ aux facéties les plus égrillardes? Toutefois, si un drame éclate, meurtre ou suicide, la pitié pourra s'éveiller. Mais c'est qu'alors ce n'est plus drôle; la victime ne souffre plus.

Enfin, un autre exemple de cet attrait que présente la douleur, est offert par la prédilection toute particulière de la foule pour l'armée. Ne pouvant se payer le spectacle d'une guerre permanente, elle se revanche en reportant toute son enthousiaste sympathie sur les éléments meurtriers de la Société. Ces soldats, ces hommes de sang, ces assassins professionnels, éventreurs de femmes, massacreurs de vieillards et d'enfants, ces semeurs d'agonies, de dévastation et d'horreur, voilà ses enfants chéris, ceux qui la comblent à l'occasion des joies les plus intenses, des délices les plus parfaites.

⁂

D'où vient ce goût si marqué pour le spectacle de la souffrance? Est-il inhérent à la nature humaine, ou bien faut-il y voir le fruit d'une longue éducation pénétrant les esprits d'un penchant spécial pour les tableaux violents, les scènes sauvages et le sang répandu?

L'homme, disent les doctes sociologues, est un animal féroce et cruel, aux instincts sanguinaires, que la vie en société a peu à peu amélioré et adouci, et qu'elle finira à la longue par complètement apprivoiser.

Quelle bêtise! L'homme aurait donc au début, quoique insociable, vécu en société; il aurait fait violence à sa nature, à ses préférences pour s'associer avec ses semblables, et c'est cette association qui peu à peu, contre son gré, l'aurait rendu sociable!

Mais alors, quelle force supérieure à l'humanité l'aurait guidée vers un mode d'existence contraire à ses goûts, à sa nature même, en prévision de son amélioration ultérieure?

Dieu, disent les prêtres. Et ces derniers, enchérissant sur les sociologues, anathématisent les instincts humains, qu'ils déclarent pervers, criminels et damnables. La vertu consiste dans la lutte acharnée contre la nature,

qu'il importe à tout prix de subjuguer pour parvenir à la perfection.

Outre que Dieu eût fait preuve d'une incohérence rare en créant l'homme insociable, pour l'obliger ensuite à poursuivre une destinée contraire à sa nature, la théorie des prêtres, adoptée ensuite à l'unanimité par tous les gouvernants, est trop hypocritement intéressée, pour ne point mériter toutes les attaques et toutes les réfutations.

C'est du faux principe de la méchanceté et de l'insociabilité de l'homme que découlent tous les sophismes sur lesquels repose l'autorité que les prêtres usurpèrent les premiers et que leur ravirent plus tard les guerriers et les politiciens.

L'homme étant supposé originellement méchant, il est nécessaire qu'une classe ou une caste d'êtres meilleurs le guident vers le bien, le morigènent et le corrigent. A qui incombera cette tâche? A nous, dirent les prêtres, à nous, intermédiaires entre les hommes et Dieu et interprètes auprès de ceux-là de la volonté de celui-ci. A nous, dirent ensuite les guerriers, à nous les plus forts et les mieux qualifiés pour dominer. A nous, dirent encore les politiciens, à nous les habiles, les plus aptes à diriger les intérêts matériels et moraux de l'humanité.

Et ces trois castes, tantôt séparément, tantôt de concert, s'attribuèrent le gouvernement des hommes dont elles surent tirer un large profit.

Pour justifier le prétexte de leur domination, il fallut s'appliquer, en effet, à rendre l'homme méchant, cruel, sanguinaire et pervers. De tous temps et en toute religion le prêtre fut l'excitateur aux violences, aux meurtres, aux effusions de sang. Interprète du courroux céleste, il prescrivit les sacrifices, les égorgements de victimes animales ou humaines, prêcha les guerres saintes, les exterminations en masse, par lui prétendus expiatoires des forfaits de l'humanité. Cette tactique machiavélique, consistant à pousser l'homme au crime pour se donner le droit de le punir et de le dominer, fut scrupuleusement suivie par les gouvernants de toute catégorie.

De nos jours encore, ces haines internationales, attisées soigneusement; ces goûts belliqueux entretenus avec zèle, toute cette éducation donnée à tous les degrés, à l'école comme dans la société, et orientée attentivement vers la violence, la guerre, les conquêtes, n'en est-elle pas l'application continuée traditionnellement? Les prédilections militaires inculquées à l'enfant et encouragées chez l'adolescent, l'importance primordiale accordée aux scènes sanglantes, aux accidents, aux crimes, à tout ce qui est violent ou horrible, et sur quoi les publications de toutes sortes, feuilletons, journaux illustrés ou non, s'étendent complaisamment, constituent un ensemble de suggestions continues formant l'homme à la cruauté.

Aujourd'hui, comme jadis, comme toujours, on trouve le prêtre et le gouvernant d'accord pour ensauvager l'humanité. Le prêtre, même chrétien, c'est-à-dire se recommandant d'une religion de paix et d'amour, porte toutes ses sympathies sur le guerrier, l'homme de massacre et de violence, l'assassin officiel. L'entente fraternelle du sabre et du goupillon n'est pas seulement un lieu commun; c'est une vérité historique.

Les peuples les plus asservis ou les plus religieux sont les plus cruels. L'Esquimau, qui n'a ni religion ni gouvernement, est doux, inoffensif et hospitalier.

Lorsque l'être humain, enfin conscient, aura secoué le double joug des religions et de l'autorité, il reviendra naturel, c'est-à-dire paisible, compatissant et sociable. ANDRÉ GIRARD.

VIENT DE PARAITRE

Autour d'une vie, par Kropotkine, un vol. 3 francs franco; 2 fr. 50 pris au bureau du Journal.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

IV

Ce qu'on pourrait appeler la caractéristique politique de notre temps — en prenant toujours ce mot dans son sens le plus élevé — ce n'est pas l'amour de la liberté qui ne manqua, Dieu merci, à aucune époque, c'est, comme nous l'avons dit déjà, une forme nouvelle de cet amour, une forme très évoluée, non plus seulement décorative et verbale. C'est évidemment chez une élite qu'il faut saisir cette évolution. Mais cette élite existe: elle manifeste chaque jour le besoin, le désir de ne plus seulement acclamer et rêver la liberté, mais de la réaliser, de la vivre jusque dans les plus petits détails de la lutte. Elle marque de plus en plus sa répugnance pour toute organisation autoritaire, toute tactique qui ne laisse pas l'individu libre et responsable de ses actes.

Et quand même cette tendance ne s'affirmerait pas aussi haut qu'elle s'affirme dans les paroles, les écrits, les actes de ce temps, elle n'en représenterait pas moins la vérité, le sens dans lequel doit évoluer fatalement la notion de liberté, et il n'en conviendrait pas moins aux plus clairvoyants d'agir de toutes leurs forces dans ce sens. La cité future d'abondance, de bien-être et de justice ne se bâtira pas avec des mots, mais avec des volontés, des caractères plus forts que les nôtres, plus sûrs d'eux-mêmes, plus aptes à prendre des décisions, à porter des responsabilités. C'est par l'éducation de la volonté, l'habitude de l'initiative et de l'autonomie individuelle, c'est-à-dire en fin de compte par la pratique d'une liberté toujours plus complète, plus profonde que se formeront peu à peu de tels hommes.

Voyons maintenant comment tout cela peut bien s'accorder avec les moyens d'action politique actuellement en honneur, préconisés par tous les partis comme efficaces et suffisants, avec ce qu'on appelle, en un mot, le libre jeu des institutions républicaines.

Hélas!

On a fait de bien des façons la critique du parlementarisme.

On a calculé d'une façon très ingénieuse que nos systèmes de représentation et de majorités étaient impuissants à exprimer l'opinion de la majorité. Je ne sais pas si ces calculs sont exacts; mais il n'y a que trop de cas où les opinions de la majorité des élus s'accordent trop bien avec celles de la majorité des électeurs, et ces opinions ne sont pas pour nous faire honneur.

On a peint avec des couleurs très sombres, et presque toujours exactes, l'ignoble foire aux consciences, le marchandage cynique, éhonté, la période aux boniments, aux flagorneries, aux mensonges d'où sort ce qu'on appelle notre représentation nationale. Mais ne nous arrêtons pas à ce côté de la question. Mettons, si vous voulez, que c'est là simplement la part de laideur inhérente à toute entreprise humaine.

On a dit que les parlements étaient de basses officines d'affaires où il n'était sérieusement agité que des intérêts de commerce et d'argent. Admettons que ce ne soit pas tout à fait exact. Parmi les députés, comme ailleurs — quoique moins qu'ailleurs c'est indiscutable — il y a de braves gens qui font en toute conscience et de façon désintéressée leur devoir.

Il est évident, comme on l'a fait remarquer encore, que ce devoir ne peut pas correspondre à quelque chose de très élevé ni de très hardi, car on est tout de suite gagné, dès qu'on met le pied dans une assemblée délibérante, par l'irrésistible ambiance de modérantisme et de veulerie. Par suite d'un heureux hasard néanmoins, il peut se rencontrer là, comme ailleurs, des hommes insoucieux des intérêts de parti et de corps, supérieurs à la loi des ambiances et qui recherchent les tribunes politiques pour y faire entendre de hardies vérités.

Du côté des révolutionnaires on dit souvent: Un Parlement ne peut produire que d'insignifiantes réformes. Or, ce ne sont pas des réformes qu'il nous faut, mais de radicales transformations, portant sur la base même de la société, c'est-à-dire sur le mode même de production et de répartition des richesses. Sans doute, certaines réformes pourtant ne sont pas à dédaigner; celles notamment qui tendent à développer l'hygiène, à étendre et améliorer l'instruction, à diminuer les heures de travail, à abréger l'odieuse servitude militaire, à neutraliser l'effort des religions, à libérer la femme des esclavages qui pèsent encore sur elle, etc... Il est impossible de nier que par toutes ces voies on ne s'achemine un peu vers la révolution précisément.

Le vrai grief contre le parlementarisme, le plus fort et le plus grave, le seul qui soit irréfutable et domine de très haut tous les autres, c'est que le parlementarisme constitue une véritable école de paresse morale et de servitude. Il n'y a pas meilleure mécanique pour tuer chez les hommes l'indépendance, la dignité, l'initiative, le goût et la volonté de l'action, c'est-à-dire pour avilir peu à peu les caractères. Et cela non seulement chez les élus, — ce qui serait peu, étant donnés leur petit nombre et la qualité généralement inférieure de leur intelligence et de leur moralité, — mais, ce qui est plus grave, chez la grande masse de ceux qui votent, chez ceux qu'on a si vite appelés, et si exactement, hélas! le troupeau des électeurs!

Personne ne songera à contester les avantages que l'on retire, dans la vie publique comme dans la vie privée, de l'action fréquente, variée, spontanée et libre. Or l'électeur est un homme qui agit une fois tous les quatre ans. Et comment agit-il à ces intervalles si éloignés? Uniquement pour faire remise entre les mains d'un autre de son droit d'agir. Tous les quatre ans, l'électeur accomplit une certaine formalité qui a la vertu de le décharger de tout souci, de le mettre complètement en règle avec sa conscience. Comment obtenir ensuite la moindre chose d'une conscience aussi tranquille! Quelles que soient les initiatives et les besognes nouvelles que peuvent imposer et qu'imposent, en effet, à chaque instant, les nécessités de la lutte, quelles que soient les occasions qui naissent à chaque instant de se jeter dans une lutte nouvelle et d'essayer des tactiques nouvelles, le bon électeur reste impassible, parfaitement incompréhensif, indifférent, parce qu'il a déposé jadis un petit morceau de papier dans une boîte et en déposera bientôt un autre. Et chaque fois que vous viendrez dire à cet homme: « Il y aurait ceci à faire, et cela, puis cela encore, c'est urgent, le temps presse », le bon électeur vous regardera du même air béat, dont un riche bourgeois regarde un miséreux crever de faim à sa porte, lorsqu'il a pris le soin de verser dix francs par an au bureau de bienfaisance. Voter, pour le plus grand nombre, c'est pouvoir se laver les mains des affaires publiques. Et quelle secrète disposition n'avons-nous pas tous pour le fameux geste de Pilate?

Que voulez-vous attendre de l'activité, de l'énergie, de l'initiative d'un homme, dans la lutte politique, lorsque cet homme (l'électeur) a reçu d'un spécialiste en matière politique et d'un spécialiste entouré de prestige (l'élu) l'assurance que tous ses désirs allaient recevoir prompte satisfaction, pourvu que lui, électeur, se tienne, son DEVOIR fait, tranquille et coi? Comment agirait-il librement, selon ses propres décisions et l'inspiration des circonstances, celui qui, par son vote, vient de faire un pacte avec un parti, de contracter engagement avec l'homme et le programme d'un parti, celui qui est lui-même l'homme d'un parti? Car le grand jour de l'action républicaine venu, le grand jour

de la souveraineté populaire, le citoyen libre, le *souverain* n'a pas même à rechercher, à ses risques et périls, celui qui lui semble le plus digne de sa confiance, ce qui comporterait encore une certaine part d'effort et de responsabilité, choses toujours nobles. Non. Comment le pourrait-il, d'ailleurs? Il est, sans savoir pourquoi le plus souvent, d'un parti, et prend, les yeux fermés, l'homme de son parti. Que l'honnêteté se trouve à côté seulement, tant pis. L'homme le plus taré de notre parti ne vaut-il pas toujours mieux que le plus honnête du parti adverse? En matière d'élection, le parti fait tout. Chacun est là pour présenter sa marchandise, comme chaque étalage de la foire offre à l'acheteur un produit différent.

Voici du conservateur à l'usage des timides, du radical pour les gens qui n'ont pas peur, du socialiste pour les enragés! Le tout pas cher et garanti! Et une fois que chacun tant bien que mal a rallié son étiquette, en avant le parti, dont chacun, électeur comme élu, reste l'esclave, l'esclave jusqu'à la honte, jusqu'à l'infamie.

Tout ce que comporte de servitude le suffrage universel, tout ce qu'il peut pour la dépression des caractères et des volontés, ne l'a-t-on pas vu justement — et comme jamais peut-être on ne le vit mieux — au cours de l'Affaire? Ne l'avez-vous pas expérimenté d'une façon saisissante, vous tous, hommes indépendants, hommes courageux qui vous êtes trouvés unis, un jour, pour faire face à toutes les forces mauvaises du passé? Vous vous démeniez, comme de beaux diables, et vous criiez aux quatre coins de la France : « On égorge la liberté! on attente à la raison! on soufflète le droit! A nous, camarades! Par ici le ralliement! » Et que répondait la France du suffrage universel, la France des partis républicains à ces appels désespérés? « Impossible, mille regrets, nous avons des engagements, des programmes, des intérêts. Nous ne sommes pas libres. » Jusqu'aux socialistes, aux socialistes qui veulent régénérer le monde et qui ne se sont pas cru libres de crier qu'un innocent a le droit d'être innocent!

Ne cherchez pas ailleurs la cause de ces tristesses. C'est un demi-siècle de suffrage universel.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MILITARISME. — Vendredi dernier, les « Joyeux » devaient se rendre à la caserne de Reuilly pour être envoyés dans les compagnies d'Afrique en vue de faire leur service militaire. Les Joyeux sont les jeunes gens qui, avant leur service, ont subi une condamnation. Comme dans l'armée on est particulièrement délicat en ce qui concerne les fréquentations, on ne peut tolérer qu'un homme qui aura fait de la prison parce qu'il se sera trouvé un jour sans domicile, ou aura répondu comme il convient aux grossièretés d'un sergot, soit en contact avec des soldats indemnes de toute condamnation. Aussi les envoie-t-on dans des corps spéciaux où ils se trouvent avec de la crapule comme eux.

De plus, pour bien montrer tout le mépris dans lequel les tient l'autorité militaire, cette autorité, qui a le privilège de toutes les vertus et de tous les tacts, on les conduit à leur gare de départ escortés de gardiens de la paix et de lignards armés de leurs fusils.

Cette manifestation ignoble a donné lieu, l'autre jour, à des protestations indignées de la part du public qui en était témoin. Des cris : « A bas les compagnies de discipline! » étaient poussés par les passants. A un moment, un brigadier de gardiens de la paix ayant rudoyé un conscrit, le frère de celui-ci, indigné, apostrophe le policier. Il est aussitôt assailli par une vingtaine d'agents qui le frappent pendant que les autres bousculent les Joyeux. Le public prend fait et cause pour ceux-ci; une bagarre se produit; les agents dégainent et blessent plusieurs assistants.

Décidément, la « Grande famille » fait tout ce qu'elle peut pour conserver l'admiration des gobe-mouches.

*
* *

Un nouveau fait de sauvagerie à l'actif du militarisme.

Un plâtrier, nommé Dugal, se trouvant légèrement pris de boisson, avait cru qu'il était permis de plaisanter avec l'autorité et ses représentants. C'est, d'ailleurs, la manie de tous les pochards, manie fort inoffensive de leur part, mais qui malheureusement leur coûte cher parfois.

Donc Dugal, en veine de gaîté, adressa des plaisanteries à un soldat qui montait la garde devant la caserne du 39e de ligne, à Rouen.

Le soldat, formé à la saine école qui enseigne que l'autorité ne doit pas s'abaisser jusqu'à la familiarité avec les gouvernés, surtout quand ces gouvernés ont le double tort d'être pékins et ouvriers, ne trouva rien de mieux que de croiser la baïonnette. A plaisanterie, plaisanterie et demie.

L'arme pénétra, dit la version officielle, à deux centimètres au-dessous du sein gauche de Dugal et détermina une hémorragie qui amena la mort du plâtrier au bout de quelques minutes.

Peste! Voilà une arme bien zélée, qui pénètre, comme ça, toute seule, quand on se borne à la croiser.

Qu'eût-ce été si le soldat l'avait poussée?

L'enquête, dit toujours la même version officielle, tend à démontrer que le soldat était en cas de légitime défense!

Les plaisanteries de Dugal étaient donc bien dangereuses?

Avouez donc simplement que le soldat s'est comporté en brute sauvage — comme il convient d'ailleurs à tout bon soldat — et que, pourvu d'armes, il a pensé qu'il devait s'en servir. On lui apprend à tuer, il tue.

*
* *

Toujours l'aménité militaire :

Un charretier du nom de Plaisant, à Elbeuf, faisait tourner son attelage, composé de cinq chevaux, dont l'un monta sur le trottoir. Au moment où le conducteur faisait remettre ce cheval dans sa voie, un officier d'infanterie qui passait interpella Plaisant en ces termes :

— Si vous étiez mon charretier, vous ne le seriez pas longtemps.

— Ce n'est pas votre affaire, répondit le conducteur.

— Taisez-vous! fit l'officier.

Et comme Plaisant continuait à protester, l'officier lui mit la main sur l'épaule, puis lui donna un coup de pied au derrière.

Cette scène avait eu de nombreux spectateurs qui engagèrent Plaisant à porter plainte; ce qui a été fait une demi-heure après.

Si au lieu de porter une plainte, qui n'aura probablement pas de suite, Plaisant avait répondu à l'officier avec les mêmes arguments que celui-ci employait à son endroit, il lui aurait donné une leçon qui aurait pu lui profiter par la suite.

*
* *

LA POLICE. — Vendredi soir, la police a envahi le local de l'Université populaire « Voltaire », 140, rue Saint-Maur.

Ceci est à retenir. C'est un commencement. Le gouvernement — comme tous les gouvernements d'ailleurs — ne peut tolérer que le peuple s'instruise lui-même, librement, sans se soumettre à une méthode et à un programme d'enseignement élaborés en vue de son abrutissement. Un peuple instruit, un peuple qui *sait*, est un peuple ingouvernable.

Aussi guerre aux U. P. Trop tard, mes bons amis! la graine est semée, elle germera et produira sa moisson.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

Mouvement ouvrier. — LES ANARCHISTES ET L'ACTION SYNDICALE. — Très sincèrement et très loyalement un grand nombre d'anarchistes, qui s'en étaient pendant un certain temps tenus à l'écart, se sont ralliés à l'action purement économique des syndicats ouvriers.

Petit à petit, leur tempérament actif leur a fait acquérir une certaine prépondérance, et la propagande à laquelle ils se sont livrés a influencé favorablement le nouveau milieu de propagande vers lequel ils ont porté leurs efforts. Les résultats sont aujourd'hui sensibles, c'est ce que Messieurs les politiciens syndicaux ne peuvent pas parvenir à comprendre, et surtout à leur pardonner.

Dans certains centres, mais à la Bourse du travail de Paris entre autres, une guerre aussi sourde que de mauvaise foi, est livrée depuis un certain temps à nos camarades. A défaut d'arguments sérieux, la calomnie ne leur est pas ménagée. Poussés les uns par un parti politique, les autres simplement par leur tempérament, toute la meute fait chorus pour aboyer après leurs chausses. Tout cela naturellement est fait dans la coulisse et c'est rarement en face que nos camarades sont attaqués.

Toutefois, je crois qu'ils auront beau faire, les syndicats ouvriers comprennent de plus en plus qu'ils n'ont rien à attendre de l'action réformiste des parlements; que c'est vers l'action révolutionnaire qu'ils doivent porter leurs efforts, et c'est justement là ce qui fait enrager ses adversaires.

Nous avons depuis quelque temps trop été les empêcheurs de danser en rond devant l'assiette au beurre ministérielle, c'est ce qu'ils ne peuvent surtout nous pardonner.

Le temps des syndicats ouvriers de conciliation et d'arbitrage est passé, les résultats ont montré ce que l'on pouvait attendre de cette décevante tactique. Ils sont devenus, en même temps que d'excellentes écoles de solidarité, de solides groupes d'attaque contre l'avidité capitaliste chaque jour grandissante. Nous ne pouvons qu'être satisfaits des résultats obtenus, et nous sommes bien décidés à ne rien abandonner. Nous ne désarmons pas, même devant la mauvaise foi et la calomnie.

Ceci dit pour bien marquer notre droit, en tant que travailleurs, à prendre une part active à tous les mouvements qui intéressent réellement les travailleurs, et en regrettant que des questions de tactique nous divisent et nous fassent oublier, même un instant, notre seul ennemi, le capitaliste exploiteur vers lequel devraient converger tous nos efforts, chacun avec notre tempérament propre.

P. DELESALLE.

Nouvelle-Calédonie.

Nul n'ignore aujourd'hui que la Nouvelle-Calédonie est « le dépotoir » de toutes les ordures sociales du bon « régime républicain », et l'abattoir de tout ce qui se révolte contre lui. Cayenne et Nouméa sont devenus synonymes de « charnier humain ».

Il s'y passe en ce moment des choses qui prêteraient à rire si elles n'étaient aussi sinistres qu'odieuses et si elles ne menaçaient l'existence de quelques-uns de nos frères martyrs. Ils courent un tel danger que nous croyons devoir vous les dénoncer au plus vite, afin de prévenir le retour imminent du monstrueux attentat dont furent victimes nos camarades à l'île du Salut. Le monstre à face humaine qui le provoqua, le misérable . . . (1), semble préparer de longue main un nouveau complot et une nouvelle révolte imaginaires afin de montrer l'utilité ou l'indispensabilité de sa présence dans le bagne calédonien, et surtout la « nécessité d'écraser l'hydre anarchiste » et de l'extirper jusque dans ses racines. Il espère y conquérir la croix et, peut-être aussi, décrocher du même coup de l'avancement.

En peu de mots, voici l'historique des faits qui prouvent les coupables et ténébreuses manœuvres du bourreau B... dont la haine inassouvie se révèle plus féroce que jamais. Ce jésuite à robe courte — véritable Torquemada de la politique « démocratico-cléricale » — aidé dans ces basses œuvres par un des élèves de Goron, Rossignol et autres bandits de la Sûreté, le nommé C..., pense que l'heure est venue de découvrir et châtier un complot anarchiste dont le but est de faire révolter tous les forçats, pour mettre la colonie à feu et à sang!

Par malheur, il est deviné et va se trouver bredouille dans la chasse à l'homme qu'il prépare : 1° parce qu'il ne va pas trouver d'anarchistes militants; 2° parce que les forçats, fussent-ils broyés dans leurs chaînes comme en 1888-89, 1890 et 1894, ne bougeraient pas, tués d'avance par la terreur!...

Donc, pas de révolte possible. Mais avec un esprit aussi haineux et vindicatif que celui de ... qui voudrait, coûte que coûte, prendre la revanche de sa défaite de l'île du Salut, il est bon de se tenir en garde contre ses turpitudes. Tenace et patient comme tous les félins, il prépare depuis longtemps ses batteries. Nous allons les démasquer.

(1) Nous publierons les noms si cela est nécessaire.

Il paraît — et la chose est même certaine — qu'il y a quelques mois l'un de nos camarades, détenu à l'île Nou, un vieillard presque septuagénaire, fut dénoncé comme étant l'auteur « probable » des articles publiés en novembre et décembre 1900 sous le titre de « Bagne philanthropique ». On fouilla toutes ses paperasses ainsi que celles de Gallo, Massoubre, le docte Muller et deux ou trois autres malheureux.

L'administration ne peut trouver la preuve qu'elle cherchait pour punir ce pauvre vieux du crime de publication illicite qu'on lui attribuait, mais elle acquit la certitude qu'il avait des relations amicales avec Gallo et Massoubre, c'en fut assez pour le frapper impitoyablement d'une peine de cachot pour — ô comble de déraison ou de coquinerie — pour « *Avoir formé un groupe anarchiste* ! »

Un groupe anarchiste, entendez bien ! Un groupe composé de deux individualités : Gallo et... lui !

Ils n'étaient même pas sur le même Pénitencier. N'importe. Groupe quand même.

Voyez-vous d'ici ces deux mots hurlant le burlesque, groupés *par séparation* !...

Il est vrai que, pour justifier ce groupement, l'administration groupa au hasard les noms plus haut cités sur une liste de prétendus anarchistes Muller, Lebert, et même le clérical Godard !

A dater de ce moment le bon et brave ... et son digne acolyte ne songèrent qu'à « découvrir un complot, découverte qui les comblerait de gloire et d'honneur » !

Or, voici que récemment un autre Muller — pas poète du tout celui-là, mais portant le même nom — fut trouvé, paraît-il, possesseur de deux vieux « Temps Nouveaux. »

Horreur ! aussitôt le bonhomme fut happé, condamné et séquestré !

Non loin de lui logeaient les nommés Granger et Poulain, réputés, eux aussi d'anarchisme. Dans leurs papiers, on trouve quelques lettres de camarades, — bien inoffensives assurément — et quelques extraits de journaux. On sut, en outre, que touchés des mauvais traitements qu'on avait fait subir au bon vieux cité plus haut, ils l'avaient soulagé. C'était encore un crime irrémissible. Secourir, aider un vieillard qui a eu le courage de dire leur faits à tous ces bandits. C'en était trop. Deux mois de *Carcero dure* pour un tel forfait, ce n'est vraiment pas trop payé !...

Tout cela ne serait, en effet que fort burlesque et passablement bouffon, n'était que la canaille de ... qui veut à tout prix grandir, ne cherchait à embrouiller l'affaire et faire accroire à un complot qu'il veut à tout prix réprimer.

En conséquence et pour grossir le fameux groupe de deux, il vient de donner l'ordre de poursuivre à outrance, sans relâche et sans merci, tous les anarchistes (?!!!) du bagne de Montravel. Ces anarchistes sont : tous ceux qui ont l'énergie de se plaindre des injustices et des mauvais traitements qu'on leur fait subir, et en première ligne le vieillard susdit, Abadie et... tous ceux qui les fréquentent ou leur montrent quelque sympathie. On espère ainsi les exaspérer et faire d'eux des révoltés à force ouverte, qu'on pourra mitrailler à l'aise.

Il n'en faut pas plus pour gagner des croix, des médailles et pour passer pour des héros !

Sûrement les scélérats de la haute et basse chiourme atteindront ce but si leurs exécrables desseins ne sont pas dénoncés à l'opinion publique et au gouvernement qui, peut-être par crainte d'un esclandre, empêchera l'attentat qu'on médite.

Il faut donc se hâter de prévenir l'une et l'autre si l'on ne veut déplorer un malheur irréparable. Voilà pourquoi, prévenus nous-même de ce qui se passe dans l'affreux bagne, nous nous hâtons de vous instruire de ce qui se passe ici.

Le petit groupe de Nouméa.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (18e arrondissement). — A 8 h. 1/2 :

Samedi 7 décembre. — M. Edgard Milhaud, agrégé de philosophie : Le socialisme allemand et les coopératives.

Mardi 10. — M. Darlu, inspecteur général de l'Instruction publique : Quelques-unes des conditions du bonheur.

Jeudi 12. — M. J. Perrin, chargé de cours à la Sorbonne. 3e L'eau, l'oxygène et l'hydrogène (expériences).

Samedi 14. — Soirée musicale et littéraire.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 7 décembre. — Dr Hulmann : Un économiste anglais : Malthus.

Lundi 9. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

Mercredi 11. — A. Douel : Le théâtre de Victor Hugo.

∴

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 h. à 10 h. :

Samedi 28 décembre. — Soirée familiale.

Le Groupe devant organiser une grande matinée enfantine, réitère son appel aux camarades qui pourraient lui prêter leur concours.

∴

Le groupe *La Propagande socialiste*, réuni en assemblée générale le 26 novembre 1901, a décidé d'envoyer aux journaux révolutionnaires la note suivante : Considérant que les divisions qui règnent entre certains militants ont eu pour effet d'enrayer la propagande de nos idées communistes, et antimilitaristes, laissant le champ libre aux partis de la réaction qui, profitant de notre inertie, répandent à profusion leurs journaux et leurs brochures. Nous faisons appel aux socialistes et aux libertaires sans distinction d'école, les invitant à adhérer au groupe.

La Propagande socialiste, qui a pour objet unique la diffusion des idées socialistes par la brochure.

Depuis sa fondation, quoique toute récente, 2.400 brochures de Reclus, Vandervelde, Guesde, Malatesta, Jaurès, etc., ont été envoyées dans onze départements choisis parmi ceux où la propagande a été le plus négligée.

Adresser les communications au citoyen Boulin, au nouveau siège, 18, rue Molière, Paris (Ier arr.); les fonds au citoyen Mussier, 146, rue du Chemin-Vert, Paris (IIe arr.).

La cotisation est de 0 fr. 25 par mois.

∴

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché ; à 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 7 décembre. — Conférence dessinée et récitation illustrée, par M. et Mme Gil Baer.

Mardi 10. — Les Organisations ouvrières et les Universités populaires, par Keüfer, de la Fédération du Livre.

Vendredi 13. — L'Alimentation des êtres vivants, par le Dr Malfitand de l'Institut Pasteur.

∴

Quatre-Chemins-Aubervilliers. — Bibliothèque ouvrière. Les camarades sont instamment priés de venir à la réunion du dimanche 8 décembre, à 2 heures après-midi, salle Giot, au coin de la rue des Ecoles et des Postes.

∴

Les camarades de Montargis et des environs sont priés de se réunir afin de s'entendre pour la formation d'un groupe.

Il ne suffit pas de rêver à une société anarchiste pour quelle soit.

Il faut se grouper et alors nous travaillerons à la démolition de la société corrompue dans laquelle nous pataugeons, pour aller à une société libre ! à l'Anarchie.

On se réunira chez Alpat, cafetier, avenue de la Gare et rue de la Quintaine, le 10 décembre, à 8 h. 1/2 du soir.

∴

Bonneville, près Rouen. — *Groupe Germinal*. Les anarchistes et tous les camarades révolutionnaires des environs sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 8 décembre 1901, chez le camarade Poulette, débitant, 222, route de Dieppe.

∴

Marseille. — Samedi 14 décembre, brasserie Geismard, rue des Petites-Marie, grande conférence au profit de toutes les victimes des lois scélérates, organisée par le groupe *La Liberté d'opinions*, avec le concours assuré de Paul Lamy, rédacteur au journal *La Calotte*, et d'autres orateurs.

Entrée : 0 fr. 30 par personne.

N. B. — Les camarades sont priés de se rendre au siège du groupe pour s'entendre et faire le nécessaire pour la réussite de cette manifestation anti-autoritaire. Rendez-vous tous les dimanches, à 5 h. 1/2 du soir, au bar du Coties, Quai du port.

PROJET D'EDITION

Il est bien rentré 50 réponses. Pour arriver à 600, il y a de la marge. Je rappelle aux camarades que j'ai des spécimens à leur disposition pour les faire circuler.

Prière aux partisans de l'édition, de ne pas envoyer d'argent avant que nous soyons fixés si nous pourrons donner suite à l'idée.

A NOS ABONNÉS

Ils recevront cette semaine, le premier numéro de *Jean-Pierre*, le journal pour enfants. Ceux qui désireront continuer à le recevoir doivent adresser le montant de l'abonnement au *Jean-Pierre*, 8, rue de la Sorbonne.

∴

Un de nos lecteurs qui voudrait se procurer les nos 3 et 5 de la première année des *Temps Nouveaux*, en offre 0 fr. 25 pièce.

BIBLIOGRAPHIE

Dans le steppe, par M. Gorki ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Les personnages des Rougon-Macquart, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Bestia, par Ubaldo R. Quinône ; 1 vol., 2 pesetas, Guadalajara.

Tout yeux, tout oreilles, par J. Huret ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Une fraude de 100 millions (les bouilleurs de cru), par P. Taquet ; 1 vol., 4 francs, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Almanach Clovis Hugues, pour 1902 ; 0 fr. 50, 60, rue Ordener.

Les grèves, par J. Huret, 1 vol. à 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23 boul. des Italiens.

A lire :

Un pénitencier indigène en Algérie, par Ch. Vallier; *Revue Blanche*, 15 nov.

A voir :

Le dessin de Hermann Paul, *Cri de Paris*, no 253.

Où passe l'argent, A. Berthelot, le *Matin*, 2 décembre.

Dans la mine, L. Naudeau, le *Journal*, 30 novembre.

Le *Discours de Berthelot*, *Petit Temps*, 25 novembre.

PETITE CORRESPONDANCE

T., à Tannay-Châtillon. — Almanachs expédiés. Mais la lettre ne contenait pas les 0 fr. 80 annoncés.

Le camarade de Denain qui nous a demandé des brochures est prié de nous envoyer son nom, le paquet nous est revenu avec la bande déchirée, le nom enlevé.

M. R., à Lille. — Merci pour l'extrait. Evidemment l'idée a fait du chemin depuis le numéro spécial de *La Plume*. Intéressant tout de même à relire.

M. C., 100, poste restante, Marseille. — *Les Paroles* nous sont revenues?

Nettlau. — Le portrait a dû être rendu à Z.

Amiens. — Brochure, 7 francs le cent, plus colis d'invendus, 1 fr. 25. — Bon. — N'envoyez l'argent de l'édition que lorsque nous serons sûrs de la faire.

D., à Tullins. — *Les Ruines*, de Volney, sont dans la *Petite Bibliothèque nationale*, à 0 fr. 25. Vous devez trouver cela chez le premier libraire venu.

R. L. L., à Lorient. — Vos adresses? Je les ai égarées.

Le *Groupe ouvrier international* de Londres nous envoie le produit d'une collecte faite en faveur de Meunier, et qui a produit 3 livres (75 fr.). Nous la faisons parvenir aux camarades d'Angers.

Reçu pour le journal : P. à Mouy 0 fr. 55. — A. D. 2 fr. — Un camarade pour faire distribuer le journal 5 fr. — M. 0,50. — J. C. à Houssaye 0,30. — R. B. à Montargis 0,75. — Un camarade, 0,50. — *Vente de vieux timbres* 2 fr. — T. B. 0,40. — L. L. à Lorient, 1 fr. — Merci à tous.

L., à Charleroi. — B., à Genève. — G., à Senones. — N., à Londres. — O., à Nantes. — V., à Boston. — F. E., à Torino. — L., au Mans. — G. B., à Saint-Honoré. — C., à Argenteuil. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 33 DIX CENTIMES DU 15 AU 21 DÉCEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DOMESTIQUES

Les dames de la bourgeoisie se plaignent, paraît-il, de ne plus pouvoir trouver de bons domestiques. Elles entendent par là des domestiques obéissants. Au temps jadis, ils étaient tous obéissants. Alors, il y avait plaisir à se faire servir. Ils se contentaient pour gages de ce qu'on leur offrait, travaillaient tant qu'on leur disait et ne se plaignaient jamais. Aujourd'hui, ils se plaignent toujours, réclament des augmentations de salaires, une bonne nourriture, des jours de sortie, du repos et des égards. Oui, des égards. C'est la fin du monde.

De toutes les formes de salariat, il n'en est pas qui se rapproche plus de l'esclavage antique que la domesticité. La condition des « bonnes à tout faire » principalement est révoltante. Chez des patrons raisonnables ou opulents, leur servitude peut encore être assez douce ou compensée par des profits ; aux mains de petits bourgeois avares et soupçonneux, comme c'est le cas le plus souvent, leur état est lamentable. Venues du fond de leur campagne, perdues dans la ville sans famille et sans amis, elles sont à la merci des maîtres. Tous les instants de leur vie leur sont dévoués. Jour et nuit, elles doivent être prêtes à accourir au premier signal. Levées avant tout le monde, couchées après, elles ont pour besogne, sans répit, toutes les tâches fastidieuses, fatigantes et répugnantes. Occupées sans relâche à retourner des matelas, à secouer des tapis, à frotter des meubles, à descendre et monter des étages, elles passent de la chaleur du fourneau au froid glacial des fenêtres ouvertes, de la poussière malsaine des balayages à la nausée des pots de chambre. Tout cela serait peu, s'il ne leur fallait, en outre, se plier à tous les caprices, supporter les taquineries des enfants, les exigences de Monsieur, la mauvaise humeur de Madame, et répondre poliment à des outrages. En échange, on leur donne un salaire dérisoire, une nourriture mesurée à regret, une mansarde sous les toits ou un méchant lit de sangle dans un coin de l'appartement. Après avoir bien chauffé la chambre des maîtres, elles s'en vont dormir hâtivement dans un réduit sans feu ; après avoir servi sur leurs tables des mets bouillants, elles ne mangent que de mauvais restes refroidis. Dans bien des maisons, elles n'ont pas droit aux desserts, et leur vin, parcimonieusement compté, n'est pas le même que celui de la famille. Les vieilles patronnes dévotes vont jusqu'à lire les lettres que leurs bonnes reçoivent ; elles mettent les provisions sous clé ; et quand elles croient avoir remarqué la disparition d'un morceau de sucre, elles vont fouiller leurs malles. Cependant, en plus de tant d'efforts, de complaisances et d'humiliations, les bourgeoises demandent à leurs servantes de la fidélité et du dévouement !

Il faut croire qu'un besoin de dignité inconnu jusqu'ici s'éveille dans l'âme des humbles, puisque le recrutement de cette sorte d'esclaves devient de plus en plus malaisé.

Les dames de la bourgeoisie, en cette conjoncture, délaissent donc les bureaux de placement laïcs, pépinières de mauvais esclaves raisonneurs, et se réfugient dans les boutiques religieuses, fameuses écoles de résignation.

Car les prêtres et les prêtresses du Christ ne tiennent pas seulement, dans leurs temples comptoir d'alcool, d'eaux dentifrices, de pruneaux et de lingerie de prostitution, ils sont encore marchands d'esclaves.

L'une de ces maisons de commerce a son siège en l'église Notre-Dame-des-Champs, et pour enseigne : *La paroisse bretonne.* Voici comment on y opère. Le digne curé qui dirige cette entreprise est en rapport avec ses confrères de Bretagne, qui lui servent de rabatteurs. Ceux-ci raflent, dans leurs villages, toutes les jeunes filles désireuses d'entrer en service, et les lui expédient par fournées. Au reçu de la lettre d'envoi, il va prendre livraison de sa marchandise à la gare Montparnasse, et la transborde dans son église, qui est à deux pas. Dès lors, ces jeunes femmes sont chambrées. Elles ne sortent de l'établissement où on les parque, que pour aller aux offices et aux exercices de piété. D'ailleurs, abruties par la religion, l'ignorance crasse et une longue hérédité de servilisme, sachant à peine parler français, elles ne sauraient rien faire de leur liberté et se réjouissent d'être menées en laisse. On les place naturellement dans des familles pieuses, où s'entretient soigneusement le feu sacré de leur ignorance et de leur superstition. Aux rares jours de sortie, sous peine d'être exclues de *la Paroisse* et de perdre toute protection, elles sont tenues d'assister, en guise de promenade, à des réunions où on les exhorte à l'obéissance et au respect des maîtres, où on les entretient toujours de leurs devoirs, jamais de leurs droits.

Le but de cette œuvre, expliqué par le curé lui-même aux dames qui viennent le trouver, est d'empêcher les servantes bretonnes de se dégourdir au contact de la rue, et de perdre le goût ancestral de la servitude. L'homme de Dieu apprend à ses clientes, effarées, que les abominables idées nouvelles ont déjà perverti les trois quarts des domestiques, et que dans toute la France il n'y a plus que la sainte terre de Bretagne qui enfante encore un petit nombre d'esclaves soumis. C'est pour préserver ce troupeau de la contagion que la *Paroisse bretonne* est fondée.

Ainsi, de l'aveu des maîtres et de leurs complices, l'infiltration des idées d'égalité sociale dans la masse répand chez les plus humbles le dégoût d'obéir; et ce résultat, qui les navre, nous ravit. Ainsi nous apprenons de leur bouche qu'ils ne peuvent plus recruter d'esclaves que dans les pays de superstition, et que par l'intermédiaire des prêtres. Une fois de plus, voici mis en lumière le vrai rôle de la religion, qui est de faire des résignés et de frayer la route à l'injustice. Tout cerveau hanté par la folie religieuse est forcément un cerveau conservateur : pour lui, ce qui est est bien, puisque le Dieu l'a voulu ainsi, et c'est péché que de vouloir réformer l'œuvre de Dieu. La lutte contre la religion est donc bien le chapitre premier de toute propagande d'affranchissement. Il faudrait pouvoir faire, et le plus vite possible, de tous les salariés non seulement des anticléricaux, ce serait peu, mais des athées. L'anticléricalisme suffit aux politiques autoritaires, qui n'amoindrissent l'Eglise que pour agrandir l'Etat; mais si l'on veut que les individus soient capables de vivre sans maîtres, il faut leur apprendre qu'il n'y a pas de dieux.

René Chaughi.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

IV (*suite*)

Le but théorique du suffrage universel est bien de nous conduire à la liberté. Mais pour y atteindre selon sa méthode, il nous faut faire une si longue route au pas, en rang, en silence, sous la conduite de tant de caporaux et d'officiers, esclaves de tant de consignes, que bien avant le but nous sommes devenus nous-mêmes les adversaires les plus résolus de notre indépendance, les instruments les plus dangereux de notre servitude. Nous avons installé cette servitude là où elle peut faire le plus de mal, au fond de nous-mêmes, en nos habitudes de penser et d'agir.

Que faire alors? va-t-on nous répondre. Nous désintéresser tout à fait du jeu de la politique, de ses partis, de ses assemblées ? Mais vous reconnaissiez vous-même, tout à l'heure, que certaines réformes n'étaient pas à dédaigner !

Je le dis encore. Mais croyez-vous que les réformes sortent des parlements et des ministères? Non, cent fois non. Elles ont seulement l'air d'en sortir Ou, si vous voulez, elles en sortent comme un objet industriel sort de la machine qui fut construite pour le fabriquer. Que serait-elle cette machine sans le moteur, sans le foyer productif de force? Rien, n'est-ce pas, rien qu'un pesant assemblage de rouages inutiles. Il en va de même de nos parlements. Ce sont de simples machines, des machines passives — et par parenthèse des machines bien mal faites, bien rétives, bien mal graissées, bien lentes à recevoir l'impulsion — des ma-

chines dont le foyer, dont l'âme est ailleurs, dans l'opinion publique. Or cette opinion elle-même ne s'émeut ordinairement que sous l'effort d'une poignée d'hommes décidés et actifs, de ceux qui pensent qu'agir tous les quatre ans ne suffit pas et qu'agir ce n'est pas non plus déposer un bout de papier dans une boîte.

Pour trouver les exemples qui illustreront cette vérité, il n'y a qu'à regarder autour de soi, au hasard.

Revenons à cette fameuse affaire Dreyfus. Est-ce par l'action naturelle et simple des partis, par le libre jeu des institutions parlementaires que furent prises, au moment critique, les mesures élémentaires de résistance aux entreprises chaque jour plus hardies de la réaction! Eh non, parbleu! vous le savez bien. Quelle que soit la nuance des gens au pouvoir, ces mesures ont été prises au dernier moment, quelques minutes avant qu'il fût trop tard, sous la poussée irrésistible de l'opinion. Elles furent prises parce qu'un certain nombre d'hommes, pour la majeure partie étrangers au monde de la politique et des comités électoraux, des savants, des intellectuels, des artistes, des gens qui ne mettent pas volontiers le nez hors de leur atelier, de leurs bouquins ou de leur laboratoire, des anarchistes qui ne votent pas se dirent un beau jour : « En voilà assez! » et commencèrent spontanément, chacun à sa façon et sans même se concerter, l'admirable et courageuse action que l'on sait pour la justice et la vérité. Si, en ces circonstances mémorables, la démocratie n'avait eu pour défenseurs que les braves gens habitués à se reposer quatre ans de suite, après avoir décidé, en un jour de suprême effort s'ils remettront le soin de les gouverner à M. Un Tel centre gauche progressiste ou à M. Un Autre radical socialiste, que serait-il advenu, Seigneur!

Parmi les réformes urgentes, prenons-en une, au hasard. Voilà longtemps que la journée de huit heures se promène inoffensive, auréolée de fort beaux emblèmes d'ailleurs, sur les bannières socialistes. Depuis quand la prend-on au sérieux dans les milieux parlementaires — et si bien au sérieux qu'une catégorie au moins de travailleurs, les forçats de la mine, vont peut-être la connaître bientôt? Depuis que des travailleurs indépendants de toute coterie politicienne, uniquement groupés en vue de leurs intérêts immédiats, ont trouvé avec la grève générale un merveilleux moyen d'effarer la bourgeoisie et d'imposer leurs doléances au grand public. Il a fallu, d'ailleurs, ces bruits, ces essais de grève générale pour que nos grands journaux accordent parfois aux ouvriers, à leurs souffrances, à leurs espoirs, à leurs organisations, à leurs affaires en un mot, le meilleur de leurs colonnes, les bonnes places réservées jusqu'ici aux grandes actualités de la noce ou du crime.

Prenons maintenant, si vous voulez, la séparation des Églises et de l'État, la suppression du budget des cultes. Voilà aussi un bout de temps qu'on en parle de celle-là. Croyez-vous que cette élémentaire satisfaction, depuis si longtemps due au plus gros bon sens, ne lui aurait pas été accordée déjà si, au lieu de l'attendre de la bonne volonté des pouvoirs publics et de l'accomplissement régulier de notre devoir d'électeurs, nous nous étions mis en tête de conquérir cette réforme de façon un peu plus énergique? Si, par exemple, nous avions refusé, après calcul fait, de payer au percepteur les centimes correspondant au budget des cultes et si nous avions fait tout le bruit possible autour des procès qui en seraient résultés? Si nous avions décidé de ne plus nous laisser confisquer par MM. les curés ces merveilles d'art que sont bon nombre de nos églises; si nous nous étions promenés dans celles-ci, comme chez nous, à l'heure des offices et si nous avions installé, dans des monuments si bien appropriés à cet usage et qui appartiennent à tous, des cours d'architecture et d'histoire de l'art? Si en un mot, de quelque façon que ce soit, nous avions su créer une agitation qui ne permît plus de dire à nos honorables mollusques législatifs, chaque fois que la question revient sur le tapis, que le pays n'est pas encore mûr pour une pareille réforme.

Quoi qu'il s'agisse d'obtenir, soyez-en sûr, nous trouverions toujours le mode d'agitation et d'action correspondant, énergique, pratique, efficace, si nous n'étions pas fascinés depuis longtemps par la panacée universelle du bulletin de vote, comme est fasciné le bon gogo des réclames par la pilule à tout guérir.

Avant d'avoir étudié dans un cas déterminé comment s'obtient une réforme un peu importante, la simple analyse des pratiques et des tactiques parlementaires en général nous indiquerait déjà que ce n'est pas par l'initiative des pouvoirs, tant législatif qu'exécutif.

La longue existence du ministère Waldeck-Millerand nous fournit de nouveaux et précieux enseignements sur l'attitude nécessaire, obligée, d'un parti politique avancé, d'un parti de réformes quand ce parti est au pouvoir, c'est-à-dire le mieux à même de faire des réformes. Le dit parti considère — et c'est théoriquement très juste — que dans l'intérêt même du progrès il doit se tenir au pouvoir le plus longtemps possible. Mais comme, d'autre part, il ne peut rester au pouvoir que par une série de concessions aux partis modérés, il en résulte que le premier devoir d'un parti de réformes c'est de sacrifier les réformes. Cela s'appelle lâcher la proie pour l'ombre, se jeter à l'eau comme Gribouille par peur de la pluie, ou encore manger ses enfants pour leur conserver un père. Choisissez, mais soyez sûr qu'en l'une de ces formules tient tout le parlementarisme ou à peu près.

Quelle que soit la réforme dont il s'agit, on ne la reçoit pas comme une agréable surprise de la gent parlementaire et gouvernementale. On l'arrache après une lutte terrible, une lutte dont les grands combats, dont les hauts faits d'armes se passent en dehors de l'enceinte politicienne. Comment pourrait-il en être autrement? Un parlement, un gouvernement représentatif n'est-il pas, pour tout le monde, le plus admirable système de paralysie mutuelle qui se puisse imaginer? Députés, sénateurs, ministres m'apparaissent toujours, quant à moi, sous la même figure.

Ce sont des coureurs prêts à l'épreuve, le pied sur la ligne, mais qui, de la main, se retiennent les uns les autres et s'empêchent de partir. Si, par aventure, ils font quelques pas vers le but, c'est qu'un incendie s'est allumé derrière eux, et que les flammes qui commencent à leur mordre les mollets rendent la place intenable. Et à ce moment les partis *dits avancés* servent à peine à entraîner les partis *dits modérés*. Quand la masse se porte en avant un petit peu, c'est un mouvement de cohue, un pêle-mêle. On a compris qu'il le faut et on va, sans souci des voisinages ni des rangs.

Celui qui tout en comprenant l'influence néfaste du parlementarisme et de toute action politicienne en général, sur les caractères, l'inévitable dépression morale qui en résulte, continue à s'en montrer le respectueux adepte et à s'en faire l'apologiste, tout cela dans l'intérêt des réformes urgentes — réformes de détail ou réforme d'ensemble ressemblant à une révolution — celui-là se dupe donc lui-même de la façon la plus complète, celui-là se laisse prendre à la plus grossière illusion. Duperie trop fréquente, hélas, illusion trop répandue.

Comme toute victoire, comme toute conquête, toute réforme est la résultante des énergies individuelles déployées dans la lutte. Comment le vrai mérite de cette conquête, de cette victoire pourrait-il donc revenir à un système d'action — ou plutôt d'inaction — dont le plus clair résultat est de briser, d'annihiler, d'avilir les énergies individuelles?

Loin de signifier que l'heure des réformes et de la marche résolue en avant est arrivée, le respect et la pratique générale du suffrage universel et autres méthodes politiciennes, seraient au contraire l'indice le plus certain de la stagnation. Car ce sont les abstentionnistes conscients, ceux que leur goût, leur respect pour la véritable action politique, — l'action énergique, fréquente, libre — empêche de se faire les complices de cette parodie d'action en quoi consiste la comédie parlementaire, ce sont ceux-là les plus utiles, les plus ardents fauteurs d'agitation, les plus infatigables à remuer l'opinion, les plus hardis aux tentatives, aux aventures dont seules peut sortir un ordre nouveau. Et plus ceux-là seront nombreux, plus il y aura de chance pour que la marche en avant de toute la machine s'accélère.

Avec cette critique du parlementarisme et de l'action politique, au sens officiel du mot, nous touchons au point culminant de cette étude, nous avons en main la clef par laquelle se tient assemblé l'échafaudage de nos idées et de nos arguments. C'est pourquoi nous supplions ceux pour qui surtout cette étude est écrite, ceux qui comme Labori, après avoir été si profondément remués par l'affaire Dreyfus, cherchent maintenant où porter leur effort pour que cet effort produise les meilleurs résultats, nous supplions ceux-là de nous lire avec attention et de ne pas nous réfuter, nous condamner à la légère.

On a souvent regardé les ennemis de l'action parlementaire et de la conquête des pouvoirs publics comme d'étroits, d'entêtés sectaires. Pourquoi, leur a-t-on dit, vous obstiner sur ce dada? Tous les chemins ne sont-ils pas bons pour aller au but?

Sans doute. A condition qu'ils ne nous en éloignent pas, au lieu de nous y conduire. Or le parlementarisme est un chemin de ce genre. Non qu'il soit tracé dans un autre sens, mais parce qu'il y a sur cette route tant d'occasions et de motifs pour oublier le but, pour désapprendre la marche, que nous finissons par ne plus avancer du tout.

Voilà ce que nous démontrons sans nous lasser, nous autres libertaires. Et quand on envisage ainsi la question, quand on juge la discipline électorale du point de vue de ses influences psychologiques, morales, sur l'électeur, la vérité, la beauté, l'utilité de l'idée antiparlementariste s'impose alors, il me semble, d'une façon lumineuse, absolue. C'est pourquoi il est bon qu'il ne subsiste pas sur ce point le moindre malentendu. Il faut comprendre que notre antiparlementarisme s'appuie sur ce point et tire de lui toute sa portée.

Qu'on nous entende donc bien.

Nous ne nous insurgeons pas contre le vote ou tel autre rouage de la machine politique parce que nous jugeons que l'action politique est de nulle importance, la lutte sur le terrain économique seule suffisant.

C'est exactement le contraire.

Et d'abord nous ne comprenons même pas comment on peut séparer — sinon dans l'abstrait — l'action politique et l'action économique. En réalité ne se confondent-elles pas toujours? Y a-t-il un seul progrès dans l'ordre politique ou moral qui ne nous approche pas d'une meilleure solution économique du problème social en nous donnant plus de force, de hardiesse pour la réaliser? Et tous progrès d'ordre économique ne relèvent-ils pas aussi, en un sens, de l'ordre politique ou moral, puisqu'ils ont comme conséquence de nous rendre plus forts, plus hardis, plus libres, moralement plus aptes à de nouvelles conquêtes? Et c'est justement l'extrême importance accordée par nous au point de vue politique dans toute question sociale qui nous a amenés à la critique des institutions parlementaires et à conclure comme nous avons conclu.

Ce que nous reprochons aujourd'hui au système électoral et à l'action parlementaire, c'est

précisément de n'être pas d'une qualité politique assez haute, assez forte, d'être devenu, faute d'avoir suivi l'évolution générale des besoins et des idées, des formes incapables de contenir l'esprit politique le plus pur, le plus fécond de notre temps, des formes coupables par conséquent, d'empêcher, dans une certaine mesure, cet esprit de faire son œuvre.

En d'autres termes, si l'on veut, — et pour bien montrer que nous ne nous plaçons pas à un point de vue étroit de théoriciens sectaires, — à notre critique du parlementarisme doit être attribuée non pas tant une valeur absolue que relative, historique, évolutive. Nous ne disons pas qu'à aucun moment de sa carrière le parlementarisme n'ait jamais représenté d'une façon forte et suffisante le meilleur de notre sève politique, par exemple nos aspirations vers la liberté, et employé d'une façon suffisante les forces disponibles à cet égard. Nous disons tout simplement que cela n'est plus et nous le prouvons. Et c'est parce que cela n'est plus qu'il faut chercher autre chose.

Les modes d'action nouveaux que nous préconisons, ces modes d'action plus variés, plus énergiques, plus en contact avec la bonne sève individuelle, nous ne les considérons pas comme d'ordre différent, surgis brusquement on ne sait d'où, sans relation avec ce qui précède; mais comme des modes d'action régulièrement évolués, sortis tout logiquement des anciens moyens et des anciennes tactiques dès que ceux-ci durent être abandonnés comme insuffisants. Ce sera, si vous voulez, sur le même arbre, les fruits de la saison nouvelle, gonflés de suc et tout brillants de vie à côté des fruits de l'an passé, desséchés ceux-là, creux et impropres à nous fournir la bonne nourriture dont nous avons besoin.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LIBERTÉ. — L'affaire Hervé fait grand tapage, et c'est heureux. Il est temps que se pose enfin le problème de la liberté du fonctionnaire.

S'ensuit-il de ce que l'on est salarié par l'Etat, que l'on doive voir sa liberté de penser, de parler et d'écrire enchaînée? Cesse-t-on d'être un homme et d'avoir droit à exprimer son avis sur les questions qui intéressent l'amélioration de la société et en même temps celle du sort de l'individu?

On vient soutenir que le gouvernement qui paie un fonctionnaire ne saurait supporter que ce salarié se conduise à son égard en ennemi ou même en adversaire.

D'abord, ce n'est pas le gouvernement, ce n'est pas M. Waldeck, M. Leygues ou M. Caillaux qui paient les fonctionnaires. C'est l'état, ce qui est bien différent, car l'état c'est nous. Ces messieurs du gouvernement sont eux-mêmes des salariés, nos salariés, nos fonctionnaires. Parce qu'on les laisse porter des reliques, qu'ils ne s'imaginent pas que c'est eux qu'on salue! Et ce droit de révocation qu'ils s'arrogent à l'égard des autres fonctionnaires en raison de leurs opinions est tout ce qu'il y a de plus arbitraire.

En outre, quand bien même ce serait eux qui de leur poche paieraient ceux-ci, de quel droit leur demanderaient-ils compte de leurs opinions? Ne s'indigne-t-on pas assez contre le patron qui renvoie tel ou tel ouvrier en raison des idées qu'il exprime? De quel droit le même acte deviendrait-il louable parce que le patron « travaille » dans la politique?

Que de difficulté pour faire passer dans les mœurs l'esprit de tolérance!

⁂

LA POLICE. — Voici un moyen de se débarrasser d'un policier, dont l'exemple nous est donné par les frères Bernaille.

Dernièrement, ces deux travailleurs étaient en train de déménager. Ils s'aperçurent qu'ils étaient l'objet de la surveillance d'un policier. Tout d'abord ils n'y prirent pas garde. Mais l'insistance du mouchard devenant intolérable, ils allèrent à lui et lui administrèrent une correction soignée. La foule s'en mêla et les aida.

Pour ce fait ils comparurent en police correctionnelle. La magistrature ne pouvant approuver de tels actes en raison de sa solidarité avec la noble institution de la police, a condamné les frères Bernaille à deux mois de prison avec sursis.

Néanmoins, voilà un exemple qui s'il était suivi, simplifierait beaucoup la question des persécutions policières.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

Mouvement ouvrier. — CHEZ LES MINEURS. Toute idée de grève avant plusieurs mois est maintenant complètement écartée. Cela ne semble pas suffire à certains temporisateurs à outrance. Ils craignent encore, et la tenue prochaine d'un Congrès général des mineurs ne leur dit rien qui vaille. Par tous les moyens ils essaient d'en retarder la date — après les élections sans doute.

Le plus acharné dans cette jolie besogne de démoralisation est justement l'un des lieutenants de M. Jaurès à Carmaux. Joucaviel, pour ne pas le nommer. Il n'y a là, nous dira-t-on, qu'une simple coïncidence, mais elle explique pour moi bien des choses. Sont aveugles seuls ceux qui ne veulent pas y voir.

La tournée de propagande en faveur de l'idée de « Grève générale », entreprise par Escalier et Merzet, dans le Nord et le Pas-de-Calais, n'a pas le don de plaire au Joucaviel en question, et, dans une lettre qu'il adresse à la ministérielle *Petite République*, il tâche de nuire par tous les moyens, — sans même dédaigner l'injure envers ses deux co-délégués. Bref, après avoir découragé les énergies, ces braves tentent de jeter la division parmi les mineurs et de rendre ainsi un mouvement général impossible. *Diviser pour régner*, n'est-ce pas la devise même du ministère de « Défense Républicaine ». Consciemment ou pas, il faut avouer que certains lui facilitent vraiment la besogne.

⁂

Le fameux projet de loi Waldeck-Millerand qui consistait à prélever un impôt direct sur les salaires des travailleurs, sous le fallacieux prétexte de leur donner une retraite... après leur mort, est définitivement abandonné. Il a, en effet, été rayé de l'ordre du jour de la Chambre, vendredi dernier.

L'action des syndicats ouvriers, en cette occurrence, ne peut pas être niée. C'est grâce à eux et à l'active propagande faite parmi la classe ouvrière pour dévoiler le piège politico-capitaliste que le gouvernement se voyant démasqué, a retiré son trop fameux projet. Il faudra, pour la prochaine fois, chercher autre chose.

Quant à nous, ce que nous poursuivrons toujours dans cet ordre d'idées, c'est l'assurance sociale, c'est-à-dire le droit à l'existence pour tous ceux qui seraient incapables d'apporter leur part contributive de travail à la société sans conditions d'âge, de sexe, de nationalité, et autres conditions plus ou moins « *retraites ouvrières* ».

⁂

LE CHÔMAGE. — Une crise intense de chômage sévit actuellement sur la classe ouvrière, crise d'autant plus redoutable qu'elle va s'accentuant de jour en jour.

Le désordre économique de la production capitaliste qui consiste à produire non pour consommer, mais pour vendre et pour gagner, doit fatalement aboutir à un tel résultat.

Il est matériellement impossible de se rendre un compte exact du degré de la crise, mais ce qui est certain c'est que le nombre des sans-travail est plus considérable que jamais. Cela ira sans doute encore quelque temps, mais il est probable que les travailleurs, las de ne pouvoir trouver à employer leurs bras, sauront bien, d'une manière ou d'une autre, signifier à la bourgeoisie égoïste qu'ils sont las de souffrir.

Déjà à Lyon où le chômage est formidable des manifestations dans la rue ont eu lieu, et dimanche dernier, à ces exploités qui en somme ne faisaient que demander un exploiteur, la police a répondu avec sa brutalité ordinaire. Des arrestations ont eu lieu et la troupe est consignée, prête à marcher pour rassurer la bourgeoisie apeurée.

A Belfort, la Bourse du travail pour remédier momentanément à cet état de choses a dû créer un service de distribution de soupes aux sans-travail: c'est dire combien la crise est aiguë.

Les politiciens socialistes sont trop occupés de réélection en ce moment pour s'apercevoir de la triste situation dans laquelle se débat actuellement la classe ouvrière.

J'aurai l'occasion de revenir sur cet important sujet très prochainement.

⁂

Cette crise intense de chômage n'est pas sans plaire, semble-t-il, à certains capitalistes, qui non seulement ne font rien pour l'enrayer mais cherchent au contraire à profiter de la situation.

C'est ainsi qu'une importante usine de métallurgie de Saint-Ouen, la maison Farcot, se propose de licencier tout son personnel, soit 500 ouvriers restant encore dans cette maison, qui, il y a quelques mois, occupait encore 800 travailleurs.

La fermeture n'est, assure-t-on, que provisoire; sous peu, l'usine rouvrirait ses portes avec un personnel nouveau et, cela va sans dire, avec des salaires réduits à leur plus simple expression.

Voici un cas où l'utilité d'une forte organisation ouvrière aurait pu rendre de sérieux services. Malheureusement les exploités de cette usine, à part quelques exceptions, n'ont jamais cru devoir se grouper. C'est là, souhaitons-le, une leçon pour l'avenir.

P. DELESALLE.

Les anarchistes sont des gens dangereux et, de ce fait, surveillés !! très étroitement par dame police. Pour ma part un imbécile de mouchard vient ostensiblement chaque jour chez ma concierge... je me demande qu'y faire.

Mardi dernier, à l'heure même où la brute chargée de ma surveillance se présentait ainsi à mon domicile, j'étais bien tranquillement à l'exposition du Cycle, où mon métier de mécanicien m'attirait particulièrement.

Là, par trois fois, je me suis trouvé face à face avec son excellence von Millerand, qu'accompagnait le cher et vénéré président Loubet, et ce n'est certainement pas, ni les trois larbins en bas de soie, ni vous, Monsieur Lépine qui caracoliez devant, ni les deux polichinelles chamarrés qui les suivaient qui m'auraient empêché de faire... tout ce que j'aurais voulu.

Alors, dans ces conditions, à quoi peut bien servir la surveillance imbécile dont sont l'objet les anarchistes dits dangereux, s'ils peuvent ainsi se trouver en présence d'aussi importants personnages? A moins qu'elle n'ait d'autre but que d'exaspérer quelque camarade.

Votre surveillance est bête et ne sert à rien, je vous en donne la preuve, Monsieur Lépine.

PAUL DELESALLE.

Italie.

Un paquet de volumes expédié à un de nos clients a été saisi à la poste, par le gouvernement italien, sous prétexte qu'il contenait des volumes prohibés en Italie.

Le paquet ne contenait que des volumes librement parus, cela s'appelle bel et bien un vol: vol accompli avec l'autorisation du ministère des Postes d'ici, qui se contente de nous aviser de la confiscation.

Nous ne sommes pas tenus de savoir ce qui est ou non autorisé en Italie. Le paquet doit nous être retourné.

Il se peut que le gouvernement italien soit gêné dans ses finances, mais cela n'autorise pas l'abus de confiance.

J. GRAVE.

CORRESPONDANCES & COMMUNICATIONS

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy, (18e arrondissement). — A 8 h. 1/2 du soir:

Samedi 14 déc. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 17. — M. Picard, professeur de Rhétorique au collège Rollin, Victor Hugo; 2° Le Républicain; l'Exil.

Jeudi 19. — M. P. Alphandéry, licencié ès-lettres: 3° L'abbé Grégoire.

Samedi 21. — M. Colomb, sous-directeur du laboratoire de botanique à la Sorbonne : La science des ignorants.

⁂

PARIS. — Un de nos amis nous signale le fait suivant. Un de nos camarades est resté avec trois petits enfants, ses frères et sœurs. Forcé d'aller travailler, il ne peut les laisser seuls à la maison. Il s'est présenté plusieurs fois à la mairie pour les envoyer à l'école. Mais à chaque fois il n'y avait pas de place. Et, ce qui est tout à fait caractéristique, la dernière fois, comme il insistait, on lui répondit : « Envoyez-les à l'école des sœurs! »

C'est à la mairie du XIII[e] que cela se serait passé.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle.

Samedi 14 décembre. — Henry Michel, professeur à l'Université : Ce qu'on vient chercher dans les Universités populaires.

Lundi 16. — Francis de Pressensé : La crise du libéralisme anglais.

Mercredi 18. — A. Martin : L'œuvre sociale du XIX[e] siècle.

⁂

Bibliothèque libertaire du III[e] arrondissement. — Les anti-militaristes de Paris, à quelque école qu'ils appartiennent, sont invités à une réunion qui aura lieu, salle Garnier, 90, rue des Archives, le samedi, 14 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, à l'effet de s'entendre pour organiser la propagande en période électorale.

Tous ceux qui s'intéressent sincèrement à cette question auront à cœur d'être présents.

⁂

Sommaire du deuxième numéro de *Jean Pierre*, qui paraîtra dimanche 15 :

Le Caneton a l'œil crevé, texte et illustration de Jules Hénault.

La Ruche, de G. Coulomb (*Suite*).

La Poupée de carton, de A. Girard (*Suite*), illustration de R. Kastor.

Les habits neufs du Grand duc, d'Andersen.

⁂

L'Education libre du III[e], 14, rue Grenier-Saint-Lazare.

Ouvert tous les mercredis et samedis, 8 heures à 10 heures.

Dimanche 29 décembre. — Soirée familiale.

⁂

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché ; à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 13. — L'alimentation des êtres vivants, par le D[r] Malfetand, de l'Institut Pasteur.

Jeudi 19. — Le rôle des syndicats ouvriers, par Coupat, secrétaire de la Fédération des Mécaniciens.

⁂

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Dimanche, 15 décembre, réunion des camarades, à 2 heures au local habituel.

Causerie par Henriot sur l'*Amour Libre*, Chansons par Milv.

⁂

BORDEAUX. — Le groupe de la Bibliothèque populaire libertaire, 13, rue Porte-Basse, prévient les camarades de Bordeaux et de la banlieue, qu'il a été mis en circulation dans cette localité plusieurs listes de souscription, faites en faveur du compagnon Régis Meunier, pour son retour en France.

Ces listes portent le cachet de la Bibliothèque.

Nous espérons que les camarades feront œuvre de solidarité pour permettre au camarade Meunier de revenir auprès de nous.

Le camarade Dutou est chargé de ramasser les fonds.

N. B. — Ceux qui ne verraient pas les listes peuvent envoyer leur souscription au camarade Hippolyte Dutou, rue Sanche-de-Pomiers, 23, Bordeaux.

⁂

Rennes, le 3 décembre 1901.

Camarade Grave,

Voulez-vous insérer dans le journal que je viens de passer cinq mois dans le Nord et le Pas-de-Calais, que dans cette tournée j'ai fait une centaine de réunions avec le plus grand succès pour les idées libertaires. Le mois dernier, je l'ai passé dans l'Oise et j'invite les camarades qui ont à cœur la propagande de visiter un peu ce département où il y a de la bonne besogne à faire (il faut des conférenciers). Pour l'instant je suis en Bretagne : samedi dernier j'ai fait Saint-Nazaire, mardi et jeudi derniers Fougères et aujourd'hui lundi, Rennes, à l'Université populaire où je traiterai de la non existence de Dieu et des voies et moyens pour arriver à l'émancipation intégrale : samedi 14 je ferai une conférence à Flers-de-l'Orne, dimanche 15 à la Halle aux toiles à Alençon, le lundi 16 ou le mardi 17 à Laval. Ensuite je passerai l'hiver au Mans et je prie les amis de partout, qui auraient envie d'entrer en communication avec moi pour l'organisation de conférences que je me propose de faire au printemps prochain, de mettre une note dans les *Temps Nouveaux* et le *Libertaire*.

Bien à la cause et à tous.

SÉRAPHINE PAJAUD.

N.-B. — Adresse spéciale pour le Mans : Mme Vve Sandré, 14, rue Saint-Hilaire, au Mans (Sarthe).

⁂

Le premier tirage de *Vive la Russie* étant épuisé, Heidbrinck nous en a fait remettre du second.

Prix : 0 fr. 30, dans nos bureaux ; 0 fr. 45, en tube, par la poste.

⁂

Nous rappelons aux camarades que l'on peut, tous les dimanches matin de 9 heures à midi, se procurer les volumes.

Près de 80 volumes sont dehors, la plupart depuis la rue de Montmorency.

Il y a sans doute négligence de la part de certains ; mais, lorsqu'il s'agit d'une œuvre qui intéresse tout le monde, la négligence n'est pas excusable.

Nous avons déjà fait écrire une fois pour réclamer. Si, d'ici la fin du mois, les volumes qui sont dehors ne sont pas rentrés, nous publierons la liste de ceux qui les ont gardés. Cela servira, tout au moins, à mettre les autres bibliothèques en garde.

AVIS

Nous avons retrouvé une demi-douzaine d'exemplaires de la lithographie de Rysselberghe, *Les Errants*, et autant de celle de Luce : *L'Incendiaire*. Elles seront vendues sans augmentation de prix, à ceux qui en achèteront dix parmi les dernières parues.

⁂

L'auteur des *Produits de la terre*, et des *Produits de l'Industrie*, désirerait en avoir un exemplaire de chaque. Il ne nous en reste pas au bureau du journal. Quelqu'un de nos camarades pourrait-il disposer d'un exemplaire ?

⁂

Un de nos abonnés désirerait se procurer toutes les publications anarchistes épuisées : journaux, brochures, etc., en toutes langues.

Adresser les propositions au journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Du Mercure de France, 15, rue de l'Echaudé : *Les Déchus*, par Maxim Gorki ; 1 vol., 3 fr. 50. — *La favorite d'un tzar*, par Dimitri de Benckendorff, 1 vol., 3 fr. 50.

La police des mœurs (Congrès de Lyon) par A. de Morsier ; 1 vol., chez Stock, 27, rue Richelieu.

Le manifeste communiste, Marx et Engels, commentaire par Audler ; une broch. 2 fr., chez Bellais, 17, rue Cujas.

Le bien d'autrui, pièce, par E. Fabre ; 2 fr., chez Stock.

L'enseignement ménager en Suisse, circulaire de novembre, *Musée social*, 5, rue, Las Cases.

L'homme dans la Société présente et future, 1 broch., chez Louis Toste, 6, rue Joseph-Rey, Grenoble.

A lire :

Propos d'un parisien, Harduin ; *Le Matin*, 6 décembre.

L'ennemi, H. Maret *Le Radical*, 8 décembre.

A voir :

Les cafés concerts, par Ibels ; n° 36 de l'*Assiette au beurre*.

DERNIERS VOLUMES PARUS

Autour d'une vie, par P. Kropotkine, 3 fr. franco.

Les aventures de Nono, par J. Grave, illustrations de Charpentier, L. Pissarro, Luce, Heidbrinck, Lefèvre, Risselbergh, Mab ; franco, 2 fr. 75.

Ce livre qui s'adresse aux enfants est tout désigné comme étrennes.

⁂

Un de nos camarades désire les numéros suivants de l'*Art social* : Novembre 92, Décembre 93, Janvier 94.

Du *Réveil des Travailleurs*, Liège : n[os] 37, 39 et 40.

⁂

Nous voudrions acquérir toute la première série des *Cahiers de la quinzaine*. Ceux de nos lecteurs qui pourraient disposer de numéros, pourraient les échanger avec nous contre un certain nombre d'exemplaires de nos brochures.

AUX CAMARADES

Plusieurs nous conseillent d'augmenter le prix de vente du numéro, afin de parer au déficit.

L'expérience nous indique que ce serait une mauvaise opération. A ceux qui sont disposés de débourser davantage, nous ne pouvons que conseiller d'acheter plusieurs numéros, de demander des adresses à l'Œuvre des Journaux pour tous, *rue de la Sorbonne, 8, pour expédier les numéros dont ils pourront ainsi disposer.*

LE PROJET D'EDITION

Nous sommes au 15, et j'ai reçu une centaine d'adhésions sur 600 qu'il nous faut. Pas même le total de ceux qui avaient primitivement adhéré.

En émettant cette idée, je m'imaginais que, parmi les anarchistes, parmi ceux qui ont la prétention d'avoir de l'initiative, de vouloir étudier, il pourrait se trouver 600 personnes capables d'adhérer à une idée de propagande contre le militarisme.

Par égard pour ceux qui ont adhéré, je vais reculer jusqu'à la fin du mois le délai pour recevoir les réponses. Je n'abandonnerai pas le projet sans avoir fait tout ce qui est possible.

Ceux qui, par négligence, n'ont pas encore envoyé leur adhésion, peuvent donc envoyer jusqu'au 1[er] janvier.

Je rappelle qu'il s'agit de recevoir, pour 6 fr. 50, deux volumes dont un seul vaudra 9 francs en librairie.

J. GRAVE.

PETITE CORRESPONDANCE

M. M. — Les deux abonnements partiront du 1[er] décembre.

H. L., à Bruxelles. — Les brochures étant numérotées vous n'avez qu'à regarder. Le 17, c'est *Temps Nouveaux*; 19 n'est pas paru.

Groeneeld. — Spalikouski, Rouen, je n'ai pas d'autre adresse. — Je n'ai pas le numéro du *Patriale* et n'ai pas conservé l'adresse.

P. de H. — Les *Les Deux Perles*. Trop incomplet.

R., à Damais. — *Le Libertaire*, 15, rue d'Orsel. — Votre lettre ne contenait que 1 fr. 20, 8 timbres à 0 fr. 15.

J. L., à Westcliff. — Si c'est celui qui a eu lieu à la salle Wagram, oui, il y a eu des délégués anglais. Mais nous n'avons pas le compte rendu.

Reçu pour développement de la bibliothèque de l'Ecole libertaire : Un A., 0 fr. 55.

Reçu pour Meunier : Dechelette, 1 fr. — Roy, 0 fr. 50. — Maréchal, 0 fr. 50. — P. Vallier, 0 fr. 50. — Barville, 0 fr. 50. — Bisson, 1 fr. — Sotain, 0 fr. 25. — E. Vallier, 0 50. — Carmant, 0 fr. 25. — Barthe, 0 fr. 50. — Gauthier, 0 fr. 50. — Masson, 0 fr. 50. — Voltz, 0 fr. 50. — Ribaud, 0 fr. 25. — Verrier, 0 fr. 25. — Collin, 0 fr. 25. — En tout : 7 fr. 75. — Un groupe de peintres libertaires, 3 fr. 25. — Total : 11 fr. — Listes précédentes : 75 fr. 50. — En caisse : 86 fr. 50.

Les camarades d'Angers nous font savoir que c'est 420 fr. qu'il faut pour le voyage, et que c'est pour le 1[er] janvier qu'il leur faut la somme.

Reçu pour le journal : N. à Marseille 20 fr. — Un gniaff déchard, 1 fr. 20. — P. à Chaux de Fonds, 3 fr. — W. Lausanne, 2 fr. 50. — Genele noir, 0 fr. 70. — Edmond, 0 fr. 50. — V. de V. à Mons en Barœul, 4 fr. — Chinon 1 fr. 50. — Merci à tous.

L. à Verviers. — P. à Chaux de Fonds. — M. Huart P. — L. B. à Jemeppe. — L. à Hyères. — G. à Glascow. — J. F. à Rosnske (par le *Libertaire*). — P. G. à Senones. — H. à Reims. — G. à Spring Valley. — J. L. au Havre. — J. rue de Sontay. — L. V. à Amiens. — G. à Vienne. — T. à Marseille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 34 DIX CENTIMES DU 22 AU 28 DÉCEMBRE 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

A nouveau, un grand nombre se plaignent de ne pas recevoir le journal régulièrement, et de réclamer inutilement à leur bureau de poste.

Nous les prions d'adresser une réclamation écrite au directeur des postes. Sans affranchissement. Il y a, certainement, un vice quelque part. Nous sommes certains de ne pas avoir eu d'erreur ces temps derniers.

Nous tenons toujours les numéros non reçus à leur disposition.

EN ARMÉNIE

Les journaux de la semaine dernière ont publié de singulières dépêches de Constantinople : un chef de « brigands arméniens », Autranik, s'était emparé, à deux reprises, d'un couvent situé près de Koush ; il y était assiégé par l'armée turque, et le sultan, qui a horreur, comme on sait, de l'effusion du sang, avait engagé des négociations avec lui pour qu'il quittât de bon gré la position qu'il occupait et se retirât du territoire turc avec armes et bagages.

Peu de temps auparavant, le gouvernement turc avait envoyé à ses représentants à l'étranger une note où il dépeignait Autranik et sa bande sous les plus noires couleurs. Celui-ci terrorisait les paysans arméniens ; il leur extorquait de l'argent; il avait même razzié une soixantaine de femmes et d'enfants et les tenait captifs, dans son repaire de Sourp Arakélotz. C'était donc par pure philanthropie, pour défendre ses chers sujets arméniens et délivrer les captifs qu'Abd-ul-Hamid avait mobilisé plusieurs bataillons et expédierait de l'artillerie, s'il le fallait. Au reste, le consul russe et le consul anglais de Moush étaient tout prêts à certifier l'exactitude des faits.

Il s'en faut, bien entendu, de beaucoup que ces renseignements officiels soient conformes à la vérité.

La qualification même de brigands appliquée à Autranik et à ses compagnons n'est point justifiée : ceux-ci sont simplement des révolutionnaires arméniens des *fédais* (ceux qui risquent leur vie). Comme les héiducks serbes et bulgares, comme les klephtes (voleurs) et armatoles de l'indépendance hellénique, ils luttent dans les pires conditions pour la masse de leurs compatriotes opprimés et massacrés. Et le fait seul que de telles bandes existent suffit à détruire la légende qui représente l'Arménien comme un docile bétail se laissant toujours et partout égorger, sans faire la moindre résistance. En réalité l'Arménien n'a pas le droit d'avoir des armes, il suffit qu'on trouve chez lui un couteau de cuisine très grand ou un vieux canon de fusil pour qu'il soit arrêté et jeté en prison comme conspirateur.

Il se trouve ainsi destitué de tout moyen de défense, en présence d'adversaires bien munis de fusils, de revolvers et de sabres, qu'ils appartiennent à l'armée régulière, à la police ou aux peuplades musulmanes qui ont, elles, le droit de porter des armes. On comprend mieux ainsi que les effroyables massacres de 1894 à 1896 aient pu se produire ; et il faut n'avoir jamais vu une foule parisienne de plusieurs milliers d'hommes s'enfuir prudemment devant quelques sergents de ville ou gardes municipaux pour s'étonner qu'au fond de l'Asie ou à Constantinople, les Arméniens sans armes n'aient opposé que peu ou point de résistance à leurs égorgeurs. Toutes les fois qu'ils ont été matériellement à même de se défendre, ils l'ont fait avec énergie parfois avec héroïsme.

On a trop oublié ou trop mal connu par exemple, les divers soulèvements de Zeïtoun, le dernier surtout. Le 21 octobre 1895, les Zeïtounistes levèrent le drapeau rouge dans la vallée de Kazanlikdevé; le 30 octobre, ils prirent la caserne de Zeïtoun. Du 14 décembre au 30 janvier, 1500 hommes seulement — il y avait dans la ville 15000 réfugiés sans armes — tiennent tête à 50.000 assaillants dont 20.000 réguliers et 30.000 bachibouzoucks, commandés par Edhem-Pacha, le futur vainqueur de la guerre turco-grecque. Les troupes du Sultan perdirent 20.000 hommes, les Zeïtounites 125 combattants et des milliers de victimes mortes de froid et de faim. Un arrangement fut conclu entre eux et leur souverain, par l'intermédiaire des consuls étrangers et notre chargé d'affaires à Constantinople, M. de La Boulinière, a constaté qu'en cette occasion « les puissances avaient rendu au Sultan le grand service de le tirer d'une situation difficile et inquiétante, et qu'il avait été trop heureux de leur intervention. »

Il est aisé de comprendre par le passé ce qui vient d'arriver à Sourp-Arakélotz. Le couvent de Sourp-Arakélotz est situé à quelques lieues au sud de Moush dans une excellente position stratégique, sur une hauteur qui domine les gorges conduisant aux villages montagnards du Sassoun ; il est entouré d'une puissante enceinte fortifiée et sert en tout temps d'asile à soixante orphelins, les soixante captifs mentionnés dans la note turque. On sait d'autre part que le gouvernement turc a résolu depuis longtemps de disperser, de gré ou de force, l'agglomération arménienne du Sassoun : ces paysans peuvent trop aisément se défendre dans leurs montagnes ; on voudrait les faire descendre dans la plaine de Moush où ils offriraient une proie facile à l'armée et aux Kurdes. Pour cela il ne serait pas mauvais d'être maître de tous les points stratégiques et d'abord de Sourhp-Arakélotz.

Donc dès le mois d'octobre, le valé de Bitlis fut informé que des « brigands arméniens » s'étaient réfugiés dans le couvent. Il voulait tout de suite bombarder; mais des objections lui furent présentées : le massacre des enfants produirait une impression fâcheuse. Il se contenta donc de perquisitionner, sans d'ailleurs trouver aucune trace des *fédais*. Mais l'occasion parut bonne pour installer là une garnison permanente.

C'est alors qu'Autranik intervint : il se jeta dans le couvent avec ses hommes qui sont dès longtemps habitués à la guerre de coups de main et d'embuscades. Ils étaient commandés auparavant par le chef Sérop, que l'on appelait Sérop-Pacha, qui tint la campagne pendant sept ans et fut tué traîtreusement dans un guet-apens.

Autranik s'est bien gardé de se fier aux promesses impériales. Il savait que même, si elles étaient tenues envers lui et ses compagnons, l'armée turque exercerait contre les villages voisins de terribles représailles au cas où il quitterait le territoire turc. Il a simplement forcé le blocus et se tient, invisible et présent, à quelque distance, prêt à fondre sur l'ennemi, s'il s'enhardissait à quelque tuerie de gens désarmés.

Il n'est rien de tel pour les bourreaux et leurs valets que de se savoir surveillés de près. Les révolutionnaires arméniens en auront donné cette nouvelle preuve.

PIERRE QUILLARD.

P.-S. — Une dépêche de Constantinople, arrivée à Paris, le 17 décembre montre surabondamment que si Abd-ul-Hamid a employé avec Autranick la manière douce, la manière forte garde sa préférence.

Constantinople, 15 décembre.
(Source anglaise).

On a pendu publiquement, à Andrinople, un Bulgare et deux Arméniens, condamnés pour participation à des actes de brigandage ayant plutôt un caractère politique, comme l'été dernier dans le vilayet d'Andrinople.

Ce sont les premières exécutions publiques depuis les troubles d'Arménie. Elles rappellent les pendaisons qui eurent lieu lorsque Midhat pacha était gouverneur du vilayet du Danube.

Il s'agit très probablement de l'affaire de Kiretchili. Des Macédoniens et des Arméniens s'étaient réunis pour châtier le riche bey-Dereli Moustapha. Dans une rencontre avec la gendarmerie, six d'entre eux furent tués, d'autres faits prisonniers. En général, Hamid n'ose pas donner le spectacle des pendaisons : même pendant les massacres Arméniens, il n'y eut qu'une seule fois, à Constantinople, assassinat public par autorité de justice.

P. Q.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

V

J'ai montré comment le parlementarisme déprimait l'individu, le disciplinait, le ligottait, l'écartait presque toujours de l'action intense, fréquente, libre, ennoblissante, c'est-à-dire vraiment efficace et cela sans aucune compensation. J'ai montré comment nos institutions politiques — quoique sorties, c'est évident, d'un ancien idéal de démocratisme et de liberté, étaient devenues impuissantes à exprimer et à fortifier tout ensemble les sentiments, les idées, les énergies que contient aujourd'hui ce mot de liberté, pour les hommes les plus avancés, les plus évolués politiquement, moralement, c'est-à-dire en somme pour les plus ardents, pour les plus sincères démocrates. De sorte que si l'on juge ces institutions non pas d'une façon absolue, mais comme cela doit être fait, en les confrontant avec les possibilités et les nécessités actuelles, elles apparaissent bien plus comme des instruments de servitude et de réaction que de liberté et de progrès.

Il est très naturel que la bourgeoisie, en tant que classe (1), c'est-à-dire la bourgeoisie représentant le groupement des individus parvenus à une situation économique privilégiée se montre scrupuleusement, dévotieusement attachée à des institutions, à des moyens politiques si précieux pour la conservation de ses privilèges par l'abrutissement de ses ennemis naturels. Il est tout simple que le catéchisme démocrate-bourgeois compte parmi les devoirs les plus sacrés, les plus indiscutables, le devoir électoral. Il est tout naturel que certains essayent même de donner à ce devoir, demeuré libre jusqu'ici, la sanction d'une peine légale, comme en témoigne un projet de vote obligatoire récemment proposé (2).

Par contre, il est stupéfiant que les socialistes, c'est-à-dire ceux qui ont pris conscience des besoins, des droits, des devoirs de la classe ouvrière et veulent l'entraîner en dépit de tous les obstacles à la conquête du bonheur, il est stupéfiant que ceux-là aussi s'agenouillent devant le bulletin de vote. Il est inouï que des hommes proclamant partout leur volonté de s'affranchir se soumettent avec tant de docilité à une discipline, à un système d'asservissement. Il est inouï que le devoir électoral, devoir bourgeois, soit devenu aussi devoir socialiste, et devoir socialiste si étroit qu'en lui réside pour un grand nombre tout le socialisme. Et ici, remarquez-le, je n'exagère rien. Voter, n'est-elle pas la preuve la plus importante d'action socialiste exigée à la porte des Congrès où se discutent les intérêts du socialisme?

Cela est stupéfiant, ai-je dit. Cela ne s'en explique pas moins, car cela concorde étroitement avec une des tendances générales du socialisme les plus faciles à discerner dans ce mouvement.

Je ne prends pas ici, ce mot de socialisme, cela va sans dire, dans son sens le plus rempli, le plus exact et le plus large à la fois où il signifie l'ensemble de tous les efforts quels qu'ils soient, conscients ou inconscients d'où qu'ils viennent — politique, morale, industrie, philosophie, sciences, arts — vers la libération intégrale des individus. Je l'entends au sens restreint, conventionnel, historique, où il signifie l'ensemble des partis, des doctrines qui luttent actuellement d'une façon consciente, systématique, ouverte pour l'établissement d'une société socialiste, l'ensemble des hommes et des organisations que le premier venu peut, aujourd'hui grâce aux étiquettes, désigner par le nom de socialiste. Et de ce sens restreint, j'excepte encore la minorité protestante, libérale, libertaire, anarchiste, puisque ce sont les aspirations de cette minorité que j'essaye de traduire ici.

Eh bien! Entendu ainsi, le socialisme dès ses débuts, cela ne fait doute pour aucun esprit vraiment libre et droit, le socialisme fut entaché d'une erreur grave. Erreur d'autant plus grave qu'elle portait non pas sur un détail d'organisation de la société future, détails impossibles à prévoir, organisation essentiellement indéterminée et amorphe, mais sur le mode même de l'évolution vers l'idéal socialiste. Et ici cependant on n'avait pas le droit de se tromper pour ainsi dire. Car il y a eu des hommes avant le socialisme, il y en aura après. Il y a eu déjà plus d'une affaire humaine menée à bonne fin. Le socialisme n'est après tout qu'une affaire humaine. Il n'échappe donc pas aux lois qui régissent toutes les affaires humaines.

Il essaya pourtant, il essaye encore de s'y soustraire, à son grand dommage.

A peine entré dans ce qu'on pourrait appeler sa phase active et de réalisation, à peine sorti de la période de rêveries idéologiques, des aspirations sentimentales, des utopies et plans de sociétés, phalanstères sur le papier et paradis tout faits, à peine dégagé, comme un enfant de ses langes, de la phase critico-utopique, le socialisme a subi l'influence — plus que l'influence, l'autorité (1) de certains livres, de certains hommes. Et ces hommes et ces livres furent pour lui de bien mauvais parrains, car sur les feuillets de ces livres, dans les cerveaux de ces hommes, il n'y avait du socialisme qu'une conception insuffisante, incomplète, pas assez humaine, à la fois trop simple et trop compliquée (2).

Une idée essentielle fut alors méconnue, une idée qui domine tout le développement de l'humanité et qui peut s'énoncer ainsi : La question sociale n'est pas simple, mais double, pas unilatérale, mais bilatérale, formée de deux questions toujours présentes, toujours importantes, toujours associées, toujours connexes, la question économique d'une part, la question politique ou morale de l'autre.

De sorte que toute tentative en vue d'un idéal économique très élevé ne peut pas aller bien loin si elle n'est pas corroborée, soutenue par un idéal politique et moral très élevé.

Et cette idée n'est pas une invention nouvelle pour les besoins d'une cause. C'est l'expression particulière, sociologique d'une loi plus générale, qui règne dans le domaine entier des sciences naturelles (dont la sociologie n'est qu'une branche) et qu'on pourrait appeler la loi de progrès par combinaison constante de l'influence de l'individu sur le milieu et du milieu sur l'individu.

Malgré leur prétention à interpréter l'histoire, malgré ce nom de scientifique, qu'ils aiment à se donner, voilà la loi générale, la loi maîtresse d'histoire et de science que les premiers inspirateurs du socialisme ont si complètement méconnue. (2) Comme grisés par la forte odeur des théories économiques remuées pour la première fois jusqu'au fond, comme enivrés au cliquetis presque nouveau de ces mots : capital et travail, salariat et prolétariat, échange et valeur, propriété, communisme, collectivisme, subjugués par l'évidence presque neuve de certaines formules, ils ont complètement oublié qu'il existait aussi un point de vue politique et moral, quand ils ne l'ont pas ridiculisé et bafoué. Ils ont affirmé: la question sociale est une question économique, rien qu'une question économique, comme d'autres ont pu dire, d'une façon tout aussi inexacte : la question sociale est une question morale, uniquement morale. Rappelons-nous les idées et le ton général du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Remarquons la couleur purement économique de ce nom de *communiste* choisi de préférence à *socialiste* qui, lui, eût exprimé par sa plus grande généralité des préoccupations politiques aussi bien qu'économiques.

Les plus influents parmi les premiers inspirateurs du socialisme, ceux du moins dont l'influence a prévalu jusqu'ici se sont désintéressés de la forme, de l'idéal politique, du socialisme. Ils ont laissé ce point indéterminé, livré aux hasards des aventures. C'est un fait. Mais on ne se rend pas assez compte de l'importance de ce fait. Rien cependant n'est plus grave. Car on a commis ainsi envers le socialisme la même trahison que vous commettriez, vous particulier, contre votre enfant si, le destinant à une entreprise spécialement ardue comme l'exploration et la conquête d'une région sauvage, vous vous contentiez de lui amasser dans ce but une fortune, de nouer des intelligences dans les pays qu'il doit traverser, mais négligiez tout à fait de lui constituer, à force d'hygiène physique et morale, une santé robuste, une âme forte.

Que penseriez-vous encore d'un homme qui, ayant à faire exécuter de pénibles travaux de défrichement à des gens nullement entraînés, les transporterait dans la forêt en voiture, au lieu de les endurcir déjà, en vue de leur travail futur, en leur faisant faire la route à pied? Vous diriez que cet homme connaît mal son affaire. Les socialistes n'ont pas fait autre chose en n'examinant jamais les garanties morales, éducatives, la qualité politique des tactiques employées.

Et rien ne leur sert de dire qu'ils attendent justement la transformation morale des travailleurs de la bienfaisance même du nouveau milieu qu'ils veulent instaurer. Car ce n'est envisager là que la moitié du mécanisme d'évolution. Et tout entier il est nécessaire. Il y a bien, c'est vrai, à la remorque de toute société, une masse énorme d'êtres faibles et sans ressort, incapables de réagir et ne progressant qu'à leur insu, passivement, pour ainsi dire, par le seul jeu des transformations de milieu. Mais il faut, de toute évidence, que ce mode d'évolution se combine avec un autre, qui est l'action d'une élite supérieure à son milieu, et en constante réaction sur lui. En admettant même qu'un nouveau milieu social, une organisation économique différente puisse être instaurée brusquement, par une poussée de courage populaire, comment cette société durera-t-elle tout d'abord assez pour avoir le temps de faire sentir son influence aux masses indolentes, pour faire peu à peu de ces inconscients, de ces indifférents des amis et des soutiens, des éléments actifs du régime nouveau, s'il n'y a pas d'abord une élite d'hommes énergiques, maîtres d'eux-mêmes, aussi jaloux de leur propre liberté que respectueux de celle des autres, capables, en un mot, de maintenir solidement agrégés ensemble, par leur volonté, les éléments du nouvel ordre ?

C'est cette élite que les socialistes officiels, les socialistes parlementaires ne se préoccupent pas de former.

Et c'est en quoi ils se montrent les plus dan-

(1) En tant que classe, car en tant qu'individus les plus ardents défenseurs de l'idéal le plus désintéressé et le plus haut sont sortis, sortent chaque jour, de la bourgeoisie aussi bien que du prolétariat, comme chacun peut s'en rendre compte.

(2) Projet dont il faudrait d'ailleurs souhaiter l'adoption, car tout en permettant de se compter aux abstentionistes conscients et actifs, il dégoûterait peut-être de la besogne électorale quelques-uns de ses fanatiques actuels, par le côté ignoble qu'apporte aux choses toute loi coercitive.

(1) Car les scialistes ne sont pas encore, hélas, ni les moins suiveurs ni les moins obéissants des hommes

(2) On a fait sur ce point à Marx et à Engels des reproches très durs et en partie mérités puisque plus que tous autres il ont aiguillé le socialisme dans cette voie trop étroite, dans cette fausse conception. Mais les plus coupables ne sont-ils pas ceux qui vinrent après et, par un fétichisme dont ils n'y a pas d'autre exemple dans l'histoire des idées, contribuèrent par tous les moyens — y compris les plus malhonnêtes — à maintenir le socialisme dans une voie que l'expérience démontrait chaque jour un peu plus fausse et dangereuse? C'est ici le cas de dire que si se tromper est humain, persévérer dans l'erreur est diabolique.

gereux des utopistes, eux qui aiment tant à se servir de ce mot contre leurs adversaires.

Sacrifier à l'utopie dans un plan de Société idéale, cela n'a pas la moindre importance, en effet. Si les prévisions sont fausses et les devis fantaisistes, c'est à une autre cité que nous arriverons dans la pratique, et voilà tout.

Mais si l'utopie, comme c'est ici le cas, porte sur le moyen même par lequel nous croyons pouvoir gagner cette cité, c'est autant de retard dans notre marche vers la justice, l'harmonie et la joie.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'affaire Hervé va-t-elle devenir une nouvelle affaire Dreyfus? Ce sont les mêmes procédés ignobles, communications de pièces secrètes, falsification de documents, et même — la ressemblance va jusque-là — intervention officielle d'un ministre venant ouvertement à la Tribune prendre parti pour les forfaiteurs et les faussaires contre la victime, en produisant lui-même des faux, et en débitant d'impudents mensonges. Comme dans l'affaire Dreyfus, le cloaque Bourbon décide l'affichage sur tous les murs de France des faux et mensonges ministériels.

Malheureusement l'agitation ne se généralisera probablement pas et ne portera pas les mêmes fruits. En effet, Hervé ayant fait acte d'antipatriote, d'antimilitariste et d'homme libre, sera réprouvé par tous les grands manitous de la Bourgeoisie républicaine qui, s'ils marchèrent pour Dreyfus parce que Dreyfus était un des leurs, estiment très malséant la propagande entreprise contre le préjugé de patrie — si profitable à leur classe — et approuvent les mesures qui frappent les malencontreux révolutionnaires dont l'action ne tendrait à rien moins qu'à les priver de cette vache à lait.

Et puis, ils sont partisans de la domestication des fonctionnaires et surtout des fonctionnaires chargés de former la neutralité des jeunes générations.

Aussi, dans leur for intérieur, sont-ils enchantés de ce qui arrive à ce sans-patrie d'Hervé, et ils laisseront les révolutionnaires se dépêtrer dans la réparation de ces injustices.

Néanmoins, l'agitation sera féconde. Toute lutte est fructueuse et de chacune de ces convulsions, grande ou petite, résulte une plus grande somme de liberté.

⁂

L'Académie des sciences morales et politiques vient de faire une manifestation en faveur de la paix à l'occasion de l'attribution du prix Nobel à Frédéric Passy.

C'est très bien de manifester ses sympathies à l'égard de la paix universelle. Mais le but poursuivi par M. Passy nous paraît illusoire. Il préconise la solution de l'arbitrage international.

L'arbitrage ne pourra être établi que par les gouvernements. Or, de deux choses l'une, ou les gouvernements ont intérêt à la guerre, ou, au contraire, celle-ci leur est préjudiciable. Dans le premier cas, jamais ils ne consentiront à l'arbitrage, à moins d'y être poussés par l'opinion publique. Et encore s'efforceront-ils, par des réglementations diplomatiques compliquées, de le rendre impraticable ou peu praticable. Dans ce cas, n'est-il pas plus efficace d'agir directement sur l'opinion publique pour décider les peuples à refuser catégoriquement de continuer à se faire la guerre?

Dans le second cas, si les guerres étaient préjudiciables aux gouvernements, n'ayez crainte, il y a longtemps qu'elles auraient disparu de la surface du globe.

LA PROPRIÉTÉ. — Des braconniers ont été surpris sur le bord de l'étang de Givors par le garde champêtre de l'endroit. Le garde a blessé mortellement l'un des braconniers. Il était, prétend-il, en cas de légitime défense. Il n'y a qu'un petit malheur; c'est que la balle qui a blessé le braconnier a pénétré par la cuisse au niveau du sacrum, a traversé le corps et est allée se loger près de l'ombilic. Celui-ci a donc été blessé par derrière, preuve qu'il tournait le dos et ne cherchait pas évidemment à faire un mauvais parti au garde. Mais le principe supérieur de la sauvegarde de la propriété est là qui excuse tous les crimes.

⁂

GERMINAL. — Encore un soldat qui refuse d'apprendre le métier d'assassin. A Belfort, le nommé B... originaire de Giromagny refusa formellement de prendre le fusil et la baïonnette qu'on lui distribuait, malgré les instances et les menaces successives de son capitaine et de son commandant. Sur la remarque de ceux-ci qu'il était seul et ne serait pas le plus fort, il répondit: « Quand on sème un grain de blé, il en produit vingt qui, semés à leur tour, en produisent un grand nombre. Au bout de quelques années la moisson est considérable. »

Souhaitons que la prédiction de ce héros se réalise et qu'avant quelques années la moisson des réfractaires soit assez abondante pour imposer la suppression des massacres internationaux.

⁂

LA POLICE. — Il paraît que l'aveugle Elie Murmain devenait un grave danger pour la société. La police vient heureusement d'y remédier. Murmain est l'objet d'une surveillance active. Au cours des promenades qu'il fait avec sa compagne dans la campagne où il habite, il a l'agrément d'entendre sur ses talons les pas d'un cheval qui le suit. Car la gendarmerie à cheval a été mobilisée pour surveiller ce dangereux libertaire!

⁂

Deux ouvriers d'une usine des environs de la place Daumesnil, MM. Dufort et Finocchio, sont, depuis six mois, persécutés par un agent de la Sûreté, nommé Marchand.

Honnêtes et travailleurs, ces deux ouvriers sont estimés de leur patron et de leurs camarades. Mais ils ont un tort: c'est de lire *l'Aurore et le Libertaire*.

Aussi, chaque semaine, l'inspecteur Marchand vient trouver l'administrateur de l'usine sous couleur de s'informer de l'adresse des deux ouvriers et essaie d'obtenir leur renvoi. Il a été, heureusement, éconduit.

Mais pour un patron qui ne se laisse pas intimider par la police, combien y en a-t-il qui mettent sur le pavé ceux qu'elle leur signale!

Quand les persécutés de la police auront pour les policiers les égards qui leur sont dus, ceux-ci se dégoûteront peut-être de leur sale métier.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

CHANTAGES POLICIERS. — Les mesures policières prises contre les anarchistes ne servent à rien, je crois l'avoir quelque peu démontré la semaine dernière. L'on en est convaincu en haut lieu et c'est sans doute pour cela que l'on excite les crève la faim de la partie dans le but d'exaspérer quelque malheureux. Cela, à défaut d'autre chose, pourrait servir à justifier les fonds dépensés.

Pour arriver à ses fins la valetaille policière ne redoute rien.

Lorsque les concierges ne donnent pas les renseignements qu'ils en attendent, qu'ils en exigent même, le policiers ne craignent pas de recourir à la menace pour faire dire... Tout ce qu'ils ont besoin qui soit dit.

Ces jours derniers, chez le concierge d'un de nos camarades, un policier ne parvenant pas à lui faire dire que celui-ci était une canaille, le policier usa d'un chantage assez traditionnel dans la corporation.

— C'est bien, dit le mouchard en question, vous êtes un bon concierge, j'irais trouver votre propriétaire, et je vous promets que vous n'en avez pas pour longtemps. Le malheureux pipelet, devant la menace du policier de lui faire perdre son pain, avouait à notre camarade qu'il avait alors répondu oui à toutes les questions du préposé de M. Lépine.

Les policiers sont, on le voit, au-dessus des lois; le chantage qui a atteint jusqu'à des députés, ne les atteint même pas.

Autre chose, au plus fort de l'affaire, la Ligue des Droits de l'homme, encouragée par le ministère de « Défense Républicaine » pour se créer des troupes parmi les travailleurs, favorisa la création d'Universités populaires. Aujourd'hui la « Défense » est bien assise et les principaux « défenseurs » pourvus, plus besoin d'universités. C'est pourquoi, sans doute, dame police fait une enquête sur tous ceux qui font partie d'une université populaire.

Si M. Gueysse, secrétaire de la société des universités populaires veut bien s'en occuper, je tiens des faits précis et des noms à sa disposition.

P. D.

⁂

TROYES. — On se rappelle que vers l'époque de la venue en France du tapeur russe, une bombe de bonne volonté fit explosion à l'église Saint-Nizier à Troyes.

Faute de mieux, deux jeunes gens Lambin et Franquin furent arrêtés. Ils viennent de comparaître en police correctionnelle, mais, malgré toutes les combinaisons du juge d'instruction, il a été impossible de prouver qu'ils en étaient les auteurs.

La justice, quoique cela, n'a pas voulu lâcher sa proie, et faute de mieux ces deux jeunes gens ont seulement été poursuivis et condamnés pour détention de matières explosibles trouvées chez eux, Lambin à dix-huit mois de prison et Franquet à 100 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de séjour.

Le bedeau, le curé et les bourgeois de Troyes peuvent maintenant dormir en paix... à moins que, ceux pour qui paient nos deux jeunes gens ne recommencent. Ce qui ne serait pas après tout un si mauvais moyen de prouver leur innocence.

P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — DANS LES BOURSES DU TRAVAIL. — Jamais nous ne cessons de le répéter ici, les groupements ouvriers n'ont eu à subir autant de vexations que sous le présent ministère.

Le dernier coup de Waldeck-Millerand dépasse encore si possible ce que l'on aurait osé jusqu'ici.

La plupart des Bourses du travail pour pouvoir vivre et donner un peu d'extension à leurs différents services ont recours malheureusement, aux municipalités, sous forme de subventions. Jusqu'à ce jour une somme globale était accordée aux Bourses qui géraient ensuite leur budget comme bon leur semblait. Cette faible autonomie n'avait pas été sans développer les initiatives, et la création de services forts utiles s'en était suivie.

Cette indépendance que les Bourses ont possédée sous les ministères Méline et autres, le ministère Waldeck-Millerand vient de la leur enlever.

Une récente circulaire aux préfets prescrit en effet que les Bourses du travail devront, à l'avenir, fournir un état détaillé de leurs dépenses, et les préfets ne devront approuver les subventions des municipalités qu'après vérification de ces dépenses.

C'est, comme on le voit tout un nouveau régime policier qu'auront à subir les Bourses du travail, et il a fallu un socialiste au ministère pour qu'une pareille mesure puisse être prise. Aucun coup plus néfaste ne pouvait être porté aux Bourses qui, pour la plupart, en sont encore à leur période de formation.

Plusieurs Bourses ont protesté et se refuseront vraisemblablement à se plier aux exigences policières du ministère de « Défense capitaliste ». Seuls quelques ministériels honteux accepteront après quelques demandes d'explications anodines.

A vrai dire pour notre part, nous ne regretterons pas outre mesure la circulaire socialo-policière si elle doit avoir pour résultat, comme nous l'espérons, de rendre indépendantes de tout pouvoir ces organismes importants qui ont nom Bourse du travail. Ce jour-là, elles pourront créer dans leur sein toutes les caisses de grève, caisse du sou du soldat ou des insoumis qu'elles voudront, la circulaire ministérielle qui les vise spécialement ne les atteindra plus.

⁂

CHEZ LES MINEURS. — La comédie continue, le comité fédéral désormais fameux s'est réuni dimanche dernier à Saint-Etienne. Un congrès qui examinera les propositions gouvernementales en ce qui concerne la retraite et la journée de 8 heures, se réunira vraisemblablement à Alais, le 5 janvier prochain.

Dans une grande réunion qui a eu lieu à Saint-Etienne, les ministériels ont tenté de faire blâmer par leurs camarades les délégués Merzet et Escalier qui ont combattu pour la grève immédiate. La tentative a été inutile, la conduite des deux révolutionnaires du comité fédéral a été approuvée.

⁂

Tous les syndicats un peu importants ont un organe dans lequel généralement ils peuvent exposer leurs doléances. Pour avoir écrit ce qu'ils pensaient, trois rédacteurs du *Réveil de l'Assainissement* viennent d'être mis à pied par leur patron, qui en l'espèce

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

V

J'ai montré comment le parlementarisme déprimait l'individu, le disciplinait, le ligottait, l'écartait presque toujours de l'action intense, fréquente, libre, ennoblissante, c'est-à-dire vraiment efficace et cela sans aucune compensation. J'ai montré comment nos institutions politiques — quoique sorties, c'est évident, d'un ancien idéal de démocratisme et de liberté, étaient devenues impuissantes à exprimer et à fortifier tout ensemble les sentiments, les idées, les énergies que contient aujourd'hui ce mot de liberté, pour les hommes les plus avancés, les plus évolués politiquement, moralement, c'est-à-dire en somme pour les plus ardents, pour les plus sincères démocrates. De sorte que si l'on juge ces institutions non pas d'une façon absolue, mais comme cela doit être fait, en les confrontant avec les possibilités et les nécessités actuelles, elles apparaissent bien plus comme des instruments de servitude et de réaction que de liberté et de progrès.

Il est très naturel que la bourgeoisie, en tant que classe (1), c'est-à-dire la bourgeoisie représentant le groupement des individus parvenus à une situation économique privilégiée se montre scrupuleusement, dévotieusement attachée à des institutions, à des moyens politiques si précieux pour la conservation de ses privilèges par l'abrutissement de ses ennemis naturels. Il est tout simple que le catéchisme démocrate-bourgeois compte parmi les devoirs les plus sacrés, les plus indiscutables, le devoir électoral. Il est tout naturel que certains essayent même de donner à ce devoir, demeuré libre jusqu'ici, la sanction d'une peine légale, comme en témoigne un projet de vote obligatoire récemment proposé (2).

Par contre, il est stupéfiant que les socialistes, c'est-à-dire ceux qui ont pris conscience des besoins, des droits, des devoirs de la classe ouvrière et veulent l'entraîner en dépit de tous les obstacles à la conquête du bonheur, il est stupéfiant que ceux-là aussi s'agenouillent devant le bulletin de vote. Il est inouï que des hommes proclamant partout leur volonté de s'affranchir se soumettent avec tant de docilité à une discipline, à un système d'asservissement. Il est inouï que le devoir électoral, devoir bourgeois, soit devenu aussi devoir socialiste, et devoir socialiste si étroit qu'en lui réside pour un grand nombre tout le socialisme. Et ici, remarquez-le, je n'exagère rien. Voter, n'est-elle pas la preuve la plus importante d'action socialiste exigée à la porte des Congrès où se discutent les intérêts du socialisme?

Cela est stupéfiant, ai-je dit. Cela ne s'en explique pas moins, car cela concorde étroitement avec une des tendances générales du socialisme les plus faciles à discerner dans ce mouvement.

Je ne prends pas ici, ce mot de socialisme, cela va sans dire, dans son sens le plus rempli, le plus exact et le plus large à la fois où il signifie l'ensemble de tous les efforts quels qu'ils soient, conscients ou inconscients d'où qu'ils viennent — politique, morale, industrie, philosophie, sciences, arts — vers la libération intégrale des individus. Je l'entends au sens restreint, conventionnel, historique, où il signifie l'ensemble des partis, des doctrines qui luttent actuellement d'une façon consciente, systématique, ouverte pour l'établissement d'une société socialiste, l'ensemble des hommes et des organisations que le premier venu peut, aujourd'hui grâce aux étiquettes, désigner par le nom de socialiste. Et de ce sens restreint, j'excepte encore la minorité protestante, libérale, libertaire, anarchiste, puisque ce sont les aspirations de cette minorité que j'essaye de traduire ici.

Eh bien! Entendu ainsi, le socialisme dès ses débuts, cela ne fait doute pour aucun esprit vraiment libre et droit, le socialisme fut entaché d'une erreur grave. Erreur d'autant plus grave qu'elle portait non pas sur un détail d'organisation de la société future, détails impossibles à prévoir, organisation essentiellement indéterminée et amorphe, mais sur le mode même de l'évolution vers l'idéal socialiste. Et ici cependant on n'avait pas le droit de se tromper pour ainsi dire. Car il y a eu des hommes avant le socialisme, il y en aura après. Il y a eu déjà plus d'une affaire humaine menée à bonne fin. Le socialisme n'est après tout qu'une affaire humaine. Il n'échappe donc pas aux lois qui régissent toutes les affaires humaines.

Il essaya pourtant, il essaye encore de s'y soustraire, à son grand dommage.

A peine entré dans ce qu'on pourrait appeler sa phase active et de réalisation, à peine sorti de la période de rêveries idéologiques, des aspirations sentimentales, des utopies et plans de sociétés, phalanstères sur le papier et paradis tout faits, à peine dégagé, comme un enfant de ses langes, de la phase critico-utopique, le socialisme a subi l'influence — plus que l'influence, l'autorité (1) de certains livres, de certains hommes. Et ces hommes et ces livres furent pour lui de bien mauvais parrains, car sur les feuillets de ces livres, dans les cerveaux de ces hommes, il n'y avait du socialisme qu'une conception insuffisante, incomplète, pas assez humaine, à la fois trop simple et trop compliquée (2).

Une idée essentielle fut alors méconnue, une idée qui domine tout le développement de l'humanité et qui peut s'énoncer ainsi : La question sociale n'est pas simple, mais double, pas unilatérale, mais bilatérale, formée de deux questions toujours présentes, toujours importantes, toujours associées, toujours connexes, la question économique d'une part, la question politique ou morale de l'autre.

De sorte que toute tentative en vue d'un idéal économique très élevé ne peut pas aller bien loin si elle n'est pas corroborée, soutenue par un idéal politique et moral très élevé.

Et cette idée n'est pas une invention nouvelle pour les besoins d'une cause. C'est l'expression particulière, sociologique d'une loi plus générale, qui règne dans le domaine entier des sciences naturelles (dont la sociologie n'est qu'une branche) et qu'on pourrait appeler la loi de progrès par combinaison constante de l'influence de l'individu sur le milieu et du milieu sur l'individu.

Malgré leur prétention à interpréter l'histoire, malgré ce nom de scientifique, qu'ils aiment à se donner, voilà la loi générale, la loi maîtresse d'histoire et de science que les premiers inspirateurs du socialisme ont si complètement méconnue. (2) Comme grisés par la forte odeur des théories économiques remuées pour la première fois jusqu'au fond, comme enivrés au cliquetis presque nouveau de ces mots : capital et travail, salariat et prolétariat, échange et valeur, propriété, communisme, collectivisme, subjugués par l'évidence presque neuve de certaines formules, ils ont complètement oublié qu'il existait aussi un point de vue politique et moral, quand ils ne l'ont pas ridiculisé et bafoué. Ils ont affirmé : la question sociale est une question économique, rien qu'une question économique, comme d'autres ont pu dire, d'une façon tout aussi inexacte : la question sociale est une question morale, uniquement morale. Rappelons-nous les idées et le ton général du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Remarquons la couleur purement économique de ce nom de *communiste* choisi de préférence à *socialiste* qui, lui, eût exprimé par sa plus grande généralité des préoccupations politiques aussi bien qu'économiques.

Les plus influents parmi les premiers inspirateurs du socialisme, ceux du moins dont l'influence a prévalu jusqu'ici se sont désintéressés de la forme, de l'idéal politique, du socialisme. Ils ont laissé ce point indéterminé, livré aux hasards des aventures. C'est un fait. Mais on ne se rend pas assez compte de l'importance de ce fait. Rien cependant n'est plus grave. Car on a commis ainsi envers le socialisme la même trahison que vous commettriez, vous particulier, contre votre enfant si, le destinant à une entreprise spécialement ardue comme l'exploration et la conquête d'une région sauvage, vous vous contentiez de lui amasser dans ce but une fortune, de nouer des intelligences dans les pays qu'il doit traverser, mais négligiez tout à fait de lui constituer, à force d'hygiène physique et morale, une santé robuste, une âme forte.

Que penseriez-vous encore d'un homme qui, ayant à faire exécuter de pénibles travaux de défrichement à des gens nullement entraînés, les transporterait dans la forêt en voiture, au lieu de les endurcir déjà, en vue de leur travail futur, en leur faisant faire la route à pied? Vous diriez que cet homme connaît mal son affaire. Les socialistes n'ont pas fait autre chose en n'examinant jamais les garanties morales, éducatives, la qualité politique des tactiques employées.

Et rien ne leur sert de dire qu'ils attendent justement la transformation morale des travailleurs de la bienfaisance même du nouveau milieu qu'ils veulent instaurer. Car ce n'est envisager là que la moitié du mécanisme d'évolution. Et tout entier il est nécessaire. Il y a bien, c'est vrai, à la remorque de toute société, une masse énorme d'êtres faibles et sans ressort, incapables de réagir et ne progressant qu'à leur insu, passivement, pour ainsi dire, par le seul jeu des transformations de milieu. Mais il faut, de toute évidence, que ce mode d'évolution se combine avec un autre, qui est l'action d'une élite supérieure à son milieu, et en constante réaction sur lui. En admettant même qu'un nouveau milieu social, une organisation économique différente puisse être instaurée brusquement, par une poussée de courage populaire, comment cette société durera-t-elle tout d'abord assez pour avoir le temps de faire sentir son influence aux masses indolentes, pour faire peu à peu de ces inconscients, de ces indifférents des amis et des soutiens, des éléments actifs du régime nouveau, s'il n'y a pas d'abord une élite d'hommes énergiques, maîtres d'eux-mêmes, aussi jaloux de leur propre liberté que respectueux de celle des autres, capables, en un mot, de maintenir solidement agrégés ensemble, par leur volonté, les éléments du nouvel ordre ?

C'est cette élite que les socialistes officiels, les socialistes parlementaires ne se préoccupent pas de former.

Et c'est en quoi ils se montrent les plus dan-

(1) En tant que classe, car en tant qu'individus les plus ardents défenseurs de l'idéal le plus désintéressé et le plus haut sont sortis, sortent chaque jour, de la bourgeoisie aussi bien que du prolétariat, comme chacun peut s'en rendre compte

(2) Projet dont il faudrait d'ailleurs souhaiter l'adoption, car tout en permettant de se compter aux abstentionnistes conscients et actifs, il dégoûterait peut-être de la besogne électorale quelques-uns de ses fanatiques actuels, par le côté ignoble qu'apporte aux choses toute loi coercitive.

(1) Car les scialistes ne sont pas encore, hélas, ni les moins suiveurs ni les moins obéissants des hommes

(2) On a fait sur ce point à Marx et à Engels des reproches très durs et en partie mérités puisque plus que tous autres il ont aiguillé le socialisme dans cette voie trop étroite, dans cette fausse conception. Mais les plus coupables ne sont-ils pas ceux qui vinrent après et, par un fétichisme dont ils n'y a pas d'autre exemple dans l'histoire des idées, contribuèrent par tous les moyens — y compris les plus malhonnêtes — à maintenir le socialisme dans une voie que l'expérience démontrait chaque jour un peu plus fausse et dangereuse? C'est ici le cas de dire que si se tromper est humain, persévérer dans l'erreur est diabolique.

gereux des utopistes, eux qui aiment tant à se servir de ce mot contre leurs adversaires.

Sacrifier à l'utopie dans un plan de Société idéale, cela n'a pas la moindre importance, en effet. Si les prévisions sont fausses et les devis fantaisistes, c'est à une autre cité que nous arriverons dans la pratique, et voilà tout.

Mais si l'utopie, comme c'est ici le cas, porte sur le moyen même par lequel nous croyons pouvoir gagner cette cité, c'est autant de retard dans notre marche vers la justice, l'harmonie et la joie.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'affaire Hervé va-t-elle devenir une nouvelle affaire Dreyfus? Ce sont les mêmes procédés ignobles, communications de pièces secrètes, falsification de documents, et même — la ressemblance va jusque-là — intervention officielle d'un ministre venant ouvertement à la Tribune prendre parti pour les forfaiteurs et les faussaires contre la victime, en produisant lui-même des faux, et en débitant d'impudents mensonges. Comme dans l'affaire Dreyfus, le cloaque Bourbon décide l'affichage sur tous les murs de France des faux et mensonges ministériels.

Malheureusement l'agitation ne se généralisera probablement pas et ne portera pas les mêmes fruits. En effet, Hervé ayant fait acte d'antipatriote, d'antimilitariste et d'homme libre, sera réprouvé par tous les grands manitous de la Bourgeoisie républicaine qui, s'ils marchèrent pour Dreyfus parce que Dreyfus était un des leurs, estiment très malséant la propagande entreprise contre le préjugé de patrie — si profitable à leur classe — et approuvent les mesures qui frappent les malencontreux révolutionnaires dont l'action ne tendrait à rien moins qu'à les priver de cette vache à lait.

Et puis, ils sont partisans de la domestication des fonctionnaires et surtout des fonctionnaires chargés de former la neutralité des jeunes générations.

Aussi, dans leur for intérieur, sont-ils enchantés de ce qui arrive à ce sans-patrie d'Hervé, et ils laisseront les révolutionnaires se dépêtrer dans la réparation de ces injustices.

Néanmoins, l'agitation sera féconde. Toute lutte est fructueuse et de chacune de ces convulsions, grande ou petite, résulte une plus grande somme de liberté.

⁂

L'Académie des sciences morales et politiques vient de faire une manifestation en faveur de la paix à l'occasion de l'attribution du prix Nobel à Frédéric Passy.

C'est très bien de manifester ses sympathies à l'égard de la paix universelle. Mais le but poursuivi par M. Passy nous paraît illusoire. Il préconise la solution de l'arbitrage international.

L'arbitrage ne pourra être établi que par les gouvernements. Or, de deux choses l'une, ou les gouvernements ont intérêt à la guerre, ou, au contraire, celle-ci leur est préjudiciable. Dans le premier cas, jamais ils ne consentiront à l'arbitrage, à moins d'y être poussés par l'opinion publique. Et encore s'efforceront-ils, par des réglementations diplomatiques compliquées, de le rendre impraticable ou peu praticable. Dans ce cas, n'est-il pas plus efficace d'agir directement sur l'opinion publique pour décider les peuples à refuser catégoriquement de continuer à se faire la guerre?

Dans le second cas, si les guerres étaient préjudiciables aux gouvernements, n'ayez crainte, il y a longtemps qu'elles auraient disparu de la surface du globe.

LA PROPRIÉTÉ. — Des braconniers ont été surpris sur le bord de l'étang de Givors par le garde champêtre de l'endroit. Le garde a blessé mortellement l'un des braconniers. Il était, prétend-il, en cas de légitime défense. Il n'y a qu'un petit malheur; c'est que la balle qui a blessé le braconnier a pénétré par la cuisse au niveau du sacrum, a traversé le corps et est allée se loger près de l'ombilic. Celui-ci a donc été blessé par derrière, preuve qu'il tournait le dos et ne cherchait pas évidemment à faire un mauvais parti au garde. Mais le principe supérieur de la sauvegarde de la propriété est là qui excuse tous les crimes.

⁂

GERMINAL. — Encore un soldat qui refuse d'apprendre le métier d'assassin. A Belfort, le nommé B... originaire de Giromagny refusa formellement de prendre le fusil et la baïonnette qu'on lui distribuait, malgré les instances et les menaces successives de son capitaine et de son commandant. Sur la remarque de ceux-ci qu'il était seul et ne serait pas le plus fort, il répondit: « Quand on sème un grain de blé, il en produit vingt qui, semés à leur tour, en produisent un grand nombre. Au bout de quelques années la moisson est considérable. »

Souhaitons que la prédiction de ce héros se réalise et qu'avant quelques années la moisson des réfractaires soit assez abondante pour imposer la suppression des massacres internationaux.

⁂

LA POLICE. — Il paraît que l'aveugle Elie Murmain devenait un grave danger pour la société. La police vient heureusement d'y remédier. Murmain est l'objet d'une surveillance active. Au cours des promenades qu'il fait avec sa compagne dans la campagne où il habite, il a l'agrément d'entendre sur ses talons les pas d'un cheval qui le suit. Car la gendarmerie à cheval a été mobilisée pour surveiller ce dangereux libertaire!

⁂

Deux ouvriers d'une usine des environs de la place Daumesnil, MM. Dufort et Finocchio, sont, depuis six mois, persécutés par un agent de la Sûreté, nommé Marchand.

Honnêtes et travailleurs, ces deux ouvriers sont estimés de leur patron et de leurs camarades. Mais ils ont un tort: c'est de lire *l'Aurore et le Libertaire*.

Aussi, chaque semaine, l'inspecteur Marchand vient trouver l'administrateur de l'usine sous couleur de s'informer de l'adresse des deux ouvriers et essaie d'obtenir leur renvoi. Il a été, heureusement, éconduit.

Mais pour un patron qui ne se laisse pas intimider par la police, combien y en a-t-il qui mettent sur le pavé ceux qu'elle leur signale!

Quand les persécutés de la police auront pour les policiers les égards qui leur sont dus, ceux-ci se dégoûteront peut-être de leur sale métier.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

CHANTAGES POLICIERS. — Les mesures policières prises contre les anarchistes ne servent à rien, je crois l'avoir quelque peu démontré la semaine dernière. L'*on* en est convaincu en haut lieu et c'est sans doute pour cela que l'*on* excite les crève la faim de la partie dans le but d'exaspérer quelque malheureux. Cela, à défaut d'autre chose, pourrait servir à justifier les fonds dépensés.

Pour arriver à ses fins la valetaille policière ne redoute rien.

Lorsque les concierges ne donnent pas les renseignements qu'ils en attendent, qu'ils en exigent même, le policiers ne craignent pas de recourir à la menace pour faire dire... Tout ce qu'ils ont besoin qui soit dit.

Ces jours derniers, chez le concierge d'un de nos camarades, un policier ne parvenant pas à lui faire dire que celui-ci était une canaille, le policier usa d'un chantage assez traditionnel dans la corporation.

— C'est bien, dit le mouchard en question, vous êtes un bon concierge, j'irais trouver votre propriétaire, et je vous promets que vous n'en avez pas pour longtemps. Le malheureux pipelet, devant la menace du policier de lui faire perdre son pain, avouait à notre camarade qu'il avait alors répondu oui à toutes les questions du préposé de M. Lépine.

Les policiers sont, on le voit, au-dessus des lois; le chantage qui a atteint jusqu'à des députés, ne les atteint même pas.

Autre chose, au plus fort de l'affaire, la Ligue des Droits de l'homme, encouragée par le ministère de « Défense Républicaine » pour se créer des troupes parmi les travailleurs, favorisa la création d'Universités populaires. Aujourd'hui la « Défense » est bien assise et les principaux « défenseurs » pourvus, plus besoin d'universités. C'est pourquoi, sans doute, dame police fait une enquête sur tous ceux qui font partie d'une université populaire.

Si M. Guieysse, secrétaire de la société des universités populaires veut bien s'en occuper, je tiens des faits précis et des noms à sa disposition.

P. D.

⁂

TROYES. — On se rappelle que vers l'époque de la venue en France du tapeur russe, une bombe de bonne volonté fit explosion à l'église Saint-Nizier à Troyes.

Faute de mieux, deux jeunes gens Lambin et Franquin furent arrêtés. Ils viennent de comparaître en police correctionnelle, mais, malgré toutes les combinaisons du juge d'instruction, il a été impossible de prouver qu'ils en étaient les auteurs.

La justice, quoique cela, n'a pas voulu lâcher sa proie, et faute de mieux ces deux jeunes gens ont seulement été poursuivis et condamnés pour détention de matières explosibles trouvées chez eux, Lambin à dix-huit mois de prison et Franquet à 100 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de séjour.

Le bedeau, le curé et les bourgeois de Troyes peuvent maintenant dormir en paix... à moins que, ceux pour qui paient nos deux jeunes gens ne recommencent. Ce qui ne serait pas après tout un si mauvais moyen de prouver leur innocence.

P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — DANS LES BOURSES DU TRAVAIL. — Jamais nous ne cessons de le répéter ici, les groupements ouvriers n'ont eu à subir autant de vexations que sous le présent ministère.

Le dernier coup de Waldeck-Millerand dépasse encore si possible ce que l'on aurait osé jusqu'ici.

La plupart des Bourses du travail pour pouvoir vivre et donner un peu d'extension à leurs différents services ont recours malheureusement, aux municipalités, sous forme de subventions. Jusqu'à ce jour une somme globale était accordée aux Bourses qui géraient ensuite leur budget comme bon leur semblait. Cette faible autonomie n'avait pas été sans développer les initiatives, et la création de services forts utiles s'en était suivie.

Cette indépendance que les Bourses ont possédée sous les ministères Méline et autres, le ministère Waldeck-Millerand vient de la leur enlever.

Une récente circulaire aux préfets prescrit en effet que les Bourses du travail devront, à l'avenir, fournir un état détaillé de leurs dépenses, et les préfets ne devront approuver les subventions des municipalités qu'après vérification de ces dépenses.

C'est, comme on le voit tout un nouveau régime policier qu'auront à subir les Bourses du travail, et il a fallu un socialiste au ministère pour qu'une pareille mesure puisse être prise. Aucun coup plus néfaste ne pouvait être porté aux Bourses qui, pour la plupart, en sont encore à leur période de formation.

Plusieurs Bourses ont protesté et se refuseront vraisemblablement à se plier aux exigences policières du ministère de « Défense capitaliste ». Seuls quelques ministériels honteux accepteront après quelques demandes d'explications anodines.

A vrai dire pour notre part, nous ne regretterons pas outre mesure la circulaire socialo-policière si elle doit avoir pour résultat, comme nous l'espérons, de rendre indépendantes de tout pouvoir ces organismes importants qui ont nom Bourse du travail. Ce jour-là, elles pourront créer dans leur sein toutes les caisses de grève, caisse du sou du soldat ou des insoumis qu'elles voudront, la circulaire ministérielle qui les vise spécialement ne les atteindra plus.

⁂

CHEZ LES MINEURS. — La comédie continue, le comité fédéral désormais fameux s'est réuni dimanche dernier à Saint-Etienne. Un congrès qui examinera les propositions gouvernementales en ce qui concerne la retraite et la journée de 8 heures, se réunira vraisemblablement à Alais, le 5 janvier prochain.

Dans une grande réunion qui a eu lieu à Saint-Etienne, les ministériels ont tenté de faire blâmer par leurs camarades les délégués Merzet et Escalier qui ont combattu pour la grève immédiate. La tentative a été inutile, la conduite des deux révolutionnaires du comité fédéral a été approuvée.

⁂

Tous les syndicats un peu importants ont un organe dans lequel généralement ils peuvent exposer leurs doléances. Pour avoir écrit ce qu'ils pensaient, trois rédacteurs du *Réveil de l'Assainissement* viennent d'être mis à pied par leur patron, qui en l'espèce

est représenté par la ville de Paris. Leurs camarades de travail protestent et menacent de se révolter s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

Nous vivons décidément sous le plus beau des régimes.

* *

LES SANS TRAVAIL. — A Lyon, l'agitation continue; des réunions ont lieu chaque jour à la Bourse du travail. Dimanche dernier une nouvelle manifestation a eu lieu dans la ville, et la police, pour calmer la faim des chômeurs, a été brutale à souhait. Pour rassurer « le bourgeois » elle a arrêté deux dangereux anarchistes italiens. Le Sadi Carnot en cailloux de la rue de la République en frémit encore, paraît-il. De Lille, on signale aussi un nombre considérable de chômeurs. De même à Marseille, où la municipalité va essayer d'en employer une partie à des travaux d'édilité.

P. DELESALLE.

CORRESPONDANCES & COMMUNICATIONS

Société Populaire de Musique. (Direction : 8, rue La Bruyère). — La Société Populaire de Musique donnera son premier concert le 19 décembre, à 8 h. 1/2 précises du soir, à l'Hôtel des Sociétés savantes, rue Danton, 8. Prix des places : 1 franc et 50 centimes. Location, tous les soirs, rue La Bruyère, 8 de 4 h. 1/2 à 6 h. 1/2, et le jour du concert, aux Sociétés savantes, à partir de 5 heures.

Décembre 1901.

Après avoir puni Bisson de dix jours de mise à pied pour un article contre les entrepreneurs, après avoir puni Péquignot de dix jours de mise à pied pour avoir, dans un article, dit ce qu'il pensait d'un élu, on vient de déplacer Hutin, et on le menace de révocation pour ses écrits dans le *Réveil de l'Assainissement*. La suite de ses articles, nous la possédons, mais nous ne voulons ni la lui rendre, ni la publier sans avoir un mandat spécial des travailleurs que nous convoquons ainsi que tous les élus de Paris à une Grande Réunion à la Bourse du Travail (annexe A), 35, rue Jean-Jacques-Rousseau, le dimanche 22 décembre 1901, à 2 heures de l'après-midi.

Le Syndicat des Egoutiers *Le Réveil de l'Assainissement.*

Jeunesse antimilitariste et antireligieuse du XXe. — Le dimanche 22 décembre à 2 heures, salle des Trois-Lions, 86, boulevard de Belleville, matinée artistique et littéraire. Conférence par M. Paraf-Javal : Les Fêtes Religieuses.

Concert.

Causerie par Galilée, sur Dieu et notre âme.

La Première Salve, drame en un acte d'Amédée Rouquès, jouée par les camarades de *La Semaille*.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle.

Samedi 21. — *A. Bloch.* — Les quatre éléments : 3e Le Feu.

Lundi 23. — Un roman sur l'éducation cléricale : l'*Empreinte*, de Ed Estaunié (lecture et discussion).

Mercredi 25. — La réunion n'aura pas lieu.

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare.

Ouvert tous les mercredis et samedis de 8 à 10 heures.

Bibliothèque communiste du XVe, 38, rue de l'Eglise, à l'Emancipation.

Réunion jeudi soir à 8 heures 1/2. Les camarades possédant des volumes sont priés de les rapporter.

Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy (XVIIIe). — A 8 h. 1/2.

Samedi 21. — M. Colomb, sous-directeur du laboratoire de botanique à la Sorbonne : La science des ignorants.

Mardi 24. — M. Bahl, docteur ès-sciences : L'étude des probabilités.

Jeudi 26. — M. J. Perrin, chargé de cours à la Sorbonne : 3e L'eau, l'oxygène et l'hydrogène (expériences).

Samedi 28. — Troisième soirée musicale organisée par M. Willaume. Séance consacrée à Mendelssohn.

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché. — A 8 h. 1/2.

Samedi 21. — La nutrition par le Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur.

Vendredi 27. — Les Progrès dans l'alimentation par le Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur.

ROUBAIX. — Nous avertissons les camarades qui n'auraient pas eu encore des cartes, que comme les années précédentes nous organisons pour la Noël notre fête chez Dominique Rousseau, au profit de notre bibliothèque.

Il y aura en outre grande ducasse à Pierrots au Tambour maître, rue des Longues-Haies, 74. Remise pour la propagande.

BRUXELLES. — Le journal libertaire *L'Emancipation* a commencé à paraître trois fois par semaine, à partir du dimanche 15 décembre. Le journal fait appel à la collaboration de tous les camarades qui font de la propagande par la plume. *L'Emancipation* tient à serrer l'actualité de près. Le journal espère d'ailleurs se transformer bientôt en quotidien à 2 centimes.

Prix de l'abonnement. — Belgique : trois mois, 1 fr. 80; six mois, 3 fr. 25; un an, 6 francs; extérieur, port en plus.

Le journal soumet toutefois une combinaison plus avantageuse à ses abonnés de l'extérieur. Ce serait de leur faire parvenir une seule fois par semaine les trois journaux parus. Auquel cas, le prix du port ne serait plus que de 5 centimes par semaine.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Nous rappelons aux camarades que l'on peut, tous les dimanches de 9 heures à midi, se procurer les volumes.

Près de 80 volumes sont dehors, la plupart depuis la rue de Montmorency.

Il y a sans doute négligence de la part de certains; mais, lorsqu'il s'agit d'une œuvre qui intéresse tout le monde, la négligence n'est pas excusable.

Nous renouvellons notre appel pour que ces volumes soient retournés. C'est une question de propagande. Il s'agit de savoir si pour 2 francs que vaut un volume, cela mérite de démolir une œuvre d'éducation mutuelle.

Un camarade désire se procurer les nos 1 à 26 de *Pages libres*; ceux qui peuvent disposer de numéros, prière d'adresser les propositions aux *Temps Nouveaux*.

LE PROJET D'ÉDITION

Pour ceux qui ne sont pas au courant, voici, en quelques mots, de quoi il s'agit :

Parmi les articles publiés dans nos suppléments déjà eux-mêmes une sélection, il s'agit de choisir les meilleurs, de les réunir par sujets : *Guerre, Propriété, Famille, Lois, Autorité, etc.*

Chaque volume sera suivi d'une bibliographie, la plus complète qu'il nous sera possible de la faire, de façon à ce que le lecteur ait là, sous la main, une documentation serrée.

Si les éditeurs étaient intelligents, ils devraient nous aider en souscrivant un nombre d'exemplaires, mais je n'ai ni le temps, ni la volonté d'aller les trouver, essayons donc de faire par nous-mêmes.

J'aime à croire que parmi ceux qui ont la prétention de penser, il s'en trouvera bien 500 pour aider à une œuvre de vulgarisation, je recule donc l'échéance pour les réponses jusqu'au 1er janvier, dernier délai.

La valeur respective en libraire des deux volumes que l'on recevra pour 6 fr. 50, sera en tirage soigné, de 8 à 9 francs et l'édition propagande 1 fr. 50.

Des camarades nous demandent s'ils pourraient opérer le versement en deux fois. Oui.

AUX CAMARADES

Nous demandons à ceux qui s'intéressent à la vie du journal, de le demander chez les libraires.

Les avertir, ceux de Paris, que ce sont les porteurs du *Petit Parisien* qui doivent le leur fournir.

Ceux de province, que c'est la maison Hachette : Qu'il n'y a qu'à le réclamer.

L'auteur des *Produits de la terre*, et des *Produits de l'Industrie*, désirerait en avoir un exemplaire de chaque. Il ne nous en reste pas au bureau du journal. Quelqu'un de nos camarades pourrait-il disposer d'un exemplaire? Urgence.

AVIS

Nous rappelons aux camarades que nous tenons des invendus à leur disposition : Le colis postal de 5 kilos, en gare 0 fr. 80, à domicile 1 fr. 05.

AUX LECTEURS DE PARIS

Nous avons fait déposer chez les libraires, *Patrie, Guerre et Caserne* — et *Organisation de la vindicte*.

NOS LITHOGRAPHIES

L'imprimeur vient de nous livrer la 28e lithographie : *La jeune proie* par Lochard.

Franco en tubes 1 fr. 40, tirage d'amateur 3 fr. 50.

Nous avons retrouvé une demi-douzaine d'exemplaires de la lithographie de Rysselberghe. *Les Errants*, et autant de celle de Luce : *l'Incendiaire*. Elles seront vendues sans augmentation de prix, à ceux qui en achèteront dix parmi les dernières parues.

DERNIERS VOLUMES PARUS

Autour d'une vie, par P. Kropotkine, 3 fr. franco.

Les aventures de Nono, par J. Grave, illustrations de Charpantier, L. Pissaro, Luce, Heidbrinck, Lefèvre, Rysselbergh, Mab; franco, 2 fr. 75.

Ce livre qui s'adresse aux enfants est tout désigné comme étrennes.

BIBLIOGRAPHIE

L'Hygiène sociale, par E. Duclaux, 1 vol., 6 fr., chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Le Cerveau, par le Dr Toulouse, 1 vol., 2 fr 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Etudes socialistes, par J. Jaurès, 1 vol., 3 fr. 50, aux *Cahiers de la quinzaine* et rue de la Sorbonne.

La protection des antiques sépultures, par Manouvrier, tirage à part de la *Revue de l'Ecole d'anthropologie*.

Généralités sur l'anthropologie, par Manouvrier, id.

Discours, de Manouvrier.

A lire :

Les idées anarchistes, par H. Printemps, *Pages libres*, No 50.

La colonisation française, par J. Erboville, *Revue Blanche*, 15 décembre.

Le devoir social, par H. Jagot, *Le patriote de l'Ouest*, 16 décembre.

Propos d'un parisien, H. Harduin, *Matin*, 17 décembre.

PETITE CORRESPONDANCE

J., à Toulon. — *Un an de caserne*, oui, 2 fr. 75. — Envoyé.

G. R. — Lu article. Pas assez d'arguments.

L., à Epinal. — Je fais la demande, mais je crois que le camarade n'y est plus.

L., à Dijon. — Je crois comme vous, que, une fois fait, le volume sur *La guerre* se vendra. Mais pour le faire il faut de l'argent, et je n'en ai pas, si je ne réunis pas le nombre nécessaire de souscripteurs.

F., à Dison. — A quoi est destiné le mandat de 9 francs expédié le 19 novembre?

Montargis. — Nous n'avons pas l'adresse demandée.

T., à Clermont. — Oui, *Oh! les jolis animaux!* un atlas en couleur, 3 fr. 50, chez Schleicher. Nous pouvons vous le fournir.

Pour le retour du camarade Meunier : H. G., 5 fr. — Bibliothèque des Scientifiques : Eugène, 1 fr.; Papillon, 1 fr.; Bernaille, 1 fr.; Engineer, pour que 500 camarades fassent de même : 1 fr.; Edmond, 1 fr.; Max, 1 fr. Ensemble : 7 fr. — Les frères Gosselin à Rochefort, transmis par Antignac, 10 fr. — Un anarchiste, 2 fr. — Deux fumistes anarchistes, 1 fr. — Cassin, 1 fr. — Dénéchère, 1 fr. — E. H., à Magnoncourt, 0 fr. 25. — Lamy, 0 fr. 50. — Les anarchistes de Roubaix, 10 fr. — Collecte entre libertaires et socialistes, versée par Dubuisson Léon, 16 fr. 50. — Agen : collecte à l'issue d'une réunion, 8 fr. — Total : 62 fr. 25. — Listes précédentes : 86 fr. 50. — En caisse : 149 fr. 25.

Reçu pour le journal : B., à Rouen, 2 fr. — B., à Sarnalet, 0 fr. 55. — D., 3 fr. — X., 0 fr. 50. — B. U., à Montargis, 0 fr. 75. — A. S., 0 fr. 50. — G. L., à Cette, 1 fr. — Lamy, 0 fr. 30. — Docteur N., 1 fr. 20. — A. H., 10 fr. — Merci à tous

D., à Charleroi. — S., à Lyon. — L. V., à Autun. — B., à Carouge. — L., à Verviers. — V., à Moulins. — A. B., à Saint-Amand. — D., à Buzeu. — L. V., à Autun. — P. R. à Londres. — P., à Lausanne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 35 DIX CENTIMES DU 29 DÉCEMBRE 1901 AU 4 JANVIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA PATRIE ET LES SOCIALISTES

Après l'affaire Dreyfus, l'affaire Hervé remet en actualité les discussions publiques sur le mot et l'idée de patrie. Et de même que lors de l'affaire Dreyfus, nous avons avec empressement saisi l'occasion offerte de nous jeter dans la mêlée pour y faire prévaloir nos idées, de même, aujourd'hui, nous croyons nécessaire d'intervenir pour tâcher, dans la mesure de nos moyens, de placer les choses à leur juste point de vue.

Une chose qui me surprend — peut-être parce qu'étant de bonne foi, il me paraît normal d'admettre la bonne foi chez autrui — une chose qui me surprend à chaque coup, c'est, relativement aux idées de patrie et de militarisme, l'attitude équivoque prise par les socialistes. Et je voudrais que ce point fût une bonne fois éclairci par une franche et loyale discussion.

Dans l'intimité, dans les réunions publiques, partout où, la contradiction étant admise, la controverse pourrait amener l'éclaircissement désiré, les socialistes se proclament internationalistes et adversaires irréductibles du militarisme, de la guerre « Nous sommes avec vous, disent-ils; comme vous, nous nous nions la patrie, comme vous, nous voulons la suppression des armées et l'abolition des frontières. » Et nous voilà marchant, confiants, la main dans la main, convaincus que le règne de ces hideuses idoles touche à sa fin.

Puis, dans leurs journaux, aux parlement, au tribunal, c'est une autre chanson. Là, on ergote, on produit des distinguo; on se défend d'être en communion de sentiments avec ces abominables anarchistes dont on s'accorde à condamner les menées. Que dis-je? On revendique même l'épithète de patriote et l'on s'escrime à faire ressortir l'excellence et la pureté de son patriotisme. Seulement, il y a patrie et patrie; et se déroulent de longues dissertations pour définir de quelle patrie on dessert le culte. Quant aux armées, ce n'est plus leur suppression que l'on vise, mais leur transformation, leur métamorphose en une sorte d'organisation hybride — purement défensive, croyez bien — telle que milices armées, gardes civiques, etc., adjoignant au programme de la socialisation des moyens de production, celui de la socialisation des moyens de destruction.

Il faudrait pourtant s'entendre. Quand on se dit internationaliste, c'est-à-dire quand on prétend avoir bien compris que les conditions économiques et sociales sont parvenues aujourd'hui à un degré d'évolution tel que l'idée de patrie, de classification et de parcage des peuples en troupeaux diversement dénommés est aussi arriérée que l'idée de tribu a dû le paraître à un certain point de la civilisation, il est absolument contradictoire de s'intituler patriote, quelle que soit la nuance ou la contexture du patriotisme dont on se revendique. On doit être, et si l'on est sincère, on doit s'avouer antipatriote.

L'idée de patrie implique, qu'elle soit envisagée au point de vue guerrier ou au point de vue pacifique, un antagonisme quelconque, une différenciation tout au moins entre peuples installés sur telle ou telle rive d'un fleuve, de tel ou tel côté d'une montagne. Cette différenciation, à son tour, implique une rivalité, une concurrence, soit militaire, soit intellectuelle, commerciale, industrielle ou sociale, en tous cas absolument inconciliable avec les professions de foi, d'internationalisme arborées dans l'intimité.

Cette personnification en peuple de tout un groupe géographique d'hommes n'a aucune raison d'être avec la rapidité et la multiplicité des relations internationales atteintes à notre époque. Rien ne différencie l'habitant de Lille de l'habitant de Courtrai par exemple, ou bien l'habitant de Belfort de celui de Colmar. Rien, qu'une convention. C'est cette convention injustifiée qui est arriérée, et l'on peut dire même barbare parce que c'est elle qui ouvre la porte à toutes ces rivalités et antagonismes stupides qui ruinent et désolent l'humanité.

Par conséquent, que l'on ait un idéal de patrie pacifique, ou que l'on soit favorable aux antagonismes et aux massacres internationaux, par le fait même que l'on individualise les peuples en autant de personnalités sociales, on ne saurait avoir qu'une conception rétrograde, anachronique de la société.

Aussi, lorsque j'entends, au parlement par exemple, un prétendu internationaliste parler de *notre* commerce, de *notre* industrie, de *notre* influence à l'extérieur, etc., je me refuse à croire à sa sincérité quand, en public, en présence de contradicteurs, il se prononce pour l'abolition des frontières. Et cela parce que, *notre* commerce, *notre* industrie, *notre* influence à l'extérieur n'existent pas. Il n'y a que le commerce de tels ou tels commerçants; l'industrie de tels ou tels industriels, l'influence de tel ou tel gouvernement ou acolytes du gouvernement; et la félicité, ou le bien être de tel ou tel groupe d'hommes ne dépend pas de l'appellation nationalitaire des commerçants, industriels ou autres individus installés en tel lieu, mais de l'état général qui résulte des relations sociales entre ces individus et les habitants du lieu.

Il n'y a pas « deux patries », comme encore dernièrement s'efforçait de l'expliquer G. Téry, et comme semble aujourd'hui l'admettre Jaurès dans la *Petite République*, et avec eux la plupart des orateurs ou avocats socialistes quand ils s'adressent à des bourgeois. Il n'y a qu'une fausse conception et une dangereuse interprétation de la répartition sur le globe des activités humaines et de leur classification véritable. Nous nions aussi bien la patrie intellectuelle que la patrie militaire. Pour ma part je ne me sentirais aucun orgueil national si je voyais par exemple, en Allemagne, Coppée ou Déroulède détrôner Gœthe, ou Richard Wagner céder le pas à Clapisson. Je plaindrais les Allemands et c'est tout. Il ne m'importe nullement que tel écrivain français prédomine à l'étranger, si ses œuvres sont inférieures; et je me réjouirais mille fois plus d'assister à la diffusion en tous pays des œuvres d'un écrivain, d'un artiste ou d'un savant de génie, quelle que soit sa nationalité, si, de la connaissance de ces œuvres, doit résulter une élévation du niveau intellectuel et moral des peuples.

Quant à l'institution de milices défensives, elle découle du même préjugé. Il ne faut pas, disent les Français, que la France disparaisse, et pour obvier à une telle calamité, il importe de prévenir par une organisation défensive l'invasion étrangère. Comment la France pourrait-elle disparaître en réalité? Est-ce comme territoire? Quelle force militaire aurait le pouvoir de faire disparaître de la surface du globe les 528.576 kilomètres carrés que représente la France? Est-ce alors comme population? Mais un pays d'une fertilité telle que celle qu'offre la France sera toujours habité par quelqu'un.

Ce que l'on entend ainsi c'est la disparition du mot France en tant qu'étiquette nationale, c'est l'extinction de l'individualité sociale que l'on désigne sous cette appellation. Qu'importe alors que les mêmes hommes vivant de la même vie, dans un pays de leur goût, changent le nom sous lequel on les désigne? Qu'importe d'être appelés demain Allemands, Anglais ou Esquimaux, si notre condition sociale ne se modifie pas en mal? Sans doute les patriotes objectent qu'en passant sous la domination allemande nous tomberions sous une tyrannie détestable, celle du Kaiser et du militarisme prussien. Mais alors c'est d'une question de liberté qu'il s'agit et non de patrie. Et nous ne serions pas les derniers, dans ce cas, à défendre notre liberté contre les oppresseurs allemands comme nous la défendons aujourd'hui contre les oppresseurs français. Mais quant à nos frères allemands, ils ne sont pas nos ennemis et nous leur tendrions la main au lieu de les massacrer. Bien mieux, les anglais, par exemple, jouissent généralement d'une somme de liberté plus grande que nous. Eh bien! nous ne verrions aucun inconvénient à devenir Anglais s'il devait en résulter pour nous une amélioration de notre sort.

Voilà où nous conduit forcément, logiquement l'internationalisme et ce que les socialistes

devraient avoir le courage de proclamer, au lieu d'équivoquer et de s'épandre en arguties sur la signification du mot patrie.

ANDRÉ GIRARD.

A PROPOS DE CZOLGOSZ

Nous avons reçu une lettre dont nous extrayons le passage suivant qui nous paraît contenir des points de vue intéressants :

« Que les races latines blanches, noires et rouges des trois Amériques bénissent Czolgosz et sa mémoire, car il a mis un frein momentané aux prétentions de cette race de tigres féroces que sont les Yankees, au moins pour les huit ou neuf dixièmes. Que l'on relise l'histoire de la conquête des provinces de la République mexicaine et l'occupation des autres Etats mexicains du Sud par l'armée yankee, car si les Etats du continent européen n'y prennent garde, la construction du canal de Panama ou du Nicaragua par les Yankees sera une nouvelle sabrade.

Les généraux et soldats, américains Yankees se sont montrés pendant les deux années qu'a duré la guerre du Mexique (1877-1879) de féroces pirates : Mexicains blancs ou indiens étaient fusillés sans façon ; des soldats furent postés partout, partout jusque dans les plus petits hameaux mexicains et même jusque dans les plus petits ranchos ; les indiens furent parqués pis que des bêtes fauves dans des déserts arides, condamnés par les troupes Yankees à mourir de faim ; les blancs et les métis étaient dépouillés des terres qu'ils cultivaient et refoulés au-delà du Rio-del-Norte vers les plaines encore incultes du Maulipos, du Coahuila ou du Chihuahua, quand ils n'étaient pas pendus ou passés par les armes. Plus loin, dans le sud, des brutes féroces à la Chamberlain ou Kitchener agissaient pareillement à ceux qui tenaient le nouveau Mexique, l'Arizona, le Texas, le Colorado ou la haute Californie. C'étaient Mibroys dans les villes, Sheridan dans la vallée de Mexico et Butler à Vera-Cruz. Or, cependant, toute cette population de jingoës et de christianisants que sont les Yankees, et qui a tant crié dernièrement contre les compagnons libertaires et saccagé les bureaux d'un de nos meilleurs organes, la *Freiheit* en prétendant avoir le droit de lyncher tous les partisans de la liberté, toute cette sale population de féroces biblistes, veux-je dire, n'a jamais eu un mot pour flétrir les atrocités innombrables que ses soldats mercenaires ont commis sur les populations mexicaines blanches, noires ou peaux-rouges. Au contraire, elle aurait même voulu que les siens, c'est-à-dire sa race blanche anglo-saxonne exterminât complètement toute la population de la République mexicaine pour s'emparer de son sol en entier. Les pieux assassins qui rédigeaient sa presse appelaient les Républiques latines des Amériques du centre et du sud des anarchies, parce qu'elles admettaient l'égalité des Indiens et des gens de couleur avec les blancs. Ils en voulaient particulièrement aux Mexicains qui avaient aboli l'esclavage chez eux dès 1810, tandis que la prétendue république américaine yankee, bien pensante et sainte, le conservait, elle, pieusement avec la Bible. Dire que tous ces gens-là, avec leur Chamberlain, les Roosevelt, les Platt, les Lodge et les Hanna ont le toupet de traiter les justiciers libertaires d'assassins et de criminels.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

GERMINAL. — Le grain de blé a germé sans même attendre la belle saison. C'est encore à Belfort, au 35e d'infanterie. Le fantassin Deressol, originaire du Cantal, jeune soldat arrivé depuis quelques jours, s'est subitement refusé à toucher un sabre et un fusil. Malgré les instances de ses supérieurs, il a persisté dans son refus, et attend en cellule sa comparution en Conseil de guerre. On a employé pour vaincre sa résistance, des moyens ignobles ; on a fait intervenir les parents, on lui a lu une lettre d'eux, lettre suppliante et lamentable. Deressol a pleuré, mais ne s'est pas laissé ébranler.

Salut à ce nouveau héros !

ANDRÉ GIRARD.

⁂

Mouvement ouvrier. — AGIR ET SOLLICITER. — J'ai dit, la semaine dernière, comment le ministère de « Défense capitaliste » dans le but d'arrêter le développement des différents services créés par les Bourses du travail tels que les caisses « de grève » « du sou du soldat », « des insoumis », etc., avait par une circulaire, prescrit aux préfets, d'exiger des municipalités l'état de l'emploi des fonds accordés à titre de subvention aux Bourses du travail.

Ce que les ministères Dupuy, Méline et autres n'ont jamais osé exiger, il était donné au ministère Waldeck, Millerand de l'imposer. C'était à mon avis une excellente occasion de démontrer — par le fait — aux travailleurs combien tous les ministères, fussent-ils mitigés de socialisme, se valent. Il y avait tout autre chose à faire que de pâles ordres du jour de protestation. Les Bourses du travail directement atteintes auraient provoqué de grandes réunions, des manifestations mêmes, pour bien démontrer aux « pouvoirs publics » qu'elles entendaient conserver la faible autonomie dont elles ont joui assez librement jusqu'à ce jour. Une agitation sur ce terrain pouvait produire d'excellents résultats, créer autour des Bourses un mouvement de sympathie, et rejeter définitivement dans l'action révolutionnaire, les syndicats et autres groupements encore imprégnés de la néfaste action politique. Car l'action politique, ne consiste pas seulement à voter et à soutenir un quelconque candidat, elle consiste aussi à implorer les pouvoirs publics sous forme de subventions ou autres.

Au lieu de tenter une agitation, « *La Voix du peuple* » nous apprend que les Bourses du travail ont décidé « de demander des explications au ministre de l'intérieur lui-même, sur les termes, les motifs, et le but de cette circulaire » etc. Comme de juste le « camarade » Waldeck s'en tirera par une de ces pirouettes d'avocat qui lui sont familières et le tour sera joué ; il n'y aura plus qu'à décider un vote de félicitation pour la « sollicitude » dont fait preuve le ministère de « défense républicaine » vis-à-vis des Bourses du travail.

Mais où la thèse soutenue dans le journal « *La Voix du peuple* » devient amusante, c'est lorsqu'il nous est reproché de ne pas « agir ». C'est l'éternelle balançoire socialiste. Les anarchistes, en refusant de voter refusent « d'agir. » En refusant de solliciter des explications de leurs ennemis de classes ils refusent « d'agir », etc., etc.

Nous proposons de créer une agitation, de faire que les travailleurs par des démonstrations montrent aux pouvoirs publics qu'ils sont le nombre, et qu'ils sauront vouloir ; nous opposons à la légalité la méthode révolutionnaire, et c'est à nous que l'on reproche de ne pas agir.

Protester, refuser d'accepter la canaillerie ministérielle ce n'est pas agir.

Agir, c'est paraît-il aller chez Waldeck. La bourgeoisie peut-être tranquille, quelques-uns de ceux qui se disent révolutionnaires n'en sont encore que là.

⁂

LES BUREAUX DE PLACEMENT. — Invariablement, depuis bientôt vingt ans, cette question revient périodiquement à l'ordre du jour. A plusieurs reprises les pouvoirs publics, devant l'agitation créée par les travailleurs qui sont dans la nécessité d'avoir recours à ces officines, firent mine de les menacer, mais une fois les travailleurs calmés, tout recommençait comme par le passé. C'est que ces négociants en chair humaine, que sont les tenanciers de bureaux de placement, sont utiles à la bourgeoisie capitaliste et, comme c'est elle qui détient le pouvoir, elle renoncera difficilement à se priver des services de ses pourvoyeurs d'esclaves.

Les travailleurs de l'Alimentation plus spécialement atteints par ce chancre, essaient par toutes sortes de moyens de réagir, mais comme les capitalistes, leurs exploiteurs y ont intérêt, c'est au bureau de placement patronal seul qu'ils vont s'approvisionner de travailleurs. Pour ma part, je crois la solution difficile à résoudre. L'action des pouvoirs publics, quoi qu'en pensent le *Comité de propagande pour la suppression des bureaux de placement* ne peut pas pour les raisons citées plus haut, être efficace. Les législateurs ne consentiront que difficilement à se passer de ce qui les sert si bien eux et leur clientèle patronale. Vingt ans de propagande n'ont abouti qu'à l'adoption par la Chambre d'un projet supprimant les bureaux de placement... dans cinq ans : et le Sénat va démolir ce qu'avait fait la Chambre. Tout est donc à recommencer.

Le bureau de placement est une fleur du régime capitaliste qui ne peut guère disparaître qu'avec lui. En attendant que les travailleurs qui en sont les victimes se groupent fortement, ils forceront alors leurs exploiteurs à venir s'adresser directement à eux. C'est, je crois, la seule solution intermédiaire qu'il y ait à espérer. Du jour où les travailleurs seront bien décidés à supprimer les « bureaux » les pouvoirs publics agiront peut-être, mais il faut pour cela que les travailleurs lésés ne reculent devant rien. La grève qu'ils évoquent est un moyen, mais il faut agir, vite et énergiquement, car on ne prête ou on ne donne en haut lieu qu'à ceux qui savent exiger.

P. DELESALLE.

Belgique

Depuis une dizaine d'années et même peut-on dire depuis 1886 — date mémorable des émeutes des pays de Liège et de Charleroi qui forcèrent les pouvoirs publics à nous octroyer ces lois sociales de façade dont nous sommes accablés — le monde du travail est entraîné dans les voies légalitaires à la recherche d'un meilleur gouvernement. Depuis 1890 surtout, son unique objectif dans toute agitation est la conquête du suffrage universel, le sempiternel S. U., la panacée qui doit le libérer de toutes les entraves sociales. A la suite de la grève générale politique d'avril 1893, qui jeta à bas le vote censitaire et donna le vote plural, parodie du S. U., mais qui lui permit d'envoyer au Parlement une trentaine de députés, le travailleur s'est comme grisé de ses succès électoraux et il semble jusqu'en ces derniers temps n'espérer le salut que dans le vote des lois dites sociales. Lui parle-t-on de sa misère ? Il vous répond : minimum *légal* de salaire ! De ses longues heures de travail ?... Journée légale de huit heures ! Des persécutions patronales ?... Reconnaissance légale des syndicats ! Mais quant à chercher à agir directement contre la société bourgeoise, il ne semble même plus y penser. La loi ! La loi ! Le bulletin de vote socialiste ! Voilà ses uniques cris de ralliement.

Tel était du moins le mouvement ouvrier jusqu'en ces derniers temps. Non pas que l'organisation des forces prolétariennes ne fasse point de progrès. Les syndicats ouvriers commencent à devenir puissants. Il y a partout de fortes sociétés de secours mutuels contre la maladie, les accidents et même le chômage. Les sociétés coopératives deviennent une puissance commerciale qui grandira encore avec leur prochaine fédération en voie d'exécution. Certes, syndicats, mutuelles, coopératives, pourraient arriver à engager ensemble une puissante action de désagrégation contre la société bourgeoise, si leur mouvement était consciemment révolutionnaire et non embourbé dans la politique dite réformiste.

Malheureusement les politiciens socialistes — parmi lesquels on compte nombre d'avocats, d'anciens instituteurs et d'ouvriers ayant depuis longtemps lâché l'outil pour les revenus de la politique professionnelle — les ont entraînés jusqu'à ce jour dans les voies décevantes et corruptrices du socialisme légalitaire, pour tout dire du socialisme d'Etat. En ces dernières semaines encore, des centaines de meetings ont été tenus pour arracher au gouvernement catholique le vote du suffrage universel.

Pourtant des symptômes de révolte contre cette universelle duperie apparaissent un peu partout. Dans les rangs même du parti ouvrier se sont levés des camarades qui s'efforcent de ramener leurs frères de misère à une plus saine appréciation des événements et reprenant la formule rédemptrice : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs *eux-mêmes* » et non des mandataires — emploient toute leur énergie à les remettre à nouveau dans les voies de la tradition révolutionnaire de l'*Internationale* et de l'*Alliance universelle* communiste de Bakounine. Ils se sont mis à dénoncer le jeu de dupes que leur faisaient jouer les politiciens professionnels ouvriers ou non. D'où naturellement fureur de ceux qui se voient menacés dans leurs intérêts personnels de parvenus. De là les excommunications lancées par le *Conseil général* du parti ouvrier, le refus des salles de réunion des *Maisons du Peuple* aux anarchistes, et les demandes d'expulsion des anti-parlementaires dans les fédérations locales. Ces expulsions n'auront d'ailleurs qu'un résultat certain, celui d'ouvrir les yeux aux travailleurs sur ceux qui, dès aujourd'hui, ouvertement se proclament leurs *dirigeants*.

Ceci paraîtra peut-être quelque peu étrange aux camarades qui auront appris par les dépêches des quotidiens l'intervention de certains députés socialistes en faveur des anarchistes condamnés pour les attentats de 1892, Moineau, Wolff, Beaujean, etc. Eh! non, cela n'a rien d'étrange, si l'on se souvient que le député est toujours à l'affût des revirements de l'opinion publique. Or Moineau et Wolff, par l'énergie de leur attitude aux travaux forcés, leur inébranlable conviction, qu'aucune persécution ne put abattre, avaient acquis dans les masses des sympathies profondes. Ne pas les défendre, ne pas réclamer leur libération eût passé pour un acte de trahison. Les interpellations à la Chambre pour leur élargissement devenaient dès lors une excellente réclame électorale. Le gouvernement s'en est aperçu, et la naissance d'un prince a été l'heureux prétexte qui permit de rendre à la liberté les trois derniers condamnés encore sous les verrous.

Quoi qu'il en soit, l'éclat des étoiles parlementaires baisse aux yeux des masses. Je vous l'ai dit plus haut, il se manifeste dans les milieux ouvriers de justes méfiances contre les mandataires. Les événements récents, dont l'écho affaibli vous sera peut-être parvenu, et qui se sont passés au pays de Liège récemment, vous le démontreront clairement.

Il y a environ deux mois éclatait à Seraing — le bagne où peinent plus de 10.000 forçats au service de la puissante société J. Cockerill — une grève de houilleurs.

Celle-ci semblait de prime abord devoir se limiter à une opposition à des diminutions de salaire, quand un événement fortuit changea brusquement le cours des choses. Dans une réunion *du Conseil de l'Industrie et du travail*, sorte de chambre de conciliation mi-patronale, mi-ouvrière, un directeur jeta aux grévistes l'épithète insultante de *vagabonds*. D'où fureur de ceux-ci, poursuite du directeur jusque dans la gare de chemin de fer, coups de révolver, riposte du patron blessant deux ouvriers. C'en fut assez pour échauffer les esprits. Les grévistes firent appel à la solidarité des camarades pour venger l'injure, et la réclamèrent sous forme de grève générale — refusant en même temps tout secours en argent. Leur appel allait être entendu. Malgré les efforts tentés dans un meeting à Seraing par les politiciens pour enrayer le mouvement, la généralisation en fut acclamée, et les épithètes de « charlatans, prêtres de la politique, renégats » etc., qui leur chatouillèrent désagréablement les oreilles et les mirent dans l'impossibilité de parler contre le mouvement, leur firent comprendre que les mineurs voulaient faire leurs affaires eux-mêmes. La grève en quelques jours s'étendit à plus de 12.000 travailleurs de la mine, et l'on vit alors ces mêmes politiciens s'en aller, eux aussi, de houillères en houillères prêcher la grève de solidarité. Instructive palinodie, s'il en fût.

Mais ces messieurs ne se considérent pas comme battus. En ce moment il y avait justement à Gilly (Hainault) un *congrès national* de mineurs. Les grévistes y envoyèrent une délégation pour y défendre la généralisation de la grève à tous les centres houillers du pays.

Peine perdue! Ce congrès de mineurs, conduit par des députés, des conseillers provinciaux, communaux, des fonctionnaires salariés du Parti, rejeta la Grève générale. Ce fut le coup de grâce donné à la Grève du bassin de Liège. Cette décision jeta le découragement dans les rangs ouvriers.

La semaine suivante le Conseil général du Parti, lui aussi convoqué au sujet de la Grève, refusa d'aider à son extension.

Les politiciens avaient leur revanche, les grévistes du bassin de Liège rentrèrent à la fosse la tête basse.

La raison, demanderez-vous, de cette trahison des politiciens? Elle est bien simple. C'est qu'ils ont à nouveau entrepris l'agitation pour le Suffrage universel, et qu'ils escomptent pour le faire réussir un mouvement de Grève générale comme en 1893, la perduration de la Grève des mineurs, c'eût été l'échec certain de la grève politique.

Les mineurs de Seraing continuèrent cependant jusqu'en ces derniers huit jours à tenir bon, mais vaincus par les privations, les exactions des gendarmes, les condamnations correctionnelles qui en jetèrent plus de 60 en prison, ils sont aujourd'hui à leur tour retournés à leur labeur de bêtes de somme.

Les politiciens, encore une fois, avaient accompli leur œuvre d'émasculation.

Malgré tous leurs efforts les révolutionnaires ne purent les empêcher. Pourtant cette grève marque un réveil de la conscience ouvrière. Ce meeting de Seraing, — forçant sous les huées les politiciens à défendre la grève; — le refus de secours en argent — fait absolument nouveau et significatif, marquent une étape dans l'histoire du mouvement ouvrier de notre pays. Ajoutez-y que les politiciens — pour la première fois furent obligés dans leurs discours de se tenir sur le terrain exclusif de la grève et durent rentrer leurs rengaines sur le suffrage universel, et que les anarchistes développant la grève générale comme moyen révolutionnaire de transformation sociale, furent partout très bien accueillis.

A ce propos un fait à noter encore.

C'est une tactique universelle chez les parlementaires socialistes d'accuser les libertaires de faire le jeu des bourgeois en désorganisant le mouvement ouvrier. Le *Peuple*, l'organe officiel du Parti ouvrier, ne manqua pas de continuer cette honnête tactique. Le moment semblait propice après les événements de Seraing. Mais voilà que la *Fédération provinciale des mineurs Liégois*, la plus puissante organisation de la région et qui ne compte pas moins de 10 000 affiliés, lui adressa un ordre du jour qui mérite d'être reproduit :

« La Fédération provinciale des mineurs, réunie en Assemblée générale.

« Considérant que l'articulet du *Peuple* à propos des anarchistes (les accusant de diviser la classe ouvrière) est erroné, invite la rédaction du *Peuple* à respecter les orateurs qui parlent au nom de la Fédération, à quelque école qu'ils appartiennent. »

Inutile de dire que l'organe officiel empocha le camouflet sans en souffler mot, quitte à renouveler ses calomnies quand la grève fut passée.

Tout ceci nous montre que les syndicats des ouvriers belges n'en sont pas encore arrivés à l'émancipation que mit si bien en lumière le congrès de Lyon des travailleurs français. Le mouvement ouvrier est toujours aux mains néfastes des politiciens professionnels. Heureusement une minorité de travailleurs conscients s'est avec acharnement mise à la besogne, pour émanciper leurs camarades de cette tutelle tueuse d'énergies. Leur nombre grandit chaque jour, et l'heure est plus près peut-être qu'on n'ose l'espérer où les syndicats ouvriers belges tendront la main à ceux de France et d'Espagne au cri de ralliement : A l'émancipation intégrale, par la grève générale.

Liège le 30 novembre 1901. LUCIEN HÉNAULT

Nouvelle-Calédonie

On nous communique la lettre ci-dessous, adressée également à Clovis Hugues et à la *Ligue des Droits de l'Homme*.

Nouméa, 7 septembre 1901.

Cher camarade,

Voulez-vous bien donner asile dans les *Temps Nouveaux* à la lettre suivante qui démontre, par un cas pris entre mille, l'iniquité consciente avec laquelle les conseils de guerre coloniaux rendaient leurs arrêts contre les condamnés ou libérés, alors que les tribunaux maritimes, prévus cependant, par la loi de 1854, n'étaient pas encore établis, et que les affaires criminelles ou délictueuses leur étaient soumises.

Ces conseils de guerre, formés de traîneurs de sabre sans conscience et barbares, ne connaissaient que la célérité dans l'expédition des causes qui faisaient l'objet de leur parodie de justice. Peu importait à ces conseils l'innocence ou la culpabilité de l'individu. Ils ne jugeaient que sur le vu de procès-verbaux des agents, aux manœuvres souvent criminelles, d'une administration dont la toute-puissance régnait alors sans conteste et sans contrôle. L'essentiel et le seul esprit qui animait les conseils et leurs pourvoyeurs, était de fournir un coupable pour chaque délit ou crime commis... et pour ceux qui ne furent pas perpétrés. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui, plus de trois cents de ces malheureux expient, certains depuis quarante ans, des crimes qu'ils n'ont pas commis ou que les conseils maritimes puniissent aujourd'hui de quelques mois de prison.

Lorsque ces conseils de guerre furent supprimés, on espéra un moment que leurs arrêts seraient revisés ou, tout au moins, qu'on tendrait à en faire disparaître les effets; mais, pas plus chez le politicien que chez le soudard, le cœur n'a de tressaillement d'humanité; on remplaça une juridiction par une autre et rien ne fut fait. Le respect de la chose jugée est supérieur, chez tous ces gens-là, à tous les sentiments de justice.

Aujourd'hui, quelques-unes des victimes cherchent à élever la voix, mais perdues au fond du bagne, leurs plaintes restent sans échos, et si, par hasard, un de leurs appels s'élève jusqu'à la Presse, alors les cachots s'ouvrent et les délinquants, comme disent les administrateurs du bagne, sont placés dans l'impuissance de nuire.

C'est ainsi que le nommé Carlin expie, depuis quinze ans, un vol qu'il n'a pas commis, et pour lequel il fut condamné à quarante ans de travaux forcés.

Carlin était employé en 1885, à la Boulangerie de Bourail, et un certain jour, pendant qu'il faisait la distribution du pain sous les ordres de l'agent (Contelot), un vol fut commis chez celui-ci, par un autre transporté. Aussitôt arrêté, pour un motif connu seulement du surveillant-chef Baudry, mais dont le vol était le prétexte, il fut, malgré les protestations de la victime, traduit devant le conseil. Les voies de communication étant rares alors en Calédonie, la victime ne put assister à l'audience, mais affirma par lettre l'innocence de l'inculpé. Rien n'y fit. Le conseil jugeant que le procès-verbal de l'assermenté pouvait être regardé comme le critérium de la vérité, condamna Carlin à dix ans de travaux forcés. Du reste, dans l'esprit des juges, ne valait-il pas aussi bien Carlin que tout autre. Son acquittement eût provoqué d'autres recherches! ou nécessité une nouvelle inscription au rôle du conseil, autant d'ennuis qu'il était nécessaire d'éviter; et, du reste, l'administration pouvait-elle se tromper dans la production du coupable? Assurément non. Carlin, nature molle et sans énergie, accepta comme une fatalité irrémédiable sa condamnation; comme tous les condamnés ayant subi l'action lente et démoralisante de la peur, il n'osa ou ne sut protester contre l'iniquité de sa condamnation, lâche comme tous les hommes qu'avilit la perte de la liberté, il n'eut pas la force de se regimber, toute sa force, il l'avait dépensée pour entrer au bagne. Il n'en avait plus pour se faire rendre justice.

Au reste, que pouvait-il faire à cette époque de terreur, où les crimes de la chiourme se perpétraient au grand jour? C'était la folie rouge, l'assassinat officiel de ceux que la société avait sacrifiés sur l'autel de son code immonde. C'était la vie des hommes jouée aux cartes, ou carte blanche, recul, impliquant l'avancement de l'assassin. Protester, solliciter, implorer même, n'allait pas sans danger; car celui qui implorait aujourd'hui pouvait en appeler demain au monde civilisé, et mieux valait qu'il disparût.

Et c'est ainsi que, pendant seize ans, Carlin supporta le poids de l'infamie de ses juges, n'ayant d'autre espérance que celle de la délivrance par la mort, lorsque se produisit le retour de l'agent Contelot, en Calédonie, qu'il avait quittée depuis bien longtemps. Cet agent retrouvant Carlin, lui offrit de l'aider à la réparation de l'erreur volontaire de ses juges et écrivit dans ce but plusieurs lettres à ses chefs, mais ceux-ci, craignant que la reconnaissance de l'infamie ne retombât tout entière sur l'administration, ont imposé silence à leur subalterne et sans doute s'opposeront par tous les moyens à la manifestation de la vérité.

Soudards et ronds-de-cuirs, solidaires les uns des autres, s'entendent comme larrons en foire pour rejeter au fond de sa géhenne le malheureux qui crie justice. Cependant Carlin, poussé par des volontés plus fortes que la sienne, dénonce à l'humanité civilisée, l'iniquité dont il est la victime.

OLIVIER POULAIN.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

A la suite de mon article « Voix du bagne » paru dans le *Libertaire*, j'ai reçu de plusieurs groupes et camarades de nombreuses lettres concluant toutes par cette question : Que faire?

L'U. P. d'Asnières semble seule avoir compris ce qu'il y avait à faire; ce groupe m'a adressé 13 fr. 20, produit d'une collecte faite à l'issue d'une fête.

Que chaque groupe, chaque camarade qui s'intéresse au sort de notre ami fasse de même et nous aurons bientôt réuni les 120 francs nécessaires.

Mais, me dira-t-on, Meunier n'est pas seul à souffrir? Hélas! cette objection est trop vraie, mais nous ne pouvons nous occuper — pécuniairement du moins — de tous à la fois et le cas est pressant.

De mon côté, j'entreprends une tournée de conférences dans le midi au cours de laquelle traitant

de mes *Souvenirs du bagne* je ferai faire à l'issue de chacune d'elles une collecte destinée à cette œuvre de solidarité.

Je quitterai Paris le 15, le 18 je serai à Lyon d'où je me rendrai à Marseille, Toulon, Nice, etc... en m'arrêtant sur mon passage dans toutes les villes où des camarades auront bien voulu s'occuper de l'organisation des dites conférences.

Les camarades peuvent m'écrire à Paris jusqu'au 15 décembre, 50 rue d'Orsel; du 15 décembre au 1er janvier, à Lyon, 34, rue Paul Bert au *Quotidien*.

LIARD-COURTOIS.

P. S. — Adresser les souscriptions dès aujourd'hui aux adresses suivantes : Liard-Courtois, 15, rue d'Orsel au *Libertaire* ou aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard (1).

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — A 8 h. 1/2.

Samedi 28 décembre. — Léon Brunschwicg, agrégé de philosoghie : Tout le monde peut-il être philosophe?

Lundi 30. — Soirée musicale et littéraire.

⁂

MARSEILLE. — *Groupe d'Education et de propagande libertaire*. — Bar Christan, rue de Lodi, en face l'hôpital militaire.

Samedi 28 décembre, à 9 heures du soir, grande causerie faite par le camarade Berrier. Sujet traité : Les Anarchistes et les Syndicats.

⁂

Bibliothèque Communiste du XVe, rue de l'Eglise 38, à l'*Emancipation*. — Réunion jeudi soir, à 8 h. 1/2. Organisation de la fête.

⁂

Marie Murjas reprendra sous peu sa tournée de conférences dans la France entière, en passant par Cette, Perpignan, Carcassonne, Toulouse, Albi, Montauban, Agen, Bordeaux, Angoulême, Saintes, Rochefort, Niort, Poitiers, Limoges, Montluçon, Saint-Amand, Issoudun, Bourges, Vierzon, Tours, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Lorient, Rennes, Le Mans, Blois, Orléans, Chartres, Evreux, Elbeuf, Rouen, Amiens, Abbeville, Arras, Lille, Tourcoing, Roubaix, Valenciennes, Saint-Quentin, Soissons, Reims, Arcis-sur-Aube, Troyes, Sens, Auxerre, Dijon, Besançon, etc. Elle invite les camarades de ces diverses localités, ainsi que ceux des localités se trouvant dans l'intermédiaire, qui voudraient organiser des conférences, de vouloir bien rentrer en communication avec elle, à l'adresse suivante : Marie Murjas, 24, rue des Bons-Enfants à Nimes (Gard). Quant à ceux qui lui ont déjà écrit, qu'ils patientent un peu, elle leur répondra en temps utile.

⁂

Un groupe d'ouvriers mégissiers ayant fait une collecte pour la famille de la rue Championnet, victime de la rapacité propriétatre, elle a produit la somme de 2 fr. 50.

Quelqu'un de nos lecteurs peut-il nous donner l'adresse pour faire parvenir la somme.

⁂

Bibliothèque du IIIe arrondissement. — L'éducation libre du IIIe arrond., 14, rue Grenier-Lazare, ouvert tous les mercredis et samedis de 8 heures à 10 heures.

⁂

Dimance 29, décembre à h. 1/2, soirée familliale salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causserie par le cemarade Paraf-Javal. Partie concert avec le concours des Poètes chansoniers révolutionnaires; tombola gratuite, vestiaire obligatoire, 30 centimes.

Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

APPEL. — Les camarades du IIIe arrondissement et des quartiers environnants, qui désirent profiter de la période électorale pour exposer les idées libertaires et antimilitaristes sont instamment priés d'assister à la réunion qui aura lieu samedi, 28 courant, à 9 heures du soir, salle Garnier, 90, rue des Archives.

Prière d'envoyer tout ce qui peut concerner la propagande abstentionniste, à l'Education Libre, 14, rue Grenier-Saint-Lazare.

(1) Cette communication est restée par mégarde pendant trois semaines sur le marbre.

LE PROJET D'ÉDITION

Je reçois la lettre suivante :

Meulan 18 décembre 1901.

Mon cher ami,

Le zèle des souscripteurs se ralentit et cependant la publication projetée est si intéressante.

Je vais essayer d'éveiller, par l'exemple, les indifférents; j'augmente ma souscription, et la porte à *mille francs*; que les camarades fassent un effort, un bon coup de collier et je crois que le succès est assuré !

Sinon vous conserverez cette somme pour combler le déficit des *Temps Nouveaux*.

Bien à vous.

A. FROMENTIN.

Avec les adhésions reçues, (200 environ) et les mille francs de l'ami Fromentin, cela ne fait que la moitié de la somme nécessaire. Mais cela commence à prendre tournure.

D'autre part, je suis convaincu que, une fois l'affaire lancée, les adhésions viendront; fort probablement, je me déciderai à tenter l'entreprise. Mais une fois la souscription close, ceux qui voudront le volume, le paieront son prix de librairie, 9 fr. — l'édition de propagande ne sera mise en vente que lorsque l'édition de bibliothèque sera vendue.

Puis comme le travail est beaucoup plus considérable que je n'avais prévu, ce premier volume nous l'éditerons en fascicules, afin de gagner du temps, et de faire patienter les souscripteurs en leur envoyant ce qui paraîtra.

Que chacun redouble donc d'efforts, et ça marchera.

J. GRAVE.

AVIS DIVERS

Un de nos camarades désire les numéros suivants de l'*Art social* : novembre 92, décembre 93, janvier 94.

Du *Réveil des Travailleurs*, Liège : nos 37, 39 et 40.

⁂

Nous voudrions acquérir toute la première série des *Cahiers de la quinzaine*. Ceux de nos lecteurs qui disposent de numéros, pourraient les échanger avec nous contre un certain nombre d'exemplaires de nos brochures.

⁂

Un de nos abonnés désirerait se procurer toutes les publications anarchistes épuisées : journaux, brochures, etc., en toutes langues.

Adresser les propositions au journal.

Vient de paraître *Le Réveil de la Jeunesse*, organe des jeunes.

Abonnement : 2 francs par an. Adresser les communications, 28, rue Letort, Paris (XVIIIe).

⁂

L'almanach illustré de la Révolution pour 1902, avec des articles de : Elisée Reclus, Lucien Descaves, P. Kropotkine, Henri Leyret, J. Grave, A. Girard, G. Yvetot, L. Tolstoï, etc.

Un éphémeride des dates révolutionnaires.

Nombreuses illustrations par M. Luce, J. Hénault, Roubille, V. Muller portrait de G. Bresci.

Prix : 0 fr. 40 par la poste. — Remise de 25 0/0 aux vendeurs.

Les camarades de province peuvent le réclamer chez tous les dépositaires du journal.

BIBLIOGRAPHIE

Los nuevos caminos, por. Al. Ghiraldo, Biblioteca de *El Sol*. (Buenos-Aires.)

Contre les Etudiants, par J. Robert, 1 br., 0 fr. 30, chez A. Le Roy, 9, rue de l'Espérance.

A lire :

L'Enfant au sabre, par Séverine (*Le Journal*, 21 déc).

Un Conte d'Edgar Poë, par H. Maret (*Le Radical* 24 déc).

A voir :

Dessins de Roubille et Herman-Paul, *Cri de Paris*, n° 256.

NOS LITHOGRAPHIES

L'imprimeur vient de nous livrer la 28e lithographie : *La jeune proie* par Lochard.

Franco en tubes 1 fr. 40, tirage d'amateur 3 fr. 50.

Nous avons retrouvé une demi-douzaine d'exemalaires de la lithographie de Rysselberghe. *Les Errants*, et autant de celle de Luce : *l'Incendiaire*. Elles seront vendues sans augmentation de prix, à ceux qui en achèteront dix parmi les dernières parues.

DERNIERS VOLUMES PARUS

Autour d'une vie, par P. Kropotkine, 3 fr. franco.

Les aventures de Nono, par J. Grave, illustrations de Charpantier, L. Pissaro, Luce, Heidbrinck, Lefèvre, Rysselberg, Mab; franco, 2 fr. 7r.

Ce livre qui s'adresse aux enfants est tout désigné comme étrennes.

PETITE CORRESPONDANCE

J. P., à Marseille. — L'édition ordinaire est de 6 fr. 50. — Le volume de propagande est par-dessus le marché. — Voyez l'annonce spéciale qui l'explique.

R., à Suez. — N'avons pas le portrait de Ravachol.

Merci au camarade qui nous a envoyé les brochures demandées.

M. *D., rue des Martyrs*. — Non, pas reçu l'adhésion de R. de M.

E. L., à Rouen. — Reproduisez tous les articles que vous voudrez.

L. M., à Saint-Denis. — Nous vous faisons parvenir les catalogues dont nous disposons.

X. — L'abonnement sera servi gratuitement à Thor.

C., à Agen. — Il n'est rien inséré dans la petite correspondance d'étranger à l'administration. — Vous devez autant de 0 fr. 10 que de numéros.

B., à Turin. — Nous envoyons les volumes. Mais nous perdons 1 franc au change, et la somme expédiée n'en tient pas compte.

Coullery. — Oui, c'est bien cela. Votre abonnement finit fin décembre. Nous sommes d'accord.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* (détenus) : H. G., 5 fr. — R., à Lausanne, 3 fr. — Total : 8 fr. — Listes précédentes : 181 fr. 90. — En caisse : 189 fr. 90.

Reçu pour Meunier : E. N., à La Tremblade, 0 fr. 60. — S., à Breteuil, 0 fr. 50. — L. N., rue des P., 1 fr. — Libre pensée bretonne, 15 fr. — J. H., 0 fr. 50. — G. T., 1 fr. — Courage, camarade, nous pensons à toi, 5 fr — Groupe libertaire brestois, 3 fr. — Tzt, 15 fr. —

De Vienne : Cellard, 1 fr.; Bouchayer, 0 fr. 50; Pichon Dorante, 0 fr. 50; Pichon Alfred, 0 fr. 50; Sa Consolée, 1 fr.; Douillet, 0 fr. 60; Garnier, 1 fr.; Commandeur, Meunier, 0 fr. 50; Pellet, 0 fr. 25; Escoffier, 0 fr. 50; Biessy, 0 fr. 50; Ebersold, 0 fr. 50; Charlemagne, 0 fr. 50; Hugonad, 1 fr.; Pot-à-Colle, 1 fr.; Pot-à-Colle, 0 fr. 55; Fraisse, 0 fr. 20. Ensemble : 10 fr. 75.

De Roubaix : Un sans culotte, 0 fr. 25; Son frangin, 0 fr. 25; Un libertaire, 0 fr. 25; Un ancien jolard, 0 fr. 25; Un sans patrie, 0 fr. 10; Un jeune anarchiste, 0 fr. 50; Un révolté, J. D 0 fr. 15; Mort aux Exploiteurs, 0 fr. 16; A bas les tyrans, 0 fr. 10; Un jeune révolutionnaire, 0 fr. 15; Moreau Paul, 0 fr. 30; Aimé, 0 fr 30; Jean et Gaston, 0 fr. 30; Un zig, 0 fr. 10; Un ancien séminariste, 0 fr. 25; Mort aux prêtres, 0 fr. 25; A bas les Corbeaux, 0 fr. 15; Georges Raymond, 0 fr. 25; Un internationaliste, 0 fr. 20; D. C. 0 fr. 10; Un patriote, 0 fr. 10 Pour abattre Eugène, 0 fr. 10; Deux dévotes, 0 fr. 20; Pour son retour, 0 fr. 25; Un père et son enfant, 0 fr. 50; Pour le groupe des détenus, 0 fr. 50; Un purotin qui fait son mieux, 0 fr. 05; Trois anciens calotins, 0 fr. 30; Un dégouté des politiciens, 0 fr. 15; Vive la Liberté, 0 fr. 10; Un qui n'a pas oublié Lorion, 0 fr. 20; Calomnié par les collectivistes, 0 fr. 20; Béranger la Frousse, 0 fr. 25; Noltebart Alphonse, 0 fr. 50; Vive l'Anarchie, 0 fr. 20; Nège Maurice, 0 fr. 20; Desaever Louis, 0 fr. 50; Célestin, 0 fr. 50; Ai... casse, 0 fr. 20; La limace, 0 fr. 50; Mimr Coltelette, 0 fr. 50; Un qu'a pas frio aux chassis, 0 fr. 50. Ensemble : 11 fr.

Total : 63 fr. 35. — Listes précédentes : 149 fr. 25. — En caisse : 212 fr. 60.

Cette semaine nous ferons parvenir tout ce que nous aurons aux camarades d'Angers.

Reçu pour le journal : L. S., à Toulon, 1 fr. 15. — Collecte faite à la suite d'une discussion entre cinq camarades, 2 fr. — R., rue E. Dolet, 10 fr. J. C., à Londres, 1 fr. 20. — A. G., à San Francisco, 7 fr. 45. — R., à Sorèze, 0 fr. 75. — L. N., rue des P., 1 franc. — R., à Grisors, 1 franc. Camarades de La Rochelle, excédent du *pot à colle*, 4 fr. — G. T., 2 fr. 80. — MM. 5 fr. — Merci à tous.

B., à MirePoin. — H., à Lausanne. — E. C., à Saint-Aubin. — M., à Bruxelles. — G. A., Bruxelles. — R., à Séez. — *Pensée libre*, à Sophia. — C. P., à Toussais. — S. K., à Prague. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 36 — DIX CENTIMES — DU 5 AU 11 JANVIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Nous leur demandons de nous envoyer la dernière bande, à chaque renouvellement.

AUX CAMARADES

Une légère augmentation qui s'était faite dans la vente à Paris ne s'est pas maintenue. Depuis trois semaines, le chiffre des invendus est remonté.

Prière aux camarades de faire leurs efforts pour faire acheter le journal.

Ceux qui ne le trouvent pas chez les libraires sont priés de nous avertir.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

V (*suite*).

Ce n'est pas tant d'erreur, c'est plutôt d'indifférence en matière politique que sont coupables les socialistes. Et voilà surtout ce qui explique la facilité avec laquelle ils se sont laissé conduire en tant de regrettables aventures. Ceux que l'on appelle quelquefois socialistes autoritaires, justement d'ailleurs, car ils ne se prononcent pas souvent pour les moyens de liberté, ceux-là ne pourraient être cependant accusés d'un attachement profond, systématique à la doctrine d'autorité. Ce sont plutôt des autoritaires par occasion. Ce qui leur manque surtout, ce sont des idées nettes sur la grande importance de la question qui consiste à savoir s'il faut être pour l'autorité ou pour la liberté.

Le moderne socialiste ne voit pas dans le suffrage universel ce qu'y voyait encore son père sentimental de 1848, c'est-à-dire un hommage à la liberté, à la dignité humaine. Sans quoi, il arriverait vite, par la pente elle-même de cette position, jusqu'à notre critique du parlementarisme. Il reconnaîtrait que précisément sous cet aspect de dignité, de moralité, la tactique électorale comporte infiniment plus de vices que de vertus, de laideur que de beauté. Dans le parlementarisme, le socialiste moderne n'a vu qu'un moyen, un pur moyen, sans aucune espèce de relations avec quelque principe que ce soit. Autant celui-là qu'un autre, s'est-il dit. Et c'est ce qu'il a répondu à ceux qui lui reprochaient son attitude, sans comprendre que le point en discussion était précisément de savoir si l'on a le droit de ne pas regarder à la valeur morale d'un moyen.

Ce faisant, le socialiste moderne s'est cru très fort, très habile, dégagé fort à propos d'anciens et ridicules préjugés. Il s'est dit : Je battrai les bourgeois avec l'arme des bourgeois. Erreur grossière, phrase creuse.

Le suffrage universel n'a jamais été l'arme de victoire, l'arme de conquête de la bourgeoisie, mais son arme de parade et en même temps de défense... contre le peuple. C'est à l'apogée de sa puissance, au moment où il lui fallut défendre ses conquêtes moins contre une réaction définitivement impuissante que contre une nouvelle révolution, contre les droits, les besoins des prolétaires, que le système représentatif fut définitivement organisé. Nous sommes déjà ici dans la période descendante. Mais pendant la période ascendante, c'est-à-dire à l'époque où nous pourrions trouver des analogies pour guider utilement la marche ascendante du prolétariat, de quelle façon voyons-nous grandir et se fortifier peu à peu les énergies qui s'affirmeront plus tard ? Laissons de côté, pour l'instant, cette évolution économique, cette transformation des conditions matérielles de la vie, qui porte malgré elle, pour ainsi dire, une classe au premier rang, qui y porta la bourgeoisie, comme elle y portera un jour le prolétariat, et demandons-nous comment — dans la mesure ou il faut que cette classe s'aide elle-même — les bourgeois se préparèrent-ils au rôle qu'ils devaient jouer plus tard ? Soyez-en sûrs, non, en discutant et en votant mais en agissant ; en s'exerçant déjà à leur rôle futur par l'habitude de l'initiative et de l'action ; en se cultivant individuellement comme cerveaux et comme volontés ; en devenant de plus en plus l'élément actif de la société ; en se glissant par tout où il y avait une besogne à faire, une place à occuper, c'est-à dire une chance de se développer, de se fortifier en instituant déjà l'état bourgeois sur l'ancienne monarchie. Bref, en devenant aptes à conduire la machine comme ils la concevaient, bien avant que la machine ne leur appartint. Si bien que la révolution de 89 fut peut-être plus une consécration qu'une création. Quelque belle que l'on fasse, dans ce grand mouvement, la part du peuple, il est impossible de méconnaître que si la bourgeoisie a pu en somme et dans des circonstances parfois très difficiles, le diriger à son profit, c'est parce qu'une portion de la bourgeoisie représentait bien, en face du peuple d'un côté, et de la noblesse de l'autre, une élite, une élite lentement formée par une discipline d'initiative et d'énergie.

C'est en se soumettant — toutes différences gardées — à une discipline analogue, c'est-à-dire en cherchant à acquérir dès aujourd'hui de la force, de l'énergie, de la décision, de l'initiative, que l'élite ouvrière, c'est-à-dire le socialisme, triomphera à son tour, entraînant avec elle toute la masse populaire. Voilà ce qu'il faudrait comprendre au lieu de se laisser engourdir et enliser par la trop fameuse « conquête du pouvoir ». Voilà ce qu'il faudrait comprendre au lieu d'aller répétant, comme de vrais nigauds, que la bourgeoisie nous a donné avec le suffrage universel le meilleur moyen de nous affranchir. Le vrai moyen de s'affranchir, n'ayez pas peur, la bourgeoisie après s'en être servie l'a gardé pour elle jusqu'ici. Et elle tremble qu'un beau jour nous ne nous en servions, à notre tour, pour tout de bon.

Il suffit de voir comment les bourgeois les plus habiles et les plus conscients, rassurés et courtois tant que le socialisme demeure sur le terrain inoffensif du vote et de la légalité, deviennent inquiets et agressifs dès que celui-ci sollicite l'initiative individuelle et l'action directe. Ce n'est vraiment pas la peine d'avoir toujours à la bouche ces mots : lutte de classe, pour ne pas comprendre un des phénomènes les plus importants et les plus clairs de cette lutte.

Même dans cette enceinte si étroite du parlementarisme, dans la mesure infinitésimale où la cuisine politique peut manifester une conviction, l'attachement à un principe, les socialistes auraient pu montrer, s'ils en eussent éprouvé tant soit peu le besoin — le souci d'un idéal politique. La législature qui s'achève, a prouvé du reste qu'ils ne s'en préoccupèrent pas. En tant que défenseurs de la liberté, c'est-à-dire comme représentants du principe politique le plus haut, les élus socialistes sont restés presque toujours au niveau de leurs collègues bourgeois, parfois au-dessous.

Dans l'organisation et la conduite de leur propre parti — dans leur propre domaine, là où ils ne peuvent excuser leurs faiblesses par l'ambiance bourgeoise et le mécanisme d'un parlement — les socialistes ne sont-ils pas allés plus loin dans le mépris de la liberté que n'importe quel réactionnaire ? Je ne connais encore aucune assemblée bourgeoise qui ait chassé de son sein la minorité dissidente. Or on sait que cela se pratique dans chaque congrès socialiste d'où est exclu, depuis celui de Londres, tout socialiste qui n'admet pas l'action parlementaire. D'une façon générale, d'ailleurs, la dictature violente, l'autoritarisme farouche, exercés au sein du parti socialiste, par la descendance et les disciples de Marx commencent à être connus du grand public. On sait leur prétention d'imposer à la foi aveugle de la foule socialiste un dogme, un credo, une nouvelle Bible. Ici le socialisme fait mieux que perdre le sens républicain. Il retourne aux pratiques cléricales.

Ceux qui n'ont même pas su se tenir toujours au niveau du libéralisme bourgeois, n'ont rien compris, cela va sans dire, à ce libéralisme intensifié, évolué, qui est devenu l'individualisme moderne. Devant le nouvel idéal, devant ce sublime effort de l'homme pour prendre enfin possession de soi-même, devant cette bonne nouvelle qui éclate comme une claire fanfare de joie et d'orgueil dans les œuvres les plus hautes de la pensée moderne, le socialisme,

fidèle à son principe d'indifférence morale, est resté parfaitement incompréhensif, tranquillement fermé.

Je me rappelle avoir assisté à une conférence de Jaurès sur le *Théâtre Social*. Après nous avoir parlé de Diderot, Beaumarchais, Schiller, Dumas fils, Jaurès arriva à Ibsen. Et que nous dit-il sur Ibsen? Ah! des choses bien curieuses. Il se donna beaucoup de mal pour nous démontrer qu'Ibsen n'était pas un vrai socialiste révolutionnaire. Ibsen n'avait rien compris à la lutte des classes selon Saint-Marx. « Quelque révolutionnaire, nous dit Jaurès, que puisse être en quelques-unes de ses tendances, en quelques-unes seulement.. (*Ici une bonne voix socialiste cria : trop rares*), l'œuvre d'Ibsen, elle ne l'est pas pleinement et au sens du mouvement social réel et complet. Car, chose étrange, quoiqu'il ait écrit jusqu'à ces derniers jours, Ibsen, dans toutes ses œuvres, ignorait la formation d'un prolétariat, il ignorait l'existence d'une classe ouvrière (1). » Jaurès n'est pourtant pas un étroit sectaire. C'est un compréhensif, un intellectuel, un homme ouvert à tous les courants, à la fois le poète et le philosophe de son parti. Et voilà ce qu'il trouve à dire sur la valeur socialiste du théâtre d'Ibsen!

La vérité est infiniment plus simple. Bien que n'ayant jamais mis le nez dans le grimoire de Marx, bien que n'ayant pas été reçu docteur ès lutte de classes, Ibsen n'en a pas moins fait œuvre de grand révolutionnaire, de vrai socialiste. Grand révolutionnaire parce qu'il a voulu mettre de la liberté, de l'énergie, de la droiture dans l'âme moderne et que c'est avec cela que l'humanité fit toujours ses besognes les plus dures, par conséquent ses révolutions. Grand socialiste parce que s'il n'y a pas certains personnages d'Ibsen parmi les ouvriers de la cité communiste, jamais on ne bâtira solidement cette cité.

Mais le socialisme n'est pas encore ouvert aux vérités de cet ordre. Tous ceux qui attachent quelque importance au côté moral et politique de la question sociale, sont pour lui des bourgeois, Ibsen comme les autres.

Placez-vous à ce point de vue, parlez par exemple, avec quelque chaleur de la liberté et de ses droits, vous devenez tout de suite suspect au socialiste. Et pour peu que vous vous teniez ferme à votre opinion, voici le grand mot lâché : Bourgeois! Les anarchistes, c'est-à-dire, comme leur nom l'indique, les amis de la liberté sont de purs bourgeois. Tout au moins ils font le jeu des bourgeois. Pourquoi cette appréciation absurde sur les idées, les tactiques d'hommes qui, à tout observateur impartial, paraissent les plus ardents et les plus conscients des socialistes ainsi que les adversaires les plus décidés et les plus redoutés de la bourgeoisie? Pourquoi ce contre sens et cette injustice? Toujours pour la même raison. Parce que hérissés, bardés, gonflés de doctrines économiques, les socialistes officiels ramènent tout à ce point de vue. Si, de très bonne foi, ils se brouillèrent avec la liberté au point de la bafouer parfois de façon révoltante, et s'ils lui gardent rancune c'est tout simplement parce que la liberté servit de prétexte à la bourgeoisie (liberté du travail, des échanges, etc.), pour asseoir sa puissance économique.

On voit la puérilité du raisonnement. C'est reprocher à un principe la faute de ceux qui en firent mauvais usage. Tout comme si les travailleurs communistes de l'avenir devaient méconnaître la machine parce que la machine servit d'abord à enrichir la classe bourgeoise.

Il est évident que la bourgeoisie ne respecta guère la liberté que dans la mesure et dans les domaines où elle en eut, elle-même, besoin. Il est évident que ce mot ne fut trop souvent dans la bouche de ceux qui en usèrent le plus, qu'une amère dérision. Dans une société qui repose à peu près toute sur de l'argent en tas, sur le capital, il est absurde de dire : « Tu es libre » à celui qui n'a rien. On est vraiment libre de faire quelque chose quand on en a, non seulement le droit, mais aussi le pouvoir. Or, que faire sans argent, quand l'argent est dieu? Il est évident que la liberté du travail si chère à MM. les économistes est pour beaucoup la liberté de mourir de faim. Il est évident que tout ce que les bourgeois ont accordé d'une main, au nom de leur idéal politique, ils l'ont retiré de l'autre au moyen de leur pouvoir économique. On peut développer ce thème et le varier de cent façons. Prouvera-t-on ainsi que dans notre poursuite d'un idéal de solidarité et d'égalité économique nous ne devons pas nous appuyer, comme sur un soutien, sur le principe de liberté? Evidemment non.

Aussi les socialistes n'avaient-ils aucune raison valable de bouder, comme ils le firent, la liberté; mieux même, de mépriser, d'ignorer toute la partie politique, morale de la question sociale et de se refuser obstinément à discuter ce point de vue, sous prétexte qu'il nous ramenait directement à l'individualisme aristocratique et bourgeois. Au nom de ces préoccupations politiques, hors desquelles tout socialisme reste incomplet, boiteux, ils devaient au contraire, et ils pouvaient s'accrocher fièrement à la grande tradition de liberté qui, en France surtout, est la seule chaîne d'or pour nous guider dans le labyrinthe où s'enchevêtre la route vers le mieux. Ils devaient montrer, non seulement par des paroles, mais par des actes, par une attitude, que les socialistes étaient les vrais continuateurs de la grande œuvre émancipatrice de 89, reprenant cette œuvre à l'endroit même où les bourgeois la laissèrent, détournés de toute action désintéressée par leur grande besogne d'oppression économique. Le socialisme aurait gagné ainsi une grande force, celle qui est attachée toujours à la tradition.

Parmi les nouveaux venus, à l'esprit moins empêtré de dogme et de formules, quelques-uns ont bien entrevu cela (1). Mais ils n'ont fait que l'entrevoir. Ils n'ont fait qu'effleurer cette idée; ils ne l'ont aperçue que sous sa forme superficielle. Ils n'ont pas compris que l'ancien libéralisme bourgeois ne pouvait pas s'accommoder à la poussée économique moderne sans progresser. Ils n'ont pas compris que continuer, développer une tradition ce n'est pas l'immobiliser. Ils ne se sont pas dit que les fameux *droits de l'homme* (ou plus exactement du citoyen) devaient, par une évolution naturelle de la morale politique, céder le pas aux *droits de l'individu* et que par suite, ce rapprochement nécessaire, cette pénétration constante du point de vue politique et du point de vue économique, en vue de constituer l'action socialiste puissante et complète, devait se faire nécessairement en dehors des anciennes formes, des anciennes idées, en dehors du parlementarisme.

Le caractère incomplet, boiteux du socialisme, fort et bien armé du côté économique, faible et mal armé du côté politique, explique — outre les défaillances, les erreurs et les incompréhensions, — les scissions et les crises, bref tous les malaises survenus dans le sein même du parti. On sait que ces malaises se multiplièrent depuis quelque temps. Il y a eu des disputes et des divorces qui sont encore dans toutes les mémoires. Ce sont des troubles superficiels si l'on veut, mais qui révèlent une cause profonde, cachée, comme les boutons qui envahissent parfois le corps d'un malade, sont l'indice d'une affection grave. Cette maladie c'est le socialisme tronqué, amputé de sa moitié indispensable. Dans le logement trop petit, où manquent des pièces essentielles, les locataires finissent un jour par se battre. C'est ce qui arrive aujourd'hui. Quelques-uns commencent à manquer d'air et font mine de casser les vitres. Malheureusement les troubles de ce genre n'ont pas été encore assez graves pour amener le socialisme à la conscience de son mal et au désir du remède. De ces troubles n'est pas né, comme cela aurait pu avoir lieu un grand parti de socialistes libertaires. Il y eut seulement quelques velléités, quelques soubresauts de liberté après quoi tout rentra dans l'ordre. Tout fut en apparence seulement et superficiel. Si la fraction Jaurès avec les fédérations autonomes, parut vouloir s'affranchir du dogme marxiste pour adopter un socialisme plus libéral, ce ne fut hélas que pour s'associer un peu plus à la discipline parlementaire. Si de son côté, la fraction Guesde parut un peu plus digne dans son attitude envers le ministère de défense républicaine, ce ne fut que pour se tenir un peu plus servilement dans l'esprit du vieux dogme.

Aussi M. Rouanet conclut-il, très judicieusement, à la fin d'une étude sur le Congrès de Lyon (1) que les élections prochaines sauront bien mettre d'accord les deux frères ennemis. Les élections! n'est-ce pas là en effet le symbole du mal commun aux deux partis?

Et le socialisme reste cette chose incomplète, artificielle, catastrophique sous un faux air d'évolution, vague sous un faux air de précision, utopique malgré des prétentions au sens pratique, peu séduisante enfin pour tous ceux qui ne veulent pas suivre sans comprendre. Et voilà pourquoi, une précieuse élite, c'est-à-dire cette partie saine de la bourgeoisie à qui répugne la besogne d'oppression économique poursuivie par la classe bourgeoise, voilà pourquoi cette élite n'adhère pas toujours d'enthousiasme au socialisme. Elle ne trouve pas en lui le grand mouvement de rénovation humaine qu'elle avait rêvé, la forte et large doctrine concordant à toutes les énergies, compréhensive de toutes les nécessités d'évolution, satisfaisant par son ampleur toutes les tendances et toutes les aspirations nobles.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

ENTENTE LIBRE ET TRAVAIL EN COMMUN

Lorsque les libertaires préconisent l'entente libre et le travail en commun pour soustraire la classe productrice à l'exploitation capitaliste, les ignorants, les inconscients traitent les libertaires de déséquilibrés, de fous ou autres qualificatifs du même genre. Quelques-uns condescendent à admettre que les choses ainsi seraient belles, mais, disent-ils, l'homme de la société présente, égoïste et cupide, n'est pas fait pour s'entendre avec son semblable, pour accomplir tel ou tel acte de solidarité demandant une harmonie d'ensemble dans l'effort à donner pour l'intérêt général des travailleurs.

Un fait qui vient de se passer dans les hameaux du Plateau et de Dussein, de la commune de Saint-Clair-de-la-Tour (Isère), nous montre que l'individu de la société actuelle sait parfaitement bien s'entendre en toute liberté lorsqu'il s'agit de l'intérêt général donnant satisfaction à l'intérêt individuel.

Dans ces hameaux, comme d'ailleurs dans toute les campagnes où la jeunesse déserte de plus en plus les champs, les bras se font rares et le cultivateur, en plus de sa lutte contre les intempéries de la nature, se trouve privé d'aide au moment propice, à la rentrée des récoltes.

C'est précisément ce qui arriva dans ces hameaux au moment du battage des blés. Poussé par l'impérieux besoin de la nécessité présente, l'individu accomplit parfois des actes dont il ignore la portée sociale.

Nos cultivateurs s'entendirent librement et, par l'appui mutuel qu'ils se donnèrent librement, menèrent à bien leur travail en commun.

Et celui qui a quelque connaissance du travail de la terre sait combien est pénible le travail du battage des blés à la batteuse où un homme robuste

(1) *Revue d'art dramatique*, décembre 1900, page 1074.

(1) Voir certains articles de M. de Pressensé dans l'*Aurore*, un notamment du 17 novembre 1900.

(1) *Revue socialiste*, juin 1901, page 673.

est vite lassé. Interrogé sur la façon dont ils avaient procédé à ce genre de travail, un de ces petits cultivateurs me répondit que depuis quelque temps l'habitude de s'entr'aider existait parmi eux lorsqu'il s'agissait de travaux demandant le concours de plusieurs bras. — Et lorsque, lui dis-je, un propriétaire a pour une heure ou deux de plus de travail à faire, comment vous arrangez-vous? — Ceci importe peu, me dit-il; et puis, dans le courant de l'année, n'avons-nous pas toujours le temps de nous le rendre? — Mais il y a des postes plus pénibles les uns que les autres! lui ils-je observer. — Eh bien, on se relaye toutes les deux ou trois heures et, de la sorte, personne ne se tue de peine; et en plus des trois repas que l'on fait par jour, à 10 h. du matin et à 4 heures de l'après-midi l'on casse la croûte et on boit un coup; ce qui nous donne un moment de repos; la journée ne paraît pas si longue et le travail se fait avec gaieté et bonne humeur parce que chacun travaille pour soi en travaillant pour tous.

— Vos chemins ne me paraissent pas très bien entretenus? — Nous avons bien fait des réclamations, mais c'est peine perdue; et puis le maire ne passe pas par là, donc il se soucie fort peu des chemins; nous avons même réparé un chemin. C'était cependant le travail de la commune; mais voyant que rien ne se faisait, nous nous sommes mis quelques riverains ensemble, et maintenant il est passable.

— Vous faites partie d'un syndicat agricole, je crois, et la commune compte de nombreux adhérents. Ne pourriez-vous pas avoir des outils agricoles tels que batteuse, faucheuse, moissonneuse, charrue défonceuse, comme en possède le syndicat de Cessieu, et qui vous rendraient de grands services? Vous n'auriez à subir l'exploitation de personne, car pour que le cultivateur vive, il faut qu'il fasse son travail lui-même avec le moins de frais possible; celui qui paye un fermage n'a que misère, et parfois mêmes la faillite est au bout. — Ceci est vrai, mais une chose qui nous rendrait des services immédiatement ce serait un moulin où nous ferions nous-mêmes notre farine; il y a des meuniers qui en prennent trop à leur aise, et si l'entente était plus grande, qu'elle s'étendit à toute la commune, nous en serions peut-être, pour une pièce de 20 francs chacun pour l'installation d'un petit moulin qui nous rendrait de réels services, et nous ne serions pas tant volés."

Et voilà comment aujourd'hui le communisme libre devient une nécessité sociale pour le bien commun, mais il ne deviendra absolument profitable à tout l'ensemble des individus que le jour où la grande propriété individuelle aura disparu. Ce sera la mise en pratique de ce que les anarchistes préconisent aujourd'hui : l'homme libre dans le groupement libre, le groupement libre se formant au gré des besoins du moment. Nul ne peut dire ce que sera la société de l'avenir, mais c'est là ce qui paraît le plus pratique et le plus réalisable pour l'instant.

Continuez, travailleurs des champs, sur la voie de vos intérêts économiques; soyez vous-mêmes vos réformateurs et, comme chacun sait où le bât le blesse, vous agirez infiniment mieux que tous les menteurs de la politique qui vous font miroiter de beaux programmes vides d'amélioration, si ce n'est pour eux.

Avec le travail en commun, l'outillage en commun viendra; l'évolution de la pensée, une plus nette compréhension du bien-être commun dépendant du bonheur de tous, la continuelle poussée du savoir humain, l'agronomie, la chimie découvrant les secrets de la nature livrés à l'homme, la rapidité des transports augmentant le rendement et facilitant l'écoulement des produits, la terre ira sans cesse en perdant de sa valeur, et, l'égoïsme individuel étant atteint, ce qui paraît impossible aujourd'hui sera réalisé demain.

Ce sont toutes ces belles choses qui devraient hanter le cerveau des individus bien plus que la mort d'un Mac-Kinley ou l'insolente ballade de l'épileptique bandit russe.

Le morcellement de la propriété s'accomplit de jour en jour; ce qui valait 100 francs l'hectare en location autrefois, en vaut 60 aujourd'hui. Cette fameuse concentration de la propriété, si elle se produit quelque part, est loin d'être générale. Si elle avait à se produire ici et en bien d'autres endroits, ce ne sont pas les vendeurs qui manquent. Il y a quantité de lopins de terre laissés incultes et de maisons désertes qui tombent en ruines, ou qui se louent juste pour l'entretien et l'impôt.

Les syndicats agricoles rendent de grands services, mais ils en rendraient bien davantage s'ils étaient moins imprégnés de réaction. Voyez leurs têtes de ligne : comte, baron, marquis, abbé et capitalistes de tous poils, bloc enfariné qui ne dit rien qui vaille, cerveaux vides et ventres pleins, êtres sans initiative, sans vues larges ni généreuses.

Que l'agriculteur ne se laisse dominer par aucune autorité! Que la libre entente le guide; qu'il dise avec Tolstoï : Travailleurs, le salut est en nous.

J. Montgourdin.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Défense républicaine. — De nouvelles poursuites sont intentées contre le *Pioupiou de l'Yonne*. Mais cette fois-ci, pour ne pas subir, comme la première fois, le camouflet d'un acquittement, c'est au tribunal correctionnel que le gouvernement défère ce journal. Il compte bien que sa magistrature servile lui rendra le « service » de frapper ferme les courageux camarades qui ne disent en somme que la vérité.

En revanche, ce gouvernement soi-disant républicain, persécuteur des congrégations et de la religion en général, se garde bien d'empêcher les prêtres d'accaparer les conscrits dans leurs « Maisons du Soldat ».

C'est que, malgré leurs petites querelles de ménage, prêtres et gouvernants se sont toujours parfaitement entendus pour entretenir chez les gouvernés un abrutissement propice à une facile domination.

André Girard.

* * *

Marseille. — Samedi 14 décembre, la Bourse du Travail avait organisé une conférence pour fêter son anniversaire. Les organisateurs avaient cru nécessaire de faire appel aux *corps élus*. Aussi une discussion intéressante s'est ouverte entre les politiciens, partisans du quatrième état, et les libertaires. Ceux-ci ont montré combien il était illusoire d'espérer que quelque amélioration pût sortir des cartons des gouvernants. Parlant des dernières grèves, ils ont reproché aux politiciens d'avoir fait avorter ce mouvement grandiose. L'assistance les a fortement applaudis, principalement quand ils ont conseillé aux ouvriers de faire leurs affaires eux-mêmes.

Une collecte faite à la sortie au profit de Meunier a produit la somme de 14 fr. 45. Cette somme a été versée au groupe de la Liberté d'opinion.

* * *

Mouvement ouvrier. — Les syndicats ouvriers, vus à leur début d'un œil assez favorable par la bourgeoisie capitaliste, n'ont pas précisément produit ce qu'elle en attendait. Au lieu d'être des instruments de conciliation, ils sont devenus pour la plupart des instruments de révolution. Rien de plus naturel donc que la bourgeoisie tente aujourd'hui de les détruire.

Fidèle à cette vieille tactique qui consiste à « diviser pour régner », elle n'a rien trouvé de mieux que de favoriser la création de syndicats « contre-révolutionnaires », de syndicats « jaunes », comme on les nomme.

Il s'est trouvé malheureusement dans la classe ouvrière quelques renégats pour se prêter à cette tentative qui, grâce aux subsides capitalistes et policiers — car M. Lépine les protège — est parvenue à faire dans ces derniers temps beaucoup plus de bruit que de réelle besogne.

Ce que l'on attend des syndicats « jaunes » fait qu'ils sont, bien entendu, très bien vus en haut lieu. Le ministère de « Défense républicaine » qui n'a plus de « Triomphe de la République » à inaugurer les protège, et l'autre jour Loubet en personne les a reçus. Toutefois on a oublié de nous dire si c'est le socialiste Millerand qui les a présentés à son illustre patron, mais cela est fort probable. A défaut d'autres preuves, le petit speech présidentiel que l'on nous dit avoir été prononcé semble bien être de son cru.

Voici le meilleur morceau de la harangue présidentielle :

« Comment ne pas approuver une si belle action? Diviser en deux le monde du travail? Quelle faute La lutte des classes? Quelle utopie!

« Et puis, où commencent et où finissent les classes à soutenir et à combattre? Aussi, comme je vous approuve de ne voir, entre patrons et ouvriers, qu'une seule et même classe : la classe du travail.

« Aussi, Messieurs, l'œuvre que vous avez entreprise a toutes mes sympathies; je vous félicite de votre courage et je vous souhaite de tout mon cœur une grande réussite. »

C'est à peu de chose près ce que disait Millerand l'autre jour à je ne sais plus quel banquet de Chambre de commerce patronale.

Pour notre part, la tentative capitaliste ne nous effraye pas; l'action syndicale n'a notre sympathie qu'à condition qu'elle revête un caractère nettement d'opposition à la classe capitaliste.

Le terrain va aussi se déblayer; certains syndicats trop imbus de légalité s'attarderont à concilier ces deux antagonismes : capital et travail, ceux-là iront vite retrouver les organismes patronaux, les autres viendront définitivement à nous et n'auront plus qu'un but, le nôtre : substituer à l'organisation capitaliste l'entente libre de tous les travailleurs.

P. Delesalle.

Etats-Unis.

Tout va bien ici, nous faisons en anglais une belle et bonne agitation. L'acte de Czolgosz a créé un courant très favorable. Tout le monde s'intéresse à nos idées.

Les purs individualistes de la vieille école de Manchester n'ont pas été les derniers à profiter de ce courant pour déployer une activité à laquelle nous n'étions pas habitués.

Inutile de vous ajouter que les mesures répressives que compte prendre le gouvernement américain ne font qu'activer notre ardeur. M. D.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du III*e, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

Dimanche 12 janvier, soirée familiale.

* * *

Les camarades du XIe devant organiser une réunion en vue d'une campagne abstentionniste en période électorale, invitent tous les partisans de cette propagande à une réunion qui aura lieu le jeudi 9 janvier, à 8 h. 1/2, au Syndicat de l'ébénisterie, 57, rue de Charonne.

* * *

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché. — A 8 heures 1/2 du soir.

Mardi 7 janvier. — L'Internationalisme, par Amédée Rouquès.

Vendredi 10. — La Condition de la femme dans le droit révolutionnaire, par Tixier, de la Faculté de droit.

Dimanche 12, à 2 heures de l'après-midi. — Matinée enfantine, lanterne magique, chants, histoires, etc.

* * *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 4 janvier. — Raymond Kœchlin : La Sculpture française au moyen âge.

Dimanche 5. — Visite au Musée de sculpture du Trocadéro; rendez-vous, place du Trocadéro, à l'entrée du Musée, à 9 h. 3/4 du matin.

Lundi 6. — Céline Renooz : La Légende chrétienne.

Mercredi 8. — Soirée musicale et littéraire (piano, chant, violon, violoncelle, comédie).

* * *

Quatre-Chemins-Aubervilliers. — *Bibliothèque ouvrière*. Dimanche, à 2 heures, réunion extraordinaire, salle Giot, 1, rue des Ecoles.

Conférence par Paraf-Javal. Les camarades Libertad, Mérat et Jouhaux sont spécialement convoqués. Entrée libre.

.˙.

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Les persécutions recommencent. Bien que j'aie quitté le Pas-de-Calais depuis environ deux mois et demi, les chats-fourrés viennent de s'apercevoir que j'avais dû commettre quelque délit. Jeudi dernier, j'ai reçu du procureur de Boulogne-sur-Mer une invitation à me rendre mardi 17, à 2 heures, à son cabinet. Je n'ai pu me rendre à cette invitation, en raison d'un abcès dans la gorge qui me fait atrocement souffrir. La comédie n'est que reculée.

« Ces jours-ci, à l'Université populaire de Rennes, une conférence à laquelle assistaient 400 personnes a eu un plein succès. Les nationalistes, armés de cannes, faisaient à la porte un tapage de tous les diables. Quelques amis sont sortis et les eurent bientôt mis à la raison.

« Séraphine Pajaud. »

.˙.

Marseille. — *Groupe libertaire de La Joliette.* — Les camarades se réunissent tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, au bar Bayol, 2, boulevard Maritime. Ils invitent les camarades à venir grossir leur nombre en vue d'une propagande sérieuse par la conférence et la brochure qu'ils sont dans l'intention d'entreprendre.

Le *Groupe la Liberté d'opinion* ayant organisé une série de conférences au profit de Meunier, les camarades sont priés d'assister à ces conférences de pure solidarité, le camarade Liard-Courtois devant passer à Marseille donner trois conférences. Les sommes que le groupe aura recueillies seront remises au camarade Courtois lors de son passage parmi nous.

Le Groupe *d'Études sociales des Chartreux* nous a remis la somme de 5 francs, produit d'une soirée familiale, et 3 fr. 60 pour la brochure à distribuer.

Comme l'on voit, si tous les camarades se remuent tant soit peu, notre ami Meunier pourra revenir bientôt parmi nous.

.˙.

Notre camarade Liard-Courtois, qui est dans la région lyonnaise depuis quelques jours, vient d'y faire, dans quelques villes, des conférences sur ses *Souvenirs du Bagne*. Il lui reste, avant de se diriger sur le Midi, à visiter les localités suivantes :

Lyon, où il traitera son sujet en trois conférences, Tarare, Roanne, Thizy, Mâcon, Villefranche et Bourgoin.

On peut lui écrire jusqu'au 16 janvier 1902 à l'adresse suivante :

Liard-Courtois, au *Quotidien*, 31, rue Paul-Bert, Lyon.

.˙.

Amiens. — Tous les camarades sont priés de se réunir le dimanche 5 janvier 1902, à 5 heures du soir, au *Cent de piquet*, faubourg du Coint, pour l'organisation de la conférence Dubois Dessaulle : il y a urgence.

.˙.

Dijon. — Réunion du Groupe libertaire tous les quinze jours, le samedi, chez Ehinger, cafetier, 3, avenue Garibaldi.

.˙.

Fougères. — A la suite d'une conférence de Séraphine Pajaud, il s'est formé ici un groupe de jeunesse antimilitariste et anticléricale.

.˙.

Roubaix. — Voici les numéros gagnants de la fête organisée au profit de la Bibliothèque, chez Dominique Rousseau.

234. Un maillot de laine pour homme.
932. Un abonnement aux *Temps Nouveaux*, 6 numéros.
726. Un abonnement au *Libertaire*.
700. Un porte-pipe.
922. Un pied de lampe.
969. Une demi-livre de café.
443. Une paire de chaussettes.
495. Une paire de chaussettes.
643. Un bouquin.
46. Une bouteille de vin.
788. Une bouteille de vin.
888. Un paquet de brochures.
452. Un lot de chansons.
30. Un pied de lampe.
619. Une paire de pantoufles.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE (1)

Sociologie.

N° 90. — *La Vie ouvrière en France*, par F. et M. Pelloutier ; un vol., 3 fr. (3 fr. pour les syndicats), chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

Livre plein de renseignements sur les salaires, les conditions de vie des travailleurs. Avec statistique d leur mortalité comparée avec celle des riches.

N° 91. — *L'Esclavage moderne*, par L. Tolstoï ; brochure à 2 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens ; se trouve aussi dans le volume, *Les Rayons de l'aube* du même auteur, 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Critique très serrée de l'état économique actuel, réserves faites sur le déisme de Tolstoï et sa doctrine sur la non-résistance.

N° 92. — *La Guerre et l'Homme*, par P. Lacombe ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Bellais, 17, rue Cujas.

Dans ce volume, l'auteur démontre l'inanité de la guerre, sa survivance des âges barbares. Rétorque les arguments de ses panégyristes.

N° 93. — *Les Jugements du président Magnaud*, recueillis par Leyret ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

La presse s'est émue depuis peu de quelques-uns des jugements de Magnaud. Le livre de Leyret démontre que ce président peu ordinaire avait entrepris sa campagne de démolition du Code et de la magistrature depuis fort longtemps.

Science.

N° 94. — *Le Conflit*, par Le Dantec ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

Discussion entre un savant et un prêtre sur Dieu, l'âme et le déterminisme. Bon livre de propagande antispiritualiste.

Romans.

N° 95. — *Sous la toque*, par A. Juhellé ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Étude de la vie judiciaire. Le héros, un avocat, dégoûté des vilenies du sale monde qui se démène au Palais dit de justice, jette la toque et la robe aux orties.

N° 96. — *Monsieur Bergeret à Paris*, par A. France ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

Bonne suite de ses aînés.

N° 97. — *La Faiseuse de gloire*, par P. Brulat ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Villerelle, 59, rue des Mathurins.

C'est du joli que la presse dont il s'agit. A lire par ceux qui ont quelques illusions sur ce monde-là.

N° 98. — *La Colonne*, par Descaves ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Stock.

Roman sur une des épisodes de la Commune dans lequel on trouva de bonnes pages contre le militarisme

Théâtre.

N° 99. — *Robes rouges*, par Brieux ; une brochure, 2 fr., chez Stock.

C'est encore du monde judiciaire qu'il s'agit. On y prend sur le vif l'intégrité et la fameuse indépendance des juges.

N° 100. — *Mais quelqu'un troubla la fête*, un acte par L. Marsolleau ; une brochure, 1 fr., chez Stock.

Critique sociale où sont en scène tous les privilégiés.

N° 101. — *La Première Salve*, un acte par A. Rouquès ; une brochure, 1 fr., chez Stock.

Deux soldats, un Français et un Allemand, sont en présence à l'ouverture de la guerre. Ils se demandent pourquoi ils se battraient et vont pour déserter. Surpris par un officier, ils sont fusillés. Mais leur exemple ne sera pas perdu.

AVIS

Un camarade peut-il disposer d'une heure par jour, pendant deux ou trois jours, pour un travail rétribué ?

(1) Voir n° 2, 5, 9, 22, 33 et 44, 1re année ; n° 4, 2e année ; n° 49, 3e année ; n° 33, 5e année.

BIBLIOGRAPHIE

J'ai faim, drame en un acte, par A. Cudut ; une broch., 1 fr., chez Orsoni, 5, rue Lemaignan.

Xeroca de prond, par M. Dimitriu ; 1 broch., à *Revista ideei*, Bucharest.

Les Syndicats industriels de producteurs, par P. de Rousiers ; 1 vol., 4 fr., chez Colin, 5, rue de Mézières.

Les Martyrs de Chicago, une gravure à l'*Émancipation*.

L'Homme dans la société présente et future, une brochure de propagande à 7 fr. 25 le cent, chez Ciste, 6, rue Joseph Rey, à Grenoble.

PETITE CORRESPONDANCE

N., à La Française. — *Pages libres*, 8, rue de la Sorbonne.

B. J., à Dijon. — Nous ne pouvons pas tenir de comptabilité spéciale pour les réunions de chaque groupe. Cela compliquerait trop notre travail. Lorsque vous voulez que l'annonce soit insérée, envoyez-la nous.

B. A., à Romainville. — En vertu des lois scélérates, les anarchistes sont exclus du régime politique. — Envoyez-nous l'adresse et le programme de ladite université lorsqu'elle sera fondée.

A. R., à Saint-Lubin. — Il se peut que l'erreur soit de ma part ; mais cela m'étonne grandement.

P. G., à Senones. — Dix centimes l'exemplaire. — *Pages Libres*, 6 fr. 90 les six mois.

Reçu pour Meunier, de Béziers : Radonde, 0 fr. 50 ; Albert Hayart, 0 fr. 50 ; Charles, 0 fr. 50 ; Eloi, 0 fr. 20 ; Siméon Sauve, 1 fr. ; Bernat, 1 fr. Ensemble : 3 fr. 90. — De Marseille, collecte entre camarades, 3 fr. — Groupe libertaire de Dijon, 5 fr. — C. B., 2 fr. — Sanlaville, 1 fr. — Montgourdin, 1 fr. — Bertet, 1 fr. — Le V., à Autun, 2 fr. — Les camarades Lorientais, 2 fr. — R. G. 0 fr. 50. — M. P. Petit-Ivry, 1 fr. 05. — *Forçats* de Lille, 3 fr. 50. — Thévenon, 1 fr. — Papillon, 1 fr. 50. — Groupe d'études sociales de Fleurance, 2 fr. — Bessèges, collecte entre camarades, 7 fr. — R. A., à Amiens, 1 fr. — Roubaix, restant de la collecte faite à Noël, 6 fr. — Un imprimeur anarchiste, 0 fr. 50.

De Béziers : Cuisse, 1 fr ; Bresson, 0 fr. 50 ; Martinel, 0 fr. 65 ; Scarceriaux, 1 fr. ; Billot, 0 fr. 50 ; Charlot, 0 fr. 25 ; Le Monnier, 0 fr. 50 ; Monchleau, 0 fr. 25. — Total : 4 fr. 65.

Bordeaux : 1re liste, 11 fr. ; 3e, 7 fr. 50 ; 4e, 3 fr. ; 5e, 7 fr. 6e (Jonzac), 6 fr. 60 ; 2e liste (Jonzac) : Maurice, 1 fr. ; Louis, 1 fr. ; Saphy, 0 fr. 50 ; Lagarde, 1 fr. ; Movier, 1 fr. ; Pareau, 1 fr. ; Landreau, 0 fr. 25 ; Doria Dintillac, 1 fr. ; Marcel Dintillac, 1 fr. ; Boue, 1 fr. ; un révolté 1 fr. ; Guegnot, 1 fr. ; Joseph Prospert, 1 fr. ; Renoua Alfred, 0 fr. 50 ; La Justice, 0 fr. 25 ; Un libertaire, 0 fr. 50 ; Un sans travail, 1 fr. ; Martin Georges, 0 fr. 50 ; Davidau, 0 fr. 50 ; Un deuxième, 0 fr. 50 ; Jeanne, 0 fr. 50 ; Un peinard, 0 fr. 50 ; Albert Luba, 2 fr. : Total de la 2e liste 18 fr. 50. L'évêque, 7 fr. 40 ; E. G., 2 fr. ; X. X., 2 fr. Ensemble des listes : 65 fr. moins 1 fr. de frais d'envoi, reste : 64 fr. — La Jarlière, 1 fr. ; Cautié, 0 fr. 50 ; A. Vilar, 0 fr. 50 : X. ; 0 fr. 10. Ensemble : 2 fr 10.

Groupe de Notre-Dame de Bourneville, 2 fr. — Romans et Bourg de Péage, 5 fr. — Fougères, groupe anticlérical et antimilitariste, 0 fr. 45. — Collecte à l'Éducation libre du IIIe, 10 fr. — Vieux savoyard anarchiste 5 fr. — Cela peut aller, 2 fr. — Jeanquimarche, 5 fr. — Groupe libertaire de Grenoble, 11 fr. 50 ; liste Guin, 1 fr. 50 : Ensemble 13 fr. — Port de Bouc, 2 fr. — F. Dard, 0 fr 60 ; sa compagne, 0 fr. 50 ; son petit, 0 fr. 20 ; Un qui attend, 0 fr. 50 : Ensemble, 1 fr. 80. — Totaln 160 fr. 85. — Listes précédentes : 212 fr. 60. — En caisse : 373 fr. 45, que nous avons expédiés au camarade Mercier à Angers. La souscription est close.

Au dernier moment, je reçois de Montpellier 60 fr. La liste en sera publiée au prochain numéro.

Reçu pour le journal : L. M., à Nice, 5 fr. — C. B., 1 fr. 50. — A. G., à Vienne, 1 fr. 05. — Edmond, 0 fr. 50. — Vente d'un vieux chapeau, 1 fr. — V. B., à Puget-Ville, 0 fr. 30. — S., à Marseille, 4 fr. — Anonyme, 1 fr. — Un camarade de P., 2 fr. — B., à Rouen, 0 fr. 30. — Port de Bouc, 1 fr. — Z., à Paris, 2 fr. — Merci à tous.

C. W., à Fressenneville. — M. M., à Fressenneville. — B., à Grenoble. — R.-V. E., à Lausanne. — N., à Charlottenbourg. — G., à Saint-Césaire. — J. M., à Madrid. — S., à Étampes. — B., à Donats. — M., à Saint-Étienne. — P. G., à Senone. — C. G., rue R. — C., à Saint-Chinian. — E D., Tournai. — D., à Boulogne-sur-Mer. — A. L., à Roubaix. — S., à La Palisse. — A. B., à Saint-Marcellin. — B. à Turin. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Impr. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 37 DIX CENTIMES DU 12 AU 18 JANVIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

BILAN

Des chiffres donnant, plus que tout, l'idée de la besogne accomplie, voilà le chiffre de nos recettes et de nos dépenses, depuis le 1er janvier 1901 au 31 décembre.

Abonnements	3.089 95
Vente au numéro	9.316 05
Brochures lithographies, souscriptions	6.288 95
Total	18.694 95

Aux dépenses :

Papier, journal, et brochures	4.314 50
Impression, journal, brochures, lithog.	7.967
Affranchiss., cotis., correspondance	3.289 25
Administration, loyer, frais de vente, et divers	4.579 55
Total	20.150 30

L'excédent de dépenses, représente des sommes qui n'ont pas été touchées par les ayants droit et le déficit annuel.

PRATIQUE ET THÉORIE

I

« J'ai trop de méfiance à l'égard des idées absolues, trop de goût pour les réformes, même fragmentaires, immédiatement réalisables, je suis en un mot trop... opportuniste pour appartenir au parti anarchiste » Tel est le début de l'étude — d'ailleurs très sympathique — que M. Henri Printemps consacre aux idées anarchistes dans le numéro 50 de « Pages Libres ».

Et c'est à cette tendance de présenter l'idée anarchiste comme un idéal très beau à développer en théorie, fournissant un thème intéressant de discussion, mais que l'on relègue aux accessoires lorsqu'il s'agit de passer aux choses pratiques que je voudrais répondre.

Les anarchistes se réclament de la révolution ; les anarchistes sont adversaires des réformes, voilà ce qui découragent ceux qui espèrent forcer la société à accepter les amélioration indispensables qu'ils ont rêvé d'y apporter.

Les anarchistes, il faut le reconnaitre, — moi-même j'ai été un de ceux-là — ont traité fort durement les préconiseurs de réformes.

L'étude et la réflexion ont quelque peu modifié mes sentiments à leur égard, mais nullement à l'égard des réformes elles-mêmes.

∴

Quelques-unes, je le reconnais, sans apporter la solution désirée seraient cependant une amélioration à l'état présent : la journée de huit heures, les retraites ouvrières, par exemple ; il serait maladroit de les combattre.

Nous savons qu'elles ne changeront rien à l'ordre économique ; l'ouvrier continuera à être exploité comme devant, mais elles lui apporteront un soulagement momentané, et ceux qui iront lui parler de ces réformes seront écoutés.

D'autre part, nous savons que la société anarchiste ne s'établira pas d'un coup, même par une révolution. Nous savons qu'il n'y a pas de saut brusque dans la nature ; chaque forme nouvelle se dégage de la précédente. Si parfois il y a violence, c'est que l'ordre naturel a été troublé, que l'évolution est opprimée : alors l'équilibre se rompt, il y a cataclysme. Voilà comment pour ma part, je comprends la révolution.

Justement, pour donner satisfaction aux idées de progrès qui se font continuellement jour, pour éviter d'accumuler les causes de révolution, les gouvernements seront entraînés à des foules de concessions, seront obligés de laisser s'accomplir certaines réformes.

Seulement nous ne nous mêlons pas aux partisans des réformes pour deux raisons :

1° Parce que, toutes les réformes proposées jusqu'ici s'attaquent seulement aux mauvais effets de l'organisation sociale actuelle, et non aux causes ; elles ne font, par conséquent, qu'apporter une amélioration temporaire ou fictive ; elles donnent à croire aux individus qu'ils peuvent changer leur situation, en laissant subsister les institutions qui favorisent leur exploitation et leur asservissement ; elles les entraînent ainsi dans des impasses qui les forcent continuellement à revenir en arrière ;

2° Parce que les réformistes, perdant encore de vue le vrai chemin, portent toute leur activité à faire agréer leurs desiderata par le Parlement, alors que selon nous les Parlements n'ont jamais fait que ratifier ce qui leur était imposé par l'opinion publique, et que le vrai travail de propagande à accomplir consiste à donner aux individus la conception de leurs droits, de leur force, et à leur démontrer qu'ils n'obtiendront que ce qu'ils sauront imposer.

∴

L'anarchiste n'est pas aussi absolu qu'on le pense. Notre idéal s'inspire trop des théories évolutives pour que nous ayons des idées arrêtées sur chaque question, des formules nettes sur chaque problème qui se pose à notre esprit. L'idéal anarchiste ne nous lie pas à des formules absolues sur chaque difficulté. Nous sommes les adversaires résolus de l'autorité, partisans de l'initiative individuelle, de la liberté la plus complète, justement parce que nous avons compris qu'il ne peut pas y avoir de règle unique pour tous ; que l'individu doit être laissé maître de son activité.

Seulement, lorsque l'expérience — individuelle ou historique — lorsque la logique nous démontrent une vérité, nous nous inspirons de cette vérité pour orienter notre action.

Tout le monde sait, par exemple, que lorsqu'on veut combattre une maladie, il faut s'attaquer aux causes et non aux effets. En sociologie, il n'en pas autrement. Les causes de la misère, de l'exploitation, de l'oppression, sont le mode d'organisation capitaliste, et l'autorité ; nous nous refusons à accepter comme une transformation de l'ordre social actuel, toute réforme qui laisse subsister l'exploitation capitaliste, et l'autorité, son soutien.

∴

Les réformistes nous disent : « Vous êtes trop absolus. Ce que vous demandez ne peut se réaliser d'un coup. Il ne faut demander que ce qui est immédiatement réalisable. »

Bon ! mais il ne faut pas oublier que du point de vue des défenseurs de l'ordre social actuel, la plupart des réformes sont considérées comme trop radicales. Lorsqu'il s'agit de les appliquer, on s'efforce de les tronquer. Si nous n'existions pas, ce seraient les réformistes qui passeraient pour demander des extravagances. Les coups qui sont dirigés contre nous, tomberaient sur leur dos. C'est notre intransigeance qui leur déblaie la voie.

Il faut qu'ils se mettent bien dans l'idée aussi, que, pas plus que n'importe quel idéal, les réformes ne s'opèrent telles que les conçurent leurs auteurs. Elles se malaxent sous l'action des différents courants d'idées en lutte, empruntant quelque chose à chacun. Ici encore notre intransigeance leur est profitable.

Mais, pour faire réussir une réforme, il faut être convaincu de son efficacité. Pour aller demander aux gens de consacrer tous leurs efforts, toute leur existence, à la réalisation de telle ou telle réforme, il faut croire sincèrement qu'elle apportera avec elle, un soulagement réel à la misère, une parcelle de liberté au milieu de l'oppression.

Les anarchistes convaincus qu'une réforme temporaire n'est pas l'idéal à atteindre, certains d'avance que le pouvoir existant saura bien les faire tourner au plus grand profit de l'état de choses présent, — les anarchistes restent logiques avec eux-mêmes, en disant aux individus : « Prenez tout ce que vous pourrez arracher à la société bourgeoise ; mais n'oubliez pas qu'une augmentation de salaire, qu'une réduction de la durée du travail, que tel fragment de liberté, ne sont pas le maximum de justice et de bien-être ; ce que vous devez réaliser c'est votre affranchissement intégral, la satisfaction de tous vos besoins. »

Ainsi, les anarchistes font œuvre logique à l'égard des individus, en leur évitant de s'attarder

aux amusements de la politique, en leur démontrant que les améliorations apportées à ce qui existe, ne sont pas le terme final de leurs efforts.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

(*Suite.*)

VI

J'ai réservé jusqu'à présent une objection d'une grande importance contre la thèse de cette étude, une objection qu'il ne faut pas affaiblir :

« Celui qui se tiendrait strictement, me dira-t-on, aux principes dont vous vous êtes recommandés jusqu'ici risquerait fort de ne pas trouver l'emploi de son activité. Il ne ferait rien ou serait condamné à agir seul. Or quand on veut transformer le monde, il faut faire quelque chose et ne pas être seul.

« Vous condamnez toute tactique qui ne fournit pas à chacun des garanties suffisantes pour son développement moral. Or, à éplucher ainsi tous les modes d'agir on finit par ne plus agir. Trop épiloguer sur le sens et la moralité de l'action nous conduit à l'inaction.

« Vous vous placez obstinément au point de vue de l'individu et de la loi individuelle qui est la liberté. Or à côté de l'individu il y a la masse. A côté de l'action individuelle avec ses besoins et ses droits il y a l'action collective. Il est nécessaire que l'humanité fasse bloc contre les obstacles. Et il y a des heures où cent individus médiocres valent mieux, parce qu'ils sont ensemble et poussent bien unis dans le même sens que cent autres indivividuellement supérieurs mais dispersés et besognant en sens contraires. Si, comme on l'a souvent remarqué, une foule représente, en un certain sens, moins que la somme des unités qui la composent, elle représente plus, à un autre point de vue, car l'effort de chacun s'accroît, à son insu, de l'effort de tous les autres. C'est à un grand mouvement d'ensemble, aux courants irrésistibles formés de mille volontés et enthousiasmes semblables que cèdent les vieilles sociétés. Et voilà pourquoi tant de gens s'en tiennent encore à la vieille idée de parti et veulent profiter des masses déjà groupées par le suffrage universel. »

Tout est bien là-dedans, sauf la conclusion. Qui serait assez fou pour oublier que l'action fréquente, constante, dans le plus grand nombre de directions possible est, en toutes choses, une condition indispensable de victoire ? N'est-ce pas au nom de ce principe que nous avons combattu justement le parlementarisme ? Qui serait assez fou pour vouloir abandonner le bénéfice de l'association, de la cohésion, de la coordination des efforts, pour contester qu'il y ait encore là une condition indispensable du succès ? A quoi cela servirait-il, d'ailleurs, de contester une tendance si évidente et si naturelle de l'homme. Vit-on jamais quatre personnes échanger leurs idées, confronter leurs aspirations vers un même but sans essayer, immédiatement, de mettre leurs efforts ensemble ? La solidarité est un moyen non moins nécessaire de la lutte pour réaliser une société meilleure qu'un facteur indispensable du bon fonctionnement de cette société.

Mais pas plus dans un cas que dans l'autre la solidarité, puissance du nombre, ne doit faire oublier la liberté et la volonté, forces individuelles. Voilà ce que j'ai dit et rien de plus. Il ne s'agit pas d'opposer la loi de l'individu à celle de la foule, mais de les concilier dans la mesure possible, de réserver en chaque chose ce qu'on pourrait appeler les droits de l'individualisme minimum et raisonnable. Et cet individualisme ne signifie pas l'homme isolé — chose absurde — mais l'homme fortifié, accru, grandi en volonté, en énergie, en conscience. Pourquoi s'obstiner à confondre ces deux sens? Nous ne prétendons pas faire le siège de chaque conscience isolément, commencer l'éducation de chaque initiative séparément, mais nous refusons notre confiance aux voies et moyens qui ne sont pas dans le sens de cette nécessité, qui se montrent incompatibles avec elle.

Varions donc et multiplions sans cesse nos efforts, groupons-nous de la façon la plus compacte et la plus solide. Mais n'oublions jamais de rechercher, pour leur donner la préférence, les modes de groupement et d'action qui, tout en nous permettant de former des masses solides en vue de l'assaut à livrer aux vieilles citadelles, soient, en même temps, des moyens d'éducation individuelle, les organisations et les tactiques qui assurent, permettent, ou simplement même, n'empêchent pas cette trempe des caractères et des énergies, cet apprentissage et cet exercice quotidien de la liberté qui sont aussi des éléments nécessaires du succès.

Mais voilà justement la chimère! s'écrie-t-on. De tels modes de groupement et d'action, à double effet et double bénéfice, sont impossibles, irréalisables. Vous vous épuiseriez en les poursuivant.

Comment, impossibles! Comment irréalisables! Mais ils existent, ne le voyez-vous donc pas? L'expérience, chaque jour, nous les montre en œuvre autour de nous et nous en offre des exemples variés. Ce sont même les plus communs, les plus naturels, les plus simples, ceux auxquels le robuste bon sens populaire a recours tout d'abord. Ceux qui naquirent de tout temps et naissent encore aujourd'hui des nécessités même de la vie. Nous n'avons donc ni à démontrer théoriquement qu'ils sont possibles, ni à les imaginer péniblement et à les créer, puisqu'ils sont là, tout prêts, sous nos yeux. Il nous suffit de les reconnaître là où ils servent et fonctionnent déjà pour nous en servir nous-même.

N'existe-t-il pas, en chaque pays, un certain nombre de ligues formées en vue d'une infinité de buts divers? Ces buts peuvent être extrêmement sérieux ou extrêmement futiles, conformes à telles ou telles croyances, dans l'intérêt de telle ou telle classe, peu nous importe. Car ce que nous voulons connaître c'est le caractère, le sens, le mode de ces groupements.

Or voici, d'ordinaire, ce qu'est une ligue. Un grand ou un petit nombre d'hommes sont associés en vue d'une tâche commune. Ils sont venus les uns après les autres, à mesure que leur était démontrée l'importance du but à atteindre. Mais chacun est venu librement et reste libre. Le seul lien réside dans l'identité du but. Tous travaillent dans le même sens, mais chacun à sa façon selon ses forces et ses moyens. Personne ne s'est asservi d'avance à un programme étroit et minutieux. On n'a fixé ni le plus ni le moins d'efforts à fournir. Personne ne s'est astreint à une obligation précise, sauf une cotisation légère. Encore est-elle souvent selon les ressources. Chacun, malgré l'association, reste donc libre, responsable de ses actes en face de lui-même, actif dans le sens le plus haut du mot. Mais il sait que l'aide de ses co-associés facilitera sa propre initiative, la rendra plus efficace, plus puissante, plus étendue, en multipliera la valeur. L'homme qui adhère à un groupement de ce genre ne subit donc, de ce fait, aucune diminution morale, aucun retranchement de ses forces vives, puisque tout en ajoutant un nouveau but d'action à ceux qu'il poursuivait déjà, il n'aliène rien de sa liberté, de son initiative, de sa responsabilité.

Or n'y a-t-il pas là le bloc d'humanité dont nous parlions tout à l'heure, l'action d'ensemble, la masse nécessaire pour emporter l'obstacle? Supposons maintenant que les groupes de ce genre se multiplient, que chacun de ceux décidés à combattre puisse faire partie d'autant de ligues qu'il y a d'abus graves à détruire, d'institutions à changer, n'y aurait-il pas là un formidable moyen de transformation sociale?

Les partisans de l'autorité et de la discipline en usage dans les groupements qu'on appelle des partis politiques, nous objectent que cela ne s'est pas encore vu. A qui la faute, sinon à ceux qui font tous leurs efforts pour retenir la foule, troupeau docile, dans les vieux chemins d'obéissance, de hiérarchie et de paresse?

Mais revenons à la lutte plus spécialement socialiste, telle qu'elle est engagée aujourd'hui. Aussi bien toutes nos préoccupations nous y ramènent et nous allons trouver là aussi de quoi confirmer nos dires.

Aucun de ceux qu'intéresse l'émancipation des travailleurs n'a pu rester indifférent au développement formidable qu'a pris, ces dernières années, en notre pays, le mouvement ouvrier et syndicaliste. Avec ce mouvement, le socialisme quitte enfin les régions froides de la théorie et de l'hypothèse pour descendre dans l'action vivante autrement qu'en de courtes émeutes et des révolution sans lendemain. On peut dire que le plus grand événement socialiste de l'époque est là. Pour la première fois, d'une façon évidente, appréciable, le grand espoir des temps modernes commence à se réaliser dans les consciences et les énergies de véritables foules prolétariennes. S'organisant lui-même, le travail livre sur son propre terrain de grandes batailles, et groupée dans les syndicats, la classe ouvrière reprend dans des proportions plus vastes, des conditions plus favorables, l'œuvre ébauchée par l'*Internationale*. La fréquence, l'importance ainsi que certaines formes nouvelles des grèves, en ces derniers temps, sont de sûrs indices du travail qui s'opère au sein des masses prolétariennes. De véritables crises d'effervescence ouvrière se produisent périodiquement en France, depuis quelque temps, et l'on commence à sentir sous ces bouillonnements la ténacité volontaire d'une conscience directrice.

Eh bien, ce syndicat ouvrier, c'est-à-dire l'âme même de ce grand mouvement, cet organisme qui compte aujourd'hui en France, plus de 500.000 adhérents, puissance nouvelle et formidable avec laquelle l'orgueilleuse bourgeoisie commence à compter, ce syndicat, regardez-le attentivement, pénétrez-en bien l'esprit et le sens, vous ne tarderez pas à reconnaître un de ces groupements à double effet, à double bénéfice dont je parlais tout à l'heure. Comparé, par exemple, à l'action parlementaire, électorale, l'action ouvrière syndicaliste, donne de sérieuses garanties pour l'élévation morale de l'individu.

L'ouvrier qui après avoir voté longtemps pour un radical, vote tout à coup pour un socialiste, ou celui qui se fait inscrire, un beau jour, dans un des nombreux partis socialistes qui sont nés de l'*union socialiste*, que gagne-t-il, celui-là, moralement, individuellement? Rien ou à peu près.

On ne peut pas en dire autant de celui qui entre dans un syndicat. Pour celui-là il y a vraiment quelque chose de changé. Celui-là fait partie d'un groupe d'égaux unis par la défense commune de leurs intérêts, un groupe à la vie duquel il prend réellement, ou peut du moins prendre part, tandis que l'électeur socialiste le mieux intentionné ne prend pas réellement part à la vie politique. Le syndicat devient ou peut devenir pour le syndiqué une véritable école d'initiative. Il habitue l'ouvrier à s'occuper lui-même de ses affaires, à discuter et à défendre ses intérêts. Il entretient en lui le sens de la lutte, il exerce ses facultés combattives. D'un être passif dont la vie était auparavant organisée par autrui, il fait un être actif et qui essaye tout au moins de conduire ses destinées. C'est dans les milieux syndicaux qu'on entend parfois des ouvriers faire aux politiciens bons à tout cette réponse consolante : « Nous voulons et nous saurons faire nous-mêmes nos propres affaires. »

Il est évident que ce profit moral ne s'est pas manifesté, à l'état de conscience claire, en chaque syndiqué. Mais ce que nous voulons montrer c'est que ce profit moral s'accorde aussi bien avec le syndicat, groupement égalitaire d'action immédiate, qu'il s'accorde mal avec le parti politique, groupement hiérarchique d'action lointaine.

Ainsi le bon sens populaire a fort bien résolu le problème contre lequel sont venus échouer les pontifes directeurs du socialisme. Il a pratiquement réalisé l'accord indispensable du point de vue économique et du point de vue politique. Le mouvement syndicaliste qui s'affirme de jour en jour comme le véritable vainqueur du capital porte en lui-même, en effet, par sa nature, par sa forme même, son idéal politique. Et cet esprit politique étroitement adéquat à l'organisation du travail, quoiqu'il ne se soit pas encore nettement dégagé toujours, c'est l'esprit de liberté, de *self-government*, d'initiative et de dignité individuelle. Cet esprit politique, c'est conscient ou non, l'individualisme, puisque le syndiqué c'est l'individu-prolétaire enfin dégagé de toutes les protections, de toutes les tutelles, de tous les mensonges par lesquels on l'avait dupé jusqu'ici, l'individu-prolétaire se plaçant pour la première fois, bien en face de son intérêt primordial, résolu à faire passer cet intérêt avant tous les autres et à ne compter pour réussir que sur l'association libre avec ses égaux. Cet esprit politique, c'est, en un mot, l'esprit anarchiste. Et c'est ainsi que l'intellectuel adepte des fortes morales individualistes et le travailleur manuel des syndicats finissent par se donner la main.

Devant cette organisation populaire se présentant d'elle-même si belle, si forte, si complète que devait être l'attitude de ceux qui allaient être appelés à exercer sur elle une influence? Est-il besoin de le demander? Ceux-là devaient avant tout en respecter l'esprit, en laisser se dégager librement ce caractère d'effort autonome qui fait toute sa force, et n'intervenir que pour aider les travailleurs à prendre conscience de cette force.

Il n'y avait pas deux langages à tenir aux ouvriers groupés dans leurs unions de métier : « Que votre lutte contre l'exploitation capitaliste soit, avant tout, une affaire d'ouvriers faite par des ouvriers. Conservez, avant tout, au beau mouvement que vous avez su créer, son caractère. Dans votre bataille quotidienne contre le patron, organisez-vous comme vous l'entendrez, mais organisez-vous vous-même librement. Soyez calmes ou violents suivant que vous le jugerez à propos, mais décidez-le vous mêmes. Et méfiez-vous de tous ceux qui vous diront autre chose. De même que le patron vous exploite en vous mesurant le pain, l'air, la lumière, le politicien qui voudrait se mettre à votre tête et vous diriger, vous exploiterait aussi en vous mesurant la dignité, l'initiative, la conscience de vos forces. Si vous voulez conquérir un jour, non plus un petit surcroît de salaire, mais le salaire intégral, posséder vous-mêmes les mines, les machines, les usines, les belles maisons, la terre, toutes les richesses sociales, il vous faut devenir beaucoup plus forts que vous n'êtes et c'est par la confiance en soi que l'on devient plus fort, plus audacieux. Et cette confiance en vous-mêmes, vous ne l'aurez pas si vous permettez au premier venu de faire vos affaires à votre place. » — Voilà ce qu'il fallait dire.

Mais quand on s'est fait fort de donner le bonheur aux gens sans qu'ils s'en mêlent et par un simple changement de ministère, on ne peut pas dire cela. Aussi les politiciens socialistes ne l'ont-ils pas dit. Ils ont agi et parlé dans le sens contraire. Ils ont demandé que le mouvement ouvrier, avec son organe le syndicat, se mette à la remorque d'une doctrine, d'un parti (1). Ils ont manœuvré pour que le travail organisé et conscient n'ait pas la place d'honneur dans sa propre lutte contre son ennemi séculaire. En un mot ils ont fait de leur mieux pour enlever à ce grand, à ce beau mouvement d'action ouvrière et syndicale une partie de sa vertu, en essayant d'en obscurcir et d'en fausser l'esprit.

Ils n'ont pas réussi, d'ailleurs, car le syndicat a su se défendre et il faut espérer qu'il se défendra de mieux en mieux contre ce danger.

Mais ceci n'est plus de notre sujet. Nous nous sommes occupés ici, en effet, de l'action syndicale et du groupement syndical uniquement parce que nous y trouvions un exemple puissant et actuel de ce que nous voulions établir. A savoir que le souci de se grouper puissamment n'exclut pas celui de s'élever, de se fortifier moralement et qu'il n'est pas absolument nécessaire d'abrutir, d'asservir, de diminuer l'individu pour affranchir la masse; que parmi les moyens de transformation sociale préconisés, il y en a qui, par eux-mêmes et indépendamment du but poursuivi, sont nobles et d'autres vils, qu'il faut employer les premiers de préférence, qu'on peut toujours le faire et qu'on le ferait sans l'obstination de ceux qui se refusent à voir l'évidence.

(*A finir.*) CHARLES ALBERT.

(1) Voir *Congrès ouvriers*, par P. Delesalle, *Temps nouveaux*, 15 septembre 1900.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Maintenant que je suis à peu près rétablie les jugeurs ne me lâchent pas. J'ai comparu, le mardi 24 décembre, devant le juge d'instruction du Mans, mon état de santé ne me permettant pas d'aller à Boulogne; il me lut des rapports du commissaire de Calais; car c'est dans ma conférence de Calais, du 13 octobre dernier, que j'aurais, paraît-il, commis un délit. J'aurais conseillé aux mères d'éduquer leurs enfants de façon à ce que lorsqu'aurait sonné l'heure de la révolution, leurs fils obéissent à ceux qui leur commanderaient de faire feu sur le peuple en levant la crosse en l'air! ajoutant, à moins qu'ils trouvent mieux à faire par ailleurs.

Ce matin, je viens donc d'être pour la troisième fois, invitée à me rendre à Boulogne et de me présenter vendredi prochain 10 janvier, à 9 heures du matin, au palais d'injustice.

SÉRAPHINE PAJAUD.

P. S. Le citoyen Salembier, ancien maire guesdiste de Calais, a fait son possible pour aider le commissaire à m'être favorable, à rebrousse-poil.

* *

Mouvement ouvrier. — Prenant texte de la circulaire ministérielle portant atteinte à l'autonomie des organisations ouvrières, le camarade Yvetot, à la fois dans le *Libertaire* et dans la *Voix du Peuple* préconise la fondation de coopératives destinées dans son esprit à assurer l'indépendance financière des organisations économiques.

Pour ma part je croirais qu'il y a une grave erreur à identifier l'action coopérative et l'action syndicale. La première consiste à se servir de moyens exclusivement capitalistes, achats, ventes, bénéfices, répartitions, etc. etc., cela peut, en période capitaliste être tout au plus un moyen de réduire quelque peu la misère de certains, la rendre moins âpre, mais n'a rien à voir avec l'émancipation intégrale de la classe ouvrière. Bien mieux, si l'on admet même partiellement les effets de la loi des salaires, il arrive que la création de coopératives loin de favoriser l'élévation des salaires tendrait au contraire sinon à aider à les réduire tout au moins à les maintenir au taux actuel. Les capitalistes ne donnent aux travailleurs que ce qui leur est strictement nécessaire, et l'aide momentanée que la coopérative leur apporte comme consommateurs elle le leur enlève comme producteurs; si bien qu'en définitive ce sont les capitalistes qui en ont les plus grands profits. Ce n'est pas rare, du reste et je pourrais citer de nombreuses coopératives fondées et jalousement entretenues par des capitalistes. Les Deschanel, Waldeck et autres parfaits défenseurs de la société bourgeoise sont des grands pontifes du coopératisme sous toutes ses formes. Quand à la coopération de production si elle veut réussir elle doit procéder absolument comme le premier capitaliste venu. Toutes les coopératives ou à peu près se composent de quelques individus qui se partagent les bénéfices produits dans les mêmes conditions que dans n'importe quelle usine capitaliste. J'ai là sous les yeux la gazette officielle des coopératives, qui m'apprend que l'état major de ces sociétés est composé d'excellents défenseurs de la société. Tous les pontifes sont constellés de rubans comme un vulgaire Millerand, et il n'y a pas bien longtemps que la même gazette adressait des remerciements à Nicolas II l'assassin de toutes les Russies. Dans ces conditions je voudrais bien savoir ce qu'a à faire l'action révolutionnaire avec un pareil mouvement.

Je ne parlerai pas de la corruption coopérative, c'est un chapitre trop riche en faits et trop connu, les courtages, les pots-de-vin ont corrompu tant d'individus que je crois inutile d'insister. Je pourrais pour ma part citer tout un volume de faits.

Pour vivre il faut à la coopérative de production se mettre en concurrence avec le commerce capitaliste, lutter avec lui sur le marché produire à meilleur prix, et il arrive ce fait que la coopératrive de production tout comme celle de consommation peut à un certain moment donné, favoriser une baisse des salaires, les capitalistes pour lutter à leur tour efficacement contre la coopérative n'ayant plus que ce moyen. Si bien qu'une minorité se trouve favorisée au détriment des travailleurs de toutes une corporation. Ou bien il faudra à la coopérative maintenir les prix et elle-même ne pourra lutter sur le terrain capitaliste qu'à condition que ces mêmes travailleurs fassent des sacrifices et réduisent ainsi leur pouvoir de consommation. La société capitaliste est ainsi faite qu'il n'y a guère de possibilité de sortir de ce dilemme.

La coopération peut arriver à émanciper quelques individualités, elle est incapable de transformer la société.

L'action syndicale au contraire, qui n'est en réalité que l'action des exploités contre les exploiteurs, des travailleurs contre ceux qui les oppriment est une action vraiment révolutionnaire et c'est pourquoi elle a toutes nos sympathies. L'action syndicale a développé l'esprit de révolte dans la classe ouvrière, la fréquence des grèves, le caractère de plus en plus élevé des revendications des travailleurs etc., etc. Tout cela montre que ce mouvement n'a pas trahi nos espoirs. L'action coopérative au contraire pratiquée en France depuis plus de cinquante ans a toujours été contre les espérances des travailleurs. L'aide qui lui est toujours venu d'en haut le prouve surabondemment. L'action coopérative n'a rien à voir dans l'action révolutionnaire.

Il y a certainement encore beaucoup à dire sur la coopération. J'y reviendrai à l'occasion.

* *

Les Bourses du travail ont été jusqu'à ce jour d'excellents centres de propagande ouvrière. Les travailleurs y ont appris entre autres à s'y grouper pour mieux résister à l'avidité de leurs exploiteurs. Les services créés dans la plupart d'entre elles ces temps derniers tels que « caisse de solidarité », « caisse du sou du soldat » etc, n'ont pas été bien vus en haut lieu; de là la circulaire Waldeck.

Le message ministériel porte ses fruits, différentes Bourses du travail se sont vu exiger des rendements de compte sur les modestes subventions qui leur sont accordées.

Mais il y a mieux à Brest ladite circulaire a produit tout son effet et la municipalité a refusé aux syndicats un local destiné à les réunir.

A Saint-Nazaire le maire a décidé que le secrétaire chargé du placement des travailleurs ne serait plus indemnisé comme par le passé. Le maire assure-t-on, applique la circulaire ministérielle.

En définitive nous ne pouvons que remercier Waldeck de sa circulaire qui aura pour effet de rejeter les syndicats dans l'action révolutionnaire où ils hésitaient encore par trop à s'engager.

* *

En annonçant la semaine passée la réception faite par le successeur de M. Sadi Carnot aux renégats

qui dirigent les syndicats « jaunes » j'émettais cette opinion que son excellence von Millerand devait être leur introducteur.

Je ne croyais pas avoir touché si juste. En effet, non seulement le délégué socialiste du comité portefoin au ministère du commerce est l'introducteur des « jaunes » mais il est aussi leur grand protecteur. Il le fait du reste annoncer lui-même par l'officieux journal *Le Temps*.

Voici la note :

« Au ministère du commerce on nous dit à ce sujet que M. Millerand a *reçu* il y a quelques semaines une délégation de la *Bourse* indépendante au cours d'une de ses audiences du mercredi. »

Certe, nous n'en sommes pas jaloux mais pour ma part j'aimerais à avoir l'avis de M. Gérault Richard qui reprochait l'autre jour à Loubet Ier, d'avoir reçu ces transfurges de la classe ouvrière.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du IIIe*, 14, rue Grenier-Saint, Lazare. — Dimanche 12 janvier, à 8 h. 1/2 du soir-salle Jule. soirée familiale. Causerie par le cama, rade Fradet, instituteur révoqué, sur Jean Coste. Concert avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires. Tombola gratuite.

Vestiaire : 0 fr. 30. — Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

*Le groupe abstentionniste du IIIe* invite tous les abstentionnistes de Paris à assister à la réunion qui aura lieu le jeudi 16 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle Garnier, 90, rue des Archives pour tâcher d'avoir une entente commune en vue des prochaines élections.

Prière d'envoyer tout ce qui peut concerner la propagande abstentionniste à l'Education libre, 14, rue Grenier-Saint-Lazare.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — A 8 h. 1/2.

Samedi 11 janvier. — Bruneteaux. — *Vénus*, de Michel Corday et les *Avariés*, de Brieux.

Lundi 13. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

Mercredi 15. — A. Messimy, ancien capitaine breveté d'état-major. *L'armée démocratique de demain.*

*Bibliothèque communiste du XVe*, 38, rue de l'Eglise à l'Emancipation. — Réunion jeudi soir à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Les camarades organisent pour le 1er Février une grande fête internationale privée, concert, bal de nuit et tombola gratuite.

Les camarades qui désireraient donner un lot; de quelque nature qu'il soit, il sera accepté avec plaisir ; sont priés de l'envoyer ou d'écrire au secrétaire du groupe, 38, rue de l'Eglise.

J. Berson.

L'Effort, U. P. du grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2.

Vendredi, 10 janvier. — Conférence par le citoyen Tixier, de la Faculté de droit : La situation de la femme dans le droit révolutionnaire.

Dimanche, 12, à 2 h. de l'après-midi. — Fête enfantine. lanterne magique, histoires, chants etc.

Mardi 14. — *Socialisme et religions*, conférence par le citoyen Kocxinska.

Vendredi 17. — *Erreurs et préjugés*, par le citoyen Maugarny.

Théâtre social coopératif. — 26 janvier, sur la scène du Pavillon syndical, place Dupleix, première représentation : *Retraites ouvrières*, le produit de cette représentation sera attribué à la famille de Grandidier.

*Jeunesse révolutionnaire internationaliste du XVIIIe*. — Tous les jeunes révolutionnaires, imbus des idées *antimilitaristes*, sont invités à la réunion, qui aura lieu le mardi 14 janvier à 8 heures 1/2 du soir, au Social-Restaurant coopératif, 36, rue Charlot, à seule fin de s'entendre pour organiser la propagande.

Roubaix. — La bibliothèque est ouverte le dimanche matin les livres tous prêtés gratuitement On y vend toutes les brochures, journaux, « *Jean-Pierre* » journal pour enfants. Chez Béranger, rue Paul-Bert, 38.

Amiens. — Conférence publique et contradictoire organisée par la jeunesse libertaire d'Amiens, salle de l'Alcazar, le 12 janvier, à 8 h. 1/2 du soir.

Ordre du jour : *L'armée, école du crime*, par Dubois-Desaulle.

Bordeaux. — *Jusqu'à nouvel avis*, les compagnons anarchistes en relations épistolaires avec le groupe du chef-lieu de la Gironde adresseront lettres, journaux, brochures au camarade Antoine Antignac, impasse Baudin, villa Marthe, Le Bouscat (Gironde).

Cette note est adressée à nos organes de propagande afin que les documents destinés à *la Bibliothèque libertaire de Bordeaux* arrivent à destination.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Depuis nos derniers avis, il est rentré une demi-douzaine de volumes.

Nous renouvellons notre appel pour faire rentrer les volumes dehors, nous adressant à l'amour-propre de ceux qui les ont, pour ne pas détruire par leur négligence, une œuvre d'éducation commune.

Nous ne publions pas les noms parce que nous ne les possédons plus.

Mais si la bibliothèque a eu à souffrir de la mauvaise volonté des uns, par contre quelques autres camarades s'y intéressent. Un de nos amis vient de lui faire cadeau d'une douzaine de volumes ayant trait à l'électricité.

Nous tâcherons de grouper quelques camarades pour augmenter le nombre des volumes de la bibliothèque.

LA BROCHURE A DISTRIBUER

Voilà huit à dix mois que notre dernière est parue, nous avons depuis, ramassé en tout, une quarantaine de francs, pour en préparer une autre. C'est loin des 300 francs nécessaires.

Voilà les élection qui approchent. Il serait utile d'en faire une. Nous avons pensé à réunir sous forme de brochure *La Grève des électeurs*, de Mirbeau, et un autre article du même auteur, intitulé *Prélude*.

En s'y prenant d'avance, on peut réunir quelques centaines de francs pour en faire un tirage important, si les camarades veulent se remuer.

En nous basant sur le prix de la dernière, nous pourrions laisser à 15 fr. le mille, peut-être à meilleur marché, si le tirage est fort.

A ceux qui croient l'idée bonne de voir la somme qu'ils peuvent souscrire, et ce qu'ils peuvent payer d'avance.

NOTRE PROJET D'ÉDITION

Je prie les camarades de patienter. Lorsque j'ai fait l'annonce je croyais pouvoir être prêt plus tôt.

Je ne pourrai guère donner de la copie à l'imprimeur avant cinq ou six semaines. Sitôt que j'aurai donné la première copie j'avertirai les souscripteurs pour le versement des fonds en une ou deux fois, selon leurs facilités. Soit qu'ils versent eux-mêmes, soit que l'on prenne remboursement.

Jusque-là je continuerai à recevoir les adhésions.

L'avantage pour les souscripteurs sera de recevoir l'édition soignée et l'édition de propagande pour 6 fr. 50. — Une fois les premiers versements faits il ne sera plus reçu d'adhésion. Ceux qui voudront le volume, le paieront son prix de librairie, 9 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

Kleber, à Troyes. — Donnez une forme de convocation à votre appel.

F. G., à Lyon. — Un cent de chaque. Oui.

G., à Arles. — Je n'ai jamais rien dit de semblable.

Anonyme à Rolanne. — L'abon. sera servi. — Voilà trois mois que je ne fais que parler de cela dans le journal. — Oui, on pourra payer en deux fois.

Marseille. — Oui. *Les Paroles d'un révolté*, à 1 fr. 25.

C. E., à Grenoble. — Oui, je ferai paraître en fascicule, mais vu le tirage restreint, il ne pourra être déposé chez les libraires.

Pontivy. — J'ai bien expédié le spécimen ; mais pas reçu de réponse.

H. K., à Micheroux. — Le dernier mandat reçu est du 28 novembre, 15 fr.

R., à Apt. — Dans le dernier numéro, nous avons donné l'adresse de Séraphine Pajaud. Adressez-vous à elle.

C. C. M. — L'abon. Coppelle est revenu avec la mention « inconnu ».

C. à Agen. — Plusieurs des numéros nous manquent.

Reçu pour Meunier : G. à La Palisse, 1 fr. — Premiers pas d'un jeune affranchi, 0 fr. 50. — Brest, groupe libertaire, 0 fr. 90. — Marius, 2 fr. — Giacobino, 0 fr. 20 — Georges S. 2 fr. — Collecte à la soirée russe du 31 décembre, 20 fr. — Un libertaire partisan de la langue universelle, sol si si sol, 0 fr. 50. — C. A., à Ratenelle, 1 fr. — Total, 28 fr. 60.

Ce qui avec la dernière liste de 375 fr. 55, (il devait y figurer, 2 fr. 10 et les 60 fr. de Montpellier) cela fait 463 fr. 15, que nous avons fait parvenir au camarade Mercier qui, ayant reçu plus de mille francs, a envoyé 600 fr. à Meunier et garde le reste en réserve pour son retour.

Liste de Montpellier (dont le total a été inséré au dernier numéro). — Lacombe, 1 fr.; Arnal, 1 fr. ; Un sans patrie, fr. 50; Un chômeur, 0 fr. 10 ; L. Niel, 0 fr. 50 ; X., avocat, 2 fr. ; Augé, 0 fr. 50 ; J. Tournemire, 0 fr. 60 ; Arnal jeune, 0 fr. 20 ; Un révolté, 0 fr. 50 ; Crème aux marrons, 0 fr. 20; Mon besoin est à moi, 0 fr. 50; Cabiron Victor, 0 fr. 20; A. Tournemire, 0 fr. 15; Un chômeur, 0 fr. 10 ; Gustave Cathala, 2 fr. ; A. M. et P. M., 1 fr. ; Laborie, 0 fr. 50 ; J. Galtier, 1 fr.; Un révolutionnaire, 1 fr.; Arblade, 1 fr.; Astigiano, 1 fr.; Un libertaire, 0 fr. 50; A bas l'armée, 0 fr. 50; Le chambardement sera la fin, 0 fr 30; Un métallurgiste, 0 fr. 30; Franques, 0 fr. 50; Louis Vitou, 0 fr. 25; A bas les flics, 0 fr. 50; Le Rouquin, 1 fr. ; X. Y., 2 fr.; B. universitaire, 1 fr. ; Z., 0 fr. 50 ; Un peinard, 0 fr. 10 ; Je m'en fous, 0 fr. 50 ; Un député, 1 fr. ; Vive l'anarchie, 0 fr. 50 ; 16-S-10, 0 fr. 50; Mort aux cafards, 0 fr. 50 ; Un libertaire, 1 fr. ; Un anarcho, 0 fr. 50 ; Un anarchiste, 0 fr. 50 ; Une mère et sa fille, 0 fr. 75; Bezombes, 0 fr. 25; Parguel, 0 fr. 10 ; E Laurent, 0 fr. 28 ; Galtier, 0 fr. 50 ; Auzer, 0 fr. 50 ; Emile, 0 fr. 25; Galibo, 0 fr. 25; Acracia, 0 fr. 50; Chassagne, 0 fr. 50 ; Un intellectuel, 0 fr. 50; Fages, 0 fr. 25; Chabrier, 0 fr. 25 ; Woillez Isidore, 0 fr. 50; Gimeis François, 1 fr. ; Cervaize Albert, 2 fr. ; Vassal, 1 fr. ; Marc, 0 fr. 50; Berthomieu, 0 fr. 75; Conte, 0 fr. 10 ; Un enemigo de la propriedad, 0 fr. 15 ; Une femme anticléricale, 0 fr. 50 ; Un intellectuel, 0 fr. 50 ; Blancher, 0 fr. 50; Boulouis, 0 fr. 50 ; Hedricouf, 0 fr. 50 ; Vié, 0 fr. 50 ; Hittef, 0 fr. 50; Priganoff, 0 fr. 50 ; Bousquet, 0 fr. 50 ; Cros, 0 fr. 50 ; Ratcheff, 0 fr. 50; Abalas, 0 fr. 50 ; X. Y. 0 fr. 50; L. A., 0 fr. 50 ; Chinchinna officinalis, 0 fr. 50 ; F., 0 fr. 50 ; R., 0 fr. 50 ; G., 1 fr. ; Anonyme, 0 fr. 25 ; Un petit patron, 0 fr. 30 ; Mercier, 1 fr. ; Serin, 0 fr 25; Coste, 0 fr. 50 ; Ribo, 0 fr. 50 ; Libre, 0 fr. 25 ; Roussillon, 0 fr. 50; Etudiante russe, 2 fr. ; Puech, 0 fr. 20 ; Liberté, 0 fr. 50 ; Arlès indépendant, 0 fr. 25 ; Une victime, 1 fr. ; L'armée c'est l'école du crime, 0 fr. 50; Huck, 1 fr. ; Boissezon Jean 0 fr. 30 Guiraud, 0 fr. 50 ; Boissezon Roger, 1 fr. ; Une libertaire; 0 fr. 20 ; A bas les bourgeois, 0 fr. 50 ; A bas les idoles, 0 fr. 50. Total, frais enlevés : 60 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : J. M. à Marseille, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : G. à La Palisse, 1 fr. 10. — Giacobino, 0 fr. 15 — S. à Camps, 1 fr. 50. — B. 0 fr. 50. — Pontivy 0 fr. 60. — S. de C. 2 fr. 60. — M. à Tullins 0 fr. 50. — J. M. à Marseille 1 fr. 50. — Marseille : Garnier 0 fr. 50 ; Barral 0 fr. 25. — Edmond 0 fr. 60. — Pour, faire distribuer le journal : 10 francs. — B. à Berne 2 fr. — C. à Ratenelle 1 fr. — Merci à tous.

L. rue de B. — B. à Béziers. — B. à Roubaix. — C. à Beaune. — D. à La Haye. — L. au Chambon. — M. à Pantin. — C. à St-Chinion. — P. J. à Genève. — P. à Chaux-de-Fonds. — H. R. à Neuchâtel.

E. B., à Givonnes. — B., à Jonzac. — S. P., à Modène. — S., à Choumla. — R. à Alexandrie. — C., à Clarens. — B., à Genève. — L., à Verviers. — P. C., à Garches. — J. à Autun. — M. à Rennes. — N., à La Tremblade. — F., à Barcelone. — F., à Jonzac. — S. de C., à Lisbonne. — J. H. à Rotterdam. — à Lorette. — B., L., au Havre. — P., à Mouy. — C., au Chambon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 38 DIX CENTIMES DU 19 AU 25 JANVIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA SACRO-SAINTE PROPRIÉTÉ

Pour faire réfléchir les jurés qui ont à prononcer sur le sort de Geay.

Il y a longtemps que la raison, la conscience humaine conçoivent des doutes sur la légitimité de la propriété. Ces doutes vont en grandissant, en augmentant et ils ont fini par s'emparer du cerveau de ceux-mêmes qui, par vocation ou profession se montrent les plus réfractaires à tout progrès social : nous voulons parler des *économistes* plus ou moins orthodoxes, ces soi-disant savants qui ont assumé la mission peu enviable de défendre cette sacro-sainte propriété, non pas par la loi, mais par la raison.

Si, au dire de Tolstoï, les ouvrages de Spencer et de Henry George « contiennent des arguments clairs et irréfutables sur l'illégitimité de la propriété foncière, » ces deux penseurs ont eu des prédécesseurs, déjà au siècle dernier.

Sans parler de J.-J. Rousseau, ni de Necker ministre des finances de Louis XVI, de David Ricardo, initiateur de la théorie de la rente foncière, voilà J.-B. Say, père et beau-père de toute une tribu d'archi-millionnaires, dont plusieurs sont des économistes, bien entendu de l'école des satisfaits. L'aïeul des Say trouve donc que « le droit de propriété sur les fonds de terre manque d'évidence ». Un autre économiste notoire, Joseph Garnier, ne voit dans la propriété foncière qu'une « convention légale. »

Plus près de nous, un des dalaï-lama de la prétendue science économique, un des défenseurs les plus féroces de tous les privilèges, de tous les monopoles, de toutes les injustices sociales et canailleries patronales, M. Leroy-Beaulieu, directeur de l'*Economiste français*, déclare ingénument : « C'est un problème très complexe, très discuté, éternellement discutable, que celui de la propriété foncière privée, de ses origines, de ses droits et de ses limites. »

Au Congrès international de la Propriété foncière, tenu à Paris, les 11, 12 et 13 juin 1900, un Allemand, M. Gustav Freiburg, conservateur à tous crins et apologiste forcené de son « gracieux souverain » Guillaume II, a donné une liste interminable des crimes et péchés de la propriété foncière, notamment de celle dite bâtie et surtout dans les grandes villes. Cette récapitalation concluait comme suit : « Nous croyons avoir suffisamment démontré les vices congénitaux de cette propriété, pour nous croire autorisé à la déclarer, dès à présent, *nocive immorale et antisociale...* »

Après une constatation pareille, il n'y avait plus qu'à tirer la conclusion logique : une condamnation de cette institution malfaisante et surannée!...

Mais vous connaissez mal les savants, surtout ceux qui font des « thèses de conciliation » comme le naïf Allemand. Celui-ci proposa avec un zèle d'apôtre des temps jadis un système complet de rectification de la propriété foncière, une « légitimation » qui respecterait tous les droits acquis, en faisant profiter les propriétaires actuels du bénéfice de la prescription.

Comme si l'on pouvait rectifier, légitimer, ce qui est *nocif, immoral et antisocial!*

Et pour preuve : Le *Journal des Economistes* publie — bien tardivement — un compte-rendu du *compte-rendu du Congrès international de la Propriété foncière*, de Paris, de 1900. Voici ce qu'on lit dans le numéro du 15 novembre 1901 de la feuille chère aux spéculateurs sous la signature Maurice Zablet :

« M. Gustav Freiburg fait remarquer combien la propriété foncière est mal établie. Nous ne le démentirons pas, et nous irions volontiers plus loin que lui en disant que *c'est la propriété en général, le droit de propriété sans épithète, dont la constitution laisse beaucoup à désirer.* »

Je te crois ! cher homme !

Et, plus loin : « M. Freiburg démontre que l'impôt foncier est aussi mal établi que le droit de propriété lui-même. »

Nous ne le leur faisons pas dire, comme vous voyez, aux défenseurs de l'état de choses établi, aux conservateurs.

Après ce précieux aveu, dont il sera tenu compte, un jour, à M. Maurice Zablet, peu nous importe à nous, qu'il rejette finalement la proposition de M. Gustave Freiburg. Nous acceptons volontiers ses critiques de la propriété sans épithète, et nous espérons le compter un jour parmi les nôtres.

Jurés, qui aurez à statuer sur le sort de Geay, le malheureux locataire sans travail, ayant une femme malade et enceinte et deux enfants à nourrir, n'oubliez pas ce que pensent vos économistes eux-mêmes des droits des « vautours » !...

. . . .

J. B.

PRATIQUE ET THÉORIE [1]

II

Si nous nous tournons vers l'action parlementaire, nous voyons que là, encore, les réformistes font fausse route.

Cinquante ans de suffrage universel nous ont démontré suffisamment l'imbécilité du suffrage universel pour que nous ne le prenions plus au sérieux. Cinquante ans de pratique du parlementarisme sont suffisants pour étaler son impuissance aux yeux de celui qui veut les ouvrir. Il est raisonnable de nous méfier et de chercher mieux.

Si nous étudions comment une réforme entre dans la pratique, nous voyons que c'est toujours l'action de l'initiative individuelle, qui l'impose à l'opinon publique qui, à son tour agissant sur le parlement, le force à légiférer.

Puisque le parlement n'enregistre que ce que l'initiative individuelle le force à sanctionner, n'est-ce pas gagner du temps que de s'adresser directement à l'initiative individuelle, en l'excitant à se manifester sans attendre la permission de qui que ce soit ?

D'autre part, toute la période historique, c'est-à-dire des milliers d'années, nous démontre que l'autorité a été de tout temps néfaste à l'humanité ; qu'elle a perverti ceux qui en étaient investis aussi bien que ceux qui la subissaient, nous voulons donc — dans la mesure du possible — agir librement, dans la plénitude de nos facultés, réclamant ce droit pour tous, incitant chacun à agir en ce sens, sans rien réclamer à cette autorité que nous jugeons néfaste.

M. Printemps nous dit : « Il en faudra toujours un peu ; quand ça ne serait que pour empêcher les enfants de commettre des bêtises irréparables ».

Ce camarade oublie que les partisans actuels les plus enragés de l'autorité, ne la demandent que pour le bien général. Et comme ce bien général ils entendent le réaliser en appliquant à tous une règle commune, sa conception de l'autorité n'apporte pas de solution nouvelle.

Si on veut que l'autorité soit efficace en vue de la besogne qu'on lui réserve, il faut l'armer de façon à ce qu'elle puisse agir utilement. Vous l'armez pour le bien, qui l'empêchera de faire le mal ?

Lorsque l'ami Printemps nous aura démontré que l'autorité n'a jamais outrepassé, qu'elle ne dépassera jamais les limites assignées, je lui accorderai qu'elle peut être utile.

⁂

Et puis enfin, il faudrait s'entendre. Puisque l'on convient que la société anarchiste serait l'idéal pour l'humanité ; puisque la seule objection qu'on lui fasse alors est que les esprits n'y sont pas préparés, il n'y a évidemment qu'une chose à faire, c'est de les y préparer. Et on ne les y préparera qu'en la leur exposant, qu'en leur expliquant les raisons qui nous en démontrent la nécessité et la logique.

L'homme ne sera libre que lorsqu'il aura créé un état social où il trouvera la possibilité de satisfaire tous ses besoins physiques et intellectuels en s'associant librement à ceux dont l'évolution est parallèle à la sienne : c'est vers ce but que nous marchons ; c'est à la diffusion de cet idéal que doivent tendre nos efforts.

Sera-t-il complètement réalisable ou non ? Sera-ce demain ou dans mille ans ? De cela nous n'avons pas à nous inquiéter. C'est cet idéal que notre raisonnement nous montre rationnel, c'est sa réalisation intégrale qui seule, peut nous satisfaire, nous y marchons sans vouloir en rien l'amoindrir. N'y aura-t-il pas assez de retardataires, d'esprits timorés ou rétrogrades, pour y apporter des atténuations et des compromis ?

Lorsque la nuit pesante couvre l'espace de ses ténèbres, confondant en un voile d'ombre mer, rochers et rivages ; il suffit d'une petite lumière, vacillante, au loin, pour que le vaisseau reconnaisse sa route. L'idéal pour l'humanité, c'est le phare qui lui indique la route, lui permettant d'éviter les écueils. Les écueils où échouent la

[1] Voir le numéro 37.

plupart des bonnes volontés, ce sont justement les replâtrages de ce qui existe. L'idéal anarchiste n'aurait-il à son actif que le seul mérite de nous empêcher d'y échouer, cela serait suffisant pour le justifier.

Mais il est, de plus, juste, réalisable, lorsque les individus voudront se donner la peine de le comprendre; c'est donc à sa réalisation que nous devons travailler, en le développant, en l'expliquant à ceux que nous voulons entraîner avec nous, en combattant ce qui entrave son évolution, en perçant à jour les sophismes à l'aide desquels on maintient les cerveaux dans l'ignorance, dans l'esclavage des préjugés héréditaires.

Et cette besogne ne portera ses fruits qu'à condition que ceux qui l'accomplissent, toujours logiques avec eux-mêmes, n'accepteront aucun compromis avec les institutions reconnues mauvaises.

⁂

Cette façon de voir, évidemment, ne peut que nous éloigner de ceux qui veulent réformer la société en essayant de conquérir les fonctions gouvernementales. Mais lorsque nous voyons ce qu'ils y deviennent une fois installés, lorsque nous voyons ce que sont devenues les prétendues réformes lorsqu'elles ont passé par la filière parlementaire, nous n'avons rien à regretter.

Nous savons, d'autre part, qu'il nous est impossible de vivre absolument selon notre idéal dans la société actuelle. L'esprit de conversation nous force à certaines compromissions avec ce qui existe, et dans notre vie privée, et dans notre propagande.

Seulement, lorsque nous subissons ce qui existe, lorsque nous acceptons un compromis avec les institutions qui nous oppriment, il faut avoir le courage de reconnaître que c'est une transaction que nous opérons et non une victoire que nous remportons.

Dans quelques-unes de ces transactions, lorsque l'esprit individuel aura progressé et que seront devenus assez nombreux ceux qui se seront ralliés à l'idéal anarchiste, il pourra y avoir gain pour les idées nouvelles, qui en s'affirmant, obtiendront sûrement d'avoir les coudées plus franches; mais il faut qu'un idéal, toujours plus haut, montre aux individus que le terrain conquis n'est qu'une étape, que des besoins nouveaux nous entraînent vers des points toujours plus éloignés.

Il se peut qu'en agissant et raisonnant ainsi nous passions pour des chercheurs d'étoiles, les yeux perdus dans le rêve; mais un point de repère dans la vie vous évite de tourner à tous les vents, comme des girouettes. C'est trop souvent le cas de ceux qui, abandonnant l'idéal pour les résultats, finissent par n'avoir ni idéal ni résultats... pouvant intéresser ceux qui souffrent de l'ordre social actuel.

JEAN GRAVE.

PROCÈS DES ANARCHISTES

Cayenne, 10 au 22 juin 1895 : Affaire du 21 octobre 1894

On se souvient du massacre sommaire dans lequel nombre d'anarchistes déportés à Cayenne trouvèrent la mort en 1895. Un camarade nous envoie le compte-rendu d'un incident qui se produisit au cour du procès qui suivit et que nous croyons utile de publier à titre de document retrospectif.

TÉMOIN A DÉCHARGE, PARIDAEN. — « Or, la propagande par le fait consiste à détruire violemment les obstacles qui s'opposent à la propagation de la Vérité. Puis de supprimer par tous les moyens les individus qui se mettent en travers de la marche en avant, de ceux qui nous trahissent. Par exemple, lorsqu'un Plista se trouve sur notre chemin, eh bien, on le... » et en disant cela Paridaen se dirige vers Plista, le bras tendu, comme pour l'étrangler, mais avant d'y parvenir, on entend un coup de poing retentir sur le bureau du Commissaire-Rapporteur, agrémenté d'un formidable « Morbleu! »

Ce bruit anormal provoque un moment de stupeur dans l'auditoire, et tous les regards se braquent sur le Commissaire qui continue à gesticuler.

LE COMMISSAIRE. — Nous déclarons que nous en avons assez de tous ces discours anarchistes, nous ne consentirons pas à ce que la défense se fasse l'apologiste des actes anarchistes, etc...

L'AVOCAT CHATELIER. — Le... juillet 1830, Talleyrand disait : Aujourd'hui à... heure de relevée, la monarchie a vécu. » La phrase est historique. Aujourd'hui le... juin 1895 à 3 heures de relevée, monsieur le Commissaire déclare que : « nous en avons assez de ces discours de la défense. » Sa phrase sera historique.

LE COMMISSAIRE. — Nous ne sommes pas avocat, nous ne savons pas faire des phrases; mais nous savons ce que nous disons.

L'AVOCAT CHALU. — Ce n'est pas certain.

Mᵉ CHATELIER. — Il n'y a pas besoin d'être orateur pour parler ici, mais nous sommes surpris d'entendre un Commissaire jurer des « Morbleu! » et donner des coups de poing sur son pupitre, franchement, cela est peu parlementaire.

LE COMMISSAIRE. — Je vous répéterai que je ne suis pas orateur et que je m'exprime comme je peux.

Mᵉ CHALU. — On peut n'être pas orateur et parler mieux; ainsi nous ne sommes pas militaire, mais certainement nous saurions mieux nous battre et être plus courageux que certains, qui ont été militaires.

(Allusion au commissaire-rapporteur qui, comme officier dans l'armée n'avait pas fait preuve de courage dans certaines affaires.)

Mᵉ CHATELIER. — Monsieur le Commissaire, dans votre exclamation vous avez laissé à entendre que la défense avait outrepassé son droit, or, permettez-moi de vous dire que la défense n'a fait que ce qu'il était de son devoir de faire, et qu'elle s'est toujours contenue dans ses droits.

LE COMMISSAIRE. — Pas toujours, et il y a un défenseur qui, constamment et particulièrement, s'est fait l'apologiste d'actes que nous qualifions à juste titre de criminels.

Mᵉ CHATELIER. — Tous les défenseurs n'ont fait que leur devoir, et la défense vous invite à formuler nettement vos griefs.

LE COMMISSAIRE. — C'est ce que je vais faire.

Et prenant une feuille de papier il rédige le morceau suivant dont il donne lecture.

LE COMMISSAIRE. — Comme dans tout le cours de ces débats, le défenseur Sévère n'a cessé de se faire l'apologiste des faits anarchistes, qu'il a constamment, par ses paroles, pris à partie tout ce que les honnêtes gens respectent, le Commissaire du gouvernement dépose sur les bureaux du tribunal une demande d'arrestation immédiate de Mᵉ Sévère, et invite le tribunal à le mettre de suite en jugement conformément aux articles... de la loi du... (lois scélérates).

Cette lecture provoque une indignation générale dans le public, et l'on entend des : « Mais c'est indigne, indigne! »

L'AVOCAT SÉVÈRE. — Monsieur le Commissaire demande mon arrestation et ma mise en jugement, je ne sais ce que vous allez décider, monsieur le Président, ainsi que MM. les membres du Tribunal, mais avant tout je tiens à vous déclarer — et je vous prie de remarquer que ce n'est plus l'avocat qui parle, mais l'homme — que toutes les paroles que j'ai pu dire pendant tous ces débats, *ces paroles étaient l'expression exacte de mes pensées.* La cause que je défendais est une cause juste, car les idées anarchistes que M. le Commissaire qualifie de criminelles sont pour moi des idées justes et généreuses.

Je ne puis encore me déclarer anarchiste, car malheureusement, je ne connais pas encore suffisamment ces idées; mais, d'après le peu que je savais, d'après les conversations que j'ai eues avec les accusés anarchistes, d'après les déclarations anarchistes de ces débats, eh bien! Messieurs, moi aussi d'ici peu, je serai anarchiste!

Moi aussi, je ferai tous mes efforts pour propager cette doctrine anarchiste, qui fait si peur à M. le commissaire, et j'ai le ferme espoir que notre ville de Cayenne aura, elle aussi, dans quelque temps son groupe anarchiste; car malgré tous les obstacles, l'idée anarchiste fera son chemin.

Mais, comme avocat, je tiens à vous déclarer que mon devoir est de défendre malgré tout les accusés ici présents, et que je ne faillirai pas à ma tâche. Vous pouvez me juger, me condamner, vous pourrez m'envoyer dès demain au milieu des condamnés; mais si j'ai le bonheur de pouvoir porter la blouse du transporté aussi dignement que les accusés anarchistes, je ne me trouverai pas déshonoré, loin de là; car je sais que sous la blouse de ces transportés, il y a des cœurs d'hommes qui battent à toutes les idées justes et généreuses. Mais avant, il faudra m'arracher de ce banc où le devoir m'oblige de rester et si vous jugiez nécessaire de m'enlever par la violence, eh bien, je vous le déclare, *à la force, je répondrais par la force!*

Mᵉ CHALU, *en retroussant ses manches.* — Ne crains rien, Sévère, tu ne seras pas seul.

Puis s'adressant au commissaire :

— Envoyez vos gardes-chiourmes, vous allez voir comment nous les recevrons.

Dans le public, de nombreuses marques de sympathie vont à M. Sévère et l'on entend crier : « On ne le laissera pas arrêter tant que nous serons là! »

Mᵉ CHATELIER. — Le Barreau de Cayenne, composé d'hommes aux idées libérales n'ayant jamais consenti à nommer un bâtonnier de l'ordre.....

Mᵉ CHALU. — Nous n'aimons pas les coups de bâton.

Tous les avocats déclarent que la cause qu'ils défendent est juste et que les idées anarchistes sont belles et généreuses.

. . . .

Les défenseurs, après avoir tourné et retourné force paperasses, laissent la parole à :

Mᵉ CHALU. — Monsieur le Président, non seulement vous passerez outre aux conclusions de M. le commissaire, qui en sera pour ses frais, mais encore je vous dirai que vous n'avez pas le droit de poursuivre Mᵉ Sévère, car les lois que M. le commissaire vous invite à appliquer — lois que l'Allemagne impériale, plus libérale que la France républicaine, a refusé d'accepter — ne peuvent être appliquées dans notre colonie.

LE COMMISSAIRE. — Les lois sont applicables à tous les Français.

Mᵉ CHATELIER. — Oui, quand elles sont promulguées; mais voilà, nos gouvernants ont été tellement pressés.....

Mᵉ CHALU. — Ils avaient peur!

Mᵉ CHATELIER. — ... de l'appliquer, que, ma foi, ils ont oublié de la promulguer dans les colonies, etc...

M. CHALU. — Allons, Monsieur le Commissaire, vous avez oublié d'allumer votre lanterne!

Au commencement du procès, après la déclaration de Girier, Sévère prit la parole et dit :

Monsieur le Président, je n'ajouterai rien à la déclaration de Girier, réservant ma plaidoierie pour la fin des débats, je me contenterai de faire remarquer que Girier appartient à l'élite de ces hommes de cœur qui devant la mauvaise organisation de la Société actuelle, se sont donné la noble mission de travailler à améliorer la situation des prolétaires. J'ai eu le bonheur de pouvoir entendre Girier exposer les idées anarchistes, et je suis obligé de reconnaître que ces idées sont belles, sont justes, et il faut espérer qu'elles feront un jour le bonheur des peuples. Il ne faut plus se le dissimuler, notre Société ne peut plus durer ainsi, il y a trop de monstruosités, le peuple souffre trop!

On vous dira peut-être, Monsieur le Président, que ces idées anarchistes ne peuvent être réalisées aujourd'hui et que c'est un crime que de les propager. Mais à ceux-là nous dirons que l'on a fait la même objection à toutes les idées nouvelles, et que cela n'a jamais empêché la vérité de faire son chemin et il en sera de même de l'idée anarchiste.

Cette idée sublime, malgré toutes les calomnies, malgré toutes les persécutions, arrivera à triompher de tout. Et si, pour le moment, ces idées conduisent au bagne, ceux qui y viennent pour les avoir propagées méritent l'estime de tous les honnêtes gens, car ce sont des hommes de cœur, etc.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA PROPRIÉTÉ. — Un vieillard de 70 ans comparaissait dernièrement en police correctionnelle pour avoir volé.

Etant sans travail — à cet âge cela n'a rien

d'étrange — et n'ayant pas eu l'ingénieuse habileté, jadis, de s'enrichir en faisant travailler autrui à son profit, il se trouvait dans la misère la plus noire. Se voyant sur le point de mourir de faim ou d'être emprisonné pour vagabondage, il résolut de se faire arrêter pour un motif qui lui valût une condamnation assez longue pour être logé et nourri au moins pendant l'hiver. Il déroba donc ostensiblement trois volumes de 0,25 à la devanture d'un libraire.

A l'audience, le président, avec l'intelligence, le tact, et la compréhension des choses qui caractérisent cette sorte de pithèque inférieur qu'on appelle un magistrat lui dit : « Vous préférez alors la prison au travail? »

J'ignore quel est l'âge de cet éminent arbitre des destinées humaines. Mais je l'engage vivement, instamment, à faire l'expérience de chercher un travail manuel quelconque. Quoiqu'il n'ait pas certainement 70 ans, il verra quelle facilité ont, passé un certain âge, les travailleurs de tout métier de trouver du travail dans la belle société capitaliste dont il est un des plus importants soutiens.

Somme toute, le tribunal a condamné le malheureux Brémont à deux mois de prison. Celui-ci a remercié les juges de lui avoir assuré un abri pour la mauvaise saison.

. .

La Grande Famille. — Un soldat du 147e de ligne en garnison à Verdun, nommé Ch. Lepeintre, avait quitté la caserne sans permission pour venir voir à Paris une jeune femme qu'il aimait. Ne pouvant se résigner à vivre loin d'elle, il s'est tiré un coup de revolver.

L'horreur de l'obligation militaire se propage de toute façon. Mais le jour où ceux qui l'éprouvent ne se résigneront plus à céder la place à leurs bourreaux, qui s'en moquent après tout, mais revendiqueront hautement leur droit au bonheur et à la liberté, les puissances oppressives qui font de notre vie un enfer, s'évanouiront aussitôt comme de pâles fantômes.

Qu'avait-il besoin de se tuer, ce jeune homme? Est-ce une solution? Ne pouvait-il aller vivre ailleurs heureux avec celle qu'il aimait et qu'il laisse avec sa douleur?

Que les hommes sont encore bêtes!

André Girard.

. .

Lille. — Depuis quelque temps nous sommes traqués par l'injustice. Jeudi 9, nous avons été arrêtés à huit, sous prétexte que nous avions comploté de poignarder Popol, mais ça n'était qu'un prétexte, il s'agissait seulement d'intimider les camarades. On perquisitionna chez plusieurs en leur absence et les journaux bourgeois disent qu'on a saisi des papiers compromettants. Voilà ce qu'ils ont chapardé : une série de journaux du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux*. Où veut-on en venir avec ces vexations?

Pour le groupe des forçats :
Poissonnier.

. .

Mouvement ouvrier. — Chez les mineurs. — L'organe de la Fédération « *L'ouvrier mineur* » annonce que le prochain congrès de la corporation se tiendra à Alais le 5 mars prochain.

La question de la grève générale y sera à nouveau discutée ; et il est à peu près certain qu'une opposition très vive sera faite aux politiciens qui aux ordres du ministère de « Défense capitaliste » ont fait échouer si piteusement le mouvement de novembre dernier.

Cette fois il paraît que la question sera définitivement tranchée. Nous voulons bien le croire mais à la condition que les malheureux mineurs commencent par débarquer de leur sein les tristes politiciens à qui ils ont confié jusqu'à ce jour la défense de leurs intérêts.

. .

Les Grèves. — Après trois mois de grève les ouvriers verriers d'Epinac ont dû reprendre le collier de misère sans avoir pu obtenir satisfaction. Comme dans beaucoup d'autres cas la lutte n'était pas égale et les gros sous des travailleurs ont été une fois de plus impuissants contre les millions capitalistes.

Sur ce terrain la lutte est par trop inégale.

P. D.

Turquie.

Pro Macedonia, Pro Armenia.

Au camarade Pierre Quillard.

Le 27 novembre (10 décembre de votre style), à Adrianople (en Turquie) par ordre du Sultan rouge, quatre de nos compagnons furent pendus aux quatre coins de la ville. Dans ma correspondance du mois de juillet, je vous avais annoncé que le 5/18 juillet une dizaine de compagnons bulgares et arméniens, bien armés, passèrent la frontière turque, pour venger les déportés du procès de Salousques et les tortures des prisons turques d'Adrianople. Ils attaquèrent d'abord la ville près des casernes, mais ils furent obligés de battre en retraite, ils attaquèrent alors la ferme de Moustapha bey, près de la ville et lui prirent comme otage son fils. Un bataillon de cavalerie et un d'infanterie les cernaient près du village Veretchli-Ilas-Kjoi, un vif combat s'engagea entre les soldats du sultan et la vaillante troupe de compagnons. La fusillade dura de 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. Plus de cent soldats turcs tombèrent, les camarades perdirent sept des leurs parmi lesquels : Pierre Sokoloff, Ivan Dimitroff, Ovanes Iarakdjian et Antoine de Trébizonde. A bout de cartouches, blessés presque mortellement, les quatre survivants furent pris et jetés en prison à Adrianople. Blessés ils furent soumis à des tortures ignobles et inouïes et le conseil de guerre les condamna à mort. Ces quatre camarades martyrs sont : 1° Svetoslar Merdjanoff, de Kamabad (Bulgarie), âgé de 28 ans, ex-étudiant à Genève, combattant infatigable pour l'indépendance des Macédoniens et des Adrianopolitains, ayant pris part plusieurs fois dans des combats de guérillas avec les Turcs, enfermé sous divers noms à Salousque puis à Constantinople. Je le connus à son retour de Constantinople, plein d'énergie et exubérant de jeunesse. Anarchiste convaincu, il est mort héroïquement pendu au gibet turc ; 2° Christo Ilieff de Lozinpad, 30 ans ; 3° Bédros Siremdjian de Philopopoli (Bulgarie), âgé de 29 ans, sous-lieutenant en réserve ayant participé dans plusieurs combats des bandes arméniennes avec les Turcs, arrêté et expulsé de Russie comme révolutionnaire, et 4° Onike Iorossian de Rodosto (Turquie), 28 ans, membre des comités révolutionnaires arméniens.

Tous les quatre furent sortis de prison et chantant des chansons révolutionnaires chacun d'eux fut dirigé vers un gibet, car il y en avait un pour chacun aux quatre places et coins de la ville. Tous moururent crânement. J'ai sous les yeux le récit des témoins oculaires ayant vu les derniers moments de Merdjanoff et de Bedros. Merdjanoff arrivé sous le gibet prononça en langue turque un discours énergique et révolutionnaire, il finit en disant qu'il savait bien que tôt ou tard, il mourrait de la main des Turcs, mais qu'il aurait préféré mourir non sur un gibet, mais dans la grande mêlée de la révolution sociale. Puis crânement il mit lui-même la corde autour de son cou et quelques secondes après, il pendait dans le Nirvana.

Bedros parla en bulgare et américain et finit en disant « adieu mon malheureux peuple » et crânement se passa la corde au cou. Les deux autres moururent aussi héroïquement. Tant il est vrai que la liberté est une plante rare voulant être arrosée du sang de martyrs.

La cause macédono-arménienne perd en ces onze vaillants camarades, onze de ses plus dévoués fils. Et ceci n'est rien encore en face des fleuves de sang que le Sultan rouge fait verser aux bulgares et arméniens par ses soldats Kourdes et ses hordes de baschibozouks. Et les femmes et filles et les garçons violés, les villages brûlés et les milliers et centaines de mille de cadavres au lieu d'écraser par leur poids cet ignoble Sultan rouge et de soulever une tempête d'indignation parmi les peuples chrétiens d'Europe, ne soulèvent que plus haut le trône de cet impérial carnassier, de cette hyène ignoble, qui siège à Yildis-Kiosque. Tout au contraire la gent surineuse, ses cousins les empereurs, rois, princes, présidents etc., de lui sourire pleins d'admiration pour ces hauts faits et prouesses ès boucherie humaine! C'est avec ce maniaque de l'homicide que confère son excellence M. Constans, le digne représentant de la République Française et des seigneurs Loubet et clique, petits-fils des combattants pour les droits de l'homme, de la « Liberté, Egalité, Fraternité », aujourd'hui sur tous les murs mais non dans les mœurs! Et ils ne sentent ni ne lui reprochent l'odeur du sang, en serrant la main de cet assassin couronné, que lorsqu'il ne veut signer et payer les comptes d'un Lorando quelconque. Oh! alors la dignité de la France est à sauver, ou aussitôt une flotte occupe une île turque quelconque!

Est-ce que 30.000 arméniens assassinés valent le voyage d'une flotte? Est-ce que les milliers de macédoniens, emprisonnés, torturés, assassinés valent qu'on se dérange? Oh! si quelque Turc mal appris s'avisait d'arracher un cheveu de la tête chauve de quelque consul... horribile dictu... l'Europe est outragée et... l'on fait payer chèrement... monnaies sonnantes... cet outrage diplomatique!

Et ceci se passe au XXe siècle, au vu et au su de toute la chrétienneté civilisée! Mais que dis-je? électrisée par la leçon des choses, de cette bête rouge, l'Europe l'imite ce sultan, cette bête féroce, et pratique sur les pauvres Chinois les mêmes procédés hamidiens, sinon pires, sur les femmes chinoises, les mêmes carnages, les mêmes pillages et incendies, les mêmes viols!!

Je propose pour Sa Majesté impériale Abdul Hamid le titre de maître ès carnages, sans égal de l'Europe chrétienne, Assassin Ier. Coule, coule, sang des peuples esclaves, coule sang purifiant des martyrs, coule et féconde les plaines, inonde les pays, monte plus haut, plus haut, puis enfin le déluge social qui noiera trônes, tyrans, bourgeois et toute la clique... les peuples et les élus se réfugieront en la superbe arche de la liberté!

Panklastoff.

Suisse.

Document. — Pour s'attirer des électeurs, les social-démocrates ne s'effraient de rien. Dans l'avant-dernière session du grand conseil vaudois le député socialiste Van der Aa a proposé d'élever de 20.000 fr. le budget de la gendarmerie.

Soutenir les plus ignobles larbins qui existent ça n'est pas mal du tout, surtout que les gendarmes sont connus pour leur brutalité envers les faibles (vagabonds et pauvres hères), et remarquables pour leur basse soumission devant tous les forts piliers de l'ordre (chefs, juges, députés, bourgeois).

Des larbins, quoi! Les soutenir, ça n'est vraiment pas mal, puisque c'est un pas vers la socialisation de la justice, de la police... Des socialistes scientifiques — oui, scientifiques, ont dit Marx et Engels — ne pouvaient faire mieux.

. .

Liberté helvétique. — Notre liberté n'a plus de borne. On a même le droit de payer une amende si l'on ne vote pas. Dans les cantons de Zurich, Argovie et dans un troisième dont j'ai oublié le nom, le droit souverain de se donner des maîtres s'est transformé en devoir. Et si vous n'y tenez pas, c'est un franc à payer, puis les récidives sont sévèrement majorées. Et si vous refusez de vous exécuter, c'est la prison pour celui qui n'a rien, c'est la saisie du salaire pour qui en a un. Que ne ferait-on pas pour le bien du peuple?

Il y a cinquante ans ce peuple réclamait à grands cris — tels les social-démocrates dans leurs congrès — le droit de voter, de choisir ses gouvernants ; aujourd'hui, grâce aux partis avancés (oh! combien), l'État avec sa bêtise ordinaire a sanctionné ce droit et s'en fait des rentes. Inutile de dire que le vote obligatoire est surtout l'œuvre des socialistes parlementaires ; à Lucerne, par exemple, ils ont l'intention de l'établir aussi. Les règlements, la légalité, la loi, ça les connaît, ce qu'ils ignorent, mais, c'est si peu de chose, c'est l'individu. Le régime de la caserne est leur idéal.

. .

Nom de Dieu! — A Berne, on a condamné, il y a deux mois, un bonhomme à une forte amende pour blasphème. L'accident était arrivé déjà à Lucerne et à Appenzell. La Suisse dans un crasseux piétisme est donc coutumière du fait. Pensez donc, parler sans ménagement d'un être que personne n'a jamais vu, quelle insolence, quel préjudice à la collectivité. Dommage seulement — je parle ici en patriote — que ce pieux régime ne soit pas appliqué à l'armée, car les officiers se chargeraient fort d'alimenter la caisse fédérale — scrongnieugneu.

Au moyen-âge on brûlait les malheureux qui dans un moment de doux épanchement criaient : Nom de Dieu! Aujourd'hui on se contente, en Suisse du moins, de leur administrer une punition moins radicale, une amende, une bagatelle. Il y a progrès, et ceux qui le nient sont des imposteurs.

— Nom de Dieu!

O. D.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Art populaire, association communiste coopérative de production. — Dans un esprit de renaissance artistique et d'affranchissement social, des camarades se sont groupés.

Leur but : faire connaître pratiquement aux masses prolétariennes le Beau sous ses multiples formes.

La première assemblée où sera exposée plus en détail l'œuvre que nous voulons créer aura lieu grande salle de l'Université populaire *La Coopération des idées*, 157, faubourg Saint-Antoine, Paris (XI[e] arr.), le dimanche 19 janvier, à 2 heures de l'après-midi, où se feront entendre nos amis : Chavelon, de l'*Art pour tous*, sur : Qu'est-ce qu'un art nouveau ? au point de vue historique et social ; A. Dejust, Le Magasin d'art populaire, ses moyens, son but ; L. A. Lichy, sur la Renaissance artistique et littéraire moderne.

Envoyer lettres et communications au siège social, 39, rue Basfroi, Paris (XI[e] arr.).

Bibliothèque communiste du XV[e], rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation*. — Jeudi soir à 8 h. 1/2, causerie.

Samedi 1[er] février 1902, à 8 h. 1/2, grande fête internationale privée ; concert ; tombola gratuite ; bal de nuit, avec le gracieux concours de poètes chansonniers révolutionnaires dans leurs œuvres, et du groupe théâtral de l'*Emancipation*.

Sous peu — le premier dimanche de février — paraîtra une nouvelle publication : *Revue sociale des Travailleur du Livre*, qui sera mensuelle et s'occupera, à côté de questions corporatives, de questions sociales.

Les abonnements : trois mois, 0 fr. 55 ; six mois, 1 fr. 05 ; un an, 1 fr. 95 ; et tout ce qui concerne l'administration et la rédaction, devront être adressés au camarade A.-P. Villeval, 48, rue de Clignancourt (XVIII[e] arr.).

Groupe de propagande antimilitariste de Paris. — Lundi 20 janvier, réunion préparatoire, salle Monglon, 124, boulevard Voltaire.

Ordre du jour : La propagande antimilitarisme et révolutionnaire en période électorale. — Formation d'un groupe dans le XI[e].

Université populaire « l'Emancipation de Vincennes », 3, rue de l'Eglise, à Vincennes. — A 8 h. 1/2 du soir.

Mercredi 22 janvier. — M. Paraf-Javal : Libre examen.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — A 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 18 janvier. — Alb. Bloch : Les quatre éléments : 4° La terre.

Lundi 20. — H. Alexandre : Voltaire et Condorcet.

Mercredi 22. — Em. Kahn, professeur agrégé d'histoire : La révocation de l'Etat de Nantes.

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2.

Vendredi 17. — Erreurs et préjugés, par le citoyen Maugarny.

Mardi 21. — Des discussions et des moyens de s'entendre, par le citoyen Le Foyer.

Vendredi 24. — Les Poètes et les Révolutions au 19[e] siècle, par le citoyen Hérold.

L'Education libre du III[e], 14, rue Grenier-St-Lazare, ouvert tous les mercredis et samedis de 8 heures à 10 heures. Dimanche 26 janvier, matinée familiale. On demande le concours de quelques camarades pour faire une pièce pour cette date. Pour renseignements, s'adresser à l'*Education libre* les jours d'ouverture.

Les camarades qui se trouvent placés pour pouvoir donner des renseignements sur les prix d'achat en gros de produits alimentaires et d'habillements, tissus, bonneterie et mercerie, sont priés de les adresser au camarade Camille Wallet, à Fressenneville (Somme), pour la fondation d'une coopérative de solidarité.

Samedi 25 janvier 1902 aura lieu une grande fête familiale, salle Vantier, 8, avenue de Clichy, organisée par le *Libertaire* et Léon de Bercy.

Cette fête divisée en trois parties comprendra :

1° Une conférence sur la chanson révolutionnaire ;

2° Concert avec le concours des chansonniers de Montmartre ;

3° A minuit, bal.

Quelques camarades viennent de prendre l'initiative de la formation d'une harmonie libertaire. Ils font appel à tous ceux qui sont musiciens et qui peuvent disposer d'un instrument. Pour tous renseignements, s'adresser à l'*Education libre*, 14, rue Grenier-Saint-Lazare, tous les mercredi et samedi, de 8 à 10 heures.

MARSEILLE. — Groupe *La Liberté d'opinion*. — Jeudi 23 courant, à 9 heures soir, Bar du Cotiés, quai du port, réunion de tous les membres adhérant au groupe.

Communication urgente. Les camarades sont priés d'être exacts.

ESCARBOTIN. — Salle Coffre, dimanche 19 janvier, à 5 h. 1/2, conférence par Dubois-Desaulle sur l'Armée, école du crime. — Le conférencier en fera probablement une autre le lendemain à Crécy-en-Ponthieu.

FRESSENNEVILLE. — La Jeunesse Libertaire de cette localité vient de fonder une *Ecole Mutuelle libre* ouverte à tous les jeunes gens, tous les lundis, de 7 h. à 10 heures du soir. Les cours se composent de : lectures à haute voix de littérature anarchiste, dictées et copies de poésies libertaires, d'arithmétique sociale, rédactions et chants révolutionnaires. Instruire en amusant voilà notre devise, de cette façon nos réunions sont toujours attrayantes et nombreuses. Avis à ceux qui veulent nous imiter.

DENAIN. — Tous les camarades de Denain et des environs sont priés d'assister à la réunion du groupe libertaire samedi 18 courant où une causerie sera faite par un membre du groupe sur le socialisme. Tous les socialistes à quelque école qu'ils appartiennent sont invités à assister à la causerie-conférence où l'accueil le plus cordial leur sera réservé.

SAINT-CHAMOND. — Les hommes qui ont à cœur de discuter les questions sociales et de mettre en pratique les idées humanitaires sont invités à se réunir le samedi 25 janvier, à 7 h. 3/4 du soir, salle de l'Alcazar, Cours d'Izieux.

LYON. — Groupe *Germinal*. Dimanche 26 janvier 1902, à 8 heures du soir, salle Chamarande, 26, rue Paul Bert, café de l'Isère, soirée familiale avec le concours de chansonniers libertaires et d'amateurs.

La soirée sera précédée d'une causerie par le camarade Henri Fabre qui traitera du Naturisme, de l'Individualisme et du Communisme.

Il sera perçu la somme de 0 fr. 25 de vestiaire.

Le bénéfice de cette soirée servira à organiser la propagande antiparlementaire.

MARSEILLE. — Le Groupe Libertaire de la Joliette ayant décidé d'organiser un Congrès libertaire courant février, invite les camarades du Groupe de Marseille et de la Région à y prendre part, soit par l'envoi de rapports, soit par l'envoi de délégués. On pourra y traiter les questions suivantes :

1° De l'utilité des groupements ;

2° De la coopération ;

3° De l'attitude du libertaire devant les partis politiques.

Questions diverses.

Adresser les communications au camarade Sartoris, rue Labri, 12 (Chartreux-Marseille).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Marie Alacoque et le Sacré Cœur, par G. Lermina ; 1 vol. 1 fr. 75, *Bibliothèque anticléricale*, 142, rue Montmartre.

Au vol, par A. Vidal, 1 plaquette, 1 fr. 50, à la *Revue Provinciale*, 1, rue du Mag, Toulouse.

L'Anarchie, par Malatesta, 1 broch., 0 fr. 15, au *Réveil*, 6, Savoises, Genève.

Projet de loi sur les retraites ouvrières, circulaire de déc. du *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Down with the anarchists! brochure à la *Freiheit*, 69, Gold street, New-York.

La Huelga general, brochure par Montenegro, à la *Revista blanca*, Madrid.

Un Problème poignant, par E. Girault ; broch., à 0 fr. 20.

Annuaire de l'A. G. des étudiants de Paris, 143, rue des Ecoles.

Fondation d'une colonie, conférence par Larminier ; une brochure, 0 fr. 25, Chambre syndicale des des égoutiers de Paris.

L'Homme dans la société présente et future, 0 fr. 10, Grenoble.

Nous en avons reçu un cent pour être vendues au profit du journal.

L'Education pacifique, par André Girard ; 0 fr. 10, à l'*Education libertaire*, 3, rue de Reuilly.

Nous en avons reçu 50 pour être vendues au profit du journal.

Une femme chez les Sahariennes, par Mme Jean Pommerol ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Almanaque de la Revista Blanca, 50 centimes, Madrid.

Comment on se défend contre les varices, par le D[r] Lénard ; une brochure à 1 franc à l'Edition médicale, 29, rue de Seine.

Comment on se défend contre les maladies sexuelles, par le D[r] Lénard, même série.

A lire :

La question des huissiers, par H. Maret, *Le Radical*, 7 janvier.

Les livres et les jouets, par C. Flammarion, *Petit Marseillais*, 30 déc. 1901.

A voir :

Les deux ou trois premiers dessins de l'*Assiette au beurre*, n° 41, sur l'*Argent*, par Kupka, malgré la tendance réactionnaire de quelques-uns des autres.

PETITE CORRESPONDANCE

F. S. — On nous trouve ordinairement tous les jours, sauf le vendredi, le matin de 9 h. à midi, et de 2 h. à 7 h. Mais sûrement tous les matins.

M., à Condé. — Voilà plus de dix-huit mois que je n'en ai pas eu de nouvelles.

B., à Sidi-bel-Abbès. — Votre abonnement finit fin avril.

C., à Beaune. — Pour l'abonnement du camarade, je ne me rappelle pas. Chaque fois qu'il rentre un abonnement nouveau, j'ai cependant soin de faire une fiche.

M., à Montréal. — Vos souvenirs ne sont pas exacts. Votre abonnement est bien de fin décembre. Le mandat nous est arrivé le 4 janvier 1901.

P. G., à Pensue. — N'ai marqué que 0 fr. 25 à la souscription. — Procès en Russie, 0 fr. 30 par la poste.

O., à Venzalesca. — Oui, 3 fr. l'exemplaire.

E. P., rue St-Bon. — Je n'ai pas les affiches en question. — J'ignore totalement le code, et n'en ai pas sous la main.

A., à Lyon. — J'ai toujours en effet le volume. Je l'avais oublié. Je vais m'informer de ce que ça vaut, et l'annoncer.

V., à Choumla. — *L'Education libertaire*, 3, rue de Reuilly, 3 fr. par an.

T., à Bourg de Péage. — *Les conditions de Claire*, par de Ricard, chez Chamuel, 5, rue de Savoie, 3 fr. 50.

C. F., à Londres. — Je n'ai pas la brochure de Dave.

J. P., à Marseille. — Nous pouvons vous envoyer toutes celles éditées par Delesalle, 0 fr. 10 l'exemplaire. Il y en a 9. — *La Société future*, 2 fr. 75. Recommandé, 2 fr. 85.

Reçu pour la brochure anti-électorale à distribuer : Un ex-bourgeois, 1 fr. — Un camarade, 2 fr. — L., à Vincennes, 0 fr. 50. — P. G., à Senone, 0 fr. 25. — Total : 3 fr. 75. — Listes précédentes : 43 fr. 80. — En caisse : 47 fr. 55.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : Giacobino, 0 fr. 50. — J. M., à Marseille, 1 fr. 50. — B., à Berne, 2 fr. — C. D., à Toulon, 0 fr. 80. — M., à Tours, 1 fr. — Total : 4 fr. 95. — Listes précédentes : 189 fr. 90. — En caisse, 194 fr. 85.

Reçu pour le journal : R., à Neuchâtel, 1 fr. — P., à Genève, 2 fr. — E. V., à Turin, 4 fr. — Anonyme, 2 fr. 50. — C. P., à La Machine, 0 fr. 30. — Une camarade, 0 fr. 50. — M. à Tours, 1 fr. — Orsoni, 0 fr. 50. Vittori, 0 fr. 50 ; Paoli, 0 fr. 50 ; ensemble, 1 fr. 50 ; — Merci à tous.

B., à Uccle. — V. C., à Recanati. — B., à Saint-Nicolas. — S., à Choumla. — D., à Epinal. — G., à Somain. — F., à Londres. — P., à Londres. — H., à Reims. — R., à Poitiers. — T., à Bourg de Péage. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 39 DIX CENTIMES DU 26 JANVIER AU 1er FÉVRIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AU FUMIER LE DRAPEAU !

Depuis quelques jours, l'habituelle monotonie du va-et-vient des rues est de temps à autre brusquement rompue par l'irruption soudaine de bandes joyeuses et bruyantes dont l'accoutrement bariolé semble une anticipation des chienlits du Mardi-gras.

Des jeunes gens, auxquels se mêlent parfois des femmes, des hommes faits et même des vieillards, déambulent par la ville ou la contrée, chantant, dansant, braillant, se gaudissant de mille manières, exultant désordonnément d'une joie jusqu'à l'outrance exubérante, et dont une longue contention aurait rendu plus formidable l'explosion.

Ce sont les conscrits, espoir de la mère-patrie, demain dépositaires vigilants de l'honneur du Drapeau, cet emblème de la religion nouvelle, laïque et obligatoire. Ce sont les conscrits, futurs massacreurs de nègres, de jaunes ou même de blancs, leurs frères, leurs camarades d'aujourd'hui ; ce sont les conscrits, future chair à mitraille, foule anonyme et veule, dont les débris jonchés çà et là par les champs serviront à la finance dirigeante un engrais incomparable pour les fructueuses récoltes de demain.

Demain, en effet, il se peut qu'en telle ou telle colonie périclitent, ou seulement demandent à s'étendre, les intérêts de quelque gros exploiteur bien accointé dans les sphères gouvernementales. C'est aux conscrits d'aujourd'hui qu'il sera fait appel pour conquérir à ce sympathique capitaliste, au prix de leur sang et de leur vie, les nombreux millions dont ses coffres-forts sont affamés.

Demain, un conflit peut surgir entre tel autre exploiteur d'ici — l'ancien maître peut-être de certains de ces conscrits — et les dociles travailleurs — leurs anciens camarades — qu'il dépouille sans vergogne du produit de leur travail. C'est encore à leur intervention que l'on aura recours pour ramener par la force des armes ces camarades sous le joug de leur détrousseur d'hier.

C'est à eux enfin, s'il prend fantaisie à la clique dirigeante d'ici, en quête de profits plus étendus, de s'aboucher par-dessus la frontière avec la clique dirigeante d'à côté, en vue de se livrer à la fructueuse opération financière qui s'appelle une guerre, c'est à eux qu'incombera la noble mission d'entrer dans le jeu criminel des deux cliques en massacrant le plus possible d'entre leurs camarades voisins à qui les unit cependant une triple solidarité d'intérêt, de classe et de sentiment.

Cette perspective les comble d'allégresse. Endosser la livrée de tueur d'hommes ; trois ans durant se plier avec zèle à la suggestion continue de la force primant la raison ; assouplir jusqu'à la platitude la plus vile la fierté de son caractère ; se domestiquer, se dépersonnaliser au point de s'abaisser jusqu'au plus bas degré de la servilité, et puis, s'imprégner consciencieusement jusqu'au plus profond de son être de la brutalité, de l'abjection ambiante dont tout l'idéal se circonscrit entre les soulographies monstres et la nausée hideuse du lupanar ; voilà de quoi exulter.

Et comme pour s'adapter d'ores et déjà par avance à l'ignominie du milieu, ils vont à travers la foule qui les bade, vociférant d'imbéciles refrains, s'épandant à grand tapage en gesticulations d'épileptiques, interpellant les passants, insultant les femmes, grossiers, obscènes et nauséabonds.

C'est le métier qui entre. Bientôt, sur une plus vaste échelle, toute la sauvagerie du soudard néophyte pourra peut-être être appelée à se donner libre cours. L'actuel refrain de l'ivrogne fera place à la clameur sinistre du massacreur, l'obscénité décochée en passant s'aggravera de l'attentat ignoble perpétré en toute lâcheté et portant comme conclusion fréquente l'assassinat ; tout le déchaînement d'horreurs, de crimes et d'abominations auquel peut se livrer un pandæmonium en délire, telle sera peut-être la fête offerte demain à la vaillance de son patriotisme. C'est l'inauguration de cet avenir glorieux qu'il célèbre aujourd'hui.

Que voulez-vous ? Ils s'amusent, ces jeunes gens. Il faut que jeunesse se passe ! Ils jettent, comme on dit, leur gourme. D'ailleurs, pourquoi seraient-ils tristes ? Pourquoi envisageraient-ils ce jour sous des auspices défavorables ? Dès leur plus tendre enfance, ne les a-t-on pas accoutumés à considérer tout ce qui touche à la guerre, à l'armée, à l'uniforme, comme choses éminemment glorieuses et dignes d'envieuse admiration ? Dans leur famille, à l'école, on les a entretenus dans un pieux respect pour l'éminente corporation à laquelle ils vont avoir l'honneur d'appartenir. On leur apprit à porter l'uniforme, bien mieux, à faire la petite guerre en vue de s'exercer pour plus tard à la grande.

Le métier militaire, malgré son apparente simplicité, est plus complexe qu'on ne croit. Ils connaissent déjà — en petit — le soldat bariolé, le soldat fanfaron et brutal ; il inaugurent aujourd'hui l'étude du soldat ivrogne et pornographe. De la sorte, l'apprentissage sera complet à l'arrivée au corps, et le « bleu » ne s'y montrera que meilleur soldat.

Allez-y, jeunes gens ! continuez ! Entraînez-vous bravement à l'abjection, à l'ignominie qu'on exigera de vous demain. N'ayez nul scrupule ! Au diable la raison, ce bagage dont on n'a que faire à la caserne ! Plus vous vous vautrerez dans l'ignoble, plus vous approcherez du soldat idéal. Allez-y gaiement ! La Patrie attend de vous la plus entière abnégation...

Et puis, si votre entrain fait la joie des bons patriotes, il fait aussi la nôtre. Votre exemple ne sera pas infécond. Les hontes dont vous offrez à tous l'édifiant spectacle nous seront d'un précieux enseignement.

Ilotes ivres, nous vous montrons à nos enfants pour qu'ils apprennent de bonne heure ce que cache tout le clinquant des chamarrures, des fausses gloires et du faux honneur militaire. La propagande par le fait dont vous nous fournissez l'appoint fera plus, mille fois plus, que tous nos beaux discours.

Aussi continuez, je vous en prie ; que dis-je ? Redoublez ! Quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre. Ce drapeau que vous trimbalez par les rues et que vous associez à vos orgies, à vos obscénités et à vos vomissements, ce drapeau que vous traînez à plaisir dans le fumier de toutes les hideurs morales, c'est l'emblème des haines internationales au nom duquel on couvre l'univers de ruines et de cadavres. Vous qui le roulez, dans la fange, poursuivez, conscrits, votre œuvre humanitaire. Qu'il soit par vous à tel point couvert de souillures qu'il devienne pour les plus réfractaires un suprême objet de dégoût.

Alors, certainement, les peuples désabusés sauront faire régner la paix sur la terre.

André Girard.

LE PRÉJUGÉ POLITIQUE

VII

Me voici sur le point de clore cette étude entreprise, pour répondre au manifeste de Fernand Labori et qui m'a entraîné parfois loin de ce manifeste.

Mais toutes les fois qu'un homme se jette à son tour dans la mêlée, se présente à nous en disant : « Moi aussi je veux faire quelque chose et voici ce que je veux faire », n'est-ce pas le devoir de ceux qui sont déjà dans la bataille, d'accueillir fraternellement ce nouveau venu et de discuter avec lui, aussi longuement que cela est nécessaire, la tâche présente ?

Cela s'impose surtout, je crois, dans les heures pareilles à celle que nous vivons. Pour qui sait comprendre son milieu, il ne fait pas doute que nous traversons aujourd'hui une véritable crise intellectuelle et morale. Il est impossible d'ouvrir un journal ou une revue, d'entrer dans un théâtre, de consulter un catalogue de librairie, impossible d'assister à une conférence populaire, à une réunion publique, sans s'en rendre compte. La France dont ce sera la gloire d'avoir presque toujours fourni le creuset où se dose, se distille et s'épure la liqueur des idées, véritable élixir de l'humanité en marche, la France, plus que tout autre pays semble-t-il, est de nouveau

en proie à la fièvre philosophique et sociale. Une véritable ardeur se manifeste, et dans des milieux bien différents, pour tout ce qui touche à la philosophie et à la science socialiste. On sent vraiment qu'une heure approche et qu'on ne veut pas être pris au dépourvu.

Partout les idées se lèvent, se mêlent et se confrontent, s'unissent ou s'excluent avec une rapidité qui déconcerte parfois même les plus optimistes. Telles tendances morales, telles solutions sociologiques restées jusqu'ici l'apanage de quelques *utopistes*, mauvais sujets de la grande famille pensante, non seulement sont aujourd'hui discutées sans effroi par des milliers de gens, mais rallient, chaque jour, des sympathies de plus en plus nombreuses et proches (1). On les retrouve maintenant, plus ou moins atténuées mais réelles, là où on s'y serait le moins attendu. N'est-ce pas à de tels moments qu'il faut dire, à chaque occasion, tout ce que l'on a à dire?

J'ai essayé de montrer, dans les pages qui précèdent, que la question sociale a une face politique, morale, qu'il ne sert à rien de méconnaître, et que si l'on veut en tenir compte, il faut que ceux qui cherchent à résoudre cette question se mettent en règle avec le principe, la base même de toute morale privée ou publique, la liberté et la liberté sous sa forme évoluée, actuelle, individualiste. Oui, il faut se mettre en règle avec ce principe, cette tendance primordiale de l'humanité, et non seulement dans nos plans de société future, mais aussi dans nos tactiques pour réaliser ces plans. J'ai été amené ainsi à discuter, à ce point de vue, la valeur comparée des modes d'action et tactiques de combat. Et j'ai dû constater, ce faisant, que les socialistes, ceux qui devraient être en toutes choses à l'avant-garde de la vérité, étaient presque tous, sur ce point, extrêmement arriérés.

Vaines discussions, diront quelques-uns, laissant entendre que peu importe le moyen quand on est d'accord sur le but.

Mais rien n'est plus faux, ni dangereux. Si tant de gens s'accordent ou font semblant de s'accorder sur le but, pendant qu'ils se disputent sur les moyens n'est-ce pas, au contraire, par une sorte d'intuition que si le but est toujours un peu vague, le moyen est précis; que si le but est toujours un peu utopique le moyen est réel; que si le but est *de demain* le moyen est *d'aujourd'hui*, qu'en dehors du rapport — rapport vérifiable à plus ou moins longue échéance — qui l'unit au résultat, le moyen est par sa valeur éducative, sa qualité morale, un créateur de réalités immédiates, que d'une certaine façon il entame le milieu tout de suite.

Nos actes d'aujourd'hui, même les plus insignifiants en apparence, préparent demain, d'une façon certaine, parce que selon le principe moral dont ils s'inspirent ils nous façonnent dans tel ou tel sens et que par l'éducation, l'exemple et l'hérédité, ces habitudes se transmettent aux générations suivantes. Or, ce qui est vrai de la vie privée l'est aussi de la vie publique. Et voilà pourquoi la valeur morale de nos tactiques, la qualité de notre action socialiste devient une grosse affaire.

Si nous sommes convaincus — et comment ne pas l'être — que la liberté est le principe de toute force, de toute énergie, de toute croissance saine et rapide, nous devons songer enfin à devenir pratiquement des hommes de liberté. Nous devons éliminer de nos moyens d'action, de nos tactiques tout ce qui est de nature à enchaîner, à caporaliser l'individu, à l'empêcher d'accroître, par le libre exercice, son initiative et son énergie. Ce qui revient à dire : nous devons en finir avec les vieilles pratiques du parlementarisme et des partis qui font encore la part si belle à l'autorité, à la hiérarchie, à la protection.

En finir réellement, chercher autre chose, faire autre chose, agir comme s'il n'y avait plus autour de nous ni parlements, ni élections, ni partis politiques. Car sur ce point comme sur tant d'autres, il ne nous a manqué, ces derniers temps, que de mettre un peu d'accord entre nos paroles et nos actes. Sur l'action démoralisante de la cuisine parlementaire et de l'esprit de parti on a dit, on a écrit tout ce qu'il est possible de dire et d'écrire. Mais on n'en continue pas moins d'élire et de se faire élire et d'être d'un parti. A quoi cela sert-il de prononcer et d'éditer de belles phrases sur l'idée de liberté, si nous n'osons pas adopter les solutions pratiques, les tactiques précises où nous mène logiquement, aujourd'hui, l'évolution de cette idée?

Rien ne sert de dire : « Nous fonderons un parti d'indépendance, de dignité, d'initiative et d'autonomie individuelle », puisqu'il est avéré que ces vertus sont exactement contradictoires avec l'esprit et les nécessités de tout parti? Qui serait assez fort pour être à la fois l'homme d'un parti et l'homme qui agit comme ceux qui ne sont d'aucun parti?

Rien ne sert de dire, comme le faisait récemment Labori en des déclarations (1) dont il faut d'ailleurs grandement louer l'esprit, rien ne sert de dire : « Entre nous, pas de discipline étroite, pas de hiérarchie rigoureuse, pas de troupes encadrées, pas de chefs, pas d'amoindrissement de la personnalité... Formons entre nous comme une fédération d'individus à la fois autonomes et solidaires. »

Car de deux choses l'une.

Si votre parti veut faire œuvre de parti et notamment se produire dans les enceintes politiciennes où les autres partis évoluent déjà, il n'en a pas pour une heure avant de renier les généreuses idées qu'il vous a plu d'évoquer autour de son berceau.

Si chacun de ceux qui forment votre groupement entendent au contraire ne rien sacrifier de leur indépendance, s'ils ne veulent souffrir ni chefs, ni discipline, ni hiérarchie, ni programme fixe, ils ne formeront jamais un parti au sens actuel, ordinaire de ce mot, au sens que précise et impose malgré tout le caractère des luttes politiques.

Pourquoi, dès lors, se servir de ce mot! D'un mot qui signifie malgré tout, obéisssance, petits moyens, mauvaise foi, incompréhensions, séparations, frontières, tout ce que nous détestons, tout ce que nous voulons détruire.

Pourquoi ne pas aller tout de suite jusqu'au bout de son idée et jusqu'aux sanctions qu'elle comporte? Pourquoi ne pas reconnaître que si l'on veut concilier dès aujourd'hui la loi de l'individu et celle du nombre, si l'on veut réaliser l'autonomie dans la solidarité, si l'on veut dès à présent, faire l'apprentissage de cet individualisme social qui est le secret même de la justice et du bonheur futurs, il n'y a qu'un moyen :

Substituer partout au groupement d'action indirecte et lointaine sur un programme, c'est-à-dire au PARTI, *le groupement spontané d'action directe sur une seule question, pour une seule tâche bien définie.*

Les groupements de ce genre sont, en effet, les seuls capables de réunir des forces considérables pour l'action d'ensemble, tout en laissant à chaque unité la conscience de marcher librement vers un but librement choisi, les seuls qui, par leur simplicité même, permettent à chacun le contrôle des directions et des entreprises. De sorte qu'il n'arrive jamais, comme cela arrive fatalement dans le parti politique, que l'individu soit réduit au rôle d'atome inconscient dans un tourbillon dont il ignore le but et le sens.

Et ce mode d'action fait chaque jour ses preuves.

Ouvrons enfin les yeux à l'évidence. Toutes les fois qu'il s'agit non plus de se concerter et de parler vainement, mais de faire réellement quelque chose, d'entamer vraiment le milieu, c'est par de tels groupements que la besogne se fait. Aucune des grandes tâches de ce temps n'aurait été menée à bien s'il ne s'était formé spontanément en dehors et en dépit des partis, souvent même sur leurs ruines, de telles fédérations de bonnes volontés dans un but déterminé.

Les faits principaux qui témoigneront de l'activité politique et sociale à notre époque seront, il me semble, au nombre de trois. Il y aura l'affaire Dreyfus, sur laquelle il est inutile de revenir. Il y aura cette magnifique explosion de conscience et de solidarité ouvrière, ce beau mouvement syndicaliste avec son organisation déjà si puissante de résistance au patronat. Il y aura enfin l'Université populaire, le désir de partager ce que l'on sait avec ceux qui ont le plus besoin de savoir, ce mouvement « vers le peuple » dont on ne peut méconnaître, quoi qu'on en ait dit, ni les résultats, ni la signification. Or, ce sont là trois entreprises d'ordre divers, mais conduites toutes les trois par des hommes spontanément, spécialement associés en vue d'un but unique, immédiat, précis, en dehors de tout engagement pour l'avenir, de tout programme général.

En ces trois entreprises l'esprit de parti n'est intervenu que pour apporter des entraves.

Et nous regretterions les partis?

Toutes les fois qu'une œuvre urgente, une de ces choses qui n'ont pas le temps d'attendre, s'impose à la conscience humaine, n'est-ce pas toujours *sans distinction de parti* qu'on nous y invite? Cette formule est devenu l'une de celles que le bon sens protège. On se préoccupe trop peu, malheureusement, d'accorder ses idées et ses actes avec le bon sens. On prête peu d'attention à son langage.

Si tout ce qui se fait de bien et de nécessaire se fait en dehors de *notre parti*, que reste-t-il donc pour lui? Si pour chacune des besognes qui doivent vraiment être accomplies, et sur l'heure, il nous faut sortir de *notre parti*, est-ce bien la peine d'y rentrer? Et au lieu de dire aux gens qu'il faut savoir sortir de son parti toutes les fois que c'est nécessaire — chose assez malaisée puisque les partis sont organisés justement de façon à ne pas lâcher ceux qu'ils tiennent — oui, au lieu de dire cela, ne vaudrait-il pas mieux enseigner que l'homme le plus fort, le plus noble, le plus utile est celui qui, en dehors des partis, libre de toute attache, se tient sans cesse à la disposition de toutes les causes où l'appelle sa conscience?

On nous dit que malgré tout les partis sont utiles parce qu'ils réalisent et opposent aux puissances mauvaises des grandes masses humaines. Mais ne voit-on pas justement que les partis nous divisent plus qu'ils ne nous rapprochent et que sans eux, ces groupements de défense humaine deviendraient très vite plus cohérents et plus compacts? Ne voit-on pas que ces groupements artificiels et pour cela si difficiles à maintenir, empêchent au contraire de se rencontrer des bonnes volontés faites pour aller ensemble et qui se cherchent? Quelque envie qu'on en ait, on ne franchit pas volontiers les barrières d'un parti, surtout d'un parti avancé, parce que ces barrières sont faites d'un amas d'articles de foi, de traditions, de théories, d'idées générales et de disputes particulières, de choses demi-expliquées, demi-explicables, qu'on ne peut pas accepter ainsi en bloc. On vient volontiers au contraire, dès qu'on vous appelle à une œuvre limitée, précise, spéciale, n'engageant que pour elle-même. On vient, et voici qu'autour de cette œuvre, dont on a com-

(1) Cela est vrai notamment de l'idée anarchiste. Des publications comme *Pages libres*, de Ch. Guieysse, le *Bloc*, de Clémenceau, sont à ce point de vue très suggestives.

(1) Conférence faite au théâtre de la Renaissance-Gémier, le 21 novembre 1901, publiée par la *Grande Revue* du 1er décembre 1901.

pris l'importance et qu'on veut mener à bien, on trouve d'autres hommes venus d'ailleurs, des hommes qu'on ne connaissait pas ou mal, voire même, à sa grande surprise, des hommes que sur la foi des légendes ou des préjugés on avait jugés sévèrement. Or à les coudoyer, à travailler à côté d'eux, on se découvre avec eux une infinité de points de contact. On était sans s'en douter de leur famille, on se sent tout de suite infiniment plus proche de ceux-là que des autres, de ceux avec lesquels on a marché jusqu'ici. Et sans l'avoir cherché ni voulu, sans s'être soumis à aucun programme commun, à aucune autorité commune, on sait qu'on se retrouvera encore dans plus d'une occasion.

N'est-ce pas là exactement ce qui se passa dans l'affaire Dreyfus et ce qui, avec l'éveil des consciences, constitua l'importance sociale de cette affaire?

Ne cherchons pas de nouvelles formules, de nouveaux programmes pour grouper les hommes, de nouvelles stratégies, de nouvelles disciplines pour les empêcher de se disperser, comme si le seul groupement était lui-même un résultat. Préoccupons-nous simplement de mettre en évidence les mille buts qui se disputent notre activité. Que partout où il y a quelque chose à faire, quoi que ce soit, pourvu que ce soit quelque chose de bon et d'utile, de réel et de précis, d'urgent et de clair, les initiatives se mettent à l'œuvre. Parmi les innombrables tâches qui nous appellent, que chacun de ceux qui veulent impulser le monde choisisse la sienne et s'y attelle courageusement, se contentant de faire appel aux bonnes et libres volontés de ses frères, de tous ses frères. Et autour de chaque entreprise, nous verrons bientôt les dévouements se presser nombreux comme les épis au temps de la moisson. Car chaque jour s'accroît le nombre des bonnes volontés.

Et ceux qui doivent et ceux qui peuvent travailler ensemble, finiront ainsi par se rencontrer partout où il faudra, afin de donner ensemble le coup d'épaule.

CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — A la suite de mon article ayant trait à la coopération, j'ai reçu plusieurs lettres de camarades prenant énergiquement la défense de la « coopération ». Nous n'engagerons pas de polémique à ce sujet. Grave ayant dans ce journal dit ce qu'il fallait de cette action, mais je tiens à répondre à quelques-uns de mes correspondants, car certains tendent à me faire dire ce que je n'ai pas dit.

Que dans la société actuelle, des individus se groupent, pour acheter en commun des produits, pour se les répartir ensuite, quoi de plus naturel? Mais je ne vois pas où cela peut amener un changement à l'organisation capitaliste de la société; cela peut, pour quelque temps, leur apporter une amélioration, et c'est tout.

Acheter, vendre, faire des bénéfices, se les répartir, mais c'est toute la société capitaliste cela. Aussi vouloir détruire une société que l'on trouve mauvaise, injuste, inhumaine par des procédés identiques, je trouve tout au moins cela étrange.

De même pour la coopération de production que les travailleurs se groupent pour fabriquer un quelconque produit et le vendre, quoi de plus naturel, mais vraiment je ne vois pas comment par ce moyen l'on arrivera à supprimer le salariat.

La méthode homœopathique appliquée à la sociologie ne me dit rien qui vaille.

A défaut de preuves, de faits, j'ai, paraît il, indiqué la « loi d'airain » dont je n'ai du reste pas parlé. J'ai constaté et l'on peut constater que les travailleurs n'obtiennent en général que ce qui est strictement nécessaire à leur existence. C'est ma théorie et elle se vérifie. A Paris, par exemple, les salaires sont plus élevés que dans toutes les autres villes de France, mais par contre, il est incontestable que les denrées, les loyers et la plupart des objets nécessaires à l'existence sont proportionnellement d'un prix plus élevés eux aussi. En Belgique, en Allemagne, la vie est moins chère, mais les salaires sont plus bas. Je n'ai pas voulu dire autre chose, cela n'est pas mathématique, ce n'est pas une loi, mais ce sont des faits incontestables et je les constate. Et ce sont ces constatations qui me font dire que dans certains cas, la coopération de consommation peut être un obstacle à l'augmentation des salaires. Cela est tellement vrai que des capitalistes prévoyants pour suppléer les coopératives ont fondé des « économats », et fournissent à leurs exploités des marchandises à prix coûtant. Je connais de nombreux cas où des coopératives ont détruit l'esprit révolutionnaire pour le remplacer par l'esprit mercantile. A Fourchambault, centre industriel jadis actif, la coopérative a tué le syndicat, le pourcentage est devenu l'unique idéal, les militants que j'y ai vus étaient tous d'accord sur ce point. Ici, à Paris, j'ai près de chez moi une coopérative, elle sert admirablement à développer l'ivrognerie, la buvette seule rapporte, paraît-il. Je préfère passer sous silence les histoires de pots de vin et de corruption de beaucoup de coopératives parisiennes. Il y a des boues qu'il est préférable parfois de ne pas remuer, mais j'ai dit et je répète que cela est inévitable et inhérent à l'organisation actuelle de la société; car, dans les coopératives, des pauvres bougres qui n'ont souvent que juste pour vivre sont appelés à remuer des sommes importantes. Les plus forts résistent difficilement à manier de l'or et à crever de faim.

Veut-on d'autres faits. A Paris, il y a une coopérative où le directeur est officier de la Légion d'honneur, gagne 60 000 francs par an et est millionnaire, la révolution est certainement faite pour ce mossieur qui n'est pas le seul de son genre.

La plupart des coopératives ont du reste un noyau « d'actionnaires » qui touchent des « dividendes », fruit du travail des simples « associés » sans part. « La société des lunetiers », les « tailleurs de limes », une « imprimerie », pour ne citer que celles-là sont dans ce cas. A l'issue du dernier Congrès de Lyon j'ai visité « la Verrerie aux verriers » de Venissieux. Certains « camarades » possèdent 10.000 francs d'actions et des gamins de treize ans y gagnent 1 franc par jour, cela ne se passe pas autrement dans une usine « capitaliste. »

Faut-il rappeler aussi « la Verrerie ouvrière » et toutes les saletés qui présidèrent à son édification, le regretté Pelloutier m'a laissé là-dessus des documents probants.

Plus près de nous, l'édification du pavillon social et coopératif, où 400.000 francs furent engloutis, on n'a jamais su comment exactement.

A Londres, j'ai visité les fameux *Wholesales*, j'en suis sorti — et d'autres avec moi — écœuré, indigné. J'ai vu des femmes travailler à empaqueter du thé dans des salles ignobles surchargées de poussières, pire que ce que j'ai jamais vu en France chez des capitalistes, et ce n'est pas peu dire. D'autres femmes travaillant à la confiserie n'avaient plus allure d'êtres humains (1). Cela pour 12 à 15 schellings par semaine (15 à 18 francs), pendant que Messieurs les Directeurs gagnent de 1.000 à 1.500 francs par mois. Un Anglais à qui j'en parlais ces jours-ci me disait que l'on avait dû donner ces salaires aux « Directeurs » pour avoir des hommes « capables ».

A Bruxelles, à la coopérative de consommation où l'on défend de vendre les journaux anarchistes — vive la liberté! — jamais je n'ai vu des individus aussi hautains envers les ménagères que les commis chargés de débiter le poivre et les autres denrées.

Je n'en finirais pas, et je le répète, je pourrais en citer comme cela un volume.

Et tout cela est inévitable, inhérent à l'organisation capitaliste de la société, et les coopératives, soit de consommation soit de production ne peuvent y échapper.

Je ne conteste pas le « principe » de la coopération, mais en tout et partout je constate que cette action va à l'encontre du but qu'elle se propose, et c'est pourquoi j'ai une haine égale pour le petit épicier, qui me vole et le gros coopérateur, qui me trompe et m'exploite. Et l'erreur primordiale vient de croire qu'il est possible en société capitaliste d'organiser la production et l'échange de la société de l'avenir.

*
* *

Au milieu des grèves qui consistent à se serrer la ceinture en attendant le bon vouloir des exploiteurs, il est bon de signaler celle des ouvriers schistiers de la Comaille. Depuis le début de la grève sans que l'on puisse découvrir par quel hasard, il n'arrive que malheur sur malheur. L'autre matin l'on s'est aperçu qu 7.800 livres de schiste avaient été perdues par suite de l'ouverture des robinets du réservoir. Et cela n'est pas tout, les « esprits » s'en mêlent parait-il, et chaque nuit un petit morceau du matériel, de l'usine et de la mine se trouve détérioré. Des pierres énormes s'abattent sur les machines pour en arrêter le fonctionnement, et cela sans que l'on sache d'où elles proviennent.

Maudit sabottage va!

Les patrons devant une telle malechance ont fait des propositions; mais les ouvriers refusent et déclarent qu'ils ne rentreront qu'après entière satisfaction, qu'ils ne tarderont pas à obtenir, cela est certain, car les « esprits » commencent à coûter cher, parait-il.

*
* *

L'agitation qui s'était manifestée dans les ports, continue. A Brest notamment, les travailleurs y sont montés contre leurs exploiteurs et un manifeste très énergique vient d'être adressé par les soins du syndicat aux travailleurs des autres ports pour tenter un mouvement d'ensemble et l'on attend les réponses pour arrêter le travail.

PAUL DELESALLE.

(1) Je cite ces deux *faits*; mais j'ai pu en constater bien d'autres : il n'y a aucune différence entre les usines capitalistes et ces coopératives.

Nouvelle-Calédonie.

Les lauriers de ceux qui organisèrent le massacre des îles du Salut, empêche sans doute de dormir les proconsuls du bagne calédonien.

Nous avons donné en leur temps le récit des tracasseries et des mauvais traitements que l'on fait subir aux anarchistes condamnés. Voici ce que l'on nous communique à nouveau :

On vient de réintégrer dans son cachot notre malheureux camarade et ami Granger qu'ils avaient fait sortir, sans doute parce qu'ils avaient jugé qu'il ne méritait pas la punition qu'on lui avait infligée ; mais l'infortuné, ayant eu la naïveté d'en appeler au Ministre, leur a mis la puce à l'oreille ; ils l'ont aussitôt incarcéré et rétrogradé à la 2e classe, pour que le pourvoi en grâce qu'on a fait en sa faveur échoue. Cette nouvelle coquinerie prouve, une fois de plus, qu'ils sont capables de tout, même de falsifier les procès-verbaux, pour justifier leurs actes. C'est l'odieux soudé à l'infâme! On l'a enlevé ce matin.

Si la *Ligue des Droits de l'homme* voulait cependant prendre l'initiative d'une campagne?

Et M. Jacques Dubr qui est allé là-bas pour le compte du *Journal*, osera-t-il raconter tout ce qu'il y a appris? Arrivera-t-on enfin à soulever l'opinion publique?

*
* *

NOUMÉA. — Ils sont ici des milliers d'être humains qui, par autorité suprême sont assujettis à une stricte discipline. Je veux parler des libérés de tout ordre. On n'ignore pas que beaucoup parmi eux sont astreints à une surveillance qui dépasse toutes les bornes. C'est ainsi qu'un nouveau décret modifiant la loi concernant l'interdiction de séjour vient de paraître officiellement. Ce décret dit que l'administration peut agir quand elle voudra pour disperser les quelques libérés qui résident dans la capitale, y compris toutes les sections du monde pénal. Il est donc urgent de signaler au monde civilisé les mesures arbitraires qui se prennent dans la colonie d'outre-Océan. La plupart des sujets ayant fini leur peine sont, en sortant du bagne dénués de toutes ressources; pas de pain, pas de gîte, ils ne savent où diriger leurs pas: ils traînent au hasard, à travers les routes, en quête d'embauche.

Il y a 6.245 libérés environ dans la Nouvelle-Calédonie; plusieurs fois ils ont réclamé des mesures pour que quelque chose d'humain fût fait pour eux, mais jamais le gouvernement ne s'est préoccupé de leurs souffrances.

Plus de 300 sont venus demander qu'une amnistie fût réclamée par la presse ouvrière, afin de leur permettre de sortir de ce lugubre enfer. Mais en vain! Aussi faisons-nous appel à la Ligue des Droits de l'homme pour qu'elle prête son concours à cette mesure d'humanité.

Ont signé : Michin, Massoubre, Fachard, Macherey, Gilon, Martin, Forest, Goujon, Buch, André, Mangin, Delaroze, Vauban, Spansimato, Veillat, Bondon, Lagrange, Meyer, Pichon, Lecossou, Socquet, Legal, Giraud, Garcia, Benoit, Boutté, Garde-Las (Rubin américain), Buisson, Vauban, Poncelet,

Sadok, Allon-Perrin, Fleuri, Albert, Evain, Lebreton, Hamard, Béatrice, Thomassin, etc., suivent 150 signatures.

P.-S. — Le camarade Grangé a été chassé de Nouméa à cause de ses relations avec les compagnons libérés.

MICHEBEL.

États-Unis.

New-York, 18 janvier. — Un artilleur de Port-Columbie (État de Washington) a été condamné à dix ans de prison et à la dégradation militaire pour avoir dit, étant ivre : « Mac-Kinley a eu ce qu'il méritait. Je serai bientôt libéré, et je veillerai alors à ce que Roosevelt en attrape autant. »

(*Havas*.)

⁂

Le camarade Ciancabilla qui avait été arrêté au moment de l'affaire Csogolz vient d'être condamné à six mois de prison et 100 dollars d'amende.

Ayant obtenu le sursis dilatoire, il a été remis en liberté, ce qui lui permet de se remettre à la propagande.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Une grande matinée dramatique sera donnée le dimanche 26 janvier 1902, à 2 heures, au Palais du Travail, place Dupleix, par le *Théâtre social coopératif* et le Groupe des poètes chansonniers révolutionnaires, au profit de la famille de Louis Grandidier.

Programme :

La Première Salve, de A. Rouquès ;
Jules Dilly dans les œuvres de J.-B. Clément ;
Conférence de la citoyenne Elisabeth Renaud.
Première représentation de : *Retraites ouvrières*, scènes de la vie prolétaire, œuvre inédite du citoyen Royaumont.

Cette représentation est donnée par invitation privée. Des invitations sont à la disposition des camarades dans les Groupes et dans les U. P. ainsi qu'au Palais du Travail, place Dupleix.

⁂

Aux partisans de l'enseignement libertaire.

Considérant que, telle qu'elle a été comprise jusqu'à présent, l'étude de l'arithmétique est l'un des plus puissants moyens d'inculquer aux enfants les idées fausses du système capitaliste qui pèse si lourdement sur la société actuelle ; que les élèves sont incités à attribuer à l'argent une valeur qu'il ne doit pas avoir, l'école moderne de Barcelone fait appel à ceux des amis de l'enseignement rationnel et scientifique qui s'occupent spécialement de mathématiques pour la composition d'un recueil de problèmes faciles, vraiment pratiques, dans lesquels il ne serait absolument pas question d'argent, ni d'épargne, ni de bénéfices. Les exercices devraient porter sur la production agricole et manufacturière ; sur la bonne répartition des matières premières et des objets fabriqués ; sur les moyens de communication et de transport des marchandises ; sur le travail humain comparé au travail mécanique et les avantages des machines ; sur les travaux publics, etc. En un mot, l'école moderne désire un recueil de problèmes tel que l'arithmétique devienne réellement la science de l'économie sociale, le mot économie étant pris dans son sens étymologique de bonne distribution.

Les exercices devront porter sur les quatre opérations fondamentales (nombres entiers, décimaux, fractions) ; le système métrique, les proportions, les mélanges et alliages, les carrés et cubes des nombres et l'extraction des racines carrées et cubiques.

La *Escuela Moderna*, calle de Bailén, 70, Barcelone, fera imprimer le manuscrit qui répondra le mieux à son but et s'entendra amicalement avec son auteur pour le dédommager équitablement de son travail.

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Dimanche 26 janvier, soirée familiale à 8 h. 1/2, salle de la Cloche, 13, rue Réaumur.

Causerie par un camarade ; partie de concert avec le concours de poètes révolutionnaires ; petite pièce, *Le Berceau*, jouée par le *Théâtre libertaire*. Surprise offerte aux dames ; tombola gratuite. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 30.

Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 25 janvier. — P. Weber : L'instinct chez les animaux (avec projections).

Lundi 27. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 29. — Andrée Siegfried : Les lois ouvrières en Nouvelle-Zélande.

⁂

Jeunesse antimilitariste et antireligieuse du XXe. — Réunion le vendredi, à 9 heures, local U. P. La Semaille, 78, rue des Partants.

⁂

LONDRES. — Les camarades promoteurs d'une fête en faveur de la propagande anarchiste, qui eut lieu le 21 décembre 1901, notifient qu'ils ont employé la somme de 6 livres sterling, profit net de la fête, de la façon suivante :

2 livres au *Combattismo*, de prochaine publication à Gênes ; 2 livres pour achat de brochures en langue française aux *Temps Nouveaux* ; 2 livres pour achat de brochures en langue italienne au *Réveil*.

⁂

Le Dr Sultzbacher, 30, Seydlitzstrasse, à Halle-sur-Saale (Allemagne), demande à acheter les 3 premières années de la *Révolte*, et le *Révolté* de Genève. Lui adresser les propositions.

⁂

Doit paraître, à Chicago, 515, Caroll Avenue, *La Protesta Umana*, organe des anarchistes italiens.

⁂

Bibliothèque Communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Réunion à l'*Emancipation*, jeudi soir, à 8 h. 1/2 : causerie.

Samedi 1er février 1902, à 8 h. 1/4 du soir, à l'*Emancipation*, grande fête internationale privée avec le gracieux concours de camarades poètes, chansonniers révolutionnaires dans leurs œuvres, et du groupe théâtral de l'*Emancipation* dans : *L'Engrenage*, pièce en trois actes de A. Brieux.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 75 ; gratuit pour les dames.

On trouve des cartes à l'*Emancipation*.

⁂

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir. — Vendredi 24 janvier : Les Poètes et les Révolutions au dix-neuvième siècle, par le citoyen Hérold.

Mardi 27 : Rôle des Universités populaires dans l'éducation ouvrière, par la citoyenne Bonnevial.

BIBLIOTHEQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Nous rappelons que l'on peut venir emprunter des volumes tous les dimanches matins de 9 heures à midi.

Nous renouvelons notre appel auprès de ceux qui détiennent des exemplaires, de nous les rapporter.

Par suite de différents dons ou souscriptions, la Bibliothèque vient de s'augmenter de cinq nouveaux volumes, dont deux années de la *Revue de l'Ecole d'anthropologie*.

AUX LECTEURS DE PARIS

Irrévocablement, la semaine prochaine, nous ferons rentrer les brochures : Guerre, Patrie et Caserne, *de Ch. Albert* ; Organisation de la vindicte, *de Kropotkine, en dépôt chez les libraires. Avis à ceux qui ne se les sont pas encore procurées.*

Brochure antiélectorale à distribuer.

Quelques camarades nous font remarquer que 15 fr. le mille c'est trop cher pour distribuer. Nous n'avons qu'une chose à leur répondre : « Que chacun se remue et fasse son possible pour que le tirage soit important, le prix de revient pourra baisser. Il est vrai que si ça va aussi vite que ça à l'air d'aller jusqu'à présent, nous pourrons bien tirer à mille.

BIBLIOGRAPHIE

A lire :

La Procédure, H. Maret ; *Le Radical*, 16 janvier 1902.

L'Ad-mi nis-tra-tion ; Défense républicaine, 16 janvier.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES PARUES

L'Assassiné, par C. Dissy.
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.
Les Défricheurs, par Agar.
Les Bienheureux, par Heidbrinck.
La Jeune proie, par Lochard.
En tube, par la poste : 1 fr. 40 chacun.

DERNIÈRES PUBLICATIONS PARUES RECOMMANDÉES

Autour d'une vie, par Kropotkine, 1 vol., 3 fr. 50.
Les Aventures de Nono, par J. Grave, 1 vol., 3 fr. 50.
La Colonne, par Descaves, 1 vol., 3 fr. 50.
Les Syndicats et la Révolution, par Néel, 1 br., 0 fr. 15
L'Education pacifique, par A. Girard, 1 broch. 0 fr. 15.
L'Or, poésie révolutionnaire, l'exemplaire 0 fr. 10, le cent 2 fr. 50, en vente au bureau du journal.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Marseille. — Le volume se sera abîmé en route.

F. R., à Mustapha. — Peut-être bien. Je ne me rappelle pas.

Jeunesse antimilitariste du XXe. — Envoyez chaque fois que vous voulez que ça soit inséré.

R., à Villiers. — Nous sommes bien d'accord sur règlement.

Reçu pour la brochure à distribuer : Groupe libertaire brestois, 3 fr. — F. R., à Mustapha, 0 fr. 75. — Total : 3 fr. 75. — Listes précédentes : 47 fr. 55. — En caisse : 51 fr. 50.

Reçu pour le journal : U., à St-Nazaire, 0 fr. 35. — Jeanquimarche, 25 fr. — V., à Pittsburg, 6 fr. — De Lausanne, par J. P., 5 fr. (plus deux souscriptions à l'édition). — F. S. 0 fr. 55. — B., à Marseille, 0 fr. 50. — Merci à tous.

R., à Villiers. — P., à Genève. — S., à Genève. — L., au Havre. — T., à Amiens. — D., à Libourne. — M., à Lyon. — De M. — C., à Come. — G., à Grenade. — B., à Lodelinsart. — B., à Marseille. — D., à Beauvais. — B., à Genève. — B., à Roubaix. — J., à la Spezzia. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 40 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 FÉVRIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Pour les raisons habituelles, nous n'avons pas de supplément cette semaine.

∴

Prière aux abonnés qui paient en timbres étrangers de tenir compte que nous perdons, en moyenne, 10 0/0 sur le change; 15 et 20 0/0 pour ceux du Portugal, Espagne et Italie.

∴

Prière aussi de nous envoyer la dernière bande à chaque renouvellement.

EN ALLEMAGNE OU EN FRANCE ?

Le chômage sévit terriblement en Allemagne, cet hiver; et comme les gouvernements dignes de ce nom ont coutume d'enseigner le calme aux ouvriers sans travail par des arguments irréfutables, le 13 janvier, la police de Francfort a fait merveille. Profitant de ce que selon la parole du député socialiste Hoch, « les travailleurs de Francfort sont connus pour leurs mœurs pacifiques » les agents se sont jetés, à la sortie d'une réunion, sur les groupes disséminés. Les coups de nerfs de bœuf pleuvaient comme grêle, sur les hommes aussi bien que sur les femmes. Après quoi, pêle-mêle et au hasard, parmi les gens renversés par leurs charges sauvages, les policiers arrêtèrent ce qui leur tomba sous la main et offrirent l'hospitalité des prisons franckfurtoises au plus grand nombre.

Quelques jours plus tard, une grande discussion sur le chômage eut lieu au Reichstag allemand, c'est-à-dire au Parlement de l'empire commun à tous les Etats confédérés. Il est intéressant de noter les chiffres donnés à la tribune et aussi les divers arguments des orateurs, ne fût-ce que pour se rendre compte que tous les ministres de tous les gouvernements parlent de même et qu'il est à peine utile de changer quelques noms propres, çà et là, pour que le même discours puisse servir à Berlin ou à Paris : ainsi, dans le débat sur les atrocités chinoises, le comte de Bulow tint tout à fait le même langage que M. Waldeck-Rousseau; mais au lieu de « l'admirable armée française », il disait « l'admirable armée allemande ».

Le député socialiste Zubeil constata d'abord que la crise n'était pas limitée à l'empire, mais était universelle; les causes immédiates en sont la guerre sud-africaine, la guerre de Chine et aussi, en Allemagne, les récents krachs financiers. Cette crise est aussi forte, autant qu'on en peut juger en l'absence de statistiques, que celle de 1895 où 500.000 travailleurs se trouvèrent sur le pavé, parmi lesquels on comptait 300.000 pères de famille, en sorte qu'en réalité deux millions d'individus se trouvaient atteints par la crise. Qu'a fait le gouvernement?

Il suffit de considérer l'attitude de M. de Boetticher, président supérieur en Saxe: il a demandé leur avis aux fonctionnaires, aux grands industriels, et naturellement ces Messieurs ne connaissent rien d'une prétendue détresse ouvrière : le bourgmestre de Halle a déclaré que sur 2.000 sans travail il y avait 1.500 fainéants. A Francfort on a voté une somme dérisoire de 79.000 marks (environ 100.000 fr.) de travaux urgents, et on fait casser des pierres à un petit nombre des chômeurs. A Berlin, la police pourra trouver, s'il lui en prend fantaisie, l'occasion d'intervenir comme à Francfort. Chaque jour les groupes de sans-travail deviennent plus nombreux. En novembre 1900, dans l'industrie du métal, il y avait 209 demandes pour 100 places libres; en novembre 1901, il y en avait 303; pour le bois, la proportion est un peu moins forte: 310 au lieu de 269. Quand par suite des mauvaises saisons, hiver, froid et sec, été sans pluie, les récoltes furent compromises, le gouvernement trouva des millions pour les agriculteurs; il n'en sait point trouver pour des centaines de mille ouvriers.

« Il faut créer un ministère du travail pour centraliser tous les renseignements sur les conditions du marché tant en Allemagne qu'au dehors. Jusqu'ici on ne sait répondre que par la contrainte et la prison, et non content d'affamer les ouvriers indigènes, on laisse certaines agences attirer des ouvriers du dehors par de fausses promesses, et les salaires baissent d'autant. Il faut abaisser à dix heures la journée de travail normal; il faut entreprendre de grands travaux publics et les gros capitalistes pourraient bien aussi consentir à des sacrifices qui ne leur coûteraient guère. »

Et le député Zubeil termina en disant: « La classe ouvrière affamée sera poussée finalement au désespoir; il dépend de vous d'empêcher ces résolutions extrêmes. Si l'on ne fait rien, ce n'est pas nous qui serons responsables; mais vous, Messieurs. »

Là-dessus, le secrétaire d'Etat comte de Posadowsky répliqua: « Le chancelier a prescrit une enquête auprès des Etats confédérés les conditions du travail n'étant pas les mêmes partout : sans doute en certains endroits les salaires ont baissé et il y a eu des ouvriers de congédiés, mais ailleurs la situation n'est pas critique et en quelques Etats « la crise a déjà atteint son « maximum d'intensité ». Elle n'est d'ailleurs que partielle et on a beaucoup exagéré la détresse des ouvriers. La solution ne dépend pas de l'Empire, mais des communes et des Etats. L'Empire ne peut intervenir que pour donner du travail là où cela dépend de lui : postes, chemins de fer, constructions navales. Quant à l'assurance contre le chômage, elle est fort difficile à établir et les savants spécialistes ne sont pas d'accord sur les moyens de l'instituer utilement. Puis, comme tout homme d'Etat qui se respecte, M. de Posadowsky chanta sa propre gloire : « Nous allons, en politique sociale, plus vite qu'aucun Etat et nous cherchons continuellement à améliorer la situation des ouvriers. »

Pendant deux jours encore, les orateurs des divers partis continuèrent à parler devant deux douzaines de députés, cette question n'intéressant guère les personnes bien élevées et bien nanties. Seulement, pour justifier les paroles de M. de Posadowsky, un haut commissaire des chemins de fer, M. Wehrmann, s'en vint dire que depuis dix ans, la ligne de Paderborn-Altenbeken n'avait pas diminué son personnel; qu'elle l'avait au contraire augmenté momentanément lors du passage du Kronprinz et de l'empereur, par mesure de sécurité. Et aussitôt le socialiste Hoch lui répliqua que la vie des simples individus était aussi précieuse que la vie des empereurs et méritait qu'on prît pour elle les mêmes précautions. Il montra aussi que l'augmentation effroyable dans le nombre des accidents du travail provenait de ce que les entrepreneurs engageaient, à bas prix, des ouvriers inexpérimentés pour les travaux les plus dangereux, d'où ce total effrayant de 26.000 accidents mortels: en 1895, sur 1.000 travailleurs, 65 de cas mortels; en 1900, au contraire, 74. « On prétend que l'Etat est une organisation non seulement nécessaire, mais *bienfaisante*; votre conduite dans le cas présent montre même aux moins éclairés des travailleurs ce qu'est cette organisation, une organisation pour l'exploitation criminelle des travailleurs. »

Pour parfaire le tableau, l'empereur Guillaume a jugé utile d'intervenir à sa façon; c'était le 27 janvier l'anniversaire de sa naissance, mais la question du chômage le préoccupait; il a donc exprimé le désir qu'on renonçât aux illuminations préparées pour cette fête et que l'argent voté par le conseil municipal de Berlin fût versé à l'Assistance publique.

Si les sans-travail, après cela, osent se plaindre de crever de faim, il se trouvera bien quelque ministre pour leur reprocher leur ingratitude et pour dire que leur empereur, lui aussi, se sacrifie chaque jour pour leur bonheur.

PIERRE QUILLARD.

A M. LE PRÉFET DE POLICE

Un de nos correspondants nous avertit que nous ayant envoyé la traduction d'un article par un *gamin*, ce dernier fut accosté devant la porte du bureau, par un bonhomme qui lui prit la lettre en disant : « Tu vas aux *Temps Nouveaux*, j'y vais aussi, je la remettrai. »

Cette lettre ne nous est pas parvenue. C'est la première fois que je constate le fait. Si cela se reproduit et que jamais je puisse mettre la main sur le bonhomme, je lui casserai les reins. Nous verrons *si la police* a tous les droits.

J. GRAVE.

SUR LA RELIGION

On dit souvent : « Même si la religion est fausse, il vaut mieux ne pas la détruire, parce qu'elle est une grande consolation dans le malheur. »

C'est faux. La religion ne console pas. La force consolatrice que beaucoup de gens attribuent à la religion, est purement illusoire ; les croyants se consolent (comme les autres), parce que tout organisme affligé se console avec le temps. La religion n'y est pour rien. Ils prennent pour cause ce qui n'est qu'un phénomène concomitant. D'une part, ils ont éprouvé une grande douleur qui s'est apaisée peu à peu ; d'autre part, ils ont accompli des rites, dit des prières, suivi des offices, absorbé leur pensée sur un certain ordre de croyances, et ces deux phénomènes s'étant accomplis parallèlement, ils s'imaginent que le premier est la conséquence du second.

La vraie consolatrice, c'est la vie : la vie qui nous transforme un peu chaque minute, qui nous fait chaque jour oublier hier et aspirer vers demain. Ainsi les enfants se consolent très vite parce que, en état de croissance, ils se transforment très vite.

La meilleure preuve que ce n'est pas la religion qui console, c'est que les non croyants se consolent tout aussi bien et tout aussi vite que les croyants; sinon plus.

D'ailleurs, ceux-ci ne savent ce qu'ils disent. Car en même temps qu'ils présentent la religion comme une idée très consolante, ils ont la prétention de demeurer inconsolables. Ils nourrissent leur chagrin, l'entretiennent jalousement, par exemple, en faisant vœu de ne jamais quitter le deuil, ou encore se cloîtrent, prennent le voile. Ils se concentrent sur leur douleur par de continuelles prières, lectures pieuses, messes à l'intention du mort, visites au cimetière, méditations sur la tombe, etc. Persuadés que le mort est là-haut qui les regarde, ils vivent continuellement dans la crainte de l'offenser, de l'oublier, dans l'idée fixe et affolante de l'aller rejoindre (mais le plus tard possible). Ils n'osent plus vivre, rire, former des projets, être en joie; ils se reprochent tout comme des péchés, comme des crimes. Je dis qu'*ils n'osent*, parce qu'il est évident qu'ils doivent être souvent tentés, comme tout le monde, de se laisser aller à la vie et à la joie; mais ils ne le sont pas par peur de leur religion, du mort qui les voit, de l'opinion de leurs pareils ; par peur aussi de se contredire ou se parjurer, et de perdre la pose, l'attitude menteuse et contre nature qu'ils ont prise ; par peur, en un mot, de tous les fantômes dont leur cerveau est plein. Et le fait est que très souvent ils ne se consolent pas du tout, entretenus qu'ils sont par leur religion dans des idées lugubres.

⁂

Quand même il serait vrai que la religion fût capable de consoler, ce ne serait encore pas une raison pour l'épargner, comme ce n'est pas une raison pour ne point combattre l'ivrognerie, parce que cette pratique sert aussi de consolation à bien des personnes.

On se console par la religion comme on le fait par l'alcool, l'opium, la morphine, par des *anesthésiques* et des poisons. La religion est bien de la famille des poisons. Comme eux elle endort, engourdit l'activité cérébrale, empêche de penser. L'homme devenu religieux cesse de chercher la raison des choses, la cause de ses souffrances, de ses malheurs ou de ses fautes. Il s'abêtit dans la prière et les pratiques machinales, s'immobilise dans la fixité des dogmes, s'évanouit dans des abstractions. L'esprit tendu vers la mort (qu'il craint), il ne comprend rien à l'existence, s'annihile, et ne vit non plus qu'un cadavre. Toute religion — et *non pas* le seul bouddhisme — aboutit au *nirvâna*, c'est-à-dire à l'anéantissement de la personnalité.

⁂

Les catholiques se figurent que la confession est un moyen de se moraliser. C'est au contraire le vrai moyen de se démoraliser.

Quand un catholique est embarrassé par un cas de conscience, que fait-il? Il s'en va trouver son confesseur, qui pense à sa place, discute le cas à sa place et le résout à sa place. Qu'en résulte-t-il? C'est que la conscience morale du catholique ne s'exerce pas et par conséquent ne se développe pas, régresse et dégénère. Le catholique remet sa conscience aux mains d'un autre homme, chargé d'approfondir pour lui le bien et le mal. Je ne regarde même pas si cet homme est un exécrable professeur de morale (ce qui est le cas d'ailleurs) ; même en admettant que le prêtre soit un excellent moraliste, les conséquences de cette façon de procéder n'en seraient pas moins désastreuses pour la conscience dirigée.

L'infériorité des catholiques est telle, que la plupart d'entre eux n'ont même pas l'idée qu'au lieu de s'en référer au confesseur, ils feraient bien mieux en consultant leurs livres saints, ce sur quoi repose toute leur religion. La plupart des catholiques ignorent les Evangiles (et à plus forte raison l'Ancien Testament, l'*Imitation*, Saint Augustin, les Pères, etc.); ceux qui les lisent, cherchent à peine à en pénétrer le sens profond. La parole du confesseur a bien plus d'autorité pour eux que celle de Jésus. Rien ne connaît moins sa religion qu'un catholique.

Les protestants ont au moins cet avantage qu'ils connaissent leur religion. Ils ne livrent pas leur conscience morale aux mains d'un homme, seulement ils la remettent toute entre les pages d'un livre. Cela est un peu moins mauvais, d'abord parce que ce livre peut avoir des beautés, et puis parce qu'il peut être interprété différemment suivant les cerveaux qui le lisent; par conséquent cette méthode laisse un peu plus d'espace à la conscience morale pour se développer.

Les protestants sont cent fois supérieurs aux catholiques; mais ils sont cent fois inférieurs aux matérialistes.

Pour être vraiment moral, il faut faire soi-même sa conscience ; il faut, pour ainsi dire, la tirer du chaos, péniblement, la bâtir à la sueur de son front, avec ses souffrances, ses doutes et ses enthousiasmes, avec sa joie et avec ses larmes. Rien ne se développe que par l'effort. Pour développer sa conscience morale (son cerveau fonctionnant sur les idées de bien et de mal), il faut donc faire continuellement effort, douter, chercher ; il faut exercer sans cesse son cerveau par la mise en question des idées reçues, par la réflexion, par le raisonnement. On ne peut se perfectionner qu'à la condition de ne confier qu'à soi seul le soin de son perfectionnement, de ne s'en remettre ni à un homme, ni à un livre. L'individu religieux s'efforce de ne pas franchir les limites morales que son Eglise lui a enseignées ; il s'y immobilise, et au besoin il s'y rapetisse. Le matérialiste-transformiste, qui fait l'évolution des choses, agrandit sans cesse son âme.

Toute conscience qui ne se suffit pas à elle-même, qui n'est pas capable de discerner toute seule le bien et le mal, qui est obligée d'avoir recours à une autre conscience, cette conscience-là est quelque chose de très inférieur, de très immoral.

⁂

Il est impossible de se reposer sur la moralité d'une personne religieuse, puisque cette moralité n'a de fondement que dans son imagination. Aujourd'hui cette personne s'imagine que son Dieu lui dit de me faire du bien ; mais demain elle s'imaginera peut-être que son Dieu lui ordonne de me faire du mal.

⁂

« Je ne voudrais pas avoir affaire à un prince athée, qui trouverait son intérêt à me faire piler dans un mortier : je suis bien sûr que je serais pilé. Je ne voudrais pas, si j'étais souverain, avoir affaire à des courtisans athées, dont l'intérêt serait de m'empoisonner; il me faudrait prendre au hasard du contrepoison tous les jours. Il est donc absolument nécessaire, pour les princes et pour les peuples, que l'idée d'un Etre suprême, créateur, gouverneur, rémunérateur et vengeur, soit profondément gravée dans les esprits. » (Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, art. Athéisme, section IV.)

Cette objection ne tient pas debout. L'histoire nous montre que l'idée d'un Etre suprême n'a jamais empêché les princes de « piler » les peuples. Et si nous regardons autour de nous, nous voyons que les personnes religieuses ou même déistes (sauf de très rares exceptions) sont les plus acharnées à maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les injustices existantes. Je crois au contraire, pour ma part, que si les princes devenaient sérieusement athées, ils cesseraient vite de se prendre au sérieux; car s'il est vrai qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour en imposer à leurs sujets, je pense aussi que, mystifiés par leur éducation religieuse, ils s'en font accroire à eux-mêmes. Un fou qui s'imagine travailler pour Dieu, me paraît devoir être plus hanté de domination et plus à craindre, qu'un homme instruit qui se sait pareil aux autres. Une cervelle de gouvernant est toujours quelque chose de redoutable : mais j'aime mieux, pour l'assagir, faire savoir à celui-ci qu'il n'est qu'un médiocre perfectionnement du singe, que de le laisser se monter la tête avec la croyance qu'il est une émanation ou une délégation de la Divinité.

Quant à l'intérêt du souverain, j'accorde qu'il n'est pas — mais pas du tout — d'avoir affaire à des courtisans, ni surtout à des sujets athées. L'intérêt des courtisans est quelquefois de changer de souverain ; celui du peuple est toujours de s'en passer. Rien de bon pour cela comme l'athéisme. Que le peuple, réalisant « l'Etre suprême », devienne donc son propre « créateur, gouverneur, rémunérateur et vengeur ». Voilà l'idée qu'il serait nécessaire de voir « profondément gravée dans les esprits ». Avec des individus athées, il est de fait que le métier de dirigeant cesse d'être agréable. Tant mieux, car dans une société de gens égaux et libres (ce qui est l'idéal, et ce vers quoi tendrait une société d'athées), il n'y a plus de place pour des dirigeants. C'est ce que Voltaire n'avait pas vu.

(*A suivre*) CHAUGHI.

ÉCHEC SOCIALISTE

Après avoir été maîtres de l'Hôtel de Ville de Roubaix pendant 9 ans, les socialistes viennent de s'en voir déloger. C'est un échec d'autant plus retentissant que Roubaix était considérée comme la « Ville sainte », la « citadelle » du socialisme d'Etat.

Cet échec est pour nous un enseignement et il confirme à beaucoup de points de vue bien des idées et des théories que nous défendons ici.

Peut-être le sectarisme étroit du parti guesdiste n'est-il pas étranger à cette lamentable défaite? Mais celui-ci mis à part, il ne manque pas d'autres causes, certaines celles-là, que je voudrais rapidement passer en revue.

Un fait tout d'abord doit surprendre. Comment est-il possible que des électeurs ayant voté une fois et même plusieurs fois, comme dans le cas qui nous occupe, pour des socialistes, se retournent un jour et portent leurs voix — leur souveraineté — sur les ennemis de ceux-ci, sur les candidats des pires patrons capitalistes, comme à Roubaix?

Et la réponse, bien simple, est celle que nous avons toujours faite : c'est qu'en période électorale les candidats socialistes ! s'occupent beaucoup plus de faire des électeurs... que des socialistes conscients. Bien mieux, la manière dont sont menées les campagnes électorales, tendrait plutôt à éloigner les individus du socialisme que de les faire passer en socialistes.

Votez pour nous, leur disent les candidats socialistes, et vous n'aurez plus à vous occuper de rien ; nous nous chargeons de vous faire obtenir, par de bonnes lois, tout ce qui doit contribuer à améliorer votre sort. Une fois, deux fois, cela prend, mais les électeurs » qui n'ont pas une mentalité socialiste, se rappelant toutes les promesses et la nullité des résultats, se retournent et brûlent les idoles qu'hier ils adoraient.

C'est ce qui vient de se passer à Roubaix.

Ce n'est une cause, non la moins sérieuse, mais il y en a d'autres. L'on sait que la municipalité de Roubaix s'est vue dans l'obligation de démissionner en bloc à la suite d'une tentative qui, sans avoir grande importance, avait pour but d'apporter à la classe ouvrière de cette ville quelques améliorations immédiates, je veux parler de la suppression des octrois. Dans l'accomplissement de cette réforme la municipalité de Roubaix s'est trouvée arrêtée comme dans toute tentative semblable en période capitaliste où des intérêts multiples sont liés et font forcément échec à la moindre réforme ou prétendue telle.

Je ne rappellerai que pour mémoire des passe-droits et surtout des places avantageuses dont avaient profité les électeurs influents, c'est partout la juste récompense des courtiers et des bons serviteurs. Aussi l'augmentation de la police et autres « services » socialistes ! semblables.

Mais même les créations utiles telles que les cantines scolaires, et autres tentatives se sont retournées contre les travailleurs, puisqu'en dernière analyse ce sont eux qui en ont fait les frais. Et une fois de plus se vérifie ce que nous ne cessons de répéter, que tout se tient si bien dans la société bourgeoise qu'à la première velléité d'attaquer une partie de l'édifice, tout tend à dégringoler. C'est ce qui est arrivé à Roubaix et c'est là encore l'une des causes de l'échec socialiste.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Encore un crime du militarisme.

Le 14 janvier, à la Roche-sur-Yon, un élève caporal de la 7e compagnie du régiment d'infanterie qui y tient garnison, se présentait à la visite médicale. Le médecin-major ne voulut pas le reconnaître malade.

Le jeune homme se rendit avec les autres à l'exercice. Mais, dans l'après-midi, n'y tenant plus, ne pouvant plus marcher, il alla demander à son sous-lieutenant la permission de se reposer.

« Ah ! vous êtes malade ! répond la brute galonnée. Je connais un remède qui guérit tous les tireurs au c...! » Et il lui fait faire de force deux fois le tour du gymnase, soit 700 à 800 mètres au pas gymnastique.

Le lendemain soir à 8 heures, on transportait le malheureux à l'infirmerie ; il y mourait deux heures après en maudissant ses bourreaux.

* * *

Après la Roche-sur-Yon, Lérouville.

En trois jours, Lepiller, soldat à la 8e compagnie du 154e de ligne, est mort faute de soins par la criminelle incurie du service médical.

Le lundi, il allait à la visite et n'était pas reconnu malade. Le mardi, même diagnostic du crétin qui l'avait examiné la veille. Mais, dans la nuit du mardi au mercredi, il était dans un tel état qu'on l'emportait à l'hôpital de Commercy, où, après avoir déliré quelques heures, il succombait.

* * *

On lit dans la *Petite République* :

Le premier conseil de guerre maritime de Toulon vient d'avoir à juger une affaire qui, dès le premier jour, se présentait comme ayant un degré exceptionnel de gravité. Voici les faits : Au moment où l'amiral Fournier passait son inspection générale de la défense mobile d'Algérie, douze quartiers-maîtres et marins ont déserté le torpilleur *174*, commandé par M. le lieutenant de vaisseau Tourette. Arrêtés, conduits à Toulon, ces marins ont comparu vendredi devant la justice, et voici ce qu'il résulte de ces débats. Ces douze hommes, qui avaient eu jusqu'alors une conduite exemplaire, ont déclaré tous qu'ils avaient quitté leur navire pour attirer sur eux l'attention, afin d'être soustraits aux brutalités du commandant et de son second, l'enseigne de vaisseau Floch.

On pouvait croire à une entente entre les prévenus pour expliquer ce qu'entre marins on appelle une « bordée ». Mais tous les témoins appelés à la barre ont confirmé leurs dires, apportant chacun un fait précis. L'un raconte que le second a donné un soufflet à un chauffeur qui n'avait pas répondu assez vite à son appel; l'autre a vu le second donner un coup de pied à un homme; un troisième l'a vu appliquer un coup de poing entre les épaules à un autre homme. Enfin, un dernier témoin affirme avoir entendu dire au commandant, parlant de son équipage : « *Il faudra qu'ils marchent comme des nègres ou qu'ils crèvent.* »

Dans les dépositions des officiers, tous ces faits se transforment.

La gifle devient une tape amicale, le coup de pied une caresse, le coup de poing une étreinte.

Le commandant s'étonne que ses hommes puissent se plaindre, il a, dit-il, toujours été pleinement satisfait de son équipage.

Enfin, le commissaire du gouvernement se tournant vers celui des prévenus qui a reçu le coup de pied, lui demande, amicalement sans doute, si ce coup de pied *lui a fait mal*.

Qu'il qu'il en soit, à part deux hommes, tous les prévenus ont été condamnés malgré d'éloquentes plaidoiries qui étaient plutôt des réquisitoires contre la façon d'agir du commandant et de son second.

* * *

Besançon. — Le soldat Delsol qui avait refusé, à Belfort, de porter les armes qu'on lui avait données vient d'être condamné par le conseil de guerre de Besançon à deux ans de prison. Nous donnerons des détails sur son jugement dans le prochain numéro.

Signalons cependant, en passant, la goujaterie du rédacteur du *Matin* qui en donne le compte rendu, et qui trouve très « rigolo » de voir condamner à deux ans un homme, un héros, qui a le courage, seul contre tous, de refuser de participer en quoi que ce soit aux tueries internationales.

André Girard.

* * *

Mouvement ouvrier. — Répondant à mes critiques du coopératisme, un camarade m'écrit encore : « La critique que tu fais aux coopératives de consommation en ce qui concerne la « loi d'airain », à savoir que les capitalistes ne donnent aux travailleurs que ce qui est strictement nécessaire à leur existence et est proportionné au coût de la vie dans un lieu donné, s'applique tout aussi bien aux syndicats... que tu prônes. »

La critique serait juste..., si les syndicats ouvriers s'occupaient exclusivement de l'augmentation des salaires, et il est certain que les salaires augmentant partout grâce à l'influence des syndicats, les vivres et les objets nécessaires à l'existence augmenteraient dans des proportions identiques.

Mais c'est justement parce que les syndicats doivent avoir un autre but que nous y sommes entrés. Qu'en passant l'on obtienne un meilleur salaire, très bien, mais dans aucun syndicat l'on ne pense que cela peut être l'unique but.

Nous disons que la coopération de consommation peut, en augmentant la puissance d'achat des travailleurs, favoriser la baisse des salaires, tandis que c'est une augmentation que l'on poursuit, en tous cas, au syndicat; on conviendra aisément que cela n'est pas précisément la même chose.

L'action syndicale est une action révolutionnaire de classe; c'est dire combien une simple augmentation de salaire y tient peu de place. De plus, nous n'avons jamais émis la prétention — comme certains coopérateurs l'ont pour la coopération — de transformer la société par la seule action des syndicats ouvriers. C'est pour nous un moyen, non un but.

Nous constatons que le groupement qui répond le mieux à l'organisation capitaliste de la production est le groupement des travailleurs par métiers, nous nous efforçons d'y propager nos idées, car le terrain est préparé, ces groupes reflétant bien l'antagonisme des conditions qui existe entre ceux qui travaillent pour un salaire et ceux qui les font travailler pour en tirer des bénéfices.

Dans ces conditions, je ne crois donc pas que la critique que j'ai faite de la coopération puisse le moins du monde s'appliquer aux syndicats que je prône comme organisme de révolution et non, je le répète, comme un but.

P.-S. — Parlant des membres du C.C.C.? j'ai écrit qu'ils étaient tous décorés, on me fait justement remarquer *qu'ils ne le sont pas tous parce que leurs principes le leur interdisent*. Je n'ai pas de peine à déclarer mon information *fausse*. Vérification faite, il n'y en a guère qu'un peu plus de la moitié qui sont palmés ou décorés, je prie les autres de m'excuser.

En ce qui concerne la corruption, j'ai dit et je répète que cela est inhérent à l'organisation capitaliste de la société. Un pauvre bougre chargé de famille, qui gagne à peine de quoi vivre, résiste difficilement à l'offre du courtier « capitaliste » en quête d'une bonne affaire. L'histoire de la « villa des poires » a été éditée à des centaines d'exemplaires.

Et cette coopérative de production qui repasse le travail à un patron qui fait travailler au-dessous du tarif ? Il est vrai que le patron n'a pas été payé et que le directeur n'est même pas palmé. Pour celui-là c'est injuste, je me plais à le reconnaître.

* * *

L'on se rappelle qu'au moment où il fut question de la grève des mineurs, la grande objection des compagnies en réponse aux demandes de ces travailleurs était la nécessité qu'il y avait, en présence de la concurrence étrangère, à maintenir le taux de la production, et que si les mineurs ne travaillaient plus que huit heures, la lutte avec l'étranger devenait impossible, etc., etc. On connaît la chanson.

Aujourd'hui tout est rentré dans le calme, il n'est plus nécessaire de jouer de la « pénurie » du charbon français et l'on force les ouvriers au chômage sans s'occuper le moins du monde des contradictions.

Pour les besoins de la cause l'on manquait de charbon hier, aujourd'hui il y en a trop et pour y remédier, les mineurs arrêteront de produire. Témoin cette note que publient les journaux :

« Par suite de la surproduction du charbon en France, la compagnie de Châtillon-Commentry, qui exploite les mines de Saint-Eloy-les-Mines, vient de décider qu'à partir d'aujourd'hui les mines chômeront un jour par semaine.

« La compagnie de Châtillon-Commentry occupe environ 1.300 mineurs. »

Et la chair à patron, tranquillement, accepte sans mot dire.

Dans ces conditions, ces braves capitalistes auraient vraiment tort de se gêner.

* * *

L'Etat patron. — Par suite du mauvais état de la matière première, les ouvrières de plusieurs manufactures de tabac ont réclamé une augmentation de salaire.

A Marseille il y a même eu grève, mais l'Etat est un patron qui ne badine pas. Les ouvrières ont été menacées d'être remplacées aussitôt si elles ne reprenaient pas le travail, ce qui n'a pas tardé.

Et le gouvernement où trône M. Millerand est tout acquis aux travailleurs. Que serait-ce s'il en était autrement! Les journaux socialistes étant pour la plupart domestiqués, gardent là-dessus, cela va sans dire, un silence prudent.

P. Delesalle.

Egypte

Le Caire. — Au commencement de ce mois de janvier, sur l'initiative des anarchistes, a eu lieu dans cette ville un comice public international pour protester contre l'expulsion de trois cigarettiers grecs décrétée par l'autorité locale et le consulat grec, parce qu'ils ont montré la plus grande activité dans la grève des cigarettiers des fabriques Soussa frères.

La séance fut ouverte par le camarade Ugo Parrini, qui en des termes très expressifs exposa le but de la réunion à la foule de toute nationalité accourue au Vieil Eldorado pour entendre la seule voix de liberté et de protestation qui se soit manifestée dans cette occasion.

Ensuite prit la parole M. Ch. Tapié, directeur du *Petit Egyptien*. Il rappela les mots que le consul grec avait adressés à la femme d'un des expulsés, c'est-à-dire : « Si vos enfants ont faim, frappez-les sur la tête. » Il raconta encore l'acte brutal d'un policier qui, devant l'une des fabriques Soussa, avait soulevé en l'air un enfant de cinq ans, et puis l'avait terrassé en bravant la présence des grévistes.

Après parlèrent, en leur idiome, deux camarades grecs et, en arabe, un camarade israélite. Tous les orateurs tombèrent d'accord à stigmatiser l'expulsion des trois ouvriers qui n'avaient rien commis pour provoquer de la part de l'autorité égyptienne et du consulat grec une mesure si odieuse.

La séance fut close par le camarade Parrini, qui, en résumant, conclut que les ouvriers ont le droit de se mettre en grève quand et où il leur plaît, que la police ne doit jamais intervenir ni en faveur des patrons, ni en faveur des ouvriers, et que, dans le cas contraire, la force doit être repoussée par la force.

Les applaudissements qui accueillirent ces derniers mots, furent la digne réponse aux autorités coalisées ici contre les droits des travailleurs.

Roberto d'Angiò.

Uruguay.

Montevideo. — Nous avons eu ici notre journal quotidien intitulé *Le Travail* « El Trabajo », rédigé et soutenu pendant près de trois mois par les compagnons anarchistes. Pendant qu'il paraissait il se déclara un grand mouvement gréviste, qui donna ensuite naissance à plusieurs coopératives de production telles que : fabrique d'allumettes où travaillent un bon nombre de compagnes, une fabrique de cigarettes, une autre de cordonniers, etc.

Malheureusement, ces grands mouvements initiés par des anarchistes ont fait beaucoup de bruit au commencement, surtout celui des employés de tramways, mais ils se sont apaisés vite après les premières défaites, pour la raison qu'ils étaient plus superficiels que profonds, et entraînèrent dans la débâcle le journal ouvrier qui resta sans appui grâce à la coalition du capital et du gouvernement qui firent leur possible, ici comme partout, pour faire avorter ce réveil de la classe ouvrière. Si je devais vous dire ici tout ce que fit la police, il me faudrait écrire beaucoup et le temps me manque. Un des rédacteurs du journal ouvrier fut également assailli en pleine rue à 9 heures du soir et eut de la chance de s'en tirer avec une oreille coupée par un coup de bâton et un bras blessé.

Pour le moment le calme est complet, mais l'orage est dans l'air et la preuve nous a été donnée en peu de jours par un jeune homme qui a tué un contremaître d'une grande fabrique de meubles, et un autre, dimanche dernier, qui a tiré deux balles sur le patron d'une autre fabrique de meubles, qui l'avait renvoyé après dix ans d'exploitation.

Il nous reste maintenant à instruire tous ceux qui viennent à nous par sympathie, attirés par le bruit des grèves. C'est ce que nous allons faire, maintenant que la police veut bien nous permettre d'ouvrir les centres qui étaient fermés par son bon vouloir.

E. S.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredi et samedi, de 8 h. à 10 h.

Dimanche 9 février, soirée familiale, salle Jules. Il est fait appel aux camarades pour la formation d'une Harmonie Libertaire. Une réunion aura lieu prochainement, convoquant tous ceux qui en sont partisans et qui disposent d'un instrument.

∴

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation*. — Réunion jeudi soir, à 8 h. 1/2.

Vu l'importance, tous les camarades du groupe sont priés d'y assister.

∴

La *Jeunesse révolutionnaire du XVIIe* convoque les abstentionnistes de Paris, en vue de s'entendre pour les élections, le mardi 4 février, à 9 heures, à l'Aube sociale, 8, rue des Apennins.

∴

Amiens. — Les camarades du Groupe de propagande par la parole et les écrits périodiques sont priés de se réunir le samedi 1er février, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet, faubourg du Cours.

∴

Le samedi 1er février 1902, à 8 h. 1/2, fête internationale privée, salle de l'*Emancipation*, 38, rue de l'Eglise. — Causerie par Paraf-Javal, sur la Liberté d'opinion ; Concert ; *L'Engrenage*, pièce en 3 actes de Brieux, jouée par les camarades de l'*Emancipation*. Tombola gratuite.

Vestiaire obligatoire : 75 cent.; gratuit pour les dames.

∴

Groupe abstentionniste du IIIe. — Les camarades abstentionnistes sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le jeudi 6 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle Galleron, rue des Archives, 53.

Organisation définitive du groupe ; propositions de divers camarades.

∴

Les camarades convaincus de l'efficacité de la propagande anarchiste en période électorale, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu, à ce sujet, à l'*Education libertaire*, 3, rue de Reuilly, dimanche 2 février, à 2 heures de l'après-midi.

∴

Marseille. — Groupe *La Liberté d'opinion*. Jeudi 6 février, réunion au Bar des 5 Parties du Monde, à 9 heures du soir.

Ordre du jour : Le cas Prenant, détenu aux aliénés.

∴

Un camarade nous a remis, pour être vendu au profit du journal, la réimpression du *Journal Officiel* de la Commune.

Le volume relié, 3 fr.; port en plus.

∴

Le Dr Eltzbacher, 30, Seydlitz strasse, désire acheter les 3 premières années de la *Révolte*. Lui adresser les propositions.

LE PROJET D'ÉDITION

Je travaille toujours au classement. D'après ce que je peux voir dès un premier tri, les documents exigeront deux volumes : Le premier, *la Guerre et le Militarisme*; — le second sera, si le premier a plu, sur le *Patriotisme* et la *Colonisation*.

Après on pourra passer à ceux sur la *Loi*, — l'*Education*, — la *Famille*, — la *Propriété*, etc.

D'ici trois ou quatre semaines, je pourrais commencer à donner de la copie à l'imprimerie. Jusque-là, je reçois les adhésions pour la souscription. Je réclamerai le paiement sitôt qu'il y aura quelque chose de prêt. On pourra payer en deux fois.

Une fois la souscription close, l'exemplaire sera vendu 9 francs.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

On peut se procurer des volumes tous les dimanches matin, de 9 heures à midi.

EN VENTE A NOS BUREAUX

La Science moderne et l'Anarchie (en russe), par P. Kropotkine. Prix : 0 fr. 40; franco, 0 fr. 50.

Cette brochure, qui sert d'introduction à une série de traductions russes, d'ouvrages anarchistes, sera traduite en français, par notre ami, lorsque l'état de sa santé le lui permettra.

VIENT DE PARAITRE

Les Syndicats et la Révolution, par L. Niel. Brochure no 4 de la Petite Bibliothèque économique; prix : 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15. En vente au bureau du journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Eau courante, par E. Rod; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Almanaque socialiste de la Vanguardia, Mejico 2070, Buenos-Ayres.

Le Prolétariat juif mondial, par Dagan ; brochure à 0 fr. 05 à l'*Emancipation*, 30, chaussée St-Pierre, Bruxelles.

Grammaire du Solrésol, par Boleslas Galewski; brochure, 0 fr. 25, chez l'auteur, 113, avenue de Saint-Mandé, Paris.

Application de l'aimant au traitement des maladies, par Durville; brochure, 0 fr. 20, Librairie du Magnétisme, 23, rue Saint-Merri.

Viage presidencial, Guatemala.

A lire :

La logique et le service militaire obligatoire, par Germinal; *Les Semailles*, 15 janvier.

La Justice militaire, par Ch. Vallier; *La Vie Illustrée*, 24 janvier 1902.

A voir :

Le no 43 de l'*Assiette au beurre : Fixe !* sur le militarisme, par Gossot.

PETITE CORRESPONDANCE

D., à Liège. — Il y a, de Gorki, les trois volumes dont nous avons rendu compte, un chez Perrin, deux au *Mercure*. Nous pouvons vous les fournir; un quatrième, un roman dont je ne me rappelle plus le titre, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

B., à Roubaix. — Le no 23 de la 6e année est épuisé.

F., à Londres. — Nous n'avons pas la brochure, et je ne sais où me la procurer

C., à Lyon ; M. R., à Lille. — Reçu coupures. Utiliserons. Merci.

G., à Bondeville. — 7 fr. 60 en gare.

B., à Rennes. — Les numéros avaient été expédiés. Je les réexpédie. Oui, reçu mandat.

H., à Châlons. — Les 10 fr. paient le projet et le volume que j'expédie.

Reçu pour la brochure antiélectorale : H., à Magnoncourt, 0 fr. 15. — Groupe *Germinal* de Notre-Dame-de-Bondeville, 3 fr. — L. R., à Domats, 0 fr 20. — Total : 3 fr. 35. Listes précédentes : 51 fr. 50. — En caisse : 54 fr. 85.

Le groupe d'Epinal s'engage pour mille.

Reçu pour le journal : V. L., 0 fr. 35. — N., à Focsani, 1 fr. — J. B., à Buenos-Ayres, par C., 20 fr. — Merci à tous.

B., à Tenay. — T., à Tamnay. — G., à Paterson. — B., à S. Giovanni. — V., à Nîmes. — R., à Lille. — V., à New-York. — B., à Rennes (oui). — L., au Havre. — A. F., rue Manin. — B., à Limoges. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 41 — DIX CENTIMES — DU 8 AU 14 FÉVRIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA SACRO-SAINTE PROPRIÉTÉ

II

Pour faire réfléchir les juristes et les économistes qui la défendent encore... sans conviction...

L'article du n° 38 des *Temps nouveaux* du 19 au 25 janvier 1902, sous le titre ci-dessus, a eu des suites et paraît devoir en entraîner encore auxquelles j'étais loin de m'attendre. Entre autres symptômes de l'attention que le sujet traité a éveillée, je remarque cette circonstance, qu'un journal féministe a pris prétexte de notre controverse pour ouvrir une série de questions à propos de la propriété foncière, de sa légitimité et de son avenir. (Voir les réponses et la question nouvelle n° 1 dans *La Fronde* du 2 février 1902.)

Mais, ce qui est fait pour réjouir le cœur de tout homme dont la pensée n'est pas rivée aux chaînes du passé, c'est que les explications fournies dans les réponses à ladite question démontrent jusqu'à l'évidence le *peu de popularité et de solidité* dont jouit ce fondement de la Société, de l'Etat bourgeois qu'est, de l'aveu de tous, la *Propriété foncière.*

Dans les six réponses parfois assez développées, inspirées par des points de vue très divers, il ne se trouve pas l'ombre d'une tentative de justification de la sacro-sainte attaquée : accord complet sur cet axiome désormais acquis : « la propriété foncière urbaine est nocive, immorale et antisociale ! »

C'est d'un excellent augure pour le pauvre camelot Geay, qui, saisi par son odieux propriétaire pour un loyer d'avance de 80 francs — je dis *loyer d'avance* et *quatre-vingts francs* ; — menacé, au fort d'un hiver rigoureux, d'une expulsion immédiate, et voulant défendre sa vie et celle des siens, une femme enceinte et malade et deux tout jeunes gosses, se laissa entraîner à un mouvement...

Comment dirai-je pour qualifier le geste un peu vif du malheureux, sans m'exposer à la vindicte des gens enjuponnés ayant pour mission de défendre, au nom de la légalité, la sacro-sainte propriété... reconnue illégitime? Nous voulons parler des juges, et non des propriétaires eux-mêmes, lesquels ont décidé de faire le mort dans cette occasion douloureuse.

En effet, aucun des nombreux organes de ces gros messieurs à pardessus fourrés et doublés de soie n'a mentionné le « petit fait » d'un propriétaire parisien occis par son locataire poussé au désespoir, et aucune larme de crocodile n'a coulé sur la fosse du misérable « vautour »...

De plus, dans les six réponses à la question, il n'y en a qu'une seule, qui émane d'un des personnages pris à parti.

Elle provient de l'auteur même du fameux essai de réforme de la propriété foncière, de la « thèse de conciliation », du continuateur du prophète Henry George, quelque peu prophète lui-même, de M. Gustav Freiburg.

Le savant Allemand déclare « maintenir intégralement, sans y rien retrancher ni ajouter» la phrase incriminée sur la propriété foncière, prouvant de la sorte un esprit d'indépendance, assez rare dans les milieux bourgeois, vis à vis des pots-de-vin ou des *call press*, comme disent les Anglais.

Sans doute écœuré par l'hypocrisie et la tartuferie de ses confrères en conservation sociale, il rompt résolument l'alliance avec eux et fait cette déclaration point banale :

« Je n'admets l'équivoque nulle part ; en cette science d'équité que doit être la science économique, moins qu'ailleurs. Je ne tiens donc nullement à me solidariser avec les trop nombreux juristes et économistes, qui exigent des autres un respect de la propriété foncière, qu'ils sont loin d'éprouver eux-mêmes... »

Il ressort de ces dissidences intestines, autant que du cas même du pauvre Geay, qu'il existe certainement, comme dit l'auteur cité, « *une question de la propriété foncière, rurale et urbaine...* »

Le fait que certains conservateurs, pour une cause ou une autre, impuissance ou dégoût, ont cru devoir renoncer à la défense de cette cause sacrée, prouve, de plus, que la propriété foncière est très avancée, d'aucuns diront pourrie...

J. B.

LA BROCHURE ANTIÉLECTORALE

Une chose à noter c'est que, chez les anarchistes où l'on se réclame beaucoup de l'initiative, on ne la met guère en pratique. Et, surtout, on ne la facilite guère.

Pour le projet d'édition sur la guerre où il fallait seulement 600 adhérents, ce n'est qu'avec le concours d'un ami que j'arrive à suppléer aux adhésions absentes. Pour la brochure antiélectorale, depuis un mois que j'en parle chaque semaine, nous avons réuni 20 francs et promesse pour l'achat de 2.000 exemplaires. Et cependant voilà la période électorale qui approche. Il est vrai qu'au dernier moment tout le monde en voudra, et sera très étonné qu'il n'y ait rien de fait.

Ce serait à tout envoyer au diable, s'il ne se trouvait pas, par-ci par-là, quelques occasions de suppléer à la veulerie générale.

Quelqu'un veut bien vous prêter la somme nécessaire au tirage des premiers mille. Mais, encore une fois, il serait plus économique de faire un fort tirage à la fois.

Que ceux qui trouvent l'idée bonne fassent savoir d'ici quinze jours, le chiffre qu'ils pensent pouvoir souscrire, et nous commencerons aussitôt le tirage.

Nous avons indiqué le prix de 15 fr. le mille; 1,50 le cent. Mais si on pouvait atteindre un tirage de 40 à 50 mille, il est probable que ça ne reviendrait pas plus de 10 ou 11 fr. le mille.

Il s'agit de réunir en la même brochure : La *Grève des électeurs* et *Préludes*, deux articles de Mirbeau.

J. Grave.

DEUX HÉROS

Nous annoncions dans notre dernier numéro la condamnation à deux ans de prison du soldat Delsol, en garnison à Belfort, qui avait refusé de prendre possession de ses armes. Deux jours après lui, passait également en jugement, et pour la même raison, l'artilleur Grasselin, qui était frappé d'une peine semblable.

L'attitude de ces deux réfractaires a été à l'audience ce qu'elle devait être : celle de deux héros. C'est avec le plus grand calme, avec cette assurance et cette dignité qui révèlent une volonté irréductible et nettement consciente de son bon droit, que l'un et l'autre ont répondu aux interrogatoires. Delsol même a conservé une réserve montrant son intime sentiment qu'il ne serait pas compris.

Quant à Grasselin, il a hardiment affirmé ses convictions. Catholique et chrétien convaincu, il prend au sérieux les enseignements de l'Évangile, et comme celui-ci a dit : « Tu ne tueras point », il refuse d'apprendre un métier par lequel l'on apprend à tuer. Voici, d'ailleurs, l'interrogatoire de Grasselin tel qu'il est rapporté par les journaux.

D. Le 18 novembre, quatre jours après votre incorporation, vous refusez d'obéir à votre capitaine qui vous ordonnait d'ouvrir la culasse d'un canon.

R. Je n'ai pas refusé, j'ai dit que je ne pouvais pas.

D. Le lendemain, le même ordre vous est donné; vous refusez encore de l'exécuter. Les jours suivants, vous opposez la même attitude. On vous a lu le code pénal jusqu'à cinq fois. Prières, menaces, objurgations, rien n'a réussi à vaincre votre obstination. Pourquoi agissiez-vous ainsi ?

R. Jésus-Christ a dit : « Tu ne tueras point. Aimons-nous les uns les autres. » Je ne voulais pas nuire aux autres.

D. Ouvrir une culasse, ce n'est nuire à personne. (Sourires.)

R. Mais plus tard on m'aurait donné un fusil; le fusil sert à tuer, de même que le soc de la charrue sert à labourer.

D. Enfin, vous n'aviez pas à discuter, on vous donnait un ordre.

R. Au-dessus de mes supérieurs, qui sont des hommes, il y a le Christ.

D. Le Christ n'ordonne pas de désobéir aux lois de son pays.

Le président du conseil de guerre revient au refus de Grasselin de porter les armes et lui demande ce qu'il ferait si on l'attaquait.

R. Je ne me défendrais pas.

D. Pourquoi?

R. Pour ne pas tuer.

D. Que feriez-vous?

R. Je me sauverais.

A ces mots, le troupeau d'oies qui assistait à l'audience se met à rire, trouvant fort plaisant que par humanité un homme aime mieux fuir que de frapper un semblable qui voudrait attenter à ses jours.

D. Et si des malfaiteurs venaient incendier la maison de vos parents essayer d'assassiner votre père, votre mère, vos frères?

R. Je tâcherais de les empêcher.

D. Comment.

R. Sans les frapper.

D. En les regardant? Alors vous ne voulez pas faire la guerre?

R. Non.

D. Acceptez-vous du moins de vous soumettre à la loi?

R. Pas pour tuer. Qu'on me fasse faire autre chose.

D. Ouvrirez-vous les culasses maintenant?

R. Je voudrais bien promettre, mais je ne tiendrais pas. Je ne pourrais pas tenir. Ce n'est pas de l'insubordination, c'est la soumission à la conscience.

D. Votre conscience devrait vous ordonner d'obéir à vos chefs, comme font d'ailleurs tous les Français.

L'interrogatoire s'arrête sur une ânerie. Et comme Delsol, Grasselin est condamné à deux ans de prison.

Ces deux hommes sont des héros, des martyrs, dans le sens étymologique du mot. Comme les chrétiens du Bas-Empire « témoignaient » leur foi au mépris des tortures qui les attendaient, Delsol et Grasselin ont, chacun de son côté, jeté aux puissances brutales qui oppriment la société le défi de leur foi profonde dans le respect de la vie humaine, et donné au prix de leur liberté — de leur vie peut-être — à la foule empêtrée de préjugés sauvages l'exemple hautement moral de l'homme qui affirme ne relever que de sa conscience.

L'on n'a point assez insisté, à mon avis, dans la presse antimilitariste sur l'acte de ces deux héros. Serait-ce parce qu'ils se sont dits catholiques?

Cela se peut; dès longtemps les chapelles socialistes, révolutionnaires, voire même libertaires, nous ont accoutumés à un pareil sectarisme mesquin et étroit.

Eh! qu'importe l'idée au nom de laquelle un acte s'accomplit si l'acte est éminemment humain?

N'est-il pas du devoir, pour ainsi dire, de quiconque prétend agir en vue de l'émancipation et de l'affranchissement de l'humanité de dégager, pour en pénétrer l'esprit des masses, la moralité de tout acte émancipateur, quel que soit l'auteur de cet acte?

Il aurait fallu et il faudrait, au lieu de se borner à simplement enregistrer le fait, prendre contact avec la foule dans des réunions publiques, dans le double but : 1° de provoquer un mouvement d'opinion favorable à l'égard de ces deux héros, afin d'empêcher, si possible, qu'on ne les fasse disparaître à Biribi, et 2°, et surtout, d'expliquer leur acte, de faire ressortir la haute portée morale de leur exemple.

Il faudrait commenter et mettre en lumière la vérité que contient l'aveu échappé au commissaire du gouvernement requérant contre Grasselin :

« Où irons-nous, s'écriait-il, si chacun se réservait d'obéir suivant que cette obéissance s'accorderait avec ses opinions politiques ou religieuses? *Il n'y aurait bientôt plus d'armée!* »

Justement! Et c'est pour cela qu'il faut enseigner aux hommes à n'obéir qu'à leur conscience en leur montrant l'exemple de ceux qui ont le haut courage d'agir ainsi.

Alors, les puissances oppressives qui nous écrasent seront bien malades.

André Girard.

SUR LA RELIGION

(*Suite.*)

On allègue en faveur de la religion, la nécessité d'une loi morale extérieure à l'homme.

Mais de deux choses l'une. Ou bien nous ne sentons pas en nous-mêmes de loi morale, nous sommes amoraux, et par conséquent nous n'avons pas besoin d'une règle extérieure qui ne serait pour nous qu'un mensonge, qui pourrait nous contraindre à faire tels actes mais non pas nous rendre moraux.

Ou bien chacun de nous découvre en lui-même sa règle de conduite, sa loi morale ; et alors il n'a que faire d'une règle étrangère, d'une moralité venue du dehors, qui ne lui est rien et ne pourrait que contrarier, entraver et limiter sa moralité à lui.

***

Quand Robinson Crusoé vit des traces de sauvages dans son île, il fut si effrayé à la pensée que son abri pouvait être découvert, ses plantations détruites, ses troupeaux enlevés, lui-même dévoré ou condamné à périr de faim, — qu'il perdit du coup toute sa foi en Dieu. « Ainsi la peur chassa tout mon espoir religieux; toute cette confiance en Dieu que j'avais précédemment et qui était fondée sur les marques si merveilleuses que j'avais eues de sa bonté, s'évanouit alors, comme si celui qui m'avait nourri par miracle jusque là ne pouvait me conserver, par sa puissance, les provisions que sa bonté avait amassées pour moi. » (Tauchnitz, édition, p. 130.)

C'est qu'en effet, dans le danger, on a soudain conscience qu'il ne faut compter que sur soi-même, que Dieu ne vous défendra pas, qu'on est seul. Presque tous les individus religieux — c'est une observation facile à faire — se conduisent comme Robinson : aux jours de prospérité, ils sont pleins de confiance en leur idole; aux heures de malheur, ils se désolent et se désespèrent comme de simples mécréants. Qu'est devenu leur fameux soutien?

Cela prouve que la foi n'est jamais bien sérieuse chez la plupart des croyants. En temps ordinaire, ils s'engourdissent, bercés par leur conte magique, et ils disent qu'ils croient; mais au premier péril imminent, ils ouvrent tout à coup les yeux, se voient seuls, poussent des cris et perdent la tête.

Au fond, ils ne croient pas : ils croient croire.

***

L'assassin Vacher : ex-postulant mariste.

L'assassin Peugney : élevé chez les Frères.

L'assassin Bruneau : prêtre.

L'assassin Gamahut : ancien ignorantin.

L'assassin Tropmann : catholique pratiquant, etc., etc.

***

L'usage de brûler de l'encens dans les églises, vient de ce qu'autrefois elles étaient pleines de l'odeur du sang des sacrifices. Car le prêtre était primitivement un sacrificateur, un boucher. De là son penchant actuel pour cet autre égorgeur : le soldat.

***

« Les trente-sept grands prêtres de Vichnou, dans le Gujerate, sont honorés aujourd'hui encore comme l'incarnation visible de Vichnou. — C'est un honneur payé très cher que celui de leur consacrer son âme, son corps, l'âme et le corps de sa femme. On paye cinq roupies pour les contempler, vingt pour les toucher, treize pour être fouetté de leur main, dix-sept roupies pour manger le bétel qu'ils ont mâché, dix-neuf roupies pour boire l'eau dans laquelle ils se sont baignés, trente-cinq roupies pour leur laver le gros orteil, quarante-deux roupies pour les frotter d'huile parfumée, de cent à deux cents roupies pour goûter dans leur compagnie l'essence du plaisir. »

(M. Guyau, *L'Irréligion de l'avenir*, p. 95.)

***

Pour communier, c'est comme pour se purger : faut être à jeun !

Si j'étais prêtre, je prendrais bravement mon parti de cette coïncidence, et, alliant le nettoyage des âmes avec celui des corps, j'inventerais des « parties purgatives ». En ce temps d'ecclésiastiques marchands de pruneaux et de Diafoirus catholiques, il y a là une mine d'or à exploiter : « La boîte de douze rondelles laxatives, 4.95. — Nous garantissons sur facture la présence réelle de N. S. J. C. — Approuvé par Monseigneur l'évêque de... — Forte remise aux Congrégations. »

***

Au concile de Mâcon, un très grand nombre d'évêques déclarèrent que la femme, comme les animaux, était dépourvue d'âme.

***

Giordano Bruno, professeur de philosophie, fut, par les prêtres de son temps, mis *vingt-sept fois* à la torture. Et finalement brûlé vif.

***

Considérez que l'idée catholique ne possède que trois pays : la France, l'Italie et l'Espagne. Et encore la France... Si de l'ensemble de la population vous défalquez les israélites, les protestants, les matérialistes et les indifférents, que reste-t-il? On peut dire que les indifférents sont la grosse majorité en France. La plupart des gens y sont religieux jusqu'à leur première communion. Après, ils ne remettent plus les pieds à l'église que le jour de leur mariage. Ce ne sont pas là des croyants. Si nous faisons le compte des pratiquants (qui sont loin d'être tous des croyants), que trouvons-nous? Les gens chics, les bourgeois qui veulent imiter les gens chics, et les femmes de la campagne. C'est tout. Et c'est peu. La croyance catholique ne règne donc en maîtresse incontestée que dans deux pays, l'Italie et l'Espagne. Ce n'est vraiment pas beaucoup. Surtout si l'on réfléchit que les mots *Eglise catholique* veulent dire : *Assemblée universelle*.

***

Tant qu'un grand nombre de gens croiront à une vie future et à un juge suprême, tant qu'ils croiront au surnaturel, les prêtres seront puissants.

Ce n'est donc pas tant les prêtres qu'il faut attaquer, que le surnaturel.

***

Un être omniscient, tel qu'on nous dépeint le dieu chrétien, je ne puis me le figurer qu'immobile et inactif (je ne dis pas immuable). Le désir lui étant totalement étranger, il ne voudrait ni ne pourrait agir. D'un tel être, nous n'aurions par conséquent rien à espérer, rien à craindre. Nous devrions n'en tenir aucun compte.

***

Voltaire : Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Diderot : C'est ce qu'on a fait.

***

Si la matière est éternelle, l'hypothèse Dieu est inutile.

Or, même avec l'hypothèse Dieu, on ne peut concevoir la matière autrement qu'éternelle.

En effet, si Dieu a créé un jour la matière, c'est que, pendant l'éternité des temps, il existait seul, se suffisant à lui-même, en être parfait et complet qu'il était, — puis qu'un beau jour, tout à coup, il ne s'est plus suffi à lui-même, a éprouvé le besoin de se compléter par autre chose, comme un être imparfait et incomplet.

Donc l'idée de création est incompatible avec l'idée de perfection divine. Au nom même de cette perfection, il faut concevoir la matière comme éternelle. Alors?

Alors nous nous trouvons en présence de deux principes (matière, Dieu) coexistant de toute éternité, parallèles pour ainsi dire, indépendants, rivaux même. Seulement l'un de ces deux principes est une réalité, l'autre n'est qu'une hypothèse.

Nous n'avions fait l'hypothèse Dieu qu'à cause de la difficulté où nous étions de comprendre l'éternité de la matière. L'idée d'éternité, l'idée d'une chose qui n'a pas eu de commencement, voilà ce qui nous chiffonnait. Et qu'avons-nous fait pour expliquer cette énigme? Nous avons supposé que cette chose avait été créée. Et par qui? Par un être éternel, par un être qui n'avait pas eu de commencement. C'est-à-dire que nous n'avons fait que répéter la même difficulté, sous une autre forme.

Et cette explication déjà absurde devient doublement absurde, puisque l'éternité de ce second principe hypothétique Dieu n'empêche nullement, exige même, l'éternité du premier principe réel matière. Une seule éternité était difficile à comprendre : qu'est-ce que cela devient avec deux éternités?

La matière s'explique donc toute seule, sans Dieu. Dieu ne s'explique ni sans la matière, ni encore moins avec la matière. Pauvre vieux bonhomme!

La matière créée suppose un Dieu changeant, imparfait, c'est-à-dire non Dieu. La matière incréée devient égale à Dieu. Dieu ayant un égal, n'est plus l'unique, le parfait, n'est plus Dieu. De toutes façons, il est contradictoire à lui-même, contradictoire avec la matière, inconcevable.

Qu'on regarde le problème un peu attentivement, et l'on verra que ce n'est pas l'éternité de la matière qui est difficile à comprendre, mais au contraire sa création, son apparition dans le néant, son commencement. Les idées de commencement et de fin sont des préjugés, des illusions dont nous sommes victimes et qui proviennent de ce que nous nous imaginons nous-mêmes avoir un commencement et une fin, naître et mourir. Rien n'est plus faux. La naissance n'est pas un commencement et la mort n'est pas une fin, car tous les éléments qui se sont réunis pour nous former existaient avant de se réunir, et ils existeront après s'être dispersés. Il n'y a nulle part de commencements et de fins; il n'y a partout que des portions de matière qui s'agglomèrent, qui se séparent, qui se transforment. La matière est dans un perpétuel état de transformation, et c'est ce que nous appelons la vie. Quand on a compris cela, on ne s'étonne plus qu'une chose puisse être éternelle, on s'étonnerait au contraire qu'elle eût pu avoir un commencement; on comprend que tout est éternel, que rien n'a pu être créé, et que l'idée d'un Esprit fabricateur de l'univers est digne d'une petite cervelle d'enfant.

⁂

Le prêtre. — Dieu a dit : « Je suis Celui qui est. »

Le savant. — Si la matière pouvait parler, elle dirait : « Je suis Cela qui est. »

— Le Verbe s'est fait chair, déclare le prêtre.

— Vous vous trompez, répond le savant; c'est la chair qui est devenue verbe.

— Quoiqu'il en soit, soutient le prêtre, Dieu s'est fait homme.

Mais le savant : — Non, mon ami, c'est le singe qui s'est fait homme.

René Chaughi.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Germinal. — Un incident s'est produit, au cours de la séance du tirage au sort du canton nord-ouest de Saint-Etienne. Cinq conscrits ont refusé de tirer leur numéro; l'un d'eux a déclaré que s'il ne tirait pas au sort, c'est qu'il entendait ne point se déshonorer.

⁂

Défense républicaine. — Jamais, je crois, il n'y aura eu tant de procès de presse dirigés contre les socialistes et libertaires que sous le gouvernement de défense républicaine.

Ces jours-ci, c'étaient les camarades Butaud et Antignac, du *Flambeau*, organe libertaire édité à Vienne (Isère) qui passaient en jugement pour un article dans lequel Antignac disait que si un « magnicide » avait frappé la mère de l'idiot qui fut Napoléon III, il eût évité à la France bien des aventures et des désastres.

Il paraît qu'il y avait là provocation à l'assasinat. Provocation bien rétrospective, en réalité. Et en présence d'une telle procédure, j'ose à peine dire, — ce que je crois cependant — que si quelqu'un avait supprimé le boucher Bonaparte, il nous aurait épargné Napoléon Ier; une lapalissade de cette violence pourrait me conduire en prison. Aussi, je préfère me taire.

Antignac avait fait défaut. Butaud a conservé l'attitude énergique et fière que ceux qui le connaissent attendaient de lui. Ils ont été condamnés chacun à quinze jours de prison et à cinquante francs d'amende.

⁂

Après *le Flambeau*, c'est *le Pioupiou de l'Yonne* qui est de nouveau poursuivi, et qui aura déjà comparu quand paraîtront ces lignes. L'affaire est fixée au jeudi 6 février.

Bonne chance aux camarades Monneret, Lancelin et Thomas.

A qui le tour maintenant?

André Girard.

⁂

Le Mans. — Depuis que je suis au Mans, j'en ai assez d'être tracassée par les policiers et les chats fourrés. Comme je vous l'avais écrit, on me menaçait d'un mandat d'amener, si le 10 janvier, je ne comparaissais pas devant le juge d'instruction de Boulogne.

J'écrivis à ce Monsieur, que l'argent me manquait pour faire ce voyage, et pendant cet intervalle, du 10 au 30 janvier on me laissa tranquille.

Mais, voilà, à cette époque, il se forma ici une ligue, dite des *femmes françaises*! cette ligue, par l'organe de son comité, qui a à sa tête un tas de vieux restes à particules (de Broussillon, de Saint-Rémy, de Verchy, de Lassime, générale Duquesnoy, etc.), ramassis de vieilles cagotes maquillées, accompagné d'un certain nombre de cacochymes plus ou moins sinistres, plus ou moins gâteux. Voilà que ce comité, lança par la ville, des prospectus dont vous aurez un aperçu dans la réponse que je leur fis et qui a été insérée dans le *Réveil Social*. Deux jours après cette agitation, je reçus pour la quatrième fois l'huissier (depuis deux mois que je suis au Mans) m'apportant une nouvelle convocation, pour comparaître en police correctionnelle! le 1er mars prochain, à Boulogne-sur-mer non plus comme la première fois, pour excitation des soldats, à la désobéissance à leurs chefs, mais pour avoir, dans un but de propagande anarchiste, excité des citoyens aux crimes de meurtre, pillage, incendie... tout cela est de l'intimidation. Mais on ne m'intimide pas... les bandits me briseront, c'est possible mais ils ne me feront jamais plier.

En attendant la correctionnelle je vais faire une tournée en Bretagne.

Séraphine Pajaud.

La Chambre vient de ratifier les dépenses faites par le gouvernement de D. R. lors du voyage du Knouteur Russe et de sa smala en France. Ces dépenses se sont élevées à 1.529.400 francs.

Il est assez intéressant de connaître comment les différents ministres qui président à nos destinées se sont partagé ces dépenses.

Le ministère des Affaires étrangères pour l'entretien du château de Compiègne pendant trois jours a dépensé 603.000 francs. Le ministère de l'Instruction publique ? pour l'installation dudit château s'en est tiré avec 558.000 francs. C'est pour rien !

Au ministère des Travaux publics à qui incombait les frais de chemin de fer 180.700 francs.

Le ministère de l'Intérieur pour la surveillance, les arrestations, et autres canailleries n'a dépensé que 96.500 francs.

Enfin M. Millerand ministre socialiste n'a pour sa part touché que 51.000 francs, mais les journaux oublient de nous dire à quoi ils ont été dépensés.

Ses agents qui lui offrent des banquets pourraient peut être nous renseigner eux.

1.529.400 francs pour un bandit pareil pendant que des milliers de travailleurs crèvent de faim. Quelle belle société nous avons !

P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — Au mois de juillet 1900, à la suite des élections municipales, la Bourse du travail de Paris prenait l'énergique décision de ne pas laisser les nouveaux conseillers nationalistes venir, comme le décret qui régissait ladite Bourse le leur autorisait, siéger et prendre part aux travaux de la Commission administrative. Ce refus entraîna le retrait de la subvention qui était jusqu'alors accordée par le Conseil municipal à la Bourse du travail.

Cette décision n'était pas faite pour nous déplaire, et nous pouvions espérer qu'avec l'abandon des subventions c'était aussi le retrait de certaines influences politiques dans les syndicats.

Ce beau geste a duré juste dix-huit mois, et récemment l'administration de la Bourse du travail a décidé de se mettre à nouveau en rapport avec le Conseil municipal et de faire le nécessaire pour obtenir la subvention si hautainement dédaignée en juillet 1900.

La raison invoquée est que les syndicats ne peuvent pas vivre sans l'appui des subventions. Cela serait triste si ce n'était faux. Il y a en effet de nombreux syndicats qui vivent et prospèrent sans que la manne ministérielle ou municipale leur vienne en aide. Et ce que les uns peuvent faire d'autres le peuvent aussi.

Pour notre part, nous croyons qu'un syndicat qui n'est pas capable de vivre par lui-même n'a guère raison d'être.

Il est incapable par cela même d'aucune action virile et partant d'aucune utilité, une subvention ne peut donc lui apporter qu'une vie factice. Un syndicat ne vit pas parce qu'il a un permanent qui passe sa journée à se tourner les pouces à la Bourse du travail, il vit par l'action et la propagande qu'il peut faire dans les ateliers, et cette action n'est possible que s'il existe au syndicat des hommes qui ont à cœur de le faire vivre.

En touchant la subvention, l'on pourra peut-être déchaîner des appétits et le semblant de vie que pourront en retirer quelques syndicats sera en réalité plus factice que réel.

Le Conseil municipal ce pourri, ce galeux d'il y a dix-huit mois, est devenu doux et conciliant. On n'a pas le préjugé tenace à la Bourse du travail de Paris. C'est regrettable.

⁂

Les bureaux de placement. — Pour la... et unième fois le Sénat vient de rejeter la loi votée par la Chambre tendant à supprimer ces officines dans un délai déterminé.

Voici vingt-cinq ans qu'il en est ainsi. Les travailleurs exploités par ces marchands de chair à patron comprendront-ils cette fois qu'il y a mieux à faire. Souhaitons-le... sans trop l'espérer.

⁂

Banquet républicain du travail. — MM. les coopérateurs, toujours avides de platitudes, viennent de tenter un grand coup. Ils offrent un banquet à MM. Waldeck-Millerand et Cie dans le but d'interpeller ! le ministère sur « ce qu'il compte faire pour remédier à la crise économique et au chômage ». Comme idée cela n'est pas trop banal surtout si l'on

songe que le prix du banquet ne sera que de 5 francs. Ce qui est le meilleur pour qu'il n'y ait pas de « chômeurs. »

Cela n'aurait pas eu d'importance si Messieurs les coopérateurs n'avaient pas cru devoir mêler à leur bassesse quelques organisations ouvrières et ce sans même prendre la peine de les en prévenir.

Les organisations mises en cause ont protesté, un certain nombre de leurs membres en ont fait autant de leur côté et le « Banquet républicain du travail » n'est plus que le banquet de quelques Directeurs de coopératives alliés à d'autres industriels très capitalistes.

Ce sera l'occasion pour ces MM. de décrocher quelques palmes ou autres crachats, et les chômeurs sur le dos de qui est montée cette petite comédie et ce grand gueuleton n'en auront même pas les restes.

A moins qu'ils s'y rendent tous, auquel cas la fête pourrait bien prendre une allure non prévue par les organisateurs.

⁂

Chez les mineurs. — Le fameux comité fédéral des mineurs qui fit si piteusement échouer la grève en novembre dernier est encore une fois réuni à Saint-Etienne, mais je crois qu'il n'y a pas lieu de prendre la chose au sérieux outre mesure. Le comité est composé des mêmes hommes qu'il y a trois mois, tout le monde sera donc bien sage. Le gouvernement a déjà promis de s'occuper de quelques renvois d'ouvriers syndiqués et tout semble pour le mieux. Au reste au cas ou cela prendrait mauvaise tournure Basly et Lamendin sont dans la coulisse et veillent au grain. Les élections sont proches, et il s'agit de ne pas créer de « difficultés » à la « Défense républicaine ».

A signaler que les mineurs de Villars ont donné mandat à M. Girardet, membre du Comité fédéral national, de demander au Congrès d'Alais la journée de huit heures et la retraite de 2 francs par jour, *sans nouvelle démarche auprès des pouvoirs publics*.

Le Congrès reste fixé, paraît-il, au mois de mars prochain et j'aurai l'occasion d'en reparler.

⁂

Encore les coopératives. — Parce que j'ai écrit : « Nous n'engagerons pas de polémique à ce sujet, Grave ayant dit ce qu'il fallait de cette action », un camarade m'écrit « je n'ai pas été peu surpris de trouver de tels propos sous la signature d'un anarchiste. »

Que le camarade se rassure, ce n'est pas exclusivement parce que « le pape de la rue Mouffetard » avait parlé que j'ai cru devoir me taire, c'est simplement pour ne pas renouveler une polémique identique à celle soutenue par Grave et ce inutilement pour la propagande. Je crois, en effet, que le siège de chacun est bien fait à ce sujet. La discussion contradictoire a été faite, ici, dans ce journal, c'est pour cela que je ne vois pas la nécessité de la recommencer sur les mêmes points, ce qui cependant ne doit pas m'empêcher de dire à l'occasion ce que je pense de cette action, ce qui serait encore un moyen de prouver que personne ici ne considère le « pape » comme infaillible.

Que l'on nous envoie des arguments nouveaux, nous ne demandons pas mieux. Mais discuter pour le plaisir de discuter, c'est tout au moins inutile.

Par contre un autre camarade m'écrit encore : « la coopérative a été ici un dérivatif au mouvement syndicaliste qui s'accentuait de jour en jour » et me donne des renseignements édifiants là-dessus, il termine ainsi « tout en étant renfermé dans la plus stricte vérité mon pain quotidien serait fort compromis si j'étais connu pour vous l'avoir écrit. »

On ne dédaigne pas l'argument de Sganarelle chez les coopérateurs.

P. D.

Espagne.

Pendant que les grèves succèdent aux grèves et que les révoltes des ouvriers contre l'autorité se généralisent chaque jour davantage, les républicains fédéralistes, continuent à pleurer sur la mort de Pi y Margal, leur chef reconnu, et en même temps se préparent à sucrer le vin généreux qu'était le programme de Margal, et à y mettre beaucoup d'eau. Parceque l'ancien président de la République espagnole n'était pas un politicien, mais un philosophe, et comme tel n'avait pas reculé devant les plus hardies affirmations, et bien, à juste titre, les anarchistes l'ont appelé le père de l'anarchisme espagnol.

Mais si les républicains ne bougent pas, le gouvernement ne reste pas inerte : imaginez-vous que pour sauver l'Espagne, le ministre des finances, M. Urzais vient de déposer un projet de loi sur la circulation fiduciaire! Et non seulement ça, mais prochainement nous aurons l'avènement au trône du jeune roi! Morts de la Linea et de Séville, torturés de Vich, assassinés de la Corogne, et vous, camarades de Barcelone enfermés dans les cachots ou enchaînés sur les pontons, et vous tous persécutés, réjouissez.... réjouissez-vous.... l'Espagne va avoir un roi.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libertaire, 3, rue de Reuilly. — Dimanche 9 février de 9 h. à 11 heures, réunion des abstentionnistes.

*Bibliothèque communiste du XV*e, 38, rue de l'Eglise. — Réunion jeudi soir à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle.

Samedi 8 février. — Soirée littéraire et musicale, organisée par l'Association populaire pour la propagation de l'Art.

Lundi 10. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

Mercredi 12. — Alb. Bloch : La gravitation universelle.

L'Effort, Institut populaire laïque du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché. — A 8 h. 1/2 du soir.

Samedi 8 février. — Concert instrumental et vocal par les camarades de l'U. P.

Mardi 11 février. — Les Congrès ouvriers, conférence par le citoyen Delesalle.

Jeudi 13. — La protection légale des mères ouvrières et de leurs enfants, par le Dr Thiroux.

L'Emancipation de Vincennes, 3, rue de l'Eglise à Vincennes. — A 8 h. 3/4 du soir :

Samedi 8 février. — M. Albert Bloch : Spinoza ; traité théologico-politique.

Mercredi 12. — M. Lucien Le Foyer, avocat à la Cour d'Appel : La liberté du théâtre et de la censure.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle, à 8 h 1/2.

Samedi 8 février. — Soirée littéraire et musicale, organisée par l'Association populaire pour la propagation de l'Art.

Lundi 10. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

Mercredi 12. — Alb. Bloch : La gravitation universelle.

Samedi 15. — Léon Brunschvicg, professeur agrégé de philosophie : Définition de la matière et définition de l'esprit.

Notre camarade Lucien Descaves serait reconnaissant aux anciens proscrits de la Commune, réfugiés en Angleterre, en Suisse, en Belgique, aux Etats-Unis et ailleurs, qui voudraient bien lui communiquer des renseignements en vue d'une étude sur la proscription communaliste, depuis 1871 jusqu'à l'amnistie.

L'adresse de Descaves est : 46, rue de la Santé.

*L'Education libre du III*e, 14, rue Grenier Saint-Lazare. — Dimanche 8 février à 8 h. 1/2 soirée familiale salle Jule, 6, boulevard Magenta. Causerie par un camarade. Partie concert avec le concours des poètes révolutionnaires, tombola gratuite, nombreux lots, vestiaire obligatoire 0 fr. 30. Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

Quelque camarade peut-il nous donner l'adresse de la compagne de Geay, qui, saisi pour 80 fr. pour un loyer payable d'avance, se vit mettre sur le pavé et tua son vautour.

Aux Camarades de l'extérieur : Les camarades de l'extérieur qui communiquent avec « L'Education Libertaire » sont priés d'envoyer dès maintenant à la nouvelle adresse : 5, passage du Surmelin, Paris, XXe.

Les camarades de France peuvent continuer d'écrire à l'adresse actuelle, 3, rue de Reuilly, jusqu'au 1er avril

Les anarchistes, membres du Groupe Ouvrier International de Londres, déclarent se rendre solidaires, (moralement et matériellement) des camarades d'Italie pour l'agitation qu'ils mènent en faveur du camarade Cateagno Pierre, traîtreusement arrêté et envoyé au domicile forcé par un gouvernement soi-disant libéral.

Par la présente, ils profitent de la circonstance, pour protester, contre l'arbitraire du domicile forcé plus que jamais appliqué malgré les démentis d'une presse salariée.

Lyon. — Groupe Germinal. Le groupe donnera, dimanche 16 février 1902, à 8 heures du soir, salle Chamarande, café de l'Isère, 26, rue Paul Bert, sa deuxième soirée familiale au bénéfice de la propagande antiélectorale.

Concert par des amateurs. Causerie par le camarade Georges qui traitera de l'Anarchie au point de vue philosophique et propagande. Il sera perçu 0 fr. 25 de vestiaire.

Le groupe souscrit pour un mille de la brochure antiélectorale de Mirbeau.

Amiens. — Tous les camarades du groupe *La Jeunesse libertaire* sont priés de se réunir le lundi 10 février, à 8 h. 1/2 du soir, rue du Grand-Vidame, 55. Urgence.

AVIS

Nous venons de recevoir la traduction russe de la *Société mourante et l'anarchie* de J. Grave qui vient de paraître à Genève chez E. Held, éditeur, Prix 2 fr. franco.

Vente à nos bureaux :

Vive la Russie, treize dessins par Heidbrinck, 0,30 franco 0,40.

BIBLIOGRAPHIE

Comme jadis Molière, par Serge Basset ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

De chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères :

Histoire des Bourses du Travail, par F. Pelloutier ; 1 vol., 3 fr. 50. — *La Vie artistique de l'humanité*, par A. Roux ; 25e volume de la *Petite Encyclopédie populaire*. 1 fr. 50.

L'Evolution de la Vie, par le Dr Laloy ; 3e volume de la *Petite Encyclopédie scientifique*, 1 vol., 2 fr. 50.

Le Parti ouvrier et l'anarchie, par L. Hénault ; 0 fr. 05. — *L'heureuse anarchie*, par Max Borgueil, 0 fr. 20. Ces deux brochures au *Réveil des travailleurs* 1, rue Monulphe, Liège.

L'Hystérie et les superstitions religieuses, par J. Morin ; brochure 0 fr. 20, en vente à l'*Emancipatrice*, 3, rue de Pondichéry.

Etude médico-psychologique sur le théâtre d'Ibsen, par le Dr Robert Geyer, 1 vol. chez C. Naud, 3, rue Racine.

A lire :

La traite au Tonkin et en Nouvelle-Calédonie, par J. Durand, *Revue Blanche*, 1er fév.

PETITE CORRESPONDANCE

C. C. M. — Vous serez averti si le journal revient.

Propagande socialiste. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin, dernier délai.

P. L. — Oui. Tous les matins, sauf le mercredi. — Dans la journée, principalement le lundi, mardi et jeudi.

B. à Brive. — Nous ne connaissons personne à Tulle. Robin, 5, passage du Surmelin.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus : D., 2 fr., — M L. (pour Grandidier), 5 fr. — Total : 7 fr. — Listes précédentes : 194 fr. 85. — En caisse 207 fr. 85.

Reçu pour la brochure antiélectorale à distribuer : A. G., 0 fr. 75. — R., à Poitiers, 3 fr. — Total : 3 fr. 75. — Listes précédentes : 54 fr. 85. — En caisse : 58 fr. 60.

Reçu pour le journal : E. T., 7 fr. 50. — Le groupe *Humanité et Progrès* de Soisy-sous-Etiole, 2 fr. — A. G., 0 fr. 75. — Brunetaux, 1 f. — R. F., 5 fr. — H. G. 4 fr. 30. — Un gniaff déchard, 1 fr. 50. — Bibliothèque communiste du XVe, 1 fr. — Merci à tous.

F., à Manosque. — D., à Billy-Montigny. — G. et N à Paterson. — C., à Montreuil. — D., à Saucoin. — H., à Reims. — P. E., à Halle. — V., à Nimes. — B., à Jemeppes. — B., à Lodelinsart. — C., à Houssaye. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 42 DIX CENTIMES DU 15 AU 21 FÉVRIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE PRÉJUGÉ PATRIE

L'homme est un drôle d'animal. C'est inconcevable comme l'individu a du mal à se débarrasser de tout le poids de son éducation ; combien le plus intelligent a de trous et de vides dans le cerveau qui, solutions de continuité dans la chaîne de son raisonnement, lui font voir faux en certains points, alors que, sur d'autres ses conceptions sont d'une logique irréfutable.

Lorsqu'on a lu la *Mêlée sociale*, le *Grand Pan*, de Clemenceau, on est émerveillé de la largeur de vue, du développement heureux qu'une mésaventure électorale donnèrent aux conceptions sociales et humanitaires de l'ancien politicien, chef de la gauche radicale.

Et depuis, en maintes circonstances, il a fourni les preuves que cette largeur de vue n'était pas fortuite, mais en progression constante.

Seulement, comme il faut que l'individu le plus développé paie sa quote-part aux faiblesses humaines, il y a un point sur lequel M. Clemenceau n'a pas évolué, c'est sur la question patriotique de la Revanche : L'Alsace-Lorraine ! le rôle de la France ! l'esprit de la France ! Un coin du cerveau de M. Clemenceau n'en est encore qu'à 70. Et même cette partie-là retarde encore fort sur son époque.

⁂

Il faut ajouter, cependant, qu'à ce retard, dans les conceptions humaines, il y a une autre cause.

Tant qu'il ne s'agit que de spéculer sur des théories abstraites ; tant qu'il ne s'agit que de discuter sur des idées dont la réalisation paraît assez éloignée, on veut bien pousser la condescendance à les admettre comme réalisables ; le cerveau sera même assez large pour les comprendre philosophiquement.

Mais, si vous ajoutez qu'il ne dépend que des individus que cette réalisation se fasse dans un temps rapproché ; si vous concluez que, pour en hâter la réalisation, il faut que ceux qui les croient possibles, s'attellent à la besogne pour en opérer la diffusion, s'essayant déjà à conformer leurs actes avec l'idéal entrevu, frrout !... vous voyez nos hommes s'effarer, hésiter, puis se replier en bon ordre.

« Oui, la théorie est bien belle ; mais en pratique ce n'est pas réalisable. Pensez-donc ! Madame l'Autorité qui n'admet pas qu'on la discute ; Monsieur le Gouvernement qui montre les dents ; Madame la Famille qui pourrait me couper les vivres, si j'essayais de me soustraire à sa tutelle ; et Madame l'Opinion publique qui me conspuerait si je ne me conformais pas aux façons de Monsieur Tout-le-Monde. Sans compter toutes sortes de dommages matériels qui en résulteraient pour moi si j'essayais d'innover. Il faut que je vive et fasse vivre les miens.

Ceci, pour les craintes individuelles, mais transposez le raisonnement. Créez une entité : La France, Patrie ! Vous n'aurez qu'à servir chaud. En tant qu'individu, on est prêt à tous les sacrifices, on se sent la force d'endurer les inconvénients d'une orientation nouvelle de sa conduite. Mais les intérêts supérieurs de la France !... Sa mission d'éducatrice !... Les ennemis qui n'attendent que l'occasion propice pour la démanteler ! etc., etc. Continuons à crever sous le militarisme pour échapper au démembrement.

C'est que, l'être purement intellectuel est capable d'avoir toutes les audaces. Les idées les plus subversives de ce qui existe pourront ne pas l'effrayer, mais l'être physiologique — dont ne peut se séparer l'intellectuel — est beaucoup plus timoré, et, lorsque le premier tend à prendre ses envolées dans le champ largement ouvert de l'imagination, le dernier tire brusquement le fil que l'autre a à la patte, et vous le ramène brusquement à terre, non sans, quelquefois, lui meurtrir atrocement les ailes.

⁂

M. Clemenceau hait la guerre autant que qui que ce soit. C'est ce qu'il déclare dans une réplique qu'il fait à Jaurès, dans le *Bloc* numéro 47 :

« Je hais la guerre d'une haine que je ne crois pas inférieure à celle de Jaurès, mais je crois qu'il ne dépend pas de nous, comme il paraît le croire, de décréter la paix universelle demain. Tout ce que nous savons de l'histoire nous montre le genre humain livré à l'arbitrage de la force et je crois bien que dans la Salente future les lois décrétées par les prophètes du socialisme eux-mêmes auront pour *ultima ratio* une contrainte organisée. »

Et voilà ! parce que le genre humain a toujours subi la force ; parce que M. Clemenceau n'admet pas la possibilité d'un état social basé sur les libres affinités, d'où aura disparu la force, il en conclut qu'il ne dépend pas de nous de décréter la paix universelle, qu'il faut que l'humanité continue à se dépenser en armements formidables qui l'épuisent, et l'amèneront, plus sûrement que toute autre raison, à cette conflagration que, par concession à la sensibilité, on veut bien déclarer atroce, mais qu'en dévot fervent du fatalisme, on laisse rendre inévitable.

Est-ce que, par hasard, M. Clemenceau attendrait la fin de la guerre des efforts d'une Providence extérieure à l'homme ? — Dam !

Certainement, il ne dépend pas de M. Clemenceau que la paix se réalise immédiatement, pas plus que cela ne dépend de MM. Pierre, Paul, Jean, Jacques ou Joseph.

Mais que MM. Clemenceau, Pierre, Paul, Jean, Jacques et Joseph se coalisent pour résister aux intérêts qui nécessitent la guerre, qu'ils unissent leurs efforts pour démontrer la monstruosité de cette survivance animale, qu'ils démontrent que la guerre est un anachronisme, qu'elle n'est profitable qu'aux maîtres des peuples, qu'elle est absurde, cruelle et ignoble, ils auront chance d'en amener d'autres à leurs sentiments et, plus leur nombre croîtra, plus il deviendra impossible aux maîtres de pousser les peuples à s'entr'égorger.

⁂

Mais il y a les raclées de 70-71 que M. Clemenceau ne peut digérer ; « l'Alsace-Lorraine captives sous le talon du vainqueur ». Il faudrait cependant bien en finir avec ces vieux clichés.

Je suis de ceux qui croient que nulle force, nulle puissance, n'a le droit d'imposer aux populations le régime ou la nationalité qu'elles repoussent. Et lorsque la force veut imposer son ultimatum aux populations qu'elle convoite, celles-ci ont le droit à leur tour d'avoir recours à la force pour se soustraire à l'arbitraire. Mais, jusqu'à présent je n'ai pas vu que le fait de ne plus être français ait inspiré des regrets si terribles aux Alsaciens-Lorrains. Une petite opposition parlementaire, pas trop méchante — comme toute opposition qui se respecte ; beaucoup de mise en scène théâtrale, agrandie par nos revanchards d'ici ; mais en somme rien de comparable aux mouvements vraiment nationalistes.

M. Clemenceau nous objectera l'exiguïté de ce territoire, du chiffre de la population. Mais même en tenant compte des proportions, j'ai bien peur que, malgré tout, les Alsaciens-Lorrains, ne se sentent plus proches des Allemands que de nous.

Au fond c'est la défaite qui humilie nos patriotes. Cependant elle n'était, pour l'Allemagne, que la revanche de défaites antérieures ; s'il nous faut absolument les battre avant de désarmer, il est fort probable qu'eux voudront se « revancher », cela peut mener loin.

Or, à l'heure actuelle, il n'y a pas de nation qui n'ait à reprocher aux autres nations, tout un passé de meurtres, de violences et de pillages ; cette théorie nous promet un avenir souriant.

Parce que l'homme sorti de l'animalité, ignorant, cruel, violent, n'est que très lentement venu à des sentiments d'amour et de solidarité, il serait, d'après la théorie de M. Clemenceau, condamné à évoluer indéfiniment au milieu des scènes du carnage.

Eh bien ! non, cette théorie est fausse, antihumaine. Ce n'est pas parce que l'homme a toujours exercé ou subi la violence qu'il doit y avoir continuellement recours ; ce n'est pas parce que, victime de son ignorance, il a, autrefois, agi sans réflexion, qu'il doit toujours agir comme la brute, sans savoir se rendre compte des conséquences de ses actes, pour lui et pour

les autres. Il doit rompre avec le passé. Et ce n'est pas en continuant à attiser le feu de ses vieilles haines qu'on lui aidera à en sortir.

Ce n'est pas en forçant les armements que l'on préparera la paix ; ce n'est pas en continuant à dresser des hommes au meurtre et au carnage qu'on leur inspirera des sentiments d'amour et de solidarité pour leurs semblables.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

RÉPONSE

Quelqu'un m'écrit : « Vous affirmez, contrairement à l'opinion d'un grand nombre de penseurs, que la religion n'est pas consolatrice. Ce n'est pas mon avis. Il y aurait beaucoup plus de révoltés, s'il n'y avait pas tant de croyants..... C'est là ou les religions, comme vous voudrez, qui maintiennent les peuples dans l'abrutissement... »

Mon correspondant confond consolation avec résignation. Ce sont deux choses bien distinctes. La religion fait des résignés, oui ; mais je soutiens qu'elle ne console pas.

Le croyant (en général) se désintéresse du progrès social, parce que la vie éternelle l'intéresse naturellement bien plus ; à son point de vue, il a raison. Le croyant n'attache pas beaucoup d'importance aux iniquités humaines, parce qu'il sait 1° que tout cela est voulu par son dieu, 2° que tout cela sera réparé dans l'au-delà par ce même dieu. Il ne peut ni s'indigner beaucoup contre l'oppresseur, ni s'apitoyer beaucoup sur l'opprimé, parce qu'il sait que l'un et l'autre recevront leur salaire, après la mort. Donc le croyant est un résigné. (Résigné, s'il est pauvre, conservateur, s'il est riche ; cela revient au même, le conservateur se résignant pour le compte des autres.)

Mais du moins la religion console-t-elle ? Est-ce une illusion qui aide les hommes à supporter les maux de l'existence et les rende plus heureux ? Si cela était, camarade, ce serait un motif pour nous de la respecter. Mais je nie que la religion adoucisse quoi que ce soit ; j'affirme qu'elle ne s'occupe de nos chagrins que pour les aggraver.

J'ai observé, j'observe chaque jour autour de moi, des personnes religieuses, pratiquantes, très sincères, qui vivent dans une terreur ridicule de la souffrance et de la mort. A la moindre infortune qui s'abat sur elles, elles gémissent, se désolent sans fin. La maladie, la mort d'un proche, leur arrachent des lamentations déraisonnables, extravagantes, folles. Des croyants illustres, comme Pascal, sont morts dans l'angoisse. Le bulletin de l'*Union pour l'action morale* du 15 janvier dernier citait un cas de ce genre très typique : la mort affreuse d'un ecclésiastique ayant vécu en saint.

D'où vient que ces personnes, si résignées à l'égard des iniquités sociales (surtout quand elles en profitent), acceptent si mal leurs maux particuliers ? C'est qu'elles sont dans le même état cérébral que les sauvages animistes, qui s'en prennent aux bons et aux mauvais esprits de tout ce qui leur arrive. Elles ne cherchent pas à connaître les causes réelles du malheur qui les frappe, et qui ont rendu ce malheur inévitable, nécessaire ; elles ne voient là qu'une manifestation de la volonté divine, qu'un caprice de la Providence qui pouvait leur laisser un ami cher et qui le leur a ôté, qui pouvait leur épargner une douleur et qui ne l'a pas fait. Elles supplient, appellent le miracle, se désespèrent, s'affolent.

Evidemment, notre attitude devant la mort et devant la douleur est avant tout une question de tempérament. Mais si ce n'est pas la religion qui rend tant de croyants lâches, je suis bien forcé de constater qu'en tous cas elle est impuissante à rendre forts ceux qui ne le sont pas (comme elle le prétend), et la réflexion me montre qu'elle ne peut faire autre chose que de les rendre plus craintifs et plus malheureux.

Le croyant considère la mort — qui pour nous est un phénomène tout simple, tout naturel, nécessaire même et bon — comme un événement mystérieux, tragique, redoutable. Il y voit le passage d'un moment d'épreuve à une autre existence d'inconnu (et l'inconnu est une source d'effroi) ; il redoute le grand jugement qui le damnera ou le sauvera, à jamais ; il craint de n'être jamais assez préparé à cette heure terrible, qui pour lui arrive toujours trop tôt. Le croyant est toujours plus ou moins en état de doute sur ce qui adviendra de lui après la mort ; il vit dans l'incertitude, le trouble et la crainte. L'idée de la mort hante les cervelles religieuses — le « Frère, il faut mourir ! » en est un exemple — et les empêche de goûter et de comprendre la vie. La religion n'adoucit pas l'existence, elle la rend amère et triste.

Les croyants sont résignés au mal social, parce qu'ils pensent que c'est l'affaire du dieu, et non la leur, d'intervenir. Ils se révoltent contre le mal physiologique, parce qu'ils ne le comprennent pas, qu'ils y voient un accident mystérieux, inexplicable, voulu par le dieu, sorte de châtiment ou d'épreuve qui les trouble, les déconcerte et les angoisse. Devant leur dieu, les croyants sont toujours comme de petits enfants craintifs.

Nous, athées, nous nous levons contre le mal social, parce que nous savons que nul ne le guérira, sinon nous-mêmes. Mais nous ne nous révoltons pas contre l'inévitable, nous acceptons de souffrir et de mourir et de perdre ceux que nous aimons, parce que nous savons les raisons d'être de la mort et de la maladie, choses normales dans le cours normal des choses.

Pour être consolé, il suffit de comprendre.

RENÉ CHAUGHI.

ERRATUM. — Dans le dernier numéro, à la 3e colonne de la page 2, ligne 19, on a imprimé « parties purgatives ». J'avais écrit « *hosties* purgatives ».

R. CH.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Heureuse initiative.

L'Effort, Université populaire du Grand-Montrouge vient d'ouvrir une souscription permanente pour venir en aide à ceux à qui leurs sentiments humanitaires inspirent une aversion irrésistible pour le métier des armes. A chaque réunion ou conférence, une quête est faite à cette intention.

L'initiative est excellente, et nous engageons fortement toutes les Universités populaires, ainsi que tous les groupes, syndicats, etc., à l'imiter.

Voilà enfin un acte qui, espérons-le, donnera des résultats.

Il reste maintenant à organiser un service d'information entre les divers groupes révolutionnaires des différents pays afin de faciliter à ces hommes les moyens de trouver du travail à l'étranger, puisqu'il ne leur serait plus possible de vivre en France.

Il y aura lieu aussi de faire connaître le nombre des désertions ainsi obtenues, pour la contagion par l'exemple.

Le Groupe de Solidarité internationale.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

DÉFAITE RÉPUBLICAINE. — Le gouvernement de « Défaite républicaine » n'a pas toujours de la chance avec ses procès de presse.

Pour la deuxième fois le *Pioupiou de l'Yonne* était poursuivi en Cour d'assises. Pour la deuxième fois les camarades Monneret, Thomas et Lancelin ont été acquittés.

C'est un nouveau camouflet pour le gouvernement. Espérons qu'il le guérira pour longtemps des procès de presse.

*
* *

HOMMES LIBRES. — M. Leygues continue d'« ébaucher des hommes libres ».

C'est ainsi que M. André Barre, maître répétiteur au lycée de Montpellier, qui, dans une nouvelle, *la grotte des Salamandres* parue dans un livre intitulé *Nos Sages*, avait parlé avec amertume de la vie de répétiteur, vient d'être révoqué et comparaîtra au mois de juin devant le conseil académique.

Quelle belle éducation peut-on attendre de maîtres soumis à une telle domestication !

*
* *

DRÔLE D'AVOCAT. — Le *Journal des Débats* publie une lettre de l'avocat qui défendit (?) Grasselin devant le conseil de guerre de Besançon. Cette lettre est réellement d'une ineptie trop remarquable pour que nous résistions au plaisir de l'insérer en entier. Elle montrera la mentalité de la plupart de ces avocaillons qui osent prendre la parole en des causes aussi nobles, aussi élevées que celles des deux héros qui eurent le courage de refuser individuellement de participer en quoi que ce soit aux massacres internationaux :

Besançon, 29 janvier.

Monsieur le Directeur,

Hier seulement se sont déroulés devant le conseil de guerre les débats de l'affaire Grasselin, marqués d'un tragique incident : j'avais appelé du fond de la Gironde un pasteur éminent, M. Russier, que mon client aime et vénère particulièrement et que, par suite, je croyais plus apte que personne à obtenir de lui un changement d'attitude.

Et, en effet, lundi, après une entrevue qui dura plusieurs heures, et au cours de laquelle M. Russier usa de tous les arguments historiques, rationnels ou exégétiques, il obtint de Grasselin la promesse formelle de se soumettre désormais à la loi militaire. Cette promesse, le prévenu me la confirma avant l'audience.

C'est vous dire quelle fut notre tristesse à tous lorsqu'au cours de son interrogatoire et comme le président lui demandait, en termes précis : « Consentirez vous maintenant, quand l'ordre vous en sera donné, à ouvrir la culasse d'un canon, ce à quoi vous vous êtes refusé ? » Le malheureux, après un long silence, s'écria, comme mû par une force invincible : « Eh bien, non, je ne puis vous faire cette promesse, car je sens que je ne la tiendrais pas. Ma conscience crie plus haut que la parole donnée par moi à M. Russier et à mon avocat. »

Tout était fini : la mort dans l'âme (1), mon auxiliaire et moi ne pûmes que solliciter l'indulgence des juges, avec la certitude de n'être pas écoutés en présence d'une telle obstination. Grasselin fut condamné à deux ans de prison, maximum de la peine, comme l'avait été son imitateur Delsol, qui, d'ailleurs, s'était présenté dans des conditions tout autres, refusant d'indiquer à ses juges les motifs qui le guidèrent et restent encore obscurs.

Grasselin subira sa peine à la prison militaire de Besançon, ce qui nous permettra de continuer auprès de lui notre apostolat.

Veuillez croire, etc.

G. MOUGEOT.

*
* *

SERVIAN. — Ici, pays exclusivement vinicole, la misère des ouvriers et journaliers agricoles est épouvantable. Il y a environ deux mois, l'un deux, père de famille, me racontait que depuis 25 jours on ne vivait plus chez lui que d'escargots ramassés le long des talus. Combien sont-ils ainsi ? les talus des vignes, grattés, fouillés, retournés, mis à nu le disent éloquemment. Et le chômage chaque jour s'étend.

La situation des tout petits vignerons, comme moi est tout aussi triste. Ils ont peiné, sué, encore plus peut-être que l'ouvrier agricole ; et quand ils ont cru toucher enfin le prix de leur labeur opiniâtre, le gros commerçant est venu qui a offert des prix désastreux de 5, 6, et 7 francs l'hectolitre alors qu'il faudrait le vendre 15 ou 16 francs pour être rémunéré de ses peines. Deux années consécutives de mévente ont complètement ruiné le petit vigneron. Aussi combien sont-ils qui, grevés d'hypothèques, sont à la veille d'être vendus ?

Si encore les yeux s'ouvraient à la vérité ! Mais non, les uns serrent un peu plus leur ceinture, les autres se cramponnent davantage à leur propriété, combien fictive, hypothéquant le dernier lopin, tous incapables d'agir par eux-mêmes, attendant leur salut du député qui leur promet — promet — tout ce qu'on voudra parbleu !

Le suffrage universel et son corollaire la foi en l'État-Providence, vingt années de ce qu'on appelle l'enseignement primaire laïque, ont émasculé les énergies, ont aveuli les intelligences. Aussi que l'évolution est lente ici ! la campagne sera longtemps la pierre d'achoppement des énergies révolutionnaires. Parler syndicats, associations, cercle d'études pour unir et coordonner les efforts, pour apprendre à se connaître et à s'aimer, inutile d'y songer. Une indifférence profonde tient le paysan dans l'ignorance absolue de l'évolution qui s'accomplit autour de lui. Dans quelques mois, à l'approche des élections, il semblera s'intéresser à la vie sociale mais, pour celui qui observe, cette agitation dont nos socialistes sont si fiers est toute factice. Son

(1) L'âme de cet éminent patriote a dû ressusciter depuis, hélas !

(N. D. L. R.)

esprit ne s'élève pas à des considérations supérieures son agitation n'est faite que de mesquineries. Certes il parlotera dans des comités-bouffes, se démènera dans les réunions publiques, mais aucune pensée fière, aucune idée d'affranchissement, de solidarité sociale ne germera dans sa cervelle. Il marchera vers les urnes égal, en intellectualité, aux moutons qui vont vers l'abattoir. Il votera pour M. Un Tel ou pour M. Un Autre parce que tel ou tel gros bonnet de la localité, en qui il a mis sa confiance lui aura dit : Celui-ci fera notre affaire ou : celui-là, voilà mon homme. Et quelle plume pourrait les dépeindre ceux-là qui dans nos villages sont les *grands électeurs*, presque toujours des parvenus aussi fielleux et entichés d'eux-mêmes que leur esprit est obtus.

* * *

Mouvement ouvrier. — Après deux pénibles séances, la Chambre a voté la loi sur « la durée du travail dans les mines ». Si le Sénat n'y voit pas d'inconvénients ce qui est peu probable, les mineurs obtiendront donc la journée de huit heures... dans cinq ans. Voici en peu de mots en quoi consiste la grande réforme.

Six mois après la promulgation de la loi — qui doit, il ne faut pas l'oublier, être votée avant par le Sénat — la journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustibles ne pourra excéder une durée de neuf heures.

Art. 2. Au bout de deux ans, à partir de la date précitée, la durée de cette journée sera réduite à huit heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux années à huit heures.

Toutefois, il y a à l'art. 3 un petit passage ainsi conçu. « D'autre part, l'ouvrier aura la faculté, sur sa demande formelle et dûment constatée, de prolonger son séjour dans la mine au-delà du temps fixé », qui me semble bien quelque peu démolir la loi en elle-même, les patrons ne manquant pas de moyens pour obtenir une « demande formelle »; mais ne cherchons pas noise aux sectes et acceptons que les mineurs ne feront jamais la « demande formelle ».

La réforme, si réforme il y a, ne consiste en réalité qu'à codifier ce qui existe déjà *en fait*, car bien rares sont aujourd'hui les mines où le travail effectif soit de neuf heures.

Bien mieux, il ne manque pas de mines — à la Motte d'Aveillans (Isère), à Carmaux (Tarn), à Montheux (Loire), à Montrieux (Allier), à Doy et à Marles (Pas-de-Calais), etc., etc. — pour ne citer que celles là, où le travail *effectif actuellement* ne dépasse pas huit heures et où cela a été obtenu par les travailleurs sans le secours de la « loi ».

Toutefois, les mineurs feront bien — s'ils voient dans la loi un avantage — de ne pas désarmer. Le vote que vient d'émettre la Chambre semble beaucoup plus un argument électoral et une manifestation platonique qu'une réelle volonté d'améliorer leur sort, ce que nous ne tarderons peut-être pas à savoir.

Il est vrai que les mineurs sont devenus si peu difficiles depuis quelque temps !

* * *

Le *Bulletin de la Bourse du travail de Perpignan* publie de bien intéressants renseignements sur la crise de chômage qui sévit parmi les ouvriers agricoles par suite de la mévente des vins. En voici quelques-uns qui donneront une idée de la triste situation dans laquelle se débattent ces travailleurs:

A Rivesaltes : salaires 2 fr. 50 travail, 4 journées par semaine, chômage 90 p. 0/0.

A Salces : salaires de 2 fr. à 2 fr. 50 ; 4 journées par semaine, 85 0/0 de chômeurs.

A Claira : salaires 2 fr. 25, trois journées par semaine, chômage 60 0/0.

A Pézilla la Rivière : salaires 2 fr. 25, chômage 92 p. 0/0. Les boulangers menacent de refuser tout crédit.

A Espira-de-l'Agly : salaires 2 fr. 50, chômage 50 0/0.

A Elne : salaires 2 fr. 25 à 2 fr. 50 suivant les exploitations, chômage 80 0/0.

Le Soler : salaires 2 fr. 50 et 3 jours par semaine, chômage 70 0/0 excepté dans une exploitation.

Mêmes proportions à Canohès.

Dans la plupart de ces localités les municipalités ont dû ouvrir des chantiers où, à tour de rôle, les chômeurs sont employés deux ou trois jours par semaine, ce qui ne parvient à pallier la crise que bien insuffisamment.

Dans plusieurs endroits les boulangers ont refusé du pain à des mères de famille.

Cette crise, à peu près commune à toutes les régions vinicoles n'ira qu'en s'aggravant, et une telle situation ne peut, semble-t-il, durer bien longtemps. Les travaux municipaux auront tôt ou tard une fin. Qu'arrivera-t-il après ?

Nous l'a-t-on chantée cependant sur tous les tons cette antienne « l'agriculture manque de bras ». Il faut entendre aussi nos bons économistes déplorer « l'exode des ouvriers des champs vers les villes », et autres « plaintes » du même genre.

Il est vrai qu'ils se gardent bien de parler de la situation réelle qui est faite aux travailleurs agricoles, ce qui les dispense de donner les véritables causes de telles crises. Il leur faudrait avouer qu'elles sont inhérentes au régime de production capitaliste dont ils sont les soutiens, ce qu'ils ne consentiront jamais à faire.

Chômage aux champs, chômage à la ville, misère partout, il y a décidément quelque chose qui craque dans la machine capitaliste.

Suisse.

Ils vont bien les politiciens du socialisme. Une étoile de première grandeur, M. Greulich secrétaire ouvrier chef fait des conférences où il soutient (nouveau pape) l'indissolubilité (!) du mariage, où il déclare (nouveau messie) que la religion est un besoin du cœur et de la conscience et que les socialistes ont fait fausse route en la critiquant; il prétend encore, dans son ignorance crasse de l'histoire, que la puissance révolutionnaire est une illusion. Sans doute, pour M. Greulich avec sa place à 5-6000 francs la question sociale est résolue, et les grévistes ou les sans-travail ne sont que des gêneurs qui ne savent pas attendre quelque bonne législation du travail — de la servitude.

A côté du néo-chrétien Greulich, plaçons le socialiste-pasteur Pflüger de Zürich, qui a trouvé moyen de concilier l'évangile matérialiste selon Saint-Karl-Marx avec l'évangile spiritualiste selon Saint-Jésus-Christ. Que n'accomoderait-on pas pour le bien du « peuple » ?

Rappelons que l'avocat député Rapin a relevé dans une séance du grand Conseil vaudois les paroles d'un quelconque qui accusait les socialistes de vouloir la suppression de la propriété privée. « Pas du tout, a dit Rapin, quand M. Secretan nous a-t-il entendu soutenir cela? » Plus tard, son collègue socialiste Von der Da demandait d'augmenter le budget des gendarmes. Pendant ce temps, le chef du parti socialiste neuchâtelois, Walter Briolley pondait un livre fabuleux, *Le Grand Coupable*, où l'on vous fait croire que « l'alcool est l'agent destructeur le plus perfide de l'humanité ». Nous voilà bien loin de la lutte de classes du socialisme Scientifique (avec un grand S), mais qu'importe, puisque les journaux du parti, tenant à faire gober la même pilule, font à Briolley une vaste réclame pour son faux évangile.

A mentionner, en passant, de la part de feu Aloïs Fauquez, fondateur et porte-drapeau du parti socialiste vaudois et membre du comité de l'Internationale parlementaire, siégeant à Bruxelles, ces belles paroles souventes fois prononcées dans la tournée électorale de l'année dernière : « Nous saurons, par notre présence dans les conseils, faire limiter dans les chantiers de la commune, le nombre des ouvriers étrangers. »

Mais pourquoi allonger cette liste de politicanailleries? Rappelons pourtant, car c'est mieux que tout le reste, qu'il existe à Lausanne un socialiste mouchard d'occasion; c'est M. Baranowski de Rouviez. Un certain nombre de sans-travail, qui connurent toutes les misères, manifestèrent dernièrement pour réclamer quelque occupation. Un jeune camarade leur distribua des publications anarchistes. C'était affreux, inouï, intolérable, épouvantable, et, au Conseil communal, le député ci-nommé le fit bien voir : « La misère est mauvaise conseillère, dit-il. On l'a vu au courant des récentes manifestations où des propos violents, que nous réprouvons absolument, ont été proférés. Les doctrines anarchistes s'infiltrent dans l'esprit des victimes du chômage; dans les réunions de l'autre jour, on a vu circuler dans les rangs ouvriers un journal anarchiste. »

Je vous laisse juges du discours. Il faut se rappeler que les publications anarchistes sont interdites dans le pays de Vaud comme « littérature immorale ». Ce que des députés franchement bourgeois n'ont eu garde de faire — dénoncer publiquement au chef de police et aux autorités la propagande anarchiste et par suite les anarchistes — il était donné à un socialiste (!) de le faire. Pouah !

Evidemment ces funambules de la politique, devant l'agitation des camarades, commencent à craindre pour leur avenir, puisqu'ils vont « prendre des décisions ». Comme si l'on pouvait arrêter une idée basée sur les aspirations naturelles de tout organisme qui se respecte.

On nous accusera de faire des personnalités. Pas du tout. Nous ne rapportons que les actes officiels des représentants attitrés de la social-démocratie. Ces actes ne soulèvent de la part des membres du parti aucune critique ; au contraire. Nous en concluons que la mentalité des socialistes légalitaires suisses est une mentalité de chrétien, de petit réformiste, de propriétaire, de nationaliste, et quelquefois de mouchard.

Il n'est peut-être pas oiseux de le rappeler de temps à autre, ne serait-ce qu'à titre de document.

* * *

Dans le canton le plus avancé (!) de la libre Helvétie, un drame très simple vient de se dérouler.

Tæckmantel, ouvrier mécanicien âgé de 28 ans, sans travail depuis longtemps, vient d'égorger sa jeune femme et son enfant pour les soustraire à l'agonie des faméliques. Il se plongea ensuite le couteau dans le ventre, sans succès, puis se trancha le larynx, sans succès non plus. On le porta à l'hôpital. Tandis qu'il y allait, il me sembla entendre une chanson triste, triste :

« C'est nous qu'on appelle la canaille ;
« Nous sommes à bout, nous sommes fourbus.
« Nous crevons, nous n'en pouvons plus.
« Tant mieux que nos carcasses s'en aillent. »

C'étaient les deux cercueils qui s'acheminaient vers le cimetière.

A la sortie de l'hôpital, deux gendarmes vont se saisir de Tækmantel. Et la Société lui réclamera, ô ironie, la vie de deux êtres qu'elle forçait, la marâtre, à mourir légalement d'une mort lente, de froid et de faim. A celui qui, à défaut d'esprit de révolte, sut au moins, dans son amour de père, soulager définitivement les souffrances des siens, à celui-là on réservera l'ignoble cachot où la mort vous guette et vous prend, doucement, lentement, par la solitude et l'ennui, l'insidieux ennui.

Tandis que de Barcelone à Pétersbourg, onze milliards se dépensent chaque année pour un armement meurtrier, les prolétaires sont fauchés brusquement ou calmement, par la faim. On dirait vraiment que la bourgeoisie a la folie du crime : par l'armée ou par son système industriel d'exploitation il faut que la plèbe crève.

A quand la révolution des opprimés, des loqueteux, des va-nu-pieds, des affamés ?

J. W.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 :

Samedi 15 février. — Les maladies infectieuses, par le Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur.

Mardi 18. — Religions actuelles, par la citoyenne Moratet.

Vendredi 21. — Les moyens d'éviter les infections, par le Dr Malfitano.

* * *

Groupe de Jeunesse Révolutionnaire abstentionniste du XVIIe. — Dimanche 16 février à 8 heures, Salle de l'Aube Sociale, 8, rue des Apennins, conférence-concert organisée par le groupe pour la propagande abstentioniste et antimilitariste. Tous les camarades sont invités.

Mardi 18, réunion du groupe dans la même salle.

* * *

L'Education Libertaire, 3, rue de Reuilly. — Dimanche 16, de 9 heures à 11 heures du matin, réunion des abstentionnistes.

Ordre du jour : Organisation d'une soirée familiale.

* * *

Propagande socialiste, 18, rue Molière. — La Propagande socialiste envoie aux journaux socialistes révolutionnaires la note suivante :

Vu les excellents résultats obtenus jusqu'à ce jour par la propagation des idées socialistes etanar-

chistes par la brochure, et le bon accueil qu'on leur a fait jusqu'ici surtout dans les endroits où ces idées étaient ignorées ne peut qu'augmenter notre action dans cette voie.

La propagande socialiste invite les camarades à l'aider dans cette œuvre pratique et si féconde en y souscrivant et en faisant des demandes de brochures.

La période électorale nous offre un excellent moyen de propagande au moment où les questions politiques les plus diverses vont être discutées pour y faire pénétrer nos idées en y distribuant la brochure.

Adresser les communications au citoyen Boulin, 18, rue Molière, au siège, et les souscriptions au citoyen Mussier, trésorier, 146, rue du Chemin-Vert, à Paris.

∴

La Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision organise une fête familiale en faveur du *Sou du Soldat*, dans les salons de la Porte-Dorée, avenue Daumesnil, 275, le 22 février prochain.

Prix d'entrée : Concert-bal, 1 franc par personne. — On trouve des cartes à la Bourse du Travail.

∴

*Groupe abstentionniste du III*e. — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, salle Galleran, 53, rue des Archives.

∴

L'*Education libre du III*e, 14, rue Grenier-Saint-Lazare, ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures. Dimanche 23 février, soirée familiale.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Lundi 17 février. — Mlle Anna Régine : L'œuvre de Sully-Prudhomme (avec auditions par M. Madon).

Mercredi 19. — Ch. Barrat, enquêteur à l'Office du Travail : L'industrie du chiffon et la vie des ouvriers chiffonniers à Paris.

Samedi 22. — Francis de Pressensé : La crise du libéralisme anglais.

Lundi 24. — Soirée musicale et littéraire.

∴

Le camarade Liard-Courtois prévient ses correspondants qu'ils peuvent lui écrire aux dates et dans les villes suivantes : Mois de février. — Grenoble 6, Romans 8, Valence 10, Valréas 13, Avignon 15, Apt 18, Nîmes 20 au 22, Alais 23, et à partir du 25 à Marseille jusqu'à nouvelle adresse.

Partout : Liard-Courtois, poste restante.

∴

La Pensée Libre, groupes d'études sociales indépendant du 7e arrondissement, 6, passage de Grenelle, a adopté la résolution suivante :

Le groupe approuve l'attitude énergique et courageuse des soldats *Grasselin* et *Delsol* et proteste contre leur inique condamnation.

∴

L'Union des Groupes de Jeunesse socialiste révolutionnaire de l'arrondissement de Sceaux, fait circuler la pétition suivante relative aux soldats Grasselin et Delsol ;

Citoyens,

Deux hommes viennent d'avoir le courage de *refuser* les armes meurtrières et fratricides que la République bourgeoise voulait leur confier pour défendre, à l'extérieur comme à l'intérieur, les intérêts capitalistes.

Pour ces faits ils comparaîtront prochainement devant un conseil de guerre où des juges galonnés, ne comprenant pas cet acte d'humanité, les condamneront certainement à mourir dans le bagne infâme, honte de notre République : *Biribi*.

Militants, avec nous vous protesterez de toutes vos forces contre ce crime ; nous n'avons pas le droit de laisser condamner des hommes qui, imbus de notre idéal de fraternité, ont osé dire franchement leur haine du meurtre.

Citoyennes, mères de famille, vous aussi, vous protesterez, car vous penserez à vos fils, à vos frères, de qui l'on fait des forçats quand on ne peut en faire des assassins ou de la chair à canon.

Et vous aussi, jeunes camarades, qui porterez demain la livrée militaire, vous aurez à cœur de protester contre l'odieux régime qui prend le fils pour en faire le bourreau du père.

Ces hommes, qui ont eu le courage de cracher à la face des galonnés leur mépris pour l'assassinat, sont : Grasselin, artilleur, et Delsol, du 35e d'infanterie, tous deux à Belfort ; et c'est pour empêcher leur condamnation que nous demandons à tous les gens de cœur de signer cette pétition.

∴

Marseille. — Le Groupe central des Libertaires, réuni au bar des 5 Parties du Monde, proteste contre les agissements du gouvernement français qui, après avoir délivré un récipissé à une déclaration pour faire un meeting de protestation contre le gouvernement espagnol, l'a interdit au dernier moment ;

Envoie un chaleureux salut au prolétariat espagnol pour la lutte qu'il mène contre les capitalistes exploiteurs ; sympathise avec les familles des fusillés de Montjuich ; en outre, envoie l'expression de son mépris à l'infâme Portas et à ses sous-ordres qui ont martyrisés des innocents.

∴

Le Groupe central libertaire de Marseille ayant décidé de continuer l'organisation du Congrès libertaire annoncé par le groupe de la Joliette, invite à nouveau tous les camarades et groupes de la région à s'y préparer, soit par l'envoi de rapports ou délégués.

Adresser les communications au camarade Sartoris, 12, rue Labri, Chartreux (Marseille).

∴

Sommaire du no 6 de *Jean Pierre*, pour paraître le 15 février :

Les Petites Filles (Tolstoï), illustrations Vincent et Creiche ; Jean-Pierre en Angleterre ; Terres conquises (Mme Laguerre) ; M. Matou (René Salomé), illustrations Creiche ; Article sur l'imprimerie ; Tratrarara, conte norvégien, illustration Salaun ; Devinettes ; Histoire sans paroles.

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Il y a là, un fonds de volumes qui ne sert à rien en ce moment, personne ne se dérangeant pour les lire, mais qui pourrait cependant faire œuvre d'éducation si un petit groupe de camarades voulait s'en occuper spécialement.

Il faudrait un noyau de dix camarades au moins qui s'imposant une petite cotisation de cinq à dix sous par mois, pourrait ainsi augmenter le nombre de volumes, et le rendre intéressant, en se tenant au courant de ce qui paraît, en achetant ce qui serait demandé.

Ceux qui pensent qu'il y aurait là de la besogne à faire sont priés de se réunir, dimanche, 23, au bureau des *Temps Nouveaux*, vers 11 heures du matin.

AVIS

Les auteurs et éditeurs de brochures scientifiques et populaires sont priés d'en envoyer une copie à la direction de la revue italienne : *l'Università popolare*, via Tito Sperri, 13, Mantova.

EN VENTE AU JOURNAL

Ballades Rouges, de E. Bans, 0 fr. 30 ; franco 0 fr. 35

L'hystérie et les superstitions religieuses, par Morin, 0 fr. 20 ; franco, 0 fr. 25.

Derniers livres parus :

Autour d'une vie, par Kropotkine, 3 fr. *franco*.
La Colonne, par L. Descaves, 2 fr. 75, *franco*.
Les Aventures de Nono, par J. Grave, 2 fr. 75, *franco*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Philosophie de la certitude, par Bourgeois-Lagrange, plaquette chez Fischbacher, 33, rue de Seine.

Congrès de la métallurgie de 1901, brochure, 0 fr. 30, à l'*Union fédérale des ouvriers métallurgistes*, Bourse du travail.

L'Epave, par E. Estaunié ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

L'Inspection médicale et policière des prostituées, par Mme Pokrovsky (Dr), Saint-Pétersbourg.

Nouvelles de nulle part, par W. Morris ; 1 broch., 0 fr. 50, à la *Société nouvelle de librairie*, 17, rue Cujas.

L'Eglise romaine, par C. Bouglé ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Compte-rendu du deuxième congrès annuel, tenu à Lyon, des associations ouvrières de production ; 1 fr., à l'Association Ouvrière, 98, boulevard Sébastopol.

Annuaire des associations ouvrières de production, 1901 ; 1 fr. 50, même librairie.

De chez Stock :

L'Outrage, drame en un acte, par Louis Charancelle ; 1 plaquette 1 fr. — *L'Ile heureuse*, poème dramatique, par E. Morand ; 2 fr. — *L'Ecolière*, pièce en cinq actes, de Jean Jullien ; 2 fr. — *La Poigne*, pièce en cinq actes, de Jean Jullien ; 2 fr.

A lire :

Choses et autres, H. Harduin ; *Le Matin*, 5 fév.

Science et religion, A. Naquet ; *Petite République*, 7 fév.

La question des domestiques, par P. Passy ; *Cloche d'alarme*, 6 fév.

Question sociale, H. Maret, *Le Radical*, 4 fév.

L'Anniversaire de Wagram, par Hervé (article du *Travailleur socialiste de l'Yonne*), reproduit par *Les Cahiers de la Quinzaine*, dernier numéro paru, et *La Raison*, 2 fév.

A voir :

Chair à canon, dessins de Heidbrinck, supplément de la *Vie en rose*, no 14.

PETITE CORRESPONDANCE

U. S. à St-Nazaire. — La liste sera insérée au prochain numéro.

C. N. — Passez me voir ; nous pourrons causer.

R. à Lausanne. — Entendu.

J. D. — Reçu la coupure. Excellente. Merci.

Novy Kult, Prague. — Et la suite de la traduction ?

L. Fr. à Montauban. — La place nous manque pour donner des comptes-rendus de réunion.

Lyon. — Le camarade qui nous a envoyé l'abonnement Tranchant est prévenu que le journal nous revient avec la mention « inconnu ».

B., XVe. — Le rapport coûte 0 fr. 25 d'envoi pour Paris.

Groupe abstentionniste du XVIIe. — Ont déjà été publiés dans les suppléments de la *Révolte* ; nous ne pouvons pas rééditer les mêmes choses indéfiniment. La *Grève des électeurs* a été tirée en placard. Vous pouvez venir en chercher un exemplaire.

H., au Cateau. — Votre abonnement ne finit qu'en Avril.

Jeunesse libertaire, Amiens. — Si le tirage nous permet de laisser la brochure antiélectorale à 50 fr. le mille, nous le ferons ; mais nous n'en savons rien jusqu'à présent.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : H. G., 10 fr. — Listes précédentes : 207 fr. 85. — En caisse : 217 fr. 85.

Reçu pour la brochure antiélectorale : H.-G., 15 fr. L. C., 1 fr. 50. — Total : 16 fr. 50. — Listes précédentes : 57 fr. 60. — En caisse : 75 fr. 10.

Reçu pour le journal : L'ami de l'idée, Nogent, 1 fr. — Du vieux savoyard, par P. E., 60 fr. — C. C. M., 5 fr. — M., à Alger, 2 fr. — F., à Montauban, 0 fr. 75 — L., à Montevrain, 5 fr. — C., 6 fr. 75. — Amiens, Jeunesse libertaire, 0 fr. 15. — Merci à tous.

F., à Sisteron. — L., à Hodimont. — M., à Bruxelles. — D., à Valréas. — L. B. I. — R., rue M. — L. F., à Rouen. — K., à Micheroux. — M., à Genève. — L., au Havre. — K. J., à Lausanne. — C., à Saint-Imier. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 43 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 FÉVRIER 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE MARTYRE DE LA BONTÉ

La bonté n'est pas acclimatée en notre société encore aux trois quarts sauvage. Il n'est point de place pour elle parmi la férocité générale. L'homme bon, compatissant, l'homme de cœur est un martyr dans la foule de cannibales raffinés qui constituent l'espèce humaine.

Comme il est cru faible parce qu'il aime au lieu de haïr, parce qu'il pardonne au lieu de se venger, parce qu'il s'écarte au lieu de combattre, la meute se rue à ses trousses, escomptant une proie facile, ne voyant pas que ce prétendu faible la domine, géant, de toute la force de sa bienveillance, de toute la supériorité de son amour.

Sa force réside dans la douleur renaissant, inépuisable, à chaque pas de sa vie, et dans laquelle son âme se trempe d'une noblesse qu'aucune injure, qu'aucune calomnie ne saurait ternir. Car la douleur est la grande créatrice des héros. Non point de ces brutes violentes que l'on est convenu d'appeler ainsi, mégalomanes hallucinés de fausse gloire et de faux honneur, jouant à tout coup le va-tout de leur vie et de celle d'autrui pour un éclair de vanité satisfaite. Mais de ces inlassables persévérants poursuivant en toute sérénité, sans relâche et sans faiblesse, au milieu et en dépit des railleries, des huées et des déceptions pires, leur marche imperturbable vers l'Idéal, à l'approche, de plus en plus radieux.

Tel est l'homme de cœur perdu, isolé au milieu de l'abjection générale. De la naissance à la mort, sa vie n'est qu'un long crucifiement.

Enfant, alors que, souriante, son âme s'entr'ouvre aux premiers rayons de la vie, c'est dans la famille d'abord que commence son apprentissage de la douleur. En proie à l'arbitraire absolu de l'autorité paternelle, combien de fois son cœur a saigné, blessé en ses replis les plus intimes par d'indiscrètes immixtions, des intrusions intempestives ou brutales, des coercitions discordant avec ses aptitudes, ses délicatesses, ses prédilections les plus chères, par toute une multiplicité de meurtrissures réitérées le prédisposant à plus cruellement ressentir les tourments ultérieurs.

A l'école, raillé, bafoué même par ses camarades, incompris de ses maîtres, pédagogiques ronds de-cuir, il sent s'accentuer, son isolement, dans ce milieu d'insensibilité et de dépravation affectées, d'incompréhension et d'iniquité dûment hiérarchisée et fonctionnarisée. C'est une bonne tête, un naïf, une « poire ».

Ses abandons les plus tendres sont la proie de l'implacable blague lardant indistinctement de ses traits, tout ce qui se révèle, même timidement, désintéressé, généreux ou dévoué.

Mais la jeunesse arrive et avec elle les irrésistibles élans vers toutes les formes de la Beauté. Les souffrances de l'enfance s'exagèrent alors de toute la puissance impétueuse de la vitalité, dont l'énergie accrue intensifie d'autant la sensibilité et la perceptibilité de la douleur.

Confiant, il se livre tout entier à qui il aime, à l'ami, à l'amante. Mais là encore, il tombe de déboire en déception. Dans sa route, il se déchire aux petitesses, aux platitudes, aux vulgarités, aux bas calculs, aux hypocrisies et aux lâchetés inavouables. L'ami qu'il voudrait associer à ses enthousiasmes, à ses folies de générosité, répond en gouaillant, ou s'éloigne en supputant les pertes qu'il eût encourues. L'amante qu'il voudrait entraîner en ses envolées, avec qui il rêverait de planer de concert dans l'infini d'un idéal radieux, rampe misérablement terre à terre, ou l'abandonne, peureuse ou lassée, à ses vertigineux coups d'aile.

Puis, la douleur se creuse encore à mesure que s'étend le cercle de son activité. Aux prises avec la vie sociale, il apporte en cette lutte acerbe les mêmes dispositions bienveillantes qui firent et feront éternellement de lui le jouet de quiconque l'approche. En tout ce qu'il aime, il souffre. La foule qu'il voudra relever de son abjection, arracher au crime légalement et socialement admis, et éveiller à la bienheureuse lumière de la liberté, le traitera en ennemi et le haïra. L'autorité, palladium de ce crime organisé, s'évertuera à l'écraser et sa bonté sera taxée d'exécrable forfait. Ses amis, sa famille feront le vide autour de lui. Et il n'est pas jusqu'en sa descendance, en sa compagne aussi, en son amie, en ces êtres si chers, si passionnément aimés chez qui la moindre imperfection constatée prend à ses yeux, en raison de son amour, l'importance d'une monstruosité, il n'est pas jusque dans ce sanctuaire du bonheur, où il ne s'abreuvera à grands traits de cruelle amertume.

Criblé de mille blessures, le cœur saignant et l'esprit éperdu de tant de douloureux assauts, balloté, désemparé, s'il n'est de la trempe exceptionnelle des héros, le voilà enfin usé, fini, annihilé, mué en cette loque veule, en cette chiffe immonde et navrante qu'est l'homme désormais résigné ou assagi.

Tel est, dans notre société, le sort de la bonté, cette base pourtant fondamentale, essentielle de toute société. Que d'énergies ont ainsi sombré, englouties à jamais dans le cloaque des turpitudes sociales !

Combien grave, combien profond paraît, ainsi envisagé, le problème humain ! Et vous, Porte-foins, mes amis, combien mesquines semblent alors vos petites panacées législatives, pilules ouvrières extérieurement dorées, orviétan des retraites, tablettes reconstituantes de pain gratuit, clystères des Trois-huit !

Jusqu'à quel tréfonds faut-il remuer les mœurs pour que la bonté obtienne seulement son droit à la lumière ? N'est-ce pas que la question sociale — j'aimerais mieux dire humaine — est avant tout une question morale ? Et que les retapages économiques, quelque ingénieux soient-ils, seront impuissants à amener la solution : la refonte des mentalités d'où devra sortir l'*Homme intégral ?*

André Girard.

LE PRÉJUGÉ PATRIE

II

Il n'y a, aujourd'hui que les esprits tout à fait rétrogrades qui puissent essayer de justifier la guerre. Seulement comme on ne rompt pas facilement avec tout un passé, avec de vieilles habitudes, on trouve toute sorte de prétextes pour essayer de prolonger l'agonie de ce qui va se mourant.

Comment, plus d'armées ? plus de jeunes hommes à faire passer au laminoir de la discipline ? Et nos ennemis, qui n'attendent qu'un signe de faiblesse pour se précipiter sur nous ? Et le rôle de la France ? Ne serait-ce pas faire tort à l'humanité de livrer notre pays au partage par un désarmement prématuré ? — Que nos ennemis désarment les premiers !

Il faudra bien cependant commencer quelque part. Voilà justement un rôle qu'il serait glorieux pour la France d'assumer.

Si, à travers les siècles, la France a pu jouer un rôle dans l'histoire de l'humanité, M. Clemenceau croit-il sérieusement que cela soit dû, uniquement, à ce qu'elle a pu se constituer en nation à part ?

Si elle a pu se constituer en nation distincte, c'est parce que, son sol, son climat, les mœurs et coutumes acquises, constituaient déjà, pour ceux qui l'habitaient, une individualité différente de leurs voisins, leur permettant de former un tout compact pouvant résister aux causes de désagrégation.

Est-ce que, dans l'histoire des peuples, manquent les exemples, de vaincus absorbant les vainqueurs ?

La France a été conquise deux fois, par des maîtres qui s'installèrent chez elle, et lui dictèrent leurs lois : les Romains et les Francs. Ces derniers même lui donnèrent leur nom qu'elle porte encore. Cela n'empêche pas nos plus féroces chauvins de se proclamer les descendants directs des Gaulois. Cela a-t-il empêché les populations asservies d'accomplir leur œuvre, selon leur esprit, leurs tendances, leurs aspirations, leur tempérament. Chaque fois que l'on a donné un nom à un ensemble de choses, on oublie trop cet ensemble de choses,

pour ne plus voir que le mot auquel on donne une vie propre. En fait, il n'y a pas de France, il n'y a qu'une agglomération d'individus qui agissent dans la direction qui leur est propre.

Puis, il faudrait une bonne fois pour toutes en finir avec tous les Croquemitaines que l'imagination se crée pour avoir un prétexte de ne pas rompre avec ses vieilles habitudes.

Alors que la France chauvinarde et militariste remplissait le monde de ses incartades, alors que les peuples avaient à souffrir de sa turbulence, ils pouvaient concevoir l'idée de nous ramener à la raison ; et purent être satisfaits de nous voir administrer une raclée.

Mais le fameux équilibre européen n'est pas tout à fait un mythe. Si nous avons des voisins qui ne demanderaient pas mieux que de s'arrondir, eux autres en ont qui verraient d'un fort mauvais œil, un agrandissement de puissance de leur part. L'existence de la Hollande, de la Suisse, de la Belgique, et autres petits Etats indépendants, n'est-elle pas due, justement, à ce soin jaloux qu'ont les grosses puissances d'empêcher *leurs* voisins de s'arrondir des dépouilles de plus faibles.

⁂

Mais admettons les craintes de M. Clemenceau, la France envahie, morcelée, partagée, voudrait-il nous dire ce que ceux qui n'ont pas où reposer leur tête, auraient à y perdre?

Qui est-ce qui profite de l'ordre de choses établi? Qui est-ce qui en supporte les charges?

Ceux que l'on appelle à subir l'esclavage militaire, à payer de leur travail les frais de ces armements monstrueux qui nous écrasent, à prodiguer leur vie dans les mêlées meurtrières pour la défense de ces fameuses abstractions, tirent-ils au moins quelque compensation des sacrifices que l'on exige d'eux? Ont-ils quelque chose à perdre à un changement de maître?

Que M. Clemenceau réponde.

Oui, je sais, « l'esprit de race comprimé! la botte du vainqueur! les libertés détruites! » et autres fadaises. Lorsque les travailleurs se révoltent pour demander une augmentation de bien-être, leurs propres maîtres savent aussi bien les faire fusiller qu'un pouvoir étranger; lorsque les idées nouvelles qui se font jour deviennent destructives de l'ordre de choses établi, ce n'est pas aux législateurs étrangers que ceux qui nous gouvernent ont recours pour faire des lois répressives exceptionnelles.

Celui qui ne possède rien, qui est forcé de vendre à un patron sa force de travail, n'a rien à voir aux questions de patriotisme, de sol, d'héritage social. Il n'a que son droit à l'existence à défendre, et c'est aussi bien contre les maîtres de sa race, de son pays que contre les maîtres étrangers qu'il a à le défendre.

Du reste, n'importe quel gouvernement, qu'il soit issu du droit de vote ou du droit du sabre, n'est capable que de la somme d'arbitraire que ceux qu'il domine sont capables de supporter.

Si nous nous refusons aux guerres stupides, profitables à nos seuls maîtres, nous n'avons pas dit qu'il fallait rejeter le bât national pour tendre le cou au licol de l'étranger.

⁂

Celui qui travaille n'a qu'à perdre en donnant les meilleures années de sa jeunesse à la caserne. Il s'y dégrade : sa dignité y sera froissée à chaque moment ; il aura à y supporter les brutalités de fait et de paroles des chefs ; il y perdra sinon l'habitude du travail, tout au moins l'habileté des mains. S'il y conserve un peu de dignité; c'est le poteau d'exécution ou Biribi qui l'attendent.

Envoyé au Tonkin, en Afrique, pour massacrer les jaunes et les nègres auxquels les défenseurs de la patrie refusent le droit d'en avoir une, il n'a que blessures, maladies et infirmités à espérer, pendant que les bandits qui le commandent s'enrichiront de leurs conquêtes.

Plus tard, revenu dans la vie civile, il aura la consolation de payer l'augmentation d'impôts nécessaires pour combler le déficit des budgets coloniaux. Sans compter l'horreur et l'ignominie des besognes qu'il aura accomplies.

Tout ce que nous avons hérité de votre patrie, ce sont des charges accumulées par la cupidité ou l'incurie des maîtres qui l'exploitèrent. Que nous importent vos grands mots? Nous voulons d'abord défendre notre vie que vous nous enlevez atome par atome, chaque jour.

Lorsque les Alsaciens-Lorrains sont passés sous le joug prussien ont-ils payé leur propriétaires deux fois au lieu d'une? Ont-ils reçu un salaire moindre de leurs exploiteurs? — Allons donc! il y avait des coutumes, des mœurs, que les vainqueurs, bon gré mal gré, ont dû respecter. Les travailleurs sont restés les esclaves de leurs maîtres économiques comme ils l'étaient auparavant. Ils ont continué à recevoir les mêmes salaires, à payer les mêmes loyers. Il n'y a que l'impôt qui ait changé de percepteur. Et comme nous sommes, paraît-il, ceux qui paient les impôts les plus élevés, il s'ensuivrait que, de ce côté, les Alsaciens y auraient plutôt gagné!

Notre ennemi, c'est notre maître. Le plus dur, le plus direct, c'est celui qui nous tient au ventre. Et celui-là n'a pas de patrie. C'est se moquer de nous, que venir nous prêcher de continuer à supporter les charges qu'il lui plaît de nous imposer, en voulant nous inspirer la crainte d'un autre maître, hypothétique celui-là.

(*A suivre.*) J. Grave.

Nous avons reçu la lettre suivante:

Saint-Pierre (Martinique), le 29 janvier 1902.

Frères,

Je reçois à l'instant le montant des souscriptions faites en France pour mon rapatriement.

Merci aux *Temps Nouveaux* pour tout ce qu'il a fait, merci aux frères pour leur grand exemple de solidarité, merci à tous.

Je ne serai en France que fin mars, car j'ai commencé dans l'Ile une série de conférences que je dois terminer, pour le plus grand bien de l'Idée salvatrice. De plus, quoique bien portant, on me conseille fort de ne point affronter les grands froids.

A bientôt donc, et vive la Révolution Sociale toujours et quand même!

Fraternelle poignée de mains.

R. Meunier.

RECTIFICATION

Dans le numéro de la semaine dernière, au nom du Groupe de la Solidarité internationale, j'annonçais, en l'approuvant, une initiative que j'attribuais à l'*Effort*, Université populaire du Grand Montrouge.

Présentée ainsi, l'information n'est pas rigoureusement exacte. Ce qui est vrai, c'est qu'au cours d'une causerie, les camarades présents à l'U. P. adoptèrent l'idée émise par l'un d'eux d'ouvrir une souscription permanente en vue du but antimilitariste indiqué. Mais, depuis, certains camarades ont fait observer qu'en attribuant cette initiative à l'*Effort*, on engageait ceux qui, absents à la causerie, auraient pu ne pas partager la manière de voir des membres présents.

En conséquence respectant les scrupules des camarades, je rectifie volontiers en disant que l'initiative de la souscription — qui demeure ouverte du reste — a été prise seulement par un groupe de l'*Effort*.

Toutefois — personnellement — je déplorerais que nous ne fussions pas tous unanimes sur le caractère vraiment humanitaire d'une initiative ayant pour but de soutenir tout homme à qui il serait impossible de se résigner à apprendre l'art de tuer ses semblables.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — A la suite des protestations soulevées dans les milieux ouvriers parisiens contre l'annonce du « Banquet républicain du travail » les organisateurs de cette comédie communiquent à la Presse une note disant que les *industriels*, les coopérateurs et les ouvriers syndiqués?! l'ont fait en leur nom personnel, et que les organisations mises en causes n'y sont pour rien. Cela est bien, mais il faut croire que ces « ouvriers syndiqués » ne sont pas très fiers de leur palinodie car jusqu'à ce jour aucun d'eux n'a osé se nommer.

Toutefois, les chômeurs auront leur jour. La Confédération générale du travail, adresse à tous les syndicats et à toutes les Bourses du travail un manifeste les engageant à organiser par toute la France des réunions et manifestations de « *sans travail* » pour le 2 mars prochain. Ces manifestations sont destinées à montrer aux puissants combien la crise de chômage qui sévit actuellement est vive.

Si tous les chômeurs se rendent à ces manifestations celles-ci ne manqueront certainement pas de grandeur.

⁂

Le journal *La Voix du Peuple* organe des syndicats n'est pas ministériel. Chacun sait ça; aussi est-il mal vu en haut lieu. On vient de le lui prouver une fois de plus. Prenant prétexe d'une souscription remboursable organisée par le journal, le ministère de D. R. a fait cambrioler par les policiers les bureaux situés dans la Bourse du travail de Paris et a fait saisir toute la comptabilité.

Protester est bien inutile, mais il est bon de faire remarquer que le ministère Dupuy laissa faire la tombola de la *Verrerie ouvrière* et M. Jaurès lui-même obtint de M. Barthou alors ministre de l'intérieur qu'il n'empêcherait pas ladite tombola, et la tombola eut lieu.

A la *Voix du Peuple* il n'y a aucun intérêt électoral à sauvegarder, de plus le journal est entièrement écrit par des travailleurs, impossible pour les politiciens de s'y faire mousser.

Voici deux fois qu'en moins d'une année la Bourse du travail est ainsi envahie par la police, et chaque fois les socialistes domestiques se sont tus. Les travailleurs à la fin finiront bien par s'apercevoir que l'intérêt qui guide la meute n'est pas le leur et tout a une fin et finit par se payer un jour. Messieurs les socialistes de ministère s'en apercevront aussi.

⁂

J'ai reçu de l'*Union syndicale des Employés de coopératives* un article manifeste, vraiment intéressant.

J'y découpe les quelques renseignements suivants : « Nous déclarons qu'il y a utilité à ce que les employés de coopératives soient syndiqués, *parce qu'en dépit des décisions des syndicats et des congrès ouvriers, la plupart des coopératives n'appliquent pas les réformes réclamées par la classe ouvrière.* »

Et plus loin : « Ce qui complète le tableau..., *c'est qu'un grand nombre de coopératives vont chercher jusque dans les bureaux de placement payants le personnel dont elles ont besoin...* »

Et les employés de coopératives qui ne sont guère exigeants formulent les réclamations ci-après :

Repos hebdomadaire ; journée de 9 heures ; minimum de salaire de 6 francs par jour ; à travail égal, salaire égal; placement des employés des coopératives par l'Union syndicale.

Mes critiques, il me semble, n'étaient pas injustifiées puisque les intéressés eux-mêmes regimbent contre l'exploitation dont ils sont victimes tout comme dans une vulgaire usine « *capitaliste* ».

⁂

A Saint-Junien, dans la Haute-Vienne, 150 ouvriers mégissiers sont en grève depuis un mois. A la suite du refus que leur firent leurs exploiteurs de faire droit aux réclamations qu'ils formulaient, ils ont montré qu'ils étaient des hommes et que ce n'est pas toujours impunément que les employeurs traitent leurs exploités en esclaves.

Voici les faits : « Le mercredi à la suite d'une réunion, quelques délégués des ouvriers se présentèrent à l'usine pour réitérer à leurs exploiteurs les propositions des grévistes, mais les patrons répondirent qu'ils n'avaient aucune concession à faire et refusèrent tous pourparlers. Aussitôt qu'ils eurent appris

qu'ils n'avaient plus rien à espérer, les grévistes, en rangs serrés, s'avancèrent vers l'usine, et arrivés auprès, cherchèrent à y pénétrer. Ils en furent une première fois empêchés par l'un des patrons et quelques renégats armés. Mais bientôt le gros des grévistes arrivant suivi des femmes, le siège de l'usine commença. Les pierres pleuvent de tous côtés, les vitres volent en éclats, le commissaire de police et quelques gendarmes qui viennent d'arriver, sont entourés, bousculés et bientôt mis dans l'impossibilité d'agir. Sous une pression violente le portail cède, et l'usine est envahie. Mais il fait nuit et de nouveaux gendarmes arrivés en toute hâte reprennent possession de l'usine.

Le lendemain matin, malgré les policiers et gendarmes venus en nombre, les grévistes se réunissent à nouveau et, drapeau rouge déployé, ils marchent sur l'usine au nombre de 500 accompagnés de beaucoup de femmes. Les policiers tentent alors quelques arrestations, mais ils sont bientôt entourés, puis séparés et roués de coups. Les autorités essaient d'intervenir, mais elles sont obligées à leur tour de se retirer sous les menaces.

Pendant ce temps la porte de l'usine a à nouveau cédé, la cour est envahie et les grévistes se répandent dans les ateliers.

Maîtres de l'usine, les grévistes ont alors à la défendre contre les gendarmes qui tentent d'y pénétrer, mais inutilement. Le drapeau rouge est arboré et, groupés autour, les grévistes entonnent des refrains révolutionnaires, et toute la journée restent maîtres absolus.

Devant cet état de choses, le patron donne l'ordre à quelques non-grévistes qui se sont barricadés dans une partie de l'usine de sortir, et à grand peine les gendarmes parviennent à les protéger. On leur crache au visage et les gendarmes en reçoivent leur part.

Forts de leurs succès, les grévistes abandonnent l'usine, et en cortège, précédés des femmes et des jeunes filles qui ont donné pendant la lutte avec une énergie incroyable, se rendent à la mairie puis de là à leur salle de réunion pour décider de la conduite à tenir.

Bientôt après arrive la force armée, lignards et dragons, toujours au service des capitalistes, et depuis, l'usine transformée en camp est gardée militairement.

Comme de juste, des arrestations ont eu lieu et des représailles suivront certainement. Toutefois, les grévistes maintiennent leurs revendications, le travail n'est pas repris et si l'effervescence couve, elle n'est pas calmée pour cela.

Cette attitude énergique n'aura pas été perdue, elle donnera certainement à réfléchir aux exploiteurs de l'endroit, et il est probable qu'à l'avenir, ils condescendront à examiner les réclamations de leurs exploités.

P. Delesalle.

Nouvelle-Calédonie.

Nouméa, 1er décembre. — Dernièrement une chaloupe d'administration pénitentiaire, dirigée par un surveillant était affrétée pour prendre une cinquantaine de relégués à bord du vapeur *Saint-Pierre*. Au débarquement, sous l'ordre du surveillant qui prétendait que tous les passagers pouvaient aller à bord de sa chaloupe, les relégués passagers venant du Prony et de l'île des Pins, dans un mouvement brusque se portèrent du même bord. La chaloupe, de construction frêle, chavira instantanément, et tous furent précipités dans les vagues, en poussant de grands cris de détresse. Finalement dix relégués périrent, ainsi que le surveillant victime de sa faute. Après les recherches faites, tous ont été repêchés et portés dans un endroit appartenant à la Pénitentiaire. Les journaux d'ici sont pour ainsi dire restés muets sur ce tragique accident ; ils ont fait valoir aux yeux du monde que la perte du surveillant était grandement regrettable, et quant à sa suite, cela ne valait même pas la peine d'être mentionné. Nous avons voulu honorer la mémoire de ces dix malheureux ; aussi une certaine quantité de couronnes et de bouquets ont été apportés par leurs camarades sur leur dernière demeure. Il est absolument arbitraire que ces hommes qui sont ici libres la pénitentiaire s'empare de leurs cadavres, après les avoir torturés de leur vivant. Nous adressons aux nombreuses familles nos sentiments de sympathie et de condoléance pour le malheur qui les frappe.

Nouméa, 8 décembre. — L'émigration s'accentue de plus en plus, et le marché humain passe devant tous les jours. Voici maintenant un convoi de javanais et de javanaises qu'un lâche promène dans les rues, traînés par une charrette, en vue de vendre son gibier. Et dire que notre société humanitaire laisse passer toutes ces choses honteuses sans provoquer un seul de ces accapareurs de viande humaine.

Qu'à cela ne tienne! notre bon gouvernement est d'association avec toutes ces flibusteries, et lui le premier est en jeu. Et pour comble, les voleurs rassemblés du Conseil général ont voté le crédit de cinq millions pour la ligne du chemin de fer reliant Bourail à Nouméa, grâce à la sueur des condamnés qui font ce travail. Ils peuvent marcher les cinq millions, et les autres qui suivront, tout cela pour engraisser des fonctionnaires pendant que le contribuable sans mot dire paie tous les nouveaux impôts que mère patrie ordonne.

Nouméa, 9 décembre. — Le dimanche 8 décembre 1901, vers trois heures et demie du soir, devant la maison d'un négociant, un lâche et infâme assassin s'est permis, malgré toutes les défenses faites par la loi, de massacrer un indigène dont j'ignore malheureusement le nom. Cet indigène, sans avoir commis d'autre crime que celui de fêter un peu sa sortie, s'est vu appréhender au collet par un agent de police. Ce brave fonctionnaire s'est montré d'un courage exceptionnel. Dans ce pays, les serviteurs de Marianne sont accompagnés par deux indigènes. Avec l'aide de ces deux derniers, il a terrassé la victime. Alors le policier s'est montré d'une férocité sans égale : le Canaque, pieds et mains liés a été assommé par des coups de casse-tête ; il recevait des coups de pieds et des coups de poings par tout le corps, mais l'agent choisissait de préférence la tête. A plusieurs reprises, le sang coula et des hémorragies survinrent. Après cette récréation, le nègre fut enlevé par quatre brancardiers et conduit au poste de police. C'est donc cela qu'on appelle civilisation!

Nouméa, 15 décembre. — Le marché est abondamment pourvu de cette marchandise, jaune et noire, qu'on appelle Javanais, Japonais, coolies, Hindous, etc., etc... Mais les acheteurs la trouvent un peu chère (480 fr. le prix d'un bœuf normand). Il en reste donc un stock assez considérable dans les magasins — lisez prisons — de « l'Emigration ». Cela se comprend : les forçats — livrés au service local et... aux entreprises véreuses — sont cotées à 10 sous par jour! C'est là une concurrence redoutable. Et puis, il y a aussi les Dalmates autrichiens, vendus, eux aussi, aux forbans des mines! Tout cela est admirable, n'est-ce pas? Il ne manque plus que les ouvriers mineurs que recrute l'office colonial à Paris, et l'affaire sera complète : tous les meurt-de-faim jouiront ici des douceurs paradisiaques dont se délectent les anarchos dont je vous ai précédemment entretenus.

L'un d'eux, le camarade O. Poulain, vient d'échapper par miracle aux griffes de vautour des Bravard, Daniel, Vérignon et autres aimables Bidels. Il est libéré depuis hier. Mais dans quel état! Il faut voir!...

Je pense qu'il vous écrira lui-même pour vous confirmer ce que je vous ai dit à son sujet et à celui de Granger. Dans tous les cas, je suis prévenu que Jacques Durrh, du *Journal*, va livrer à la publicité les infâmes manœuvres de l'Administration à leur égard. De toute façon, vous serez instruit.

La métropole ayant rogné les subventions qu'elle faisait à la colonie, celle-ci parle de refuser de payer les gendarmes. Cette affaire tourne au tragi-comique. On parle de créer une police locale pour remplacer les « braves Pandores ». Cette police — comme celle de la Pénitentiaire — se recruterait parmi les Cannibales! Ce serait digne des civilisateurs de la Chine...

Jean Valjean.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libertaire, 3, rue de Reuilly. — Dimanche 23 février, de 9 heures à 11 heures du matin, réunion des abstentionnistes.

Le camarade Barnaba est spécialement convoqué.

∴

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Dimanche 23 février, soirée familiale, à 8 h. 1/2, salles Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par un camarade, partie de concert avec le concours des poètes révolutionnaires. Séance de phonographe tombola gratuite, nombreux lots. Vestiaire, 0 fr. 30.

Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

∴

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 :

Vendredi 21 février. — Les moyens d'éviter les infections, par le Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur.

Mardi 25. — Le cerveau des Français, par Obalski.

Vendredi 28. — Erreurs et préjugés (suite): origine et filiation des idées religieuses; les religions, par Maugarny.

∴

Bibliothèque d'études sociologiques. — Réunions pour lectures, causeries, prêts de livres tous les mardis et vendredis à l'*Avenir de Plaisance*, 13, rue Niepce.

∴

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation*. — Réunion jeudi soir, à 8 heures 1/2. Causerie par un camarade.

∴

Amiens. — Réunion des camarades du Groupe de propagande par la parole et les écrits, le dimanche 23 courant, à 5 h. 1/2 du soir, au Cent de piquet, faubourg du Cours.

∴

Vendredi 21 février, à Brest, 1re conférence par Séraphine Pajaud :

1° Dieu n'est; 2° La vérité au peuple; 3° Voies et moyens pour arriver à l'émancipation intégrale.

A Alençon, dimanche 23 février, mêmes sujets.

Lundi 24, 2e conférence à Brest. — Sujets : 1° Du communisme; 2° Du militarisme; 3° Du rôle de la femme dans la société.

Probablement deux conférences sur les mêmes sujets, dans le courant de la semaine, à Lorient.

Le 1er mars, au Mans : La réponse aux Dames françaises.

∴

Roubaix. — Salle Narcisse Leplat, rue de Sébastopol, 38, dimanche 16 mars 1902, à 6 heures précises du soir, grande fête familiale et d'éducation populaire absolument privée, en commémoration de la Commune de 1871 : Récits et chants ; *La première Salve*, pièce antimilitariste, d'A. Rouquès.

Conférence par le camarade Latapie ; La Grève générale.

Le Commissaire est bon enfant, comédie en un acte de Courteline. — Bal.

BIBLIOGRAPHIE

Les Balances, comédie en 1 acte de Courteline, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Vrije Liefde, traduction hollandaise de *L'Amour libre*, par Ch. Albert.

Les Propos d'un rural, par Compère Morel; brochure, 0 fr. 10, au *Travailleur de l'Oise*, à Breteuil.

Le Peuple et la Beauté, brochure, par H. Pavent, *Société d'éditions scientifiques*, 4, rue Antoine-Dubois.

Les Enigmes de l'Univers, par E. Hæckel; 1 vol. 10 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

A lire :

La Femme ouvrière, par Dagan; *Revue Blanche*, 15 février.

Aux Joyeux, par Dubois-Desaulle, même numéro.

A voir :

(Pour l'intention) *La Vie facile*, n° 46 de l'*Assiette au beurre*.

pour ne plus voir que le mot auquel on donne une vie propre. En fait, il n'y a pas de France, il n'y a qu'une agglomération d'individus qui agissent dans la direction qui leur est propre.

Puis, il faudrait une bonne fois pour toutes en finir avec tous les Croquemitaines que l'imagination se crée pour avoir un prétexte de ne pas rompre avec ses vieilles habitudes.

Alors que la France chauvinarde et militariste remplissait le monde de ses incartades, alors que les peuples avaient à souffrir de sa turbulence, ils pouvaient concevoir l'idée de nous ramener à la raison ; et purent être satisfaits de nous voir administrer une raclée.

Mais le fameux équilibre européen n'est pas tout à fait un mythe. Si nous avons des voisins qui ne demanderaient pas mieux que de s'arrondir, eux autres en ont qui verraient d'un fort mauvais œil, un agrandissement de puissance de leur part. L'existence de la Hollande, de la Suisse, de la Belgique, et autres petits États indépendants, n'est-elle pas due, justement, à ce soin jaloux qu'ont les grosses puissances d'empêcher leurs voisins de s'arrondir des dépouilles de plus faibles.

∴

Mais admettons les craintes de M. Clemenceau, la France envahie, morcelée, partagée, voudrait-il nous dire ce que ceux qui n'ont pas où reposer leur tête, auraient à y perdre?

Qui est-ce qui profite de l'ordre de choses établi? Qui est-ce qui en supporte les charges?

Ceux que l'on appelle à subir l'esclavage militaire, à payer de leur travail les frais de ces armements monstrueux qui nous écrasent, à prodiguer leur vie dans les mêlées meurtrières pour la défense de ces fameuses abstractions, tirent-ils au moins quelque compensation des sacrifices que l'on exige d'eux? Ont-ils quelque chose à perdre à un changement de maître?

Que M. Clemenceau réponde.

Oui, je sais, « l'esprit de race comprimé! la botte du vainqueur ! les libertés détruites! » et autres fadaises. Lorsque les travailleurs se révoltent pour demander une augmentation de bien-être, leurs propres maîtres savent aussi bien les faire fusiller qu'un pouvoir étranger ; lorsque les idées nouvelles qui se font jour deviennent destructives de l'ordre de choses établi, ce n'est pas aux législateurs étrangers que ceux qui nous gouvernent ont recours pour faire des lois répressives exceptionnelles.

Celui qui ne possède rien, qui est forcé de vendre à un patron sa force de travail, n'a rien à voir aux questions de patriotisme, de sol, d'héritage social. Il n'a que son droit à l'existence à défendre, et c'est aussi bien contre les maîtres de sa race, de son pays que contre les maîtres étrangers qu'il a à le défendre.

Du reste, n'importe quel gouvernement, qu'il soit issu du droit de vote ou du droit du sabre, n'est capable que de la somme d'arbitraire que ceux qu'il domine sont capables de supporter.

Si nous nous refusons aux guerres stupides, profitables à nos seuls maîtres, nous n'avons pas dit qu'il fallait rejeter le bât national pour tendre le cou au licol de l'étranger.

∴

Celui qui travaille n'a qu'à perdre en donnant les meilleures années de sa jeunesse à la caserne. Il s'y dégrade ; sa dignité y sera froissée à chaque moment ; il aura à y supporter les brutalités de fait et de paroles des chefs ; il y perdra sinon l'habitude du travail, tout au moins l'habileté des mains. S'il y conserve un peu de dignité ; c'est le poteau d'exécution ou Biribi qui l'attendent.

Envoyé au Tonkin, en Afrique, pour massacrer les jaunes et les nègres auxquels les défenseurs de la patrie refusent le droit d'en avoir une, il n'a que blessures, maladies et infirmités à espérer, pendant que les bandits qui le commandent s'enrichiront de leurs conquêtes.

Plus tard, revenu dans la vie civile, il aura la consolation de payer l'augmentation d'impôts nécessaires pour combler le déficit des budgets coloniaux. Sans compter l'horreur et l'ignominie des besognes qu'il aura accomplies.

Tout ce que nous avons hérité de votre patrie, ce sont des charges accumulées par la cupidité ou l'incurie des maîtres qui l'exploitèrent. Que nous importent vos grands mots? Nous voulons d'abord défendre notre vie que vous nous enlevez atome par atome, chaque jour.

Lorsque les Alsaciens-Lorrains sont passés sous le joug prussien ont-ils payé leur propriétaires deux fois au lieu d'une? Ont-ils reçu un salaire moindre de leurs exploiteurs? — Allons donc! il y avait des coutumes, des mœurs, que les vainqueurs, bon gré mal gré, ont dû respecter. Les travailleurs sont restés les esclaves de leurs maîtres économiques comme ils l'étaient auparavant. Ils ont continué à recevoir les mêmes salaires, à payer les mêmes loyers. Il n'y a que l'impôt qui ait changé de percepteur. Et comme nous sommes, paraît-il, ceux qui paient les impôts les plus élevés, il s'ensuivrait que, de ce côté, les Alsaciens y auraient plutôt gagné !

Notre ennemi, c'est notre maître. Le plus dur, le plus direct, c'est celui qui nous tient au ventre. Et celui-là n'a pas de patrie. C'est se moquer de nous, que venir nous prêcher de continuer à supporter les charges qu'il lui plaît de nous imposer, en voulant nous inspirer la crainte d'un autre maître, hypothétique celui-là.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

Nous avons reçu la lettre suivante :

Saint-Pierre (Martinique), le 29 janvier 1902.

Frères,

Je reçois à l'instant le montant des souscriptions faites en France pour mon rapatriement.

Merci aux *Temps Nouveaux* pour tout ce qu'il a fait, merci aux frères pour leur grand exemple de solidarité, merci à tous.

Je ne serai en France que fin mars, car j'ai commencé dans l'Ile une série de conférences que je dois terminer, pour le plus grand bien de l'Idée salvatrice. De plus, quoique bien portant, on me conseille fort de ne point affronter les grands froids.

A bientôt donc, et vive la Révolution Sociale toujours et quand même !

Fraternelle poignée de mains.

R. MEUNIER.

RECTIFICATION

Dans le numéro de la semaine dernière, au nom du Groupe de la Solidarité internationale, j'annonçais, en l'approuvant, une initiative que j'attribuais à l'*Effort*, Université populaire du Grand Montrouge.

Présentée ainsi, l'information n'est pas rigoureusement exacte. Ce qui est vrai, c'est qu'au cours d'une causerie, les camarades présents à l'U. P. adoptèrent l'idée émise par l'un d'eux d'ouvrir une souscription permanente en vue du but antimilitariste indiqué. Mais, depuis, certains camarades ont fait observer qu'en attribuant cette initiative à l'*Effort*, on engageait ceux qui, absents à la causerie, auraient pu ne pas partager la manière de voir des membres présents.

En conséquence respectant les scrupules des camarades, je rectifie volontiers en disant que l'initiative de la souscription — qui demeure ouverte du reste — a été prise seulement par un groupe de l'*Effort*.

Toutefois — personnellement — je déplorerais que nous ne fussions pas tous unanimes sur le caractère vraiment humanitaire d'une initiative ayant pour but de soutenir tout homme à qui il serait impossible de se résigner à apprendre l'art de tuer ses semblables.

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — A la suite des protestations soulevées dans les milieux ouvriers parisiens contre l'annonce du « Banquet républicain du travail » les organisateurs de cette comédie communiquent à la Presse une note disant que les *industriels*, les coopérateurs et les ouvriers syndiqués?! l'ont fait en leur nom personnel, et que les organisations mises en causes n'y sont pour rien. Cela est bien, mais il faut croire que ces « ouvriers syndiqués » ne sont pas très fiers de leur palinodie car jusqu'à ce jour aucun d'eux n'a osé se nommer.

Toutefois, les chômeurs auront leur jour. La Confédération générale du travail, adresse à tous les syndicats et à toutes les Bourses du travail un manifeste les engageant à organiser par toute la France des réunions et manifestations de « *sans travail* » pour le 2 mars prochain. Ces manifestations sont destinées à montrer aux puissants combien la crise de chômage qui sévit actuellement est vive.

Si tous les chômeurs se rendent à ces manifestations celles-ci ne manqueront certainement pas de grandeur.

∴

Le journal *La Voix du Peuple* organe des syndicats n'est pas ministériel. Chacun sait ça ; aussi est-il mal vu en haut lieu. On vient de le lui prouver une fois de plus. Prenant prétexe d'une souscription remboursable organisée par le journal, le ministère de D. R. a fait cambrioler par les policiers les bureaux situés dans la Bourse du travail de Paris et a fait saisir toute la comptabilité.

Protester est bien inutile, mais il est bon de faire remarquer que le ministère Dupuy laissa faire la tombola de la *Verrerie ouvrière* et M. Jaurès lui-même obtint de M. Barthou alors ministre de l'intérieur qu'il n'empêcherait pas ladite tombola, et la tombola eut lieu.

A la *Voix du Peuple* il n'y a aucun intérêt électoral à sauvegarder, de plus le journal est entièrement écrit par des travailleurs, impossible pour les politiciens de s'y faire mousser.

Voici deux fois qu'en moins d'une année la Bourse du travail est ainsi envahie par la police, et chaque fois les socialistes domestiques se sont tus. Les travailleurs à la fin finiront bien par s'apercevoir que l'intérêt qui guide la meute n'est pas le leur et tout a une fin et finit par se payer un jour. Messieurs les socialistes de ministère s'en apercevront aussi.

∴

J'ai reçu de l'*Union syndicale des Employés de coopératives* un article manifeste, vraiment intéressant.

J'y découpe les quelques renseignements suivants : « Nous déclarons qu'il y a utilité à ce que les employés de coopératives soient syndiqués, *parce qu'en dépit des décisions des syndicats et des congrès ouvriers, la plupart des coopératives n'appliquent pas les réformes réclamées par la classe ouvrière.* »

Et plus loin : « Ce qui complète le tableau...., *c'est qu'un grand nombre de coopératives vont chercher jusque dans les bureaux de placement payants le personnel dont elles ont besoin...* »

Et les employés de coopératives qui ne sont guère exigeants formulent les réclamations ci-après :

Repos hebdomadaire ; journée de 9 heures ; minimum de salaire de 6 francs par jour ; à travail égal, salaire égal ; placement des employés des coopératives par l'Union syndicale.

Mes critiques, il me semble, n'étaient pas injustifiées puisque les intéressés eux-mêmes regimbent contre l'exploitation dont ils sont victimes tout comme dans une vulgaire usine « *capitaliste* ».

∴

A Saint-Junien, dans la Haute-Vienne, 430 ouvriers mégissiers sont en grève depuis un mois. A la suite du refus que leur firent leurs exploiteurs de faire droit aux réclamations qu'ils formulaient, ils ont montré qu'ils étaient des hommes et que ce n'est pas toujours impunément que les employeurs traitent leurs exploités en esclaves.

Voici les faits : « Le mercredi à la suite d'une réunion, quelques délégués des ouvriers se présentèrent à l'usine pour réitérer à leurs exploiteurs les propositions des grévistes, mais les patrons répondirent qu'ils n'avaient aucune concession à faire et refusèrent tous pourparlers. Aussitôt qu'ils eurent appris

qu'ils n'avaient plus rien à espérer, les grévistes, en rangs serrés, s'avancèrent vers l'usine, et arrivés auprès, cherchèrent à y pénétrer. Ils en furent une première fois empêchés par l'un des patrons et quelques renégats armés. Mais bientôt le gros des grévistes arrivant suivi des femmes, le siège de l'usine commença. Les pierres pleuvent de tous côtés, les vitres volent en éclats, le commissaire de police et quelques gendarmes qui viennent d'arriver, sont entourés, bousculés et bientôt mis dans l'impossibilité d'agir. Sous une pression violente le portail cède, et l'usine est envahie. Mais il fait nuit et de nouveaux gendarmes arrivés en toute hâte reprennent possession de l'usine.

Le lendemain matin, malgré les policiers et gendarmes venus en nombre, les grévistes se réunissent à nouveau et, drapeau rouge déployé, ils marchent sur l'usine au nombre de 500 accompagnés de beaucoup de femmes. Les policiers tentent alors quelques arrestations, mais ils sont bientôt entourés, puis séparés et roués de coups. Les autorités essaient d'intervenir, mais elles sont obligées à leur tour de se retirer sous les menaces.

Pendant ce temps la porte de l'usine a à nouveau cédé, la cour est envahie et les grévistes se répandent dans les ateliers.

Maîtres de l'usine, les grévistes ont alors à la défendre contre les gendarmes qui tentent d'y pénétrer, mais inutilement. Le drapeau rouge est arboré et, groupés autour, les grévistes entonnent des refrains révolutionnaires, et toute la journée restent maîtres absolus.

Devant cet état de choses, le patron donne l'ordre à quelques non-grévistes qui se sont barricadés dans une partie de l'usine de sortir, et à grand peine les gendarmes parviennent à les protéger. On leur crache au visage et les gendarmes en reçoivent leur part.

Forts de leurs succès, les grévistes abandonnent l'usine, et en cortège, précédés des femmes et des jeunes filles qui ont donné pendant la lutte avec une énergie incroyable, se rendent à la mairie puis de là à leur salle de réunion pour décider de la conduite à tenir.

Bientôt après arrive la force armée, lignards et dragons, toujours au service des capitalistes, et depuis, l'usine transformée en camp est gardée militairement.

Comme de juste, des arrestations ont eu lieu et des représailles suivront certainement. Toutefois, les grévistes maintiennent leurs revendications, le travail n'est pas repris et si l'effervescence couve, elle n'est pas calmée pour cela.

Cette attitude énergique n'aura pas été perdue, elle donnera certainement à réfléchir aux exploiteurs de l'endroit, et il est probable qu'à l'avenir, ils condescendront à examiner les réclamations de leurs exploités.

P. Delesalle.

Nouvelle-Calédonie.

Nouméa, 1er décembre. — Dernièrement une [chа]loupe d'administration pénitentiaire, dirigée par [un] surveillant était affrétée pour prendre une cin[qu]antaine de relégués à bord du vapeur *Saint-Pierre*. [Au] débarquement, sous l'ordre du surveillant qui [prét]endait que tous les passagers pouvaient aller à [bord] de sa chaloupe, les relégués passagers venant [de P]rony et de l'île des Pins, dans un mouvement [brus]que se portèrent du même bord. La chaloupe, [de c]onstruction frêle, chavira instantanément, et [tous] furent précipités dans les vagues, en poussant [de gr]ands cris de détresse. Finalement dix relégués [péri]nt, ainsi que le surveillant victime de sa [faute]. Après les recherches faites, tous ont été repê[chés et] portés dans un endroit appartenant à la Pé[nitenti]aire. Les journaux d'ici sont pour ainsi dire [restés m]uets sur ce tragique accident; ils ont fait [croire a]ux yeux du monde que la perte du surveil[lant ét]ait grandement regrettable, et quant à sa [...] [ce]la ne valait même pas la peine d'être men[tionné]. Nous avons voulu honorer la mémoire de [ces m]alheureux : aussi une certaine quantité de [couronn]es et de bouquets ont été apportés par leurs [camarad]es sur leur dernière demeure. Il est abso[lument a]rbitraire que ces hommes qui sont ici libres [la Péniten]tiaire s'empare de leurs cadavres, après [les avoir] torturés de leur vivant. Nous adressons [aux nom]breuses familles nos sentiments de [...] et de condoléance pour le malheur qui [...]

[...] 8 décembre. — L'émigration s'accentue [de] plus, et le marché humain passe devant [...]rs. Voici maintenant un convoi de javanais et de javanaises qu'un lâche promène dans les rues, traînés par une charrette, en vue de vendre son gibier. Et dire que notre société humanitaire laisse passer toutes ces choses honteuses sans provoquer un seul de ces accapareurs de viande humaine.

Qu'à cela ne tienne! notre bon gouvernement est d'association avec toutes ces flibusteries, et lui le premier est en jeu. Et pour comble, les voleurs rassemblés du Conseil général ont voté le crédit de cinq millions pour la ligne du chemin de fer reliant Bourail à Nouméa, grâce à la sueur des condamnés qui font ce travail. Ils peuvent marcher les cinq millions, et les autres qui suivront, tout cela pour engraisser des fonctionnaires pendant que le contribuable sans mot dire paie tous les nouveaux impôts que mère patrie ordonne.

Nouméa, 9 décembre. — Le dimanche 8 décembre 1901, vers trois heures et demie du soir, devant la maison d'un négociant, un lâche et infâme assassin s'est permis, malgré toutes les défenses faites par la loi, de massacrer un indigène dont j'ignore malheureusement le nom. Cet indigène, sans avoir commis d'autre crime que celui de fêter un peu sa sortie, s'est vu appréhender au collet par un agent de police. Ce brave fonctionnaire s'est montré d'un courage exceptionnel. Dans ce pays, les serviteurs de Marianne sont accompagnés par deux indigènes. Avec l'aide de ces deux derniers, il a terrassé la victime. Alors le policier s'est montré d'une férocité sans égale : le Canaque, pieds et mains liés a été assommé par des coups de casse-tête; il recevait des coups de pieds et des coups de poings par tout le corps, mais l'agent choisissait de préfétrence la tête. A plusieurs reprises, le sang coula et des hémorragies survinrent. Après cette récréation, le nègre fut enlevé par quatre brancardiers et conduit au poste de police. C'est donc cela qu'on appelle civilisation!

Nouméa, 15 décembre. — Le marché est abondamment pourvu de cette marchandise, jaune et noire, qu'on appelle Javanais, Japonais, coolies, Hindous, etc., etc... Mais les acheteurs la trouvent un peu chère (480 fr. le prix d'un bœuf normand). Il en reste donc un stock assez considérable dans les magasins — lisez prisons — de « l'Emigration ». Cela se comprend : les forçats — livrés au service local et... aux entreprises véreuses — sont cotés à 10 sous par jour! C'est là une concurrence redoutable. Et puis, il y a aussi les Dalmates autrichiens, vendus, eux aussi, aux forbans des mines! Tout cela est admirable, n'est-ce pas? Il ne manque plus que les ouvriers mineurs que recrute l'office colonial à Paris, et l'affaire sera complète : tous les meurt-de-faim jouiront ici des douceurs paradisiaques dont se délectent les anarchos dont je vous ai précédemment entretenus.

L'un d'eux, le camarade O. Poulain, vient d'échapper par miracle aux griffes de vautour des Bravard, Daniel, Vérignon et autres aimables Bidels. Il est libéré depuis hier. Mais dans quel état! Il faut voir!...

Je pense qu'il vous écrira lui-même pour vous confirmer ce que je vous ai dit à son sujet et à celui de Granger. Dans tous les cas, je suis prévenu que Jacques Durrh, du *Journal*, va livrer à la publicité les infâmes manœuvres de l'Administration à leur égard. De toute façon, vous serez instruit.

La métropole ayant rogné les subventions qu'elle faisait à la colonie, celle-ci parle de refuser de payer les gendarmes. Cette affaire tourne au tragi-comique. On parle de créer une police locale pour remplacer les « braves Pandores ». Cette police — comme celle de la Pénitentiaire — se recruterait parmi les Cannibales! Ce serait digne des civilisateurs de la Chine...

Jean Valjean.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libertaire, 3, rue de Reuilly. — Dimanche 23 février, de 9 heures à 11 heures du matin, réunion des abstentionnistes.

Le camarade Barnaba est spécialement convoqué.

∴

*L'Education libre du III*e, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Dimanche 23 février, soirée familiale, à 8 h. 1/2, salles Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par un camarade, partie de concert avec le concours des poètes révolutionnaires. Séance de phonographe tombola gratuite, nombreux lots. Vestiaire, 0 fr. 30.

Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

∴

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 :

Vendredi 21 février. — Les moyens d'éviter les infections, par le Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur.

Mardi 25. — Le cerveau des Français, par Obalski.

Vendredi 28. — Erreurs et préjugés (suite): origine et filiation des idées religieuses; les religions, par Maugarny.

∴

Bibliothèque d'études sociologiques. — Réunions pour lectures, causeries, prêts de livres tous les mardis et vendredis à l'*Avenir de Plaisance*, 13, rue Niepce.

∴

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation*. — Réunion jeudi soir, à 8 heures 1/2. Causerie par un camarade.

∴

Amiens. — Réunion des camarades du Groupe de propagande par la parole et les écrits, le dimanche 23 courant, à 5 h. 1/2 du soir, au Cent de piquet, faubourg du Cours.

∴

Vendredi 21 février, à Brest, 1re conférence par Séraphine Pajaud :

1° Dieu n'est; 2° La vérité au peuple; 3° Voies et moyens pour arriver à l'émancipation intégrale.

A Alençon, dimanche 23 février, mêmes sujets.

Lundi 24, 2e conférence à Brest. — Sujets : 1° Du communisme; 2° Du militarisme; 3° Du rôle de la femme dans la société.

Probablement deux conférences sur les mêmes sujets, dans le courant de la semaine, à Lorient.

Le 1er mars, au Mans : La réponse aux Dames françaises.

∴

Roubaix. — Salle Narcisse Leplat, rue de Sébastopol, 38, dimanche 16 mars 1902, à 6 heures précises du soir, grande fête familiale et d'éducation populaire absolument privée, en commémoration de la Commune de 1871 : Récits et chants; *La première Salve*, pièce antimilitariste, d'A. Rouquès.

Conférence par le camarade Latapie; La Grève générale.

Le Commissaire est bon enfant, comédie en un acte de Courteline. — Bal.

BIBLIOGRAPHIE

Les Balances, comédie en 1 acte de Courteline, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Vrije Liefde, traduction hollandaise de *L'Amour libre*, par Ch. Albert.

Les Propos d'un rural, par Compère Morel; brochure, 0 fr. 10, au *Travailleur de l'Oise*, à Breteuil.

Le Peuple et la Beauté, brochure, par H. Pavent, *Société d'éditions scientifiques*, 4, rue Antoine-Dubois.

Les Enigmes de l'Univers, par E. Hæckel; 1 vol. 10 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

A lire :

La Femme ouvrière, par Dagan; *Revue Blanche*, 15 février.

Aux Joyeux, par Dubois-Desaulle, même numéro.

A voir :

(Pour l'intention) *La Vie facile*, n° 46 de l'*Assiette au beurre*.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

Moralité électorale.

« Nous avons vu au début du mouvement antisémite, quelques-uns des meilleurs « flirter » avec l'idole du jour. Un des chefs intransigeants d'une école socialiste a avoué — en le regrettant — dans une réunion publique de s'être trouvé un jour — était-ce un jour d'élection ? — en coquetterie avec M. Drumont. Dans un recueil officiel de professions de foi d'un socialiste connu et estimé comme membre d'une organisation socialiste et révolutionnaire, je lis les articles suivants : « La France aux Français. — Interdiction de fonctions publiques et des mandats électifs à quiconque n'est pas né Français. » — Profession de foi, sixième législature de 1893.

A qui n'a pas commis ces petites lâchetés électorales de jeter le premier la pierre ! »

(Extrait de la *Revue socialiste*, novembre 1901, page 593, sous la signature de Ch. Rappoport.)

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Ceux qui veulent adhérer à l'organisation d'un groupe qui s'occupera de lui donner de l'extension, sont priés de se réunir au bureau du journal, dimanche prochain, 23.

VIENT DE PARAITRE

Editions du *Réveil des Travailleurs*, 1, rue Monulphe, Liège (Belgique) :

Le Parti ouvrier belge et l'Anarchie, par Lucien Henault ; une brochure, 0 fr. 10.

L'Heureuse Anarchie, par Max Borgueil ; brochure, 0 fr. 20.

DERNIERS LIVRES PARUS

La Société mourante et l'anarchie, (traduction russe), 1 vol., 2 fr.

Rapport au Congrès révolutionnaire ouvrier international de 1900, (traduction russe des rapports de Kropotkine, Tcherkesoff, Domela et Nettlau, au congrès interdit) ; brochure, 1 fr. 25.

Autour d'une vie, de Kropotkine, franco, 3 fr.

Les Aventures de Nono, de J. Grave, franco, 2 fr. 75.

La Colonne, de Descaves, franco, 2 fr. 75.

La Science moderne et l'anarchie, (en russe), de Kropotkine, franco, 0 fr. 50.

⁂

Dernières brochures parues :

L'Anarchie et l'Eglise, par Reclus et Guyon, couverture de Daumont : franco, 0 fr. 15.

L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de Hénault ; franco, 0 fr. 15.

Guerre, Patrie et Caserne, de Ch. Albert, couverture par Agar ; franco, 0 fr. 15.

Le chant des révoltés ; Paix et Guerre, l'exemplaire, 0 fr. 10 ; le cent, 4 fr. 50.

⁂

L'Almanach illustré de la Révolution pour 1902, avec des articles de : Elisée Reclus, Lucien Descaves, P. Kropotkine, Henri Leyret, J. Grave, A. Girard, G. Yvetot, L. Tolstoï, etc.

Un éphéméride des dates révolutionnaires.

Nombreuses illustrations par M. Luce, J. Hénault-Roubille, V. Muller, portrait de G. Bresci.

Prix : 0 fr 40 par la poste. — Remise de 25 0/0 aux vendeurs.

⁂

Les Syndicats et la Révolution, par L. Niel. Brochure n° 4 de la Petite Bibliothèque économique ; prix : 0 fr. 10 ; par la poste, 0 fr. 15.

⁂

L'Éducation pacifique, par A. Girard, 1 broch. 0 fr. 15.

L'Or, poésie révolutionnaire, l'exemplaire 0 fr. 10, le cent 2 fr. 50, en vente au bureau du journal.

EN VENTE A NOS BUREAUX

En bouquinant, un de nos camarades a trouvé et nous signale une curieuse brochure, éditée en 1868, intitulée *la Guerre et les armées*, qui contient en germe ce que je me propose de faire dans notre projet d'édition. Nous en avons acheté quelques exemplaires que nous pouvons laisser à 0 fr. 40, franco, 0 fr. 55.

⁂

Vive la Russie! album de 13 gravures par Heidbrinck. Prix : 0 fr. 50 ; par la poste, en rouleau, 0 fr. 65.

Dernières lithographies parues :

Le Calvaire du mineur, par Couturier.

Les Défricheurs, par Agar.

Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.

La Jeune Proie, par Lochard ; prix : 1 fr. 25 ; franco, en tube : 1 fr. 40 ; tirage d'amateur : 3 fr. 50.

⁂

La Révolte, collection complète : 150 francs (plus que deux).

Supplément de la Révolte (seul), collection complète : 60 francs (plus qu'une).

LE PROJET D'ÉDITION

Je suis en train de terminer la préface. La semaine prochaine, je commence à donner de la copie à l'imprimeur.

Les camarades qui ont adhéré au projet, sont priés d'adresser le montant de leur souscription. Ceux que cela gêne, peuvent payer en deux et trois fois. Pour ceux qui ne l'auront pas fait, il sera pris remboursement. Mais comme il y a 0 fr. 25 de frais, plus 5 0/0 sur le montant, il est plus économique de nous l'expédier sans attendre, nous serions forcés de majorer le prix de la souscription de 0 fr. 50

A ceux qui le désireront, l'ouvrage sera envoyé par fascicules ; ceux qui préféreront attendre et le recevoir broché, voudront bien nous aviser, en souscrivant.

Ceux qui veulent profiter de l'édition, n'ont qu'à se hâter. Une fois l'affaire en train, elles ne seront plus reçues qu'au prix de 9 francs l'exemplaire, non compris l'édition de propagande.

J. GRAVE.

PETITE CORRESPONDANCE

T., à Migennes. — Redevez 0 fr. 50 — La souscription est de 6 fr. 50.

P. D., à St-Etienne. — Vous serez averti par le journal.

C., Bourg-de-Péage. — Bon. Le n° 41 se trouvera payé.

Un groupe de libertaires, Lille. — Oui : mais il y a tant de choses à relever. Nous gardons comme document.

Le camarade qui nous a demandé un traducteur suédois est prié de se faire connaître, et de nous spécifier quelles conditions il offre ; on pourra faire appel par la voie du journal.

C. — Entendu, je serais au bureau à trois heures.

Groupe Germinal, Lyon. — Reçu 15 fr. pour mille brochures.

C. à Seatonville et G. à Spring-Valley. — Reçu de chacun 12 fr. 50.

Reçu pour la brochure antiélectorale à distribuer : T. à Lorient, 1 fr. 70. — Chinon, 2 fr.

Reçu, pour la brochure antiélectorale à distribuer, de St-Nazaire : Adieu ! Urnes, 1 fr. ; J. Eon, 1 fr. ; Pageot, 0 fr. 50 ; E. Hamon, 0 fr. 50 ; Prigeont, 0 fr. 50 ; Bossy, 0 fr. 50 ; Julienne, 0 fr. 50 ; Bouvier, 0 fr. 50 ; A bas l'autorité, 1 fr. ; Un petit sans patrie, 0 fr. 20 ; Aux candidats, 0 fr. 50 ; Vauden, 0 fr. 50 ; Debesse, 0 fr. 25 ; Moyon, 0 fr. 25 ; Un ouvrier, 0 fr. 50 ; A bas les députés, 0 fr. 50 ; Gaudeau, 0 fr. 25 ; A bas les candidats, 0 fr. 20 ; Antoine, 0 fr. 30 ; Nous ne sommes plus, 0 fr. 50 ; Vos soutiens, 0 fr. 50 ; Un peintre, 0 fr. 20 ; Toueffec, 0 fr. 25 ; Chenis, 0 fr. 50 ; A. Avard, 0 fr. 50 ; Couetmeur, 0 fr. 50 ; Lucas, 1 fr. Total : 13 fr. 30. Frais d'envoi : 0 fr. 30. En tout : 13 fr. — Total : 16 fr. 70. — Listes précédentes : 75 fr. 10. — En caisse : 91 fr. 80.

Reçu pour le journal : R. F., à Rouen, 3 fr. — F. R., à Mustapha, 0 fr. 30. — Collecte entre huit pauvres diables de comptables, 1 fr. 50. — Un cordonnier, 0 fr. 50. — L. G., 5 fr. — Merci à tous.

O., à Nantes. — C., rue Ramey. — P., à la Chapelle. — L., à Fougerolles. — E. S., à Etampes. — M., à Trélazé. — S., à Choumen. — D., à Liège. — R., à Monnai. — M., à St-Chamond. — Reçu timbres et mandats.

NOTRE COLLECTION DE DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro*. — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac* (épuisée). — **L'Aube**, *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore**, *par Vuillaume*. — **Les Errants**, *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul*. — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce*. — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier*. — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault*. — **La Guerre**, *de Maurin*. — **Epouvantails**, *de Chevalier*. — **Capitalisme**, *de Comin'Ache*. — **Education chrétienne**, *de Roubille*. — **Souteneurs sociaux**, *par Delannoy*. — **Provocations**, *par Lebasque*. — **La Débâcle**, *dessin de Valloton*, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, *par Daumont*. — **L'Assassiné**, *par C. L.*

PETITE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE

1. **Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris**, *par Paul Delesalle* . . . . . » 15
2. **Aux Travailleurs. — La Grève !** . . » 10

CHANSONS

La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc. . . . . . . » 10
L'Internationale ; Crevez-moi la sacoche ; Le Politicien, *de E. Pottier* . . » 10
Ouvrier, prends la machine ; Qui m'aime me suive ; Les Briseurs d'images . . » 10
La Chanson du Gas ; A la Caserne ; Viv'ment, brav' Ouvriers, etc. . . . » 10
J'n'aime pas les sergots ; Contre la guerre ; Heureux temps ; Le Drapeau rouge . . . . » 10
Le Réveil ; La Chanson du linceul ; Les Députés heureux ; Période électorale . . . . » 10
Hymne révolutionnaire espagnol ; Debout frères de misère ; Les Conscrits affranchis . . . . » 10
Aux femmes, *de Gohier, couverture de Lebasque* . . . . » 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet* . . . . » 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert* . . » 25
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Vuillaume* . . . . » 10

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

L'Éducation libertaire, *par Domela Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul* (1) . . . . » 10
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, *par J. Grave, avec couverture de Cross* . . . . » 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce* . . . . » 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . . » 10
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff* . . . . » 30
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel* . . . . » 15
L'Ordre par l'Anarchie, *par D. Saurin*. » 30

(1) Pris dans nos bureaux ou par un certain nombre à la fois, les petites brochures se vendent 0 fr. 05, les lithographies 0 fr. 15, et les volumes 0 fr. 25 en moins.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 44 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 MARS 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA RÉVOLUTION A BARCELONE

Dès le 6 décembre dernier, les ouvriers métallurgistes de Barcelone et avec eux les serruriers, mécaniciens, chaudronniers et fondeurs organisaient une grève générale pour obtenir la journée de 9 heures et publiaient un appel à la solidarité des ouvriers et ouvrières de toutes catégories, dans toutes les provinces. Le 15 décembre, 9.000 ouvriers déclaraient la grève. Le 17, ils étaient 16.000; les patrons demandaient des troupes au gouverneur civil et constituaient une ligue de défense, avec, pour base de leur contrat, le refus absolu de toute concession, et l'engagement d'accepter tous les ouvriers qui se présenteraient, sachant ou non le métier, pour ne fermer qu'à la dernière extrémité. De leur côté les ouvriers commençaient une campagne de propagande par des proclamations aux ouvriers et au public, par des meetings quotidiens, suivis de collisions avec la police impuissante; des propagandistes partaient dans tous les centres industriels d'Espagne pour répandre l'idée de la grève générale. Alors ce sont tour à tour les charretiers de Barcelone, les ouvriers d'art, les déchargeurs du port qui se rallient à la grève, répondant à l'appel de solidarité. Hors de Barcelone la grève s'étend, dans la banlieue d'abord, San Adrès, San Martin, Gracia, Badalona, puis plus loin, à Reus et dans tout le district.

Cependant les autorités font venir des troupes, et la municipalité, voyant la tournure grave que prennent les événements, fait une tentative de conciliation, propose qu'après la reprise immédiate du travail on fasse une enquête internationale sur les conditions de la journée de travail, après quoi on examinera les revendications ouvrières. Les grévistes ne se laissent pas prendre à cette pauvre ruse et leur propagande redouble d'énergie.

Dès ce moment c'est presque l'état de siège. Toutes les routes aboutissant à Barcelone sont gardées par la gendarmerie et la cavalerie. On arrête sous tout prétexte les propagandistes les plus en vue, comme Bonafulla et Teresa Claramunt. Le 14 janvier, les patrons présentent aux membres du Parlement et aux autorités un mémoire où ils proposent la journée de 10 heures, et menacent d'émigrer. Un meeting leur répond, où l'on acclame la résistance, dût-elle durer 6 mois. Et de nouveau des camarades sont envoyés à Valence, à Alicante, Saragosse, pour répandre l'idée. La misère grandit, malgré les cuisines économiques organisées par les sociétés ouvrières. Mais la solidarité est absolue, et chaque meeting affirme la résolution inébranlable d'aller jusqu'au bout des revendications. C'est à peine si l'on peut racoler une centaine de jaunes pour décharger des vaisseaux de charbon qui attendent dans le port. La gendarmerie a grand'peine à les protéger. Le 7 février, les charrons, le 13, les employés des trains électriques entrent dans la fédération ouvrière. Le 16 février enfin, un dimanche, 44 meetings ouvriers acclament la grève générale.

Le lendemain, lundi 17, les habitants de Barcelone sont réveillés par des crieurs de journaux qui tous clament le même mot dans les rues vides : c'est le signal ; les ouvriers descendent dans les rues, forment des groupes, puis vont de fabrique en fabrique, d'atelier en atelier; un mot suffit : ceux qui avaient commencé à travailler viennent se joindre à eux. Si un tramway sort, les grévistes parlent au conducteur, et le véhicule rentre. Et peu à peu tous arrivent, terrassiers, maçons, charpentiers, tisseurs, boulangers, fondeurs, teinturiers, employés de commerce, sculpteurs, tonneliers, employés de tramways, typos, charretiers ; à dix heures, toute vie, toute activité, tout mouvement avaient cessé. Pas un véhicule dans les rues pleines d'un terrible silence, pas une porte ouverte, pas même celles des boutiques, où se vendent les objets de besoin journalier; les maisons bourgeoises restent closes, dans l'épouvante, parce que cent mille ouvriers sont là, ayant enfin une idée nette et une résolution inébranlable.

Tel est le tableau que nous ont tracé les journaux bourgeois de Madrid, dans le saisissement et l'involontaire sincérité de la première heure.

Pendant quelques heures, les grévistes sont maîtres de Barcelone. Mais à midi et demie le gouverneur civil, impuissant et anéanti, résigne ses pouvoirs entre les mains du gouverneur militaire; et dès ce moment la lutte commence, entre les troupes, la garde civile (gendarmerie) et la police, d'une part, et les révolutionnaires de l'autre.

Quelle que doive être l'issue de la lutte, une chose est dès lors acquise, c'est cette gigantesque manifestation de solidarité, les travailleurs ayant enfin compris que leur cause est commune et que leur force est toute puissante, s'ils sont unis. Le mouvement gagne dès le 17 toute la banlieue de Barcelone, les masses ouvrières de Sabadell, Manresa, Tarrasa, Badalona, San Martin de Provensals. Le 19, Séville, Valence, Alcoy, Jerès, la Corogne s'agitent ; des grèves éclatent à San Feliu de Llobragat, à Valls, la grève est générale à Reus, à Villanueva y Geltru. Le 20, la grève gagne du terrain à Valence et Saragosse ; elle éclate à Vinaroz, à Villafranca del Panadès, à Tarragona, à Masnou. Le soir, la grève est générale à Saragosse, l'état de siège y est proclamé. Le 22, le 23, la grève a gagné Fortosa, Valladolid. Les autorités avouent qu'elles n'osent pas dégarnir de troupes les villes où la grève n'est pas encore déclarée. Car elles ont compris que c'est bien là, selon l'expression même que nous empruntons à un journal bourgeois de Madrid, l'*Imparcial*, un déchaînement de « cette fougueuse et colossale solidarité ouvrière qui monte, comme une onde diluvienne, sur l'Espagne toute entière. »

* *

Cependant, que s'est-il passé exactement depuis le 17 à midi, depuis que la force militaire est entrée en scène ? Nous voyons bien les grandes lignes et le sens général du mouvement, mais quelle a été la marche des événements, et quelle est, actuellement, la position des deux forces en présence : l'armée, et les révolutionnaires, cela nous ne le savons pas.

Les trois premiers jours, les dépêches arrivent nombreuses, confuses, incomplètes, tronquées par la censure : ce sont des mouvements de troupes, des collisions sanglantes, des convois de prisonniers que leur frères de révolte tentent de délivrer par de nouvelles luttes, des meetings continuels, des barricades; on attaque les couvents de maristes, de jésuites ou de nonnes qui s'enfuient ou se défendent à coups de fusils; puis, des pourparlers des grévistes avec les patrons ou les autorités et, après l'échec de ces entrevues, qui ne sont souvent que des pièges pour les compagnons, les luttes recommencent. Le 20, un correspondant de la *Epoca* écrit que le général Bargès, malgré sa « bravoure notoire » (Galliffet comprendra) et son énergie — il avait donné l'ordre à la Croix-Rouge de préparer tous les lits et brancards disponibles — n'a pu réussir à rétablir la tranquillité, depuis 3 jours qu'il a pris le commandement et que la liste des morts et des blessés s'allonge dans les colonnes des journaux, quoique la censure n'en laisse pas passer le quart. Et dans ces nouvelles tragiques, on trouve la note grotesque, le gouverneur ordonnant que les journaux paraissent, et, si les typos s'y refusent, que les patrons livrent leurs noms et leurs adresses ! Le général Weyler déclarant à la tribune de la Chambre que le calme règne à Barcelone et la preuve en est que des tramways ont circulé, chargés de soldats.

A partir du 21, les télégrammes qui parviennent aux journaux de Madrid ne sont plus seulement censurés, ils sont manifestement inventés, incohérents. On nous dit que « la situation est meilleure, mais n'a rien perdu de sa gravité. » Que « Saragosse est calme, que la grève y échouera », mais on nous cite les régiments qu'on y envoie ; que la tranquillité la plus parfaite règne à Alcoy, mais qu'on y concentre des forces militaires importantes. Bref, toutes les habiletés maladroites des élèves de Jésuites. Le général Bargès se fait interviewer et déclare qu'ayant parcouru la ville, « de nombreux ouvriers l'ont salué affectueusement dans la rue. » En virtuose du distinguo, il dit que « de nombreuses fabriques ont manifesté le désir de re-

prendre et qu'il espère — espoir charmant — que demain toutes travailleront. »

Mais, si derrière ce tas de mensonges les faits nous échappent, nous voyons cependant leur reflet dans les yeux épouvantés des bourgeois de Barcelone qui arrivent le 21 à Cerbère, déguisés, ayant dû se sauver à pied à travers la campagne et prendre le train à quelque petite station, sans le moindre bagage: et nous entendons leur écho dans les paroles qui échappent aux journalistes de la presse bourgeoise : « Barcelone est horriblement triste, d'une tristesse insupportable. Habituellement la proclamation de la loi martiale ramène le calme en quelques heures; ici, les jours s'écoulent, et rien ne change. » Et ils invoquent Dieu et le gouvernement. C'est la peur, c'est la panique qui fait fuir et qui rend fou, et, quoiqu'elle surgisse facilement chez tous ceux-là qui n'ont pas cueilli le rameau d'or dont parle Tailhade, « le rameau d'or qui dissipe la trouille », on peut juger cette fois, à son intensité, que les choses sont sérieuses. Ils ont senti la puissance de la solidarité ouvrière. Eux-mêmes ils appellent cette grève, la grève de solidarité : ils crient au secours, et comme Dieu n'est pas là et que le Gouvernement, en la personne de Sagasta, balbutie de vagues riens, c'est Weyler qui paraît, la brute militaire, humant déjà l'odeur des prochaines tueries. Partout, à mesure que la grève s'étend, le pouvoir civil abdique aux mains du pouvoir militaire, et Weyler attend le moment propice pour prendre la dictature. Déjà, il fait déclarer par son sous-ordre Bargès que « l'autorité militaire compte qu'elle seule est suffisante pour réprimer n'importe quels désordres », et le Bargès ose ajouter : « Je n'ai pas demandé de renforts au ministre de la guerre ; c'est lui qui me les a envoyés spontanément. Cela prouve que le ministre désire rétablir l'état normal à Barcelone, *sa ville de prédilection*. »

Les tribunaux militaires fonctionnent. Les juges civils pourraient hésiter. Ici, rien à craindre, c'est la brute automatique qui condamne toujours et qui tue l'être de pensée et de liberté. La meute est déchaînée et compte sur un bon carnage. Chaque jour les journaux bourgeois de Madrid donnent, carrément ou hypocritement, l'ordre du massacre. Frousse et cruauté vont de pair. M. Thiers est leur patron.

Ainsi le problème est simple. Montjuich en est la clé. Et c'est une fois de plus l'horrible et nécessaire lutte de ceux qui veulent vivre librement contre les crétins despotiques et féroces. Mais cette fois, à l'exception de MM. les socialistes, qui déclarent doctement, par la bouche de M. Pablo Iglesias, que cette révolution n'est pas faite dans les formes prescrites et qui, plus odieux que tous les jaunes, contemplent le spectacle, le peuple s'est levé tout entier. Les canons auront-ils raison de son héroïsme désespéré ?

M. L.

LA GRÈVE DE TRIEST [

A Trieste, le 3 février, les chauffeurs du Lloyd se mettaient en grève, demandant la journée de 10 heures dans les ports, celle de 8 heures dans les traversées, avec deux heures de repos et les heures supplémentaires payées séparément. Grandes exigences en vérité !

La Compagnie refusa toute concession et engagea des chauffeurs italiens, grecs ou arabes. Alors les matelots déclarèrent la grève, rendant impossible le départ des vaisseaux. La grève s'étendit, parmi les employés du Lloyd. Le 13, ils étaient 5.000 à chômer. Dans la même journée, les gaziers et les typos déclarent également la grève, par solidarité. Le soir ils sont 6.500. Le 14, toutes les fabriques et magasins se ferment, la circulation cesse. Un meeting se réunit où des orateurs ayant parlé d'apaisement c'est-à-dire de capitulation, la foule chante et couvre leurs voix, puis descend par les rues en cortège.

Cependant un tribunal arbitral était constitué; tout pouvait se terminer pacifiquement. Mais on avait mobilisé des troupes; et les troupes tirèrent sur la foule sans armes, il y eut 5 morts, de nombreux blessés dont plusieurs moururent.

Pourquoi ce massacre? Les dépêches officielles racontèrent que la foule avait la première jeté des pierres. Au Parlement, le ministre interpellé déclara que les excès de la foule, qui avait renversé des becs de gaz et mis le feu au gaz qui sortait des tuyaux rompus, avaient obligé les soldats à faire « leur devoir! » La raison est que la brute dressée au massacre, quand elle a les armes en main et les victimes toutes prêtes, avec les éloges ministériels au bout, ne peut pas se tenir et tue, mécaniquement.

Les arbitres eurent le bon sens d'accorder aux chauffeurs tout ce qu'ils demandaient; et l'habileté d'enterrer les victimes aux frais de la ville, de distribuer des secours aux familles et de demander l'élargissement d'une centaine de prisonniers arbitrairement détenus pour faits de grève.

M. L.

Nous avons reçu depuis deux semaines, un article sur la propriété, faisant suite aux deux parus déjà sur le même sujet, signée L. B. Mais l'importance des événements de Barcelone nous force encore à renvoyer à la semaine prochaine ainsi que la fin de l'article *Le Préjugé-Patrie*.

Les journaux nous annoncent la mort du Dr Letourneau. Nos lecteurs du supplément le connaissent par les nombreux emprunts que nous lui avons faits.

Nous ne connaissions pas l'homme ; mais le fait qu'il fut parmi le noyau de savants qui, sous l'empire, fit campagne pour la République et la libre-pensée, et depuis trente ans que la République existe, n'avait pas su trouver une bonne place bien rétribuée, nous est une preuve de la droiture de son caractère.

Ses ouvrages étaient empreints d'idées larges et généreuses en sociologie.

APPEL A L'OPINION

Un de nos amis a reçu un pressant appel d'Espagne. Le bruit court que l'on exécute les prisonniers dans les prisons. Il suffit d'être noté comme opposant à l'ordre des choses existant en Espagne pour être arrêté.

Ce camarade nous envoie un manifeste au nom de la *Liberté d'opinion* pour engager les camarades à organiser des meetings de protestation, s'engageant au besoin à leur fournir des orateurs.

Mais en ce qui concerne le groupe la *Liberté d'opinion*, la vérité vraie, est qu'il n'existe plus que de nom. Chaque fois que ledit groupe a voulu tenter d'organiser des réunions, si elles n'ont pas été des fours, elles n'étaient pas non plus des succès.

La cause en était que les adhérents ne s'entendaient sans doute pas à cette besogne, et, surtout, qu'il aurait fallu trois ou quatre camarades pouvant y consacrer leur entière activité, tandis que, tous, nous avions une besogne autre absorbant tous nos efforts, ne nous permettant que d'apporter une adhésion toute platonique à la marche du groupe.

En attendant que le groupe ait trouvé ces trois ou quatre camarades, ayant de l'activité à dépenser, nous ne saurions trop appuyer sur l'appel de nos amis d'Espagne et inviter les camarades à manifester partout leur solidarité avec eux.

Si, à l'heure actuelle, l'ordre semble régner au pays de la reine, le mouvement qui vient d'être écrasé, n'en est pas moins un des signes précurseurs des changements qui s'y préparent. Si l'opinion n'est pas tout à fait morte, il serait bon qu'elle se levât pour opposer une digue aux massacreurs.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France

Les cavalcades du Bœuf-Gras et de la Vache enragée ne suffisent plus à abêtir le peuple et à fausser son goût artistique. On y a adjoint cette année les fêtes du centenaire de Victor Hugo. Tous les cabotins de la politique, de la presse et des lettres vont s'en donner à cœur joie de pontifier et de débiter de pompeuses imbécillités sur le poète français, qui, malgré toute la solennité et toute l'ampleur architecturale de son art, n'atteignit jamais à la puissance de la pénétration émotive de Musset et de Baudelaire, par exemple ; mais le souvenir laissé par ces poètes ne prête pas aux exhibitions et aux cortèges à grand tra la la ; et c'est là seulement ce que recherchent les tabarins officiels.

Si Victor Hugo eut parfois quelques larges et généreux mouvements, son œuvre est surtout énorme comme masse, mais contient bien peu d'accents sincèrement humains. Aussi est-il accaparé par les faiseurs.

⁂

Le mariage. — Une jeune femme, Clémentine Perrin avait été mariée contre son gré par ses parents à un nommé Bretagne, tandis qu'elle voulait épouser un autre jeune homme actuellement au régiment.

Par trois fois, elle a tenté d'empoisonner son mari avec de la ciguë, et y a réussi à la troisième fois.

Tous les bourgeois trouveront que le mariage dans ces conditions est encore plus moral que l'union libre.

Je ne leur envie pas leur opinion.

André Girard.

⁂

Et de trois — Grosselin et Delsol les deux soldats qui ont refusé de toucher une arme font école. Un jeune soldat du 66e d'infanterie à Tours, a refusé de prendre les armes qu'on lui remettait, déclarant que ses principes ne lui permettaient pas de tenir un fusil. Comme ses deux prédécesseurs l'infortuné jeune homme sera sans doute condamné, mais inutilement, la semence en est jetée, et d'ici peu c'est, espérons-le, par centaines que nous aurons à signaler des refus de ce genre.

⁂

Chalon-sur-Saône. — Depuis février 1901, le mouvement est presque mort, d'ailleurs, beaucoup de camarades devant la coalition patronale et policière, ont été obligés de partir et ce, à la grande joie de nos bons socios parlementaires; car tout camarade faisant œuvre de propagande est irrémédiablement renvoyé ; c'est la terreur policière savamment entretenue.

Nous profiterons de la prochaine campagne électorale pour propager les idées nettement anarchistes combattre tous les endormeurs de la politique quelles que soient leurs étiquettes, fussent-ils du P. O. S. R. ; car les camarades se souviennent encore, de toutes les petites calomnies déversées sur les anarchistes aux élections du Bouveri du P. O. S. R., il y a huit à dix mois.

Il existe entre le politicien et l'anarchiste un fossé profond que l'on ne pourra combler.

⁂

Justice militaire. — Vendredi 21 février 1902, comparaissait devant le conseil de guerre du 16e corps d'armée, séant à Montpellier, le capitaine trésorier Berger du 17e régiment de dragons, accusé de vols et de faux commis aux préjudice de l'Etat.

Le vol a été reconnu par le capitaine et il se monte à la somme de 14.612 fr. 78. Le conseil de guerre ne pouvait pas condamner un faussaire, de si belle envergure, à Montpellier, quand ceux de l'Etat major à Paris n'ont même pas été poursuivis. Le conseil sur les faux a rendu un verdict de non culpabilité.

Pour ce qui est du vol avoué, ses pareils ont trouvé un subterfuge pour laisser indemne ce capitaine qui ne déparera pas dans la collection militariste et l'ont rendu sans tare à la France et au Drapeau en l'acquittant à la minorité de faveur, de 3 voix contre 4.

De tout ceci, je tiens surtout à savoir si un soldat

passant devant de même conseil de guerre pour vol non pas de quinze mille francs, mais d'un bourgeron, d'un pantalon de treillis serait acquitté. Imbécile! me répondrez-vous. Un soldat et un officier, voyons, faites la différence. Un officier juge le soldat, et le soldat ne juge jamais l'officier.

Alors l'officier peut se permettre ce qu'il voudra. Pourvu, qu'il ne soit pas juif, car l'antisémitisme guette ces derniers, l'impunité lui sera toujours accordée.

Aussi, puisque l'on ne veut pas accorder les mêmes faveurs aux simples soldats, tant qu'il existera des armées pour la défense des intérêts capitalistes; poussons le cri de :

A bas les conseils de guerre!

A bas la justice militaire!

⁂

Mouvement ouvrier. — L'action syndicale, nous ne cessons de le répéter, ne peut être efficace qu'à condition de rester purement économique et de se tenir en dehors de toute action politique. A part de bien rares exceptions ce contrat avait été respecté et malgré toutes les avances des partis dits « socialistes » les syndicats ont refusé de participer à la cuisine des « comités » et aussi de prendre part aux divers congrès.

Malheureusement, beaucoup de syndicats, pour une cause ou une autre — souvent l'incapacité des individus, il faut bien le dire — ont du mal à vivre. Le pouvoir central en a alors profité pour les détourner de leur véritable but, et sous le fallacieux prétexte de les aider à suivre, il se les est attaché au moyen de subventions. Dans les villes de provinces les municipalités se sont ainsi créé des noyaux d'électeurs influents pour qui le renouvellement de la subdivision tient lieu de programme. Nous avons pu en constater bien souvent les effets déplorables, aussi croyons-nous qu'il serait bon que partout les travailleurs réagissent, et apprennent une bonne fois pour toutes à se passer du concours financier des pouvoirs publics.

Accepter ces concours financiers c'est faire œuvre politique et de la plus néfaste. Ne pas faire de politique ne consiste pas exclusivement à crier aux chausses de « l'électeur », ou de ne pas voter — encore que je ne parvienne pas à comprendre comment l'on peut nier, le matin l'efficacité de l'action politique et aller le soir « taper » un politicien pour qu'il aide au vote d'une subvention.

Il serait bon qu'une bonne fois pour toutes les organisations syndicales s'habituassent à vivre par elles-mêmes. Un syndicat, une Bourse du travail, ne vivent pas parce qu'ils ont employé plus ou moins utilement des subventions, mais par l'action, l'éducation, et l'organisation qu'ils font dans leur sein, et nous croyons qu'il n'est pas besoin de grosse sommes pour cela.

Il faut dorénavant que les travailleurs qui se sont groupés dans les syndicats réagissent fortement, et ne laissent pas la pourriture politique qu'ils ont en partie su tenir à l'écart, gagner plus qu'elle ne l'a fait l'action syndicale en la détournant de son but au moyen de subventions intéressées. Il y a lieu dès maintenant de réagir énergiquement, d'attaquer âprement les états-majors qui se créent pour vivre de ces subventions, et au besoin créer à côté des groupes ouvriers, bien décidés à vivre et à lutter proprement avec leurs propres ressources. Les organisations à subventions iront alors retrouver celles de qui elles ne sont en réalité séparés que par la couleur de la caisse à laquelle elles touchent.

J'y reviendrai, car cette question des subventions est très importante. Trop d'organisations se sont vues par ce moyen détourner de leur but véritable; et l'avenir révolutionnaire de tout le mouvement syndical en dépend.

⁂

L'État patron. — Les ouvriers et ouvrières des manufactures d'allumettes de Pantin-Aubervilliers sont à nouveau en grève. L'administration, aux ordres du ministère de Défense républicaine, ne sait que faire pour exaspérer ces travailleurs. Voici les causes de cette grève toute de solidarité.

« Devant le manque de parole de notre administration, relativement à l'occupation d'emplois devenus vacants, qu'elle avait formellement promis de réserver aux ouvriers et ouvrières étant dans l'incapacité de gagner leur pain dans d'autres postes en raison de leur grand âge et de leur épuisement physique, nous avons décidé à l'unanimité de cesser et de ne reprendre le travail que lorsque nos administrateurs tiendront les engagements qu'ils ont pris volontairement en toute connaissance de cause vis-à-vis de nous. »

Le baron socialiste n'a pas jusqu'à ce jour daigné prendre la défense de ces travailleurs auprès de son collègue de qui ils dépendent.

Plus les ministères sont socialistes, plus c'est la même chose, cela devient banal à force de le répéter. Cela doit aussi nous donner un avant-goût d'une bonne petite société où l'État serait, le producteur et le dispensateur de toutes les richesses. Quelle blague en perspective!

P. Delesalle.

Espagne.

A titre de renseignements, nous donnons cette correspondance tirée du *Journal* du 23 février. Nos camarades feront la part des réflexions du journaliste bourgeois. Le ton général semble en indiquer la sincérité.

La Commune a Barcelone.

(Par dépêche de notre envoyé spécial.)

Cerbère, 23 février. — Cent tués, trois cents blessés, cinq cents incarcérés; tel est, jusqu'à présent, le bilan des événements auxquels nous assistons à Barcelone.

Les grévistes sont au nombre du plus de 70.000, dans la ville elle-même, et on estime que, dans toute la province de Barcelone, deux cents mille ouvriers ont abandonné leur travail. Les chiffres que je vous envoie n'ont rien d'exagéré. Si, par la suite, on les trouvait inexacts, c'est que j'aurais été trop modéré dans mes évaluations.

J'ai dû gagner la frontière française pour vous envoyer ce télégramme. A l'heure actuelle, la Terreur règne à Barcelone, et cette grande cité se trouve isolée du reste de l'univers.

J'ignore, au moment où j'écris ceci, quelles informations les journaux européens ont pu recevoir sur l'émeute catalane; tout ce que je sais, c'est que le capitan général de Cataluna, Don Enrique Bargès, depuis la proclamation de l'état de siège, est devenu le maître absolu de la province.

Le premier soin de ce personnage, qui jouit d'un pouvoir illimité, a été d'interdire l'expédition des télégrammes destinés aux journaux, à moins que ces télégrammes n'aient été lus par lui et revêtus de sa griffe. En un mot, il faut farder la vérité ou se taire. Les journaux locaux ne paraissent pas; comme les journaux de Madrid, ceux de France (qui, eux-mêmes, ne peuvent, d'ailleurs, contenir que des nouvelles incomplètes, parvenues à leur destination par des voies détournées), ne sont pas mis en vente; il s'ensuit que la Catalogne est maintenant, au point de vue de la propagation des nouvelles et des échanges intellectuels, presque aussi séparée du reste du monde que peut l'être une province du Nord de la Chine. Samedi, quelques journaux français et madrilènes, parvenus ici, ont été mis aux enchères et payés vingt sous. Naturellement, les débitants de journaux subissent, eux aussi, le même effroi qui s'est emparé de tous les commerçants barcelonais. Hier encore, ils gardaient obstinément fermés leurs kiosques et leurs boutiques; mais Don Enrique Bargès ne veut pas que les kiosques soient fermés; il ne veut pas qu'aucun établissement soit fermé. Cet homme de fer a fait appeler un nombre considérable de négociants et il les a sommés d'ouvrir leurs établissements; il a combattu la crainte par la crainte. « Ceux qui n'ouvriront pas tout de suite n'ouvriront jamais, tant que je serai capitan général de Cataluna! » a déclaré l'énergique autocrate, et comme Don Enrique est très redouté, comme, je le répète, son autorité est illimitée et sans contrôle, l'effet de ses paroles a été magique. Voilà une des beautés de l'état de siège.

⁂

Il faut bien que je me mette en scène, car ce récit pourrait s'intituler : « La Déposition d'un témoin. »

Le jour venait de se lever quand j'arrivai dans la banlieue de Barcelone. La nuit, dans le train, mon imagination surexcitée avait évoqué des scènes d'horreur. En approchant de la grande ville, au moment où les premiers rayons du soleil touchaient la crête des montagnes rouges, j'avais cru percevoir au lointain des rumeurs, des bruits de foules, d'inquiétantes clameurs; même, j'avais machinalement interrogé du regard les plus hautes cimes des monts, car quand les monts regardent au loin, vers l'infini, ils discernent, n'est-ce pas, des choses que nous ne pouvons pas voir, nous autres pygmées, quand nous rampons à leurs pieds, et je me demandais avec angoisse ce qu'elles apercevaient à l'horizon, les grandes montagnes rouges.

Le train traversa des faubourgs déserts, où les hautes cheminées, qui sont les poumons des usines, ne chassaient plus leur haleine noire et se dressaient, inertes comme des choses mortes, et, tout d'un coup, je me trouvai dans Barcelone.

Bien qu'une grande foule circulât déjà dans les rues, un silence solennel planait, un silence tellement stupéfiant que je ne pus, tout d'abord, en comprendre la cause; mais, bientôt je vis que tous les magasins étaient clos et qu'aucune voiture ne roulait sur les chaussées. Aucune voiture! cela est faux. Il y en avait une. Oui, une seule : celle dans laquelle j'avais pris place. Pour la première fois depuis trois jours, le patron de l'hôtel où je voulais descendre avait eu l'audace d'envoyer son omnibus à la gare. Apercevant ce véhicule, en descendant du train, j'étais monté dedans, sans savoir. Je n'avais pas compris, tout d'abord, pourquoi la voiture était partie au galop, pourquoi des milliers de regards stupéfiés, indignés, haineux ou sarcastiques, s'étaient tournés vers moi pendant que j'avais traversé la ville. C'est seulement à mon arrivée à l'hôtel que j'appris que les grévistes avaient décrété qu'aucune voiture ne devrait circuler dans les rues de Barcelone, et qu'il y avait danger de mort à enfreindre cette décision des émeutiers. J'avais été héroïque, mais tout à fait à mon insu. Ainsi vont les choses humaines.

La ville était déjà en état de siège; les angles des principales rues étaient gardés par des pelotons de fantassins qui avaient la baïonnette au canon et le fusil Mauser tout chargé, prêt à faire feu. Ces fantassins espagnols, dont l'uniforme rappelle beaucoup celui de nos lignards, sont plus petits et plus maigres que nos soldats. Ils ont une excellente allure et paraissent vigoureux et disciplinés. Des escadrons de cavalerie légère parcouraient les rues au grand trot. On voyait constamment passer des chasseurs à cheval et des gendarmes sabre au clair ou le mousqueton au poing. Ces chasseurs montent de petits chevaux nerveux, semblables à ceux des Cosaques, et ils parcouraient sans cesse, à fond de train, les rues de Barcelone, fendant la foule qui encombrait la Rambla.

J'arrive près du port, et, croyant l'émeute terminée, j'observai les évolutions d'un vapeur français du Havre qui entrait dans le bassin. Soudain, près de moi, sans motif apparent, des fantassins chargèrent à coups de crosse quelques individus, qui s'enfuirent sans leur résister. J'allais apprendre bientôt que ces gens avaient agi sagement en s'enfuyant. S'ils avaient fait un geste, prononcé un mot, on les aurait tués comme des chiens.

Les troubles de Barcelone ont une origine très complexe et un sens encore plus complexe. Il faut distinguer deux séries de faits très différents les uns des autres :

1° L'insurrection anarchique; 2° la grève générale.

Actuellement, je crois qu'on peut écrire ceci : L'insurrection anarchique est réprimée; la grève générale continue.

Il n'y a pas à s'y tromper, nous venons d'assister, à Barcelone, à une nouvelle Commune. Si les attentats commis par les émeutiers, pendant les premières journées, ont été sauvages, si la Terreur a régné à Barcelone pendant que les insurgés étaient les maîtres de la rue, il faut dire que la répression exercée par les représentants de l'ordre est sauvage, elle aussi. Pouvait-on faire autrement? Voilà ce qu'il est difficile à un étranger d'apprécier équitablement; mais substituer une Terreur à une autre, est-ce là le seul moyen qu'il y ait de mettre les perturbateurs à la raison? Je n'en sais rien.

Si l'on peut dire qu'il y a actuellement à Barcelone près de cent mille grévistes, cela ne signifie pas qu'il y ait cent mille révolutionnaires dans ces cent mille hommes. Il faut distinguer quatre des groupes bien tranchés : le premier, celui des grévistes de la métallurgie, qui ont commencé le mouvement; le second, celui des ouvriers de toutes les corporations, qui se sont solidarisés avec les métallurgistes pour obtenir la journée de neuf heures; le troisième, celui des anarchistes militants, partisans systématiques de la violence et du pillage, le quatrième, celui des voleurs et des coupe-gorge; de ces hommes qu'on appelait en France, en 1789, les *Brigands*.

Toute grande ville a des bas-fonds infâmes. Barcelone regorge de ces malandrins toujours en quête de rapine. Ce sont les *Nervis* de Marseille, qu'on appelle, ici, en espagnol, les *Golfos*, et en catalan, les *Trinxeraides* ou égorgeurs. Ces misérables n'ont, bien entendu, aucune opinion, aucun idéal social. Ils ne songent qu'à faire le mal pour le mal.

Or, ces deux derniers groupes, que je viens de citer, me paraissent désormais hors d'état d'agir. Les principaux anarchistes, les meneurs les plus résolus du terrorisme, ont été tués, blessés, emprisonnés ou obligés de s'enfuir. Quant aux égorgeurs de profession, ces lâches coquins, effrayés par les coups de fusil, se cachent au plus profond de leurs repaires. Ainsi, les éléments de violence ont été à peu près anéantis ou éliminés. Restent les deux premiers groupes : ceux des véritables grévistes. La grève générale continue.

Les villes espagnoles sont, pour la guerre civile, de propices lieux de batailles; Barcelone a des quartiers tout entiers qui paraissent dater du moyen âge, sombres ruelles bordées de hautes bâtisses, voûtes et arcatures, passages mystérieux, maisons à terrasses, cours sinistres.

C'est dans ces dédales que les émeutiers ont pu, jusqu'à l'arrivée des renforts et à la proclamation de la loi martiale, tenir tête avec succès à la force armée.

Leurs méfaits, il faut bien le dire, ont été épouvantables; d'atroces vengeances personnelles ont été exercées pendant ces jours de troubles, des gens ont été poignardés pour des raisons absolument étrangères à la politique, des magasins ont été pillés par des voleurs, des « Golfos » allaient manger chez les restaurateurs, et offraient de solder leur addition à coups de couteau. Quatre coups de revolver ont été tirés sur le directeur d'une petite Compagnie de chemin de fer dont les employés avaient refusé de se solidariser avec les grévistes.

Reconnaissons-le aussi, certains insurgés ont été, à leur manière, héroïques. Un Italien, nommé Claria, correspondant d'un journal anarchiste de Madrid, s'est précipité au milieu d'un détachement de fantassins qui passaient Calla Ramallera et a tué leur officier d'un coup de revolver. Il était impossible qu'il échappât aux soldats; ceux-ci le fusillèrent aussitôt.

D'autres anarchistes, pour tenter de délivrer des prisonniers, ont fait le sacrifice de leur vie.

Jeudi on s'est battu avec rage; plus de 800 coups de feu ont été tirés à un seul endroit. C'est merveille que le nombre des victimes n'ait pas été dix fois plus grand.

Si les émeutiers avaient disposé d'armes sérieuses, on ne peut pas dire ce qui serait survenu. Quelques révolutionnaires seulement avaient des fusils, les autres ne disposaient que de revolvers de pacotille.

J'ai eu entre les mains un de ces insignifiants engins; j'ai aussitôt compris pourquoi les émeutiers avaient *atteint* si peu de troupiers ou de gendarmes.

Pauvres exaltés! Que vouliez-vous faire, avec des armes n'ayant ni précision ni portée, et avec lesquelles on ne peut toucher un ennemi qu'à bout portant? C'est tout au plus si les rebelles ont tué ou blessé quinze de leurs adversaires.

Quant aux pauvres diables qui ont été atteints par le *feu des mausers*, ce sont, en grande majorité, des gens inoffensifs qui passaient furtivement, à mille ou quinze cents mètres du lieu de l'échauffourée.

Les soldats se sont, en général, comportés avec humanité et n'ont tiré que pour répondre à des agressions; on ne saurait en dire autant des gendarmes, qui se sont conduits en brutes affolées. Je puis en parler en connaissance de cause.

A Barcelone, depuis la proclamation de la loi martiale, le corps de gendarmes a terrorisé les hommes les plus honnêtes et les plus braves.

Depuis la proclamation de la loi martiale, tout soldat, tout gendarme, a le droit de faire feu sans qu'aucun ordre lui ait été donné par un officier.

Echelonnés par petits groupes, munis des fusils les plus dangereux qui existent au monde, ces gardiens de l'ordre tirent quand cela leur plaît, parce que tel est leur bon plaisir. Les soldats de ligne n'abusent pas de ce droit terrible, mais les gendarmes commettent des atrocités.

C'est une tradition, à Barcelone, que de détester les gendarmes, que de les accabler d'insultes et de sarcasmes; se sachant haïs, se sentant beaucoup plus menacés que les troupiers, ils s'énervent, ils ont, eux aussi, de très anciennes rancunes à satisfaire, ils profitent de cette occasion pour se venger.

Le fusil au bras, ils circulent dans les rues, le visage crispé, l'œil mauvais.

Pendant l'après-midi de vendredi, je les ai vus à l'œuvre.

Regardez-les : ils sont là aux aguets. A un coin de rue, un individu blême, entortillé dans une longue couverture, apparaît tout d'un coup, tire dans leur direction un coup de revolver et se sauve; aussitôt, les gendarmes font une mousquetade effroyable et abattent, à quinze cents mètres, un passant infortuné.

Quelqu'un a-t-il sifflé dans leur voisinage : feu! Le volet d'une fenêtre claque-t-il au vent : feu!

Ils n'ont de comptes à rendre à personne; l'état de siège est proclamé, il n'y a plus de droit des gens, plus de loi, plus rien; ils peuvent tuer un homme parce que sa figure leur déplaît.

A aucun moment, les coups de feu des insurgés ne m'ont inquiété, tandis que plus d'une fois, en voyant les gendarmes manier leur mauser avec des mouvements frénétiques, je me suis senti en péril.

En certains endroits, les balles des fusils Mauser ont traversé des murs et atteint des gens dans leur demeure; d'ailleurs, quand cela leur convient, les gendarmes pénètrent dans les maisons et, sous de vagues prétextes, se livrent à toutes les violences.

Des délégués ouvriers se rendent chez un patron pour lui faire des propositions pacifiques. Au moment où ils sortent, un gendarme qui les guettait en tue un d'un coup de feu. Des gens tentent de forcer la porte d'une boulangerie. Les gendarmes ne cherchent pas à les arrêter; ils font sur eux un feu de salve. On abat, comme des chiens enragés, non seulement tous les hommes qui combattent, qui résistent ou qui manifestent, mais tout simplement les suspects. Des gens dignes de foi m'assurent qu'on fusille certains prisonniers dans les casernes après un jugement sommaire; mais, n'ayant pu contrôler ces nouvelles, je ne les publie que sous réserves. « Voilà des gendarmes! sauvons-nous! » Tel est le cri des honnêtes gens à Barcelone.

Les infirmiers de la Croix-Rouge, qui ont installé plusieurs ambulances dans divers quartiers de la ville, ont eux-mêmes, m'affirme-t-on, essuyé le feu de ces affolés. Malheureux êtres! Sous leur bicorne de toile cirée, ils semblent tous avoir la même tête étroite et longue, le même teint olivâtre, livide, le même cerveau imperméable à toute idée, la même âme de tortionnaires. Décidément, donner des fusils Mauser, avec toute licence de s'en servir, à des hommes qui manquent à ce point de sang-froid, c'est folie pure. D'ailleurs, faire réprimer une émeute par des fantassins munis d'armes à très longue portée, c'est une grande faute, car, le plus souvent, la balle destinée au rebelle manque son but, poursuit sa trajectoire et atteint l'innocent au lointain. Voyons? Monsieur le capitan général de Cataluna, est-ce que des fusils de l'ancien modèle n'auraient pas suffi entre les mains des gendarmes?

Aujourd'hui, à l'heure où je quitte Barcelone, la ville semble calme, mais il n'y a pas un soldat de moins dans les rues, pas un ouvrier de plus au travail. Détail symptomatique, les patrons des hôtels n'ont pas même osé faire aujourd'hui ce qu'ils ont fait la veille ils n'ont pas envoyé leurs omnibus devant les gares. Si les émeutiers les plus violents ont été mis hors d'état de nuire, il n'en est pas moins vrai que les deux forces opposées, celle qui représente l'ordre et celle qui incarne le désordre, restent en présence : toutes deux menaçantes, farouches. Singulière ville, d'ailleurs, où l'on voit la foule s'amasser à écouter la voix nasillarde des chanteurs et les soupirs de la mandoline, pendant qu'on se fusille quelques pas plus loin ; ville aimable, ville séduisante. Cette race espagnole renferme décidément beaucoup d'énergie associée à beaucoup de charme. Moi, étranger j'aurais envie de m'écrier, si je le pouvais :

« Espagnols ! Ne vous battez pas entre vous, ou bien, si vous voulez absolument vous battre, battez-vous contre l'envahisseur. Rentrez à Gibraltar. » Une réflexion m'obsède aussi, une réflexion que je ne puis m'empêcher d'exprimer. Ah! que notre France semble bonne et tutélaire, quand on songe à elle, à l'Etranger, soit qu'on se trouve sous la botte du reître allemand ou sous le fusil du gendarme espagnol (1).

Toutes ces hideurs n'empêchent pas d'ailleurs le soleil d'éclairer délicieusement la campagne que dorent les mimosas et les romarins déjà fleuris, ni les monts rouges de se dresser comme pour boire l'haleine des nuages roses. Les hommes sont repris de leur fureur fratricide. Regarde-les, Nature bonne déesse, regarde-les... Mais la bonne déesse ne répond pas, car c'est elle qui impose la lutte.

LUDOVIC NAUDEAU.

(1) Le journaliste est jeune, cela se voit, et n'a que vaguement entendu parler de la répression qui suivit la prise de Paris par l'armée de Versailles et la chute de la Commune, sans cela il se serait gardé de cette invocation qui devient ainsi d'une ironie sinistre N. D. L. R.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation*. — Réunion jeudi soir, à 8 h. 1/2. Causerie.

*Bibliothèque du III*e *arrondissement*. — L'éducation libre du IIIe arrond., 14, rue Grenier Saint-Lazare, ouvert tous les mercredis et samedis de 8 heures à 10 heures.

Dimanche 9 mars. — Soirée familiale.

Tous les jeudis, salle Galeran, 53, rue des Archives, réunion du groupe abstentionniste du 3e.

Tous les ouvriers boulangers de Paris et de la banlieue sont invités à la réunion le 1er Mars de 8 heures à 9 heures du matin. Restaurant Alopeau, 40, rue Victor-Hugo, à Levallois. Par la ceinture, descendre à Courcelles-ceinture.

Ordre du jour. — Création d'un journal corporatif.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 1er mars. — Max d'Olonne : Les opéras de Gluck (avec auditions).

Lundi 3. — Mme Cleyre-Yvelin : Les femmes de la Révolution, de Michelet.

Mercredi 5. — André Beaunier : Un roman récent : *L'Enfant d'Austerlitz*, de Paul Adam.

Les camarades libertaires de Paris et de la banlieue sont convoqués dimanche 2 mars, salle Jules, 6, boulevard Magenta, à 8 h. 1/2 du matin.

Ordre du jour : La manifestation des sans travail.

Entente des groupes libertaires, réunion générale de tous les camarades abstentionnistes, le mercredi 5 mars, à 9 h. du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta.

AMIENS. — Les camarades du Groupe de propagande par la parole et les écrits sont priés de se réunir le dimanche 3 mars, à 5 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet, faubourg du Cours.

LYON. — Dimanche 19 mars, à 8 heures du soir, salle Chamarade, café de l'Isère, 26, rue Paul Bert, troisième soirée familiale au profit de la propagande antiélectorale.

Concert par des amateurs.

Causerie par Blonde, qui traitera de l'éducation dans la société anarchique.

Il sera perçu 0 fr. 25 de vestiaire.

ROANNE. — Dimanche 2 mars, à 2 h. 1/2, place du Peuple, café Buffin, au premier, réunion de tous les camarades s'intéressant à la propagande antiélectorale.

PETITE CORRESPONDANCE

L., au Havre. — Quel est le nom et l'adresse du camarade qui ne reçoit pas son abonnement? Une autre fois mettez aussi la vôtre.

V., à Alexandrie. — B., à Pramanson. — C. C., à Lisbonne. — E. A., à Marseille. — V., à Nîmes. — P. G., à Senones. — G., à Marseille. — P., à Bordeaux. — G. H., à Tully. — L. J., à Toulon. — P., à Spring-Valley. — N., à Paris. — M., à Poitiers. — F., à Delft. L., au Havre. — C., à Avignon. — T., à Romans. Reçu timbres et mandats.

V. G., à Recanati. — Remis le n° 41 au camarade L.

E., à Tours. — Faisons envoi. Je pense qu'au *Libertaire*, ils ne demanderont pas mieux de vous envoyer tous les bouillons que vous voudrez.

B. F., à Roanne. — Je ne puis disposer de l'article. En tout cas, la brochure sera prête dans une quinzaine, vous pourrez en prendre connaissance. Non, nous ne ferons pas d'affiches de la *Grève*.

Les poésies de J. B. Clément, chez lui, 60, boulevard de Clichy. Pour Tailhade, Stock et *La Plume*.

Reçu pour la *Solidarité internationale* : E. N., à la Tremblade, 1 fr.

Reçu pour la brochure antiélectorale à distribuer : C., à Venzolasca, 0 fr. 50. — P., au Petit-Ivry, 0 fr. 50. — P., 2 fr. — Déchalette et Vallier, 3 fr. — En tout : 6 fr. — Listes précédentes : 91 fr. 80. — En caisse : 97 fr. 80.

Reçu pour le journal P., à Romilly, 3 fr. 60. — T. G., All., 2 fr. — Albert 0 fr. 35. — C. B., 1 fr. 70. — J. E. 0 fr. 50. — Edmond, 0 fr. 50. — A., à St-Laurent, 20 fr. — Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 45 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 MARS 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

EN RUSSIE

Partout en Europe, grèves, émeutes, rébellions et sous des formes diverses, intervention sanglante de l'autorité : à Trieste, à Barcelone, à Turin, les procédés varient, mais le résultat est le même, sauf que selon les pays il faut compter les morts par unités, par dizaines ou par centaines.

A Bucarest, le 25 février, deux mille ouvriers tentent un coup de force sur la Chambre ; ils sont dispersés par des charges de cavalerie après avoir quelque peu malmené à coups de pierres les défenseurs de l'ordre. Il y eut là deux cents arrestations, mais pas de morts. Mais aussi, aux yeux des personnes bien pensantes, les manifestants avaient une bonne excuse en manquant de respect au Parlement : c'était avant tout de bons patriotes qui demandaient aux députés de prendre des mesures prohibitives contre les ouvriers étrangers, y compris les juifs roumains qui sont tenus pour étrangers, sauf, bien entendu, en ce qui concerne l'obligation de payer l'impôt et de faire le service militaire.

En Russie, autant qu'on le peut deviner par la lecture des journaux anglais et allemands — les journaux français, à de rares exceptions près, n'aiment point à parler des choses qui déplaisent à Notre Petit Père — un mouvement mi-universitaire, mi-ouvrier, analogue à celui de l'année dernière a commencé, voilà quelques semaines; et parallèlement, en Pologne et en Finlande, l'agitation, plus politique que sociale, devient plus agressive à l'égard du tsarisme : à Helsingfors, le 18 février, pour protester contre les ordonnances qui enlèvent aux Finlandais, contre toute justice, leurs franchises anciennes, toutes les lumières ont été éteintes, en signe de deuil, vers 8 heures du soir: la ville fut plongée dans la plus complète obscurité. En même temps, une foule énorme se répandait dans la rue de l'Esplanade, en poussant des cris séditieux; la police fut accueillie par des injures et des jets de pierres: un détachement d'artillerie rétablit l'ordre.

Mais les événements de Kiew, de Moscou et de Pétersbourg sont infiniment plus graves.

A Kiew, le 13 au soir, pendant un entr'acte, des feuilles volantes furent distribuées annonçant pour le 15 une démonstration des étudiants et demandant l'appui de la population. En effet le 15 à midi et demi, dans une des principales rues de la ville, apparurent une cinquantaine d'étudiants, armés de gourdins, de coups de poing américains et d'autres armes ; à la même heure, deux drapeaux rouges étaient arborés devant l'Hôtel Bellevue et bientôt un millier d'hommes portant des drapeaux rouges marchaient vers l'Université en chantant des chants révolutionnaires; sur les drapeaux des quatre groupes (social-révolutionnaires, social-démocrates, étudiants, ouvriers) on lisait la même inscription : « A bas l'absolutisme ! Vive la liberté politique ! »

La police, à pied et à cheval, malgré l'emploi du sabre et du fouet, fut la moins forte. Alors les cosaques arrivèrent, cernant la place de l'Opéra et du palais de l'Université où plusieurs milliers d'hommes étaient rassemblés. Ils se ruèrent à travers la foule, qui résistait toujours : un enfant fut écrasé par eux. Dans toutes les rues, la mêlée était semblable. Et pendant deux jours encore les bagarres continuèrent. On ignore le nombre des morts et des blessés. Il va de soi que le gouverneur de Kiew, le général Dragomiroff a interdit tout rassemblement sur la voie publique : c'est, comme on le sait, un tacticien et un écrivain militaire très apprécié, même hors de Russie ; les connaisseurs tiennent cet « ami du soldat » pour une sorte de Galliffet russe.

Le 21 février, à Saint-Pétersbourg, les étudiants distribuèrent dans le local de la Société populaire de tempérance des feuilles séditieuses et déclamèrent des fragments du roman irrespectueux pour les Romanff paru dans la Rossja, qui valut à l'éditeur du journal l'emprisonnement et l'exil. A la sortie, ils se trouvèrent en présence d'un cordon d'agents et un combat s'engagea où chaque parti laissa des morts sur le terrain. L'Université était déjà fermée pour trois semaines, parce que les étudiants ne se montraient pas assez satisfaits du régime soi-disant libéral inauguré par le général Vannowsky, ministre de l'instruction publique, ni de la bonne volonté, toute verbale, que témoignait à leur égard, selon le dire des personnages officiels, le tsar en personne.

Le 23, à Moscou, d'après la version, certainement atténuée du *Messager officiel*, une bande de 400 étudiants envahit les bâtiments de l'Université, ferma les portes et se mit à détruire tout ce qu'elle rencontrait sur son passage. La chambre de l'un des professeurs fut entièrement saccagée. Les étudiants déployaient aux fenêtres des drapeaux rouges. Dans la nuit, des forces de police et des troupes investirent l'Université et sommèrent les étudiants de se rendre. Ceux-ci avaient élevé des barricades et se défendirent à coups de couteau et coups de revolver. Tous furent arrêtés et incarcérés en masse à l'école de cavalerie.

L'agitation n'est pas restreinte aux villes universitaires : elle gagne les villes industrielles et même des villages fort éloignés.

Il ne s'agit donc pas de mutineries scolaires : malgré la répression sauvage de l'an dernier, c'est bien un mouvement révolutionnaire qui a lieu à nouveau. Et, cette fois encore, les ouvriers font cause commune avec les étudiants : à Kiew, les mécaniciens et les mariniers ont énergiquement lutté contre les cosaques, et, dans les campagnes, les déportations par mesure administrative ont eu pour effet immédiat de mettre les « intellectuels » les plus dangereux en rapport avec le peuple.

Depuis une vingtaine d'années, le nombre des illettrés, encore considérable, a beaucoup diminué en Russie ; jusque dans les classes les plus pauvres, on rencontre des individus capable de lire et d'écrire, capables aussi de réfléchir et de ne pas se résigner indéfiniment à subir le tsarisme. Le progrès de l'industrie accroît en même temps chaque jour le prolétariat urbain qui n'existait pas auparavant et qui devient à la fois plus nombreux, plus conscient et plus menaçant.

Non qu'il faille croire ou espérer que la libération soit immédiate ou même prochaine. D'innombrables vies humaines seront encore sacrifiées dans des rencontres obscures, écrasées dans des luttes inégales; et c'est à peine si le sacrifice sera connu au dehors : mais nos frères auront perpétué la protestation des opprimés et préparé l'avenir, sachant d'avance que leur effort d'aujourd'hui paraîtrait vain et chimérique aux hommes sages, modérés et prudents, mais qu'il n'était point perdu et que les gouttes de sang, ainsi que les gouttes d'eau, usent, corrodent et détruisent à la longue les roches les plus dures.

PIERRE QUILLARD.

Nous sommes encore forcés de renvoyer à la semaine prochaine, la fin de l'article Préjugé-Patrie et celui sur la Propriété, ainsi qu'une correspondance sur les événements de Russie.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La question du service militaire de deux ans est venue devant la Chambre qui, après plusieurs votes incohérents et contradictoires, n'a rien décidé.

Sans doute, il vaut mieux ne faire deux ans que trois. Mais cette considération ne devrait avoir de poids que pour ceux qui croient encore à la nécessité de la guerre et de l'armée. Il est pénible de voir des socialistes, des internationalistes, déployer leur activité pour cette réforme qui, en définitive, consacre le droit des gouvernements de disposer de la liberté et de la vie des hommes au gré de leur caprice et de leurs intérêts. Pas un d'eux n'a parlé de l'abolition radicale des armées, soit permanentes soit miliciennes ; pas un d'eux n'a dénié à tout gouvernement le droit de vie et de mort que, de temps immémorial, les dirigeants se sont arrogé sur les hommes.

Toujours les petits moyens, les points de vue étroits n'embrassant pas plus loin que les rapetassages parlementaires !

⁂

Vendredi 21 février, le lieutenant Leclancher,

de la 12e compagnie du 155e de ligne en garnison à Commercy, faisait exécuter à ses hommes une course au pas gymnastique pendant une demi-heure.

En rentrant à la caserne, les soldats durent se rendre dans la salle de bains, où on leur administra une douche d'eau insuffisamment chauffée.

Le lendemain matin, un soldat nommé Marcy, jeune recrue de la classe 1900, se trouvant indisposé, se rendit à la visite.

Le médecin-major, qui se nomme *Petit*, ne voulut pas le reconnaître malade et le renvoya en lui disant : « Si vous ne pouvez marcher, eh bien, courez ! »

A 4 heures de l'après-midi, le soldat Marcy eut une syncope; un infirmier lui prodigua des soins, et on se décida, à 5 heures, à prévenir le médecin-major.

Celui-ci resta longtemps introuvable. Il n'arriva au quartier qu'à 6 heures, et daigna enfin reconnaître malade le soldat Marcy, qui mourut pendant la nuit.

⁂

Deux jeunes garçons laitiers, Auguste Croulat, âgé de douze ans, et Alphonse Labaille, âgé de treize ans, demeurant tous deux chez leurs parents, rue Vercingétorix, s'étaient pris l'un pour l'autre d'une haine mortelle.

Hier soir, vers heures, se trouvant à l'angle des rues de Gergovie et Vercingétorix, les deux ennemis se prirent de querelle.

Tout à coup Croulat, tirant de sa poche un couteau, en frappa Labaille dans le ventre et prit la fuite pendant que sa victime s'affaissait ensanglantée.

Quand on saturera moins l'esprit des enfants d'histoires guerrières, quand on les suggestionnera moins d'exemples de sauvagerie soit militaire, soit civile, l'enfant sera lui-même moins porté vers la brutalité.

André Girard.

⁂

Mouvement ouvrier. — La Confédération générale du Travail, frappée par l'intensité de la crise de chômage qui sévit depuis pas mal de temps, avait convoqué tous les sans-travail à un grand meeting qui s'est tenu dimanche dernier à la Bourse du Travail. D'après l'estimation des organisations syndicales il y a actuellement à Paris quarante mille sans-travail, et c'est à peine si deux mille avaient répondu à l'appel des syndicats. La police aux ordres du ministère de Défense républicaine en a profité pour se tailler une belle journée. De la réunion elle-même pas grand'chose à dire, sinon l'absence très remarquée des principaux pontifes de la Bourse; les sans-travail, cela ne les regarde pas; aussi avaient-ils jugé prudent de s'abstenir de paraître à la réunion.

Quoi qu'en dise la presse au service du baron socialiste, les discours n'ont été ni plus ni moins violents que dans toutes les réunions similaires, et rien ne pouvait faire prévoir les sanglantes bagarres qui ont eu lieu à la sortie.

Dès 8 heures du matin, des forces policières considérables avaient été postées aux alentours de la Bourse et ce qui devait arriver, ce qui était cherché et voulu arriva. A peine le gros du public de la réunion était-il sorti, que les brutes qui n'attendaient vraisemblablement qu'un mot d'ordre pour agir, se précipitèrent sur tout ce qui sortait de la Bourse. Bien entendu, la plupart des hommes qui se trouvaient là se défendirent contre l'attaque et en un rien de temps la mêlée devint générale. Les mouchards en civil, qui étaient nombreux, n'étaient pas les moins acharnés à taper, et ils étaient si bien préparés à la besogne à accomplir qu'ils ne cherchaient même pas à dissimuler les cabriolets qu'ils tenaient à la main. Une quarantaine d'arrestations eurent lieu. La bagarre n'avait pas duré trois minutes.

Toutefois, si quelques malheureux étaient blessés, quelques sergots n'avaient pas été épargnés et parmi les arrêtés quelques-uns s'étaient défendus vaillamment.

Les journaux annoncent que vingt arrestations ont été maintenues et pour le crime d'être sans travail ils seront poursuivis.

Il est parfaitement inutile, croyons-nous, de se répandre en vaines protestations, mais nous devons constater une fois de plus que, jusqu'à ce jour, aucun ministère dit « réactionnaire » ne s'était montré aussi impitoyable envers les travailleurs que celui où trône le socialiste Millerand.

Cette attitude sera d'un enseignement fécond. Tous les gouvernements se valent, n'avons-nous cessé de clamer. Les travailleurs qui avaient gardé quelque illusion sont en train d'en faire la triste expérience.

P.-S. — Les journaux annoncent l'arrestation du camarade *Libertad* pour « provocation à des crimes et à des délits immédiatement suivie d'effet. » Rien dans la harangue du camarade — que j'ai entendu — n'a pu donner lieu à pareille accusation, mais ne faut-il pas justifier la fureur policière ?

D'autre part, quelques Russes venus en curieux à la réunion et signalés par les mouchards ont été arrêtés et on annonce leur expulsion.

Millerand paie ses plaques et ses crachats comme il peut à son Czar. C'est aussi sans doute sa réponse au blâme des Portefoins.

⁂

La grève de Saint-Junien, dont j'ai parlé assez longuement l'autre semaine est entrée, dans une nouvelle phase. Les patrons ont décidé de tenir leur usine fermée jusqu'à nouvel ordre. Tous les travailleurs qui y étaient occupés se trouvent donc réduits à crever de faim ou à aller se faire exploiter autre part. Les patrons sont les « maîtres » et il importe qu'ils le montrent. « Pliez ou crevez » telle est la devise; et comme l'acte de l'autre jour n'a pu avoir de lendemain, les malheureux ont décidé de partir, pour ne pas crever.

Un poste de gendarmes est installé dans l'usine, préposé à la garde de la sacro-sainte propriété. La logique capitaliste le veut ainsi.

P. Delesalle.

Espagne et Italie.

Un orage de grèves générales et partielles qui ont provoqué des conflits sanglants, a passé en ces derniers jours sur l'Europe : de Trieste à Turin, de Turin à Rome, de Rome à Barcelone. A Trieste, la grève a été écrasée dans le sang, et maintenant cette ville est sous les soins paternels du comte Goess et du bourreau.

En Italie, la grève aurait été sérieuse, bien que le gouvernement libéral de Zanardelli, fou de terreur, eût pris des précautions énormes, si les socialistes ne s'étaient chargés, eux, de prêcher le calme ; et s'ils n'avaient fait, tous, plus ou moins, comme le député Margari, qui, par un acte suprême d'héroïsme, protégé par ses acolytes, a souffleté un anarchiste, et l'a appelé mouchard, simplement parce qu'il disait qu'il ne fallait pas se plier au décret de militarisation des employés des chemins de fer, émanation du ministère libéral, le ministère cher au cœur de Messieurs les socialistes.

En Espagne, la chose a été plus grave, mais maintenant là aussi la réaction domine : une réaction aveugle et meurtrière, une réaction lâche et sanglante, qui plongera l'Espagne dans un deuil énorme, dont le silence tragique sera déchiré seulement par des cris d'horreur et de souffrance, par des protestations inefficaces et des imprécations entrecoupées de grévistes et de libertaires, torturés, *suicidés*, au fond des cachots humides d'où ils ne sortiront que morts; pour être bien sûr qu'ils ne troubleront pas, le 17 mai prochain, les fêtes du couronnement du roi, de ce roi pâle et maladif, qui a dans ses veines toute la pourriture de ses aïeux superbes, et qui montera les marches du trône, s'il les monte, la terreur dans l'âme.

Et lui, et les bourgeois, tous, les yeux ouverts et fixés dans le vide, ils auront la vision d'une suite de héros, morts par le fer, la corde ou en prison, et de plaies fumantes, des poitrines délayées de sang, de terribles yeux tordus, et des corps froids des tués, ils entendront surgir le chant de l'idéal qui s'avance : foi qui jamais ne mourra, aigle éternelle qui s'élance vers le sommet de la montagne, tourbillon de tempête..... du grand idéal qui restera, vainqueur sur les ruines, les temps et l'espace...

Ex. In.

Espagne.

Barcelone. — Quand aurons-nous des nouvelles précises des camarades de Barcelone, quand saurons-nous combien on en a massacré ou blessé, combien ont été arrêtés, puis jugés sommairement, et torturés peut-être ou fusillés ? Impossible de répondre à cette question. Un journal de Madrid annonçait, le 22 février, que Bonafulla serait déporté ; un autre, le 25, démentait que l'on eût fait des exécutions sommaires dans les prisons. Le 21, le correspondant madrilène du *Standard*, (de Londres) nous dit que l'on *compte à ce moment* à Barcelone un total de 40 tués, 200 blessés, et 500 prisonniers; et en même temps deux dépêches d'Espagne nous disent, l'une que les prisons de Barcelone sont pleines — pleines avec 500 prisonniers ? Sans doute on tient à ce que chacun ait le cube d'air! l'autre, que pendant la dernière nuit encore la fusillade n'avait pas cessé dans les rues. On voit donc que les chiffres du *Standard* ne méritent aucune créance, non plus que les autres nouvelles.

Nos « grands quotidiens », à part l'article du *Journal* reproduit dans le dernier numéro, ne se sont pas souciés de nous en apprendre davantage. A noter seulement une petite ânerie parue dans le *Matin* du 28 février, sous l'astucieuse apparence d'une correspondance privée. Sans quitter le boulevard Poissonnière, l'auteur n'a eu qu'à amalgamer, avec les canards des agences, quelques détails, des noms de rues — pour la couleur locale ! — pris dans un journal de Madrid; et il ne lui a fallu qu'une bêtise très moyenne pour conclure ainsi (nous citons) :

« Des ouvriers avec qui je me suis entretenu savaient *moins que rien* sur les causes et l'origine de la grève. Beaucoup m'ont avoué qu'ils n'eussent pas demandé mieux que de travailler, mais qu'ils risquaient dans ce cas d'être *massacrés* par leurs camarades. Ils étaient, en sommes, *littéralement terrorisés par les meneurs*. Une des raisons pour lesquelles l'agitation a pris un tel développement est sans contredit *l'intervention des anarchistes*. Barcelone est en effet *un nid d'anarchistes*, et les compagnons ont profité du mouvement *pour le détourner à leurs fins*. »

Voyez-vous d'ici ces ouvriers « sachant moins que rien », ces cent mille hommes terrorisés par une poignée d'anarchistes, craignant d'être *massacrés* par eux, et, pour finir, ce détournement de mouvement ? Idiot, va !

Donc nous ne savons rien; la censure a bien joué son rôle : elle a été « turque ». Le mot est du *Heraldo* de Madrid ; car les bourgeois madrilènes et autres l'ont maudite autant que nous, quoique pour d'autres raisons; on leur en disait assez pour qu'une frousse irrésistible s'emparât d'eux, mais on les laissait dans l'incertitude sur la grandeur des dangers qui les menaçaient, et leur imagination leur en forgeait d'épouvantables; ils suppliaient qu'on leur dît exactement jusqu'à quel point il convenait d'avoir peur : les réclamations et les blâmes au gouvernement parus dans les journaux ou portés à la tribune du Congreso par les interpellateurs n'avaient pas d'autre objet.

Pour nous, que les censeurs se contentent de couper la communication téléphonique, de tronquer ou de supprimer les télégrammes, ou que le capitaine général Bargès réunisse (22 février) les correspondants des journaux pour « leur *recommander la plus grande prudence* dans la transmission des nouvelles » (à bon entendeur...) ou bien encore que le gouvernement lance lui-même des nouvelles tendancieuses, nous ne voyons là que d'imbéciles manœuvres pour tromper, à l'étranger, qui veut bien se laisser tromper. Mais la censure a été plus loin. Après toutes ces précautions préalables, elle a encore empêché la vente des journaux de Madrid à Barcelone et dans les villes atteintes par la grève : pourquoi, sinon parce que les nouvelles, même atténuées, la simple preuve d'un mouvement de grève ou de révolte se produisant dans une autre ville, pouvait, dans une ville où les ouvriers hésitaient encore, apporter l'étincelle nécessaire et déterminer la grève générale, et devait, dans une ville déjà soulevée, fournir l'aliment nécessaire au courage de ceux qui luttaient, l'espoir de vaincre grandissant si le mouvement se généralisait ? Dès les premiers jours, on a annoncé que les fils téléphoniques reliant Barcelone aux autres centres industriels de la Catalogne avaient été coupés. Par qui ? Mystère. Ne serait-ce pas par les autorités elles-mêmes, pour diviser la masse énorme de population ouvrière concentrée dans cette province, la plus peuplée de toute l'Espagne ? Car même si l'esprit de solidarité est très développé, il lui faut, pour passer à l'acte, une cause déterminante. Plus que la parole du meilleur propagandiste, le fait que l'on apprend tout vif, la nouvelle de ce que d'autres sont en train de faire et de réaliser, éveille les énergies et entraîne, jusqu'aux plus timides, tous ceux à qui de longues souffrances ont déjà inspiré la juste révolte. Pourquoi encore le gouvernement espagnol a-t-il refusé, le 23, un télégramme de Londres donnant le texte d'un discours prononcé

le jour même à Birmingham par Mr. Keir Hardie, membre du Parlement anglais, et contenant un appel à l'assistance des Syndicats ouvriers d'Angleterre en faveur des grévistes espagnols ? N'est-ce pas toujours parce que cette nouvelle était merveilleusement propre à soutenir ceux qui luttaient et à donner confiance à ceux qui n'attendaient qu'un mot pour se lever ? Couper les fils téléphoniques et télégraphiques, c'est faire le jeu du gouvernement ; en établir là où il n'en existerait pas encore et s'emparer de tous les postes, c'est une tactique qui s'impose aux grévistes pour une grève générale.

∴

Actuellement, quelle que soit la situation réelle, les journaux de Madrid annoncent que la tranquillité règne partout ; à Barcelone, les métallurgistes seuls seraient encore en grève ; encore annonce-t-on presque chaque jour que pour eux aussi la reprise du travail ne tardera pas. Il paraît que les troupes sont renvoyées dans leurs villes de garnison ; et ce ne sont que félicitations et congratulations des consuls et des industriels aux autorités militaires et civiles, exprimant « leur satisfaction de la façon rapide dont l'ordre a été rétabli et le conflit résolu ». On donne des pourboires aux troupes, notamment la Compagnie des trams électriques de Barcelone qui « offre 1.000 pesetas au 4e régiment de sapeurs pour les services qu'ils lui ont rendus en conduisant les tramways ». (*Heraldo*, 27 février.)

Mais l'allégresse n'est pas complète, et l'on sent, dans le sirop des boniments officiels, quelque amertume. M. Manzano, gouverneur de Barcelone répondant à l'alcade qui le félicite de sa nomination, et de l'œuvre qu'il a su déjà accomplir (26 février) se déclare « partisan de concessions à la classe ouvrière ». Les journaux nous disent d'une seule voix que « la répression ne doit pas être inspirée par la haine et la vengeance, mais tempérée par une clémence réellement pacificatrice ». Pourquoi tant de bonté? C'est qu'« il ne faut pas oublier que derrière ceux qui passent en jugement, il y a une énorme masse ouvrière ». La source de leur soi-disant bonté, comme celle de leur férocité, c'est la crainte. Le mouvement est enrayé, mais il peut reprendre demain, l'équilibre est rétabli, mais combien instable!

Comme nous l'apprend (1) un certain M. Junoy, ex-député républicain, barcelonais, témoin des événements, et peu anarchiste — car selon lui, « l'État devrait intervenir pour faire accorder la journée de 9 heures dans les industries qui, comme les industries métallurgiques, *détruisent de façon prématurée les énergies physiques de l'ouvrier* » et ainsi l'exploité échappe par la mort précoce, mauvais calcul ! — ce monsieur déclare donc que « sans nier que quelques ouvriers, les plus ignorants et les plus misérables, ou ceux qui jouissent d'une situation exceptionnelle, n'aient suivi le mouvement que contre leur gré, la vérité est que l'immense majorité de la classe ouvrière a voulu et soutenu spontanément la grève générale, croyant sincèrement en son efficacité. »

Et comme conclusion il conseille d'accorder aux ouvriers des satisfactions : quelques bonnes petites lois, ça ne coûte rien, et ça n'est pas dangereux, puisque du code à la pratique il y a si loin. Tous les jours, les journaux rééditent les mêmes exhortations ; ils se répandent en plaintes contre le gouvernement qui n'agit pas et reste impassible, ils le pressent de jeter un gâteau soporifique à ce peuple qui leur fait peur. « Que l'on n'oublie pas que c'est l'espérance que conservent les socialistes dans l'efficacité de l'action légale qui a empêché l'incendie de se propager : qu'un jour vienne à manquer cet espoir, il n'y aura pas une agglomération de quelque importance en Espagne qui ne se soulève. » (*Heraldo*, 23 févr.) Et encore : « La partie la plus intelligente de la masse ouvrière (Messieurs les socialistes, saluez) n'a pas suivi le mouvement de Barcelone. Mais, si un jour elle devait être convaincue qu'il n'y a pas d'autre moyen d'améliorer la situation que la violence, ce jour-là éclaterait une conflagration générale contre laquelle nos forces défensives seraient insuffisantes. » (id.) Nous ne leur faisons pas dire. La classe possédante, par elle-même impuissante, et ne pouvant, devant la révolte du peuple, que fuir ou se cacher, ne se sent pas assez gardée par ses gendarmes, ses Mauser et ses mitrailleuses. Il lui faut un autre point d'appui pour conserver l'équilibre et jouir en paix : et ce n'est que dans la crainte, l'ignorance ou l'aveuglement des ouvriers qu'elle peut le trouver, dans tout ce qui fait l'homme obéissant, dans tout ce qui fait d'un homme un pantin dont un autre tire les fils. MM. les socialistes prêtent leur échine. Mais pour combien de temps encore ?

M. L.

(1) Dans une interview (*Heraldo*, 24 février).

P. S. — Nous exprimions dans un premier article l'opinion que la lutte était simplement, entre les révolutionnaires et la force armée. Mais on le voit, les groupements socialistes, par leur inertie voulue, ont fait autant que la garde civile avec ses Mauser pour enrayer le mouvement.

Quelques faits : Le 20 février au soir, se présentaient au Centro Obrero de Madrid quelques délégués ouvriers partisans de la grève générale, qui demandèrent au président de proposer la grève pour le lundi suivant. Le président du Centro Obrero répondit « qu'il n'était pas partisan de la grève générale, jugeant qu'elle devait produire des effets contraires à ceux qu'on désirait, et qu'il croyait que les 66 sociétés ouvrières ayant leur siège au Centro étaient du même avis ». Et la proposition des délégués échoua de cette façon.

Or le même fait s'est produit dans tous les centres où le parti de M. Iglesias est en majorité. Un mouvement a commencé, bientôt paralysé par le refus des socialistes d'y participer. Nous connaissons en France aussi ces gens qui ne se mettent à la tête des groupements ouvriers que pour mieux les mater, et les maintenir dans « la bonne voie », la voie de la prudence, du calme soporifique. Voici comment le journal *El Socialista*, de Madrid, explique l'attitude du parti Iglesias :

« Notre parti n'a pas voulu prêter l'oreille à un faux esprit de solidarité — la solidarité dans l'erreur — et offrir ainsi à la bourgeoisie espagnole l'occasion d'une saignée parmi les ouvriers qui se préoccupent le plus de leurs intérêts dans notre pays. »

(Méthode Lemaître (Jules), Rochefort, etc. Notre peau est précieuse, nous sommes l'élite, donc conservons-nous longtemps pour le plus grand bien de tous. Nous intacts, d'abord ; après on peut voir.)

Ensuite : « Supposant que le mouvement se fût étendu à tous les centres importants, aux districts miniers de Vizcaya et des Asturies, que fût-il arrivé ? Qu'il se fût constitué un gouvernement de force, et que finalement les soldats eussent rétabli l'ordre de façon sanglante. Et alors les socialistes, qui, eux, ne se cacheraient pas, ni ne se sauveraient pas à la frontière, eussent été, les uns tués, les autres emprisonnés, les autres enfin empêchés pour longtemps de propager les idées. » Évidemment quand on s'avoue vaincu d'avance, il vaut mieux rester tranquille. Un peu de reconstituants, Messieurs, kola, fer ? Et surtout, le rameau d'or...

Continuons : « Ce massacre eût-il profité à la classe ouvrière ? Non. Pas même aux républicains, qui, sans résolution et sans nerf pour tirer parti du conflit, seraient restés muets témoins de la révolte prolétarienne... »

Ainsi la lâcheté du voisin justifie t elle la nôtre ?

Pour finir, *El Socialista* déclare que « tranquille pour poursuivre en toute sérénité et avec ordre la tâche que lui impose son idéal, le parti ne tiendra pas compte des insultes des faux révolutionnaires, ni des jugements défavorables de ceux qui jugent à la légère ». Pas trop de sérénité, surtout ! Pour ce qui est des insultes, elles ne sont qu'un vain bruit qui n'amuse plus que les rochefortistes ; mais en appelant M. Iglesias et sa bande des endormeurs, nous ne les insultons pas, nous les définissons.

M. L.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation*. — Réunion jeudi soir, à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade.

Prêt de livres.

∴

Réunion du Groupe abstentionniste du IIIe, tous les jeudis, salle Galleran, 53, rue des Archives.

∴

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 8 mars. — Bernard Francfort : Histoire du peuple boer.

Lundi 10. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

Mercredi 12. — Henry Michel, professeur à la Sorbonne : L'idée de Patrie.

∴

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier Saint-Lazare, ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures.

Dimanche 9 mars, soirée familiale, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par un camarade ; partie de concert avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires. Tombola gratuite, nombreux lots.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

Le groupe d'initiative de l'*Education libre du IIIe* vient de décider d'ouvrir une souscription au profit des camarades arrêtés à la suite des bagarres de dimanche : il fait appel à la solidarité de tous en cette occasion.

∴

Groupe abstentionniste du IIIe. — Réunion du groupe tous les jeudis soirs, à 8 h. 1/2, salle Galleron, 53, rue des Archives. Prière d'envoyer tout ce qui peut concerner la propagande abstentionniste à l'*Education Libre*, 14, rue Grenier-Saint-Lazare.

∴

Un de nos camarades demande à se procurer :

Le Libertaire, 1re série (1898) : nos 128, 155, 157, 165.

Le Père Peinard, 1re année (mai 1899) : no 129, (plusieurs exemplaires).

∴

Sommaire du no 7 de *Jean-Pierre* :

Le grain, Tolstoï, illustration de Laran. — Article sur les jouets militaires. — Mr Matou, Salomé, illustration Creiche. — Tratrarara, conte norvégien (*fin*). — Article sur l'imprimerie, Gauthier. — Terres conquises. — Devinettes.

∴

Nous pensons qu'il est utile de profiter de l'agitation produite par la foire électorale pour faire entendre la parole anarchiste.

Les camarades feront une excellente propagande en mettant leurs journaux une fois lus et notamment les *Temps Nouveaux* sous bande affranchie à 2 centimes, et en les envoyant aux adresses que leur indiquera l'Œuvre des Journaux pour tous, 8, rue de la Sorbonne, Paris (5e).

∴

Le *Libertaire* vient de faire réimprimer *Les Crimes de Dieu* de S. Faure, franco 0 fr. 20.

Pouget nous a fait remettre *En période électorale*, de Malatesta, franco 0 fr. 15.

∴

Mardi, 11 courant, réunion publique à la salle de l'Alcazar, avenue de Choisy : Contre les événements de Barcelone.

∴

Les camarades abstentionnistes des XIe et XIIe arrondissements sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu à l'*Education Libertaire*, dimanche 9 mars, à 9 heures du matin.

Ordre du jour : Organisation d'une matinée familiale.

∴

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2.

Mardi 11 mars. — L'Art pour tous, par Chauvelon.

Jeudi 13. — Sujet littéraire, conférence par Pinon.

Samedi 15. — Les Défenses de l'organisme contre les maladies infectieuses, par le Dr Maltitano.

*
* *

AMIENS. — Réunion des camarades du Groupe de propagande par la parole et les écrits le dimanche 9 courant, à 6 heures du soir, au Cent de Piquet.

Sujet : Organisation d'une soirée commémorative de la Commune, au profit d'un journal local.

Groupe de la Jeunesse libertaire — Réunion le mardi 11 courant, rue du Grand Vidame, 57, chez le camarade Camille.

Sujet traité : Socialisme et Anarchie, par le camarade Lemaire.

Tous les camarades socialistes groupés ou non sont priés de venir entendre et discuter courtoisement et librement cette causerie.

*
* *

VALRÉAS — Les Libertaires de Valréas et des environs, désireux de se grouper, se réuniront les jeudis soir, de 8 à 10, café Sucquet.

Adresser journaux et communications au camarade L. Cherfils, Valréas (Vaucluse).

*
* *

SAINT-ETIENNE. — Les camarades tisseurs de la région sont priés de se réunir, samedi 15 courant, chez Benjamin Ledin, Bar International, rue Robert. Communication importante.

*
* *

Les chansonniers et artistes révolutionnaires stéphanois viennent de constituer une association artistique sous le nom de : *La Chanson du Peuple*, et qui se propose de faire connaître, par des concerts-conférences, les œuvres des maîtres de la chanson moderne, surtout de la chanson révolutionnaire. *La Chanson du Peuple* a inauguré ses débuts dimanche dernier à Saint-Chamond ; elle va continuer par Vienne, Grenoble, etc.

Le conférencier est le chansonnier Lucien Noël (B. Ledin), auquel se sont joints une pléiade d'interprètes de la plus grande valeur.

*
* *

BRUXELLES. — *Union libertaire*. Le cercle dramatique « L'Idée » organise pour le dimanche 16 mars 1902, à 8 heures du soir, un concert suivi de redoute dans la magnifique salle de la *Mutualité*, 38, rue des Pierres. Cette fête se donne en commémoration du XXXI[e] anniversaire de la Commune de Paris.

Les cartes sont en vente au prix de 0 fr. 25 au profit de la propagande.

Le groupe se réunit tous les samedis soirs, à 8 heures, chez le camarade J. Baré, chaussée de Forest, 18, Saint-Gilles.

*
* *

Secrétariat national du travail en Hollande. — Aux ouvriers de tous les pays !

Une lutte à peu près semblable à celle que soutenaient en 1899 les ouvriers en Danemark se poursuit à présent en Hollande. Du moins c'est la conviction de tous les ouvriers qui se rendent compte de la position actuelle. C'est pourquoi les délégués du Secrétariat National du Travail, dans leur séance du 7 février 1902, ont pris la résolution suivante :

« Le Secrétariat National du Travail,

« Considérant que les patrons réunis tâchent de plus en plus, par moyen de chômage appliqué à ces travailleurs, qui sont nullement intéressés dans les disputes entre certains patrons et leurs ouvriers, à contraindre les grévistes à résumer le travail et à se soumettre ou bien à porter la discorde parmi les travailleurs afin de pouvoir supprimer leurs organisations,

« Considérant qu'il est nécessaire que les travailleurs de tous les pays déclarent se solidariser contre ces exploits des patrons réunis et que le seul moyen d'en finir est de réunir tous les ouvriers dans les fédérations, afin de pouvoir s'opposer aux injustices du patronat,

« Conclut de faire le plus possible pour secourir les ouvriers des constructions, les tailleurs de diamants à Amsterdam et les tisserands à Enschedé dans leur lutte actuelle. »

Chers camarades,

Le chômage a été appliqué à environ 6.000 ouvriers, dont 3.000 tailleurs de diamants déjà depuis environ cinq semaines hors de l'atelier. Vous comprendrez aisément qu'il nous est presque impossible de les soutenir suffisamment afin qu'il ne meurent pas de faim, ce que les patrons désireraient.

La lutte leur est imposée et c'est à nous de leur rendre la victoire.

Camarades, aidez-nous. Vive la solidarité internationale !

Les contributions peuvent être adressées à M. J. W. Bonnet, Rozengracht, 164, Amsterdam (Pays-Bas).

Pour le Secrétariat National du Travail :

J. N. Van Zomeren, président ; G. Van Erkel, secrétaire.

VIENT DE PARAITRE

La Conquête du pain (traduction russe), de P. Kropotkine ; 1 vol., 22 fr. En vente à Genève : chez Held, 49, route de Carouge ;

En Angleterre : à Bromley, chez Sophie Kropotkine ;

A Paris : Société nouvelle, 17, rue Cujas ;

Aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

Parus dans la même série :

La Science moderne et l'Anarchie, par Kropotkine, 0 fr. 40.

Rapports au Congrès antiparlementaire, 0 fr. 40.

La Société mourante et l'Anarchie, par J. Grave ; 2 fr.

Dernières lithographies parues :

Le Calvaire du mineur, par Couturier.

Les Défricheurs, par Agar.

Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.

La Jeune proie, par Lochard ; prix : 1 fr. 25 ; franco en tube : 1 fr. 40 ; tirage d'amateur : 3 fr. 50.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Voici ce qui a été décidé à la réunion du 23. Les adhérents, une quinzaine, souscriront 0 fr. 50 par mois. On achètera des volumes. Lorsque les initiateurs les auront lus, les exemplaires seront versés à la bibliothèque et prêtés au public.

Le premier volume qu'il a été décidé d'acheter est : *Les Enigmes de l'Univers*, par Hæckel.

AUX CAMARADES DE PARIS

En moins de trois mois, voilà une baisse de près de 300 exemplaires qui se produit, sans que nous en sachions la raison.

A ceux qui s'intéressent à l'existence du journal, nous rappelons qu'ils peuvent l'avoir chez les libraires, s'ils savent insister. Le service est fait par les porteurs du *Petit Parisien*.

PROJET D'ÉDITION

La première copie est à l'imprimerie. Les souscripteurs sont priés de nous en faire parvenir le montant le plus vite possible.

En nous faisant l'envoi directement, ils nous épargneraient du travail.

La souscription 16 50, peut se payer en deux et trois fois.

Aviser en payant, si on désire recevoir l'ouvrage par fascicules ou en volume.

*
* *

L'imprimeur vient de nous livrer *La Grève des électeurs*. Nous commençons l'envoi à ceux qui en ont souscrit. Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 10 francs le mille. Nous avons fait un premier tirage de 40.000.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Corporation de l'acier des Etats-Unis, et la grève de ses ouvriers en 1901, par Willoughby, au *Musée Social*, 5, rue Las-Cases.

August Reinsdorf, von Max Schülte ; broch., 10 pfg., à *Neues Leben*, Adalberstr. 99, Berlin.

Cantilènes du malheur, par Jehan Rictus ; 1 plaquette, 1 fr. 50, chez Sevin et Rey, 8, boulevard des Italiens.

De la tolérance religieuse, par L. Tolstoï (en russe) ; une brochure chez Tchertkoff, Christchurch.

L'Angoisse, par M. Gorki ; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction de J. C. Mardrus ; 1 vol., 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

La Huelga general (rapport des Etudiants S. R. I. au congrès antiparlementaire), chez A. del Valle, Malaga, 172 (por Gervasio), Habana.

Le Livre de la voie et la ligne droite, de Lao-Tsé ; 2 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

Libres critiques sur la science et la nature, par H. Zisly, chez l'auteur, 14, rue Jean-Robert.

L'Esperanto, par L. de Beauffront ; 0 fr. 20, à Epernay (Marne).

Les Femmes dans les U. P. et les Syndicats, par U. Girault ; broch., 0 fr. 15 en vente au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 47, dessins de Steinlen, dont Hugo fournit l'occasion.

Crimes et châtiments, dessins de Vallotton ; *Assiette au beurre*, n° 48.

L'action républicaine, par Couturier ; *Le Tam-Tam*, 1[er] mars.

PETITE CORRESPONDANCE

L. E., à Arles. — La souscription est de 6 fr. 50 et non de 6 fr.

P. G., à Rochefort. — Même observation.

L., à Amiens. — Même observation.

T. G., à Passy. — Même observation.

O., à Vinzolasca. — Oui, je sais. Mais il y en a qui pourraient s'ils voulaient. — L'*Ecole Libertaire* est morte d'inanition. Quand on disposera d'une trentaine de mille francs, on pourra en causer.

A. F., à Avallon. — Le journal est expédié régulièrement cependant.

L. M., à Lyon. — 1 fr. le cent, plus 0 fr. 60, frais de colis.

A., Préau. — Votre adresse ?

C. D., à Brives. — Reçu article. Vous rendrai réponse lorsque j'aurai lu.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : A. R., à Charly, 1 fr. — N. M., 1 fr. — Partie du bénéfice de la fête du 1[er] février, à la Bibliothèque du XV[e], 5 fr. (remis par Paraf-Javal.) — En tout : 7 fr. — Listes précédentes : 217 fr. 80. — En caisse : 224 fr. 80.

Reçu pour la solidarité internationale : collecte entre camarades de Lavaur, 3 fr. 20.

Reçu pour la brochure antiélectorale : Groupe de Bourg-de-Péage, 5 fr. — Bruneteaux, 1 fr. — Guérineau, 1 fr. — Daban, 0 fr. 25. — En tout : 7 fr. 25. — Listes précédentes : 97 fr. 80. — En caisse : 105 fr. 05.

Reçu pour le journal : V. de V., à Mons en Barœul, 1 fr. 05. — N. M., 1 fr. — *Vente de vieux timbres*, 21 fr. — E. L., rue M., 3 fr. 50. — Bibliothèque communiste du XV[e], 0 fr. 50. — P., à Somain, 1 fr. 30. — Merci à tous.

J. L., à Helemmes, Lille. — C. A., à Ratenelle. — C. M., rue de Rome. — F., à Manosque. — V., à Bazeilles. — G. P., à Saint-Claude. — B., à Roubaix. — E. M., à Villeurbanne. — G. C. V., à Autun. — C. F., au Mans. — P. D., à Saint-Etienne. — O. K., à Genève. — C. B., à Genève. — E. C., rue Saint-D. — J. L., à Dijon. — P. M., à Saint-Mandé. — B. à Rennes. — M., à Marseille. — V., à Ivry. — M. à La Tour-du-Pin. — S., à Etampes. — B. N., rue C. D. — L., à Westcliff. — L., au Havre. — G., à Lavilleneuve. — V., à Tulle. — B., à Berne. — G. T. et E. B., à Liège. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 46 — DIX CENTIMES — DU 15 AU 21 MARS 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS CORRESPONDANTS

A partir du 8 avril, notre nouvelle adresse sera 4, rue Broca, Ve arrondissement.

A NOS ABONNÉS

Depuis quelque temps nous sommes assaillis de réclamations au sujet de numéros qui ne parviennent pas à leurs destinataires.

Nous faisons une réclamation à la poste, et prions ceux de nos abonnés pour qui les interruptions se renouvellent trop fréquemment, de réclamer près de leur bureau de poste en même temps qu'ils nous avertissent.

LA LIBERTÉ ET L'ENSEIGNEMENT

C'était, à la Chambre, il y a quelques jours, grand débat sur l'instruction publique. Grand du moins par la notoriété des hommes qui intervinrent et la longueur de leurs discours. Car si l'on considère l'entente philosophique d'une si haute question, le sens des principes qui la dominent, ce débat fut désespérément étroit et piètre.

Il est vrai que M. Viviani « obtint, comme disent les gazettes, un très gros succès personnel ». M. Ribot recueillit nombre d'applaudissements, MM. Brisson et Leygues en eurent aussi et c'est bien quelque chose, mais peut-être pas assez.

Il y eut de solennelles déclarations, des phrases ronflantes et même poétiques. On parla (M. Leygues) « des frémissements de la vie universelle », formule au moins bizarre dans la bouche d'un être aussi peu frémissant, aussi peu en contact avec la vie, qu'un spécimen de l'espèce parlementaire. On fit aussi des gestes à la Don Quichotte. On prononça les mots de gratuité pour l'enseignement secondaire, on promit au moins de faciliter aux élèves des écoles communales l'obtention des bourses qui leur donneraient accès dans les sphères de l'instruction bourgeoise.

Inutile cruauté. Pourquoi ouvrir les portes du collège à ceux qui ne peuvent pas les franchir? A quoi bon des bourses, si le petit ouvrier doit non seulement se suffire, mais augmenter de quelques sous les ressources du ménage, ou commencer tout jeune à apprendre son métier? Je ne vois d'ailleurs aucun avantage à ce que quelques prolétaires, à la faveur d'un hasard, franchissent ainsi le seuil de la bourgeoisie. Cette montée d'un échelon représente la conception officielle de l'égalité. Y a-t-il quelque chose de plus faux, de plus ignoble même? Mais cela suffit, paraît-il, au socialisme de M. Carnaud. C'est lui qui, au nom du prolétariat, sollicite cette aumône dégradante.

Mais il faut quitter ce point de vue, car il nous empêcherait d'avancer. Tout rêve complet d'enseignement rationnel, d'éducation intégrale doit être abandonné tant qu'il y a division des hommes en classes, riches et pauvres. Comment ménager à l'entrée de la vie, pour chaque être humain, cette longue période de travail libre et d'activité désintéressée, de développement physique et intellectuel, d'initiation, de recherche et d'apprentissage, cette joyeuse prise de possession du monde, si le plus grand nombre doit porter le poids d'une société organisée pour le plaisir et le privilège de quelques-uns?

Quand ce départ de l'instruction en deux degrés, primaire et secondaire, ne serait pas prévu ni organisé par l'Etat, il s'établirait tout seul de par les duretés sociales. Qu'on ne nous parle donc pas de « l'égalité des enfants devant l'instruction », ni de « fusion entre les diverses fractions du système d'éducation nationale ». Ce sont là d'inutiles hypocrisies. Ce qui sera fait dans ce sens regarde la Révolution. Et en attendant certaines œuvres post-scolaires, ces groupes d'instruction et d'éducation nettement ouvriers où quelques prolétaires d'élite, *restés prolétaires*, essayent d'acquérir, une fois leur journée faite, les connaissances que les jeunes bourgeois trouvent aux écoles en se jouant.

Dans les limites de l'état de choses actuel, n'y a-t-il donc rien à faire? Même dans ces limites si étroites, il pourrait être fait beaucoup, je crois, par l'enseignement. Mais il faudrait avant tout, pour cela, que les hommes politiques, quand ils abordent cette question, conçoivent — je ne dirais pas quelques idées profondes et vraies, ce leur serait peut-être bien difficile — mais simplement quelques scrupules. Il faudrait que ces hommes si sûrs d'eux-mêmes, si pleins de suffisance en ce qui concerne le présent et qui pèsent sur lui d'une poigne si lourde, soient pris au moins d'un léger doute touchant leur droit sur l'avenir. Car le cerveau et la conscience de l'enfant sont l'avenir, et c'est là l'idée qui devrait guider tout le débat. Il faudrait que la terrible doctrine de l'Etat maître, de l'Etat patron, de l'Etat infaillible hésite *ici*. Il faudrait que par simple respect pour l'enfant et par suite d'une convention entre tous les partis, l'école restât un domaine à part, où la liberté, ce pain de vie, si nécessaire à tout âge, indispensable à l'enfance, serait ici au moins largement dispensé. Il faudrait que tous les démocrates sincères ne forment qu'une voix proclamant cette formule : Protection à outrance au point de vue matériel, budgets toujours plus gros, écoles plus vastes, plus riches, et mieux aménagées, traitement des éducateurs toujours plus élevé, mais liberté à outrance au point de vue intellectuel et moral, autonomie toujours plus grande du personnel enseignant.

Je nage ici, je le sais, en pleine utopie. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se reporter au débat de la Chambre.

C'est à l'opposé, c'est vers l'enseignement d'Etat qu'on se dirige. Et c'est un socialiste, M. Viviani, qui conduit le branle. Il nous affirme que l'heure du *monopole universitaire* sonnera bientôt. C'est un socialiste qui accorde à l'Etat bourgeois le droit de frapper la jeunesse à son effigie. Un socialiste, c'est-à-dire l'ennemi naturel — ou qui devrait l'être — de tout dogme, de toute autorité, de tout pouvoir, parce que ce sont les dogmes, les autorités qui empêchent justement le socialisme de grandir et de s'imposer de plus en plus aux consciences, porté par ses seuls soutiens nécessaires : la science, le bon sens et la bonne volonté des hommes.

Il paraît qu'il était urgent d'abroger la loi Falloux. Sénateurs et députés l'affirment tout au moins et se rengorgent d'avoir amorcé cette affaire en votant dans ce sens une résolution.

Sous une fausse couleur de libéralisme la fameuse loi de 1850 fut, on le sait, un terrible instrument de réaction. Louche compromis, résultat d'un bas marchandage entre les anciens droits de l'Université, les intérêts de l'Etat et les appétits renaissants de l'Eglise. A défaut des dispositifs, il suffit d'en nommer les parrains et, parmi eux, l'ignoble petit Thiers, pour être édifié sur ses tendances. Il n'en est pas moins vrai que cette loi — toutes souillées qu'en soient les origines — n'en contient pas moins dans sa disposition essentielle — les autres furent peu à peu abolies — des garanties indispensables à des hommes de progrès voulant agir sur leur époque par l'enseignement. Il n'est pas difficile de le montrer.

Je ne sais pas si les socialistes qui font à la Chambre de si beaux discours trouvent que tout est pour le mieux dans l'enseignement de l'Etat. Mais je suppose que d'autres socialistes — il y en a de tant de sortes et de si bizarres — jugent l'enseignement officiel insuffisant, pas assez laïque, ni démocratique, au vrai sens de ces mots, pas assez scientifique non plus, ni surtout assez pénétrable aux idées les plus généreuses de notre temps, et que ces hommes difficiles veuillent ouvrir une école secondaire d'un nouveau genre selon un idéal d'éducation infiniment plus pur et plus relevé. Oui, je suppose cela et je dis qu'aujourd'hui encore une tentative de cet ordre aurait chance de réussir. Elle n'en aura plus le jour où, comme nous le promet M. Waldeck-Rousseau, « aucun élève d'un établissement privé ne pourra prendre d'inscription dans une faculté de l'Etat ni concourir pour les Ecoles s'il n'a passé ses trois dernières années d'études dans un collège ou lycée de l'Etat ». Car, sous un tel régime, le recrutement des élèves deviendrait fort difficile. Nouvel obstacle si les professeurs de mon école

doivent remplir certaines conditions d'âge, de capacité, de stage, de nationalité, car ils devront se recruter entre eux selon des aptitudes et des facultés trop rares pour cadrer toujours avec les vaines formalités de l'Etat.

Ignorez-vous, me dit-on, que les seuls prêtres, les seuls réactionnaires, les seuls cléricaux, ont profité jusqu'ici de la liberté d'enseignement? C'est possible, mais je n'abandonne pas, tout de même, la liberté, parce que je ne sais pas qui en profitera demain. Les chemins de fer, non plus, ne furent pas inventés pour écraser les voyageurs. Ils en écrasent pourtant et l'on continue de s'en servir. Il est troublant de constater, je l'avoue, que la liberté puisse servir à ses pires ennemis. Mais je ne connais pas encore, à cela, de remède. A moins d'accepter de dire avec M. Dupanloup discutant cette même loi Falloux : « En demandant la liberté pour l'Eglise, je ne demande pas pour cela celle des clubs. »

Retournez le problème du côté qui vous plaira, si vous êtes sincères et logiques, vous retomberez sur la liberté comme sur l'unique solution. Ici, comme en toutes choses, le mal qui fut fait par un peu de liberté se guérit par plus de liberté.

Vous voulez combattre l'esprit clérical. Pensez-vous y réussir en fermant quelques écoles, et en supprimant dans quelques autres *les trois dernières années d'études* ? Empêcherez-vous le prêtre d'attendre son élève à la sortie du lycée et de le reprendre ? Ou pensez-vous qu'un parchemin soit si difficile à montrer ? Pauvres petits réformaillons !

Une conception de la vie ne disparaît que devant une autre plus vraie. Pour tuer une influence néfaste, il faut en mettre une autre plus forte et plus saine en circulation. Au lieu de fermer les collèges des congréganistes, voyez à réformer les vôtres. Et commencez par en ouvrir, toutes grandes, portes et fenêtres, aux souffles du dehors. N'isolez pas les jeunes âmes dont vous avez charge de ce frémissement de vie dont *parle* si bien M. Leygues. Entre vos élèves et les grands courants d'idées qui nous poussent vers l'avenir, ne tirez aucune barrière. Vous ne tarderez pas alors à voir se former une jeunesse nouvelle, une vraie jeunesse laïque, saine et forte, ardemment enthousiaste, éprise d'idéal, solidement attachée au grand devoir de faire la vie toujours plus juste, toujours plus belle. Et cela suffira pour que les tentatives les plus ambitieuses de l'esprit clérical échouent pitoyablement. Car une atmosphère sera créée, où les mauvaises fleurs d'obscurantisme et de mensonge ne pouvant plus s'épanouir ni vivre, sécheront sur tige.

Mais, pour tout cela, une première condition s'impose. C'est la liberté complète, l'indépendance absolue de l'éducateur. Le goût de l'idéal et l'enthousiasme ne se commandent, ni ne se rationnent. Pour les inspirer aux jeunes gens, il faut les éprouver soi-même, et pour cela il faut être libre. Ne vous approchez pas de mon enfant, vous qui devez laisser sur lui l'empreinte ineffaçable de l'éducation, si vos opinions, quelles qu'elles soient, ne sont pas libres et si vous n'êtes pas capables de les défendre. Si l'enseignement laïque ne donne pas, en face de l'enseignement clérical, les résultats qu'on pouvait en attendre, c'est que ses maîtres sont, comme les autres, des prêtres, les prêtres de la religion bourgeoise, humbles serviteurs du dogme de l'Etat bourgeois. Et cela durera aussi longtemps que ces maîtres, annihilés par ce rôle de fonctionnaires serviles, compassés et froids ne pourront pas être pour leurs élèves de vrais initiateurs, de sincères et libres camarades d'enthousiasme.

Mais j'oublie, en vérité, à qui je parle. Je parle aux hommes qui viennent de frapper, pour leurs opinions, le professeur Lapicque et le professeur Hervé. Car voici la chose inouïe de ce débat. Hier on a puni deux éducateurs de la jeunesse pour l'acte le plus beau, le plus méritoire de toute leur carrière d'éducateur : avoir osé se montrer des hommes libres. Et aujourd'hui on vient, le sourire aux lèvres, débiter des théories sur les droits et les devoirs de l'éducation laïque. Et personne ne se lève pour faire cesser ce scandale. Personne ne crie : « Taisez-vous ou décrétez d'abord que pour former des hommes libres, il faut être soi-même un homme libre. » Personne, et le scandale *continue*.

Ceux qui n'ont pas assez de mépris pour les rédacteurs de la loi Falloux ne valent donc pas mieux qu'eux? Non. Avant d'écrire cet article, j'ai voulu relire un historique de la fameuse loi et voici ce que j'ai trouvé :

« Auprès des universitaires le sens de la loi fut défini rapidement par plusieurs mesures parallèles sur l'esprit desquelles il était malaisé de se méprendre. C'est ainsi qu'Amédée Jacques directeur de la *Liberté de penser*, fut exclu de l'Université. Et M. Emile Deschanel, professeur au lycée Louis-le-Grand, fut suspendu de ses fonctions pour un article intitulé : Le Catholicisme et le Socialisme, « renfermant diverses attaques contre la religion et le clergé catholique, et contenant profession de socialisme... »

Cinquante ans après, la Chambre des députés, présidée par le fils du même Deschanel, approuve à près de 300 voix de majorité les mesures de répression prises contre deux universitaires, coupables, eux aussi, de profession socialiste.

CHARLES ALBERT.

LA LIBERTÉ D'OPINION

Vu les événements d'Espagne, il va falloir de l'argent pour venir en aide aux victimes, sitôt que les relations auront pu se rétablir. Nous faisons appel à la bonne volonté des camarades.

J. GRAVE.

L'abondance de copie nous force encore à renvoyer à la semaine prochaine les articles sur la propriété et le préjugé-patrie que nous détenons depuis trois semaines.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

REFUS DE PORTER LES ARMES. — Samedi matin, à la caserne de Recouvrance, à Brest, au moment où l'on rappelait à l'exercice le soldat Soubigou, du 19e d'infanterie, qui avait déjà accompli une année de service militaire comme étudiant en droit et venait d'être incorporé à nouveau parce qu'il avait subi un récent échec à ses examens de droit, celui-ci refusa de descendre avec ses camarades; il fut conduit devant le capitaine de la compagnie et lui déclara qu'il ne lui devait aucun respect comme militaire et que l'acte de porter un fusil était contraire à ses principes.

Le colonel Barret donna l'ordre de conduire Soubigou à la prison de la caserne de Recouvrance où il lui fut donné lecture de l'article du Code militaire relatif au refus d'obéissance. Trois sommations étant restées sans résultat, Soubigou fut conduit en cellule ; il sera déféré devant le conseil de guerre.

***

DÉFENSE RÉPUBLICAINE. — Une partie des malheureux arrêtés à la sortie du meeting des sans-travail de la Bourse du Travail ont été condamnés à des peines variant de un à trois mois de prison. Les avocats ont tenté de démontrer que la bagarre avait été provoquée par les policiers, rien n'y a fait. La Défense républicaine avait donné ordre de condamner, aucun argument ne pouvait prévaloir.

En ce qui concerne les Russes il est aujourd'hui hors de doute que c'est grâce à quelques policiers de l'ambassade amie et alliée qu'ils ont dû d'être pris si nombreux. Ils ont été attirés dans un véritable guet-apens et le gouvernement qui ne perd aucune occasion de lécher les bottes du knouteur russe fait annoncer que des arrêtés d'expulsion seront pris contre tous ceux qui ont été arrêtés. Millerand paie ses crachats comme il peut, et les journaux dits socialistes se taisent à l'unanimité sur ces faits.

***

Notre camarade Séraphine Pajaud vient d'être condamnée par défaut à six mois de prison et cent francs d'amende par le tribunal de Boulogne. Toute la presse, celle dite socialiste en tête a fait un silence prudent autour de cette nouvelle application des lois dites « scélérates ». Les motifs invoqués pour déterminer ces poursuites sont à eux seuls tout un poème : « excitation au meurtre, au pillage et à l'incendie » au cours d'une conférence sur « l'inexistence de Dieu ».

***

POLITICAILLERIE. — Ces messieurs du socialisme Portefoinard ont tenu leur congrès annuel la semaine dernière à Tours. Il s'agissait entre autres chose d'élaborer le programme du parti pour les élections prochaines. J'ai là, sous les yeux, ce morceau de littérature jaurésiste. Il y a de tout là dedans. C'est un ramassis et un démarcage de tous les vieux programmes radicaillons qui traînent depuis 1869 dans tous les comités électoraux ; le tout arrangé à la sauce Saint-Mandé. Une remarque: il n'y a pas dans le menu jaurésiste une seule fois le mot socialiste. Comme l'on était entre compères tout s'est bien passé, la concorde n'a cessé de régner et s'il y a eu renchérissement c'est dans la platitude.

Deville qui, jadis, voulait que l'on employât « tous les moyens que la science met à notre service » pour aller à l'assaut de la société capitaliste, ne veut plus entendre parler du mot « Révolution »; cela effraie les petits boutiquiers ses électeurs.

Poulain, jadis révolutionnaire ardent, est pour le maintien du Sénat et de la présidence de la République. Des gens palmés et décorés sont venus à ce congrès socialiste! défendre la légitimité des crachats qui ornent leur boutonnière.

Quel socialisme! Les travailleurs se laisseront-ils encore duper longtemps par le pion Jaurès et ses comparses ? Si le congrès-farce de Tours ne leur dessille pas les yeux, c'est qu'ils sont incapables de comprendre.

P. D.

Mouvement ouvrier. — L'on se rend encore difficilement compte de tout le mal qu'a fait l'arrivée au pouvoir du pseudo socialiste Millerand. Mêlé quelque peu et surtout renseigné sur le mouvement ouvrier, il a compris le péril qu'il y a pour le pouvoir central Etat à laisser se développer les syndicats ouvriers, et à leur laisser une autonomie absolue. La création du Conseil supérieur du travail, de conseils du travail, les projets de lois sur l'arbitrage et autres ont été les premières tentatives faites pour mettre les organisations ouvrières sous la dépendance de l'Etat. L'inscription d'une somme de 10.000 fr. dans le budget de l'Etat en faveur de la Fédération des Bourses du Travail n'est qu'une conséquence de cette tactique, et cette organisation qui avait longtemps joui d'une certaine autonomie devient de ce fait un sous-service d'Etat, une sorte de sous-bureau de l'Office du Travail. C'est ce que n'ont pas compris — ou trop compris — ceux qui se sont laissé entraîner à accepter cette subvention, qui n'est en définitive que la mainmise par l'Etat sur l'un des principaux organismes du mouvement syndical.

Je n'en veux comme preuve que les conditions dans lesquelles est accordée la subvention qui nous occupe et qui sont les suivantes :

1° La Fédération des Bourses du travail, sera tenue de fournir chaque année un budget moral et financier de l'emploi des fonds accordés ; 2° le titulaire du service de placement devra être agréé par le ministre compétent ; 3° l'office devra placer indistinctement syndiqués et non syndiqués.

Cette dernière condition n'est pas pour nous déplaire encore qu'elle ne soit pas dictée par une idée de liberté; mais les deux premières sont, cela est indéniable, arbitraires et vont à l'encontre de toutes nos conceptions du mouvement syndical.

En effet, nous avions toujours été habitués à considérer les syndicats ouvriers comme des organismes autonomes, puisant leur force en eux-mêmes, ce qui nous y séduit, c'est l'organisation des travailleurs sur leur propre terrain, ne cherchant qu'en eux-mêmes leurs moyens de lutte. D'un côté le patronat, représentant la puissance écrasante du capitalisme, de l'autre la puissance non moins écrasante des travailleurs qui sont le nombre et aussi les véritables dispensateurs de la force-travail qu'ils peuvent opposer à la force-argent de leurs exploiteurs. L'idée de la grève générale est née de ces deux antagonismes. Prévoyant le pouvoir de cette force et surtout constatant combien les travailleurs se rendent compte de leur force lorsqu'ils sont groupés dans les syndicats ouvriers, le pouvoir central, par une législation habile d'une part, et aujourd'hui en s'attachant ces organisations au moyen de subventions, tente de canaliser ce mouvement à son profit.

C'est, je le répète, ce que n'ont pas su comprendre ceux qui ont cru devoir accepter l'inscription dans le budget de l'Etat d'une subvention en faveur de la Fédération des Bourses du travail.

Les syndicats ouvriers continueront-ils à s'engager sur la pente où l'on cherche à les entraîner aujourd'hui ? abdiqueront-ils cette liberté d'action qui fait aussi leur force ; troqueront-ils cette autonomie qui est aussi leur droit d'aînesse pour le plat de lentilles capitaliste ? La question est aujourd'hui posée : ou les syndicats ouvriers deviendront de plus en plus des organismes d'Etat, des groupements servant de tampon entre le capitalisme exploiteur et le travail exploité, ou, refusant de s'engager plus avant, ils sauront conserver leur liberté d'action et rester des groupements vraiment révolutionnaires n'ayant qu'un but, la disparition de la classe capitaliste et partant de l'Etat qui en est le soutien indispensable.

⁂

Chez les mineurs. — Il est décidément écrit que les malheureux mineurs seront continuellement roulés par les quelques politiciens qu'ils ont laissés s'emparer de leur organisation. On se rappelle que c'est grâce à ces derniers que la grève échoua en novembre dernier au moment où le gouvernement, se voyant acculé, était à peu près décidé à accorder aux mineurs les quelques améliorations qu'ils réclamaient. Par leurs intrigues les politiciens firent échouer la grève générale et, ne se sentant plus menacé, le gouvernement remit aux calendes grecques ce qu'il était prêt à concéder pour éviter la grève. Toutefois les mineurs ne se tenaient pas absolument pour battus, et, ces jours derniers, s'est tenu à Alais un congrès qui devait trancher la question définitivement.

Une fois de plus les politiciens se sont joués des mineurs, mais il semble cette fois qu'ils n'en auront pas le profit.

Dans la première partie du congrès, la *grève générale immédiate sans nouvelles négociations avec le gouvernement* fut décidée. Mais cela ne faisait pas l'affaire des Basly, Lamendin, Joucaviel et Cie, et, à force de calomnies et d'insultes, ils réussirent à créer une scission au sein du congrès, à forcer un certain nombre de délégués à se retirer et profitèrent du désarroi pour faire revenir le congrès sur sa décision et ajourner la grève à nouveau.

Toutefois le « coup » n'a pas réussi aussi bien qu'ils l'espéraient et la fraction révolutionnaire qu'ils ont obligée à quitter le congrès adresse aux mineurs un manifeste pour les mettre au courant de la situation et leur expliquer dans quelles conditions ils ont dû renoncer à discuter avec leurs co-délégués.

Qu'adviendra-t-il? Cela est difficile à prévoir quant à présent ; mais encore une fois les politiciens au service du gouvernement et des compagnies sont parvenus à ajourner la grève. De plus, la Fédération des mineurs est scindée en deux, ce qui empêche pour un certain temps un mouvement d'ensemble.

Messieurs les politiciens ont une fois de plus bien mérité des actionnaires des compagnies minières qui sauront en tenir compte.

P. S. — Je regrette fort que la place me manque pour pouvoir publier le manifeste de ceux qui refusèrent d'être dupes plus longtemps, l'on verrait ainsi de quel côté se trouve la bonne foi.

P. Delesalle.

⁂

Espagne.

Pendant qu'à Madrid le Palais s'illumine pour les réceptions du corps diplomatique ou autres sauteries officielles de pantins tristes ; que, dans les salons, de jeunes hommes, archaïques rimeurs de coplas andalouses, regardent, l'œil terne et la paupière tombante, des jeunes filles costumées en bergères, avec des perruques poudrées, exécuter de vieilles danses — policiers et gendarmes continuent la chasse aux anarchistes ; on les traque, on les arrête nous savons pour quelles tortures, pour quels jugements rapides et dérisoires. Le capitaine général Bargès, toujours maître des destinées de la Catalogne, fait fermer les cercles ouvriers. La censure, cependant, supprime dans les dépêches les mots néfastes, les mots qui lui font peur, comme ces mères affolées et stupides qui défendent de prononcer devant elles et devant leur enfant le nom du mal qu'elles craignent pour lui et qui, taisant le mot, croient éloigner le mal.

Dans la baraque parlementaire, au Congreso, la bouffonnerie continue : c'est toujours la séquelle famélique des candidats ministres qui grogne ou hurle aux basques des détenteurs de portefeuilles. Ceux-ci se défendent comme ils peuvent. Sagasta s'éclipse : il est malade ! très malade ! Le ministre de l'intérieur est malade aussi. Et Romero Robledo, dont la faconde est toujours prête, et qui espère bien obtenir, un jour, à force de coups de gueule, sa petite part du gâteau, de s'écrier : « Mais ce n'est pas un gouvernement que nous avons là, c'est une chambre d'hôpital ! » Et les collègues d'opiner : « Il a raison ! Il faut remplacer ces impotents. Car enfin on ne peut pas se passer de ministres. Quel sera l'heureux successeur ? » Et l'on cite des noms, les combinaisons se précisent, sur quoi Sagasta fait dire qu'il va mieux, beaucoup mieux ! Et s'il ne quitte pas la chambre, c'est parce qu'il est encore très faible... Tel M. de la Palisse... Ce sont donc les collègues, plus modestes, des travaux publics ou de l'agriculture, admis par intérim à jouer les pasteurs de peuples — en l'absence des premiers rôles, — qui répondent aux interpellateurs et défendent contre leur avidité la prébende ministérielle. Et dans les dialogues qui s'engagent, tous, papelards ou casseurs de vitres, grondeurs ou plaintifs, timorés ou impudents, ils nous révèlent leurs propres tares, celles de tout ce personnel politique et administratif, et le délabrement complet de la boutique gouvernementale et législative. Ils se jettent l'un à l'autre à la face leur impuissance à administrer, leur hypocrisie d'arrivistes, leur maladresse, leur aveuglement et leur corruption ; et c'est un spectacle écœurant et instructif que celui de ces polissons qui s'étourdissent du bruit de leurs déclamations, et qui s'intitulent gouvernants et législateurs, tandis que le peuple crève de faim et de souffrance dans les cachots de Montjuich ou au fond des bagnes industriels.

M. L.

⁂

Russie

Voici, sur les scènes sanglantes qui ont eu lieu à Pétersbourg le 21/8 février quelques détails extraits de la lettre d'un témoin oculaire.

La fête annuelle des étudiants n'ayant pas été autorisée et les portes de l'Université ayant été fermées, ceux-ci résolurent de fêter son anniversaire à la Maison du Peuple où l'on donnait ce soir-là une représentation théâtrale suivie de concert.

Dès la tombée de la nuit les agents s'étaient massés à l'entrée de la Maison du Peuple, où ils ne laissaient pénétrer ni les élèves des lycées et écoles secondaires ni les ouvriers du quartier, mais seulement les étudiants.

Au cours de la représentation, vers 9 heures, quelques feuilles imprimées furent lancées des tribunes. Les étudiants y expliquaient au public qu'ils se trouvaient ici parce que les portes de l'Université, dont c'était la fête, étaient fermées.

A ce moment, les agents font irruption dans la salle, appréhendent violemment ceux entre les mains desquels ils voient des proclamations et les traînent dehors. Une panique s'empare de la foule qui se jette vers les issues. Mais toutes les petites portes sont fermées. Il ne reste d'ouverte que la grande porte barrée par un certain nombre de concierges du quartier, avec leur plaque d'identité. (On sait qu'en Russie les concierges touchent de près à la police.)

La représentation est suspendue. Il ne reste plus dans la salle que quelques centaines d'étudiants. Après avoir acclamé l'Université par un triple hurrah, ceux-ci, voyant que la salle des fêtes est aussi occupée par la police, veulent se frayer un passage à travers la foule. Mais à peine apparaissent-ils que concierges et agents se mettent en devoir de les assommer. Ils ne se servent pas de leurs armes, mais portent des coups de poings en pleine figure.

Chaque étudiant est roué de coups d'abord arrêté ensuite. Des scènes révoltantes se produisent. Une étudiante a le visage inondé de sang.

Par un froid de 10 degrés, des femmes sont jetées à la rue sans leur chapeau et sans leur manteau retenus au vestiaire et quelques-unes sont culbutées dans des tas de neige.

Notre correspondant, un des rares témoins de ces scènes qui aient échappé à l'arrestation, eut l'idée de gagner les coulisses par l'orchestre et put ainsi sortir de la Maison du Peuple avec les artistes.

Dans le parc Alexandre, tout proche où il se réfugia, il assista à de nouvelles scènes de violence et à de nouvelles arrestations. C'est en se mêlant à un groupe d'agents qui portaient un manifestant à demi assommé, qu'il put lui-même quitter le parc sans encombre.

⁂

Voici d'autre part, sur les troubles de Kiew, quelques détails empruntés au *Vorwærts* du 1er mars :

Le 2 février / 20 janvier, les élèves de l'Ecole de technologie décident la grève.

Le 6 février/24 janvier, les étudiants de l'Université tiennent une réunion où ils décident également la grève et conspuent les règlements en vigueur. Ils demandent l'autonomie complète des Universités, la réintégration des camarades expulsés l'an dernier à la même époque et l'admission des étudiants sans distinction de sexe et de nationalité.

Le 14/1er février, le parti ouvrier décide de tenter une démonstration. Aussitôt la force armée est mobilisée, des troupes sont massées sur différents points de la ville et on leur donne l'ordre de tirer *sans sommation ni commandement, sur un simple signe*.

Le 15, vers midi, le drapeau rouge est déployé devant l'Hôtel de Ville autour duquel se rassemblent étudiants et ouvriers et aussitôt la bataille commence. Les troupes ne sont pas encore là. Mais les policiers à cheval et à pied frappent à coups de fouets et de gourdins. Un élève de l'Institut de technologie, Wolski, est tué sur place ; plusieurs autres sont gravement blessés et les femmes frappées sans pitié. La foule se défend d'ailleurs courageusement, un policier est tué. Mais finalement le drapeau rouge disparaît.

A la même heure, d'autres groupes d'étudiants et d'ouvriers font des manifestations devant l'Université et le théâtre, mais, comme les premiers, ceux-là sont refoulés par les soldats et odieusement maltraités. Les chants révolutionnaires n'en résonnent pas moins dans les rues jusqu'au soir.

Le lendemain, les étudiants tiennent une réunion où assistent le recteur et le représentant du ministre. Mais devant l'attitude des étudiants, ceux-ci doivent bientôt se retirer et sont reconduits avec des chants révolutionnaires.

Le premier jour, des démonstrations, 14 arrestations seulement ont été opérées, mais, le second, il y en eut des masses parmi des personnes de toutes conditions. L'émotion est à son comble dans toutes les classes de la société, même parmi les officiers. On annonce de nouveaux troubles pour le 4 mars /19 février, anniversaire de l'émancipation des serfs, et pour le 14 / 1er mars, anniversaire de l'attentat contre Alexandre II.

D'après l'officiel *Messager du Gouvernement*, des troubles ont encore eu lieu dans d'autres villes, notamment à Moscou où, dans la salle des fêtes de l'Université, les étudiants ont brisé le mobilier et arboré aux fenêtres le drapeau rouge, tout en chantant des refrains révolutionnaires.

Ch. Albert.

AUX CAMARADES DE PROVINCE

A l'occasion des élections, beaucoup de camarades nous écrivent pour l'impression d'affiches et de manifestes.

Ne faisant pas d'impression, nous ne jouons là que le rôle d'intermédiaires, ce qui est une perte de temps inutile.

Nous les prions de s'adresser directement à l'imprimerie l'*Emancipatrice*, 3, rue de Pondichéry, Paris-XV°.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer la 29° litho : *Le Missionnaire*, par Vuillaume, 1 fr. 40 en tube, édition ordinaire — tirage d'amateur, 3 fr. 50.

L'imprimeur vient de nous livrer *La Grève des électeurs*. Nous commençons l'envoi à ceux qui en ont souscrit. Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 10 francs le mille. Nous avons fait un premier tirage de 40.000.

En reproduisant l'appel des précédentes, j'ai laissé par erreur que nous les tenions à la disposition de ceux qui en voulaient pour les frais d'envoi. — Comme nous avons été forcés de faire l'avance des frais, cela nous est impossible. C'est pourquoi nous la taxons à 10 fr. le mille.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Un camarade désire se procurer le *Libertaire* contenant l'article de Tailhade. Y a-t-il un camarade qui puisse en disposer?

L'Education libre du III°, 14, rue Grenier-St-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

La Bibliothèque devant être transférée dans un local plus spacieux et le nombre des volumes devant être augmenté, les camarades du groupe d'initiative viennent de décider d'organiser une grande matinée littéraire et artistique pour couvrir les frais contractés à cette occasion : il fait appel aux camarades pour l'aider à placer des cartes d'avance et en tient à leur disposition.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle : Samedi 15. — André Brunschvieg, avocat à la Cour : La vie à la Bastille.

Dimanche 16, à 2 heures. — Réunion générale des adhérents. — Compte rendu moral et financier. — Matinée musicale et littéraire.

Lundi 17. — A. Bloch : Spinoza : I. L'homme et la méthode.

Mercredi 19. — L. Ducharne : Une grande industrie : Le Verre.

Union syndicale du Bronze. — Le Syndicat de l'Union du Bronze envoie ses félicitations à tous ceux qui, le 2 mars, ont été assez énergiques pour répondre par la force aux brutalités policières;

Décide d'ouvrir une souscription en faveur des camarades arrêtés, syndiqués ou non;

Invite les organisations ouvrières à prendre la même initiative.

Le Conseil Syndical.

Groupe du XI°. — Dimanche 16, à 2 heures, salle Maillet, 13, rue Keller, fête familiale au profit de la propagande abstentionniste.

Causerie par le camarade Girault. Les poètes révolutionnaires dans leurs œuvres. Tombola gratuite.

Prix d'entrée : 0 fr. 30.

N. B. — On se procurera des cartes à l'entrée de la salle.

A tous ceux qui, lassés des pitres de la politique, voudraient s'en débarrasser, nous donnons rendez-vous pour tâcher de résoudre ensemble le redoutable problème de la question sociale.

Réunion dimanche, 16 mars, à 2 heures, salle Bistorin, 28, grande rue du Pré-Saint-Gervais.

Bibliothèque communiste du XV°, rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation*. — Réunion jeudi soir, à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade.

Entente des jeunesses socialistes révolutionnaires de la Seine. — Dimanche 16 mars, à 2 heures précises matinée artistique et littéraire privée, dans les salons du Lac Saint-Fargeau, 296, rue de Belleville. Causerie par le citoyen Paraf-Javal sur *Croquemitaine et la Science*; concert; *La Cage*, pièce en un acte, de Lucien Descaves.

On peut se procurer des cartes : Au Lac Saint-Fargeau, 296, rue de Belleville; chez les citoyens Guebon, 20, rue Julien-Lacroix; Wesby, 46, rue des Ecoles (aux Lilas); à l'U. P. « la Semaille », 78, rue des Partants (les soirs de conférence).

Groupe abstentionniste du III°. — Réunion du groupe tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, salle Galleran, 53, rue des Archives.

Prière d'envoyer tout ce qui peut concerner la propagande abstentionniste à *l'Education Libre*, 14, rue Grenier-St-Lazare.

Le camarade Liard-Courtois prévient les groupes et amis qui sont en correspondance avec lui qu'il est à Marseille jusqu'au 25 courant, d'où il fera dans la région les conférences promises.

En rentrant à Paris, il se propose de visiter les villes suivantes : Montpellier, Cette, Béziers, Carcassonne, Toulouse, Agen, Bordeaux, Angoulême, Chatellerault, Tours et Orléans.

Il prie les camarades des villes précitées de lui écrire dès maintenant pour s'entendre avec eux : Poste restante, Marseille.

Pour les autres régions, prière d'attendre que la foire électorale soit terminée.

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir.

Dimanche 16 mars : Visite à l'Institut Pasteur (expériences) sous la conduite du Dr Malfitano. Rendez-vous à 9 h. 1/2 précises du matin, devant la porte de l'Institut Pasteur, 25, rue Dutot (XV°).

Mercredi 19 : L'habit ne fait pas le moine, causerie récréative dessinée par le citoyen Gil Baer.

Vendredi 21 : Marie Alacoque et le Sacré-Cœur, conférence par le citoyen Lermina.

Sommaire du n° 8 (15 mars 1902) de *Jean Pierre* journal pour les enfants :

La mauvaise force et la bonne force, J. H. Rosny, illustrations d'Hermann-Paul.

Les Jeudis de Maurice, illustration de J. Hénault. Biographie de Millet.

M. Matou (suite), Salomé; illustrations Creiche. Article sur l'imprimerie, E. Gauthier.

AMIENS. — Réunion des camarades du groupe de propagande par la parole et les écrits le dimanche 16 mars, à quatre heures et demie du soir, au Cent de Piquet.

CHALON-SUR-SAÔNE. — *La Liberté d'opinion*. Toutes les personnes qui s'intéressent à la question sociale, sans distinction d'étiquette, sont invitées aux réunions qui ont lieu tous les samedis à 8 heures du soir, café Fourrier, rue d'Uxelle, près de la gare.

Il sera prêté des livres à ceux qui en désirent.

SAINT-ETIENNE. — La Chambre syndicale des ouvriers armuriers de la Loire, dans le but de venir en aide pécuniairement : 1° aux sociétés coopératives de production et de consommation instituées sur des bases communistes; 2° à la caisse de solidarité ouvrière formée par la Fédération des métallurgistes, et 3° à la caisse des insoumis, organise à cet effet, une grande soirée familiale-concert-tombola qui aura lieu le dimanche 30 mars, à 3 heures du soir, dans la grande salle de l'Alcazar, place Marengo.

La conférence sera faite par B. Ledin.

Prix du billet de tombola : 0 fr. 25. On peut dès à présent se les procurer chez les camarades B. Ledin, rue Robert; Gallet, rue de la Préfecture, 49; Argaud, cafetier, rue de Lodi.

Aux abstentionnistes militants!

Tous les camarades qui désirent participer à la souscription ouverte en faveur des brochures, manifestes, affiches abstentionnistes, sont invités à faire parvenir ces fonds au camarade Gallet, rue de la Préfecture, 49.

GIVORS. — Grand meeting public, samedi 15 mars à 8 h. 1/2 du soir, au théâtre des Variétés. Orateurs inscrits : A. Pichon, D. Pichon, G. Butaud, etc.

Ordre du jour : La grève générale à Barcelone, Evénements de Russie, etc.

Entrée 0 fr. 20 c. pour les frais.

Le Groupe féministe du Chambon-Feugerolles.

Enfin notre société autoritaire et capitaliste commence à chanceler.

Deux jeunes soldats ont refusé d'apprendre à manier le fusil, cet engin de destruction, et cela malgré les ordres et les menaces de leurs gardes-chiourmes. *Ils ont compris que les hommes sont faits pour s'aimer et non pour s'entretuer*, et c'est pour cette raison qu'ils ont refusé d'apprendre leur métier d'assassins.

C'est à nous, mères, sœurs et compagnes d'inculquer à nos enfants, et de communiquer à nos frères et à nos compagnons cet amour de *l'humanité*.

C'est un exemple à suivre pour que bientôt cet horrible bagne qu'on appelle la *caserne* disparaisse à jamais, et alors le système *capitaliste* dont elle est un des puissants soutiens disparaîtra pour faire place au Règne d'Amour.

Nous, femmes, nous protestons énergiquement contre la condamnation qui a frappé les soldats Delsol et Gasselin qui ont été condamnés pour avoir refusé d'apprendre à tuer, et nous leur envoyons notre estime et notre approbation pour l'acte d'amour et de courage accompli par eux.

Nous nous emploierons de toute notre ardeur à encourager les refus d'apprendre à tuer chez les futurs soldats de l'année prochaine. De nos fils, de nos frères, de nos futurs compagnons nous aiderons à faire des hommes de liberté et non des assassins.

Vive la fraternité des peuples!

Pour le groupe féministe révolutionnaire du Chambon-Feugerolles.

La Commission : les citoyennes Granjeasse, Bayon, Furnon, Juliette Demeure, E. Demeure.

L'Université populaire du Chambon-Feugerolles se joint au groupe féministe pour approuver l'attitude de Delsol et Gasselin et pour encourager la non obéissance aux ordres criminels donnés par les officiers, fils de bourgeois et élèves des jésuites.

Plus de frontières! Plus de casernes!

A bas Biribi!

Pour l'U. P. :

Le Secrétaire, P. RICHARD.

FOUGÈRES. — Le Groupe anticlérical et antimilitariste de Fougères, désireux de former une bibliothèque, fait appel à tous les camarades pour lui envoyer des volumes pour la propagande et former l'éducation des jeunes. Adresser à P. Grelée, 9, rue de Savigny.

Les camarades de Saint-Chamond se réunissent tous les samedis au café Bonnefoy, avenue du Jardin public.

PETITE CORRESPONDANCE

S. P., *à Modène*. — Bon.

J., *à Charolles*. — Il n'existe que *Les Journaux pour tous*.

Q., *à Brest*. — Merci des renseignements. Utiliserons.

Le camarade Liard Courtois, a-t-il reçu une lettre de camarades d'Amiens à lui adressée poste restante à Marseille ?

C., *à Pont-Saint-Esprit*. — *Déclarations* d'Etiévant épuisées. Avons envoyé le catalogue.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : Auguste et Marianne, 0 fr. 50. — Collecte pour les expulsés russes et italiens, 2 fr. — Total : 2 fr. 50. — Listes précédentes : 224 fr. 80. — Encaisse : 227 fr. 30 fr.

Reçu pour la brochure antiélectorale : G., à Fougères, 0 fr. 35.

Reçu pour le journal : XX, 1 fr. — D'Auguste et Marianne, 0 fr. 25 — G., à Fougères, 0 fr. 35. — L. C., 12 fr. — Dr. C., 25 fr. — E. D., à Tullins, 0 fr. 50. — J. D., à Paris, 0 fr. 50. — Merci à tous.

B., à Reims. — H., au Cateau. — P., à Rochefort. — A. Q., à Boulogne-sur-Mer. — O., à Nantes. — C. M., rue C. — L. P., à Liège. — L., au Mans. — L., à Verviers. — L. B., à Jemeppes. — Jeanquimarche. — J., au Locle. — Vic. — H. C., à Mouscron. — P. M., à Condé. — F., à Roanoke. M. R., à Lille. — P. C., à Garches. — G. H., à Tully. — V., à Moulins. — P., à Amiens. — G., à La Villeneuve. — D., rue M. — M., à Poitiers. — G. L., à Autun. — L., à St-Denis. — G., à Lille. Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 47 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 MARS 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS CORRESPONDANTS

Prière de prendre en note que c'est seulement à partir du 8 avril que notre nouvelle adresse sera au 4 de la rue Broca, Ve arrondissement.

LA SACRO-SAINTE PROPRIÉTÉ

III

> Pour faire réfléchir nos hommes d'Etat.... s'il y en a.

Nous assistons en ce moment à un véritable *effondrement* de cette forme superlative de l'exploitation humaine qu'une expression courante, quoique peu élégante, désigne par *propriété bâtie*. Les journaux quotidiens de ces derniers temps ont longuement entretenu leurs lecteurs de cette épidémie d'écroulements, qui de tous côtés fait tomber en morceaux les immeubles les plus solidement construits, comme si ce n'étaient que de... simples ouvriers sans travail trimardant sur les grandes routes glacées ou affalés sous la bise cinglante qui souffle sous les ponts parisiens, par 20 degrés de froid...

A Cotignac, village des environs de Toulon, 10 maisons s'effondrent. A Valladolid, en Espagne, l'architecte municipal a déclaré que 420 maisons menaçaient de s'écrouler. Quant à celles qu'un tremblement de terre a mises en miettes dans une autre partie du monde, près de Tiflis, en Perse, on en ignore le chiffre.

Il ne s'agit pas ici de cet effondrement physique de la propriété foncière, mais de l'*effondrement du droit de propriété foncière* même; laquelle propriété, au dire d'un des principaux personnages du Syndicat de la propriété bâtie de Paris, *vacille*. On lisait, en effet, sous la signature de M. Droz, dans un précédent numéro de la *Chambre des Propriétaires*, l'aveu suivant dénué de tout artifice : « Au milieu des attaques dont elle est l'objet, la propriété vacille de toutes parts, et si cela continue, il n'en restera bientôt que des débris et des lambeaux. »

Que leur Dieu — s'il existe — fasse que le brave cœur — s'il en a un — ait raison !

Chose plus grave aux yeux de ces vertueux personnages bedonnants et calculants : c'est le prix des immeubles parisiens qui court aussi de graves dangers. « Il y a donc également un *effondrement de la valeur*. Il existe, répète avec insistance un sieur Honyvet, dans le même organe de la tant sympathique corporation, une *crise immobilière*. »

Quant à la *propriété rurale*, laissons de côté les grandes terres qui servent de champs de manœuvres aux exploits cynégétiques de nos seigneurs féodaux du vingtième siècle et aux essais de tir de leur gardes-chasse sur les braconniers et autres individus du commun. Quant aux terres de moyenne étendue, faisons ressortir — ce que les statistiques officielles et autres omettent de dire — qu'elles appartiennent généralement à des capitalistes qui les afferment, et qu'au total, *plus de la moitié* du sol de la France n'appartient pas au paysan.

Reste la *petite propriété rurale*, de beaucoup la plus nombreuse, celle du véritable paysan. Eh bien ! *celle-ci ne s'effondre pas pour une bonne raison : c'est qu'il y a longtemps qu'elle est ruinée.*

Ce sont les engagements à remplir les hypothèques et autres dettes contractées, et qu'on n'arrive plus à payer qui, seuls, retiennent le paysan de France sur son étroit lopin ; de même qu'ailleurs, du reste. « Les paysans ne peuvent pas se débarrasser de leur propriété, dit Losch, en parlant du Wurtemberg, parce qu'ils y sont liés par les charges. »

L'administration n'ose pas avouer le total des hypothèques qui grèvent la propriété rurale et qui est effrayant. Si ce total n'augmente pas plus rapidement encore, c'est que le petit cultivateur ne trouve plus à emprunter à aucun taux, ni à aucune condition.

Au dire d'un homme autorisé, cultivateur expérimenté lui-même, « le petit propriétaire rural n'est capable de résistance dans une certaine mesure que parce qu'il diminue son train de vie, et qu'il tend sa puissance de travail jusqu'à la dernière limite ». Autrement dit, le rural ne réussit à vivre — si l'on peut appeler cela vivre — qu'à condition de peiner jusqu'à épuisement complet ; au résumé, « *la force de résistance du paysan n'est le plus souvent que sa capacité de privation...* »

Lorsque les Méline et consorts ont arraché au Parlement des *droits* élevés sur les *blés étrangers* ; lorsqu'ils ont fait renchérir l'indispensable nourriture, le morceau de pain du misérable meurt-de-faim, ils ont prétexté le salut de l'agriculture : ils ont prétendu qu'il était indispensable de maintenir le principal produit agricole à un prix à peu près rémunérateur pour le producteur. Ils savaient cependant qu'ils mentaient, ou, du moins, ils auraient dû le savoir. Un avertissement bien fondé leur avait été donné déjà au Congrès international de la Propriété foncière de 1900, par un « partisan de la conservation sociale ». Je dois constater ici, que les faits ont donné raison à l'étrange économiste qui croit pouvoir réformer *ce qu'il y a de plus irréductible au monde*, la propriété foncière, à M. Gustav Freiburg, dont j'ai dû m'occuper à plusieurs reprises dans cette série d'articles.

Il a fait remarquer avec justesse, qu'uniquement le propriétaire qui a des céréales de reste, profite des droits sur les blés étrangers, tandis que le moyen cultivateur, qui en produit juste assez pour sa consommation et celle des siens, n'en tire aucun avantage. L'immense majorité des petits cultivateurs, forcée d'acheter elle-même, comme tous les autres contribuables, pour subvenir à ses besoins, paye elle-même ces droits meurtriers ; coparticipant, de la sorte, au cadeau injustifié que la société fait aux gros propriétaires.

Enfin les paysans du Schleswig se sont aperçus de ce fait indéniable ; ils ont compris la supercherie éhontée dont depuis longtemps ils étaient victimes de la part de ces soi-disant « grands frères », des agrariens qui, au nom d'une soi-disant « communauté d'intérêts », les exploitaient et les grugeaient. Ils ont signifié à ces protectionnistes qui prenaient des airs protecteurs vis-à-vis d'eux, qu'ils ne voulaient plus être protégés de la sorte, et ils les ont envoyés promener. Ce sera désormais un petit, un véritable cultivateur qui représentera la petite culture du Schleswig, au Reichstag allemand. Et le mouvement gagne rapidement les autres districts. Il n'est pas absolument impossible que nos paysans français finissent aussi par découvrir la duperie dont ils sont victimes de la part des grands propriétaires ruraux et autres protectionnistes, mais ce sera peut-être long...

Pour ce qui concerne la *viticulture*, cette autre principale source de revenus de la France, elle n'est guère en meilleure posture.

Dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, un correspondant parlait précisément de l'atroce misère des viticulteurs de l'Hérault, victimes de la mévente des vins comme les autres départements vinicoles. Or, les méventes sont le résultat forcé de la surproduction. Et la surproduction rurale est « le résultat des améliorations *générales* introduites concurremment dans la culture de certaines régions ».

Conclusion : Il suffit d'une amélioration justifiée et profitable à tous pour ruiner le cultivateur qui l'a entreprise...

Autre conclusion : La propriété bâtie vacille et la propriété rurale est ruinée : donc *faillite ou plutôt banqueroute du système capitaliste tout entier.*

Cette *antinomie*, comme eût dit le grand Proudhon, seule suffirait pour *condamner la propriété foncière*, sans parler de l'autre, même par ceux qui y sont le plus attachés...

J. B.

DERNIERS VOLUMES PARUS

Autour d'une vie, par Kropotkine, franco 3 fr.
Les Aventures de Nono, par J. Grave, franco 2 fr. 75.
La Colonne, par Descaves, franco 2 fr. 75.

LE PRÉJUGÉ-PATRIE

III

Du reste, avec le développement de l'industrialisme, le patriotisme change de forme aujourd'hui. Les invasions qu'il s'agit de repousser, ce sont les produits des concurrents. Le patriotisme consiste à imposer les objets de consommation qui viennent du dehors, pour permettre aux producteurs nationaux de vendre leurs produits plus cher à leurs compatriotes, meilleur marché en dehors des frontières.

La fièvre de spéculation qui s'est emparée des dernières générations, la hâte de s'enrichir, vite et énormément, ont introduit dans la production un bouleversement qui est tout simplement en train de changer les conditions d'existence des sociétés.

Tant que la soif de lucre a été modérée, tant que les moyens primitifs de production ne permettaient pas d'inonder les marchés, les nations ont pu marcher de pair, et arriver à un équilibre d'échanges qui leur permettait d'écouler au dehors ce qu'ils produisaient en plus de leur consommation. L'équilibre se faisait à peu près. Autant qu'il peut s'établir dans un monde où l'on produit du blé, de la viande, des objets de luxe et d'utilité; non pas pour répondre à des besoins, mais pour négocier, trafiquer, agioter.

Les progrès en mécanique se sont multipliés, les procédés techniques se sont améliorés, les découvertes chimiques sont venues apporter leur contingent d'amélioration, accroissant d'une façon inusitée — surtout dans l'industrie — la puissance de production.

On a d'abord cherché à créer des débouchés nouveaux par les conquêtes coloniales. Mais voilà que les pays conquis se mettent à sur-produire à leur tour. Par l'excès de production on a engendré la misère des producteurs. Après avoir raflé millions et milliards, les spéculateurs ne savent plus où placer leurs produits. Chaque pays a cru trancher la difficulté en se créant un rempart de droits protecteurs. Tristes expédients qui ne défendent rien, permettant seulement à quelques agioteurs de s'enrichir de l'impôt.

La spéculation est en train de tuer la spéculation. Après avoir produit pour commercer et agioter, il faudra que les peuples en reviennent enfin à produire... pour consommer.

∴

Alors, dans cette transformation qui s'opère, si vous voulez que les déshérités prennent intérêt aux entités que vous avez créées, faites-en des réalités. Au lieu de dépenser des milliards à créer des engins meurtriers; au lieu d'habituer les jeunes au meurtre, à la paresse, à l'ivrognerie, apprenez-leur à améliorer les conditions de travail et d'existence. Donnez-leur donc quelque chose à défendre, si vous voulez les trouver aux jours de danger.

Ce sol que vous voulez nous forcer à défendre, nous n'en possédons pas une miette. Pour avoir le droit de le cultiver, de lui faire produire les riches moissons qui nourriront la collectivité, il nous faut en payer la dime à celui qui le possède. Il nous faut payer pour avoir le droit d'habiter sous un toit protecteur; il nous faut, à l'usine, laisser une part du produit de notre travail pour avoir le droit de prendre place à l'établi.

Nous ne voulons plus payer et nous battre pour les autres. Si la force des choses nous remet encore une fois les armes à la main, nous voulons que ce soit pour arracher, à nos maîtres, notre bien-être et la libre disposition de nous-mêmes.

Assez longtemps on nous a menés avec des mots, depuis des siècles on nous a menés au meurtre et au massacre pour le plus grand profit des autres, aujourd'hui que nous savons, que nous comprenons, nous ne voulons plus servir de jouets aux mains des habiles, nous savons regarder les choses en face. Nous voulons soulever le voile; tant pis si les échafaudages qu'ils recouvrent croulent sous la lumière. Nous autres n'avons plus peur des fantômes.

∴

Ici, plus d'un pourra nous objecter: « Voilà, ma foi, un fort beau plaidoyer contre la force et la violence; mais est-ce bien à vous, anarchistes, qu'il appartient de le prononcer, alors que toutes vos revendications se réclament des moyens révolutionnaires. C'est-à-dire la violence, et la force! »

La contradiction n'est qu'apparente.

Issus du mouvement socialiste révolutionnaire, nos revendications portent encore la marque de notre origine, cela est indéniable.

Comme il arrive en tous les mouvements, quelques-uns des nôtres se sont laissé entraîner à prendre pour but ce qui ne doit être qu'un moyen; de là, tant d'appels intempestifs à la révolution.

Mais ceux de nous qui réfléchissent, qui ont froidement étudié la marche des idées et de l'évolution humaine, ne sont pas révolutionnaires par amour de la violence.

Prisonniers du milieu dans lequel nous évoluons, nous sommes, bien malgré nous, forcés d'en subir les conséquences. Nous avons d'autant mieux compris l'ignominie et l'inanité de la force, que nous en sommes les victimes. Nous voulons que la violence disparaisse des relations humaines.

Mais si nous sommes forcés d'en revenir à la réponse de Clemenceau, au sujet du désarmement: « Il ne dépend pas de nous que la paix existe, » il y a cependant une différence.

Nous n'avons pas à désarmer, puisque nous le sommes déjà. Nous n'avons pas à craindre des ennemis imaginaires; mais notre droit de vivre en liberté à revendiquer. Nous n'avons pas une situation acquise à maintenir; mais tous nos droits à arracher à des maîtres qui se refusent à nous les rendre.

Même la résistance passive préconisée par Tolstoï ne nous met pas à l'abri des dirigeants. Si nous nous refusons à nous plier à la loi, c'est l'amende ou la prison. Que Tolstoï, qui tire sa morale du Christ, enseigne qu'il vaut mieux souffrir la mort que de riposter à la violence par la violence, c'est très bien philosophiquement; mais combien y a-t-il d'hommes qui soient capables de tendre la joue droite après avoir été souffletés sur la joue gauche?

Le « Frappe, mais écoute » de Thémistocle vous a une belle envergure philosophique. Mais n'oublions pas qu'il s'adressait à un collègue. Je douterais de son efficacité dans une discussion entre salariants et salariés, gouvernants et gouvernés.

Si ceux qui nous ont dépouillés veulent nous rendre ce qui nous appartient; si ceux qui nous oppriment veulent nous laisser libres d'agir à notre guise, nous ne demandons pas mieux que de rayer de notre programme les moyens révolutionnaires. Nous ne demandons que la paix et l'harmonie. Le droit — et la possibilité — d'arranger notre vie à notre guise, reconnaissant à chacun le droit et les mêmes possibilités de vivre à la sienne.

On nous objectera alors que ce que nous demandons n'irait pas sans perturber l'ordre de choses établi, sans léser des droits que l'on considère comme acquis. De là, conflit.

Mais cette objection n'existe pas pour les nations. Chacune est maîtresse chez elle. Déjà, la plupart de leurs différends se règlent par arbitrage, leurs relations sont le fruit d'ententes diplomatiques, discutées librement. Elles peuvent désarmer, renoncer à tout esprit de conquête sans que cela gêne les nations d'à côté. Au contraire.

M. Clemenceau, et tous les partisans du maintien, nous disent que ce serait se mettre en état d'infériorité. Nous avons vu que, s'il y a des appétits de conquête, il y a aussi des intérêts pour se mettre en travers: la raison n'est pas sérieuse.

Mais, qu'on le veuille ou non, il faut bien reconnaître ceci: c'est que le patriotisme n'est plus qu'un masque servant à tromper les travailleurs pour leur faire accepter l'esclavage de la caserne; pour les entraîner aux conquêtes coloniales dont leurs maîtres profitent seuls; pour les empêcher de se coaliser avec leurs frères du dehors pour s'unir contre leurs véritables ennemis, leurs maîtres économiques et politiques.

De plus en plus les armées n'ont qu'une raison d'être: la défense des intérêts de ceux qui possèdent contre les revendications de ceux qui sont dépossédés. Et comme les possédants ne peuvent se maintenir qu'avec l'aide de ceux qu'ils ont spoliés, il serait temps que ces derniers, s'apercevant enfin du rôle de dupe qu'on leur fait jouer, se refusent à s'y plier plus longtemps.

J. GRAVE.

1 Voir les numéros 42 et 43.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ROANNE. — Une fraction du parti socialiste — appelée autoritaire — possède ses endormeurs; à Roanne, les socialistes dits libertaires sont souvent des endormis. Leur tactique est curieuse et raille bellement « la psychologie de l'anarchiste-socialiste » de Hamon.

Ils ne fréquentent pas les U. P. parce qu'il y a trop de bourgeois; ils ne vont pas au syndicat parce qu'on y fait de la politique; ils refusent de faire partie des coopératives parce que ça ne sert à rien; quand les élections se présentent et que la propagande antiélectorale devrait se faire, on en trouve tout de suite quatre qui veulent agir.

L'an-archiste roannais se peut définir ainsi: animal qui n'aime pas à être dérangé de sa petite manille et qui grogne contre tous les bourgeois parce qu'il n'est pas assez fort pour en être un.

F. SAUVERT.

∴

Mouvement ouvrier. — La semaine dernière s'est tenue, au Musée social, l'Assemblée générale de la Section française pour la protection légale des travailleurs. Chambrée admirable où le positiviste Keufer rivalisait de politesse avec M. le curé Lemire et où le Grève-généraliste Briat plastronnait au milieu des exploiteurs de chair humaine les plus autorisés et les économistes bourgeois les plus féroces.

Tous ces Messieurs, cela va sans dire, sont pleins de sollicitude pour les « malheureux » ouvriers et ouvrières. Surtout, m'a-t-il semblé, pour ces dernières, car la discussion a porté sur « l'interdiction du travail de nuit des femmes ». Tous ces bons philanthropes s'entendaient à merveille. Pour les uns, l'interdiction ne doit être que relative; pour les autres, elle doit être absolue.

Ce qui s'est débité de bourdes dans cette réunion, cela a été admirable. « La place de la femme est à son foyer, non à l'usine », « il faut interdire par une bonne loi le travail des femmes pendant la nuit », etc., etc. C'est même là ce qui a été adopté par ces Messieurs, sans se demander si les femmes, elles, ne pensent pas autrement. Cela semblait leur importer peu.

Ils semblaient ignorer qu'il y a actuellement en vigueur une loi limitant le travail des femmes, et si tous ces satisfaits avaient daigné regarder et étudier autour d'eux, ils se seraient aperçus que cette fameuse loi a été justement à l'encontre de ce qu'elle prétendait enrayer: l'exploitation de la femme.

Elle a diminué le travail à l'atelier pour le remplacer par le travail à domicile, plus inique et plus exploiteur.

En effet, avant la loi, les femmes pouvaient travailler 13 ou 14 heures à l'atelier; maintenant, c'est bien différent, elles n'y travaillent plus que 11 et emportent, leur journée d'atelier faite, de quoi travailler encore trois ou quatre heures à leur domicile. Bien mieux, dans certaines industries les patrons ont fermé leurs usines-casernes et donnent tout leur travail à faire *à domicile*. Là, pas de loi tracassière qui puisse atteindre l'exploiteur, et l'ouvrière qui veut vivre travaille 16 à 18 heures pour un salaire moindre qu'avant la loi; si bien que tout le bénéfice de cette soi-disant loi de « protection ouvrière » est en dernier ressort empoché par les bons capitalistes.

J'ai vu cela en très grand dans le département du Nord, entre autres pour des travaux de confection — genre des 100.000 paletots de la *Petite Socialiste*. Je le constate encore tous les jours autour de moi. La « loi » dite de protection ouvrière n'a servi qu'à aggraver l'exploitation de la femme. Et je défie tous les « protectionnards » de prouver le contraire.

C'est par centaines que je tiens des exemples à la disposition de ces philanthropes.

Il est vrai que cela au fond leur importe peu. La théorie de ces Messieurs est de faire « quelque chose pour le peuple » et ils fabriquent des projets de loi sans même s'occuper si leurs prétendues améliorations ne viendront passe retourner un jour contre ceux au profit de qui elles ont la prétention d'être faites. Il ne vient jamais à l'idée d'un de ces bonzes de simplifier la machine gouvernementale. Ils la compliquent, et cela toujours au détriment de ceux qui doivent se faire exploiter pour vivre.

Tout se tient dans la société capitaliste et l'on ne touche pas impunément à l'un des rouages sans risquer de démolir tout l'édifice ou sans que le retapage de la machine ne nuise à son fonctionnement.

C'est ce que ne voudront jamais comprendre — et pour cause — tous ces artisans de l'entente du « capital et du travail ».

Farceurs ou canailles? Les deux probablement.

* * *

Millerand préside de ci, de là, des banquets et il a un faible pour ceux qui réunissent autour d'une table bien garnie les représentants, les « soutiens de la société ». L'autre jour, le socialiste « en congé au ministère du commerce » présidait une de ces agapes qui réunissait la fine fleur des « bistros » parisiens. Ces « petits commerçants » dont M. Jaurès nous annonce chaque jour la disparition prochaine, sont chéris du ministre socialiste, ils sont « les remparts de la société », il leur viendra en aide et pour cela il faut « réformer l'impôt sur les boissons et supprimer l'octroi », et, dit l'extrait du discours que j'ai là sous les yeux, « le ministre rappelle ensuite son passé, il a toujours défendu *les débitants de vin* et les défendra toujours, etc., etc. »

Voilà qui est héroïque... et socialiste. Mais alors, et la disparition « prochaine » annoncée par Jaurès?

* * *

Si le banquet des « bistros » a réussi, par contre en voici un autre qui malheureusement a mal tourné. C'est le fameux banquet organisé par « des ouvriers syndiqués, des industriels républicains et démocrates, les associations ouvrières de production adhérentes à la Chambre consultative » (coopérateurs), pour rechercher le meilleur moyen de remédier à la crise de chômage qui sévit actuellement.

Les journaux annoncent que c'est la maladie de Waldeck qui a fait rater le banquet, mais d'autre part on m'assure que les « sans travail » avaient l'intention de se rendre nombreux aux alentours de la salle du banquet.

La frousse de ces Messieurs « ouvriers syndiqués et industriels républicains » ne serait-elle pas la véritable cause de la remise du banquet? On le dit, mais je n'en veux rien croire.

P. Delesalle.

Espagne.

Prison de Barcelone, 13 mars 1902.

A la suite des événements de Barcelone, des arrestations en masse eurent lieu parmi les anarchistes les plus connus.

Parmi le grand nombre de grévistes arrêtés on trouve des enfants de treize ans; probablement les bourreaux n'avaient pas assez d'emprisonner des pères de famille, pour s'en prendre cette fois-ci à des enfants. Ils trouvent que le plus pratique c'est d'imiter le fameux Thiers, qui commandait d'exterminer les hommes, les femmes et les enfants, pour détruire la semence des révolutionnaires.

Dans les persécutions actuelles, on constate les nouveaux procédés qu'ont adoptés les autorités pour poursuivre les anarchistes.

Ce n'est plus sur des complots pour supprimer tel ou tel personnage que les accusations se basent; leur vieux jeu a été découvert. Après les atrocités de Montjuich, il est probable que le public ne s'y méprendrait plus, et voilà pourquoi ils cherchent un autre moyen de pouvoir réaliser leur rêve d'exterminer les anarchistes.

Voyant que les ouvriers se séparent de plus en plus de la lutte politique, pour rentrer en plein dans la lutte économique et par conséquent réaliser la transformation sociale, ils s'efforcent d'entraver la marche progressive vers la grève générale qui sert de ralliement aux forces ouvrières.

Tant que la grève générale n'a été qu'un mot prononcé par-ci par-là, ils n'y ont pas attaché grande importance, mais aujourd'hui ils ne cachent pas la terreur que leur cause un mot si simple et l'importance que pourrait avoir la réalisation d'un tel projet.

Les émeutes de Barcelone ont été un mouvement, en somme, précurseur d'événements plus importants et plus décisifs qui, forcément, doivent se produire dans l'avenir, et qui a été suffisant pour mettre en jeu tous les ressorts de cette société bourgeoise.

On a vu que, dès le premier moment, la police et la gendarmerie ont déchargé leurs revolvers, faisant bon nombre de morts et de blessés; ensuite, voyant l'impossibilité de réprimer le mouvement, ils proclamèrent l'état de siège et la suspension des garanties constitutionnelles.

A présent que les premiers moments de terreur sont passés, et que nos bourgeois ont réintégré leurs foyers, les autorités cherchent à établir les responsabilités. C'est-à-dire, le mot n'est pas très bien appliqué, puisque les responsabilités sont établies d'avance.

Ceux qui ont été arrêtés comme grévistes sans être connus comme anarchistes, sont poursuivis sous l'inculpation d'attaque contre la force armée.

Les anarchistes, malgré qu'ils se soient trouvés dans l'impossibilité de prendre part au mouvement, se voient poursuivis comme propagateurs et instigateurs de la grève générale, avant même d'avoir subi aucun interrogatoire, comme vous le verrez par les exemples que je vais vous citer.

Un camarade qui se trouvait loin du théâtre des événements fut conduit à Barcelone, où il a passé en conseil de guerre et a été condamné à 14 mois de prison. Un de ses amis particuliers, un pauvre homme qui ne connaissait rien des idées anarchistes et qui ne s'occupait pas de questions ouvrières, a été condamné à 10 mois par supposition qu'il pouvait être anarchiste, étant l'ami du premier.

A Bilbao, ville très pacifique où les éléments socialistes dominent et empêchent tout mouvement de revolte et de solidarité, quelques camarades s'y trouvaient depuis plusieurs jours; trois ou quatre furent conduits à la frontière sous prétexte qu'ils étaient des Français et qu'ils étaient venus à Bilbao avec une mission spéciale de l'étranger pour produire un mouvement à Bilbao. Parmi les camarades espagnols, quatre Catalans s'y trouvaient; ceux-là, on les supposa venus de Barcelone avec la mission, spéciale aussi, de fomenter un mouvement à Bilbao, mais ils n'eurent pas de peine à démontrer qu'il y en avait qui n'avaient pas mis les pieds à Barcelone depuis six années, et que leur dernière résidence était en France. N'ayant donc aucun motif pour les garder et ne pouvant pas les poursuivre, ils furent envoyés à Barcelone à condition d'être mis en liberté dans leur localité. Mais en arrivant à Barcelone, au lieu de leur donner la liberté, ils furent mis à la disposition du capitaine général et, avant d'être interrogés, on leur notifia qu'ils étaient poursuivis pour excitation à la grève générale.

A quoi bon continuer de vous citer des actes arbitraires ce qui est exposé suffit pour démontrer que le gouvernement et la bourgeoisie, attachent une grande importance à la grève générale, et pour enrayer ce mouvement progressif, commettent les injustices et les atrocités les plus exécrables.

Mais cela n'empêchera pas que nous redoublions nos efforts en vue de notre but: la Révolution sociale.

* * *

L'Espagne a-t-elle besoin de la république, et le peuple de la péninsule s'en portera-t-il mieux, si, au lieu du jeune Alphonse, c'est un vieux Loubet que l'on intronise? Du moins les républicains d'Espagne se croient très nécessaires. Le correspondant à Paris du journal *El País* (leur organe principal), pour le moment rédacteur en chef d'une édition parisienne hebdomadaire de ce canard — spécialement destinée aux articles dangereux que la censure espagnole arrêterait, — prépare un meeting où les représentants des républicains français affirmeront leur sympathie aux républicains espagnols; paraît que ça les électrisera et leur donnera l'élan nécessaire pour monter à l'assaut de la vieille monarchie. Ils fonderont, eux aussi, une République. Et Marianne sera marraine. Ce choix étonne; et pour des gens qui veulent instituer la liberté, un pareil patronage est étrange; nous qui la voyons de près, quelle ruine et quel maquillage! Mais c'est que, à distance, elle fait encore son effet, la vieille grue, surtout pour ceux qui n'y voient pas très clair, et MM. les républicains d'Espagne m'ont l'air, en effet, d'être plutôt épais. Jugez-en: l'un des plus notables, M. Lerroux, député aux Cortès, avait trouvé assez d'énergie pour demander compte au gouvernement (ne tremblez pas, c'est de l'éloquence) des victimes fusillées dans les rues de Barcelone par les agents de l'autorité, au cours de la grève récente, et, en ayant bien soin de protester d'abord qu'il n'en voulait pas à l'institution de la garde civile, mais seulement à *l'un* de ses membres, il avait accusé cet unique et indigne gendarme d'un meurtre bien et dûment constaté. C'était audacieux, comme ce l'eût été, au lendemain de la Commune, pour un député français, d'annoncer qu'un soldat de Galliffet avait tué un Parisien. Enfin, si peu que ce fût, il avait été le seul à en dire autant. Malgré les invitations réitérées du Président et les protestations d'un ministre, M. Lerroux avait maintenu son accusation; mais voilà que la garde civile de Barcelone lui dépêcha un capitaine pour lui demander réparation par les armes, ou rétractation. Qu'allait-il arriver? Les menaces du capitaine allaient évidemment se briser sur la conscience de fer de cet intrépide défenseur des droits de l'humanité? Mais non; le capitaine a repris le train, paisiblement, et les journaux ont publié une petite note piteuse disant que M. Lerroux avait reconnu que son accusation reposait sur des renseignements erronés. M. Lerroux a bien l'âme républicaine.

Les socialistes d'Espagne n'ont d'ailleurs rien à envier à leurs aînés les républicains. Un certain Toribio Revyo, « chef » des socialistes de Barcelone, sorti de prison il y a quelques jours, s'est fait interwiever et a déclaré (à un rédacteur du *Heraldo*) que la grève générale avait été machinée par le gouverneur civil, M. Socias, d'accord avec les libertaires, et notamment avec Bonafulla; « le gouvernement avait besoin d'une occasion pour combattre le catalanisme, et il s'est servi des anarchistes; ceux-ci, voyant la tournure grave des événements, se sont enfuis; nous, socialistes, nous sommes restés, convaincus que l'on ne pouvait nous inquiéter, car notre propagande a toujours été *noble et légale*; nous avons conseillé la lutte, oui, mais sans violence, et telle que nous l'entendons, nous autres socialistes; c'est ce que j'ai déclaré, a ajouté Revyo, au juge militaire qui m'interrogeait et je ne doute pas que cette déclaration n'ait motivé ma mise en liberté; je lui ai dit: « Je suis socialiste et je déplore que jusqu'ici l'autorité militaire n'ait pas encore fait la différence entre un socialiste et un libertaire. » (La différence est grande, en effet.) « Nous protestons, a encore déclaré ce socialiste, contre les violences que la garde civile a exercées contre nous (contre les autres, ça ne fait rien). » Evidemment les gendarmes ont eu tort; ils tapaient sur des copains. Le juge militaire n'a pas eu besoin de causer longtemps avec M. Revyo pour reconnaître un homme de son bord, un brave, qui accuse Bonafulla et les autres camarades quand ils ne sont pas là pour lui répondre; l'accusation, il est vrai, n'est pas riche; un vieux cliché malpropre, dont Rochefort ne voudrait plus; non pas que Rochefort ait du goût, mais le cliché est trop usé.

Il n'en est pas moins vrai que les gendarmes ont méconnu leurs frères socialistes comme on les méconnait encore généralement en Espagne. Ils sont pourtant méritants. Plus capitalistes que les capitalistes, plus exploiteurs et plus roublards que les patrons, ils ont imaginé — idée géniale — de capitaliser les espérances, les ignorances, les aspirations des *ouvriers*: leur mise de fonds, pour leur grande entreprise, c'est l'inconscience et l'aveugle-

ment d'un grand nombre de travailleurs. Ils ont fondé le comptoir de l'article révolution, et ils en vendent, là, du tape-à-l'œil, tant qu'on en veut. Des vessies pour des lanternes, ça s'enlève comme des petits pains ; la clientèle est nombreuse, et qui veut l'avoir en main doit s'adresser au chef de l'entreprise. En France, Waldeck l'a compris. Les socialistes sont les meilleurs soutiens de l'Etat bourgeois, et il en faut un, dans un bon ministère, comme il faut dans un château un piqueur pour la meute. Messieurs les chefs d'Etat, qui n'a pas son socialiste ? Ça n'est pas cher et c'est d'un effet certain ; article soigné, double face, portant bien le frac et les décorations, pouvant s'asseoir à la table des maîtres, passé orateur révolutionnaire, inspirant toute confiance à l'électeur, la joie du peuple et la tranquillité des républiques ; et du doigté, comme un évêque ! Avec un socialiste, pas d'ennuis ; il ne gaffe pas. Ce n'est pas comme ce Gonzalez, ministre de l'intérieur, qui s'est avisé de faire un décret, un vrai décret, annonçant des poursuites contre les congrégations qui ne se seraient pas fait inscrire aux chefs-lieux des provinces avant le 19 mars. Naturellement aucune n'a marché, si inoffensive que fût cette formalité : ordre du pape. Et voilà Sagasta bien embarrassé. Imagine-t-on un ministre qui fait des décrets obligeant le gouvernement à des actes précis, énergiques ? C'est comme un acteur qui s'emballe et se frappe avec un vrai poignard, croyant que c'est arrivé, et ne se souvenant plus qu'il suffisait de donner à la galerie l'illusion, et rien de plus. Fallait-il qu'il soit gâteux, tout de même, ce ministre ?

Tant pis pour lui, on l'a débarqué, avec un autre qui mettait sa gloire à faire voter une loi désagréable à la Banque d'Espagne, et n'en voulait pas démordre. La Banque d'Espagne est très heureuse, elle sert du 25 0/0 à ses actionnaires et n'entend pas qu'on la trouble, même pour la frime.

Donc Sagasta vient de retaper son ministère. Mais il n'a pas voulu y appeler Pablo Iglesias : il a eu tort, il verra.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 22 mars. — Bruneteaux : La Peinture hollandaise (avec projections).

Dimanche 23. — Visite au Musée du Louvre (la Peinture hollandaise) ; rendez-vous, à 9 h. 3/4, place du Carrousel, à la statue de Gambetta.

Lundi 24. — *Francillon.* — Un écrivain hollandais, Multatuli (lecture et causerie).

Mercredi 26. — Delesalle : L'organisation ouvrière.

*L'Education libre du III*e, rue Grenier-Saint-Lazare. Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures. La situation étant critique, le groupe a projeté d'organiser une grande matinée artistique ; il fait donc appel à tous les camarades conscients pour l'aider, soit en prenant des cartes, soit en les plaçant : il en tient à leur disposition à la Bibliothèque.

Bibliothèque communiste du XVe rue de l'Eglise, 38, à *l'Emancipation.* — Réunion jeudi soir, à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade.

Prêt de livres.

Changement d'adresse. — Tous les camarades qui correspondent avec l'*Education Libertaire* sont priés d'envoyer dès aujourd'hui à l'adresse suivante : 5, passage du Surmelin, Paris-XXe.

Le Secrétaire, C. Papillon.

Groupe des abstentionnistes du XIe. — Réunion tous les dimanches, de 9 à 11 heures du matin, à l'*Education Libertaire*, 3, rue de Reuilly.

Coquelicot Libertaire du XXe, groupe d'études sociales et théâtrales. — Tous les camarades sont invités à assister aux réunions qui auront lieu les jeudis au siège du groupe, salle Pabin, à 8 h. 1/2 précises, rue Ménilmontant, 50.

Adhésions.

L'Emancipation de Vincennes (siège social : 3, rue de l'Eglise, à Vincennes) :

Samedi 22 mars. — M. Amédée Rouquès, homme de lettres : Lecture de *Ces Messieurs* de Georges Ancey, pièce interdite par la censure.

Mercredi 26. — M. Paul Kastor, homme de lettres : L'Architecture religieuse (avec projections).

Union syndicale du Bronze. — Grande réunion le vendredi 21 mars, à 8 h. 1/2. Salle des grèves, Bourse du Travail. — Sujets traités : Utilité du syndicat ; Mouvement ouvrier international.

Orateurs : Braun, de la Métallurgie, Girault, Malato.

Tous les camarades sont invités à assister en nombre à cette réunion.

Chambre syndicale des Peintres en bâtiment. — Diner-soirée, au bénéfice de la Caisse de Solidarité, le vendredi 28 mars, à 8 heures, salle des Omnibus, 27, rue de Belleville. Prix de la carte donnant droit au diner : 1 fr. 50.

Un de nos amis demande à se procurer *Les Primitifs*, d'Elie Reclus. Adresser les propositions au journal.

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 :

Samedi 22 mars. — Concert instrumental et vocal par les camarades de l'U. P. (entrée : 0 fr. 25 ; les enfants ne paieront pas).

Mardi 25. — Un mouvement social éclectique, le Féminisme.

Vendredi 28. — Erreurs et préjugés (suite), par Maugarny.

Aubervilliers. — *Comités abstentionnistes des 1re et 2e circonscriptions de Saint-Denis.* Tous les camarades sont priés de se réunir le dimanche 23 mars, à Aubervilliers, salle Giot, 1, rue des Ecoles, à 2 heures après midi.

Ordre du jour : Candidatures abstentionnistes et manifeste antiélectoral.

LE PROJET D'ÉDITION

Est en marche. La première feuille de 32 pages est tirée. Elle sera expédiée à ceux qui veulent être servis par fascicules.

Ceux qui n'ont pas encore commencé le versement de leur souscription, sont priés de le faire dès à présent ; pour ceux qui ne l'auront pas fait, il sera pris remboursement sur eux à partir du 1er avril.

Les frais de remboursement étant assez élevés, ils ont avantage à l'envoyer d'eux-mêmes.

C'est par erreur que l'avant-dernier numéro portait 16 fr. 50. Le prix est de 6 fr. 50.

Il y a dix bois à graver, c'est ce qui demande du temps. J'espère cependant que le volume sera prêt à expédier dans deux mois environ.

J. G.

VIENNENT DE PARAITRE

Le Tréteau électoral, petite pièce en vers par Léonard, couverture de Heidbrinck, franco 0 fr. 15.

L'Election du Maire, petite pièce en vers par Léonard, couverture de Vallotton, franco 0 fr. 15.

La Grève des électeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille, franco 0 fr. 15.

Organisation, initiative, cohésion, par J. Grave, couverture de Signac, franco 0 fr. 15.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Les camarades Delsine, Regnier, ayant habité rue Demours, Mme Paulette Campagnols, rue Durantin, Le Guillard, boulevard Montparnasse, et Ballas, avenue d'Orléans, qui ont déménagé, emportant des livres de la bibliothèque, sont priés de nous les faire parvenir.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock : *Tolstoï et les Doukhobors*, traduction Bienstock ; 1 vol., 3 fr. 50 ; — *L'enfance — L'adolescence*, de Tolstoï, traduction Bienstock ; 1er volume des Œuvres complètes, 2 fr. 50 ; — *Lettres*, de Tolstoï, brochure, 0 fr. 50 ; — *La Fille sauvage*, pièce en 6 actes, de F. de Curel ; 2 fr.

La Législation ouvrière (réponse à Jaurès), brochure, 0 fr. 10, du Groupe d'étudiants socialistes révolutionnaires de Genève.

Jeanne qui pleure et Jeanne qui rit, par Mme Jeanne Longlier-Chartier ; plaquette 1 fr. 50, Société d'éditions littéraires, 4, rue Antoine-Dubois.

Le devoir social et les U. P., par Henry Jagot, brochure, 0 fr. 10, imprimerie Hudon, 2, place Saint-Martin, Angers.

La Plume, numéro du centenaire de Victor Hugo, 1 fr. 50, 31, rue Bonaparte.

Les trois fléaux : Dieu, le maître et l'alcool, pièce en 1 acte, 0 fr. 50, imprimerie Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

L'Anarchisme, par P. Eltzbacher, traduction O. Karmin ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

La loi Berteaux et ses conséquences financières ; une brochure au Syndicat des travailleurs des chemins de fer, 9, cité Riverin.

Le Chanoine Moïse, par B. Guinaudeau ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Beauté moderne, par E. Montfort ; 1 vol., 2 fr. 50, à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Comment on se défend du rhume et des bronchites, par le Dr Grasset ; brochure, 1 fr., à l'Edition médicale, 29, rue de Seine.

La Défense républicaine, par Waldeck Rousseau ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

A lire :

Bavardage. Un Parisien ; *Le Radical*, 14 mars.

Mémoires d'une laïque, Une ancienne institutrice ; *La Raison*, 16 mars.

A voir :

Bruits de couloir, par Couturier ; *Tam Tam*, 15 mars.

Balançoires électorales, par Lavorato ; *Le Grelot*, 16 mars.

PETITE CORRESPONDANCE

S., à Berne. — Free Society, 515, Carroll avenue, Chicago (Ill.) et Freedom, 127, Ossulston street, London, N. W.

A. L., à Amiens. — Tous les jours il y a des faits semblables. La place nous manque.

Un ex-soldat. — En dehors des livres que vous citez, il y a : *Sous-offs*, de Descaves. — *Au Port d'armes* de H. Fèvre. — *La Grande famille*, de J. Grave. — *La Caserne*, de Lantoine. — *Souvenirs d'un matelot*, de G. Hugo. — *La Gloire du sabre* 4, de Vigné d'Octon. Nous pouvons vous les fournir.

P. R., *rue S.* — Evidemment, ça coûtera un peu plus cher à envoyer par fascicule. Si cela vous est égal, j'enverrai tout broché.

Saint-Nazaire. — Reçu les 3 fr. 90. — Paquet expédi

Séverin. — Reçu. Merci.

Un barbare de Menpenti. — Jean-Pierre, 8, rue d

Sorbonne.

P. C., à *Senones*. — Les volumes de Magre, c'es

Fasquelle, à 3 fr. franco.

C. M., à *Longefoy*. — Nous avons rectifié l

Merci.

R. M. — Votre abonnement finira fin septer

Reçu pour la Liberté d'opinion : Pour les E

H., 2 fr. — E. F., à Turin, 25 fr. — R. M.,

P. L., 0 fr. 25 — L'Education libre, 2 fr. -

5 fr. — Brunaud, 1 fr — Augier, 1 fr. — En to

— Listes précédentes : 227 fr. 30. — En cai

Depuis le compte rendu de la caisse, pul

voici les sommes qui, à différentes repri

pédiées :

A cinq sans-travail, 10 fr. — à Lang

20 fr. — à Grandidier, en deux fois,

5 fr. — à Pic, 5 fr. — à Tuetzli, 10 f

pour le rapatriement des camarad

Plus frais de poste et d'envois, 1

143 fr. 65. — Reste en caisse : 121

Reçu pour la brochure anti

1 fr. 50. — Lorient, 0 fr. 50. — V

0 fr. 50. — En tout : 2 fr. 50

105 fr. 40. — En caisse : 107

Reçu pour le journal : 1

Passy, 0 fr. 50. — Verviers

L., Paris, 1 fr. — Chante

marades, 1 fr. 50. — Sève

de Menpenti, 1 fr. — Zar

V., à Nîmes. — R. G.,

— M., à La Tour-du-Pir

Saint-Louis. — A. M.

chine. — A. G., à Gre

à Buzeu. — P., à Tu

Bologne. — E. M.,

T., à Romans. — 1

nople. — J. G., à 1

Rémy. — C., à B

timbres et mand

PAR

SEPTIÈME ANNÉE N° 48 DIX CENTIMES DU 29 MARS AU 4 AVRIL 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS CORRESPONDANTS

A partir du 8 avril, notre nouvelle adresse sera, 4, rue Broca V°.

L'HOMME INTÉGRAL

L'homme actuel est une misérable caricature, un pitoyable rudiment de ce qu'il devrait être s'il savait coordonner et mettre à profit les connaissances multiples qu'il a pu acquérir.

Comme l'avaricieux vieillard qui, peu à peu, s'en va d'inanition auprès d'un monceau d'or, il languit d'une vie chétive et précaire malgré les trésors d'ordre matériel ou intellectuel qui l'entourent. Empêtré dans les liens du passé, il n'ose—sa volonté débile ne le lui permet pas — il n'ose faire le geste libérateur qui lui donnerait la jouissance de tous ces biens.

Un tel effort lui paraîtrait un sacrilège. Rompre avec la misère physique et morale qui, depuis tant de siècles, est sa condition, se présente à ses yeux comme un acte trop grave pour qu'il en envisage l'éventualité sans trembler. Cet acte si simple, si rationnel que, accompli individuellement il semble l'expression de la logique même, prend, quand on considère la possibilité de sa généralisation, les proportions effrayantes d'une catastrophe universelle! Remédier à un si lamentable état d'infirmité par l'usage immédiat et réconfortant de l'abondance ambiante, voilà qui dépasse la portée du pauvre intellect humain.

Les préjugés, les fausses notions issues d'observations erronées ou incomplètes, ou qu'un mensonge intéressé sema habilement dans les cervelles, toute une multiplicité de faux semblants et de mirages illusoires persuadent l'homme qu'il est bien qu'il se complaise dans sa rudimentaire condition.

* *

Cependant, non seulement l'être veut être, mais il veut s'accroître, et s'accroître en tous sens, physiquement, intellectuellement et moralement. Tel est le nœud de sa destinée.

Tout dans la nature se modifie, se transforme, s'adapte en vue de groupements moléculaires d'où sortiront des actions de plus en plus intenses. C'est la marque du progrès.

Le minéral qui cristallise et par là atteint un degré plus caractérisé de personnalité, le végétal, le zoophyte qui se ramifient dans le fluide environnant et qui, non contents de se prolonger dans l'espace, se prolongent encore dans le temps par la reproduction, l'animal plus conscient, puis, en suivant l'échelle évolutionnelle, intelligent et raisonnant, qui de mieux en mieux adapte son milieu à ses besoins, tout être oriente son effort vers une extension croissante de sa sphère d'activité. Dans ce but, il lutte, il persévère sans interruption dans une inlassable résistance contre les forces adverses, il s'acharne dans un continuel combat contre les obstacles qui s'opposent à cette réalisation de sa destinée.

Or, en ce qui concerne l'homme, les préjugés, les respects injustifiés envers une foule d'obligations conventionnelles, soit d'ordre moral, soit d'ordre social, constituent nombre de ces forces adverses profondément nuisibles au développement physique et psychique de l'être humain.

Dans l'ordre économique, en abandonnant à quelques-uns le droit de disposer à leur profit exclusif non seulement du sol, mais des appareils divers servant à la transformation des matières premières, ainsi que des produits ainsi créés, l'immense majorité n'est-elle pas placée, par la dépendance qui en résulte pour elle à l'égard du reste de l'humanité, dans un état d'infériorité, de subordination arbitraire au plus haut point, préjudiciable à son existence et à son accroissement?

Dans l'ordre moral, mille liens, mille scrupules divers, inventés aux temps primitifs d'ignorance, sont vénérés encore comme le palladium de l'ordre social. Pour se conformer à cet intangible évangile, l'homme doit s'appliquer, par une guerre déclarée à ses passions, — cette énergie latente d'une puissance individuelle et sociale intense — à déformer sa personnalité, à la torturer, à l'amoindrir en un mot, au point de faire de lui-même cette grotesque marionnette qu'est l'homme présent.

De même, dans l'ordre intellectuel, il n'ose approcher des trésors de l'Art et de la Science qu'il laisse à ses maîtres et dont il se contente, troupeau docile, de paître çà et là quelques humbles miettes.

Que de force perdue, par suite de cet amoindrissement de la personnalité économique, morale et intellectuelle, par ce maintien à l'état purement latent de tant de virtualités avortées avant d'avoir pu prendre seulement conscience d'elles-mêmes!

* *

Quand l'homme aura brisé ces liens, quand il se sera dégagé des obligations conventionnelles pour ne plus obéir qu'aux nécessités naturelles, il aura assuré la liberté de son évolution intégrale vers la Beauté individuelle et sociale.

Tout effort portera ses fruits, parce que tout effort pourra sans contrainte donner toute sa mesure qu'aucune intervention oppressive ne viendra restreindre. Dans les trésors matériels et intellectuels mis sans réserve à sa disposition, chaque homme puisera largement de quoi alimenter toute énergie potentielle qui réside en lui. Il suivra enfin sa véritable destinée, celle de tout être, qui le pousse à l'accroissement en tous sens de son individualité.

De plus en plus dégagé des soucis matériels de l'existence parce que la liberté économique aura donné à l'utilisation des forces mécaniques et chimiques de la nature un essor inouï, il orientera la majeure partie de son activité vers son développement psychique.

L'être moral, l'être intellectuel acquerront une envergure que ne peuvent imaginer les malheureux rampants que nous sommes. Toutes les délicatesses raffinées, que seules savent inventer les affections supérieures des humains les plus élevés, ne seront pour l'être moral libéré que les éléments presque négligeables d'une bienveillance courante et banale. Les spéculations les plus abstraites et les plus complexes dont s'effraie aujourd'hui l'esprit humain, auront pour l'intellectuel de demain l'attrait d'un jeu d'enfant.

Ce ne sont point là des exagérations gratuites. La longue évolution progressive parcourue non seulement par l'humanité, mais par la Vie est une garantie de cet épanouissement plus ou moins lointain de l'être pensant. Toutes les imperfections morales, les tares psychiques, toutes les petitesses, les calculs intéressés, les combinaisons égoïstes et malfaisantes, la haine, l'envie, la jalousie, tous ces sentiments de malveillance qui empoisonnent l'existence actuelle et qui, en définitive, résultent plus ou moins directement de l'état d'oppression physique et morale qui pèse sur l'humanité, lui seront inconnus. Sa seule loi sera l'amour, parce que, heureux et libre, il ne fera pas consister sa joie dans le contentement, isolément savouré, de sa seule individualité, mais parce que, élargissant sa conception du bonheur, il associera cette joie à celle d'autrui, l'estimant ainsi d'autant plus large qu'elle se déploie davantage et s'étend à un plus grand nombre de participants.

Se dévouer à ceux qu'il aime, se consacrer à aider à l'agrandissement de leur personnalité psychique, faire sa joie des résultats acquis en ce sens, parce que, plus haute sera la mentalité des êtres ambiants, plus abondante sera la source des félicités diverses recueillies, telle lui apparaîtra la condition du vrai bonheur.

Ce bonheur sera pour lui dans une lutte, mais une lutte toute pacifique dans laquelle l'adversaire, loin d'être l'ennemi, sera, au contraire, l'objet aimé. D'ailleurs, l'attrait de la vie n'est-il pas dans la lutte, lutte pour l'accroissement de l'être et l'atteinte d'un degré toujours supérieur de l'évolution?

Mais l'homme libre, l'homme « intégral »

dont toutes les facultés se seront épanouies pleinement, non content de lutter pour lui-même, étendra sa lutte à l'accroissement de ses proches et même de ses semblables.

Voilà quelques-uns des traits principaux qui caractériseront l'homme de demain, quand il se sera affranchi des superstitions de tout genre, économiques, intellectuelles et morales, qui entravent son évolution normale.

André Girard.

DES FAITS

La Neuville-aux-Larris. — L'initiative personnelle est un fait tellement rare en France que l'Etat s'est chargé d'en supprimer l'exhibition comme immorale.

Cependant, nos vignerons viennent d'exécuter un chemin de 5 mètres de large sur 2 kilomètres de long, pour desservir leur côte de vignes à travers deux terroirs — Cuchery et Belval. — Dons de terrain et journées de travail volontaire ont suffi à l'ouvrage et la montagne est taillée à mi-côte.

Nul agent voyer, nul conseil municipal, nulle enquête « de commodo et incommodo » ne sont venus entraver leur zèle. — Et ils ont leur chemin. — Régulièrement, ce chemin aurait dû leur coûter des milliers de francs et finir par être réalisé par leurs arrière-petits-enfants.

Voilà un exemple à signaler en compagnie de La Fontaine : « Aide-toi le ciel t'aidera. »

X.

(D'un journal bourgeois.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — La 9e chambre correctionnelle a jugé les cinq manifestants au sujet desquels on avait cru devoir ouvrir une instruction, à la suite de la bagarre du 2 mars.

Voici leurs noms : Georges Renaud, tourneur sur cuivre; Ch. Loizel, ébéniste; Arthur Minot, tailleur; Tradarelli, étudiant russe, et Pic, maçon.

Renault était prévenu d'avoir crié : « Vive l'anarchie! A bas les bourgeois! » et d'avoir porté un coup de tête à un agent : six mois de prison.

Loizel et Minot auraient frappé un agent : quatre mois de prison à chacun.

Tradarelli a attrapé trois mois, et Pic, qui aurait frappé deux agents, mais avec cette circonstance aggravante (!) qu'il était allé passer quelques jours à Barcelone, pour chercher du travail, dit-il, — pour participer à l'agitation que l'on sait, pense la prévention, — a eu à supporter plus particulièrement la sévérité du tribunal; celui-ci, en effet, lui a octroyé huit mois de prison.

Des condamnations aussi hors de mesure ne peuvent qu'exciter de nouvelles haines!

⁂

Vienne. — Antignac, condamné « pour avoir excité au meurtre de Napoléon III », en vertu des lois scélérates, est actuellement ici, en prison, au régime du droit commun.

Lorsqu'on proteste, comme pour Tailhade, on fait fléchir la loi, et les condamnés sont mis au régime politique. Lorsqu'on les laisse faire sans rien dire, nos gouvernants agissent en sourdine.

Ils font leur œuvre, après tout, c'est le public, lui, qui ne fait pas la sienne.

⁂

Il est bien amusant de voir tous les aspirants à l'assiette au beurre socialistes se manger le nez entre eux. L'ex-théoricien du Marxisme, Deville, passé au radicalisme, est, depuis quelques jours, la tête de turc de ses ex-copains qui trouvent qu'il va tout de même un peu loin dans le reniement de ses anciennes doctrines. En fait, leurs petites disputes ne nous intéressent que faiblement. Lorsque Deville reproche à Guesde de lui avoir prêté de l'argent, ou chante partout qu'il a payé son médecin, cela n'est que d'un petit esprit; mais Deville va plus loin et il écrit à la date du 20 mars : «... *Je suis prêt à accepter l'invitation de Kautsky* — son contradicteur — *et à parler de MM. Isaïe Levaillant et Marius Fontane, etc., avec ceux qui reprochent tant aux autres ce que leur pureté effarouchée appelle des compromissions.* »

M. Deville parlera-t-il? Nous le souhaitons, car il serait intéressant de savoir quels sont les rapports qu'eut Guesde avec l'ancien chef de la sûreté générale Isaïe Levaillant, cet infect policier qui fut en son temps chargé des plus viles besognes.

Parlez, Monsieur Deville, nous vous en supplions; éclairez votre lanterne, déballez ce que contient votre sac. Votre ex-compère a assez souvent traité les anarchistes de policiers, il serait intéressant pour eux de connaître les rapports qu'il eut, lui, avec ces Messieurs.

Peut-être apprendrons-nous les circonstances de certaines dénonciations.

Allons, parlez, Monsieur Deville.

P. Delesalle.

⁂

Mouvement ouvrier. — Yvetot, dans *Le Libertaire* essaie de justifier ses « tapages », comme il dit si bien. « On a raison, écrit-il (1), de prendre les élus pour ce qu'ils sont bons et de leur demander l'argent qui nous est nécessaire pour le but que nous voulons atteindre puisqu'eux seuls détiennent cet argent dont la valeur est le résultat de notre travail. C'est une restitution logique en attendant celle que nous voulons aussi bien que les « purs » par la Révolution. »

Voilà, ce me semble, une bien fichue théorie, prolongement inévitable de celle qu'il défendait, il n'y a pas bien longtemps en disant, ou à peu près : « L'argent n'a pas d'odeur, prenons-en où il y en a ». Je me suis élevé ici — et je m'élève partout — contre cette funeste théorie, et s'il n'a pas le courage de me nommer, je sais que c'est à moi qu'il décoche quelques petites insanités au cours de son plaidoyer en faveur des « tapeurs ».

Qu'Yvetot aille taper Millerand pour ses petites affaires personnelles, peu me chaut, mais que cela engage par la suite tout un mouvement que nous nous étions efforcé de conserver indépendant, c'est contre cela que j'essaie de réagir.

Dans cette question de 10.000 francs accordés à titre de subvention à la Fédération des Bourses du travail, je sais qu'il n'a été qu'une marionnette dans des mains plus intelligentes mais il n'en est pas moins vrai, malheureusement, que, du fait de cette subvention, la Fédération des Bourses devient un sous-bureau de l'office du travail. C'est ce qu'il n'a pas compris. De plus, Yvetot sent si bien le faible de la théorie dont il se fait le défenseur qu'il n'ose même pas expliquer aux camarades qu'il essaie de convaincre comment a été obtenue cette subvention, les démarches faites dans les ministères et à la Chambre. Il est vrai que cela cadre si peu avec le mépris qu'il affecte envers la gent politicienne!!

Je n'ai, quoi qu'il en dise, apporté aucune haine — et pour cause, — puisque je ne suis guidé dans le débat que par l'idée que je prétends défendre et non, il ne l'ignore pas, par un mesquin intérêt personnel comme il essaie de l'insinuer.

J'ai, et d'autres avec moi, une toute autre manière que lui d'envisager l'action syndicale. Je crois, en matière de propagande beaucoup plus à la force de l'idée qu'à celle de l'argent. Je ne crois pas que c'est parce que des organisations sont riches ou nombreuses qu'elles hâteront l'émancipation des travailleurs. Tant valent les individus et leurs idées, dans un mouvement humain, quel qu'il soit, tant valent les résultats. Anarchiste, j'estime que l'action syndicale n'est utile qu'autant qu'elle est capable de montrer aux exploités les conditions d'existence que leur fait la société capitaliste. Le syndicalisme n'est pas une panacée, mais un moyen; et j'estime qu'il n'est bon que si les individus qui y prennent part sont bien convaincus qu'ils ne doivent attendre leur émancipation que d'eux-mêmes. Et c'est parce que le « tapage des subventions » va absolument à l'encontre de cela que je ne cesserai d'essayer de faire prévaloir mes idées, et surtout de dire tout ce que je pense et comme je le pense.

⁂

Comme je le remarquais la semaine dernière, c'est généralement après boire que le baron socialiste daigne nous initier et surtout nous dévoiler son véritable plan de bataille vis-à-vis de la classe ouvrière.

Si parfois quelque camarade sincère doutait encore du but poursuivi par Millerand en s'attachant les syndicats ouvriers par des subventions et autres, le passage suivant d'un de ses derniers discours nous indique sans détours le but poursuivi. Millerand veut l'alliance du capital et du travail :

« C'est pour cela, dit-il, que je pousse de toutes mes forces au développement des sociétés professionnelles et que je dis aux ouvriers : « Syndiquez-vous, associez-vous et discutez ensuite vos intérêts avec vos patrons afin de préparer la solution définitive qui est peut-être lointaine, mais qui pour moi est certaine : celle où tous les travailleurs, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, n'attendront que de l'association *et de la libre entente, la solution pacifique* de toutes les difficultés qui les divisent.

Vous avez pu réaliser, messieurs, les vœux que je forme, puisque vous avez pu grouper un grand parti de patrons, de chefs de corporations si considérables du commerce des tissus et des matières textiles, etc., etc. »

A ceux qui n'ont pas intérêt à ne pas voir nous crions : prenez garde. Les syndicats ne seront une force révolutionnaire qu'à condition de rester un Etat dans l'Etat.

C'est ce que les « malins », les « tapeurs » ne veulent pas ou sont incapables de comprendre.

⁂

Les travailleurs des chemins de fer ont tenu, la semaine dernière, leur Congrès annuel.

On sait que l'Etat a la main haute sur les compagnies et que, par conséquent, c'est de celui-ci que dépend le sort de ces travailleurs. Dans le but de contraindre les compagnies à leur accorder quelques améliorations, de nombreuses démarches ont été faites auprès des « pouvoirs publics » et c'est du résultat de ces démarches — nulles, est-il besoin de le dire, — qu'il a été principalement question. Parmi les déclarations qui ont été faites par les délégués, une est intéressante entre toutes. Rapportant une entrevue avec M. Baudin, ministre des Travaux publics, l'un des délégués a cité la réponse suivante du ministre :

« Je ne défendrai pas la loi Berteaux — qui limite le temps de travail — au Sénat, parce qu'elle entraînerait à des dépenses auxquelles il nous serait impossible de faire face. Mais j'ai une autre raison pour m'abstenir, et cette raison la voici :

« Des députés, qui ont voté en faveur de la loi Berteaux, sont venus me trouver dans mon cabinet et m'ont conseillé de ne la point soutenir devant le Sénat. Ils avaient voté pour, dirent-ils, parce qu'ils ne pouvaient faire autrement. »

C'est une illustration admirable de ce que valent les promesses des députés. La campagne électorale est ouverte, avis aux amateurs de montage de coup.

P. Delesalle.

⁂

La Tour-du-Pin. — Une grève vient de se déclarer dans une usine de tulle. Les revendications de ces travailleurs consistent en le maintien des choses établies de longue date : c'est-à-dire que l'heure du repas soit, suivant l'habitude, à midi, à seule fin que l'ouvrier ou l'ouvrière qui travaillent séparément, puissent au moins prendre en famille un repas par jour étant donné que le travail chez les tullistes se reprend par équipes de midi à minuit.

A ce qu'il paraîtrait, la nouvelle loi, applicable à partir du 1er avril 1902, qui fixerait la journée à 10 h. 1/2 ne serait pas des mieux accueillies par le patron, qui proposerait aux travailleurs de signer un engagement, de travailler 12 heures par jour, chose que les travailleurs n'ont pas voulu accepter.

A ce sujet les ouvriers tullistes ont fait appel à la Bourse du travail de Lyon, qui leur a envoyé un délégué pour former un syndicat et une réunion a eu lieu aujourd'hui à laquelle j'ai assisté. J'avoue en être sorti écœuré, car j'ai vu toutes les réunions de la précédente grève où les avait menés le berger Guillot, un enjoleur de première catégorie. Je pensais que le nouveau berger Beau qui, je crois, se réclame du guesdisme, aurait eu une autre envergure, et je constate simplement que ce sont tous des hâbleurs vivant dans une Bourse du travail tout comme un député vit à la Chambre.

Le Beau en question nous a seriné qu'il y avait des lois sur l'hygiène, sur le règlement de travail, que ces lois étaient foulées aux pieds par les patrons, qu'il fallait faire appel aux pouvoirs publics, à Millerand, aux inspecteurs ou autres fonctionnaires chargés des usines pour faire respecter telle ou telle loi ou règlement, et en même temps, qu'il fallait que les travailleurs soient unis et surtout bien sages, parce que s'ils cassaient les vitres, il faudrait les replacer le lendemain.

Et puis, voici les élections. La manœuvre du patron est une manœuvre nationaliste, pensez donc!

(1) *Le Libertaire*, 4e série, n° 29.

cela pourrait favoriser un candidat réactionnaire !

En un mot, un rabâchage incohérent ; je me demandais si la Bourse du travail n'avait pas d'autres échantillons à nous envoyer en pareille circonstance.

J'ai le ferme espoir que tout se terminera, comme la grève précédente par des chansons et des bouquets de fleurs offerts aux sénateur, député ou conseiller, pour avoir bien voulu aider les travailleurs à reprendre le licou de l'ignorance et formé un syndicat de la durée des roses.

Espagne.

Barcelona, le 18 mars 1902.

La grève générale fut déclarée, comme on sait principalement pour mettre fin à la grève des métallurgistes qui devenait interminable sans rien changer au profit des ouvriers.

Le dimanche antérieur au premier jour de la grève générale, eut lieu un meeting très chaleureux en faveur de la grève, mais on ne se mit pas d'accord pour la faire le jour suivant, parce que quelques métiers attachés à la fédération n'avaient pas encore adhéré à la grève ; mais, le soir, on se mit tous d'accord pour le lendemain.

Aux premières heures du lundi, les autorités n'étant pas informées de l'accord de la grève, les ouvriers ne se trouvèrent pas gênés pour faire cesser le travail à ceux des ouvriers qui ne l'avaient pas encore abandonné. Tout le monde abandonnait le travail, sans grands efforts pour les grévistes. Beaucoup d'ateliers et de magasins fermèrent leurs portes sans autre motif que l'intimation des grévistes. D'autres aux cris de la grève générale, par peur de l'inconnu, et voyant se produire quelques collisions pour faire arrêter des voitures qui circulaient encore dans les rues, fermèrent leurs établissements. On peut bien dire que les bourgeois effrayés aidèrent beaucoup à rendre la grève complètement générale. Les premiers jours, personne ne bougeait pour travailler, à l'exception de quelques voitures de commerce et de celles chargées d'approvisionner les marchés ; les grévistes se ruèrent sur celles-ci pour les faire cesser, et ils eurent quelques sérieuses collisions avec les gendarmes et la troupe. Mais par le peuple ceux-ci étaient accueillis par des cris, des sifflets et des pierres, ce qui valut au peuple des coups de feu des gendarmes et de la troupe.

La multitude ne faisait usage que de pierres et de revolvers. Les bagarres ont eu lieu avec les gendarmes et la troupe, mais avec les bourgeois, il n'y a pas eu de bagarres ; nonobstant un magasin de bois fut brûlé, à San Martin de Provensals. Les plus grandes bagarres se sont produites aux Abattoirs pour empêcher les voitures de porter les viandes aux marchés ; et aussi pour éviter que les gendarmes ou la troupe n'emmenassent quelque prisonnier au dépôt, le peuple échangea des coups de feu avec les gendarmes. En résumé, quelques morts et beaucoup de blessés des deux parts ; mais le plus grand nombre de morts, aussi bien que de blessés, a été du côté du peuple. On ne sait pas le nombre des morts ni celui des blessés des deux côtés, parce que les autorités militaires le cachent, et que les journaux bourgeois n'ont publié que les notes que le gouverneur militaire a bien voulu leur donner.

L'état de siège continue, ainsi que la suppression des garanties constitutionnelles. Les journaux un peu indépendants ne peuvent pas dire ce qu'ils pourraient dire ; les perquisitions chez les anarchistes, et les délégués de la fédération continuent encore. Cette fois, on ne persécute pas autant les anarchistes qu'on le faisait auparavant. Les prisonniers sont à peu près quatre-vingts, beaucoup plus de la moitié ne sont pas anarchistes. L'anarchiste Clavia, qui fut atteint de cinq coups de feu se trouve assez bien de ses blessures. On n'a aucune nouvelle de ceux qui seront poursuivis par les autorités militaires. Les métallurgistes, depuis la fin de la grève générale, ont repris le travail dans les conditions antérieures. Les policiers assaillirent l'autre jour les kiosques qui vendaient les journaux et livres anarchistes, lesquels furent tous volés ; et ils menacèrent les patrons, s'ils continuaient à vendre journaux et livres anarchistes, de la prison.

Dans les prisons de Barcelona se trouvent quatre jeunes hommes qui vinrent de Paris à Bilbao pour travailler de leur métier, mais la police a mis la main sur eux et les a expédiés à Barcelona. On ne sait pas ce qu'on va en faire.

La haute bourgeoisie a ouvert une souscription, mais seulement pour les blessés et les familles des morts ; rien pour les prisonniers, ce qui lui vaudra un grand reproche quelque jour.

Si vous vouliez, vous pourriez ouvrir une souscription dans votre journal, pour les victimes de la grève. Moi et quelques autres nous nous chargerons de la distribuer, ou nous ferons ce que vous nous indiquerez.

* * *

18 mars.

Nouveau ministère libéral Sagasta-Canalejas.

« . . . . . et la vieille Régente
Leur dit toujours : Messieurs, si nous
[recommencions? »

SULLY-PRUDHOMME.

C'est toute la philosophie de la crise ministérielle, de celle-ci et des autres, passées et à venir. Ils sont là, MM. les ministres, dans leur baraque, à la foire parlementaire, un demi-quarteron de loustics, sur une estrade, autour d'une lanterne magique. Une prodigieuse lanterne, qui montrerait des merveilles ; ceux qui l'ont faite l'ont bien dit, et on peut les en croire. Mais la source de lumière manque, on tâtonne, on ne la trouve pas, et les impresarios s'agitent, devant l'impatience du public qui remplit la grande salle obscure et qui attend, depuis des années et des années, et qui demande : Est-ce que ça va marcher ? Est-ce qu'on va voir quelque chose ? Et parfois il s'exaspère, et des huées chassent le maladroit : « Un autre ! un autre ! Celui-là était un âne ! Car il faut bien que la lanterne marche, on l'a payée assez cher ! » Et l'autre arrive, un nouveau, qui n'a pas encore essayé. Maintes fois on l'a entendu dire à qui voulait l'entendre qu'il savait bien, lui comment il fallait faire ; que çà n'était pas si difficile, avec seulement de la sincérité et un peu de connaissance. Et on sait qu'il en a. Ah ! s'il était arrivé plus tôt. Mais enfin, maintenant, ça va marcher. Et le public énumère, pendant qu'il s'apprête, ses titres, qui donnent confiance : M. Canalejas, un jeune, un radical, un vrai, savant, habile, et un démocrate, un pur. Le voilà. Il harangue le public : « Peuple, attention ! vous allez voir . . . ce que vous allez voir ! » Grand silence. Attention ! Chut ! Il recommence, tâtonne, lui aussi, dans les tuyaux et les robinets de la fameuse lanterne ; les dindons de la salle tendent le cou, anxieux..... Regardez bien, dindons !

Pour nous, camarades, n'attendons pas là. Dehors, par la ville et par les champs, de Gibraltar à la Corogne et de Jerez à Barcelone le peuple trime et souffre ; et il pense aussi. Depuis trente ans, depuis que l'Internationale des travailleurs est venue l'éveiller de son ignorance et lui enseigner le grand principe, la solidarité, il commence à comprendre de quoi il s'agit et il le montrera bientôt.

M. L.

* * *

Nous recevons la lettre ci-dessous :

Monsieur J. Grave

Honorable compagnon,
Salut, Liberté et Progrès.

J'espère que vous voudrez bien insérer ces lignes dans votre journal, afin que les choses soient présentées sous leur vrai jour.

Comme on le voit, le gouvernement se dispose à déclarer les sociétés ouvrières hors la loi — mais non pas hors le Code pénal ; il nous poursuivra jusqu'à ce qu'il nous ait exterminés, pour que vive cette société civilisée où règne la justice, et que les privilégiés puissent jouir tranquillement du butin fait sur les malheureux travailleurs. On nous dit que nous sommes les ennemis de la *morale*, de la *religion*, de la *propriété*, de la patrie et de la famille, et, au nom de toutes ces choses grâce auxquelles le monde est converti en un paradis, il faut que nous cessions d'exister.

Travailleurs !

Il ne suffit pas qu'on nous exploite, qu'on nous enlève le fruit de notre travail, qu'on nous tienne dans l'esclavage intellectuel, par l'ignorance, et dans l'esclavage matériel, par la misère ; il faut encore qu'on nous calomnie, il faut qu'on nous insulte, et cela par derrière, quand on sait que nous ne pouvons pas nous défendre.

On nous appelle des fainéants, parce que nous demandons une réduction des heures de travail, comme le conseillent l'hygiène, la science et la dignité humaine, et ceux qui nous appellent de ce nom sont ceux-là qui n'ont pas et n'ont jamais eu de cals aux mains, qui peut-être n'ont jamais eu une idée utile : éternels parasites qui, ne produisant rien et monopolisant le capital, sont la cause de la misère qui ronge les entrailles de la société. Ils nous disent que nous sommes des ambitieux parce que nous demandons la juste rétribution de notre travail, parce que nous demandons ce qui est à nous. Les maîtres, avec leurs esclaves, n'usaient pas d'un autre langage. Ils nous disent que nous sommes les ennemis de la morale, et cependant nous luttons pour la pratique de la justice. Que voulez-vous de plus moral que la justice en action ? Ils nous disent que nous sommes les ennemis de la propriété : calomnie ! Nous voulons, oui, que la propriété subisse une transformation — elle en a déjà tant subi — pour que chacun reçoive le produit intégral de son travail, ni plus ni moins. Que celui qui veut manger travaille.

On dit que nous sommes les ennemis de la patrie ! Ce que nous voulons, c'est substituer au mesquin sentiment patriotique l'immense amour de l'humanité, abattre les étroites et artificielles frontières pour faire du monde la grande patrie du travail ; il n'y a pas d'autre moyen d'éviter les guerres.

On a dit qu'il était venu à Barcelone des émissaires de l'étranger pour exciter au désordre. Cela est faux. Pour nous, nous reconnaissons également aux ouvriers de tous les pays le droit de propager les idées de justice dans le monde entier. Mais comme le but de ceux qui répandent ces fausses nouvelles est de faire naître la méfiance et la désunion entre nous, je le déclare hautement, c'est une calomnie.

Vous le savez déjà, travailleurs.

Vous qui, par amour pour la cause de l'émancipation humaine, sacrifiez votre tranquillité et ce que vous avez qui échappe à l'exploitation de vos maîtres, et qui propagez les idées que sent votre cœur et que formule votre intelligence, vous qui faite, cela, vous êtes des agents payés par l'étrangers quoique vous ne connaissiez que les privations. C'est ainsi qu'un journal de Madrid, la *Correspondencia de España*, a dit qu'il avait été reçu 30.000 francs de Paris, et, de Londres, autant de livres sterling. Calomnie ! Comédiens...

Mais que prétend-on, en conduisant les travailleurs à la barre ? Eh bien donc, nous irons à la barre, quoique l'on n'ait pas le droit de nous y mener ; nous irons pour nous défendre des calomnies que l'on nous adresse. Eh bien donc, nous protestons, par-devant tous les honnêtes gens, contre l'attentat que l'on veut commettre contre les travailleurs, en nous privant de nos droits naturels dont nous ne voulons user que pour le bien de cette même société qui nous tyrannise et nous exploite ; nous protestons contre la provocation à une guerre de classe, provocation que l'on nous jette, puisque, comme classe on veut nous mettre éternellement sous le joug, au char de l'ignorance et de la misère ; et finalement nous protestons contre le droit que se sont arrogé des législateurs qui nous ont tout refusé et qui ont établi les institutions politiques et sociales de telle sorte que nous ne puissions pas réformer, transformer ou supprimer ces mêmes institutions.

Pour nous supprimer, il faut supprimer la cause de notre existence. Aussi longtemps qu'il y aura au monde des hommes assujettis à l'ignorance et à la misère, aussi longtemps qu'il y aura des exploités et des exploiteurs, des esclaves et des maîtres, la terrible question sociale restera à l'ordre du jour, et les privilégiés ne trouveront pas de repos, pas même dans le silence de la tombe, afin que le supplice infligé tourmente presque autant le bourreau que la victime. Pour nous, nous ne céderons pas une parcelle de notre droit, si ce n'est à la force. Si vous nous déclarez hors la loi, nous travaillerons dans l'ombre, et si cela ne nous contente pas, nous formerons, abandonnant l'organisation actuelle, un parti ouvrier collectiviste, et nous irons à la révolution sociale directement. Si la loi s'y oppose, la collectivité passera par-dessus la loi.

Salut et progrès.

RAMON PITCHOT.

Prison de Barcelone, 9 mars 1902.

La copie d'une lettre de la Havane proposant de mettre les navires espagnols en interdit, tant que l'on n'aura pas relâché les prisonniers, s'étant perdue à la poste, nous la donnerons la semaine prochaine.

Angleterre.

Les journaux de Londres du 19 mars annoncent avec force détails que le roi Édouard VII veut, à l'occasion de son couronnement, donner à dîner « à environ 500.000 de ses sujets londoniens les plus pauvres » ; les frais seront à la charge de « Sa Majesté », aussi le dîner sera-t-il appelé « le dîner du roi ». On donnera une coupe en souvenir à chacun des invités. « Le roi a cette affaire fort à cœur. »

Eh bien, manants, vous n'êtes pas contents? Si après ça vous n'allez pas prier à deux genoux le dieu des grues et des bouffeurs qu'il préserve de l'apoplexie le massif potentat qui mange à votre table, quatre fois par jour, et, pour une fois, consent à vous en laisser, c'est que vous n'êtes vraiment pas chrétiens.

M. L.

Etats-Unis.

Saint-Louis, février 1902.

Les Frères Rogers voyagent en ce moment avec une compagnie de théâtre représentant « Les Frères Rogers à Washington ». Les neuf représentations qu'ils ont données ici ont fait salle comble à chaque fois — le théâtre a 2.100 et quelques places. A travers toutes les drôleries, danses, chants et excentricités, le fond de la pièce est une critique de la politique et des politiciens.

Le premier acte se passe dans la salle des Pas-Perdus du Club démocratique de New-York. Un jeune avocat veut épouser la nièce d'un juge; mais il faut qu'il soit nommé au Parlement comme républicain. Le juge en parle d'abord au président du Club, puis, seul avec son futur beau-neveu, il dit: « Il est prêt à entendre vos raisons » (en remuant les doigts en signe de paiement). « *He is open for reason* »... Le président au fiancé : « Payez les frais de mon élection, ils savent tous que je suis démocrate, mais ils m'éliront... J'épouserai la jeune fille, et deux ou trois mois plus tard elle pourra divorcer et vous l'épouserez !... Une autre idée! Je ferai nommer candidat un Allemand qui fera une diversion dans les votes, et vous serez élu. — Vous êtes très adroit, dit le prétendu, voici un chèque signé en blanc. »

Deux Allemands entrent en scène (ce sont les deux frères), à la recherche d'un emploi... « C'est ici (dans ce club politique) qu'on fait chanter » (aux deux sens). Entrent le président et l'avocat.

Le président à un des Allemands : « Voulez-vous être du Parlement? — J'aimerais mieux être quelque chose d'honnête. » — L'autre Allemand : « Moi, je veux bien; que faut-il faire? » — L'avocat : « Rien. » — Le premier Allemand au second : « Allons-y tous les deux, nous nous partagerons la besogne. » Le président, aux deux Allemands : « Maintenant, veillez à ce que les urnes que nous allons préparer pour les élections ne soient pas volées. »

Au deuxième acte, le gamin de l'ascenseur, qui a obtenu son emploi grâce au président du Club Démocratique, dans une place républicaine, dit au président : « Je dois payer cinquante dollars pour garder ma place. — Ce que c'est que ces républicains! — C'est ce qu'ils dirent de vous, lorsque je leur dis que vous faisiez la même chose. » Le président : « Peu importe qui a le plus de votes quand la chose est contestée, et mon ami Untel est juge du conteste. »

Au troisième acte, la gouvernante du juge : « J'ai répondu que si le juge Barley a volé sa fortune, il l'a volée honnêtement... » Le juge : « Je lui ferai prouver que je l'ai volée... — Non! non! je ne veux pas dire cela... »

Il y a aussi quelques couplets très satiriques, comme : « Get next to the man with the pull. » Je n'ai pu attraper tous les mots, mais le sens est que l'homme de la politique est associé aux voleurs, macs et compagnie.

Et dire que partout où cette pièce est jouée on refuse du monde; et que, malgré cela, dans deux ans, il y aurait cent fois plus de monde à refuser, s'ils venaient tous en même temps pour voter.

*
* *

Le Prince Henri. — Il y a bien quelques critiques un peu comiques sur l'arrivée du rejeton d'outre-Rhin, mais il y a peu de critiques sur les dépenses que son court passage va coûter. Il y a 112 hommes (je ne l'insulte pas en disant hommes?) qui sont commis à sa noble protection — je crois qu'un individu doit se sentir cent douze fois coupable pour accepter une pareille protection — sans compter la cavalerie et tout le train, etc.

Nous n'avons pas assez de crève-la-faim.

Présent offert : 4.000 francs; musique pour réception et déjeuner, 2.000 francs. C'est tout ce que je sais, quant au déjeuner et à sa garde du corps... Cet illustre hôte va nous honorer de sa présence de 6 h. 30 à 11 heures, quatre grandes heures, quoi! à 200 francs par minute, c'est pour rien.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation*. — Réunion jeudi soir, à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade.

*
* *

*L'Education libre du III*e, 14, rue Grenier Saint-Lazare. Ouvert tous les mercredis et samedis de 8 heures à 10 heures. — La situation du groupe étant critique, il fait un dernier appel espérant être entendu.

De la bonne volonté des camarades dépend sa vitalité : que ceux qui sont partisans de l'éducation et qui croient que nous faisons œuvre utile nous aident selon leurs moyens.

Pour tous renseignements, s'adresser au camarade Daviet, 2, rue Chapon.

*
* *

Groupe de propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.). — Le G. P. A. P. demande des *candidats pour la forme* pour affichage antimilitariste *sans timbre* pendant la période électorale. Prière aux camarades qui pourraient se déclarer *candidat pour la forme* d'en aviser dans le plus bref délai possible le secrétaire du groupe, G. Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-Rollin-XIIe. La déclaration est gratuite. Demander les renseignements aux mairies.

*
* *

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2.

Jeudi 3 avril. — Education des enfants au point de vue social, par la citoyenne Gil Baer.

*
* *

SAINT-ETIENNE. — Tous les camarades qui désirent participer à la souscription en faveur des affiches, brochures, etc, antiélectorales, sont priés de se rendre lundi soir à 8 heures (31 mars) au café Argaud, salle du premier.

On prendra connaissance du libellé de l'affiche, et l'on s'entendra en vue de l'agitation à faire pour les élections.

*
* *

LYON. — Le groupe *Germinal* fait éditer une affiche abstentionniste (format colombier) dont les camarades ou groupes qui en désireraient n'auront qu'à envoyer la demande du nombre qu'ils désirent. Le prix de l'affiche sera de 4 fr. le cent, 0 fr. 50 les dix. Il en sera envoyé un exemplaire à l'avance à tous ceux qui voudraient participer au tirage.

Dimanche 30 mars, le groupe *Germinal* organise une promenade champêtre. Ceux qui voudront y participer n'auront qu'à se trouver à 2 heures de l'après-midi, café de l'Isère, rue Paul-Bert, 117.

*
* *

ANGLETERRE. — Un groupe de camarades vient de publier le premier numéro de *La Grève générale* qui sera imprimé en français et en italien.

Les camarades se proposent, ainsi que l'indique le titre de leur journal, une propagande particulière en faveur de la *grève générale*.

Nous ne pouvons que leur souhaiter bonne chance.

L'adresse est : 33, Gresse street, Rathbone Place, London W.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Le camarade Chabert, qui a le volume 99 de la Bibliothèque, est prié de le rapporter.

LIBERTÉ D'OPINION

Comme on peut le voir, par notre dernier numéro et par celui-ci, les correspondances commencent à se rétablir avec les amis de Barcelone. Il s'agit de venir en aide aux famille des arrêtés. Notre caisse en faveur des familles des détenus n'est pas riche. Aussi renouvelons-nous notre appel.

AVIS

Pour éviter des pertes de temps, nous rappelons aux camarades de province qui ont des impressions à faire, qu'ils doivent s'adresser directement à l'*Emancipatrice*, 3, rue de Pondichéry-XVe.

Nous recevons, au dernier moment, une correspondance de Russie, que le manque de temps nous empêche de donner. Ça sera pour la semaine prochaine.

Il y a eu un retard dans le tirage de la brochure *Initiative, cohésion, organisation*, elle sera prête cette semaine et expédiée à ceux qui l'ont demandée.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Age de la pierre, par G. Rivière; 6e vol. de la Bibl. d'histoire et de géographie universelles, 2 fr., chez Schleicher, 25, rue des Saints-Pères.

La Crise religieuse et les leçons de l'histoire, par le P. Vincent Marumus; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Carnet du soldat, par Tolstoï; une brochure, 0 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu. — Même librairie : *Nos créoles*, par A. Corre; 1 vol., 3 fr. 50.

Jeanne qui pleure et Jeanne qui rit (vers), par Jeanne Longfier. Chartier; 1 vol., 1 fr., chez Jamin, 2, rue Lavalette.

A voir :

Dessins de Roubille et d'Hermann-Paul, *Cri de Paris*, no 269.

DERNIÈRES PUBLICATIONS PARUES

Autour d'une vie, par Kropotkine, franco 3 fr.
Les Aventures de Nono, par J. Grave, franco 2 fr. 75.
La Colonne, par Descaves, franco 2 fr. 75.
Le Tréteau électoral, par Léonard, couv. de Heidbrinck, franco 0 fr. 15.
L'Election du Maire, par Léonard, couverture de Vallotton, franco 0 fr. 15.
(Ces deux brochures sont deux petites pièces qui peuvent être jouées dans les réunions familiales.)
La Grève des électeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille, franco, 0 fr. 15.
La même sans couverture, franco 10 fr. le mille.
Initiative, cohésion, organisation, par Grave, couverture de Signac, franco, 0 fr. 15.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES PARUES

L'Assassiné, de Dissy, franco 1 fr. 40.
Le Calvaire du mineur, de Couturier, id.
Les Défricheurs, d'Agar, id.
Ceux qui mangent le pain noir, de Lebasque, id.
Les Bienheureux, de Heidbrinck, id.
La Jeune proie, de Lochart, id.
Le Missionnaire, de Vuillaume, id.

PETITE CORRESPONDANCE

Les camarades de l'Argentine peuvent-ils nous donner des nouvelles du camarade Scopetani?

J. P., à Marseille. — Oui, vous pouvez payer en plusieurs fois. Il faut que le dernier versement soit fait dans deux mois, si vous voulez recevoir le volume.

A., L., à Liège. — Je vous enverrai les 2 vol. brochés. Ça compliquerait trop les envois, s'il faut en envoyer un broché et l'autre par fascicules.

N. C., à Bruxelles. — *Les Prisons* épuisée. Il n'y a pas d'index pour le Journal. Je n'ai pas de notes sur ce que vous me demandez.

Le compagnon Giraudon, tailleur de pierres, est prié de passer au bureau. Pressé.

A. E., à Narbonne. — Nous ne prendrons pas l'initiative d'un groupe semblable; car notre conviction est que, pour réussir, un groupement semblable doit se faire entre individus se connaissant d'avance, et non avec des gens venus des quatre coins de l'horizon.

Je n'en connais pas actuellement. Toutes les tentatives ont avorté.

Un libertaire de Fontenay. — Nous n'avons pas ce que vous demandez.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : Un paysan, 0 fr. 25. — Collecte faite au cercle de l'*Avenir* de Pont-l'Evêque (par Antignac), 3 fr. 15. — Total : 3 fr. 40. — Listes précédentes : 121 fr. 40. — En caisse : 124 fr. 80.

Reçu pour la brochure antiélectorale : A. L., à Liège, 1 fr. — L. S., à Arles, 0 fr. 50. — Total : 1 fr. 50. — Listes précédentes : 107 fr. 90. — En caisse : 109 fr. 40.

Reçu pour le journal : F. T., à New-York, 7 fr. 45. — A. L., à Liège, 1 fr. — O., 1 fr. 75. — Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS — IMPR. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 49 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 AVRIL 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4. — PARIS, (Ve)

A NOS CORRESPONDANTS

Dorénavant, adresser toute correspondance à notre nouvelle adresse, 4, rue Broca-Ve.

∴

Pour les causes que l'on devine, nous n'avons pas de supplément cette semaine.

LA FOIRE ÉLECTORALE

La foire électorale fait s'agiter déjà les trafiquants de la « souveraineté populaire ». A considérer seulement les impudents agissements de la Chambre, les déclamations creuses et effrontées des députés, soucieux d'illusionner leur clientèle par de fallacieux projets de loi, ou d'alléchants articles additionnels, il serait des plus faciles de dégager la moralité du monde et des mœurs parlementaires. On ne peut qu'être frappé, à la veille de cet appel à la goujaterie publique, de l'essentielle préoccupation du chauffage de la réélection, qui domine les attitudes, les démonstrations, tous les faits parlementaires.

C'est le digne premier acte de la bouffonne et écœurante comédie de la participation du peuple au pouvoir et à la direction de la chose publique. Voilà, certes, qui nous fait bien augurer de la valeur des éléments de cette consultation nationale, et de la qualité des opérations des candidats dans leurs circonscriptions.

En haut lieu, où s'exerce le pouvoir, où s'organise la prépondérante corruption, où se centralise la sujétion à la force politique et économique, c'est la pression gouvernementale s'insinuant perfidement par toutes les voies de l'Administration, et décidant du vote de la gent fonctionnaire et de l'autre fraction aspirante, toutes deux asservies à l'Etat, le grand maître dispensateur des malsaines joies comblant les lamentables aspirations de l'honneur, de la vanité et des intérêts bourgeois.

A un degré plus bas, ce sont les chefs de parti qui se concertent, déterminent et fixent les compromissions, indiquent les louches tactiques, créent les trusts électoraux, selon le principe du plus grand avantage, et lancent les prestigieux mots d'ordre, alors que, dans chaque circonscription, la chasse à l'électeur, violente ou doucereuse, obscure ou tapageuse, revêtira toutes les formes de la flagornerie, du mercantilisme et du charlatanisme humain.

En le débordement d'appétits de cette curée aux mandats, c'est la culture intensive de la corruption et de la mystification du peuple, par la provocation d'espérances illusoires, nées de la redondance des discours et du mirage des programmes.

Or, c'est par cette consultation de la volonté populaire que le Pouvoir et l'Autorité établissent la légitimité de leur existence et la consécration de leur nécessité sociale. Et, alors même que le mode consultatif serait empreint de la plus nette loyauté, alors même que le suffrage universel aurait atteint le but rêvé par ses inspirateurs, c'est-à-dire la participation vraie de l'individu au pouvoir politique, en est-il, parmi cette nuée de candidats, qui aient médité jamais sur la valeur sociale et morale du principe même d'autorité !

Quel est celui de nos aspirants à la représentation, dont les titres et diplômes remplacent le savoir et la sagesse, qui fut, quelque jour, préoccupé de cette interrogation : Est-il juste ou arbitraire, utile ou nuisible à l'humanité qu'un pouvoir fût constitué et que l'autorité s'exerçât, en vue de l'ordre social ? Et les parlements comptent, en nombre, des médecins et des professeurs, des académiciens et des penseurs ! En une époque où la science et la philosophie n'ont plus que des disciples : l'ironie est amère.

Et les tartuffes du socialisme politique suivent, ou mieux précèdent le mouvement de la tradition autoritaire et légale. Jadis, cependant, alors qu'il n'était que le « commis voyageur » des idées nouvelles, l'esprit de Guesde sut entendre que le droit politique, acquis du suffrage universel, n'était qu'un vain mot s'il n'était complété du pouvoir économique, toujours étranger aux possibilités prolétariennes.

Dans l'agitation électorale, le clan socialiste actuel ne se distingue de ses antagonistes bourgeois que par l'ardeur furieuse de sa convoitise du pouvoir. Il ne sait employer que les procédés classiques du bourgeoisisme : il taillera sa part, en l'ignorance des foules, par une veule flatterie des éléments rétrogrades de leur mentalité.

La pensée socialiste, qui fut belle d'audace en ses investigations sociales et intellectuelles, est désormais subordonnée, opprimée jusqu'à l'agonie, par les quelconques préoccupations électorales d'hommes et de parti. Mais que ces sots ou ces aigrefins de la politique se démasquent mieux, par l'exposition des tares de leurs concepts et de leurs moyens d'action, nous nous en réjouirons. La fin du parlementarisme et la vanité du suffrage universel affirmeront la banqueroute du socialisme autoritaire.

En cette époque de transition et d'indécision inquiète et apeurée où, confusément, les systèmes et les idées contradictoires se heurtent et se confondent en une mêlée inextricable, sous l'empire des intérêts, des mentalités diverses, des postulats légers ou forts, des conceptions ataviques, notre pensée, dans sa libre et virile recherche, s'est nettement dégagée de la mentalité actuelle et, en la cacophonie des enseignements de la tradition et de l'esprit bourgeois, distinctement, a inscrit sa protestation libertaire à une page blanche du livre humain.

L'Autorité est à la fois cause et sanction du désordre social et de l'oppression de l'individu, qu'elle soit exercée par une minorité ou par la volonté de tout un peuple. A la vieille formule du gouvernement des hommes par les hommes, nous opposons le droit, la nécessité de la liberté totale de l'individu, soustrait à la tutelle de tout pouvoir organisé, et aspirant, sous l'impulsion même de son énergie et de son initiative, au développement le plus harmonieux de ses facultés. Par là, la pensée anarchiste condamne le suffrage universel, principe en vertu duquel s'exerce le pouvoir démocratique, la dernière expression de l'Autorité — oppressive par essence.

Ch. Dactil.

UN GOUVERNEMENT DE MOUCHARDS

Les socialistes au pouvoir deviennent les plats valets des basses œuvres des monarchistes. Les Millerand et les Waldeck tiennent à en fournir la preuve chaque jour.

Ces temps derniers ils ont fait arrêter le camarade Vezzanni, d'après les ordres de leur maître d'Italie, et l'ont expulsé, ou livré, nous ne savons.

En même temps on arrêtait un Belge, le camarade Scarceriaux, qui demanda à aller en Suisse. Malgré ses protestations, il a été remis entre les mains des gendarmes belges, comme anarchiste.

Comme il n'y avait pas d'autre charge contre lui, force a été de le relâcher. Mais la *Ligue des Droits de l'homme* ne pourrait-elle pas entreprendre une campagne pour amener l'opinion publique à faire comprendre à nos gouvernants, qu'il y a un terme, même aux saletés gouvernementales.

J. Grave.

DE L'ORIGINE ET DE L'EVOLUTION

DU CONCEPT « DIEU »

Une loi domine toute la cosmologie, c'est la loi de conservation, qu'elle s'appelle éternité de la matière ou conservation de l'énergie. Elle se déduit de tous les faits, de toutes les lois de la physico-chimie actuelle. Elle n'est donc plus à prouver aujourd'hui. Dans la matière organisée, cette loi s'appelle l'instinct de conservation de l'individu.

Toute la psychologie individuelle ou sociale en dérive. Le concept « dieu », comme les autres concepts dits métaphysiques, n'en est que l'extension. Cet instinct de conservation de l'individu est inconscient dans la masse d'albuminoïde qui est le premier terme de la matière organisée, mais tel qu'il est, il existe. Nous en trouvons même une modalité dans la matière inorganisée (la matière brute de l'ancienne philosophie). Ainsi, quand on opère des tractions sur un barreau métallique jusqu'à amener une cassure, immédiatement s'opère à l'endroit affaibli un travail intense de réparation. Et, à de nouvelles tractions, la cicatrice sera suffisante pour que la cassure se produise à un endroit différent des précédents. Cet instinct de conservation individuelle ne nous intéresse vraiment que lorsque la conscience apparaît dans un organisme, c'est-à-dire lorsqu'il y a différenciation des tissus en éléments nerveux. Alors, au fur et à mesure que le système nerveux se complique, la mentalité de l'animal se perfectionne et cet instinct de conservation, de simple réflexe ou tropisme, devient raisonné. L'animal évite tout ce qui est danger et recherche tout ce qui lui est défense. Tout ce qui lui est inconnu ou inexplicable est un danger et, jusqu'à preuve du contraire, sera considéré comme tel. Par exemple, terreurs de l'animal perdu, surtout quand vient la nuit. Frayeur du chien devant un objet inanimé qui semble le poursuivre (feuille agitée par le vent). Hurlement du même chien à la lune qui le terrorise parce qu'il ne peut se l'expliquer. Certains peuples primitifs en sont encore là. C'est le premier stade de la religiosité : l'animisme.

De l'instinct de conservation découle aussi directement le regret de la mort. Le désir de l'immortalité apparaît ainsi très naturel à des écorces cérébrales peu évoluées et surtout ignorantes du « post-mortem ». La mort n'est d'ailleurs pour beaucoup de ces primitifs qu'un sommeil prolongé. C'est toujours de l'animisme.

D'autre part, par une opération mentale analogue à celle du chien animant un objet inanimé, l'homme primitif considère tous les phénomènes naturels qui l'entourent et qui lui sont inexplicables comme le fait d'êtres analogues à lui, d'êtres qui entrent en concurrence vitale avec lui, qui sont par conséquent un danger.

Les dieux sont créés. Dieux grossiers et combien anthropomorphes. L'évolution du concept « dieu » est dès lors celle de toutes les autres créations du cerveau humain, se perfectionnant à mesure que ce cerveau se perfectionne lui-même.

Et du fétiche au concept métaphysique des philosophes déistes nous trouvons toutes les transitions possibles. Puis le concept philosophique devient tellement vague qu'il disparaît dans le panthéisme. Quant aux dieux des religions, ils sont encore, pour l'immense majorité des croyants, de simples anthropoïdes. Tel le Dieu des chrétiens, vénérable vieillard à barbe blanche dont on achète les faveurs en entretenant les prêtres qui prétendent l'entretenir.

Nous n'avons voulu, dans ce court et rapide exposé, qu'indiquer combien il est facile de trouver l'origine de Dieu dans le principe de conservation de l'individu, laissant à chacun la possibilité de chercher et d'étudier tous les développements que comporte la question.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE : *Büchner*, L'homme selon la science, 1878 ; — *Letourneau*, L'évolution religieuse dans les races humaines, 1900 ; La psychologie ethnique, 1901 ; — *Le Dantec*, Théorie nouvelle de la vie, 1896 ; Le déterminisme biologique, 1897 ; — *Hæckel*, Les énigmes de l'univers, 1901 ; — *Finot*, La philosophie de la longévité, 1900 ; — *Ribot*, Psychologie des sentiments, 1899 ; Essai sur l'imagination créatrice, 1900 ; Evolution des idées générales, 1897 ; — *J. Soury*, Le système nerveux central, 2 vol., 1899.

Le camarade Fromentin nous communique la *Lettre ouverte* qu'il vient d'adresser à Waldeck-Rousseau. Nous en extrayons les passages suivants :

A la suite des assommades à la Bourse du Travail du 2 mars, vous allez accorder des médailles de sauvetage aux agents qui s'y sont distingués, comme vous en avez accordé aux agents Hendricq, Ducorroy, etc., après la grève des tulliers de Calais, aux gendarmes de Chalon-sur-Saône, aux fusilleurs de la Martinique sans doute et aux brutes policières pendant la grève de Marseille.

. . . .

Il est féroce, sanguinaire et bien bourgeois, de vouloir donner un bout de ruban, une récompense à ces haines profondément regrettables.

Cette décoration qui s'étale déjà et va s'étaler sur la poitrine de ceux qui blessèrent ou tuèrent leurs frères, de ceux qui assommèrent des ouvriers luttant pour le droit au travail, c'est-à-dire le droit à la vie ; cette décoration n'est plus le signe du dévouement et du courage, mais celui de la cruauté, de la haine et de la sauvagerie.

Cette médaille dont vous m'avez gratifié en 1881 pour acte de courage et que je ne porte pas d'ailleurs, ayant le plus profond mépris pour ces ridicules hochets de domestication, je n'en veux plus, ne voulant pas être assimilé à ceux qui la reçurent en récompense de leur participation à ces criminels conflits.

J'anéantis ce brevet qui porte votre signature parce que le nom de Waldeck-Rousseau me rappellerait de trop tristes événements.

Je n'espère pas malgré cela oublier jamais que vous fûtes le défenseur du panamiste Eiffel et que votre plaidoirie se terminait par une phrase qui suffirait à déshonorer un homme politique dans un milieu gouvernemental, si toutefois, dans ce milieu, les sentiments d'honneur pouvaient répondre à quelque chose de sain et de propre.

« Et vous acquitterez Eiffel », disiez-vous aux juges, « en réservant toutes vos rigueurs pour ceux qui ne pardonnent pas à cet homme d'avoir fait à la grande humiliée de 1870, l'aumône d'un peu de gloire ! »

Ah ! ces rigueurs que vous sollicitiez jadis pour les dépouillés, les volés du Panama, vous ne les avez pas oubliées depuis que vous êtes au pouvoir ! les poitrines trouées, les crânes défoncés en sont la lugubre et funèbre attestation !

Aussi votre nom est pour moi évocateur de sang, de haine et de trahison républicaine, je le rejette du pied, car j'aime ce que vous haïssez : l'éternel opprimé ; et je hais ce que vous adorez : l'éternel oppresseur ! cette féroce bourgeoisie à laquelle nous appartenons tous les deux.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ASSASSINAT LÉGAL. — La semaine dernière a été fusillé à Oran, dans des conditions particulièrement odieuses, le soldat Guiguen. Voici comment les journaux racontent cet assassinat extra-légal :

Guiguen est arrivé au poteau d'exécution d'un pas ferme, le cigare aux lèvres, causant avec l'aumônier avec des gestes animés. Il refusa le bandeau sur les yeux, s'agenouilla lentement et cria aux hommes du peloton :

— Vous pouvez y aller dare-dare.

Après le feu de salve, Guiguen, qui n'avait pas été tué, replia ses bras lentement autour de sa poitrine, comme pour comprimer la douleur qu'il ressentait. Un premier coup de grâce lui fut donné immédiatement. Le major, accouru, ordonna un deuxième coup de grâce.

La foule a été très impressionnée par cet incident. Guiguen, qui comptait une vingtaine d'années de service, laisse une veuve et un enfant.

Guiguen avait femme et enfant comme Dreyfus, mais il n'avait pas ses millions : les bonzes de la « Ligue des Droits de l'homme » n'ont même pas eu un mot de protestation. Quant à Loubet, qui avait le pouvoir d'empêcher ce crime ignoble, vraiment à sa place je ne dormirais pas tranquille.

⁂

DÉFENSE RÉPUBLICAINE. — A la suite d'une conférence donnée, il y a une huitaine de jours, à Marseille par notre camarade Liard-Courtois, le parquet de cette ville a lancé contre lui un mandat d'amener, pour, dit la prose policière, « apologie de crimes ».

Arrêté à Toulon, notre camarade sera transféré à Marseille pour être mis à la disposition du juge chargé des poursuites.

Libertad, arrêté, comme l'on sait, à la suite du meeting des sans-travail, est toujours en prison sans que l'on sache exactement ce qui lui est reproché. La gueuse républicaine ne lâche pas facilement sa proie.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les journaux socialo-ministériels mènent grand bruit à propos de l'application au 1er avril de la loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail. Je rappelle que cette loi dit que la journée de travail sera réduite à dix heures et demie dans les usines occupant des hommes, des femmes et des jeunes gens au-dessous de dix-huit ans.

Il est certain qu'en fait, la diminution de la journée de travail est une bonne chose, mais il y a lieu d'examiner ici si la « loi » atteint bien son but, et si cette loi faite en faveur des ouvriers ne se retourne pas contre eux. En effet, avant même qu'elle ne soit applicable, Messieurs les exploiteurs prennent leurs dispositions, et déjà, dans plusieurs endroits, il y a menace de grève. A Tourcoing, à Reims, les patrons rabaissent à dix heures et demie la journée qui était précédemment de 11 heures, mais entendent diminuer les salaires dans des proportions identiques à celles de la diminution de la journée de travail, et comme il est probable — cela a été maintes fois prouvé par l'expérience — que la production sera la même en dix heures et demie qu'en onze, tout le bénéfice en reviendra en dernier ressort à Messieurs les exploiteurs. Ici encore, je ne crois pas à l'efficacité de la loi, mais à la volonté des travailleurs, qui n'obtiendront en réalité une diminution du temps de travail que lorsqu'ils seront bien décidés à l'imposer à leurs employeurs.

Dans certaines industries, la loi aidera au développement du travail à domicile, de beaucoup le pire de tous, et comme la loi en question vise surtout le travail des femmes, rien ne sera plus facile. Là, pas de surveillance possible ; l'ouvrière peut travailler douze, quinze, dix-huit heures, la loi n'y peut et n'y pourra rien. C'est ce qui a du reste lieu dans nombre de magasins parisiens. La femme ouvrière ira le matin chercher le travail qu'elle reportera le lendemain, et elle travaillera chez elle autant d'heures que ses forces le lui permettront. Contre cela la « loi » reste impuissante, si bien que la malheureuse femme se trouve plus exploitée qu'avant. Ailleurs, de gros industriels se déchargeront des soucis immédiats de la production sur des entrepreneurs qui, eux, détailleront le travail à domicile dans le plus grand nombre de mains possible, ce qui aidera encore admirablement à la baisse des salaires.

Tel sont quelques-uns des résultats immédiats des lois dites de « protection ouvrière » qui, en dernier ressort, se retournent contre ceux au profit de qui elles ont la prétention d'être faites.

J'aurai certainement l'occasion d'y revenir et rien ne me sera plus facile d'illustrer ma thèse par des exemples. Seuls les partisans de l' « union des classes », les apologistes de l'entente « du capital et du travail » pourront alors nier l'évidence.

⁂

La semaine dernière s'est tenu à Paris un Congrès de syndicats « jaunes ». Rien de bien important du reste dans ces agapes fraternelles où curés, exploiteurs, ex-socios et anciens mouchards se donnaient la réplique pour faire croire, à quelques pauvres diables fourvoyés dans cette sentine, qu'il s'agissait de discuter leurs intérêts. Et j'avoue que ces malheureux discutant avec leurs exploiteurs sur la meilleure façon de se faire tondre m'inspirent beaucoup plus de dépit que de colère.

Par contre, je m'étonne fort du dépit dont font montre certains « *rouges* » à l'égard des moutons « *jaunes* », car après tout ces derniers ne cherchent qu'à mettre en action les théories si chères à leur patron Millerand, cette alliance du « capital et du travail » qu'il ne cesse de préconiser. Les lois qu'il leur prépare — arbitrage en cas de grève, conseils supérieurs et inférieurs, subventions de toutes sortes, etc., etc., — ne tendent en dernière analyse qu'à cela, et je m'étonne, encore une fois, de leur dédain envers des gens avec qui, en définitive, ils sont si bien faits pour s'entendre.

P. DELESALLE.

Russie.

Pétersbourg, 3/16 mars.

Grandiose manifestation populaire a Saint-Pétersbourg. — On sait que l'Eglise orthodoxe russe voue à l'anathème tous les apostats qui se sont rendus célèbres à travers l'histoire, de même que les traîtres de l'Empire et les révolutionnaires contre l'absolutisme. Cette solennité a toujours lieu dans les églises russes le premier dimanche du carême, après la célébration de l'office divin. (Les Pâques russes ne coïncident pas avec cette fête à l'Occident.)

Or, les étudiants choisirent ce même jour pour protester contre le régime autocratique dans une grandiose manifestation. Déjà depuis huit jours ils répandaient des proclamations dans lesquelles ils invitaient le public à se rendre en masse à cette manifestation magnifique et ils en indiquaient l'heure et le lieu. En même temps ils envoyèrent, aux officiers de différents corps, des manifestes, en invoquant l'exemple de leurs aînés qui, en 1825, avaient résolu de jeter bas l'absolutisme et en les suppliant de ne pas faire tirer sur la foule, mais de venir, au contraire, fraterniser avec elle.

En effet, pendant que les prêtres criaient leur anathème devant un petit nombre d'assistants à la grande cathédrale de Saint-Isaac, une foule nombreuse se portait vers la perspective Nevski, la plus longue et la plus vaste rue de Pétersbourg, désignée comme lieu de la manifestation. On y remarquait des ouvriers en masse avec leur costume des dimanches et un grand nombre d'étudiants portant l'uniforme adopté par chacune des hautes écoles auxquelles ils appartenaient. Les moins rares étaient ceux de l'université, déjà passablement décimés par les précédentes arrestations pour cause de grève avec obstruction et de leur démonstration dans la Maison du peuple le 9/22 février. Bientôt la foule devient si compacte entre la rue *Sadovaia* et le quai du *Canal de Catherine* que les omnibus et les fiacres réussissent à grand'peine à se frayer un passage.

Cependant la police avait pris ses mesures d'avance. Des agents de ville à cheval et à pied et des gendarmes armés jusqu'aux dents et munis de nagaïkis furent, par groupes, postés dans les cours des maisons situées sur toute la partie de la perspective que devaient occuper les manifestants.

A midi précis, apparaissent plusieurs escadrons de gendarmes qui se mettent en devoir de refouler les manifestants sur les trottoirs et surtout dans les rues adjacentes. Mais, en ce moment même, au milieu des manifestants qui se trouvent en face de l'Hôtel de ville, on voit hisser un drapeau avec l'inscription : « A bas l'autocratie ! » Toute la foule l'acclame ; des hurrahs frénétiques partent des poitrines, des casquettes et des bonnets sont lancés dans l'air, l'enthousiasme est au comble.

Le spectacle est imposant.

Involontairement on reporte sa pensée à cette époque, encore si peu éloignée, alors que le jeune autocrate pouvait recueillir des manifestations de ce genre en sa faveur et qui étaient dues à l'expansion du sentiment d'un peuple confiant en sa puissance, espérant des réformes bienfaisantes.

Les gendarmes chargent la foule, s'élancent de ce côté pour arracher des mains de l'étudiant, qui l'avait arboré, le drapeau séditieux, mais on voit aussitôt flotter sur un autre point, presque en face de l'église catholique, un autre drapeau pareil au premier, également acclamé par la foule.

Sabre au clair, les gendarmes se précipitent sur les différents points desquels partent les hurrahs enthousiastes, frappent et arrêtent les manifestants.

Il faut, cependant, faire observer que cette fois, pour réprimer la manifestation, ils frappaient avec leur sabre à plat ou distribuaient des coups de nagaïkis, en évitant de blesser grièvement et en portant leurs coups non sur le public, mais seulement sur les manifestants qui poussaient des hourras, entonnaient des chants révolutionnaires ou sur ceux qui stationnaient sur place. Les personnes qui en furent atteintes subirent des contusions. Les coups de sabre leur occasionnèrent des tumeurs et les coups de nagaïkis de larges cicatrices au corps. Il y eut deux blessés que l'on dut emporter à l'hôpital. La police et les portiers n'usèrent que de leurs poings. Plus de cent arrestations furent opérées.

On remarquait aussi l'absence complète des cosaques, à la brutalité desquels le gouvernement avait recours jusqu'ici, toutes les fois qu'il y avait rassemblement dans la rue. L'absence de cet élément féroce est certainement due à l'indignation profonde que souleva en Russie et dans l'Europe entière son intervention sanglante et les tueries qui s'en suivirent pendant la manifestation de l'année dernière sur la place Kazan.

Cependant, l'ordre fut rétabli dans l'espace de deux heures environ. Les manifestants, qui gardaient une attitude très digne et tout à fait calme, furent dispersés. A 2 heures et demie, dans l'après-midi, la perspective Nevski offrait libre passage au landau de l'impératrice douairière ; le grand-duc Constantin l'a suivie quelques minutes après.

La perspective Nevski demeure animée pendant le reste de la journée par de nombreux promeneurs, non sans qu'il y eût, d'ici de là, quelques altercations avec la police.

* *

Moscou. — Tolstoï se voyant au seuil de la tombe, ne veut pas quitter ce monde sans adresser ses derniers enseignements et ses dernières exhortations à tous ceux qui sont appelés à jouer un rôle social en Russie. Il fait écrire sous sa dictée de longues épîtres aux officiers de l'armée, aux étudiants, aux ouvriers, etc.

Cependant la police guette le moment où il rendra son dernier soupir. Il y a quelque temps, alors que parvenaient des nouvelles alarmantes sur la santé du grand écrivain, elle avait répandu le bruit de sa mort, pour voir l'effet que produirait cette nouvelle sur les esprits. Mais les admirateurs du malade, se doutant d'une manœuvre policière, la déjouèrent aussitôt. En effet, les amis intimes de Tolstoï à Moscou, qui se trouvent en relations télégraphiques avec la famille, purent leur donner des nouvelles rassurantes.

A Moscou, seuls les étudiants arrêtés sont au nombre de huit cents ; les prisons et tous les postes de police sont remplis. Cependant les arrestations continuent. La police subit un tel surmenage de travail, que les particuliers ne peuvent arriver à faire légaliser leurs signatures, formalité pourtant indispensable dans toutes les transactions au jour le jour.

Egypte.

Le Caire. — A ceux qui connurent le camarade Silvio Tamberi, nous avons le regret d'annoncer sa mort.

Silvio Tamberi était âgé de 28 ans. Certes la tuberculose ne pardonne pas facilement, mais si notre ami avait pu se soigner et se reposer au lieu de travailler jusqu'au dernier moment, il serait encore parmi nous. — C'est la science qui l'enseigne, mais l'organisation sociale qui dénie ce droit aux travailleurs.

Roberto d'Angiò.

Etats-Unis.

De l'*Union des travailleurs*, de Charleroi :

Lundi, un nègre, nommé T. James, paraissait devant le juge Ely, de Suffolk, Va., et fut trouvé coupable d'avoir volé du charbon à la Compagnie de chemin de fer Norfolk and Western. Au grand étonnement et désappointement des représentants de la Compagnie, le juge refusa de condamner le voleur, disant que, par les froidures qu'il fait, ce n'est pas un crime de voler du charbon, quand on est trop pauvre pour en acheter.

Voilà au moins un juge qui paraît comprendre que la vie humaine est plus sacrée que la propriété.

Finlande.

L'administration gouvernementale russe vient de supprimer le journal finlandais de Nibourg : *Vupurin Samonat Suspifus*, d'en suspendre six autres pour trois ou quatre mois, d'infliger des avertissements à cinq journaux du même pays, par suite d'articles hostiles à la russification de la Finlande.

En outre, un censeur a été congédié de son service et deux autres suspendus temporairement de leurs fonctions pour avoir manqué de rigueur envers certains de ces journaux.

Allemagne.

Londres, 7 mars. — Le *Morning Leader* se fait télégraphier de Berlin que le nombre de marins déserteurs dans la marine allemande augmente dans des proportions alarmantes. En l'espace de douze mois, ce nombre a été de 2.704.

Autriche.

Trieste, 7 mars. — Au cours de la dernière émeute, des soldats auxquels on avait commandé de tirer sur le peuple, firent feu en l'air.

L'autorité militaire ouvrit sur cet incident une enquête qui vient d'aboutir au changement de garnison du 97e d'infanterie de Trieste.

Ce régiment, composé en partie d'Italiens, sera envoyé à Lubiana.

Ces deux dépêches étant extraites de la *Patrie*, nous espérons qu'elles sont vraies malgré cela.

La Havane.

On nous communique la lettre suivante :

3 mars 1902.

Compagnons, nous vous prions de vouloir bien insérer cette lettre dans votre journal.

Le dimanche 2 mars a été célébré au théâtre de l'Alhambra, à la Havane, un meeting de protestation, pour affirmer notre solidarité morale et matérielle avec nos compagnons de Barcelone et du reste de l'Espagne, victimes de la bourgeoisie.

Dans ce meeting il a été décidé par acclamation, au nom des Fédérations de l'Ile, de déclarer la grève le 1er mai dans tous les ports d'Amérique et d'Europe, contre tous les vaisseaux espagnols sans distinction d'armateurs, si à cette date on n'a pas remis en liberté tous les travailleurs espagnols emprisonnés pour des questions ouvrières, et de persévérer dans la grève tant qu'il en restera un seul détenu pour les motifs indiqués.

Il est nécessaire de publier la nouvelle, afin que tous les compagnons du monde avisent aux moyens de concourir au même but.

A vous et à la R. S.

Rafael Cusido.

Adresse : Rafael Cusido, paseo de Tacon, 195, Havana.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Aux serres de la ville, Cours-la-Reine, exposition des *Artistes indépendants* jusqu'au 4 mai. Entrée : 0 fr. 50 le dimanche.

* *

Sommaire du *Jean-Pierre*, n° 9 : *Jean Lourdaud*, J. Zschokke. — *Conte grec*, A. Ephtaliotis. — *Le Pot de crème*, André Spire. — *Une visite dans une imprimerie*, E. Gauthier. — *Monsieur Matou et les circonstances de sa vie*, René Salomé.

* *

Groupe de Propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.) :

Affichage gratuit. Avis aux propagandistes. — Le G. P. A. P. vient de faire paraître en vue de l'affichage *sans timbre* (*candidat pour la forme*) pendant la période électorale une affiche double raisin, simili officielle, reproduction d'un extrait du *Journal Officiel*, relatant les actes de cruauté et les atrocités commises à Biribi et portés dernièrement à la tribune de la Chambre. Prix : 4 francs le cent, port en plus. Poids du cent : 3 kil. 500. Adresser les demandes et les avis de déclarations de *candidature pour la forme* au secrétaire G. Dubois-Desaulle, 65, avenue Ledru-Rollin, Paris (XIIe).

* *

Chambre Syndicale des Ouvriers Electriciens et parties similaires, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. — Réunion le samedi 5 avril 1902, au siège social.

Ordre du jour : Fondation d'une Coopérative de production.

* *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Mercredi, 9 avril. — Daniel Halévy : Histoire de la troisième République : II. La Commune.

Samedi 12 avril. — Jacques Dumesnil, de l'Union des Etudiants républicains : Du rôle des religions dans l'évolution de l'humanité.

Lundi 14 avril. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

∴

Les camarades libertaires des XI[e] et XII[e], résolus à commencer l'agitation, convient tous les antiparle- mentaires à assister à la réunion du groupe, qui aura lieu vendredi 4, à 8 h. 1/2, salle Monglon, 124, boulevard Voltaire.

∴

Le Père Peinard, au Populo. — A l'occasion de la période électorale qui va s'ouvrir, le *Père Peinard*



publie l'affiche illustrée du *Candidat promettant la lune*, du format de 75 × 56.

Elle sera expédiée franco, à raison de 4 francs le cent. Adresser les demandes au *Père Peinard*, 15, rue Véron, Paris (XVIII[e]).

∴

Des camarades viennent de constituer un nouveau groupe : *La Jeunesse libertaire du VI[e]*.

Siège social : Salle Mouton, 7, quai de Conti.

Réunions tous les samedis à 9 heures.

Les camarades font appel à tous et à toutes. La nécessité d'un groupe anarchiste au Quartier Latin ne manquera pas d'entraîner de nombreuses adhésions. S'adresser au camarade Luc.

∴

AVIGNON. — Les camarades sont priés de bien vouloir se rendre samedi soir, 5 avril, au Café de la Paix (ancien Bar du Palais), place de l'Horloge, au sujet de la campagne abstentionniste.

∴

Les camarades d'Epinal nous signalent l'arrestation de quatre camarades, arrêtés pour avoir démoli un saint dans une niche du lavoir municipal. L'un d'eux est père de huit enfants, dans la plus noire misère. Ceux qui peuvent leur venir en aide, sont priés d'adresser les fonds au camarade Loquier, 9, rue Auber, à Epinal (Vosges).

∴

Aux travailleurs du monde entier, salut!

Famille, religion, Etat, trépied qui supporte l'universelle mascarade appelée société, n'étant que fausseté, mensonge et injustice, quelle noblesse, quelle vérité et quelle justice peut-on trouver dans ce qui en dérive, dans l'iphumain fatras des lois? Nous commençons à nous en rendre compte. Et voici que les uns veulent maintenir le présent état de choses avec les privilèges qui y sont attachés, et que les autres veulent faire de la justice une réalité vivante. D'un côté, on a comme armes offensives la force brutale, la science sophistiquée, le capital avec les privilèges qui sont ses attributs actuels, et comme armes défensives les lois, l'ignorance du prolétariat qui, lui, n'a d'autre arme offensive ni défensive que le travail.

Mais la force, ce sont les masses qui la possèdent, la science, sans le concours des travailleurs, resterait purement théorique, et si le capital existe, ce sont encore les travailleurs qui l'ont créé.

Les lois faites sans notre concours et sans notre assentiment n'ont pas droit à notre respect. Elles sont un contrat social; il doit résulter de l'accord de tous les intéressés.

Si donc c'est nous qui possédons toute force, et si nous refusons de nous prêter à la farce qui se joue sous le nom de légalité, que reste-t-il à nos ennemis? L'ignorance qui pèse sur nous.

Devons-nous compter sur eux pour en dissiper les ténèbres? Mais non, puisque tandis que le fanatisme religieux disparaît, on tente d'y substituer le fanatisme politique.

Notre émancipation doit être notre œuvre propre. La résistance est l'unique moyen de le réaliser.

Salut à tous les camarades.

A vous et à la R. S. pour l'avènement de l'anarchie, rédemptrice de l'humanité.

RAMON PITCHOT.

Prison de Barcelone, 24 mars 1902.

∴

L'Emancipation de Vincennes, 3, rue de l'Eglise, à Vincennes :

Samedi 5 avril. — M. Victor Charbonnel, homme de lettres : Clémence Royer; la femme et l'œuvre.

Mercredi 9. — M. Feugereux, instituteur : Après l'école.

Samedi 12. — M. Dubois-Desaulle : Les corps disciplinaires.

∴

LILLE. — Samedi 6 avril, réunion de tous les camarades à 8 heures, rue de Poie, 3.

∴

AMIENS. — Les camarades du groupe de propagande par la parole et les écrits sont priés de se réunir le dimanche 6 avril, à 5 heures précises du soir, au Cent de Piquet, faubourg du Cours.

Sujet : Organisation d'une deuxième soirée au profit du journal local en formation.

∴

Un de nos camarades pourrait-il nous procurer le n° 9 de la 6[e] année, 4 mars 1877, du *Bulletin de la Fédération jurassienne*, pour compléter notre collection? Par contre, nous avons quelques numéros en double que nous pourrions échanger.

∴

Un de nos camarades demande à se procurer : *Le Libertaire*, 1[re] série (1898) : n[os] 128, 155, 157, 165. *Le Père Peinard*, 1[re] année (mai 1899) : n° 129 (plusieurs exemplaires).

VARIA

Je reçois le premier numéro de *l'Action révolutionnaire*, 156, rue Paul Bert, à Lyon.

Dans son programme, la rédaction, sans employer le mot, se déclare anarchiste, et promet de faire la guerre au parlementarisme.

Bonne chance et bienvenue à ce camarade de lutte.

Je ne ferai qu'une petite réserve : parmi les collaborateurs dont elle dit s'être assuré la collaboration, l'*Action* met mon nom.

Tout mon temps étant pris aux *Temps Nouveaux*, je ne puis promettre aucune collaboration à qui que ce soit. Si les camarades prennent dans ce que j'écris, je ne demande pas mieux. Mais ma collaboration ne va pas plus loin.

J. G.

Même observation pour *Le Juvénal* qui vient de paraître au Locle (Suisse).

PROPAGANDE ANTIÉLECTORALE

Nous tenons à la disposition des camarades, au prix de 10 francs le mille, *La Grève des électeurs*, de Mirbeau. Le cent, 1 fr. 60, par colis en gare.

En même temps que *La Grève des électeurs*, deux petites brochures se recommandent particulièrement pour être distribuées pendant la campagne électorale : *Anarchie*, par André Girard, et *Aux anarchistes qui s'ignorent*, de Charles Albert.

Ces deux brochures peuvent être envoyées à raison de 2 fr. 50 le cent, port compris; chaque cent suivant, 2 fr.

POUR L'ÉDITION

Nous n'avons pas encore eu le temps de prendre remboursement sur ceux des souscripteurs qui n'ont pas encore opéré de versement; nous ne pourrons le faire que dans une quinzaine, après notre déménagement.

D'ici là, nous les prions instamment de bien vouloir envoyer eux-mêmes. Et surtout, ceux qui ne sont pas en mesure, de nous avertir afin de nous éviter des frais inutiles.

Prière également de faire savoir si on désire recevoir en feuilles ou en volume.

J. G.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Circulation des étoiles autour de leur axe de figure, par A. Duponchel; broch., 1 fr. 50, chez l'auteur, 272, av. Daumesnil.

Quelques pages d'histoire syndicale belge, par L. Varlez; *Musée Social*, A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot.

Estadica de los ferrocariles, tome IX, année 1900, Buenos-Ayres.

Le Centenaire de V. H. à l'U. P. de Constantine.

A lire :

La notion du parfait dans l'enseignement, par Roorda van Eysinga; *Revue Blanche*, 1[er] avril.

VIENT DE PARAITRE

Le 1[er] fascicule des chansons qui contient : *Le Père Peinard*; *J'ai soupé de la politique*, avec la musique; *En Anarchie*, de S. Faure, et *Quand viendra-t-elle;* de E. Pottier. L'exemplaire, 0 fr. 10; le cent., 4 fr. 50 franco.

PETITE CORRESPONDANCE

G. V., rue Ob. — Le journal nous revenait avec la mention « inconnu ». Nous envoyons au nouveau nom.

S. M., à Poitiers. — On fait de la propagande, c'est pour qu'elle germe. Mais ce n'est que le temps qui peut indiquer les résultats.

E., à Servian. — Ça ne vaut pas la peine de relever

V. — Pour insérer un compte rendu de salon, il nous le faut plus étudié.

Antiparlementaires des XI[e] et XII[e]. — Votre convocation est arrivée trop tard à l'imprimerie la semaine dernière.

V. D. B. — Votre fiche n'avait rien de noté. Je m'empresse de vous envoyer ce qui est paru.

Nettlau. — J'ai le n° 129 à vous expédier. Où?

G. H., à Tully. — Je ne connais pas de quotidien un peu propre. Les n[os] en question, 0 fr. 10 l'ex.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : M. L., 1 fr. — G. H., à Tully, 0 fr. 50. — P. G., à Senones, 0 fr. 50. — A. G., 1 fr. — Cateau, après banquet de vendredi saint, 6 fr. 40. — D., rue C., 0 fr. 55. — Un Charolais, 0 fr. 50. — F., 2 fr. — En tout : 12 fr. 45. — Listes précédentes : 124 fr. 80. — En caisse : 137 fr. 25.

Nous faisons parvenir, cette semaine, 100 fr. aux amis de *Tierra y Libertad* de Madrid, pour venir en aide aux prisonniers de Barcelone et à leurs familles.

Reçu pour le journal : A. G., 9 fr. — Doux père et Doux fils, 2 fr. — A. G., 1 fr. — A. G., Mansourah, 6 fr. 50. — Anonyme, 15 fr. — Un Charolais, 0 fr. 50. F., 5 fr. — Un camarade de Lyon, 1 fr. — Merci à tous.

S., à Etampes. — B. G., à Saint-Nicolas d'Aliermont. — B., à Pramauson. — G. A., à Teboursouk. — C., à Plougar. — D., et M., à Buenos-Ayres. — M. D., à Buzeu. — T., à Toulouse. — E., à Cabasse. — L., à Rouen. — G., à Rochefort. — C., à Garches. — Bibliothèque du XV[e]. — A., à Alais. — C., à Bruges. — J. H., à Rotterdam. — E. W., à Milan. — E. M., rue M. — G., à Lyon. — A. B., à Le Cateau. — R., à Nîmes. — S., à Lardières. — F., rue des V... — E., à Tours. — V. P., à Evreux. — S. P., à La Rochelle. — P., à La Chaux-de-Fonds. — R. B., à Pondérano. — C. J., à Charolles. — G., à Vienne. — B., à New-York. — P., à Marseille. — D. F., à Marseille. — A., à Montpellier. — A. B., à Jonzac. — L., à Orléans. — K., à Troyes. — C. M., rue C... — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 50 DIX CENTIMES DU 12 AU 18 AVRIL 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4. — PARIS, (Ve)

SI J'AVAIS A PARLER AUX ÉLECTEURS

Voici ce que je leur dirais :

Voilà plus de cinquante ans que vous êtes en possession du bulletin de vote, et êtes censés maîtres de vos destinées ; voilà plus d'un demi-siècle que, vous et vos pères, confiants en les promesses de ceux qui sollicitent vos suffrages, vous nommez ceux que vous croyez aptes à légiférer sur votre bien-être et votre liberté, et vous ne vous êtes pas encore aperçus que des lois de plus en plus nombreuses, empiétant de plus en plus sur les actes de votre vie qui, jusqu'ici, y avaient échappé, et que votre sujétion est encore plus grande que lorsque vous n'aviez que le fusil et la barricade pour résister aux empiétements du pouvoir.

Plusieurs générations, déjà, sont parties dans la tombe confiantes en les panacées que leur promettent les pantins de la politique, et les suivants attendent toujours la réalisation des mêmes promesses, — la meilleure des preuves qu'elles ne furent jamais réalisées — et vous voilà encore une fois à discuter les mêmes programmes, les mêmes réformes.

Electeur, vieille bête ! tu aurais la foi tenace, si, depuis le temps que dure la comédie, cela ne prenait un autre nom : bêtise ou veulerie. Les deux, peut-être.

Bêtise pour être assez simple de croire que d'autres s'occuperont de réaliser ce que tu ne te donnes pas la peine de réaliser toi-même ; bêtise pour te fier à la bonne foi de ceux qui te promettent, alors que, en ton for intérieur, tu sais bien que, si tu étais à leur place, tu te moquerais pas mal de « l'intérêt public », pour ne penser qu'à ton intérêt particulier.

Veulerie, puisque, toi qu'on dit, et qui te crois le maître, tu es assez lâche pour, à chaque faillite de leurs promesses, tendre les poignets aux nouvelles chaînes qu'ils te forgèrent, ne te sentant pas assez de volonté et d'énergie pour agir par toi-même.

Ce que cinquante années de régime parlementaire t'ont avachi, mon pauvre ami, ce n'est rien de le dire.

Ce qui excuse ta bêtise et ta veulerie, c'est que les efforts combinés, depuis des siècles, de ceux qui se sont fait tes maîtres et tes éducateurs, n'ayant tendu qu'à t'abêtir et à t'avachir l'étonnant est que tu aies pu y résister, jusqu'au jour où ils ont inventé de te mettre ce hochet, le bulletin de vote, entre les mains.

De tous temps, tes maîtres se sont moqués de toi, ne se sont hissés au pouvoir qu'en vue de satisfaire leur besoin de parader, leur soif de domination, ou de lucre.

Les maîtres passés, comme moralité, valaient bien ceux d'aujourd'hui. Mais, la plupart du temps, ils y mettaient quelque pudeur ; leurs palinodies essayaient de se mettre un masque, leur vénalité préférait l'ombre des coulisses. Les gouvernés, du reste, aimaient d'autant plus intervenir dans leurs tripotages, qu'on leur déniait ce droit. Il y a cent ans, soixante, et même quarante ans, tes aînés n'auraient pas souffert les scandales que tu acceptes placidement aujourd'hui. Pour leur imposer toutes les lois restrictives dont on t'a chargé depuis une vingtaine d'années, il aurait fallu mater une révolte.

Depuis que tu nommes des députés pour faire des lois, tu trouves très logique qu'ils interviennent jusque dans tes affaires privées.

Somme toute, à quoi cela servirait de se donner des maîtres, si ces maîtres ne faisaient sentir leur pouvoir !

L'exemple venant de haut, la gangrène n'a pas été sans t'atteindre. Tu es aussi pourri que tes maîtres ; plus aucun mobile généreux n'est capable, je ne dirais pas de t'indigner, mais même de te chatouiller, si peu que ce soit, l'épiderme. Tes maîtres volent, tuent, pillent des peuples plus faibles, tu laisses partir tes fils se prêter à ces ignominies, leur ayant appris l'obéissance ; puis, à leur retour, tu vas lécher les bottes pleines de sang, de ceux qui les menèrent aux massacres.

A l'heure actuelle, chez toi, tu es la proie des mouchards ; c'est la police internationale qui te gouverne : que t'importe ! Il n'y a que les imbéciles qui ne veulent pas s'avachir comme toi qui en souffrent. Toi, tu veux ce que veulent tes maîtres, que t'importe que celui qui veut être libre soit traqué comme une bête malfaisante !

Si ta curiosité s'égare quelque jour dans une manifestation, et que tu écopes, tu seras prêt à faire des excuses pour t'être trouvé sous les coups de tes dompteurs !

Il semblerait, même, que le cynisme de ceux qui te bernent, te soit un titre de plus à ton admiration ; car en le député, tu ne vois que celui qui t'obtiendra place ou faveurs. L'intérêt public ! L'intérêt général ! ce que tu t'en moques. Combien tu préfères le député qui pourra te décrocher une place dans la hiérarchie gouvernementale — ne serait-ce que comme garçon de bureau — ou te fera voter des droits protecteurs de ton industrie !

*
* *

Que tu cherches ton profit personnel, cela est très naturel. Notre état social actuel est ainsi basé sur l'antagonisme, non seulement de l'intérêt particulier et de l'intérêt général, mais encore des intérêts particuliers entre eux. Ils mentent effrontément ceux qui viennent te dire qu'ils veulent se dévouer à l'intérêt public. Il n'y a pas d'intérêt public, il n'y a que des intérêts de groupes, de castes et d'individus, éternellement en conflit les uns avec les autres. Et lorsqu'on te dit qu'il faut savoir parfois, sacrifier l'intérêt particulier pour le plus grand bien de tous, c'est un marché de dupe que l'on te propose ; on se moque de toi en te roulant.

Donc, que tu cherches ton intérêt particulier, rien de mieux. Mais pourquoi être aussi hypocrite que les charlatans de la politique ? Montre-toi donc tel que tu es. Nous discuterons ensuite si tu prends bien le chemin de ton affranchissement, en essayant de disputer quelques faveurs à l'état social actuel.

*
* *

D'abord, si tu étais moins serin, tu te serais aperçu depuis longtemps déjà, que, dans ce conflit d'intérêts et d'appétits, tu es le plus mal armé, et que tu y seras toujours l'éternel roulé.

Ceux qui viennent te promettre de s'occuper de toi à la Chambre, d'y travailler à ton affranchissement politique et économique, ne sont que des fourbes ou des imbéciles.

Des fourbes, s'ils savent ne pouvoir tenir les promesses qu'ils te font, s'ils ne te promettent ce qui te flatte que pour mieux te duper ; des imbéciles s'ils sont convaincus de pouvoir les réaliser ; car cette conviction impliquerait qu'ils ne se sont jamais rendu compte des complications de l'ordre social actuel, de sa marche, et de ses possibilités.

S'ils avaient étudié les phénomènes économiques, ils sauraient qu'aucune réforme utile ne peut y être opérée sans s'attaquer à l'organisation fondamentale ; et, justement, toutes les réformes qu'ils inventent et te préconisent, ne sont qu'un prétexte pour éviter de toucher à ces bases considérées comme sacrées par la plupart, ou auxquelles on ne peut toucher sans péril.

T'affranchir, et te mettre à même d'obtenir ta part intégrale de production, ils ne demandent que cela ! Mais en même temps, ils veulent respecter les privilèges des maîtres. Lorsque tu auras bien compris l'antinomie de ces deux affirmations, tu seras fixé sur leur état d'esprit.

*
* *

Il y a, je le sais, — je passe les *nuances* — une troisième catégorie de citoyens, qui *ne sont* pas très convaincus de pouvoir *réaliser* à la Chambre les promesses qu'ils te *font*, et te l'avouent plus ou moins clairement. Seulement, disent-ils, si nous laissons la place à d'autres, ces autres seront les maîtres de faire ce qu'ils voudront, c'est ce qu'il ne faut pas. Il faut que vous nous envoyiez là-bas, pour y porter vos doléances, — d'aucuns disent tes volontés, — y faire obstacle au réactionnarisme.

Ceux-là, encore, *ou bien* leur désir — conscient ou inconscient — est de parader en ton nom, ou bien ils ne savent pas ce qu'ils disent, et te trompent en se trompant.

En participant à la comédie du vote, tu ratifies ton asservissement, en acceptant le *rôle* qu'on te donne dans la comédie qui se joue contre toi. Tes députés à la Chambre, ne peuvent y parler qu'à condition de s'y conformer aux lois et règlements. Et, sois-en certain, ces règlements sont assez nombreux et variés pour qu'on y étouffe leur voix, si elle s'avisait d'y être trop discordante. On ne les y laissera parler qu'à condition que ce soit pour ne rien dire. Et leur présence ne fera que donner un semblant de légitimité aux mesures qui sont prises contre toi.

Contre toi, comprends bien cela, car la loi ne peut que restreindre tes droits, ta liberté. Si tu avais le droit de penser, d'agir comme bon te semble, tu n'aurais pas besoin de lois pour t'en déterminer les conditions, de juges pour en sanctionner l'exercice.

D'autre part, tes maîtres n'osent, contre toi, que ce que tu es assez lâche pour supporter. Même les lois faites avec ta participation, ils n'osent les faire appliquer que lorsque l'opinion publique est assez veule pour les subir. Et lorsqu'il hésitent à les appliquer, ce ne sont pas les déclamations de tes députés qui les font hésiter, mais la clameur de tes réunions, la crainte de ta résistance, la saine terreur de voir les pavés se lever; les criailleries de la presse, cette prostituée du pouvoir et de la finance, mais qui marche toujours avec toi, lorsque tu sais vouloir.

Apprends donc à faire tes affaires toi-même, pauvre brute, et envoie donc, une bonne fois pour toutes, promener tous ces quémandeurs de mandats qui, surtout lorsqu'ils son sincères, ne font que se tailler une réclame de ta misère, et te desservent en te faisant espérer des autres ce que toi seul peux réaliser.

* * *

Maintenant, tu vas peut-être me demander pourquoi je te raconte tout cela? Quel est l'intérêt qui me pousse à démolir les jouets qui tant te charment?

Rassure-toi, je ne te demanderai pas de me nommer à leur place. Je n'ai pas de panacée à te proposer. Si j'éprouve le besoin de te raconter cela, c'est que ton asservissement fait le mien, ton exploitation assure la mienne, je ne pourrais être affranchi, autant que je le conçois, que lorsque tu seras libre toi-même. Sachant que je ne puis m'affranchir sans toi, ni m'affranchir en t'affranchissant, sans ta participation, force m'est bien de chercher à te faire comprendre ton aveuglement, quitte à passer auprès de toi, pour un fou, ou un autre marchand d'orviétan.

Oui, imagine-toi, qu'il y a certains individus, — il y a de singuliers types tout de même — qui ne se sentent pas libres, lorsque d'autres êtres à côté d'eux, sont esclaves; les jouissances de la vie les plus pures leur semblent amères, lorsqu'ils savent que ces jouissances sont l'œuvre d'autres êtres dont la vie est faite de misère et de douleur. Les souffrances des autres ternissent leurs joies.

Tu hausses les épaules? tu ne peux comprendre cela, et penses en toi-même qu'il faut être fou pour se chagriner de ce qui ne vous atteint pas. « Encore un qui me conte des blagues, qui ne fait le désintéressé que pour me demander davantage, ou qui ne crache sur le plat pour en dégoûter les autres, que parce qu'il ne peut y mordre lui-même ».

Pense ce que tu voudras. Je me moque de ton opinion. Mon orgueil, vois-tu, est de penser que, si ces lignes te parviennent sous les yeux, et que tu les lises, tu seras, tôt ou tard, forcé de reconnaître la vérité de ce que j'avance.

Il y a des jours de détresse où l'on est écrasé par l'indifférence des choses et des êtres, où la nature en fête insulte à votre douleur, où l'on se sent bien petit dans le monde, où l'on sent le besoin de la sympathie des autres, où l'on se reproche l'égoïsme dans lequel on a vécu. C'est en ces moments de détresse que l'on reconnaît l'urgence de la solidarité.

Si tu n'as pas connu ces moments-là, tu les connaîtras, sois-en sûr.

En attendant, c'est une jouissance accessible à très peu, de pouvoir se dire que l'on a raison contre tous; c'est là où l'on se sent vraiment supérieur aux petitesses, aux vilenies qui font la joie du vulgaire. Pouvoir exprimer son dégoût à ses maîtres, à ceux qui les adulent, vaut bien quelques sacrifices matériels.

Quant à toi, électeur, pauvre mouton tondu — lorsque tu n'es pas égorgé, continue à choisir parmi ceux qui te cajolent pour te tondre mieux à leur aise. Va voter, va. Choisis *tes* maîtres! Choisis-les bien. Tu n'auras jamais que ceux que tu mérites.

Voilà ce que je dirais si j'avais à parler aux électeurs.

J. Grave.

LE RÈGNE DE LA POLICE

Lyon, le 7 avril 1902.

Camarade Grave,

L'insolence policière devient de plus en plus immonde. Cet après-midi, à 2 heures, un agent de la préfecture s'est présenté à l'école de garçons, rue de la Buire, n° 3, et a fait subir à mon fils *âgé de sept ans*, un interrogatoire dans lequel figure cette question *: Avec qui ta mère couche-t-elle?*

Cette saleté s'est passée devant *le directeur de l'école*.

Veuillez, camarade, me prêter vos colonnes pour avertir ces misérables qu'à la prochaine récidive, ils recevront la leçon qu'ils méritent.

A vous.

Colette Reynaud,
206, rue Garibaldi.

ANARCHIE OU MONARCHIE?

C'est M. Vaugeois qui demande à ses concitoyens de choisir. Si tous les politiciens posaient le problème de façon aussi nette, les choses seraient singulièrement simplifiées. Mais la clarté des propositions n'entre pas dans la psychologie des politiciens. Supposons pourtant, une seconde, le problème social posé avec cette simplicité : anarchie ou monarchie? et montrons à M. Vaugeois qu'il est difficile à un homme pourvu d'un système nerveux suffisamment équilibré de choisir la monarchie. Laissons de côté les « leçons de l'histoire » chères au T. R. P. Vincent Maumus, de l'ordre des Frères (?) prêcheurs. Faisons seulement un peu de logique. La monarchie implique habituellement un monarque, c'est même un des plus beaux legs que la dite monarchie ait fait à la République.

Tout dépend donc de ce que sera ce monarque. Il est à prévoir qu'on pourra le classer parmi les imbéciles ou parmi les intelligents. S'il est imbécile, il sera évidemment très fier d'être monarque. Seulement, je conçois mal l'orgueil que nous pourrions éprouver à saluer un imbécile du titre de roi. Il est vrai que la majorité des États européens possède encore cet orgueil. J'admets avec M. Vaugeois que la France tient le premier rang parmi les nations dites civilisées. Par conséquent, nous ne voulons pas d'un monarque imbécile. Voulez-vous d'un monarque intelligent? Oui, évidemment, répondent les nationalistes, pardon les monarchistes. Or, nous disons qu'il est impossible de trouver un monarque intelligent. Un monsieur réellement intelligent ne comprendra jamais de quel droit il se décrétera ou on le décrétera supérieur à ses concitoyens. Il faut être pourvu d'une morgue de semi-crétin ou de paralytique général pour dire : « Je suis le premier, personne n'est plus pondéré, plus savant, plus admirable que moi. » Un vagabond galiléen a dit qu'il était fils de Dieu. On l'a crucifié. Ce genre d'apothéose nous semble cruel, même à une époque où de nombreux anthropoïdes distillent une touchante affection pour les croix.

Nous nous contenterons de demander une place dans un asile d'aliénés criminels pour le « surhomme » qui viendra nous dire : « Saluez, je suis votre Tsar tout-puissant. »

Robert Geyer.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — La *Petite République* raconte l'histoire d'un disciplinaire, nommé Henri Mercier, qui justifie une fois de plus les sentiments de respect et de vive sympathie que nous inspire le militarisme.

Henri Mercier fut incorporé en 1894 au 129e régiment de ligne à Lisieux. En 1895, il passa en conseil de guerre pour « *refus d'obéissance* » et fut envoyé aux compagnies de discipline. Deux fois de suite encore, il fut traduit devant les juges militaires, pour des peccadilles, et finalement, condamné aux travaux publics, il vint s'échouer, en 1896, au pénitencier militaire de Bône, où il fit partie de l'atelier n° 6

A la fin de l'année 1900, il se trouve à Tébourbouk, sous les ordres du sergent-major Isorce. On l'envoie casser des cailloux sur la route. Comme tous ses camarades, il doit casser des cailloux sans que ses yeux soient protégés par des lunettes. Un jour, un éclat de silex entre dans son œil droit. Le sang coule en abondance; il ressent une effroyable douleur, il pose son maillet, va trouver le sergent-major!

— Chef, lui dit-il, je viens de me blesser...

— Ah! salaud, tu t'es blessé! réplique le sous-officier. Tu crois que ça va prendre, feignant! Mais tu t'es fait saigner exprès, cochon! Tireur au flanc! Fous-moi le camp en cellule! ça t'apprendra à te plaindre pour quelque chose!

Avec sa figure ensanglantée, Mercier se rend en prison, sans répliquer. Il sait d'expérience qu'une réplique aurait pour lui de terribles conséquences. *Il reste en cellule vingt-quatre heures, sans soins, sans même avoir de l'eau pour se laver*. Son état cependant devint inquiétant. On se décida à l'envoyer à l'hôpital. Là, il fallut lui énucler l'œil. En toute justice, il avait droit à un congé de réforme n° 1, c'est-à-dire avec pension. Mais, sous prétexte qu'il n'avait pas de certificat d'origine de blessure, on le renvoya à l'atelier où il dut reprendre son service. La blessure était imparfaitement guérie, elle se mit à suppurer et l'autre œil fut menacé par cette suppuration. Aujourd'hui, Mercier est presque aveugle.

On se décida alors à le réformer mais sans pension. Puis, sa grâce obtenue, il fut libéré ces jours derniers. Il obtint sa feuille de route avec *tout juste* le prix de son voyage. Quant à sa subsistance durant le trajet, peu importait aux chefs.

Mercier est à présent à Paris sans un sou, sans moyens d'existence, dans les conditions les plus défavorables pour trouver du travail, puisqu'il n'y voit presque plus. Cependant il a été blessé en service commandé, imposé même, ce qui est pire.

L'armée est une belle institution et la Patrie une conception idéale.

* * *

Les journaux illustrés, suppléments des divers *Petit Journal* ou ineptes feuilles du même acabit, doivent être dans la joie; ils vont pouvoir s'offrir une image à sensation : une fillette de dix ans vitriolant un garçon de treize ans. Cela fera bien, après l'exécution du soldat Guiguen à Oran, que figurait dernièrement l'un d'eux. On n'a pas tous les jours quelque violence savoureuse à peindre!

En attendant, voici l'explication anticipée de la gravure :

En jouant, Auguste Patard, âgé de treize ans, fit une niche à Georgette Nabre, une petite voisine, âgée de dix ans.

La fillette, que l'espièglerie de son petit camarade avait froissée, s'en vengea en écrivant au charbon, sur le mur de la cour, des insultes à l'adresse d'Auguste Patard. Auguste, vexé à son tour, gifla Georgette, qui voulut riposter.

Mais le petit garçon était le plus fort; Georgette ne pouvant en venir à bout, courut jusqu'au loge-

ment de ses parents, y prit un flacon d'acide sulfurique, et revint dans la cour, où Auguste Patard jouait encore avec un enfant de son âge, Georges Dinton.

Georgette lança le contenu du flacon d'acide sulfurique sur Auguste Patard ; mais celui-ci ayant baissé la tête, le liquide atteignit Georges Dinton, qui, horriblement brûlé au visage, poussa des cris déchirants.

Voilà le résultat des suggestions ignobles que tous ces journaux à gravures ou à feuilletons sensationnels exercent sur l'esprit public, et dont ils tirent d'abondants profits.

André Girard.

⁂

L'Œuvre du socialiste Millerand. — M. Barthou, ex-ministre de l'Intérieur, opportuniste de marque, dans un discours programme qu'il vient de prononcer devant ses « chers compatriotes » — ces mots m'ont l'air tout un programme — se félicite des « leçons du pouvoir » que le ministère Waldeck-Millerand vient de donner aux socialistes et à leur chef en particulier. Et l'opportuniste Barthou explique les « preuves décisives » qui montrent que lui n'a pas changé, que c'est M. Millerand qui l'a surpassé. « C'est quelque chose — dit M. Barthou — d'avoir associé le vote de M. Millerand, à trois reprises, au maintien de l'*ambassade au Vatican*, du *budget des cultes*, des *fonds secrets*, au rejet de l'impôt sur le revenu. Mais, n'est-il pas plus significatif encore qu'il ait participé....à l'extension *à tous les missionnaires* de l'indemnité avance aux victimes ? des Boxeurs. »

Et plus loin, l'opportuniste Barthou félicite encore Millerand d'avoir approuvé l'exclusion de l'Université de MM. Hervé, Lapicque etc., qui, comme professeurs, avaient fait montre de quelque indépendance.

Mais il y a mieux : c'est dans le domaine économique que le socialisme de M. Millerand s'est manifesté ; qu'on en juge :

« Mais je me souviens, continue M. Barthou, dans l'ordre social, de faits encore plus précieux à retenir, puisqu'il s'agit d'un socialiste. Sans parler de l'abandon infligé, malgré promesses retentissantes, aux ouvriers tullistes de Calais (1) M. le ministre du Commerce s'est bien gardé d'adresser à son collègue M. Baudin, à l'occasion des grèves de Carmaux et de Montceau-les-Mines, l'interpellation comminatoire que, par une interprétation d'ailleurs erronée de la loi de 1810 (2), il adressait en 1894 à un ministre des travaux publics de ma connaissance. De même, quand M. Waldeck-Rousseau, au moment des troubles de Marseille, a expulsé un député et des agitateurs italiens (3) M. Millerand ne parait guère s'être souvenu de ses objurgations véhémentes contre un autre ministre de l'intérieur, encore de ma connaissance, qui, dans une situation analogue, avait pris, pour assurer la sécurité des ports, des mesures semblables. Enfin, au moment de la grève menaçante des mineurs, je ne sache pas qu'il ait essayé d'imposer à M. le président du conseil sa doctrine, si souvent affirmée dans l'opposition, contre l'emploi préventif de la force. »

Ces citations sont longues ; mais n'a-t-elle pas toute sa saveur cette appréciation de l'œuvre de Millerand par l'un des chefs de l'opportunisme et nous nous garderons bien d'y ajouter le moindre commentaire.

P. Delesalle.

⁂

Il paraît que c'est le camarade Valsuano et non Vezzani qui a été expulsé. L'arbitraire reste le même.

⁂

Mouvement ouvrier. — Le nombre et l'importance des grèves que vient de provoquer l'application de la loi sur la durée du travail est un nouvel exemple frappant de la valeur des lois, dites ouvrières en période capitaliste. Non seulement les patrons regimbent, refusent, et tournent la loi de « protection », mais encore un certain nombre, et non des moins importants, en profitent pour saigner un peu plus leurs exploités. Quelques exemples suffiront pour montrer que non seulement nous n'exagérons rien lorsque nous disons que ces lois se retournent contre ceux au profit de qui elles ont la prétention d'être faites mais encore qu'elles sont d'excellents prétextes aux employeurs pour augmenter leurs profits sur le dos de leurs exploités.

Il est prouvé, et cela est reconnu par les économistes les plus orthodoxes qu'au delà d'une certaine limite, la diminution de la journée de travail profite toujours à l'employeur par suite de l'augmentation de l'intensité de la production, et aussi par une diminution correspondante des frais généraux. Toutes les tentatives faites en ce sens ont pleinement réussi, et cet acharnement des employeurs à se refuser de diminuer la durée du travail, ne s'explique pas autrement que par une volonté bien arrêtée de tenir leur personnel sous le joug, pour l'empêcher de se rendre compte de sa situation. En effet, en dehors de l'atelier, on peut réfléchir ; et du jour où l'ouvrier réfléchit il sent davantage sa dure condition d'exploité, et il devient plus récalcitrant à l'asservissement.

Partout l'application de la nouvelle loi a soulevé un tolle. Les patrons refusent de payer, pour les 10 h. 1/2 maximum de durée de travail prévue par la nouvelle loi, un salaire égal à celui de 11 heures payé précédemment. Les travailleurs qui, savent qu'ils produiront autant, refusent comme de juste toute diminution de salaire. J'ai dit que, en réalité, c'est une baisse déguisée des salaires que cherchent les employeurs ; en voici un exemple. A Fourmies, les rattacheurs qui gagnent 2 fr. 75 par jour sont menacés d'une diminution de 0 fr. 25, c'est-à-dire de une heure de travail pour une demi-heure de travail en moins et il en de même un peu partout.

A Cherbourg, les patrons, pour faire travailler quand même onze heures les ouvriers adultes, ont remercié, apprentis et jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans visés par la loi qui, comme on le sait, ne touche pas les ateliers qui n'emploient exclusivement que des adultes hommes. Autre part encore, les patrons ont créé deux ateliers, distincts d'apparence. Dans l'un travaillent les femmes et les jeunes gens de moins de dix-huit ans qui ne font que 10 heures 1/2, dans l'autre les adultes qui continuent à travailler onze, douze heures et plus.

Mais tout cela n'est encore rien à côté des désavantages réels pour certaines catégories de travailleurs qu'a la nouvelle loi. Je veux parler plus spécialement du travail à domicile.

Et qu'on ne croie pas parce que Marx a dit, il y a une quarantaine d'années, que la concentration capitaliste qui s'opérait supprimait le petit atelier familial, que cela n'a qu'une importance secondaire. Car si, d'une part les grandes entreprises capitalistes prenaient plus d'extension et absorbaient les entreprises de moindre importance, le nombre des petits ateliers — où l'on travaille pour la grande entreprise capitaliste, augmentait, le travail à domicile devenait plus fréquent, moins rémunérateur pour les ouvriers et, partant, plus productif pour les gros entrepreneurs. Ici des chiffres seront des exemples frappants. Au ministère du commerce (1) on estime à 309.377 le nombre des établissements industriels soumis aux lois sur le travail, telle la loi qui fait l'objet de cette étude, et ces établissements occupent un personnel d'environ 2.800.000 travailleurs ce qui est loin, comme on le voit, d'atteindre tous ceux qui vivent d'un salaire. Encore dans ce nombre d'établissements industriels, 144.591 qui n'emploient que des hommes adultes ne sont pas soumis à la loi, et il ne reste que 164,786 établissements où la loi sur la durée du travail soit applicable ; et l'on s'en rend encore bien plus compte lorsqu'on voit que les petits ateliers n'employant pas plus de un à cinq ouvriers, emploient à peu près les trois quart des salariés, exactement 73. 4 0/0 du total de ceux qui travaillent dans les usines soumises aux lois sur le travail (2).

Restent en dehors de ces chiffres tous ceux qui, dans toutes les industries, travaillent à domicile. Là, pas possibilité de surveillance. Le nombre de ces façonniers qui travaillent, soit avec un ou deux jeunes ouvriers, soit avec quelques apprentis, soit encore avec les membres de leur famille, ne rentrent pas dans les chiffres cités plus haut. A Paris, tout ce qui concerne l'habillement, une des branches de l'industrie, assurément des plus importantes, est fait dans ces conditions. Les trois quarts au moins de la production sont faits à domicile par des façonniers qui échappent à la loi ou dans des ateliers dits « familiaux ».

Beaucoup aussi de ce qu'il est convenu d'appeler « l'article de Paris », fausse bijouterie, bimbeloterie, etc., est fait dans ces conditions. Nombreux sont les ébénistes qui travaillent seuls à domicile, pour un grand magasin ou pour un gros industriel. Dans la « petite mécanique », le nombre des façonniers a augmenté considérablement dans ces dernières années. Et combien d'autres encore.

Dans les départements du Doubs, du Jura, pour l'horlogerie, les montres, nombreux sont les ouvriers qui travaillent chez eux, et parfois en seconde main, pour des fabriques importantes. Tous ces travaux se font « aux pièces », « à façon », et l'ouvrier est obligé pour vivre, de travailler un nombre d'heures qu'il est à peu près impossible de vérifier. Je pourrais encore citer de nombreux exemples, mais à quoi bon, ceux-ci suffisent, ce me semble, à montrer l'inefficacité de la loi qui, non seulement n'atteint pas et est impuissante à protéger ceux qui justement sembleraient en avoir le plus besoin, mais encore devient un nouveau facteur d'un mode de travail à domicile.

Toutefois, ce ne sera que progressivement que les exploiteurs de chair humaine pourront opérer cette substitution. Cela se fera sans douleur, et les travailleurs, roulés une fois de plus, ne s'apercevront de rien.

Cependant, les nombreuses grèves qu'a provoquées l'application de la loi, seront, espérons-le, pleines d'enseignement. Ceux des travailleurs qui parviennent à obtenir pour 10 h. 1/2 un salaire égal à celui pour 11 heures de travail, apprendront ainsi qu'en dernier ressort, c'est toujours la force qui est la grande accoucheuse du progrès, et cette tentative pourra les inciter à recommencer une autre fois sans que la loi intervienne.

P. Delesalle.

(1) Allusion aux incidents de la grève de Calais : les patrons se sont refusés à appliquer le décret de Millerand.
(2) Reprise des mines et exploitation par l'Etat.
(3) Morgrami.

(1) Il n'y a, en France, que 3.936 établissements occupant de 100 à 500 ouvriers et seulement 402, en employant plus de 500 ; ce n'est pas précisément la concentration comme la prédisait Marx.
(2) Office du travail, 9e année, N° 3.

Russie.

Les événements de Toula et de Pétersbourg. — Nous recevons d'une source authentique des détails sur les événements qui se sont produits dans la ville de Toula et sur lesquels la presse russe est naturellement restée silencieuse.

Pour réprimer les protestations des ouvriers qui s'étaient mis en grève, la troupe avait été consignée. L'effervescence populaire était grande et l'officier qui était à la tête de la troupe crut devoir commander le feu. Pas un seul soldat ne bougea.

L'officier fit sortir le sergent des rangs et lui demanda des explications sur la conduite de ses subordonnés.

Celui-ci fit savoir à son chef que tous les soldats s'étaient mis d'accord et avaient pris la résolution de ne pas tirer sur le peuple, attendu qu'au bout de deux ans, alors qu'ils auraient fini leur service militaire, eux-mêmes pourraient facilement se trouver dans la situation de ces ouvriers, leurs frères. Comme eux, ils pourraient se voir exposés à recevoir des balles dans la poitrine, et comme ils n'y tenaient pas pour leur part, ils ne se sentaient pas disposés à en envoyer aux autres.

Sur ce, l'officier sortit son revolver et tira à bout portant sur le malheureux sergent, qui tomba mort.

Le sergent, qui venait d'exprimer ainsi les sentiments de ses hommes, était très populaire parmi eux. En le voyant tomber sous la main de leur chef, ils se jetèrent sur ce dernier et le hissèrent en l'air sur la pointe de leurs baïonnettes.

Cet état d'esprit, qui n'est pas unique, donne à réfléchir. La surexcitation est si grande partout en Russie, que la police à elle seule, sans la force armée, n'est plus capable de rétablir le calme.

L'absence des Cosaques, lors de la manifestation sur la perspective Newski, a été fort commentée. A présent on en connait le véritable motif. Les officiers des gardes-cosaques, après avoir reçu l'ordre de se tenir prêts à réprimer la manifestation qui devait avoir lieu à Pétersbourg, envoyèrent à M. Sipiaguine, ministre de l'Intérieur, un avis collectif avec leurs signatures, lui faisant savoir que, dans le cas où leur régiment serait désigné pour charger la foule, ils ne se soustrairaient pas à leur devoir, mais qu'aussitôt après, ils donneraient tous leur démission.

⁂

A Moscou. — On a arrêté vingt et un officiers parce qu'ils avaient *refusé* de faire parvenir aux troupes l'ordre qu'à la prochaine occasion ils auraient à tirer sur les étudiants et les ouvriers qui manifesteraient.

L'attitude de ces officiers est la conséquence du *Manifeste aux officiers russes*, publié par les comités révolutionnaires.

Ce document se termine ainsi :

N'assassinez pas vos *frères* et sœurs! Nous avons confiance en vous. Nous croyons que votre cœur n'est pas esclave d'une discipline formaliste, que votre honnêteté n'a pas cédé aux préjugés de caste!

Au revoir. Nous, dans les premiers rangs des protestataires, vous, aux premiers rangs des armées qu'on lancera contre nous — non pas pour échanger des coups dans une lutte fratricide, mais pour nous tendre fraternellement la main au cri de : « Vive la Russie du Peuple! »

(*L'Européen.*)

Espagne.

MANIFESTE. — PROTESTATION. — *Barcelone ouvrière au prolétariat international.* — Les ouvriers de Barcelone, les vrais ouvriers qui savent que la Constitution Espagnole n'est pas une sorte de décalogue d'où sort le droit, mais que celui-ci est immanent inaliénable, imprescriptible, et, que la Constitution le consigne, ou non, on ne peut en dépouiller les hommes, encore moins le laisser à la merci d'un gouverneur inepte, protestent, indignés, contre les paroles suivantes, attribuées par la presse au gouverneur de Barcelone et par lui dirigées au président du Conseil des ministres :

« Personne, en outre, n'a demandé le rétablissement de la normalité; ni entités, ni sociétés, ni *les vrais ouvriers* ne se sont plaints de la situation ceptionnelle qui existe actuellement. »

L'état de guerre existant encore, ce que l'on appelle les garanties constitutionnelles étant annulées, les souvenirs des sévices de la garde civile et de la police encore si récents, et comme conséquence toute velléité d'entente et d'initiative communes étant sévèrement prohibée aux travailleurs, il en coûte peu de dire que personne n'a réclamé l'état normal; et même, cela n'est pas exact, parce que le gouverneur sait qu'il a refusé plusieurs fois la reprise du fonctionnement ordinaire à plusieurs centres ouvriers qui le lui avaient demandé.

Le droit d'association reconnu comme un des plus importants, dont la conquête se fit moyennant des sacrifices inouïs de la part de nos ancêtres, n'est pas soumis aux caprices de l'orgueil ignorant d'un préfet qui arrive en Catalogne sans connaître le pays.

Non, la déclaration de celui qui a dit que les sociétés ouvrières de Catalogne devaient se réduire à un souvenir historique ne prévaudra pas et personne n'enviera le ridicule qui le couvre, lui qui a osé injurier les ouvriers en prononçant ces mots : « Les ouvriers se passent bien de meetings, car ils ne désirent que travailler, délivrés des perturbateurs et des agitateurs de profession, et parce que bien des patrons ont concédé des améliorations, comme la création de société de secours, etc. »

Nous nous adressons aux travailleurs du monde, à ceux qui, par leurs grandes manifestations nous ont encouragés à suivre la voie libératrice de la grève générale, à ceux qui se sont émus d'enthousiasme en lisant ces paroles du compagnon Barker à Trafalgar square : « Les Trades-Unions sont résolus à appuyer moralement et matériellement les travailleurs de Barcelone »; à ceux qui, méprisant les divisions que fomentent parmi nous nos tyrans et nos exploiteurs avec leur patrie, leur religion, leur parti; à ceux qui regardent l'avenir avec foi; à ceux qui ne manquent ni d'énergie ni de courage pour le sacrifice, nous tendons nos mains fraternelles et forts, grâce à leur force, convaincus de leur sagesse et heureux de leur enthousiasme, nous dédaignons les faits et gestes des gouvernants comme des bagatelles d'une insignifiance absolue et, décidés, nous marchons avec eux à la conquête du patrimoine universel.

Salut, travail, justice.

Barcelone, le 4 avril 1902.

LA COMMISSION.

∴

BARCELONE. — Il y a toujours un millier d'ouvriers métallurgistes sans travail. Le moyen de leur en procurer est simple : établir la journée de 9 heures. C'est pour l'obtenir que tous les ouvriers du fer avaient déclaré la grève en décembre; le refus opiniâtre des patrons amena l'immense manifestation du 17 février. Les massacres et les arrestations ont momentanément arrêté le mouvement. Mais il peut renaître demain. Que faire? s'est demandé le gouverneur; et dans une heure d'inspiration il a trouvé ceci, qu'il est venu proposer lui-même, à Madrid, au ministre : renforcer la police, renforcer la garde civile — conçoit-on que Barcelone n'a que 150 flicaillons? Comment voulez-vous gouverner avec ça? et cinq tribunaux, c'est dérisoire. Il en faut au moins dix, assure M. Manzano. N'y regardez pas, messieurs, je vous en prie, c'est pour le bien du peuple. Mais surtout il faut donner plus de dignité au gouverneur de la Catalogne en le mettant sur le même pied que celui de Madrid; et que ce soit toujours un ancien ministre. Chouette, hein? Si maintenant les camarades osent encore prétendre qu'ils crèvent de faim....

M. L.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

M. Léon de Rosny, dont le cours à l'Ecole des Hautes Etudes doit reprendre jeudi prochain, 10 avril courant, à 3 h. 1/2, dans les bâtiments de la nouvelle Sorbonne, commencera par une conférence dans laquelle il examinera les idées des philosophes de l'Extrême-Orient « sur la question de savoir si Dieu existe, et sur ce qu'il faut entendre par l'âme et le libre arbitre de l'homme et des autres animaux ».

∴

Bibliothèque Communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38, à l'*Emancipation.* — Réunion, tous les jeudis soirs, à 8 h. 1/2. Causerie par des camarades.

∴

Jeunesse libertaire du VIe. — Samedi 12 avril à 9 heures, causerie par le camarade Verdot sur le collectivisme.

Salle Mouton, 7, Quai de Conti.

∴

Groupe communiste anarchiste du XIe. — Réunions électorales données par notre camarade R. Gaudin, candidat abstentionniste.

1. Samedi, 12 avril, au préau de l'école, rue Titon, 12.
2. mardi 15 : rue Trousseau, 38;
3. jeudi 17 : rue Saint-Bernard, 39;
4. samedi 19 : rue Popincourt, 9. N.-B.

Tous les anarchistes sont priés d'assister à toutes ces réunions, afin de faire une active propagande.

∴

Groupe abstentionniste de Montreuil-sur-Bois, Seine. — Tous les abstentionnistes de Montreuil-sous-Bois sont invités à assister à la réunion privée qui se fera le samedi 12 avril, à 9 heures du soir, salle Fourmy, rue de Paris 57.

Françis Prost, candidat abstentionniste expliquera le but de sa candidature.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle.

Lundi 14. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

Mercredi 16. — Léon Cahen, professeur agrégé d'histoire. Histoire de la troisième République. III. L'ordre moral et la Constitution de 1875.

Samedi 19. — A. Painlevé, membre de l'Institut Etienne Dolet.

∴

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 heures 1/2.

Vendredi, 11 avril. — La gravure, par Jamas.

Mardi 15. — L'Internationalisme sous-marin, par le citoyen Casevitz.

Vendredi 18. — Les faux droits de l'homme et les vrais, I, par Paraf-Javal.

∴

AMIENS. — *Conférence-Concert pour la création d'un organe ouvrier.* — Le Samedi, 12 avril, à huit heures et demie du soir, salle Degouy, rue Saint Leu, 195.

Conférence par le citoyen G. Morel; sujet traité : De l'Education Sociale. Chants. Entrée : 0,20 centimes.

∴

BRUXELLES. — Réunion des libertaires tous les dimanches soirs, à 7 heures, à la *Mutualité*, rue des Pierres.

∴

EPINAL. — A propos des camarades arrêtés pour le bris d'un saint, le professeur Lapicque, nous écrit le camarade Loquier, aurait traité ces camarades de mouchards.

Nous espérons que M. Lapicque, lorsqu'il saura la vérité, regrettera ses paroles, et aura à cœur de laisser aux politiciens de profession cette façon de discuter.

∴

LILLE. — Les camarades du *Cercle d'études Sociales « Les Iconoclastes »* organisent, pour le dimanche 20 avril 1902, une grande fête familiale dans la vaste salle du *Jardin Artistique*, 72, rue du Long-Pot (Fives); on jouera la première *Salve* et *Le Commissaire est bon enfant*; à 10 heures, *Grand bal*.

A la deuxième partie, le camarade *Lienard*, secrétaire de la fédération syndicale ouvrière fera une conférence. *Sujet à traiter : L'Anarchie dans l'économie sociale.*

La fête étant strictement privée, les camarades peuvent se procurer des cartes chez le camarade Poissonnier, 24 *bis* rue des Roblets, 24 Lille.

∴

SAINT-ETIENNE. — Les camarades sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le 12 avril, à 8 heures du soir, au Cercle de la Jeunesse chez Benjamin Ledin, 9 rue Robert.

Question du jour : Propagande antiélectorale.

Nota : Les camarades porteurs de listes de souscriptions sont invités à en apporter le montant ou à le faire parvenir au camarade Bastel, 9 rue Robert.

∴

AMIENS. — Réunion des camarades du groupe de propagande par la parole et les écrits, le dimanche 13 avril, à cinq heures, au Cent de Piquet.

Sujet. Organisation d'une soirée au profit du journal local en formation.

∴

ROUBAIX. — Les camarades de Roubaix ont, pour la période électorale, fait imprimer, dans leur petite feuille anarchiste n° 2, *Le Criminel*, de S. Faure et pour le n° 3, paraissant le 15, il y aura *Le Candidat* paru dans les « Temps nouveaux ».

Les camarades qui désireraient en profiter, nous les laissons à 5 francs le mille et, à partir de trois mille, 4 francs, frais compris.

Ceux qui désirent recevoir un exemplaire pour juger, doivent écrirent le plus tôt, à Béranger, rue Paul Bert, 38, Roubaix.

PETITE CORRESPONDANCE

L. F., à Rome. — Nous réexpédions les numéros. Les autres se sont égarés à la poste.

V., à Nîmes. — Tout est réglé.

P., à Lyon. — En envoyant le reste de la souscription de C., vous enverrez son adresse.

E. de R., à Kain. — *C., à Come.* — Numéros réexpédiés.

A. B., à Marseille. — C'est 65,0.

G. B., à Come. — *La Raison*, 18 bis, rue Denfert-Rochereau.

O. P., à Gara-Comanesh. — Nous pouvons vous envoyer tous les volumes que vous voudrez.

G. F. à Jonzac. — Nous demandons la bande à chaque réabonné, c'est pour le numéro qu'elle porte; cela nous évite les recherches.

Anonyme. — Reçu *La Tribune*. Merci. Utiliserons à l'occasion.

Lévêque. — Bien reçu la protestation. Mais dans l'intérêt du camarade, nous ne pouvons l'insérer.

Anonyme. — Lu l'article de la *Dépêche*, mais bien embrouillé.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : Le V., à Autun, 2 fr. — E. N., à La Tremblade, 0 fr. 60. — Pour aider nos camarades espagnols dans leurs tentatives d'affranchissement, 10 fr. — En tout : 2 fr. 60. — Listes précédentes, 137 fr. 25. — En caisse : 139 fr. 85. D'autre part, à déduire 10 fr. d'une souscription publiée dans les premières listes et jamais versée.

Aux Camarades,

Comme nous l'avons annoncé dans notre dernier numéro, nous avons envoyé 100 fr. pour les familles des arrêtés de Barcelone; 10 fr. ont été envoyés à Antignac, incarcéré pour délit de presse, et 20 fr., au camarade Lemoult; frais de poste, 1 fr. 30. — Dépenses : 132 fr. 30 Il reste en caisse, 8 fr. 55.

Il y a 80 prisonniers à Barcelone. J. G.

Reçu pour le journal, M. L., 3 fr. — Persan, 0 fr. 40 — Br., 1 fr. — Lausanne, anonyme par K. 3 fr.

Merci à tous.

P., rue de C. — G., rue F. — L., à St-Denis. — P. R. à Grand Croix. — L., à Epinal. — K., à Lausanne. — L. B., à Jemeppes. — S. et Cie, à Bruxelles. — L. B., à Marseille. — C. F., à Avallon C. B., à Bessèges. — M. M., rue M. — L., au Chambon. — S. L. à Burnbank. — T., à Christchurch. — B., à Roubaix. — P. A., à Agen. — L., au Havre. — D., à St-Quentin. — E. J., à Daumazan. — C., à Onex. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 51 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 AVRIL 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4. — PARIS, (V^e)

LA LIBERTÉ ET L'ENSEIGNEMENT

2e ARTICLE

J'ai essayé de montrer dans un précédent article, que l'on ne pouvait et ne devait enlever à qui que ce soit le droit d'enseigner. Même sous le beau prétexte de combattre les entreprises cléricales. Car pour lutter contre les ennemis de la liberté on n'a rien trouvé de mieux encore que la liberté. Il faut non seulement que tous ceux qui veulent enseigner le puissent, mais que tous ceux qui remplissent aujourd'hui cette fonction soient laissés libres de parler et d'agir, à l'école et ailleurs, selon leur conscience. Enlever ce droit aux maîtres de la jeunesse, c'est extirper de l'homme, avant d'en faire un éducateur, ce qu'il y a de meilleur en lui, c'est le rabaisser au rang d'un automate, d'un mannequin sans vie. Rien de plus faux, de plus immoral et dangereux que la théorie de la neutralité universitaire.

Mais un débat purement politique ne règle pas toute la question de l'enseignement. Reste le côté pédagogique, et c'est de beaucoup le plus important. Ce côté de la question a été soulevé aussi à la Chambre et on pouvait s'attendre ici à une discussion intéressante. Depuis trois ans, en effet, on enquête auprès des hommes réputés les plus compétents et les résultats de l'enquête remplissent, paraît-il, cinq gros volumes, in 4°.

Je dis : paraît-il. Car je n'ai pas eu entre les mains ce formidable document, et il n'y a pas besoin de l'avoir pour se convaincre qu'un si gros effort en apparence est dénué en réalité de tout espèce d'importance. Il suffit de lire le titre seul des réformes projetées.

L'enseignement sera-t-il moderne ou classique, professionnel ou de culture générale? Les sciences auront-elles le pas sur les lettres, les langues vivantes sur les langues mortes ou inversement? Les cycles d'études seront-ils organisés de façon que l'élève puisse quitter le collège plus tôt ou plus tard selon la profession à laquelle il se destine ? Les programmes doivent-ils être uniformes ou varier avec les régions? En un mot, *Que faut-il enseigner?* Voilà la question d'où l'on ne sort pas, la question générale dans laquelle toutes les autres sont contenues, l'unique problème en face duquel on pense se trouver.

Mais *Comment faut-il enseigner?* personne n'y songe. C'est pourtant le vrai, le grand, le seul problème pédagogique. Que vous appreniez à quelqu'un l'histoire ou l'agriculture, la littérature ou la chimie, l'algèbre ou le grec, vous pouvez le faire de deux façons, l'une qui fortifie le jugement, l'autre qui l'atrophie et le fausse dans son germe, l'une qui attache pour toujours l'élève à l'ordre de connaissances que vous ouvrez pour la première fois devant lui, l'autre qui l'en dégoûte à jamais.

La pédagogie consiste précisément à rechercher, formuler et appliquer autant que faire se peut la première de ces méthodes.

L'école ne peut pas tout apprendre, elle ne peut même apprendre, relativement à la somme du savoir actuel, qu'une fraction ridiculement restreinte de ce savoir. Mais elle *est tenue*, par contre, de donner à l'élève le goût et le moyen de savoir, c'est-à-dire de l'intéresser le plus réellement possible au plus grand nombre de manifestations possible de l'activité humaine, en même temps que de le pourvoir d'une intelligence robuste, d'une logique sûre, outils indispensables pour l'étude.

Le cerveau de l'enfant n'est pas un grenier où il s'agit de resserrer le plus de blé et de fourrage possible, une armoire dont il faut garnir à la hâte planches et tiroirs.

C'est un organe vivant, c'est-à-dire un mécanisme extraordinairement délicat et impressionnable, qu'un rien détraque et dévie, une mécanique susceptible de se fortifier, de s'améliorer selon la façon dont on la conduit et le travail qu'on lui demande. Il faut donc avant tout savoir comment s'approcher de ce fragile mécanisme, et comment le mettre en branle sans encrasser, ni abîmer ses rouages.

Et le cerveau, la faculté de connaître et de juger ne sont pas seuls en cause. Avant d'être un futur médecin, un futur cultivateur ou un futur menuisier, l'écolier est un petit homme, un étudiant, malgré lui, de la terrible science de vivre et l'école manque à sa fonction essentielle si elle n'inculque pas à l'enfant le sens, l'amour, l'enthousiasme de la vie et de l'humanité. C'est à ce point de vue qu'elle doit établir le contact entre l'élève et le savoir humain.

Chaque branche de ce savoir comporte son émotion, sa poésie. En histoire c'est la chaîne de solidarité qui nous unit à ceux qui ont peuplé le monde avant nous, la curiosité de connaître ce qu'ont voulu et cru, aimé et haï, redouté et espéré ceux qui nous précédèrent dans la vie et l'action. En astronomie ce sera la joie orgueilleuse de saisir l'agencement des mondes et les lois harmonieuses de leurs révolutions, l'étonnement devant les proportions gigantesques de tout ce que nous aurons à étudier; en biologie l'ingéniosité infinie, les ressources sans nombre de la vie, si étonnamment semblable et diverse tout ensemble à chaque degré de l'échelle, en littérature l'enthousiasme devant les actes de l'homme et ses passions, reproduits, exaltés, magnifiés par l'art. Provoquer chez l'élève, ces différents ordres d'intérêts et d'émotions, tout disposer pour que ces initiations successives aient lieu dans les meilleures conditions possibles, tel devrait être le premier et le constant souci du professeur.

Hélas!

Que ceux qui ont fréquenté un établissement d'instruction secondaire se rappellent, par exemple une classe de physique. Un monsieur fort instruit et convenablement nanti de diplômes fait un cours en l'assaisonnant des expériences prescrites. Pendant ce temps quelque-uns de ses élèves dorment ou lisent des romans, un certain nombre font semblant d'écouter, le reste écoute, cherche à comprendre, comprend même. Mais combien sont réellement intéressés, émus, émerveillés? Voilà une question bien embarrassante, j'imagine, pour plus d'un professeur.

Dès que les élèves s'ennuient, il faudrait que le maître puisse leur dire : « Mes enfants, nous ne faisons rien de bon. Je vais réfléchir au moyen de vous enseigner cela d'une façon plus attrayante. En attendant, allons nous promener. » Tout le monde sait combien nous sommes encore loin de telles mœurs scolaires.

Si vous rencontrez un garçon d'intelligence moyenne au sortir de ses études, liez conversation avec lui, mettez-le sur un sujet non rabâché à l'école, où il ne puisse servir ni opinions toutes faites, ni raisonnements appris, vous serez presque toujours étonné du peu de solidité de sa jugeotte, de la naïveté de sa logique. C'est que ceux qui ont fait l'éducation intellectuelle de ce jeune homme ne se sont presque jamais préoccupés de ménager à son cerveau les vraies gymnastiques, les seuls exercices par lesquels il aurait pu se fortifier.

En une récente et très remarquable étude (1), M. Roorda van Eysinga dénonce, comme une chose infiniment nuisible, la « Notion du Parfait dans l'enseignement ». Tous ceux qui enquêtent, rapportent et légifèrent, en matière d'instruction, auraient là de quoi méditer. On veut présenter à l'élève, dit l'auteur, en substance, une vérité complète, absolue, définitive, une science toute faite, achevée, parfaite en quantité et en qualité, on lui offre en grande pompe, comme un précieux cadeau — fichu cadeau, en réalité —, la fine fleur et la quintessence du savoir humain. On lui enseigne constamment « les vérités des autres » au lieu de l'inviter à découvrir une vérité qui serait un peu *sa* vérité, au moyen d'une méthode qu'il perfectionnerait lui-même, peu à peu. On a peur du beau tumulte, de la cacophonie qui éclaterait soudain, parmi l'ordre traditionnel et la discipline imposante, si toutes ces jeunes intelligences se mettaient clopin-clopant, trébuchant et se relevant, à la poursuite du vrai, chacune à *sa façon* et à son allure. Il est vrai que, de la sorte, on n'arriverait pas souvent à la fin du cours complet,

(1) *Revue Blanche*, 1er avril. La notion du Parfait dans l'Enseignement.

et le cours complet est encore un des gros préjugés qui pèsent sur l'enseignement d'aujourd'hui.

Tout cela est terriblement exact. L'École moderne a donc besoin, avant tout, d'un peu de liberté. Telle est l'unique, la seule réforme. Au point de vue pédagogique, comme au point de vue politique, voilà le mot de l'énigme. Liberté pour l'élève de se montrer tel qu'il est, et de progresser vers le savoir, selon sa propre loi, ses propres forces, non plus sous l'autorité étouffante d'un ordre imposé, d'une formule établie au nom de la notion du Parfait et de l'Absolu. Liberté pour le maître d'avoir recours à tous les moyens nécessaires pour développer et intéresser l'élève.

On répète toujours que l'éducation est une expérimentation de tous les instants. Il faut en dire autant de l'instruction. Mais comment le maître sera-t-il docile aux indications des expériences qu'institue sans cesse la pratique de son art, si tout, pour lui, est étroitement, minutieusement réglé d'avance par les grands lamas qui trônent au sommet de la hiérarchie? Si l'heure des cours est fixée comme les matières à enseigner et la façon de les enseigner? Si toute initiative, toute bonne volonté sont emprisonnées entre les murs d'un emploi du temps et d'un programme? Aucun jardinier n'accepterait l'élève d'une plante un peu délicate, s'il n'était libre de régler, selon ses observations, la composition de sa terre, les doses de soleil, d'air et d'humidité voulues, d'enlever et remettre, comme il l'entend, les châssis de la serre. On a obligé chaque jour des milliers d'hommes à remplir cette besogne détestable de mauvais jardiniers de la plante humaine. Et l'on se plaint ensuite que les résultats obtenus ne soient pas brillants!

Si vous voulez que l'enseignement remplisse enfin son rôle, c'est-à-dire soit avant tout une prise de possession enthousiaste du monde et une éducation du cerveau, il faut se débarrasser des servitudes de toutes sortes qui l'empêtrent encore. Car l'École est encore esclave, esclave de vos règlements, de vos hiérarchies, de vos programmes, de vos méthodes autoritaires et mystiques. On n'y donne plus les verges, on n'y met plus au cachot. Mais mille entraves stupides empêchent les jeunes intelligences de se développer sainement et sûrement, de s'élancer pleines de joie et de bon vouloir vers les merveilles qui les sollicitent.

Peut-on espérer que l'État consente à briser ces entraves? Ne faut-il pas attendre cette profonde réforme de la seule initiative privée?

CHARLES ALBERT.

LE RÈGNE DE LA POLICE

Samedi, allant à la bibliothèque Forney, je m'avisai d'entrer dans le préau de l'école où se tenait une réunion électorale, qui était abstentionniste mais aurait pu tout aussi bien être nationaliste, socialiste ou défense républicaine.

J'y commis ce crime d'y prendre la parole pour faire un parallèle entre le collectivisme et le communisme et de ne pas cacher mes préférences pour ce dernier système; sans me prononcer toutefois, l'idée ne m'en étant pas venue, sur les moyens pacifiques ou violents de l'établir. De sorte que je ne me montrai même pas révolutionnaire.

A la sortie je fus suivi par deux individus. Après les avoir promenés 1 heure 1/2 dans le quartier, j'arrivai à en perdre un dans le Métropolitain. Le second, inspecteur de la sûreté, après avoir failli se casser les pattes parvint à me suivre et à me conduire au poste de la rue de Montreuil où je dus décliner mes nom, qualité et adresse sous MENACE D'ÊTRE ENFERMÉ JUSQU'AU LUNDI MATIN, pour être mis à la disposition du sieur Fouquet, si ces renseignements semblaient inexacts.

Ainsi le premier sbire venu peut, de sa propre autorité, faire renfermer un citoyen qui n'a commis aucun délit. On s'en est tenu fort heureusement à la menace. Mais le sieur Fouquet saura que je ne suis pas la domestique innocente à qui on fait signer l'aveu du vol d'un bijou retrouvé le lendemain par sa propriétaire. Quand on voudra me mettre à l'ombre sans me poursuivre, c'est moi qui poursuivrai et l'on verra si c'est légalement ou non qu'on rétablit l'ancienne lettre de cachet. Si toutes les victimes regimbaient autant que je me propose de le faire si le fait se renouvelle, il y a longtemps que nous en aurions fini avec cet odieux système d'ignoble mouchardage.

P.S. — Des gens, bien mal informés probablement, m'ont affirmé que nous avions un ministère de « défense républicaine » et que 2 socialistes y figuraient! Ils ont ajouté qu'une ligue dite « des droits de l'homme » s'était constituée pour faire respecter la déclaration de ce nom, notamment l'article reconnaissant, la liberté de conscience et de réunion!! Ceux qui m'ont affirmé cela doivent être d'aimables farceurs.

J. VALLETY.
Professeur de mathématiques,
113, Boulevard Soult, Paris.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Georges Clémenceau vient d'être élu sénateur du Var.

A la Chambre, pendant plusieurs années, son action fut celle de tous les parlementaires et ne donna pas plus de fruits, que je sache. Depuis qu'il en était sorti, il avait acquis, simple écrivain, une influence considérable sur une partie du public, exercé une véritable impulsion sur la marche des idées et des choses, notamment aux jours de l'affaire Dreyfus. Il semblait dégoûté de la politique, et voici qu'il entre au Sénat.

Sans doute pense-t-il y pouvoir déployer une meilleure activité qu'à la Chambre? Évidemment, il y a partout quelque chose à faire, même dans les milieux politiques. Nous ne nions pas qu'il y ait des paroles de vérité à faire entendre, au Sénat comme ailleurs. Nous nous demandons seulement si l'œuvre de Clémenceau sénateur vaudra jamais celle de Clémenceau écrivain; nous nous demandons s'il n'est pas plus urgent, pour un homme de pensée, d'apporter des réformes profondes dans les idées du public, que de coopérer à quelques améliorations législatives; et si la seconde de ces deux tâches — à supposer qu'on les puisse poursuivre parallèlement — ne nuira pas à la première, ou même ne la contredira pas?

C'est une expérience qui, avec un homme de la valeur de Clémenceau, va être très intéressante à refaire, une fois de plus.

***

A la suite d'un article d'Ernest Vaughan, déclarant qu'à tout prendre il vaut encore mieux voter pour Jaurès que pour le marquis de Solages, Urbain Gohier lui a envoyé sa démission de rédacteur à *l'Aurore*, avec ce motif : « Si vous aviez été le rédacteur et moi le directeur, je vous aurais donné congé. »

Vaughan fait observer, non sans raison, que « c'est une manière peu banale de respecter la liberté d'autrui. — Urbain Gohier, écrit-il, ne croit pas pouvoir me permettre de dire ce que je veux dans le journal que j'ai créé et où je lui ai laissé dire tout ce qu'il a voulu. »

Gohier a en effet un drôle de caractère : il ne souffre pas une minute chez les autres ce qu'il revendique constamment pour lui-même. Ainsi, il trouve très bon de critiquer avec acharnement les socialistes, et n'accepte pas le reproche de faire le jeu de la réaction ; mais il trouve fort mauvais que des anarchistes aillent le contredire dans ses réunions, et les accuse de servir les intérêts des réactionnaires. (On se rappelle que ce fut là l'origine de sa querelle avec les *Temps Nouveaux*).

Sa conduite indigne envers nous ne nous fera pas nous réjouir de son départ, et ne nous empêchera pas de reconnaître son talent d'écrivain, sa valeur de polémiste et les grands services qu'il a rendus à la cause antimilitariste. Il a souvent raison, s'il a quelquefois tort. Mais eût-il encore cent fois plus raison, que cela ne l'autoriserait pas à faire le dictateur et à imposer silence aux autres opinions, alors qu'on laisse à la sienne toute licence de s'exprimer.

C'est très joli de savoir faire respecter sa liberté ; mais si l'on veut être mûr pour une société d'hommes libres, il y a encore une vertu qu'il faut acquérir, le respect de la liberté d'autrui. Ch.

***

Puget-Ville, 26 mars 1902

La crise vinicole sévit dans notre région, mais moins forte que dans les contrées où le vin est la seule production du sol.

Dans ces contrées, qui comprennent quatre départements, d'après les on-dit des journaux, ceux qui font la grève des impôts se comptent par des dizaines de mille.

Le Var est vignoble, outre cela, il y a des forêts de chênes-lièges et autres bois productifs ; sans compter les fruits et légumes, et l'olivier, qui joue un grand rôle dans la production, des huiles de Provence.

Malgré cela, la situation est très lamentable, puisque les gros proprios qui n'ont pas de fonds de roulement, un capital en argent, sont tous dans une situation voisine de la défaite. Ces gens-là font faire tous leurs travaux des champs, et comme l'agriculture est devenue une culture bourgeoise qui exige des soins plus délicats et plus assidus qu'aux temps passés, ils ne peuvent arriver à équilibrer leur situation, et les dépenses sont plus fortes que les rendements. Et puis ils dépensent plus que les petits proprios qui, eux, fournissent eux-mêmes la plus grande partie de leur main-d'œuvre.

En un mot, mauvaise situation. Les élections approchent; cela ne guérira pas le mal, puisqu'on dit : « Aux grands maux les grands remèdes. »

V. B.

***

Mouvement ouvrier. — L'agitation ouvrière provoquée par l'application de la loi sur la durée du travail continue toujours plus vive. Ce n'est que grèves aux quatre coins de la France, et l'espace dont je dispose ici, ne suffirait pas pour les signaler toutes. On ne peut vraiment expliquer que par un parti pris les refus opposés par les patrons de faire droit aux réclamations de leurs exploités. Il nous fait plaisir de le constater ici; la bourgeoisie — qui, il est vrai, compte sur l'inaction du pouvoir — ne se gêne pas pour résister aux lois qui ne lui plaisent pas, et il serait à souhaiter que les travailleurs puisent là un exemple pour l'avenir.

Comme j'ai essayé de le démontrer la semaine dernière, cette résistance provient d'un mauvais calcul et d'un mauvais vouloir, mais le fait n'en subsiste pas moins. Les prétextes invoqués et les refus de faire droit aux demandes des travailleurs sont divers; en voici quelques-uns :

« A Reims, où la grève est à peu près générale parmi les ouvriers et ouvrières de l'industrie lainière, ceux-ci réclament un salaire égal à celui d'avant l'application de la loi, et refusent, par conséquent, la diminution que voudraient leur imposer les patrons. Des meetings en plein air ont lieu chaque jour, et les grévistes parcourent la ville, en cortège. Cela ne semble pas plaire aux patrons qui réclament d'être « protégés ». Leur idéal est de voir transformer leurs usines en camp, comptant que cela impressionnera les travailleurs et les incitera à reprendre plus vite le licou. En tous cas, voici quinze jours de grève, et il y a à peine quelques défections. Mais comme tout a une limite, beaucoup d'ouvriers, au cas où ils seraient contraints à reprendre le travail, aux conditions des patrons, semblent bien décidés à « saboter » le travail aussi consciencieusement qu'ils le pourront. Cette menace, si elle est mise à exécution, amènerait les patrons à résipiscence, croyons-nous, dans le plus bref délai. Le sabotage, difficilement applicable, dans bien des cas, est bien de mise ici.

A Roubaix, à Tourcoing, de nombreuses usines ont arrêté le travail; toutefois, dans quelques-unes, les ouvriers et ouvrières ont obtenu satisfaction et recevront pour 10 h. 1/2 le même salaire que pour 11 heures. Et ce ne seront pas les patrons qui y perdront, nous en sommes certains.

***

A Saint-Dié, à Golbey, près Épinal, à Croix (Nord) à Brest les patrons ont trouvé un « truc » ils menacent de renvoyer les apprentis et les jeunes gens de moins de 18 ans, les ouvriers, pour la plupart pères des apprentis et des jeunes gens, protestent et ne comprennent pas que cela ne peut être qu'une feinte de la part de leurs exploiteurs. Les apprentis sont en effet utiles, indispensables, c'est la chair à exploitation de demain, et les patrons savent bien qu'en les renvoyant pour pouvoir continuer à faire de longues journées à leurs ouvriers, c'est à eux-

mêmes qu'en définitif ils feraient tort. Une industrie qui cesserait de faire des apprentis se tuerait elle-même, la ficelle est par trop visible, et les travailleurs dupes, une fois de plus, des manœuvres patronales feront sagement de profiter de l'occasion qui leur est offerte de diminuer leur temps de travail tout en exigeant un même salaire, et les patrons seront encore bien contents de conserver les apprentis.

A Limoges, les patrons essaient de profiter de l'application de cette fameuse loi pour supprimer quelques libertés qui ont existé de tout temps chez les ouvriers céramistes et porcelainiers.

Les ouvriers résistent contre l'application de ces nouveaux règlements draconiens, et la grève qui est à peu près générale atteint près de 1.000 travailleurs. Les patrons, dans l'espérance de jeter le trouble, de se rallier les timides, font courir le bruit que si le travail n'était pas repris à bref délai ils cesseraient toute fabrication, mais les ouvriers ne voudront pas être dupes et leurs exploiteurs en seront, une fois de plus, pour cette tentative de chantage nouveau jeu.

Je me suis contenté de citer les principaux prétextes employés par les patrons pour se refuser à diminuer la journée de travail, ce qui serait cependant pour eux une garantie pour l'avenir. Les prétextes pris dans les quelques exemples cités se répètent dans maints endroits. Toujours les mêmes ou avec quelques variantes. Voici, à ma connaissance, les principaux centres de grève outre ceux cités plus haut :

Dans les moulinages, à Privas, Aubenas, Vals, Entraigues, Laviolle, à Saint-Quentin, à Annecy. A Lyon et les environs, à Beauvais, à Louviers, à Lure, etc., etc.

Toutefois, je dois déclarer que dans certains endroits, les patrons veulent bien accorder satisfaction à leurs ouvriers, mais on ne pourra juger de l'ensemble que lorsque l'Office du travail publiera un état général des grèves du mois, j'y reviendrai alors.

P. Delesalle.

Espagne.

On manque de bien des choses en Espagne, mais en particulier on manque d'écoles pour le peuple.

Pour prendre un fait précis, à Jerez, ville de 70.000 habitants environ, on a 1 école d'adultes, 9 écoles primaires et 3 asiles pour les tout petits. Il y a en outre, 50 écoles privées, et, naturellement, par leur prix, parfaitement inaccessibles aux enfants des travailleurs. On voit d'ici comment le suffrage universel, illusoire en tous pays, est en Espagne une énorme blague, dépassant les dimensions ordinaires, vu le nombre des illettrés. Encore faut-il noter que les gages des instituteurs publics étaient jusqu'ici à la charge des communes qui ne les payaient pas. On leur donnait de temps en temps un petit à compte, pour qu'ils ne crèvent pas complètement. Le ministère Sagasta, — on dit toujours qu'il n'a rien fait, c'est injuste — a fait pour eux quelque chose. Il a fait charger l'Etat de leur fournir leur salaire. Le budget de l'instruction était en 1901 de 17 millions de francs. Il est en 1902 de 43 millions. Celui des cultes est d'environ 70 millions. Enfin, convenons qu'il y a tout de même un ministre qui a fait quelque chose en Espagne pour l'enseignement du peuple. A peu près comme si, pour chauffer quelques millions d'hommes grelottant de froid, on allumait un rat de cave. Ça n'est pas lourd, mais pour un ministre, il faut être indulgent.

Heureusement le peuple commence à faire lui-même ses affaires. Malgré l'incurie et la mauvaise volonté de l'Etat, le nombre des illettrés a tout de même considérablement diminué pendant les dernières années : parce que les sociétés ouvrières de résistance, objets des persécutions attentives et acharnées des patrons et des autorités, ont organisé des écoles laïques pour les enfants des travailleurs faisant partie des sociétés ; sur leur salaire dérisoire, ils trouvent cependant moyen de payer l'école, ses bâtiments, les maîtres, l'entretien.

Un bel exemple à méditer.

M. L.

Belgique.

Bruxelles, 6 avril. — Une lettre envoyée par moi de Paris à... (en février) lui est arrivée ouverte. Elle contenait un manifeste. Le facteur lui fit remarquer qu'elle était ouverte à l'arrivée.

Ils ne l'avaient même pas refermée! pourquoi se gêner !

Lors de mon arrestation, Lépine me disait : « Quand on gagne bien sa journée, on n'écoute pas les conseils des papes de l'anarchie ; écoutez-moi, ne vous occupez plus de cela. C'est bon pour les sans-travail, les miséreux! » miséreux, m'y voilà, par la volonté de Lépine. Avec son autorisation et suivant ses conseils, puis-je maintenant faire de la propagande, possible aux seuls sans travail ? C'est peut-être cela qu'il voulait, c'est à croire ?

Scarcériaux.

⁂

Nous assistons ici à un mouvement des plus graves. Voilà deux mois que les chefs socialistes chauffent à blanc l'opinion publique afin de conquérir le suffrage universel, mais ils ont été désagréablement surpris en constatant que les masses se sont ébranlées avant que le mot d'ordre ait été lancé par les dirigeants du Parti ouvrier.

Le mouvement a pris un développement très rapide et très prononcé. A l'heure où je vous écris (lundi soir) on compte plus de deux cents blessés et une dizaine de morts ! Et dire qu'il n'y a que trois jours que l'on *manifeste* !

Le moment est grave, tragique même, et il est probable que de véritables massacres auront lieu cette semaine. La grève générale vient d'être proclamée et elle sera certainement complète dans un jour ou deux. Les chefs socialistes prêchent le calme à outrance mais cette fois ils ne sont plus écoutés, ils sont débordés et la masse commence à se ruer sur les gardiens de l'ordre.

Je dis que des massacres auront lieu et sans être prophète, sans se croire infaillible, on peut l'affirmer. Le peuple belge est essentiellement pacifique, mais nous assistons à une telle explosion de rage de part et d'autre que des conflits éclateront malgré tout le calme prôné. Nous avons vu le grand chef, le leader incontesté : Vandervelde, ballotté entre les argousins et les manifestants sans que les uns ni les autres prêtent l'oreille à ses paroles d'apaisement.

Il faut dire que le calme n'est plus possible ! Les agents, les gendarmes, les gardes-civiques *volontaires*, (appelés chasseurs-éclaireurs) ont déployé une férocité épouvantable ! Ces gens tirent... tirent... sans commandement, par plaisir, et les hommes, les femmes et les enfants tombent.

J'aurais peine à vous décrire la tristesse et la révolte qui nous étreint en présence de ces actes. Si une révolution éclate, — ce qui est très probable — les gendarmes l'auront fomentée !

On s'attendait depuis longtemps à un mouvement mais on ne croyait pas qu'il atteindrait — et en si peu de temps — un tel degré d'acuité. Voilà des mois que les députés socialistes mènent campagne au Parlement et dans les meetings pour obtenir le suffrage *pur et simple*. Ils avaient gagné à leur cause les partis libéraux et il semble bien qu'à l'heure actuelle, il n'est plus que le parti clérical qui s'oppose à l'unification de notre système électoral. On était donc en droit de prévoir que le S. U. serait accordé sous peu, étant donné le peu de résistance que nos gouvernants montrent généralement devant les manifestations les plus platoniques. Mais voici que le gouvernement et la majorité — uniquement composés de cléricaux — ont adopté une tactique de provocations : injuriant et menaçant *les députés* socialistes ; ils ont nettement déclaré qu'ils résisteraient, qu'ils useraient de la force armée : *ils l'ont fait, ils le font* ! Et ce n'est pas un des côtés les moins extraordinaires de ce mouvement qui se manifeste dans des conditions auxquelles nous ne sommes pas habitués.

Le langage comminatoire de nos gouvernants a excité les travailleurs déjà exaspérés par une crise économique intense : des explosions se sont produites, des manifestations *se sont* improvisées, des collisions ont eu lieu.

C'est mercredi seulement que commence la discussion à la Chambre et voilà huit jours que les manifestants ont commencé le grabuge.

Le mouvement ira très probablement en s'accentuant : 1° parce que la foule est exaspérée par la crise économique et politique ; 2° parce que la force armée est d'une brutalité sans borne ; 3° parce que le gouvernement résistera très probablement avec énergie ; 4° parce que la classe ouvrière est sérieusement armée et enfin 5° parce que, presque partout, les anarchistes participent au mouvement.

Les dirigeants social-démocrates ont décrété la grève générale, espérant faire céder immédiatement le gouvernement et parvenir à maintenir la foule dans la légalité. Je ne sais si le gouvernement cédera, mais le second point, quelque paradoxal qu'il puisse paraître, entre bien dans les vœux des députés socialistes. Ceux-ci ne se lassent pas de prêcher le calme, et j'ai entendu, de mes oreilles entendu, des députés socialistes proclamer dans les meetings qu'il fallait respecter les agents parce que ceux-ci « faisaient leur devoir » ! Ils vont même jusqu'à déclarer que les manifestants qui « simulent » beaucoup d'énergie sont des agents provocateurs.

Mais ces paroles ne tiendront pas devant les faits. Bruxelles, la ville des moutons par excellence, Bruxelles se révolte sous les coups de boutoir des paradoxes, et on peut dire que lorsque Bruxelles fait preuve — comme à l'heure actuelle — d'une énergie révolutionnaire surprenante, dépavant les rues, éteignant les réverbères, coupant les bouches d'eau et élevant des barricades, on peut dire que le pays est prêt à s'enflammer.

Partout les autorités interdisent les manifestations — cette soupape de sûreté belge — et on peut ajouter que ce n'est pas la défection des partis libéraux — qui refusent de continuer à se compromettre avec les émeutiers socialistes ! — qui empêcheront ces mesures de provoquer les troubles.

La Révolution triomphera-t-elle ? j'en doute ? Les soldats sont en grande masse socialistes... jusqu'au suffrage universel et on sait que ce lambeau de conviction ne suffit pas pour se soustraire à l'effet pernicieux de la capote, surtout quand les gouvernants, comme ici, saoûlent gendarmes et soldats avant de les lancer sur les émeutiers.

Quoiqu'il en soit le combat sera rude et il est très probable que tout politique que le mouvement ait été à ses débuts il se transformera rapidement en révolution véritablement sociale et économique et que la question de l'expropriation capitaliste viendra sous peu sur le tapis, posée dans toute son ampleur : la participation des anarchistes — qui tiennent véritablement le haut du pavé dans certaines régions — la déterminera.

Nous marchons à la bataille !

Vive l'Anarchie !

Georges Thonar.

⁂

L'agitation pour le suffrage universel prend les proportions d'une révolution. A Bruxelles, les manifestants parcourent les rues, se heurtent à la police : des coups de revolver sont échangés, des blessés tombent de chaque côté, un policier est tué et piétiné par la foule. La troupe accourt, la garde civique est appelée sous les armes. Le 9, au soir, six mille personnes défilent devant l'Hôtel de Ville, en huant la police et acclamant la révolution ; une collision a lieu plus loin, charge de gardes et d'agents ; coups de revolver tirés ; quelques blessés. Les manifestants brisent à coups de revolver les vitrines des grands magasins. Vers minuit, on construit des barricades aux environs de la Maison du peuple ; une bataille en règle s'engage, à plusieurs reprises, avec la police ; plus de deux cents coups de revolver sont tirés ; on soigne les blessés dans les cafés, l'ordre n'est rétabli que vers une heure du matin.

Le lendemain, des forces considérables de gendarmerie, de troupes, d'agents et de garde civique gardent tous les abords de la Maison du peuple. Des charges d'une violence inouïe sont faites, sabre au clair et revolver garni de cartouches, contre les simples promeneurs. Plusieurs coups de feu sont tirés sur les gendarmes ; blessés, arrestations. Ailleurs, les manifestants éteignent les réverbères et arrachent les pavés pour lutter contre les policiers. Arrestations. A la Maison du peuple, trois médecins fonctionnent sans désemparer. Plus de cinquante blessés. Deux bataillons de ligne, une compagnie du génie, un régiment de cavalerie arrivent à Bruxelles, ainsi que des renforts de gendarmerie. Dans chaque caserne, un bataillon est consigné, prêt à marcher au premier appel, avec deux paquets de quinze cartouches de guerre et deux autres de quinze cartouches de grève.

Trois cartouches de dynamite, mèches à demi-brûlées, sont trouvées à la porte du colonel des chasseurs de la garde civique. A l'hôpital Saint-Pierre, deux morts, deux agonisants et une cinquantaine de blessés en traitement, sans compter ceux renvoyés chez eux après pansement. Nombreux blessés aussi parmi la police, la garde civique et la gendarmerie. Beaucoup d'habitants cachent des blessés chez eux.

A Charleroi, le local du cercle catholique de Thiméon est dynamité ; dégâts considérables. A Bracquegnies, une violente bagarre éclate entre plusieurs milliers de grévistes et les gendarmes. La foule leur lance des pierres, ils ripostent par des coups de revolver, mais sont obligés de fuir ; un

et le cours complet est encore un des gros préjugés qui pèsent sur l'enseignement d'aujourd'hui.

Tout cela est terriblement exact. L'Ecole moderne a donc besoin, avant tout, d'un peu de liberté. Telle est l'unique, la seule réforme. Au point de vue pédagogique, comme au point de vue politique, voilà le mot de l'énigme. Liberté pour l'élève de se montrer tel qu'il est, et de progresser vers le savoir, selon sa propre loi, ses propres forces, non plus sous l'autorité étouffante d'un ordre imposé, d'une formule établie au nom de la notion du Parfait et de l'Absolu. Liberté pour le maître d'avoir recours à tous les moyens nécessaires pour développer et intéresser l'élève.

On répète toujours que l'éducation est une expérimentation de tous les instants. Il faut en dire autant de l'instruction. Mais comment le maître sera-t-il docile aux indications des expériences qu'institue sans cesse la pratique de son art, si tout, pour lui, est étroitement, minutieusement réglé d'avance par les grands lamas qui trônent au sommet de la hiérarchie? Si l'heure des cours est fixée comme les matières à enseigner et la façon de les enseigner? Si toute initiative, toute bonne volonté sont emprisonnées entre les murs d'un emploi du temps et d'un programme? Aucun jardinier n'accepterait l'élève d'une plante un peu délicate, s'il n'était libre de régler, selon ses observations, la composition de sa terre, les doses de soleil, d'air et d'humidité voulues, d'enlever et remettre, comme il l'entend, les châssis de la serre. On a obligé chaque jour des milliers d'hommes à remplir cette besogne détestable de mauvais jardiniers de la plante humaine. Et l'on se plaint ensuite que les résultats obtenus ne soient pas brillants!

Si vous voulez que l'enseignement remplisse enfin son rôle, c'est-à-dire soit avant tout une prise de possession enthousiaste du monde et une éducation du cerveau, il faut se débarrasser des servitudes de toutes sortes qui l'empêtrent encore. Car l'Ecole est encore esclave, esclave de vos règlements, de vos hiérarchies, de vos programmes, de vos méthodes autoritaires et mystiques. On n'y donne plus les verges, on n'y met plus au cachot. Mais mille entraves stupides empêchent les jeunes intelligences de se développer sainement et sûrement, de s'élancer pleines de joie et de bon vouloir vers les merveilles qui les sollicitent.

Peut-on espérer que l'Etat consente à briser ces entraves? Ne faut-il pas attendre cette profonde réforme de la seule initiative privée?

CHARLES ALBERT.

LE RÈGNE DE LA POLICE

Samedi, allant à la bibliothèque Forney, je m'avisai d'entrer dans le préau de l'école où se tenait une réunion électorale, qui était abstentionniste mais aurait pu tout aussi bien être nationaliste, socialiste ou défense républicaine.

J'y commis ce crime d'y prendre la parole pour faire un parallèle entre le collectivisme et le communisme et de ne pas cacher mes préférences pour ce dernier système; sans me prononcer toutefois, l'idée ne m'en étant pas venue, sur les moyens pacifiques ou violents de l'établir. De sorte que je ne me montrai même pas révolutionnaire.

A la sortie je fus suivi par deux individus. Après les avoir promenés 1 heure 1/2 dans le quartier, j'arrivai à en perdre un dans le Métropolitain. Le second, inspecteur de la sûreté, après avoir failli se casser les pattes parvint à me suivre et à me conduire au poste de la rue de Montreuil où je dus décliner mes nom, qualité et adresse sous MENACE D'ÊTRE ENFERMÉ JUSQU'AU LUNDI MATIN, pour être mis à la disposition du sieur Fouquet, si ces renseignements semblaient inexacts.

Ainsi le premier sbire venu peut, de sa propre autorité, faire renfermer un citoyen qui n'a commis aucun délit. On s'en est tenu fort heureusement à la menace. Mais le sieur Fouquet saura que je ne suis pas la domestique innocente à qui on fait signer l'aveu du vol d'un bijou retrouvé le lendemain par sa propriétaire. Quand on voudra me mettre à l'ombre sans me poursuivre, c'est moi qui poursuivrai et l'on verra si c'est légalement ou non qu'on rétablit l'ancienne lettre de cachet. Si toutes les victimes regimbaient autant que je me propose de le faire si le fait se renouvelle, il y a longtemps que nous en aurions fini avec cet odieux système d'ignoble mouchardage.

P. S. — Des gens, bien mal informés probablement, m'ont affirmé que nous avions un ministère de « défense républicaine » et que 2 socialistes y figuraient! Ils ont ajouté qu'une ligue dite « des droits de l'homme » s'était constituée pour faire respecter la déclaration de ce nom, notamment l'article reconnaissant, la liberté de conscience et de réunion!! Ceux qui m'ont affirmé cela doivent être d'aimables farceurs.

J. VALLETY.
Professeur de mathematiques.
113, Boulevard Soult, Paris.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Georges Clémenceau vient d'être élu sénateur du Var.

A la Chambre, pendant plusieurs années, son action fut celle de tous les parlementaires et ne donna pas plus de fruits, que je sache. Depuis qu'il en était sorti, il avait acquis, simple écrivain, une influence considérable sur une partie du public, exercé une véritable impulsion sur la marche des idées et des choses, notamment aux jours de l'affaire Dreyfus. Il semblait dégoûté de la politique, et voici qu'il entre au Sénat.

Sans doute pense-t-il y pouvoir déployer une meilleure activité qu'à la Chambre? Evidemment, il y a partout quelque chose à faire, même dans les milieux politiques. Nous ne nions pas qu'il y ait des paroles de vérité à faire entendre, au Sénat comme ailleurs. Nous nous demandons seulement si l'œuvre de Clémenceau sénateur vaudra jamais celle de Clémenceau écrivain; nous nous demandons s'il n'est pas plus urgent, pour un homme de pensée, d'apporter des réformes profondes dans les idées du public, que de coopérer à quelques améliorations législatives; et si la seconde de ces deux tâches — à supposer qu'on les puisse poursuivre parallèlement — ne nuira pas à la première, ou même ne la contredira pas?

C'est une expérience qui, avec un homme de la valeur de Clémenceau, va être très intéressante à refaire, une fois de plus.

⁂

A la suite d'un article d'Ernest Vaughan, déclarant qu'à tout prendre il vaut encore mieux voter pour Jaurès que pour le marquis de Solages, Urbain Gohier lui a envoyé sa démission de rédacteur à l'*Aurore*, avec ce motif : « Si vous aviez été le rédacteur et moi le directeur, je vous aurais donné congé. »

Vaughan fait observer, non sans raison, que « c'est une manière peu banale de respecter la liberté d'autrui. — Urbain Gohier, écrit-il, ne croit pas pouvoir me permettre de dire ce que je veux dans le journal que j'ai créé et où je lui ai laissé dire tout ce qu'il a voulu. »

Gohier a en effet un drôle de caractère : il ne souffre pas une minute chez les autres ce qu'il revendique constamment pour lui-même. Ainsi, il trouve très bon de critiquer avec acharnement les socialistes, et n'accepte pas le reproche de faire le jeu de la réaction; mais il trouve fort mauvais que des anarchistes aillent le contredire dans ses réunions, et les accuse de servir les intérêts des réactionnaires. (On se rappelle que ce fut là l'origine de sa querelle avec les *Temps Nouveaux*).

Sa conduite indigne envers nous ne nous fera pas nous réjouir de son départ, et ne nous empêchera pas de reconnaître son talent d'écrivain, sa valeur de polémiste et les grands services qu'il a rendus à la cause antimilitariste. Il a souvent raison, s'il a quelquefois tort. Mais eût-il encore cent fois plus raison, que cela ne l'autoriserait pas à faire le dictateur et à imposer silence aux autres opinions, alors qu'on laisse à la sienne toute licence de s'exprimer.

C'est très joli de savoir faire respecter sa liberté; mais si l'on veut être mûr pour une société d'hommes libres, il y a encore une vertu qu'il faut acquérir, le respect de la liberté d'autrui.

Ch.

⁂

Puget-Ville, 26 mars 1902

La crise vinicole sévit dans notre région, mais moins forte que dans les contrées où le vin est la seule production du sol.

Dans ces contrées, qui comprennent quatre départements, d'après les on-dit des journaux, ceux qui font la grève des impôts se comptent par des dizaines de mille.

Le Var est vignoble, outre cela, il y a des forêts de chênes-lièges et autres bois productifs; sans compter les fruits et légumes, et l'olivier, qui joue un grand rôle dans la production, des huiles de Provence.

Malgré cela, la situation est très lamentable, puisque les gros proprios qui n'ont pas de fonds de roulement, un capital en argent, sont tous dans une situation voisine de la défaite. Ces gens-là font faire tous leurs travaux des champs, et comme l'agriculture est devenue une culture bourgeoise qui exige des soins plus délicats et plus assidus qu'aux temps passés, ils ne peuvent arriver à équilibrer leur situation, et les dépenses sont plus fortes que les rendements. Et puis ils dépensent plus que les petits proprios qui, eux, fournissent eux-mêmes la plus grande partie de leur main-d'œuvre.

En un mot, mauvaise situation. Les élections approchent; cela ne guérira pas le mal, puisqu'on dit : « Aux grands maux les grands remèdes. »

V. B.

⁂

Mouvement ouvrier. — L'agitation ouvrière provoquée par l'application de la loi sur la durée du travail continue toujours plus vive. Ce n'est que grèves aux quatre coins de la France, et l'espace dont je dispose ici, ne suffirait pas pour les signaler toutes. On ne peut vraiment expliquer que par un parti pris les refus opposés par les patrons de faire droit aux réclamations de leurs exploités. Il nous fait plaisir de le constater ici; la bourgeoisie — qui, il est vrai, compte sur l'inaction du pouvoir — ne se gêne pas pour résister aux lois qui ne lui plaisent pas, et il serait à souhaiter que les travailleurs puisent là un exemple pour l'avenir.

Comme j'ai essayé de le démontrer la semaine dernière, cette résistance provient d'un mauvais calcul et d'un mauvais vouloir, mais le fait n'en subsiste pas moins. Les prétextes invoqués et les refus de faire droit aux demandes des travailleurs sont divers; en voici quelques-uns :

« A Reims, où la grève est à peu près générale parmi les ouvriers et ouvrières de l'industrie lainière, ceux-ci réclament un salaire égal à celui d'avant l'application de la loi, et refusent, par conséquent, la diminution que voudraient leur imposer les patrons. Des meetings en plein air ont lieu chaque jour, et les grévistes parcourent la ville, en cortège. Cela ne semble pas plaire aux patrons qui réclament d'être « protégés ». Leur idéal est de voir transformer leurs usines en camp, comptant que cela impressionnera les travailleurs et les incitera à reprendre plus vite le licou. En tous cas, voici quinze jours de grève, et il y a à peine quelques défections. Mais comme tout a une limite, beaucoup d'ouvriers, au cas où ils seraient contraints à reprendre le travail, aux conditions des patrons, semblent bien décidés à « saboter » le travail aussi consciencieusement qu'ils le pourront. Cette menace, si elle est mise à exécution, amènerait les patrons à résipiscence, croyons-nous, dans le plus bref délai. Le sabotage, difficilement applicable, dans bien des cas, est bien de mise ici.

A Roubaix, à Tourcoing, de nombreuses usines ont arrêté le travail; toutefois, dans quelques-unes, les ouvriers et ouvrières ont obtenu satisfaction et recevront pour 10 h. 1/2 le même salaire que pour 11 heures. Et ce ne seront pas les patrons qui y perdront, nous en sommes certains.

⁂

A Saint-Dié, à Golbey, près Epinal, à Croix (Nord) à Brest les patrons ont trouvé un « truc » ils menacent de renvoyer les apprentis et les jeunes gens de moins de 18 ans, les ouvriers, pour la plupart pères des apprentis et des jeunes gens, protestent et ne comprennent pas que cela ne peut être qu'une feinte de la part de leurs exploiteurs. Les apprentis sont en effet utiles, indispensables, c'est la chair à exploitation de demain, et les patrons savent bien qu'en les renvoyant pour pouvoir continuer à faire de longues journées à leurs ouvriers, c'est à eux-

mêmes qu'en définitif ils feraient tort. Une industrie qui cesserait de faire des apprentis se tuerait elle-même, la ficelle est par trop visible, et les travailleurs dupes, une fois de plus, des manœuvres patronales feront sagement de profiter de l'occasion qui leur est offerte de diminuer leur temps de travail tout en exigeant un même salaire, et les patrons seront encore bien contents de conserver les apprentis.

A Limoges, les patrons essaient de profiter de l'application de cette fameuse loi pour supprimer quelques libertés qui ont existé de tout temps chez les ouvriers céramistes et porcelainiers.

Les ouvriers résistent contre l'application de ces nouveaux règlements draconiens, et la grève qui est à peu près générale atteint près de 1.000 travailleurs. Les patrons, dans l'espérance de jeter le trouble, de se rallier les timides, font courir le bruit que si le travail n'était pas repris à bref délai ils cesseraient toute fabrication, mais les ouvriers ne voudront pas être dupes et leurs exploiteurs en seront, une fois de plus, pour cette tentative de chantage nouveau jeu.

Je me suis contenté de citer les principaux prétextes employés par les patrons pour se refuser à diminuer la journée de travail, ce qui serait cependant pour eux une garantie pour l'avenir. Les prétextes pris dans les quelques exemples cités se répètent dans maints endroits. Toujours les mêmes ou avec quelques variantes. Voici, à ma connaissance, les principaux centres de grève outre ceux cités plus haut :

Dans les moulinages, à Privas, Aubenas, Vals, Entraigues, Laviolle, à Saint-Quentin, à Annecy, A Lyon et les environs; à Beauvais, à Louviers, à Lure, etc., etc.

Toutefois, je dois déclarer que dans certains endroits, les patrons veulent bien accorder satisfaction à leurs ouvriers, mais on ne pourra juger de l'ensemble que lorsque l'Office du travail publiera un état général des grèves du mois, j'y reviendrai alors.

P. Delesalle.

Espagne.

On manque de bien des choses en Espagne, mais en particulier on manque d'écoles pour le peuple.

Pour prendre un fait précis, à Jerez, ville de 70.000 habitants environ, on a 1 école d'adultes, 9 écoles primaires et 3 asiles pour les tout petits. Il y a en outre, 50 *écoles* privées, et, naturellement, par leur prix, parfaitement inaccessibles aux enfants des travailleurs. On voit d'ici comment le suffrage universel, illusoire en tous pays, est en Espagne une énorme blague, dépassant les dimensions ordinaires, vu le nombre des illettrés. Encore faut-il noter que les gages des instituteurs publics étaient jusqu'ici à la charge des communes qui ne les payaient pas. On leur donnait de temps en temps un petit à compte, pour qu'ils ne crèvent pas complètement. Le ministère Sagasta, — on dit toujours qu'il n'a rien fait, c'est injuste — a fait pour eux quelque chose. Il a fait charger l'Etat de leur fournir leur salaire. Le budget de l'instruction était en 1901 de 17 millions de francs. Il est en 1902 de 43 millions. Celui des cultes est d'environ 70 millions. Enfin, convenons qu'il y a tout de même un ministre qui a fait quelque chose en Espagne pour l'enseignement du peuple. A peu près comme si, pour chauffer quelques millions d'hommes grelottant de froid, on allumait un rat de cave. Ça n'est pas lourd, mais pour un ministre, il faut être indulgent.

Heureusement le peuple commence à faire lui-même ses affaires. Malgré l'incurie et la mauvaise volonté de l'Etat, le nombre des illettrés a tout de même considérablement diminué pendant les dernières années : parce que les sociétés ouvrières de résistance, objets des persécutions attentives et acharnées des patrons et des autorités, ont organisé des écoles laïques pour les enfants des travailleurs faisant partie des sociétés; sur leur salaire dérisoire, ils trouvent cependant moyen de payer l'école, ses bâtiments, les maîtres, l'entretien.

Un bel exemple à méditer.

M. L.

Belgique.

Bruxelles, 6 avril. — Une lettre envoyée par moi de Paris à... (en février) lui est arrivée ouverte. Elle contenait un manifeste. Le facteur lui fit remarquer qu'elle était ouverte à l'arrivée.

Ils ne l'avaient même pas refermée! pourquoi se gêner?

Lors de mon arrestation, Lépine me disait : « Quand on gagne bien sa journée, on n'écoute pas les conseils des papes de l'anarchie ; écoutez-moi, ne vous occupez plus de cela. C'est bon pour les sans-travail, les miséreux! » miséreux, m'y voilà, par la volonté de Lépine. Avec son autorisation et suivant ses conseils, puis-je maintenant faire de la propagande, possible aux seuls sans travail? C'est peut-être cela qu'il voulait, c'est à croire?

Scarcériaux.

***

Nous assistons ici à un mouvement des plus graves. Voilà deux mois que les chefs socialistes chauffent à blanc l'opinion publique afin de conquérir le suffrage universel, mais ils ont été désagréablement surpris en constatant que les masses se sont ébranlées avant que le mot d'ordre ait été lancé par les dirigeants du Parti ouvrier.

Le mouvement a pris un développement très rapide et très prononcé. A l'heure où je vous écris (lundi soir) on compte plus de deux cents blessés et une dizaine de morts! Et dire qu'il n'y a que trois jours que l'on *manifeste*!

Le moment est grave, tragique même, et il est probable que de véritables massacres auront lieu cette semaine. La grève générale vient d'être proclamée et elle sera certainement complète dans un jour ou deux. Les chefs socialistes prêchent le calme à outrance mais cette fois ils ne sont plus écoutés, ils sont débordés et la masse commence à se ruer sur les gardiens de l'ordre.

Je dis que des massacres auront lieu et sans être prophète, sans se croire infaillible, on peut l'affirmer. Le peuple belge est essentiellement pacifique, mais nous assistons à une telle explosion de rage de part et d'autre que des conflits éclateront malgré tout le calme prôné. Nous avons vu le grand chef, le leader incontesté : Vandervelde, ballotté entre les argousins et les manifestants sans que les uns ni les autres prêtent l'oreille à ses paroles d'apaisement.

Il faut dire que le calme n'est plus possible! Les agents, les gendarmes, les gardes-civiques *volontaires*, (appelés chasseurs-éclaireurs) ont déployé une férocité épouvantable! Ces gens tirent... tirent... sans commandement, par plaisir, et les hommes, les femmes et les enfants *tombent*.

J'aurais peine à vous décrire la tristesse et la révolte qui nous étreint en présence de ces actes. Si une révolution éclate, — ce qui est très probable — les gendarmes l'auront fomentée!

On s'attendait depuis longtemps à un mouvement mais on ne croyait pas qu'il atteindrait — et en si peu de temps — un tel degré d'acuité. Voilà des mois que les députés socialistes mènent campagne au Parlement et dans les meetings pour obtenir le suffrage *pur et simple*. Ils avaient gagné à leur cause les partis libéraux et il semble bien qu'à l'heure actuelle, il n'est plus que le parti clérical qui s'oppose à l'unification de notre système électoral. On était donc en droit de prévoir que le S. U. serait accordé sous peu, étant donné le peu de résistance que nos gouvernants montrent généralement devant les manifestations les plus platoniques. Mais voici que le gouvernement et la majorité — uniquement composés de cléricaux — ont adopté une tactique de provocations : injuriant et menaçant les députés socialistes; ils ont nettement déclaré qu'ils résisteraient, qu'ils useraient de la force armée : ils l'ont fait, ils le font! Et ce n'est pas un des côtés les moins extraordinaires de ce mouvement qui se manifeste dans des conditions auxquelles nous ne sommes pas habitués.

Le langage comminatoire de nos gouvernants a excité les travailleurs déjà exaspérés par une crise économique intense : des explosions se sont produites, des manifestations se sont improvisées, des collisions ont eu lieu.

C'est mercredi seulement que commence la discussion à la Chambre et voilà huit jours que les manifestants ont commencé le grabuge.

Le mouvement ira très probablement en s'accentuant; 1° parce que la foule est exaspérée par la crise économique et politique; 2° parce que la force armée est d'une brutalité sans borne; 3° parce que le gouvernement résistera très probablement avec énergie; 4° parce que la classe ouvrière est sérieusement armée et enfin 5° parce que, presque partout, les anarchistes participent au mouvement.

Les dirigeants social-démocrates ont décrété la grève générale, espérant faire céder immédiatement le gouvernement et parvenir à maintenir la foule dans la légalité. Je ne sais si le gouvernement cédera, mais le second point, quelque paradoxal qu'il puisse paraître, entre bien dans les vœux des députés socialistes. Ceux-ci ne se lassent pas de prêcher le calme, et j'ai entendu, de mes oreilles entendu, des députés socialistes proclamer dans les meetings qu'il fallait respecter les agents parce que ceux-ci « faisaient leur devoir »! Ils vont même jusqu'à déclarer que les manifestants qui « simulent » beaucoup d'énergie sont des agents provocateurs.

Mais ces paroles ne tiendront pas devant les faits. Bruxelles, la ville des moutons par excellence, Bruxelles se révolte sous les coups de bottes des paradoxes, et on peut dire que lorsque Bruxelles fait preuve — comme à l'heure actuelle — d'une énergie révolutionnaire surprenante, dépavant les rues, éteignant les réverbères, coupant les bouches d'eau et élevant des barricades, on peut dire que le pays est prêt à s'enflammer.

Partout les autorités interdisent les manifestations — cette soupape de sûreté belge — et on peut ajouter que ce n'est pas la défection des partis libéraux — qui refusent de continuer à se compromettre avec les émeutiers socialistes! — qui empêcheront ces mesures de provoquer les troubles.

La Révolution triomphera-t-elle? j'en doute? Les soldats sont en grande masse socialistes... jusqu'au suffrage universel et on sait que ce lambeau de conviction ne suffit pas pour se soustraire à l'effet pernicieux de la capote, surtout quand les gouvernants, comme ici, saoûlent gendarmes et soldats avant de les lancer sur les émeutiers.

Quoiqu'il en soit le combat sera rude et il est très probable que tout politique que le mouvement ait été à ses débuts il se transformera rapidement en révolution véritablement sociale et économique et que la question de l'expropriation capitaliste viendra sous peu sur le tapis, posée dans toute son ampleur : la participation des anarchistes — qui tiennent véritablement le haut du pavé dans certaines régions — la déterminera.

Nous marchons à la bataille!

Vive l'Anarchie!

Georges Thonar.

***

L'agitation pour le suffrage universel prend les proportions d'une révolution. A Bruxelles, les manifestants parcourent les rues, se heurtent à la police : des coups de revolver sont échangés, des blessés tombent de chaque côté, un policier est tué et piétiné par la foule. La troupe accourt, la garde civique est appelée sous les armes. Le 9, au soir, six mille personnes défilent devant l'Hôtel de Ville, en huant la police et acclamant la révolution; une collision a lieu plus loin, charge de gardes et d'agents; coups de revolver tirés; quelques blessés. Les manifestants brisent à coups de revolver les vitrines des grands magasins. Vers minuit, on construit des barricades aux environs de la Maison du peuple; une bataille en règle s'engage, à plusieurs reprises, avec la police; plus de deux cents coups de revolver sont tirés; on soigne les blessés dans les cafés, l'ordre n'est rétabli que vers une heure du matin.

Le lendemain, des forces considérables de gendarmerie, de troupes, d'agents et de garde civique gardent tous les abords de la Maison du peuple. Des charges d'une violence inouïe sont faites, sabre au clair et revolver garni de cartouches, contre les simples promeneurs. Plusieurs coups de feu sont tirés sur les gendarmes; blessés, arrestations. Ailleurs, les manifestants éteignent les réverbères et arrachent les pavés pour lutter contre les policiers. Arrestations. A la Maison du peuple, trois médecins fonctionnent sans désemparer. Plus de cinquante blessés. Deux bataillons de ligne, une compagnie du génie, un régiment de cavalerie arrivent à Bruxelles, ainsi que des renforts de gendarmerie. Dans chaque caserne, un bataillon est consigné, prêt à marcher au premier appel, avec deux paquets de quinze cartouches de guerre et deux autres de quinze cartouches de grève.

Trois cartouches de dynamite, mèches à demi-brûlées, sont trouvées à la porte du colonel des chasseurs de la garde civique. A l'hôpital Saint-Pierre, deux morts, deux agonisants et une cinquantaine de blessés en traitement, sans compter ceux renvoyés chez eux après pansement. Nombreux blessés aussi parmi la police, la garde civique et la gendarmerie. Beaucoup d'habitants cachent des blessés chez eux.

A Charleroi, le local du cercle catholique de Thiméon est dynamité; dégâts considérables. A Bracquegnies, une violente bagarre éclate entre plusieurs milliers de grévistes et les gendarmes. La foule leur lance des pierres, ils ripostent par des coups de revolver, mais sont obligés de fuir; un

escadron de lanciers vient à leur secours. A Houdeng, les manifestants jettent des briques sur les gendarmes et tirent des coups de feu ; une jeune fille est tuée par une balle de carabine, un ouvrier est blessé mortellement, un autre reçoit deux balles dans la poitrine, en descendant à la gare, et meurt. Entre Courcelles et Tragegnies, un poteau télégraphique est coupé et placé en travers des rails ; les fils sont brisés. Entre Binches et Houdeng, des grévistes assaillent un train à coups de pierres. A la Louvière, de nombreux soldats ont été envoyés, la nuit, et placés devant les établissements où l'on travaille encore, ainsi que devant diverses institutions catholiques (car l'agitation a un caractère nettement anticlérical) ; les grévistes peignent sur une grande pancarte ces mots : « Soldats, vos mères vous demandent d'être doux au peuple ! » et deux femmes, en tête du cortège, tiennent la pancarte pour la faire lire aux soldats.

La grève s'étend toujours dans le bassin du Centre ; en plus des charbonnages, elle gagne les établissements métallurgistes et les verreries ; il y a déjà 20.000 grévistes et si le gouvernement cherche à étouffer le débat sur la revision, ce sera très probablement la grève générale pour dans quelques jours.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du III. — Les camarades ayant des volumes, sont invités à les rapporter chez le camarade Daviet, 26, rue Chapon, les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures du soir.

Prochainement ballade à Brévannes.

Les camarades du 18e arrondissement sont invités à assister à la réunion privée anti-électorale qui aura lieu le lundi 21 avril, maison Bertuhol, 21, boulevard Barbès, au coin de la rue de la Goutte-d'Or.

Présence indispensable de tous les camarades ; ceux qui ont des affiches pour l'abstention sont priés de les remettre au camarade Réaux, candidat pour la forme, pour la 2e circonscription. Sont particulièrement invités : Dubois-Desaule, Paraf-Javal, Libertad, Prost.

L'*Affiche Illustrée du Père Peinard*, (le candidat promettant la lune) peut-être affichée sans timbre, revêtue de la signature d'un camarade qui a fait « pour la forme » sa déclaration de candidature.

Les affiches sont en vente au Père Peinard, 15, rue Véron, Paris-Montmartre, à 4 francs le cent.

Elles sont en vente chez tous les dépositaires des *Temps Nouveaux*, à 10 centimes l'exemplaire.

Affiches. — A côté de l'affiche illustrée du *Père Peinard* nous avons une affiche *anti-électorale* dont le texte explique pourquoi il est inutile de voter. Cette affiche est le complément indispensable de la première. Nous en tenons à la disposition des camarades à raison de 4 francs le cent, port en sus.

Les électeurs réunis, le 14 avril 1902, au préau de l'école du 77, boulevard de Belleville, après avoir entendu le soi-disant candidat Libertad et le camarade Paraf-Javal, concluent, d'accord en tous points avec le candidat lui-même, que c'est par trop bête de voter et que la liberté d'opinion, comme toute liberté, ne se demande pas, mais se prend, quels qu'en puissent être les inconvénients.

Ils décident d'envoyer promener tous les candidats sérieux en qui ils ne voient que des fourbes ou des imbéciles.

Jeunesse libertaire du VI. — Samedi 19 avril, à 9 heures, salle Mouton, 7, quai de Conti ; causerie par un camarade sur l'individualisme.

Troyes, le 13 avril 1902.

Je proteste énergiquement contre l'internement dans une maison d'aliénés du caporal Lefèvre, dont le seul crime est d'avoir parlé d'humanité, de vouloir le triomphe de la justice et de la vérité, de la raison et de la liberté et de l'anarchie, rédemptrice du monde.

J'envoie mon plus profond mépris au gouvernement dit de défense républicaine, qui a ordonné cette lâcheté contre la pensée.

VICTOR KLÉBER.

Programme des réunions électorales données par le camarade B. Gaudin, candidat *abstentionniste*.

Samedi 19. — 9, rue Popincourt.
Mardi 22. — 24, rue Saint-Sébastien.
Jeudi 24. — 35, rue Godefroy-Cavaignac.
Samedi 26. — 5, rue Bréguet.

Nota. — Tous les camarades sont priés d'assister à ces réunions afin d'y faire une active propagande.

Les camarades qui pourraient se procurer les affiches et principalement les programmes des candidats socialistes et nous les faire parvenir rendraient service à un de nos collaborateurs qui se propose de faire un travail sur les élections.

De même, les camarades qui ont fait imprimer placards ou brochures, sont priés de nous en envoyer deux exemplaires.

Fédération des Bourses du Travail de France et des Colonies. — Aux camarades de la caserne : Au moment où la plupart d'entre vous, en se retrempant dans l'affection de ceux qui leur sont chers viennent d'y puiser courage et consolation pour achever leur temps de service militaire, nous nous faisons un devoir de leur rappeler qu'ils peuvent se trouver encore en famille dans leur ville de garnison.

Qu'ils viennent aussi souvent que possible dans nos organisations ouvrières, ils y trouveront l'affection vraiment sincère et fraternelle, en même temps que la plus franche cordialité, le plus désintéressé dévouement, la plus pure solidarité.

Il sera mis à leur disposition : papier à lettre et timbre-poste ; ils auront libre accès à nos cours professionnels, réunions récréatives ou corporatives, conférences littéraires, artistiques, scientifiques ou sociales, ainsi qu'à nos bibliothèques, etc., etc.

Au milieu de nous ils seront chez eux.

Nous nous ingénierons à leur procurer plaisirs et distractions en organisant, exprès pour eux, des matinées artistiques dont les programmes auront l'attrait que ne peuvent avoir pour les hommes intelligents les concerts ou beuglants ordinaires.

En un mot, nous souvenant du temps où, comme vous, nous subissions la vie triste et déprimante du soldat, nous voulons faire pour vous ce qu'on ne fit pas pour nous.

Nous voulons vous arracher pendant quelques moments, — autant que vous le voudrez — aux amères songeries, autrement que par les libations abrutissantes et les fréquentations qui aveulissent.

Par les distractions saines et fortes que vous trouverez parmi nous, vous ne pourrez oublier qu'avant tout, vous êtes des hommes !

Par le chaud et réconfortant accueil que nous vous ferons, vous ne pourrez oublier qu'avant tout, vous êtes nos frères !

Camarades,

Souvenez-vous de ce que vous étiez avant d'être au régiment.

Songez à ce que vous serez lorsque vous le quitterez.

Syndiqués ou non, amenez-nous de vos camarades de la caserne. Ils seront bien reçus et voudront revenir.

Les Camarades soldats qui craignent en venant à nous d'être signalés ou remarqués par leurs chefs, sont peu confiants en nous et en eux.

Qu'ils sachent qu'il ne leur sera rien fait s'ils n'ont pas peur, et que nous saurons créer l'agitation nécessaire si l'on interdisait aux soldats l'accès de nos Bourses du Travail, Syndicats et Réunions amicales, alors qu'on encourage l'accès des Eglises, Presbytères et offices religieux.

VALRÉAS. — Le Groupe libertaire de Valréas tient à la disposition des camarades de Vaucluse et des départements limitrophes des manifestes « Le Criminel », au prix de 0 fr. 25 les 50, port en sus. Adresser les demandes au camarade Cherfils, Valréas (Vaucluse).

CHALON. — Groupe la *Liberté d'opinion.* — Réunion tous les samedis salle Fourrier, rue d'Uxelles. Tous les camarades sont invités à y assister en vue de s'entendre pour la propagande anti-électorale.

Le camarade Billard avertit les camarades qu'il tiendra à leur disposition des brochures *La grève des électeurs*, à raison de 1 franc le cent, aux prochaines réunions du groupe.

AMIENS. — Tous les *camarades* d'Amiens sont *instamment* priés de se réunir le dimanche 20 avril à 5 heures du soir au Cent de Piquet, faubourg du Cour ; leur présence est indispensable. URGENT.

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2.

Vendredi, 18 avril. — Les faux Droits de l'homme et les vrais, par Paraf-Javal.

Mardi, 22. — Les Rapports de l'Eglise et de l'Etat au XIXe siècle, par Chaufour.

Vendredi, 25. — Les Préliminaires de la guerre de 1870-1871, par Pierre Caron.

AUX CAMARADES

Plusieurs nous ont demandé si nous ne ferions pas tirer en placard l'article du dernier numéro : Si j'avais à parler aux électeurs. *Cela peut se faire, s'il y a des demandes. Si cette semaine, il nous arrive assez de réponses, nous la mettrons en main de suite. Mais que l'on se presse.*

Les camarades de Nouméa nous ont envoyé, au cas où nous ferions une tombola, différents bibelots : coquillages, figurines de forçats et travaux de forçats.

Nous ne ferons pas de tombola, la dernière n'ayant pas rendu pour le travail que cela donne. La mendicité ne vaut d'être pratiquée, qu'à condition qu'elle rende. Mais nous mettrons les dits objets en vente au profit du journal.

Les objets sont exposés, à notre bureau, au cas où il y aurait des amateurs.

⁂

Notre camarade J. Hénault, quelques jours avant notre départ, a pris un très beau croquis de la cour du 140, de la rue Mouffetard, que nous venons de quitter. Il en a fait tirer une cinquantaine d'exemplaires en lithographie. Il les tient à la disposition de nos lecteurs au prix de 1 fr. 40 par la poste, 1 fr. 25, pris dans nos bureaux.

⁂

Le camarade Girault vient de publier une brochure : *Electeur, tu ne voteras pas...* 4 francs le cent au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

LE PROJET D'ÉDITION

Va tout doucement. Il y aura une troisième feuille la semaine prochaine.

Il reste encore nombre d'adhérents à répondre, nous leur rappelons qu'il faut de l'argent au fur et à mesure de l'impression : que ceux qui veulent profiter du prix de souscription, se dépêchent. Pour l'édition de Hollande, il n'en sera plus reçu qu'à 20 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Beauvais. — Bon.

T., à Clermont. — Nous ne sommes pas assez riches pour faire de l'édition. Quand vous aurez une dizaine de mille francs à nous prêter, nous pourrons en causer.

B. A., à Amiens. — Et votre adresse ? — Non Le Foyer n'a pas encore envoyé.

Anonyme. — Pour la table des matières, vous avez peut-être raison ; mais celle du volume en publication étant prête sur le modèle des autres, nous étudierons votre idée pour la suivante. — Pour le titre, cela n'a pas d'importance.

F. — Oui, Haeckel est disponible. — Est-ce 6 fr. ou 6 fr. 50, que vous avez versé ?

Aux différents camarades qui ont envoyé de la copie, je rendrais réponse d'ici peu. Le temps m'a manqué pour la lire.

Reçu pour la liberté d'opinion, (détenus) : T., 5 fr. — G. M., 1 fr. — En tout : 6 fr. — Listes précédentes : 8 fr 35. — En caisse : 14 fr. 55.

Reçu pour le journal : P. A., 1 fr. — M. Pantin, 5 fr. — G. C., 5 fr. — Un gniaff déchard, 1 fr. 50. — P., à Nouméa, 2 fr. — G. M., 1 fr. — Un groupe de camarades de Bourges, 3 fr.

Merci à tous.

H. R., à Reims. — M., rue M. — R., à Chaux-de-Fonds. — D., à Saint-Nicolas-du-Port. — C., au Chambon. — R., rue E-D. — M., à Nantes. — B., à Rennes. — F., rue des M. — C., à Funchal. — L. B., à Chalon. — M., à London. — B., à Genève. — A. R., à Lausanne. — M., à Bourges. — Dr. Z. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

SEPTIÈME ANNÉE N° 52 DIX CENTIMES DU 26 AVRIL AU 2 MAI 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS ABONNÉS

Comme beaucoup d'abonnements finissent avec ce numéro, et que nous n'avons pu parvenir à assurer les deux derniers suppléments qu'en faisant des dettes, nous avons un besoin urgent de rentrer dans nos fonds. Il sera donc pris remboursement, dans le courant de la semaine. Prière d'y faire bon accueil.

UN MORT

Le ministre de l'Intérieur craignait une disgrâce; depuis quelque temps, le bruit courait que la faveur impériale allait se retirer de lui, bien qu'il se fût toujours montré implacable envers le peuple. Soucieux, il s'apprêtait à sortir; il était déjà dans le vestibule du Conseil de l'Empire. Un officier en uniforme s'approcha de lui et lui remit un message du grand-duc Serge; l'uniforme et le nom d'un personnage auguste donnaient toute sécurité; c'était sans doute l'annonce d'un retour de crédit: le grand-duc Serge aime les fonctionnaires énergiques.

Le ministre s'arrêta donc et commença à lire. A ce moment, l'homme en uniforme tira cinq coups de revolver avant qu'on ait pu l'arrêter. M. Sipiaguine tomba, disant : « Je me meurs; *combien je voudrais voir l'Empereur !* » Puis, quand il eut été transporté à l'hôpital Maximilianowsky, il dit encore : « Il n'est pénible de mourir que pour les gens privés de foi. *Dieu voit que je ne voulais de mal à personne.* » Ce furent ses dernières paroles.

Ce furent ses dernières paroles, selon les journaux russes, celles en effet qu'il a dites peut-être, mais en tout cas celles qu'il devait dire comme vraiment conformes à l'idée qu'il s'était faite de son rôle et de son devoir dans la vie, d'après les règles édictées par son maître Pobiedonotseff dans le célèbre *Recueil de Moscou* où sont énumérées toutes les vertus requises d'un véritable homme d'Etat.

Selon cet incomparable professeur d'autocratie, le pouvoir est chose « sacrée » au sens religieux du mot; de même que le Jéhovah de la Genèse sépara les ténèbres de la lumière, lui seul discerne, avec une certitude native et illimitée, la vérité et l'erreur, la justice et l'iniquité : « C'est à lui qu'appartient le premier et le dernier mot, l'alpha et l'oméga dans les affaires des hommes. » En d'autres pays, le pouvoir se fragmente, se disperse : en Russie, l'empereur en est l'incarnation vivante et ceux à qui il le délègue provisoirement ne sont que des émanations chétives et misérables de sa Toute-Autorité.

Aussi, tandis que sa chair déchirée saigne et souffre, les intestins perforés, le foie traversé, entre deux syncopes, sous les griffes de la mort, le ministre Sipiaguine appelle l'Empereur. En espère-t-il quelque miracle, un apaisement de sa souffrance physique, une sorte d'absolution suprême pour tous les actes qu'il accomplit au nom de l'autocrate? ou bien, s'il a mal interprété la pensée impériale, s'il a commis le crime de déplaire, voudrait-il obtenir son pardon?

Cependant, il fut toujours un serviteur fidèle et loyal, en des heures difficiles. Ce n'est point sa faute si, à Toula, des soldats rebelles enlevèrent sur la pointe de leurs baïonnettes l'officier qui avait abattu à coups de revolver un sergent refusant au nom de ses camarades de faire tirer sur les ouvriers. Si, à Pétersbourg, lors de la manifestation de la Perspective Newski, les cosaques n'ont pas donné, ce n'est point sa faute non plus : les officiers des gardes cosaques avaient reçu l'ordre de réprimer la manifestation; mais ils adressèrent au ministre un avis collectif avec leurs signatures; si leur régiment était désigné pour charger la foule, ils ne se soustrairaient pas à leur devoir, mais aussitôt après, ils donneraient tous leur démission. Fallait-il, en les poussant à bout, faire la preuve que les officiers de Pétersbourg n'étaient pas plus fermes en leur loyalisme que les soldats de Toula?

Au contraire, pendant la grève de l'usine d'Etat d'Obenkhovo, à Ekaterinoslav, à Rostow-sur-le-Don, à Kharkow, à Moscou, ouvriers, étudiants, libéraux, ceux des métiers manuels et ceux de « l'intelligence », comme on dit là-bas, ont connu le poids de sa juste sévérité. N'est-ce pas une attestation de son énergie que le communiqué du *Messager du gouvernement* sur les troubles de Moscou ? 682 personnes arrêtées et 14 seulement relâchées; 35 agitateurs expédiés à Irkhoutsk pour des périodes de trois à cinq ans ; 567 condamnés à des peines de trois à six mois de réclusion ; 6 placés sous la surveillance de la police.

Et à Odessa ? là des cartouches ont été distribuées aux plus anciens soldats, qui sont plus sûrs ; cent personnes ont été arrêtées en une seule nuit et le substitut du ministre, agissant par ordre, n'a pas hésité : « Je ferai pourrir dans les cachots ceux qui me tomberont entre les mains » ; il ne sort pas des prisons; il surveille personnellement l'application des peines et il a réduit à treize centimes par jour les frais de nourriture de ses pensionnaires. En quoi ce subordonné exécute à la lettre les instructions de son maître.

En est-il autrement dans la prison de Botrika où sont enfermées des étudiantes très dangereuses? Les femmes parfois sont pires que les hommes et il les faut réduire par plus de contrainte encore. Le ministre Sipiaguine se rend cette justice qu'il n'a point failli. Elles résistent? Qu'on les mette au régime de la *paracha*(1) : le seau à ordures, jour et nuit, dans leurs cellules! excellent pour les narines de ces pimbêches délicates. Elles refusent de manger; pendant six jours elles s'obstinent : « Très bien! très bien! comme dit le grand-duc Serge: qu'elles jeûnent si cela leur plaît. » Les étudiants les imitent : il s'en trouve qui, dès le troisième jour, sont pris de convulsions. Les misérables s'aviseraient peut-être de mourir pour jouer un tour au gouvernement : non que leur vie vaille grand'chose. Mais il y a partout des gens déplorablement sensibles; cela pourrait faire mauvais effet. Et puis, il importe de montrer à ces gaillards qu'ils ne sont pas les plus forts; alors on les ligotte et on les gave ainsi que poulets à l'épinette ou cochons en leur bauge; ils ne veulent pas manger : soit, ils éclateront de nourriture.

Ainsi, un à un, dans la mémoire du blessé faisant son examen de conscience, ses actes récents repassaient; autour de lui sa femme, ses parents, ses proches amis pleuraient; mais il ne pensait pas à eux, même alors, ni à rien de ce qui fut, dans sa vie d'homme, la vraie joie ou la vraie douleur; à mesure qu'il avait détenu plus de pouvoir, il avait senti grandir en lui un Sipiaguine de plus en plus différent et éloigné du vulgaire, étranger aux sentiments qui animent le commun du troupeau; s'il avait eu jamais quelque intelligence et quelque initiative personnelle, il s'était gardé dès lors d'en user; car Pobiedonotseff l'a dit : « l'erreur est facile et les cas sont fréquents où l'on croit trouver un talent d'organisateur chez un homme éloquent et d'un esprit supérieur. Les dons sont non seulement différents, ils sont opposés l'un à l'autre. Le développement logique de la pensée, la faculté de l'argumentation dialectique ne s'unit presque jamais au talent de l'organisation. » Il faut donc qu'un homme d'Etat s'applique à devenir quelque chose comme un imbécile et même, aux yeux des niais sentimentaux qui n'entendent rien au sacerdoce du pouvoir, un imbécile féroce ; cela est si vrai que, dans les républiques occidentales, ceux-là seuls sont déclarés hommes d'Etat qui ont su employer la force pour mater la bête populaire.

L'ombre bienveillante d'Adolphe Thiers se pencha vers le mourant. Le tsar n'était point venu; mais un prêtre psalmodiait des prières dans la chambre : le ministre Sipiaguine comprit que Dieu, de qui les empereurs ne sont que de pâles effigies et d'imparfaites images, Dieu lui-même était là ; et il le vit sans doute sous l'uniforme d'un général en chef qui brandissait l'épée exterminatrice ou le fouet aux lourdes boules de plomb : alors son âme fut consolée

(1) Cf. les lettres d'un étudiant publiées dans l'*Européen* du 19 avril.

et mieux réconfortée que par les injections de musc et d'éther du docteur Dmitrieff, il put proférer la phrase suprême : « Il n'est pénible de mourir que pour les gens privés de foi : Dieu voit que je ne voulais de mal à personne. »

Et le ministre expira doucement, dans la paix du Seigneur.

Pierre Quillard.

TOUT S'EXPLIQUE

Jusqu'ici, on avait vainement cherché une explication plausible du suffrage universel. Cette explication, qui fit perdre leur latin à tant de bons esprits, et qui semblait devoir défier à jamais la sagacité des chercheurs, je me flatte de l'avoir enfin trouvée.

A la fin du dix-huitième siècle, vivait à Paris un célèbre prestidigitateur (Diderot en parle dans l'un de ses ouvrages) qui se faisait appeler Comus, mais dont le vrai nom était *Ledru*. Or ce Ledru n'est autre que le propre aïeul de Ledru-Rollin (1).

Ainsi, l'homme à qui nous devons l'escam... je me trompe,... le suffrage universel, eut pour grand-père un escamoteur. Quelle révélation!

Après cela, on se rend tout de suite compte de ce qu'est le suffrage universel : un cas d'atavisme.

O électeurs, le candidat qui, du haut de sa muraille, jette l'amorce à votre naïveté, c'est deux hommes sur une seule affiche : Robert-Macaire et Robert-Houdin.

René Chaughi.

(1) L'annotateur de Diderot, J. Assézat, homme sérieux, l'affirme. (Œuvres complètes de Diderot tome II, page 343.)

DES FAITS

30 journaliers (cottars) demeurant à Glengarry, Gall, Kentangval, dans l'île de Barria (ouest de l'Ecosse), se sont transportés à l'île voisine de Vatersay et ont pris possession d'environ 12 hectares de pâturages. Les années précédentes, ces ouvriers agricoles avaient le droit de cultiver la pomme de terre sur quelques portions de l'île de Vatersay, mais cette année ce privilège leur a été refusé. Le morceau dont ils se sont emparés cette année a été visité par l'inspecteur de police et l'agent de police local et ceux-ci ont essayé de faire comprendre aux cultivateurs l'illégalité de leur action ; mais ces derniers semblent déterminés à rester en possession du terrain et toute la semaine ils ont travaillé activement à préparer la terre pour la plantation des pommes de terre.

(Copie d'un journal local.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — Ce qui vient de se passer en Belgique, et la tentative faite en Espagne ces temps derniers, montrent combien l'idée de « grève générale » est devenue un levier puissant dans les mains de la classe ouvrière en lutte pour son émancipation.

Certes, l'on doit regretter que les travailleurs qui croient devoir recourir à cette suprême bataille ne soient pas plus préparés que ne l'ont été les Espagnols.

Il est pénible de voir les ouvriers belges l'employer, sur un signe de leurs chefs, pour la conquête de ce suffrage universel dont cinquante années de pratique nous ont démontré, à nous travailleurs de France, toute l'inanité ; mais il n'en reste pas moins que la classe ouvrière possède là une arme avec laquelle la bourgeoisie capitaliste du monde entier devra désormais compter. De plus, il est certain que lorsque cette force sera mise au service d'une idée vraiment forte, par des hommes sachant bien ce qu'ils veulent et prêts à aller jusqu'au bout, rien ne pourra les arrêter.

La « grève générale » est en effet la forme d'action révolutionnaire qui répond le mieux et aussi celle le plus en rapport avec l'organisation sociale sur laquelle repose la société capitaliste. Ce qui se passe un peu partout montre combien les mouvements populaires futurs seront empreints de cette tactique, ce qui nous incite à la bien étudier.

Elle nous est aussi une preuve que désormais les révolutions, même politiques, devront en même temps revêtir un caractère économique pour avoir chance de réussir.

Et nos politiciens socialistes à la Jaurès qui, après avoir préconisé la « grève générale », en ont contesté la valeur le jour où elle menaçait le pouvoir dont ils se sont faits les soutiens, auront beau faire. Rien n'arrêtera désormais la classe ouvrière qui sait à présent qu'elle possède une arme plus efficace, un levier plus puissant que toute action politique puisque, comme en Belgique, cette action politique était impuissante et a dû recourir à l'action purement économique sous forme de « grève générale ».

⁂

L'application de la loi sur la durée du travail, par les conflits qu'elle provoque, vient une fois de plus démontrer ce que nous ne cessons de répéter, à savoir que les réformes les plus anodines concédées à la classe ouvrière ne lui sont profitables qu'autant qu'elles sont conquises par la lutte. Là où les ouvriers sont groupés, où ils sont habitués à résister aux empiétements de leurs exploiteurs, ils obtiennent en partie satisfaction ; c'est-à-dire qu'ils conservent leur salaire. Mais là où la masse ouvrière est incohérente, peu habituée à la lutte, la grande réforme de M. Millerand se traduit en fin de compte par une diminution de salaire, c'est-à-dire par un peu plus de misère.

Et j'avais raison de dire qu'en définitive ce sont les patrons qui bénéficieront de cette loi de « protection ouvrière ». Nulle part, en effet, je n'ai vu signaler que les industriels qui ont dû diminuer la durée du travail se soient crus obligés d'augmenter leur personnel : c'est donc, comme je le disais, que la production reste la même, et au contraire les diminutions de salaire que l'on signale un peu partout montrent que les patrons ont en définitive appliqué la loi... à leur profit.

Et le coup de la « réforme » durera ainsi tant que les travailleurs confieront leurs intérêts aux charlatans de la politique et ne se seront pas persuadés qu'ils ne doivent *rien* attendre que d'eux-mêmes.

En attendant, voici un aperçu des principaux incidents qui se sont passés là où les « bienfaits » de la loi se sont plus particulièrement fait sentir.

A Vienne (Isère), la situation a été ces jours derniers particulièrement grave. Les 6.000 ouvriers employés dans l'industrie textile sont en grève.

Ils réclament le maintien des salaires. Au cours d'une manifestation, la troupe au service des capitalistes a dû intervenir, et il y a des blessés dont deux, paraît-il, assez sérieusement. Des arrestations nombreuses ont suivi — pas de patrons qui refusent en somme d'appliquer la loi avec ses conséquences, mais d'ouvriers qui avaient pris part à des manifestations.

Des condamnations à des peines variant de vingt jours à six mois de prison s'en sont suivies.

A Roubaix, le travail a repris dans la plupart des usines ; dans quelques-unes aux anciennes conditions, dans beaucoup avec diminution de salaire.

A Reims où la grève était à peu près générale, le travail a repris dans nombre d'usines et il s'en faut que les ouvriers aient obtenu satisfaction ; bien mieux, dans plusieurs usines des renvois ont lieu pour fait de grève. Là encore ce sont les patrons qui retireront profit de la loi.

De Lyon on signale aussi quelques grèves provoquées par l'application de cette loi qui deviendra fameuse dans les annales de la résistance ouvrière.

Des bagarres assez sérieuses ont eu lieu.

A Aubenas et dans les environs, le travail a repris sans conditions, c'est donc un échec pour les travailleurs.

Il en est de même à Limoges où les ouvriers ont repris le travail aux anciennes conditions.

Tels sont les résultats les plus tangibles de cette « réforme » : les travailleurs comprendront-ils cette fois qu'ils n'ont rien à attendre d'en haut, que tout doit venir d'eux-mêmes?

P. Delesalle.

Russie.

Les féroces mesures de répression prises par le gouvernement devaient — ce qui vient d'arriver — amener des représailles. Par deux fois le chef de la police essuya des coups de revolver qui ne l'atteignirent pas. Cette fois, c'est le ministre de l'intérieur Sipiaguine qui, lui, a été tué net par l'étudiant Malyvchef.

Tous ces gens-là se sentent tellement menacés, et ont tellement conscience de leur infamie qu'il se produisit, lorsque le ministre Sipiaguine tomba, une telle panique parmi les témoins de la scène que ceux-ci s'enfuirent dans toutes les directions sans penser à arrêter le coupable qui aurait certainement pu s'enfuir.

Une fois arrêté, celui-ci a refusé de parler. Ce n'est qu'en présence du procureur impérial et de sa victime qu'il déclara avoir agi d'abord pour exaucer le désir de son père envoyé injustement en Sibérie, puis sur son initiative personnelle pour venger les mauvais traitements qui lui avaient été infligés également.

Le ministre, qui entendit ces paroles, s'écria : « Je suis innocent. J'ai toujours voulu le mieux, et je n'ai jamais fait qu'exécuter les instructions venues d'en haut. »

Ce furent là les dernières paroles du ministre qui s'évanouit et qui expira une demi-heure après.

Si bien que le courageux ministre rejette toutes les responsabilités sur le digne allié de notre belle république, sur la bête sanglante à qui va aller rendre visite notre grand Loubet.

Comme c'était à prévoir, les valets de presse ne s'en prennent pas aux auteurs des sanglantes répressions, à ceux qui ont fait que les prisons russes deviennent trop étroites. C'est contre ceux qui ne font que se défendre, et cherchent à conquérir un peu plus de liberté, qu'ils crachent l'injure. Voici un échantillon de la prose des défenseurs du knout :

« Ce crime nouveau du parti révolutionnaire, dans l'empire des tsars, est un nouvel avertissement aux autres nations qu'il serait temps, enfin, de prendre d'énergiques mesures de défense commune pour combattre le parti du désordre dont les armes sont le poignard, le revolver et la dynamite. »

Espagne.

Camarades des *Temps Nouveaux*, salut!

Je vous annonce que l'on commence à mettre en liberté des camarades et des grévistes, détenus pour les derniers événements de Barcelone. Le 11, six compagnons furent mis en liberté, dont trois des détenus à Bilbao ; depuis, chaque jour, ils en ont lâché quelques-uns. Il en reste encore 46. Il paraît que le moment de répression est passé, et que dans peu de jours tous seront relâchés. Malgré que nous ne soyons tous qu'en liberté provisoire, je crois que les conseils de guerre n'auront pas lieu, parce qu'en général il n'y a eu instruction contre nous que pour justifier notre arrestation. Il ne nous restera qu'à continuer notre œuvre de démolition de cette société bourgeoise.

⁂

Au Meeting républicain international. — Paris (1).

Camarades! Nous vous donnons ce titre, expression d'égalité entre les hommes, et non celui de citoyens qui abrite toutes les inégalités encore existantes sous la forme politique démocratique.

Au nom des prisonniers, condamnés et poursuivis pour les événements de Barcelone :

Salut!

Au moment où vous vous réunissez dans la grande ville, tribune du monde entier, nous jugeons utile de vous adresser dans un fraternel message l'expression de notre idéal révolutionnaire.

Peut-être cet acte contribuera-t-il à établir la base d'une union que beaucoup croient disparue et beaucoup d'autres désirent voir rétablie parmi le prolétariat militant et les révolutionnaires de toutes provenances qui se trouvent embourbés dans les infects marais que l'on appelle les partis politiques.

Exposez vos pensées ; après discussion, concrétez-les dans un programme d'action et d'exécution immédiate, mais n'aspirez pas à les enfermer dans une constitution politique, parce que vous ne ferez qu'augmenter le nombre d'avortements révolutionnaires que le monde moderne compte depuis 1789 jusqu'à nos jours.

L'erreur des démocrates, modérés ou radicaux, consiste à soumettre l'intangibilité du droit humain aux variations de la loi inspirée par des préoccupations de secte ou par des mesquineries d'intérêts.

Des faits, non des mots ; satisfaction positive, non pas théorique, ce dont ont besoin les déshéri-

(1) Cette correspondance et tout ce qui suit était sur le marbre depuis quinze jours.

tés pour cesser de l'être et rentrer tout à fait en possession du patrimoine universel qui en toute justice leur revient.

Il faut, donc, que la richesse sociale cesse d'être accaparée afin que le fait de voir à côté de puissants capitalistes, des journaliers manquant d'instruction et de pain, qui vendent leur capacité productrice pour un salaire infime, ne se présente plus.

Il faut déposséder celui qui possède ce qui est à tous d'après la raison naturelle, en supprimant les lois qui autorisent et légitiment de telles iniquités ; et comme une très juste compensation, à partir du triomphe révolutionnaire, il faut que tous et toutes rentrent en possession de la part qui légitimement leur appartient dans la richesse sociale, ce patrimoine humain formé par les dons spontanés de la nature, par l'étude, l'observation, la méthode et le travail de toutes les générations qui précèdèrent.

Si vous vous inspirez de cette idée, comptez sur la coopération universelle des fils du travail ; mais si, par des préoccupations de classe, de secte, de parti ou autre, vous vous enfermez dans un méprisable exclusivisme, si vous vous montrez devant les travailleurs comme des protecteurs opportunistes et vous nous considérez comme des mineurs qui inspirent de la pitié, soyez certains que dédaignant vos sophismes, nous répéterons comme dans les heureux temps de l'Internationale : « Pas de droits sans devoirs ; pas de devoirs sans droits ».

« L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Salut et émancipation sociale.

Prison de Barcelone, le 23 mars 1902.

Pablo Ferta, Jose Ma Carreras, Jaime Vidal, Sébastien Suné, Antonio del Pozo, José Prats, Léopoldo Bonafulla, Eugène Germain (Martin), Ignacio Claria, Francisco Cardenal, Anselmo Lorenzo.

* *

Quelques points sur les i. — « Puisque d'autres orateurs se sont efforcés de présenter les événements de Barcelone comme étant exclusivement syndicalistes et non anarchistes, je veux revendiquer le caractère noblement anarchiste de ces événements comme une gloire de l'anarchisme. »

Henry Malatesta.

Meeting de Londres du 28 mars.

Brillant et juste, le camarade Malatesta s'est placé sur le vrai terrain en qualifiant de mouvement anarchiste l'importante grève générale de Barcelone, dans le bel acte de solidarité des ouvriers anglais envers les grévistes espagnols et de protestation contre les assassinats qui s'y sont commis par les autorités civiles et militaires. Son affirmation a été d'une justesse extrême, et elle causa une sensation profonde aux centaines d'auditeurs qui se pressaient dans Trafalgar Square.

L'acte réalisé par le prolétariat de Barcelone dans la récente grève générale, a été anarchiste sans atténuations, pourquoi ne pas le dire ?

Anarchistes étaient ses initiateurs, anarchistes ses propagateurs, anarchistes ceux qui l'ont soutenu avec décision et enthousiasme jusqu'au dernier moment, et anarchistes étaient aussi une bonne partie de ceux qui ont pris part à ce grand mouvement d'éveil.

Pourquoi ne pas le dire bien haut, le chanter comme une gloire de l'anarchisme, puisque cette réalisation de grève générale a été exclusivement le fruit de la semence jetée dans les syndicats par des humbles fils du travail, par cette légion de champions anonymes de l'anarchisme qui s'infiltrent partout pour laisser la sève vivifiante de l'idéal anarchique ?

Il faut avoir le courage de nos propres convictions, il ne faut jamais nier et moins encore tolérer que d'autres, avec une bonne foi douteuse, viennent nier la paternité de nos actes. Parlons surtout sans euphémisme et, par dessus toute convention, proclamons la réalité de nos luttes et l'originalité de nos actes.

Aucune autre idée ne présente une plateforme de revendications aussi solide que l'idéal anarchique et c'est lui, lui tout seul, qui a inspiré et déterminé le prolétariat de Barcelone à s'engager dans le chemin de sa véritable et totale émancipation.

Rien ne peut venir affaiblir la solidité de cette affirmation.

Les républicains, dans leur tour d'ivoire de la tradition révolutionnaire, attendent toujours, les bras croisés, leur tour d'avoir l'assiette au beurre gouvernementale de leur état républicain déjà vieilli ; ils n'ont su exercer aucune influence ; car ils ont cessé d'avoir, en Espagne, la popularité et le prestige dont ils jouissaient il y a quelque temps, ces hommes n'étant, pour la plupart, que de vulgaires charlatans, qui font une pitoyable mine à côté des courageux et intelligents propagandistes de la grève générale.

Les socialistes, cette sorte de professionnels de la Révolution, aspirants à la bourgeoise de l'émancipation prolétarienne, s'occupent toujours à battre le record du quatrième état avec une passivité et une prudence qui s'est attirée l'estime de la bourgeoisie et l'appui de l'Etat ; mais, malgré cela, ils se trouvent tellement isolés du courant populaire qu'ils ne constituent en Espagne aucune force réelle comme ils y sont parvenus dans d'autres pays. Ceux-là, moins que personne, n'ont exercé aucune influence dans la belle démonstration du prolétariat de Barcelone, ils l'ont avoué eux-mêmes, et si ce n'était pas suffisant, le fait de vouloir opposer, en proie à leur dogmatisme étroit et odieux, toutes sortes d'obstacles à l'acte de solidarité des travailleurs madrilènes envers ceux de Barcelone, le prouverait nettement.

Il reste donc en dernier lieu, l'élément anarchiste, d'une vitalité et d'une force supérieures et de tant d'influence et de prestige parmi la classe ouvrière, non seulement de Barcelone, mais de toute l'Espagne, au point que tous les pouvoirs, gouvernementaux comme capitalistes, ont été forcés de le reconnaître, et ont pris souvent des mesures arbitraires et sauvages contre nos camarades d'Espagne et tout spécialement de Barcelone.

Pour peu que l'on réfléchisse sur les précédents raisonnements et pour peu que l'on soit instruit du labeur que, depuis quelque temps, accomplissent nos camarades d'Espagne, dans les associations ouvrières et de tout autre tendance populaire, la genèse et la paternité du mouvement de grève générale qui a eu lieu à Barcelone, se présentera nettement défini et concret.

Malatesta a raison : La grève générale de Barcelone est un produit de la propagande anarchiste et par conséquent une belle page dans l'histoire de l'idéal anarchique.

Nous ne pouvons pas tolérer que, sous quelque prétexte que ce soit, on essaie de travestir le caractère et l'origine des événements.

Ayons donc le courage de nos convictions et n'oublions pas que jamais aucun idéal n'a fructifié, sans que le sang de ses défenseurs ait arrosé abondamment la terre.

Affirmons notre œuvre.

Prouvons que nous sommes une force qui ébranle le monde.

Dr. Chardy.

Suisse.

Chaux-de-Fonds. — Je suis étonné de ne rien trouver, dans nos journaux, sur la situation économique, et des progrès de l'outillage, et de tout ce qui concerne la production et la *consommation*. Si l'on veut être renseigné là-dessus, on est obligé d'avoir recours aux journaux bourgeois.

Il me semble cependant que les camarades qui rédigent nos journaux seraient très bien placés pour recueillir ces renseignements et en tirer des conclusions profitables à la propagande. L'étude de la situation économique serait d'une importance capitale au point de vue des prévisions sur les mouvements sociaux à venir.

Sans être grand prophète, il est possible de prévoir une transformation prochaine de la propriété, et cela non parce que les idées nouvelles la font considérer comme une iniquité, mais parce que cette transformation deviendra une nécessité économique et sociale.

Pour s'en rendre compte il n'y a qu'à considérer à quel degré de perfectionnement se trouve actuellement l'outillage industriel et la production qu'il est possible d'en obtenir ; la crise doit être un enseignement suffisant.

Mais ces perfectionnements, déjà trop considérables pour permettre une production régulière, sans arrêts, deviennent absolument insuffisants pour lutter contre la concurrence étrangère et principalement la concurrence américaine qui menace de tout envahir.

De tous côtés on pousse des cris d'alarme, et on recherche les moyens de production plus économiques. Or, pour produire plus économiquement, il n'y a que deux moyens : l'emploi des forces motrices naturelles, et la généralisation de l'emploi de l'outil automatique.

Ces deux choses sont en train de se réaliser. De partout, on annonce d'importants travaux pour l'exploitation des forces naturelles. En Suisse, il se crée une entreprise pour fournir à la ville de Zurich une force motrice de 60.000 chevaux. Le Rhône doit également fournir une force considérable, et, dernièrement, on demandait plusieurs centaines d'ouvriers pour travailler à la construction d'usines hydrauliques sur ce fleuve.

Voilà pour les entreprises les plus importantes dont j'ai connaissance ; mais les petites installations de force motrice sont légion.

J'ai lu également qu'en France on ne reste pas en arrière. Un journal local a reproduit un article du *Figaro* à propos de la concurrence américaine, où il était dit que le seul moyen de lui résister était l'emploi des forces motrices naturelles, que l'on évalue, pour la France à 40 millions de chevaux, tandis que le nombre de chevaux-vapeur employés actuellement, n'atteint pas ce chiffre.

La force motrice, à peu près gratuite, actionnant des outils automatiques, voilà ce que le progrès nous réserve, dans un avenir que je crois très prochain.

Si nous tenons compte des grands syndicats financiers, de l'influence des droits protecteurs qui sont demandés un peu partout, nous reconnaîtrons sans peine que la situation économique nous conduit à une transformation sociale.

Saurons-nous en profiter ?

A. B.

Pour faire le travail que demande le camarade, il faut disposer de temps et d'argent, deux choses qui manquent à ceux qui font les journaux anarchistes. Mais la lacune pourrait être comblée, si chacun voulait faire comme le camarade B..., et envoyer les détails sur ce qu'il connaît de particulier à son métier, à sa région.

J. G.

Hollande.

A Amsterdam, la semaine passée, les anarchistes ont eu un grand meeting de protestation, contre le gouvernement espagnol et les social-démocrates, qui a réussi complètement. La salle fut comble et les deux orateurs, qui prirent la parole, ont fouaillé les deux partis, c'est-à-dire les gouvernants et les social-démocrates, comme ils le méritaient. Un des social-démocrates tâcha encore de défendre la triste attitude des social-démocrates espagnols, comme l'a fait son journal *Le Peuple*, mais il prouva seulement son ignorance et eut grande ressemblance avec le chevalier connu sous le nom de la *Triste figure*.

Malgré tous les efforts des social-démocrates, les ouvriers hollandais commencent de plus en plus à voir que messieurs les politiciens craignent l'action économique, parce que, par elle, ils ne peuvent pas arriver à leur but : la conquête des pouvoirs, tandis que les travailleurs ne seront délivrés que par elle.

L'exemple du baron Millerand a une influence très favorable, car nul meilleur remède que l'expérience ; la première preuve d'un ministre gouvernemental social-démocrate a si mal réussi qu'on n'en désire pas une seconde ou troisième. On a accepté avec unanimité moins un, c'est-à-dire le sujet social-démocrate, la résolution suivante :

« Le meeting, tenu à Amsterdam le 3 avril 1902 proteste contre l'attitude du gouvernement espagnol pour opprimer le mouvement ouvrier organisé, en maltraitant tant d'hommes et de femmes, proteste aussi contre l'attitude criminelle des social-démocrates espagnols, qui refusèrent d'appuyer le mouvement des grévistes et aidèrent le gouvernement plutôt que d'aider à la réussite du mouvement révolutionnaire, et exprime la sympathie pour les vaillants camarades d'Espagne, qui à Barcelone et ailleurs luttèrent pour des meilleures conditions aux ouvriers ».

On exprima le souhait que, partout de meetings dans le même esprit soient tenus par tout le monde.

Maroc.

Tanger. — Compagnons, en vertu des sentiments de réciprocité et de solidarité, nous faisons appel pour vous communiquer qu'il y a cinq mois nous nous déclarâmes en grève pour réclamer la journée de huit heures, chose que les patrons ne voulurent

accepter qu'après bien des jours de chômage. Voyant avec quelle ténacité et solidarité nous soutenions notre cause, ils furent forcés de céder, à exception de celui d'un bâtiment qui se construit actuellement, dit Légation de France, et qui s'est refusé complètement à céder.

Le patron ne veut la reprise du travail qu'à la condition de travailler une heure de plus qu'ailleurs; le bruit court que le 1er mai trente ouvriers maçons arriveront de Marseille : c'est pourquoi nous, travailleurs, qui luttons pour la même cause et le même but, nous vous envoyons cette circulaire afin que nos frères de travail sachent à quoi s'en tenir et qu'ils nous aident en cette œuvre où nous devons être tous unis, puisque nous sommes tous les victimes déshéritées de la bourgeoisie capitaliste, car ce n'est qu'en coordonnant nos efforts que nous arriverons à anéantir ce vieux monde de préjugés, d'iniquités et de mensonges. Il est temps que ces vampires bourgeois sachent qu'un lien indissoluble nous unit d'un bout à l'autre de l'univers, que nous subissons les mêmes épreuves, les mêmes misères, que nous travaillons pour l'émancipation d'une autre ère, que nous préparons un terrain solide pour une prochaine révolution qui sera l'éclosion d'une nouvelle organisation sociale.

Dans ce but nous vous envoyons un salut fraternel à tous les groupements ouvriers qui s'acheminent vers la société de l'avenir.

S. R. S.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

PARIS. — Samedi 26, à 8 h. 1/2, au préau de l'école, 15, rue Bréguet, réunion électorale donnée par notre camarade Gaudin, candidat abstentionniste.

Tous les camarades sont priés d'y assister.

⁂

Du jeudi 17 au mercredi 30 avril, exposition des tableaux de Luce, Galerie Vollard, 6, rue Laffitte.

⁂

Conférence sur la Langue Universelle *Solrésol*, 4, rue Véronèse, samedi 26 avril, à 9 heures très précises du soir.

⁂

Jeunesse libertaire du VIe. — Samedi 26 avril, à 9 heures, salle Mouton, 7, quai Conti, causerie par le camarade Monatte sur l'Amour libre.

⁂

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 28, à l'*Emancipation*. — Causerie par un camarade.

⁂

L'Education libre du IIIe. — Les camarades ayant des volumes de la bibliothèque sont invités à les rapporter au camarade Daviet, 26, rue Chapon, tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

Dimanche, 27 avril, ballade de propagande à Ivry et les environs. Distribution de journaux. Rendez-vous, pour ceux partant à pied, place de l'Hôtel-de-Ville, coin du quai et du monument, à 9 heures du matin ; pour ceux prenant le train, à 11 heures à la gare d'Ivry.

⁂

AMIENS. — Réunion des camarades du *Groupe de propagande par la parole et les écrits*, le dimanche 27 mars, à 5 heures du soir, au Cent de Piquet, faubourg du Cours.

⁂

LYON. — *Groupe Germinal*. Le groupe organise, pour le dimanche 4 mai, une ballade champêtre. Départ à 9 heures. Rendez-vous au café Berger, 236, rue de Créqui et place Voltaire.

Une causerie sera faite dans les bois sur la musique de Wagner et l'art social.

Les socialistes prétendent que nos affiches sont payées par les nationalistes ; veuillez insérer le compte rendu suivant :

Groupe Germinal, Lyon.

Recettes pour la propagande abstentionniste :	
Première soirée	14 fr. 50
Deuxième soirée	18 » »
Troisième soirée	8 » 25
Reçu pour les affiches :	
Beylie-Brunan	4 » »
Pichon	1 » »
Perrin Saint-Claude	5 » »
Chalon	0 » 60
Saint-Etienne	35 » »
Guillot	3 » 50
Mathieu	1 » »
Camarades de Montplaisir	1 » 25
Total	92 fr. 10

Dépenses :	
2100 affiches (tirage)	73 fr. 50
Grève des électeurs	15 » 30
Timbres	1 » 20
Envoi, port :	
Vienne	0 » 70
Chalon	0 » 25
Saint-Claude	0 » 85
Timbre	0 » 15
Affichage : Besset	2 » »
— Colle	1 » »
— Pinceau	0 » 75
Total	95 fr. 70

Dépenses 95 fr. 70 et recettes 92 fr. 10.

Déficit 3 fr. 60, qui est prélevé sur les 40 francs réservés au local et au groupe, il reste donc 36 fr. 40 qui seront affectés à l'édition de deux brochures.

⁂

ALGER. — Les libertaires d'Alger et de Mustapha se rencontrent tous les dimanches après midi, de 5 à 7 heures, au café de France, rue Bab-el-Oued.

LES ÉLECTIONS

Nous avons fait tirer, en brochure à distribuer, *Si j'avais à parler aux électeurs*. Nous la tenons à la disposition des camarades au prix de 10 fr. le mille. Au-dessous, le port en plus.

⁂

Les camarades qui pourraient se procurer les affiches et principalement les programmes des candidats socialistes et nous les faire parvenir rendraient service à un de nos collaborateurs qui se propose de faire un travail sur les élections.

De même, les camarades qui ont fait imprimer placards ou brochures, sont priés de nous en envoyer deux exemplaires.

⁂

Affiches. — A côté de l'affiche illustrée du *Père Peinard*, nous avons une affiche *anti électorale* dont le texte explique pourquoi il est inutile de voter. Cette affiche est le complément indispensable de la première et peut servir pour le ballottage. Nous en tenons à la disposition des camarades à raison de 4 francs le cent, port en sus.

AVIS

Un camarade pourrait-il nous procurer le no 9 de la sixième année, 4 mars 1877, du *Bulletin de la Fédération jurassienne*?

Nous lui paierons en brochures, ou échangerions contre d'autres numéros que nous avons en double.

Il nous manque également le no 34, 14 sept., du *Bloc* : un camarade peut-il en disposer ?

Afin de faire de la place, — et aussi de l'argent — nous tenons à la disposition des camarades les années 2, 3, 4, 5 et 6 du journal au prix de 10 fr., port en plus. Il y a 20 collections à liquider. C'est un cadeau à faire aux bibliothèques de syndicats et d'U. P. Il ne sera plus vendu de première année isolée.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Déroulède, par le capitaine P. Marin ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

L'envers d'une sainte, pièce en 3 actes par Fr. de Curel, 2 fr., chez Stock.

Vers la langue internationale, par L. Bollack, brochure, 0 fr. 50, à la *Revue*, 12, avenue de l'Opéra.

L'absurdité de la politique, par Paraf-Javal, franco, 0 fr. 20 à l'*Emancipatrice*, 3, rue de Pondichéry (XVe).

Lettre sur de prétendues preuves du surnaturel, par J.-E. Lagarique, Santiago.

Contos Novos, por Pinto Ribeiro, livraria Antonio Figueirinhas, 75, rua das Oliveiras, Porto.

Esquisse d'un enseignement basé sur la psychologie de l'enfant, par P. Lacombe ; 1 vol., 3 fr., chez Colin, 5, rue de Mézières.

Manifeste du groupe corporatif des ouvriers d'art de Bourges, par J. Baffier ; une brochure, 0 fr. 50, chez Renault, libraire à Bourges.

Eternité de la vie, par Corbeau ; brochure, imprimerie du XXe siècle, Evreux.

Travailleur, tu ne voteras point, soldat, tu ne tireras point, brochure à 4 fr. le cent, au *Libertaire*, 15 rue d'Orsel.

Le *Journal d'un amant*, par Antonin Reschal, 1 vol., 3 fr. 50, chez Offenstadt, 23 rue Richer.

Le Temple enseveli, par Maurice Maeterlinck ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier, 11, rue de Grenelle.

L'Amoral, par Valentin Mandelstamm ; 1 vol., 3 fr. 50, à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Du *Musée Social*, chez A. Rousseau, 14, rue Soufflot : *Les syndicats ouvriers allemands*, par Tondeur Scheffer ; — *L'entre-exploitation des classes populaires à Whitechapel*, par André Sayous.

Reflexiones a Pablo, por Ubaldo Quinones ; una peseta, imprenta Enrique Burgos, à Guadalajara.

Wania, par M. Gorky ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

A lire :

Lettre ouverte à M. Joseph Joubert, par H. Jagot ; *Patriote de l'Ouest*, 24 mars.

Carnet d'un opinioniste, E. Bergerat ; *L'Eclair*, 13 avril.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade Guillot, de Domarin, s'adjoindrait un camarade sérieux et bon pépiniériste. Pour plus amples renseignements, lui écrire : Guillot, rue de la Douat, 7, Lyon-Villeurbanne.

R., à Nîmes. — Je tâcherai de trouver le temps de répondre à l'article d'une façon plus précise.

Merci aux camarades de Reims de leur envoi. Mais je crois bien inutile de relever les insanités de cette feuille capitalo-policière. Le mieux est encore de laisser les crapauds à leur cloaque et les barnums désabusés à leurs tréteaux. A remuer la boue, l'on risque trop de se salir. Et puis, à quoi bon ? — P. D.

F. P., Engel. — Votre article manque de coordination, et demande à être développé autrement.

G., à Fougères. — Bien reçu les deux souscriptions.

Libertad. — Nous avons une lettre pour vous !

Société populaire de musique. — Votre programme nous est arrivé trop tard.

Jonzac. — Votre correspondance est bien trop longue. Nous verrons, nous tâcherons d'en tirer quelque chose pour le prochain numéro.

A. de N., à Funchal. — Nous vous inscrivons. Comment voulez-vous recevoir le volume ? en feuilles ou broché ?

S., à Etampes. — La 19e n'est pas numérotée, c'est les *Temps Nouveaux* de Kropotkine.

Lyon. — Reçu affiches. Merci.

C. V., à Feuquières. — Nous faisons passer au *Libertaire*, l'argent pour C. M., et les autres sommes à leurs destinataires.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : S., 5 fr. — M., à Alger, 3 fr. 50. — H. G., 10 fr. — F. R., à Alger, 0 fr. 45. — En tout : 18 fr. 95. — Listes précédentes : 14 fr. 55. — En caisse : 33 fr. 50.

Reçu pour les brochures à distribuer : Giraudon d'Issoudun, 0 fr. 50.

Dans les sommes marquées à la souscription, il y en a dont les souscripteurs ont réclamé l'envoi de brochures. La différence a servi à envoyer des colis dans les centres où, jusqu'ici, la propagande n'a pas été faite.

Les sommes qui nous parviendront maintenant seront affectées à une nouvelle brochure, à choisir, selon l'occasion.

Reçu pour le journal : L. M., à Toulouse, 2 fr. 25. — T., 2 fr. — Giraudon d'Issoudun (pour le supplément), 0 fr. 50. — S., à Tullins-Fures, 1 fr. — Masson, 0 fr. 75 ; P. Vallier, 0 fr. 50 ; C. Vallier, 0 fr. 50 ; Dechelette, 0 fr. 50 ; Barthe, 0 fr. 50 ; Maréchal, 0 fr. 50 ; Roy, 0 fr. 50 ; Bisson, 0 fr. 50 ; Sotain, 0 fr. 50 ; Carmant, 0 fr. 25 ; Barville, 0 fr. 25 ; Woltz, 0 fr. 50 ; J. Poyen, 0 fr. 50 ; E. Poyen, 0 fr. 50 ; Locfève, 0 fr. 25 ; Vallier père, 0 fr. 50 ; Collin, 0 fr. 25. En tout : 7 fr. 75. — Merci à tous.

V., à Grenoble. — Nice. — M., à Trélazé. — H., à Lille. — L. J., Béziers. — O., à Saint-Rambert. — G., rue d'O. — N., rue des P. — M., à Lyon. — M., à Poitiers. — F. — K., à Londres. — A. L., à Valenciennes. — L. R., à Saint-Nazaire. — A., à Marseille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 1 — DIX CENTIMES — DU 3 AU 9 MAI 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

A NOS LECTEURS

Ce numéro commence notre huitième année; vingt-trois ans depuis l'apparition du premier numéro du Révolté. Cela fait une campagne. Nous avons vu, depuis, passer bien des hommes, se dérouler bien des événements.

Il y a eu certes du chemin de fait depuis. En quel sens? Il faut, pour pouvoir en juger sainement, le recul des années.

En tout cas, malgré les vicissitudes de la lutte, notre journal est toujours là, sur la brèche, sans compromissions, ayant évolué, mais dans la voie logique de son point de départ, nous le croyons fermement.

Afin de bien inaugurer cette huitième année, nous paraissons sans supplément.

REBOUTEUX

Lorsque l'on étudie une question, on ne saurait trop la retourner en tous sens, afin de l'examiner sous chacune de ses faces et de l'élucider irréfutablement.

Maintes fois, nous avons, soit ici, soit ailleurs, par des articles, des brochures, des affiches, étudié la question du vote et de l'action politique. Et malgré notre affirmation à chaque coup réitérée que l'action politique est un leurre, combien nombreux sont encore les gens pour qui un tel mode d'action est le plus sûr et le plus efficace pour la solution du problème social. On ne peut arriver à comprendre que pour guérir un mal, il est élémentaire que les remèdes qu'on lui oppose soient appropriés à sa nature, et qu'il ne suffit pas de faire « quelque chose », au hasard, pour qu'un mieux se manifeste forcément. C'est le travers des empiriques et des rebouteux d'appliquer à tout mal n'importe quel remède sans en avoir au préalable étudié les propriétés et les effets probables.

L'action politique, appliquée à la solution du problème social, est une médication de rebouteux.

En effet, de quoi souffrons-nous? Quelle est la nature du malaise social? Quand nous jetons les yeux autour de nous pour contempler la débordante profusion de douleur répandue sur l'humanité, misères physiques et psychiques, déchéances, abjections de toutes sortes, luttes stériles, hostilités, malveillances, haines injustifiables et nocives, poignantes déceptions, aspirations annihilées, broyées par l'infernal et complexe organisme social, pouvons-nous penser que le mal dont nous souffrons dépend du plus ou moins d'ingéniosité apportée dans l'assemblage des rouages gouvernementaux? Ces drames silencieux et terrifiants dont on est témoin ou que l'on devine autour de soi, ces ouragans intimes qui, dans la profondeur muette d'une âme ravagée, dévastent un cœur désemparé, oui, ces martyres entrevus parfois et dont la pensée donne le vertige, sont-ils donc liés à la présence ou non au pouvoir de tel ou tel fantoche politique?

Et cependant, ne sont-ils pas le fruit du milieu social, de cette ambiance présente et de cette influence héréditairement transmise à travers les siècles, qui façonna les mentalités et les modela suivant le type divers que l'on observe aujourd'hui avec tout à la fois ses imperfections lamentables et ses consolantes aspirations.

Mais ce milieu social, cette ambiance au sein de laquelle se forme et se définit l'être moral, est-ce le rouage gouvernemental qui le crée, l'entretient et lui donne sa physionomie? Est-ce cet organe simpliste dont l'activité restreinte est susceptible d'alimenter cette complexe multiplicité d'actions et de réactions, tantôt harmoniques, tantôt parallèles ou tantôt contraires, qui constituent en son infinie variété l'organisation des sociétés?

C'est une erreur très répandue que d'attribuer à l'organe gouvernemental une telle puissance. C'est d'ailleurs l'erreur centraliste d'où découlèrent, dans les diverses branches des connaissances humaines, tant de fausses notions, tant de conceptions erronées qui furent autant d'obstacles aux progrès de l'esprit humain. C'est l'erreur centraliste, par exemple, qui imagina un dieu personnel existant hors du monde qu'il créa et dont il assure le fonctionnement par une surveillance de chaque instant. C'est l'erreur centraliste qui fit supposer l'âme, principe spirituel *un* entretenant l'activité de l'être par un miracle continuel. C'est encore l'erreur centraliste qui inventa le principe vital, cette entité imaginaire prétendant expliquer par une cause unique un ensemble extrêmement touffu et varié d'effets réciproques.

La science des infiniment petits a éclairé la mentalité moderne d'un jour nouveau et l'oriente déjà vers une compréhension toute différente des choses. Un phénomène d'un ordre quelconque, mécanique, physique, chimique, psychique ou social, n'apparaît plus, grâce à elle, comme une chose simple se produisant en vertu d'un principe extérieur, existant quelque part à l'état abstrait et régissant, de par sa puissance métaphysique, tel ou tel ordre de faits. Il est considéré, depuis les révélations dues à l'étude des infiniment petits, comme un ensemble complexe, résultant d'une foule incalculable d'initiatives, ou, si l'on préfère, d'actions élémentaires qui, soit en s'harmonisant, soit en se contrariant, se résolvent dans la physionomie générale qui caractérise le phénomène.

Or cette conception, qui relève d'une méthode diamétralement contraire à celle qui avait cours jusqu'ici, est non seulement applicable aux phénomènes d'ordre mécanique, d'ordre physique, d'ordre chimique et d'ordre physiologique. Reposant sur une base expérimentalement contrôlée, elle offre une assise assez vaste, assez générale pour pouvoir élucider nombre de problèmes psychiques, moraux et même sociaux, problèmes qui, en somme, se distinguent des problèmes d'ordre mécanique, physique et chimique par une diversité de degrés évolutionnels plutôt qu'ils n'en diffèrent foncièrement dans leur essence.

En ce qui concerne le fonctionnement social, la conception centraliste, qui fait résider la source d'énergie dans le pouvoir politique est aussi retardataire que l'ancienne conception expliquant la production des phénomènes naturels par l'action des agents métaphysiques.

Pour posséder une exacte compréhension de ce qu'est une société et de son fonctionnement intime, il est indispensable de les envisager suivant la méthode usitée aujourd'hui dans les sciences positives, après s'être affranchi des préjugés centralistes qui — au même titre que dans les sciences positives — ne peuvent conduire qu'aux solutions métaphysiques avec tous les risques que comporte leur réalisation pratique.

C'est une erreur fondamentale que de subordonner le sort de la vie sociale et ses divers aspects à l'agencement plus ou moins ingénieux de l'organisme gouvernemental. Celui-ci n'est qu'une résultante, un effet, et non une cause ; une surcharge, et non une inhérence; une superfétation et non une nécessité.

Combien s'effraient à la pensée de la suppression de cette inutilité coûteuse, et considèrent que la société serait désorganisée, que la vie sociale serait suspendue du coup, si ce qu'ils croient en être la source d'énergie venait à être supprimé!

Il en résulterait simplement un soulagement. La suppression d'un rouage inutile n'entraîne jamais aucun désarroi ; elle a pour conséquence l'établissement d'un peu plus d'ordre dans le fonctionnement général.

D'ailleurs un exemple pris entre tous, fera ressortir le rôle purement parasitaire du pouvoir politique dans la société. Prenons l'exemple de la fonction assez complexe de l'approvisionnement d'une grande ville. Est-ce le pouvoir central qui l'organise ? Est-ce lui qui pourvoit au bon fonctionnement des millions de détails qui constituent cette tâche délicate ?

Non, tout se fait en dehors de lui et sans lui, par le libre jeu des *initiatives individuelles*. Les producteurs apportent individuellement, de leur propre initiative, sans qu'aucune réglementation le leur impose, les denrées nécessaires à cet approvisionnement qui s'opère ainsi spontanément, anonymement.

Le pouvoir politique, lui, intervient seulement pour imposer, pour tirer un tribut quelconque de cette part d'activité sociale, en vue

de pourvoir de son côté à l'entretien de ses agents. Son rôle, loin d'être créateur ou même organisateur, est uniquement destructeur, parasitaire.

Il en est de même pour le reste.

Voilà pourquoi nous considérons comme illusoire l'activité déployée pour réaliser une composition prétendue plus parfaite de l'organisme politique, parce que, bien convaincus de son inutilité, de l'inefficacité de son intervention, au point de vue du progrès, dans les affaires sociales, il importe peu, à nos yeux, que ce rouage inutile soit entre les mains de tel ou tel, quelque bien intentionné soit-il.

Tous les efforts dépensés en vue de réaliser un « bon gouvernement », nous paraissent aussi vains que manœuvres empiriques de rebouteux. Nous ne voyons aucune différence entre les électeurs qui se dépensent en prosélytisme en faveur de tel ou tel candidat réformiste et les Papous qui, en temps d'éclipse, frappent, pour effrayer la bête qui mange la lune, sur des calebasses ou brandissent, menaçants, des lances en arête de requin. Et encore! La comparaison est en faveur de ces derniers. Car, d'une façon ou d'une autre, un résultat heureux suit invariablement leurs efforts.

Tandis que la politique n'a donné jusqu'ici que des déceptions.

(*A suivre.*) André Girard.

LES TUEURS

Les socialistes de Belgique manifestaient pour le S. U. : temps perdu, forces précieuses vainement gaspillées. Quelques Vandervelde de plus à la Chambre ne résoudront pas la question. Mais enfin, qu'il fût ou non dans l'erreur, c'était le peuple manifestant pacifiquement pour la conquête de ses droits que la bourgeoisie avait devant elle. Et une fois de plus, elle lui a montré de quel bois elle se chauffe.

Le vendredi 18 avril, à Louvain, deux sections de la garde civique, en deux points différents de la ville, ont tiré, sans sommation, à quelques mètres, sur deux colonnes de manifestants, qui se contentaient de chanter la *Marseillaise* et de conspuer les chefs catholiques. Six hommes tombèrent morts, une vingtaine blessés; de ces derniers, la plupart sont morts maintenant. Tous avaient été touchés à la tête ou à la poitrine.

Là dessus, voilà les journaux libéraux se lamentant sur la promptitude de geste des gardes civiques, sur leur mépris de la loi, qui ordonne de tirer après sommations. Honteux et ennuyés, beaucoup plus qu'indignés ou affligés de l'événement, ils s'en prennent aux jeunes gardes des deux sections, des catholiques fanatisés par leurs curés et ne se gênant pas pour déclarer tout haut qu'il eût fallu tuer tous les manifestants. Ces jeunes gens étaient logiques! Pourquoi le bourgmestre les avait-il convoqués au nombre de 600? Pourquoi leur avait-il fait distribuer à chacun 15 « cartouches de grève »? Les libéraux n'ont que des paroles de déférence pour le bourgmestre; ils approuvent les préparatifs de massacre, et blâment ceux qui ont tiré.

Gens hypocrites, ou aveugles, s'ils ne voient pas que leur règne à tous, bourgeois de toute nuance, est nécessairement le règne de la violence, dont le massacre sans phrases n'est que la forme la plus aiguë, et peut-être la moins odieuse encore. Comme le disait le bourgmestre dans un manifeste, en cette occasion « la milice citoyenne a eu la *pénible mission* de faire usage de ses armes. » Pénible, en effet, parce qu'elle voue immédiatement les auteurs de l'acte à l'exécration publique, et pénible encore, dans l'esprit du bourgmestre, parce que de tels événements sont une source d'embarras. Mais la violence est en dernière analyse l'unique méthode des dominateurs séculaires. Le meurtre est la fonction essentielle de tous les serviteurs de l'ordre bourgeois, comme de tout ordre social dont l'exploitation des uns par les autres est le principe. Meurtre des corps, massacre brusqué par les Mauser, les Comblain ou le knout, ou lent supplice dans tous les bagnes, caserne, usine, prison, Bicêtre ou Biribi, la mine ou l'atelier; meurtre perpétuel des cerveaux par l'insuffisance dérisoire de l'enseignement, par la stupidité voulue et calculée des choses enseignées, des préjugés répandus, des idées politiques décevantes et funestes, par le travail excessif. La violence meurtrière est à la base de toutes nos institutions. L'art de tuer est nécessairement le grand souci de tout ce qui exerce une autorité, grande ou petite. Et ce que l'on reproche aux bleus de Louvain, ce n'est que d'avoir tué sans formes et d'avoir par impatience employé le fusil, là où d'autres forces, plus bénignes d'apparence et non moins sûres en réalité, auraient suffi. Mieux vaut le meurtre hypocrite et lent, honoré sous de beaux noms.

Que sont, en face de cela, les violences tant reprochées aux anarchistes? De faibles représailles, dont l'idée, encore, ne vient qu'à celui qui, excédé par les souffrances subies dans sa chair et dans sa pensée, se résout à un acte par lequel il se tue lui-même plus sûrement encore qu'il ne tue son ennemi. Ce geste suprême est un geste de désespoir plutôt que de haine ou de méchanceté. Ce qu'il exprime dans cet acte tragique, c'est sa douleur de n'avoir pas pu vivre la vie de labeur fécond et de liberté à laquelle il avait droit et qu'il avait rêvée.

Non, la violence ne vient pas de nous; elle vient des potentats de tout acabit, initiateurs de destruction.

M. L.

LES ÉLECTIONS

D'après ce que l'on peut conclure des résultats acquis, il n'y aura pas grand chose de changé, quant au fond. Quelques personnages déplacés : Drumont, Cassagnac, Piou dégommés, Jaurès nommé à nouveau, et c'est tout.

Ce qui est à remarquer, c'est que les socialistes ministériels, principalement, boivent un bouillon ou restent en ballotage, payant ainsi leurs palinodies.

Le ministère ayant présidé aux élections, malgré les votes royalistes de Paris, retrouvera sa majorité servile; j'ai trop confiance en l'habileté de celui qui le préside, pour avoir le moindre doute sur le résultat définitif des ballottages.

Je suis même certain que le spectre du nationalisme lui aura servi. Dans les élections précédentes, nombre de nos camarades qui ne sortaient qu'aux époques d'élections, sortaient au moins à ce moment, et donnaient du collier. Dans celles-ci, la campagne abstentionniste a été plutôt molle. On me dirait que des anarchistes ont voté pour empêcher les nationalistes de passer, que cela ne me surprendrait pas. Comme si n'importe quel politicien n'était pas capable de faire la même besogne que n'importe qui de ses concurrents.

Tout cela ne prouve qu'une chose, c'est qu'avant de pénétrer intimement le cerveau de l'individu, avant de faire corps avec lui, l'idée reste longtemps un vernis superficiel qui se détache facilement au moindre choc. C'est triste pour la mentalité humaine.

Quant à toi, bon électeur-gogo, maintenant que que tu as usé de ta souveraineté, tu peux la remiser au grenier pendant quatre ans. — Va dormir, pauvre abruti, va rêver des jours meilleurs, on te réveillera de temps à autre pour payer de ta poche, de ta liberté, de ton autonomie, et, qui sait, peut-être un jour de ta peau, les frasques de tes maîtres. Va coucher!

J. Grave.

DES FAITS

« .... Le *Wiener Extrablatt* de Gratz, raconte, dans son numéro du 23 avril dernier, l'événement suivant qui est à peine croyable :

« Quatre hommes de police ont pénétré cette nuit, à minuit, dans le domicile de l'artiste Anton Hutter, l'ont tiré de son lit et l'ont mis en état d'arrestation. A la première heure du matin, lors de son interrogatoire, on lui a appris qu'on le tenait pour un dangereux anarchiste; une dénonciation anonyme l'ayant signalé comme lisant dans un livre rempli de signes hiéroglyphiques.

Or il fut établi que le livre en question n'était autre qu'un traité de sténographie!... »

(*La Plume sténographique*, 1er novembre 1900, p. 220.)

L'ART SOCIAL[1]

Camarades,

Le sujet de notre causerie, ce soir, est l'Art social. C'est là une expression que de plus en plus on emploie dans la littérature moderne. Et pourtant, à bien approfondir les choses n'êtes-vous pas portés à vous demander, comme je me le suis demandé, moi, si le qualificatif « Social » n'est pas un pléonasme? Qu'est-ce, en effet, que l'on entend par l'Art? « L'Art, dit Guyau, c'est une extension, par le sentiment, de la société à tous les êtres de la nature, et même aux êtres conçus comme dépassant la nature, ou enfin aux êtres fictifs créés par l'imagination humaine. L'émotion artistique est donc essentiellement sociale. Elle a pour résultat d'agrandir la vie individuelle en la faisant se confondre avec une vie plus large et universelle. »

Vous le voyez donc : déjà par lui-même l'Art implique l'idée de sociabilité. Et comment pourrait-il en être autrement? N'est-ce pas à la société qu'il emprunte l'émotion esthétique qui lui est indispensable? N'est-ce pas la société qui lui fournit la matière première dont-il a besoin pour ses créations? N'est-ce pas à cette même source, féconde et inépuisable qu'il a recours toutes les fois que la question du Beau et du Vrai se pose devant lui? N'est-ce pas, en un mot, au sein de la société qu'il puise tout ce qui constitue sa vitalité même? C'est donc à la vie sociale, extrêmement complexe que l'Art est redevable de toute sa vigueur et de toute sa puissance, c'est elle seule qui le caractérise, c'est en elle, et uniquement en elle, qu'il trouve sa valeur propre et intrinsèque. Et s'il en est ainsi, quelle est la raison d'être de ce qualificatif superflu dont on l'accompagne constamment et qui semble indiquer que l'Art n'est pas toujours le même, qu'il n'est pas *unique*, qu'à côté de l'Art essentiellement social il en existe encore un autre, qui, lui, ne l'est point?

La réponse à cette question est très facile à faire. Le fait est qu'il existe en effet *trois arts*, ou plutôt *trois manières* de concevoir et de comprendre l'Art, essentiellement différentes. Quel est en dernière analyse le ressort intime par lequel celui-ci agit sur les hommes? en provoquant chez eux un sentiment de plaisir par l'expression du Beau. Or, qu'est-ce que c'est que le Beau? C'est ici que les divergences de doctrines commencent. Pour la Grèce antique ou plus particulièrement pour l'école de Platon, par exemple, le Beau est l'expression d'un idéal supérieur qui est en même temps la vraie réalité. C'est l'*esthétique de l'Idéal*. La raison conçoit cet Idéal : elle conçoit l'ordre, la grandeur, l'harmonie qui ont une existence plus vraie que l'existence sensible. L'Art, en créant, tend donc avant tout à réaliser ces conceptions de la raison. L'objet de ses recherches n'est point *la vie telle qu'elle est*, l'homme et l'univers *tels qu'ils sont*, mais la vie, l'homme et l'univers *tels qu'ils devraient être au point de vue de l'Idéal*. Pour elle, l'étude de la fiction est donc plus importante que celle de la réalité vivante.

Une autre manière de concevoir l'Art est celle qui admet que celui-ci n'est rien autre « qu'un simple jeu de nos facultés représentatives », une contemplation pure, dégagée de toute idée de bien et d'utilité sociale, un culte presque exclusif de la forme, supérieure au fond. C'est ce que l'on nomme : l'*esthétique de la perception*. Pour elle aussi la vie ne compte guère : le but et la fin de l'Art, c'est l'Art lui-même. Ce n'est point pour les autres, pour inculquer le sentiment du Beau et du Vrai aux autres que l'artiste cultive l'Art; c'est pour lui-même, pour sa propre satisfaction. Au drame de la vie individuelle ou sociale qui se déroule devant lui il assiste impassible, en simple spectateur, en amateur curieux, avide de jouir. Qu'une âme humaine se brise et sombre dans la désespérance, que lui importe? La joie suprême, la misère la plus atroce le laissent froid et indifférent, car il n'est là que pour observer, pour contempler.

Il y a enfin une troisième conception de l'Art : c'est *l'esthétique fondée sur le principe de la sympa-*

(1) Causerie faite au Groupe d'Art Social.

thie sociale. Pour elle, le Beau n'est rien d'autre que la vie sociale même avec tout ce qu'elle comporte de variable et de complexe, la vie sympathique et expansive sous tous ses aspects et toutes ses formes. C'est cette vie que l'Art véritable, le grand Art doit refléter. L'artiste n'est pas un contemplatif; c'est un être qui veut, qui *sent*, qui vit d'une vie aussi profonde que large. Car, vivre soi-même est une condition indispensable pour comprendre l'essence même de la vie et par conséquent de l'Art qui en est l'image. « Un monde de sensibilités et de volontés, une société idéale ou réelle, s'étendant à l'univers, voilà le vrai domaine de l'Art ».

Ces trois points de vue sont donc, comme je vous l'ai déjà dit, essentiellement différents. Je ne m'arrêterai pas davantage à la première de ces conceptions. Si je l'ai mentionnée ce n'est qu'à cause de l'intérêt historique qu'elle présente, car elle a déjà fait son temps et, de nos jours, n'a plus cours. Il n'en est point de même pour les deux autres, l'esthétique de la perception et l'esthétique sociale : toutes deux sont bien modernes et ont également de nombreux partisans. C'est donc uniquement d'elles que je vais m'occuper.

L'esthétique de la perception, conception plus ancienne que la seconde, sa rivale, se distingue par deux caractères bien nets, et bien tranchants; elle est *subjective* au point de vue philosophique, *égoïste* au point de vue psychologique et social. Elle est *subjective* parce que, pour elle, la jouissance que nous procure le Beau ne réside pas dans le Beau lui-même, dans ses qualités propres; cette jouissance provient de la conscience que nous avons « de l'exercice facile et libre de notre faculté de percevoir les formes. » Si devant tel ou tel autre spectacle de la sublime et grandiose nature tout notre être est saisi d'admiration ; ce ne sont point le sublime et le grandiose *comme tels* qui suscitent nos enthousiasmes, mais c'est notre faculté de saisir et de comprendre ce sublime et ce grandiose ; c'est de nous sentir aptes à apprécier la beauté que découle le sentiment de plaisir que la beauté nous cause. L'homme se mire dans la beauté, mais, comme Narcisse souriant à son image réflétée par l'azur des eaux, c'est lui-même qu'il admire et non pas elle... Ce n'est donc pas un objet extérieur à notre moi qui, d'ordinaire, nous procure l'émotion esthétique, mais c'est notre moi lui-même, et il est évident que dans ces conditions, cette émotion ne peut être que subjective.

Le second caractère que j'ai signalé, l'égoïsme, dérive du premier, car tout ce qui est subjectif est en même temps nécessairement égoïste. Puisque dans les différentes manifestations du Beau c'est, après tout, l'éclat de notre propre « moi » que nous recherchons, fatalement ce sentiment personnel et égoïste, devient le seul stimulant qui nous incite à cultiver le Beau. La fameuse formule « l'Art pour l'Art » que les artistes partisans de cette école, mettent constamment en avant est donc foncièrement hypocrite, radicalement fausse. Ce n'est point pour l'Art qu'ils cultivent l'Art, c'est pour eux-mêmes, pour leur satisfaction personnelle et exclusive. Aussi, pour goûter les émotions esthétiques que la nature généreuse nous prodigue éternellement, se tiennent-ils à l'écart et s'isolent afin d'éviter tout contact avec la foule qu'ils méprisent...

Et après cela, ai-je besoin, camarades, de vous entretenir des conséquences inévitables de cette manière d'envisager l'Art? Ces conséquences, vous les connaissez tous. Tous les petits bonshommes qui, à tort ou à raison, se réclamaient de l'Art croyaient, par ce fait même, être des « surhommes », bien que le mot et le sens qu'il comporte aient été engendrés par Nietsche beaucoup plus tard. Retirés sur une espèce d'Olympe, ils contemplaient d'en haut « la vile multitude » qui grouillait à leurs pieds. Sous leur regard, hautain et dédaigneux, cette multitude vivait, souffrait, aimait, haïssait, se révoltait, mourait enfin, sans seulement interrompre leur contemplation... Le sombre océan de la vie roulait ses vagues, chargées de lamentables épaves humaines, aux fenêtres mêmes de leur tour d'ivoire, sans leur faire quitter, ne fût-ce que pour un instant, leur olympienne demeure... La lutte des classes, meurtrière et poignante, ensanglantait le monde, couvrait la terre de décombres et l'horizon d'aurores d'incendies, eux ils contemplaient, ils contemplaient toujours!... Car l'Humanité leur importait fort peu ; car le bétail humain n'avait d'intérêt que comme un sujet de spectacle, provoquant la jouissance...

(*A suivre.*) MAXIME DOUBINSKY.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — L'une des caractéristiques des élections a été l'abstention des syndicats ouvriers et groupes corporatifs à l'agitation électorale. Les travailleurs groupés dans les syndicats en véritable parti de classe prenant de plus en plus conscience de leur force, semblent résolus à lutter contre leurs exploiteurs sur le seul terrain économique beaucoup plus solide et plus certain. Nous ne pouvons que nous en réjouir et les partis qui auraient pu songer un instant à les faire servir à leurs combinaisons, doivent êtres désormais fixés. De plus, la défaite sensible des socialistes ministériels amis et partisans de la tactique de M. Millerand, nous fait espérer que les organisations qui ont cru devoir aliéner une partie de leur indépendance pour de vagues subventions, n'auront plus à y compter dans l'avenir ce qui leur permettra de reconquérir toute leur liberté d'action.

D'autre part, certains incidents de cette même lutte électorale nous ont montré les inconvénients, — que j'avais du reste tenté de faire ressortir ici — qu'il y aurait à entraîner ces mêmes syndicats, qui doivent rester des groupes d'opposition et partant de révolution, sur le terrain coopératif.

Pendant toute une semaine *La Petite République*, dans le but de combattre un adversaire, nous a montré un groupe de « coopérateurs », fondant de ces sociétés commerciales à droite et à gauche, truquant, barbottant, montant des banques et des fédérations dans le but de mieux truquer et de mieux barbotter, et laissant un beau jour les malheureux coopérateurs en faillite, mais eux, semble-t-il, les poches bien garnies.

Et c'est dans cette sentine que des camarades que je ne me refuse pas à croire bien intentionnés, voulaient entraîner ces syndicats ouvriers qui sont et qui font la force de la partie la plus consciente des exploités? Je ne doute pas que la leçon qui vient de leur être donnée ne leur serve à l'avenir et qu'ils n'y regardent à deux fois à entraîner les syndicats ouvriers dans la galère coopérative.

La besogne des syndicats ouvriers, c'est-à-dire la lutte de chaque jour contre l'avidité des capitalistes se suffit à elle-même, l'horizon est large et la besogne abondante. Ils continueront donc à rejeter l'action politique, *sous toutes ses formes* — celle des subventions surtout et y compris — et laisseront les coopérateurs à leur pourcentage, à leur répartition et à tous leurs trafics. L'action syndicale, action de révolution, n'a que faire de toutes ces combinaisons malsaines.

∴

Le Travailleur syndiqué, organe de la Bourse du travail de Montpellier, annonce que le prochain congrès corporatif aura lieu dans cette ville au mois de septembre prochain. Les syndicats qui n'ont pas reçu la première circulaire qui a dû leur être adressée, doivent en prendre connaissance pour savoir dans quelles conditions ils seront admis à prendre part aux travaux du dit congrès.

J'y reviendrai en temps voulu.

∴

Tout ayant été ces temps derniers à la comédie électorale, les renseignements sont rares. Qu'importe que quelques milliers d'ouvriers crèvent de faim pour résister à l'avidité de leurs exploiteurs l'élection de M. X., Y. est bien plus importante; cela va de soi.

Aussi, quoique l'agitation ouvrière, provoquée par l'application, au détriment des travailleurs, de la loi sur la durée du travail, dure toujours, il est impossible de se procurer le moindre renseignement dans les journaux.

Un camarade de Limoges m'écrit — et je l'en remercie — que c'est par erreur que j'ai annoncé que les ouvriers porcelainiers avaient repris le travail.

La grève continue au contraire, calme, trop calme si l'on songe que 8.000 familles sont atteintes par cette grève. Pour amuser ces malheureux et les faire patienter, le maire — socialo-ministériel — échange une correspondance suivie avec les gros exploiteurs de l'endroit dont le principal M. Haviland est on ne peut plus « défense républicaine ». La liberté, ce Môssieur la veut bien inscrite dans « Les Droits de l'homme », mais il n'en veut pas en fait dans ses usines. Ces gens-là sont tous les mêmes.

A Reims, 1.200 tisseurs sont encore en grève. Les renseignements manquent pour les autres centres.

P. DELESALLE.

Russie.

Le mouvement en Russie, comme nous le prouvent les nouvelles qu'on reçoit tous les jours, continue à augmenter en extension et en intensité. Il se produit en ce moment ce que, il y a deux ans seulement, on aurait à peine osé rêver : des foules de manifestants, étudiants et ouvriers, hommes et femmes, auxquels se joint un public de curieux, se promènent par les rues de nos grandes villes avec des drapeaux rouges, des cris et des chants révolutionnaires, sans se laisser intimider par une répression féroce de la part de la police et des cosaques. A Saint-Pétersbourg, avant la dernière manifestation, les gens réglaient leurs affaires, écrivaient des lettres aux parents, disposaient des objets qui leur appartenaient, etc., sachant bien qu'ils allaient jouer leur vie. Et malgré tout cela, les manifestations dans la rue semblaient, dès l'année dernière, être devenues la forme dominante du mouvement.

Elles ne se bornent pas, d'ailleurs, aux grandes villes : en province également tout devient prétexte à des manifestations. Joue-t-on au théâtre la « Puissance des ténèbres » (à Poltava), on lance dans la salle des proclamations, des portraits de Tolstoï avec inscription : « Vive Tolstoï, grand lutteur pour la liberté, excommunié par l'Eglise! », et le public les accueille par des acclamations unanimes. Fête-t-on l'anniversaire du grand écrivain russe Gogol, le soir, pendant la représentation théâtrale (à Nijni-Novgorod), une pluie de feuilles autographiées tombe tout d'un coup sur le public, en même temps que les cris de « Vive la liberté! » se font entendre; expulse-t-on d'une ville un homme suspect à la police, on le reconduit à la gare en foule, avec des cris et des chants, etc. Les arrestations ne se comptent plus, pas plus que les blessés, dans les rencontres avec les cosaques et la police. Le gouvernement est, d'ailleurs, obligé de relâcher un grand nombre de ceux qu'il arrête, car toutes les prisons de l'empire ne suffiraient pas à les contenir. D'ailleurs, le temps est passé où il était possible d'endiguer (pour quelque temps, cela s'entend) le mouvement en arrêtant les principaux militants : maintenant la réserve en paraît inépuisable et ceux qui sont arrêtés se trouvent remplacés aussitôt. A Saint-Pétersbourg, le gouvernement qui prévoyait des manifestations dès le commencement de l'hiver a effectué à trois reprises des arrestations en masse (plusieurs centaines de personnes à chaque fois); cela n'a pas empêché au commencement de mars une manifestation imposante de se produire.

Que va devenir ce mouvement? Comment va-t-il évoluer? Il est, naturellement difficile de le prédire mais cependant quelques indices existent. La férocité de la police et des cosaques dans ces derniers temps semble avoir exaspéré les manifestants et tout fait prévoir qu'ils ne voudront pas continuer la lutte dans des conditions aussi inégales, qu'ils seront fatalement amenés à ne plus vouloir être uniquement des victimes et à opposer la force à la force. De plus en plus souvent on soulève la question des manifestations armées. Une autre probabilité de l'avenir prochain, c'est l'extension du mouvement terroriste. Il a commencé avec les deux actes terroristes de l'année dernière; la récente exécution de Sipiaguine semble indiquer qu'il va continuer. Tout dernièrement le bruit a couru d'un nouvel attentat encore contre le gouverneur général de Varsovie.

D'ailleurs on ne peut pas maintenant assigner au mouvement une forme déterminée quelconque : il les prend toutes. Les ouvriers s'organisent partout; les grèves ont fini par acquérir droit de cité, en Russie (on ne poursuit même plus pour les grèves : il y en a trop); les groupements ouvriers sont allés au delà de leurs intérêts économiques immédiats, où ils semblaient se cantonner il y a quelques années encore, et confondent maintenant de plus en plus leur mouvement avec le mouvement révolutionnaire général. De leur côté, les paysans commencent à se *remuer* : exaspérés par les famines successives ils se révoltent de plus en plus souvent, tantôt ici, tantôt là. Dernièrement, un soulèvement important auquel, dit-on, ont pris part plus de dix mille paysans, a eu lieu dans les provinces méridionales.

L'agitation parmi les étudiants qui, dès le commencement, a été le noyau de tout le mouvement, semble avoir définitivement quitté le terrain pure-

ment académique pour devenir un *mouvement* d'opposition politique. Le ministre de l'Instruction publique Vannovsky peut se vanter d'être un profond politique : son « règlement », en faisant semblant de donner plus de liberté aux étudiants, avait pour but de les détacher du mouvement révolutionnaire général; or l'effet en a été exactement contraire : les étudiants ont vu rapidement que la « *réforme* » n'était qu'un leurre et même pis, un moyen de les surveiller plus commodément, et se sont mis graduellement à élargir le cercle de leurs revendications. Dernièrement, un congrès général d'étudiants a déclaré ouvertement que le mouvement universitaire devait être *un* mouvement politique inséparable du mouvement révolutionnaire en général et du mouvement ouvrier en particulier. Une propagande active des idées socialistes a été reconnue nécessaire par le congrès pour faire pénétrer cette conviction dans la masse totale de la jeunesse des écoles.

En un mot, toutes les forces semblent être entrées en lutte. Même dans l'armée, des nouvelles d'officiers et de soldats qui refusent de participer à la répression du mouvement révolutionnaire nous arrivent de plus en plus fréquemment. Le temps semble fini où on ne pouvait se représenter la Russie autrement que comme un vaste pays envahi par le sommeil, où, seuls, une poignée de révolutionnaires luttent désespérément en sacrifiant leur vie. Maintenant, nous osons espérer que peut-être quelques-uns des vieux militants enterrés à la forteresse de Schlüsselbourg, quelques-uns de ceux qui ont participé aux premiers pas du mouvement et qui y ont tout sacrifié, pourront voir enfin le réveil prochain...

M. VLET.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Société populaire des Sourds-Muets. — Dimanche 4 mai 1902, à 2 heures et demie, au siège de l'Université Diderot, 8, rue Rondelet, 12e arrondissement (boulevard Diderot, 98), fête d'inauguration. — Allocution de M. Léon Riotor; concert, théâtre et pantomime.

Entrée : Premières, 0 fr. 75; secondes, 0 fr. 50.

L'Education libre du IIIe. — Les camarades qui ont des livres de la bibliothèque sont invités à les rapporter chez le camarade Daviet, 26, rue Chapon, tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures.

Dimanche 25 mai, ballade de propagande à Brévannes. Se munir de vieux journaux, de brochures, affiches, manifestes.

Conférences Louise Michel-Janvion. — Fin mai, Louise Michel entreprendra en province une tournée de conférences avec Janvion.

Le compagnon Janvion demande que les camarades de Dijon, Lyon, Marseille, Toulouse, Agen, Bordeaux, Poitiers, Le Mans, Brest et Cherbourg et ceux des localités intermédiaires se mettent en communication avec lui, 225, avenue Daumesnil, en lui indiquant la capacité des salles, leur prix de location et le nombre d'affiches nécessaires.

L'itinéraire sera définitivement arrêté dans huit jours.

Un camarade momentanément gêné désirerait vendre la collection complète du *Journal du Peuple*. S'adresser au bureau du journal.

Les camarades chez qui la lutte abstentionniste est terminée, sont invités à prêter leur concours au camarade Libertad qui organise des réunions publiques et contradictoires les :

Samedi 3 mai, école de la rue Morand, 3;
Mercredi 7 mai, école du boulev. de Belleville, 77
Vendredi 9 mai, école de l'avenue Parmentier, 109.

Que les camarades socialistes écœurés des moyens électoraux et qui se sont oubliés à défendre une candidature viennent vers nous; on s'expliquera en amis.

Bibliothèque Communiste du XVe. — Groupe abstentionniste. Réunions de propagande le 30 avril, école communale rue Dombasle; le 1er mai, rue Corbon; le 2 mai, rue Saint-Lambert.

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 heures 1/2 du soir :

Vendredi 2 mai. — *Les faux droits de l'homme et les vrais*, par Paraf-Javal.

Mardi 6. — Fourier, le fouriérisme, par Veillat.

Vendredi 9. — *La coopération* dans l'organisation ouvrière, par Jullien.

MARSEILLE. — Le compagnon Courtois est passé en jugement jeudi dernier, *mais* comme il nie les paroles que lui attribuent les policiers, l'affaire a été renvoyée au 13 mai. Les camarades ayant entrepris de trouver des témoins, il leur faudrait une cinquantaine de francs pour parer aux frais. Le compagnon Pottigny, 10, rue Monier, à la Blancarde, se charge de recevoir les fonds.

Nous insérons l'appel ici, la caisse de la *Liberté d'opinion* étant en déficit. — Cette semaine, nous avons dû débourser 40 francs pour divers compagnons.

REIMS. — Les anarchistes rémois (groupe des En-dehors) se réuniront samedi prochain au local de la dernière fois.

Un camarade causera sur les préjugés des anarchistes.

ALGER. — Les libertaires d'Alger et de Mustapha se rencontrent tous les dimanches après-midi, de 5 à 7 heures, au café de France, rue Bab-el-Oued.

LES ÉLECTIONS

Nous avons fait tirer, en brochure à distribuer, *Si j'avais à parler aux électeurs*. Nous la tenons à la disposition des camarades au prix de 10 fr. le mille. Au-dessous, le port en plus.

Les camarades qui pourraient se procurer les affiches et principalement les programmes des candidats socialistes et nous les faire parvenir rendraient service à un de nos collaborateurs qui se propose de faire un travail sur les élections.

De même, les camarades qui ont fait imprimer placards ou brochures, sont priés de nous en envoyer deux exemplaires.

Affiches. — A côté de l'affiche illustrée du *Père Peinard*, nous avons une affiche *antiélectorale* dont le texte explique pourquoi il est inutile de voter. Cette affiche est le complément indispensable de la première et peut servir pour le ballottage. Nous en tenons à la disposition des camarades à raison de 4 francs le cent, port en sus.

AVIS

Un camarade pourrait-il nous procurer le no 9 de la sixième année, 4 mars 1877, du *Bulletin de la Fédération jurassienne*?

Nous lui paierions en brochures, ou échangerions contre d'autres numéros que nous avons en double.

Il nous manque également le no 34, 14 sept., du *Bloc* : un camarade peut-il en disposer ?

Afin de faire de la place, — et aussi de l'argent — nous tenons à la disposition des camarades les années 2, 3, 4, 5 et 6 du journal au prix de 10 fr., port en plus. Il y a 20 collections à liquider. C'est un cadeau à faire aux bibliothèques de syndicats et d'U. P.

Comme il reste très peu de 1re année, elle n'est plus donnée qu'à ceux qui achètent la collection au prix ferme de 42 fr. les 7 années.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Il a été fait cadeau à la bibliothèque de : *Essais sur le mouvement ouvrier en France*, par l'auteur, Daniel Halévy; *Jésus et les origines du christianisme*, de Proudhon, par un adhérent; *Histoire socialiste*, tome Ier, de Jaurès, par un adhérent.

Il y a une dizaine de francs en caisse, les adhérents sont priés de se rendre au bureau du journal, dimanche 4, le matin, de 11 heures à midi, afin de décider des achats.

LE PROJET D'ÉDITION

Il y a trois planches de gravées, elles vont être tirées ; l'impression se continue lentement, mais les imprimeurs nous ont promis d'activer.

Il sera pris, cette semaine, remboursement sur ceux des souscripteurs qui n'ont pas encore donné signe de vie.

Dernières publications.

Nous avons reçu la traduction espagnole, par A. Lorenzo, des *Aventures de Nono*, 3 fr. 50, à la *Escuela moderna*, calle de Bailen, 70, Barcelone.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Labeur de la prose, par G. Abel; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

La Bascule, pièce par M. Donnay; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

De Goede les, van G. Eekhoud; broch., chez Madou, 15, Deurnerstraat, Anvers.

La Huelga général, par L. Montenegro, vers; chez l'auteur, conde del Cesalto, 163, Barcelone.

Un projet d'organisation de la souveraineté du peuple en Turquie, par Hilmy Tonnali; broch., chez l'auteur, 9, rue Muzy, Genève.

L'Initiée, par la comtesse Mélusine; 1 vol., 3 fr. 50, *Librairie antisémite*, 45, rue Vivienne.

A lire :

14e Cahier de la Quinzaine, 3e série, l'article du commencement, sur le suffrage universel.

Dégoût et servitude d'un parlementaire, O. Uzanne; *Echo de Paris*, 24 avril.

Le Métier de candidat, Séverine; *Le Journal*, 26 avril 1902.

Résignation et révolte, par L.-V. Meunier; *Rappel*.

A lire et à voir :

L'*Officiel*, no 3, texte de Franc-Nohain, dessins de Hermann-Paul.

A voir :

L'Assiette au beurre, no 56 : *Pour être député*, dessins de Braun.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade qui envoie le journal à *St-Nicolas du Pelem*, est prévenu que le numéro nous revient.

L. G., à Reims. — Tout ça ce sont des affaires à vider entre vous et qui ne regardent pas les lecteurs. Nous n'avons ni temps ni place à perdre à cela.

E. H., à Saint-Loup. — Elle paraît. Paraîtra-t-elle régulièrement, nous l'ignorons.

B., à Toulouse. — Le *Socialisme Intégral* de Malon doit exister toujours. Il doit coûter 12 fr.

O., à Venzolasca. — La maison qui a édité *Imbéciles et gredins* n'existe plus.

L'Art pour tous. — Votre convocation, encore une fois, est arrivée trop tard. Il faut que nous recevions les communications le mardi matin au plus tard.

Enseignement mutuel. — Je n'ai pas reçu votre communication.

L., à Dijon. — Qu'avez-vous décidé pour les brochures?

P. G., à Senones. — A cause de la première que nous n'avons plus qu'en nombre restreint, ce sera 20 fr. pour le tout.

G., à Cette. — Réclamez à la poste. Le service est fait régulièrement.

E. C., à Noisy-le-Sec. — Bien reçu. Merci.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : Un palissonneur, 1 fr. — B., 2 fr.; E. H., 0 fr. 25; Léa, 0 fr. 15; F. B., à St-Loup, 0 fr. 25. Ensemble, 0 fr. 65. — Pour Constant Martin. Un mauvais souvenir, 5 fr. — Liberté d'opinion. Un mauvais souvenir, 5 fr. — Famille des détenus. Un mauvais souvenir, 5 fr. — Victimes de Barcelone. Un mauvais souvenir, 5 fr. — Victimes de Belgique. Un mauvais souvenir, 5 fr. — En tout : 28 fr. 65. — Listes précédentes : 33 fr. 50. — En caisse : 62 fr. 15.

Nous avons, cette semaine, remis à deux compagnons de passage 35 fr., et, de plus, envoyé 5 fr. de livres pour des camarades emprisonnés, et expédié au *Libertaire* les 5 fr. de C. Martin, soit 45 fr. — Reste en caisse : 17 fr. 15.

Reçu pour le journal : Giraudon d'Issoudun, 1 fr. — G., à Cette, 0 fr. 50. — Merci à tous.

T. L., à Verviers. — L., à Saint-Louis. — G., à Verviers. G., à Vienne. — D., au Chambon. — K., à Micheroux. — O. K., à Genève. — B., à Guérigny. — M., à la Tour-du-Pin. — P., à Auxerre. — F. V., à Lille. — S., à Choumla. — R., à Lausanne. — M., à Vienne. — L., au Havre. — V. L. — C., à Saleux. — E., à Tours. — C., à Houssaye. — B., au Sap. — M., à Bruxelles. — M., à Santiago. — P., à Liège. — C., à Saint-Quentin. — B., à Saint-Amand. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 2 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 MAI 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX ABONNÉS

Prière, en renouvelant, de nous envoyer la dernière bande. Cela nous évite des recherches.

LES SERMONS DE M. BRUNETIÈRE

M. Brunetière, qui fut à Rome, ne peut s'en revenir en son pays comme un vulgaire pèlerin. La France ne lui suffit plus, il lui faut l'Italie. En bon patriote, il veut faire prévaloir à l'étranger la noble pensée française, je veux dire la sienne. Et voilà pourquoi le 10 avril dernier, Florence a entendu une conférence de M. Brunetière. D'après lui, « l'idée du progrès en son sens le plus général date, dans le monde, de l'apparition du christianisme ; on ne la trouve ensuite généralisée que dans les sociétés chrétiennes. Les païens ne la possédaient pas : ou bien, c'était l'idée d'un progrès à rebours. S'il y a une différence capitale entre les civilisations orientales et les civilisations occidentales, elle consiste en ceci que, depuis 2000 ans, les nations chrétiennes sont progressives, tandis que depuis 4000 les autres sont stationnaires. Ainsi l'Orient est le pays de l'immobilité. Les libres penseurs et les francs-maçons qui rêvent la décadence du christianisme devraient y réfléchir : sa disparition tuerait le principe de la civilisation elle-même », etc., etc. En lisant de telles énormités, on ressent une grande joie, car on peut espérer prochaine la victoire définitive de la raison sur l'obscurantisme religieux. Quel germe de mort contient donc le catholicisme pour tuer immédiatement des cerveaux qui ont pensé, car j'admets que celui de M. Brunetière a eu cette fonction physiologique à un degré quelconque. Ainsi, ils en sont là : à ignorer ou à nier l'histoire. Loriquet est surpassé. Le voilà bien le miracle !

Les civilisations égyptienne, grecque, romaine sont des mythes. L'anthropopithèque a tranquillement attendu au fond de sa caverne l'arrivée de Jésus et de M. Brunetière pour devenir un Homère, un Platon, un Aristote, un Cicéron, un Lucrèce, un Lao-Tse, un Confucius, un Bouddha. L'Inde, la Chine, le Japon se sont roulés dans la crasse la plus *fangeuse* en espérant la venue des deux sauveurs susnommés ! Que nous racontent donc les Maspero, les Croiset, les Diehl ou les Revon à leurs cours ? Peut-être M. Brunetière qui est omniscient méprise-t-il l'enseignement dit officiel. Le sien lui suffit.

Le Dantec lui apprenait récemment l'existence de Lamarck. Je lui signalerai le cours de M. Revon à la Sorbonne pour les civilisations extrême-orientales qu'il devrait pourtant connaître, puisque la *Revue des Deux-Mondes* y a envoyé récemment M. Bellessort. « Les Japonais n'auraient sans doute rien à nous envier, disait à son cours d'ouverture M. Revon, si, comme les Grecs, ils ne s'en étaient à peu près tenus à l'étude des mathématiques dans le domaine des sciences, et s'ils n'avaient négligé ces recherches physiques auxquelles nous devons tant de prodiges : par malheur pour eux, ces grands amoureux de la nature ne songèrent pas à la dompter. Mais ce point excepté, *leur culture vaut la nôtre*.

Et si nous avons fait des progrès dans le domaine scientifique, probablement est-ce encore à M. Brunetière et à Jésus que nous en sommes redevables. Faut-il rappeler à M. Brunetière que chaque fois que l'Europe chrétienne a fait un progrès, c'est malgré et contre l'Eglise qui, en fait de civilisation, a remplacé l'élégance d'un Pétrone par la crasse bienheureuse de Benoît Labre. Est-ce l'Eglise qui a fait la Renaissance, la Réforme et la Révolution, ces trois grands mouvements d'émancipation du cerveau humain, de l'individu secouant le joug romain ? Je n'insiste pas, c'est inutile avec un monsieur qui veut ignorer l'existence de Voltaire.

« Le progrès religieux, continuait M. Brunetière, n'est pas moins sensible dans l'ordre moral. Chez les païens nous n'apercevons pas de vie intérieure : la personnalité de l'individu n'était rien. Elle a été développée par le christianisme. Le reproche qu'on fait à celui-ci de comprimer la personnalité est absolument faux. Voyez comment elle s'explique même dans les différentes raisons de croire. Les apologies du christianisme de Pascal, Bossuet, Chateaubriand, de Maistre envisagent des points bien différents : ils ont pourtant cru la même foi, pratiqué la même doctrine, accompli les mêmes œuvres. » Vraiment, on pourrait envier Nietzsche, le grand défenseur de l'individualisme, d'être mort avant la conférence de M. Brunetière ; Nietzsche qui avait voué au catholicisme une haine féroce justement à cause de la basse médiocrité, collective et uniforme, de cette doctrine d'anéantissement et de bassesse, religion d'esclaves et de voleurs.

Certes, chaque catholique a fait sa petite religion à sa façon, a son dieu préféré, accepte ou rejette tel ou tel article suivant sa commodité. Surtout chacun sait vous présenter le même plat dans une sauce différente, et je reconnais avec M. Brunetière que dans cette petite gymnastique d'une originalité bien particulière, les catholiques sont passés maîtres. Mais qu'un pontife à influence même restreinte ne s'avise pas de crier trop haut qu'il est plus intelligent que le sacré collège romain, son originalité et sa tendance au progrès n'iront pas loin. Bossuet, Fénelon et dernièrement encore le P. Didon ont rapidement rentré toute velléité de progrès et d'individualisme. Est-ce que depuis Arius jusqu'au pauvre professeur de théologie Dœllinger, tous les penseurs originaux chrétiens qui ont tenu tête à Rome n'ont pas été immédiatement jetés hors de l'Eglise ? Il est vraiment comique de parler de progrès à propos d'une religion qui est en train d'agoniser dans le fétichisme le plus grossier et la superstition la plus invraisemblable. M. Brunetière a rencontré trop souvent à la P. F. l'invincible général Mercier, car il en a le flair prodigieux.

Robert Geyer.

L'ART SOCIAL

(Suite.)

Exécrable égoïsme, absence de tout sentiment généreux et humain, stérilité de cœur et de cerveau, voilà leur Art !...

Telle n'est point l'esthétique sociale. Pour elle, c'est le sentiment noble de la solidarité qui est le principe même de toute émotion esthétique. Le véritable artiste ne peut se contenter d'*observer* tout ce qui se passe autour de lui, en restant lui-même indifférent et impassible. La contemplation pure, si aucun sentiment ne vient la réchauffer, est frappée de stérilité. Pour faire véritablement de l'Art, pour engendrer quelque chose de beau et de durable, pour créer enfin, il doit sentir, il doit vibrer à l'unisson avec tout ce qui frissonne et palpite dans le vaste univers, il doit, lui aussi, aimer, haïr, souffrir, pleurer, espérer, en un mot vivre... Il doit vivre, non pas retiré dans une tour d'ivoire et sur des hauteurs inaccessibles d'où il risque de ne rien voir, non pas égoïstement, mais de la vie même de tous les êtres, quels qu'ils soient, au milieu d'eux, de leurs misères et de leurs joies. Et c'est cette vie qu'il doit exprimer au moyen d'éléments empruntés à la réalité. « Or, vivre en autrui, demande avec raison Guyau, n'est-ce pas aimer ? Le grand artiste n'est donc pas celui qui contemple, mais celui qui aime et qui communique aux autres son amour... »

Mais dans toutes les sociétés humaines qui se sont succédé jusqu'à ce jour, et avec plus d'intensité encore dans la société moderne, le sentiment qui prime tous les autres chez l'artiste n'est point l'amour : c'est cette fille terrible et sublime de la souffrance qui a nom « la révolte ». Car entre ce qui *est* et ce qui *devrait, ce qui pourrait être* l'écart est si considérable, qu'il n'est peut-être pas un seul être conscient au monde qui n'en soit pas tourmenté. Et à plus forte raison cette situation douloureuse agit-elle sur l'artiste doué d'une impressionnabilité, d'une sensibilité beaucoup plus grande que le commun des hommes. Quel contraste, en effet, entre la triste réalité dans laquelle l'humanité dépérit et se meurt et le monde de rêves et d'enchantements auquel sans cesse elle aspire sans pouvoir jamais l'atteindre !... Aussi, dans le courant de la seconde moitié du dix-neuvième siècle est-ce le sentiment de la révolte qui, menaçant et formidable, domine dans toutes les œuvres d'Art véritablement dignes de ce nom. Sculpture, musique, peinture, théâtre, roman : dans toutes les manifestations de l'Art moderne ce sont les mêmes accents que nous retrouvons ; les latitudes, les climats, l'espace n'exercent plus la même influence qu'autrefois :

partout et à travers tout la souffrance se fait jour, la révolte gronde... L'Art semble enfin avoir compris sa mission qui est de collaborer à l'émancipation humaine. Ce n'est plus aux individualités, aussi intéressantes fussent-elles, qu'il s'attaquera désormais, ce n'est plus l'individu qui sera son sujet de prédilection. L'étude de la psychologie individuelle, l'analyse de tel ou tel autre type humain est évidemment fort importante au point de vue artistique, mais elle n'est certes pas *la plus* importante. De plus en plus les institutions sociales réclament la part d'attention qui leur est due et, de même que la science, l'Art, lui aussi, s'emploie à la solution de redoutables problèmes dont notre horizon est chargé. L'Art pur, l'Art qu'on cultivait pour lui-même se transforme et tend à devenir *utilitaire*; est-ce un bien? est-ce, au contraire, un désavantage? l'Art y gagnera-t-il, ou, comme d'aucuns le prétendent, y perdra-t-il plutôt? C'est une question que je ne veux pas discuter à présent; je constate seulement le fait qui, on me l'accordera, est d'une portée très haute. Car l'humanité, enfin, est lasse de souffrir!... De la beauté, eh oui! elle en a besoin, elle la désire, elle la réclame, mais encore faut-il qu'elle puisse en jouir.

Or, dans l'état actuel des choses, cela lui est-il possible? C'est là la question que l'Art s'est posée.

Et la réponse?

Vous connaissez tous, camarades, la parabole de l'homme qui, pour remédier à un mal étrange dont il est accablé, se met, sur le conseil des mages, à la recherche d'un heureux, dont, seule, la chemise peut le guérir. Il parcourt le monde entier, d'un bout à l'autre, il interroge tous les horizons, frappe à toutes les portes et... revient sans avoir rien trouvé... Je ne sais si dans l'histoire de l'Humanité il existe un seul instant auquel cette parabole soit aussi applicable qu'à l'époque douloureuse où nous vivons. Comme l'air que nous respirons, la tristesse, angoissante et morne, nous enveloppe de toutes parts. Sur toutes les âmes la souffrance a étendu sa vaste et sombre aile, la terre est devenue une vallée de pleurs, digne du génie descriptif d'un Dante. C'est le XIX[e] siècle, qu'on ne l'oublie pas, qui a mis au monde la philosophie la plus terrible et la plus désespérante entre toutes, le pessimisme. Car toutes les espérances que le XVIII[e] siècle nous avait apportées dans les plis de son drapeau révolutionnaire ont été déçues; la nuit d'obscurantisme et de honte où nous nous débattons est encore aussi épaisse, aussi impénétrable qu'autrefois, car le rocher que l'humanité, éternel Sisyphe, roule vers l'avenir retombe sans cesse dans l'abîme du passé, car la somme de douleurs est, en effet, à tel point supérieure à la somme de joies que les conclusions, tirées de ce fait par le pessimisme, aussi illogiques fussent-elles, semblent presque être l'expression exacte de la vérité... Et ce n'est pas seulement au bas de l'échelle sociale que règne cet état d'âme; il en est encore de même pour les classes dominatrices; là aussi on chercherait vainement un être heureux. Le mal est général, puisque la cause est unique: c'est le capitalisme maudit qui ronge l'univers. Les souffrances qu'il détermine en bas ne sont évidemment pas les mêmes que celle qu'il fait éclore en haut; tandis qu'ici c'est la misère, la maladie, le travail exténuant, les affres de la faim, les privations et les déchirements de toutes sortes, là c'est le mécontentement perpétuel de soi, l'existence vide, la peur et l'absence de sécurité, l'affaiblissement et la dégénérescence résultant des excès, la stérilité de cœur et de sentiment... Et qu'importe le mécanisme par lequel un homme est rendu malheureux! le résultat seul compte. Tel poison agit de différentes manières, mais il tue toujours!...

Donc, au point où nous en sommes, le bonheur est introuvable. Il a fui cette terre de désolation où sa place était pourtant marquée. Un océan de larmes et de sang submerge les générations modernes... Et ces conditions étant données, le Beau peut-il s'épanouir? Peut-il compter être compris et agir?...

Évidemment non.

Pour éviter le cataclysme final, la déchéance suprême, il faut donc, pendant qu'il en est temps encore, remédier au mal. Mais comment y arriver? comment s'y prendre? Un seul moyen est à notre disposition: il faut changer les institutions sociales qui sont la cause de ce mal. Or, changer ce qui est, surtout ce qui est depuis longtemps, c'est déjà faire œuvre de Révolution. L'Art moderne tend donc à devenir révolutionnaire. La torche de l'analyse à la main, il parcourt les dédales de nos institutions, archaïques et surannées bien que qualifiées modernes; il raille ce qui est laid, il stigmatise ce qui est nuisible, il dénonce le faux, arrache le voile trompeur de la tartuferie séculaire... Capital, pouvoir, religion, famille, mariage, morale, dogmes, vieilles formes classiques, vieux cadres dans lesquels on voulait figer à jamais la pensée humaine, rien ne résiste devant son impitoyable audace. Mais il ne se borne pas son action. Détruire ce qui n'est la Justice, ce qui n'est pas le Beau, certes c'est déjà *beaucoup*, mais ce n'est pas *tout*. Pour démontrer toute la laideur et toute l'injustice de ce que nos maîtres nous veulent faire accepter comme beau et comme juste, il faut encore nous indiquer ce que doit être la vraie beauté, la véritable justice: c'est là la seconde partie de la tâche que l'Art s'est imposée. Aussi, tandis que d'une main il sonne le glas de l'exécrable passé auquel nous sommes encore rivés, de l'autre il éclaire à l'Humanité, aveuglée par des siècles d'esclavage, la route qui mène vers l'Idéal. Wagner, Tolstoï, Ibsen, Bjornson, Balzac, Zola, Anatole France, Mirbeau, W. Morris: chacun dans son sillon s'applique à la même besogne. Déjà, sous cette poussée, l'avenir lumineux et plein de promesses apparaît à l'horizon. Les ombres du présent commencent à pâlir, les ténèbres à se dissiper. Des craquements sinistres se font entendre: c'est le vieux monde qui va crouler, pour céder sa place à un autre, meilleur, fait de beauté et d'harmonie, de vérité et de justice.

Le rêve, enfin, va devenir une réalité!...

MAXIME DOUBINSKY.

MOUVEMENT SOCIAL

Mouvement ouvrier. — Pour la treizième fois, le 1[er] mai, sur qui les travailleurs du monde entier avaient mis leur espoir, est revenu, plus morne, plus triste encore que les années précédentes. A peine signale-t-on par-ci par-là quelques chômages peu importants en somme.

On ne fait pas, j'en suis persuadé, la révolution à date fixe, mais n'empêche qu'il y avait dans cette célébration, par la classe ouvrière, du 1[er] mai, quelque chose de grand, de puissant.

Ce simple fait que les exploités du monde entier arrêtaient, en bloc, de produire, cela seul avait quelque chose d'imposant. La même idée réunissant tous les exploités par-dessus les frontières, quelle plus belle affirmation de l'internationalisme ouvrier! Et c'est par ce fait-là surtout que la date du 1[er] mai fut grande.

Malheureusement cette date fut exploitée par les éternels dupeurs de la classe ouvrière, qui transformèrent ce qui ne devait être qu'un arrêt en masse du travail, ici en fête, là en bataille, autre part en une promenade grotesque aux « pouvoirs publics », c'est-à-dire aux puissants du jour.

Le 1[er] mai pouvait être grand simplement par l'arrêt du travail des travailleurs du monde entier. La manifestation valait assez ainsi par elle-même. Et c'est d'avoir tenté de la faire tourner au profit des partis qu'elle se meurt chaque année un peu plus. Cette fois encore tout s'est borné à quelques réunions publiques ou à quelques cortèges de chômeurs à travers les villes, mais la grande majorité des travailleurs n'ont pas chômé.

A Paris, une réunion publique a eu lieu à la Bourse du Travail et malgré un déploiement considérable de force policière et un régiment de ligne consigné à la caserne qui en est proche, il ne s'est pas produit d'incidents notables.

A Fourmies, les chômeurs sont allés au cimetière sur les tombes des victimes de la fusillade de 1891. A Roubaix, manifestation en l'honneur des « victimes du travail ». A Lens, on a chômé dans quelques mines, mais pas partout. A Montluçon, le traditionnel cortège « aux pouvoirs publics » pour la remise des « cahiers » des revendications du prolétariat. A Vienne (Isère), où la grève est à peu près générale dans l'industrie lainière, manifestation à travers la ville et charges de gendarmes. A Carmaux, M. Jaurès s'est fait offrir des fleurs par son troupeau électoral. Manifestation calme et digne, mais pas de messe cependant. A Bessèges, chômage des ouvriers métallurgistes, défilé par les rues et chants. A Perpignan, à Cette, à Montpellier, à Béziers, chômage partiel et réunions dans les Bourses du travail. De même à Marseille.

A l'extérieur, rien de particulier non plus à signaler. Chômage en partie dans tous les grands centres ouvriers, réunions et manifestations. En Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Belgique où les récents incidents ont provoqué une certaine effervescence, chômage un peu plus étendu que les années précédentes, promenades et réunions traditionnelles et à peine quelques bagarres avec la police, universellement la même. En Suisse, les défilés traditionnels à Bâle, Berne, Zurich, Genève, etc. En Italie, des précautions extraordinaires avaient été prises par le gouvernement, mais tout s'est bien passé. En Espagne, chômage plus général, réunions avec discours — violents — disent les journaux.

Telle a été, dans ses grandes lignes, la journée du 1[er] mai 1902. Journée ouvrière quand même. Et, quoi qu'on pense, le 1[er] mai n'en restera pas moins une date inoubliable dans l'histoire du prolétariat.

∴

On a lu dans notre n° 51 la circulaire adressée « *Aux camarades de la Caserne* » par la Fédération des Bourses et la Confédération du travail. Circulaire énergique, rappelant aux travailleurs en caserne leurs devoirs de prolétaires et les invitant à venir se retremper un peu de leur besogne avilissante dans les Bourses du travail et dans les syndicats ouvriers.

Cette circulaire n'a pas plu outre mesure au général de « défense républicaine » André, qui, dans une circulaire « confidentielle »?! qu'il adresse à ses subordonnés, leur enjoint de veiller à ce que les hommes qui sont sous leurs ordres « s'abstiennent de se rendre à ces réunions ».

Que ces mêmes soldats aillent dans les « cercles catholiques », la « défense républicaine » n'y voit pas d'inconvénients; au contraire, la prêtraille peut faire une propagande active, rien ne vient l'en empêcher, mais que des travailleurs cherchent à attirer à eux leurs camarades d'hier et de demain, halte-là! A l'église, le militaire est encore chez lui, c'est la succursale naturelle de la caserne, c'est bien; mais à la Bourse du travail, où on enseignera à l'encaserné provisoire de ne pas tirer sur ses camarades en cas de grève, le ministre des « francs-maçons » entend que l'on n'y mette pas les pieds.

Par ces temps d'élections où tous ceux qui ne sont pas « défense » ou « concentration républicaine » s'exposent à être traités de « calotins » ou de « nationalistes », l'histoire est plaisante, et montre une fois de plus combien tout cela n'est que comédie, qu'en définitive la lutte est toute entre deux clans bourgeois qui se disputent le pouvoir pour mieux continuer à exploiter la classe ouvrière.

« Nationalisme », « défense républicaine », des mots pour mieux nous asservir, et la circulaire « confidentielle » du ministre démontre une fois de plus que la « défense républicaine » se rencontre avec ses prétendus adversaires lorsque les travailleurs cherchent à réagir contre ce qui personnifie par-dessus tout le nationalisme, l'infâme militarisme.

P. DELESALLE.

Espagne.

Le peuple a faim. A Madrid, la viande est hors de prix. Le salaire d'un ouvrier n'atteint pas le prix d'un kilo de viande. Ceux qui gagnent 2 pesetas (peseta = franc) sont des privilégiés. Le kilo de viande coûte au moins 2 pes. 25 cent., souvent plus. Si la progression des prix continue, il coûtera 4 et 5 pesetas à la fin du mois. En Catalogne, dans la région industrielle, des milliers d'ouvriers sont toujours sans travail. En Andalousie, pays agricole et vinicole, c'est également la misère noire pour des milliers et des milliers de travailleurs.

Il y a pourtant des gens payés pour s'occuper de la question sociale. M. Canalejas, ministre de l'agriculture, a déclaré à la Chambre qu'il n'y avait qu'un moyen de résoudre la question en Andalousie: l'expropriation des grands propriétaires fonciers dont l'incurie est cause de presque tout le mal. Et comme il disait cela très bien, en périodes sonores, la majorité, emballée, l'a applaudi. Est venu un autre orateur, M. Lopez Puigcever, qui a dit juste le contraire, en périodes également sonores; et la même majorité, pareillement emballée, l'a applaudi. Canalejas n'en menait pas large. On parlait de sa démission, quand M. Silvela, chef des conservateurs, voulant profiter du revirement, s'en vint à son tour exprimer des sentiments de catholique sincère; il fit l'éloge du fusil Mauser et ne cacha point que c'était là l'instrument de gouvernement par excellence, et qu'il fallait en user, dans la question d'Andalousie comme dans les autres questions ouvrières. La mi-

jorité était mal à l'aise. Ces choses-là ne se disent pas ordinairement tout haut. Canalejas profita du moment; il vint déclamer à la tribune le grand morceau de la justice et de l'humanité, et la majorité, derechef emballée, derechef l'applaudit, frénétiquement. Un ministre, à son banc, pleurait; quand son glorieux collègue revint s'asseoir, il bondit et l'embrassa, longuement.

Ceci n'est pas une charge.

Alors? — Eh bien! voilà: Canalejas était très fatigué, comme de juste. Et le peuple a faim, comme devant; et cependant, à Madrid, la « belle société » danse.

Dans l'antique et superbe palais des Guadalcazar, résidence de l'envoyé mexicain, elle vient de célébrer une grande fête. C'était une série de tableaux, représentant les principales époques de la danse, depuis le temps de la Gadès romaine (Cadix) en passant par la cour du roi Alimenon de Tolède dont la fille Casilda faisait des miracles, en faveur des malheureux — mais des malheureux convertis au christianisme; — puis l'on a revu les cours d'amour, avec les troubadours et les chevaliers, la cour de Philippe III le Magnifique et les menuets du dix-huitième siècle. Le grand mérite de tout cela consistait en l'emploi d'objets authentiques, tirés des collections: le musée de Cluny exhibé chez Grévin. Il n'y a vraiment que les aristocrates pour concevoir la beauté. Pour terminer, un hommage au jeune Alphonse, 13e du nom, qui signifiait: Tu vois, gracieux monarque, au cours des siècles nous avons dansé et sous ton règne, qui va s'ouvrir, nous voulons faire de même. Nous sommes la classe privilégiée, l'éternelle et insatiable ballerine, l'aînée tyrannique voulant rire et jouir sans trêve, et que les cadets asservis tournent la corde, docilement, pour la faire danser et sauter, elle, l'infatigable.

Peuple de Catalogne et peuple d'Andalousie, cerveau vide et reins cassés, ravagés par les deux famines, celle qui torture l'estomac et celle qui tue la pensée, tournent la corde, depuis des siècles, sous la persuasion ou la menace. « Tourne, bon peuple, la danse est délectable et tu es bon, et Dieu te récompensera, plus tard, au ciel. » Mais le fantôme de Dieu s'étant évanoui à l'aube de la science, la ballerine effrayée a crié: « Tourne, chien d'esclave! mes gardes sont bien armés et tu es sans armes! » Et dans l'épouvante de la menace les peuples ont continué le geste stérile et fatigant, ils ont repris le vain labeur, pour que la Madrilène joue son jeu puéril et cruel.

Et voici que la menace, elle aussi, va devenir impuissante. Pour travailler en liberté à l'œuvre humaine, Andalouse et Catalane d'un commun accord lâcheront la corde, et la danseuse affolée jettera son dernier cri.

M. L.

Caucasie.

Batoum. — Un témoin oculaire rapporte les faits suivants:

« Aux pétroleries Rothschild, on avait, à cause du manque de travail, congédié 400 ouvriers. Les autres déclarèrent qu'ils quitteraient, eux aussi, le travail. Quoique la conduite des ouvriers, la plupart Caucasiens, fût parfaitement calme, on arrêta pendant la nuit 50 de ceux que l'on supposait être les meneurs. Le jour suivant, 500 personnes environ se réunissaient, sans armes, devant le bureau de police, et réclamaient la mise en liberté des prisonniers. Elles faisaient remarquer que si le refus de travailler constituait un délit, tous étaient également coupables. Le soir, on se rassembla de même sans armes devant la prison: il se produisit quelques conflits avec la troupe qui avait entouré la prison.

« Le lendemain matin, la foule arriva plus nombreuse. Alors, on ne sait sur quel commandement une salve fut tirée avec des cartouches à blanc, et avant que la foule ait eu le temps de se disperser, deux autres salves furent tirées, mais cette fois avec des cartouches à balle. 9 cadavres et 25 personnes grièvement blessées ont été transportés à l'hôpital militaire et à l'hôpital municipal. Beaucoup de blessés ont été emportés par leurs camarades, pour qu'ils ne tombent pas entre les mains de la police. Des balles sont allées tomber dans des maisons: plusieurs personnes, et parmi elles des femmes et des enfants, ont été aussi tuées ou blessées. La moitié des victimes ne sont pas des ouvriers, mais des gens qui se trouvaient là par hasard. »

(*Vorwaerts*, Berlin.)

Russie.

Le 24 mars (6 avril), de cette année, vers cinq heures du soir, pendant notre promenade de l'après-midi eut lieu un abominable et lâche « massacre » d'étudiants par les soldats de service.

Je commence le récit de cette affaire par l'incident du troisième étage — ça, je l'ai entendu raconter; et ce qui suit, c'est-à-dire les faits du deuxième étage, j'en ai été témoin et victime. Pendant la promenade du troisième étage on jouait à se lancer des mottes de neige et on courait; un des camarades heurta un soldat, celui-ci lâcha un juron à la russe et leva le bras sur l'étudiant. Alors les « collègues » se mirent à raisonner le soldat, et demandèrent l'officier afin que l'on pût s'expliquer... A ce moment la porte bâtarde de la porte cochère s'ouvrit, et le sous-lieutenant Bielovodsky, un méchant petit bout d'homme du régiment d'Astrakhan, entra, le revolver au poing. En voyant la foule des étudiants, il leva le chien, étendit le bras, et cria: « En arrière! » En même temps le détachement l'entoura et mit les baïonnettes en avant, il recula un peu, et de là commanda d'attaquer avec les baïonnettes; le détachement, frappant avec les crosses, refoula les étudiants dans la prison. On n'avait pas frappé beaucoup de personnes, mais les étudiants avaient rendu l'officier tout confus en le priant de garder sa pose tragique, le bras levé, pour le photographier. Cela, paraît-il, le vexa, et le voilà qui combine un plan de vengeance.

Nous sommes dans une autre cour, sans rien savoir, nous nous promenons tranquillement, et nous chantons, comme nous l'avions fait jusqu'alors pendant un mois et demi, lorsque tout à coup, par la porte cochère de la prison, de l'autre côté de la cour, entre une demi-compagnie de soldats, qui se forme en rangs et marche vers nous. Découragés et stupéfaits devant cette apparition insolite, nous nous taisons, attendant ce qui va suivre. Les soldats, sous le commandement du sous-officier le plus jeune, restent en lignes, et nous demandons: « Pourquoi ceci?... — Cessez de chanter, et à vos cellules, sinon... avec les crosses... » annonce le sous-officier. Naturellement, tout le monde rit, et ne fait pas attention. Il y eut alors des regards échangés entre les soldats, des chuchotements entre les sous-officiers, puis une manœuvre; à ce moment trois ou quatre voix se mirent à chanter; on nous entoura, et, sans nous avertir de quitter la place et sans exposer la raison de ces ordres, au commandement du sous-officier, commença la distribution de coups de crosse. Tout le monde est stupéfait, on se retourne et on demande: « Qu'avez-vous à frapper? vous voyez que nous allons tout seuls »; cependant on nous entoure de tous les côtés, et on nous flanque des coups... bien entendu — sauve qui peut. Alors les soldats virent rouge, et poursuivirent les fuyards avec des injures grossières, les battant tous et partout, sur la tête, à la poitrine: ils frappaient aussi ceux qui tombaient et ceux qui étaient par terre.

Quand on atteignit la porte, on se pressait, et c'était une bousculade... là aussi le « massacre » continua.

En voyant du troisième étage ce spectacle sauvage, les autres détenus enfoncèrent leurs portes et s'élancèrent à notre secours, et ils avaient déjà atteint le deuxième étage, lorsqu'ils furent arrêtés par la foule et les observations des camarades. Pendant ce temps, depuis le commencement de l'assommade, le brave sous-lieutenant se tenait à la fenêtre des water-closets, et observait de là; et lorsque les étudiants eurent été chassés vers les portes, il sortit en ricanant d'un air fat. A peine le dernier fut-il entré dans la porte de la prison, qu'aussitôt tous les soldats quittèrent la cour, même ceux qui avaient leur poste tout près de la porte cochère, et l'on put circuler librement dans la cour, ce qui fut pratiqué par beaucoup, entre autres par moi-même.

Il est évident que l'assommade avait été organisée de propos délibéré. Ensuite nous avons choisi des mandataires, et nous les avons envoyés auprès du directeur de la prison pour donner des explications; — là, ce Bielovodsky, sans nier son rire, en faisant remarquer que cela n'avait pas d'importance, parla surtout du chant, mais qu'est-ce au juste que l'on chantait, il ne le savait pas. D'une façon générale, il se conduisit d'une façon dégoûtante.

Dans notre réunion on résolut de réclamer le procureur, on rédigea la supplique à la cour d'appel, et l'on décida de charger une commission de rédiger un appel au public et au corps des officiers sur la conduite ignominieuse et infâme de Bielovodsky.

Dans ses explications, il avait dit entre autres choses que les soldats avaient frappé sans qu'il en eût donné l'ordre et qu'il craignait de sortir parce qu'il pouvait être entouré; le troisième étage l'avait sifflé, injurié, et lui jetait des bouteilles d'en haut, alors qu'il était déjà dans les cellules. Le directeur est parti chez l'inspecteur des prisons, et ce qui va suivre, on ne le sait pas. Seulement on a résolu d'exiger du procureur, et auprès du directeur, une enquête sur l'ordre intérieur.

N'est-ce pas que c'est gentil... on vous invite à vous promener, et puis on vous bat. A notre étage il y en a un grand nombre qui ont reçu des coups, plus qu'au troisième étage: moi, par exemple, qui écris ces lignes, je ressens une atroce douleur dans le dos, car c'est mon dos qui a eu le plus à souffrir. Dans notre groupe, à quelques exceptions près, presque tout le monde a eu sa part. Je vous prie de répandre ces nouvelles: il y a un esprit général d'irritation, d'abattement, chacun sent jusqu'aux larmes sa complète impuissance de citoyen de toutes les Russies. Tous prennent la plume et écrivent sur cette personnification de la brutalité.

(*Lettre d'un prisonnier*. — De l'*Européen*.)

L'Émeute des paysans dans le gouvernement de Voronège. — Tandis que dans les villes sévit la nagaïka, dans les campagnes rentrent en scène les verges, un peu délaissées ces derniers temps, à la suite des protestations de la presse. Tout récemment, pour réprimer l'agitation parmi les paysans des villages Novy et Stary Kourlac, la police locale, avec l'assentiment de M. Khvostoff, vice-gouverneur à Voronège, a cru devoir faire usage de cet instrument de supplice pour faire entendre raison aux paysans de ces deux villages, lesquels alléguaient leurs droits de propriété sur vingt-trois mille hectares de terre, qui actuellement sont en la possession de M. Stankievitch.

En effet, en 1797, peu après son accession au trône, l'empereur Paul avait fait don de ces terres au comte Koucheleff-Bezborodko, y compris les paysans qui les détenaient, libres jusque-là, et qui de ce chef passèrent à l'état de serfs du seigneur. Celui-ci les vendit plus tard à un certain Stankievitch, qui entra en possession de toute cette grande propriété.

D'après un arrangement avec leur propriétaire, lors de l'émancipation des serfs, ces paysans, au lieu de verser annuellement la somme exigée pour la rançon des lopins qu'ils cultivaient, continuèrent à faire la corvée chez le propriétaire trois à quatre jours par semaine.

Cependant, ils gardaient la conviction que ces terres, dont leurs aïeux avaient eu la jouissance, n'avaient été concédées à un autre propriétaire que pour une période de cent ans; ce terme passé, ils devaient naturellement prendre possession du domaine qui leur revenait de droit.

Le propriétaire et les autorités n'entendirent pas la chose de cette façon. La troupe fut envoyée pour rétablir l'ordre. Enfin on eut recours à la fustigation, à laquelle fut apporté un raffinement inconnu aux temps les plus obscurs du servage. On employa pour cette opération des verges qu'on prit soin de ne pas affranchir entièrement de branches latérales, de manière à former ainsi de grosses échardes. L'agent de police chargé de l'exécution supplia ses chefs en pleurant de le relever de cet office. Un autre plus zélé s'y employa si bien, que les patients perdirent tous connaissance sous les coups. On les emporta tout ruisselants de sang. Du corps de l'un de ces malheureux furent retirées plus de quarante échardes qui s'y étaient enfoncées.

Les officiers eux-mêmes, envoyés avec la troupe, protestèrent contre ces mesures excessives. Avant de partir, deux d'entre eux se hasardèrent à apostropher le vice-gouverneur en ces termes: « Votre Excellence, nous nous permettons d'espérer que le triomphe de la justice sera dû non à la cruauté, mais bien aux sentiments d'humanité. » Un autre protesta en invoquant la loi qui ordonne la présence d'un médecin dans le cas de l'application du châtiment par la fustigation. Un autre encore fut mis aux arrêts durant trois jours pour avoir protesté.

Le lendemain de ces représailles administratives, les paysans demandèrent au prêtre du village de dire un *Te Deum* sur la place « où notre sang a été versé », expliquèrent-ils.

Les autorités se plaisant à considérer dans cette demande le signe du repentir des paysans, ne s'y opposèrent pas et donnèrent l'autorisation de faire

l'office. On s'aperçut, mais trop tard, que ce n'était là qu'une autre manifestation plus tragique et plus poignante.

Malgré ces répressions, les paysans de Kourlac n'ont pas renoncé à la revendication des terres dont ils se croient propriétaires légitimes et ils se proposent d'y faire leurs semailles.

L'ordre n'étant pas entièrement rétabli, les troupes n'ont pas été rappelées.

Au château, ce sont des fêtes qui se succèdent, auxquelles sont conviés les représentants de l'autorité.

Parmi les émeutiers, douze hommes qui ont subi la peine de fustigation seront traduits devant le tribunal, dont un vieillard de quatre-vingts ans.

Cependant les esprits, loin d'être apaisés, sont plus que jamais surexcités. Huit jours après éclatait une nouvelle révolte et les paysans réussissaient à chasser la troupe de leurs villages. Un escadron de cavalerie vient d'être envoyé pour remplacer les fantassins.

Le mécontentement et la surexcitation des esprits gagnent aussi les villages avoisinants dans lesquels les paysans font des revendications de toutes sortes.

Le Comité local du Parti ouvrier russe à Kostroma vient de lancer une proclamation qui porte en tête : « *Le 19 Février.* » Après avoir fait l'analyse des causes qui ont amené l'abolition du servage en Russie, parmi lesquelles l'état arriéré du pays au point de vue économique, la guerre de Crimée, la nécessité du développement de l'industrie nationale, ce qui impliquait le travail libre, les difficultés financières dans lesquelles se trouvait alors le gouvernement, enfin les révoltes des paysans toujours plus fréquentes, le Comité envisage l'état actuel des choses, cette forme nouvelle de l'esclavage auquel le peuple est astreint de par l'exploitation capitaliste dans les villes et seigneuriale dans les campagnes et, d'autre part, par le joug du gouvernement qui pèse sur lui. Le Comité fait des vœux pour la libération des ouvriers dans les fabriques et pour la conquête complète de leur indépendance. « Mais, conclut-il, ce n'est pas de la grâce du Petit Père, ce défenseur des capitalistes et des seigneurs, que les ouvriers peuvent attendre leur émancipation. Ils la conquerront par leurs propres efforts dans une lutte sans trêve. Vive le mouvement ouvrier ! Vive le Parti socialiste-démocratique russe qui le guide ! Vive la liberté politique ! »

(*L'Européen*, 3 mai.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 10 mai. — Tirou : Le Chômage et ses conséquences.

Lundi 12. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 14. — Albert Métin, professeur agrégé d'histoire : Histoire de la troisième République : VII. de 1889 à 1900.

Jeudi 15. — Cours de diction, par M. Lancy.

∴

*L'Education libre du III*e. — Les camarades ayant des volumes de la bibliothèque sont invités à les rapporter les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures, et les dimanches jusqu'à midi chez le camarade Daviet, 26, rue Chapon.

Dimanche 25 mai, ballade de propagande à Brévannes.

∴

La dernière réunion de la campagne abstentionniste menée dans le onzième arrondissement par quelques camarades aura lieu le vendredi, 9 mai, au préau de l'école, 109, avenue Parmentier.

Les camarades Paraf-Javal, Dubois-Desaulle, Girault, Prost, Buteaud, Libertad développeront leurs idées.

Les camarades de toutes opinions, spécialement les socialistes révolutionnaires, sont priés d'y assister.

∴

*Bibliothèque Communiste du XV*e, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 heures et demie, causerie par un camarade.

Communications diverses et prêt de livres.

∴

Germinal, Université populaire de Nanterre, 37, rue Sadi-Carnot, à l'occasion du deuxième anniversaire de sa fondation, matinée avec spectacle et chants.

Les Universités populaires de Paris et de la banlieue assistent à cette fête laquelle resserrera encore les liens de fraternité et de bonne camaraderie qui unissent déjà toutes les Universités populaires.

Les camarades désirant passer la journée pourront, en apportant leurs vivres, déjeuner et dîner à *Germinal*.

∴

Amiens. — Dimanche 11 mai, Assemblée générale de la Coopérative l'*Union*. Conférence à 2 heures: L'abolition de la peine de mort civile et militaire.

∴

Chalon-sur-Saône. — Réunion tous les samedis à 8 heures du soir, salle Fourier.

Prêt de brochures.

∴

Roubaix. — Salle Narcisse Leplat, rue Sébastopol, 38, dimanche 18 mai 1902, à 6 heures précises du soir, grande fête familiale et d'éducation populaire, absolument privée, en souvenir des journées sanglantes de mai.

Conférence et représentation dramatique.

On peut se procurer des cartes chez Béranger, 38, rue Paul Bert.

∴

Marseille. — Le camarade Pottigny nous fait observer que ce n'est pas 50 fr. qu'il leur faut pour l'affaire Courtois, les frais de procès seulement se montent à 150 fr., sans compter l'aide à apporter au camarade.

∴

Bruxelles. — Les libertaires se réunissent tous les samedis, à 8 heures du soir, chez J. Baré, Chaussée de Forest, numéro 18, à Saint-Gilles. Discussion sur les points : Propagande et Tactique.

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Dimanche dernier, il a été décidé d'acheter : *L'Origine des espèces*, de Darwin — *Le Monisme*, de Hæckel. — *L'état de nos connaissances*, du même — *Education individuelle et hérédité*, de Le Dantec — et *Le Temple enseveli*, de Maeterlinck.

Ces volumes, une fois lus par les souscripteurs, seront ensuite prêtés gratuitement au public.

∴

Il a été donné à la bibliothèque : *Dans les Balkans — Le Colosse Moscovite trébuche*, par Mony Sabin, don de l'auteur.

Par l'auteur :

Toi — Instants de ville — La légende blasphémée — Le jour qu'on aime (vers), par Georges Pioch.

BOITE AUX ORDURES

Depuis quelque temps se publiait en italien, à Genève, une petite feuille (1) dont on ne saurait dire trop de mal. C'était une sorte de *Père Duchêne* ressuscité, une de ces élucubrations d'énergumènes qui vomissent la discorde.... »

Van der Vlugt.

(L'*Européen*, 3 mai.)

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Autour d'une vie, par Kropotkine, franco...	3 »
Les Aventures de Nono, J. Grave..........	2.75
La Colonne, Descaves.....................	2.75
Le Tréteau électoral, Léonard, couverture de Heidbrinck..........................	0.15
L'Election du Maire, Léonard, couv. de Valloton................................	0.15
Organisation, initiative, cohésion, J. Grave, couv. de Signac....................	0.15
La Grève des électeurs, Mirbeau, couv. de Roubille..............................	0.15

Lithographies :

L'Assassiné, de L. C. Dissy...............	1.40
La Jeune proie, Lochard..................	—
Les Bienheureux, Heidbrinck.............	—
Les Défricheurs, Agar....................	—
Ceux qui mangent le pain noir, Lebasque.	—
Le Calvaire du Mineur, Couturier.........	—
Education chrétienne, Roubille...........	—

(1) C'est du *Réveil* publié par les amis de Genève qu'il s'agit.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock : *Quesnay de Beaurepaire*, par le capitaine Paul Marin ; 1 vol., 3 fr. 50. — *Félix Faure*, 1 vol., 3 fr. 50.

Dans les Balkans. — Le colosse moscovite trébuche, 2 brochures par Mony Sabin, en vente 244, rue Saint-Jacques.

El Llanto del Alba, par Felipe Cortiella ; brochure, tipografia « l'Avenç », Ronda de la Universidad, 20, Barcelone.

La Fin du chômage, par E. Pacault, 1 broch., 1 fr., chez l'auteur, 10, rue Saint-Bon.

A bas la caserne, par U. Gohier, 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.

A voir :

L'Assiette au beurre, nº 57.

PETITE CORRESPONDANCE

Cercle l'Initiative, Verviers. — Convocation trop tard. Mardi matin.

B. F., à Lisbonne. — La *Revue Bleue* coûte 0 fr. 50. Vous aurez le numéro en le demandant à l'éditeur Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

E. S., à Etampes. — Le numéro 1, c'est *Patrie et Internationalisme*, épuisé.

D., rue C. — Avec votre envoi, cela fait 2 fr. 50.

M. V., à Thuir. — C'est l'édition russe qui est à 2 fr.

L. — Oui, il en a pris cent.

B., à Roubaix. — Cela va bien. Voulez-vous nous envoyer des *Peste* en échange de nos dernières brochures ?

D., à Beauvais. — Oui, nous attendrons.

M., à Montner. — La première, oui. La seconde, adressez-vous à Robin, 5, passage du Surmelin.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : Papillon, 1 fr. — Fr., 1 fr. — Pour les camarades espagnols : Saleux : Pour elle, toujours, un solidaire, 0 fr. 50 ; Pour détruire l'armée, 0 fr. 25 ; La liberté d'opinion de Saleux, 2 fr. ; Un soldat de la Révolution, 1 fr. ; Fraternelle poignée de main aux camarades d'Espagne, 0 fr. 50 ; Pour supprimer les policiers, 0 fr. 50 ; Jeunesse libertaire d'Amiens, 8 fr. 15 ; Les employés de la Coopérative l'*Union*, 2 fr. 65. Ensemble : 15 fr. 15. — Total : 17 fr. 15. — Listes précédentes : 17 fr. 15. En caisse : 34 fr. 30.

Reçu pour Courtois, F., 2 fr. — D. F. B., Allemagne, 2 fr.

Nous avons reçu du *Groupe d'éducation sociale* de Clarens 50 fr. pour ceux de Barcelone. Les ayant expédiés de suite à la *Revista Blanca*, nous ne les faisons pas figurer en compte.

Reçu pour le journal : Jeanquimarche, 20 fr. — L. M., 2 fr. 50. — D., à Zurich, 1 fr. — F., 3 fr. 80. — P., à Mouy. — R., à Warigny, 2 fr. — A. G., 0 fr. 50. — Bruneteaux, 1 fr. — H. G., 0 fr. 50. — J. d'H., à Gand, 1 fr. — Merci à tous.

G., à Istres. — P., à Beauville. — P., à Liège. — L., au Havre. — V. D., à Amsterdam. — J. S., à Dordrecht. — N., à Berne. — E. P., à Vienne. — O. K., à Genève. — V., à Tulle. — L. B. T. — A. M., à Lisbonne. — D., rue M. — V. D., à Paris. — J., à Charolles. — B., à New-York. — G. H., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 3 DIX CENTIMES DU 17 AU 23 MAI 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

FAUT-IL VOTER?

Sous ce titre, M. Gustave Geffroy a écrit, dans la *Dépêche* du 18 avril, une consultation où il concluait que, pour faire face au nationalisme envahissant, il fallait soutenir de son vote les candidats républicains, quitte à avoir, encore une fois, des déceptions quant à la réalisation de leurs promesses!

Cela est déjà bien gentil comme inconséquence, mais il y appuie :

« Eh bien ! oui ! il faut voter toujours et malgré tout, malgré toutes les déceptions et tous les dégoûts. Tant pis pour ceux qui nous déçoivent et qui nous dégoûtent ! »

Faut croire qu'ils ne le dégoûtent pas tant que cela, sinon il les laisserait pour ce qu'ils valent. A moins que, comme le chien de l'Ecriture, il n'aime retourner à ses vomissements.

« Tant pis pour ceux qui nous dégoûtent ! » Je trouve, moi, que c'est tant pis pour celui que l'on trompe et qui est assez stupide pour continuer sa confiance à un mode d'activité que l'expérience, mille fois renouvelée, lui a démontré stérile. Tant pis pour nous tous qui souffrons de la bêtise générale.

Mais aux littérateurs faut-il demander une logique bien rigoureuse?

⁂

Ce qui décide M. Geffroy à voter malgré tout, c'est que, tout dernièrement, il a discuté avec quelques-uns de ses bons amis : littérateurs, artistes, « qui se tordent de rire en donnant libre cours à leur indignation lorsque cette affirmation du vote nécessaire est proférée devant eux, mais dont aucun n'a pu lui exposer un moyen d'action pouvant servir à tous, à la façon du vote ».

Et il ajoute :

« Notez bien que ces farouches ne sont nullement des ennemis de fait de cet ordre social avec lequel ils prétendent n'avoir aucun contact . . . .

« Les contradicteurs dont je parle, excellentes gens, charmants garçons, participent fort bien aux avantages et aux honneurs sociaux. Ils sont presque tous pourvus de titres honorifiques, officiers d'Académie ou chevaliers de la Légion d'honneur, et tous acceptent notre temps comme il est et les bénéfices sociaux comme ils se présentent, puisqu'il leur faut vivre et faire vivre les leurs. Il n'y a que lorsqu'il s'agit de mettre un bulletin de vote dans l'urne qu'ils se déclarent irréconciliables. »

Que les amis de Geffroy n'aient pu lui faire l'exposé d'un mode d'action plus efficace que le bulletin de vote, c'est très compréhensible.

En effet, combattre le système actuel et participer à ses avantages, prendre place dans sa hiérarchie, se mêler à ses mascarades, ne nous met pas en posture de pouvoir le combattre ouvertement et efficacement. Il y a là un manque de logique qui est fait pour les embarrasser.

Si toute leur conception de la résistance à l'exploitation, à l'autorité se borne à se refuser, tous les quatre ans, à la mise d'un petit papier dans une boîte, et, le reste du temps, à se plier aux conventions sociales, à faire la cour au gouvernement pour en tirer honneurs et profits, cela, évidemment, est maigre comme action. Leur abstentionnisme n'a pas plus de valeur que le j'm'enfoutisme de celui qui ne va pas voter parce qu'il n'y pense pas, ou qu'il a une partie de billard à terminer.

Mais de ce que les contradicteurs de Geffroy n'ont pas pu lui fournir l'exposé d'une action rationnelle, cela prouve seulement qu'il n'a pas su où s'adresser pour avoir des arguments en faveur de l'abstention ; mais ne prouve nullement qu'il a le droit d'en conclure qu'il faut voter, voter encore et toujours, voter jusqu'à la satiété, voter jusqu'au dégoût.

⁂

En s'abstenant de prendre part au vote, les anarchistes démontrent toute l'inanité de ce mode d'action, ils démontrent tout ce qu'une campagne électorale cache de mensonges, de palinodies, de marchandages et de déloyauté — ce qui, déjà, serait une raison suffisante pour ne pas s'y salir les mains.

Mais ils démontrent aussi que, dans l'organisation capitaliste qui existe, il ne peut en être autrement, et, de plus, que le suffrage universel ne peut être que le triomphe des charlatans et des médiocres.

Les partisans convaincus de l'abstention, affirment, et démontrent que, loin d'être de l'action, le suffrage universel n'est qu'un soporifique qui pousse les gens à se reposer, pendant quatre ans, sur les promesses d'un individu, avec, au bout, une agitation stérile de trois ou quatre semaines, où les injures et les mensonges remplacent les idées et les arguments. Et comme conclusion, l'électeur souverain affirmant sa souveraineté, en se déléguant un maître pour quatre nouvelles années, un maître qu'il ne choisit même pas, car il lui est impossible d'échapper à la suggestion des coteries, des comités, et de la réclame.

⁂

Les abstentionnistes, eux, disent encore : « Ne vous reposez sur personne du soin de faire vos affaires. Ce n'est pas tous les quatre ans que vous devez faire entendre vos réclamations, mais chaque jour, à toute heure, à chaque fois que vous vous sentez lésés dans vos intérêts matériels ou intellectuels.

Au lieu de disputer, de batailler pour un individu qui devra obtenir du pouvoir que vous contribuez à établir, les réformes que vous demandez, travaillez donc à les obtenir vous-mêmes, en vous groupant, en vous organisant pour les imposer à ceux qui se sont érigés vos maîtres.

Au lieu de perdre votre temps à chercher une majorité dans le pays d'abord, puis au Parlement, faites donc appel à tous ceux qui pensent comme vous, sur un point spécial; entendez-vous pour réaliser ce point spécial; celui-là une fois réalisé, vous vous regrouperez pour en réaliser un autre.

Pour élire un député, il faut s'entendre sur une foule d'idées générales ; pour lui créer la majorité qui doit l'imposer, il faut prendre aux uns, éliminer à tous, faire une sorte de cote mal taillée, qui, le plus souvent, ne laisse rien subsister des idées primitives, satisfaisant seulement les timorés et les rétrogrades.

En admettant que le député reste fidèle au mandat reçu, il faut qu'il recommence à la Chambre cette petite besogne de trafics; qu'il taille, rogne dans ses projets de réforme, pour arriver à la faire accepter par la majorité.

La séparation des Eglises et de l'Etat que le corps électoral réclame depuis l'institution du suffrage universel, est une illustration suffisante du sort qui attend toutes les réformes de quelque valeur que l'on peut proposer.

En somme, lorsqu'une réforme arrive, par hasard, à être votée, c'est qu'elle ne signifie plus rien ; c'est qu'on en a retiré tout ce qui pouvait être nuisible au système qu'il s'agissait de modifier; l'électeur n'y retrouve plus l'amélioration mirifique qu'il entrevoyait à travers les discours pompeux de ceux qui la lui prônèrent.

⁂

Pour former un parti, il en va de même. Plus il embrasse d'idées générales, plus il est forcé de les châtrer s'il veut réussir à grouper une force, surtout la force numérique, comme ceux qui se réclament du vote.

Si on se groupe en vue de la réalisation d'une seule idée, il y a plus de chance de la faire comprendre dans son ensemble; s'il y a divergence sur les moyens à employer pour sa réalisation, le but reste le même. C'est sur le même abus qu'il s'agit de frapper. De quelque façon qu'il soit frappé, il y a des chances pour que chaque coup porte.

Mais, pour réussir, il faut, évidemment, prendre au sérieux les idées que l'on professe — ou que l'on croit professer. Il ne faut pas que ce soit une simple cocarde que l'on pique à son chapeau en vue d'épater le bourgeois, pour se donner un petit cachet d'originalité. Cela implique une lutte continuelle contre tout ce qui existe, une lutte qui, parfois, ne va pas

sans risques, mais plus active, plus féconde en résultats que le suffrage universel.

Et qui va sans dégoûts, et sans déceptions, puisqu'il ne s'agit plus que de compter sur soi-même.

J. Grave.

LES ÉLECTIONS

Une fois de plus, le peuple souverain vient de se donner les maîtres qu'il mérite. Il a exercé sa souveraineté d'un jour, et ses nouveaux « délégués » vont pouvoir exercer la leur pendant quatre années.

D'ores et déjà, l'on est certain que rien ne sera changé — et il ne pouvait en être autrement — dans le nouveau personnel politique. L'ensemble ne dépassera pas en valeur l'ancien, et les travailleurs continueront à être gouvernés par une minorité d'avocats, de pions, de médecins et de gros exploiteurs. Comme par le passé, cela se traduira par de nouvelles charges, par de nouvelles lois que devront supporter ces mêmes travailleurs, et, soit dit en passant, ils ne l'auront pas volé, puisqu'ils se sont fait encore une fois les propres artisans de leur asservissement.

Malgré qu'il ait été constaté que, grâce au « battelage » des candidats, l'on ait un peu plus voté que les autres fois, le nombre des abstentions atteignait au premier tour un peu plus de 24 0/0 des inscrits : chiffre qui n'est pas à dédaigner.

Au point de vue politique, rien ne sera changé, et la nouvelle Chambre sera sensiblement identique à la précédente. La « Défense républicaine » retrouvera sa « majorité compacte », prête à toutes les servitudes, à toutes les lâchetés.

Paris, la « ville Lumière », continue à être la ville patriotarde et nationaliste, principalement dans le centre où se trouvent les représentants du gros commerce, de l'industrie et de la finance ; et si le socialisme de gouvernement triomphe dans quelques quartiers plus spécialement ouvriers, il subit de rudes atteintes dans beaucoup d'autres. Peu s'en est fallu que l'expérience Millerand ne se traduisît pour lui par un échec, et, malgré toute la pression, toutes les corruptions et toutes les promesses, lui, jadis élu au premier tour sans concurrent, arrive à peine à réaliser une faible majorité de 350 voix. Il y a des victoires qui ressemblent beaucoup à des défaites, et c'est là un grave échec pour le ministérialisme socialiste.

Parmi les socialistes de marque battus, il convient de citer Viviani, l'un des principaux lieutenants de Millerand, qui mord la poussière, battu par l'infect avocat nationaliste et militariste Auffray.

Deville qui, après avoir été un guesdiste sectaire et intransigeant, s'est affirmé au Congrès socialiste de Tours comme l'un des représentants du socialisme le plus opportuniste, dans l'espérance de reconquérir un siège qu'il avait dû jadis abandonner, est rendu aux douceurs de la vie privée, battu par un valet de M. Rochefort. Allemane, qui négocia le parti qui porte son nom pour un siège de député, qui, à peine à la Chambre, renia, par ses premiers votes, tout un passé et toutes les espérances des travailleurs qui s'étaient mis à sa remorque, va pouvoir se consacrer tout entier à son métier d'imprimeur, et, avec l'échec de Renou, ce qui reste du parti dit « allemaniste » se trouve sans représentant au Parlement. Ce sont les résultats piteux et lamentables auxquels ont abouti les marchandages politiques de M. Allemane. Parmi l'infecte coterie nationaliste, quelques échecs retentissants aussi : M. Alphonse Humbert, l'ex-Père Duchesne, assagi et devenu sur la fin de ses jours éditeur de faux et patriotard.

Enfin, les Paulin Méry, Girou, Paul Bernard, ces épaves de l'ancien boulangisme, sont rendus eux aussi à la vie privée.

Dans les départements, les « têtes » ont été moins atteintes qu'à Paris et la comédie moins brillante. Brisson, battu à Paris, a trouvé preneurs à Marseille qui est décidément la première ville de France, et M. de Pressensé est élu à Lyon. Nous le verrons donc à la Chambre et l'inaction dans laquelle sera tenu cet homme, actif après tout, qui viendra se briser contre l'impuissance du parlementarisme, viendra renforcer ce que nous répétons à tous instants, qu'il n'y a rien à attendre, pour les exploités, de cette action décevante.

Souhaitons fermement que cette nouvelle législature, par la stérilité de son action, montre enfin aux travailleurs qu'ils n'ont rien à attendre que d'eux-mêmes et de ce qu'ils seront capables d'imposer à leurs exploiteurs.

En attendant, nous donnons rendez-vous dans quatre ans à tous ceux qui viennent de se donner ces nouveaux maîtres, pour nous montrer ce qu'il y aura eu de changé. Peut-être comprendront-ils mieux alors.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

Les erreurs judiciaires (qui ne sont pas toujours des *erreurs*) pullulent plus que jamais. Il y aurait là de quoi faire réfléchir les hommes qui ont accepté l'extraordinaire métier de juges, et les faire trembler, à chaque arrêt qu'ils signent, devant l'épouvantable responsabilité qu'ils assument. Mais la généralité des hommes — aussi bien gouvernés que gouvernants — semble agir machinalement, par pure habitude, et ne pas se rendre compte de la gravité des actes qu'ils accomplissent. A cette routine criminelle se joint souvent, chez les jugeurs, le parti pris bien arrêté de rendre des jugements conformes à l'intérêt de leur caste.

C'est Rabiet, dont le procès vient d'être revisé, avec toute la mauvaise grâce possible. C'est le pharmacien Danval, au bagne depuis plus de vingt ans pour avoir empoisonné sa femme, crime que rien ne prouve ; mais comme il n'y a pas de fait nouveau, la loi ne permet pas qu'on revise son procès. Vive la loi ! Alors on sollicite sa grâce du brave homme Loubet. Mais le brave homme Loubet n'a pas la grâce rapide. Comme Dreyfus, comme Reynier, comme Cyvoct, comme Brierre, comme tant et tant d'autres, Rabiet et Danval, reconnus innocents aujourd'hui, avaient été condamnés sans preuves, grâce à des policiers faussaires, des juges menteurs ou des experts imbéciles. Condamner les hommes sans preuves ! Cela existe. Et tandis qu'ils ne cessent de crier leur innocence dans la nuit de leurs geôles, leurs juges dorment sur leurs deux oreilles...

C'est aussi ceux qu'on enferme comme fous, uniquement parce qu'ils gênent et pour s'en débarrasser : Mlle Cauredon ; Dalebra, Pronant, le caporal Lefèvre. Le caporal Lefèvre faisait de la propagande anarchiste dans sa caserne : pour ne point faire de bruit autour de cet exemple pernicieux et ne point faire germer d'autres « grains de blé », on l'enferma silencieusement parmi les fous. Jugé et condamné, son martyre avait une limite ; décrété fou, qui sait si son emprisonnement aura jamais une fin ?

Et puisque nous en sommes sur les sentences iniques, pensons aussi à Liard-Courtois que les marchands de justice de Marseille veulent renvoyer à son bagne, pour avoir dit la sympathie que lui inspiraient les insurgés de Barcelone et dont l'affaire vient encore d'être renvoyée au 21.

Dire qu'un cerveau de juge ressemble au cerveau d'un homme ordinaire. Est-ce possible ?

*
* *

Un train a déraillé sur la ligne du Nord, faisant un nombre considérable de morts et de blessés. Jusqu'ici rien que de normal. Mais si l'on réfléchit que ce train était rempli de pèlerins allant à Lourdes, et qu'il s'est mis à dérailler juste sur un remblai, afin que la chute fût plus haute et l'écrabouillement mieux réussi, on est obligé de reconnaître le miracle et de s'incliner devant le doigt de Dieu. Oui, Dieu existe, n'en doutons plus ; toutes les momeries des cagots commencent à l'agacer, et il étudie les moyens d'empêcher ceux-ci d'aller à Lourdes. Qu'il continue dans cette voie-là : c'est la bonne.

Les croyants veulent des miracles ; ils sont servis.

R. C.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Je m'étais un peu dépêché à constater qu'aucun syndicat ouvrier n'avait prêté son appui et ne s'était mêlé aux vaines agitations électorales. L'on m'en signale deux. Pour l'un, cependant le « syndicat des postes et télégraphes », il est inutile d'insister. Ce simili-syndicat fondé par — et ayant à sa tête — des hommes dans la main du baron socialiste n'a rien en somme d'un groupement prolétarien. Les travailleurs qui en font partie ont pour patron Millerand, et malheur à qui ne contresignerait pas les platitudes de ceux qui sont à la tête de cette organisation. Pour la campagne électorale, 6.000 affiches de félicitations au baron ont été posées dans Paris, recommandant aux « électeurs » les députés qui avaient soutenu de leurs votes Millerand et ses copains. Affiches et timbres n'ont pas coûté cher au « syndicat » ; mais passons.

L'autre syndicat, que ses dirigeants ont cru devoir engager dans la galère électorale, est celui plus puissant, et que j'avais cru plus sérieux, des « travailleurs des chemins de fer ».

Quoique ayant beaucoup perdu de son importance et surtout de sa valeur numérique à la suite de l'échec retentissant de sa tentative de « grève générale », il était à espérer et à souhaiter qu'il s'en relevât petit à petit. Je me permets d'en douter après la manifestation et la campagne électorale que ses chefs viennent de mener en faveur d'une certaine catégorie de candidats, campagne où l'on a même été jusqu'à défendre des candidats qui, loin de se montrer sympathiques aux travailleurs des chemins de fer, s'étaient même déclarés contre les réformes fondamentales présentées par cette organisation. C'est ainsi que des militants du syndicat, et non des moindres, ont fait campagne pour M. Millerand, qui a voté *contre* le projet Bertaux, préconisé et soutenu par le syndicat. D'autre part, le journal spécial que publie le syndicat, donne trois listes de candidats qui ont voté contre leurs intérêts, mais trois listes incomplètes, tronquées avec tant de parti pris que l'on a cru devoir les faire suivre de cette note :

« Nous avons écarté, des trois listes qui précèdent, les noms des députés qui, bien que n'ayant pas défendu nos intérêts en toutes circonstances, ne peuvent être combattus, au scrutin de ballottage, sans danger pour l'idée républicaine. »

J'ignore si, comme me l'écrivent les camarades du syndicat des chemins de fer qui m'ont fourni ces renseignements, M. Guérard, qui fut cependant un homme habile, a juré de détruire l'organisation dont il est l'âme, et j'avoue avec ces camarades que, s'il en était ainsi, il n'agirait pas autrement ; mais je persiste à croire qu'il y aurait autre chose à faire qu'à se retirer purement et simplement, comme ils m'en expriment l'intention.

P. Delesalle.

États-Unis.

Johann Most, éditeur à New-York du journal anarchiste *Liberté*, vient d'être arrêté.

Condamné à un an de prison en vertu de la nouvelle loi sur les menées anarchistes, Most avait disparu depuis sa condamnation et avait pu échapper aux recherches de la police.

Hier, au cours d'un meeting auquel assistaient plus de deux mille personnes, il est arrivé au milieu de la séance et a pris place au bureau. La police, aussitôt prévenue, voulut s'emparer du condamné. Un désordre indescriptible s'ensuivit, les assistants ayant tenté d'abord de s'opposer à son arrestation.

Most fut néanmoins arrêté ainsi qu'un certain nombre d'individus déjà recherchés par application de la nouvelle loi sur les anarchistes.

(*Le Temps*.)

Egypte.

Le Caire. — Les ouvriers cigarettiers ont l'habitude de fêter, avec leurs patrons, le jour de la fondation de leur association qui tombe le 1er mai. Cette année, ils ont commencé la fête au théâtre Mille et une Nuits. Aussitôt que les bourgeois, chefs de cette association, eurent terminé leurs discours, où ils conseillaient aux ouvriers l'obéissance et la soumission aux patrons et à la loi, le camarade Panos prit, en grec, la parole.

Ensuite ont parlé les camarades Catz, en allemand, et Parrini, en italien. Nos trois orateurs ont tâché, malgré les interruptions et les protestations des bourgeois, de démontrer que ce n'est pas en s'associant à leurs exploiteurs qu'ils peuvent améliorer leur situation ; ce n'est qu'en résistant à leurs exigences qu'ils atteindront le but de leurs revendications et de leur émancipation. Naturellement, la parole des anarchistes n'a pas été complètement tolérée — je le répète — par les bourgeois, auxquels ladite association est inféodée, mais cela sert à quelque chose quand même.

Je saisis cette occasion pour faire remarquer que la grande difficulté que l'on rencontre dans ce pays pour faire de la bonne propagande, c'est la

quantité nombreuse des divers langages qu'on y parle.

ROBERTO D'ANGIÒ.

Brésil.

Au Brésil, le mouvement socialiste et anarchiste balbutie encore. La population indigène et portugaise s'occupe trop peu d'anarchie. Il faut éveiller l'attention du peuple, il faut commencer. Un journaliste brésilien a écrit un de ces jours que le socialisme est une « plante exotique » au Brésil, ce pays n'étant pas dans les conditions de la vieille Europe; que le socialisme brésilien n'est qu'un rameau du socialisme italien. Il y a du faux et du vrai dans ces mots, vous le savez. Le capitalisme, avec toutes ses misères, ne fleurit pas plus ailleurs qu'ici. La ville où je suis, par exemple, est une ville toute commerciale; une concurrence farouche, désespérée règne à San-Paulo. Chacun tâche de s'enrichir le plus vite pour s'en aller. Le chômage devient de plus en plus affreux. Et San-Paulo — tous sont d'accord pour le reconnaître — est la ville la plus riche du Brésil... Les travailleurs des *fazendas* (grandes propriétés rurales), arrivés de l'Europe, Italiens pour la plupart, remplacent les anciens esclaves africains, ce sont de nouveaux esclaves. Chaque jour quelques journaux, surtout le quotidien socialiste *Avanti!* rédigé en italien, font des récits noirs à l'égard de ces pauvres victimes des rois du *sertão* (la forêt sauvage), les *fazendeiros*, ces grands seigneurs du moyen âge. Non; ce n'est pas faute de misère que le socialisme n'a pas encore pris racine au Brésil. La misère n'est pas révolutionnaire. Vous savez bien le pourquoi de ce manque de mouvement socialiste. Mais notre journaliste bourgeois, qui voit tout rose autour de soi, a raison en ce qu'il constate que le socialisme n'a pas encore pénétré parmi les nationaux. Donc, pour le Brésil, notre tâche devient très difficile. D'ailleurs notre journal a peu de collaborateurs de langue portugaise. Queiroz retourne bientôt au Portugal; Mota est très affairé: tout le travail tombe sur moi.

O Amigo do Povo est aussi destiné au Portugal. Dans ce pays il y a déjà un beau mouvement anarchiste, surtout à Porto et à Lisbonne. A Porto, que je connais mieux, car j'y restai longtemps, nos idées ont conquis les éléments ouvriers les plus sains. Elles ont pénétré aussi parmi les étudiants, d'une façon on ne peut plus satisfaisante. Mais l'infâme loi du 13 février y tue tous les journaux anarchistes; sous un prétexte quelconque on supprime le journal, on saisit les rédacteurs. Lors de la mort du roi d'Italie, le dernier journal paru à Porto, *A Aurora*, a noté tout simplement l'illogisme des journaux bourgeois qui versent de grosses larmes sur le cadavre d'un roi et qui laissent passer sans commentaire les télégrammes annonçant la mort de centaines d'ouvriers. Immédiatement notre ami Christiano de Carvalho et l'éditeur responsable ont été saisis et le premier a dû rester 5 mois à la prison, jusqu'à son jugement... A Lisbonne, il y a un journal, *A Obra* (*L'Œuvre*), mais il n'est pas dédié à la seule propagande libertaire; il est plutôt l'organe d'une coopérative.

NENO VASCO.

Philippines.

MANILLE, 8 avril. — Aujourd'hui, à la séance de la cour martiale, le major Littleton W. T. Waller de la marine, accusé d'avoir exécuté des habitants de Samar sans jugement, contredit la déposition faite hier par le général Jacob H. Smith, commandant les troupes américaines dans l'île de Samar.

Le major affirme que le général Smith lui avait donné comme instructions de massacrer et d'incendier; lui disant que plus il tuerait et brûlerait, plus il lui ferait plaisir; qu'il ne fallait pas de prisonniers, et qu'il devait faire de Samar un amoncellement de ruines et de cadavres.

Le major Walter avait demandé au général Smith à partir de quel âge il fallait épargner, et celui-ci avait répondu: « Tuez tout ce qui a plus de dix ans. »

Le major répéta cet ordre au capitaine Porter, en ajoutant: « Nous ne ferons pas la guerre de cette façon contre les vieillards, les femmes et les enfants. »

Le capitaine David D. Porter, le capitaine Hiram I. Bearss et le lieutenant Frank Halford, tous officiers de marine, confirment ce témoignage.

La défense demande qu'une assignation soit envoyée à l'adjudant général, pour produire les rapports sur le massacre du détachement de la 9e infanterie à Balangiga, afin de réfuter la déclaration du général Smith prétendant que l'attaque avait été conduite selon les lois de la guerre. La requête est accordée.

* * *

NEW-YORK, 8 avril. — L'*Evening Post* publie une lettre d'un correspondant à Manille qui décrit les cruautés infligées aux habitants par les soldats américains dans l'archipel, et garantit sa sincérité. La lettre dit, entre autres choses:

« Il ne faut pas oublier que l'indigène qui fournit des informations aux Américains est dans une position peu enviable. Il n'est pas à Manille ou dans une ville de garnison où les Américains peuvent le protéger, mais au milieu de gens hostiles à notre cause; et lorsqu'il songe à la cruauté gratuite du soldat américain, le Philippin armé peut bien hésiter avant de s'attirer l'animosité de ses compatriotes.

« Mais se refuse-t-il à fournir des renseignements, on l'y contraint par la force. Les maîtres incontestés dans l'art de la torture sont les éclaireurs Macabebe, ennemis héréditaires des Tagals. Les soldats vous raconteront avec joie leurs supplices infernaux. Des hommes sont liés par les pouces; d'autres sont suspendus à des branches d'arbres avec du feu allumé sous eux, et la chaleur et la fumée se chargent de les amener à soumission; d'autres ont la poitrine broyée. « C'est étonnant, disait un soldat, comme il suffit de peu de coups pour faire venir le sang à la bouche. » On prend un faisceau de bambous, lié à une extrémité, et on introduit chaque baguette entre les doigts de la main; puis on comprime l'autre extrémité du faisceau. La douleur causée est horrible.

« Mais la question par l'eau! Si les tortures dont je viens de parler sont infernales, le supplice de l'eau est l'enfer lui-même. L'indigène est renversé à terre, ses bras et ses jambes sont attachés, sa tête est soulevée légèrement afin de pouvoir verser l'eau dans la bouche le plus commodément possible. Essayer de garder la bouche fermée est inutile: avec une baguette de bambou ou en pinçant le nez, on obtient l'effet désiré. Alors on verse l'eau, et le pauvre malheureux doit avaler ou étrangler. Un gallon (1) d'eau est déjà beaucoup, pourtant il est suivi d'un second et d'un troisième. La victime sent que son corps va éclater. Elle se trompe, car on lui verse un quatrième et même un cinquième gallon. Le corps devient effrayant à contempler, la souffrance et l'agonie sont épouvantables à voir. Dans cet état, parler est impossible au patient, et il faut que l'eau ressorte de son corps. Quelquefois on la laisse sortir naturellement, mais d'autres fois on hâte sa sortie en faisant pression. « Nous sautons parfois sur eux pour faire sortir l'eau plus vite », me disait un jeune soldat en souriant, — un tout jeune soldat, un vrai enfant, à peine échappé des jupes de sa mère. Je ne m'étonnai pas quand un officier, à qui je demandais s'il avait souvent assisté à ce spectacle, me répondit: « Pas souvent; cela révoltait trop mes sentiments. »

« Est-il possible que cette cruauté aille plus loin? Et que devons-nous penser du courage des indigènes, quand nous apprenons que bien souvent il faut donner deux fois la « question », avant que le patient obéisse? J'ai entendu parler d'un qui la supporta trois fois, et mourut.

« Combien de fois cela a-t-il eu lieu? Nul ne le sait. Un sergent me raconta qu'il avait vu infliger ce supplice à deux ou trois cents individus, et quelquefois à vingt dans un seul jour. Un autre en avait vu quatre-vingts. Un officier en vit quatre, mais savait que cela avait eu lieu deux cents fois.

« La pitié des officiers pour les indigènes qui subissent ce traitement est la seule expression de sympathie à l'égard des Philippins. J'ai entendu un mot de pitié des lèvres d'un soldat — d'un seul. Ces choses ne sont point agréables, mais elles sont vraies. »

La lettre est datée de Manille, 6 mars, et est écrite à propos des cours martiales qui fonctionnent en ce moment dans les îles.

(Traduit de *The Republic*, Saint-Louis, numéro du 9 avril 1902.)

(1) *Plus de quatre litres.*

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Jean-Pierre.

Souvent des camarades nous ont écrit pour nous signaler l'absurdité des livres d'éducation ou de lectures mis entre les mains de leurs enfants et ils insistaient sur l'utilité de la création de publications enfantines.

L'idée est excellente.

Depuis longtemps les cléricaux l'ont mise en pratique et nous savons tous que c'est par millions d'exemplaires qu'ils répandent sous forme d'images, de livres, la stupidité, et la mauvaise foi.

Les bourgeois, de leur côté, ont fait quelque chose; à l'abrutissement clérical, ils ont ajouté l'abrutissement militariste.

Des publications spéciales pour les enfants et la jeunesse ont été faites pour exalter le culte de l'autorité, la force brutale et les hauts faits des massacreurs.

Et ces publications vivent et prospèrent.

Il est temps de réagir et nous devons songer aux enfants.

Ici même nous avons créé un « coin des enfants » dans l'impossibilité de faire mieux. Cela est insuffisant.

Devant cet état de choses, des camarades ont fondé un petit organe, le *Jean-Pierre*, dont nous avons déjà parlé.

Partie très modestement, cette publication en est à son 12e numéro.

Ecrire pour les enfants, les amuser, les instruire, les amener à comprendre et à réfléchir par eux-mêmes en dehors de toute morale imposée est chose fort difficile et délicate.

Nos camarades du *Jean-Pierre* le savent, mais hardiment ils sont partis et nous les en félicitons.

A ceux qui désirent mettre une littérature saine entre les mains de leurs enfants de s'adresser à *Jean-Pierre*.

A tous de le soutenir.

J. H.

Nous rappelons aux camarades que *Jean-Pierre* paraît deux fois par mois et qu'il est illustré par Steinlen, Hermann-Paul, Roubille, Creiche, Hénault, etc.

Le prix de l'abonnement est de 3 fr. par an pour la France, l'Algérie et la Tunisie, et de 5 fr. pour l'étranger et les autres colonies.

L'adresse est: 8, rue de la Sorbonne, Paris, 5e arrondissement.

* * *

Le vent est en ce moment au coopératisme. Nombre de camarades, poussés par le besoin — très légitime — de se soustraire au travail de l'atelier patronal, — surtout depuis le succès de l'imprimerie *l'Emancipatrice* — se sont lancés à l'organisation de coopératives de leur métier.

Pour les entreprises analogues que nous avons autrefois annoncées, il y a eu tant de déceptions, que nous sommes devenus un peu sceptiques à cet égard, et que nous laissons, le plus souvent, dormir les appels que l'on nous envoie.

Notons, cependant, la coopérative des ouvriers cordonniers sur mesure, 18, rue Molière, qui a déjà du travail pour deux ouvriers, qui se rendent à domicile pour prendre mesure, mais demandent 25 francs par paire, ce qui ne me semble pas de la chaussure de prolo.

* * *

De Londres, nous recevons un appel en faveur de la création d'une maison d'édition d'œuvres sociologiques. L'adresse: Pietroraroia, 6, Upper Rupert street, London W.

* * *

A Genève, des camarades s'occupent également de l'organisation d'une maison semblable.

* * *

La *Revue Sociale des Travailleurs du Livre* organise dimanche prochain, 18 mai, une promenade-excursion au bois de Verrières. Le rendez-vous est fixé à 9 h. 45, rue de Médicis, à la station terminus du tramway Antony-Arpajon. Départ à 10 h. 5 pour les voyageurs par tramway, et à 10 h. porte d'Orléans pour les cyclistes qui rejoindront les premiers à la halte du pont d'Antony.

Prix du voyage: 0 fr. 80 aller et retour. — Prière de se munir des vivres nécessaires à un repas froid

qui sera pris sous bois. — Le pain et les liquides pourront être achetés au village de Verrières.

Organisées de la façon la plus économique, ces promenades permettront aux camarades d'emmener leurs enfants.

En cas de mauvais temps, l'excursion serait remise au dimanche suivant.

⁂

La *Revue Sociale des Travailleurs du Livre* organise, pour le jeudi 22 mai, à huit heures et demie du soir, dans la grande salle de la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, une grande conférence publique et gratuite, avec projections, sur : La tuberculose et l'hygiène des ateliers, par M. le Dr Level.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 17 mai. — Jouanny : Ernest Renan : l'homme et le philosophe.

Lundi 19. — La réunion n'aura pas lieu.

Mercredi 21. — Paul Alphandéry, licencié ès lettres : Histoire de la troisième République : VIII. La vie intellectuelle et artistique.

Jeudi 22. — Cours de diction, par M. Lancy.

⁂

L'Éducation libre du IIIe. — Les camarades ayant des volumes de la bibliothèque sont invités à les rapporter au camarade Daviet, 26, rue Chapon, tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures et les dimanches de 9 heures à midi.

Dimanche 25, ballade de propagande.

⁂

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Projet de ballade de propagande.

Les camarades ayant des volumes sont priés de les rapporter.

Communications diverses.

⁂

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2, au local du syndicat de l'ébénisterie, 57, rue de Charonne.

⁂

Groupe communiste libertaire du XIe. — Candidature Gaudin. — Les camarades sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu samedi 17 mai, à 9 heures, salle Maillet, 13, rue Keller.

⁂

Le camarade E. Girault prépare une tournée de conférences dans le Centre et le Midi de la France. Le sujet traité sera la Grève générale en quatre parties : 1° La grève générale : son but, ses moyens ; 2° L'Unité ouvrière (rouges et jaunes) ; 3° Politique et révolution ; 4° Au lendemain de la Grève générale.

Voici les villes dans lesquelles le camarade désire passer : Montereau, Sens, Auxerre, Dijon, Châlons, Nevers, Bourges, Moulins, Lyon, Saint-Etienne, Villefranche, Roanne, Montceau, Avignon, Montpellier, Arles, Marseille, Toulon.

Pour l'organisation de ces conférences, il est forcé de liquider sa bibliothèque ; lui écrire au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

⁂

NANTES. — Un camarade de Nantes désirerait se concerter avec les libertaires de l'endroit, à l'effet de fonder un groupe d'études sociales. Ne connaissant pas de lieu de réunion, il prie ceux qui voudraient bien en faire partie de lui écrire à l'adresse suivante :

L. Garsmeur, poste restante, à Nantes.

⁂

CHALONS-SUR-MARNE. — L'U. P. « La Solidarité » organise, pour le samedi soir, 17, une conférence sous le titre : Etude librement contradictoire sur la question sociale et sa solution libertaire, par Rama.

⁂

TOURCOING. — Dimanche 18 mai, à 9 h. 1/2 du matin, réunion privée. Le camarade Jacquelin fera une causerie sur : le Parlementarisme et les anarchistes. Sont spécialement invités les collectivistes révolutionnaires.

⁂

MOUSCRON et environs. — Grande conférence publique et contradictoire le lundi 19, à 3 h. 1/2, par les camarades Henri Vandendriesche et Pierson du Borinage, à l'Estaminet de l'Espérance, sur : L'Anarchie, son but, ses moyens. Après la conférence, on jouera : *Le Commissaire est bon enfant*.

⁂

Tous les libertaires marseillais sont priés avec ferveur d'intervenir à la réunion qui aura lieu dimanche, 18 mai, 6 heures du soir, rue Poids-de-la-Farine, 9, Bar des Tonneaux, salle du premier étage. Il s'agit d'une communication très importante.

Pour le groupe : POIGNY.

VARIÉTÉS

L'art social.

Quand une œuvre sort des mille banalités à la mode, il est de notre devoir de la signaler à l'attention pour l'éducation populaire.

A Paris, au Grand Palais, à l'Exposition des Beaux-Arts, il y a un tableau de Jean Véber intitulé : *La machine*. Cette peinture en dit bien long pour qui cherche à comprendre une petite minute.

Sur le cylindre d'une formidable machine, à cheval et solidement assise, une forte femme bien vivante, qui regarde en souriant l'œuvre puissante. C'est un colossal moteur en pleine fonction qui meut des machines-outils.

De tout petits bonshommes en tablier, en cotte, le torse nu, hâves, maigres sont au bout de la tige du piston ou de la bielle, ils sont là des centaines essayant de lutter contre cette force inconsciente et domptée à laquelle ils ont donné la vie, qui se meut à leur place ; mais, impitoyable, elle les broie tous, le volant les accroche et les lance dans l'espace, la bielle les repousse, les attrape, les pétrit en leur écrasant le corps, la tête, etc.

Le sang des innombrables travailleurs qui luttent, qui succombent et qui meurent, c'est l'huile qui graisse les coussinets, c'est la vie, la vie des travailleurs d'aujourd'hui qui croient pouvoir lutter contre la machine et qui voudraient la détruire ; cette femme forte qui, assise, regarde mourir les travailleurs, c'est la machine, c'est le Capital qui devient plus fort à mesure que les producteurs s'affaiblissent.

La question sociale est là, exposée brutalement dans toute sa grandeur.

Hélas ! combien de travailleurs en voyant ce simple problème, ne sauront le résoudre ? et diront encore : *C'était comme ça hier, ça le sera demain* ; et c'est tout, et eux aussi, victimes des machines, iront crever poitrinaires, estropiés sur un grabat d'hôpital.

Que les camarades qui auront les reproductions de ce tableau l'expliquent à leurs amis d'atelier. Qu'ils leur disent que la machine les assassine parce qu'elle appartient à cette grosse femme proxénète, le Capital. Et qu'enfin le remède n'est pas de détruire ou de lutter contre la machine plus forte qu'eux, non. Le remède est dans la mort de cette femme, c'est-à-dire dans la suppression du Capital ; seulement alors les travailleurs, en travaillant tous un peu et utilement, se mettront à la place de cette goule et bedonnante exploiteuse, et à leur tour ils se reposeront et regarderont fonctionner leur œuvre.

Pour arriver là, les producteurs doivent s'entendre et s'organiser pour la grève générale. Un peu de vouloir et c'en sera fait du vieux régime qui a toujours asservi ceux qui sèment le blé.

L. GUÉRINEAU.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Victor Hugo jugé par son siècle, par Tristan Legay ; 1 vol., 5 fr., à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

L'Université de France et les Coulisses de l'Opéra sous Leygues, 1 broch. au *Réformiste*, 18, rue du Mail.

Compte rendu des publications de la Parole Libre, pour l'année 1901 (en russe), 1 brochure chez A. Tchertkoff, Christchurch, Hants (Angleterre).

A lire :

Déshonorons la guerre, Ch. Richet ; *L'Indépendance belge*, 22 déc. 1901.

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Il a été donné à la Bibliothèque : *La France*, d'Elisée Reclus, par un adhérent.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Vérone. — Tenez compte une autre fois que l'on perd 25 0/0 sur le change des timbres.

3080. — Vingt francs.

A. A., à Marseille. — Non, c'est le prix. Vous recevrez dans cinq ou six semaines.

M., à Lyon. — Peut-être avait-on oublié. On a réexpédié.

B., à Turin. — Nous perdons 20 0/0 sur le change du papier.

G., à Troyes. — Il n'y a pas de remise sur les brochures expédiées par la poste.

B., à Roubaix. — Vous redevez 1 fr. 75 pour le volume. Il n'y a pas de frais d'envoi.

R., à Domats ; B., à Pont-de-Beauvoisin. — Numéros réexpédiés.

H., à Béziers. — Et votre souscription au volume ? Si nous avions eu votre adresse, nous aurions pris remboursement

R. d A., au Caire. — Je ne connais pas le camarade en question.

V. L., à Recanati. — La lettre a été envoyée à son adresse.

J. D., à Marles. — Votre abonnement paie jusqu'à fin juin. Pouvons expédier le volume et la brochure contre 3 fr. 20.

H., à Tully. — Numéro réexpédié.

A. R., à Madrid. — Nous n'avons pas l'écoulement de brochures en espagnol.

C. P., à Somain. — Le numéro avait été expédié. Le réexpédions.

Reçu pour la liberté d'opinion : J. G., à Troyes, 0 fr. 25. — X., 2 fr. — Partie du produit d'une quête faite à l'U. P. de Rochefort antérieurement, au cours d'une soirée familiale, 5 fr. — En tout : 7 fr. 25. — Listes précédentes : 34 fr 30. — En caisse : 41 fr. 55.

Produit d'une quête faite à l'U. P. de Rochefort-sur-Mer le 21 avril 1902, à l'issue de la conférence Paraf-Javal, et destiné au groupe de la Liberté d'opinion, pour Jouhaux, 13 fr.

Les 13 fr. de Jouhaux lui ayant été expédiés de suite, nous ne les faisons pas figurer dans le total.

Reçu pour le journal : *L'Anarchie errante*, 4 fr. — Lorient, L. L., 0 fr. 50. — G. M., 1 fr. — G., 1 fr. — *Vente de vieux timbres*, 5 fr. 50. — Merci à tous.

Reçu pour Courtois : J. H., 1 fr.

Reçu pour la brochure : G. M., 1 fr.

F., à Manosque. — R., à Grenelle. — G., à Vienne. — B., à Rouerre. — B., à Genève. — R. L. B., à Jemeppes. — E., à Migennes. — V. P., à Levallois. — D., à Fresnes. — F., à Turin. — F., à Rome. — T., au Boulou. — V., à Nîmes. — B., à S. Giovanni. — Reçu timbres et mandats.

AVIS

Il nous est rentré trois exemplaires de *Les Primitifs* d'Elie Reclus, ouvrage totalement épuisé. Nous les mettons en vente au prix de 5 fr. — Nous avons également 1 exemplaire de *Les grands fleuves et les civilisations* de Metchnikoff, également épuisé, mis en vente au même prix.

⁂

Des années 2, 3, 4, 5 et 6 annoncées, il ne reste plus qu'une demi-douzaine. Ceux qui désirent se les procurer sont priés de se hâter. La semaine prochaine il n'y en aura plus.

⁂

L'imprimeur vient enfin de nous livrer le frontispice en couleur du deuxième volume du *Supplément*, par Pissarro. Nous le mettons en vente au prix de 2 fr. 25 franco ; sur Chine, 5 fr.

⁂

Il nous reste encore quelques lithographies d'Hénault : *Cour de la rue Mouffetard*, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur, 3 fr. 50.

⁂

Vient de paraître : *Si j'avais à parler aux électeurs*, par J. Grave, couverture de Heidbrinck. Franco : 0 fr. 15.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 4 DIX CENTIMES DU 24 AU 30 MAI 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS ABONNÉS

En renouvelant, prière d'envoyer la dernière bande, cela nous évite de la perte de temps.

⁂

Pour les abonnés de l'intérieur, qui nous paient en timbres ou en papier, prendre note que nous perdons sur le change pour l'Italie, l'Espagne et le Portugal: cela va jusqu'à 25 0/0.

LE KRACH DE LA MAGISTRATURE

Si l'affaire Dreyfus a été le krach du militarisme, l'affaire Humbert-Crawford sera celui de la magistrature. Allons! ça marche, la pourriture sociale fait son œuvre; chaque jour, il dégringole un pan des fortifications qui défendent « la Société ».

Dans un spirituel article, parlant de l'affaire Humbert, M. H. Maret démontre que le code n'a été institué que pour permettre aux filous de duper les honnêtes gens. Mais dans cette affaire il oublie une chose, c'est que, si adroitement qu'elle ait été montée, pour pouvoir la faire durer vingt ans, il fallait le point de départ: les premières pièces permettant de faire des procès à des plaideurs fantômes, et que pour avoir ces pièces, il fallait comme Mme Humbert être la bru d'un ex-ministre de la justice, recevoir le dessus du gratin de la magistrature, pouvoir donner des emplois à leurs parents, comme elle faisait pour le frère du procureur-général Bulot.

En admettant qu'elle ne leur ait pas graissé la patte, il n'en reste pas moins acquis, que tous ces Messieurs, qui parlent de la justice comme d'une chose sacrée, d'une institution divine, au-dessus des passions humaines, ils l'ont mise, avec tout son attirail et appareil, au service de leur relations mondaines.

Qu'un pauvre diable, pour se faire rendre justice, essaie d'entamer une action judiciaire contre ses spoliateurs, en dehors de l'argent dont l'absence, la plupart du temps, l'en empêche, il lui faudra remuer la croix et la bannière.

Mais si vous pouvez inviter les gros bonnets de la magistrature à vos soirées, si vous pouvez faire gagner de l'argent à leur parenté, rien de plus facile.

« Comment, chère Madame, vous auriez besoin que des gens qui n'existent pas, vous intentent un procès? Mais, rien de plus facile, agissez donc au lieu et place de vos adversaires fantômes, nous sommes trop galants hommes pour vous demander des explications embarrassantes. Entre nous, si on ne pouvait pas se rendre quelques petits services! à quoi cela servirait-il d'être les défenseurs de l'ordre social.

Si les imbéciles qui coupent encore dans tous les godans des institutions dites tutélaires — on n'ajoute pas de quoi — voulaient seulement voir et comprendre!

J. GRAVE.

LE REFUS DE L'IMPOT

Au Conseil municipal de Locarno.

Le 24 de ce mois, un huissier est venu chez moi avec un bordereau pour me faire payer 20 francs d'impôt.

Or, je déclare au Conseil municipal que je ne paie pas d'impôts, au moins je ne les paie pas volontairement. Mes convictions, ma conscience, ma raison ne me permettent pas de le faire. Je veux m'expliquer un peu plus clairement.

Je reconnais Dieu et sa loi qui dit: aime ton prochain comme toi-même et ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'on te fasse. Ceci, je le reconnais comme l'unique loi juste, nécessaire et suffisante dans toutes les occasions de la vie. Si la société ne suit pas cette loi, si elle en a besoin d'autres, cela ne me regarde pas. De ma part, le paiement volontaire des impôts serait un mensonge. Si je savais que l'argent recueilli ainsi corresponde toujours à un but utile et moral, je paierais volontiers le double, le triple et même davantage de ce qu'on exige de moi à présent. Mais je sais que le gouvernement suisse, comme tous les autres, gouverne par la force, entretient les assassins qui s'appellent soldats, maintient un régiment de gens inutiles et souvent même des officiers nuisibles, construit des prisons pour ceux qui se sont égarés dans la vie, aide aux riches et opprime les pauvres, soutient les prêtres qui falsifient et cachent la vérité chrétienne, ne laissant pas les hommes s'affranchir de l'esclavage. Sachant toutes ces choses et beaucoup d'autres, je ferais un acte immoral, si je payais volontairement un seul centime d'impôt sans dire un mot de protestation. Je sais très bien que vous, en qualité d'exécuteurs de la loi, ne respectez et ne pouvez pas respecter mes motifs éthiques et que vous viendrez avec la force, selon votre habitude dans les cas semblables, prendre de l'argent et même des effets, des malles; mais je préfère ceci plutôt que de vous payer de ma main. Ainsi sera claire notre activité et pure ma conscience.

Avec parfaite considération,

A. SKARVAN,

Ass. Skarvan n. Ferrivoli.

Li Monti, le 1er décembre 1901.

IMPRESSIONS DE COUR D'ASSISES

Le décor n'est pas changé aujourd'hui. Mais la comédie est peut-être plus tragique encore que de coutume: elle prend l'ampleur d'un type.

Il s'agit d'un malheureux qui a tué sa femme: l'acte est incontesté. Non moins certaines sont les causes du prétendu « crime »: dérangement nerveux, qui se traduit par la manie de la persécution et par une jalousie frénétique.

En face de ce malade se dresse la société: le juge et l'accusateur.

Que demande donc cet homme en robe rouge qui parle avec de grands gestes, en graduant savamment sa voix depuis la basse en sourdine jusqu'au clairon retentissant et aigu? Veut-il, comme il le prétend, *punir* le crime », rétablir par une sanction équivalente l'équilibre moral détruit? Réparer le mal par le mal serait une sottise: mais il ne songe même pas à cela. Ce qui lui importe, ce n'est pas la *faute* commise par l'accusé, ni la satisfaction qu'exige une morale trompeuse, c'est la *colère* des victimes: parents, amis, société tout entière, car il est chargé de représenter ces victimes et elles ne veulent pas une punition, mais une vengeance. L'accusateur public n'incarne pas une idée impersonnelle qui planerait au-dessus des individus, l'idée de justice par exemple; il est le chargé d'affaires de certains hommes très déterminés, que la haine pousse à rendre œil pour œil et dent pour dent. C'est ce qui se passait déjà chez les Germains primitifs: là, la collectivité n'intervenait pas dans la chasse au meurtrier, et le soin de se venger était réservé aux parents de la victime. Dans la société moderne, la vengeance est remise entre les mains de l'Etat, qui l'exerce avec plus d'art et plus de sûreté, et surtout qui le dissimule sous le voile moral: mais elle reste la vengeance. Talion primitif et « justice » moderne sont identiques au fond, seulement le talion était franc et la justice est hypocrite.

Ainsi ramenée à son véritable contenu, la comédie judiciaire apparaît encore plus odieuse et plus grotesque. Otez la prétendue morale, qui est un mensonge, il ne reste plus que la cruauté. Mais pas même la cruauté passionnée, magnifique, de la bête féroce fière de sa force; non, la cruauté, mesquine, ratatinée, honteuse, du bourgeois dégénéré qui a enfin trouvé plus faible que lui — un malade. Regardez le président, cet homme ventripotent, au visage sanguin, à la physionomie satisfaite et bête, et regardez l'accusé, tremblant, égaré, anéanti par les mois de prison préventive, par la souffrance morale, par la fièvre nerveuse; tandis que le grand juge, tout boursouflé de nourriture et tout rembourré de contentement de soi-même, trône dans sa robe rouge, parmi les soldats qui le protègent, devant un public plein d'admiration superstitieuse, le malheureux meurtrier frissonne dans sa solitude, en face de la foule stupide et méchante. Alors le juge, le décadent repu, aux muscles faibles, à la volonté et à la pensée faibles, se sent *fort*, et en lui s'exalte l'orgueil de la classe mourante qu'il représente là. Voyez-le triompher sitôt qu'une charge nouvelle accable la loque humaine effondrée sur le banc « d'infamie ». Voyez son assurance en face de la pauvre bête traquée et peureuse; voyez comme il raille le malheureux de s'être, aussitôt après l'acte fatal, jeté sur le corps

de sa femme en pleurant et en l'embrassant : il est courageux, n'est-ce pas, et énergique? Mais voici les pièces à conviction : on tire le revolver de son étui, et M. le Président recule instinctivement en demandant au greffier : « Il n'est pas chargé au moins?... »

Hypocritement cruels, lâchement cruels, ils sont encore *faussement* cruels. Quand l'avocat général s'indigne de la triste destinée de la victime, quand il requiert éloquemment la peine de mort, il ne sent pas ce qu'il dit, il le joue. Son hypocrisie, à lui, est double : non seulement ses actes ont la haine pour mobile, mais sa cruauté est une cruauté théâtrale, et non vécue. Nous savions déjà que l'assassinat légal de cet homme ne satisfera pas une justice supérieure; nous nous apercevons maintenant qu'il ne sera même pas une vengeance, tout au plus le prix d'un effet oratoire. Un beau geste de l'avocat général ne *vaut*-il pas la mort d'un homme?

Ainsi l'exemple de cet infortuné qui, tel les lépreux au moyen-âge, va expier le crime d'être malade, nous montre une fois de plus que la comédie judiciaire n'a rien à voir avec l'idée de justice, qu'elle n'a rien à voir non plus avec la vengeance de l'être fort, blessé dans ses intérêts vitaux et mû par la haine; elle n'est que le misérable instrument de la méchanceté maladive du faible, qui, pour se donner l'illusion de la force, cache son impuissance derrière deux mots prestigieux, divinisés par l'ignorance des foules : morale et justice.

H. B.

MOUVEMENT SOCIAL

L'affaire Humbert nous plonge — il faut bien le dire — dans le ravissement. Depuis l'affaire Dreyfus, nous n'avions éprouvé une joie pareille. D'abord, cette madame Humbert est géniale, tout simplement; et à notre époque de médiocrité, dans notre pays de médiocres, il est toujours agréable de contempler des individus géniaux. Ces cent millions, dont cette dame étonnante avait réussi à faire croire au monde entier qu'elle était héritière, ce coffre-fort sous séquestre où dormait la somme fabuleuse à laquelle elle ne pouvait toucher, l'admirable invention des frères Crawford qu'elle-même faisait plaider contre elle-même, ces emprunts gigantesques et ces escroqueries incommensurables, l'encore plus incommensurable naïveté des prêteurs, la stupidité monumentale de la jurisprudence, ce procès conduit durant vingt ans pour un héritage imaginaire contre des adversaires imaginaires et que le génie de l'héroïne embrouillait et compliquait en se jouant, les juges rendant gravement des arrêts sur des choses inexistantes à propos de gens inexistants et contribuant ainsi à fournir de dupes leur cliente, se faisant les meilleurs collaborateurs de l'escroquerie, — on n'avait rien vu d'aussi beau depuis Esterhazy et la dame voilée. C'est shakespearien! comme dit le commissaire du *Portefeuille*.

Avocats, bâtonniers, avoués, notaires, juges, conseillers d'État, que sais-je ..., tous ces honnêtes gens ont des leurs compromis dans cette affaire. Après la canaille militaire, c'est au tour de la clique judiciaire à trinquer. Voici les beaux temps revenus.

Une ombre au tableau. Ripolin (celui qu'on appelle quelquefois Deschanel), ébloui par les cent millions, fut jadis sur le point d'épouser la sœur de la femme Humbert. Pourquoi faut-il qu'il ne l'ait pas fait, pourquoi? Aujourd'hui, ce serait encore plus amusant. Mais le Ciel — qui nous compte les joies — ne l'a pas voulu. Ripolin n'est pas de la bande. Notre bonheur n'est pas complet.

⁂

Le métier de candidat est plus difficile qu'on ne pense : il s'agit de ne froisser personne et de faire voter pour soi tout le quartier. Rude besogne!

Au lendemain du scrutin du 27 avril, Albert Goullé avait attribué les succès nationalistes de Paris aux petits commerçants et dit leur fait à ces vendeurs à faux poids. Fureur de quelques candidats socialistes en ballottage, blêmes à la pensée que les électeurs boutiquiers vont peut-être se détourner d'eux, par dépit. Immédiatement ils écrivent à l'*Aurore* pour repousser toute solidarité avec elle, ils lancent des proclamations aux électeurs pour protester de leur amour sans bornes pour le petit commerce et honnir comme il convient l'article infâme du citoyen Goullé.

Des socialistes défenseurs du petit commerce, cela me semble infiniment drôle. Le petit commerce est une forme de vie sociale agonisante, appartenant au passé, et dont il faut souhaiter la prompte disparition. C'est de plus, presque toujours, un intermédiaire inutile, donc un parasite. L'un des buts du socialisme est de supprimer les organes sociaux parasites et de réorganiser la production et l'échange sur des bases collectives, ou mieux communistes. Que vient faire le petit commerce dans tout cela?

L'état d'âme du petit commerçant est essentiellement conservateur, antirévolutionnaire. L'homme de boutique (en général, bien entendu) n'a qu'un souci au monde : la marche des affaires, la vente, l'état de sa caisse; il juge les partis politiques, les théories philosophiques et les doctrines sociales d'après leur influence sur son livre de comptes; tout entier à l'anxiété du gain immédiat, il est fermé à toute aspiration grande et désintéressée, hostile à tout ce qui peut troubler la honteuse paix sociale.

Ses sentiments sont bas — bas comme son entresol; ses idées sont étroites — étroites comme sa boutique. Pris entre les grands commerçants et les coopératives, il s'en tire en trompant le consommateur, en fraudant et en falsifiant.

Les candidats socialistes, pour se faire élire, flattent les petits patrons. Une fois au pouvoir, ils banquettent avec les grands patrons.

Drôles de socialistes!

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les travailleurs niçois viennent de se rendre compte du danger qu'il y a d'abdiquer son indépendance.

La Bourse du Travail de Nice est un local « municipal »; on vient de le leur montrer en la fermant brusquement sur la demande de quelques politiciens qui ne se trouvaient pas assez les maîtres.

Cela vient une fois de plus renforcer la thèse que nous ne cessons de défendre ici, à savoir que pour être entièrement libres les travailleurs dans leur organisation économique ne doivent rien demander, rien accepter des pouvoirs constitués, quels qu'ils soient.

L'exemple de la Bourse du Travail de Nice fermée par ordre « municipal » convaincra peut-être les syndicats qu'ils doivent s'efforcer à vivre par eux-mêmes sans avoir recours ni aux subventions, ni même aux locaux qui leur sont « gracieusement » octroyés et non moins gracieusement interdits au risque de démolir en un jour des organisations péniblement constituées.

⁂

A Limoges, la grève des ouvriers porcelainiers, motivée par l'application de la fameuse loi Millerand-Colliard en est à sa septième semaine. C'est dire ce qu'ont eu à endurer les travailleurs qui entendent, malgré loi et patrons, conserver quelques bribes de liberté.

Les conditions du travail étant assez différentes parmi les grévistes, le patronat essaie, par des manœuvres plus ou moins jésuitiques, mais sans y parvenir, d'en profiter pour jeter la division parmi eux. Aussi les diversions que l'on tente en contestant la valeur des décisions prises restent-elles sans effet. Il n'y a pas d'ouvriers « à l'heure », « aux pièces » ou « à la journée », il n'y a en face du patronat qu'un bloc d'exploités.

Toutes les tentatives de désagrégation n'ont pas réussi, et par dix-sept maisons contre quatre la continuation de la grève a été décidée.

Toutefois, une entente est intervenue entre le personnel d'une usine et les patrons, et les ouvriers, au nombre de 300, sur 800 grévistes, ont repris le travail.

⁂

A Nouzon (Ardennes) il en est de même et 2.500 ouvriers métallurgistes sont en grève par suite de l'application de la loi Millerand-Colliard. Là, les patrons veulent en profiter pour diminuer les salaires qui sont déjà plus qu'insuffisants. Ces travailleurs, qui savent qu'à bref délai ils arriveront à produire autant en 10 h. 1/2 qu'en 11 heures de travail, ne veulent pas subir la réduction que l'on veut leur imposer, en quoi ils ont plus que raison.

Mais quel bel exemple pour nous que cette loi « d'une importance exceptionnelle » suivant M. Jaurès, faite pour « protéger » les travailleurs et qui n'a pour seul effet que d'aggraver leur situation.

A Mehun-sur-Yèvre (Cher) les maçons sont en grève. Les revendications qu'ils formulent montreront mieux que toute autre chose dans quelle situation ils se trouvent. Ces travailleurs demandent que l'heure de travail soit augmentée de 0 fr. 05 — 0 fr. 40 au lieu de 0 fr. 35 et que la journée de travail soit réduite d'une heure — 11 heures au lieu de 12.

On avouera que ce n'est pas être trop ambitieux.

A Rennes, grève parmi les ouvriers cordonniers « cousu main ». Le syndicat engage les travailleurs de cette corporation à ne pas se diriger sur cette ville et celui de Paris offre du travail à ceux qui en désirent, il suffit de se présenter à son bureau à la Bourse du travail.

P. Delesalle.

⁂

Espagne.

Barcelone. — Trente-sept représentants de sociétés ouvrières s'étaient réunis pour discuter les voies et moyens de parvenir à faire reviser l'odieux procès de Montjuich. L'acte n'était pas révolutionnaire, puisqu'il impliquait tout d'abord le respect de la justice bourgeoise.

Les trente-sept camarades ont été arrêtés sur le champ et emprisonnés, par ordre du capitaine général Bargès et du gouverneur Manzano. Ces Messieurs n'entendaient pas que l'on vînt tirer de sa béatitude honorée leur trop fameux ami et collaborateur Portas. S'ils ont voulu prouver de cette façon que ledit Portas avait la conscience tranquille, ils ont bien réussi.

⁂

Madrid. — A l'occasion des fêtes de la majorité du potache-roi Alphonse XIII, six anarchistes ont été arrêtés. Selon les dépêches communiquées par les agences à tout faire, l'un des anarchistes arrêtés, un garçon d'hôtel, détenteur de cartouches de dynamite, aurait raconté d'abondance comment il avait été chargé de poser les cartouches pour faire sauter la voiture du roi. Il aurait d'ailleurs été arrêté, et les cartouches saisies, à son domicile.

Au reste, les ténébreux magistrats chargés de l'affaire gardent un silence impénétrable. Qu'y a-t-il de vrai? attendons. La méfiance est de rigueur.

M. L.

⁂

Brésil.

D'une lettre particulière qu'on nous communique, nous extrayons les passages suivants :

Tu ne peux pas te figurer au milieu de quelle oligarchie nous vivons; une demi-douzaine de types régentant la province, adulant une espèce de manitou, qui, sous couleur de positivisme, est le plus grand jésuite que l'on puisse rencontrer, et qui, sans être président, mène tout au doigt et à l'œil. Avec cela une police recrutée dans les plus bas-fonds de la société, et une bureaucratie fainéante, lâche et arrogante à leur cracher à la figure; d'un patriotisme à vous lever le cœur, ils mériteraient une invasion européenne. Ils seraient alors pis que des crapauds, car ils sont aussi lâches que vantards. Et si tu voyais cette jeunesse et son état de dégénérescence! Tous jouisseurs et crapuleux. Ah! il faut avoir l'estomac solide.

⁂

Russie.

Lorsqu'il s'agit d'exploiter leurs semblables, Messieurs les capitalistes ne connaissent pas de patrie.

Un M. Goujon est directeur d'une importante usine à Moscou, et, en exploiteur consciencieux, accula ses malheureux mercenaires à faire grève. Il faut croire que ceux-ci n'avaient pas complètement tort, puisque le général Trepof, chef de la police de Moscou, prit parti pour les ouvriers et enjoignit à l'exploiteur Goujon de faire droit à leurs réclamations. Celui-ci refusa et adressa une plainte au représentant de la « République française » à Saint-Pétersbourg. La réponse ne se fit pas attendre, le gouvernement « ami et allié » donna l'ordre de faire rentrer les ouvriers à l'usine et le policier Trepof fut suspendu.

Voici donc où en est réduite la France républicaine! voire socialiste, qui, marchant à la remorque

de la Russie, en est aujourd'hui réduite à recevoir des leçons de libéralisme d'un policier russe.

Nous vivons décidément à une drôle d'époque.

P. D.

Etats-Unis.

Le *Post master general* de Washington vient de supprimer le bureau de poste, de *Home*, dans l'état de Washington. L'excuse du dit Monsieur est qu'ils (les anarchistes de *Home colony*) envoyaient par cette poste de la *littérature obscène*, par leur organe *Le Mécontent*. Naturellement, rien de plus faux ; ils traitaient la question de l'amour libre, et, comme tout penseur, condamnaient le système du mariage en vogue. Le gouvernement a fait arrêter trois des écrivains de l'organe cité. Ils ont été acquittés par le jury, mais ce n'est pas fini. Ce mois-ci, ce sont les poursuites contre l'imprimeur pour avoir fait passer de l'*obscene litterature* ; en attendant, leur poste est fermée.

D.

**

Il y a eu une émeute hier à New-York dans les quartiers juif, italien et chinois à cause de la hausse du prix de la viande provoquée par les agissements du trust de la boucherie.

Quatre cents bouchers détaillants avaient résolu de boycotter les marchands en gros faisant partie du trust et avaient fermé boutique jeudi, mais hier ils se sont ravisés et ont rouvert leurs établissements. La population, indignée de ce qu'elle considérait comme une capitulation, voulut les forcer à fermer de nouveau leurs boutiques, mais les bouchers, qui avaient acheté de la viande et qui ne voulaient pas en perdre la vente, s'y refusèrent.

Alors cinq cents femmes, exaspérées, après avoir tenu un meeting, se répandirent dans tout le quartier, envahissant et saccageant les boucheries, jetant la viande ou l'arrosant de pétrole. L'émeute prit de telles proportions qu'il fallut faire entrer en ligne les réserves de police. Des projectiles furent lancés sur les agents et il y eut de nombreux blessés.

Cinquante-quatre femmes ont été arrêtées et frappées d'une amende pour désordre.

Les femmes des quartiers dont il s'agit ont publié une sorte de manifeste disant que c'est avec l'argent du peuple si péniblement gagné que les bouchers en gros achètent des diamants à leurs femmes.

L'attorney général de l'Etat de New-York a commencé les poursuites contre le syndicat de la boucherie à Albany et entendu des témoins à l'effet d'établir qu'il pratique des manœuvres illégales et l'accaparement. (*Le Temps.*)

Suisse.

GENÈVE. — Les groupes parlementaires, la fédération ouvrière et les anarchistes ont fait, le 1er mai, fête commune avec des orateurs appartenant à des écoles diverses. Le camarade Niel, de la Bourse du Travail à Montpellier, a longuement parlé et a fait, quelques jours après, une conférence contradictoire sur la nécessité de l'abstention politique dans les syndicats.

Le groupe de la libre pensée a également fait une conférence, réponse au pasteur Fulliquet de Lyon « La propagande religieuse. » Le sujet a été traité très scientifiquement par notre ami N. Samaja. Les anarchistes de Genève font une active propagande. Il y a d'abord le groupe du *Réveil socialiste anarchiste* qui édite en français et en italien un journal qui tire à plus de 2.000 exemplaires. Puis le groupe d'art social, qui s'occupe surtout de représentations théâtrales, de la partie littéraire de nos soirées ; dans quelques jours il y aura une causerie sur Multatuli. Le sujet traité en français par l'ami M. D., sera Multatuli comme penseur et symboliste ; le compagnon M..., parlera allemand sur cet auteur considéré comme poète socialiste.

Nous avons aussi le groupe d'émancipation sociale sous les auspices duquel se sont données les conférences de Sébastien Faure qui ont eu tant de retentissement à Genève. Son action se fait sentir dans les syndicats qui ont fini par rompre avec la politique et les professionnels qui en vivent.

Viennent ensuite le groupe antimilitariste, le groupe de la défense de la liberté d'opinion et le groupe des étudiants révolutionnaires dont l'activité est très grande.

Naturellement, dans ces groupes, il n'y a ni statuts, ni membres, ni paperasses, y entre et en sort qui veut.

Le 7 juin, Janvion et Louise Michel donneront aussi une conférence sur l'histoire de la pensée et son développement à travers les âges.

Notre propagande désole l'état-major socialiste réduit, avec les 500 électeurs qui l'appuient de leurs bulletins de vote, à ne plus être que la queue du parti radical.

Si cela continue, ils finiront par ne plus être que le demi-quarteron qu'à défaut d'arguments, ils nous reprochaient d'être jadis.

VARIETÉS

Colonisation.

Un représentant de l'Agence Reuter a interviewé le capitaine Guy Burrows, le doyen des Anglais qui avaient été au service du gouvernement de l'Etat libre du Congo ; il vient d'y achever sa sixième année de service, dans le Congo supérieur. Le capitaine Burrows est particulièrement qualifié pour parler des abus constants que l'on y commet : il a déjà témoigné, sous la foi du serment, du traitement monstrueux infligé aux indigènes ; il s'est documenté sur ce sujet pendant qu'il exerçait ses fonctions civiles et militaires comme commandant de deux zones et commissaire d'un district du Congo supérieur.

Le représentant de Reuter a tout d'abord porté à la connaissance du capitaine Burrows les accusations récemment formulées par des voyageurs, commerçants, missionnaires etc., américains et anglais, puis les démentis et les explications fournis par les autorités du Congo. A cela le capitaine Burrows a répondu :

« Le défaut principal des accusations portées contre l'administration, est qu'elles ne vont pas assez loin ; car je puis dire sans craindre de contradiction, connaissant par six années d'expérience les méthodes employées au Congo, que l'état de choses qui y règne a été et est encore une honte pour la civilisation. J'ai témoigné sous serment des cruautés atroces que l'on y commettait sur les indigènes il y a quelques mois encore, au moment où j'ai quitté l'Etat libre. Je possède des photographies qui prouvent par l'évidence des atrocités que les autorités elles-mêmes ne peuvent nier. La raison profonde des sauvageries commises par les administrateurs blancs, au nom de la civilisation, c'est le trafic du caoutchouc. Tout dernièrement le gouvernement à Boma commençait de mauvais cœur des poursuites contre les diverses compagnies ayant des concessions sur le Congo supérieur ; mais il faut remarquer que ce n'est que bien rarement que les vrais coupables sont punis. Les fonctionnaires belges échappent ordinairement au châtiment qui retombe sur des subalternes plus ou moins irresponsables. Ces gens, qui veulent toucher les primes payées par les compagnies selon la quantité de caoutchouc qu'ils ont recueillie, emploient tout naturellement tous les moyens en leur pouvoir pour forcer les indigènes, dans le voisinage des postes qu'ils commandent, à leur apporter autant de caoutchouc que possible. M. Canisius, un fonctionnaire américain au service du gouvernement, ne disait rien que de vrai quand il vous disait, récemment : « L'Etat libre ne peut pas exister sans le caoutchouc, et les indigènes ne l'apporteront, aux conditions qui leur sont faites, que sous la menace du fusil. » Je ne puis, dans une interview, vous raconter les longues séries d'actes de cruauté, de rapacité, les malversations commises par les blancs aux dépens des malheureux indigènes. Je puis seulement vous dire que j'ai en ma possession des faits que je ferai connaître quand cela sera nécessaire.

L'an dernier, un missionnaire américain que je connais personnellement accusa les fonctionnaires de l'Etat d'avoir employé 500 Zappo-zaps, des cannibales qu'ils avaient préalablement armés, pour le massacre et la capture d'indigènes sans défense près de la station de Luluaburg ; c'est là un exemple bien typique des moyens employés par le gouvernement de l'Etat libre pour y introduire la civilisation jusque dans les régions les plus retirées et poursuivre la grande œuvre du Roi. Pour le cas qui nous occupe, l'Etat expliqua que les indigènes avaient été armés pour la protection des Européens, mais que, par suite d'un oubli extraordinaire, les autorités avaient oublié de faire rentrer ces 500 fusils. Le fonctionnaire responsable ne fut d'ailleurs jamais puni. J'ai la preuve qu'un Belge a offert à la tribu cannibale des indigènes pour les manger : il payait le travail fourni avec des corps d'indigènes assassinés. Que des cruautés soient commises par des agents des compagnies et du gouvernement, cela ne peut pas être mis en doute, mais il est généralement difficile d'en convaincre les auteurs.

L'enrôlement, par le gouvernement et par les sociétés, d'employés évidemment incapables d'assumer la responsabilité attachée aux fonctions qu'ils auront à remplir en Afrique, joint aux demandes faites par le gouvernement et les directeurs de compagnies, qui réclament toujours plus de caoutchouc, le fait que le salaire fixe est très bas, tandis que les primes payées selon la quantité de caoutchouc recueillie sont élevées, voilà les causes directes qui ont amené à commettre ces atrocités. En 1898, M. Buls, alors bourgmestre de Bruxelles, fit un voyage au Congo et alla jusqu'à la station de Stanley Falls. Ce personnage, qui est, je crois, un ami personnel du roi Léopold, à son retour à Bruxelles caractérisait l'administration actuelle de l'Etat libre par les mots *régime de l'albini* (l'albini est le fusil dont sont armées les troupes du Congo). Cela est vrai aujourd'hui comme ce l'était en 1898.

Outre sa contribution hebdomadaire de caoutchouc, chaque chef de tribu est tenu de fournir annuellement un certain nombre de recrues pour les forces militaires de l'Etat. Ces hommes sont enrôlés pour sept ans ; il y a donc là une dîme annuelle prélevée sur la population indigène.

En outre, les villages sont tenus à fournir des volailles, du gibier, des œufs, etc., chaque semaine, pour la consommation des blancs, des employés du gouvernement et des compagnies.

Quand l'Etat accuse les compagnies, il faut bien savoir que les compagnies qui tirent leurs moyens d'existence de la récolte du caoutchouc sont en réalité des entreprises de l'Etat, mal déguisées. A peu près dans toutes les compagnies employées à la récolte du caoutchouc, une moitié ou un tiers des actions appartiennent au gouvernement.

Les agents employés par ces compagnies sont surtout recrutés parmi les hommes ayant déjà servi pendant une période de trois ans dans des postes subalternes : comme, dans l'administration de l'Etat, des scribes et des fonctionnaires non commissionnés. La majorité d'entre eux, dégoûtés de la façon dont ils sont traités par les autorités gouvernementales, attirés par le traitement et les primes offertes par les compagnies, quittent volontairement le service de l'Etat pour celui des compagnies.

En égard à la grande étendue du pays et au petit nombre de fonctionnaires responsables, il ne peut être exercé sur les agents des compagnies qu'une très faible surveillance.

Si les Belges, en colonisant l'Etat libre du Congo, ne croient pas que le champ est trop vaste pour leurs forces, pourquoi enrôlent-ils continuellement dans une aussi forte proportion des étrangers pour faire leur ouvrage? Suisses, Français, Anglais, Suédois, Norvégiens Danois, Américains, on en trouve de toutes les sortes dans presque chaque district. Naturellement, les « preuves » sont soigneusement réservées pour les Belges; fait qui peut expliquer la croyance en leurs capacités.

Parlant des récentes réformes introduites au Congo, le capitaine Burrows a dit :

« Beaucoup de ces soi-disant réformes ne sont que de la poudre aux yeux du public. J'ai déjà montré qu'il n'y a pas d'amélioration possible aussi longtemps que subsistera le mode actuel de récolte du caoutchouc et de recrutement des indigènes. Ce sera sans doute pour beaucoup un sujet de surprise que, à la première réunion de cette commission, dont on a fait tant de bruit, nommée par le roi, après l'explosion d'indignation provoquée, il y a quatre ou cinq ans, par la publication de quelques interviews sur le régime de la terreur au Congo, à cette première réunion, donc, ces deux points essentiels furent déclarés hors de discussion. L'on m'a dit que le président de la commission annonça aux membres qu'il y avait deux questions que la commission ne saurait étudier : 1° celle de la récolte du caoutchouc ; 2° celle du recrutement des indigènes. C'était sans nul doute un moyen pratique d'éclaircir le domaine de l'enquête, mais je ne crois pas que ce fut à l'avantage des hommes qu'il s'agissait de protéger.

Aussi longtemps que ces procédés seront employés, l'Etat libre du Congo sera une honte pour l'œuvre des blancs en Afrique. »

(Journaux de Londres du 4 janvier 1902. Traduit pour les *Temps Nouveaux* par M. L.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe. — Dimanche 25 mai, ballade de propagande à Brévannes. Rendez-vous pour ceux prenant le train à 10 heures, à la Tour d'argent, place de la Bastille ; pour ceux partant à pied, porte de Charenton, à 8 heures; pour les cyclistes, gare de Boissy-Saint-Léger, à 11 h. 1/2.
L'endroit où aura lieu le déjeuner, celui-ci ne devant pas avoir lieu chez Henry cette année, sera indiqué à Boissy-Saint-Léger.
Une causerie aura probablement lieu et sera suivie de distribution de journaux, brochures dans toute la localité.
Le camarade Daviet ayant un dépôt de brochures, on trouvera chez lui, 26, rue Chapon, toutes les brochures, journaux et volumes.

∴

Jeunesse libertaire du VIe. — Samedi 24 mai, à 9 heures, salle Mouton, 7, quai de Conti, causerie par un camarade.

∴

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :
Samedi 24 mai. — E. Veillot : Fourier, le fouriérisme, les phalanstères.
Lundi 26. — A. Bloch : Spinoza, III. Dieu, l'âme, l'homme.
Mercredi 28. — Soirée littéraire : *La Mégère apprivoisée*, comédie de Shakespeare.
Jeudi 29. — Cours de diction, par M. Lancy.
Samedi 31. — Ch. Seignobos : Histoire de la troisième République : IX. L'œuvre sociale.

∴

Groupe communiste libertaire du XIe. — Les camarades désireux de prendre part à la promenade de propagande qui aura lieu à Brévannes le dimanche 25, sont priés de se réunir salle Maillet, 13, rue Keller, à 9 h. 1/2 du matin.

∴

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, conférence sur le Syndicalisme en France, par un camarade. — Communications diverses et prêt de livres.

∴

Université populaire, rue Mouffetard. — Vendredi 23, conférence sur l'abolition de la peine de mort, civile et militaire.

∴

NANTERRE. — *Germinal*. — Samedi 24 mai, conférence sur le même sujet.

∴

Bourse du Travail. — Mercredi 28 mai, conférence sur le même sujet.

∴

Groupe Anti-militariste du faubourg Antoine. — Les camarades qui veulent prendre part à la promenade de propagande pour Brévannes, rendez-vous dimanche, 25 mai, à 8 heures du matin, salle Maillet, 13, rue Keller (XIe arr.).

∴

TOURCOING. — Le dimanche 1er juin, à 9 h. 1/2 du matin, réunion privée chez le camarade Duchatel, rue de l'Ermitage, Pont de Neuville. Le camarade Pierre Degreef fera une causerie sur : Le parlementarisme et les anarchistes.
Sont spécialement invités les collectivistes révolutionnaires.

∴

MARSEILLE. — Le camarade Pottigny a reçu pour Liard-Courtois des camarades suivants :
Groupe de peintres St-Ouen. — *Temps Nouveaux*, par D. — *Libertaire*, par A. — Jeunesse Libertaire, Amiens. — Groupe Rochefortais. — C., à Nîmes. — R., à Lyon. — L., à Amiens. — Anonyme, Paris. — M., à Trélazé. — V., à Toulon. — Anonyme, à Orléans. — Un gniaff et son ami, à Marseille. — Une anonyme, à Lyon. — Groupe Libertaire Marseillais. — Groupe La Liberté d'opinion.

∴

BORDEAUX. — Dimanche, 24 mai, de 2 heures à 4 heures de l'après-midi, réunion, à l'effet de s'entretenir sur affaires très urgentes.
Les camarades de la ville et de la banlieue, sont instamment priés de s'y rendre.
Les camarades se réunissent toujours chez M. Cérès, rue Porte-Basse, n° 13.

Au dernier moment une dépêche de Marseille nous apprend que le camarade Courtois est condamné à 6 mois de prison.
La « Défense Républicaine » continue.

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Il a été donné, par un camarade, la brochure de Haeckel : *L'état de nos connaissances sur l'homme.*

LE PROJET D'ÉDITION

Il a été pris, cette semaine, remboursement sur les derniers adhérents. Quelques-uns ont refusé de payer, sans nous avertir, malgré les avis répétés. — Ceux-là, lorsqu'ils voudront le volume, le paieront au prix de librairie.
Pour ceux qui ont payé, je les remercie de m'avoir facilité la besogne.
Le volume sera prêt dans quatre à cinq semaines ; je n'ose le promettre avant, les imprimeurs semblant avoir pris à tâche de disputer à la tortue le record de la vitesse.

VIENT DE PARAITRE

Intimités et révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière; 1 fr. 50, au bureau du journal.
Quelques-unes des pièces qui y sont contenues, ont paru dans notre supplément.

∴

Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais, préface de Descaves; prix, franco : 3 fr. 20; dans nos bureaux : 2 fr. 50.

AVIS

L'imprimeur vient enfin de nous livrer le frontispice en couleur du deuxième volume du *Supplément*, par Pissarro. Nous le mettons en vente au prix de 2 fr. 25 franco; sur Chine, 5 fr.

∴

Il nous reste encore quelques lithographies d'Hénault : *Cour de la rue Mouffetard*, franco 1 fr. 40; édition d'amateur, 3 fr. 50.

∴

Vient de paraître : *Si j'avais à parler aux électeurs*, par J. Grave, couverture de Heidbrinck. Franco : 0 fr. 15.

∴

Il nous reste également quelques : *Vive la Russie !* album de treize dessins par Heidbrinck, 0 fr. 45 franco, en tube.

∴

Nous avons retrouvé une demi-douzaine de collections des années 4, 6 et 7 de la *Révolte*. Nous les laissons à 3 fr. 60, en gare, les trois années ensemble.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La guerre et ses prétendus bienfaits, par J. Novicow ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.
Qu'est-ce que la religion? par L. Tolstoï ; 1 broch., 1 fr., chez Stock.
Mimo cirkve, par Stanislas Neumann ; 1 broch. au *Novéo Kultu*, 45, Praha-Olsany.
Les forces tumultueuses, par E. Verhaeren ; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.
Œuvres choisies, dessins de A. Willette; 1 vol., 3 fr. 50, chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.
Claudine en ménage, par Willy; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

A lire :

Lettre du président Magnaud ; *Le Matin*, 18 mai.
Propos d'un Parisien, Harduin ; *Le Matin*, 19 mai.
Mes exploits pendant la guerre de Chine ; *Revue*, 15 mai.
Moralité, H. Maret ; *Radical*, 18 mai.

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 59, dessins de Jossot.
Cri de Paris, n° 277, dessins de Vallotton et Hermann-Paul.
La Vie en rose, n° du 18 mai, dessin de Heidbrinck.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Autour d'une vie, par Kropotkine, franco....	3 »
Les Aventures de Nono, J. Grave.	2.75
Les Aventures de Nono, traduction espagnole, à l'*Escuela Moderna*, 70, calle de Bailen, Barcelone.	
La Colonne, Descaves......................	2.75
Le Tréteau électoral, Léonard, couverture de Heidbrinck..........................	0.15
L'Election du Maire, Léonard, couv. de Valloton..................................	0.15
Organisation, initiative, cohésion, J. Grave, couv. de Signac..........................	0.15
La Grève des électeurs, Mirbeau, couv. de Roubille	0.15
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck..........................	0.15

Lithographies :

L'Assassiné, de L. C. Dissy................	1.40
La Jeune proie, Lochard..................	1.40
Les Bienheureux, Heidbrinck.............	1.40
Les Défricheurs, Agar....................	1.40
Ceux qui mangent le pain noir, Lebasque.	1.40
Le calvaire du Mineur, Couturier.........	1.40
Education chrétienne, Roubille...........	1.40

PETITE CORRESPONDANCE

Auvergne, Croix. — Convocation arrivée trop tard. — Depuis le mois de décembre, impossible de se rappeler. Je crois que non.
Béranger, Roubaix. — Envoyez-nous deux collections de la *Petite feuille anarchiste*?
Jean Renié. — Je crois bien avoir omis d'inscrire le 1er vers. De combien était-il ?
L. G. V., à Lyon. — Bien reçu l'*Etat de connaissance*. Merci. C'est pour la bibliothèque, je suppose?
J., Genève. — D'où est tirée la nouvelle : *Après les vendanges?*
Spineux, à Bruxelles; *C., à Avignon*; *Risveglio, à Genève.* — Nous n'avons plus *Les Primitifs*.
Moiran. — Demandez le catalogue de la maison Tignol, 53 bis, quai des Grands-Augustins, qui s'occupe de cette branche.
M. C. — Vous êtes malin, vous !

Reçu pour le journal : E. F., à Elbeuf, 0 fr. 55. — C., 0 fr. 50. — A. M., Mulhouse, 5 fr. 50. — Merci à tous.

L., à Lyon. — R., à Saint-Louis. — R., à Villiers. — L. D., à Marchienne. — M., à Besançon. — T., à Tournay. — V., à Rome. — C., à Garches. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

UITIÈME ANNÉE N° 5 DIX CENTIMES DU 31 MAI AU 6 JUIN 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Pour des raisons sur lesquelles il est inutile d'insister nous n'avons pas de supplément cette semaine.

LES MINEURS ALLEMANDS

Les délégués de l'Association des mineurs allemands ont tenu, ces derniers jours, leur assemblée générale. Un rapport avait été établi pour chaque district minier. Voici l'analyse détaillée des rapports présentés.

1. Haute Silésie. — Le salaire quotidien, d'après les plus récentes statistiques, est de 3 marks 10 pfennigs (3 fr. 85). Le prix du charbon a *monté* de 1 mark par tonne : le salaire a *baissé* proportionnellement, en particulier dans la mine Friedrich-Wilhelm, où le travail se fait dans les pires conditions. Le quart est de 12 heures.

Les ouvriers malades sont mal soignés, la plupart à l'hôpital : leur famille reçoit alors 30 pfennigs (45 centimes 1/2) ; l'indemnité la plus forte est de 1 mark 10 pf. par jour, soit un peu plus de 1 fr. 35. Pensions mal servies. Les employeurs et la police s'entendent pour combattre les organisations ouvrières.

2. Basse Silésie. — On a promis aux travailleurs une amélioration de leur sort : leur sort a empiré. Une exploitation qui occupe 4.000 ouvriers leur a donné à choisir entre deux alternatives : prolongation du temps de travail de 8 heures à 10 ou réduction de salaire.

Un entrepreneur « chrétien », à la veille de Noël, a jeté dehors 50 à 60 ouvriers qui étaient à son service depuis 20 ou 30 ans. En outre, nous avons l'avantage de voir des femmes travailler dans la mine.

3. Allemagne du Centre. — L'équipe de 10 heures est presque générale, sauf dans quelques exploitations où c'est l'équipe de 9 heures. En été, par contre, le temps de travail atteint de 11 à 12 heures, pour être réduit jusqu'à 6 ou 4 heures en morte-saison. Depuis onze ans que je travaille dans la mine, jamais je n'ai vu un inspecteur du contrôle. Réclamer est dangereux ; le nom du réclamant est connu et ce « casse-cou » mis à la porte. Service médical très partial ; le diagnostic se ramène à deux formules : *incapable de travailler* à la mine ou *simulateur*. Salaires et traitement misérables.

4. Eisleben. — Dans les mines de cuivre de Mansfeld, les salaires ont notablement baissé : le salaire quotidien est de 2 m. 70 pf. à 2 m. 80. Des enfants de moins de seize ans sont employés et c'est un scandale. Bien que les entrepreneurs aient fait un bénéfice de 5 millions 1/2 de marks l'année dernière, ils n'ont pas songé à établir de fontaines pour le lavage et il est impossible d'avoir chez eux, *de l'eau potable*.

5. Zwickau. — Les entrepreneurs combattent avec acharnement l'organisation ouvrière. Ils donnent comme concurrents aux travailleurs libres des hommes et des femmes pris dans les prisons. Les salaires ont baissé. Le travail est de 11 à 12 heures.

6. Dortmund. — Les délégués précédents ont avec raison parlé des mauvaises conditions du travail dans leurs districts ; il ne faut pas croire que la situation de notre district soit meilleure. En certains endroits, le salaire est descendu à 1 mark 20 pfennigs (1 fr. 50). En outre, les ouvriers sont maltraités. Le temps de travail est allongé du fait que les équipes descendent avant l'heure et que la fraude inverse se produit à la sortie.

7. Oberhausen. — Les ouvriers sont exposés aux mauvais traitements effectifs des chefs d'équipe ; mécontentement extrême. Les conflits de droit sont jugés d'une manière qui laisse fort à désirer par les conseils des mines.

8. Haute Bavière. — Nous n'avons pas les mêmes plaintes à formuler que les délégués des autres districts : cela tient aux conditions meilleures de notre organisation. Cependant notre situation n'est pas « rose » et nous trouvons dans l'inspection des mines une hostilité très vive contre nos associations.

9. Klein Saarbrucken. Dans toute la région de la Saar, on rend absolument illusoire pour les mineurs le droit de coalition qui leur est accordé par la loi. Le syndicat des mineurs a reçu interdiction de discuter la question des salaires dans ses réunions.

Après lecture de ces rapports, l'assemblée a voté à l'unanimité la résolution suivante :

« L'assemblée générale de l'Association des mineurs allemands apprend avec indignation de quelle manière indigne les travailleurs sont toujours traités dans les mines.

« Elle proteste énergiquement contre les brutalités, contre les amendes, contre les peines disciplinaires.

« Les délégués estiment que ces provocations administratives n'ont point d'autre but que de pousser les travailleurs à une grève, qui ne profiterait en ce moment qu'aux entrepreneurs.

« Notre meilleure défense est donc actuellement de ne point bouger et notre premier devoir de nous organiser, en sorte que, dans des temps plus favorables, si les entrepreneurs ne veulent pas la paix, nous puissions entreprendre le juste combat pour nos droits.

« L'assemblée attend des gouvernements que par des dispositions législatives en faveur des ouvriers ils mettent fin aux mauvaises conditions de l'exploitation minière. »

On voit mal la relation logique qui existe entre le dernier paragraphe de cette résolution et les rapports qui l'ont précédée. L'exercice des droits *légaux* qui leur sont acquis n'est point accordé aux mineurs allemands ; sont-ils sûrs que de nouveaux droits légaux ne seraient point rendus illusoires ?

Il vaudrait mieux considérer les choses autrement, comme le fait un homme qui n'est pas un ami des travailleurs, mais qui dit parfois la vérité par imprudence. M. Quesnay de Beaurepaire constatait, l'autre jour, avec ingénuité, qu'entre *un* patron et ses *cent, deux cents, cinq cents* ouvriers, il n'y a en réalité que deux intérêts en présence, celui du maître et celui des salariés.

Deux intérêts, oui ; mais d'un autre côté, cent, deux cents, trois cents hommes contre un seul. Alors....

Pierre Quillard.

UN MONARQUE

Imaginez un petit homme qui a appris les mathématiques, ce qu'on appelle histoire dans les collèges, un peu de latin, selon les traditions ; il connaît trois ou quatre langues vivantes ; d'ailleurs pas plus méchant gars que n'importe lequel, mais fort ignorant des choses de la vie : il a végété solitairement entre ses deux sœurs, entouré comme elles de la tendresse de sa mère veuve. Son esprit s'est formé sous la discipline d'une demi-douzaine de vieux pédagogues ; et comme sa maman est une dame très catholique, le petit bonhomme, filleul du pape, a grandi dans le respect de la domination religieuse. Il a seize ans : qu'est-ce qu'on va en faire ?

Tu répondras, lecteur, mon camarade : « Actuellement, pas grand'chose ; commis aux écritures, peut-être, dans une maison de commerce ? S'il n'est pas trop abruti par son catholicisme, il se mettra vite au courant. »

Eh bien, non. Ce garçon est roi d'Espagne. Et pourquoi pas ? Il s'en tirera aussi bien que n'importe qui. Gouverner, c'est lever l'impôt, et le manger ; et c'est aussi perpétuer la pratique d'un tas de vieilles lois et mœurs qui ne répondent pas plus aux besoins actuels des populations et aux exigences de la logique la plus élémentaire, qu'une camisole de force ne peut suffire à assurer la liberté des mouvements. Il faut, pour pratiquer l'art simple et brutal du gouvernement, un grand mépris du populaire et une énorme outrecuidance : notre jeune monarque possède ces sentiments, ou, si vous préférez, ils le possèdent. Il est né roi ; c'est-à-dire que, dès le premier éveil de ses sens et de sa pensée, il a compris, par les façons d'agir de ceux qui l'entouraient, qu'il était un être exceptionnel. Il s'est habitué lui-même à dire « le Roi » en parlant de lui, émerveillé de ce mot magique et enivrant. Un jour, paraît-il, voyant par la fenêtre des enfants qui faisaient des pâtés de sable, il a voulu aller jouer avec eux, et le pédagogue, respectueux et solennel, a opposé au désir de l'enfant les exigences de la dignité royale. Et, dans le dépit de son désir contrarié, le petit monarque a compris qu'il lui était réservé de goûter le plaisir étrange et morbide de mépriser et de dominer. Autant que n'importe quel Guillaume II, ce gosse a l'âme monarchique : c'est l'essentiel pour la fonction.

Il ne sait rien ? La belle raison ! Supposez donc

un homme qui soit un puits de science, une encyclopédie vivante; vous semblera-t-il un meilleur monarque? S'il est dans la force de l'âge, plein d'expérience et même de bonne volonté, d'une activité inlassable, vous le trouverez plus acceptable? Vous vous imaginez qu'il va penser pour dix-huit millions d'hommes?

Mettez-en dix comme ça dans une Chambre du conseil, mettez-en plein un Parlement, si vous voulez, et vous croyez que les choses iront mieux? Vous croyez que les problèmes complexes de l'organisation sociale en seront résolus de façon plus congrue et plus harmonique, avec plus de souci des droits individuels et des réalités économiques? Alors si le gouvernant a quarante ans et une grande barbe, il vous semblera moins impertinent? Et si, au lieu d'un polisson, il y en a cinq cents, vous serez au comble de vos vœux?

Pour moi, il me plaît, ce petit monarque. Et s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer : parce qu'il résume clairement, dans sa chétive personne, l'absurdité des dogmes politiques. Et si quelque Barnum de l'avenir a la fantaisie de montrer aux hommes éclairés et affranchis quelques types des monstres du passé, il n'en trouvera pas de plus synthétique, de plus parfaitement paradoxal et bouffon que celui-là.

M. L.

MOUCHARDS

Il vient de se fonder à Paris, 27, rue Saint-Lazare, une « Ligue pour le salut de la patrie russe ». Elle s'est annoncée, à notre connaissance, par une lettre-circulaire envoyée à domicile et par un article paru dans l'*Eclair* du jeudi 12 mai : deux colonnes serrées où le rédacteur, naturellement anonyme, et le représentant de la ligue, interviewé par le susdit, et pareillement anonyme, exposent, en français de mouchard, le but de cette institution, succursale parisienne de la Troisième Section.

Nous savions déjà (1) qu'après l'exécution d'Alexandre II, en mars 1881, une ligue secrète pour la protection du tsar avait été fondée à Pétersbourg. « Des officiers de tout grade reçurent triple traitement pour y entrer et se charger d'un service d'espionnage volontaire dans toutes les classes de la société. » Nous savions qu'elle existait encore « sous une forme plus officielle, sous le nom d'Okhrana (protection) ». C'est elle, sans doute, qui s'installe maintenant à Paris.

Elle veut, naturellement combattre et persécuter les révolutionnaires réfugiés et surveiller la jeunesse qui vient chercher à Paris l'enseignement qu'on lui refuse en Russie. Pour cette besogne, on demande aux patriotes français leur concours. Entre patriotes...

Le tsar, après les gentillesses réitérées du grand Félisque et du petit Loubet, après les acclamations des badauds de France, avait déjà une assez bonne idée des services que pourrait lui rendre « la nation amie et alliée ». Quand il a vu un socialiste collectiviste révolutionnaire accepter ses décorations et venir, bichonné, souriant, tout comme un vulgaire républicain, lui réciter son petit compliment, son acte de renonciation à toute dignité humaine, il a dû naturellement se demander ce qui pouvait bien rester en France pour faire opposition à sa volonté. Puisqu'il était de bon ton pour un révolutionnaire français de venir lui faire la courbette, au moment même où, en Russie, l'agitation ouvrière, paysanne et universitaire était férocement réprimée, il ne faudrait pas se donner grand mal pour préparer l'opinion et lui faire accepter, à Paris même, la Troisième Section et ses procédés.

De là la lettre-circulaire et l'article dans le journal à tout faire : considérations soi-disant philosophiques, sociologiques et historiques, injures plates à l'adresse des révolutionnaires russes et des anarchistes en général, en somme un petit tas d'inepties auxquelles ce serait faire trop d'honneur que de répondre. Tout cela pour justifier une invitation à donner, sous forme d'adhésion à la ligue, *la promesse d'un consentement tacite à toutes les persécutions possibles contre les réfugiés politiques et contre la jeunesse russe de Paris*.

Nous allons voir s'il se trouvera des hommes assez aveugles pour accepter comme sincères et raisonnables de grossières élucubrations, et assez émasculés pour donner le consentement qu'on leur demande.

Pour nous, nous voyons dans cette tentative une infamie de plus au compte du tsarisme policier et de ses amis les gouvernants de France ; surtout nous sommes heureux d'y reconnaître l'aveu mal *déguisé* d'une terreur grandissante.

M. Langlois.

(1) Voir Kropotkine, *Mémoires*, p. 449.

ADORATEUR EN DÉLIRE

Dans la *Raison* (n° 71), journal ordinairement sensé, encore que teinté de ce cléricalisme à rebours dont tout anticlérical spécialiste se dégage difficilement, un *phrénétique*, du nom de Gustave Téry nous a narré les émotions qu'a ressenties son cœur fidèle, au soir évidemment glorieux de l'élection de Jaurès.

M. G. Téry semble s'évertuer à jouer autour du « brillant leader » le rôle de réflecteur permanent. Faut croire qu'il n'a rien de mieux à faire, et puis, si ça l'amuse, ça ne nous regarde pas. Mais notre homme est philosophe, et au moment où il vient de contempler la foule des bad... pardon, des socios « accourus » à la *Petite République* et frissonnant de tendresse, — c'était « comme une immense et fervente prière... qui semblait forcer la main à la Destinée » — à ce moment, son âme philosophique chante le couplet suivant : « J'ai connu là toute la grandeur d'un homme. Ah! quel est donc l'imbécile, le médiocre ou le raté qui a dit un jour cette parole venimeuse: « Peuple, guéris-toi des individus » ? De quel cerveau jaloux est issue cette basse conception de l'égalité dans l'impuissance et dans le néant? Que seriez-vous, arrière-neveux de l'anthropopithèque, si l'humanité s'était guérie des individus qui s'appelèrent Jésus (le diable en l'emportant nous aurait bien servis), Descartes (oui, celui-là, un cerveau pensant) Voltaire (saluons) Mirabeau? » — Mirabeau? que diable vient-il faire là? Ah! j'y suis : un ventre majestueux, une face épaisse et grand orateur... compris!

Eh bien, non! adorer un homme comme un fétiche, nous prosterner devant lui, fût-il grand orateur, ce n'est pas le bon moyen pour que nous soyons, selon vos propres paroles, « tous des individus ». Celui qui prononça ou écrivit cette parole qui vous fâche si fort que vous l'injuriez, Monsieur le philosophe, comme Syveton naguère injuria Mesureur, celui-là en avait sans doute observé plus d'un qui s'était, comme vous, égaré dans une dévotion intempestive. Il avait raison. Voyez vous-même dans quel état vous vous mettez. Voilà que le catholicisme de votre enfance vous remonte au cerveau. Par l'effet, sans doute, de la « fervente prière» la nouvelle de l'élection « arriva, comme *tombée du ciel* », « et l'on eût dit que, *d'eux-mêmes*, ces petits mots étaient venus s'inscrire sur le transparent : Jaurès élu. » Un miracle, quoi! et ça finit, ô disgrâce, en Bouguereau : « *des jeunes filles lançaient des fleurs aux étoiles...* ».

De grâce, Monsieur, reposez vos esprits!

E. Montréhor.

DES FAITS

On s'injurie encore dans les réunions publiques, mais par dessus le marché on achète des suffrages.

On a des courtiers qui parcourent les rues des villes et les campagnes et qui, les poches pleines d'or, achètent les électeurs comme les maquignons les chevaux et les mulets; et quand on remporte la victoire, on s'écrie bien haut que ce sont les principes qu'on représente qui ont triomphé, alors que, les trois quarts du temps, la plupart des électeurs ont mis ces principes dans leurs poches avec les pièces de vingt francs qu'on leur a distribuées.

Bastia-Journal, 10 février 1902.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Une catastrophe terrible s'abat sur une colonie; une ville de 30.000 habitants est détruite avec les villages environnants; l'île tout entière est menacée; la population affolée, prise entre deux morts, la faim et le feu, crie qu'on lui donne les moyens de fuir. C'est là que l'Etat-Providence devait se manifester dans toute sa grandeur. Qu'a-t-il fait? Tout ce qu'il était capable de faire : presque rien.

Le gouvernement français a envoyé aux sinistrés une somme insignifiante, des secours insignifiants; il a été réduit à faire appel à la générosité publique et à tendre la main. Si encore l'on était sûr que tout cet argent atteigne son but?

De l'œuvre de secours en argent et en actes, retranchez ce qui est dû aux gouvernements étrangers et à l'initiative privée, et calculez la part de l'Etat-Providence français. Elle n'est pas grosse.

J'ai tort de dénigrer l'Etat et ceux qui le représentent. A la nouvelle du désastre, le chef du gouvernement a pris le train pour Brest et a sauté dans un navire. En route!... pour la Martinique? Non, pour la Russie. Pendant qu'on ne sait où trouver de l'argent pour venir en aide aux malheureux que guettent de nouveaux cataclysmes, le chef de l'Etat français prend dans nos poches des sommes considérables, s'offre un voyage coûteux et s'en va banqueter quelque part.

Le chef républicain va banqueter et toaster, aux frais du peuple républicain, avec l'un des plus grands despotes de la terre. Ces deux Messieurs s'embrassent, se jurent une éternelle amitié, au-dessus du cadavre encore tiède de l'antityran Balmaschef, et font défiler devant eux, pour mieux se réjouir, de longues troupes de massacreurs à leur dévotion avec les plus nouveaux engins de meurtre.

Il n'y a là ni républicain ni despote. Il y a là tout simplement deux hommes que le hasard a fait représentants des castes privilégiées et orgueilleuses de deux pays, et qui, pleins d'une bien compréhensible sympathie l'un pour l'autre, contemplent avec satisfaction l'armée formidable, l'armée d'imbéciles qui fait toute leur force.

R. C.

Maintenant que les élections sont terminées et que les maîtres que s'est à nouveau donné le bon mouton « populo », sont nommés le péril « clérical », qu'on lui montrait menaçant, n'existe plus. Moines, curés et ministres de « Défense républicaine » fraternisent et jouent ensemble la comédie.

Qu'on en juge :

Les calotins, qui ne sont pas à une contradiction près, avaient organisé, jeudi dernier, un « service à la mémoire des victimes de la catastrophe de la Martinique ». Ces polichinelles avaient sans doute, une fois de plus, éprouvé le besoin de remercier leur Dieu assassin d'avoir fait périr tout une malheureuse population. Ils avaient pour la circonstance convoqué le ban et l'arrière-ban de la franc-maçonnerie et autres sectes athées. Chambrée admirable; qu'on en juge par cette description donnée par les journaux bien pensants, et que s'est bien gardé de reproduire le journal du pieux Jaurès et autres gazettes de même allure :

« Dans le chœur, à droite, avait pris place le cardinal Richard, archevêque de Paris; en face de lui, le siège ordinaire du nonce apostolique était demeuré vide, le nonce ayant pris rang parmi le corps diplomatique. Quarante curés de Paris et cinq évêques assistaient au service : M. Doulcet, évêque de Bulgarie, MM. Potron et Christiaens, tous deux pères capucins, évêques, le premier de Jéricho, le second de Colophon, MM. Leroy et de Courmont, tous deux pères du Saint-Esprit, évêques, le premier d'Olinda, le second de Bodona.

« A l'entrée du chœur, à l'intérieur de la balustrade, était placé le colonel Bataille, officier de la maison militaire du président de la République, représentant officiellement M. Loubet.

« Autour du catafalque, dans le transept, se trouvaient les membres du gouvernement : MM. Waldeck-Rousseau, président du conseil, Monis, ministre de la justice, général André, ministre de la guerre, de Lanessan, ministre de la marine, Decrais, ministre des colonies, Caillaux, ministre des finances, Jean Dupuy, ministre de l'agriculture, les délégations du Sénat et de la Chambre, le corps diplomatique. »

Comprendras-tu enfin, bon électeur, bon mouton populo, que tous ces gens-là ne font semblant d'être en désaccord que pour mieux te gruger et pour mieux t'exploiter. L'exemple est là, vivant, vieux de trois jours.

P. Delesalle.

Chalon-sur-Saone. — *Echos de période électorale.* — La période électorale vient de nous donner une nuance nouvelle de socialisme; c'est ainsi que nous avions les socialistes révolutionnaires (oh! combien), ministériels, guesdistes, allemanistes... j'en passe.

M. Bouveri, maire de Montceau, le candidat présenté par le Comité socialiste, vient d'en créer une nouvelle nuance. Voici les paroles qu'il prononça

à la réunion électorale de Saint-Jean des Vignes : « Je suis fier d'avoir servi la patrie, d'avoir été soldat... » Ce Monsieur est donc socialiste patriote tout comme les candidats de la P. F.

Dans la réunion de Chalon, il nous fit part de la petite lâcheté qu'il commit lors du congrès des mineurs, au moment où allait être décidée la G. G. des mineurs.

Pendant que les mineurs de Montceau déléguaient deux de leurs camarades Merzet, et Meulien, pour soutenir la G. G. au congrès d'Alais, il déclare avoir fait d'accord avec ses amis Basly et Lamendin, tout ce qu'il put pour entraver la G. G.; savons que cet aimable trio a réussi.

Quand il s'agit d'assurer leur élection, les plus farouches révolutionnaires ne reculent devant aucune lâcheté.

Quand donc le bon populo ne comptera-t-il que sur lui-même pour s'affranchir.

L. Billard.

Comme les années précédentes, de nombreux groupes révolutionnaires s'étaient donné rendez-vous dimanche dernier au cimetière du Père-Lachaise, pour déposer des couronnes sur la tombe des victimes de la « semaine sanglante ».

Ce traditionnel pèlerinage au « mur des fédérés » a montré une fois de plus ce que vaut la « liberté républicaine » et, à trente et une années de distance, les travailleurs, bons votards, ont pu se rendre compte que l'on était toujours prêt à les massacrer et que c'est un crime de se souvenir des vaincus de la réaction bourgeoise.

Tout le Paris mouchard, policier et sergotique était là, sous les ordres du grand chef Lépine, particulièrement bileux et nerveux. Il s'en est fallu de peu, qu'à force d'exciter ses sbires, il ne taillât à la « Défense républicaine » à la veille de disparaître, une nouvelle « journée ».

Une fois de plus, populo a pu voir le cas que l'on fait, une fois les élections passées de sa souveraineté. Une quarantaine d'arrestations ont eu lieu. Des poursuites suivront, naturellement.

Mouvement ouvrier. — Dans le journal *Le Droit de l'ouvrier maréchal*, je découpe cette intéressante constatation : « Nous avons obtenu la journée de dix heures, la suppression du travail du dimanche dans le département de la Seine; *ce n'est pas avec les articles d'une loi*. Quand nous voudrons obtenir d'autres améliorations, employons les mêmes moyens, nous arriverons au but : mais ne comptons que sur nous-mêmes, joignons nos efforts pour faire une propagande active autour de nous. Là est le salut. »

Cela est certainement très bien, mais n'y a-t-il pas là une contradiction avec le début de l'article et d'autres du même journal, qui préconisent des « conseils du travail » et autres combinaisons bien faites justement pour endormir les travailleurs.

A propos des journaux corporatifs, il est vraiment regrettable qu'ils ne donnent pas plus souvent des renseignements exacts sur les salaires, les heures de travail, la réglementation, les accidents, etc., etc., sur les corporations dont ils sont les organes. Cela serait vraiment préférable et surtout plus utile que tous les comptes rendus plus ou moins officiels qui s'y rencontrent.

Les grèves. — Après deux mois de lutte, les ouvriers porcelainiers de Limoges ont repris le travail. Victoire partielle.

A Lure, 200 métallurgistes sont en grève; ces travailleurs ont quitté le travail parce que les patrons avaient renvoyé quelques-uns de leurs camarades parce que membres du syndicat. Grève toute de solidarité.

A Jury, grève des ouvriers verriers qui refusent d'accepter une diminution de salaires.

Le personnel de la manufacture de tabacs de Reuilly est aussi en grève depuis quelques jours. L'État, le patron idéal des collectivistes, est le pire des patrons et ses salariés se révoltent. Un appel à la solidarité des autres manufactures et les engageant à cesser, eux aussi, le travail a été fait.

Les ouvrières de la raffinerie Jaluzot, à Gonche, près Saint-Quentin, qui gagnent 1 fr. 60 par jour, viennent de quitter le travail, le patron ayant refusé la légère augmentation de salaire qu'elles réclamaient.

P. Delesalle.

Allemagne.

Congrès des mineurs. — La semaine dernière s'est tenu à Dusseldorf (Allemagne) le treizième congrès des ouvriers mineurs. 114 délégués ne représentant pas moins de 1.453.000 mineurs étaient présents.

Le compte rendu de ce congrès nous donne d'intéressants renseignements sur la situation respective des ouvriers mineurs en Europe.

La journée de 8 heures telle que la réclament les mineurs français c'est-à-dire compris le temps de descente et montée, a été adopté ; moins les délégués de Durham (Angleterre) qui, eux, font moins de 8 heures, tous les autres délégués d'Angleterre, ceux d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique et de France sont d'accord sur la fixation de la journée à 8 heures.

Les différents rapports lus à ce sujet au congrès tout en faisant quelques réserves sur son application immédiate laissaient entendre, que l'on pouvait en espérer la réalisation à brève échéance.

La journée actuelle varie non seulement suivant les pays mais suivant les divers bassins miniers d'une même nation.

Le rapport établi par les délégués français montre que là où la journée de 8 heures est admise actuellement le rendement est plus considérable qu'il ne l'était auparavant. Le principal argument qui fait rejeter la journée de 8 heures comme immédiatement réalisable est donc faux.

C'est de Belgique que viennent les plaintes les plus fortes, la durée du travail varie suivant les compagnies et va parfois jusqu'à 12 heures. De plus, dans certaines mines, on néglige les précautions les plus élémentaires, et il s'ensuit de nombreux accidents.

En Autriche, la grande grève de 1900, a conquis la loi de 9 heures. Ils poursuivent maintenant les 8 heures.

En Allemagne, la situation n'est guère brillante et il y a de grandes différences suivant les districts miniers. La journée varie entre 8 h. 1/2 et 12 heures, la moyenne étant de 9 h. 1/2 à 10 heures pour les travailleurs du fond, y compris d'ailleurs la descente et la montée.

Parmi les faits cités au cours de ce congrès plusieurs sont particulièrement intéressants. Celui entre autres qui montre combien le chiffre des heures de travail a d'influence sur les accidents qui s'accumulent surtout pendant les dernières heures de la tâche. Un délégué allemand s'est aussi efforcé à démontrer combien le chiffre des heures de travail influe sur le développement intellectuel du travailleur. En Angleterre du reste l'on arrive à des constatations semblables.

Après cet important débat, les délégués allemands ont proposé la création d'un secrétariat international de l'exploitation minière; sur la proposition des Anglais, la question a été ajournée au prochain Congrès. L'assemblée a décidé que ce Congrès se tiendra l'an prochain à Bruxelles.

Espagne.

Madrid. — La méfiance était bonne. Ce grand complot qu'un soi-disant anarchiste avait si complaisamment dévoilé et sur lequel les autorités gardaient un si mystérieux silence, n'était qu'une maladroite invention de Don Laureano Diaz, chef de la police judiciaire à Madrid. Les six arrestations avaient eu lieu le matin du couronnement, samedi 17. Le 18, le 19 et le 20, grandes nouvelles et grand potin ; puis, plus rien. Un de nos camarades du journal *Tierra y Libertad*, de Madrid, nous explique les choses.

Il y a environ 6 mois, nous dit-il, un de ceux qui ont été arrêtés à propos de cette fameuse découverte de dynamite vint me dire mystérieusement : « Don Laureano de Diaz, chef de la police judiciaire, m'a dit que tu faisais préparer deux bombes. » J'ai pris cet homme par le bras et lui ai dit : « Tu vas venir avec moi chez le chef de la police pour qu'il répète en ma présence ce que tu viens de me dire. » Et lui de répliquer : « C'est qu'il m'a dit cela en confidence, et m'a fait promettre de ne pas le dire... »

Cela suffisait ; notre camarade écrivit aux journaux de Madrid, qui chantaient les louanges de la police, qu'il leur conseillait plus de prudence, cette affaire sentant fort le mouchard : dès le lendemain les nouvelles sur le complot avaient beaucoup perdu en importance. D'autres détails, trop longs à exposer ici, prouvent surabondamment que toute l'affaire n'est qu'une mauvaise farce.

∴

Barcelone. — Des trente-sept camarades arrêtés pour réunion soi-disant clandestine et, illégale, en réalité parce qu'ils se préparaient à réunir des souvenirs gênants pour les autorités, six ont été retenus en prison. Les journaux bourgeois sont annoncé leur mise en liberté, sous la pression de l'opinion publique. Mais *Tierra y Libertad*, en date du 24 mai, dit qu'ils sont toujours sous clé.

Tarrasa (prov. de Barcelone). — Le 20 mai, les ouvriers de l'industrie textile se sont mis en grève, demandant que la journée soit réduite de 11 h. à 10 h. Dans la matinée du même jour, les patrons se réunirent et décidèrent de faire savoir aux ouvriers que ceux qui ne se présenteraient pas pour travailler le lendemain seraient congédiés. Il y avait environ quatre mille grévistes. Les ouvriers répondirent que la menace faite par les patrons ne les touchait pas et qu'ils ne transigeraient pas.

Dans l'après-midi du 22, le correspondant du *Heraldo* de Madrid à Barcelone annonçait que les nouvelles de Tarrasa étaient arrêtées par la censure ; on lui avait signifié défense de parler de la grève ; de même pour les journaux de Barcelone. Et depuis, en effet, plus un mot.

Gouverner, c'est dominer, et quand le patient regimbe, gouverner, c'est supprimer. On comprend que pour çà il faille beaucoup d'instruction.

M. L.

Suède.

Il y a quelques jours le Parlement, qui tient sa dernière session avant les élections, avait à discuter un projet de loi élargissant le cercle des votants. Avec le régime actuel, tandis qu'en France par exemple, le rapport du chiffre des votants au chiffre total de la population est d'environ 28 pour cent, il n'est en Suède que de 6 pour cent. Avec le projet en discussion, il devait s'élever à environ 11 pour cent.

Le parti ouvrier avait décidé, il y a quelques semaines, de faire, à l'exemple de la Belgique, grève générale pendant la discussion parlementaire. Cela devait durer à peu près trois jours. Tout fut donc préparé, on fit, par exemple, du pain d'avance. Et, au jour dit, tout le monde cessa le travail. Plus de gaz, plus de véhicules, plus de journaux, etc. A Stockholm, 30.000 chômeurs; à Malmoe, centre important d'ateliers de chemins de fer, 9.000; à Helsingborg, chômage complet etc. ; en tout, dans le pays, plus de 100.000 grévistes, on a parlé de 150.000 ; tous, d'ailleurs, d'un calme absolu.

Au Parlement, la droite qui avait jusqu'alors déclaré que « le temps d'une réforme de la loi du suffrage n'était pas encore venu », changea d'avis. A la Première Chambre, ce fut l'évêque Billing qui présenta une résolution par laquelle le gouvernement était requis d'élaborer pour le commencement de la session de 1904 une loi basée sur le droit de suffrage pour tout citoyen âgé de 25 ans. Le projet fut adopté. A la Deuxième Chambre, M. Mousson, chef du parti agrarien, fit voter une proposition analogue, sauf cette restriction : « ... pour tout citoyen âgé de 25 ans, *ayant satisfait aux obligations du service militaire et de l'impôt*. » De cette façon, le suffrage n'est plus du tout universel.

Cependant le Comité directeur du parti ouvrier décida la reprise du travail pour le samedi soir, 18 mai, à 6 heures.

Ces faits prouvent que les politiciens socialistes ont vu ce que l'on peut faire avec la grève générale, et qu'ils tâchent d'en jouer à leur profit. Ils veulent des sièges parlementaires et vingt autres espèces de prébendes. Au moment voulu, on fait « donner » le parti, on sort l'épouvantail aux bourgeois. Ça ne produit pas un effet merveilleux, parce que les gens en place sentent bien que les chefs socialistes ne sont pas réellement révolutionnaires, et ils n'ont que demi-crainte. Mais enfin, ça prend tout de même un peu, et puis le peuple est content. Il s'imagine qu'il a accompli quelque chose, et il est heureux et fier. On lui a si bien persuadé qu'il faut aller à pas lents, prudemment, comme un malade affaibli qui réapprend à marcher. Pour cette fois, histoire de lui apprendre à marcher, on l'a fait se rasseoir encore pour un bon moment. Quand le petit exercice recommencera, on aura soin de lui lier les chevilles ensemble pour qu'il ne puisse pas aller trop vite.

A moins que, sentant sa force, il n'envoie paître les flagorneurs et ne se décide à marcher tout seul.

Odine.

Belgique.

Lorsque nous affirmons que la forme ou l'étiquette gouvernementale n'implique aucunement un certain degré de liberté, les bonnes gens qui croient encore au mot « république » ne veulent pas en convenir.

Voici un fait indéniable.

En 1900 nous avions pensé réunir à Paris quelques

camarades et examiner ensemble les meilleurs moyens de propagande. La « *Défense républicaine* », qui officiait déjà, interdit violemment notre congrès. Dans le royaume de Belgique, nos camarades peuvent se réunir plus librement et ont pu tenir un congrès à Liège, le dimanche et le lundi de la Pentecôte.

Cent soixante camarades se sont rendus à *Liège* et ont pu discuter librement et échanger leurs idées sur les sujets suivants : « Les anarchistes et la propagande syndicale ; Les réformes ouvrières ; La presse anarchiste ; La propagande à la campagne. » Organisation d'une Fédération révolutionnaire.

Nos camarades du *Réveil des travailleurs* donnent un compte rendu résumé des discussions. J'y reviendrai prochainement.

P. D.

Nouvelle-Calédonie.

Bourail. — Il n'y a ici que deux écoles, où l'on n'enseigne absolument que les premiers éléments de notre langue et le catéchisme de Marie, dont je me propose de vous envoyer sous peu un exemplaire. La première est dirigée par les frères ignorantins et le curé de la commune et l'autre est un internat — créé par l'administration pénitentiaire, et confié aux frères maristes et à un aumônier. Cette institution, que l'on décore pompeusement du nom de « philanthropique », est copiée sur celle des maisons où l'on enferme, en France, l'enfance « abandonnée ou coupable », c'est-à-dire une espèce de maison de « correction ». Voici ce qui fut mis en avant pour la fonder. Les enfants des colons d'origine pénale, prétendit-on, sont exposés, dans leur famille à subir l'influence pernicieuse de leurs parents. Il y a donc un danger social à les laisser dans un pareil milieu ; prenons-les donc à notre charge et plaçons-les dans une ferme agricole où nous leur donnerons une forte éducation religieuse, qui les préservera du mal et où nous leur apprendrons la culture ; on en fera d'excellents chrétiens et de bons valets de ferme.

Les parents, il est vrai, ont la faculté de garder leurs enfants auprès d'eux ; on ne les leur prend pas de force, mais ceux qui se refusent de les laisser interner là jusqu'à l'âge de seize ans ou qui les retirent avant le terme fixé, sont à peu près sûrs d'être dépossédés de la jouissance des terrains qu'ils cultivent à leur profit. Ce qui fait que presque tous les parents se voient forcés de livrer leurs enfants à ces pétrisseurs d'âmes.

Et qu'on n'aille pas croire que cette captivité déguisée de l'enfance innocente soit le seul malqui en résulte : on l'exploite indignement. Tous ces enfants, de cinq à seize ans, travaillent incessamment aux travaux de la ferme qui produit des bénéfices prodigieux aux « bons frères instituteurs ». De telle sorte que la prétendue gratuité de l'éducation grossit, d'année en année, le capital de la « Congrégation mariste ». Il va de soi que, si on leur donne une forte instruction de travail agricole pratique, l'autre — l'instruction intellectuelle — est à peu près nulle. En dehors du catéchisme, on ne leur apprend rien, absolument rien. On n'a pas encore vu sortir de là un seul élève qui fût capable d'écrire dix lignes sans faire les plus grossières fautes d'orthographe ! Par contre, ils récitent merveilleusement les patenôtres, les louangeuses hymnes à la Vierge et les prières les plus fantastiques à saint Antoine de Padoue et autres saints protecteurs. Comme crétinisme, on ne saurait trouver mieux ; c'est parfaitement réussi...

Sortie de là, cette jeunesse devient ce qu'elle peut : esclave de la glèbe ou chair à canon !

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Jeunesse Socialiste révolutionnaire du Ve arrondissement. — Jeudi 29 mai, à 8 h. 1/2, rue Mouffetard, 76, conférence par Marais : L'Individu dans la société selon Fourier.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle (XVIIIe arrondissement). — Conférences :

Lundi 2 juin. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

Mercredi 4. — A. Chenevier : La législation syndicale au dix-neuvième siècle (I).

Jeudi 5. — Cours de diction, par M. Laucy.

Vendredi 6. — Alteyrac : Cours élémentaire de physique (électricité).

Samedi 7. — Daniel Halévy : L'évolution de la doctrine républicaine de 1830 à 1840.

Samedi 31 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Lassalle, 18, rue de Reuilly (près le faubourg Antoine) conférence sur : L'Amour libre, le Droit à la vie, avec le concours d'Ernest Giraud et Georges Butaud.

A 9 h. 1/2, grande soirée familiale avec le concours du Vieux Père Lapurge et de nombreux camarades. Entrée : 0 fr. 25 pour les frais.

La « Ligue de Défense du Quotidien » formée en vue de soutenir la seule feuille vraiment socialiste révolutionnaire (1) ayant vu sombrer cet unique espoir, s'est transformée en « Ligue de solidarité » et espère pouvoir dans la mesure de ses moyens continuer l'œuvre de propagande commencée dans ce journal, et, afin de faire œuvre de solidarité a résolu de s'occuper de l'Œuvre des Enfants à la Montagne. Afin de faire aboutir cette œuvre, la Ligue est résolue à faire feu de tout bois et de toute flèche, faisant appel à tous ceux qui s'intéressent aux efforts socialistes. La Ligue, composée exclusivement de libertaires et de socialistes révolutionnaires, espère trouver parmi les militants le dévouement nécessaire à faire aboutir cette œuvre, soit en souscrivant sur nos listes, soit en adhérant à la Ligue.

Le secrétaire : Royer.

Un de nos camarades désire se procurer *Patrie et Internationalisme* de Hamon. Nous offrons quatre brochures à choisir dans notre catalogue en échange.

Nous sommes toujours preneurs du no 9, 4 mars 1877, de la 6e année du *Bulletin de la Fédération Jurassienne*. C'est le seul qui manque à notre collection. Si un camarade pouvait nous le trouver il nous rendrait service.

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, conférence sur le syndicalisme en France (suite), par un camarade.

Les camarades ayant des volumes sont priés de les rapporter.

Jeunesse libertaire du VIe. — Samedi 31 mai, à 9 heures, salle Mouton, 7, quai de Conti, causerie.

Sommaire du no 13 de *Jean-Pierre* :

Une histoire de billes, par Alice Canova, illust. Jules Hénault.

Lettre de Jean-Pierre à Lulu, au sujet des nègres, par Gabrielle Coblence.

Gigola, par G. Lilyr (fin).

Lettres d'un enfant, extraits, Jacques Robert.

Conte nègre, par P. Didier, ill. Lange (suite).

Le déjeuner dans la cour, traduction allemande Hebel, trad. par René Mook, ill. Salaun.

Chambre syndicale des ouvriers électriciens et parties similaires. — Assemblée générale extraordinaire, le samedi 31 mai 1902, salle des commissions, 5e étage, Bourse du Travail, à 8 h. 30 du soir.

Ordre du jour : Affaires diverses.

Dans un article de E. Montfort, paru dans l'*Idée Libre*, il y est question de deux volumes antimilitaristes parus en allemand : *Militaerische Schreckenschilder in Friedenszeiten*, d'Hermann Schœrer et *Warum ich fahnenflüchtig wurde*, de Rudolf Kraft. Quelqu'un de nos abonnés allemands pourrait-il m'envoyer quelques renseignements : leur esprit, où et quand ils ont été édités ?

Groupe de la liberté d'opinion. — Réunion tous les samedis à 8 heures du soir au local habituel. Causerie ; prêt de livres et brochures.

Projet d'organisation d'une ballade champêtre.

Roubaix. — Les camarades qui désirent des *Peste religieuse* peuvent s'adresser à Béranger, 38, rue Paul Bert, qui les laisse à 2 francs le cent, plus les frais d'envoi.

Amiens. — Les camarades du groupe *La Parole et les écrits*, se réuniront dorénavant tous les samedis au Cent de Piquet, à 8 h. 1/2 du soir, où un sujet spécial sera traité par un camarade.

Le premier portera sur le brochure de Cabossel et Labigenne, traitant de : La Solution sociale.

Nantes. — Les camarades de Nantes et environs se rencontreront le dimanche 1er juin, à 3 heures de l'après midi, au café de Bretagne, no 12, place de Bretagne.

On discutera la question sociale. Chants révolutionnaires.

Bordeaux. — Le compagnon Giros, jadis domicilié à Bordeaux, en ce moment à Agen, aura la bonté de nous envoyer le timbre en caoutchouc, propriété du groupe.

(1) C'est flatteur pour ceux qui restent. — N. D. L. R.

Chaque samedi, réunion des camarades chez Séré, 13, rue Porte-Basse, au débit.

Depuis plusieurs mois les volumes divers composant la bibliothèque du groupe anarchiste ne sont remis — s'ils sont remis — que six mois après leur sortie. Ceci est déplorable.

Les camarades détenteurs de livres, sont priés de les remettre au plus tôt, une bibliothèque libertaire étant une œuvre commune et utile.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La jeunesse. La matinée d'un seigneur, tome II des *Œuvres complètes* de L. Tolstoï ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Stock.

La Fille sauvage, pièce en 6 actes de Curel ; 2 fr., chez Stock.

Syndicats ouvriers, fédérations, bourses du travail, par L. de Seilhac ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

Appel aux hommes conscients, par Fromentin, *Groupe révolutionnaire antiparlementaire* de Rochefort.

L'Exploitation électorale, de Jaunet ; broch., 0 fr. 20.

Tiers-Etat, comédie en un acte par Descaves ; 1 fr. 50. — *Discours civiques*, par Tailhade ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Observations sur le développement de l'enfant par le Dr Giroud, broch. 1 fr. 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

La comédie italienne en France, par Bernardin, 1 vol., 2 fr. 50, même librairie :

A lire : *La révolte des paysans en Russie*, Da ; *L'Européen*, 17 mai.

Un médecin anarchiste au sixième siècle, Dr H. Graset ; *L'Evolution médicale*, 1er mai 1902.

Différents articles ou discours d'Anatole France, recueillis par le *quinzième Cahier de la quinzaine* troisième série.

Lettre de Schrader, *Le Temps*, 21 mai.

A voir : *Vieille chanson*, dessin de Roubille ; *Le Rire*, no 394.

Avocats, dessins de Goussé ; *Assiette au beurre*, no 60.

PETITE CORRESPONDANCE

V. d. B., rue Delaitre. — Nous avons un autre abonné de même nom, nous avions marqué, par erreur votre abonnement sur sa fiche.

H., à Brest. — Quelques-unes des brochures demandées épuisées, remplacées par d'autres. — Le volume étant expédié, c'est 2 fr. 75. — C'est lorsqu'on vient le prendre que c'est 2 fr. 50.

P. *C., à Lyon.* — En effet, vaut mieux n'écrire que d'un côté.

C. B., à Genève. — Alors c'est à C. qu'il faudra adresser l'exemplaire.

R., à Lille. — Le *Flambeau* ne paraît plus. — Nous écrirons à la maison Hachette.

L., au Havre. — Demandez à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : E., F. Elbeuf. 0 fr. 50. — Collecte à la réunion de Louise Michel aux Quatre-Chemins, 15 fr. — Saint-Etienne, Souscription en faveur des camarades espagnols emprisonnés à la suite des troubles de Barcelone : Rossillot, 0 fr. 50 ; Gerbaut, 0 fr. 50 ; Fleury M., 0 fr. 50 ; F. Damant, 0 fr. 50 ; C. Fournier, 0 fr. 25 ; Denis, 0 fr. 50 ; Duculty, 0 fr. 50 ; Reynard, 0 fr. 50 ; Fleury Gabriel, 0 fr. 50 ; Escoffier A., 0 fr. 25 ; Vallon, 0 fr. 50 ; Combe, 0 fr. 30 ; Rouchouse, 0 fr. 50 ; Efantin, 0 fr. 30 ; Bresson, 0 fr. 50 ; Chalaye, 0 fr. 50 ; Vinaise, 0 fr. 50 ; Descours, 0 fr. 50 ; Bayle, 0 fr. 20 ; Jean, 0 fr. 20 ; Fleury Antoine, 0 fr. 50 ; Masson, 1 fr. ; Font Jaime, 2 fr. 50 ; Foch François, 2 fr. 50 ; Danclar, 1 fr. 50 Faure, 1 fr. ; Rossillol, jeune, 0 fr. 50 ; Gomet, 0 fr. 50 ; Samuel, 1 fr ; Démure, 0 fr. 80 ; Barbier, 0 fr. 50 ; Françon, 0 fr. 50 ; X., 0 fr, 50 ; X., 0 fr. 50 ; V., 0, fr. 40, X., 0 fr. 50 ; Verdier, 0 fr. 50 ; Gouteyron, 0 fr. 50 ; Masson jeune, 0 fr. 50. Ensemble : 24 fr. 70. — Total : 40 fr. 20. — Listes précédentes : 41 fr. 55. — En caisse : 81 fr. 75.

Nous faisons parvenir 40 fr. aux camarades de *Tierra y Libertad*, pour être distribués aux victimes des événements de Barcelone.

Reçu pour le journal : G. V., à Autun, 1 fr. — L. F., à Montauban, 0 fr. 50. — Obole de Auguste et Marianne des Parias Picards, 0 fr. 25. — D., 3 fr. 50. — J. N., à Buzen, 2 fr. — Merci à tous.

L. B., La Blancarde. — B. à Roubaix. — C., à Côme. — M., à Nonancourt. — C., à Garches. — J. à Charolles. — N., à Focsani. — K. à Lausanne. — N., P., à Londres. — H. à Châlons sur Marne. Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

UITIÈME ANNÉE N° 6 — DIX CENTIMES — DU 7 JUIN AU 13 JUIN 190

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Toujours pour les mêmes raisons, nous n'avons pa s de supplément cette semaine. C'est une lacune que nous regrettons autant qu'eux, mais à l'impossible nul n'est tenu.

A NOS LECTEURS ET ABONNÉS

Nous avons des lecteurs répartis un peu dans les cinq parties du monde ; malgré cela, nous sommes souvent forcés de nous servir des renseignements des journaux bourgeois pour faire notre mouvement social, tandis qu'il serait facile d'en faire un intéressant si nos lecteurs voulaient nous envoyer les renseignements qu'ils peuvent récolter autour d'eux.

Nous ne leur demandons pas des choses littéraires. Des faits, surtout. Nous nous chargerions de les mettre sur pied.

IL Y A FAGOT ET FAGOT...

paraît-il ; c'est M. Guieysse qui, dans le n° 72 de *Pages libres*, en a fait la découverte, en établissant la distinction entre ce qu'il appelle la « propagande fausse » et la « propagande vraie », en démontrant les méfaits de la première, les bienfaits de la seconde.

« Certains, dit-il, veulent faire de la propagande rien que libertaire, rien que socialiste, rien qu'antialcoolique, rien qu'anticléricale, etc., etc... Nous tenons ces diverses propagandes pour des propagandes rigoureusement honnêtes, mais diversement fausses parce que diversement incomplètes. »

Puis, définissant ce qu'il appelle la propagande vraie, il continue :

« On fait de la propagande vraie quand par certains moyens ou certains autres on fait naître chez autrui des doutes sur les idées traditionnelles ordinaires et vulgaires, quand on force autrui à réfléchir, à étudier, à raisonner, à penser, quand on convainc autrui de la nécessité de l'action, quand on dit en même temps les méthodes d'action individuelle, quand sans exposer des théories abstraites superflues on encourage les hommes à s'organiser librement pour réaliser quelque chose de l'idéal que la raison présente à chacun.

« On fait de la propagande vraie quand on ne se soucie pas qu'autrui agisse avec soi, quand on ne se soucie que d'une chose : qu'il agisse. »

***

Sans paraître s'en douter, Guieysse vient, après tant d'autres, de découvrir encore une fois l'Amérique ; car c'est la propagande anarchiste que, quelques lignes plus haut, il classe dans les propagandes fausses, qu'il définit sous l'épithète de propagande vraie.

Il y a vingt ans que les anarchistes, dans leur propagande, disent aux individus : « Secouez tous les dogmes, pensez par vous-mêmes ; quelle que soit l'autorité ou la compétence de celui qui vous affirme une idée, ne l'acceptez que lorsque votre propre raisonnement vous la démontre vraie.

Lorsque vous êtes convaincus de l'efficacité d'une idée, groupez-vous pour mettre cette idée en pratique, sans vous arrêter aux anathèmes de ceux que cela gêne, ne tenant compte des critiques qu'autant qu'elles vous paraissent fondées. Ne prenant conseil que de votre initiative et de votre expérience, marchez carrément vers ce que vous croyez vrai. »

Est-ce que, pour classer la propagande libertaire parmi les propagandes fausses, Guieysse se serait contenté de les condamner, parce qu'elles ont une étiquette, sans se donner la peine de les étudier ?

De dogme, les anarchistes n'en ont pas. Ils n'ont pas la prétention d'apporter, dans les plis de leur vêtement, le bonheur du genre humain. S'ils sont adversaires de l'autorité, c'est justement parce qu'ils savent qu'il ne peut y avoir de formule unique pour le bonheur des individus. C'est parce qu'ils savent qu'il n'y a que l'individu lui-même qui puisse organiser le sien propre, qu'ils sont adversaires des partis, de leurs programmes et de leurs cadres.

***

Certes, lorsqu'ils font la critique d'une institution, d'un dogme, d'un préjugé, ils ont la prétention d'être dans la vérité — s'ils avaient le moindre doute, ils ne seraient pas les propagandistes actifs qu'ils sont — mais cette vérité dont ils se croient les possesseurs, ils ne l'ont jamais érigée en dogme ; ils la soumettent sans cesse à la discussion, essayant de la propager tant qu'on ne leur en a pas démontré la fausseté.

Ils ne se désintéressent pas non plus de ce que font les autres ; car ce que font les autres a sa répercussion, bonne ou mauvaise, sur tous. Mais, quoi qu'en dise Guieysse, lui-même ne se désintéresse pas davantage de ce que font les autres, puisqu'il les critique. Dernièrement, ne relevait-il pas, et d'une façon assez verte, la façon de faire de quelques-uns ?

C'est que, lorsqu'on fait de la propagande, c'est pour avoir une action quelconque sur les autres. Si l'on a le caractère étroit, sectaire, on veut qu'ils pensent absolument comme vous. Si, au contraire, on se rend mieux compte de la marche des idées, on comprend que la même idée, si clairement exprimée soit-elle, est comprise différemment par chacun, selon sa propre mentalité. Alors les idées que l'on cherche à développer, n'ont d'autre but que celui d'éveiller le raisonnement des gens.

***

Propagande antireligieuse, antialcoolique, ligues contre la guerre, pour la défense de l'individu, les anarchistes les admettent toutes. Ils savent que l'action de l'individu est restreinte, et a besoin de choisir parmi les activités qui le sollicitent.

Seulement, ils savent aussi que, dans l'état social, tout se tient, tout s'enchaîne, que l'on ne peut vraiment démolir un abus, qu'en s'attaquant à ses causes qui ne sont pas toujours celles apparentes que voient ceux qui s'adonnent à ces propagandes spéciales : c'est pourquoi l'anarchiste essaie de mener une propagande plus générale.

Essayer de coordonner ces différents modes d'activité, est-ce donc de la si mauvaise besogne ?

***

Parfois encore, les anarchistes se sont laissés aller à faire des rêves sur une société meilleure. Lorsqu'ils font la critique des institutions actuelles, ne leur reproche-t-on pas de ne savoir que mettre à la place de ce qu'ils veulent détruire ? Ils ont cherché à faire un exposé de ce qui leur semblait réalisable.

Mais, trop soucieux de la liberté de chacun, sachant que l'évolution, par le fait qu'elle est l'évolution, a des formes multiples, ils ont donné ces aperçus sur la société de leurs rêves comme de simples conceptions individuelles, n'ayant de valeur que pour ceux qui les acceptent, modifiables au gré des aspirations de chacun, et des circonstances ambiantes.

A moins de vouloir défendre tout désir de changement, Guieysse ne peut, dans ces « utopies » voir un levain d'autorité. L'homme a toujours cherché à se créer, en imagination, un idéal de mieux être. Le tout est d'apprendre à l'individu que ce mieux peut être bon pour lui s'il le trouve tel, mais lui reste particulier, et ne peut être appliqué à d'autres qu'autant que ces autres s'en contentent. En réclamant l'autonomie absolue de l'individu, les anarchistes ont toujours paré aux dangers des idées s'érigeant en dogme.

Est-ce cette étiquette d'anarchiste — ou de libertaire — qui le gêne ? Mais il devrait savoir que les étiquettes ne valent que par ce qu'elles couvrent. Au surplus, est-on toujours maître de choisir la sienne ; même de ne pas en avoir ? Tôt ou tard Guieysse, quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, s'il continue à faire de la propagande, aura la sienne. L'important est de ne pas en faire un cadre dans lequel on veut tout faire entrer, bon gré mal gré, quitte à rogner ce qui dépasse. Les anarchistes n'ont jamais accepté

de limite à leur activité. Ils vont toujours, cherchant à élargir leur horizon.

∴

L'étiquette, il est vrai, comporte cependant une certaine façon d'agir dans le sens des idées qu'elle représente. En repoussant toute étiquette, cela peut permettre de s'adonner aux activités les plus contradictoires, que l'on explique en déclarant que l'on n'est inféodé à aucun parti, à aucune école. Mais, cette liberté, je suppose que Guieysse entend la laisser aux politiciens qui ont besoin de garder des portes de derrière.

J. Grave.

Dans les conditions de la paix, lues par M. Balfour au Parlement de Londres, on lit que les Orangiens et les Transvaaliens seront réintégrés dans leurs biens ; mais en ce qui regarde les sujets britanniques du Cap qui les aidèrent, traités comme rebelles, ils seront jugés par les tribunaux ordinaires, ou extraordinaires, au gré du vainqueur, sans que, toutefois, la peine de mort puisse être prononcée.

C'est ce qui s'appelle tirer son épingle du jeu, sans s'occuper de ses camarades. Cette fin était bien digne de ceux qui, pour des considérations qu'il serait curieux d'analyser, n'ont pas su — ou voulu — empêcher la guerre, en détruisant les mines d'or et de diamants, l'appât et la cause inavoués de cette flibusterie.

J. G.

EN RUSSIE

Un journaliste, appointé par le *Matin* pour aller à Pétersbourg boire le champagne franco-russe, a interviewé, paraît-il, M. de Plœhwe, ministre de l'Intérieur, celui qui a reçu la succession ouverte par le revolver de Balmascheff. L'envoyé du *Matin* a-t-il été réellement admis à l'honneur de plier son échine en trois devant « l'éminent homme d'Etat », ou bien n'est-ce que du bluff, pour épater les confrères et le public? On a vu dans ce même journal, il n'y a pas très longtemps, un correspondant de Barcelone qui n'était qu'un mythe, ou encore une interview d'un ministre espagnol démentie trois jours après par le ministre lui-même. Cette fois, quelle que soit la vérité sur le fait de l'interview, on peut croire que l'officieux *Matin* ne s'exposerait pas, malgré son grand désir de battre la caisse le plus fort possible au devant de la boutique et la tranquille impudence avec laquelle il le fait à chaque occasion, à un démenti de la part du « gouvernement ami et allié » sur un sujet aussi grave. Quel que soit le canal par lequel elles ont passé, les déclarations qu'il nous apporte traduisent bien la pensée de M. Plœhwe.

Donc, des deux larbins, le petit aurait admiré le gros, s'étonnant, au reste, de le voir en redingote, sans panache sur la tête et sans cuirasse au dos, dans le salon de sa villa, et le gros aurait daigné dire au petit quel est son programme de gouvernement un programme génial, qui peut se résumer ainsi : de la police, encore de la police, et toujours de la police. On en mettra partout! et de la bonne.

Nous savions déjà que le comte Schachowskoi, chef du service administratif de la presse, suspect de libéralisme, vient d'être remplacé par le sénateur Swerew, celui que le ministre de l'Instruction publique, Bogoliépov, avait choisi en 1898 comme aide et collaborateur, celui qui porte la responsabilité de la plupart des « réformes » faites sous le nom de Bogoliépov (envoi des étudiants dans les régiments, etc.). Pour ses débuts au service administratif de la presse, il vient de suspendre pour deux mois le journal *Saratowski Dnewik*. Pour quelle raison? C'est encore un mystère. Ainsi la presse russe, sourde et aveugle par ordre, sous peine de suppression, va devenir plus sourde et plus aveugle.

Voici que le *Matin* nous annonce que « l'ancien chef de la police ne connaissait pas son devoir, il était trop faible ». On l'a donc remplacé par le général Kleigel, un homme sûr : il est allé se faire la main en Pologne, à Varsovie (M. de Plœhwe lui-même vient de Finlande). On peut compter que la police, en « travaillant sérieusement », viendra vite à bout du mouvement révolutionnaire. M. de Plœhwe conte négligemment que, dans des circonstance analogues, il lui a fallu « quelques jours pour découvrir la clé de toute la révolution. Le danger consistait dans une association d'une douzaine d'individus... » Une petite révolution, comme on voit. Cette fois, il paraît que les choses sont plus graves, car M. de Plœhwe se donne deux mois pour « améliorer » la situation.

Cependant il n'accorde « aucune importance » aux révoltes des paysans. Dans le gouvernement de Poltava, le mal dont on souffrait, ainsi que M. de Plœhwe, avec le coup d'œil du maître, s'en est immédiatement rendu compte, est celui d'une « trop grande population ». Précisément le *Novoié Vremia* (Nouveau Temps), c'est-à-dire un journal de la presse soumise qui n'a pas à craindre les rigueurs du sénateur Swerew, rend compte d'un livre publié par les docteurs Sokolow et Grebenschtschikow, où il est établi, *d'après des statistiques officielles*, que la mortalité moyenne est, en Russie, de 31 p. mille ; que, par suite de la misère, il meurt dans certaines régions de la Russie 50 p. cent des enfants du premier âge, et *plus de 75 pour cent des enfants de 1 à 15 ans*. De quoi faire envie aux organisateurs des camps de concentration à Cuba et au Transvaal. Il faut croire que le gouvernement de Poltava est une exception.

M. de Plœhwe, cependant, fit donner les verges à la population de Poltava et en envoya la moitié en Sibérie. On n'est pas plus logique ni plus humain. Plein de sollicitude pour le paysan russe, le ministre « va abolir la responsabilité collective des communes vis-à-vis de l'impôt », et accomplir ainsi, dit le *Matin*, « la plus formidable révolution qui ait été faite sur la terre russe depuis l'affranchissement des serfs. » La loi sera appliquée, paraît-il, en octobre prochain. A ce moment aussi, « M. de Plœhwe fera remise aux paysans russes des cent trente millions en retard qu'ils doivent à l'impôt ». Attendons. Pour le moment, le « Journal de Saint-Pétersbourg », en date du 15/28 mai, c'est-à-dire le lendemain même du jour où furent faites ces belles déclarations, contient, dans sa partie officielle, le document suivant :

Oukase de S. M. l'Empereur au sénat dirigeant.

Les désordres qui ont eu lieu ces derniers temps dans plusieurs localités des provinces de Poltava et de Kharkow ont été signalés par une série d'attaques commises par les paysans contre les propriétés du voisinage, et qui ont fait subir aux propriétaires des pertes importantes.

Faisant retomber la responsabilité de ces pertes, *non seulement sur les personnes directement coupables de ces actes criminels, mais aussi sur les communes*, qui, par leur laisser-aller criminel ont contribué au développement des désordres, Nous ordonnons, savoir :

1. Une somme de 800.000 roubles sera délivrée par le Trésor de l'Empire pour rembourser les pertes subies par les propriétaires fonciers. . . . .

2. Pour rembourser au Trésor de l'Empire la somme indiquée au § 1er du présent oukase, *les communes et les villages dont les paysans ont pris part aux désordres, seront frappés, en sus des impôts ordinaires, d'un impôt spécial, et la perception de cet impôt spécial commencera au plus tard dans le courant du deuxième semestre de l'année courante.*

Le sénat dirigeant prendra les mesures nécessaires pour l'exécution de ce qui précède.

NICOLAS.

Tsarskoé-Sélo, 11 mai 1902.

(*Messager officiel.*)

Singulier contraste entre l'oukase libérateur qu'on fait espérer pour dans six mois et l'oukase écrasant qu'on promulgue sans tarder.

Pour les étudiants, le ministre compte sur la parole conciliatrice de son collègue de l'Instruction publique, mais il craint que « la querelle des classiques » ne fui donne du fil à retordre. Pour les ouvriers, la police s'en charge, sans doute. Et l'on se demande enfin, ce qui domine dans ce cerveau ministériel, si c'est l'autoritarisme féroce et l'habileté ecclésiastique ou bien l'impuissance à penser. Car voilà longtemps que la lutte est engagée entre la police russe et le parti révolutionnaire. Des milliers de vies ont été sacrifiées et l'enthousiasme n'a pas faibli, et la lutte grandit, s'étend, toutes les classes s'éveillent pour la révolte, étudiants, ouvriers, paysans ; jusque dans les campagnes les plus lointaines, la graine est lancée et il faut qu'elle germe. M. de Plœhwe peut renchérir sur ses prédécesseurs, appeler à son secours tous les mouchards de France, faire exploiter par des succursales de la Patrie Russe la bêtise et l'ignorance des nationalistes de tous les pays, et profiter de la complicité de tous les politiciens, de la cupidité de tous les valets de plume : il y a des forces qu'il ne pourra pas dompter, pas plus qu'il ne pourra empêcher la vérité de se faire jour jusque dans ses propres mensonges. Lui-même elle l'obsède et le domine, elle le paralyse, et ses inventions laborieuses et mal venues ne tiendront pas plus dans l'opinion du monde qu'une coque mal construite ne résiste à la pression formidable de la banquise.

M. Langlois.

MOUVEMENT SOCIAL

Mouvement ouvrier. — Les lecteurs du journal se rappellent, et j'en ai longuement parlé en son temps, l'agitation qui eut lieu l'an dernier parmi les mineurs. Par trois fois, le 5 mai, le 22 octobre et enfin au Congrès d'Alais, la grève générale des mineurs fut votée. Par trois fois, les politiciens qui dirigeaient la Fédération des mineurs la firent échouer dans un moment où les mineurs avaient beaucoup de chances d'obtenir satisfaction.

Mais la « Défense républicaine », qui fut surtout « Défense capitaliste », fit tout pour empêcher les mineurs d'aboutir, et grâce aux politiciens Basly, Lamendin, Calvinhac, Cotte et Cie, elle y réussit au delà même de ses espérances, puisqu'elle n'eut même pas à accorder quelques vagues concessions qu'elle avait daigné consentir.

Mais à force d'être trompés, bernés par les meneurs de leur Fédération, un certain nombre de délégués de syndicats de mineurs, rentrés dans leurs centres respectifs, mirent leurs camarades au courant des machinations des politiciens, causes des échecs successifs, et bientôt les syndicats qui n'obéissaient pas aveuglément à la consigne des chefs eurent hâte de sortir de l'inaction dans laquelle les tenaient de vagues intérêts politiques. Ils se concertèrent, et cette entente vient d'aboutir à la tenue, à Saint-Etienne, d'un congrès où a été discutée la formation d'une nouvelle Fédération.

Un appel fut lancé au nom des syndicats les plus importants de Saint-Etienne, Grand'Croix, Firminy, La Ricamarie, La Talaudière, Sainte-Florine, Champagnac-les-Mines, Decazeville, Montceau-les-Mines, Epinac, Bassin du Gard, Fédération du Centre.

Voici les principaux passages de cet appel très catégorique et qui montre bien l'influence néfaste des politiciens au sein de la Fédération des mineurs :

« Eh bien ! camarades, nous ne voulons plus rester les éternelles dupes de certains personnages indignes de soutenir les intérêts des mineurs. A cet effet, une importante question s'impose à votre attention : c'est de réorganiser la Fédération nationale des mineurs de France sur de nouvelles bases très solides. En conséquence, il importe plus que jamais que les mineurs se ressaisissent et procèdent au lessivage indispensable de la Fédération ; on donnera ainsi le spectacle grandiose de la force et de l'intelligence des travailleurs organisés.

« Ce Congrès est occasionné par une des causes directes des événements néfastes du Congrès d'Alais dont certains personnages, nous ne saurions trop le répéter, se sont rendus coupables en faisant avorter pour la troisième fois, la grève générale des mineurs de France.

« Ceci dit, que ces girouettes parlementaires, qui tournent à tous les vents, soient chassés au plus tôt de la Fédération, car ces politiciens ont joué, cette fois, clairement leur jeu, en élaborant des réformes avec l'espoir de ne les voir jamais aboutir. Loin d'aider les travailleurs à revendiquer leurs droits, ils se mettent contre eux et se font les souteneurs et les complices des gouvernants. »

Les délégués signataires de ce manifeste ainsi que d'autres syndicats, se sont réunis le 31 mai et 1er juin à Saint-Etienne et ont décidé définitivement la formation d'une *Commission nationale qui remplacerait l'actuelle Fédération*. Trois membres ont été chargés d'examiner la question et de présenter au plus tôt un projet définitif ce sont : Brioude, de Saint-Etienne, Merzet, de Montceau, et Escalier, de Saint-Etienne.

Il a été ensuite décidé qu'aussitôt la nouvelle organisation élaborée, l'on discuterait les principales revendications des mineurs, à savoir :

1° La grève générale, œuvre des travailleurs de la mine, seuls, sans l'ingérence ou l'appui des gouvernants ;

2° La retraite de 2 francs par jour, sans limite d'âge après vingt-cinq années de service.

3° Un minimum de salaires qui sera déterminé selon les régions minières et les diverses occupations des ouvriers.

A signaler la présence au Congrès de Cette, ex-secrétaire de la Fédération, qui, voulant prendre la défense des politiciens et la sienne, s'est vu obligé de se retirer.

Nous aurons à revenir sur cette nouvelle organisation des mineurs ; ce qui se passe au sein de leur organisation est typique à bien des points de vue, car jamais notre thèse : « pas de politique dans les syndicats », n'a été si bien illustrée.

⁂

Toutes proportions gardées, je crois que nulle part les grèves ne sont aussi fréquentes que dans les manufactures de l'Etat, ce qui fait que l'Etat patron, créateur et dispensateur de toutes les richesses ne nous dit rien qui vaille.

Cette fois c'est comme fabricant de cigares qu'il se montre mauvais patron et les ouvriers des manufactures de tabac viennent de le lui signifier en se mettant en grève.

Les ouvrières intéressées, veulent faire cesser l'avancement au *choix* qui donne lieu à des abus plus que criants pour le remplacer par l'avancement — qui équivaut à une augmentation de salaire — à *l'ancienneté*.

Le directeur de la manufacture de Reuilly, qui se montre particulièrement partial dans l'avancement a provoqué le conflit, et comme celui-ci était à l'état latent dans les autres manufactures celles-ci ont suivi et la grève est à peu près générale tant à Paris qu'en province. Voici les principales revendications — auxquelles d'autres seront ajoutées s'il n'y est pas donné suite immédiatement — que formule le personnel des tabacs.

1° Suppression du favoritisme ;

2° Renvoi du directeur de la manufacture de Reuilly ;

3° Suppression de la fourniture des tabacs par le système de l'adjudication, cette manière d'acheter ne donnant que des tabacs de qualité inférieure ;

4° Réintégration à son poste du préposé Wagner qui a été révoqué pour avoir refusé de remplacer un ouvrier gréviste dans son travail.

Ajoutons que l'Etat possède dix-huit usines : trois à Paris et dans les environs et quinze en province.

⁂

A Saint-Etienne, les ouvriers veloutiers ont cessé le travail au nombre de trois mille. Ils réclament une augmentation des salaires qui sont plus qu'insuffisants. Seuls les petits ateliers de famille où le travail est plus rémunérateur n'ont pas arrêté. La grève s'étend à une trentaine d'usines.

⁂

Plus de 600 ouvriers des manufactures de tissage Féry, à Ourscamp près de Compiègne, viennent de se mettre en grève. La cause en est dans une nouvelle organisation du travail provoquée par la fameuse loi Millerand-Colliard. La surexcitation est grande. Plusieurs brigades de gendarmerie sont sur les lieux.

A Lure, la grève des métallurgistes continue. Après vingt jours de lutte, aucun changement ne s'est produit dans la situation. Les patrons espèrent réduire les grévistes par la famine, mais ce calcul sera déjoué ; car les métallurgistes de Lure font partie de la Fédération des métallurgistes et reçoivent un aide sérieux de leurs camarades.

Grève des ouvriers cordonniers de la maison Gerteuil à Paris, qui refusent d'accepter une diminution de salaire.

⁂

La Fédération des Bourses du travail annonce que son congrès annuel aura lieu à Alger, du 15 au 19 septembre prochain. A l'ordre du jour la question de « l'unité ouvrière », sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir.

P. Delesalle.

La mort toujours impitoyable vient d'enlever un de nos bons militants syndicalistes. Henri Girard, secrétaire du Comité de la grève générale. Notre camarade à été enlevé en l'espace de deux heures, vendredi dernier. Il était âgé de 52 ans.

Après avoir été très longtemps un actif militant « allemaniste », il s'était sur les derniers temps aperçu qu'il n'y avait rien de bon à attendre de la néfaste action des politiciens, et se consacrait uniquement à l'organisation économique des travailleurs. « La Grève générale » n'avait pas de plus actif propagandiste. Il ne laisse que des regrets parmi tous ceux qui l'ont connu, et il faut croire que, de son vivant, dame police ne l'avait pas en odeur de sainteté, car c'est entre deux rangées de policiers que, dimanche dernier, nous avons conduit sa pauvre dépouille au cimetière.

P. D.

Suède.

Le Parlement a donc tenu le 22 mai la dernière séance de cette législature. En trois ans, il a voté la loi de l'impôt sur le revenu et accordé les crédits pour l'achat d'un sous-marin et d'un cuirassé dernier type. La Suède n'en avait pas encore : sa flotte de guerre ne se composait essentiellement que d'une dizaine de cuirassés ancien modèle : de quoi rougir de honte auprès de ses compagnes européennes. Voilà donc un grand pas de fait dans la voie de la civilisation. Avec cela, à l'actif du Parlement sortant, les fameux projets pour la réforme du droit de suffrage Ils doivent être présentés en 1904. Jusqu'à ce qu'ils soient adoptés il se passera encore pas mal de temps. Et pour obtenir le suffrage universel, égal et direct, selon le projet des socialistes, combien faudra-t-il de décades d'années ? Et quand il sera obtenu ce beau suffrage « universel, égal et direct », qu'est-ce qui se passera ? Eh bien, mais, rien... le peuple sera Gros-Jean comme devant, voire même un peu plus, parce qu'il se croira sauvé et qu'il sera, ainsi, un peu plus loin de la notion nette des choses.

En 1890, dans la première ardeur du parti socialiste fraîchement organisé, les syndicats et la presse du parti avaient fait une manifestation et une campagne pour la journée de huit heures. Une distribution de mois de prison à tous les rédacteurs du journal socialiste suffit à calmer leur zèle. Et tout de suite, après ce court prélude héroïque, ce fut l'alliance avec les démocrates pour la conquête des sièges parlementaires. La condition première était d'obtenir le suffrage universel. Pour cela, Populo, le bon ours, devait « faire le beau » devant Sa Majesté le roi et lui demander bien gentiment de vouloir bien être assez aimable pour accorder, par la voie parlementaire, le suffrage universel. Et Populo, confiant, fit le beau. C'était en 1893. La « Diète du peuple » présenta au roi une adresse. La réponse, inutile, n'est-ce pas, de vous la dire. Autant valait aller demander aux grands morses de l'Océan glacial de danser une gavotte.

Depuis, différents projets de réforme électorale ont été successivement rejetés. Même, en 1894, le nombre des députés a été réduit de 300 environ à 230, pour diminuer la proportion de députés des villes, le gouvernement étant inquiet de l'agitation urbaine. Cette fois, les deux Chambres ont résolu d'aller resolliciter l'aimable Majesté. Et maintenant « il faut attendre; vous comprenez, tout ça ne peut se faire en un jour ».

Cependant M. Schmitz, le directeur de la « Malmœ Ylle fabrik », la plus grande manufacture de lainages de Suède, n'a pas attendu longtemps pour mettre à la porte 5 ouvriers coupables d'avoir fait de l'agitation en faveur de la grève générale. Là-dessus, 700 ouvriers environ (la fabrique en occupe de 11 à 1.500) ont quitté le travail ; ils demandent la reprise des 5 camarades congédiés; le directeur Schmitz, en même temps gros actionnaire, a menacé d'arrêter le travail et de fermer la fabrique; elle peut fort bien, a-t-il dit, rester fermée quelque temps. Les choses en sont là.

Que le directeur et les actionnaires puissent fermer la fabrique sans avoir à retrancher un détail de leur luxe; qu'il soient capables d'affamer sans hésitation 1.500 ouvriers, les femmes et les enfants, cela est possible. Mais s'ils espèrent tuer l'esprit de révolte et de solidarité chez les ouvriers, ils se trompent; violences et cruautés, au lieu d'en entraver le développement normal, ne peuvent que le hâter.

Hollande.

Logique parlementaire. Ceci est un télégramme officiel :

« La Haye, 30 mai. — La Seconde Chambre a discuté le projet de loi sur la discipline dans l'armée et la marine. Elle a adopté par 40 voix contre 30 l'amendement du député Dewaal Malefyt tendant à surseoir à la punition dans le cas où le militaire puni se plaint, jusqu'à ce que la plainte ait été jugée en première instance. »

Voilà, dira-t-on, au moins un bon mouvement. Un moment. Le ministre de la guerre intervient et déclare qu'il considère l'amendement comme contraire à la discipline militaire. Il prie la Chambre d'ajourner la discussion de la loi. Immédiatement, « la Chambre a accordé cet ajournement ». Et ce qu'il y a de plus fort, c'est que quand on lui a proclamé les résultats de son vote, elle en a été très étonnée.

Odine.

Espagne.

Valence. — Lundi, 26 mai, vers minuit, une vingtaine de marins français du torpilleur *Bore* passaient par le Grao et, rencontrant deux hommes et une femme qui se promenaient, ils insultèrent cette femme. L'un des hommes brisa sur la tête de l'un des matelots une guitare qu'il portait à la main. Les matelots tirèrent leurs couteaux et se mirent à poursuivre les trois personnes qui s'enfuyaient ; l'une d'elles se réfugia dans la Maison de Secours. Les matelots y pénétrèrent à sa suite, malgré les efforts des médecins et du personnel pour les en empêcher, frappèrent l'homme à coups de pied, puis, retrouvant l'autre dans la rue, le blessèrent. Arriva la police, qui mit revolver au poing : cela calma les braves, qui se rendirent. La population du Grao, indignée, voulait lyncher les matelots; la police l'en empêcha. Le commandant du torpilleur voulait reprendre ses hommes à bord ; le juge chargé de l'affaire s'y est opposé. (Rapporté par *El Liberal* de Barcelone, du 28 mai.)

Et voilà quelles tristes brutes on fabrique dans les casernes flottantes, comme dans les autres !

⁂

Madrid. — Au moment où *Tierra y Libertad* du 31 mai mettait sous presse, les victimes du complot policier du couronnement étaient toujours en prison. Pour une plaisanterie, c'est un peu long.

Canalejas a démissionné. Ses exigences n'étaient pourtant pas bien grandes. Il ne voulait que réunir les Cortès et leur *lire* un projet de loi, fort inoffensif, sur les associations, y compris les congrégations religieuses. Mais le nonce du pape avait fait savoir à Sagasta qu'il quitterait Madrid si Canalejas obtenait gain de cause. Et Sagasta a refusé à Canalejas la platonique satisfaction qu'il ne demandait que pour ne pas sembler mentir tout à fait à ses engagements. Il va maintenant, paraît-il, faire des conférences à Barcelone et à Valence. Qu'il y raconte l'ignominie des gouvernants : il vient de la voir de près.

⁂

Tarrasa. — La grève continue. Le *Heraldo* blâme les ouvriers de s'être mis en grève, parce qu'ils sont relativement les moins malheureux de la région. Comme si l'on disait à un borgne : tenez-vous tranquille, et considérez-vous comme bien heureux de n'être pas aveugle. Pourquoi voulez-vous y voir des deux yeux ?

M. L.

⁂

Barcelone. — Le 29 mars dernier, des ouvriers maçons travaillant à un quai du chemin de fer, furent prévenus qu'ils auraient à travailler, au tarif ordinaire, le lundi de Pâques 31, jour férié. Cela est en contradiction avec les statuts de la Chambre syndicale, qui spécifient un tarif supérieur, pour les jours de fêtes.

Aussi n'y eut-il que quatre ou cinq écureuils (jaunes) qui souscrivirent à ces conditions. Selon les règlements du Syndicat, ils étaient passibles d'une amende, qu'ils se refusèrent de payer. Ce que voyant, les ouvriers se rendirent à l'heure du repas auprès de l'entrepreneur, pour lui notifier qu'ils abandonneraient le travail s'il ne renvoyait pas les écureils.

Survint la police, mandée, dès la première minute, par un coup de téléphone de l'entrepreneur. Un ouvrier fut arrêté immédiatement, un autre le fut quelques instants après, ainsi que le président du syndicat, et tous les trois livrés à la juridiction militaire qui les emprisonna.

Et, maintenant, voici le plus important. Les

ouvriers maçons de Barcelone, communiquent peut-être mieux qu'autrefois, quand leur local social n'était pas fermé.

Aussi, le bruit des trois arrestations se répandit rapidement parmi eux, et ils envoyèrent une commission pour *exiger* la mise en liberté de leurs compagnons, au gouverneur intérimaire.

Celui-ci les pria de lui accorder deux heures. Quand les délégués revinrent, on leur répondit que les prisonniers avaient été relâchés. C'était vrai.

Nous nous étendons longuement sur ce fait, pour qu'on voie clairement que, mettre en liberté des ouvriers accusés de coaction et même d'injures à l'autorité, étant sous l'état de siège, signifie : ou il n'y a plus de logique, que le capitaine général a eu peur et qu'il y a, si les ouvriers voulaient s'entendre, une foule de choses qu'ils pourraient imposer à leurs maîtres politiques aussi bien qu'économiques.

R. F.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe antimilitariste de Paris (G. P. A. P.). — Réunion tous les jeudis soir, au local du Syndicat de l'ébénisterie, 57, rue de Charonne.

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion du groupe le jeudi 12 juin, au local du Syndicat de l'ébénisterie, 57, rue de Charonne.

Organisation d'une soirée familiale au bénéfice d'un manifeste aux conscrits.

N. B. — Tous les camarades qui pourraient prêter leur concours sont priés de le faire savoir au groupe.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Conférences :

Samedi 7 juin. — Daniel Halévy : L'évolution de la doctrine républicaine de 1830 à 1848.

Lundi 9. — Alcanter de Brahm : Les petits poètes ignorés.

Mercredi 11. — A. Chenevier : La Législation syndicale au XIXe siècle (II).

Jeudi 12. — Cours de diction par M. Lancy.

Vendredi 13. — Alteyrac : Cours élémentaire de physique (électricité).

Chambre syndicale des ouvriers électriciens. — Réunion le samedi, 7 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle du bas-côté droit, rez-de-chaussée, Bourse du travail.

Ordre du jour : Fondation définitive ; lecture des statuts ; inscription et cotisation.

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Pour éviter de publier leurs noms, les camarades ayant des volumes sont priés de les rapporter.

L'Education libre du IIIe. — Les camarades ayant des volumes depuis plus d'un mois, sont invités à les rapporter et ceci dans l'intérêt de la propagande.

Dépôt de brochures, chansons, volumes, chez le camarade Daviet, 26, rue Chapon, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures et les dimanches matin, de 9 heures à midi.

Bibliothèque libertaire. — Les adhérents sont priés de se réunir au journal le dimanche 8, pour les cotisations et l'achat des volumes.

L'Avenir, cordonnerie communiste. — Camarades des Syndicats et des Coopératives,

Nous sommes heureux de porter à votre connaissance et à celle de tous les militants, l'ouverture de notre première maison de cordonnerie, qui aura lieu le 15 juillet prochain, 10, rue Oberkampf (11e arrondissement).

Adresser tout ce qui concerne *Régénération* au camarade Humbert, 27, rue de la Duée (20e arrond.).

P. S. — *On y trouve en vente toutes les brochures anarchistes.*

Pour la Grève générale. — Girault demande aux camarades de Montereau, Sens, Auxerre, Joigny, Dijon, Chalon-sur-Saône et Nevers, de se mettre de suite en rapport avec lui au sujet de sa tournée de conférences sur la *Grève générale.* Lui écrire au *Libertaire* pour sa bibliothèque et l'organisation des réunions.

Le samedi 7 juin, sous les auspices du syndicat du Bronze, Girault fera sa première conférence à la Grande Salle de la Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau.

Le sujet traité sera : La Grève générale, son but, ses moyens.

L'Emancipation de Vincennes, 3, rue de l'Eglise — Lundi 9 : Assemblée générale des membres actifs de l'U. P.

Mercredi 11 : M. L.-A. Lichy, La statuaire grecque, 2e causerie (avec projections).

AMIENS. — Réunion du groupe, La Parole et les Ecrits, samedi 7 courant, au Cent de Piquet, à 8 h. 1/2 du soir.

Suite du sujet de la Solution sociale.

A PROPOS DE L'AFFAIRE HUMBERT-CRAWFORD. — Sébastien Faure fera une conférence publique et contradictoire, sur l'*Affaire Humbert-Crawford*, le mardi 10 juin, à 8 heures 1/2 du soir.

Elle aura lieu au théâtre Maguéra (ex-théâtre Moncey) 50, avenue de Clichy.

SAINT-DENIS. — Considérant la besogne faite par les Universités populaires comme avantageuse pour la libération de l'esprit humain, quelques camarades viennent de prendre l'initiative de monter, à Saint-Denis, un groupement de ce genre.

Les partisans de ce mode d'action sont priés de se mettre immédiatement en rapport avec le compagnon Louis Grandidier, 2, rue de l'Alouette, ou avec le gérant de la coopérative « Chez Nous », boulevard Châteaudun.

NANTES. — Les compagnons se réunissent tous les samedis, à 8 heures, au café de Bretagne, place de Bretagne.

ROUBAIX. — Des camarades nous demandent de réimprimer *Le Criminel* de S. Faure, et *Le Candidat* sur la même feuille de notre *Petite Feuille anarchiste.* Pour que nous puissions le faire au prix de 5 francs le mille, il faudrait que d'autres camarades nous en demandent. Ainsi, si des camarades pensent qu'il est plutôt utile de faire de la propagande abstentionniste, en autre temps qu'en période électorale, qu'on veuille bien nous le faire savoir au plus tôt pour que nous puissions en faire faire le tirage.

Ecrire à Béranger, rue Paul Bert, 38, à Roubaix.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Ame de demain, par E. Fournière ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Der generalstreik und die soziale revolution, von Siegfried Nacht ; broch., à la *Société d'édition*, 33, Gresse street, Rathbone place, London, W.

De l'impressionnisme en sculpture, par Ed. Claris ; 1 plaquette, 3 fr., à la *Nouvelle Revue*, 26, rue Racine.

La législation ouvrière et l'hygiène, par E. Vaillant ; 1 broch., 0 fr. 20, chez Rappoport, 100, boulevard Kellermann (XIIIe).

A lire :

Bavardage, Un Parisien ; *Le Radical*, 1er juin.

A voir :

Le Crépuscule des dieux, dessin de Hermann-Paul ; *Cri de Paris*, no 279.

LE PROJET D'ÉDITION

Dans trois semaines, environ, cela va être fini, nous pourrons commencer à expédier.

Quelques-uns des souscripteurs m'avaient prié d'attendre ; quelques autres n'ont versé qu'une partie de leur souscription.

Pour solder imprimeurs, graveurs, dessinateurs, j'ai un besoin urgent d'entrer dans les fonds souscrits. Ceux qui sont en retard sont priés de se liquider le plus vite possible.

Irrévocablement, après le 15 juin, il ne sera plus reçu de souscriptions ordinaires à 6 fr. 50 ; ni sur Hollande à 20 francs.

Ces prix représentent le prix coûtant ; demandant aux camarades de m'aider de leur argent, il était juste de les faire bénéficier de l'opération.

Après le 15 juin, ceux qui voudront le volume, édition soignée, sans le volume dit de propagande, 9 francs l'exempl. *Celui de Hollande* (il n'en reste que 4) 25 francs.

J. GRAVE.

VIENT DE PARAITRE

Intimités et révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière ; 1 fr. 50, au bureau du journal.

Quelques-unes des pièces qui y sont contenues, ont paru dans notre supplément.

∴

Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais, préface de Descaves ; prix, franco : 3 fr. 20 ; dans nos bureaux : 2 fr. 50.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Lithographies :

L'Assassiné, de L. C. Dissy	1.40
La Jeune proie, Lochard	1.40
Les Bienheureux, Heidbrinck	1.40
Les Défricheurs, Agar	1.40
Ceux qui mangent le pain noir, Lebasque	1.40
Le calvaire du Mineur, Couturier	1.40
Education chrétienne, Roubille	1.40
La jeune proie, par Lochard	1.40
Le Missionnaire, par Vuillaume	1.40
Frontispice du 2e volume du *Supplément* ; litho en couleur, par C. Pissarro, franco	2.25

PETITE CORRESPONDANCE

A. M., à Santiago. — Brochures épuisées. Envoyons celles que nous avons.

G., à Genève. — Nous avions plusieurs paquets à expédier, et pas d'argent pour le faire. — Vous relevez 1 fr. 10, le prix du colis. — Le prix de 2.50 par volume, n'est que lorsqu'on vient le chercher au bureau.

A. H., à Lille. — Nous avons vu que nous avions fait erreur.

B. M., à Sao-Paulo. — Reçu vieux timbres. Merci. — Numéros expédiés.

Béranger, Roubaix. — Reçu les 2 coll. de la *Petite Feuille.* Merci. Envoyez 2 ex. chaque fois qu'elle paraît.

C., à Bourg-Argental. — Reçu broch. Merci. Ai expédié les 4 dernières.

Agence des journaux, Genève. — Réclamez les réassortiments par Hachette.

Moriville. — Chose de peu d'importance.

Miss Carmène. — Le *Jean-Pierre* est, paraît-il, expédié régulièrement.

C. V. Moriville. — Sur l'*Inquisition*, nous ne connaissons que l'ouvrage de Lea en 3 vol., dont deux sont déjà parus à la librairie Bellais, 17, rue Cujas.

V. C., Recanati. — Oui, la feuille d'adresses était épuisée, nous ne nous en étions pas aperçus.

F. S., à Marseille. — J'avais oublié de vous inscrire. C'est fait.

Reçu pour la brochure à distribuer. — Lille : Un groupe d'étudiants anarchistes, 1 fr. 50 ; Ami sûr, 0 fr. 50 ; Un révolté, 1 fr. ; Un anarchiste, 0 fr. 50 ; Un anti-autoritaire, 0 fr. 50. Total : 4 francs.

Reçu pour le journal : Du bagne calédonien, 1 fr. 20 (1). — Edmond, 0 fr. 50. — H., à Châlons-sur-Marne, 1 fr. — *Vente de vieux timbres*, 2 fr. — A. G., 0 fr. 50. — F., 1 fr. 50. — E. D., à Tallins, 0 fr. 50 ; M., à Thiaugès, 0 fr. 50. — F. S., à Marseille, 3 fr. 25. — X., 20 fr. — Une femme, 1 fr. — Merci à tous.

B., à Rennes. — G., à Reims. — B., à Paris. — B., à Luchon. — F. J., rue de M. — B., à Givonne. — O. K., à Genève. — S., à Genève. — J. L., à Mont-sur-Marchiennes. — H.-B., Le Cateau. — V., à Nîmes. — P., à Marseille. — R. à Saint-Claude. — Librairie socialiste. — V. M., Bruxelles. — L. B., à Jemeppes. — Reçu timbres et mandats.

(1) Les souscripteurs nous demandent de mettre leurs initiales, mais pour ne pas leur attirer les tracasseries de l'administration, nous les supprimons.

Le journal est en vente à Nantes :
Chez LE BARC, 1, rue de Strasbourg. Le vendeur porte à domicile.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 7 DIX CENTIMES DU 14 AU 20 JUIN 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

PENSÉES DE FÊTE-DIEU

On lit partout que le bloc républicain, issu triomphant des élections, se propose une politique nettement anti cléricale. Si je me reporte à ce que le bloc précédent et non moins républicain entendait par anticléricalisme, j'ai grand peur que les braves gens qui, de très bonne foi peut-être, affichent de telles intentions ne sachent pas bien à quoi cela les oblige. Il faudrait pourtant le savoir ou alors remettre franchement à l'an 3000 une laïcisation un peu sérieuse des idées et des mœurs.

Sans doute la foi s'en va. En telles régions arriérées où presque tous les hommes, il y a trente ans, fréquentaient l'église, c'est à peine si quelques-uns s'y rendent aujourd'hui. D'autre part, ce n'est plus ce qu'il pouvait y avoir jadis de sérieux et de profond dans la foi religieuse qui tient encore groupés les fidèles, là où ils le sont. Ces indices, d'autres encore, sont rassurants, et si l'on se décidait enfin à donner l'assaut avec un peu de méthode, d'intelligence et de volonté, la victoire certes ne se ferait pas attendre.

Mais il ne faut pas oublier non plus que si le catholicisme est frappé au cœur, dans son fondement même par le culte moderne de la raison, de la science et de la liberté, il possède une force de survie vraiment étonnante et capable de déconcerter plus d'une génération encore. Surtout si nous continuons à le combattre exactement comme si nous voulions le protéger. On a souvent dit qu'il n'y avait pas de meilleure machine pour s'emparer de l'âme humaine, mieux réglée sur ses faiblesses, mieux appropriée à ses besoins. C'est aujourd'hui surtout qu'on peut s'en apercevoir.

Cette pensée me revenait avec beaucoup de force, en voyant, il y a quelques jours, dans un petit coin de Savoie, les préparatifs de la Fête-Dieu. Dès la veille les hommes quittaient le travail pour aller couper dans la montagne les sapins qui devaient orner les façades des maisons. Les jeunes filles mettaient à sac les jardins pour que les petits enfants aient des roses à effeuiller sur le passage du prêtre. Ce n'était sur les routes que gens du bourg venant quérir au village fleurs et verdures. Tout atavisme, tout « souvenir d'enfance » mis de côté, il fallait bien reconnaître qu'il y a là un charme réel, une vraie poésie, où il est tout naturel que les simples se laissent prendre.

N'est-il pas triste de constater que le christianisme a conservé jusqu'aujourd'hui le monopole et le bénéfice des fêtes populaires les plus réussies? Si tous n'y participent pas, ceux qui s'y mêlent montrent un entrain, une bonne humeur et une sorte de dignité qui manquent trop dans les autres réjouissances. La beauté et la grâce y sont davantage aussi, ce qui vient sans doute de ce que les femmes et les enfants y tiennent la première place.

Toute fête est un phénomène social de la plus haute importance. Aussi stupide ou démodé qu'en soit le prétexte, il y a toujours du moins quelque chose qui ne l'est pas, quelque chose de sérieux et d'actuel à qui il faut prêter une grande attention. Ce sont les besoins et les sentiments qui trouvent là leur satisfaction, les énergies qui peuvent en sortir. Se réjouir en commun, se réunir et se concerter en vue d'un but désintéressé et qui sorte du train-train coutumier de chaque jour, célébrer quelque chose d'élevé, de supérieur, principe ou réalité, voilà ce qu'il y a de beau dans une fête, et ce qui tourne ensuite au profit des idées que représentent ceux qui l'organisent.

Les laïques, eux aussi, pourraient déjà avoir leurs fêtes. Des fêtes qui seraient plus suivies, plus spontanées et plus belles, d'une signification plus importante et plus universelle, moins transitoire, que notre trop ironique et trop administratif 14 *Juillet*. A la campagne surtout où l'homme est en continuelle collaboration avec la nature, les occasions de se réjouir, en l'honneur de belles et bonnes réalités, ne manqueraient pas. N'y a-t-il pas le printemps, le renouveau avec la joie de ses promesses, puis l'été finissant et la lourde richesse de ses récoltes mûres, enfin, aux premiers froids, l'adieu à la terre qui a recueilli, avant de s'endormir, tous nos espoirs de l'an prochain? Nous ne ferions ainsi, d'ailleurs, que reporter à leur vraie source les plus anciennes joies et émotions humaines confisquées, jadis, par l'habileté du christianisme au profit de ses dogmes.

Mais pour que des fêtes de ce genre, ou d'autres analogues, puissent renaître avec un caractère purement laïque, pour qu'elles émanent, surtout, de la libre spontanéité sociale, qu'elles ne soient ni de grotesques parodies ni des réjouissances imposées et réglées par voie d'affiche, il faudrait qu'il y ait dans les âmes modernes une conception vraiment laïque de la vie, un enthousiasme de la nature, bref, toute une poésie de la réalité.

Depuis que l'on parle d'esprit nouveau, d'esprit laïque, d'anticléricalisme, a-t-on fait quoi que ce soit pour suggérer rien de pareil aux jeunes générations? Hélas! non.

Soit maladresse, soit mauvaise volonté, ceux qui avaient assumé la grande tâche de poursuivre les anciennes et dangereuses croyances, de faire table rase des vieilles mentalités et qui possédaient, pour cela, l'admirable moyen de l'instruction primaire, n'ont rien fait, ou à peu près dans ce sens. Qu'importe que l'instituteur soit vêtu d'une redingote et non plus d'une soutane si son enseignement aboutit à peu près au même? Or il y aboutit, puisqu'il ne se préoccupe pas de répondre à la question qui se pose un jour, dans l'esprit des plus simples comme des plus cultivés, sur l'origine des choses et des êtres. Avec ce que la science moderne et surtout l'anthropologie nous a apporté de certain, au moins dans les grandes lignes, il eût été facile d'écrire à l'usage des enfants, de tous les enfants, avec enthousiasme et simplicité à la fois, une petite histoire de la création naturelle, à opposer à la création miraculeuse du Dieu qui *fit le monde en six jours et se reposa le septième.*

A ces mots, nous avons l'habitude de rire et nous avons tort. Car le prêtre possède sur nous cette supériorité d'avoir sur cette question fondamentale, sa réponse toute prête, tandis que la nôtre ne l'est pas encore. Quand elle le sera seulement, quand elle occupera dans l'éducation des jeunes la place d'honneur, alors on pourra dire que l'aube des temps nouveaux aura réellement lui. Le véritable esprit moderne, l'esprit laïque, sera né et les entreprises du cléricalisme ne seront plus à craindre.

Mais ces messieurs du « nouveau bloc » vont-ils accorder aux questions de cet ordre l'attention qu'elles méritent, ou se borneront-ils à « *appliquer sans faiblesse la loi sur les congrégations* » ?

CHARLES ALBERT.

LE SIEUR BULOT

Dans le stock d'avocats, de juges, d'avoués, de notaires et autres gens de loi compromis à des titres divers dans l'escroquerie Humbert-Crawford, nous devons une mention toute spéciale à l'un de ces jugeurs qui se fit, il y a quelques années, le défenseur de la société capitaliste, en poursuivant d'une haine particulièrement féroce les anarchistes.

Je veux parler du sieur Bulot qui, pendant qu'il fricotait dans la « succession Crawford », ne rêvait rien moins que de nous envoyer tous au bagne.

Dans un interview du nouveau ministre de la justice, publié par l'*Echo de Paris* (1), je cueille ces quelques renseignements sur le rôle joué dans cette admirable escroquerie par le redresseur de torts des anarchistes. C'est M. Vallé, le nouveau patron des jugeurs, qui parle :

« Mais je sentais partout de la résistance. M. Bulot, procureur général, au lieu de faire une enquête loyale, fit traiter immédiatement M. Cattaui en ennemi. Au lieu d'une enquête préliminaire courtoise, on commet un juge d'instruction, M. Leydet, pour examiner les dires de Mme Humbert et agir contre mon client, contrairement à tous les précédents. Il devient un accusé. Mme Humbert est une honnête femme de l'honorabilité de laquelle M. Bulot se fait le garant. »

Et l'interview se continue ainsi pendant toute une colonne sur le rôle joué par le grand justicier de la bourgeoisie, qui a dégoûté même son grand maître, lequel, sur une question du journaliste de l'*Echo*, répond :

(1) *Echo de Paris*, 9 juin.

« Je suis décidé à ne pas maintenir M. Bulot à son poste. »

N'est-il pas intéressant de constater ici que celui qui fit condamner Decamps, Dardare et Léveillé, qui fit envoyer à l'échafaud Vaillant, qui n'avait tué personne, qui réclamait le bagne pour nos camarades du procès des Trente, est maintenant accusé par son chef hiérarchique d'être l'ami et le protecteur des escrocs Humbert.

La société bourgeoise est toute dans cette belle affaire et nos camarades qui furent les victimes du sieur Bulot sont aujourd'hui bien vengés.

L'accusateur public est devenu un accusé.

P. Delesalle.

L'ALLIANCE DES MOUCHARDS

On se souvient que trois camarades russes ont été, à la manifestation de la Bourse du Travail, arrêtés par les agents français, sur les indications d'un mouchard au service de l'ambassade.

Le gouvernement de la République les a traités en condamnés de droit commun, rasés de force, et pourvus, après de longues protestations, d'une grammaire pour toute bibliothèque.

On est beaucoup mieux traité que ça dans les prisons du tsar, mais Marianne, dans son zèle franco-russe, est plus... tsar que le tsar lui-même.

Pour finir, on les a gardés en prison jusqu'au 4 juin au matin, au lieu de les libérer le 3. A deux d'entre eux on a donné vingt-quatre heures pour quitter la France. Au troisième, considéré comme anarchiste, on a accordé *une heure et demie*.

Ah! qu'on est fier d'être Français!

M. L.

MOUVEMENT SOCIAL

Mouvement ouvrier. — Nos lecteurs sont certainement au courant de la campagne menée, depuis déjà pas mal de temps, par les ouvriers peintres et, en général, par tous ceux que leur travail appelle à se servir du blanc de céruse et de ses composés.

Les diverses maladies et, plus spécialement, les empoisonnements provoqués par le « saturnisme » sont en effet très nombreux, et il ne se passe guère de semaine à Paris que les ouvriers peintres n'aient à déplorer la mort d'un de leurs camarades.

Pensant aboutir promptement dans la campagne qu'ils ont menée, les divers syndicats de peintres s'adressèrent, il y a plus d'un an, à Millerand. Les délégués, après avoir montré au ministre socialiste les ravages causés par l'emploi des peintures à base de céruse, lui demandèrent qu'au nom de la sécurité publique il fût interdit d'employer des couleurs à base de céruse, d'autres pouvant les remplacer avantageusement, sans autre inconvénient qu'un léger relèvement du prix de revient. M. Millerand reçut très bien les délégués des syndicats de peintres et les assura de toute sa bienveillance.

« Deux moyens, leur dit-il, s'offrent à vous pour obtenir ce que vous demandez : faire déposer un projet de loi, ou bien que je signe un décret interdisant l'emploi de la céruse. Je sais prendre les responsabilités, ajouta le ministre socialiste, et ce dernier moyen est plus expéditif. Fiez-vous à moi, je signerai le décret. » Les peintres attendirent et, ne voyant pas venir le décret, réclamèrent. « Les bureaux seuls sont coupables, répondit Millerand, mais vous pouvez compter sur moi, le décret sera signé. »

Millerand s'en est allé, le décret promis n'est pas venu, et les travailleurs qui ont eu le tort de compter sur la bienveillance ministérielle s'aperçoivent, mais trop tard, qu'ils ont été dupés.

C'est qu'il y a dessous cette affaire quelques gros intérêts en jeu, et entre l'intérêt de quelques puissants industriels et la vie de centaines de travailleurs, le ministre socialiste n'a pas hésité : il a sacrifié les travailleurs.

Cela n'est guère pour nous surprendre; le contraire bien plutôt nous aurait étonné, et si nous avons cité cette anecdote, c'est qu'elle vient une fois de plus justifier ce que nous disons chaque jour, que les travailleurs n'auront que ce qu'ils sauront exiger.

Dans le cas qui nous occupe, puisqu'il s'agit de leur vie, les ouvriers peintres ou similaires n'ont guère de scrupules à avoir envers leurs exploiteurs qui n'en ont pas pour leur existence.

Je me permettrai donc de leur rappeler que le Congrès corporatif de Toulouse, envisageant les cas où les travailleurs auraient à lutter à armes trop inégales avec leurs exploiteurs, avait préconisé un moyen qui, je le conçois facilement, peut répugner à une nature droite, mais qui ici — puisqu'il s'agit de la vie même des travailleurs — n'est pas de saison.

Je veux parler du *sabottage*.

Les ouvriers peintres trouveront certainement le moyen de l'employer, et ce n'est pas à moi à leur donner des conseils à ce sujet; les trucs ici ne manquent pas.

Et je suis certain que, si les diverses organisations dont les membres ont à souffrir du « saturnisme » avaient mené une campagne sérieuse en ce sens, plutôt que d'attendre le bon *vouloir* de M. Millerand, sa loi ou son décret, ils seraient aujourd'hui bien plus avancés; leurs exploiteurs auraient mis les pouces depuis bien longtemps, car rien ne saurait résister, pour un patron, à son intérêt.

Bien employé, le sabottage doit ici vaincre la résistance patronale. Entre la vie de milliers de travailleurs et l'intérêt de quelques capitalistes, il n'y a pas à hésiter. Que les « saturniens » agissent.

∴

J'ai eu l'occasion de parler ici à plusieurs reprises des syndicats dits « jaunes ». Ces organismes plus fictifs que réels, fondés et subventionnés par Messieurs les exploiteurs, ne donnent pas d'excellents résultats et tout ne semble pas marcher à souhait.

A peine nés, une scission vient de se produire, et les mécontents, las de voir le policier Lanoir garder tout pour lui, fondent à leur tour une nouvelle « Fédération Nationale des jaunes ». Leur gazette débine un peu les trucs de ces Messieurs, donne l'effectif des syndicats jaunes qui n'existent que dans leur imagination, etc., etc. Quand il n'y a plus de foin au râtelier, les chevaux se battent. C'est le commencement de la fin.

∴

A Lorient, une grève importante de manœuvres et de débardeurs dure depuis plus de quinze jours. Les grévistes sont au nombre de sept à huit cents, car les ouvriers de différents chantiers ont suivi le mouvement, et, si certains symptômes se réalisent, la grève sera générale parmi les ouvriers de Lorient. C'est du reste sans doute pour cela que les journaux n'en parlent pas du tout.

Comme toujours, l'armée est au service des capitalistes et une compagnie du 62e de ligne aide la gendarmerie à protéger la propriété; et cela ne se passe pas sans bagarres ni arrestations, comme de bien entendu.

Voici quelques renseignements sur les salaires et les réclamations des grévistes. Les débardeurs réclament 0 fr. 35 de l'heure. Les terrassiers, au nombre de 300, réclament, eux aussi, 0 fr. 35 de l'heure et 0 fr. 50 pour les heures supplémentaires. A l'usine à gaz, les chauffeurs réclament 120 fr. au lieu de 95 fr. l'été, et 100 fr. l'hiver. Les allumeurs, 75 fr. au lieu de 65. Les grévistes s'efforcent d'obtenir le renvoi des marins qui, quoique soldats, les remplacent et travaillent à des prix dérisoires. Les blanchisseuses réclament aussi une augmentation et ne veulent plus travailler à moins de 1 fr. 50 par jour. La grève, comme on le voit, est à peu près générale, et si les grévistes de Lorient parviennent à gagner à leur cause les ouvriers des forges d'Hennebont qui sont au nombre de 1800, il faut s'attendre à de graves incidents.

Les patrons se réunissent pour discuter la situation.

∴

La grève des ouvriers et ouvrières des tabacs est terminée, mais j'ai bien peur que ces travailleurs n'aient à revenir sur leur enthousiasme, et qu'ils n'aient à regretter dans quelques mois ce qu'ils considèrent aujourd'hui comme une victoire.

Le ministre, leur patron, a admis, je sais bien, le principe de l'avancement à l'ancienneté, mais avec ce correctif qu'avant de prendre une décision définitive, une commission, où les ouvriers sont trop peu nombreux, fournira un rapport sur la question; je crains que ce rapport, dans les conditions où il sera fait, ne soit pas favorable aux ouvriers, et alors leur tentative aura été inutile.

D'autre part, les grévistes ont accepté que l'un des leurs, le préposé Wagner, qui avait été renvoyé pour n'avoir pas voulu prendre la place d'un gréviste, ne soit pas repris.

C'est là une petite lâcheté bien regrettable, et je crains fort que les travailleurs des tabacs ne s'illusionnent sur la prétendue victoire qu'ils viennent de remporter.

P. Delesalle.

∴

Au Congrès anarchiste qui s'est tenu à Liège les 18 et 19 mai dernier et dont j'ai déjà eu l'occasion de dire quelques mots dans un précédent numéro, nos camarades de Belgique se sont efforcés, avec juste raison, de donner comme point d'appui à leur propagande le mouvement purement ouvrier des syndicats. Nos camarades ont décidé de porter leurs efforts vers ces groupements, de tenter de les dégager de l'action néfaste du parlementarisme, et, où cela sera nécessaire, de créer des syndicats nettement révolutionnaires.

De plus, ils ont décidé de tenter la création d'une *confédération générale du travail* réunissant toutes les organisations ouvrières, pour la lutte contre l'ordre capitaliste sur le seul terrain économique.

Si les travailleurs belges réussissent, et pour ma part je le souhaite vivement, ils auront fait un grand pas en faveur de l'émancipation des travailleurs. Il ne restera plus qu'à nos camarades d'Italie, d'Espagne, de Suisse — et dans ces divers pays l'effort serait peu considérable — qu'à imiter leur exemple; et lorsque dans ces diverses nations nous aurons groupé les travailleurs en un faisceau puissant, rien ne sera plus facile alors que de jeter les bases d'une nouvelle Internationale, véritable héritière de la grande.

Le Congrès de Liège aura été un grand pas dans cette voie.

P. D.

Un camarade de Saint-Etienne me fait remarque, que j'ai commis quelques graves erreurs au sujet de la grève des veloutiers qui a eu lieu dans cette ville.

Les renseignements que j'ai donnés à ce sujet provenaient des dépêches publiées par les journaux et je ne vois pas bien l'intérêt qu'il pouvait y avoir à fausser la vérité.

Mais cela ne se présenterait pas si, au lieu de rectifier après, les camarades voulaient bien nous envoyer des renseignements sur *les faits* sociaux, grèves et autres qui se passent dans leur localité. Nous y gagnerions de parler à coup sûr et nos lecteurs d'être très exactement renseignés.

Le Havre. — Aujourd'hui, octave de Fête-Dieu, nous nous sommes rendus, à une cinquantaine de camarades, à Sainte-Adresse pour manifester au passage de la procession.

Nous avons chanté la *Carmagnole* et autres chansons, devant le dais. La prêtraille et les fidèles en étaient absolument ahuris. La procession était protégée par 2 gendarmes, 2 gardes champêtres et le maire.

Ce dernier a exhibé son écharpe et a essayé de parlementer, car la procession était arrêtée par notre fait, l'ayant traversée quatre fois en chantant la *Carmagnole*.

Les gendarmes paraissaient très ennuyés de la corvée qu'on leur faisait faire et se seraient gardés d'intervenir si nous avions été en nombre pour bousculer et jeter dans le ruisseau toute cette mascarade.

Mais telle quelle notre manifestation a pleinement réussi et produit une belle frousse parmi tous ces calotins.

Un vicaire a provoqué un camarade et lui a donné rendez-vous à l'église pour discuter religion avec lui, ce que le camarade a accepté.

Espagne.

Des grèves partout, parce que partout de la misère et de la souffrance : les principales, actuellement, à Tarrasa : les tisseurs continuent la résistance, au nombre de 4.000; l'alcade annonce qu'il y a chaque jour des défections, des reprises; le secrétaire de la Fédération, dans une lettre adressée au journal *Tierra y Libertad*, le dément : tous sont résolus à lutter malgré la faim ; à Gibraltar, les chargeurs et déchargeurs de charbon luttent depuis longtemps déjà, pacifiquement, contre l'obstination patronale. Mais l'événement capital de la dernière semaine est la grève des ouvriers agricoles à Badajoz, en Estramadure.

Estramadure et Andalousie ne sont qu'un im-

mense champ de misère. La terre est riche, et malgré les inondations annuelles, la culture des céréales, de l'olivier et de la vigne nourrirait largement la population. Mais ces deux provinces sont divisées en un petit nombre d'immenses propriétés que leurs possesseurs laissent dans l'abandon le plus complet. Beaucoup n'ont même jamais visité le domaine qu'ils ont reçu en héritage et dont ils se contentent de manger les revenus, à Madrid, dans les fêtes. Les domaines sont livrés à des intendants, cupides et ignares à la fois. La terre reste inculte ou bien, si elle est cultivée, ne donne qu'un rendement misérable. On ignore ou on néglige les méthodes modernes de culture, l'irrigation fait complètement défaut, et les sécheresses s'ajoutent aux inondations pour allonger le temps du chômage forcé ; et naturellement cette terre qui ne produit rien, grâce à l'incurie de ses possesseurs, est frappée d'impôts écrasants. Une brochure de M. José del Prado, député *conservateur* aux Cortès, nous fournit des faits typiques. Dans la province de Jaen, il y a 1.300.000 hectares de terre cultivable, en grande partie facile à irriguer. Actuellement, les céréales en occupent 400.000, l'olivier 200.000 et la vigne 50.000. En tout 650.000 hectares, soit une moitié. L'autre moitié est inculte, forme une immense prairie desséchée, que se partagent environ 350.000 vaches ou moutons, soit presque 2 hectares par tête! Dans la partie cultivée, il y a une année de bonne, en moyenne sur cinq ou six, malgré la culture défectueuse.

Il y a trois sortes d'ouvriers : les journaliers, les temporaires, que l'on engage pour la saison d'hiver (depuis la fête de san Miguel, le 29 septembre, jusqu'à fin mai) et pour « l'août », c'est-à-dire depuis le 1er juin jusqu'à fin septembre ; et enfin ceux qui travaillent à forfait. En moyenne, le salaire est de 1 fr. 75 à 2 fr. Mais souvent il est très inférieur. Il a baissé jusqu'à *60 centimes*. Le chômage forcé est fréquent ; l'hiver surtout, l'ouvrier agricole, en Estramadure ou en Andalousie, est « plus malheureux que n'importe quel autre animal de la terre ».

Mais ce salaire misérable, quand il pourrait le gagner, il se trouve encore que les ouvriers portugais, mourant de faim, peut-être, et en tous cas faisant preuve d'une douloureuse stupidité, viennent le lui enlever et faire le travail à un moindre prix encore. C'est ce qui vient d'arriver à Badajoz. Les ouvriers agricoles avaient fait aux propriétaires terriens une demande d'augmentation de salaire : elle fut repoussée, et le samedi 31 mai les ouvriers décidèrent la grève générale. Le dimanche matin, les grévistes se postèrent à la sortie de la ville pour empêcher les Portugais qui n'avaient pas traité au tarif de la Société ouvrière de se rendre à leur travail. La garde civile intervint naturellement et arrêta deux grévistes que leurs camarades remirent, de force, en liberté. Le même fait se reproduisit en divers points, et les grévistes réussirent toujours à remettre en liberté ceux de leurs camarades que la gendarmerie avait pris, jusqu'à ce que, ayant reçu du renfort, et se trouvant en nombre, cette fois, et bien armés, les gardes firent feu sur la foule qui riposta par des pierres et des coups de revolver. Les ouvriers agricoles se réfugièrent dans le local du *Centro obrero* et dans les maisons voisines, et, de là, tirèrent à leur tour sur la gendarmerie. Mais leurs munitions, furent bientôt épuisées ; alors la garde civile, prenant d'assaut le *Centro obrero* et les maisons contiguës, fit une trentaine d'arrestations ; le nombre des arrestations, dans la journée, se monta à plus de 100. Et une fois de plus en Espagne, on déclara l'état de siège et la suspension des garanties constitutionnelles.

C'est toujours la méthode que M. Silvela exposa si éloquemment naguère, aux Cortès : le Mauser est l'instrument de gouvernement par excellence.

Le mouvement gréviste s'est étendu, dans la région autour de Badajoz, à Olivenza, Santa Marta, etc.

Ainsi nous voyons, en Estramadure et en Andalousie, le problème social posé dans toute sa netteté et aussi dans toute son horreur. La terre est là, riche et féconde. La science permettrait à l'homme d'en tirer des produits magnifiques et abondants : elle reste inculte ou ne donne que des fruits misérables, et les populations meurent de faim ; ces populations sont elles-mêmes d'une intelligence et d'une activité remarquables, malgré les insuffisances effrayantes de leur instruction et de leur éducation : que ne pourraient-elles pas réaliser, en bonheur et en science? Mais les agriculteurs d'Andalousie et d'Estramadure sont « plus malheureux qu'aucun autre animal de la terre ».

Que faut-il dire d'un état social qui permet de telles hontes?

M. L.

* *

« A la fabrique de tissus de M. Bolfil, passage d'Alsina, a eu lieu une tentative de grève des ouvrières, qui a été étouffée grâce à l'opportune intervention de l'inspecteur de police, M. Pelaez, avec quelques agents.

« Les quinze ouvrières qui avaient abandonné le travail ont été immédiatement remplacées par d'autres, sans pouvoir exercer d'atteinte à la liberté du travail. » (*El Liberal*, Barcelone, 27 mai 1902.)

Allemagne.

STUTTGART. — La loi reconnaît à tous les salariés le droit de se syndiquer. La Compagnie des tramways de Stuttgart met la loi au panier et interdit à ses employés d'entrer dans la « Fédération centrale des travailleurs du commerce et de transports ». De plus elle les paie très mal ; les seuls qui gagnent à peu près leur vie sont les conducteurs, grâce aux pourboires. Pour obtenir une augmentation de salaire et forcer la Compagnie à leur permettre l'exercice du droit *légal* de coalition, les employés se sont mis en grève. Le samedi 31 mai dans l'après-midi, arrêt complet du service. Grand émoi dans la ville, car les trams sont devenus nécessaires à tous, depuis les enfants allant à l'école jusqu'aux facteurs allant faire les levées et les distributions, sans compter les promeneurs qui se rendent le dimanche à Basenberg, à Bopfer, à Ostheim et autres Robinsons wurtembergois. Tout ce public est pleinement sympathique aux grévistes. Dans une réunion tenue le lundi 2 juin, des gens de toute condition viennent se joindre à eux, leur cause est la cause de tous, et le pasteur Traub se fait applaudir en déclarant que c'est pour lui un devoir de conscience que de réclamer avec les employés et en leur faveur le droit de coalition, une augmentation de salaire et un jour de repos par semaine. Des désordres se sont produits, mais les grévistes n'y sont pour rien, toute la ville se plaît à le reconnaître et à rendre hommage à leur tenue exemplaire.

Cependant la Compagnie a consenti quelques petites augmentations de salaires et réductions d'heures de travail, mais elle ne cédera pas sur l'objet essentiel, le droit de coalition. Le 4 juin, le Comité de la grève adresse au Conseil municipal un mémoire dans lequel il expose la situation et demande l'intervention des autorités de la ville : les grévistes sont prêts à reprendre immédiatement le travail, si la Compagnie daigne reconnaître la loi. De son côté, la Compagnie déclare que les grévistes, ne lui ayant pas envoyé la réponse promise pour le samedi soir à 11 heures, elle les considère comme congédiés. Certains employés étant logés dans des bâtiments qui lui appartiennent, elle leur fait savoir qu'ils aient à évacuer dans les douze heures.

Au Conseil municipal, un conseiller socialiste plaide la cause des employés ; le Conseil, par l'organe du bourgmestre, reconnaît le bien fondé de leurs revendications. D'ailleurs le ministre de l'Intérieur a déclaré qu'il blâmait la Compagnie et a fait entendre à ses directeurs que les grévistes auraient l'appui du gouvernement.

Le 5 juin, de bon matin, la Compagnie reçoit des autorités municipales un *ultimatum* : on lui donne jusqu'à 11 heures du matin pour arriver à un accord avec les employés. Passé ce délai, le Conseil se réunira pour examiner les mesures à prendre. A 1 h. 15 m., pas de réponse ; la Compagnie a fait déclarer officieusement qu'elle n'avait plus d'employés, et ne pouvait donc négocier avec personne. Le Conseil municipal délibère : résultat, une requête au tribunal de 1re instance, par laquelle les autorités, au nom de la ville de Stuttgart, demandent l'autorisation de prendre en régie le service des tramways. En effet, la Compagnie ne s'est pas conformée au cahier des charges ; elle a suspendu le service, et la grève n'est pas un motif légal d'excuse. La Ville assurera donc le service elle-même, aux dépens de la Compagnie. De son côté, la police, oui, la police, se prépare, en interprétant astucieusement certains articles de loi, à « embêter » ferme la Compagnie. D'autre part, le représentant du ministre de l'Intérieur, dans des conférences successives avec les directeurs de la Compagnie, s'évertue à leur faire comprendre qu'ils sont en *opposition* avec la loi, et enfin leur offre *une transaction* (travailleurs, quand vous serez en *opposition* avec la loi, demandez qu'on vous envoie un ministre, pour *une transaction*, vous verrez ce qu'on vous répondra). Donc, la Compagnie ne permettrait pas l'adhésion directe des employés à la Fédération, mais tolérerait qu'ils y soient représentés. Comprenne qui pourra. Vers le soir, la Compagnie avise le ministère par téléphone que cela ne lui plaît point. Puis, le ministre fait appeler l'inspecteur Ott, représentant la Compagnie, et le *prie instamment* de décider la direction de se conformer à la loi. Ott répond que, pour sa part, en effet, il trouve cela très juste ; mais il croit devoir prendre l'avis du directeur général Lipken, *malade et en villégiature à Baden-Baden*. Le lendemain, vers le soir, Ott avise le ministre que Lipken refuse.

Cependant, l'opinion est toujours favorable aux grévistes. On approuve le bourgmestre et la requête au tribunal ; la guerre va se terminer aux dépens de la méchante Compagnie ; la *Gazette de Francfort*, le 6 juin, fait remarquer que depuis cinq ans, depuis la grève des travailleurs du port, à Hambourg, on a fait bien du chemin. Les ouvriers, à Hambourg, étaient dans leur droit, et cependant le ministre von Botticher avait déclaré qu'il fallait donner aux entrepreneurs l'appui moral et matériel du gouvernement. A ce moment, la force primait encore le droit, mais aujourd'hui, on voyait un ministre et un bourgmestre d'accord pour imposer à une puissante compagnie le respect du droit des travailleurs! Puis c'était l'éloge des réformateurs sociaux : « Ils ont la conscience d'être appelés à vaincre sur toute la ligne, etc., etc. »

Mais voici que le samedi 7 juin, vers midi, on apprend que le tribunal de 1re instance a écarté la requête du bourgmestre et l'a déclarée mal fondée en droit. Le temps que l'administration municipale se pourvoie devant le Tribunal supérieur, la Compagnie aurait embauché un personnel nouveau et rétabli le service : les grévistes n'ont plus qu'à se soumettre. A 4 heures de l'après-midi, en effet, l'assemblée des grévistes décide que le Comité avisera la Compagnie de la cessation de la grève et *lui demandera de vouloir bien dresser la liste de ceux qu'elle refuse de reprendre*. La ville et le gouvernement pensent à donner des emplois aux grévistes congédiés.

Travailleurs, mes camarades, apprenez de vos maîtres eux-mêmes que le respect des lois est une immense blague et que les codes sont tout juste bons à l'usage qu'un héros de Rabelais, plus délicat, faisait d'un bonnet de page ou du ventre soyeux d'un canard. Et sachez encore, que quand les autorités, petites et grandes, prennent en main votre cause au lieu de vous fusiller, vous êtes seulement un peu plus sûrs d'être matés. Car pour briser la toute-puissance du capital, il faut d'autres instruments que des lois, fussent-elles dénommées ouvrières et protectrices ; produits tard venus et caducs d'une société qui les a faites en pensant à autre chose : il faut une autre force que celle d'un ministre ou d'un bourgmestre, fussent-ils pleins de bonnes intentions. Quoi qu'ils fassent, ils ont dans le sang le respect du capital, ils sont désarmés devant lui, et ne sont forts que contre vous.

F. HEINE.

Russie.

On nous communique la lettre ci-dessous :

Citoyens,

Les railleries inouïes que le gouvernement russe se permet à l'égard des prisonniers politiques sont de nature à révolter tout homme libre, conscient de sa dignité. Nous nous adressons à vous, citoyens, dans l'espoir que vous exprimerez votre indignation comme il convient. C'est surtout à vous, prolétaires, que notre appel s'adresse, dans la conviction que vous y répondrez. Nous pourrons dire aux prolétaires russes : Pendant que le représentant de la bourgeoisie française accorde solennellement son appui aux bourreaux russes, les prolétaires français, dans leurs réunions et dans leurs publications, protestent avec vous contre les violences du despotisme tsarien.

Un groupe socialiste russe.

EXTRAIT DES LETTRES REÇUES DE WILNA PAR LE COMITÉ DU « BOUNDE » A L'ÉTRANGER.

Nous sommes habitués depuis longtemps à recevoir des nouvelles concernant les exactions barbares envers les manifestants, les exterminations à coups de « nagaïkas », les assassinats isolés (tel l'assassinat de Pakoula, à Lodz). Mais jamais encore le gouvernement n'a atteint ce degré d'insolence cynique, de cruauté féroce, sans limites ; jamais encore, jusqu'ici, il n'eut recours au moyen récemment mis en vigueur — c'est la bastonnade, en masse, des manifestants. Voici ce qui s'est passé, le 1er mai dernier, dans une des plus grandes villes du Nord-Est, à Wilna. La manifestation eut lieu, comme d'habitude, la police et les cosaques ont frappé dans la rue à coups de nagaïkas, avec leur cruauté ordinaire, les quelques dizaines de person-

nes arrêtées sur place. On a tellement frappé que le porteur du drapeau avait tous ses vêtements lacérés et que son sang coulait à flots. Ils frappaient en route, ils frappaient au commissariat, mais cela n'était que le prélude de la scène sanglante qui se déroula le lendemain.

Déjà, avant la manifestation, sur l'ordre du gouverneur, on a préparé des faisceaux de verges, trempées dans l'eau. L'exécution eut lieu le 2 mai. Toute une commission des bourreaux présidait dans l'écurie du commissariat : le gouverneur, le préfet de police, les médecins, les commissaires et les sergents de ville. Les arrêtés sont appelés un à un. Avec une ironie cynique, le gouverneur souhaite à chaque prisonnier la fête du 1er mai, et « voici une surprise pour vous », ajoutait-il, montrant les verges. « Quel âge avez-vous ? — Quarante ans. — Donnez-lui quarante coups. — Et vous ? — Cinquante. — Donnez-lui cinquante coups. » — Un plus hardi répond qu'il avait un million d'années. — On lui donne 100 coups, on lui verse de l'eau sur la tête, on le couche à nouveau, en continuant l'exécution avec une cruauté raffinée. Pour empêcher les cris, on mettait aux prisonniers des bouts de bois dans la bouche. Le médecin était là pour décider si l'on avait frappé suffisamment. Le gouverneur von Wahl surveillait l'exactitude de l'exécution. Si le bourreau laissait tomber un coup maladroitement, le gouverneur déclarait qu'il ne comptait pas. On frappait jusqu'à ce que le patient perdît connaissance. Pour achever l'œuvre de la raillerie féroce, l'on fait revenir l'exécuté à lui et, avec un sourire, on lui donne un carton où sont écrits ces mots : Vive le 1er mai ! (Ces cartons ont été distribués par les soins du Comité révolutionnaire *Bounde*.)

Si l'exécuté pouvait librement se mettre sur ses pieds, on recommençait. Le porteur du drapeau et un autre ouvrier sont morts au commissariat.

Dans la proclamation, lancée à Wilna, au nombre de 10.000 exemplaires, en langue russe et polonaise et en jargon juif sous la signature du *Comité du Bounde de Wilna*, du *Comité Social-Démocrate de Wilna*, du *Parti Social-Démocrate de Pologne et Lithuanie*, du *Comité ouvrier de Wilna*, du *Parti Socialiste Lithuanien*, du *Groupe de la Social-Démocratie Russe de Wilna*, les personnes qui ont pris part à l'exécution sont désignées : le gouverneur von Wahl, le docteur Michailoff, le préfet de police Nasimoff, les commissaires Snitke et Kontchewsky, le sous-brigadier Martinoff, les sergents de ville André Feiboulsky et Miloucha.

« La vengeance, ainsi se termine la proclamation, frappera chacun de vous et vos noms seront à jamais maudits. » On peut se figurer la violente indignation qui s'est soulevée contre les lâches inquisiteurs et surtout contre l'auteur principal de l'exécution, von Wahl. Le 18 mai, un attentat à sa vie eut lieu. A sa sortie du théâtre, il essuya deux coups de revolver tirés par Hirsch Zekert, qui, déjà renversé par la police survenue et couché par terre, réussit à tirer un troisième coup. De Wahl est blessé à la main et au pied (1).

États-Unis.

Pensylvanie. — Au cours des dernières années, les salaires des mineurs ont constamment baissé. Cependant le prix des objets de première nécessité, nourriture et vêtements, s'est élevé, depuis cinq ans, de 25 p. 100 en moyenne. En même temps, les compagnies minières — on sait que ce sont les compagnies de chemins de fer qui sont les propriétaires des mines, ou de la plupart des mines — vendent maintenant le charbon dur 35 à 40 p. 100 plus cher qu'il y a trois ans.

Elles trouvent moyen de ne payer au mineur que 80 à 85 p. 100 du charbon extrait, sous prétexte qu'il y a 15 ou 20 p. 100 de pierres ou de mauvais charbon.

Les mineurs de charbon dur se sont donc mis en grève. Le 26 mai, ils étaient 147.000 à chômer volontairement, entraînant le chômage forcé du reste du personnel des mines, soit un nombre à peu près égal, et d'environ 20.000 employés de chemins de fer. La grève, en se prolongeant, peut avoir des conséquences incalculables. Sans doute le trust a encore des stocks importants de charbon dur, mais il les vend déjà 25 p. 100 plus cher que le dernier prix avant la grève.

Il faut songer que les 380 mines de charbon dur doivent fournir en temps normal cinq millions de tonnes par mois ; 357 fosses ont déjà arrêté complètement le travail. On a seulement assuré le service des pompes, parce que si on laissait l'eau envahir les galeries, il pourrait se passer des années avant que la reprise soit possible. Des 23 fosses restées en activité, la plupart appartiennent à un groupe de cinq propriétaires qui ont jusqu'ici résisté au trust : ceux-là ont accordé à leurs ouvriers ce qu'ils réclamaient.

Les mineurs demandent : paiement proportionnel au poids réel de charbon extrait, et salaire minimum de 8 fr. 75 par jour. Etant donné ce que le mineur doit payer lui-même, en particulier pour les explosifs, le chiffre de 8 fr. 75 ne représente qu'un salaire réel de 6 fr. 25, chiffre modeste, si l'on se rappelle :

1° L'augmentation du prix des denrées, vêtements, etc. ;

2° Le prix auquel le trust vend maintenant le charbon dur et les bénéfices énormes qu'il réalise.

Les mineurs ont une organisation puissante, de grandes ressources, et sont pleins de confiance en se rappelant les grèves de 1900 et de 1897, dans lesquelles ils ont eu gain de cause. Mais il faut dire que quand la grève fut déclarée, en septembre 1900, l'élection présidentielle était imminente. Le sénateur Hanna aussi bien que Pierpont Morgan avaient intérêt à terminer rapidement la grève. Aujourd'hui il n'y a plus de considérations politiques pressantes.

La question est sans doute de savoir si les mineurs de charbon tendre du Michigan et de la Virginie occidentale décideront de seconder le mouvement. Déjà beaucoup d'usines qui ne voulaient employer que le charbon dur ont dû se résigner à brûler du charbon tendre. Si les mineurs du Michigan et de la Virginie occidentale se mettent en grève, c'est, à bref délai, l'arrêt complet de l'industrie dans toute la région.

Les sympathies du public sont pour les mineurs, qui n'ont déclaré la grève qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation. Ayant d'abord demandé une augmentation de salaires de 20 p. 100, ils se seraient ensuite contentés, pour éviter la grève, de 10 p. 100. Le trust a tout refusé. Les mineurs avaient demandé la réunion d'une conférence où la question du salaire aurait été discutée : la proposition a été repoussée. La « Civic Federation », société fondée dans le but exprès d'intervenir dans ces grands conflits, vient d'éprouver, par le refus catégorique que lui ont opposé les représentants du trust, qu'il ne s'agissait pas d'éloquence de congrès. C'est la lutte brutale et voici comment les Pierpont Morgan la comprennent ; on télégraphie de New-York, 3 juin, à la *Daily Mail* : « Les compagnies minières ont embauché 4.000 hommes qu'elles ont armés de fusils. Des trains blindés, avec le personnel armé, circulent sur les lignes de chemins de fer. La garnison qu'ils contiennent a ordre de tirer sur les grévistes, s'ils tentent de troubler la circulation. Beaucoup de mines sont entourées de fils électriques dans lesquels passe un courant assez fort pour donner la mort. »

C. Mackenzie.

(1) D'après les dernières nouvelles, le troisième coup a été tiré par un inconnu. Le préfet de police Nasimoff et le commissaire Kontchewsky auraient été bâtonnés.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Conférences :

Samedi 14 juin. — Soirée littéraire : *Andromaque*, tragédie de Racine, avec le concours de Mme Gil Baër, de Mlle Vellini (de l'Odéon) et de M. Le Drazal (du Théâtre Sarah-Bernhardt), précédée d'une causerie par M. Madon.

Lundi 16. — Mme le Dr Edwards-Pilliet : Ce qu'une femme ne doit pas ignorer (les jeunes filles au-dessous de 18 ans sont priées de ne pas assister à cette réunion).

Mercredi 18. — A. Chenevier : La Législation syndicale au dix-neuvième siècle (III).

Jeudi 19. — Cours de diction par M. Lancy.

Vendredi 20. — Alteyrac : Cours élémentaire de physique (électricité).

Bibliothèque Communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Pour éviter de publier leurs noms, les camarades ayant des volumes sont priés de les rapporter.

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion du groupe tous les jeudis, à 8 h. 1/2, au local du Syndicat de l'ébénisterie, 57, rue de Charonne.

Aurore sociale de Plaisance (cercle lyrique et théâtral). — Samedi 14 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au siège social, 40, rue de la Sablière, soirée littéraire et artistique.

Causerie par le citoyen Charles Valliers sur La discipline à l'armée et la justice militaire.

Concert par les membres de l'*Aurore* et du groupe des poètes-chansonniers révolutionnaires.

Entrée gratuite.

En cas de beau temps, la soirée aura lieu dans le jardin éclairé *a giorno*.

Les questions sociales et artistiques prenant à la période historique où nous vivons une extrême importance, nous avons décidé, pour contribuer dans la mesure de nos moyens à l'éducation populaire, d'organiser une suite de conférences où seront exposées les grandes idées de coopératisme et de rénovation sociale enfantées à travers les siècles par Robert Owen, Saint-Simon, Fourier, etc., etc.

En conséquence, nous vous invitons à assister à notre première Grande Conférence, qui aura lieu le samedi 14 juin, à 8 h. 1/2 du soir, Bourse du Travail (Grande salle), et où se feront entendre nos amis : Chauvelon, sur : Le mouvement social coopératif et artistique en Angleterre au dix-neuvième siècle ; Frantz Jourdain, sur : L'art au point de vue social ; G. Yvetot, sur : L'affranchissement par les coopératives communistes ; Albert Dejust, sur : Les coopératives communistes, leurs débuts, ce que nous en attendons.

L'*Entente des Jeunesses socialistes révolutionnaires de la Seine* adhère de grand cœur à la campagne entreprise pour la libération de Prenant ; elle invite tous les jeunes socialistes à lutter énergiquement en cette occurrence pour le respect de la liberté individuelle et l'abolition des modernes bastilles.

L'Entente des Jeunesses socialistes révolutionnaires de la Seine a l'honneur d'assurer de toute sa haine, de tout son mépris le tsarisme oppresseur ainsi que ses dignes valets les mouchards de la Patrie Russe. Elle salue les admirables révolutionnaires de Russie, et s'engage à faire tous ses efforts pour glorifier leur cause et pour aider à leur victoire.

Amiens. — Tous les camarades qui détiennent des livres de la bibliothèque sont priés de les rapporter avant le 1er juillet pour le recensement général.

Nantes. — Les camarades de Nantes et des environs se rencontreront le dimanche 15 juin, à 3 heures de l'après-midi, au café de Bretagne, 12, place de Bretagne. On discutera la question sociale.

Nimes. — Samedi 14 juin, à 8 h. du soir, grande soirée familiale organisée par le groupe d'études économiques libertaires au profit de la bibliothèque.

Macon. — Les camarades de cette ville mettent les amis de la région en garde contre un individu qui se présente aux adresses qu'il peut se procurer, se réclamant de la solidarité, se disant proscrit, et qui n'est qu'un escroc.

Avignon. — Louise Michel et Janvion feront une conférence à Avignon, le jeudi 19 courant, à 8 h. 1/2, au Casino, place de l'Horloge.

PETITE CORRESPONDANCE

Lévêque ou quelque autre camarade peintre pourrait-il nous donner un coup de main pour placer un camarade ?

P. D., Saint-Etienne. — Voyez la note au M. O. et à l'avenir envoyez nous des renseignements avant et non après.
et mandats.

A G., à Mansourah. — Bien reçu les deux mandats. — Merci.

Reçu pour la liberté d'opinion : A. G., 0 fr. 50. — C. P. à La Machine, 0 fr. 50. — Une femme, 1 fr. — En tout : 2 fr. — Listes précédentes : 41 fr. 75. — En caisse : 43 fr. 75.

Reçu pour le journal : B., à Marseille, 0 fr. 25. — Th., 1 fr. — T., à Lorient, 0 fr. 50. — B., à Avignon, 1 fr. 05. — B., à Hope-Church, 1 fr. — M., à Nantes, 1 fr. 20. — Merci à tous.

N., à Fontenay-le-Comte. — B., à Mirepoix. — G., à Senones. — J. B., à Brest. — S., à Marseille. — F., à Sisteron. — O., à Nantes. — T., à Bourg-de-Péage. — D., à Beauvais. — E., à Tours. — Chinon. — P., à Saint-Mandé. — G., à Genève. — B., à Dison. — Reçu timbre

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 8 — DIX CENTIMES — DU 21 AU 27 JUIN 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS ABONNÉS

Nous leur rappelons instamment de bien vouloir, à chaque renouvellement d'abonnement, nous envoyer la dernière bande, cela nous économise du temps.

REBOUTEUX [1]

(Fin.)

C'est seulement dans une société primitive que le pouvoir a quelque action sur la vie sociale. Mais la raison en est précisément dans l'étendue extrêmement restreinte de la sphère propre à chaque individu et aussi dans le rudimentaire état de développement de sa personnalité.

Les actes de la vie primitive se limitent à un fort petit nombre. Ils varient peu d'individu à individu. Une même direction peut les embrasser dans leur ensemble et les régir à son gré, les modifier à sa fantaisie, leur imposer telle ou telle restriction ou laisser, au contraire, à certains d'entre eux une plus ou moins grande liberté d'extension.

A cette uniformité des actes individuels correspond une presque similitude entre les diverses individualités qui composent la société. De même qu'il n'existe pour ainsi dire pas de différence entre les personnalités de deux animaux de la même espèce, de même les personnalités de deux hommes primitifs se modèlent sur des types que rapproche une étroite analogie. La différenciation des personnalités ne s'accentue qu'au fur et à mesure de la complexité de la vie sociale dont elle accompagne parallèlement le développement et dont elle est d'ailleurs corrélative et solidaire; réciproquement elles réagissent l'une sur l'autre.

L'action du pouvoir politique est une action simpliste qui a prise, en effet, sur une société ainsi rudimentaire. L'organisation d'une telle société est elle-même à ce point simpliste qu'elle peut être modifiée dans sa forme et même dans sa structure par la volonté, soit d'une oligarchie de prêtres ou de patriarches, soit d'un despote unique. Les rouages en sont si peu nombreux que cette volonté a sur eux une action directe et efficace.

Il n'en est pas de même d'une société plus perfectionnée et notamment d'une société aussi complexe que les sociétés modernes.

En effet, suivant la force progressive qui pousse tout être, quel qu'il soit, à élargir toujours de plus en plus le cercle de son activité, l'homme se développe, acquiert de nouvelles aptitudes, en même temps qu'il se crée de nouveaux besoins, dont, en retour, la satisfaction provoque de nouvelles ou de plus grandes capacités d'action. L'action morale s'élabore et se différencie peu à peu, la personnalité s'accuse, tandis que les manifestations extérieures de ces modifications intimes revêtent pour chacun une physionomie de plus en plus spéciale, caractérisant de mieux en mieux la personnalité propre à chaque individu.

Il résulte de cette marche évolutive une complexité croissante dans la contexture sociale.

Mais en raison de cette complexité, en raison de la diversité des types individuels et de celle de leur activité, le pouvoir politique voit son influence s'amoindrir forcément. Il est de moins en moins possible à cette volonté unique ou oligarchique simpliste des premiers temps, d'embrasser, de maintenir sous son action directe la multiplicité de ces activités diverses, dont nombre d'aspects échappent à sa compétence ou à sa compréhension. Force lui est de se subdiviser, de se déléguer. Et alors commence sa décentralisation.

Cependant les différenciations qui personnalisent chaque individu vont en s'accentuant, et, toujours, en même temps que se diversifient les activités individuelles, s'accroît la complexité sociale. Il vient un point où le pouvoir politique sent le terrain manquer sous lui.

En vain a-t-il passé par différentes transformations : d'autocratique il est devenu constitutionnel, puis représentatif, parlementaire ou démocratique. Quand la contexture sociale atteint un certain degré perfectionné de complexité, son action simpliste qui consiste à ordonner ou à défendre, à prescrire ou à prohiber, n'est plus en conformité avec un réseau si touffu formé par tant d'initiatives variées. Il est débordé, perdu, parmi l'incalculable multiplicité de ces méandres par où s'épand en innombrables sinuosités le flot des diverses énergies individuelles. Les personnalités se sont trop différenciées, la sphère d'action de chacun s'est trop élargie pour que le pouvoir politique, organe essentiellement rudimentaire de par ses attributions mêmes, puisse avoir prise sur cette ondoyante diversité. En dehors de lui et souvent malgré lui, les initiatives, plus ou moins intenses suivant le degré évolutionnel des personnalités, s'exercent, se coordonnent, se fédèrent, organisant de proche en proche la vie sociale, tandis que, devenu rouage inutile et même nuisible, le pouvoir politique voit son rôle réduit à un rôle purement parasitaire.

Voilà pourquoi nous estimons les réformes politiques illusoires. Voilà pourquoi, à notre avis, l'action seule efficace est celle qui agit directement sur les individus, cherchant à développer leur esprit d'initiative, à accuser plus énergiquement leur personnalité, en un mot à modifier leur mentalité, car nous avons compris, après l'avoir observé, que c'est là, que c'est de l'intensité des énergies individuelles et non d'un organe central parasite et à tort prétendu directeur, que découle en définitive toute force sociale.

ANDRÉ GIRARD.

[1] Voir le numéro 1.

La *Raison* s'évertue à prendre la défense du nommé Bulot. Le Bulot, dit-elle, « qui n'a pas craint de prononcer le réquisitoire contre les Assomptionnistes », attribuant les attaques dont il est l'objet aux haines cléricales.

La *Raison* oublie que le Bulot des Assomptionnistes fut le Bulot du procès des Trente, et que l'individu qui se cache sous une robe de justiciard pour taper sur des ennemis politiques est capable de toutes les besognes.

Ce que les politiciens ont une conception de la liberté !

J. GRAVE.

LA RENTRÉE DE MILLERAND

Millerand, socialiste « en congé au ministère », est rentré dans le rang. Sans bruit, il est revenu prendre sa place parmi ses collègues du groupe parlementaire, et quoiqu'il y en ait parmi eux qui firent mine de protester contre sa présence dans un « ministère bourgeois », le retour au bercail s'est accompli sans heurt. Aucune protestation ne s'est produite. Millerand, qui par sa présence au ministère approuva les assassinats de travailleurs à la Martinique et à Chalon, est donc bien un socialiste; il ne sera plus possible dorénavant à ces Messieurs de biaiser; le doute n'est plus permis.

Voici du reste la déclaration qui a été communiquée à la presse et que les journaux dits « socialistes » n'ont pas osé publier en entier :

« Eloigné depuis trois ans par mes fonctions de vos réunions et de vos travaux, je viens reprendre ma place au milieu de vous. J'y reviens, tel que vous m'avez toujours connu, tel que je me suis hier présenté à mes électeurs : convaincu que notre devoir est de mettre au service de nos idées tous les moyens d'action légaux, au premier rang desquels je place la participation de notre parti au gouvernement; nettement opposé à tous les procédés violents, sans en excepter la grève générale : je n'ai rien à ajouter.

« La République et le socialisme peuvent, vous le savez, compter sur mon dévouement absolu. »

Deux points sont intéressants à retenir — et ce sont ceux justement que n'ont pas cités les journaux socialistes — dans cette déclaration. Le premier a trait à « la participation au gouvernement » que M. Millerand, loin de répudier, place au « premier rang », montrant en cela combien peu lui importe la décision du Congrès socialiste de Tours proclamant « qu'aucun membre du parti socialiste ne saurait dorénavant participer à un gouvernement bourgeois ». Le second, beaucoup plus important à nos yeux, est l'opposition systématique au moyen d'action révolutionnaire de la classe ouvrière, « la grève générale ».

Cette déclaration catégorique, avec l'approbation qu'y ont donnée par leur silence ces Messieurs du socialisme parlementaire, n'est pas faite pour nous déplaire. Les travailleurs partisans de la grève générale sont dès maintenant prévenus : ils seront combattus dans leur tactique et dans leurs aspirations par la gent politicienne. Le fossé semble donc dès à présent bien creusé. D'une part, tous ces avocats,

pions, médecins, etc., pour qui le socialisme est un moyen de gouverner et qui, de ce fait, rejettent toute action révolutionnaire.

De l'autre, les travailleurs de plus en plus désabusés qui, ne croyant plus en l'action du parlementarisme, ont mis leur espoir dans l'organisation économique de la classe ouvrière et ayant pour sanction la grève générale, prélude d'une transformation économique de la société capitaliste. La déclaration de Millerand et l'approbation que lui a donnée le groupe socialiste de la Chambre par son silence sont un défi jeté à la classe ouvrière. Celle-ci, nous l'espérons saura le relever.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

Une victime des traineurs de sabre. — Dimanche 15 juin, à Lyon, pendant que les entretenus du budget et de la rente jouissent crapuleusement des bienfaits de l'autorité gouvernementale et de l'exploitation du travail, le malheureux Sauvageon est encore une fois arrêté sur le pont de la Guillotière, par les chiens de garde de la police, pour délit de mendicité déguisée, en vendant des chansons et des indicateurs des rues et des chemins de fer.

Il est bon de signaler à la connaissance de tous la triste odyssée de ce pauvre miséreux : soldat dans un régiment d'infanterie du 14e corps d'armée, blessé dans un exercice commandé, il dut subir une opération qui le met dans l'impossibilité de gagner sa vie; pouvant à peine marcher, il fut réformé du service militaire sans pension. Comme il ne voulait pas quitter l'hospice sans avoir des moyens d'existence, il est enlevé au milieu de la nuit par deux gendarmes qui le sortent de l'hôpital militaire et le transportent à 170 kilomètres et l'abandonnent sur la route; après une marche douloureuse il revint à Lyon et se livra à la mendicité en uniforme de soldat et portant une pancarte qui expliquait sa triste situation. Arrêté, condamné ensuite par les marchands de justice pour port illégal de costume militaire; puis, sa peine achevée, de nouveau arrêté pour le même délit. Il a déjà subi plus de six cents jours de prison, comme il le dit lui-même. Si aux galonnés on accorde des retraites, lui, pauvre soldat estropié au service de la Patrie, est réduit à crever de misère.

Coquins de patriotes, vous n'avez pas même la pudeur de nourrir vos victimes.

Epinal. — Je revenais de ballade à bicyclette, vers 7 h. 1/2 du soir, et passais devant Chavelot, village distant d'Epinal de 8 kilomètres.

Tout à coup, j'entends des chants.

Qu'est-ce? me dis-je. Serions-nous en anarchie? Et les campagnards, retour des champs, après un travail rendu agréable par son libre choix, rendu facile par les machines et la disparition des parasites sociaux, passeraient-ils leurs soirées à se divertir, comme il sied à des hommes libres, entourés des vieux et des enfants? et je pensais à *Travail* de Zola...

Je prête l'oreille : ô désenchantement! j'entends des chansons ignobles, des obscénités monstrueuses.

A ce moment, j'arrivais à un tournant de route d'où je pouvais voir et je vis...

Je vis un détachement d'infanterie en mobilisation et c'était d'eux, et c'était de ces malheureux, arrachés à la vie productive, qu'émanaient ces ignominies; et autour d'eux, réunis pour voir les enfants, les jeunes filles, et aussi les pères et les frères qui ne disaient rien...

Et devant leurs « hommes », les officiers bombant le torse, tortillant les fesses, embêtés de la corvée qui les privait d'une noce.

C'était mobilisation, le régiment avait le paquetage au complet. Les cochonneries — n'est-ce pas, Drumont ? — font partie intégrante de l'armée.

V. Loquier.

∴

Mouvement ouvrier. — Comme je l'ai démontré à plusieurs reprises, la loi Millerand-Colliard sur la durée du travail est loin d'être une amélioration, soit momentanée, soit pour l'avenir. La mise en application au 1er mai dernier de la journée de dix heures et demie s'est traduite instantanément par une recrudescence de grèves.

La moyenne en est de 35 à 40; il en a été déclaré à l'Office du Travail pendant le mois de mai 104, et jusqu'à ce jour le mouvement ne semble pas s'être ralenti.

Partout cette diminution du temps de travail s'est traduite par une diminution de salaire, et comme la plupart du temps les travailleurs n'ont d'autres moyens pour arriver à vivre, eux et les leurs, que de prolonger le temps de travail; ils se cabrent devant cette diminution. Encore, ne connaît-on ainsi les résultats immédiats de la loi que là où il existe au moins un embryon d'organisation. Là où les travailleurs sont livrés à eux-mêmes, ils acceptent sans mot dire les nouvelles conditions qui leur sont faites et la loi se retourne contre eux et se manifeste par un surcroît de misère.

D'autre part, la lutte qu'il leur faut soutenir, les privations à endurer ne parviennent pas à compenser le sembut d'amélioration qu'ils peuvent en retirer.

Et si, pour obtenir une amélioration à la faveur de la loi, il leur faut se révolter contre les exigences patronales, je me demande si la loi était utile, car l'amélioration vient alors de l'énergie déployée par les travailleurs et non de la loi elle-même, qui ne vient en définitive que pour codifier bien inutilement ce qui existe.

Les travailleurs, toujours, n'obtiennent donc que ce qu'ils savent exiger. A quoi bon alors les lois dites « de protection ouvrière »?

∴

Il arrive assez souvent que des camarades me signalent des abus auxquels donne lieu l'application de la loi sur les accidents du travail.

Les retenues faites sur les salaires du fait de cette loi sont assez importantes pour que les travailleurs, lorsqu'ils se trouvent blessés, n'aient pas à réclamer. Il n'en est rien, bien au contraire. Les patrons se déchargent des soucis de la loi sur des sociétés financières qui n'ont qu'un but, lâcher le moins d'argent possible, car l'humanité n'est pour rien dans leurs trafics.

C'est ainsi que, comme me le signale cette semaine encore un camarade, l'indemnité à laquelle a droit un blessé ne part que du cinquième jour ; les quatre premiers jours de maladie, sans que l'on sache pourquoi, ne comptent pas. L'ouvrier paie pour chaque jour, certains même pour chaque heure de travail, et il n'y a aucune raison, qu'une fois blessé, il n'en soit pas fait de même à son égard.

Mais la loi sur les accidents du travail, qui a surtout été une grosse affaire pour certaines sociétés financières, est ainsi faite, et elle ne changera pas de sitôt.

∴

Les Grèves. — Parmi les grèves provoquées par l'application de la loi sur la durée du travail, il faut signaler particulièrement celle des ouvriers métallurgistes de Nouzon (Ardennes). Ces travailleurs refusent la diminution de salaire. Au début de la grève, les ouvriers travaillant aux pièces avaient accepté de ne pas réclamer un relèvement des prix, voulant éviter le conflit. Mais puisque les patrons semblent apporter une opposition systématique aux réclamations qui leur sont faites, les ouvriers aux pièces, faisant cause commune avec leurs camarades à la journée, exigent aussi une augmentation.

Les salaires oscillent entre quatre et cinq francs et le temps de travail réclamé est de dix heures.

A Marquise, près de Boulogne-sur-Mer, 350 ouvriers métallurgistes se sont mis en grève, ne voulant pas accepter les conditions de travail qui leur étaient proposées et qui tendent à diminuer encore des salaires déjà réduits au plus strict minimum.

Des hommes de métiers, mécaniciens, fondeurs, gagnent de 28 à 32 centimes de l'heure, les manœuvres de 18 à 25 centimes. C'est, comme on le voit, l'exploitation poussée à ses plus extrêmes limites. Et les exploiteurs de l'endroit ne sont pas encore contents, le système de travail aux pièces est encore destiné à augmenter leurs bénéfices.

Les ouvriers résistent, et la Société, dans l'espoir d'effrayer ces malheureux, menace de fermer l'usine.

A Ourscamp (Ain), 600 tisseurs et fileurs sont en grève. Ce conflit a pour cause principale la diminution de salaire imposée par suite de la mise en application du travail sur trois métiers et dans des conditions nuisibles à la santé.

Un déploiement ridicule de force policière a été immédiatement organisé par les autorités au service du patronat. Plus de 20 gendarmes, un escadron du 9e cuirassiers venu de Noyon, une compagnie du 54e de ligne venue de Compiègne, logent dans l'usine déserte, qui ressemble absolument à une caserne. Le pays se trouve en état de siège ; les soldats montent la garde autour des demeures des actionnaires, et sont transformés en chauffeurs au service du patronat.

Ceci pour nous démontrer que plus les ministères changent, plus c'est la même chose. Ces travailleurs sont en grève depuis plus de quinze jours.

Grève des casseuses de sucre de la raffinerie Lebaudy, à Paris, qui réclament une augmentation de salaire et la suppression des mises à pied et autres mesures vexatoires.

Dans cette usine qui représente bien le type du bagne capitaliste, des femmes sont employées à coltiner toute la journée des charges bien supérieures à leurs forces au prix de 0 fr. 23 de l'heure.

Les ouvriers veloutiers de Saint-Etienne recommencent, paraît-il, à se remuer. Les camarades de la région voudraient-ils m'envoyer quelques renseignements?

P. Delesalle.

Des camarades mécaniciens me communiquent une excellente petite brochure de propagande syndicale où sous une forme concise sont expliqués les avantages que les travailleurs trouvent dans le groupement. Le point de vue moral et le point de vue matériel y sont excellemment traités et les renseignements sur les accidents, hygiène, etc., qui y sont donnés peuvent être utiles à tous.

Il serait à souhaiter que d'autres syndicats imitent l'exemple des mécaniciens, car la brochure est un excellent moyen de propagande.

Je me permettrai de signaler une petite erreur. La brochure des mécaniciens met en garde les travailleurs contre les organisations catholiques, jaunes et demi-jaunes, qui, sous le nom de « Syndicats métallurgistes de la Seine », etc. Là est l'erreur. Il y a un syndicat de métallurgistes — dont je fais partie — qui, je m'en porte garant, n'est ni catholique ni jaune. Le contraire seul pourrait peut-être lui être reproché.

La bonne foi des mécaniciens leur fera corriger cette erreur dans la prochaine édition de leur brochure.

P. D.

Italie.

Bologne, 8 juin 1902. — Les lois exceptionnelles adoptées après l'attentat de Lega contre Crispi, et les troubles de Sicile et Luvigiane (1894), Milan et Florence (1898), ont changé la physionnomie du mouvement anarchiste en Italie. La tradition du vieil esprit de l'Internationale qui avait lié jusqu'ici les partisans de la méthode électorale avec ceux de l'action populaire, a été rompue dans cette première époque (1894), quand les social-démocrates, pour se soustraire au danger d'être confondus avec les anarchistes, s'empressèrent de devenir amis du pouvoir, approuvant les susdites lois dressées seulements contre leurs dangereux adversaires.

De cette époque date l'éloignement de toute équivoque, la démarcation nette du champ autoritaire d'une part et libertaire de l'autre. Les mi-consciences, les phraseurs, les professionnels de l'idée qui n'avaient rien à gagner avec nous, nous laissèrent seuls aux prises avec nos bourreaux et passèrent dans le Parti socialiste italien (P. S. I.) allié aujourd'hui avec le gouvernement qui a mitraillé les prolétaires, ce qui est le propre de tous les gouvernements passés, présents ou futurs. Tout ce qu'il y a d'anarchiste aujourd'hui s'est renouvelé : plus d'avocats, de médecins, d'ingénieurs ou d'étudiants parmi nous, seuls des ouvriers. Rares exceptions, l'aveugle Gavilli que le *domicilio coatto* (5 années) n'a pas affaissé, fait bien de la propagande orale, ainsi que Pietro Gori revenu d'Amérique où il s'était enfui après les troubles de Milan. Tous les autres étudiants qui jadis étaient une partie non méprisable de notre mouvement, avec leur baccalauréat ont déserté leur place, et aujourd'hui ils se posent en candidats dans une circonscription quelconque.

Les anarchistes, délivrés de tout lest, revendiquent toujours leur droit à l'existence, et libres des conseils perfides des menteurs, ils rompent crânement avec tout esprit d'autrefois, en se proposant de s'entendre en tous lieux, sans tant de préliminaires ou formalités inutiles. A ce propos, à côté de l'*Avvenire Sociale* et de l'*Agitazione*, vient de paraître, avec plus de fierté, *il Grido della Folla* (le cri de la foule), qui a entrepris une lutte acharnée contre le procureur qui s'est mis à le saisir à chaque numéro.

Teodorico Rabitti.

Espagne.

Barcelone. — Le poète Jacinto Verdaguer, l'auteur du poème de l'*Atlantida*, vient de mourir. Il était prêtre, mais il était de ceux qui sont *hommes* avant tout et qui, quoique n'ayant pas l'idée ou la force de la révolte contre les formes mensongères, fussent-ils vêtus d'un froc endossé par hasard, restent toujours des hommes, intelligents et bons. C'est pourquoi les six dernières années de sa vie ont été illustrées par les persécutions de ceux à qui le froc tient à la peau : ils ont voulu le faire passer pour fou, puis ils l'ont affamé et il est mort de misère.

***

Les charretiers se sont une troisième fois mis en grève, mais ils se sont adressés à l'autorité pour obtenir un règlement de litige. Ils l'ont obtenu tel qu'il leur donnera sans doute à réfléchir : arrestations sous prétexte de réunion illicite et d'atteinte à la liberté du travail, menaces d'expulsion, et défaite complète des grévistes. En effet, les patrons ont consenti à renouveler la promesse illusoire et gratuite de se conformer aux clauses de l'arrangement naguère conclu : mais ils ont refusé de congédier les ouvriers qu'ils avaient pris pour remplacer les grévistes.

Les régions agricoles s'agitent toujours. A Malaga et dans les centres voisins, Almojia, Antequera, Teba, Alora, les grèves aussi bien des ouvriers des villes que des ouvriers agricoles prennent de plus en plus d'extension ; c'est un acheminement à la grève générale dans cette province.

Saragosse. — Les tisseurs se sont mis en grève. Ils demandent une augmentation de salaire, la destitution des contremaîtres et veulent que pendant les heures de travail les ateliers ne soient plus clos comme des prisons, mais qu'on leur reconnaisse le droit d'aller causer avec toute personne qui viendra réclamer l'un d'entre eux.

En grève, également, les menuisiers et charpentiers, demandant la journée de huit heures. Le gouverneur a fait fermer le *Centro obrero* où se réunissaient non seulement les ouvriers en grève, mais plusieurs autres corporations.

Un camarade ayant protesté contre cet acte d'arbitraire, a été arrêté.

Les ouvriers travaillant à la construction d'un chemin de fer de Saragosse à Utrilla, ont obtenu par la grève, la réduction de la journée à 10 heures, le paiement par quinzaine et le paiement des journées où le mauvais temps rend le travail impossible.

Valladolid. — Les ouvrières de la fabrique de chaussures se sont mises en grève : elles travaillaient *treize* heures. Elles ont obtenu la journée de *onze* heures. Quel chemin à parcourir, pour qu'il leur soit permis d'être mères sans défier toutes les lois de la nature et de l'hygiène !

M. L.

Suède.

Les vengeances patronales contre les ouvriers qui ont pris part à la grève générale ou fait de la propagande pour y décider les camarades vont toujours leur train. Nous avons vu que le directeur de la fabrique de lainages de Malmoe avait menacé de fermer. Il a fermé, en effet, pendant plusieurs jours, puis le travail a repris. A la fabrique de sucre de Helsingborg, 29 ouvriers ont été congédiés. Les autres ont déclaré la grève, demandant qu'on reprenne les ouvriers congédiés : le directeur s'y est refusé, la fabrique est boycottée. A la fabrique d'allumettes de Jœnkœping, 150 ouvriers avaient fait grève. Le mardi de la Pentecôte, on leur a déclaré qu'ils étaient renvoyés jusqu'à nouvel ordre.

A la fabrique « Lux », à Stockholm, dont le personnel ouvrier avait fait grève sans exception, les patrons ont imposé une augmentation des heures de travail. Au lieu de travailler de 7 heures du matin à 7 heures du soir, on travaille maintenant de 6 heures du matin à 8 heures et, parfois, à 9 heures du soir. Les heures supplémentaires sont, il est vrai, payées, mais la journée de quatorze heures est dure. A la fabrique de machines de Falun, on a fermé provisoirement et la direction élabore un nouveau tarif des salaires dont elle exigera l'acceptation avant que de reprendre un seul ouvrier.

Tout cela était à prévoir. Le mal est que les travailleurs ne pâtissent que pour les beaux yeux de MM. les politiciens socialistes. Ceux-ci sentent bien monter le mécontentement. Ils se déclarent très satisfaits, flattent le peuple comme un cavalier flatte son cheval après une course pénible, et font de grandes déclarations révolutionnaires. Dans une nombreuse réunion tenue il y a une dizaine de jours, Hinke Bergegren, par exemple, s'est efforcé de démontrer que la grève avait produit des résultats magnifiques, et il a parlé d'une nouvelle grève générale, cette fois pour faire la révolution sociale; il a dit que tous les gouvernants devraient être envoyés à l'île du Diable, où ils pourraient, s'ils le voulaient, se battre entre eux. Il fera bien lui-même d'aller les y rejoindre.

Odine.

Autriche-Hongrie.

Lemberg (Galicie). — Les ouvriers du bâtiment étaient en grève depuis assez longtemps. Les patrons refusant de faire droit à leurs revendications, ils avaient résolu, dimanche 1er juin, de se livrer à des démonstrations pacifiques pour attirer l'attention et la sympathie du public. Lundi 2 juin, à midi, ils se rendirent en cortège, quelques centaines de travailleurs et environ 80 femmes, sur la Schutzenplatz. Là, le citoyen Wittyk fit un discours et recommanda le calme. Les ouvriers n'étaient pas disposés à s'en départir, ils affirmaient seulement leur résolution de continuer la grève jusqu'à victoire complète.

Une compagnie du 15e d'infanterie revenait de marche et passait par la Schutzenplatz pour se rendre à la caserne. Un soldat, en passant, insulta la compagne d'un ouvrier et *lui donna un coup de pied*.

Un camarade ayant dit son fait au soldat qui venait de commettre cette brutalité, fut immédiatement entouré par les soldats, arrêté et entraîné. Les autres voulurent naturellement le délivrer, essayant de forcer l'escorte de soldats et de leur arracher leurs fusils. Le capitaine commanda : Baïonnette au canon, puis : En avant ! Mais les ouvriers ne cédèrent pas, lançant des pierres contre la troupe et criant qu'ils délivreraient leur camarade. Cependant la foule grossissait. Il y avait maintenant environ 2.000 personnes, en masse compacte, sur la Schutzenplatz, et le bruit était tel qu'il était impossible de distinguer une voix, quand arriva au galop un escadron de hussards. Leur vue mit le comble à l'exaspération des ouvriers ; ils crièrent qu'il fallait les renvoyer, que, pour eux, ils ne céderaient pas. Un commissaire de police demanda, paraît-il, à la foule de se disperser. Mais on ne pouvait l'entendre ; la foule des curieux était prise de panique, et il y avait tant de monde qu'il était impossible de s'en aller. Les ouvriers, voyant qu'on ne voulait pas retirer les hussards, leur jetèrent des pierres. L'un d'eux tomba de cheval. Alors les hussards mirent sabre au clair et chargèrent, frappant à droite et à gauche. Quelques minutes après, le milieu de la place était vide, il n'y avait plus qu'une grande mare de sang. Les ouvriers revinrent à la charge, prenant des pavés qu'on avait apportés pour refaire la place, et les lançant contre les soldats ; les hussards ripostèrent à coups de carabine ; les ouvriers croyaient d'abord qu'ils tiraient à blanc, mais des hommes tombèrent ; il y eut bientôt 7 nouveaux blessés à transporter, dont 3 mourants. Ce fut un véritable massacre. Les hussards tirèrent plusieurs salves. Les ouvriers, qui n'avaient pour se défendre que les pavés, en firent en toute hâte des barricades qui furent bientôt enlevées par la troupe et la police. A deux heures, la fusillade durait encore, car les ouvriers ne voulaient pas céder ; sans armes, ils se défendaient avec tout ce qu'ils trouvaient, arrachant les persiennes des maisons quand ils n'avaient plus de pierres ni de pavés. Résultat : plusieurs morts, beaucoup de blessés et d'arrêtés. Le gouvernement avouait 3 morts et 23 blessés, mais il y en a eu beaucoup plus.

Ainsi les félicitations que M. de Kœrber, président du conseil, décernait en février dernier aux soldats-massacreurs de Trieste ont porté leurs fruits ; et cette fois encore, les députés socialistes l'ayant interpellé, il a complètement disculpé les serviteurs de l'ordre qui *ont été forcés de faire respecter la loi*. Prenant chaudement la défense de l'armée, de la justice et de l'administration, M. de Kœrber a dit : « Je crois que nous n'avons pas à rougir devant les autres Etats. » Assurément non, pas même devant le gouvernement russe, auquel le gouvernement autrichien n'aura bientôt plus rien à envier.

W. Schreiner.

VARIÉTÉS

La révolte des paysans. — Dans un article du 1er mars, intitulé : « La Jacquerie en Russie », le *Matin* reproduit le récit de « l'administrateur d'un domaine, situé non loin de Poltava et appartenant à un grand seigneur allemand », qui a été pillé par les paysans, du temps du servage, ayant été attachés à cette terre. Cependant, dans les correspondances provenant de source neutre et donnant des détails très intéressants, ce pillage apparaît sous un jour différent, et tout ce mouvement, parmi cette population rurale qui s'éveille de ses torpeurs, — mouvement qui a gagné toute la région méridionale de la Russie, notamment les gouvernements de Poltava, de Voronège, de Koursk, de Kharkoff, d'Ekaterinoslav, de Podolsk, qui pourrait s'étendre à d'autres provinces encore, — accuse une importance et une gravité qui ne sauraient être attribuées à quelques émeutes, voire à quelques révoltes partielles.

Mais, avant d'aborder les faits, il est nécessaire de rappeler ici la conception du peuple russe, en général, sur la possession de la terre, conception enracinée dans son esprit à travers les siècles et que n'ont pu détruire ou transformer ni la réforme aboutissant à son émancipation avec attribution d'un certain terrain à la commune rurale selon le nombre de la population dont elle se compose (dans les provinces d'Ouest et dans la Petite-Russie les lots furent distribués individuellement), ni les lois consacrant ce nouvel ordre de choses et ce mode de répartition des terres entre les seigneurs et leurs serfs d'hier.

D'après cette conception, la terre, dans toute son étendue, appartient à Dieu ; il en a fait le don aux hommes pour leur permettre de subvenir à leur existence.

Nul ne peut accaparer ce bien, donné à l'humanité entière et nécessaire à sa subsistance. Et de même que tout le monde peut jouir de la lumière et de la chaleur bienfaisante du soleil, de l'air indispensable pour respirer, de l'eau de source pour se désaltérer, de même tout le monde doit avoir part à la jouissance de la terre et de ses produits dans la mesure de ses besoins et sans porter préjudice à autrui. Les arbres dans les forêts, que nul ne peut créer et que nul n'a plantés, sont également un don de Dieu pour le bien de tous. De là les procès si fréquents intentés aux paysans pour l'abatage des arbres dans les propriétés des seigneurs, ce que ceux-là ne considèrent nullement comme un vol et dont ils ne se font pas le moindre scrupule.

Aussi toutes les fois qu'ils voient un feuillet imprimé ayant trait à la possession de la terre, que ce soit un document officiel ou une proclamation émanant d'une organisation révolutionnaire, ils commentent le document dans le sens que le tsar décrète la possession de toutes les terres aux paysans.

Lors de l'émancipation des serfs, les fonctionnaires chargés de rédiger les actes établissant les conditions dans lesquelles les propriétaires concédaient en propre une partie de leurs terres aux paysans qui, jusque-là, en étaient les tenanciers, eurent grand'peine à faire entendre à ces derniers qu'ils seraient obligés de rançonner les lots qui leur étaient alloués et que ce n'est qu'après avoir dédommagé les seigneurs, que ces terres leur appartiendraient en propre. Ils persistaient à croire que le tsar, qui leur faisait recouvrer leur liberté, ne voudrait pas leur imposer la rançon pour les lopins détachés des terres dont leurs aïeux avaient été frustrés et qui devaient leur être rendues intégralement. Il y eut même beaucoup de révoltes. Dans d'autres villages, les paysans se refusèrent obstinément à signer le document en vertu duquel ils devenaient propriétaires, dans la pensée que leur signature, attestant l'acceptation d'une minime partie des terres qui leur étaient dues, équivaudrait à la renonciation d'en réintégrer la possession plus tard. Ces terres que le seigneur occupe injustement leur échapperaient définitivement. D'autres encore, dans la crainte de se tromper et par excès de prudence, faisaient un arrangement avec le propriétaire par lequel, au lieu de payer la rançon pour les lots de terre qui leur avaient été attribués, ils s'engageaient à continuer leur corvée, persuadés que cela n'allait pas durer longtemps...

Or, au mois de février, les proclamations révolutionnaires inondèrent les campagnes comme les villes. Les paysans les prirent pour des manifestes, à eux adressés par le tsar, si bien que dans un village, à ce qu'on raconte, ils prièrent le prêtre de la paroisse d'en faire la lecture publiquement.

(*L'Européen.*) (*A suivre.*)

pions, médecins, etc., pour qui le socialisme est un moyen de gouverner et qui, de ce fait, rejettent toute action révolutionnaire.

De l'autre, les travailleurs de plus en plus désabusés qui, ne croyant plus en l'action du parlementarisme, ont mis leur espoir dans l'organisation économique de la classe ouvrière et ayant pour sanction la grève générale, prélude d'une transformation économique de la société capitaliste. La déclaration de Millerand et l'approbation que lui a donnée le groupe socialiste de la Chambre par son silence sont un défi jeté à la classe ouvrière. Celle-ci, nous l'espérons saura le relever.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

Une victime des traineurs de sabre. — Dimanche 15 juin, à Lyon, pendant que les entretenus du budget et de la rente jouissent crapuleusement des bienfaits de l'autorité gouvernementale et de l'exploitation du travail, le malheureux Sauvageon est encore une fois arrêté sur le pont de la Guillotière, par les chiens de garde de la police, pour délit de mendicité déguisée, en vendant des chansons et des indicateurs des rues et des chemins de fer.

Il est bon de signaler à la connaissance de tous la triste odyssée de ce pauvre miséreux : soldat dans un régiment d'infanterie du 14e corps d'armée, blessé dans un exercice commandé, il dut subir une opération qui le met dans l'impossibilité de gagner sa vie; pouvant à peine marcher, il fut réformé du service militaire sans pension. Comme il ne voulait pas quitter l'hospice sans avoir des moyens d'existence, il est enlevé au milieu de la nuit par deux gendarmes qui le sortent de l'hôpital militaire et le transportent à 170 kilomètres et l'abandonnent sur la route; après une marche douloureuse il revint à Lyon et se livra à la mendicité en uniforme de soldat et portant une pancarte qui expliquait sa triste situation. Arrêté, condamné ensuite par les marchands de justice pour port illégal de costume militaire; puis, sa peine achevée, de nouveau arrêté pour le même délit. Il a déjà subi plus de six cents jours de prison, comme il le dit lui-même. Si aux galonnés on accorde des retraites, *lui*, pauvre soldat *estropié* au service de la Patrie, est réduit à crever de misère.

Coquins de patriotes, vous n'avez pas même la pudeur de nourrir vos victimes.

Epinal. — Je revenais de ballade à bicyclette, vers 7 h. 1/2 du soir, et passais devant Chavelot, village distant d'Epinal de 8 kilomètres.

Tout à coup, j'entends des chants.

Qu'est-ce? me dis-je. Serions-nous en anarchie? Et les campagnards, retour des champs, après un travail rendu agréable par son libre choix, rendu facile par les machines et la disparition des parasites sociaux, passeraient-ils leurs soirées à se divertir, comme il sied à des hommes libres, entourés des vieux et des enfants? et je pensais à *Travail* de Zola...

Je prête l'oreille : ô désenchantement! j'entends des chansons ignobles, des obscénités monstrueuses.

A ce moment, j'arrivais à un tournant de route d'où je pouvais voir et je vis...

Je vis un détachement d'infanterie en mobilisation et c'était d'eux, et c'était de ces malheureux, arrachés à la vie productive, qu'émanaient ces ignominies; et autour d'eux, réunis pour voir les enfants, les jeunes filles, et aussi les pères et les frères qui ne disaient rien...

Et devant leurs « hommes », les officiers bombant le torse, tortillant les fesses, embêtés de la corvée qui les privait d'une noce.

C'était mobilisation, le régiment avait le paquetage au complet. Les cochonneries — n'est-ce pas, Drumont ? — font partie intégrante de l'armée.

V. Loquier.

∴

Mouvement ouvrier. — Comme je l'ai démontré à plusieurs reprises, la loi Millerand-Colliard sur la durée du travail est loin d'être une amélioration, soit momentanée, soit pour l'avenir. La mise en application au 1er mai dernier de la journée de dix heures et demie s'est traduite instantanément par une recrudescence de grèves.

La moyenne en est de 35 à 40; il en a été déclaré à l'Office du Travail pendant le mois de mai 104, et jusqu'à ce jour le mouvement ne semble pas s'être ralenti.

Partout cette diminution du temps de travail s'est traduite par une diminution de salaire, et comme la plupart du temps les travailleurs n'ont d'autres moyens pour arriver à vivre, eux et les leurs, que de prolonger le temps de travail ; ils se cabrent devant cette diminution. Encore, ne connait-on ainsi les résultats immédiats de la loi que là où il existe au moins un embryon d'organisation. Là où les travailleurs sont livrés à eux-mêmes, ils acceptent sans mot dire les nouvelles conditions qui leur sont faites et la loi se retourne contre eux et se manifeste par un surcroit de misère.

D'autre part, la lutte qu'il leur faut soutenir, les privations à endurer ne parviennent pas à compenser le sembnt d'amélioration qu'ils peuvent en retirer.

Et si, pour obtenir une amélioration à la faveur de la loi, il leur faut se révolter contre les exigences patronales, je me demande si la loi était utile, car l'amélioration vient alors de l'énergie déployée par les travailleurs et non de la loi elle-même, qui ne vient en définitive que pour codifier bien inutilement ce qui existe.

Les travailleurs, toujours, n'obtiennent donc que ce qu'ils savent exiger. A quoi bon alors les lois dites « de protection ouvrière »?

∴

Il arrive assez souvent que des camarades me signalent des abus auxquels donne lieu l'application de la loi sur les accidents du travail.

Les retenues faites sur les salaires du fait de cette loi sont assez importantes pour que les travailleurs, lorsqu'ils se trouvent blessés, n'aient pas à réclamer. Il n'en est rien, bien au contraire. Les patrons se déchargent des soucis de la loi sur des sociétés financières qui n'ont qu'un but, lâcher le moins d'argent possible, car l'humanité n'est pour rien dans leurs trafics.

C'est ainsi que, comme me le signale cette semaine encore un camarade, l'indemnité à laquelle a droit un blessé ne part que du cinquième jour ; les quatre premiers jours de maladie, sans que l'on sache pourquoi, ne comptent pas. L'ouvrier paie pour chaque jour, certains même pour chaque heure de travail, et il n'y a aucune raison, qu'une fois blessé, il n'en soit pas fait de même à son égard.

Mais la loi sur les accidents du travail, qui a surtout été une grosse affaire pour certaines sociétés financières, est ainsi faite, et elle ne changera pas de sitôt.

∴

Les Grèves. — Parmi les grèves provoquées par l'application de la loi sur la durée du travail, il faut signaler particulièrement celle des ouvriers métallurgistes de Nouzon (Ardennes). Ces travailleurs refusent la diminution de salaire. Au début de la grève, les ouvriers travaillant aux pièces avaient accepté de ne pas réclamer un relèvement des prix, voulant éviter le conflit. Mais puisque les patrons semblent apporter une opposition systématique aux réclamations qui leur sont faites, les ouvriers aux pièces, faisant cause commune avec leurs camarades à la journée, exigent aussi une augmentation.

Les salaires oscillent entre quatre et cinq francs et le temps de travail réclamé est de dix heures.

A Marquise, près de Boulogne-sur-Mer, 350 ouvriers métallurgistes se sont mis en grève, ne voulant pas accepter les conditions de travail qui leur étaient proposées et qui tendent à diminuer encore des salaires déjà réduits au plus strict minimum.

Des hommes de métiers, mécaniciens, fondeurs, gagnent de 28 à 32 centimes de l'heure, les manœuvres de 18 à 25 centimes. C'est, comme on le voit, l'exploitation poussée à ses plus extrêmes limites. Et les exploiteurs de l'endroit ne sont pas encore contents, le système de travail aux pièces est encore destiné à augmenter leurs bénéfices.

Les ouvriers résistent, et la Société, dans l'espoir d'effrayer ces malheureux, menace de fermer l'usine.

A Ourscamp (Ain), 600 tisseurs et fileurs sont en grève. Ce conflit a pour cause principale la diminution de salaire imposée par suite de la mise en application du travail sur trois métiers et dans des conditions nuisibles à la santé.

Un déploiement ridicule de force policière a été immédiatement organisé par les autorités au service du patronat. Plus de 20 gendarmes, un escadron du 9e cuirassiers venu de Noyon, une compagnie du 54e de ligne venue de Compiègne, logent dans l'usine déserte, qui ressemble absolument à une caserne. Le pays se trouve en état de siège ; les soldats montent la garde autour des demeures des actionnaires, et sont transformés en chauffeurs au service du patronat.

Ceci pour nous démontrer que plus les ministères changent, plus c'est la même chose. Ces travailleurs sont en grève depuis plus de quinze jours.

Grève des casseuses de sucre de la raffinerie Lebaudy, à Paris, qui réclament une augmentation de salaire et la suppression des mises à pied et autres mesures vexatoires.

Dans cette usine qui représente bien le type du bagne capitaliste, des femmes sont employées à coltiner toute la journée des charges bien supérieures à leurs forces au prix de 0 fr. 25 de l'heure.

Les ouvriers veloutiers de Saint-Etienne recommencent, parait-il, à se remuer. Les camarades de la région voudraient-ils m'envoyer quelques renseignements?

P. Delesalle.

Des camarades mécaniciens me communiquent une excellente petite brochure de propagande syndicale où sous une forme concise sont expliqués les avantages que les travailleurs trouvent dans le groupement. Le point de vue moral et le point de vue matériel y sont excellemment traités et les renseignements sur les accidents, hygiène, etc., qui y sont donnés peuvent être utiles à tous.

Il serait à souhaiter que d'autres syndicats imitent l'exemple des mécaniciens, car la brochure est un excellent moyen de propagande.

Je me permettrai de signaler une petite erreur. La brochure des mécaniciens met en garde les travailleurs contre les organisations catholiques, jaunes et demi-jaunes, qui, sous le nom de « Syndicats métallurgistes de la Seine », etc. Là est l'erreur. Il y a un syndicat de métallurgistes — dont je fais partie — qui, je m'en porte garant, n'est ni catholique ni jaune. Le contraire seul pourrait peut-être lui être reproché.

La bonne foi des mécaniciens leur fera corriger cette erreur dans la prochaine édition de leur brochure.

P. D.

Italie.

Bologne, 8 juin 1902. — Les lois exceptionnelles adoptées après l'attentat de Lega contre Crispi, et les troubles de Sicile et Luvigiane (1894), Milan et Florence (1898), ont changé la physionnomie du mouvement anarchiste en Italie. La tradition du vieil esprit de l'Internationale qui avait lié jusqu'ici les partisans de la méthode électorale avec ceux de l'action populaire, a été rompue dans cette première époque (1894), quand les social-démocrates, pour se soustraire au danger d'être confondus avec les anarchistes, s'empressèrent de devenir amis du pouvoir, approuvant les susdites lois dressées seulements contre leurs dangereux adversaires.

De cette époque date l'éloignement de toute équivoque, la démarcation nette du champ autoritaire d'une part et libertaire de l'autre. Les mi-consciences, les phraseurs, les professionnels de l'idée qui n'avaient rien à gagner avec nous, nous laissèrent seuls aux prises avec nos bourreaux et passèrent dans le Parti socialiste italien (P. S. I.) allié aujourd'hui avec le gouvernement qui a mitraillé les prolétaires, ce qui est le propre de tous les gouvernements passés, présents ou futurs. Tout ce qu'il y a d'anarchiste aujourd'hui s'est renouvelé : plus d'avocats, de médecins, d'ingénieurs ou d'étudiants parmi nous, seuls des ouvriers. Rares exceptions, l'aveugle Gavilli que le *domicilio coatto* (5 années) n'a pas affaissé, fait bien de la propagande orale, ainsi que Pietro Gori revenu d'Amérique où il s'était enfui après les troubles de Milan. Tous les autres étudiants qui jadis étaient une partie non méprisable de notre mouvement, avec leur baccalauréat ont déserté leur place, et aujourd'hui ils se posent en candidats dans une circonscription quelconque.

Les anarchistes, délivrés de tout lest, revendiquent toujours leur droit à l'existence, et libres des conseils perfides des menteurs, ils rompent crânement avec tout esprit d'autrefois, en se proposant de s'entendre en tous lieux, sans tant de préliminaires ou formalités inutiles. A ce propos, à côté de l'*Avvenire Sociale* et de l'*Agitazione*, vient de paraître, avec plus de fierté, *il Grido della Folla* (le cri de la foule), qui a entrepris une lutte acharnée contre le procureur qui s'est mis à le saisir à chaque numéro.

Teodorico Rabitti.

Espagne.

Barcelone. — Le poète Jacinto Verdaguer, l'auteur du poème de l'*Atlantida*, vient de mourir. Il était prêtre, mais il était de ceux qui sont *hommes* avant tout et qui, quoique n'ayant pas l'idée ou la force de la révolte contre les formes mensongères, fussent-ils vêtus d'un froc endossé par hasard, restent toujours des hommes, intelligents et bons. C'est pourquoi les six dernières années de sa vie ont été illustrées par les persécutions de ceux à qui le froc tient à la peau : ils ont voulu le faire passer pour fou, puis ils l'ont affamé et il est mort de misère.

∴

Les charretiers se sont une troisième fois mis en grève, mais ils se sont adressés à l'autorité pour obtenir un règlement de litige. Ils l'ont obtenu tel qu'il leur donnera sans doute à réfléchir : arrestations sous prétexte de réunion illicite et d'atteinte à la liberté du travail, menaces d'expulsion, et défaite complète des grévistes. En effet, les patrons ont consenti à renouveler la promesse illusoire et gratuite de se conformer aux clauses de l'arrangement naguère conclu : mais ils ont refusé de congédier les ouvriers qu'ils avaient pris pour remplacer les grévistes.

Les régions agricoles s'agitent toujours. A Malaga et dans les centres voisins, Almojia, Antequera, Teba, Alora, les grèves aussi bien des ouvriers des villes que des ouvriers agricoles prennent de plus en plus d'extension ; c'est un acheminement à la grève générale dans cette province.

Saragosse. — Les tisseurs se sont mis en grève. Ils demandent une augmentation de salaire, la destitution des contremaîtres et veulent que pendant les heures de travail les ateliers ne soient plus clos comme des prisons, mais qu'on leur reconnaisse le droit d'aller causer avec toute personne qui viendra réclamer l'un d'entre eux.

En grève, également, les menuisiers et charpentiers, demandant la journée de huit heures. Le gouverneur a fait fermer le *Centro obrero* où se réunissaient non seulement les ouvriers en grève, mais plusieurs autres corporations.

Un camarade ayant protesté contre cet acte d'arbitraire, a été arrêté.

Les ouvriers travaillant à la construction d'un chemin de fer de Saragosse à Utrilla, ont obtenu par la grève, la réduction de la journée à 10 heures, le paiement par quinzaine et le paiement des journées où le mauvais temps rend le travail impossible.

Valladolid. — Les ouvrières de la fabrique de chaussures se sont mises en grève : elles travaillaient *treize* heures. Elles ont obtenu la journée de *onze* heures. Quel chemin à parcourir, pour qu'il leur soit permis d'être mères sans défier toutes les lois de la nature et de l'hygiène !

M. L.

Suède.

Les vengeances patronales contre les ouvriers qui ont pris part à la grève générale ou fait de la propagande pour y décider les camarades vont toujours leur train. Nous avons vu que le directeur de la fabrique de lainages de Malmoe avait menacé de fermer. Il a fermé, en effet, pendant plusieurs jours, puis le travail a repris. A la fabrique de sucre de Helsingborg, 29 ouvriers ont été congédiés. Les autres ont déclaré la grève, demandant qu'on reprenne les ouvriers congédiés : le directeur s'y est refusé, la fabrique est boycottée. A la fabrique d'allumettes de Jœnkœping, 150 ouvriers avaient fait grève. Le mardi de la Pentecôte, on leur a déclaré qu'ils étaient renvoyés jusqu'à nouvel ordre.

A la fabrique « Lux », à Stockholm, dont le personnel ouvrier avait fait grève sans exception, les patrons ont imposé une augmentation des heures de travail. Au lieu de travailler de 7 heures du matin à 7 heures du soir, on travaille *maintenant* de 6 heures du matin à 8 heures et, parfois, à 9 heures du soir. Les heures *supplémentaires* sont, il est vrai, payées, mais la journée de quatorze heures est dure. A la fabrique de machines de Falun, on a fermé provisoirement et la direction élabore un nouveau tarif des salaires dont elle exigera l'acceptation avant que de reprendre un seul ouvrier.

Tout cela était à prévoir. Le mal est que les travailleurs ne pâtissent que pour les beaux yeux de MM. les politiciens socialistes. Ceux-ci sentent bien monter le mécontentement. Ils se déclarent très satisfaits, flattent le peuple comme un cavalier flatte son cheval après une course pénible, et font de grandes déclarations révolutionnaires. Dans une nombreuse réunion tenue il y a une dizaine de jours, Hinke Bergegren, par exemple, s'est efforcé de démontrer que la grève avait produit des résultats magnifiques, et il a parlé d'une nouvelle grève générale, cette fois pour faire la révolution sociale; il a dit que tous les gouvernants devraient être envoyés à l'île du Diable, où ils pourraient, s'ils le voulaient, se battre entre eux. Il fera bien lui-même d'aller les y rejoindre.

Odine.

Autriche-Hongrie.

Lemberg (Galicie). — Les ouvriers du bâtiment étaient en grève depuis assez longtemps. Les patrons refusant de faire droit à leurs revendications, ils avaient résolu, dimanche 1er juin, de se livrer à des démonstrations pacifiques pour attirer l'attention et la sympathie du public. Lundi 2 juin, à midi, ils se rendirent en cortège, quelques centaines de travailleurs et environ 80 femmes, sur la Schutzenplatz. Là, le citoyen Wittyk fit un discours et recommanda le calme. Les ouvriers n'étaient pas disposés à s'en départir, ils affirmaient seulement leur résolution de continuer la grève jusqu'à victoire complète.

Une compagnie du 15e d'infanterie revenait de marche et passait par la Schutzenplatz pour se rendre à la caserne. Un soldat, en passant, insulta la compagne d'un ouvrier et *lui donna un coup de pied*.

Un camarade ayant dit son fait au soldat qui venait de commettre cette brutalité, fut immédiatement entouré par les soldats, arrêté et entraîné. Les autres voulurent naturellement le délivrer, essayant de forcer l'escorte de soldats et de leur arracher leurs fusils. Le capitaine commanda : Baïonnette au canon, puis : En avant ! Mais les ouvriers ne cédèrent pas, lançant des pierres contre la troupe et criant qu'ils délivreraient leur camarade. Cependant la foule grossissait. Il y avait maintenant environ 2.000 personnes, en masse compacte, sur la Schutzenplatz, et le bruit était tel qu'il était impossible de distinguer une voix, quand arriva au galop un escadron de hussards. Leur vue mit le comble à l'exaspération des ouvriers ; ils crièrent qu'il fallait les renvoyer, que, pour eux, ils ne céderaient pas. Un commissaire de police demanda, paraît-il, à la foule de se disperser. Mais on ne pouvait l'entendre ; la foule des curieux était prise de panique, et il y avait tant de monde qu'il était impossible de s'en aller. Les ouvriers, voyant qu'on ne voulait pas retirer les hussards, leur jetèrent des pierres. L'un d'eux tomba de cheval. Alors les hussards mirent sabre au clair et chargèrent, frappant à droite et à gauche. Quelques minutes après, le milieu de la place était vide, il n'y avait plus qu'une grande mare de sang. Les ouvriers revinrent à la charge, prenant des pavés qu'on avait apportés pour refaire la place, et les lançant contre les soldats ; les hussards ripostèrent à coups de carabine ; les ouvriers croyaient d'abord qu'ils tiraient à blanc, mais des hommes tombèrent ; il y eut bientôt 7 nouveaux blessés à transporter, dont 3 mourants. Ce fut un véritable massacre. Les hussards tirèrent plusieurs salves. Les ouvriers, qui n'avaient pour se défendre que les pavés, en firent en toute hâte des barricades qui furent bientôt enlevées par la troupe et la police. A deux heures, la fusillade durait encore, car les ouvriers ne voulaient pas céder ; sans armes, ils se défendaient avec tout ce qu'ils trouvaient, arrachant les persiennes des maisons quand ils n'avaient plus de pierres ni de pavés. Résultat : plusieurs morts, beaucoup de blessés et d'arrêtés. Le gouvernement avouait 3 morts et 23 blessés, mais il y en a eu beaucoup plus.

Ainsi les félicitations que M. de Kœrber, président du conseil, décernait *en février dernier* aux soldats-massacreurs de Trieste ont porté leurs fruits ; et cette fois encore, les députés socialistes l'ayant interpellé, il a complètement disculpé les serviteurs de l'ordre qui *ont été forcés de faire respecter la loi*. Prenant chaudement la défense de l'armée, de la justice et de l'administration, M. de Kœrber a dit : « Je crois que nous n'avons pas à rougir devant les autres Etats. » Assurément non, pas même devant le gouvernement russe, auquel le gouvernement autrichien n'aura bientôt plus rien à envier.

W. Schreiner.

VARIÉTÉS

La révolte des paysans. — Dans un article du 1er mars, intitulé : « La Jacquerie en Russie », le *Matin* reproduit le récit de « l'administrateur d'un domaine, situé non loin de Poltava et appartenant à un grand seigneur allemand », qui a été pillé par les paysans, du temps du servage, ayant été attachés à cette terre. Cependant, dans les correspondances provenant de source neutre et donnant des détails très intéressants, ce pillage apparaît sous un jour différent, et tout ce mouvement, parmi cette population rurale qui s'éveille de ses torpeurs, — mouvement qui a gagné toute la région méridionale de la Russie, notamment les gouvernements de Poltava, de Voronège, de Koursk, de Kharkoff, d'Ekaterinoslav, de Podolsk, qui pourrait s'étendre à d'autres provinces encore, — accuse une importance et une gravité qui ne sauraient être attribuées à quelques émeutes, voire à quelques révoltes partielles.

Mais, avant d'aborder les faits, il est nécessaire de rappeler ici la conception du peuple russe, en général, sur la possession de la terre, conception enracinée dans son esprit à travers les siècles et que n'ont pu détruire ou transformer ni la réforme aboutissant à son émancipation avec attribution d'un certain terrain à la commune rurale selon le nombre de la population dont elle se compose (dans les provinces d'Ouest et dans la Petite-Russie les lots furent distribués individuellement), ni les lois consacrant ce nouvel ordre de choses et ce mode de répartition des terres entre les seigneurs et leurs serfs d'hier.

D'après cette conception, la terre, dans toute son étendue, appartient à Dieu ; il en a fait le don aux hommes pour leur permettre de subvenir à leur existence.

Nul ne peut accaparer ce bien, donné à l'humanité entière et nécessaire à sa subsistance. Et de même que tout le monde peut jouir de la lumière et de la chaleur bienfaisante du soleil, de l'air indispensable pour respirer, de l'eau de source pour se désaltérer, de même tout le monde doit avoir part à la jouissance de la terre et de ses produits dans la mesure de ses besoins et sans porter préjudice à autrui. Les arbres dans les forêts, que nul ne peut créer et que nul n'a plantés, sont également un don de Dieu pour le bien de tous. De là les procès si fréquents intentés aux paysans pour l'abatage des arbres dans les propriétés des seigneurs, ce que ceux-là ne considèrent nullement comme un vol et dont ils ne se font pas le moindre scrupule.

Aussi toutes les fois qu'ils voient un feuillet imprimé ayant trait à la possession de la terre, que ce soit un document officiel ou une proclamation émanant d'une organisation révolutionnaire, ils commentent le document dans le sens que le tsar décrète la possession de toutes les terres aux paysans.

Lors de l'émancipation des serfs, les fonctionnaires chargés de rédiger les actes établissant les conditions dans lesquelles les propriétaires concédaient en propre une partie de leurs terres aux paysans qui, jusque-là, en étaient les tenanciers, eurent grand'peine à faire entendre à ces derniers qu'ils seraient obligés de rançonner les lots qui leur étaient alloués et que ce n'est qu'après avoir dédommagé les seigneurs, que ces terres leur appartiendraient en propre. Ils persistaient à croire que le tsar, qui leur faisait recouvrer leur liberté, ne voudrait pas leur imposer la rançon pour les lopins détachés des terres dont leurs aïeux avaient été frustrés et qui devaient leur être rendues intégralement. Il y eut même beaucoup de révoltes. Dans d'autres villages, les paysans se refusèrent obstinément à signer le document en vertu duquel ils devenaient propriétaires, dans la pensée que leur signature, attestant l'acceptation d'une minime partie des terres qui leur étaient dues, équivaudrait à la renonciation d'en réintégrer la possession plus tard. Ces terres que le seigneur occupe injustement leur échapperaient définitivement. D'autres encore, dans la crainte de se tromper et par excès de prudence, faisaient un arrangement avec le propriétaire par lequel, au lieu de payer la rançon pour les lots de terre qui leur avaient été attribués, ils s'engageaient à continuer leur corvée, persuadés que cela n'allait pas durer longtemps...

Or, au mois de février, les proclamations révolutionnaires inondèrent les campagnes comme les villes. Les paysans les prirent pour des manifestes, à eux adressés par le tsar, si bien que dans un village, à ce qu'on raconte, ils prièrent le prêtre de la paroisse d'en faire la lecture publiquement.

(*L'Européen.*) (*A suivre.*)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque communiste du XV, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade et prêt de livres.

*
* *

L'Education libre du III. — Dimanche 22 juin, ballade de propagande à Meudon ; rendez-vous à 10 h. place de l'Hôtel-de-Ville (Pont d'Arcole). Distribution de journaux, brochures, etc.

Dépôt de brochures, volumes, chansons chez le camarade Daviet, 26, rue Chapon, mercredis et samedis, de 8 h. à 10 h. et les dimanches matin, de 9 h. à midi.

*
* *

Mercredi 25 juin, à 8 heures 1/2, grande salle de la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, grande réunion-conférence sous les auspices de la *Fédération des Bourses du Travail de France et des Colonies* et sous la présidence effective de M. Anatole France, qui prononcera une allocution.

Mlle Henriette Meyer traitera de l'*Abolition de la peine de mort civile et militaire.*

*
* *

L'Avenir, cordonnerie communiste, 10, rue Oberkampf (11e arr.). — Réparation de la chaussure (livraison dans Paris tous les jours ; on prend les chaussures à domicile) : ouverture le 15 juillet.

« L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. » Nous inspirant de cette vérité, nous venons de créer une Association ouvrière basée sur le principe communiste ; pour que nous puissions réaliser nos rêves de révolutionnaires, il faut que chaque militant nous prête son appui en ce qui concerne la réparation de la chaussure.

Camarades, aidez-nous !

*
* *

Le 22 juin, à deux heures de l'après-midi, aura lieu, au cimetière Montparnasse, l'inauguration du monument de Pierre Lavroff.

*
* *

L'Aube Sociale, 8, rue des Apennins (près l'avenue de Clichy). — Le samedi 21 juin, à 8 h. 1/2, grande fête sous la présidence de M. Colomb avec le concours de Montéhus.

Conférence par M. Colomb : Petites causes, grands effets.

Représentation de la *Cage*, de Descaves, du *Portefeuille*, d'Octave Mirbeau.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 50.

*
* *

Sommaire du numéro 14 de *Jean-Pierre* : Beauté et Bonté, par Jari, ill. P. Hepp. — M. Matou, par Salomé. — La Fabrication du verre, par Ducherne. — Conte nègre (suite), par P. Didier, ill. Lange. — Légende roumaine, ill. Thomas. — Deux lettres hors texte, par Tony Selmersheim.

*
* *

PÉZENAS (Hérault). — Les camarades se réunissent les jeudis et samedis, café Valérie (salle du fond). Causerie par un camarade. On dit et chante des poésies révolutionnaires.

Les camarades de passage ou en tournée de propagande y trouveront le meilleur accueil.

*
* *

VALRÉAS. — Les libertaires se réunissent tous les jeudis soir au local convenu. Adresser tout ce qui concerne le groupe au camarade V. Basset.

*
* *

NANTES. — Les camarades se rencontreront samedi soir à 7 h. 1/2, place de Bretagne, 12, au café de Bretagne.

*
* *

Les camarades sont invités à assister à la réunion-concert qui aura lieu le samedi 21 de ce mois, à 8 h. 1/2 du soir, au *Cent de Piquet*.

Le camarade Alexandre et sa compagne prêteront leur concours.

N. B. — Le camarade Georges, d'Abbeville, est prié de se mettre en rapport avec Alexandre ou Morel pour le journal local.

AMIENS. — Tous les camarades qui détiennent des livres de la bibliothèque sont priés de les rapporter avant le 1er juillet, pour le recensement.

*
* *

CROIX. — Les jeunes libertaires de Croix se réunissent tous les dimanches à 5 heures, au local habituel. Tous les jeudis soir, distribution de journaux et de petites feuilles au parc Barbieux.

LE PROJET D'ÉDITION

Je présente mes excuses aux souscripteurs d'avoir à les lanterner tant de fois, mais cette fois, ça marche, les imprimeurs viennent de se piquer d'honneur et de prendre le mors aux dents.

Dans une quinzaine, au plus tard, j'espère pouvoir effectuer les premiers envois.

Jusqu'à présent, les souscriptions ne couvrent pas les frais, c'est pourquoi la souscription est toujours ouverte. Mais les adhésions ne me sont utiles qu'à condition d'être accompagnées du montant. Les imprimeurs vont me réclamer de l'argent ; ceux qui n'ont pas encore effectué aucun versement, sont priés de commencer s'ils veulent profiter du prix de souscription.

Nous serons obligés, de plus, à ceux qui n'ont versé qu'une partie de leur souscription, de bien vouloir acquitter le montant du reste ; il ne faut pas être entravé par le manque d'argent.

Une fois le volume imprimé, il n'en sera plus vendu qu'au prix de librairie.

Il faut encore une centaine de souscripteurs.

J. GRAVE.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Portefeuille, 1 acte par Mirbeau ; 1 fr., chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Les Complaintes et les Plaintes (vers), par G. Guilhaud ; 2 fr. 50 à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Kim, par Rudyard Kipling, traduction L. Fabulet et Fountaine Walker ; 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Injustice militaire, par G. Clemenceau ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Le Travail des femmes en France, par Mlle Schirmacher ; *Musée social*, 5, rue Las Cases.

De la tolérance religieuse (en russe), par L. Tolstoï ; 1 broch., 0 fr. 40, chez A. Tchertkoff, Christchurch, Hants, Angleterre.

Unité, attraction, progrès, par Prosper Gayvallet ; 1 vol., 3 fr. 50, Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine-Dubois.

Persécutions des baptistes, broch. en russe chez Tchertkoff, à Christchurch, Hants, Angleterre.

Sur la lisière des forêts, par Venceslas Sieroszewski, traduit par Mme de Rakowska ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Catéchisme républicain, par H. Arnould ; Sociologie populaire en livraisons à 0 fr. 10 (à titre de propagande, les dix premières sont expédiées contre 0 fr. 75) ; chez l'auteur, 44, rue Rodier (IXe).

A lire :

Courrier de Finlande, par Jean Deck ; *Cahiers de la Quinzaine*, 17e de la 3e série.

A voir :

L'Assiette au beurre, no 63, dessins de Grandjoran.

Peut-on nous échanger, contre brochures, les nos 3 à 11 inclus de la première série des *Cahiers de la Quinzaine* ?

VIENT DE PARAITRE

Intimités et révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière ; 1 fr. 50, au bureau du journal.

Quelques-unes des pièces qui y sont contenues, ont paru dans notre supplément.

*
* *

Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais, préface de Descaves ; édité par Hautstont, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles ; prix, franco : 3 fr. 20, dans nos bureaux : 2 fr. 50.

*
* *

L'imprimeur vient de nous livrer le frontispice en couleur du deuxième volume du *Supplément*, par Pissarro. Nous le mettons en vente au prix de 2 fr. 25 franco ; sur Chine, 5 fr.

*
* *

Il nous reste encore quelques lithographies d'Hénault : *Cour de la rue Mouffetard*, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur, 3 fr. 50. Cette lithographie n'a été tirée qu'à 50 exemplaires ordinaires et 10 d'amateur.

*
* *

Il nous reste également quelques : *Vive la Russie !* album de treize dessins par Heidbrinck, 0 fr. 45 franco, en tube.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Autour d'une vie, par Kropotkine, franco... 3 »
Les Aventures de Nono, J. Grave.......... 2.75
Les Aventures de Nono, traduction espagnole, à l'*Escuela Moderna*, 70, calle de Bailen, Barcelone.
La Colonne, Descaves.......... 2.75
Le Tréteau électoral, Léonard, couverture de Heidbrinck.......... 0.15
L'Election du Maire, Léonard, couv. de Valloton.......... 0.15
Organisation, initiative, cohésion, J. Grave, couv. de Signac.......... 0.15
La Grève des électeurs, Mirbeau, couv. de Roubille.......... 0.15
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck.......... 0.15
Prix par quantités : 7 fr. le cent.

Lithographies :

L'Assassiné, de L. C. Dissy.......... *franco*. 1.40
La Jeune proie, Lochard.......... 1.40
Les Bienheureux, Heidbrinck.......... 1.40
Les Défricheurs, Agar.......... 1.40
Ceux qui mangent le pain noir, Lebasque. 1.40
Le Calvaire du Mineur, Couturier.......... 1.40
Education chrétienne, Roubille.......... 1.40
Le Missionnaire, Vuillaume.......... 1.40

PETITE CORRESPONDANCE

Auvergne, Croix. — 45 broch. à 0 fr. 07 = 3 fr. 15 + 20 à 0 fr. 10 = 2 fr. + 10 à 0 fr. 035 = 0 fr. 35 + 0 fr. 60 frais d'envoi = 6 fr. 10.

M. M. — Reçu coupures. Merci ; vais les lire.

E. J., à Constantinople. — Nous attendrons.

P. G., à Senones. — Bonnes idées, mais pas assez saillantes.

V. B., à Valréas. — Ce sont des affaires trop délicates pour que nous y intervenions.

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — Quand votre journal aura paru, nous verrons si nous avons à l'annoncer.

A. S., à Marseille. — Entendu.

R., à Lille. — Bon.

Léon, boulev. Madeleine. — On n'a pas le temps de passer. Pouvez-vous envoyer votre souscription ?

E. S., à Etampes. — Reçu mandat. La brochure vous a été expédiée il y a au moins huit jours.

O. M., Bruxelles. — Oui, reçu mandat. Voyez l'avis sur cette page.

Reçu pour la liberté d'opinion : Latapie, 1 fr. — De Clarens, par S. C., 15 fr. — Total : 16 fr. — Listes précédentes : 43 fr. 75. — En caisse : 59 fr. 75.

Reçu pour le journal : Latapie, 1 fr. — R., 0 fr. 50. — A. B., à Lyon, 1 fr. 50. — Edmond, 0 fr. 50. — C. L., à Cusset, 0 fr. 50. — De Clarens, par S. C., 15 fr. — De Brest : V. Pengam, 0 fr. 50 ; Un proprio, 0 fr. 10 ; Guillou, 0 fr. 40 ; Horellou, 0 fr. 20 ; Léger, 0 fr. 50 ; Lullien, 0 fr. 10 ; Fiche, 0 fr. 20 ; Ch. Querrien, 0 fr. 20 ; Jeanne Querrien, 0 fr. 10 ; Un soldat internationaliste, 0 fr. 20 ; Pour combler le déficit, 0 fr. 20 ; Messager, 0 fr. 20. Ensemble : 2 fr. 90 — Merci à tous.

G., à Nantes. — S., à Saint-Prix. — G., à Reims. — L. M. — L. R., à Domats. — F. V., à New-York. — P., La Chapelle-Hodimont. — C. J., Dorignies. — A. M., à Brest. — B., à Pramanson. — V. C., à Recanati. — Vve Brunetto, à Genève. — M., à Bruxelles. — B., à Turin. — M., à Longefoy. — L., à Cusset — F., à Nouméa. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 9 — DIX CENTIMES — DU 28 JUIN AU 4 JUILLET 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Nous ne pouvons donner de supplément cette semaine. Si la situation ne s'améliore pas, il se pourrait que le journal ne paraisse pas du tout la semaine prochaine.

Nous en présentons d'avance nos excuses à nos lecteurs ; mais nous avons fait, jusqu'ici, tout ce qu'il était possible de faire. Nous ne pouvons mieux.

UN CASSE-COU

Ce qui pèsera le plus sur la mémoire du ministère Waldeck-Millerand, ce qui a ameuté les consciences contre lui, ce sont les envois de troupe dans les grèves, les fusillades de Chalon et de la Martinique ; choses où ils sont sans doute les moins coupables, car c'étaient des événements inévitables de par le fait de l'organisation actuelle. Evénements qui ont dû les mortifier eux-mêmes, et ne se seraient pas produits s'ils avaient su les prévoir, et s'il eût dépendu d'eux de les arrêter. Faisant partie d'une organisation qui a pour mission de défendre l'ordre capitaliste, il leur était impossible de se soustraire aux conséquences de leur rôle. Seulement le tragique de ces faits impressionne davantage les foules.

Où leur action a été le plus néfaste, s'accomplissant sans heurts, sans bruit, et bien voulue et consciente celle-là, et dont, loin de la leur reprocher, d'aucuns seraient plutôt portés à les remercier, à leur en faire un titre de libéralisme, c'est leur intervention dans les syndicats, coopératives et autres associations ouvrières.

∴

Sous prétexte de leur faciliter la besogne, de leur venir en aide, on a fait des lois leur accordant une certaine liberté, on a institué auprès des ministères des commissions composées d'éléments ouvriers pris dans leur sein, on leur a accordé des subventions, on leur a fait toutes sortes de risettes.

Il faudrait être sot pour dédaigner des petites faveurs qu'il suffit de demander pour obtenir : les uns ont accepté d'aller siéger dans les conseils supérieurs du travail (on ne leur demandait aucune concession) ; d'autres sont allés demander, pour leur groupement, une part des subventions votées (il n'y avait qu'à apporter les preuves de l'existence du groupe). Qu'importe d'où vient l'argent, si, avec, on peut faire marcher la propagande !

« Nous ne nous engageons en rien ; c'est l'argent du budget, le nôtre par conséquent. Nous restons libres de notre action, ça serait du pur donquichottisme de refuser de si bonne galette, avec laquelle on peut faire de si bon travail. »

Tel est le raisonnement de la plupart de ceux qui se présentent pour participer à la distribution des faveurs, et qui, de prime abord, semble vrai ; qui serait vrai, s'il n'y avait pas les contingences.

Or, les contingences, c'est l'état d'esprit que crée cette situation anormale d'aller demander, pour mener la lutte, de l'argent à un adversaire qui est tout le contraire de l'adversaire loyal, généreux et chevaleresque.

∴

On affiche ouvertement que ce que l'on vise, c'est de mettre bas la ploutocratie féroce, jésuite, dont le joug pèse si lourdement sur le monde, et c'est à ceux qui ont charge de la défendre que l'on va demander les moyens pécuniers de continuer la lutte. A force de vouloir faire les malins, on se trouve parfois pris dans ses propres filets. Les bourgeois qui nous gouvernent ont fait souvent preuve d'ignorance et de bêtise, mais il ne faudrait cependant pas les prendre tout à fait pour des crétins.

A aller quémander auprès des pouvoirs publics, il y a davantage qu'un manque de logique. Les intéressés appellent cela « savoir se débarrasser de tous préjugés », traitant ceux qui les critiquent, d'austères, de puritains, et, tout bas, de crétins ; il y a, je ne dirai pas un manque de caractère, mais tout au moins de l'inconscience qui en approche.

Quelle que soit l'indépendance de caractère de celui qui va demander une subvention, — et quoi qu'il en dise, quoi qu'il en pense, on ne demande pas de l'argent à un gouvernement que l'on combat, de la même façon qu'on le demanderait à un camarade qui pense comme vous, qui sait à quoi servira cet argent, — dans la forme, déjà, on fait des concessions. Si on ne met pas son drapeau dans sa poche, on le passe sous silence.

C'est déjà une diminution de sa personnalité.

∴

Pour s'excuser, quelques-uns se disent que ce n'est que pour une fois, en passant, pour se sortir d'un embarras momentané. Et, ce qui est le pire, ils en sont peut-être convaincus.

Mais lorsqu'il est si facile de trouver les quelques billets de mille sauveurs, pourquoi ne recommencerait-on pas ? Vienne une situation embrouillée : au lieu de s'astreindre à l'effort et au sacrifice qui développe la volonté, l'énergie, on porte ses espérances sur la subvention prochaine. Et, sans se l'avouer, on oriente son action en conséquence. Cela est si humain.

Car voilà la vraie pierre d'achoppement, on ne fera jamais rien avec les individus qui ne comptent que sur les autres pour s'affranchir. L'individu ne se libérera que lorsqu'il saura le vouloir, et que, pour cela, il ne comptera plus sur aucune providence, — céleste ou terrestre — qu'il n'aura confiance qu'en son seul effort, — associé à d'autres efforts, bien entendu — à sa seule énergie. Et l'espoir aux subventions n'est pas fait pour développer cet esprit.

∴

Le plus grand mal que puissent faire aux associations ouvrières, les gouvernements, le plus grand obstacle qu'ils puissent apporter au développement de la personnalité humaine, ce n'est pas de les combattre ouvertement, d'emprisonner ou de fusiller leurs adversaires, mais de s'intéresser à eux, de les aider, œuvre lente de corruption qui les désagrégera peu à peu.

Et voilà aussi pourquoi le meilleur des gouvernements est le plus à craindre.

J. GRAVE.

Courtois, qui avait été d'abord mis au régime politique, vient d'être remis au régime de droit commun.

Le ministère radical ne pouvant le faire condamner, la besogne étant déjà faite par un ministère radicalo-socialiste, trouve quand même le moyen de donner un tour de plus à la vis.

Espérons qu'il viendra vite un ministère socialiste. Celui-là nous fera déporter sans jugement. Il est vrai que ça aura au moins le mérite de la franchise.

J. GRAVE.

LA TROUÉE

« Jamais rien de grand n'est sorti du peuple. »
(Beaucoup de « philosophes ».)

Les travailleurs espagnols offrent actuellement au monde ouvrier un spectacle digne d'être observé. Il semble, au reste, qu'en Espagne, plus que dans tout autre pays, les divers aspects du problème social soient éclairés d'une lumière propice et puissamment simplifiés. Nullité pitoyable du monarque, indolence verbeuse des ministres et des parlementaires, désorganisation de tous les services, corruption avancée du personnel de l'Etat, arrogance et veulerie des aristocrates, détenteurs des grands domaines de l'Espagne méridionale, cruauté brutale des industriels bourgeois ; grossièreté maladroite et hypocrisie ecclésiastique d'un parti socialiste qui laisse voir, plus clairement qu'aucun autre, quelle pensée d'exploitation et quel dessein d'avortement président à son organisation et dictent tous ses actes, tout cela forme un ensemble saisissant.

En face de cette confusion et de ce chaos, la seule force créatrice et féconde est celle des travailleurs. Aux quatre coins de la péninsule, ils s'éveillent à la connaissance d'eux-mêmes et du milieu qui les entoure, à la lutte et à la vie.

Fourbus par le travail, souffrant de la double indigence intellectuelle et matérielle, se voyant refuser même l'instruction élémentaire, ils se sont groupés en d'innombrables sociétés de résistance : citadins et paysans, ouvriers de toutes les corporations ; sur leurs misérables salaires, ils ont su trouver de quoi fonder des bibliothèques et des écoles ; les connaissances qu'on leur refusait, ils les ont prises pour eux-mêmes, ils les ont données aussi à leurs enfants. Persécutions, emprisonnements, tortures et massacres n'ont fait que hâter l'éveil de leur pensée et de leur volonté, donner plus de force à leurs aspirations ; des journaux, nombreux, renaissant quand on les supprime, apportent à tous les idées de l'avenir, en même temps que les nouvelles de leurs frères de lutte. En d'innombrables grèves, ils ont fait l'apprentissage d'une solidarité effective et agissante ; et, à chaque fois, aussi, ils ont vu se répéter la perpétuelle leçon : qu'ils n'ont rien à espérer que de leurs propres forces, qu'il leur faut exiger s'ils veulent obtenir, imposer, s'ils veulent réaliser.

Et maintenant, le peuple d'Espagne a une certitude : il sait que derrière les clôture du bagne où il est enfermé, derrière les volets de fer du local obscur où il s'est longtemps morfondu dans la souffrance, il y a l'espace libre et la lumière ; par une étroite ouverture, il a pu apercevoir l'immensité heureuse. Il a crié sa joie et maintenant on ne peut plus lui dire qu'il se trompe, que ce qu'il veut n'existe pas, et qu'il faut se résigner. Les habiles ne passent plus leur temps à formuler les anciens dogmes, à prononcer les mots inertes. Mais ils veulent lui persuader qu'il faut ouvrir bien doucement, petit à petit, patiemment, avec de longs repos et de longues préparations, sans violence surtout et sans brusquerie ; il lui faut laisser faire à d'autres, ne pas tenter lui-même, de ses mains maladroites, cette manœuvre difficile. Ou bien, plus francs, ils parlent de lui refermer sur les doigts, brutalement, le volet à grand'peine entr'ouvert, pour qu'il retombe aux ténèbres et à l'éternel servage : mais les uns et les autres ont beau faire, maintenant, rien n'empêchera la poussée formidable qui va forcer le passage et sous laquelle va s'ouvrir bientôt la trouée libératrice.

JUAN TIESO.

MOUVEMENT SOCIAL

AMIENS. — Samedi dernier, dans la soirée, nos camarades d'Amiens se sont, à la grande joie de la population, payé la tête de dame police.

L'un d'eux, le camarade Carpentier, ayant été expulsé de son logement dans la journée et ses meubles mis dans la rue, convoqua pour la soirée le plus de camarades possible et il fut décidé de transporter le tout chez un copain.

Nos camarades portant, qui les ustensiles de cuisine, un autre traînant le sommier sur une brouette, un troisième le bois de lit sur le dos, et ainsi de suite, traversèrent la ville en s'accompagnant de chants de circonstance. Amusés, les badauds firent escorte aux camarades, et tout se serait bien passé sans les policiers qui bientôt arrivèrent au pas de course, suivis du commissaire central et de toutes les forces disponibles.

Il faut s'arrêter ; à la place Saint-Denis, les compagnons déposent chacun la pièce qui leur a été confiée ; mais ils ne veulent point s'éloigner.

— On va mettre tout cela en fourrière, dit le policier Colin.

— Ceci vous regarde, dit un compagnon, mais auparavant faites un inventaire.

La foule augmente et les plaisanteries continuent.

— A 3 francs le balai pour nettoyer la Société bourgeoise !

— A cent sous le seau.

Et les lazzis continuent.

Mais un ordre arrive et avec lui une brigade d'agents ; le mobilier va être remisé au commissariat.

Les compagnons refusent de prendre les meubles et force est aux agents de remplir l'office de déménageurs.

Mais les policiers devenant subitement brutaux, les anarchistes, aidés de la foule, se rebiffèrent, et la promenade se termina par l'arrestation de quatre camarades qui pour cette amusante plaisanterie seront poursuivis, disent les journaux locaux, pour « tapage nocturne, rébellion », etc., etc. On ne s'ennuiera pas, sans doute, le jour du procès — si on l'ose — et en tous cas ce n'est pas encore celui-là qui réhabilitera dame Thémis.

⁂

SAINT-ETIENNE. — Ces jours derniers a passé en Cour d'assises le camarade Félix Bertrand, ex-secrétaire du Syndicat des métallurgistes. Ce camarade, sur la foi des policiers qui ont bien voulu lui prêter des paroles qu'il n'avait pas précisément prononcées au cours d'une réunion publique lors d'une des dernières grèves, s'est vu condamner à un an de prison et à l'amende.

Bertrand, qui n'a dans sa manche ni un du Buit ni autres Bulot, a laissé le jugement se rendre par défaut.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les ouvriers mineurs, mais plus particulièrement ceux des bassins du Nord et du Pas-de-Calais, vont sans doute payer bien cher la sottise de s'être laissé mener depuis plusieurs années par quelques politiciens sans vergogne.

A force de reculer au moment d'agir et ce, poussés par ces politiciens, les mineurs ont laissé croire aux compagnies qui les exploitent qu'ils n'étaient plus une force agissante et celles-ci en profitent aujourd'hui pour reprendre ce que jadis elles avaient été obligées de concéder.

On sait que, depuis quelques années, à la suite de l'augmentation du prix de vente du charbon, les bénéfices des compagnies houillères s'étant considérablement élevés, les ouvriers avaient demandé qu'une part de ce bénéfice leur fût attribué sous forme d'une prime. Les compagnies firent droit à cette demande et les mineurs reçurent à deux reprises successives des primes de 20 0/0 sur les salaires anciens. Ces primes furent accordées en vertu de la convention d'Arras, qui prenait fin le 31 mars dernier.

Depuis, au lieu de prendre « le taureau par les cornes » et d'exiger, sinon une augmentation, tout au moins le maintien du *statu quo*, les mineurs ont laissé leurs « délégués » discutailler, et, dans la dernière conférence entre les délégués patronaux et ceux (!!) des ouvriers, les compagnies ont déclaré diminuer la prime actuelle de 15 0/0 et ce *sans discussion possible*. De plus, les compagnies tentèrent d'introduire dans les clauses du contrat des conditions telles qu'il est aujourd'hui indéniable qu'elles ont par dessus tout cherché une rupture.

Tels sont les résultats obtenus par la tactique de renoncement à laquelle les ouvriers mineurs ont été habitués depuis un certain temps par les Basly, Lamendin et autres Evrard, qu'ils se sont donnés comme chefs. C'est triste, j'en conviens, mais il est incontestable que ce sont les résultats les plus probants de cette tactique d'avachissement préconisée par ces politiciens.

Les mineurs sauront-ils agir aussi énergiquement qu'il le faudrait dans d'aussi graves circonstances ? Leur inaction coupable de ces dernières années me permet d'en douter.

Actuellement encore tous les efforts des « chefs » se portent pour retarder — jusqu'au mois d'octobre, disent-ils, — la grève que les mineurs voudraient voir éclater le 1er juillet prochain.

Inutile de dire que pour justifier les diminutions les compagnies ne se basent sur aucune raison sérieuse. Au contraire aux prix actuels, les charbons sont pour elles plus rémunérateurs que lors de la signature des dernières conventions, les dividendes servis aux actionnaires aussi énormes et le prix des actions aussi élevé que possible.

C'est donc bien de leur part, une chose préméditée et arrêtée, d'affamer les ouvriers et de profiter de l'avachissement où les ont tenus depuis plusieurs années des chefs intéressés.

Toutefois, attendons. Le réveil pourrait être d'autant plus terrible que les mineurs auront été plus trompés, plus dupés.

Dimanche prochain 29 juin, aura lieu à Denain, une réunion des délégués mineurs et il suffirait d'être tant soit peu énergique pour peut-être sauver la situation.

D'autre part, la réunion du Comité fédéral, attendue avec impatience par les mineurs du centre, qui devait avoir lieu le même jour à Saint-Etienne, est renvoyée au 8 juillet.

⁂

J'ai parlé l'autre semaine de la campagne menée par les ouvriers peintres contre l'emploi du blanc de céruse. J'ai dit combien ces travailleurs avaient été bernés et finalement roulés par M. Millerand. Cela ne les a pas guéris d'avoir recours à la sollicitude des « pouvoirs publics ».

Une délégation vient d'être reçue par le nouveau ministre du Commerce qui leur a fait exactement les mêmes promesses que son prédécesseur. Il examinera la question et, en attendant, la céruse continuera à faire ses ravages parmi eux.

Comme s'il n'était pas plus simple de s'entendre entre ouvriers et de décider de ne plus employer de céruse et d'en rendre l'emploi impossible.

Mais cela semble trop facile, les peintres veulent une loi d'interdiction. Qu'ils attendent !

⁂

A Paris, la grève des casseuses de sucre de la maison Lebaudy continue. J'ai assisté à deux de leurs réunions et rien n'est triste comme de voir toutes ces faces émaciées par le travail et de penser que pendant que ces malheureuses passent leur vie à se priver, les bandits qui les exploitent vivent dans un luxe plus qu'insolent.

Ah ! notre société bourgeoise est bien faite, et je conseillerais fort à ses suppôts d'aller se mêler un peu à la foule de ces femmes en grève. S'ils n'en reviennent pas avec la haine de notre belle société, c'est qu'ils n'ont vraiment rien d'un humain.

Les casseuses de sucre réclament quelques sous par jour d'augmentation et un règlement un peu moins draconien. Une idée : ne pourraient-elles pas amener leurs Lebaudy d'exploiteurs dans le sein d'une de leurs réunions pour qu'ils puissent contempler leur œuvre ?

⁂

De Lorient, un camarade m'écrit que grâce à l'intrusion des politiciens dans le mouvement gréviste, celui-ci est à peu près terminé et que si les travailleurs s'en tirent pour le moment avec une légère augmentation, la constitution d'un syndicat patronal fait prévoir que cette amélioration passagère ne se fera pas lontemps attendre.

D'autre part le camarade me signale que si le mouvement ne s'est pas étendu, la faute en revient à une coopérative dont les ouvriers se sont refusés à faire cause commune avec les grévistes. Leurs salaires étant un peu plus élevés, il leur importe peu que leurs camarades crèvent à la peine.

Et la coopération, dit-on, développe le sentiment de solidarité. Pour ma part j'ai toujours constaté qu'elle développait des sentiments d'égoïsme et de cupidité. Le fait que me signale mon correspondant n'est pas fait pour me faire changer d'avis.

⁂

Par contre les ouvriers métallurgistes des usines de Bessèges pratiquent eux, une large solidarité. La compagnie ayant renvoyé un militant du syndicat, la grève fut déclarée immédiatement. La compagnie a repris l'ouvrier et le travail a recommencé.

Comme quoi il ne s'agit souvent que de montrer un peu d'énergie et de virilité.

P. DELESALLE.

Espagne.

ANDALOUSIE. — Voici, selon *El Imparcial*, quotidien bourgeois de Madrid qui n'est pas suspect de tendresse pour l'anarchie, quelles sont les conditions de l'existence pour les ouvriers agricoles de la région de Cadix : « Ils n'ont pas de travail tous les jours de l'année et ne gagnent pas toujours le même salaire. Le salaire maximum, à l'époque de la récolte, a été, l'été dernier, de cinq réaux et demi à six réaux et demi (1 réal = 25 centimes) ; d'avril à juin, de deux réaux à deux réaux et demi ; en hiver, de deux et demi à quatre. Comme le salaire en monnaie sonnante, la nourriture varie ; elle n'est jamais bonne, et toujours en quantité insuffisante ; en juin, juillet et août, deux potages de pois chiches avec de l'huile et du pain ; le reste de l'année, des soupes, chaudes ou froides, et du pain médiocre ou mauvais.

« Un journalier auquel la fortune a souri pendant toute l'année, celui qui a travaillé tous les jours ouvrables en gagnant toujours le salaire maximum,

gagne, en monnaie sonnante, quelque chose comme 75 pesetas (1 peseta = 1 franc), soit 75 centimes par jour. Avec cet argent, il lui faut se nourrir les jours de chômage forcé, se vêtir, se chausser, payer son tabac, le loyer de sa maison, nourrir, vêtir et éduquer ses enfants et aider sa femme... »

Et dans toute l'Andalousie, comme aussi en Estramadure, les conditions sont analogues ou pires; c'est pourquoi les ouvriers agricoles de Moron, pour les punir d'une grève générale faite en vue d'obtenir des conditions d'existence un peu plus humaines, sont poursuivis devant les tribunaux civils pour « faits de propagande contre la religion et la propriété, et pour affiliation à des sociétés illicites ». Rappelons que les sociétés ouvrières sont légalement constituées, avec l'autorisation du gouverneur de la province ; mais les puissants se moquent de la légalité, quand elle est favorable aux ouvriers.

En Estramadure, c'est mieux encore ; les ouvriers de Badajoz — on se rappelle la récente grève au cours de laquelle la garde civile se distingua une fois de plus par un massacre et des arrestations en masse, — les ouvriers de Badajoz, donc, sont envoyés devant la juridiction militaire. Naguère, à la Corogne, les ouvriers poursuivis pour délits commis avant la déclaration de l'état de siège avaient été jugés par les juges civils et avaient obtenu la liberté provisoire. Cette fois, les choses ont changé. C'est le progrès. Et, là encore, la légalité n'est qu'une triste plaisanterie.

*
* *

La Felguera. — A la Société « Duro Felguera », les ouvriers ont obtenu depuis quelques mois d'être payés à la quinzaine et non au mois, le 1er et le 15 ; la paie se fait toujours pendant les heures de travail. Le 23 mai, la première quinzaine du mois n'était pas payée. Ce même jour, comme s'il était soucieux d'exaspérer les ouvriers, le patron fit afficher que la paie aurait lieu désormais en dehors des heures de travail. 600 ouvriers se mirent en grève, mais le patron refusa toute concession. Il céda, pourtant, quelques jours après, parce que la grève générale avait été déclarée par les ouvriers de la localité, au nombre de 3.000, par solidarité avec les premiers grévistes. Devant cette manifestation, le gouverneur intervint et parvint à faire signer un traité donnant gain de cause aux grévistes. Mais c'est la déclaration de grève générale qui a tout décidé.

*
* *

Cordoue. — Les ébénistes sont en grève depuis trois mois, pour obtenir la journée de huit heures.

*
* *

Tarrasa. — La situation dans la grève des tisseurs est toujours la même : les grévistes tiennent bon, et les autorités continuent de faire passer à la presse bourgeoise de fausses nouvelles sur la reprise du travail.

*
* *

Madrid. — D. Laureano Diaz, chef de la police judiciaire, continue à se divertir. Non content de retenir en prison les victimes de son complot imaginaire, il vient d'arrêter notre camarade Antonio Apolo, un militant déclaré et connu depuis longtemps. D. Laureano Diaz s'est avisé soudainement qu'Apolo était anarchiste *dangereux*. La compagne de notre camarade, récemment accouchée, est, du fait de cette arrestation inattendue, gravement malade. Messieurs de la police ont appris la cruauté à bonne école, à l'école catholique.

*
* *

Pablo Iglesias, socialiste, et les Iglésiens. — On se souvient que, lors de la grève générale de Barcelone, en février dernier, MM. les chefs socialistes espagnols refusèrent de seconder le mouvement, défendirent aux sociétés ouvrières assez aveugles pour les accepter comme chefs, de donner leur adhésion à la grève et justifièrent leur conduite par un honteux factum, mixture de mensonges et d'insinuations écœurantes. Mais il y a mieux. Ces Messieurs écrivent aux ouvriers anglais des *Trade Unions* pour leur déconseiller d'aider les grévistes de Catalogne, leur grève n'étant pas syndicale, mais politique : c'est ce que disait du moins une lettre du secrétaire de l'Union générale des travailleurs d'Espagne (parti socialiste), au secrétaire général des *Trade Unions*. D'une lettre de ce dernier, M. Mac Donald, à notre camarade Fernando Tarrida, il résulte que le même secrétaire du parti socialiste espagnol a réitéré la prouesse, plus récemment, à propos d'une grève des métallurgistes d'Almeria et de la grève de Tarrasa. Cet individu répond au nom de Garcia Quejido.

*
* *

Jerez de la Frontera. — Les ouvriers agricoles, dans une assemblée tenue le dimanche 15 juin, avaient rédigé un programme de revendications modestes, étant donné surtout que la moisson sera abondante cette année. Ils demandaient naturellement des salaires moins misérables, l'abolition du travail aux pièces, etc.

El liberal du 22 juin nous apprend que le 21 se sont réunis à Jerèz les patrons agriculteurs. Ils ont décidé de « ne pas entrer dans l'examen des revendications présentées par les ouvriers, *parce qu'il n'est pas évident qu'elles constituent les desiderata de tous les ouvriers agricoles, étant donné que ces ouvriers sont très nombreux* ». Les ouvriers ont dû se réunir de leur côté hier soir, lundi 23 juin, pour décider quelle réponse il convenait de faire à cette nouvelle provocation patronale.

M. L.

États-Unis.

La grève des mineurs d'anthracite. — Mitchell, président du syndicat des mineurs, a convoqué une grande assemblée, ou plutôt il en a lancé l'idée par une circulaire, sans que la date soit encore fixée. Le but est de discuter une proposition de grève générale qui serait déclarée par solidarité avec les grévistes des mines d'anthracite et qui comprendrait un million environ de travailleurs.

C. M.

Paterson. — A Paterson, une grève des ouvriers des manufactures de soieries a pris d'énormes proportions.

D'après les grands journaux européens, il y aurait de véritables batailles entre les ouvriers anarchistes, parmi lesquels se trouvent nos camarades Mac Queen et Galleani et Emma Goldman, et les forces de police. Le maire, mécontent du chef de la police, aurait pris lui-même la direction du service, distribuant des revolvers à tous les jaunes avec invitation à tuer, simplement, les anarchistes qu'ils rencontreraient.

Russie

Deux médecins russes, le Dr D. A. Sokolow et le Dr W. J. Grebenschtschikow viennent, comme l'annonce la *Novoïé Vremia* de publier un livre dans lequel, en se basant sur des statistiques *officielles*, ils recherchent les raisons de la forte mortalité en Russie — 31 pour 1000 — et proposent des moyens de la combattre.

La mortalité infantile est particulièrement élevée. Celle des nourrisons atteint, dans certaines parties de la Russie, 50 p. 100 des naissances. Si l'on prend les enfants jusqu'à 15 ans, il y a des régions entières de l'empire dans lesquelles il ne reste pas, à cet âge, un quart de ceux qui ont été mis au monde. Si, malgré tout, le chiffre total de la population de la Russie augmente, cela tient au chiffre extrêmement grand des naissances; il y a des contrées qui, prises à part, montrent une décroissance sensible du chiffre de la population.

Les enfants à leur naissance sont faibles; il y a à cela plusieurs raisons : augmentation de l'alcoolisme, ainsi que d'une certaine maladie qui se répand de plus en plus, mauvaises conditions dans lesquelles se trouve la femme, à la campagne, pendant le temps de sa grossesse. La plupart des naissances se produisent en Russie pendant les mois de mai et de juillet, de telle sorte que l'époque la plus pénible pour la mère coïncide avec celle où il y a le plus de travail. Le travail aux champs dure depuis le petit jour jusque très tard dans la nuit, souvent jusqu'à ce que le travailleur soit complètement épuisé. Il faut, même là où les choses sont au mieux, que la mère retourne aux champs le troisième jour après l'accouchement, laissant l'enfant nouveau-né sous la garde d'une vieille femme infirme ou d'un enfant de huit à dix ans.

Quand l'endroit où elle travaille est éloigné de son isba de plus de 10 kilomètres, la mère est forcée de rester chaque semaine, souvent trois ou quatre jours loin de son enfant. Ajoutez que, épuisée et mal nourrie, elle ne peut lui offrir elle-même aucune bonne nourriture. Là où règne encore un bien-être relatif, on creuse une corne de vache jusqu'à la pointe, à laquelle on lie le pis d'une vache récemment tuée; et c'est cela, rempli de lait de vache une fois toutes les vingt-quatre heures, qui sert de biberon au pauvre petit : au moment de la grande chaleur le lait y est bientôt corrompu.

Mais c'est beaucoup plus effroyable là où la pauvreté rend impossible l'usage du lait de vache. Là, on prend du pain mâché, du kascha ou quelque chose d'analogue, que l'on presse dans une loque en lui donnant une forme conique, et voilà tout ce que le nourrisson reçoit, au long du jour, comme nourriture.

Une personne qui connaît bien la vie du paysan russe raconte avoir, dans beaucoup de villages, trouvé des enfants au-dessous d'un an laissés à eux-mêmes, sans personne pour veiller sur eux : à leurs petites mains et à leurs petits pieds on avait lié des loques de cette espèce, contenant le pain mâché ou le kascha, pour qu'ils ne meurent pas de faim. Le Dr Peskow appelle ce lait et toute cette nourriture pourrie un poison pour le jeune organisme. Et voilà une des grandes raisons du chiffre élevé de la mortalité.

(*Gazette de Francfort*, 30 mai 1902.)

Italie.

Rome, le 10 juin 1902. — Que les compagnons de l'extérieur apprennent comment vont les choses en cette Italie que Pétrarque appelle le « beau pays ».

Ainsi qu'en France, la majorité des socialistes parlementaires font les yeux doux au gouvernement, sous prétexte de défendre ainsi les *libertés acquises* contre la réaction qui est toujours aux aguets.

Voyons un peu en quoi consistent les « libertés acquises ».

A Milan paraît depuis un mois et demi un journal anarchiste : *Il Grido della Folla*. La magistrature a saisi les sept numéros sans donner, en temps utile pour faire une deuxième édition, l'indication des articles saisis; et une fois que les camarades de Milan eurent réussi tout de même à faire paraître un numéro *expurgé*, la police arrêta ceux qui allaient à la gare pour faire l'expédition, et leur vola tous les numéros.

Mais la police, ayant vu que les camarades ne se décourageaient pas pour cela, il y a quelques jours arrêta l'administrateur du journal, le camarade Prof. Giovanni Gavilli sous l'accusation absurde de je ne sais quelles boîtes pleine de..... nitro-glycerine !... au moins ainsi prétendent les rapports policiers. Et dire que le pauvre Gavilli est complètement aveugle, et qu'il est surveillé jour et nuit par la police !... Jusqu'aujourd'hui nous n'avons pas de nouvelles de notre camarade.

Milan, pour qui ne le sait pas, est la ville italienne qui donne au Parlement le plus grand nombre de députés socialistes et républicains, qui compte les organisations social-démocrates les plus puissantes : c'est là que Philippo Turati a son fief électoral..... et c'est exactement à Milan que la police et la magistrature commettent le plus d'infamies contre les anarchistes. Et les journaux socialistes, républicains, radicaux ne daignent même pas en parler...

*
* *

L'avocat Pietro Gori, qui est revenu en Italie de l'Amérique du Sud, fait, depuis deux mois et demi, une tournée de conférences scientifiques à tendances libertaires dans plusieurs villes d'Italie.

Il a fait aussi une série de conférences nettement anarchistes, contradictoires avec les socialistes, contraignant ses adversaires à avouer leur impuissance à réfuter les arguments de notre ami.

*
* *

Le 2 juin, Gori parla à l'île de Caprera sur la tombe de Garibaldi ; et pendant qu'il soulevait un véritable enthousiasme, l'envoyé du gouvernement fut sifflé.

L'idée fait son chemin.

Catilina.

VARIÉTÉS [1]

(Suite)

D'autre part, de tout temps la région méridionale de la Russie, qui commençait à peine à se peupler au commencement du siècle dernier, était le refuge de tous les éléments libertaires, qui fuyaient le servage et les persécutions religieuses. Cette région est le berceau du rationalisme dont les prosélytes professent le communisme, désavouent la religion officielle, le service militaire, les impôts, etc. Actuellement la population souffre de la famine, qui est un mal chronique dans cette Russie agricole, même dans ses provinces méridionales renommées pour leur fertilité, avec leur sol si riche en humus, et où, faute de pain, des travailleurs tombent d'inanition. Peut-être n'y a-t-il pas lieu de s'étonner en y voyant se produire le « pillage. »

La façon dont procèdent les paysans révoltés et la méthode qu'ils y apportent sont dignes d'intérêt. Tantôt la collectivité d'un village affamé, le *mir*, avec le *starosta* en tête, se rend en cortège dans la propriété du seigneur, chacun avec son attelage. Personne ne peut refuser de prendre part à cette excursion; ceux qui ne veulent pas y participer y sont réduits par la force. Seuls les paysans fortunés en sont exemptés. Arrivés à sa destination, d'un air tout à fait impassible, comme s'ils faisaient leur besogne habituelle, et dans un ordre parfait, les paysans commencent à charger leurs voitures de blé, de farine, de pommes de terre, de foin et de paille, toujours sous le contrôle de leur *starosta*, qui marque la quantité de provisions que chacun va emporter et qui doit représenter le strict nécessaire pour subvenir aux besoins de son ménage. A part les produits alimentaires pour eux-mêmes et pour leurs bestiaux, ils ne touchent à rien et ils s'en vont paisiblement comme ils sont venus, avec la conscience nette de n'avoir rien fait de mauvais, ni commis d'acte illégitime.

Dans cette pensée, ils se gardent surtout de commettre aucune infraction et c'est pour cela qu'ils n'entrent pas dans les greniers par la porte, mais cherchent à enlever plutôt une planche ou à pratiquer un trou dans le mur de derrière pour faire déverser le blé dans leurs sacs. Et ils conservent très soigneusement les « manifestes » qu'ils détiennent afin de produire ce document dans le cas où les autorités administratives s'aviseraient de leur intenter un procès. Confiants en leur droit, ils estiment que cette façon d'agir ne saurait être envisagée comme préjudiciable et leur attirer des reproches, attendu qu'ils sont terriblement éprouvés par la famine, que leurs forces sont épuisées et qu'ils ne peuvent plus traîner une telle existence. Mais ils ne prennent chez les seigneurs que ce qui est absolument nécessaire pour entretenir leur famille et leurs bestiaux jusqu'à la prochaine récolte.

En effet, ce qu'il y a de plus remarquable dans ces procédés de village, c'est que ces saccageurs de fermes, ou mieux de grandes propriétés, prennent avant tout le soin de laisser de côté la quantité de toutes sortes de grains nécessaires pour les semailles et pour l'entretien jusqu'à la récolte prochaine de toute la domesticité attachée au service de la propriété.

Afin de combattre la famine qui les menaçait, les paysans de plusieurs villages du gouvernement de Poltava s'étaient d'abord adressés, sous le cautionnement du *mir*, aux grands propriétaires et ce n'est que sur leur refus de leur venir en aide, que la question fut de nouveau discutée dans leurs réunions, après quoi le *mir* décida d'aller quérir les provisions chez les seigneurs en usant de violence.

C'est ainsi que le fléau qui depuis plus de dix ans décime la population rurale en Russie a été détourné par le peuple lui-même, non sans qu'il y eût des collisions sanglantes et des victimes. Provoqués par l'administrateur de la propriété de M. Grinevitch (gouvernement de Poltava), qui a eu la malencontreuse idée de recourir à son arme, les paysans l'assommèrent ; quelques jours après il est mort des blessures qu'il avait reçues. Parmi les paysans les victimes sont nombreuses. Les désordres ont commencé dans le village de Karlovka, à côté de la propriété du grand-duc d'Oldenbourg, la plus vaste dans le gouvernement de Poltava. L'administrateur de ce bien lui-même reçoit un traitement princier, qui monte à plus de soixante-dix mille francs par an. Usant de sa puissance, M. Scheidemann exploite odieusement ses ouvriers et affame la population du voisinage. C'est chez lui que les paysans se portèrent en premier lieu.

L'agitation a subitement envahi les villages voisins et s'est répandue plus loin. Deux régiments de fantassins casernés à Poltava furent envoyés sur place et rejoints par quatre cents cosaques. Le gouverneur lui-même, le procureur et les gendarmes (police pour les délits politiques) se transportèrent sur les lieux. Les représailles furent terribles, les coups de knout distribués sans pitié aux émeutiers, beaucoup d'entre eux en reçurent jusqu'à cent.

Le 1er avril, des désordres du même genre éclatèrent dans le village de Kovalevka, appartenant à M. Trenke. Les troupes y furent aussitôt mandées, mais les paysans ne s'en montrèrent nullement émus. Ils prièrent les soldats de ne pas se mêler de cette affaire qui ne les regardait pas et de s'en aller en paix chez eux.

Cette prière n'a pas été écoutée. Sur l'ordre de tirer, deux fois les balles partirent en l'air. Les paysans ne se dispersaient pas et marchaient à la rencontre des soldats. Ceux-ci firent alors balle sur la foule, qui laissa six morts et un grand nombre de blessés, parmi lesquels des femmes et des enfants. Un de ces blessés qui a reçu deux balles et une troisième blessure de baïonnette expira à l'hôpital. Le médecin en chef a reçu l'ordre du gouverneur de ne pas laisser partir les blessés convalescents amenés des villages révoltés.

Le bruit court que dans certains villages, il y a un carnage terrible, dans les rencontres des paysans avec les troupes.

La panique est générale. Les habitants de Poltava s'empressent de plier bagage dans la crainte que les paysans ne se rendent maîtres de la ville, malgré le renforcement des troupes qui y sont casernées. On n'a plus confiance en celles-ci, car elles pourraient, dit-on, faire causecommune avec les paysans révoltés.

Les grands propriétaires dans les campagnes ont adressé une pétition au ministère de l'Intérieur, dans laquelle ils demandent l'application de mesures de rigueur excessives, afin de rétablir l'ordre. Au sein du zemstvo de Poltava lui-même, onze membres réputés libéraux ont dénoncé le gouverneur pour son manque d'activité. Dans leur affolement, ces représentants du *self-government*, les élus, se montrent plus intransigeants que l'administrateur nommé par un gouvernement autocratique et réactionnaire.

(*L'Européen*, 17 mai 1902.)

[1] Voir le numéro précédent.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Samedi 28 juin 1902, à 8 heures 1/2 du soir, Grande Salle, Bourse du Travail, deuxième conférence, par le citoyen E. Girault, sur la Grève Générale (L'Unité ouvrière, rouges et jaunes).

⁂

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 heures 1/2, causerie par un camarade et prêt de livres.

⁂

Au Caire, les camarades viennent de constituer une *Salle Internationale de Lecture*, qui a pour unique but la propagande des idées libertaires et de la science. De cette institution, les anarchistes cairotes espèrent tirer de bons fruits. Peut-être nul pays n'est comme celui-ci adapté à la lecture de nos publications, dans quelque langue qu'elles soient écrites. Au Caire, il y a des camarades de langues grecque, hébraïque, allemande, italienne, russe, arménienne, etc., qui, tous, dans leur entourage, font une active propagande. Ceux de nos compagnons qui croient cette besogne utile et qui voudraient spontanément aider cette œuvre d'émancipation sociale, sont priés de lui envoyer quelques publications.

Adresse : Roberto d'Angiò, poste restante; Le Caire (Egypte).

⁂

Un de nos amis désire vendre le Dictionnaire *Larive et Fleury* (3 volumes). Il le laisserait pour 40 francs.

⁂

Grande soirée artistique. — Le groupe des *Poètes-Chansonniers révolutionnaires* donnera, le samedi 28 juin, à 9 heures, une grande soirée de propagande (conférence et concert) dans le local de l'*Union ouvrière*, 12, rue de l'Espérance.

Vestiaire obligatoire : 50 centimes.

⁂

L'Education libre du IIIe. — Dimanche 13 juillet, ballade de propagande.

Tous les mercredis et samedis, prêt de livres.

Vente de livres, brochures, chansons, gravures, chez le camarade Daviet, 26, rue Chapon, de 8 heures à 10 heures.

⁂

Girault prie les camarades des villes où il doit passer pour conférencier sur la Grève Générale, de bien vouloir faire connaître la circulaire indiquant les moyens de faire réussir cette tournée d'agitation. Ceux qui désirent cette circulaire ou des billets pour la tombola de sa bibliothèque sont priés d'écrire au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

⁂

SAINT-ETIENNE. — Un bon mouvement avait surgi, au moment des élections, parmi les camarades stéphanois: que signifie cette apathie à l'heure actuelle? Est-ce que la lutte ne devrait se condenser que dans l'abstention? Je ne le crois pas et il serait temps de se grouper une bonne fois pour créer un mouvement, vu la crise que subit actuellement notre cité. Aux camarades qui n'ont pas perdu complètement toute initiative de propagande de bien vouloir se rendre au café Argaud, dimanche 29 juin, à 6 heures du soir, place Marengo et angle rue Lodi.

Tous les camarades des environs, Chambon, Firminy et Saint-Chamond, sont priés de s'y rendre, à seule fin de prendre connaissance des dépenses faites pendant la période électorale. Tous auront à cœur d'y coopérer selon leurs moyens; la note présentée par l'imprimeur s'élève à 92 francs.

Le camarade Bastet est prié de s'y rendre afin d'établir la situation financière.

J.-B. REYNARD.

⁂

NANTES. — Les camarades habitant Nantes ou les environs se rencontreront dimanche 29 juin, à 9 heures du matin, café de Bretagne, place de Bretagne, 12. — Urgence.

VIENT DE PARAITRE

Les camarades de la *Bataille* de Namur viennent de faire une nouvelle édition de la brochure des Etudiants S. R. I. : *Pourquoi nous sommes Internationalistes*. Nous en tenons à la disposition de nos lecteurs. L'exemplaire, 0 fr. 15 ; par la poste, 0 fr. 20.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Orgueil du mâle, par A. Juhellé ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

De la *Société nouvelle de librairie et d'éditions*, 17, rue Cujas : *Les atrocités de la guerre en Chine*, par P. Bertrand ; 1 broch., 0 fr. 25. — *La Réforme militaire*, par G. Moch ; 1 broch., 0 fr. 30. — *La Guerre et l'homme*, par P. Lacombe ; 1 vol., 3 fr. 50.

Les Petits Bourgeois, pièce en 4 actes, par Gorky, traduction E. Séménoff et E. Smirnoff ; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Catéchisme universel de la raison, 1 broch., 0 fr. 60, imprimerie Bremcker-Wants, Bruxelles.

A lire :

Notes sur la Russie, P. M.; *Le Temps*, 18 juin 1902.

Le petit roulement, H. Maret ; *Le Radical*, 22 juin.

A voir :

Dessin de Hermann-Paul, *Cri de Paris*, n° 282.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Jonzac. — C'est 6 francs que vous versez? Redevez 0 fr. 50.

An Irishman American, New-York. — Que voulez-vous que les grands pouvoirs d'Europe interviennent au Transvaal, alors que chacun d'eux est, quelque part, aussi meurtrier, aussi canaille et aussi voleur que l'Angleterre?

Reçu pour la liberté d'opinion : Pour Liard-Courtois Aigneville, 2 fr. — E. G., à Bordeaux, 2 fr. — Pour Prenant : F. B., à Berne, 1 fr. — Total : 5 fr. — Listes précédentes : 59 fr. 75. — En caisse : 64 fr. 75.

Reçu pour le journal : P. V., à Pittsburg, 6 fr. — G. H., à Fully, 0 fr. 50. — F. B., à Berne, 6 fr. 50 — Merci à tous.

B., à Genève. — E. S., à Etampes. — L. P., à Troyes. — B., à Jonzac. — C. A., à Ratenelle. — L. P., à Rochefort. — L. B. — L. G., à Nantes. — L., à Epinal. — C., à Galeuse. — J. L., à Lille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7

HUITIEME ANNEE N° 10 — DIX CENTIMES — DU 28 JUIN AU 4 JUILLET 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Grâce au concours de quelques camarades qui ont compris, nous paraissons cette semaine, et pouvons même donner le supplément.

La semaine prochaine nous touchons la vente du mois, c'est deux numéros assurés. Après, c'est l'inconnu.

Nous sommes fatigués des appels incessants dont le journal a été illustré pendant si longtemps. Ceux qui nous suivent doivent savoir ce qu'ils ont à faire. Nous rappelons qu'il n'y a qu'un moyen d'assurer l'existence d'un journal, c'est de l'acheter et de le propager, de s'y abonner. C'est ce qu'oublient de faire les trois quarts de ceux qui prétendent être avec nous.

Il y a six mois, ayant reçu un peu d'argent pour la propagande, nous avons fait imprimer une dizaine de brochures nouvelles, espérant récupérer, par la vente, cet argent. Nous n'en avons pas vendu un cent de chaque depuis.

Encore une fois, nous avons fait, jusqu'à présent, de notre mieux pour mener la lutte, nous sommes las de frapper toujours aux mêmes portes. Que ceux qui jugent notre œuvre utile voient ce qu'ils ont à faire.

LE JOURNAL.

LÉPREUX

L'île de Crète est l'un des plus beaux pays du monde méditerranéen ; ce fut le centre d'une civilisation puissante, alors que les Grecs étaient encore des demi-sauvages et les fouilles récentes de Knossos viennent de mettre au jour des palais et des œuvres d'art qui indiquent, à l'aube des âges que nous nommons historiques, l'existence d'un peuple très riche et très raffiné, sur la côte nord de l'île « aux cent villes ».

Successivement, depuis le légendaire Minos, la Crète passa sous les dominations grecque, romaine, vénitienne et turque ; depuis 1897, elle est redevenue grecque ou peu s'en faut. Mais jamais la férocité et la sottise des hommes, presque exclusivement occupés de rapines, de meurtres et de guerres, n'ont pu altérer entièrement la beauté originelle de la terre et l'excellence du climat, si bienfaisant qu'Hippocrate avait coutume d'envoyer là ses convalescents.

Cependant, dès les premiers temps historiques, l'île est infectée par une maladie terrible, la lèpre, apportée probablement par les Phéniciens, et qui y subsiste encore de nos jours ; les médecins qui l'ont étudiée sur place en 1900, les Drs Ehlers et Canheim évaluent à 600 le nombre total des lépreux crétois (1). L'affreuse maladie est vieille comme la misère sur cette terre heureuse et féconde ; elle n'a jamais cessé d'y régner côte à côte avec sa hideuse sœur.

Déjà, en 1779, le voyageur Savary, dans ses *Lettres sur la Grèce* écrivait que les « personnes riches n'en sont point attaquées et qu'elle ne s'attache qu'au bas peuple », nourri de poisson salé, d'olives à moitié pourries et de fromage.

En 1887, le Dr Zakhariadis décrivait ainsi la vie des paysans de Timbaki, l'un des villages les plus pauvres de l'île :

Ces pauvres gens travaillent toute la journée exposés aux rayons d'un soleil brûlant, jusqu'à ce que la chaleur et la fatigue les terrassent ; ils mangent du lard fondu au soleil ou cuit avec des œufs, ou encore des têtes de *tziros* dont le corps a été mangé par les bourgeois. Ces tziros sont une sorte de maquereaux importés de Constantinople et séchés au soleil. Ils boivent toute la journée une eau croupie venant des champs de riz.

Les Drs Ehlers et Canheim disent à leur tour :

Dans le district de Mesogia (Kissamos), qui est un des grands foyers de la maladie, la misère est extrême et, naturellement, où gît la misère, la saleté règne. L'alimentation y est défectueuse ; l'huile y est plus chère et plus rare ; le pauvre doit se contenter de pain trempé dans une mauvaise huile avec du vinaigre et du sel arrosés d'un vin très fort.

En principe, les lépreux sont cantonnés dans des *leprochoria* (villages de lépreux). Mais en fait ils vagabondent, pour ne pas mourir de faim : l'assistance publique leur offrait, sous la domination turque, une hutte misérable et 600 grammes de pain par jour; les lépreux mendiaient donc et mendient encore pour s'acquérir un complément de subsistance, l'administration grecque ne leur allouant toujours que 600 grammes de pain.

Il advient que certains d'entre eux, plus habiles ou mieux chanceux, deviennent assez riches pour acheter des huttes ou des maisonnettes dans les *leprochoria* ; et, ici, la lecture de ce rapport médical devient tragique : moyennant un loyer minime, ils les sous-louent ensuite à des malheureux qui « n'ayant pas les moyens de payer un loyer supérieur, affrontent, quoique sains, le contact de ce foyer de contamination ». Le loyer varie, par famille, de 1 fr. 50 à 5 fr. 50 par mois. C'est ainsi que, dans le léprochorion de la Canée, vivaient 42 personnes saines, dans celui de Rethymno 86, dans celui de Candie 900, à côté de 113 lépreux ; et partout « ce sont les mêmes raisons matérielles et économiques qui incitent des personnes saines à vivre avec des lépreux ».

Les Drs Ehlers et Canheim ont donné, pour 27 des habitants « sains » du léprochorion de la Canée, de courtes notes biographiques.

Voici le couple Kostis Diamandakis (70 ans) et Andriana Kokoropoula (64 ans). La femme est aveugle depuis l'enfance, l'homme porteur d'une double hernie inguinale qui le rend complètement invalide. Ils se rencontrèrent, voilà vingt-cinq ans, dans l'île de Syra : la mendiante faisait d'assez bonnes affaires, mais était volée par ses confrères; elle se maria et, avec l'administrateur de ses biens, vint s'établir au léprochorion de la Canée.

Voici Despina Xenakis avec trois enfants dont l'aîné, Panacotes (12 ans), est cireur de bottes : elle ne trouvait pas d'autre refuge. Moyennant une vingtaine de francs par an, elle loge au léprochorion : elle prend ses repas en commun avec les lépreux.

Voici Ismaïl Kilaidakis, journalier. Avant la guerre, il habitait Tarazo; mais sa maison a été détruite et il a dû se réfugier au léprochorion. A côté, Zénia Osmanopoula (50 ans), qui demeure là depuis trente ans parce que c'est plus économique ; elle boit, mange et dort avec les lépreux.

Voici enfin Ali Kounakis (18 ans) ; il habite avec sa mère, Fatmé Agésilopoula, et le second mari de celle-ci qui « forment un couple hideux de lépreux ». Le jeune homme est sain et fort ; mais ayant toujours vécu auprès de sa mère, il ne peut *se faire une idée de ce qu'il deviendrait s'il quittait le léprochorion.*

Il faut dire aussi que les lépreux de la Canée se montrent propriétaires charitables et bienfaisants : ils donnent à leurs locataires plus misérables qu'eux-mêmes, aux jours de fête, les miettes de leur table et les invitent à boire dans les dix cafés de l'endroit.

Pendant les fêtes de Pâques, comme les aumônes tombent avec plus de libéralité, ils mènent une véritable vie d'orgies et de copieuses libations, et les lépreux paient force tournées à leurs compagnons, plus pauvres quoique sains.

Ce n'est pas là un conte tragique où quelque poète de la terreur ait inventé chaque détail pour mieux frapper l'imagination. C'est un rapport de médecin ; et si la lèpre qui boursoufle la peau, la couvre d'une croûte écailleuse semée de plaques rouges et blanches, ronge la bouche, déforme et paralyse les membres atteints de maux perforants, paraît moins redoutable que la mort immédiate par la faim aux malheureux qui s'y exposent ainsi, il ne faut pas oublier qu'ailleurs les mêmes promiscuités nécessaires, les mêmes contagions obligatoires mettent en péril des millions d'êtres humains, voués professionnellement à des maladies moins effrayantes d'apparence, mais aussi implacables.

Ce n'est pas là non plus une parabole à la manière de l'Evangile ou de Tolstoï.

Et cependant, les observations techniques des médecins font penser invinciblement à la grande léproserie sociale où les malades acceptent leur mal avec une sorte de résignation qui ressemble à de la joie. Ils en tirent profit et vanité; ils font aux personnes saines l'aumône de leurs conseils et de leurs bonnes paroles, et il ne manque point non plus de jeunes gens vigoureux et bien portants qui ont toujours vécu au-

(1) EHLERS et CANHEIM. — *La lèpre en Crète*, extrait de la *Lepra. Bibliotheca internationalis*, Leipzig. Johann Ambrosius Barth.

près de leur mère, dans l'avantageuse et servile imbécilité, et qui ne peuvent se faire une idée de ce qu'ils deviendraient s'ils quittaient la léproserie pour vivre d'une vie saine et libre.

PIERRE QUILLARD.

MOUVEMENT SOCIAL

Un jeune soldat du 111e de ligne, à Toulon, d'esprit un peu faible, disent les journaux, et le jouet ordinaire de ses camarades de caserne, fut puni de quatre jours de prison et enfermé avec sept autres punis. La nuit, ceux-ci eurent une bonne idée : ils se jetèrent sur le bleu, lui enveloppèrent la tête dans une couverture pour l'empêcher de crier, et, chacun à tour de rôle,... le violèrent. Tout simplement. Dans les casernes du monde entier, c'est, paraît-il, un passe-temps comme un autre.

A la suite de quoi, blessé, souffrant de violentes douleurs, le bleu fut obligé d'aller à la visite et d'avouer ce qui s'était passé. Il fut admis à l'infirmerie, et les sept galants militaires iront porter leurs mœurs soldatesques en Afrique, ce qui ne les guérira pas, au contraire.

Cet exemple, après bien d'autres, devrait convaincre les gens que l'homme n'est qu'un animal un peu perfectionné (oh ! pas beaucoup), et que si l'on désire voir les spécimens les plus perfectionnés de l'espèce, ce n'est sûrement pas dans les casernes qu'il faut aller les chercher.

R. C.

*
* *

Le jury a acquitté un coiffeur qui, de quatre coups de revolver, tua l'amant de sa femme et rendit celle-ci infirme, paralysée, incapable de se tenir debout, avec une balle restée dans la tête. La condamnation du meurtrier n'eût pas réparé le mal, irréparable ; il est donc bien que cet homme n'ait pas été condamné. Mais ce n'est pas une raison pour ne point faire remarquer que les jurés, sévères aux autres catégories de criminels, pardonnent presque toujours aux maris sanguinaires — uniquement parce qu'ils sont eux-mêmes des maris, comme aussi ils sont plus bienveillants aux accusés de la classe bourgeoise — parce qu'ils sont eux-mêmes des bourgeois. La théorie du juge impartial est une bonne utopie. En réalité, quand on condamne quelqu'un, c'est toujours soi-même qu'on venge.

Pour ce qui est du mari meurtrier, il a donné comme excuse à son acte qu'il ne voulait pas que ses enfants, confiés à leur mère, après divorce, vécussent avec l'amant. Et cet exemple montre bien la vanité de toute loi qui prétend *réglementer* les dissentiments intersexuels. L'homme veut garder ses enfants avec lui ; la femme les veut garder aussi. Que peut faire la loi dans ce duel ? Rien du tout. Dans une société comme la nôtre, c'est là une situation sans issue. Y portera-t-on jamais remède ? Oui, peut-être, à la condition d'y travailler nous-mêmes : à la condition de ne plus vivre tous comme des brutes sans raison, mais de réfléchir nos actes, de transformer nos mœurs, et de nous mettre — je ne dis pas à nous aimer, c'est quelquefois difficile — mais à nous respecter les uns les autres.

R. C.

*
* *

SAINT-NICOLAS-DU-PORT (Meurthe-et-Moselle). — J'ai le regret de vous communiquer la mort d'un camarade, soldat du 4me bataillon de chasseurs à pied.

C'est le troisième depuis six mois. Pour mémoire je vous retrace la mort des deux précédents. Le premier se nommait Pâris, originaire de la Seine-Inférieure ; il appartenait au peloton des dispensés. Il avait eu, dit-on, une fièvre typhoïde, antérieurement à son incorporation et ses intestins, restés faibles depuis, s'inflammèrent à la suite du surmenage physique enduré à la caserne ; puis cette inflammation détermina la mort du susdit à la suite de l'insuffisance et du retard apportés aux soins qui lui furent donnés. Le deuxième, nommé Soulié, appartenait à la 3me compagnie, capitaine Vuarnet. C'est là que les soldats sont punis pour ampoules, et c'est là aussi qu'ils sont punis pour se présenter à l'infirmerie. Le soldat Soulié contracta un commencement de bronchite à la suite d'une marche postérieure aux marches de trois jours (mois dernier) ; puis, ce commencement de bronchite se transforma en congestion à la suite desdites marches. Soulié ne s'était pas fait porter malade pour bénéficier des permissions de Pâques. Enfin, atteint d'une congestion pulmonaire simple, il fut forcé d'aller à l'infirmerie et reconnu malade « en bas » ; il astiquait, comme les soldats malades, *les planches du parquet au cul de bouteille !!!*

La congestion suivant son cours, il devint malade « en haut ». Au bout de trois ou quatre jours, on le descendit à l'hôpital, râlant. Il expirait la nuit d'après !! Soulié, d'une constitution très robuste, était originaire du Périgord.

Le troisième, celui pour lequel j'écris cette lettre, se nommait Battut ; il est mort dans la nuit du 17 au 18 mai.

Voici dans quelles conditions. Battut, il y a trois semaines, un mois environ, se plaignait de douleurs intestinales qui furent reconnues et classées par le major comme embarras gastrique. Reconnu malade « en haut » (régime spécial), il suivit le traitement habituel. Battut, ne supportant rien, vomissait absolument tout *y compris les purges* (sulfate de magnésie), il dépérissait à vue d'œil par consomption ; en six jours, il devint maigre au point d'être méconnaissable. Mardi 13, il fut descendu à l'hôpital, incapable de tenir sur ses jambes et *n'ayant rien pu absorber depuis au moins six jours !* Il se plaignait alors de violents maux de tête !! Il mourut dans la nuit du 17 au 18 et ! d'une... méningite !!!???

Voilà, réduit au strict nécessaire, le récit navrant de ces monstruosités.

E. D.

*
* *

Mouvement ouvrier. — J'ai dit à maintes reprises et j'ai donné des exemples montrant combien la « loi sur la durée du travail » était surtout profitable au patronat. Le *Bulletin de l'Office du travail* du mois de juin, donne quelques renseignements comparatifs fort intéressants sur le rendement industriel et la réduction de la journée de travail.

L'expérience a été faite pendant les mois de mars et avril dans une filature de schappe (bourre de soie) occupant 550 ouvriers. En mars, la durée du travail journalier était de 11 heures ; elle fut réduite à 10 h. 1/2 le mois suivant. Et sans préparation aucune, la production est restée la même ; bien mieux, dans certaines catégories de travail la production totale, à la fin du mois, avait augmenté. Au reste, voici les chiffres qui, pour plus de simplicité, ont été ramenés à la production journalière d'une moyenne de 100 ouvriers.

La première semaine d'expérience, le travail fut légèrement moins productif, mais dès la seconde semaine, il y eut augmentation et la moyenne des quatre semaines fut la suivante :

Pour le « peignage », la production journalière moyenne était, en mars — avec 11 heures de travail — de 54 kilos et, en avril — 10 h. 1/2 de travail — la production absolument identique 54 kilos. A la « filature » il en est de même, 79 kilogs en mars et 79 kilos en avril. Au « purgeage » la baisse est insignifiante, 78 kilogs en mars et 76 en avril. Enfin pour deux opérations, malgré la diminution du temps de travail, la production a augmenté. Le « retordage » a donné 76 kilos en avril contre 75 en mars et enfin le « dévidage » a produit 70 kilos en avril contre 69 en mars.

Voilà, semble-t-il, qui répond avantageusement aux exploiteurs qui prétendent que la diminution de la journée de travail les met dans la nécessité de diminuer les salaires.

Les forces que l'homme a à dépenser sont limitées, et sa longue présence à l'usine devient bien vite inutile et, de plus, nuisible à sa santé. Et lorsque nous disons que la loi a surtout profité au patronat, nous sommes donc dans l'absolue vérité.

Cette expérience est péremptoire et les travailleurs pourront répondre avec faits à l'appui, lorsque, exigeant un peu plus de liberté, messieurs leurs exploiteurs voudront leur faire accroire qu'il leur est impossible de diminuer la durée du travail sans toucher aux salaires.

C'est là aussi une précieuse indication à bien d'autres points de vue.

*
* *

Le chômage qui sévit actuellement un peu partout va encore s'aggraver. On annonce, en effet, le licenciement de 8.000 ouvriers des établissements civils de la guerre. Ce n'est pas que nous déplorions profondément cet arrêt dans la fabrication des armes de guerre, mais il n'en reste pas moins que 8.000 familles vont se trouver subitement privées du nécessaire.

Les renseignements que nous recevons à ce sujet sont navrants. A Saint-Étienne, on parle de 1.200 renvois pour ces jours-ci et tous ces malheureux n'ont guère de chance de trouver à s'employer dans l'industrie privée, le travail y étant des plus rares.

Dans les mines des environs cela ne va pas beaucoup mieux, et dans certaines, l'on ne travaille que quatre jours par semaine.

A la manufacture d'armes de Tulle, 315 ouvriers ont été prévenus qu'ils aient à se chercher un emploi pour le 31 juillet prochain. Cet établissement, qui a compté 4.000 ouvriers, n'en aura plus que 700 environ.

A Bourges, on parle de 1.200 renvois et le chômage est déjà considérable dans toute la région.

A Douai, 150 ouvriers seront licenciés pour le mois d'août et un certain nombre de femmes occupées dans les ateliers seront l'objet d'une mesure semblable.

C'est, comme on le voit, une débâcle qui aura sans doute son contre-coup dans toute l'industrie métallurgique.

Ainsi le veut l'organisation économique de notre belle société capitaliste. Des hommes auront, pendant vingt ans — il y en a — travaillé à une besogne ignoble quant au but ; blanchis sous le harnais, ils sont absolument incapables de se livrer à tout autre travail, et, du jour au lendemain, sans s'occuper de ce qu'ils pourront devenir eux et les leurs, les voici privés du travail qui les faisait vivre. Comme autant d'objets inutiles on les jette dehors.

Et ce qu'il y a de plus malheureux, c'est qu'ils ne songeront même pas à se révolter contre un pareil état de chose, qu'ils accepteront sans mot dire, pauvres machines usées qui ont cessé d'être utiles.

L'esclave et le serf étaient assurés d'une pitance jusqu'à la fin de leurs jours, c'était un capital et le maître, pour cela, en avait soin. Le salarié n'a pas cet avantage ; usé et inutile, on le met à la rue.

Et c'est l'État qui est ici le patron.

*
* *

La Voix du Peuple de la semaine dernière a donné d'intéressants renseignements sur la situation des ouvriers tisseurs d'Ourscamp, actuellement en grève. Il y a là, paraît-il, un patron tout ce qu'il y a de plus « défense républicaine », qui s'entend à exploiter des blancs comme un véritable négrier.

C'est le bagne aux portes de Paris. On est logé dans les dépendances de l'usine, forcé de se fournir à l'économat, etc., etc.

La journée de travail est de 10 h. 1/2, mais il faut être à l'usine un quart d'heure avant la cloche. Les salaires sont réduits à leur plus simple expression : 1 fr. 75 par jour pour les hommes, 1 fr. 10 à 1 fr. 50 pour les femmes et 0 fr. 70 pour les jeunes gens. Les amendes pleuvent dru et viennent encore diminuer ces maigres salaires.

Mais tout a une fin, et tout le personnel a quitté le travail. Voilà quarante jours que cela dure et la situation est très tendue. Deux compagnies de ligne et toute la gendarmerie des environs « protège » la propriété. Millerand n'aurait pas mieux fait. Les forêts des environs sont mises à contribution par les grévistes qui sont bien décidés à résister jusqu'au bout.

*
* *

J'ai reçu d'un camarade de très intéressants renseignements sur le procès qu'ont dû engager les ouvriers dit « auxiliaires » de la mine aux mineurs de Monthieux. 72 des travailleurs du début se posent en « actionnaires » et entendent partager seuls les bénéfices, au détriment de leurs camarades. C'est une illustration du but égoïste poursuivi par la plupart des coopérateurs. L'on débute par la petite subvention et l'on devient bien vite les exploiteurs de ses camarades de chaîne. J'exposerai la situation tout au long, car elle est pleine d'enseignements. Il est toujours utile de dire toute la vérité surtout lorsqu'elle n'est pas à l'avantage des travailleurs ; les sincères peuvent y puiser un enseignement pour l'avenir.

P. DELESALLE.

Suisse.

BERNE. — Un professeur de cette ville ayant traité, dans un discours à Nuremberg, la Suisse en province allemande, une centaine d'étudiants de Berne se réunirent le 23 juin à 10 heures du soir pour lui faire un charivari. Mais ils furent chargés par la police sabre au clair, et nombreux furent les blessés, mais tous légèrement. Plusieurs arrestations furent opérées et les récalcitrants emmenés, menottes au poignets, au poste. Le neveu du professeur a eu les reins cassés dans la bagarre; c'est le seul blessé sérieusement.

Voilà qui prouve surabondamment que la police ne vaut pas mieux dans les pays qui passent pour être des pays libres que dans les monarchies les plus absolues.

Le laquais de l'Allemagne a donné sa mesure en demandant à la police de massacrer le peuple suisse sous ses yeux.

GEO.

*
* *

Profitant de l'activité qui existe actuellement dans la corporation du bâtiment, les ouvriers de Bienne se sont empressés de demander une augmentation de leurs maigres salaires. Les exploiteurs discutaillèrent, puis, en définitive, refusèrent. Se sentant forts de leurs droits, tous les ouvriers du bâtiment se sont mis en grève.

Contrairement à ce qui s'était passé à Berne, il y a quelques années, travailleurs suisses et italiens, ces derniers en grand nombre, fraternisèrent malgré les petites perfidies de certains journaux qui, par des insinuations malveillantes, tentèrent de jeter la division parmi les travailleurs. Bien mieux, l'aide apportée par les ouvriers horlogers à leurs camarades du bâtiment a montré à la petite bourgeoisie suisse combien les idées de solidarité et d'internationalisme ont fait du progrès depuis quelques années.

Malgré l'attitude des grévistes qui fut on ne peu plus calme et pacifique, malgré que leurs prétentions ne dépassaient pas quelques améliorations immédiates, la municipalité « démocrate » prit un arrêté interdisant les attroupements sur la voie publique, et cette petite ville de 20 000 habitants où 300 ouvriers refusaient le travail, fut littéralement mise en état de siège.

Comme ce petit fait montre bien que les dirigeants, fussent-ils démocrates teintés de socialisme, sont partout les mêmes et toujours prêts à exécuter toutes les vilenies que la bourgeoisie capitaliste leur ordonne lorsqu'il s'agit de museler les prétentions ouvrières.

A. SCH.

Espagne.

JEREZ. — La brutale résistance des propriétaires agricoles, leur refus même d'examiner les conditions proposées d'un commun accord par les ouvriers, ont eu pour résultat la réunion d'un grand meeting de ces derniers, à Jerez, le 24 juin. Il n'y avait qu'un mot à dire, et il a été dit : grève générale.

Depuis, la propagande va son train, les meetings sont de plus en plus nombreux et la grève s'étend dans les provinces de Cadix et de Séville.

Naturellement, déploiements de police, envois de troupes, rien ne manque. Les patrons demandent des soldats, déclarant qu'ils préfèrent les payer eux-mêmes à n'importe quel prix et laisser perdre la moisson, que de céder. Et les journaux bourgeois de dire : Tout s'arrangerait aisément, si un élément de violence n'intervenait dans le conflit, les anarchistes.

Mais oui, heureusement, les anarchistes *sont* là, pour faire comprendre à l'ouvrier qui travaille 16 heures sous le soleil brûlant (pas par métaphore) pour un salaire de 60 centimes, qu'il serait honteux et illusoire de reprendre le travail avec la promesse d'être payé 75 centimes.

Les anarchistes disent que si on se mêle de lutter, il faut lutter pour quelque chose ; qu'à la cruauté froide des patrons on ne peut répondre que par la résistance à outrance, par la résistance en masse : ils font appel à tous les ouvriers d'Andalousie et d'Estramadure.

Terribles violences ! Tout de même, si l'on avait pris l'habitude de ces violences-là, la paix viendrait bientôt.

M. L.

Italie.

Un camarade étudiant nous écrit pour protester contre la correspondance Dabilti qui accuse tous les étudiants de défection. Le camarade cite nombre d'étudiants qui mènent le bon combat.

C'est le tort de généraliser ; cette partie de la correspondance en question nous avait échappé.

*
* *

Voici les faits qui se sont déroulés tout récemment dans le village de Stornara (province de Foggia), où un paysan a trouvé la mort.

Au siège de la Ligue de résistance (syndicat), bureau des paysans, le socialiste Demaio avait tenu une conférence sur les accords à prendre avec les propriétaires au sujet du tarif des salaires. Après la conférence, le socialiste Demaio et 200 paysans de la Ligue traversèrent les rues du village au chant de l'*Hymne des Travailleurs*. A un certain point, la troupe et les gardes municipaux intervinrent brutalement pour empêcher la marche pacifique des paysans. Une bagarre eut lieu. Demaio et plusieurs autres furent arrêtés. Alors les manifestants se rendirent à la municipalité pour protester auprès du maire. Celui-ci, qui, paraît-il, les attendait, aussitôt qu'il les vit à un angle de la place de la Maison municipale, ordonna à ses gardes et à la troupe de faire feu sur la foule. De nombreux coups partirent aussitôt. Beaucoup de paysans furent blessés plus ou moins grièvement ; l'un d'eux, Joseph Longo, fut tué.

Après la fusillade, la troupe et les policiers se jetèrent sur les manifestants et en arrêtèrent un grand nombre.

Ainsi l'*ordre* fut rétabli.

L'autorité a ouvert une enquête sur ce nouvel assassinat de la bourgeoisie pouillaise qui, ayant l'habitude de voir dans les paysans sa docile chair à exploiter, ne peut pas se persuader que, dans toute la Pouille, les *Cafoni*, considérés par elle jusqu'à ces derniers temps, comme des esclaves (1), osent exiger de leurs patrons des traitements plus humains.

Nous ne pouvons pas prévoir où ce conflit, qui dure depuis bien des mois, entre paysans et latifondistes aboutira, d'autant plus que ces derniers, pour provoquer une *scission parmi* les paysans, ont commis encore une infamie. Pour faire *pendant* à la Fédération des Ligues de résistance des paysans, MM. les propriétaires viennent de se constituer en Association de résistance aux *prétentions* des travailleurs des champs ; à cette Association ils ont annexé un bureau de placement pour les *scabs*. La police s'engage à soutenir ces derniers s'ils se présentent et à employer toute sorte de violence pour empêcher que les paysans inconscients ou traîtres soient approchés quand même par leurs camarades syndiqués.

Je vous tiendrai informés.

Allemagne.

Une très importante conférence internationale a eu lieu, l'autre semaine, à Stuttgart en Allemagne. Pour éviter à dame police s'en occuper, cette conférence avait été tenue secrète, ce qui n'a pas empêché douze nations d'y envoyer un délégué. Ces nations étaient : l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la Bohême, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, la Hollande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

Cette conférence était exclusivement ouvrière ; seuls des délégués d'organisations syndicales y ont pris part.

Il a été décidé la création d'un bureau international ouvrier, dont le siège a été provisoirement fixé à Berlin. Ce bureau est chargé de centraliser tous les documents relatifs à l'organisation ouvrière : nombre de syndicats par nation, effectifs, lois ouvrières, grèves, etc. ; etc., il devra faire traduire les principaux en trois langues et les adresser aux nations adhérentes.

Le bureau n'a aucun caractère exécutif, c'est un simple bureau de transmission, mais qui est appelé à rendre de très grands services aux travailleurs. L'étude comparative qui pourra ainsi être faite par les travailleurs eux-même des conflits économiques qui éclatent par dessus les frontières leur permettra de se rendre plus facilement compte que l'exploitation est partout la même et que les capitalistes usent des mêmes procédés sans soucis des barrières. En cela, la conférence de Stuttgart pourra faire faire un grand pas à l'internationalisme ouvrier.

Il a aussi été décidé qu'en cas de grève importante le bureau international ferait appel à la solidarité des travailleurs des autres pays qui ont adhéré à la conférence.

La prochaine conférence aura lieu en août 1903, en Angleterre.

P. D.

(1) Les lecteurs des *Temps Nouveaux* doivent certainement se rappeler que l'ami Roberto d'Angiò exposa, il y a longtemps déjà, les conditions misérables auxquelles les paysans sont soumis dans cette région : *plus de quinze heures de travail pour moins de quarante centimes par jour.*

VARIÉTÉS

L'exploitation des marins.

De tous les ouvriers, je crois, les marins sont les plus exploités. En mars 1892, je m'étais engagé à bord d'une barque suédoise : le *Sainte-Albertine*, qui devait aller d'Anvers (Belgique) à Bône, en Algérie. Avant de partir le capitaine avait demandé au bureau maritime le temps qu'il fallait d'ordinaire pour faire le trajet avec une barque à voiles ; on avait dit quinze à vingt jours, à condition d'avoir un très bon temps et pas d'accident ce qui n'arrive pas toujours. Le capitaine prit pour une vingtaine de jours de comestibles à bord, et nous partîmes ; mais au lieu de ne mettre que vingt jours, nous en mîmes cinquante-sept. On voit d'ici comment c'était la quatrième semaine : nous étions forcés d'attraper des tortues pour avoir quelque chose à manger, parce qu'il n'y avait plus rien à bord que quelques vieux biscuits moisis datant d'un ou deux voyages d'auparavant. Que le capitaine fît cela avec préméditation pour son profit, c'est assez prouvé par le fait que nous passâmes si près de Gibraltar que nous pouvions voir circuler les gens dans les rues. Pourquoi ne débarquait-il pas là pour acheter des comestibles? Mais non, on peut attraper assez de tortues, cela nous donnera une bonne nourriture. La viande des tortues, moi je ne peux la manger, même quand on la met vingt-quatre heures dans l'eau douce : cela devenait si ennuyant que même le premier pilote, qui était son fils, et qui était pour nous, voulait jeter son père dans la mer et l'aurait fait, si le second pilote et deux matelots ne l'avaient empêché.

Le capitaine venait tous les jours ivre sur le pont (ainsi, pour lui il y avait bien de la nourriture et du wisky aussi) et insultait tous les hommes. Le cinquante-septième jour, nous arrivâmes à Bône, presque *morts* de faim et de privations, la plupart des hommes désertèrent, ils ne voulaient plus rester à bord et quittèrent le bateau sans un centime de gain, et sans pouvoir rien réclamer, parce que le voyage n'était fait qu'à moitié et qu'ils étaient engagés jusqu'à Arkhangel où le bateau se rendait alors.

Je restai encore trois jours, l'idée m'était venue de demander quelques francs au capitaine pour acheter des vêtements, comme je lui disais, mais en réalité pour avoir de l'argent pour payer mon trajet jusqu'à Marseille. Mais je ne reçus rien, alors je vendis mes bottes et des habits à des dockers pour 14 francs, et je quittai également cette arche du père Noé. Le même jour, à 6 heures du soir, je partis pour Marseille avec le bateau à vapeur : *Bastia* ; je payai mon voyage 12 fr. 50. Avant de me rendre à ce bateau, je m'étais promené dans la ville où je voyais notre *bon* capitaine qui était certainement en train de nous chercher ; il vint droit à moi et me demanda si je voulais retourner à bord : je lui répondis que je le remerciais bien ; alors il alla à un policier qui était de garde là mais avant qu'il eût expliqué en suédois au Français ce qu'il voulait, j'étais déjà loin. J'aurais bien pu aller au policier pour dire quel voleur était notre capitaine, mais je suis matelot et je sais par expérience qu'un matelot contre un capitaine, c'est comme un soldat contre un général. L'Autorité a toujours raison : nous sommes de pauvres imbéciles qui ne veulent pas comprendre ça.

Le jour suivant, j'arrivai à Marseille sans un centime sur moi, avec un sac sur le dos dans lequel j'avais 17 pains que j'avais reçus à bord du *Bastia* de l'équipage et des passagers auxquels j'avais raconté que je devais encore aller à Anvers. La première chose que je fis en arrivant à Marseille, fut de me rendre chez le consul belge ; mais celui-

là me dit qu'il ne pouvait me rendre service, parce que je n'avais pas de papiers (j'avais été forcé de les laisser sur le *Sainte-Albertine*). Je ne crois pais disait-il, que vous êtes un Belge, quiconque voudrait aller en Belgique peut dire ça. Je réponds, qu'il voyait bien que je parlais flamand. Oui, dit-il, il y a beaucoup de Français qui parlent le flamand, et beaucoup de Flamands qui parlent le français. Alors, l'homme m'a certainement pris pour un Esquimau. Je pris alors mon sac de retour sur mon dos, je quittai le consulat, je me mis sur la route de Lyon, et après 42 jours de marche, de faim, de soif, de chaleur et de veille, j'arrivai à Anvers plus pauvre que je ne l'avais quitté quatre mois auparavant. Voilà comment on traite de pauvres marins.

ANTOINE MICHIELS.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Un camarade peut-il nous procurer les numéros suivants du *Père Peinard* : 9e année, nos 89, du 15 au 22 mai 1898; nos 85,5 au 22 juin 1898; no 97, 29 août au 3 septembre 1898; no 107, 6 au 13 novembre 1898.
De la 2e série, no 56, 15 au 21 novembre 1897.

∴

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Fête familiale en faveur du *Réveil de l'esclave*, dimanche 6 juillet, 8, rue Rondelet. — Concert à 1 h. 1/2. Entrée : 0 fr. 50.

∴

Réunion, tous les samedis, des camarades du Groupe de propagande par la parole et les écrits.
Samedi 5 juin, suite de la discussion sur la Solution de la Question sociale, de Maria et Cabossel.

∴

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 h. à 10 h. Prêt de livres.
Vente de brochures, livres, chansons, gravures, affiches ayant trait aux idées.
Dimanche 13 juillet, ballade de propagande à Bruxelles.

∴

Les camarades du XXe, des Lilas et de Bagnolet, sont informés que le camarade Humbert tient en vente, à la *Ligue de la Régénération humaine*, 27, rue de la Duée, XXe, toutes les brochures concernant le mouvement anarchiste (le dimanche, de 9 heures à midi).

∴

Bibliothèque de l'Ecole libertaire. — Réunion des adhérents, aux *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca, le dimanche 6 juillet, de 11 heures à midi. Cotisations et propositions.

∴

Les camarades de Pantin-Aubervilliers sont invités à assister à la réunion du samedi 5 juillet, salle Giot, à Aubervilliers, en vue de former un groupe d'Etudes sociales.
Urgence.

∴

Sommaire du numéro 15 de *Jean-Pierre* :
Le Rossignol, d'Andersen, ill. A. Creiche (à suivre).
Petits chapitres d'histoire, par Géo. Beig (à suivre).
Avis aux amis.
Conte nègre, par Didier, ill. Lange (fin).
Le Verre, par Ducharne (à suivre).
Légende roumaine, traduite par Mme Gutesmann, ill. Thomas (fin).
Devinettes.

∴

Le camarade Loquin, 9, rue Aubert, Epinal, voudrait se procurer *Patrie* et *Internationalisme*, de Hamon; en échange, il donnerait l'*Almanach de la Révolution*.

∴

Les camarades qui pourraient disposer du numéro 129 du *Père Peinard* (année 1899), sont priés de les adresser au *Père Peinard*, 15, rue Véron (Montmartre), Paris. Ils recevront, en échange, un almanach du *Père Peinard*, de l'année qu'ils désireront.

∴

NANTES. — Le Groupe libertaire de Nantes formant une bibliothèque, informe les camarades qui voudraient participer à cette fondation qu'une liste de souscription est ouverte en ce moment au siège du groupe, 12, place de Bretagne, au café de Bretagne. Les camarades qui voudraient envoyer des livres ou des journaux sont priés de les faire parvenir à la même adresse.
Réunion habituelle samedi soir, à 8 heures.

∴

ROUBAIX. — Comme les années précédentes, les camarades vont aller faire la propagande à la campagne.
Les 13 et 14 juillet sont choisis comme étant le meilleur moment; nous invitons donc les camarades qui ne seraient pas au courant de venir à la réunion du groupe le samedi 5 juillet, pour y prendre connaissance de l'heure du départ et du lieu où nous nous rendons.
Nous avons réimprimé le *Criminel*, de S. Faure, et le *Candidat*, paru dans les *Temps Nouveaux*, réunis sur la même feuille; nous les laissons à 5 francs le mille. Les camarades qui en désirent, écrire à Béranger, rue Paul-Bert, 38, Roubaix.

J. BÉRANGER.

∴

TROYES. — Allons, camarades, un peu d'énergie; que tous ceux qui veulent faire valoir leur idéal n'oublient pas de se rendre tous les samedis soirs, à 9 heures, chez M. Protat, buvette de la Poste, rue Charbonnet (en face la poste) où se réunissent déjà les camarades qui ont l'intention de former un groupe libertaire.

∴

SAINT-NICOLAS-DU-PORT. — Réunion des camarades le samedi soir, à 8 h. 1/2, café Bach, sur le port. Entente pour propagande syndicale libertaire.

∴

Marie Murjas fera prochainement une tournée de conférences, partant de Nîmes, à travers l'Est, l'Ouest et le Midi. Ceux qui voudraient participer à l'organisation de ces conférences, sont priés de lui écrire Chemin de Calvas, Nîmes (Gard).

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Un camarade vient de donner le deuxième volume de l'*Histoire socialiste* de Jaurès.

∴

Nous profitons de l'occasion pour faire un dernier appel à la conscience, s'ils en ont une, de ceux qui détiennent les 60 volumes manquants.

BIBLIOGRAPHIE

Appels aux dirigeants, par L. Tolstoï, traduction Halpérine-Kaminsky; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
De l'Education (pensées de L. Tolstoï), en russe; 1 broch., chez A. Tcherkoff, Christchurch, Hants (Angleterre).
Le Satyricon, de Pétrone, traduction de L. Tailhade; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
Le Livre des Mille et une Nuits, traduction Mardrus; tome XI, 7 fr., à la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.
Michel Bakunin à Karl Marx, traduction tchèque de la brochure de Dave, à *Noveho Kultia*, Olsany-Prague, 45.

A lire :
La Synthèse chimique des aliments, M. Berthelot, *Le Temps*, 26 juin.
Le numéro du 15 juin de l'*Idée libre* (26, rue des Minimes, Bruxelles), concernant les événements d'avril en Belgique.
Les Conseils de guerre et la Justice militaire, par Ch. Vallier, *Revue Blanche*, 1er juillet 1902.

EN VENTE A NOS BUREAUX

L'Education libertaire, par Domela Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul, franco 0.15
Enseignement bourgeois, enseignement libertaire, par J. Grave, couv. de Cross 0.15
La Colonisation, par J. Grave, couv. de Couturier 0.15
L'Organisation de la vindicte, appelée justice, par Kropotkine, couv. de Hénault 0.15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyon, couv. E. Daumont 0.15
Le Militarisme, par Domela Nieuwenhuis, couv. de Comin'ache 0.15
Patrie, Guerre, Caserne, par Ch. Albert, couv. de Agar 0.15
L'Election du maire, par Léonard, couv. de Vallotton 0.15
Le Tréteau électoral, par Léonard, couv. de Heidbrinck 0.15
La Grève des électeurs, par O. Mirbeau, couv. de Roubille 0.15
Si j'avais à parler aux électeurs, par J. Grave, couv. de Heidbrinck 0.15
L'Immoralité du mariage, Chaughi 0.15
La Panacée Révolution, par J. Grave, couv. de Mabel 0.15
Le Machinisme, par J. Grave, couv. de Luce 0.15
L'Education pacifique, par Girard. 0.15
L'Anarchie, par Malatesta 0.20
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais, franco 3.20

PETITE CORRESPONDANCE

Roberto. — Vous le voyez, nous avions déjà deux correspondances sur le même sujet.
Grenoble. — Nous ne faisons plus d'annonce de journaux sans les avoir vus.
D., à Jonzac. — Votre correspondance serait de nature à nous mettre sur les bras deux ou trois procès pour diffamation. Ce sont petites saletés journalières qui ne sont pas d'une importance telle. Les journaux locaux en ont-ils parlé?
Un camarade marseillais. — Merci pour les coupures; utiliserons pour le mieux.
G., rue d'Orchampt. — 3 et 3 font 6. La souscription est de 6 fr. 50.
C., rue Ramey. — L'erreur vient de moi. J'aurai oublié de marquer. Ça va bien.
Roubaix. — Nous ne pouvons plus donner la 1re année séparément.
O., Venzolasca. — Oui, bien reçu le volume. Merci pour l'adresse. Nous allons voir.
E. F., à Montbrison. — Pouvez-vous nous envoyer votre adresse pour vous répondre?
Reçu pour le journal : Groupe d'études d'Epinal, 2 fr. — B., à Annonay, 1 fr. — G., à Grenade, 1 fr. 05. — A. G., 0 fr. 50. — J. d'H., à Gand, 3 fr. — L. G., Nantes, 0 fr. 60. — E. D., à Bourg.-la-Reine, 2 fr. — Amiens, groupe de propagande par la parole et les écrits, 4 fr. — B., Genève, 100 fr. — Un camarade, 0 fr. 50. Liste de Montluçon : Soumet, 1 fr.; Dagois 2 fr.; L'homme libre, 1 fr.; Gérard, 1 fr.; Michaud, 2 fr.; Ensemble : 7 fr. — B., à Marseille, 3 fr. 50. — P., à Limoges, 1 fr. — A. G., 2 fr. — Liste d'Orléans : Anonyme, 0 fr. 50.; Legay. — 1 fr.; Collecte entre camarades, 0 fr. 90.; A. Page, 2 fr.; Ensemble, 4 fr. 40. — Total : 126 fr. 05. — Merci à tous.
C., à Marcilly — A., à Toulouse. — G., à Reims. — G., à Tobomsouk. — V., à Nimes. — P. G. à Senones. — P. L., à Paris — J. Y., à Rotterdam. — C., rue R. — V., à Persan. — G., à Paris E. R., à Scies. — G. rue Secrétan. — T. à Evry. — R., à Lille. — V., à Nimes. B., à Puget. — B., à Rennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 11 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 JUILLET 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS ET ABONNÉS

Nous avons des lecteurs répartis un peu dans les cinq parties du monde ; malgré cela, nous sommes souvent forcés de nous servir des renseignements des journaux bourgeois pour faire notre mouvement social, tandis qu'il serait facile d'en faire un intéressant si nos lecteurs voulaient nous envoyer les renseignements qu'ils peuvent récolter autour d'eux.

Nous ne leur demandons pas des choses littéraires. Des faits, surtout. Nous nous chargerions de les mettre sur pied.

Une autre chose qui pourrait nous servir, ce serait de nous envoyer les journaux locaux.

∴

Prière, à chaque renouvellement d'abonnement, de nous envoyer la dernière bande.

LA VÉRITÉ OBLIGATOIRE

Dans son numéro du 1er juin la *Revue Blanche* publie le résultat d'une enquête sur l'éducation. Entre autres questions celles-ci avaient été posées :

« Que pensez-vous de la liberté d'enseignement?

Faut-il selon vous, la restreindre, voire la supprimer, ou au contraire lui donner plus d'extension ?

Que pensez-vous de l'usage qui est fait du mot *liberté* dans cette question de l'enseignement? »

Les réponses sont venues nombreuses et diversement intéressantes, mais la plupart concluant au monopole d'État, non sans avoir constaté d'ailleurs amplement que l'Etat comme l'Eglise est un fichu éducateur. C'est à peine si quatre ou cinq sur ving-six ont osé se prononcer nettement pour la liberté. Encore certains de ceux-là affichent-ils, ce faisant, une sorte de dilettantisme indifférent.

« Je vous dirais, écrit M. Paul Adam, que je suis très respectueux de toutes les libertés; aussi aimerais-je voir donner à certains enfants une éducation *très catholique* aussi bien qu'à d'autres une éducation absolument *révolutionnaire*... »

Non, la seule chose à souhaiter est que tous les enfants reçoivent bientôt une éducation ni catholique, ni révolutionnaire, mais de vérité, de beauté et de force. Seulement il ne faut pas croire que ce soit par l'obligation, la contrainte et le monopole qu'on parviendra le mieux à ce résultat.

Il fallait s'attendre à voir rappeler, comme un argument décisif le mot de Victor Hugo aux promoteurs de la loi Falloux : « Ce n'est pas la liberté d'enseigner que vous réclamez, c'est la liberté de ne pas enseigner. » Mais le mauvais usage que certains font d'une chose ne prouva jamais que cette chose elle-même ne vaut rien. Il y a chaque jour des gens qui s'asphyxient au gaz d'éclairage et d'autres qui se rendent malades à force de boire du vin. Si l'on veut les avantages de la liberté, il est trop clair qu'il faut se résoudre d'avance à en accepter les inconvénients. C'est ce que dit fort bien Mme Marcelle Tinayre : « Puisque la liberté de l'enseignement paraît dangereuse à des gens mieux informés que moi, est-ce qu'il n'y a pas d'autres libertés non moins dangereuses, celle de la presse par exemple..... Et celle de l'ivrognerie ?.. Et celle de la prostitution?... Si l'on supprime toutes les libertés « dangereuses » que restera-t-il de la liberté?.... »

On n'a pas manqué non plus de ressortir un autre vieux thème : à savoir que l'Eglise ennemie systématique et séculaire de toute liberté n'y avait elle-même aucun droit. Fort bien. Le malheur est que, ce qui est défendu à Paul ne pouvant être permis à Pierre, retirer la liberté d'enseigner aux moins dignes c'est l'enlever du même coup aux plus dignes, à ceux qui pourraient en faire le meilleur usage.

Puis à quelles conséquences absurdes n'aboutirait-on pas s'il fallait appliquer en toutes choses cette exacte loi du talion. « Tu as tué, disent les partisans de la peine de mort, tu n'as plus droit à la vie. » Et l'on se moque d'eux. Pourquoi dirait-on mieux : « Tu n'as aucun respect pour la liberté, tu ne dois pas être libre » ?

Enfin est-ce pour la convenance des jésuites et non pas plutôt pour notre dignité à nous autres laïques que nous devons rester fidèles, ici comme en toutes choses, envers et contre tous, au grand principe de liberté? quand il s'agit de diffuser un nouvel idéal, de propager une conception meilleure de la vie, la supériorité intellectuelle et morale des hommes nouveaux n'est-elle pas toujours un facteur de propagande d'une haute importance? Que de gens sont venus au socialisme après s'être aperçus que les socialistes n'étaient ni des imbéciles ni des canailles comme on le leur avait dit. Or voyez la belle attitude pour des hommes qui reprochent aux cléricaux leur intolérance classique et leur légendaire fanatisme, pour des hommes qui proclament et veulent prouver la supériorité de l'esprit laïque sur l'esprit religieux : A peine sont-ils les maîtres et les voilà en train d'imposer leur idéal à ceux qui ne sont plus assez forts pour imposer le leur. Où est la différence? demandera-t-on.

Ici, répond M. le Dantec : nous sommes la vérité, ils sont l'erreur. « Il y a des vérités *acquises*, il y a des choses dont l'erreur est *reconnue*. Il faut interdire l'enseignement de l'erreur et rendre obligatoire celui de la vérité. » Ce sont là de terribles paroles et qui ne me semblent pas d'un savant. Tout au plus les trouverait-on naturelles dans la bouche d'un capitaine de gendarmerie, devenu par aventure, ministre de l'Instruction publique. Où commence l'erreur, où finit la vérité? Qui est-ce qui sera chargé de décréter ce qu'il faut enseigner et ce qu'il ne faut pas enseigner sous peine d'amende? Si la certitude scientifique devait être jamais considérée comme une justification suffisante du pouvoir politique, on pourrait s'attendre à en voir de belles! Car il y a des chances pour que les détenteurs d'une vérité démontrée soient, au pouvoir, plus inexorables encore que ceux qui agiraient au nom d'une vérité simplement révélée.

Il se comprend du reste qu'on ait, pendant des siècles, rendu l'enseignement de l'erreur obligatoire. Je n'arrive pas à me figurer qu'on puisse jamais songer à faire le contraire. La vérité porte en elle la certitude de vaincre. Même à son aurore, elle est déjà le triomphe, triomphe anticipé, non encore complètement réalisé, mais connu d'avance par une élite. Son signe le plus certain, le plus précieux est qu'elle s'impose d'elle-même. Si bien que ceux qui parlent en son nom sont dispensés de l'affreux geste autoritaire. Ne lui enlevons pas ce signe. *Propageons-la* de toutes nos forces, certes, mais ne nous mettons pas en tête de l'*imposer*.

Somme toute, l'opinion la plus sensée exprimée dans cette enquête est celle du peintre Eugène Carrière. Elle contient en outre de quoi répondre à ceux qui croient que l'on ne peut rester fidèle à la liberté d'enseignement sans être la dupe d'un attachement chevaleresque aux grands principes et sans sacrifier les nécessités de l'évolution.

« Zola, dit Eugène Carrière, vous a déclaré que comme philosophe, il était partisan de la liberté, mais que, homme social, il souhaitait ardemment la suppression absolue de tout enseignement chrétien. Je ne saurais être de son avis. Je n'admets pas un tel opportunisme.

« La vérité philosophique doit pouvoir s'appliquer à tout le monde; je me refuse à la considérer comme une abstraction dont, seuls, peuvent jouir ceux qui possèdent une bibliothèque. Je suis donc pour la liberté la plus grande, dût-on parfois en souffrir.

« La liberté de la pensée n'existe pas sans la faculté de l'exprimer et de la répandre. Ce qui est vrai philosophiquement est vrai socialement. Notre intérêt n'est jamais en désaccord *réel* avec la vérité. »

Voilà vraiment de fortes pensées. La formule de la fin surtout est heureuse. Non, *notre intérêt n'est jamais en désaccord réel avec la vérité*. Ici, pas plus qu'ailleurs et j'essayerai de le montrer dans un prochain article.

CHARLES ALBERT.

S'inspirant de ma note en tête de notre N° 9, le *Figaro* du 29 juin publie l'entrefilet ému suivant :

L'anarchie est dans le marasme. Nous en trouvons la preuve dans le journal libertaire... officiel, si l'on peut dire, l'organe de M. Jean Grave, les *Temps Nouveaux*.

Une note concise, désolée, brutale annonce la définitive catastrophe dans le numéro paru ce matin :

« Nous ne pourons donner de supplément cette semaine. Si la situation ne s'améliore pas, il se pourrait que le journal ne paraisse pas du tout la semaine prochaine. »

Et le journal libertaire vivait, presque prospère, depuis des années et des années, sous des titres qui furent — avant les *Temps Nouveaux* — le *Révolté* et la *Révolte*.

Décidément, rien ne va plus!

Son émotion s'est communiquée au *Progrès de Saône-et-Loire* qui reproduit ledit entrefilet sans citer la source et aussi à la *Gironde* qui commente notre note.

Que ces bonnes gens sèchent leurs larmes, la situation n'a pas empiré, elle continue seulement à être la même. S'ils lisaient plus régulièrement les *Temps Nouveaux*, ma note avertissant d'une éclipse probable, n'aurait rien appris à ces cœurs trop sensibles. Ne pas paraître d'une semaine, ne signifie nullement disparaître pour toujours. Notre canard a la vie assez dure pour résister à une semaine d'inanition. Qu'ils se rassurent!

J. G.

MOUCHARDS

Il y a six mois, écœuré des orgies et des obscénités auxquelles se livrent publiquement chaque année les conscrits, j'écrivis ici un article intitulé : « Au fumier le Drapeau! » Constatant que les conscrits, en ces soulographies patriotiques, traînent à plaisir dans le *fumier* le drapeau qu'ils trimbalent par les rues, je les engageais à poursuivre leur œuvre humanitaire afin que ce drapeau qui est l'emblème des haines et des tueries internationales devînt un jour pour tous un objet de répulsion.

Personne ne songeait plus à cet article, quand tout à coup l'*Autorité* et après elle plusieurs autres feuilles clérico-patriotardes telles que le *Peuple français*, la *Délivrance* (?) etc., ont senti la Patrie menacée. Elles me signalent aux foudres gouvernementales et réclament ma tête ou à peu près.

La raison de cette indignation tardive?... A toute religion, il fallut de tout temps des sacrifices et des victimes. Le spectacle des souffrances et des agonies entre dans le programme des réjouissances liturgiques. Ces doux apôtres du sabre et du goupillon poursuivent la tradition. La libération récente de Tailhade, emprisonné à leur instigation, les laissait sans proie. Il leur en faut une autre. Vite! Qu'on se hâte! Les bêtes ont faim!...

Trop tard, mes bons amis! L'article est paru depuis plus de trois mois, il y a prescription. C'est embêtant, je le sais. Mais, dame! Vous aimez les lois et vous en voulez. Il faut bien vous résigner à ce que parfois elles profitent à vos ennemis. Allez, décommandez la fête. A une autre fois la danse du scalp!

Comme consolation laissez-moi toutefois vous adresser mes félicitations pour le joli métier que vous faites. Mouchards amateurs, zélés pourvoyeurs de prisons, semeurs de haines et fauteurs de massacres internationaux, vous êtes complets. A notre époque orientée vers la vérité scientifique, vous offrez à l'analyse du sociologue la représentation la plus heureusement conservée du cannibale des âges primitifs.

S'il vous était possible d'être de bonne foi, je vous demanderais, à vous qui nous appelez scélérats sans-patrie, lequel est le plus scélérat, l'homme qui ne songe qu'à pousser ses semblables à s'entre-tuer et à couvrir le monde de ruines, ou celui qui au nom de la raison et du sentiment proteste contre ces abominables tueries et rêve de les voir abolir un jour en en propageant l'horreur.

Oui, certes, tant que le drapeau restera le symbole des antagonismes, des divisions, des haines entre peuples, aboutissant à de périodiques carnages, il nous sera impossible, il sera impossible à tout homme humain d'avoir à son égard d'autres sentiments que des sentiments d'aversion.

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

Parmi les défenseurs, au Sénat, de la loi de réduction du service militaire à deux ans, il y a M. de Freycinet, républicain, ancien ministre, membre de l'Académie française. Comment ce remarquable écrivain, ce littérateur talentueux, cet illustre penseur est-il entré à l'Académie? Une lettre du boucher de 71, Galliffet, nous l'apprend. Le républicain Freycinet est entré à l'Académie en sollicitant l'appui du duc d'Aumale, et cet appui ne lui fut accordé qu'à la condition qu'il travaillerait à rappeler les princes d'exil, à protéger les moines et à faire triompher les idées militaires du duc d'Aumale, idées qui n'avaient qu'un lointain rapport avec le service de deux ans.

Le républicain Freycinet ne se serait pas positivement engagé au sujet des princes et des moines, du moins c'est lui qui le dit. Il s'en tira sans doute au moyen de très vagues promesses, comme ont accoutumé de le faire tous les politiciens, en pareil cas. Mais en ce qui concerne l'armée, le républicain Freycinet fit répondre au prince académicien qu'il partageait entièrement ses idées là-dessus. Sur quoi il fut élu de l'Académie par tout le parti des ducs.

Et c'est pourquoi, outré de le voir aujourd'hui renier sa parole et défendre le service de deux ans, Galliffet, boucher de 71, qui servit d'intermédiaire entre les deux marchandeurs, mange le morceau.

Quand M. de Freycinet est-il sincère? Lorsqu'il fait tenir des messages réactionnaires aux ducs ou lorsqu'il tient au Sénat le crachoir démocratique? Il est probable qu'il ne le sait pas lui-même : il tourne où le vent de l'intérêt, de l'ambition ou des partis le fait tourner.

Oh! la franchise, oh! la loyauté des hommes politiques...

⁂

Le *Petit Méridional* raconte le cas d'une femme qui fut condamnée, pour insulte aux agents, à deux jours de prison avec sursis, c'est-à-dire qui était considérée par les juges eux-mêmes comme presque pas punissable, et qui avait fait cinquante-trois jours de prison préventive.

Ainsi l'on commence par vous garder deux mois en prison, puis on vous dit : « Ce que vous avez commis vaut tout juste deux jours de prison, et encore nous vous dispensons de les faire. Allez et remerciez-nous. » Et les deux mois déjà faits? Est-ce que ça compte pour du beurre? Priver quelqu'un de sa liberté injustement pendant deux mois, c'est de la part d'un magistrat plus qu'un délit : un crime. Cette femme coupable d'un délit est condamnée à deux jours de prison; c'est bien. Maintenant il faut que les juges coupables de crime envers elle se jugent eux-mêmes et s'expédient au bagne. Ou bien alors il n'y a pas de justice, il n'y a qu'une caverne de brigands, et l'insurrection devient « le plus saint des devoirs ».

Cet état de choses s'expliquait au moyen âge. De nos jours, il ne s'explique plus. Que les juges réfléchissent à ceci : il faut que leur justice évolue ou qu'on la supprime; je ne crois pas qu'il y ait d'autre alternative. Nous ne demandons pas mieux que de voir leur justice évoluer, mais, pour l'amour de Dieu, qu'ils se dépêchent!

R. C.

⁂

RÉFORME SOCIALISTE. — Je cueille dans le journal *Le Socialiste* organe de P. O. F.!! qui rend compte des travaux municipaux de ses élus l'importante réforme suivante obtenue par l'un d'eux : « S'il n'a pu obtenir gain de cause au sujet de la subvention à la société de secours mutuels, s'il n'a pu empêcher l'imposition de nouveaux centimes additionnels, il a réussi d'autre part, — dégustez-moi ça — à faire voter un crédit supplémentaire pour les distributions de prix aux enfants des écoles ».

Pour une réforme, en voilà une, et il n'y a que ces diables d'anarchos pour ne pas en saisir toute la portée.

Et le P.O.F. représente l'extrême gauche du parti dit socialiste.

Tu parles, mon Père Morel! comme dirait l'autre.

⁂

ANGERS. — *Défense de manger*. Vendredi 4 juillet, pour se servir de l'expression des chats fourrés, comparaissait, devant le tribunal correctionnel, une malheureuse du nom de Jacquinot coupable d'avoir dérobé une montre. Cette pauvre femme a expliqué aux justiciards pourquoi elle avait accompli l'acte qu'on lui reprochait : « Je travaillais à la confection chez M. Laurenceau; là je gagnais de *douze à quinze sous* par jour; or je ne travaillais que cinq jours par semaine, j'avais faim, j'ai pris une montre chez un voisin et je l'ai mise au Mont-de-piété pour 3 francs afin d'acheter du pain. Je vous jure que, seule, la faim m'a poussé au vol. »

Les gros pansus qui représentent la *Justice* ne peuvent comprendre qu'on meure de faim avec 3 ou 3 fr. 50 par semaine; aussi la machine à juger a-t-elle condamné la pauvre exploitée à 3 mois de prison.

E. G.

⁂

AMIENS. — Dame police a tenu absolument à se rendre ridicule jusqu'au bout, et les camarades ont été poursuivis, non pour « déménagement champêtre », ce délit n'existant pas, mais, pour « tapage nocturne ». Et je doute fort que les deux jours de prison et l'amende octroyée à nos quatre camarades réhabilite cette autre prostituée qu'est la justice.

On en rira longtemps à Amiens et, certes, ce ne sont pas les anarchistes qui ont le vilain rôle dans cette amusante historiette.

P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — C'est, paraît-il, absolument définitif, 6.000 ouvriers des arsenaux sont renvoyés faute de travail. Les listes sont affichées et la plupart devront avoir quitté les usines le 1er août prochain. Des démarches auprès des pouvoirs publics ont eu lieu, les députés intéressés ont mis en branle, rien n'y a fait, la résolution est irrévocable. Le budget est en déficit, a répondu le ministre compétent; il faut faire des économies, et, comme il est impossible de sacrifier les gros budgétivores d'en haut, il est tout naturel de s'en prendre à ceux qui, au moins, donnaient pour vivre une somme de travail. L'armement national est, paraît-il, achevé, on n'a plus besoin de vous, travailleurs, crevez de faim si vous ne pouvez faire autrement. C'est bien là toute notre belle société capitaliste.

Mais il semble que cela ne veuille pas se passer aussi bien que l'on le désirerait en haut lieu. Déjà, l'on a promis à tous les ouvriers licenciés une prime de 100 francs. 600.000 francs ont été inscrits au budget à cette fin.

Mais cela ne suffit pas précisément, et dans plusieurs centres, à Saint-Etienne notamment, une vive agitation a lieu parmi les licenciés.

Certains d'entre eux ont, en effet, quinze et vingt ans et plus de présence à la manufacture. Depuis quinze et vingt ans, on leur a retenu pour une retraite et, au moment de la leur servir, on les met simplement à la porte, cela n'est pas compliqué, j'en conviens, mais à condition que les intéressés se laissent faire.

Déjà, les ouvriers congédiés se sont réunis, ont publié un manifeste dans lequel ils réclament, entre autre chose, le remboursement des sommes retenues pour les retraites.

De plus, si nos renseignements sont exacts, en cas de refus de la part du gouvernement, tous les renvoyés seraient invités à tenter une exode sur Paris. Et nous assisterons, sans doute, à ce spectacle peu banal de voir les fusils fabriqués par les sans-travail d'aujourd'hui se retourner contre eux et les empêcher d'avancer.

La situation, comme on le voit, semble vouloir se compliquer, aussi aurai-je sans doute l'occasion d'y revenir.

⁂

J'ai dit, à bien des reprises, combien les lois dites « ouvrières » se retournaient la plupart du temps contre les travailleurs au profit de qui elles sont censées être faites. Un camarade m'envoie, à ce sujet, l'intéressant renseignement suivant :

Il y a environ un mois, une quinzaine d'ouvriers de la maison G.... à Marseille, furent mis au repos faute d'ouvrage, et jugèrent à propos d'attaquer leur employeur en restitution du 1 0/0 qui leur était retenu illégalement pour l'assurance contre les accidents du travail.

En vertu de la nouvelle loi sur les accidents du travail — qui porte que les patrons ne doivent rien retenir sur les salaires — les patrons furent condamnés.

Ils remboursèrent donc à tous leurs ouvriers les sommes versées depuis le jour de la promulgation de ladite loi. Seulement le lundi suivant, les ouvriers, en arrivant à l'atelier, purent lire l'avis suivant ou à peu de chose près : « MM. les ouvriers sont prévenus qu'à partir de ce jour le prix de la journée de travail est diminué de 0fr. 25 ».

Quelques ouvriers protestèrent, mais les autres, dans la crainte d'être remplacés, reprirent le travail sans murmurer.

Et voilà comment les lois « ouvrières » protègent les travailleurs.

⁂

Autre exemple de la fumisterie que sont ces lois dites « ouvrières ». Cette fois, c'est la si fameuse loi Millerand sur la durée du travail et qui porte entre autres clauses que tous les travailleurs tombant sous le coup de la loi devront bénéficier d'un jour de repos hebdomadaire. Cela n'est pour ainsi dire pas appliqué du tout et le nouveau ministre du Commerce s'en est si bien rendu compte qu'il vient de signer un décret dit de « tolérance », c'est-à-dire qu'il n'y a pas lieu d'appliquer la loi dans un certain nombre d'industries.

Ce décret comprend, notamment, les travaux de maçonnerie et de couverture faits en chantier. En vertu de ces dérogations, les ouvriers de cette dernière industrie, alors même qu'il se trouverait parmi eux des *femmes ou des mineurs*, pourront être employés à ces travaux pendant une durée supérieure à la journée de dix heures et demie fixée par la loi du 30 mars 1900.

Les catégories nouvelles sont, en outre, les suivantes : maçons, couvreurs, travaux de gaineries, polissage, dorure, gravure, ciselage, guillochage, replanage en orfèvrerie, etc., etc.

Ajouté à d'autres décrets antérieurs du même genre, celui-ci fait qu'il ne reste plus rien sur le « repos hebdomadaire ».

Et alors, pourquoi une loi si on la trouve à ce point inapplicable qu'il faille autant d'exceptions. Je me le demande en vain.

P. Delesalle.

Espagne.

Andalousie. — *La Correspondencia de España*, journal bien timide et bien conservateur, consacre un long article, une nouvelle étude, après tant d'autres, à la situation du travailleur agricole en Andalousie. Ainsi, une fois de plus, la réalité est reconnue et décrite par la presse bourgeoise avec une telle force que si un journal anarchiste en avait fait autant, on l'aurait taxé d'exagération. Mais à quoi bon tout cela ? La situation est connue. Une seule chose importe : les conséquences qu'il faut en tirer.

Or le peuple d'Andalousie lui-même, ce peuple de *squelettes animés* (*esqueletos frescos*) n'a pas encore une vue nette des moyens de changer cette situation. S'il faut en croire la presse bourgeoise de Madrid — nous n'avons rien d'autre cette fois — le mouvement serait terminé.

D'après *El Liberal* du 5 juillet, le conflit aurait été terminé le 3 par un arrangement entre ouvriers et patrons, négocié par l'alcade. Les termes en seraient les suivants :

L'abolition du travail aux pièces aurait été repoussée. Tandis que le prix de la journée était auparavant de 1 peseta, plus la nourriture donnée par le patron à l'ouvrier, et le prix de l'arazanda (mesure de terrain) de 26 réaux (1 réal : 25 c.) (1), le prix de la journée, d'après l'arrangement récemment conclu, serait de 9 réaux ou 6 réaux plus la nourriture, et le prix de l'arazanda de 31 réaux. Les ouvriers demandaient 11 et 40, les patrons avaient offert 5 et 30.

⁂

Iglesias et Cie. — Une lettre envoyée par le président et le secrétaire du Conseil des Sociétés de résistance de Londres, W. B. Parker et Sam Maincuaring à nos camarades de *Tierra y Libertad*, confirme l'infamie commise par le parti socialiste au moment de la grève générale de Barcelone. Les *trade unions* dans un grand meeting à Trafalgar Square avaient voté des résolutions favorables aux grévistes catalans, et décidé de leur prêter leur appui matériel. Usant du titre, usurpé par le parti Iglesias, d'Union générale des travailleurs d'Espagne, le secrétaire de ce parti écrivit au secrétaire des *trade unions* que *la grève était finie et qu'il n'était plus besoin de secours*. Il surprit la bonne foi de nos camarades anglais et contribua ainsi dans une très forte mesure à l'échec du mouvement. Que doit-il penser de lui-même, cet homme ?

M. L.

(1) Il faut toujours tenir compte dans l'évaluation des salaires en Andalousie, de l'extrême cherté des vivres, à cause des droits d'octroi qui sont énormes.

Italie.

Rome, *29 juin 1902*. — Le compagnon Giovanni Gavilli, dont je vous ai parlé dernièrement, fut arrêté dans les premiers jours de juin, pour défaut de paiement d'une amende de 100 francs, à laquelle il fut condamné dernièrement pour délit de presse. Sa peine terminée, au lieu de le libérer à Milan, la police l'a retenu en prison sous prétexte de le rapatrier à Florence, sa ville natale, bien qu'il eût à Milan son domicile et ses occupations.

Le gouvernement ne pouvant supprimer le périodique anarchiste le *Grido della Folla*, par ses séquestrations a voulu changer de tactique. En effet, durant deux ou trois numéros, le journal des compagnons milanais parut sans encombre, mais en revanche c'était ses rédacteurs et administrateurs qui étaient détenus ou éloignés de Milan, où le gouvernement craint que la parole anarchiste finisse par réveiller la classe ouvrière, endormie par les soporifiques du socialisme parlementaire.

En attendant, le *Grido della Folla* continue à paraître.

⁂

Le compagnon Pietro Gori continue sa tournée de conférences si brillamment commencée. En outre, des conférences ayant trait à la géographie (où il ne manque pas de placer d'excellentes vérités libertaires), il fait chaque semaine des conférences de propagande anarchiste et révolutionnaire. Ces jours derniers il a parlé avec succès à Pisa, Viareggio, Carrara, Spezzia et Genova. Dans cette dernière ville, la conférence anarchiste a eu lieu au théâtre populaire. Une invitation était adressée aux adversaires (en l'espèce, social-démocrates) pour une discussion contradictoire.

Le public très nombreux a vivement applaudi, mais les adversaires ont gardé..... un religieux silence.

⁂

Ces jours derniers, ont eu lieu les élections administratives pour les communes et les provinces, les petits parlements qui ont pour présidents le maire ou le préfet.

Les radicaux, les républicains et les socialistes ont tenu à figurer en nombre à la foire électorale, promettant monts et merveilles. Bien qu'ils aient, dans certains endroits, remporté la victoire, ils comptaient néanmoins mieux réussir, et les échecs subis ont témoigné de nombreuses défections. Les anarchistes de leur côté ont fait une active campagne abstentionniste dans toute l'Italie, prenant la parole dans les réunions électorales, lançant des manifestes dans toute la péninsule, à Rome, Messine, Milano, Ancône, Pise et Viareggio, invitant le peuple à faire la grève des électeurs.

⁂

Les compagnons d'Ancône qui étaient incarcérés depuis la fin de septembre 1900, viennent enfin d'être remis en liberté. Parmi eux, le docteur Auguste Giardini, Alberico Angelozzi et Nicola Farinelli, condamnés pour associations de malfaiteurs, puisqu'ils reconnaissaient avoir fréquentés les groupes anarchistes, et surtout comme rédacteurs du journal l'*Agitazione* qui se publiait alors à Ancône.

A ces braves camarades nous souhaitons un bon retour sur le terrain de la lutte et de la propagande.

Catilina.

Russie.

Le précédent ministre de l'Instruction publique de Russie, l'adjudant général Wannowski avait élaboré un projet de réforme de l'enseignement primaire et secondaire ayant pour base la création d'un type unique d'école. L'unification des programmes devait rendre possible le passage d'un cours inférieur à un cours supérieur, et de là à l'Université, sans autre distinction que celle des succès scolaires, obtenus et du mérite positivement constaté. Sænger a remplacé Wannowski, et le projet de ce dernier a disparu avec lui. Le tsar, dans une lettre adressée au nouveau ministre de l'Instruction publique et publiée le 25 juin, définit les principes d'après lesquels l'enseignement doit, conformément à son désir arbitraire, être organisé ; d'abord le point principal est non pas de donner aux enfants des connaissances positives, mais de *faire leur éducation morale*, c'est-à-dire de leur inculquer la discipline salutaire et le respect et l'amour de l'empire et de l'empereur. Les écoles seront divisées en 3 catégories, bien séparées entre elles, par les programmes et le personnel enseignant. Il y aura une école élémentaire, une école moyenne, et une autre école moyenne préparatoire à l'Université : ce seront là 3 voies divergentes ; une fois engagé dans l'une, il sera impossible de passer dans l'autre, et, au bout de chacune d'elles le fidèle sujet de l'empereur se trouvera parqué dans une catégorie sociale bien définie.

C'est, en somme, l'application des mêmes principes qu'Alexandre Ier avait formulés en 1804.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, la lettre ne dit mot des réformes attendues. Le tsar demande seulement à l'administration des universités et aux professeurs de « prendre part avec cordialité et vigilance à la vie intellectuelle et morale de la jeunesse. » Aux étudiants il demande « le maintien de l'ordre. »

D'autre part, le *Morning Post* (Londres) dit avoir reçu de Pétersbourg la nouvelle qu'un décret impérial prescrit au clergé russe de « garder les communes des erreurs du socialisme et de prendre pour thème des prédications le droit divin, base du pouvoir absolu du tsar. »

C'est donc la réaction à toutes voiles.

En même temps, s'il faut en croire le *Daily Express* (Londres), conservant quelque souci de l'opinion, mais ayant, semble-t-il, de ses exigences et de la valeur de son jugement une idée assez piètre, le tsar annoncerait l'intention de faire lui-même une enquête sur la situation de son peuple, en consultant directement un certain nombre de gens de toute classe, qu'il inviterait à dévoiler franchement leur pensée ; il ferait même appeler des révolutionnaires exilés.

Si cette nouvelle est exacte, il n'y a là qu'un renouvellement de la tactique connue, celle que Nicolas II a lui-même appliquée déjà en se faisant l'initiateur de la conférence de la Haye. Ce père de la paix universelle a copieusement massacré les Chinois ; comme père du peuple russe, il vient de faire massacrer à Roskow, sur le Don (gouvernement de Jekaterinoslaw), *un grand nombre* (disent les dépêches *officielles*) d'ouvriers et de paysans, coupables de rébellion et d'émeute.

⁂

Le peuple ainsi insulté, exploité et massacré commence cependant à voir clair. Jusque dans les casernes de la garde impériale, la propagande révolutionnaire se poursuit ; les manifestes se répandent, malgré la rage des policiers impuissants ; l'*Européen* du 5 juillet nous apporte le texte d'un de ces documents ; il porte pour titre : « Soldats à leurs camarades soldats. » Nous y lisons, entre autres choses : « C'est par « ordre de Sa Majesté » que sont... édictés tous les codes. C'est donc au tsar qu'incombe la responsabilité entière de toutes nos souffrances, de tous les outrages que nous avons à endurer, de la mort qui guette chacun de nous. *Nous aurons à le juger.*

« Nous nous abusons : nous devons défendre non pas le tsar, mais bien le peuple contre le tsar ; non pas les riches, mais les ouvriers et les paysans contre les riches.

« Nous sommes la *force*, seulement nous la mettons au service des gredins. Faisons donc adhésion à la cause du peuple ; expliquons-nous les uns aux autres que nous sommes dupés et disons avec le peuple : « *A bas le tsar !* » Qu'il donne enfin la liberté au peuple ou qu'il descende de son trône. Conquérons la liberté pour tous. Et c'est nous qui serons la force si, d'un commun accord, nous refusons de tirer sur le peuple. Les ouvriers et les paysans sont avec nous et nous avons des balles et des baïonnettes en mains. »

Ceux qui ont rédigé ce manifeste, quel que soit le nom qu'ils se donnent ou qu'on leur donne, ont compris ce qu'est la lutte. Et quand ils feront la révolution, ils ne la feront pas à demi. Ils ne s'arrêteront pas aux formes mensongères dont le peuple de France paraît satisfait.

M. LANGLOIS.

Nouvelle-Calédonie

On nous écrit pour demander si le gouvernement a le droit de forcer un homme, fût-il anarchiste et forçat, d'aller habiter contre son gré chez des lépreux ?

Evidemment non.

Mais tout le monde sait que ceux qui appliquent les lois, ne sont pas tenus de les suivre eux-mêmes.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu trop tard pour le dernier numéro, une note où Louise Michel s'excuse auprès des amis de Nîmes, Alais et Bessèges. C'est par erreur que les conférences de ces localités avaient été annoncées comme faisant partie de cette première série, alors qu'elles ne devaient être faites qu'au commencement de la seconde.

∴

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 5 juillet. — G. Colomb, sous-directeur du Laboratoire de botanique à la Sorbonne : La mutualité chez les végétaux.

Mercredi 9. — Gustave Kahn : La Chanson populaire (avec audition par Mlle Créhange).

Jeudi 10. — Cours de diction par M. Lancy.

Vendredi 11. — Alteyrac : Cours élémentaire de physique (électricité).

∴

Quelques camarades ouvriers fondeurs viennent de former une petite association sur des bases vraiment communistes. Ils exposent pour quelques jours au musée Galliera quelques-unes des pièces fondues par eux, et qui, au point de vue métier, sont irréprochables. Ces camarades qui, sans secours extérieurs, ont déjà su faire de gros efforts, sont sur le point de réussir. Le camarade Wildé, 35, rue du Sergent-Bauchat, reçoit les commandes et communications. Il se fera un plaisir de fournir tous les renseignements techniques ou autres qui pourraient lui être demandés.

∴

*Bibliothèque communiste du XV*e, 38, rue de l'Eglise. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

∴

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion jeudi 17 juillet, à 8 h. 1/2, au syndicat de l'Ebénisterie, 57, rue de Charonne.

∴

ANGERS. — Le groupe des *Affamés* se réunira le dimanche 13 juillet à midi, à l'endroit convenu. Causerie par un camarade.

∴

MARSEILLE. — Dimanche 13 juillet, à 9 heures du soir, grande soirée familiale organisée par le groupe central des libertaires, dans la salle du 1er étage du Bar du Soleil, quai du Port.

N. B. — La soirée étant privée, un contrôle sera établi à la porte.

— Les camarades désireux de participer à l'agitation faite par le camarade E. Girault dans sa tournée de conférences sur la *Grève générale*, de se grouper et de continuer par le groupement l'œuvre révolutionnaire commencée par notre camarade, sont invités à se rendre à la réunion qui aura lieu le jeudi 17 courant, à 9 heures du soir, à la Taverne des Tonneaux, rue Poids de la Farine, salle du premier.

∴

TROYES. — Les camarades qui viennent de former un groupe de propagande, invitent tous leurs amis libertaires à assister aux réunions qui ont lieu tous les samedis soir chez M. Protot, buvette de la poste, 6, rue Charbonnet.

∴

POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE. — Si des camarades ou des organisations ouvrières de Montereau, Sens, Joigny, Nevers et Roanne veulent organiser l'agitation de la *Grève générale*, le camarade E. Girault est entièrement à leur disposition. Lui écrire de suite au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, car son itinéraire sera bientôt définitivement arrêté.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Psychologie de l'éducation, par G. Le Bon ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Les Unions d'employés de chemins de fer aux Etats-Unis, par E. Sautter, au *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Le Musée de Damoclès, par Léon Berchtold ; 1 broch., 0 fr. 60, imprimerie Bron, Genève.

La Philanthropie. — *Le conte sur le tsar*, brochures en russe 5 et 6 ; 0 fr. 10 chaque, chez Rosin, 35, Blythe Vale Catford, London, S.E.

A lire :

Pour l'Arménie, P. Quillard, *19e Cahier de la Quinzaine*.

Les métiers qui tuent, J. Lorrain ; *Journal*, 29 juin. — *Un Chaplin*, J. Lorrain ; *Journal*, 2 juillet.

A voir :

Notre-Dame de l'usine, dessins de Delannoy ; *Assiette au beurre*, n° 66.

LE PROJET D'ÉDITION

est enfin amené à achèvement. Le volume est à la brochure. Nous allons commencer dans quelques jours, l'envoi aux souscripteurs.

Le volume illustré de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann Paul, Jehannet, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger, est de 9 fr. en librairie ; pris dans nos bureaux, 7 fr. 50 ; par colis postal, 8 fr. 10.

L'édition de propagande, non illustrée, est de 3 fr. 50 en librairie, 2 fr. 50 dans nos bureaux, 3 fr. 10 par colis postal.

EN VENTE AU JOURNAL

Rapports qui devaient être présentés au congrès antiparlementaire interdit de 1900, couverture de L. C. Dissy ; franco 0 fr. 85.

Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais, préface de Descaves ; franco 3 fr. 20.

EN VENTE A NOS BUREAUX

Organisation, Initiative, Cohésion, par J. Grave, couverture de Signac, franco 0.15

La Morale anarchiste, par Kropotkine, couv. de Rysselberghe 0.15

En Période électorale, par Malatesta 0.15

Les Temps nouveaux, par Kropotkine, couv. de Pissaro 0.30

Marchand-Fashoda, par L. Guétant 0.15

Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff 0.30

Entre paysans, par Malatesta, couv. de Wuillaume 0.15

L'ordre par l'anarchie, par D. Saurin 0.30

Les crimes de Dieu, par S. Faure 0.20

La Peste religieuse, par Most 0.10

A M. Emile Zola, par Ch. Albert 0.10

Un procès en Russie, par L. Tolstoï 0.30

L'Humanisphère, par Déjacques 1.20

Les précurseurs de l'Internationale, par W. Tcherkesoff 1.20

L'Art et la Société, par Ch. Albert 0.20

Un peu de théorie, par Malatesta 0.15

L'Homme dans la Société présente et future 0.45

Rapports au congrès antiparlementaire, couv. de Dissy 0.85

Pourquoi nous sommes internationalistes, par les E. R. S. I. 0.20

La Grève générale, par les E. S. R. I. 0.25

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

L'Assassiné, par L. C. Dissy, franco 1.40

La Jeune Proie, par Lochard 1.40

Les Bienheureux, par Heidbrinck 1.40

Les Défricheurs, par Agar 1.40

Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque 1.40

Le Calvaire du mineur, par Couturier 1.40

Education chrétienne, par Roubille 1.40

Le Missionnaire, par Willaume 1.40

Cour de la rue Mouffetard, par Hénault 1.40

Vive la Russie! treize dessins de Heidbrinck 1.40

Il ne reste qu'un petit nombre de collections complètes de lithographies : tirage ordinaire, 75 fr. ; d'amateur, 150 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Paris. — Toute lettre non affranchie est refusée

M., à St-Nazaire. — Reçu lettre. Voyez réponse au camarade qui nous a envoyé des extraits de *Sous les Tilleuls*. — L'un d'eux a déjà été donné dans la *Révolte*.

J. P., St-G. — On ne peut pas juger d'un volume d'après quelques feuilles séparées. Je n'ai plus votre adresse.

A. G., à Liège. — Le volume a 460 pages environ. — Pour le second, ça sera selon la copie que j'aurais de prête.

B., à Boulogne. — Si chacun voulait en faire autant, le résultat serait magnifique. L'abonnement sera servi.

L., à Nantes. — La lettre ne contenait pas les 0 fr. 50 annoncés.

Reçu pour la brochure à distribuer : groupes d'études d'Epinal, 1 fr. — B., à Annonay, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 50. — Listes précédentes : 4 fr. — En caisse : 5 fr. 50.

Reçu pour la liberté d'opinion (détenus) : P., à Limoges, 0 fr. 50. — Un camarade de Bourges (pour Courtois), 0 fr. 50. — M., à Tours, 1 fr. — En tout : 2 fr. — Listes précédentes : 74 fr. 75. — En caisse 76 fr. 75.

Il a été envoyé au camarade Gav., arrêté au Père-Lachaise, 10 fr. ; en bouquins, à des camarades détenus, 17 fr. 60. Frais de poste : 0 fr. 25. — Reste en caisse : 48 fr. 90.

Reçu pour le journal : G., à Jonzac, 1 fr. 40. — Z., 5 fr. — M., à Tours, 1 fr. — B., à St-Vallier, 2 fr. — Sisteron, 0 fr. 50. Une jeune anarchiste 2 fr. — Un camarade, 1 fr. 25 — Bruxelles. A. H., à 5 fr. — Chalon 3 fr. 5 ; Billard. L., 1 fr. ; Guérin, 1 fr. 50 ; Bustois N., 1 fr. Bustois P., 1 fr. 50. Ensemble : 5 fr. — B., à l'Olivier, 1 fr. — B., à Paris, 3 fr. — Rouen : collecte entre camarades par E. G., 6 fr. — Un libertaire charollais, 0 fr. 50. — T. à Passy, 1 fr. 50 — P., à Somain, 1 fr. — Deux amis, 7 fr. — Anonyme, 1 fr. — H., à Châlons, 1 fr. 25. — M. M., à Nîmes, 1 fr. 50. — De Toulon (liste), par N., F., A., J., T., M., chacun 0 fr. 50. Ensemble : 3 fr. — Clermont (liste) par Anonyme, 0 fr. 25 ; J. D., 0 fr. 25 ; P. V., 0 fr. 25 ; G. L., 0 fr. 15 ; Un exilé, 0 fr. 25 ; Cornet, 0 fr. 60. Ensemble : 1 fr. 75. — Lyon, l'*Emancipation*, coopération des idées du 2e arr., 3 fr. — A., 20 fr. — A. M., à Anvers, 2 fr. — Merci à tous.

F., à Avallon. — L. B., à Jemeppes. — B., à Givonne. — F., à Jonzac. — S., à Dordrecht. — B., au Lac. — R., à Tarzout. — S., à Marseille. — Spezzia. — S., à Etampes. — L., à Cassel. — R. G., à Mâcon. — N., à Nîmes. — M. O. — R., à Fleurance. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 12 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 JUILLET 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LORIQUETS

Chaque année, la bourgeoisie républicaine ne craint pas de nous rappeler la date du 14 juillet 1789, et nous invite sans scrupule à célébrer l'anniversaire de la plus fameuse duperie dont jamais peut-être le peuple ait été victime de la part de ses meneurs. Ce jour-là, en effet, le peuple enthousiasmé des perspectives de liberté et d'égalité que la bourgeoisie faisait miroiter à ses yeux, décida par son intervention du succès de la Révolution. Pendant qu'au sein de l'Assemblée nationale, les trois ordres faisaient assaut de courtoisie et ne trouvaient à opposer aux préparatifs de massacre de la cour que des mots historiques et des attitudes théâtrales, le peuple. lui, comprit qu'il fallait agir. Sans tergiverser, sans prendre le mot d'ordre d'une assemblée qui, par la voix de son porte-parole Mirabeau, avouait redouter « l'impulsion terrible par laquelle un peuple enivré se précipite vers des excès dont la première idée l'eût fait frémir », le peuple s'armait et marchait sur la Bastille, ce symbole, à ses yeux, du despotisme et de l'arbitraire.

Cet acte eût été décisif si le peuple avait eu confiance en soi et s'il n'avait pas abandonné le soin de ses intérêts aux phraseurs des clubs et de l'assemblée. Mais, empli d'illusions, abusé par les protestations de générosité débitées avec emphase par les orateurs du tiers, il attendait. Maintes fois, il dut intervenir encore; et c'est lui qui, en maintes circonstances, par son attitude énergique et décidée, l'emporta sur les résistances de la cour, dont ne serait jamais venue à bout toute la phraséologie des assemblées. C'est avec des actes et non avec des fleurs de rhétorique que l'on fait une révolution.

Cependant la bourgeoisie s'attribue tout l'honneur de cette révolution. Nouvelle Jéricho, l'ancien régime fut, à l'entendre, renversé par les éclats de l'éloquence *foudroyante* de ses tribuns. Les métaphores de Mirabeau et les dilemmes de Sieyès auraient tout fait. Alors que chacun des évènements qui marquèrent les étapes successives de cette révolution fut l'œuvre exclusive du peuple, de cette foule anonyme pour qui la bourgeoisie affecte tant de dédain et dont elle ne manque pas, à toute occasion, de condamner les « funestes excès ».

C'est pourtant à ces « excès » qu'elle doit d'avoir pris la place de la noblesse et du clergé et de s'être intronisée dans leurs privilèges. La « nuit du 4 août » n'eût jamais eu lieu sans la jacquerie qui bouleversait les campagnes. C'est la peur et rien que la peur qui dicta cette renonciation. Et encore! ce « magnifique élan de générosité » fut un marché. Les nobles et le clergé ne proposèrent pas d'abandonner leurs privilèges, ils offrirent de les vendre. Ce n'est pas l'abolition des droits qui fut stipulée, mais leur rachat. De nos jours, le rachat des chemins de fer ou de tout autre monopole constituerait-il donc un acte de générosité de la part des bénéficiaires de ce monopole?

Les journées d'octobre, celles des 20 juin et 10 août 1792, poussaient les assemblées l'épée dans les reins. Ces deux dernières décidèrent de la proclamation de la république, dont les représentants n'eussent pas osé prendre la responsabilité. Et ainsi du reste. Chacun des actes décisifs de la Révolution ne fut obtenu qu'à la suite de soulèvements populaires. Les représentants ne marchaient qu'à regret, comme des chiens qu'on fouette. Alors qu'ils se perdaient en arguties juridiques, s'ingéniant à trouver à la situation des solutions légales, c'est le peuple qui les forçait à sortir de la légalité et à agir « révolutionnairement ».

Néanmoins, à entendre les historiens bourgeois, la Révolution fut l'œuvre des parlementaires. Prenant modèle sur Loriquet, ils dénaturent les faits à l'avantage de leur classe, et, déplaçant les mérites, ils la font figurer à la peine alors qu'elle ne fut le plus souvent qu'à l'honneur, recueillant et même accaparant à son profit exclusif les fruits de la victoire. Bien dignes de cette bourgeoisie dont l'esprit les pénètre, ils poussent l'inconscience jusqu'à déverser sans scrupule la calomnie sur ceux dont le dévouement fit la fortune de leur classe.

La révolution qui affranchit la bourgeoisie, la porta au pouvoir et la fit classe dirigeante, fut l'œuvre du peuple et malgré la bourgeoisie même. Les faits sont là qui le prouvent. A peine en possession de la force, la bourgeoisie se retourna contre le peuple et contre les vrais amis de celui-ci qui par leur énergie cherchaient à donner au nouvel état de choses toute sa portée, à le faire aboutir à ses conséquences logiques. La fusillade du 7 juillet 1791 en fut un prompt et indéniable témoignage. Les exécutions successives des hébertistes, des babouvistes, de tous ceux qui, prenant à la lettre les formules de liberté et d'égalité dont on faisait grand étalage, voulurent en *faire des réalités*, en font encore *foi*. Depuis lors, elle n'eut jamais d'autre procédé à l'égard de quiconque crut pouvoir prendre au sérieux ses déclamations philanthropiques. Persécutions, emprisonnements, fusillades sommaires, voilà comment la bourgeoisie comprend la sainte devise : Liberté, Égalité, Fraternité.

Elle se targue d'avoir affranchi le peuple, ses historiens le proclament et c'est ce qu'elle fait enseigner à nos enfants dans ses écoles. Elle n'affranchit jamais qu'elle-même et quand le peuple, prétendu libéré, voulut agir en peuple libre, c'est à coups de canon qu'elle le rappela à la soumission. Lyon (1831), Paris (1832, juin 1848), Aubin, La Ricamarie, Paris (1871), Fourmies, Chalon, la Martinique, la liste est fournie. En cent quinze ans de domination, la bourgeoisie dirigea plus souvent contre le peuple la bouche de ses canons que ne le fit en plusieurs siècles la monarchie. Sans préjudice des persécutions dirigées contre tout homme indépendant vouant sa vie au réel affranchissement de ses semblables.

Voilà comment s'écrit l'histoire.

Jouisseuse et cynique, la bourgeoisie, parvenue enfin à la satisfaction de ses appétits, déclare l'humanité heureuse et, pour la plus grande quiétude de sa jouissance, massacre les mécontents. Pensant mieux nous illusionner, elle veut nous étourdir par des fêtes, des réjouissances officielles, des défilés et des drapeaux. En un jour comme l'anniversaire de la prise de la Bastille, le jeu me paraît dangereux. Qu'elle médite en effet sur le sort qui fut fait ce jour-là au prévôt Flesselles. Un billet adressé par lui à de Launay et trouvé sur celui-ci, billet dans lequel il se vantait d'amuser par des cocardes le peuple qui lui réclamait des armes, lui valut d'avoir la tête coupée et promenée sur une pique. A sa place, un tel exemple me rendrait circonspect.

ANDRÉ GIRARD.

LA VÉRITÉ OBLIGATOIRE

(Suite)

Me servant de la bonne formule d'Eugène Carrière, dans sa réponse à la *Revue Blanche*, je disais, la semaine dernière, qu'en cette question de l'enseignement comme en tant d'autres, notre intérêt n'était pas en désaccord réel avec la vérité.

Quelle est donc cette vérité et quel est cet intérêt?

La vérité, cette vérité absolue, philosophique que certains comme Zola admettent si elle reste parquée dans le ciel des idées, mais refusent de lâcher sur la terre des réalités, à travers la vie sociale, c'est que chacun doit avoir le droit d'enseigner ce qui lui plaît, comme il lui plaît.

Notre intérêt, c'est que l'ancien esprit clérical fait d'insouciante soumission aux puissances, de crédulité stupide, de faiblesse morale et de paresse intellectuelle, fasse place le plus tôt possible à un esprit nouveau, de libre examen, de hardiesse et de curiosité intellectuelle, de confiance dans la vie, la réalité et l'effort, d'enthousiasme pour la nature et l'explication naturelle des choses.

Or, il est certain que l'éducation, l'enseignement, par le fond et *la forme*, le programme et la méthode, peut *faire* énormément pour ce résultat. Il est non moins certain que les écoles

cléricales font de leur mieux pour agir en sens contraire.

Mais pour conclure de là à la nécessité de fermer les dites écoles, il faudrait prouver que les lycées et collèges de l'Etat dispensent une éducation laïque parfaite, saturée du moins d'esprit laïque et que le seul obstacle à la diffusion de cet esprit dans la vie sociale, c'est le nombre des jeunes cléricaux mis chaque année en circulation par les maisons d'éducation religieuse.

Tout le monde sait bien qu'il n'en est pas ainsi, hélas! qu'il est loin d'en être ainsi. Jusqu'à présent l'Etat éducateur, l'Etat professeur n'a rien fait pour susciter chez l'enfant le moindre enthousiasme pour cette conception nouvelle de la vie et de la moralité qu'on peut appeler l'idéal laïque. En bon concurrent de la maison d'en face, il semble s'appliquer à dispenser un enseignement assez froid, assez neutre et assez mort pour que toutes les familles puissent, sans danger, lui confier leurs enfants. Aussi, collèges et lycées fabriquent-ils avant tout des êtres sans conviction, des petits bourgeois pas très différents de ceux qui viennent de chez les bons pères, de jeunes fonctionnaires déjà prudents, des petits messieurs à peu près indifférents à tout, sauf à gagner quelque place et à se pousser dans le monde. Si, par aventure, quelque maître plus hardi et plus conscient que les autres de ses obligations révèle aux jeunes hommes que le hasard a rassemblés autour de lui le sens de la vie moderne et tâche d'éveiller en leur âme le goût des grandes idées et des grandes besognes, tout cela se passe à l'insu de l'administration, aux risques et périls de l'imprudent professeur.

Si l'Etat actuel est animé, en matière d'enseignement, d'aussi pures intentions qu'il le déclare, ce n'est donc pas le travail qui lui manque et sa ligne de conduite est toute tracée. Qu'avant de regarder chez le voisin, il regarde chez lui. Qu'avant de faire cesser, comme insuffisant et dangereux, l'enseignement concurrent du prêtre, il commence par réformer jusqu'au fond l'enseignement, presque tout aussi insuffisant et dangereux, qu'il dispense lui-même dans ses propres établissements.

Il y a, pour procéder de la sorte, une excellente raison. On ne ruine pas une idée ancienne et rétrograde, une conception fausse en fermant, par force, la bouche de ses représentants; — à supposer que l'on y parvienne, ce dont pour mon compte je doute fort, toute loi se laissant si aisément enfreindre et tourner! On détruit une idée en suscitant à son encontre une nouvelle idée plus forte, plus saine, plus vraie, qui finit par terrasser et par dévorer l'autre. La conception laïque de la vie et du monde aurait une bien plus grande avance sur la conception cléricale si on avait su donner une forte empreinte laïque à l'éducation dispensée dans les établissements dits laïques. Chaque élève ou presque aurait pu devenir ainsi, dans la masse sociale, comme un ferment de l'idéal nouveau. N'est-il pas infiniment plus aisé, plus pratique d'agir sur les éléments que l'on tient déjà entre ses mains, au lieu de rêver la conquête des plus lointains et des plus rebelles? Faire à rebours, c'est lâcher la proie pour l'ombre. Et une telle maladresse ne peut que nous laisser fort sceptiques sur la sincérité de l'ardeur laïque chez nos bons républicains.

Un des correspondants de la *Revue Blanche* croit que les timidités et les concessions actuelles de l'Etat enseignant s'expliquent par la concurrence des maisons religieuses et qu'une fois supprimée ladite concurrence on verrait bientôt tout cela changer. A mon avis, c'est exactement le contraire. L'existence de l'école cléricale permet aujourd'hui à l'Etat, s'il y est vraiment résolu, toutes les audaces et toutes les franchises. Car l'Etat peut dire en toute sécurité, sans crainte de blesser nulle conviction : « Voici ce que j'enseigne et comment j'enseigne. Si vous n'êtes pas contents de moi, allez en face. » Je suppose maintenant tout enseignement libre aboli, l'Etat devenu seul éducateur, et j'entends déjà cette phrase : « Aujourd'hui plus que jamais, nos professeurs sont tenus à une grande modération, à la plus stricte neutralité en matière philosophique et religieuse, car toutes les familles nous confient maintenant leurs enfants et il importe de ne pas blesser des croyances respectables. »

Il n'y a qu'un moyen de combattre les nuisances de l'enseignement clérical, c'est de créer, d'organiser contre lui, l'enseignement laïque, puisque ce n'est un mystère pour personne que celui-ci n'existe que de nom. Tant que cela n'est pas fait, ne nous laissons pas détourner vers autre chose. Ce serait une duperie.

En face de chaque problème social il y a des solutions fausses, inefficaces comme des bourdonnements de mouche inutile, d'autres sûres et certaines. On pourrait appeler les unes négatives et les autres positives. Or, les gouvernants ont toujours une disposition marquée pour ces solutions négatives qui, tout en ne changeant pas beaucoup le cours des choses, masquent leur mauvaise volonté pour toute réforme un peu décisive et détournent nos idées de la vraie besogne à faire. Quand il faudrait faire la séparation de l'Eglise et de l'Etat, seule efficace, on nous joue la comédie de la loi sur les associations. Ici la solution négative consiste à supprimer l'enseignement libre, la solution positive à réformer profondément, à rendre vraiment laïque l'enseignement qui porte ce nom sans le mériter. Des hommes clairvoyants ne devraient pas permettre qu'on substitue l'un de ces buts à l'autre.

Nous avions donc raison de dire que la liberté d'enseignement n'est pas le moins du monde incompatible avec nos intérêts. Il faut encore ajouter qu'il est même de notre intérêt le plus strict que cette liberté soit respectée.

Car de deux choses l'une :

Ou l'Etat est sincère quand il nous dit vouloir former dans ses écoles des hommes nouveaux, vraiment dégagés des croyances ancestrales, et il a bien autre chose à faire alors que de fermer des collèges de jésuites.

Ou bien, comme je le croirais plutôt, l'Etat nous leurre, il ne veut ni ne peut mieux faire que ce qu'il fait aujourd'hui. C'est alors à l'initiative privée qu'il appartient de montrer ce que doit être l'éducation véritable, c'est-à-dire libérée de tout dogme d'Eglise ou d'Etat et ne visant d'autre but que le développement des individus. Mais, dans ce cas, la liberté d'enseignement n'est-elle pas indispensable?

Charles Albert.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

César Prenant vient d'être mis en liberté. Les docteurs Jouffroy, Brouardel et Raymond, commis à l'examen de son état mental, l'ont déclaré sain d'esprit. C'est très bien. Mais il est remarquable que cette réparation n'est venue qu'à la suite d'une assez longue campagne de presse et de réunions. On en conclut qu'à défaut de cette campagne, Prenant, sain d'esprit, serait resté enfermé dans la cage de fer, avec les fous, jusqu'à sa mort.

Il est resté enfermé six ans; c'est déjà beaucoup trop. Séquestrer un individu non dangereux, même rien que quelques heures, c'est un crime; plusieurs années, c'est un crime énorme. Vivant dans une société basée sur la sanction pénale, quelle sera la sanction de ce forfait? Nulle. Parce qu'il a été commis par des gens détenteurs d'autorité, et que ces gens-là, quoi qu'ils fassent, sont — sous le régime de la loi égale pour tous — presque toujours hors d'atteinte.

Dans le cas présent, leur défense est bien simple; lle consistera à dire que Prenant n'est plus fou, parce qu'il est guéri, mais qu'il était fou quand ils l'ont enfermé. Et qui prouvera le contraire?

Et puis, châtier, nous savons que cela ne sert de rien. L'injustice ne se répare pas, malheureusement. Il ne fallait pas qu'elle fût faite. Une fois faite, il ne faut pas qu'il s'en fasse d'autres. Cela ne dépend pas uniquement de nous, mais cela dépend en partie de chacun de nous. Les détenteurs d'autorité ne peuvent nuire, que parce qu'un nombre considérable de gens croient à leur autorité. Nous devons donc faire en sorte que le nombre des croyants à l'autorité diminue un peu chaque jour.

⁂

Vers la fin du mois dernier, un maréchal des logis d'artillerie coloniale, Miller, traversait la cour de sa caserne, à Brest, pendant que son collègue Desjardins faisait l'instruction des réservistes de la compagnie d'ouvriers. Miller entendit Desjardins traiter ceux-ci d'une façon tellement révoltante, qu'il ne put s'empêcher de protester et d'engager les réservistes à ne pas se laisser injurier ainsi. Séance tenante, le maréchal des logis Desjardins fit un rapport, et Miller fut cité devant un conseil de guerre pour excitation des soldats à la révolte.

Le maréchal des logis Miller, sachant d'avance le verdict du conseil de guerre, sûr d'être envoyé aux compagnies de discipline pour s'être conduit en homme juste, et désespéré, s'est tué en se tirant une balle dans la tête.

Un officier a menacé les réservistes des peines les plus graves s'ils parlaient de cette affaire. Et Desjardins, triomphant, continue à insulter « ses hommes », c'est-à-dire à les exciter à la révolte, encore mieux que l'honnête Miller.

Mais la révolte est chose rare.

R. C.

⁂

Jonzac. — Un camarade nous envoie un entrefilet de la *Voix de Jonzac* et quelques renseignements complémentaires touchant un point de morale religieuse.

L'abbé Gâtineau dirigeait, à Jonzac, l'institution catholique Saint-Louis de Montfort, fréquentée par les enfants des familles bien pensantes de la ville et même des environs.

Or, certains élèves se plaignirent à leurs parents de l'étrange éducation que leur donnait l'abbé, et quelques-uns même quittèrent l'école. Les parents, qui préféraient voir pourrir leur progéniture que risquer de faire du tort à leur religion, s'en furent prendre conseil du curé de la paroisse. Et pendant ce temps, l'abbé éducateur prenait la poudre d'escampette.

Quelques jours après, le parquet lançait un mandat d'arrêt, pour faits graves d'immoralité, avec photographie de l'inculpé, contre le saint homme; et, par ordre de l'autorité académique, les élèves du collège Saint-Louis furent licenciés.

C'est la deuxième fois, en moins de dix ans, qu'un directeur ou un ancien directeur de cet établissement secondaire est incriminé d'attentats à la pudeur.

Notre correspondant ajoute qu'à Mirembeau, commune proche de Jonzac, un des élèves qui avait été retiré parce que malade, a été enterré l'autre semaine. Dans son délire, il ne faisait que parler de l'abbé Gâtineau. Un deuxième de la même commune serait très mal.

⁂

Ivry. — Depuis deux mois nous soutenons une grève sans qu'aucun d'entre nous faiblisse. Mais un fait que je tiens à vous signaler, c'est que, l'autre jour, les policiers ont voulu mettre leurs sales pattes sur un des nôtres et n'ont pu arrêter que le frère du copain qui passait justement à ce moment et qui, voulant délivrer son frère, se vit arrêter avec l'aide d'un policier amateur qui travaille au bagne Lemoine, à Ivry. Aussi les copains lui en ont fait voir de belles; ils lui ont remis sous enveloppe une lettre de remerciements avec une médaille.

⁂

Saint-Etienne. — Aujourd'hui, 13 juillet, avait lieu la pose de la première pierre de la Bourse du Travail que fait édifier la municipalité de Saint-Etienne,

cours Victor-Hugo. Une section de pompiers, tambours et clairons en tête, alla chercher le drapeau rouge à la Bourse du Travail actuelle, qui se trouve place Marengo. Le maire et quelques conseillers, tous socialistes, firent sonner au drapeau, tous mirent chapeau bas à cette sonnerie et le cortège se mit en marche pour la pose de la première pierre. L'œuvre accomplie, chacun partit de son côté.

Deux pompiers, se trouvant à passer devant un officier d'infanterie, se mirent à crier : « A bas l'Armée ! » L'officier requit un agent en lui donnant l'ordre d'arrêter ces deux pompiers; d'autres qui se trouvaient sur le passage entourèrent l'agent de ville, en levant la crosse en l'air et invectivèrent l'agent qui fut obligé de s'en aller tout benêt; quant à l'officier, il était parti.

Roumanie.

Au milieu de la misérable crise morale que traversent les esprits de notre pays, la *Revista Ideei* du camarade P. Musoi, depuis environ deux années, répand des écrits divers, traduits d'auteurs libertaires et de quelques camarades locaux. Mais le gouvernement ne veut pas voir exister une source de lumière qui, avec le temps, pourrait éveiller les paysans à la vie. En conséquence, défense est faite à la susdite revue de pénétrer à la campagne, et sont saisis régulièrement à la poste tous les numéros portant des adresses de villages. En même temps, le petit volume *Traditii* (les opprimés), qui contient des nouvelles au sujet de la vie misérable du paysan roumain, est poursuivi par le parquet. Et cependant, notre pays a une constitution qui garantit (?) la liberté des opinions et la libre discussion. Or, comme partout, les lois ne sont que des masques qui servent à duper les naïfs qui croient encore à la bonne volonté des gouvernants.

J. N.

Etats-Unis.

Philadelphie. — Les ouvriers des ateliers Brill (constructeurs de voitures) se sont mis en grève, au nombre de 1.100; 400 d'entre eux gagnent, par an et par personne, plus de 3.000 dollars ; les autres sont moins favorisés, mais aucun ne gagne moins de 1.200 dollars. Ils ne demandent pas d'augmentation de salaire ni de diminution des heures de travail : ils veulent que leur syndicat soit reconnu et que 23 ouvriers, congédiés pour s'être mis à la tête du mouvement gréviste, soient repris.

Brésil.

Sâo-Paulo, le 16 juin. — On ne peut pas voir de si près les fruits de notre propagande; mais on peut dire que ça marche, malgré la stupide question d'argent... Nous avons reçu déjà les compliments de Madame la Police, qui a suspendu un spectacle organisé au profit de la propagande par la brochure en langue portugaise, et arrêté trois camarades. Un des agents a sorti une espèce de yatagan, qu'il portait sous son habit, le sabre ne lui suffisant pas; au poste, il a dit ne pas être satisfait, n'ayant pu frapper personne... Ayons pitié de cette douleur sympathique : il n'a pas frappé, le malheureux! Et, encore une fois, répétons le mot d'About : « Je vois bien qu'il y a des gendarmes pour me préserver des bandits, mais qui est-ce qui me préservera des gendarmes? » Il faut peut-être nous préserver nous-mêmes... Mais... ça marche.

A Rio-de-Janeiro, des bagarres ont eu lieu à cause de l'accaparement du bœuf; des morts et des blessés s'en sont suivis. Dans le tout il y a eu, dit-on, des tripotages politiques. Cela se peut; mais il faut enregistrer cette note tout à fait sympathique : le peuple, dans l'assaut aux boucheries et aux voitures chargées de viande, faisait la *distribution* de la prise, fraternellement. Voilà un *commencement* d'expropriation; quand viendra-t-elle, en *gros*?...

Deux membres du Congrès socialiste parlementaire, tenu à Sâo-Paulo pendant ces événements (les 29, 30, 31 mai et 1er juin), ont trouvé que le peuple de Rio réclamait ses droits avec des moyens inefficaces par... sa violence. Alors, un autre congressiste se hâta de corriger : « par sa désorganisation ».

Ces messieurs, presque tous représentants de l'Etat de Sâo-Paulo, où la colonie italienne est plus nombreuse, ont comblé leurs quotidiens pour dire qu'au Congrès socialiste brésilien ne prendraient part que ceux qui veulent la « conquête des pouvoirs publics », ils ont admis parmi eux un socialiste protestant. Quelques-uns des délégués de ce congrès de « socialistes scientifiques » (scientifiques, pourquoi pas? ils l'ont répété sans cesse) ont protesté contre la profession de foi de ce chrétien, faite en plein congrès, avec promesse d'y amener nombre de croyants, à condition que la question de croyances religieuses serait mise de côté; mais on finit par se mettre d'accord sur la liberté qu'aurait chacun de garder sa croyance personnelle... Après quoi, M. le socialiste chrétien, prêtre et prêcheur protestant, docteur en droit, s'est écrié, enthousiasmé : « Cela, c'est du socialisme scientifique! »

Ces socialistes — toujours « scientifiques », cela va sans dire — tout en manifestant leur peu de confiance dans la lutte électorale (sauf un bourgeois qui n'aimait pas à entendre parler de révolution), ont résolu de commencer tout de suite la naturalisation des étrangers, l'enrôlement des électeurs et la conquête... de ce que vous savez. Ils n'ont pas d'électeurs; mais, par contre, ils sont si pressés *d'arriver* — aux « pouvoirs publics » !

En outre, nous avons eu un joli petit échantillon de « justice » bourgeoise et d'esclavage moderne. Dans la *fazenda* d'un frère du président de la République, Campos Salles, le fils du propriétaire voulait séduire une des deux filles d'un colon italien, nommé Longaretti : il employait tous les moyens pour y parvenir. Un beau jour, le *fazendeiro*, prenant le parti de son enfant, le fouet à la main, intima au pauvre colon et à sa famille l'abandon immédiat de la *fazenda*; et, comme Longaretti demandait un délai, le seigneur, furieux, se précipita sur lui, et le renversa. Alors, le fils du colon, le fils de l'esclave, tua le seigneur d'un coup de pistolet. Dans un premier jugement, Longaretti fils a été condamné; et, le 10 du courant, il a subi une nouvelle condamnation... plus légère (10 ans et demi de prison). Une question au jury : « L'accusé a-t-il commis son délit contre un *supérieur légitime*, attendu qu'il était le colon de la *fazenda* de la victime? » Des douze jurés, sept ont répondu : Non. Un mot de l'accusateur particulier : « L'honneur du colon n'est qu'une comédie. » Sont-ils... sincères, ces supérieurs? Tout ça a provoqué l'ironie d'un journaliste, qui s'est écrié :

«... Il est un monstre, un sicaire, qui a eu l'impudence inouïe d'alléguer des choses d'honneur, comme si l'honneur était aussi le partage de simples travailleurs, et de victimer, lui, un colon, le frère du président de la République ! »

J'ai dit dans ma lettre précédente : les fazendeiros, ces grands seigneurs du moyen âge. Eh bien ! Vous ne reconnaissez pas dans cette affaire un des droits féodaux — un des droits des seigneurs sur la femme du serf ?

Voulez-vous un autre exemple de... franchise, produite peut-être par le souvenir très récent de l'esclavage africain, *terminé* (c'est-à-dire, le *terme* a changé) le 13 mai 1888? Le voici : Un juge *de direito* (civil et criminel) — une colonne de la société, par conséquent — a fait publier dans un journal d'Uberaba (Etat de Minas) l'annonce suivante :

« Bonne à tout service. — Le Dr Epaminondas Bandeira de Mello, devant se retirer de cette ville, transfère le contrat de sa bonne *Dona* Carolina da Silva, connue sous le sobriquet de Carola Portugueza. C'est une dame très dévouée, pas laide, ayant deux enfants et servant à tout service, y compris les plus particuliers. Gages : 40.000 reis (à peu près 50 francs) chaque mois. — *Nota* : Celui qui annonce portera peut-être les deux enfants de la susdite Carola : donc, elle sera transférée avec ou sans eux. »

Voilà la femme-esclave, la femme-marchandise, la femme-chair à plaisir !

Qu'en dites-vous? Croyez-vous ça intéressant?

Nevo Vasco.

Nouvelle-Calédonie.

Camp de Montravel, le 30 janvier 1902. — Nous avons eu la visite, dimanche 26, de l'administrateur, du procureur général et des trois inspecteurs en mission dans la colonie.

Un Arabe s'avance et montre sa jambe gauche, qui est enflée et de toutes les couleurs ; il se plaint que le major ne le reconnaît pas malade. L'administrateur, se tournant vers les inspecteurs, leur débite son boniment : « Le docteur ne le reconnaît pas malade ; pour moi, il n'est pas malade. Du reste, surtout ceux-là, ils jouent la comédie. » (Il ne dit pas qui a passé la consigne, non écrite, mais verbale : « Il faut du travail et pas de malades ! ») Un autre Arabe s'approche soutenu par un camarade, il a été mis non malade la veille; même boniment. Pourtant, le lendemain on l'envoie à l'hôpital ; il était donc malade l'avant-veille? Enfin, il mourra dans un lit, il ne fera pas comme le malheureux Cottu qui, déclaré non malade au Wal toro, meurt appuyé sur son établi le jour même, — comme le malheureux Pitance, qui passe la visite à 8 heures au même camp et meurt à 9 heures

Nedjer, 20.944, pris subitement de maladie d'intestins dans la nuit, maladie ajoutée à une fièvre intense, passe à la visite, n'est pas reconnu malade; il s'affaisse, demande qu'on le laisse souffrir en repos. Aussitôt l'argousin D... appelle les Canaques qui le prennent par une jambe et le traînent au chantier. Nedjer demande à voir le chef de camp, on lui refuse et on lui donne un coup de casse-tête, sans gravité heureusement. Cet Arabe a l'audace de dire à son bourreau : « Pourquoi ne me frappes-tu pas toi-même et appelles-tu des sauvages ? » Et tranquillement D... de répondre : « Jette-moi seulement une petite pierre, je te brûle la gueule ! »

Et on dit que des ordres sévères ont été donnés, qu'on n'inquisitionne plus en Nouvelle-Calédonie ! A qui fera-t-on croire que les tortionnaires et les assassins sont devenus de braves gens par circulaire ministérielle?

*
* *

Nouméa, 16 février 1902. — En 1890, le 13 janvier, Huartico est condamné dans la colonie à cinq ans de travaux forcés pour évasion, et envoyé au camp Brun (*à l'abattoir*). Il est reçu par les chiourmes B..., P..., C... et V..., qui lui disent : « Qu'es-tu venu faire ici ? Tu sais, on connaît le jour où on y rentre, mais non celui où on sort. » L'argousin B... dit pourtant : « C'est un bon travailleur. » Mais V...: « Ce n'est pas du travail que nous voulons, c'est sa peau qu'il nous faut. »

Le lendemain Huartico est dirigé sur le chantier. B... dit chantier de punition ou d'épreuve. Plusieurs malheureux sont là, les mains retenues derrière le dos par des menottes et des poucettes, puis, une corde attachée aux poignets, hissés et suspendus à une branche d'arbre, les jambes pendantes, la tête et les épaules renversées en avant, les bras tordus servant de prolongement à la corde. Deux sauvages armés de casse-têtes les frappent et les balancent dans le vide ; puis quand un des malheureux patients hurle de douleur, on lui bouche la gorge avec de la fiente d'animaux. Un autre amarré au sol, au soleil, se voit mettre une fourmilière sur le ventre, etc. Le soir, on en descend trois qui sont morts par la torture, X..., Boissise, Usler, qui, sur le rôle de visite médicale sont portés « mutilation volontaire ». Le médecin M..., de la marine, ne monte pas même constater la mort.

B... met Huartico dans un coin spécial, écarté des autres, lui donne une lourde masse et lui ordonne de casser une grosse pierre, puis, peu satisfait de l'endroit probablement, le déplace et l'envoie dans un fossé, muni d'une pioche, puis, revolver au poing, tourne autour de lui comme un fauve. Huartico, qui s'attend à chaque minute à être assassiné, ne peut supporter cette suggestion et, faisant face bravement à son bourreau, refuse de travailler dans ces conditions. Aussitôt on appelle les sauvages, on leur donne l'ordre de l'assommer ; mais l'attitude énergique du pauvre diable les tient à distance, lorsque arrive le chiourme M... qui, pris d'un beau mouvement d'honnêteté, demande à B... pourquoi il torture ainsi ce misérable, qu'il connaît pour un bon travailleur et un bon sujet. Le tortionnaire B... va se plaindre à son chef inquisiteur F..., contre son collègue qui prend la défense d'un forçat. Le tortionnaire chef se rend incontinent au chantier et tance vertement l'argousin M... pour vouloir faire de la philanthropie à l'encontre de son collègue. M... répondit que c'était faire du mal pour le plaisir de le faire, qu'il porterait plainte au procureur de la République, etc.

Huartico se plaignit au bourreau galonné, lui déclarant qu'il travaillerait, qu'il était soumis et poli, qu'il était connu plus tôt comme bon sujet, mais qu'il ne se laisserait frapper par personne, ou que tout au moins si on le frappait il saurait se défendre, et ne tomberait pas sans qu'au moins un de ses bourreaux ne tombe avec lui. — F... lui répondit qu'on le ferait crever comme les autres, qu'on ne le craignait pas. — « Pourquoi alors ne me tuez-vous pas tout de suite? — Tu ne souffrirais pas assez; je veux que tu crèves à petit feu, ça t'ap-

prendra à réclamer contre M. C... ; tu ne t'en souviens pas? »

Puis, le soir, le bon apôtre F... fit appeler Huartico et lui dit : « Allons, que ça soit oublié, restez au camp à vous reposer huit jours. Vous irez au travail après. » B... aussi devint brave homme : « Travaillez doucement, je vous promets que vous sortirez d'ici sans avaries, etc. » Mais le célèbre inquisiteur imbécile et lâche P... prend la direction du chantier et les tortures redoublent de fureur. Il déclare à Huartico que, pour avoir réclamé contre son pays C......, il faut qu'il crève là. Nouvelle plainte de la victime. P... est déplacé et réintègre le pénitencier-dépôt. Les inquisitions sont plus féroces, plus monstrueuses ; le malheureux demande du papier pour écrire, F... déclare qu'il n'a pas le droit d'écrire, que lui seul entend les réclamations et leur donne la suite qu'il lui plaît.

Enfin Huartico, après avoir subi, en 17 ans, 81 mois de quartier disciplinaire, 54 mois de cellule et 227 jours de cachot, est encore de ce monde ; après avoir été assommé, percé de part en part, les membres brisés, il est encore en vie, à la stupéfaction de ses bourreaux.

(A suivre.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le camarade Couturier vient d'organiser une exposition ambulante de ses dessins en Belgique, Anvers, Bruxelles, Spa, etc. Avis aux camarades de ces localités.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 19 juillet. — Georges Lyon, professeur à l'Ecole normale supérieure : Thomas Morus et le premier roman d'Utopie.

Lundi 21. — Mme le Dr Edwards-Pilliet : Ce qu'une femme ne doit pas ignorer.

Mercredi 23. — Léon Brunschwig, agrégé de philosophie : Les opérations de l'intelligence.

Jeudi 24. — Cours de diction, par M. Lancy.

Vendredi 25. — Alteyrac : Cours élémentaire de physique (électricité).

∴

Groupe antimilitariste du faubourg Saint-Antoine. — Réunion du groupe, le jeudi 24 juillet, à 8 h. 1/2, au Syndicat de l'Ebénisterie, 57, rue de Charonne (XIe arr.).

∴

L'Education libre du IIIe. — Tous les mercredis et samedis, de 8 h. à 10 h. du soir. — Prêt de livres.

Dépôt de brochures, volumes, chansons, etc., etc., chez le camarade Daviet, 26, rue Chapon.

∴

Université Populaire, 3, rue de l'Eglise, à Vincennes. — Conférences :

Mercredi 23 juillet. — M. Kownacki, professeur à l'Association philotechnique : Les maladies du langage et de la personnalité (2e causerie).

Mercredi 30. — M. Gaston Brunschwig, avocat à la Cour : Le Socialisme et le mouvement social au dix-neuvième siècle.

∴

Coopération des Idées, 157, faubourg St-Antoine. Mercredi 23 juillet. — Conférence sur l'abolition de la peine de mort civile et militaire, par Mlle Henriette Meyer.

∴

Les obsèques de la camarade Jeanne Rousset, décédée en son domicile boulevard Pereire, 195, ont eu lieu le 11 juillet, à 9 heures du matin, au cimetière de Saint-Ouen.

Tout ceux qui ont connu la sœur de Jules Rousset, membre du groupe Les Egaux du XVIIe, savent quelle était l'idée antireligieuse de notre jeune camarade. Malgré son aversion pour les idées cléricales et malgré les protestations de son frère et de ses cousins germains présents aux obsèques, la mère de notre jeune camarade, abusée par les prêtres, a passé outre aux dernières volontés de sa fille, qui, le jour même de sa mort, avait refusé le secours de la religion.

Les camarades soussignés protestent contre cette violation des idées matérialistes de notre regrettée camarade Jeanne Rousset.

Jules Rousset; Grapurlat, 2, rue Molière, Bagnolet ; C. Delorme, 3, rue Caron ; Edouard Fourmont, 52, rue Pergolèse ; Elisa Bertin ; Ramondou, 45, rue Poccard, Levallois ; D. Dabad ; Lefèvre, 5, rue Nicolet ; Caron, rue Chaptal, Levallois ; Houchard, 77, rue Chevallier, Levallois-Perret.

Cela prouve à ceux qui veulent éviter ces désagréments, qu'il est utile de prendre leurs précautions à l'avance.

∴

PANTIN-QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Réunion le samedi 19 juillet, à 8 h. 1/2, dans le but de jeter les bases d'une Université populaire.

Extrême urgence.

La réunion a lieu salle Giot, 1, rue des Ecoles, à Aubervilliers.

∴

SAINT-ETIENNE. — Tous les libertaires stéphanois sont convoqués pour le samedi 26 courant, à 8 h. 1/2 du soir, café Argand, place Marengo, afin de s'entendre pour régler la note de l'imprimeur pour la propagande abstentionniste qui a été faite.

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Il a été fait don, par un camarade, de : *Comment on construit une maison*, par Viollet-Leduc ; — *Les Droits de l'animal*, par S. Salt; — *La Cellule animale*, par Chatin ; — *Physique et Chimie*, par Jules Gay; *Le Conflit*, par Le Dantec ; — *Manuel du Sommelier*, par Maigne.

Sur les volumes perdus, il en est rentré *un*. Il n'en reste plus que cinquante-neuf à retrouver.

VIENT DE PARAITRE

Le 11e fascicule des chansons qui contient : *Bonhomme en sa maison*, de Eug. Pottier, avec musique; *Hymne anarchiste; Prophétie*, monologue, etc. L'exemplaire, 0 fr. 10 ; par la poste, 0 fr. 15.

Pourquoi nous sommes internationalistes, 3e édition, par le groupe E. S. R. I. L'exemplaire, par la poste, 0 fr. 20. Le cent, 10 fr.

En vente à nos bureaux

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Vuillaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50, par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

Pour les souscripteurs, nous avons commencé déjà les envois. Prière à ceux qui ne sont pas encore servis de patienter quelques jours. Vu les frais, nous sommes forcés d'opérer par séries.

∴

Par suite du développement qu'a pris le volume, comme de la défection d'adhérents de la première heure, l'opération se solde par un millier de francs de dettes.

Je ne pourrai donc faire paraître un deuxième volume que si je trouve au moins 600 souscripteurs sérieux, aux mêmes conditions, c'est-à-dire 6 fr. 50 pour l'édition ordinaire et 20 francs l'édition de Hollande, celle-ci ayant coûté plus cher que je n'avais calculé.

Je recevrai les réponses jusqu'au 15 septembre. A cette époque le manuscrit sera prêt ; je m'arrangerai pour que cela traîne moins longtemps. Si le nombre d'adhérents est insuffisant, on attendra des jours meilleurs. En tout cas, n'envoyer d'argent que lorsque je serai fixé.

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco, 1 fr. 15 ; tirage sur Chine, 2 fr., franco 2 fr. 25.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

L'Assassiné, par L. C. Dissy, franco.. 1.40
La Jeune Proie, par Lochard........ 1.40
Les Bienheureux, par Heidbrinck.. 1.40
Les Défricheurs, par Agar......... 1.40
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque............................ 1.40
Le Calvaire du mineur, par Couturier.................................. 1.40
Education chrétienne, par Roubille...................................... 1.40
Le Missionnaire, par Wuillaume.... 1.40
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault................................ 1.40
Vive la Russie! treize dessins de Heidbrinck............................... 1.40

Il ne reste qu'un petit nombre de collections complètes de lithographies; tirage ordinaire, 75 fr.; d'amateur, 150 fr.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les Aventures de Nono, par J. GRAVE, franco................................ 2.75
La Colonne, par DESCAVES................ 2.75
Autour d'une vie, par P. KROPOTKINE...... 3 »
Souvenirs d'un révolutionnaire, par LEFRANÇAIS, préface de DESCAVES................ 3.20
Intimités et Révoltes (vers), par J.-B. LA JARLIÈRE.................................. 1.65
Les Forces tumultueuses (vers), par E. VERHAEREN.................................. 3 »

PETITE CORRESPONDANCE

M. J. A., à Anzin. — Nous n'avons pas *Les Primitifs* en ce moment. Va être réimprimé, mais ne sera prêt que dans quatre ou cinq mois. — Que voulez-vous en place?

N., à Buzen. — Oui, envoyez toujours; les vieux timbres, sauf les rares, ne se vendent pas très cher, mais avec le nombre il y a toujours moyen d'en tirer quelques francs.

A. B. — Pour les Quatre-Chemins, voyez la convocation de cette semaine.

Libertad. — Votre adresse pour vous faire parvenir vos volumes ?

R., à St-Etienne — Nous n'avons pas vu Louise Michel, ni ne savons où elle se trouve.

D., à Persan. — La *Voix du Peuple*, Bourse du Travail, place du Château-d'Eau.

Reçu pour le journal : Liste de Troyes : G. J., 1 fr.; G., 0 fr. 25 ; C., 0 fr. 25; L. B., 0 fr. 25 ; P., 0 fr. 50; Un purotin, 0 fr. 15; Un exploité, 0 fr. 25; Un type, 0 fr. 20; Ab., 0 fr. 20; G. D., 0 fr. 25; 3 compagnons pauvres, 0 fr. 30; J'ajoute, 0 fr. 30. Ensemble : 4 fr. — C., rue de W., 1 fr. — G. A., à Mansourah, 2 fr. 50. — B., à Grenoble, 0 fr. 95. — J. B., 1 fr. — A. B., 0 fr. 50. — J. C., 0 fr. 80. — Liste Saleux : L., 0 fr. 75 ; O., 0 fr. 25; E., 1 fr., B., 0 fr. 50; Un isolé, 0 fr. 50. Ensemble : 3 fr. — Amiens, Jeunesse libertaire : L. O., 0 fr. 50; L., 0 fr. 30; G., 0 fr. 50 ; L., 0 fr. 10; D., 0 fr. 25; F., 0 fr. 25; B., 0 fr. 10; G., 0 fr. 20; Y., 0 fr. 50; B., 0 fr. 30; S., 0 fr. 50; P., 0 fr. 50; B., 0 fr. 35; C., 0 fr. 50; X., 0 fr. 30. Ensemble 5 fr. 60. — G., à La Palisse, 0 fr. 60. — G., Grenade : gain au jeu, 1 fr. 20. — Merci à tous.

G., à Marseille. — B., à Givonne. — M., boulev. P. — R., à Valréas. — D., à Persan. — P. G., à Senones. — B., à Rouen. — D., à Bozen. — L., à St-Denis. — L., à Cusset. — B., à St-Nicolas-d'Aliermont. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 13 — DIX CENTIMES — DU 26 JUILLETT AU 1er AOUT 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS ET ABONNÉS

Nous avons des lecteurs répartis un peu dans les cinq parties du monde ; malgré cela, nous sommes souvent forcés de nous servir des renseignements des journaux bourgeois pour faire notre mouvement social, tandis qu'il serait facile d'en faire un intéressant si nos lecteurs voulaient nous envoyer les renseignements qu'ils peuvent récolter autour d'eux.

Nous ne leur demandons pas des choses littéraires. Des faits, surtout. Nous nous chargerions de les mettre sur pied.

Une autre chose qui pourrait nous servir, ce serait de nous envoyer les journaux locaux.

Merci à ceux qui ont déjà répondu à notre appel.

∴

Prière, à chaque renouvellement d'abonnement, de nous envoyer la dernière bande.

CHEZ LA THÉMIS

Par les hebdomadaires, nos lecteurs connaissant les détails de l'affaire du Gast-Barboux. Au cours d'un procès pour discussion d'intérêts, Me Barboux, qui défendait l'adversaire de Mme du Gast, au cours d'une de ses plaidoiries, sortit de son dossier une photographie de femme nue, donnant à entendre que celle contre laquelle plaidait avait servi de modèle à un tableau où le personnage représenté avait un masque pour tout vêtement.

Dénégations de Mme du Gast, qui arrive à démontrer qu'à l'époque où le tableau fut exposé, elle ne pouvait poser pour une femme faite. Grand bruit dans la presse, où les reporters se mettent en branle, allant de l'une à l'autre partie. Mais Me Barboux, fort de l'impunité que lui assure sa profession, refuse de rien rétracter, donnant, par ses réticences et ses sous-entendus, à entendre qu'il peut, s'il veut, en sortir de plus raides.

Mme du Gast se décide à poursuivre son accusateur pour diffamation.

Mais, au palais de Thémis, les enjuponnés se tiennent. Pour arriver à accomplir les formalités nécessaires pour assigner le robin, il faut avoir recours à une ordonnance du tribunal, les huissiers se refusant à instrumenter, eux que, d'habitude, il n'y a pas moyen d'arrêter lorsqu'ils sont lancés.

∴

Evidemment, s'il ne s'était agi que d'une pauvre diablesse ou d'un pauvre diable, comme cela arrive tous les jours au tribunal, soit de la part de l'avocat, soit encore plus souvent de celle de l'avocat général ou du président, personne ne se serait ému. Mais il s'agit d'une plaideuse qui a un procès où il s'agit de millions ; l'insultée est de celle que les feuilles mondaines citent dans leurs comptes rendus de fêtes, voilà pourquoi l'affaire fit scandale et pourquoi aussi le parquet se vit forcé de contraindre ses agents subalternes à agir pour Mme du Gast. Mais elle ne devait rien y gagner, on ne se gêna pas pour le lui prédire, et lorsque le procès arriva, l'insulteur continua son petit métier, et elle fut déboutée de sa plainte et condamnée aux dépens.

Pouvait-il en être autrement?

La magistrature et le barreau se tiennent. Lorsqu'un avocat est incapable de se créer une clientèle, c'est dans la magistrature qu'il cherche une place. Le juge et l'avocat tiennent, tous deux, un rôle dans la grande comédie sociale qui se joue sur le dos des justiciables. C'est si bien un rôle qu'on les voit, après avoir déblatéré l'un contre l'autre, descendre chacun de leur perchoir et se féliciter mutuellement de leur éloquence. Comment veut-on que, lorsqu'on les attaque, ils ne se sentent pas solidaires, et ne se mettent pas au service l'un de l'autre?

∴

Tous deux sont les restes archaïques d'un autre âge; ce sont les deux seules corporations qui aient réussi à maintenir debout leurs prérogatives et privilèges. Malgré les révolutions qui ont changé maintes fois les pouvoirs politiques, fait subir des modifications à la propriété sur qui, cependant, est basé notre ordre social, la magistrature et le barreau sont restés deux corporations fermées, ayant gardé leurs mœurs, leur langage, leurs privilèges des époques disparues. En définitive, avec la police, c'est la véritable puissance, car ils peuvent disposer de la vie et de la liberté de chacun sans avoir de compte à rendre à personne.

∴

Il y a une noblesse de robe. Il y a des familles où, de père en fils, on a pour occupation d'envoyer les individus au bagne ou à l'échafaud. On pense l'état d'esprit que cela crée chez ceux-là, et comme ils sont bien venus ceux qui osent élever la voix contre leur pouvoir monstrueux.

On a déjà, maintes fois, relevé avec quelle inconscience, dans les flagrants délits de correctionnelle, ils distribuent les mois et les années de prison, sans même faire semblant de s'occuper de la cause, accomplissant leur œuvre mécaniquement, sans une hésitation, sans un regret. C'est Alphonse Daudet qui, je crois, racontait cette visite qu'il fit à la correctionnelle, où, en une heure ou deux de temps, il vit défiler à la barre cent dix-sept prévenus!

Seulement, là, c'est le menu fretin. On l'exécute sans phrase. Mais, pour peu qu'une affaire ait un peu de retentissement, qu'elle soit capable de faire ressortir les « qualités » des robins qui y figurent, comme, par exemple, dans les procès politiques, aux périodes troubles où la lâcheté humaine peut se débarrasser du masque qu'avait au moins gardé le modèle du tableau de M. Barboux, il faut voir avec quel sans-gêne, avec quel mépris de la vérité, le président, l'avocat général travestissent les faits, s'acharnent contre les inculpés, allant jusqu'à l'insulte, forts des cinq ans de prison qu'ils peuvent allonger en surplus à celle de leurs victimes qui s'aviserait de leur répondre sur le même ton.

Ils se sont installés les représentants de la vindicte sociale et ils vous taillent dans la liberté et la chair des gens, avec un sang-froid et une inconscience révoltants. Les misérables que l'iniquité sociale amène entre leurs griffes, ne sont plus que de la matière justiciable sur laquelle tout est permis. Et ils en abusent.

∴

Mais si leurs privilèges sont restés debout, il n'en est pas de même du prestige dont ils ont voulu s'affubler. La société a marché. Leur mise en scène n'éblouit plus les gens. On a levé la robe sous laquelle ils cachent leurs tares, et on y a vu des hommes en tout pareils aux autres, avec les mêmes faiblesses, les mêmes passions, les mêmes aberrations, avec une hypocrisie encore bien plus grande, car leurs fonctions de poursuivre le vice les forçaient à ne pas avouer les leurs. On n'accepte plus aujourd'hui leurs verdicts sans les discuter. Leur morgue les pousse à vouloir s'imposer quand même au respect de la foule; c'est à leur chute qu'elle les entraîne. Car les individus en sont enfin à se demander de quel droit un individu en juge un autre.

J. GRAVE.

14 JUILLET

Il semble que l'anniversaire d'un événement tel que la prise de la Bastille devrait être, pour tous ceux qui disent se réclamer de la révolution de 1789, c'est-à-dire pour la majorité des Français, l'occasion d'une fête superbe et grandiose. Il semble qu'un pareil jour devrait être un jour d'enthousiasme et de passion, le cri de joie d'un peuple fier d'avoir conquis un peu de liberté et décidé à en conquérir davantage, le chant de gratitude des hommes actuels aux ancêtres héroïques morts pour eux, l'affirmation de la foi commune dans le progrès et dans la justice.

La fête du 14 juillet est quelque chose de tout différent. C'est une journée de divertissements vulgaires, de gueulements et saoûleries. On y glorifie,

non pas la liberté et la révolte, seules choses qu'on y devrait glorifier, puisque c'est l'anniversaire d'un acte de révolte, mais l'armée et la république; c'est-à-dire une institution qui est juste le contraire de la liberté, une forme de gouvernement qui entend s'opposer autant que l'ancienne à tout acte de révolte, à toute nouvelle prise de Bastille.

La commémoration des grands événements du passé n'a de valeur qu'autant qu'elle est spontanée, c'est-à-dire voulue et organisée par la foule même qui y participe. Et la commémoration d'un acte de révolte par un peuple d'esclaves, ne peut être ni spontanée, ni sincère. Le serait-elle, qu'on ne s'enthousiasme pas à date fixe, sur commande; c'est pourquoi les célébrations d'anniversaires finissent presque toujours par devenir des choses machinales, fastidieuses, perdant peu à peu leur signification et leur portée primitives. Surtout lorsque s'y mêle l'élément dégoûtant des intrigants et des arrivistes, des gens à banquets et à discours. Et quand — c'est le comble — la réjouissance est officielle, ordonnée et réglée par le gouvernement, alors l'apothéose du fameux anniversaire est bien malade, et l'on ne s'étonne plus que le souvenir d'actes glorieux donne uniquement lieu à une ignoble journée d'indigestion, de brailladeset de pochardise.

Un gouvernement qui célèbre une rébellion! C'est trop absurde pour être vrai. Aussi ne la célèbre-t-il qu'à sa façon de gouvernement, c'est-à-dire en la défigurant et en détournant les ardeurs populaires vers des voies plus favorables. Ce que le gouvernement nous fait fêter, le 14 juillet, c'est lui et son armée, lui et sa force.

Cette fête, dite « nationale » on ne sait trop pourquoi (comme si la prise de la Bastille était un événement heureux en deçà des Pyrénées, malheureux au-delà), débute par des salves d'artillerie. Il faut qu'à leur réveil les descendants des vainqueurs de la fameuse forteresse saluent la force primeuse du droit, la violence au service de leurs maîtres qui les matera s'ils bougent, s'ils s'avisent jamais de vouloir imiter leurs aînés. Et à chaque détonation, les descendants tressaillent de plaisir. « Vive le son du canon! »

Une fois levés, ceux d'entre eux qui ne se sont pas encore suicidés pour s'être adressés en vain à l'Assistance républicaine, et dont les estomacs vides ont pu patienter jusqu'à cette date glorieuse, peuvent enfin aller quémander une petite aumône au bureau de bienfaisance de leur quartier. Distribution extraordinaire de secours! En effet, c'est bien extraordinaire.

Tout en attendant leur tour, la main tendue, les descendants peuvent lire, affichés sur les murs, les « Droits de l'homme », et s'apercevoir que le droit de vivre n'y figure pas.

S'ils trouvent que l'aumône est bien minime, ils en seront dédommagés tout à l'heure, à la revue. Car le gouvernement a la gracieuseté d'inviter les petits-fils de rebelles à venir contempler d'autres petits-fils de rebelles magnifiquement harnachés, et occupés pour l'instant à tomber par terre, frappés d'insolation. Mais ceci n'est que leur occupation des jours de parade. En temps ordinaire, la vraie tâche de ces petits-fils de rebelles est de décourager et de mettre à mort, si besoin est, tous mécontents et rebelles. Du coup, les amants de la liberté sont ravis de voir défiler devant eux leurs camarades dévoués à ce rôle et, pour ce, totalement privés de leur liberté. Alors ils ne récriminent plus contre l'aumône petite du matin : ils comprennent où va l'argent et sont enchantés de se serrer le ventre, puisque la douleur de leur estomac vide se transmue en d'aussi belles dorures, d'aussi beaux plumets, d'aussi beaux sabres.

Partis peut-être en frondeurs, avec des velléités d'internationalisme, les spectateurs reviennent de cette exhibition malsaine avec un accès sournois de mauvaise fièvre militariste.

Puis, le soir les descendants des révoltés de 89 vont admirer la rampe de gaz qui illumine la préfecture de police ou tel autre édifice républicain.

Je demande si, parmi les occupations d'une telle journée, il y a rien qui puisse inspirer au public des pensées hautes, quelles qu'elles soient, et s'il y a rien qui soit capable de rappeler et de glorifier le grand événement qu'on est censé fêter. Tout ce que l'imagination des gouvernants a pu trouver, ç'a été d'offrir au bon peuple une distribution d'aumônes ; des coups de canon — à blanc, pour cette fois; un défilé d'hommes de guerre prêts à l'égorger; un feu d'artifice; deux ou trois théâtres gratuits; et de ne pas regarder, pour un soir, à la dépense de l'éclairage.

Ainsi menée, la fête du 14 apparaît non comme une solennité d'hommes libres fêtant les antiques chaînes brisées, mais comme un lâcher d'esclaves à qui leurs maîtres consentent, tous les ans, une journée de rigolade. Les prolétaires fêtant le 14 juillet ressemblent à des ouvriers célébrant la fête de leur patron; celui-ci, une fois par an, se mettra dans les frais, leur paiera au besoin un gueuleton, une partie de campagne. Ainsi fait la République : pour sa fête, elle offre un feu d'artifice à ses ilotes. La République française traite les citoyens souverains de la même façon que les empereurs romains leur plèbe : « Du pain et des spectacles. » Encore est-elle beaucoup moins généreuse, ne le faisant qu'une seule fois dans l'année.

Enfin, quand les farouches éleuthéromanes sont fatigués d'avoir entendu *Horace* et contemplé la rampe de gaz de la préfecture de police, ils se dirigent vers leur demeure en braillant la *Marseillaise*, « Aux armes, citoyens! », et en faisant des relais chez tous les bistrots. Si bien qu'ils finissent par tomber dans un ruisseau et s'y endormir, non sans avoir restitué à la voie publique, sous forme d'un bel étendard rouge, tous les vins bus dans la journée, et répété une dernière fois : « Qu'un sang impur abreuve nos sillons. » Et le gouvernement est content d'eux.

René Chaughi.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Tous les ans, à l'époque des manœuvres militaires qui est en même temps celles des fortes chaleurs, un nombre plus ou moins grand de soldats meurt de fatigue ou d'insolation. C'est absolument nécessaire pour « la patrie ».

Cet été, cela commence assez bien. A la suite d'une marche de 34 kilomètres, en tenue de campagne, par une chaleur accablante, cinq cents hommes du 108e de ligne sont tombés malades et trois sont morts.

Les parents qui se laissent prendre leurs fils, encore presque enfants, et qui les laissent conduire par troupeaux dans des enclos où ils sont à la merci de gens ayant sur eux droit de vie et de mort, devraient comprendre que leurs fils ne leur appartiennent plus et qu'on ne les leur a pris que précisément pour les faire mourir, si on le juge à propos. Ils ne devraient donc ni s'étonner, ni s'indigner, lorsque, à la place du cher enfant devenu l'unique but de leur existence, on ne leur rapporte qu'un cadavre.

Quand le cher enfant est tué, les parents pleurent, crient, protestent. Mais quand le cher enfant s'en va en Chine ou ailleurs, et raconte à ses bons parents comme sa baïonnette pénètre bien dans les ventres des Chinois et des Chinoises, les bons parents se réjouissent. Quand le cher enfant revient avec des galons et des croix, toute la famille trinque et chante.

Bons parents, vous avez raison de pleurer et de protester, mais ce n'est pas quand on tue vos enfants qu'il faut le faire : c'est quand on leur met un uniforme sur le dos, quand l'État, pour des buts où le bonheur de tous n'a rien à voir, s'empare de vos fils et fait d'eux des instruments de meurtre, des esclaves destinés à être un jour massacrés ou, — ce qui est pis — massacreurs.

⁂

Si l'on veut se faire une belle idée de ce qu'est le suffrage universel, de son fonctionnement, de sa probité et de sa signification, il faut lire le no (79, je crois) de *Pages libres* où sont racontées les élections à Murat: comment l'archimillionnaire (républicain radical, naturellement) Stanislas de Castellane gagne les cœurs des citoyens électeurs à force de petits cadeaux et de grandes saoûleries, à force aussi d'intimidations et de violences. Faut-il avoir envie d'être député, pour dépenser à cela tant d'argent, de temps et de fatigue! Stanislas de Castellane doit être un cerveau puissant.

Est-ce à ce démocrate bon teint que doit aller notre blâme? Du tout. Il est dans son rôle, cet homme. La foule admet sa fortune et son autorité; il s'en sert, il a raison. Et d'ailleurs, il ne fait rien que ne fassent, à des degrés divers, tous ses compères de la politique. Toute élection, ainsi que la sienne, repose toujours sur l'habileté de la réclame, sur la force de l'argent, sur la rouerie des boniments, sur un tas de choses autres que les mérites du candidat, c'est-à-dire, en fin de compte, sur la violence et la ruse.

Non, ce qui est surtout méprisable ici, c'est, bien plus que le candidat, la foule, cette foule d'électeurs imbéciles, bons à vendre, à traire et à abattre, misérable troupeau d'êtres sans pensée et sans dignité, bêtes déjà naturellement, abêtis encore par des années de vote.

J'ajoute — mais c'est bien inutile — que l'élection de Murat a été validée par la Chambre.

R. C.

⁂

D'une lettre de nos camarades d'Amiens :

« Dans votre dernier appel inséré en tête du journal, vous faites remarquer le peu d'empressement que mettent les camarades à écouler les brochures. Et cependant quelle excellente propagande!

En montrant ce que le groupe des colporteurs anarchistes d'Amiens a fait, cela donnera peut-être à d'autres camarades l'envie de nous imiter.

En tous cas, voici les résultats que nous avons obtenus en quelques mois, faites-en ce que bon vous semblera :

Nous avons vendu à Amiens *dans la rue* : 6.000 *Peste religieuse*; 2.000 *Jésuites contre le peuple*; 1.000 *Patrie, guerre et caserne*; 200 *Anarchie et l'Église*; 200 *Militarisme*; 600 *Anarchie*; 200 *Crapaudine*; distribué 5.000 *Grève des électeurs* et vendu 600. Nous nous proposons, après quelques semaines de calme, de recommencer.

Le bénéfice a servi à payer 150 francs d'avocats, pour nos affaires avec dame Justice, et nous nous proposons d'installer un petit théâtre pour y représenter des pièces pouvant faire réfléchir.

Autre chose. Nous avons fondé un syndicat de locataires, pour faire de l'agitation. Nous avons déposé les statuts du nouveau syndicat et il nous a été délivré un récépissé. Notre but est d'essayer de tenter une grève des locataires; cela n'est pas facile, nous nous en rendons bien compte, mais enfin nous essaierons. L'avenir nous dira si nous nous sommes trompés.

L.

⁂

Mouvement ouvrier. — J'ai parlé dans un précédent *mouvement* du décret aux termes duquel les industriels de certaines professions sont autorisés à déroger à la loi sur la durée du travail, et j'ai montré comment de décret en décret, il ne restait plus rien de la prétendue loi de « protection ».

Cette autorisation de pouvoir augmenter, le cas échéant, la durée « légale » du travail, ne rime à rien, et une protestation contre le décret vient d'être envoyée au ministre compétent.

Dans les professions ci-dessous, par exemple, les industriels sont autorisés à augmenter la durée de la journée de travail, malgré le chômage qui sévit actuellement dans ces diverses corporations: gainerie, polissage, dorure, gravure, ciselure, guillochage et planage en orfèvrerie.

Les intéressés protestent, mais bien inutilement.

De plus, les fameux « conseils du travail » avaient été appelés à donner leur avis sur la question, mais on ne leur a même pas laissé le temps de l'examiner. Et ce sont les membres du susdit conseil qui réclament :

« Nous nous demandons à quel mobile a obéi le ministre du Commerce, en prenant cette décision à l'égard des professions classées dans notre section et dont nous avons à donner notre avis sur la demande de dérogation.

Nous déclarons que l'on ne trouvera pas dans nos procès-verbaux la moindre phrase provenant de l'élément ouvrier ayant un caractère d'adhésion à la dérogation; l'on verra au contraire que nous avons demandé la suppression de toute tolérance, laquelle serait contraire aux intérêts de la classe ouvrière au point de vue économique, physique et moral. »

Et rien ne montre mieux l'inutilité de ces lois dites de « protection » que l'on viole suivant les intérêts et besoins, et de ces fameux « conseils du travail » nommés soi-disant pour donner leur avis, avis dont on est bien décidé à ne pas tenir compte, le cas échéant. Quelle comédie!

⁂

Sous le nom *les midinettes*, un groupe de coopérateurs plus ou moins capitalistes, lance une so-

ciété à « capital variable », dans le but de créer dans Paris des restaurants pour les ouvrières.

C'est Mirbeau, je crois, qui a écrit « Protégez-nous des philanthropes », j'ajouterai ici : « Surtout lorsqu'ils sont doublés de coopérateurs. » Qu'on en juge :

Pour quelques sous, 0 fr. 50 au plus, ces bonnes âmes veulent nourrir les ouvrières parisiennes. Cette idée n'a pu germer que dans le cerveau d'un excellent exploiteur qui pratique à sa façon la « traite des blanches ». En effet, si pour 0 fr. 50 et moins, les ouvrières arrivent à se nourrir « confortablement !..., ces bons exploiteurs n'auront plus besoin, à bref délai, de les payer du tout. C'est l'idéal pour eux. Ils pourront tirer des malheureuses femmes toute la somme de travail possible. Messieurs les philanthropes coopérateurs se chargeront de les faire manger « sainement » et à bon marché.

Il n'en coûtera pour l'instant qu'une dizaine de mille francs, moyennant quoi il sera possible d'ouvrir des restaurants dans les quartiers où les femmes sont le plus exploitées.

Messieurs les patrons, je n'en doute pas, viendront en aide à ces coopérateurs philanthropes qui, en retour, prennent l'engagement de leur fournir de la chair à travail, aux prix les plus réduits.

Mais le plus beau de l'histoire, c'est qu'il y a parmi ceux qui couvrent de leur nom de pareilles choses, des hommes qui font, à toute occasion, sans occasion même, montre d'idées plus ou moins larges.

Qui nous délivrera des philanthropes ?

∴

A Saint-Etienne, les ouvriers congédiés s'agitent bien, mais dans le vide. Par deux fois ils ont été roulés de la belle façon par les « Pouvoirs publics », et cela ne les empêche pas de recommencer à « solliciter ».

Malgré les promesses qui leur avaient été faites, les renvois se font avec une partialité non dissimulée. Certains ouvriers sont maintenus sous des prétextes fantaisistes ; d'autres qui ont droit à la pension, sont aussi maintenus au détriment de certains qui n'auraient plus que très peu de temps pour y avoir droit. Tout cela en contradiction avec les promesses formelles qui avaient été faites, que le licenciement aurait lieu et exclusivement à l'ancienneté.

D'autre part, les ouvriers ont demandé qu'il leur soit permis de ne travailler que quatre jours par semaine, afin d'atténuer les conséquences du chômage pour leurs camarades licenciés, mais il est peu probable qu'on le leur permette cet acte de solidarité.

L'idée d'une exode sur Paris semble abandonnée ; les politiciens ont passé par là.

∴

Au Havre, le chômage sévit avec intensité. Il y a environ 15.000 ouvriers sans travail sur la place. Jusqu'à présent, au lieu de laisser les sans-travail s'organiser eux-mêmes et s'arranger comme ils l'entendent, on a nommé des délégués chargés d'aller trouver le député Siegfried qui n'était même pas bon à fiche aux chiens il y a trois mois, pour ceux-là mêmes qui le sollicitent aujourd'hui. Le député promet, comme de juste, tout ce que l'on veut.

Il assure qu'il obtiendra que quelques torpilleurs soient commandés aux usines du Havre. Cela pourra occuper quelques centaines d'ouvriers pendant un certain temps, mais il n'en reste pas moins des milliers sans occupation ; cela n'est pas une solution.

De plus, un certain exclusivisme regrettable s'est fait jour au cours des réunions. Ce n'est guère une façon de montrer aux non-syndiqués qu'il est utile, nécessaire même de se grouper pour faire échec aux capitalistes, que de vouloir es tenir à l'écart. L'action ne pourra être virile et produire des résultats que si tous sont appelés à y prendre part.

∴

Les grèves. — Courageusement, les tisseurs-fileurs d'Ourscamp continuent la lutte. Pour intimider les grévistes, on en a arrêté quelques-uns, et la machine à juger a aussitôt fonctionné. Les grévistes en sont à leur soixantième jour de chômage, mais ils sont aussi résolus que le premier jour à ne rien céder. Tout le pays continue à être gardé militairement, et il y a plus de soldats que de grévistes.

Les verriers ampouleurs d'Ivry sont toujours en grève. D'un manifeste qu'ils adressent à la classe ouvrière j'extrais le passage suivant :

« Voilà neuf semaines que nous soutenons une lutte acharnée contre une compagnie qui veut réduire nos salaires au point de nous affamer. La Compagnie montre tout à fait un mauvais vouloir.

« Le 17 mai nous avons été obligés de cesser le travail pour une nouvelle diminution de 15 à 20 0/0. Et depuis nous luttons ferme sans qu'aucun des nôtres ait succombé, mais il y a des enfants qui ont faim, ce dont la Compagnie se moque bien. »

A Lyon, les ouvriers en instruments de musique de la maison Pélisson sont en grève depuis trois mois. 68 ouvriers ont quitté le travail et ont lutté jusqu'à ce jour pour ne pas accepter une diminution de salaire.

P. Delesalle.

∴

Angers. — *Un bon patron.* — Si la loi est facilement appliquée aux anarchistes, il n'en est pas de même avec nos exploiteurs.

Le travail de nuit est interdit aux femmes, mais il est néanmoins pratiqué ici, au bagne B... Cet honnête industriel, qui paie des femmes 25 sous par jour et leur inflige 25 centimes d'amende à la moindre incartade, est un philanthrope, bien entendu.

Cet hiver, il donnait 30 francs pour les ouvriers sans travail et jetait quelques jours avant 800 malheureux sur le pavé. Il est vrai qu'il a fondé une crèche pour les enfants de ses forçats ainsi qu'une école dans son bagne. Cette crèche et cette école sont naturellement dirigées par des sœurs (l'abrutissement avant tout).

Voilà un patron qui s'y connait ; après avoir atrophié les jeunes cerveaux, il sait qu'il est plus facile de les exploiter. Pendant que M. B... est en train de donner de si belles choses à ses ouvriers, avec leur argent ne pourrait-il pas créer un abattoir pour ses vieux serviteurs hors de service. Qui sait, cet honnête exploiteur pourrait peut-être l'inaugurer.

E. G.

Espagne.

Garcia Quejido, épistolier-diplomate. — Nous demandions ce que devait penser de lui-même et de son acte ce secrétaire de l'Union générale des travailleurs d'Espagne, — autrement dit le parti Iglesias — auteur de lettres aux président et secrétaires des *Trade Unions*, dans lesquelles il était dit que la grève générale de Barcelone était un mouvement politique destiné à amener l'établissement d'une dictature militaire, puis, plus tard, que les grévistes de Tarrasa et d'Alméria n'avaient pas besoin des secours que les *Trade-Unions* se proposaient de leur envoyer. *El Socialista*, organe d'Iglesias, *nie* le fait. Autant nier le soleil en plein midi : les preuves sont là, entre les mains de nos camarades de *Tierra y Libertad* : lettre de Mac-Donald, secrétaire des *Trade-Unions*, à F. Tarrida, en réponse à sa demande de secours pour les grévistes de Tarrasa et Alméria ; lettre du Comité des sociétés de résistance de Londres à *Tierra y Libertad* ; nouvelle lettre, publiée par ce dernier, dans son numéro du 12 juillet, où les secrétaires et président du même comité annonçaient, le 29 juin, qu'au conseil des unions ouvrières de Londres, le 11 juillet, ils présenteraient une proposition disant : « Le Comité de la grève espagnole déplore la publication, qui a été faite dans le *Bulletin de la fédération générale des unions ouvrières*, d'un article de Garcia Quejido, dont le but unique fut d'empêcher les souscriptions en faveur des grévistes espagnoles, rendant ainsi stérile tout effort de solidarité ouvrière internationale. »

Ce fait bien prouvé, son auteur le nie. C'est avouer que l'acte est immonde, et que celui qui l'a commis voudrait *bien* n'en pas supporter la responsabilité : impossible cela. Le vin est tiré, il faut le boire.

Que ceux des journaux socialistes français qui ont pour correspondant en Espagne Pablo Iglesias, et qui ont inséré, notamment à propos de la grève générale de Barcelone, les productions de ce monsieur, sachent bien à quelle espèce de gens ils ont affaire et avec qui ils se solidarisent.

Jerez. — Donc les ouvriers agricoles ont obtenu 9 réaux de salaire. C'est le plus clair de leur victoire. Car c'en est une, malgré tout, si on songe à l'attitude brutale et cruelle des patrons ; puis, la grève a éclaté sans préparatifs, les ouvriers ont montré un magnifique esprit d'égalité et de solidarité dans la répartition des ressources dont ils ont pu disposer ; disons aussi que leur attitude énergique et digne — dont les journaux bourgeois ont eu l'impudence de s'étonner, et à laquelle ils ont daigné accorder leur insultante admiration, comme s'il était prodigieux qu'un ouvrier luttant pour la conquête de ses droits ne fût pas chaque soir ivre d'alcool — a rendu impossible l'emploi de la force ; les mausers, chers à M. Silvela — et que M. Sagasta, lui aussi, emploie assez volontiers — n'ont pas pu intervenir. L'alcade a traité de puissance à puissance avec les représentants des ouvriers. Somme toute, c'est un bon prélude aux luttes prochaines ; et une victoire anarchiste. La presse bourgeoise le sait bien. Elle demande maintenant, l'*Imparcial* (libéral, naturellement) en tête, que l'on serre la vis à ces dangereux propagandistes. Causez toujours, bons mouchards, gracieux délateurs. Chacun lutte avec ses armes. Nous en avons qui valent mieux. Vous verrez. Et de plus propres....

M. L.

Etats-Unis.

Pensylvanie. — La grève des mineurs d'anthracite dure depuis plus de deux mois, sans qu'on puisse en prévoir la fin. La grande affaire, c'est la décision qui sera faite au congrès général des mineurs, actuellement réuni pour examiner la question de savoir si les mineurs de charbon tendre adhéreront à la grève : quelques chefs de ces derniers se sont déjà prononcés contre la grève. L'un d'eux, le président de l'union du Jowa, a dit, par exemple, que les mineurs de charbon tendre viennent tout récemment de conclure avec leurs patrons un contrat pour la durée d'une année, et que la violation de ce traité entraînerait des conséquences générales funestes aux intérêts des ouvriers. D'autre part, la grève prolongée des mineurs d'anthracite a fait porter au maximum possible la production de charbon tendre. Mais tout cela n'empêche pas que la défaite des mineurs d'anthracite serait aussi péniblement ressentie par les autres et porterait un coup très grave à l'organisation des travailleurs des mines tout entière.

Rappelons quelles énormes conséquences aurait une déclaration de grève des mineurs de charbon tendre. Ce serait un véritable désastre pour l'industrie. En réalité la situation ainsi créée ne pourrait pas durer. Les stocks d'anthracite sont actuellement à peu près épuisés ; le prix, depuis deux mois, a doublé ; quoique la production de charbon tendre ait atteint son maximum, il a été impossible de faire des réserves, les besoins journaliers épuisant immédiatement les quantités extraites. Déjà 18 hauts-fourneaux ont dû être éteints en Pensylvanie, faute de combustible. D'autres branches de l'industrie sont également en souffrance, surtout les petits établissements qui ne peuvent faire de provisions.

Il y a des jaunes, mais si peu qu'en les rassemblant tous on pourrait tout juste exploiter deux fosses : c'est d'ailleurs ce que les compagnies ont l'intention de faire ; elles comptent produire ainsi un certain effet sur l'esprit des mineurs de charbon tendre et les influencer au moment de la décision.

Rappelons qu'aux Etats-Unis nul ne peut travailler dans une mine, sans avoir passé, après deux années d'apprentissage, un examen, par devant une Commission formée d'ouvriers mineurs. C'est là une circonstance qui favorise singulièrement les grévistes. D'ailleurs, à l'heure actuelle, la moisson, dans les territoires de l'ouest, occupe tous les sans-travail.

C. M.

∴

La grève générale des teinturiers en soie, de Paterson, et des tisseurs préparée par une longue période de malaises et une active propagande révolutionnaire, a éclaté vigoureuse le 18 juin dernier, malgré les prêcheurs de calme socialistes italiens et unionistes du « socialist labour party ».

La grève générale, déclarée à l'unanimité aux deux meetings généraux du Turn-Hall et de Haledon Park, Galleani et Mac Tween ont pris la tête de la manifestation qui devait faire cesser le travail dans les fabriques réfractaires et expulser les *scabs* (jaunes), qui, depuis un mois, enfermés dans les teintureries, y étaient logés et nourris sans jamais sortir, ni de jour ni de nuit.

Les grévistes ont forcé toutes les fabriques à fermer et, depuis 8 heures du matin à 6 heures

du soir, ils ont fait le tour de toutes les usines en délogeant partout les *scales* et en démolissant presque les teintureries de Gaede et de Barnford où la police les a attaqués. Mais la police a été chassée de partout à coups de revolver par les petits Napolitains en rage. Les ouvriers n'ont eu réellement des pertes nombreuses qu'à la teinturerie Simon, où les flics, armés de carabines (de Winchester?) ont grièvement blessé une vingtaine de camarades, parmi lesquels Galleani.

Sept patrons ont accepté les revendications des grévistes, les autres résistent encore.

Les autorités, la bourgeoisie de la ville sont en fureur, elles réclament l'application des nouvelles lois scélérates contre les anarchistes (15 ans de bagne et 2.000 dollars d'amende).

Mac Tween est tombé entre leurs mains, sa liberté provisoire est fixée à un cautionnement de 25.000 francs qu'on trouvera. Quant à Galleani, qu'on veut rendre responsable des troubles, quoique blessé, il a pu prendre le large.

* *

Nous avons la joie d'apprendre que notre ami Luigi Galleani s'est heureusement soustrait aux poursuites des bourgeois du « Comité de vigilance », qui voulaient le lyncher et qui font chaque jour aboyer leurs journaux contre lui. Blessé à la tête d'un coup de sabre et percé à la joue par une balle, pendant l'échauffourée de Paterson, notre vaillant camarade a été recueilli chez un ami, puis, quand il a eu la force de risquer le voyage, il a eu la chance de mettre l'espace, puis la frontière entre lui et les persécuteurs.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade et prêt de livres.

* *

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle (XVIIIe) :

Samedi 26 juillet. — Paul Lagarde : La justice et l'argent.

Lundi 28. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 30. — G. Veillat : Le monde des oiseaux.

Jeudi 31. — Cours de diction.

Vendredi 1er août. — Altayrac : Cours de physique.

Le jardin est ouvert le dimanche de 2 à 6 heures.

* *

*L'Education libre du IIIe*, 26, rue Chapon. — Librairie-Bibliothèque. — Une trentaine de volumes ne nous rentrent pas ; nous insistons auprès des camarades.

La bibliothèque est ouverte tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures. Vente de brochures, volumes, images, chansons, affiches, cartes postales, etc.

* *

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — Dimanche 27 juillet, fête familiale, salle Jules, boulevard Magenta, 6, à 8 h. 1/2. Causerie par Butaud et Girault. Grand concert.

Prix d'entrée : 0 fr. 30 ; on trouvera des cartes à l'entrée de la salle.

* *

Le camarade Grangé vient d'être gracié d'un an, seulement, par suite de l'interdiction, son retour en France est impossible. Ceux de ses anciens amis qui veulent avoir de ses nouvelles, peuvent s'adresser aux *Temps Nouveaux*.

* *

La Raison, Université populaire de Saint-Denis (Seine), 15, rue de la Boulangerie (ancien Hôpital) :

Aux travailleurs dionysiens,

A l'influence délétère du cabaret et de l'église, nous voulons opposer la besogne de la salle d'étude qui relève l'individu et en fait un être libre et conscient.

Ouvriers de l'usine et du bureau, venez à nous avec vos compagnes et vos enfants. Ensemble, sans parti-pris, sans ligne de conduite particulière, nous étudierons les problèmes sociaux, les progrès scientifiques, les œuvres littéraires, les travaux philosophiques.

Causeries de juillet-août 1902.

Vendredi 1er août. — Georges Yvetot : Le Coopératisme ;

Vendredi 8. — Jean Marestan : Histoire du Magnétisme ;

Vendredi 15. — Commission administrative ;

Vendredi 22. — Amédée Bousquet : Le Pain ;

Vendredi 29. — Assemblée générale des adhérents.

* *

Union Syndicale du Bronze. — Vendredi 25 juillet 1902, à 8 h. 1/2 du soir, grande salle de la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, conférence par le citoyen E. Girault.

Ordre du jour : La Grève générale ; La Révolution et son lendemain.

Entrée gratuite.

* *

Le camarade E. Girault, commencera le 18 août sa tournée d'agitation sur la Grève générale. Voici son itinéraire :

Troyes 18 août, Auxerre 20 août, Bourges 21 août, Fourchambault 23 août, Montceau-les-Mines 24 août, Chalon-sur-Saône 27 août, Mâcon 30 août, Villefranche 31 août, Lyon du 1er au 7 septembre, Vienne 8 septembre, Saint-Etienne 10 et 11 septembre, Saint-Chamond 13 et 14 septembre, Nîmes 15 septembre, Montpellier 17 et 18 septembre, Arles du 19 au 22 septembre, Marseille du 24 au 30 septembre.

Les militants, groupes, syndicats, sous-comités de Grève générale ou Bourses du travail de ces villes qui jugeront à propos de faire un dernier effort pour faciliter cette agitation ou qui auraient des conseils ou renseignements à donner au camarade E. Girault, sont priés de lui écrire au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, avant le 15 août, dernier délai.

Les camarades de Paris et de la banlieue, partisans de la propagande sur la Grève générale, sont priés de se réunir au local du *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, le samedi 26 juillet, à 8 h. 1/2 du soir. Urgence.

* *

Le siège social de *L'Avenir*, cordonnerie communiste, est transféré 10, rue Oberkampf (XIe arr.). Les camarades sont invités à venir se rendre compte de notre installation. Nous tenons à la disposition de tous des prospectus pour être distribués dans les ateliers.

* *

ANGERS. — Le camarade Régis-Meunier fera une conférence à l'Université populaire, le 26 courant. Les camarades du groupe « *Les Affamés* » sont invités à se réunir après la conférence.

* *

TROYES. — Les camarades du groupe libertaire se réunissent, tous les jeudis soirs à 9 heures, chez M. Rotat, buvette de la poste, 6, rue Charbonnet ; prochaine réunion. Organisation d'une soirée familiale et décision à prendre en vue d'une conférence. »

BIBLIOGRAPHIE

La Cité future, par Tarbouriech ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Opinions sociales, par A. France ; 2 brochures à 0 fr. 50, à la Société Nouvelle d'éditions, 17, rue Cujas.

Le Permissionnaire, 1 acte, par Hanriot ; 0 fr. 10, chez H. Godfroy, 8, rue Just-Viel, Le Havre.

Les Doukhobors au bataillon disciplinaire (en russe), chez Tcherkoff, à Christchurch, Hants (Angleterre).

Profils et tableautins (poésies), par de Buci ; 1 fr., chez Dubuisson, impr., 128, rue d'Alésia.

Declaraciones, de J. Etiévant ; — *La Religion y la cuestion social*, par J. Montseny, deux brochures de la Bibliotheca del *Circulo internacional*, 274, calle Rio Negro, Montevideo.

A lire :

L'accident du travail tuberculose, V. Pacotte ; *Revue sociale*, juillet 1902.

A voir et à lire :

La Vie en rose, surtout les dessins de Willette et de Moris.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Autour d'une vie, par Kropotkine, franco, 3 fr.

Les Aventures de Nono, J. Grave, 2 fr. 75.

Les Aventures de Nono, traduction espagnole, à l'*Escuela Moderna*, 70, calle de Bailen, Barcelone.

La Colonne, Descaves, 2 fr. 75.

Guerre-Militarisme, recueil des meilleurs morceaux de nos suppléments ; pris dans nos bureaux, l'édition illustrée, 7 fr. 50 ; franco, 8 fr. 10.

Edition de propagande, 2 fr. 50 ; franco, 3 fr. 10.

Ces prix sont pour nos seuls abonnés et lecteurs.

* *

Vient de paraître à Micheroux (Belgique), édité par le *Cercle libertaire* : *Le Petit anarchiste*, petite feuille de propagande à 0 fr. 02.

POUR L'ÉDITION

La plupart des souscripteurs sont servis.

Dans le prospectus concernant les souscriptions au deuxième volume, il y a deux erreurs. Je dis que je suis en retard de 800 fr. ; c'est plus de 1.500 fr. qu'il reste à payer d'après le relevé de l'imprimeur.

D'autre part, dans les calculs relatifs aux exemplaires de Hollande on s'est trompé ; je ne pourrai pas recevoir de souscription à moins de 30 fr. ; c'est à ce prix que nous revient l'exemplaire.

Il en reste quatre du premier volume : ils sont en vente au prix de 35 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

M., Brésil. — Reçu les 2 exemplaires de *A Sociedade futura*. Merci.

E. A., à Bruges. — *Revista ida*, strada Epurilor 10, à Bucharest.

Un lecteur assidu. — Nous ne pouvons insérer de renseignements anonymes. D'autre part, l'extrait donne des injures, mais ce sont des faits qu'il faut.

B., à Jonzac. — Evidemment, il s'est abstenu de s'abonner. Ajoutez à ce que vous dites que le bonhomme manque d'ampleur.

V., à Nîmes. — Quelles brochures le camarade désire-t-il en place ?

V., à St-Mandé. — L'abonn. sera servi. Merci.

Francis S. — Trois volumes à 3 fr. 50, net 3 fr.

P. L. Un jeune homme. — Quand l'on veut être fort pour réclamer la liberté pour soi il faut savoir l'exiger pour les autres. Le fait que vous envoyez est certainement intéressant, mais nous en avons des centaines comme cela malheureusement. Envoyez toujours.

G., à Lugano. — Le journal nous est revenu avec la mention inconnu.

P. C., à Lyon. — Nous n'avons plus de collection complète du *Révolté*.

Reçu pour le journal : R., à Béziers, 1 fr. 50. — R., à Lausanne, 1 fr. 70. — L'Anarchie errante, pour que les *T. N.* ne disparaissent pas, 5 fr. — V., à St-Mandé, 0 fr. 40. — B., 0 fr. 50. — Edmond et Emile, 1 fr — A. G., 0 fr. 50. — Un ami de l'U. P. du V., 1 fr. — P. L., 2 fr. — B., Paris, 0 fr. 60. — St-Nicolas du Port : J. Mey, 0 fr. 50 ; François Antoine, 1 fr. ; Moser Charles ; 1 fr. ; E. Dixneuf, 2 fr. ; Edmond Jacquin, 0 fr. 25 ; A. C., 0 fr. 50 ; Eugène Antoine, 0 fr. 50 ; Ch. Ch., 0 fr. 50 ; Anonyme, 0 fr. 10 ; id. 0 fr. 10 ; id. 0 fr. 10 ; id. 0 fr. 10 ; Anonyme, 0 fr. 25 ; Joseph Lupin, 0 fr. 20 ; Racine, 0 fr. 20 ; Anonyme, 0 fr. 20 ; Camarades d'Azelot, 0 fr. 60 ; L. Midon, 0 fr. 25 ; Févotte, 0 fr. 10 ; Clément, 0 fr. 10 ; Hinderr, 0 fr. 10 ; Robin, 0 fr. 10 ; Charles Antoine ; 0 fr. 50 ; C. G., 0 fr. 50 ; J. Z., 0 fr. 25. Ensemble : 10 fr. — Merci à tous.

E. M., à Turin. — R., à Micheroux. — C., à Garches. — P. R., à Grand-Croix. — B. M., à São-Paulo. — N., à St-Hilaire. — Q., au Chambon. — H., à Chalons. — K., à Lausanne. — H., à Genève. — C., à Pont-St-Remy. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 14 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 AOUT 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

TRISTE RETOUR

Durant des siècles, les ministres d'une religion prétendant reposer sur des principes de mansuétude et d'amour disposèrent à leur gré de la direction morale et même politique de la société chrétienne. Il semblerait que, pendant cette longue période, les peuples soumis à leurs lois eussent dû jouir d'une félicité et d'une prospérité sans pareilles ; que l'esprit de fraternité et de dévouement réciproque qui, affirme-t-on, dicta les préceptes de cette religion, eût dû pénétrer profondément dans les mœurs de ces peuples.

Il n'en est rien. Au nom même de ces principes de charité, jamais peuples ne furent plus durement asservis. Les prêtres de cette doctrine qui disait : Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fût fait, donnèrent l'exemple de la plus féroce intolérance. Eux dont le maître avait dit aussi : « Celui qui frappera avec l'épée périra par l'épée », n'eurent, à l'égard de quiconque s'écartait de leurs dogmes, d'autre moyen de persuasion que la violence : le feu ou l'épée. Inutile de rappeler les luttes sanglantes, les massacres sommaires entrepris à leur instigation et dirigés par eux : hérétiques de toute croyance, Ariens, Manichéens, Albigeois, Hussites, Luthériens, Huguenots, Juifs, innombrables furent leurs victimes. C'est à eux que l'on doit les horreurs de l'Inquisition ; horreurs qui — Montjuich en fait foi — ne sont pas depuis si longtemps éteintes. Et il est essentiel de remarquer que c'est précisément au pays le plus asservi par les prêtres que ces horreurs persistèrent le plus tard. Elles sont prêtes d'ailleurs à se réveiller. Les chemises soufrées de Drumont, les araignées venimeuses de Rochefort, la double boucle de Lebon et les bayados de tel autre de leurs amis, nous renseignent à point sur l'état de leur mentalité.

Ils sont donc fort mal venus, ces tenailleurs de chair humaine, de venir crier à la persécution et au martyre, parce qu'une tracasserie — oh ! très passagère, vous le verrez — vient les gêner quelque peu dans leur œuvre d'abêtissement des intelligences. L'histoire de leurs crimes leur impose quelque retenue. On ne leur a pas jusqu'ici labouré les chairs de crampons de fer, arraché les ongles ou versé du plomb fondu dans les oreilles ; on ne les a pas fait rôtir à petit feu ou gavés d'eau jusqu'à les en faire crever, ces doux apôtres si mielleusement confits en charité. Non, la « coalition judéo-maçonnique » se borne à exiger d'eux qu'ils sollicitent une autorisation pour pouvoir enseigner.

Sans prendre parti pour celle-ci, je ne puis arriver à les plaindre. Eux qui n'eurent jamais d'autre loi que l'arbitraire — divin si l'on veut, mais arbitraire néanmoins — on les voit aujourd'hui — que les saints hommes me pardonnent une comparaison si malséante — s'agiter comme des diables dans un bénitier, parce qu'à tort ou à raison on veut les plier à la loi commune.

Bien que quiconque résiste à la loi ait droit de prime abord à notre sympathie, franchement ceux-ci ne sont pas intéressants. Hypocrites sanguinaires, despotes implacables et rapaces, tels ils se manifestent en toute occasion. Depuis seize siècles environ qu'ils ont eu en main la direction soit effective, soit morale de la société, où en sommes-nous ? La terre est couverte de soldats, et les peuples se ruinent en armements et en inventions de meurtre. C'est plus fort qu'eux ! Ces panégyristes de la douceur et de l'abnégation ont soif de sang, il leur faut des batailles, des carnages. A la lueur des incendies, ils brandissent des croix, encourageant les hommes, au *nom* de la Guerre sainte, à l'extermination de leurs semblables. C'est là ce qu'ils appellent « s'aimer les uns les autres ».

Leur royaume pourtant n'est pas de ce monde. De combien de vertus ne sont-ils pas doués ! Que de vœux n'ont-ils pas formulés ! Vœu d'humilité, vœu de chasteté, vœu de pauvreté, etc. C'est humblement, bien humblement, ô doux Jésus, qu'ils n'ont cessé et ne cesseront de se livrer à toute sorte d'intrigues, pliant, rampant, mais toujours irréductiblement tenaces, pour accaparer la direction des âmes et le droit de les façonner à leur gré. C'est chastement, bien chastement, ô sainte Vierge ! qu'ils débauchent et parfois étranglent quelque jeune garçon. Et dans quel dénûment ne vivent-ils pas, ces austères Galiléens, chez qui les coffres-forts ouverts à l'improviste accusent une circulation habituelle de plusieurs millions ? De quel exemplaire détachement des méprisables biens d'ici-bas, vanités des vanités, font-ils preuve, ces princes de l'Eglise, évêques chamarrés d'or et couverts de pierreries, dont le pontife souverain, représentant sur la terre le dieu vagabond que la légende fait naître dans une étable, est l'homme le plus riche du monde !

Quelle pitié peuvent-ils inspirer ? Quelle indignation peuvent exciter leurs tribulations ? Ne serait-on pas tenté, si la persécution était sérieuse, de leur crier, pour tout réconfort : Chacun son tour.

***

Toutefois, au-dessus de ces funambulesques martyrs, plane, dégagée des contingences, la question de principe. Toute restriction de la liberté, toute intervention du pouvoir ayant pour but de supprimer ou de diminuer un droit est un mal pire que celui auquel elle prétend remédier. L'approuver c'est, en effet, reconnaître aux gens au pouvoir le droit d'appréciation et de sanction de nos actes, bons ou mauvais. Et cette reconnaissance est à double tranchant. Car si, aujourd'hui, elle a exceptionnellement pour effet de restreindre la portée d'une malfaisance sociale, parce que par hasard l'intérêt des gouvernants se trouve cadrer avec celui des gouvernés, demain, et le plus souvent, elle donnera des armes au gouvernement pour frapper les hommes d'avant-garde et tenter d'étouffer les idées de progrès. S'il est bon, comme résultat, qu'un Flamidien, un Syveton ou un Dausset n'enseigne plus, l'exclusion de l'Université d'un Hervé, d'un Degalvès ou de tel autre semeur de justice et de vérité est une perte pour la cause humanitaire.

L'enseignement congréganiste est détestable, d'accord. Mais l'enseignement de l'Etat ne vaut pas mieux. Aux superstitions du premier, le second a substitué la superstition du drapeau, de la patrie et de la guerre. Et toutes les superstitions sont égales devant la raison. C'est à ce chauvinisme, à cette hypnotisation militariste répandue à flots par l'enseignement laïque depuis trente ans que nous devons la ruée de ces hordes nationalistes qui se produit, à chaque tentative de progrès, à l'encontre de la propagation de la vérité.

Les tracasseries à l'endroit des congrégations, pour si plaisantes qu'elles soient, ne sont pas un indice de marche en avant. De tout temps, et je voudrais que les socialistes qui, aujourd'hui, soutiennent le gouvernement, se pénètrent bien de cette vérité, de tout temps la caste au pouvoir, quelle qu'elle fût, dirigea l'instruction publique dans un sens conforme à ses intérêts. Si l'enseignement officiel prescrit par la bourgeoisie républicaine se trouve momentanément en conflit avec l'enseignement clérical, ce n'est point, qu'on en soit bien convaincu, parce que cette bourgeoisie se dispose à orienter l'enseignement vers des méthodes et un but plus en rapport avec les aspirations sociales nouvelles. Elle acceptera moins volontiers un enseignement sincèrement socialiste et, à plus forte raison, libertaire, qu'un enseignement imprégné de superstition religieuse.

Le monopole de l'Etat en matière d'enseignement est la pire des conceptions. L'Etat a adopté les mêmes méthodes dogmatiques, les mêmes procédés abrutissants et tueurs d'initiative intellectuelle, qui constituent le fond de l'enseignement clérical ; il s'est borné à les orienter vers un but un peu différent, mais non préférable. S'il accapare le monopole de l'enseignement, l'enseignement clérical n'existera plus — en principe — mais il n'y aura plus de place pour aucun enseignement de progrès.

Les gouvernements, même républicains, ont horreur des penseurs libres. Et si, aujourd'hui, un conflit passager surgit entre dirigeants laïques et dirigeants congréganistes, les uns et les autres, également broyeurs de cerveaux, s'uniront toujours dans l'entente la plus cordiale

pour persécuter et tenter d'étouffer les progrès de la pensée libre.

Nous n'avons donc, dans la querelle présente, à prendre parti ni pour les uns ni pour les autres. Notre rôle est de continuer à proclamer, comme toujours, le renversement de toute barrière, aussi bien pour nos adversaires que pour nous, et la libre émulation des initiatives, seule susceptible d'amener le règne définitif de la vérité.

André Girard.

UNE ENQUÊTE

La Confédération générale du Travail entreprend auprès des syndicats ouvriers une enquête sur « ce qu'il y aurait à faire pour la classe ouvrière en cas de Grève générale triomphante », enquête intéressante sur plus d'un point.

Il suffit, en effet, de lire l'exposé des motifs et les questions posées par la Confédération, pour se rendre compte de tout l'intérêt éducatif qu'offre aux travailleurs une semblable enquête.

« Jusqu'ici — est-il dit dans l'exposé — la Grève générale n'a été examinée qu'au point de vue combatif, et c'est surtout l'action dissolvante qu'elle exercera sur la société capitaliste qui a été le but des préoccupations ouvrières.

« Il serait exagéré d'affirmer que, sur ce point, tout a été dit, que plus rien ne peut être ajouté.

« Mais un côté trop négligé, trop laissé dans l'ombre et sur lequel il est surtout indispensable d'attirer l'attention des travailleurs, c'est la question de savoir quelle sera l'attitude du prolétariat au lendemain d'un mouvement triomphant de Grève générale.

« Il est d'autant plus nécessaire d'y songer que des conceptions dont la classe ouvrière sera imprégnée dépendra, pour elle, le succès définitif : si elle a des idées nettes, précises, elle pourra passer de suite à leur réalisation et n'aura pas à craindre un retour en arrière ; si, au contraire, elle n'a que des notions vagues, confuses, et qu'elle attende pour agir un mot d'ordre qui, forcément, viendra trop tard — ou qui ne viendra pas — elle se préparera de nouvelles et cruelles déceptions. »

Et c'est justement pour parer aux déceptions qui ne manqueraient pas de se produire, que les travailleurs groupés dans les syndicats ouvriers se préoccupent dès maintenant de savoir comment et par quels moyens assurer, en même temps que la production, la répartition des produits fabriqués.

Voici le questionnaire adressé aux organisations ; tel quel, il est encore certainement bien incomplet, mais il peut, sur bien des points, donner une idée générale de ce qu'il y aurait à faire :

1° Comment agirait votre syndicat pour se transformer de groupement de lutte en groupement de production ?

2° Comment opéreriez-vous pour prendre possession de l'outillage vous afférant ?

3° Comment concevez-vous le fonctionnement des usines et ateliers réorganisés ?

4° Si votre syndicat est un groupement de voirie, de transport de produits, de transport de voyageurs, de répartition de produits, etc., comment concevez-vous son fonctionnement ?

5° Quelles seraient, une fois la réorganisation accomplie, vos relations avec votre Fédération de métier ou d'industrie ?

6° Sur quelles bases s'opérerait la distribution des produits et comment les groupes productifs se procureraient-ils les matières premières ?

7° Quel rôle joueraient les Bourses du Travail dans la société transformée, et quelle serait leur besogne au point de vue de la statistique et de la répartition des produits ?

Les syndicats, nous n'en doutons pas, suppléeront aux omissions qui ont pu être faites.

De plus, cette conception du syndicat, embryon du groupe de production de l'avenir est loin d'être partagée par tous ; elle est, je le sais, très discutable sur bien des points, mais, syndicats ou groupes quelconques d'individus, il n'en est pas moins très utile que les travailleurs se préoccupent de ce qu'ils auraient à faire « au lendemain de la Révolution ».

Enfin, cette enquête montre toute l'évolution subie par les syndicats ouvriers. Ce ne sont plus comme à leur début, de simples groupes de résistances à l'avidité capitaliste. Leurs conceptions se sont élargies, et le seul fait de leur voir ouvrir une pareille enquête donne une idée du point où ils sont aujourd'hui parvenus.

Et ainsi, doucement, mais plus profondément chaque jour se creuse le fossé qui sépare les travailleurs économiquement organisés des politiciens qui songent à diriger l'action de la classe ouvrière à leur profit.

Et au moment où ces politiciens du socialisme, préoccupés par dessus tout du pouvoir qui leur échappe momentanément, mais qu'ils comptent bien — ils l'ont déclaré — ressaisir sous peu, se posent en adversaires décidés des moyens violents « sans en excepter la Grève générale », l'enquête ouverte par la Confédération du Travail revêt un caractère plus important.

Les travailleurs trop longtemps dupés et trompés, entendent aujourd'hui faire leurs affaires eux-mêmes, et c'est pourquoi, méthodiquement, sans se préoccuper de leurs maîtres du jour et de ceux possibles de demain, ils recherchent les moyens propres à transformer la société capitaliste en une société libre.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

Deux élèves de Saint-Cyr ont été frappés par une cartouche qu'on ne croyait pas chargée, durant des expériences de mitrailleuses. L'un est mort. La mort d'un être jeune, désireux de vivre, est une chose très triste. Malheureusement, ce jeune homme avait choisi un métier étrange : le métier de tueur d'hommes. Et les parents qui le pleurent ne réfléchissent pas que le sort affreux qui a frappé leur enfant, leur enfant voulait en frapper d'autres jeunes hommes, aussi désireux de vivre que lui, ayant des parents comme lui, et que si la mitrailleuse n'eût pas déchiqueté et broyé leur fils, leur fils s'en serait servi pour déchiqueter et broyer d'autres fils, d'innombrables quantités de fils...

⁂

Autre explosion, au camp de Satory : six morts, un lieutenant, un adjudant, trois sergents, un caporal et une dizaine de soldats blessés. Encore des hommes de guerre tués par les engins mêmes avec lesquels ils se proposaient de tuer. Ce serait l'occasion pour les prédicateurs, s'ils étaient logiques, de reconnaître en leur Dieu un antimilitariste.

⁂

Dans la caserne du 9e hussards, à Menpenti, l'adjudant de semaine passant l'inspection des cavaliers, inflige quatre jours de salle de police au maréchal des logis Simoni, parce qu'un des hommes sous ses ordres, Daniel Malfrey, avait un fil blanc sur son pantalon. La revue terminée, Simoni court à la chambrée et, sans dire un mot, se jette sur Malfrey, le frappe à coups de pieds et à coups de poings avec une rage telle qu'il se blesse à la main ; alors il saisit une courroie et recommence à frapper jusqu'à ce qu'il n'en puisse plus et, il s'en va en criant à sa victime : « Si tu dis un mot, je te brûle la gueule ! »

Terrorisé, Malfrey ne dit rien, en effet ; mais il est obligé d'aller à la visite, et ses blessures sont telles qu'on l'exempte de tout service et l'admet aussitôt à l'infirmerie. Mais sur la plainte des parents, une enquête est ouverte, et le maréchal des logis Simoni est arrêté.

Ainsi voilà un homme qui, se prévalant du principe d'autorité, en traite un autre comme cela se faisait aux plus beaux temps de l'esclavage et du servage, et cet autre homme se laisse faire, reçoit docilement les coups, n'essaye pas de tuer son agresseur. — Pourquoi ?... parce qu'il est terrorisé. — Par quoi ?... Par un bout de galon que son bourreau a sur la manche.

⁂

Il s'est tenu au ministère des Affaires étrangères, une Conférence internationale, en vue de réprimer le honteux commerce de chair féminine connu sous le nom de traite des blanches. Fort bien. Mais de ce que ces messieurs et dames seront un peu moins libres dans leur commerce, il ne s'ensuit pas que la prostitution sera supprimée. Elle ne sera supprimée qu'en même temps que la propriété capitaliste dont elle est la conséquence nécessaire.

⁂

Chabaneix, l'assassin du docteur Ordenstein, a fait ses études au séminaire d'Ajain. Il passa ses deux baccalauréats. Il alla au régiment et en revint avec le grade de sergent.

Ainsi, voilà un jeune homme, selon le cœur des croyants et des patriotes, bon élève de séminaire, bon soldat. C'est un assassin.

Si nous étions des gens de parti pris, des sectaires, nous dirions : le séminaire et la caserne ne sont bons qu'à faire des assassins, des pédérastes, des escrocs, etc... Mais nous laissons ce genre d'argumentation à ceux qui préfèrent les besognes bruyantes aux bonnes besognes ; et, n'ayant d'autre but que la recherche du vrai, nous disons simplement : du séminaire et de la caserne sortent tantôt d'honnêtes gens, tantôt des bandits. Ceci ne prouve pas que le séminaire et la caserne transforment leurs élèves en bandits, mais ceci prouve qu'ils sont impuissants à les transformer en honnêtes gens ; ce qui est une constatation terrible contre ces deux institutions, puisqu'elles ont précisément la prétention de détenir le monopole de la vertu et de l'honneur. Sans doute, des individus déjà vertueux et honorables par eux-mêmes, elles ne pourront pas faire des bandits. Mais elles pourront aiguiller leur idée de la vertu et de l'honneur sur une voie fausse. Mais elles pourront, chez d'autres individus, accentuer certains de leurs défauts : par exemple, le séminaire rendra les hypocrites plus hypocrites, la caserne rendra plus brutaux les brutaux.

Il est possible que la religion ne doive pas être rendue plus responsable des Chabaneix que des Saint-Vincent de Paul. Il est probable que celui-ci eût été bon, et celui-là méchant, sans elle. Mais il est probable aussi que sans elle, la générosité du saint eût trouvé une direction plus véritable, se fût élevée de la charité divine jusqu'à la justice terrestre, et que l'humanité tout entière s'en fût mieux trouvée.

La religion égare les bonnes volontés et ne redresse pas les mauvaises.

R. C.

⁂

Grenoble. — La maladie du scissionnisme qui ronge le collectivisme depuis plus d'un quart de siècle, vient de s'abattre de nouveau sur les purs du socialisme autoritaire de Grenoble.

Le farouche révolutionnaire Zévaès vient d'être excommunié de la Fédération socialiste de l'Isère, à la presque unanimité des délégués présents représentant les différents groupes socialistes du département.

Les causes, comme toujours, sont les intrigues personnelles, dont Zévaès et sa bande sont les principaux instigateurs.

Il y a quelque temps que la corde tirait entre le Comité fédéral et Zévaès. Celui-ci résolut de se rendre indépendant et forma à Grenoble le « Parti socialiste de Grenoble », où se recrutait tout ce qui voulait y entrer pourvu que cela fit nombre, avec intention, le cas échéant, de noyer la Fédération.

Cette tactique fut celle employée par tous les politiciens ; je crois qu'en cette circonstance elle ne réussit pas à Zévaès.

La Fédération s'en émut et envoya une circulaire à tous les groupes collectivistes de l'Isère et au Conseil national du parti, signalant les agissements de Zévaès.

De son côté, le comité de Fontaine, près Grenoble, composé d'hommes de paille de Zévaès, envoyait au dit groupe une autre circulaire, les invitant à ne pas envoyer de délégués au Congrès projeté par la Fédération.

Par moi-même je connais ce triste individu qu'est Zévaès, qui, se disant révolutionnaire, rendait hommage au drapeau tricolore aux Abrets, et déclarait qu'en cas de guerre il fallait faire son devoir de patriote (Discours de Bourgoin et Dolomieu).

Lui ayant fait la contradiction, il me nia les propres paroles de Guesde, contenues dans une brochure éditée par la Fédération socialiste de l'Isère, où Guesde déclare qu'une partie de la conquête des pouvoirs publics doit être faite à coups de fusil ; malheureusement je n'avais pas la brochure avec moi, je ne pensais pas que l'individu fût d'une aussi mauvaise foi.

Montgourdin.

* *

Mouvement ouvrier. — Depuis déjà pas mal de temps, aucun des actes accomplis par la Confédération générale du Travail ne trouve grâce devant la socialiste!! *Petite République*.

La circulaire la plus anodine, une phrase prononcée par un camarade au cours d'une réunion, les manifestes d'appel au Congrès, l'enquête sur la grève générale, etc., etc., tout est sujet aux critiques les plus acerbes.

Certes, les gros pontifes de la maison ne condescendent pas jusqu'à discuter ce que peuvent faire les travailleurs uniquement occupés d'action économique, et pour de si petites gens, on a lâché contre la Confédération un rédacteur de second plan ramenant tout à sa petite vision.

Nos excellents politiciens ne peuvent pas admettre que les syndicats se refusent plus que jamais à s'abstenir de faire de l'action politique, et il était habile — sinon très honnête — de vouloir entraîner le journal de la Confédération dans une polémique de presse que l'on aurait exploitée au prochain Congrès corporatif, pour démontrer que le journal ne se tenait pas absolument en dehors de toute campagne politique.

Malheureusement pour les jésuites rouges, les travailleurs qui rédigent *La Voix du Peuple* ont compris où l'on voulait les entraîner; ils se sont refusés à répondre aux insinuations malveillantes et s'en expliquent auprès de leurs camarades dans un manifeste publié en tête du dernier numéro du journal où ils justifient leur conduite comme il suit :

Lorsque, à Limoges, au Congrès corporatif de 1895, fut fondée la Confédération générale du Travail, c'est après une longue et sérieuse discussion que 142 organisateurs (contre 14, plus 6 abstentions et 5 absences) se prononçaient pour l'adoption du paragraphe constitutif suivant :

« Les éléments constituant la Confédération générale du Travail devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques. ».

Cette décision était le résultat de douloureuses expériences et, depuis lors, la Confédération n'a eu qu'à se louer d'être restée fidèle à son esprit. Cela lui a suscité bien des critiques — surtout de la part de ceux qui regrettent le temps où les syndicats étaient plus préoccupés de visées électorales que de leurs intérêts économiques.

La plus récente campagne qu'a suscitée l'orientation logique de la Confédération, est l'œuvre de *la Petite République*, qui, en une série d'articles, a pris à partie tous les éléments du Comité confédéral.

Le Comité confédéral s'est ému et, dans sa dernière séance, il a, *à l'unanimité*, voté l'ordre du jour suivant :

Suit un ordre du jour assez long mettant les travailleurs en garde contre la campagne de désunion syndicale à laquelle se livre le journal *La Petite République*.

Cette attitude des représentants du socialisme gouvernemental était à prévoir. Les syndicats — la très grande majorité tout au moins — se sont abstenus de prendre part à la dernière campagne électorale, et cela a pu nuire à quelques candidats malheureux qui s'en vengent comme ils peuvent.

Les travailleurs ont vu clair et ont agi prudemment en refusant la polémique où voulaient les entraîner les politiciens du socialisme.

La lutte qu'ils ont entreprise sur le seul terrain économique est assez vaste, pour qu'ils n'aient pas à se préoccuper des tentatives faites pour les en détourner.

* *

Les jaunes. — Dans le journal corporatif *La Typographie française*, je cueille au milieu d'un procès-verbal de séance, ce tuyau qui me laisse songeur : « Si le syndicat *catholique* se prononce dans ce sens, les relations pourront devenir *confraternelles*. » La jaunisse gagnerait-elle Messieurs les typos, et ceux-ci conserveraient-ils leurs foudres pour les seuls syndicats des femmes typographes que l'on a jadis refusées et dont on critique aujourd'hui — non sans raison parfois — les agissements. En tout cas, le syndicat de femmes vaut bien le syndicat catholique à qui nos typos font risette.

Il ne faut pas s'arrêter en si beau chemin ; M. Lanoir vient de fonder l'Union typographique dunkerquoise.

Il y a peut-être là aussi des relations confraternelles à *entretenir*. Que M. Keufer y songe.

Tout ou rien ! Allez-y, Messieurs les typos.

P. Delesalle.

Espagne.

Jerez. — Parmi les clauses de l'accord qui a terminé la récente grève, il en était une qui avait une importance toute particulière : celle par laquelle les patrons s'engageaient à payer aux ouvriers agricoles 3 réaux par jour au lieu de l'insuffisante et mauvaise nourriture qu'ils ont coutume de leur octroyer. Mais ce contrat, après tant d'autres, est paisiblement violé par les patrons. Ce qui prouve, une fois de plus, qu'il n'y a de véritable et durable victoire, pour les travailleurs, que la grande victoire finale, celle qui changera les bases mêmes de l'organisation actuelle. La société capitaliste est comme ces poussahs dont s'amusent les enfants, pantins dont le corps se termine en une grosse boule lestée à la base. Vous pouvez bien en les tirant à droite et à gauche, les faire osciller un peu, mais finalement ils reprennent toujours leur position première et continuent de vous regarder, avec leur sourire idiot et triomphant. C'est le lest qu'il faut enlever, et pour ça, sans doute, briser le pantin.

M. L.

Etats-Unis.

La presse du monde entier a raconté, d'une façon plus ou moins fantaisiste les événements qui se sont déroulés à Paterson, New-Jersey dans la journée du 18 juin.

Naturellement, tout ce qui a été écrit, est très loin de la vérité. Voici les faits: Depuis de très longues années, une propagande active et suivie a été faite parmi les travailleurs de cette ville, dans les différentes langues, mais particulièrement parmi ceux de langue italienne ; aussi les travailleurs ne se laissent pas facilement berner par toutes les fallacieuses promesses des politiciens de toute couleur et savent que leurs patrons ne sont que les détenteurs d'un patrimoine qui, de droit, devrait être à tous.

Cette propagande, ayant développé la conscience de leurs droits chez un nombre considérable de travailleurs, s'est manifestée dans différentes circonstances, surtout dans la lutte sur le terrain économique.

Chaque fois qu'un conflit a surgi entre patrons et ouvriers, les anarchistes ont fait cause commune avec ses derniers, sans s'intéresser aux mesquines questions professionnelles ou techniques, sans soutenir ou combattre une union de métiers plutôt qu'une autre. Les anarchistes se jetaient dans la mêlée pour aider les opprimés, s'en faisaient apprécier, et ainsi, en payant d'exemple, se faisaient estimer par tous les hommes sincères.

Lors de la grande grève des manœuvres-teinturiers qui éclata brusquement et sans que les patrons fussent prévenus, ces derniers ont senti l'œuvre de propagande anarchiste.

Ce n'étaient pas des syndiqués disciplinés, numérotés qui se mettaient en grève, c'était des ouvriers très mal rétribués qui, secondés par des hommes énergiques qui formulaient leurs demandes, modestes en apparence, donnaient un tel exemple de virilité.

Immédiatement la grève fut généralisée dans la corporation ; mais non contents de cela — et c'est là que notre œuvre se dessine — une campagne ardente commença. L'idée de grève générale pour tout ce qui touchait directement ou indirectement à l'industrie de la soie, fut répandue et acclamée. Les orateurs connus habitant Paterson parlaient chaque soir aux grévistes. C'était en langue italienne que le camarade L. Galléani, avec force arguments, montrait l'inanité des grèves partielles : Dumas faisait la même besogne parmi les travailleurs de langue française.

Un jour vint où l'idée fut si bien imposée que les éléments de langue anglaise en furent à leur tour imprégnés. Alors deux mass-meetings, où purent se faire entendre nos camarades Grossmann, en langue allemande, et M. Queen, en anglais, portèrent le dernier coup. Immédiatement les grévistes ne virent plus d'autre issue pour obtenir gain de cause. L'enthousiasme était tel que les plus conservateurs ne purent endiguer le courant qui entraînait tout sur son passage. Les socialistes se virent ignorés, et les chefs d'union contraints d'accepter les faits.

Arrive le 18 juin où, dans un meeting, la grève générale fut acclamée et mise en pratique sur le champ.

C'était un beau spectacle que ces six mille personnes descendant sur la ville, arrêtant sur leur parcours toutes les fabriques en activité. Ce fut non moins remarquable lors du premier conflit avec les policiers. Ces derniers, habitués à voir tout le monde s'enfuir aussitôt qu'ils levaient leurs bâtons ou faisaient mine de sortir leurs revolvers de leurs poches, furent surpris ce jour-là de trouver en face d'eux des hommes qui, aux coups de revolvers, répondirent de même. Ce fut au contraire, les policiers qui s'enfuirent effrayés. Un bon point à nos amis de langue italienne et à leurs vaillantes compagnes qui marchaient en tête, pleines d'enthousiasme.

Ce ne fut que lorsque les policiers furent armés de fusils à répétition que le combat, devenu inégal, cessa. L'armée vint également, et un règne d'oppression commença pour nous. Les patrons comprirent que cette résistance de la part de leurs ouvriers, que cette solidarité des autres travailleurs se joignant aux grévistes, tous ces symptômes de profond mécontentement ne pouvaient qu'être l'œuvre des anarchistes. En effet, car, malgré la police et l'armée, les grévistes refusèrent de retourner au travail aux anciennes conditions, et, chose plus remarquable, l'idée de grève générale était si bien ancrée dans l'esprit des travailleurs que d'autres corporations se joignirent au mouvement. Les travailleurs éloignés de Paterson cessèrent tout travail : entre autres les tisseurs de West-Hobloken, Union Hill et Hackensack. Les patrons n'avaient jamais vu semblable chose ; ils n'en revenaient pas. Aussi les autorités mirent sur pied plusieurs bataillons de leur milice. Deux furent envoyés à Paterson, dont un de cavalerie.

Depuis, les gouvernants de Washington envoyèrent leurs détectives à Paterson pour veiller et appréhender, si possible, les éditeurs de publications anarchistes. Le chef de police fut suspendu comme n'étant pas assez féroce. Ceux de la secrète étaient jour et nuit sur pied pour arrêter les camarades connus. Mac Queen fut arrêté à New-York et Grossmann, qui n'avait que parlé dans deux meetings et n'était pas à Paterson dans la journée du 18 juin, fut également arrêté, en violation de tout droit. Les imprimeurs reçurent la visite des policiers qui leur donnèrent l'ordre de n'imprimer aucun journal anarchiste. De là la disparition momentanée, non seulement à cause du manque d'imprimeurs, mais aussi par suite du départ du camarade Dumas, recherché par les autorités.

Le camarade Galléani est également recherché et les amis de la *Question sociale* ont beaucoup de peine pour faire paraître leur journal.

Un comité de vigilance a été formé, composé des gros bonnets de la ville, qui veulent manger de l'anarchiste, mais qui n'ont pas le courage de se faire connaître. Par la voix des journaux, ce comité a fait appel aux habitants pour qu'ils signalent tous les hommes entachés d'idées anarchistes, un appel à la délation quoi !

Les listes noires se dressent.

Les meetings sont interdits.

C'est le régime du bon plaisir.

Et, malgré tout, l'idée fait son chemin. Désormais, il n'y aura plus de grèves partielles à Paterson et dans les environs. Grève générale est le cri du jour ; l'expropriation suivra.

Les Américains, ou gens de langue anglaise, ne nous ont pas donné le coup de main auquel nous avions droit. Loin de là, ils se sont montrés réfractaires; pourtant, d'ici de là, avec plaisir, avons-nous pu constater que la foi dans les moyens dits légaux a fait son temps pour beaucoup d'entre eux.

Notre participation à ce mouvement nous a une fois de plus prouvé tout ce que le convaincu peut accomplir de bon et de durable ; c'est aux hommes d'agitation de se joindre aux mécontents, de montrer de l'énergie et de la persévérance. Alors, ils seront écoutés. Qu'ils parlent, non pas de philosophie, mais de ce qui touche directement les mécontents, qu'il soit terre à terre; les événements marchant très vite dans certaines périodes, en quelques jours la mentalité des individus est bien vite transformée.

A l'heure où j'écris, 8 juillet, la grève n'est pas terminée.

M. D.

Italie.

Turin. — *La Chute de la Tour de Saint-Marc*. — Ces jours derniers, les journaux italiens annon-

çaient, par de brefs télégrammes, l'écroulement d'une mine en ensevelissant 300 mineurs. Aujourd'hui, ils consacrent de longues colonnes à la chute de la tour Saint-Marc. Avec tout le respect dû à l'art, il est curieux de constater dans quelles grossières exagérations tombent les personnes qui passent pour sensées. Certaines comparent ce malheur à la perte d'un être cher, d'autres rien moins qu'à la catastrophe de la Martinique! Et voilà! trente ou quarante mille personnes qui, dans la vie, comptent à peine autant que l'existence d'une tour! En attendant, pour la reconstruire, la municipalité de Venise a voté 500.000 francs, la caisse d'épargne 100.000 francs; de toutes parts pleuvent les offrandes et des souscriptions sont ouvertes, et, pendant ce temps, à la campagne, on lésine sur le salaire des travailleurs de la terre, en ville on dépense deux ou trois millions pour reconstruire une tour qui ne sera pas celle qui est perdue.

Marius.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Nous rappelons aux camarades qui s'intéressent à la diffusion du journal, que nous tenons à leur disposition des numéros invendus autant qu'ils en désirent.

Il leur suffit de nous envoyer le prix du port, soit 1 fr. 50 par colis de 10 kilog. et 0 fr. 90 par colis de 5 kilog.

Nous ferons le service de quelques numéros du journal à toutes les adresses que nos lecteurs voudront bien nous envoyer et où ils jugeraient qu'il y a un abonnement possible à récolter.

∴

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Eglise, 38. — Conférence tous les jeudis, à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade.

∴

Quelques camarades de la rive gauche ont formé depuis plus de trois ans, sous le titre *Lyre Sociale de la Rive Gauche*, un groupe théâtral.

D'efforts en efforts, ils ont éliminé successivement toutes les idioties à la mode acceptées dans les lyres de jeunesse et se sont composé un répertoire des meilleurs.

Nos jeunes compagnes, nos jeunes camarades des 5e, 13e, 14e arrondissements qui se sentent quelques aptitudes scéniques et qui sont convaincus que cette propagande n'est pas inutile, pourraient se rencontrer avec les camarades de ce groupe, afin de pouvoir entreprendre des œuvres plus sérieuses.

Ces camarades se réunissent les mardis, 14, rue de l'Espérance, dans le local d'une coopérative; ils cherchent actuellement un lieu de réunion plus au centre des trois arrondissements cités.

∴

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Conférences d'août:

Samedi 2. — A. Bloch: Spinoza, V. Conséquences sociales de la morale de Spinoza.

Mercredi 6. — L. Ducharne: Opinions de divers auteurs sur la Guerre et le Militarisme.

Jeudi 7. — Cours de diction par M. Lancy.

Vendredi 8. — Altayrac: Cours de physique.

∴

Groupe Antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les lundis et jeudis au Syndicat de l'ébénisterie, 57, rue de Charonne, XIe arrondissement.

∴

Le camarade P. G. désire se procurer une collection du journal *l'Endehors*, en bon état; adresser les propositions au journal.

∴

Dimanche 3 août, à 8 h. 1/2 du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion de la Société instituée pour la création et le développement d'un milieu libre en France.

La Société fait appel au concours de tous les militants et réclame particulièrement la présence de Libertad, Prost, Paraf-Javal, Malato, Girault, Janvion, E. Armand, Beylie, Butaud, etc., le but de la Société étant de créer un groupement de pratique de communisme libertaire.

∴

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Librairie-bibliothèque, prêt gratuit. Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures. Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, cartes postales, etc.

∴

Jean-Pierre, sommaire du numéro 17:

Chose vraie, par J., ill. Roubille.

Le Déménagement de Pierrot, par Léon Bigot.

Le Rossignol, par Andersen, ill. Creiche (fin).

Amitiés entre animaux, trad. anglaise, ill. J. Hénault.

Avis aux amis.

Réponses aux devinettes.

∴

Quatre Chemins. — *L'Emancipatrice*. Réunion des adhérents le samedi 2 août, salle Giot, et rue des Ecoles, Aubervilliers.

Tous les camarades sont invités à assister à cette réunion.

∴

Rennes. — Les camarades désireux de se procurer le journal peuvent s'adresser à Kersulec, 12, rue Lechapelier.

∴

Roubaix. — Les camarades de la Bibliothèque remercient le camarade qui a payé le bouquin *Guerre-Militarisme* qu'ils ont reçu.

∴

Troyes. — Le groupe de propagande invite les camarades à assister à la soirée familiale du dimanche 3 août, à 8 heures du soir, dans la salle de réunion, chez M. Protat, 6, rue Charbonnet. A l'issue de la soirée, sera faite par le camarade Denizot une causerie sur le but du groupe.

∴

Corbeil. — Le *Foyer social*, notre groupe libre, commence à se former et il a pour but unique la création d'une véritable Maison du Peuple basée sur le communisme intégral. Prière aux personnes qui possèdent et qui pourront nous aider de vouloir bien nous encourager par l'envoi de fonds, livres ou brochures.

Adresser au camarade Jean Rey, 20, rue Carnot, à Corbeil (S.-et-O.).

BIBLIOGRAPHIE

Les Embrasés, par Michel Corday; 1 vol., 3 fr. 50, de la Bibliothèque Charpentier, chez E. Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.

Catecismo socialista, par Alejandro Bustamante, à Santiago de Chile.

La Méthode du féminisme, par Jacques Bonzon; 1 broch., imprimerie E. Aberlen et Cie, à Vals-les-Bains.

Lettres sur l'éducation et l'enseignement, par Léon Tolstoï; une plaquette, 1 fr., chez P.-V. Stock, 27, rue Richelieu.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Prix dans nos bureaux: 7 fr. 50; par colis postal: 8 fr. 10.

L'édition non illustrée: dans nos bureaux, 2 fr. 50; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

∴

Le 11e fascicule des chansons qui contient: *Bonhomme en sa maison*, d'Eugène Pottier, avec musique; *Hymne anarchiste*; *Prophétie*, monologue, etc. L'exemplaire, 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15.

Pourquoi nous sommes internationalistes, 3e édition, par le groupe E. S. R. I. L'exemplaire, par la poste, 0 fr. 20. Le cent, 10 fr.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les Aventures de Nono, par J. Grave, franco 2 75

La Colonne, par Descaves 2 75

Autour d'une vie, par P. Kropotkine .... 3 »

Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais, préface de Descaves 3 20

Intimités et Révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière 1 65

MUSÉE DES ANERIES

Démagogue (grec *dêmos*, peuple; *agô*, je conduis). Celui qui affecte de soutenir les intérêts du peuple, afin de gagner sa faveur et de le dominer. Par extension: anarchiste.

(Pierre Larousse, *Dictionnaire complet*, édition 1902.)

PETITE CORRESPONDANCE

L., à Arcachon. — Dites aux libraires de s'adresser au représentant de la maison Hachette.

A. C. — Nous avons publié les renseignements que vous nous avez envoyés à peu près intégralement dans le n° 7. Merci.

N., à Marseille. — Bien reçu. Merci.

Le V., à Autun. — Croyez bien qu'il n'y a pas de notre faute et que nous expédions bien le compte.

Libertad. — J'ai réduit la communication; la place nous est parfois très limitée.

Dejaeger. — Le numéro 23 de la sixième année est complètement épuisé.

Reçu pour le journal: Doux père, 1 fr. 40. — Fritz, par Victor, 2 fr. — Les camarades de Saint-Claude: Forestier, Chapez de Lavacis, 0 fr. 50; Rousset Edmond, 1 fr.; Burdeyran C., 0 fr. 50; E. Millet, 0 fr. 25; Lacroix, 0 fr. 25; Lalo, 0 fr. 25; Allard, 0 fr. 25; Laurant, 0 fr. 25; Rousy, 0 fr. 25; Un vrai camarade, 2 fr.; Un aminche, 0 fr. 50; Jules Verpillat, 0 fr. 50; Penod Georges, 0 fr. 25; Trois jeunes anarchos, 0 fr. 50; Layat, 0 fr. 45; Vergivet Camille, 0 fr. 50; Bouillet Al., 0 fr. 50. — Total: 8 fr. 70. Pour compléter: 0 fr. 30. Ensemble: 9 fr. — N., à Marseille, 20 fr. — Valentin, à Roubaix, 2 fr. 20. — Her., 0 fr. 40. — Mlle G., 2 fr. — Merci à tous.

Q., à Brest. — Gas., à Paris. — Gui., à Paris. — C., à Norwich. — J., à Barcelone. — C., à Rabastens. — T., aux Issers. — R., à Lézignan. — C., au Chambon. — P. à Coulanges. — L., à Arcachon. — K., à Rennes. — La., à Hodimont. — D., à Verviers. — M., à Pernambuco. — F., à Genève. — C., à Saillans. — C., au Mas d'Azil. — F. à la Fraternité. — F., à St-Tulle. — C., à Firminy. — F., à Houdeng. — L. B. J. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 15 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 AOUT 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

Un certain nombre d'abonnements ont pris fin avec le précédent numéro.

Nous prions nos abonnés qui nous font parvenir le montant de leur renouvellement, de joindre à l'envoi la dernière bande du journal.

Il n'est pas pris remboursement sur les abonnés de l'étranger. Les camarades voudront bien nous en faire parvenir le montant au plus tôt.

SERVEZ-VOUS DE VOS PROPRES ARMES

Je résumais brièvement, l'autre jour (1), d'après la revue *l'Idée Libre*, le récit des journées d'avril en Belgique. Récit de la plus minutieuse, de la plus entière bonne foi, où pas une allégation n'est apportée sans sa preuve et d'où il appert jusqu'à l'évidence que, dans cette affaire du suffrage universel, la foule socialiste fut constamment trahie par ses chefs.

Je veux y revenir aujourd'hui, parce qu'il y a là un document nouveau, extrêmement précieux pour établir, une fois de plus, que la politique, avec ses alliances nécessaires, ses compromissions fatales, est le tombeau certain de toute action, de toute énergie socialiste.

Pourquoi, en effet, voyons-nous ici ces trahisons et, au bout de ces trahisons, l'échec lamentable d'un gros effort? Parce que, tout le temps de l'action, les chefs socialistes furent des instruments dociles entre les mains des chefs libéraux. Ceux-ci nous l'apprennent eux-mêmes, en s'en félicitant, selon cet extrait de la *Gazette de Charleroi*, leur journal :

> C'est uniquement à son action (au parti libéral) qu'on doit ce fait que les représentants les plus autorisés du parti socialiste ont réduit leurs revendications à cette seule demande de revision de la constitution et se contenteraient encore aujourd'hui de la dissolution des Chambres.
>
> C'est encore à cette intervention que les moyens violents ont été désavoués par les chefs du parti socialiste et sont restés à l'état d'explosions spontanées, irréfléchies, isolées, dont la force publique a eu si facilement raison.
>
> C'est enfin grâce à nos démarches que le Conseil général du parti ouvrier s'est hâté de donner le signal de la reprise du travail, signal qui avait tout au moins comme résultat de hâter cette reprise, et de diminuer, par conséquent, les désordres occasionnés par la grève, décidée à la légère.

Et le *Journal de Charleroi*, commentant ces déclarations, ajoute :

> Tel est le rôle joué par le parti libéral dans cette campagne pour la conquête du suffrage universel. Le parti ouvrier et tous les socialistes s'imaginaient être dirigés, commandés par le Conseil général et ils lui obéissaient avec discipline, avec confiance, avec foi!... Et, en fait, ils ne faisaient que suivre la politique, la tactique et les ordres du parti libéral!
>
> Quand le Conseil général nous demandait de réduire nos revendications à la seule demande de revision de constitution ; quand, la revision rejetée, il nous demandait de nous contenter de la dissolution des Chambres, c'était au mot d'ordre du parti libéral que nous obéissions...
>
> Quand il nous prêchait le calme, l'abandon des moyens révolutionnaires, et jusqu'au désaveu de nos chants et de nos cris de ralliement, c'était à l'intervention du parti libéral que nous obéissions.....
>
> Quand, subitement, avec une précipitation qu'il est d'ailleurs impossible d'expliquer autrement, il a donné le signal de la reprise du travail et cessé la grève, c'était aux démarches du parti libéral qu'il obéissait et qu'il nous a fait obéir.....

Etant donné l'usage que font les socialistes du suffrage universel partout où il fonctionne, il était assez indifférent, me dira-t-on, que les camarades belges en fussent nantis à leur tour. Sans doute. Mais l'intérêt n'est pas là. Quelle que soit la valeur de ce but, il n'y avait pas moins là un but que des prolétaires, des travailleurs, à tort ou à raison, s'étaient donné. Ce but ne fut pas atteint. Pourquoi? Etait-il trop ambitieux? Non, évidemment. Rien de plus humble comme revendication, rien de plus dans les mœurs, au moins de ce côté-ci de l'Europe, que le suffrage universel. Les combattants manquaient-ils de courage ou de force? Au premier signal il y eut 300.000 grévistes dans la rue et, sur quelques points, l'émeute fut héroïque. La bataille fut-elle livrée trop tôt? Depuis deux ans on s'y préparait. Alors quoi?

Ces combattants furent vaincus parce qu'ils ne donnèrent qu'une infime partie de leur force de combat. Et ils ne purent pas en donner davantage parce que eux, prolétaires, eux travailleurs, durent lutter comme des bourgeois, selon des tactiques bourgeoises, en alliance avec un parti bourgeois. C'est-à-dire, exactement, comme des gens pourvus de leurs deux bras, mais qui, allant en guerre avec des manchots, seraient tenus de n'en employer qu'un.

Voilà le vrai, le précieux enseignement des événements de Belgique. Les socialistes de tous pays sauront-ils en profiter mieux que de tant d'autres analogues? Voudront-ils apercevoir que le prolétariat ne sera jamais fort tant qu'il ne saura pas être lui-même?

« Tout d'abord, écrit l'historien des *Journées d'avril*, il faut que le parti ouvrier, qui est surtout un parti économique, se sépare nettement de tous les partis bourgeois, qui ont un intérêt capital à le trahir. La politique, qui n'est qu'un moyen, doit être une politique intransigeante, toute personnelle. Plus d'alliances avec les partis ennemis! »

Cela ne suffit pas. Ce ne sont pas seulement des alliances de dupes qu'il faut répudier, mais encore toutes les tactiques, toutes les attitudes qui ne sont pas d'origine, de marque, d'essence prolétarienne, si je peux dire. Ce n'est pas seulement un programme qu'il faut maintenir, c'est l'originalité, le caractère, la moralité de toute une *classe*.

Mais il n'y a pas de mot que l'on prononce plus souvent et que l'on comprenne plus mal que celui-ci, dans les milieux socialistes. A quoi cela sert-il d'écrire dans les statuts de son parti : « *Art. 25. — Notre parti est un parti de classe* », si l'on ne donne pas à cette notion son sens le plus profond, le plus vrai et le plus complet?

En accédant à la clarté historique, toute classe nouvelle apporte avec elle non seulement des intérêts nouveaux, non seulement une autre et plus juste conception de vie sociale, mais encore des trésors d'énergie. Et cette énergie neuve se fraye naturellement sa vie, organise ses moyens, moyens inédits, beaucoup plus efficaces, rapides, directs que ceux de la classe précédente. On sent des hommes neufs, n'ayant rien à perdre, tout à conquérir, et se jetant dans la lutte à corps perdu, libres de toute attache avec l'ordre régnant, comme de tous les préjugés de la classe régnante.

Contraindre ces forces neuves, toutes frémissantes, ces forces de portée incalculable sous des tactiques anciennes et usées, les mettre docilement à la suite, empêcher leur libre explosion, c'est les neutraliser plus qu'aux trois quarts, c'est les ruiner aussi sûrement que l'on vicie un sang généreux et pur en l'alliant avec un sang malade. Essayer de maintenir dans les anciens cadres ces combattants de la nouvelle poussée sociale, c'est les pourvoir artificiellement de toutes les faiblesses, de tous les préjugés, de toutes les tares dont ils sont par bonheur et naturellement exempts.

Non, un parti bourgeois et un parti *vraiment* socialiste ne peuvent pas marcher *ensemble*. Même d'accord sur le but, ils se heurteront toujours quant aux moyens. Ils ne vont pas de la même allure.

Aussi les prolétaires doivent-ils lutter en dehors de toute politique. Car la politique porte la griffe bourgeoise, c'est-à-dire la marque d'une classe ennemie et d'une classe usée, affaiblie, descendante. La politique est d'origine, d'organisation, de mentalité, de moralité bourgeoise. Les travailleurs auront beau faire. Ils y seront toujours gênés, diminués, mal à l'aise, privés du meilleur de leur force et de leurs moyens, quand ils n'y seront pas froidement trahis.

Il n'y a rien de tel, pour ne pas être trahi, ni volontairement ni involontairement, que de se servir de ses propres armes. Les travailleurs ne seront vraiment forts, à l'abri de toute trahison, que quand ils connaîtront bien leurs propres armes et sauront s'en servir.

Ils viennent à peine de se trouver. Qu'ils se gardent bien de suivre ceux qui les mènent se perdre dans les marécages bourgeois. Qu'ils se

(1) Voir *Nos périodiques*, supplément des T. N., n° 13.

cherchent encore, au contraire, afin de se trouver mieux, de se connaître mieux, de prendre une conscience toujours plus forte de ce qu'ils sont, de ce qu'ils veulent, de ce qu'ils peuvent. Et qu'ils le montrent, qu'ils s'affirment! Qu'ils s'appliquent à discerner de mieux en mieux les moyens à eux et qu'ils les emploient de préférence à tous les autres. Qu'au lieu de rentrer leurs angles, ils les accusent. Qu'ils ne craignent pas de faire saillir violemment *tout* ce qu'ils apportent de nouveau, de fort et de sain dans le monde! Qu'en face de l'ancienne société, terne et trouble, ils n'aient pas peur de dresser, en chaque occasion, comme un faisceau de réalités distinctes, leurs énergies, leurs volontés et leurs pouvoirs!

CHARLES ALBERT.

UN EXEMPLE

D'un journal bourgeois :

Un drame sanglant s'est déroulé à l'usine de la Société alsacienne de constructions mécaniques. Voici les faits :

Il y a cinq semaines environ, le contremaître de cette usine, nommé Hernecq, faisait venir d'Auxerre l'ouvrier Liebenguth, père de six enfants, qu'il faisait placer dans son service.

A son arrivée à Belfort, l'ouvrier, n'ayant pas assez d'argent pour retirer son mobilier de la gare, crut bien faire en demandant à Hernecq la somme qui lui était nécessaire.

Non seulement ce dernier ne voulut pas lui rendre ce service, mais il refusa même de s'entremettre pour lui faire obtenir une avance de la caisse de la société.

L'ouvrier fut alors trouver le directeur de l'usine, M. Bohn, qui n'hésita pas à lui remettre la somme qu'il demandait.

Le contremaître ne pardonna pas à Liebenguth d'avoir obtenu satisfaction sans son intermédiaire, et il chercha alors, dans le travail de l'ouvrier, des prétextes de toutes sortes pour le congédier. Bref, il y a quelques jours, pour une raison des plus futiles, il lui signifia son renvoi.

L'ouvrier chercha alors, mais en vain, à faire revenir le contremaître sur sa décision. Sa femme joignit ses instances aux siennes, ce fut peine perdue : l'homme fut intraitable.

C'est alors que, devant la misère qui allait étreindre sa femme et ses six enfants, l'ouvrier songea à la vengeance et, après avoir embrassé sa femme et ses petits, il se rendit à l'usine et, sombre et taciturne, se remit au travail.

Quand passa devant lui Hernecq, l'ouvrier le supplia, une dernière fois, au nom de ses enfants, de se laisser fléchir. Le contremaître se montra impitoyable. Alors, pâle et sans mot dire, l'ouvrier s'empara d'une barre de fer qui se trouvait à portée de sa main et il en asséna un coup formidable sur la tête de Hernecq, qui s'abattit comme une masse.

C'est dans un état alarmant que le blessé a été transporté à son domicile.

Quant à Liebenguth, il attendit patiemment, au milieu de ses camarades stupéfaits, l'arrivée des agents qui, quelques minutes plus tard, vinrent procéder à son arrestation.

Nous espérons que les travailleurs de la région ne laisseront pas dans la misère, la femme et les enfants de ce vaillant.

N.-B. — Un camarade de Belfort pourrait-il nous procurer l'adresse de cette malheureuse femme.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Il y a, en ce moment, une recrudescence d'assassinats conjugaux : affaires Carminati à Villeneuve-la-Garenne, Dickmeyer à Saint-Denis, Sonnois à Asnières. Tantôt c'est le mari qui tue sa femme, tantôt la femme qui tue son mari. La chaleur et l'état de l'atmosphère sont peut-être pour quelque chose dans cette recrudescence (les crimes passionnels sont plus fréquents en été), mais ils ne font jamais que précipiter les colères et les rancunes latentes. Les causes qui ont créé, entretenu et fait éclater ces colères et ces rancunes, sont en grande partie des causes sociales. L'ivrognerie paraît avoir joué un grand rôle dans les crimes cités plus haut, et, avec elle, la brutalité et l'ignorance, ses sœurs. L'ivrognerie est une maladie à la fois d'ordre individuel et social; l'ignorance est un malheur dont la société est seule responsable. L'ivrognerie et l'ignorance engendrent tout naturellement la brutalité.

La désunion dans les ménages a, avant tout, des causes économiques. Ce sont presque toujours les discussions d'argent qui allument la haine au cœur des époux. On se reproche mutuellement son maigre salaire, sa paresse, sa voracité; on se plaint de ses privations et de supporter une trop grande part du fardeau commun; on ne s'entend pas non plus sur la destination à donner à l'argent gagné, sur la façon d'établir le budget familial; après s'être invectivé à propos des recettes, on s'engueule à propos des dépenses. Et c'est comme cela partout, chez les riches aussi bien que chez les pauvres. Seulement, chez les riches, quand on ne s'entend plus du tout, chacun tire de son côté et tout est dit. Chez les pauvres, la nécessité de vivre empêche de se séparer : la femme a besoin du salaire que l'homme va gagner dehors, l'homme ne peut se passer pour son foyer des soins ménagers de la femme. On reste donc ensemble, en ennemis; les disputes s'accumulent, la colère monte, la haine flambe, et l'on tue. L'alcool souffle au cerveau du pauvre les motifs de frapper; l'ignorance lui cache les raisons de ne pas frapper. Il frappe.

Représentons-nous une société sans argent, une société où le bien-être serait indivis, où l'instruction serait donnée à tous. Est-ce que, dans les familles de cette société-là, les maris et les femmes s'entre-tueraient?

*
* *

Ceux qui ont lu l'*Enquête sur la question sociale en Europe*, de Jules Huret, se rappellent l'interview bien amusante d'un certain Cousté, grand patron entrepreneur, président de la Chambre de commerce. Jules Huret l'avait trouvé à Vichy, installé dans un des meilleurs hôtels, plein de confortable et de santé, couvert de dentelles, les cheveux frisés au petit fer, le teint rose et la voix haute. M. Cousté s'était déclaré adversaire du socialisme et grand ami de la liberté. « Les ouvriers, disait-il, gagnent bien leur vie; d'ailleurs, s'ils ne sont pas contents, ils ont droit de grève : qu'ils s'en servent. Je ne connais que la liberté, moi. — Mais si les travailleurs de deux ou grandes industries, comme les charbonnages, la métallurgie, les chemins de fer, s'entendent pour suspendre leur activité rien que quelques semaines? — Oh! mais alors, il y a l'armée. Le devoir du gouvernement est de les obliger à reprendre le travail. Il faut employer la force. — Mais vous vous disiez partisan de la liberté, tout à l'heure? — Eh! Monsieur, il y a liberté et liberté. »

Cet ineffable patron, ancien président de la Chambre de commerce, commandeur de la Légion d'honneur, a, à présent, le teint moins rose et le verbe moins haut : il est inculpé d'escroquerie, une toute petite escroquerie de 200.000 francs au préjudice d'autres commerçants. Jules Huret devrait bien aller l'interviewer, dans sa cellule, sur la moralité des ouvriers.

R. C.

*
* *

EPERNON. — Dans une fabrique de meules en silex, fin juillet. A l'horreur du métier — production continuelle d'une poussière qui empoisonne l'ouvrier et le tue généralement avant trente ans — s'ajoute, ici, la présence d'une patronne tyrannique et haineuse. En l'absence du patron, qui promène sa flemme égoïste en quelque villégiature, elle est la maîtresse, et, par ses procédés irritants, sait exaspérer les plus pacifiques. Ces jours derniers, en passant devant devant la forge, elle entend le commis développer les théories socialistes et parler des temps futurs où le patronat sera aboli : elle saisit un balai, entre dans la forge et frappe à coups redoublés sur la tête du malheureux; puis elle fait chercher un gendarme; mais quand il arrive tout est déjà réglé : la victime — 12 ans de service et de servitude, huit enfants à nourrir — est chassée de la maison.

Rentre le patron : il comprend l'ignominie de l'acte, mais il se borne à lever démesurément une épaule, et il embauche un remplaçant.

Quelques camarades lui ont écrit, réclamant la reprise du malheureux congédié, sous peine de voir flétrir publiquement sa lâcheté. Il a fait la sourde oreille : nous tenons parole.

*
* *

ANGERS. — On a manifesté ferme ici, nos bons calotins ont demandé à grands cris la liberté — pas celle de l'Inquisition ou de Montjuich. Naturellement contre-manifestation; là on a conspué vigoureusement la calotte et tout cela s'est terminé par des arrestations et par un accident de travail arrivé à un agent. Celui-ci ayant dégainé, s'est aperçu qu'un couteau lui avait traversé sa tunique tout en lui éraflant la peau (juste retour des choses d'ici-bas).

Le gouvernement, nous dit-on, veut nous débarasser de la fripouillerie cléricale, c'est bien; mais une chose nous laisse rêveur, pourquoi les lycées qui lui appartiennent, tel celui d'Angers, ont-ils des aumôniers, des chapelles, et font-ils maigre tous les vendredis? Pourquoi force-t-il les élèves du lycée de Nantes a entendre la messe, sans s'occuper si l'enfant est juif ou protestant?

Est-ce que ce ne serait pas pour apprendre aux enfants l'obéissance et la résignation envers les gouvernants et ceux qui les exploiteront plus tard. Les faiseurs de pluie sont donc nécessaires pour le bon fonctionnement de la machine Etat.

Bon populo, n'attends donc rien des maîtres que tu te donnes; le jour où véritablement tu ne voudras plus de curés, prends un balai et nettoie la place.

E. G.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Les ouvriers mineurs sont en train de payer cher, très cher même, l'imprudence de se laisser mener et surtout d'obéir aux injonctions de quelques politiciens sans vergogne qui les ont toujours empêchés d'agir en temps voulu.

Depuis déjà pas mal de temps les mineurs ont laissé accaparer leurs syndicats et se laissent diriger par quelques individus qui, lorsqu'ils sont pas de mèche avec les directeurs de Compagnies — et il ne peut y avoir doute sur ce point — se laissent rouler par eux.

Un changement radical dans le personnel qui tient en main l'organisation des mineurs s'impose; tant que ces travailleurs n'y auront pas procédé, il faut qu'ils s'attendent à de continuelles déconvenues.

Les Basly, les Cotte, les Lamendin, etc., sont des maîtres à qui l'on obéit : de là tout le mal.

Et les Compagnies n'hésitent pas et elles tentent aujourd'hui de frapper un grand coup.

Dans deux des plus importants bassins houillers, celui de la Loire et celui d'Anzin, des diminutions importantes de salaire sont annoncées.

On verra plus loin par la correspondance que nous adresse le camarade Gathaubau que rien ne la justifie pour le bassin de la Loire. Il en est du reste de même dans le bassin d'Anzin, où les dividendes sont plus forts que partout ailleurs, et le prétexte invoqué — diminution des prix de vente — ne tient pas debout, puisque les bénéfices ne cessent d'augmenter.

Mais tout a une fin, et un jour viendra où les mineurs, cessant d'obéir à leurs chefs, deviendront d'autant plus énergiques qu'ils auront été plus dupés, plus trompés. Ce jour-là, les calculs des compagnies seront déjoués.

Déjà, dans le bassin d'Anzin, les mineurs ne sont pas descendus ces jours-ci dans un certain nombre de fosses. L'armée, au service des capitalistes, est sur les lieux. La cavalerie fait des patrouilles et l'infanterie garde les puits. Les chefs ont pour cela toute une stratégie « de grève ».

Dans la Loire, on parlemente, mais la grève — malgré les chefs — peut être considérée comme probable.

Guérissez-vous des individus, camarades mineurs, là est le salut.

*
* *

Les ouvriers verriers d'Ivry en sont maintenant à leur douzième semaine de grève. Aucun des moyens employés par la Compagnie n'est parvenue à les faire faiblir, et ce n'est pas encore la menace du transfert du travail, à Combs-la-Ville, dans une usine jadis abandonnée par la Compagnie qui chan-

gera quelque chose à la situation. Comme il faut — pour le principe capitaliste — que le patronat semble avoir raison, un gréviste a été arrêté pour avoir dit son fait à l'un des deux renégats qui font le jeu de leurs exploiteurs en se rendant chaque jour à l'usine.

Rappelons que ces travailleurs refusent une diminution des tarifs de 15 à 20 0/0.

A Monbille, 150 ouvriers tisseurs sont en grève depuis le 26 juillet. Leurs revendications sont bien minimes, mais le patron entend « faire fortune » rapidement.

Le salaire de ces malheureux varie entre 30 et 35 francs par semaine, l'augmentation demandée le porterait à 38 francs environ.

D'autre part, si ces travailleurs réussissent, d'autres usines entreprendront le même mouvement.

Le camarade Dorange, rue Baron-Bigo, à Manville, reçoit les fonds qu'on voudra bien lui faire parvenir pour aider à vivre les plus besogneux.

A Ourscamps, les tisseurs en sont à leur deuxième mois de grève et rien, pas même les provocations de la soldatesque, ne semble pouvoir les faire faiblir. L'effectif de soldats et de gendarmes dépasse de beaucoup celui des grévistes. Le ministère de « défense capitaliste » n° 2, fait bien les choses. Au reste le patron est radical... presque de la nuance de M. Jaurès.

Le camarade Klemczinski, secrétaire de la Bourse du travail de Creil, reçoit les gros sous destinés à faire manger les gosses.

P. Delesalle.

***

Firminy. — A la suite de la dernière grève des mineurs, en janvier 1900, ceux-ci, par un compromis signé Grüner et Jaurès, avaient obtenu des Compagnies, la remontée à 3 heures et une augmentation égale au 9 0/0 du salaire, sans que cette augmentation puisse être supérieure à 0 fr. 50, ni inférieure à 0 fr. 25. Le compromis prenait fin l'année dernière au mois de juillet. A cette époque, l'agitation en faveur de la grève générale, qui avait lieu dans tous les centres miniers fit sans doute craindre aux Compagnies de précipiter le mouvement en donnant motif de se plaindre aux plus timides, et elle renonça momentanément à supprimer l'augmentation, se réservant d'attendre un moment plus propice. Ce jour est arrivé. Les mineurs de Firminy, ne font que cinq journées par semaine et le charbon s'entasse sur les plâtres de la mine.

La Compagnie a fait placarder à l'entrée des puits, qu'à partir du 15 août, l'augmentation accord e en janvier 1900 sera réduite à 3 0/0. Inutile de dire que le 3 0/0 ira rejoindre sous peu le 6 0/0. Le motif donné est que, devant la baisse des prix du charbon, la Compagnie se voyait dans l'obligation d'en venir là. Ces messieurs ne sont cependant pas sur la paille. Vérifiez plutôt. L'exercice 1901 a été réparti de la façon suivante :

Dividende de 85 fr. aux actionnaires comme l'an dernier............	3.060.000 »
Amortissement des acquisitions immobilières de l'exercice..........	273.747 »
Amortissement sur le compte matériel et outillage..................	200.000 »
Affectation à la réserve supplémentaire...............	1.000.000 »
Dotation aux travaux neufs.........	1.000.000 »
Reliquat à reporter à nouveau......	228.300 89
Total.......	5.822.047.89

Or, la Compagnie de *Firminy est formée* au capital social de 3.600.000 fr. divisé en 36.000 actions de 100 fr. chacune. Nous avons donc un dividende de 85 fr pour une action émise à 100 fr. Il est vrai qu'elles valent aujourd'hui 1.824 fr. (Bourse de Lyon du 29 juillet 1902.)

D'autres Compagnies ont emboîté le pas à celle-ci entre autres celle des Mines de la Loire. Que feront les mineurs du bassin ?

Nota. — Les chiffres ci-dessus ont été donnés par le *Mémorial de la Loire*, journal conservateur, dans sa chronique industrielle. On ne pourra pas les taxer d'exagération.

Gathauban.

Espagne.

Les ouvriers et employés des chemins de fer, ne sont pas, en Espagne, moins cruellement exploités que les métallurgistes de Catalogne, le ouvriers des salines, les mineurs de Murcie, les ouvriers agricoles d'Estramadure et d'Andalousie, les ouvriers des ports, que tous ceux enfin dont nous avons dit ou dont nous aurons à dire un jour les souffrances et les luttes. Tandis que les dividendes servis par les compagnies aux actionnaires deviennent d'année en année plus abondants, on voit, par exemple, les gardes-barrières, debout nuit et jour, toute l'année, sans trêve ni repos, gagner *25 centimes* par jour; les facteurs des gares, le personnel des ateliers, travailler 16 ou 18 heures, au minimum, souvent 20, 24, 30 heures ; dans certaines stations, un seul employé, ironiquement gratifié du nom de chef, fait à la fois le service de facteur, de télégraphiste, de lampiste, de chef, etc., avec, pour tout repos, le sommeil inquiet qu'il lui est permis de prendre, la nuit, entre deux trains, à l'heure où la circulation est ralentie. Les mécaniciens et les chauffeurs, ceux surtout des trains de marchandises, restent sur leur machine parfois trente heures et plus. Naturellement cet invraisemblable surmenage est cause d'accidents nombreux. De plus le matériel est dans un état de délabrement dont il suffira de donner un exemple : au commencement de juillet, la chaudière d'une locomotive a éclaté, à Vigo, tuant et blessant un certain nombre d'ouvriers ; elle était en service depuis 1863, et telle paroi de fer qui aurait dû avoir 18 millimètres d'épaisseur n'en avait plus que 5. Quelques semaines avant, un fait semblable s'était produit à Algeciras. Les exemples sont innombrables. Ils ont fourni, devant les tribunaux, matière à d'instructifs procès, mais l'attention du public est bien vite détournée, et le gouvernement, même s'il n'était pas indifférent, ne pourrait rien contre la toute-puissance financière des compagnies. Il y a quelques années, les facteurs de la compagnie du Midi s'étaient mis en grève, déclarant qu'il leur était impossible de fournir le service écrasant qu'on exigeait d'eux. Le ministre intervint : mais la compagnie n'en congédia pas moins la majorité des grévistes. Les juges ne peuvent pas davantage ; ils n'ont pas envie de pouvoir, car, à eux comme aux ministres, la complaisance est plus facile, et plus lucrative.

Les compagnies sont donc bien tranquilles. Elles ont, dans les ouvriers et employés, de véritables esclaves. Ils sont pour elles des objets, des instruments ; comme l'esclave d'Athènes ou celui de Rome, à l'époque d'Aristote ou de Caton l'Ancien, était aux mains de *son maître une chose*, ni plus ni moins qu'une charrue ou une hache, de même les milliers de misérables que le besoin d'un gagne-pain livre aux grandes compagnies sont traités par elles comme des pièces de matériel ; la seule différence est qu'Aristote et Caton, bien convaincus de la légitimité de leurs théories, formulaient franchement la définition de l'esclave, et qu'en propriétaires sensés ils nourrissaient leurs esclaves et leur laissaient du repos, de même qu'ils entretenaient les charrues et les autres instruments. L'esclavage moderne se distingue de l'autre par l'hypocrisie des formes et la grossièreté *brutale* de la pratique.

Il semblait définitif et sans issue. Il fallait peut-être remonter à 1872 pour trouver le souvenir d'une grève de quelque importance et qui se fût terminée par une véritable victoire ouvrière. Mais voici que l'on voit renaître la seule force capable de lutter contre la puissance de l'or : la solidarité ouvrière. Le mouvement a commencé par la fondation de la « Société des mécaniciens de Barcelone », transformée plus tard en « Syndicat général des chemins de fer d'Espagne. » Puis s'est fondée à Madrid la société la « Locomotora invencible » ; deux autres sociétés se sont fondées, à Malaga, « la Union Ferroviara », à Carthagène, « La Fuerza Locomotriz », formant avec celle de Madrid une fédération. Une société s'est fondée également à Vigo, sous le nom de « Union Ferroviaria », et toutes, unissant leur action, méditent la révolte, seul moyen d'obtenir des conditions d'existence un peu plus humaines.

Une première tentative eut lieu en mai dernier, avant les fêtes du couronnement : la grève était imminente, et en effet le moment était bon. Quand MM. les délégués des puissances européennes aux fêtes royales eussent attendu quelques jours à la douane avec leurs larbins et *leurs malles*, je ne vois pas quel mal cela aurait pu leur faire ; et les compagnies auraient été forcées de céder, pour terminer l'attente des généraux, ducs, princes et autres mannequins. Mais l'intervention de M. Canalejar, ministre radical-socialiste, qui promit qu'*après* les fêtes le gouvernement appuierait les réclamations présentées aux compagnies, suffit à ajourner le conflit. Les fêtes passées, les différents syndicats s'entendirent sur un programme de revendications inspiré des décisions des congrès des chemins de fer de Paris et de Bruxelles. Une conférence des délégués de Barcelone, Malaga, Vigo, Madrid et les autres centres eut lieu à Madrid en juin. Le résultat fut un mémoire présenté aux compagnies le 25 juin. Les aspirations formulées prenaient comme base les réformes déjà réalisées en Allemagne, en France, en Suisse et en Angleterre.

Les Compagnies ne daignèrent pas répondre. Les démarches promises par le gouvernement se bornèrent à des entrevues du ministre avec les directeurs; il n'en pouvait rien sortir. Dès lors l'idée de la grève s'imposa à l'esprit de tous les ouvriers et employés. Un congrès préparatoire se réunit à Madrid le 9 juillet, interrompu les jours suivants par des conférences d'une délégation représentant les syndicats ouvriers, avec le ministre de l'Agriculture, M. Suarez-Inclan. La délégation lui exprima le vœu formé par les travailleurs dont elle était l'envoyée, de voir promulguer et appliquer en Espagne une loi analogue à la loi Berteaux, et donner un effet rétroactif au décret royal publiée le 20 juin dernier, sur le contrat de travail. Dans une dernière entrevue, le 14 juillet, le ministre, qui avait, dans l'intervalle revu MM. les Directeurs, conseilla aux ouvriers de présenter leurs doléances individuellement, comme le veulent les Compagnies. Car, quoique les syndicats aient une existence légale, ils sont traités d' « organisations étrangères » par les directeurs. Au reste, ces derniers avaient fait remettre au ministre des mémoires où ils exposaient les données les plus illusoires et les plus fantaisistes sur la situation des ouvriers et employés. C'était assez de temps perdu. Le Congrès reprit ses séances, clôturées le 17. Le 19 était tenu, au théâtre Barbieri, à Madrid, un grand meeting où était acclamée la grève générale.

Elle sera déclarée dès que 75 pour 100 des ouvriers et employés auront donné leur adhésion formelle. A la suite de ce meeting, les différents syndicats ont organisé une consultation individuelle, chaque ouvrier ou employé étant prié par une lettre-circulaire, d'envoyer son adhésion ou son refus.

Dès le lendemain, le ministre de l'Agriculture et des Travaux publics annonçait de nouvelles démarches : L'inquiétude le prenait, et il faisait, pour enrayer le mouvement, ce qu'il pouvait, — peu de chose.

Les Compagnies, inquiètes maintenant, malgré les déclarations de scepticisme et de tranquillité parfaite qu'elles envoyaient à la presse complaisante, et non contentes de sentir derrière elles l'appui de la force brutale, armée, police, etc., envoyaient des inspecteurs du mouvement, de station en station, pour « solliciter » du personnel une déclaration portant que le signataire était pleinement satisfait de la conduite de la Compagnie à son égard et n'avait aucune plainte à formuler. La tactique est habile, car le malheureux, pris à part et terrorisé, signe souvent. (Voir *El Imparcial* du 25 juillet.) Les journaux bourgeois, avec beaucoup de sagesse, taxaient ce procédé d'imprudence ; en effet, il produit, dans l'application, maint incident propre à éclairer les travailleurs sur la valeur de la législation venue et à venir et sur les dispositions des gouvernements qui président à sa fabrication et à sa mise en pratique. Celui-ci notamment : à la station de Valdemors, un facteur refusa de signer et télégraphia au ministre compétent, lui rendant compte de la manœuvre illégale dont il était l'objet ainsi que ses compagnons. Le télégramme avait été remis à 2 heures ; à 4 heures, le facteur recevait son congé de la Compagnie. Du ministre, point de nouvelles. Naturellement le Comité de la fédération a décidé de secourir le facteur congédié et tous ceux qui seraient victimes des mêmes procédés.

Un manifeste, rédigé par les délégués au Congrès et faisant appel à tous les employés et ouvriers, en faveur de la grève générale a été confisqué par les soins de la Compagnie, quoique les formalités pour sa libre circulation aient été remplies auprès des autorités civiles.

Ces manières d'agir sont plus éloquentes que le manifeste lui-même. A l'ouvrier qui connaît sa misère pour l'avoir vécue minute par minute, et qui veut la voir diminuer, elles apportent la preuve que son seul secours est en lui-même et en ses frères de souffrance et de lutte, ceux d'Espagne et ceux d'ailleurs.

M. L.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque de l'École libertaire. — Un camarade nous a remis pour la bibliothèque, *La Douleur Universelle*, de S. Faure.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Conférences :
Samedi 9 août. — A. Pichon, avocat à la Cour : Le stage scolaire obligatoire.
Mercredi 13. — Kaehrling : Notes de voyage (Belgique).
Jeudi 14. — Cours de diction, par M. Lancy.
Vendredi 15. — Altayrac : Cours de physique.

Un camarade chanteur, désire faire connaissance d'un violoniste pour vendre des chansons de l'Idée.

Lyre sociale de la Rive Gauche (Cercle théâtral socialiste). — Réunion mardi et vendredi, à 9 heures du soir, salle de l'Union Ouvrière, 12-14, rue de l'Espérance. Urgence.
Ordre du jour : Répétitions.

Samedi 9 août, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette, grande soirée artistique et littéraire au profit de la tournée de conférences du camarade E. Girault.
Allocution de César Prenant. — Conférence de Laurent Tailhade. — Montéhus, des concerts de Paris ; Amyot, du théâtre Antoine et Galilée, poètes montmartrois, dans leurs œuvres.
Le groupe des poètes chansonniers révolutionnaires participera à l'organisation de cette soirée.
Tirage de la tombola de la bibliothèque du camarade E. Girault.
Entrée : 60 centimes.

*Bibliothèque communiste du XV*e, rue de l'Église, 38. — Jeudi 14 août, à 8 h. 1/2, causerie par le camarade Papillon.

*L'Éducation libre du III*e, 25, rue Chapon. — Librairie-bibliothèque. — Ouvert tous les mercredis et samedis de 8 heures à 10 heures du soir.
Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales.

*Union populaire du XIV*e *arrondissement*, 5, rue du Texel. — Conférences :
Vendredi 8 août, à l'*Avenir de Plaisance*, 13, rue Niepce. — M. Fagnot, de l'Office du Travail : Les Lois ouvrières en France.
Mercredi 13. — Soirée familiale.
Dimanche 17. — Promenade champêtre à Chaville et Viroflay. — Rendez-vous à 8 h. 1/2 du matin à la gare de Ouest-Ceinture.
Lundi 18. — M. Chaboseau, publiciste : Les Universités populaires en Angleterre et aux États-Unis.

*Groupe du XV*e ; *Université du XIV*e ; *Groupe Antimilitariste* ; *Daviet*. — Envoyez donc les convocations le lundi, que diable ! Nous n'avons reçu que mercredi et il a fallu remanier le journal pour vous.

Syndicat Indépendant des Ouvriers cordonniers (*cousu-main*) *de Paris*. — Réunion mensuelle le 9 août, à 9 heures, rue Caulaincourt, 11. Cotisations et adhésions ; campagne abstentionniste de prud'homie.

Réunion du *Groupe Antimilitariste* du faubourg Antoine, tous les jeudis au local du syndicat de l'Ébénisterie, 57, rue de Charonne.
Les camarades du groupe font appel à tous pour la vente du journal anarchiste : *Le Réveil de l'Esclave*.

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché.
Vendredi 15 août. — Excursion au bois de Verrières (prière d'emporter son déjeuner). Rendez-vous au cimetière de Bagneux (station Chatenay-Champ-de-Mars), à 10 heures du matin.

Aubervilliers. — Université populaire des Quatre-Chemins, *L'Émancipatrice*. — Réunion le samedi 9 août, à 8 heures, salle Giot, 1, rue des Écoles, Aubervilliers.

Amiens. — Réunion des camarades du Groupe de propagande par la parole et les écrits, le samedi 9 courant, à 8 h. 1/2, au local habituel. Continuation de l'étude sur : La solution de la question sociale.

Angers. — Les camarades du groupe *Les Affamés* se réunissent tous les samedis au local habituel.

Brest. — Samedi 9 août, à 8 heures 1/2 du soir, salle de Venise, grande soirée familiale : *Le Tréteau électoral* et une pièce d'O. Mirbeau. Chansons libertaires par les camarades.

Lyon. — *L'Émancipation* du 2e arrondissement. — Les camarades se réunissent tous les dimanches matin, de 10 heures à midi, au local habituel.
Ceux d'entre eux qui détiennent des volumes, brochures, etc., appartenant à la bibliothèque, sont priés de les faire parvenir pour les remettre en circulation.
Les nouveaux adhérents, toutes les personnes sont également convaincus qu'ils ne trouveront chez nous rien que de la bonne courtoisie, de la bonne camaraderie, de la discussion saine.

Saint-Étienne. — Le camarade Reynard fait appel aux militants stéphanois qui, durant la période électorale, se réunissaient chez B. Ledin pour la campagne abstentionniste. Il rappelle aux militants qui ont répondu chez l'imprimeur qu'il s'agit aujourd'hui de solder.
Les camarades qui détiennent des listes de souscriptions sont priés de les rapporter.
Réunion chez Argaud, samedi 16 août, à 8 h. 1/2 du soir.

La *Escuela Moderna*, Bailen, 70, de Barcelona, nous prie de faire annoncer qu'elle a fait une édition spéciale des *Aventures de Nono* pour servir de lecture aux écoles libres de langue espagnole, brochure qui sera envoyée contre 2 pesetas par exemplaire, franco de port à qui en fera la demande directement.

Les camarades sont priés de considérer comme non avenue la lettre, portant le cachet du *Cercle libre d'Études sociales de Liège*, que pourrait leur présenter un nommé G..s, venant de cette même ville.

L'ÉDITION

J'ai annoncé *Patriotisme-colonisation* pour le deuxième volume, parce que, à ce moment, c'était la seule copie à peu près triée que j'avais. Mais je viens de m'octroyer quelques semaines pour faire le tri de toutes les coupures, j'espère pouvoir y mettre un peu d'ordre, et, pour varier le sujet, le prochain volume pourra être sur la *Propriété*, la *Famille*, la *Religion*, l'*Éducation*, ou tout autre sujet, celui qui paraîtra le plus complet.

J'y travaille donc comme si la chose était certaine. Mais, je le rappelle, m'étant engagé pour le premier, bien au delà de ce que je voulais, le deuxième ne sera mis en chantier que si les frais sont totalement couverts par les adhésions.

J'engage donc les souscripteurs du premier volume, s'ils en sont contents, et s'ils pensent que l'œuvre vaille la peine d'être continuée, à faire de la propagande autour d'eux pour nous trouver des souscripteurs pour le nouveau, des acheteurs pour celui paru.

Si, par hasard, le nombre des souscripteurs laissait de l'argent disponible, on apporterait des améliorations à l'édition, soit en augmentant le nombre de pages, soit en y mettant quelques gravures de plus. Je ne demande qu'à y apporter des améliorations, de façon à faire quelque chose de bien.

Je profite de l'occasion pour demander à nos lecteurs de me signaler tous les bouquins qui, à leur connaissance, peuvent entrer dans un des sujets signalés, de façon que je puisse me les procurer pour commencer à dresser mes index bibliographiques, et, au besoin, y puiser des éléments.

C'est une œuvre en commandite que je propose. Y aura-t-il assez de camarades pour comprendre la chose et l'aider ?

Cet avis intéresse également auteurs et éditeurs.

J. Grave.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Prix dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

AVIS

Nous rappelons aux camarades qui s'intéressent à la diffusion du journal, que nous tenons à leur disposition des numéros invendus autant qu'ils en désirent.

Il leur suffit de nous envoyer le prix du port, soit 1 fr. 50 par colis de 10 kilog. et 0 fr. 90 par colis de 5 kilog.

Nous ferons le service de quelques numéros du journal à toutes les adresses que nos lecteurs voudront bien nous envoyer et où ils jugeraient qu'il y a un abonnement possible à récolter.

BIBLIOGRAPHIE

Les Résultats de la loi belge sur les retraites ouvrières, circulaire n° 8 du *Musée social* ; A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot.

La Chevauchée d'Hélios, par Claudius Laroussarie ; une plaquette, poésie, chez Legendre, imprimeur, 14, rue Belle Cordière, Lyon.

Le Parlementarisme et la classe ouvrière, par Georges Thonar ; une broch., 0 fr. 10, chez l'auteur, 115, rue des Vignes, à Liège, Belgique.

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 70, dessins de Grandjouan José, Camara, Sancho.

A lire :

Les Effets de l'éducation moderne, par H. Roorda van Eysinga ; *Revue Blanche*, 1er août.

PETITE CORRESPONDANCE

P., à Marseille. — Oui, c'est bien cela.

De C., à Lisbonne. — Le journal a cependant été envoyé.

B., à Bourges. — Reçu le journal, merci.

O. W., à Alais. — Les journaux bourgeois publient chaque jour de petites saletés semblables. Il n'y a pas à en tenir compte. Merci tout de même.

Reçu pour Liard-Courtois : J. Laporte, 0 fr. 60.

Reçu pour le journal : Jeanquimarche, 10 fr. — Colas, 0 fr. 50. — Alexandre, 1 fr. — François, 2 fr. 45. — Un groupe de camarades de la Maison Michel, 6 fr. — N., au Havre, 0 fr. 50. — Fouquet, 10 fr. — Martin, 0 fr. 50. — Potet, 0 fr. 50. — Dachet, 0 fr. 20. — Souscription des camarades de Lyon, liste Salel : Salel, 0 fr. 50 ; Richatain, 0 fr. 25 ; Bellemin, 0 fr. 25 ; Gougaud, 0 fr. 50 ; Saralier, 0 fr. 50 ; Fantan, 0 fr. 50 ; Duvert, 0 fr. 50 ; Gaillard, 0 fr. 50 ; Barillot, 0 fr. 50 ; Rulhman, 0 fr. 25 ; Pichon, 0 fr. 25 ; Poyet, 0 fr. 25 ; Chatagnier, 0 fr. 25 ; Michel, 0 fr. 50 ; Masso, 0 fr. 50 ; Brun, 0 fr. 50 ; Ignace, 0 fr. 25 ; Raspillier, 0 fr. 25 ; Deschanel, 0 fr. 50 ; Lenoir, 0 fr. 50 ; Court, 0 fr. 50 ; Bardin, 0 fr. 50 ; Riondel, 0 fr. 50 ; Pierman, 0 fr. 25 ; Bardin, 0 fr. 25 ; Teyssot, 0 fr. 25 ; H. Bernard, 0 fr. 25 ; Thévenot, 0 fr. 25 ; Delpiano, 0 fr. 25 ; Inconnu, 0 fr. 20 ; Longueville, 0 fr. 25 ; Baron, 0 fr. 25 ; Chignard, 0 fr. 25 ; Madebil, 0 fr. 25 ; Damian, 0 fr. 25 ; Convert, 0 fr. 50 ; Defair, 0 fr. 50 ; G. Chatagnier, 0 fr. 25 ; David, 0 fr. 25 ; Chavanay, 0 fr. 25 ; Obanel, 0 fr. 25 ; Bernard, 0 fr. 25 ; Vourlat, 0 fr. 25. Total : 14 fr. 95 ; plus : 0 fr. 05 ; ensemble : 15 fr. — Merci à tous.

M., à Paris. — C., à Lyon. — Ch., à Lyon. — R., à Toulon. — M., à Marseille. — G., à Vienne. — C., à Firminy. — B., à Givonne. — C., à Saint-Ziner. — G., à Lyon. — J. des E., à Charleroi. — V., à Nîmes. — F., à Dison. — C., à Montreuil. — R., à Quilmis. — G., à Paris. — B., à Paris. — El., à Halle. — S., à Choulma. — S., à Salbris. — E. D. et M., à l'Isle Jourdain. — P., à La Machine. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 16 — DIX CENTIMES — DU 16 AU 22 AOUT 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

GOUVERNANTS ET CLÉRICAUX

Malgré que Ch. Albert et Girard aient déjà traité ce sujet, il est bon d'y revenir encore, même pour dire la même chose. Il y a des vérités qui ont besoin d'être répétées des milliers de fois avant d'être comprises.

Certains républicains nous convient à appuyer le gouvernement dans ces mesures arbitraires, et essayent de nous prouver que c'est un commencement de « déchristianisation ».

Cela n'est pas vrai, cela est faux, cela est un mensonge.

D'abord, ce ne sont pas toutes les écoles religieuses que ferme le gouvernement, ce ne sont que « certaines » écoles, celles qui n'ont pas voulu se plier à certaines formalités. Ce n'est pas au clergé entier qu'il fait la chasse, mais à celui qui veut continuer à vivre en marge de l'Eglise et de l'Etat, et cela d'une façon qui pourrait nous faire croire qu'il sert bien plutôt les rancunes du clergé officiel, que la réalisation d'une idée.

Qu'en tant que gouvernement, il pourchasse ceux qui ne veulent pas se plier à sa réglementation, cela, c'est son affaire, mais en quoi cela mérite-t-il les applaudissements et le concours de ceux qui veulent la liberté pour tous, et se moquent des intrigues de cabinet?

⁂

Est-ce que le gouvernement ne continue pas à prendre, chaque année, 54 millions dans nos poches pour subventionner prêtres, pasteurs, rabbins et mollahs? Est-ce que les livres qu'il patronne dans les écoles et les lycées ne continuent pas à raconter aux enfants les contes de grand'mère de la Genèse biblique? Ces livres ne continuent-ils pas à être pleins du nom de Dieu, de sa puissance, de l'amour que l'on doit avoir pour lui, des devoirs qui nous incombent du fait de son existence? Est-ce que ce n'est pas la vieille philosophie spiritualiste qui continue à être enseignée? La plupart des vérités de la théorie évolutive ne sont-elles pas encore écartées de son enseignement scientifique?

Il faut être pourri par la politique pour voir un progrès dans des mesures qui ne sont prises que pour éloigner le plus possible, la seule mesure bonne, logique, raisonnable et efficace : la suppression du budget des cultes.

Nos gouvernants bourgeois, qui mangent du prêtre dans leurs écrits, dans leurs discours, n'ont, en pratique, qu'un but: s'asservir le clergé pour qu'il consente à continuer son sacerdoce d'abrutissement en faveur de leur système. Loin de vouloir nous débarrasser de la lèpre cléricale, il veut la domestiquer pour qu'elle accomplisse son œuvre à son profit.

Et l'enseignement que lui-même donne, et dont il veut s'assurer le monopole, est-il donc si supérieur au clérical, pour que nous trépignions de joie, à la seule idée qu'il n'aura plus de concurrents?

Les bourgeois eux-mêmes, et des plus férocement bourgeois, avouent qu'il est pratiqué à rebours du sens commun, qu'il ne fait que fourrer des choses inutiles dans la tête de ceux qui le subissent, les laissant complètement ignorants des réalités de la vie, bons à fabriquer de bons sujets, de bons contribuables, de bons fonctionnaires; il dévirilise les générations, tue toute initiative, efface toute personnalité; il fabrique des eunuques moraux et aurait vite fait d'abâtardir les générations, s'il n'existait des éléments rebelles, échappant à la compression, aidant à retarder la déchéance qui nous attend, si nous ne réussissons pas à mettre un bouchon à sa faconde.

⁂

Il est si vrai que l'enseignement officiel tue toute énergie, étouffe toute initiative, que lorsqu'on a voulu grouper les éléments pour essayer de fonder une école où l'on se proposait de pratiquer un enseignement rationnel, où l'on n'aurait plus formulé des dogmes, mais cherché à développer la personnalité des élèves, tâché de susciter leur esprit critique, en leur démontrant qu'il n'y a de vérité que celle que l'on a contrôlée, pesée et discutée soi-même; que, quelle que soit l'autorité de celui qui l'énonce, elle n'a de valeur qu'autant qu'on la reconnaît bonne soi-même, à part une demi-douzaine d'individualités, on ne trouva, parmi ceux qui ont le plus critiqué l'enseignement officiel, personne pour aider cette tentative qui échoua piteusement.

Les énergies qui survivent au traitement de l'Etat, ne vont pas plus loin que la récrimination. Lorsqu'il faut agir, payer de sa bourse et de sa personne pour réaliser ce que l'on a entrevu, il n'y a plus personne. On ne vous ménage pas les approbations et les encouragements. Mais ce n'est pas suffisant dans l'organisation actuelle.

Et alors, pour justifier cette inertie, on est heureux de se persuader que l'Etat va accomplir ce que l'on n'a pas la force de réaliser soi-même, on accepte comme vraie ses explications, on refuse de voir l'arbitraire pour n'avoir qu'à applaudir ce qu'il vous démontre être un acte de progrès; on traite ceux qui « n'y coupent pas » de gens difficiles à contenter, on feint de croire que c'est par pusillanimité qu'ils refusent de se mêler à des agitations qui n'ont pour but que de légitimer un excès de pouvoir. C'est si doux, d'attendre du ciel que la liberté vous vienne en geignant; de se donner un petit air d'opposition, tout en ne se mettant pas trop mal avec le manche.

⁂

Que dire, également, de ces socialistes qui descendent dans la rue pour acclamer le gouvernement de sa façon d'exercer le pouvoir. Ils sont tellement ignorants, tellement gangrenés par le virus autoritaire, qu'ils se croient capables de décréter le bonheur général, du jour où ils se seront emparés du pouvoir, qu'ils ne voient plus que, dans le domaine de la pensée, les persécutions ont toujours donné davantage de force aux idées qui répondaient à quelque chose, et donné une vie factice à celles qui ne répondaient à rien.

Devenus un parti gouvernemental, une simple annexe politique, ils ne se rappellent plus leurs origines, ils ont oublié qu'eux aussi ont protesté contre l'arbitraire, et réclamé le droit d'exposer librement leurs conceptions.

⁂

Allez! bonnes gens, acclamez les actes arbitraires du gouvernement, applaudissez à la fermeture des écoles congréganistes! Si, un jour, vous trouvez l'énergie nécessaire pour essayer de vous soustraire à l'emprise de l'Etat sur le cerveau de vos enfants, vous verrez se tourner contre vous les mesures que vous acclamez aujourd'hui. Vous aurez à détruire la barrière que vous contribuez à élever.

Je ne dis pas que cela sera bien fait, car nous aurons, nous aussi, à pâtir de votre aveuglement, mais ce ne sera, cependant, que la conséquence naturelle des choses. Nous payons les uns pour les autres. De même, les cléricaux paient aujourd'hui leur intolérance d'autrefois, en ne trouvant personne pour les soutenir, car ils sont très mal venus, — et c'est même comique de les voir se réclamer de la liberté, eux qui en furent les plus féroces destructeurs, puisqu'ils allèrent jusqu'à fouiller les consciences pour l'en extirper.

Et à eux aussi, nous dirions que c'est bien fait, si nous pouvions prendre la comédie au sérieux, et n'étions persuadés de voir les deux adversaires d'aujourd'hui, amis comme cochons, demain.

J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

L'application de la loi sur les congrégations rencontre une résistance, parfois très forte, dans plusieurs régions, surtout en Bretagne. Excités par leurs curés et leurs députés, les paysans ont voulu s'opposer à la fermeture des écoles non autorisées et à l'expulsion des religieuses. Ils ont monté la garde, nuit et jour, armés de bâtons et de fourches, devant les écoles, et formé une barrière si compacte qu'en plusieurs endroits les gendarmes n'ont pu les

entamer et ont dû se retirer sans avoir accompli leur mission. A ces paysans fanatiques, nous sommes obligés de donner à la fois raison et tort. Ils ont raison de résister aux entreprises hostiles du gouvernement, et de défendre avec ténacité leur conviction (ou ce qu'ils croient être leur conviction) et leur liberté (ou ce qu'ils croient être leur liberté). Ils ont tort de se révolter pour des contes de magiciens et d'enchanteurs, et de ne pas le faire pour leurs intérêts primordiaux, qui sont en même temps ceux de tout le monde. Ils ont raison de mettre leur conscience et ses exigences au-dessus de la loi. Ils ont tort de s'être fait des consciences grossières et crédules d'enfants ou de sauvages, ou plutôt d'avoir laissé des hommes tout pareils à eux leur façonner la conscience. Si j'étais sûr que la fermeture des écoles religieuses dût faire de leurs élèves des esprits libres, des cerveaux curieux de la recherche du vrai, j'en serais ravi et j'applaudirais de bon cœur à la coercition gouvernementale capable d'une si féerique transformation. Mais nous savons qu'on ne transforme pas les cerveaux malgré eux. Tout ce qu'on peut faire, c'est de leur inspirer le désir de se transformer. De bonnes bibliothèques, pleines de bons ouvrages scientifiques et matérialistes, installées dans chaque village, de bonnes conférences bien claires faites en patois, quand il y a lieu, par l'instituteur, le médecin, les professeurs de la ville voisine, n'importe quels gens de bonne volonté, y parviendraient mieux et plus vite que les commissaires et les gendarmes du monde entier.

⁂

Quand le gouvernement mobilise des troupes contre des grévistes ou contre des insurgés, nous ne sommes pas habitués à voir les chefs refuser de marcher. Au contraire : la plupart ne cachent pas leur contentement d'aller sabrer « ces cochons de révolutionnaires ». Quant aux autres, les démocrates, ils invoquent la discipline. Mais voici qu'un fait de ce genre vient pourtant de se produire.

Un lieutenant-colonel, M. de Saint-Rémy, ayant reçu l'ordre d'aller, avec son régiment, prêter main-forte aux autorités chargées de fermer une école congréganiste, a refusé d'obéir. Il est aux arrêts de forteresse, en attendant son jugement.

J'approuve tout à fait ce colonel d'avoir mis sa conscience au-dessus de la discipline. Mais je me demande comment — à moins d'être un ignoble farceur — il osait exiger de ses soldats cette discipline dont il a raison de ne pas vouloir pour lui-même. Forçant les autres à obéir, il n'avait pas le droit de désobéir. Jugeant la conscience supérieure à la discipline, il n'avait pas le droit de commander.

Quel sera le verdict des officiers, ses collègues, qui vont le juger ? Il faut qu'ils le condamnent avec la dernière rigueur : il faut qu'ils le dégradent et l'expédient aux bagnes d'Afrique, sous la trique et sous le revolver des bourreaux corses. Ou bien alors, chaque soldat, quand on lui donnera un ordre, saura qu'il a le droit d'interroger sa conscience et de dire : « Je refuse. »

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — Malgré les notes tendancieuses de certains journaux, la grève des mineurs de Vieux Condé et Anzin n'est pas terminée ; bien au contraire, elle menace sérieusement de s'étendre.

L'influence pernicieuse des chefs, que je signalais la semaine dernière, semble vouloir être combattue très hardiment, si j'en crois cet extrait d'une dépêche adressée aux agences de Paris. Il y est dit textuellement, en effet : « *Les mineurs, qui imposent leur volonté au président du syndicat, M. Menu, continuent à s'opposer à la reprise du travail.* » Cette courte note montre malheureusement combien j'avais dit vrai la semaine dernière et combien les « mauvais bergers », tueurs d'énergie, sont la cause des échecs successifs des mineurs dans leurs revendications, depuis un certain temps.

Mais ce n'est pas tout. M. Menu et ses copains ne parvenant pas à faire cesser le mouvement, la « Fédération » vient à la rescousse et conseille de temporiser encore une fois. Et c'est toujours la même baliverne : attendez, le moment n'est pas opportun, laissez-nous encore quelques jours et ce sera la Grève générale, etc., etc. Les chefs lassent ainsi les malheureux mineurs, et tout rentre dans l'ordre, pour le plus grand profit des Compagnies.

En attendant, voici, à titre de document, la dernière circulaire du Comité fédéral ; on le verra, la tactique des « endormeurs » est toujours la même :

« Devant la situation grave dans laquelle se débattent les mineurs du Nord et de la Loire et l'attitude agressive des Compagnies minières, le citoyen Joucaviel estime qu'une grève partielle dans ces contrées serait une faute grave, car ce serait la mort de la Fédération nationale et la ruine de nos revendications, ce qu'il faut empêcher à tout prix. Seule, une grève générale peut amener une amélioration durable à la corporation.

« A cet effet, si les mineurs de ces contrées sont acculés à la grève, il propose de convoquer immédiatement un congrès national qui dictera la conduite à tenir, et s'il faut faire grève, qu'elle se fasse partout et avec ensemble.

« Il demande en outre aux mineurs du Nord et de la Loire d'attendre ce congrès pour prendre une décision. »

Attendre, toujours attendre. Pendant ce temps-là, les Compagnies se préparent, l'énergie s'épuise et les conseilleurs triomphent à nouveau.

En sera-t-il de même cette fois, les mineurs auront-ils l'énergie de secouer jusqu'au bout leur inertie, et de passer par-dessus les « conseils » des chefs ? Il faut le souhaiter ardemment.

En attendant, la révolte gronde assez forte ; quelques renégats, qui voulaient travailler quand même et compromettaient ainsi le succès de leurs camarades de misère, ont été forcés d'abandonner le travail ; bien mieux, les mineurs ont courageusement attaqué quelques fosses, s'en sont rendus maîtres : entre autres à Osmaing, à Anzin, à Saint-Vaast-lès-Valenciennes et il a fallu l'arrivée de la troupe et de la gendarmerie, comme toujours au service des capitalistes, pour les en déloger.

En résumé, situation très tendue.

Si, dans le Nord, les mineurs semblent vouloir secouer le joug des « chefs », il n'en est pas de même dans le bassin de la Loire, où l'on continue à parlementer et, ce qui est tout comme, à se faire rouler.

Une grande réunion a eu lieu à Saint-Etienne ; là, les délégués ont rendu compte de leur entrevue avec le préfet, qui leur a expliqué que la Compagnie ne violait nullement ses engagements précédents... au contraire et leur a proposé, toujours au nom de la Compagnie, de discuter « de nouvelles conditions pour la prime », ce que les mineurs n'ont pas accepté et pour cause.

La réunion s'est terminée par l'ordre du jour suivant, qui montre que le mouvement n'est pas prêt d'être terminé, car les Compagnies ont certainement préparé tout cela de longue main :

« En cas de refus de la part des Compagnies, les ouvriers se rendent solidaires les uns pour les autres et déclarent ne pas accepter la diminution des deux tiers imposée par les Compagnies ; si elles persistent à ne pas vouloir revenir sur leur réduction, les ouvriers mineurs déclareront la grève pour défendre leurs salaires, qui sont minimes, et ne rentreront qu'à la condition d'avoir complète satisfaction. »

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — Dans mon dernier article, je demandais quelle serait l'attitude des mineurs en réponse à la dénonciation du compromis qui leur allouait, entre autres clauses, 9 p. 100 d'augmentation. Le Comité de la Fédération de la Loire, réuni le 3 août à la Bourse du travail de Saint-Etienne, s'est élevé contre la façon de procéder du Comité des Houillères et répond à celui-ci que le compromis, étant signé par deux parties, doit avoir l'assentiment des deux parties en cause pour les modifications à lui apporter. Les Compagnies prétendent que la durée stipulée étant écoulée depuis le 1er juillet 1901, elles auraient pu, sans manquer à leurs engagements, prendre plus tôt cette décision. A cela, les mineurs répondent que le compromis stipulait qu'à cette date la partie contractante qui voudrait le voir modifier devait en faire notification au moins *trois* mois avant pour que les deux parties puissent s'entendre sur les modifications à y apporter.

Différentes démarches ont eu lieu, par l'entremise du préfet, mais n'ont pas abouti, par suite du refus des Compagnies de revenir sur leur décision. De leur côté, les mineurs semblent décidés à défendre leur salaire, et dans les réunions qui ont été tenues dans les différents centres houillers du bassin, ils ont adopté des ordres du jour maintenant leurs revendications. Iront-ils jusque-là et, dans ce cas, auront-ils une attitude assez énergique pour en imposer aux Compagnies et celles-ci accepteront-elles une transaction ?

L'attitude des mineurs dictera certainement à celles-ci leur ligne de conduite. Nous verrons, en tout cas, si les mineurs de la Loire sont aussi *lamentables* que ceux du Pas-de-Calais.

Dans un prochain numéro, je ferai connaître ce qui est advenu.

Galhaudax.

Nouvelle-Calédonie.

Le hasard m'a mis les numéros 33, 34 et 35 du supplément littéraire des Temps Nouveaux sous les yeux.

Et j'y ai lu le récit écœurant qui a pour titre *Pénitencier indigène dans le Sud algérien* et tout particulièrement le chapitre dont le titre est « L'Enfer de Djebel-Amour ».

. . . J'y vois que C . . . , de Djebel-Amour doit être surveillant dans un bagne. Nous avons, dans les surveillants à la Nouvelle-Calédonie, un C . . . qui m'a tout l'air d'être cet ignoble bandit. Voici à peu près son portrait : grand, bien charpenté, brun, parlant arabe, marié à une Algérienne. Mais la ressemblance sera plus frappante dans le trait suivant :

Un triste personnage du bagne, méprisable à tous les points de vue, mais ayant, malgré son infamie, une face humaine, est au cachot depuis plusieurs années. Il n'a aucun récipient pour boire, ni pour ses déjections ; pourtant, lorsqu'il veut boire ou évacuer, il doit appeler un surveillant. Le 11 janvier, qui, ici, est le cœur de l'été, le cachot « étouffoir » ayant agi sur le malheureux patient Latineau, il demande à boire, autant sans doute pour avoir de l'air. Le surveillant C . . . lui jeta des déjections au visage, en lui disant : « Crève, pourriture, j'en ai vu d'autres que toi, en Afrique. » Le misérable hurla, espérant attirer l'attention des autorités supérieures. Alors C . . . et F . . . , argousins de qualité, le frappèrent et le firent frapper par les sauvages. Vous voyez que ce doit être le héros de Djebel-Amour. Et le grand, le select gouverneur-providence F . . . a déclaré, dans un discours à Paris, que les surveillants étaient actuellement tout ce qu'il y avait de mieux, de plus correct. Après cela, on peut tirer le rideau.

Kosini.

⁂

Nouméa, le 2 mars 1902.

Le 26 février 1902, à 5 h. 1/2 du matin, Thaise fut extrait de sa cellule et conduit à l'échafaud, pour crime d'assassinat sur un indigène, commis le 20 novembre 1901.

En effet, évadé du jardin du camp de Montravel, il fut bientôt arrêté par le colon Clovis Simon, qui, comme c'est son habitude, lui fit distribuer sans doute une copieuse volée de coups de trique par ses indigènes, et quand ces féroces sauvages ne frappaient pas assez fort, il ne dédaignait pas, lui-même, de s'armer du casse-tête et de frictionner énergiquement les côtes des malheureux qui, souvent, ne s'étaient évadés que pour fuir l'assassinat.

Ce Clovis Simon, exploiteur sans vergogne, ne s'en rapportait pas aux sévérités bien connues de l'administration et des conseils de guerre, pour châtier de pareilles forfaitures ; il se donnait le droit de les assommer de coups et de les rendre au doux traitement de leurs bourreaux, légalement constitués par les lois.

Thaise fut donc, après correction préalable, confié à deux indigènes armés d'un fusil pour être conduit à la gendarmerie de la Dumbéa. En route, il engagea la lutte avec ses deux gardiens pour reconquérir sa liberté. La lutte fut assez longue ; il réussit pourtant à les blesser tous deux, mais tomba à son tour, assommé et sans connaissance.

Un des deux sauvages est mort des suites de ses blessures, et c'est pour ce crime infâme que Thaise fut condamné à mort.

Mais il était à la hauteur de son crime, et comme tous les condamnés d'ici, découragés de leur lente agonie, il a marché à la mort comme à une libération. Nous nous souvenons encore de Bonien, qui, au pied de la sinistre machine, disait à ses camarades de misères : « Ne me plaignez pas, je vais avoir cessé de souffrir ; c'est vous qui restez qui êtes à plaindre. »

Thaise paraît moins écœuré, il philosophe avant de mourir, et c'est sans haine qu'il dit au bourreau : « Ce n'est pas parce que ton métier est de couper des têtes que nous ne trinquerons pas ensemble. »

Et il trinque avec son assassin légal.

Quand il lui est demandé s'il désire les secours de la religion, il répond que non, et accepte de manger quelques sardines à l'huile, un morceau de poulet froid, le tout arrosé de vin et de rhum, puis la toilette dernière étant faite, le triste cortège se met en route pour franchir les 200 mètres qui le séparent de la place des vengeances sociales.

Là, sans trouble apparent, il dit à ses camarades, à genoux devant la hideuse guillotine, et tenus en joue par la troupe, blêmes d'émotion :

« Je suis au pied de l'échafaud pour avoir donné la mort à un homme, sans l'intention de la donner. » Roulez, tambours, le crime est consommé. L'aide-bourreau prend alors la tête du supplicié, la porte à la hauteur de son sinistre visage, et avec une pointe d'ironie lui crie : « Thaise, m'entends-tu ? » Quelques contractions de la mâchoire inférieure font croire qu'il avait encore conscience d'être appelé et qu'il devait souffrir aussi probablement. Il paraît que c'était « très rigolo ». Voilà l'impression reçue à ce lâche assassinat, où la victime est liée comme un veau, où les meurtriers sont nombreux, bien armés, soutenus par la bêtise des masses. Se trouvaient présents : le directeur, à la face d'inquisiteur féroce; le sous-directeur et commandant du dépôt, à la figure cruellement ironique et lâche, face de jésuite; le procureur général, leur complice actuel, son chef de Parquet, le docteur M.., un chef d'escadron, un capitaine de gendarmerie le commandant D..., rapporteur, qui a requis le meurtre au nom de la société; les inspecteurs coloniaux, le commandant F..., un juge désigné par le tribunal, la troupe, les argousins, les canaques en armes.

Pourquoi tant de personnel? pour maintenir 150 forçats. Qu'un soldat impressionné serre la détente, et dans les tas des forçats résignés, rangés sur 5 ou 6 rangs, il tuera sûrement un homme. Ou qu'un condamné, écœuré du spectacle, révolté d'injustice, à la vue d'un de ses bourreaux qui l'aura perdu pour le restant de sa vie, ou pour la présence d'un monstre qui l'aura torturé pour une cause ou pour autre, qu'il y en ait un qui fasse un mouvement, même involontairement, — qui pourra certifier du sang-froid et de la présence d'esprit de tous les assistants à cette mascarade de la mort, étant donné que l'on sent, comme un secret désir des autorités, de voir se produire cet accident? Vous voyez d'ici la boucherie que cela ferait; la présence des autorités, et surtout du procureur général, donnerait à l'affaire un galbe, qui serait plein d'à propos. Quels articles, dans les journaux bien pensants; que de récompenses pour les héros de l'affaire!

Angleterre.

Le soldat Alexander Hay a passé en jugement pour tentative de suicide. Libéré et rapatrié du Sud-Afrique, après une blessure au pied et une attaque de fièvre entérique, depuis trois mois il a vécu comme vagabond et n'avait pas mangé depuis quatre jours.

Un arc de triomphe élevé pour le couronnement par les Canadiens, a coûté 162.000 francs et le yacht royal demande 575.000 francs par an d'entretien.

En 1850, pour dix hommes travaillant, il n'y avait qu'une femme. Aujourd'hui il y en a quatre.

A Glasgow, les tramways sont à la Municipalité, et un vétérinaire avait à soigner la cavalerie. On a substitué la traction électrique, mais le vétérinaire a continué encore longtemps à émarger au budget.

Un peu avant le dîner des pauvres offert par le roi avec l'argent qu'un financier juif a mis à sa disposition, une couturière est morte de faim. Quand elle travaillait de 7 heures du matin à 9 h. 1/2 du soir, elle recevait 10 francs par semaine pour 87 heures de travail. Mais, dans les derniers temps, ses ressources étaient seulement de 6 fr. 25, moitié fournie par une de ses sœurs et l'autre par une ouvrière qui partageait sa chambre. Là-dessus elle payait 4 fr. 35 de location à son propriétaire et il lui restait, pour se nourrir, se chauffer et s'éclairer, 0 fr. 26 par jour. C'est un journal réactionnaire qui a noté cela. Il cite un autre cas où deux veillards, pendant trois ans, vécurent de pain sec, n'ayant que 0 fr. 35 par jour à eux deux. Beaucoup de familles pauvres dans l'East-End vivent de pain, de margarine, de sucre et de thé et, une fois par mois, achètent quelques livres de viande à huit sous.

Il y a 400.000 personnes à Londres vivant dans une seule chambres. En 1895, il fut proposé une retraite de 6 francs par semaine pour les vieux. La motion fut repoussée, à cause de la dépense de 375 millions de francs qu'elle comportait. Depuis, on a fait une guerre qui a coûté 5 milliards 700 millions, et on peut citer des suicides comme celui-ci : Un vieux, à Deal, âgé de 78 ans, s'est pendu. La paroisse lui donnait 5 francs par semaine et 2 pains pour lui et sa vieille femme, mais le propriétaire retenait 3 francs pour le loyer et il leur restait seulement 0 fr. 25 par jour pour la nourriture, le chauffage et l'éclairage. Le couple a eu huit enfants, sept sont morts et une seule fille qui reste, en a elle-même neuf. Pendant 57 ans qu'ils ont été mariés, ils ont toujours travaillé, ont élevé convenablement leur famille et ont payé tout le monde. Cette enquête était présentée par l'éditeur du *East Kent advertiser*.

***

La *Saint-James gazette*, organe conservateur, évalue entre deux cent cinquante à trois cents le nombre des anarchistes vivant à Londres, sur lesquels un petit nombre est anglais. Le journal conclut qu'ils occasionnent pour leur surveillance une dépense considérable, la tactique actuelle de la police est d'empêcher qu'ils puissent trouver des salles de réunion. L'article est venimeux mais ne conclut pas.

***

La *respectability* ici est une grande couverture. Le policeman y regardera à deux fois avant de faire une observation au monsieur bien habillé ou au travailleur et même quand il aura dressé une contravention au premier, le juge le repêchera encore. Tel, un prédicant comme il y en a des milliers chaque jour, est arrêté pour avoir causé une obstruction dans la rue. Du moment qu'il parlait religion, son action devient licite, sa résistance même au policeman est tolérée et, finalement, il est renvoyé sans dépens alors qu'un ouvrier, arrêté pour avoir stationné au coin d'une rue élégante, en a eu pour cinq livres d'amende.

***

On avait amené pour le couronnement des échantillons de toutes les troupes, blanches, jaunes, noires qui contribuent à maintenir la domination anglaise sur le monde, et depuis elles sont restées, participant à diverses parades destinées à amuser les badauds et à inviter les sans-travail à s'engager dans cette branche où il y a toujours de l'ouvrage. Comme l'on a naturellement fait une sélection parmi les beaux gars pour les montrer et qu'ils sont revêtus de costumes seyant à leur taille, ils présentent un aspect agréable, mais ce que l'on n'a pu changer, ce sont les crânes et les faces et, parmi les Africains, les Asiatiques et les Océaniens, quelles superbes têtes de brutes. La foule ne fait pas de sentiment, et ce qu'elle applaudit surtout, ce sont les contingents dont l'aspect physique est le plus bizarre, principalement un peloton de sauvages dont la chevelure affecte la forme d'un immense balai à poils rigides teints en rouge.

C. t.

***

La comédie qui s'est jouée la semaine dernière à Londres pour le couronnement du vieux noceur qui a nom Édouard VII, n'a pas autrement d'importance pour que nous nous y arrêtions bien longtemps.

Cependant les paroles prononcées par l'archevêque de Canterbury au moment de la bénédiction méritent, croyons-nous, qu'on y insiste un instant.

Voici, en effet ces paroles, telles que les traduisent les journaux :

« Dieu vous donne un royaume fertile, des saisons propices, des armées et des flottes victorieuses, un empire tranquille, un sage Sénat, une noblesse fidèle, un clergé pieux et utile, *une roture honnête, industrieuse et obéissante.* »

La dernière ligne ne démontre-t-elle pas, à elle seule, l'état d'âme de tous ces bandits de la haute. Il leur faut une *roture honnête, industrieuse et obéissante.*

C'est là plus qu'un programme, c'est le credo de toute la société capitaliste.

Nous sommes au vingtième siècle et la « roture » a acclamé son seigneur et maître.

Il reste encore joliment du chemin à parcourir.

P. D.

Autriche-Hongrie.

Les paysans ruthènes de la Galicie orientale sont en grève depuis environ trois semaines, c'est-à-dire depuis le commencement de la moisson. Les salaires sont en décroissance constante dans cette région depuis un certain nombre d'années. Nulle part en Autriche, ils ne sont aussi dérisoires. Le chiffre est variable suivant les localités, les saisons et suivant que le travailleur est homme ou femme ; mais partout, qu'ils soient payés en argent ou en nature, (par participation, selon une proportion convenue, au rendement de la récolte), les malheureux paysans peuvent juste végéter. Szczepanowski, en 1888, dans son livre intitulé *La misère de la Galicie racontée par des chiffres*, établissait qu'il meurt de faim et de toute sorte de privations, 50.000 individus par an. Depuis, les choses ne se sont pas améliorées.

Et l'agriculture est la seule ressource de la région. La population, très dense dans certains districts, serait cependant bien nourrie par la terre, par les industries qu'il serait facile d'établir. Mais les propriétaires n'ont encore fait appel à la science que pour quelques machines agricoles qui ont privé de travail un certain nombre d'ouvriers, et, comme ils ne consentent à abandonner à ceux qui non seulement font la moisson, mais font aussi, pour ce même salaire, tous les travaux préparatoires, que le douzième ou parfois le seizième du produit total des récoltes, les paysans se sont révoltés. La révolte a été d'ailleurs purement pacifique, mais l'autorité a pris soin d'envoyer des troupes; celles de cavalerie en particulier semblent s'être distinguées par quelques massacres à coups de sabre. Actuellement, autant qu'on peut en croire le bureau de correspondance impérial et royal, trop impérial et trop royal pour ne pas mentir un peu, la grève serait sur son déclin dans un grand nombre de districts. Les grévistes y auraient d'ailleurs obtenu quelques augmentations de salaire.

M. L.

Italie.

ROME. — Pour donner aux camarades de l'étranger une idée du mouvement anarchiste d'Italie, je passerais en revue, cette fois, la presse libertaire de langue italienne.

A Rome, l'on publie, depuis une année, l'*Agitazione*, qui auparavant (1897), se publiait à Ancone : son tirage est d'environ 5.500 numéros par semaine. L'*Avvenire Sociale*, lui aussi hebdomadaire, de Messine a un tirage d'environ 3.500; je ne sais pas le nombre des numéros du *Grido della Folla* de Milan, très bien accueilli par les camarades, et qui va prochainement accroître son format.

Outre ces périodiques, il y a *La Tribuna del Popolo* de Saint-Pierre d'Arène et *L'Avvenire* de Naples, lesquels, quoique n'ayant pas un programme purement anarchiste, sont depuis quelque temps rédigés par des camarades et font une bonne propagande libertaire. Aussi la revue de vulgarisation scientifique *L'Università Popolare*, rédigée par le compagnon Luigi Molinari à Mantoue, bien qu'elle ne soit pas exclusivement anarchiste, publie fréquemment des écrits d'auteurs connus comme anarchistes, et qui défendent nos idées.

Dernièrement cette revue a adressé un questionnaire à ses lecteurs et collaborateurs sur la nécessité de la loi, auquel ont répondu, niant telle nécessité, Grave, Reclus, Tommaso Toledo, Girolamo Ferrante et d'autres.

A Rome, Ancone, Messine, Turin, Grosseto, Florence, Fano et ailleurs ont été publiées, dans ces derniers temps, des brochures de propagande très efficaces; mais les brochures répandues en majeure quantité en Italie proviennent de l'étranger.

Aussi les journaux anarchistes qui se publient en langue italienne à l'extérieur apportent une remarquable contribution à la diffusion de nos idées. Il nous parvient principalement le *Risveglio* de Genève (Suisse), bimensuel; *La Questione Sociale* de Paterson (Etats-Unis), hebdomadaire; l'*Avvenire* de Buenos-Ayres (République Argentine), hebdomadaire; *Germinal* de Saint-Paul du Brésil, bimensuel ; *La Protesta Umana* de Chicago (Etats-Unis), mensuel; et la *Nuova Civiltà* de Buenos-Ayres, qui paraît quand il peut. Paraissaient aussi, il y a quelque temps, *Lo Sciopero generale* à Londres et *La Tribuna Libera* à Alexandrie d'Egypte; mais je ne les reçois plus depuis deux mois.

* *

En Italie — c'est bien connu — le mouvement anarchiste est divisé depuis pas mal de temps en deux courants, l'un qu'on appelle organisateur et l'autre individualiste. Cette distinction de mots n'est pas exacte, car les deux courants se réclament de l'idée anarchiste, communiste, révolutionnaire et antiparlementaire, et se divisent seulement pour la diversité des vues sur l'organisation des anarchistes et des ouvriers pour la lutte au sein de la société actuelle. Mais de chaque courant je parlerai séparément et impartialement une autre fois. Sont pour l'organisation, que ceux qui l'acceptent appellent fédérative, *L'Agitazione*, *L'Avvenire Sociale*, *La Questione Sociale*, *L'Avenire* (de Buenos-Ayres), *Le Risveglio*; sont contre un tel genre d'organisation *Le Grido della Folla*, *La Protesta Umana*, *La Nuova Civiltà*. Les autres périodiques ou sont indifférents à la question ou se maintiennent neutres.

* *

On annonce la prochaine publication d'un autre journal anarchiste, *Le Combattiamo!* par les soins de la fédération socialiste-anarchiste de Carrare, important centre d'ouvriers mineurs. Bonne chance au nouveau combattant.

CATILINA.

Russie.

SAINT-PÉTERSBOURG, 12 juin. — Le gouvernement commence, et pour cause, à s'inquiéter sérieusement de ce qui se passe dans les casernes.

On se rappelle peut-être que les autorités russes furent désagréablement surprises en apprenant, il y a deux ou trois mois, que des brochures révolutionnaires se distribuaient en fort grand nombre dans les casernes de la capitale et de quelques autres grandes villes de l'empire. Des mesures extraordinairement rigoureuses furent aussitôt prises pour mettre un terme à cette propagande dangereuse : un ordre du jour recommanda à tout membre de l'armée de faire son possible pour saisir ceux qui, à l'avenir, seraient assez audacieux pour distribuer aux soldats des feuilles subversives. Des récompenses furent promises à ceux qui parviendraient à saisir les coupables, et, en même temps, les punitions les plus sévères furent décrétées contre tout soldat qui ne livrerait pas immédiatement, à son supérieur, toute feuille non autorisée par la censure qui lui tomberait par hasard entre les mains.

Les autorités militaires n'eurent pas l'occasion de récompenser, ni de sévir; durant plus de six semaines on ne signala l'apparition d'aucune feuille subversive et on se frottait déjà les mains en se félicitant d'avoir aussi promptement réussi à étouffer ce mouvement dangereux. La joie fut de courte durée.

Depuis une quinzaine de jours, à peu près, les distributions ont recommencé, non plus comme précédemment dans quelques rares casernes, mais partout à la fois, même au camp de Krassnoë-Sélo où se trouvent réunis, pour le moment, environ quarante mille hommes, appartenant presque tous à la garde impériale. On trouve de ces paquets, contenant chacun mille feuilles, dans les dortoirs des casernes et dans les tentes du camp et, bien que les abords des casernes et du camp soient surveillés de près, depuis une semaine, par des agents de la police politique, personne n'a rien découvert de suspect; on est généralement d'avis que des officiers ou soldats affiliés au mouvement révolutionnaire actuel introduisent subrepticement les libelles subversifs.

Le ministre de la Guerre, le général Kouropatkine, est furieux et reproche aux chefs des régiments de ne pas savoir maintenir la discipline; le ministre de l'Intérieur, M. de Plehve, chef suprême de la police politique, est furieux de ce que ses nombreux agents paraissent atteints de cécité et de surdité.

Il y a quelques jours seulement, on a découvert, dans une caserne d'ici, un nouveau paquet de mille feuilles déposé dans l'embrasure d'une fenêtre. Le chef du régiment a immédiatement fait ouvrir une enquête... qui n'a abouti à rien. Un agent secret stationné près de l'une des deux portes de la caserne a pu donner le renseignement que voici : un quart d'heure à peu près avant qu'on ait fait la découverte du paquet, il avait vu entrer, par la porte qu'il était chargé de surveiller, un vieux prêtre qui, naturellement, n'avait pas éveillé ses soupçons; maintenant il serait enclin à croire que ce prêtre pourrait bien avoir été un révolutionnaire déguisé.

On suivit la piste ainsi indiquée et on établit que le vieux prêtre suspect s'était introduit dans la caserne en disant qu'il devait voir l'aumônier du régiment et que l'aumônier avait quitté la caserne par l'autre porte quelques minutes seulement avant l'entrée du prêtre inconnu. Ainsi il y avait lieu de croire que celui-ci était vraiment un révolutionnaire qui avait attendu, dans une maison du voisinage, le signe convenu avec un aide, qui guettait les deux portes de la caserne, pour savoir quand il pourrait aller demander l'aumônier sans risquer de le trouver chez lui.

Après ces constatations, la police a fait une battue dans tout le quartier de la ville où se trouve la caserne en question — mais sans trouver la moindre trace du prêtre mystérieux.

Comme les feuilles sont imprimées sur du papier très fin in-8°, un paquet de mille exemplaires n'est pas très volumineux et le soi-disant prêtre a fort bien pu le tenir caché dans les larges plis de sa soutane; rien de plus facile, après, que de se séparer du paquet en traversant un des longs couloirs de la caserne.

(*L'Etoile Belge*.)

Ce qui tendrait à prouver qu'il y a tout de même plus de ressources, et plus de légitime espoir en la victoire finale, dans la tête d'un révolutionnaire qui s'est voué à son idéal, que dans celle d'un mouchard. — Nous nous en doutions.

ORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque communiste du XV°, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade et prêt de livres.

Société pour la création et le développement d'un milieu libre en France. — Dimanche 17 août, à 8 h. 1/2 du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion. Conférence par Paraf-Javal.

Sujet traité : L'organisation et l'autorité.

L'Education libre du III°, 26, rue Chapon. — Librairie. Bibliothèque. Prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir.

Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales illustrées.

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral socialiste).

Vendredi et mardi, à 9 heures du soir, salle de l'Union Ouvrière, 12-14, rue de l'Espérance (XIII° arr.). — Répétitions.

L'Effort, 33, rue du Marché, Grand-Montrouge, à 8 heures 1/2 du soir :

Jeudi 21. — Le saturnisme chez les peintres et électriciens, par Zielinski.

Il est institué, 8, rue de la Sorbonne, une œuvre intitulée *Le Livre pour Tous*.

Depuis longtemps, les *Journaux pour tous* étaient devenus insuffisants. Beaucoup de nos correspondants pensaient que la brochure et le livre ne sont pas moins indispensables que le journal, ni moins importants à envoyer.

Nous sommes en mesure d'assurer pour la prochaine rentrée le fonctionnement de cette œuvre plus large et plus solide.

Non seulement nous expédierons gratuitement les journaux et les revues, mais nous enverrons en communication les brochures, les livres et même les collections.

M. Emile Boivin, qui avait constitué les *Journaux pour tous* et qui les administrait depuis leur fondation, a bien voulu assumer la gestion de la nouvelle œuvre.

Adresser désormais lettres et mandats à M. Emile Boivin, secrétaire-administrateur du *Livre pour Tous*, 8, rue de la Sorbonne, Paris.

AMIENS. — Les camarades sont avertis qu'à partir du dimanche 17 août, la bibliothèque ne sera plus ouverte que tous les dimanches, de 10 à 11 h. du matin, chez Lemaire, rue de l'Aventure, 49.

ANGERS. — Les camarades se trouveront dimanche matin, à 10 heures, chez Deschamps, café du Ralliement, au premier. Le camarade L... fera une causerie.

BORDEAUX. — Les multiples appels des organisateurs de la bibliothèque n'ont pas été entendus. Beaucoup de livres prêtés depuis très longtemps n'ont pas encore été remis. De ce fait, la propagande par le livre est entravée.

Il ne faut pas que l'œuvre intellectuelle des militants soit arrêtée par l'indifférence, par la négligence ou le scepticisme de quelques-uns.

Allons ! amis, hâtez-vous d'étudier les volumes par vous empruntés, et rendez-vous chaque samedi soir, à partir de 8 heures, au groupe, 13, rue Porte-Basse, chez Séré, débitant.

GRENOBLE. — Les camarades de Grenoble sont priés de se réunir le lundi 18 août, à 8 heures 1/2 du soir, café Rosset, rue Pasteur.

Ordre du jour : Questions urgentes, à propos du journal qui paraîtra prochainement.

Les camarades de Lyon, Marseille, Romans sont priés d'expédier de suite leurs listes de souscription telles qu'elles sont (indispensable pour les rendements de compte du journal), chez Luyat, tailleur, 17, rue J.-J.-Rousseau.

ROUBAIX. — Contrairement à ce que le camarade de Saint-Quentin a écrit (*Libertaire*, n° 40), la *Peste Religieuse* n'est nullement épuisée; il nous en reste encore environ 5.000 que nous laissons à 2 francs le cent, plus les frais d'envoi de 60 centimes les 3 kilos.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Herman-Paul, Jehannet Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

* *

Il nous reste un certain nombre d'affiches *Contre la Guerre*. Nous les tenons à la disposition des camarades, à raison de 3 francs le cent. Au-dessous de ce nombre, 0 fr. 05 l'exemplaire, port compris.

BIBLIOGRAPHIE

La Bastille judiciaire sous la troisième République, par S. Jamet; 1 brochure chez l'auteur.

Capitalismo cristianesimo e Socialismo, par A. Hamon, traduction A. Mari, à Firenze (Italie).

Socialisme et Malthusianisme, par X. Y. Z.; 1 broch., 0 fr. 60, chez L. Roman, éditeur, 59, rue de Fer, à Namur (Belgique).

Socialisme de gouvernement et socialisme révolutionnaire, par Ch. Rappoport; 1 broch., 0 fr. 50, à la Bibliothèque du *Parti ouvrier*, 7, rue Rodier, Paris.

A voir :

Les Fonctionnaires, par Eug. Cadel; n° 71 de l'*Assiette au beurre*.

A lire :

L'établissement du servage en Nouvelle-Calédonie, par M. Ferdinand Lot; *L'Européen* du 2 août, n° 35.

Contradictions politiques, par Ch. Guieysse; *Pages libres*, n° 84 du 9 août 1902.

PETITE CORRESPONDANCE

E. G., à Fontainebleau. — Idée excellente, mais insuffisante dans la forme. Envoyez-nous des faits.

C., à Liverpool. — Le seul inconvénient est que nous perdons 10 0/0 environ.

S., à Nîmes. — Votre abonnement finit fin janvier 1903.

R., à Firminy. — Entendu, nous vous enverrons le journal.

M., à Marseille. — Le fait que vous nous avez envoyé relativement aux incidents du 9° hussards avait été relevé dans le journal.

V., à Montreuil. — Le journal a cependant été envoyé. Soyez sans crainte, je vous les retournerai.

A. S., à Levallois — J'ai perdu l'article.

Reçu pour le journal : J. B., 1 fr. — Fromentin, 5 fr. — Bouillon, 3 fr. — S. M., 10 fr. — S., 5 fr. — Libertad, 0 fr. 50. — Lib., 3 fr. 50. — Merci à tous.

V., à Nîmes. — B., à Jemeppes. — A., à Saint-Louis. — F., à Saint-Louis. — L., à Saint-Louis. — C., à Liverpool. — Des Es., à Charleroi. — T., à Tannay. — M., à Alger. — D., à Amiens. — S., à Bruxelles. — E., à Tours. — L., à Epinal. — G., à Uchizy. — Le B., à Nantes. — S., à Nîmes. — M., à Nîmes. — N. V., à S. Paulo. — A., à Mansourah. — F., à Rome. — C. P., à Lisbonne. — L., à Montevrain. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7

HUITIÈME ANNÉE N° 17 DIX CENTIMES DU 23 AU 29 AOUT 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

CYNISME DE TRAFIQUANTS

On me communique une circulaire bien intéressante, si intéressante que je veux la mettre sous les yeux de ceux qui nous lisent. Elle porte comme en-tête : « BANQUE DES RENTIERS, société anonyme au capital de 1.000.000 de francs. Siège social à Bruxelles, 33, rue de l'Ecuyer; succursale à Paris, 6, rue Saint-Marc. — Propriétaire de *l'Ami des Rentiers* (10e année, 4 fr. par an). »

Voici le texte :

« Paris, le...... 1902.

« M......

« Il est incontestable malheureusement que la société dite « Union Antialcoolique Française » cause à la Distillerie un très gros préjudice. Les statistiques sont là pour le démontrer, et d'ailleurs vous avez pu vous en rendre compte par vous-même, car le mal est général. Il n'est pas localisé seulement dans une ou plusieurs régions de notre pays. C'est sur toute la surface de la France, sans distinction, que la consommation de l'alcool a reculé.

« Un certain nombre de nos amis ont pensé qu'il était temps de réagir et qu'il fallait se défendre. Nous ne nous dissimulons pas que la lutte sera dure, car l'Union Antialcoolique dispose de très grands moyens d'action, et elle a, derrière elle, pour la soutenir, des sociétés directement intéressées à voir la Distillerie française disparaître, vaincue et ruinée. Heureusement, elle a des points vulnérables que nous avons étudiés et que nous connaissons à fond. Veuillez, je vous prie, lire la note ci-jointe, et vous serez édifié.

« Eh bien ! n'est-il pas clair qu'en menant une campagne énergique contre cette société, on arrivera à la déconsidérer, à la rendre impuissante, et, par contre-coup, à empêcher la décroissance de la consommation de l'alcool ?

« *L'idée nous est venue de créer, pour cela, une ligue* OCCULTE *de défense. Nous disons* OCCULTE, *en ce sens qu'il est essentiel, pour le succès, qu'on ne puisse pas soupçonner qu'elle est dirigée par la Distillerie, c'est-à-dire dans un intérêt particulier, ce qui lui enlèverait toute sa portée. Il faut que le public croie qu'elle est uniquement inspirée par l'intérêt général du pays.* C'est seulement dans le sens que nous venons de préciser qu'elle sera occulte, car, pour tout le reste, elle agira au grand jour et pourchassera partout la Ligue Antialcoolique en l'attaquant avec ses propres armes : conférences, articles de journaux, etc., etc. *Nous nous sommes déjà assuré le concours de hautes personnalités*, dont la parole et les écrits sont autorisés, et qui n'hésiteront pas à se jeter dans la mêlée, dès que l'instant d'agir sera arrivé.

« Aujourd'hui, nous avons voulu simplement vous exposer notre idée et savoir si elle vous agrée et si vous voulez contribuer au sauvetage avec nous. Si notre projet entre dans vos vues, nous vous enverrons aussitôt des renseignements complémentaires. En attendant le plaisir de vous lire, veuillez agréer, Monsieur, nos salutations empressées.

« BANQUE DES RENTIERS. »

Le cynisme incroyable avec lequel cette circulaire est rédigée, montre qu'elle n'est destinée qu'à des personnes sûres, qu'à des distillateurs, fabricants ou vendeurs d'alcool. Devant les progrès de la propagande antialcoolique, ceux-ci songent à se constituer en syndicat *occulte* pour résister à cette propagande de santé et de moralité qui menace de ruiner leur infâme commerce, et pour obliger, à force de mensonges, le public à remplir leurs coffres-forts en achetant et en buvant leurs poisons.

Comme les laitiers qui mettent de l'eau sale dans leur lait ou même qui en fabriquent artificiellement, et qui ont sur la conscience la mort de milliers de petits enfants, comme les pharmaciens qui mettent dans leurs préparations tout autre chose que ce que le médecin avait prescrit, afin de gagner davantage, et qui s'en remettent pour la guérison du malade au Dieu de l'abbé Gayraud et de M. Coppée — comme tous les falsificateurs et empoisonneurs dans notre charmante société où la victoire est aux plus menteurs, aux plus fourbes, aux plus scélérats — les marchands d'alcool se moquent de l'existence et de la santé de leurs semblables, pourvu que leur porte-monnaie se gonfle. Chaque pièce d'or qu'ils y enferment représente de la vie gâtée et de l'intelligence éteinte, de l'épilepsie, de l'hystérie, de la démence, des suicides, des crimes, toute une postérité vouée aux tares physiologiques, à l'abêtissement, à la dégénérescence, toute une humanité en marche vers l'idiotie et la mort.

Mais les gagneurs d'argent s'occupent bien de cela ! L'hygiène est contraire à leurs intérêts : à bas l'hygiène ! L'avenir de la race est compromis par leur commerce : à bas l'avenir de la race ! Le peuple commence à perdre l'habitude de s'alcooliser : eh bien ! il faut, coûte que coûte, « empêcher la décroissance de la consommation de l'alcool ».

Je regrette de n'avoir qu'une partie de la « note ci-jointe » dont il est parlé plus haut. Cette note est intitulée : *Les dessous de l'Union Française Antialcoolique*. Elle commence par exposer ce qu'est cette union ; puis :

« A première vue, l'initiative semble très louable et on est tenté de prendre les inspirateurs de cette ligue pour des philanthropes. Personne ne peut nier que l'alcoolisme est un fléau et qu'en le détruisant *on* rendra un grand service à notre pays. Mais en examinant de près la Société dite « Union Française Antialcoolique », on ne tarde pas à s'apercevoir que la lutte contre l'alcoolisme n'est qu'un prétexte et que le but réel est tout différent. D'abord la propagande énorme à laquelle elle se livre exige des frais considérables, des frais tels, que la générosité ordinaire des philanthropes ne saurait y suffire. Puis, lorsqu'on lit le journal qui est l'organe de la Société, on voit qu'elle ne s'en prend pas seulement à l'usage exagéré de l'alcool : ce qu'elle veut proscrire, ce sont toutes les boissons qui contiennent de l'alcool, par conséquent le vin, le cidre, la bière, aussi bien que l'eau-de-vie et les liqueurs. Son idéal est que les Français ne boivent plus que des eaux minérales, du café, du thé et du chocolat. Il est évident que si un pareil idéal se réalisait jamais, les établissements d'eaux minérales, les planteurs de café et de thé et les fabricants de chocolat seraient tous certains de faire des fortunes colossales. Et, pour aider à tout ce qui peut les en rapprocher, ils ne demandent pas mieux que de s'imposer quelques sacrifices. Voilà de quelle source vient l'argent qui alimente la campagne antialcoolique. Les considérations humanitaires, en la circonstance, ne servent donc que pour la parade, pour la devanture, pour amuser les gogos. Derrière, il y a une question de gros sous, rien de plus. »

Il est clair que cette note-ci est rédigée pour le public, au rebours de la précédente circulaire qui est faite pour les distillateurs. C'est pourquoi on commence par y reconnaître que l'alcool est un fléau, parce que c'est une chose que tout le monde sait aujourd'hui, et « qu'en le détruisant on rendra un grand service à notre pays ». Comment concilier cette déclaration avec la volonté exprimée dans la circulaire secrète d' « empêcher la décroissance de la consommation de l'alcool » ? Tartufes !

L'idée d'accuser les autres de sa propre infamie, n'est pas neuve et prend toujours. C'est l'éternelle histoire du larron qui crie : Au voleur ! L'idée de représenter la propagande antialcoolique comme une menée de marchands de chocolat et d'eaux minérales est un peu bête, mais elle aurait des chances de prendre, comme toute calomnie, n'était l'existence de la circulaire confidentielle qui en dévoile l'hypocrisie. Je regrette que les *Temps Nouveaux* ne soient pas un journal plus répandu, afin de donner à ce document toute la réclame qu'il mérite.

« Si, du moins, » ajoute la note, « si, du moins, les intérêts que sert l'Union Antialcoolique étaient des intérêts français, il n'y aurait encore que demi-mal. Marseille veut remplacer le vin, qui est notre grande boisson nationale, par le café et le thé, qui sont des boissons d'origine étrangère. Qu'on ne vienne pas nous dire, en guise d'excuse, que le café et le thé viendront de nos colonies. Non, car, et nous en avons la preuve sous les yeux, ce sont les cafés étrangers et les thés étrangers que l'Union Antialcoolique entend favoriser. Elle le déclare elle-même sans ambages, pas plus tard que dans le dernier numéro de l'*Alcool*, où elle se plaint « des droits absurdes que la France a mis sur les *cafés étrangers* ».

A tout plan de malfaisance publique, il faut le coup du patriotisme. Ici, comme ailleurs, ce grand moyen de duperie trouve son emploi : l'alcool est un poison patriotique, vive l'alcool ! L'aveu cynique des distillateurs : « *Il est essentiel qu'on ne puisse pas soupçonner que notre ligue est dirigée dans un intérêt particulier ; il faut que le public croie qu'elle est uniquement inspirée par l'intérêt général du pays* », est la pensée secrète de tous les ambitieux et de tous les gagneurs d'argent : de tous ceux qui vivent d'autrui.

Citoyens, chaque fois qu'on vous parle des « intérêts généraux du pays », ouvrez l'œil : gare à votre existence, gare à votre santé, gare à vos poches!

René Chaughi.

UN EXEMPLE

Nous recevons la lettre suivante :

A la suite de l'article intitulé : *Exemple*, et paru dans l'avant-dernier numéro des *Temps Nouveaux*, des camarades se sont émus.

Voulant exprimer leur admiration à ce camarade de travail, et en même temps se solidariser avec lui pour son bel exemple d'énergie, ils ont pensé que, s'il n'était pas possible de tirer ce vaillant des griffes de l'Autorité, il était tout au moins humain de penser aux petits ainsi qu'à la femme de ce brave camarade, qui vont se trouver, par suite de la disparition de leur soutien, dans la plus noire misère.

A cet effet, une souscription fut ouverte parmi les mécaniciens d'un atelier de Montplaisir; elle produisit la somme de 24 fr. 25 que nous vous faisons parvenir, pour être envoyée, sitôt que vous aurez l'adresse, à la compagne de ce camarade.

Allons, amis de toutes opinions, au secours pour les petits de ce courageux, qui a su mettre à la raison une de ces brutes qui malheureusement pullulent encore trop dans les ateliers, et qui a su montrer aux timorés que ce n'est pas par la soumission et la platitude que nous arriverons à faire respecter notre dignité.

D'autre part, nous avons reçu 0 fr. 50 du camarade B. L. et 3 fr. de C. A. Nous n'avons pas encore l'adresse de cette malheureuse femme, bien que nous faisions le nécessaire pour nous la procurer.

MOUVEMENT SOCIAL

Dans une chocolaterie de la rue de la Chapelle, un ouvrier français s'étant pris de querelle avec un ouvrier suisse, l'a frappé d'un coup de pelle à la tempe, et l'a tué. Les travailleurs étrangers employés dans cette usine étaient perpétuellement en butte aux tracasseries et aux invectives de leurs camarades français. Et dans toutes les usines qui emploient des étrangers, les choses se passent de même. C'est triste.

C'est triste de constater que, parmi les ouvriers, le préjugé nationaliste sévit avec la même violence que parmi les bourgeois. Comme si le lieu de la terre où l'on est né suffisait à faire de vous un ennemi ou un ami! Comme si l'on était obligé de rester toute sa vie emprisonné dans les frontières que les gouvernants se sont plu à tracer autour de vous! Eh! malheureux, au lieu de haïr ce prolétaire qui vient travailler à tes côtés, plains-le : car il est encore plus malheureux que toi. Il a dû quitter ses amis, son pays, peut-être sa femme et ses enfants, tout ce qu'il aimait, pour venir trouver ici la possibilité de vivre qu'il ne trouvait plus là-bas. S'il a franchi cette frontière qui te tient tant à cœur, malheureux, c'est peut-être parce qu'il vaut mieux que les autres? C'est peut-être parce qu'il ne voulait pas apprendre à te haïr et à se voir exposé un beau jour à tirer sur toi et à te tuer, toi qui le tues?

Qu'importent son nom et son langage? Ne vois-tu pas que c'est un être tout pareil à toi, bien plus pareil à toi que ton patron, ton député, ton curé, ton colonel, ton propriétaire ou ton ministre? Ne finiras-tu pas par comprendre que c'est en devenant amis, lui et toi, en vous entendant et vous associant, que vous parviendrez seulement à vaincre vos vrais ennemis et à vous faire une existence heureuse dans une société équitable?

Tu te plains qu'il vienne envahir ta patrie? Tu n'en as pas. Prendre ton pain? C'est le patron qui le prend, ton pain, et les actionnaires de ton patron, et les gouvernants amis et protecteurs des actionnaires, et les soldats des gouvernants, leurs prêtres, leurs juges, leurs domestiques, tous ceux qui ne produisent rien ou qui produisent du mensonge, de la contrainte, de l'ordre factice, du mal.

A supposer que ton camarade étranger te fasse une mauvaise concurrence, tu devrais t'en prendre à ton patron qui embauche des étrangers, et à tes législateurs qui, par leurs lois soi-disant fraternelles sur le travail, poussent ton patron à embaucher des étrangers. Mais tu réfléchis aussi peu et tu agis aussi bêtement que les bourgeois. C'est décourageant.

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les coopérateurs philanthropes sont dans la joie. Les souscriptions rappliquent, et ils vont être en mesure, sous peu d'ouvrir un restaurant. Les malheureuses femmes pourront se nourrir pour quelques sous par jour, ce qui permettra aux excellents exploiteurs qui pratiquent à leur façon la traite des blanches de pouvoir se fournir du bétail humain au plus bas prix.

Au mois d'octobre prochain paraît-il, ces messieurs pourront ouvrir la première « *Midinette* ».

Au reste, mon premier appel a été entendu et l'*Association coopérative* reproduit dans son dernier numéro un article du journal *Le Radical*, qui ne laisse pas de doute à ce sujet. Qu'on en juge :

Les premiers concours sont venus de philanthropes, d'hygiénistes, et aussi de *chefs d'industrie, qui, en somme, sont les premiers intéressés à cette œuvre* de réfection physiologique et morale!! et qui l'ont compris.

Les chefs d'industrie marchent. Messieurs les coopérateurs sont contents Que leur importe d'où vient l'argent, leur vanité sera satisfaite. Souscrivez, Messieurs les chefs d'industrie, la coopérative vous prépare de la viande à travail à prix très réduit.

La *Petite République* ministérielle vante et recommande — comme de juste — les *midinettes*!! Les chefs d'industrie en sont, et cela permettra à M. Jaurès de fournir des « complets » encore meilleur marché.

Quel socialisme que tout cela !!

⁂

De Lorient, un camarade nous signale ces quelques faits intéressants :

Il y a ici une grève d'ouvriers plâtriers qui dure depuis déjà un certain temps. Cette grève est calme et les grévistes ne cessent de processionner au près des autorités locales. Leurs prétentions, 0 fr. 50 c. de l'heure et 10 heures de travail, ne sont guère exagérées.

Tous les plâtriers font grève, sauf ceux d'une *coopérative* et il est à craindre que ces tristes individus n'empêchent le mouvement d'aboutir.

Devant cet acte de désertion, les plâtriers en grève ont décidé qu'à l'avenir, aussitôt qu'un de ces jaunes se présentera dans un chantier, tous les compagnons y travaillant le quitteront immédiatement et ce jusqu'à son exclusion.

Et il y a des soi-disant coopérateurs anarchisant qui prétendent que la coopération émancipe les individus. J'ai beau chercher, je vois partout le contraire.

⁂

A Ourschamp, la grève des tisseurs fileurs dure toujours. Voici à ce propos ce que nous écrit un camarade :

Le sieur Noël, député de l'Oise, s'est fait agent du patron, mais jusqu'à ce jour il n'a guère réussi. La semaine dernière, les grévistes ont refusé d'envoyer, — sur ses conseils — une délégation non syndicale au patron.

Dans une lettre que j'ai pu voir, un soldat écrit à sa femme que lui et ses camarades ont reçu chacun 10 cartouches, les cuirassiers en ont certainement autant, ainsi que les gendarmes. La défense Républicaine n° 2 fait bien les choses.

Mais revenons à M. le Député. La semaine dernière le Noël en question a payé le voyage à Paris à deux délégués du syndicat pour aller voir le ministre du Commerce; celui-ci leur a promis que si le patron ne cédait pas, il retirerait la troupe immédiatement, ceci avant les élections qui devaient avoir lieu dimanche : je n'ai pas encore ouï dire que la promesse ait été exécutée. Pauvres gens, qu'avec une pareille promesse on a essayé de faire bien voter!

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — Voici quelques nouveaux détails sur l'agitation des mineurs.

Le 9 août, à la Talaudière, les mineurs acclament la grève. Le même jour, à Roche-la-Molière et à Firminy, ils se déclarent prêts à maintenir l'intégrité de leur salaire, par tous les moyens, même par la grève. Le 10 août, ceux de Grand-Croix, par un ordre du jour, se solidarisent avec leurs collègues du bassin. Il en est de même à la Ricamarie, considéré comme un des centres les plus modérés. Dans la réunion tenue le mardi 10 août, et où ils étaient venus en grand nombre, les mineurs ont donné mandat à la Fédération de défendre leurs salaires par *tous les moyens*. A Côte-Chaude, pareillement, ainsi qu'à Villars.

Le 10 août, à Saint-Etienne, réunion du Comité Fédéral. Il est décidé de demander une nouvelle entrevue avec le Préfet, dans le but d'obtenir discussion contradictoire avec les Compagnies. Le Comité s'engage à démontrer que le prix des charbons est aussi élevé qu'en janvier 1900, au moment de la grève. Si les Compagnies s'obstinent, le Comité décidera la grève. Ont pris successivement la parole : Brioude, de Firminy; Beauregard, secrétaire de la Fédération de la Loire; Saby, Cotte Jean, Galmiche, Bouchard, Escalier et Cotte, secrétaire du Comité national. A noter les paroles suivantes de Beauregard : « Mais que l'on sache bien d'ores et déjà que cette grève, si elle doit avoir lieu, ne sera pas une grève comme les autres, et qu'elle saura être énergique et probante. » Bouchard déclare que la grève ne devra pas se faire seulement pour le maintien de la prime. Les mineurs devront formuler toutes leurs revendications : 8 heures, minimum de salaire et retraite. Cotte préconise la grève générale et conclut qu'il faut attendre pour marcher tous d'accord. On a dit et répété souvent, et il est utile d'y revenir, que nous ne croyons pas à la possibilité de décréter la grève générale à jour fixe. Selon nous, ce sont les événements eux-mêmes qui en décideront. Elle commencera probablement par un mouvement plus ou moins important dans un centre, et se généralisera en s'étendant aux centres environnants. Je n'ai pas de conseils à donner aux mineurs, mais s'ils attendent un mot d'ordre, ils risquent d'attendre longtemps, comme au 1er novembre. Qu'ils se décident une bonne fois à marcher seuls, ils sont assez grands pour cela et ils s'en trouveront bien.

Au dernier moment on annonçait une nouvelle entrevue du Comité fédéral régional avec le préfet, pour le lundi 18 août.

Voici quelques chiffres concernant la Compagnie des Mines de Montrambert, pour l'exercice 1901 :

Bénéfice net...............	7.074.401 fr. 40
en augmentation sur 1900 de	900.384 fr. 26

Galhauban.

Italie.

Rome. — La *Bourse du Travail* de Rome était, jusqu'à hier, administrée par des anarchistes et républicains avec une minorité de social-démocrates. Mais les anarchistes, pendant les dernières élections s'étant opposés aux buts ambitieux des républicains et des social-démocrates, qui voulaient se servir de la *Bourse du Travail* comme d'une agence électorale, ceux-ci voulurent se venger en excluant, de l'administration de la *Bourse*, nos camarades, qui avaient réussi, pendant les élections, à maintenir la neutralité de l'association ouvrière.

En effet, devant renouveler les administrateurs de la *Bourse du Travail*, les républicains et les socialistes réussirent à exclure les anarchistes. Ainsi, à Rome, — comme en presque toutes les villes d'Italie — l'organisation ouvrière servira d'escabeau aux mesquines et sectaires guerres de parti et, par conséquent, aux ambitions personnelles des avocats et des ouvriers parvenus. L'*Avanti*, journal social-démocrate, le dit clairement, soutenant que la *Commission exécutive* de la *Bourse du Travail* doit se changer en *Direction*. Ainsi les administrateurs deviendront des chefs, avec une conception absolument antilibertaire. Mais à quelque chose malheur est bon, car les anarchistes se trouvaient mal à l'aise en administrant les intérêts d'une collectivité d'ouvriers si peu conscients, comme sont généralement ceux de Rome; ils étaient forcés de trop négliger la propagande, et, ce qui est pis, de tolérer souvent des faits contraires à leurs idées. Les efforts qu'ils firent

pour conduire les ouvriers sur le vrai chemin de la lutte ouvrière, n'ont pas complètement réussi, bien qu'ils aient pourtant obtenu quelque chose. Il est donc mieux qu'ils cessent d'avoir à Rome une responsabilité dangereuse. Ils pourront la reprendre le jour où les ouvriers de Rome auront compris que la meilleure méthode de lutte est la nôtre. Cependant il faut, pour cela, beaucoup de propagande.

Les *Bourses du Travail* d'Italie qui suivent à présent le concept de la lutte ouvrière et où se fait sentir l'influence des anarchistes sont celles d'Ancône, Spezzia, Pise et Carrare. Les autres sont toutes dans les mains des social-démocrates qui s'en servent dans un but électoral.

⁂

L'ex-anarchiste F. Saverio Merlino s'obstine encore à vouloir convertir ses anciens camarades aux élections. Mais il ne réussit pas : à la vérité, tous, moins deux ou trois, de ceux qui auparavant le suivirent, s'en sont détournés, reconnaissant leur erreur. Il y a quelques jours, il alla faire une conférence à Ancône, pour tenter d'agir un peu sur les nombreux anarchistes de cette ville et leur faire accepter son idée spéciale de l'union de tous les partis populaires (l'anarchiste compris) sur la base des élections, pour obtenir des réformes. La conférence fut telle qu'un journal monarchique d'Ancône dit que lui aussi pouvait adhérer à un programme aussi large et aussi modéré. Après Merlino se leva, pour faire la contradiction, notre camarade le docteur Auguste Giardini, soutenant les idées anarchistes, révolutionnaires et antiparlementaires. Mais à peine eut-il prononcé quelques mots qu'un inspecteur de la sûreté publique lui interdit de continuer, et la réunion fut dissoute malgré les protestations et les cris du public qui remplissait le théâtre. Ainsi Merlino eut le malheur de voir défendre ses arguments par la police.

Les social-démocrates chantent des hymnes de gloire au ministère libéral Zanardelli-Giolitti !

⁂

Pierre Gori continue sa tournée de conférences scientifiques et de propagande anarchiste à travers les Marches et les Romagnes. Il a déjà parlé à Ravenne, Bologne, Forli et Rimini et en ce moment sera à Fano, Ancône, Fabriano, etc. Le *Grido della folla* des camarades de Milan a agrandi son format ; l'*Agitazione* de Rome a publié une remarquable étude sur les mouvements ouvriers de Patterson, où les camarades italiens déploient une très grande énergie. Les social-démocrates Philippe Turati et Claude Treves, après avoir accepté l'idée d'une réunion contradictoire avec le camarade Gori, à Milan, au dernier moment s'enfuirent. L'anarchie est en marche !

CATILINA.

⁂

BOLOGNE. — Le P. S. I. (social-démocrate) qui, dans ses exordes, avait suscité tant d'espoir et qui eut un seul éclat de succès par la faute des réactionnaires plus que par leur propre mérite, vient de traverser une période de crise très aiguë.

Les uns avec Turati, que la terreur de son premier et unique emprisonnement a entraîné à de nouvelles merveilles, et presque tous les députés du groupe pensent qu'on ne doit pas, à l'heure actuelle, parler de propriété collective, de dictature du prolétariat, et, par conséquent, de lutte populaire, de grève générale ou partielle, spécialement si les salariés sont sous la dépendance de l'État. On doit seulement intensifier le travail pour l'obtention de réformes aptes à donner force et éducation aux prolétaires, sauf à se réclamer du droit complet en l'an... 4000.

Il est bien de renier son passé, d'appeler folie de jeunesse l'*inno dei lavoratori*, de désavouer le droit de résistance au mal et justifier par contre l'emploi de la violence gouvernementale sur le peuple (*lire le placard affiché à Turin, mai 1898, la Critica sociale, juillet 1901 et le dernier discours Turati aux employés télégraphistes et des postes*).

Les autres avec Ferri et plus d'ouvriers que d'intellectuels, qui appellent endormeuse la tactique des premiers, pensent que tout partisans qu'ils restent de la méthode électorale, ils ne feront nulle alliance avec les partis de la bourgeoisie et pour les jouets des petites réformes, mais ils élèveront le peuple à l'obtention directe du collectivisme. Ce sera à la bourgeoisie à donner des réformes, effrayée par l'ascension du prolétariat.

En attendant le prochain congrès d'Imola, qui nous dira si nous aurons deux partis social-démocrates en Italie ou si on en soudera l'unité, je vous dirai que l'une et l'autre de ces fractions ont voté jusqu'à présent pour le ministère.

TEODORICO RABITTI.

Espagne.

VIGO. — Les ouvriers employés de la Compagnie du chemin de fer d'Orense à Vigo avaient déclaré la grève dès avant les résolutions du congrès de Madrid. Ils ont maintenant repris le travail aux conditions suivantes :

« Avant le 31 août, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour qu'il soit remédié aux défectuosités du service.

« Les amendes pour fautes dans le service seront supprimées, et remplacées par des blâmes et des notes de recul dans les feuilles personnelles.

« Un Mont-de-Piété sera établi ; la Compagnie y contribuera et le gouvernement se réservera le droit d'intervention.

« Après enquête à terminer pour le 30 septembre, il sera procédé à un classement des employés, par salaires. »

Suit l'indication détaillée d'un certain nombre d'augmentations de salaire pour les diverses catégories d'employés.

Faut-il voir là une victoire ouvrière? A coup sûr, ce n'est pas une défaite. Mais remarquons que les amendes qui sont nominalement supprimées sont en réalité rétablies sous une autre forme, plus onéreuse encore pour le travailleur, puisque, si la Compagnie s'abstient de prélever une fois sur son salaire telle ou telle somme, en revanche elle se promet de retarder, sans délai défini, les augmentations qui lui sont dues. Elle n'y perdra rien.

Pour ce qui est des améliorations générales à apporter au service, les ouvriers et employés de l'Orense-Vigo s'en remettent au gouvernement! Avant qu'il soit longtemps, sans doute, ils sentiront la nécessité d'un meilleur défenseur, moins veule et moins lâche. Il n'est pas impossible qu'ils aient de sérieuses raisons d'adhérer, quand elle éclatera, à la grève générale.

M. L.

Etats-Unis.

D'une lettre d'un camarade :

... Je crois que les camarades de langue française apprendront avec plaisir que les persécutions et tracasseries, dont nous fûmes l'objet durant l'automne dernier, et l'assassinat légal de Czolgoz ont servi nos idées. Beaucoup veulent les connaître et elles font de très sensibles progrès.

L.

⁂

INDIANAPOLIS. — L'assemblée générale des mineurs syndiqués d'Amérique, réunie dans cette ville le 17 juillet, a décidé, dans sa séance du 19, conformément à l'avis exprimé par le président Mitchell, que les mineurs de charbon tendre ne déclareraient pas la grève de solidarité, mais soutiendraient les grévistes des mines d'anthracite par une contribution pécuniaire hebdomadaire. Pour les 157.000 grévistes, il faut par semaine 2.500.000 francs. Si les mineurs de charbon tendre avaient déclaré la grève, il aurait fallu une somme de 7.500.000 francs par semaine.

C. M.

VARIÉTÉS

L'exploitation des marins.

(Suite.)

Quelque temps après mon premier voyage, je m'engageai à bord d'une barque norvégienne, *Le Saly*, qui se rendait d'Anvers à Saint-John (Canada). Pendant le trajet, qui dura 92 jours, rien de particulier ne se produisit ; mais lorsque nous arrivâmes au Canada, la comédie commença. Le bateau était venu là afin de prendre du bois destiné à Dublin (Irlande) ; nous fûmes commandés pour participer à ce travail ; c'était, pour nous, un profit casuel, car, au Canada, on gagne 17 fr. par jour aux docks (mais la vie y est beaucoup plus chère qu'ici ; de sorte que 17 francs là-bas équivalent à 3 ou 4 fr. chez nous ; mais, puisque nous étions logés et nourris à bord, c'était pour nous une bonne affaire).

C'est un vendredi que nous commençâmes ce travail, et, le dimanche, nous allons chez le capitaine demander de l'argent pour visiter la ville. Là, la comédie commençait ; il nous faisait comprendre que ces 17 francs n'étaient pas pour nous, mais pour la Compagnie, que nous nous étions engagés pour le travail du bateau seulement. Justement ; mais puisqu'il nous commandait d'autre travail, il devait payer ce travail aussi. Le lundi matin, personne ne quittait la cabine ; quand le capitaine vint en demander la cause, nous lui dîmes qu'il n'avait qu'à prendre plus de dockers, et que nous ne ferions plus ce travail, parce que nous avions peur de revenir en Europe comme un Vanderbilt. Il grommelait et jurait bien, mais de ce que nous restions à notre résolution, il fut bien forcé d'aller chercher d'autres ouvriers.

Tout alla bien, au retour, jusqu'à Dublin. Là, le jeu commença pour de bon, alors que nous étions chez le consul où nous fûmes payés. Tout l'équipage fut volé honteusement. Quand ce fut à mon tour de toucher mon argent, le capitaine dit que j'avais gagné 250 francs. « 250 francs! m'écriai-je, pour cinq mois de travail ; à 80 francs par mois, ça fait cependant 400 francs. — Oui, disait-il, mais je n'ai pas été content de votre travail, et je me vois forcé de vous retenir le reste. » Je commençais à protester, lorsque le consul me dit que j'étais très brutal envers mon capitaine, et que si j'osais encore dire un mot, il ferait chercher la police. Nous restions cependant à réclamer notre argent, lorsque quelques policiers vinrent, qui nous firent quitter le consulat et qui nous menèrent au bureau ; quelques minutes après, nous étions dans le... ciel (on voit que les policiers existent pour arrêter les voleurs). Le lendemain, on nous fait demander où nous avions envie d'aller. Ceux qui voulaient partir furent conduits à un bateau, les autres dans les logements. Quand un riche défend son droit, on l'appelle un homme chevaleresque ; quand nous défendons notre droit ou désirons notre argent, que nous avons mérité dix fois, on nous appelle de la canaille. Quand il n'y aura plus de maîtres, ces choses-là n'arriveront plus.

On voit comment les compagnies maritimes deviennent si riches qu'elles peuvent s'acheter des bateaux à vapeur de 14 millions de francs. C'est par l'exploitation des malheureux et par mille autres moyens aussi sales les uns que les autres. Celui qui dit que la propriété c'est le vol, ne sait pas ce qu'il dit, oh non! Mais qui est la canaille maintenant : les maîtres ou leurs esclaves ?

ANTOINE MICHIELS.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIII[e] arrondissement), 41, rue de la Chapelle. — Conférences :

Samedi 23 août. — Brunetaux : Bruges. G. Rodenbach et la peinture flamande (avec projections).

Dimanche 24. — Visite au Louvre (rendez-vous à 10 heures du matin au pied de la statue de Gambetta).

Mercredi 27. — Altayrac : Critique du programme du parti ouvrier belge.

Jeudi 28. — Cours de diction, par M. Lancy.

Vendredi 29. — Altayrac : Cours de physique.

Samedi 30. — L. Ducharme : Une grande industrie : Le Fer.

Le jardin est ouvert tous les jours (sauf le lundi), de 8 h. 1/2 à 11 heures du soir, et le dimanche, de 2 heures à 6 heures après-midi.

⁂

Grande fête donnée par le groupe des Poètes chansonniers révolutionnaires au profit d'une œuvre de solidarité *immédiate*. Dimanche soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta.

***

Lyre sociale de la Rive Gauche (Cercle théâtral socialiste). — Vendredi et mardi, à 9 heures du soir, salle de l'Union Ouvrière, 12-14, rue de l'Espérance (XIII° arr.). — Urgence.
Ordre du jour : Répétitions.

***

L'Education libre du III°, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir.
Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, cartes postales, chansons.

***

Groupe antimilitariste du faubourg Antoine. — Jeudi 21 août, réunion à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade.

***

Ligue pour la défense du soldat. — Une réunion importante de citoyens estimant qu'il est du devoir de tous de faire respecter, en toutes circonstances, les droits immuables de l'homme, vient d'engager à Paris un vaste mouvement destiné à mettre enfin un terme aux actes révoltants et aux abus d'autorité dont les corps de troupe, aussi bien que les corps disciplinaires et pénitentiaires, sont si souvent le théâtre. Devant l'incurie gouvernementale et l'inertie coupable dont fait preuve le plus souvent la moyenne du public — et même le public faisant profession d'idées libérales — chaque fois qu'il s'agit de ces questions militaires spéciales, ces citoyens ont reconnu indispensable de secouer enfin cette inertie et cette incurie. Sous le nom de *Ligue pour la défense du soldat*, un premier groupement est formé définitivement à l'heure actuelle; la Ligue fait appel à toutes les mères qui ont confié leurs enfants au pays, à tous les épris d'humanité qu'intéresserait cette œuvre, à tous les citoyens. Le seul envoi de leurs noms, profession et adresse, au groupement central, serait, en même temps qu'un encouragement, un sûr garant de l'utilité de la tâche entreprise. Il suffit d'adresser ces adhésions — collectives ou individuelles — au siège provisoire de la *Ligue pour la défense du soldat* (secrétariat), immeuble Allard, 37, rue de l'Ouest, Paris-XIV° arr., ou encore 3, rue Vercingétorix, au citoyen Charles Vallier, dont on a lu à maintes reprises les études et les enquêtes sur les corps disciplinaires ou pénitentiaires de l'armée. La Ligue fait encore appel aux citoyens et aux groupes ou syndicats de province et des colonies qui seraient susceptibles de créer dans leur localité des sections succursales du groupement central de Paris.

***

Voici à nouveau l'itinéraire remanié de la tournée de conférences du camarade Girault. Après avoir conférencié à Brienon le 19, Auxerre le 20, Bourges le 21, et Fourchambault le 23, il sera à Montceau-les-Mines le 24, Chalon-sur-Saône les 25 et 26, Mâcon le 29, Genève les 30 et 31, à Lyon du 1er au 7 septembre, Vienne le 8, Saint-Étienne les 10 et 11, Saint-Chamond le 12, Firminy le 13, Grand-Croix le 14, Nîmes le 15, Montpellier du 16 au 18, Arles du 19 au 22, Marseille du 23 au 29; deux conférences à Alger, puis retour par la direction de Cette, Béziers, Narbonne, Carcassonne, Toulouse, Tarbes, Bayonne, le Boucau, Bordeaux et la Rochelle. Les militants et organisations ouvrières de ces dernières localités qui voudraient aider à l'organisation sont priés de s'adresser au camarade E. Girault, poste restante, Lyon, jusqu'au 6 septembre.

***

Jean-Pierre. — Sommaire du n° 18, du 15 août 1901 :
L'Evasion, par Eugène Chalan, illustration de Jules Hénault (*à suivre*).
Histoire de martinets, par Henriette Desmoulins.
Monsieur Matou et les circonstances de sa vie, par René Salomé (*à suivre*).
Souvenirs d'une petite fille (I), par Jeanne, illustrations de A. Creiche (*à suivre*).
Le basse-licier, poésie, par Aristide Pratelle.
Lettres d'enfants.

***

Bibliothèque communiste du XV°, 38, rue de l'Eglise. Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causeries par un camarade. — Prêt de livres.

***

Vient de paraître : *Le Réveil de l'Esclave*, organe mensuel du Groupe antimilitariste : prix, 0 fr. 05; 57, rue de Charonne, Paris (XI°).

***

Lyon. — *L'Emancipation* (II° arrond.). — Tous les camarades se réunissent le dimanche matin, de 10 heures à midi, au local habituel.
Ils sont instamment priés d'assister à la réunion du 21 courant, où seront prises les dernières dispositions en vue de la sortie champêtre projetée.

***

Limoges. — Les camarades sont avisés qu'il leur sera fait communication de questions urgentes les intéressant samedi soir, 23 courant, à 8 h. 1/2, chez Dumas, place de la République.
Sujet : Entente économique; création d'une colonie libertaire. Deux camarades venant de province feront des causeries.
Les possesseurs de livres sont priés de les rapporter pour réorganiser la bibliothèque.
Présence utile.

Quelques explications pour l'édition

Quelques camarades se sont étonnés qu'ayant laissé, aux souscripteurs, les deux volumes pour 6 fr. 50 nous leur fassions payer 7 fr. 50 pour le seul volume illustré. Puisque mes explications n'ont pas été comprises, je vais essayer d'être plus clair.

Hanté depuis longtemps par cette idée de réunir, par sujet, ce qu'il y avait de meilleur dans le supplément, mais pas assez riche pour m'endetter de 5.000 francs au cas où la vente ne rendrait pas, j'eus l'idée d'exposer mon projet dans le journal, en demandant à ceux qui le trouveraient bon de s'y intéresser en me payant d'avance les volumes qu'ils compteraient prendre.

Je fis cette annonce pendant près d'une année, j'expliquai que l'on pouvait payer en plusieurs fois ; parmi les 10 ou 15.000 lecteurs des *Temps Nouveaux* j'arrivai à récolter 300 souscripteurs environ, pas même la moitié du chiffre nécessaire.

Cependant, convaincu de l'utilité de la publication, aidé par une souscription de 1.000 francs du camarade Fromentin, je passai outre, espérant trouver dans la vente ultérieure le complément de la somme. Aujourd'hui, tous comptes faits, je redois à l'*Emancipatrice* 1.700 francs.

Et maintenant que l'affaire est faite, maintenant qu'il n'y a plus de risques à courir — l'impression pouvait rester en panne — ceux qui n'ont voulu se gêner en rien, pour aider à réaliser une idée qui leur plaît, puisqu'ils veulent en profiter; ceux qui croient que l'initiative consiste seulement en un mot composé de beaucoup plus d'i qu'un autre, voudraient profiter des avantages faits à ceux qui m'ont aidé !

On me répondra que je fais ni plus ni moins qu'un commerçant bourgeois, et que je justifie la théorie du bénéfice et de l'intérêt!

A cela je réponds que je suis dans la société bourgeoise, que je n'ai pu mener mon projet à bien qu'en traitant avec les fournisseurs à la façon capitaliste. Ayant subi les conditions capitalistes et industrielles qui nous entourent, je suis bien forcé de suivre la filière.

Si j'avais possédé l'argent nécessaire pour couvrir les frais de l'édition, si l'aide apportée avait consisté en fourniture et travail de la part de chacun, permettant de réaliser l'œuvre, en passant à côté des conditions capitalistes, l'affaire prendrait un tout autre aspect, on n'aurait pas besoin, même, de faire payer les volumes.

Mais puisque la propagande écrite ne peut se faire qu'à condition d'avoir cet argent, que nous voudrions détruire, puisque nous ne pouvons la continuer qu'à condition de vendre ce qui est imprimé, il me faut bien établir un prix de revient qui compense les volumes qui ne se vendent pas.

Si, à la liquidation, il reste quelques volumes disponibles, on fera de meilleure propagande en les envoyant aux bibliothèques de groupes, de syndicats, d'U. P., qu'en les vendant au rabais à quelques particuliers qui veulent lésiner pour une pièce de vingt sous.

La propagande n'est pas sacrifiée, puisque, pour elle, il y a l'édition ordinaire à prix réduit.

J. Grave.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.
L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50; par colis postal, 3 fr. 10.
Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

***

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco, 1 fr. 15 ; tirage sur Chine, 2 francs, franco 2 fr. 25.
Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.
Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

EN VENTE AU JOURNAL

Rapports qui devaient être présentés au Congrès antiparlementaire interdit de 1900, couverture de L. C. Dissy; franco, 0 fr. 85.
Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais, préface de Descaves ; franco, 3 fr. 20.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Ecole, antichambre de la caserne et de la sacristie, par Emile Janvion ; 1 broch., 0 fr. 20, à l'*Aurore*, 142, rue Montmartre.
Les Conseils de guerre et la justice militaire, par Charles Vallier ; 1 broch., édition de la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.
La Sociedad moribunda y la Anarquia, par Juan Grave, à la Libreria Sociologica, Corrientes 204, Buenos-Ayres (Rép. Argentine).

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 72 : *Le grand seigneur*, par Michael.

A lire :

Socialistes espagnols, par Amilcare Cipriani; *Petite République* du 17 août.

PETITE CORRESPONDANCE

N. R., à Quimper. — Reçu correspondance. Merci ; mais rien de saillant pour nos idées, en somme, dans cette bataille. Réclamez le journal, nous ferons le nécessaire pour qu'il s'y trouve.
P. S. — Passez au journal, nous avons des propositions pour l'*Endehors*.
D., à Saint-Nicolas. — Oui, fin août.
A. M., à Tourcoing. — *Pages Libres*, 8, rue de la Sorbonne ; abonnement six mois, 3 fr. 90.
B., à Marseille. — Oui, nous avons bien reçu. Merci.
G., à Lyon. — Le volume *Guerre-Militarisme*, franco 8 fr. 10; 100 brochures, 7 francs.
S., à Etampes. — Les trois dernières cartes ne sont pas parues.
T. R., à Bologne. — Les anarchistes, je crois, peuvent trouver de meilleures occasions pour protester contre le droit de juger.
P., à Limoges. — J'ignore absolument.

Reçu pour le journal : D., 0 fr. 50. — Service rendu à un croquant, 0 fr. 85. — Anonyme, 5 fr. — Merci à tous.

D., à St-Nicolas-du-Port. — C., à Pont-St-Remy. — R., à Mabrègues. — B., à Birmingham. — H., à Liège — D., à Marchiennes. — B., à Jumet. — M., à Oakland — T., au Gua. — B., à Lyon. — M., à Paris. — K., à Garzau. — T., à Bourg-de-Péage. — L., à Orléans. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue, 7

HUITIÈME ANNÉE N° 18 — DIX CENTIMES — DU 30 AOUT AU 5 SEPTEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS ABONNÉS

L'échéance du mois d'août est assez importante. Les camarades dont l'abonnement prend fin avec ce numéro nous éviteraient des frais en nous en envoyant le montant.

Pour ceux qui auraient omis de nous faire parvenir l'abonnement, il sera pris remboursement dans le courant de septembre.

Il n'est pas pris de remboursement pour les abonnements de l'étranger, les frais étant trop élevés.

QUELLE TACTIQUE?

L'organisation économique des travailleurs en syndicats ouvriers a pris, dans ces dernières années, une importance que nous n'avons pas et qu'il est bon, plus que jamais, croyons-nous, de ne pas négliger.

Quoique régis par la loi bourgeoise, les syndicats ont su, pour la plupart, rester indépendants et se présentent bien aujourd'hui comme des groupes d'opposition en face de l'organisation économique de la société capitaliste.

Aux nombreux syndicats, qui n'étaient naguère que de simples sous-comités électoraux sans influence ni utilité pour les travailleurs, a fait place un mouvement purement économique de la classe ouvrière qui, dans certains endroits, a pu tenir le patronat en échec et montrer ainsi aux travailleurs qu'ils peuvent, par leurs propres forces, imposer leurs volontés à leurs exploiteurs, sans qu'il soit nécessaire que la loi intervienne.

Après s'être lassés des décevantes luttes électorales, ils se sont lassés de toute lutte politique et le « pas de politique dans les syndicats » est devenu un article des statuts de l'organisation ouvrière en France.

⁂

Ne pouvant pas remonter ce courant, l'idéal des politiciens socialistes fut ensuite de canaliser l'action syndicale et d'en faire un mouvement purement réformiste n'attendant des améliorations que du pouvoir central Etat.

L'arrivée au pouvoir de M. Waldeck-Rousseau et du pseudo-socialiste Millerand favorisa à souhait les partisans de cette tactique.

M. Waldeck-Rousseau avait très bien compris la force redoutable pour la société bourgeoise et capitaliste que peut être une organisation ouvrière autonome n'ayant de compromis d'aucune sorte avec le pouvoir; aussi toute sa politique économique — œuvre pour laquelle il avait trouvé en M. Millerand un collaborateur habile — n'a-t-elle eu pour but que de rattacher le plus possible à l'Etat le mouvement d'indépendance qui animait les travailleurs organisés en syndicats ouvriers.

Tous les actes « économiques » du fameux ministère de « Défense Républicaine » n'eurent qu'un but : faire que les syndicats ouvriers deviennent le tampon destiné à amortir le choc entre le capital et le travail en cas de conflit.

Tout ce que les protagonistes du socialisme de gouvernement ont présenté aux travailleurs comme des projets de libération : conseils du travail, projet de loi sur l'arbitrage en cas de grève, subventions de toutes sortes, etc., etc., tout cela, dis-je, n'avait qu'un but : la subordination à l'Etat du mouvement ouvrier qui se dessinait indépendant.

Malheureusement, des travailleurs se laissèrent entraîner et, parmi eux, certains qui avaient jadis compris combien avait fait de mal l'intrusion de la politique dans les organisations ouvrières; par un manque de logique et aussi par une absence complète d'idées générales, ils se sont laissés séduire par les flatteries du pouvoir, et n'ont pas su voir le piège qui leur était tendu par ceux qui ont intérêt par-dessus tout à la conservation de l'état social actuel.

Le pli était pris, et le départ du ministère Waldeck-Millerand n'a pas fait cesser cet état de choses; les successeurs ont compris, eux aussi, tous les avantages qu'ils pouvaient en retirer. D'autre part, les pseudo-socialistes, qui ont pris goût au pouvoir, continuent à pousser les syndicats dans cette voie et ceux qui essaient de réagir ne sont pas ménagés.

Ce sont, il est vrai, toujours les mêmes redites. Nous voulons, paraît-il, « précipiter le mouvement syndical dans un système de spéculation, d'abstraction et de négation (1)!!! » Cela, bien entendu, ne s'explique pas; on affirme et c'est tout. Ne s'agit-il pas, par n'importe quel moyen, de combattre les « syndicalistes antivotards »! Et c'est là justement que perce le bout de l'oreille de nos socialistes de gouvernement. Si les travailleurs parviennent à comprendre que, par une forte organisation économique, ils peuvent facilement imposer leurs volontés à leurs exploiteurs, ils se détacheront, tout à fait, cette fois, de l'action politique et alors, que devenir sans « votards »???

Ces Messieurs n'ont oublié qu'une chose, c'est qu'il est trop tard, que les travailleurs savent se rendre compte, voient clair à présent, et que tous les petits moyens que l'on tente d'employer pour les détourner ne réussiront pas. Ce n'est plus — on n'a pas, il est vrai, le courage de l'avouer — les seuls anarchistes que l'on vise, mais toute la tactique qu'ils n'ont jamais cessé de préconiser, qui fut celle jadis de certains socialistes, aujourd'hui eux aussi ralliés au gouvernement bourgeois, et qui tient dans cette formule : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Car c'est cela, et cela seulement, que craignent tous les pions, avocats et autres « intellectuels » en rupture de clientèle pour qui le socialisme est devenu une profession lucrative.

Si les travailleurs comprenaient que, par une action forte et puissante, ils peuvent obtenir de la classe capitaliste toutes les prétendues améliorations que leur font espérer les politiciens en leur promettant de belles et bonnes lois, il est certain qu'ils ne tarderaient pas à se détacher tout à fait de ce qu'on est convenu d'appeler « l'action politique ». Et c'est ce qu'il ne faut pas, et c'est aussi pourquoi l'on attaque tous ceux qui à la tactique réformiste et parlementaire opposent non seulement la tactique exclusivement révolutionnaire, mais celle qui consiste à dire aux travailleurs qu'ils n'auront jamais que ce qu'ils sauront prendre ou qu'ils sauront exiger de la classe capitaliste.

⁂

Et cela n'est pas nouveau; déjà, il y a près d'un an je prévoyais l'assaut livré aujourd'hui aux syndicats par les politiciens de métier. L'article fut publié ici-même, au lendemain du Congrès corporatif de Lyon. J'y mettais en présence les deux tactiques qui s'étaient fait jour au Congrès : à savoir si les syndicats s'engageraient, sous l'influence des socialistes nouvelle méthode, dans la voie réformiste et nécessairement parlementaire, ou si, abandonnant complètement les errements du passé — et les résultats du Congrès de Lyon permettaient de l'espérer — ils s'engageraient dans une voie exclusivement ouvrière et révolutionnaire.

Au reste, divers organes corporatifs ont, ces temps derniers, résolument et courageusement posé la question (1), et se sont déclarés en faveur de cette action ouvrière et révolutionnaire.

Mais cela n'en restera pas là, et il est possible, sinon probable, que la question soit nettement posée au Congrès corporatif qui se tiendra, le mois prochain, à Montpellier. La question d'*Unité Ouvrière*, qui, dans l'esprit de ses plus zélés partisans, n'était, au début, qu'une question de pure organisation, s'élargira et celle plus importante d'unité morale et de tactique viendra sans doute s'y brancher.

Au reste, les articles que je signale plus haut le prévoient et posent aussi la question.

Et, ma foi, il est souhaitable qu'il en soit ainsi et que les syndicats soient appelés à se prononcer très franchement.

La situation actuelle a quelque chose d'anormal qui risque de nuire au mouvement tout entier.

Il faut que les travailleurs s'affirment très nettement pour l'une des deux tactiques, car un mouvement n'est vraiment fort que si tous ceux qui y participent sont bien d'accord sur le but et sur les moyens. Le Congrès de Montpellier, en se prononçant ainsi définitivement, fera faire un pas énorme à la classe ouvrière en marche vers son émancipation.

J'aurai, je l'espère, l'occasion de revenir sur ce sujet, qui est loin d'être épuisé.

P. DELESALLE.

(1) Journal *La Petite République*.

(1) Notamment le *Journal de la Fédération de la Métallurgie* qui se publie à Paris et celui de la *Fédération du Cuivre*, qui paraît à Lyon. Aussi *La Voix du Peuple*.

MOUVEMENT SOCIAL

Il y avait une fois un gouvernement républicain qui était le plus humain qu'on pût voir. Lorsque certains citoyens se mettaient en révolte ouverte contre les lois et s'insurgeaient à main armée contre les représentants de l'autorité, il avait pour eux les ménagements d'un père: il parlementait, temporisait, donnait comme consigne aux soldats et aux gendarmes de ne pas prendre de cartouches, de n'employer que la patience et la douceur, et de se laisser frapper, insulter, blesser, couvrir de pétrole, de paille enflammée et de caca, sans répondre, sans frapper ni arrêter personne.

C'était lorsque les émeutiers étaient des sorciers, rebouteurs, jongleurs et fétichistes.

Lorsque d'autres citoyens s'attroupaient, causaient salaires, conseillaient à leurs camarades de quitter le travail d'un patron injuste, s'entretenaient du bonheur commun et d'avenir meilleur, sommaient leurs maîtres de leur faire des conditions de vie moins dures, le bon gouvernement n'y allait pas par quatre chemins: il envoyait des soldats munis de bonnes cartouches, et, au premier geste, au premier cri, au moindre caillou lancé, il faisait tirer dans le tas.

C'était lorsqu'il s'agissait de travailleurs, de républicains pauvres, d'hommes intelligents, désireux de justice et de progrès.

⁂

Je songe au malheureux serrurier réquisitionné pour crocheter la porte des sœurs à Ploudaniel, et qui fut couvert d'eau et de matières fécales, entre deux cantiques, par les défenseurs de la bonne Vierge Marie. Il eût été cependant bien simple de tenir un parapluie ouvert au-dessus de lui, pendant son cambriolage; mais on ne songe pas à tout, surtout lorsqu'il ne s'agit que d'un ouvrier. D'ailleurs, crocheter une porte pour le compte d'un gouvernement est toujours une vilaine affaire, et ce serrurier, quand on le réquisitionna, n'avait qu'à refuser. Mais il eût été condamné, et d'une façon beaucoup plus sévère relativement, j'en suis sûr, que le colonel de Saint-Rémy, dont le refus est autrement grave.

Il faut que le bris des serrures fasse désormais partie de l'examen au poste de commissaire de police: ils peuvent bien crocheter eux-mêmes, que diable!

Quoi qu'il en soit, les révolutionnaires seront bien aises d'apprendre qu'ils peuvent lancer sur la police et sur la troupe — sans être arrêtés ni inquiétés le moins du monde — de l'eau, des pierres, du pétrole, de la paille enflammée, des matières fécales, — pourvu toutefois que ces dernières aient été bénites, et que leur jet soit entremêlé de cantiques.

R. C.

⁂

Dans mon article de la semaine dernière (*Cynisme de trafiquants*), à la troisième colonne, vers le bas, dans la citation, on a imprimé: « *Marseille* veut remplacer le vin, etc... » C'est une coquille. Il faut lire: « *Mais elle* (l'Union antialcoolique) veut remplacer le vin, etc... »

R. Ch.

⁂

QUIMPER (1). — A l'occasion de l'ouverture du conseil général, le 18, des fanatiques bretons, conduits par des gentilshommes et des ensoutanés, étaient accourus de tous les points du Finistère pour manifester en faveur du maintien des sœurs. Ils se trouvaient sur la place de la Cathédrale, au nombre de 15.000 environ.

Les républicains, de leur côté, voulant faire une contre-manifestation, traversèrent la place, avec drapeau tricolore en tête. Une bataille s'engagea à coups de cannes et de parapluies. Il y eut des blessés des deux côtés.

A la fin, vers le soir, les républicains eurent le dessus et firent une conduite de Grenoble aux cléricaux qui s'en retournaient à la gare.

A. R.

(1) Nous insérons cette correspondance, parce qu'il est significatif de voir les cléricaux battus chez eux; mais nous aimerions à voir l'anticléricalisme s'affirmer mieux qu'en soutenant le gouvernement dans des mesures antilibérales en somme.

⁂

MACON. — Extrait du Rapport de la place du 21 août (service du 21 au 22 août).

« *Punition et discipline.* — Education morale.

« La nuit dernière, le soldat Favars, de la 5e compagnie, en voulant franchir la voie ferrée, probablement pour rentrer au quartier par la même voie que celle utilisée par lui pour sortir, a été tamponné par un train et la mort a été instantanée. Tout individu doit s'attendre à subir toujours les conséquences de la mauvaise action qu'il commet, la fin tragique du soldat Favars doit être un enseignement pour tous.

« En ce qui le concerne personnellement, le colonel ne peut formuler de regrets pour un soldat dont les nombreuses punitions sont marquées de cas d'ivresse et d'absences illégales. *Il a échappé par la mort aux compagnies de discipline sur lesquelles il aurait été dirigé dans peu de temps.* La caserne n'est pas fermée, et, par suite, il est facile à tous d'en franchir l'enceinte. Ce moyen d'en sortir pourrait être une circonstance atténuante si les permissions étaient refusées aux hommes qui en demandent, soit d'une partie de la nuit, soit de la nuit; mais les seuls refus qui peuvent être opposés ne sont motivés que par quelques punitions qui ont pu être encourues ou par les nécessités du service du lendemain qui exige que l'homme ait le repos nécessaire avant de s'y rendre.

« C'est donc un acte d'indiscipline grave de s'approprier ainsi de sa propre volonté une permission sans la demander à ses chefs. Une fois rentrés dans la vie civile, quand tous sentiront qu'ils doivent leur travail à leur existence, au lieu de la trouver assurée comme elle était à la caserne, ils comprendront la nécessité du repos de la nuit afin de faire face au travail du lendemain. Ceux qui ne s'y soumettent pas sont ces mauvais ouvriers qui se font renvoyer de partout et qui traînent dans les villes, où ils sont la lie de la société.

« *Il ne sera pas fourni de sentinelle à la haie longeant la voie ferrée; le colonel estime que le souvenir toujours présent de la fin tragique parlera plus haut que n'importe quel homme de service pour rappeler à tous la défense faite de franchir cette haie.*

« Les honneurs seront rendus au soldat Favars, par respect de la mort. La présente note sera lue par les officiers au rassemblement de la compagnie où tous les hommes comptant à l'effectif devront se trouver. »

Tel quel, ce rapport se passerait de commentaires. L'œuvre du galonné parle assez par elle-même. Cette mort tragique qui doit être un enseignement « moral »; seul un excellent chrétien, un apôtre de la justice divine pouvait trouver cela.

Ce mort que l'on rêvait d'envoyer « crever » aux compagnies de discipline est d'un raffiné dans la souffrance des autres.

Enfin, cet espoir émis que ceux qui sauteront la haie longeant la voie ferrée subiront le même sort est vraiment d'une belle âme.

L'âme d'un traîneur de sabre, qui nous dira jamais ce que cela recèle?

⁂

Mouvement ouvrier. — Notre correspondant de Firminy donne plus loin des détails sur la situation actuelle des ouvriers mineurs dans le bassin de la Loire et sur l'entrevue des délégués avec le préfet.

On verra que les Compagnies se refusent à maintenir le taux de la prime et qu'elles sont bien décidées à diminuer les salaires. Au reste, des précautions ont été prises dans ce but; des stocks de charbon considérables sont prêts à assurer les engagements des Compagnies en cas de grève. Bien mieux, celles-ci escomptent une hausse notable en cas de conflit et feront tout pour qu'il éclate. Elles y réussiront vraisemblablement; mais si les mineurs y mettent toute l'énergie désirable, si quelque Souvarine passe par là, elles pourraient bien regretter — trop tard — la situation qu'elles auraient elles-mêmes créée.

La réunion du comité régional des mineurs de la Loire a eu lieu dimanche dernier à Saint-Etienne; voici la décision qui a été prise:

« La Fédération décide de maintenir ses premières décisions au sujet de la date de la cessation du travail qui a été fixée au mois de septembre, à moins que le Congrès national de Commentry ne soit avancé, ce qui pourrait changer cette date.

« Dans le cas contraire, c'est la grève du bassin au jour fixé antérieurement, 12 septembre.

« Pour avancer la date du Congrès, elle charge le secrétaire des fédérations régionale et nationale, ainsi que les deux délégués au comité national, de faire le nécessaire pour convier tous les mineurs de France à un mouvement général. »

D'autre part, Cotte qui, comme toujours, joue un rôle qu'il est bien difficile de définir exactement, envoie communication sur communication à la presse, déconseillant « toute action pour le moment », dit « qu'il y a lieu d'attendre », « que la grève serait actuellement un désastre », etc., etc., et fait tout son possible pour que la date du congrès des mineurs, primitivement fixée au 24 septembre prochain, ne soit pas avancée.

La situation va aller maintenant en se précipitant; les mineurs, s'ils veulent conserver une chance de succès, doivent passer de suite à l'action. Souhaitons que les chefs qu'ils se sont malheureusement donnés ne trouvent pas encore quelque vague combinaison pour les en empêcher.

⁂

C'est le 22 septembre prochain que s'ouvrira, à Montpellier, le Congrès corporatif annuel qu'organise la Confédération générale du Travail.

L'ordre du jour, précédemment très chargé, a été réduit à deux questions:

1° L'Unité ouvrière;

2° Enquête sur la Grève générale: (*a*) Quel est le meilleur moyen d'organiser les syndicats, les fédérations et les bourses du travail pour renverser et remplacer la société capitaliste? (*b*) Comment assurer la production, l'échange et la consommation?

A la première question, qui semble, au premier abord, une question de pure organisation intérieure — il s'agit en l'espèce de rattacher les bourses du travail à la Confédération — viendra sans doute, comme je le prévois dans mon article *Quelle tactique?* se brancher une question plus importante et plus grave qui est celle-ci: Les syndicats seront-ils réformistes ou révolutionnaires?

La discussion sera chaude à Montpellier.

P. DELESALLE.

⁂

CHEZ LES MINEURS. — L'entrevue des délégués du Comité fédéral avec le préfet a eu lieu mardi 19 août. M. le préfet a fait connaître aux mineurs que les Compagnies se refusent absolument à revenir sur leur décision se basant sur ce que les bénéfices du premier semestre de 1902, sont de 42 0/0 inférieurs à ceux du même semestre de 1901.

Les délégués ont protesté contre cette réduction parce que la prime n'a pas été augmentée lorsque de gros bénéfices ont été réalisés. Ils ont déclaré au Préfet, que tous les moyens de conciliation ayant échoué, les Compagnies s'étant même refusées à une discussion contradictoire, ils allaient organiser la cessation du travail dans le plus bref délai comme ils en avaient reçu mandat. Le préfet a exhorté les mineurs à ne pas recourir à la grève, que le différend qui s'est produit ne justifie pas. Il a promis que la remontée continuerait à avoir lieu à 3 heures *pour les ouvriers ayant accompli leur tâche*. Il n'est pas difficile le préfet.

D'après des chiffres publiés par Beauregard, secrétaire de la Fédération de la Loire, les bénéfices réalisés par l'ensemble des Compagnies du bassin, s'élèvent à 18.613.775 francs.

Le Comité fédéral se réunira de nouveau dimanche 24. On dit aussi que le Congrès qui doit se tenir à Commentry, aurait lieu sous peu, vers la fin août ou dans les premiers jours de septembre. Un certain nombre de délégués de la Fédération de la Loire sont d'avis d'attendre jusqu'alors pour prendre une décision, mais se disent résolus à faire la grève du bassin si le Congrès repousse la Grève générale immédiate. D'autres, en moins grand nombre, seraient d'avis de ne pas faire de grève partielle. M'est avis que le premier parti l'emportera.

GALHAUBAN.

Angleterre.

A mesure que les soldats libérés reviennent du Sud-Afrique, le nombre des vagabonds et des sans-travail augmente. Tout ce qu'on peut faire est d'en prendre quelques-uns en supplément dans la police ou de leur prêter une petite voiture pour vendre des glaces dans les rues. Bien petite récompense, pour avoir sauvé « l'honneur de l'Empire ». L'une des grandes compagnies de chemins de fer, dont les employés s'étaient engagés au nombre de 1.700, vient de faire le bilan. Plus de 300 ont été tués ou blessés.

— Pendant qu'ici les coloniaux sont fêtés, les habitants de Durban et de Capetown respirent. On y craignait davantage les Australiens et les Canadiens que les Boers. Les derniers, à Durban, ont commis tous les excès. Quelques-uns ayant été arrêtés, leurs camarades attaquèrent la police à coups de revolver et il vint un ordre de les relâcher. Au Cap, ils envahirent les bars, cassant les lampes, pillant les petites boutiques. Ils étaient maîtres des villes où ils passaient. C'est une honte, dit un journal du Cap.

Peut-être, en raison de leur « nuisance », s'est-on un peu pressé dans l'embarquement de ces héros pour les rapatrier, car un navire où on en avait entassé 1.500 en a perdu 10 de maladie pendant le voyage. Une infirmerie, ouverte à l'eau et à tous les vents, comprenait deux étages de lits occupés par les gravement malades. La nourriture était aussi détestable que le reste.

***

La monarchie, en Angleterre, n'est qu'une raison sociale; ses représentants, abrités derrière le parlementarisme et répartiteurs dans les classes pauvres d'une partie des fonds que le capitalisme gorgé met à leur disposition, exercent le meilleur métier avec le moins de risques.

De même, la grande industrie, jusqu'à ces derniers temps, avait pris son parti de la barrière mise à son appétit par le travail organisé et payait aux ouvriers de métier un peu plus que sur le continent pour moins de temps passé à l'ouvrage; mais la constitution des trusts l'a remise en appétit et elle a pensé qu'avec une avance de fonds, elle pourrait détruire pour longtemps et d'un seul coup, très légalement, la puissance financière des Unions. Une tentative de ce genre vient de se terminer. Il y a quelques mois, devant l'augmentation du stock de houille, pour prévenir un abaissement des salaires, l'Union des houilleurs du pays de Galles avait provoqué quelques « stopped days » dans le travail. Aussitôt, 74 propriétaires de mines attaquèrent la Fédération en 2.500.000 francs de dommages-intérêts « pour avoir malicieusement induit leurs ouvriers, membres de l'Union, à rompre leurs contrats en s'absentant du travail ».

Tout le monde s'attendait à ce qu'ils eussent gain de cause, car une récente décision, dans une affaire semblable relative à la traction, le donnait à penser, mais le juge a trouvé un biais.

Il a conclu que les jours d'arrêt du travail avaient été profitables à la fois aux intérêts des ouvriers organisés et à ceux des propriétaires de mines. Ils ont raté leur coup cette fois, mais ils le recommenceront.

***

Il y a quinze jours, à Windsor, des jeunes lieutenants ont flanqué le mobilier d'un de leurs collègues par la fenêtre et lui avec, parce que, sans fortune, il vivait à l'écart. Ça lui donnera peut-être l'idée de prendre une profession utile.

Un autre, à Londres, retour du Sud-Afrique, a volé les bijoux d'une actrice. Sa famille a plaidé l'indulgence, disant qu'elle le renverrait aux colonies.

Il se croyait encore en campagne.

C.

Nouvelle-Calédonie.

Nouméa. — D'une lettre d'un camarade, nous extrayons les passages suivants :

« Pour me soustraire aux petites perfidies d'un ancien argousin, employé au chemin de fer de Nouméa à Bourail, j'ai dû demander mon déplacement d'un petit poste que j'occupais grâce à la bienveillance de M. F..., conducteur des travaux, qui a bien voulu faire fi des déclarations de son subordonné, et me conserver sa confiance. Je dois dire que cet homme a des idées très larges et a beaucoup de sympathie pour les libertaires. Mais j'ai préféré quitter mon emploi parce que la coquinerie de l'argousin en question serait parvenue à m'aliéner la sympathie de tous et aurait réussi à me jouer un mauvais tour.

« Je laisse aux amis libérés le soin de relater les ignominies dont souffrent les populations de toutes couleurs amenées ici par des engagements trompeurs : cela fait pitié de voir ces malheureux Indiens, Javanais, Japonais et Chinois, désertant leur travail pour fuir les coups, les injures et une nourriture insuffisante, et ramenés de force au chantier par les gendarmes. Rien n'émeut la presse d'ici qui, à part la feuille cléricale *France australe*, par esprit d'opposition, est toujours à plat ventre devant tous les manitous de nos diverses administrations.

« Un des contremaîtres du chantier prétend recevoir des journaux anarchistes d'Italie. Demain, il doit m'en apporter à lire. Comme il y a beaucoup d'Italiens ici, ce ne sera pas sans intérêt, et j'ai l'espoir de réussir à intéresser à nos idées quelques jeunes gens prochainement libérables. »

Espagne.

Au panier, les codes. — Un décret signé Sanchez de Toca prescrit aux ouvriers et employés des chemins de fer de déclarer la grève, le cas échéant, 15 jours avant l'abandon réel du travail. Le ministre actuel des travaux publics a aggravé encore, cette disposition en décidant que les ouvriers et les employés étaient tenus de déclarer individuellement et chacun pour son compte personnel sa volonté de faire grève. Les travailleurs répondent que quand l'un d'eux est congédié ou suspendu, MM. les actionnaires, administrateurs, etc., etc., ne lui font pas chacun une déclaration individuelle; ils sont représentés par leur ingénieur en chef comme les travailleurs sont représentés *légalement* par leur président de groupe. Mais à quoi bon même répondre cela ? Il est assez évident que toutes les dispositions dénommées légales ont pour seul but de paralyser le travailleur. Il semble que sur chacun de ses membres on place un petit lien qui n'a pas plus de force réelle qu'un fil d'araignée mais qui suffit quand le travailleur est persuadé que ce fil est sacré. D'où le spectacle ridicule et navrant de la victime qui se lamente — et qui n'a qu'à se secouer pour que tout cela tombe, pour qu'affranchie de ces soi-disant obligations et libre de ses actes elle livre le bon combat. Il peut plaire au ministre d'inventer encore telle obligation grotesque, mais les exploités n'ont qu'une seule ligne de conduite possible : agir comme si les lois n'existaient pas; et si les ouvriers des chemins de fer veulent que leur grève soit efficace, ils se moqueront, forts de la solidarité entre exploités, de toutes ces dispositions légales qui n'ont d'autre existence que celle qu'on veut bien leur reconnaître.

***

Murcie. — Les chapeliers se sont mis en grève. Ils demandent :

1° Que les veillées soient payées à tarif double du salaire diurne ;

2° Que le travail des dimanches soit également payé double;

3° Qu'on n'admette pas, dans les fabriques, d'ouvriers étrangers à la ville non syndiqués.

Le patron D. José Martinez Tellez, à l'atelier duquel appartiennent les trois quarts des grévistes, a répondu :

1° Qu'il admettra tels ouvriers qu'il lui semblera bon, et de préférence ceux qui n'appartiennent à aucune société de résistance ,

2° Que le travail des veillées et jours de fête sera payé au tarif ordinaire, et que les ouvriers seront astreints à l'accomplir quand cela sera nécessaire.

Réjouissez-vous, travailleurs, il y a des *lois ouvrières*. Vous voyez, ça produit de l'effet.

M. L.

Galicie.

D'importantes grèves d'ouvriers agricoles, que, comme partout ailleurs, la force armée, au service des capitalistes, a réprimées, viennent d'avoir lieu en Galicie. A ce sujet, voici quelques renseignements sur la situation des ouvriers agricoles dans ces provinces.

Le coût de la main-d'œuvre par hectare de terre cultivée est, dans la Basse-Autriche, de 63 à 61 florins; dans la Galicie occidentale, de 20,7 à 24,9; dans la Galicie orientale, de 18,11 à 18,6 florins.

Le salaire moyen d'un ouvrier agricole (salaire payé en argent, l'ouvrier étant obligé de se nourrir à ses frais), varie de 26 à 55 kreuzer en été (le kreuzer vaut 2 centimes), de 21 à 30 kreuzer en hiver et de 21 à 40 kreuzer au printemps et en automne. Telles sont les moyennes établies par Kleczynski, personnage officiel.

Ce sont là les salaires payés aux hommes faits Les salaires des femmes et des jeunes gens leur sont inférieurs d'un tiers et parfois de la moitié ! Et souvent la concurrence les abaisse encore.

La population ruthène ne mange jamais à sa faim. Le professeur Oleskow écrit à ce sujet :

« Les riches seuls, peuvent manger du pain pendant toute l'année. Les pauvres s'en passent pendant la période qui précède la récolte. Cette période est une période de famine régulière, pendant laquelle la population s'emplit l'estomac de diverses soupes dont l'eau est l'élément principal. Et encore peuvent-ils le prendre qu'une fois par jour.

« Pendant cette période, les Ruthènes se nourrissent de certaines herbes, oseille, arroche, jeunes orties, de feuilles de betteraves, de toute sorte de champignons, qui provoquent de fréquents empoisonnements, et de fruits verts. A la farine ils ajoutent de la semoule, du son, des pailles. »

Cette insuffisance d'alimentation a pour résultat une mortalité effrayante. Alors que pour l'ensemble de l'Autriche, la mortalité n'a pas dépassé 26,6 p. m. au cours de la période décennale 1890-1900, elle s'élève à 35,37 p. m. dans la Galicie orientale. Elle dépasse même 40 p. m. dans certains districts.

Dans son ouvrage, *La Misère de la Galicie exprimée en chiffres*, Szczepanowski dit que, chaque année, il meurt 50.000 hommes de faim en Galicie, et le professeur Oleskow prétend que cette évaluation est bien en dessous de la vérité, que le chiffre de 100.000 est bien plus près de la réalité.

Telle est la triste situation dans laquelle se débat toute une population.

Quoi qu'en disent les journaux, la grève dure encore dans quelques districts, principalement sur les terres des grands propriétaires de la Schlachta, qui refusent de faire droit aux réclamations des grévistes.

Les troupes continuent à garder les terres et à camper dans ces districts.

M. P. D.

Velléités communistes

Nos lecteurs ont pu voir dernièrement la convocation d'un groupe qui se propose la double création d'une « Société de pratique de communisme libre » et d'une « Société pour la création... d'un milieu libre en France » ; la seconde apporterait à la première les fonds nécessaires, par un premier versement, pour la création, puis en « fournissant continuellement les sommes nécessaires à... l'agrandissement de la colonie. » Cette colonie, recrutée par le sort dans la « société de pratique, etc. », a pour but de prouver que « des individus de conceptions économiques différentes », « réunis par une formule commune (chacun produit selon ses forces et consomme selon ses besoins) et groupés... dans la liberté absolue... peuvent produire au moins autant qu'ils consomment. »

Le groupe a donné en supplément à l'*Ère Nouvelle* un programme de l'entreprise auquel nous empruntons les données ci-dessus.

La fondation d'une colonie communiste est toujours un agréable passe-temps. Ceux qui s'y livrent peuvent d'abord s'imaginer qu'ils vont prouver quelque chose, et puis ils s'échappent, ne fût-ce que pour un instant, à la pénible réalité.

Je n'ai ni le pouvoir ni le désir de décourager une aussi aimable entreprise. Mais je trouve inattendue cette méthode expérimentale qui désigne par le sort les premiers membres de la colonie, c'est-à-dire le noyau duquel dépendra le départ bon ou mauvais et tout l'avenir de l'entreprise. J'imaginais plutôt que ces fondateurs d'une œuvre difficile entre toutes se choisiraient les uns les autres de façon à s'accorder comme caractère et à se compléter comme aptitudes.

Peut-on faire avec des éléments inconnus une expérience significative? Peut-être qu'un petit nombre de gens se connaissant, ayant élaboré ensemble leur projet, et le mettant tout simplement à exécution, sans publicité et sans littérature, arriveraient à cultiver leur terre et à cuire leur pain, à vivre en marge de notre abjecte société, heureux et contents, — si du moins ils pouvaient oublier cette géhenne où les autres continuent de souffrir. Cela

aurait plutôt les apparences d'une expérience réelle.

Mais, après tout, qu'auraient-ils prouvé? Seraient-ils indépendants réellement de cette société qu'ils renieraient? Cesseraient-ils d'en subir les lois? Seraient-ils autre chose qu'une coopérative? Par exemple, le programme nous dit que « les colons ne manipulent pas d'argent... toute manipulation d'argent est effectuée par le trésorier. » Etrange théorie! Pour reléguer l'argent dans un coin, est-ce qu'on s'en passe? Pour le mettre comme en quarantaine permanente, cesse-t-on de s'en servir? Nous voyons bien que « la colonie évitera de plus en plus les transactions. » Mais peut-elle se flatter de les abolir? Et si elle ne le peut pas, ne fait-elle pas comme un alcoolique qui dirait : maudit alcool! je n'en boirai plus... que de la main gauche! Ou comme un voleur qui ne volerait plus... qu'avec un doigt! Est-ce là réaliser un idéal? Si c'en est un, le Crédit Lyonnais l'a réalisé par la division des fonctions. Qu'y a-t-il là de communiste? Et les sociétaires qui ne « manipulent pas d'argent » reçoivent « 2 francs par semaine pour leurs menus besoins! »

A quoi sert d'affirmer qu'on fait une chose quand on fait le contraire? de se raidir dans la proclamation d'un principe, quand en même temps, par derrière, on le nie dans ses actes?

Alors? Alors, cette façon de supposer le problème résolu me semble fort plaisante. On se met en marge de la société, mais on s'appuie sur elle. Quel rêve est-ce là? Un rêve de carton.

Le seul milieu libre possible, c'est la société transformée totalement par la révolution économique. Vouloir fonder actuellement une colonie communiste, c'est s'abuser et appliquer, au fond, la méthode de l'idyllique bandit des chansons anciennes qui, ayant détroussé un richissime voyageur, commence une vie d'exemplaire honnêteté. L'édifice semble très beau, mais la base est inacceptable.

Finalement, comme bien souvent quand on a une envie un peu sotte, le seul moyen de s'en délivrer est de la satisfaire, je souhaite bonne chance aux camarades : quand ils en auront assez, ils reviendront, avec, sans doute, le désir accru d'une œuvre réelle et la volonté de se donner à la vraie lutte, quelque rude qu'elle puisse être.

E. Montéchor.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du III*e, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir.

Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales illustrées.

∴

*Bibliothèque communiste du XV*e. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade et prêts de livres.

∴

Société instituée pour la création et le développement d'un milieu libre en France. — Réunion. Distribution des circulaires imprimées. Conférence par E. Armand sur : Le communisme idéal et les essais de communisme pratique.

Dimanche 31 août, salle Jules, boulevard Magenta, à 8 h. 1/2 du soir.

∴

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Mardi 2 septembre. — L'organisation d'une société raisonnable, par Paraf-Javal.

Samedi 6. — Soirée familiale avec le concours de la *Lyre sociale* (vestiaire 0 fr. 25).

Mardi 9. — Assemblée générale.

Vendredi 12. — La coopération, II : son rôle éducatif, par Henri Jullien.

∴

L'Œuvre des Journaux pour tous nous prie d'annoncer que son siège est transféré au n° 17 de la rue Cujas, que leur secrétaire est désormais M. Forest, et que l'œuvre est complètement distincte de l'Œuvre *Le Livre pour tous*, fondée par l'ancien secrétaire, M. Boivin.

∴

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement), 41, rue de la Chapelle. — Conférences pour septembre :

Mardi 2. — Cours d'allemand, par Mme Liepuce : cours élémentaire, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2 ; cours en allemand, de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

Mercredi 3. — Soirée littéraire organisée par le groupe théâtral de l'Enseignement mutuel : 1° *Le Crépuscule*, un acte de René Fauchois; 2° *Hors la loi*, un acte de L.-V. Meunier; 3° *Jean qui pleure*, un acte de Sadi-Petit.

Jeudi 4. — Cours de diction, par M. Lancy.

Vendredi 5. — Altayrac : Cours de physique.

∴

*Groupe communiste libertaire du XIV*e. — La réunion, qui devait avoir lieu le jeudi 28 août, pour la reconstitution du groupe, aura lieu le lendemain vendredi, salle Curty, 40, rue de la Sablière, la salle étant prise tous les jeudis par l'Harmonie socialiste.

Causerie par un camarade.

Chants, poésies, récits révolutionnaires.

Les autres réunions auront lieu tous les mercredis, 40, rue de la Sablière.

∴

Amiens. — Les camarades du groupe de propagande se réuniront le samedi 30 courant, à 8 h. 1/2 du soir, chez le camarade Alexandre, rue du Lin, 56.

∴

Angers. — Les *Ennemis de l'Autorité*, groupe communiste anarchiste, convoque tous les camarades d'Angers et des environs à la réunion qui se tiendra, samedi 30 courant, chez L. Legloahec, rue des Tanneries, 6. — Communication importante.

∴

Saint-Etienne. — A l'occasion de la prochaine arrivée à Saint-Etienne des camarades E. Girault et L. Grandidier, devant venir faire une tournée de conférences sur la « Grève générale », la Chambre syndicale des ouvriers armuriers de la Loire organise à cet effet une soirée familiale pour dimanche 7 septembre.

Les camarades pourront se procurer les cartes et programmes pour cette fête chez J. Gallet, libraire, rue de la Préfecture.

∴

Limoges. — Le Journal *Jean-Pierre* ainsi que les journaux anarchistes, *les Temps Nouveaux* et *le Libertaire* sont en vente au kiosque Moreau, place Denis-Dussoubs.

∴

Lyon. — La Ligue de Solidarité organise avec le concours de la troupe Roche-Chevalier et sous les auspices du Syndicat des ouvrières en couronnes une grande fête populaire à la Bourse du Travail, 39, cours Morand, dimanche 31 Août 1902, à 2 heures du soir. Cette fête est offerte gratuitement à tout souscripteur de l'*Œuvre des Petiots à la Montagne*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Monde Polynésien, par Henri Mager; 1 vol., 2 francs, chez Schleicher frères, éditeurs, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

Les Cosaques — L'Incursion — La Coupe en forêt, vol. III des œuvres complètes de Léon Tolstoï, 2 fr. 50; édition P.-V. Stock, 27, rue Richelieu, Paris.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

∴

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco, 1 fr. 15; tirage sur Chine, 2 francs, franco 2 fr. 25.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

∴

La Colonne, par Descaves	2 75
Autour d'une vie, par P. Kropotkine	3 »
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais, préface de Descaves	3 20
Intimités et Révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière	1 65

PETITE CORRESPONDANCE

A. G., à Arnay. — Si le fils habite avec la mère vendre la bicoque ni plus ni moins.

S., à Lyon. — Le journal a cependant été expédié régulièrement. Le 18 est le présent numéro. Réexpéditions.

Giraud. — Nous n'insérons jamais de compte rendu de réunion, car il nous faudrait les insérer tous et le journal n'y suffirait pas. Remercie notre correspondant occasionnel tout de même.

Albert Louise. — Nous ignorons si cette revue parait toujours; en tous cas, voici bien longtemps que nous ne la recevons pas. Nous en ignorons le prix.

L., à Cusset. — J'ai reçu la lettre précédente et ai omis d'en accuser réception. Excusez-moi.

Jules Delbar. — Nous avons une lettre pour vous.

Reçu pour la famille Liebenguth : Trois libertaires à Arnay, 1 fr. 50.

Reçu pour les victimes de la Liberté d'opinion : De Lille : Un groupe d'étudiants anarchistes, 1 fr. 50; Ami-sûr, 0 fr. 50; un révolté, 1 fr.; un anarchiste, 0 fr. 50; Marchant, 0 fr. 50; un dentiste, 0 fr. 50; un sceptique, 0 fr. 20; XXX, 0 fr. 20; W., 0 fr. 20; G. N., 0 fr. 20; Marcel Misère, 0 fr. 25; Nemo, 0 fr. 25; un étudiant libertaire, 1 fr.; un potache révolté, 1 fr.; un antipatriote, 0 fr. 10 Léonard, 1 fr. 50; un chimiste résolu, 0 fr. 50; un forçat à bout, 0 fr. 10 fr. Total : 9 francs.

En plus : Ami-Sûr, 0 fr. 30, pour aider au lancement de la prochaine brochure à distribuer.

Reçu pour le journal : Del., 0 fr. 60. — Jeanne, 2 fr. 10. — Robert, 1 fr. — Sim., 3 fr. Merci à tous.

F., à Munich. — D., à Liège. — O., à Nantes. — M., à Paris. — M., à Anvers. — B., à Birmingham. — D., à Colombiers. — R., à Villiers. — R., à Lille. — L., à Surgères. — B., à Janville. — F., à Fougères. — B., à Le Sap. — S., à La Palisse. — W., à Autun. — L., à Apt. — R., à Neuchâtel. — S., à Choulma. — M., à Alger. — M., à Lyon. — B., à Paris. — C., à Paris. — T., à Paris. — R., à Paris. — K., à Rennes. — M., à Dobritch. — O., à Vescovato. — B., à Paris. — O., à Paris. — D., à Boulogne. — G., à Senones. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue, 7.

UITIÈME ANNÉE N° 19 DIX CENTIMES DU 6 AU 12 SEPTEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e^)

A NOS LECTEURS

Pour ne pas laisser se perdre les bonnes traditions, nous n'avons pas de supplément cette semaine.

EN ROUMANIE

En collaborant dans la mesure de leurs forces aux massacres organisés en Chine par les troupes des puissances européennes et chrétiennes, les Japonais ont acquis jusqu'à un certain point le droit d'être tenus pour ce qu'on appelle un peuple civilisé. Cependant, aux yeux d'un Français ou d'un Allemand, ils demeurent des manières de barbares! L'un d'eux, qui voyage chez les peuples de l'Ouest et en observe les mœurs, eut cependant l'occasion de s'émerveiller de leur sottise et férocité, qui sont surtout apparentes quand elles se manifestent sous la forme — du patriotisme et de la religion. Ce barbare parle congrûment plusieurs langues européennes et asiatiques. C'est par une lettre écrite dans le meilleur français qu'il avait fait connaître à la *Neue freie Presse*, de Vienne, le résultat d'une de ses récentes expériences.

Il se trouvait en Roumanie, pays, comme il le dit, chrétien et, qui plus est, chrétien orthodoxe, où les paroles du Christ doivent être observées plus que partout ailleurs. Il arriva, certain jour, en une ville nommée Botuschani : un grand incendie avait détruit les maisons de quatre-vingt-dix familles et quelques bonnes âmes voulaient venir en aide aux sinistrés. Mais, parmi ces malheureux, les Juifs étaient en majorité. Aussi les personnes les plus intelligentes de la ville, les étudiants donc, et celles qui possèdent le mieux « l'instinct de la race », pour parler comme les raisonneurs du nationalisme, ou, en langue vulgaire, les nationalistes, se hâtèrent de détourner le peuple d'un acte de très simple et vulgaire solidarité humaine et, pour lui rappeler ses devoirs envers la patrie, ils rédigèrent une mirifique proclamation :

Roumains!

En considération de l'ingratitude avec laquelle ce peuple a toujours récompensé vos efforts humanitaires;

En considération de ce qu'il n'arriverait jamais aux Juifs — si un tel malheur avait frappé des Roumains — de leur porter secours;

En considération de ce que, *sur ces quatre-vingt-dix sinistrés, il n'y a que trois Roumains et, parmi ceux-ci, seulement un propriétaire;*

En considération de ce qu'ils sont eux-mêmes les incendiaires et la cause de leur malheur;

Ils ne méritent aucune compassion et nous protestons contre le projet antipatriotique de donner des fêtes roumaines en société avec les éléments les plus hostiles à notre nationalité. Nous exprimons aux Roumains qui encouragent ceux qui nous volent et nous exposent aux injures de l'étranger tout notre mépris. Nous détournons tout Roumain de prendre part par action ou seulement *en pensée* (*sic*) à une telle humiliation. Nous exprimons notre désapprobation et notre mépris mérité à ceux qui se déclarent pour la fraternité entre Roumains et Juifs.

Botuschani, le 18 avril 1902.
LES ÉTUDIANTS ET LES NATIONALISTES.

Le Japonais, barbare et non chrétien, déclare ingénument que les étudiants et les nationalistes qui ont conçu, rédigé et publié un pareil manifeste ont perdu le droit de s'appeler des hommes. Il se peut en effet qu'ils ne soient pas des hommes au sens où nous entendons ce mot. Mais ce sont sûrement de bons citoyens, très fidèles aux lois de leur pays et qui en interprètent le sens avec beaucoup de sagacité. Nulle part peut-être, aussi ingénieusement qu'en Roumanie, aucun gouvernement n'a su, par la fabrication et l'application de lois habiles, réduire à la misère, à l'émigration, à la mort, les Juifs, considérés comme des étrangers, bien qu'astreints au service militaire et à l'impôt; aucun gouvernement n'a aussi ingénieusement créé toute une catégorie d'étrangers autochtones.

Ceux-ci ne peuvent être ni avocats, ni pharmaciens, ni droguistes, ni débitants de tabac, ni cabaretiers, ni agents de change, ni colporteurs, ni directeurs de fabrique, ni employés dans les usines que selon une proportion très minime ; ils ne peuvent acquérir des biens immeubles et sont, bien entendu, soumis à la loi sur les anarchistes, ce qui permet, selon les occasions, de les traiter comme vagabonds ou de les expulser comme dangereux pour la sécurité de l'Etat.

Pour qu'ils ne ruinent pas les vrais paysans roumains, le séjour dans les communes rurales leur est interdit et, par extension administrative, bon nombre de villes ont été, depuis quelques années, déclarées communes rurales. Il est vrai que ces terribles exploiteurs du peuple roumain sont pour la plupart de très misérables créatures, réduites à la pire détresse : 6.000 d'entre eux ont quitté Jassy; c'étaient des artisans, des journaliers, des maçons, des gens de petits métiers, tailleurs, cordonniers, etc. ; certaines familles vivaient — ou mouraient — avec une dépense quotidienne de *trente centimes*.

Des bandes de malheureux sont dépossédés de leur maigre champ, de leur lamentable hutte; les loques et les ustensiles de ménage chargés sur une voiture, ils vaguent en toute saison, même pendant l'hiver le plus rude, sévèrement cantonnés hors des communes rurales ou des villes qualifiées telles. Et c'est sans doute pour les bons chrétiens une grande joie de contribuer ainsi à châtier la race qui crucifia le Christ et à faire de la légende du Juif errant une réalité contemporaine.

Que si cependant le Japonais mal civilisé leur reprochait quelque manque de culture, il trouverait à qui parler. Le premier ministre actuel, M. Deinètre Stourdza se pique, lui, d'être un véritable « Européen », ignorant tous préjugés confessionnels : il a étudié à Bonn les sciences politiques avec Bockh, les langues romanes avec Dietz, la philosophie avec Jacob Bernays; son fils unique a fait ses classes à Iéna et, pendant onze ans, a été officier de l'armée prussienne. Que faut-il de plus pour être un homme civilisé? Quant aux Juifs, tous les Roumains, et leur premier ministre en tête, montrent leur tolérance complète, en des occasions solennelles. Le banquier juif Blank est un ami et un partisan politique de M. Deinètre Stourdza, qui consentit aussi autrefois à être l'élève du Juif Jacob Bernays et quand le banquier juif von Frank maria sa fille, les demoiselles d'honneur étaient des princesses roumaines. Et puis les Juifs peuvent devenir citoyens, comme le banquier Blank, en se faisant naturaliser (la naturalisation, il est vrai, ne peut être obtenue que par un vote de la Chambre et il s'en fait bien douze par an). N'importe, M. Deinètre Stourdza convaincrait vite d'erreur le Japonais qui a si inexactement interprété l'affaire de Botuschani.

Et M. Deinètre Stourdza aurait presque raison : les divers gouvernements roumains ont appliqué avec une singulière maîtrise au prolétariat juif le traitement que les autres chefs de gouvernements civilisés voudraient pouvoir appliquer à tous les prolétariats chrétiens ou athées. Mais ils ont montré qu'ils étaient vraiment des ministres « européens », en ne confondant pas les personnes éminentes et respectables avec la racaille et partout ils ont témoigné aux banquiers très riches, fussent-ils Juifs, la plus touchante et respectueuse estime.

C'est à cela que se reconnaissent, en Roumanie et ailleurs, les véritables hommes d'Etat : un Japonais seul pourrait s'y méprendre un instant.

PIERRE QUILLARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La rébellion catholique de Bretagne est matière à réflexions. Ainsi, voilà des gens qui n'ont pas eu le moindre souci de la légalité, pas le moindre respect de la loi et de ceux qui la représentent : soldats, gendarmes, commissaires de police, préfets et sous-préfets, etc. En un mot, ils ont agi révolutionnairement. Et cependant, ce sont des gens qui non seulement ne pensent pas révolutionnairement, mais même qui pensent aussi réactionnairement qu'il est

possible de le faire. Je trouve qu'il y a là matière à réflexions.

De cette contradiction, il me semble que nous devons conclure ceci : que ce ne sont pas les moyens, mais le but qui doit être révolutionnaire ; que même qu'on peut être très réactionnaire en employant des moyens violents, on peut être très révolutionnaire en se servant de moyens pacifiques ; que nous devons donc nous défier du côté théâtral et tapageur de toutes les insurrections, émeutes, coups de force, et que la vraie place où nous devons porter la révolution, c'est notre cerveau. L'important n'est pas de regarder le sergent de ville de travers, mais de dévisager en face ses préjugés. La révolte n'est rien, l'esprit de révolte est tout.

R. C.

⁂

Découpé dans un journal local :

Essigny-le-Petit, 17 août.

M. Auzanne, curé de Chevennes, vicaire de Sains Richaumont, a adressé le 9 août dernier, à M. l'évêque de Soissons, une lettre de démission dont voici les principaux passages :

« Vous vous placez entre l'homme et la divinité pour exploiter l'un et caricaturer l'autre. Votre théologie est l'opposé de l'Evangile, votre morale une hypocrisie, votre liturgie une comédie.

« Vous n'avez en somme qu'un dogme qui résume tous les autres : la domination de la société civile par le clergé, l'exploitation du petit clergé par le haut clergé, l'accaparement des biens de ce monde, en promettant aux autres les biens de l'autre vie.

« Aujourd'hui, vous criez à la persécution, parce que vous ne pouvez plus brûler ceux qui ne veulent pas se soumettre à votre empire. Vous criez : Vive la liberté ! vous qui avez inventé le Syllabus, qui condamne toutes les libertés modernes.

« Je ne trouve que mensonge et hypocrisie dans le sanctuaire, exploitation dans les sacristies, avarice et immoralité dans les couvents. Voilà pourquoi, fidèle à ma conscience, et devant de trop criantes injustices, je n'exercerai plus le ministère et vous prie d'accepter ma démission de prêtre. »

⁂

Brest. — Dimanche, il y avait, comme d'habitude, un grand nombre de promeneurs sur la place de la Liberté. Les uns haletaient devant la parade d'une baraque foraine à tableaux vivants (la Défense du drapeau alternant avec la Passion de Jésus-Christ). Les autres admiraient les déhanchements de quelques types juchés sur des balançoires, évidemment franco-russes. Tout à coup, l'attention fut attirée par un cercle de personnes qui entouraient un sergent marsouin. Il paraît que celui-ci avait voulu se faire saluer par un soldat qui ne s'était pas donné la peine de porter la main au képi en passant près de lui.

D'autre part, le soldat disait l'avoir déjà salué une fois. Or l'on sait que, sur une place publique, les militaires ne sont pas tenus de faire acte de soumission plus d'une fois.

La foule s'accrut et le troupier s'y perdit. Le sergent se voyait déjà en mauvaise posture, car quelques cris hostiles à son égard s'étaient fait entendre ; aussi crut-il prudent de battre en retraite. Mais on ne le lâcha pas ainsi et il fut contraint de se réfugier au poste de police d'une des portes de la ville, sous les huées de la foule et les projectiles de toute sorte qu'elle lui lançait.

Les Bretons sont têtus, dit-on ; pour cette fois, ils restèrent près d'une heure et demie devant la porte, et ce n'est qu'au bout de ce temps que le galonné, la main sur la poignée de sa baïonnette, sortit. On le conspua encore et il fut ainsi escorté jusqu'à la caserne du 2e régiment d'infanterie coloniale. Le poste de garde sortit alors, et, à l'aide des crosses, refoula le populo. Inutile de dire que cela fut fait avec brutalité.

Ce qui est étonnant, c'est que de cette foule ordinairement amoureuse des galons (surtout ici, à Brest) partirent des cris de : *A bas l'armée* qui durent faire tressaillir les vieux murs de cette caserne.

⁂

Mouvement ouvrier. — Dans un discours de M. le général André et que reproduit avec des paroles élogieuses la socialiste *Petite République*, je découpe ce petit filet vraiment intéressant : « Le premier pas a été fait par mon ami Millerand qui, tandis que M. Waldeck-Rousseau s'occupait de la loi sur les associations, réglementait le droit de grève. Grâce à lui, la grève, au lieu d'être une arme de combat, deviendra une arme de progrès. (Applaudissements.)

« Messieurs, à l'armée, aux travailleurs de France ! » (Acclamations enthousiastes.)

Pour ma part, je dois avouer que je n'avais jamais douté de l'amitié du général qui fournissait au socialiste Millerand les soldats destinés à la répression des grèves. Les Apaches sont d'autant plus amis qu'ils ont, de concert, « suriné » plus de « pantes ».

Mais ce qui est plus à retenir dans l'aveu du bavard ministre de la guerre, c'est l'avis que nous avons souvent exprimé ici que le socialiste Millerand n'a eu qu'un but, faire que nos exploiteurs n'aient plus à craindre les aléas des grèves. Il y a, il est vrai, un peu de vantardise dans les paroles de l'empanaché ; jusqu'à ce jour, la grève reste par excellence l'arme de combat des travailleurs et son « ami » n'est pas parvenu à ses fins.

Inutile d'insister sur la sollicitude du guerrier André envers les travailleurs ; la semaine dernière encore, celle-ci s'est manifestée à Rochefort par des actes. Les coups de crosses et de baïonnettes ont montré aux déchargeurs de navires, en grève, que cette sollicitude n'était pas vaine et de pure parade.

⁂

La Fédération des mineurs de la Loire a décidé la grève pour le 12 septembre prochain, et ce, contre l'avis de M. Cotte, qui prétend parler en maître et fait annoncer par les journaux bourgeois qu'il entreprend une tournée de conférences pour parler contre la grève.

Souhaitons que, dans sa « tournée », il trouve à qui parler.

⁂

M. Manoury, dans le journal *L'Association coopérative* (1), relève la note « malveillante » que j'ai consacrée ici-même à l'entreprise philanthropique qui a nom *Les Midinettes*.

Au lieu de citer ma note, M. Manoury se contente d'en tirer des déductions et me fait dire non seulement ce que je n'ai pas écrit, mais absolument le contraire de ce que je pense.

J'ai vainement cherché où j'avais pu lui laisser supposer que je pensais que le progrès social ne peut être réalisé que par voie de révolution violente et que *je considère la misère comme le plus puissant stimulant révolutionnaire*.

Les idées qui me sont gratuitement supposées sont absolument le contraire de celles que je professe.

J'ai pu, au contraire, constater que les meilleurs militants ouvriers se recrutaient parmi les ouvriers généralement qualifiés, c'est-à-dire parmi les hommes de métiers ayant les meilleurs salaires.

Ce n'est donc pas dans ce sens qu' « il faut comprendre l'article de l'organe anarchiste ».

J'ai écrit et je maintiens que si les *Midinettes* se généralisaient elles ne pourraient — à l'encontre du but poursuivi par ses initiateurs, je veux bien le croire, — que favoriser la baisse des salaires de famine que reçoivent les malheureuses ouvrières parisiennes.

J'ai constaté que les travailleurs — et les travailleuses — étaient d'autant plus exigeants envers leurs exploiteurs qu'ils avaient plus de besoins ; je sais, par expérience, que le patronat règle les maigres salaires qu'il accorde sur le coût de l'existence. Qu'en province, où la vie est moins chère, les salaires sont d'autant moins élevés et toujours proportionnés au coût de l'existence locale.

Et c'est parce que cela est vrai et se justifie toujours, que j'ai écrit que si les ouvrières parisiennes parvenaient, comme le donnent à espérer les initiateurs des *Midinettes*, à pouvoir se suffire « sainement et avec abondance pour 0 fr. 40 par repas », que cela ne pourrait qu'être profitable à Messieurs les exploiteurs qui pratiquent à leur façon la traite des blanches ».

J'ai écrit cela et non ce que me prête M. Manoury.

Et c'est pour ces causes et d'autres encore que j'ai écrit et répète que l'entreprise capitalo-philanthropique — l'on fait appel aux « bonnes volontés » en proposant des *parts* à 25 francs — servirait à préparer de la « chair à travail » pour Messieurs les exploiteurs et non, comme l'écrit M. Manoury, à « permettre aux ouvrières de profiter du produit intégral de leur travail », ce « produit intégral » étant destiné à baisser d'autant que les besoins des ouvrières seront moins élevés.

(1) Merci au coopérateur-associé qui m'a envoyé quelques documents. C'est en effet une besogne de salubrité économique que de dévoiler ces abus. Nous n'y faillirons pas.

⁂

Il est peut-être un peu tard pour parler de la grève des déchargeurs de Rochefort. Cependant les faits significatifs qui s'y sont passés méritent qu'on s'y arrête un instant.

La troupe, une fois de plus, s'est trouvée en présence de travailleurs en grève. Des grévistes ont reçu des coups de crosse, voire même des coups de baïonnettes, et il a fallu l'énergie des grévistes, qui ont vaillamment tenu tête à la troupe, pour que cela ne dégénère pas en une tuerie.

Les journaux socialistes se sont abstenus de faire la moindre allusion à cette grève — l'article anticlérical seul étant présentement à l'ordre du jour — qui comptait plus de 700 grévistes. Des arrestations ont eu lieu, des condamnations suivront et il faut croire que tout n'est pas terminé, car un journal local fait cette demande qui ne manque certainement pas de toupet :

« Nous nous permettons de poser une question : Si les faits qui se produisent actuellement se renouvelaient pendant les manœuvres, comment l'ordre serait-il assuré ? »

⁂

A signaler la grève de la *Coopérative* des ouvriers en limes. 23 non-participants ont quitté le travail, en se solidarisant avec deux de leurs camarades que Monsieur le Directeur avait mis à la porte pour insuffisance de production. Ne voulant pas être encore accusé de faire une campagne « systématique » contre la « coopération », je m'abstiens de dévoiler les dessous de cette grève, qui sont on ne peut plus édifiants. Au reste, le fait seul qu'une grève puisse se produire dans une coopérative parle assez haut par lui-même.

Si cependant M. le Directeur y tient ! !

⁂

Une grève d'ouvriers métallurgistes vient d'éclater à Decazeville. Grève d'autant plus importante qu'une certaine effervescence règne dans tout le bassin et que la grève menace d'y devenir générale.

Plusieurs brigades de gendarmes sont sur les lieux et l'on attend la troupe.

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — Chez les mineurs, la situation est toujours très tendue. Il est hors de doute que la Compagnie veut la grève. L'obstination qu'elle a mise à refuser toute entrevue aux délégués mineurs, le charbon qu'elle entasse sur ses plâtres tout en refusant les commandes, et beaucoup d'autres indices qu'il serait trop long d'énumérer, tout cela prouve que la Compagnie veut sa grève et qu'elle l'aura.

Si la mesure prise est acceptée par ses ouvriers, elle aura recours à d'autres plus vexatoires. Son désir est de se débarrasser du syndicat, et elle ne reculera devant rien pour y arriver. Elle escompte une victoire, et elle profiterait de celle-ci pour créer un syndicat de jaunes. Pour que celui-ci prospère, il faut absolument arriver à désorganiser le syndicat actuel, ce qui est très difficile pour le moment, les administrateurs du dit syndicat jouissant de l'estime à peu près générale de leurs camarades.

De leur côté, les mineurs ne paraissent pas bien résolus. Ils sont indécis, sans conviction. On dirait qu'avec le 1er septembre s'en est allée toute leur confiance, toute leur espérance à voir leurs organisations tenir tête aux patrons et dicter leurs conditions. Le mineur est versatile, parce qu'ignorant. Vite emballé, il est aussi vite refroidi. Il me semble que le syndicat d'ici, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, ne s'occupe pas assez de leur éducation. Rares sont les assemblées générales, peu ou pas de brochures ou journaux distribués, les neuf dixièmes des mineurs ignorent tout du mouvement ouvrier en France et à l'étranger. Tout au plus voient-ils, dans les journaux locaux, quelque visite de délégués mineurs dans la mine. On avouera que c'est tout à fait insuffisant.

Le congrès national, qu'on espérait voir se réunir fin août, ne s'ouvrira que le 24 septembre à Commentry.

⁂

Le 18 septembre 1901, un terrible accident se produisait à l'usine du Plat-de-Gier. Une chaudière

fit explosion blessant cinq ouvriers dont trois succombèrent à leurs blessures.

L'affaire est venue devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne.

Etaient inculpés : Druge, directeur des établissements de la Buire et du Gier, et Martel, ingénieur de l'usine du Gier.

Une quinzaine de témoins défilent à la barre. Leurs dépositions sont intéressantes. Tous sont d'accord à reconnaitre le mauvais état de la chaudière, bonne tout au plus à vendre comme riblon.

Observation en avait été faite à Martel par les chaudronniers, mais en vain. Quel que soit le jugement rendu par le tribunal, on ne peut que constater le peu de cas que les patrons font de la vie de leurs ouvriers.

GALHAUBAN.

Etats-Unis.

L'*Union des Travailleurs* (de Charleroi, Etats-Unis), en date du 14 août, relève, avec tout le vocabulaire d'une grossière jubilation, une inexactitude par moi commise. J'ai dit, dans les *Temps Nouveaux*, qu'il fallait, aux Etats-Unis, avoir passé un examen pour être ouvrier mineur : j'ai omis de dire que c'était la règle pour la région anthracite, mais non pas pour la région bitumineuse. Le fait n'en a pas moins toute sa valeur pour la région anthracite, il n'en a pas moins d'intérêt pour les mineurs actuellement en grève.

Le rédacteur de l'*Union* etc. trouve « étonnant » que j' « admette que cette loi favorise singulièrement les grévistes ». Pour lui, il faut croire qu'il a accoutumé de n'admettre que les vérités servant ses intérêts : celle-là lui paraissait contraire aux miens. Mais pas le moins du monde. Cette mesure de bon sens, inscrite, par grand hasard, dans un code, se trouve être favorable aux grévistes. C'est un fait. Et puis ?

» Si cette loi est bonne, pourquoi ne pas essayer de l'étendre au charbon bitumineux ? » C'est logique, en effet. « Mais pour cela il faut s'occuper de politique » ; c'est ici que nous ne sommes plus d'accord, car j'ai la certitude que pour organiser les choses humaines conformément à la logique et au bon sens, la politique et les politiciens, socialistes ou non, sont un obstacle et non pas un moyen.

La politique est ma « bête noire », dit encore le sympathique anonyme. Peuh ! ça ne va pas jusque là : je n'en rêve pas. Mais je ne puis faire autrement que d'éprouver un vrai dégoût pour les dupeurs et parasites qui chevauchent cette bête — noire, si vous y tenez, — surtout quand, ayant jadis professé les idées anarchistes, ils perdent tout souvenir de la dignité humaine — et animale — jusqu'à travailler dans les élections, jusqu'à faire du journal dont ils sont éditeur et gérant, une serinette pour serins électoraux. Une triste erreur que celle-là.

C. M.

Espagne.

BARCELONE. — Donc, Barcelone est toujours en état de siège, sous le régime de la « suspension des garanties constitutionnelles ». M. Sagasta et le demi-quarteron d'inutiles qui fait cortège à sa décrépitude ne sont pas encore revenus de leur frayeur du 17 février dernier, jour où éclata la grève générale : le gouverneur civil, anéanti, disparut, et le capitaine général devint seul maître des destinées de la Catalogne. Il l'est encore. Le dimanche 24 août, un meeting a été célébré à Madrid pour demander le rétablissement des garanties constitutionnelles. Le premier effet de leur suspension est l'interdiction des réunions et meetings.

Au fond, l'affaire intéresse-t-elle les travailleurs ? Nous ne pouvons mieux faire que de citer la réponse que *Tierra y Libertad* (Madrid) fait à cette question : « L'ouvrier qui ne se réunit pas parce que la loi le lui défend ; l'ouvrier qui ne s'associe pas parce que les autorités ne le lui permettent pas, celui-là sera toujours esclave, car toujours la loi s'opposera à l'émancipation du salarié et toujours les autorités seront au service de la bourgeoisie.

« Il faut nous réunir, faire de l'agitation, travailler à notre émancipation, avec ou sans les garanties. Dans d'autres régions de l'Espagne où elles ne sont pas suspendues, le travailleur est beaucoup plus maltraité que l'ouvrier catalan, qui en est privé. Pourquoi ? Parce que la liberté et le droit sont dans les hommes et non pas dans les lois... »

***

PALAMOS (Catalogne). — Les charpentiers sont en grève ; et naturellement leur société de résistance est l'objet des attentions particulières de l'autorité. Dernièrement, dans une séance de *Sardana* (une vieille danse locale), un *écureuil*, c'est-à-dire un jaune, reçut une correction, gifles et bourrades, qu'il n'avait pas volée. En suite de quoi un compagnon, étranger à l'incident, mais gréviste et membre très actif de la société des charpentiers, fut arrêté, et conduit, menottes aux mains, à la prison.

Les sociétés ouvrières de résistance se réunirent toutes, et décidèrent l'abandon en masse du travail si, le lendemain, le compagnon arrêté n'était pas mis en liberté ; on ferait un meeting pour décider de la conduite à tenir.

Immédiatement le prisonnier a vu s'ouvrir devant lui les portes de la prison.

La voilà la conduite à tenir.

***

CORDOUE. — Cherchant un remède à leur situation misérable, les boulangers de Cordoue ont formé, voici un an, une société de résistance. L'ensemble a été magnifique. Tous y sont entrés avec la volonté consciente de la lutte, opposant à leurs exploiteurs la force de la solidarité.

Déjà ils avaient réussi à donner du travail à un certain nombre de chômeurs. Mais les patrons, inquiets de cette puissance grandissante, ont formé eux aussi une société, exigeant l'adhésion de tous leurs salariés, et s'accordant pour renvoyer les chômeurs embauchés.

Les compagnons boulangers ont répondu par la grève générale. Ils ont publié, en même temps qu'ils déclaraient la grève, un manifeste adressé à la population de Cordoue, et dans lequel, après avoir exposé les faits, ils lui demandent son appui.

***

MALAGA. — Voici venir l'époque de la récolte du raisin : les ouvriers agricoles ont profité de ce moment favorable pour présenter un tarif des salaires, avec égalité complète pour les travailleurs femmes ; ils demandent à ne travailler que du lever du soleil au coucher, avec deux arrêts d'une heure pour les repas, et, pendant la vendange proprement dite, cinq arrêts d'une demi-heure ; aux magasins, rien que les deux heures pour les repas. De plus, pour chaque pressoir, un local couvert où ils puissent dormir en cas de pluie ou de froid.

A ces demandes très modérées, les patrons ont opposé un premier refus. Les ouvriers ont alors déclaré la grève. Nous allons voir ce que les patrons pourront faire contre les travailleurs unis.

M. L.

Angleterre.

Depuis la fin de la guerre, les journaux commencent à donner des détails intéressants sur la campagne. On cite une vingtaine de condamnations de jeunes gens de moins de quinze ans pour avoir porté les armes avec les commandos boers. Un, entre autres, condamné à mort, le fut finalement à la détention perpétuelle pour avoir suivi la troupe de Sheepers plutôt que de s'engager contre ses compatriotes. Plusieurs fois, les Boers trouvèrent des armes et des munitions dans les bagages des ambulances et un docteur déclara qu'il était obligé de garder les fusils des blessés, par ordre supérieur.

Un grand nombre de Cafres avaient été armés et ce n'est pas une mince affaire que de leur retirer ces instruments de civilisation.

***

Le juge Narsham a condamné à 7 jours de « hard labour » deux pauvres qui avaient refusé de casser le tas de cailloux représentant l'hospitalité du « work house ». L'un avait dit qu'il n'avait pas la force et l'autre que ce n'était pas son métier.

Nous verrons peut-être un jour les porte-perruque devant un tas de cailloux. On jugera leurs aptitudes.

***

Pendant la saison des mûres, des framboises et des champignons, les propriétaires des bois voudraient empêcher les malheureux de les récolter et ils posent, à l'entrée des sentiers, l'écriteau fatidique : « Défense de passer » qui remplace le verre cassé et les artichauts de fer qui « ornent » leurs murs urbains. Mais les traditions « autorisent » légalement, à traverser les forêts d'une certaine étendue. Aussi un honnête journal bourgeois invite le proprios de la campagne à faire pousser des champignons vénéneux !

***

Pour le cas possible où des jeunes gens préféreraient venir apprendre ici une langue étrangère au lieu de passer leur temps à faire, dans une caserne, un métier qui leur répugne, quelques renseignements ne sont pas inutiles. Les coiffeurs, cordonniers, garçons de café, cuisiniers pourront trouver à s'employer sans trop de difficulté, dès qu'ils sauront un peu se faire comprendre ; les ouvriers de métier également s'ils ont appartenu à des fédérations de métier et s'ils sont en règle avec elles. Le mieux serait d'étudier auparavant l'anglais dans les cours du soir, afin d'en connaître, au moins théoriquement, les principes. Ne jamais venir ici sans ressources, mais, si elles sont maigres, on peut tout de même les utiliser au mieux. Il y a, à Londres, des institutions où un homme seul peut loger pour 4 francs par semaine et en même temps il a le droit de passer son temps dans la salle commune de lecture ; un réfectoire lui permet de vivre à très bon marché. Avec beaucoup de volonté, en supprimant volontairement toute fréquentation française, au point de vue du langage, on peut arriver à parler et à comprendre en quelques mois, en ne dépensant pas beaucoup plus de 125 francs par mois, en prenant immédiatement les habitudes du pays, c'est-à-dire en buvant de l'eau, du thé ou du café.

Italie.

FLORENCE. — On n'a pas l'air de regarder beaucoup, en Italie, à mobiliser compagnies et régiments pour surveiller faits et gestes des ouvriers et réprimer brutalement leurs mouvements. Mais Florence semble être moins aux mains des policiers que de l'armée et de la gendarmerie. Sur tous les murs sont apposées des affiches où tous les rassemblements sont formellement interdits et on menace de les disperser brutalement. Dans la journée, deux pandores à sinistres figures et à larges chapeaux napoléoniens sont à l'arrière de chaque omnibus ou tramway ; la nuit tombe ; toujours deux par deux, ils suivent les allumeurs de réverbères pour les protéger contre des attaques assez problématiques, car s'il y a beaucoup de curiosité il n'y a guère d'exaltation à Florence. Ce qui me frappe beaucoup, c'est qu'on ne parvient guère à distinguer les manifestants des curieux, ils ne poussent pas de cris révolutionnaires, on n'entend aucun chant. Nous avons suivi, avant-hier, des ouvriers qui se rendaient pacifiquement à la chambre du travail : ils avaient l'air gais et insouciants et on aurait aussi bien pu prendre leur cortège pour une sortie d'atelier. Hier après-dîner, nous sommes allés devant la chambre du travail. Rassemblement en attendant l'ouverture des portes, mais plus pittoresque qu'imposant. La plupart étaient occupés autour de boutiques ambulantes où l'on vendait des pastèques et des boissons rafraîchissantes. Pour avoir de plus amples renseignements, nous nous sommes adressés à un bicycliste ; et la raison de ce choix, qui vous paraîtra bizarre, c'est que nous avions lu dans les journaux qu'une équipe de dix bicyclistes grévistes était organisée pour la surveillance et le service des nouvelles dans la ville. Nous nous étions d'ailleurs trompés, c'était un simple ouvrier ; cependant cela nous a permis de connaître son avis sur l'issue du mouvement. Il avait l'air un peu sceptique et hésitant, il craignait que le mouvement ne s'étendît pas.

En tout cas, c'est un mouvement très caractérisé de solidarité.

La grève a éclaté pour quelques ouvriers métallurgistes congédiés de la fonderie del Pignonne, puis pour les prétentions un peu draconiennes et autoritaires qu'un directeur a voulu introduire par un nouveau règlement. De la fonderie del Pignonne, la grève s'est étendue à toute la corporation des ouvriers métallurgistes de Florence et comme, au même moment, les typographes et les vendeurs de journaux sont aux prises avec leurs patrons, il y a eu une menace de grève générale à la suite de plusieurs réunions et de plusieurs résolutions prises à la chambre du travail. Déjà, depuis deux jours, on n'imprime plus de journaux à Florence. Les boulangers se remuent aussi, et il se peut que, dans deux ou trois jours, on soit ici sans pain comme on est sans journaux.

(De camarades de passage.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Soirée familiale organisée au profit du *Réveil de l'Esclave*, le dimanche 7 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Bailly, faubourg Antoine, 76. Causerie par un camarade; concert, audition des poètes chansonniers révolutionnaires.

Groupe communiste libertaire du XIV[e]. — Réunion tous les mercredis, salle Curty, 40, rue de la Sablière. Causerie par un camarade. Chants, récits et poésies par les camarades Villeval, Chambiet, Lambal et Mouton.

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers. (cousu-main). — Réunion le samedi 6 septembre, à 9 heures du soir, rue Turbigo, 14.
1° Cotisations et adhésions;
2° Campagne abstentionniste de prud'homie.
3° Projet de conférence.

Fondation d'un Théâtre Libertaire. — Les camarades ayant quelques aptitudes pour jouer des pièces libertaires sont invités à la Réunion qui se fera le samedi 6 septembre, à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Rébeval.

L'idée libre. — Bibliothèque libertaire de Belleville, salle Boucher, 14, rue Rébeval. — Réunion le samedi 6 septembre, à 8 h. 1/2. — Causerie par le camarade Butaud.

Bibliothèque communiste du XV[e]. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade. Prêt de livres.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle.
Samedi 6 septembre. — L. Ducharne : Formation d'une société financière pour le développement de la consommation de l'alcool.
Mardi 9. — Cours d'allemand, par Mme Liepuce; cours élémentaire de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2, cours en allemand de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.
Mercredi 10. — A. Bloch : Matière et énergie : 1° Les formes de la matière et les transformations de l'énergie.
Jeudi 11. — Cours de diction, par M. Lancy.
Vendredi 12. — Altayrac : Cours de physique.
Le jardin est ouvert tous les jours (sauf le lundi) de 8 h. 1/2 à 11 h. du soir et le dimanche de 2 h. à 6 h. après-midi.

Lyre Sociale de la rive gauche, cercle théâtral social. — Samedi 6 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'*Effort*, 33, rue du Marché, Grand-Montrouge : 1° Partie de concert; 2° *La Femme*, de Grenet-Dancourt; 3° *L'Echelle*, d'Edouard Norès.
Vendredi et mardi, à 9 h. du soir, salle de l'*Union ouvrière*, 12-14, rue de l'Espérance (XIII[e]). — Ordre du jour : répétitions.

Jean-Pierre, journal bi-mensuel pour les enfants, 8, rue de la Sorbonne, Paris (V[e]). — Sommaire du numéro du 1[er] septembre :
Dans un salon, par J., illustré par J. Hénault.
L'Evasion, par E. Chalan (fin), illustré par J. Hénault.
Les Aboyeurs, conte hongrois.
Le Verre, par Ducharne (suite).
Souvenirs d'une petite fille, par J., illustré par A. Creiche (suite).
Le Baptême social, par de Amicis, trad. par Mariano.
Devinettes, charades.
Le Flambeau, par Aristide Pratelle.

L'*Education libre du III*[e], 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures du soir. Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales illustrées.

L'*Effort*, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :
Samedi 6 septembre. — Soirée familiale, avec le concours de la *Lyre sociale* (vestiaire : 0,25).
Mardi 9. — Assemblée générale.
Vendredi 12. — La Coopération, II, son rôle éducatif, par Henri Jullien.

Pour la Grève générale. — Le camarade Girault, en tournée de propagande pour la Grève générale, prie les camarades et groupements ouvriers des villes suivantes : Cette, Béziers, Narbonne, Carcassonne, Montauban, Toulouse, le Boucau, Bordeaux, Rochefort, la Rochelle, Poitiers, Châtellerault, Tours, de vouloir bien se mettre en rapport avec lui pour l'organisation de conférences dans leurs localités.
Faire parvenir les réponses à Ernest Girault, poste restante à Arles avant le 20 septembre, en donnant, autant que faire se peut, des détails sur la situation, sur les salles, etc.
Prière aux détenteurs de listes de souscriptions de les faire parvenir au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, Paris, le plus tôt possible.

Amiens. — Samedi 6 courant, à 8 h. 1/2, au Cent de Piquet, faubourg du Cours. Causerie-concert : 1° De l'organisation libertaire, par le camarade Morel; 2° Concert par le camarade Alexandre et sa compagne.
Entrée : 0,10 au profit d'un organe ouvrier en voie de formation.

Troyes. — *L'Aube Nouvelle*, groupe d'études libertaires, invite tous les camarades à venir prendre part aux libres discussions, lectures et à tout ce qui se fait en vue de la propagande. Une petite bibliothèque est aussi à l'entière disposition des camarades s'intéressant à l'émancipation intégrale de l'individu.
Les réunions ont lieu tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, 6, rue Charbonnet, chez Protat.

Angers-Doutre. — Les camarades des groupes les *Affamés* et les *Ennemis de l'Autorité* se trouveront, dimanche à 2 heures, chez le camarade Louis Legloahec, rue de la Tannerie, 6. — On discutera sur l'intérêt et la nécessité de fonder un organe local.

Marseille. — Le camarade Sartoris désirant entreprendre une petite tournée de conférences antireligieuses, antimilitaristes et antiparlementaires, les camarades des départements des Bouches-du-Rhône, Vaucluse, et Gard qui désirent s'en occuper, sont priés d'entrer en relations avec le camarade. Lui écrire : rue Labry (Chartreux), Marseille.
Dimanche, 7 septembre, à 6 heures du soir, les camarades sont convoqués au bar du Cotier, 20, quai du port, en vue de prendre les dernières dispositions pour l'organisation des conférences Girault. Présence indispensable.

Bruxelles. — Groupe libertaire l'*Union Bruxelloise*. — Réunion tous les samedis, à 8 heures du soir, au local Chaussée de Forest, 18, Saint-Gill.

POUR L'EDITION

J'avais donné jusqu'au 15 septembre pour recevoir les adhésions au second volume ; nous sommes au 1[er], et j'ai déjà 70 adhésions sur 700 qu'il faudrait. C'est-à-dire que même les souscripteurs de la première heure refoulent.
Pour qu'il ne soit pas dit que je bute au premier obstacle, j'attendrai jusqu'à la date fixée pour savoir ce qu'il faut décider. Si parmi les retardataires, il y en a qui s'intéressent sérieusement à la chose, qu'ils se dépêchent d'envoyer leur adhésion. Au 15 septembre nous verrons si c'est un enterrement de première classe qu'il faut préparer.

* *

Pour aider à la propagande, aux camarades qui voudraient en envoyer aux Bibliothèques publiques du U. P., je mets à leur disposition 200 exemplaires du volume non illustré à 1 fr. 75 l'exemplaire.

J. G.

EN VENTE A NOS BUREAUX

L'Education libertaire, par Domela Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul, franco 0.15
Enseignement bourgeois, enseignement libertaire, par J. Grave, couv. de Cross 0.15
La Colonisation, par J. Grave, couv. de Couturier 0.15
L'Organisation de la vindicte, appelée justice, par Kropotkine, couv. de Hénault 0.15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyon, couv. E. Daumont 0.15
Le Militarisme, par Domela Nieuwenhuis, couv. de Comin'ache 0.15
Patrie, Guerre, Caserne, par Ch. Albert, couv. de Agar 0.15
L'Election du maire, par Léonard, couv. de Valloton 0.15
Le Tréteau électoral, par Leonard couv. de Heidbrinck 0.15
La Grève des électeurs, par O. Mirbeau, couv. de Roubille 0.15
Si j'avais à parler aux électeurs, par J. Grave, couv. de Heidbrinck 0.15
L'Immoralité du mariage. Chaughi 0.15
La Panacée Révolution, par J. Grave, couv. de Mabel 0.15
Le Machinisme, par J. Grave, couv. de Luce 0.15
L'éducation pacifique, par Girard. 0.15
L'anarchie, par Malatesta 0.20
Pour le désarmement, par Berchtold 0.15
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais, franco 3.20
Le parti ouvrier et l'anarchie, par L. Hénault 0.10
L'heureuse anarchie, par Max Borgueil 0.25

Lithographies :

L'Assassiné, de L. C. Dissy .... *franco*. 1.40
La Jeune proie, Lochard 1.40
Les Bienheureux, Heidbrinck 1.40
Les Défricheurs, Agar 1.40
Ceux qui mangent le pain noir, Lebasque. 1.40
Le Calvaire du Mineur, Couturier 1.40
Education chrétienne, Roubille 1.40
Le Missionnaire, Vuillaume 1.40
Vive la Russie treize dessins de Heidbrinck *franco* 0.50
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault 1.40
La Postérité, par Robin 1.40

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :
Lettres, II, par L. Tolstoï; une brochure, 1 fr., chez Stock, 27, rue Richelieu.

A lire :
A Paterson, Zo d'Axa; *Revue Blanche*, 1[er] septembre.
La vraie justice, Henri Maret; *Le Radical*, 4 septembre.

PETITE CORRESPONDANCE

P. C., à Garches. — Je n'ai pas la brochure. Que faut il envoyer en place?
R. L., à Glasgow. — Oui, 3 fr. 25.
P. G., à Lille. — Vous trouverez l'adresse d'un organe dans *Les Périodiques*, parus dans un des derniers suppléments.
G. L., à Arcachon. — Nous n'insérons pas de correspondance particulière.
La Jarlière. — Votre nom? La lettre nous est revenue.
E. V., à Ste-Cécile. — De journaux, je n'en connais pas. — Quant aux ouvrages et brochures, vous en trouverez la liste dans notre volume : *Guerre-Militarisme*.
La Jeunesse enseignante, Le Perreux. — Envoyez-nous au moins un exemp. de votre publication.
Pour la famille Lichenguth. — Loizel, 1 fr. — Collecte à la réunion des verriers de Dorignies, 2 fr. 50. — Syndicat de Fresnes et Escautpont, 10 fr. — Collecte à l'issue de la même réunion, 4 fr. 75. — Larchevêque (2[e] vers.) 0 fr. 50. — Total : 18 fr. 75. — Listes précédentes : 28 fr. 50. En caisse : 47 fr. 25. Nous avons fait parvenir cette somme à la famille.
Reçu pour brochure à distribuer : 0 fr. 25.
Reçu pour le journal : Orgy, 0 fr. 50; Henri Bordeaux, 2 fr.; X., 2 fr. 50; A. G., 0 fr. 25; E. D., à Tullins 0 fr. 60; G., à Arcachon, 1 fr.; B., à Pont de Beauvoisin, 0 fr. 35; G., à Cette, 0 fr. 50. — Gestalder, 0 fr. 25; Turpin, 0 fr. 25; Ttôa 0 fr. 25; La Haine, 0 fr. 25; Vive l'Anarchie, 0 fr. 25; E. Gorneau, 0 fr. 25; Pozzi et sa compagne, 0 fr. 50; Un Libertaire 0 fr. 25. Ensemble : 2 fr. 25. — Merci à tous.
R., à Micheroux. — G., à Lyon. — O., à Saint-Quentin. — H., à Digne. — M., à Paris. — F., à Turin. — M., à La Machine; N. V., à San-Paulo. — L., au Mans. — C., à Sedan. — B. C., à Mouscron. — G., à Vichy. — V. à Moulins. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 20 — DIX CENTIMES — DU 13 AU 19 SEPTEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e^)

ACTION POLITIQUE
ET ACTION OUVRIÈRE

Il me faut revenir sur mon article, forcément incomplet, de la semaine dernière. Les attaques réitérées des socialistes de gouvernement contre les organisations ouvrières qui se refusent à entrer dans leurs vues et surtout à se rendre complices de leurs petites combinaisons méritent qu'on s'y arrête plus longuement.

Il y a déjà plusieurs années, les travailleurs organisés ont cru utile de grouper leurs forces dans une vaste organisation à laquelle ils ont donné le titre — un peu ronflant j'en conviens — de « Confédération générale du travail ». Pendant quatre ou cinq ans, cette organisation a semblé démontrer à plaisir son inutilité. Elle ne rendit aucun service à ceux-là même qui en avaient décidé la création. C'était un organisme mort, inutile, impuissant.

Depuis environ deux ans, et cette année plus particulièrement, la Confédération a semblé vouloir sortir de sa léthargie. En créant un organe qui vit, des services qui, dans certains cas, peuvent être utiles à la classe ouvrière, elle a prouvé sa vitalité, stimulé les énergies de groupements mort-nés ou dont l'action était à peu près nulle, réveillé bien des apathies. En un mot, elle a semblé vouloir, par une propagande incessante, justifier de son utilité, et son action a été bienfaisante dans le monde du travail.

Pendant les années de langueur, lorsque son action était dérisoire, ceux qui, aujourd'hui, critiquant à l'envi, ne laissent pas passer un des seuls actes sans sauter dessus et le passer au crible, n'ont jamais rien dit, rien tenté pour essayer de donner un peu de vie à l'organisme languissant.

Mais il faut croire que la vie d'un organisme purement et exclusivement ouvrier, qui semble vouloir donner des résultats, effraie ces messieurs du socialisme de gouvernement, car il n'a été attaqué et critiqué, la calomnie ne s'est abattue sur lui que du jour où, par son action, il a montré ce que les travailleurs pouvaient en espérer.

Certes, l'action de la Confédération fut souvent bien ambiguë, tout est loin d'y être égal, mais la gent politicienne se refuse à faire aucune différence, et c'est en bloc qu'elle condamne cette action, sans doute parce que celle-ci fut toujours exclusivement ouvrière ; et il nous suffit qu'elle soit bassement attaquée, avec un parti-pris aussi évident, pour que son action nous devienne d'autant plus sympathique.

*
* *

Et parce que ces travailleurs, trop longtemps dupés et trompés, se refusent à se laisser entraîner à la remorque de ceux qui n'attendent toute amélioration que du pouvoir central, on les accuse de se livrer à une « politique spéciale ». Cela est facile à dire et on espère, en divisant l'organisation ouvrière, en tirer profit à nouveau, car, comme j'ai tenté de le montrer dans mon article d'il y a quinze jours, c'est surtout aux « syndicalistes antivotards » que l'on en veut, ce sont eux qu'il faut atteindre et dont il faut surtout enrayer la propagande. « Gouverner, c'est prévoir » et nos socialistes, qui entendent « gouverner », prévoient que, par une forte organisation ouvrière, ils pourraient bien un jour manquer de « votards ». C'est contre cela et contre cela surtout qu'il faut réagir et tous les moyens sont bons. Diviser et faire diversion, ne sont-ce pas là justement les armes employées de tous temps par les politiciens pour mieux duper les travailleurs ?

Mais l'accusation de se livrer à une « politique spéciale » ne suffit pas ; il paraît aussi que les travailleurs qui entendent faire leurs affaires eux-mêmes, veulent aussi se livrer à une « démagogie stérile ».

C'est l'histoire du bandit qui, se trouvant pris la main dans le sac, dans l'espoir de faire diversion, se met à courir en criant « au voleur ».

Ce n'est ni M. Jaurès, ni ses acolytes qui sont des démagogues. Ce n'est certainement pas M. Gérault-Richard, cet excellent instrument de gouvernement, qui, en pleine effervescence ouvrière, sentant le ministère de ses rêves menacé, ne craignait pas de crier à la trahison — sans du reste tenter de rien prouver — et jetait le désarroi parmi les travailleurs qui, courageusement, luttaient contre leurs exploiteurs.

Et nous prétendons au contraire que ce sont ces hommes, qui n'ont rien de commun avec les travailleurs, qui ne rêvent que de les conduire pour pouvoir se hisser sur les marches et même jusqu'au pouvoir, qui sont les vrais démagogues.

Qu'on se rassure ; les travailleurs acquièrent chaque jour une conscience plus large, et ils sauront se préserver de toutes les démagogies, celles des pions, des avocats et des journalistes y compris.

*
* *

Mais où la mauvaise foi de la gent politicienne atteint son plus haut degré, c'est lorsqu'elle nous reproche d'être — car elle identifie cette action ouvrière à l'action anarchiste — les adversaires, par principe, de toutes les réformes. Cela est faux, archi-faux et il faut le dire bien haut.

Nous avons toujours dit que les travailleurs n'avaient que ce qu'ils savaient exiger, et parce que nous prétendons qu'il n'est pas besoin de lois, qu'il leur suffit de vouloir, que par une bonne et solide organisation économique ils obtiendront bien plus vite et plus facilement des améliorations en période capitaliste, il ne s'ensuit pas que nous niions et surtout que nous refusions, de parti-pris, toute amélioration.

Nous opposons une tactique à une autre, et cela est tout autre chose.

Nous prétendons que, pour obtenir une augmentation de salaire ou une diminution de travail, les travailleurs n'ont pas besoin d'une loi. Qu'en tous les cas, celle-ci ne fera que venir sanctionner ce qui est un fait accompli, et aussi nous tentons de démontrer à nos camarades que cette « amélioration » acquise, l'exploitation n'en subsiste pas moins, que c'est toujours l'esclavage et que la liberté, toute la liberté, ne gît que dans la fin du salariat.

Et c'est en cela que nous faisons œuvre de révolutionnaires.

Mais il est vrai que nous nous refusons à voir une amélioration du sort de la classe ouvrière dans tout ce qui nous est présenté comme tel, et, ici encore, nos prétendus socialistes essaient de faire diversion.

Il est faux, par exemple, d'appeler une réforme la loi Millerand-Colliard, limitant la journée de travail des femmes et des enfants ; car, si la durée du travail dans quelques industries a été réellement réduite, les salaires aussi ont été réduits, cela est indéniable, les nombreuses grèves provoquées par la loi en font foi. Dans certains métiers, la durée du travail a été, du fait de la loi, augmentée et les seuls avantages ont été pour les employeurs.

Et alors, parce que nous nions le caractère de réforme à une telle loi, que nous en démontrons les inconvénients — qui viennent surtout parce que c'est la loi, c'est-à-dire que tous doivent s'y plier indistinctement — que nous démontrons ce que nous avançons, nous ne sommes que des « négateurs », des « mystiques catastrophiques » et autres grands mots qui font d'autant mieux que l'on ne les explique pas et que l'on espère que ceux à qui on les débite les comprendront moins.

Le sujet est, certes, loin d'être épuisé et il y aurait encore beaucoup à dire. L'organisation purement économique que les travailleurs se sont donnée traverse une crise indéniable. L'assaut que tentent de lui livrer, une fois de plus, les politiciens est rude ; mais j'ai le ferme espoir que les groupements ouvriers ne se laisseront pas entamer et n'abdiqueront rien de ce qui fut leur ligne de conduite dans ces dernières années et que, plus forts que jamais, ils continueront leur marche ascendante vers la conquête d'une humanité meilleure et d'une société plus libre.

P. DELESALLE.

DES FAITS

M. Fiessinger attire l'attention sur un fait qui montre les imperfections de notre loi sur la santé publique. Il s'agit d'une épidémie de fièvre typhoïde qui sévit depuis huit ans dans une petite ville de province. Il y a eu, jusqu'aujourd'hui, près de huit cent cas ; plus de quatre-vingts malades ont succombé. *Après des mois et des mois de peines*, un médecin avait obtenu qu'un membre du Comité consultatif d'hygiène fût mandé. M. le professeur Chantemesse s'est rendu sur les lieux. Son rapport,

dans ses points essentiels, est resté lettre morte. Le gouvernement voulut intervenir ; son effort fut paralysé. Quant au médecin qui avait dénoncé le danger, il n'y a pas d'avanies qu'on ne lui fit subir. Accusé de ruiner le commerce de la ville, il fut considéré comme l'ennemi du peuple, et, de guerre lasse, après vingt mois d'une lutte sans issue, il quitta le pays.

La ville, que M. Fiessinger n'a pas nommée, est Saint-Claude dans le Jura, dont le maire, rebelle à toutes les conquêtes de l'hygiène, est sénateur. Aussi, a ajouté M. Chantemesse, en matière de conclusion à la communication M. Fiessinger, la question des rapports de la politique avec l'hygiène n'a-t-elle quelque chance d'être solutionnée que lorsque les ministres chargés de s'occuper des questions d'hygiène ne seront pas pris dans le parlement.

(*Journal de médecine et de chirurgie pratiques*, 10 juin 1902.)

∴

Le trust des aciers a réalisé, dans ce mois d'août, son plus grand bénéfice mensuel jusqu'ici, 13 millions de dollars. On compte qu'il en gagnera 40 pendant les trois mois qui viennent.

On croyait que cette combinaison monstre succomberait sous son propre poids. Les chiffres ci-dessus, représentant des grains énormes, montrent que, pour l'heure, elle n'en prend pas le chemin.

(*La Suisse*, 29 août 1902.)

∴

Mais voici venir, lamentable, au pas, un cheval épuisé, réduit à rien. Les coups d'une cravache manœuvrée d'un bras impitoyable pleuvent sur ses reins, sur son ventre, sur son col; l'éperon le tourmente à coups répétés. Le cheval titube, ivre de fatigue; il zigzague, allant d'un accotement à l'autre, comme s'il cherchait à s'appuyer sur un arbre de la route. Parfois, ses jambes de devant fléchissent ; on voit le cavalier faire un soubresaut, redresser le cheval d'un trait de rênes, tandis que les coups de la cravache continuent à sonner, sourds et mats, sur la chair luisante de sueur.

— Par ici, crient vingt cyclistes qui suivent, animés, cette suprême tentative.

Et ils indiquent la voie cyclable où le cheval continue sa route titubante . . .

L'officier questionne d'une voix brève :

— Encore combien de kilomètres ?

— Dix-sept!

Le cheval, par un miracle d'énergie, reprend un trot incertain.

Dans la foule, c'est un cri de pitié, le commencement aussi d'un tremblement d'indignation.

(Compte rendu du « Raid » d'Ostende, *Petit Bleu* de Bruxelles, 28 août 1902.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le lieutenant-colonel de Saint-Rémy, qui avait refusé de faire marcher ses troupes contre les insurgés bretons, vient d'être condamné à un jour de prison par le Conseil de guerre de Nantes.

Nous qui tremblions pour lui et le voyions déjà dégradé et torturé par les chaouchs de Biribi ! Un jour de prison... Il s'en tire à vraiment bon compte.

Ce serait naïf de s'imaginer que ce verdict bénin va constituer un précédent en faveur des soldats qui, pris entre leur conscience socialiste et leur devoir militaire, obéiraient à celle-là. Il y a beaucoup d'empêchements. D'abord, s'il est permis jusqu'à un certain point d'obéir à des scrupules religieux, il ne l'est pas d'obéir à des scrupules sociaux ; parce que les uns et les autres n'ont pas la même valeur dans la société actuelle : ceux-ci sont destructeurs de la forme sociale existante, ceux-là ne font que la consolider.

Ensuite, le devoir d'obéir n'est pas et ne peut être le même à tous les degrés de la hiérarchie militaire. La discipline doit être absolue pour le soldat, machine passive dans la main des chefs ; mais il est évident que les officiers doivent s'attribuer plus d'indépendance et de bon plaisir à mesure qu'ils s'élèvent en grade, parce qu'ils ont au-dessus d'eux bien moins de supérieurs pour leur en imposer et pour les contraindre. C'est pourquoi ils se reconnaissent entre eux tacitement un certain droit, limité sans doute, à l'indiscipline, et pourquoi ils frappent beaucoup plus durement la révolte du soldat que celle du chef, alors que celle-ci est cependant beaucoup plus grave : un simple soldat qui déserte ou désobéit, cela n'a pas beaucoup de conséquence et d'importance ; mais un colonel qui fait cela, c'est comme si le régiment tout entier désertait ou désobéissait. Cependant ses pairs lui sont tout indulgence.

Les officiers sont cléments envers les officiers, parce qu'ils sentent en eux des amis, des pareils ; ils sont féroces envers les simples soldats, parce qu'ils sentent en eux des ennemis. Si les conseils de guerre étaient composés de simples soldats, ce serait l'inverse.

R. C.

Mouvement ouvrier.

Ivry, 8 septembre 1902.

Aux Camarades des Temps Nouveaux.

Camarades,

Depuis bientôt quatre mois que nous soutenons la grève, nous n'avons pas eu un seul des nôtres qui ait succombé.

Eh bien, malgré toute l'énergie que nous avons déployée, nous sommes roulés ; car il faut bien dire que nous n'avons eu que l'énergie du calme.

Pendant près de trois mois, la Compagnie n'a pu trouver un seul renégat, à part les deux gardes-chiourme ; c'est ce qui faisait l'espoir des verriers.

Aussi cette odieuse Compagnie, au nom de la patrie, est allée chercher des ampoules en Allemagne et des verriers en Belgique.

En agissant de la sorte, les patrons sont complètement dans leur rôle. Leur maxime a toujours été la même : diviser pour régner. Mais le bon populo, la bonne poire, coupe toujours dans le panneau.

Chez nous, si la grève a été maintenue si longtemps, c'est bien parce que l'élément libertaire y était pour beaucoup.

Nous tenons à signaler l'attitude d'un louche individu qui a un poil dans la main qui l'a toujours empêché de travailler, mais qui n'a pas craché sur une place de contre-maître. Ce triste sire est très connu des nombreux camarades de la banlieue-nord. Les verriers le connaissent tous. On l'a mis comme garde-chiourme afin de pouvoir mieux déblatérer sur les camarades qui se méfiaient de ses saletés.

A son point de vue, nous étions tous des mouchards ; il n'y avait que lui de bon : bon soutien des exploiteurs. Il a fait son apprentissage dans la politique : c'est un ancien agent électoral à Jacquemin, conseiller général de Pantin.

Camarades, un Congrès national de verriers va avoir lieu lundi, 15 courant. Sûrement nous allons adhérer à la confédération, et alors pas besoin de vous dire que la politique sera exclue. Notre Syndicat n'est pas fort en nombre, mais nous ne sommes pas des politiciens ; du reste, que partout les travailleurs fassent comme nous à Ivry et la société capitaliste aura vécu.

A vous, fraternellement,

Auguste Carteau.

∴

Firminy. — *Chez les mineurs.* — On tâtonne toujours. Le Comité fédéral avait décidé la grève pour le 12 septembre. Cela ne faisait pas du tout l'affaire du citoyen Cotte qui s'empressa de faire paraître des notes dans les journaux locaux, notes par lesquelles il déniait au Comité fédéral régional le droit de se mettre en grève sans l'assentiment du Comité national. Cotte ne s'aperçoit pas que sa mauvaise humeur lui fait dire des bêtises.

L'adhésion d'un syndicat à une fédération, et d'une fédération au Comité national impliquerait-elle la perte pour ce syndicat et cette fédération de leur autonomie? la nécessité de ne faire quelque chose de sérieux qu'après avoir reçu l'estampille approbative de leurs chefs hiérarchiques? Dans ce cas, je dis que ce Comité national, loin de servir la cause ouvrière, ne fait que l'entraver, et j'en demande la suppression pure et simple.

J'aime mieux croire que si le Comité fédéral est revenu sur sa décision, ce n'est pas sur les injonctions de Cotte, mais plutôt parce que cette décision, prise par quatre voix contre quatre, ne satisfaisait ni les uns, ni les autres.

A la réunion générale donnée ce matin au Grand-Théâtre, on a décidé de faire voter les mineurs à bulletin secret à la sortie des puits et fendues sur la question : « Doit-on faire la grève au 12 courant ou attendre après le Congrès de Commentry. » Il serait bien difficile de se prononcer d'ores et déjà. A Firminy, il est probable qu'on votera la grève pour le 12, alors qu'il pourrait en être tout le contraire à Roche et ainsi dans les autres centres. Nous avons là un épisode de la lutte entre réformistes et révolutionnaires, représentés les premiers par Cotte, les seconds par Escalier. Tant va la cruche à l'eau qu'elle se casse, dit un proverbe ; cela pourrait bien être vrai pour Cotte. Quand les mineurs se seront rendus compte qu'à suivre ses conseils on perd toutes les parties, ils changeront probablement de jeu et tâcheront de mieux utiliser leurs atouts. Il y aura eu du temps et des efforts perdus, mais mieux vaut tard que jamais et la leçon n'en sera que meilleure.

∴

Le respect s'en va. — Un réserviste du 92e, Allemont, a, au retour d'une marche militaire, refusé de saluer le drapeau qui passait devant lui. Aux observations du capitaine, il a répondu en haussant les épaules : « Je ne salue pas cet objet-là ; dans notre siècle, chacun pense ce qu'il veut. » Coût : huit jours de prison.

Un bon point à ce réserviste.

Galhauban.

Espagne.

Barcelone. — Extrait d'un appel « à la classe ouvrière en général », où il est démontré que le rétablissement des garanties constitutionnelles est pour elle chose indifférente :

« Nous, ouvriers qui aimons la justice, nous tenons à honneur que l'on nous refuse un régime légal, sous le couvert duquel les privilégiés commettent tout espèce d'infamies et de crimes...

« Le jour n'est pas loin où, même contre notre volonté, malgré nos sentiments pacifiques, les crimes de la bourgeoisie nous amèneront à livrer la bataille décisive. »

Ce ne sont pas là des paroles en l'air. Les métallurgistes, initiateurs du beau mouvement qui a abouti à la grève générale de février, sont tout prêts à recommencer, pour obtenir la journée de neuf heures dans tous les ateliers indistinctement. Les patrons métallurgistes de la région ont formé un pacte abominable, « le pacte de la faim » ; déjà, en trois semaines, ils ont jeté sur le pavé 4 à 500 ouvriers, non pas que le travail manque, mais ils espèrent, par ces coupes sombres, se délivrer du danger qui les menace et tuer l'esprit de révolte : ils ne font que l'alimenter.

∴

Valence. — Les chauffeurs de l'usine à gaz, à qui l'on voulait imposer des conditions inacceptables, ont déclaré la grève. Le gouverneur, appliquant la loi, a prétendu exiger une déclaration de grève quinze jours à l'avance, avec notification des demandes formulées. Les grévistes lui ont répondu qu'ils ne formulaient aucune demande et ont refusé de se soumettre à ses prétentions. La grève continue.

∴

Les Chemins de fer. — L'Agence Fabra a communiqué aux journaux le télégramme suivant : « Barcelone, 5 septembre. — Sur un ordre émanant de l'autorité militaire, Louis Olivarez, président du Syndicat des Chemins de fer, a été arrêté. »

∴

Gijon. — La fine fleur de la bande Pablo Iglesias vient de tenir, dans cette ville, un Congrès dont nous rendrons compte dans le prochain numéro.

Notons tout de suite que M. Pablo Iglesias, dès son premier discours, comme rapporteur du « Comité national » a éprouvé le besoin de réitérer l'apologie déjà tant de fois tentée de sa conduite lors de la grève générale. Il a réédité ses anciennes âneries. Une entre vingt : « Il n'y a eu là aucun acte révolutionnaire, et la preuve en est qu'on ne s'est emparé d'aucun établissement officiel... » Puis le nécessaire mensonge : « Notre conduite a mérité l'approbation de tous les groupements et journaux socialistes. »

M. L.

Suisse.

Berne. — *La Grève.* — La situation, qui semblait améliorée, s'est de nouveau subitement aggravée le 27 août. Vers une heure de l'après-midi, 150 grévistes armés sont partis de Glovelier pour Saint-Brais, où ils sont arrivés vers 6 h. 1/2. Le gouvernement, très ému, avait autorisé la constitution, à Saint-Brais, d'une garde civique avec les pompiers, et la gendarmerie avait été renforcée de tous les hommes des postes des environs et de 12 hommes venus de Glovelier. On craignait une attaque des grévistes contre la maison des frères Messling, entrepreneurs. Grâce aux mesures prises, aucun incident fâcheux ne s'est produit. Les grévistes ont traversé le village précédés du drapeau rouge et, après un arrêt au Pâquier, sont retournés à Glovelier. Jeudi matin, les ouvriers travaillaient sur la ligne de Glovelier à Saint-Brais, protégés par la gendarmerie.

(*La Suisse*, 29 août.)

*
* *

La Police. — On écrit de Berne à *la Revue* :

« Le préfet vient de terminer l'enquête administrative sur les excès de la police à l'Aargauer Stalden ; il a entendu quatre-vingts témoins et le dossier de cette affaire forme tout un volume.

Il a été saisi d'autre part d'une plainte pénale portée par quatre citoyens qui ont été particulièrement maltraités ; l'un d'eux a subi une incapacité de travail de quinze jours. Les plaignants demandent que des poursuites soient exercées contre le directeur et le capitaine de police, ainsi que contre tous les agents qui ont participé aux « opérations », pour mauvais traitements, usage d'armes et abus de pouvoir ; en outre contre le directeur et le capitaine de police et un agent, pour arrestations illégales — délit qui est sévèrement puni par le Code pénal bernois. Les plaignants se réservent en outre de se porter partie civile au cours du procès. »

(*La Revue*, 15 août 1902.)

Autriche-Hongrie.

Galicie. — La grève tend à prendre fin. Dans certains districts, il y a eu transaction ; dans d'autres, les infortunés travailleurs agraires ont dû céder à la force. Rien ne peut donner l'idée de la misère qui règne dans les campagnes galiciennes. Près de 50.000 personnes y sont mortes de faim pendant les quelques dernières années. Le salaire d'un ouvrier de campagne oscille entre 8 et 16 sous par journée. Ces malheureux ne mangent que rarement une bouchée de pain, et ne vivent guère que de potages faits d'herbages bouillis.

(*La Suisse*, 20 août 1902.)

*
* *

Bohême. — La misère, parmi les tisserands du Sud, est quelque chose de navrant. La plupart travaillant chez eux, toute la famille occupant une seule chambre, à la fois cuisine, chambre à coucher et atelier. Les malheureux travaillent de 4 heures du matin à 10 ou 11 heures du soir, sans autre interruption que celle nécessitée par leurs misérables repas, pour un salaire qui ne dépasse jamais 5 fr. 60 par semaine, et qui, pour beaucoup, n'est que de 2 fr. 24 à 3 fr. 39.

442 familles, près de 2.000 personnes environ, vivent dans ces conditions de misère.

(*La Suisse*, 21 août 1902).

Cuba.

D'un télégramme parvenu de New-York au *Morning Post* :

Les steamers faisant le service entre les ports américains et cubains suspendent leurs courses l'un après l'autre. Cuba ne peut rien vendre aux États-Unis à cause des droits exorbitants de douane, et rien acheter dans l'état de grandissante pauvreté où l'île se trouve. Le mal empire de jour en jour.

Les grands entrepôts de la Havane regorgent de marchandises qui se détériorent faute d'acheteurs, et les rares marchés qui se passent avec des maisons européennes se concluent à des prix qui couvrent à peine le coût de production.

Les capitalistes américains sont tellement certains qu'une catastrophe nationale est inévitable à à courte échéance, qu'ils retirent de Cuba les capitaux qu'ils y avaient placés, et les retirent même à perte. Cela n'est pas pour alléger la détresse de l'île, et les Cubains, impuissants à conjurer leur propre ruine, sont plongés dans un morne désespoir.

Jamais, sous le régime espagnol, les temps, pour eux, n'ont été aussi durs. Ils en peuvent remercier le Congrès de Washington qui, sourd aux objurgations du président Roosevelt, n'a voulu écouter que la voix des sucriers millionnaires des États-Unis et des raffineurs de betteraves.

Un refrain bien connu de *Madame Angot*, résume la situation des pauvres insulaires : « C'était pas la peine, vraiment, de changer de gouvernement. »

(*La Suisse*, 26 juillet.)

*
* *

L'exploitation excessive, les injustices et abus de toutes sortes, les mauvais traitements dont sont victimes les mineurs des charbonnages de Casa Blanca les ont conduits à la révolte ; ils ont déclaré la grève et, naturellement, pour leur en faire passer le goût, les autorités ont joint leurs efforts à ceux des patrons ; on a voulu accabler les grévistes par de nouvelles vexations. Mais les petites vilenies policières, les arrestations arbitraires, les accusations fantaisistes n'ont pas entamé le courage des révoltés : ils tiennent bon.

Et voici que les travailleurs du port de la Havane, émus de cette grève, ont décidé, le dimanche 17 août, de déclarer la grève le 19, par solidarité. Le 20, pas un ouvrier ne devait travailler dans le port. Et les pêcheurs se sont avisés qu'eux aussi étaient injustement traités par leurs patrons, qui violent ou dénaturent les conventions relatives aux tarifs des salaires ; de plus, en se joignant aux autres, la démonstration s'amplifiait, les chances de succès grandissaient d'autant.

Le mercredi 20 août, donc, tous les travaux du port furent arrêtés ; maintenant l'idée de la grève générale se répand. Tous comprennent qu'en soutenant les mineurs de Casa Blanca, ils luttent pour leur propre cause, et si les travailleurs du port et les pêcheurs unis aux mineurs ne sont pas assez forts pour remporter la victoire, ils en appelleront d'autres encore, l'idée se répandra à la Havane, puis dans l'île tout entière. Ce ne sont pas les exploités qui manquent, et quand ils seront tous debout, ils seront invincibles.

Egypte.

Alexandrie. — Mes occupations ne m'ont pas permis, ces jours-ci, de vous informer du réveil ouvrier qui s'est manifesté dans ce pays, réveil qui a obligé les camarades qui vivent ici à s'en intéresser de manière à mettre sur la véritable voie de l'émancipation les travailleurs égyptiens. A cet effet, nous avons fondé dans cette ville un journal hebdomadaire, *L'Operaio*, qui paraît régulièrement depuis six semaines. Ce journal a eu, parmi les ouvriers, non seulement d'ici, mais du Caire et des autres villes d'Egypte, un succès inattendu, et il est devenu la voix libre et indépendante de toutes les revendications des classes exploitées. Dès le premier numéro, nous avons parlé clair, nous avons esquissé notre but et nos moyens, et nous nous sentons très contents parce que le résultat en a été satisfaisant. Il faut comprendre que les ouvriers d'Egypte se trouvent beaucoup plus en arrière que leurs frères de l'Europe et qu'il est absolument nécessaire, pour obtenir ce que nous voulons, de commencer à l'*alpha*. Un travail de grande patience est donc indispensable, autrement les idées ne pénètrent pas dans les cerveaux à dégrossir.

Nous profitons de toutes les occasions pour démontrer l'inutilité d'un changement de gouvernement, de ministère ou de Conseil municipal. Le scandale de la Municipalité alexandrine — scandale consistant dans la découverte de fraudes, de malversations, d'abus — nous a fourni l'opportunité de dire à ceux qui désirent la chute du Conseil municipal pour en élire un autre qu'étant donné les bases frauduleuses sur lesquelles les institutions sont fondées, il était nécessaire, inévitable que les hommes, mêmeles plus honnêtes, en profitassent pour protéger leurs intérêts, et qu'une réélection était inutile. Et beaucoup ont applaudi à nos conclusions.

Voilà, brièvement, l'œuvre que nous avons commencée pour émanciper de l'ignorance, de l'indifférence, de la platitude, la classe ouvrière égyptienne. Nous espérons réussir.

Prochainement, aussitôt que nos moyens nous le permettront, nous agrandirons le format et nous nous mettrons en correspondance avec toute la presse ouvrière. En attendant, nous prions celle-ci d'annoncer notre publication et d'en donner l'adresse que voici : Journal *L'Operaio*, Alexandrie (Egypte).

Roberto d'Angi.

P. S. — Je prie mes correspondants de vouloir bien prendre note de ma nouvelle adresse qui est à Alexandrie, poste restante.

Italie.

Rome. — La dernière fois que je vous écrivis, j'oubliais de vous donner notice d'un autre séquestre faite dans ces jours au périodique l'*Agitazione* par la police et la magistrature *alliées*. Ce fut à cause d'un article qui parlait de Bresci, à l'occasion du dernier anniversaire de la mort d'Humbert. Mais, malgré le séquestre, la police ne trouva dans la typographie pas un numéro et le journal fut même distribué à 4.000 exemplaires en plus dans toute l'Italie.

*
* *

Je vous annonce qu'il est paru, à Naples, le premier numéro d'une revue libertaire de sciences, lettres et arts, rédigée par le camarade Raphaël Valente, l'*Armonia*. Parmi les collaborateurs, quoique pas anarchistes, il y a aussi le philosophe Jean Bovio.

*
* *

Pour le prochain Congrès social-démocrate d'Imola, l'on prévoit des séances agitées, à cause de la dissension féroce éclatée entre les deux fractions du parti : celle qui a à sa tête Turati (le Millerand d'Italie) et celle qui a à sa tête Ferri (le Guesde).

Catilina.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Idée Libre, bibliothèque libertaire, salle Boucher, 14, rue Ribéval. — Réunion le samedi 13 septembre, à 8 heures. Conférence par le camarade Francis Prost.

*
* *

Fondation d'un *Théâtre Libertaire*. — Les camarades ayant quelques aptitudes pour jouer des pièces libertaires sont invités à la réunion qui se fera le samedi 13 septembre, à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Ribéval.

*
* *

*Union populaire du XIV*e, 5, rue du Texel.

Dimanche 14. — Excursion dans la vallée de l'Yerre, par Montgeron et Brunoy (l'horaire détaillé sera donné ultérieurement).

Lundi 15. — M. Veillat, secrétaire du Conseil supérieur du Commerce : Le monde des oiseaux, d'après Toussenel.

Mercredi 17. — Soirée familiale.

Vendredi 19. — M. Bombois, prêtre démissionnaire : La morale dite du Christ comparée à la morale du bon sens.

* *

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle Théâtral Social). — Vendredi et mardi à 9 heures du soir, salle de l'*Union ouvrière*, 124, rue de l'Espérance (XIIIe).
Ordre du jour : Répétitions.

* *

*L'Education libre du IIIe*, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir. Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales illustrées.

* *

*Bibliothèque communiste du XVe*, 38, rue de l'Eglise, Grenelle. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade. Prêt de livres.

* *

L'enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle.
Samedi 13. — Ortet : Causerie sur *Paradoxal* de Hulewicz.
Mardi 16. — Cours d'allemand par Mme Liepuce : cours élémentaire de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2; cours en allemand de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.
Mercredi 17. — Maxime Leroy : Le droit contemporain.
Jeudi 18. — Cours de diction par M. Lancy.
Vendredi 19. — Altayrac : Cours de physique.
Le jardin est ouvert tous les jours (sauf le lundi) de 8 h. 1/2 à 11 h. du soir et le dimanche de 2 h. à 6 h. après-midi.

* *

Grande réunion publique et contradictoire, organisée par la *Société pour la création et le développement d'un milieu communiste en France*, dimanche 14 septembre à 2 h. 1/2 de l'après midi, salle de la Coopération des Idées, 157, faubourg Saint-Antoine.
Paraf-Javal : l'Anarchie.
Prost : De la liberté dans la colonie communiste.
Butaud : Ce que pourrait être une colonie anarchiste au sein de la société capitaliste.
Entrée : 0 fr. 25; gratuite pour les dames.

* *

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir.
Vendredi 12. — La coopération, II; son rôle éducatif, par Henri Jullien.
Jeudi 18. — Détermination d'une loi scientifique; réponse à Paraf-Javal, par Bastian.

* *

Lyon. — La *Ligue de Solidarité* (Œuvre des enfants à la montagne) prévient les parents des enfants qui sont à Ternand, qu'ils peuvent aller les voir toutes les fois qu'ils le désireront; ils trouveront bon accueil auprès des camarades chargés de l'entretien, du bon ordre et des soins aux enfants qui sont dans un état très satisfaisant, et font l'admiration des visiteurs, par leur gaieté et leurs mines éveillées et joyeuses; ils trouveront facilement, dans les hôtels situés au pied du domaine de Rouzières, au Grand Planche, le confortable nécessaire.
Nous croyons devoir prévenir que les camarades qui désireraient faire partie de la *Ligue de Solidarité* n'ont qu'à s'adresser à un des membres de cette dernière ou, à son défaut, soit chez Chamarande, 26, rue Paul Bert, mardi 9 septembre, où la Ligue se réunira en assemblée générale, soit chez le camarade Bourchet, conseiller prud'homme, 115, cours Lafayette, au Comptoir, lesquels pourront donner tous les renseignements que ces camarades leur demanderont.

Le secrétaire adjoint.
E. Dulx.

* *

Lyon. — Le *Groupe Germinal*, convaincu de l'inutilité d'une action à bâtons rompus, se propose d'organiser méthodiquement la propagande et l'action pour les idées libertaires.
Une soirée familiale sera donnée, tous les deux dimanches, dans un local annoncé par les journaux anarchistes.
La première soirée aura lieu le 21 septembre, au café Berger, place Voltaire, salle du premier. — Causerie de H. Fabre sur Proudhon et la Propriété.
Le 5 octobre. — J. Dambrun; De l'Education.
Le 19. — Claudius Laroussarie : Verhaeren, *Les Aubes*.
Le 2 novembre. — Georges : Le Militarisme.
Le 16. — Blonde : Le Communisme.
Le 30. — A. Carnet : La Criminalité.
Le produit de ces soirées (vestiaire facultatif 0 fr. 25) sera affecté à l'édition des brochures ou manifestes suivants : Prudence procréatrice, Grève générale, Antimilitarisme.
Le groupe invite les camarades détenteurs de *Force et Matière*, de Buchner et de *En Anarchie*, de Camille Pert de les rapporter au plus tôt.

* *

Marseille. — Désirant commencer sa tournée de conférences dès le commencement d'octobre, le camarade Sartoris invite les camarades des Bouches-du-Rhône, Vaucluse et Gard, à entrer en relation avec lui le plus tôt possible. Lui écrire, 12, rue Labry (Chartreuse), Marseille.
Les camarades sont avisés que Sartoris commence cette semaine une série de conférences de quartier. La première aura lieu jeudi, 11 septembre, au bar des Joyeux, 111, avenue de la Capelette. Les journaux locaux indiqueront les lieux et dates des suivantes. Prière d'y assister en nombre, afin qu'il ne soit pas dit que les anarchistes à Marseille ne font rien.

* *

Différents de nos lecteurs proposent d'acheter :
Les 2e et 3e années de la *Révolte*.
Révolte, 2e année : numéro 50, pages 169-172 et 185-188 du premier volume du supplément.
Idem, 5e année : numéros 19, 21, 25, 28, 30, 32, 34 à 40 inclus; 42 à 52 inclus.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50; par colis postal : 8 fr. 10.
Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.
L'édition non illustrée, à titre exceptionnel, pour ceux qui voudraient en faire don aux bibliothèques : le volume, pris dans nos bureaux, sera vendu, jusqu'au 15 novembre seulement, au prix de 1 fr. 75.

* *

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco, 1 fr. 15; tirage sur Chine, 2 francs, franco 2 fr. 25.
Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.
Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

POUR L'EDITION

Mon dernier appel m'a valu une vingtaine d'adhésions nouvelles, et quelques lettres de souscripteurs de la première heure, m'exhortant à persévérer, de ne pas me laisser décourager.
Tout cela c'est très bien. Pour ma part, je suis convaincu que, si je pouvais mettre sur pied deux ou trois volumes, le reste irait tout seul, nous arriverions à couvrir les frais. Mais pour cela, il faudrait une douzaine de mille francs d'avance, et l'opération du premier volume, comme je l'ai expliqué, ne me laisse que 1.700 francs de dettes.
Pour parer au capital absent, je demande à ceux à qui l'idée plaît, de m'aider en souscrivant d'avance, et en faisant de la propagande autour d'eux pour trouver d'autres adhérents; 700 souscripteurs, ça n'est pas énorme.
D'autant plus que l'on peut opérer les versements en deux ou trois fois. Comme la souscription comporte deux volumes, on peut s'associer : un pour l'illustré, un autre pour l'édition ordinaire.
Pour ne pas être accusé d'être le premier à faire défection, je reculerai donc le délai pour recevoir les adhésions. Mais il sera irrévocable, cette fois, car je suis fatigué de tous ces appels. J'attendrai donc jusqu'au 1er décembre pour savoir si je dois donner suite à la publication ou l'ajourner à des jours meilleurs.

J. G.

N. B. — Le prospectus d'adhésion porte à 20 francs l'édition de Hollande, mais c'est par suite des mauvais calculs des imprimeurs que ce prix a été établi, ainsi que celui de 15 francs pour celui déjà paru. Nous perdons exactement 10 francs dessus. Pour le prochain, je ne puis recevoir d'adhésion à moins de 25 francs.
Il nous reste 3 exemplaires du premier. Ils sont en vente, à nos bureaux, au prix de 30 francs. Pour libraire, 50 francs.
Toute adhésion nouvelle donne droit à avoir les deux volumes parus du *Militarisme*, au prix de souscription, 6 fr. 50, plus frais d'envoi.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :
Le Socialisme dualiste, par J. Siren; une brochure, 1 fr. chez l'auteur, à Saint-Georges d'Espéranche, Isère.
Catexismo socialista.
Le procès des paysans de Pavlovo. — *De la vie du clergé*. — *La terre et la liberté*, trois brochures en russe chez Rosin, 35, Blythe Vale, Catford, London S. E.
Histoire de l'Inquisition au moyen-âge, par H.-C. Lea, 1 vol. à 3 fr. 50, à la *Société nouvelle de librairie*, 17, rue Cujas.
Un adolescent, par Dostoïewski, 1 vol. à 3 fr. 50, *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens.
L'art Moderne, par J.-K. Huysmans, 1 vol. à 3 fr. 50, Stock, 27, rue Richelieu.

A lire :

De la nécessité de l'action, par G. Clémenceau, *Revue du XXe siècle*, septembre 1902.
Autres consciences, par Séverine, *Journal*, 8 septembre.

PETITE CORRESPONDANCE

C. L., à Cusset. — Le camarade G... fait réponse que n'étant que pour quelques jours à Vichy, il lui est impossible de s'occuper de quoi que ce soit.
B., à Roubaix. — Oui, envoyez en 400.
J. L., à Bomerie. — Numéros réexpédiés.
Anonyme. — Nous pouvons vous fournir les numéros de la 6e année à 0 fr. 10 chacun.
R., à Ancône. — L. B., à Jemeppes. — V. L. — B., à Auxerre. — G., à Chalon. — R. L., à Glasgow. — P., à La Chapelle-Herlaumont. — L., à Saint-Quentin. — L. P., à Chaux-de-Fonds. — Groupe socialiste de Digne. — Reçu timbres et mandats.
M. D., à Paris. — A une bibliothèque publique quelconque.
L. R., à Marseille. — Reçu timbres. Cela va bien.
E., à Tours. — Certainement, c'est utile. Envoyez.
G., à Lardières. — La bande étant à la réimpression, il y a eu erreur. Nous aviserons à ce que cela ne se renouvelle pas.
W., à Gorinchem. — *Souvenirs d'un révolutionnaire*, 3 fr. 20; 0 fr. 10 par brochure et 0 fr. 75 pour les chansons.
Reçu pour la famille Liebenguth : *Groupe libertaire* de Brest, 5 fr. — M. D., à Paris, 0 fr. 50. — Un groupe de barbouilleurs, envoi de Larchevêque, 2 fr. 50. — En caisse : 8 fr.
Une lettre de la famille Liebenguth, nous accusant réception de la somme expédiée, nous apprend que le père a été relâché le 3 septembre.
Reçu pour le journal : M. D., Paris, 0 fr. 50. — C. B., 1 fr. — L., à Cusset, 0 fr. 50. — Dénech, 1 fr. — Un soldat, 0 fr. 50. — G. T., à Passy, 1 fr. — Par K., de Lausanne, deux propagandistes isolés, 5 fr. 70. — Un gniaff déchard, 1 fr. 20. — X. Y., 0 fr. 50. — L., à Westcliff, 1 fr. — L. V., à Autun, 1 fr. — M. L., 5 fr. — S., à Marseille, 3 fr. 50. — Anonyme, 1 fr. — L., à Baugy, 2 fr. — B., à Monteeau, 0 fr. 50. — G. A., à Mansourah, 2 fr. 50. — Merci à tous.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 21 DIX CENTIMES DU 20 AU 26 SEPTEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A nos Lecteurs et Abonnés

Pour cause de manque de fonds, nous n'avons pas de supplément cette semaine.

(Air connu.)

CURIEUSE MÉTHODE ANTICLÉRICALE

L'affaire des congrégations n'est pas près de finir et tourne de plus en plus, comme il fallait s'y attendre, à la confusion du gouvernement. Après les manifestations de Paris, on a vu les troubles héroï-comiques de Bretagne. Voici maintenant les procès, fort peu brillants d'ailleurs, au civil comme au militaire. Selon le mot d'un plaisant à l'audience, le verdict de Brest vient de nous apprendre, en effet, qu'il n'y avait plus lieu de supprimer les conseils de guerre. Après les procès, ce sera autre chose, car soyez sûrs que, de la situation ridicule et fausse créée par les Waldeck et les Combes, MM. les cléricaux sauront faire sortir des incidents et des complications sans nombre. En attendant, ils occupent le tapis, défrayent les gazettes et se font, à bon marché, une petite auréole de martyrs. Voilà, jusqu'ici, le résultat le plus clair des profondes combinaisons de nos profonds politiques.

Ce qui n'empêche pas, il va sans dire, *Petite République* et *Radical*, *Aurore* et *Lanterne*, bref toute la radicaille socialiste, de crier victoire et se congratuler très fort. On trouve ça parfait. Il n'y a pas moyen de faire mieux. Il n'y a plus qu'à continuer. C'est une vraie folie d'obéir qui tient, pour l'heure, le parti républicain et qui lui bouche l'intellect jusqu'à lui faire chanter *amen* à n'importe quelle absurdité, pourvu qu'elle soit contresignée par un ministre.

A travers un pareil vacarme d'inepties, il est bien difficile d'entendre les rares paroles sensées qui se prononcent par ci par là. Raison de plus pour ne pas les laisser passer sans commentaires. Aussi veux-je signaler, quoique un peu tard, l'article publié par Ch. Guyesse, sous le titre de *Contradictions politiques*, dans les *Pages libres* du 9 août. Après avoir exposé ici, à plusieurs reprises, des idées analogues et me voyant à peu près le seul de mon avis parmi les gens qui écrivent sur ce sujet, je finissais par me demander s'il n'y avait pas dans cette opinion quelque chose de monstrueux. Je remercie Guyesse d'être venu me rassurer.

Il démontre fort bien, en effet, et sans grande peine, que, pour des anticléricaux, c'est-à-dire, par définition, des hommes de liberté, laisser à des cléricaux l'occasion et le droit de crier : « Vive la liberté ! » constitue la suprême gaffe.

> C'est une notion catholique que celle de l'obéissance quand même à ce qui est jugé mauvais ; c'est une notion révolutionnaire que celle de la liberté, de l'obéissance à la seule conscience. Nous voyons les catholiques s'appuyer sur l'idée révolutionnaire et c'est nous qui proclamons la nécessité de l'obéissance aux lois.....
>
> Nous nous indignons d'entendre les catholiques crier : « Vive la liberté ! » ; ce cri, dans leur bouche, choque notre sens commun, car c'est nous vraiment qui, dans notre conscience, voulons les hommes libres des préjugés stupides et des erreurs monstrueuses. Mais que les catholiques crient : « Vive la liberté ! » cela indique bien que la politique du ministère est mauvaise ; elle nous a mis en contradiction avec nous-mêmes et nos armes habituelles, ce sont nos adversaires qui les ont en main, tandis que, pour lutter contre eux, nous avons ramassé les leurs.

Guyesse aborde ensuite le nœud même de la question, son vrai point central :

> Je crois bien, dit-il, que nous, les anticléricaux, nous sommes des rageurs, des faibles, des impuissants. Nous sommes jaloux de l'Eglise : de là surtout notre haine pour elle. Nous n'essayons pas courageusement de faire mieux qu'elle, nous voulons simplement détruire ce qu'elle fait. Les écoles laïques, nous n'essayons pas de les remplir en y donnant un enseignement vraiment supérieur à celui des écoles congréganistes ; nous déclarons que leur enseignement est bon, simplement parce qu'il n'est pas congréganiste. Les instituteurs, nous ne cherchons pas à ce qu'ils inspirent respect et affection par leurs qualités propres, car nous les laissons mourir de faim et nous en sommes réduits aujourd'hui à en prendre un certain nombre parmi des ignorantins en rupture de congrégation ; mais comme ils se nomment laïques, nous disons qu'ils vont « refaire l'âme de la France ».

Oui, c'est bien l'impression que donnent les pauvres sires enrôlés sous la bannière de M. Combes : des impuissants, des faibles et des imbéciles, des mangeurs de curés à la Homais, des gens qui vont criailler aux chausses du voisin sans s'apercevoir que tout reste encore à faire chez eux. Tout étonnés de se découvrir tant d'audace, ils tapent à tort et à travers, à grands coups d'épée dans l'eau, d'autant plus fort qu'ils se sentent moins capables de poursuivre une œuvre utile, méthodique et rationnelle.

Ah ! fichtre non ! ce n'est pas l'actuel instituteur qui déchristianisera la France. Nous le connaissons tous le petit fonctionnaire malingre, tremblant et râpé ou le gros malotru, moitié paysan, moitié pion, qui tâche à s'accommoder pour le mieux du métier, et à vivre en paix avec les puissances. Ce ne sont pas ceux-là qui referont notre âme. Là où l'on fourre les premiers venus, il faudrait les meilleurs d'un pays, des hommes d'intelligence et de moralité supérieures, capables d'exercer une profonde influence sur le milieu où ils vivent. Et il leur faudrait assez de tranquillité matérielle et d'indépendance morale pour oser parler ferme et passer la tête haute dans le pays où ils représenteraient le savoir et l'esprit laïque.

Dans l'enseignement primaire d'aujourd'hui, les livres, c'est à noter, ne valent guère mieux que les hommes.

Voulant apprendre à lire à ma petite fille, je m'enquis un jour d'une méthode et j'en découvris une fort bien faite, il est vrai, au point de vue pédagogique. Seulement je dus passer tout un soir à coller de petits bouts de papier sur les nombreuses lignes où il était parlé du bon dieu, de la vierge et des saints. Le petit livre n'en était pas moins l'œuvre d'un inspecteur primaire, recommandé par un inspecteur général, médaillé et prôné.

Quand nous eûmes besoin, plus tard, d'un petit recueil de lectures faciles, nous eûmes toutes les peines du monde, ma femme et moi, à en découvrir un qui ne fût pas trop stupide et pût constituer le début d'une éducation laïque. Dans un de ceux que nous éliminâmes il était expliqué, avec un touchant lyrisme, que s'il y a dans une fleur tant de beauté, sur ses pétales de si merveilleux coloris, dans tous ses organes une si délicate ingéniosité, c'est uniquement pour nous apprendre la magnificence et la sagesse d'un être tout puissant mais invisible et qui veut bien se charger d'aménager notre planète. Ces belles choses étaient encore signées par un gros bonnet de l'instruction publique. Je ne recherchais pas ces documents. Que serait-ce si l'on voulait en faire collection !

Mais nos farouches anticléricaux ont bien affaire de tout cela ! Ignorez-vous donc qu'il y a encore, à Landerneau, trois nonnes rebelles et, je ne sais plus où encore, un coquin d'abbé qui verse du purin sur M. le commissaire ! Voilà ce qui est intolérable !

Il y aurait bien aussi la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais autant vous dire tout de suite qu'elle est impossible.

Non pas qu'il y ait une mesure anticléricale plus simple, plus loyale, plus utile ni mieux faite pour laisser le beau rôle aux laïques dans la lutte inévitable. Ici, en effet, nous n'attaquons pas, nous ne tracassons personne, nous nous bornons simplement à nous défendre. Nous disons aux catholiques : « Vous aimez la liberté. Nous aussi. Or, voilà longtemps que vous attentez à la nôtre fort gravement, en nous contraignant, par le budget des cultes, à entretenir les prêtres de votre religion, de même qu'en employant, pour votre usage exclusif, certains monuments, parfois de vraies merveilles d'art, et qui nous appartiennent à tous. Vous trouverez bon qu'à l'avenir il n'en soit plus ainsi et que nous employions nos propres deniers à propager nos idées philosophiques, non plus les vôtres. » Les plus grincheux ne peuvent, à ce langage rien trouver à reprendre. En tout cas, il n'y a pas là matière à perquisition,

expulsions, crochetage de serrures, scellés et procès. On ne complique pas l'appareil légal, on le simplifie. On ne porte atteinte à la liberté de personne, on protège celle de tous.

Tant que vous voudrez, cher Monsieur. N'empêche que votre séparation de l'Eglise et de l'Etat est utopique. Les plus hardis — *il faut être au moins, pour cela, socialiste révolutionnaire* — osent à peine la nommer. Ils ne s'y hasardent qu'avec toute espèce de précautions et prennent bien garde de spécifier que ce n'est pas encore pour demain. Mais si vous nous parlez, au contraire, de procédés douteux et louches, de petites guerres d'embûches et de tracasseries, de bonnes lois d'exception et de jolis abus de pouvoir, bref de tout ce qui peut nous conduire à d'inextricables difficultés et de ridicules situations, oh ! alors c'est bien différent. Nous avons toujours, en ce cas, des majorités toutes prêtes.

Curieuse méthode anticléricale !

CHARLES ALBERT.

DES FAITS

Lorsque le conseil de guerre de Nantes acquitta le colonel Saint-Remy, il n'y eut qu'un cri dans la Presse républicaine pour flétrir les traîneurs de sabre qui se révoltent contre le pouvoir civil, et déclarer que cela ne se serait pas ainsi passé devant la justice civile.

Le tribunal de Brest vient de leur répondre. Il a condamné les pseudo-insurgés, défenseurs des congrégations, à cent francs d'amende, avec application de la loi Bérenger.

Nous qui ne demandons la condamnation de personne, nous constatons seulement que si, dans le premier cas, il s'était agi de simples soldats refusant de tirer sur les grévistes, on les aurait condamnés aux peines les plus fortes.

Dans le second cas, s'il s'était agi de grévistes résistant aux brutalités de la police, là également, il n'y aurait pas eu d'article de lois assez féroce à leur appliquer.

Conclusion : qu'ils soient civils ou militaires, les tribunaux ne sont institués que pour défendre les privilèges et les privilégiés ; pour barrer la route aux réclamations des déshérités. Tout ça c'est la même balançoire.

J. GRAVE

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — Lorsque ces lignes paraîtront, le Congrès des Bourses du travail se sera prononcé sur la question de l'unité ouvrière, qui a quelque peu passionné le monde syndical dans ces derniers mois. J'ai déjà dit en quoi consistait cette fameuse « unité ouvrière » : Il s'agit d'enlever à l'actuelle « Fédération des Bourses du travail », dont notre regretté camarade F. Pelloutier s'était si habilement servi, et qui depuis a été quelque peu détournée de son but, son caractère d'organisation centrale et de la rattacher à la Confédération.

En somme, simple popote d'organisation dont les travailleurs n'ont pas encore su se délivrer et qui les entraîne à des complications dont ils voudraient bien ensuite se dégager.

Il est à espérer que ces périodes de tâtonnements cesseront bientôt et que les organisations ouvrières pourront alors se livrer à des besognes plus utiles pour l'émancipation des travailleurs.

J'aurai sans doute l'occasion de revenir sur ce Congrès des Bourses du travail. Y faisant suite, se tiendra à Montpellier, du 22 au 27, le congrès général des syndicats. Là aussi, la question d'unité d'organisation viendra en discussion, et, s'il faut en juger par l'appel lancé aux syndicats, les organisateurs du congrès en espèrent beaucoup, plus même, à mon avis — et je le regrette — que l'on peut en espérer.

« L'unité ouvrière, est-il dit dans l'appel, avec ses heureuses conséquences ; l'organisation du prolétariat, aussi bien du prolétariat agricole que du prolétariat industriel, en syndicats, fédérations et Bourses du travail, *pour renverser et remplacer la classe capitaliste*, l'examen du rôle de ces organisations chargées d'assurer la production, l'échange et la consommation au lendemain du triomphe de la grève générale, sont autant de questions sur lesquelles il n'est pas besoin de s'attarder pour en montrer toute la gravité et toute la valeur. »

Besogne vaste, comme on le voit, et que le congrès de Montpellier ne pourra vraisemblablement résoudre en quelques jours.

J'ai dit, dans deux articles, comment la question d'unité de tactique viendrait peut-être se brancher sur celle d'unité d'organisation, inutile d'y revenir : cependant des camarades bien renseignés m'ont assuré qu'ils ne se laisseraient pas détourner par certains politiciens — qui n'iront à Montpellier que dans — ce but de la besogne qu'ils se sont assignée.

Pour me résumer, et comme je l'ai déjà écrit, la partie qui va se jouer au sein des organisations syndicales est sérieuse. L'organisation ouvrière, purement et exclusivement autonome, se tenant en dehors de toute action politique, commence à porter ombrage aux pontifes du socialisme de gouvernement. Ils semblent vouloir tenter un coup pour se rattraper, mais, pour ma part, je crois et je souhaite qu'il soit trop tard. De plus, j'ai trop bon espoir dans le bon sens des travailleurs syndiqués, et surtout ils ont été si souvent trompés, la politicaillerie leur a apporté tant de désillusions, qu'ils sauront, cette fois-ci encore, et une bonne fois pour toutes, je l'espère, continuer à appliquer cette maxime qui fait leur force : « L'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. »

La grève est maintenant générale dans tout le bassin de Decazeville, les mineurs n'ont pas tardé à suivre les métallurgistes et c'est près de 5.000 ouvriers qui, à l'heure actuelle, ont quitté le travail.

L'armée, toujours au service des capitalistes, est venue renforcer les gendarmes déjà cependant en nombre respectable, prêts à toutes les besognes. 500 hommes du 81e de ligne sont cantonnés dans les locaux de la Compagnie et des postes ont été placés aux portes des usines et des entrées des mines et principalement aux environs des bureaux.

Ces précautions ne sont peut-être pas complètement inutiles, car le devoir de tout gouvernement est de protéger ses suppôts et, à Decazeville, l'on semble avoir gardé la main « légère » envers les exploiteurs ou leurs acolytes.

On se rappelle, en effet, que c'est là qu'eut lieu, en 1886, l'exécution de l'ingénieur Watrin, assommé à coups de barre dans son propre bureau et jeté par la fenêtre au moment où il exaspérait ceux qu'il faisait crever de faim.

La situation est aujourd'hui à peu près identique, la Compagnie, en provoquant à chaque instant des diminutions de salaire, a exaspéré comme à plaisir ses salariés ; ceux-ci, las de souffrir et n'en pouvant plus, ont cessé le travail.

Déjà des arrestations ont eu lieu ; de tristes sires continuent à travailler, et quelques grévistes ont été arrêtés pour avoir tenté de leur faire entendre raison en leur montrant la vilaine besogne qu'ils accomplissent en faisant le jeu de la Compagnie contre leurs camarades.

Le secrétaire du syndicat des métallurgistes vient d'être condamné à 15 jours de prison pour insulte au commissaire. L'insulte consistait en un coup de pied quelque part.

A Escarbotin, une grève dure depuis quatre mois. Au cours d'une manifestation, un ouvrier ayant été arrêté, ses camarades voulurent le délivrer, et, pour se dégager, les gendarmes n'ont pas hésité à tirer, mais le hasard a voulu que personne ne fût atteint. Exaspérés, les grévistes ont tenté l'assaut des maisons de quelques gros bonnets de l'endroit, celle du maire entre autres.

Le résultat ne s'est pas fait attendre ; pour « protéger la propriété », il y a aujourd'hui à Escarbotin, pour une population de 2.500 habitants, 100 gendarmes et 600 chasseurs à cheval, et des cuirassiers sont annoncés.

La *Défense Républicaine* n° 2 fait largement les choses.

P. DELESALLE.

République Argentine.

PARANA. — Vous expliquer la situation à laquelle ce pays en est arrivé, cela me dépasse. Quant à croire à un changement en mieux, cela me paraît encore plus improbable, attendu l'avachissement complet de tous.

Presque toutes les sociétés ouvrières, soit de résistance, soit de mutualité, ont été absorbées par le Cercle catholique ; car pour avoir maintenant le moindre travail *ici*, il faut en faire partie et assister aux réunions qui se font chaque semaine, et aux processions religieuses. Les journaux du pays avouent qu'il y a près de cent milles inoccupés à Buenos-Ayre et au Rosario.

Il est vrai qu'ils ajoutent que s'ils ne travaillent pas, c'est que ce sont des imbéciles ou des paresseux et que, plutôt que de rester dans les villes, ils devraient aller dans les provinces où il ne manque pas de terre à labourer. Les maîtres d'école ne sont pas payés depuis le mois de janvier.

Depuis peu de temps, il s'est passé ici nombre d'événements importants, les uns par leur résultat, les autres par leur signification.

D'abord, les boulangers se sont mis en grève le 22 juillet passé, ce qui a donné naissance aux commentaires de toutes les classes sociales. Nous avons mangé, pendant quelques jours, du pain qui était plus qu'exécrable, à tel point que l'autorité municipale a dû déclarer aux patrons que, s'ils continuaient à vendre de ce pain, ils se rendraient passibles d'amendes. En vue de cela, quelques-uns ont signé les conditions exigées par les ouvriers, pour se remettre au travail. Ces conditions étaient :

Augmentation du salaire ;
Réduction du travail à neuf heures par jour ;
Un jour de repos par semaine ;
Abstention des patrons d'employer des ouvriers autres que ceux de l'Association ouvrière.

Environ 70 patrons ont signé l'engagement, mais comme notre ville possède environ 400 boulangeries, le résultat final n'était pas fameux. Pour obvier à cette difficulté, il s'est fondé une boulangerie ouvrière, ensuite une deuxième, puis une troisième. Les choses en sont là, et quoique les patrons récalcitrants déclarent que la grève est terminée, et qu'ils ne reprendront plus les ouvriers qui ont abandonné leur travail, cette déclaration équivaut à celle, non moins fameuse : « Il n'y a pas de question sociale. »

Hier, les ouvriers se sont réunis et il paraît qu'ils ont décidé de nouveau la grève générale (des boulangers bien entendu), afin d'obliger les patrons récalcitrants à se soumettre à leurs demandes.

Il y a environ dix mois, un compagnon avait eu l'idée de fonder une maison du peuple, dans un local assez vaste, que le propriétaire lui avait confié à cet effet. Je ne sais ce que ce même organisateur avait fait à l'ancienne maison du peuple, mais le fait est qu'il a trouvé une opposition obstinée, dans toutes les sociétés ouvrières, contre son projet. Alors il a appelé les ouvriers à une assemblée dans ce même local, et après de mutuelles accusations et invectives, l'on avait nommé une commission pour continuer l'œuvre par lui commencée. Les choses ont continué comme par le passé, la commission prétendant que l'initiateur ne voulait admettre que leur adhésion, sans discussion et sans contrôle, tandis que celui-ci déclarait qu'on le laissait agir seul. Là-dessus, nouvelle assemblée et nouvelle nomination de commission. D'ailleurs cette commission a été nommée de la façon la plus drôle. « Bon, toi tu en fais partie, toi aussi et moi également, etc. » Nouvelle scission entre eux, nouvelle assemblée, filou par ci, espion par là et aïe donc ! Le pauvre populo ne dit rien, ne fait rien, et tout se réduit à une querelle de boutique. Et dire que commissions, initiateur et tout le tremblement se disent anarchistes !

Le 9 de ce mois, il y a eu plusieurs meetings des sans-travail, dans lesquels les orateurs ont fait noter que le gouvernement ayant promis, l'année passée, de porter un remède aux misères des ouvriers, n'en avait rien fait ; donc, le peuple ne pouvait rien attendre que de lui-même. D'accord.

Des attentats suivis de morts et de blessures d'ouvriers boulangers jaunes ayant été commis, le juge d'instruction Navarro, aidé d'une trentaine d'argousins, a pris d'assaut le local de la Fédération ouvrière, cassé les meubles, violé et saisi la correspondance, et, cet acte louable de vandalisme accompli, s'est retiré tranquillement, toujours escorté de ses trente agents.

Le comité de la Fédération ouvrière (des anarchistes et des plus purs, s. v. p.) a pris une résolution héroïque. Il a fait relater par tous les journaux le haut fait du juge Navarro et a résolu de le traduire en justice ; pour ce, il a consulté l'avocat, Dr Malagarriga, qui a répondu que le juge ne pouvait être condamné que par « l'opinion publique ». Ensuite, ce même comité s'est entendu avec les chefs du parti socialiste et ils ont convenu

d'organiser un grand meeting de protestation contre l'exploit judiciaire; le meeting a eu lieu dimanche passé, 17 courant,et l'on calcule le nombre des manifestants à 20.000 environ. Maintenant les journaux annoncent que le comité va s'entendre avec un député pour interpeler le ministre de la Justice à la Chambre, au sujet de cet acte. Et dire que ce sont des anarchistes!

S. G.

(Buenos-Aires, le 22 août.)

Italie.

Le 7 du mois courant, aussitôt que les discours eurent été achevés au balcon municipal d'Imola, le camarade L. Molinari essaya de haranguer la foule, mais il n'a pu se faire écouter. Il voulait proposer un vote pour l'abolition du *domicilio coatto*, la moderne Bastille.

Il est évident que les socialistes ne se mêlent pas à une telle agitation, parce que personne d'entre eux, ne gémit plus dans ces sentines, et encore moins ils s'agitent pour les anarchistes, puisqu'ils les mêlent avec les délinquants communs, et ils les calomnient auprès des ouvriers, en les déclarant les destructeurs de leur œuvre civilement... bienfaisante.

SPARTACO.

Espagne.

BARCELONE. — Toujours du sang. Les autorités avaient, malgré la suspension des garanties constitutionnelles, autorisé, pour le dimanche 7 septembre, une réunion des ouvriers chaudronniers. La réunion a été dissoute par le délégué du gouverneur. Alors un ouvrier a dit: « Ouvriers, vous voyez bien qu'il est impossible de rien faire en deçà des bornes de la légalité; agissons donc désormais en dehors d'elles. » Soudain, la séance étant levée déjà, le chef de la police est entré, revolver en main, suivi de plusieurs agents, ordonnant que personne ne bouge; et ceux qui voulurent sortir se trouvèrent nez à nez avec les gardes civils, armés de mausers. Quatre camarades furent arrêtés séance tenante, et quand on les emmena, les ouvriers et leurs compagnes, massés dans la rue, firent aux policiers l'aubade qui convenait. La réponse, ce fut des coups, des bourrades aux travailleurs sans armes, et mieux encore, des coups de fusil. Deux gardes poursuivirent un homme dans une maison, tirèrent sur lui: il tomba, pour mourir un quart d'heure après.

Or, pourquoi avait-on dissous la réunion? Les journaux bourgeois ont raconté que les chaudronniers s'étaient réunis plus tôt que l'heure permise. C'est faux. L'autorisation était pour 9 heures du matin. La réunion, d'après *El Imparcial*, a commencé à 11 heures. On a dit aussi qu'une feuille clandestine distribuée pendant la réunion avait motivé la mesure prise par le délégué du gouverneur. Cette feuille soi-disant clandestine (celle dont nous avons fait connaître succinctement le contenu dans le dernier numéro), devait en effet déplaire aux autorités, mais n'avait rien de clandestin.

D'autre part, le samedi soir, la garde civile vint occuper le local de la réunion, propriété du fils d'un patron métallurgiste, et y passa la nuit. Et le lendemain, au moment où le policier Tressols faisait son apparition, revolver au poing, le personnel de la Croix-Rouge arrivait. Est-ce là, oui ou non, un guet-apens préparé? Et ne voit-on pas clairement pourquoi l'autorisation de se réunir avait été donnée aux chaudronniers? Le massacre n'est-il pas voulu? Et quelle pensée peut l'avoir dicté, si ce n'est le désir des autorités de prouver qu'il est nécessaire de laisser encore Barcelone sous le régime de l'état de siège? Et l'on sait que l'état de siège, l'absolutisme militaire, n'a qu'une raison d'être: en finir brutalement avec les revendications et les révoltes ouvrières.

Parmi les multiples mensonges transmis par l'agence Fabra à la presse européenne, nous trouvons ces quelques mots sincères: « Le capitaine général est disposé à n'observer aucun ménagement à l'égard des ouvriers. » La chose, en effet, était d'elle-même assez évidente. Mais le fait de cet aveu spontané prouve à quel déchaînement de fureur aveugle et brutale en sont venus ces soi-disant gouvernants. La déclaration est d'ailleurs suivie d'une explication grotesque: c'est l'ingratitude des ouvriers envers l'autorité bienveillante qui serait la cause de tout. Mais l'aveu reste; et chaque jour la nouvelle d'arrestations nombreuses d'anarchistes et de grévistes de toutes les catégories vient l'illustrer suffisamment. Cette fois le capitaine général a dit vrai, il n'en faut pas douter. Reste à voir quelle sera, de la part des travailleurs, la réponse à cette déclaration de guerre.

M. L.

P. S. — Nous remettons au prochain numéro le compte rendu du congrès Pablo Iglesias.

Etats-Unis.

La grève des mineurs d'anthracite. — Les grévistes ont fait au mineur Sharp, assassiné à coups de revolver par un homme aux gages des patrons, des funérailles imposantes.

Les autorités avaient annoncé qu'elles ne permettraient de démonstration aucune. Cependant 6.000 ouvriers sont venus, avec un millier de femmes, pour former cortège. Environ 600 jeunes gens portaient des couronnes et des branches de fleurs. Les camarades avaient organisé eux-mêmes leur service d'ordre, et, d'ailleurs, comme les forces de police ne sont pas intervenues, il n'y a eu aucune raison pour que l'ordre fût troublé.

* * *

HAZLETON. — Les compagnies avaient fait publier à grand bruit que, le 25 août, un grand nombre d'ouvriers du district devaient reprendre le travail. On leur procura en effet, à ces travailleurs bénévoles, des protecteurs armés jusqu'aux dents. Et tout semblait aller à merveille, au gré des compagnies, quand, le 25 au matin, une colonne de 3.000 grévistes arrive, et, sans crier gare, traverse les barrages de policiers armés. Stupeur et confusion, puis l'administrateur des mines fait savoir aux survenants que le travail va être suspendu et qu'on ne recommencera plus la tentative.

Les grévistes attendent d'abord que les jaunes aient en effet cessé le travail et se soient retirés, puis ils attaquent les policiers, et leur administrent une raclée bien méritée. Enfin, comme la leçon était suffisante, les camarades, calmés, se sont retirés.

Le 27, les troupes et la police attaquèrent à l'improviste les grévistes qui naturellement, quoique surpris, surent se défendre. Le chef de la police fut tué.

(*El Federal*, de Tampa, Floride, dans son numéro du 29 août.)

Brésil.

Le bruit court que nous sommes menacés d'une prochaine révolution politique. Des manifestes révolutionnaires ont été répandus dans l'intérieur de l'Etat de San-Paulo, et des bandes d'insurgés, dit-on, ont déjà passé aux faits. A quelques endroits d'une voie ferrée, la Sorobaçana, on a levé les rails, fait sauter les ponts par la dynamite, coupé les fils télégraphiques.

Les manifestes sont l'œuvre des monarchistes, c'est-à-dire d'amis de l'ordre, toujours prêts à nous accuser de violence; ils emploient un langage pacifique comme celui-ci: « Qu'on ait pitié des malheureux ou que la dynamite finisse l'exploitation! »... Toutes les armes sont légitimes quand il s'agit de salut public »... « Aux armes! aux armes! » Et ils font un chaleureux appel à l'armée.

Savez-vous maintenant qui sont-ils, ces « malheureux », qui se disent « le peuple », dans les manifestes? Mais... les *fazendeiros*... Oui, ceux qui ne payent le colon qu'avec des coups de fouet, ceux qui le traitent en esclave et lui imposent une amende pour un simple mot. Ce sont des malheureux bien sympathiques, n'est-ce pas?

La cause du mouvement est surtout la nommée crise du café, et toutes les colères se portent sur les « voraces » compagnies de chemins de fer et sur ce gouvernement, à qui on attribue tous les maux de ce monde.

Et à propos de crise du café; l'autre jour la gelée a détruit une partie des caféières de l'Etat de San-Paulo. Une calamité, vous vous écrierez. Eh bien! non, pas une calamité: elle a été reçue avec joie... Le prix du café va monter... Nous avons *trop* de café, et il ne faut pas produire pour consommer, pas vrai?

L'armée est partout la même. A Rio, un soldat est mort par suite des 300 coups de verge, ordonnés par un général. Des journaux font les naïfs, en demandant si le « coupable » n'est pas puni... Est-ce qu'on punit un général? Ce serait drôle, vraiment.

A Rio aussi, il y a grève presque générale chez les ébénistes. Les grévistes ont étalé quelque énergie et dame Police... il ne faut pas dire de quel côté elle s'est mise.

Notre propagande suit son petit train; elle chauffe un peu, maintenant. Nous avons tenu des conférences en italien et en portugais et un groupe de camarades a réédité la brochure de Malatesta: *Fra Contadini*, et se propose de faire une série de publications en italien et en portugais, alternativement. Un autre groupe a pris l'initiative de faire publier en portugais l'*Al Caffé*, du même auteur. Nous pensons aussi à fonder une petite bibliothèque libertaire. *O Amigo do Povo* se ressent un peu de tant d'initiatives, mais rien ne se perd.

Deux rédacteurs du quotidien socialiste démocrate de San-Paulo, récemment partis pour l'Italie, ont été arrêtés par la police italienne à leur débarquement à Gênes, les mouchards italiens, ici enservice, les ayant fait passer pour des *anarchistes dangereux*. Ces mouchards sont bien dangereux, eux aussi, car ils passent leur temps à nous tendre des pièges et des guet-apens, des provocations, à inventer des complots, à jeter parmi nous la méfiance et le dégoût. Il faut faire quelque chose pour mériter la ration qu'on leur lance.

NENO VASCO.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle.
Samedi 20. — Francillon. — Les installations électriques et la sécurité publique.
Mardi 23. — Cours d'allemand par Mme Liepuce;
Cours élémentaire de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2.
Cours en allemand de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.
Mercredi 24. — A. Bloch. — Matière et énergie; La masse et la gravitation universelle.
Jeudi 25. — Cours de diction par M. Lancy.
Vendredi 26. — Altayrac. — Cours de physique.
Samedi 27. — G. Viellat. — Le monde des oiseaux, d'après Toussenel (2).
Le jardin est ouvert tous les jours (sauf le lundi, de 8 h. 1/2 à 11 heures du soir et le dimanche de 2 heures à 6 heures après-midi.

* * *

Bibliothèque communiste du XVe, 38, rue de l'Eglise (Grenelle.) — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

* * *

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir.
Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales illustrées.

* * *

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Vendredi et mardi à 9 heures du soir, salle *Union ouvrière*, 12-14, rue de l'Espérance (XIIIe). — Urgence.
Ordre du jour: Répétitions.

* * *

Dimanche 21 septembre, à la *Coopération des Idées*, 157, faubourg Saint-Antoine, à 8 h. 1/2, soirée organisée par la *Lyre Sociale de la rive gauche*.

Programme:

Divorçons-nous? de Grenet-Dancourt.
Cher Maître, de Léon Xanrof.
L'Epidémie, d'Octave Mirbeau.

* * *

Société instituée pour la fondation d'une Colonie libertaire. — Dimanche 21 courant, à 9 heures, salle Jules, boulevard Magenta, causeries par les cama-

rades F. Prost, E. Armand, G. Butaud, sur la colonie future.
Organisation de réunions. Adhésions.
Présence nécessaire de tous les camarades.

*
* *

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les jeudis soirs, à 8 h. 1/2, salle Maillet, 13, rue Keller.

*
* *

Jean-Pierre, 8, rue de la Sorbonne. — Sommaire du numéro 20, du 15 septembre 1902 :
Mot d'enfant, par J., ill. Mohrien.
Le bon Croquemitaine, par G. Lessertisseux, ill. L.-A. Robin.
La Parole du Székely, conte hongrois, ill. Salaun.
Le Verre, par Ducharne (*fin*).
Souvenirs d'une petite fille, par Jeanne (III).
Amitiés entre animaux, traduction anglaise, ill. J. Henault.
Contes pour endormir ma petite sœur (I). Histoire du petit garçon qui voulait être emmené partout, par Friedrich Rueckert, traduit de l'allemand par René Mook.
Réponses aux devinettes.

*
* *

Le camarade Courtois devant sortir de prison le 29 septembre, les camarades peuvent lui écrire poste restante, à Marseille, jusqu'au 2 octobre, date à laquelle il rentrera à Paris.

*
* *

Toutes les brochures anarchistes se trouvent en vente au bureau du journal *Régénération*, 27, rue de la Duée (XXe), le dimanche, de 8 heures à midi.

*
* *

On désirerait se procurer plusieurs numéros 129, du *Père Peinard*, du 1er au 14 mai 1899. Faire les propositions au journal.

*
* *

Un de nos camarades désire vendre un *Dictionnaire* Larive et Fleury, 3 vol. reliés, en très bon état. Il le laisserait pour 40 francs.

*
* *

L'Emancipatrice, Université populaire des Quatre-Chemins. — Conférences du mois de septembre :
Jeudi 18 septembre. — Conférence par le camarade Bloch : L'Air, IIe.
Jeudi. — Conférence par le camarade Galilée : Des chansons et des poésies.
Samedi 27. — Soirée littéraire.
Jeudi 2 octobre. — Conférence par le camarade Marestan.
Nota. — Les camarades qui auraient des livres pris à la bibliothèque ouvrière, sont invités à les rapporter à l'Université, au siège, 1, rue des Ecoles, (Aubervilliers). Il y a un grand intérêt de propagande.

*
* *

Un camarade a fait don à la bibliothèque de *La Tragédie de l'homme*, par Emerich Madach et *Anacharsis Cloot*, par G. Avenel.

*
* *

La Lyre sociale de la rive gauche nous a remis cent exemplaires de la *Commune libertaire*, paroles d'Henri Mahoudeau, musique d'Emile Fritz, pour être vendue au profit de la propagande.
En vente à nos bureaux, 0 fr. 10.

*
* *

Théâtre libertaire de Belleville. — Les camarades ayant quelques aptitudes pour jouer des pièces libertaires, sont priés de se réunir samedi à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Rébeval.
Lecture et répétition de pièces.

*
* *

L'Idée libre, bibliothèque libertaire. — Le groupe d'initiative fait appel à la bonne volonté des camarades qui sont partisans de l'œuvre et les prie de nous aider soit pécuniairement, soit par l'envoi de volumes. Réunion samedi à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Rébeval. Causerie par un camarade.

*
* *

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2.

Mardi 23. — Evolution des mondes, I, avec projections inédites, par Arnauld.

*
* *

Il nous reste encore une dizaine de collections des *Temps Nouveaux*, des années 2 à 6, que nous mettons en vente au prix de 10 francs, plus les frais d'envoi. La 7e année continue à se vendre 6 francs. La 1re année ne se vend plus séparément.

*
* *

GRENOBLE. — Tous les camarades de Grenoble sont priés de se réunir, le lundi 22 septembre, à 8 heures du soir, café Rosset, rue Pasteur.
Formation d'une bibliothèque.

*
* *

LIMOGES. — Les camarades sont invités à se réunir samedi 20 courant, à 8 h. 1/2 précises, au comptoir Dumas, place de la République.
Causerie par un camarade; organisation de conférences.
Prière d'y venir en nombre et d'être exacts. Des chansons et brochures nouvelles seront vendues.

*
* *

ROUBAIX. — Les camarades de Roubaix ont loué un local pour le 1er octobre; le camarade Béranger en sera le gérant; prière, par conséquent, à tous les correspondants d'adresser, soit pour la *Petite feuille anarchiste*, soit pour la *Peste Religieuse* ou propagande, leurs lettres à Béranger, rue du Pile, 8, au Palais du travail.

*
* *

LYON. — *Les Iconoclastes du IIe arrondissement* sont heureux de se rencontrer tous les dimanches matin, de 9 heures à midi, au local convenu.
Les causeries sur la question économique sont toujours variées.

*
* *

BORDEAUX. — Les amis et correspondants d'Antoine Antignac sont priés de lui écrire ou de lui envoyer tous documents à l'adresse suivante : 29, rue Pierre-Noguey, Bordeaux.

*
* *

AMIENS. — Réunion des camarades du *Groupe de propagande par la parole et les écrits*, tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet, au coin de la rue du Coq.

*
* *

BRUXELLES. — *L'Union Bruxelloise.* (Groupe libertaire). — Réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2, au local, 18, chaussée Forest, (Saint-Gilles). Causerie par un camarade.

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Nous faisons mettre chez les dépositaires du journal et dans les gares : Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, et* Organisation, initiative et cohésion, *de J. Grave. Prière aux camarades de les réclamer. Ils trouveront, également dans les gares, l'édition non illustrée de* Guerre-Militarisme.

POUR L'EDITION

Quelques anciens souscripteurs m'écrivent que, s'ils n'ont pas envoyé leur adhésion pour le second volume, c'est qu'en adhérant au premier, ils ont adhéré en bloc à tout ce qui devait paraître.

Pour savoir où je vais, j'ai besoin de promesses fixes. Je demande donc à tous ceux qui approuvent l'idée, ayant adhéré ou non au premier, de bien vouloir me faire connaître si je puis compter sur eux pour le deuxième volume.

D'autres camarades vous disent quand on les rencontre : « Votre idée est excellente, je suis avec vous, seulement on remet toujours d'aller à la poste, et on oublie. »

Les adhésions platoniques, ça ne fait pas de mal, mais ça n'aide en rien. N'ayant d'accointance avec aucune somnambule, je ne puis deviner ceux que la simple paresse empêche de mettre un mot à la poste.

A l'heure actuelle, il y a juste 150 adhésions de parvenues, pas le cinquième de ce qu'il faut !

J'attendrai les réponses jusqu'au 1er décembre, dernier délai. J. G.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Prix dans nos bureaux : 7 fr. 50; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

*
* *

Il nous reste un certain nombre d'affiches *Contre la Guerre*. Nous les tenons à la disposition des camarades, à raison de 3 francs le cent. Au-dessous de ce nombre, 0 fr. 05 l'exemplaire, port compris.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les Aventures de Nono, par J. GRAVE, franco	2 75
La Colonne, par DESCAVES	2 75
Autour d'une vie, par P. KROPOTKINE	3 »
Souvenirs d'un révolutionnaire, par LEFRANÇAIS, préface de DESCAVES	6 15
Intimités et Révoltes (vers), par J.-B. LA JARLIÈRE	3 20 1 65

BIBLIOGRAPHIE

In Decalmasie, par Neagu, broch. 15 bani. *Revista J. deci*, 40, strada Ehurilor, Bucharest.

La Bastille judiciaire sous la 3e république, par Louis S. Jannet, chez l'auteur, 4, place du Petit Pont.

Ancienne et nouvelle industrie dans l'Inde anglaise, par Metin, A. Rousseau, 14, rue Soufflot.

La cuestion obrera, par Mond'ragon Cadiz.

Socialisme et malthusianisme, par X. Y. Z., 0 fr. 60 chez Roman, 59, rue de Fer, Namur.

Capitalismo cristianesimo e socialismo, par Hamon, Florence.

PETITE CORRESPONDANCE

J. C., à Nîmes. — De brochure à distribuer, il ne reste que la dernière : *Si j'avais à parler aux électeurs.* Vous en ai expédié un colis.

B., à Paris. — 1e à 3e. Il a fallu forcément faire un choix : 4e j'avais noté ce numéro pour le citer. C'est par oubli qu'il n'y est pas.

A. de N., Porto-Santo. — Réexpédie le numéro 13. — Reçu timbres.

P., à Limoges. — Je vous inscris ; mais votre adresse?

A. B., rue Servandon. — Reçu mandat. Merci. — Si le deuxième volume se fait, vous serez prévenu, car je ne peux marcher que si les souscripteurs paient d'avance.

E., à Servian. — Vous ai envoyé les cinq derniers. N'ai pas retrouvé votre fiche?

B., à Chalon. — Je retrouve seulement votre lettre. C'est pourquoi la convocation n'a pas été insérée.

E., à Dijon. — Bon. Nous ne prenons note.

Reçu pour la famille Liebenguth : E. L., rue M., 5 fr. — Un voyageur de commerce, 5 fr. — En tout : 10 fr. — Liste précédente : 8 fr. — En caisse : 18 fr., que nous faisons parvenir à la famille Liebenguth.

Reçu pour le journal : B., à New-York, 5 fr. 15 — *Vente de vieux timbres*, 1 fr. 90. — X., 0 fr. 05. — P. B., 1 fr. — Quo Vadis? 0 fr. 60. — P., à Limoges, 0 fr. 50. — C., à Montchat 0 fr. 25. — C. F., 5 fr. — A. H., L. H., L. M, en revenant de Binche, 5 fr. — Merci à tous.

M., à Bruxelles. — C., à Saleux. — Jeanquimarche. — F., à Nouméa. — C. B., à Genève. — G., à Bonn. — E. G., à Etampes. — C. A., à Ratenelle. — H., à Rotterdam. — P., à Liége. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7

HUITIEME ANNÉE N° 22 DIX CENTIMES DU 26 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A PROPOS DE LA SOCIÉTÉ FUTURE

I

Jusqu'à présent, il avait été fort difficile de discuter la théorie collectiviste sur ce sujet, car ses leaders s'étaient prudemment abstenus de nous renseigner sur la façon dont ils entendaient faire fonctionner leur société idéale.

Les anarchistes, qui n'ont aucune prétention à régenter l'état social, qui se contentent de demander la disparition de l'autorité dans les relations sociales, ont le droit de rester dans le vague en ce qui concerne la société future.

Lorsqu'on leur demande comment fonctionnerait un état social où il n'y aurait ni lois, ni gouvernement, ils ont parfaitement raison de dire : « Ce que sera la société après nous, nous n'en savons rien. Tout ce que nous savons, c'est que les lois sont forcément arbitraires et injustes, que l'autorité est néfaste, engendrant l'oppression et la misère : nous demandons leur disparition. Et, en attendant, nous cherchons à démontrer aux individus qu'ils peuvent fort bien s'en passer, qu'ils doivent travailler à leur destruction, et, pour cela, commencer dès à présent, à chaque occasion où cela leur est possible, à agir comme si elles n'existaient pas.

« C'est en faisant ainsi qu'ils apprendront à s'en passer, et trouveront le système d'organisation où chacun agira librement, sans contrainte et sans froisser personne. »

Tout cela est trop vague, nous répond-on.

Vague, cela est fort possible. Mais, encore une fois, nous n'avons pas la prétention de faire la loi à des millions d'hommes ; nous voulons, au contraire, apprendre à ces millions d'hommes à se passer de lois et de maîtres, nous ne pouvons nous substituer à eux pour trouver ce qui leur conviendrait. Nous cherchons à aider à leur évolution mentale, ils trouveront bien eux-mêmes, ensuite, ce qui leur sera profitable.

Mais les collectivistes qui, eux, prétendent savoir mieux que la foule ce qui lui conviendra, qui affirment que l'homme n'est pas assez sage pour savoir se conduire tout seul, et a besoin de tuteurs chargés de le savoir pour lui, de le forcer à être heureux malgré lui, les collectivistes auraient dû, depuis longtemps, nous avoir fourni un projet de société collectiviste.

Trop occupés sans doute à la conquête des pouvoirs publics, ils ont, jusqu'ici, négligé de nous renseigner. Et lorsque, nous basant sur leurs critiques (!) des théories anarchistes ou sur quelque vague aperçu que, parfois, ils laissaient tomber, nous les accusions de nous préparer une cage étroite, où l'individu, surveillé jusque dans ses moindres actes, ses moindres mouvements, se trouverait empêché par mille règlements, par des prohibitions ou des obligations renouvelées sans fin, ils haussaient les épaules, nous accusant de voir le pouvoir partout, et de confondre administration avec autorité.

Laissant ainsi, prudemment, dans l'ombre et le silence, leurs idées sur le fonctionnement de l'état social rêvé par eux, il leur était facile de désarmer la critique en niant ou affirmant, selon la tournure de la discussion.

Cette lacune vient enfin d'être comblée par quelqu'un qui n'est pas de la chapelle, par M. E. Tarbouriech, qui se révèle ainsi partisan de la doctrine collectiviste dans son volume qui a pour titre : *La Cité future* (1).

⁂

Je commence par déclarer que je professe beaucoup d'estime pour le caractère de M. Tarbouriech. Il fut un de ceux que, par dérision, on nomma les « intellectuels » et qui, au moment de l'affaire Dreyfus, sortirent de leur cabinet d'études pour combattre en faveur de ce qu'ils pensaient être la justice.

Il fut encore de ceux — plus rares ceux-là — qui, ayant compris que la question s'étendait au-delà d'une individualité, et que l'injustice qu'ils combattaient était le fruit de toute une mauvaise organisation sociale pesant sur toute une classe estimèrent que la lutte ne prendrait pas fin avec « l'affaire », mais qu'elle devait se poursuivre toujours et sans cesse.

Mais si je rends hommage aux bonnes intentions de l'auteur, il n'en sera pas de même du système qu'ont engendré ces bonnes intentions, car ce n'est pas sans effroi que l'on ferme son livre, en constatant quelle réglementation et quelles complications résultent de l'amour de l'ordre, du classement et de l'harmonie... lorsqu'ils sont mal compris.

⁂

Donc, M. Tarbouriech, n'est pas anarchiste, parce que la théorie anarchiste, trop simpliste, ne lui apporte rien de précis, trop d'affirmations, pas assez de positifs, laissant, sous prétexte de liberté, trop de marge au caprice et à l'arbitraire individuels, et ne pouvant, par conséquent, qu'engendrer le désordre et le despotisme.

M. Tarbouriech, comme tous ceux qui rêvent des utopies, comme ceux qui veulent fabriquer une langue universelle, n'a qu'un tort, c'est de vouloir commencer par le faîte, ce qui ne sera normalement construit que si on commence par la base.

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Une société, une langue, sont le fruit d'une longue évolution et se sont créés peu à peu, chaque organe venant se juxtaposer à ceux existant, les modifiant, se modifiant eux-mêmes à l'apparition de nouveaux éléments, suivant ainsi une marche logique à leur point de départ.

La société née dans la violence et l'ignorance, a abouti à l'exploitation et au despotisme, son évolution a été logique. Mais les aspirations humaines ayant suivi un autre cours ; les exploités et les opprimés de cette société se refusant à légitimer cette logique des faits, et étant — lorsqu'ils seront plus conscients — capables d'interrompre cette logique de l'évolution, s'avisent de demander autre chose de plus conforme à leur bien-être. M. Tarbouriech reconnaît ces désirs légitimes ; mais c'est en rapetassant le système à détruire qu'il veut donner satisfaction aux désirs nouveaux.

⁂

Tous ceux qui se réclament de la science, de la théorie de l'évolution, nous disent : « Votre tort, à vous anarchistes, c'est de méconnaître les lois de l'évolution. Une société ne se crée pas du jour au lendemain ; vous voulez détruire tout ce qui existe, puis vous vous imaginez, sur les ruines de la société détruite, pouvoir construire votre idéal anarchiste de toutes pièces. Ce n'est pas ainsi que l'on procède ; la société d'aujourd'hui contient le germe des institutions de la société de demain, il ne s'agit que de savoir les reconnaître et de travailler à leur développement. »

Seulement, partant de ce raisonnement absolument scientifique, par une déviation singulière de leur compréhension, sans plus se soucier de logique et de réalité scientifique, ils décrètent très arbitrairement ce qui sera ou ne sera pas réalisable dans la société future ; ce qui sera ou ne sera pas conforme aux aspirations humaines. Ils refont une société avec les débris de celle qui existe et aboutissent, en somme, à réédifier le monstre d'iniquités qu'ils voulaient abattre. Ils n'ont fait, du reste, ni plus ni moins que tous ceux qui ont essayé de créer des êtres imaginaires, ou voulu se faire une idée de ce que pouvaient être les habitants de Mars ou de la Lune. Ils n'ont pu y réussir qu'en se servant de ce qu'ils ont sous les yeux. Ils ont imaginé des êtres ayant des corps d'hommes avec des têtes de tigres ou de lions ; d'autres, pour varier, prenaient des corps d'animaux qu'ils associaient à des têtes d'hommes ; d'autres, poussant plus loin l'imagination, leur ajoutaient des queues avec un œil au bout.

Mais quelle que fût la diversité et la complication de ces mélanges, quel que fût le délire imaginatif des inventeurs, ils n'aboutissaient, en somme, à faire de l'inconnu qu'avec du

connu, du très prosaïque connu. Et il ne pouvait en *être autrement*; l'homme ne peut raisonner qu'avec ce qu'il a *sous les yeux*.

Seulement, si l'imagination humaine est bornée, les ressources de l'évolution de la matière sont autrement puissantes que le cerveau de l'homme, et sous ses *transformations* incessantes, les *formes* naissent innombrables, que les combinaisons humaines n'avaient pu atteindre.

Mais si le cerveau humain est limité, il évolue cependant. Il y a des choses qui lui furent inaccessibles et qu'il est parvenu à connaître; son évolution n'est pas terminée; ce qu'il ne peut concevoir aujourd'hui, rien ne prouve qu'il ne le concevra pas demain. Et c'est là ou gît l'erreur des partisans de l'autorité, de conclure à l'éternelle servitude de l'homme, parce que, toujours chargé de chaînes, il n'a jamais pu évoluer librement.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

La famille Liebenguth remercie les camarades de leur solidarité. Le père, ne pouvant trouver du travail à Belfort, vient de partir à l'aventure, à la recherche de qui veut l'employer.

DES FAITS

Théorie intéressante sur l'accroissement du crime. — Les experts en criminologie ont trouvé matière à réflexion dans le rapport des membres de la commission des prisons, qui a été résumé dans notre numéro d'hier. Ainsi, prenant l'année échue au 31 mars 1902, il constate que, « y compris les prisonniers de la cour martiale, on a condamné à la servitude pénale, 193 prisonniers et à l'emprisonnement 17.163 de plus qu'en les précédents douze mois ».

C'est un sérieux accroissement, et M. Edouard Grubb, secrétaire de la « Howard Association » qui a été consulté hier par un de nos représentants, a formulé sur ce sujet la théorie suivante :

Selon M. Grubb, une part de l'accroissement est, sans aucun doute, due aux sentiments créés par la période prolongée de luttes dans le Sud-Afrique. Un semblable accroissement, remarque-t-il dans les statistiques criminelles, a été observé à la fin des grandes guerres, en 1815. « Une longue campagne, dit-il, crée dans le pays des sentiments troubles qui trouvent leur issue dans des violences de différentes sortes. »

(*Daily Chronicle*, 16 septembre 1902.)

⁂

Munitions à la mer. — La scène se passe sur le quai du port de Calvi : une corvée d'artillerie apporte des caisses de munitions. Celles-ci sont ouvertes, les obus alignés, comptés, puis déposés dans une embarcation qui va les porter à quelque distance au large, où ils sont... jetés à la mer!

Comme nous manifestions notre étonnement, un des militaires présents voulut bien nous expliquer que c'étaient là des obus réformés :

— Nous en avons comme cela 5.000 à *faire* pour aujourd'hui : à 20 francs environ par obus, il y en a pour 100.000 francs. Cette opération, ajoute-t-il, n'a du reste rien d'extraordinaire ; c'est ainsi qu'on se débarrasse, sur tout le littoral, non seulement des munitions hors d'usage, mais des vivres restés en magasin au delà du temps réglementaire. C'est ainsi qu'il y a quinze jours, il a été jeté à la mer 20.000 kilos de boîtes de conserves.

— Mais, objectons-nous, ne pourrait-on décharger ces obus et utiliser le fer et le cuivre dont ils sont faits? Ne pourrait-on vérifier la qualité de ces conserves et en consommer au moins une partie, si tout n'est pas bon?

— Cela ne nous regarde pas, réplique un officier impatienté de nos questions... Nous avons des ordres et nous les exécutons.

Et moi, je m'éloigne, songeur, après avoir pris mes deux instantanés, et je pense que cela regarde peut-être les contribuables...

(*L'Illustration*, septembre 1902.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — ANGERS. — Une grève vient d'éclater à la vannerie Albertini par suite de diminutions de salaires. Une quinzaine d'ouvriers ont arrêté le travail, sur environ trente occupés en cette maison.

La diminution opérée est de 5 0/0.

⁂

SAINT-ETIENNE. — Près de quarante ouvriers armuriers « basculeurs » de chez MM. Zavatero frères sont en grève :

Lundi passé, à la garnie des ouvriers « basculeurs » un des patrons leur dit qu'une diminution de 0 fr. 25 est apportée sur la plupart des montages de bascules, cette diminution annoncée et appliquée sans avertissement au préalable ne fut pas sans surprendre ces ouvriers, ceux-ci se concertèrent de suite et quelques instants après ils étaient auprès du patron pour obtenir une entente. Le patron, malgré les supplications des ouvriers fut formel dans sa diminution. Alors, devant cette intransigeance, les ouvriers cessèrent aussitôt le travail entraînant quelques autres camarades qui se solidarisèrent avec eux.

Deux ou trois réunions ont été tenues depuis à la Bourse du Travail, les ouvriers sont fermement décidés à ne pas accepter la diminution qui serait pour eux une perte de 0 fr. 75 environ par jour, les salaires étant déjà très minimes.

Syndicat des ouvriers armuriers.

⁂

SAINT-ETIENNE. — Grande joute oratoire entre Guesde d'une part et Briand de l'autre. Les chefs des deux méthodes se sont mutuellement reproché leurs accointances avec les radicaux. La conclusion à tirer de tout ceci, c'est qu'il n'y a pas de politique sans compromissions. Quand on veut être élu on est trop heureux d'accepter les concours qui se présentent et on n'y regarde pas de si près.

⁂

La façon dont le camarade Girault traite son sujet de grève générale ne plaît pas au journal *La Sociale*, de Saint-Etienne, organe ministériel et grand appui de Cotte. Voici ses impressions sur Girault : « L'orateur a condamné la grève générale en vue d'une revendication partielle, qu'il qualifie bien improprement de *politique* et n'accepte que la grève générale aux fins de totale révolution, à laquelle il réserve seul le qualificatif de grève économique.

« Nous, nous sommes, au contraire, dans le présent, pour la grève générale de revendications, qui nous apparaît comme seule possible, et comme le moyen le plus efficace d'éduquer la classe ouvrière et de l'entraîner à la grève générale, ayant pour but la transformation complète de la société capitaliste. Jusqu'à cette dernière, il nous apparaît que le mieux est d'agir au lieu de discourir, et un acte suivi surtout d'un résultat fera toujours mieux notre affaire qu'une conférence, fut-elle faite par le plus éloquent des conférenciers. »

En quoi consiste l'action? Donner des conférences, instruire, éduquer les travailleurs, n'est-ce pas de l'action, cela? ou faut-il pour cela que la conférence soit faite par un Briand? Je suis encore persuadé que si les mineurs (1) brisaient les machines d'extraction, coupaient les câbles (encore une autre manière d'agir), je suis persuadé, dis-je, que *La Sociale* réprouverait ces procédés.

Et je reviens à ma question : En quoi consiste l'action?

⁂

Ici, à Firminy et dans les environs, rien ne bouge. La presse locale est muette. Aucune note émanant du Comité Fédéral régional. On n'a même pas communiqué les résultats complets du referendum. D'ailleurs il n'y a pas été procédé partout ; et ceux-là mêmes qui le réclamaient et le jetaient dans les jambes des partisans de la grève immédiate, ne l'ont pas organisé chez eux.

Les résultats publiés par la presse, concernent en effet : Firminy avec 1.011 pour 85, contre ; environ un millier d'abstentions. La Talaudière, mines de la Chazotte (P. L. M.) 936 votants, 592 pour, 344 contre. Ici encore, nombreuses abstentions. Enfin à Saint-Etienne, où il y a eu une fausse manœuvre, Beauregard, secrétaire fédéral, informait vers le 12 septembre que ne pouvant, faute de personnel, organiser le referendum à l'entrée des puits et fendues, comme il avait été convenu, le vote aurait lieu à la Bourse du Travail le 14. Or, les mineurs de la Compagnie de la Loire avaient déjà voté et voici le résultat de leur scrutin : 3.300 votants, 1.425 pour et 1.774 contre. Au scrutin du dimanche, il n'y eut que 1631 votants, dont 1.300 pour et 331 contre.

Il est plus que probable qu'un grand nombre, pour ne pas dire tous, de ceux qui avaient voté dans la semaine, s'abstinrent le dimanche; ce qui expliquerait le peu de votants qui se sont présentés pour manifester leur volonté. On remarquera que Firminy et La Talaudière étaient partisans de la grève immédiate, et que la Roche-la-Molière, Villars, etc., qui n'ont pas organisé de referendum ou dont le résultat n'a pas été publié, étaient partisans de l'ajournement et ont jeté le referendum dans les jambes des impatients comme on met un bâton dans les roues d'une voiture pour servir de frein. Toute la malice de Basly et de Cotte est là dedans. En attendant le temps passe. Les mineurs ont déjà touché une paie depuis le nouveau tarif et... on a encore le temps. C'est égal, m'est avis que si Escalier et Brioude vont trop vite, il y en a bougrement qui vont trop doucement. C'est un peu l'avis de beaucoup de mineurs. Quelques-uns à qui je demandais : « Eh bien que dis-tu de la grève ? — Je dis que je n'y comprends rien, ou plutôt je comprends qu'on nous roule. » Les pauvres! Avachis par vingt siècles de servitude, ils n'osent pas songer qu'ils pourraient marcher seuls et attendent toujours, comme un tout petit enfant, qu'on leur tende la main. Et c'est cependant à entretenir cet avachissement que travaillent, consciemment ou inconsciemment, tous les politiciens, blancs ou rouges, en promettant au peuple de faire ses affaires en son lieu et place.

N'en déplaise au *Mémorial*, journal des actionnaires, si la grève n'a pas lieu avant le congrès de Commentry, ce n'est pas parce que les mineurs ne veulent pas la faire. Tout comme l'année dernière, où on la leur a fait voter deux fois sans la faire, parce qu'ils ont toujours attendu des ordres qui ne sont pas venus, ils ne la feront cette année que s'ils savent l'imposer et s'ils sont décidés à marcher même malgré le Comité national, qui, lui, a toujours le temps. Le Comité fédéral a le devoir, devant les votes émis par les mineurs, de déclarer la grève au plus tôt ; ou alors les mineurs auront raison de dire, comme l'année dernière : « Qu'est-ce que cela signifie? On nous a demandé notre avis et on ne le suit pas! Nous votons la grève à de fortes majorités, et on ne la fait pas! Nous prend-on pour des pantins et sommes-nous trahis? » Voilà comment prennent corps les soupçons contre les camarades, suspicions facilement entretenues par les agents des Compagnies.

Si on ne veut pas tenir compte de la volonté des mineurs, on n'a pas à les consulter. Voilà la logique. Si on a peur d'encourir des responsalités, on se retire. De la sorte, les meilleurs militants ne supporteront pas la part qui ne doit revenir qu'aux taffeurs. C'est ce qui arrive ici, à Firminy. Cotte est détesté par presque toute la corporation et est couramment traité de vendu. Quant à moi, je n'en crois rien, et jusqu'à preuve indéniable, je ne changerai pas d'avis sur son compte. Je regrette seulement qu'il ait des vues si différentes de celles du Comité fédéral. Parmi ceux qui l'ont le plus combattu, se trouve Brioude, président de notre Syndical. Or, Brioude est lui-même traité de vendu, par un petit nombre, il est vrai, mais cela est. Il faudrait pourtant s'entendre. Cotte est vendu parce qu'il a fait échouer la grève générale, Brioude est vendu parce qu'il n'a pas *pu* l'imposer.

Tout cela parce qu'il n'a pas été tenu compte des deux referendums de l'année dernière. Si on ne fait rien aujourd'hui, ce sera bien pire et ces calomnies auront encore plus de prise.

Les vaillants paient pour les trembleurs.

GALHAUBAN.

---

(1) Simple supposition.

Cuba.

Le journal *Tierra* en date du 30 août annonce l'échec de la grève des mineurs de Casa Blanca ; il l'explique par la mollesse des présidents des groupes ouvriers, leurs complaisances dans les négociations qu'ils ont cru bon de poursuivre avec les autorités petites et grandes ; les travailleurs se sont laissé conseiller le calme et la douceur, tandis que patrons et autorités ne négligeaient rien pour assurer leur triomphe, fût-ce par la force brutale, et mettaient en campagne toute la racaille policière.

De cet échec, les travailleurs de la Havane retireront au moins un enseignement, celui que *Tierra* formule en ces termes : « Les grèves pacifiques sont une illusion candide ; elles ne peuvent qu'amener des désastres comme ceux de Tampa, de Cienfuegos et comme celui qui vient de se produire ; nous, travailleurs, nous ne réaliserons rien, tant que nous ne nous déciderons pas à rompre avec ces timidités et avec ces conventions ; quand nous ferons la grève, il nous faudra être fermes avec les bourgeois, avec les jaunes et avec les policiers leurs protecteurs ; pour les mettre à la raison, nous emploierons, s'il le faut, la force ; ils nous ont eux-mêmes dicté cette règle. »

Italie.

Rome. — A nouveau, le sang prolétaire a été versé par les soldats de la monarchie de Savoie. Pour être exact, je dirai qu'il est constaté que ceux qui ont héroïquement déchargé leurs fusils sur les paysans sont des carabiniers, tandis que les pioupious ont tiré en l'air. Symptôme des nouveaux temps qui mûrissent.

La tragédie s'est produite le 8 septembre à Candela (Pouilles) au sujet d'une grève de paysans. Deux femmes ayant tenté de persuader à des jaunes de se solidariser avec des grévistes, des carabiniers les arrêtèrent.

Les grévistes entourèrent les gendarmes pour les désarmer et libérer les femmes. Au nombre de 400, ils auraient bien pu aisément supprimer les deux représentants de la loi ; il n'y a eu qu'un coup de bâton sur la tête d'un de ces pandores.

Mais cela suffit aux yeux de la presse bourgeoise, pour légitimer la fusillade contre les paysans.

Un inspecteur de police commanda aux soldats le feu, mais ceux-ci tirèrent en l'air. Sans cela les morts seraient fort nombreux.

Il y a cependant six morts et plusieurs blessés, que la police a emprisonnés.

Plus d'une centaine de paysans sont arrêtés, parmi lesquels le président de la *Lega* (syndicat) des paysans, qui avait proclamé la grève. Les morts sont : Carlo Soprete (celui qui a frappé la tête du gendarme) Salerno Carmine, De Matteo Alfonso, Taranteta Antonio, Danghiera Rocco, tous membres du syndicat de paysans.

Il semble établi que les propriétaires — des fenêtres de leurs maisons — ont tiré des coups de fusil sur les grévistes.

Maintenant, à Candela, l'ordre est rétabli — comme à Varsovie. Tous les journaux bourgeois — y compris la *Tribuna*, qui chaque jour couvre d'éloges le député Turati — invectivent les paysans, les organisateurs, de la *Lega* et les propagandistes, sans avoir un mot pour les morts. Toutes les larmes sont pour la tête frappée du carabinier, qu'ils ont baptisé héros.

Il ne sera pas inutile de dire que la grève avait été déclarée pour obtenir une augmentation du salaire qui, comme l'avoue même la *Tribuna*, est de 60 centimes, pour un travail accablant d'une longue journée.

Bien modeste était la demande des grévistes ; mais les gardiens du pouvoir et de la sainte propriété ont été bien larges... en payant en plomb.

Une année ne s'est pas encore achevée depuis le jour où les paysans de Berra — en grève eux-mêmes — tombèrent sous le plomb monarchique-bourgeois.

Saluons ces victimes de la lutte entre les affamés et les affameurs, saluons-les en espérant qu'elles serviront, pour l'avenir, à l'ascension du prolétariat agricole d'Italie.

⁂

Vis-à-vis de cet éclat tragique de la lutte entre le capital et le travail, combien mesquine apparaissent les parloteries du Congrès d'Imola ! Le duel oratoire entre Ferri, Turati et ses adeptes fut vraiment un spectacle non moins amusant que les autres spectacles théâtraux. Il va sans dire que les intérêts du prolétariat n'avaient rien à voir aux discussions des congressistes, toutes visant le parlementarisme. Le plus curieux c'est que Ferri le révolutionnaire (*sic*), s'est opposé à l'abolition de la direction du parti et à la substitution d'une simple administration, parce que cette mesure, a-t-il dit, aurait donné raison aux anarchistes.

Le Congrès a fini en un doux et touchant accord entre les deux fractions belligérantes, sauf à recommencer les invectives dans les journaux et les revues. La décision a été défavorable, à une grande majorité, au pseudo-révolutionnaire Ferri. Les concessions opportunistes à la bourgeoisie et au gouvernement, patronées par Turati, ont été largement approuvées.

Les fusillades contre les paysans de Candela, sont les commentaires du gouvernement à ses bons amis du Congrès d'Imola, châtreurs des énergies prolétaires.

⁂

Quelque autre correspondant des *Temps nouveaux* ayant traité de la grève générale à Florence, je compléterai les renseignements en ajoutant que plusieurs anarchistes ont été arrêtés. Une partie d'entre eux ont été libérés après la cessation de la grève. A Rifredi (aux environs de Florence), douze camarades qui causaient entre eux de la grève furent arrêtés, et ils seront poursuivis sous l'inculpation d'association de malfaiteurs. Cela donne une idée de la liberté élargie par le ministère si cher aux socialistes. En dépit des erreurs et de l'hostilité des socialistes contre la grève générale, celle-ci a été une manifestation révolutionnaire, non sans importance, puisqu'elle a montré au prolétariat sa force, et à la bourgeoisie sa faiblesse, si le mouvement qui est dans les mains du travailleur s'arrête. A la prochaine !

(14 septembre.) Catilina.

Espagne.

Saragosse. — Le droit d'association est inscrit dans les codes, et le gouverneur de la province ne cache à personne qu'il est démocrate et ami des ouvriers. Notons encore qu'à Saragosse, il n'est pas question de suppression des garanties constitutionnelles ni de rien de semblable.

C'est pourquoi, à propos d'une grève récente, le gouverneur a fait fermer le local où se trouvait le siège non seulement du syndicat des ouvriers en grève, mais encore d'autres syndicats, n'ayant rien à voir avec la grève ; en même temps on ferma aussi l'unique école laïque existant à Saragosse.

Voilà ce qui s'appelle imposer la solidarité.

⁂

Jerez. — Ici aussi, le « Centro de Estudios Sociales » empêche de dormir le senor Ramon Olivera, premier roussin de la province. Le 3 septembre, avec le secours des gardes civils, il est venu interrompre une séance des syndicats et fermer le Centro. En même temps, il arrêta les membres du Comité directeur, leur offrant la liberté provisoire moyennant versement d'une provision de 1.000 francs.

Cela devient donc une méthode : à Cadix, le siège d'un syndicat a été fermé ; à Séville, toutes les sociétés ouvrières sont suspendues depuis un an. Mentionnons pour mémoire la Catalogne, toujours en état de siège.

Mais tout cela peut-il venir à bout de l'esprit de révolte, de la volonté consciente et imperturbable de conquérir le droit à la vie ?

On peut fermer les syndicats. L'agitation se fera dans les ateliers, dans les usines et dans les champs. La révolte germera sur les lieux mêmes où se pratique l'exploitation des travailleurs.

⁂

Iglesias et Cie. — Les amis politiques de M. Pablo Iglesias ont donc tenu à Gijon, le 28 août et jours suivants, un Congrès dénommé socialiste. Le compte rendu de ce Congrès était fort bien à sa place dans *La Epoca*, *El Imparcial*, le *Heraldo de Madrid* et autres organes à la dévotion des patrons et gouvernants ou aspirants gouvernants. Il se résume en deux séries de discussions, les unes sur les mesures à adopter pour réussir enfin, peut-être, tout de même un jour, à faire entrer M. Iglesias au Parlement, la terre promise ; les autres sur les aumônes à donner audit Pablo, comme directeur du journal *El Socialista*, et autres menus comptes de cuisine.

Dans la première session du Congrès, M. Iglesias se félicitait de ce que le parti par lui nommé parti socialiste grandissait, « faisant sentir de plus en plus sa force à la bourgeoisie ». Que le parti en question grandisse, il est permis d'en douter. L'Andalousie en masse continue de négliger les invitations qui lui sont faites, la Catalogne ne montre guère plus de sympathie pour MM. les futurs députés ; mais que les partis et les journaux bourgeois commencent à être pénétrés de considération pour une équipe de politiciens qui se montrent dignes d'eux, c'est vrai. Le témoignage de *El Imparcial*, dans un article de fond un peu postérieur au congrès de Gijon, pourrait suffire. *El Imparcial* disait clairement qu'il voyait dans le parti Iglesias une force capable de faire échec à l'effort des masses inspirées par l'idéal anarchiste. Quant aux intentions d'Iglesias, *El Imparcial* était dans le vrai ; quant à sa force réelle, il s'abusait quelque peu.

P.-S. — A la septième séance du Congrès de Gijon, un « socialiste » du nom de Pascual, évidemment mal stylé, proposa que le congrès manifestât son mécontentement de ce que certains « coreligionnaires » de France et de Belgique avaient accordé quelque crédit à « certains politiciens qui détestent notre Parti ». C'était proprement mettre « les pieds dans le plat », puisque, dès la première séance, Pablo Iglesias, parlant de la grève générale de Barcelone, avait mentionné l'approbation de sa conduite par les groupes et journaux de son parti, mais s'était gardé de dire mot des critiques formulées au delà des Pyrénées. Heureusement, le Pascual s'aperçut bientôt de sa bévue. Son maître Iglesias étant venu déclarer que « cela n'avait pas d'importance », la proposition fut retirée.

A NOS LECTEURS

L'un d'eux peut-il nous procurer le numéro 9 de la 6e année, 4 mars 1877, du *Bulletin de la fédération jurassienne*, qui nous manque ?

⁂

Il nous manque aussi les numéros 4, 6, 7, 9 et 11 de la première série des *Cahiers de la Quinzaine*. Adresser les propositions au journal.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion, tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, salle Maillet, 13, rue Keller.

⁂

Lyre Sociale de la Rive gauche, cercle théâtral social. — Vendredi et mardi, réunion à 9 heures du soir, salle de l'*Union Ouvrière*, 12-14, rue de l'Espérance (XIIIe). Ordre du jour : Répétitions.

⁂

Les camarades libertaires (hommes et femmes) désirant faire du théâtre social, peuvent se faire inscrire tous les mardis et vendredis, au siège social.

La Lyre Sociale de la Rive gauche, depuis peu de temps est libertaire ; elle a supprimé de ses archives tout ce qui avait un caractère d'autorité, c'est-à-dire, statuts, régisseur, vice-régisseur, régisseur adjoint, qui l'encombraient de leur vanité mal placée.

Les camarades ne trouveront donc que des amis qu'ils aideront à faire de la bonne besogne.

⁂

Société instituée pour la fondation d'une colonie anarchiste en France. — Dimanche 28 septembre, à

2 h. 1/2 de l'après-midi, salle de l'*Emancipation*, 38, rue de l'Eglise (Grenelle), grande réunion publique et contradictoire :

De la nécessité d'un groupement de communisme pratique, par G. Butaud ;

Du rôle de la femme dans la colonie libertaire, par Papillon ;

Du rôle de l'individu dans la colonie libertaire, par Francis Prost ;

Avec le concours de divers autres orateurs.

Entrée : 0 fr. 30 centimes, gratuite pour les dames.

⁂

L'Idée libre, bibliothèque libertaire. — Le groupe d'initiative fait appel à la bonne volonté des camarades qui sont partisans de l'œuvre et les prie de nous aider soit pécuniairement, soit par l'envoi de volumes.

Réunion samedi, à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Rébeval. Causerie par le camarade Butaud.

⁂

L'Idée libre, bibliothèque libertaire du XXe, avertit les camarades qu'elle organise une fête familiale pour le dimanche 5 octobre, et espère qu'ils voudront bien y apporter leur concours pour aider à édifier définitivement la bibliothèque.

⁂

Théâtre libertaire. — Réunion samedi, salle Boucher, 14, rue Rébeval, à 8 h. 1/2. Présence de tous les camarades.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Librairie-bibliothèque pour la propagation des œuvres anarchistes. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures, dimanches et jours fériés de 9 heures à midi.

Dimanche 28 septembre, soirée familiale à 8 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par un camarade. Partie de concert avec le concours des poètes chansonniers. Tombola gratuite, nombreux lots. Vestiaire : 0 fr. 30. Entrée facultative des compagnes et de leurs enfants.

⁂

Pour la Grève générale. — Après avoir parcouru la première partie de son itinéraire, le camarade Girault est parvenu à Marseille.

Il vient d'établir sa tournée en remontant vers Paris.

Il sera donc à Cette, les 27 et 28 septembre ; à Béziers, le 29 ; à Coursan, le 30 ; à Narbonne, les 1er et 2 octobre ; à Tarbes, le 3 ; au Boucau, les 4 et 5 ; à Bordeaux, les 6, 7 et 8 ; à Angoulême, le 9 ; à Ruelle, le 10 ; à Rochefort, le 11 ; à Poitiers, les 12 et 13 ; à Tours, le 15.

Girault prie les camarades et groupements d'Agen, Albi, Montauban, Carmaux, Limoges, Nantes et Brest de l'excuser. Cet hiver, il fera une seconde tournée dans l'ouest et le sud-ouest qui donnera satisfaction à tous.

⁂

Lyon. — La *Ligue de solidarité*, qui avait envoyé à Ternand, au château de Rouzière, un certain nombre d'enfants à la montagne, a eu le plaisir de les voir revenir de leur villégiature avec des mines réjouies, une physionomie pleine de gaieté et de santé, montrant ainsi le résultat heureux qu'obtient l'œuvre philanthropique qu'avait lancée le camarade Sébastien Faure par son journal *Le Quotidien*, œuvre à laquelle nous sommes fiers de succéder et qui, nous l'espérons, tout en faisant le bien, servira à montrer ce que peuvent des camarades forts de leurs convictions et de leurs droits. Nous avons eu le plaisir de constater la bonne harmonie qui n'a cessé de régner parmi tous ces enfants élevés en communauté, sous l'œil bienveillant d'un moniteur auquel nous sommes heureux d'adresser nos éloges pour l'impartialité et la justice avec laquelle il a su diriger cette petite troupe de gamins qui reviennent, tristes de se séparer, mais joyeux en pensant qu'ils se retrouveront plus nombreux l'année qui vient.

⁂

Angers. — Les camarades qui auraient l'intention de coopérer à... l'*assainissement* de l'armée en propageant le manifeste aux soldats publié par le *Libertaire*, soit en le faisant afficher ou distribuer, sont invités à envoyer des fonds chez Emile Guichard, 7, place de la République, ou chez Louis Leglohec, 6, rue de la Tannerie.

Les groupes *Les Affamés* et *Les Ennemis de l'autorité* se trouvent tous les dimanches, à 2 heures, chez Leglohec.

⁂

Amiens. — *Groupe de propagande par la parole et les écrits*. — Samedi, 27 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet (au coin de la rue du Coq), soirée récréative au profit du journal en voie de formation, avec le concours du camarade Alexandre, de sa compagne, et de plusieurs autres camarades. Chants et poésies libertaires. Entrée : 0 fr. 10 au profit dudit journal.

Nota. Cette soirée étant strictement privée, prière de présenter sa lettre d'invitation.

⁂

Marseille. — Le camarade Liard-Courtois étant libéré le 30, les nombreux amis qui voudraient lui serrer la main ou passer quelques instants avec lui n'auront qu'à assister à la soirée amicale qui aura lieu le 30 septembre, à 9 heures du soir, dans la salle du sous-sol du bar Grasset, boulevard Dugommier.

⁂

Groupe libertaire *L'Union Bruxelloise*. — Réunion tous les samedis à 8 h. 1/2, au local, 18, chaussée Forest, Saint-Gilles.

⁂

New-York. — Réunion du *Groupe libertaire* de langue française, tous les samedis soir, à 9 heures, à la Pension française, 23, Hancock street.

POUR L'EDITION

Il est parvenu, depuis le dernier numéro, une dizaine d'adhésions. Pour peu que cela continue avec cet entrain, nous aurons le compte au 1er décembre 1903.

Mais je suis forcé de rappeler que c'est au 1er décembre 1902 qu'il faut être fixé.

J. G.

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Nous avons fait mettre chez les dépositaires du journal et dans les gares : Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, et* Organisation, initiative et cohésion, *de J. Grave. Prière aux camarades de les réclamer. Ils trouveront, également dans les gares, l'édition non illustrée de* Guerre-Militarisme.

⁂

Il nous reste encore une dizaine de collections des *Temps Nouveaux*, des années 2 à 6, que nous mettons en vente au prix de 10 francs, plus les frais d'envoi. La 7e année continue à se vendre 6 francs. La 1re année ne se vend qu'à ceux qui achètent la collection entière au prix normal.

⁂

Plusieurs de nos lecteurs proposent d'acheter :

Les 2e et 3e années de la *Révolte*.

Révolte, 2e année : numéro 50, pages 169-172 et 185-188 du premier volume du supplément.

Idem, 5e année : numéros 19, 21, 25, 28, 30, 32, 34 à 40 inclus, 42 à 52 inclus.

VIENT DE PARAITRE

L'Evolution de la morale, par Letourneau, édité par la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 54, rue des Eperonniers, Bruxelles. Dans nos bureaux, 0 fr. 25 ; franco, 0 fr. 35.

⁂

Les Deux Haricots, image pour enfants, par Paraf-Javal ; 0 fr. 10. Par cinquante : franco, 4 francs ; le cent : franco, 7 francs.

⁂

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

⁂

Il nous reste un certain nombre d'affiches *Contre la Guerre*. Nous les tenons à la disposition des camarades, à raison de 3 francs le cent. Au-dessous de ce nombre, 0 fr. 05 l'exemplaire, port compris.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les Aventures de Nono, par J. Grave, franco 2 75

La Colonne, par Descaves 2 75

Autour d'une vie, par P. Kropotkine .... 3 »

Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais, préface de Descaves 6 15

Intimités et Révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière 1 65

BIBLIOGRAPHIE

La *Escuela Moderna* de Barcelone, 70, calle de Bailén, vient de faire paraître le 2e volume de *Compendio de Historia universal*, par Clemencia Jacquinet. Prix : 2 francs ; franco : 2 fr. 45.

⁂

A voir :

A bas Biribi, dessins de Couturier, numéro spécial du *Gavroche*, 32 *bis*, septembre 1902.

Dessins de Cadel, *Assiette au beurre*, no 77.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Rouen. — *Pages libres* et *Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne, envoient des numéros d'essai à qui leur en demande.

G. C. — *La Colonne* est expédiée.

G., à Chalon. — Vous avez oublié de mettre votre adresse.

R., à Vizille. — 6 francs l'année.

C. M. — L'abonnement sera servi.

Lucien G., rue Boileau. — Veux-tu passer chez le libraire, 218, avenue de Versailles, il y a 0 fr. 35 à prendre pour 5 exemplaires.

B., à Birmingham. — Lithographie expédiée. Je n'ai pas de numéros disponibles des journaux demandés.

A. C. à Arnay-le-Duc. — Voici le titre du livre en question : *Lectures enfantines illustrées*, par E. Devinat, librairie Ch. Delagrave.

G., à Rome. — Je n'ai pas *Les paroles d'un révolté* en allemand, ni ne sais où on peut se les procurer.

G., à Troyes. — La place nous manque pour insérer des comptes-rendu de réunion. — J'envoie un colis.

P., à la Chapelle-les-Herlaimont. — Cette fois-ci, j'envoie les numéros moi-même.

Reçu pour le journal : A. G., à Vienne, 0 fr. 50. — V. B., à Paris, 1 fr. 05. — Quatre camarades de Chalon, 3 fr. — B., à New-York, 2 fr. et J. T., 5 fr. — H., 2 fr. 50. — Un guiaff déchard, 1 fr. 50. — Pour prolonger l'existence du meilleur des camarades, 3 fr. — G. T., 1 fr. 50. — Merci à tous.

D., à Saint-Nicolas-du-Port. — C., à Sedan. — S., à Etampes. — M., à Limoges. — S., à Chouanla. — P. G., à Senones. — B., à Birmingham. — G., à Chalon. — L., au Havre. — P., à Beauvais. — K., à Lausanne. — S., à Etampes. — G., à Spezzia. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 23 DIX CENTIMES DU 24 AU 10 OCTOBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

EMILE ZOLA

Emile Zola est mort.

La construction d'une œuvre énorme, conçue dès la prime jeunesse, poursuivie avec une persévérance acharnée, d'abord au milieu des soucis continuels de la vie précaire, parmi les sarcasmes ou le silence, plus mortel que les injures pour l'écrivain, puis en pleine fortune et en pleine gloire, occupa presque tout entière cette vie de puissant labeur : l'homme qui a célébré si magnifiquement l'effort humain prêcha d'exemple et fut un ouvrier de lettres qui fit en toute conscience la besogne une fois acceptée, aussi bien pendant les débuts difficiles qu'au temps où l'orgueil ingénu des lutteurs victorieux lui aurait pu conseiller le repos.

Ce n'est pas l'instant de porter un jugement sur cette œuvre considérable, si variée dans son apparente unité : sans doute dans cette histoire de la famille Rougon, depuis ses origines jusqu'au docteur Pascal, dernier de la lignée, la thèse primitive des influences héréditaires reparaît souvent, expliquant les actes présents des individus par les actes passés des ancêtres, proches ou lointains.

Toujours aussi Zola garda une imagination de romantique dans l'observation du détail réel et précis : cet historien des petits faits fut, de *La Fortune des Rougon* à *Travail*, un prodigieux visionnaire, grandissant en personnages et en aventures d'épopée les êtres et les gestes de l'époque contemporaine. Mais dans ces vingt volumes touffus, chargés d'épisodes, où s'agite et grouille, à côté des premiers rôles et des comparses, la masse obscure et confuse des foules, d'année en année, l'idée que Zola se faisait des choses et des hommes se modifia nécessairement.

De plus en plus, il élimina du monde de la pensée l'idée d'autorité, pour n'accepter plus que les notions fournies par l'expérience scientifique ; mais il ne fut pas toujours très éloigné d'attribuer, dans la vie publique, aux savants, censés représenter la science absolue, la direction des sociétés et il semble bien que comme Renan et comme aussi, dans une mesure donnée, Berthelot, il aurait volontiers admis, à certaines heures, un gouvernement de mandarins et il aurait ainsi rétabli dans la hiérarchie sociale l'autorité qu'il ruinait plus ou moins consciemment, dans le domaine intellectuel.

Ce n'est pas cependant qu'il eût pris parti, dans la lutte sociale, du côté des dirigeants. Ni ses fonctionnaires, ni ses politiciens, ni ses bourgeois, ni ses officiers, ni ses magistrats ne sont peints en beauté ; ses romans d'observation, d'apparence indifférente et impassible, sont des satires démesurées, outrées parfois jusqu'à la déformation caricaturale et, de *Nana* à *Pot-Bouille*, fermente hideusement la grande pourriture bourgeoise.

Au contraire, de l'*Assommoir* à *Germinal*, la vision du monde ouvrier s'est transformée chez Zola : après les silhouettes amusantes de bambocheurs parisiens, figures un peu conventionnelles d'après le médiocre livre de Denys Poulot, *Le Sublime*, ce sont les foules dolentes et révoltées, la grande détresse de la mine, l'annonciation des temps nouveaux.

Mais si, dès lors, le romancier jugeait désirable et nécessaire la disparition de la société actuelle, il demeurait en dehors des luttes, tout entier à son travail d'écrivain, enfermé au centre de son œuvre, peu désireux de l'interrompre et de la compromettre en se mêlant aux batailles sociales.

Il pouvait se laisser vivre ainsi dans une quiétude égoïste, produisant régulièrement des livres aussitôt enlevés à des milliers d'exemplaires, traduits dans toutes les langues du monde ; honoré pour son labeur et sa probité littéraire même par ceux qui n'admiraient pas intégralement son œuvre. Au seuil de la vieillesse, il a délibérément renoncé à ses travaux ordinaires, à la méthode de vie qu'il s'était faite et il s'est jeté, sans hésitation, dans la plus effroyable des tourmentes.

Le jour où il mit son nom au bas de la lettre *J'accuse*, il accomplit un acte révolutionnaire au premier chef et, comme il était naturel, comme il l'avait pu prévoir, il attira contre lui la coalition de toutes les haines, de toutes les sottises et de toutes les lâchetés. En ébranlant l'une des poutres vermoulues de la charpente sociale, il risquait de renverser tout l'édifice ; il dérangeait la vermine diverse qui s'y trouve confortablement installée. La vermine se défendit à sa manière, d'autant plus irritée que l'attaque était plus dangereuse pour elle.

Dans la nuit irrévocable où il est entré, elle poursuivra de ses clameurs obscènes la mémoire d'Emile Zola. D'autres lui envoient, avec une grande douleur, un suprême adieu. Son acte demeure, qui n'a pas encore porté toutes ses conséquences : il dépend de ceux qui menèrent avec lui la même lutte de parachever l'effort héroïque.

PIERRE QUILLARD.

EMILE ZOLA

Emile Zola est mort. Mort en pleine vigueur, à la suite d'un accident stupide, comme tous les accidents.

Tous nos lecteurs connaissent quelle fut son œuvre. Elle fut énorme ; mais, ce qui est mieux, elle se tient serrée et compacte. Quelques-uns de ses livres, certainement, sont inférieurs à d'autres, mais tous se recommandent par quelques qualités, ce qui est plus rare dans l'œuvre d'un écrivain.

Il eut ses faiblesses, comme de rechercher d'être de l'Académie, d'attacher quelque prix aux décorations, aux honneurs. Mais quel homme n'a pas quelque faiblesse dans sa vie ! Au surplus, Zola sut racheter les siennes, en jetant tout cela par-dessus bord pour prendre la défense de ce qu'il entrevit être la vérité.

Bien plus, l'affaire Dreyfus lui fit connaître plus profondément les injustices sociales, et le fit s'atteler résolument à la recherche de la solution de la question sociale dans ses nouveaux romans.

Là, il y subit l'entraînement de tous les constructeurs d'utopie ; absorbé par son idée, il négligea les contingences, subordonna les faits à l'idée préconçue qu'il voulait démontrer : de là des faiblesses, comme dans *Fécondité*, sur lequel *Travail* présentait déjà un progrès.

En somme, c'est un homme qui disparaît. C'est d'autant plus à déplorer qu'il en existe si peu !

J. GRAVE.

Nous avons reçu la lettre ci-dessous. Certainement les *Temps Nouveaux* tiendront à témoigner leur sympathie à celui qui est mort. Si des camarades veulent s'y associer, nous ne demandons pas mieux.

Camarade Grave,

Ne trouvez-vous pas qu'il serait bon de grouper le plus grand nombre de camarades possible, pour aller déposer une gerbe de fleurs, au nom des *Temps Nouveaux*, sur la tombe d'Emile Zola ?

S'il ne fut pas un anarchiste, il fit beaucoup pour l'idée, et il me semble qu'il a droit à toute notre reconnaissance.

Si vous croyez la chose utile et pratique, vous pouvez m'inscrire pour 2 francs, et compter sur ma présence.

Cordialement à vous.

LA MANO NEGRA

En 1881, le commandant rural de Jerez (Andalousie), Tomas Montforte, et le capitaine Oliver, dignes prototypes du lieutenant Portas, ont envoyé au bagne des paysans andalous coupables d'avoir voulu vivre et secouer l'esclavage. Ils avaient, ces misérables, une étrange obstination à vivre ! Car depuis plus de vingt ans qu'ils sont au bagne, ils n'ont pas perdu l'espoir d'en sortir.

Il faut qu'ils en sortent, comme sont sortis de leur geôle ceux de Montjuich.

La *Sociedad de Oficios Varios*, de Malaga, dans sa séance du mercredi 10 septembre, a décidé d'écrire à tous les journaux ouvriers d'Espagne pour appeler l'attention des Sociétés ouvrières et faire organiser, le même jour, dans toute l'Espagne, des meetings en faveur des victimes de la *Mano Negra*. Il faut raconter tout au long le crime et délivrer les innocents. Si le seul récit des faits ne suffit pas, si l'opinion est inconsciente à ce point qu'elle hésite, le

2 h. 1/2 de l'après-midi, salle de l'*Emancipation*, 38, rue de l'Eglise (Grenelle), grande réunion publique et contradictoire :

De la nécessité d'un groupement de communisme pratique, par G. Butaud ;

Du rôle de la femme dans la colonie libertaire, par Papillon ;

Du rôle de l'individu dans la colonie libertaire, par Francis Prost ;

Avec le concours de divers autres orateurs.

Entrée : 0 fr. 30 centimes, gratuite pour les dames.

***

L'Idée libre, bibliothèque libertaire. — Le groupe d'initiative fait appel à la bonne volonté des camarades qui sont partisans de l'œuvre et les prie de nous aider soit pécuniairement, soit par l'envoi de volumes.

Réunion samedi, à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Rébeval. Causerie par le camarade Butaud.

***

L'Idée libre, bibliothèque libertaire du XXe, avertit les camarades qu'elle organise une fête familiale pour le dimanche 5 octobre, et espère qu'ils voudront bien y apporter leur concours pour aider à éditer définitivement la bibliothèque.

***

Théâtre libertaire. — Réunion samedi, salle Boucher, 14, rue Rébeval, à 8 h. 1/2. Présence de tous les camarades.

***

*L'Education libre du IIIe*, 26, rue Chapon. — Librairie-bibliothèque pour la propagation des œuvres anarchistes. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures, dimanches et jours fériés de 9 heures à midi.

Dimanche 28 septembre, soirée familiale à 8 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par un camarade. Partie de concert avec le concours des poètes chansonniers. Tombola gratuite, nombreux lots. Vestiaire : 0 fr. 30. Entrée facultative des compagnes et de leurs enfants.

***

Pour la Grève générale. — Après avoir parcouru la première partie de son itinéraire, le camarade Girault est parvenu à Marseille.

Il vient d'établir sa tournée en remontant vers Paris.

Il sera donc à Cette, les 27 et 28 septembre; à Béziers, le 29; à Coursan, le 30; à Narbonne, les 1er et 2 octobre ; à Tarbes, le 3 ; au Boucau, les 4 et 5 ; à Bordeaux, les 6, 7 et 8 ; à Angoulême, le 9 ; à Ruelle, le 10 ; à Rochefort, le 11 ; à Poitiers, les 12 et 13 ; à Tours, le 15.

Girault prie les camarades et groupements d'Agen, Albi, Montauban, Carmaux, Limoges, Nantes et Brest de l'excuser. Cet hiver, il fera une seconde tournée dans l'ouest et le sud-ouest qui donnera satisfaction à tous.

***

Lyon. — La *Ligue de solidarité*, qui avait envoyé à Ternand, au château de Rouzière, un certain nombre d'enfants à la montagne, a eu le plaisir de les voir revenir de leur villégiature avec des mines réjouies, une physionomie pleine de gaieté et de santé, montrant ainsi le résultat heureux qu'obtient l'œuvre philanthropique qu'avait lancée le camarade Sébastien Faure par son journal *Le Quotidien*, œuvre à laquelle nous sommes fiers de succéder et qui, nous l'espérons, tout en faisant le bien, servira à montrer ce que peuvent des camarades forts de leurs convictions et de leurs droits. Nous avons eu le plaisir de constater la bonne harmonie qui n'a cessé de régner parmi tous ces enfants élevés en communauté, sous l'œil bienveillant d'un moniteur auquel nous sommes heureux d'adresser nos éloges pour l'impartialité et la justice avec laquelle il a su diriger cette petite troupe de gamins qui reviennent, tristes de se séparer, mais joyeux en pensant qu'ils se retrouveront plus nombreux l'année qui vient.

***

Angers. — Les camarades qui auraient l'intention de coopérer à... l'*assainissement* de l'armée en propageant le manifeste aux soldats publié par le *Libertaire*, soit en le faisant afficher ou distribuer, sont invités à envoyer des fonds chez Emile Guichard, 7, place de la République, ou chez Louis Leglohec, 6, rue de la Tannerie.

Les groupes *Les Affamés* et *Les Ennemis de l'autorité* se trouvent tous les dimanches, à 2 heures, chez Leglohec.

***

Amiens. — *Groupe de propagande par la parole et les écrits*. — Samedi, 27 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet (au coin de la rue du Coq), soirée récréative au profit du journal en voie de formation, avec le concours du camarade Alexandre, de sa compagne, et de plusieurs autres camarades. Chants et poésies libertaires. Entrée : 0 fr. 10 au profit dudit journal.

Nota. Cette soirée étant strictement privée, prière de présenter sa lettre d'invitation.

***

Marseille. — Le camarade Liard-Courtois étant libéré le 30, les nombreux amis qui voudraient lui serrer la main ou passer quelques instants avec lui n'auront qu'à assister à la soirée amicale qui aura lieu le 30 septembre, à 9 heures du soir, dans la salle du sous-sol du bar Grasset, boulevard Dugommier.

***

Groupe libertaire *L'Union Bruxelloise*. — Réunion tous les samedis à 8 h. 1/2, au local, 18, chaussée Forest, Saint-Gilles.

***

New-York. — Réunion du *Groupe libertaire* de langue française, tous les samedis soir, à 9 heures, à la Pension française, 23, Hancock street.

POUR L'EDITION

Il est parvenu, depuis le dernier numéro, une dizaine d'adhésions. Pour peu que cela continue avec cet entrain, nous aurons le compte au 1er décembre 1903.

Mais je suis forcé de rappeler que c'est au 1er décembre 1902 qu'il faut être fixé.

J. G.

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Nous avons fait mettre chez les dépositaires du journal et dans les gares : Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, et* Organisation, initiative et cohésion, *de J. Grave. Prière aux camarades de les réclamer. Ils trouveront, également dans les gares, l'édition non illustrée de* Guerre-Militarisme.

***

Il nous reste encore une dizaine de collections des *Temps Nouveaux*, des années 2 à 6, que nous mettons en vente au prix de 10 francs, plus les frais d'envoi. La 7e année continue à se vendre 6 francs. La 1re année ne se vend qu'à ceux qui achètent la collection entière au prix normal.

***

Plusieurs de nos lecteurs proposent d'acheter : Les 2e et 3e années de la *Révolte*.

Révolte, 2e année : numéro 50, pages 169-172 et 185-188 du premier volume du supplément.

Idem, 5e année : numéros 19, 21, 25, 28, 30, 32, 34 à 40 inclus, 42 à 52 inclus.

VIENT DE PARAITRE

L'Evolution de la morale, par Letourneau, édité par la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 54, rue des Eperonniers, Bruxelles. Dans nos bureaux, 0 fr. 25; franco, 0 fr. 35.

***

Les Deux Haricots, image pour enfants, par Paraf-Javal; 0 fr. 10. Par cinquante : franco, 4 francs; le cent : franco, 7 francs.

***

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Prix dans nos bureaux : 7 fr. 50; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

***

Il nous reste un certain nombre d'affiches *Contre la Guerre*. Nous les tenons à la disposition des camarades, à raison de 3 francs le cent. Au-dessous de ce nombre, 0 fr. 05 l'exemplaire, port compris.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les Aventures de Nono, par J. Grave, franco	2 75
La Colonne, par Descaves	2 75
Autour d'une vie, par P. Kropotkine	3 »
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais, préface de Descaves	6 15
Intimités et Révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière	3 20 / 1 65

BIBLIOGRAPHIE

La *Escuela Moderna* de Barcelone, 70, calle de Bailén, vient de faire paraître le 2e volume de *Compendio de Historia universal*, par Clemencia Jacquinet. Prix : 2 francs ; franco : 2 fr. 45.

***

A voir :

A bas Biribi, dessins de Couturier, numéro spécial du *Gavroche*, 32 *bis*, septembre 1902.

Dessins de Cadel, *Assiette au beurre*, n° 77.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Rouen. — *Pages libres* et *Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne, envoient des numéros d'essai à qui leur en demande.

G. C. — *La Colonne* est expédiée.

G., à Chalon. — Vous avez oublié de mettre votre adresse.

R., à Vizille. — 6 francs l'année.

C. M. — L'abonnement sera servi.

Lucien G., rue Boileau. — Veux-tu passer chez le libraire, 218, avenue de Versailles, il y a 0 fr. 35 à prendre pour 5 exemplaires.

B., à Birmingham. — Lithographie expédiée. Je n'ai pas de numéros disponibles des journaux demandés.

A. C. à Arnay-le-Duc. — Voici le titre du livre en question : *Lectures enfantines illustrées*, par E. Devinat, librairie Ch. Delagrave.

G., à Rome. — Je n'ai pas *Les paroles d'un révolté* en allemand, ni ne sais où on peut se les procurer.

G., à Troyes. — La place nous manque pour insérer des comptes-rendu de réunion. — J'envoie un colis.

P., à la Chapelle-les-Herlaimont. — Cette fois-ci, j'envoie les numéros moi-même.

Reçu pour le journal : A. G., à Vienne, 0 fr. 50. — V. B., à Paris, 1 fr. 05. — Quatre camarades de Chalon, 3 fr. — B., à New-York, 2 fr. et J. T., 5 fr. — H., 2 fr. 50. — Un goïaff déchard, 1 fr. 50. — Pour prolonger l'existence du meilleur des camarades, 3 fr. — G. T., 1 fr. 50. — Merci à tous.

D., à Saint-Nicolas-du-Port. — C., à Sedan. — S., à Etampes. — M., à Limoges. — S., à Chonanla. — P. G., à Seunes. — B., à Birmingham. — G., à Chalon. — L., au Havre. — P., à Beauvais. — K., à Lausanne. — S., à Etampes. — G., à Spezzia. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 23 DIX CENTIMES DU 24 AU 10 OCTOBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

EMILE ZOLA

Emile Zola est mort.

La construction d'une œuvre énorme, conçue dès la prime jeunesse, poursuivie avec une persévérance acharnée, d'abord au milieu des soucis continuels de la vie précaire, parmi les sarcasmes ou le silence, plus mortel que les injures pour l'écrivain, puis en pleine fortune et en pleine gloire, occupa presque tout entière cette vie de puissant labeur : l'homme qui a célébré si magnifiquement l'effort humain prêcha d'exemple et fut un ouvrier de lettres qui fit en toute conscience la besogne une fois acceptée, aussi bien pendant les débuts difficiles qu'au temps où l'orgueil ingénu des lutteurs victorieux lui aurait pu conseiller le repos.

Ce n'est pas l'instant de porter un jugement sur cette œuvre considérable, si variée dans son apparente unité : sans doute dans cette histoire de la famille Rougon, depuis ses origines jusqu'au docteur Pascal, dernier de la lignée, la thèse primitive des influences héréditaires reparaît souvent, expliquant les actes présents des individus par les actes passés des ancêtres, proches ou lointains.

Toujours aussi Zola garda une imagination de romantique dans l'observation du détail réel et précis : cet historien des petits faits fut, de *La Fortune des Rougon* à *Travail*, un prodigieux visionnaire, grandissant en personnages et en aventures d'épopée les êtres et les gestes de l'époque contemporaine. Mais dans ces vingt volumes touffus, chargés d'épisodes, où s'agite et grouille, à côté des premiers rôles et des comparses, la masse obscure et confuse des foules, d'année en année, l'idée que Zola se faisait des choses et des hommes se modifia nécessairement.

De plus en plus, il élimina du monde de la pensée l'idée d'autorité, pour n'accepter plus que les notions fournies par l'expérience scientifique ; mais il ne fut pas toujours très éloigné d'attribuer, dans la vie publique, aux savants, censés représenter la science absolue, la direction des sociétés et il semble bien que comme Renan et comme aussi, dans une mesure donnée, Berthelot, il aurait volontiers admis, à certaines heures, un gouvernement de mandarins et il aurait ainsi rétabli dans la hiérarchie sociale l'autorité qu'il ruinait plus ou moins consciemment, dans le domaine intellectuel.

Ce n'est pas cependant qu'il eût pris parti, dans la lutte sociale, du côté des dirigeants. Ni ses fonctionnaires, ni ses politiciens, ni ses bourgeois, ni ses officiers, ni ses magistrats ne sont peints en beauté ; ses romans d'observation, d'apparence indifférente et impassible, sont des satires démesurées, outrées parfois jusqu'à la déformation caricaturale et, de *Nana* à *Pot-Bouille*, fermente hideusement la grande pourriture bourgeoise.

Au contraire, de l'*Assommoir* à *Germinal*, la vision du monde ouvrier s'est transformée chez Zola : après les silhouettes amusantes de bambocheurs parisiens, figures un peu conventionnelles d'après le médiocre livre de Denys Poulot, *Le Sublime*, ce sont les foules dolentes et révoltées, la grande détresse de la mine, l'annonciation des temps nouveaux.

Mais si, dès lors, le romancier jugeait désirable et nécessaire la disparition de la société actuelle, il demeurait en dehors des luttes, tout entier à son travail d'écrivain, enfermé au centre de son œuvre, peu désireux de l'interrompre et de la compromettre en se mêlant aux batailles sociales.

Il pouvait se laisser vivre ainsi dans une quiétude égoïste, produisant régulièrement des livres aussitôt enlevés à des milliers d'exemplaires, traduits dans toutes les langues du monde ; honoré pour son labeur et sa probité littéraire même par ceux qui n'admiraient pas intégralement son œuvre. Au seuil de la vieillesse, il a délibérément renoncé à ses travaux ordinaires, à la méthode de vie qu'il s'était faite et il s'est jeté, sans hésitation, dans la plus effroyable des tourmentes.

Le jour où il mit son nom au bas de la lettre *J'accuse*, il accomplit un acte révolutionnaire au premier chef et, comme il était naturel, comme il l'avait pu prévoir, il attira contre lui la coalition de toutes les haines, de toutes les sottises et de toutes les lâchetés. En ébranlant l'une des poutres vermoulues de la charpente sociale, il risquait de renverser tout l'édifice; il dérangeait la vermine diverse qui s'y trouve confortablement installée. La vermine se défendit à sa manière, d'autant plus irritée que l'attaque était plus dangereuse pour elle.

Dans la nuit irrévocable où il est entré, elle poursuivra de ses clameurs obscènes la mémoire d'Emile Zola. D'autres lui envoient, avec une grande douleur, un suprême adieu. Son acte demeure, qui n'a pas encore porté toutes ses conséquences : il dépend de ceux qui menèrent avec lui la même lutte de parachever l'effort héroïque.

PIERRE QUILLARD.

EMILE ZOLA

Emile Zola est mort. Mort en pleine vigueur, à la suite d'un accident stupide, comme tous les accidents.

Tous nos lecteurs connaissent quelle fut son œuvre. Elle fut énorme; mais, ce qui est mieux, elle se tient serrée et compacte. Quelques-uns de ses livres, certainement, sont inférieurs à d'autres, mais tous se recommandent par quelques qualités, ce qui est plus rare dans l'œuvre d'un écrivain.

Il eut ses faiblesses, comme de rechercher d'être de l'Académie, d'attacher quelque prix aux décorations, aux honneurs. Mais quel homme n'a pas quelque faiblesse dans sa vie ! Au surplus, Zola sut racheter les siennes, en jetant tout cela par-dessus bord pour prendre la défense de ce qu'il entrevit être la vérité.

Bien plus, l'affaire Dreyfus lui fit connaître plus profondément les injustices sociales, et le fit s'atteler résolument à la recherche de la solution de la question sociale dans ses nouveaux romans.

Là, il y subit l'entraînement de tous les constructeurs d'utopie ; absorbé par son idée, il négligea les contingences, subordonna les faits à l'idée préconçue qu'il voulait démontrer : de là des faiblesses, comme dans *Fécondité*, sur lequel *Travail* présentait déjà un progrès.

En somme, c'est un homme qui disparaît. C'est d'autant plus à déplorer qu'il en existe si peu!

J. GRAVE.

Nous avons reçu la lettre ci-dessous. Certainement les *Temps Nouveaux* tiendront à témoigner leur sympathie à celui qui est mort. Si des camarades veulent s'y associer, nous ne demandons pas mieux.

Camarade Grave,

Ne trouvez-vous pas qu'il serait bon de grouper le plus grand nombre de camarades possible, pour aller déposer une gerbe de fleurs, au nom des *Temps Nouveaux*, sur la tombe d'Emile Zola?

S'il ne fut pas un anarchiste, il fit beaucoup pour l'idée, et il me semble qu'il a droit à toute notre reconnaissance.

Si vous croyez la chose utile et pratique, vous pouvez m'inscrire pour 2 francs, et compter sur ma présence.

Cordialement à vous.

LA MANO NEGRA

En 1881, le commandant rural de Jerez (Andalousie), Tomas Montforte, et le capitaine Oliver, dignes prototypes du lieutenant Portas, ont envoyé au bagne des paysans andalous coupables d'avoir voulu vivre et secouer l'esclavage. Ils avaient, ces misérables, une étrange obstination à vivre ! Car depuis plus de vingt ans qu'ils sont au bagne, ils n'ont pas perdu l'espoir d'en sortir.

Il faut qu'ils en sortent, comme sont sortis de leur geôle ceux de Montjuich.

La *Sociedad de Oficios Varios*, de Malaga, dans sa séance du mercredi 10 septembre, a décidé d'écrire à tous les journaux ouvriers d'Espagne pour appeler l'attention des Sociétés ouvrières et faire organiser, le même jour, dans toute l'Espagne, des meetings en faveur des victimes de la *Mano Negra*. Il faut raconter tout au long le crime et délivrer les innocents. Si le seul récit des faits ne suffit pas, si l'opinion est inconsciente à ce point qu'elle hésite, le

prolétariat espagnol saura lutter aussi longtemps qu'il le faudra, jusqu'au triomphe et à la délivrance des prisonniers.

Pour nous, qui sommes des sans-patrie, ce qui se passe au fond de l'Espagne ne nous intéresse et ne nous émeut pas moins que ce que nous voyons autour de nous. Nous sommes décidés à joindre nos efforts à ceux de nos camarades espagnols; nous dirons, nous aussi, les atrocités commises et les souffrances endurées, nous adressant d'abord à ceux dont le cœur n'est pas borné par les limites d'une soi-disant patrie. Aux autres nous demanderons s'ils n'en éprouvent pas quelque horreur, et quelque honte aussi, à la pensée qu'ils ont en eux la force capable de faire cesser tout cela et qu'ils ne s'en servent pas.

M. L.

LE CONGRÈS DE MONTPELLIER

Le congrès corporatif qui vient de se tenir à Montpellier a grandement répondu à nos espérances. Il a montré que les travailleurs groupés dans les syndicats ouvriers sont bien décidés à marcher toujours plus de l'avant et non moins décidés à faire leurs affaires eux-mêmes.

Deux seules questions, qui résumaient tout, ont été discutées par le Congrès. La Confédération avait à faire approuver sa ligne de conduite générale, ligne de conduite que lui avait tracée le précédent congrès corporatif.

On se rappelle que le Congrès de Lyon s'était très carrément prononcé pour la méthode révolutionnaire et antiparlementaire en rejetant les uns après les autres les projets de loi sur « l'arbitrage en cas de grève », sur les « retraites ouvrières », etc., etc., et tous les autres palliatifs destinés à endormir les travailleurs.

A Montpellier, sous une autre forme, la question s'est posée à nouveau et a été, sinon discutée à fond, du moins très nettement posée par les partisans des deux méthodes : « Le syndicalisme sera-t-il réformiste ou révolutionnaire? » Tel était l'esprit général qui planait au-dessus de toutes les discussions.

Le Comité confédéral a pour fonction de mettre les syndicats en rapport entre eux, de faire la propagande générale, de créer de nouveaux groupements et de veiller à la publication du journal *La Voix du Peuple*. Il fournit au Congrès un rapport d'ensemble sur ses travaux. C'est sur ce rapport qu'a commencé la bataille, toute d'idée, je m'empresse de le dire.

J'ai parlé dans le cours de l'année, et à différentes reprises, de la campagne menée par la ministérielle *Petite République* contre l'œuvre et les tendances de la Confédération du travail. Pour répondre à cette campagne faite avec un esprit de parti pris plus qu'évident, la Confédération avait publié un manifeste mettant en garde les travailleurs contre ce journal. C'est là-dessus que s'est livrée la première bataille. Le Comité avait-il bien fait ou mal fait. Je dois à la vérité de dire que pas un des travailleurs réunis à Montpellier ne prit la défense en plein du journal de M. Jaurès. Les adversaires les plus décidés, tout en reconnaissant que la campagne avait été faite, plus de mauvaise foi et de calomnies que d'arguments sérieux, blâmaient le Comité d'avoir mis en garde les travailleurs. Il fallait répondre, suivant eux, aux articles diffamatoires dans le journal confédéral *La Voix du Peuple*; s'engager forcément dans des discussions politiques que l'on n'aurait pas manqué de reprocher ensuite au Comité confédéral. L'affiche manifeste avait coupée au court. C'est ce qui gênait les défenseurs, honteux en somme, de la *Petite République*.

L'affiche et l'attitude du Comité confédéral ont été approuvées. Là a été le premier succès. A peine quelques organisations se sont-elles abstenues, mais pour une simple question de forme, suivant les déclarations de leurs délégués.

La question de l'Unité Ouvrière, question de pure organisation cependant, a fourni à plusieurs reprises l'occasion aux deux tendances de se trouver en présence. C'était toujours au fond les deux méthodes du socialisme libertaire et du socialisme autoritaire qui étaient opposées l'une à l'autre.

Un délégué proposait qu'en matière de réformes la voie parlementaire ne fût pas négligée; le Congrès s'est prononcé contre, en affirmant une fois de plus sa volonté de se tenir en dehors et de n'avoir aucun contact avec la gent parlementaire. Sur des questions incidentes, réformistes ou révolutionnaires, — puisque la question a été posée ainsi, quoique cela n'ait pas été formulé dans les mêmes termes, — les deux tendances se trouvèrent aux prises, mais l'avantage resta toujours aux « révolutionnaires ».

La question de « la grève générale », l'enquête sur le rôle et la transformation du syndicat, groupement de lutte, en groupe de production au lendemain d'une « grève générale » n'a pu venir en discussion, faute de temps suffisant pour donner à la discussion toute l'ampleur qu'elle aurait dû avoir.

Toutefois, le principe de la « grève générale » comme moyen de lutte a été acclamé par l'unanimité des délégués du Congrès, moins quelques voix à peine. Là encore, les travailleurs se sont donc prononcés contre les politiciens du socialisme qui se refusent pour la plupart à voir dans la grève générale l'un des moyens d'action de la classe ouvrière.

Je crois inutile de faire ici un compte rendu détaillé de ce congrès, qui je pense, fera date dans l'histoire du prolétariat organisé.

Il m'aura suffi d'en dégager les tendances, sur lesquelles je me propose du reste de revenir plus longuement, et de constater que notre influence n'a pas été pour peu dans l'orientation du mouvement syndical.

J'ai rencontré à Montpellier des camarades anarchistes et libertaires, venus à ces asssises du travail des quatre coins de la France.

Nous nous y sommes fait plus amplement connaître, nous et nos idées, et je ne crois pas trop m'avancer en disant que nous nous y sommes créé de nombreuses sympathies parmi de véritables travailleurs; c'est là encore l'un des beaux résultats de notre intervention toujours plus active dans le mouvement syndical.

Au reste, notre camarade Niel dans sa péroraison d'ouverture a très exactement défini ce que nous attendions de l'action syndicale.

« Ce que nous voulons, a-t-il dit, c'est reprendre l'idée première des créateurs de la grande Internationale des travailleurs, en en élaguant dès le début le virus autoritaire qui l'a tuée.

« La tâche, nous le savons, est ardue, mais nous avons confiance, les travailleurs, trop longtemps dupés et trompés, se reprennent enfin.

« Groupés en dehors de toute influence étrangère, ils iront toujours plus avant jusqu'à l'abolition du patronat et du salariat, cette dernière forme de l'esclavage. »

Voilà, pour notre part, ce que nous attendons de l'action révolutionnaire des syndicats ouvriers.

Le Congrès de Montpellier aura été un pas en avant dans cette voie.

P. Delesalle.

DES FAITS

M. le docteur Grandjux publie, dans le *Bulletin médical*, une note très judicieuse au sujet des difficultés qui sont créées aux médecins de la marine pour la publication de leurs travaux.

Pour le médecin qui a observé un fait intéressant, comportant, par cela même, un enseignement, c'est presque un devoir de le faire connaître à ses confrères. Cette notion est si évidente, même pour le public non médical, que l'autorité militaire — qui, cependant, accorde si difficilement à son personnel l'autorisation d'écrire, — a reconnu que l'organe officiel du corps de santé, les *Archives de médecine militaire*, ne disposait pas d'une place suffisante pour donner l'hospitalité à tous les travaux des médecins militaires, et à laissé à nos confrères toute latitude pour écrire dans les différentes publications scientifiques.

Ce droit est inscrit dans le règlement sur le service de santé à l'intérieur (page 14) à l'article 27.

Aux Colonies, les idées sur la matière y sont aussi larges; nos confrères sont même autorisés à écrire dans les journaux étrangers.

En revanche, à la Marine, rien de pareil. Les médecins ne peuvent pas publier une ligne qu'elle n'ait été soumise au visa du ministre; ceux qui enfreindraient cette prescription s'exposeraient gravement.

Par suite, nos confrères de la flotte ne publient rien, ou presque rien, en dehors de leur organe officiel, les *Archives de médecine navale*. Ce mutisme, — qui est un mutisme par ordre et qui prendra fin le jour où la consigne sera levée, — est mal interprété et fait croire à l'indigence d'un corps où, au contraire, les matériaux précieux abondent.

Il y aurait intérêt pour tout le monde à ce que de pareilles richesses ne demeurent pas stériles. Il suffirait, pour cela, que le ministre de la marine, rompant avec la routine de son administration, traitât son personnel de santé comme le font ses collègues de la Guerre et des Colonies.

Quel meilleur moment pourrait-on trouver pour faire adopter cette idée que celui où le portefeuille de la marine est confié à un ancien médecin de la marine, doublé d'un agrégé de la Faculté de médecine de Paris.

(Depuis que ces lignes ont été écrites, le ministre a changé, sans que la réforme ait été accomplie.)

Dr Sénéchal.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La *Chronique Picarde*, journal clérical, m'apprend que deux individus ont renversé et brisé le calvaire de Flancourt, près de Péronne. Ces individus se trouvaient être deux anarchistes d'Amiens, Carpentier et Lemaire, qui furent arrêtés sur la dénonciation d'un témoin, puis relâchés : la croix brisée se trouvant sur une propriété privée et le propriétaire n'ayant pas porté plainte. Pour une fois, la propriété a du bon.

La *Chronique Picarde* prend occasion de cet incident pour établir la liste des abattages de croix opérés depuis un an, dans la région d'Amiens. Ils s'élèvent à une vingtaine. C'est beaucoup. C'est peut-être un peu perdre son temps que le passer à renverser des calvaires et saccager des chapelles; mais enfin, la fréquence de ces actes montre, au moins dans cette région, un état d'esprit peu favorable à la religion et à ses duperies.

Ceci dit, est-il bon de s'en prendre à des monuments? S'ils sont laids, on a raison de les abattre; mais s'ils sont beaux, on a tort. Les symboles n'ont de puissance que sur les cerveaux qui y croient : l'homme irréligieux peut impunément entrer dans un temple et en admirer la beauté d'art, sans être troublé par des symboles représentatifs de préjugés qu'il ne partage plus. Ces choses ont cessé d'être dangereuses pour lui.

D'autre part, renverser un monument n'est pas détruire le préjugé qui l'avait élevé. Il faut donc aller au vrai but : porter un peu de lumière dans les cerveaux où il fait nuit.

R. C.

* *

Angers. — *Nos bons exploiteurs.* — Nous avons ici un inspecteur du travail dont la principale fonction est de ne rien inspecter et de simplement empocher les fonds de nos bons contribuables.

C'est ainsi qu'un de nos exploiteurs angevins fait travailler ses ouvriers douze heures par jour malgré la loi de socialiste collectiviste (avant d'être ministre) Millerand-Chalon.

Il y a encore plus fort : un fabricant de clous qui exploite une douzaine de pauvres diables au prix de 50 sous par jour emploie, malgré les lois fabriquées par ses amis, un gamin de douze ans et douze heures par jour pour l'énorme somme de 6 francs par semaine. Si l'inspecteur du travail que nous avons la bonne fortune de faire vivre était moins occupé à ne rien faire, peut-être pourrait-il mettre un terme à cette exploitation honteuse ?

E. G.

* *

Lyon. — Il vient d'arriver en notre ville, le 22ᵉ régiment d'infanterie. Il vient de Gap où il fut envoyé en punition, par suite des frasques commises par messieurs les officiers qui s'amusèrent à uriner, à écrire des insanités contre les murs de la maison de Mme Loubet, à Montélimar.

Donc, pour punir les officiers, on envoie le régiment entier à Gap, pays montagneux, rude, monotone. Beaucoup de fatigue aux soldats afin de punir de fringants officiers. La plupart des pisseurs obtinrent facilement de permuter. Parmi ceux qui les remplacèrent, quelques-uns vinrent des compagnies de discipline.

Aussi les punitions de prison pour des riens — aux soldats seulement, bien entendu — étaient infligées avec un zèle toujours croissant par les officiers subalternes et supérieurs. Pour les manœuvres de cette année, 2.000 réservistes furent convoqués au recrutement de Montluçon, de Roanne, de Gap. Peu de sursis, parce qu'il fallait déménager le régiment, par voie de terre, de Gap à Lyon.

La cruauté du colonel pouvait donc se donner libre cours, tout au long de la route. Il estime, ce brave guerrier, qu'il vaut mieux perdre des hommes que de perdre les distances entre chaque compagnie et chaque file. Les marches éreintantes, les revues, les punitions se succédèrent à tel point que le médecin-major fut obligé d'intervenir.

Les réservistes, dès le deuxième jour, après leur arrivée, sans entraînement d'aucune sorte, durent partir. La première étape fut de 25 kilomètres à travers les montagnes ; aussi, le lendemain, 50 hommes étaient évacués sur Gap. La deuxième étape, 35 kilomètres sur route et 10 kilomètres de manœuvres, total 45 kilomètres, fait arriver 300 malades à la visite, 90 furent évacués sur Gap.

Aussi les Gapençais accueillirent les blessés et les gradés qui allaient à la gare, aux cris de « A bas le 22ᵉ ! » « A bas Bouston le bourreau ! ». Le lendemain les cris continuant, il fut décidé que les évacués arriveraient la nuit.

Un jour, le médecin-major dit au colonel, devant toute une compagnie que, s'il continuait à marcher ainsi, à escamoter les pauses, qu'il arriverait seul à Lyon et encore, il ne répondait pas de son cheval.

Pendant que sur la route, les pauvres soldats chargés comme des mulets tirent la jambe et geignent, ceux qui sont restés à Gap sont sous la coupe de l'adjudant Baldacci, un Corse qui est le digne pendant du colonel.

Aussi l'esprit de révolte a fait des siennes à la caserne. Un jour qu'il pleut, Baldacci veut que le rapport soit lu dans la cour, tous les réservistes quittent les rangs en criant : « Enlevez-le. » Quelques-uns chantèrent l'*Internationale* dans les chambres.

Si la Ligue pour la défense des *droits de l'homme et du citoyen* croit qu'un soldat est un homme, nous lui communiquons ces faits, et bien d'autres encore qui ne tarderont pas à être mis en lumière, afin de lui demander d'intervenir en faveur des soldats, réservistes ou non, blessés, volés, punis, qui ne sont ni capitaines, ni juifs.

Un groupe de réservistes du 22ᵉ.

* *

Toulon. — Appelé à faire les 28 jours au 111ᵉ régiment de ligne, nous sommes partis le 31 août en marche de concentration.

Nous avons fait trois étapes sans convoi avec le sac alpin.

Un nombre très grand de réservistes et de soldats de l'active sont restés en route. L'aide-major de 2ᵉ classe poursuivait la colonne en répétant aux malades qu'il était inutile de s'arrêter en route, car ils seraient forcés de continuer quand même, sac au dos, n'ayant pas de convoi derrière la colonne.

A la 2ᵉ étape, 20 hommes ont été obligés de se payer une charrette pour le transport de leurs sacs, eux se traînant péniblement derrière jusqu'à Toulon.

Après trois jours de marche, il y eut un jour de repos coupé par de nombreuses revues.

Les manœuvres commencèrent le 4 août, sans repos.

Les hommes tombaient comme des mouches tout le long du chemin. Les commandants de compagnie avaient reçu l'ordre de punir de prison ceux qui s'arrêtaient. La fatigue était très grande. Le réveil était à 2 heures pour repartir à 3 ; l'on ne rentrait pas avant 5 heures du soir au cantonnement, plusieurs fois sans avoir le temps de manger et de se reposer.

1 kilog. 1/2 de paille par terre et par homme. Le 12, le régiment rentrait à Aix à 7 heures du soir, exténué, l'ordinaire n'étant touché qu'à 8 h. 1/2 du soir. Le 14, nous repartions pour Toulon par étape, laissant 62 malades à l'hôpital d'Aix.

Le régiment rentrait à Toulon le 17, à 10 heures du matin, après avoir fait sa dernière étape de 18 kilomètres. A midi, l'ordre était donné par le colonel de faire partir au tir tous les réservistes. Le lendemain, tir et exercice d'embarquement de jour et de nuit. Nous sommes rentrés manger la soupe, ce jour-là, à 8 h. 1/2 du soir. Le surlendemain, tir et enfin le samedi 20, libération. Le samedi, dans la matinée, le capitaine vint nous féliciter des endurances excessives dont nous avions fait preuve pendant ces dernières manœuvres. Quand, quelques heures après, un sergent voulut nous rassembler pour nous lire le rapport, ce sous-officier trouvant que des pères de famille brisés de fatigue ne se rassemblaient pas assez vite, nous apostropha grossièrement. Malgré l'observation par moi faite de s'exprimer avec plus de courtoisie, il répéta à plusieurs reprises ses grossièretés. Une adresse signée de 30 réservistes était faite pour le capitaine de la compagnie. Mais le capitaine étant absent, elle fut remise le jour même au colonel.

* *

Mouvement ouvrier. — Chez les mineurs. — A l'heure où j'écris, le Congrès de Commentry discute probablement sur la grève générale. Qu'en sortira-t-il ? Du vent, peut-être. On dit bien Basly partisan de la grève générale immédiate, ce qui m'étonne un peu ; mais comme il fait des restrictions sur le fameux programme : loi de 8 heures, retraites et minimum de salaire, et qu'il conseille aux mineurs de se contenter d'une augmentation de salaire, cela est cependant très possible qu'il se range avec les partisans de la grève immédiate.

Mais, c'est singulièrement diminuer l'importance de ce mouvement que le confiner à une question de quelques gros sous. Basly désire que les mineurs laissent ses confrères du Parlement jouir en paix de leurs vacances et attendent que ceux-ci soient disposés à écouter leurs revendications pour traiter alors de la journée de 8 heures et le reste. Sur le premier point seulement je suis d'accord avec Basly ; que les députés prennent des vacances tant qu'ils voudront, nous ne nous en trouverons pas plus mal ; mais que nous attendions après eux pour déserter plus tôt l'atelier, voici ce qui n'est nullement nécessaire. Et j'aimerais mieux voir les mineurs batailler pour avoir un peu plus de repos que pour toucher 10 francs de plus à la paie et rester 10 à 12 heures dans la fosse. Pourquoi ne demanderaient-ils pas, n'exigeraient-ils pas des Compagnies la suppression de la tâche ? Est-il besoin du Parlement pour cela. Quand je travaillais au fond, il y a environ quatre ans, et je crois qu'il en est toujours ainsi, les ouvriers du poste de nuit affectés aux remblais descendaient à 5 h. 1/2 du soir et montaient rarement avant 5 ou 6 heures du matin, quelquefois plus tard. A peine une heure pour casser la croûte et bien heureux quand on avait fini la tâche ; et il est arrivé au puits Adrienne, division de Malafolie, de voir des remblayeurs, des *turcos* comme on les appelle, toucher *13* journées de 3/4 seulement : 13 quarts dans une quinzaine volés à des malheureux qui avaient séjourné 12 heures dans la mine et sous la pluie.

La *tâche*, voilà ce qu'il importerait de supprimer. Je sais bien que les mineurs ne comprennent pas encore la grève générale comme celle que leur a expliqué Girault ; mais d'ores et déjà, tout de suite, ils peuvent exiger le travail à la journée.

On a discuté aussi sur les retraites. Escalier proposait un projet qui accorderait une retraite de 2 francs par jour à tout ouvrier ayant 25 ans de service sans conditions d'âge. Ce projet est vieux déjà et a été voté dans diverses circonstances. Aujourd'hui on le trouve trop... confortable. La Fédération du sud n'a pas eu plus de chances avec 25 ans de services et 50 ans d'âge. Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais trouvent que 25 ans de travail ne tuent pas un homme et qu'on peut bien lui en demander 30, et leur Fédération a vu cette motion votée par 87 voix contre 10. Je crois que nous marchons à reculons. C'est à peu de chose près la retraite de certaines compagnies, telle que celle de Firminy qui demande 30 ans de service et 55 ans d'âge. Là encore ce ne serait pas la peine d'attendre la grève générale si longtemps pour demander si peu.

D'après les dernières nouvelles de Commentry, la grève générale a été votée en principe — encore ! — par le Congrès, tout en laissant au Comité national le soin d'en fixer la date. Si réellement la grève doit se faire, ils ont raison d'en cacher la date ; mais ne sera-ce pas un nouveau lapin ?

Espagne.

La Linea. — Le 7 septembre, Teresa Claramunt et Leopoldo Bonafulla ont donné le premier meeting d'une série qu'ils se proposaient de faire dans toute l'Andalousie. Grand succès, beaucoup de femmes dans l'assistance. Quelques jours après, à Montejaque, Teresa Claramunt était arrêtée, amenée à Ronda et incarcérée. Notre vaillante camarade était, paraît-il, « réclamée par l'autorité militaire de Barcelone à propos des événements de février dernier ». Or, une amnistie est intervenue, en mai, à l'occasion de la prestation de serment du jeune et intéressant Alphonse ; si la légalité était autre chose qu'une sinistre blague, il serait impossible de rouvrir une action judiciaire définitivement et légalement close. Mais la veulerie de Sagasta est telle qu'il n'a même plus le courage de sauver les apparences. La bassesse du procédé s'augmente ici du fait que, depuis le mois de mai, Teresa Claramunt a constamment résidé à Barcelone, au vu et au su de tous, qu'elle y a mené sa vie ordinaire, écrivant des articles et prenant part aux réunions.

* *

Barcelone. — Depuis le dernier coup de la police — dissolution brutale et arbitraire d'une réunion autorisée des métallurgistes, arrestations et massacre — les arrestations vont leur train. Presque quotidiennement, au petit jour, MM. de la police, armés jusqu'aux dents, s'en vont, sans bruit, arrêter quelques suspects ; le 18 septembre, le total s'élevait déjà à 48. Et il paraît que c'est au bagne qu'on les destine. Avant de disparaître du tréteau politique, le triste Sagasta veut encore inscrire à son programme une farce cruelle.

M. L.

Italie.

Vérone. — Le congrès socialiste d'Imola démontre une fois de plus tout l'autoritarisme, duquel sont épris tous les politiciens.

C'est bien facile à comprendre, que tous ces députés, tous ces intellectuels sont des simples arrivistes, ignorant pour la plupart tous les besoins des travailleurs. L'on voit bien que, étant arrivés à conquérir le titre attrayant d' « onorevole », ils ne l'agitent plus comme autrefois pour l'intérêt du prolétariat, mais pour étouffer en toute occasion les efforts des révolutionnaires, en soutenant un ministère hypocrite, ainsi que tout ministère bourgeois.

De peur du pire, disent-ils, ils ont donné et donnent toujours leur vote de confiance à un ministère, qui, masqué en libéral, a agrandi la sphère des délits politiques, foulé aux pieds les droits de l'homme avec la militarisation des ouvriers des chemins de fer, et fusillé les paysans de Putignano pour le seul crime d'être affamés.

Allemagne.

Poppelsdorf-lez-Bonn. — Deux cents faïenciers viennent d'être remerciés, les autres subiront une retenue de 10 0/0.

Le patron, Wessel, donnait une grande fête voilà quelques semaines, fête à laquelle assistait le prince impérial. Ce jour-là, il recevait une lettre de Mme Eckeboom, lui disant : « Mon mari est remercié : sourd comme il l'est, il ne pourra plus se recaser : endettés, nous n'avons plus qu'à nous jeter

dans le Rhin, nous et nos cinq enfants, si vous ne le gardez. » Celui-là resta, mais combien d'autres se trouvent dans son cas! beaucoup demandent à rester, ne serait-ce que pour 2 marks par jour.

A Bonn, chez Mehlem, l'ouvrier commence par payer seau, lampe électrique, éponges, subit une retenue de 75 pf. pour la terre, de 70 pour l'enlevage de ses pièces, qui pourtant ne peuvent rester sur nos places. Ce sont là des frais de fabrication. Une pièce fendue au four nous est retenue en double; que cela provienne de la mauvaise terre ou de la cuisson, nous devons payer l'amende et toujours l'amende. Un nommé Kommann, dont la femme accouchait mercredi dernier, a eu 6 marks d'amende pour avoir été vu le lundi place du Marché « en course pour sa femme ». Il voulut réclamer au directeur, celui-ci lui donna ses quinze jours; il alla réclamer au patron, celui-ci lui a presque donné du pied au derrière : « Les 6 marks vous ont été justement retenus, et faites vos quinze jours pour avoir voulu protester. »

Pas de syndiqués, celui qui est connu comme socialiste est renvoyé.

Mais, au restaurant, des individus de 30 et 40 ans disent leur prière avant et après le repas.

Au siège des syndicats (Petit Hôtel), on voit les bustes des empereurs.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle.
Samedi 4. — Docteur Raimondi : Allaitement, goutte de lait, pouponnière.
Lundi 6. — A. Bloch : Matière et énergie : 3e La pesanteur et la chute des corps.
Mardi 7. — Cours d'allemand, par Mme Liepuce : élémentaire, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2; en allemand, de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.
Mercredi 8. — Bruneteau : Le poète Henri de Regnier.
Jeudi 9. — Cours de diction, par M. Lancy.

∴

Lyre sociale de la rive gauche, cercle théâtral social. — Réunion le vendredi et le mardi à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'*Union ouvrière*, 12-14 rue de l'Espérance, XIIIe.
Ordre du jour : Répétitions.

∴

Les conscrits socialistes et libertaires du prochain tirage (classe 1902) du treizième arrondissement sont priés d'envoyer leurs nom et adresse au camarade X... chez la citoyenne S. Kaosky, membre du groupe féministe du XIIIe, 16, rue Buot, en vue de former un groupe amical et de propagande. La plus grande discrétion est gardée.

∴

Dimanche, 5 octobre, à 8 h. 1/2, fête des poètes chansonniers révolutionnaires, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Consommation obligatoire : 0 fr. 50.
Les poètes chansonniers dans leurs œuvres nouvelles avec le concours assuré de camarades.

∴

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis; dimanche, de 9 heures à midi.
Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales illustrées.

∴

Les tempérants et abstinents et ceux qui croient à l'utilité de la campagne contre l'usage et l'abus de l'alcool sont priés d'assister à la soirée qui a lieu le deuxième samedi de chaque mois, à 8 heures 1/2 du soir, au local de la Société des Restaurants de tempérance, l'*Etoile Bleue*, rue du Parc-Royal, 19 (3e arr.), les 11 octobre, 8 novembre, 13 décembre.

∴

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, salle Maillet, 13, rue Keller.

∴

L'Emancipation de Vincennes, 3, rue de l'Eglise, à Vincennes. — Mercredi 1er, M. Gaston Brunschwig, avocat à la Cour d'appel : Le droit de punir.

∴

ANGERS. — Les groupes anarchistes d'Angers se réunissent tous les dimanches à 2 heures chez Legloahec.

∴

LYON. — Groupe *Germinal*. — Dimanche 5 octobre, à 8 heures, soirée familiale chez Berger, 236, rue de Créqui et place Voltaire, salle du premier. Le camarade J. Dambrun fera une causerie sur l'éducation.
Chants et poésies.

Groupe d'émancipation sociale. — Samedi 4 octobre, réunion des camarades du groupe à 8 heures, salle du Petit-Pré aux Clercs, cours Lafayette.

∴

ROUEN. — Quelques camarades ont pris l'initiative de former un groupe libertaire; les camarades de la ville et de la région sont instamment priés d'y venir.
Réunion samedi 4 octobre, à 8 h. 1/2, au Bar National, 16, rue de la République.

∴

ROUBAIX. — A l'occasion de l'ouverture du *Palais du Travail*, rue du Pile, 8, ancien Palais, tous les camarades sont invités à assister à la conférence qui aura lieu dimanche 5 octobre, à 5 heures du soir. Sujet traité : Quel est notre but? Orateur : Charles Dhooghe.
Présence indispensable de tous les camarades.
AVIS. — Le camarade Béranger prie les camarades de bien prendre note de sa nouvelle adresse : rue du Pile, 8, au Palais du Travail.

∴

AMIENS. — Samedi 4 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, réunion des camarades au Groupe de propagande par la parole et les écrits : Discussion sur la propagande à faire cet hiver.

∴

BORDEAUX. — Lundi 6, mardi 7 et mercredi 8 octobre, conférences d'Ernest Girault sur la grève générale, soit au Casino chartronnais, soit au Petit Matelot ou Panier fleuri.
Samedi 4 et dimanche 5 octobre, 13, rue Porte-Basse, chez Séré, débitant, réunion générale des compagnons anarchistes de Bordeaux.

∴

SANTIAGO (Chili). — Le groupe *La Luz*, casilla 7, correo 2, demande qu'on lui fasse l'échange des publications qui paraissent.

Un camarade qui a le temps de bouquiner a trouvé les occasions suivantes :

Katia, par Tolstoï	1,25	franco	1,65
La Guerre et les Armées (brochures)	0,40	—	0,60
La Pétaudière coloniale, par Caun.	1,40	—	1,80
Quelques phénomènes atmosphériques, par Jamin	0,50	—	0,90
Les Infiniment petits, par F. Hément	0,50	—	0,90
L'Appel au soldat, par Barrès	1,50	—	2 »
Vers la justice, par la vérité (affaire Dreyfus), par Reinach	1,50	—	2 »
Deleros, par Rainaldy	1,50	—	1,90
Escarmouches, par Rainaldy	1,25	—	1,95
La Terre éternelle, par P.-L. Garnier	1,25	—	1,95
Luttes stériles (poésies), par G. de La Salle	1,25	—	1,65
La Pâture, par Rainaldy	0,60	—	1,10
Mœurs littéraires, par C. de Sainte-Croix	1,25	—	1,85
La fin d'un Monde, par Drumont	1,25	—	1,75
Le Secret de Fourmies, par Drumont	1 »	—	1,40
Le Socialisme devant le vieux monde, V. Considérant	3,50	—	4 »
Que faire? par Tolstoï	2 »	—	2,50
Paris livré, par Flourens	1 25	—	1,85
A travers les groins, par L. Tailhade	1,50	—	1,80
Notes sur Berlin, par Ajalbert	2 »	—	2,30
Nouvelle organisation de la République, par Leverdays	1,75	—	2,15
Instants de ville (poésies), par Pioch	1,50	—	1,80
L'Année politique (1899), par A. Daniel	1,50	—	2 »

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

AUX ACHETEURS DES DESSINS

Il n'en reste plus qu'un à paraître, ce sera une lithographie de Steinlen qui vient de nous la promettre pour la semaine prochaine. Elle sera tirée dans une quinzaine.

Pour ceux qui ont acheté la collection et désirent la conserver en carton, nous allons faire tirer un frontispice que Roubille a bien voulu dessiner. Ce tirage sera restreint aux quelques collections qui nous restent et aux demandes qui nous seront parvenues avant le tirage. Ceux qui les désirent sont donc priés de nous en aviser.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Bibliothèques ouvrières socialistes, par Jean de l'Ourthe, 0 fr. 10, chez Roman, 53, rue de Fer, Namur.

Lettre à M. Ynom Tetsupiro, par J. S. Lagarrigue, Santiago.

Kalendar revolucionaru na rok 1903, à *Novy Kult*, Praha Olsany, 45.

PETITE CORRESPONDANCE

Un ami inconnu. — Malgré un petit appel à la loi, le morceau est intéressant. Envoyez et merci.

Dr. P. E., à Halle. — Numéros demandés expédiés.

A. A. à Saint-Romain-de-Roche. — Je ne vous trouve pas de fiche.

G. H., à Tully. — Je prends note de l'adhésion; mais n'envoyez d'argent que lorsque je le demanderai, j'ignore si nous aurons assez d'adhérents.

J. C., à Saint-Imier. — L'exemplaire a dû être envoyé comme d'habitude. Je le réexpédie.

O., avenue des Gobelins. — L'adresse du *Socialiste* est 5, rue Rodier.

Emancipation de Vincennes. — Nous ne pouvons pas nous occuper des convocations. Quand vous voulez que ce soit inséré, envoyez.

E. C., à Avignon. — Nous ne savons pas jusqu'à quel point on peut se fier aux affirmations de la lettre.

Amigo do Povo. — Reçu timbres. Merci.

Novy Kult, Prague. — Est-ce qu'il ne paraît plus de l'*Anarchie*? Je n'ai toujours que les deux premiers fascicules.

Reçu pour la famille Liebenguth : collecte faite par des prolétaires angevins, 7 fr. 80.

Reçu pour le journal : M., à Trélazé, 0,75. — L. M., à Tully, 0,50. — V. de B., 0,50. — E. S., 1.05. — Chinon, 2 fr. — St-Romain-de-Roche, collecte entre camarades, 3 fr. — E. G., à Marseille, 0 fr. 60. — Merci à tous.

K., à Rennes. — M., à Limoges. — L., à Persan. — S., à Méru. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 24 DIX CENTIMES DU 11 AU 17 OCTOBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

DEVANT UN CERCUEIL

Tout ce qui pense, tout ce qui vibre a tenu, dimanche, à manifester sa sympathie à l'honnête homme, au loyal écrivain qui vient si brusquement de nous être enlevé. Nous aussi, bien que peu portés vers les cabotinages et processionnels cortèges, nous fûmes heureux de nous joindre à cette foule dont Zola fut le chantre épique, car il sut la comprendre et l'aimer.

Nous avons voulu l'accompagner jusqu'à la tombe parce qu'il fut vraiment un des nôtres. Non point qu'en ses œuvres il se soit efforcé de propager l'Anarchie et d'en hâter l'avènement, en en peignant spécialement la beauté; même ses anarchistes sont quelque peu romanesques. Il fut des nôtres parce qu'il fut un sincère et un fervent de vérité. Sa scrupuleuse recherche du vrai, sa bonne foi consciencieuse firent de lui un des nôtres parce qu'elles l'amenèrent à agir en anarchiste.

Comme nous, il fut aux prises avec cette foule qu'il voulait éclairer et qui répondait à ses efforts par des vociférations de cannibales. Il connut, comme nous, la calomnie, les avanies lâches, les huées abjectes. Comme tout apôtre populaire, il fut décrété ennemi du peuple.

Toute sa vie fut, en effet, un apostolat pour la vérité, vérité qu'il conçut diversement au cours de son évolution intellectuelle, mais dont il fit toujours le but vers lequel s'orienta son effort.

Il la conçut d'abord, cette vérité, dans la description exacte et scrupuleuse de l'activité humaine étudiée en son milieu. Son souci fut alors d'en faire « l'histoire naturelle » et de léguer à la postérité des documents humains sur son époque.

On lui reprocha de rechercher l'ordure et on le taxa d'immoralité. Quelle erreur! Un tel reproche dénote une méconnaissance totale de l'écrivain probe, consciencieux et intègre que fut Zola. Le romantisme, avec ses personnages tout d'imagination, ses sentiments tout de convention, lui répugnait comme un mensonge. Il voulut réagir et chanter la Vie, toute la Vie telle qu'elle se montre, estimant qu'il n'est en elle-même ni laideur, ni immoralité, et que si des vices la déparent ou l'enlaidissent, ceux-ci doivent être hardiment dénoncés et cloués au pilori pour l'édification de l'humanité. Les romans même les plus « orduriers » de Zola sont d'une moralité profonde; c'est toujours sous les couleurs les plus noires, les plus répulsives qu'il nous décrit la déchéance humaine, conséquence fatale et méritée de la méconnaissance ou de la violation des lois sacrées de la Vie. Telle est la moralité fondamentale, essentielle qui se dégage de *toutes* les œuvres de Zola. Arracher publiquement, au vu de tous, le masque de l'hypocrisie dont s'affuble le vice, dénoncer sans peur le mensonge partout où il se glisse sous les apparences les plus honnêtes, voilà quel fut l'apostolat auquel il consacra sa vie entière. Le Zola de *J'accuse* est à cet égard le même que le Zola de *Pot-Bouille* et de *Nana*.

Quelle preuve plus convaincante peut-on donner de cette sincérité que l'évolution même de son génie? Chef d'école honoré, parvenu à la fortune, aux honneurs, il eût pu, comme tant d'autres, comme presque tous les autres, s'immobiliser dans sa formule, se cantonner dans l'exploitation du même terrain si productif.

Non! Des questions sociales, des questions humaines se posaient autour de lui. Des hommes s'agitaient, luttaient, sacrifiaient même leur vie pour en amener la solution. L'apôtre fervent de justice et de vérité ne pouvait demeurer indifférent à cette bataille. Il comprend qu'il ne suffit plus d'étudier l'homme dans le va-et-vient de ses occupations privées, mais qu'il importe désormais de le dépeindre en pleine lutte pour la vie, au milieu de la tourmente sociale. Et alors, il nous donne successivement les romans sociaux: *Germinal*, *la Terre*, *Paris*, *Fécondité*, *Travail*, où, non content de poser les problèmes humains qui se formulent autour de lui, il s'attache à les élucider, et il en poursuit la solution toujours dans le sens le plus favorable à l'épanouissement de la Vie.

C'est par là qu'il nous appartient, car, comme nous, il eut le culte de la Vie. Comme nous, il la proclama belle, affirmant que si des laideurs semblent la déparer, seules l'enlaidissent la sottise et la perversité humaines. Aussi, comme nous encore, avait-il foi en la science pour venir à bout de la sottise et de la perversité, et rendre à la Vie toute sa splendeur.

Telles sont les pensées qui nous agitaient dimanche lorsque sur ce cercueil nous déposions, suprême adieu, l'humble fleur rouge pour l'occasion arborée comme un emblème. Et une angoisse douloureuse nous étreignait à la pensée qu'elle serait désormais muette, cette voix qui avait jeté par le monde ces trois cris à jamais immortels: *Germinal*, *J'accuse!* et *Travail*, et qui venait de s'éteindre en exhalant encore ce dernier, symbole de toute sa vie : *Vérité*.

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Semaine fertile en catastrophes : le déraillement d'Arleux, la mort de Zola. L'une affreuse par la quantité des morts et des blessés, l'autre par la qualité du disparu. Et telle est la beauté et la rareté de l'héroïsme, que nous nous lamentons plus sur le héros étouffé que sur la foule écrasée.

C'est une chose révoltante que, dans un siècle qui se dit civilisé et savant, l'existence humaine soit encore à la merci de futilités : une cheminée qui tire mal, un rail qui s'écarte d'un autre de quelques centimètres. On se résigne aux cataclysmes impossibles (dans l'état actuel de la science) à prévoir, et qui surpassent (pour le moment) nos forces, comme les éruptions de volcans. Mais mourir à cause d'objets construits par nos propres mains et dont le mauvais fonctionnement est notre faute, c'est absolument stupide. Il est irritant de songer que, parce qu'une cheminée avait besoin de réparations, nous sommes à jamais privés des pensées qu'un homme exceptionnel avait à nous confier et des actes qu'il eût pu encore accomplir.

Nous avons des architectes, des chimistes, des ingénieurs à ne savoir qu'en faire. Ils inventent tous les jours des machines ou des procédés pour rapporter plus d'argent aux capitalistes et aux industriels. Pourquoi n'inventent-ils pas des appareils rendant impossibles les erreurs d'aiguillages, ou permettant de se rendre compte de la présence de gaz nuisibles dans un appartement? Pourquoi?

Parce que, dans notre société absurde, tout l'effort de la production a pour but, non de préserver et d'améliorer l'existence humaine, mais uniquement ceci : gagner de l'argent.

R. C.

***

Plusieurs camarades italiens viennent d'être expulsés de Tunisie, sans s'être rendus coupables du moindre délit, uniquement à cause de leurs opinions. Voici comment la *Dépêche Tunisienne* (numéro du 29 septembre) raconte et commente l'événement :

« Le directeur de la Sûreté publique a convoqué, la semaine dernière, dans son cabinet une demi-douzaine d'Italiens venus en Tunisie depuis peu et signalés *pour leurs opinions* et menées (? ?) anarchistes, et leur a notifié un décret d'expulsion. »

Qu'est-ce que le rédacteur de la *Dépêche* entend par *menées?* C'est un mot bien vague. Si les camarades ont commis des délits ou des crimes, qu'on le dise. Or, ils n'ont rien commis du tout. Par conséquent, le mot *menée* ne signifie rien, et il reste que nos amis ont été expulsés *pour leurs opinions*.

« Si ces hôtes dangereux, ajoute plus loin le journal, étaient restés *bien* tranquilles en Tunisie, s'ils n'avaient essayé de faire de la propagande par l'introduction de journaux à opinions subversives et par la tenue de conciliabules, il est certain qu'on les aurait laissés tranquilles. »

Nous voilà donc éclairés sur la signification de ce mot *menées* avec lequel on envoie, quand on veut, des gens au bagne. Ainsi, toutes les menées de nos camarades — qu'on commence par appeler des « hôtes dangereux », sans aucune preuve du reste, mais pour prévenir l'opinion contre eux — toutes leurs menées consistaient à *recevoir* et à propager (pas même : à *essayer* de propager) des journaux légalement parus, et à se réunir pour causer. Car enfin, qu'est-ce que « tenir des conciliabules », autre expression perfide à l'usage des journalistes et des policiers? N'est-il pas naturel que des gens de même pays et de même opinion éprouvent le besoin de se réunir pour échanger leurs idées? Depuis quand n'a-t-on plus le droit de lire et de faire lire des journaux légalement *parus?* Depuis quand

n'a-t-on plus le droit de se réunir et de causer? L'opinion des journaux qu'on lit, la nature des causeries que l'on tient, ne regardent ni la police, ni les journalistes, ni personne.

Deux des camarades expulsés, Casimiro Accini et Alessandro Rusconi, ont écrit à la *Dépêche* une lettre de rectification affirmant : 1° qu'ils étaient bel et bien socialistes-anarchistes et ne s'en étaient pas cachés; 2° qu'il n'y avait parmi eux que des condamnés pour délits de presse et que quelques-uns même n'avaient subi aucune condamnation; 3° que c'est seulement pour leurs idées qu'ils étaient expulsés, et qu'ils défiaient la police de prouver le contraire.

Ce à quoi le journal réplique que « leurs déclarations constituent, en somme, la meilleure justification des mesures prises à leur égard ». N'est-ce pas charmant ? Voilà des gaillards de journalistes qui ont une singulière concepoin, je n'ose pas dire de la liberté, mais même de la simple légalité.

R. C.

⁂

Limoges. — Il y avait, hier, cérémonie patriotique, les revanchards fêtaient l'anniversaire de l'érection du monument élevé à la mémoire des Limousins morts victimes, etc., etc., en 1870-71, et, pendant qu'avec des trémolos dans la voix, le délégué se lamentait sur la patrie, le drapeau, il part d'un groupe de spectateurs un superbe cri de : « Au fumier, le drapeau! » Consternation dans le grand et petit état-major patriotard. C'est par ici, c'est par là. « Non, dit tout à coup un caporal des pompiers, le coupable c'est Baure, l'anarchiste; arrêtez-le, arrêtez-le. » Aussitôt, une bande de flics se jettent sur le camarade et, sans écouter ses dénégations, le saisissent et l'emmènent chez le quart-d'œil : la cérémonie prend fin, aspergée par une eau abondante et céleste; quelques spectateurs prennent fait et cause pour le camarade ainsi malmené et le suivent pour témoigner de son innocence. Chez le chef flicard tout s'explique, l'on relâche Baure, qui fait constater un de ses bras tout meurtri ; il refuse de déposer plainte contre la brute sergotesque qui l'a tuméfié, se réservant de se faire justice lui-même avec délices. Tel est, dans sa simplicité, l'enseignement que nous donne la société. Car, pas assez contents de filer, les mouchards provoquent. Tant mieux, car ils excitent à la révolte tous ceux qui ont au corps autre chose qu'un ventre. Le pompier, mouchard amateur, qui ne le cède en rien à l'abbé Garnier, est le grand électeur du ministériel Labussière, le député, maire de la bonne ville socialiste de Limoges, qui paie 300.000 francs l'an les vrais bandits modernes : la police.

M. P.

⁂

Dernièrement, à la suite d'un renvoi lui semblant immérité, un ouvrier de la fabrique de porcelaines Bernardeau, voulut demander des explications à son chef d'atelier, auteur de ce renvoi.

Une discussion, paisible au début, dégénéra bientôt en rixe, au cours de laquelle le chef d'atelier Marquet plongea son couteau dans le ventre de son antagoniste.

A la suite d'une plainte déposée, non par la victime, mais par l'auteur du coup de couteau, le tribunal a condamné les deux adversaires à 50 francs d'amende chacun.

A la sortie de l'audience, le contremaître chourineur a été hué par les personnes le connaissant.

A signaler, comme toujours en semblable circonstance, que des ouvriers témoins de la scène, au lieu de prendre fait et cause pour leur camarade qu'ils savaient avoir raison, sont venus témoigner en faveur de leur chef.

Un sourire de chef ou une promesse de privilège de celui-ci vaut bien une lâcheté, un mensonge même en sa faveur.

Belle société !

⁂

Mouvement ouvrier. — Trop longtemps trompés et dupés, les mineurs semblent cette fois être arrivés à bout de patience. La remise toujours à une date ultérieure de la proclamation de la grève depuis bientôt deux ans les a lassés, et sans attendre d'ordres, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, cependant bien tenus par les Basly et consorts, ont quitté le travail.

Les insinuations lâchement calomnieuses de M. Gérault-Richard à l'adresse des militants qui mettent l'intérêt des travailleurs au-dessus des combinaisons ministérielles n'ont rien fait. Escalier a eu raison de montrer à ses camarades le piège que leur tendait, une fois de plus, le trop fameux « comité fédéral », les mineurs l'ont compris, et au grand désespoir des politiciens socialistes, remparts du ministère, ils ont quitté le travail, se refusant à attendre plus longtemps un mot d'ordre qui ne vient jamais.

Les chefs, dans l'espérance de gagner du temps et de décourager encore une fois les mineurs, avaient trouvé ingénieux, cette fois, d'écrire une lettre comminatoire au ministre de l'Intérieur qui, sachant ce que valent les menaces des Cotte et autres Basly, répondit, comme le constate si justement le journal *Le Temps*, par une remise aux calendes grecques des réformes toujours promises, et pour longtemps « à l'étude du Parlement ».

Si les mineurs, écrit le *Temps*, ont eu l'illusion de *faire marcher* ce ministère, ils savent maintenant qu'ils s'étaient trompés ; le ministère ne *marche* pas.

Voici qui est net, catégorique ; après cette réponse, qui ne laisse pas de doute au journal assurément le mieux qualifié pour juger la prose ministérielle, il n'y avait qu'une chose à faire : agir vite, ne pas laisser au gouvernement le temps de préparer ses troupes. Basly, débordé dans le Nord et le Pas-de-Calais, sentant que le mouvement lui échappait, avait tendu la perche à son copain Cotte en lui demandant d'avancer la fameuse réunion qui doit fixer la date de la mise en branle. Cotte a naturellement refusé.

Cela lui ad éjà réussi l'an dernier, et il espérait pouvoir recommencer. Il semble cette fois s'être sérieusement trompé.

Sans vouloir attendre ni mot d'ordre, ni remise à une date ultérieure, les mineurs des bassins du Nord et du Pas-de-Calais ont quitté le travail, et la grève est quasi générale.

Les grévistes font de continuelles patrouilles, pour engager les moins hardis à cesser le travail.

L'on compte environ 3.500 mineurs en grève et comme il faut protéger la propriété des actionnaires de mines, la région est transformée en un véritable camp retranché. Les employés des mines, véritables mouchards pour la plupart, semblent avoir attiré plus particulièrement sur eux la haine des grévistes. Aux environs de Béthune, la maison de l'un d'eux a été mise à sac. La troupe a déjà donné et, au cours d'une charge de cavalerie, plusieurs grévistes ont été piétinés par les chevaux ; l'un d'eux a été relevé, la jambe brisée, et un autre a reçu un coup de sabre à la figure ; et il y a d'autres victimes.

Il y a, à l'heure actuelle, dans la région dix escadrons de cavalerie, douze compagnies d'infanterie et quatre cents gendarmes, et le général d'Armagnac, heureux de commander ses troupes devant ces « sales révolutionnaires », attend encore du renfort.

A l'heure où paraîtront ces lignes, tout fait prévoir que la grève générale des mineurs sera un fait accompli.

D'aussi près que possible je suivrai cet important et peut-être décisif mouvement pour les mineurs.

⁂

Plusieurs camarades ont bien voulu me demander si je ne donnerai pas un compte rendu plus détaillé du Congrès de Montpellier. Mon intention est de le faire, mais l'abondance de copie m'en empêchera pour quelques numéros. D'ici là, le compte rendu sténographique sera paru, je pourrai alors m'en aider et faire quelque chose de plus exact et de plus complet, documents à l'appui.

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — *Chez les mineurs.* — Ainsi donc, voilà la grève générale votée au Congrès de Commentry.

Ici, l'opinion générale est qu'elle se fera et que tout le monde marchera. Ceux du Nord n'ont pas attendu le signal et ont déjà commencé; leur mouvement s'étend et peut influencer le Comité national qui se verra contraint d'agir, en supposant qu'il ait l'intention de parlementer et de faire encore traîner les choses. Chez nous, on ne croit pas qu'il se trouve des renégats, et j'espère qu'il en est ainsi dans tout le bassin de la Loire. Tous les mineurs sont prêts à arrêter le travail sur un signe du syndicat.

Le Comité national a publié trois documents :

1° Un manifeste aux mineurs de France les invitant à se tenir prêts à faire grève d'un moment à l'autre.

2° Une lettre au président du conseil des ministres, demandant ce que le gouvernement compte faire des réclamations formulées par la corporation depuis si longtemps et dont suit l'énumération, puis l'informant que le Comité a saisi le Comité des Houillères de France d'une demande d'entrevue à laquelle le Comité serait heureux de voir assister le gouvernement.

3° Une lettre au Comité des Houillères de France lui demandant une entrevue pour traiter des questions suivantes : 1° Salaires ; 2° Organisation et réglementation du travail.

Le Comité national se réunira le mardi 7 octobre. A cette date aura-t-il reçu réponse du gouvernement et des Compagnies, et que seront ces réponses ?

Attendons et espérons.

Il est certain que le gouvernement ne répondra pas par un refus; mais il a une façon d'enterrer les choses tout en assurant de sa sollicitude, qu'il me semble que les mineurs perdent leur temps à parlementer de ce côté-là. Quant aux Compagnies, tout le monde sait qu'elles sont à la dèche et que si elles continuent à faire exploiter, ce n'est pas pour le profit qu'elles en retirent, mais bien par humanité. Il leur est donc absolument impossible d'améliorer en quoi que ce soit le sort de leurs malheureux ouvriers. D'ailleurs ceux-ci ne sont pas si malheureux que cela ; et ils ne sont pas les seuls de cet avis. Les ouvriers, les *vrais*, les jaunes n'ont-ils pas publié un manifeste dans le Nord, affirmant qu'ils gagnaient encore leur vie et que la grève n'avait été votée que par quelques révolutionnaires et politiciens qui n'ont pas d'autre but que de ruiner le commerce et l'industrie français, au profit de l'étranger? Donc, à mon avis, les Compagnies ne sont pas disposées à céder et la grève se fera sur une question de salaires et d'organisation et réglementation du travail.

A mon sens, la deuxième question est d'une importance capitale. Si nous voulons que le mineur sorte de l'état de taupe où il est, plus intellectuellement encore que matériellement, il faut lui donner le temps de lire, de s'instruire, afin qu'il s'intéresse à la chose publique ; et ce n'est pas en faisant 10 à 13 heures comme en font plus de la moitié des mineurs, qu'ils auront ce temps-là. Il faut bien le dire : les mineurs qui ne font que 8 à 9 heures sont la minorité et c'est principalement chez eux que se recrutent les militants de la corporation. Ils devraient donc comprendre que pour que, leurs camarades deviennent des hommes, il leur faut du loisir. Le temps, plus que l'argent, leur manque pour penser et étudier.

Il y a des bibliothèques d'études sociales, sans parler des bibliothèques communales, qui se feraient un plaisir de leur prêter livres et brochures, moyennant une légère rétribution. La nôtre, à Firminy, demande 0 fr. 25 par mois. Puis il y a les Universités populaires, les camarades qui ne demandent qu'à faire passer leurs journaux, etc. Mais encore une fois, il faut avoir le temps de lire et la plupart de ces malheureux ne l'ont pas. Et puis, deux heures de plus dehors, c'est deux heures de vie, de grand air et de santé en plus.

Le moyen ? Il est simple. Le Comité national, par l'intermédiaire de ses syndicats, n'a qu'à dire aux mineurs : A partir de tel jour, vous ne devez plus travailler passé telle heure. Que les Compagnies réparent leur matériel, leurs niveaux de roulage afin que rien ne vous entrave et ne vous retarde dans votre travail, mais qu'à telle heure, la tâche finie ou non, tout le monde soit dehors; et si la Compagnie opère une réduction sur votre salaire, eh bien ! nous ferons grève et sérieusement.

Ce moyen-là est le seul bon parce que seul il peut donner des résultats immédiats et il ne demande que de l'énergie ; mais il en demande assez. D'ailleurs, les patrons en général, et les grandes Compagnies en particulier ne se soucient des règlements, des lois et des conventions passés avec leurs ouvriers que lorsque ceux-ci ont l'énergie de les imposer. L'énergie, il faut toujours en venir là ; et alors s'il faut que les ouvriers fassent la loi, qu'est-il besoin qu'elle soit votée ? Ne leur suffit-il pas de la voir appliquée !

Galhauban.

Italie.

Rome. — A la suite des faits de Candela dans la Pouille, les députés Lollini, Barbato et Comandini ont pu s'assurer que, contrairement aux assertions de la presse officieuse, seul le brigadier des carabiniers royaux Centanni a été blessé. Nul autre soldat n'a été atteint. Le brigadier même en est sorti sans trop de mal et guérira en peu de jours.

Le massacre, donc, a été consommé sur une foule désarmée qui n'avait pas même l'intention de commettre des violences.

A présent la presse officieuse se tait prudemment. Cependant, comme pour mesurer encore plus la moutonnerie du peuple italien, le commandant général de l'armée, qui a si bien mérité de la patrie et du roi, a louangé fortement les carabiniers tueurs de paysans. Ainsi le plus vil assassinat est glorifié par la caste militaire ; et pas un tribunal ne lui fait un procès pour apologie de crime, tandis que si un journal de nos idées tente de justifier l'acte des exécuteurs populaires, aussitôt s'abattent les séquestres, les procès, les condamnations et la prison.

⁂

Je vous ai déjà parlé du congrès d'Imola. Pour complément aux notes envoyées, je vous fais savoir que les groupes anarchistes d'Imola ont publié à cette occasion une lettre ouverte aux congressistes, montrant comment la dégénérescence du socialisme et la discorde entrée dans leurs partis fut déterminée par l'adoption de la méthode parlementaire et électorale, invitant les bons à retourner sur le droit chemin du vrai socialisme, lequel ne peut être que révolutionnaire et anarchiste.

Un manifeste identique, adressé aux intransigeants de la démocratie sociale, a été publié par les anarchistes de Turin. De plus, le vieil internationaliste et camarade Adam Mancini a publié pour son compte à Imola un numéro très original et bien réussi : *La Tribuna libertaria*. Le journal est une compilation d'articles écrits par plusieurs congressistes il y a quelques années, lorsqu'ils étaient encore anarchistes et révolutionnaires. Il y en a de Costa, de Merlino, de Castellari, de Monticelli, de Bentini, etc. A chacun de ceux-ci Mancini, dans des notes opportunes, assène des coups de fouet solennels, qui donnent au journal la saveur de la nouveauté.

⁂

Comme commentaire des délibérations légalitaires du congrès social-démocratique, outre les fusillades de Candela, s'ajoute à présent l'œuvre toujours plus réactionnaire du gouvernement.

Quelques comices populaires de protestation pour les faits de Candela ont été prohibés ; les journaux anarchistes sont séquestrés avec un crescendo merveilleux. L'on séquestre depuis deux semaines à Milan le *Grido della Folla* et à Naples l'*Armonia*. A Rome aussi a été séquestré le dernier numéro de l'*Agitazione* pour une correspondance contre le militarisme.

CATILINA.

(29 septembre 1902.)

Espagne.

MADRID. — Le samedi 27 septembre, « La Locomotora Invencible », Société de travailleurs des chemins de fer, a fait au théâtre Barbieri un meeting de protestation contre la loi sur les grèves, la loi de février 1901, commentée et aggravée par un décret du ministre actuel : elle oblige les mécaniciens, chauffeurs, télégraphistes et chefs de station à déclarer leur intention de faire grève quinze jours d'avance, et tous les autres employés, dix jours d'avance. De plus, chacun d'eux doit donner par écrit notification de la résolution prise, ou la faire donner par une personne qui le représente en vertu d'un mandat exprès, spécialement rédigé pour une occasion donnée.

Toutes les petites inventions du ministre seront vaines et inefficaces devant une déclaration de grève générale. Si tous les employés de toutes les Compagnies, le même jour et à la même heure, abandonnent le travail, en se moquant des lois, paisiblement, le ministre aura beau brandir son décret, le lire, le crier ou le chanter, si bon lui semble, je ne vois pas que ça puisse allumer les foyers éteints des machines, ni faire tourner les roues bloquées.

Or, la grève générale devient de jour en jour un peu plus possible et prochaine. Le numéro de septembre de la *Solidad Ferroviaria*, organe des travailleurs syndiqués des chemins de fer, constate que tous les meetings jusqu'alors célébrés par les propagandistes de la grève générale ont montré de façon éclatante que c'est bien là la seule forme de lutte dont les travailleurs espèrent une amélioration de leur sort et la fin de leur honteux esclavage.

⁂

BARCELONE. — Un juge a éprouvé le besoin de déclarer innocents les deux gardes civils qui, lors de l'affaire de la Barceloneta, poursuivirent Pascual dans un escalier et le tuèrent à coups de fusil. D'après ce juge, c'est Pascual qui a commencé. Evidemment, et la sentence était connue d'avance. Cet homme perd son temps. Pourquoi diable se croit-il obligé d'articuler des mensonges fastidieux ?

⁂

MALAGA. — Dernièrement, un garde civil, saisissant son mauser chargé, est sorti dans la rue et s'est mis à courir, tirant à droite et à gauche. Au bout de quelques minutes, sept morts et plusieurs blessés marquaient le passage du forcené. Ses camarades coururent après lui, mais il ne les reconnut point et, rechargeant toujours son arme, il voulait les tuer, eux aussi : ils n'hésitèrent pas, et l'abattirent, comme ils font des ouvriers, des femmes et des enfants, en leurs jours de gloire.

On a déclaré fou l'effrayant héros de cette aventure. Dressé pour la tuerie, une fringale de meurtre l'a pris avant l'heure : un jour de grève, il eût gagné des galons ; un jour de révolution, il eût commencé peut-être une fortune à faire envie au marquis de Galliffet.

⁂

SÉVILLE. — Le 21 septembre, a eu lieu, au théâtre Portela, une réunion publique pour réclamer la prompte réouverture des Associations ouvrières récemment fermées : 3.000 travailleurs y assistaient, les adhésions de 40.000 autres avaient été envoyées. A l'unanimité, les 3.000 travailleurs présents ont décidé le chômage général pour la journée du jeudi 9 octobre. Dans la matinée aura lieu un meeting de protestation, et, l'après-midi, un autre de propagande.

M. L.

Chili.

La Luz de Santiago, numéro de juillet, nous apporte des nouvelles d'une grève des typos de cette ville, qui « s'est déroulée, rapide comme une explosion de dynamite,... malgré les esprits pusillanimes ou complaisants aux patrons.

Le mouvement fut commencé par les ouvriers de l'Imprimerie Nationale qui lancèrent l'idée d'une grève générale de la corporation. Une première assemblée générale approuva un nouveau projet de tarif des salaires, qui fut soumis à tous les chefs d'entreprises ; les réponses, lues à une deuxième assemblée, étant toutes négatives ou vagues, la grève générale fut proclamée sur-le-champ. Des délégations furent nommées, qui devaient exiger des patrons des réponses décisives. La première démarche faite auprès d'eux en ce sens n'ayant pas donné de résultat, les grévistes décidèrent de ne plus envoyer aucune délégation et d'attendre la réponse des employeurs chez eux, dans le local de la Philharmonique ouvrière, où une permanence fut établie. Au bout de dix jours, toutes les réponses étaient arrivées, et la lutte se terminait par un accord : exploiteurs et exploités transigeaient, et finalement les grévistes obtenaient, par le seul effet de leur énergie, un nouveau tarif notablement supérieur à l'ancien.

Seuls les ouvriers des presses et les brocheurs n'ont pas observé la fière attitude qui assura aux autres le triomphe : peu à peu, les uns après les autres, ils sont retournés travailler aux conditions anciennes. Ils peuvent maintenant méditer sur les effets de leur propre faiblesse.

Pendant la grève, les anarchistes ont été très attaqués ; et c'est pourtant leur esprit et leur inspiration qui a régné du commencement à la fin ; tous ceux qui ont participé au mouvement ont agi en anarchistes. D'aucuns ont dit « qu'il n'y avait pas d'anarchistes dans cette grève, car l'ordre n'était pas troublé, et il l'eût été par eux ». Nos camarades de *la Luz* répondent : « Qu'ils sachent, ces malheureux, que nous, anarchistes, n'apportons jamais le trouble parmi les travailleurs en marche vers leur émancipation ; bien au contraire, nous voulons alors établir l'ordre. L'ordre que nous troublons, c'est *l'ordre social*, dont le nom n'est qu'une ironie, et qui est, pour nous, le pire des désordres. »

Suisse.

GENÈVE. — Il y a actuellement ici une grève d'employés de tramways. Depuis deux ans la Compagnie pour l'exploitation des brevets électriques a créé ici une filiale qui a monté des voies dans tous les quartiers et occupe cinq cents ouvriers et employés, à bon marché.

Pour des raisons de salaire, de contrôle, de dignité, le Syndicat des travailleurs avait eu plusieurs fois à se plaindre de la Compagnie, quand celle-ci, pour se débarrasser des gêneurs, en renvoya quarante-quatre.

La lutte était ouverte, mais au lieu de l'engager sérieusement, les ouvriers prirent comme conseil un politicien local, rédacteur à un journal radical-socialiste. Il leur conseilla l'arbitrage du gouvernement dans lequel se trouvait justement un des leurs, une sorte de Millerand. La Compagnie accepta de reprendre les employés renvoyés, les grévistes remontèrent, en chantant, sur les voitures, après deux jours de repos. Seulement, une semaine après, ils s'aperçurent qu'ils étaient complètement roulés. La Compagnie faisait travailler les électriciens à des terrassements et se payait la tête de tous ses agents, les provoquant à rompre la sentence arbitrale. Pendant la nuit, elle dressait de nouveaux wattmen sur la section française de ses lignes.

La grève recommença avec le concours des brutalités policières habituelles.

Le membre socialiste du gouvernement, Thiébaud, signa une affiche convoquant un bataillon pour maintenir l'ordre. Il vint 600 hommes seulement sur 800 appelés.

Le Syndicat typographique vota une subvention de 1.000 francs aux grévistes, et décida que ceux de ses membres mis au clou pour ne pas s'être rendus au service recevraient le secours habituel de grève.

La lutte à coups d'affiches et de meetings continue, mais comme le courant circule toujours dans les fils, que les poteaux sont intacts, petit à petit les voitures conduites par des jaunes sortent dans le jour avec un soldat muni de son fusil, de sa baïonnette et de cinq cartouches apparentes sur la poitrine. Les gendarmes français, à la frontière, remplacent les suisses.

L'ignoble presse bourgeoise dénonce les « meneurs étrangers » à la police pour l'engager à de bonnes expulsions administratives. Elle a été arrosée par la Compagnie. Que diraient les bourgeois voyageant dans les voitures, malgré le boycottage, si les grévistes sortaient de chez eux avec leur fusil pour attaquer les trains ?

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Jean-Pierre :

Le petit journal pour les enfants *Jean-Pierre* entrera au mois de décembre dans sa deuxième année.

La situation économique n'est pas mauvaise puisqu'il y a dix-sept cents abonnés ; cependant, il en manque quatre cents pour que la vie du journal soit assurée. Un peu de propagande et tout ira bien.

Si *Jean-Pierre* a subsisté, c'est qu'il répond à un besoin ; parti avec peu de ressources, il est arrivé à un beau résultat.

Les camarades qui le dirigent nous assurent que la deuxième année sera établie sur un plan plus ferme et plus développé.

Que ceux qui ont des enfants et que cela intéresse se remuent.

⁂

Dimanche 12 octobre, à 2 heures 1/2, matinée littéraire organisée par l'*Idée Libre du XX*e, aux Trois Lions, 86, boulevard de Belleville.

Programme : 1° Conférence par Bulaud, sur la liberté de l'enseignement ;

2° Concert ;

3° *Mariage d'argent*.

⁂

Société instituée pour la création d'une colonie anarchiste en France. — Dimanche 12 courant, à 9 heures du soir, salle Salzac, 1, boulevard Magenta.

Première partie. — Causerie par le camarade Francis Prost ; Rapport sur l'Education, par le camarade Mannus.

Deuxième partie. — Concert.

Entrée gratuite.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 11. — Brandès : Sociétés coopératives belges et anglaises.

n'a-t-on plus le droit de se réunir et de causer? L'opinion des journaux qu'on lit, la nature des causeries que l'on tient, ne regardent ni la police, ni les journalistes, ni personne.

Deux des camarades expulsés, Casimiro Accini et Alessandro Rusconi, ont écrit à la *Dépêche* une lettre de rectification affirmant : 1° qu'ils étaient bel et bien socialistes-anarchistes et ne s'en étaient pas cachés; 2° qu'il n'y avait parmi eux que des condamnés pour délits de presse et que quelques-uns même n'avaient subi aucune condamnation; 3° que c'est seulement pour leurs idées qu'ils étaient expulsés, et qu'ils défiaient la police de prouver le contraire.

Ce à quoi le journal réplique que « leurs déclarations constituent, en somme, la meilleure justification des mesures prises à leur égard ». N'est-ce pas charmant? Voilà des gaillards de journalistes qui ont une singulière concepoin, je n'ose pas dire de la liberté, mais même de la simple légalité.

R. C.

⁂

Limoges. — Il y avait, hier, cérémonie patriotique, les revanchards fêtaient l'anniversaire de l'érection du monument élevé à la mémoire des Limousins *morts victimes, etc., etc.*, en 1870-71, et, pendant qu'avec des trémolos dans la voix, le délégué se lamentait sur la patrie, le drapeau, il part d'un groupe de spectateurs un superbe cri de : « Au fumier, le drapeau! » Consternation dans le grand et petit état-major patriotard. C'est par ici, c'est par là. « Non, dit tout à coup un caporal des pompiers, le coupable c'est Baure, l'anarchiste; arrêtez-le, arrêtez-le. » Aussitôt, une bande de flics se jettent sur le camarade et, sans écouter ses dénégations, le saisissent et l'emmènent chez le quart-d'œil: la cérémonie prend fin, aspergée par une eau abondante et céleste; quelques spectateurs prennent fait et cause pour le camarade ainsi malmené et le suivent pour témoigner de son innocence. Chez le chef flicard tout s'explique, l'on relâche Baure, qui fait constater un de ses bras tout meurtri ; il refuse de déposer plainte contre la brute sergotesque qui l'a tuméfié, se réservant de se faire justice lui-même avec délices. Tel est, dans sa simplicité, l'enseignement que nous donne la société. Car, pas assez contents de filer, les mouchards provoquent. Tant mieux, car ils excitent à la révolte tous ceux qui ont au corps autre chose qu'un ventre. Le pompier, mouchard amateur, qui ne le cède en rien à l'abbé Garnier, est le grand électeur du ministériel Labussière, le député, maire de la bonne ville socialiste de Limoges, qui paie 300.000 francs l'an les vrais bandits modernes : la police.

M. P.

⁂

Dernièrement, à la suite d'un renvoi lui semblant immérité, un ouvrier de la fabrique de porcelaines Bernardeau, voulut demander des explications à son chef d'atelier, auteur de ce renvoi.

Une discussion, paisible au début, dégénéra bientôt en rixe, au cours de laquelle le chef d'atelier Marquet plongea son couteau dans le ventre de son antagoniste.

A la suite d'une plainte déposée, non par la victime, mais par l'auteur du coup de couteau, le tribunal a condamné les deux adversaires à 50 francs d'amende chacun.

A la sortie de l'audience, le contremaître chourineur a été hué par les personnes le connaissant.

A signaler, comme toujours en semblable circonstance, que des ouvriers témoins de la scène, au lieu de prendre fait et cause pour leur camarade qu'ils savaient avoir raison, sont venus témoigner en faveur de leur chef.

Un sourire de chef ou une promesse de privilège de celui-ci vaut bien une lâcheté, un mensonge même en sa faveur.

Belle société!

⁂

Mouvement ouvrier. — Trop longtemps trompés et dupés, les mineurs semblent cette fois être arrivés à bout de patience. La remise toujours à une date ultérieure de la proclamation de la grève depuis bientôt deux ans les a lassés, et sans attendre d'ordres, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, cependant bien tenus par les Basly et consorts, ont quitté le travail.

Les insinuations lâchement calomnieuses de M. Gérault-Richard à l'adresse des militants qui mettent l'intérêt des travailleurs au-dessus des combinaisons ministérielles n'ont rien fait. Escalier a eu raison de montrer à ses camarades le piège que leur tendait, une fois de plus, le trop fameux « comité fédéral », les mineurs l'ont compris, et au grand désespoir des politiciens socialistes, remparts du ministère, ils ont quitté le travail, se refusant à attendre plus longtemps un mot d'ordre qui ne vient jamais.

Les chefs, dans l'espérance de gagner du temps et de décourager encore une fois les mineurs, avaient trouvé ingénieux, cette fois, d'écrire une lettre comminatoire au ministre de l'Intérieur qui, sachant ce que valent les menaces des Cotte et autres Basly, répondit, comme le constate si justement le journal *Le Temps*, par une remise aux calendes grecques des réformes toujours promises, et pour longtemps « à l'étude du Parlement ».

Si les mineurs, écrit le *Temps*, ont eu l'illusion de *faire marcher* ce ministère, ils savent maintenant qu'ils s'étaient trompés; le ministère ne *marche* pas.

Voici qui est net, catégorique ; après cette réponse, qui ne laisse pas de doute au journal assurément le mieux qualifié pour juger la prose ministérielle, il n'y avait qu'une chose à faire: agir vite, ne pas laisser au gouvernement le temps de préparer ses troupes. Basly, débordé dans le Nord et le Pas-de-Calais, sentant que le mouvement lui échappait, avait tendu la perche à son copain Cotte en lui demandant d'avancer la fameuse réunion qui doit fixer la date de la mise en branle. Cotte a naturellement refusé.

Cela lui a déjà réussi l'an dernier, et il espérait pouvoir recommencer. Il semble cette fois s'être sérieusement trompé.

Sans vouloir attendre ni mot d'ordre, ni remise à une date ultérieure, les mineurs des bassins du Nord et du Pas-de-Calais ont quitté le travail, et la grève est quasi générale.

Les grévistes font de continuelles patrouilles, pour engager les moins hardis à cesser le travail.

L'on compte environ 3.500 mineurs en grève et comme il faut protéger la propriété des actionnaires de mines, la région est transformée en un véritable camp retranché. Les employés des mines, véritables mouchards pour la plupart, semblent avoir attiré plus particulièrement sur eux la haine des grévistes. Aux environs de Béthune, la maison de l'un d'eux a été mise à sac. La troupe a déjà donné et, au cours d'une charge de cavalerie, plusieurs grévistes ont été piétinés par les chevaux ; l'un d'eux a été relevé, la jambe brisée, et un autre a reçu un coup de sabre à la figure ; et il y a d'autres victimes.

Il y a, à l'heure actuelle, dans la région dix escadrons de cavalerie, douze compagnies d'infanterie et quatre cents gendarmes, et le général d'Armagnac, heureux de commander ses troupes devant ces « sales révolutionnaires », attend encore du renfort.

A l'heure où paraîtront ces lignes, tout fait prévoir que la grève générale des mineurs sera un fait accompli.

D'aussi près que possible je suivrai cet important et peut-être décisif mouvement pour les mineurs.

⁂

Plusieurs camarades ont bien voulu me demander si je ne donnerai pas un compte rendu plus détaillé du Congrès de Montpellier. Mon intention est de le faire, mais l'abondance de copie m'en empêchera pour quelques numéros. D'ici là, le compte rendu sténographique sera paru, je pourrai alors m'en aider et faire quelque chose de plus exact et de plus complet, documents à l'appui.

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — *Chez les mineurs.* — Ainsi donc, voilà la grève générale votée au Congrès de Commentry.

Ici, l'opinion générale est qu'elle se fera et que tout le monde marchera. Ceux du Nord n'ont pas attendu le signal et ont déjà commencé; leur mouvement s'étend et peut influencer le Comité national qui se verra contraint d'agir, en supposant qu'il ait l'intention de parlementer et de faire encore traîner les choses. Chez nous, on ne croit pas qu'il se trouve des renégats, et j'espère qu'il en est ainsi dans tout le bassin de la Loire. Tous les mineurs sont prêts à arrêter le travail sur un signe du syndicat.

Le Comité national a publié trois documents :

1° Un manifeste aux mineurs de France les invitant à se tenir prêts à faire grève d'un moment à l'autre.

2° Une lettre au président du conseil des ministres, demandant ce que le gouvernement compte faire des réclamations formulées par la corporation depuis si longtemps et dont suit l'énumération, puis l'informant que le Comité a saisi le Comité des Houillères de France d'une demande d'entrevue à laquelle le Comité serait heureux de voir assister le gouvernement.

3° Une lettre au Comité des Houillères de France lui demandant une entrevue pour traiter des questions suivantes : 1° Salaires; 2° Organisation et réglementation du travail.

Le Comité national se réunira le mardi 7 octobre. A cette date aura-t-il reçu réponse du gouvernement et des Compagnies, et que seront ces réponses?

Attendons et espérons.

Il est certain que le gouvernement ne répondra pas par un refus; mais il a une façon d'enterrer les choses tout en assurant de sa sollicitude, qu'il me semble que les mineurs perdent leur temps à parlementer de ce côté-là. Quant aux Compagnies, tout le monde sait qu'elles sont à la dèche et que si elles continuent à faire exploiter, ce n'est pas pour le profit qu'elles en retirent, mais bien par humanité. Il leur est donc absolument impossible d'améliorer en quoi que ce soit le sort de leurs malheureux ouvriers. D'ailleurs ceux-ci ne sont pas si malheureux que cela ; et ils ne sont pas les seuls de cet avis. Les ouvriers, les *vrais*, les jaunes n'ont-ils pas publié un manifeste dans le Nord, affirmant qu'ils gagnaient encore leur vie et que la grève n'avait été votée que par quelques révolutionnaires et politiciens qui n'ont pas d'autre but que de ruiner le commerce et l'industrie français, au profit de l'étranger? Donc, à mon avis, les Compagnies ne sont pas disposées à céder et la grève se fera sur une question de salaires et d'organisation et réglementation du travail.

A mon sens, la deuxième question est d'une importance capitale. Si nous voulons que le mineur sorte de l'état de taupe où il est, plus intellectuellement encore que matériellement, il faut lui donner le temps de lire, de s'instruire, afin qu'il s'intéresse à la chose publique; et ce n'est pas en faisant 10 à 13 heures comme en font plus de la moitié des mineurs, qu'ils auront ce temps-là. Il faut bien le dire : les mineurs qui ne font que 8 à 9 heures sont la minorité et c'est principalement chez eux que se recrutent les militants de la corporation. Ils devraient donc comprendre que pour que, leurs camarades deviennent des hommes, il leur faut du loisir. Le temps, plus que l'argent, leur manque pour penser et étudier.

Il y a des bibliothèques d'études sociales, sans parler des bibliothèques communales, qui se feraient un plaisir de leur prêter livres et brochures, moyennant une légère rétribution. La nôtre, à Firminy, demande 0 fr. 25 par mois. Puis il y a les Universités populaires, les camarades qui ne demandent qu'à faire passer leurs journaux, etc. Mais encore une fois, il faut avoir le temps de lire et la plupart de ces malheureux ne l'ont pas. Et puis, deux heures de plus dehors, c'est deux heures de vie, de grand air et de santé en plus.

Le moyen? Il est simple. Le Comité national, par l'intermédiaire de ses syndicats, n'a qu'à dire aux mineurs : A partir de tel jour, vous ne devez plus travailler passé telle heure. Que les Compagnies réparent leur matériel, leurs niveaux de roulage afin que rien ne vous entrave et ne vous retarde dans votre travail, mais qu'à telle heure, la tâche finie ou non, tout le monde soit dehors; et si la Compagnie opère une réduction sur votre salaire, eh bien! nous ferons grève et sérieusement.

Ce moyen-là est le seul bon parce que seul il peut donner des résultats immédiats et il ne demande que de l'énergie; mais il en demande assez. D'ailleurs, les patrons en général, et les grandes Compagnies en particulier ne se soucient des règlements, des lois et des conventions passés avec leurs ouvriers que lorsque ceux-ci ont l'énergie de les imposer. L'énergie, il faut toujours en venir là; et alors s'il faut que les ouvriers fassent la loi, qu'est-il besoin qu'elle soit votée? Ne leur suffit-il pas de la voir appliquée!

Galhauban.

Italie.

Rome. — A la suite des faits de Candela dans la Pouille, les députés Lollini, Barbato et Comandini ont pu s'assurer que, contrairement aux assertions de la presse officieuse, seul le brigadier des carabiniers royaux Centanni a été blessé. Nul autre soldat n'a été atteint. Le brigadier même en est sorti sans trop de mal et guérira en peu de jours.

Le massacre, donc, a été consommé sur une foule désarmée qui n'avait pas même l'intention de commettre des violences.

A présent la presse officieuse se tait prudemment. Cependant, comme pour mesurer encore plus la moutonnerie du peuple italien, le commandant général de l'armée, qui a si bien mérité de la patrie et du roi, a louangé fortement les carabiniers tueurs de paysans. Ainsi le plus vil assassinat est glorifié par la caste militaire ; et pas un tribunal ne lui fait un procès pour apologie de crime, tandis que si un journal de nos idées tente de justifier l'acte des exécuteurs populaires, aussitôt s'abattent les séquestres, les procès, les condamnations et la prison.

*
* *

Je vous ai déjà parlé du congrès d'Imola. Pour complément aux notes envoyées, je vous fais savoir que les groupes anarchistes d'Imola ont publié à cette occasion une lettre ouverte aux congressistes, montrant comment la dégénérescence du socialisme et la discorde entrée dans leurs partis fut déterminée par l'adoption de la méthode parlementaire et électorale, invitant les bons à retourner sur le droit chemin du vrai socialisme, lequel ne peut être que révolutionnaire et anarchiste.

Un manifeste identique, adressé aux intransigeants de la démocratie sociale, a été publié par les anarchistes de Turin. De plus, le vieil internationaliste et camarade Adam Mancini a publié pour son compte à Imola un numéro très original et bien réussi : *La Tribuna libertaria*. Le journal est une compilation d'articles écrits par plusieurs congressistes il y a quelques années, lorsqu'ils étaient encore anarchistes et révolutionnaires. Il y en a de Costa, de Merlino, de Castellari, de Monticelli, de Bentini, etc. A chacun de ceux-ci Mancini, dans des notes opportunes, assène des coups de fouet solennels, qui donnent au journal la saveur de la nouveauté.

*
* *

Comme commentaire des délibérations légalitaires du congrès social-démocratique, outre les fusillades de Candela, s'ajoute à présent l'œuvre toujours plus réactionnaire du gouvernement.

Quelques comices populaires de protestation pour les faits de Candela ont été prohibés ; les journaux anarchistes sont séquestrés avec un crescendo merveilleux. L'on séquestre depuis deux semaines à Milan le *Grido della Folla* et à Naples l'*Armonia*. A Rome aussi a été séquestré le dernier numéro de l'*Agitazione* pour une correspondance contre le militarisme.

CATILINA.

(29 septembre 1902.)

Espagne.

MADRID. — Le samedi 27 septembre, « La Locomotora Invencible », Société de travailleurs des chemins de fer, a fait au théâtre Barbieri un meeting de protestation contre la loi sur les grèves, la loi de février 1901, commentée et aggravée par un décret du ministre actuel : elle oblige les mécaniciens, chauffeurs, télégraphistes et chefs de station à déclarer leur intention de faire grève quinze jours d'avance, et tous les autres employés, dix jours d'avance. De plus, chacun d'eux doit donner par écrit notification de la résolution prise, ou la faire donner par une personne qui le représente en vertu d'un mandat exprès, spécialement rédigé pour une occasion donnée.

Toutes les petites inventions du ministre seront vaines et inefficaces devant une déclaration de grève générale. Si tous les employés de toutes les Compagnies, le même jour et à la même heure, abandonnent le travail, en se moquant des lois, paisiblement, le ministre aura beau brandir son décret, le lire, le crier ou le chanter, si bon lui semble, je ne vois pas que ça puisse allumer les foyers éteints des machines, ni faire tourner les roues bloquées.

Or, la grève générale devient de jour en jour un peu plus possible et prochaine. Le numéro de septembre de la *Solidad Ferroviaria*, organe des travailleurs syndiqués des chemins de fer, constate que tous les meetings jusqu'alors célébrés par les propagandistes de la grève générale ont montré de façon éclatante que c'est bien là la seule forme de lutte dont les travailleurs espèrent une amélioration de leur sort et la fin de leur honteux esclavage.

*
* *

BARCELONE. — Un juge a éprouvé le besoin de déclarer innocents les deux gardes civils qui, lors de l'affaire de la Barceloneta, poursuivirent Pascual dans un escalier et le tuèrent à coups de fusil. D'après ce juge, c'est Pascual qui a commencé. Evidemment, et la sentence était connue d'avance. Cet homme perd son temps. Pourquoi diable se croit-il obligé d'articuler des mensonges fastidieux ?

*
* *

MALAGA. — Dernièrement, un garde civil, saisissant son mauser chargé, est sorti dans la rue et s'est mis à courir, tirant à droite et à gauche. Au bout de quelques minutes, sept morts et plusieurs blessés marquaient le passage du forcené. Ses camarades coururent après lui, mais il ne les reconnut point et, rechargeant toujours son arme, il voulait les tuer, eux aussi : ils n'hésitèrent pas, et l'abattirent, comme ils font des ouvriers, des femmes et des enfants, en leurs jours de gloire.

On a déclaré fou l'effrayant héros de cette aventure. Dressé pour la tuerie, une fringale de meurtre l'a pris avant l'heure : un jour de grève, il eût gagné des galons ; un jour de révolution, il eût commencé peut-être une fortune à faire envie au marquis de Galliffet.

*
* *

SÉVILLE. — Le 21 septembre, a eu lieu, au théâtre Portela, une réunion publique pour réclamer la prompte réouverture des Associations ouvrières récemment fermées : 3.000 travailleurs y assistaient, les adhésions de 40.000 autres avaient été envoyées. A l'unanimité, les 3.000 travailleurs présents ont décidé le chômage général pour la journée du jeudi 9 octobre. Dans la matinée aura lieu un meeting de protestation, et, l'après-midi, un autre de propagande.

M. L.

Chili.

La Luz de Santiago, numéro de juillet, nous apporte des nouvelles d'une grève des typos de cette ville, qui « s'est déroulée, rapide comme une explosion de dynamite,... malgré les esprits pusillanimes ou complaisants aux patrons.

Le mouvement fut commencé par les ouvriers de l'Imprimerie Nationale qui lancèrent l'idée d'une grève générale de la corporation. Une première assemblée générale approuva un nouveau projet de tarif des salaires, qui fut soumis à tous les chefs d'entreprises ; les réponses, lues à une deuxième assemblée, étant toutes négatives ou vagues, la grève générale fut proclamée sur-le-champ. Des délégations furent nommées, qui devaient exiger des patrons des réponses décisives. La première démarche faite auprès d'eux en ce sens n'ayant pas donné de résultat, les grévistes décidèrent de ne plus envoyer aucune délégation et d'attendre la réponse des employeurs chez eux, dans le local de la Philharmonique ouvrière, où une permanence fut établie. Au bout de dix jours, toutes les réponses étaient arrivées, et la lutte se terminait par un accord : exploiteurs et exploités transigeaient, et finalement les grévistes obtenaient, par le seul effet de leur énergie, un nouveau tarif notablement supérieur à l'ancien.

Seuls les ouvriers des presses et les brocheurs n'ont pas observé la fière attitude qui assura aux autres le triomphe : peu à peu, les uns après les autres, ils sont retournés travailler aux conditions anciennes. Ils peuvent maintenant méditer sur les effets de leur propre faiblesse.

Pendant la grève, les anarchistes ont été très attaqués ; et c'est pourtant leur esprit et leur inspiration qui a régné du commencement à la fin ; tous ceux qui ont participé au mouvement ont agi en anarchistes. D'aucuns ont dit « qu'il n'y avait pas d'anarchistes dans cette grève, car l'ordre n'était pas troublé, et il l'eût été par eux ». Nos camarades de *la Luz* répondent : « Qu'ils sachent, ces malheureux, que nous, anarchistes, n'apportons jamais le trouble parmi les travailleurs en marche vers leur émancipation ; bien au contraire, nous voulons alors établir l'ordre. L'ordre que nous troublons, c'est *l'ordre social*, dont le nom n'est qu'une ironie, et qui est, pour nous, le pire des désordres. »

Suisse.

GENÈVE. — Il y a actuellement ici une grève d'employés de tramways. Depuis deux ans la Compagnie pour l'exploitation des brevets électriques a créé ici une filiale qui a monté des voies dans tous les quartiers et occupe cinq cents ouvriers et employés, à bon marché.

Pour des raisons de salaire, de contrôle, de dignité, le Syndicat des travailleurs avait eu plusieurs fois à se plaindre de la Compagnie, quand celle-ci, pour se débarrasser des gêneurs, en renvoya quarante-quatre.

La lutte était ouverte, mais au lieu de l'engager sérieusement, les ouvriers prirent comme conseil un politicien local, rédacteur à un journal radical-socialiste. Il leur conseilla l'arbitrage du gouvernement dans lequel se trouvait justement un des leurs, une sorte de Millerand. La Compagnie accepta de reprendre les employés renvoyés, les grévistes remontèrent, en chantant, sur les voitures, après deux jours de repos. Seulement, une semaine après, ils s'aperçurent qu'ils étaient complètement roulés. La Compagnie faisait travailler les électriciens à des terrassements et se payait la tête de tous ses agents, les provoquant à rompre la sentence arbitrale. Pendant la nuit, elle dressait de nouveaux wattmen sur la section française de ses lignes.

La grève recommença avec le concours des brutalités policières habituelles.

Le membre socialiste du gouvernement, Thiébaud, signa une affiche convoquant un bataillon pour maintenir l'ordre. Il vint 600 hommes seulement sur 800 appelés.

Le Syndicat typographique vota une subvention de 1.000 francs aux grévistes, et décida que ceux de ses membres mis au clou pour ne pas s'être rendus au service recevraient le secours habituel de grève.

La lutte à coups d'affiches et de meetings continue, mais comme le courant circule toujours dans les fils, que les poteaux sont intacts, petit à petit les voitures conduites par des jaunes sortent dans le jour avec un soldat muni de son fusil, de sa baïonnette et de cinq cartouches apparentes sur la poitrine. Les gendarmes français, à la frontière, remplacent les suisses.

L'ignoble presse bourgeoise dénonce les « meneurs étrangers » à la police pour l'engager à de bonnes expulsions administratives. Elle a été arrosée par la Compagnie. Que diraient les bourgeois voyageant dans les voitures, malgré le boycottage, si les grévistes sortaient de chez eux avec leur fusil pour attaquer les trains ?

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Jean-Pierre :

Le petit journal pour les enfants *Jean-Pierre* entrera au mois de décembre dans sa deuxième année.

La situation économique n'est pas mauvaise puisqu'il y a dix-sept cents abonnés ; cependant, il en manque quatre cents pour que la vie du journal soit assurée. Un peu de propagande et tout ira bien.

Si *Jean-Pierre* a subsisté, c'est qu'il répond à un besoin ; parti avec peu de ressources, il est arrivé à un beau résultat.

Les camarades qui le dirigent nous assurent que la deuxième année sera établie sur un plan plus ferme et plus développé.

Que ceux qui ont des enfants et que cela intéresse se remuent.

*
* *

Dimanche 12 octobre, à 2 heures 1/2, matinée littéraire organisée par l'*Idée Libre du XX*ᵉ, aux Trois Lions, 86, boulevard de Belleville.

Programme : 1° Conférence par Butaud, sur la liberté de l'enseignement ;

2° Concert ;

3° *Mariage d'argent*.

*
* *

Société instituée pour la création d'une colonie anarchiste en France. — Dimanche 12 courant, à 9 heures du soir, salle Salzac, 1, boulevard Magenta.

Première partie. — Causerie par le camarade Francis Prost ; Rapport sur l'Education, par le camarade Mannus.

Deuxième partie. — Concert.

Entrée gratuite.

*
* *

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 11. — Brandès : Sociétés coopératives belges et anglaises.

Lundi 13. — Georges Veillat : Les religions de l'antiquité : Inde (Aryens, Brahmanisme, Boudhisme), Perse, Egypte, Grèce.

Mercredi 15. — H. Casevitz : L'internationalisme sous-marin (avec projections).

Tous les mardis, cours d'allemand par Mme Liepuce. Cours élémentaire de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2, cours en allemand de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

Tous les jeudis, cours de diction par M. Lancy.

Le jardin est ouvert tous les jours (sauf le vendredi), de 8 h. 1/2 à 11 heures du soir et le dimanche, de 2 heures à 6 heures après midi.

* *

L'Education libre du IIIe. — Librairie, bibliothèque, 26, rue Chapon. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures. Dimanches et jours fériés, de 9 heures à midi.

Dimanche, 26 octobre. — Soirée familiale, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par Paraf-Javal; sujet traité : La destruction.

* *

Grande fête organisée par le groupe des Poètes-chansonniers révolutionnaires, dimanche 12 octobre, à 8 h. 1/2, salle Jules, boulevard Magenta, 6.

* *

Les employés aux écritures ou de bureau. — Encore une nouvelle catégorie de gens qui s'unissent pour lutter contre l'autoritarisme pour la liberté et pour le bien-être.

Jusqu'ici isolés dans un aristocratisme inexplicable, les employés de bureau se rallient au mouvement syndical; ils lui apporteront le concours de leurs connaissances parfois étendues et de leurs aptitudes professionnelles. Notons qu'ils sont, à Paris, au nombre de 40.000 environ.

Quelques-uns d'entre eux, les plus émancipés, lisent notre journal. Nous pensons qu'ils feront bonne besogne en adhérant à la section autonome formée par leurs camarades dans le sein du Syndicat des Employés, sous le nom de « section des Employés de bureau », et comprenant les employés d'administration, d'assurances, de sociétés commerciales et industrielles, de journaux, de publicité, etc.

La section se réunit le premier vendredi de chaque mois.

Envoyer les communications et adhésions au Syndicat des Employés (section Ecritures), 2e étage, bureau 25, Bourse du Travail.

* *

L'Idée Libre du XXe fait appel aux camarades du XXe et d'ailleurs, pour qu'ils veuillent bien apporter leurs forces morales et pécuniaires dans la mesure de leurs moyens.

Réunion samedi 11 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Boucher, 14, rue Rébeval. Causerie par le camarade Léon Leclerc : Dissertation philosophique.

* *

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 :

Samedi 11. — Soirée familiale organisée par la *Lyre sociale de la Rive gauche*. (Vestiaire obligatoire, 25 cent. par personne.)

Vendredi 17. — Désirs et opinions, par Bastian.

* *

Union populaire du XIVe arrondissement, 5, rue du Texel :

Lundi 10. — M. Damien, instituteur : L'enseignement primaire avant 1789.

Mercredi 15. — Assemblée générale trimestrielle des adhérents. Exposé de la situation morale et financière. Examen des statuts et du programme général de l'année.

Vendredi 17. — M. Charles Vallier : La discipline à l'armée et la justice militaire.

* *

Vendredi 10 octobre, à 8 heures du soir, salle Mouton, 7, quai Conti, causerie sur les bases théoriques de la physique moderne, par G., docteur ès sciences, ingénieur. Entrée : 20 centimes.

* *

Lyre Sociale de la Rive Gauche (cercle théâtral socialiste). — Troisième anniversaire de la fondation.

Dimanche 12 octobre, matinée théâtrale privée, salle de la *Coopération des Idées*, 157, faubourg Saint-Antoine. Conférence par Henri Dargel sur le théâtre social.

Représentation de : *Le Retour*, d'Henri Mahoudeau. *Scrupules*, d'Octave Mirbeau. *La Première Salve*, d'Amédée Rouquès.

Entrée gratuite. — Vestiaire obligatoire : 30 cent.

— Réunion vendredi et mardi, à 8 h. 1/2 du soir, salle *Union Ouvrière*, 12-14, rue de l'Espérance. Urgence.

Ordre du jour : Répétitions.

* *

Lyon. — *L'Emancipation* organise pour le jeudi 16 octobre, salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26, une réunion où sera, de concert avec les groupes socialistes, révolutionnaires et libertaires, déterminée la propagande antimilitariste pour le départ de la classe.

* *

Groupe *Germinal*. — Dimanche 12 octobre, à 8 heures, chez Berger, 236, rue de Créqui et place Voltaire, soirée familiale. Une causerie sera faite par un camarade sur l'inégalité. Chants et poésies.

* *

Nantes. — *Groupe d'études sociologiques Les Iconoclastes*. — Les camarades sont convoqués pour le samedi 11 courant, à 8 heures 1/2, au café de Bretagne, place Bretagne.

Ordre du jour : Causerie par le camarade Jean Labeur et organisation de la conférence Libertad et Jean Labeur.

Réunion habituelle tous les samedis à 8 h. 1/2.

* *

Narbonne. — Les camarades désireux d'unir leurs efforts en vue de la propagande sont priés d'assister aux réunions du groupe qui ont lieu tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, au Bar Agenais, quai Vallière.

* *

Valréas. — Les camarades se rencontrent tous les jeudis. Adresser tout ce qui concerne le groupe au camarade V. Basset.

* *

Rouen. — Groupe *Les Ennemis de l'Autorité*. — Les camarades du groupe se rencontreront tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, au Bar National, 16, rue de la République. Causeries et discussions à toutes les réunions.

Les camarades de toutes les opinions, spécialement les socialistes révolutionnaires, sont priés d'y assister.

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Nous faisons mettre chez les dépositaires du journal et dans les gares : Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, et* Organisation, initiative et cohésion, *de J. Grave. Prière aux camarades de les réclamer. Ils trouveront, également dans les gares, l'édition non illustrée de* Guerre-Militarisme.

AVIS

On désirerait se procurer plusieurs numéros 129 du *Père Peinard*, du 1er au 14 mai 1899. Faire les propositions au journal.

* *

Un de nos amis désirerait se procurer le no 42, de la 2e année, et 40 de la 3e année de la *Révolte*. Il offre 0 fr. 50 de chaque numéro.

* *

Les camarades Verschoore et Guimaraès de Porto-Alegre nous ont envoyé, comme curiosités brésiliennes, une peau de crocodile, une peau de serpent et un œuf d'autruche, pour le cas où nous ferions une nouvelle tombola.

J'ai déjà donné les raisons pour lesquelles je suis dégoûté des tombolas. Les curiosités des camarades, que nous remercions, avec celles que nous avons déjà reçues de la Nouvelle-Calédonie, contribueront à orner notre bureau. — Ce sera l'embryon d'un musée international.

BIBLIOGRAPHIE

Origin of anarchism, by Ch. James, brochure chez A. Isaak, Chicago.

Opinions sociales, tomes I et II, par A. France, à la *Société Nouvelle de Librairie*, 17, rue Cujas; 0 fr. 50 chacun.

La Grève et le boycottage, brochure en russe chez Rosin, 35, Blythe Vale, Catford, London, S. E.

Die revolutionære Bewegung in Russland, von Nacht; 1 brochure, 10 pf., à *Neues Leben*, Berlin.

Les Premiers principes, par Herbert Spencer; un vol., 10 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Des volumes trouvés par le camarade bouquiniste, il ne reste plus que :

La Guerre et les Armées (brochures)	0,40	—	0,60
Vers la justice, par la vérité (affaire Dreyfus), par Reinach.	1,50	—	2 »
Luttes stériles (poésies), par G. de La Salle	1,25	—	1,65
La Pâture, par Rainaldy.	0,60	—	1,10
La Fin d'un Monde, par Drumont	1,25	—	1,75
Le Secret de Fourmies, par Drumont	1 »	—	1,40
Notes sur Berlin, par Ajalbert.	2 »	—	2,30
L'Année politique (1899), par A. Daniel	1,50	—	2 »

PETITE CORRESPONDANCE

Groupe d'études de Nantes. — Votre convocation trop tard. Il faut qu'elle nous parvienne le mardi. — Pour une foule de raisons, nous n'insérons, dans notre petite correspondance, aucune communication étrangère au journal.

E.-S., coopérateur. — Envoyez-moi donc votre adresse; je l'ai égarée et désire vivement vous répondre.

V. C., à Recanati. — Ai réexpédié le numéro réclamé.

R. R., à San Francisco. — Reçu mandat. — L'abonnement finira fin octobre 1903.

D., Narbonne. — Des invendus tant que vous en voudrez.

P. R., à Toulouse. — Le paquet a été expédié un peu après ma lettre. Devez l'avoir.

Un serrurier. — *Paris livré* était parti. J'ai envoyé *A travers les groins*, du même prix. Votre mandat ne comportait pas le prix des deux.

J. M. A., à Barcelone. — Bien reçu les brochures. Merci; ai expédié les affiches et brochures, n'ayant pas le journal demandé.

Un ami inconnu. — Bien reçu. Merci.

C. — Reçu la brochure. Merci, ainsi que pour les articles à venir.

C., au Chambon. — C'est à la suite de votre réclamation à la poste que j'ai réexpédié le numéro.

Libertaire. — Nous avons reçu pour vous 8 fr., abonnement de Choplin, Buenos-Ayres.

Reçu pour la gerbe de fleurs à Zola : *Temps Nouveaux*, 3 fr.; Ch. Max, 0 fr. 50; B., rue B., 2 fr.; Fr., 0 fr. 50; Berger, 1 fr.; Bessin, 2 fr.; Ch. Albert, 2 fr.; G. V., à Autun, 1 fr.; Ernest C. et son ami, 3 fr.; Berroux, 3 fr.; Héri, 1 fr.; C. F., 2 fr. En tout : 21 fr. — La souscription est close. La gerbe a coûté 15 fr. Nous faisons parvenir les 6 fr. d'excédent à la *Ligue des Droits de l'homme* pour le monument. Un camarade proposait d'affecter l'excédent à l'impression d'une brochure composée des meilleurs extraits des œuvres de Zola. Mais au train dont vont nos souscriptions, cela serait trop long.

Reçu pour la famille Liebenguth : L., à Valenciennes, 0 fr. 30. — Un serrurier, 0 fr. 65. — B., à Valréas, 0 fr. 75. — Total : 1 fr. 70. — Liste précédente : 7 fr. 80. — En caisse : 9 fr. 50, que nous expédions.

Reçu pour le journal : Un libertaire, 0 fr. 50. — Les libertaires de Porto-Alegre, 40 fr. — A. L., 0 fr. 55. — L. M., à Nice, 5 fr. — G. V., à Autun, 1 fr. — P. C., à Garches, 6 fr. 30. — Vente de vieux timbres, 2 fr. — B., à Cambridge, 1 fr. 05. — Cornet, 0 fr. 50. — B., à Lyon, 1 fr. 50. — Un serrurier, 0 fr. 50. — Un jeune anarchiste et son camarade, 1 fr. 25. — C. F., 4 fr. — P., à Limoges, 0 fr. 60. — X. Y. Z., 1 fr. — P., Mlle C., 5 fr. — Lorient, trois amis, T. L., E. P., R. L., 2 fr. — Merci à tous.

P., à Sens. — B., à Jumet. — L., à Verviers. — L., à Hodimont. — E. G., à Narbonne. — Fr., à Jonzac. — C., à Buenos-Ayres. — H., à Barenton. — C. C., à Châteldon. — S. P., à Modène. — V., à Nîmes. — A. H., à Luçon. — C., à Bruges. — S., à Lyon. — L. B., à Jemeppes. — S., à Dordrecht. — C., à Rabastens. — L., au Chambon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 25 — DIX CENTIMES — DU 18 AU 24 OCTOBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Vu la gravité des événements, nous mettons, cette semaine, 8 pages au journal, dont le numéro est entièrement consacré au mouvement social.

Seulement nous devons avertir que si la semaine prochaine ne se présente pas mieux, il y aura de fortes difficultés, non seulement pour faire sortir le supplément, mais peut-être bien le numéro lui-même.

LES ORIGINES DE L'ANARCHIE (1)

Ce n'est certainement pas d'une découverte scientifique quelconque, ni de quelque système de philosophie, que l'Anarchie tire son origine. Les sciences sociologiques sont encore très éloignées du moment où elles auront acquis le même degré d'exactitude que la physique ou la chimie. Et si nous ne sommes pas encore arrivés dans l'étude des climats et du temps (la météorologie), jusqu'à prédire, un mois ou même huit jours à l'avance, le temps qu'il va faire, — il serait évidemment absurde de prétendre que dans les sciences sociales, qui traitent de choses infiniment plus compliquées que le vent et la pluie, nous puissions déjà prédire scientifiquement les évènements. Il ne faut pas oublier, non plus, que les savants sont des hommes comme tous les autres, et que la majorité d'entre eux appartiennent aux classes aisées, et partagent, par conséquent, les préjugés de ces classes; beaucoup sont même directement aux gages de l'Etat. Il est donc certain que ce n'est pas des universités que nous vient l'Anarchie.

Comme le socialisme en général et comme tout autre mouvement social, l'Anarchie est née au sein du peuple, et elle ne maintiendra sa vitalité et sa force créatrice qu'autant qu'elle restera populaire.

⁂

De tout temps deux courants se sont trouvés en lutte au sein des sociétés humaines. D'une part, les masses, le peuple élaboraient, sous forme de mœurs, une foule d'institutions nécessaires pour rendre possible la vie en sociétés : pour maintenir la paix, pour apaiser les querelles, pour pratiquer l'entr'aide dans tout ce qui demandait un effort combiné. La tribu chez les sauvages, la commune de village et, plus tard encore, la guilde industrielle, ainsi que les cités du moyen âge, les fondements du droit international que celles-ci surent baser — développer toutes ces institutions et beaucoup d'autres furent élaborées, non pas par les législateurs, mais par l'esprit créateur des masses.

Et, d'autre part, il y a toujours eu au milieu des hommes, des mages des chamanes, des faiseurs de pluie et des oracles, — des prêtres, des connaisseurs de coutumes anciennes et des chefs de bandes militaires, qui cherchaient à imposer leur autorité au peuple. Ceux-ci se liguaient entre eux et se soutenaient les uns les autres de toute façon afin de pouvoir commander les masses, de les tenir dans l'obéissance, de les gouverner, — et de les faire travailler pour soi.

Il est évident que l'Anarchie représente le premier de ces deux courants, c'est-à-dire la force créatrice, constructive des masses, qui élaboraient les institutions de droit commun, pour se mieux défendre contre la minorité aux instincts dominateurs. C'est aussi par la force créatrice et constructive du peuple, aidée de toute la force de la science et de la technique modernes, que l'Anarchie cherche aujourd'hui à élaborer les institutions nécessaires pour garantir le libre développement — de la société, — à l'opposé de ceux qui mettent leur espoir dans une législation faite par des minorités de gouvernants. Nous pouvons donc dire que, dans ce sens, il y a eu de tout temps des anarchistes et des étatistes.

⁂

En outre, de tout temps il s'est aussi produit ceci : les institutions, même les meilleures celles qui avaient été élaborées d'abord pour le maintien de l'égalité, de la paix et de l'entr'aide, se pétrifiaient à mesure qu'elles vieillissaient. Elles perdaient leur sens primitif, elles tombaient sous la domination d'une minorité ambitieuse et elles devenaient enfin un empêchement au développement ultérieur de la société. Alors, des individus plus ou moins isolés se révoltaient. Mais, tandis que quelques-uns de ces mécontents, en se révoltant contre une institution devenue gênante, cherchaient à la modifier dans l'intérêt de tous, — et surtout à renverser l'autorité, étrangère à l'institution, qui avait fini par s'imposer au-dessus de celle-ci, d'autres cherchaient à s'émanciper de l'institution sociale (la tribu, la commune du village, la guilde, etc.), exclusivement pour se placer eux-mêmes en dehors et au-dessus des institutions sociales, afin de dominer les autres membres de la société et de s'enrichir à leurs dépens.

Tous les réformateurs, politiques, religieux, économiques, ont appartenu à la première de ces deux catégories. Et, parmi eux, il s'est toujours trouvé des individus qui, sans attendre que tous leurs concitoyens, ou même seulement la minorité d'entre eux, se fussent pénétrés des mêmes intentions, marchaient de l'avant et se soulevaient contre l'oppression — soit en groupes plus ou moins nombreux, si c'était possible, soit tout seuls, individuellement, s'ils n'étaient pas suivis. Ces révolutionnaires, nous les rencontrons à toutes les époques de l'histoire.

⁂

Cependant les révolutionnaires eux-mêmes se présentaient aussi sous deux aspects différents. Les uns, tout en se révoltant contre l'autorité qui exerçait sa pression sur la société, ne cherchaient nullement à détruire cette autorité, mais travaillaient à s'en emparer pour eux-mêmes. En lieu et place d'un pouvoir devenu oppressif, ils cherchaient à en constituer un nouveau, dont ils seraient les détenteurs, et ils promettaient — souvent de bonne foi — que la nouvelle autorité tiendrait à cœur les intérêts du peuple, qu'elle en serait la vraie représentation, — promesse qui, plus tard, était fatalement oubliée ou trahie. C'est ainsi que se constitua l'autorité impériale dans la Rome des Césars, l'autorité de l'Eglise aux premiers siècles de notre ère, le pouvoir des dictateurs dans les villes du moyen âge, à l'époque de leur décadence, et ainsi de suite. Le même courant fut mis à profit pour constituer, en Europe, l'autorité royale à la fin de la période féodale. La foi en un empereur « populiste » — un César — n'est même pas morte de nos jours.

Mais, à côté de ce courant autoritaire, un autre courant s'affirmait aussi à ces époques de revision des institutions établies. De tout temps, depuis la Grèce antique jusqu'à nos jours, il y eut des individus et des courants de pensée et d'action qui cherchaient — non pas à remplacer une autorité par une autre, mais à démolir l'autorité qui s'était greffée sur les institutions populaires — sans en créer une autre à sa place. Ils proclamaient la souveraineté de l'individu et du peuple, et ils cherchaient à affranchir les institutions populaires des surcroissances autoritaires, afin de pouvoir rendre à l'esprit collectif des masses sa pleine liberté, — afin que le génie populaire pût librement reconstruire encore une fois des institutions d'entr'aide et de protection mutuelle, d'accord avec les nouveaux besoins et les nouvelles conditions d'existence. Dans les cités de la Grèce antique, et surtout dans celles du moyen âge (Florence, Pskov, etc., nous trouvons beaucoup d'exemples de ce genre de luttes. Nous pouvons dire ainsi que des jacobins et des anarchistes ont existé de tout temps parmi les réformateurs et les révolutionnaires.

⁂

Il s'est même produit, aux temps passés, de formidables mouvements populaires empreints du caractère anarchiste. Villages et cités se soulevaient alors contre le principe gouverne-

(1) Nous commençons aujourd'hui la publication d'une nouvelle étude de notre ami Kropotkine sur la Science moderne et l'Anarchie. Puisque chaque chapitre a son titre, cela nous permettra de les publier comme autant d'articles séparés.

mental — contre les organes de l'Etat, ses tribunaux et les lois, et ils proclamaient la souveraineté des droits de l'homme. Ils niaient toutes les lois écrites et affirmaient que chacun doit se gouverner par sa propre conscience. Ils cherchaient à fonder ainsi une nouvelle société, basée sur des principes d'égalité, de liberté complète et de travail. Dans le mouvement chrétien qui se fit en Judée, sous Auguste, — contre la loi romaine, l'Etat romain et la moralité ou plutôt l'immoralité de l'époque, — il y avait incontestablement beaucoup d'anarchisme. Et, peu à peu seulement ce mouvement dégénéra en un mouvement d'Eglise, construite sur le modèle de l'Eglise des Hébreux et de la Rome impériale elle-même, — ce qui tua évidemment tout ce que le christianisme possédait d'anarchisme à ses débuts, lui donna des formes romaines et en fit bientôt l'appui principal de l'autorité, de l'Etat, de l'esclavage, de l'oppression.

De même, le mouvement anabaptiste qui, au fond, inaugura et fit la Réforme, avait aussi un fond anarchiste. Mais, écrasé par ceux des réformés qui, sous la gouverne de Luther, se liguèrent avec les princes contre les paysans révoltés — ce mouvement fut étouffé en massacrant en grand les paysans et le « bas peuple » des villes. Alors, l'aile droite des réformés dégénéra peu à peu, jusqu'à devenir ce compromis avec sa propre conscience et l'Etat, qui existe aujourd'hui sous le nom de protestantisme.

⁂

Ainsi donc, pour nous résumer, l'Anarchie est née de la même protestation critique et révolutionnaire, dont est né le socialisme en général. Seulement une partie des socialistes, après être arrivés jusqu'à la négation du capital et de la société basée sur l'asservissement du travail au — capital, s'est arrêtée là. Ils ne se sont pas déclarés contre ce qui constitue la vraie force du capital — l'Etat et ses principaux appuis : la centralisation de l'autorité, la loi (faite toujours par la minorité, au profit de celle-ci), et la justice qui fut constituée surtout pour la protection de l'autorité et du capital.

Quant à l'Anarchie, elle ne s'arrête pas dans sa critique devant ces institutions. Elle lève son bras sacrilège — non seulement contre le capital, mais aussi contre ces suppôts du capitalisme.

Pierre Kropotkine.

INÉVITABLE

La grève générale des mineurs était à peine commencée que deux ouvriers étaient tués par un gendarme ! — Les journaux antigouvernementaux accusent le gouvernement ; ses défenseurs ne voient qu'un vulgaire « fait divers » dans cet incident qui leur aurait servi à mener une campagne monstre lorsqu'ils n'étaient pas du côté du manche.

Pour nous autres, anarchistes, cela était inévitable.

Le gouvernement est fait pour défendre l'ordre, la propriété, etc. ; les ouvriers se mettent en grève, ils mettent en péril l'ordre et la propriété. Le gouvernement met sur pied armée et police. Voilà deux forces en présence. Forcément, inévitablement, il y aura conflit à un moment donné : ici, il n'a produit que deux victimes, il pouvait en produire davantage.

L'empire a eu Saint-Aubin et la Ricamarie. Elle serait longue la liste, depuis l'empire, si on dressait la nomenclature des conflits entre les ouvriers et la force armée. Le ministère libéralo-socialiste Waldeck-Millerand a eu, pour sa part, deux cas de ce genre. Le ministère anticlérical Combes vient d'avoir le sien. Ceux qui lui succèderont auront les leurs.

Quand donc les ouvriers voudront-ils voir clair ? et comprendre que le rôle du gouvernement est d'assurer leur exploitation ; que lorsqu'il fait du libéralisme, du socialisme ou de l'anticléricalisme, ce n'est que pour les mieux tromper, et que, tous, du plus réactionnaire au plus socialiste, ils ne sont que les valets du capital.

J. Grave.

A PROPOS DE LA SOCIÉTÉ FUTURE

II (1)

D'abord, pour affirmer que l'homme ne saurait user de sa liberté, on se base sur des expériences qui ressembleraient à celle d'un physiologiste qui, ayant rempli une pièce d'acide carbonique, dirait en montrant ceux qui, en y pénétrant, tomberaient asphyxiés : « Vous le voyez bien, il est impossible de vivre dans cette pièce. »

L'homme est parqué dans une atmosphère de fraudes, de mensonges, de spoliations et d'oppression ; à chaque moment de sa vie il est aux prises avec les difficultés que lui créent les institutions qui l'oppriment. Il lui faut être dupe ou dupeur, opprimé ou oppresseur. Et, de ce qu'il subit forcément l'impulsion du milieu où il s'agite, on nous dit : « L'homme n'est pas mûr pour la liberté. »

Qu'en savez-vous, bonnes gens ?

De même que, pour rendre la pièce habitable, il suffit de l'aérer, laissez l'homme se créer un milieu où, assuré de la satisfaction de ses besoins, il ne lui sera plus utile d'être rapace ; où, libre de ses mouvements, il ne lui sera plus nécessaire d'opprimer la volonté des autres pour avoir le libre exercice de la sienne. Alors, là seulement, l'expérience aura quelque poids, et nous dira si l'homme, éternel mineur, devra indéfiniment subir la tutelle. Il ne vous restera plus, ensuite, qu'à nous prouver l'impeccabilité des tuteurs.

Eh ! sans doute, il pourrait arriver que l'exercice d'une liberté ainsi conquise amenât quelques accrocs, qu'elle produisit quelques heurts en ces commencements. Est-ce que l'on parle d'attacher bras et jambes à l'enfant qui se bossèle le front en essayant ses premiers pas ? Est-ce que le libre exercice de ses membres, au risque de quelques contusions, n'est pas encore la meilleure méthode pour apprendre à les mouvoir ?

⁂

Ce n'est qu'après une lutte, longue et pénible, contre les obstacles qui l'environnent, que l'individu arrive à s'en libérer. Lorsqu'on considère combien les mœurs, les habitudes ont du mal à se transformer, lors même que les plus intelligents en ont compris et démontré l'inutilité ou les inconvénients ; combien il est difficile, à ceux-là même qui en ont compris l'erreur, de s'en libérer ; lorsqu'on voit qu'après bien des révolutions sanglantes, on n'a fait que changer les noms des institutions que l'on voulait détruire, il est absurde de venir nous dire que le meilleur moyen d'apprendre à l'individu de se libérer est encore de continuer à le tenir en lisière.

C'est parce qu'il a trop cru aux maîtres, c'est parce qu'il s'est trop longtemps plié aux ordres de ceux qu'il croyait ses supérieurs, que l'individu ne sait pas se mouvoir librement ; qu'il a perdu tout esprit d'initiative. Il faut qu'il s'exerce à les réacquérir, et ce n'est qu'en essayant d'être libre, qu'en rejetant toute espèce d'entrave.

L'autorité pervertit le sens moral de ceux qui l'exercent et de ceux qui la subissent ! Apprenons aux individus à ne pas la subir, à ne pas l'exercer.

Elle est arbitraire, injuste, parce que, centre de volonté, elle implique unité de vues, de règle et d'action, alors que la diversité des caractères, des tempéraments, d'évolution et d'aspirations qui composent une multitude d'êtres, implique variété d'action et d'organisation. Apprenons aux individus à bien se pénétrer de ces vérités, afin qu'ils perdent cette notion absurde et néfaste : vouloir construire une société sur des bases uniformes, avec les mêmes obligations, les mêmes prohibitions pour tous.

⁂

« Mais vous êtes fous ! viennent clamer les autoritaires. L'homme est vaniteux, paresseux, gourmand, injuste, autoritaire ; le premier usage qu'il fera de sa liberté sera de molester et dominer les plus faibles qui ne sauront pas lui résister. »

A cela les anarchistes répondent : « Si l'homme est un peu ce que vous dites, c'est que l'organisation sociale qu'il subit depuis des siècles, est basée sur la vanité, sur la domination, l'exploitation, sur la différence et l'antagonisme des intérêts, montrant à l'individu, comme idéal : exploiter ses semblables pour arriver à planer sur eux dans la paresse, le luxe et l'insolence ; rien d'étonnant à ce qu'elle soit arrivée à développer chez eux la vanité, l'égoïsme, l'esprit de lucre et de domination. Pour que les êtres n'aient plus la tentation de dominer et d'exploiter leurs semblables, débarrassons la société des institutions qui leur en facilitent la possibilité.

— Jamais de la vie ! Vous êtes fous ! Vous ne connaissez rien aux lois qui régissent une société ! Le meilleur moyen d'amener l'individu à aimer la liberté, c'est de lui faire peser dessus tout le poids de l'autorité. Et cela, nous nous en chargeons.

— Je vous assure que, depuis des milliers d'années que dure l'expérience, nous sommes suffisamment renseignés là-dessus. Toute fonction établie a eu pour prétexte la bonne marche de l'organisation sociale, la protection de l'individu contre l'injustice et l'arbitraire ; mais, sitôt qu'elle a été pourvue d'un titulaire, celui-ci n'a pas tardé à renverser les rôles et à considérer sa fonction comme but unique, et les individus spécialement créés comme matière à justifier son exercice.

— Ah çà ! vous allez vous taire, n'est-ce pas ? Vous n'allez pas comparer l'administration admirable que nous vous préparons, à l'état bourgeois d'aujourd'hui qui, n'étant que le défenseur d'une classe, ne peut être qu'injuste et arbitraire.

Vous voudrez bien admettre que l'état social que nous rêvons étant organisé pour le bien de tous, les hommes ayant évolué, nos fonctionnaires, intègres et dévoués, n'auront qu'une fonction : assurer la justice à tous !

— Mais lorsque, expliquant notre rêve de société sans entraves, nous affirmons nous-mêmes qu'elle ne sera réalisable que du jour où il y aura assez d'individus ayant suffisamment évolué pour se débarrasser de ce qui gêne leur action, vous nous dites que, pour établir les bases saines d'une société, il ne faut pas tabler sur ce qui « pourra » être, mais sur ce qui est. Par quel miracle l'homme sera-t-il assez évolué pour remplir des fonctions qui tendront à le maintenir dans la routine, et ne le sera-t-il pas assez pour savoir se passer de ce qu'il aura appris devoir lui être nuisible ?

— Ça n'est pas la même chose !

— C'est parce que c'est toujours la même

(1) Voir le numéro 22.

chose chez vous, que nous ne voulons pas de votre système.

∴

Quand je dis que ça serait la même chose, je suis modeste. Ça serait la même chose, avec un nombre infini de complications en plus.

C'est en étudiant les grandes administrations, et, de plus, en légiste que M. Tarbouriech a échafaudé son système social. Et l'état social rêvé par un administrateur doublé d'un légiste, je vous jure que ça n'a rien d'agréable, surtout lorsqu'il se mêle de vouloir protéger l'initiative et la liberté individuelles.

Car M. Tarbouriech n'a rien du sectaire collectiviste, fanatique de l'autorité, qui rêve d'écraser l'individualité sous le poids d'une autorité centraliste à outrance.

Notre auteur ne veut d'autorité qu'autant qu'il en faut pour garantir à chaque individu l'exercice de ses facultés et de son autonomie. La liberté individuelle, il la veut aussi large et complète qu'elle peut l'être sans entraver la liberté des autres!

Et alors, il vous imagine une complication de mesures, d'inscriptions, d'écritures, de récépissés, de reçus, de duplicata et de contre-reçus telle que si nous nous plaignons dans l'état social actuel de l'envahissement des bureaux, ce serait bien autre chose dans l'état futur. La moitié des individus seraient employés à contrôler l'autre moitié.

L'argent étant aboli — sauf une monnaie spéciale pour les dépenses que l'on ne tient pas à faire connaître (1) — chaque individu, dès sa naissance, aurait un compte courant ou vert sur le grand-livre de la dette sociale.

Plus tard, lorsqu'il serait arrivé à l'âge de produire, en regard de cet avoir qui serait une dette, viendrait s'inscrire sa production qui le ferait créancier ou débiteur de l'État, selon qu'il serait au-dessus ou au-dessous de ce qu'il aurait consommé.

Il aurait droit en consommation au surplus de son activité, comme on lui restreindrait son droit de consommation lorsque la production ne couvrirait pas sa dépense. Tout cela paraît très simple, mais lorsqu'on descend aux détails de cette comptabilité, on frémit à la pensée de ce qu'il faudrait de papier et de plumitifs!

Mais il peut y avoir discussion entre l'individu et l'administration. Vite, un joli petit tribunal de rien du tout, qui, dans chaque division de l'activité sociale, sera établi pour trancher les différends!

On connaît la célèbre boutade d'un de ces professionnels de l'esprit : « Je vois bien le gendarme chargé de me protéger; mais qui me protégera du gendarme? »

Lorsqu'on sait comment, aujourd'hui, on sort d'un procès, même lorsqu'on l'a gagné, on est autorisé à se demander : « Qui nous protégera des tribunaux de M. Tarbouriech? »

Et nous avons cette anomalie, c'est que, chaque fois que notre auteur sent qu'il s'enferre dans l'autoritarisme, et que l'individu pourra se trouver lésé dans les complications de son administration, c'est en compliquant davantage encore les choses et en ajoutant une maille à sa chaîne qu'il réussit à le « protéger ».

C'est le cas de se rappeler l'exclamation de ce mécréant : « Mon Dieu, protégez-moi de mes amis; quant à mes ennemis, je m'en charge. »

Mais, comme nous ne croyons pas en Dieu, protégeons-nous nous-mêmes — et de nos amis, et de nos ennemis.

(*A suivre.*) J. Grave.

(1) Sans doute pour l'article que ce personnage d'une nouvelle avait inscrit sous la rubrique: « On n'est pas de bois. »

CHEZ LES MINEURS

La grève générale des mineurs est déclarée.

Malgré leur vif désir d'en reculer encore une fois l'échéance, les gros bonzes de la Fédération des mineurs, à force d'énerver et de remettre toujours sans vouloir passer à l'action, se sont trouvés débordés.

Las d'être trompés et dupés, ce sont les mineurs des bassins de Lens et d'Aniche, cependant réputés jusqu'à ce jour pour les plus modérés, qui ont décidé et, pour ainsi dire, forcé le mouvement et entraîné leurs camarades. M. Basly certainement ne s'attendait pas à cela, et il a fallu que la grève soit déclarée dans le Nord pour que le Comité national se décide, enfin, à tenter ce qui était devenu, de l'avis de tous, inévitable.

La grève étant engagée, ce n'est plus le moment, croyons-nous, de récriminer contre le « Comité », qui s'est contenté, c'est certain, de sanctionner ce qu'il ne pouvait plus empêcher.

Les Compagnies, il est bon de le dire, avaient, elles aussi, tout fait pour qu'il fût impossible aux mineurs de reculer : la « convention d'Arras », en vigueur dans le Nord depuis près de dix ans, violée par les Compagnies et les salaires réduits de 15 0/0 malgré une vente plus rémunératrice. Dans la Loire, l'arbitrage Jaurès-Grunet, accordant, là aussi, une légère prime aux mineurs, dénoncé et les salaires réduits de plus de 10 0/0. C'était bien, semble-t-il, après une entente tacite entre les Compagnies, car rien, il faut bien le dire, sinon la volonté de distribuer de gros dividendes aux actionnaires, ne justifiait ces baisses de salaires, les prix de vente ayant augmenté (1).

Quoi qu'en disent les journaux bourgeois, le Comité national était donc bien fondé, puisqu'il ne peut y avoir de doute sur l'entente entre les compagnies, de s'adresser comme il l'a fait au Comité central des houillères de France, d'où est vraisemblablement parti le mot d'ordre d'une baisse générale des salaires, car sans cette baisse concertée, il est peu probable que la grève eût été déclarée, il a fallu cette étincelle pour mettre définitivement le feu aux poudres.

Les centres miniers qui n'avaient pas eu à subir de diminution ont, par solidarité, abandonné aussi le travail, et cette presque unanimité à suivre le mouvement donnera, je l'espère, à réfléchir aux plus réfractaires à l'idée de « Grève générale ». Cette solidarité dans la lutte nous fait bien augurer de l'avenir.

Je sais qu'il n'est plus question, aujourd'hui, du simple relèvement des salaires anciens — du moins en principe — et que c'est pour des revendications d'ordre plus général : « journée de 8 heures, retraite de 2 francs par jour après 25 ans de services, minimum de salaire », que la bataille est engagée; mais il n'en est pas moins vrai que c'est ce qui a décidé les mineurs à entrer en lutte.

Un point reste noir à l'horizon, et dont ne manquent pas de se servir les journaux bourgeois, non sans raison, car le Comité national a tout fait pour qu'il puisse s'accréditer.

Je veux parler du caractère « politique » de cette grève.

On espère par ce moyen rendre la grève et les grévistes antipathiques au public, et cela, quoi qu'on en puisse dire, importe beaucoup pour le succès final. Et, ce qui n'a pas peu contribué à créer cet état d'esprit, c'est justement la déclaration faite par le Comité national que la grève n'était pas dirigée contre le gouvernement — celui-ci ayant répondu à la lettre du secrétaire de la Fédération des mineurs que la sollicitude!! gouvernementale leur était acquise — mais contre les Compagnies.

Qu'on le veuille ou non, cet acte « politique » pèsera d'un grand poids dans la solution du problème posé par cette tentative de grève générale de la corporation, qui joue l'un des principaux rôles, sinon le principal, dans la vie économique du pays.

∴

Après ce rapide et forcément trop court exposé d'ensemble, il me reste à relater les principaux incidents de la grève.

(1) Le prix moyen de vente de la tonne de charbon a été, pris sur le lieu d'extraction : dans le Nord, de 14 fr. 83 en 1900 et de 14 fr. 93 en 1901; dans le Pas-de-Calais, de 15 fr. 37 en 1900 et de 16 fr. 45 en 1901 (il avait été de 12 fr. 34 en 1899); dans la Loire, de 18 fr. 05 en 1900 et de 19 fr. 01 en 1901. (Rapport officiel.)

Notre camarade Galhauban l'a fait pour les bassins du Centre et de la Loire, il me reste à examiner comment la lutte se poursuit dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Les mineurs se rendent compte que, par-dessus tout, l'une des causes qui peut déterminer le succès, c'est la quasi-unanimité dans la cessation du travail; aussi s'efforcent-ils d'entraîner leurs camarades qui, dès le début, n'ont pas fait cause commune avec eux.

L'armée et la gendarmerie, au service des Compagnies minières, est employée à « protéger » les renégats et c'est alors que les conflits éclatent.

A Haveluy, entre autres, un certain nombre de mineurs qui avaient continué à travailler furent, à la remonte, encadrés par la troupe et dirigés vers leur domicile, mais crainte d'être reconnus ensuite, aucun « jaune » n'osa quitter ce « cortège » d'un nouveau genre, et tous furent introduits dans la mairie de Wallers et gardés militairement. Il semble que cette expérience a suffi.

Autre part, des femmes qui cachaient des vêtements propres qu'elles allaient porter à leurs maris qui avaient continué à travailler, furent reconnues et presque déshabillées.

Dans maints endroits, des carreaux ont été brisés aux fenêtres des habitations des employés des mines.

A Bruay, une bande de grévistes est parvenue à forcer la grille et a tenté d'envahir la fosse. Dans la concession de Lens, un sous-officier a tiré un coup de revolver, mais personne n'a été atteint.

Tous ces petits faits font certainement plus que de longs discours.

La place manque malheureusement pour citer des milliers d'incidents qui donnent à cette grève un caractère particulier.

L'effectif des forces militaires dans le Nord est de quarante compagnies d'infanterie, quinze escadrons de cavalerie et plus de mille gendarmes et l'on signale de partout des embarquements de troupes. Les capitalistes et leurs propriétés seront bien protégés.

A signaler pour terminer : Basly, furieux que les mineurs n'aient pas attendu son mot d'ordre pour se mettre en grève essaie de s'en venger sur le Comité National en se refusant de suivre les décisions prises en commun. Laissant de côté le caractère « général » de la grève, il a, de sa propre autorité, adressé au préfet du Pas-de-Calais une liste de revendications particulières des mineurs du bassin. Cotte et le Comité National, avec juste raison, protestent contre cette tentative de lâchage qui peut avoir pour résultat de faire échouer le mouvement.

D'autre part, le fameux Lanoir tente de profiter de la situation pour lancer les mineurs les uns contre les autres. Il essaie, en faisant du bruit, de refaire sa situation, qui était, ces temps derniers, fortement compromise. Le chef du ministère cher au socialiste Gérault-Richard a reçu le grand chef des jaunes et lui a promis son concours, et le Lanoir s'est empressé de faire écrire partout qu'il avait fait distribuer parmi les mineurs qui continuent à travailler six cents revolvers et quarante-cinq mille cartouches. Qu'un anarchiste essaie d'en faire la millième partie, et il verra!

Enfin, pour terminer, on annonce que le syndicat des mineurs belges a décidé pour enrayer l'exportation du charbon vers la France de demander pour ses membres une augmentation de salaire immédiate de 15 0/0.

Et la grève est déjà déclarée dans le bassin de Mons.

L'Internationale ouvrière est en marche.

P. Delesalle.

P.-S. — Je regrette bien vivement de ne pouvoir, faute de place, reproduire l'énergique manifeste des mineurs de la Loire.

DES FAITS

Un journal parlementaire paru dernièrement, donne le nombre total des morts que l'administration de la cité de Londres a pu constater être occasionnées par la faim ou amenées par les privations dans le cours de la dernière année. Ce total est de trente-cinq.

(*Daily Chronicle*, 30 septembre.)

Un nègre qui avait avoué avoir violé et tué une femme blanche a été brûlé à Corinthe (Mississipi) en présence de 5.000 personnes.

Daily Chronicle, 30 septembre.

MOUVEMENT SOCIAL

Du 15 novembre 1901 au 15 novembre 1902, en un an, le 63e de ligne, en garnison à Limoges, a eu 12 morts, 52 réformés et 416 malades en traitement à l'hôpital, sans compter les malades à l'infirmerie, qu'on assure dépasser 600. Ce qui fait plus d'un millier de malades, invalides ou morts, sur un effectif de 1.400 hommes. On voit bien ici la supériorité de la vie militaire sur la vie civile. Chiffres tirés du *Réveil du Centre*, numéro du 21 septembre.

⁂

On se rappelle l'affaire du 9e hussards, à Menpenti : le maréchal des logis Simonetti se jetant sur le cavalier Malfray, le frappant à coups de poing et à coups de pied jusqu'à se blesser lui-même à la main, dans sa rage, et saisissant alors un étrier et continuant à frapper sa victime jusqu'à ce que la fatigue le force à s'arrêter. Le tout accompagné d'injures et de menaces de mort, si Malfray osait se plaindre et le dénoncer. Malfray ne se plaignit pas; seulement il était dans un tel état, après cette séance, qu'il dut aller à l'infirmerie où, le major l'ayant examiné, une enquête fut ouverte et la vérité reconnue.

Cette affaire vient de venir devant le conseil de guerre de la 15e région. Voici la déposition du major :

« Appelé à examiner l'état du cavalier Malfray, j'ai constaté que cet homme portait vingt ecchymoses se répartissant sur la moitié droite du corps, il avait l'œil droit tuméfié, sur le bras et sur le côté des marques, les unes violacées, les autres jaunâtres.

« Les plus grosses ecchymoses avaient une largeur de six centimètres. La plus importante que j'aie relevée était sur la hanche; elle portait dans son centre plusieurs points d'un rouge sombre. On peut l'attribuer à un coup d'étrier. Sur le bras droit, j'ai remarqué en outre quatre ou cinq blessures rectilignes, de même largeur, correspondant exactement à l'empreinte d'un étrier. En somme, j'attribue les blessures que j'ai constatées sur le cavalier Malfray, les unes à des coups de pied ou des coups de poing, les autres à un instrument contondant. »

A quoi pensez-vous que le sous-off a été condamné ? (Car il a été condamné, c'est ce qui est extraordinaire). Allons deviner... A un jour de prison. Vous avez bien lu : un jour.

R. C.

⁂

FIRMINY. — *Chez les mineurs.* — La grève bat son plein dans le bassin de la Loire. Le comité régional s'est réuni le lundi 6 et a déclaré la grève pour le 8. A-t-il voulu par là forcer la main au Comité national, dans le cas où celui-ci aurait voulu tergiverser encore, je ne sais. On se rappelle que celui-ci ne devait se réunir que le 7. En prenant pareille décision vingt-quatre heures avant la réunion du dit Comité national, la Fédération de la Loire l'a mis dans la nécessité de décréter la grève générale. Ce qui a été fait, dans la séance du 8, après-midi. Je ne parlerai pas de ce qui se passe en dehors du bassin de la Loire; je ne pourrai en dire que ce que tout le monde sait par la voie des journaux.

Dans le dernier numéro, je faisais prévoir qu'il y aurait peu de renégats. Jamais, en effet, dans le bassin, on n'avait vu grève généralisée à ce point. Quelques chiffres en donneront mieux l'idée. Dès mercredi, au poste de jour, on comptait pour Saint-Etienne 3.699 grévistes sur un effectif de 3.971 mineurs, soit : 272 mangeurs de saucisson. A Firminy sur 953 hommes du poste du jour on ne comptait que 45 descentes. Et ainsi à Grand-Croix, Villars, la Ricamarie, Roche-la-Molière, etc. Seul, Saint-Chamond travaillait encore. Comme on le voit, c'est un beau résultat à l'actif de la Fédération régionale. De nombreuses réunions ont lieu où les mineurs se rendent en masse; les idées pénètrent davantage en un moment où l'intérêt est plus particulièrement mis en jeu et j'espère que le prolétariat minier sortira de la lutte plus fort et plus conscient.

Pour ne pas déroger aux bonnes habitudes, on a mobilisé la troupe et, dès mercredi soir, Firminy recevait 3 Compagnies du 86e d'infanterie caserné au Puy. Saint-Etienne a reçu plus de 2.000 hommes. Feront-ils comme les dragons du 30e, qui, pendant la grève de 1900, allaient, guidés par des employés de la Compagnie, chercher à domicile les ouvriers qu'on supposait pouvoir faire travailler. Le secrétaire de notre syndicat a informé le maire de Firminy, que les mineurs ne toléreraient pas qu'on agisse de même cette fois-ci.

La même lettre a été envoyée au préfet au nom de la Fédération par son secrétaire, Beauregard. C'est très bien, à condition qu'on y tienne la main.

A Terrenoire, on signale que, dans la nuit de mercredi à jeudi, des mineurs se sont introduits par surprise dans la salle du ventilateur qu'ils ont brisé. Dans Saint-Etienne, les mineurs culbutent tous les tombereaux chargés de charbon qu'ils trouvent dans les rues et en répandent le contenu. Dans la journée de jeudi les grévistes de Saint-Etienne se sont rendus à Saint-Chamond où le travail continuait et ont donné une réunion à la suite de laquelle les mineurs ont décidé de suivre leurs camarades dans le mouvement et d'arrêter le travail le jour même. Des délégués de Saint-Etienne resteront à tour de rôle afin d'assurer le chômage complet.

Partout les Compagnies ont fait remonter les chevaux au jour.

Voici, pour l'extérieur, le minimum de salaires tel qu'il a été établi par la Fédération de la Loire : mécaniciens 1re catégorie, 6 francs par jour, 2e catégorie, 5 fr. 50; chauffeurs 1re catégorie, 4 fr. 75, 2e catégorie, 4 fr. 50; receveurs 1re catégorie, 4 fr. 50, 2e catégorie, 4 francs. Adultes au-dessus de vingt-deux ans, 4 francs. De dix-huit à vingt-deux ans 3 fr. 50; au-dessous de dix-huit ans, 3 francs; femmes et enfants 2 fr. 50.

Je ne vois pas bien la nécessité de classer les ouvriers d'un même travail en plusieurs catégories, mais passons. J'en reparlerai plus tard.

Les bassins de Brassac et de Sainte-Florine ont adhéré à la grève. A Saint-Eloi on travaille encore.

La paie a eu lieu le 10 sans incident. Dans les réunions, les orateurs recommandent à leurs camarades de ne pas dépenser leur argent au cabaret. Actuellement l'état général des esprits est au calme, ce qui n'empêche pas les envois de troupes d'arriver. Firminy, a en plus de l'infanterie arrivée mercredi, reçu un escadron de dragons et des gendarmes. Jamais les choses n'avaient été si bien faites; on voit bien que nous avons un gouvernement républicain. Saint-Chamond a du 75e de ligne et des dragons; Grand-Croix, 2 compagnies du 75e de ligne et 2 pelotons de dragons; Roche-la-Molière 1 bataillon du 38e de ligne et 2 escadrons du 1er dragons. Les descentes sont de moins en moins nombreuses, et la grève englobe les ouvriers de l'extérieur.

⁂

Le sang a coulé. Comme à Chalon, c'est la gendarmerie qui est en cause. Terrenoire s'ajoutera à la liste des Ricamarie, Aubin, Fourmies, etc. Différentes versions ont été données par les journaux. Voici, d'après ce que m'a raconté un administrateur de notre syndicat, comment les choses se sont passées. Trois grévistes, passant à 9 heures du soir près de l'amodiation Chevalier et de la teinturerie Pichon furent interpellés par un garde particulier de la teinturerie. Une altercation s'ensuivit, au cours de laquelle le garde tira sur les mineurs dont l'un fut atteint à la cheville. La gendarmerie, prévenue, se rendit sur les lieux. La foule s'était amassée, houleuse; elle réclamait l'arrestation immédiate du meurtrier. Les gendarmes se retirèrent sans l'opérer et emmenèrent les deux autres mineurs, camarades de la victime, pour témoigner sur les faits dont ils avaient été témoins. Les grévistes crurent à leur arrestation et poursuivirent les gendarmes en les huant jusqu'à la caserne. Là, quelques pierres furent lancées dont l'une atteignit l'un des gendarmes, Vignon; l'autre gendarme, Breuil, fit alors usage de son revolver Lebel et l'une des balles traversa Jacques Colombet, de part en part et alla frapper au cœur son frère placé derrière lui. Celui-ci est mort, quant à Jacques, on ne désespère pas de le sauver, quoique le bruit ait couru qu'il était mort. On peut juger de l'indignation de la population. Elle se rua à l'assaut de la gendarmerie; les fenêtres furent défoncées et sans l'arrivée de l'infanterie de ligne, les gendarmes auraient sûrement été lynchés.

Le parquet de Saint-Etienne s'est transporté sur les lieux ainsi que le préfet. Le garde et le gendarme ont été arrêtés; mais tout le monde se rappelle que le conseil de guerre qui a jugé les assassins de Chalon, les a acquittés, et alors?

La victime laisse une femme et trois enfants en bas âge.

GALHAUBAN.

Nouvelle-Calédonie.

Il y a ici un malheureux prisonnier qui fit parler de lui pendant un laps de temps. Il fut condamné pour deux délits qui lui valurent trente-cinq ans et six mois de travaux et prison, mais la Cour suprême rectifia le jugement et finalement il est encore en appel. Les tortures que ce prisonnier souffre sont ignobles, il n'a pas une minute de répit, jour et nuit il est tracassé par ses bourreaux, il ne sait plus quoi faire, ce n'est plus un homme, c'est un squelette. L'autorité lui a soustrait une certaine somme pour donner à manger à son enfant. Cette petite créature est à la merci de tout le monde, et notamment à charge à des étrangers.

Est-ce donc cela qu'on apelle des hommes, ou bien des bêtes féroces ? Qu'attend donc la *Ligue des Droits de l'homme* pour agir ? On peut être un voleur, mais cela ne donne nullement le droit aux oppresseurs de torturer leurs victimes aux prises avec la justice.

⁂

Dans quelque temps d'ici, les travailleurs libérés ne trouveront plus du pain à manger, la débâcle commence à se faire sentir, et de tout cela voici la cause:

Tous les courriers d'Europe sont comblés d'immigrants, comme je l'ai déjà cité, à l'heure qu'il est, les rues de Nouméa en sont pleines et tous ces gens sont désignés pour la route du chemin de fer de Nouméa à Bourail! Les récalcitrants qui ne veulent pas savoir ou bien connaître le prix que le fameux Satrape (Feillet) accorde, restent dans la capitale, où on peut les voir journellement dans un état pitoyable d'ivresse. Malgré cela, l'administration s'arrange de manière à étouffer leurs bévues, mais le comble est que par le dernier courrier une émigrante chargée de trois enfants en bas âge est arrivée ici pour rejoindre son mari (ancien libéré) (Troadec). Quand cette femme est arrivée ici, elle n'a nullement trouvé son mari. Cependant on lui avait promis qu'il serait là à l'arrivée du courrier. Elle avait beau dévisager les gens, mais pas de mari ni de père. Enfin il a fallu que le camarade M. M... se mette à la recherche du mari. Sans lui, la femme et les enfants seraient à la merci de tous. L'administration n'a pu trouver où l'homme était, cela est absurde. Je ne veux pas entreprendre cette affaire, car elle aurait pour moi, de la part des argousins, des suites funestes.

Plusieurs fois les camarades d'ici ont écrit à la *Ligue du Droit de l'homme* et leur réponse est tout à fait excentrique. Nous avions cru que cette ligue ferait quelque chose pour nous, mais, à tous nos appels ils restent sourds. Il ne nous reste donc plus qu'à subir les iniquités de l'autorité et le bon plaisir de ces messieurs, à moins que cette ligue, qui se dit humanitaire, change de devise, mais c'est ce que je ne crois pas.

⁂

Il m'est parvenu qu'une odieuse spoliation se prépare contre les concessionnaires. L'inspecteur général Mayret, dans son rapport d'inspection, propose : 1° que toute la transportation soit confinée à l'île Nou; 2° que tous les centres concessionnaires autres que celui de Bourail soient supprimés, c'est-à-dire que tous les centres concessionnaires de La Foa, Poucrubant et le Diabrat soient donnés à la colonisation libre. Or, sachez que depuis plus de vingt ans, des familles de transportés ont mis en valeur d'immenses étendues de terrain et qu'on va les forcer d'aller s'installer sur des terrains incultes et de mauvaise qualité, pour enrichir de leur travail les aventuriers qui viennent s'installer ici. Voilà, mon cher camarade, comment on entend la justice sous la troisième République. Et vous allez voir que cette infamie va se commettre sans bruit et sans que personne n'élève la voix pour l'empêcher ou la flétrir! N'allez pas croire que j'exagère ou que je me trompe. Ce que je vous dis ici est annoncé — de source officielle — dans *la Calédonie* du 3 juillet courant. *Je vous le donne pour certain.* Je l'ai lu, de mes yeux lu!...

Espagne.

LA LINEA. — Encore du sang! Sagasta ne s'en lasse point; il semble vouloir en répandre tant qu'il y puisse baigner son immonde décrépitude, pour y retrouver un peu de jeunesse, et, quelques instants de plus, se cramponner à sa présidence, faire peser un peu plus longtemps sur tout un peuple le poids de sa lâcheté.

On se souvient que la population ouvrière de Séville avait décidé la grève générale d'un jour pour le 9 octobre, voulant ainsi protester contre la fermeture arbitraire des « Centres » ouvriers. Les ouvriers de La Linea, au nombre de plus de 25.000, décidèrent de chômer le même jour, pour affirmer leur solidarité avec les ouvriers de Séville. Le commandant militaire leur a fait payer cher cette manifestation dont la beauté devait évidemment lui être odieuse : les dépêches officielles annoncent cinq morts et plusieurs blessés recueillis à l'hôpital. Un nombre d'autres se seraient réfugiés dans les maisons particulières pour échapper à la police.

Comment les choses se sont-elles passées? Nous l'ignorons. Les journaux ouvriers de la semaine dernière étaient déjà sous presse quand le fait s'est produit, et nous n'avons que les journaux bourgeois.

Inutile de reproduire leurs contre-vérités pour avoir à rectifier la semaine prochaine. Attendons.

M. L.

Allemagne.

Gendarme assassin. — Le gendarme Swerdifeger conduisait un ouvrier ferblantier François Fuhrman, de Rostieg (Alsace) à la prison, pour lui faire subir une peine de 48 heures, à laquelle il avait été condamné pour une insignifiante infraction de police. Aussitôt hors du village, un coup de feu retentit, on accourt et on trouve Fuhrman étendu râlant, une minute après il expirait. Le meurtrier expliqua à la foule irritée qu'il avait tiré sur Fuhrman parce que celui-ci avait tenté de s'échapper. La victime avait quarante ans et laisse une nombreuse famille dans la misère. Pour calmer l'exaspération de la population, le gendarme assassin est consigné ; il sera envoyé dans une autre localité et sans doute promu à quelque grade avantageux, car il a obéi à la lettre aux instructions en vigueur dans le corps des hirondelles de potence.

Suisse.

Berne. — Les amateurs de réformes en général, et de réformes militaires en particulier, nous citent souvent la Suisse comme le modèle de l'organisation politique et militaire ; ils nous assurent que lorsque l'armée française sera réorganisée à l'instar des milices suisses, il n'y aura plus lieu d'être antimilitariste. Hélas! ces braves gens se leurrent. Un homme à sabre et à galons est toujours un homme à sabre et à galons, quelle que soit l'organisation du corps où il exerce ses talents.

Exemple :

Sur la place d'armes de Berne, des élèves sous-officiers faisaient l'exercice. L'un d'eux, en remettant l'arme au pied, avait négligé d'assurer la détente. Le major Egli, qui les commandait, s'approche sans mot dire, se baisse et fait partir la détente. Quoique chargé à blanc, le coup fait balle et blesse le soldat à l'avant-bras. Des débris de vêtements ayant pénétré dans la blessure, celle-ci s'est envenimée, et l'état du blessé est très grave. Le major Egli n'en est pas à son coup d'essai ; il compte à son actif d'autres actes de brutalité.

⁂

Genève. — La grève des tramways a eu pour répercussion un essai de grève générale et, parallèlement, une mobilisation totale des troupes du canton.

Le militarisme, dans ce peuple dénué d'armée permanente, est à ce point dans le sang que le nombre des réfractaires conscients a été relativement restreint.

Les pénalités n'ont cependant pas la même férocité qu'en France. Le député Sigg, appelé, n'a pas répondu. Le cas est assez rare pour être noté.

Les ouvriers de l'alimentation, non organisés, ont continué à travailler et les vivres n'ont pas manqué une seconde. Le chômage a été complet chez les typographes; dans la construction; le bâtiment; chez les pierristes; presque général chez les métallurgistes ; mais la défection des employés aux services publics, éclairage, eau et force motrice a neutralisé l'effort des autres corporations.

Le respect de la légalité et de la propriété, du côté des grévistes, frisait la naïveté. Pas un fil, pas un poteau, pas un rail n'a subi une égratignure. Seule une bicyclette militaire a été jetée à l'eau, au cours d'une collision. Par contre, du côté bourgeois, l'irrespect de leur légalité a été flagrant.

Un cortège avec drapeaux, comme il est coutume ici d'en organiser, a été assailli par la troupe, — à la façon parisienne — ses membres crossés, les emblèmes corporatifs déchirés, pendant que les horions pleuvaient, suivis d'arrestations nombreuses.

En hâte, ensuite, les gouvernants ont fait apposer un décret interdisant les attroupements.

Un corps de cavalerie, composé surtout de propriétaires, les guides, a chargé avec joie dans les rues, sablées pour la circonstance. Les gendarmes arrêtaient invariablement les blessés.

Par un accident « providentiel », un automobiliste militaire s'est cassé la tête, par excès de zèle, en portant un ordre de nuit. Que la trépanation lui soit heureuse.

Le Conseil d'Etat a expulsé administrativement, sur l'heure et sans recours, les Français à Annemasse; les Italiens à Chiasso, remettant les premiers aux gendarmes et les seconds aux carabiniers.

Le camarade Pierre Dumas, tailleur, a été ainsi reconduit à la frontière.

Le camarade Bertoni, rédacteur du *Réveil*, a été arrêté ainsi que Croisier, Steinnegger et quelques autres, de la Fédération ouvrière, membres de la Commission de la grève générale. Les prisons sont trop petites. Les typos, organisateurs du mouvement, se sont découragés les premiers et ont voté la reprise du travail. Les autres suivront sans doute. Il y a eu vingt mille personnes engagées dans le mouvement, soit le septième de la population et les bourgeois ont eu un trac énorme.

Ils se vengent par la déportation en masse des ouvriers étrangers, qu'ils redoutent par-dessus tout; ils mettent à la misère les travailleurs indigènes en leur appliquant des amendes que le système de fiscalité permet de recouvrer. Ils croient avoir conquis la paix pour longtemps. Rien n'est moins sûr. Mais maintenant c'est le militarisme qu'il va falloir entamer sérieusement. Le journal syndicaliste l'*Emancipation* a rendu beaucoup de services pendant le mouvement.

X.

⁂

Les soldats, *en partie*, sympathisaient avec les grévistes et aucun de ceux qui avaient la garde des tramways ne s'est avisé de les défendre lorsqu'on les attaquait — au contraire, beaucoup approuvaient. Bertoni et Sbeingger sont arrêtés, ainsi que les camarades étrangers connus, quoique presque tous se soient abstenus de toute manifestation. Les listes de proscription étaient dressées depuis longtemps déjà par les Kohlenberg, les Valdet, etc., qui sont les agents officiels de la police politique — et qui émargent à toutes les ambassades, ce sont en réalité ces mouchards de bas étage qui sont les auteurs responsables des expulsions — qui, au lieu d'être cantonales, se sont converties en véritables extraditions.

Une partie de la rédaction du journal *L'Emancipation*, organe syndicaliste, est aussi arrêtée, les étrangers expulsés.

Le parti conservateur a fait la paix avec le parti radical, et ils sont unis pour faire face à la révolte.

Le Conseil d'Etat, dont l'élu socialiste Thiébaut est le plus bel ornement, a levé toutes les troupes disponibles et pris des arrêtés draconiens ; c'est un vrai état de siège.

La mort dans l'âme, le Thiébaut signe les levées de bataillons et approuve toutes les mesures destinées à sauvegarder les intérêts de la Compagnie des tramways.

Les grévistes et la foule qui manifeste ont une allure révolutionnaire, les anarchistes ont sur eux le plus d'influence, c'est ce qui a épouvanté les boutiquiers.

Par la défection des électriciens, eau et gaz, qui, après avoir promis de suivre le mouvement, ont ensuite refusé, la grève générale ne pourra durer longtemps. Sans eau, ni gaz, ni électricité, on aurait vu qui aurait capitulé, si ce sont les ouvriers dont on brise un syndicat, pour commencer (les autres suivront) ou les bourgeois.

Mais, quoi qu'il en soit, cet essai de grève générale a dépassé notre attente, l'idée révolutionnaire est ancrée dans les cervelles ouvrières et les actes hostiles à l'autorité ont été nombreux. Les Suisses sont las à force d'être retapés, de continuer à passer pour des poires helvétiques... ils se réveillent, tant mieux.

Au début, les grévistes des tramways, imbus de l'esprit de légalité, hostiles à toute violence, n'étaient décidément pas sympathiques — on n'est pas plus veule ni plus bête. S'ils avaient agi, la Compagnie, menacée dans sa fortune, aurait capitulé. Il a fallu que la foule s'en mêle pour redonner la vie à un mouvement qui avortait d'inanition.

En tous cas, ce premier essai de grève générale n'est pas fait pour nous décourager, une prochaine fois on fera mieux.

Y.

⁂

La Grève générale a Genève. — Après d'interminables pourparlers entre les grévistes et la direction des tramways, une assemblée de toutes les associations ouvrières a décidé la grève générale.

Le dimanche 5 octobre, la Compagnie commettait la maladresse d'offrir un banquet à ses jaunes.

Beaucoup de voitures circulaient à nouveau. Le même jour, à 2 heures, plus de 5.000 personnes se réunissaient au bâtiment électoral, salle bondée, on y respirait l'aversion que les procédés de la Compagnie a fait naître dans toutes les classes de la population. Après l'assemblée, les grévistes tinrent une réunion spéciale ; cependant, au moment où les participants vont se séparer, une voiture arrive et aussitôt est assaillie à coups de pierres ; le watmann, un jaune, est touché, les soldats de garde sur les plates-forme s'enfuient, un officier, qui braque son revolver, est obligé de déguerpir.

La gendarmerie arrive, mais ne peut empêcher une seconde voiture d'être bombardée à coups de cailloux. La foule siffle, hue ; des femmes font des projectiles de tout ce qui leur tombe sous la main.

La foule se porte à Bel-Air, on s'y écrase littéralement, les tramways passent à vide et sont accueillis par des sifflets et des huées formidables. Tout à coup, un mouvement se produit, c'est la troupe! Les manifestants se répandent de divers côtés. Des arrestations sont opérées.

Pendant cette manifestation, la Société des Employés fédéraux votait 600 francs pour les grévistes ; la veille, les typos avaient voté 1.000 francs.

Malgré les avertissements populaires — ils n'ont pas manqué — la Compagnie a continué à refuser d'admettre les modestes revendications des grévistes.

Enfin, le jeudi soir, une suprême tentative a eu lieu, mais la direction ne reçoit qu'un des cinq délégués envoyés et l'éconduit. C'est alors, un peu après minuit, que les associations ouvrières votent la grève générale.

Le jeudi matin, 9 octobre, les voitures de la Compagnie ne circulent plus. Le *Journal de Genève*, la *Tribune*, la *Suisse* ont fermé leurs imprimeries ; les bâtiments en construction sont abandonnés des ouvriers dès le premier avis.

Des patrouilles de cavalerie et d'infanterie parcourent la ville.

Dans quelques usines, les directeurs, avisés de la décision, montent la garde devant leurs ateliers pour empêcher leur personnel d'être averti.

Les immeubles de la Compagnie des tramways sont occupés militairement, l'usine de Chèvres, les forces motrices de la Coulouvrenière, la machine en l'Ile, l'usine à gaz, l'usine de Sécheron, sont pourvues de troupes. Les ouvriers, surveillés, ne peuvent quitter le travail.

On apprend que, comme les typos, les employés du gaz ont décidé de soutenir ceux de leurs collègues qui ne répondraient pas aux convocations militaires.

A deux heures, foule énorme devant chez Handwerk. Au grand meeting, Croisier annonce que, le matin, 5.000 hommes avaient arrêté le travail ; à midi, dit-il, nous comptons 10.000 grévistes ; ce soir, nous serons 20.000. Effectivement, toutes les fonderies sont fermées, il en est de même des *forges* et de nombreux ateliers. L'assemblée est avisée que le Comité est composé de 30 membres, tous Suisses, d'un secrétaire et d'un trésorier, pas de président.

Quelques milliers d'ouvriers, qui n'ont pu trouver place, stationnent avenue du Mail, la cavalerie s'y engage, on la siffle.

Le soir, dès 11 h. 1/2, les grévistes s'acheminent vers les bâtiments de la Compagnie, l'infanterie garde les grilles.

Pendant ce temps, la générale est battue *en ville*, de nouvelles troupes sont *levées*, 3.000 hommes sont *à la disposition du gouvernement*.

A la Jonction, la foule augmente, on essaye de pénétrer dans *les dépôts de la Compagnie*, on insulte *les soldats. Des pierres les atteignent*, la cavalerie a *pris* position, tout d'un coup, sabre au clair, elle charge la foule, les femmes et les enfants tombent *frappés, des cris affreux se font entendre, tout le boulevard Carl Vogt est balayé.* Des fenêtres des maisons, une pluie de *bouteilles*, de verres, de vases de fleurs, d'*ordures*, d'eau chaude, etc. tombent sur les cavaliers. *A bas la troupe ! A bas la troupe !* de tous côtés c'est une immense clameur.

Les blessés sont nombreux, mais une quarantaine

seulement sont recuillis, le plus grand nombre se dérobe dans les allées et dans les terrains vagues non éclairés, avoisinant la Jonction.

On cache le nom des victimes, autant que possible. une femme et un enfant ont été tués.

La terreur règne dans la ville, 40 arrestations ont été opérés : ouvriers et étudiants tous expulsés immédiatement. Depuis, le comité de la grève a été incarcéré.

Tout groupe d'ouvriers étrangers ne travaillant pas peut être considéré comme manifestants, et à teneur de l'arrêté gouvernemental être expulsés immédiatement. Le socialiste Thibaud, conseiller d'Etat, a signé la convocation pour la troupe.

La grève peut être considéré comme terminée, mais bien aveugle est celui qui ne voit pas toute sa portée future. Pour la bourgeoisie c'est une victoire à la Pyrrhus.

Z.

∴

Où va le produit du travail. — La Ban kverein suisse de Bâle distribue un dividende de 60/0 pour 1901. Le bénéfice net pour 1901 en y comprenant le solde de 1900 se montant à 108.100 francs, les travailleurs font à la banque un cadeau forcé de 3.026.034 francs.

République Argentine.

Santa-Fé. — Les affaires, les gains, etc., ont bien baissés; cependant je ne le regrette pas, car ici, autrefois, les Européens s'endormaient dans les délices de Capoul. Ils étaient devenus sourds, — insensibles à toute solidarité humaine... on faisait l'aumône... et on était satisfait. Aujourd'hui je sais, et je puis vous le dire avec plaisir, les travailleurs de Buenos-Ayres, De Rosario, de Santa-Fé et de Parana, se sentent les coudes et chaque fois que les capitalistes, les gouvernants ou le clergé ont voulu entraver la marche en avant des travailleurs, à quel que point de vue que ce soit, on a vu ce phénomène nouveau et plein de promesses pour l'avenir des temps nouveaux qui se préparent, ces quatre villes tressaillirent au même moment, organisant de vastes manifestations dont tous les journaux parlaient.

La graine que vous avez répandue, chers compagnons, a germé, et on peut dire presque par tout le globe, car où donc aujourd'hui ignore-t-on ce que c'est que l'anarchie?... Nulle part.

Qui aurait dit autrefois, en voyant Santa-Fé endormie, pleine de couvents, de prêtres, de moines, de nonnes et de prostitution, que cette ville se remplirait de travailleurs. Soucieux de leur dignité et de leurs droits que des conférenciers comme Gori viendraient y prêcher les théories anarchiques... et que, il y a trois mois, à peine, les travailleurs du chemin de fer se mettraient en grève, se promenant par les rues de Santa-Fé, en criant : Vive l'anarchie! Les temps ont changés.

La graine lève... Germinal, et les feuilles poussent à l'abri de la liberté, et je me plais à croire au printemps de l'anarchie.

États-Unis.

Un juge fédéral a rendu un arrêt interdisant de fournir les subsistances aux mineurs grévistes nécessiteux. Ce juge entend que les mineurs en grève ne soient pas secourus par des contributions de nourriture ou d'argent. Et il déclare qu'il mettra en prison quiconque désobéira à ses ordres. Il y a beaucoup de femmes et d'enfants affamés parmi les familles des grévistes. Si vous, lecteur, alliez dans la West Virginia et donniez à manger à ces malheureux, le juge Kellar, de la Cour des Etats-Unis, vous jetterait dans un cachot. Vous vous attendez peut-être à ce que nous flétrissions ce juge? Point du tout. Le peuple lui doit des remerciements. Nul n'est plus utile que celui qui fait réfléchir sérieusement hommes et femmes. L'arrêt du juge Kellar forcera les hommes à réfléchir. Il forcera même les plus endurcis à regarder d'un point de vue nouveau la cause des grévistes et le pouvoir du juge fédéral. Cet arrêt de famine, qui dit qu'il est mal de nourrir les affamés — par crainte que la faim ne les oblige plus à reprendre le travail — fera plus que tout autre chose pour ôter aux juges ce pouvoir. Remerciez le juge Kellar, juge des Etats-Unis. Son action était nécessaire.

(Traduit de *The Commoner*, 15 août 1902.)

∴

New-York, 4 septembre. — Une parole de remerciement a détruit tous les rêves de bonheur de John Hendrickson. Celui-ci, conducteur d'omnibus, fut arrêté sur sa voiture, à Brooklyn, pour avoir violé l'article du code pénal qui interdit de se faire employer sous un faux nom.

« Comment pouvais-je faire autrement? sanglotait-il, pendant qu'on le menait en prison. J'avais une femme et deux enfants à soutenir, et je savais que je ne pourrais jamais trouver de travail avec mon vrai nom. »

La parole malencontreuse qui anéantit tout le bonheur du mari, de la femme et des deux bébés, fut dite à l'ex-juge Hurd, qui quitta ses fonctions en janvier dernier. Ce fut lui qui donna à Hendrickson dix-huit mois de prison pour escroquerie.

Hendrickson revint tout de suite de la prison au petit logis de Brooklyn où sa femme attendait son retour. Il changea son nom en celui de Harry Cox. Les enfants furent de petits Cox, et la femme s'appela Mitress Cox. L'ancienne existence allait être oubliée.

Cox chercha longtemps du travail durant l'été, mais finalement il trouva une place de conducteur d'omnibus. Il allait chaque jour à son travail, qui durait quatorze ou seize heures.

Chaque semaine, sa femme recevait son salaire entier. Bientôt ils eurent payé leurs dettes, et la petite demeure s'emplit de bien-être pour la femme et les babies. Les autres femmes citaient le conducteur comme un modèle à leurs maris. C'était un homme toujours sobre et un rude travailleur. Il passait tous ses moments de loisir avec sa femme et ses petits.

« Je me sens si heureuse! disait un jour Mme Cox à une voisine. Notre bonne chance semble trop belle pour être vraie. Mon mari est l'homme le meilleur du monde. »

Mais les tranquilles rêves de la famille furent bientôt brisés. Si l'ex-juge Hurd eût été seulement une seconde en retard ou une minute en avance, tout eût été bien, et Hendrickson et sa petite famille eussent été heureux la nuit suivante. Le conducteur reconnut le juge en un clin d'œil. Il sonna le voyageur et se tint en face de lui.

« Peut-être vous ne me reconnaissez pas, juge Hurd? hasarda-t-il.

Votre figure m'est familière, répondit l'ancien magistrat, — mais je ne puis retrouver qui vous êtes.

Je suis Hendrickson, continua le conducteur. — Je veux vous remercier pour votre bienveillance envers moi. Vous vous rappelez, vous m'avez laissé aller avec une légère sentence. Vous me donnâtes dix-huit mois, alors que vous eussiez pu me donner beaucoup plus. A présent, cela va bien.

« Je suis content de cela, dit le juge Hurd cordialement et en donnant une poignée de main au conducteur. »

L'entrevue se termina là, mais le juge Hurd se la rappela et en parla à un ami, plus tard dans la semaine. Finalement, cela parvint aux oreilles du policier qui avait arrêté Hendrickson deux ans avant. Et sitôt que la machinerie légale put être mise en mouvement, « Cox » ou Hendrickson fut de nouveau arrêté.

« Je ne voulais pas lui causer d'ennuis, dit le juge Hurd. Hendrickson me parla dans un omnibus, l'autre soir, et me dit qu'il était heureux de me voir. Je ne me rappelai son nom que lorsqu'il me l'eût dit, et alors je me souvins de l'avoir envoyé en prison quelque temps auparavant.

« Le lendemain, je racontai la chose à un ami, à cause de la coïncidence bizarre. Je présume que cet ami le redit à un autre et que cela vint aux oreilles de la police. Je n'avais pas l'intention de causer un ennui à ce pauvre homme. »

— Saviez-vous que c'était un délit de se procurer un emploi comme il le fit?

— Je n'y pensai pas. Sans doute, si j'avais songé qu'il avait enfreint la loi, je le lui eus dit. Mais personne n'aime à faire le rapporteur. Pour dire vrai, je joue un vilain rôle dans toute cette affaire. J'aurais mieux fait de garder tout cela pour moi. »

Hendrickson était trop abattu dans sa prison pour voir personne. Il n'a même pas cherché un avocat. Personne ne sait où sa famille est partie... »

(Traduit du *Saint-Louis Post-Dispatch*, 5 sept.)

VARIÉTÉS

L'exploitation des marins.

(Suite.)

Je fis le voyage suivant à bord du bateau à vapeur anglais *Atrato*; j'étais à bord comme « trimmer » (1); ce voyage se faisait entre Southampton (Angleterre) et Baltimore (Etats-Unis). La nourriture est d'ordinaire beaucoup meilleure sur les steamers que sur les voiliers; de cela nous n'avions pas trop à nous plaindre. Ce fut, cette fois, un autre motif. Beaucoup de marins font un peu la contrebande, principalement ceux qui sont mariés et qui ont des enfants. Un homme doit tâcher de tenir debout son petit monde, n'est-ce pas, et ce n'est pas facile avec ce que l'on gagne sur les bateaux. Ce fut, cette fois, la contrebande qui nous mit dans la difficulté. Arrivés à Baltimore, quatre hommes allèrent à terre, faisant comme s'ils allaient se promener; mais c'était pour passer des marchandises dans le pays, ce qu'ils avaient déjà fait bien des fois, sans doute; mais cette fois ils furent arrêtés. Aussi longtemps que nous restâmes à terre, cela fit peu à notre travail, n'ayant pas à faire beaucoup à terre. Mais quand le bateau fut prêt à quitter le port, nous fûmes étonnés de ne pas voir venir quatre autres hommes. Nous étions, en commençant le voyage, avec douze hommes, ce qui n'est que juste assez pour ce travail; nous ne pouvions donc nous passer de personne. Nous protestâmes auprès du capitaine; il dit que c'était trop tard pour encore prendre des hommes, car le bateau allait partir dans une heure, et que nous pouvions bien faire le travail. Nous voulûmes quitter le steamer, mais on nous mit tous les huit dans les chaînes, jusqu'à ce que la terre fût hors de vue. Alors nous pûmes commencer. Sur les douze jours que le retour dura, nous nous mîmes deux fois en grève. Nous étions contents de revenir à Southampton, où nous serions acquittés et où nous recevrions quelques francs de plus pour le travail de géants que nous avions fait. Mais oui, quand on était encore à un ou deux milles de la terre, on nous mit de nouveau dans les chaînes, et deux heures plus tard nous étions... en prison. Trois jours après (cela va vite en Angleterre, je crois que les jugeurs de là-bas sont encore plus infaillibles qu'ici), nous fûmes conduits devant le tribunal, avec l'accusation de révolte à bord d'un bateau anglais, et nous fûmes condamnés tous, le croirait-on, à un mois de prison et 50 francs d'amende.

Quand nous eûmes fait ce mois de prison et payé les 50 francs, l'*Atrato* était naturellement parti, et nous pouvions retourner à nos domiciles.

Aussi longtemps qu'il y aura une autorité, cette autorité fera avec nous ce qu'elle veut. Quand ce banditisme finira-t-il?

Antoine Michiels.

(1) Les « trimmers » sont ceux qui apportent le charbon aux attiseurs.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, chez le camarade Duramoy, 55, rue de la Roquette, rez-de-chaussée au fond de la cour, à droite.

∴

Groupe d'initiative du Théâtre Libertaire. — Prière à tous ceux qu'intéresse la propagande par le théâtre, ainsi que tous ceux qui ont des aptitudes théâtrales, d'assister à la réunion qui aura lieu le lundi soir 20 octobre, à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Rébeval.

Les camarades qui pourraient nous faire don de pièces libertaires seraient les bienvenus, et ceux qui pourraient nous citer des pièces susceptibles d'être jouées par un théâtre libertaire sont priés de nous indiquer le nom de l'auteur et surtout l'adresse de l'éditeur.

Envoyer tout ce qui peut concerner notre groupe, salle Boucher, 14, rue de Rébeval.

∴

L'Idée libre du XXe. — Réunion samedi 18 octobre, à 8 h. 1/2 du soir très précises, salle Boucher, 14, rue Rébeval.

Causerie par le camarade Lucien Mignote sur : Les méfaits de l'organisation du travail.

Nous demandons aux camarades, qui ont un intérêt moral de voir surgir un groupe de propagande libertaire à côté des Universités populaires bourgeoises, de bien vouloir venir nous aider dans la mesure de leurs moyens et, par la suite, nous démontrerons aux individus que nous sommes assez raisonnables pour fonder un groupe d'entente libre, où toutes questions économiques, communistes, philosophiques, scientifiques, etc., etc., seront traitées et discutées d'une façon intégrale.

∴

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2.

Vendredi 17. — Désirs et opinions, par Bastian.

Mardi 21. — Evolution des mondes, II, par Arnould.

Vendredi 24. — Spinoza, I : L'homme et le milieu par A. Bloch.

∴

Société instituée pour la création d'une colonie anarchiste en France. — Dimanche 19 courant, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, salle Octobre, 46, rue de la Montagne Sainte Geneviève (place Maubert), grande réunion publique et contradictoire :

Le communisme intégral, par E. Armand ;

Parallèle entre la colonie libertaire et la société bourgeoise, par G. Butaud ;

L'argent et la société future, par Gustave Arryn.

Distribution de la nouvelle circulaire de quatre pages. Entrée : 0 fr. 30, gratuite pour les dames.

∴

Jean-Pierre.

Sommaire du n° 22 :

Conte pour les petits : Le rêve, par L.-A. Lichy ; ill. A. Greiche.

Histoire d'une jeune paysanne au XIIIe siècle, par Madeleine Archinard ; ill., J. Hérault.

Le vilain canard, par Andersen ; ill., Francis Jourdain (à suivre).

Extraits d'*Autour d'une vie*, par Kropotkine (à suivre).

Article sur l'hygiène, par le D^r^ A.

Devinettes.

2 lettres de l'alphabet.

∴

Dimanche 19 octobre, à 2 heures, dans le local de l'*U. P. Voltaire*, 140, rue Saint-Maur. — Grande matinée artistique et musicale au bénéfice d'une œuvre de solidarité organisée par le groupe théâtral *La Marianne* avec le concours de la *Lyre sociale de la Rive gauche* et des camarades des U. P. de Paris et de la Banlieue:

Causerie par le camarade Paraf-Javal.

Scrupules; un acte de O. Mirbeau;

Les Boulingrins, comédie ; un acte de Courteline.

Vestiaire obligatoire : 0,30.

∴

Samedi, 18 octobre, à 8 h. 1/2, 10, rue Monsieur-le-Prince, salle du *Mouvement socialiste* (entrée par la grande porte). — *Les Bases théoriques de la physique moderne et le matérialisme*, conférence par A. Bonfantini, docteur ès-sciences, ingénieur.

∴

*L'Education libre du IIIe*, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir ; dimanche, de 9 heures à midi.

Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales.

Dimanche, 26 octobre, soirée familiale, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par Paraf-Javal. Sujet traité : La Destruction.

∴

AUBERVILLIERS.— *L'Emancipatrice*, Université populaire des Quatre-Chemins. — Conférence, le jeudi 23, par le camarade Bloch, sur l'Air, 11e partie.

Nous espérons que tous les camarades d'Aubervilliers-Pantin, oubliant leurs dissensions et comprenant la grandeur de la tâche que les libertaires se sont imposée, tiendront à honneur de venir les aider.

∴

AUBERVILLIERS-PANTIN. — Réunion, samedi 18, à 8 heures, de tous les camarades libertaires, salle Giot, 1, rue des Ecoles. Sujet : Organisation d'un meeting antimilitariste.

∴

AMIENS. — Les camarades du groupe de propagande se réunissent maintenant tous les dimanches, à 3 h. 1/2, au Cent de Piquet. Des études vont être faites avec le journal *Jean-Pierre*. Les camarades ayant des enfants sont priés de les amener.

∴

ROUBAIX. — Conférence dimanche 19 octobre, à 5 heures du soir, au Palais du Travail, 8, rue du Pile. Sujet traité : La grève des mineurs ; orateurs : E. Liénard, Ch. Dhooghe et Pierre Degref.

Nota. — Nous venons d'imprimer le manifeste aux soldats, paru dans le *Libertaire*, ainsi qu'un manifeste paru dans l'*Internationale* en 1870, que nous laissons à 5 fr. 50, port compris, le mille, aux camarades qui en désireraient. Les demander le plus tôt possible à Béranger, 8, rue du Pile, Palais du Travail.

∴

MARSEILLE. — Les camarades organisent une balade champêtre pour le samedi, 1er novembre. Départ le matin à 9 heures ; on se trouvera au Bar Glacier, cours Saint-Louis.

Les camarades qui auraient des vieux journaux ou brochures sont priés de les apporter.

Comme dame police tient toujours à être des nôtres, le lieu où doit avoir le repas champêtre sera indiqué avant le départ. Chacun emportera de quoi manger.

∴

TROYES. — L'*Aube Nouvelle* invite tous les camarades à assister à la soirée familiale qui aura lieu le 18 octobre, à 8 h. 1/2, chez M. Bercier, 64, rue de la Grande-Tannerie.

Le jeudi 23, aura lieu au siège habituel, une causerie faite par le camarade Poggi sur la Famille.

∴

GRENOBLE. — Les camarades de Grenoble et de la région sont obligés, pour plusieurs motifs, d'abandonner leur projet de fonder un journal libertaire *Le Communiste*.

Merci à tous ceux qui nous ont aidés. L'argent qui a été souscrit à cet effet, a été employé à l'achat d'une bibliothèque ; nous possédons une quarantaine d'ouvrages, mis à la disposition de tous les camarades. S'adresser chez Luyat, 17, rue Jean-Jacques Rousseau, mercredi tout le jour, et dimanche le matin.

∴

Les libertaires de Grenoble sont priés de se réunir lundi 30 octobre, à 8 heures du soir, café Rosset, rue Pasteur : Organisation d'une soirée familiale.

∴

BRUXELLES. — Groupe libertaire, *L'Union Bruxelloise*. — Réunion tous les samedis au local, 18, chaussée de Forest (Saint-Gilles).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Voix d'airain, 1 acte, par M. Surain et A. Delrue ; brochure à la *Gazette littéraire*, 107, avenue du Maine.

Arguments des médecins en faveur du massage, 0 fr. 30. — *Arguments des savants*, 0 fr. 30. — *Application de l'aimant au traitement des maladies*, 0 fr. 20 : brochures à la *Librairie du magnétisme*, 23, rue Saint-Merri.

Musa sovversiva, par D. Zavatterro ; Libreria *Solidaria*, Torino.

Over Levens oppratting, door J. Andries ; 1 broch., chez Madou Deurnestraat, 15, Anvers.

Bagatoui, roman par Valère Bernard ; 1 vol., 3 fr. 50, à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

L'affaire Crainquebille, par A. France ; 1er cahier de la *Quinzaine*, 4e série, 8, rue de la Sorbonne.

La *Lyre turque*, par le Docteur Abdullah Djevdet ; 1 vol., 3 fr., à Paris, chez Thomas, 6, place de la Sorbonne ; à Vienne, chez Guil. Frick, Graben, 27.

Ce que devrait faire le pape, par un avocat catholique ; 1 broch., Paris, 14, rue de l'Abbaye.

Deuxième lettre à M. Brunetière, par J.-E. Lagarrigues, Santiago.

L'Unité dans l'être vivant, de F. Le Dantec, 1 vol. 7 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Textes français traduits dans la langue bleue, par Bollack, 1 fr. 25 ; chez l'auteur, 147, avenue Malakoff.

Elégies parisiennes, par P. Souchon ; plaquette à l'*Effort*, 10, rue Monsieur-le-Prince.

A lire :

Les auxiliaires de la justice, par H. Maret, *Le Radical*, 14 octobre.

Avoir :

La Bourse, dessin de Barcet, *Assiette au beurre*, n° 80.

En vente à nos bureaux

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Villaume, gravés par Berger. Prix dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; franco, 3 fr.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco, 1 fr. 15 ; tirage sur Chine, 2 francs, franco 2 fr. 25.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

EN VENTE AU JOURNAL

En dehors de nos brochures, nous avons :

L'Anarchie, par Malatesta	franco	0 20
Un peu de théorie, par Malatesta. .	—	0 15
En période électorale, par Malatesta.	—	0 15
Immoralité du mariage, par Chaughi.	—	0 15
A M. Emile Zola, par Ch. Albert. .	—	0 15
Les Crimes de Dieu, par S. Faure...	—	0 20
L'Ecole antichambre de la caserne, par Janvion	—	0 25
Le prêtre dans l'histoire, par Manzoni.	—	0 35
Causeries libertaires, par Jean de l'Ourthe	—	0 15
Aux jeunes gens, par Kropotkine. .	—	0 15
L'Education pacifique, par Girard. .	—	0 15
L'Homme dans la société.	—	0 15
Le Parti ouvrier et l'Anarchie, par L. Hénault.	—	0 10
L'Heureuse anarchie, par M. Bargueil.	—	0 30
L'Evolution de la morale, par Letourneau.	—	0 35
L'Humanisphère, par Déjacques . .	—	1 20
Un procès en Russie, par Tolstoï . .	—	0 35
Pour la Vie, par A. Myrial.	—	0 65
Droits et Devoirs, par A. Myrial. . .	—	0 15
Les précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff.	—	1 15
L'art et la Révolution, par R. Wagner.	—	1 20

VIENT DE PARAITRE

Malfaiteurs! roman social, par J. Grave. Dans nos bureaux : 2 fr. 57; franco 2 fr. 75.

POUR L'EDITION

A l'heure actuelle il y a 230 adhésions. Il faut en trouver 4 à 500 autres d'ici le 1er décembre.

⁂

Un camarade demande à acheter l'*Economie politique à la lumière de la science* de Tchernichensky.

Le même camarade offre 5 francs du numéro de *Il. Risveglio*, de Genève.

PETITE CORRESPONDANCE

L., à Cusset. — Oui, il y a eu erreur. Je rectifie.

C., à Pont-Audemer. — Demandez au libraire s'il voudrait distribuer des invendus aux clients? Nous pourrons en envoyer un colis.

B., à Turin. — Nous avions oublié de prendre votre nouvelle adresse. Les exemplaires allaient toujours à l'ancienne.

K., à Lausanne. — Si nous trouvons la *Semaine de Mai* nous vous l'achèterons.

J. B. M. C. (Auguste et Marianne). — Pas reçu le mandat en question. Réclamez. — Le volume est à votre disposition.

P., à Amiens. — Non, il n'a pas payé.

Propagandiste isolé. — Reçu les journaux. Merci. Ferons passer après lecture.

R. C., à Vallabrègues. — Oui, le prochain finira fin janvier. — Le journal est expédié régulièrement. Réclamez à la poste. Nous tenons à votre disposition les numéros qui vous manquent.

L., à Orléans. — Reçu le montant de l'adhésion à l'édition de la Bourse du Travail. Merci.

B., à Puget-Ville. — Vous expédie les trois chansons. Vous aviez oublié d'affranchir votre lettre, nous avons payé 0 fr. 30.

L. P., rue L. — Reçu adhésion et encouragements. Merci. Je ne demanderai la souscription que lorsque je serai sûr d'avoir assez d'adhérents. Pour le moment c'est plutôt aléatoire.

D., à Billy. — Le volume c'est 2 fr. 75 par la poste. Redevez 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : L., à Cusset, 0 fr. 75. — G., à La Palisse, 0 fr. 50. — F. R., à Santa-Fé, 16 fr. — K., à Lausanne, 0 fr. 85. — E., pour de vieux numéros de la *Révolte*, 10 fr. — B., à Pont-de-Beauvoisin, 0 fr. 40. — D., 0 fr. 60. — L. G., à Arcachon, 0 fr. 15. — R., au Vésinet, 1 fr. — R., 2 fr. — C. L., 20 fr. — Merci à tous.

R., à Remiremont. — A., à Speloncato. — M., rue B. — R., à Mirepoix. — G., à Rochefort. — S., à Lyon. — J. L., à Helemmes. — G., à Tours. — D., à Billy. — Reçu timbres et mandats.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

L'Assassiné, par L. C. Dissy, franco... 1.40
La Jeune Proie, par Lochard... 1.40
Les Bienheureux, par Heidbrinck... 1.40
Les Défricheurs, par Agar... 1.40
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque... 1.40
Le Calvaire du mineur, par Couturier... 1.40
Education chrétienne, par Roubille... 1.40
Le Missionnaire, par Wuillaume... 1.40
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault... 1.40
Postérité, par Robin... 1.40
Vive la Russie! treize dessins de Heidbrinck... 1.40

Il ne reste qu'un petit nombre de collections complètes de lithographies; tirage ordinaire, 75 fr.; d'amateur, 150 fr.

VIENT DE PARAITRE

Intimités et révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière ; 1 fr. 50, au bureau du journal.

Quelques-unes des pièces qui y sont contenues, ont paru dans notre supplément.

AVIS

Nous rappelons aux camarades qui s'intéressent à la diffusion du journal, que nous tenons à leur disposition des numéros invendus autant qu'ils en désirent.

Il leur suffit de nous envoyer le prix du port, soit 1 fr. 50 par colis de 10 kilog. et 0 fr. 90 par colis de 5 kilog.

Nous ferons le service de quelques numéros du journal à toutes les adresses que nos lecteurs voudront bien nous envoyer et où ils jugeraient qu'il y a un abonnement possible à récolter.

A NOS LECTEURS ET ABONNÉS

Nous avons des lecteurs répartis un peu dans les cinq parties du monde ; malgré cela, nous sommes souvent forcés de nous servir des renseignements des journaux bourgeois pour faire notre mouvement social, tandis qu'il serait facile d'en faire un intéressant si nos lecteurs voulaient nous envoyer les renseignements qu'ils peuvent récolter autour d'eux.

Nous ne leur demandons pas des choses littéraires. Des faits, surtout. Nous nous chargerions de les mettre sur pied.

Une autre chose qui pourrait nous servir, ce serait de nous envoyer les journaux locaux.

Merci à ceux qui ont déjà répondu à notre appel.

⁂

Prière, à chaque renouvellement d'abonnement, de nous envoyer la dernière bande.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Autour d'une vie, par Kropotkine, franco, 3 fr.

Les Aventures de Nono, J. Grave, 2 fr. 75.

Les Aventures de Nono, traduction espagnole, à l'*Escuela Moderna*, 70, calle de Bailen, Barcelone.

La Colonne, Descaves, 2 fr. 75.

Guerre-Militarisme, recueil des meilleurs morceaux de nos suppléments; pris dans nos bureaux, l'édition illustrée, 7 fr. 50; franco, 8 fr. 10.

Edition de propagande, 2 fr. 50; franco, 3 fr. 10.

Ces prix sont pour nos seuls abonnés et lecteurs.

EN VENTE A NOS BUREAUX

L'Education libertaire, par Domela Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul, franco... 0.15
Enseignement bourgeois, enseignement libertaire, par J. Grave, couv. de Cross... 0.15
La Colonisation, par J. Grave, couv. de Couturier... 0.15
L'Organisation de la vindicte, appelée justice, par Kropotkine, couv. de Hénault... 0.15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyon, couv. E. Daumont... 0.15
Le Militarisme, par Domela Nieuwenhuis, couv. de Comin'ache... 0.15
Patrie, Guerre, Caserne, par Ch. Albert, couv. de Agar... 0.15
L'Election du maire, par Léonard, couv. de Vallotton... 0.15
Le Tréteau électoral, par Léonard, couv. de Heidbrinck... 0.15
La Grève des électeurs, par O. Mirbeau, couv. de Roubille... 0.15
Si j'avais à parler aux électeurs, par J. Grave, couv. de Heidbrinck... 0.15
L'Immoralité du mariage, Chaughi... 0.15
La Panacée Révolution, par J. Grave, couv. de Mabel... 0.15
Le Machinisme, par J. Grave, couv. de Luce... 0.15
L'éducation pacifique, par Girard. 0.15
L'anarchie, par Malatesta... 0.20
Pour le désarmement, par Berchtold... 0.15
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais, franco... 3.20
Le parti ouvrier et l'anarchie, par L. Hénault... 0.10
L'heureuse anarchie, par Max Borgueil... 0.25

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Nous faisons mettre chez les dépositaires du journal et dans les gares : Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, et* Organisation, initiative et cohésion, *de J. Grave. Prière aux camarades de les réclamer. Ils trouveront, également dans les gares, l'édition non illustrée de* Guerre-Militarisme.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Bibliographie anarchiste, *par Nettlau*. . 3 »

Volumes de chez Stock:

La Conquête du pain, *par Kropotkine*. . 2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine* . 1 »
La Société future, *par J. Grave* 2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave* 2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*. . 2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, *par J. Grave* 2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, *par Marsolleau* . . . . . . 1 »
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus*. 2 75
La Commune, *par Louise Michel*. . . . 2 75
L'Instituteur, roman, *par Th. Chèze* . . . 2 75
Sous la Casaque, *par Dubois-Desaulle*. . 2 75
L'Amour libre, *par Ch. Albert* 2 75
En marche vers la société nouvelle, *par C. Cornelissen* 2 75
Les Aventures de Nono, *par J. Grave*, illustrations de Luce, Rysselberghe, Charpentier, Hermann-Paul, Lucien Pissarro, C. Lefèvre, Heidbrinck, Mabel . . 2 75
Ceux de Podlipnaïa, *par Retchnikoff* . . 2 75

Au Mercure :

Les Vagabons, *par Gorki*. . . . . . 3 »

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, *par Elie Reclus*. 3 »

Société libre d'édition des gens de lettres:

Les Feuilles, *par d'Axa*. 2 65

De chez Villerelle:

La Faiseuse de gloire, *par P. Brulat* . . 2 75

De chez Hachette :

Petite Histoire du peuple français (pour les enfants), *par P. Lacombe* 1 75

De chez Collin :

Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, *par G. d'Avenel*. . . . . 4 »
Les Porteurs de torches, *par B. Lazare*. 3 »

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 26 DIX CENTIMES DU 25 AU 31 OCTOBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Nous n'avons pas de supplément cette semaine.

A PROPOS DE LA SOCIÉTÉ FUTURE

III (1)

Dans l'état social rêvé par M. Tarbouriech, la production et la consommation se feront sous le contrôle de l'Etat. Cela, c'est bien le dada collectiviste.

Mais notre auteur, qui reconnaît quel'individu doit être laissé libre d'exercer ses facultés, essaie de marier la carpe libertaire avec le lapin collectiviste.

Isolément, ou associés, les individus pourront entreprendre de produire à leur compte, comme ils voudront, à leurs risques et périls.

Il leur sera permis, même, d'employer des salariés ! car la propriété est bien censément abolie, mais le commerce, la concurrence, continuent à subsister dans l'ordre collectiviste.

Cette liberté laissée aux individus de tourner leur activité dans la direction où les portent leurs tendances, leurs facultés, ne va pas, cela se comprend, sans restriction.

L'individu étant débiteur de l'Etat par suite de la rente qu'on a inscrite à son actif à sa naissance, sa production doit couvrir cette rente, sinon, son déficit est préjudiciable à la société, et l'intérêt social ne doit pas être lésé. L'Etat peut déclarer son débiteur en faillite et l'astreindre à un travail plus rémunérateur en la branche qu'il lui plaira de lui imposer.

Dieu étant jeté bas, il faut bien trouver quelque autre entité devant laquelle on puisse forcer l'homme à s'incliner. L'Humanité ! la Société ! l'Intérêt social ! ça sonne assez bien.

Tout le monde sait comment, aujourd'hui, un financier qui a la main dans une entreprise, peut la faire péricliter, soit parce que cette entreprise le gêne pour d'autres combinaisons, soit qu'il veuille en éliminer les ouvriers de la première heure et se la faire adjuger à meilleur compte.

Or, vous voyez vous dans une société où l'Etat aurait la haute main sur toutes les entreprises particulières, où on le retrouverait derrière chaque concurrent, vous voyez-vous monter une entreprise qui, pour une raison ou pour une autre, aurait l'heur de lui déplaire.

Il y aurait, il est vrai, le tribunal d'arbitrage. Ah ! le bon billet qu'a La Châtre !

(1) Voir les numéros 22 et 23.

⁂

Dans une série d'articles (1), dernièrement, j'ai essayé de démontrer comment, par le fait d'établir un salaire, une valeur d'échange, on met des limites à la possibilité de produire et de consommer. Il intervient ici un facteur étranger qui perturbe toute l'économie sociale.

M. Tarbouriech ne l'a pas même entrevu. Certes, la misère noire, abjecte de nos jours, n'existerait plus dans l'état social qu'il rêve. Un certain bien-être matériel pourrait être assuré à chaque individu ; mais ce serait le bien-être, tout relatif, avec la médiocrité pour la plus grande masse, au prix d'une compression morale épouvantable.

⁂

Vaut-il bien la peine de discuter ses conseils de revision qui devront examiner les individus, et, selon leur état de santé constaté, leur accorderont ou refuseront la permission de se marier ; qui, à la naissance de l'enfant, décideront s'il lui sera accordé de vivre ou s'il sera jeté au barathre. Cette réminiscence de Sparte n'a rien de séduisant. Toujours la théorie d'intérêts supérieurs à ceux de l'individu !

L'ignorance de l'être humain ne lui ayant pas permis de s'expliquer certains phénomènes, il ne trouva rien de mieux que d'imaginer des êtres extraordinaires, pour lesquels ce n'était qu'un jeu de trancher les difficultés qui l'embarassaient.

Plus tard, les habiles y trouvant un moyen commode de domination, lui enseignèrent qu'ils étaient, sur cette terre, les représentants de ces êtres tout-puissants, et qu'il fallait leur obéir à eux, pour mériter la protection des maîtres célestes.

Et les spoliés acceptèrent la misère sur cette terre, dans l'espoir d'une récompense... après leur mort.

Leur esprit s'étant quelque peu dégrossi, ils raisonnèrent. Une récompense une *fois mort* ne leur dit plus rien qui vaille. C'est ici-bas qu'ils veulent mieux vivre. Arrivera ce qui pourra après leur mort.

Mais le cerveau des faiseurs de promesses est inventif. « Le roi est mort ! Vive le roi ! » Dieu n'a plus de crédit, il est facile de lui trouver un succédané.

Les individus veulent améliorer leurs conditions d'existence ! Mais comment donc, rien que de très normal. Ils ont absolument raison... à condition de ne pas gêner les intérêts supérieurs de la Société !

Eh ! allez donc, voilà le nouveau dieu tout trouvé.

Et la société, qui devrait être l'union et la totalisation de leurs besoins, de leurs efforts, de leurs aspirations et de leur activité, se trouve, de par la conception des sociologues, être quelqu'un dont les besoins et les exigences sont en contradiction avec les besoins et l'activité des individus qui la composent, dont le fonctionnement n'est assuré qu'à condition d'entraver celui des individualités dont ils devraient être la somme !

Les sociologues expliquent ces contradictions par l'ignorance des individus, par leur égoïsme qui leur fait rapporter tout à eux, et empiéter sur les droits voisins.

Et dire que voilà des siècles et des siècles que l'on force les individus à abdiquer volonté et liberté en vertu de considérations qui leur sont extérieures !

Et comme les sociologues n'ont pas trouvé d'autre remède que de faire régir cette société par des individus ayant les mêmes défauts, les mêmes passions, la même ignorance que ceux qu'ils sont chargés de guider, je persiste à trouver que c'est un singulier moyen de prévenir l'antagonisme et l'oppression des individus, en créant un outillage d'oppression et d'exploitation que l'on remet à un petit groupe de privilégiés qui, sitôt investi, n'a d'autre objectif que d'assurer son oppression et son exploitation sur la grande masse qu'on lui donne à « diriger ».

Et à mon esprit se pose toujours cette question : Si les individus ne sont pas assez intelligents pour savoir se diriger eux-mêmes, par quel miracle le deviennent-ils assez pour diriger leurs semblables, œuvre encore bien plus difficile ? Et si ces individus plus intelligents existent, par quel autre miracle sauront les choisir ceux qui ne savent pas se diriger eux-mêmes ?

⁂

A la fin, nous en avons assez de toujours nous sacrifier pour des choses qui n'existent que subjectivement. La Société, l'Humanité ! — car il y a aussi les intérêts supérieurs de l'Humanité — ne sont pas des êtres ayant une vie et un développement propres. Ce sont des mots inventés pour désigner des agglomérations d'êtres ayant, eux, une existence et une réalité bien distinctes, bien particulières. C'est la somme de bonheur et de libre développement de ces êtres qui doit faire le bonheur et le libre développement de ce que l'on appelle la Société, l'Humanité.

Ce n'est qu'en laissant l'individu se développer librement, exercer toutes ses facultés, que l'humanité s'enrichira des acquisitions de chacun. Quel nons sens de prétendre augmenter la liberté et le bonheur humain en rognant sur la liberté et le bonheur de chaque être.

Il faut être abruti par des siècles de domination et d'exploitation pour ne pas voir la contradiction flagrante qui en découle. Singuliers

(1) *Préparation de l'avenir*, nos 26, 28, 29 et 30 de la 6me année.

évolutionnistes qui commencent par encercler l'individu dans un réseau d'entraves sous prétexte de l'aider à évoluer !

Convaincus d'être d'accord avec les lois de l'évolution, les anarchistes disent à l'individu : « Ta propre fin, c'est la recherche du bonheur pour toi et pour ceux auxquels tu t'intéresses. Depuis des siècles et des siècles, tu luttes pour être libre, pour développer ton individualité, malgré les entraves qu'ont essayé d'y apporter ceux qui se firent tes maîtres, ceux qui se firent tes éducateurs.

« Va ! n'écoute pas ces chercheurs de causes finales qui s'empressent de remplacer chaque fantôme que tu jettes à terre. Va ! agis en toutes les directions qui te sollicitent. Tu as assez souffert de l'oppression, de la misère, de l'exploitation, pour comprendre que, si à ton tour, tu veux opprimer et exploiter, tu soulèveras contre toi les mêmes colères, les mêmes révoltes qui te soulèvent contre ceux qui t'oppriment.

« L'expérience a dû t'apprendre qu'il ne faut pas faire aux autres ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait, qu'il faut être, à l'égard de ceux que tu frôleras, ce que tu veux qu'ils te soient. Si tu veux trouver aide et confort chez tes semblables, tu leur dois, toi aussi, aide et bienveillance.

« L'état social existant entrave ton libre développement, commence par te débarrasser d'une entrave aujourd'hui, d'une autre demain. Ce sont les premières mailles les plus difficiles à avoir. Lorsque tu n'es pas assez fort pour y réussir seul, unis tes efforts à ceux que gêne le même lien. Les besoins de la vie, les vicissitudes de la lutte vous indiqueront le mode de groupement le plus propre à assurer à tous la liberté et le bien-être que vous cherchez.

« Tu n'atteindras pas, hélas! l'idéal dès la première enjambée. Trop de liens te rattachent à ce que tu veux quitter, trop de fausses notions des êtres et des choses te masquent le but à atteindre. Marche quand même, l'expérience seule t'indiquera ce qui sera à réformer, te fera entrevoir ce qui est à innover. Les heurts et les frottements t'indiqueront où pèche le système.

« Va! marche! agis librement. C'est encore le seul moyen d'apprendre à être libre. »

J. Grave.

REMARQUE

Nous recevons la lettre suivante :

En répondant à l'article du camarade Delesalle (*Action politique et Action ouvrière*), il est bon de dire ici, que pour les détails, beaucoup d'anarchistes et plusieurs syndicats ouvriers libertaires ne sont pas de son avis, surtout pour ce qui est : organisation de la classe ouvrière.

Quand des gens sensés s'unissent pour un motif quelconque, j'aime leur organisation qui n'engage qu'eux mêmes. Mais quant à un motif, on en greffe d'autres et puis encore d'autres pour lesquels, tous dans l'organisation ne sont pas du même avis ; alors l'organisation est mauvaise, car la minorité est entraînée pour une chose contraire à son idée, c'est l'imposition.

En principe, plus je me fédère et me confédère, plus j'annihile mon individualité ; alors pourquoi tant me confédérer? Ce n'est pas pour trouver un moyen ni un but, car il est déjà visé dans notre Syndical par des camarades qui pensent absolument de même sur ce sujet.

Alors, serait-ce pour créer le pouvoir central que vous combattez, une espèce de chambre haute, un Sénat, dictateur de tout ce qui se fait et doit se faire dans le monde ouvrier? — Je n'y vois que cela : une assemblée de députés des corporations, ordonnant pour agir d'un sens ou d'un autre ; après, le désobéissant est un traître, un renégat, on ne tient plus compte de la pensée de cet individu, qui peut être très sincère. C'est tout simplement la continuation de l'État par une démagogie ouvrière en laquelle doit avoir confiance la foule productrice.

Dans le terrain du présent, chaque métier a des aspirations et des vues particulières; il y a, je dirai par endroit, un esprit de corps pour lutter à sa façon contre le capital et pour préparer l'insurrection. Serait-ce mieux? Mais le serait-ce, vous ne voulez pas en un jour refaire le caractère et changer l'atavisme du milieu, c'est impossible.

Laissons la liberté, et les hommes comme ils sont, mais cherchons à les instruire en discutant avec eux sur les aspirations que nous préférons. A mon avis, les vues individuelles et particulières à des groupes isolés et non confédérés seront les plus grandes forces de la Révolution, car ils n'attendront aucun ordre pour agir là où ils croiront utile.

Est-ce que le commandement par des députations (même ouvrières) n'est pas la division engendrée par le mécontentement des minorités? N'est-ce pas l'avortement dans le gâchis d'un quatrième État que vous constituez sans le vouloir? Libertaires, nous ne devons pas créer ce que nous combattons chez les gouvernementaux.

Dans le Syndical dont je fais partie, dès aujourd'hui pour notre propagande, nous voulons avoir notre entière liberté pour lutter contre le patronat et propager la révolution sociale; nous ne voulons pas agir suivant les idées de la majorité, si elles nous déplaisent.

Ne semble-t-il pas qu'il vaudrait mieux qu'il existe bien plus de syndicats et que dans chacun les adhérents soient peu nombreux, afin qu'ils soient tous d'accord sur l'action actuelle et sur l'idéal. Les minorités trouveraient alors souliers à leurs pieds, chaque groupe donnant un coup d'épaule pour la démolition de l'édifice mauvais, par la propagande orale ou écrite, ou encore par l'action violente ou le sabottage quand il est possible ; nul doute qu'ainsi nous approcherions à plus grands pas de la grève générale consciente, c'est-à-dire de la révolution. Cela serait préférable que la recherche de l'unification dans des confédérations qui perdent les activités individuelles.

Je le répète, la Révolution sera réelle si elle est faite par des individus groupés par tempéraments ou par besoins et conscients de ce qu'ils veulent.

L. Guérineau.

Nous y répondrons au prochain numéro. P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

Un député, à la tribune de la Chambre, ayant rappelé que le pape, il y a quelques années, avait conseillé au clergé d'adhérer à la République, fut interrompu par deux confrères catholiques : « Le pape a eu tort! cria l'un. — Cela ne le regardait pas! clama l'autre. »

Et nous de rire. Au fond, ces excellents catholiques ne croient pas plus que nous à l'infaillibilité papale et à toutes les sornettes du même genre; ils ne sont pas plus férus que nous de discipline et d'obéissance (du moins pour eux-mêmes). Mais ils jugent toutes ces choses excellentes pour le peuple, qu'elles persuadent de rester dans son ignorance et dans sa servitude, ce qui fait bien leur affaire.

Seulement quand, par hasard, les ordres de leur Dieu, les enseignements de leur Eglise ou les avis de leur pape se trouvent contraires à leur intérêt ou leur passion du moment, alors ils laissent éclater la sincérité de leur conviction dans un grand cri parti du cœur : « Le pape? De quoi se mêle-t-il, cet idiot-là? »

⁂

Du *Petit Provençal* (7 octobre) :

« Il y a actuellement, dans le bataillon du 55e régiment d'infanterie en garnison à Arles, deux soldats de la classe libérée, maintenus au corps, malgré le renvoi de leurs collègues dans leurs foyers, pour accomplir une période supplémentaire que le militarisme qualifie de *rabiot*.

« Ces deux maintenus, ainsi qu'un de leurs collègues en activité de service, sont punis de prison. Ceux qui ont passé une partie de leur existence à la caserne savent que les punis de prison font tous les jours, et deux ou trois fois par jour, pendant trois heures chaque fois, le *peloton de chasse*, jolie manœuvre et pleine de bonté, qui consiste à laisser ceux qui la font, en été surtout, pendant des heures entières, en plein soleil, la face tournée vers un mur éloigné d'un mètre au plus, ou bien encore à leur faire exécuter du pas gymnastique outrancièrement, ou d'autres manœuvres qui composent l'arsenal du dressage militaire.

« Jeudi dernier, ces trois insoumis étaient commandés par un sergent qui eut l'extrême bienveillance de les prévenir : « qu'il fallait marcher et en suer une », et le pas gymnastique commença sous le commandement de ce garde-chiourme. Exténués, suant la souffrance, les pauvres bougres s'arrêtaient quelquefois, mais le cerbère était là, il fallait repartir jusqu'à *en crever*.

« Le lendemain vendredi, ce fut le tour d'un autre sergent d'exercer sa haine disciplinaire sur ces trois hommes; le pas gymnastique fut repris à 7 heures du matin ; à 7 heures 20, deux des hommes, harassés, se plaignirent de ne pouvoir continuer plus longtemps à courir.

« — Quoi ! s'écria le tortionnaire gradé, son carnet à la main, vous refusez de marcher! vous ferez huit jours de plus!.. et les malheureux, avides de rentrer chez eux et de redevenir des hommes libres, reprirent leur marche forcée, mais ce ne fut pas pour longtemps, pour l'un d'eux au moins, le soldat Balme, qui s'affaissa sous le poids des souffrances endurées, crachant le sang et grelottant la fièvre. M. le médecin-major, qui fut appelé, constatant qu'il avait plus de 40 degrés de fièvre, l'envoya à l'infirmerie, où il est encore en ce moment.

« M. le colonel croit-il qu'il est permis au commandant du bataillon caserné à Arles, de transformer les hommes qui lui sont confiés en bêtes de somme, et tolérera-t-il lui-même pareille cruauté, pareille sauvagerie de gradés sans pitié? »

⁂

Un camarade de province nous signale le fait suivant :

« Un charretier, nommé R..., était occupé, il y a de cela six mois, à graisser une charrette, lorsque, par suite d'une fausse manœuvre, une des roues du lourd véhicule (300 kilos au bas mot) lui tomba sur le dos. Voyant sa maladie incurable (le pauvre garçon ne peut presque pas marcher), il résolut de faire régulariser sa situation par son patron. Mal lui en prit, car agents d'assurance et inspecteur le malmenèrent fort, et son patron lui fit comprendre qu'il lui ferait beaucoup de plaisir, s'il ne le revoyait plus chez lui. Et cet homme travaillait là depuis cinq ans. » R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — J'avoue que le calme dans lequel se poursuit la grève des mineurs ne me dit rien qui vaille. Les journaux quotidiens signalent certainement les principaux incidents de la lutte, mais la masse des travailleurs — toujours veule, il est vrai — ne semble pas trop s'en préoccuper. Ce mouvement qui a réuni dans un même élan 140.000 mineurs, méritait mieux que cela. Il y a seulement dix ans, une grève qui aurait mis sur pied un aussi grand nombre de travailleurs, aurait bien autrement remué l'opinion publique. En tous cas cette indifférence de la masse est profondément regrettable; même l'assassinat de Terrenoire n'a produit qu'à peine un moment de stupeur.

Peut-être cela vient-il aussi de l'attitude prise et conservée par les mineurs depuis le début de la grève. Car, en somme, sauf quelques incidents inévitables en pareil cas, tout est calme, terriblement calme.

M. Jaurès a pu avec raison louer leur sang-froid, leur calme, leur discipline; « homme de gouvernement », socialiste aspirant au « pouvoir », il est bien dans son rôle, mais pour ma part, c'est justement « ce calme » et cette « discipline » qui me font mal augurer aujourd'hui du résultat final.

La grève, si elle était devenue dans certains centres une nécessité pour les mineurs, avait aussi, j'ai essayé de le démontrer la semaine dernière et mon opinion première persiste, été quelque peu cherchée par certaines compagnies minières.

Une action énergique aurait pu sauver la situation, mais l'attente inactive, longue vraisemblablement, ne pourra qu'énerver les simples suiveurs et compromettre ainsi l'une des chances de succès. Une grève, lorsqu'elle atteint cette importance, est une révolte, et, pour ma part, je ne crois pas à la révolte des bras croisés.

On a dit aux mineurs que l'une des chances de succès était l'unanimité dans la cessation du travail

et toute leur ardeur se passe à empêcher quelques tristes sires de continuer à travailler ou à prendre d'assaut les maisons des « Jaunes » ; cela peut être utile, mais ce n'est pas assez.

Les Compagnies, les mineurs ne l'ignorent pas, possèdent d'importants stocks de charbons, elles peuvent attendre, leur caisse vraisemblablement n'aura pas à souffrir de la grève et, comme pour les capitalistes la caisse est tout, peu leur importe.

Dès le début, par une action énergique, c'est à la caisse que les mineurs devaient taper. Le sabottage est plus facile dans les mines que partout ailleurs, et comme c'est en somme la seule chose capable d'émouvoir un capitaliste, il aurait fallu l'employer largement.

Aujourd'hui il est trop tard, les mines sont militairement gardées et les mineurs sont obligés d'attendre le bon vouloir de leurs maîtres.

Déjà, dans certains centres, la reprise du travail avait été escomptée pour lundi dernier, mais une active campagne de réunions est parvenue à enrayer les descentes déjà escomptées par les Compagnies.

La chose vraiment à retenir dans cette grève est la promptitude du mouvement d'ensemble : cela est un point acquis qui fait bien augurer de l'avenir.

D'autre part, si les mineurs des autres pays n'ont pas pris part au mouvement, ils n'en ont pas moins montré de la sympathie pour leurs camarades français. En Allemagne, le Comité de la Fédération des mineurs s'est réuni et il a été décidé de donner partout le mot d'ordre suivant : « *Pas d'heures supplémentaires, pas de surproduction.* »

De plus, un premier secours de 5.000 francs a été envoyé aux grévistes français.

En Belgique, la grève ne s'est pas généralisée comme on pouvait s'y attendre, mais le Comité des mineurs vient de prendre d'importantes décisions, parmi lesquelles je détache les suivantes :

1° Il y a lieu de maintenir la demande d'augmentation de salaires de 15 p. 100 ;

2° On adressera une nouvelle et dernière lettre aux patrons, les conjurant, dans l'intérêt de la classe ouvrière et du pays, de faire droit à la juste et légitime demande des mineurs ;

3° En vue de créer un mouvement général et international des mineurs, il y a lieu de demander une réunion à bref délai des mineurs de France, d'Angleterre, de Belgique et d'Autriche-Hongrie ;

4° Dans le but de hâter la tenue de cette réunion, une délégation des mineurs belges se rendra cette semaine en Allemagne et en Angleterre.

Cela peut être gros de conséquences.

Pour remédier à l'inaction des Anglais — à part le vote de 12.500 francs à titre de solidarité — les mineurs essaient d'empêcher le débarquement du charbon dans les ports.

Dans les réunions qui ont eu lieu dimanche dernier à Dunkerque et à Calais, les ouvriers des ports se sont engagés à ne pas décharger de charbon. Le secrétaire du syndicat de Marseille a écrit que dans ce port la même décision avait été prise.

Je ne m'étendrai pas autrement sur les multiples incidents de la grève. Comme il fallait s'y attendre, des collisions ont lieu.

L'armée, faute de Prussiens, fait campagne contre les travailleurs ; tout, disent les journaux, est organisé comme pour une véritable campagne, gardes, reconnaissances, etc., etc.

Dans le Nord principalement, les condamnations commencent à pleuvoir et il est bon de faire remarquer une fois de plus, que pour le même délit, un calotin breton est condamné à une infime amende et un mineur à des mois de prison. C'est leur manière à messieurs les jugeurs d'appliquer la « loi ». Il est vrai que le fanatique Breton ne met en péril ni les profits des capitalistes, ni la trois fois sainte propriété.

Et cel a seul importe à messieurs les juges défenseurs des privilèges de la bourgeoisie.

***

Je découpe dans les journaux l'ordre du jour suivant, qui me semble devoir être gros de conséquences, mais n'ayant pu avoir d'autres renseignements, je m'abstiendrai de le commenter.

« Le Comité confédéral,

« Après avoir entendu les explications données par les délégués des organisations adhérentes, se déclare prêt à accepter de la part du Comité national des mineurs une offre d'entente pour une lutte générale basée sur les revendications communes à tout le prolétariat. »

P. Delesalle.

***

Firminy. — *Chez les mineurs.* — La grève continue dans le bassin de la Loire avec assez de calme. Le chômage est toujours complet, sauf à Rive-de-Gier où une ou deux petites concessions occupent encore quelques ouvriers. Partout ailleurs le personnel travaillant ne suffit pas à l'entretien de la mine et la question des réquisitions se pose. Au début, le Comité avait laissé à chaque syndicat le soin de décider s'il y avait lieu, oui ou non, de se soumettre aux réquisitions ; puis, une autre décision prise sur la fin de la semaine, a décidé que les mineurs devaient s'y refuser. Beauregard, secrétaire du Comité fédéral et délégué mineur, a annoncé que d'après un texte de loi, les délégués mineurs devaient, en cas de réquisition, être les premiers requis : pour lui, il va donner sa démission de délégué et invite tous les autres délégués à adresser leur démission au préfet.

Les mineurs continuant à renverser les tombereaux chargés de charbon, les autorités font maintenant escorter les voitures par des dragons ou des gendarmes à cheval.

Dans une réunion à la Bourse du Travail, des orateurs ont proposé de s'opposer par la force au transport de la houille par les chemins de fer.

Quelques incidents sans gravité ont eu lieu. Au puits de la Loire, à Saint-Étienne, une troupe de manifestants ont lancé des pierres contre le bâtiment des machines où un machiniste travaillait à l'épuisement des eaux. Les dragons ont poussé une charge et déblayé la route. A Firminy, quelques grévistes, pour s'opposer à la circulation de tombereaux de charbon, escortés par des dragons, ont renversé un chariot de buttes en travers de la route. Les fantassins ont déblayé la chaussée, mais il a fallu recommencer quelques mètres plus loin. Une arrestation a été opérée. Le gréviste arrêté a été conduit encadré par les fantassins, les gendarmes et les dragons sabre au clair, au poste du puits Malafolie. Le bureau du Syndicat fait des démarches pour obtenir son élargissement. Plusieurs milliers de petits bouts de papier imprimés ont été collés, invitant les soldats à lever la crosse en l'air en face des mineurs ; ils ont été lacérés par la gendarmerie.

Il m'a été raconté qu'à la Malafolie, quelques grévistes ayant voulu pénétrer vers le puits Monterrat, la sentinelle reçut l'ordre de tirer s'ils ne s'arrêtaient pas. Les grévistes ont forcé la consigne et la sentinelle n'a pas tiré.

Appel a été adressé par le Comité fédéral régional aux autres corporations. Escalier voulait que les mineurs prissent l'engagement de ne reprendre le travail que lorsque chacune des autres corporations, ayant fait grève avec les mineurs, aurait obtenu satisfaction pour leurs revendications particulières. Rejeté à l'unanimité moins une voix.

Les mineurs travaillent pour eux, *rien que pour eux*. Le résultat de cette décision sera peut-être que les autres corporations se désintéresseront de leur grève et les laisseront se débrouiller seuls. Sont-ils si sûrs que cela de la victoire ?

Le Syndicat des tramways à vapeur qui avait établi un cahier de revendications à présenter à leur Compagnie, a ensuite décidé de faire une souscription de 1 fr. par syndiqué.

Le Syndicat des tisseurs, qui avait organisé un referendum sur la question de savoir s'il y avait lieu de faire grève par solidarité avec les mineurs, a eu les résultats suivants : Pour, 163 ; contre, 4.035. Donc pas de grève.

Le Syndicat des métallurgistes de la Loire décide : quoique partisan de la grève générale, d'attendre les événements, s'engage à soutenir pécuniairement les mineurs, invite ses syndiqués à verser une demi-journée de leur salaire par semaine et alloue 100 francs immédiatement.

***

A Roanne, 7.000 tisseurs environ sont en grève. La cause du conflit est une réglementation apportée depuis peu au travail par les patrons.

***

Voici quelques détails sur les obsèques de Colombet, le mineur tué à Terrenoire par un gendarme. On peut évaluer à 15.000 le nombre de personnes qui avaient tenu à l'accompagner au champ du repos. Pour une fois, on n'a vu, pendant le cours de cette imposante manifestation, pas un pantalon rouge, pas un képi de gendarme. Il y en avait pourtant, mais cachés, et alors tout s'est bien passé. Plusieurs discours ont été prononcés par Briand, Cotte, Beauregard.

A signaler : Colombet était connu comme un militant socialiste et il appartenait au groupe de libre pensée de Terrenoire. Malgré cela, la famille avait demandé ou cru devoir accepter que l'enterrement soit religieux. Le clergé a donc procédé à la levée du corps, mais arrivés à hauteur de l'église, les porteurs ont pris le chemin du cimetière et les ratichons sont rentrés dans leur tanière sous les huées des camarades. Le *Mémorial*, organe de la calotte, annonce à grand fracas que les mécréants ont opéré un détournement de cadavre en violant les volontés de la famille. La volonté qu'il importait le plus de respecter était celle du défunt ; c'est ce que les camarades ont fait. Les voleurs de cadavres ne sont pas chez nous, mais bien chez vous, ô *Mémorial !*

Galhauban.

Angleterre.

« Boys ». — La Fédération des mineurs de la Grande-Bretagne vient de tenir son congrès annuel à Southport, du 7 au 10 octobre. Nous n'avons pas à entrer ici dans le détail des délibérations et des décisions prises. Nous n'en voulons retenir qu'un seul fait, parce qu'il est d'intérêt universel, humain.

On sait que les mineurs des deux districts anglais de Northumberland et Durham, ayant une journée de travail de moins de huit heures, ont toujours été jusqu'ici les adversaires, dans les Congrès nationaux ou internationaux, des motions en faveur de la journée de huit heures. A la Chambre des Communes, leurs « leaders » n'ont jamais hésité à s'allier, sur cette question, avec les représentants des patrons, du parti tory et avec ceux des libéraux qui sont hostiles au projet des huit heures, leur alliance entraînant l'échec de ce projet de loi.

Ce qu'on ne sait généralement pas, c'est que si les mineurs adultes de ces deux districts ont obtenu des avantages exceptionnels, les « boys », c'est-à-dire les jeunes apprentis de 14 à 20 ans, travaillent, dans ces mêmes districts, comme dans tous les bassins d'Angleterre, Écosse et Galles, jusqu'à onze heures par jour. Ainsi, en Northumberland et Durham, pour deux équipes successives d'ouvriers adultes, il n'y a qu'une seule équipe de « boys ».

Or, il y a à la Chambre des Communes un projet de loi portant réduction de la journée de travail des apprentis ; dans la dernière session, il a été l'objet d'un débat en seconde lecture, c'est-à-dire qu'il était en bon chemin : il a échoué pour la même cause qui a fait jusqu'ici échouer la loi des huit heures, l'opposition des leaders de Durham et de Northumberland.

Ce que le récent congrès de Southport a mis définitivement en lumière, c'est que l'opposition des mineurs de ces deux districts aux deux projets de loi dont le vote est impatiemment attendu par toutes les victimes de l'état de choses actuel, a pour cause *la crainte où ils sont que si les « boys » obtiennent une journée plus courte* — ce qui résulterait du vote de l'une ou l'autre loi — *il n'en résulte pour eux-mêmes qui ont actuellement une journée, de moins de huit heures, un changement de régime, un désavantage quelconque.*

Voilà la pierre d'achopement à laquelle se sont heurtés les efforts de tous les autres mineurs de la Grande-Bretagne. Voilà pourquoi les mineurs adultes ne peuvent obtenir la journée de huit heures, et pourquoi les jeunes gens de 14 à 20 ans continuent d'être les plus malheureux de tous les travailleurs des mines, non seulement par la longueur de leur journée de travail, mais par le grand nombre d'accidents auxquels ils sont exposés. Pour eux, il n'y a aucune des mesures protectrices dont bénéficient les adultes.

MM. Burt, John Wilson et Fenwick, représentants de l'Association de Durham, ont beau jeu dans leur opposition acharnée à la loi sur le travail des apprentis : ces derniers n'ont pas voix au chapitre.

Suisse.

De la *Feuille d'avis de Lausanne* :

« Un de nos concitoyens qui revient de Bâle attire notre attention sur les scènes écœurantes qui se déroulent ces temps-ci dans cette ville. Chaque jeudi, paraît-il, arrive à Bâle un convoi de pauvres Juifs de Roumanie, qui, dans l'incapacité où ils se trouvent de gagner leur vie dans leur pays, sont forcés de s'expatrier. Les malheureux partent par trains

complets pour Bâle, Paris et le Havre, où ils s'embarquent pour la République Argentine.

« A leur arrivée à Bâle, le jeudi matin, les misérables voyageurs, parqués comme des bêtes dans les wagons, sont logés sous l'ancien hall de la gare du Central. Tous, hommes, femmes, enfants, sont dans le dénûment le plus absolu. Leurs visages amaigris, leurs vêtements en lambeaux, leurs chaussures éculées font peine à voir. Dans un des derniers convois, les pauvres gens avaient été laissés deux jours sans boire et lorsqu'ils sont arrivés à Bâle leur premier souci fut de se jeter vers les fontaines pour calmer la soif qui les dévorait.

«Jeudi dernier, une pauvre mère de famille serrait dans ses bras sa fillette âgée de quelques mois, qui ne paraissait plus donner signe de vie. Un docteur, prévenu, voulut examiner l'enfant. Lorsque la mère déroula le tablier dans lequel elle tenait son bébé, on vit que l'enfant était complètement nu ! La mère n'avait pas la moindre barde pour vêtir le pauvre petit corps.

«A Bâle, on fait tout ce que l'on peut pour venir en aide à ces gens. Mais c'est insuffisant. L'opinion publique est vivement montée contre les gouvernements qui autorisent le transport d'êtres humains dans des conditions semblables. On a beaucoup plus de soins pour le bétail, à qui l'on donne au moins à boire et à manger.»

∴

Genève. — La grève générale a pris fin par suite du refus des syndicats de l'électricité, de l'eau — alimentation et force motrice — et du gaz d'arrêter les services publics. La démonstration ouvrière, peu agissante, a toutefois déchaîné une répression féroce. Les bourgeois ont eu peur ; ils se vengent. Arrestations et expulsions se comptent par centaines. « Francillons et macaronis », suivant l'expression des gendarmes, ont été passés à tabac dans les postes de police ; certains, débarrassés de quelque monnaie. Les Allemands ont été exportés par Bâle, les Autrichiens par Lindau, les Français par Annemasse, et les Italiens par Chiasso. Les gendarmes suisses, armés, traversaient la frontière pour remettre les prisonniers, extraits du panier à salade, aux autorités tricolores. Les deux commissaires de police se congratulaient. Le maire de la commune savoyarde prétendait ne laisser séjourner les expulsés sur son territoire que pendant vingt-quatre heures. Pour les Italiens, il s'est passé quelque chose d'incroyable. Comme leur transport aurait dû s'effectuer viâ Lausanne-Berne, on a trouvé plus économique de les faire passer en transit, tels que bestiaux, en wagons cadenassés, par la ligne de Savoie, pour rentrer en Suisse à Martigny et aller de là au Tessin.

Ce sont de gracieuses attentions entre dirigeants. Heureusement, une douzaine de prisonniers ont pu rompre la chaîne qui bouclait leur wagon et sauter du train en marche, sans blessures graves.

Des souscriptions faites par la Fédération ouvrière ont *imparfaitement* paré aux plus grandes misères.

Les bourgeois de tous les partis se sont associés pour recueillir des fonds en faveur des troupes et de la police.

Leur chef, un colonel Galliffe, a félicité les soldats-citoyens de leur zèle à crosser et à sabrer les insurgés, « armés de poignards et de revolvers », d'après les rapports de police.

Il y a autant à se défier des milices que de l'armée permanente. Les soldats, ayant trois jours de service, étaient prêts à tirer leurs cinq cartouches à balle, sans sommation, à la moindre contusion d'un caillou ; ils enfonçaient les devantures des magasins et les portes des appartements pour chercher les siffleurs. Les cavaliers chargeaient sur les trottoirs. Ils ont heureusement passé un coup de sabre à un mouchard qu'ils n'ont pas reconnu. Les tribunaux civils et militaires continuent à condamner à l'amende et à la prison manifestants, soldats indisciplinés ou réfractaires.

Sébastien Faure, qui avait fait des conférences à la Chaux-de-Fonds et à Saint-Imier, avait été renvoyé de Genève au début de la grève. Bertoni est au secret. Le président de la Fédération ouvrière a été relâché sous caution de 2.000 francs.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Lyre sociale de la Rive gauche, cercle théâtral de propagande révolutionnaire. — Le dimanche 25 octobre, grande soirée de propagande, salle de la *Coopération des Idées*, 157, faubourg Saint-Antoine, à 8 h. 1/2 du soir.

Scrupules, un acte de O. Mirbeau et *La Lutte*, pièce sociale en 3 actes, de Marcel Saulnier.

Par suite du départ de la classe, les membres de la *Lyre* vont diminuer, et auront plus de mal à mener à bien la propagande que nous faisons par le théâtre ; s'il se trouve des camarades qui aient certaines aptitudes et approuvent notre façon de faire de la propagande par le théâtre, les adhésions sont reçues à chaque séance. Répétition et réunion tous les mardis et vendredis, salle de l'*Union ouvrière*, 12 et 14, rue de l'Espérance.

Société instituée pour la création d'une colonie anarchiste en France.

Réunion dimanche, 26 courant, à 9 heures du soir, salle Salsac, 1 *bis*, boulevard Magenta. — Rapport et causeries par plusieurs camarades, ayant trait au développement de la colonie future.

Concours des chansonniers libertaires dans leurs œuvres. — Entrée gratuite.

*L'Education libre du III*e, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 h. à 10 h. ; dimanche de 9 h. à midi.

Dimanche 26 octobre soirée familiale à 8 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta. — Causerie par le camarade Paraf-Javal. Sujet traité : La Destruction.

Partie concert avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires. Tombola gratuite ; nombreux lots.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30. Entrée facultative des compagnes et de leurs enfants.

L'Emancipatrice, Université populaire d'Aubervilliers.

Jeudi 39 octobre. — Réunion générale : causerie amicale.

Samedi 25 octobre, à 8 h. 1/2 du soir. — Salle Lafont, 53, route de Flandre, grand meeting antimilitariste. Ordre du jour : Le départ de la classe ; Les conseils de guerre, Biribi, soldats et grévistes.

Nous invitons tous les jeunes camarades à assister à cette réunion.

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 24. — Spinosa, I, l'homme et le milieu, par Albert Bloch.

Mardi 28. — L'Evolution sexuelle, par la doctoresse Anna d'Aranovskaïa.

Vendredi 31. — La coopération, II, son rôle éducatif, par Henri Jullien.

Groupe d'initiative du Théâtre libertaire. — Réunion du groupe tous les lundis à 8 h. 1/2 du soir, salle Boucher, 14, rue Rébeval. Prière à tous ceux qu'intéresse l'œuvre d'y assister.

Envoyer tout ce qui peut concerner notre groupe, salle Boucher, 14, rue Rébeval.

*L'Idée libre du XX*e. — Réunion samedi 25, à 8 h. 1/2 très précises, salle Boucher, 14, rue Rébeval.

Causerie par le camarade Gaston Delpech. Sujet : De l'utilité des syndicats.

Matinée littéraire le dimanche 2 novembre, à 2 h. 1/2, à la salle Boucher, 14, rue Rébeval. Entrée libre.

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les jeudis soir à 8 h. 1/2, 55, rue de la Roquette, rez-de-chaussée au fond de la cour, à droite.

Grande soirée familiale, le samedi 25 octobre, salle Bailly, 76, faubourg Antoine. Causerie ; auditions des poètes chansonniers révolutionnaires. Entrée : 0 fr. 30. On trouvera des cartes à l'entrée de la salle.

Lyon. — *Groupe Germinal.* — Le groupe donnera, le dimanche 26 octobre, une soirée familiale, — strictement privée — des cartes se trouveront à la porte — avis aux droits des pauvres ! — au bénéfice des camarades du *Réveil* de Genève, victimes de la réaction huguenote suisse. Une causerie sera faite par le camarade Claudius Laroussarie sur Verhaeren (*Les Aubes*).

L'entrée sera entièrement gratuite ; seule une liste de souscription sera mise en circulation. La soirée se fera à 8 heures, au café Berger, 236, rue de Créqui, angle de la place Voltaire.

Tous les camarades sont invités.

Entente révolutionnaire de Bruxelles. — Appel aux camarades de bonne volonté : Les camarades désirant nous donner un coup de main dans la distribution du manifeste, sont priés de se réunir, lundi 27 octobre, à 6 heures du soir, au local, 38, rue des Pierres.

Le manifeste est laissé à 6 francs le mille.

Groupe libertaire l'*Union Bruxelloise.* — Réunion tous les samedis, au local, 18, chaussée de Forest, Saint-Gille.

New-York. — Réunion du groupe de langue française, tous les samedis soir. S'adresser chez Barrère, 123, West, 18th street.

POUR L'EDITION

Le nombre des adhérents augmente, péniblement, d'une dizaine par semaine.

Je rappelle qu'en outre des adhésions pour le prochain, il y a un autre moyen d'aider, c'est de faire vendre le premier.

L'adhésion au second donne droit au premier au prix de souscription.

∴

Un camarade désire se procurer le n° 6, du 11 mai 1884 et le 21, du 20 décembre de la 6e année du *Révolté*. Adresser les propositions au journal.

VIENT DE PARAITRE

Malfaiteurs ! roman social, par J. Grave. Dans, nos bureaux, 2 fr. 50 : franco 2 fr. 75.

L'Almanach de la Révolution pour 1903, illustré, couverture en couleur par M. Luce.

Prix, 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40.

BIBLIOGRAPHIE

Les beaux mariages, par H. Fèvre ; 1 vol. 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Il dovere dei giovani, par Lambro Cauzani ; 1 brochure, Turin.

Emma Beaumont, par Beepmaker ; 1 vol. 3 fr. 50, chez Stock.

Nouveaux poèmes et Ballades, par Savinburne, traduction Savine ; 1 vol. 4 fr. 50, chez Stock.

Valeur scientifique du malthusianisme, par le Dr Gottschalk ; 1 broch., 0 fr. 50, chez Stock.

Les deux Vies, par P. et V. Margueritte ; 1 vol. 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

Neo-Malthusianismo, par Angelo Vaz ; Typ. litteraria, 178, rue de D. Pedro, Porto.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Roubaix. — Le volume est parti.

Un révolté. — Non, les brochures n'ont pas été payées.

H. C., à Lyon. — Nous n'avons aucune donnée sur les colonies qui peuvent exister en Amérique.

Un paria, Marseille. — Nous ne connaissons pas. Il faut que vous consultiez les traités spéciaux.

C., à Lyon. — Les autres brochures épuisées

A. R. — Le Leverdays est à votre disposition.

B., à Bordeaux. — C'est le volume qui a été tiré de la brochure ; mais cette dernière est épuisée.

J. M., à Toulon. — L'abonnement D. sera servi.

G., à Grenade. — Nous pourrons vous fournir tous les Zola.

C. O. F., à T. P. C. — L'abonnement se paie d'avance. Pour l'édition, n'envoyez de l'argent que lorsqu'il en sera demandé.

Aresky. — Je n'en connais pas.

A. M., av. de S. — Oui, je vous changerai le Zola. — L'affiche, 0 fr. 50.

M., à Montner. — *Petite Histoire du peuple français* de Lacombe, 1 fr. 50.

M., à Limoges. — *Morale sans sanction*, de Guyau, 5 fr.

Propagandiste isolé. — Entendu.

L., à Londres. — La circulaire du *Travail* est absolument illisible. Ferai la commission. Poignée de mains.

Reçu pour la famille Liebengut : R., au Vésinet, 3 fr. — Jeune anonyme, 3 fr.

Reçu pour le journal : M., à Lyon, 0 fr. 50. — V., à Gand, 1 fr. — B. C., 3 fr. — J. C., à Liverpool, 1 fr. 25. — H. S. à Sabris, 2 fr. 10. — C. F., 5 fr. — M., à Thuir, 0 fr. 60. — Merci à tous.

B., à Paris. — G., à Digne. — S., à Bour. — M., à Montner. — L. V., à Saint-Mandé. — F., à Avallon. — P. C., à Lyon. — M., à Limoges. — S., à Choumla. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 27 DIX CENTIMES DU 1er AU 6 NOVEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Nous n'avons pas de supplément cette semaine.

JUSTICE !

« En 1883, l'association anarchiste de la *Mano Negra* occupa pendant plusieurs mois la police et les tribunaux d'Andalousie. Il y eut 300 arrestations et 15 condamnations capitales (1). »

L'historien qui a écrit ces lignes est sans doute de bonne foi, mais il n'a pas pratiqué la critique du témoignage, dans un cas où elle eût été plus que jamais nécessaire ; car jamais on ne mit plus de passion et d'impudence à l'infernale création d'une légende. « L'association anarchiste de la *Mano Negra* » n'a jamais existé. La main noire dont on trouva les empreintes, un jour, sur une muraille, ce n'était pas celle d'un prétendu malfaiteur affilié à une bande : s'il faut qu'elle reste un symbole, c'est plutôt la main de fer qui a voulu broyer le peuple andalou en lutte contre les propriétaires terriens : ils ont fait d'une région heureuse le domaine de la souffrance et de la faim, et pour détruire les sections de l'Internationale, étouffer l'esprit de de révolte, l'esprit de vie qui tentait de conquérir ces champs hantés par la mort, il fallait un prétexte : de là l'abominable et stupide mensonge.

Les condamnations ont été prononcées en violation des lois, aussi bien de celles qui sont inscrites dans les codes que de celles qui spontanément se formulent dans l'esprit d'un homme sain : elles ont été illégales et injustes.

Or, des victimes de ces procès iniques, quelques-unes, 7 ou 8, après 20 ans de bagne, sont encore vivantes. Il faut les délivrer!

Depuis quelques mois un journal anarchiste de Madrid, *Tierra y Libertad*, s'est donné la tâche de rétablir la vérité sur cette affaire ; il l'a recherchée d'abord dans les documents, à travers les mensonges de la presse intéressée; puis les victimes ont parlé, leurs témoignages sont là, que personne n'a osé contredire, et nous ne pouvons pas passer sans voir et sans entendre.

Nous exposerons ici les faits et nous rapporterons les témoignages, mais, dès aujourd'hui, nous jetons un appel aux combattants du bon combat, à Anatole France, à Séverine, Bauer, Quillard, Descaves. Jaurès, Pressensé, à la Ligue des droits de l'homme, — et peu nous chaut dans quels sentiers électoraux et ministériels quelques-uns ont pu s'égarer, pourvu qu'ils soient de ceux qui ont senti grandir en eux la force de la solidarité sans limites, et qui jamais ne se sont refusés aux sollicitations de l'altruisme. Qu'ils se hâtent avec nous, car le martyre dure depuis 20 ans ; et, en sauvant ceux-ci, on en sauvera d'autres : on pourrait croire, en cette affaire vieille bientôt d'un quart de siècle, remonter aux ténèbres d'un âge disparu ; mais non; la réalité d'alors est celle d'aujourd'hui ; depuis la Main Noire, il y a eu Jerez, la Corogne et Montjuich, et la menace d'une iniquité pareille plane toujours ; il faut rappeler aux gouvernements qui en font litière les principes élémentaires de l'humanité.

Il faut réclamer la délivrance des victimes de l'odieuse légende, parce qu'enfin, si nous voulons ne plus vivre en cette fange, il faut bien mettre devant chaque crime la force indomptable de la révolte ; si nous voulons aller vers la terre de fécondité, de travail, de vérité et de justice, nous ne pouvons pas ne pas entendre l'appel de ceux qui, avant nous, ont rêvé notre rêve, et qui, pour avoir su vouloir, pour avoir eu l'énergie intrépide de l'action, pour avoir commencé à bâtir la cité nouvelle, ont encouru une haine sans pardon. Pour eux, pas d'amnistie, pas de « clémence royale ».

Heureusement, il est à leur service une force capable de dominer la passion basse de l'argent et de l'autorité, inspiratrice des grands forfaits, et d'avoir raison de l'acharnement d'un bourreau résolu à ne pas lâcher sa victime : c'est la force de l'indignation et de la révolte devant les hontes et les tristesses qui pèsent sur la société actuelle.

LES TEMPS NOUVEAUX.

(1) *Histoire générale* Lavisse et Rambaud, T. XII, p. 333.

RÉPONSE A " UNE REMARQUE "

Ce qui ressort par-dessus tout de la lettre du camarade Guérineau, paru la semaine dernière c'est qu'il craint de voir rétablir par les syndicats un pouvoir central, une espèce de quatrième Etat ouvrier qui pourrait, à un moment donné, être aussi néfaste, aussi autoritaire que n'importe quel Etat politique.

Notre ami pourrait avoir raison, mais notre action a précisément pour but qu'il n'en soit pas ainsi, et c'est là justement ce qui milite le plus en faveur de notre participation au mouvement *exclusivement* ouvrier des syndicats. C'est bien là le vrai groupe « de classe », le groupe des exploités qui se dresse contre les exploiteurs.

Nous sommes donc dans notre rôle de révolutionnaires en y participant.

Ayant reconnu qu'un syndicat isolé était inapte à rendre les services que l'on attend d'un tel groupement, les travailleurs ont pensé réunir entre eux les syndicats d'un même métier ou d'une même industrie et de former des fédérations. Comme l'individu est libre dans le syndicat, le syndicat est autonome dans la fédération. En cas de conflit, la fédération est là pour mettre en rapport le ou les syndicats atteints avec les autres, et ce que n'aurait pu faire un petit groupement, une réunion de petits groupements le fait.

Aussi, pour la propagande générale, ce que ne peut faire un syndicat isolé, la réunion de plusieurs le permet. La propagande entraîne à des frais, et ce qui n'est pas possible à un groupe devient facile à plusieurs.

Ce n'est pas de notre faute non plus si les capitalistes se sont groupés, eux aussi, pour résister aux exigences des travailleurs. Ceux-ci, devant la centralisation des forces capitalistes, doivent-ils rester isolés ? Je ne le crois pas.

Guérineau craint un Comité directeur, une chambre haute, un Sénat, que sais-je !

Eh bien ! qu'il se rassure, il n'est présentement à l'idée de personne de diriger le mouvement ouvrier. Il s'agit seulement de coordonner l'action ouvrière, de faire que, par une entente librement consentie, l'unité de l'action donne plus de force au mouvement.

Un mouvement de Grève générale n'est et ne sera possible, Guérineau en conviendra avec moi, que s'il peut y avoir entente entre les diverses corporations.

Une grève générale peut, je le sais, éclater subitement, mais encore faut-il que les esprits y soient quelque peu préparés. Il peut y avoir des moments plus favorables les uns que les autres, il faut que les diverses corporations se renseignent mutuellement, envisagent les meilleurs moyens de lutte, et le meilleur parti à tirer de la lutte; cela a forcément obligé les diverses corporations à établir des rapports permanents entre elles. Le titre de Confédération générale du travail que l'on a donné à l'organisme destiné à relier les diverses organisations est, j'en ai convenu, un peu pompeux, mais, en définitive, importe peu. Le but seul doit être envisagé.

Ce n'est, que Guérineau se rassure, ni un Comité directeur, ni un Sénat ouvrier, mais un simple bureau de correspondance destiné à mettre en rapport les organisations entre elles.

L'un des points où, par exemple, je suis d'un avis tout à fait opposé à celui de l'ami Guérineau, c'est lorsqu'il dit « qu'il vaudrait mieux qu'il existe bien plus de petits syndicats, et que dans chacun les adhérents soient peu nombreux, afin qu'ils soient tous d'accord ».

Pour ma part, je ne saurai concevoir l'organisation syndicale ainsi. Les syndicats ouvriers ne sont utiles que lorsqu'ils groupent sinon une majorité, tout au moins une forte minorité des travailleurs d'une corporation. Dans ces conditions seulement les patrons ont à compter avec le syndicat. Si, au contraire, ils savent les forces de leurs exploités divisées, ils ne se gênent pas et font comme si le syndicat n'existait pas et il devient partant inutile.

Je reconnais cependant qu'il y a des cas où un second syndicat ayant une tactique différente devient nécessaire, mais je me refuse à voir ériger cela en théorie et à ne savoir faire que des syndicats de « camarades ».

Les capitalistes n'ont-ils pas cherché justement à faire cette division en créant des syndicats *jaunes* ? N'est-ce pas là une des preuves que ce qu'ils craingnent par-dessus tout, c'est que leurs exploités s'entendent sans distinction d'opinions, simplement parce qu'exploités, et forment bloc.

Du jour où tous les travailleurs parviendront à

s'entendre, je me demande quelle force capitaliste pourra bien *leur résister* ? Seuls les syndicats groupant tous *les travailleurs* d'une corporation peuvent arriver *à ce but*.

Il y a encore un autre point. Si je vais au syndicat, groupe d'individus où se fait sentir *plus vivement* l'exploitation capitaliste, *c'est aussi* pour y faire de la propagande, pour y faire connaître mes idées, que je crois justes. Dans le petit groupe que propose Guérineau, où l'on est « tous d'accord », je stérilise ma force de propagandiste puisque je ne m'adresse plus qu'à des amis qui pensent comme moi.

Au syndicat, *tel que je le conçois*, j'atteins directement, sur le terrain le plus propre à mon avis, à la propagande, la grande masse *des exploités*. La Tour d'ivoire exclusivement anarchiste, ne peut pas satisfaire mon besoin de propagande.

Au *reste*, Guérineau en conviendra facilement, nous apportons des résultats.

L'influence des idées anarchistes n'a pas été étrangère à détacher les syndicats ouvriers de l'action *politique* et *parlementaire*. Nous y avons et nous y disons tous les jours à nos camarades qu'ils n'ont rien à attendre que d'eux-mêmes et de leur propre volonté, qu'ils n'obtiendront que ce qu'ils sauront exiger.

A la tactique des socialistes légalitaires qui croient et qui préconisent l'obtention de bonnes lois ouvrières, nous opposons celle qui consiste pour les travailleurs, à *imposer directement* à leurs exploiteurs les conditions dans lesquelles, en période capitaliste, ils entendent travailler pour un salaire, etc., etc.

Enfin, comme je l'écrivais l'autre semaine, la question s'est posée encore plus haute à Montpellier. Les syndicats seront-ils réformistes ou révolutionnaires ? et s'ils sont réformistes — en tenant compte des contingences de la société capitaliste — comment doivent-ils être réformistes ? Doivent-ils attendre ces réformes du bon vouloir des législateurs ou de leur propre action, etc., etc. Là encore je crois qu'il y a place pour exposer nos vues.

Guérineau semble oublier que nous voulons transformer la société, qu'il faut auparavant imprégner de nos idées la mentalité de la masse, et que ce n'est pas en se réunissant entre individus « d'accord » que l'on y arrivera.

Ce que nous voulons aussi, c'est, par l'action syndicale, reformer la grande Internationale des travailleurs — œuvre de nos précurseurs — qui fit trembler en son temps la société capitaliste et nous voulons en élaguer, dès le début, le virus politique et autoritaire qui l'a tuée.

Et c'est là, j'en ai la ferme conviction, de bonne et utile besogne pour tous ceux qui luttent pour la fin du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme, but suprême poursuivi par les syndicats ouvriers.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'histoire du financier Boulaine est un bel exemple d'égalité devant la loi. Poursuivi je ne sais combien de fois pour banqueroute, escroquerie, abus de confiance et d'autres gentillesses du même genre, messieurs les juges d'instruction en usaient avec lui avec la plus extrême courtoisie et se gardaient de toucher à sa précieuse liberté, eux si prompts à incarcérer anarchistes, grévistes ou vagabonds. Un beau jour, il fallut pourtant bien arrêter et mettre à l'ombre Sa Seigneurie Financière, qui en prenait par trop à son aise. Avec quel regret et quelle circonspection on le fit, vous le pensez. Mais les prisons, bonnes seulement pour les mécontents et les meurt-de-faim, ne sont point faites pour les vrais voleurs et les vrais escrocs, pour les bandits de bonne compagnie comme les Humbert ou les Boulaine. Celui-ci ayant fait la sottise de s'y laisser mettre, on lui facilita les moyens d'en sortir. Pour conduire de la geôle au Palais les propagandistes soucieux de morale et de loyauté, on les entasse dans le « panier à salade », avec des souteneurs. Mais pour des escrocs comme M. Boulaine, un tel moyen de transport serait intolérable. On autorisa donc M. le financier à se faire conduire en fiacre, accompagné de deux agents. Entre financier escroc et policiers, la sympathie grandit vite ; et comment n'en serait-il pas ainsi ? On est juste au même niveau intellectuel et moral. Les deux mouchards et leur client devinrent donc vite trois amis. De la prison au Palais, on causait, on flânait. Peut-être faisait-on halte à un café pour s'offrir des bocks, ou à un bureau de tabac pour se payer des cigares. Un jour, on décida qu'on dînerait ensemble. C'était gentil, ça. Avant d'aller à l'instruction, on passa commander *le menu*, dans un bon restaurant. Au sortir de l'instruction, comme on avait du temps devant soi, Boulaine se fit d'abord conduire *chez un ami*, sous prétexte qu'il pourrait bien l'aider à *désintéresser ses créanciers*. O vertu ! Puis on se retrouva au restaurant avec la femme et le fils de l'ami Boulaine, et l'on dîna en famille. Hein, c'était *gentil* ? Après dîner, quoi de mieux, avant que de réintégrer la sombre demeure, que d'aller voir *un autre ami* ? Mais, cette fois-ci, la maison était à deux issues ; si bien que M. le financier Boulaine est, à l'heure qu'il est, confortablement installé quelque part, je ne sais où, et ses deux amis révoqués.

Complices ou pas, cela m'importe peu. Je ne vois qu'une chose : la façon bien différente dont magistrats et policiers se comportent envers les bourgeois fripons et les militants aux mains propres. Il est évident que toute leur tendresse va à ceux-là. En regard des soins et des égards dont ils entourent les escrocs genre Boulaine et genre Humbert, je place l'arbitraire, la brutalité et l'insolence dont ils ont toujours fait preuve envers des hommes n'ayant ni volé, ni escroqué, mais qui voudraient créer un état social meilleur.

C'est ça que les républicains appellent « l'égalité devant la loi ». Elle est propre, l'égalité devant la loi !

R. C.

Depuis que cela a été écrit, Boulaine a été repris, mais ce n'est pas la faute à la police, mais aux journaux qui se vantent de leurs talents en la moucharderie, et l'événement ne change rien aux réflexions ci-dessus.

* * *

Mouvement ouvrier. — La grève des mineurs est, depuis la semaine dernière, entrée dans une nouvelle phase. A la période d'action a succédé une période d'attente. Les mineurs conseillés par leur « comité national » qui siégeait en permanence à Paris pendant qu'eux veillaient près du carreau des mines, attendent maintenant le bon vouloir du gouvernement et les décisions de l'arbitrage décidé par la Chambre des députés.

Dès lors, la grève des mineurs, qui au début nous avait séduit par la spontanéité du mouvement et le nombre des exploités qui y prennent part ne nous intéresse plus que médiocrement.

Nous avions cru sincèrement à leur énergie — et ils en faisaient montré au début — et nous nous apercevons que nous n'avons à faire qu'à des suiveurs qui obéissent aux ordres de chefs qui semblent par trop intéressés à ce que les mineurs soient calmes et pacifiques.

Les chefs socialistes, Basly, Jaurès en tête ont fait le nécessaire pour que le gouvernement s'interpose dans le conflit et propose un arbitrage d'où les mineurs sortiront en dernier ressort dupés et trompés une fois de plus.

Ce n'est pas là certe ce que nous attendions d'un pareil mouvement.

Du reste, les représentants des compagnies minières ne se pressent pas trop pour répondre et ils espèrent ainsi que l'inaction conseillée aux mineurs les fatiguera plus vite et qu'ils reprendront le travail sans plus attendre.

C'est ce qui est déjà arrivé dans certaines concessions minières du Centre et Sud-Est, et si les descentes commençent, c'en sera fait du mouvement en quelques jours.

Il y a donc lieu d'attendre pour se prononcer, puisque les mineurs s'en sont remis au gouvernement. Les premières négociations sont commencées mais cela peut durer et durera vraisemblablement de longs jours pendant lesquels les mineurs devront se serrer le ventre.

Attendons.

* * *

Je regrette vivement que la place me manque pour parler comme il le mérite et reproduire les termes de l'intéressant manifeste que vient de lancer le *Comité de la Grève Générale*, on verrait alors que la grande majorité des travailleurs économiquement organisés est loin d'approuver, et blâme même l'attitude de ceux qui pour des causes qui nous échappent — ou que nous sentons trop — enlèvent à l'admirable mouvement engagé par les mineurs son caractère réel.

Les Basly, Evrard, Joucaviel et Cie y sont flétris comme ils le méritent, pour avoir, dit le manifeste, « canalisé et amoindri le mouvement sous le fallacieux prétexte de défendre une forme de gouvernement qui s'affuble du masque de République, alors que, par ses agissements, elle ne se distingue en rien des gouvernements monarchiques ».

La constatation n'est malheureusement que trop juste, c'est ce que nous nous efforçons de démontrer continuellement.

* * *

J'ai dit la semaine dernière que les déchargeurs de navire et principalement les charbonniers avaient décidé par solidarité avec les mineurs de cesser le travail. A *Dunkerque entre autres*, sur l'avis du syndicat, la cessation du travail fut complète instantanément à bord des navires amenant du charbon d'Angleterre.

C'est alors que les patrons décidèrent que tous les navires seraient déchargés ou que par solidarité ils ne feraient travailler nulle part. Cette mesure eut le don d'exaspérer les grévistes et en un rien de temps avec une rare énergie, le port fut mis en état de siège. A la troupe qui arrivait de tous les côtés, des barricades furent opposées, matériaux, marchandises tout était bon pour les grévistes.

Plusieurs fois, malgré les sommations, ils offrirent leurs poitrines aux balles mais le commissaire de police n'osa pas donner l'ordre de tirer. Pendant plus de 24 heures les grévistes furent absolument maîtres de la ville, et, déjà, passant de la parole aux faits, ils se mettaient en devoir de s'approvisionner, et plusieurs magasins furent soulagés des denrées qui s'y trouvaient.

La spontanéité du mouvement et la manière énergique dont il était mené effraya ceux-là mêmes qui l'avaient engagé. Basly, qui, le dimanche, à la suite d'une réunion avait fait acclamer la grève était prudemment revenu à Paris et le secrétaire du syndicat qui avait engagé ses camarades à la lutte, devant les responsabilités, se retourna contre eux avec une lâcheté digne d'éloges. Rarement la peur des conséquences n'agit avec autant de rapidité. Les grévistes agissant étaient subitement devenus des « faux ouvriers », des « gens sans aveu », la « lie de la population », etc., etc., et autres qualificatifs dont ne manquent pas de se servir les capitalistes lorsqu'ils se sentent attaqués. Grâce à la pleutrerie de ceux-là mêmes qui avaient engagé à la grève, celle-ci cessa aussi vite qu'elle avait commencé. Il y avait « interpellation » à la Chambre ce jour-là, et il importait que les incidents « ! ! de Dunkerque ne nuisissent pas au ministère. Se sentant lâchés et désavoués les déchargeurs rentrèrent chez eux, le ministère eut le triomphe facile, le « calme était rétabli » à Dunkerque.

Comme il fallait s'y attendre, au cours de l'émeute, car il y a eu émeute, un certain nombre d'arrestations ont eu lieu, rien n'était plus facile, au moment de la reprise du travail, d'exiger la mise en liberté immédiate de tous les travailleurs arrêtés. Pour voir tout rentrer dans l'ordre le préfet — il a dit lui-même son étonnement que cette proposition ne lui ait pas été faite — aurait certainement mis tout le monde en liberté. Eh bien, cet acte de solidarité élémentaire, les conseillers du mouvement n'en ont même pas eu l'idée et ils se sont fait du même coup les pourvoyeurs du bagne, car c'est la Cour d'assises qui attend un certain nombre des malheureux arrêtés, pour avoir compris en somme qu'une grève ne devait pas consister à se serrer le ventre et à attendre.

Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre, ceux qui ont engagé le mouvement et l'ont si lâchement déconseillé ensuite peuvent être fiers de leur œuvre.

A Rochefort, une grande partie des débardeurs ont cessé le travail. Seuls quelques « jaunes » continuent le déchargement. Des collisions ont eu lieu sur plusieurs points du port, qui est, cela va sans dire, gardé militairement.

On évalue à 100.000 le nombre des soldats qui « protègent » la propriété.

* * *

Les multiples incidents de la grève des mineurs et aussi le format restreint du journal m'ont empêché de parler comme je l'aurais voulu de l'attitude des coopérateurs de la « Mine aux Mineurs » de Monthieux se refusant à faire cause commune avec leurs camarades en grève, recevant à coups de revolver leurs camarades mineurs venant les rappeler à la

solidarité. Enfin l'attitude de la Chambre consultative des coopératives faisant appel au gouvernement, à la police, trouvant que le préfet n'est pas assez à « poigne » et le signalant au ministre de l'Intérieur etc., etc.

Puisqu'il y a, paraît-il, des anarchistes qui coopèrent avec ces gens-là, j'aimerais avoir leur opinion sur cette attitude ignoble.

« Les Midinettes » — quel fichu nom ! — sont en bonne voie; le journal nationaliste l'*Écho de Paris* recommande « l'Œuvre » à ses capitalos philanthropes d'abonnés. Les femmes ne seront plus exploitées; la maison Letellier s'y connaît.

P. Delesalle.

* *

Firminy. — *Chez les mineurs.* — Les mineurs continuent courageusement de prendre des vacances, car on ne peut guère, dans la Loire, donner le nom de lutte, de grève, à la cessation de travail qui a lieu en ce moment. A Firminy, à Roche, à la Ricamarie, etc., c'est un calme plat et, n'était la présence de troupes dans ces localités qui en sont dépourvues en temps ordinaire, on ne croirait pas qu'il existe en ce moment, un conflit aigu entre travailleurs et exploitants.

Le Comité fédéral manquant d'orateurs, a fait appel au concours de socialistes de marque : Piger, Chalençon, Soulageon, Sagnol, etc.

Je ne dirai rien de ces discours, sinon qu'ils se terminent presque tous par un appel à continuer la lutte jusqu'au bout tout en restant *dignes, calmes* comme des hommes conscients de leurs droits, etc.

Je comprends mieux B. Ledin qui leur dit : « Je ne « vous dirai pas : soyez calmes; je ne vous dirai « pas : soyez violents. Vous n'avez de conseils à recevoir de personne. »

Il est cependant bon de constater que ce calme n'a pas le don de plaire aux autorités. Désirent-elles une journée, et Terrenoire ne leur suffit-il pas? On le dirait à voir les mesures de rigueur prises par le préfet :

1° Menace de fermer la Bourse du Travail, c'est-à-dire d'enlever aux mineurs la possibilité de se réunir, si des discours révolutionnaires étaient prononcés.

2° Arrêté interdisant les rassemblements sur la voie publique.

3° Arrêté plaçant sous les ordres du préfet, les polices municipales des différents centres en grève.

4° La bagarre survenue vendredi entre grévistes et policiers. Les quotidiens bourgeois ont parlé de manifestation. C'est faux. La vérité est que, à la sortie de la Bourse où 1.200 personnes assistaient à la réunion, les mineurs s'en allaient en différents groupes selon la direction de leur domicile. A environ 200 ou 300 mètres de la Bourse, un certain nombre de grévistes habitant le côté sud de la ville, trouvèrent la rue Gérentet barrée par deux tombereaux de charbon. Un membre du comité fédéral qui avait vu de loin ces deux voitures, craignit de voir les mineurs se mettre en mesure de les renverser, à deux pas du poste de police. Il vint en courant se mettre en tête de la colonne, mais il était à peine arrivé, que les portes du poste s'ouvraient toutes grandes, vomissant 3 commissaires, ceints de leur écharpe, plus de 50 agents en uniforme et quelques-uns de la sûreté. Deux tambours du 16e firent quelques roulements en même temps que les sommations étaient faites, et avant même que les mineurs aient eu le temps de se disperser, toute cette bande de flics tomba sur sa proie et opéra 23 arrestations. Après un consciencieux passage à tabac (des témoins affirment qu'on entendait les cris de la rue), tous ceux dont l'arrestation était maintenue furent conduits à la prison cellulaire de Bellevue.

Jusqu'ici il n'y a pas eu de défections. Cependant l'on sait qu'à la Ricamarie, comme ici, les Compagnies ont essayé de former un syndicat jaune. Elles ont échoué momentanément; mais si la grève se prolongeait trop, elles pourraient peut-être bien aboutir.

La municipalité de Saint-Etienne a voté 30.000 fr. de secours aux grévistes ; celle de Firminy 10.000 fr. A première vue cela paraît beaucoup, mais si l'on compte que Saint-Etienne a au moins 6.000 grévistes, cela fait *cent sous* qui reviennent à chacun. Il n'y a pour faire bouillir la marmite *bien longtemps*.

Le *Mémorial* est vraiment ignoble de délation. Il ne passe pas jour sans signaler au préfet les discours peu parlementaires de quelques citoyens un peu plus énergiques que les autres et pousse un soupir de satisfaction : Enfin! quand il apprend que ses ordres ont été exécutés et qu'un copain a été mis à l'ombre. Mais, brave Mémo, si l'on s'en souvenait un jour ?

* *

A Roanne, la grève des tisseurs continue. C'est encore l'application d'une *loi ouvrière*, la loi Millerand-Colliard, qui l'a motivée. Comme quoi, les lois, ça ne vaut pas un bâton de réglisse.

* *

Au moulinage Rocher, à Firminy, 40 ouvrières sur 46, qu'en occupe la maison, se sont mises en grève demandant le renvoi d'un contre-maître trop grossier. Vous avez raison, les copines, faites-vous respecter.

Galhauban.

Brésil.

Le colon italien vient *fare l'America*, attiré par de fallacieuses promesses. A peine est-il arrivé qu'il s'aperçoit que le Brésil n'est nullement l'Eldorado auquel il avait songé ; la désillusion lui rend son déplacement, déjà si violent, plus douloureux encore. Aussi sa préoccupation constante est de s'en aller le plus vite possible et il tâche d'amasser, de mettre à part un peu d'argent, le montant du passage et un peu plus — très peu.

Nombre de ces pauvres bougres arrivent en notre ville, venant de l'intérieur de l'Etat de San Paulo, des *fazendas*, portant le maigre pécule qu'ils ont pu arracher à la satisfaction de leurs plus pressants besoins. A la gare de la *Luz*, les hôteliers les attendent, les environnent, les séquestrent... Si des amis ou des proches de ces bonasses essayent de les enlever aux séductions des exploiteurs, les policiers, presque toujours en bourgeois, sont là qui interviennent et qui provoquent la confusion,et au besoin mènent en prison ces amis et ces proches. Le lendemain matin, nos pauvres benêts sont guidés, très aimablement à la banque, pour faire le change de l'argent et l'achat du billet de passage. Notre colon a-t-il encore une lueur de perspicacité et désire-t-il visiter d'autres banques, afin d'acheter moins cher la livre sterling et le passage? On le conduit à l'agence de cette même banque qu'on a eu le soin d'aviser par le téléphone. Il y a encore une seconde agence, puis une troisième, où l'affaire est définitivement réglée, si le malheureux a voulu parcourir toutes ces cavernes, dont le capitaine est lieutenant-colonel de la garde nationale et subdélégué de police précisément de la circonscription où se trouve la gare nommée ci-dessus... Parfois il fait les choses encore plus simplement : il charge ses subordonnés d'arrêter le colon sous quelque prétexte, ou il profite de la circonstance de son arrestation, il l'interroge... et ne le laisse en liberté qu'après avoir conclu son affaire. Cela a été fait à un pauvre diable qui, se voyant volé de plus de la moitié de son argent, a fini par devenir fou.

Voilà les faits qu'a racontés et prouvés le quotidien socialiste de cette ville *Avanti !* qui appelle tout ça *la camorra legale in S. Paulo* (oh ! elle est partout cette *camorra !*). Ce que la police protège les pauvres !...

Maintenant on réclame la *punition exemplaire* du capitaine. Il sera puni (???) et puis après, tout suivra son train, toujours avec les mêmes banques, toujours avec les mêmes pièges, internationaux ou non. Jusqu'au coup de balai général.

Neno Vasco.

Espagne.

La Linea. — Dans toutes les autres villes où la population ouvrière s'est associée à la protestation du 9 octobre par le chômage et par des meetings, tout s'est passé dans le plus grand calme. A La Linea, les ouvriers ayant demandé l'autorisation de se réunir place des Taureaux — demande superflue, car la loi exige seulement, en temps normal, que l'on donne avis à l'autorité du lieu et de l'heure de la réunion — il leur fut répondu par un refus que rien ne justifiait.

Le meeting se fit donc, malgré la défense, au lieu dit « las Pedreras ». Il y avait là de 13 à 14.000 personnes, hommes, femmes et enfants. Deux orateurs avaient parlé quand arriva la garde civile, à pied et à cheval, et le meeting fut dissous par la force. Pour achever d'exaspérer les ouvriers, les gardes civils se mirent à distribuer de droite et de gauche force coups de crosse et de coups de sabre. Alors tous, hommes, femmes et enfants se défendirent, et, quoique sans armes, obligèrent la garde civile à se replier jusqu'à la Commandance, au pas de course, tout en déchargeant les mausers sur la foule qui suivait. Bientôt l'infanterie arrivait par derrière, et les manifestants étaient pris entre deux feux. La troupe se mit en effet elle aussi à tirer : des hommes et des enfants tombèrent, les uns morts, les autres grièvement blessés : toutes les balles portaient. La foule furieuse se divisa et alla prendre d'assaut la maison de l'alcade et l'hôtel des postes. Pendant environ quatre heures, les braves, armés du mauser, poursuivirent les travailleurs sans armes et qui ne s'étaient préparés à rien d'autre qu'à affirmer leur solidarité avec les ouvriers de Séville.

Le 17 octobre, il y avait déjà onze morts, et chaque jour il meurt des blessés. La troupe a fait feu même sur ceux qui venaient ramasser les blessés. Quelques sodats seulement reçurent de contusions : les femmes des grévistes voyant l'odieux spectacle, ayant pris ce qui leur tombait sous la main et l'ayant lancé par les fenêtres sur les assassins.

Telle est la dernière prouesse que le vieillard Sagasta, sentant sa carrière près d'être close par la mort, s'est hâté d'ajouter à la longue série de ses hontes et de ses crimes.

M. L.

États-Unis.

Chicago (Illinois), 27 juillet. — Vingt-cinq jeunes garçons messagers de la Western Union, en grève pour une augmentation de salaires et une diminution des heures du travail, arrêtèrent aujourd'hui un omnibus de la rue Van Buren, se saisirent du détective Peter Johnson, l'entraînèrent sur le trottoir et le jetèrent à terre avec une telle force qu'il se fractura le crâne. Pendant la lutte, qui fut rude, Johnson tira un couteau et tailla da sérieusement Frank Potter, un des jeunes grévistes qui l'avaient assailli.

Cette affaire et d'autres du même genre alarmèrent la Compagnie qui, cette nuit, eut des pourparlers avec quelques-uns des grévistes. La grève est considérée comme finie, et l'on dit que l'accord donne satisfaction aux jeunes gens.

Ceux-ci avaient des raisons de croire que Johnson portait un grand nombre de messages dans un sac, et ils adoptèrent cette méthode héroïque pour s'en faire donner livraison. Ils envahirent l'omnibus et menèrent la chose rondement, plongeant les voyageurs dans la panique, serrant le frein, boxant Johnson en pleine figure et finalement le jetant sur le dur pavé.

Les grévistes eurent même la bravade d'attaquer des fonctionnaires de la Western Union Company. Dunning, du bureau télégraphique, ayant été soupçonné d'essayer de transmettre au dehors des messages, fut fouillé à fond, mais les perquisitionneurs ne trouvèrent rien à saisir comme contrebande de guerre, et laissèrent aller leur victime saine et sauve.

Un « traître » qui avait essayé de prendre la place d'un gréviste, fut chassé et contraint de rendre au bureau le message en sa possession. Il fut heureux de s'en tirer à si bon compte. Quelques-uns des jeunes garçons, rendus désespérés par leur combat, arrêtèrent les citoyens dans les rues et leur demandèrent de l'argent, dit-on, pour aider leur union récemment formée. Une incursion contre un restaurant et une confiscation de nourriture par des grévistes affamés, fut un autre trait des événements de cette journée.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26 rue Chapon.— Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis, samedis, de 8 à 10 heures du soir ; dimanche de 9 heures à midi. Vente de brochures, livres, gravures, affiches, chansons, cartes postales illustrées.

Nous insistons auprès des camarades qui détiennent des volumes ; une quarantaine d'ouvrages sont en main ; prière de nous les rapporter.

* *

Ecole d'anthropologie.— Reprise des cours le lundi 3 novembre.

Le lundi à 4 heures. — Papillault : *Le cerveau* ; à 5 heures. — Capitan : *Les bases de la préhistoire*.

Le mardi à 4 heures. — André Lefèvre : *La langue*

et la nation françaises ; à 5 heures. — G. Hervé : *Ethnologie de l'Europe.*

Le mercredi à 4 heures. — A. Mortillet : à 5 heures. — Mahoudeau : *L'origine de l'homme.*

Le vendredi à 4 heures. — Schrader : *Causes géographiques*; à 5 heures. — Manouvrier : *Physiologie des variétés de conformations.*

Samedi à 4 heures. — Fauconnet : *Le crime et les peines dans les sociétés inférieures*; à 5 heures. — Zaborowski : Le Centre-Asie et les migrations aryennes.

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, 55, rue de la Roquette, au fond de la cour à droite.

Société instituée pour la création d'une colonie anarchiste en France. — Dimanche 2 novembre, à 9 heures du soir, salle Salsar, 1 *bis*, boulevard Magenta, *causeries* par les camarades Butaud et Prost sur les colonies et leur fonctionnement. Appel aux contradicteurs.

Concours des chansonniers. — Entrée gratuite.

Groupe des Chansonniers révolutionnaires. — Fête du 2 novembre, à 8 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta, avec le concours certain de plusieurs camarades.

Entrée libre. Consommation obligatoire, 0 fr. 50.

⁂

On nous communique la lettre suivante :

PAS D'ÉQUIVOQUE.

*Réponse à la lettre de G. Lhermitte parue dans l'*Aurore *du 20 octobre 1902.*

Vraiment, non, mon cher Lhermitte, pas d'équivoque, et il ne peut, il ne doit y en avoir. En engageant les campagnes menées jusqu'ici par la *Ligue pour la défense du soldat*, notre intention a été et sera toujours, comme elle est la vôtre, d'aller jusqu'au bout. Comme vous, nous ne voulons pas de *demi-mesures*, nous trouvons qu'on nous a assez bernés jusqu'ici avec de vaines promesses.

Et nous ne voulons plus être bernés, même par le général républicain André, ministre de la Guerre. Nous dirons même plus, et nous insistons sur ce point, tout en exigeant, comme réformes immédiates nécessaires, la suppression de toute justice militaire et l'abrogation de la loi de 1881, sur les réformes militaires, c'est au-delà, bien au delà de la recherche et de la révélation des iniquités militaristes que vont nos aspirations.

Et cela, en dehors de tout chef de file, de toute étiquette politique.

En nous attaquant aux Conseils de guerre et à la Justice militaire, en protestant contre les monstruosités de la caserne, il faut que nous nous attaquions aussi au principe même de cette caserne, que nous sapions les fondations mêmes de cette chapelle de fourberie, de duperie, de lâcheté, de haine et de cruauté, que nos gouvernants, sous l'étiquette patriotique, entretiennent avec impudence. En défendant l'homme contre l'homme, c'est-à-dire le soldat sans galons, qui reste isolé, asservi, abêti sous le joug disciplinaire, contre les exigences des galonnés, nous voulons encore, par une propagande active, répandre et faire pénétrer dans l'esprit des hommes cette vérité que la guerre d'abord est infâme autant que vaine en ses effets; nous voulons que chaque individu puise dans sa conscience éclairée les seuls sentiments de justice et d'humanité, au lieu de rester attaché, passif et veule, à une rive d'esclavage par les liens de misérables traditions.

Tel est notre but, tel est notre programme, mon cher Lhermitte, et nous écarterons, de nous tous, ceux qui ne consentiront pas à le suivre, point par point.

A bas la justice militaire! A bas le militarisme! Vive la seule paix universelle!

Pour le Comité central de la *Ligue pour la défense du soldat*, et par ordre :

CHARLES VALLIER.

⁂

Groupe d'initiative du *Théâtre Libertaire.*

Réunions du groupe tous les lundis soir, à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Rébeval. Prière à tous ceux qu'intéresse notre œuvre d'y assister.

Réunion le mercredi 5 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Alhambra, 20 boulevard de la Villette, pour répétitions.

Envoyer tout ce qui peut concerner notre groupe, salle Boucher, 14, rue Rébeval.

L'Idée Libre du XXe. — Matinée littéraire publique, le dimanche 2 novembre à 2 h. 1/2, à la salle Concert des Familles, 103, rue Saint-Maur.

Sujet : *Les Mauvais Bergers*, pièce en 5 actes d'Octave Mirbeau;

Lecture et commentaire, par le camarade Libertad. Entrée : 0 fr. 30.

Groupe Libertaire *L'Union Bruxelloise.*

Réunion tous les samedis au local, Chaussée de Forest-Saint-Gilles.

Lyre sociale de la rivale gauche, Cercle théâtral et social. — Dimanche 2 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, à l'*Union Mouffetard*, 76, rue Mouffetard, représentation de *la Lutte*, pièce sociale en 3 actes, de Marcel Saulnier.

La *Lyre sociale* fait savoir qu'elle répétera dorénavant 76, rue Mouffetard (5ᵉ arr.).

Pour toutes communications écrire au camarade Emile Friiz, secrétaire, 5, rue de Chevreuse (6ᵉ ar.). ou aux jours et lieu de répétition.

Au *Théâtre d'auditions sociales*, le samedi 1ᵉʳ novembre, à 8 1/2 du soir :

1° *Par le feu*, comédie vécue, en 3 actes, de Chéri-Vinet.

2° *Oscar le Flambard*, bouffonnerie en 1 acte, de Félix Boisedin.

3° Auditions.

Prix d'entrée unique : 1 franc. On trouvera des cartes d'invitation à l'entrée.

L'effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 31. — La Coopération II : Son rôle éducatif, par le citoyen Henri Julien.

Tous les jeudis cours de solfège et de violon.

LYON. — Groupe *Germinal*. Dimanche 2 novembre, à 8 heures du soir, salle Berger, 36, rue de Créqui, angle de la place Voltaire, soirée familiale privée. Causerie par Augier, qui traitera : le Matérialisme, le Spiritualisme, Problème de la vie.

Il ne sera perçu aucun droit d'entrée ni de vestiaire; seule une liste de souscription pour la propagande du groupe sera mise en circulation.

Le groupe va mettre sous presse le rapport antimilitariste de Beylie, rapport qui a été lu au congrès de Lyon ; les camarades qui désirent se le procurer pourront le faire à raison de quinze francs le mille. Brochures à distribuer.

Ecrire pour les commandes à Colette Reynaud, 206, rue Garibaldi, à Lyon.

Nous avons reçu du groupe *Germinal* de Lyon, le montant d'une liste de souscription en faveur de Bertoni et Steigger, 16 fr. 20, que nous faisons parvenir au *Réveil*. Sa longueur et le manque de place nous empêchent de l'insérer.

ROUEN. — Groupe *les Ennemis de l'Autorité.* — Les camarades du groupe se réuniront le vendredi 31 octobre au Bar National, 16, rue de la République, à 8 heures du soir.

Réunion tous les samedis à 8 heures. Nous invitons tous les travailleurs et tout spécialement les socialistes à assister à nos réunions.

AMIENS. — Réunion des camarades du groupe de propagande le samedi 1ᵉʳ novembre, à 8 h. 1/2 du soir, au Cent de Piquet, au coin de la rue du Coq.

BRUXELLES. — Lundi 3 novembre 1902, à 8 heures du soir à la Nouvelle Cour de Bruxelles, place Fontainas, 19, grand meeting anarchiste public et contradictoire.

Sujets : Mes impressions de bagne, par Jules Moineau.

Pourquoi nous sommes anarchistes, par le docteur X.

POUR L'EDITION

Je rappelle que nous n'avons plus qu'un mois pour savoir ce qu'il en adviendra, et que nous n'avons que 250 adhérents sur 600.

Je rappelle aux acheteurs de lithographies que vu le caractère spécial du frontispice, il n'en sera fait qu'un tirage restreint. Avis à ceux qui le désirent. Il sera de Roubille.

⁂

Un camarade tailleur, libéré, demande aux compagnons tailleurs s'ils ne pourraient pas lui faire parvenir quelques gravures dernier modèle, qui lui permettraient d'exercer son métier avec fruit, n'étant pas assez riche pour s'abonner aux publications spéciales.

Adresser au journal.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs! roman social, par J. Grave ; franco, 2 fr. 75.

Autour d'une vie, par Kropotkine ; franco, 3 fr.

Les Aventures de Nono, J. Grave, 2 fr. 75.

La Colonne, Descaves, 2 fr. 75.

Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais; franco, 3 fr. 20.

Guerre-Militarisme, recueil des meilleurs morceaux de nos suppléments; pris dans nos bureaux, l'édition illustrée, 7 fr. 50; franco, 8 fr. 10.

Edition de propagande, 2 fr. 50; franco, 3 fr. 10.

Ces prix sont pour nos seuls abonnés et lecteurs.

L'Evolution, la Révolution et *l'Idéal anarchique*, de Reclus, qui vient d'être réimprimé, avec corrections de l'auteur.

Almanach de la Révolution pour 1903 : illustré; couverture en couleur, par M. Luce.

Ont collaboré à l'*Almanach* : E. Reclus, L. Descaves, J. Grave, A. Girard, P. Kropotkine, R. Chaughi, Ch. Albert, Dʳ P., P. Delesalle, Klemzinski, etc.

Nombreux dessins dans le texte par Steinlen, Hénault, V. Muller, Roubille, Willaume, etc. Portraits de E. Zola, Tolstoï, etc.

Prix 0 fr. 30; par la poste, 0 fr. 40.

EN VENTE AU JOURNAL

Compendio de Historia Universel par Clémencia Jacquinet, tomes I et II, le vol. 2 fr. 50, dans nos bureaux ; franco : 2 fr. 80.

Las aventuras de Nono, par Jean Grave. Même prix.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Résolutions (poésie sociale), par Aristide Pratelle, une plaquette 1 fr. 50.

De Choses et d'autres, par Frantz Jourdain ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

⁂

A lire :

Propos d'un Parisien, Harduin, *Matin* du 25 octobre.

Le plaisir d'être soldat, H. Maret, *Radical* du 26 octobre.

Comment on enseigne la morale en France, Dʳ Cheinisse : *La Revue*, 1ᵉʳ octobre 1902.

Même numéro : *Raiateia la sacrée*, par Elisée Reclus.

PETITE CORRESPONDANCE

Lyre sociale, à Roubaix. — Convocation trop tard. Le mardi au plus tard.

B. O., Lyon. — Le *Cathéchisme républicain*, de H. Arnould, par livraisons à 0 fr. 10, chez l'auteur, 44, rue Rodier.

S., *à Oullins.* — Chaque remboursement est taxé de 0 fr. 25. Est-ce qu'on vous demande davantage?

L., rue Mozart. — J'ai envoyé les brochures. Nous n'avons pas ce numéro de *Pages Libres.*

Reçu, pour la liberté d'opinion, (détenus) : R. F. 1 fr. 50.

Reçu pour le journal : L. B. L., 1 fr. — H. C., à Lyon 0 fr. 60. — B. O., Lyon, 2 fr. 10. — A., à S., 0 fr. 45. — O. K., 10 fr. — Latapie, 2 fr. — Jeanquimarche, 15 fr. — P. R. Paris, 10 fr. — E. V., à Mouy, 0 fr. 45. — Merci à tous.

P., à Berteaucourt. — T., à Bourg-de-Péage. — V., à Nimes. — M., à Laxou. — E. S., à Etampes — M., à Anvers. — M., à la Tour-du-Pin. — D., à Val. — K., à Rennes. — D., à Lyon. — O. M., à Grenoble. — H., à Genève. — L., au Havre. — M., à Montner. — L. P., à Paris. — C. C., à Lisbonne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 28 — DIX CENTIMES — DU 8 AU 14 NOVEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

LA " MANO NEGRA "

I

La Mano Negra, « Société secrète organisée pour le vol, l'incendie et l'assassinat », a motivé, outre un grand nombre de persécutions moins notables, trois procès principaux qui se sont déroulés, au cours de l'année 1883, devant *la Audiencia* de Jerez de la Frontera ; ce sont : le procès de *la Parrilla*, où il y eut, sur un nombre considérable d'accusés, 14 condamnés à mort ; 7 furent pendus, 6 furent *graciés*, c'est-à-dire envoyés au bagne pour le reste de leurs jours ; le quatorzième, devenu fou à la suite des *mauvais traitements* subis pendant l'instruction, fut envoyé à l'infirmerie du pénitencier de Puerto de Santa-Maria, où il est encore. C'est José Léon Ortega. Des 6 autres, 3 survivent : ce sont Agustin Martinez, Antonio Valero et Salvador Moreno ; le dernier est au pénitencier d'Alhucemas. L'avant-dernier, à celui de la Gomera ; nous ignorons où se trouve le troisième.

Le deuxième procès fut celui d'*Arcos de la Frontera ;* les deux accusés furent condamnés, l'un à quatorze ans et six mois de réclusion : celui-là est mort depuis longtemps ; l'autre, Cristobal Duran Gil, condamné à la chaîne perpétuelle, est actuellement au pénitencier de Ceuta.

Enfin le procès de *la Venta Alta* ou de *la Venta des Quatre Chemins* eut pour résultat 4 condamnations à mort : les condamnés furent *graciés ;* l'un d'eux est mort ; les 3 survivants, Diego Maestre Morales, Juan Prieto et José Jimenez Doblado, sont au pénitencier de Ceuta.

Pour démontrer leur innocence, pour rendre possible l'intelligence de la machination dont ils furent victimes, il est indispensable de donner, en quelques traits aussi sommaires que possible, un aperçu de la situation, en Andalousie, vers 1880-82.

∴

On sait que les immenses étendues de l'Espagne méridionale sont la propriété d'un petit nombre d'hommes qui, riches au delà de leurs besoins, laissent en friche une bonne moitié de la terre, abandonnée aux troupeaux à raison de 1 hect. 1/2 par tête de bétail (1).

Le salaire dérisoire que ces propriétaires veulent bien accorder pour le travail de la terre dans la partie cultivée, et en particulier pour la récolte des céréales, du raisin et des olives, est la seule ressource de la grande majorité de la population. La situation terrible, la misère d'année en année plus aiguë qui décime les paysans de cette vaste région, leur impose la recherche constante d'une amélioration à leur sort. Aux revendications pures et simples, aux demandes d'augmentation des salaires, la seule réponse, alors comme aujourd'hui, a toujours été un refus brutal ; aux déclarations de grève, les propriétaires fonciers ont répliqué par les feux de salve de la garde civile (gendarmerie). Bref, dès longtemps l'ouvrier agricole, en Andalousie, n'a gardé d'autre espoir sérieux que celui d'une transformation du régime de la propriété, accompagnée d'une transformation totale de l'organisation sociale : comme les différentes monarchies qui se sont succédé, en effet, la république de 1873-74 n'a, elle aussi, laissé pour lui d'autre souvenir que celui d'une persécution systématique (déportations en masse, fermeture des cercles ouvriers, etc.). Le communisme anarchiste reste pour lui la seule forme sociale acceptable, et c'est pourquoi « tous ceux qui, en Espagne, ont senti en eux le sentiment de la justice, ont compris qu'ils ne pouvaient le satisfaire qu'en adhérant à l'Internationale (1). » L'Association Internationale des Travailleurs, aisément dissoute en d'autres pays, conserva longtemps en Espagne son organisation et son fonctionnement intacts : dans les campagnes du Sud, en particulier, les sections de la Fédération formaient les cadres de l'armée de résistance et de lutte à outrance contre « la volonté de Dieu » et des propriétaires. Unis dans la forte doctrine communiste et internationaliste, les paysans affamés déclaraient qu'ils préféraient « mourir à l'ombre, par la famine, que de mourir en travaillant, frappés d'insolation et pareillement affamés », et dans les nombreux Congrès cantonaux, régionaux, etc., ils précisaient leur idéal, voyaient sa réalisation de plus en plus prochaine ; la vie pour eux allait devenir possible avec l'établissement de la propriété collective de la terre. Certes, les persécutions avaient un moment diminué la force de leur organisation, le nombre des adhérents ; mais l'idée était restée vivace, la propagande inlassable ; vers 1880, la Fédération commençait à retrouver la même prospérité qu'elle avait connue dix ans auparavant. Entre l'élément fédéral, d'une part, l'élément patronal, judiciaire et surtout militaire, d'autre part, la lutte devenait aiguë. Sans la doctrine communiste-anarchiste constamment expliquée et enseignée à la masse par les plus instruits d'entre les ouvriers, le prolétariat n'était plus qu'un ennemi nombreux mais sans armes, sans clairvoyance et sans décision, sinon sans courage : il devenait aisé de lui imposer la résignation ; donc, il fallait atteindre les organisateurs et les propagandistes, ceux qui étaient l'âme de la résistance et de la conquête sociale.

Le premier soin des internationalistes fut, en conséquence, d'ensevelir dans le secret de leur mémoire les noms des fédérés, et de tenir cachées leurs réunions, celles du moins qui avaient trait à l'organisation directe de la lutte : car les centres ouvriers conservaient (autant qu'elle était, quoique strictement légale, *tolérée* par l'autorité) une existence publique dont la principale manifestation était dans les soirées instructives, causeries et conférences. Il n'était pas rare qu'une société ouvrière légalement constituée fût brutalement dissoute, le local fermé, les bancs et tables emportés par les représentants de l'autorité, pour leur usage personnel. Mais ces vexations n'étaient en somme que secondaires, elles laissaient intact le fond de la question : trouver des prétextes à coupes sombres parmi les fédérés, à des exécutions en masse qui terroriseraient le prolétariat agricole et assureraient pour longtemps sa soumission, tel fut le but que se proposèrent les gouverneurs, les chefs militaires et spécialement les commandants de la gendarmerie rurale, instruments principaux du patronat dans cette lutte sans trêve et sans merci.

L'un des procédés employés était de faire appeler les hommes connus pour avoir un rôle dans le mouvement ouvrier et une influence sur leurs camarades et de leur promettre une bonne récompense s'ils parvenaient à entraîner les travailleurs et à leur faire mettre à sac les plants de vigne ou les moissons, fait qui rendait nécessaire l'intervention de la garde civile et justifiait une ample répression. Citons le témoignage formel d'un homme à qui le commandant rural de Jerez, Tomas Monforte, fit lui-même une proposition de ce genre. Remarquons en passant qu'à l'époque, alors qu'on ignorait ce machiavélisme policier, on parla beaucoup des déprédations commises par la population affamée contre les biens des grands propriétaires. Certes, le vol d'un mouton ou d'un chevreau, quand on est à la veille de mourir de faim (pas par métaphore) n'a pas besoin d'excuse, et de châtiment moins encore, aux yeux d'un juge désintéressé et jouissant de toutes ses facultés mentales. Même l'incendie d'une meule ou d'un coin de forêt, la destruction d'un plant de vigne, par une population affolée, exaspérée de sa détresse contrastant avec le bien-être d'une minorité oisive et haineuse, ne sont que l'effet nécessaire et inévitable d'une cause évidente. Mais cette soi-disant « jacquerie » devient elle-même bien hypothétique, quand on apprend, par des témoignages comme celui qui va suivre, quels étaient les procédés employés par l'autorité pour parvenir à ses fins. Voici ce que dit Manuel Sanchez Alvarez (1) :

« En 1878, je ne me rappelle plus quel mois, je travaillais dans un vignoble appelé Pago del Tizon. Notre contre maître était alors Fernando

---

(1) *El socialismo agrario en Andalucia*, par J. del Prado, chez Ricardo Fé, Madrid.

(1) Lettre de la Commission de la Fédération régionale espagnole à l'*Egalité* (Paris), en date du 4 mars 1880.

(1) Lettre adressée au journal *Tierra y Libertad* et publiée dans le numéro 161.

Delegado Figurita. A l'heure du déjeuner se présenta un gendarme, gradé, du contingent rural, appelé Pedro Gomez; par ordre de D. Tomàs Pérez Monforte. il demanda au contremaître qui il avait comme ouvriers et lui demanda en même temps la liste, qui lui fut remise par Fernando. L'ayant regardée, le gradé Gomez demanda qui était Manuel Sanchez, à quoi Delgado répondit que, souffrant d'une maladie chronique, il était allé se faire soigner à la vigne voisine, où se trouvait une sœur de ce Sanchez, mais qu'il reviendrait bientôt. Quand je fus revenu, le gendarme fixa les yeux sur moi et quand le contremaître dit : « Allons, au travail », le gradé me dit : « Vous, Manuel, restez ici » ; ajoutant que par ordre du commandant Monforte, je devais l'accompagner à Jerez, non pas en qualité de prisonnier, mais pour faire une déclaration. Comme je lui répliquais que j'étais disposé à le faire, mais que ma faiblesse serait pour lui une cause d'ennui, étant données les longues heures qu'il me faudrait mettre à faire le chemin, par suite de la fatigue que je ressentirais, il me répondit que quand je me sentirais pris de fatigue, je m'assiérais pour me reposer. Ainsi fut fait et, en arrivant à l'entrée de Jerez, il me dit : « Manuel, vous n'êtes pas un prisonnier, allez donc en avant, jusqu'à l'hôtel Consistorial. » Là je fus introduit auprès du commandant Monforte qui, se levant, me saluant et me tendant la main, me dit : « Je suis heureux de faire votre connaissance. Vous êtes Manuel Sanchez? J'ai entendu parler de vous déjà... Recevez mes condoléances, car vous voilà devenu tout à fait un cadavre (*sic*)... Vous pouvez, pour le moment, aller vous reposer... Ce soir vous pourrez revenir : nous avons à causer, tous deux, comme de bons amis. » La nuit venue, je me représentai devant Monforte : en entrant dans son cabinet, distrait, j'avais à la bouche un cigare et il me dit aimablement : « Ne savez-vous pas où vous êtes? Ne savez-vous pas qu'on n'entre pas ici avec un cigare allumé? — Non, je n'y avais pas songé, D. Tomas! — Bon! allons, asseyez-vous ici près de moi », et, approchant lui-même une chaise de son fauteuil, et fermant au verrou la porte de la chambre, la séance commença.

« Le commandant tira de la poche de son américaine un étui à cigares et, allongeant le bras, me donna un cigare ; sans me donner le temps de prendre ma boîte, il me tendit une allumette flambante, en même temps qu'il me demandait : « Combien d'enfants avez-vous? — Quatre. — Combien de temps avez-vous été aux îles Mariannes? — Trois ans. — Que mangiez-vous là-bas, et comment viviez-vous? — Nous vivions des produits du pays. — Comment fûtes-vous déporté là-bas? — Par un acte d'arbitraire de l'autorité. — Quoi! Par un acte d'arbitraire de l'autorité! — Oui, Monsieur. — Savez-vous pourquoi je vous ai fait appeler? — Je l'ignore. — Je vous ai fait venir parce que je suis au courant de votre attitude révolutionnaire et de la sympathie que vous trouvez chez les travailleurs : de façon que nous puissions causer ici, seuls, comme en famille, comme un fils avec son père, *mais dites-vous bien que je suis le père*. Voulez-vous que, comme travailleur et besogneux, je vous emploie à un travail qui ne sera pas pénible, mais qui me conviendra ; je vous donnerai un douro (1) par jour, ou ce que vous demanderez, plus le médecin et la pharmacie? — Cela dépend du travail. — Je voudrais que tu travailles de temps en temps, ne rien faire le lundi et, un autre jour, travailler toute la journée. Quand tu le jugerais bon, tu feindrais d'être malade, et comme tu es aimé de tes compagnons, ils viendraient à ton aide, les uns te soutenant, les autres prépareraient la bête, et finalement tous conviendraient de te transporter chez toi ; deux ou trois jours après tu répéterais la même scène, de façon à lasser tes compagnons convaincus que tu n'es plus bon au travail ; à supposer que l'on te soupçonnât, tu pourrais partir pour un autre endroit, à la condition que quand je le jugerais bon, je prendrais mes dispositions pour que tu me fasses venir les hommes les plus en vue, tu me donnerais leurs noms et domicile habituel. Tu introduirais mes hommes au préalable, et toi tu les catéchiserais pour qu'ils aillent mettre le feu à tel champ de céréales ou couper les ceps dans tel plant. Voilà notre première entrevue terminée, me dit-il, tu peux te retirer pour te reposer, et demain soir je t'attends chez moi, rue San Marcos, n° 15. Avant que tu sortes, j'ai à te faire une observation : c'est que partout où nous aurons eu un entretien, nous n'en aurons jamais un second. »

« Voyant ce que préparait ce mouchard, je réunis plusieurs camarades — plusieurs d'entre eux sont encore vivants — et je leur fis connaître la trame malpropre qu'ourdissait D. Tomas Pérez Monforte.

« Le lendemain soir, je me présentai donc chez lui, et demandai après lui. Je fus reçu par sa femme : elle me dit de m'asseoir pour l'attendre et je restai là jusqu'à 2 heures du matin. Je dis alors à cette dame que je me retirais, ne pouvant attendre davantage, à cause de mon état de santé : « Dites à D. Tomas que Manuel Sanchez Alvarez n'a pas manqué au rendez-vous. » Le lendemain je reçus avis, chez moi, d'avoir à me présenter à son cabinet à 8 heures du soir, sinon, je serais arrêté. A mon arrivée, il me reçut comme la première fois, tirant son étui à cigares, prodiguant amabilités et promesses ; je devais le considérer comme un père ; il me dit que quand je serais décidé à ce qu'il m'avait proposé, je devrais l'en avertir, sur quoi je lui répondis : « D. Thomas, je ne puis continuer dans le chemin que vous me tracez ; il était entendu que je jouissais de votre pitié, que je suis devenu un cadavre, mais je vois que vous creusez ma fosse ; je n'ai reçu de reproches de personne, ma conduite est sans tache. Ce que mon cœur n'admet pas, ma conscience le repousse, et pour elle, il n'est or au monde qui puisse la corrompre. Mes enfants sont accoutumés à ne manger de pain que celui que je gagne à la sueur de mon front ; donc, j'accepte toutes les conséquences de mon refus, et ne puis consentir à vous prêter mon concours. » Il me menaça, disant qu'il avait de quoi me décider.

« En effet, la menace s'accomplit. Quelques mois après, un procès commença avec 35 à 40 accusés des communes voisines, sous l'inculpation supposée d'incendie volontaire et de destruction de vignes. Il vint pour ce procès un juge spécial, je ne sais d'où ; interrogé par lui, je lui fis la déclaration ci-dessus, que j'ai déjà fait connaître dans la *Revista Social*, qui se publiait alors à Madrid. Je restai en prison préventive l'espace de vingt mois.

« *Signé* : MANUEL SANCHEZ ALVAREZ. »

Le témoin est vivant, il est aisé de le retrouver, et il est prêt à confirmer sa déposition, consignée dans la *Revista Social* au moment où son souvenir était encore frais. On peut également retrouver les témoins qu'il invoque. Voici maintenant M. Reguera qui, de Buenos-Ayres, ayant eu connaissance de la campagne entreprise, écrit, en mars 1902 : « S'adressant à des malheureux arrêtés pour des vétilles, il (Monforte) leur promettait l'élargissement, leur offrant en même temps 3 pesetas pour qu'ils aillent incendier des meules de blé ou d'orge, les menaçant, s'ils refusaient, d'une peine sévère ; quelques-uns acceptaient par crainte, et se rendaient à l'endroit désigné : là, ils trouvaient des gendarmes postés d'avance pour leur mettre la main au collet. Le cas se produisit à cette époque un grand nombre de fois.

« Il y en eut à qui on promit, outre l'argent, un bon dîner, mais comme cela ne les décidait pas, la hyène de Monforte les faisait conduire de province en province, jusqu'à ce que lassés de cheminer, ils fussent mis en liberté suivant le caprice d'un gouverneur.

« *Ceux qui étaient pris comme je l'ai dit plus haut, étaient traités comme affiliés à la Mano Negra.* »

Le même témoin cite encore le fait suivant :

« Il (Monforte) se servit d'un individu nommé Antonio Gallardo, dit « Tagurdo », éloquent celui-là, qui lui procura des hommes pour faire un vol d'eau-de-vie, les conduisant à l'une des caves de D. Manuel Gonzalez, dans la Alameda vieja ; dans la cave étaient postés d'avance quelques gendarmes aux ordres du *noble* Monforte ; ils tuèrent le premier qui se montra, et arrêtèrent les autres, qui furent condamnés au bagne.

« Celui qui fut tué était employé d'une boutique de la rue Sol, appelée « La Campana ».

« Quant au « Tagurdo », pour que quelque jour il ne pût nuire à D. Tomas, on l'envoya à Tanger (Maroc). »

L'importance de ces témoignages ressort d'elle-même. Car sans doute, d'une part, il est certain que pendant les périodes les plus pénibles de la famine, des vols de bétail ont dû nécessairement se produire. Mais que deviennent les actes de vandalisme, ces fameux brigandages et incendies qui ont fait tant de bruit et dont la presse même sympathique au prolétariat andalou, à l'étranger, semble n'avoir pas douté? C'est la gendarmerie elle-même qui en a pris l'initiative.

Or, pourquoi aurait-elle senti le besoin de le faire, si des actes de vandalisme avaient été réellement commis par la population? Il n'y aurait eu alors nulle nécessité de ces machinations laborieuses et dont le succès, d'ailleurs, était douteux ; car s'il fut parfois possible d'entraîner à un vol d'eau-de-vie ou au sac d'une vigne des malheureux égarés par trop de misère, nous voyons que D. Tomas Perez Monforte en fut réduit souvent à imaginer purement et simplement les délits qu'il n'avait pu faire commettre. « Je déclare, nous dit encore M. Reguera, de Buenos-Ayres, que *l'inviolable* garde civile, dont Oliver était le capitaine, tirait de la prison en pleine nuit de malheureux ouvriers, les conduisait aux champs d'oliviers voisins de la ville, puis, bien attachés, les ramenait à la prison pour leur faire déclarer qu'ils appartenaient à la *Mano Negra*. En même temps on les obligeait à se reconnaître coupables d'actes auxquels ils n'avaient jamais pensé, et de là les coups de branches d'olivier et les mille tourments pour leur arracher des aveux qui n'étaient que dans l'esprit de leurs bourreaux. »

Nul doute que les aveux arrachés ou dictés aux prisonniers ne fussent publiés par la presse complaisante comme certains et valables. Et nous voici forcés de nous demander si tous les brigandages dont on entretint pendant de longues années l'imagination du public espagnol et européen ne furent pas, ou de simples inventions, ou des actes à mettre au compte des agents provocateurs.

Or, si, en général, le public et les historiens (1) eux-mêmes n'ont pas eu le moindre doute sur l'existence de *la Mano Negra*, « association de malfaiteurs », c'est parce que tout d'abord on n'avait pas douté de la véracité des journaux qui, comme *El Guadalete* ou *la Cronica* de Jerez, par exemple, rapportaient les prétendus forfaits de ces prétendus bandits. De la presse de Jerez à celle de Madrid, et de cette dernière à l'Europe tout entière, le mensonge faisait son chemin. Qui donc, à Paris ou à Londres, avait le temps d'y aller voir?

---

(1) Soit 5 pesetas. Le salaire ordinaire d'un ouvrier agricole varie de 2 réaux à 6 réaux (réal : 25 centimes ; la peseta : 1 franc.)

(1) Voir Seignobos.

Sur la base de ce premier mensonge, un second s'établissait de façon inébranlable. Pour commettre ces brigandages, il fallait des brigands, et pour en commettre tant et de si répétés, il fallait des bandes entières, des « bandes organisées ». Les créations de bandes imaginaires pullulent à cette époque. Si on arrête une demi-douzaine d'ouvriers, on les déclare affiliés à une bande. C'est d'ailleurs un procédé policier invariable. Ces jours derniers, en octobre 1902, la police de Barcelone arrête des faux-monnayeurs français. En annonçant la nouvelle, elle ajoute : *on croit* qu'ils appartiennent à une organisation ramifiée dans les principales villes de l'Europe. *On croit.* Pourquoi ? mystère ; mais l'imbécile, dépourvu du sens critique élémentaire, qui lit cette dépêche dans son journal n'en est pas moins alarmé et n'en bénit pas moins la police et les gendarmes.

La fable inepte et monotone de l'association de malfaiteurs étant l'unique prétexte à procès et à condamnations contre les membres de l'Internationale (la loi d'exception contre les internationalistes étant devenue par trop odieuse et inapplicable, et, d'ailleurs, la qualité de membre de la Fédération étant le plus souvent impossible à prouver), elle fut simplement exploitée au cours des années 78-83 ; le commandant Tomas Monforte et le capitaine Oliver n'en eurent pas le monopole. Le coup de génie pour eux, et ce qui leur vaut l'immortalité, c'est d'avoir trouvé « la main noire ». Un jour, à Villamartin, l'une des communes où l'effervescence révolutionnaire était le plus intense, on avait vu sur un mur l'empreinte, à l'encre, plusieurs fois répétée, d'une main : un encrier versé accidentellement, puis au lieu de s'essuyer la main simplement, la fantaisie de faire cette empreinte et de la reproduire tant qu'il restait de l'encre sur la main. Rien de plus simple. Mais Tomas Monforte eut une inspiration qui fait de lui l'égal de nos plus notables feuilletonistes, en même temps qu'elle montre en lui l'héritier des inquisiteurs les plus acharnés. Cette main noire, c'était la main mystérieuse et toujours menaçante du bandit aux milles têtes qui semait dans le pays la terreur et la désolation, c'était la main omniprésente du Malin dont il fallait coûte que coûte supprimer les suppôts..... La Main Noire ! Et les taches sinistres sur le mur blanc, tout de suite évoquées par l'imagination, paralysaient dans la peur la jugeotte vacillante des foules toujours crédules. La presse quotidienne répétait la suggestion, éternisait la vision, l'imposait définitivement : un dogme était créé.

Il existait une vaste association de bandits dont le but était de détruire les biens, de terroriser, de séquestrer et de massacrer les honnêtes gens, et elle avait pris pour symbole, cette effrayante main noire, capable des crimes les plus atroces.

Il n'est pas sûr que Tomas Monforte n'en soit pas venu à croire lui-même à cette fable. Sans doute faut-il avoir recours à une suggestion irrésistible, à une obsession qu'il subissait lui-même après avoir voulu l'imposer aux autres, pour expliquer l'incroyable série d'arrestations, de tortures et de meurtres, juridiques ou non, dont nul ne pourra dresser la liste complète.

∴

L'année 1881 avait marqué une étape dans la marche, de nouveau ascendante, de l'organisation fédérale. La misère terrible d'une année de sécheresse absolue, l'effet même produit par les persécutions contre les internationalistes, avaient amené à la Fédération régionale un nombre toujours plus grand d'adhérents. Le Congrès de Barcelone, tenu le 24 septembre et jours suivants, constata ce progrès en même temps qu'il affirma une fois de plus le caractère purement économique des groupements régionaux et de la Fédération espagnole, se déclarant adversaire de toute politique parlementaire. Ceci est utile à rappeler pour comprendre le procès d'Arcos. Le Congrès de Barcelone répudiait toute attache avec les partis politiques, et spécialement avec les « Partis ouvriers microscopiques » qui cherchaient à s'organiser (1).

L'année suivante, le mouvement s'accentua encore. Le Congrès de la Fédération des Travailleurs de la région espagnole, tenu à Séville du 24 au 26 septembre, donna la statistique suivante : la Fédération comprenait 10 comarcas (fédérations provinciales), 209 fédérations locales, 632 corps de métier (les deux organisations, par province et par corps de métier, ont toujours coexisté), soit un total de 49.561 fédérés. Sur ce chiffre, les deux comarcas de l'Andalousie orientale et occidentale en fournissaient à elles seules plus de 30.000. Bientôt la *Revista social*, apportant les résultats d'une statistique nouvelle faite pendant le Congrès de Séville, annonçait que le chiffre total était maintenant de 59.711 fédérés. La publication de ces chiffres provoqua dans la classe bourgeoise une profonde stupéfaction. Ce n'était là cependant que le résumé d'une innombrable série de faits publiés déjà dans des journaux, brochures et discutés dans tous les congrès ouvriers. Mais l'effet produit fut celui d'une révélation alarmante. La folie des persécutions, perquisitions, arrestations arbitraires, recommença. Les deux pôles de l'effervescence, alors comme aujourd'hui, étaient la Catalogne, inscrite pour 14.000 fédérés, et l'Andalousie. C'est sur ces deux points qu'il fallait porter l'effort principal de la répression. Les fonctionnaires civils et militaires, zélés serviteurs des propriétaires, cherchèrent des moyens inédits de repousser le flot montant de la révolution prolétarienne. Le gouverneur de Cadiz, M. Louia y Santos, « libéral de bonne souche », dit un journal de l'époque, publia une ordonnance où, faisant foi de la Constitution, il ordonne carrément que « pour toutes les dégradations et pour les incendies qui ne seront pas prouvés être accidentels, seront considérés comme auteurs présumés les gens du lieu, *ou, à leur défaut, ceux qui composent le comité local de la dénommée Association des Travailleurs*. Ils seront mis à la disposition de l'autorité judiciaire à qui incombe la charge d'instruire l'affaire et de tirer les faits au clair. » (Art. 5.)

C'était cynique, mais simple et commode. Tomas Monforte et le capitaine Oliver trouvèrent mieux : ils *découvrirent*, dans la campagne, sous une pierre, au milieu d'un rouleau de papiers *compromettants*, le Règlement de la société secrète organisée pour la pratique du vol, de l'incendie et de l'assassinat, en un mot, le règlement de *la Mano Negra !* La trouvaille était providentielle.

Nous ne voulons pas même insinuer qu'il eût été idiot de la part d'une bande de brigands, de confier à une feuille de papier leurs ténébreuses résolutions et d'aller ensuite placer cette feuille, dans la campagne perpétuellement visitée par les gendarmes, jusque dans ses recoins, sous une simple brique. L'examen de ce document, s'il existe quelque part, assurerait-il au capitaine Oliver une place au Panthéon des faussaires, en compagnie d'une des lumières, aujourd'hui éteinte, de notre état-major ? Nous ne saurions pas davantage l'affirmer. Souhaitons d'être un jour fixés sur ce point, mais, pour le moment, restons dans le doute. Au reste, cette question peut rester en suspens, assez d'autres faits formeront notre conviction.

II

Le Procès de la Parrilla.

Le premier et le plus retentissant des trois procès qui nous occupent fut motivé par le meurtre de Bartolomé Gago Campos, dit le Blanco de Benaocaz, survenu le 4 décembre 1882. Le Blanco était membre d'une des sections de la Fédération, secrètement d'ailleurs, de même qu'aujourd'hui les employés, par exemple, qui font partie d'un syndicat, se gardent d'en faire confidence à leur patron, sûrs, autrement, d'être bientôt sur le pavé. Le Blanco avait été blâmé par quelques camarades fédérés pour entretenir des relations avec la femme d'un compagnon. De là, animosité réciproque et, en particulier, brouille avec son cousin, Manuel Gago. Bientôt expulsé de la Fédération, les rapports devinrent de plus en plus tendus, des disputes s'en suivirent : un jour, rencontrant Manuel Gago accompagné de Cristobal Fernandez Torrejon, dans la campagne, ils en vinrent des paroles aux actes et le Blanco fut tué ; le ou les meurtriers l'enterrèrent sur place.

L'affaire était simple, banale, les meurtriers connus : cependant plus de 100 arrestations furent faites, et, au premier procès, devant le tribunal de l'Audiencia, de Jerez, le ministère public demanda *15 condamnations à mort*. Nous n'avons pas les pièces de ce premier procès ; mais nous avons le réquisitoire du Ministère public devant le Tribunal Suprême ; le premier jugement portait condamnation à mort de 7 accusés, coupables de meurtre, et condamnation au bagne perpétuel de 7 autres, coupables de complicité (1). Une instance en cassation fut introduite, pour vice de forme et infraction à la loi. D. Manuel Azcutia, occupant le siège du ministère public, prononça à cette occasion un discours qui nous donne une idée, sinon nécessairement de la forme, du moins de l'esprit dans lequel l'accusation fut établie. Voici ce morceau d'éloquence, traduit aussi exactement que possible.

Nous négligeons un préambule oiseux.

« De quoi s'agit-il donc ?

« Le Tribunal le sait déjà. Il s'agit de l'assassinat le plus horrible, le plus épouvantable, le plus inhumain et le plus impie que l'on ait noté dans les annales du crime, d'un assassinat où, à la préméditation la plus raffinée, la plus cruelle perfidie, se sont ajoutées les circonstances génériques aggravantes, le ministère public ne dira pas, avec le ministère public de la Audiencia de Jerez de la Frontera, celle d'abus de supériorité, car, il est, dans le cas présent, inhérent à la trahison, mais celle de l'exécution nocturne, dans un lieu désert, et en bande, avec ruse et tromperie ; il s'agit d'une société illicite et clandestine, d'un tribunal secret et mystérieux, dont les moyens d'action pour l'exécution de ses barbares et de ses iniques projets, étaient le feu, le fer et le poison ; de sorte que ni le père ne pouvait se refuser à plonger le poignard dans le cœur de son propre fils, ni le fils ne pouvait se refuser à plonger les mains dans le sang de son propre père, si le Tribunal le lui ordonnait ; il s'agit, enfin, de rechercher, d'éclaircir, de résoudre et de décider si sept seulement des quinze accusés responsables furent les auteurs de l'assassinat, et les huit autres seulement complices, comme le prétend la sentence à laquelle nous nous référons ; ou bien si, comme nous voulons le prouver, tous furent auteurs pareillement et se trouvent par conséquent dans une situation égale.

« Le Ministère public n'aura pas à entrer dans un examen approfondi, minutieux et détaillé de tous les détails, de tous les éléments qui forment la matière de ce tableau si lugubre et si sombre, qui se détache sur le fond du procès ; de ce drame sanglant, horrible et effrayant qui commença le matin du 4 décembre 1882 dans la cabane de l'un des assassins ; qui se déroula ensuite au moulin de la Parrilla et dont le fatal, funeste dénouement eut lieu comme entre 8 et

(1) Manifeste aux travailleurs de la Région Espagnole.

(1) Un quinzième fut acquitté.

10 heures du soir, dans le ruisseau appelé de la Plantera; d'abord parce que ni avec la plume de Victorien Sardou, ni avec la plume de Bouchardi, ni avec le pinceau de Casado ou de Pradilla on ne pourrait lui donner le véritable et horrible coloris qui lui est propre; et deuxièmement parce que jamais n'ont convenu ni ne conviennent aujourd'hui à son objet ces relations terrifiantes des grands crimes, pour exciter d'un côté la commisération et la pitié en faveur des victimes, et le ressentiment d'autre part, et la haine et l'horreur contre les coupables; parallèles ou contrastes de sentiments et d'émotions que la justice ne réclame pas et dont les tribunaux n'ont pas besoin; il faut se limiter, par conséquent, à la synthèse des faits qui ont constitué le délit, selon qu'ils se trouvent écrits, selon qu'ils se trouvent définis et consignés dans les attendus de la sentence à laquelle nous nous référons.

« Je m'efforcerai d'abuser le moins possible de l'attention du Tribunal. Quatre criminels, à un égal degré de relâchement moral; quatre bandits, quatre scélérats, car c'est leur nom naturel et propre; quatre misérables, dans des conditions égales de perversité et de férocité, puisque pareils étaient leurs instincts, pareilles leurs inclinations, pareilles leurs habitudes et identiques leurs plans : Francisco et Pedro Corbacho y Lagos, Juan Ruiz y Ruiz, connu vulgairement sous le nom du maître d'école, et Roque Vazquez Garcia, président respectivement et vice-président les deux premiers, secrétaire le troisième, et auditeur le quatrième de ce tribunal secret et mystérieux dont la puissante et irrésistible voix faisait les champs ruinés, les moissons incendiées et la propriété détruite dans tous ces malheureux districts de Jerez; réunis dans la matinée dudit jour, 4 décembre, dans la hutte ou cabane de Juan Ruiz y Ruiz, que nous pourrions mieux et plus proprement appeler, plutôt que hutte ou cabane, une caverne; réunis, dis-je, dans la hutte, cabane ou caverne de Juan Ruiz y Ruiz, ils décidèrent, décrétèrent et disposèrent la mort de Bartolomé Gago Campos, le Blanco de Benaocaz; soit que, Pedro Corbacho ayant à son égard une dette de mille quarante ou mille soixante réaux, il s'agit pour lui d'être quitte de cette dette; soit que, étant un de leurs associés ou affiliés, ils eussent commencé à se méfier de lui, hypothèses qui résultent toutes deux également des pièces du procès; ce qu'il y a de certain, de triste, d'horrible, de scandaleusement certain, c'est qu'une fois sa mort résolue, l'ordre établi et rédigé par le secrétaire Juan Ruiz, le seul qui sût écrire ou du moins celui qui le savait le mieux, — et je demande à la Chambre qu'elle daigne fixer tout particulièrement son attention sur ces détails, sur ces données très importantes à l'examen desquelles le Ministère public aura à revenir, — l'ordre donc établi et rédigé par le secrétaire Juan Ruiz, signé par le président et le vice-président et une fois apposé le sceau de l'Association, on le remit à Roque Vàzquez Garcia pour qu'immédiatement il le portât au moulin de la Parrilla et le remît à Bartolomé Gago de los Santos, contremaître du moulin et chef de l'un des groupes ou escouades de cette organisation, avec les instructions convenables et nécessaires pour son exécution la plus prompte et la plus rapide, attendant la nuit pour plus de sécurité et d'impunité, et avec la mission spéciale, après l'avoir fait mourir, de s'emparer d'un reçu, papier ou document qu'il avait dans sa poche, et qui était précisément la preuve de la dette.

« On peut dire que ce fut là le premier acte de ce terrible, sanglant et horrible drame qui a causé tant d'émotion, qui a tant préoccupé et continue à tant préoccuper l'attention publique, non seulement en Espagne, mais hors d'Espagne, et au dénouement définitif duquel sont aujourd'hui suspendus ces populations alarmées, ces habitants malheureux et déshérités qui ont vu ainsi si compromis leur sécurité personnelle, leur vie, leurs biens, qui ont vu menacer d'un péril si permanent leur tranquillité et leur repos.

« Roque Vazquez Garcia se rendit donc au moulin de la Parrilla, où se trouvait alors le Blanco de Benaocaz; il remit l'ordre à Bartolomé Gigo de los Santos, lequel, en ayant pris connaissance, décida que son frère Manuel, sous prétexte de l'inviter à boire, emmènerait le Blanco au cabaret ou débit de Francisco Garcia Gutierrez, et là ferait tout le nécessaire pour préparer l'exécution du crime, ce qui fut fait; il réunit ensuite tous les associés qui se trouvaient dans le moulin, au nombre de neuf, et dont je me dispenserai, pour la brièveté, de citer les noms, qui se trouvent d'ailleurs inscrits dans l'acte d'accusation; il leur fit lire l'ordre par Gregorio Sanchez Novoa, et tous l'accueillirent et l'acceptèrent avec ce respect aveugle et quasi superstitieux que leur inspirait le Tribunal; ils désignèrent, conformément à cet ordre, Gonzalez Benitez Alvarez et Rafael Jimenez Becerra, comme les plus jeunes, et comme étant pourvus de fusils, pour être les protagonistes, pour ainsi dire, ou les principaux acteurs de la scène sanglante qui devait se dérouler la nuit même, et tous prirent, d'un commun accord et avec une entière conformité de décision, un sentier qui conduisait au ruisseau de la Plantera; en chemin ils rencontrèrent José Léon Ortega, affilié lui aussi, lequel, informé du projet, partit avec eux pour participer au crime avec eux.

« Arrivés à une ornière ou fondrière que formait le ruisseau, ils se portèrent là, s'embusquèrent, guettant leur victime, comme aurait pu se poster ou s'embusquer un parti de chasseurs guettant un sanglier, un daim ou un cerf.

« Et une horde de sauvages n'eût pas fait autrement non plus; une horde d'Aztèques, de Bédouins ou de cannibales à l'affût d'une prise humaine, pour se jeter sur elle, sucer son sang et la dévorer; Aztèques, Bédouins, sauvages, ceux-là!... chrétiens, fils de chrétiens, nés, enfantés et éduqués dans un pays civilisé, ceux de Jerez de la Frontera!

« Il semble que le cœur se brise en morceaux, à se rappeler, considérer et rapporter de telles scènes; scènes, malheureusement, espagnoles, si cruelles, si atroces, si inhumaines et si barbares! »

Tel est le passage principal du discours que D. Manuel Azcutia, occupant le siège du Ministère public à la deuxième Chambre du Tribunal Suprême, prononçait devant un public nombreux, composé en majeure partie de lettrés. Il concluait en demandant quinze condamnations à mort.

⁂

Sur quoi se basait en somme cette accusation? Quel souci, quelle notion même d'une argumentation logique trouvons-nous dans ce discours? D. Manuel Azcutia affirme, dépeint, conclut avec assurance : rien de plus. Un seul fait est exact de ceux qu'il nous laisse saisir à travers l'enveloppe gonflée de ses phrases : Francisco Corbacho était bien président et Juan Ruiz, le maître d'école, était bien secrétaire de la section de Jerez de la *Fédération des Travailleurs*. Ainsi nous trouvons là l'expression formelle du parti pris d'identifier l'Association internationale de la région espagnole avec l'Association de malfaiteurs de la Mano Negra. Les « malheureux habitants qui se voyaient si menacés dans leur sûreté personnelle, dans leur vie et leurs biens, et qui voyaient en péril leur tranquillité et leur repos », ce sont les propriétaires alarmés par les résultats du Congrès de Séville. Juan Ruiz, le maître d'école, contre lequel on s'acharne, auquel on s'attache à donner, dans ce récit mélodramatique, un rôle particulièrement important et qui doit le faire ranger parmi ceux qui ne sauraient être épargnés, *c'était le délégué de Jerez au Congrès de Séville.*

La défense avait protesté contre ce procédé inouï qui consistait à impliquer dans un crime isolé, dont les auteurs étaient connus, quatorze individus, dont douze au moins n'ont rien à voir avec l'affaire. Sur quoi s'appuie en effet le récit fantastique du drame en trois actes? Comment prouve-t-on que José Léon Ortega, Agustin Martinez, Antonio Valero et Salvador Moreno, pour ne parler ici que des survivants, y aient joué un rôle quelconque?

Voici d'autre part ce que disent les victimes :

1° Lettre d'Antonio Valero, écrite du pénitencier de la Gomera, sans date, et adressée à *Tierra y Libertad* :

« Estimés compagnons, je commence par vous dire que dans les premiers jours de janvier 1883 on arrêta les frères Francisco et Pedro Corbacho; d'autres, frères aussi, José et Francisco Carmona, Manuel Gago et son frère, Salvador Moreno, Gregorio Sanchez, et d'autres que je ne me rappelle plus; c'étaient tous des ouvriers des champs, et ils furent arrêtés à leur travail. Ils furent immédiatement conduits à une ferme nommée la ferme de la Parrilla, et là ils furent victimes des plus grandes infamies que l'on puisse commettre au monde contre des êtres humains.

« Un lieutenant de la garde civile, dont je ne me rappelle pas le nom, après si longtemps, avec une paire de pharisiens (1) à ses ordres, commença l'interrogatoire de Salvador Moreno et de Manuel Gago, et ces malheureux voyant qu'on les chargeait d'accusations inconnues, les déclarant voleurs et incendiaires, refusèrent absolument de faire une déposition, parce qu'ils étaient innocents et n'entendaient rien à ce qu'on leur demandait. A ce refus, ces bourreaux répondirent par des coups de garrot, et le lieutenant, mécontent de voir que les choses n'allaient pas à son goût, leur dit :

« Tapez dur, jusqu'à ce qu'ils disent oui à tout ce qu'on leur demande », et quand ils virent qu'ils n'en pouvaient tirer ce qu'ils voulaient, ils les mirent dans une chambre qui leur servait de cachot.

« Quand ils pensèrent que les plaies qu'ils avaient faites en frappant de façon si barbare, ces deux malheureux, devaient avoir affaibli leur résistance, ils revinrent vers eux et, réitérant les mêmes questions, ils doublèrent les coups sur la trace de ceux qu'ils avaient déjà donnés. Comme un muletier en fureur crible de coups sa bête, les barbares de la *benemerita* s'acharnaient sur ces malheureux. La nuit venue, ils les tirèrent de la ferme, les menèrent à un endroit retiré où personne n'entendrait leurs plaintes, leur donnèrent une nouvelle bastonnade; ils les éloignèrent l'un de l'autre de façon qu'ils ne puissent plus se voir, et, tirant des coups de fusil, ils dirent à chacun que l'autre était mort et que s'il ne disait pas la vérité, on le tuerait de même.

« En même temps que l'on traitait ces deux-là de façon si barbare, on interrogeait les autres dans la ferme, agissant avec eux à peu près de la même façon.

« Enfin ils interrogèrent Francisco Carmona, qui était notre trésorier, lui demandant où il avait mis l'argent; lui, craignant qu'on ne le lui enlevât, refusait de le dire, mais ils eurent recours aux coups, comme avec tous, et lui firent dire que l'argent était à Alcornocalejo. Le lendemain, on les fit tous partir pour Jerez, moins le Francisco Carmona qui partit pour Alcornocalejo avec une paire de gendarmes pour quérir les fonds, et quand ils furent

(1) Familièrement, homme grand, sec, et de mauvaise mine.

arrivés, par un coup de malechance pour le malheureux, ils ne trouvèrent rien.

« Cet argent, produit du travail de 8 à 900 ouvriers qui versaient trois réaux par mois, faisant ainsi un grand sacrifice, pour les frais et les secours aux fédérés malades, ne pouvait être pour rien dans le crime qu'on invoquait comme prétexte à ces poursuites. Cependant, ces sbires de l'Inquisition voulaient le prendre, abusant ainsi de leur autorité, et voyant qu'ils ne réussissaient pas, ils se vengèrent sur le corps de ce malheureux, le poussant avec des coups jusqu'au lieu appelé la Florida où ils rejoignirent ceux qui venaient de la Parrilla et allaient à Jerez, et là il tomba sans connaissance. Quand les gendarmes le virent, ils le firent mettre sur ses pieds, et comme il ne pouvait marcher, ils lui donnaient des coups, et finalement ils durent le laisser à l'endroit appelé « Cuartillo », car il ne pouvait suivre les autres prisonniers.

« Dans une autre lettre, je m'occuperai de la seconde arrestation, car ils nous prirent deux fois (1).

« Votre ami et compagnon,

« Antonio Valero. »

2° **Lettre de José Léon Ortega**, celui qui, ayant perdu la raison à la suite des tortures qu'il avait subies, échappa à la potence et fut envoyé à l'infirmerie du pénitencier de Puerto de Santa-Maria. C'est de là qu'est envoyée sa lettre, sans date :

« Estimés compagnons, d'après ce que m'a dit ma femme, il paraît que mon malheur date du 4 février 1883, mais je ne suis pas certain si ce fut en 1883 ou en 1882.

« Donc, l'affaire suivit les voies civiles et militaires, et finalement il vint un juge spécial de Madrid qui nous interrogea à l'Audiencia de Jerez, aujourd'hui disparue.

« Je dois vous dire que j'appartiens à l'affaire de la ferme de la Pavilla, voisine de la colonie de San José del Valle. Nous étions seize accusés ; nous fûmes huit condamnés à la peine de mort, sept furent exécutés et moi je fus sauvé, restant en observation comme fou ; six sont partis dans les pénitenciers d'Afrique où il en reste trois ; le délateur se tua dans le cachot, après une première tentative manquée, un autre enfin fut acquitté.

Sur les arrestations opérées dans la province de Cadiz et de Séville, les gens de la noblesse disaient que la Société des travailleurs était une société qui avait son tribunal, formé d'individus ayant prêté serment de condamner et d'exécuter les ennemis et les traîtres de la Société. Ils disaient encore que les fils qu'avaient les travailleurs, ils ne les baptisaient pas, et qu'ils ne voulaient voter pour personne dans les élections. Pour n'avoir pas fait leurs enfants chrétiens, beaucoup de compagnons furent arrêtés, et parmi eux celui qui s'occupait de la propagande à Paterna. Vous pouvez comprendre quel but on visait.

« Pour ce qui est du tribunal, du serment et de la main noire, que l'on disait servir d'ornement au tribunal, cela n'existait nulle part, et personne n'avait vu cela chez les travailleurs. La seule chose que l'on trouva chez nous, ce fut la *Revista social*, on en fit un élément de procès et le journal était vendu jusque par les aveugles.

« La faim, dans cette province, dans les années 81 et 82, fut terrible. A Jerez, les agents municipaux et la garde civile étaient impuissants à contenir les affamés. La foule ouvrière dévalisait les rôtisseries, les boulangeries, et quelques autres boutiques, chacun prenant ce qu'il pouvait donner à manger à ses enfants ; la garde civile et la police ne pouvaient dans ces moments là, rien faire d'autre que de nous regarder ; après, ils se vengèrent sur nous. Les plus faibles, femmes, vieillards et les enfants, partaient dans la campagne à la recherche d'un peu d'herbe pour se nourrir, et ils n'en trouvaient pas, car c'était la même chose pour les animaux. Vint l'année d'abondance et le gouvernement, qui ne s'était pas soucié de la famine des travailleurs, prêta l'oreille à une commission de la classe riche qui alla à Madrid lui demander des troupes pour faire la moisson, disant que, quant aux ouvriers, la seule chose qu'ils désiraient, c'était d'exproprier et de tuer, et cependant nous étions des gens honorables, des socialistes.

« La première fois que l'on me prit, ils furent pendant trois jours et trois nuits dans les champs autour de moi à m'accabler de coups de pieds, de coups de crosse, tirant des coups de fusil, simulant une exécution, et autres atrocités de même espèce. Voyant que je ne savais rien on me biffa de la liste et on me mit en liberté. Je dois vous dire que celui qui biffa mon nom fut un sergent de la garde civile, peu après le capitaine Oliver demanda au sergent qui était celui qu'on avait rayé sur la liste ; il lui répondit que c'était moi, et le capitaine ne dit rien.

« Huit ou neuf jours après, nous revenions de la chasse, l'administrateur de la ferme et moi, nous arrivâmes à la maison en même temps que le capitaine et le lieutenant de la garde civile avec deux hommes ; en me voyant, le capitaine dit au lieutenant : « Arrêtez celui-là » et ils m'enfermèrent là où ils m'avaient déjà mis.

« Le martyre recommença..... Mieux eût valu mourir que de dire ce qu'ils voulaient ; mais on ne donnait pas la mort comme cela à qui la voulait, aussi dus-je obéir, comme un lion en cage. En même temps on s'efforçait de me séduire par des conseils pour que je me délivre du martyre, me disant de faire une déclaration, ce que je disais là n'avait pas d'importance, qu'à Jerez seulement ce que je dirais aurait de l'importance. Alors je leur dis de me dire ce que je devais déclarer et ils mirent ce qui leur passa par la tête, mais à Jerez la vérité fut traitée pareillement. On me torturait pour que j'accuse les autres et on les torturait pour qu'ils m'accusent.

« Tout ce que j'ai passé, je ne puis le dire exactement ; je vous dirai seulement qu'on m'abîma le corps de telle façon que, malgré les années qui se sont écoulées, on voit encore les traces des mauvais traitements que j'ai subis. Ma tête se perdit, mon cerveau s'obscurcit et je passai ainsi des années et des années sans qu'il me fût possible de coordonner les événements ; quand la lucidité me revint, je me trouvai séparé des miens et enfermé dans un hôpital-prison, dans un tombeau fantastique où des spectres se meuvent.

« Votre affectueux compagnon,

José Leon Ortega. »

3° **Lettre de Salvador Moreno**, écrite au pénitencier d'Alhucemas, sans date :

« Estimés compagnons, mon procès eut lieu par la voie civile, à Jerez de la Frontera, en 1882 et au mois de juin. (1) De là j'allai à la Audiencia de Madrid et le jugement définitif tarda jusqu'au 9 juin 1884.

« Vers quatre heures de l'après-midi, le 29 janvier 1882 (2), étant avec mes compagnons occupé à creuser les trous pour planter les oliviers, nous vîmes tout à coup, pleins de terreur, les gendarmes nous entourer, fusil en mains et disant : « Que pas un ne bouge ; celui qui fait un mouvement, je lui fais sauter le crâne. »

« Ils nous attachèrent un à un et à nos questions ils répondaient par des coups de crosse et des coups de poing. Les seules paroles que nous entendîmes de leur part furent : « Canailles, criminels, aujourd'hui vous allez mourir tous ; non, il n'en restera pas un seul. » Le supplice de Christ, la croix sur les reins, que racontent les catholiques, ne fut rien en comparaison de notre route d'amertume.

« Et penser que notre unique délit consistait à appartenir à une Fédération ouvrière constituée sous la protection de la loi !

« Nous reçûmes tant de coups de ces sans-cœur, ce jour-là, que sur le chemin de la prison nous pensions ne pas arriver vivants. Pour moi un moment vint où, n'en pouvant plus, je tombai ; je restai étendu par terre, mes jambes ne pouvant me porter, et je souhaitais mourir sur le champ. Voyant que je ne me relevais pas, un « tricorne » me prit comme si c'était son fusil, me mit debout violemment, me posa le canon de son fusil sous la barbe et si un autre gendarme ne lui avait dit : « Ne le tue pas encore, laisse-le, qu'il puisse en voir davantage », c'eût été le dernier moment de mon existence.

« Pourquoi continuer le récit de notre calvaire entre les mains de ces sauvages, quand tout le monde a assisté à des événements ouvriers où sont intervenus nos bourreaux inhumains, et sait que les brutalités se trouvent à l'ordre du jour ?

« Les bourgeois nous impliquèrent dans cette machination infâme pour se débarrasser de nous, parce qu'ils avaient appris qu'après le Congrès de Barcelone, tenu en 1881, ses décisions nous furent envoyées et soumises à notre délibération et à notre approbation ; il ne leur convenait pas que le peuple s'instruisît et pût un jour demander des comptes à ses bourreaux. Ce qu'ils voulaient, ce n'était que combattre l'idéal socialiste jusqu'à le faire disparaître ; ils le croyaient du moins ; pour cela ils cherchaient un prétexte et ils le trouvèrent dans la mort du Blanco de Benaocaz.

« S'il était possible de raconter, un par un, les tourments cruels dont nous fûmes victimes, on verrait que nos bourreaux, plutôt que des êtres humains, devaient être des hyènes altérées. Qu'il suffise de dire que la Garde civile ne se donnait pas un moment de repos, frappant les gens dans les champs, commettant sur eux les plus atroces brutalités et ils frappèrent tant et tant quelques-uns d'entre nous qu'au moment de les soigner, leur peau s'enlevait, collée aux vêtements, comme si on les écorchait ; pour moi, après une abondante bastonnade, ils m'envoyèrent une décharge de leurs fusils pour m'épouvanter et me forcer à faire une déposition. Lâches ! que pouvais-je dire, si je ne savais rien ? Il en fut de même pour les autres que pour moi. Nous n'avions commis d'autre délit que celui d'être d'honnêtes travailleurs ; cependant, malgré cela, nous fûmes condamnés, les uns à mort, les autres au bagne.

« Quel crime ! Quel *forfait* judiciaire ! Sept hommes pendus, six condamnés à la chaîne perpétuelle et un qui perdit le sens et devint fou ! Sur quatorze, nous ne restons que quatre !

« Dans le compte rendu du procès doit exister la déclaration de l'alcade de San José del Valle, district de Jerez de la Frontera, dans laquelle, à la demande du président de l'Audiencia de Jerez et du ministère public s'il connaissait les accusés et quelle était leur conduite, il répondit : « Voilà longtemps, de longues années que je les *connais* et qu'ils ne sont pas sortis de ma juridiction, et jamais je ne me suis vu dans la nécessité de les reprendre en quoi que ce fût. Aussi j'affirme sur la conscience que toujours ils ont été d'honnêtes gens et d'honorables travailleurs. »

« Malgré cette déclaration, et quoiqu'il n'y eût rien contre nous que les intrigues du capitaine Oliver, avec le règlement *providentiellement trouvé* sous une pierre, nous fûmes condamnés. Que le sang des compagnons innocents qui sont morts sur le gibet et que les larmes amères qu'ont répandues nos familles retombent sur les vampires inhumains et qu'un jour vienne où

(1) Cette deuxième lettre n'est pas venue.

(1) Une erreur, fort explicable, c'est en 1883.
(2) id. Voir la lettre précédente.

le soleil de la justice venant à resplendir, chacun soit récompensé selon ses œuvres.

« Votre affectueux ami,

« SALVADOR MORENO. »

4° **Deuxième lettre de Salvador Moreno** :

« Estimés compagnons, depuis que vous avez commencé la campagne en notre faveur, je lis avidement les articles que vous publiez dans *Tierra y Libertad*, et le moins que je puis faire est de vous remercier de ce que vous faites pour nous rendre la liberté qui nous fut enlevée en un jour de malheur par les serviles adulateurs du bourreau Oliver et consorts.

« Voilà vingt ans que l'on nous a enfermés après nous avoir outragés, martyrisés, après que nous nous sommes vus calomniés par ceux-là mêmes que nous entretenions par notre travail et par celui de nos enfants. Eux, en retour, ont ourdi l'intrigue qui devait faire se dresser les gibets, qui allait faire ouvrir les portes des bagnes pour que nous y entrions, nous, honnêtes travailleurs; mais toutes leurs injustices inqualifiables ont été impuissantes à diminuer notre amour pour l'idéal anarchiste, et, au contraire, la souffrance nous a rendus plus forts au point qu'il nous semble que nous n'avons pas souffert, car telle est la force de notre conviction que nous nous considérons comme heureux de souffrir pour une cause juste.

« Les inventeurs de « La Mano Negra » ont voulu étouffer l'anarchisme dans le sang; mais ils se sont préparé une déconvenue, ils peuvent voir qu'elle porte fruit de plus en plus à mesure que les gouvernements nous tyrannisent; mais, comme leur conscience est pourrie, et qu'ils ne sentent rien de ce qui est noble, effrayés de leur œuvre, ils jouent le tout pour le tout contre le prolétariat; aussi n'avons-nous confiance que dans la noblesse d'âme de tous les travailleurs et en votre fermeté pour nous faire recouvrer notre liberté et occuper un poste dans les rangs prolétariens le jour de la lutte décisive.

« S'il vous arrivait de concevoir quelque doute sur la cause qui motiva notre procès, n'hésitez pas à questionner, je vous réponds sur ma vie de la véracité des faits que je vous transmets.

« Afin qu'un noble compagnon, un martyr, Juan Ruiz y Ruiz, le maître d'école, ne tombe pas dans l'oubli, lui, un des sept qui allèrent au gibet pour le seul crime d'avoir fait partie de la commission comarcale, je lui consacre aujourd'hui ces lignes.

« Je me trouvais avec lui dans le même cachot pendant le procès qu'instruisirent MM. les administrateurs de ce qu'on appelle la loi. Nous savions bien, à la tournure que prenaient les choses, ce que l'on préparait; alors, environ quinze jours avant l'acte infâme que l'on allait accomplir, ce compagnon, cette victime, se résolut à envoyer une lettre à la presse de Jerez, dans laquelle il faisait connaître la vérité sur la cause de notre procès, comme aussi sur tous les abus et tous les mauvais traitements dont nous étions l'objet. La lettre faite, pour la faire sortir du cachot inquisitorial nous décidâmes de la mettre dans une blague à tabac : sa famille la recueillerait et la ferait connaître, si elle pouvait parvenir jusqu'à elle. La lettre put sortir, en effet, victorieusement. Mais, sans que l'on sût qui ce fut, quelqu'un porta la lettre au président de l'audience de Jerez, qui vint à la prison, fit sortir dans un couloir notre inoubliable compagnon, et, avec le capitaine Oliver et le directeur de la prison, ils commencèrent à le bourrer de coups et d'insultes.

« Noir, couvert de coups, le nez semblant être une double fontaine de sang, il pleurait comme une Madeleine, dans mes bras, et je pleurais aussi, le voyant en cet état, ne pouvant se tenir debout..., et c'est ainsi qu'il alla au gibet.

« Et, par un coup d'ironie sanglante, après que l'on eut pendu mes sept compagnons, la lettre de Juan Ruiz parut dans les journaux de Jerez. Alors, la soif de sang satisfaite, peu leur importait que le peuple pût lire et connaître la vérité. Que celui qui le peut fasse les commentaires. Croyez-moi votre ami et votre compagnon.

« SALVADOR MORENO. »

5° **Témoignage de José Jimenez Doblado**, impliqué dans le troisième procès et qui, en avril 1883, se trouva dans la même prison que les détenus du procès de la Parrilla :

« Mon camarade Antonio Roldan fut envoyé à l'infirmerie : il était mourant des *bons traitements* qu'on lui avait fait subir. L'infirmier, que je connaissais, comme je lui demandais un jour des nouvelles de mon camarade, me dit qu'il allait fort mal et qu'il y en avait un autre, de la Parrilla, José Leon, au cachot, qui se mourait. On lui avait fait deux saignées et on allait tous les jours lui panser des plaies qu'il avait au côté. Alors je lui dis : « Et pourquoi ne le met-on pas à l'infirmerie? » — Et il me répondit : « Cet homme doit avoir un ennemi puissant, étant données les mesures que l'on adopte pour lui. »

« Un jour, j'accompagnai l'infirmier et, effectivement, José Léon était au cachot sur un lit de fer; l'infirmier pansa ses plaies et lui parla; mais il ne pouvait répondre, étant trop enroué. En sortant, mon ami l'infirmier me dit : « Je ne comprends pas où mènent toutes ces inventions. On dit que les travailleurs sont si méchants, mais cela ne peut pas être, car ce Léon allait aux champs avec son maître et sa maîtresse, et, le soir, sa maîtresse allait tirer la perdrix aux places préparées dans les oliviers, et lui l'accompagnait toujours... » Voilà ce que me dit mon ami l'infirmier. »

*
* *

Tels sont les documents et témoignages qui ont été réunis jusqu'ici sur le procès de la Parrilla. Déjà ils éclairent d'une vive lumière cette affaire enveloppée jusqu'ici de tant d'obscurité. D'autres vont suivre.

Dans un prochain numéro nous publierons les pièces du second procès.

MOUVEMENT SOCIAL

On a pu lire, dans les journaux de cette semaine, le récit d'une chose singulière : le baptême d'un juif antisémite. Je fais appel à tous ceux qui l'ont lu : c'était écœurant. Il va de soi que le néophyte (est-ce ainsi qu'il faut dire ?) est un journaliste rédacteur au *Gaulois*, cette étrange feuille monarchiste dirigée par M. Arthur Meyer et où l'antisémitisme a pour tenants des youpins (comme dit M. Drumont), où le catholicisme trouve pour défenseurs des juifs immondes (comme dit le duc d'Orléans). Il paraît que les gens de l'aristocratie, si dégoûtés d'ordinaire, reçoivent chez eux tout ce beau monde et lui font fête. C'est leur affaire et non la nôtre. Ils ne sont pas difficiles, voilà tout.

L'individu dont je parle avait donc pour parrain et marraine, dans sa petite séance d'abjuration, un général et une comtesse, et pour témoins de son renoncement « à Satan, à ses œuvres, à la perfidie judaïque et aux superstitions hébraïques », il avait tous les faussaires et toutes les gloires du parti nationaliste : et Boisdeffre, et Gonse, et Lemaître, et Coppée, sans oublier l'homme du *Petit Journal*, celui — comme a si bien fait remarquer d'Axa — dont le nom commence en Judas et finit en bidet.

Les journalistes, en général, sont gens peu crédules (ils ont tant abusé de la crédulité de leurs lecteurs !), peu susceptibles de se laisser illuminer par une foi nouvelle, et enclins à embrasser toute autre chose qu'une religion. Mais M. Gaston Pollonnais n'est pas dans ce cas. Il est évident que son cœur a été éclairé par la grâce, sa raison pleinement satisfaite par les doctrines de la sainte Église catholique, apostolique et romaine, et que pas une minute il n'a songé que sa conversion lui ouvrirait les portes des salons aristocratiques et serait pour lui fructueuse en belles relations, en honneurs et en argent. Si elle n'eût dû lui rapporter que bûcher, exil, prison ou misère, il se fût converti de même.

*
* *

On annonce l'arrestation, pour attentat à la pudeur, viol et tentative de viol commis sur cinq petites filles d'environ dix ans, d'un secrétaire du Comité de la Patrie française. Encore une gloire du parti nationaliste. A bel idéal, beaux adhérents.

*
* *

A la tribune du Sénat, dans un discours sur les congrégations et la liberté de l'enseignement, Clemenceau s'est prononcé contre celles-là, mais pour celle-ci, et, en homme qui médite, dégagé de l'esprit de secte, il a exprimé des paroles étranges dans un semblable milieu :

« Laissons donc chacun libre ! La République doit être inséparable de la liberté et, s'il y avait un jour, ce que je ne crois pas, conflit entre elles, je serais pour la liberté. »

*
* *

Du journal *Femina*, sur les dentellières de Bruges :

« Quand on parcourt les quartiers pauvres qui avoisinent les anciens remparts, convertis en promenades publiques, on ne voit qu'ateliers en plein vent où femmes, filles et fillettes, penchées sur le coussin ou *carreau* hérissé d'épingles, manient fiévreusement les petits fuseaux de bois. On n'y entend ni chants, ni bavardages. Aucune assemblée de femmes n'est aussi silencieuse.

C'est que le travail est minutieux et réclame toute l'attention. Une erreur de fil suffit à gâter l'ouvrage d'une journée. De plus, ce travail est si peu rétribué qu'on se garde bien de s'exposer à le défaire.

Il est à peine croyable que les femmes qui accomplissent des merveilles, qui seront payées à prix d'or par les élégantes de Paris ou de New-York, touchent un salaire d'un franc cinquante par jour. Deux francs est un grand maximum auquel fort peu peuvent prétendre. Des milliers d'ouvrières flamandes ne touchent que cinquante ou soixante-quinze centimes pour dix et onze heures de besogne.

Le bénéfice va au marchand et surtout aux intermédiaires, aux facteurs, et aux *factoresses* dont les dentellières, ignorantes de toute organisation sociale, ne sauraient se passer. »

R. C.

*
* *

SAINT-DENIS. — *La grève des verriers.* — Nous étions en grève pour ne pas accepter une diminution de 15 à 20 0/0 de nos salaires.

Durant trois mois, nous avons réussi à empêcher la Compagnie de faire marcher sa cristallerie d'Ivry, et, comme je vous l'ai déjà dit, aucun renégat n'a eu l'audace de venir à Ivry; à part les deux gardes-chiourmes qui se faisaient escorter par une nuée de flics et cognes.

Or, un jour, nous apprenons que deux renégats devaient venir de Choisy-le-Roi; mal leur en prit, car nous avions des camarades grévistes dans cette localité, qui se sont occupés de ces tristes individus. Vers 3 heures du matin, mes deux oiseaux partaient déjà pour Ivry, leurs paniers à la main. Devant l'insistance de nos camarades qui voulaient leur faire comprendre le tort qu'ils pouvaient faire et surtout qu'ils avaient du travail à Choisy, les engageant à rester chez eux, les deux renégats dirent qu'ils n'iraient pas à Ivry. Mais ils comptaient sans la surveillance des camarades, qui les virent partir à Ivry en passant par le bord de l'eau.

Comme dans ces camarades de Choisy se trouvaient des bicyclistes, ils s'empressèrent de venir nous dire que les deux sarrasins venaient par le bord de l'eau.

Aussitôt une équipe de ceux qui se trouvaient devant la cristallerie d'Ivry part au-devant des deux gaillards qu'ils rencontrent au Port-à-l'Anglais, à Vitry; et il serait peine inutile de vous dire que les marrons leur sont tombés sur la figure. Le copain Rhor administre un coup de matraque sur la gueule de Déciaume dit l'Artilleur, un truqueur et un paresseux. C'est toujours ceux-là qui font du mal dans les grèves, car les patrons n'en veulent jamais en temps ordinaire.

L'autre, un nommé Marlet, reçut quelques marrons en disant aux grévistes : « Je vous demande pardon, je ne recommencerai plus ! » Ils se sont

sauvés à Choisy et ont porté plainte au quart. Comme Rhor n'était connu que de Marlet, ce dernier a conté au quart que c'était Rhor qui avait frappé l'Artilleur.

Ce fameux Artilleur n'a même pas été capable de reconnaître Rhor, lors de la confrontation qui eut lieu à Choisy chez le quart. Rhor avait plusieurs témoins, tous grévistes, tous ceux qui étaient avec lui, du reste. Marlet a retiré sa plainte ; il ne restait plus que Décaume qui n'avait pas reconnu Rhor.

Donc aucune preuve contre Rhor.

Naturellement, il fallait quand même une condamnation désirée par la Compagnie affameuse d'ouvriers, et sûrement le copain n'aurait pas été condamné pour entrave à la liberté du travail avec voies de faits, si ce fameux Coutant, le député d'Ivry, n'avait agi avec emportement, et demandé que le tribunal ait des égards pour ce jeune homme.

Donc, jusque là, aucune preuve de culpabilité; mais Coutant en a fourni une, et le copain récolte comme égards 15 jours de prison et 25 francs d'amende. Mais Marlet a eu 50 francs pour ne pas s'être présenté.

Nous avons réussi à empêcher la Compagnie de faire marcher la cristallerie d'Ivry. Au bout de trois mois, voyant qu'ils ne pouvaient rien faire à Ivry, nos patrons ont décidé de rallumer un four à l'ancienne cristallerie de Combs-la-Ville (Seine-et-Marne).

Ils ont écrit partout, disant que la cristallerie de Combs allait remarcher, mais ils se gardaient bien de dire que c'était la même compagnie qu'à Ivry, si bien que des verriers se sont laissé prendre au piège.

Une fois que ces malheureux étaient à l'usine, ils n'en sortaient plus. Ils prenaient leurs repas et couchaient dans l'usine. Nous avons bien essayé de faire à Combs-la-Ville comme à Ivry, mais c'était dur; ils nous fallait coucher dehors et nous cacher dans les bois, car les gendarmes nous faisaient la chasse.

Ce qui a sauvé la Compagnie, c'est cette ancienne cristallerie, car le grand directeur a avoué que s'il ne réussissait pas mieux qu'à Ivry, il se verrait obligé de céder.

Nous sommes poursuivis, moi et un autre copain, pour la même rengaine : atteinte à la liberté du travail suivie de voies de faits, — parce que nous avons demandé à ce fameux Vadé, ex-libertaire (?), pourquoi il ne nous faisait plus de propagande. Son œuvre dans les derniers jours avant la grève, a été de vouloir semer la division parmi nous, mais il n'a pas réussi.

Il a été aussi libertaire que le pape; les convaincus ne sont jamais tombé dans le panneau.

Nous avons fait une belle grève, mais, que voulez-vous ? elle n'était que partielle.

A. C.

*
* *

Mouvement ouvrier. — *Chez les mineurs.* — Comme je le prévoyais la semaine dernière, l'arbitrage marche avec la plus sage lenteur. Les Compagnies se pressent le moins possible, gagnent du temps et espèrent fatiguer les malheureux grévistes qui n'en peuvent mais. Rien d'étonnant au reste, car jusqu'à présent la grève a plutôt été une bonne affaire pour les Compagnies. En effet, dans les contrats de vente qu'elles passent, celles-ci ont soin de prévoir les grèves comme « cas de force majeure » c'est-à-dire que, du jour ou la grève est déclarée, le marché se trouve rompu et les Compagnies ne sont plus obligées de tenir leurs engagements. Comme elles ont soin de posséder des stocks en réserve, elles offrent à leurs clients de continuer les marchés en cours, mais avec augmentation. On cite une Compagnie dans le Nord qui le lendemain de la déclaration de grève prévenait ses clients — obligés pour la plupart d'en passer par là — que le prix de la tonne était augmenté de 10 francs. Tant que les stocks ne sont pas épuisés — et on les dit considérables — les Compagnies ont tout intérêt à ce que la grève dure. Rien d'étonnant donc que quelques Compagnies seulement n'aient bougé qu'après douze jours d'attente.

Ce qui rend la situation encore plus grave, c'est que, grâce aux politiciens qui dirigent la Fédération des mineurs, la grève a pris une allure tout autre que celle qu'elle avait au début. Ce n'est plus et cela n'a plus rien d'une grève générale corporative. Il ne semble plus qu'il y ait et il n'y a plus unité de but, à la grève « générale » a fait places une série de grèves « locales » ayant chacune de revendications propres, si bien que les uns seront avantagés au détriment des autres probablement. Et il ne pouvait en être autrement, l'arbitrage — les politiciens qui l'ont préconisé ne l'ignoraient pas — ne pouvait pas se faire autrement. Quoi qu'il arrive, les mineurs, sauf peut-être quelques petites améliorations superficielles seront donc roulés une fois de plus. Les revendications générales : journée de huit heures, minimum de salaire, retraite de 2 francs par jour après vingt-cinq ans de service, tout cela est abandonné, sinon en principe et l'on sait ce que cela veut dire en l'occurence, du moins en fait, et il n'est plus question aujourd'hui — dans le Nord et le Pas-de-Calais entre autres — que du rétablissement des primes.

Telle est la situation qui, du train où semblent aller les choses peut durer et durera probablement encore longtemps.

En somme tout fait prévoir un bien grand effort pour un piètre résultat. Les mineurs comprendront-ils cette fois qu'ils n'ont rien à attendre de grèves mi-politiques, mi-économiques, où les principaux rôles sont joués par des politiciens de métier poussés par de tout autres soucis que le bien-être de leurs commettants ?

*
* *

Les mineurs étant bien « disciplinés, » à part quelques menus incidents sans grande importance, rien de particulier dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais. Les patrouilles de grévistes continuent à se croiser avec celles de la troupe, mais comme l'on obéit bien de part et d'autre tout se passe pour le mieux.

A signaler dans le Nord, la demande des jaunes — prise en considération par les Compagnies — de participer à la discussion qui doit précéder l'arbitrage. M. Basly a fait mine de crier, mais les « jaunes » ont quand même été admis à présenter leurs observations !? dont ne manqueront pas de faire état les délégués des Compagnies. Il sera curieux de voir comment les politiciens dits « rouges » prendront la chose. En attendant l'arbitrage semble devoir donner une consécration quasi officielle de la part des politiciens socialistes aux syndicats « jaunes ». Peut-être est-ce là un résultat auquel ils ne s'attendaient pas. La politicaillerie a de ces inconvénients.

*
* *

Je me suis arrêté, la semaine dernière, aussi longtemps que les renseignements que je possédais me le permettaient, sur les incidents de Dunkerque. Tout est définitivement rentré dans l'ordre et les malheureux qui n'avaient pas soupçonné la lâcheté de ceux qui avaient engagé le mouvement paient cher leur action énergique.

On parle de 37 mandats d'amener qui auraient été lancés, déjà 14 arrestations ont été opérées, et il faut croire que les « gens sans aveu » n'étaient qu'un mythe car toutes ces arrestations ont lieu parmi les déchargeurs de navires.

Déjà des condamnations ont eu lieu et il est question de déférer en cour d'assises quelques-uns des grévistes arrêtés sans qu'aucune protestation ne s'élève de la part de ceux qui les avaient engagés au mouvement. L'action révolutionnaire est définitivement bannie de la propagande socialiste, ces Messieurs du quatrième Etat laissent faire un exemple, probablement.

La participation au pouvoir a de ces exigences.

*
* *

Quoiqu'aujourd'hui à peu près terminée, peut-être n'est-il pas inutile de dire quelques mots de la grève des musiciens d'orchestre de Paris.

Cette grève est surtout intéressante par ce fait qu'elle a jeté dans l'armée prolétarienne des éléments qui jusqu'à ce jour semblaient n'en pas faire partie. Les « artistes musiciens » ne se considéraient pas comme des prolétaires, mais la réalité capitaliste s'est vite chargée de leur démontrer le contraire ; salariés comme les travailleurs manuels, ils subissent les lois de fer de l'offre et de la demande, et, de ce fait, leurs salaires abaissés chaque jour se trouvaient réduits au strict minimum, d'où la nécessité pour eux de refuser leurs services.

La grève, rondement menée, a été un succès, la plupart des employeurs ont adhéré aux conditions du syndicat, et des salaires de 75 fr. par mois se sont vu élever du jour au lendemain à 120 fr. C'est là un beau succès.

Combien de corporations similaires qui végètent misérablement pourraient, s'il se trouvait parmi leurs membres quelques énergies, voir un peu relever ainsi leurs dures conditions.

L'exemple des musiciens d'orchestre pourrait leur être un enseignement.

P. Delesalle.

Firminy. — *Chez les mineurs.* — La situation est toujours la même, c'est l'attente. On espère que les Compagnies, sous la pression du gouvernement, consentiront à certaines concessions qui permettront aux ouvriers de reprendre le travail dans de meilleures conditions qu'avant la grève.

Il va de soi qu'elles accorderont le moins possible et il est probable que le résultat obtenu sera mince par rapport à l'étendue et à l'importance qu'a eu et qu'aurait pu avoir le mouvement. Cependant, dans les réunions, à côté de beaucoup de mauvaises, il s'est aussi dit quelques bonnes choses dont quelques cervaux auront pu profiter.

Les souscriptions ne rapportent guère, et puis, pour un pareil nombre de grévistes, il en faudrait réellement trop. Mais dans le cas où les mineurs se verraient réduits à bout par la mauvaise foi des gouvernants-exploitants, il pourrait se faire que d'autres corporations, les métallurgistes par exemple, fissent grève par solidarité. Ils la font bien déjà un un peu avec leurs quatre journées par semaine, ils ne perdraient guère à la faire sérieusement.

Le calme règne toujours. Il n'y a pas eu de défections parmi les grévistes, dans tout le bassin de la Loire. De nombreuses condamnations pour atteinte à la liberté du travail et pour la bagarre de la rue Gérentet ont été prononcés par les chats-fourrés. Elles varient entre six et quinze jours de prison, sans sursis bien entendu, Saint-Etienne étant dans le Lyonnais et non en Bretagne. Dans la nuit du samedi au dimanche, une cartouche de dynamite a fait explosion et a occasionné des dégâts à l'habitation d'un renégat. Les journaux disent que la Chambre syndicale de la Ricamarie répudie cet attentat. C'est possible.

*
* *

La grève des tisseurs à Roanne s'est, paraît-il, terminé par une transaction. Les grévistes demandaient de chômer l'après-midi de chaque samedi, comme cela se fait depuis plus de vingt ans ; les patrons voulaient qu'on travaille. On a décidé de travailler douze samedis sur cinquante-deux et de disposer librement des quarante autres.

*
* *

Les plombiers-zingueurs [de Saint-Etienne ont cessé le travail. Ils réclament l'augmentation de l'indemnité de déplacement et des heures du travail de nuit. Il y en a environ cent sur cent quarante. Ceux qui travaillent encore appartiennent presque tous à la Compagnie du gaz.

*
* *

Bouveri — Jean pour les Montcelliens — est venu faire un petit tour dans notre patelin. Il a pris la parole à Saint-Etienne, Firminy, le Chambon.

Les *Temps Nouveaux* n'insérant pas le compte rendu des réunions, je n'en parlerai pas, si ce n'est pour signaler un incident qui s'est produit au Chambon.

Un libertaire lui ayant demandé s'il était patriote ou internationaliste, et lui ayant donné lecture d'une citation des *Temps Nouveaux*, où dans une réunion il se serait proclamé patriote, Bouveri n'a pas trouvé meilleur, pour se disculper, que de dire bien haut qu'il n'était pas anarchiste, — *tu ne serais pas député* — et que ceux-ci étaient des stipendiés du gouvernement ! Pourquoi pas de la calotte ? Un compagnon, Craponne jeune, lui a vivement répliqué et demandé d'où et de qui il tenait la chose ; à quoi notre député a répondu que c'était dans les *mémoires* de Goron, le policier, qu'il l'avait puisée. Serré de près par les compagnons Craponne, et Petit, Bouveri s'est rétracté. Bery-Ledin a ensuite traité d'une façon superbe la philosophie anarchiste et la réunion s'est terminée sans autre incident.

Suisse.

Genève. — *Grève des trains et grève générale.* — La crise est virtuellement terminée. En examinar la dominante s'impose. Or, un fait précis s'en dégage, dont il était nécessaire de faire, une fois de plus, le constat.

Un *pouvoir*, quelle que soit sa nuance politique, agit toujours de *même* vis-à-vis d'une *revendication* économique ou *sociale* et a toujours immédiatement

recours à l'*ultima ratio* — la force — mise, cela va sans dire, au service du capital.

Les derniers événements, à Genève, l'ont plus que surabondamment prouvé et le gouvernement actuel *radical-socialiste*, affolé par la grandeur du mouvement de solidarité qui faisait déclarer la « grève générale » par les syndicats, a foulé aux pieds, sans la moindre hésitation, ce qu'on appelle pompeusement les « libertés helvétiques ».

Il en a été ici, en petit, comme à Paris en 71. Radicaux..... quelques socialistes légalitaires, démocrates ou conservateurs, protestants ou ultramontains, tous la main dans la main, se sont coalisés contre le prolétariat, et Henri Fazy, président du Conseil d'Etat (pouvoir exécutif), a pu faire son petit Thiers et dire : « L'ordre règne..... »

Enfin, droit de réunion, droit d'association, liberté de cortège, tout a été interdit. L'état de siège, avec l'hypocrisie calviniste en plus, régnait.

Sans qu'il y ait eu un seul appel à la révolution... malgré le calme recommandé par les intelligents des syndicats et des groupes libertaires... dès la grève générale déclarée, le gouvernement a arrêté et mis au secret ceux qu'il appelle encore aujourd'hui les MENEURS.

Il a sabré le cortège organisé par les grévistes, cortège pacifique proclamant simplement l'union des travailleurs et leur sympathie pour les grévistes des Francs.

Il a chargé la foule inoffensive, mais gouailleuse.

Sans aucuns motifs à l'appui, il a expulsé tout étranger dont l'opinion seule était crime. « Il nous gêne », a répondu le commissaire de police Aubert à la mère d'un jeune étudiant italien expulsé sans autre forme et qui venait demander le pourquoi de cette mesure.

Il est nécessaire d'insister sur ces faits, étant donné surtout le milieu qui les a vus se produire.

A quelques années de distance, c'est-à-dire après la grève des therminaux du Nord-Est en 97, il est utile de constater justement, parce qu'au point de vue *politique*, la Suisse jouit — sur le papier surtout — de plus de libertés que d'autres pays, que... si la question économique se pose... la situation devient immédiatement semblable à celle des nations à pouvoir monarchique — absolu ou libéral — c'est-à-dire que la réalité brutale de l'emploi de la force s'impose et qu'il ne reste plus en présence que l'Etat-Capital et le Prolétariat.

X.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Idée libre du XXe. — Réunion samedi 8 novembre, à 8 h. 1/2, salle Boucher, 14, rue Rébeval.

Causerie par le camarade Lucien Mignole. Sujet : La fondation de l'âme sur les corps organiques.

L'Idée libre du XXe. — Grand meeting antimilitariste, le mardi 11 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle du Commerce, 94, faubourg du Temple.

L'affaire des disciplinaires d'Ouaham sera traitée par Dubois-Desaulle.

Entrée : 0 fr. 30.

Causeries populaires du XIe. — Ce groupe ne sera pas un groupe anarchiste, mais un groupe à base anarchiste, c'est-à-dire de libre discussion. Il y sera fait une lecture ou une conférence par les plus diverses individualités possibles. Elle durera une demi-heure ou trois quarts d'heure. On discutera ensuite le problème soulevé.

La première réunion aura lieu ce soir vendredi 7 novembre, à 9 heures, au Concert des Familles, 103, rue Saint-Maur.

Commentaires sur les *Mauvais Bergers*, de Mirbeau.

Aucun frais n'étant demandé pour la salle, la consommation est de rigueur.

Société instituée pour la création d'une colonie libertaire en France. — Dimanche 9 courant, à 2 h. 1/2, salle Lexcellent, 28, boulevard de Ménilmontant, grande réunion publique et contradictoire :

La femme dans la société future, par Marie Kugel.

Des rapports entre les colons, par G. Butaud.

L'argent et la société future, par Gustave Arrym.

Réponse à des contradicteurs et exposé d'ensemble, par Francis Prost.

Mardi, 11 courant, à 8 h. 1/2, café, 15, rue Durantin (18e), causerie sur les différentes colonies qui ont existé, par le camarade Emile M...

Distribution à tous les adhérents du *Bulletin* du mois d'octobre. Adhésions et souscriptions.

Entrée gratuite.

Fêtes de propagande organisées par le groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires, salle Morenne, 169, rue Saint-Charles.

Groupe d'initiative du Théâtre Libertaire. — Réunion du groupe le mercredi 12 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette.

Ordre du jour : Propositions diverses et répétitions.

Prière à tous ceux qui ont des aptitudes théâtrales et qui veulent nous apporter leur concours, d'y assister.

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures ; le dimanche, de 9 heures à midi.

Dimanche, 9 novembre, à 8 h. 1/2, soirée familiale, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par le camarade Liard-Courtois. Sujet traité : Souvenirs du bagne.

Partie de concert avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires ; tombola gratuite, nombreux lots. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 30.

Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral socialiste). — Réunion vendredi et lundi, à 8 h. 1/2, rue Mouffetard, 76. Urgence.

Ordre du jour : Répétitions.

Pour les communications, écrire au camarade Emile Fritz, secrétaire, 5, rue de Chevreuse.

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers (cousu-main) de Paris. — Réunion mensuelle le 8 novembre, à 9 heures du soir, rue Caulaincourt, 11.

Ordre du jour :

1° Cotisations et adhésions ;

2° Conférence par un camarade sur la coopération ;

3° Demande d'explications aux camarades de la cordonnerie communiste, *Aux Semeurs*, sur leur organisation.

Union populaire du XIVe, 5, rue du Texel :

Lundi 10. — M. Dalmeyda : Le théâtre de Paul Hervieu.

Mercredi 12. — M. Salomon, professeur : La Révolution française : II. Mirabeau.

Vendredi 14. — M. A. Marie : Les Coopératives de consommation : leur nécessité et ce qu'elles doivent être.

U. P. du XVIIIe, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 8. — Aymé Guy : I. La Patrie et ses conséquences sociales.

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Mercredi 12. — L'éducation chez les Grecs, par L.-B. Lichy.

Vendredi 14. — L'évolution dans ses rapports avec la physique, par G. Courty.

MONTCEAU-LES-MINES. — Les camarades libertaires qui désirent se connaître et qui pensent que des réunions amicales seraient utiles, sont invités à se réunir provisoirement le dimanche 9 novembre 1902, à 2 heures du soir, chez le camarade Monnet, rue du Bois.

MARSEILLE. — Dimanche 10, meeting antimilitariste, à la Bourse du travail, à 9 heures du matin. Le soir, concert suivi de bal.

ALAIS. — Les camarades qui auraient des journaux, revues, brochures, etc., disponibles pour la propagande, sont priés de les envoyer à Léopold Bernard, 30, rue Florian, Alais.

LYON. — Groupe *Germinal* :

Dimanche 9 novembre, à 8 heures, salle Berger, 236, rue de Créqui, angle de la place Voltaire, soirée familiale privée. Causerie par Blonde sur le Communisme.

TOURCOING. — Les camarades se réuniront le mardi 11 novembre, à 7 h. 1/2 du soir, rue de la Cloche, 54. Causerie par Charles Dhooghe.

ROUBAIX. — Les camarades de la Ligue antireligieuse sont invités à assister à la causerie sur « les Religions à travers les âges », par Henri Desmettre, le samedi 15 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, Palais du Travail, 8, rue du Pile.

Samedi, 8 novembre, à 8 heures du soir, conférence publique et contradictoire. Sujet traité : L'armée dans les grèves. Orateurs : Liénard, Dooghe et Degreef.

Les camarades désirant le manifeste « Aux Soldats » paru dans le *Libertaire*, peuvent s'adresser à Béranger, rue du Pile, 8, à Roubaix. Le mille, port compris : 5 fr. 50. Se presser, car nous allons distribuer le cliché.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Garches. — Reçu timbres. Non, les bouquins n'avaient pas été payés.

S. L., à Burnbank. — Oui, envoyez des timbres.

O., à Vescovato. — Très bien les vers de V. Hugo. De quel volume sont-ils ?

B., à Roubaix. — *Revista Blanca*, Cristobal Bordiu, 1, Madrid. J'envoie les brochures. Envoyez une centaine de manifestes.

P. P., à Montreuil. — Le bureau n'est ouvert que jusqu'à midi le dimanche.

H., à Vieux-Condé. — La plupart des brochures demandées sont épuisées.

Une lectrice assidue. — Nous regrettons, mais c'est une règle de n'insérer aucune petite correspondance étrangère au journal.

D., à Bourg-la-Reine. — Merci du renseignement.

C. P., à Somain. — Oui, le Congrès de Montpellier paraîtra en compte rendu.

S., à Bonn. — Les timbres usés actuels ne se vendent qu'au kilo ; mais ça fait poids ; envoyer comme échantillon sans valeur pour que les frais d'envoi n'absorbent pas le prix de vente. Brochures expédiées : 0 fr. 60 d'une part, 0 fr. 75 de l'autre.

Prière à un camarade de Bulgarie de nous envoyer les timbres commémoratifs de l'indépendance ?

Morisky, à Paris. — Oui, adressez-vous à Laporte, inspecteur du travail, 14, rue de Tournon. Si vous voulez passer au bureau, on vous donnera des détails.

A. M., à Anais. — Je ne connais pas, mais adressez-vous à la librairie Goin, 62, rue des Ecoles. Pour l'abonnement, cela m'étonne, votre fiche porte bien fin octobre. Je rectifie.

J. F., à Sainte-Tulle. — *Grido della folla*, casella postale, Milan.

G., à Paris. — Vous aviez donné une adresse incomplète.

Reçu pour la famille Liebenguth : Un voyageur de commerce, 8 fr.

Reçu pour le journal : L. M., New-York, 10 fr. — F., 4 fr. 75. — L. B., Genève, 13 fr. — C., à Lyon, 2 fr. 35. — Un voyageur de commerce, 2 fr. — G. L., à Arcachon, 0 fr. 60. — Le Puy, 2 fr. — Marseille, collecte faite à la promenade du 1er novembre par P., 1 fr. 65. — O. C., à Saint-Quentin, 1 fr. — B., à Alais, 0 fr. 40. — Latapie, 2 fr. — Fr., 10 fr. — Merci à tous.

C., à Lyon. — P., à Peyrins. — V., à Dijon. — M. B., à Saint-Amand. — P. E., à Halle. — R., à Chaux-de-Fonds. — E. M., à Turin. — O. K., à Genève. — B., à Jemeppes. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AU JOURNAL

(Livres d'occasion)

Voyage en Icarie, de Cabet. . .	3 75	franco	4 25
L'Italie telle qu'elle est, de Merlino	2 00	—	2 50
La Russie politique et sociale, Tikhomirov.	1 25	—	1 75
Fabrique de pions, Ragagnasse.	1 50	—	1 85
Le Grand Pan, Clemenceau. .	2 00	—	2 50
Vers la justice par la vérité, Reinach	1 25	—	1 75
L'Année politique (1899), A. Daniel	1 50	—	1 80
La Fin d'un monde, Drumont.	1 25	—	1 75
Secret de Fourmies, Drumont.	1 25	—	1 50
Luttes stériles, G. La Salle. . .	1 50	—	1 80
Escarmouches, Rainaldy . . .	1 50	—	1 85
De Mazas à Jérusalem, Zo d'Axa	1 00	—	1 40
Idée générale de la Révolution, Proud'hon	1 50	—	1 85
Un gant, — *Au delà des forces* (1re partie), B. Bjœrnson. . .	1 50	—	1 85
Le Bagne, de Graeve.	1 25	—	1 60
Anarchistes, Mackay (ex. hollande)	6 00	—	6 80

Comme nous n'avons qu'un exemplaire de chaque, nous ne nous engageons qu'à satisfaire à la première demande qui nous arrivera.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 29 — DIX CENTIMES — DU 15 AU 21 NOVEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

Pour les Victimes de l'Inquisition espagnole

Lorsque dans les derniers mois de l'année 1897, Scheurer Kestner eut acquis la conviction que le capitaine Alfred Dreyfus avait été injustement et illégalement condamné, parmi ceux qui s'associèrent aussitôt à la campagne entreprise par lui pour la réparation de l'iniquité, un bon nombre furent émus d'abord par des scrupules juridiques. Avant même de se demander si le capitaine Dreyfus était ou non, en fait, l'auteur de l'acte qui lui avait été reproché, ils considérèrent qu'à son égard les formes de la justice avaient été violées et que la communication d'une pièce secrète, inconnue de l'accusé et de son défenseur, non discutée par eux contradictoirement devant le tribunal, suffisait à vicier une condamnation même juste et par une conception purement abstraite du droit, ils s'engagèrent dans la formidable mêlée. Plus tard seulement, quand la vérité se releva, au prix de quelles lettres et contre quelles forces! ils comprirent que le débat était plus haut et plus grave, qu'il dépassait les individus et les intérêts particuliers et que le crime n'avait été rendu possible et presque nécesaire que par l'organisation mauvaise de la société. Tous leurs préjugés antérieurs ne disparurent pas cependant d'un seul coup : mais cet exemple privilégié du mal social leur avait ouvert les yeux ; ils étaient désormais capables de voir ce qui se passait autour d'eux et décidés, affirmaient-ils en toute loyauté, à ne pas limiter leur effort à une seule œuvre de justice, mais de l'étendre à toutes les causes semblables.

Aucun d'eux ne pourrait aujourd'hui, sans renier la conduite toute récente, se désintéresser de sept forçats espagnols, victimes d'une procédure monstrueuse, enfermés et torturés depuis bientôt vingt ans dans les pénitenciers d'Europe et d'Afrique. S'ils prennent seulement la peine de lire le dossier publié ici, il est *impossible* qu'ils ne soient pas frappés d'horreur et qu'ils ne joignent pas leurs voix à la nôtre : le procès de la *Parrilla* et les actes de police qui les précédèrent rappellent *fort exactement* la manière de la Très Sainte Inquisition dans les affaires d'hérésie et de sorcellerie et les mêmes moyens y furent employés pour obtenir la condamnation et pour attirer sur *les victimes* l'exécration publique.

Faire croire à l'existence d'une puissante et mystérieuse association de malfaiteurs; en dénoncer à la foule empoisonnée de mensonges les exploits imaginaires ; inventer de toutes pièces ou provoquer les crimes et délits reprochés à l'association ; arracher par la torture des aveux de prétendus affiliés ; confondre avec l'inexistante « Mano Negra » la Fédération des Travailleurs qui semblait redoutable à la classe bourgeoise, telle fut de 1879 à 1883 l'œuvre patiente de la police et de la magistrature espagnoles.

Une hérésie sociale, une opinion dangereuse pour l'orthodoxie capitaliste et gouvermentale fut poursuivie avec la même férocité, savante et imbécile à la fois, qui avait animé jadis les plus implacables persécuteurs catholiques.

A travers les siècles, le vocabulaire même a peu changé. Quand Thomas Monforte essaie de transformer en agent provocateur Manuel Sanchez Alvarez, il emploie avec lui une phraséologie bienveillante, fort semblable à celle dont usaient les interrogateurs expérimentés, du treizième au seizième siècle : c'est un père qui parle à son fils, dont il veut le bien et le salut: mais si le fils n'est pas docile, s'il ne consent pas à organiser l'incendie des blés et l'arrachage des vignes, il sera arrêté, jugé et condamné, comme coupable des actes mêmes qu'il a refusé d'accomplir. Si au contraire il obéit, ainsi que d'autres malheureux, dont l'exemple est cité par M. Riguera, il trouvera au lieu dit, des gendarmes qui lui mettront la main au collet; prisonnier, il sera conduit de nuit dans les champs d'oliviers et ramené ensuite à la prison où on lui fera dire à coups de bâton qu'il appartient à la « Mano Negra » ; et de toute manière, la légende de l'association de *malfaiteurs* sera enrichie, confirmée, habilement répandue en Espagne et en Europe.

Une fois la légende installée de la sorte, on saura en tirer parti en toute occasion : quand une première fois un juge malfaisant ou halluciné eut dicté des aveux extravagants aux sorciers et sorcières (assistance au sabbat, cannibalisme, envoûtements), ces aveux servirent ensuite à impliquer d'autres victimes dans des affaires analogues, et les jugements passés firent autorité pour établir la réalité de pratiques imaginaires. De même que tous les habitants d'un village avaient été autrefois englobés dans une accusation collective d'hérésie, le gouverneur de Cadix peut prendre l'arrêté qui, dans tous les cas où il y aura suspicion d'incendie ou de déprédations volontaires, rendra responsables tous les habitants du lieu ou à leur défaut tous les membres du comité local de l'association des travailleurs. Au besoin, on découvrira providentiellement, dans la campagne, des papiers compromettants, un règlement terrifiant de la prétendue association de malfaiteurs. C'est là une pratique qui n'est pas nouvelle ni purement espagnole : en ce moment, elle est employée de façon courante par les autorités turques en Arménie et en Macédoine; c'est une méthode fréquemment usitée de déclarer que tel ou tel village renferme des « révolutionnaires »; puis, sous prétexte de rechercher ceux-ci, on brûle le village ou on conduit à la prison la plus voisine tous les habitants; ou bien, ainsi que le racontait dans le numéro du 1er novembre de la *Revue de Paris*, M. Georges Gaulès, on fabrique le sceau, le chiffre, tout l'attirail d'une chancellerie révolutionnaire, et avec l'aide d'un inculpé ou d'un condamné, il est facile de prouver coupables d'une correspondance subversive et de menées dangereuses les gens les plus étrangers à l'action révolutionnaire.

Vienne un meurtre banal dont les causes sont parfaitement connues et point mystérieuses, du moment que l'homme tué et son assassin ou ses assassins appartiennent au groupement ouvrier, l'occasion semblera excellente pour transformer un simple procès criminel en grande tragédie politique : ce fut le cas du procès de la Parrilla. Ceux qui n'ont pris aucune part à l'événement, comme le maître d'école Juan Ruiz et Francisco Corbacho, seront impliqués dans l'affaire, uniquement parce qu'ils sont président et secrétaire du groupe, et l'avocat général parlera d'eux comme de monstres à face humaine, habitant non plus des huttes ou des cabanes, mais des « cavernes » ainsi que les bêtes effroyables de la peste antique.

Quant aux procédés d'instruction, ils se réduisent à la torture physique et morale : bastonnade appliquée à Salvador Moreno et Manuel Gajo; exécutions simulées en tirant des coups de fusil et en menaçant les prisonniers d'être traités comme leurs camarades, *s'ils ne* se décident pas à parler (on sait qu'un lieutenant français employa un procédé de ce genre et fit tirer à blanc sur un de ses soldats pour le punir); aveux dictés à José-Léon Ortega, sous la promesse que « sa déclaration n'a pas d'importance » au moment où *il la fait*; c'est par l'invention d'une société de malfaiteurs, non existante, puis par l'emploi de la torture que la police et les magistrats espagnols purent faire condamner sept hommes à mort et en envoyer sept autres au bagne.

D'ailleurs, police et magistrature commettaient leur crime volontairement et non par ignorance : quand l'un des accusés essaya de faire parvenir une lettre à la presse de Jerez pour révéler les véritables causes du procès et faire connaître comment l'instruction était menée, il fut roué de coups par le président de l'audience de Jerez, le directeur de la prison et le capitaine Oliver et seulement après l'exécution, la lettre fut publiée, alors qu'elle ne pouvait plus sauver personne.

Au procès de la Parrilla et aux deux autres qui suivirent, sept forçats innocents ont survécu au régime des pénitenciers, à la chaîne perpétuelle, aux tortures nouvelles auxquelles ils ont été soumis. Ils n'ont à leur charge d'autres crimes que de mal penser et ils ont, eux aussi, été mal jugés, c'est-à-dire que la société a tri-

ché au jeu de la loi et a violé les règles instituées cependant par elle à l'avantage des plus forts.

Ceux qui admettent et acceptent comme nécessaires, bienfaisantes, les formes juridiques et qui ont protesté et lutté pendant quatre ans pour obtenir la réparation de l'iniquité commise à l'égard du capitaine Dreyfus, ne peuvent se réfugier dans le silence, quand il s'agit de sept ouvriers condamnés sans preuves, sur des dépositions et des aveux arrachés par la torture pour un crime imaginaire. Ils ne se feront pas complices des juges infâmes de Jerez et s'il n'est point possible de ressusciter les morts, ils nous aideront, par la parole et par la plume, à tirer du bagne les sept survivants.

PIERRE QUILLARD.

LA "MANO NEGRA" (1)

III

Le procès d'Arcos.

Le mensonge forgé par le commandant Tomas Monforte et le capitaine Oliver était précieux en ce qu'il comportait des applications indéfinies. Habilement manié, il devenait inépuisable. Autant la doctrine de l'Internationale susciterait d'apôtres résolus, autant la légende fournirait de prétextes pour les supprimer. Dans le procès de la Parrilla, elle avait permis de transformer un simple meurtre commis au cours d'une querelle en un drame qui ne comptait pas moins de trois actes et quinze acteurs principaux. Dans le procès d'Arcos, grâce aux deux mots magiques, une mort accidentelle survenue depuis six mois allait tout à coup devenir un assassinat prémédité, un mélodrame dont l'horreur imaginaire pouvait faire envie à D. Manuel Azcutia.

Cristobal Duran Gil, la victime de ce deuxième procès, n'était pas, comme Juan Ruiz, de ceux que les marchands professionnels ou amateurs appellent des « chefs » et désignent comme tels à la vindicte judiciaire. Il était membre de l'Association internationale des Travailleurs, mais ne faisait partie d'aucun comité, n'avait été délégué nulle part; toutefois, il en avait fait assez pour mériter une rancune implacable : aux élections de mars 1883, il avait refusé de voter ; il avait déclaré hautement à un parent du candidat républicain D. Pedro Sanchez que les illusions électorales étaient perdues pour lui. Voici comment il explique lui-même son évolution sur ce point :

« Compagnons de *Tierra y Libertad*, je vous envoie ceci pour si vous le croyez utile en quelque chose à l'éclaircissement des faits dont je m'occupe.

« Nous étions en 70-73, et tout d'abord, au début de la révolution qui se produisit alors, le paysan de Jerez comme celui de beaucoup d'autres régions, croyions voir réalisé notre bel idéal avec l'établissement de la République, but des aspirations et objet de la confiance des ouvriers...

« Nous croyions, nous autres, que la République améliorerait notre condition d'esclaves ; aussi nous nous dépensions sans trêve ni repos en manifestations, en élections, y consacrant notre chétif pécule ; ce n'était que temps et argent perdus. Vinrent les événements que vous savez et avec eux, le désenchantement. Nous autres, les travailleurs d'Arcos, nous avions créé une coopérative d'alimentation, pris une vigne à bail, et, à la tête de tout nous avions mis ceux d'entre les travailleurs qui étaient les plus intelligents et avaient la meilleure réputation d'honorabilité, mais il n'y a pas de cause sans effet et nous le vîmes bientôt, car ceux que leur honorabilité et leur intelligence avaient désignés au choix des ouvriers, une fois élevés au rang d'administrateurs et de directeurs, se changèrent en escrocs et en coquins, ce qui démontre que l'effet réside en la cause et n'existe pas sans elle. Quand on voulut voir l'état des comptes pour savoir comment les choses marchaient, malgré les demandes réitérées on ne put jamais l'obtenir ; toujours on opposait à nos légitimes exigences des prétextes futiles et des réponses évasives. La méfiance se répandit, et, à quelques-uns, comprenant que les choses ne marchaient pas

(1) Voir le numéro précédent.

avec toute la régularité désirable, nous primes la part de marchandises qui nous sembla nous revenir, et ce fut la dissolution complète ; les administrateurs emportaient d'ailleurs entre leurs griffes la meilleure part, ce qui leur permit, à l'un, d'acheter une vigne, à l'autre d'établir une boutique, eux qui auparavant étaient des journaliers comme les autres.

« La coopérative une fois dissoute, les ouvriers restaient unis pour les élections. Mais alors commencèrent à se propager les idées de l'Internationale; quoique faisant lentement leur chemin, elles trouvèrent bon accueil et se répandirent dans toute la campagne de Jerez et dans les communes voisines : le résultat fut que Jerez et les environs s'étant mis d'accord, une assemblée d'ouvriers se réunit, sans distinction de nuances, où l'on décida à l'unanimité la nomination d'une commission de douze membres chargés de présenter aux patrons les conditions d'une entente; ce qui fut fait, après quoi les patrons nommèrent à leur tour une commission qui prit connaissance des conditions offertes ; l'accord fut signé par les deux parties : celui qui consentirait au travail à forfait paierait une amende (1).

« Le premier à rompre ce pacte conclu entre patrons et ouvriers fut le député républicain don Pedro Moreno : il déclara qu'il ferait ce qui lui semblerait bon. Cette attitude provoqua beaucoup de mécontentements et fit des adeptes à la doctrine nouvelle ; en effet, si ceux qui s'intitulaient républicains et représentants du peuple, agissaient de la sorte, qu'est-ce que le prolétariat pouvait bien espérer des doctrines républicaines et de ses éminents représentants ? Malgré ces désillusions, toutefois, la majorité restait fidèle à la République, quand de nouveaux incidents vinrent démontrer que des éminents représentants étaient bien plutôt poussés par l'ambition personnelle que par une idée et par le souci du bien de tous. Les masses s'étant soulevées et lancées de bonne foi dans la lutte pour défendre la République, ayant rassemblé des armes et des fonds pour une levée en masse, les hommes de bonne foi se virent joués ; je fus moi-même témoin d'un événement qui fit bien voir une fois de plus ce que l'ouvrier pouvait attendre de ces hommes.

« Je travaillais dans la propriété du député provincial républicain, De Juan Zapata, et comme je sortais un matin pour le travail accoutumé, un parti se présenta sous la conduite d'un commandant de l'armée (à ce qu'on disait) : ils disent qu'ils étaient fédéralistes, à quoi nous répondîmes que nous étions avec eux en conformité d'opinions et disposés, par conséquent, à prendre part au mouvement. Mais, voyant l'attitude des travailleurs occupés par lui, le Zapata, plus fidèle à ses intérêts qu'à aucune idée, craignant sans doute que si nous secondions le mouvement comme nous l'avions dit, nous ne nous emparions de chevaux, d'armes, etc., appela le chef de la troupe pour le dissuader d'agir, ce à quoi il réussit, et tout fut fini. Devant une telle conduite, les ouvriers commencèrent à détester la politique et s'engagèrent dans des voies nouvelles, ce qui ne plaisait pas aux leaders du républicanisme : ils voyaient leur prestige aux yeux des masses s'évanouir.

« Il arriva alors que D. Manuel Muniz y Vasquez, sur l'ordre exprès du gouvernement, organisa une police secrète, ce dont nous fûmes informés par une confidence même de l'un de ceux qui en faisaient partie : elle commença par arrêter un certain nombre de travailleurs accusés, les uns de prendre part au mouvement révolutionnaire, les autres d'être internationalistes ; près d'une soixantaine furent déportés aux Mariannes; il en fut ainsi jusqu'au jour où le député républicain de la province, D. Tomás Benitez, fut arrêté. Selon ce qui se dit alors, le ministre de la Justice envoya un télégramme ordonnant de mettre le prisonnier à la disposition du gouverneur de la province, et il fut en effet conduit, accompagné de son frère et de son intendant, au gouvernement civil (Préfecture) et là fut mis en liberté.

« Quant aux ouvriers, ceux qui ne moururent pas pendant leur temps de déportation, ne revinrent qu'après avoir accompli le temps de la peine qu'on leur avait fixé : aucun, absolument aucun de ceux qui s'intitulaient républicains et poussaient les ouvriers à la révolte, dans le seul but de satisfaire leur égoïsme et d'arriver à leurs fins, ne fit rien, absolument rien en faveur de ces malheureux qui subissaient les conséquences de leurs appétits et de leurs ambitions.

(1) L'abolition du travail à forfait, le moins rémunérateur pour les ouvriers, a été un objet constant de revendications dans les régions agricoles. Aujourd'hui encore.

« Les choses en étant là, les centres ouvriers fermés, leurs membres dispersés, on se décida pour la propagande privée : nous ne pouvions rien faire pour nos compagnons, à cause du manque de moyens, et les adeptes de l'idée nouvelle de l'Internationale des travailleurs étaient encore peu nombreux.

« La propagande continua de cette façon jusqu'à la dénonciation de plusieurs compagnons, dans un journal, les uns étant ainsi victimes d'une vengeance personnelle, les autres des machinations machiavéliques de la bourgeoisie, irritée de la conduite adoptée par la classe ouvrière : voilà, selon moi, ce qui motiva les persécutions, les créations de complots et l'invention de la *Mano Negra*.

« Votre ami très affectueux,

« CRISTOBAL DURAN GIL.

« Ceuta, procos d'Arcos.

Ainsi, Duran Gil en était venu à penser, avec beaucoup d'autres, que le bulletin de vote était une duperie, et, logique avec lui-même, il exposait à ses camarades quelles raisons il avait eues d'adopter cette opinion, leur démontrait comment un « cacique » républicain ne valait ni plus ni moins qu'un « cacique » monarchiste.

Le mal fait par le *caciquisme* est devenu en Espagne un lieu commun : un homme, soit par sa richesse, soit par son influence politique, et souvent par les deux ensemble, fait dans un pays la pluie et le beau temps. Il est craint et obéi de tous, la bêtise et la misère de ses concitoyens, la complicité intéressée de tout ce qui détient une autorité petite ou grande, font de lui un *roitelet*, un tyran local ; c'est ce qu'on appelle, en Andalousie, un *cacique*. Le mot est espagnol, mais la chose est française aussi : nous connaissons cette féodalité nouvelle, un peu plus abjecte que l'autre, car le seigneur féodal des temps gothiques supprimait le « vilain » parce que « tel était son bon plaisir ». Le potentaillon actuel n'a même plus le mérite de la franchise brutale, il lui faut éliminer son ennemi hypocritement, tendre des pièges bien cachés, envelopper sa vengeance de formes légales et judiciaires. De même qu'un Schneider trouve toujours des juges pour condamner le révolté qui ne vote pas et qui fait grève, de même D. Pedro Sanchez put écraser sous une condamnation à la chaîne perpétuelle, pour un crime imaginaire, le dangereux abstentionniste. Voici comment la chose fut faite :

Lettre de Cristobal Duran Gil à *Tierra y Libertad* :

« Etant au travail, au hameau de la Ilinana, le 8 mars 1883 (1), vers quatre heures de l'après-midi je vis arriver deux gendarmes qui demandèrent après moi ; ils me dirent qu'ils avaient ordre de m'arrêter. Je leur demandai pourquoi, et ils me répondirent : « A Arcos, tu le sauras. » Puis ils me conduisirent au quartier de la gendarmerie. Je dois dire que, en chemin, je fus traité comme il faut, mais une fois au quartier, où nous arrivâmes vers 9 heures du soir, et quand je fus en présence du lieutenant, il m'ordonna de le suivre dans un bâtiment que j'ai entendu désigner comme celui qui est destiné aux supplices; en effet, il est situé au centre du quartier.

« Interrogé par ce lieutenant sur ce que je savais de la mort de Fernando Olivera Montero, je lui répondis que je n'en savais que ce que m'avait appris son frère Sebastian, et qui était d'ailleurs confirmé par l'opinion publique. »

Voici ce que Duran Gil savait, comme tout le monde, de la mort de Fernando Olivera, le garde champêtre :

« *Le 11 août* 1882, date à laquelle se produisit le fait qui nous occupe, je me trouvais dans la ville d'Arcos; j'y étais depuis le 8 du même mois, de retour du moulin du Bois, où j'étais allé moudre du grain en compagnie de José Gomez. J'y restai plusieurs jours, et je me souviens que le 12, étant en train de préparer un attelage, le matin, de bonne heure, pour aller chercher de l'eau, je vis passer Sebastian Olivera, frère du défunt, et je lui demandai : « Où vas-tu de si bon matin ? » Car j'étais étonné de le voir dans la ville à cette heure-là. Il me répondit qu'il était venu amener son frère Fernando, qui, étant allé ramasser un peu de bois sec, avait, en poussant sans le vouloir la gâchette de son fusil, fait partir le coup; le recul lui avait donné un

(1) Quelques jours après les élections.

coup assez violent, et son état était assez grave. Je sus encore qu'il était mort par la suite, et ce fut tout. » Et voilà, que le 8 mars 1883, on accusait Duran d'avoir assassiné ce Fernando Olivera!

« Tu dois en savoir plus, lui dit le lieutenant et si tu ne veux pas le dire de bon gré, tu le diras de mauvais gré. » Prenant alors un nerf de bœuf, continue Duran Gil, il commmença à me frapper; voyant qu'il n'atteignait pas le but qu'il s'était proposé, il me laissa, pour revenir un quart d'heure après, accompagné cette fois du chef de police, et recommencer; fatigués de me frapper, ils m'interrogèrent à nouveau, et je leur dis d'interroger les propriétaires du hameau où Olivera était de garde : ils pouvaient savoir mieux que moi ce qui s'était passé.

« Le résultat fut qu'ils arrêtèrent Antonio-Jaime Dominguez, qui travaillait alors au hameau en question, et, selon ce que l'on m'a dit, ils lui déclarèrent que je l'avais dénoncé, ce qui n'était pas la vérité.

« Grâce à cette façon d'agir, autant que par les promesses qu'ils lui firent et aussi les mauvais traitements dont je crois qu'il fut l'objet, (1) ce qu'il y a de sûr est que Jaime se reconnut coupable et m'accusa de l'être aussi.

« Conduits en prison, et en présence du juge instructeur, on nous lut la déclaration faite par le lieutenant de gendarmerie et par le chef de police : il y était dit que j'avais dénoncé Jaime et que Jaime m'avait dénoncé. Je répliquai que tout ce qui était écrit là était faux et je refusai de le signer, car c'était m'obliger à signer une chose que je n'avais pas dite.

« Le lendemain nous fûmes conduits au cimetière sous la garde de deux hommes de la garde bourgeoise, deux soldats et un chef; on nous y laissa le reste du jour, sans nous dire, ni nous demander rien de relatif à l'affaire. Le juge instructeur s'y trouvait aussi.

« Le 10, je demandai à être confronté avec Jaime; on me l'accorda, je lui dis : N'as-tu pas déclaré que je t'avais forcé à commettre le crime? Dis-moi donc comment était l'habit que je portais, et dépeins-moi le cheval que je conduisais? » Il me répondit que les sacs que portait le cheval étaient à lui, Jaime. J'invoquai le témoignage d'Antonio Orellana le maître du moulin, et de son frère Ramon, à qui appartenaient les sacs en question; mais on ne tint pas compte de ces preuves, comme le montra le jugement, ni de toutes celles que j'invoquai en ma faveur, la confrontation ne fut donc qu'à l'avantage de mes acusateurs; tout cela, ainsi que les appréciations sur lesquelles on s'appuie dans la sentence, comme, que j'étais abattu, et l'absence complète de témoins à décharge de mon côté. »

Antonio Jaime déclara plus tard lui-même que Duran Gil était complètement innocent du crime qu'on lui avait attribué. C'est ce que Duran atteste en ces termes :

« Je possède un papier, signé par trois témoins, où il est établi qu'après le jugement, Antonio Jaime, interrogé par Juan Gamaza, en présence d'Antonio Jimenez Jurado et de José Casafria, qui se trouvaient alors en prison, il leur demanda s'il était vrai qu'ils fussent prisonniers; ils répondirent que cela était vrai. Jaime répliqua alors : « Eh bien, il est vrai aussi que Duran est innocent! »

∴

Il avait donc fallu :

1° *imaginer la transformation* d'une mort accidentelle reconnue comme telle par le blessé lui-même pendant les deux *jours ou* à peu près qu'il vécut encore, avant sa pleine connaissance, en un crime prémédité.

2° Trouver un délateur, et aussi un complice, pour expliquer comment le garde champêtre, armé d'un fusil, avait pu être mortellement frappé par des agresseurs sans armes et qui devaient par conséquent avoir *eu au moins* la supériorité du nombre.

3° Tout en supprimant pour toujours celui que l'on visait principalement, arriver à ne *condamner* le malheureux témoin et délateur forcé qu'à une peine moindre, pour ne pas le pousser à bout et pour ne pas lui faire retrouver, si poltron qu'il pût être, dans le désespoir complet, la force d'une protestation. Voici ce que l'ingéniosité des juges put échafauder sur ces bases branlantes.

(1) L'hypothèse est très vraisemblable. Remarquons que l'accusé l'invoque par générosité, elle n'est nullement nécessaire à sa cause.

SENTENCE :

Attendu 1° que l'an dernier, en 1882, les accusés qui étaient affiliés à la société secrète connue sous le nom de *Mano Negra*, dont l'objet, comme l'a reconnu Jaime, est le *vol*, l'*assassinat* et l'*incendie*, tinrent conversation en différentes occasions avec leur voisin Fernando Olivera Montero, habitant le hameau appelé d'Olagares, district d'Arcos, lui proposant avec insistance de faire partie de la dite association, ce à quoi ce dernier se refusa chaque fois, raison qui détermina Cristobal Duran à lui accorder un délai de trois mois pour se décider (fait qui établit sûrement la préméditation), proférant de grandes menaces contre lui et contre sa famille, dans le cas où il refuserait, menaces qui furent formulées devant quelques personnes (qui ne sont pas citées). Faits prouvés.

Attendu 2° que le soir du 11 août dernier, comme Duran revenait du Bois où il était allé moudre du grain, il rencontra Jaime dans le chemin, et, parlant de la résistance de Fernando Olivera Montero à entrer dans la société dont ils faisaient partie, Cristobal Duran proposa d'aller le trouver à l'endroit dit Hormigoso, ce à quoi Jaime objecta que le projet lui répugnait à cause de l'amitié qui l'unissait à Fernando Olivera Montero, mais cependant, menacé de mort (Jaime) par Cristobal Duran, selon ce qu'il a déclaré dans le procès, il se décida à l'accompagner. Fait prouvé.

Attendu 3° que les deux accusés, nourrissant le dessin susdit, étant arrivés au lieu dit Hormigoso, ils virent la « victime » Fernando Olivera Montero et que Jaime, s'approchant de lui, lui donna quelques coups qui le firent tomber par terre, après quoi Duran lui enleva et mit loin de lui son fusil, lui donnant de grands coups avec les pieds dans le ventre et la poitrine, s'éloignant ensuite et abandonnant sur place l'infortuné Olivera. Fait prouvé.

Attendu 4° que ce dernier, pouvant à peine bouger par suite des douleurs qu'il ressentait, alla, avec beaucoup de peine jusque chez lui, sa maison étant peu éloignée de l'endroit où s'étaient produits les faits, et, interrogé par sa femme, lui déclara qu'il était dans cet état par suite d'un coup violent qu'il s'était donné dans le ventre en voulant démonter son fusil, le coup étant parti; que bientôt après arriva dans la maison Jaime qui demanda à Olivera ce qu'il avait, ce à quoi il répondit : « Et tu me le demandes? C'est que j'ai fait partir mon fusil sans le vouloir et je me suis donné un coup avec la crosse; le dit accusé restant alors quelque temps (dans la maison) sans doute pour empêcher, par l'intimidation, que le blessé les accusât de l'acte qu'ils venaient de commettre. Fait prouvé.

Attendu 5° qu'étant donné l'état alarmant où se trouvait Olivera, et comme les douleurs ne cessaient pas, malgré les soins qu'on lui prodiguait chez lui, sa famille décida de le transporter à la ville prochaine d'Arcos, ce qui fut fait la nuit même, allant quérir le matin suivant le médecin D. Rafael Lopez Perez, lequel, après avoir fait son examen, demandé la cause de cette grande lésion traumatique qu'il voyait au ventre et obtenu du patient la réponse que celui-ci avait déjà faite à sa femme, assura qu'il se trouvait dans un état très grave, en suite de quoi, sur sa demande, son collègue D. Antonio Vazquez del Castillo vint en consultation avec lui et exprima le même avis relativement à la gravité de la blessure, pronostic qui se trouva confirmé le lendemain matin 13 août, par la mort d'Olivera, *qui* fut alors inhumé sans que personne, sur le moment, soupçonnât que la mort était le résultat d'un crime perpétré contre sa personne.

Attendu 6° que l'autopsie du cadavre d'Olivera ne put être pratiquée parce que quand on voulut l'exhumer, on dut arrêter l'opération pour des raisons de salubrité publique, mais que les médecins qui ont soigné Olivera ont déclaré que la lésion traumatique observée par eux était suffisante à elle seule à déterminer la mort, ajoutant à cette déclaration, au cours des débats, qu'ils ne pouvaient dire exactement s'il y avait une ou plusieurs contusions, parce que, quand ils examinèrent le blessé, l'inflammation avait déjà commencé et l'on distinguait uniquement le point où la douleur devait être le plus forte; que toute contusion à l'abdomen est mortelle; que cette lésion dut être faite pendant que le patient était à terre, les muscles détendus, car s'il avait été debout et les muscles, par conséquent en tension, le mal produit n'aurait pu être aussi grand; et que les coups de pied violents à une personne couchée sont suffisants pour causer la mort. Fait prouvé.

Attendu 7° que la mère et le père d'Olivera, aussi bien qu'un témoin étranger à sa famille ont déclaré les premiers que quelques mois avant sa mort il leur avait dit que, sollicité d'entrer dans l'Association nommée *Mano Negra*, il s'y refusait, ce pourquoi Duran le menaçait de mort et avait dit devant plusieurs personnes que lui, Olivera, se voulait du mal, qu'il parlait trop et qu'il lui arriverait quelque malheur à lui ou à sa famille. Fait prouvé.

Attendu 8° que la veuve de Fernando Olivera n'a pas voulu se porter partie dans ce procès, mais n'a pas renoncé à demander une indemnité.

Attendu 9° que l'instruction terminée, la cause a été renvoyée à ce Tribunal où le ministère public, qualifiant les faits, a établi comme conclusions qu'ils sont constitutifs du crime d'assassinat, duquel sont coupables sans circonstances atténuantes ou aggravantes appréciables, les accusés auxquels doit être appliquée la peine de la chaîne perpétuelle, devant payer à la veuve d'Olivera une indemnité de deux mille pesetas et acquitter les frais, étant en outre demandé par moi que l'on prenne acte de témoignage relatif au fait que Duran et Jaime appartiennent à une Association illicite et qu'il soit transmis au juge instructeur d'Arcos pour qu'il en tire les conséquences dans la cause qu'il est en train d'instruire sur l'existence de ces associations.

Attendu 10° (sans intérêt).

Attendu 11° que le jour de l'ouverture des débats ayant été fixé, ils ont eu lieu, les preuves demandées par le ministère public, ayant été faites (1), d'après lesquelles, en outre des dénégations de Duran et des déclarations des médecins et témoins, le Tribunal a pu apprécier le différent degré de culpabilité des deux accusés, car, tandis que Jaime a avoué les faits avec une entière franchise, et exprimé à Duran son ressentiment pour avoir été forcé par lui à les commettre par des menaces, ce dernier, au contraire, hésitant et abattu n'a opposé que des dénégations sans fondement et démontré de plus en plus quelle était la vérité de ses déclarations dans la confrontation.

∴

Considérant 1° que celui qui tue une personne avec préméditation reconnue est coupable du délit d'assassinat que définit et punit l'article 418 du Code et que, dans le cas présent, la préméditation est prouvée par les menaces que, longtemps avant la réalisation du fait, proférait Duran Gil, qui communiqua son dessein criminel à Jaime, qui les accepta au lieu de les repousser, allant tous deux depuis l'endroit où ils se rencontrèrent jusqu'à celui où ils devaient rencontrer la victime, sans qu'il soit établi que dans le temps qui s'écoula entre la proposition et l'accomplissement du crime, Jaime ait essayé de s'y soustraire, comme il pouvait le faire, soit en se refusant à accompagner Duran, soit, s'il ne l'osait pas étant seul avec lui, en prévenant Olivera et en se plaçant en même temps à côté de lui pour empêcher l'agression.

Considérant 2° que sont considérés comme auteurs d'un crime non seulement ceux qui prennent une part directe à son exécution, mais ceux qui y coopèrent par un acte sans lequel il n'eût pas pu être commis et que, dans le crime dont il s'agit les deux accusés ont pris une part directe à l'agression dont Olivera fut victime, Jaime l'ayant d'abord fait tomber à terre en le frappant, circonstance sans laquelle il est certain que la victime aurait pu se dégager de l'attaque de Duran.

Considérant 3° que, pour qu'existe le délit d'assassinat, il suffit que se trouve réalisée l'une quelconque des circonstances citées à l'art. 418, sans que soit requise comme indispensable l'existence de la trahison, qui n'a pas ni ne peut avoir plus de valeur légale que les quatre autres énumérées dans ledit article, chacune d'entre elles étant suffisante à qualifier le délit, les autres devant être considérées si elles s'ajoutent, comme circonstances aggravantes.

Considérant 4° que, en ce qui concerne Jaime, il n'est pas possible de le considérer comme complice, car est complice celui qui, sans prendre une part directe à l'exécution d'un acte, y coopère par actes antérieurs ou simultanés, et, étant donnés les faits prouvés en cette cause, il est démontré que son intervention dans l'acte criminel fut directe et visait à sa réalisation.

Considérant 5° qu'il n'y a pas à prendre en considération la circonstance *atténuante* que les délinquants n'ont pas eu l'intention de causer un mal

(1) Les miennes n'ont, en effet, pas été admises, *remarque le condamné.*

aussi grave que celui qu'ils ont produit, car la façon dont l'agression fut faite, les menaces antérieures et la partie du corps où les coups ont été donnés prouvent que les accusés avaient l'intention formelle de donner la mort.

Considérant 6° qu'en ce qui concerne Duran Gil, il n'y a à considérer aucune circonstance atténuante ni aggravante, raison pour laquelle doit lui être imposée sa peine indiquée par la loi à son degré moyen.

Considérant 7° qu'Antonio Jaime Dominguez a agi sous l'effet des menaces que Duran lui a faites, et que si elles ne suffisent pas à constituer la circonstance définie au paragraphe 10 de l'article 5, et qui le déchargerait de toute culpabilité, car elles n'auraient pas dû produire chez lui la crainte, cependant il est hors de doute qu'il a coopéré à la réalisation du crime sous la pression des menaces, ce qui constitue la circonstance atténuante signalée la première dans l'article 9 et, par analogie, la huitième du même article et que pour cela c'est la peine *minima* applicable au délit qui doit être appliquée à Jaime.

Considérant 8° les art. etc... du Code pénal,

Pour ces motifs,

Condamne Duran Gil à la chaine perpétuelle, et Antonio Jaime Dominguez à dix-sept ans quatre mois et un jour de chaine temporaire (peine qui fut commuée par le Tribunal Suprême en celle de quatorze ans et dix mois de réclusion).

*
* *

Il faut reconnaître qu'il y a dans cette sentence sinon un art tout particulier de voiler la contradiction, tout au moins une bonne volonté ingénieuse à pallier l'absurde, mais la tâche était ingrate, et les contradictions se font jour, et l'absurdité se révèle à première lecture sous la phraséologie embrouillée.

Pourquoi Duran, résolu à tuer le garde champêtre, et requérant pour le faire plus sûrement l'aide d'un camarade, s'en va-t-il sans l'avoir tué, l'ayant blessé juste assez pour se préparer un accusateur terrible ? Le Tribunal sent la contradiction et nous dit que Jaime est venu intimider Fernando. Bon. Mais quand Fernando a été transporté à Arcos ? Il a vécu là encore 36 heures environ, sachant la gravité de son état, et il a voulu mourir sans rien dire ?

Et ce Jaime, qui proteste de son amitié pour Fernando, qui pourrait, en se rangeant de son côté, avec le fusil dont dispose le garde et grâce, en outre, à la supériorité numérique, avoir aisément raison de Duran, va cependant donner les premiers coups ; et ce garde champêtre qui tombe sans se défendre ; et ce Duran, qui lui enlève son fusil sans penser à s'en servir pour ce meurtre qu'il médite depuis plusieurs mois, se contentant de quelques coups de pieds ?

Nous laissons à chacun le soin de reconnaître dans tout son détail l'incohérence de cette série d'attendus et de considérants.

Remarquons encore que ces brigands, associés pour le vol, l'assassinat et l'incendie, nous ne les prenons pas ici sur le fait, car il ne s'agit ici que d'un assassinat subsidiaire, non pas un de ceux en vue desquels la « bande » était organisée. Après l'avoir commis, pendant six mois, et avant, pendant plusieurs années, on n'a pu relever contre Duran Gil aucun vol, aucun meurtre, aucun incendie, de ceux qui lui eussent été profitables et en vue desquels il s'était affilié à la bande. Il n'a commis qu'un meurtre contre un garde champêtre qui ne voulait pas s'affilier et dont il exigeait l'affiliation (?!) et comme auxiliaire il a été réduit à choisir, de toute la bande noire, celui qui était le moins disposé à agir en cette occurrence. Et les autres? Où étaient-ils ?

Et lui-même? Il passait donc son temps à organiser, à recruter des adhérents, pour la beauté du fait, à rédiger des statuts et à les placer sous une pierre, à la disposition des gendarmes, à faire, en un mot, tout ce qu'il y avait de plus bête et de plus dangereux, sans jamais tenter ce qui eût pu lui être profitable? Je comprends les gens qui forment des ligues de la paix, du droit, de l'instruction et d'un tas de belles choses dont ils ne s'occupent jamais qu'en amateurs platoniques, sans venir au fait, dépensant tout leur enthousiasme apostolique à l'organisation, à la rédaction des statuts, au racolage des adhérents; puis, quand tout cela est fait, ils ne bougent plus : ils attendent les décorations ou autres objets de leur seule et véritable convoitise. Mais ici il s'agit non pas de décorations, mais du bagne et de la potence.

Tout cela ne tient pas debout.

(*A suivre.*)

LE DROIT AU TRAVAIL

La grève des mineurs a fourni à Messieurs les bourgeois l'occasion de nous parler encore de la liberté du travail. Liberté du travail ou droit au travail, m'est avis que ce doit être la même chose ; et comme, d'après les soutiens du capital, la liberté du travail est tous les jours violée par les grévistes rouges au détriment des jaunes, nous allons tâcher d'établir que c'est tous les jours aussi que les capitalistes dénient au prolétariat tout entier, même à la jaunisse, le droit du travail.

Les mineurs chôment volontairement aujourd'hui. C'est vrai. Mais quand on ne leur laisse faire que quatre ou cinq journées par semaine, que devient leur droit au travail ? Actuellement, les métallurgistes des Aciéries de *Firminy* ne font que 4 journées par semaine pour la plupart ; quelques-uns comme les puddleurs, en font de 10 à 15 par mois ; et il y a longtemps que cela dure. C'est bien la grève forcée.

Et ces jeunes gens arrivés de la caserne depuis le mois de septembre et qui n'ont pas encore trouvé de travail, que, se sentant forts et aptes à travailler, ils se hasardent à venir demander une lampe, afin de faire comme leurs camarades et les aider à l'extraction du charbon, le lampiste et le gouverneur leur demanderont : « Avez-vous un bon ? » ou en d'autres termes : « Avez-vous demandé la permission à l'ingénieur ? » Ainsi, malgré leur bonne volonté, malgré leurs reins solides, il n'ont pas le droit de travailler. Il leur faut la permission de quelqu'un qui peut à son gré l'accorder ou la refuser.

Combien d'entre eux n'entendent-ils pas la douloureuse formule : « Il n'y a pas de travail » ! Qu'est-ce à dire ? La mine n'a-t-elle plus de charbon dans ses flancs ? et les gisements ne vont-ils pas plus loin et sont-ils totalement épuisés ? ou encore le charbon extrait est-il tellement en abondance qu'on ne sait plus qu'en faire ? Non, ce n'est rien de tout cela. La cause pour laquelle on ne veut pas embaucher est que, la mine étant la propriété de quelques-uns qui s'en servent pour réaliser des bénéfices aussi élevés que possible, pour maintenir la hausse sur les prix on a décidé de ne monter que 800 bennes à tel puits au lieu de 1.200 qu'il pourrait donner. Le nombre d'hommes strictement nécessaire à l'extraction de ces 800 bennes est au complet. Il n'y a pas d'embauche ; le charbon restera dedans et le sans-travail se rendra chez lui où il n'aura quelquefois pas un panier de charbon pour se chauffer.

Franchement, de quel côté sont les entraves apportées à la liberté du travail? Du côté des mineurs qui dans leur intérêt particulier et dans l'intérêt général du prolétariat, tentent d'empêcher quelques jaunes de faire avorter un mouvement qui peut avoir pour conséquence l'amélioration de notre sort, ou du côté des parasites bourgeois qui jettent sur le pavé des centaines de milliers de bras vigoureux?

Ils approuvent les syndicats jaunes qui distribuent à leurs adhérents des armes destinées à les protéger contre ceux qui voudraient les empêcher de travailler; pourquoi les rouges et notamment les sans-travail n'en feraient-ils pas autant ?

Le droit au travail, comme tous les autres prétendus droits, n'est qu'un leurre. C'est un droit tant que l'on ne s'en sert pas; ce n'en est plus un quand on veut s'en servir. Et il en sera toujours ainsi tant que nos droits nous seront donnés par des lois.

GALHAUBAN.

DES FAITS

Un meeting de la « Société pour l'abolition de la peine de mort » a eu lieu hier au restaurant Holborn. Le Dr Josiah Oldfield, qui présidait, a dit que c'est depuis peu d'années que la question de la gravité de la peine de mort l'a impressionné, et il comprend la valeur de l'argument qui veut que le siècle présent soit justifié de perpétuer ce que le siècle antérieur considérait juste. Sa conclusion cependant est que, quelque précieuse qu'ait été la pendaison, en les temps moins civilisés, comme illustration frappante du pouvoir de la loi, alors que les civilisations avancent, les choses changent ; et il pense que le temps est venu que la peine de mort soit abolie.

Ayant entièrement examiné la question, il a écrit aux évêques anglicans et catholiques, mais leurs réponses ont toutes été en faveur de la peine capitale. Cependant les non-conformistes en ont défendu l'abolition, comme aussi la « Société des Amis ».

(*Daily Chronicle*, 27 septembre 1902.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Nombre de faits cités par M. Ch. Vallier, dans ses révélations sur l'exploitation des orphelines en certains couvents de religieuses, sont à peine croyables. Entre autres singularités, on retrouve là ce goût inconcevable de la catholicité pour les excréments, dont nous avons vu un exemple pendant la résistance (d'ailleurs légitime) aux décrets Combes. Il semble que la religion, tout au moins la religion catholique, puisque c'est elle qui est en cause ici, n'inspire pas du tout à ses adeptes le respect d'autrui. Voici des femmes qui, par hypothèse, ont fait choix d'une vie morale, s'efforcent vers la perfection; et le résultat de leur morale, de leurs efforts vers la perfection, c'est de les rendre impitoyables et même cruelles envers les enfants dont elles ont la garde. Elles se conduisent beaucoup plus mal que la moyenne des femmes ordinaires à qui des enfants sont confiés.

Cela tient, je crois, à des raisons profondes. La conception spiritualiste entraîne le dédain de la matière, le mépris du corps, l'insensibilité aux souffrances physiques d'autrui. Pour les croyants, toute faute est un péché, et la haine du péché engendre (au moins chez les cerveaux médiocres, qui sont la généralité) la haine du pécheur. Une doctrine morale partie de principes aussi contre nature que la chasteté et la charité, ne peut aboutir à rien de bon. La chasteté aboutit à la perversité, et la charité à la cruauté ; l'histoire de l'Église nous en offre des exemples frappants et pour ainsi dire innombrables. Et c'est facile à comprendre. A force de vouloir être chaste, de faire la casuistique des choses obscènes pour les éviter, on finit par en être hanté et par tomber dans les pires perversions. A force de vouloir le salut d'autrui, on en arrive à se mettre en tête de le sauver malgré lui-même et de le faire aller au ciel par la violence et par la torture, s'il le faut.

R. C.

Mouvement ouvrier. — La grève des mineurs est entrée dans une nouvelle phase. L'arbitrage tant vanté par les politiciens qui l'avaient conseillé, n'a pas obtenu le succès qu'ils en attendaient. Tout est aujourd'hui rompu et les mineurs, sauf un mois de dure misère, ne sont pas plus avancés qu'au premier jour, beaucoup moins même, car les Compagnies, qui escomptent à présent le découragement, sont devenues plus arrogantes.

Dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, l'arbitrage était confié à deux ingénieurs, directeurs d'importants services dans les ministères, acquis par conséquent d'avance au capitalisme et aux Compagnies, qui ont eu bien vite tranché le différend. *Il n'y a pas lieu de relever les primes actuellement en vigueur.* Tel est la réponse catégorique des deux arbitres. C'est un échec complet et il est à craindre qu'il ne soit irrémédiable.

Pour rendre leur sentence bâtarde, les « arbitres » n'ont au reste pas cherché bien loin; « s'en référant aux conventions *dites d'Arras* », il était tout naturel qu'ils décident que les salaires étaient assez élevés.

En effet, les conventions « dites d'Arras », œuvre de Basly et consorts, sont une convention bâtarde dans son esprit. Au lieu d'être calculées sur les bénéfices des Compagnies, ce qui serait une sorte de « participation », les salaires des mineurs — la prime plutôt — sont calculés sur les prix de vente. Or, dans ces temps derniers, les prix de vente ont bien fléchi quelque peu — et c'est le prétexte invoqué par les Compagnies — mais les prix de vente étaient encore assez rémunérateurs pour que les bénéfices soient *plus considérables* et les dividendes plus élevés. De cela — et c'est cela qui importait par-dessus tout — les arbitres ne se sont pas préoccupés. La convention d'Arras ne prévoit pas les bénéfices, mais les prix de vente; dans ces conditions il n'y avait pas besoin d'arbitres, la question était jugée d'avance.

Reste à savoir pourquoi les politiciens qui n'ignoraient pas tout cela, ont poussé les mineurs à accepter l'arbitrage. Était-ce pour les mieux rouler? Dans ce cas, ils n'ont guère réussi, car les mineurs

se refusent à présent à accepter un arbitrage rendu dans de telles conditions et la grève continue.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, un nouveau comité a été nommé par l'assemblée des grévistes pour entrer à nouveau en rapport avec les Compagnies, mais celles-ci, fortes de la sentence arbitrale, se refusent comme de juste à discuter à nouveau le relèvement des primes.

Cette nouvelle situation qu'ils ont cependant créée, n'a pas l'air de plaire aux politiciens qui se sont immiscés dans la grève et qui n'entendent rien laisser au hasard.

M. Jaurès entend être délégué à Carmaux; son copain Viviani s'est fait agréer à Albi et M. Briand entend mener le mouvement dans la Loire. La grève est dans ces conditions devenue un mouvement plus politique qu'économique. Peu importe à MM. les politiciens que les mineurs crèvent de faim, n'ont-ils pas à satisfaire leurs petites combinaisons avant tout, et à se faire croire indispensables ?

Reste maintenant à savoir jusqu'à quel point les mineurs se laisseront mener.

Un mouvement de grande énergie de leur part pourrait peut-être relever la situation; tout a une fin et le réveil pourrait être terrible.

Les mineurs en auront-ils l'énergie ?

∴

En attendant, pendant que les forçats de la mine crèvent de faim, les Compagnies font leurs petites affaires, et il faut croire qu'elles ne vont pas trop mal, car du 9 au 30 octobre les actions de mines ont progressé sensiblement, ce qui fait prévoir des dividendes plus élevés : celle d'Aniche de 75 fr., celle d'Anzin de 45 fr., de Bruay de 21 fr., de Béthune de 85 fr., de Douchy de 25 fr., de Dourges de 100 fr., de Liévin de 60 fr., d'Ostricourt de 51 fr., de Carmaux de 45 fr., etc., etc. Situation excellente, comme on le voit.

La plupart des Compagnies ont encore des stocks importants, et tant que ces stocks ne sont pas épuisés, la grève reste une bonne affaire, et c'est pour ces raisons surtout que les politiciens qui savent tout cela sont coupables d'avoir ainsi leurré les malheureux qui ont encore confiance en eux.

∴

Après tous ces échecs auprès des politiciens et des pouvoirs publics, le « Comité National » des mineurs songe — enfin — à s'adresser au prolétariat.

Un manifeste divisé en deux parties dont la première engage les mineurs à la résistance, et la seconde fait appel à tous les travailleurs, vient d'être lancé.

C'est un appel à la Grève Générale de toutes les corporations.

Qu'en adviendra-t-il ?

La tactique suivie par les mineurs est loin d'être sympathique aux travailleurs organisés à qui répugnent au plus haut degré les compromissions politiques et gouvernementales.

Le prolétariat veut la grève générale, mais il n'entend la faire qu'à bon escient et non pour satisfaire les combinaisons politiques de M. Jaurès et de son parti.

La grève générale est une action économique du prolétariat ; la grève des mineurs a trop l'aspect d'un mouvement mi-politique pour que les travailleurs s'engagent à la suite des mineurs.

Pour ces raisons, le manifeste signé Cotte ne portera pas. Peut-être en aurait-il été autrement si les mineurs, dès le début, au lieu de faire appel aux politiciens et au gouvernement, avaient débuté par ce qu'ils tentent aujourd'hui.

Il n'y aura pas, il ne peut pas y avoir de grève générale dans les conditions où est engagé le mouvement. Cotte mieux que personne le sait bien. C'est parce qu'il sent le terrain lui manquer qu'il fait aujourd'hui appel à tout le prolétariat, pour pouvoir, après l'échec, rejeter les responsabilités sur celui-ci.

Personne ne sera dupe de la manœuvre tentée par M. Cotte. Le prolétariat, j'en suis certain, s'y refusera.

∴

Je regrette bien sincèrement que l'importance de la grève des mineurs absorbe toute la place dont je dispose, pour parler comme je l'aurais désiré de la session du Conseil supérieur du travail qui a lieu actuellement. On y discute entre autres sur « l'apprentissage », d'une manière surprenante. Tôt ou tard j'y reviendrai car la question en vaut la peine.

P. Delesalle.

∴

Firminy. — *Chez les mineurs.* — Dans le dernier numéro je disais que l'opinion générale était que les Compagnies accorderaient quelques concessions à leurs ouvriers, et c'était là mon avis. Aussi, est-ce avec surprise que j'ai pris connaissance des sentences arbitrales du Nord et du Pas-de-Calais, et j'ai mal auguré des pourparlers engagés dans la Loire. Sur les divers points en litige, il n'en est qu'un sur lequel l'accord s'était assez vite fait, les Compagnies ayant accepté de verser les amendes à la caisse de secours.

En ce qui concerne l'engagement de reconnaître le comité fédéral, les Compagnies l'admettent comme un organe éventuel de discussion avec leurs ouvriers, mais refusent de prendre *un engagement* formel pour l'avenir. Les Compagnies repoussent la discussion du principe même de minimum de salaires ; mais elles acceptent, *s'il y a lieu*, de relever les salaires par voie de primes dont le taux et la durée seraient fixés par l'arbitrage.

La question du chauffage est réservée. Quant à la reprise du travail, le Comité des Houillères fait des réserves sur les grévistes ayant encouru une condamnation pour fait de grève. Il accepte la remontée à 3 heures, à condition *que la tâche soit finie.*

L'arbitrage devait donc porter sur la question des salaires, mais là les délégués des deux parties en cause n'ont pu se mettre d'accord sur le choix du tiers arbitre. Les Compagnies proposaient le président de la Cour d'appel de Lyon ou le premier président de la Cour de cassation. Les ouvriers proposaient d'abord le président du Conseil, Combes ; puis le préfet de la Loire, et enfin, devant le choix des Compagnies dans l'ordre judiciaire, le président Magnaud. Les pourparlers ont été rompus.

On voit, par ce qui précède, les résultats obtenus par les mineurs. Certes, je ne croyais pas à une victoire complète, et je l'avais dit ; mais c'est une défaite et elle me surprend. Si les mineurs veulent continuer la lutte, forcément il faut qu'ils changent de méthode, de tactique. Les armes dont ils se sont servis, s'étant tournées contre eux, ils doivent les rejeter et recourir à d'autres. On leur a dit, et ils ont cru, que nombreux comme ils étaient, en restant dignes, calmes, afin de ne pas s'aliéner la faveur gouvernementale et les sympathies du public, ils verraient les Compagnies se soumettre et c'est eux les meurtris, les vaincus. Leur a-t-on assez dit et répété de se garder de toute provocation, de fermer l'oreille aux propos peu parlementaires et tout cela pour aboutir à un échec. Les lamentations ne remédient à rien. Il y a un examen sérieux à faire sur la façon dont la bataille a été engagée et menée et il va être curieux de savoir ce que vont dire Jaurès, Briand, etc., pour expliquer, motiver les résultats de l'arbitrage. La pilule est d'autant plus amère à avaler que ce sont eux qui ont proposé l'arbitrage et l'ont imposé aux houillères. Ils ont démontré par des chiffres que les revendications de leurs commettants étaient essentiellement justes et équitables, même modérées ; ils ont engagé, et par paroles et par écrits, les mineurs à ne reprendre le travail que lorsque satisfaction leur serait donnée et voilà que, non seulement les Compagnies se refusent absolument à discuter un minimum de salaires, mais encore les arbitres répondent qu'il n'y a pas lieu de relever les primes actuellement en cours. Vont-ils maintenant leur conseiller de se soumettre et de reprendre le travail, ou les engageront-ils à continuer la grève des bras croisés ? Si de tout cela il pouvait résulter un peu plus de mépris, de dédain pour les politiciens, la grève n'aurait pas été inutile.

A Saint-Etienne, il paraît que les jaunes essaient de former un syndicat ; il n'y a pas encore eu, cependant, de défections parmi les grévistes. Au Chambon, trois cartouches ont fait explosion à proximité de l'habitation d'un renégat. Il n'y a pas eu de dégâts.

Le Comité national se réunit aujourd'hui à la Bourse de Saint-Etienne.

∴

Le contremaître qui avait motivé la grève des ouvrières du moulinage Rocher a été renvoyé par le patron.

∴

La grève des ferblantiers-plombiers-zingueurs continue sans incident. Elle passe d'ailleurs inaperçue et c'est à peine si les journaux locaux en font mention.

Galhauban.

Belgique.

Aux camarades,

Le droit à l'aisance, vous le savez, c'est la possibilité de vivre comme des êtres humains et d'élever les enfants pour en faire des membres égaux d'une société supérieure à la nôtre. Ce droit est le droit de chacun, si obscur qu'il fût dans le passé, quelles que soient sa force ou sa faiblesse, ses aptitudes ou son incapacité dans le présent.

Beaucoup reconnaissent ce droit à la vie et le proclament hautement.

Que tout soit à tous !

Ce qui ne pourra s'accomplir par décrets, mais uniquement par la prise de possession effective de tout ce qui est nécessaire pour assurer la vie de tous.

En attendant la grande Révolution qui doit accomplir cette transformation sociale, montrons par l'exemple quel est le but à poursuivre, mettons-nous à l'œuvre, associons-nous par groupes travaillant en commun les uns pour les autres.

De pareilles communautés ou colonies existent déjà, et dans la province d'Anvers nous avons fondé une colonie de ce genre.

Nous tâcherons de prouver autant que possible que le but de la vie n'est pas de gagner de l'argent, de se partager des bénéfices quelconques, mais de produire au profit de tous tout ce qui est nécessaire à l'alimentation, au logement, au vêtement, au confort, à l'étude des sciences, à la culture des arts, et même (autant que nos moyens le permettent) à la pleine satisfaction des besoins et des jouissances.

A cet effet, nous cultiverons la terre d'après la méthode intensive et appliquerons les forces dont nous disposons, d'après les dernières inventions, à la production de tout ce qui est indispensable à notre subsistance, en échangeant le surplus contre des produits difficilement obtenables par nous-mêmes (charbons riz, etc.), et en tâchant d'en arriver autant que possible à supprimer l'argent (S'il nous était possible de nous entendre avec un groupe identique, producteur de charbons, de vêtements, de chaussures, etc., le but serait doublement atteint et c'est vers la réalisation de cet objectif que nous dirigerons nos efforts.)

On nous a reproché de vouloir vivre en marge de la société, en fuyant les cruelles réalités de la vie quotidienne et de faire ainsi une propagande à rebours. Nous pensons au contraire entreprendre une véritable action anticapitaliste en démontrant que la terre doit être à ceux qui la cultivent ; ses produits appartenant à tous suivant leurs besoins, et tous contribuant à leur obtention selon leurs capacités ; nous prouverons que cela n'est pas seulement désirable, mais que cela est pratiquement possible et que la différenciation établie entre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels n'a aucune raison d'être.

Nous croyons pouvoir nous adjoindre sous peu une imprimerie à l'effet de propager les écrits qui défendent nos idées. En même temps un camarade instituteur essaiera d'ouvrir une école libertaire, etc., etc.

Nous avons été conduits à notre idée par la considération que jusqu'à présent les révolutionnaires manquaient généralement de préparation à une vie nouvelle, libre d'entraves, aussi bien de la part de l'Etat que de toute autre autorité.

Les colonies leur apprendront à se mettre en révolte ouverte en face d'une société dont mille liens d'intérêts et de traditions les font dépendre. Les colonies leur montreront ce but à poursuivre et la manière de l'atteindre.

Certes, la propagande individuelle par les conférences et les écrits : brochures, journaux, périodiques, etc., est indispensable et nous y contribuerons pour une large part ; mais la propagande par les actes, le genre de vie, par la pratique de la morale (sans obligation ni sanction) nous semble tout aussi nécessaire et désirable.

Nous nous sommes donc proposé d'acquérir 4 hectares et d'y ériger deux maisonnettes (nous sommes deux ménages et deux célibataires).

Deux hectares seraient affectés à l'arboriculture, un hectare à la culture maraîchère, et un hectare serait destiné à une spécialité (pois, haricots ou to-

males), en attendant que nous puissions le couvrir de serres.

Comme il y a parmi nous, outre le maraîcher et l'arboriculteur, un menuisier, tout le travail pourra être fait par nous-mêmes, un quatrième s'occupera de la boulangerie, de l'élevage des poules et des abeilles. Cette division du travail n'a rien de rigoureux et pourra comporter quelques changements après libre entente.

Comme l'argent nous fait encore défaut et que nous ne sommes pas assez puissants pour nous emparer de force de ce qui nous appartient, nous faisons un appel aux hommes de bonne volonté, généreux et vaillants, désirant transformer leur idéal de justice en réalité vivante.

Ce n'est qu'en se groupant selon leurs affinités, leur idéal, la nature des travaux entrepris, que les travailleurs affranchis, ne peinant plus au service d'accapareurs et de parasites, pourront se livrer aux occupations attrayantes d'un labeur librement choisi et procéder scientifiquement à la culture du sol et à la production industrielle, non sans faire une large place à l'étude et au plaisir.

États-Unis.

New-York, 26 octobre. — Les mines des États-Unis se divisent en mines d'anthracite et en mines de charbon tendre.

Les mineurs appartenant à ces deux catégories sont au nombre de 250.000, et tous, moins une infime minorité, font partie de « The United Mine Workers of America » (Fédération des mineurs d'Amérique), ayant pour président Mitchell.

Les mines de charbon tendre occupent 105.000 mineurs, et les mines d'anthracite 145.000.

Pour être reçu mineur dans les Trade-Unions, d'après la loi, il faut avoir travaillé pendant deux ans dans les mines et comparaître devant une commission composée de vieux mineurs, qui, après examen, délivrent un certificat de capacité.

Toutes les unions, y compris celles des mineurs, sont antipoliticiennes, et les présidents des unions n'ont absolument rien de commun avec les politiciens.

Les unions sont certes toutes très autoritaires ; mais cela dans un but d'intérêt général. Ainsi, par exemple, un ouvrier qui travaille en dehors des conditions prescrites par les règlements, soit infériorité de salaire ou durée de travail en plus, est passible d'une amende qui ne peut être inférieure à 50 dollars, et s'il persiste, il est exclu de l'union et ne peut travailler nulle part.

Au mois de mai, « The United Mine Workers of America » décida la grève générale des mineurs, qui commença le 15 mai.

Les ouvriers mineurs des mines de charbon tendre travaillant déjà à de meilleures conditions que celles des mineurs des mines d'anthracite obtinrent presque de suite gain de cause. Il fut alors décidé que ces derniers reprendraient leur travail et verseraient 10 0/0 de leur salaire pour soutenir les mineurs de la région anthracite qui devaient continuer la grève.

Les mineurs grévistes demandaient que les Unions fussent reconnues par les Compagnies, 20 0/0 d'augmentation de leur salaire, la journée de 8 heures au lieu de 9 et 10 heures, que sur la tonne de charbon il ne fût fait aucune déduction des déchets, et que les employés chargés de peser le charbon fussent désignés et payés par eux.

La grève des mineurs de la Pensylvanie aura été une des plus énergiques et des plus conscientes, ayant entièrement un caractère purement économique. Elle a été soutenue avec une ardeur des plus admirables par tous les travailleurs du monde entier. Presque toutes les Trade-Unions d'Amérique ont envoyé des sommes considérables pour venir en aide aux grévistes.

Par ce grand élan de solidarité, les mineurs en grève ne souffrirent point de la faim. Les unions de « The United Mine Workers » ont pu leur distribuer, suivant leurs besoins, des vivres et des effets et payer les loyers de leurs logements.

Les grévistes ont rencontré une sympathie générale parmi la population des États-Unis ; des sociétés privées, des particuliers même, des bourgeois leur sont venus en aide. Le *New-York Herald*, le plus grand journal du monde, a même été jusqu'à dire que l'on aurait dû pendre tous les chefs des Compagnies des mines de charbon, les rendant responsables de toutes les conséquences de la grève.

Presque toutes les compagnies des mines sont formées en trusts ; c'est ce qui les rend antipathiques à tout le peuple et à toute la bourgeoisie non millionnaire. Presque toute la presse américaine a été contre les trusts du charbon, exposant quelles pouvaient être les conséquences de la disette du charbon qui, de 5 dollars la tonne, s'est déjà élevé à 30 dollars (150 fr.) : misère générale dans la haute et dans la basse classe, arrêt des chemins de fer, des tramways, des ascenseurs dans un pays où les maisons de 20 à 30 étages ne sont pas rares, ainsi que la fermeture des ateliers et des usines, pouvant donner lieu à des émeutes populaires, à une révolution même que rien ne pourrait réprimer. Le courant de sympathie en faveur des mineurs se manifeste jusque chez les soldats envoyés pour réprimer la grève ; un grand nombre d'entre eux ont manifesté pour les grévistes une profonde sympathie.

Il est facile de comprendre que le gouvernement avait tout intérêt à enrayer le mouvement gréviste, comprenant que si celui-ci eût persisté, c'eût été pour lui sa déchéance. C'est pourquoi, il y a un mois, le président des États-Unis, Roosevelt, intervint dans le but d'arriver à une entente entre les patrons et les mineurs. De sa propre initiative et sous une apparence de neutralité que l'on peut croire vraie, puisque son but n'était que de terminer la grève (au profit des patrons ou des mineurs), il convoqua à Washington Mitchell et les principaux présidents des Unions des mineurs et les chefs des Compagnies des mines de charbon. Mais il ne put aboutir à rien : les chefs des Compagnies ne voulant pas reconnaître les Unions, refusèrent de discuter avec leurs représentants. Les mineurs demandaient qu'une commission d'arbitrage fût nommée par le président Roosevelt. Les chefs des Compagnies refusèrent. Le courant de sympathie pour les grévistes devint alors de plus en plus grand.

La presse se fit ouvertement l'interprète de l'opinion publique. Elle rendit les Compagnies des mines responsables de toutes les conséquences de la grève, et demanda que les mines fussent acquises de droit à l'État, certains même demandèrent qu'elles fussent exploitées par les mineurs et à leur profit.

Après Roosevelt, les chefs des partis républicains et démocrates intervinrent eux aussi auprès des grands actionnaires des Compagnies des mines de charbon, voulant tous avoir l'honneur de terminer la grève, pour se faire de la réclame en vue des élections actuelles. La réponse des chefs des Compagnies fut très catégorique. « Nous ne sommes ni républicains ni démocrates ; peu nous importe la politique, nous sommes avant tout capitalistes. La grève actuelle n'est point une question politique, mais purement économique. C'est une question de principes qui est en jeu. Nous sommes les maîtres des mines, nous possédons des millions de dollars, et nous ne voulons point que les mineurs nous imposent des conditions.

« Nous voulons que les grévistes reprennent le travail, et ce ne sera qu'alors que nous verrons si nous devons discuter avec eux. » Un chef des Compagnies, le millionnaire Bear, a été même jusqu'à dire que Dieu lui avait légué les mines de charbon et que, par conséquent, elles étaient sa propriété.

Enfin, il y a une quinzaine de jours, Roosevelt fit appeler à Washington le roi des trusts du charbon, Morgan, et le somma d'avoir à terminer la grève, le menaçant d'une intervention du gouvernement à l'ouverture du Congrès.

Morgan eut alors une entrevue avec Bear de « Pensylvania and Reading Iron and Coal C°. » au cours de laquelle ils décidèrent qu'ils acceptaient une commission d'arbitrage, mais ils voulurent eux-mêmes désigner les membres de cette commission. Les mineurs s'opposèrent à la nomination de cette commission.

Roosevelt nomma, pour faire partie de cette commission d'arbitrage, un ingénieur de la marine, un inspecteur des mines et l'ancien président des conducteurs de trains. Ces arbitres ont été acceptés par les grévistes et les Compagnies. Dès que cette commission fut acceptée, les grévistes décidèrent de reprendre le travail le 22 courant.

A l'heure actuelle, tous les grévistes ont repris le travail, moins neuf mille, qui refusent de signer un contrat par lequel ils s'engagent à travailler avec les scabs (jaunes) et à ne pas les maltraiter.

La commission d'arbitrage a commencé ses travaux le 24 et, les mineurs n'ont repris le travail qu'avec la certitude que la commission d'arbitrage leur accorderait gain de cause ; dans le cas contraire, ils sont prêts à recommencer la grève.

Les *scabs* dont je parle plus haut ne sont pas à proprement parler des mineurs, ce sont plutôt des hommes de peine que les Compagnies ont employés à laver le charbon et à des travaux d'entretien. La presse a évalué leur nombre de neuf à dix-sept mille ; mais, d'après Mitchell (le président de « The United Mine Workers of America »), il n'aurait été que de cinq mille. Quoique les chefs des Compagnies aient insisté pour que les grévistes travaillassent avec les *scabs*, ceux-ci ont compris qu'ils ne pouvaient être en sûreté au milieu des mineurs unionistes. Les mineurs qui n'appartiennent pas aux unions se sont joints de suite aux grévistes et ont été considérés comme faisant partie des unions. L'on peut dire aujourd'hui qu'il n'y a pas eu de renégats parmi les mineurs de la Pensylvanie, et que tous sans exception appartiennent aux unions.

Quinze jours après que les mineurs se furent déclarés en grève, les mécaniciens et les chauffeurs suivirent leur exemple. Mais pour ces deux dernières catégories de grévistes, les Compagnies trouvèrent facilement des *scabs*.

Dès la reprise du travail, les mineurs protestèrent contre les mécaniciens *scabs*, en disant que leur vie était en danger entre les mains d'individus incapables de pouvoir conduire les machines servant à la descente et à la montée des mineurs, et demandèrent le rappel des mécaniciens grévistes.

Pendant la grève, une femme appelée populairement la mère Jones a pris une part très active à la défense des mineurs ; par sa parole, elle les a engagés à combattre jusqu'au bout et elle a fait dans divers centres des États-Unis des conférences pour soutenir les grévistes. Elle a été expulsée de la Pensylvanie à cause de son agitation. Cette femme est malheureusement socialiste-démocrate.

La conduite du président de « The United Mine Workers » a été jusqu'à ce jour digne d'éloges. En toute circonstance, il n'a fait que défendre les intérêts de ses camarades et jamais il n'a agi en homme autoritaire.

Les Trade-Unions sont organisées de telle sorte que leurs représentants ne peuvent en aucune façon se poser en dictateurs au détriment des mineurs des Unions, et cela surtout parce que la politique y est interdite.

L. C.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Réunion lundi et vendredi à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard (V^e^).

Ordre du jour : Répétitions.

Les camarades, femmes principalement, qui voudraient adhérer, peuvent se faire inscrire au lieu de répétitions.

⁂

*L'Education libre du IIIe*, 26, rue Chapon. — Dimanche 16 novembre, à 2 heures, salle Jules, 6, boulevard Magenta, conférence politique et contradictoire par le camarade Paraf-Javal. Sujet traité : L'harmonie universelle. Les saisons sont d'ordre physique et non métaphysique.

Cette réunion a été provoquée par la discussion survenue à la soirée du 28 septembre.

Entrée : 20 centimes ; gratuite pour les dames.

⁂

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les jeudis soir à 8 h. 1/2, 55, rue de la Roquette, au fond de la cour à droite, au rez-de-chaussée.

⁂

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. Samedi 15. — Soirée littéraire organisée par le groupe théâtral de l'Enseignement mutuel, avec le concours de M. Jelmo, du théâtre Antoine.

Lundi 17. — L. Bruneteaux : Des poètes sociaux.

Mercredi 19. — André Crehange : La poésie au Ghetto : Morris Rosenfeld.

Tous les mardis, cours d'allemand par Mme Liepas : cours élémentaire de 8 h. 1/2 à 9 1/2 ; cours en allemand, de 9 h. 1/2 à 10 1/2.

Tous les jeudis, cours de diction par M. Jelmo ; tous les vendredis, cours d'arithmétique, par M. Francillon, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2.

Le vendredi, cours de sténographie, par Mlle J. Migny, de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

Le jardin est ouvert le dimanche de 2 heures à 6 heures après-midi.

* * *

Causeries populaires du XIe, au Concert des Familles, 103, rue Saint-Maur. — Ce soir, vendredi 14 novembre, à 8 h. 1/2, lecture du 2e acte des *Mauvais Bergers*, d'Octave Mirbeau, suivi de commentaires et critiques.

Vendredi 21 novembre, à 8 h. 1/2, causerie sur un projet de colonie d'entente communiste.

* * *

L'Idée libre du XXe. — Réunion, samedi 15 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Boucher, 14, rue Ribeval.

Causerie par le camarade Lucien Mignote : Les fonctions de l'âme sur les corps organiques.

* * *

Paris. — Nous n'avons pas à démontrer la puissance malfaisante de l'argent, pas plus que la nécessité de sa suppression pour établir la liberté et la justice.

Le communisme seul peut amener la suppression de l'argent et établir la production et la consommation libres et équitables. Tous ceux qui ont étudié ou essayé le communisme ont été obligés de supprimer l'argent.

Les communautés religieuses, elles-mêmes, exigent, de leurs membres, le vœu de pauvreté.

Les hommes imbus de l'idée communiste ne manquent pas. Jusqu'à présent, le défaut de cohésion a empêché l'essai et la réalisation du communisme.

Nous voulons créer un centre d'attraction capable de nous grouper, un centre de coopération communiste et libre, où les échanges se feront sans argent, où nous n'aurons qu'un but, produire sans esprit de lucre pour la satisfaction de tous.

Tout homme capable de travailler doit produire pour consommer, et plus qu'il ne consomme pour satisfaire aux besoins des enfants, des vieillards, des malades et des infirmes.

Nous ne pouvons rompre avec la société bourgeoise et capitaliste que progressivement, suivant notre développement. Par conséquent, nous sommes obligés d'y garder notre travail, et de conserver l'usage de l'argent pour nos rapports et nos échanges collectifs ou individuels avec elle.

Nous ne pourrons donc, au début, échanger entre nous sans argent que le produit d'une partie de notre travail, cette part s'augmentera suivant notre progression jusqu'à la totalité, après un temps plus ou moins long.

Nous établissons un dépôt à Paris, avec l'appui d'un groupe de camarades de bonne volonté, qui s'improvisent en comité d'initiative et de contrôle toujours librement renouvelable et gratuit. Nous ne voulons pas créer de fonctionnaires, ni imposer de charges.

Nous faisons appel à tous les communistes de tous les pays, nous les prions de nous envoyer des produits agricoles, des étoffes, du cuir, du bois, des produits manufacturés ou bruts, des objets d'art, des livres, de l'argent, en un mot de tout ce qui peut être utile et agréable.

Nous prions chaque camarade de faire suivre son envoi de l'estimation exacte de sa valeur, il lui en sera tenu compte, et il lui sera rendu avec d'autres produits, sur sa demande, l'équivalent de ce qu'il aura donné. Nous aurions bien voulu ne pas établir d'estimation, mais nous croyons que nous ne pouvons pas l'éviter au début. Toutes les matières brutes, nous les ferons travailler par les hommes ou les réfugiés politiques sans travail. A chaque travailleur, il sera alloué 1 franc de l'heure soit pour l'homme, soit pour la femme. La rétribution sera la même pour toutes les professons, pour tous les métiers. Nous estimons qu'il faut 1 franc de l'heure pour que l'homme ou la femme puisse vivre sans privations.

Le prix de l'heure étant le même pour tous, l'heure du travail nous servira de base pour l'estimation du travail et des produits.

Les employés au dépôt, cela va sans dire, seront payés 1 franc de l'heure. Les uns et les autres recevront seulement 1/4 de leur rétribution en argent, le reste sera pris en marchandise. Il ne sera donné du travail qu'à ceux qui l'exécuteront eux-mêmes.

Nous ne voulons pas de tâcherons ni d'entrepreneurs. Chaque travailleur doit toucher le produit intégral de son travail.

Les déposants, quel que soit leur dépôt, ne toucheront jamais d'argent.

Il sera publié toutes les semaines un état du dépôt et du travail, pour que chacun puisse se rendre compte de nos besoins et de nos échanges.

On pourrait aussi faire tous les mois une réunion des associés habitant Paris, soit pour renouveler le comité, soit pour discuter sur nos principes et sur notre organisation.

L'extrait de ces discussions serait publié pour l'edification des sociétaires éloignés, et pour provoquer leur observations.

Si on juge à propos, on organisera des conférences et des fêtes.

Pour renseignements, s'adresser à Ardouin, 86, rue de Cléry, Paris.

* * *

Sommaire du n° 23 de *Jean-Pierre :*

Mot d'enfant, ill. Creiche.

Le vilain canard, par Andersen ; ill. F. Jourdain.

Dialogue entre Jean-Pierre, Louise et un cousin de Jean-Pierre sur les sciences de la nature, par Jacques Maritain.

Sagesse de M. Maton, par René Salomé.

Souvenirs d'une petite fille, par Jeanne ; ill. Creiche.

Réponse aux devinettes.

Jeu.

Deux lettres de l'alphabet.

* * *

Contre la peine de mort. — Conformément aux termes de la circulaire en date du 23 juin et publiée par le journal l'*Association coopérative* du 1er novembre, voici le montant des sommes versées et l'usage des fonds reçus par le Comité de la Propagande, en faveur de l'abolition de la peine de mort :

Recettes :

M. Gaucher, août 1902	Fr.	20

Dépenses :

Pétitions et impression	Fr.	100
Frais de poste, papier enveloppes du 11 mai au 1er novembre		150
Total	Fr.	250
Recettes		20
Déficit	Fr.	230

Henriette Meyer.

* * *

Société instituée pour la création d'une colonie libertaire en France. — Dimanche 16 courant, à 9 heures, salle Salsac, 1 *bis*, boulevard Magenta. Réunion de tous les adhérents au projet de colonie.

Concours des chansonniers.

Entrée gratuite.

Mardi, 18 courant, à 9 heures, café, 15, rue Durantin (18e), causerie sur l'agitation électorale à organiser prochainement dans le 18e. Appel à tous les libertaires orateurs.

Entrée gratuite.

* * *

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 :

Vendredi 14. — L'évolution dans ses rapports avec la physique du globe, avec projections, par G. Courty.

Mardi 18. — L'Afrique française, avec projections, par Paul Barré.

Vendredi 21. — Lecture commentée et illustrée de l'œuvre de Zola, par Mme et M. Gil Baer.

* * *

L'Emancipatrice, Université populaire d'Aubervilliers, 1, rue des Ecoles (Seine).

Conférences de novembre :

Samedi 16. — Soirée littéraire, chants et poésies.

Jeudi 20. — Libre examen (suite), par le camarade Paraf-Javal.

Samedi 23. — Conférence, concert.

Jeudi 27. — Conférence par G. Veillat, sur le monde des oiseaux.

Samedi 30. — Causerie par le camarade Henriot. Chants et poésies.

* * *

Amiens. — Réunion des camarades du groupe de propagande, le samedi 15 courant, à 8 heures 1/2 du soir, chez le camarade Alexandre, au Lin. Communications urgentes.

* * *

Montceau les Mines. — Dimanche 16 novembre, à 3 heures après midi, réunion des camarades chez Monnet, rue du Bois.

* * *

Avis aux amis.

Nous prions les camarades de bien vouloir contribuer à la propagande par la carte postale illustrée, en nous envoyant des gravures ou dessins qu'ils jugent dignes d'être reproduits et utiles à la propagation de nos idées.

Nous en garantissons le retour intact.

Nous tenons à la disposition des propagandistes une riche collection de cartes artistiques sur carton anglais à un sou, pris en quantité.

Adresser les commandes aux *Temps Nouveaux* de Bruxelles, 51, rue des Eperonniers.

Vient de paraître à cette librairie, l'*Evolution de la morale*, par Letourneau, à 0 fr. 25.

* * *

Londres. — Le cercle d'études sociales : *Le Travail* vient d'être fondé à Londres. Il a mis en tête de ses statuts que le devoir des socialistes est de grouper les travailleurs, de solidariser leurs efforts pour conquérir leur émancipation.

Le droit naturel de chacun à l'existence impose au prolétariat du monde entier la nécessité de se grouper sur le terrain économique afin de réaliser plus vite la rénovation sociale, et s'est donné comme but l'instruction de ses membres au point de vue politique, scientifique et technique et l'organisation de récréations en leur faveur ; de soutenir moralement et matériellement dans la mesure de ses forces toute tentative du prolétariat en vue de son émancipation. Notre cercle qui bientôt, nous l'espérons, atteindra une importance capable d'influer sur le mouvement ouvrier, est composé en grande partie de travailleurs affiliés aux Trades-Unions anglaises, marchera la main dans la main avec toutes les organisations ouvrières existantes qui luttent pour la liberté et le bien-être de tous.

La première tâche que nous nous sommes imposée est la création, à Londres, d'une maison du Peuple. Nous connaissons déjà une grande partie des difficultés que nous rencontrerons et dont la plus grande est certainement l'indifférence, mais par une propagande active parmi les Trades-Unions et les sociétés démocratiques ou socialistes, et avec l'appui des associations ouvrières du continent et de ceux de leurs membres qui viendront parmi nous, nous atteindrons notre but. Quant à notre attitude, relativement au mouvement social, nous croyons que la propagande des idées en faveur de l'émancipation des travailleurs depuis cinquante ans a fait un assez grand nombre d'adeptes, pour organiser partout, où cela est possible, la production et l'échange des produits. Nous ferons tous nos efforts pour généraliser le sentiment d'indépendance, en donnant notre concours à des initiatives pratiques qui veulent dès à présent, avec les moyens dont on dispose,

améliorer leur condition sans perdre de vue l'émancipation intégrale de l'humanité.

Le Comité.

(Pour tous renseignements et communications s'adresser au secrétaire, G. Lotz, 21, Haverstock Street, City Road, London. N.)

∴

Aux Cercles d'Etudes, groupements libertaires et individualités.

Camarades,

Il y a six mois, par une circulaire envoyée à la presse libertaire des camarades anarchistes réfugiés à Londres, faisaient connaître à tous, un projet de groupement d'action au moyen d'une Société d'édition. Après entente préalable, Polonais, Français, Allemands, Italiens, Espagnols, Anglais, etc., s'associèrent et montèrent par actions de 6 fr. 25 une Imprimerie destinée à répandre toutes publications sociales. Elle a commencé par éditer une plaquette: *La Grève générale et la Révolution* en allemand, et en ce moment, entre autres œuvres : *La Rivoluzione sociale* en italien. En plus sur le travail commercial un bénéfice approximatif d'un tiers sur la commande est prélevé, afin d'alimenter la propagande. Prenant de l'extension, les camarades viennent de constituer une Librairie sociologique qui, adjointe à l'Imprimerie, fera de bonnes besognes par l'écoulement d'œuvres révolutionnaires. Bientôt nous espérons réaliser à côté de la Librairie-Imprimerie, l'Université Populaire internationale où travailleurs de toutes nations, proscrits de tous gouvernements se coudoieront, et, œuvrant en commun, réaliseront ainsi l'Internationale des révoltés.

Nous faisons donc un appel à tous afin de seconder nos efforts. A ceux qui croient que les jeunes gens qui refusent d'endosser la livrée militaire sont perdus pour la propagande, nous montrons la preuve du contraire, car nombre de réfractaires sont groupés autour de la Société d'Edition. Nous voulons éditer nous mêmes les œuvres libertaires, et nous libérant, tant que faire se peut de services bourgeois, imprimer et répandre toutes les idées avancées. Nous plaçant sur le terrain purement anarchiste, nous combattrons toutes formes d'exploitation et tous les fourbes, qui utilisent les aspirations révolutionnaires à leur profit.

Nous espérons donc que chaque groupement libertaire, syndicat ou université populaire, considérera comme un devoir de solidarité de nous soutenir et qu'au moins une action (6 fr. 25) sera souscrite par tous ceux pour qui l'action vraiment internationale n'est pas un vain mot.

Envoyer actions et souscriptions au secrétaire G. Lance, 12, Dean street et 18, Carlisl est., Soho W; Londres.

VIENT DE PARAITRE

L'*Inévitable révolution*, par Un proscrit; 1 vol. de la *Bibliothèque sociologique* de chez Stock. Dans nos bureaux, 2 fr. 50; franco, 2 fr. 75.

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Villaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50; par colis postal : 8 fr. 10. Edition non illustrée, 2 fr. 50, franco, 3 francs.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

∴

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco, 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco 2 fr. 75. — *Autour d'une vie*, par Kropotkine, 3 fr. 10. — *Les Aventures de Mono*, par J. Grave, 2 fr. 75. — *La Colonne*, par L. Descaves, 2 fr. 75. — *Souvenirs d'un révolutionnaire*, par G. Lefrançais, 3 fr. 20. — *L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique*, par E. Reclus, 2 fr 75.

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Nous leur rappelons que nous avons fait mettre chez les dépositaires du journal et dans les gares : Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, et* Organisation, initiative et cohésion, *de J. Grave. Prière aux camarades de les réclamer. Ils trouveront, également dans les gares, l'édition non illustrée de* Guerre-Militarisme.

A NOS ABONNÉS

Pour la... nous ne savons quelle fois nous leur demandons de nous joindre une bande d'adresse à chaque renouvellement, afin de nous éviter d'inutiles pertes de temps.

EN VENTE A NOS BUREAUX

La dernière lithographie de notre série est enfin chez l'imprimeur, qui doit nous la livrer cette semaine. Elle est de Steinlen. Dans nos bureaux, 1 fr. 25; franco, 1 fr. 40.

Je rappelle que le frontispice de Roubille, vu son caractère spécial, ne sera tiré qu'à un petit nombre, pour ceux qui l'auront retenu.

POUR L'ÉDITION

Nous voici bientôt fin novembre, et nous en sommes toujours aux 250 adhésions annoncées, c'est-à-dire qu'avant de mettre en chantier le nouveau volume, il faudra attendre d'avoir liquidé le premier.

Si la vente se continue comme jusqu'à présent, les imprimeurs seront payés dans six mois. Je prie les adhérents de ne pas se décourager, nous tâcherons de nous passer du concours des indifférents.

L'Almanach de la Révolution pour 1903; Couverture en couleurs par Maximilien Luce. — Sommaire : *Ephémérides*, par P. Delesalle ; *Pourquoi nous sommes révolutionnaires*, par E. Reclus ; *Emile Zola*, par L. Descaves ; *Les Précurseurs*, H. Ch. ; *Comment on s'enrichit*, par J. Grave ; *L'Esprit révolutionnaire*, par P. Kropotkine ; *Ballade des bonnes semailles*, poésie de R. Chaughi ; S. W. *Balmascheff*, P. M. D. ; *Education laïque*, par Charles Albert ; *La Révolte d'Ourscamp*, par Klemczinski ; *Myrmidons*, par André Girard ; etc., etc.

Illustrations par : Steinlen, L. Hénault, Roubille, V. Muller, Willaume, Couturier, Berger, etc.

L'exemplaire 0 fr. 30 ; par la poste 0 fr. 40.

Primes importantes à tous les acheteurs de l'Almanach.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

A-t-on intérêt à s'emparer du pouvoir? par E. Demolins, 1 vol. 3 fr. 50, chez Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

Cherchons l'hérétique, par J. Esquiros, 1 vol. 3 fr. 50 chez Stock.

Le Galon, par D. Borys, 1 vol. 3 fr. 50, *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

L'Union libre, par Eugénie Potonié-Pierre, 1 brochure 0 fr. 05, *Réveil des travailleurs*, 33, rue Regnier-Poncelet, Liège.

Aux ouvriers métallurgistes et à tous les travailleurs, brochure à l'*Union fédérale des ouvriers métallurgistes*, Bourse du travail.

Vingt ans d'expériences politiques et économiques en Russie, par Naoumoff Lubavitsky, fascicule, 1, 12 francs par an chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Nouvelles de nulle part, par W. Morris; 1 vol., 3 fr. 50. « Société nouvelle d'édition », 17, rue Cujas.

Les Bâtisseurs de ponts, par Rudyard Kipling, 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Pages of Socialist History, by W. Tcherkesoff, 1 broch., chez Cooper, 114, Fourth. av., New-York.

Eléments de science sociale ; 1 vol., 3 fr. 50 à *La Régénération*, 27, rue de la Duée.

Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, tome III; 2 francs. *Escuela Moderna*, 70, calle de Bailen, Barcelone.

Libre examen (en espagnol), par Paraf-Javal, broch. 0 fr. 25 à La *Huelga general*, Barcelone.

El hombre y la Sociedad, par Lorenzo, broch. 0 fr. 25, à la *Huelga General*.

Las dos Judias (image), Paraf-Javal, à la *Huelga General*.

La Situation économique en Allemagne, par A. de Sayon, *Musée social*, 4, rue Las Cazes.

Aux travailleurs (en russe), par L. Tolstoï; broch. chez Tchertkoff, Christchurch, Hants, Angleterre.

L'Ane, le Singe et le Philosophe, par H. Château, 1 vol. 3 fr. 50, chez Dufairic et Cie, 50, rue des Saints-Pères.

Le Milieu social, par Mansuetus, 1 vol., chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

A lire :

Les communistes de Mandchourie, par Jean Delusse, *La France* de Bordeaux, 11 octobre.

Bavardage, par un parisien, *Radical* lundi 10 novembre.

Les Millions des pauvres, H. Maret, *Le Radical*, 31 octobre.

La Liberté de l'enseignement, H. Maret, *Le Radical*, 2 novembre.

A voir :

Rêve italien, dessin de Heidbrinck, *Le Gavroche* n° 41, et aussi ceux de Steinlen, Lefèvre et Nillette.

PETITE CORRESPONDANCE

Auguste et Marianne. — Le dictionnaire le meilleur marché, c'est le La Châtre.

L., à Valenciennes. — Ce sont toujours les mêmes que j'ai.

X., à Paris. — *La Lanterne*, paraît-il, vend son affiche 2 francs.

Garabess. — Entendu. Passera prochain numéro.

Reçu pour la liberté d'opinion : Auguste et Marianne, 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : Auguste et Marianne, 0 fr. 25. — Verax, 5 fr. — Doupère, 1 fr. — L., à Lorient, 0 fr. 50. — *Illisible*, après lecture de *Malfaiteurs*, 0 fr. 05. — Quimes, un camarade convaincu, 10 fr. — A. G., à Mansourah, 2 fr. 50. — A. M., à Buckingham, 2 fr. — J. B., 0 fr. 30. — J. S., 0 fr. 30. — Merci à tous.

G., à Saint-Mitre. — M., à Bruxelles. — F., à Tlemcen. — G., à Paris. — E. E., à Rougemont. — J. G., à Rodez. — H., à Gand. — L., à Amiens. — R., à Lausanne. — V., à Nîmes. — F., à Annonay. — R., à Rouen. — R. G., à Mâcon. Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7

HUITIEME ANNÉE N° 30 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 NOVEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

EN TURQUIE

La persécution des Arméniens va redoubler de vigueur et une nouvelle série d'arrestations et de poursuites va s'ajouter à l'histoire sanglante de ce pauvre peuple, traqué sans relâche et opprimé depuis des siècles par les disciples de Mahomet.

Lundi, 27 octobre dernier, la police pénétra dans la demeure de l'Arménien, Boghos Isramian, étudiant en médecine, âgé de 25 ans. La manière dont procéda la police prouve à l'évidence que la perquisition émanait d'une dénonciation, car, sans avoir cherché elle trouva quelques revolvers cachés dans un coin isolé de la maison. Quoique le fait de posséder des armes ne prouve rien, ledit étudiant n'en fut pas moins déclaré révolutionnaire et n'a pu éviter la prison que par une fuite spontanée. Cependant notre généreux gouvernement n'entend pas faire des opérations stériles et s'il s'est donné la peine de perquisitionner, il tient à prouver le bien fondé de son agissement, et, partant, il lui faut une victime. En conséquence, le père de Isramian fut emprisonné et expie le grave délit que constitue, pour l'Arménien, la présence d'un revolver. C'est la continuation du long martyrologue de cette population, dont la douceur dépasse les limites au point d'être considérée comme dépourvue d'énergie et ignorant la révolte. C'est le commencement d'une nouvelle série de tracasseries qui, depuis douze années, ont semé la terreur parmi les Arméniens, en dépit du traité de Berlin par lequel, suivant l'*art. 61*, le roi des assassins s'engage :

« A améliorer spécialement la situation des Arméniens, à pourvoir à leurs besoins et à protéger leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. LES PUISSANCES EUROPÉENNES DOIVENT SURVEILLER L'APPLICATION DES RÉFORMES. »

Tout le monde sait de quelle façon le gouvernement a observé ces engagements! La presse étrangère a suffisamment répandu les atrocités et les massacres en masse commis entre les années, à jamais mémorables 1894-1896.

Les puissances qui ont signé le traité de Berlin sont collectivement reponsables pour la non-exécution des engagements qu'il contient, mais il paraît que cela n'inquiète nullement l'Europe, officielle qui n'a jamais tenu sa promesse envers le peuple Arménien, car journellement des faits identiques à celui que je viens de citer, se passent sous les regards bienveillants des représentants des puissances européennes.

Que l'on ne s'imagine cependant pas que le peuple continuera à courber la tête. La révolte est de nouveau dans l'air et le comité révolutionnaire fait une propagande *active*, gagnant du terrain de jour en jour.

La stricte discrétion que nous voulons garder sur notre tactique nous empêche de vous en dire plus; mais ce qui est sûr et certain, c'est que le jour où nous essayerons une nouvelle tentative pour nous défaire du joug ottoman est proche, plus proche qu'on ne le pense. Nous sommes fermement décidés à aller jusqu'au bout, et l'heure venue, nous aurons également soin de ne tenir aucun compte des *intérêts financiers* de l'Europe, qui nous laisse assassiner et torturer sous les yeux de leurs représentants, tenus cependant à faire respecter les prescriptions de ce fameux traité.

GARABED

Constantinople.

Parlant des arrestations qui ont eu lieu en Belgique à l'occasion de l'attentat raté contre Léopold, *Le Matin* relate celle du compagnon Chapelier, et ajoute avec la bonne foi journalistique qui le caractérise, « qui du reste, a été exécuté, il y a quelque temps, par les *Temps Nouveaux* ».

Nous avons eu, avec le camarade Chapelier, une discussion sur certains moyens d'action, où la bonne foi de ce camarade n'était nullement en jeu, mais nous n'avions à exécuter personne.

J. GRAVE.

Errata. — 1° Dans l'article de Quillard paru dans le dernier numéro, au lieu de « sept forçats » etc., *lire « huit forçats »*; soit du premier procès, 3 aux différents bagnes, 1 à l'infirmerie du pénitencier de Puerto de Santa-Maria; du second, 1; du troisième, 3.

2° Dans le même article, au lieu de « au prix de quelles lettres... » lire « au prix de quelles luttes... »

3° Dans l'article « La Mano Negra », au lieu de « les marchands professionnels ou amateurs », lire « les mouchards professionnels... »

LA "MANO NEGRA" (1)

Le procès d'Arcos.

IV

Voici ce que nous avons pu savoir du troisième et dernier des grands procès de la Mano Negra.

L'affaire de *la Venta Alta*, ou de la Venta ou auberge des Quatre Chemins fut le prétexte : l'aubergiste Antonio Vasquez, dont la maison était établie au *carrefour* des quatre routes de Rota, Jerez, Puerto et Sanlucar, fut assassiné dans le courant de mars 1883. Ce meurtre fut, comme dans le procès de la Parrilla, le meurtre du Blanco de Benaocaz, l'occasion d'arrestations arbitraires innombrables. Finalement, quatre seulement furent condamnés : Antonio Roldan, comme auteur du meurtre, Diego Maestre Morales, Juan Prieto et José Jimenez, parce qu'ils étaient les amis du soi-disant meurtrier. Tous quatre devaient être pendus.

Aucun d'entre eux ne fut exécuté : les ouvriers de Puerto de Santa-Maria, en apprenant l'exécution prochaine de leurs camarades, firent paraître une énergique protestation où il était dit que « si la bourgeoisie laissait mener au gibet pour y être exécutés les condamnés à mort, elle était avertie que tous les membres de la classe bourgeoise se condamneraient eux-mêmes du même coup, à la même peine; car alors le feu serait mis aux quatre coins de la ville, et tout serait réduit en cendres, y compris leurs cadavres mêmes ». Immédiatement la bourgeoisie de Puerto de Santa-Maria fit des démarches auprès du pouvoir central, à Madrid, pour obtenir la *grâce* des quatre condamnés, c'est-à-dire la commutation de leur peine en celle de la chaîne perpétuelle. Cette *grâce* fut accordée.

Le fait est significatif. Si d'aucuns, amis toujours et quand même de la légalité, résolus, quant à eux, à n'en point dépasser les bornes, et à blâmer indifféremment, par principe, tout acte extra-légal, trouvent violent et censurable l'acte des ouvriers de Puerto, qu'ils veulent bien remarquer que la bourgeoisie de Puerto ne songea point à faire appel aux lois et à demander la protection toujours prête de la garde civile et de la troupe; elle obéit, au contraire, et promptement, à l'injonction qui lui était faite et c'est sans doute qu'ayant conscience de l'injustice et de l'illégalité commise par elle-même ou par ses agents, elle n'eut pas le front de faire appel à la légalité. Les ouvriers de Puerto, dans une situation désespérée, employèrent un moyen désespéré. Et ils firent bien. C'est grâce à cela que nous pouvons tenter aujourd'hui de faire rendre justice complète aux survivants.

Voici ce qu'écrit l'un d'eux :

Lettre de José Jimenez Doblado, écrite du pénitencier de Ceuta, adressée à *Tierra y Libertad* et publiée dans le n° 151 :

« Chers amis,

J'ai la joie de voir dans *Tierra y Libertad* la campagne que vous menez en notre faveur; c'est pour y contribuer que je vous envoie ces quelques faits relatifs aux événements de la Venta Alta (Venta des Quatre Chemins).

Le 29 mars, étant réunis, les trois camarades qui partagèrent mon sort, et moi, Diego Maestre me dit qu'il avait à aller à Puerto (de Santa Maria), et je lui dis : « Viens aujourd'hui avec nous à la vigne, et nous tuerons un agneau que j'ai, et demain tu pourras aller à Puerto. » Ainsi fit-il, et quand il fut arrivé à la Venta Alta, on l'arrêta sans qu'il sût pourquoi, et la garde bourgeoise commença à le frapper, et on l'emmena à Puerto. Trois jours après on nous arrêta, les trois autres, et l'on nous emmena au quartier de la garde bourgeoise (ou garde civile, gendarmerie), où nous restâmes une nuit. *Des tortures que l'on nous fit subir, je ne vous dis rien, car je ne veux pas me les rappeler*; on nous emmena à Puerto et ensuite à Jerez où l'on nous enferma dans des cachots : nous y rencontrâmes ceux de la Parrilla.

Mon camarade Antonio Roldan fut envoyé à l'infirmerie : il était mourant des *bons traitements* qu'on lui avait fait subir... »

(1) Voir les nos 27, 28 et 29.

La fin de cette lettre a été publiée déjà dans notre numéro 28, avec les témoignages relatifs au premier procès. José Jimenez y raconte ce qu'il a pu apprendre, à la prison de Jerez, sur le sort de José Léon Ortega, celui qui, au dire de tous ses compagnons de souffrance, a été le plus atrocement torturé, et il reproduit le témoignage de l'infirmier de la prison.

Voilà ce que nous savons du procès de la Venta ou hôtellerie des Quatre Chemins. Le principal accusé, Antonio Roldan, est mort depuis longtemps au bagne. C'est lui qui fut condamné comme coupable du meurtre : il n'est plus là pour se défendre. A défaut du gibet où l'on n'osa pas le mener, les *bons traitements* ont eu raison de lui. Le seul des trois survivants qui ait parlé jusqu'ici, a parlé peu, — on comprend, au reste, la lassitude qui appesentit sa main — et il a parlé surtout des autres, de José Ortega, d'Antonio Roldan, dont les effroyables tortures — l'un en est devenu fou et l'autre en est mort — ont frappé son esprit et l'obsèdent encore.

V

Tels sont les grands procès de la Mano Negra, ceux auxquels s'attache pour nous, outre l'intérêt historique et avant l'intérêt historique, un intérêt de pressante actualité, puisque quelques-unes des victimes qu'ils ont faites sont encore vivantes et demandent justice. Il ne sera pas inutile de citer encore le cas de Juan Galan ; il fut, comme on va le voir, victime d'un véritable assassinat qui s'ajoute aux innombrables crimes de la gendarmerie espagnole et de la bourgeoisie andalouse. Si nous tenons à le conter, ce n'est pas que nous voulions faire appel à « la justice de l'histoire » ; car il n'y a là pour nous qu'un mot vide de sens, une amusette à badauds ; mais nous voulons trouver dans l'histoire de la victime morte un argument de plus pour sauver les vivants. Nous voulons montrer un exemple en plus de la barbarie des procédés employés par des gens dont la cause dût être fort mauvaise, s'ils ont dû employer des moyens aussi abjects.

Lettre de M. Reguera, adressée de Buenos-Aires, mai 1902, à *Tierra y Libertad*.

« Compagnons de *Tierra y Libertad*.

Aujourd'hui que je me trouve un peu rétabli de la maladie qui m'a forcé à garder le lit, je vous écris pour vous faire connaître aux lecteurs de votre journal l'inique procès et le véritable assassinat commis à Jerez de la Frontera contre notre ami Juan Galan.

Sur la route de Trébujena, aux premières vignes que l'on rencontre en sortant de la ville, se trouvait à cette époque une petite auberge dont le propriétaire était Juan Münez, lequel, ainsi que sa femme, s'était vendu corps et âme à D. Tomas Pery Monforte. Grâce à l'alcool qu'ils fournissaient aux malheureux qui venaient dans leur établissement, une fois ivres, ces derniers racontaient qu'ils étaient affiliés à l'Association internationale des Travailleurs ; leurs propos étaient rapportés à Monforte par l'un ou l'autre des époux, que l'on surprit plus d'une fois dans l'officine de la « hyène », ce qui fit attribuer à ces deux misérables boutiquiers la responsabilité des arrestations et des persécutions pratiquées contre les travailleurs qui avaient parlé dans leur cabaret.

Une nuit (je ne me rappelle plus la date, mais c'était au moment des événements de la Parrilla), ce Nunez et sa femme furent tués à coups de poignard et parce que Galan était contre-maître de la vigne immédiatement voisine de l'auberge, et avait été à l'hôtellerie le soir avant lo crime, pour cela et pour cela seul, dis-je, il fut tiré de sa maison, au petit jour, par la garde civile, on l'arracha de son lit, on l'enchaîna cruellement, on le roua de coups de bâton, pour qu'il se reconnaisse l'auteur du double meurtre ; cependant on ne put rien tirer de lui ni de sa compagne, et on l'emmena en prison.

J'ai dit qu'il était contre-maître : or, trois au quatre jours auparavant, il avait renvoyé quelques travailleurs, le travail qu'ils avaient à faire étant terminé ; quelques jours plus tard, Monforte et Oliver, firent arrêter, pour les présenter comme complices dans l'affaire du cabaret, cinq de ceux qui avaient travaillé avec Galan, et qui furent brutalement roués de coups par la garde civile. Voici leurs noms :

Salvator Badillo, Juan Gutierrez, José Martinez, connu sous le sobriquet de « el Gallego », Alejandro Gomez et Manuel Enrique, appelé le Vieux ; je m'occuperai plus tard de ce dernier.

Ils étaient en prison depuis quelques jours quand ils en furent tirés, au milieu de la nuit, avec Galan, et, bien ligottés, on les conduisit à un champs d'oliviers proche du cabaret ; on les mit à quelque distance les uns des autres et les gendarmes recommencèrent, pour la seconde fois, une séance de coups, s'acharnant, jusqu'à n'en pouvoir plus, sur les corps des six travailleurs innocents, sans défense ; puis leur chef leur ordonna de cesser, disant que si le procédé employé n'amenait pas les prisonniers à composition, on les ferait avouer par un autre moyen plus « humanitaire » qu'il allait mettre — et qu'il mit — en pratique.

Ce procédé consistait à faire tirer des coups de fusil en l'air, et, se plaçant tantôt en face de l'un, tantôt en face de l'autre des prisonniers, en leur disant : « Si tu n'avoues pas ce qu'on te demande, tu mourras comme tes compagnons. » Mais on ne put leur arracher aucun aveu, car les malheureux ne savaient rien de ce qu'on leur demandait.

L'infortuné Galan était sans force pour résister plus longtemps aux mille martyres que ceux qui se nomment « inviolables » lui faisaient souffrir ; serré de près par le juge chargé de l'affaire, qui assistait avec d'autres aux tortures infligées aux inculpés, et qui le pressait d'avouer qu'il avait trois ou quatre complices, ce qu'il pouvait démentir le lendemain, parvenant ainsi à faire cesser le supplice que lui infligeaient les inquisiteurs, il le fit. Il donna les noms de quatre malheureux, et, de retour à la prison, le lendemain, en allant faire sa déclaration devant le juge susdit, il dit que s'il avait fait la veille la déclaration que l'on pouvait lire maintenant dans le procès-verbal, c'était pour qu'on ne le fît pas souffrir davantage. Mais pour lui, tout cela ne lui servit de rien. Quant aux quatre qu'il avait dénoncés, ils furent mis en liberté, ayant été reconnus innocents.

En cherchant des « preuves » on trouva sur le lieu de l'événement un chapeau portant le nom de Antonio Lozano : ce qui amena l'arrestation d'un jeune homme de ce nom, et son incarcération. Deux gendarmes du contingent rival, aux ordres de Monforte, le firent sortir de la ville et le rouèrent de coups. Ils ne purent cependant tirer de lui d'autre déclaration que celle qu'il avait faite au moment où on l'avait arrêté : il s'était fait faire un chapeau portant ses noms et prénoms, mais il ne l'avait pas pris, parce qu'une fois fait, le chapeau ne lui avait pas plu.

Le maître de la chapellerie, qui se nommait Nieve, et dont la manufacture était située dans la Luseria, fut appelé en témoignage. Il affirma que ce n'était pas la première fois qu'un client lui laissait un chapeau de commande qui, une fois fait, n'avait pas plu ; il les vendait alors ensuite au premier venu aux mesures duquel le chapeau se trouvait convenir. Cela suffit pour qu'on mît en liberté Lozano, non sans lui avoir, au préalable, donné encore force coups.

Gomez, Badillo, Gutierry et Martin furent mis également en liberté, mais ils étaient pour longtemps dans l'impossibilité de se servir de leurs jambes. Galan fut condamné et exécuté : il ne lui servit de rien de répéter mille fois, et jusque devant la foule qui assistait à son exécution, qu'il était innocent.

Je vais, en terminant, vous parler de ce qui advint à Manuel Enrique au cours de cette affaire.

Cette vipère d'Oliver lui promit, peu après son arrestation, la liberté, s'il voulait le servir en ce qu'il lui indiquerait. Enrique accepta et le premier ouvrage que lui commanda ce « mauvais insecte » (il mal bicho) fut de chercher deux victimes pour envoyer une lettre à un bourgeois, lui demandant une certaine somme d'argent, Enrique étant chargé d'aller la leur remettre à un endroit fixé d'avance, où seraient postés les « chiens de prise » au service du « reptile » Oliver, lesquels se chargeraient de régler l'« affaire ».

Enrique, d'accord avec le soussigné, s'arrangea pour remplir le rôle qu'on lui avait tracé sans cependant compromettre personne ; l'argent en question fut porté à l'endroit désigné, sur la petite place proche de l'ancienne station, au bout de la rue Porvenir. Les gendarmes, qui étaient aux aguets, durent se retirer l'oreille basse, comme un lévrier qui, parti pour la chasse, n'aurait pas au long de la journée, trouvé une seule perdrix à se mettre sous la dent. Ce coquin d'Oliver en fut pour ses frais, lui qui avait cru un moment faire d'Enrique le complice de ses méfaits.

Je prends congé de vous en envoyant mon salut à tous ceux qui luttent avec désintéressement pour la liberté complète du genre humain.

Signé : M. Reguera. »

VI

Voilà les documents et les faits que *Tierra y Libertad* a pu réunir. D'aucuns pourront les trouver incomplets : nos camarades de Madrid, pas plus que nous, ne disposent des ressources et des loisirs que nécessiterait une enquête approfondie et précisée jusque dans ses moindres détails. Rechercher et copier les documents aux archives de Jerez, chercher les témoins dispersés de cette époque déjà lointaine, aller voir dans leurs bagnes les victimes et leur faire compléter méthodiquement les déclarations qu'elles ont faites spontanément et de façon incomplète ou décousue, tout cela serait une œuvre utile : elle aurait pour résultat d'éclairer d'une lumière nouvelle un chapitre encore obscur de l'histoire d'Espagne ; mais dès maintenant nous en savons assez pour renverser la légende de la Main noire ; s'il reste des points obscurs, une trouée de lumière a pénétré jusqu'au fond des machinations ténébreuses du commandant rural Tomas Monforte et du capitaine Oliver. Nous savons que huit forçats innocents subissent depuis vingt ans un supplice qui a commencé par l'arrestation arbitraire, la séparation violente de tout ce qu'ils aimaient, la torture physique et morale appliquée par de dignes descendants des inquisiteurs catholiques et de dignes prédécesseurs du capitaine Portas ; puis ce fut la condamnation inique et l'interminable souffrance des années de bagne s'ajoutant aux années, sans espoir, dans l'oubli complet ; ceux mêmes qui auraient pu agir par solidarité ne faisaient rien, parce que eux aussi, pour la plupart, ils avaient cru à la légende. Les uns avaient blâmé, les autres avaient compris et excusé les actes de banditisme commis par une population misérable, agissant sous la perpétuelle provocation jetée par le luxe et l'abondance des uns au dénûment des autres.

Eh bien il n'y a pas eu de banditisme, et le seul crime commis, ce fut le monstrueux mensonge de la Main noire.

Nous recevons la lettre suivante :

« 23 septembre 1902.

« Je reçois au moment du départ du courrier, par voie indirecte, des nouvelles de l'infortuné Gallo où il me dit sa situation de martyr. Je viens donc au nom des camarades d'ici faire un suprême appel pour que les camarades de France ne l'oublient pas, ce n'est plus un homme, c'est un cadavre vivant, il faut que ce camarade ait un tempérament d'acier pour ne pas avoir succombé aux tortures dont il est l'objet de la part de ses bourreaux ; il ne vit plus que par un fil, il est toujours à l'île Nou sous le râle de la mort. Ne pourrait-on pas tenter un dernier effort pour l'arracher à ces fils de Néron ? Je crois que cela serait un acte d'humanité et de solidarité qui vraiment vaudrait la peine. Ses idées n'ont jamais changé en rien et il est resté le même homme qu'il fut jadis : de grâce, camarades occupez-vous de lui, vous qui le pouvez, quoique la tâche soit difficile ; n'oubliez pas que c'est un des nôtres qui souffre péniblement les volontés de la Société bourgeoise. Souvenez-vous qu'en Nouvelle-Calédonie on étouffe les plaintes les plus tristes et que souvent on meurt faute d'appui. Courage, camarades, pour le séquestré. »

La *Mano Negra*, l'Arménie, les tortures en Nouvelle Calédonie, voilà de quoi solliciter les efforts des amants de la justice et de la vérité. Marcheront-ils ? — C'est ce que nous verrons.

J. Grave.

DES FAITS

« On vient de percevoir en Amérique le droit d'entrée le plus élevé qu'on eût encore jamais perçu sur les vêtements de dames fabriqués à l'étranger. Une jolie Américaine est arrivée à New-York avec des toilettes dont la valeur a été estimée 450.000 francs. Pour ce petit trousseau qui d'ailleurs était contenu dans 20 malles, l'administration douanière a perçu la modeste somme de 230.000 francs comme droits d'entrée. La propriétaire a payé la somme sur-le-champ et sans faire d'objections. »

(*Das neue Blatt*, 1902, n° 38.)

Les bénéfices d'un milliardaire.

Paris, 25 octobre.

Suivant les *New-Yorks New*, voici le relevé des bénéfices réalisés pendant l'année par M. Pierpont Morgan, à l'aide de divers truts ou entreprises dont il est le directeur.

Le trust de l'acier lui a rapporté 20 millions 300.000 dollars, soit 101 millions 500.000 francs.

La Compagnie des assurances du Nord, 4.500.000 dollars, soit 22 millions 500.000 francs.

Le trust de la navigation, 2.500.000 dollars, soit 12 millions 500.000 francs.

Les chemins de fer de Louisville et Nashville, 6 millions de dollars soit 30 millions de francs.

La Realty Company, 3 millions de dollars soit 15 millions de francs.

Total : 41 millions 800.000 dollars, soit 209 millions.

Ces revenus encaissés par un seul homme dépassent ceux de nombreux États de moyenne grandeur.

MOUVEMENT SOCIAL

Du *Petit Provençal* (9 novembre) :

« Il y a quelques jours, nous faisions connaître l'acte de désespoir d'un sapeur conducteur du 7e régiment du génie, qui deux jours avant le suicide du conducteur Richalet, avait tenté de se pendre à un arbre dans la cour du quartier Hautpoul. On avait pu ranimer ce malheureux avant que l'asphyxie fût complète. Ce soldat, nommé Bonfils, avait à son livret plus de 200 jours de punitions et c'était là la raison déterminante de sa fatale décision.

« M. le colonel Delarue, devant ces faits pénibles, faisait lire à la décision l'ordre du jour dont voici la teneur :

« Les sapeurs qui exposent leur vie pour sauver « celle de leur semblables, ou qui meurent sur le « champ de bataille pour le salut commun sont des « braves; leurs noms sont gravés sur les plaques de « marbre et honorés par la postérité. Les sapeurs « qui, bien portants, n'ont pas le courage de sup- « porter les petits déboires de la vie et se tuent, « commettent un acte de lâcheté digne de mépris. « Le colonel, au nom de la patrie, ne saurait les « flétrir trop vigoureusement. »

« Mais, on va le voir, ces énergiques paroles ne devaient point porter leur fruit. Bonfils fut transporté à l'hôpital. Il en sortait vendredi matin et était immédiatement remis en cellule, selon l'usage, avant sa comparution, dans la salle de la Bibliothèque où se réunit le Conseil de discipline.

« Désespéré, le pauvre diable voulut à nouveau mettre à exécution son funeste projet. Profitant d'un moment d'inattention du factionnaire préposé à sa garde, il se suspendit, par son mouchoir, à un des barreaux du local où il était enfermé et attendit que la strangulation ait fait son œuvre. Mais ses râles donnèrent l'eveil à la sentinelle qui s'empressait d'accourir et de détacher le malheureux avant que l'asphyxie fût complète. Bonfils a été, pour la seconde fois, reconduit à l'hôpital, dans un état alarmant. »

***

Un camarade nous communique les deux faits suivants :

Saint-Nicolas-de-Port, 4e bataillon de chasseurs. Départ d'une période de vingt-huit jours. Les réservistes sont rassemblés sur un rang, dans la cour, en tenue civile. Le capitaine Vuarmet (3e compagnie) passe devant chacun d'eux et leur serre la main. Le réserviste Nordon, devant lequel il s'arrête, met les mains derrière le dos en refusant de lui serrer la main. Au capitaine qui demande le motif, il répond : « Je ne serre la main qu'à mes semblables, non à un officier. » Et cela devant tous les reservistes. Le capitaine lui inflige trois jours de prison, punition augmentée d'un jour par le chef de bataillon. Nordon adresse au général une réclamation, dont on n'entend plus parler. — Nordon reste faire ses quatre jours.

6e compagnie. Rentrée au quartier, retour des manœuvres : Le soldat Commont, libérable, quête entre camarades de la compagnie en faveur des rabioteurs. Cette quête produit 18 francs, versés entre les mains du rabioteur Césil (3 mois, conseil de corps). L'adjudant de Cie Lefèvre l'apprend, appelle Commont, ordre du capitaine Quirot, qui lui inflige 2 jours de prison pour encouragement à l'indiscipline, augmentés de un jour par le commandant Vaimbois. Le capitaine Quirot sermonne le rabioteur Césil, lui fait rendre les 18 francs entre les mains de l'adjudant Lefèvre present. Sur la somme, il a été rendu, paraît-il 3 ou 4 francs à quelques souscripteurs non libérables.

E. D.

***

Commencement du procès du capitaine Nercy et du *Flambeau*, devant le tribunal correctionnel de Vienne, pour « excitation des soldats à la désobéissance, dans un but de propagande anarchiste ». L'avocat réclame la cour d'assises; le tribunal se déclare compétent. Un spectateur chaleureux est condamné à 24 heures de prison, deux autres sont expulsés. Remise de l'affaire au 3 décembre.

***

Un *congrès international antimilitariste*, dont Laurent Tailhade, Charles Malato, G. Lhermitte, Emile Janvion, Charles Vallier ont pris l'initiative, se tiendra à Londres, à une date qui sera fixée plus tard. Les adhésisns et les souscriptions peuvent, d'ores et déjà, être adressées au siège social de la « Ligue pour la défense du soldat », 11, rue de Beaume, Paris.

Mouvement ouvrier. — La grève des mineurs est, sinon complètement, mais sur le point de se terminer. Les politiciens et ceux-là même qui auraient dû avoir à cœur de la mener à bien l'ont tuée. Grâce à eux, l'un des plus beaux mouvements de solidarité ouvrière qu'il nous ait été donné de voir, finit d'une façon lamentable. L'échec aura une influence considérable sur la vie des mineurs, car il est plus que probable que les compagnies deviendront d'autant plus arrogantes qu'elles auront vaincu avec plus de facilité.

En regardant un peu en arrière et en examinant la grève des mineurs dans son ensemble, tout laisse une impression mauvaise. D'une part l'incapacité de ceux qui, en acceptant des fonctions, s'étaient engagés à les remplir, agissant sans esprit de suite, se laissant déborder par les évènements, enlevant dès le début au mouvement des mineurs son caractère de grève générale; l'acceptation de discuter par bassin, par mine même, tout, dis-je, concours à donner l'impression la plus déplorable. De plus, les intérêts politiques de quelques individualités sont venus compliquer la situation et enlever aux mineurs leurs quelques chances de succès.

Il s'agissait avant tout de ne pas créer de difficultés au ministère, — M. Jaurès attend une place de vice-président de la Chambre; — dans le Nord et le Pas-de-Calais, Basly et Lamendin ont des intérêts électoraux. M. Briand, pour les mêmes raisons, a dirigé le mouvement dans la Loire, etc., etc. ; si bien que la grève, action économique, a été canalisée dès le début à des fins politiques. Là surtout, et parce que les compagnies n'ignoraient pas ces détails, la grève devant finir... comme elle a fini : par une capitulation générale.

Cet échec comporte plus d'un enseignement. Tout d'abord, il y a un vice dans l'organisation des mineurs, et ceux-ci, s'ils veulent dans l'avenir tenter un nouveau mouvement, feront bien de rétablir leur organisation sur des bases plus solides. Cela est facile, mais il faudra dès le début évincer quelques personnalités par trop compromises.

De plus, l'expérience vient de démontrer d'une façon péremptoire qu'un pareil mouvement ne devait pas être éparpillé. Il faut qu'à l'avenir les mineurs de *tous* les bassins s'entendent sur des revendications identiques et se refusent sous quelque prétexte que ce soit à discuter autrement qu'en bloc. L'expérience, à défaut d'autre résultat, a été décisive à ce sujet.

Enfin — et je ne saurais trop le répéter — une victoire, même minime, ne sera possible que le jour où les mineurs se refuseront à se laisser mener par des politiciens sans scrupules.

***

A propos du manifeste du « Comité National des mineurs » au « Prolétariat », un camarade très bien placé, vivant avec les mineurs, m'écrit :

« Combien de fois tu as raison en ce que tu dit. Cott e mieux que personne le sait bien C'est parce qu'i l sent le terrain lui manquer qu'il fait appel à tou t le prolétariat, pour pouvoir, après l'échec, rejete r les responsabilités sur celui-ci.

« Parfaitement. Cotte sait mieux que tout autr e que les mineurs, sont voués à un échec; il n'ignor e pas que les actions des compagnies ne diminuen t pas, que les dividendes se distribuent la mêm e chose.

« Il savait que les stocks en magasins dans les plâtres étaient considérables, et que la grève permettrait de les écouler, etc., etc.

« Les compagnies avaient entassé des charbons qu'on appelle, en terme mineur du « salle », charbon de 4e catégorie; ce charbon, s'entassant toujours, et ne s'écoulant pas, devenait encombrant. Il fallait à tout prix s'en débarrasser, on ne pouvait pourtant pas y mettre le feu sur place, cela n'aurait rien apporté dans la caisse des compagnies.

« A côté de ce charbon inférieur, il existait encore d'autres stoks considérables de charbons supérieurs, la sortie qui se faisait des puits suffisait largement pour satisfaire les commandes.

« Voilà pourquoi, beaucoup de compagnies ont diminué la prime, pour faire naître une grève, qui tournerait tout à leur profit, et qui permettrait d'écouler tous les stocks bons ou mauvais en magasins dans les plâtres.

« Cotte, je veux le croire, n'ignorait pas tout cela; d'abord il était très bien placé pour le savoir. Si, au lieu de faire appel au député socialiste, ils avaient fait appel au début à tout le prolétariat, par l'intermédiaire de la confédération, certainement les ouvriers de toutes les corporations, auraient pris fait et cause pour leurs frères, les mineurs, et la question ne se serait pas bornée à des principes d'augmentation de salaires.

« Cotte et ses amis savent parfaitement bien que les autres corporations ne feteraient pas la grève des bras croisés; justement pour cela, en se décroisant les bras cela ne ferait bien leurs affaires, *à ces endormeurs*. Ils rejetteraient toutes les responsabilités de leurs échecs sur les autres corporations, en disant : ce sont *eux qui sont cause de notre échec, par leur attitude révolutionnaire, qui à fait que nous n'avons pas eu gain de cause*. Ainsi la situation de Cotte était sauvée. »

Et mon correspondant ajoute : « la malice de Cotte » est cousue de fils blancs j'espère bien que les travailleurs des autres corporations ne se laisseront pas rouler comme les mineurs. »

Cotte, au reste, convoqué à Paris pour s'expliquer, ne s'est pas dérangé ; il savait à quoi s'en tenir, et son manifeste destiné à détourner les responsabilités lui reste pour compte.

Cotte, qui s'est vu jusqu'à ce jour l'homme indispensable pour les mineurs, s'est révélé dans cette grève incapable et pleutre. Les mineurs, espérons-le, sauront s'en apercevoir.

***

A peine l'échec était-il certain dans le Nord et le Pas-de-Calais, que le gouvernement cher à nos socialistes a donné l'ordre d'agir avec la dernière rigueur. Il s'agissait d'influencer les malheureux mineurs. La troupe et la gendarmerie avaient reçu des ordres. Les attroupements interdits; les estaminets où quelques mineurs étaient soupçonnés de se réunir envahis; les routes sillonnées avec activité par une soldatesque provocante; les arrestations pour rien, etc., etc.

Et le pire est que cela a réussi; les mineurs comprenant qu'ils étaient lâchés de partout, ont repris docilement le collier de misère.

Tout est aujourd'hui rentré dans l'ordre, et Basly et consorts peuvent télégraphier au ministère « Nous avons vaincu, le calme règne ici. » Pour combien de temps ?

***

L'échec de la grève des mineurs vient de démontrer péremptoirement aux travailleurs la valeur des fameux « arbitrages » préconisés par nos socialistes de gouvernement. J'y reviendrai la semaine prochaine.

***

La session des Conseils supérieurs du Travail est close, mais les renseignements me manquent encore pour en parler comme je l'aurais voulu.

Deux membres ouvriers, Guérard et Riom, se sont échappés de cette pétaudière en donnant leur démission. Guérard, jadis protagoniste de la grève générale, et qui donnait à espérer depuis quelque temps aux politiciens syndicaux reviendrait-il à de meilleurs sentiments ?

Pour ma part, je le souhaite bien vivement.

P. Delesalle.

FIRMINY. — *Chez les mineurs.* — Chose rare et qui témoigne bien de la confiance qu'avaient les mineurs dans leur Fédération, après plus de cinq semaines de grève, malgré que leurs camarades du Nord aient repris le travail, malgré la rupture des pourparlers, malgré la misère, il ne s'est pas encore produit de défections. Un certain nombre d'entre eux ne se font plus d'illusions, mais beaucoup d'autres ne se rendent pas un compte exact de la situation. De même qu'un malade croit toujours trouver un remède qui le guérira, de même les noirs espèrent qu'il surgira quelque chose qui modifiera la situation. Ils espèrent encore en leurs chefs de file, et ceux-ci ont tort de les abuser. Depuis plus de trois semaines ils leur disent : « Patientez encore quelques jours, camarades, et si, à la fin de la semaine, les choses ne s'arrangent pas, eh bien, la semaine prochaine vos camarades des autres corporations feront cause commune avec vous. » Ils savent bien qu'ils mentent, puisqu'ils n'ont rien fait jusqu'à aujourd'hui, pour que cette promesse devienne une réalité. Je ne sais pas ce qui s'est passé entre la Confédération du travail et le Comité national des mineurs, samedi 15 novembre, à Paris; cela rentre d'ailleurs dans le cadre du camarade Delesalle, qui l'expliquera mieux que je ne pourrai le faire; mais à Saint-Etienne, les délégués de quelques syndicats, notamment les métallurgistes de Firminy, du Chambon, ayant voulu tenter un rapprochement avec le comité fédéral, sont revenus écœurés de la façon dont ils ont été reçus. Cela, je le sais de très bonne source. Les appels au prolétariat publiés par la presse sont pour la galerie.

La semaine a été marquée par quelques incidents, actes individuels pour la plupart, coups de fusils ou explosion de cartouches de dynamite. Les individus visés étaient des renégats. Un grapilleur de charbon qui avait été arrêté près le puits du Bardot à Saint-Etienne, a été délivré par une bande de grévistes qui ont assailli les gendarmes sous une grêle de pierres. Les vitres du bâtiment des machines du puits Villiers ont été brisées. Enfin la promenade, dénommée manifestation, dont tous les journaux ont parlé.

L'autorisation ayant été demandée et obtenue l'état-major du 4e état avait tenu à prendre part à la ballade champêtre. En tête donc et tout de suite après les clairons et le Comité fédéral, venaient Briand, Piger, députés, Ledin, maire de Saint-Etienne, et bon nombre de ses conseillers; puis la bande des mineurs, au nombre d'environ 13 à 15 000. Cela s'est un peu terminé par une sotilographie, et pourrait bien, selon le mot du compagnon Renard, être l'enterrement de 1re classe de la grève. Il est en effet probable que le travail reprendra dans le courant de la semaine. Les pourparlers ont été repris, et devant l'obstination des Compagnies à ne pas vouloir accepter les personnalités présentées par le Comité de la grève, celui-ci a accepté M. Ballot-Beaupré, présenté par les Compagnies comme arbitre, sauf ratification par les syndicats intéressés. Ceux de Roche-la-Molière, Villards, Firminy, la Ricamarie ont accepté; on croit qu'il en sera de même pour les autres.

L'arbitrage ne comportera que la solution de savoir s'il y a lieu de supprimer, réduire, maintenir ou augmenter la prime du 5 0/0 et, le cas échéant, pour quelle période, période qui ne pourra pas dépasser le 30 juin 1904. Parmi les nouvelles personnalités présentées par les mineurs, citons le président du Conseil d'Etat, puis M. Fontaine, directeur au ministère du commerce, et enfin Maruéjouls, ministre des travaux publics, le même qui a désigné M. Delafond comme arbitre pour les mineurs du nord et dont ceux-ci ont été si satisfaits. A quoi pensaient les délégués ouvriers?

J'oubliais de signaler que quelques traînards de la manifestation de jeudi, se sont introduits vers le puits de l'Ondaine, de la concession de Firminy, et ont brisé le ventilateur. La gendarmerie est intervenue ainsi que la troupe; les sommations ont été faites mais il n'y a pas eu d'arrestations :

GALRAUBAN.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Dimanche 23 novembre 1902, salle de l'Emancipation, 38, rue de l'Eglise grande soirée artistique et littéraire, organisé sous le patronage du restaurant coopératif au bénéfice de l'Echo des Universités populaires.

Programme : *Conférence* par Jean Marestan : la chanson populaire à travers les âges.

Les poètes chansonniers dans leurs œuvres :

Prix d'entrée : 0 fr. 30.

⁂

Création d'une colonie communiste en France. — Les camarades désireux de participer au développement d'un milieu libre en France sont convoqués pour dimanche 23 novembre, à 9 heures du soir, salle Salsac, 1 *bis*, boulevard de Magenta. Causeries par les camarades Liberator et Butaud :

De l'agitation et de la propagande que crée une tentative de communisme pratique.

Compte-rendu financier.

⁂

Salle du Bock Colossal, 6, rue de la Gaîté, vendredi 21 novembre 1902, à 8 h. 1/2; grande soirée artistique et littéraire, organisée au bénéfice de l'*Echo des universités populaires.*

Tombola gratuite. — Causerie par Dubois-Desaule : L'Affaires des disciplinaires d'Ouakam. — Les poètes et compositeurs dans leurs œuvres.

Prix d'entrée : 0 fr. 50 (donnant droit à un billet de tombola).

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures; dimanche, de 9 heures à midi. Les camarades sont avertis que nous venons de prendre l'initiative de l'impression d'une brochure à distribuer : ceux qui en sont partisans recevront sur leur demande une circulaire leur donnant les renseignements détaillés à ce sujet.

⁂

Aux Camarades,

L'Education libre du IIIe, vient de prendre l'initiative d'une brochure à distribuer. Elle s'adresse à tous ceux qui sont partisans de la propagande éducative des masses, car malgré plus de vingt-cinq ans de propagande active, le plus grand nombre des individus en est encore à ignorer ce que nous sommes et ce que nous voulons. Il faut donc que l'on sache quel est notre idéal et le moyen de le réaliser. Nous avons choisi pour cela un article suggestif de Sébastien Faure, paru dans le *Libertaire* sous le titre : *Ce que nous voulons.*

Voici comment nous pratiquerons : chaque camarade ou groupe ayant versé une somme quelconque recevra en échange le nombre des brochures représentant la somme souscrite.

⁂

Bibliothèque communiste du XVe, 38, rue de l'Eglise. — Tous les jeudis, à 8 heures 1/2, causerie par un camarade. Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter.

⁂

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Réunion lundi et vendredi à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard (Ve).

Ordre du jour :

Répétitions.

Pour les communications, écrire au camarade E. Fritz, 5, rue de Chevreuse.

⁂

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2.

Vendredi 21. — Lecture commentée et illustrée de l'œuvre de Zola, par Mme et M. Gil Baer.

Mardi 25. — Spinoza; II, l'âme et Dieu, par Albert Bloch.

⁂

SAINTE-CÉCILE D'ANDORGE (Gard). — Nous venons de fonder une Université populaire et prions tous ceux qui pourraient disposer de volumes, journaux et brochures, de penser à nous pour la bibliothèque que nous avons l'intention d'y adjoindre.

Adresser à Eliacin Vezian, secrétaire.

⁂

MARSEILLE. — Les camarades désireux de participer à la fondation d'un groupe théâtral sont avisés qu'une réunion préparatoire aura lieu à cet effet le dimanche 23 courant, à 6 heures du soir, au groupe central, bar du Cottier, Quai du Port, 20.

Le groupe des femmes libertaires est spécialement convoqué.

⁂

EPINAL. — Etant donné la direction que veut faire prendre aux syndicats ouvriers le parti radical, il importe que tous les citoyens pour lesquels le but n'est pas un changement de personnes au pouvoir se groupent pour une action énergique et constante. Que tous ceux qui veulent lutter efficacement pour l'émancipation totale des individus viennent renforcer notre Groupe d'études sociales et d'action révolutionnaire. Plus nous serons, plus nous œuvrerons, et plus nous œuvrerons, plus nous serons. Permanence chez le camarade V. Loquier, 1, rue Auber.

⁂

L'Almanach de la Révolution pour 1903 est en vente chez tous les dépositaires des *Temps Nouveaux*; l'y réclamer; prix 0 fr. 30 dans nos bureaux; par la poste, 0 fr. 40.

⁂

Robin, l'auteur de la lithographie *Postérité*, nous en a déposé une deuxième, le *Précurseur*, qui est à la disposition des amateurs : 1 fr. 25 dans nos bureaux, *franco*, 1 fr. 40.

En vente à nos bureaux

La Libératrice, superbe lithographie de Steinlen.
Prix : 1 fr. 25; *franco* en tube, 1 fr. 40.
Tirage d'amateur : 3 fr. 50; *franco*, 3 fr. 90.

POUR L'ÉDITION

Sur les souscripteurs au premier volume, 160 n'ont pas donné signe de vie. Leur adhésion, avec les 260 qui ont répondu, nous permettrait presque de marcher. Peut-on compter sur eux?

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Aux travailleurs, par Tolstoï, 1 brochure, 1 fr., chez Stock.

Nouveau Manuel du soldat, broch., 0 fr. 05, à la Fédération des Bourses du Travail, rue du Château d'Eau.

⁂

A lire :

La carrière, par M. Provins, le *Journal*, du 11 novembre.

Bavardage, par un Parisien. *Radical*, 10 novembre.

Propos d'un Parisien, Harduin, le *Matin*, du 16 novembre.

Par contre, il en a un, dans le numéro du 17 que l'on pourrait mettre dans le musée des âneries.

Visites, L. Descaves, *Echo de Paris*, du 16 novembre.

⁂

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 85, dessins de Vogel.

PETITE CORRESPONDANCE

G. C., à Tours. — Bien reçu les timbres précédents. Mais les étrangers sont périmés.

Revista Idées. — *Nouvelles de Nullepart*, sont éditées, à la « Société nouvelles d'éditions », 17, rue Cujas. C'est là qu'il faut le demander.

C., à Garches. — Nous réexpédions la litho.

V., à Nimes. — Nous attendions d'avoir un colis à vous expédier pour envoyer le volume. En l'expédiant seul à ce prix, nous en serions de notre poche.

Reçu pour le journal : G., à Cette, 0 fr. 50. — M., à Thiauges, 1 fr. — G. C., à Côme, 1 fr. 60. — Un ennemi de la société, 0 fr. 75. — Merci à tous.

L. B., à Nantes. — O., à Vescovato. — D., à Bazeu. — D., à Sancoins. — B., à Alais. — J. B. C., à Seatonville. — M., à La Haye. — B., à Paris. — C., à Thiers. — A. P., à Grenoble. — C., A., à Ratenelle. — G. G., à Grenoble. — C. R., à Firminy. — H., à Digne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 31 DIX CENTIMES DU 29 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

Pour ceux que blessent les injustices

A voir le beau mouvement d'indignation, et les colères généreuses que souleva l'affaire Dreyfus, on aurait pu s'imaginer que ce beau zèle ne s'éteindrait pas de sitôt, et que, par la suite, il suffirait de signaler chaque injustice criante pour voir se remuer tous les paladins du droit et de la justice.

Il faut avouer que cela ne s'est pas tout à fait passé ainsi. Etait-ce qu'il y en a qui se sont trop dépensés dans l'affaire? Etait-ce que les injustices qu'on leur signalait n'étaient pas assez flagrantes, des appels se sont élevés sans éveiller aucun écho, des cris se sont perdus dans le silence, des victimes ont dû courber la tête, et rentrer leurs plaintes dépensées en pure perte.

La « Ligue des droits de l'homme » qui, pensions-nous, s'était créée pour prendre en main la défense des faibles et des opprimés; pour, au besoin, prendre l'initiative des mouvements d'opinion en faveur des victimes de l'oppression, a bien pu, entre deux campagnes électorales, s'occuper de quelques cas isolés et privilégiés. Mais, devenue un véritable ministère, il faut démarches et rapports avant qu'elle se mette en branle.

Il y a toujours la police qui traque nos camarades, va chez les patrons pour les faire chasser de leur travail. La police est devenue un pouvoir officiel que l'on respecte, ce qu'elle fait est chose normale qui n'émeut personne.

Quillard, depuis des années, bataille en faveur des Arméniens que l'on extermine tout doucettement. Qui donc s'en inquiète? C'est si loin, l'Arménie!

Il y a les conseils de guerre, et les compagnies de discipline que l'on devait réformer. « Mais où sont les neiges d'antan? »

Je cite les cas les plus saillants, d'autres m'échappent.

Aujourd'hui, cependant, il s'agit d'une affaire qui, pour être vieille de vingt ans, n'en est pas moins sensationnelle. Il s'agit de huit individus exécutés, d'un plus grand nombre envoyés au bagne, dont huit sont survivants et y sont toujours.

Lorsque, pour l'affaire de Montjuich, les *Temps Nouveaux* commencèrent la publication des lettres des victimes, ce fut d'abord le silence; puis, peu à peu, lentement, les journalistes finirent par y voir une campagne de presse, et commencèrent à en parler. A la fin, la rumeur devint clameur, et finalement les tortionnaires, la « douce et sympathique régente », qui présidaient aux destinées de l'Espagne, finirent par céder devant le mouvement d'opinion européen qui accueillit la divulgation de leurs sauvageries.

Finira-t-il par en être de même pour les victimes de la « Mano Negra »?

∴

Les pièces ont passé sous les yeux de nos lecteurs. Des documents qu'un de nos camarades a bien voulu traduire de *Tierra y Libertad*, il ressort, pour tout esprit droit, que la *Mano-Negra* à laquelle nous crûmes tous à l'époque, n'a été qu'une invention policière, et, en admettant que des actes individuels de révolte se soient accomplis, ceux qui furent condamnés pour ces faits, — exécutés ou envoyés au bagne — ne furent coupables d'aucun autre crime que d'avoir, combattu pour la diffusion de leurs idées, d'avoir tout au plus fait partie de « l'Association internationale des travailleurs », association tolérée en Espagne.

Il ressort encore — toujours en admettant que des actes individuels de révolte se soient accomplis — que ces actes furent bien peu nombreux puisque les chefs policiers se livrèrent à des tentatives d'embauchage pour enrôler des révolutionnaires auxquels ils voulaient confier le rôle d'agents provocateurs, et qu'ils durent, leurs provocations restant sans effet, pour se procurer des victimes, arracher, la nuit, de leur cachot des prisonniers arrêtés pour leurs opinions, pour les ramener ensuite, au grand jour, au milieu des populations surexcitées, comme si on venait de les arrêter en pleine tentative de pillage, après les avoir torturés pour leur arracher des déclarations dictées par leurs bourreaux.

Si les tortures de Montjuich furent une révélation, ce n'était pas une nouveauté chez la police espagnole. C'est une tradition. Elles nous apprirent qu'on s'en était servi avant, puisque Santiago Salvator, celui qui jeta la bombe du Liceo, n'accomplit son acte que pour tenir le serment qu'il avait fait de se venger des souffrances inouïes qu'on lui avait fait endurer au cours d'une arrestation précédente. L'affaire de la *Mano Negra* nous apprend que la tradition était plus ancienne encore. En tous cas, les faits ultérieurs apportent le témoignage écrasant de leur existence, à l'appui du témoignage des victimes de la *Mano Negra*.

∴

Les voix qui se font entendre aujourd'hui, ne sont pas celles de victimes d'une erreur judiciaire. Ceux qui les envoyèrent au bagne ou à l'échafaud, savaient quelle était l'iniquité qu'ils commettaient; mais il leur fallait — pour obtenir grades et récompenses — rassurer la bourgeoisie apeurée, *intimider* les travailleurs qui s'organisaient pour obtenir un peu plus de justice, un peu plus de bien-être et de liberté. La fin justifie les moyens.

Lorsque l'affaire Dreyfus commença à se poser, quelques-uns hésitèrent, demandant, sinon des preuves, au moins quelques faits ayant pour eux quelque caractère de vraisemblance. Plus tard, lorsque l'action fut engagée, ceux qui se lancèrent dans la lutte affirmèrent bien haut ne pas être influencés par la position sociale de la victime, n'être mus que par l'amour de la justice et de la vérité, la haine de l'iniquité. D'autres refusèrent de marcher parce qu'il s'agissait d'un officier, d'un millionnaire, d'un bourgeois.

Tous peuvent ici se mettre d'accord. Il ne s'agit pas de privilégiés de l'ordre social. Ceux-là qui furent « garrottés » ou expédiés au bagne n'avaient rang dans aucune hiérarchie. Ils n'étaient pas millionnaires! Ce n'étaient que de pauvres diables forcés de travailler dur, pour gagner péniblement de quoi ne pas crever de faim.

Attendra-t-on que les survivants de ce drame judiciaire aient rendu le dernier soupir, pour crier à l'iniquité?

Quelles preuves faut-il encore aux journalistes, aux orateurs, pour qu'ils commencent leur campagne de presse et de tribune?

Il y a en ce moment au bagne huit hommes qui y ont été envoyés, il y a vingt ans, parce que des gredins voulaient mériter la pâtée que la bourgeoisie leur donne pour prendre sa défense. Voilà vingt ans qu'ils clament leur innocence, demandant justice! Est-ce que le verdict de Rennes contenait assez de justice pour satisfaire pour le restant de leurs jours, ceux qui la réclamaient envers et contre toutes les iniquités?

Retrouvera-t-on un peu de cette ardeur que l'on dépensa si vaillamment en faveur d'un privilégié? ou faudra-t-il conclure que pour que l'injustice émeuve un bourgeois, il faut qu'elle s'exerce contre quelqu'un de sa classe? — Nous nous adressons à tous. Nous verrons si on nous répondra.

J. GRAVE.

Mouvement intellectuel du XVIIIe siècle

Mais si l'anarchie, semblable en cela à tous les courants révolutionnaires, est née au sein du peuple dans le tumulte de la lutte, et non pas dans le cabinet du savant, — il importe néanmoins de connaître la place qu'elle occupe parmi les divers courants de pensée scientifique et philosophique qui existent de nos jours. Quelle est son attitude vis-à-vis ces divers courants? Sur lequel d'entre eux s'appuie-t-elle de préférence? De quelle méthode de recherche se sert-elle pour appuyer ses conclusions? Autrement dit — à quelle école de philosophie du droit appartient l'anarchie? Avec quel courant de la science moderne offre-t-elle le plus d'affinité?

En présence de l'engouement pour la métaphysique économique que nous avons vu récem-

ment dans les cercles socialistes, cette question offre un certain intérêt. Je tâcherai, par conséquent, d'y répondre brièvement, et aussi simplement que possible, en évitant les termes difficiles là où l'on peut les éviter.

***

Le mouvement intellectuel du dix-neuvième siècle a son origine dans l'œuvre des philosophes écossais et français du milieu et de la fin du siècle précédent.

Le réveil de la pensée qui se produisit à cette époque, anima ces penseurs du désir d'englober *toutes* les connaissances humaines en un *seul système général* — le système de la Nature. Repoussant entièrement la scholastique et la métaphysique du moyen âge, ils eurent le courage d'envisager toute la Nature : — le monde des étoiles, notre système solaire, notre terre, le développement des plantes, des animaux et des sociétés humaines sur la surface, — comme une *série de faits* qui peuvent être étudiés de la façon dont on étudie les sciences naturelles.

Mettant largement à profit la vraie méthode *scientifique* — la méthode inductive déductive, — ils entreprirent l'étude de tous les groupes de faits que nous offre la Nature, qu'ils appartiennent au monde des étoiles ou à celui des animaux, ou bien à celui des croyances ou des institutions humaines, absolument de la même façon que si c'étaient des questions de physique étudiées par un naturaliste. Ils enregistraient, d'abord, patiemment les faits, et quand ils se lançaient dans des généralisations, ils les faisaient par la voie de l'induction. Ils faisaient bien certaines hypothèses ; mais à ces hypothèses ils n'attribuaient pas d'autre importance que Darwin n'en attribuait à son hypothèse concernant l'origine de nouvelles espèces par la lutte pour l'existence, ou que Mendéléeff n'en attribue à sa « loi périodique ». Ils y voyaient des suppositions, qui offrent une explication provisoire *et facilitent de cette façon le groupement des faits*, ainsi que l'étude subséquente de ceux-ci ; mais ces suppositions doivent être confirmées par l'application à une multitude de faits, elles doivent être expliquées aussi par la voie déductive, et elles ne deviendront des « lois » (des généralisations *prouvées*) qu'après qu'elles auront subi cette vérification et que les causes des rapports constants qu'elles expriment auront été expliquées.

***

Lorsque le centre du mouvement philosophique fut transporté de l'Ecosse et de l'Angleterre en France, les philosophes français, avec le sentiment de système qui leur est propre, se mirent à bâtir sur un plan général et sur les mêmes principes *toutes* les connaissances humaines : naturelles et historiques. Ils firent une tentative de construire *le savoir généralisé* — la philosophie de l'univers et de sa vie, — sous une forme strictement scientifique, — repoussant par conséquent toutes les constructions métaphysiques des philosophes précédents et expliquant tous les phénomènes par l'action de ces mêmes forces physiques, (c'est-à-dire mécaniques), qui leur suffisaient pour expliquer l'origine et l'évolution du globe terrestre.

On dit que lorsque Npoléon Ier fit à Laplace cette remarque, que dans son *Exposition du système du Monde* » le nom de Dieu ne se rencontrait nulle part, Laplace répondit : « Je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse. » Mais Laplace fit mieux. Il n'eut pas recours, non plus, aux grands *mots* de la métaphysique, derrière lesquels se cache généralement l'incompris, ou une demi-compréhension nébuleuse des phénomènes et l'incapacité de se les représenter sous une forme concrète, comme des grandeurs mesurables. Laplace se passa de la métaphysique, aussi bien que de l'hypothèse d'un créateur. Et quoique son *Exposition du système du Monde* ne contienne pas du tout de calculs mathématiques, et qu'elle fût écrite dans un langage compréhensible à tout lecteur éduqué, les mathématiciens purent plus tard exprimer chaque pensée séparée de cet ouvrage sous forme d'équations mathématiques, c'est-à-dire, de rapports entre quantités mesurables : *si exactement* avait été pensée l'œuvre de Laplace!

***

Ce que Laplace fit pour la mécanique céleste, les philosophes français du dix-huitième siècle le firent aussi pour l'étude des phénomènes de la vie, ainsi que de ceux de l'entendement humain et du sentiment (la psychologie). Ils renoncèrent à ces affirmations métaphysiques que l'on trouve chez leurs prédécesseurs ou chez le philosophe allemand Kant.

On sait, en effet, que Kant expliquait, par exemple, le sentiment moral de l'homme, en disant que c'est un « catégorique impératif » et que telle maxime de conduite est obligatoire « si nous pouvons la concevoir comme une loi, capable d'application universelle. » Mais chaque mot dans cette détermination substitue quelque chose de nuageux et d'incompréhensible (« impératif », « catégorique », « loi », « universelle »!) à la place du fait matériel, connu de nous tous, qu'il s'agit d'expliquer.

Les encyclopédistes français ne pouvaient pas se contenter de pareilles « explications » par les « grands mots ». Comme leurs prédécesseurs écossais et anglais, ils ne voulurent pas — dour expliquer d'où vient chez l'homme la conception du bien et du mal — insérer, comme disait Goethe, « un mot », là où l'on manque d'idées. Ils étudièrent cette conception de l'homme et — ainsi que l'avait déjà fait Hutcheson dès 1725 et, plus tard, Adam Smith, dans son meilleur ouvrage, *L'Origine des Sentiments moraux* ; ils trouvèrent que le sentiment moral chez l'homme a son origine dans le sentiment de pitié, de sympathie, que nous ressentons envers celui qui souffre. Il provient de notre capacité de nous identifier avec les autres, — si bien que nous sentons presqu'une peine physique, si nous voyons battre un enfant en notre présence, et que cet acte nous révolte.

En partant de ce genre d observations, et de faits généralement connus, les encyclopédistes arrivaient aux plus larges généralisations. De cette façon ils *expliquaient*, en effet, le sentiment moral, qui est un fait complexe, par des faits plus simples. Mais ils ne mettaient pas, — au lieu de faits connus et *compréhensibles*, des mots *incompréhensibles* et nébuleux, qui n'expliquent absolument rien, — comme ceux « d'impératif catégorique », ou de loi universelle ».

L'avantage de cette dernière méthode est évidente. Au lieu d'une « inspiration d'en haut », au lieu d'une origine extra-humaine et supra-naturelle du sentiment moral, on avait le sentiment de pitié, de sympathie, hérité par l'homme depuis son origine, puisé dans ses toutes premières observations sur ses semblables, et perfectionné peu à peu par l'expérience de la vie en sociétés.

***

On voit ainsi que les penseurs du dix-huitième siècle ne changeaient pas de méthode, lorsqu'ils passaient du monde des étoiles au monde des réactions chimiques, ou bien, du monde physique et chimique à celui de la vie des plantes et des animaux, ou au développement des formes économiques et politiques de la société, à l'évolution des religions et ainsi de suite. La méthode restait toujours la même. A toutes les branches des sciences ils appliquaient toujours la méthode inductive. Et puisque, ni dans l'étude des religions, ni dans l'analyse du sentiment moral, ni dans celle de la pensée en général, ils ne trouvaient pas un point où cette méthode devînt insuffisante, où une autre méthode vînt s'imposer; puisque nulle part ils ne se voyaient forcés de recourir, soit à des conceptions métaphysiques (Dieu, âme immortelle, force vitale, impératif catégorique inspiré par un être supérieur, etc.), soit à quelque méthode dialectique, — ils essayaient *d'expliquer tout l'univers et tous ses phénomènes de la même façon* NATURALISTE.

Les encyclopédistes bâtissaient leur monumentale *Encyclopédie*. Laplace publiait son *Système du Monde* et d'Holbach son *Système de la Nature*; Lavoisier affirmait l'indestructibilité de la matière et, conséquemment, de l'énergie, du mouvement. (Lomonosoff, inspiré de Bayle, esquissait déjà à cette époque la théorie mécanique de la chaleur); Lamarck expliquait l'origine des espèces infiniment variées de plantes et d'animaux par leurs adaptations aux divers milieux ambiants ; Diderot donnait une explication du sentiment moral, des coutumes morales, des institutions primitives et des religions, sans recourir à une inspiration d'en haut; Rousseau tâchait d'expliquer la naissance des institutions politiques à la suite d'un contrat social, — c'est-à-dire, d'un acte de la volonté humaine,— bref,il n'y avait pas un seul domaine dont ils n'eussent pas entamé l'étude sur le terrain des faits, toujours par la même méthode scientifique d'induction et de déduction, vérifiée par les faits.

Certainement plus d'une erreur fut faite dans cette tentative, immense et hardie. Là où l'on manquait de connaissances, on fit parfois des suppositions très avancées et quelquefois erronées. *Mais une nouvelle méthode avait été appliquée à l'ensemble des connaissances humaines*, et grâce à cette nouvelle méthode les erreurs mêmes furent plus tard facilement reconnues et corrigées. De cette façon, le dix-neuvième siècle reçut en héritage un instrument puissant de recherche, qui nous permit de bâtir toute notre conception de l'univers sur une base scientifique, et de la libérer enfin des préjugés qui l'obscurcissaient, ainsi que des mots nébuleux qui ne disent rien et que l'on avait autrefois la mauvaise habitude de fourrer partout pour se débarrasser des questions difficiles.

PIERRE KROPOTKINE.

Fragments de lettres de disciplinaires

Ouakam, près Dakar (Sénégal), 7 août 1902. — ... Ici, je ne suis jamais sûr de revoir Paris. C'est peut-être de mauvaises idées que je me fais, mais qu'est-ce que tu veux, quand on voit les choses comme on les voit ici se passer, eh bien ! l'on ne peut pas affirmer que l'on reviendra chez soi.

Un de mes camarades vient de passer au conseil de guerre pour rien; mais la *fausse accusation* portée contre lui était ainsi conçue : gestes, outrages et menaces envers un supérieur, pendant le service. Le conseil de guerre a condamné ce pauvre innocent à 6 ans de travaux publics. Mais ce n'est pas tout. Carlier, que tu as connu, a été aussi condamné innocemment pour outrages par paroles envers un supérieur, et a attrapé 2 ans de prison. Si je t'affirme qu'ils étaient innocents, c'est que j'étais présent...

X.

(1re compagnie coloniale.)

***

Ouakam (Sénégal), 6 août 192. — ...Ça me fait plaisir de voir que tu es sorti de leurs griffes, car jusqu'au dernier jour, on ne peut pas répondre de soi, surtout ici, où ça va très mal. Il y a un de nos amis, un nommé Bibi, qui était libérable en même temps que moi, et qui est passé hier au conseil. Il

vient de ramasser 6 ans de travaux publics pour outrages, *ce qui est faux*. Enfin, patience...

Y.

(fusilier displinaire à la 1re Compagnie Coloniale.)

∴

Le Kef (*Tunisie*), 5 octobre. — ... Ça se tire, et il n'est que tôt, car j'en ai par-dessus la tête ; ça devient de plus en plus dur. Car si la presse française prend notre parti, les journaux tunisiens soutiennent le cadre et cela les encourage à commettre leurs ignobles cruautés. Ainsi, tu as pu voir sur le journal l'*Aurore*, dans deux numéros différents, sous le titre « Zéphirs et Joyeux », ce qui se passe chez nous depuis que tu es parti, notamment dans celui du 27 septembre. Donc tu vois, cher ami, qu'il faut avoir la ferme intention de s'en sortir pour ne rien dire; mais je t'ai fait la promesse de m'en sortir, et donc je veux être de parole. Je suis inquiet au sujet de mon petit frangin, car voilà 3 semaines que je n'ai pas reçu de ses nouvelles, et j'ai bien peur qu'au lieu d'aller à Oléron, ils l'aient fait bon pour le conseil.

Z.

(3e bataillon.)

MOUVEMENT SOCIAL

Les magistrats sont des gens qui ont la prétention d'être plus vertueux, plus moraux, plus intègres, plus honorables que leurs concitoyens. Il est de fait qu'en théorie ils devraient être tout cela, — étant donnée la redoutable fonction qu'ils acceptent et même qu'ils sollicitent : juger. Mais qui nous dit que, dans la pratique, ils ont réellement cette supériorité morale, qu'ils s'attribuent ? Rien ne nous le dit. Sur quoi se basent-ils pour affirmer qu'ils possèdent tant de *qualités* ? Sur rien. Ils l'affirment, et nous devons le croire. Mais la façon dont ils se recrutent ne diffère pas de celle dont se recrutent les autres fonctionnaires, qui ne sont pas plus honorables que le commun des mortels. Pourquoi donc les magistrats le seraient-ils ? Hélas, ils ne le sont pas. Ils sont ni plus ni moins que des hommes comme les autres, sujets aux mêmes tentations et aux mêmes défaillances. *A priori*, on ne peut pas dire si celui qui juge est plus vertueux que celui qui est jugé ; et l'histoire nous a montré et nous montre souvent que le plus indigne des deux, c'est quelquefois le juge.

Je ne vois pas bien comment M. Lemercier, à qui vient d'être retirée l'instruction de l'affaire Humbert et qui de juge-instructeur vient d'être remis juge-suppléant, pouvait sans rire s'occuper des illégalités des autres, alors que lui-même en usait avec la loi d'une façon fantaisiste. Je ne vois pas non plus comment le conseiller Andrieu avait le front de juger et de condamner ses semblables, lui que voilà *gravement* compromis dans l'affaire Boulaine et qui se trouve à son tour poursuivi devant un tribunal, comme un vulgaire cambrioleur. Evidemment, ces gens-là ont un certain toupet.

R. C.

Mouvement ouvrier. — Entre autre enseignement, la grève des mineurs aura *démontré* au prolétariat la duperie de la dernière trouvaille des socialistes de gouvernement, le fameux « *arbitrage en cas de grève* », qui, à entendre ses principaux protagonistes devait solutionner au profit des travailleurs tous les conflits entre le capital et le travail.

Millerand avait songé à rendre *obligatoire* l'arbitrage dans tous les conflits entre salariants et salariés et une proposition de loi fut déposée à ce sujet.

Il fallut même que les travailleurs y fissent une certaine opposition pour que « la loi » ne vînt pas leur enlever cette liberté essentielle qui consiste à refuser subitement leur force-travail lorsqu'ils le jugent utile, profitable à leurs intérêts.

L'échec que viennent de subir les protagonistes du socialisme nouvelle méthode et l'*expérience* qui vient d'être faite au détriment des mineurs n'est certe pas faite pour relever leur trouvaille aux yeux des travailleurs.

Non seulement, dans la grève des mineurs les arbitres se sont moqués des travailleurs, mais ils les ont roulés dans les plus grandes largeurs, ne se donnant même pas la peine, comme le fit Waldeck-Rousseau lors de la grève du Creusot, de sauver les apparences.

Roulés jadis au Creusot, roulés cette fois encore, roulés chaque fois qu'ils ont cru à la bonne foi de leurs adversaires de classe, les travailleurs savent désormais d'une manière catégorique qu'ils n ont rien à attendre des ententes amiables dans les conflits où leur droit à l'existence est en jeu.

L'arbitrage présenté par les politiciens du socialisme comme une panacée devant mettre fin sans heurts à tous les conflits entre le capital et le travail, est irrémédiablement condamné.

Il est à espérer qu'après une série d'expériences aussi funestes l'on n'en entendra plus jamais parler. Les travailleurs sauront désormais qu'arbitrage est pour eux synonyme d'estampage.

Et la fameuse loi de M. Millerand et consorts sur l'arbitrage, qui doit dormir dans quelque carton de la Chambre, ira rejoindre les vieux instruments de « défense capitaliste » inventés par nos socialistes nouveau jeu.

∴

Sauf dans le bassin de la Loire — mon camarade Galhauban rend compte plus loin des incidents — la grève peut être considérée comme complètement terminée. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, le travail est repris partout. Les Compagnies toutefois se refusent à réoccuper les malheureux condamnés pour « fai. de grève » ; d'autres sont encore en prison malgré la promesse qui avait été faite de remettre tout le monde en liberté aussitôt la reprise du travail décidée.

Pour essayer de reconquérir une popularité fortement compromise, il paraît que les sieurs Basly et Lamendin vont déposer une proposition de loi tendant à allouer un million pour secours aux mineurs.

Comme de juste — et les auteurs de la proposition le savent bien — la Chambre ne votera pas la forte somme.

Les mineurs, souhaitons-le, ne seront pas cette fois dupes de cette manœuvre de politiciens aux abois.

∴

L'Union fédérale des Ouvriers Métallurgistes vient de faire paraître une excellente brochure de propagande comme nous en voudrions voir éditer par toutes les organisations syndicales importantes.

Après avoir exposé succinctement mais très clairement l'antagonisme qui existe de par le fait de l'organisation économique de la société entre le patron, capitaliste, et l'ouvrier, l'auteur, montre comment les travailleurs, pour résister à l'avidité de leurs exploiteurs se sont trouvés dans la nécessité de se grouper en syndicats. Puis vient une excellente explication de ce qu'est et ce que doit être un syndicat ouvrier et du but qu'il *doit* poursuivre :

« La suppression complète du salariat afin d'organiser le travail libre, affranchi de toute exploitation capitaliste, en s'emparant des instruments de production pour les exploiter en commun et mettre les produits à la libre disposition de tous; c'est-à-dire réaliser la devise communiste : De chacun suivant ses forces et à chacun suivant ses besoins. »

Vient ensuite un excellent chapitre sur « les moyens à employer pour réaliser l'émancipation de la classe ouvrière » et une « monographie de l'Union des Métallurgistes ». Enfin de nombreux renseignements sur la « Formation d'un syndicat », sur les « droits et devoirs d'un syndiqué », et un résumé pratique de la loi sur les « accidents du travail » utile pour tous les exploités, etc.

La petite publication des Métallurgistes arrive bien à point pour répondre aux camarades qui croient encore nier l'utilité de notre action dans les syndicats ouvriers. Sa lecture, je n'en doute pas, convaincra les plus rebelles à l'idée syndicale, lorsqu'ils auront vu ce que des camarades sont arrivés à faire dans leur milieu, et ce qu'ils peuvent faire dans le leur.

∴

Pendant que je suis sur ce chapitre, je signalerai aussi le *Nouveau Manuel du soldat* (1) publié sous les auspices de la Fédération des Bourses du travail. Cet opuscule de 32 pages vaut la meilleure de nos publications antimilitaristes, c'est, je crois, le plus bel éloge qu'on puisse en faire. Pour ma part : je la trouve trop bien même, les camarades qui la liront seront de mon avis, j'en suis certain.

P. Delesalle.

(1) On peut se procurer ces deux brochures à la Bourse du Travail, 3, rue, du Château-d'Eau, Paris. Je me ferai un plaisir de les envoyer à raison de 5 fr. le cent, port compris ; 1 ex. par la poste, 0 fr. 10.

Firminy. — *Chez les mineurs.* — Contrairement à mes prévisions, le travail n'a pas encore été repris dans la Loire, la sentence arbitrale n'étant pas encore rendue. Le résultat du referendum organisé afin de savoir si les mineurs acceptaient M. Ballot-Beaupré, imposé par les Compagnies, comme tiers arbitre, n'a été connu que mercredi et a donné les résultats suivants : pour, 4.170 ; contre, 4.132 ; soit 38 voix de majorité. Le même jour, les délégués ouvriers signaient le compromis, et vendredi c'était les directeurs des houillères qui le signaient à leur tour.

Les arbitres sont : Briand, pour les mineurs, et Cholat, administrateur des Aciéries de Saint-Etienne, pour les Compagnies. Leur sentence doit être souveraine et ne doit porter que sur la question de supprimer, réduire, maintenir ou augmenter la prime actuelle qui est de 3 0/0.

Le Comité fédéral tient maintenant ses séances à l'hôtel de ville. Voici pourquoi... Mardi, une trentaine de mineurs, parmi lesquels quelques libertaires, m'a-t-on dit, envahirent la salle où siégeait le Comité fédéral assisté des citoyens-députés Briand et Charpentier. Les membres du Comité se récrièrent et leur demandèrent de se retirer, à quoi l'un d'eux répondit : « Nous nous retirerons à condition que les députés s'en aillent aussi. »

Briand fit observer que son collègue et lui avaient été appelés par le Comité, mais se déclara prêt à se retirer, ce qu'il fit de même que Charpentier. Après leur départ, la salle fut évacuée ; mais une délégation composée de Preynat, Larouère et Bouchard s'étant rendue auprès des députés pour les engager à revenir et ceux-ci ayant repris place au conseil, la salle fut de nouveau envahie. C'est alors que le Comité a décidé de tenir désormais ses séances à l'hôtel de ville.

On voit par là que cela se gâte à la Fédération. Le Comité national ne compte plus ; ses décisions sont de nul effet et le Comité régional se voit réduit à déserter la Bourse du Travail pour la volière municipale. Seulement aujourd'hui c'est un peu tard et c'est dès le début qu'il aurait fallu exiger l'exclusion de l'élément politique.

Galhauban.

Belgique.

A peine les deux coups de revolver de Rubini, avaient-ils brisé les vitres d'un sapin du cortège royal, dans lequel d'ailleurs Léopold ne se trouvait pas, que de toute part on vit pleuvoir courtisaneries et louanges à l'adresse du roi. Sa popularité, que ses actes récents avaient fortement ébranlée se trouve du coup restaurée. Tous les journaux (et bien peu firent exception) commencèrent leurs articles par « Vive le Roi! », puis se répandirent en détails aussi imaginaires qu'exagérés sur l'*odieux* et *abominable* attentat. Ce fut encore l'occasion de placer le petit refrain du complot anarchiste, de l'association internationale des malfaiteurs et des bandits à ramification universelle. Avec tous ces petits trucs le métier marche bien, le tirage monte à mesure qu'on fait trembler le bourgeois. Bref, de partout en s'évertuant ainsi à crier « Vive le Roi » et en se raccrochant ainsi désespérément au trône, c'était autant pour leur peau que les possédants de toutes catégories agissaient. Et le repentir de se montrer, chez ceux qui avaient un peu lâché « Sa Majesté ». Et tous faisaient chorus. Vive le Roi ! Le Roi ! c'est l'ordre, l'ordre c'est *notre* bien. A mort l'assassin. A mort le Révolté!

Certes ce prétendu attentat nous fait supposer bien d'étranges dessous. Quelques rares journaux socialistes ou progressites nous ont raconté l'odyssée de Rubini, qui a déclaré être à la solde de M. Prina, vice-commissaire italien à Londres. Déjà l'*Agitazione*, le *Risveglio* avaient publié cette déclaration et, le 10 juin, le *Grido della Folla* publiait une lettre du frère de Rubini désignant celui-ci comme un reptile humain capable de toutes les besognes et mettant les camarades en garde contre ses agissements.

Lorsque Rubini fut chassé de chez ses patrons, étant hors de service, par ses propres confessions qui furent affichées au mois de juin dernier au Club international de Charlotte Street n'a-t-il pas cherché d'autres employeurs et n'est-ce pas au pays de l'affaire Pourbaix qu'il se fit embaucher? Car il ne faut jamais oublier cette affaire, qui se

déroula en Belgique, il y a environ quinze ans, où nous avons vu des agents de la sûreté publique en relation avec le président du Conseil qui les recevait à minuit, organiser et présider des congrès révolutionnaires et des meetings, manigancer un grand complot, faire parler la dynamite et finalement faire envoyer en cour d'assises, en lui faisant signer des manifestes révolutionnaires, un malheureux ouvrier que le chef du gouvernement laissa condamner bien qu'il fût mieux que personne, au courant des manœuvres criminelles par lesquelles ses agents provocateurs l'avaient amené à délinquer.

Quoi qu'il en soit, l'attentat vient fort à point pour notre dynastie et son prestige mourant et profitant de la déroute que la presque totalité de la presse a occasionnée dans le public en agitant le spectre de la Révolution, voici qu'à voix basse d'abord, certains journaux parlent de mesures à prendre, d'interventions que nécessiteraient tels abus de la liberté d'écrire. Toute la cléricaille amorce cette bonne affaire et ne manque pas de faire des pieds et des mains pour atteindre, par des lois, les quelques rares journalistes qui n'ont pas de la propriété, de la religion ou de la famille la conception orthodoxe.

Une délégation parlementaire, a été chargée par la Chambre d'apporter à Léopold ses félicitations de ce que l'attentat a échoué « grâce à la Providence » (*sic*). Léopold a répondu par un petit discours où il dit qu'en dehors de l'ordre, il n'y a que licence et que la licence conduit fatalement au despotisme (!?) Il continue : « Sur leur route les *me-* « *neurs* trouvent d'abord les chefs d'Etat. S'ils ne « parviennent pas à les atteindre, c'est leur femme « qu'ils frappent, comme dans l'horrible drame de « Genève. Si cela leur est malaisé leurs coups visent « les ministres comme Canovas, frappé parce qu'il « avait trop de talent... A défaut des ministres, ils « font sauter les maisons des particuliers... Leurs « attaques ne sont pas toujours des coups de feu. « Il n'y a pas seulement les armes et les engins, il « y a aussi le papier. *Le papier est si complaisant...*

N'est-ce pas que c'est charmant, comme fine allusion. Allons, Messieurs, ne vous gênez donc pas, vous en mourez d'envie ; allez-y de votre petite loi sur la liberté de la Presse. Un coup de canif dans cette vieille Constitution dont vous parlez tant, ni plus, ni moins.

∴

Vous devez savoir qu'à la suite de l'enquête faite par les autorités anglaises au sujet de Gennaro Rubini, le Scotland Yard de Londres, a découvert un vaste complot organisé par des agents provocateurs à la solde de la police russe et de la police italienne. Ces personnages devaient commettre un pseudo-attentat sur Edouard et le Kaiser pendant le voyage de celui-ci en Angleterre. Il devait avoir pour résultat une campagne contre l'hospitalité que l'Angleterre donne aux proscrits étrangers et forcer le cabinet de Saint-James à suivre les décisions scélérates de la fameuse conférence de Rome.

C'est égal ils vont bien avec leur Internationale !

HÉLÈNE C...

∴

Le *Réveil des Travailleurs*, le journal libertaire qui s'édite à Liège ne paraît pas régulièrement. Comme un peu partout parmi nous, l'argent fait défaut. En outre, dans le dernier numéro, dans un article intitulé : « Adieu aux camarades ! » le Dr Lucien Hénault annonce que les exigences de la vie l'envoient au Brésil pour une période de trois ans.

Nous sommes certains que ceux qui restent sauront faire sortir le *Réveil des Travailleurs* de cette mauvaise passe grâce à leur énergie et à leur dévouement connus de tous.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Idée libre du XXe. — Réunion samedi 29 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle Boucher, 14, rue Rébeval. Causerie sur l'actualité de la vie, par le camarade Lucien Mignote.

∴

Causeries populaires du XIe, salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi. — Les *Causeries* se rapprochent à l'avenir du quartier ouvrier et auront lieu le mercredi. — Le mercredi 3 décembre, causerie par le camarade Libertad sur Prêtres et Laïques à travers l'enseignement.

∴

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Causerie tous les jeudis à 8 h. 1/2, par un camarade.

Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter. — Prêt de livres.

∴

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 h. à 10 h. ; dimanche, de 9 h. à midi.

Dimanche 30 novembre, soirée familiale à 8 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par le camarade Libertad ; sujet traité : L'Amour libre. Partie concert avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires. Tombola gratuite ; nombreux lots.

Vestiaire obligatoire, 30 centimes, entrée gratuite pour les dames et les enfants.

∴

L'Ere Nouvelle, 55, rue de la Roquette. — Vendredi 28 novembre à 9 h. du soir, causerie de G. Butaud sur la nécessité de l'action antiélectorale.

Objections. Appel aux contradicteurs.

∴

Dimanche 30 courant, à 2 heures de l'après-midi, grande réunion publique et contradictoire, salle Lafond, route d'Aubervilliers, Quatre-Chemins, à Pantin-Aubervilliers.

Sujets traités : Organisation en France d'une colonie communiste.

Entrée : 0 fr. 30, gratuite pour les dames.

∴

L'Emancipatrice, Université populaire d'Aubervilliers, salle Giot, 1, rue des Ecoles. — Conférence, jeudi 4 décembre, par M. Edger sur les Congrégations.

Samedi 7, soirée littéraire. Chants et poésies.

∴

Quelques camarades viennent de prendre l'initiative de la formation d'un groupe d'éducation libertaire dans le XIIIe arrondissement. Ils invitent tous ceux qui en sont partisans à venir à une première réunion préparatoire qui aura lieu le vendredi 28 novembre, à 8 h. 1/2, salle de l'Etoile d'Or, Avenue d'Italie.

∴

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Réunion les lundis et vendredis, à 8 heures 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard (Ve).

Ordre du jour :

Répétitions.

La *Lyre Sociale* désirerait avoir une camarade assez âgée qui voudrait se charger des rôles de mères.

∴

L'*Effort*, U. P. du Grand-Montrouge :

Dimanche 30 novembre. — Grande fête familiale en l'honneur du premier anniversaire de l'U. P., à 2 h. 1/2 précises, salle Moquet, avenue de la République, au Grand-Montrouge. Concert, tombola.

∴

LYON. — Le groupe *Germinal* organise pour dimanche 30 novembre, à 8 heures du soir, une réunion familiale privée qui aura lieu salle Berger, rue de Créqui, 238.

Une causerie sur les sciences positives sera faite par un camarade ; la soirée se terminera par quelques chants et déclamations libertaires.

∴

MOUSCRON. — Le groupe *La Jeunesse anarchiste Mouscronnoise* organise pour le dimanche 14 décembre 1902 une causerie-conférence suivie d'une soirée familiale, au café des Temps Nouveaux.

∴

TOURCOING. — Mardi 2 décembre, causerie par le camarade Ch. Dooghe, chez Duquesne, rue de Gand, 16, cour Bossut, à 8 heures du soir.

∴

ROUBAIX. — Salle du Palais du Travail, rue du Tile, 8, samedi 29, causerie sur l'Action syndicale par Pierre Degreef.

Jeudi 4 décembre, Causerie sur la création d'une colonie communiste en France, par E. Armand, de l'*Ere nouvelle*.

Samedi 6, causerie sur l'Avenir des syndicats, par Liénard.

Avis. — Aux camarades qui désireraient la *Peste religieuse*, nous la laissons à raison de 2 fr. le cent, plus les frais d'envoi, 60 centimes les 3 kilos. En vente au Palais du Travail, les journaux de propagande et les brochures.

BOITE AUX ORDURES

Ainsi les deux types, bourgeois et anarchiste, qui se croient aux antipodes, établissaient leur étroite parenté. Ils sont et demeurent les fils soumis de l'antique sauvagerie.

GÉRAULT-RICHARD.

(*La Petite Répugnante*, 18 novembre.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Prêtres et Moines non conformistes en amour, par G. Dubois-Desaulle ; 1 vol., 3 fr. 50, chez l'auteur, 77, avenue Ledru-Rollin.

La colonisation et la paix, par Ed. Spalikowski ; une brochure chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Almanach du Libertaire pour 1903, texte de Veideaux, dessins de Lebasque ; 0 fr. 50 au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

Liberta, par R. d'Angiò, broch. à la *Nueva Civilta*, Buenos-Ayres.

L'élargissement du divorce, par P. et V. Margueritte ; 1 broch. chez Plon et Nourrit, 6, rue Garancière.

Le Pain de l'enfant, par M. S. ; 1 brochure, imprimerie Gilliams-Lambrechts, rue Pruinen, 3, Anvers.

∴

A lire :

Le crime de Ferrand, Jean Rameau ; *Le Matin*, 18 novembre.

Crimes passionnels, P. et V. Margueritte ; *L'Echo de Paris*, 21 novembre.

PETITE CORRESPONDANCE

L., à Nantes. — Entendu. Vous recevrez *Guerre-Militarisme*, qui est paru. Pour le second nous vous avertirons lorsqu'il faudra commencer à payer. On pourra, également payer en deux ou trois fois.

M., à Genève. — L'*Almanach* n'étant pas édité par notre administration, je ne puis vous l'envoyer en place de ce qui reste à courir de l'abonnement.

G. B., à Amsterdam. — Reçu abonnement. Mais il expire ce mois-ci. Les abonnements se paient d'avance. Veuillez en prendre note si vous ne voulez pas éprouver d'interruption dans la réception.

G. F., à Palerme. — Envoyez-nous au moins le montant des brochures et du port.

L. F., à Rome. — Pour le service des bouquins, adressez-vous directement à Stock.

T. P., à Marseille. — Ce sont ceux qui veulent avoir le premier volume au prix de souscription qui doivent s'engager pour le deuxième.

L. C. — Reçu journaux. Merci.

Anonyme. — Reçu les numéros de la *Dépêche*. Merci.

Humbert. — J'ai vendu le volume donné en service. Rapportez-m'en un, plus deux en dépôt.

G., à Apt. — La brochure de Kropotkine, *L'anarchie, sa philosophie*, est à la réimpression. Nous vous l'enverrons sitôt imprimée. *Evolution, révolution*, épuisée en brochure. N'existe qu'en volume.

D., à Paterson. — Faisons passer 5 fr. à la *Revista Blanca* et 5 fr. à *Jean-Pierre*.

Revista Blanca. — Nous vous ferons passer les 5 fr. ci-dessus lorsque nous aurons pu nous procurer des timbres.

Reçu pour la liberté d'opinion : G., à Apt (dont moitié pour l'Espagne), 0 fr. 80. — Pour les grévistes d'Ourscamps, 2 fr. — Total : 2 fr. 80. — Listes précédentes 59 fr. 65 ; en tout : 62 fr. 45.

Il a été remis à des camarades forcés de s'expatrier et à des réfugiés étrangers, par différentes petites sommes, y compris les 2 fr. d'Ourscamps : 35 fr. Reste en caisse : 27 fr. 45.

Reçu pour le journal : A. G., 0 fr. 70. — M., 1 fr. — H. S., à Sabris, 2 fr. 10. — D., à Fulton, 25 fr. — Merci à tous.

T., à Chaumes. — L. J., à Paris. — P., à La Machine. — Chaumont. — B., à Montceau. — B., à New-York. — B., à Amsterdam. — G., à Vienne. — K., à Lausanne. — E. B., à Givonnes. — P. G., à Sennones. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 32 — DIX CENTIMES — DU 6 AU 12 DÉCEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V°)

UN COIN DE MENTALITÉ BOURGEOISE

Un grand procès sensationnel est presque toujours une vraie mine de documents de toutes sortes. Rien n'est plus propre à nous renseigner sur l'infamie où se complaît notre bourgeoisie. Il faut que chacun soit bien aveuglé de préjugés, abêti de servitude ou gavé de privilèges pour ne pas apercevoir, par un seul de ces cas, toute la vilenie de nos institutions et de nos mœurs, toute l'altération de nos cerveaux. Ce sont de précieux miroirs où viennent clairement se refléter nos hontes et nos tristesses. Mais trop peu, hélas, savent y lire.

L'affaire Syndon ne fait pas exception. Une fois de plus, l'analyse des états d'âme, soudain révélés par l'habituel drame aux trois personnages, montre comment les mœurs de l'amour et du mariage accueillent aisément toute indignité.

Mais je voudrais attirer l'attention sur un autre point.

Écoutons, pour cela, M. Bossard, le camarade et principal témoin de Syndon faire part de ses impressions d'audience à un interviewer :

« Dix ans de travaux forcés ! C'est effrayant. Oui effrayant, inouï, renversant.

. . . .

« L'attitude de cette foule provinciale, vraiment trop décriée, a été extraordinaire de compréhension et de sensibilité.

« L'indignation était telle dans la salle que, si le public s'était trouvé en contact avec le président, je crois que celui-ci aurait passé un mauvais moment.

« A la fin de l'audience, toutes les mains se tendaient vers le condamné ; moi-même qui pourtant n'avais fait que déposer selon ma conscience, j'étais entouré par des gens inconnus, qui me félicitaient d'être l'ami du condamné, de ce « bagnard »...

« Cependant je suivais de l'œil mon malheureux ami qui s'en allait, là-bas, entre deux rangs de gendarmes, au fond de la grande salle austère. Je n'avais d'yeux que pour lui.

« Le dernier mot n'est pas encore dit... Syndon n'est pas encore en route pour la Nouvelle-Calédonie ou la Guyane... il est impossible que ce pauvre garçon, cet artiste d'avenir, aille passer dix ans de sa vie parmi les forçats, au milieu des voleurs et des assassins. »

Il y a dans ces paroles une sinistre inconscience. Qu'on puisse émettre tranquillement une semblable opinion, voilà ce qui est vraiment « effrayant, inouï, renversant. » M. Bossard plaint son ami. Il souhaite qu'il s'en tire à meilleur compte. Rien de mieux. Mais soutenir que la condamnation qui le frappe n'est pas juste — au sens restreint et relatif dont la justice des tribunaux se contente — voilà un curieux indice de la terrible mentalité bourgeoise.

Non que je sois heureux de savoir Syndon sous les verrous. Si j'avais les clefs de sa geôle le pauvre garçon serait bientôt libre. Le droit de punir me semble inadmissible. C'est tout ensemble une indignité et un fort mauvais calcul de préservation sociale. On ne s'improvise pas honnête homme ou canaille par un acte de sa volonté. Outre qu'on n'est jamais bien sûr d'être l'un ou l'autre, on le devient par un obscur processus héréditaire, un enchaînement de fatalités dont il est difficile de saisir l'origine, un enchevêtrement d'influences, un jeu d'actions et de réactions où il faudrait être bien grand clerc et documenté comme pas possible pour démêler quelque chose de précis. D'où il suit que personne n'a le droit de juger et de punir l'acte dont on ne connaît jamais tous les éléments.

Mais quand on l'admet, ce droit de punir, quand on raisonne dans l'hypothèse de ce droit, comme le témoin Bossard et les ineffables bourgeois qui formaient le public de Rouen, il faut bien reconnaître que ce verdict est, parmi ceux que les juges débitent par centaines sur leurs différents comptoirs, l'un des plus équitables ou, si vous aimez mieux, des moins révoltants. Comparé aux autres, c'est plutôt par indulgence que pécherait celui-là.

Par son milieu, par son éducation, par sa situation aisée, par la nature même de ses travaux — l'art n'a-t-il pas une valeur morale ? — cet artiste, ce peintre était fort bien placé pour acquérir le respect de la vie humaine.

Or ce sont ces circonstances aggravantes qui attirent à Syndon la sympathie générale, après lui avoir attiré l'attention. Car il est inutile de dire que si le même drame se fût passé entre un terrassier, une blanchisseuse et un ouvrier mineur, leur droit à l'opinion n'eût pas dépassé la colonne des faits divers.

Si, par une orientation autre de sa vie, le même Syndon eût glissé à quelque assassinat pour vol après toute une odyssée de misère, de vagabondage et de maison centrale, le même Bossard n'eût pas manqué de dire, lisant d'un œil distrait le prononcé de la peine : « En voilà un qui ne l'a pas volé ! » Pourtant combien ce possible Syndon eût été plus digne de sympathie et de pitié que l'actuel Syndon !

Oui, c'est ainsi. Dans notre douce société, il y a des êtres promis au crime dès le berceau, de pauvres diables si bien empêtrés tout de suite dans une fange de misère et de vice qu'il leur est impossible d'en sortir, des hommes voués par leur ambiance, leur éducation, au vol et à l'assassinat, comme d'autres le sont au commerce, à la magistrature ou à l'enseignement. Ceux-là on les voit partir pour le bagne ou l'échafaud d'un cœur léger et d'un œil sec. Il est vrai que leur tenue, sur les bancs de justice, en général, est déplorable. Leur veston manque de coupe. Ils portent sur le visage les stigmates ignobles de la misère et du vice, et ils ont aux yeux un regard sournois de bête vaincue. Ce dénouement de leur vie est si bien, pour eux, le seul possible qu'ils ont toujours l'air de demander ce qu'on leur veut, pourquoi on les embête. Le ministère public leur reproche alors leur « cynisme ». Et cette inconscience qui devrait être leur meilleure défense, devant des gens tant soit peu honnêtes, est précisément ce qui les enfonce.

Il est d'autres coupables que rien ne semblait devoir amener là. Nés ou portés par le hasard du bon côté de la frontière sociale, ils ont eu à leur disposition tous les moyens de culture intellectuelle et morale que fournit une civilisation à ses enfants gâtés. A côté des premiers, ils semblent donc presque sans excuse. C'est eux seuls pourtant que l'on excuse, que l'on plaint, que l'on défend contre la sévérité occasionnelle et fort rare des juges.

Occasionnelle et fort rare. Car ce qu'on appelle la Justice ne cherche pas à réformer les mœurs sur ce point, elle les suit et les flatte bassement. Si cette soi-disant justice voulait réaliser un peu d'équité, son premier principe serait, en effet, que la peine doit toujours être proportionnée non seulement à la gravité de la faute et à la responsabilité du coupable, mais surtout à sa place dans la hiérarchie sociale, *frappant le plus fort celui qui est le plus haut.* Avec beaucoup de soin, elle fait exactement le contraire.

Aussi quand, par hasard, la machine à écraser les petits appuie un peu sur un gros, serre d'un peu près un privilégié, toute la caste s'agite et crie qu'il y a maldonne. Voilà qui est à refaire, s'exclament-ils. Il n'est pas possible que ce soit là votre dernier mot. Et nous entendons toujours un candide et quelconque Bossard nous affirmer que « ce pauvre garçon, cet artiste de talent ne peut pas passer dix ans de sa vie au bagne au milieu des assassins. » Le Bossard en question oublie de chercher dans son dictionnaire le vrai sens du mot assassin. Ou plutôt il pense avec tous les bourgeois, ses frères : « Certes il peut arriver à tout le monde de mettre quelques balles dans la peau de son prochain, mais on n'est pas pour ça un assassin quand on est riche ou en passe de le devenir, quand on a des commandes et l'estime des membres de l'Institut. »

CHARLES ALBERT.

DES FAITS

Samedi, à York, a été jugé par la cour martiale le cas du sergent Léonard, du 6e dragons des gardes, qui était accusé d'avoir envoyé une lettre au secrétaire du ministère de la guerre où il articulait des

plaintes. Il attirait l'attention du ministre sur le grand nombre de désertions du régiment de carabiniers. Il affirmait que la raison de ces désertions était que les recrues sont malmenées, poursuivies du matin au soir. Le prévenu a été cassé de son grade et remis dans le rang.

(Daily Chronicle.)

Pour lui apprendre à tenir sa langue et à fermer les yeux.

LA "MANO NEGRA" (1)

DEUX LETTRES DES VICTIMES

1° Lettre de Francisco-Prieto, adressée au journal *El Corsario* (Valence, Lepanto, 16, 4°)

Ceuta, 7 octobre 1902.

Vous ne pouvez vous faire une idée de la joie immense qui remplit nos cœurs en voyant que vous n'avez pas fait la sourde oreille à nos prières et que vous consacrez quelques lignes dans notre vaillant *Corsario* à ces malheureux qui, depuis vingt ans, gémissent dans un bagne, uniquement pour le fait de professer des idées libres.

En avant, compagnons, ne nous abandonnez pas ! Parvenez à ce que tous les autres journaux vous secondent dans une entreprise aussi juste qu'équitable, et un jour, pas très éloigné, une fois en liberté, nous aurons la satisfaction d'être utiles à la cause dont nous sommes les défenseurs et pour laquelle nous donnerons volontiers notre vie.

Et puis, compagnons, ceux qui s'adressent à vous ont leurs parents, leurs femmes, leurs enfants, qui subissent la pire des misères depuis qu'a commencé à leur manquer ceux qui leur fournissaient ce qui est nécessaire à la vie, pleurant sans trêve des larmes de sang ; car ils ont perdu l'espoir de revoir libres ces infortunés et de les serrer dans une étreinte paternelle avant d'exhaler leur dernier soupir.

Pour nous, du fin fond de l'Espagne où nous sommes ensevelis, nous encourageons nos compagnons, leur donnant l'assurance que nos amis ne cesseront pas un instant, par des meetings ou par des articles, de propager le récit de notre malheur, jusqu'à ce qu'ils parviennent à arracher à la bourgeoisie les victimes qui, à force de bonne volonté et de résignation, ont pu résister à une si longue captivité, pensant toujours à l'idée.

Compagnons, nous vous disons mille fois merci ; ne doutez pas un instant que toutes les souffrances et toutes les misères que l'on nous a fait subir n'ont servi et ne serviront à rien qu'à enraciner plus avant dans nos cœurs l'idée de liberté ; nous disons le front haut et le cœur plein d'un juste orgueil : nous sommes anarchistes jusqu'à la mort.

Donc, en avant et toujours en avant ! Ne cédez pas d'une ligne dans la lutte : alors, un jour qui n'est pas loin, nous verrons nos efforts couronnés de succès.

C'est l'espoir de ceux qui vous souhaitent santé et prompte émancipation sociale.

Pour tous les compagnons,

FRANCISCO PRIETO.

2° Lettre de Cristobal Duran Gil à *El Corsario* :

« Compagnons de *El Corsario*, salut.

Nous vous serons reconnaissants d'insérer dans votre vaillant journal ces lignes dont la forme est imparfaite, mais qui, si elles ne sont pas bien écrites, sont véridiques.

Cristobal Duran rappelle brièvement les faits que nous avons déjà exposés, les arrestations arbitraires, conséquence de l'invention de la *Mano Negra*, il rappelle sa propre arrestation, ses tortures, et ajoute : On arrêta les miens, en commençant par mon beau-frère, bien connu des autorités et des *Caciques*, qui, tout en reconnaissant publiquement son honnêteté, le soumirent à un traitement barbare ; puis ce fut ma sœur, une faible femme, qu'ils séparèrent de ses quatre petits enfants ; sans tenir compte de sa santé délicate, ils lui firent subir le même traitement inquisitorial qu'à son mari et à son frère ; enfin, ce fut ma femme, on ne la soumit pas à ce martyre cruel, parce qu'elle était près d'être mère, mais on ne laissa pas pourtant de la menacer et de l'insulter.

Tout cela, on le faisait pour voir si ces êtres faibles, par crainte du châtiment, ne feraient pas quelque déclaration fausse contre mon innocence ; voyant que l'on n'arrivait à rien, on les remit en liberté. Toutes les iniques calomnies, toutes les horribles tortures que l'on concerta contre moi pendant l'instruction, je ne vous les dis pas aujourd'hui pour ne pas me rendre importun. Je me propose de le faire dans des lettres successives, abusant ainsi de votre bonté.

Compagnons, santé et anarchie.

CRISTOBAL DURAN.

Ceuta, 10 novembre 1902.

* *

Le *Centre international ouvrier* de Tanger, à la suite d'un meeting tenu le 1er novembre dans cette ville pour discuter la conduite à tenir en faveur des victimes innocentes de la Main Noire, a envoyé aux journaux espagnols une lettre circulaire les invitant à coopérer à la délivrance des huit survivants. Nous y lisons ce qui suit :

« Nous ne savons jusqu'à quand le sommeil de l'indifférence et de l'inertie dominera les organisations ouvrières et nous ne saurions dire exactement ce qu'il advient de cette armée prolétarienne qui parfois abandonne les causes les plus importantes, celles où son intervention est le plus urgente, pour perdre son temps à des questions de rien.

« Est-ce donc que la pusillanimité s'empare de nous ? Non ; haut les cœurs ! En avant les hommes de progrès ! Créons un mouvement, et que la clameur immense de la grande armée des producteurs fasse rendre la liberté à ceux-ci et à d'autres ! Assez de crimes ! assez de tortures !

. . . .

Pour le Centre international de Tanger,

(Signé) : EDUARDO HANGLINA.

* *

Le journal républicain *El País*, de Madrid, a répondu en ces termes à la lettre circulaire :

« L'initiative du *Centre de Tanger* nous paraît très noble et généreuse : nous la seconderons de toutes nos forces. Car c'est un mensonge que ces délinquants honnêtes restent encore au bagne. Les condamnés du procès de la calle de Cambios-Nuevos sont en liberté ; grâce à des amnisties successives, tous les condamnés pour délits politiques, tant républicains que carlistes et séparatistes jouissent de la liberté ; seuls restent au bagne les ouvriers andalous impliqués dans cet obscur procès que l'on a appelé *de la Mano Negra*.

« Sûrement, sinon tous, du moins beaucoup (1) de ces forçats sont innocents, car il est notoire qu'en Andalousie on a appliqué alors, comme plus tard à Montjuich, la torture.

« N'y a-t-il donc plus de bienveillance que pour les criminels vulgaires ? On le dirait à voir que les amnisties fréquentes ouvrent les portes du bagne à des voleurs et à des meurtriers et les laissent fermées pour ceux qui, s'ils ont commis un délit, l'ont fait pour des motifs politiques, pour des idées peut-être prématurées mais indubitablement élevées. »

* *

La Section parisienne de la Fédération des Sociétés de résistance d'Espagne adresse « au prolétariat espagnol » un appel en faveur des survivants de la Main Noire où nous lisons :

« Tout homme qui sent courir dans ses veines le sang d'un homme, de quelque pays qu'il soit, sera des nôtres.

« A la barbarie gouvernementale, nous opposerons la *Ligue internationale* des hommes qui veulent en finir avec le procédés d Inquisition et avec ceux qui les emploient. »

* *

Ainsi la campagne se généralise en Espagne : à Madrid, *Tierra y Libertad* et *El País* à Valence *El Corsario*, à Cadiz *El Proletario* ont pris la cause en mains et sont résolus, d'abord, à faire toute la lumière sur l'affaire de la Main Noire, puis à lutter jusqu'au bout pour la délivrance des camarades innocents.

En France et en Angleterre, quelques-uns ont entendu notre appel : nous le renouvelons aujourd'hui ; en Belgique, en Suisse, en Italie, en Allemagne, et partout où notre voix pourra être entendue, la voix d'un homme de bonne volonté peut lui faire écho. Qu'il explique autour de lui l'œuvre de haine et de mensonge ; qu'il montre à tous au prix de quels crimes les défenseurs de la propriété capitaliste assurent leur triomphe sur les travailleurs ! Il faut que les huit survivants soient délivrés. Il faut aussi que le récit de leur supplice fasse germer au loin la solidarité et la révolte.

Peut-être que dans leur bagne est le point d'appui de levier qui jettera par terre et ruinera pour jamais l'édifice religieux, politique et militaire qui pèse sur le sol de l'Espagne, y écrase tout germe de vie et y tue toute beauté.

MOUVEMENT SOCIAL

Mouvement ouvrier. — Depuis déjà un certain temps, de grands conflits économiques se succèdent à tel point que notre bourgeoisie apeurée ne sait plus qu'invoquer.

La grève des mineurs n'est pas encore terminée qu'une autre grève non moins importante éclate et menace, elle aussi, d'englober tous les travailleurs de la corporation, car tout porte à croire que la grève des inscrits maritimes qui a pris naissance à Marseille, gagnera les autres ports et deviendra générale.

Il semble bien que les petits conflits ont fait leur temps ; les travailleurs ont compris qu'ils n'ont aucune chance — devant la concentration et l'entente capitaliste — d'obtenir une amélioration de leur sort, qu'à condition quil existe entre tous les salariés d'une même corporation une étroite solidarité.

Les mineurs n'ont pas vaincu — j'ai tenté de le démontrer — justement parce qu'ils se sont laissé détourner et qu'une action d'ensemble a fait place à des revendications particulières par bassin, partant à une division de leurs forces.

Comme les mineurs, les inscrits maritimes ont affaire à de fortes et puissantes compagnies, disposant elles aussi de gros capitaux, ayant des actionnaires insatiables qui exigent de forts dividendes, et pour arriver à les leur fournir, l'on rogne sur les salaires. Mais cela ne suffit pas encore ; depuis déjà un certain temps les compagnies n'hésitent pas à réduire au strict minimum le personnel du bord, ce qui a pour effet d'imposer un surmenage excessif aux embarqués qui, insuffisants en nombre, sont obligés, lorsqu'ils sont à bord, de faire quinze et seize heures de travail par jour, pendant que dans les ports les camarades sont sur le pavé et plongés dans la misère.

De plus, une fois à bord, impossible de refuser le travail, le capitaine a tous les droits, il *faut* obéir, c'est la discipline comme au régiment, le salarié est là un esclave.

(1) Voir les nos 27, 28, 29, 30 et 31.

(1) Tous, N. D. L. R.

C'est contre cet état de choses — et bien d'autres que la place me manque pour citer — que les serfs de la mer, après ceux de la mine, regimbent avec raison.

Et il faut voir les journaux réactionnaires à la solde des puissantes Compagnies, crier à la « ruine de notre premier port » de « commerce national, » etc., etc., sans s'inquiéter — et pour cause — si les revendications de ces travailleurs n'ont pas véritablement lieu d'exister.

La grève est encore localisée au port de Marseille, et déjà le gouvernement — cher à nos socialistes, ne l'oublions pas — fait tout ce qu'il peut pour aider les Compagnies à affamer leurs esclaves.

L'armée « protège l'ordre », et des navires de l'Etat vont assurer le transport des voyageurs, ce qui permettra aux Compagnies d'attendre des jours meilleurs. C'est parait-il ce qui s'appelle « respecter la liberté du travail. »

Si les grévistes montrent un peu d'énergie et surtout s'en tiennent intégralement à leurs revendications premières, les Compagnies vraisemblablement ne tarderont pas à capituler. Déjà Marseille est encombré de voyageurs qui attendent pour partir, une partie des ateliers de la ville sont arrêtés ainsi que la plupart des travailleurs du port. Cette situation très critique ne peut pas durer longtemps, et les Compagnies seront vite amenées à céder.

D'autre part, dans une lettre adressée au ministre de la Marine — dont dépendent quelque peu les inscrits maritimes, — le syndicat de Marseille annonce que s'il n'est pas fait droit rapidement à leurs desiderata, la grève générale de la corporation sera déclarée. De plus — et cela n'est pas sans importance et confirme ce que nous disions la semaine dernière au sujet de l'arbitrage — « dans le conflit actuel, les marins de Marseille ne *veulent pas d'arbitrage*, estimant avec raison que leurs revendications sont » des plus légitimes ».

La « liberté du travail » est assurée par 10.000 hommes de troupes, 400 gendarmes venus des départements voisins, tout cela indépendamment des troupes casernées à Marseille ainsi que des gens de police.

Le gouvernement, comme l'on voit, fait bien les choses.

*
* *

Les mineurs commenceraient-ils à s'apercevoir que les politiciens se jouent d'eux ? Il paraît que dans une réunion tenue dimanche à Carmaux — le seul centre où le travail ne soit pas encore repris — le grand leader socialiste Jaurès a, disent les journaux, « dû se défendre contre les grévistes qui incriminaient son attitude pendant la grève ». Les mineurs de Carmaux ont malmené le « puissant orateur » et ont décidé de reprendre les pourparlers avec les Compagnies sans faire rentrer en ligne de compte les intérêts électoraux de M. Jaurès.

Le vent commencerait-il à tourner dans la nouvelle « citadelle? »

P. DELESALLE.

FIRMINY. — *Chez les Mineurs*. — Le travail a été repris vendredi 28, dans la Loire, mais un certain nombre d'ouvriers n'ont pu être occupés les premiers jours à cause du mauvais état de la mine. Les arbitres Cholat et Briand, n'ayant pu se mettre d'accord, ont eu recours, selon le compromis, à M. Ballot-Beaupré. Celui-ci a rendu sa sentence arbitrale le vendredi 28 novembre jour de la reprise du travail. La prime qui était de 3 0/0 sera portée à 5 0/0 jusqu'au 30 juin 1903 ; à 4 0/0 jusqu'au 31 décembre 1903 et à 3 0/0 jusqu'au 30 juin 1904. C'est donc une légère, très légère augmentation qu'obtiennent les mineurs de la Loire. Quant aux autres clauses du compromis, notamment l'amnistie, les compagnies ont l'air de s'en moquer un peu, sans doute pour refroidir l'enthousiasme des journaux radicaux-socialistes, genre ministériels, tels la *Tribune*, la *Sociale* de Saint-Etienne, la *Petite République*, etc., qui voudraient persuader aux mineurs que le conflit se termine par de sérieux avantages pour eux. Les victimes ne sont en effet pas rares. Ainsi ici, à Firminy, j'en connais une demi-douzaine parmi lesquels Brioude, du comité national et président de notre syndicat. Des démarches vont être faites auprès de la compagnie et les mineurs sont convoqués à une réunion. Mais il n'y a pas d'illusions à se faire; c'est là le but qu'avaient les patrons : se débarrasser des gênants, et les mineurs ne sont pas assez énergiques, *ils l'ont montré*, pour les empêcher d'arriver à leur but. Donc, à mon avis, il y aura des victimes.

La reprise du travail a, à Saint-Etienne, donné lieu à quelques incidents. Mercredi 26, l'ordre du jour présenté à la réunion de la Bourse du travail, votait la continuation de la grève. Or, deux heures après, le comité fédéral informait les compagnies par l'entremise du préfet de la reprise du travail pour le 28. La réunion du jeudi 29 fut tumultueuse, et on assure qu'Escalier et Beauregard écopèrent un peu. Celui qui eut le gros lot fut Cotte, (à tout seigneur, tout honneur!) ; les lauriers se changèrent pour lui en trognons de choux et sans l'asile qu'il trouva dans un café avoisinant la Bourse, et la police qui vient dégager les abords du café qu'on voulait prendre d'assaut, il eût certainement passé un mauvais quart d'heure.

La brouille entre le C. N. et le C. F., s'accentue. Les journaux locaux publient aujourd'hui la note suivante signée Beauregard :

« Le Comité Fédéral... d'inviter pour la dernière fois le Comité National à faire la répartition des fonds qu'il a reçus pour être distribués aux grévistes.

Le C. F. espère que le C. N. voudra bien faire le nécessaire au plus tôt, car, sans cela, la F. des mineurs de la Loire se verrait dans l'obligation de prendre d'autres mesures. »

Le C. N. a, en effet, reçu la somme de 54.000 frs et n'accuse que 35.000 frs de répartis. Le C. F. estime que les mineurs ne touchant pas de paie jusqu'au 25 décembre, sauf une ou deux journées le 10 décembre pour ceux qui ont repris le travail dès le 28 novembre, le C. N. doit maintenant distribuer les 19.000 frs qui restent et non attendre plus tard. De son côté le C. N. prétend attribuer cet argent aux seules victimes de la grève.

Tout cela pourrait bien entraîner la chute de Cotte et peut-être du Comité National. On voit en effet que dans cette grève l'influence de ce dernier a été nulle. Cela hâtera peut-être l'adhésion des mineurs à la Confédération du travail.

Briand en sort à peu près indemne; avec un peu plus de popularité. Il a en effet su jouer son rôle et le fait seul de ne s'être pas mis d'accord avec l'arbitre des Compagnies a fait croire aux naïfs qu'il prenait sérieusement l'intérêt des mineurs. Peut-être oui, peut-être non. Avec des malins comme lui on n'est jamais sûr si c'est par conviction ou par intérêt électoral qu'ils agissent.

GALHAUBAN.

Suisse.

GENÈVE. — Les autres accusés ayant été condamnés, mais avec la loi de sursis, ont été relâchés, seul Bertoni qui a été condamné à un an, sans sursis, après le procès, a été transféré de bonne heure à la prison dite l'Evêché et mis au régime de droit commun, les délits politiques n'existant pas en Suisse !

C'est les menottes aux mains, pendant que la neige tombait à gros flocons, que s'est effectué le trajet.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Un groupe organise actuellement dans le XII[e] arrondissement une coopérative de consommation sans répartition du trop perçu, les bénéfices devant servir aux coopératives communistes de production. Ces camarades se mettent à la disposition des U. P. et de tous groupements pour donner les renseignements pratiques résultant de leur travail : conférences et communications des statuts.

S'adresser ou écrire : à Lemoux, 81, rue de Picpus; Léon Clément, 179, rue Michel-Bizot ; et à Dumarest, 4, avenue du Bel-Air.

*
* *

Sommaire du n° 1 de la 2[e] année de *Jean-Pierre* :
Le rêve de Toto, par Dro-Dro, ill. Hénault (*à suivre*).
Les serfs de Saint-Claude, par Max.
Volcans Javanais, par Félicien Challaye (*à suivre*).
Jean-Pierre à ses amis, par Marx (*à suivre*).
Des soins corporels, par D[r] B. (*à suivre*).
Correspondance.
Lettres de l'Alphabet.

*
* *

Société instituée pour la création d'une colonie en France. — Dimanche 7 courant, à 9 heures du soir, salle Salsac, 1 *bis*, boulevard Magenta, réunion de tous les adhérents. Communications importantes à faire aux camarades. Compte rendu de la situation financière.

*
* *

Union Populaire du XIV[e], 5, rue du Texel :
Dimanche 7. — Visite au Louvre avec les U. P. sous la direction de M. Lichy : La sculpture grecque. (Rendez-vous, cour carrée, devant le Pavillon de l'Horloge à 9 h. 3/4 du matin.)

Le soir à 8 h. 1/2, soirée artistique et musicale organisée par la Société de Musique et de Déclamation.

Lundi 8. — M. Perrin : La Martinique (avec projections).

Mercredi 10. — M. Gaston Rabaud, professeur au lycée Charlemagne : La Révolution française. — V. Naissance du Parti républicain.

Vendredi 12. — M. Spire : L'assistance laïque à domicile (Société des Visiteurs).

*
* *

Groupe d'initiative du Théâtre Libertaire. — Nous avertissons tous les camarades qu'à l'avenir, les réunions et répétitions auront lieu tous les lundis soir à 8 h. 1/2, salle de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette.

Prière à tous ceux qui veulent nous apporter leur concours d'assister à la réunion du lundi 8 courant.

Ordre du Jour : De l'organisation d'une soirée.

*
* *

L'Education libre du III[e], 26, rue Chapon. — Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 h. à 10 h. ; dimanche, de 9 h. à midi.

Dimanche 14 décembre, matinée familiale, salle de l'Etoile d'Or, 4, avenue d'Italie.

*
* *

Devant l'iniquité des conseils de guerre, un groupe de camarades a jugé utile de former dans le 7[e] arrondissement une section de la Ligue pour la Défense du Soldat.

Ils font appel à toutes les bonnes volontés qui voudraient se joindre à eux pour mener une campagne énergique en faveur de la suppression des conseils de guerre.

Les adhésions sont reçues salle Louis, 6, passage de Grenelle.

*
* *

Lyre sociale de la rive gauche, Cercle théâtral social. — Réunion les lundis et vendredis à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard (5[e] arr.)

Ordre du jour : Répétitions.

*
* *

Quelques camarades viennent de former un groupe d'éducation libertaire dans le 13[e] arrondissement, salle de l'Etoile d'Or, 4, avenue d'Italie. Ils se réunissent tous les vendredis soir, à 8 h. 1/2 ; ils invitent les libertaires de l'arrondissement à y venir nombreux. Causerie par un camarade.

*
* *

Bibliothèque communiste du XV[e], rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter.

*
* *

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 6. — A. Lichy : L'éducation chez les Grecs.

Dimanche 7. — Visite au Musée du Louvre : la Statuaire Grecque (causerie de M. A. Lichy). — Rendez-vous à 9 h. 45, cour du Louvre, devant le pavillon de l'Horloge.

A 2 heures, matinée littéraire organisée par le groupe théâtral de l'*Enseignement Mutuel*, salon du Petit Trou, 83, rue de la Chapelle (vestiaire obligatoire, 50 centimes).

Lundi 8. — Paul Hunziker — Comment on doit former son jugement : la guerre anglo-boër.

Mercredi 10. — Soirée musicale et littéraire.

Tous les mardis, cours d'allemand par Mme Liepus. — Cours élémentaire de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2 ; cours en allemand de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

Tous les jeudis, cours de diction par M. Jelmo, du Théâtre Antoine.

Tous les vendredis, cours d'arithmétique par M. Francillon, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2.

Cours de sténographie par Mlle J. Migny, de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

*
* *

L'Idée libre du XX[e]. — Réunion samedi 6 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle Boucher, 14, rue Rébeval.

Causerie par le camarade Prost sur une actualité du jour.

Causeries Populaires du XI[e] salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi, 10 décembre, à 8 h. 1/2, causerie *De droite à gauche et de gauche à droite.*

*
* *

Université populaire *L'Emancipation de Vincennes*, 3, rue de l'Eglise, à Vincennes. — Ouverte les lundis, mercredis et samedis. Entrée gratuite ; les dames sont invitées.

Les lundis, de 8 à 9 heures du soir, cours d'anglais ; de 9 à 10 heures du soir, cours de musiqae vocale (Méthode Galin-Paris-Chevé).

Samedi 6. — M. Charles Torre, homme de lettres: Ernest Renan.

Dimanche 7. — Salons Hulin, cours Marigny : Fête anniversaire.

Mercredi 10. — M. Kownacki, professeur à l'Association philotechnique : La liberté d'après Stuart Mill (avec discussion).

Dimanche 7 décembre, à 1 heure 1/2 de l'après-midi, salons Hulin, 26, cours Marigny, à Vincennes, fête anniversaire de *l'Emancipation de Vincennes* (3[e] année).

Allocution de M. Kownacki, professeur à l'Association philotechnique. Conférence par Eugène Fournière, ancien député. Concert.

Entrée : 50 centimes.

*
* *

GRENOBLE. — Les camarades de Grenoble sont priés de se réunir lundi soir à 8 heures, au café Rosset, rue Pasteur.

Organisation d'une soirée familiale au profit de la bibliothèque, pour le samedi 20 décembre.

Nota. — Tous ceux qui ont des ouvrages en mains sont priés de les rapporter au plus tôt.

*
* *

LYON. — Groupe *Germinal*.

Dimanche 7 décembre, à 8 heures, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert, réunion familiale privée. Causerie par A. Cornet. Sujet : La criminalité.

Il sera perçu 0 fr. 25 de vestiaire au profit de la brochure Beylie.

*
* *

NANTES. — Groupe d'études sociologiques *Les Iconoclastes*.

Café de Bretagne, place de Bretagne, salle au premier, réunion samedi 6 décembre. Causerie par le camarade Le Barc.

Samedi 13, causerie par le camarade Jean Labeur.

A chaque réunion prêt gratuit de livres et brochures.

Dimanche 14, à 2 h. de l'après-midi, les compagnons du groupe ainsi que leurs amis se rencontreront chez le camarade Le Barc, café de l'Armor, prairie de Mauves, quai de Lourmel, 2, près la gare d'Orléans. Causerie par le camarade Jean Labeur sur l'Amour libre. Danses bretonnes et françaises. Chants et poésies révolutionnaires.

Le groupe de Nantes met en garde les camarades contre un estampeur, porteur de plusieurs lettres et papiers du groupe.

*
* *

LYON. — La *Ligue de solidarité* invite ses amis et connaissances a une grande fête familiale et privée, dimanche 7 décembre à 1 h. 1/2 de l'après-midi. Salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert, une magnifique tombola sera tirée avec tous les lots restant de l'œuvre des enfants à la montagne de l'année 1902.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis-postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; franco : 3 francs.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

*
* *

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

*
* *

La Libératrice, lithographie de Steinlen, franco 1 fr. 40 ; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Nous rappelons aux camarades qu'il existe une bibliothèque, et que l'on peut venir emprunter des volumes tous les dimanches matin, de 10 heures à midi.

Nous rappelons que la souscription, en argent et volumes, pour aider à son extension, reste toujours ouverte.

Nous rappelons qu'il y a toujours une soixantaine de volumes dehors.

Ces derniers temps, il a été acheté ou donné :

L'Italie telle qu'elle est, de Merlino.

La France politique et sociale, de Hamon (année 1890).

Le Bloc.

POUR L'EDITION

Nous voici au 1[er] décembre, et j'ai, juste, 272 adhésions : sur 600, c'est maigre !

Comme je l'ai déjà dit dans une note, devant cette indifférence, je prie les camarades qui ont adhéré de ne pas se décourager. Dans cinq à six mois, si la vente du premier volume se continue comme elle a marché jusqu'à présent, je serai liquidé avec les imprimeurs, et nous pourrons mettre le second en chantier. Je recevrai encore les adhésions jusqu'à la fin de la semaine prochaine, et je clorai la liste. Puisque c'est trop dur de se déranger pour mettre une lettre à la poste, les retardataires qui voudront le volume lorsqu'il sera fait, le paieront le prix de librairie.

Les adhérents seront prévenus lorsqu'il y aura besoin des fonds.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

La Colonne, par Descaves	2 75
Autour d'une vie, par P. Kropotkine	3 »
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais, préface de Descaves	3 20
Intimités et Révoltes (vers), par J.-B. La Jarlière	1 65
Aventures de Nono, avec illustrations	2 75
Malfaiteurs	2 75
L'Inévitable révolution, par un proscrit	2 75
Les Révolutions (vers), par A. Pratelle	1 65
L'Almanach de la Révolution	» 40

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Nous avons fait déposer chez les libraires, les brochures *Patrie-Guerre-Caserne*, de Ch. Albert, et *Organisation-Initiative-Cohésion*, de J. Grave.

Elles se trouvent également dans les gares ainsi que le volume *Guerre-Militarisme*.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES PARUES

Frontispice, par Roubille, 1 fr. 40 ; *La Libératrice*, par Steinlen, franco 1 fr. 40 ; *Le Missionnaire*, par Willaume, franco 1 fr. 40 ; *La Jeune Proie*, par Lochart, franco 1 fr. 40 ; *La Charrue*, en couleur, par C. Pissarro, 2 fr. 15, édition d'amateur, 3 fr. 50 et celle en couleur, 5 fr.

De nos éditions d'amateurs les 11 premières sont épuisées, plus *Mineurs belges*, de Constantin Meunier, et *La Guerre*, de Maurin.

Cependant, ayant été forcés de retirer ces deux dernières d'une collection, il nous en reste une de chacune des autres, qui sera vendue 5 fr. 20 franco.

Les dernières tirées restent en vente au prix ordinaire de 3 fr. 50.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les deux Familles, par Paul Pourot ; 1 vol., 3 fr. 50, librairie Dujarrie et Cie, 50, rue des Saints-Pères.

Théorie de la valeur, par M. Ch. Cornelissen ; 1 vol., 4 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

Chansonnier de la Révolution ; 0 fr. 30, au *Réveil*, 6, rue des Savoises, Genève.

L'Amour libre, pièce en 1 acte, par Véra Starkoff ; 0 fr. 50, chez Stock, 27, rue Richelieu.

Textes français, traduits dans la langue bleue, chez Bolak, 147, avenue Malakoff.

Histoire de l'affaire Dreyfus, par Joseph Reinach ; 1 vol., 7 fr., chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Cof, par R. Marival ; 1 vol., 3 fr. 50. — *Le Voyageur et son ombre*, par F. Nietzsche ; 1 vol., 3 fr. 50, tous deux au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Tome IV des *Œuvres complètes* de Tolstoï : *Sébastopol*, *Une rencontre*, *Deux hussards* ; 1 vol., 2 fr. 50 ; 2 fr. dans nos bureaux, port en plus.

Après les Obsèques, pièce en 1 acte, par Joseph Renaud, 1 broch. de 16 pages, 2 fr. 50 ; Imprimerie Polygotte Hugonis, 6, rue Martel.

*
* *

A lire :

Napoléon et sa bande, par Léon Bonneff ; *Pages libres*, n° 99.

A NOS LECTEURS ET ABONNÉS

Nous avons des lecteurs répartis un peu dans les cinq parties du monde ; malgré cela, nous sommes souvent forcés de nous servir des renseignements des journaux bourgeois pour faire notre mouvement social, tandis qu'il serait facile d'en faire un intéressant si nos lecteurs voulaient nous envoyer les renseignements qu'ils peuvent récolter autour d'eux.

Nous ne leur demandons pas des choses littéraires. Des faits, surtout. Nous nous chargerions de les mettre sur pied.

Une autre chose qui pourrait nous servir, ce serait de nous envoyer les journaux locaux.

Merci à ceux qui ont déjà répondu à notre appel.

Prière, à chaque renouvellement d'abonnement, de nous envoyer la dernière bande.

AVIS

Afin de faire la place au bureau, et aider à la propagande en même temps, nous laissons aux U. P. et aux bibliothèques de chambres syndicales, les années 2 à 5 des *Temps Nouveaux* au prix de 5 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Chaux-de-Fonds. — Avons fait passer les 4 fr. 90 au *Libertaire*.

Léon C. — Votre communication trop tard. Mardi, dernier délai.

Faure. — Même observation que ci-dessus.

G., à Paris. — Bon. Entendu.

L. N., à Barcelone. — Je n'avais pas reçu la lettre précédente. — Pour un prochain envoi, prenez note que nous perdons 25 0/0 sur les timbres. — Les faits que vous racontez ne sont pas nouveaux, hélas !

P. F. — Bien reçu les deux adhésions.

Amigo do Povo, San Paulo. — Reçu timbres, merci.

Reçu pour le journal : A. G., 0 fr. 30. — P., Chaux-de-Fonds, 1 fr. 35. — *Vente de vieux timbres*, 21 fr. 25 — Denéc., 2 fr. — F., 3 fr. — T., à Baden, 3 fr. 50. — F., 10 fr. — Limoges, part de quête à la conférence Meunier, 2 fr., et 2 fr. également pour le *Libertaire*, 2 fr. pour *Jean-Pierre* et 10 fr. remis à deux camarades atteints de cécité. — Merci à tous.

Un camarade de l'Argentine veut-il nous envoyer quelques exemplaires usés du timbre bleu, 5 centavos, commémoratif de l'inauguration du port de Rosario ?

Reçu pour la liberté d'opinion : M., 5 fr. — B., 2 fr. — Total : 7 fr. — Listes précédentes : 27 fr. 45. — En caisse : 34 fr. 45.

B., à Marseille. — L. C. — D., à Verviers. — R., à Chaux-de-Fonds. — G. B., à Auxerre. — K., à Rennes. E. H., à Magnoncourt. — L., à Bonnerie. — D., à Tullin. — P., à La Chapelle-Herlaimont. — L., à Asnières. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 33 DIX CENTIMES DU 13 AU 19 DÉCEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

PSYCHOLOGIE CATHOLIQUE

Le « Sou du Prêtre » est un projet de *Caisse gratuite de secours en faveur du clergé de France*, élaboré et lancé par *La Mutualité Catholique* (7, rue Papillon).

Ce projet, étudié pendant plus de deux ans par la *Mutualité*, avec cette ténacité admirable des hommes d'église pour tout ce qui peut leur procurer des avantages solides, est très simple, comme toutes les choses géniales. Une circulaire adressée à tous les curés de France, et que j'ai sous les yeux, en explique l'organisation et le fonctionnement.

Les promoteurs de ce projet déclarent tout d'abord qu'ils ne demandent au clergé « aucun sacrifice d'argent, si minime soit-il, et ne font aucunement appel à son concours financier ». Ah ! comme ils ont raison, les promoteurs, de débuter par cette sage déclaration, faute de laquelle le lecteur en soutane s'empresserait de jeter la circulaire au panier ! Ah ! comme ils connaissent le tréfonds de l'âme ecclésiastique ! Leur circulaire est basée sur ce principe de psychologie catholique : l'homme d'église reçoit toujours, il ne donne jamais.

« Les achats faits chaque année au commerce et à l'industrie par les membres du clergé se chiffrent par un nombre imposant de millions. Si l'on y ajoute les achats faits par les fidèles, en bronzes d'ornement, meubles d'église, vêtements sacerdotaux, etc., le total des dépenses faites par et pour le Clergé, atteint un chiffre extrêmement élevé. Eh bien ! nous allons demander aux commerçants et industriels qui vendent au Clergé et pour le Clergé, d'abandonner au profit de la *Caisse de secours* le sou du franc dont l'usage est couramment adopté au bénéfice de certaines catégories d'acheteurs. Point n'est besoin d'un long calcul pour apprécier la rapidité avec laquelle la *Caisse de secours* sera alimentée de cette façon, et les sommes importantes dont elle disposera en faveur du Clergé qu'il importe aujourd'hui plus que jamais de secourir et de défendre. »

Mais les lanceurs de cette affaire sont, en vrais catholiques, bien trop pratiques, bien trop *réalistes* ; ils connaissent trop eux-mêmes le prix de l'argent, pour s'imaginer que les pieux commerçants vont s'aliéner « certaines catégories d'acheteurs » dans un but désintéressé, et sans qu'il leur soit rien donné en échange. S'ils s'adressaient à des industriels libres penseurs, peut-être feraient-ils résonner la corde du sentiment et de l'idéalisme ; mais avec leurs coreligionnaires, non, non, ce n'est pas cet air-là qu'il faut jouer.

« Tous les commerçants qui s'engagent à abandonner le sou du franc au profit de la *Caisse gratuite de secours au Clergé*, figureront dans un *Ordo commercial* établi par nos soins. Cet Ordo sera distribué abondamment dans la France entière, non seulement dans les grands centres, mais dans nos 36.000 communes, procurant aux adhérents une immense et fructueuse publicité. » (A la bonne heure !)

« Des tickets du Sou du franc émis par la *Mutualité Catholique*, avec marque déposée, seront vendus aux commerçants et industriels et remis par eux aux acheteurs, qui d'ailleurs se feront un devoir de les leur réclamer. »

Je ne sais si les serviteurs de ces messieurs prêtres se feront un devoir de réclamer le ticket qui les prive de leur sou du franc ; mais je doute qu'ils s'en fassent un plaisir.

« Les sommes recueillies par la *Caisse de secours*, sauf prélèvement d'un cinquième, déterminé à forfait pour frais de gestion, d'administration, etc., seront immédiatement converties en valeurs immobilières, en obligations des villes, des communes, en fonds d'Etats français ou étrangers, en un mot, en valeurs de tout repos. Les intérêts produits par ces valeurs seront, comme le capital, affectés à procurer aux membres du Clergé de France des secours immédiats. Ce qui, nous l'espérons, pourra se faire dès la première année. »

Je ne comprends pas beaucoup le prélèvement du cinquième d'une somme qui est variable, pour couvrir des frais de gestion et d'administration qui sont fixes. Si ce cinquième est trop faible, les administrateurs en seront de leur poche, ce qui est inadmissible en pays catholique. Si au contraire ce cinquième dépasse les frais à couvrir, le surplus sera pour les mêmes administrateurs ; et plus il sera grand, plus ceux-ci se feront de beaux revenus. Et alors je commence à comprendre.

Je constate aussi que ces patriotes chrétiens, qui sont nationalistes quand il s'agit de faire cause commune avec des escrocs, des assassins et des faussaires, deviennent internationalistes dès qu'il s'agit de faire fructifier leurs écus, et convertissent en fonds d'Etats étrangers les sommes tirées des poches de leurs compatriotes.

« Mgr l'évêque de Nevers écrit au sujet de cette fondation : « Je ne puis que vous féliciter et vous remercier de cette généreuse initiative. D'un moment à l'autre, le Clergé français peut se trouver dans une grande détresse et dans l'impossibilité de vivre si on ne lui vient en aide de quelque côté. Le cas échéant, votre œuvre fondée sur des calculs qui sont sans doute exacts, deviendra sa providence, et lui permettra de déjouer les machinations de ses ennemis. Aussi je souhaite ardemment sa réussite, et je prie Notre-Seigneur de la bénir, elle et tous les chrétiens dévoués qui veulent bien lui consacrer leur temps et leurs efforts. »

J'imagine que le *cas échéant* dont parle M. de Nevers n'est autre que la séparation de l'Eglise et de l'Etat. « D'un moment à l'autre, le Clergé français peut se trouver dans une grande détresse et dans l'impossibilité de vivre.... » C'est donc que M. de Nevers, qui est bien placé pour voir, se fait peu d'illusions sur la générosité des fidèles et la foi profonde des pratiquants. Il sait que, réduite à ses seules ressources, l'Eglise fera faillite, qu'obligés de compter sur le dévouement de leur troupeau, les pasteurs mourront de faim ; et c'est pourquoi il préférerait que les libres penseurs et les athées continuassent à emplir de leur argent sacrilège les coffres de son évêché.

« S. E. le cardinal Labouré, archevêque de Rennes, trouve la fondation de cette Caisse très utile, très opportune, parfaitement réalisable, digne en un mot de ses sympathiques encouragements et de ses meilleures bénédictions qu'il envoie à ses auteurs. Son Eminence écrit textuellement : « Je suis heureux de voir l'œuvre que vous avez entreprise, produire déjà d'excellents résultats, et, parce que j'en comprends tout le patriotisme, je la bénis de tout cœur, faisant des vœux pour son rapide développement et la réalisation prochaine du but poursuivi. »

Qu'est-ce que, diable, le patriotisme peut-il bien avoir à faire là-dedans ? Voilà des gens qui projettent de créer une caisse de secours en vue d'une diminution possible de leurs recettes (et aux dépens de leurs subordonnés frustrés d'un bénéfice traditionnel), et ils appellent cela une œuvre patriotique ? C'est qu'en effet, chaque classe, chaque caste, chaque catégorie d'hommes, et même chaque individu, a toujours une tendance très prononcée à confondre son intérêt particulier avec l'intérêt du pays tout entier, sinon de la terre tout entière. Nous avons vu naguère que les fabricants d'alcool, défenseurs de l'alcoolisme qui les fait riches, se réclament également du patriotisme. Du Paty de Clam disait la même chose ; Henry aussi ; Mercier aussi. Je ne serais nullement surpris si j'apprenais que Mme Humbert, au temps où elle opérait parmi nous, croyait faire œuvre patriotique.

« Nous avons l'espoir que ce projet mis sous la protection de la Très-Sainte Vierge, en ce mois du Rosaire, et conçu en dehors de toutes préoccupations politiques, dans un but de prévoyance religieuse, patriotique (*Encore !*), sociale, sera bien accueilli dans toute la France par les catholiques et par les prêtres auxquels, nous le répétons, aucun sacrifice d'argent n'est demandé. »

Il me semble que si j'étais croyant, je ne mêlerais pas la « Très-Sainte Vierge » à mes opérations financières, et que je croirais même par là lui faire injure et me disqualifier à ses yeux. Mais nos catholiques modernes voient les choses autrement. Ils les voient comme le bon roi Louis XI, qui se mettait sous la protection de la Vierge et des saints, chaque fois qu'il trahissait sa parole ou faisait assassiner l'un de ses ennemis.

Quant à l'insistance que les rédacteurs de la circulaire, grands connaisseurs d'hommes, mettent à assurer les messieurs prêtres qu'aucun sacrifice d'argent ne leur est demandé, elle est bien amusante et bien topique. Leur circulaire a débuté par cette assurance; c'est par elle qu'elle se termine. Par elle seulement elle pouvait espérer se faire lire d'un œil favorable par le public quasi divin auquel elle s'adresse.

« Vous pouvez, Monsieur le curé, rendre cette fondation très puissante et très prospère en *exigeant de tous vos fournisseurs* nos tickets du Sou du franc. Quand vous en aurez recueilli un assez grand nombre, représentant par exemple une somme de cent francs, vous n'aurez qu'à les envoyer à la *Mutualité Catholique*, 7, rue Papillon, et vous recevrez en espèces, pour vos œuvres, dix pour cent de la somme représentée par votre envoi. »

Ainsi, non seulement l'œuvre du « Sou du Prêtre » ne demande rien aux curés, mais même elle leur promet dix pour cent dans le partage des dépouilles : les dépouilles des serviteurs, désarmés, frustrés d'une part de leur gain. Comment voulez-vous que, dans ces conditions-là, les curés n'adhèrent pas en masse?

Cette petite combinaison, dévêtue de son éloquence, revient à ceci : « Nous allons obliger les domestiques à nous remettre le sou du franc. Partageons : vous aurez dix pour cent, et nous nous chargeons du reste. Ça va-t-il? — Ça va. » Et c'est génial.

Tels les patrons d'Ourscamp, qui se font des rentes en mettant au compte de leurs ouvriers des ramonages de cheminées problématiques.

Admirons une fois de plus comme ces saintes gens, qui ont l'air de vivre dans les nuages, ont, mieux encore que les juifs de Drumont, le flair des affaires et le sens des réalités.

René Chaughi.

LA "MANO NEGRA" (1)

En Angleterre, *Labour Leader*, *Freedom*, le *Daily Chronicle* ont inséré des résumés des dossiers publiés par nous d'après notre camarade de Madrid, *Tierra y Libertad*. *La Rivoluzione Sociale*, journal de langue italienne publié à Londres, les a reproduits intégralement.

A Bruxelles, un grand meeting en faveur des victimes de la « Mano Negra » aura lieu prochainement.

En Italie, l'*Intransigente*, de Lecca, donne le branle; à Rome même, c'est l'*Agitazione*.

A Paris, *Pages Libres* (n° du 29 novembre), la *Voix du Peuple*, sous la signature de R. Froment, insère un bref appel aux internationalistes, et l'*Européen* (du 6 décembre) nous ont ouvert leurs colonnes pour une brève démonstration de ce que fut en réalité la « Main Noire ». En province, plusieurs camarades, notamment J.-B. La Jarlière dans l'*Union républicaine* de Béziers, ont commencé la campagne.

Le Dr Elie Pécaut, dans la *Frontière* de Bayonne, en date du 38 novembre, fait un pressant appel à ceux qui l'entourent. Que tous ceux qui pensent que notre œuvre est bonne en fassent autant, chacun dans sa sphère, et le but sera bientôt atteint.

Enfin, G. Clemenceau, dans la *Dépêche* de Toulouse, en date du 7 décembre, vient, dans un premier article, d'exposer dans quelles conditions générales le commandant rural D. Tomas Perez Monforte, l'homme dont la dure et sanglante figure s'érige clairement par dessus les demi-ténèbres qui enveloppent encore cette affaire, a pu concevoir et machiner son plan. G. Clemenceau va continuer, et, avec la sienne, d'autres voix vont bientôt s'élever, dans la presse quotidienne, pour la justice et pour la vérité.

Mais les autres? Où donc est l'innombrable armée des amis du bien qui s'était, disait-on, constituée en France et qui se tenait prête à marcher au premier appel pour la délivrance des innocents opprimés? Naguère encore elle formait, derrière le cercueil de Zola, un interminable cortège; l'Europe contemplait cette foule recueillie et consciente : nul de ceux qui, ce jour-là, montèrent au cimetière Montmartre n'apportait à l'homme qui avait écrit « J'accuse » l'hommage d'un cœur hésitant et d'une conviction chancelante. Pareil hommage eût été plutôt une insulte à sa mémoire. Mais non, ils n'étaient pas venus là comme à une parade, ils savaient ce que leur acte signifiait, ils exprimaient qu'ils avaient appris de lui la haine militante du mal, et la joie des bonnes luttes. Aujourd'hui ils sont muets ou s'excusent vaguement; ils ne peuvent rien, disent-ils, ou si peu, si peu...

Dans les hautes montagnes, en septembre, quand on grimpe à seize ou dix-huit cents mètres, on peut assister parfois à des couchants extraordinaires. Par-dessus les cimes blanches, au delà des chaînes étagées, l'espace illimité s'éclaire, l'horizon recule à perte de vue, tout au fond des vallées les villes s'allument, les lacs deviennent immobiles et réfléchissent dans leur profondeur les couleurs changeantes du ciel : le lendemain, au réveil, plus rien. A trois cents mètres sous les pieds, un rideau horizontal d'épais nuages : seules émergent quelques cimes. Tout le reste est invisible.

Paris est-il donc aujourd'hui de même brusquement couvert par les ténèbres de l'indifférence? Ou bien est-ce la crainte? Sans doute l'infatigable vermine policière continue son petit travail : en bas elle s'acharne sur tous ceux qui manifestent des opinions libres, les prive de leur gagne-pain ou leur rend la vie dure par ses tracasseries. En haut, pas besoin d'une police spéciale, tout le monde en est : l'homme indépendant est regardé de travers, il peut se fouiller pour de la considération, des honneurs *et cætera*. Sans doute. Alors, il faut choisir, et puis bien se dire que la peur n'est pas une méthode; car elle vous entraine toujours plus avant dans l'abjection : on a peur aujourd'hui d'élever la voix pour des innocents parce qu'ils sont anarchistes. De quoi aura-t-on peur demain? Jusqu'où ira-t-on sur cette pente?

(1) Voir les nos 27, 28, 29, 30, 31 et 32.

MOUVEMENT SOCIAL

Le lundi 24, à Marseille.

Un peu avant midi, un ouvrier des quais, Costigliola Marius, âgé de 27 ans, traversait le môle C, portant un paquet sous le bras. Un des gardiens de la milice installée il y a trois ans par la Chambre de commerce pour la garde des quais et docks, s'approcha de lui.

Non sans brutalité, l'agent Révertégat Eugène, entré récemment dans le service, interpella Castigliola.

— Que portez-vous donc là?...

— Ma foi, quelques poignées de coprah que j'ai ramassées entre les rails; voila, regardez.

Révertégat se pencha vers l'ouvrier qui lui montrait, en effet, un peu de coprah en poussière — il y en avait exactement 4 kilos — qu'il avait recueilli.

— Vous allez venir avec moi au poste.

— Mais, Monsieur l'agent, pour si peu?...

— Vous allez venir tout de suite.

— Je vous suis, mais ne m'arrêtez pas.

— Venez donc.

Et tout en prononçant ces derniers mots, l'agent Révertégat avait empoigné Castigliola par la manche de sa veste et le secouait rudement.

— Laissez-moi... vous m'arrêtez pour une chose qui n'en vaut pas la peine... Je suis père de famille et vous allez me déshonorer...

— Marchez donc ou je vous brûle.

Révertégat sortit son revolver.

Castigliola tomba à genoux.

— Ne tirez pas, je suis père de famille!

— Marchez alors.

— Ne m'arrêtez pas devant tous mes camarades, je marcherai.

Cette scène dura une minute au plus. Castigliola allait se relever, lorsque l'agent, se baissant un peu vers lui, appuya le canon de son revolver sur le côté droit et pressa la détente : le coup partit. Castigliola reçut la balle dans l'abdomen; il tomba en poussant un cri entendu à plus de cent mètres par de nombreuses personnes, dont M. Lannes, commissaire de police du 15e arrondissement, a reçu les dépositions.

Puis, Révertégat se releva et, se mettant à courir, vint se réfugier dans un petit bureau du môle de l'abattoir. Un préposé des douanes, M. Richard, s'y trouvait.

— Cachez-moi! cria Révertégat, qui tenait encore son revolver à la main, je viens de tirer sur un individu et des ouvriers me poursuivent... Cachez-moi...

Le préposé referma la porte du bureau sur Révertégat et sortit.

La scène inqualifiable que nous venons de retracer d'après dix récits de témoins oculaires en suscita une autre. La discussion, bien que rapide et courte, qui avait eu lieu entre Costigliola et Révertégat, avait été vue et entendue. Quand on vit l'ouvrier tomber et l'agent prendre la fuite, des ouvriers, des employés accoururent. On releva le blessé qui respirait à peine et dont la chemise se souillait de sang et on lui prodigua des soins. D'autres poursuivirent Révertégat; mais il avait disparu et nul ne pensa à aller le chercher dans le bureau où il s'était caché.

La foule des ouvriers frémissait autour du malheureux Costigliola et, à l'endroit où il était tombé, des cris de fureur montaient, des poings menaçaient le meurtrier; on se dirigeait vers la porte et une manifestation se préparait.

Pendant ce temps, un coup de téléphone avait avisé M. Lannes, commissaire de police, du drame qui venait de se produire. Le magistrat partit immédiatement en voiture. Au moment où il arrivait au môle C, plus de 600 ouvriers étaient groupés autour de M. Giaccobbi, un des chefs de service du môle, et criaient : « Justice! »

M. Giaccobbi, avec une pondération qu'il est utile de faire remarquer, déclara alors aux ouvriers qui l'entouraient que justice serait faite.

« Bien qu'il soit commissaire, déclara M. Giaccobbi, — Revertégat n'a pas cette qualité, mais à Marseille on confond assez facilement les gardiens avec le commissaire — cet agent sera puni comme il le mérite. »

Devant cette promesse, les ouvriers se calmèrent et sortirent des chantiers, abandonnant le travail presque partout. Pendant ce temps, M. Lannes, commissaire de police, avait envoyé Costigliola à l'Hôtel-Dieu où il a été admis, salle Cauvière, lit no 10. Quand il y arriva, le malheureux était mourant.

Quant au meurtrier, ce ne fut pas sans peine que M. Lannes parvint à le faire monter dans une voiture pour le conduire au commissariat où il a été écroué. La foule le huait, menaçante, et il a fallu tout le sang-froid du magistrat et des gardiens de la paix pour éviter une collision qui aurait pu avoir des suites graves.

Le misérable chercha à se disculper; il déclara qu'il était en état de légitime défense; il affirma avoir tiré sur Costigliola seulement lorsque celui-ci l'eut mordu à la main. Or, Révertégat ne porte aucune blessure et son affirmation tombe; rien ne saurait, ne pourrait donc excuser l'acte inqualifiable auquel il s'est laissé aller.

Ce qu'on reproche à Costigliola ne peut être considéré comme un vol; il emportait quelques poignées de détritus sans valeur; et cette assertion est tellement vraie que le douanier avait laissé passer Costigliola sans lui faire d'observation.

Costigliola Marius est âgé de 32 ans; il habite rue du Saule, no 6, dans un garni tenu par M. Charles Brandy. Nos premiers renseignements nous le présentent comme un bon travailleur, vivant seul, de son travail sur les quais.

Depuis qu'il a été transporté à l'hôpital, où on lui a prodigué les soins les plus empressés, il n'a pas repris connaissance. La balle a probablement intéressé les intestins, y causant des désordres si graves que le malheureux est mort hier soir, à 6 h. 1/2. »

(*Le Petit Provençal* du 25 novembre.)

* *

Mouvement ouvrier. — A l'heure où paraîtront ces lignes, il est plus que probable que la grève générale des inscrits maritimes — marins du commerce et similaires — sera un fait accompli. Depuis le début de la grève, les armateurs n'ont fait que de tâcher de gagner du temps, — la grève en est à son seizième jour — espérant bien fatiguer les malheureux qui attendent après leurs salaires pour vivre, eux et leurs familles. Le résultat a été le contraire de celui attendu, car il a permis le débarquement, à mesure de la rentrée au port, des marins encore en mer au moment de la déclaration de grève.

De plus, les grévistes, loin d'être dupes du manège des armateurs, consistant à gagner du temps en ont profité pour s'organiser solidement, et se

mettre en relation avec les syndicats des autres ports.

Déjà un certain nombre ont répondu qu'ils étaient prêts à se solidariser avec leurs camarades de Marseille, entre autres ceux de Cannes, Cette, Berre, Bordeaux, La Seyne, Le Havre, Martigues, Dunkerque, etc. A Antibes, la grève est, d'ores et déjà, un fait accompli.

D'autre part, une grève générale de toutes les corporations de Marseille a été envisagée, ce qui ne serait pas pour simplifier la situation, car la grève — d'un calme parfait, à ce qu'il paraît — aurait alors beaucoup de chances de changer de caractère.

Jusqu'à ces jours derniers, les grévistes se sont montrés, en effet, on ne peut plus conciliants, recherchant par tous les moyens un terrain d'entente qui, du reste, n'est pas venu, car les armateurs, dans un but qui n'est pas difficile à deviner, font, de leur côté, tout ce qu'ils peuvent pour que l'entente n'aboutisse pas. Les marins entendent, quoi qu'il advienne, faire respecter par leurs exploiteurs le contrat passé avec eux en 1900. Dans un manifeste « à la population et au commerce marseillais », les armateurs ont bien tenté de se justifier, mais, sans perdre de temps, le comité de la grève a répondu par un autre manifeste prouvant par des faits que le contrat avait été et était violé constamment par les Compagnies : travail minimum de 14 heures par jour, heures supplémentaires non payées, personnel réduit à sa plus simple expression, d'où il résulte, par suite du surmenage, des accidents terribles, telle naufrage de la *Ville-de-Bizerte* à Planier, etc., etc.

La concurrence est impossible, disaient encore les armateurs, parce que les salaires des marins français sont plus élevés que ceux des marins des autres nations, et les grévistes d'en prouver la fausseté en citant les salaires des marins anglais — qui comptent quelque peu — et ayant des salaires supérieurs allant, suivant les emplois, de 4 fr. 50 à 17 francs par mois en plus. Malgré les promesses faites — et on sait ce qu'elles valent — le gouvernement a définitivement pris parti. Les services divers — à l'exception des grosses marchandises — sont assurés à présent entre la Corse et l'Algérie par les marins de l'Etat qui remplacent les grévistes. Deux courriers d'Extrême-Orient sont aussi partis ayant à leur bord des marins de l'Etat. De plus, le port continue à être gardé militairement.

A ce compte-là, les Compagnies auraient bien tort de se gêner.

⁂

Nous avons été menacés, à Paris, d'une grève des ouvriers boulangers. Mais après quelques entrevues avec les patrons et l'affaire ayant été menée rondement, les ouvriers boulangers ont obtenu satisfaction sur presque tous les points.

Au ministère de la guerre, l'on avait déjà pris des dispositions pour mettre des soldats à la disposition du syndicat patronal.

A Marseille, les marins au service des armateurs ; à Paris, les soldats prêts à remplacer les ouvriers boulangers. Ainsi se précise le rôle véritable auquel la bourgeoisie destine l'armée en temps de paix.

Les organisations ouvrières ont le devoir d'envisager très sérieusement cette question.

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — *Chez les mineurs.* — Le nombre des victimes de la grève ne sera pas aussi considérable qu'on l'avait craint tout d'abord. Dans les premiers jours on parlait en effet de 200 à 250 ; mais à la suite de plusieurs entrevues qui ont eu lieu entre le préfet et les directeurs des Compagnies, ceux-ci, à l'exception de Voisin (Firminy), ont de nouveau promis au préfet de ne pas opérer de renvois. Il n'y aurait donc qu'à la Compagnie de Roche et Firminy où tous les ouvriers n'auraient pas repris le travail, et le nombre des renvoyés est de 14. L'un de ceux-ci me disait qu'il était question d'intenter un procès à la Compagnie. Mais à part ceux à qui on a répondu : « Il n'y a plus de travail pour vous », il s'en trouve d'autres qui avaient repris leur poste et qui ont préféré s'en aller plutôt que de se soumettre aux nouvelles exigences des ingénieurs. Un de nos camarades s'est vu demander 25 bennes, là où on n'en faisait que 15. Lui parti, on est revenu à ce dernier chiffre. Au puits Lachaux, les piqueurs doivent fournir une benne de plus par homme. Pour un oui ou un non, c'est la mise à pied ; une benne sale ou pas assez pleine sert de prétexte pour donner la huitaine. Quant aux réclamations, à qui s'adresser ? Les gouverneurs sont poussés par les ingénieurs, ceux-ci par la direction.

Les troubades à qui avait été confiée la noble mission de maintenir l'ordre, sont, ces jours-ci, retournés dans leurs garnisons respectives. Par suite des rigueurs de la température, un certain nombre de ces malheureux, une trentaine, m'a-t-on dit, avaient déjà dû être renvoyés, atteints qu'ils étaient de bronchites, d'angines, de fluxions de poitrine. Deux qui étaient très gravement malades ont été reçus par l'hôpital de Firminy. Tout ça ne contribuera guère à leur faire aimer la *grande famille*.

Cotte a fait publier une réponse au sujet de l'affaire des 19.000 francs. Il explique que cet argent étant la propriété du C. N., il ne lui appartient pas, à lui seul, d'en disposer, mais ne peut agir que suivant les décisions du comité. Il termine en disant qu'il fera justice, sous peu, des accusations de *voleur* et de *vendu* qui ont été portées contre lui. Pour moi, je n'ai jamais ajouté foi à ces propos ; mais il faut bien reconnaître que la politique tortueuse, toute d'atermoiement, du C. N. et de son secrétaire, pendant ces deux dernières années, a fait beaucoup pour faire naître et propager ces soupçons.

Galbauran.

Roumanie.

Le gouvernement de M. Stourdza, qui ne peut réussir par la démoralisation, attirant à soi les social-démocrates, qui cherchent partout le pouvoir, emploie la force de la gendarmerie et de la police, organise comme dans le pays de la troisième section, l'espionnage et la persécution contre les anarchistes, les seuls qui représentent, ici comme ailleurs, le vrai socialisme basé sur la lutte de classes, les tendances et les aspirations révolutionnaires de tout le prolétariat.

Omettant les persécutions qu'on attribue à tout ce qui est étranger, surtout contre les juifs, bien entendu contre les juifs prolétaires, nous pouvons mentionner ici les nombreuses expulsions que commet le gouvernement contre tout ce qui est libre penseur et l'indifférence avec laquelle regardent ces expulsions, ceux qui prétendent avoir des idées humanitaires. Avec cela, toutes nos publications arrêtées, nos abonnés terrorisés. *Revista Ideei*, conduite par notre camarade Panait Musoiu n'a pas le droit de circuler, d'être lue.

Dans les derniers temps, notre camarade J. Neagu a fait paraître un livre de nouvelles, *Truditii* (Les Opprimés), où il décrit les souffrances du paysan roumain, auquel nos gouvernants ne s'intéressent qu'aux jours de fête. Depuis quelques jours, on cherchait la piste de notre camarade à la suite d'un télégramme envoyé par le chef de l'assurance de Bukarest à la police de Focsani dans lequel on demandait l'arrestation et la perquisition. En effet, après quelques recherches faites à Focsani, les agents de la police ont trouvé notre camarade au 2e régiment du génie, où il sert.

Dans la perquisition faite par le commissaire Davidesco, on a trouvé une carte postale de moi, qui, d'après le témoignage de la presse vendue, contenait des phrases révolutionnaires, par conséquent dangereuses contre la sûreté de l'Etat. Sans m'inquiéter des commentaires qui circulaient, ni des menaces de la part du gouvernement, je correspondais avec mon ami à propos de l'éducation révolutionnaire, des moyens les plus pratiques de nous délivrer enfin des gouvernants, idées que, d'ailleurs, j'avais exposées dans mon étude *Nevoea de prana* (La nécessité de l'aliment), ainsi que dans la propagande que je mène moi-même. La police, qui avait cru d'abord qu'elle allait trouver un arsenal de bombes, ne trouvant pas ce qu'elle cherchait, en est restée baba. Elle ne sait pas que le vrai explosif qui doit un jour démolir la société capitaliste, c'est la grande science moderne. On avait décidé de faire des recherches à sa demeure de Meteleu du district Buzeu, où mon ami avait sa bibliothèque. D'après les nouvelles calomnies inventées par les agents de la police, il a été arrêté au régiment.

Nous attirons sur ces *infamies* l'attention de ceux qui pensent, et les livrons à ceux qui ne se solidarisent pas avec les despotes et les assassins de l'humanité, pour voir ce qui se passe dans la « Belgique de l'Orient ».

Mathieu J. Demetrio.

Suisse.

Le conseil de guerre de la première division a ouvert sa session le 24 novembre par le jugement des miliciens qui, lors de la grève de Genève n'ont pas répondu à la convocation des autorités militaires.

Le premier appelé à la barre est Charles Wyss, menuisier. Après une heure et demie de délibérations, l'accusé est condamné à deux mois de prison, un an de privation de l'exercice des droits de citoyen et les frais.

E. Isler, comptable, est condamné à sept semaines de prison et un an de privation de l'exercice des droits civiques.

Louis Bernhard, ouvrier des chemins de fer, un mois d'emprisonnement et dix mois de privation de l'exercice des droits civiques.

Ed. Zangg, qui avait le grade de caporal, est déclaré coupable et condamné à trois mois de prison, un an de privation de l'exercice des droits de citoyen ; il est cassé de son grade.

Le caporal Decreuze est condamné à vingt jours d'emprisonnement et à la dégradation, sans privation de l'exercice des droits civiques.

Renou, du 2e bataillon de la garde, est condamné à la même peine.

Kupfer, de la territoriale, est condamné à six semaines de prison et à un an de privation de l'exercice des droits civiques.

Le fusilier Sigg, adjoint au secrétariat du travail, est condamné, le 27, après une délibération qui dure de 2 heures après midi à 8 heures du soir, à quatre mois de prison et un an de privation des droits civiques.

Le conseil de guerre condamne le neuvième des 17 accusés, le fusilier Gaudin, à sept semaines de prison et un an de privation des droits.

Le fusilier Zehfuss bénéficie des circonstances atténuantes ; il est condamné à deux jours de prison, à considérer comme déjà faits.

Le caporal Rochat, défendu par Beyeler, rédacteur au *Grütli* (Lausanne), est condamné à vingt jours d'emprisonnement et à la dégradation, mais sans privation de l'exercice des droits civiques.

Turquie.

Un Bulgare, nommé Anastas Tanas, originaire de Vichi (Macédoine), fut tué, il y a environ un mois, dans un combat avec les soldats turcs. Son fils qui est marchand de lait pour le compte d'un laitier à Beschiktasch, faubourg de Constantinople, apprend la mort de son père et en signe de deuil laisse pousser sa barbe, comme il est de coutume chez les Bulgares. Le commandant de Beschiktasch, Hassan Pacha, brute et espion de la pire espèce, le fait arrêter et lui demande pourquoi il laisse pousser sa barbe. Le laitier répond qu'il a appris la mort de son père et qu'il porte le deuil. Toute explication fut inutile. — Le commandant prétend qu'il porte la barbe parce qu'il est un « bommitadji » (révolutionnaire) et sans autre forme de procès le fait exiler. — Sans famille, sans ressources, le malheureux ira mourir de faim pour avoir manifesté le chagrin que lui causait la mort de son père.

Malheureusement, la misère et l'oppression séculaire ont éteint, chez la masse des affamés, l'esprit de révolte individuelle.

⁂

Le sultan doit sentir la fin de ses jours, car il paraît vouloir encourager la lumière. Un iradé impérial promulgué récemment annonce :

Que tout officier militaire ayant fini son service aura droit à un poste dans une des administrations civiles à condition qu'il sache..... lire et écrire ! Jugez par cela de l'état de l'enseignement en Turquie !

Garabed.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 13. — Mme le Dr Edwards-Pilliet : Militarisme et Prostitution.

Lundi 15. — Albert Bloch : Matière et énergie : la pesanteur.

Mercredi 17. — A. Darlu, inspecteur général de l'Université : L'évolution de la morale.

Tous les mardis, cours d'allemand par Mme Liepus. — Cours élémentaire, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2 ; cours en allemand, de 9 1/2 à 10 h. 1/2.

Tous les jeudis, cours de diction par M. Jelmo, du Théâtre Antoine.

Tous les vendredis, cours d'arithmétique par

M. Francillon, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2. — *Cours de sténographie* par Mlle J. Migny, de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

* *

Groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires. — Dimanche 14 décembre, salle Jules, 6, boulevard Magenta, à 8 h. 1/2. Fête de Solidarité avec le concours certain des camarades dans leurs œuvres et de tous les membres du groupe.

Consommation obligatoire : 0 fr. 50.

* *

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Église, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter.

* *

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Réunion lundi et vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard (V^e arr.). — Répétitions.

* *

L'Education libre du XIIIe. — Réunion tous les vendredis soir, à 8 h. 1/2. Prière aux camarades de s'y rendre nombreux. Causerie par un camarade.

* *

L'Emancipatrice, U. P. d'Aubervilliers. — Dimanche 14, salle Giot, 1, rue des Ecoles, à 2 h. 1/2, matinée familiale : chants et poésies.

Jeudi 18, à 8 h. 1/2, causerie par M. de Solnières : l'Influence de la musique, avec audition.

* *

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Dimanche 14 décembre, à 2 heures, matinée familiale, salle de l'Etoile d'Or, 4, avenue d'Italie. Causerie par un camarade ; partie concert avec le concours des chansonniers révolutionnaires ; tombola gratuite, nombreux lots. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30 ; gratuit pour les dames et les enfants.

* *

Causeries populaires du XIe. — Salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi, mercredi 17 décembre : Croquemitaine et la Science, par Paraf-Javal.

* *

Société instituée pour la fondation en France d'une Colonie libertaire. — Dimanche 14 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle de la Cloche, 43, rue Réaumur, réunion de tous les adhérents.

Les camarades ayant visité le terrain mis à notre disposition, rendront compte à cette réunion du résultat de leur voyage.

Entrée gratuite.

* *

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers (cousu-main) de Paris. — Réunion mensuelle le 13 décembre, à 9 h. du soir, rue Caulaincourt, 11.

Ordre du jour : 1° Cotisations et adhésions ; 2° Agitation corporative.

* *

A la suite d'une réunion qui s'est tenue mercredi dernier, salle Halwachs, 4, rue du Pré-Saint-Gervais, des camarades ont décidé de former une section antimilitariste adhérente à la Ligue pour la Défense du Soldat. En dehors de l'étude des moyens propres à créer de l'agitation en vue de l'abolition du Code militaire et des conseils de guerre, ces camarades ont envisagé les diverses manières de faire une propagande efficace auprès des conscrits de la prochaine classe. Ils ont en outre adhéré au Congrès international antimilitariste qui doit se tenir à Londres en avril prochain.

Comptant sur toutes les bonnes volontés qui ne peuvent manquer de se manifester pour une si bonne besogne, les camarades de la section de Belleville-Villette escomptent une grande quantité d'adhésions qui seront reçues par le camarade Gustave Franssen, 36, rue des Mignottes (XIXe).

* *

Société d'éducation humaine, Ecole communale de jeunes filles, 9, rue Blanche :

Mardi 16 décembre. — Connaître pour choisir, par Mme Lydie Martial.

Vendredi 19 décembre. — L'Education humaine et la Poésie (Un groupe de jeunes poètes).

* *

La *Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières professionnels et journaliers de l'Assistance publique*, engage tout le personnel (hommes et femmes) de l'Assistance publique à se grouper autour du drapeau syndical et à venir grossir les rangs de ses défenseurs.

Samedi 13 décembre, à 8 h. 1/2, grande salle de la Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau, conférence sur l'utilité du développement des syndicats ouvriers, par le citoyen E. Laporte et la citoyenne Henriette Meyer, qui fera ressortir la nécessité pour la femme d'adhérer au groupement syndical.

* *

La *Section Ecritures* se réunit le premier vendredi de chaque mois, à 8 h. 1/2 du soir, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Exceptionnellement la réunion de janvier aura lieu le deuxième vendredi, 9 janvier.

* *

Lyon : Groupe *Germinal*. — Jeudi 25 décembre, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert, à 8 heures, soirée familiale privée. Causerie par le camarade H. Fabre ; sujets traités : Nationalisme et Patriotisme.

Chants et poésies libertaires

Tous les révolutionnaires sont invités.

Nota. — Les camarades du groupe sont invités à assister à la soirée que donne le *Groupe d'Art social*, le dimanche 21 décembre, à 8 heures, 34, avenue des Ponts.

* *

Marseille. — Réunion dimanche, 14 courant, à 2 heures de l'après-midi, au bar Grasset, boulevard Dugommier, pour créer une grande force de propagande et de mise en pratique libertaire.

* *

Roubaix. — Palais du Travail, rue du Pile, 8, le samedi 13 décembre, à 8 h. 1/2, causerie sur l'univers, par Charles Dhoogh : L'Evolution naturelle.

* *

Saint-Etienne. — Chorale *Echo du Peuple* :

La Société prévient ses adhérents que des cours de solfège viennent d'être institués le jeudi de chaque semaine. Ces cours auront lieu au siège social, café Tarnet, place de la Croix, salle dans la cour, à 8 heures précises du soir.

Cette Société ayant pour but la propagande humanitaire par le chant, invite tous ceux à qui plairait ce genre de propagande à venir se faire inscrire au siège social les mardis, jeudis et vendredis de chaque semaine.

* *

Troyes. — *L'Aube nouvelle*, se mettant à la disposition des camarades qui trouvent le samedi plus facile pour les réunions, à cause du repos du lendemain, espère que les libertaires troyens, qui sont en nombre assez respectable, viendront nombreux au groupe. Rendons-nous tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, 6, rue Charbonnet, chez Protat, marchand de vins.

* *

Nous extrayons la lettre suivante du *Républicain Orléanais* du 10 novembre.

A propos des récompenses de l'Université populaire

Nous avons reçu la lettre suivante :

A Monsieur le Directeur du *Républicain Orléanais*.

Monsieur le Directeur,

Je viens de voir mon nom sur le *Républicain Orléanais*, dans la liste des personnes que la Ligue de l'enseignement vient de diplômer ; c'est, paraît-il, parce que j'ai fait une conférence à l'Université populaire. Il y a là une erreur que je vous prie de rectifier. Je suis entré à l'Université populaire pour y développer mon instruction et pour participer à une œuvre d'éducation ouvrière, et non pas pour contribuer, par mon exemple, à entretenir dans la masse le goût et la religion des diplômes, décorations et autres amulettes indignes d'un personnage sérieux.

Je croyais que la Ligue de l'enseignement était une œuvre d'éducation et non de domestication ; j'estime qu'elle pourrait faire meilleur emploi de son temps et de son argent qu'en s'attachant à flatter et encourager la vanité qui sommeille au fond de tout cœur humain. J'estime que la satisfaction qu'on éprouve du bien qu'on a fait est une récompense suffisante.

J'ai fait connaître mes sentiments à ce sujet aux membres de l'Université populaire. Puisqu'on persiste néanmoins à me gratifier, contre ma volonté, d'un morceau de papier que je juge inutile et ridicule, je vous prie de bien vouloir faire connaître publiquement mon refus à vos lecteurs, en donnant asile à ma lettre dans les colonnes de votre journal.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes civilités.

Henri Legay,
Rue du Poirier, 45, Orléans.

AVIS

Nous rappelons qu'une seconde promenade aux galeries de Zoologie aura lieu dimanche matin, 14 décembre, pour les jeunes lecteurs du journal *Jean Pierre*, pour ceux surtout qui ont douze ans et au-dessus. Que les camarades y envoient leurs enfants.

Le rendez-vous est fixé très exactement à 10 heures. Entrée par la grille située à l'intersection des rues Buffon et Geoffroy-Saint-Hilaire.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Fondation universitaire de Belleville, par J. Bardoux ; *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Monopolismo-Cosmopolismo, par Franco Séveris, Le Caire.

Almanach de la Question sociale pour 1903, 0 fr. 50, à la *Question Sociale*, 5, boulevard Saint-Michel.

* *

L'Almanach de la Révolution pour 1903 ; couverture en couleurs par Maximilien Luce.

L'exemplaire, 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40.

Primes importantes à tous les acheteurs de l'Almanach.

PETITE CORRESPONDANCE

G. d. P., à Colombiers. — Pour les petites sommes, oui, nous acceptons les timbres, en tenant compte du change.

Merci aux camarades qui nous ont répondu pour les vers de V. Hugo. J'en tiendrai compte pour le volume *Patriotisme* où ils doivent prendre place.

L. V., à Boulogne. — Je fais passer votre adresse au *Libertaire.* — *Bavardages* sont bien de Lermina, mais les *Propos* sont de Harduin.

F., rue des Mignottes. — Reçu Hæckel. Oui, j'utilise les vieux timbres.

Pour l'édition. — Il m'est arrivé une vingtaine d'adhésions nouvelles. Peut-être pourrons-nous commencer en janvier à mettre le volume en chantier.

M. P. — Lu *Les Rails*. Pas assez saillant.

A. H., rue St-M. — Dans ce que vous écrivez il y a du bon, mais trop enveloppé de déclamation.

H. R., à Carcarana. — On perd environ 0 fr. 70 sur les 10 lires.

M., à La Tour-du-Pin. — En ne faisant qu'un volume, je serais forcé de demander la même somme à 0 fr. 50 près. Pourquoi ne trouvez-vous pas un camarade qui vous prendrait le deuxième ?

S. K., à Londres. — Ecrivez directement en envoyant 0,25 pour la réponse. Je n'ai aucun renseignement là-dessus.

Reçu pour le journal : B., à Alais, 0 fr. 30. — Verax, fr. — Doupère, 1 fr — Merci à tous.

V., à Nîmes. — B., à Dison. — L., au Mans. — D., à St-Nicolas. — E. B., à Genève. — R., à Lausanne. — G., à Lyon. — S., à Etampes. — C., à Garches. — M., à Vichy. — J., à Surgers. — J. M., à Rotterdam. — S., à Bonn. — P. P., à Charleroi. — J., à Nouzon. — C., à Clarens. — H., à Fiéron. — Van R., à Blackpool. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 34 — DIX CENTIMES — DU 20 AU 26 DÉCEMBRE 1902

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Pour cause, nous n'avons pas de supplémen cette semaine, et, fort probablement, pas la semaine prochaine.

Nous demanderons à nos lecteurs, de ne pas négliger d'acheter le numéro, comme cela se produit lorsque manque le supplément. Nous n'avons recours à cette extrémité que faute de pouvoir faire mieux.

LA RÉACTION

au commencement du dix-neuvième siècle

III

Après la défaite de la grande Révolution française, l'Europe traversa une période de réaction générale : dans le domaine de la politique, de la science et de la philosophie.

Certainement, les principes fondamentaux de la Révolution ne pouvaient pas périr. L'affranchissement des paysans et des ouvriers citadins de l'état de demi-servage dans lequel ils étaient restés jusqu'alors, l'égalité devant la loi et le gouvernement représentatif, — ces trois principes promulgués par la Révolution, faisaient lentement leur chemin, en France comme ailleurs. Après la Révolution, qui avait annoncé les grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité, commença la lente *évolution*, — c'est-à-dire la lente transformation des institutions, l'application dans la vie de tous les jours, des principes généraux indiqués en 1789-1793. (Cette réalisation, par la voie de l'évolution, des principes annoncés par la tourmente révolutionnaire précédente, pourrait être même reconnue comme une loi générale du développement des sociétés.)

Si l'Eglise, l'Etat et même la Science foulaient aux pieds le drapeau sur lequel la Révolution avait inscrit sa devise: Liberté, Egalité, Fraternité ; si l'accommodement avec ce qui existe était devenu alors le mot d'ordre général, jusque dans la philosophie — les grands principes de liberté pénétraient néanmoins dans la vie. Il est vrai que les obligations serviles des paysans, ainsi que l'inquisition, abolies en Italie et en Espagne par les armées de la Révolution furent rétablies. Mais un coup mortel avait été porté à ces institutions, et elles ne s'en relevèrent jamais.

La vague d'affranchissement arriva d'abord jusqu'à l'Allemagne occidentale, puis elle roula jusqu'à la Prusse, l'Autriche; elle se répandit sur les péninsules ; et, marchant vers l'Orient, elle arriva en 1861 jusqu'à la Russie, et en 1878 jusqu'aux Balkans. L'esclavage disparut en Amérique en 1863. En même temps l'idée d'égalité de tous devant la loi et celle du gouvernement représentatif se répandirent aussi, de l'ouest à l'est, et à la fin du siècle, seule, la Russie resta encore sous le joug de l'autocratie, — passablement malade, il est vrai.

∴

D'autre part, sur la ligne de démarcation entre les deux siècles, le dix-huitième et le dix-neuvième, nous voyons déjà proclamer les idées d'affranchissement économique. Godwin, en Angleterre, fit paraître en 1794 son œuvre vraiment remarquable « Recherches sur la justice politique et son influence sur la moralité publique » (*An Enquiry into Political justice* etc.), qui en fit le premier théoricien du socialisme sans gouvernement, c'est-à-dire, de l'anarchie ; et Babeuf (sous l'influence, paraît-il, de Buonarotti) se présenta en 1796 comme le premier théoricien du socialisme centralisé, du socialisme d'Etat.

Plus tard, — développant les principes déjà posés ainsi à la fin du siècle précédent, — viennent Fourier, Saint-Simon et Robert Owen, les trois fondateurs du socialisme moderne, dans ses trois écoles principales; et plus tard encore, dans les années quarante, nous avons Proudhon, qui, sans connaître l'œuvre de Godwin, posa à nouveau les fondements de l'anarchie.

Les bases scientifiques du socialisme, sous ses deux aspects : gouvernemental et antigouvernemental, furent ainsi élaborées, dès le commencement du dix-neuvième siècle, avec une richesse de développement méconnue, malheureusement, par nos contemporains. Le socialisme moderne qui date de l'Internationale, n'a dépassé ces fondateurs que sur deux points — certainement très importants. Il est devenu révolutionnaire, et il a rompu avec la conception du « Christ socialiste et révolutionnaire » que l'on aimait à parader avant 1848.

Le socialisme moderne a compris que, pour réaliser ses aspirations, la révolution sociale était de toute nécessité — non pas dans le sens dans lequel on use quelquefois du mot « révolution » ; lorsqu'on parle de « révolution industrielle » ou de « révolution dans les sciences », mais bien dans son sens *exact*, concret : celui de reconstruction générale et subite des fondements mêmes de la société. Et, d'autre part, le socialisme moderne a cessé de mélanger ses conceptions avec les quelques réformes très anodines et d'ordre sentimental dont parlent quelques réformateurs chrétiens. Mais ceci — il faut bien le relever — avait été déjà fait par Godwin, par Fourier et par Robert Owen. Quant à l'administration, à la centralisation et au culte de l'autorité et de la discipline — que l'humanité doit surtout à la théocratie et à la loi impériale romaine — cette « survivance » d'un passé obscur, comme l'a très bien remarqué P. Lavroff, est encore entièrement retenue par une foule de socialistes modernes qui, conséquemment, n'ont pas encore atteint le niveau de leurs ancêtres anglais et français.

∴

Il serait difficile de parler ici de l'influence que la réaction, devenue souveraine après la grande révolution exerça sur le développement des sciences (1). Il suffira de remarquer que tout ce dont la science moderne est si fière aujourd'hui, fut déjà indiqué, et souvent plus qu'indiqué, — fut dit quelquefois sous une forme scientifique définie — vers la fin du dix-huitième siècle. La théorie mécanique de la chaleur, l'indestructibilité du mouvement (la conservation de l'énergie), la variabilité des espèces sous l'influence directe du milieu, la psychologie physiologique, la compréhension anthropologique de l'histoire, des religions et de la législation, les lois du développement de la pensée — en un mot, toute la conception mécanique et la philosophie synthétique (une philosophie qui comprend tous les phénomènes physiques, chimiques, vitaux et sociaux comme un tout unique) furent déjà esquissés et en partie élaborés au siècle passé.

Mais, avec la révolution qui s'était intronisée, on chercha pendant tout un demi-siècle à étouffer ces découvertes. Les savants les représentaient comme « peu scientifiques ». Sous prétexte « d'étudier d'abord les faits », d'accumuler les matériaux de « la science », on répudia dans les sociétés savantes jusqu'à des recherches qui n'étaient que des mensurations — telles que la détermination par Séguin aîné, et plus tard par Joule, de l'équivalent *mécanique* de la chaleur (de la quantité de frottement mécanique qui est nécessaire pour obtenir telle quantité de chaleur) ! La « Société Royale » d'Angleterre, qui est l'Académie des Sciences anglaise, refusa même d'imprimer ce travail de Joule, le trouvant « non scientifique ». Et quant au travail remarquable de Grove sur l'unité de toutes les forces physiques, — travail fait depuis 1843 — on ne lui prêta aucune attention jusqu'en 1856. C'est surtout en étudiant l'histoire des sciences dans la première moitié du dix-neuvième siècle que l'on comprend l'épaisseur des ténèbres qui enveloppèrent l'Europe à cette époque.

∴

Le rideau fut déchiré d'un seul coup vers la fin des années cinquante, lorsque l'on vit commencer en Occident le mouvement libéral qui

(1) Il en est question dans une conférence anglaise : « Le développement scientifique au dix-neuvième siècle » que je vais essayer de préparer pour l'impression.

amena le soulèvement de Garibaldi, la libération de *l'Italie*, l'abolition de l'esclavage en Amérique, les réformes libérales en Angleterre, etc. Ce même mouvement produisit en Russie l'abolition du servage et du knout, renversa en philosophie l'autorité de Schelling et de Hegel et donna jour à cette franche révolte contre le servage intellectuel et l'aplatissement devant toutes sortes d'autorités, qui est connue sous le nom de nihilisme.

Il importe cependant de remarquer jusqu'à quel point la propagande des idées républicaines et socialistes dans les années trente et quarante, ainsi que la révolution de 1848 aidèrent à la science de déchirer les liens qui l'étouffaient depuis le commencement de la réaction contre-révolutionnaire.

Sans entrer dans des détails, il suffira de remarquer ici que Séguin, dont le nom vient d'être mentionné, Augustin Thierry (*l'historien* qui posa, le premier, les bases de l'étude du régime populaire du *forum* et du fédéralisme au moyen âge) et Sismondi (l'historien des cités libres en Italie) furent *saint-simoniens*, que l'émule de Darwin, Alfred R. Wallace, fut dans sa jeunesse un partisan convaincu de Robert Owen; qu'Auguste Comte fut saint-simonien; que Ricardo, ainsi que Bentham, furent owenistes; et que les matérialistes Carl Vogt et G. Lewes, ainsi que Grove, Mill, Herbert Spencer et tant d'autres subirent l'influence du mouvement radical-socialiste des années trente et quarante. Dans ce mouvement ils puisèrent leur courage scientifique.

L'apparition, dans le court espace de cinq ou six années, 1856-1862, des ouvrages de Grove, Joule, Berthelot, Helmholtz; de Darwin, Claude Bernard, Moleschott et Vogt; de Lyell; de Baine; de Mill et Burnouf, l'apparition soudaine de cette pléiade de travaux produisit une révolution complète dans les conceptions fondamentales des sciences. La science se lança du coup dans des voies nouvelles. Des branches entières du savoir furent créées avec une rapidité prodigieuse. La science de la vie (la biologie), celle des institutions humaines (l'anthropologie et l'ethnologie), celle de l'entendement, de la volonté et des passions (la psychologie physique) l'histoire du droit et des religions, et ainsi de suite, se formèrent sous nos yeux, frappant l'esprit par la hardiesse de leurs généralisations et l'esprit révolutionnaire de leurs conclusions. Ce qui n'était, au siècle passé, que des suppositions générales, se présentait maintenant, prouvé par la balance et le microscope, vérifié par mille applications. La manière même d'écrire changea complètement, et les savants que nous venons de nommer firent, tous, un retour vers la simplicité, l'exactitude et la beauté de style qui sont caractéristiques pour la méthode inductive et que possédaient si bien ceux des écrivains du dix-huitième siècle qui avaient rompu avec la métaphysique.

⁂

Prédire, dans quelle direction la science marchera dorénavant, serait certainement impossible. Tant que les savants dépendront des riches et des gouvernements, leur science en subira inévitablement le cachet, et ils pourront toujours produire de nouveau un temps d'arrêt comme celui qu'ils produisirent dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Mais une chose est certaine. C'est que dans la science, telle qu'elle se présente aujourd'hui, il n'y a plus besoin, ni de l'hypothèse dont Laplace sut se passer, ni des « petits mots » métaphysiques dont se moquait Gœthe. Nous pouvons déjà lire le livre de la Nature, y compris celui du développement de la vie organique et de l'humanité, sans avoir recours à un créateur, à une « force vitale » mystique, ou à une âme immortelle, et sans consulter la trilogie de Hegel, ni cacher notre ignorance derrière n'importe quels symboles métaphysiques doués par nous d'existence réelle. Les phénomènes *mécaniques* devenant de plus en plus compliqués à mesure que nous passons de la physique aux faits de la vie, — nous suffisent pour l'explication de la nature et de toute la vie organique intellectuelle et sociale que nous découvrons.

⁂

Sans doute, il reste encore beaucoup d'inconnu, de sombre et d'incompris par nous dans l'univers; et nous savons qu'il s'ouvrira toujours de nouvelles lacunes dans notre savoir, à mesure que les vieilles lacunes seront comblées. Mais nous ne connaissons pas de région dans laquelle il nous serait impossible de trouver l'explication des phénomènes, en nous adressant aux simples faits physiques que nous voyons se produire quand deux billes de billard se rencontrent, ou lors de la chute d'une pierre, ou bien aux faits chimiques que nous voyons autour de nous. Ces faits *mécaniques* nous suffisent jusqu'à présent; nulle part ils ne nous ont fait défaut; et nous n'entrevoyons pas la possibilité de jamais découvrir une région, où les faits mécaniques ne nous suffiraient plus. Rien, jusqu'à présent, ne nous en fait soupçonner l'existence.

PIERRE KROPOTKINE.

Erratum. Dans notre numéro précédent article *Psychologie Catholique*), page 2, col. 1, ligne 25, au lieu de *désarmés* il faut lire : *désormais*.

LA " MANO NEGRA " (1)

La *Gazette de Francfort*, dans sa première édition du matin du 12 décembre, a inséré un bref résumé de l'histoire de la « Main Noire », légende policière. D'autre part, *l'Européen* (2) ayant, dans son numéro du 6 décembre, publié un article sur la *Mano Negra*, l'historien Ch. Seignobos lui adresse la lettre suivante, publiée dans le numéro du 13 décembre :

« Je ne suis pas du tout étonné d'apprendre que la *Mano Negra* a été une invention de la police espagnole. J'avais eu le sentiment que l'affaire avait quelque chose de louche. Aussi dans mon *Histoire politique*, p. 299, me suis-je borné à une courte note de forme semi-dubitative : « La société secrète, la *Main Noire*, découverte en 1883, parmi les paysans d'Andalousie, paraît n'avoir eu qu'une action locale; *on lui attribuait* le projet de supprimer l'inégalité de fortune ».

« Je me souviens d'avoir hésité même à en parler, car le phénomène me paraissait contradictoire avec tout ce que je savais de la condition des paysans andalous. J'ai cédé au mauvais exemple donné par Laveleye (*(Le Socialisme contemporain*), parce que les affirmations étaient catégoriques dans les journaux. (Voir Schulthess, *Europæischer Geschichts-Kalender*, 1883, p. 253). Si j'avais vu les documents judiciaires, je n'aurais pas été trompé. Je remercie notre correspondant d'avoir dissipé l'erreur.

CH. SEIGNOBOS. »

Ainsi le mensonge a fait son temps, et désormais les historiens — les sincères, du moins — s'ils parlent de la *Mano Negra*, ne pourront qu'attacher à ce nom le souvenir d'une infamie policière.

Nous aimons à enregistrer les déclarations d'un homme comme Ch. Seignobos, uniquement soucieux de l'exactitude des faits, et le fait même qu'il se contente de les enregistrer purement et simplement, sans en tirer la moindre conclusion pour les victimes survivantes, ne peut que donner plus de poids à ses paroles.

La vérité est maintenant rétablie, et désormais elle l'emporte sur la légende. Mais pour nous, ce n'est là qu'une première étape. Nous savons que les huit forçats de la *Main Noire* sont innocents : donc il faut les délivrer. Nous livrons aux méditations de nos lecteurs ces lignes par lesquelles Clemenceau termine un deuxième article sur la *Main Noire* (1) :

« Huit forçats innocents pourrissent dans les bagnes espagnols depuis plus de vingt ans. Tous ceux qui, connaissant la vérité, se taisent, acceptent une part de complicité dans ce forfait odieux. Pour ceux qui ne la connaissent pas, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de la leur apprendre, en indiquant les sources, afin qu'il fût possible à tout venant de contrôler mes affirmations. Si chacun faisait simplement l'effort d'exposer au grand jour la moindre partie de la vaste iniquité sociale sous le poids de laquelle l'humanité succombe, la conscience révoltée ferait prompte justice des tourmenteurs. »

⁂

C'est en Belgique qu'aura lieu le premier meeting de protestation en faveur des victimes de la *Main Noire* : il est organisé, pour le lundi 22 décembre, à Liège, par Jules Moineau et Georges Thonar.

En Espagne, la *Sociedad de Oficios varios* (Fédération de divers métiers) propose la date du 1er janvier pour des meetings simultanés dans toute la péninsule : avis aux camarades français qui voudraient agir de leur côté. La coïncidence des protestations élevées publiquement en France et en Espagne ne pourrait que leur donner plus de force.

(1) Voir les nos 27 et suivants.

(2) Paris, 24, rue Dauphine.

(1) *Dépêche* de Toulouse, lundi 15 décembre.

MOUVEMENT SOCIAL

Tous mes compliments à Mlle Le Play et au docteur Marcile. Ils s'aimaient. Des parents tyranniques s'opposaient à leur mariage. Ils s'enfuirent. De sorte qu'à présent leur mariage est célébré de fait, sinon de droit, et que toutes les autorités paternelles de la terre n'y peuvent rien. Ils ont pensé, et avec raison, que la liberté de s'aimer était une de ces libertés qui ne se demandent pas, mais se prennent. C'est un exemple qu'on aimerait voir plus fréquent dans la bourgeoisie.

Avilis par toute une existence de poudre aux yeux et de rites imbéciles où l'argent joue toujours le grand rôle, les pères et mères bourgeois ne voient de bonheur possible pour leur progéniture mâle ou femelle que dans les chemins de la cupidité et de l'ambition. Qui saura jamais combien d'unions sincères furent découragées par leur radotage? On voudrait que tous les jeunes gens contrecarrés dans leur amour, s'en allassent bonnement, au bras l'un de l'autre, sans se soucier des paperasses et des comptabilités qui font du mariage actuel une chose si honnête et si poétique.

Mais parions que ces deux-ci vont perdre la belle occasion qu'ils ont là de donner une leçon aux parents despotes, en refusant à leur tour cette cérémonie qu'on leur refusait, et que, en vrais bourgeois, ils vont se croire obligés de faire appel à l'homme tricolore, au vendeur d'eau bénite et au tabellion.

R. C.

Mouvement ouvrier. — Pour des causes économiques assez complexes, la grève des inscrits maritimes, contrairement à notre attente, ne s'est pas généralisée. Aucun port de l'Atlantique n'a répondu par un arrêt du travail à l'appel à la solidarité des travailleurs marseillais. Cela est d'autant plus regrettable, qu'à Marseille le mouvement paraissait très profondément ancré.

Après plus de quinze jours d'attente vaine et voyant le parti-pris des Compagnies de ne pas faire droit à leurs réclamations, les grévistes tentèrent de changer de tactique, et, abandonnant leurs reven-

dications particulières, firent appel aux autres corporations pour un mouvement de grève générale. Ce que voyant, le gouvernement qui jusque-là avait quelque peu hésité à prendre ouvertement parti contre les grévistes, prit cette fois carrément fait et cause pour les Compagnies de transport pour faire échouer le mouvement qui se préparait.

Dès le début de la grève, le gouvernement avait fait venir à Marseille force troupe, mais qui se contentait en somme de « protéger » les quais.

Mais voyant que les grévistes étaient bien décidés à ne pas rester dans une expectative décevante et étaient prêts à aller jusqu'au bout, cédant alors à un ultimatum des Compagnies, l'attitude première changea.

Pour le moindre attroupement, le plus petit refus de circuler, les grévistes étaient arrêtés; les policiers renforcés par des individus inconnus à Marseille se firent provocants et l'exaspération des grévistes s'accrut bientôt.

C'est alors que voyant qu'il n'y avait rien à espérer d'une entente pacifique, le comité de la grève décida d'appeler à l'aide les travailleurs des autres corporations. Les boulangers furent les premiers à répondre, et la troupe mise au service des patrons pour fabriquer le pain, d'où exaspération des ouvriers boulangers et assaut de quelques boutiques. Dans les autres corporations, des referendums furent établis pour savoir s'il y avait lieu de se mettre en grève, mais malheureusement, il faut bien le constater, les travailleurs marseillais ne mirent que peu d'empressement à répondre.

Voyant céla, le gouvernement acquis complètement et aux ordres des Compagnies lança ses policiers sur les militants les plus en vue et les arrestations et les perquisitions tombèrent sur ceux qui avaient pris une part active au mouvement. C'est ainsi que le secrétaire de la Fédération des inscrits maritimes, Rivelli, fut arrêté, et est aujourd'hui détenu sous le fallacieux prétexte — lui qui plutôt recommandait le calme — de provocation au meurtre, au pillage et, en ce qui concerne l'armée, à la désobéissance.

Pendant que Rivelli était arrêté à la Bourse du travail, des perquisitions étaient opérées chez d'autres militants du syndicat, entre autres, chez le secrétaire du syndicat des ouvriers des ports et docks, Manot.

De plus, dans le plan de provocation gouvernemental entrait la fermeture de la Bourse du travail, mais grâce à l'énergie des grévistes qui, prévoyant cette nouvelle infamie, ne quittent plus, ni de jour, ni de nuit, le bâtiment ouvrier, cette partie du programme n'a pu être mise à exécution.

Et pour justifier ces attentats à la liberté ouvrière, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'agiter — tel M. Gérault-Richard, lors de la grève du bâtiment de Paris — le péril nationaliste. Un comparse, au moyen d'un manifeste aux grévistes signé du « secrétaire du groupe nationaliste populaire », a servi de prétexte et le tour était joué. Et lors des élections, M. Pelletan, député de Marseille et ministre de la Marine, qui aurait pu — puisqu'il se prétend le délégué des travailleurs — d'un mot faire rendre gorge aux armateurs, pourra, devant les moutons de Panurge du Suffrage universel, encore invoquer le « péril » que les travailleurs, toujours dupes, aident à écarter de temps à autre pour le plus grand profit des politiciens qui, une fois élus, — M. Pelletan en est ici une preuve flagrante — se servent de leur pouvoir contre ceux-là même dont ils ont imploré les suffrages.

De plus, comme Messieurs les socialistes auraient pu être quelque peu gênés dans leur attitude en présence des provocations gouvernementales, on a attendu que la Chambre ne siège pas pour pouvoir commettre cette série d'attentats à la liberté ouvrière. Le gouvernement est paré et les politiciens socialistes ont ainsi une réponse toute préparée, les Chambres ne siégeant pas.

Et comme l'on s'aperçoit bien ainsi que la bourgeoisie capitaliste ne manque pas de tours pour rouler les travailleurs. Aux mineurs, l'arbitrage; les inscrits maritimes ayant été à même de pouvoir juger la nouvelle méthode, on jette la désorientation dans leurs rangs, en les accusant de faire le jeu de la « réaction » et cela prend malheureusement encore.

Et la grève des inscrits maritimes est sur le point d'échouer.

Et ainsi chaque jour, un peu plus, les travailleurs peuvent se rendre compte combien l'étiquette gouvernementale importe peu, et que toujours et partout la « Défense capitaliste » est le plus grand souci de tous les gouvernements.

***

La société *Les Midinettes*, « société anonyme au capital de 10.000 francs divisé en 400 parts de 25 francs » qui n'a rien à voir avec l'action syndicale, a donné dimanche dernier une réunion à la Bourse du Travail. Partisan de toutes les libertés, je m'en réjouis, mais j'ose espérer que les bonzes de la Commission administrative de la Bourse ne nous refuseront plus dans l'avenir la grande salle de la Bourse pour y organiser telle réunion qu'il nous plaira.

P. Delesalle.

C., au Chambon. — La lettre m'est arrivée trop tard la semaine dernière pour en faire usage, mais tu as pu te rendre compte que Galhauban a dit en substance ce que tu écrivais. Je reviendrai sur les revendications abandonnées. Merci.

Russie

Malgré l'absence d'événements éclatants pour le moment, la vie russe ne cesse pas d'être intéressante, au point de vue de l'éveil révolutionnaire qui se produit. Dans les campagnes, des mouvements partiels continuent : ce sont tantôt les paysans qui décident, par des moyens révolutionnaires, d'un litige avec le propriétaire voisin, en s'emparant par force de la terre et des provisions de blé; tantôt la police et les cosaques sont chassés du village, fait qui s'est produit dans le gouvernement de Saratov, et qui est le premier exemple d'une résistance armée ouverte contre les cosaques. Les journaux révolutionnaires n'arrivent même pas à enregistrer tous les faits locaux de révolte qui viennent à leur connaissance, et ce ne sont pas, naturellement, *tous* les faits.

Une lettre venant du gouvernement de Koutaïs (Caucase) nous apprend des faits particulièrement intéressants. Parmi nos paysans, dit l'auteur de la lettre, on voit un mouvement tout à fait nouveau et extraordinaire par ses proportions, son caractère et ses manifestations. On ne peut le caractériser mieux qu'en disant que c'est un mouvement purement anarchiste. Les idées des paysans ont pour point central la négation totale de l'autorité, quelle qu'elle soit ; en même temps, ils proclament le droit de tous ceux qui travaillent, de jouir des produits de la terre. Dans la pratique, cela se manifeste par une série d'attentats contre les grands propriétaires locaux. Deux propriétaires déjà ont été tués par les paysans, et la solidarité parmi eux est telle, que la police ne trouve aucune trace des auteurs de ces attentats. Pris de peur, les propriétaires et même leurs régisseurs ont commencé à émigrer de leurs propriétés. Naturellement, des arrestations en masse ont eu lieu parmi les paysans, et le gouvernement cherche, ici comme toujours, des meneurs, des révolutionnaires venus du dehors qui auraient réussi à soulever, au moyen de ruses et artifices, la masse ignorante. Et, ici comme partout, le mouvement est né, en réalité, spontanément; certains faits indiquent même que l'influence d' « intellectuels » y a été tout à fait étrangère : ainsi, on raconte qu'une femme, une paysanne, une « végétarienne », dit-on, allait par les villages propageant les nouvelles idées et faisant prêter serment à ceux qu'elle avait convertis ; cette femme n'a pu être découverte jusqu'à présent. D'ailleurs, partout les bruits courent d'inconnus mystérieux qui arrivent et disparaissent d'une façon énigmatique ; on parle partout, dans les campagnes, des transformations à venir, du partage probable des terres, etc., sans d'ailleurs préciser d'où ce partage viendrait. Les ouvrages de propagande révolutionnaire trouvent, généralement, bon accueil ou, du moins, sont lus avec intérêt. Quelquefois les paysans se réunissent, pour les lire, en groupes et l'on raconte même qu'une brochure intitulée : « A bas la police ! » a été lue une fois en pleine réunion du mir tout entier.

Le gouvernement a d'ailleurs fait tout ce qu'il peut pour envoyer des messagers de la révolution jusque dans les coins les plus arriérés et les plus reculés du pays : les innombrables personnes arrêtées — hommes et femmes, étudiants et ouvriers — sont, en effet, rarement relâchés : généralement on les envoie, après un emprisonnement qui dure des mois entiers et quelquefois plus, quelque part en province, les moins compromis dans leur localité d'origine, les plus compromis, dans les provinces éloignées et en Sibérie. Cela a servi à augmenter d'autant le nombre des propagandistes. La Sibérie, notamment, a été, sans exagération, « civilisée » par ces colonisateurs involontaires qui ont été les premiers propagandistes parmi la jeunesse locale, les premiers organisateurs de groupes ouvriers, les premiers initiateurs des mouvements révolutionnaires.

(*A suivre.*)

Italie

Bologne. — A Messine, dans un procès de faux testament où sont impliqués des marquis, des commandeurs, des magistrats, on trouve les immanquables pourritures dont s'ennoblissent nos patriotiques bourgeois.

La dernière, c'est que l'avocat Maggio a reçu en deux fois 90.000 francs pour avoir obtenu de l'ancien ministre de la justice Zanardelli-Aprill le changement du procureur Casaburi qui gâtait quelques affaires particulières des clients du susdit avocat; et l'assignement dans ce lieu de Messine du procureur Lentini qu'on pouvait mener à volonté, grâce à une jeune fille qu'il aimait paternellement.

De plus, par ce même procès on a su — c'est le jugeur Calcaterra qui l'a conté à un journaliste — que les magistrats et les bureaucrates de tous genres ne payaient point de droit d'entrée, malgré que la charte d'Italie n'exclue personne du paiement des impôts.

Ailleurs, nous avons nos bons social-démocrates et républicains qui, à la Chambre des députés et au dehors, donnent des preuves de sollicitude amoureuse pour le peuple, en engageant le combat contre les dépenses parasitaires du militarisme. En voici quelques détails :

Marroni, administrateur du socialiste et quotidien *Avanti !* dans un meeting tenu à Rome le 23 novembre par les ouvriers de l'Etat (tabac, arsenal de guerre et marine), après *avoir dit qu'il faut abolir* les dépenses militaires qui ruinent la nation, se souvenant sans doute qu'il parlait à des ouvriers nourris par les engins qu'ils fabriquaient, a ajouté que *nul d'entre eux ne se trouverait désœuvré par le projet socialiste, mais qu'il fallait aussi augmenter la marine de guerre pour la protection des nationaux dans les petites républiques américaines.*

Un député, le républicain Rispoli, dans la séance de samedi 29 novembre, connu comme tous ses amis pour adversaire des dépenses de fusils et de canons, s'est fâché parce que le gouvernement a fermé la fabrique d'armes de *Torre Annunziata*. Ses collègues de la droite l'ont même bafoué et lui ont conseillé plus de cohérence.

***

Le journal de Lecce, *La Lega*, contient cet entrefilet qui fait connaître les terribles conditions où se trouvent les malheureuses populations du midi d'Italie.

« Nous apprenons — un peu tard peut-être, mais le fait est tel qu'il mérite d'être connu en tout moment — que pendant l'été passé, pour des travaux de piochage, on donna aux paysans 15 (quinze) centimes et une soupe de petits pois ou de pommes de terre bouillis par jour.

« Il est utile de se rappeler l'âpreté de ces travaux, à un moment où la terre était dure et brûlée par la sécheresse de longs mois.

« Est-ce que cette infâme exploitation de la misère infinie des pauvres paysans n'est pas scélérate ?

« Et ayant observé à qui nous a fait cette terrible révélation que l'acceptation d'un tel salaire était humiliante, on nous a répondu : Mieux valait pour nous ce prix dérisoire que mourir de faim !

« La triste réalité qu'un laboureur, pour ne pas mourir de faim, préfère l'humiliation d'un salaire de *quinze centimes* et d'une soupe de pommes de terre, est d'une telle éloquence qu'elle tient lieu de toutes les enquêtes que de Rome l'on pourra ordonner à l'avenir. »

C'est déchirant, surtout si l'on observe que ce ne sont pas seulement les travailleurs du Midi qui sont tombés à ce degré de misère et de souffrance ! Toutes les populations agricoles d'Italie voient s'approcher avec terreur l'hiver qui apporte le désœuvrement, le froid et la faim ! Il n'y a pas de travaux ! Et en attendant, la plus grande partie des rentes du budget du gouvernement, produit des impôts qui finissent toujours par être levés sur la vie de ces pauvres prolétaires, sont absorbées par l'armée, laquelle, dans l'esprit des conservateurs, doit servir à conserver inaltéré cet état de choses, duquel ils

tirent leur profit et leur existence de luxe et de débauche.

* *
*

La grève dans la filature de Casalecchio (Bologne). — Depuis cinq semaines, les filandières de Casalecchio, une centaine d'ouvriers du même établissement, sont en grève, plus de trois cents sont congédiés à cause de la grève des femmes. Causes de la grève : les persécutions des patrons de la filature envers les ouvrières et ouvriers syndiqués, qu'ils voulaient chasser de la fabrique. Les hommes et les femmes, par un acte de solidarité admirable que le Conseil d'administration ne prévoyait pas, ont abandonné le travail et se sont réunis plusieurs fois pour demander une petite augmentation de salaire promise depuis l'an 1898 et une diminution des heures de travail qui s'élèvent à 13 par jour ! Tous les efforts du préfet, des maires des communes, des ouvriers, et des syndicats de ces derniers, ont été inutiles : le Conseil d'administration ne veut rien entendre. A une commission de travailleurs, un des directeurs de la fabrique, qui les avait mal accueillis, a répondu : « Nous n'avons pas besoin de vous et c'est pour cela qu'à tout ce que vous demandez nous vous répondons un *non très sec*. » Et en indiquant les flocons de neige qui tombaient, il ajouta : « Voilà vos fleurs, voilà votre farine pour le pain qui tombe du ciel ! »

Teodorico Rabitti.

Suisse.

Genève. — *Les militaires réfractaires.* — Pendant près d'une semaine, Genève a eu le très grand honneur de voir siéger dans son Palais de Justice le tribunal militaire fédéral. Il s'agissait de juger, et de condamner, 17 des 321 libres, très libres citoyens-soldats qui ont refusé de marcher, quand le Conseil d'Etat a levé toutes les troupes disponibles, pour mâter les grévistes devant lesquels la bourgeoisie commençait à trembler. Je ne m'arrêterai pas sur le fait de ne conduire devant le tribunal fédéral que 17 défaillants sur 321 ; l'auditeur a déclaré avoir agi au plus près de sa conscience. Il est vrai qu'il a répondu aux accusés que la conscience est un guide peu sûr, car il peut s'y glisser des erreurs qui conduisent à des actes contraires à la loi : mais passons. Ce qui nous intéresse bien davantage, ce sont les efforts du grand juge pour pousser les défaillants à avouer d'avoir commis une faute, et à faire des excuses : ceux qui se sont abaissés à cela ont eu de faibles condamnations ; ceux qui au contraire ont hautement proclamé leur pensée et leur vouloir, ont eu les plus fortes peines ; c'est toujours et partout la platitude et la faiblesse qu'il faut aux gouvernants. Ce qui nous intéresse encore, ce sont certaines plaidoiries d'avocats, nommés défenseurs d'office, s'acharnant à démontrer que leurs clients n'avaient agi que poussés et trompés par les articles de journaux et les discours des *meneurs*, plaidoiries qui étaient parfois de véritables attaques à la liberté de la presse ; mais ce sont surtout les réponses de ces clients, traités en cerveaux faibles et ignorants, qui se laissent facilement influencer par les paroles de ceux qui aiment à pêcher dans l'eau trouble (ainsi disent nos dirigeants), et leurs protestations d'avoir agi en pleine connaissance de cause, le sachant et le voulant : et cela nous fait bien augurer de l'avenir.

Les peines infligées aux réfractaires ont varié entre 48 heures et 4 mois d'emprisonnement avec, en général, un an de privation des droits politiques. Le plus frappé a été naturellement Sigg, le député socialiste et secrétaire ouvrier.

Maintenant, tous ces braves qui ont préféré obéir à leur conscience de prolétaires et d'hommes, et souffrir matériellement, plutôt que de marcher contre leurs frères, sont en prison où la bourgeoisie leur fait payer cher ce crime épouvantable, leur désir d'une société meilleure où tous pourront être satisfaits dans leurs besoins primordiaux. Et leurs familles, car plusieurs en avaient, sont dans la misère, à l'entrée de l'hiver. En leur faveur, on a fait des souscriptions et une fête fort bien réussie, où la solidarité ouvrière a pu se manifester une fois de plus ; mais les besoins sont nombreux. En plus, il circule partout des listes pour demander l'amnistie générale pour faits de grève et suites. Déjà un très grand nombre de signatures sont réunies ; mais à en croire les journaux conservateurs, cette pétition n'a pas grande chance d'aboutir. Elle est belle, notre bourgeoisie, qui toujours parle de l'amour de Dieu et des droits de conscience, mais qui veut garder dans ses prisons ceux qui ont voulu obéir à la leur ! Allez ! vous n'aurez pas toujours le pouvoir de le faire : car le grain monte et le jour de la moisson viendra, malgré tout et malgré tous. G. B.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libertaire du XIIIe. — Réunion tous les samedis, salle de l'Etoile d'Or, 4, avenue d'Italie. Causeries par un camarade sur les lois, la religion et la propriété.

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter.

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Lundis et vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard, répétitions.

Envoyer toutes les communications au camarade Emile Fritz, secrétaire, 5, rue de Chevreuse.

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures ; dimanche, de 9 heures à midi.

Les camarades ayant des volumes sont invités à les rapporter.

Souscription permanente pour la brochure à distribuer.

Dimanche 28 décembre, soirée familiale, salle Jules.

Sommaire du numéro 3 de la deuxième année de *Jean-Pierre* :

Je ne sais pas ; traduction anglaise ; illustration Hénault ;

Le rêve de Toto, par Dro-Dro ; ill. Hénault (*fin*) ;

Les volcans javanais, par Challaye (*suite*) ;

Article scientifique, par Terroine ;

Deux lettres de l'alphabet.

La *Ligue antimilitariste pour la défense du Soldat* nous communique la note suivante :

Un manifeste paru dans l'*Aurore*, il y a quelques jours, et signé des camarades Laurent Tailhade, Charles Malato, G. Lhermitte, Emile Janvion et Charles Vallier, annonce l'organisation d'un congrès international antimilitariste. Certes, la nécessité d'un tel congrès s'imposait et ce sera là excellente besogne.

Ce congrès, contrairement à ce qui avait été dit primitivement, se tiendra à Londres au mois de mars 1903, à une date que nous fixerons ultérieurement.

Nous prions les militants et les groupes de Paris, de province et de l'étranger, de désigner dès maintenant leurs délégués.

Les adhésions et les souscriptions sont reçues au siège social de la Ligue antimilitariste pour la défense du Soldat, 11, rue de Beaune, Paris, VIIe arrondissement.

Chambre syndicale des ouvriers électriciens. — Réunion du conseil syndical le samedi 20 décembre 1902, à 9 heures très précises du soir, Bourse du Travail. Ordre du jour : Procès-verbaux, correspondance ; édition des statuts revisés ; création d'une bibliothèque (technique et sociale) ; affaires diverses.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle : Samedi 20 décembre. — Alb. Chenevier : Le serment politique.

Lundi 22. — Lecture : l'Affaire Crainquebille, d'Anatole France.

La 19e Section antimilitariste de la Ligue pour la Défense du Soldat se réunira le 20 décembre, à 9 heures du soir, salle Marchi, 108, rue de Flandre. — Les libertaires du 19e arrondissement sont spécialement invités.

Société instituée pour la création d'un Milieu libre en France. — Dimanche 21 décembre, à 9 heures du soir, salle de la Cloche, 43, rue Réaumur.

Réunion de tous les adhérents au projet de colonie.

Causeries par les camarades G. Butaud et Armand.

Groupe libertaire des Quatre-Chemins. — Réunion dimanche 21, à 2 h. 1/2, salle Giot, 9, rue des Ecoles, Aubervilliers.

L'Emancipatrice, U. P. d'Aubervilliers, 1, rue des Ecoles. — Mercredi 24, à 8 h. 1/2, Noël révolutionnaire, causerie par le camarade Henriot, chants et poésies.

Lyon. — Groupe *Germinal*. — Jeudi 25 décembre, à 8 heures, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert, soirée familiale privée. Causerie par H. Fabre qui traitera : Patrie, Guerre, Militarisme. Chants et poésies libertaires. Distribution de la brochure de Beylie.

Nota (pour la deuxième fois). — Les camarades détenteurs de : *En Anarchie*, par Camille Pert, et de *Force et Matière*, de Büchner, sont priés de les rapporter.

Rouen. — Tous les libertaires sont priés de se réunir dimanche soir 21 courant, à l'issue de la conférence Sébastien Faure, au Bar National, 18, rue de la République, au rez-de-chaussée.

Nous faisons appel à tous, car nous avons besoin du concours de tous pour créer un foyer d'éducation libertaire.

Le camarade Bernard remercie tous les autres camarades qui lui ont envoyé journaux, brochures, etc., et les prie de continuer s'ils le peuvent. S'adresser à L. Bernard, 30, rue de Florian, Alais (Gard).

BIBLIOGRAPHIE

Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz; un vol., 5 fr., imprimerie Zœllner, 3, rue du Mont-Blanc, Genève.

L'Abbé Prout, par Paul Ranson ; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

La Sociedad futura, por Juan Grave; 2 vol., cuatro reales, chez F. Sempere, calle del Pintor Sorolla, 30 y 32.

Une série de cartes postales, intitulée : *La Grève*, dessins de Martin, à la *Jeunesse laïque*, 7, rue de l'Eperon.

La Prostitution (en russe), par Proskowskaya, rue Stremiannaïa, 13, Saint-Pétersbourg.

L'artifice nationaliste, par E. Fournière ; 1 vol., 3.50, chez Fasquelle.

A voir : *Les filles-mères*, dessins de Couturier, *Assiette au beurre*, n° 89.

A lire : *Les indigènes d'Algérie devant la loi*; *Pages Libres*, n° 102.

VIENT DE PARAITRE

Cartes postales illustrées : *Epouvantails* et *Le Calvaire des mineurs*, réductions de nos lithographies. *Les malheureux*, *Ouvrier et patron* ; *Educateur et électeur !* Enfin les portraits de : L. Tolstoï; S. W. Balmascheff et G. Bresci.

L'exemplaire par la poste : 0 fr. 10.

N° 1. — *Fraternité*, dessin de R. Mouton, vers de Montéhus.

N° 2. — *Les Conscrits*, dessin de Ch. Aubry, vers de Couté.

N° 3. — *La Crosse en l'air*, dessin de Ch. Aubry, vers de J.-B. Clément.

N° 4. — *La Révolte*, dessin de G. Wuyts, vers de Xavier Privas.

N° 5. — *Harmonie*, dessin de Ratel, fragment de « Travail » et autographe de Zola.

Sous peu paraîtra une série de 12 de nos lithographies en réduction, gravées sur bois par Berger. Nous les annoncerons aussitôt parues.

NOS LITHOGRAPHIES

L'imprimeur va nous livrer cette semaine le *Frontispice* de Roubille. En vente à nos bureaux 1 fr. 25; franco 1 fr. 40.

Sitôt que nous l'aurons, nous l'expédierons aux camarades qui nous l'ont payé.

PETITE CORRESPONDANCE

A. B., à Grenoble. — *Deuxièmes déclarations*, d'Etievant, épuisées.

L. D., à Londres. — Les deux volumes expédiés. — Le 3me s'appelle : *Cantilènes du malheur*, 1 fr. 50.

Reçu pour le journal : G. T., Passy, 1 fr. — A. G., à Mansourah, 2 fr. 50. — Merci à tous.

C., à Saleux. — C., à Bourg-Argental. — L., à Beauregard. — A., aux Brûleries. — L., à Pacy. — H., à Fourmies. — Vve B., à Genève. — C., à Clermont. — E. R., à Chazelle. — S. à Bonn. — M., à Dobrutcha. — V., à Rome. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Blot, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 35 DIX CENTIMES DU 27 DÉCEMBRE 1902 AU 2 JANVIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

A NOS LECTEURS

Si les rentrées s'opèrent avec l'entrain de ces deux dernières semaines, non seulement nous n'aurons pas de supplément, mais il y a des chances pour qu'il n'y ait pas de journal. Cela nous procurera l'occasion de prendre huit jours de vacance.

Malgré la situation obérée du journal, afin d'activer la campagne de la Mano Negra, *nous nous risquons à publier en brochure le récit des faits, précédé des deux articles que Clemenceau a publiés sur ce sujet dans la* Dépêche.

Pour que cette distribution ait quelque effet, il faudrait que la brochure soit largement distribuée; nous la laisserons, port compris, à 4 francs le cent, quoiqu'elle ait 32 pages. De plus, pour que nous soyons fixés sur le tirage, il faudrait que ceux qui veulent participer à cette campagne, se dépêchent de nous dire ce qu'ils peuvent prendre et nous en envoient le montant.

J. GRAVE.

OU EN EST LA PRESSE

Il y a six semaines, lorsque les *Temps Nouveaux* commencèrent, d'après *Tierra y Libertad*, la campagne en faveur des victimes de la *Mano Negra*, nous pensions que ces révélations allaient émouvoir les camarades, que nous allions voir surgir toute une campagne de meetings, afin de soulever quelque peu l'opinion publique.

D'après des lettres reçues, on attendait, paraît-il, que nous prenions cette initiative !

Les campagnes de réunions ne sont pas notre affaire aux *Temps Nouveaux*. D'abord, aucun de nous n'est assez doué sous le rapport de l'éloquence pour affronter les grandes réunions, d'autre part, la besogne quotidienne est assez abondante pour que la somme d'efforts dont nous sommes capables puisse se porter sur d'autres formes d'activité. Mais ce que l'un n'est pas capable de faire, d'autres le peuvent. Est-ce aux anarchistes qu'il faut rappeler que l'initiative doit être une de leurs premières qualités ?

En défendant les victimes de la *Mano Negra*, c'est notre propre défense que nous prenons. Ce que le gouvernement espagnol a fait contre ces camarades, tous les autres gouvernements sont capables de le faire. Les Dupuy, les Trarieux, les Casimir-Périer tentèrent de le faire, il n'y a pas si longtemps. S'ils n'allèrent pas jusqu'à la torture, cela tient à des causes indépendantes de leur volonté. Des condamnations n'en furent pas moins prononcées contre plusieurs des nôtres, non pas pour des opinions qu'ils affichaient, pour des actes qu'ils revendiquaient, mais en vertu de mensonges et d'entorses juridiques.

Et les tracasseries policières actuelles ? Les mouchards se rendant chez les patrons de ceux des nôtres qu'elle peut découvrir, pour les amener à faire renvoyer ceux qu'ils pourchassent, cela vaut bien les procédés espagnols. En ce moment même, la police est en train de faire la tournée chez les concierges et les patrons des adhérents du *Milieu libre* dont les promoteurs ont été assez... naïfs pour publier la liste.

Si, au lieu de rester chacun dans son coin à maugréer, on s'habituait à crier haut et fort, peut-être, à la fin, finirait-on par émouvoir l'opinion publique, peut-être arriverait-on à lui faire comprendre que ces envahissements policiers que l'on tolère contre les anarchistes, finiront par se tourner contre tous. Peut-être, enfin, finirait-il par se former une véritable ligue pour la défense des droits de l'individu, qui aurait à cœur de justifier son titre.

*
* *

Mais si nous avions négligé de nous adresser directement aux camarades, par contre, nous avons fait appel à quelques-uns de ceux écrivant dans la presse bourgeoise, que nous pouvons considérer comme des amis, leur demandant d'ouvrir, dans les quotidiens, une campagne parallèle. Quelques-uns nous firent la promesse de faire leur possible. De ce nombre Clemenceau, — dont les articles écrits à ce sujet sont en train de faire le tour de la presse, — fut le premier à s'exécuter. L'*Européen* ouvrit aussi ses colonnes. Je ne compte pas *Pages libres*, dont le concours n'a jamais fait défaut à toutes les revendications justes. Les autres promesses seront peut-être tenues... un jour ou l'autre. D'autres répondirent qu'ils ne demanderaient pas mieux que de marcher, mais que les colonnes des journaux bourgeois leur étaient fermées pour telle campagne. D'autres encore, pour ne pas avoir à nous faire la même réponse sans doute, restèrent cois.

*
* *

Il y a neuf ans, lorsque les ministères Dupuy et Casimir-Périer, entrés en pleine tentative de régression, menèrent leur campagne de terreur et de réaction, dans la presse, déjà cependant fort avachie, quelques voix cependant purent s'y faire entendre ; les amis que nous y comptions, aphones aujourd'hui, purent cependant y faire entendre quelques paroles de vérité, au milieu de cette avalanche de boue, de dénonciations et de calomnies et aider l'opinion publique à se ressaisir.

Peu de temps après, lorsque nous eûmes publié les lettres des victimes de Montjuich, les Bauer, les Bernard Lazare, les Séverine, les Descaves, les Ajalbert, les Mirbeau, etc., purent, dans la presse quotidienne, reprendre la campagne et le gouvernement espagnol, devant la clameur de haro qui se déchaînait sur lui de toutes parts, dut enfin capituler, et rendre à la liberté ses victimes.

En neuf ans, nous avons fait du chemin, beaucoup de chemin. La presse que nous croyions, à cette époque, déjà au-dessous de tout, a trouvé le moyen de descendre encore plus bas ; il ne peut plus s'y faire entendre une parole de justice et de vérité.

C'est dans un journal de province, *La Dépêche* de Toulouse, que Clemenceau, cet écrivain de talent, a dû faire entendre sa voix ; c'est en province que quelques autres, le docteur Elie Pécaut, notre ami La Jarlière, entre autres, ont pu commencer à dévoiler les turpitudes des Monforte et consorts. Dans tout le reste, silence général !

Cependant, depuis, il s'est passé l'affaire Dreyfus ! Mais il semble que cette violente campagne n'ait été que le dernier spasme de la conscience publique atrophiée. Ceux qui s'y dépensèrent le plus dorment sur leurs lauriers, les cris des forçats de la *Mano Negra* venant de trop loin (dans l'espace et le temps) pour les sortir de leur torpeur. Il n'y a que la haine du capitalisme inquiet qui ne désarme pas, tenant fermée aux revendications de justice, cette presse dont son or le fait maître.

*
* *

Eh bien ! cet avachissement de la presse dont les écrivains sont les premiers à souffrir, la faute n'en remonte pas aux seuls directeurs, aux seuls financiers qui détiennent les journaux. Les écrivains, eux-mêmes, en ont leur part de responsabilité, par leur manque de solidarité et de dignité professionnelles. Je m'explique.

Lorsqu'il s'agit de lancer un journal, le directeur qui sait qu'il faut des vedettes pour faire prendre son canard, à l'aide de traités avantageux illustre ses affiches et manchettes des noms du dessus du panier du monde littéraire. Avec toute une brochette de noms illustres, comme chroniqueurs en vedette, et bien payés, on prend pour des salaires de famine, parmi le fourmillement d'aspirants journalistes qui se pressent autour des salles de rédaction, quelques-uns auxquels on fait faire la cuisine journalière, et dont le public s'habitue à voir les noms.

Un fois le journal assis, le malin directeur, petit à petit, tout doucement, se débarrasse des gros bonnets trop payés, les remplaçant par de jeunes requins aux dents non moins longues, mais forcés d'être modestes dans leurs prétentions, à cause de leur obscurité. Et les gros bonnets qui sont habitués à gagner cent mille francs par an, qui, s'ils ne peuvent les atteindre en bloc, se mettent à collaborer à deux,

trois, quatre, cinq journaux et même plus à la fois pour arriver à faire la somme, sont forcés, les places étant limitées, de déblayer autour d'eux, de traiter en concurrent tout camarade au nom un peu connu, ce qui n'empêche qu'ils ne soient dépossédés par les inconnus; car s'il faut des vedettes au public pour lui faire acheter un journal, il se détache difficilement de son journal lorsqu'il en a pris l'habitude. Et c'est ce qui fait que l'on voit des journaux passer du royalisme au socialisme, au gré des propriétaires, tout en conservant leur fond de clientèle d'acheteurs et d'abonnés.

⁂

D'autre part, à côté de la rédaction littéraire, «probe et loyale», que les directeurs de journaux sont forcés de recruter pour servir de façade à leur commerce, ils ont le petit noyau d'aigrefins qu'ils emploient à leurs besognes équivoques. Et en vertu de ce que les écrivains ne se considèrent pas engagés par ce qui se fait autour d'eux, ils servent de couverture aux pires besognes sans s'en croire salis. Faiblesse qui ne peut qu'encourager les directeurs.

Ensuite, faisant partie de la même maison, on se croit tenu à être aimable avec ceux que l'on y rencontre. Et lorsque, parfois, on demande à quelqu'un d'eux : «Mais comment pouvez-vous serrer la main d'un tel, et accepter d'écrire à côté de lui ? » On a des réponses de ce genre : « Un tel ! Ah ! oui. Il a la mauvaise habitude de traîner dans la boue ceux qui le contredisent, de travestir des faits de leur vie privée pour les diffamer ; il est dégoûtant. Mais il taille de si bonnes croupières à nos adversaires ! Il a tant de talent ! Et puis, vous savez, chez lui, ça n'a pas d'importance, c'est un charmant garçon, d'ailleurs il ne croit pas lui-même un mot de tout ce qu'il écrit ! »

Avec ces indulgences, on peut tout accepter.

⁂

Tous ces défauts se retrouvent chez les travailleurs, et sont un des plus puissants facteurs du maintien de la société bourgeoise. Mais, cependant, à certains moments, aux périodes de crise, ils savent faire trêve à leurs rivalités mesquines, se grouper pour résister à l'ennemi, au maître, et lâcher l'usine pour repousser ses prétentions lorsqu'elles deviennent trop arrogantes. Les littérateurs sont-ils absolument incapables de ces accès de virilité ? Il faudrait le croire, puisque, jusqu'ici, s'ils ont su se grouper pour préserver leur copie de la reproduction, ils n'ont su le faire pour imposer leurs conditions à leurs employeurs.

Or, s'ils ne peuvent se passer de l'aide capitaliste pour faire un journal, le financier ne peut se passer d'eux non plus. Ils sont actuellement, sur la place de Paris, une vingtaine d'écrivains, qui, s'ils voulaient pour un moment faire trêve à leurs mesquines rivalités, accepter de ne pas avoir des traitements de ministre pour pondre quelques feuillets de copie, trouveraient facilement le bailleur de fonds qui leur permettrait de faire le journal honnête qu'ils déplorent de ne pas trouver, cet oiseau rare qui, par sa nouveauté, arriverait à s'imposer, et remonterait enfin le niveau moral de la presse et du public.

J. Grave.

Dimanche dernier, au Trocadéro, Jaurès a parlé sur la *Justice dans l'humanité*.

Nous n'avons pu assister à ladite conférence, mais nous sommes anxieux de savoir si celui qui prit une si large part à l'affaire Dreyfus a trouvé le moyen de parler des victimes de la *Mano Negra* dont nous lui avons fait parvenir le dossier, le titre de la conférence s'y prêtant admirablement.

J. G.

A corriger. — Dans l'article de Kropotkine, n° 34, première page, 3e colonne, *lisez* : « réaction » au lieu de « révolution. »

LA "MANO NEGRA" (1)

Nous avons reçu la lettre suivante :

Prison de Jerez de la Frontera, le 1er décembre 1902.

Monsieur le directeur des *Temps Nouveaux*,

J'ai lu dans le journal *Tierra y Libertad* et dans les autres journaux libertaires, la campagne que votre journal fait en notre faveur, pour que nous puissions sortir vivants de cette tombe et passer le peu de temps qui nous reste à vivre avec les êtres qui nous sont chers.

Mon ami, je ne sais quels mots il me faut employer pour vous témoigner ma reconnaissance et ma gratitude, pour un si grand dévouement; puis, mon ami, faisant tous mes efforts pour retrouver la suite des infamies commises contre nous, et comme les mauvais traitements que m'ont infligés ces êtres sans entrailles sont venus à bout du peu d'intelligence que j'avais, et que je n'ai pu recouvrer complètement, je vous prie d'excuser les fautes de ma lettre.

Maintenant je vais vous donner quelques faits se rapportant à mon procès, celui que l'on a appelé de la « Main Noire », l'affaire de la mort du Blanco de Benaocaz, à la colonie de San José del Valle ou ferme de la Parrilla, en 1882. *Tierra y Libertad* en a déjà publié, mais ils en firent tellement qu'il reste toujours beaucoup à dire des méchancetés qu'ils ont commises contre d'honnêtes travailleurs, contre leurs enfants et leurs femmes : la mienne fut à la mort; mais j'avais une fille qui fut réellement leur victime, elle a cessé de vivre.

Sur la famine et sur tous les malheurs de cette époque, je vous dirai que l'on se disputait la nourriture, bonne ou mauvaise, le peu que l'on trouvait dans la plaine et dans la montagne. La garde civile et les autres gardiens de l'ordre étaient impuissants à contenir les masses ouvrières, à les empêcher d'entrer dans les magasins, d'y prendre les choses comestibles et de les donner à manger à leurs enfants. Les agents, ce qu'ils pouvaient faire, c'était de regarder et de noter ceux qui agissaient le plus, tant en ville que dans la campagne.

Quand la tranquillité revint un peu, les propriétaires établirent dans tous les domaines, des postes de soldats et de gardes.

Le Blanco de Benaocaz, pour ses méfaits contre les compagnons et les compagnes auxquels il ne faisait que nuire, et il avait, paraît-il, battu ses vieux parents, et buvait fréquemment, fut expulsé de la Société des travailleurs et ce fut l'origine des premières disputes avec son cousin; des affaires d'amour — je crois que tous deux étaient célibataires — causèrent de nouvelles querelles. Déjà, deux mois avant sa mort, son frère, Gonsalo, Rafaël et Cayetano avaient dû s'interposer pour empêcher un dénouement funeste.

C'est Cayetano qui révéla le meurtre. Son patron était en relations avec le commandant D. Tomas Perez Monforte, Cayetano lui raconta le fait qui fut rapporté au commandant et ce dernier dressa une liste de ceux qu'il fallait arrêter. On fit venir de Madrid un détachement de la garde civile, parce qu'on n'avait pas confiance dans les gardes qui étaient déjà dans le pays, et il arriva, sous le commandement du capitaine Oliver; aussitôt qu'il fut arrivé à Jerez, on donna à un sergent, accompagné de plusieurs hommes, la liste dressée par les soins de la bourgeoisie, en lui disant que le premier qu'il devait arrêter c'était moi, comme le plus terrible.

Le sergent vint au domaine où nous nous trouvions et alors commencèrent les tortures. Mon ami, il est impossible que des hommes croient aux tortures et au martyre que nous infligèrent ces hyènes à figure d'hommes. Ils m'emmenaient, la nuit ou le jour, à trois ou quatre, dans la campagne, me bandaient les yeux et me mettaient à genoux et le sergent me disait : « Dites la vérité ou bien vous allez mourir. » Alors ils préparaient les fusils et commençaient à m'interroger. Comme je ne leur disais pas ce qu'ils voulaient, le sergent donnait l'ordre de faire feu : c'était tout ce que je désirais, car il valait mieux en finir d'un coup avec la vie; mais il n'en allait pas ainsi, on tirait et j'entendais les balles passer près de ma tête sans jamais être atteint. Puis, on m'enlevait le bandeau et avec une branche d'olivier on me torturait les parties du corps les plus délicates, tant, que quand on cessait j'étais incapable de m'en apercevoir. Avec mes malheureux compagnons, c'était la même chose.

On cherchait le corps du Blanco, qui était enterré. Finalement, guidés par le délateur qu'ils avaient habillé en garde civil, ils le découvrirent.

Les tortures reprirent, plus fortes, et il n'y avait d'autre issue que de leur dire ce qu'ils voulaient. A moi ils me disaient que mes camarades déclaraient que j'avais été avec eux et que j'avais donné au défunt un coup de poignard.

Je leur répondais de me mettre face à face avec mes camarades, qu'il était impossible qu'ils disent une chose pareille; je ne désire pas me rappeler tout ce qu'ils me firent subir; parfois, ils me conseillaient « amicalement » de dire que j'avais été avec eux et que l'un quelconque d'entre eux m'avait demandé le poignard, ils me disaient que pour moi cela n'avait pas d'importance, car ils savaient bien quel était le coupable. Je leur répondais que je ne pouvais dire une infamie comme celle-là.

Enfin, lassé de souffrance et prêt à dire ce qu'ils voulaient, je dis au capitaine qu'il pouvait mettre ce que bon lui semblait. Il dicta au garde une déposition et me recommanda de ne pas dire le contraire de ce qu'il avait mis, ajoutant qu'il faisait pour moi ce qu'il pouvait.

Je comptais dire la vérité dans la prison, au juge et à d'autres personnes plus charitables. Mais je rencontrai les mêmes chiens sous des noms différents. Je pus me convaincre qu'ils étaient résolus à semer la terreur dans la population avec leurs inventions, à en finir par la terreur avec les idées et les aspirations des travailleurs, et à faire un cimetière de toute la campagne de Jerez.

On employa des procédés de torture que l'on ne peut même comparer à ceux de Montjuich. Ils s'en prirent à des femmes grosses et, des petites créatures, les unes ne virent jamais la lumière du jour, les autres ne connurent pas leurs parents : celles qui purent les voir furent le petit nombre.

Les journaux bourgeois confirmaient et chargeaient encore toutes les inventions.....

Au procès de la Parrilla, nous restâmes 16 avec le délateur qui se tua dans son cachot. Je fus sauvé parce que, ma raison s'étant troublée, on me laissa à l'infirmerie : nous restons quatre, les trois autres sont dans les bagnes d'Afrique, ce sont Agustin, Valero et Salvador.

Ceci, je ne me le rappelle pas, mais les miens me l'ont dit et aussi celui qui soignait nos plaies : on m'avait fait deux blessures et l'on m'avait mis dans un cachot qui a deux portes : on ne voulait pas me conduire à l'infirmerie parce que l'on disait que j'étais assez dur pour résister et que je volais. Ils firent de mon corps une plaie et aux changements de temps il n'y a pas une partie de mon corps qui ne me fasse souffrir.

Recevez mes remerciements répétés et donnez en mon nom à tous ceux et à toutes celles qui sont nos amis un salut de celui qui le leur envoie du fond de ce cimetière de cadavres d'hommes vivants.

José Léon Ortega.

(1) Voir les nos 27 et suivants.

(2) Voir une première lettre de José Léon Ortega, dans le n° 28.

MOUVEMENT SOCIAL

Du numéro 60 de la *Sociale*, mercredi 17 décembre, nous extrayons les lignes suivantes d'une lettre écrite par un militaire de la garnison de Belfort à sa famille habitant Saint-Etienne.

« ... Avant-hier (la lettre est datée du 10 décembre) il y avait 17 degrés de froid... A partir d'hier on a fait l'exercice dans les chambres. Mais pour qu'on prenne cette précaution, il a *fallu que quatre soldats soient relevés morts, après un quart d'heure d'exercice dans la cour*. Et parmi ces quatre, il y en a un qui n'a pas pu bouger le bras droit, au commandement de : Reposez armes ! Son fusil est tombé à terre, et son bras et sa main sont restés aussi raides que du fer.

« Là-dessus l'adjudant lui a collé quatre jours de salle de police pour « avoir laissé tomber son fusil ». Le soir, on l'a conduit à la salle de police et à dix heures on a voulu aller le chercher, vu le froid qu'il faisait. *On l'a trouvé raide mort.* »

L'adjudant passera peut-être en conseil de guerre, à ce que dit l'auteur de la lettre, pour avoir enfermé la victime, malgré les défenses qui ont été affichées ces jours-ci. Oui, mais, et le colonel qui fait faire les exercices dehors avec un froid pareil? Pour lui,

la *Sociale* demande une enquête. Nous, nous demandons et nous attendons la mort du militarisme.

*
* *

Mouvement ouvrier. — A propos de la grève de Marseille, le journal *Le Temps* publie une lettre d'un prétendu correspondant occasionnel d'où j'extraits les passages suivants :

« Les syndicats, qu'on a encouragés, et qui sont, entre les mains des plus exaltés, un moyen de pression puissant, ne dépassent-ils pas leur droit en arrêtant net, du jour au lendemain, des industries entières?

« On donne huit jours à sa cuisinière, et réciproquement. Il faut qu'un délai aussi soit fixé aux ouvriers et patrons, sous peine de dommages-intérêts. Les syndicats, comme les patrons, devraient donc être assujettis à une dénonciation chaque fois que les bases du travail ne satisferont plus l'une des parties.

« ... Sans doute il y aura des difficultés d'exécution dans le cas où les ouvriers quitteraient le travail sans délai, le lendemain d'un jour de paye. Mais il ne serait pas impossible de rendre les syndicats matériellement responsables de toute infraction aux clauses du contrat. »

C'est en somme l'idée du socialiste (!) Millerand que reprend le journal bourgeois *Le Temps*, qui donne, cela va sans dire, son adhésion pleine et entière à cette lettre.

Le projet Millerand n'avait pas d'autre but : empêcher les ouvriers de quitter le travail quand bon leur semblerait et de choisir l'heure qu'ils croiraient la plus propice pour réclamer à leurs exploiteurs un peu plus de pain, un peu plus de liberté.

Syndicats et syndiqués gênent capitalistes et gouvernants, comme on le voit, et il faut une bonne loi pour empêcher les travailleurs de ne plus se laisser exploiter.

Et la loi une fois votée, les condamnations pleuvront sur les militants, les syndicats « rendus responsables » seront entravés dans leur marche.

Mais, heureusement, peut-être est-il trop tard, l'idée de grève générale a fait de sérieux progrès dans les masses ouvrières, et si jamais le projet du journal *Le Temps*, amendé par Millerand revenait sur l'eau, ce serait le moment ou jamais de passer de la parole aux actes.

*
* *

Quelques camarades me font part de la surprise par eux éprouvée de la venue à la Bourse du Travail de Paris du ministre Trouillot.

Comme eux, je n'ai pas été peu étonné, mais je dois dire que l'invitation — qui avait été très soigneusement cachée — était le fait de quelques individualités, mais non des syndicats qui ont leur siège à la Bourse.

Le fait est d'autant plus surprenant, que, la veille même de la visite du Trouillot en question, l'*Union des Syndicats de la Seine* avait refusé de faire la moindre démarche auprès du gouvernement pour demander la mise en liberté de Rivelli, arrêté lors de la grève des *inscrits maritimes*, et que la réunion s'était terminée par un ordre du jour de mépris pour le gouvernement de Trouillot. De plus, si la visite n'avait pas été tenue cachée, nous nous serions certainement fait un devoir, à quelques camarades, de recevoir le monsieur comme il le mérite.

Il y a, dans la Bourse du Travail quelques personnages qui, tout en criant bien fort qu'il ne faut pas faire de politique ne manquent jamais de faire des courbettes et de flatter les individus en place. Cela n'implique aucunement que dans les syndicats de la Bourse on pense comme eux, car l'on savait si bien commettre une mauvaise action, que la « visite » s'est faite un jour où la Bourse était vide de militants.

*
* *

Il y a actuellement, à Saint-Junien, une grève dont certaines particularités méritent d'être signalées.

Les ouvriers gantiers de Saint-Junien ont des salaires de famine beaucoup moins élevés que dans les autres centres de l'industrie gantière comme Grenoble, Millau, Paris, Niort, etc. Les salaires y sont inférieurs de 20 0/0 à la moyenne générale et les exploiteurs de l'endroit n'ont pas la ressource classique de comparer la main-d'œuvre étrangère, car celle-ci, belge et allemande, est supérieure de 15 0/0 environ.

Il y a quelques jours, après diverses réunions et entrevues, les employeurs acceptaient de relever la moyenne des salaires, quand deux ou trois des plus gros provoquèrent à nouveau une réunion et décidèrent de ne pas souscrire à l'engagement pris en leur nom par leurs confrères.

Les ouvriers se réunirent à nouveau et après examen de la situation décidèrent de quitter le travail sauf dans trois maisons qui appliquent les nouveaux tarifs.

Et la grève des ouvriers gantiers se poursuit sans incidents jusqu'ici.

Ajoutons que le maire de l'endroit est un des plus gros patrons ; c'est à lui que revient la charge de « maintenir l'ordre », si bien que ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont préparé la trique qui devra les frapper un jour.

Beautés du Suffrage Universel!

*
* *

Dans la *Voix du Peuple*, Griffuelhes raconte des faits bien intéressants.

A Lens, où il fut l'autre semaine, il est absolument impossible de trouver une salle de réunion, sans l'autorisation du maire Basly. Aucun cabaretier ne consent à prêter sa salle si le maire ne lui a pas donné un avis favorable. « La crainte qu'ont les habitants de tout rang de M. le maire est facile à constater » dit Griffuelhes.

En l'absence du maire, les adjoints — socialistes aussi, que diable ! — ne sont rien et c'est le commissaire central qui administre la ville et donne — ou refuse — les autorisations.

De plus, le policier en question est journaliste, c'est lui qui renseigne les journaux socialistes du Nord, *etc.*

Griffuelhes et un autre camarade ont dû aller dans une commune environnante — où le policier-journaliste les attendait — pour donner leur réunion.

Comme il ferait bon de vivre dans une société où des Basly seraient les maîtres, et comme la conception qu'ont ces messieurs du socialisme est bizarre!

*
* *

A Marseille le gouvernement a fait remettre en liberté Rivelli, secrétaire de la Fédération des inscrits maritimes, arrêté au moment de la grève.

La manœuvre gouvernementale, en procédant à l'arrestation de Rivelli, n'est pas niable.

P. Delesalle.

*
* *

Firminy. — *Chez les mineurs.* — Les entrevues du préfet avec le directeur des mines de Roche et Firminy, tendant à faire réintégrer les camarades renvoyés n'ont eu aucun résultat.

Les mineurs de Grand'Croix réunis en assemblée générale ont donné mandat au bureau syndical de se séparer de la Fédération nationale et d'adhérer à la Confédération. J'espère bien que le jour est proche où tous les mineurs adhéreront à la Confédération, avec la Fédération nationale ou au besoin sans elle.

Le C. N. se réunit mardi 23 courant afin de procéder à la répartition des fonds dont il dispose. Certains, parmi les mineurs, trouvaient que le C. N. en prenait un peu trop à son aise et estimaient que garder l'argent alors que de partout on signalait de nombreuses victimes de la grève dans la misère la plus noire, était peu fraternel.

Autre chose. Y aurait-il indiscrétion à demander à combien se montent les sommes reçues par la Fédération? Il serait intéressant de savoir jusqu'à quel point s'est manifesté la solidarité des organisations syndicales en faveur des mineurs?

La sous-commission parlementaire d'enquête sur les mines est venue passer 48 heures au pays noir. 48 heures! Allez dire après cela que les enquêtes parlementaires c'est du soufflé; osez soutenir que l'enquête n'a pas été faite en conscience, par la bonne raison que pour se rendre compte du mode d'exploitation, dans un bassin houiller de l'importance du nôtre, il faudrait des semaines entières. Il est vrai que nous nous entendons si peu en politique. Ces honorables ont visité deux puits. Il y aurait eu là une bonne leçon de choses à leur donner. Parions qu'on ne l'a pas fait. Il fallait les mener partout ; dans les galeries des cimes où il faut marcher la tête à la hauteur des genoux ; dans les chantiers où la lampe s'éteint faute d'air ou à cause du mauvais goût ; dans d'autres où il y a 40 degrés de chaleur ; par les plans inclinés où il faut monter à quatre pattes. Ils seraient repartis courbaturés pour le reste de la session.

Galhauban.

Le jeudi 18 décembre, le camarade Bertrand, ex-secrétaire de la Fédération autonome de la Loire, est, pour la cinquième fois, venu répondre devant le jury, de propos tenus par lui dans des réunions publiques à Saint-Chamond et à Firminy en octobre 1901. Les paroles relevées par l'accusation constituaient le délit de provocations au pillage, non suivies d'effet. Bertrand a été condamné à six mois de prison, avec bénéfice de la loi de sursis.

S'il n'est pas rare de voir les tribunaux correctionnels appliquer la loi Bérenger, par contre, les cours d'assises nous en offrent peu d'exemples ; c'est pourquoi je signale à l'attention la cour de Montbrison qui, dans sa dernière session, en a fait bénéficier deux meurtriers (suite de rixe) condamnés à deux ans de prison, et un jeune homme de dix-sept ans condamné à dix mois de prison. Ajoutons deux acquittements pour infanticide, malgré que les accusées aient avoué, et nous croirions presque que les robins se demandent s'ils ont bien le droit de juger leurs semblables.

*
* *

Cette. — Une pétition en faveur des religieuses ayant été déposée au bureau du contremaître de notre usine, ce dernier invita tout le personnel des deux sexes, qui est très nombreux, à signer cette pétition. Par peur d'être renvoyé, tout le monde signa, sauf, un camarade et moi. Ce que voyant, le contremaître me pria, pour la seconde fois de signer. Je lui répondis tout sec que je ne signais pas. Depuis, j'ai été persécuté par lui et samedi matin moi et le camarade qui comme moi, n'avait pas signé nous reçûmes notre compte. Après cela, comment veut-on que le salarié ne se révolte pas, et qu'il ne soit pas poussé par tant d'injustices aux pires folies?

C. J.

Russie (Suite.)

Manifestations d'étudiants, révoltes de paysans, grèves et manifestations ouvrières, à tout cela viennent se joindre encore des actes de révolte individuelle. A Kiev, il s'est produit, il y a plusieurs mois, un fait dont le véritable caractère nous est montré par l'acte d'accusation publié dernièrement, l'accusé devant être jugé bientôt par un conseil de guerre. Un jeune ouvrier, appelé Tchepeguine, se précipita avec un couteau, dans un jardin public, sur le général Weisse, en criant : « Vive la sainte *révolution* ! » il n'opposa aucune résistance à son arrestation, criant seulement : « Mort à vous tous, vampires qui sucez le sang des ouvriers ! » A l'instruction, il explique qu'il se trouvait sans travail, dans une position désespérée et que la lecture de quelques proclamations et surtout du roman social-démocrate intitulé : *Le Vingtième siècle* (pauvres social-démocrates ; ils ont joué le rôle d'instigateurs à la propagande par le fait !) l'ont amené à la pensée qu'il faut réorganiser la société en exterminant les riches et les parasites. Ce fait isolé, indépendant de tout groupement, de toute propagande systématique, est intéressant parce qu'il montre, dans quelle direction commencent à travailler les esprits des ouvriers russes qui s'éveillent.

Récemment, un fait curieux, et jusqu'à un certain point comique, s'est produit dans ces *régions* éloignées à population si nombreuse et si peu sûre au point de vue gouvernemental. Le gouvernement russe, ne sachant exactement quel parti prendre, se jette tantôt dans une réaction à outrance, tantôt veut au contraire amadouer les révolutionnaires et apaiser les esprits. Dernièrement donc, l'aide du ministre de l'intérieur, qui est en même temps le chef de la police politique, entreprit de faire un voyage en Sibérie et de proposer aux nombreux étudiants qui s'y trouvent de rentrer dans les universités à condition de promettre de ne plus participer aux mouvements universitaires.

Le jour où il devait se trouver dans une ville, on y convoquait les étudiants distribués dans les villages voisins et le chef des gendarmes leur faisait des propositions au nom du gouvernement.

Dès les premières villes de la Sibérie occidentale, les étudiants ont répondu qu'ils ne demandaient pas mieux que de rentrer, mais sans condition. Plus loin, à mesure qu'on avançait vers l'Orient, l'accueil était de plus en plus hostile. Dans une petite ville les étudiants (au nombre de quarante) se sont réunis et ont décidé de ne pas se rendre à l'invitation ; le chef des gendarmes les a vainement attendus pendant quatre heures. Il avait déjà fait des concessions, car, après les premières entrevues, il proposait simplement de revenir, sans préciser les conditions.

Dans une ville très éloignée, à Iakoutsk, la petite colonie d'étudiants a fait une déclaration collective, en réponse aux paroles suivantes — plutôt vagues — du policier en chef : « Le ministre de l'intérieur m'a chargé de dire aux étudiants qu'il a formé le projet d'améliorer leur sort en les transportant ailleurs de la province de Iakoutsk. Ceux qui ne veulent pas aller au-devant de ces projets, n'ont qu'à rester là où ils sont ! » A quoi les étudiants ont répondu par la dépêche suivante au ministre : « Les soussignés, étudiants déportés dans la ville de Iakoutsk, ne voulant pas aller au-devant des désirs du gouvernement, préfèrent rester aux endroits qui leur ont été assignés (suivent les signatures). »

Italie.

Rome. — Les anarchistes italiens ont fait cette année de nombreuses démonstrations pour rappeler la pendaison de nos compagnons de Chicago en 1887. Pietro Gori a parlé à Milan, malgré l'interdiction de la police ; Pietro Calcagno a parlé à Rome, et d'autres compagnons en d'autres endroits. A Ravenne, plusieurs compagnons ont formé un cortège, et, en signe de protestation, porté une couronne de fleurs sur une tombe qui rappelle les martyrs de la liberté. La police avait interdit le cortège, les compagnons l'ont fait tout de même ; mais la police les dispersa par la force et en arrêta une douzaine qu'on traduisit en justice sous l'inculpation d'avoir crié : « Vive l'anarchie ! »

Ces démonstrations pour le 11 novembre ne doivent point faire croire aux compagnons de l'étranger que les anarchistes italiens tiennent beaucoup à ces commémorations platoniques ; ils comprendront notre action quand ils sauront que nous l'expliquons chaque fois comme une protestation et un contraste en face des fêtes monarchiques qui se font ce jour-là en Italie, pour l'anniversaire de la naissance du roi. Ainsi, la commémoration prend pour nous le caractère de démonstration antidynastique.

*
* *

Le gouvernement *libéral* qui a l'appui de Turati et de ses amis continue à nous flatter de ses caresses réactionnaires. Après l'effusion de sang de Candela et de Giarratana, c'est le tour des répressions policières. Pietro Calcagno est dénoncé aux persécutions des agents de la Sûreté publique qui l'empêchent de trouver du travail, et veulent le chasser, malade, de la cité. Pilade Caiani et Riego Cesari, deux compagnons qui sont au « domicilio coatto », écrivent des choses terribles sur les souffrances qu'on leur inflige là-bas. En même temps, à Milan, la semaine passée, on a saisi le *Cri de la foule* et le supplément publié par lui pour le 11 novembre.

Malgré tout, la propagande se poursuit activement et sans relâche. Certaines polémiques qui s'étaient élevées entre compagnons sont terminées, et le mouvement y gagne beaucoup. Pietro Gori continue sa tournée de conférences ; il en a déjà fait environ 200, dont plus des trois quarts sont de pure propagande anarchiste et révolutionnaire. Aristide Ceccarelli, Augusto Giardini, Giovanni Gavilli, Pasquale Binazzi continuent, eux aussi, à faire des conférences de propagande à travers l'Italie, accueillis partout avec sympathie. L'*Agitazione* s'est améliorée et a agrandi son format dans ses six derniers numéros, et un nouvel organe anarchiste s'est ajouté à ceux que nous avions déjà : l'*Intransigente*, de Lecce (Pouille). De plus, nous recevons de Londres la *Rivoluzione Sociale*, organe de réfugiés anarchistes en Angleterre.

Catilina.

Egypte.

Alexandrie. — Vous savez, nous avons eu le choléra. Je ne vous en ai jamais parlé, parce que je ne l'ai pas cru nécessaire. Mais maintenant que le mal asiatique va nous laisser — il faut que je vous en dise quelque chose par rapport à ce que nos camarades ont fait ici dans cette triste circonstance.

Déjà, avant que le choléra fit son apparition, de par l'initiative des anarchistes alexandrins et de plusieurs de leurs amis, avait été fondée l'*Association Internationale pour les secours d'urgence*, dont on sentait ici l'extrême nécessité. Cette association — ainsi que l'indique son titre — a pour but d'apporter les premiers secours, en attendant le médecin, aux blessés et à d'autres individus qui se trouvent en condition d'en avoir besoin. En apportant ces secours, les membres de l'Association ne font aucune question de race, de religion, ni de nationalité. L'Association a un comité directeur, auquel est annexée une commission médicale. Beaucoup de personnes en font partie, outre nos camarades.

Or, cette association, dans la circonstance du choléra, a démontré toute sa bonne volonté, toute son activité, tout son désintéressement. Elle s'est immédiatement mise à la disposition des différentes sociétés de bienfaisance de la ville. Une escouade de vingt-six volontaires a prêté ses services à la Bienfaisance italienne, nuit et jour. Un de ces volontaires, le camarade Pilade Fiaschi, a contracté la maladie, pour avoir assisté une cholérique. Il est guéri et il a repris le service. Tout le monde a été très satisfait de tout ce que nos volontaires ont fait pour assister les cholériques.

Maintenant le choléra est presque fini ; mais, nonobstant, l'escouade des volontaires n'a pas cessé de se rendre utile.

Quant à l'Association dont je viens de vous parler, elle s'organise de jour en jour toujours mieux. Un des docteurs qui composent la commission médicale va commencer à donner des leçons sur les secours d'urgence. Ces leçons seront données à l'Université Populaire Libre — une autre institution celle-ci, qui a été fondée par nos camarades et leurs amis.

*
* *

D'un autre côté, nous nous occupons beaucoup du mouvement ouvrier. Je vous ai dit déjà que nous avons fondé, à ce sujet, l'*Operaio*, un journal hebdomadaire, qui est arrivé à son dix-septième numéro. Ce journal, accueilli avec faveur par le public ouvrier ou non, a le mérite de réveiller la conscience des travailleurs égyptiens. En effet, nous voyons que nos idées pénètrent peu à peu dans la masse. Nous espérons fort bien que notre incroyable travail de patience, auquel donne tout son cœur et toute son énergie spécialement le camarade Pierre Vassi, apportera ses bons fruits.

Roberto d'Angio.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon.— Dimanche, 28 décembre, salle Jules, 6, boulevard Magenta, soirée familiale, à 8 h. 1/2. Causerie par le camarade Albert Bloch ; sujet traité : La philosophie naturelle.

Partie concert avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires. Tombola gratuite ; nombreux lots.

Vestiaire : 0 fr. 30 ; entrée gratuite pour les dames et les enfants.

*
* *

Les Causeries populaires du XIe, salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 31 décembre, à 8 h. 3/4, Croquemitaine et la science (IIe), par Paraf-Javal.

*
* *

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Lundi et vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard.

*
* *

Romans. — *Coopération des idées*, Université Populaire de Romans et Bourg-de-Péage :

Réunion samedi 27 décembre 1902 au siège social, café Rochedieu, 30, place Jacquemard.

Ordre du jour :

1° Causerie sur les grèves et leur répercussion économique ;

2° De la transformation sociale ;

3° Science : La Terre.

N.-B. — Les camarades de Romans, Valence et Grenoble, détenteurs de livres, brochures de notre bibliothèque, sont priés de nous les faire parvenir au plus tôt.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs ! roman social, par J. Grave ; franco, 2 fr. 75.

Autour d'une vie, par Kropotkine ; franco, 3 fr.

Les Aventures de Nono, J. Grave, 2 fr. 75.

La Colonne, Descaves, 2 fr. 75.

Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais ; franco, 3 fr. 20.

Guerre-Militarisme, recueil des meilleurs morceaux de nos suppléments ; pris dans nos bureaux, l'édition illustrée, 7 fr. 50 ; franco, 8 fr. 10.

Edition de propagande, 2 fr. 50 ; franco, 3 fr. 10.

Ces prix sont pour nos seuls abonnés et lecteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction Mardrus, tome XII, 7 fr., chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Modifications à apporter à la loi de 1897 sur l'instruction criminelle. — Le divorce par consentement mutuel ; deux brochures, par H. Coulon, librairie Marchal et Billard, 27, place Dauphine.

Pas de chance, monologue, par A. Cuche ; broch., 0 fr. 25 aux *Feuilles d'automne*, 12, rue d'Aligre.

Que faire ? (en russe), tome VIII des œuvres complètes, interdites en Russie, de Tolstoï, à Christchurch, Hants, Angleterre.

Emile Zola, par Maurice Le Blond ; 1 broch. 0 fr. 50 au *Mouvement socialiste*, 10, rue Monsieur-le-Prince.

Etude d'économie sociale, par E. de Masquard ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fischbacher, 33, rue de Seine.

AVIS

Nous recevons journellement des demandes de bouquins avec paiement plus ou moins immédiat.

Nous avons déjà expliqué que nous étions forcés de payer les volumes en les prenant chez l'éditeur. Si nous voulions nous mettre sur le pied de répondre aux demandes de cette sorte, c'est quelques centaines de francs qu'il nous faudrait avoir ainsi dehors, et certains de nos correspondants ont l'air de se formaliser lorsque nous insistons pour que le montant des bouquins accompagne chaque demande.

Arrivant péniblement à arracher chaque semaine l'argent nécessaire à l'apparition du numéro, il nous est impossible d'ouvrir des crédits pour la librairie.

POUR LA PROPAGANDE

Le camarade Fourdrinier met en vente, pour être partagé entre les *Temps Nouveaux* et le *Libertaire* : la collection du *Supplément* des *Temps Nouveaux*, *L'Ouvrier des Deux-Mondes*, et le *Mémoire de la Fédération jurassienne*, le tout relié, au prix de 40 fr.

LES LITHOGRAPHIES

La série est enfin terminée. L'imprimeur vient de nous livrer la dernière, de Roubille, qui servira de frontispice à ceux qui veulent garder la collection en carton.

Elle est en vente au prix de 1 fr. 10 franco.

Nous avons dix collections du tirage ordinaire que nous avions mises en réserve et cinq de tirages d'amateurs qui sont vendues, dans un carton, 75 fr. les premières, 150 fr. les secondes.

PETITE CORRESPONDANCE

F., à Amiens. — Nous n'insérons pas de petite correspondance étrangère aux affaires du journal.

A. B., à Marseille. — Voyez ci-dessus.

L., à Arcachon. — En effet, nous avons fait erreur.

P. G., à Spring-Valley. — Bien reçu le mandat d'octobre (12 fr. 60). S'il n'a pas été annoncé, c'est un oubli.

Un anarchiste. — Tout cela, c'est le système des concessions. Une fois le pied mis dedans, on ne sait plus lorsqu'on s'arrêtera.

M., à Binche. — Oui, vous pouvez envoyer, comme échantillons sans valeur. — Je vous envoie 8 numéros.

Reçu pour la famille Liebenguth : Un camarade, 2 fr.

Reçu pour le journal : T., aux Issers, 0 fr. 45. — Un ami, 2 fr. — Un camarade, 2 fr. — F., au Mans, 5 fr. — G. H., à Tully, 0 fr. 60. — Svoboda, 1 fr. — Merci à tous.

B., à Remiremont. — B., à Chaumont. — J. J., à New-York. — J., à Barcelone. — D., à Vélines. — S., à Lyon. K., à Gmund. — S., à Choumen. — L., à Nantes. — A. C., à Marcilly. — L., à Hodimont. — C., à Reignac. — G., à Spring Valley. — B., à Fleurier. — P., à Mouy. — L., au Havre. — A., à Dinmont. — L. B., à Nantes. — E. R., à Sciez. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue 7

HUITIÈME ANNÉE N° 36 DIX CENTIMES DU 3 AU 9 JANVIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Grâce au concours empressé de quelques camarades, nous paraissons cette semaine, et pouvons même donner le supplément. Mais les numéros précédents ayant dévoré à l'avance la vente du mois que nous ne toucherons que la semaine prochaine, il y a des chances pour que la crise se renouvelle ce mois-ci.

* *

La brochure de la Mano Negra *est prête, et va être expédiée à ceux qui en ont demandé. En la laissant au prix annoncé, nous avons tablé sur quelques souscriptions promises, car elle nous coûte plus cher.*

Nous prions les amis d'activer les demandes afin de savoir à quel chiffre doit être fixé le tirage.

Le cent, franco : 4 fr. — Les cinquante : 2 60. — L'exemplaire : 0 10.

LA LIBERTÉ D'OPINION

Faute d'individus pouvant y consacrer leur temps, le groupement que nous avions essayé de former s'est disloqué ; mais les raisons qui nous avaient fait prendre cette initiative n'en subsistent pas moins. Tous les jours il y a des abus d'autorité, tous les jours il y a des camarades, venant, pour une raison ou pour une autre, nous demander de faire œuvre de solidarité autrement qu'en paroles ou en manifestes.

Encore la semaine dernière, il s'est présenté deux cas où nous n'avons pas pu faire tout ce qui aurait été nécessaire.

Il s'agissait d'un camarade expulsé qui n'avait pas l'argent nécessaire pour gagner Londres, et d'un déserteur étranger venant nous demander si, devant l'indifférence des groupes où il s'est présenté, il fallait qu'il allât ou rejoindre son corps, ou s'engager dans la « légion étrangère »?

Si nous avions de l'argent au journal, nous ne demanderions rien à personne. Mais, vu notre propre situation financière, nous rappelons aux camarades que si le groupe la Liberté d'opinion n'existe plus que nominalement, les camarades n'en ont pas moins pris l'habitude de venir s'adresser à nous. Puisque, jusqu'à présent, il ne s'est trouvé parmi les anarchistes aucune initiative pour y suppléer, nous rappelons à tous que nous avons une souscription toujours ouverte, sous la rubrique Liberté d'opinion : aide aux détenus et analogues.

J. Grave.

A UN CHAMPION DU DROIT

Citoyen Jaurès,

Vous avez fait, l'autre dimanche, une conférence solennelle sur « La justice dans l'humanité ». Malgré tout mon désir, je ne pus m'y rendre. Et, bien sincèrement, je le regrette. D'abord parce que, admirateur de votre éloquence si directement pénétrante et fort épris de l'intellectualisme hautement idéaliste de votre philosophie sociale, je demeure convaincu d'avoir été privé d'un véritable régal. Ensuite, il est une question que, si j'avais été présent, je n'aurais pas manqué, vu la circonstance et le sujet traité, de vous adresser — si toutefois la foule jalouse de vos auditeurs m'eût laissé la formuler.

Cependant rien n'est perdu : cette question, sur laquelle de malencontreuses interruptions eussent peut-être gêné notre entente, je puis vous la poser ici en toute liberté, et vous aurez, j'en suis sûr, une égale latitude pour y répondre. N'ayant, chez nous, ni dogmes ni pontifes, nous ne redoutons nulle contradiction et nous n'étouffons point, nous, les voix adverses sous un tumulte d'injures et de calomnies.

Puisque vous parliez de la justice, c'est avec beaucoup d'à-propos que je vous aurais questionné sur la mise en pratique au particulier des théoriques généralités que vous développiez avec tant d'ampleur. Je vous aurais demandé, et je vous demande aujourd'hui, de répondre catégoriquement à cette question : « *Que comptez-vous faire à propos de l'affaire de la Mano Negra?* »

Vous me rendrez cette justice que jamais je ne me suis associé aux attaques plus ou moins justifiées auxquelles votre personnalité a été quelquefois en butte. J'ai toujours réprouvé les formes violentes de polémique et particulièrement les polémiques de personnes. Si parfois j'ai émis quelque critique sur tel de vos actes ou telle de vos paroles, je l'ai toujours fait — et sans peine d'ailleurs, puisque telle était mon intime conviction — en mettant hors de doute votre entière bonne foi et votre loyauté.

Aussi ma question ne cache-t-elle point un piège. Un des premiers vous avez été personnellement informé de l'incroyable ignominie que fut le complot policier de la *Mano Negra;* des détails, des documents vous furent fournis; depuis deux mois, nous ne cessons de faire appel à tous les hommes que l'injustice révolte, pour nous aider à sauver ces innocents qui, depuis vingt ans, endurent au bagne le pire des martyres de par la haine de la bourgeoisie espagnole; quelques-uns ont répondu, mais leurs cris indignés sont encore épars. Et vous, vous dont la voix eût suffi à mettre en branle les militants du parti socialiste, si hiérarchiquement discipliné qu'on y modèle servilement sa conduite sur celle des chefs de file, vous dont l'exemple eût peut-être ainsi provoqué un mouvement cohérent et efficace d'opinion, vous vous renfermez dans le silence le plus obstiné!

On me dit que les victimes de la machination policière de la *Mano Negra* sont des adversaires politiques, qu'à ce titre ils ne vous intéressent point et que vous ne consentiriez pas à faire cause commune avec leurs amis pour tâcher de mettre un terme à leurs tortures.

Je ne le crois pas. Je me refuse à croire que votre cœur soit à ce point étroit que, pour qu'il vibre, il faille que l'injustice porte exclusivement sur des coreligionnaires ou sur d'éventuels électeurs.

D'ailleurs, vous avez bien prouvé le contraire. Quel zèle n'avez-vous pas déployé en faveur de Dreyfus, d'abord pour démontrer son innocence, ensuite, cette innocence démontrée, pour le tirer du bagne? Nous avons encore présentes à l'esprit les pages remarquables par leur dialectique irréfutable et leur éloquence persuasive que vous écriviez alors.

Et cependant Dreyfus était rien moins que socialiste. C'était un officier, un patriote chauvin, imbu de ce patriotisme odieux pour qui la gloire d'un pays s'évalue au succès de ses massacres ; c'était un bourgeois riche, plein des préjugés de sa caste et de son aversion à l'égard du peuple. C'était plus qu'un adversaire politique, c'était un ennemi social.

Sans scrupule, en temps de troubles il vous eût fait fusiller sommairement; il eût joué, sans remords aucun, le rôle des Mac-Mahon et des Galliffet... En temps de révolution, citoyen Jaurès, les anarchistes, qui ne sont que des adversaires politiques, ne fusilleraient pas les socialistes; ils se contenteraient de veiller à ce que personne, ni eux ni d'autres, ne s'empare du pouvoir. Est-ce plus grave, comme on me le fait observer, parce qu'avec ces derniers il n'est point d'accommodement possible?...

Peut-être n'ajoutez-vous aucune créance aux machinations policières qui vous ont été révélées et croyez-vous à l'existence et aux méfaits de la prétendue société secrète dite de la *Mano Negra?*

Vous n'ignorez pas cependant les mœurs de cette société espagnole qui se pâme d'aise aux courses de taureaux. Vous connaissez la mentalité de ce pays sur lequel pesa officiellement le règne odieux de l'Inquisition jusque dans les premières années du dix-neuvième siècle. Vous avez aussi entendu parler, j'imagine, de l'affaire de Montjuich et de ses atrocités : privation de sommeil, fustigations, lacération de chairs, torsion et écrasement des testicules, casque électrique enserrant le crâne et tuant peu à peu le cerveau. Vous rappelez-vous tout cela?

Mais peut-être n'y avez-vous pas cru non plus. Moi aussi, citoyen Jaurès, quand nous parvinrent les premières révélations de ces faits, je doutai. Même malgré les lettres reçues aux *Temps Nouveaux* et émanant de la prison de Montjuich et de la main même des torturés, je ne pouvais m'empêcher de croire à une grande exagération. Il me semblait impossible qu'à notre époque il pût se passer des choses pareilles dans un pays ayant quelque prétention à la civilisation.

Je dus me rendre à l'évidence, quand nous reçûmes la visite de l'un des martyrs échappé aux griffes des monstres. C'était le malheureux Gana, mort aujourd'hui. Il nous montra les

cicatrices encore fraîches dont il était marqué, les traces des coups de fouet zébrant son dos, ses ongles arrachés, la hernie que les gardiens de la prison avaient provoquée en lui dansant sur le ventre. Il nous dit son supplice, comment il avait dû marcher sans interruption dans sa cellule durant huit jours et huit nuits consécutifs. « Si, épuisé de fatigue, disait-il, je tombais, on me relevait à coups de fouet. Si les coups de fouet étaient insuffisants, on m'administrait un cordial et, quelque peu ranimé, je reprenais mon va-et-vient. A la fin, je me sentais devenir fou; j'avais des hallucinations, je voyais sortir des murs des monstres prêts à me dévorer. » Et il ajoutait avec une simplicité qui donnait le frisson : « Ce n'est pas moi qui ai le plus souffert »...

Ayant vu cela, Jaurès, non seulement j'estime vraisemblable l'infamie de la *Mano Negra*, mais je demeure convaincu que les choses ont dû se passer telles que les racontent les lettres publiées, ces jours derniers, par les *Temps Nouveaux*. Vous savez quelle terreur l'Internationale inspira à la bourgeoisie; et, vous aussi, transfuge de cette classe abjecte et lâche, vous n'ignorez pas de quelle férocité elle est capable pour se venger quand elle a eu peur. Vous pouvez donc en toute sécurité, sans crainte d'ajouter foi à un roman fabuleux, tenir pour vraies les protestations des forçats espagnols, frappés jadis comme membres de l'Internationale.

C'est pourquoi, à vous qui maintenant êtes averti et documenté, à vous qui pouvez beaucoup pour déterminer un mouvement d'opinion parmi les socialistes, je vous pose cette question : « *Que comptez-vous faire à propos de l'affaire de la Mano Negra?* »

Vous avez tribune ouverte dans un quotidien qui, s'il est presque en totalité composé de faiseurs ambitieux et méprisables, n'oserait cependant vous imposer silence. De plus, vous êtes doué de cette précieuse éloquence qui attire en foule les auditeurs et fait, à chaque invite, salle comble. Tous les moyens donc vous sont ouverts pour faire sourdre dans les profondeurs du grand public un de ces courants grandissants d'indignation qui en imposent aux gouvernements et leur font lâcher prise dans la perpétration de leurs crimes.

Qu'attendez-vous? Une cause juste entre toutes, la réparation d'une abominable injustice vous sollicitent, vous l'apôtre de la « justice dans l'humanité » et vous refuseriez votre concours? Voyons, Jaurès, détournez un instant votre esprit, qui s'y absorbe par trop, de l'étroite impasse des stériles combinaisons politiques et qu'il embrasse de nouveau le vaste champ de la cause humaine. Dreyfus sauvé, il y a encore à faire. Que votre pensée, s'y arrêtant quelque peu, se représente le sort effroyable de ces hommes dont le seul crime fut d'avoir compris leur devoir de solidarité internationale. Dreyfus ne fit que cinq années de bagne et son cas souleva une indignation universelle. F. Prieto, Cristobal Duran, S. Moreno, L. Ortega, etc., non moins innocents, y sont depuis vingt ans. Vingt ans! leur vie est désormais perdue! Vingt ans de tortures inouïes, physiques et morales, d'attentes et de déceptions alternatives, se perdant peu à peu dans le douloureux et veule renoncement d'une résignation poignante! Et aujourd'hui, alors qu'à nos premiers appels une lueur d'espoir a filtré dans leur tombe vivante, les réveillant de leur morne abattement, que leur soit épargné le suprême désespoir de la voir s'évanouir à jamais. Que ces lamentables naufragés de la tourmente sociale n'endurent pas l'affreux supplice de voir s'éloigner, indifférente à leurs appels, la voile un instant apparue à l'horizon!

Songez-y, citoyen Jaurès! Voudriez-vous contribuer à une pareille cruauté? Non, n'est-ce pas? Et le sort de ces malheureux ne vous semble-t-il pas, tout autant que celui de Dreyfus, digne d'une intervention?

Dites, encore une fois, que comptez-vous faire?...

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

Quand on arrêta Mme Humbert, elle dit : « Pour l'amour de Dieu, ne me séparez pas de ma fille! »

Mme Humbert croit en Dieu, et elle en a l'amour.

Je m'en doutais.

En prison, Mlle Humbert demanda l'*Imitation de Jésus-Christ*. Le dimanche, elle et sa mère allèrent entendre la messe dans la chapelle, et elles suivirent l'office avec une grande ferveur; rue Ferraz, Mme Humbert édifiait sa concierge et se prosternait souvent devant une statue de l'Immaculée-Conception qu'elle avait dans son appartement.

Mme Humbert croyante, me rappelle un autre croyant qui, lui aussi, eut son heure de célébrité universelle : le commandant Esterhazy.

Dans sa lettre au commandant Carrière, il écrivait : « ... Dieu, à qui je crois de toute mon âme! »

Esterhazy et Mme Humbert ont une âme, et de toute cette âme ils croient en Dieu.

⁂

Commencement du procès des insurgés arabes de Margueritte, à la cour d'assises de Montpellier.

Pourquoi les juge-t-on en France, et non à Alger? Pourquoi les a-t-on amenés en France en plein hiver? Ils tremblent de fièvre et de froid, disent les journaux. Pourquoi les a-t-on laissés près d'un an et huit mois en prévention? Tout cela semble avoir été combiné en vue de les démoraliser et de leur ôter l'énergie de se défendre.

Ils sont 106 accusés, presque tous ouvriers agricoles, journaliers; un seul est étudiant. Les journalistes nous les représentent comme des loqueteux. Le principal accusé, Yacoub, a dit : « Plus de la moitié de ceux qui sont sur ces bancs n'étaient pas parmi nous au moment où se sont passés les faits. » Il a dit encore : « Les Français veulent nous prendre le peu de terre qui nous reste et sur laquelle sont construites nos habitations. Ceux chez qui nous travaillions nous frappaient, nous malmenaient. »

Remarquons que ces gens si féroces laissaient la vie sauve à tous ceux qui voulaient bien répéter la formule : « Allah est Dieu, et Mohammed est son prophète. » Cela n'est pas bien méchant. Que les soldats français ne se sont-ils bornés à cela, en Chine!

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — A Marseille, il y a actuellement, victimes de la grève, 5 ou 600 inscrits maritimes dont le cas est vraiment fort intéressant.

Grâce à une loi qui régit l'embauchage de ces travailleurs, ceux-ci sont considérés comme « déserteurs » et les Compagnies ont déposé contre eux une plainte en ce sens.

La « justice », si justice il y a, n'est ici qu'un prétexte à « chantage » de la part des Compagnies de transport.

En effet, celles-ci se déclarent prêtes à retirer la plainte collective déposée contre les « inscrits », si ceux-ci allient leurs efforts à ceux des Compagnies pour que le gouvernement ne fasse pas payer, comme il en a manifesté l'intention, les frais occasionnés et la solde des matelots de l'Etat mis au service des compagnies pour assurer les transports lors de la grève.

La loi et la justice — égales pour tous, à ce qu'il paraît — ne résident plus ici que dans une question de gros sous. Si l'Etat ne fait pas payer, la « loi » ne sera pas appliquée; par contre, si l'Etat maintient ses prétentions, les « grévistes » seront poursuivis... et condamnés, cela va sans dire.

Si un particulier tentait un tel chantage, il ne tarderait pas à être poursuivi, mais les Compagnies de transports sont puissantes et leurs directeurs de très gros bonnets.

Et la loi est égale pour tous, paraît-il!

⁂

Les travailleurs de Saint-Junien, qui avaient déjà été fort éprouvés par la grève des mégissiers de l'an dernier, n'entendent pas cette fois se laisser rouler sans au moins avoir montré à leurs exploiteurs que la mesure est à son comble.

Aussi, au calme des premiers jours — où les malheureux, croyant à la bonne foi de leurs maîtres, espéraient encore un arrangement à l'amiable — a-t-il succédé une période d'agitation. Ne trouvant pas de salle pour se réunir, les grévistes tiennent leurs réunions dans la rue devant le siège du syndicat.

L'autre jour, après une de ces réunions, une manifestation à travers la ville a été organisée et une aubade d'un genre spécial a été donnée aux patrons les plus intraitables. Le patron-maire de Saint-Junien Codet en a eu largement pour son grade et peu s'en est fallu que les grévistes ne prissent sa maison d'assaut. Ils se sont contentés, faute de mieux, de la priver de carreaux pour quelques jours.

Bien entendu, la gendarmerie a donné, et des charges ont été exécutées au cours desquelles quelques émeutiers ont été plus ou moins blessés. Les gendarmes, il est bon de le dire, en ont eu aussi pour leur part.

L'armée, depuis, est venue renforcer la police et, paraît-il, le maintien de « l'ordre » est assuré.

Le patron, maire radical socialiste et très « défense-républicaine », ne pouvait agir autrement.

P. Delesalle.

⁂

La journée de 8 heures va être mise à l'essai dans l'un des services de la manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne. J'espère que cette mesure ne tardera pas à être appliquée à l'établissement tout entier, en attendant mieux.

La journée de 8 heures n'est qu'une réforme et, à ce titre, elle sert trop souvent de réclame électorale pour obtenir les voix des ouvriers des centres. Cependant deux heures de moins à l'atelier, c'est deux heures de plus de liberté, de grand air et de loisir pour lire et s'instruire; et c'est pour cela que j'ai du plaisir à constater que bientôt elle sera un fait accompli.

Les ouvriers matriculés de la manufacture se sont réunis jeudi à la Bourse du Travail et, à l'exemple de leurs collègues de Tulle, Bourges, se sont constitués en syndicat professionnel et ont décidé d'adhérer à une fédération nationale de syndicats similaires.

Hier, samedi, à la Bourse du Travail a eu lieu la réunion des bureaux de tous les syndicats et de délégués de l'administration de la Bourse. Le but est d'opérer la fusion des syndicats doubles. J'ignore quel en a été le résultat.

Galhauban.

Russie.

Une grève monstre à Rostov-sur-le-Don. — Le 17 novembre, plus de quatre mille ouvriers travaillant dans les ateliers du chemin de fer de Wladicaucase se sont mis en grève. Bientôt les ouvriers des fabriques et des usines de cette localité se solidarisèrent avec les grévistes, si bien qu'au bout de huit jours leur nombre fut très inquiétant. Accompagnés de leurs familles qui faisaient monter la foule à près de vingt mille personnes, les grévistes se rendaient tous les jours sur une montagne, dans les environs de la ville, et dont la situation géographique ne laissait pas libre accès aux troupes ni à la police. Là, en plein air, protégés par la nature elle-même, des orateurs qui sortaient de la foule, prenaient la parole pour exposer librement devant elle la portée sociale du mouvement ouvrier et son rapport intime avec le régime actuel en Russie. Dès que l'orateur faisait un geste de sa main pour faire comprendre qu'il voulait parler, toute cette foule s'immobilisait dans un profond silence, tâchant de ne pas perdre un seul mot du discours.

La réunion du dimanche imposait surtout par le nombre de l'assistance à laquelle se joignirent aussi les intellectuels de la ville. L'étroite vallée au pied de la montagne et les deux pentes de celle-ci furent entièrement couvertes de monde. Au sommet, un jeune ouvrier exposait sa thèse en termes clairs et précis, avec une logique admirable. Ces grandioses réunions, qui se tiennent librement sous les yeux de la gendarmerie et des cosaques paradant tout autour, impuissants à disperser l'auditoire, produisent une vive émotion parmi la population.

Cependant, des troupes ont été mandées ; l'ataman (qui dans cette province peuplée de cosaques tient lieu de gouverneur) et plusieurs hauts personnages du ministère des voies publiques sont arrivés sur les lieux.

Le huitième jour de la grève, il y eut plusieurs charges de cavalerie et de cosaques, qui, armés de nagaïks, de sabres et de lances, s'acharnèrent sur la foule, faisant de nombreux blessés. Celle-ci leur a tenu tête et a riposté à leurs coups par des coups de pierres ; enfin, elle les a forcés de battre en retraite. Les grévistes étaient en train de se disperser, lorsque arrivèrent les fantassins qui, sans sommation aucune, tirent feu sur eux, faisant sept morts, blessant grièvement douze autres ouvriers. Les grévistes ne laissèrent pas enlever leurs morts et le lendemain ils tinrent une nouvelle réunion. La police les laissa faire, se contentant de former un cordon autour de la montagne, afin de les empêcher de marcher sur la ville.

Le Comité des social-démocrates du Don a lancé une proclamation, dans laquelle il dit que désormais les ouvriers doivent être prêts à faire face à un autre ennemi encore, qui est l'*absolutisme*.

M. E.

République Argentine.

Buenos-Ayres. — J'ai la satisfaction de vous faire savoir que, depuis ma dernière communication, il s'est produit des événements très importants, comme vous le verrez par la suite, et qui indiquent clairement, à mon avis, le changement survenu dans les esprits.

Tout d'abord, les instituteurs de la province d'Entre-Rios ont montré quelques velléités d'insubordination et menacé de se déclarer en grève, si le gouvernement ne leur payait pas leurs appointements (14 mois en retard). Ceci se passait au mois de septembre et depuis, nous n'avons plus rien su à ce sujet, ce qui porte à croire qu'il leur aura été payé au moins une petite partie de la dette. Quoique ce n'était pas un mouvement franchement social, il convient de remarquer que ce fait ne s'était pas produit auparavant ; donc, c'est un symptôme qui n'est pas à dedaigner.

Ensuite, la « Fédération des arrimeurs » avait envoyé une circulaire aux exportateurs, importateurs et aux agents maritimes, en date du 10 septembre, leur communiquant que dès le 1er novembre les arrimeurs *refuseraient de charger et décharger* les navires, si ce n'était aux poids établis de :

Sacs de sucre	70 kgs.	*maximum*
Sacs de blé	70	—
Ballots de viande salée (tasajo)	70	—
— de laine non pressée..	70	—
Balles de laine (pressée)......	450	—
Paniers de charbon	60	—

Les poids établis jusqu'alors étaient les suivants :

Sacs de sucre................	100 kgs.		
Sacs de blé..................	90	jusqu'à	120 kgs.
Ballots de viande salée (*tasajo*)	110	—	130
— de laine non pressée..	120	—	150
Balles de laine (pressée)......	700	—	1.000
Paniers de charbon	80	—	90

Il paraît que les exportateurs avaient nommé une commission pour s'entendre avec les ouvriers. Ladite commission a cru devoir dédaigner la communication et n'a rien fait, pensant que la menace des ouvriers n'était pas sérieuse. Résultat : grève des arrimeurs le 1er du courant. Ce n'est qu'alors que les démarches ont été entreprises et comme, d'après ce que l'on dit, il y a des hommes assez intelligents, parmi les exportateurs, pour comprendre leur convenance, devant l'attitude décidée et unanime des ouvriers, ils ont commencé par demander un délai d'un mois, offrant un surplus de salaire à ceux qui travailleraient dans ces conditions, proposition qui a été repoussée ; ensuite ils ont demandé huit jours et finalement on leur avait accordé quatre jours, après lesquels les arrimeurs avaient repris leur travail dans les conditions *exigées* par eux ; donc, gain de cause facile.

En même temps, les ouvriers de la fabrique de papier « La Argentina », de Zarate, et ceux de la fabrique « Las Palmas Produce C° Ltd », de Campana, s'étaient également déclarés en grève et elle continue encore. Dans les deux endroits, il y a eu des morts et des blessés, car ici comme partout, dame police est toujours aux ordres des possédants.

Il y a trois jours, les ouvriers qui travaillent au « Mercado Central de Frutos » se sont également déclarés en grève, réclamant un salaire de quatre piastres par jour, au lieu de trois, et neuf heures de travail au lieu de dix et demie. Les ouvriers des « barracas » (entrepôts de laine, charbon, bois, fers, etc.) ont réclamé les mêmes conditions et cessé le travail également.

Le gouvernement ayant envoyé des pompiers et des manœuvres de la douane pour remplacer les grévistes, la « Fédération des arrimeurs » et les charretiers ont déclaré la grève hier au soir. Ce qui fait à l'heure actuelle : 4.000 arrimeurs, 7.000 charretiers, 3.000 manœuvres du « Marché Central de Fruits » et des entrepôts en grève à Buenos-Ayres, sans compter les arrimeurs de Montevideo, Rosario, Balna, Blanca, Colastiné, Pavana, Villa Constitucion, San Nicolas, Zarate, Campana et autres ports du Rio Parana et de l'Uruguay qui auront probablement fait de même au moment où je vous écris.

Je garantis que le nombre des grévistes indiqué plus haut n'est nullement exagéré, au contraire.

Ce qui fait espérer un succès, tout relatif qu'il soit, pour les prolétaires, c'est l'union et la concorde qui règnent parmi les corporations citées et surtout l'absence des politiciens que l'on croirait disparus de la scène, tant leur silence est profond.

On reste abasourdi en voyant les mesures que les gouvernants veulent prendre pour enrayer le mouvement, pour arrêter la marche du flot qui s'avance. Leur inconscience est telle qu'ils croient qu'une loi dite « loi de résidence », qui permette à la police d'expulser du territoire les « meneurs » étrangers suffira pour que tout rentre « dans l'ordre ». Néanmoins, cette loi n'a pas encore été soumise à l'approbation du Congrès, car les ouvriers ont fait savoir au gouvernement que s'il la soumettait, la grève générale se déclarerait immédiatement ; donc il est possible que cette nouvelle « loi scélérate » soit repoussée, quoique sur ce point on ne puisse guère être optimiste.

Vu la gravité du moment actuel, il est probable que la Fédération des arrimeurs publiera une feuille quotidienne sous la direction de notre camarade Alberto Ghiraldo, le directeur de la vaillante revue *El Sol*, parce que les journaux bourgeois ne sont jamais disposés à publier que ce qui leur convient, et comme il leur convient, faussant les faits et les dénaturant avec une impudence sans pareille.

Dans le n° 45 de l'*Humanité Nouvelle*, correspondant au mois d'octobre écoulé, il y a une étude très consciencieuse et parfaitement exacte de Manuel Ugarte sur les facteurs qui déterminent notre milieu ambiant. Je vous en recommande la lecture, car vous pourrez ainsi mieux apprécier les faits qui se déroulent.

Nous sommes donc assez loin de l'apathie qui se manifestait dans ces derniers temps. L'avenir est gros de menaces et de promesses. Qu'adviendra-t-il ? Les circonstances en décideront. Dans tous les cas, il est probable que lorsque celle-ci nous parviendra, vous aurez reçu des nouvelles télégraphiques de quelque importance. Souhaitons que le gouvernement commette assez de bévues pour permettre enfin aux gens de voir clair.

Buenos-Ayres, le 21 novembre 1902.

X.

Espagne.

Dans un des derniers numéros des *Temps Nouveaux*, vous avez demandé aux lecteurs de vous adresser les faits, intéressants pour la Rédaction, qu'ils pourraient trouver dans telle ou telle feuille. Voici ce que je lis, ce soir, dans *El Liberal* (1), de Madrid, que j'ai acheté par hasard :

EXPULSION D'ANARCHISTES.

« Une note émanée hier du ministère de l'Intérieur « dit, en parlant de l'arrivée à Cadix des anarchistes « espagnols expulsés de la République Argentine, « que cette expulsion est la conséquence de l'attitude prise de concert par toutes les nations qui « sont en train de se débarrasser de ces éléments « (anarchistes).

« La note ajoute que le gouvernement espagnol, « de son côté, ne se désintéresse pas de la question « et qu'il prendra telles mesures propres à contenir « les anarchistes espagnols rapatriés, tout en expulsant d'Espagne les anarchistes étrangers.

« En outre, M. Maura a adressé une circulaire « aux préfets, pour leur rappeler la nécessité de « contrôler les étrangers avec toute la rigueur nécessaire, afin d'être à même d'exercer une sur- « veillance continuelle. »

Svoboda.

(1) Numéro du samedi 20 courant, arrivé ce jour à Paris. — C'est la réponse à la correspondance de l'Argentine, ci-dessus.

Suisse.

Le typhus dans l'armée. — Quelques décès se sont déjà produits parmi les militaires ayant pris part aux manœuvres du IVe corps et qui ont été atteints du typhus. Lundi est mort à l'hôpital de la Bourgeoisie, à Berne, le premier lieutenant du bataillon 39. Cet officier était rentré très malade du rassemblement de troupes. Chez lui, on constata qu'il avait le typhus et on le transporta à l'hôpital. Il avait 32 ans. A l'infirmerie de Berthoud est mort le caporal Æbi, du bataillon 37. Dix hommes sont encore en traitement dans cette infirmerie.

(*La Tribune*, octobre 1902.)

*
* *

La Liberté, de Fribourg, annonce que le rédacteur Schaeubli, à Bassersdorf (Zurich), vient de dénoncer au ministère public, comme coupable de prévarications dans sa charge de préposé aux poursuites, l'ancien conseiller général Hauser, à Stadel (Zurich). Le ministère public a accueilli la plainte.

(1er novembre 1902.)

*
* *

Genève. — Il y a quelques mois, une employée du Bureau des Postes, à Plainpalais, remettait les lettres destinées à la Russie, au consulat du tsar, à Genève (?).

Aussi il est possible de comprendre pourquoi un envoi de livres, expédiés de Plainpalais à un étranger — un Russe — habitant à deux kilomètres de cette localité, n'est arrivé à destination que 14 jours (quatorze jours) après avoir été consigné au Bureau de Poste.

*
* *

M. Mermorid a été arrêté, passé à tabac, emprisonné, fourré dans le panier à salade et expédié à Annemasse (Haute-Savoie). Les policiers le chargeaient de fausses accusations, et la fausseté de ces accusations a été si bien établie, que, par crainte de complications, le Conseil d'État a dû — et, de suite — casser l'arrêt d'expulsion, pris le dernier jour de la grève.

La santé de M. M... est, actuellement, gravement atteinte.

(20 octobre.)

États-Unis.

Les exploits de la soldatesque en Amérique :

A Rosslyn, près de Washington, dans la nuit du 25 juin, les soldats de Fort Myer démolirent la maison de James Geary. Ils étaient 150. En un quart d'heure, les meubles furent mis en pièces et la maison dévastée. — Il y avait cinq personnes dans la maison, quand les soldats l'attaquèrent. Elles s'enfuirent par une porte de derrière et s'échappèrent sans blessures, sauf Thomas Muntz junior, qui reçut une balle à la tête et une autre à la main. — Cet assaut avait été provoqué par l'attaque dont un simple soldat avait été victime de la part de personnes en embuscade. Ses camarades crurent que James Geary avait eu connaissance de l'attaque, et le lui firent payer en détruisant sa propriété. — Tous ceux qui prirent part à l'assaut étaient armés de carabines. Ils tirèrent des fusillades dans les chambres, et complétèrent la démolition en jetant des pierres et brisant les meubles à coups de crosse. — Les relations entre les soldats de Fort Myer et les habitants de Rosslyn étaient tendues depuis quelque temps, et cette attaque n'a pas surpris.

A Leavenworth (Kansas), dans la nuit du 18 juillet, plusieurs centaines de soldats brisèrent les fenêtres et les portes et mirent à sac une maison mal famée, au 210 de la grande rue. — Un soldat nommé Eli Loucks avait été blessé mortellement par un nègre nommé John Graham. Les camarades du blessé menacèrent de lyncher Graham. Après 9 heures soir, plusieurs centaines d'entre eux se réunirent au 210 de la grande rue, brisèrent les fenêtres et tout ce qui était à leur portée. La police arriva avec des revolvers et des fusils, et blessa quelques soldats, mais non grièvement. — Peu avant minuit, une tentative fut faite pour incendier ce qui restait du bâtiment. Le feu commençait à bien faire, quand les pompiers arrivèrent et l'éteignirent. — Après minuit, une troupe importante de soldats fit une troisième tentative pour jeter bas les derniers vestiges de la maison. Ils se formaient en compagnie et se dirigeaient vers la place, lorsque la police les dispersa. — Une grande excitation règne. Les rues de la ville basse sont pleines de soldats.

A Springfield (Illinois), dans la nuit du 19 juillet, la police locale eut maille à partir avec les engagés des 3e et 56e régiments d'Illinois, qui insultaient les femmes dans le square public. Cinq autres soldats furent arrêtés : ils lançaient des pierres sur un aiguilleur de la voie. Un autre fut également arrêté : il était sans pantalon!

A Astoria (Oregon), plusieurs incendies ayant éclaté dans une semaine, on découvrit qu'ils étaient l'œuvre des recrues lasses de la vie militaire. Si le feu avait gagné l'arsenal, une épouvantable explosion aurait détruit le Fort Stevens.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

J'ai le bonheur d'être apparenté en Auvergne avec un grand-oncle qui pense comme moi... librement. La grande barbe blanche de ce beau vieillard semble remuer au bon accueil d'une idée vraiment noble et jeune qui lui est chère. Pour le flatter, dernièrement, un matamore de la politique, un ambitieux jouant à son profit sur le bonheur humain en phrases et l'imbécillité publique en fait, lui disait benoîtement : « Vieux, vous êtes le fondateur de la République à Volvic (c'est la ville qu'il habite), vous en êtes le père. » Malheureusement pour ce brave père, la République, sa fille, a mal tourné, cette belle maîtresse de la liberté s'est faite catin : elle s'est prostituée au capital, au prêtre et au soldat.

Mon oncle l'a compris, il est devenu libertaire... comme son neveu.

Dans une localité comme Volvic, tout se sait. La belle barbe blanche de Benoît, jalousée des cléricaux, est devenue une « barbe en broussaille », son bon rire loyal et franc est devenu un « rire méchant », ainsi qualifiés par les feuilles bondieusardes de la région. Mieux! Notre dessinateur de talent, Jules Hénault, a fait paraître une belle lithographie : « Ah! les sales corbeaux! » dont je voulais rendre mon grand-oncle possesseur.

Un premier envoi s'est... égaré (?) en cours de route. Cela n'a rien d'extraordinaire dans un pays où, naguère, un mécréant a volé « Saint Joseph » chez les ignorantins, éducateurs de petits enfants. Un second envoi est arrivé dans un état piteux, le tube en carton-pâte brisé, l'enveloppe déchirée, ces bris abîmant la gravure.

Que penser de ces gens s'abaissant à de si petites misères, à de si piètres vengeances, bêtes ou lâches? Les deux sont le fort de ces intolérants religieux.

Mais qu'ils prennent garde, je leur réserve quelque surprise pour la prochaine incartade dont ils se rendront coupables à mon égard.

FÉLIX T.

⁂

Sommaire du numéro 3 de *Jean-Pierre* :
Le calendrier de l'oncle Pierre, par Blanche Vals, ill. Lebasque.
Histoires d'animaux, traduction anglaise, ill. Hénault.
Souvenirs d'une petite fille, par Jeanne, ill. Creiche.
Extraits de *Autour d'une Vie*, par Kropotkine.
Volcans javanais, par Challaye (suite).

⁂

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Réunion lundi et vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard. Répétitions.

Tous les camarades sont priés de se trouver présents le lundi 5 janvier. Discussion sérieuse.

⁂

Le groupe libertaire *La Muse Rouge*, qui vient de se constituer, informe les organisations amies qu'il se met à leur disposition pour l'organisation de soirées familiales et de propagande.

Ecrire ou voir le Père Lapurge, 22, rue de la Parcheminerie.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis, de 8 à 10 heures; dimanches, de 9 heures à midi.

Les camarades partisans de la brochure à distribuer ayant comme titre : *Ce que nous voulons*, de Sébastien Faure, sont invités à souscrire au plus tôt, car le nombre des adhésions est encore relativement restreint et il nous faut un certain nombre de souscripteurs pour en faire un premier tirage de 10.000. Une circulaire détaillée est remise à tous ceux qui en font la demande.

⁂

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion samedi 3 janvier, chez Lucas, 31, rue de la Butte-aux-Cailles.

On invite tous les camarades ayant adhéré.

Causerie par un camarade ; sujet traité : Les sorciers et l'Eglise.

⁂

Causeries populaires du XIe, salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi, 7 janvier 1903, à 8 h. 1/2, salade d'opinions par Butaud, Armand, Montaudié, Prost, Libertad.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 3. — Coffignier : Le pain et les pâtes alimentaires.

Lundi 5. — Soirée musicale et littéraire (chant, piano, violon, violoncelle).

Mercredi 7. — Jacques Bonzon, avocat à la Cour : Le travail féminin en France.

Samedi 10. — Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur : Les maladies infectieuses.

Dimanche 11. — A 2 heures, salle du Rocher Suisse, 22, rue de La Barre, grande matinée, donnée par les deux U. P. du 18e arrondissement, l'*Enseignement Mutuel* et l'*Education Sociale*, avec le concours de nombreux artistes : il sera distribué un programme spécial.

Le mardi, cours d'allemand par Mme Liepus : de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2, cours élémentaire ; de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2, cours en allemand.

Le jeudi, cours de diction par M. Jelmo, du Théâtre Antoine.

Le vendredi, cours d'arithmétique par M. Francillon, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2 ; cours de sténographie par Mlle Migny, de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

Le mardi, de 9 h. à 10 h., consultations médicales par Mlle Gueller, docteur en médecine, à son domicile, 36, rue de la Chapelle.

⁂

Jeunesse d'éducation sociale des 6e et 7e arrondissements. — Un groupe de jeunes, imbus des idées de justice et de fraternité, désirent former dans les 6e et 7e arrondissements un cercle de jeunesse et d'éducation sociale.

Une première réunion préparatoire aura lieu, au centre des deux arrondissements, le samedi 3 janvier 1903, à 8 h. 1/2 très précises du soir, salle Respinger, 31, rue du Dragon ; à seule fin de constituer définitivement ce groupe d'éducation et de camaraderie, dont les réunions auront lieu, à tour de rôle, dans le 6e et dans le 7e arrondissement.

⁂

Le groupe *la Jeunesse Libertaire de Grenoble* invite tous les camarades de la jeunesse socialiste qui sont fatigués de la tyrannie du P. O. F. à venir se solidariser avec les compagnons de Grenoble qui tiennent leur bibliothèque à notre disposition.

Lundi 5 janvier, réunion de tous les camarades au café Rosset, rue Pasteur, à 8 heures du soir.

⁂

Il vient de se former un Groupe antimilitariste à Amiens, il prie tous les autres groupes de France et de l'étranger de se mettre en correspondance avec lui.

Adresse : Ed. Carpentier, quai de la Passerelle, 10, à Amiens.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Mutual Aid, par P. Kropotkine ; 1 vol. chez Mac Clure Phillips and Co, New-York.

Action républicaine et sociale, par Waldeck-Rousseau ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Les Retraites ouvrières en Italie, par P. Ghio ; *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Le Militarisme, par Beylie ; brochure de propagande, 1 fr. 50 le cent, port en plus. Editée par le groupe *Germinal*. S'adresser à Fabre, 206, rue Garibaldi, Lyon.

La Utopia, par E. F. Bianchi ; Biblioteca de la Rebellion, Okillas del Plata, 281, Montevideo.

Impavides. — *Le Régiment*, poésies de Ch. Galilée ; 0 fr. 25 chacune, 0 fr. 30 franco, chez l'auteur, 12, Grande rue Saint-Marcel, Saint-Denis.

A lire :

Mendicité, L. de Gramont ; *Petit Bleu*, 16 décembre 1902.

Le préjugé de la prison, H. Maret ; *Radical*, 23 décembre 1902.

A voir :

Le Singe, dessins de Willette ; *Assiette au beurre*, numéro 90.

A NOS LECTEURS

Nous demandons à ceux qui nous font des paiements en timbres de bien vouloir, lorsque ces paiements sont de peu d'importance, nous envoyer des timbres de faible valeur, par exemple de 1 centime à 10 centimes.

AUX CAMARADES

Il nous arrive souvent d'oublier de mentionner des journaux que l'on nous envoie, ou bien nous n'y attachons pas la même importance que ceux qui nous les expédient. Mais ceux-ci peuvent être persuadés que nous en prenons connaissance. Ces envois nous facilitent la besogne ; nous ne pouvons tout voir, et il y a toujours à faire notre profit dans ce que nous recevons.

J. GRAVE.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Le camarade E. H. Droz nous a mis en dépôt son volume de vers : *Du rêve à l'action*, franco : 5 francs.

Par la même occasion nous rappelons que nous avons également en dépôt deux autres volumes de vers :

Intimités et révoltes, par J.-B. La Jarlière. . 1.50
Résolutions, par A. Pratelle. 1.50

PETITE CORRESPONDANCE

Congrès antimilitariste, Education libertaire du XIIe Société de milieu libre. — Trop tard pour passer dans le dernier numéro. Voilà, cependant, des années que nous nous évertuons à avertir de nous envoyer les communications pour le mardi matin, si on veut être certain de leur insertion.

M., à Poitiers. — R. oui, mais pas L.

T. D. 37. — Il est difficile de vous répondre en quelques lignes. — La question n'est pas résolue dans mon livre, parce qu'elle ne peut se résoudre que selon les caractères et les tempéraments. Croyez-vous que le spectacle de deux êtres rivés l'un à l'autre, et ne pouvant pas se supporter, soit plus moral pour ceux qu'ils ont charge d'éduquer?

Un groupe de camarades, Valenciennes. — Reçu les 4 fr. pour le cent de brochures *Mano Negra*. — Nous avons trop peu de place pour insérer la lettre.

O. de P., à Madrid. — Merci pour la bonne volonté. Ils vont bien, les libéraux!

C. M. — Non, H. B., n'a pas continué. — Il est bon d'envoyer partout où l'on peut.

André M., Bastille. — Merci pour les renseignements. J'utiliserai. Evidemment l'alcoolisme est une plaie. Mais il n'est que la conséquence de l'état économique. En travaillant à changer le milieu, à élever les caractères, nous travaillons à l'éliminer.

Reçu pour le journal : H. S., à Salbris, 2 fr. 10. — V. de V., à Mons-en-Barœul, 4 fr. — J. S., 1 fr. 25. — Deux amis, 1 fr. 20. — M., 1 fr. — A. P., à Beauvais, 1 fr. — E. D., à St-Nicolas, 7 fr. 25. — R., à Neuchâtel, 1 fr — A., 1 fr. 50. — M. B., à Paris, 6 fr. — C., à Paris, 0 fr. 50. — Merci à tous.

Reçu pour la « liberté d'opinion » : P. C., à Garches, 1 fr. 60. — Listes précédentes : 27 fr. 45. — En tout : 29 fr. 05.

Il a été remis à un expulsé 10 fr. et à un déserteur étranger 10 fr. Reste en caisse : 9 fr. 05.

Reçu pour la *Mano Negra* (brochure) : 2 fr. — A., 1 fr. 50. — En caisse : 3 fr. 50.

V., à Nîmes. — K., à Rennes. — G. H., à Fléron. — C., à Mount Kisco. — B., à Pramauson. — F., à Paris. — O., à Nantes. — D., à La Haye-Descartes. — Persan. — E. de R., à Kain. — O Amigo do Povo. — G. H., à Bruxelles. — C., au Chambon. — M., à Illy. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 37 DIX CENTIMES DU 10 AU 16 JANVIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Les affaires de la Mano Negra *nous ayant forcés à retarder nombre de correspondances, nous mettons aujourd'hui huit pages en place de supplément, afin de tout liquider.*

A CEUX QUE TRAQUE LA POLICE

Il se présente une occasion de réentamer une campagne contre les persécutions policières. Mais, pour cela, il faut des faits précis, noms et adresses des victimes des gens chez lesquels se rendent les policiers pour y fairç de la pression. Les noms et adresses ne seront pas publiés sans l'assentiment des intéressés.

Nous comptons donc sur l'empressement de ceux qui ont à se plaindre des procédés policiers, pour nous fournir les faits permettant de mener une campagne sérieuse. J. G.

ACTION INDIVIDUELLE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Lorsque notre camarade Soledad Gustavo commença en janvier 1902, dans *Tierra y Libertad* sa campagne pour la délivrance des huit condamnés survivants de la « Mano Negra », elle avait pu s'imaginer à tort que dès les premières révélations, elle serait suivie et aidée en Espagne par tous les journaux révolutionnaires, républicains libéraux et par quiconque était capable d'humanité. Pendant huit mois, jusqu'en septembre, au cours d'une trentaine de numéros, elle cria dans le désert : ceux mêmes qui étaient le mieux désignés pour collaborer à son effort continuaient à se taire, estimant sans doute que l'effort était vain, la bataille perdue d'avance et qu'il était impossible d'arracher au bagne, où ils achevaient de mourir, les huit paysans obscurs, les tâcherons agricoles oubliés de leurs frères de misère, oubliés même des policiers et des juges qui les avaient fait condamner voilà vingt ans.

D'ailleurs, après les juges passionnés et menteurs, les historiens impartiaux avaient prononcé.

Tous se taisaient donc, acceptant le crime commis parce qu'ils se croyaient impuissants à en obtenir la réparation : seule, Soledad Gustavo, au risque de passer pour une personne peu pratique et quasi-visionnaire, publiait toujours, sans se décourager, les documents qu'elle recueillait, tous plus probants, établissant l'abominable machination inquisitoriale, la stupide et féroce invention policière. Et il advint qu'un jour le dossier jusque-là inutilement amassé par elle tomba sous les yeux d'un camarade français, qui savait de la « Mano Negra » ce qu'en avait dit l'histoire officielle établie sur le témoignage unanime de la presse internationale. Une note fut envoyée à *Tierra y Libertad* annonçant que les *Temps Nouveaux* allaient révéler en France les faits mal connus et dénaturés. Avant même que Maurice Senglois n'eût terminé ici la publication du dossier, les camarades espagnols comprirent que la tentative de Soledad Gustavo n'était point chimérique et que son action individuelle avait enfin éveillé la solidarité internationale. Aussitôt *El Corsario* de Valence reprit la campagne et, successivement après lui, *El Proletario* de Cadix, *Adelante* de Santander, *El Productor* de Barcelone.

Et à mesure que devenait plus forte l'agitation internationale, l'agitation grandissait en Espagne : *Heraldo*, *El País*, *El Nuevo Regimen*, de Madrid, feuilles libérale, républicaine radicale, républicaine fédéraliste ; les journaux bourgeois emboîtaient le pas aux journaux ouvriers. En un an, la bonne graine avait germé.

De la presse, l'action gagne maintenant la place publique et la certitude d'être soutenu par les sympathies étrangères, encourage les prolétaires espagnols. Une campagne de réunions a commencé, provoquée par la *Sociedad de Oficios Varios* (Fédération de divers métiers de Malaga), dont la proclamation à tous les travailleurs espagnols, aux sociétés ouvrières et à tous les hommes de bonne volonté » débute ainsi :

> Compagnons,
>
> Maintenant qu'à l'étranger une campagne a été engagée pour demander la mise en liberté des condamnés du procès que l'on a appelé de « la Main Noire », ce serait une grande injustice de notre part que de rester inactifs et muets lorsqu'il dépend de l'attitude que nous allons prendre que la balance de la justice historique penche du côté de ces malheureux, nos compagnons qui, depuis vingt ans, expient dans les bagnes le crime d'avoir voulu manger et penser étant nés pauvres.

En France, comme en Espagne, il fallut quelque temps pour que les *Temps Nouveaux*, journal subversif, redigé par de notoires malfaiteurs, fussent écoutés. On avait cru que les hommes qui avaient pris partie dans l'affaire Dreyfus en heurtant violemment l'opinion publique, quelquefois en sacrifiant leurs préjugés ou leurs intérêts, ne tarderaient pas un instant à entrer en lutte pour les victimes de La Parrilla, d'Arcos de la Frontera et de la Venta Alta. Il en est trop encore qui sont demeurés silencieux, soit qu'ils jugent, eux aussi, l'effort inutile soit qu'un fâcheux respect de leurs préjugés bourgeois ou de leur orthodoxie socialiste leur interdise de sauver des libertaires innocents. Mais, sollicités ou de leur propre mouvement, dès qu'ils connurent les faits, Georges Clémenceau, Francis de Pressensé, le Dr Elie Pécaut, Jules Lermina, dans la *Dépêche de Toulouse*, l'*Aurore*, la *Frontière du Sud-Ouest*, le *Radical* exposaient à leur tour les monstrueux procès, disaient leur indignation faisaient appel à la conscience publique ; *Pages Libres*, l'*Européen*, le *Libertaire*, la *Voix du Peuple*, l'*Union républicaine de Béziers*, le *Patriote de l'Ouest*, la *Tribune de Saint-Étienne* (1) intervenaient à leur tour, et l'un des historiens, qui avaient cru, sur le témoignage concordant de la presse et des historiens précédents, à l'existence de la « Mano Negra », M. Charles Seignobos, reconnaissait son erreur, avec la plus grande simplicité et la plus courageuse bonne foi.

En Angleterre, où autrefois M. Massingham mena une si généreuse campagne pour les victimes de Montjuich, M. A R. Brown, de Trinity College (Cambridge) dénonçait dans une lettre publiée par les *Daily News* et le *Daily Chronicle* « l'inquisition d'Espagne » ; le *Labour Leader* et *Freedom* donnaient aussi de la voix.

En Belgique, le *Réveil des Travailleurs*, de Liège, la *Bataille*, de Namur ; en Hollande, *De Vrije Socialist* ; en Allemagne, la *Gazette de Francfort*, en Suisse, le *Réveil*, de Genève, l'*Echo vom Zurichberg*, le *Zoffinger Tagblatt* et le *Zoffinger Volksblatt* ; en Italie, l'*Agitazione*, l'*Intransigente*, l'*Italia del Popolo*, la *Propaganda* ; au Brésil, *O Amigo do Povo* reproduisaient, résumaient, commentaient les pièces du procès.

La *Sociedad* proposait pour le 1er janvier la réunion de meetings ; son appel a été entendu dans toute l'Espagne. Non seulement, en Andalousie — terre riche, paysans pauvres — c'est-à-dire dans le pays d'origine des victimes, à Xérès, à Séville, à Almeria, mais dans les villes industrielles du Nord, à Gijon et à Santander et à San Feliu de Guixols en Catalogne, de grandes foules se sont assemblées et partout malgré l'affluence des policiers, l'ordre le plus parfait n'a cessé de régner, ainsi que le constate *El Imparcial*, journal monarchiste conservateur de Madrid, dans son numéro du 2 janvier.

A Séville, dit *El País*, quoique la pluie menaçât, le meeting a été tenu en plein air, sous la présidence du compagnon Enrique. Beaucoup de femmes y assistaient. Étaient présents des délégués de toutes les parties de la province. Après lecture d'une longue liste d'adhésion, de nombreux orateurs ont démontré l'infamie juridique des procès, machinés uniquement pour frapper à mort les syndicats ouvriers. Toute l'assemblée est d'avis qu'il faut aboutir à un résultat pratique immédiat, c'est-à-dire exiger la mise en liberté des survivants. Sinon la grève générale sera déclarée.

A Xérès, sous la présidence du compagnon Solano, de nombreux orateurs demandent la revision et la mise en liberté : « C'est un devoir

(1) Au dernier moment nous recevons une lettre de Jaurès, qui promet son concours dès qu'il aura réuni les documents nécessaires. A. G.

d'humanité pour tous les hommes sans distinction, de réclamer la mise en liberté de victimes innocentes ».

A Gijon, d'après *El Liberal*, sous la présidence du compagnon Joaquim Diaz, les orateurs font le procès des autorités qui ont joué un rôle dans l'affaire de la « Mano Negra » et démontrent l'innocence des prisonniers.

La campagne est déjà assez forte pour que *El Heraldo* ait pu évoquer le souvenir de « la campagne qui a été faite pour Montjuich et qui eut pour Canovas de si tristes conséquences ».

L'avertissement du *Heraldo* est désormais inutile pour Sagasta, qui était ministre lors du procès de 1883; ce politicien sans vergogne vient de mourir; l'ancien conspirateur, l'exilé de 1866, l'ami rénégat de Ruiz Zorilla, le républicain modéré qui trahit la République et fut le plus adroit et le plus cynique serviteur de la monarchie espagnole ne sacrifiera plus la vie et la liberté des prolétaires de son pays à ses intérêts, à son ambition, au salut du roi-enfant.

Il disparait avant l'heure où, de gré ou de force, ses successeurs auraient été obligés de réparer ce crime commis par lui et par ses subordonnés. Aussi bien ce vieillard discrédité et méprisé par ses propres partisans eût-il été incapable d'entraver ou d'aider l'œuvre de justice. Ceux qui l'ont remplacé en seront également incapables, si nos camarades d'Espagne et du monde entier, si nous-mêmes savons continuer l'effort nécessaire, sans vaines illusions, sans découragement prématuré.

Pierre Quillard.

RÊVE D'AVENIR

Où est l'ennemi?

Sous ce dernier titre, on lit dans le quatrième numéro du *Pioupiou de l'Yonne* :

« Si nous voulons enfin sincèrement, non seulement la réforme, mais la suppression de toutes les institutions humaines où l'homme est réduit à une fonction machinale, où il n'est tenu compte ni de sa liberté, ni de sa dignité, ni de ses plus légitimes aspirations, il faut que nous ayons le courage de ne pas trop nous laisser impressionner par des faits spéciaux, qui, dans une circonstance donnée de notre existence, nous ont paru plus particulièrement horrible.

. . . .

« Nos lamentations, nos indignations, nos colères les mieux justifiées, ne serviront à rien, si nous sommes incapables de remonter la chaine des causes et des effets, jusqu'à ce que *nous tenions la racine du mal*. Ainsi, que des ouvriers attaquent le Capital; — que des démocrates s'élèvent contre les classes prépondérantes — que le peuple qui prend conscience de ses droits, de son intelligence, s'irrite contre le Cléricalisme qui veut l'asservir et l'abrutir — que de jeunes citoyens, à la pensée qu'ils ont à se soumettre pendant trois années, à une discipline qui annule leur volonté, leurs idées, leur conscience, prennent le Militarisme en horreur, — tout cela ne nous donne pas la définition du mal dont nous souffrons, tout cela ne nous en montre pas nettement l'origine et la nature.

« Quand nous nous sommes révoltés contre l'iniquité, dont nous avons tant souffert, nous restons impuissants à la détruire, parce que nous n'en connaissons que quelques effets, ceux qui nous touchent de plus près, et que, ne l'ayant pas vue tout entière dans sa source et dans son œuvre, nous ne pouvons pas la prendre corps à corps et la montrer à l'humanité sous son véritable aspect, sans qu'il soit possible de nous taxer de mensonge et d'erreur. »

Voilà certes une belle page de saine exposition!

Quelle que soit la solution du problème social, préférée par l'auteur de *Où est l'ennemi?* nous croyons qu'il est possible de connaitre cet ennemi, de le prendre corps à corps et de le montrer à l'humanité, sous son véritable aspect, sans être taxé de mensonge et d'erreur. Nous pouvons le voir dans sa source et dans son œuvre, dans son origine et sa nature. Nous croyons qu'il est possible de le terrasser et d'abattre, sans cataclysme, ses multiples, ses innombrables manifestations.

Cet ennemi, quel est-il ?

Il n'y en a qu'un : C'est l'exclusivisme social.

Il tue toute fraternité.

Il est évident comme un axiome (et nous défions qu'on puisse y contredire), que quiconque, homme ou institution, exclut autrui d'un avantage quelconque dans la société, est un ennemi pour toutes les personnes exclues.

De l'ennemi social, de l'exclusivisme, les manifestations sont multiples; mais elles peuvent se ramener à quelques groupes similaires et se peindre d'un seul mot.

Citons-en quelques-uns :

Il y a d'abord le *Capitalisme*, qui dit : « Chacun pour soi. — Chacun chez soi. — Chacun son droit — et Dieu pour tous »; qui dit encore : « La force prime le droit; — Ote-toi de là, que je m'y mette! »

Et comme il sait que « Qui terre a, guerre a », il s'est appuyé sur le *Militarisme*, pour défendre ses richesses et les amplifier par des conquêtes coloniales, en détruisant ses rivaux, pour les mieux dépouiller, comme fit l'Angleterre au Transvaal, l'Europe en Chine, comme ils font tous, depuis l'origine, dans le monde entier.

Le vol, l'augmentation, la défense de ces propriétés territoriales ou mobilières, nationales ou individuelles, ainsi acquises, le capitaliste appelle cela du *patriotisme*.

Il s'est appuyé encore sur le *cléricalisme*, et celui-ci s'est attribué la direction des esprits, pour les engourdir en les abêtissant, sans négliger toutefois le droit qu'il s'est arrogé d' « exterminer » les corps, sous prétexte d'hérésie, et de « confisquer » les biens, pour la plus grande gloire de Dieu.

Les uns tuent des ennemis et font des conquêtes patriotiques; les autres exterminent les hérétiques et confisquent leurs biens.

Les mots seuls varient; en réalité c'est la même chose. Tous, Capitalistes, Militaristes et Cléricaux, assassinent pour voler. L'exception confirme la règle, et tous, ils amplifient ainsi ce qu'ils appellent la *propriété individuelle*!

La *propriété individuelle* est incontestablement la manifestation la plus importante de *l'égoïsme exclusiviste*, et par instinct, comme lui elle est d'abord exclusiviste, quoiqu'elle puisse évoluer. Ces deux larrons s'engendrent réciproquement.

On a dit bien souvent : « Le Cléricalisme, voilà l'ennemi — le Militarisme, voilà l'ennemi — le Capitalisme, voilà l'ennemi ».

Autant de paroles, autant d'erreurs. Chacun de ces fléaux est un des ennemis, en apparence seulement. Ce sont, avant tout, des manifestations variées, des conséquences organisées, légalisées, des effets de l'ennemi.

Au fond, il n'y a qu'un ennemi. C'est la *mentalité d'égoïsme exclusiviste* qui engendre la *propriété individuelle*; c'est aussi la propriété *individuelle* qui engendre l'*égoïsme exclusiviste*. Ces deux ennemis n'en font qu'un, et c'est celui-là que nous appelons l' « Exclusivisme social ».

Celui-là, c'est l'ennemi pivotal, l'ennemi vrai, l'ennemi générateur et engendré. C'est la cause et l'effet, faisant un éternel cercle vicieux. C'est lui, sous ces deux aspects, dans sa double existence morale et économique, qu'il faut radicalement extirper, bien qu'une longue habitude l'ait rendu, pour ainsi dire, partie intégrante de nous-mêmes.

En vain on détruira successivement le Cléricalisme, le Militarisme, le Capitalisme qui ne sont que des effets. Ils renaitront de leurs cendres. C'est leurs racines qu'il faut d'abord extirper de la mentalité humaine, et cette extirpation ne peut se faire qu'avec une modification, radicale, concordante et simultanée de l'ordre économique.

Vouloir conserver leurs prétendus bienfaits, en détruisant leurs vices par une médication partielle, c'est appliquer un topique sur une jambe de bois.

Notre société ressemble à une vigne envahie par le phylloxera.

Le phylloxera qui ronge les racines de la société, c'est, nous le répéterons, l'égoïsme exclusiviste et la propriété individuelle. Le phylloxera, c'est leur morale : « Chacun pour soi — Chacun chez soi — Chacun son droit — Dieu pour tous — Ote-toi de là, que je m'y mette! »

C'est cette mentalité qui engendre l'indigence, la fourberie, la jalousie, l'oppression, les maladies provoquées, la haine, les vols, les assassinats, les tueries qui ensanglantent le monde. Elle engendre aussi le Capitalisme, le Cléricalisme, le Militarisme, et en outre la magistrature, les huissiers, les gendarmes et le bourreau!

Comment vivre en paix au milieu de tout cela!

Nous défions qu'on puisse affirmer, nous défions surtout qu'on puisse prouver que tous ces fléaux ne viennent pas de la propriété individuelle et de l'exclusivisme social.

Observez autour de vous. Lisez tous les journaux de l'univers. Vous trouverez chaque jour, dans chacun d'eux, cent preuves de cette origine, aussi bien pour les conflits entre les nations qu'entre les individus.

Nous avons dit que l'exclusivisme tuait la fraternité. Nous allons plus loin. Tant qu'il existera sur terre des propriétés individuelles (*Res privata*), la République (*Res publica*) ne saurait exister. Ces deux choses hurlent d'effroi de se voir accouplées. Les gros et intelligents propriétaires de la chose privée ont le droit de se syndiquer de plus en plus, en trusts monstrueux, pour accaparer en détail, à leur avantage personnel, le surplus de la chose publique, tant que celle-ci restera inintelligente et morcelée. De ces trusts les preuves surabondent aujourd'hui. Ils ont bien le droit d'exister, selon la logique de l'ordre actuel; mais il mettent en péril la République qui deviendra ainsi la propriété de quelques-uns.

A suivre en philosophe la vraie filière des causes et des effets, on reconnaitra, si la fraternité est la vie, que l'exclusivisme social et la propriété individuelle, ces deux fléaux qui n'en sont qu'un, c'est (si nous employons une formule évangélique) la mort pendant la vie, qui nous conduit à la mort.

Dans une vigne envahie par le phylloxera, on voit en quelques années, les feuilles, les rameaux, les troncs, les fruits, se flétrir, se dessécher, puis mourir.

Pour qu'elle revienne à la vie, et fructifie de nouveau, il faut d'abord l'arracher en entier, bien défoncer, bien préparer le terrain, et la renouveler radicalement avec des sujets américains, qui donneront une sève et des fruits vigoureux aux greffons de l'ancienne vigne, préalablement détachés et transportés sur ces sujets nouveaux.

Comme pour une vigne phylloxerée, dans une société défectueuse, si l'on veut obtenir de bons résultats, il faut créer de toutes pièces, un milieu éducatif nouveau. Il ne faut pas ravauder les vieux draps. Il faut travailler dans le neuf.

Dans tout ordre social, phylloxéré d'égoïsme exclusiviste et de propriété individuelle, on verra fatalement les effets morbides se produire en quelques siècles. Toutes les civilisations anciennes sont mortes à leur apogée de ce mal. Elles n'ont pas su le couper à propos dans sa racine. Elles n'ont pas su renouveler leur mentalité, et dire en temps opportun :

« L'union bien comprise fait la force et la richesse. Pour devenir forts et riches, faisons le contraire de ceux qui ont si mal réussi avant nous. Ils exploitaient *l'égoïsme exclusiviste*. Ils y avaient été forcés aux époques de faiblesse, de misère et d'ignorance de la Sauvagerie primitive. Ils ont eu tort de rester sauvages et exclusivistes jusqu'à ce jour.

« Nous, organisons *l'égoïsme inclusiviste*. C'est le bon, aujourd'hui que nous sommes intelligents, plus industrieux, plus riches.

« Mettons nos propriétés industrielles en commu[nauté], ou tout au moins en association commu[nale], pour ce qui concerne la production général[e] qui en sera décuplée, sauf à en réserver une faib[le] partie pour l'habitation et les usages personnel[s].

« Travaillons en frères », « Chacun pour tous Tous pour chacun », de façon que « Chacun p[ro]duise selon ses facultés et consomme selon [ses] besoins ».

« L'Humanité a commencé *la lutte pour la* [vie] dans le communisme, la pauvreté, la haine, [la] guerre et ses multiples fléaux.

« Elle finira par *l'association pour la lutte*, [dans] la richesse, le communisme dilectif, partant [anar]chiste, parce qu'il ne reconnaîtra d'autre [auto]rité que celle de l'amour et de la dilection ré[cipro]ques.

« Alors *les temps nouveaux* seront révo[lus] ».

Voilà la vraie vie, la vraie fraternité, cel[le qui] rendra cent pour un, avec de la peine en mo[ins], la richesse et du bonheur en plus.

C'est là le véritable intérêt, conforme à l'é[goïsme] bien compris. C'est la vraie résurrection.

Cette résurrection sera laborieuse, p[eut-être], mais elle n'est pas impossible.

Nous ferions preuve d'esprit, en essayan[t de la] réaliser.

Z

Comment on invente un attentat anarchiste

« Les anarchistes étant, chacun le sait, des êtres immoraux et criminels, on ne risque jamais rien à leur mettre sur le dos un crime ou une immoralité de plus, surtout quand il y a un profit à en tirer. » Ainsi raisonnait Gennaro Finelli, garde de la Sûreté publique à Rome. Il fabriqua donc une bombe, avec matières explosives, fil de fer et mèche; rien n'y manquait. Il eut soin surtout de prendre une mèche longue et de calculer le temps qu'elle mettrait à brûler. Puis, un soir qu'il était de garde à Montecitorio, — s'il faut le dire, c'était le 28 novembre dernier, — il apporta sa bombe avec l'intention de la poser contre le mur de la Chambre des Députés italienne. Après s'être convenablement et volontairement brûlé les mains, il allumerait la mèche, puis, avant l'explosion, se précipiterait sur elle héroïquement, l'éteindrait, appellerait au secours et conterait modestement son exploit à ses chefs. Il était déjà sûr de passer brigadier du coup, ou de se faire appliquer quelque honorable crachat sur la poitrine.

Mais, crac! Le pot au lait de Perrette! Il n'avait pas encore déposé la bombe qu'un commissaire se présente avec quatre agents en bourgeois. On l'emmène au poste, on le fouille et on trouve sous sa capote la bombe qui devait être anarchiste. Notre homme avait tout conté à un autre garde qui, lui, avait trouvé bon pour son avancement de se faire mouchard. La vertu est contagieuse!

MOUVEMENT SOCIAL

Les gens vertueux qui s'indignent des idées de Paul Robin sur la *maternité volontaire*, feraient bien de réfléchir sur le cas de ce malheureux enfant de la rue Moret que sa mère, Marie Gaspard, martyrisait de *toutes les façons*, le privant de nourriture, le trempant dans l'eau glacée, l'attachant à un meuble dans le courant d'air des fenêtres ouvertes au plus froid de l'hiver, le fouettant jusqu'au sang avec un martinet, et finissant, comme il ne se décidait pas à mourir, par lui briser le crâne d'un coup de marteau.

Evidemment, cette femme n'était point faite pour être mère. Il eût beaucoup mieux valu, et pour elle et pour le pauvre petit, qu'elle ne le fût jamais, et que le fameux *moyen d'éviter les grandes familles* qui fait pousser tant de cris de dégoût aux repopulateurs célibataires, lui fût tombé sous les yeux. Il y a des femmes qui ont la haine de la maternité, c'est un fait. Plutôt que de les laisser devenir des marâtres et des bourreaux, qu'on leur apprenne à rester stériles. Quant aux autres, il ne faut pas non plus qu'elles enfantent contre leur volonté, par ignorance, comme des machines. Une femme ne doit devenir mère que quand elle a librement accepté de le devenir. Autrement, il n'y a pas plus de dignité pour elle qu'il n'y en a pour les femelles des animaux.

R. C.

* *

Dédié aux moralistes et philanthropes bourgeois :

Paris, 11 décembre.

Une jeune fille de vingt et un ans, Mlle Angèle Bichet, s'est suicidée hier soir pour échapper à la misère. Mlle Bichet habitait, 11, rue d'Ulm, une chambre au deuxième étage, qu'elle partageait avec une de ses amies, Mlle R... Depuis quelque temps déjà le travail manquait dans la chambrette des deux petites ouvrières qui faisaient tous leurs efforts pour vivre en restant sages. Malheureusement, Mlle R... tomba malade et dut entrer à l'hôpital, laissant seule Angèle Bichet qui n'avait plus de ressources pour vivre.

Angèle avait une autre amie qui, de temps à autre, venait la voir le soir.

Hier au soir, à 11 heures, l'amie vint la voir, elle trouva Angèle Bichet étendue et déjà glacée. Effrayée, elle appela au secours. Des voisins accoururent avec une lampe.

Deux réchauds avaient été allumés et l'acide carbonique avait causé la mort de la pauvre petite ouvrière.

(*La France de Bordeaux* 12 décembre 1902.)

* *

Paris, 12 décembre.

Un jeune garçon hâve, décharné, vêtu de loques, dormait profondément, la nuit dernière, sous une porte cochère, rue des Pyrénées. En faisant leur ronde, les gardiens de la paix l'aperçurent; ils le réveillèrent.

« Que fais-tu là ? lui demanda l'un d'eux.

— Moi ! rien, répondit le vagabond.

— Allons, ouste ! au poste ! Tu t'expliqueras avec le brigadier. »

Au poste, le malheureux conta son histoire. C'est celle de la plupart des miséreux. Il était garçon marchand de vin. Pour une faute légère, il y a deux mois, son patron l'avait congédié. Depuis il n'avait pu se replacer et n'avait pas tardé à connaître l'affreuse misère. Comme famille, il ne lui restait que sa mère, impotente, ne vivant que de la charité de ses voisins, et une sœur, une petite fille de quatre ans.

« C'est bien, répondit le brigadier, un agent va vous accompagner. Si vous avez menti, je vous enverrai au Dépôt. Où habitez-vous ?

— 23, rue Mathis. »

Une demi-heure après, le vagabond et l'agent arrivaient à cette adresse. Après avoir traversé un couloir empuanti, ils montèrent au sixième étage et frappèrent à la porte de l'humble chambre occupée par la pauvre femme. Pas de réponse. Ils frappèrent plus fort et prêtèrent l'oreille. De faibles cris, des cris d'enfant, leur répondirent seuls.

« C'est ma sœur qui crie, dit le vagabond. Maman est certainement là. Jamais elle ne laisse la pauvre mignonne seule. »

Interrogée, la concierge de la maison déclara que depuis deux jours elle n'avait pas vu sa locataire. Très inquiet, cette fois, le miséreux prévint un serrurier. La porte fut ouverte. Le pauvre diable entra.

Sur un matelas envahi par la vermine, la malheureuse était étendue, les yeux grands ouverts. Accroupie sur le parquet, la petite pleurait. Quand elle aperçut son frère, un sourire éclaira son visage pâle.

« Maman est méchante, dit la pauvrette, je lui parle et elle ne me répond pas. J'ai cependant été sage. Et puis j'ai faim. »

Le vagabond se pencha sur l'humble couche et effleura de ses lèvres le front de la morte. Il était glacé. La pauvresse avait cessé d'exister.

(*La France de Bordeaux*, 3 décembre 1902.)

* *

NIÈVRE. — Par ce temps de grèves qui, malheureusement, échouent trop souvent, on est heureux de constater et de signaler celles qui aboutissent à de bons résultats. Tel est le cas de celles des bûcherons de la Nièvre; je dis *celles* parce que la grève est pour ainsi dire permanente pour eux. A chaque saison de la coupe des bois, c'est-à-dire à la fin de l'automne, il leur faut recommencer la lutte. Ils n'en sont pas *moins parvenus*, de luttes en luttes, de grèves en grèves, à doubler les prix de leurs salaires depuis une huitaine d'années.

Avant 1893, le prix de la *corde pour charbon* était à 25 sous, voire à 23. Seul l'ouvrier vigoureux et rompu au métier peut arriver à couper sa corde en sa journée; c'était alors, pour la plupart, des journées de 12, 15 ou 18 sous, lorsqu'il ne faisait pas trop mauvais temps.

Voilà la susdite corde arrivée à 40 sous et le reste, fagot, moulée, etc., à l'avenant.

La grève actuelle consiste à passer de 40 à 50 sous; jusqu'à présent, les marchands de bois n'ont pas adhéré. C'est aujourd'hui, 5 janvier, le dernier délai accordé par les ouvriers à *leurs patrons* pour signer l'acceptation de ces prix. Passé ce délai, ce prix de 50 sous passera à 3 francs.

Pour faciliter la résistance aux *marchands* de bois contre l'ouvrier, les propriétaires de forêts, qui sont à côté de l'Etat les grands *propriétaires* terriens de l'ancienne noblesse (il est utile de faire remarquer en passant que les trois quarts du sol du département de la Nièvre appartiennent encore à une ou deux douzaines de ces anciennes familles dites « nobles »; il en est à peu près de même, je crois, dans les *départements limitrophes*), donc, pour faciliter cette résistance, ces *propriétaires* auraient, dit-on, accordé aux marchands de *bois* deux ans pour exploiter et vider les coupes. Ce à quoi les syndicats du Centre et des Amognes ont répondu aujourd'hui par des affiches : « Que si des coupes de bois « restaient inexploitées de par la mauvaise volonté « des marchands de bois, les prix seraient doublés, « c'est-à-dire la corde portée de 3 francs à 6. » Qu'en adviendra-t-il? C'est ce que l'on ne tardera pas à savoir; cependant le succès des ouvriers ne serait pas autrement surprenant, ayant déjà réussi dans des circonstances semblables; tout le centre et le sud-ouest du département ainsi que la région de la pointe entre Loire et Allier sont en grande partie syndiqués et paraissent assez solidement organisés, et c'est chômage général et presque sans défection dans toute la contrée des Amognes et du Bazois.

Si l'impartialité était de mise dans la circonstance, ne pouvant connaître de contre-partie sur ce qui est dit plus haut, quelques camarades pourraient, avant que d'établir leur jugement, faire des réserves sur la justesse des revendications des bûcherons. Qu'ils sachent alors que les marchands de bois ont été prévenus en temps utile, avant les adjudications des forêts, qu'ils ne peuvent alléguer qu'ils ont péché par ignorance. Du reste, cette dernière catégorie de gens est peu intéressante, c'est une espèce égoïste et cupide, dont la basse mentalité leur fait considérer le brigandage comme arme de bonne guerre, et l'exploitation sans scrupules de l'ouvrier comme une chose naturelle, juste et perpétuelle. Issus de la petite bourgeoisie, ou de la classe ouvrière aisée, depuis ces trente dernières années surtout, à part quelques exceptions, les meilleurs sujets probablement, tous les marchands de bois de la contrée ont fait fortune. Plusieurs ont acheté ou fait construire des châteaux et roulent maintenant carrosse. Il y en a d'instruits, il y en a d'illettrés, il y en a encore, des anciens, qui sont plus que millionnaires et qui ne savent, dit-on, pas lire.

Mouvement ouvrier. — Dans la *Petite République*, M. Jaurès essaie d'opposer l'un à l'autre, les deux mouvements prolétariens de ces temps derniers : la grève des mineurs et la grève des inscrits maritimes de Marseille. La première, grâce aux politiciens et à l'arbitrage, aurait été sinon un succès, mais tout au moins les mineurs en auraient retiré certains avantages appréciables; tandis que la grève de Marseille, où les travailleurs ont tenu à l'écart arbitrage et politiciens, n'a été qu'un lamentable échec. C'est à mon avis écrire l'histoire d'une façon bien simpliste. D'abord, il n'est que trop malheureusement vrai que la grève des mineurs s'est traduite par un piteux échec. Que partout — sauf dans la Loire où une partie de la prime est momentanément maintenue — les arbitres, dans le Nord et le Pas-de-Calais notamment, ont arbitré *qu'il n'y avait pas lieu de relever les primes en vigueur.* Et ce n'est pas tout : non seulement sur la question des primes — cause initiale de la grève — les mineurs n'ont pas eu gain de cause, mais les Compagnies, un peu partout et dans la Loire, entre autres, en ont profité pour faire des « coupes sombres » parmi les militants.

Et je voudrais encore voir une preuve que cette grève fut un piteux échec dans le manifeste du « Comité National » faisant appel à « tout le prolétariat » pour la grève générale, lorsque le travail était déjà repris dans plusieurs endroits; puis dans le manifeste engageant les mineurs à reprendre le travail et remettant à des jours meilleurs une autre tentative; enfin l'abandon de ce qui était considéré par les mineurs comme le minimum immédiatement exigible, la journée de huit heures et la retraite à 2 francs par jour.

Vraiment, M. Jaurès, il faut bien le reconnaître, à la victoire facile, et ce dont je suis certain, c'est que les mineurs ne sont guère de son avis. Et cela importe par-dessus tout pour nous fixer une opinion.

Par contre, il n'est malheureusement que trop vrai que la grève de Marseille n'a été qu'un échec lamentable, mais pour de tout autres causes que celles indiquées par le leader socialiste.

Certes, il appert, d'après les renseignements que nous avons eus depuis, que les travailleurs marseillais se sont quelque peu illusionnés sur la profondeur de leur action, notamment en la croyant capable de provoquer un mouvement de grève générale, et l'arbitrage — la grève des mineurs a démontré ce qu'en vaut l'aune — ni les politiciens n'y pouvaient rien.

La cause initiale de l'échec de la grève de Marseille a été, d'une part, le peu d'empressement qu'ont mis les inscrits maritimes des autres ports à répondre à l'appel de leurs camarades de Marseille, puis la mise à la disposition des Compagnies de transport des marins de l'Etat, et enfin l'arrestation, sur l'ordre du ministère cher à M. Jaurès, des meilleurs militants au plus fort de la grève. C'est pour toutes ces raisons et non d'autres, qu'un échec a été rendu inévitable.

Et M. Jaurès a beau, à propos de ces deux grèves, vouloir opposer une tactique à une autre tactique, substituer l'arbitrage à l'action directe des travailleurs, et en profiter une fois de plus pour déclarer qu'un mouvement de grève générale ne lui paraît « ni désirable, ni profitable, » tout en reconnaissant que la grève générale peut devenir un jour « une manifestation décisive de la Révolution », son argumentation porte à faux. La grève de Marseille n'a pas été, comme il le prétend, une grève « antipoliticienne », car si les grévistes ont en effet exclu les politiciens de leur action, la cause de leur échec n'en réside pas moins dans ce fait que ce sont justement les politiciens du gouvernement qui ont pris entièrement fait et cause pour les compagnies, en leur fournissant du personnel et en arrêtant les militants.

Quoique cela, l'article de M. Jaurès n'en est pas moins symptomatique, car il montre la crainte qu'ont les politiciens de voir leur échapper la direction de l'action économique des travailleurs. Ils commencent à s'apercevoir que du jour où ceux-ci auront appris à se passer d'eux dans la lutte qu'ils ont à soutenir contre leurs exploiteurs, ils ne seront pas loin de comprendre qu'il leur est loisible de s'en passer tout à fait. C'est cela qu'il faut éviter par-dessus tout; mais l'élan est maintenant donné et je crains fort pour M. Jaurès qu'il ne soit trop tard, et que les travailleurs aient enfin compris que la seule lutte qui procure des effets durables est celle qu'ils entreprennent pour eux-mêmes et par eux-mêmes.

⁂

M. Basly lui non plus n'est pas content. Des militants « étrangers au pays » ⁉ sont allés essayer de dessiller les yeux des malheureux qui, jusqu'à la dernière grève des mineurs, ont cru en lui.

Aller combattre M. Basly dans son fief électoral, cela, il ne peut pas en revenir, et il s'en venge avec une mauvaise foi qu'il est bon, croyons-nous, de ne pas passer sous silence.

Des militants ouvriers qui me sont particulièrement connus : Klemczinski, Levy, Greffuelhes, sont allés dire aux mineurs du Pas-de-Calais comment les Basly et consorts les avaient roulés et les roulent chaque jour, et voici ce que, faute d'arguments et de bonnes raisons, les paroles que le Basly en question prête à ces camarades :

« Mineurs, avaient clamé les Levy et Greffuelhes, *passez au syndicat* jaune; abandonnez le rouge drapeau de votre vieux syndicat; lâchez tous les anciens militants, les camarades dans lesquels vous aviez jusqu'ici placé votre confiance; suivez Goudmetz et laissez-lui la caisse ! »

La mauvaise foi éclate plus qu'évidente, et il faut que le « député-cabaretier » se trouve bien à court d'arguments pour oser écrire de pareilles insanités.

« Les anarchistes de pacotille », comme il se plaît à appeler nos camarades, le lui feront bien voir et ils continueront quand même une propagande si bien commencée et qui ne tardera pas à porter ses fruits.

P. Delesalle.

République Argentine.

Camarade Grave,

La semaine écoulée depuis ma dernière a été féconde en événements.

Ainsi que je vous l'annonçais, les charretiers se sont déclarés en grève le soir du 20 de ce mois, pour les motifs que vous connaissez; dans la matinée du 21, il n'y avait en circulation que les charrettes destinées à la distribution du pain, de la viande, des légumes et, par exception, celles qui portaient les articles nécessaires aux hôpitaux, tels que la glace, etc., les grévistes ayant déclaré que les malades n'étaient pas responsables des fautes d'autrui. Dans l'après-midi de ce même jour, l'on aurait cherché en vain un seul camion en marche dans tout Buenos-Aires.

Le soir du 21, les arrimeurs ont fait cause commune avec leurs camarades. A ce moment, les ouvriers en grève (débardeurs, charretiers et arrimeurs) se trouvaient au nombre de 18.000. La nuit du 22, ce chiffre était augmenté jusqu'à 40.000 par des recrues de différentes corporations (fondeurs, tisserands, mécaniciens et autres).

La panique a envahi les sphères gouvernementales et la Chambre des députés et le Sénat ont été convoqués d'urgence, pour délibérer au sujet d'une loi dite « de résidence », visant les étrangers, dont je vous envoie le texte. Présentée à 8 heures du soir le samedi 22 courant, elle était en vigueur à 10 heures et demie Vous pourrez vous rendre compte, par ce seul fait, de la frousse de MM. les *dirigeants*.

Malgré cette loi qui devait, d'après l'avis du gouvernement, enrayer le mouvement gréviste, celui-ci n'a fait que s'étendre, si bien que dimanche soir (23 de ce mois), près de 100.000 ouvriers avaient cessé leur travail.

Le camarade Alberto Ghiraldo s'est entendu avec la « Fédération des arrimeurs et annexes » pour publier un supplément de sa revue *El Sol* dont la vie a été brève (2 jours). Je vous envoie ces deux numéros.

Le soir du lundi 24 décembre, la Chambre des députés et le Sénat étaient de nouveau convoqués d'urgence pour délibérer sur le projet de l' « état de siège » demandé par le P. E. et, si la loi de résidence avait été votée par les deux Chambres en une heure, l'état de siège l'a été en moins d'une heure.

Le lendemain, le deuxième numéro d'*El Sol* était saisi à 11 heures, au moment où l'on s'apprêtait à continuer le tirage, vu qu'il ne restait qu'environ 400 exemplaires sur 8.000 qui étaient entrés en circulation. La police a assailli l'imprimerie avec une brutalité sans pareille, les « représentants de l'ordre » ont battu les vendeurs de journaux, leur ont déchiré tout ce qu'ils avaient et ont enlevé quelques communications, parmi lesquelles se trouvait une citation de la police enjoignant à un camarade de se présenter. Un ami avait collé sur cette invitation qui, comme vous le pensez, n'a pas été utilisée, un petit bout de papier portant ces mots : « Musée de El Sol. » Les argousins ont dressé gravement un procès-verbal constatant tous les menus détails.

Naturellement, le gouvernement avait « pris des mesures » pour neutraliser le mouvement gréviste : c'est ainsi que nous avons vu le peu de camions circulant lundi et mardi, conduits par des soldats en tenue civile et escortés chacun par deux militaires, armés avec des fusils Mauser, plus un vigilant (sergent de ville) à cheval.

L'immanquable cortège de charges, perquisitions, arrestations, a eu sa large part dans cette affaire. Quoique la police déclare avoir fait 500 prisonniers, il est certain que le nombre des arrestations était bien supérieur — les grévistes les portent au nombre de 1800. Dans tous les cas, ne serait-ce que le chiffre avoué par la gent officielle, il me semble que cela donne lieu à penser, surtout si l'on considère que c'est le premier mouvement réellement sérieux qui se produit ici. Il y a eu également quelques morts et beaucoup de blessés.

Les charretiers ayant les meilleurs de leurs membres, les plus actifs et les plus conscients, arrêtés, ont été tout à fait désorientés et sont revenus au travail, avant-hier mercredi, ce qui a obligé la Fédération Ouvrière à déclarer la grève terminée.

De tout ce qui vient d'être exposé, il découle beaucoup de faits d'enseignement qu'il faut mettre à profit :

D'abord, cette grève, qui n'a été déclarée que par solidarité avec la corporation des débardeurs, a ébranlé, pendant un instant, les assises gouvernementales, obligé le P. E. à prendre des mesures extrêmes pour « maintenir l'ordre », et donné conscience au peuple de ce qu'il pourrait faire à un moment donné.

Ensuite elle a démontré clairement qu'ici, au moins, la masse ouvrière n'a pas encore une idée assez précise de ses aspirations, car la plupart des charretiers sont revenus au travail, aussitôt qu'une direction leur a manqué. C'est là, à mon avis, un point très important; pour qu'un mouvement ouvrier puisse avoir de sérieuses garanties de réussite, il est indispensable que les prolétaires sachent bien ce qu'ils veulent, soient conscients, et il me semble que tous nos efforts doivent tendre à ce but. Je dois faire une exception pour les arrimeurs, qui se sont maintenus fermes et ont agi avec une résolution sans égale.

Dans l'esprit de tous ceux qui ont assisté aux événements passés, ce n'est que partie remise ; il est à espérer que les corporations ne garderont pas rancune aux charretiers pour avoir fait rater la grève et que l'on tentera de leur ouvrir les yeux pour une autre fois ; s'il est pénible de se voir obligé à reprendre le joug à cause de l'erreur des inconscients, il faut bien se dire que l'union est absolument nécessaire au prolétariat pour parvenir à son émancipation ; or ce n'est point avec des récriminations et des rancunes qu'on l'obtiendra.

Espérons que les ouvriers conscients seront à la hauteur des circonstances et sauront sacrifier leur ressentiment, même juste, à la grande cause de la solidarité.

J'oubliais de vous dire que les socialistes on lancé un manifeste condamnant la grève, ce qui leur a valu le mépris de tout le monde, les réactionnaires y compris.

Je vous envoie un supplément d'un journal bourgeois ; je vous recommande les gravures concernant ce mouvement, surtout celle de l'Avenida Montes de Oca à 10 h. a. m. Ordinairement, c'est la principale artère du trafic pour les laines, charbon, bois, fers, etc., et l'on voit des centaines de camions dans toutes les directions ; comme vous le voyez, elle était complètement déserte. L'article de M. Nordau : « Libertad », que vous y trouverez, est excellent.

X.

Buenos-Aires, le 28 novembre 1902.

Loi de résidence.

Article Premier. — Le P. E. pourra expulser du territoire de la nation tout étranger ayant été condamné ou poursuivi par les tribunaux étrangers pour des crimes ou délits de droit commun.

Art. 2. — Le P. E. pourra expulser tout étranger dont la conduite compromettra la sûreté nationale ou troublera l'ordre public.

Art. 3. — Le P. E. pourra empêcher l'entrée du territoire de la République à tous les étrangers dont les antécédents induisent à les inclure parmi ceux qui sont visés dans les deux articles précédents.

Art. 4. — L'étranger contre qui l'expulsion aura été décrétée, devra sortir du pays dans le délai de trois jours, pouvant être arrêté pour cause de sûreté publique, par ordre du P. E., jusqu'au moment de son embarquement.

⁂

Autre lettre :

Le gouvernement a peur et, en réalité, on craindrait à moins.

Malgré les mesures vexatoires et coercitives qui ont été mises en pratique, telles la fameuse « loi de résidence » d'abord, qui soumettait les étrangers aux caprices de la police, l'état de siège ensuite, qui érigeait le président en dictateur, malgré l'apparente tranquillité des masses ouvrières, on sent comme un malaise qui plane dans l'atmosphère, un ferment d'irritabilité gênante qui se manifeste vaguement, mais qui n'en est pas moins réel.

Le créole, esprit frondeur et altier, habitué depuis longtemps à une indépendance assez large, s'accommode peu aux situations violentes qui restreignent sa liberté de dire ce que bon lui semble, et n'est pas du tout disposé à se laisser mener malgré lui. Aussi voyons-nous jusqu'aux journaux bourgeois faire volte-face et esquisser un mécontentement qui pourrait bien finir par obliger les gouvernants à être plus prudents.

Un détail assez éloquent pourrait vous donner une idée de ce que j'avance : L'année dernière, les législateurs avaient voté, sur la demande du gouvernement, le service militaire obligatoire. En conséquence, les conscrits ont été mandés dernièrement. Environ un cinquième a répondu à l'appel.

Vous voyez donc que le terrain était tout à fait propice pour l'assimilation des idées nouvelles; aussi, le mouvement ouvrier qui n'existait pour ainsi dire pas, il y a environ deux ans, a-t-il pris tout de suite l'importance qu'il a actuellement.

Comme suite aux nombreuses arrestations qui ont été faites pendant et après le mouvement gréviste, ainsi qu'aux perquisitions, assez anodines du reste, que Dame police a effectuées, beaucoup d'ouvriers ont été détenus à bord des pontons, environ une centaine ont été déportés. Ce sont, pour la plupart, de ceux qui, plus enthousiastes que convaincus, peu habitués à se trouver aux prises avec les « souteneurs de l'ordre », se sont laissé prendre assez facilement; la majeure partie des propagandistes les plus actifs et les plus conscients ont pu se garer à temps.

Dans la province de Santa-Fé et notamment à Rosario, la police a profité largement des avantages que lui donnait l'état de siège, quoique la grève n'ait pour ainsi dire pas eu lieu, car elle n'a duré que deux jours. Un de mes amis de Rosario m'écrit que les perquisitions étaient dirigées par un soi-disant anarchiste *intimidé* par la menace d'expulsion du pays.

Dans la province de Buenos-Aires, les policiers ont profité de la situation pour donner libre cours à leurs désirs de vengeance tant contre leurs adversaires personnels que politiques. C'est ainsi qu'à Lujan, le commissaire de police a fait fermer le Club de Artesanos, prétextant que c'était un centre anarchiste et emmenant, en qualité de prisonniers, le président du club, ainsi que deux autres sociétaires.

Ici, c'est le camarade Serantoni qui a vu son petit magasin de librairie pillé par les agents, au nom de la loi. Heureusement il a pu échapper à leurs griffes en se réfugiant à Montevideo. C'est encore un ouvrier fondeur travaillant chez Mauricio Albert qui a été arrêté sur la dénonciation du contremaître. Et une quantité innombrable d'autres cas qu'il serait impossible d'énumérer.

Le camarade Ghiraldo prépare, je crois, un troisième supplément d'*El Sol* qui sera une exposition succincte des faits écoulés. Dans le cas où il serait publié, je vous l'enverrai.

Mais malgré tout cet apparat de force, malgré toutes les infamies commises pour soumettre les ouvriers et les faire ployer sous le joug du capital, le gouvernement a peur et, comme je le disais au commencement, il a réellement des motifs pour cela.

En effet, je sais de source certaine que les arrimeurs se préparent à déclarer la grève, aussitôt que l'état de siège sera levé. D'un autre côté, le Conseil municipal veut obliger les charretiers à se munir d'un livret d'identité dès le 1er janvier et, comme de juste, en payant l'impôt correspondant. Si cette détermination est maintenue, les charretiers annoncent qu'ils se déclareront en grève, avec ou sans « état de siège ».

On murmure également que les employés des chemins de fer d'une part, et les ouvriers de la campagne de l'autre, préparent une grève colossale pour les récoltes qui doivent commencer dans peu de jours.

Déjà, les patrons cultivateurs commençaient à faire des arrangements pour ne payer à leurs ouvriers que la moitié ou tout au plus les deux tiers du salaire qu'ils payaient les années passées, comptant pour cela sur l'efficacité de la protection de l' « état de siège ». Il serait à désirer qu'ils persistent dans cette *intelligente* attitude ; ce serait un bon coup de main donné à la cause de l'émancipation.

Vous voyez donc que l'atmosphère est saturée d'électricité qui pourait bien fondre, dans peu de temps, sur les bases vermoulues de l'édifice social et *peut-être* assisterons-nous prochainement à une de ces explosions qui forment des tournants décisifs dans l'histoire des peuples.

Buenos-Aires, le 9 décembre 1902.

⁂

Les ouvriers des ateliers frigorifiques de Campana s'étant déclarés en grève, le gouvernement mit au service des riches particuliers, patrons desdits établissements, les machinistes et les chauffeurs de la marine de guerre. Il prit en plus la précaution d'envoyer de la force armée dont la brutalité provoqua la protestation des grévistes. La troupe répondit (pour n'en pas perdre l'habitude, sans doute) avec du plomb, et en blessa quelques-uns ; d'autres furent faits prisonniers. Les travailleurs de Zarate décidèrent alors de faire cause commune avec leurs compagnons de Campana pour protester contre les provocations et les brutalités aussi barbares qu'injustifiées dont la troupe et la police s'étaient rendues coupables. La grève des deux villes se généralisa.

Les choses en étaient là, lorsque, le 17 de ce mois (novembre), les ouvriers du « Mercado Central de Frutos » et ceux des « Barracas » (dépôts de laine, de peaux, de céréales, etc.) se déclarèrent en grève, réclamant un horaire maximum de neuf heures de travail par jour, et un salaire de 4 piastres, plus l'adoption du poids unifié par la Fédération dans tous les ports de la République. (Cette unification des poids avait été imposée aux compagnies qui exploitent le déchargement des ports, et elles l'avaient acceptée sans soulever trop de difficultés : pour les céréales, les fruits du pays, la laine et le charbon en sacs de 65 à 70 kilos, maximum ; pour les paniers de charbon, de 55 à 60 kilos ; et pour les gros fardeaux, en général, 450 kilos maximum.)

La dignité des patrons fut superbe : ils refusèrent d'entendre les réclamations des ouvriers. Ceux-ci tinrent bon. Les « Barracas » et le « Mercado Central de Frutos » furent désertés. Les patrons eurent alors recours au gouvernement auquel ils demandèrent des hommes pour faire leur travail, et de la troupe pour les protéger ; des manœuvres de la douane leur furent envoyés, militairement escortés.

Le 19, un groupe de charretiers qui devaient décharger des cuirs, refusèrent de continuer le travail ; ceci augmenta l'embarras des bourgeois qui, de nouveau, eurent recours au gouvernement afin que 150 autres manœuvres de la douane leur fussent envoyés, ainsi que des renforts de troupe.

Le même jour 19, le « Centro Obrero de Zarate » était assailli et fermé par la police. Cette injustice causa une profonde indignation dans tout l'élément ouvrier de la République.

A Villa Constitucion, depuis quelques jours déjà, les travailleurs s'étaient faits solidaires de leurs compagnons de Campana et Zarate. Là aussi la police avait sévi avec brutalité et avait mérité la censure de tout l'élément conscient.

L'agitation allait croissant : l'attitude du gouvernement qui envoyait partout des hommes pour remplacer les grévistes et de la troupe pour aider les bourgeois, avait excité les esprits, et, le 20, on entrevit la probabilité d'une grève générale. Le gouvernement d'ailleurs poussa à la roue en votant une loi arbitraire, dictée par la peur et qui, faite pour intimider, produisit l'effet contraire.

Pressé par la Chambre de commerce qui, sentant ses intérêts menacés, avait envoyé une délégation à l'administration des affaires constitutionnelles et qui réclamait que l'on votât d'urgence une loi qui permît d'expulser tous les étrangers considérés comme les promoteurs et les souteneurs du mouvement ; effrayé par la tournure que prenaient les choses, et voyant surtout que le mouvement sur toute la ligne revêtait un caractère purement libertaire (les travailleurs connaissant leurs vrais amis n'avaient accepté l'aide que des propagandistes anarchistes pour les seconder dans la revendication de leurs droits) ; voyant que les travailleurs n'étaient divisés par aucun préjugé de parti ni de caste ; les sentant fermes, unis, forts, bien organisés, craignant une extension trop générale du mouvement, et comme tremblant déjà à l'idée des conséquences qu'il pourrait avoir, le gouvernement s'effraya, et crut utile de se retrancher derrière une loi criminelle, une loi lâche et perfide, votée dans l'affolement de la terreur ; une loi par laquelle (dans un pays comme la République Argentine, où l'élément étranger est si nombreux, où il est le seul, ou à peu près, qui pense, qui agit), une loi par laquelle tout ce qui n'est pas indigène est livré aux vengeances personnelles des fonctionnaires de la haute pègre, à l'arbitraire de tout représentant de l'autorité, à la cruauté, à la perfidie des petits despotes qui règnent en maîtres dans leurs provinces. Dans la nuit du 22 le Sénat, puis la Chambre des députés, convoqués en séance extraordinaire, votèrent à la hâte, presque sans discussion, cette loi composée de quatre articles et qui prescrit que tout étranger dont la conduite serait dangereuse pour la sécurité nationale ou pour le maintien de l'ordre public, pourra être expulsé du territoire argentin, après un délai de trois jours, pendant lesquels il pourra être détenu si c'est jugé utile.

Les ouvriers sentirent que cette loi par laquelle le gouvernement s'arrogeait le droit de conduire à la frontière tout étranger ayant osé émettre une pensée libre, était une grossière injure à leurs personnes et à leurs droits de parler et d'agir. Conséquemment, l'idée de la grève générale gagna du terrain. Le 21 et le 22, un grand nombre de corporations se réunirent pour prendre des mesures et, dans la nuit du 22, la « Federacion Obrera Argentina », dans une réunion où étaient représentées toutes les corporations qui la composent, vota la grève générale dans un but de solidarité avec les grévistes des Barracas, du Mercado Central de Frutos, de Campana, de Zarate, de Tolosa, etc., et décida que la grève serait maintenue tant que les troupes envoyées sur le terrain de la grève n'auraient pas réintégré leurs casernes et que le gouvernement n'aurait pas retiré sa loi sur l'expulsion des étrangers. Le 23, un dimanche, l'effervescence fut grande ; 40 corporations adhérèrent au mouvement : les marins des vaisseaux appartenant aux compagnies qui font le trafic du port ayant aussi décidé la grève, le trafic fut paralysé ; les manœuvres de la douane que le gouvernement avait envoyés aux Barracas et au Mercado Central de Frutos pour remplacer les grévistes, se déclarèrent aussi en grève pour adhérer au mouvement général, et en profitèrent pour réclamer une amélioration à leur sort.

Jusque-là, tout avait été calme, ou à peu près, du moins pour Buenos-Aires. Dans d'autres villes, les grévistes avaient en plus à souffrir des iniquités de la police. A Zarate, le 22, plus de 150 ouvriers et leurs familles étaient assiégés ; le Centro Cosmopolita de Obreros, fermé par la force, et le droit de réunion et d'association foulés aux pieds. A Campana, la police avait sévi avec plus de brutalité encore : assaut, coups de crosse, de sabre, de revolver ; c'est la musique dont s'accompagne le mensonge officiel, lorsqu'il se charge de garantir la liberté du travail.

Le 24, le mouvement prit de l'extension. On apprit que les ouvriers du port de la Plata et les menuisiers de la même ville avaient suspendu leur travail ; que le Centro Cosmopolita de Obreros del Puerto de San Nicolas avait adhéré à la cause des travailleurs ; qu'à Rosario de Santa-Fé la grève générale était déclarée, et que 15.000 ouvriers abandonnaient le travail. Le gouvernement alors prit une résolution extrême ; il déploya sa force. Le local des boulangers, un des foyers les plus ardents du mouvement révolutionnaire, fut fermé par la police. Plusieurs d'entre eux ayant voulu s'y opposer, une collision se produisit ; deux grévistes furent blessés, d'autres furent faits prisonniers. La brutalité des sbires à la solde de la canaille gouvernementale se fit surtout sentir à Barracas, centre principal de la grève, où ils faisaient des arrestations collectives. Brutalement sommés de suivre, les grévistes qui osaient élever la moindre objection apprenaient, avec force coups de cravache, qu'on a le droit de se taire quand l'autorité parle, et le devoir d'obéir lorsqu'elle ordonne. Un gréviste ayant opposé une résistance plus opiniâtre, paya de la vie son audace. On lui logea, pour exemple, une balle dans la peau. Le pouvoir exécutif demanda au Congrès la déclaration de l'état de siège qui, le même jour 24, à 5 h. 1/2, fut voté à l'unanimité.

Le 25, les prisons étant pleines et ne suffisant plus, on utilisa l'arsenal de guerre où plus de 500 grévistes furent entassés ; d'autres furent jetés sur des pontons et envoyés en rade. Rien cependant ne justifiait ces brutalités et ces arrestations. Jamais grève ne fut plus calme : peut-être même le fut-elle trop et les grévistes ne montrèrent-ils pas assez d'énergie pour faire valoir leurs revendications.

En résumé, dès aujourd'hui, on peut assurer que la grève est perdue, et qu'elle n'a servi aux travailleurs qu'à compter les forces dont ils disposent et à se rendre compte de l'esprit de solidarité qui les anime. C'est à recommencer.

Deux mots sur l'attitude des socialistes qui ont contribué pour une large part à l'échec du mouvement. Dans leur organe *La Vanguardia*, alors qu'on avait la presque certitude que la loi sur l'expulsion des étrangers serait votée, alors que les travailleurs se levaient en masse pour réclamer leurs droits, oubliant sans doute qu'eux aussi, partout, dans leurs campagnes électorales, à la tribune, dans le pamphlet, ils avaient fait du prosélytisme en faveur de la grève, furieux de leur impuissance à se mettre à la tête du mouvement et à le dénaturer en lui donnant un aspect de revendication politique ; dépités, honteux d'avoir éprouvé des échecs des plus significatifs (à Zarate, les grévistes refusèrent de les entendre), ils déclarèrent que la grève générale était le résultat d'une propagande incohérente qui ne pouvait avoir pour résultat qu'un lamentable fracas ; ils déclarèrent que les intérêts bien entendus des prolétaires ne pouvaient être représentés que par les socialistes, qu'eux seuls avaient le droit de revendiquer la *défense* de ces intérêts, qu'eux seuls étaient autorisés pour le faire, et que lorsque les travailleurs, trompés par les professionnels de la grève (les anarchistes !), se laissaient guider par ces agents de la violence, ils ne pouvaient marcher qu'au désastre immédiat : qu'en conséquence, ils appuieraient moralement et matériellement les travailleurs du « Mercado Central de Frutos » ainsi que ceux des « Barracas » et les charretiers, mais qu'ils blâmaient les différents corps de métiers qui avaient déclaré la grève générale par simple esprit de solidarité, attitude qui avait été déterminée par la propagande anarchiste. Bref, ils trahirent la cause des travailleurs en leur refusant leur appui. Ici comme en France, comme partout ailleurs, toute action ouvrière n'étant dirigée par eux est vertement réprouvée. Ils parlent de détruire les privilèges, et ils s'attribuent un monopole plus arbitraire que tous les autres, celui de former la conscience des individus et de défendre leurs intérêts. Après ça, je crois que les ouvriers de la République Argentine n'enverront pas, de longtemps, ces gens-là parader au Congrès.

A. H.

Russie.

Il se passe actuellement, en Russie, au sein de ce qu'on appelle les *Comités provinciaux*, une série de faits de la plus haute importance en ce sens qu'ils caractérisent à merveille l'état de surexcitation et de mécontentement où se trouve tout homme honnête et qui a conscience de la situation politique et sociale du pays. Mais avant de les faire connaître, il est nécessaire de donner quelques détails sur la création de ces comités.

Après la répression sanglante des troubles qui éclatèrent cet été parmi les paysans des provinces de Kharkoff et de Poltava, le pouvoir comprit qu'il

fallait faire quelque chose. Mais son unique souci étant de conserver le pouvoir absolu, il manœuvra pour que les questions soulevées fussent résolues conformément à l'esprit des bureaux administratifs et par des hommes dévoués au gouvernement.

C'est ainsi que fut organisée à Péterbourg, par l'initiative du ministre de Witte, la *conférence spéciale sur les besoins de l'agriculture et de l'industrie rurale*. En même temps des *Comités provinciaux* étaient nommés dans *tous les chefs-lieux* et villes de district, sous la présidence des gouverneurs ou des maréchaux de noblesse avec mission de faire une enquête sur les besoins de l'agriculture et de l'industrie rurale. La formation de ce comité était attribuée au président, le programme élaboré par la *conférence spéciale* avec la collaboration de professeurs de sciences économico-sociales et de personnes compétentes en matière d'agriculture et d'industrie. Toutes les questions de principe ayant un caractère politique en étaient exclues.

Pourtant les comités locaux ne furent pas tout à fait fermés aux hommes indépendants, de même que le programme n'était pas strictement délimité. Aussi, dans un grand nombre d'entre eux et dès le début des séances, furent présentées des revendications en désaccord absolu avec les vues du gouvernement. Une minorité organisée et solidement groupée s'est tracé un programme de politique intérieure à elle.

A Voronèje, le gouverneur Keptzoff, président ouvre la première séance du comité, en disant que l'inquiétude qui s'est manifestée chez les paysans n'est due ni à leur grossièreté, ni à leur sauvagerie, mais aux conditions économiques en général. Il invite les assistants à exprimer leur avis courageusement et sincèrement sur les questions suivantes : importance du Zemstvo comme organe local de self-government; garanties insuffisantes des paysans au point de vue judiciaire; fardeau des impôts directs et indirects; question des douanes; importance de l'enseignement populaire. Le pédagogue Bounïakoff, homme d'âge et très estimé de tous, soutient, dans un remarquable discours, que tous les maux actuels viennent non pas de causes particulières, de défectuosités techniques, mais de l'organisation politique et sociale tout entière à refondre. Il faut achever les réformes commencées par Alexandre II dans le sens de la liberté absolue de parole et de presse et d'une large initiative laissée aux individus. En dehors de ces conditions générales, l'action indépendante et l'esprit de recherche sont impossibles. C'est pourquoi tout honnête Russe doit refuser de prendre part à la discussion des mesures et réformes de détail. Car on ne fait ainsi qu'obscurcir et marquer la vraie solution du problème. Le docteur Martynoff, délégué au Zemstvo et invité au comité, parle exactement dans le même sens. C'est après avoir discuté les questions d'ordre général que l'on doit passer aux détails techniques. Or il n'y a aucune garantie que les questions générales pourront être soulevées et amplement discutées sous tous leurs aspects. Les membres des comités ne sont pas élus par la population et on ne leur garantit pas l'inviolabilité nécessaire pour discuter librement. Il demande cette garantie.

A Soudja (gouvernement de Kousk) ce fut plus grave encore. Dans leurs premières séances les membres de ce comité avaient déjà fait preuve d'un grand esprit d'indépendance. Ils avaient adhéré entièrement au programme libéral élaboré au *Congrès de Moscou* par les représentants des Zemstvos. Mais à la séance du 27 septembre, présidée par le maréchal de noblesse Evréinoff et où assistaient 74 membres dont 31 paysans, le comité tout entier donna sa démission dans les conditions suivantes.

La lecture de divers mémoires se passa d'abord sans incidents. Mais lorsque M. Vkloff eut terminé la lecture de son rapport sur *Les causes qui, dans les conditions actuelles, empêchent les Zemstvos de tricontribuer au relèvement économique des populations*, rapport concluant au self-government des Zemstvos et qui fut accueilli par des applaudissements frénétiques; le président déclara qu'à son grand regret il se voyait obligé de suspendre la discussion de ce rapport, et d'éliminer de l'ordre du jour la question de la presse et celle des sectaires.

Aussitôt le prince Dalgorovski proteste énergiquement contre cette mesure. Vu l'importance de la question supprimée, il croit devoir s'abstenir de toute participation aux travaux du Comité.

Dorénavant, il assistera aux travaux du Comité, en sa qualité de président du Conseil du Zemstvo, mais sa conscience ne lui permet pas d'y prendre part.

Cette déclaration du prince Dalgorovski provoqua des bravos enthousiastes. C'est ensuite le tour de M. Oussoff qui donne aussi sa démission.

M. Liakhoff, un *autre* conseiller du Zemstvo motive la sienne en ces termes : « On s'est adressé à nous, en nous priant de dire franchement ce que nous pensons et quels sont nos besoins d'agriculteurs, ce qui est aussi de la compétence des Zemstvos. A présent on ne nous laisse pas parler. » De longs applaudissements soulignent ces paroles. Et un à un, tous les membres du Comité, y compris les paysans, donnent leur démission.

En réponse à cette résistance, des mesures de répression n'ont pas tardé à être prises. *Des blâmes* de l'empereur ont été distribués aux participants du Congrès de Moscou, ainsi qu'aux membres des comités provinciaux de Voronèje. Il y a eu même des arrestations. A Rouza, gouvernement de Moscou, les membres du comité provincial, convoqués pour le 8 octobre, trouvèrent dans la salle de délibération un *commissaire* de police chargé de surveiller les débats. Des gouverneurs furent menacés de révocation au cas où « les choses » se renouvelleraient.

Il est probable que les mesures de cet ordre n'empêcheront pas le mouvement de grandir et de se généraliser.

S.

Belgique.

Le *Réveil des Travailleurs* s'efforce depuis quelques semaines de créer un mouvement en faveur des victimes de la *Mano Negra*. Après avoir distribué 10.000 manifestes, plusieurs meetings ont déjà été organisés, notamment à Liège, Ougrée, Flémalle et Seraing où le citoyen Thonar a démontré qu'il ne pouvait exister aucun doute sur l'innocence de ces malheureux martyrs enfermés dans les bagnes capitalistes. Ayant fait appel à tous les hommes de cœur nous constatons avec regret l'indifférence que l'on rencontre surtout chez les soi-disant défenseurs des travailleurs, nous déclarons que s'ils n'entrent pas en lutte pour arracher ces innocents des griffes de leurs bourreaux, nous, ouvriers, serons en droit de leur demander compte de cette attitude équivoque, car un capitaine millionnaire pourrait-il être plus intéressant que nos frères espagnols ? S'ils combattent vraiment pour la justice, leur cause nous semble tout au moins aussi digne d'intérêt que celle d'un galonné qui, en temps de troubles, eût fait fusiller les travailleurs.

Les camarades qui ont répondu à notre appel ont acclamé divers ordres du jour dans ce sens :

Les travailleurs des localités désignées ci-dessus, après avoir entendu exposer la situation faite aux victimes de la bourgeoisie espagnole lors des procès de la *Mano Negra*, déclarent envoyer à leurs frères de misère l'expression de leur fraternité émue, déclarent, en outre, être décidés à entretenir en leur faveur une agitation qui ne prendra fin qu'à la libération de ces malheureux innocents.

Angleterre.

Le tribunal de Wakefield condamne à *2 mois* de prison une femme, Catherine Ward, 24 ans, coupable d'avoir grièvement blessé Bartholomew John Kennealy à coups de ciseaux. — Le même tribunal condamne à *9 mois* Eliza Willoughby, 28 ans, coupable d'avoir pris deux tabliers ; et à *6 mois* Elizabeth Smith, 53 ans, pour avoir dérobé une chemise de coton.

Devant le tribunal du Staffordshire, Frank Garvican, qui avait frappé à la tête, avec une assiette, une femme qui lui refusait de l'argent et l'avait dangereusement blessée, est condamné à *2 mois* de prison. — Devant le même tribunal, Lottie Marion Child, accusée d'avoir volé une pièce de calicot : *6 mois*. Thomas Davies, 22 ans, accusé d'avoir pris un sac et cinq pains : *3 ans*.

En Angleterre, c'est comme en France, et comme partout : il est beaucoup moins grave aux yeux des juges d'attenter à l'existence qu'à la propriété d'autrui. Blesser quelqu'un est peu de chose ; mais prendre un tablier, une chemise, une pièce de toile ou du pain !!...

(Du *Truth*, 23 octobre.)

Nouvelle-Calédonie.

Bélep, 15 octobre. — Nous étions quelques camarades qui nous soutenions les uns les autres ; on nous a tous séparés, espérant nous annihiler plus facilement. Je fus pour ma part envoyé aux Bélep (Léproserie des Bélep), malgré mes énergiques protestations. C'est un îlot isolé à une quarantaine de milles au nord de la colonie, et où l'administration compte enterrer les malheureux atteints de ce mal terrible (la lèpre), et aussi ceux qui pour elle deviennent gênants.

Les médecins sont complaisants, ici ; on interne par ordre supérieur et sans visite, ou alors l'on vous dit : c'est l'ordre de M. Tel ou Tel. Ils sont là tous pêle-mêle, achevant de se pourrir l'un par l'autre ; condamnés et libérés sont enterrés vivants aux Bélep, sans soins, sans visites de médecin, constamment repoussés sans ménagements ; il n'y a même pas assez d'humanité pour cacher un peu son dégoût devant ces parias de la misère et de la maladie.

C'est là que nous nous trouvons, une trentaine d'hommes, dans la promiscuité *du centre de contagion*, et où l'on m'a envoyé de force. Il se prépare en ce moment un petit travail que je vous adresserai, concernant ces malheureux. C'est édifiant ; et puis, camarades, ils sont plus déshérités que tous : ce sera assez pour vous les rendre sympathiques.

*
* *

Dumbéa, 21 septembre. — Les travailleurs du chemin de fer de Nouméa à Bourail, lorsqu'ils sont blessés sur un chantier, ont droit au médecin et à une demi-journée d'indemnité.

Seulement le médecin, payé par le service, a soin de ne pas ruiner ceux qui le payent, surtout lorsqu'il s'agit d'un *libéré* ; car les émigrants, en qualité *d'électeurs*, ont droit à tous les emplois de faveur et à tous les égards.

Dernièrement le libéré, « Paris » (il ne m'a pas autorisé à dire son nom), en déchargeant un sac de poudre, ressentit une violente douleur dans les côtes et fut obligé de rester au repos. D'abord, ce libéré ayant l'interdiction de séjour à Nouméa, ce fut des ci et des là pour pouvoir aller à la visite. Il dut même y aller à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il s'est mis dans le cas d'attraper 6 mois de prison.

Il fut mis exempt quatre jours par le docteur ; mais comme il allait plus mal, il retourna une fois encore à la visite, où le médecin déclara que, *pour lui*, il n'était plus malade.

Depuis, le pauvre diable souffre et dépérit, car pour faire venir un médecin à 10 kilomètres de Nouméa, cela coûte 25 francs. Il pourrait aller, il est vrai, à l'hôpital du Marais, à l'Ile Nou. Mais, là plus qu'ailleurs, sans argent on ne peut avoir de soins, malgré qu'ils vous soient dus par l'Administration. C'est le graissage de pattes seul qui peut vous aider à vous faire soigner.

Etats-Unis.

Lucifer, de Chicago, nous apporte une nouvelle infamie d'un juge américain. Le haïssable personnage s'appelle cette fois Edw. B. Thomas. La société pour la *poursuite du vice*, de New-York avait attaqué devant lui une propagandiste bien connue de l'émancipation sexuelle, entre autres choses, Mme Ida C. Craddock, pour envoi par la poste de son livre sur la *Vie maritale correcte*. Notez cette hypocrisie : la presse est libre ; un Américain peut écrire, imprimer tout ce qu'il veut, mais il est coupable s'il fait circuler son écrit par l'intermédiaire d'une personne, d'une organisation à qui cela déplaît. Or la poste, représentée par ses chefs, est dominée par la faction puritarde, dirigée par un certain Anthony Comstock, dont le nom est devenu le synonyme de la plus immonde hypocrisie. Mme Craddock était donc poursuivie pour avoir *attenté à la pudeur* des employés de la poste en faisant circuler par leurs mains un livre *obscène*.

Le juge Thomas a fait admettre par ses stupides jurés que leur seul droit était de constater la matérialité du fait parfaitement admis par l'accusée, de la mise à la poste du livre incriminé, et que lui seul, le juge, était compétent pour apprécier si le livre était obscène, et naturellement il le déclarait tel le 10 octobre dernier.

Restait à prononcer la peine qui devait être de *plusieurs années de prison*. Généralement, partout, les juges remettent cela à huitaine, sous prétexte de consulter à tête reposée les lois et la jurisprudence. En réalité, ces laquais ont à prendre les ordres de ceux qui paient « leurs vils services ».

Dans la nuit du 15 au 16 octobre, notre sœur propagandiste a mis fin à ses jours après avoir écrit : « Comme le juge Thomas a évidemment décidé de me condamner à un long emprisonnement, ce qui équivaut pour moi à un arrêt de mort, il me semble qu'il lui importera peu que je meure en prison, ou confortablement et paisiblement chez moi. Je me

sens comme Socrate, le droit de choisir ma manière de mourir. »

Le monstre qui fut en effet son bourreau, est l'objet de l'exécration de tous les honnêtes gens, et l'assassinat indirect dont il est l'auteur ne fera que développer la propagande humanitaire qu'il voulait éteindre.

(De *Régénération* numéro de décembre).

*
* *

CALIFORNIE. — Au sujet des nouvelles de la côte du Pacifique, c'est à peu près la même chose que dans l'Est : la guerre entre capital et travailleur. A San-Francisco, les prolétaires ont élu leur maire l'an dernier. Les ouvriers sont assez organisés en *Union* ; les affaires vont assez bien, mais je prévois que dans un jour peut-être pas éloigné, il y aura un terrible conflit. Les capitalistes se préparent et comme il y aura une réaction, c'est-à-dire que le commerce se ralentissant les durs temps viendront, alors la débâcle, la saignée, d'avance sont préparées. Toutes ces organisations ouvrières répudient les principes libéraux ; mais, soyez-en sûr, il en sortira quelque chose de bon, malheureusement pas sans effusion de sang.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les Beautés de Dame Justice.

Le 26 juillet dernier, dans la nuit, des pierres furent lancées dans la fenêtre de cuisine de deux renegats qui ont eu le courage (?) d'accepter le tarif de diminution que la Compagnie Générale des lampes à incandescence d'Ivry imposait à son personnel verrier.

Comme on ne pouvait accuser aucun gréviste, on n'a trouvé rien de mieux que d'accuser un autre verrier qui avait le tort de rester dans la même maison que ces deux renégats, et parce qu'en plus de ce crime il était sympathique aux grévistes. Ce camarade fut renvoyé quelque temps avant la grève, pour avoir applaudi — d'après certains mouchards — à quelques gnons qu'un des directeurs venait d'encaisser de la part d'un verrier.

On pensait que l'affaire n'aurait pas de suite, quand le camarade Guerdin, la victime de cette crapulerie, reçut un papier l'invitant à la 9e Chambre, le 9 septembre, et comme le camarade n'avait pas de défenseur, son affaire fut remise à huitaine ; mais huit jours après, c'était la 8e chambre qui siégeait, et le camarade ne savait à quoi s'en tenir.

Le camarade a eu beau fournir des témoins comme quoi il était innocent, rien n'y a fait.

Quelques jours après, Guerdin va aux 28 jours, et à son retour que reçoit-il ?... un papier lui annonçant qu'il était condamné à deux jours de prison et 25 francs d'amende par la 8e chambre au lieu de la 9e.

Il fit opposition à ce jugement et, pas seulement huit jours après, il reçoit un papier le convoquant pour le 8 décembre. N'ayant pas d'avocat, on le jugea tout de même, mais on lui a retiré les deux jours, tout en lui laissant l'amende.

Nous avons bien écrit à un avocat du Parti Socialiste qu'Orry nous avait désigné, mais ce monsieur n'a pas daigné répondre ni seulement accorder cinq minutes d'audience ; sans doute parce qu'on a dit que la victime était sans le sou.

Le camarade Guerdin demandait pourquoi les femmes qui l'accusaient ne se présentaient pas à la séance. Il lui fut répondu que ces dames ne pouvaient toujours se déranger ; mais lui, on l'avait bien condamné en son absence, absence bien légitime, puisqu'il était aux vingt-huit jours.

AUGUSTE CARTEAU.

*
* *

Congrès international des Jeunesses antimilitaristes.

Considérant, que pour faire suite au Congrès antimilitariste auquel pourront prendre part indistinctement les groupes d'adultes et de jeunesses, il est indispensable de provoquer et d'organiser un « Congrès international des Jeunesses antimilitaristes », auquel ne pourront participer que les organisations de jeunes et où seront spécialement discutées les questions les intéressant particulièrement.

Nous adressons un chaleureux et pressant appel à tous les jeunes gens conscients, à tous les groupes de Jeunesses démocratiques qui rêvent un avenir de concorde et de fraternité, un temps où les armes seront reléguées dans les musées pour servir aux générations nouvelles de preuves vivantes de la cruauté et de la sauvagerie de leurs ancêtres, et les invitons instamment à adhérer en masse et dans le plus bref délai au « Congrès international des Jeunesses antimilitanristes » et à y venir discuter les meilleurs moyens à employer pour continuer d'une façon efficace et sur une plus vaste échelle cette tâche éducative entreprise déjà — mais d'une façon un peu isolée — par bon nombre de militants et pour répandre à profusion parmi les jeunes, les semences de fraternité, d'amour et d'indépendance d'où germeront peut-être de sublimes et fertiles révoltes.

A bas la Guerre ! Vive la Paix Universelle !

Jean Gombert, secrétaire-adjoint de la Jeunesse socialiste du 13e arrondissement ; Laurent Tailhade, publiciste ; Citoyenne Henriette Meyer, Jean Colly, conseiller municipal de Paris ; Théophile Corde, secrétaire du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire ; Francis Jourdain ; Paul Fribourg, du Syndicat des mécaniciens ; Henri Reboul, rédacteur au *Rappel* ; Pierre Morel, conseiller municipal de Paris ; E. Laporte, secrétaire permanent de la Commission administrative de la Bourse du Travail de Paris ; Amédée Bousquet, secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs de l'alimentation.

La date et le lieu du Congrès seront fixés ultérieurement.

Les adhésions, communications et souscriptions, ainsi que les demandes de renseignements complémentaires, doivent être adressées d'ores et déjà au camarade Jean Gombert, 11, rue de Beaune, Paris, 12e arrondissement.

*
* *

Le Congrès international antimilitariste.

Les deux meetings qui ont eu lieu ont été un triomphe pour la mise en marche du Congrès qui doit avoir lieu à Londres cette année et qui devient de plus en plus nécessaire.

L'enthousiasme des militants, le nombre des adhésions reçues jusqu'à ce jour, les nombreuses lettres qui nous parviennent de Belgique, Angleterre, Suisse, Allemagne, Espagne, Italie et Amérique montre que, de plus en plus, cette plaie hideuse, *l'armée*, doit disparaître à jamais.

Ce n'est plus des réformes que l'on veut, c'est la suppression complète et définitive des armées. Tel est l'esprit de la correspondance qui nous parvient et le but que nous nous proposons d'entreprendre.

Il faut que tous les camarades, à quelques groupes qu'ils appartiennent, s'unissent sur ce terrain et adhèrent en masse au Congrès.

Il faut que, dans chaque ville de France, des camarades prennent l'initiative d'organiser fréquemment de grandes réunions publiques et que le mot d'ordre soit partout général et identique :

« Meeting antimilitariste. Congrès de Londres en 1903. Suppression des armées. »

Ici, d'autres meetings vont suivre, une propagande active sera menée, mais il faut, nous le répétons, pour la réussite de l'entreprise, que tous, sans exception, se groupent autour de nous.

Le camarade Henri Beylie a été chargé de recevoir pour le Congrès les adhésions, communications, fonds, etc, etc., et tient à la disposition des groupes ou individualités des listes que les camarades n'auront qu'à lui demander. Ces listes devront faire retour dans le plus bref délai possible, *remplies* ou *non*.

Lui écrire : 10, impasse Girardon, Paris (18e).

*
* *

Chambre syndicale des Ouvriers électriciens et parties similaires de la Seine.

Camarade administrateur des *Temps Nouveaux*,

Le Conseil syndical, dans sa séance du 2 décembre 1902, a décidé la création d'une bibliothèque (technique et sociale). Cette bibliothèque fonctionne à l'heure actuelle, d'après les dons de quelques camarades.

Le Conseil, à l'unanimité, considérant que les *Temps Nouveaux* et le *Libertaire* avaient leur place tout indiquée dans la partie sociale de la bibliothèque, a décidé de collectionner ces deux organes de la pensée libre. En conséquence, camarade, je vous avise qu'à partir du 1er janvier 1903, notre organisation est abonnée pour un an, aux *Temps Nouveaux*.

Vous pouvez nous adresser le prochain numéro d'ici quelques jours, je vous adresserai le montant de l'abonnement (5e étage, Bourse du Travail).

Le Conseil souscrit en outre à 25 exemplaires de la brochure Giraud.

Veuillez publier cet avis.

Salut révolutionnaire !

Pour le Conseil syndical et par mandat :

Le Secrétaire,
TOULLIER.

Levallois 29 décembre 1902.

*
* *

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Lundi et vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard : Répétitions.

*
* *

Jeunesse d'éducation sociale des 6e et 7e arrondissements. — Un groupe de jeunes, imbus des idées de justice et de fraternité, désireux de former dans les 6e et 7e arrondissements, un cercle de jeunesse, de camaraderie et d'éducation sociale, ont organisé une réunion samedi 10 janvier, à 8 heures et demie très précises du soir, salle Respinger, 29, rue du Dragon.

Ordre du jour : Le tirage au sort dans les 6e et 7e arrondissements.

*
* *

Causeries populaires du XIe, salle Pœsch, 57, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 14 janvier, la cellule (III), par Paraf-Javal.

*
* *

Ligue Internationale pour la défense du soldat (section du XIIe arr.) — Dimanche 11 janvier 1903, salle Blanchet, 33, boulevard de Reuilly, à 8 h. 1/2, grande fête familiale organisée par la 12e section de la Ligue Internationale pour la défense du soldat. Conférence par un camarade, suivi d'une soirée-concert avec le concours de divers camarades.

*
* *

La 19e Section antimilitariste se réunira samedi 10 janvier, à 9 heures du soir, salle Delfaud, 114, rue de Crimée, à l'effet de fixer la propagande à organiser dans les XIXe et XXe arrondissements en vue du prochain tirage au sort.

Les adhésions et les fonds sont toujours reçus par G. Franssen, 36, rue des Mignottes (XIXe).

*
* *

La 13e Section de la Ligue pour la défense du soldat, organise pour le tirage au sort avec la jeunesse socialiste révolutionnaire un grand meeting antimilitariste, salle de l'Alcazar d'Italie, le mercredi 4 février.

Les noms des orateurs seront publiés ultérieurement.

Le mardi 3 février, jour du tirage dans l'arrondissement, permanence chez Paulus, 4, avenue d'Italie, près de la mairie, de 9 heures du matin à 6 heures du soir. Distribution de journaux et de brochures. Les conscrits socialistes et libertaires sont priés d'y amener leurs parents et leurs amis. On chantera.

*
* *

Société instituée pour la création d'une colonie libertaire. — Dimanche 11 courant, à 9 heures du soir, salle de la Cloche, 43, rue Réaumur, réunion générale de tous les camarades. Causeries de Butaud et Armand ; préparation au départ des premiers camarades ; achat de matières ; organisation de la fête familiale. — Adhésions et souscriptions. — Entrée libre.

*
* *

Congrès International antimilitariste. — Dimanche 11 courant, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, salle du Palais du Travail, place Dupleix (15e arr.), grand meeting antimilitariste. — Ordre du jour : Les crimes des gouvernants ; les monstruosités de l'armée ; La suppression du militarisme.

*
* *

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers (cousu-main). — Réunion générale le 10 janvier, à 9 heures du soir, rue Caulaincourt, 11. Ordre du jour : 1° Cotisations et adhésions ; 2° compte rendu financier ; 3° renouvellement du Bureau.

*
* *

L'Education libre du IIIe et du XIIIe. — Samedi 10 janvier, à 8 h. 1/2, salle Vidal, 96, rue de Tol-

biac, soirée familiale. Causerie par un camarade; partie de concert avec le concours des chansonniers révolutionnaires; tombola gratuite, nombreux lots. Vestiaire : *0 fr. 30*, facultatif pour les compagnes et leurs enfants. Un programme illustré sera donné à l'entrée de la salle.

Brochures à distribuer : *Ce que nous voulons*, par Sébastien Faure, format 12×17, 8 pages avec couverture illustrée, à 1 fr. le cent.

∴

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les soirs, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade. — Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter.

∴

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 10 janvier. — Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur : Les maladies infectieuses.

Dimanche 11. — A 2 heures, salle du « Rocher Suisse », 22, rue de La Barre, grande matinée, donnée par les deux U. P. du 18e arr., l'*Enseignement Mutuel* et l'*Education Sociale*, avec le concours de nombreux artistes (il sera distribué un programme spécial).

Lundi 12. — Albert Bloch : Matière et énergie : VII. L'énergie électrique.

Mercredi 14. — Georges Veillat : Les sectes sociales.

Le mardi, cours d'allemand, par Mme Liepus : de 8 h. 1/2 à 9 1/2, cours élémentaire; de 9 h. 1/2 à 10 1/2, cours en allemand.

Le jeudi, cours de diction, par M. Jelmo, du Théâtre Antoine.

Le vendredi, cours d'arithmétique par M. Francillon, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2; cours de sténographie par Mlle Migny, de 9 h. 1/2 à 10 1/2.

Le mardi, de 9 h. à 10 h., consultations médicales par Mlle Gueller, docteur en médecine, à son domicile, 36, rue de la Chapelle.

∴

L'Emancipatrice, U. P. d'Aubervilliers. — Dimanche 11, salle Giot, 1, rue des Ecoles, à 2 heures, matinée familiale, chants et poésies.

∴

Le petit journal pour les enfants, *Jean-Pierre*, organise une fête enfantine qui aura lieu le dimanche 1er février, à 2 heures, dans la grande salle de la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. Cette fête, qui promet d'être attrayante et dont nous donnerons le programme prochainement, sera suivie d'une tombola gratuite comportant un grand nombre de lots : joujoux, livres, objets scolaires, etc. Un souvenir sera donné à chaque enfant qui assistera à la matinée. Nous tenons des cartes à la disposition des camarades. Prix : 0 fr. 25 pour les enfants, 0 fr. 50 pour les grandes personnes.

N. B. — La troisième promenade organisée par *Jean-Pierre* pour visiter les galeries du Muséum, aura lieu dimanche 11 janvier, à 10 heures précises du matin. Rendez-vous : grille située à l'intersection des rues de Buffon et Geoffroy-Saint-Hilaire. Que les camarades y envoient leurs enfants.

∴

Boulogne. — Les camarades qui désirent poursuivre leur émancipation intégrale sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu jeudi 15 janvier, salle Salzac, 1, boulevard Magenta, où sera exposée l'organisation des *Travailleurs Réunis*, compagnie générale à base essentiellement communiste anarchiste.

∴

Alais. — Le groupe libertaire, qui avait été momentanément dissous, est reconstitué. Prière d'adresser tout ce qui le concerne au camarade Bernard, rue Florian, n° 30.

∴

Lyon. — Le groupe *Germinal* invite ses adhérents à une réunion familiale privée, dimanche 11 janvier, à 8 heures du soir, salle Chamarande, café de l'Isère, rue Paul-Bert, 26.

Une causerie sur la physiologie de la génération, stérilité et fécondation volontaire, sera faite par un camarade; la soirée se terminera par des chants et déclamations libertaires.

Il sera perçu 0 fr. 25 pour le vestiaire au bénéfice de la brochure à distribuer.

∴

Nantes. — Groupe *Les Iconoclastes*. Les camarades libertaires de Nantes et de Chantenay se rencontrent tous les samedis soir à 8 heures, café de Bretagne, place Bretagne.

Samedi 3 et 10 janvier, causerie sur : Le monde avant la création de l'homme.

∴

Vienne. — Salle du Théâtre, samedi 17 janvier, à 8 heures du soir, grande réunion populaire organisée par la Ligue de la Vérité.

Camarades,

Il y a quelques années, nous faisions appel à votre appui pour venir joindre vos protestations aux nôtres, afin d'arracher des griffes du gouvernement espagnol, des camarades de luttes et de misères, emprisonnés dans les cachots de Montjuich, pour avoir commis le crime de penser librement.

Aujourd'hui, c'est encore du même côté que viennent les plaintes, poussées par les victimes du procès de la *Main Noire*.

Voici vingt ans que durent leurs supplices.

Sur une trentaine d'arrêtés, plusieurs sont morts dans les fers, huit sont encore vivants.

Tous, malgré leur innocence, durent subir les plus atroces tortures, dont l'inquisitoriale Espagne est restée coutumière :

L'arrachement des ongles, le casque électrique, la bastonnade, la pendaison, etc., etc.

Les plaintes des huit survivants viennent enfin de percer les murs de leur prison, et, traversant les frontières, arrivent jusqu'à nous.

Tous clament leur innocence, mais ils sont à bout.

A nous tous, les hommes de cœur, d'entendre leurs voix qui nous appellent et de venir en foule leur porter secours. Nos voix réunies seront assez fortes pour être entendues.

Quand les peuples grondent, les rois, les tyrans tremblent d'inquiétude.

Dans ce grand meeting, pareil à ceux qui s'organisent déjà dans le monde entier, nous dénoncerons aussi les crimes de nos bagnes, afin de détruire la société autoritaire et capitaliste et d'édifier sur ses ruines une société nouvelle où les crimes juridique, politique et militaire auront cessé d'être.

Orateurs dont le concours est assuré :

Pierre Martin, Henri Fabre, Alfred Pichon.

Nota. — Il sera perçu 15 centimes d'entrée pour couvrir les frais, et le supplément sera au bénéfice de la création de la nouvelle organisation sociale, dite *Colonie libertaire*.

∴

Espagne. — Un certain nombre de camarades ont formé un groupe sous la dénomination de *Gutenberg* : ils veulent faire en Espagne de la propagande antimilitariste et demandent aux groupes constitués en France de leur envoyer un exemplaire des brochures qu'ils ont déjà publiées, ainsi que de toute feuille ou journal pouvant servir à rendre plus large et plus consciente cette propagande.

Le groupe *Gutenberg* enverra des brochures et journaux anarchistes en espagnol, en échange de ceux qu'il recevra.

Adresse du groupe : José Ma Arnau, Calle del Angel, 67, 1°, Barcelona-Gracia.

FAITS DIVERS

Un accident qui aurait pu avoir de graves conséquences s'est produit vendredi dernier dans les bureaux de l'*Aurore*. Un fourneau y a fait explosion. Quelques éclats sont allés s'aplatir sur le nez du directeur.

BIBLIOGRAPHIE

L'*Idole rouge*, par L. Besse ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fort, 19, rue du Temple.

Die sociale Revolution, von F. Thaumazo, New-York.

Le Sacré-Cœur. — Au sujet des nouvelles prisons, vers par Ch. Galilée, 0 fr. 25 chaque, chez l'auteur.

La brochure *Mano Negra* est à la disposition des camarades au prix de 4 fr. le cent, franco, 2 fr. 50 les cinquante, 0 fr. 10 l'exemplaire.

Les acheteurs au numéro de Paris et départements pourront également la demander chez les libraires où ils achètent le journal

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

L'Assassiné, par L. C. Dissy, franco........ 1.40
La Jeune Proie, par Lochard........ 1.40
Les Bienheureux, par Heidbrinck........ 1.40
Les Défricheurs, par Agar........ 1.40
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque........ 1.40
Le Calvaire du mineur, par Couturier........ 1.40
Education chrétienne, par Roubille........ 1.40
Le Missionnaire, par Wuillaume........ 1.40
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault........ 1.40
Vive la Russie, treize dessins de Heidbrinck........ 1.40
La Libératrice, Steinlen........ 1.40
Frontispice, Roubille........ 1.40

Il ne me reste qu'un petit nombre de collections complètes de lithographies ; tirage ordinaire, 75 fr. ; d'amateur, 150 fr.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50. Edition non illustrée, 2 fr. 50.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

∴

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco, 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine de 20 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Lyon. — *Freedom*, 127, Ossulston street, Londres, N. W. ; *Free Society*, 331, Walnut st., Chicago. Les brochures demandées, épuisées.

Roubaix. — Pouvez-nous renvoyer un numéro 12 de la *Petite feuille* et deux numéros 10 qui nous manquent ?

Freeman. — *Jean-Pierre*, 8, rue de la Sorbonne, Paris.

Michiels. — Les affaires de la « *Mano Negra* » nous ont forcés à renvoyer tout ce qui n'était pas d'un intérêt immédiat.

Un camarade nous demande s'il existe une société d'incinération, et des renseignements la concernant. Quelqu'un de nos lecteurs peut-il nous les fournir ?

Un camarade demande à se procurer le numéro 3 de *Jean-Pierre*. Il donnerait en échange le numéro unique du journal *Les Crimes de Dieu*, très rare à se procurer, et les *Pages d'histoire socialiste* de Tcherkesoff. Adresser les propositions au journal.

Trotebas, Marseille. — Merci, utiliserai.

Reçu pour la brochure à distribuer : A. G., 13, 2 fr. — Listes précédentes : 5 fr. 75. — En caisse : 7 fr. 75.

Reçu pour la brochure « *Mano Negra* » : Svoboda, 2 fr. — R., 1 fr. — P., 3 fr. — B., 1 fr. — Ensemble : 7 fr.

Reçu pour la liberté d'opinion : A. G. 13., 1 fr. 50. — B., 1 fr. — B., à Annonay, 2 fr. 50. — Ensemble : 5 fr. — Listes précédentes : 9 fr. 05. — En caisse : 14 fr. 05.

Reçu pour le journal : Anonyme, en timbres-poste, 1 fr. 50. — G., à La Palisse, 1 fr. — A. G. 13., 2 fr. — F., 3 fr. — G. V., à Autun, 1 fr. 50. — P., 3 fr. — B., 1 fr. — M. et S., 8 fr. 45. — D., 5 fr. — Lorient L., 1 fr. — Moitié de la vente de la collection au camarade F., 20 fr. — F. R., à Alger, 1 fr. 10. — D., à Mons, 1 fr. 25. — P. G., à Lille, 10 fr. 50. — Z., à C., 5 fr. — S., Lyon, 4 fr. 50. — B., à Annonay, 0 fr. 50. — Merci à tous.

B., à Hanoï. — M., à Laxou. — D., à Marchiennes. — R. V., à Lausanne. — F., à Avallon. — F., à Jonzac. — G., à Fougères. — J., à Charolles. — B., à Puget-Ville. — D., à Roubaix. — D., rue Clignancourt. — G., à Etampes. — B., rue A. — K., à Lausanne. — C., à Recanati. — L. B., à Jemeppes. — J. L., à Liège. — Un abonné. — L., au Mans. — S., à Lyon. — R., à Mirepoix. — M., à Marseille. — R., à Barenton. — Chinon. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX

sont en vente à Nouméa

Chez FACHARD, *Horloger, place du Marché.*

On y trouve également des brochures anarchistes

Le Gérant : J. Grave

PARIS — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 38 DIX CENTIMES DU 17 AU 23 JANVIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LA *MANO NEGRA*

Un meeting de protestation en faveur des huit condamnés innocents, seuls survivants des procès de la Main Noire, aura lieu à Paris le jeudi 29 janvier, à l'hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente. Il est organisé par le groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes. Nous publierons prochainement la liste des orateurs, nous pouvons dès aujourd'hui annoncer le concours de F. de Pressensé ; A. F. Hérold, P. Quillard, A. Girard, J. Jaurès, Charbonnel.

LA FRANCE NE FAIT PLUS D'ENFANTS!

On nous sort de temps à autre le boniment de la dépopulation. A force de servir, cette rengaine a même pris une certaine consistance et finit par attendrir des gens d'ordinaire plus spirituels. C'est ainsi que M. Harduin, du *Matin*, s'est récemment cru obligé de nous donner, sur la matière, un graphique à sensation. L'accroissement de la natalité dans les grandes nations d'Europe était figuré par la taille d'un soldat (Voyez la délicatesse du symbole!). Or, désolation, misère et honte ! à côté du colosse allemand, à côté d'un Anglais, d'un Italien et d'un Autrichien, gaillards respectables, la France paraissait sous les traits d'un troupier lilliputien. Autrement dit, l'excédent des naissances sur les décès, qui est dans les quatre premiers pays de 138, 116, 105 et 103 pour 1.000, n'est en France que de 6.

Et puis après ?

Selon certaines personnes, et pour diverses raisons d'hygiène et de morale sexuelle ou conjugale, il vaut mieux avoir quatre ou cinq enfants qu'un ou deux. A ce point de vue purement individualiste ou familial, la question de la natalité a son importance et l'on peut, alors, sans ridicule, déplorer le peu d'ardeur procréatrice des Français. Fondées ou non, les inquiétudes de cet ordre sont respectables, car elles touchent à des intérêts respectables.

Mais se lamenter uniquement parce que le troupeau français ne sera pas aussi gros que le troupeau allemand, voilà une des plus jolies balançoires de notre époque.

Pourquoi diable serait-il regrettable que la population, ici ou là, s'accroisse lentement? Comme des animaux inférieurs dépourvus de défense, pulluler serait-il donc notre seul moyen de survivre? Est-ce pour être obligé de nous reproduire à la façon du hareng que nous sommes devenu l'ultra-civilisé, l'homme de la télégraphie sans fil, des rayons X et de la locomotion électrique, ce prince de la science et de la mécanique, cette façon de magicien qui n'a qu'à presser sur un bouton, qu'à ajouter un rouage pour gagner d'un seul coup quelques mille journées de travail? En sommes-nous donc là après tant de siècles de patient labeur et de progrès de toutes sortes que la valeur d'un groupement social se mesure encore sur une chose aussi stupide que le nombre?

Mais, malheureux, ne comprenez-vous donc pas que tous les cinq ans l'Allemagne a un régiment de plus que nous à mettre en ligne ? Eh! que me font les régiments de l'Allemagne avec ceux de la Russie et de l'Autriche par-dessus le marché, si le régiment devient bientôt une stupidité barbare et qu'on rougisse d'employer? Et n'est-ce pas à ce résultat que travaillent maintenant tous les hommes de cœur? Il n'est pas jusqu'aux plus fieffés bourgeois, aux plus avérés réactionnaires qui ne se trouvent poussés par l'opinion à faire des vœux pour la paix européenne et le désarmement. Que vient-on donc nous parler aujourd'hui de désarmer, et demain de procréer de la chair à canon!

C'est, sans doute, qu'au fond les bons apôtres s'en fichent et s'accommoderaient fort bien de la guerre si elle leur apportait quelque avantage. Mais il y a, derrière eux, des gens qui ne s'en fichent pas. Un peu partout les travailleurs commencent à ouvrir les yeux et sauraient bien, peut-être, empêcher le crime d'une guerre européenne, en se donnant la main par-dessus les volontés de leurs maîtres. Ce ne sont pas, en tout cas, les prolétaires conscients qu'il faut songer à apitoyer par des statistiques sur la dépopulation. Ils comprennent, en effet, ou vont bientôt comprendre qu'avant de songer à repeupler un pays il est plus pratique de s'opposer à ce qu'on le dépeuple à coups de fusil.

Si l'on aime vraiment son pays, à quelque classe que l'on appartienne, ce n'est pas un régiment de plus qu'il faut lui souhaiter, mais le courage nécessaire pour opérer, le premier, le désarmement et pour entraîner, à sa suite, à la paix définitive les autres nations d'Europe. Si la décroissance de la natalité pouvait entrer en ligne de compte pour nous décider à agir enfin résolument, efficacement dans ce sens, il faudrait donc se réjouir grandement de cette décroissance.

Quand les peuples ne s'agrégeaient les uns aux autres que par voie de conquête, les plus prolifiques pouvaient espérer un avantage. Il n'en est plus de même aujourd'hui où ils tendent de plus en plus à s'unir par fédération.

Et nos colonies, Monsieur? Ignorez-vous donc que nos colonies sont pleines d'étrangers? On émigrerait davantage si la population croissait. Peut-être n'est-il pas bon, en effet, que tous les hommes d'une race restent au coin de leur feu sans jamais courir le monde. Mais pourquoi chercher si loin le remède? Ouvrez d'abord les parcs à engrais où tant d'inutiles fonctionnaires se pourrissent d'oisiveté. Vous aurez ainsi, et sans obliger nos femmes à produire pour l'exportation, toute une armée de colonisateurs. Surtout, faites que la colonisation soit la progressive et rationnelle mise en valeur des ressources matérielles et morales d'un pays, au lieu d'une stupide et cruelle exploitation. Vous verrez que l'on prendra goût à coloniser.

Soyons donc sans inquiétude sur notre faible natalité. Le fait n'a rien de lamentable. Il me semble même contenir plutôt de très rassurants indices. Quand on considère les chiffres rapportés plus haut, on voit tout de suite que celui de la France est trop bas pour s'expliquer uniquement par la prudence de la classe riche, c'est-à-dire la moins nombreuse. Il faut que les habitudes de riches gagnent, chaque jour, la classe moyenne, et même la classe pauvre. Et voilà ce qui est moralement précieux. L'homme, en général, ne se considère donc plus comme un bétail conduit par le hasard à la pâtée ou à la famine. Dans le monde, dans la société, il voit une somme de bien-être, de confortable disponible. Et, pour en avoir sa part, lui et les siens, il emploie tous les moyens qui s'offrent à lui. Et c'est bon signe ce désir de goûter quand même à tout ce qu'il y a de bon dans la vie moderne.

Jusqu'ici la natalité décroissait uniquement par la faute des classes aisées, car le riche répugne à trop morceler l'héritage de ses enfants et à réduire son train de vie. Si de nouveaux faits établissaient que la pauvreté elle aussi — à mesure que la conscience de cette pauvreté s'accroît — finit par produire les mêmes résultats, on arriverait peut-être à comprendre que la vraie solution consiste dans la disparition et de la richesse et de la pauvreté — deux aberrations également funestes — et dans la fraternelle mise en commun de toutes nos ressources, de tous nos biens, de tous nos efforts. Quand personne ne détournera plus rien de la masse et ne gaspillera plus rien, quand on saura de quoi dispose, pour vivre sur un pied d'égalité et d'abondance, telle grande famille humaine, on saura aussi, en effet, s'il convient que cette famille ait beaucoup ou peu d'enfants.

CHARLES ALBERT.

CONTRE LES EMPIÉTEMENTS POLICIERS

Deux camarades se sont donné la peine de nous répondre. Nous rappelons qu'une campagne sérieuse ne peut être entamée que si nous pouvons apporter des faits nombreux et précis. Nous renouvelons notre appel.

Ceux qui sont traqués par la police ne doivent pas avoir crainte de se compromettre plus qu'ils ne le sont. Ils n'ont qu'à gagner à cette campagne.

DES FAITS

Ceux qu'on engraisse.

Extrait de la Tribuna del Popolo :

Voici ce que paient les contribuables italiens pour un vice-amiral :

1° Solde du grade	12.000 francs.
2° Indemnité de charge	5.000 —
3° Traitement de table (50 fr. par jour)	18.250 —
4° Rations de vivres	328 —
5° Dépenses d'emploi	1.095 —
6° Un 1er cuisinier à 5 fr. par jour et un 2e à 2 fr. 50, plus la ration de vivres	3.303 fr. 50
7° Un 1er domestique à 1 fr. 50 et un 2e à 2 fr. par jour, plus la ration de vivres	2.298 fr. 50
Total par an	43.365 francs.

« Quand on pense, dit notre confrère, qu'un instituteur touche beaucoup moins que le cuisinier et le domestique d'un vice-amiral! Cela peut-il durer ainsi? »

Oui, cela durera ainsi, — en France comme en Italie, — tant que nous serons la minorité à nous indigner.

*
* *

Chiffres relevés dans le *Petit Bleu* et qui, mieux que toutes les phrases, démontrent l'envahissement policier.

Le budget de la police, qui était de 20 millions en 1872, est actuellement (1903), de 34 millions. C'est-à-dire qu'en trente ans il a presque doublé, ce qui dénote une extension de pouvoirs encore plus grande.

MOUVEMENT SOCIAL

Pendant la grève des mineurs, une copie des instructions secrètes adressées par le lieutenant-colonel Pastoureau de Labesse aux commandants des secteurs placés sous ses ordres, tomba entre les mains du citoyen Goniaux, président du Syndicat des mineurs du Nord, et parut dans le journal socialiste le *Réveil du Nord*.

Un soldat cycliste, chargé de la transmission des ordres, fut accusé d'avoir communiqué à Goniaux ces instructions, et écroué en rentrant à son casernement, aussitôt la grève finie.

Or ce soldat est innocent. Dans un article du *Réveil*, Goniaux raconta que l'ordre avait été trouvé près d'un passage à niveau, à l'Escarpelle, par la femme d'un mineur qui le lui remit, et qu'il l'avait fait insérer sans songer aux conséquences que cela pouvait avoir pour le soldat cycliste.

Celui-ci, qui s'appelle Haingue, écrivit au *Réveil* pour protester de son innocence. Le *Réveil* écrivit au ministre de la guerre et au colonel du 84e de ligne, à Avesnes, pour les informer de ce déni de justice et leur demander d'y mettre un terme. Le ministre répondit que le soldat Haingue étant en prévention de conseil de guerre, c'était au général commandant le 1er corps qu'il appartenait seul de prendre une décision. Le *Réveil* écrivit alors au colonel, pour le prier d'informer Haingue qu'il irait devant le conseil faire la preuve de son innocence et lui proposer un avocat. Le colonel répondit, au nom du général, qu'il n'avait jamais été question de traduire Haingue en conseil de guerre. Qui ment? Le général ou le ministre?

En attendant, Haingue, innocent, est en prison depuis le 18 novembre; on n'ose ni le juger, ni le relâcher. Jusqu'à quand cela va-t-il durer?

*
* *

On nous signale de Sedan les exploits d'un soldat ivre. Il était à bicyclette et ramassait de nombreuses pelles, à la grande joie des gamins. Il poursuivit ceux-ci, et, comme un passant, un couvreur, lui faisait des observations, il tira sa baïonnette pour l'en frapper. Le couvreur le désarma. Plus loin, le soldat ivre rencontra trois camarades dont il prit si mal les conseils, qu'il voulut se jeter sur eux avec son couteau ouvert. Dans la lutte, il parvint à s'emparer d'une baïonnette, la plongea dans le sein gauche d'un ouvrier gazier qui cherchait à le désarmer, en frappa dans la poitrine un pensionnaire de l'hospice civil, qui l'exhortait au calme.

Chacun sait que la caserne est la meilleure école d'alcoolisme. De plus, elle prend soin de fournir de bonnes armes les ivrognes formés par elle, et puis elle les lâche, ainsi armés et ayant seuls le droit d'être armés, dans les rues, parmi des gens raisonnables et paisibles qui ne sont pas ivres et qui n'ont point d'armes, et qui du reste n'ont pas le droit d'en avoir. Alors, naturellement, les ivrognes tricolores brandissent leurs armes et tuent les gens paisibles, et il y a des individus peu intelligents que cela étonne.

*
* *

Lorsque le docteur Marcile et Mlle Le Play, que les parents de celle-ci ne voulaient point marier suivant la loi, s'enfuirent afin de s'épouser suivant la nature, je prédis qu'à leur retour ils gâteraient leur beau geste et se croiraient obligés de « régulariser », et devant l'Église encore! C'est fait. Le prêtre les a bénis, leur union est devenue « morale », et Mlle Le Play se reconnaît le droit de s'appeler « madame ». Comprends pas.

Je comprendrais, si ces jeunes gens étaient croyants. Mais un médecin sait à quoi s'en tenir sur les hypothèses *Ame* et *Dieu* ; et une jeune fille qui se fait enlever, se bat l'œil de la religion.

C'est, du reste, la même chose dans tous les mondes. Leca, l' « Apache » célèbre, vient de *régulariser*, lui aussi. C'était pour que l'amie qui avait pitié de lui pût venir le rejoindre à la Guyane. Ils avaient raison. Mais la mairie ne leur a pas suffi. Ils n'ont été contents qu'après que l'aumônier de Fresnes eût étendu sur eux la bénédiction de ses deux bras. Eux aussi sont « moraux ».

Après tout, cela ne prouve peut-être qu'une chose : que la mentalité des gens du monde et des Apaches est un peu la même.

R. C.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Une crise terrible sévit actuellement sur les pêcheurs de Bretagne qui avaient l'habitude de pêcher la sardine.

Cette crise a des raisons diverses. Depuis déjà un certain temps de nombreuses usines se sont montées sur les côtes de Bretagne pour la mise en boîte et la conserve des sardines. Pour fournir ces usines, la pêche s'est développée outre mesure, le chalutage à vapeur a remplacé l'ancienne pêche à la barque, etc., etc., si bien que la sardine a été détruite ou a émigré ; à un tel point qu'il n'y a plus de poisson et que travailleurs des usines et pêcheurs chôment depuis déjà plusieurs mois.

On estime à 40.000 environ le nombre des salariés qui vivaient de cette industrie encore prospère il y a quelques années, et qui sont actuellement sans travail et partant dans la plus profonde misère. Et la crise, loin de diminuer, semble vouloir s'accentuer encore davantage. C'en est ainsi un peu partout, et cela est inhérent au régime capitaliste lui-même. L'on produit partout, non pour les besoins de la consommation, mais pour gagner le plus d'argent possible, sans se soucier de ce qu'il en adviendra, et il arrive fatalement qu'un jour la nature reprend ses droits et se refuse à servir les exigences capitalistes, des crises terribles s'ensuivent, comme celle des côtes de Bretagne qui nous occupe aujourd'hui.

Et ce qui se produit actuellement pour la sardine se reproduira fatalement pour d'autres produits de première nécessité.

Et ici éclate admirablement combien l'organisation capitaliste tant vantée par les économistes bourgeois est fausse et dangereuse pour l'homme lui-même, est vouée fatalement à disparaître et porte en elle-même son propre agent de destruction.

Et ce n'est peut-être pas trop s'engager que de dire que ce sont des crises de ce genre sur une échelle un peu plus vaste qui provoqueront un jour ou l'autre la Révolution libératrice.

*
* *

Les syndicats ouvriers n'ont pour nous de raison d'être que s'ils se présentent très carrément comme groupes d'opposition au patronat. Le syndicalisme jaune n'existe que de nom, car il n'a en réalité aucune raison d'exister.

Certains syndicats plus ou moins rouges, plutôt moins que plus, croient être habiles en flirtant avec le patronat de leur corporation. Un camarade me communique un extrait d'un journal corporatif assez typique à ce sujet.

Ces camarades, au lieu de se réunir entre exploités, invitent aussi leurs exploiteurs. Ceux-ci ne daignent pas se déranger, mais « envoient leur obole ». Voici l'extrait du journal en question :

« M. Marguery, président de la Chambre syndicale des restaurateurs, s'était fait excuser, mais, toujours humanitaire, avait fait parvenir son obole pour apporter un peu de soulagement aux déshérités de la corporation ; nous le remercions de tout cœur. »

Humanitaire! j'te crois, il l'est!

Je me suis laissé dire, en effet, que le M. Marguery en question était un exploiteur d'assez belle envergure. Si le syndicat « accepte son obole », quelle force pourra-t-il avoir lorsqu'il aura à prendre la défense d'un salarié de ce patron?

Je crains fort que ces camarades n'abandonnent la proie pour l'ombre.

*
* *

Pendant que j'en suis sur le chapitre de la presse corporative, je signalerai l'apparition du premier numéro de l'*Employé de bureau* (1).

Les employés, qui bien souvent servent de tampon entre les patrons et les travailleurs manuels et oublient parfois qu'ils sont la plupart du temps plus exploités que ces derniers, auront un organe qui se fera l'écho de leurs plaintes. Le premier numéro a une assez belle allure révolutionnaire et les exploiteurs de la corporation n'y sont pas ménagés.

*
* *

A Saint-Junien, la grève des ouvriers gantiers dont j'ai parlé l'autre semaine dure encore. La gendarmerie ne suffisant pas, la très « Défense républicaine » a expédié des dragons pour « maintenir l'ordre » et, pour justifier son utilité, la cavalerie a chargé et des femmes et des enfants ont été piétinés par les chevaux.

Comme cela ne suffisait pas encore à vaincre le courage des grévistes, des arrestations ont eu lieu pour essayer de les intimider, mais inutilement. Actuellement, des patrouilles circulent par la ville, qui semble en état de siège. Et le plus amusant, c'est que le préfet du département, le franc-maçon Monteil, passe pour être socialiste... ou presque, le député de même, aussi le maire, etc., etc. Et à eux tous ils s'entendent admirablement, comme l'on voit, pour « mater » les malheureux qui ne demandent après tout qu'à vivre en travaillant. Plus ça change, plus c'est la même chose, comme dit la chanson.

*
* *

Depuis déjà plusieurs jours, les ouvriers du tissage de l'usine Dupont-Lépine, à Giromany sont en grève, ils ont réussi à entraîner avec eux les ouvriers des autres fabriques de la Société de filature et de tissage, et la grève menace encore de s'étendre. Quelques renégats ayant tenté de travailler, des bagarres ont eu lieu, les grévistes ont assailli une usine, en ont quasi fait le siège et en ont brisé tous les vitres. A la suite de ces faits, des arrestations ont eu lieu, naturellement, mais les patrons n'en mènent pas large. L'on peut être assuré que la « Défense capitaliste » saura faire les choses. Elle l'a prouvé dans maintes circonstances.

P. Delesalle.

Roumanie.

Malgré les perquisitions et les menaces, la police, dans les derniers temps, ne trouvant pas ce qu'elle cherchait, a renoncé à ces opérations, les réservant pour d'autres occasions. C'est ainsi que notre ami J. Neagu fut mis hors de prison. Mais je crois que ce n'est pas avec cette lutte contre les autorités que va cesser le combat entre les nouvelles idées et les vieilles. C'est une lutte éternelle, de chaque heure, de chaque moment, partout, dans l'atelier, à la campagne. Même dans la douce chaleur du salon, où l'on offre du thé, malgré les paroles du bourgeois, que personne ne peut mourir de faim dans le pays roumain et que le socialisme n'a pas sa raison d'être dans notre pays, la tranquillité de quelques-uns est bouleversée à la pensée d'une révolte de la population miséreuse pour l'expropriation des richesses des spoliateurs. Et comment en serait-il autrement, quand la misère se déploie devant nous et s'étale avec toute sa suite : maladies, idiotie, désespoir?

Dans les communes rurales, ainsi que dans les villes, en Roumanie, nous ne sommes pas plus heureux que dans les grandes métropoles de l'Occident. Surtout dans les quartiers bardés de Bukarest, les demeures de la population sont des sortes de ruelles en ruines, où habitent plusieurs familles dans la

(1) Administration, 3, rue du Château-d'Eau, Paris.

même chambre sans air, parce que le pauvre homme à cause de la misère ne peut faire autrement. Je ne parle pas qu'il y a des jours où ils ne mangent rien, mais ils n'ont pas même où reposer leurs corps, ni avec quoi s'habiller. Aujourd'hui, à cause de la faim, ils ont vendu une chose, demain, à cause du froid pendant l'hiver, ils en vendent une autre, après demain une autre, et à la fin la couverture qui leur servait à se couvrir, pour pouvoir vivre. Et c'est de la même misère que souffrent tous les Roumains et les autres nationalités, ainsi que les Juifs, la plupart prolétaires, les Juifs à qui on attribue la cause de la misère dans les pays roumains, eux qui à cause de la misère partent avec l'espoir de trouver un meilleur coin sur la terre. Vain espoir! Sur toute la terre qui est si grande, on ne trouve pas un endroit où règnent la justice et la vérité, l'abondance et la liberté pour tous. Et dire que l'on voit, pendant un jour de fête nationale, où l'on fête la cruauté et la guerre, la haine contre l'étranger, pour agrandir le budget de dépenses pour les fêtes patriotiques, 500.000 fr. employés pour le monument de l'indépendance, votés par les législateurs du despote Carol Ier, sans penser que le paysan roumain est pauvre comme tout; le dernier sou du pauvre employé pour le budget de l'armée et pour les fonds secrets de la police, pour tout ce que soutient l'autorité et la bourgeoisie. On voit de pauvres veuves avec leurs enfants, qui ne gagnent pas assez pour pouvoir les nourrir tous. Et quand le problème de la plus grande partie de l'humanité est : qu'allons-nous manger? et quand ce problème ne peut pas être résolu, *à priori* toutes les règles de l'éthique s'évanouissent. Quelle splendide impression aura un voyageur en visitant quelques palais de Bukarest, et quelle désillusion il ressentira en voyant les champs du Baragan, ainsi que, dans plusieurs villages, des hommes cachés dans des ravins primitifs ou dans quelques demeures formées, comme dans les premiers temps, de branches et de boue?

Le grand souci des législateurs et des gouvernants, au moment de voter une loi, c'est la quantité de richesse que produit un certain terrain, par exemple, entre Prut, Danube et Carpats; on calcule combien cela peut produire, et combien exporter; le reste, c'est la richesse nationale. Et combien y en a-t-il qui profitent de cette richesse nationale? Une toute petite minorité privilégiée seulement. La proportion dans laquelle la population du pays participe à cette richesse est différente : une petite minorité, la classe dominatrice a presque toute cette richesse, mais la grande majorité n'a presque rien. D'après l'enquête agraire faite en 1884 par C.-A. Rosetti, le disciple de Pierre Leroux et Considérant, mort en 1885, on a pu constater que quelques paysans étaient payés, aux travaux des champs, par les propriétaires et les fermiers *roumains, cinq centimes par jour*. Pour ceux qui ont encore quelque chose de la terre, la moyenne du revenu est de 230 à 250 fr. l'an. Que nous intéresse-t-il, si les *finances de l'Etat* vont bien ou mal, quand le prolétariat n'a aucun espoir de l'Etat? Quand l'argent du pays est dépensé pour les fortifications imposées par la Triple-Alliance et pour tous les décors d'une barbarie réelle, que devons-nous attendre? Peut-être M. Stourdza, le persécuteur des Arméniens réfugiés, le chef du parti libéral (!?), qui par l'*intermédiaire d'un* de ses membres a crié en plein parlement : *Vive le Sultan* Abdul-Hamid! l'assassin des peuples subjugués de Turquie, je dis que M. Stourdza se vante avec l'ordre dans les finances; cet ordre, il sert à l'Etat, représentant de la classe dominatrice et non pas au prolétariat. Et malgré cet état déplorable, il y en a qui trouvent que c'est juste. Si l'humanité a progressé dans la lutte avec la nature, il n'y a qu'une petite partie qui a bénéficié de ce progrès; mais pour la plus grande partie il ne reste que par la question sociale résolue, par la suppression de la misère, à bénéficier, elle aussi, du fruit de la civilisation.

Dans un pays où l'on a vu tant du mouvement des travailleurs, charretiers de Braïla, ouvriers des ports, mécaniciens de Galatz, bourreliers de Bukarest, ouvriers cordonniers, typographes surtout de Bukarest et Jassy, dans un pays où la principale question sociale est la question du prolétariat paysan, il n'y a d'autre remède que les réformes radicales du socialisme anarchique. La misère étant la même partout et dans la Roumanie, et le socialisme révolutionnaire étant le seul remède, le socialisme a sa raison d'être dans notre pays, et par conséquent nous ferons de notre mieux pour le répandre.

MATHIEU J. DEMETRIO.

Nouvelle-Calédonie.

Découpé dans un journal de Nouméa :

Les anciens résidents de ce pays se rappellent certainement une cause célèbre qui se déroula en décembre 1887, devant la cour d'assises de Nouméa.

Des malfaiteurs s'étaient introduits, la nuit, dans l'église, située en face l'hôpital colonial, et avaient dérobé tous les objets de valeur qui s'y trouvaient : vases sacrés, ornements sacerdotaux, garniture d'autel, etc., etc.

Ce vol sacrilège causa une vive émotion en ville et une enquête, qui amena l'arrestation de cinq personnes, fut aussitôt ouverte.

Les prévenus, Courdet, Cavaillès, Faure, Vacher et Boué, furent traduits devant les assises et quoique fort peu de preuves fussent venues à l'appui de l'accusation, ces malheureux, reconnus coupables, entendirent prononcer contre eux une condamnation à 40 années de travaux forcés.

De violentes polémiques s'élevèrent à l'époque, dans la presse et le public, au sujet de cette affaire : les uns croyant les condamnés coupables, d'autres soutenant leur innocence.

Puis des mois, des années passèrent et l'affaire du vol de l'église de Nouméa finit par être oubliée.

Pourtant les cinq condamnés subissaient leur peine... Non pas sans protester, cependant ; s'adressant un peu partout afin de faire reconnaître leur innocence.

Ils s'adressèrent en fin de compte à la « Ligue des Droits de l'homme et du citoyen », qui, grâce aux puissantes attaches gouvernementales dont elle jouit, parvint à obtenir leur grâce après 14 ans d'internement au bagne!

Nous avons reçu ce matin, dans nos bureaux, la visite d'un des condamnés de 1887, Cavaillès. C'est un vieillard décrépit, impotent, presque incapable de parler. Il nous a raconté qu'en date du 29 mai dernier, deux de ses présumés complices avaient été relâchés ; cinquante-deux jours plus tard, lui-même et un autre étaient, à leur tour, remis en liberté. Quant au cinquième, le nommé Courdet, il est mort en cours de peine.

Cavaillès, Faure, Vacher et Boué se trouvent actuellement en liberté, non soumis à l'interdiction de séjour, mais dénués de toutes ressources.

Le gouvernement, qui les a graciés, reconnaissant, sans doute, qu'ils avaient été condamnés à tort, ne devrait-il pas les secourir, dans la mesure du possible, et les aider soit à retourner en France, soit à gagner ici ce qui leur est nécessaire et indispensable pour suffire à leurs modestes besoins? C'est une simple question d'humanité et de justice.

∴

DUMBÉA, 27 août. — ...Tu sais que la Calédonie a fait appel à la main-d'œuvre « libre », lire : les honnêtes gens. Ceux-ci sont embauchés, dès leur arrivée, à 1 franc par jour en plus que les libérés. Mais les émigrants ayant été peu nombreux, ce qu'on attendait d'ailleurs, on avait fait un marché avec le service de l'émigration pour des Indiens et des Chinois. Il est venu environ 300 des uns et des autres, et l'on attend encore 400 Tonkinois. Naturellement, ces pauvres vendus ne connaissent rien de notre organisation industrielle; aussi se montrent-ils généralement maladroits. De plus on les a trompés, comme tu le penses : on leur avait promis 30 ou 40 dollars par mois et 8 heures de travail, et on leur donne 0 fr. 50 par journée de travail sur lesquels on leur retient chaque mois 1 franc pour le médecin, 1 franc pour les vêtements et 1 franc pour les *Caï* (chefs de chantiers tonkinois) et on leur fait faire 9 ou 10 heures. S'ils ne se montrent pas assez courageux, on les frappe. Dernièrement ils avaient déserté un chantier sur lequel on les maltraitait plus qu'ailleurs. S'ils se plaignent, on ne les écoute pas. Aussi regrettent-ils leur pays, qu'ils ne peuvent regagner qu'au bout de leurs cinq ans d'engagement. Et dire qu'on leur avait fait croire qu'ils allaient travailler en France.

Dernièrement un incendie, occasionné par l'imprudence de l'un d'eux, dévora toutes leurs cases, de « misérables paillotes », et toutes leurs pauvres guenilles. L'auteur involontaire de cet accident fut condamné à six mois de prison pour avoir occasionné la mort de trois de ses compatriotes; quant aux autres, après leur avoir tout promis, on se décida à leur distribuer une couverture, un gobelet et une assiette, et c'est tout.

A l'heure actuelle, on ne leur a même pas encore donné de chapeaux, et la plupart n'ont que des loques à se mettre sur le dos. Quant aux vivres, qui seraient peut-être assez abondants, ils en sont dégoûtés : pas la moindre verdure, pas la moindre variété dans le régime; eux qui vivent à si bon marché chez eux. Aussi regardent-ils la table des Européens avec des regards d'envie. Se disent-ils malades, ce sont des ipécas, la plupart donnés sans qu'ils aient vu le docteur. Voilà l'œuvre de la civilisation européenne sur les races dites inférieures. Il est vrai que parfois les blancs ne sont guère mieux traités.

En voici un exemple.

Dernièrement une discussion s'engage sur un chantier entre un contremaître (le même qui maltraitant les Chinois) et un travailleur libéré. Le contremaître furieux, surtout parce qu'il avait tort, voulut se livrer à des voies de fait sur l'ex-forçat. Celui-ci se contenta de le maintenir sans lui faire aucun mal, et, quittant le chantier, alla porter plainte au piqueur. Le lendemain, il était congédié, et défense faite aux divers contremaîtres des chantiers du chemin de fer de l'employer.

N'est-ce pas magnifique?

VARIÉTÉS

L'exploitation des marins

(*Suite et fin.*)

Le dernier voyage que je fis comme matelot, fut à bord du steamer anglais l'*Astrologer*; un court voyage d'Anvers à Greenoch (Ecosse). La nourriture y était mauvaise et le travail le double de ce qu'on devait faire sur les autres steamers. L'équipage était divisé en deux parties, une garde pour la journée et une pour la nuit. Quand on avait travaillé toute la journée, on était encore souvent appelé la nuit au pont pour faire ceci ou cela, principalement quand le temps était mauvais, ce qui arrivait presque tous les jours. Les officiers étaient très brutaux : c'étaient de ces jeunes types qui n'avaient jamais été matelots, mais qui venaient directement de l'une ou de l'autre école navale d'Angleterre, de vrais petits empereurs Guillaume. Un certain jour, le premier pilote demanda à un matelot s'il savait bien parler anglais; il lui répondit qu'il n'avait été que sur deux bateaux anglais, et que par conséquent il ne le parlait pas bien; sur quoi le pilote répondit qu'il était un âne, que tout homme civilisé devait parler l'anglais. L'homme lui demanda alors s'il savait le turc. « Non, dit-il. — Pourquoi non? » demanda l'autre. Alors il répondit qu'il ne le savait pas parler, parce qu'il ne l'avait pas appris. « C'est justement pour ça aussi que moi je ne connais pas l'anglais non plus, dit notre camarade. » Sur quoi, le seigneur alla vite rentrer dans sa cabine.

Sur ces quinze jours que ce voyage dura, nous eûmes bien mille de ces âneries à entendre. Certainement une école d'Etat ne sert pas à produire des hommes très intelligents, car ces officiers ne l'étaient pas du tout. C'est souvent incroyable combien ces hommes sont bêtes, ces hommes nommés civilisés; ils ont des raisons comme des enfants. Je crois qu'il y en a beaucoup qui pensent qu'ils savent tout, qui pensent qu'ils sont les fils du vrai Dieu.

J'étais content lorsque nous fûmes de retour à Anvers, et avec ça j'avais fait mon dernier voyage comme marin. J'ai appris beaucoup à la mer; pour qui sait voir, entendre et penser, la société est à connaître là, les choses s'y passent encore souvent comme en Afrique, en plein esclavage.

ANTOINE MICHIELS.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 8 heures à 10 heures. Dimanche 18 janvier, à 8 h. 1/2, soirée familiale, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie par un camarade; partie concert avec le *concours* des chansonniers libertaires de la Muse Rouge. Tombola gratuite; nombreux lots. Vestiaire, *0 fr. 30.*

Entrée facultative des *compagnes* et de leurs enfants.

Nous n'avons encore que 3.000 brochures de souscrites et il en faudrait 10.000. Nous invitons ceux qui en sont partisans à y souscrire au plus tôt.

Le titre en est : *Ce que nous voulons*, par Sébastien Faure ; 1 franc le cent.

∴

*Causeries Populaires du XI*e, salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi.— Mercredi 21 janvier, causerie sur l'évolution du militarisme.

∴

*Groupe des Libertaires du XI*e. — Le lundi 19 janvier, causerie par le camarade Prost. Local Duramont, 55, rue de la Roquette.

∴

La Solidarité internationale, 6, passage Saint-Bernard (159, faubourg Saint-Antoine). — Samedi 17 janvier 1903, soirée familiale suivie de bal de nuit. Allocution de Dubosc. Concert avec le concours de Mlle Marthe Rolla, des camarades Aimé Guy, Lecœur, Henrik, Jurbéli Trivéli, etc. Entrée : 0 fr. 60, donnant droit à une consommation.

Samedi 24. — Conférence sur la Solidarité internationale efficace, par Henrik et Aimé de Palissy, suivie d'une discussion libre. Entrée gratuite.

∴

*Groupe d'éducation et de propagande libertaire du XII*e *arrondissement*.— Réunion des camarades tous les vendredis, de 8 h. 1/2 à 11 heures, salle de l'Idéal Social, 8, passage Abel-Leblanc.

Causeries diverses par des camarades du Groupe. Bibliothèque gratuite.

∴

*L'Education libertaire du XIII*e *arrondissement*. — Réunion samedi 17 courant, rue de Tolbiac, 96, salle Vidal.

Présence de tous les camarades. Décision à prendre. Causerie par le camarade Pachoud.

∴

Sommaire du n° 4 de *Jean-Pierre*, 8, rue de la Sorbonne :

Traduction italienne, ill. Mohrien.

Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François Ier, par Henri Hauser.

Volcans javanais (*fin*), par Challaye.

Couteau de poche, conte hongrois.

Les conseils du docteur, par Dr B.

Souvenirs d'une petite fille, par Jeanne (*fin*), ill. Greiche.

Extraits de Kropotkine.

Note sur la fête.

∴

Société instituée pour la création d'un milieu libre en France. Dimanche 18 courant, à 9 heures du soir, réunion de tous les adhérents au projet de colonie.

Désignation des adhérents qui iront à Vaux, faire les achats de maison et de terres.

Entrée libre.

∴

Groupe Libertaire des Quatre-Chemins. — Réunion dimanche 18, à 2 heures, salle Géat, 1, rue des Ecoles. Causerie, chants et poésies.

∴

Tournée de conférences. — *A bas l'église! A bas la Caserne! A bas la Propriété! L'Humanité libre par la Grève Générale* : tel est le titre des conférences que le camarade E. Girault va donner prochainement en province.

Voici les différents itinéraires que Girault désire suivre :

1er Itinéraire. — Creil, Amiens, Arras, Lens, Dunkerque, Calais, Boulogne, Abbeville, Sotteville-lès-Rouen, Le Havre, Caen, Cherbourg, Rennes, Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Nantes, Angers, Saumur, Tours.

2e Itinéraire. — Bourges, Issoudun, Châteauroux, Châtellerault, Poitiers, Niort, La Rochelle, Rochefort, Cognac, Angoulême, Ruelle, Limoges, Tulle, Brive, Cahors, Montauban, Albi, Toulouse.

3e Itinéraire. — Carcassonne, Narbonne, Coursan, Béziers, Cette, Montpellier, Nîmes, Avignon, Tarascon, Arles, Marseille, La Ciotat, Aubagne, Toulon, La Seyne, Nice, Oran et Alger.

Au cours de ce troisième itinéraire, un certain temps sera consacré à l'organisation dans le Sud-Ouest de syndicats agricoles en vue de la création d'une Fédération paysanne.

4e Itinéraire. — Orange, Montélimar, Valence, Romans, Moirans, Grenoble, Vienne, Firminy, St-Etienne, St-Chamond, Givors, Lyon, Oullins, Genève, St-Claude, Bourg, Mâcon, Chalon-sur-Saône, Chagny, Dijon, Chaumont, Troyes, Romilly, Sens, Montereau et Corbeil.

Je voudrais pouvoir partir vers fin février. Je prie donc les camarades de se mettre immédiatement en rapport avec moi pour le 1er itinéraire surtout. Il est indispensable que je sois fixé sur les réunions gratuites pour tous les itinéraires.

Ecrire au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel ou 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

E. Girault.

∴

*Jeunesse d'éducation sociale des VI*e *et VII*e *arrondissements*. — Samedi 17 courant, à 8 h. 1/2 très précises du soir, salle Respinger, 229, rue du Dragon, réunion familiale. Conférence par le citoyen Juncker sur la Liberté de l'enseignement. Discussion générale.

Entrée libre et gratuite. Les dames sont spécialement invitées. Sont de même convoqués les conscrits des sixième et septième arrondissements, les membres des groupes républicains, socialistes et révolutionnaires, ainsi que les membres du Groupe des Etudiants collectivistes.

Pour bien montrer son but éducatif, le groupe accepte des pupilles de huit à quinze ans. Tous les militants sont donc invités à y envoyer leurs enfants.

Le secrétaire : Jean Gombert.

∴

Amiens. — Réunion des camarades du groupe de propagande, le samedi 17 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au café Hordi, rue au Lin, au coin de la rue de Metz.

Nous rappelons aux camarades qu'un groupe antimilitariste est formé à Amiens et qu'il désire entrer en correspondance avec les groupes de France et de l'étranger.

Carpentier, 10, quai de la Passerelle, Amiens.

∴

Bordeaux. — Tous les camarades libertaires sont invités à assister, le samedi 17 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle Séré, 14, rue Porte-Basse, à la réunion. — Communications importantes. Urgence. Prière aux détenteurs de livres de la bibliothèque du groupe, de les rapporter.

∴

Lille. — Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire* sont priés de se trouver, samedi 17 courant, à partir de 8 h. 1/2 du soir, à l'estaminet des Sans-Souci, 58, rue de Tournai.

N'est-il pas de première nécessité, en effet, que tous les convaincus se réunissent et se groupent pour travailler — d'une manière plus suivie, plus méthodique et par là même plus efficace — à la diffusion, dans les masses asservies, des idées d'émancipation et de révolte, à la réalisation de l'idéal hautement libertaire qui est le nôtre?

Aussi, camarades qui en avez assez de la période de somnolence et d'avachissement que nous traversons, que pas un de vous ne manque à notre réunion de samedi!

∴

Avis aux camarades. — *La Bataille*, 59, rue de Fer, Namur (Belgique), ayant entrepris la publication de brochures ayant pour but de faire connaître au peuple l'œuvre littéraire des écrivains d'avant-garde, prie les camarades possesseurs de documents sur Léon Tolstoï et Léon Cladel de s'en dessaisir momentanément en sa faveur.

Elle accepterait articles de journaux, de revues, indications de sources, catalogues de librairie où les œuvres des écrivains ci-dessus désignés seraient mentionnées, dates de publication en France de leurs ouvrages avec leurs titres exacts, etc.

Ces documents une fois compulsés seraient remis intacts entre les mains de leurs propriétaires.

Les revues de jeunes, ainsi que celles s'inspirant des idées modernes, sont priées de reproduire le présent avis. Appel est fait à la *Petite République*, à l'*Aurore*, au *Libertaire*, à la *Revue Blanche*, à l'*Idée libre*, etc., etc.

VIENT DE PARAITRE

La Science et la Divinité, par André Tresfont, n° 3 de la *Petite Bibliothèque révolutionnaire*. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 10; le 100, 2 fr., port compris.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Eglise, la République et la liberté, par G. Clemenceau ; broch. 1 fr., chez Stock.

Le Grand Homme, par G. Brandès; 1 fr., même librairie.

Vérité et volonté, par P. Sador; 1 vol. 3 fr. 50, chez Vanier, 19, quai Saint-Michel.

Almanaque de la Revista Blanca, 0 peseta 25, Cristobal Bordiú, 1, Madrid.

Quelques notes sur le monopole de l'enseignement, par P. Brun et J. Gariel, 1 broch. chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

Compte rendu des opérations de la Société « Le Travail » (exercice 1901-1902).

The deistic pestilence, by J. Most; 1 broch. à *Free Commune Press*, 11, Briegham Terrace, Adelaïde street, Hull.

A lire :

Réponse de M. Romain Coolus; Cri du Quartier, 10 janvier.

AVIS

Un camarade désire se procurer la collection de la *Révolution Sociale* de Paris, et l'*Etat et la Révolution* : de A. Arnould.

Adresser les propositions au journal.

POUR L'ÉDITION

Je ne vais pas tarder à remettre aux imprimeurs le manuscrit du second volume de l'édition Patriotisme-colonisation.

Dans quelque temps, il sera pris remboursement sur les souscripteurs, du prix du volume. Ceux qui ne seraient pas prêts ou qui désirent payer en plusieurs fois, sont priés de nous avertir.

Les souscripteurs au second volume ont droit aux deux exemplaires du premier, au prix de souscription, 6 fr. 50.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco 2 fr. 75. — *Autour d'une vie*, par Kropotkine, 3 fr. 10. — *Les Aventures de Nono*, par J. Grave, 2 fr. 75. — *La Colonne*, par L. Descaves, 2 fr. 75. — *Souvenirs d'un révolutionnaire*, par G. Lefrançais, 3 fr. 20. — *L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique*, par E. Reclus, 2 fr. 75. — *L'Inévitable révolution*, par un proscrit, 2 fr. 75.

PETITE CORRESPONDANCE

L. V., à Autun. — L'envoi n'a pas été fait de suite. Nous n'avons pas toujours le temps d'aller immédiatement chez les éditeurs.

Jolicart, Lyon. — Non, nous n'avons pas *Germinal*.

G. A., à Buenos-Ayres, et R. O., à Montevideo. — Reçu les deux correspondances, mais elles font double emploi avec celles insérées la semaine passée.

L., à Bomeré. — Nous réexpédions ce numéro; mais par suite d'erreur, l'expédition avait dû cependant être faite en double.

L., à Orléans. — *Neues Leben*, 68, Naunyrstrasse, Berlin, G. O.

A. D., à Roubaix. — Envoyez-nous plus de détails : le nom et l'adresse du camarade, date, etc.

S. — Je n'ai connu l'existence du livre de la baronne Suttner, qu'après l'impression de la liste.

Reçu pour la *Mano Negra* : R., à Jemmapes, 1 fr. — Autun, par L. V., 10 fr. — En tout : 11 fr. — Listes précédentes : 7 fr. — En caisse : 18 fr.

Reçu pour la liberté d'opinion : M., 0 fr. 45. — B., 0 fr. 50. — J. G., 10 fr. — H. G., 5 fr. — En tout : 15 fr. 95. — Listes précédentes : 14 fr. 05. — En caisse : 30 fr.

Reçu pour le journal : X., 0 fr. 95. — J. M., à Madrid, 17 fr. — H. M., 5 fr. — A. D., 2 fr. 50. — B., 0 fr. 50. — C., à Mâcon, 0 fr. 30. — B., 0 fr. 50. — L. O., à Venzolasca, 0 fr. 35. — P., à Genève, 2 fr. — X. G., 0 fr. 80. — P. V., à Pittsburg, 2 fr. — E. L., 1 fr. — S. et son camarade, 1 fr. — Merci à tous.

T., à Brest. — L. R., à Tulau. — L., au Chambon. — Fr., à Barcelone. — C. M., à Longefoy. — G., à Digne. — Chambre syndicale des électriciens. — G., à Choumla. — R. G., à Mâcon. — R., à Lille. — D., à La Haye. — G., à Surgères. — P., à C., — B., à Saint-Etienne. — G., à Bruxelles. — P. H., à Paris. — D., à Lille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 39 DIX CENTIMES DU 24 AU 30 JANVIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

Nous venons de réorganiser le service de vente à Paris. On doit trouver le journal chez tous les libraires. Prière aux camarades d'insister auprès des libraires, en leur indiquant qu'ils n'ont qu'à le demander aux porteurs de la maison Hachette.

LA *MANO NEGRA*

Nous ne pouvons plus rendre compte des articles et meetings publiés ou tenus, tant en France qu'à l'étranger, en faveur des victimes innocentes de la « Mano Negra ». D'Alger à Bruxelles, de Cadix à Genève, de la Corogne à Naples, partout des voix s'élèvent pour réclamer leur délivrance. Signalons seulement, — nous tenons à le faire, parce qu'elle a été omise par les journaux quotidiens de Paris qui ont parlé de cette conférence — l'intervention, à Nîmes, de F. de Pressensé. A l'occasion de l'inauguration de la Maison du Peuple, F. de Pressé a fait à Nîmes, dimanche dernier, une grande conférence. Devant deux mille personnes il a exposé ses idées sur l'action républicaine, socialiste **et révolutionnaire au Parlement**. Puis il a signalé aux militants socialistes, parmi les questions de pure humanité qui sollicitent leur action, l'affaire de la *Mano Negra*. Il a raconté brièvement les crimes dont nos malheureux camarades andalous ont été les victimes et a fait appel à tous ceux qui dans l'affaire Dreyfus, se sont levés contre l'injustice, pour qu'ils luttent aujourd'hui encore contre l'iniquité commise au delà des Pyrénées.

***

Le 13 janvier, les journaux de Madrid ont publié une note officieuse annonçant que « *M. Dato* (ministre de la Justice) *a donné des instructions pour que l'on rassemble le dossier des forçats survivants de la Mano Negra et qu'il se propose de soumettre l'affaire à l'un des prochains conseils des ministres.* »

Ainsi, après une année de campagne menée par nos camarades espagnols, après deux mois et demi de campagne à l'étranger, le gouvernement espagnol a entendu la voix de ceux qui demandent justice. Les gouvernements sont des vieillards très mal conservés, et ils ont l'oreille dure. Rappelons-nous aussi qu'ils sont oublieux, et, jusqu'à ce que nos camarades soient réellement en liberté, ne désarmons pas.

***

A tous ceux qui font campagne pour les victimes de la Mano Negra: pour que les articles, meetings, résolutions en faveur des camarades aient toute leur efficacité, envoyer les articles, comptes rendus des meetings, texte des résolutions votées par les groupes à l'adresse suivante: *M. Dato, ministre de Grâce et Justice, à Madrid.*

***

Un grand meeting de protestation en faveur des camarades de la Mano Negra aura lieu le jeudi 29 janvier à huit heures et demie du soir, à l'hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente. Il est organisé par le groupe des E. S. R. I.

Orateurs inscrits : V. Charbonnel, A. F. Herold, A. Girard, Ch. Guieysse, L. Havet, J. Jaurès, H. Meyer, F. de Pressensé, P. Quillard, le Dr Reclus, M. Sembat, Yvetot, Anatole France, docteur Brissaud.

Prix d'entrée : *0 fr. 50.*

L'excédent de la recette s'il y en a sera envoyé en Espagne pour les camarades de la *Mano Negra.*

LA PHILOSOPHIE POSITIVE DE COMTE

IV

Il est évident qu'aussitôt que la science commença à arriver à de pareils résultats, une tentative dut être faite de construire *une philosophie synthétique*, qui englobât tous ces résultats. Sans plus s'attarder aux « substances », à une «idée de l'univers »,ou à une « destination de la vie », et autres expressions symboliques, — produits de notre propre imagination, dont les philosophes entretenaient jadis nos pères et grands-pères ; sans plus s'amuser à *anthropomorphiser*, — c'est-à-dire, à douer la nature et les forces physiques de qualités et d'intentions humaines, — il était naturel de chercher à construire une philosophie qui fût *un résumé systématique, unifié, raisonné de tout notre savoir.* Cette philosophie, s'élevant graduellement du simple au composé, exposerait les principes fondamentaux de la vie de l'univers et donnerait une clef pour la compréhension de l'ensemble de la nature ; et elle fournirait, par cela même, un instrument de recherche, nous aidant à découvrir les rapports (les ci-nommées lois naturelles) jusqu'alors inconnues, tout en nous inspirant, en même temps, la confiance dans l'exactitude de nos conclusions, si contraires qu'elles soient aux notions courantes établies.

Plusieurs tentatives de ce genre furent faites, en effet, au dix-neuvième siècle, et celles d'Auguste Comte et de Herbert Spencer méritent surtout de fixer notre attention.

Il est vrai que la nécessité d'une philosophie synthétique fut comprise déjà au dix-huitième siècle, par les encyclopédistes, par Voltaire dans son admirable *Dictionnaire philosophique*, qui jusqu'à présent reste une œuvre monumentale, par Turgot et, plus tard, encore plus nettement, par Saint-Simon. Maintenant, Comte entreprit la même œuvre d'une façon plus sévèrement scientifique, répondant mieux aux récents progrès des sciences naturelles.

***

On sait de quelle excellente façon Comte s'acquitta de sa tâche en ce qui concerne les mathématiques et les sciences exactes en général. Il est aussi reconnu maintenant qu'il eut parfaitement raison d'introduire la science de la vie (la biologie) et celle des sociétés humaines (la sociologie) dans le cycle des sciences comprises par la philosophie positive ; et l'on sait enfin quelle formidable influence la philosophie exerça sur la plupart des savants et des penseurs du dix-neuvième siècle.

Mais pourquoi — se demandent ceux qui admirent l'œuvre du grand philosophe,— pourquoi Comte fut-il si faible, dès qu'il entreprit, dans sa *Politique positive*, l'étude des institutions humaines, surtout celle des institutions modernes?

Comment un esprit aussi vaste et aussi positif que le sien put-il arriver à la religion que Comte fonda et professa au déclin de sa vie? Quelques-uns cherchent vainement à retrouver la même méthode dans les deux ouvrages ; tandis que Littré et Mill, on le sait, ne veulent même pas reconnaître que la *Politique* de Comte fût une partie de la philosophie de Comte ; ils n'y voient que le produit d'une intelligence déjà affaiblie.

Et cependant la contradiction qui existe entre les deux ouvrages de Comte — sa *Philosophie* et sa *Politique* positives — est excessivement caractéristique, et elle jette une lueur sur les plus graves questions de notre époque.

***

Lorsque Comte eut terminé son *Cours de Philosophie positive*, il dut certainement remarquer que sa philosophie n'avait pas encore abordé l'essentiel : l'origine du sentiment moral dans l'homme et l'influence de ce sentiment sur la vie de l'homme et de ses sociétés. Il était tenu, évidemment, d'indiquer l'origine de ce sentiment, de l'expliquer par l'influence de ces mêmes causes par lesquelles il expliquait la vie en général ; et il devait montrer, pourquoi l'homme sent le besoin d'obéir à ce sentiment ou, du moins, de compter avec lui.

Mais pour cela, il manquera, d'abord de connaissances (à l'époque où il écrivait, c'était tout naturel) et puis de hardiesse. Alors, il prit *Dieu* — l'idole des religions positives, que l'homme doit adorer et prier afin de rester moral, — et à sa place il mit l'*Humanité*, avec une majuscule. Devant cette nouvelle idole il nous ordonna de nous prosterner et de lui adresser nos prières, afin de développer en nous-mêmes l'élément moral.

Mais, une fois que ceci fut fait, une fois qu'il fut reconnu nécessaire pour l'homme d'adorer quelque chose de placé en dehors et au-dessus de l'individu, afin de retenir la bête humaine sur la route du devoir, — le reste venait de soi-même. Le rituel de la religion de Comte fut tout naturellement trouvé dans le rituel de vieilles religions, venues de l'Orient.

En effet, Comte y était forcément amené. Il n'avait pas reconnu que tout ce que l'homme a de moral *en lui est né* de l'observation même de la nature et de la vie même en sociétés. Il n'avait pas voulu admettre que le principe moral est aussi solide dans l'homme que son organisation physique, puisque l'un et l'autre sont un héritage d'un extrêmement long développement — d'une évolution qui a duré des dizaines de mille ans. Il n'avait pas remarqué que ce principe, ou plutôt cet instinct avait déjà commencé à se développer dans les sociétés animales qui précédèrent de longtemps l'apparition de l'homme sur la terre; et que conséquemment, quels que *fussent* les actes immoraux d'individus isolés, le principe moral vivra forcément dans l'humanité, à l'état d'instinct, tant que l'espèce humaine ne commencera pas à marcher vers son déclin : que les actes contraires à une morale issue de cette source doivent produire *nécessairement* une réaction de la part des autres, tout comme une action mécanique produit sa ré-action dans le monde physique. Mais une fois que Comte n'avait pas admis cela, il devait forcément inventer une nouvelle idole, — l'Humanité — afin que cette idole ramenât toujours l'homme dans la voie de la vie morale.

Comme Saint-Simon, comme Fourier, il paya ainsi un tribut à son éducation chrétienne. Sans admettre une lutte entre le principe du Bien et le principe du Mal (l'un et l'autre étant de force égale) et sans que l'homme s'adresse au représentant du premier principe pour se fortifier dans sa lutte contre le représentant du Mal, — sans cela, — avec Dieu seul et sans le Diable, — le christianisme ne peut pas exister. Et Comte, imbu de cette idée chrétienne, retourna vers elle, dès qu'il rencontra dans son chemin la question de la morale et des moyens de l'affermir dans les sentiments de l'homme. Le culte de l'Humanité devait lui servir d'instrument pour éloigner de l'homme la puissance néfaste du Diable.

PIERRE KROPOTKINE.

UN DÉNONCIATEUR

L'homme qui dénonça la famille Humbert-Daurignac, est un avocat de Madrid, Emilio Cotarello Mori, membre de l'Académie royale d'Espagne. Il y a des mouchards dans tous les mondes.

La famille Daurignac est peu intéressante; et, d'après la morale du Code, livrer des escrocs à la justice devrait être un acte méritoire. Néanmoins, le métier de délateur inspire à la généralité des gens un tel dégoût, que le sieur Cotarello est l'objet du mépris public.

M. Gomez Carrillo, correspondant parisien du *Liberal* de Madrid, a envoyé sa démission de membre de l'Académie royale d'Espagne, en termes flétrissants pour son collègue; et l'on annonce que ladite Académie a décidé d'expulser Cotarello de son sein.

Il faut dire que l'appât des 25.000 francs, plus que le souci du bien public, semble avoir poussé l'avocat académicien à se faire mouchard. C'est par une lettre anonyme qu'il avait dénoncé ses voisins, et quand il furent pris, il courut à l'ambassade pour se faire connaître et poser ses droits à la prime, et supplier qu'on tînt son nom secret. Il agissait là comme quelqu'un qui a honte de ce qu'il fait.

Un journal de Madrid a pris sa défense et fait son apologie : c'est l'*Universo*, journal catholique. De l'aveu même de Cotarello, c'est un prêtre qui lui avait conseillé son acte. Les prêtres catholiques ont toujours eu l'amour de l'espionnage et de la délation.

R. C.

DES FAITS

L'épidémie de suicides dans l'armée autrichienne.

Dans la garnison de Przemyls il n'y a pas eu moins de 65 suicides dans le cours de l'année 1902. Tous les journaux qui se sont permis de faire allusion aux mauvais traitements subis par les soldats ont été séquestrés.

Przemyls est situé non loin de Cracovie, dans la Silésie autrichienne.

MOUVEMENT SOCIAL

Pour donner suite à une proposition faite au Congrès de l'Humanité (Paris 1900) par M. de Faugère, président de ce congrès, le Cercle international de Genève a décidé la création d'un Bureau international permanent ayant pour objet d'expérimenter une « association universelle », pouvant conduire à la suppression de l'argent.

« Ce projet est critiquable comme tous les projets; mais il renferme des idées proches parentes des nôtres, et constitue un document intéressant, dont je reproduis ici les principales lignes :

« Le Cercle international de Genève poursuit la solution de la question sociale par l'association ou communauté universelle, qui est le but final vers lequel marche l'humanité.

« Or, par question sociale, il nous faut entendre *la possibilité de la vie pour tous*, dans les rapports qui lient chacun à la société immédiate dont il fait partie, et celle-ci au monde entier. Et, si nous cherchons la cause qui fait que malgré l'énorme production sociale, un grand nombre de producteurs manque des premiers objets indispensables à la vie, nous la trouvons aujourd'hui dans le principe Argent qui régit tous les faits, tous les actes de la vie sociale.

« Cette valeur conventionnelle et fictive, l'Argent, servant à échanger les produits et les services rendus, existe, en effet, avant que la valeur réelle, *les Produits*, soit créée; elle maintient son existence pendant et après leur utilisation ou consommation et ne disparaît pas avec ceux-ci pour se recréer de nouveau avec des produits nouveaux ainsi que cela devrait être en bonne justice. C'est ce caractère de fixité et de durée donné à la valeur fictive dont la cause — la valeur réelle — a disparu qui constitue le vice fondamental social dont souffrent les travailleurs, lesquels ne travaillent plus que pour ceux qui ne font qu'accumuler l'argent, représentation du travail passé et avec lequel ils dominent et accaparent le travail présent, au détriment de ceux qui l'effectuent.

« C'est à ce mal que nous voulons remédier en instituant un *Bureau international permanent* destiné à faciliter la formation de bureaux nationaux, provinciaux et communaux, ayant pour objet de substituer à l'offre et à la demande qui découlent de l'argent, l'offre et la demande qui découlent des besoins, de consommer pour vivre et de produire pour pouvoir consommer, *sous peine de maladie et de mort*, pour les individus et pour les peuples constituant dans leur ensemble l'humanité entière,

« En résumé, *nous supprimons l'emploi de l'argent* pour lui substituer une simple comptabilité. Le mécanisme est simple « il suffit de nous grouper par communes, régions, nations, et celles-ci entre elles, pour résister d'abord et triompher ensuite de tous les oppresseurs, de tous les exploiteurs et des meurtriers, en remplaçant le système actuel des échanges financiers, par le système de la comptabilité pure, l'emploi de l'argent, dans le trafic des échanges, n'étant qu'un moyen de compter. »

« C'est ainsi qu'en réalisant, par l'union de ces groupements divers l'*Association de tout le genre humain* dans un seul et vaste organisme, fonctionnant en dessus et en dehors des organismes encore existants, on assurera le bien-être de tous les associés, en faisant arriver aux plus nécessiteux, d'abord le pain, le vêtement, le logement, l'instruction et l'éducation morale ensuite. »

* *

Mouvement ouvrier. — Le monde officiel et la presse bien pensante se sont enfin émus de la misère des pêcheurs bretons. Les journaux à gros tirage ouvrent des souscriptions. Le ministre de la marine a envoyé son chef de cabinet faire une enquête sur place; dans les mairies et dans les préfectures on a établi des troncs pour faire appel à la charité des passants, un de ces soirs l'on dansera à l'Opéra au profit des malheureux pêcheurs, etc., etc. La charité officielle et de bon ton s'est emparée de cette misère.

Très bien, cela va parer pendant quelque temps aux besoins les plus urgents, aux détresses les plus criantes. Mais après ?

Si le poisson que l'on a chassé à force de le détruire, sans souci du lendemain et pour le plus grand profit de quelques capitalistes — qui à l'heure actuelle ne manquent de rien — ne revient pas, si le chômage continue, la charité se lassera, car il est impossible de faire vivre ainsi plus de 20.000 familles, la plupart nombreuses, pendant bien longtemps. De plus, tout ce battage et tous ces appels à la charité ne sont et ne peuvent être une solution.

Si la bourgeoisie, qui sent qu'il « faut faire quelque chose », ne trouve pas mieux, c'est qu'elle est vraiment à bout de ressources car ce qui se passe chez les pêcheurs bretons, se passera demain dans d'autres corporations. L'abus dans la production — et l'on sait que presque toutes les branches d'industrie ont produit pour produire et non pour consommer — doit fatalement amener des crises semblables. La charité même officielle ne peut être qu'un expédient qu'il sera difficile de renouveler; cela n'est donc pas une solution.

Et ainsi se condamne lui-même le mode de production capitaliste, qui nous est représenté par les économistes comme l'organisation parfaite.

Les faits se chargent de démontrer le contraire et ce qui se passe pour les pêcheurs de Bretagne se répétera fatalement dans d'autres industries, car le mode de production capitaliste porte en lui-même son propre agent de décomposition.

* *

Les ouvriers mineurs du Pas-de-Calais semblent vouloir se révolter contre l'ingérence et la direction des Basly et consorts. Une nouvelle Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais vient de se constituer. Une grande réunion, à laquelle sont invités à envoyer des délégués tous les mineurs du bassin, aura lieu dimanche à Hénin-Liétard. De plus, la nouvelle Fédération vient de lancer un manifeste où l'on examine la conduite des Basly depuis les événements de 1901.

La semaine prochaine, je parlerai de cet intéressant manifeste.

* *

Mon entrefilet de la semaine dernière sur la note de ce Syndicat de l'alimentation « remerciant » le philanthrope humanitaire m'a valu quelques renseignements de travailleurs qui savent à quoi s'en tenir sur la philanthropie de ce gargotier pour bourgeois.

Quoique radical et franc-maçon, le Monsieur s'y entend assez bien pour exploiter ses semblables. C'est ainsi que les garçons de restaurant sont payés sur les pourboires que leur donnent les clients et qu'ils doivent, eux, mettre à mesure dans un tronc. La moyenne des pourboires reçus par les garçons est de 8 à 9 francs et leur salaire maximum est de 6 francs par jour. Cett façon de « supprimer » le pourboire, l'une des principales revendications de la corporation, constitue, comme l'on peut s'en rendre compte, une assez fructueuse opération.

Il est vrai qu'un de ses confrères qui loge, celui-là, au Palais-Royal, a trouvé encore mieux.

Dans cette « maison » — mon correspondant écrit boîte — on demande aux nouveaux embauchés de signer un engagement aux conditions suivantes : Les garçons doivent mettre tous les pourboires qu'ils reçoivent au « tronc ». A la fin du mois, sur les « pourboires » ainsi recueillis, on prélèvera de quoi payer trois hommes à raison de 60 francs par mois, plus un nettoyeur de glaces. Enfin tout le matériel usé ou disparu est remplacé sur les fonds provenant des pourboires, si bien qu'il y a des mois où les garçons ont touché une moyenne d'environ 0 fr. 60 par jour.

Et il en est ainsi, paraît-il, dans pas mal de maisons de ce genre. Je ne saurais mieux faire, ce me semble, que de renvoyer ces diverses plaintes aux organisations ouvrières intéressées.

S'occuper de ces abus, mener une active campagne contre les exploiteurs qui pratiquent ainsi la philanthropie humanitaire serait certes plus utile aux travailleurs que l'on est censé représenter à la tête des syndicats qu'aller parader en compagnie de

patrons dans des conseils plus ou moins supérieurs et autres combinaisons du même genre.

Certains secrétaires de syndicats semblent vraiment y mettre trop de complaisance et fermer volontairement les yeux devant des abus qu'ils devraient être les premiers à combattre, puisque leurs camarades, à force de sacrifices, les ont rendus indépendants dans ce but.

P. Delesalle.

*
* *

Firminy. — Une centaine d'ouvriers armuriers de la maison Zavattero, de St-Etienne, se sont mis en grève, réclamant la journée de 10 heures. Lorsque les ouvriers formulèrent leur réclamation au patron, celui-ci accepta en principe, mais en remit l'application à plus tard, au mois de juin. Sachant ce que valent les promesses d'un exploiteur, et peu satisfaits d'une telle réponse, les ouvriers pensèrent, et avec raison, que pour avoir la journée de dix heures ils n'avaient qu'à quitter l'atelier à 6 heures du soir au lieu de 7. Ce qu'ils firent. Mais cela ne faisait pas l'affaire du Zavattero, et les premiers ouvriers qui se présentèrent au matin furent invités à passer à la caisse, ce qu'ils négligèrent de faire; mais ils avertirent leurs camarades et alors on décida de se mettre en grève. Le Syndicat des armuriers fut averti et va organiser des réunions où l'on décidera des mesures à prendre pour faire aboutir la réclamation des grévistes.

La maison en question est d'ailleurs une des très rares maisons où l'on fasse encore onze heures. Il y a donc bon espoir.

*
* *

Chez les mineurs. — En 1898, à la suite de pourparlers engagés par le Syndicat avec la Compagnie des Mines, celle-ci avait établi un système de primes sur les bases suivantes.

A tout ouvrier comptant plus de :

5	années de présence	à la Compagnie,	60 fr.	par an.
4	—	—	50 fr.	—
3	—	—	40 fr.	—
2	—	—	30 fr.	—
1	—	—	25 fr.	—

Pour avoir droit à cette prime, il fallait que l'ouvrier n'eût pas manqué plus de douze journées, par sa faute, dans le courant de l'année. L'argent n'était pas versé entre les mains de l'ouvrier, mais un carnet à la Caisse d'épargne était pris à son nom par les soins de la Compagnie et recevait les fonds déposés par celle-ci.

Le retrait n'en pouvait être opéré que sur autorisation du directeur de la Compagnie en cas de besoin urgent; exception était faite pour les fonds déposés depuis plus d'un an. C'était assez compliqué, mais c'était tout de même une poire pour la soif. Or, il paraît qu'à la suite de la dernière grève, la Compagnie s'est décidée à supprimer ces primes.

Elle sait que les mineurs sont sortis épuisés de la dernière lutte et peu disposés à recommencer de sitôt; d'autre part, l'affaire est toute locale, ces primes n'existant pas dans les autres exploitations; elle croit qu'il n'y a pas lieu de se gêner, et elle ne se gêne guère. Jamais les mineurs n'avaient été aussi malmenés qu'ils le sont maintenant, aussi est-ce chez eux un malaise, un mécontentement général.

Le moment serait propice, je crois, pour faire de l'éducation; malheureusement, au syndicat on n'a pas l'air de s'en douter. Pas de réunions-conférences; pas de journaux, de brochures distribués, rien. Il y a six ou sept ans que les administrateurs actuels sont à la tête du syndicat. Le côté éducatif a tellement été négligé qu'on ne trouverait peut-être pas à les remplacer. Chez les métallurgistes, on fait mieux. Des journaux, *l'Ouvrier métallurgiste*, *la Voix du Peuple*, sont distribués gratuitement à tous ceux qui versent leurs cotisations. Ceux-ci les font passer à d'autres, de sorte qu'il se crée chez eux un courant d'idées. Après avoir été des premiers à s'organiser, j'ai bien peur que les mineurs, par l'apathie de leurs syndicats, ne soient bientôt en arrière des autres corporations dans le mouvement syndical.

Galhauban.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe et libertaire du XIIe. — Samedi 24 janvier, à 8 h. 1/2, salle Vidal, 96, rue de Tolbiac, soirée familiale. Causerie par Paraf-Javal sur l'illogisme des anarchistes chrétiens.

Partie concert avec le concours des chansonniers révolutionnaires. Tombola gratuite; nombreux lots. Vestiaire : 0 fr. 30. Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

On souscrit pour la brochure à distribuer à l'entrée de la salle.

*
* *

Fête de solidarité au profit d'un camarade, donnée par le Groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires et les camarades de la *Rouge Eglantine*, salle Jules, 6, boulevard Magenta, dimanche soir 25 janvier, à 8 h. 1/2. Chants et récitatifs. Soirée familiale. Consommation obligatoire : 0 fr. 50.

*
* *

Groupe d'éducation et de propagande libertaire du XIIe arrondissement. — Réunion tous les *lundis* de 8 h. 1/2 à 11 heures, salle de l'*Idéal Social*, 8, passage Abel-Leblanc. Bibliothèque gratuite.

Réunion samedi 24 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'*Idéal Social* 8, passage Abel-Leblanc. Organisation de la fête du 1er février. Répétition.

Lundi 26 janvier, conférence sur la religion.

N. B. — Le groupe se réunit tous les lundis, de 8 h. 1/2 à 11 h. du soir. Les camarades sont invités aux réunions.

*
* *

Le tirage au sort au XIIIe :

Ligue pour la défense du soldat, section du XIIIe et *Jeunesses socialistes révolutionnaires des Ve et XIIIe*. — Le mardi 3 février, permanence de 9 heures du matin à 5 heures du soir, salle Paulus, 4, avenue d'Italie.

Le soir, même salle, soirée familiale.

Le mercredi 4 février, à 8 h. 1/2 du soir, grand meeting antimilitariste, salle de l'Alcazar d'Italie, 190, avenue de Choisy. Entrée : 0 fr. 25 pour les frais.

La 13e section de la *Ligue pour la défense du soldat* rappelle qu'elle organise tous les dimanches soir, au siège, 4, avenue d'Italie, des soirées familiales.

*
* *

Union populaire du XIVe arrondissement, 5, rue du Texel :

Vendredi 23. — M. Keufer : Le Congrès international de Cologne (Protection de la femme dans l'industrie : Une visite à l'usine Krupp).

Dimanche 25. — Le matin (avec l'*Art pour tous*) : Visite à l'Hôtel-de-Ville.

L'après-midi de 2 à 5 heures : Causerie amicale entre les adhérents, lectures, jeux, etc.

Le soir, à 8 h. 1/2 précises : Soirée musicale et littéraire, organisée par Mme Rey-Gaufrès.

Lundi 26. — Dr Oguse : La lutte pour la conservation de la vie, 2e causerie avec démonstrations.

Mardi 27. — Répétition du chœur de chant.

Mercredi 28. — M. H. Monin, professeur au collège Rollin : La Révolution française : X. Louis XVI traître à la nation. Son procès.

Vendredi 30. — M. le Dr Oguse : La lutte pour la conservation de la vie, 3e causerie (Démonstrations avec planches de M. le Dr Borel, de l'Institut Pasteur.)

*
* *

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Les livres ne rentrent pas; nous faisons un sérieux appel aux camarades.

*
* *

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral social). — Lundi et vendredi, réunion à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard. Répétitions.

La *Lyre sociale de la R. G.* prie le secrétaire de la *Marianne* de se trouver présent à une de ses répétitions.

*
* *

L'Aube sociale du XVIIe arrondissement (siège provisoire, 47, rue Brochant), informe les U. P. qu'elle reprendra très prochainement ses conférences.

Elle prie tous les groupements auxquels elle s'adresse de faire bon accueil aux listes de souscriptions qu'elle fait déposer par des camarades.

L'*Aube sociale* se trouve sans gîte.

Par suite d'un différend avec le propriétaire de son local habituel, elle en est expulsée. Les premiers fonds lui manquent pour un nouvel établissement.

Dans cette circonstance critique, elle invoque le sentiment de *solidarité* qui unit entre elles les Universités sœurs.

Elle espère que toutes auront à cœur de l'aider dans sa tâche : la reconstitution d'un foyer intellectuel pour la diffusion dans le peuple, de la science et de la raison.

*
* *

Le *Théâtre social* de la Maison du Peuple rappelle aux camarades des groupes d'études sociales, des syndicats ouvriers et des coopératives qu'il se tient à leur disposition pour l'organisation des fêtes ou conférences avec partie théâtrale.

Le *Théâtre social* consacre tous ses efforts à la propagande socialiste et ne demande comme seule indemnité que ses frais de déplacement.

Pour renseignements complémentaires, écrire au camarade Th. Anthoine, 77, rue Championnet, Paris-XVIIIe.

*
* *

Société instituée pour la création d'un « Milieu Libre ». — Dimanche 25 courant, à 9 heures du soir, salle de la Cloche, 43, rue Réaumur, réunion de tous les adhérents.

Les camarades Bulaud et Poignant rendront compte de leur voyage à Vaux et des achats qu'ils auront faits.

*
* *

Causeries populaires du XIe. — Salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi, mercredi 28 janvier, causerie par Paraf-Javal sur la Cellule (IV).

*
* *

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 24 janvier. — Joséphin Péladan : De la hiérarchie dans l'art.

Lundi 26. — Albert Bloch : Matière et énergie : VIII. L'énergie lumineuse.

Mercredi 28. — Soirée littéraire : L'Ennemi du peuple, drame en trois actes, d'Ibsen.

Samedi 31. — Jules Lermina : Marie Alacoque et le Sacré-Cœur.

*
* *

L'Emancipatrice, U. P. d'Aubervilliers :

Dimanche 25, à 2 heures de l'après-midi; salle Giot, 1, rue des Ecoles, soirée familiale. Chants et poésies.

Mardi 27, à 8 heures soir, réunion des camarades libertaires, causerie de G. Galilée.

Jeudi 29, à 8 heures, conférence de Francis Prost : Impressions de voyage en Bretagne.

*
* *

Amiens. — Réunion des camarades du groupe de propagande le samedi 31 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, au café Hordé, au coin de la rue de Metz. Organisation d'une conférence aux environs d'Amiens. Prière d'être exact.

*
* *

Lyon. — Dimanche 25 janvier, réunion familiale organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, café de l'Isère, rue Paul Bert, 26. Causerie : Du vol de nos droits naturels au communisme anarchiste.

La soirée se terminera par des chants et déclamations; quelques musiciens prêteront leur concours.

*
* *

Saint-Claude. — *Groupe libertaire de propagande communiste.* — Les camarades ayant l'intention d'organiser une propagande active dans le Jura et l'Ain, prient les camarades de : Morez, Moirans, Oyonnax, Tenay, Bourg, Lons-le-Saunier, etc., de correspondre avec le camarade Rousset, rue de la Glacière, 1, à Saint-Claude (Jura).

∴

Lille. — Samedi 24, réunion à 8 h. 1/2, estaminet des Sans-Souci, 58, rue de Tournai.

∴

Roubaix. — Samedi 24 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, Causerie par De Ceuleuer de la Jeunesse laïque de Lille, au Palais du Travail, 8, rue du Pile.

Sujet traité : Le Socialisme municipal.

Samed. 31 janvier, même local, causerie par C. Dhooghe sur *l'action anarchiste*.

∴

Saint-Etienne. — Réunion dimanche 1er février, au Bar des Halles centrales, cours Victor-Hugo, à 5 heures du soir, dans la salle du 1er étage.

La bibliothèque que nous possédions est dispersée dans tous les coins : que les camarades qui se trouvent détenteurs de volumes les rapportent à cette réunion, où l'on tâchera de la reconstituer et de recréer un mouvement.

∴

Bruxelles. — *Union libertaire.* — Réunion tous les samedis, à 8 heures du soir, rue Haute, 103.

Je mets en garde les administrations de journaux et possesseurs de brochures contre les demandes du c. J. Baré. Ne donner aucune suite aux lettres portant le cachet : *L'Union Libertaire*. Ne livrer qu'argent comptant. J. B.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

A tour de rôle, comédie en 1 acte, par Cuche et Delrue, 1 fr., Librairie Moderne, 12, rue d'Aligre.

CONTRE LES EMPIÈTEMENTS POLICIERS

Un nouveau camarade a répondu à notre appel. Cela fait trois, jusqu'ici. Avant la fin du siècle le dossier pourra être complet.

Je rappelle que, pour le moment, il ne s'agit pas de publier les renseignements que l'on nous enverra ; mais de former un dossier destiné à éclairer ceux qui nous ont promis leur concours pour une campagne sérieuse.

Rien ne sera publié sans l'autorisation des intéressés.

Oui, ou non, ceux qui se plaignent d'être tracassés par la police veulent-ils nous aider à museler cette peu estimable institution ?

POUR L'ÉDITION

Je viens de commander le papier et les dessins, et de remettre la copie à l'imprimerie. C'est donc dire qu'il va falloir de l'argent.

Ceux qui ont envoyé leur adhésion sont priés de nous faire parvenir, en une ou plusieurs fois, le montant de la souscription, cela nous évitera de prendre remboursement.

Toute souscription au deuxième volume, donne droit au premier au prix de souscription (6 fr. 50).

Ceux qui trouvent le prix trop élevé, peuvent s'associer à un camarade pour un des deux volumes auquels donne droit la souscription.

Les exemplaires de hollande, nous sommes forcés de les porter à 20 francs.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco 2 fr. 75. — *Autour d'une vie*, par Kropotkine, 3 fr. 10. — *Les Aventures de Nono*, par J. Grave, 2 fr. 75. — *La Colonne*, par L. Descaves, 2 fr. 75. — *Souvenirs d'un révolutionnaire*, par G. Lefrançais, 3 fr. 20. — *L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique*, par E. Reclus, 2 fr. 75. — *L'Inévitable révolution*, par un proscrit, 2 fr. 75.

VIENT DE PARAITRE

Cartes postales illustrées : *Epouvantails* et *Le Calvaire des mineurs*, réductions de nos lithographies. *Les Malheureux, Ouvrier et patron ; Educateur et électeur !* Enfin les portraits de : L. Tolstoï ; S. W. Balmascheff et G. Bresci.

L'exemplaire par la poste : 0 fr. 10.

N° 1. — *Fraternité*, dessin de R. Mouton, vers de Montéhus.

N° 2. — *Les Conscrits*, dessin de Ch. Aubry, vers de Couté.

N° 3. — *La Crosse en l'air*, dessin de Ch. Aubry, vers de J.-B. Clément.

N° 4. — *La Révolte*, dessin de G. Wuyts, vers de Xavier Privas.

N° 5. — *Harmonie*, dessin de Ratel, fragment de « Travail » et autographe de Zola.

Sous peu paraîtra une série de 12 de nos lithographies en réduction, gravées sur bois par Berger. Nous les annoncerons aussitôt parues.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

L'Assassiné, par L. C. Dissy, franco........ 1.40
La Jeune Prole, par Lochard.............. 1.40
Les Bienheureux, par Heidbrinck.......... 1.40
Les Défricheurs, par Agar................ 1.40
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.................................... 1.40
Le Calvaire du mineur, par Couturier..... 1.40
Education chrétienne, par Roubille........ 1.40
Le Missionnaire, par Willaume............. 1.40
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault... 1.40
Vive la Russie, treize dessins de Heidbrinck. 0.45
La Libératrice, Steinlen................. 1.40
Frontispice, Roubille.................... 1.40

Il ne me reste qu'un petit nombre de collections complètes de lithographies ; tirage ordinaire, 75 fr. ; d'amateur, 150 fr.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; franco : 3 francs.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

Chambre syndicale des électriciens. — Convocation arrivée trop tard. Il la faut pour le mardi.

Victor, près Pont-Perdu. — Pour le second volume : *Patriotisme, Colonisation*, l'exemplaire sur hollande est porté à 20 francs. — Nous avons à peine tiré notre argent au premier.

M., à Bourges. — Oui, je continue à recevoir les adhésions.

Gombert. — Nous n'avons pas le temps de rédiger les convocations que l'on nous envoie, ni la place d'insérer des manifestes.

Revista Blanca. — Veuillez nous envoyer un exemplaire de votre *Almanach*. Nous vous en ferons parvenir le montant à l'occasion.

R., à Nîmes. — Nous ne pouvons pas insérer tous les comptes rendus où il est question de la « Mano Negra » ; mais nous faisons parvenir tous les documents en Espagne.

F., à Cette. — *Deuxièmes déclarations* épuisées. Que voulez-vous en place ?

A. R., à Paris. — Reçu renseignements, seront utilisés.

B. J., à Toulon. — L'abonnement sera servi.

Reçu pour le journal : Un propagandiste isolé, 1 fr. 50. — R., à Gisors, 4 fr. — Dr F., à Rouen. — G. et N., à New-York, 4 fr. — A. M., à Bourges, 2 fr. Merci à tous.

A. H., à Luçon. — G. C., rue Ramey. — R., à Limoges. — G., à Bruxelles. — S., à Montfourt. — G., à Apt. — G., à Lyon. — C., à Lisbonne. — L., à Londres. M., à Anvers. — B., à Carven. — L. G., à Lyon. — C. A., à Ratenelle. — G., à Jonzac. Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 40 DIX CENTIMES DU 31 JANVIER AU 6 FÉVRIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

CONTRE LA POLICE

Nous renouvelons notre appel à tous ceux qui ont à se plaindre des tracasseries policières, pour qu'ils nous envoient le récit détaillé des faits, afin de former un dossier qui permette de mener une campagne vigoureuse contre cette institution malfaisante.

Les documents ne doivent pas être publiés pour le moment, et, en tout cas, ne le seront qu'avec l'autorisation des intéressés.

L'ABSOLUTION ?

La Epoca, journal officieux de M. Silvela, le président du Conseil espagnol, dans son numéro du 25 janvier, contenait la note suivante :

« Le ministre de Grâce et Justice a déclaré ce soir qu'il soumettra, demain lundi, à la signature de S. M., la grâce de Cristobal Duran, commuant en bannissement le reste de sa peine. »

Ainsi Cristobal Duran Gil, l'innocent condamné au procès d'Arcos à la chaîne perpétuelle, pour un crime imaginaire, va être libre — si l'on n'*oublie* pas sur le coin d'une table l'ordre de libération. A ceux qui nous accuseraient d'être des esprits chagrins, rappelons que, une fois signée la grâce des condamnés innocents de Montjuich, on *oublia* pendant des semaines de les mettre en liberté.

La note officieuse ajoute que, « conformément aux désirs exprimés par le président du Conseil », M. Dato, ministre de Grâce et Justice, active l'expédition des ordonnances de grâce pour les autres condamnés. Tous vont sans doute, comme Cristobal Duran, être bannis pour le reste de leur vie : on ne peut plus les tenir enfermés, on les éloigne; sans doute ils sont gênants, mais en les conduisant à la frontière, le résultat auquel on arrive est de faire connaître directement, en France ou en Angleterre, à un certain nombre de gens, ces témoins d'un crime gouvernemental. Le seul avantage que l'on puisse trouver à les expulser, c'est que, de cette façon, on les condamne encore; on réitère une dernière fois, quoique de façon moins précise, l'affirmation mensongère de leur culpabilité.

El Pais (1), commentant la note que nous avons citée, parle à la fois de « sentiments de justice », de « généreuse initiative », et d' « habileté politique ». Il s'écrie : « De quel beau sommeil dormira le chef du gouvernement après cet élan de charité humaine ! »

Et en même temps il se félicite de ce que « M. Silvela rend à l'Espagne un bon service en atténuant la funeste renommée inquisitoriale qui, en Europe, s'attache à son nom, et rend également aux conservateurs espagnols le service de les faire entrer dans la famille civilisée des conservateurs européens ».

Réjouissez-vous, MM. les conservateurs « civilisés » un frère vous arrive; il vient des régions barbares où l'on pratique allègrement le meurtre. Dans un débat resté célèbre, au cours de la dernière session parlementaire, M. Silvela, après avoir déclaré qu'il faisait de la question sociale « une étude délicate », avec un « respect quasi-religieux », dit qu'il voyait dans le fusil à tir rapide et dans tous les perfectionnements des armements modernes, « une preuve de l'existence d'une intelligence supérieure et infinie qui dirige le monde et qui est une des garanties du progrès de l'humanité ». Puis, analysant toutes les conditions nouvelles qui créent de nos jours un milieu social différent de celui auquel répondait le fusil primitif, il disait que si les armements n'avaient pas été en se perfectionnant parallèlement à l'évolution des peuples, « nous serions peut-être aujourd'hui *en face* d'une révolution sanglante. Le fusil à tir rapide constitue la garantie de la prudence et de la mesure des partis socialistes ».

Tous ceux qui ont seulement pour un sou d'opportunisme vont me dire qu'il est vraiment maladroit de rappeler les mauvais antécédents du nouveau « civilisé », au moment où il trouve moyen de montrer à la fois une « généreuse initiative » et quelque « habileté politique »; pourquoi troubler son beau sommeil de néophyte par le souvenir de ses infamies? C'est si beau, le pardon, l'absolution. L'Eglise chrétienne a très bien compris ça : on commet toutes sortes d'actes bas ou cruels, on en commet tant qu'on peut, on se saoûle de honte et de sang, et puis, à jour dit, on va trouver un brave homme de prêtre, on dit : « Bénissez-moi, mon père, parce que j'ai beaucoup péché », on raconte sa petite histoire, on dit trois *Pater* et quatre *Ave*, et c'est fini, on s'en va, absous, béni, le cœur content, blanc comme neige. Voilà. Vous ne trouvez pas ça bien?

— C'est très joli, soit; mais après, y a-t-il quelque chose de changé? Et, dans le cas de notre nouveau civilisé, vous croyez vraiment qu'il s'inspire d'un grand amour de la justice? Ou même qu'il agit par habileté politique? Mais non, pas même cela. Cette fois, ce n'était pas le « mauser » qui fournissait le moyen d'en finir, il faut les gracier, *pour qu'on n'en parle plus*. Et cet amour de la justice, je le trouve étrange, puisque cet homme qui, contraint et forcé, sous la clameur de l'indignation publique, ouvre aux innocents la porte du bagne, s'obstine bassement à répéter le vieux mensonge et à dire encore qu'ils sont coupables!

Au fond, le politicien qui exposait avec calme la théorie du mauser providentiel, instrument de gouvernement, ou celui qui exprime aujourd'hui le désir que les ordonnances de grâce soient expédiées promptement, c'est toujours le même homme : un homme pratique, trouvant et appliquant sans hésiter, indifféremment, les moyens simples et sûrs de résoudre une difficulté donnée.

Quand même cela serait utile, je ne pourrais arriver à découvrir dans l'octroi de cette *grâce* aux condamnés de la Main Noire les « sentiments de justice » dont on nous parle. M. Silvela dit aujourd'hui ce que depuis un certain temps nous l'invitons à dire, mais il le *fait* de telle sorte que nous sommes tout de suite forcés de rectifier.

* * *

Les condamnés de la Mano Negra sont innocents. A toutes les preuves que nous avons produites ici, d'après *Tierra y Libertad*, nous voulons en ajouter une encore. Dans la plaidoirie qu'il prononça devant le Tribunal Suprême de Madrid pour présenter le recours en cassation dans l'affaire de la Parrilla, Me Maissonnave défenseur de Pedro et Francisco Corbacho, disait, parlant des *gardes civils* (gendarmes):

« ... Soit parce qu'il convenait à leurs projets qu'il en fût ainsi, soit par méconnaissance de la réalité des faits, soit par suite de ce manque d'instruction qui est naturel chez ceux qui vivent perpétuellement en protecteurs du propriétaire et du voyageur, en pleine campagne et sur les chemins, ils ont cru que le socialisme était une chose horrible et tragique et que le nom de socialiste était synonyme d'assassin, et ils ont mené en prison des centaines de malheureux pris dans les champs, pour cet énorme délit d'avoir été trouvés porteurs d'un journal de Barcelone autorisé par la loi, la *Revista Social*, pensant, sans doute, que, accusés d'être socialistes, ces hommes devaient être châtiés comme des criminels endurcis.

« Cette intervention (des gendarmes), Monsieur (le Juge), comme je l'ai dit déjà, et j'abandonne maintenant ce point de vue après l'avoir signalé à l'attention du Tribunal, a été véritablement perturbatrice, elle a été un obstacle à l'établissement de la vérité... »

Parlant des preuves qui avaient été sollicitées et qui ne furent pas fournies, le défenseur disait : « Le fait est que l'on a fait intervenir dans cette cause le règlement dit de « La Mano Negra » et de « La Justice populaire », d'une manière anormale, irrégulière, étrange, contraire au droit. Le ministère public de la *Audiencia* demandait que l'on versât aux débats des copies du règlement dit de « La Mano Negra » et du règlement de « La Justice populaire » qui se trouvaient dans le dossier d'une autre affaire instruite contre des associations *illicites*; la défense, et principalement le défenseur de Pedro et Francisco Corbacho, demanda à son tour que l'on ne prît pas copie de ces documents, mais que l'on envoyât les originaux eux-mêmes, avec l'indication des personnes qui en avaient été trouvées porteurs et que l'on fît la preuve du rapport qui pouvait exister entre l'affaire dite des associations illicites et celle dans laquelle mes clients étaient impliqués.

Le Tribunal décida de faire venir les documents originaux, non copiés; mais il déclara qu'il n'y avait pas lieu de produire des preuves du rapport existant entre l'une et l'autre cause, *ni de prouver*

(1) Organe de l'Union républicaine.

quelles étaient les personnes qui avaient été trouvées en possession de documents, ou si les accusés de ce procès (de la Parrilla) *avaient été trouvés porteurs d'un exemplaire de ces règlements.* Le défenseur des Corbacho, comme les autres, formula sa protestation... »

« La sentence, continue le défenseur, se fonde principalement sur le fait indiqué dans le troisième attendu, qui dit que « les accusés appartiennent à une Association qui dictait des arrêts de mort à ses affiliés, même si celui que frappait l'arrêt était leur père »; affirmation qu'a produite aujourd'hui avec éloquence, mais avec beaucoup de tristesse, le représentant du ministère public.

« Quelle Association est-ce là? L'Association de « La Mano Negra »? Où sont les faits, où est la démonstration où est la preuve, où, dans la sentence, a-t-on confirmé ce fait que les accusés de la présente affaire appartenaient à « La Mano Negra » et vivaient conformément au règlement de « La Mano Negra »? Nulle part. Les accusés affirment tous (et que l'on tienne compte de ce fait que pour quelques-uns il eût été avantageux de parler d'autre sorte), qu'aucun d'entre eux ne pouvait se dire affilié à « La Mano Negra ». Il y a plus : tous disent que la première fois qu'ils entendirent parler de « La Mano Negra » ce fut en prison, après leur arrestation. « La Mano Negra » pour eux n'existait pas, c'était un mythe. « La Mano Negra » était une fiction. Tous, ils se déclarent franchement socialistes, appartenant à l'Internationale des Travailleurs, pour se protéger réciproquement, association selon les règlements de laquelle ils versaient une cotisation mensuelle; ils disent que leur organe officiel était *La Revista Social*, publiée à Barcelone.

« Où donc est le règlement de l'Association Internationale des Travailleurs? Nulle part. Le juge d'instruction, le ministère public de la *Audiencia* de Xérès, la *Audiencia* elle-même a-t-elle pensé à la nécessité de produire ici le règlement de l'Association Internationale des Travailleurs, pour savoir quelles attributions avaient ceux qui en faisaient partie? Non. Elle a voulu uniquement (1) produire le règlement de « La Mano Negra », qui porte condamnation à mort pour tout homme qui conspire contre les intérêts de cette Société, qui possède quelque bien, qui gêne ou offense un travailleur associé, qui se refuse au paiement des impôts forcés, enfin pour tout le monde; et avec une légèreté inconcevable (que le Tribunal me permette de m'exprimer en ces termes) on a affirmé que les accusés de ce procès sont soumis au règlement terrifiant et funeste de « La Mano Negra ». Mais je déclare et je maintiens ici solennellement qu'il n'existe absolument aucun rapport entre les accusés de ce procès et ceux que l'on peut avoir impliqués dans le procès intenté contre les associations illicites, dont ils n'ont ni vu ni lu le règlement.

« C'est ce qui fait que la *Audiencia*, dans le quatrième attendu, déclare que ces faits sont enveloppés de mystère et n'ont pas pu être suffisamment éclaircis.

« Et, cependant, dans le cinquième attendu, elle donne comme « fait prouvé » le fait que la Commission chargée de l'exécution de tous ces barbares décrets de « La Mano Negra » se trouvait à Alcornocalejo, et que le président de l'Association était Pedro Corbacho, le vice-président, Francisco Corbacho, le secrétaire, Juan Ruiz y Ruiz.

« Je ne dirai pas un mot des preuves contenues dans le dossier; mais comme c'est là le point essentiel de mon argumentation pour l'introduction du recours (en cassation) pour vice de forme, je dois insister sur ce que, en produisant cette affirmation, le Tribunal auteur de la sentence la fonde sur l'existence du règlement de « La Mano Negra » qui, comme je l'ai dit et prouvé jusqu'à l'évidence, n'a absolument aucun rapport avec la présente affaire; et si l'on tient compte de ce que la défense des Corbacho a demandé en temps opportun que les documents sur lesquels se fondait cette affirmation fussent apportés au procès pour être examinés, et que l'on fit l'expertise de l'écriture pour éclaircir la question de savoir qui avait écrit le document que l'on dit avoir été porté d'Alcornocalejo à la Parrilla et l'avait signé; ce qui ne fut pas fait; alors le Tribunal comprendra que la précipitation que l'on a montrée dans cette affaire et la manière dont on a administré *certaines preuves* couvre ce procès d'une obscurité complète; obscurité qui rend impossible une sentence juste. » (Tiré de *Los Procesos célebres*, chroniques des tribunaux espagnols.)

(1) Celui que le capitaine Oliver avait trouvé sous une pierre.

∴

Tel est le dernier document que nous apporte *Tierra y Libertad*.

MICHEL LORRY.

EN BRETAGNE

La « misère bretonne » est devenue, pour les grands quotidiens, une rubrique intéressante, et fournit la matière de copieuses chroniques. De nombreux reporters ont filé là-bas, en de *confortables* rapides, pour observer *de visu* un phénomène nouveau dont notre « civilisation » ne peut manquer de s'enorgueillir : une famine en France au vingtième siècle! Bien entendu, les courageux explorateurs du pays où l'on ne mange plus... n'ont pas eu de peine à se documenter. Ils ont parcouru en tous sens les villages les plus éprouvés par le fléau, et noté, avec un remarquable souci du détail, la situation lamentable de milliers de martyrs de la faim. Ils n'ont pas craint, ces distingués représentants de l'élégance parisienne, de visiter d'ignobles masures, des taudis infects où grouillent des êtres humains mordus par le froid et tenaillés par la faim. L'un d'eux a même poussé le goût de l'ironie jusqu'à qualifier de « palais » ces cahutes abominables.

Et ils ont pu faire une remarque bien suggestive, c'est que ces pauvres gens souffraient sans révolte et sans colère, tant la superstition religieuse les a marqués de son empreinte. Le Breton serait donc le type idéal du résigné, qui trouve naturel de se serrer le ventre pour que s'arrondissent les bedaines bourgeoises. Comment une telle passivité d'attitude, *si loin de la turbulence* de ces affreux révolutionnaires, n'exciterait-elle pas chez nos maîtres les sentiments magnanimes que nous leur connaissons?

Alors les apôtres de la nouvelle croisade humanitaire, ayant interrogé leurs âmes compatissantes, ont pondu des articles d'une sentimentalité attendrie, afin d'apprendre, *urbi et orbi*, la détresse de nos « frères » bretons. Et aussi pour éveiller dans l'âme des mangeurs de sardines et autres « entrées » chic, les nobles sentiments de pitié, de fraternité et de solidarité qui honorent tant la nature humaine. Leur appel n'a pas été vain : des souscriptions, des fêtes de « bienfaisance » s'organisent de tous côtés, tout le tra la la de la charité officielle et privée entre en scène avec la discrétion que l'on sait... C'est « pour les pauvres »!...

Mais c'est assez de persiflage et l'indignation nous étouffe devant l'absence d'émotion vraie, de sincérité qui éclate dans toute cette rhétorique professionnelle. Dans toutes ces proses où on a le courage de faire de l'esprit, pas une allusion à la véritable cause du mal, pas une ligne sur la philosophie de cette misère logique, à laquelle on ne trouve pas d'autre remède que ce palliatif usé et dérisoire : la charité. Reconnaissons pourtant qu'ils ne s'illusionnent pas sur son efficacité. Ils ont réuni à ce jour, même avec l'aide des banques (banquiers, humanitaires, c'est un bel accouplement), ils ont récolté, dis-je, 300.000 francs et c'est trois millions qu'il faudrait pour atténuer l'horreur du présent, sans préjudice de l'avenir, rien moins que rassurant. Voilà donc les hommes d'argent aux prises avec le monstre qui se retourne contre eux.

Ces gens vantent à tout propos l'éloquence des chiffres, invoquent sans cesse la loi de fer de l'argent, la loi d'airain des salaires, toutes leurs lois meurtrières qui tuent le pauvre monde comme des mouches. Avoueront-ils qu'il faut près de 100.000 fr. par jour pour nourrir 100.000 personnes comme ils nourriraient leurs chiens? Et cela pour un temps indéterminé. Ah! vous vous lasserez plus vite de « donner » que les Bretons tenaces ne se lasseront de vivre.

Maintenant, parlez-nous, en face de cette noire misère ouvrière, de votre œuvre de prévoyance, d'épargne, de mutualité, d'économie et surtout de l'illusoire bienfaisance. Dites-nous que votre « obole » jetée par acquit de conscience au milieu d'une partie de plaisir, sans amour, sans élan de cœur, pourra combler l'absence ou l'insuffisance quotidienne du salaire.

Admirez enfin les conséquences de votre salariat qui ne peut plus se défendre, et ayez le front de soutenir qu'il peut résoudre les difficultés d'une situation qui n'a pas d'autre issue que la solution révolutionnaire du communisme anarchiste.

SÉVERIN.

L'ESCLAVAGE AU XX[e] SIÈCLE

Vous croyez qu'il n'y a plus aujourd'hui d'esclave proprement dit, qu'il n'y a plus de gens qui se vendent? Lisez ceci : « Knoxville, 14 août. J. Logan, nègre, s'est vendu hier pour la somme de 1.000 dollars (5.000 fr.) à M. G. Stuart, chancelier à la Haute Cour. Il s'engage par contrat à servir jusqu'à sa mort son patron ou les héritiers de celui-ci. C'est un ancien esclave libéré. »

J. Logan est un esclave qui s'achète et qui se vend, mais son contrat avec M. Stuart, chancelier de la Haute Cour du Tennessee, est la plus terrible et la plus éloquente condamnation de la société démocratique et bourgeoise, à laquelle, malgré sa liberté philanthropique et équivoque, un vieil esclave libéré préfère l'antique régime du fouet, des chaînes et du garde-chiourme!

DIOGÈNE.

(Extrait de la « Question Sociale » Paterson (Etats-Unis), 23 août 1902.)

LE DÉNOMMÉ « PROGRÈS »

Le rapport d'un consul d'Italie au Canada apprend au gouvernement italien qu'on vient d'inventer et d'essayer là-bas une nouvelle machine, la machine à bâtir. Réjouissons-nous, et admirons : cette merveilleuse machine, annonce le consul, pose d'elle-même les pierres les unes sur les autres, et elle peut en placer ainsi de 5 à 600 par heure. Elle remplace le travail de 6 à 7 ouvriers pendant le même temps, et n'a besoin, pour être conduite, que de deux hommes. Un détail insignifiant, n'est-ce pas, cette réduction du nombre des ouvriers pour la même production de travail? Ou plutôt, un grand profit pour le patron capitaliste, auquel il chaut peu de renvoyer 5 hommes, et qui n'a pas d'intérêt à ce que le travail soit fait par des individus en chair et en os plutôt que par des bras et des leviers en métal.

Ainsi le mécanisme va chaque jour renforçant le capitalisme. Entendons-nous bien : il ne faut pas dire que le progrès est mauvais et que nous ne sommes pas avec lui. Théoriquement, nous reconnaissons tous sa légitimité et nous y applaudissons. Ce qui est mauvais, c'est l'application qui en est faite; à chaque avantage nouveau qu'ils retirent d'une invention nouvelle, les capitalistes ne considèrent pas qu'ils endossent de plus graves obligations envers la société aux dépens de laquelle, dans l'état actuel, se font les transformations du mécanisme industriel. Ils accaparent une force nouvelle, sans prendre assez garde qu'ils en tournent contre eux une autre qui finira bien par faire explosion : la force humaine. Il est juste et beau que le machinisme remplace le travail humain; il est injuste, honteux et dangereux que le progrès du machinisme ne profite pas à tous avec une égalité stricte.

MOUVEMENT SOCIAL

Marseille, 16 janvier.

Deux chiens de garde de service avant-hier soir, sur la place Victor-Gelu, vers 11 heures, aperçurent un pauvre hère qui s'approcha d'eux et leur demanda humblement de le mener en prison.

— En prison? s'écria l'un deux. Mais qu'avez-vous donc fait, mon brave?

— Oh! rien, Monsieur l'agent, mais je n'ai pas d'abri et j'ai froid, je n'ai pas de pain et j'ai faim....

— Nous ne pouvons cependant pas vous arrêter pour cela, répliqua l'autre.

— Cependant.....

— Que voulez-vous que nous y fassions?

— Mais si je commettais un délit, vous m'arrêteriez, n'est-ce pas?

— Et sans attendre davantage encore.....

Le malheureux s'éloigna en marmottant entre ses dents : « Pour sûr qu'ils m'arrêteraient, si j'étais un voleur; mais... Ah! pourquoi suis-je honnête?... » Il en était là de ses amères réflexions et poursuivait son chemin, lorsque, relevant la tête, il aperçut au coin de la rue Juge-du-Palais, un bec

de gaz dont la flamme dansante au vent éclairait la rue. Une idée traversa le cerveau du pauvre homme. Il ramassa une pierre et la lança sur le bec de gaz.

Dans le silence de la nuit, un fracas de vitres brisées, tombant sur le sol, répondit, suivi bientôt par un bruit de pas précipités.

C'étaient les policiers qui accouraient. Le délit était flagrant, et ils conduisirent le pauvre hère à la Permanence.

Interrogé par M. Constant, commissaire de service, il déclara se nommer Baurine Delepine, et avoir brisé les vitres du réverbère pour se faire conduire en prison.

— J'ai faim, oh! Monsieur le commissaire, ne me remettez pas en liberté.....

Le commissaire de police a fait conduire ce malheureux au violon municipal, où on lui a donné à manger. Il s'est jeté avidement sur le pain qu'on lui a apporté et l'a dévoré en un rien de temps, puis il s'est couché sur les planches et s'est endormi.

Hier matin, il a été présenté au petit parquet, et a été retenu sous l'inculpation de vagabondage et de bris d'objets communaux.

Delepine aura encore, pour quelques jours, un abri et du pain.

CAYOL MARIUS.

Mouvement ouvrier. — J'ai annoncé lors de son apparition le *Nouveau Manuel du Soldat* publié sous les auspices de la Fédération des Bourses du Travail.

Profitant de l'interpellation de M. Dejeante au ministre de la Guerre sur une circulaire du général de défense républicaine André, interdisant aux soldats l'entrée des Bourses du Travail, un député mouchard, M. Lazies, est monté à la tribune dénoncer la brochure en la signalant à la vindicte gouvernementale.

Avec son air le plus indigné le ministre de la Guerre a annoncé que des poursuites étaient ordonnées contre les auteurs de la brochure.

A cette séance, qui, paraît-il, est déjà mémorable, les socialistes par l'organe de M. Jaurès ont répudié toutes doctrines internationalistes et pas un d'entre eux ne s'est levé pour prendre la défense de la brochure éditée par les syndicats ouvriers.

Tous les journaux s'accordent à louer « la haute tenue littéraire » du discours du *leader socialiste*, qui a fait justice des accusations que lui faisaient ses adversaires politiques d'être un antipatriote.

Bien des équivoques sont cette fois dissipées. Nous savons — nous n'en avions, il est vrai, jamais douté — que malgré les déclarations faites parfois au cours des réunions publiques les députés socialistes sont avant tout des patriotes; qu'ils considèrent comme nécessaire les millions dépensés dans toutes les folies militaristes; que l'alliance franco-russe est, elle aussi, un contre-poids nécessaire à la Triple alliance, etc., etc.

Par contre nous savons que de plus en plus les travailleurs comprennent qu'ils n'ont aucune raison eux, d'être des patriotes, que, ne possédant pas un pouce de cette propriété qu'ils peuvent être appelés à défendre, ils s'en désintéressent chaque jour davantage. En un mot, nous savons que de plus en plus les travailleurs deviennent des antimilitaristes, des antipatriotes.

Et ainsi se creuse, chaque jour plus profond le fossé qui sépare gouvernants et gouvernés. En ne protestant pas contre les poursuites engagées contre les auteurs responsables du *Nouveau manuel du soldat* dont la publication a été décidée par la plus forte fédération de syndicats ouvriers qui existe en France les députés socialistes *ont montré*, une fois de plus aux travailleurs que ceux-ci *n'ont rien* à attendre d'eux, et qu'il n'y a rien de commun entre les ouvriers économiquement organisés et les politiciens du socialisme.

Nous en prenons acte et saurons nous en prévaloir à l'occasion.

⁂

A la suite de la grève générale des mineurs, qui, dans le Nord et le Pas-de-Calais notamment, a échoué si piteusement, différents bruits ont couru. L'occasion m'en étant offerte, j'ai pu aller ces jours derniers interroger un certain nombre de mineurs du bassin du Pas-de-Calais et ceux des environs de Lens plus particulièrement, et voici ce que j'y ai appris de la bouche même des intéressés.

Dans le Pas-de-Calais, le syndicat n'existe que sur le papier, à peine deux milliers (1) de mineurs cotisent et M. Basly règne en maître, son sous-ordre Evrard n'étant que l'exécuteur de ses volontés.

Des mineurs dont j'ai pu voir le livret à jour de leurs cotisations — des hommes de Basly comme les appellent leurs adversaires — sur des questions que je leur posai m'ont déclaré que *jamais* il n'y avait de réunions de syndicat, qu'à leur connaissance il n'y avait pas plus de réunion de bureau, qu'ils n'avaient *jamais* été invités à se prononcer soit sur une question à porter en leur nom dans un Congrès de mineurs, soit sur toute autre chose. Ce qui se passe, ils l'ignorent complètement; ils versent leur cotisation — 0 fr. 50 par mois — mais ils n'ont *jamais* vu publier de compte rendu financier ou autre.

Voilà pour le syndicat.

En ce qui concerne les conditions du travail, j'ai pu constater une fois de plus la blague de toutes les lois, prétendues de protection ouvrière. Il n'y a en réalité aucune limite à la durée du travail. Actuellement la plupart des mineurs font de « longues coupes » ce qui porte le temps effectif de travail à 11 heures au lieu de 9 en temps normal. De plus, il n'est pas rare de voir des mineurs doubler le poste, c'est-à-dire travailler 18 ou 20 heures de suite.

De l'avis de tous, les conventions intervenues entre les Compagnies et le syndicat Basly au point de vue des salaires, ne sont jamais respectées. Les Compagnies règlent le salaire suivant leur bon plaisir. Un bon ouvrier travaillant à une veine convenable arrive à gagner 4 fr. 50 plus les 30 0/0 de prime, ce qui fait environ 6 francs, mais il n'est pas rare de voir ce salaire tomber à 3 ou 4 francs, prime comprise.

Cette situation, comme on le voit, n'est guère brillante, aussi le mécontentement est-il grand parmi les mineurs. Ils se rendent compte que depuis longtemps ils sont roulés par les quelques politiciens qui ont la prétention de parler en leur nom.

Actuellement, les plus courageux tentent de secouer un joug qui leur pèse, une nouvelle Fédération des mineurs du Pas-de-Calais a été créée et 800 livrets ont été délivrés en quelques jours. Les camarades affirment que c'est un succès qui dépasse même leurs prévisions.

Dimanche dernier, a eu lieu à Hénin-Liétard une réunion de tous les délégués de sections. J'y ai entendu des camarades sérieux et décidés à aboutir et à créer *en face du syndicat* — qu'ils considèrent suivant l'expression de l'un d'eux — comme un sous-comité électoral de Basly — une Fédération qui n'aurait d'autres soucis que de combattre les Compagnies et de poursuivre l'amélioration des conditions de travail.

Dans les centres que j'ai parcourus, Avion, Lens, Billy, Montigny, Courcelles, Henin-Liétard, j'ai pu me rendre compte de l'état d'esprit qui règne actuellement, recueillir indistinctement l'avis des intéressés. Si les camarades de la nouvelle Fédération sont actifs, s'ils s'occupent *uniquement* de leur nouvelle organisation, nul doute qu'ils n'arrivent à *triompher* de Basly et des siens.

Et cela est si certain que dimanche soir à l'issue du Congrès d'Hénin-Liétard une réunion publique qui devait avoir lieu a été empêchée par une bande de salariés de Basly conduits par Evrard qui était venu de Lens — flanqué du commissaire spécial — dans ce but.

L'on a empêché les orateurs de parler, mais l'effet produit n'en a pas moins été excellent. Basly et les siens, par peur, ont empêché la vérité de se faire jour et celui qui règne en maître dans la région sait maintenant qu'il a trouvé à qui parler. Toutes les tentatives d'obstruction se retourneront contre lui.

Les mineurs du Pas-de-Calais se réveillent.

P. DELESALLE.

⁂

La Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais, réunie en Congrès le dimanche 25 janvier, salle Tabeau à Hénin-Liétard envoie le salut fraternel de tous ses adhérents aux victimes des affaires connues sous le nom de « Mano Negra » encore dans les bagnes espagnols et demande la mise en liberté immédiate de ces victimes de la réaction capitaliste.

⁂

FIRMINY. — Les ouvriers armuriers de la maison Zavattero de Saint-Etienne qui s'étaient mis en grève pour obtenir la journée de 10 heures, ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction. A noter que le Zavattero en question, fut, paraît-il, un des militants anarchistes de Paris, il y a quelques années. Aujourd'hui encore il flirte avec les socialistes et, aux élections législatives de l'année passée, il avait signé le programme du citoyen Piger et et patronné sa candidature; comme quoi un ouvrier qui devient contremaître ou patron, devient plus bourgeois que les bourgeois.

GALHAUBAN.

(1) De l'avis de militants très au courant, le nombre des cotisants au syndicat ne dépasse pas pour tout le bassin 1900 et dans les congrès Basly en accusait 20.000.

Turquie.

Hier 6/19 janvier c'était la fête de Noël pour les Arméniens.

Un étudiant arménien d'environ vingt-cinq ans a tiré, dans la cathédrale de Koum Kapou, sur le patriarche Maghakia Ormanian, qui fut grièvement blessé, mais ne succombera pas car on a pu enlever la balle.

Ce qui importe ici c'est le geste qui est une conséquence logique des actes du patriarche. Ormanian est détesté par le peuple à cause de ses flatteries à la cour du Sultan et, plusieurs fois, la population lui a manifesté sa désapprobation. On crie depuis longtemps contre sa conduite et maintenant on lui a enfin fait comprendre que s'il ne veut pas être avec le peuple, il doit s'attendre à des représailles, car l'indignation est à son paroxysme.

Je vous enverrai pour le prochain numéro un article sur l'affaire avec les détails.

GARABED.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

On nous demande l'insertion suivante :

Depuis que le *Journal* a commencé la publication, de mes *Souvenirs du bagne* je suis accablé de questions orales ou écrites qui peuvent se résumer ainsi : Pourquoi ai-je donné mes Souvenirs au *Journal*? Comment se fait-il qu'ils soient signés d'un tiers ? D'autres auraient voulu connaître, par cette publication, mon évolution vers l'anarchie, mon rôle dans le mouvement révolutionnaire, les causes pour lesquelles je fus envoyé au bagne, les débats du procès, etc., etc...

Je prie mes amis et correspondants d'être un peu patients : je suis en ce moment lié avec le *Journal* par un traité qui prendra fin dès que la publication de l'infime partie qu'il donne de mes Souvenirs sera terminée, ce qui ne saurait tarder.

Alors, mais alors seulement, je publierai en librairie, et sous ma signature cette fois, le travail dans son entier et tel que je l'ai conçu.

Dans une préface, on expliquera comment j'ai traité au *Journal*, les retards et les remaniements qu'a subis ce travail, la part de collaboration de mon ami de Bercy ; comment plus tard, alors que j'étais en prison à Marseille, j'ai été mis dans l'obligation de renoncer à la signature dans le *Journal*.

Mais encore une fois tout cela ne pourra être fait que le jour où je redeviendrai propriétaire de mon travail.

LIARD-COURTOIS.

P. S. — Je préviens les groupes et les camarades qu'il m'est impossible en ce moment de répondre à aucune demande de conférence. J'irai cependant où je me suis engagé.

L. C.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis de 8 h. à 10 h.; dimanche de 9 h. à midi.

Samedi 7 février, soirée familiale.

⁂

Entente des jeunes socialistes révolutionnaires. — *La Jeunesse révolutionnaire du Ve*, réunie le 20 janvier 1903, 76, rue Mouffetard, ayant pris connaissance des infamies juridiques du procès de la « Mano Negra », espère que l'insurrection générale de l'opinion publique arrachera les martyrs des mains du gouvernement espagnol, et s'engage à mener la plus active propagande dans ce but.

**

La *Jeunesse socialiste révolutionnaire* se réunit le mardi 27, à 9 heures, 76, rue Mouffetard.

**

Société instituée pour la création d'une Colonie libertaire. — Dimanche 1er février, réunion salle de la Cloche, 43, rue Réaumur à 9 *heures* du soir.

**

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion vendredi, 30 janvier, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital. Causerie par un camarade.

**

Lyre Sociale de la Rive Gauche (cercle théâtral social). — Lundi et vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard. — Répétitions.

**

Groupe Libertaire d'Ivry-sur-Seine. — Causerie par un camarade tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, salle Bally, 86, rue Nationale.

**

Dimanche 1er février 1903, à 8 h. 1/2 du soir, à l'*U. P. Zola*, 44, rue Planchat, (20e arrondissement), grande soirée littéraire et musicale organisée par le *Groupe d'Education et de propagande libertaire du XIIe*, avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires et de divers artistes.

**

Un groupe qui se propose de créer des relations internationales est en formation à Londres et adresse à cet effet un manifeste « à tous les libertaires du monde ». Nous n'insérons pas cet appel faute de place, et ensuite parce que, pour notre part, nous croyons que les groupes et individus doivent être en relation les uns avec les autres sans avoir besoin de passer par des intermédiaires.

Mais pour ceux que cela peut intéresser, voici l'adresse dudit groupe :

Fombaron, 9, Bennettstreet, Fitzroy square, London W. J. G.

**

Groupe théâtral Universitaire. — Adresser tous avis et communications au camarade Louis Routard, secrétaire, 59, rue Louis-Blanc, nouveau siège du groupe.

**

Samedi, 31 janvier 1903, à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard, réunion à l'effet de constituer une section de la *Ligue pour la Défense du soldat*, dans le 5e arrondissement.

**

Ligue internationale pour la défense du soldat. — Réunion samedi à 9 heures, salle Delphant, 114, rue de Crimée, au cours de laquelle doit être fixé le programme de la conférence du 7 février. Très urgent.

**

GRENOBLE. — *Jeunesse libertaire.* — Réunion lundi 2 février, à 8 heures du soir, au café Rosset, rue Pasteur.

Les jeunes camarades ayant appartenu à la Jeunesse socialiste, qui voudraient se joindre à nous, sont invités à assister à cette réunion.

**

Hyères, le 22 janvier 1903.

Monsieur l'Administrateur,

La Section d'Hyères (Var) de la *Ligue des droits de l'homme et du citoyen* ayant eu par hasard connaissance des entrefilets qui ont paru dans votre numéro des *Temps Nouveaux* du 18 au 24 octobre 1902, page 4, 3e colonne, au sujet de la Nouvelle-Calédonie, a émis un vœu de protestation qu'elle a communiqué au Comité central.

La spoliation dont il est question dans votre numéro a été signalée par la *Calédonie* du 3 juillet 1902.

Le Comité central nous demande que ce numéro de la *Calédonie* du 3 juillet 1902 lui soit envoyé.

La Section ne l'ayant pas, elle vient vous prier de vouloir bien faire cet envoi au Comité central et de lui envoyer également les *Temps Nouveaux* du 18 au 24 octobre 1902.

Dans cet espoir, je vous prie, Monsieur l'Administrateur, de vouloir bien agréer, nos meilleurs sentiments.

Le Président,

Pierre MOULIS, Vétérinaire à Hyères, (Var).

P.-S. — Je vous serais reconnaissant, Monsieur, si vous vouliez dans votre plus prochain numéro mentionner que notre section n'est pas restée indifférente aux faits que vous avez signalés dans ce numéro du 18 au 24 octobre et vous sera reconnaissante de lui signaler les injustices et illégalités que vous connaîtriez.

**

LILLE. — Les camarades se réunissent tous les samedis, à partir de 8 h. 1/2 du soir, à l'estaminet, 38, rue du Bourdeau.

BOITE AUX ORDURES

Le Sublime ouvrier, de Maurice Talmeyr; *Gaulois* du 13 novembre 1902.

Erratum. — Dans l'article : *Rêve d'Avenir*, 2e page, 3e colonne, au lieu de : « Mettons nos propriétés industrielles », il faut lire : « Mettons nos propriétés individuelles en communauté... etc. »

Z.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Revue générale de bibliographie française, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

L'Eglise, la République et la liberté, G. Clemenceau; 1 brochure, 1 fr., chez Stock.

Le grand homme, par G. Brandès; 1 broch., 1 fr., même librairie.

Les contes de la Limousine (vers), par G. Nigoud; 1 vol.; 2 fr., chez Stock.

Le XIIIe Congrès national corporatif, par C. Rist, au *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Porqué de la Huelga general, 1 broch., à la « Huelga general », Barcelone.

No café, Errico Malatesta; 1 broch., 100 reis, chez Montalban et Grippa, à San Paulo.

A lire :

La Famille; Séverine *Petit Bleu*, 24 janvier.

L'Origine de l'homme, Souvarine; *Journal de Charleroi*, 22 janvier.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco 2 fr. 75. — *Autour d'une vie*, par Kropotkine, 3 fr. 10. — *Les Aventures de Nono*, par J. Grave, 2 fr. 75. — *La Colonne*, par L. Descaves, 2 fr. 75. — *Souvenirs d'un révolutionnaire*, par G. Lefrançais, 3 fr. 20. — *L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique*, par E. Reclus, 2 fr. 75. — *L'Inévitable révolution*, par un proscrit, 2 fr. 75.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

L'Assassiné, par L. C. Dissy, franco........	1.40
La Jeune Proie, par Lochard..............	1.40
Les Bienheureux, par Heidbrinck..........	1.40
Les Défricheurs, par Agar..................	1.40
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque..........	1.40
Le Calvaire du mineur, par Couturier	1.40
Education chrétienne, par Roubille........	1.40
Le Missionnaire, par Willaume..............	1.40
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault...	1.40
Vive la Russie, treize dessins de Heidbrinck .	0.45
La Libératrice, Steinlen....................	1.40
Frontispice, Roubille.........................	1.40

Il ne me reste qu'un petit nombre de collections complètes de lithographies ; tirage ordinaire, 75 fr. ; d'amateur, 150 fr.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jebannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50. Edition non illustrée, 2 fr. 50.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

**

L'Almanach de la Révolution pour 1903 ; couverture en couleurs par Maximilien Luce.

Articles de : E., Reclus ; P. Kropotkine, J. Grave ; L. Descaves ; Ch. Albert ; Klemczinski ; A. Girard.

Illustrations par : Steinlen, L. Hénault, Roubille V. Muller, Willaume, Couturier, Berger, etc.

L'exemplaire, 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40.

Primes importantes à tous les acheteurs de l'Almanach.

**

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco, 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux, franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs, franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine de 20 francs.

En dehors de nos brochures, nous avons :

L'Anarchie, par Malatesta	franco	0 20
Un peu de théorie, par Malatesta. .	—	0 15
En période électorale, par Malatesta.	—	0 15
Immoralité du mariage, par Chaughi.	—	0 15
A M. Emile Zola, par Ch. Albert. .	—	0 15
Les Crimes de Dieu, par S. Faure...	—	0 20
L'Ecole antichambre de la caserne, par Janvion	—	0 25
Le prêtre dans l'histoire, par Manzoni.	—	0 35
Causeries libertaires, par Jean de l'Ourthe	—	0 15
Aux jeunes gens, par Kropotkine. .	—	0 15
L'Education pacifique, par Girard. .	—	0 15
L'Homme dans la société.	—	0 15
Le Parti ouvrier et l'Anarchie, par L. Hénault.	—	0 10
L'Heureuse anarchie, par M. Borgueil.	—	0 30
L'Evolution de la morale, par Letourneau.	—	0 35
L'Humanisphère, par Déjacques . .	—	1 20
Un procès en Russie, par Tolstoï . .	—	0 35
Pour la Vie, par A. Myrial.	—	0 65
Droits et Devoirs, par A. Myrial. . .	—	0 15
Les précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff.	—	1 15
L'art et la Révolution, par R. Wagner.	—	1 20

PETITE CORRESPONDANCE

J. H., à Rotterdam. — Le journal a été expédié et nous le réexpédions. C'est tout ce que nous pouvons faire ; nous ne pouvons empêcher les irrégularités de la poste.

V. H. — Entendu, les lithos seront déposées.

E. B., à Chaumont. — Reçu mandat. Pour la revue en question, j'ignore absolument, je n'ai vu que le premier numéro.

R. M., à Barcelone. — Vous avez raison, je croyais l'expédition faite. Je vous envoie pour la somme, sauf la brochure de Kropotkine qui coûte 1 fr.

H. E. D., à Genève. — Nous avons écrit, pour le volume, pas reçu de réponse.

M. G., à Londres. — Reçu coupures. Merci.

G., à La Palisse. — C'est par erreur que l'on avait pris remboursement. Excusez-nous.

André M. — Ls bibliothèque est libre. Vous trouverez du monde au bureau tous les dimanches matin jusqu'à midi.

Reçu pour la liberté d'opinion. Pasquet, 0 fr. 50. — B., à Berne, 3 fr. — En tout : 3 fr. 50. — Listes précédentes : 30 fr. — Total : 33 fr. 50.

Il a été remis à deux camarades 8 fr. ; reste en caisse : 25 fr. 50.

Reçu pour la « Mano Negra » : Trois camarades, par A., 1 fr. 50. — Chinon, 0 fr. 50 — *Revue sociale des travailleurs du livre*, 6 fr. 50. — En tout : 8 fr. 50. — Listes précédentes : 18 fr. — En caisse : 26 fr. 50.

Reçu pour le journal : C. P., à Denain, 4 fr. 60. — L., à Beauregard, 0 fr. 75. — S., à Marseille, 3 fr. — G., à Lyon, 0 fr. 25. — B., à Marseille, 1 fr. 50. — B., à Berne, 3 fr. — Merci à tous.

Q., à Brest. — L., à Suippes. — L. B., à Nantes. — D., à Buzeu. — V., à Dijon. — E. S., à Etampes. — G., à Lyon. — K., à Gmund. — L. R., à Aix. — N., à Saint-Etienne. — F., à Paris. — F., à Nouméa. — B., à Berne. — R., à Francon. — C. A., à Avignon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 41 — DIX CENTIMES — DU 7 AU 13 FÉVRIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

CONTRE LA POLICE

Nous renouvelons notre appel à tous ceux qui ont à se plaindre des tracasseries policières, pour qu'ils nous envoient le récit détaillé des faits, afin de former un dossier qui permette de mener une campagne vigoureuse contre cette institution malfaisante.

Les documents ne doivent pas être publiés pour le moment, et, en tout cas, ne le seront qu'avec l'autorisation des intéressés.

LES IDÉES DE MA GRAND'MÈRE

A la suite des fameuses paroles de M. le président du Conseil, voici le bloc en désarroi, les uns voulant renvoyer tout de suite le gaffeur et les autres lui pardonner en souvenir de ses services. On devrait pourtant s'attendre à ces sortes de surprises, quand on vit de politique, c'est-à-dire d'à peu près, d'équivoques et de compromis. En ce qui nous concerne, l'attitude du ministre ne nous déplaît pas. Nous estimons en effet que dire tout net ce qu'on pense passe et doit toujours passer avant toute combinaison politique. M. Combes est donc un fort brave homme pour avoir montré sa pensée sans souci du grabuge qui allait suivre, ni du pétrin où allaient tomber ses amis.

Mais qu'elle est vieillotte, bébête et fausse la pensée de ce brave homme! Quel piètre observateur des faits sociaux au milieu desquels il vit, ce bon ministre! Et qu'il est terrible de songer qu'à des hommes aussi mal informés des mœurs et des idées de leur temps appartient le droit de conduire la chose publique!

« Les idées religieuses que les Eglises répandent et sont les seules à répandre », seraient « des idées nécessaires ». « Ce sont, à l'heure actuelle, les forces morales les plus puissantes de l'humanité. Elles sont indispensables pour se conduire à travers les épreuves de la vie. »

Je crois entendre ma grand'mère. Il est vrai que cette digne femme avait *fort sincèrement* recours aux enseignements et consolations de la religion catholique, dans les circonstances difficiles de sa vie. Mais les temps sont bien changés depuis ma grand'mère. Je ne sais même pas si de son temps la religion fournissait à beaucoup de personnes « une règle morale pratique ». Il me semble que cette règle provient plutôt des frottements de la vie, des conditions d'existence générales et particulières où l'homme se débat, la religion restant une chose un peu lointaine, comme une promenade du dimanche au pays d'idéal, à l'usage de ceux qui ne sont pas trop difficiles sur l'idéal.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas aujourd'hui que la religion pourrait jouer ce rôle de guide moral, et pour l'excellente raison que la religion s'en va, comme disent les bonnes femmes, bien plus clairvoyantes que M. Combes.

Mais procédons par ordre. Le prolétariat des villes ne fréquente guère l'église. Une fois la première communion faite, le jeune ouvrier en oublie le chemin, les pratiques et les idées. S'il a la faiblesse d'y revenir pour se marier, faire baptiser ses enfants, ou enterrer son père, je ne pense pas que l'on puisse appeler cela une conviction religieuse, une habitude morale; c'est une routine superstitieuse. Si l'on peut voir dans certains quartiers ouvriers des grandes villes un semblant de vie religieuse, ce sont les grimaces intéressées dues aux millions cléricaux des œuvres d'assistance et de charité, cercles catholiques et dispensaires. Il y a aussi le patron intolérant de certaines industries qui exige chez le salarié des *sentiments* religieux, comme cela s'observe, par exemple, à Lyon, dans la soierie, où des milliers d'employés *font la bête* pour conserver leur place.

Avec quelques vieilles filles hystériques, quelques domestiques frais émoulues de la campagne, la bourgeoisie, grande et petite, commerçants et fonctionnaires, forme encore, en ville, la meilleure clientèle du prêtre. Mais pour ceux-là aussi, on le sait bien, c'est pure grimace, grimace de bonne compagnie. On va à la messe, comme on met son fils chez les Pères, parce que c'est bien porté. Où est la conviction dans tout ça, où est l'émotion religieuse, où est l'habitude morale?

Reste la campagne. Là, à première vue du moins, M. Combes semble ne pas avoir tout à fait tort. Mais ce n'est encore qu'une apparence. Partout où, grâce aux communications faciles, l'esprit moderne de critique, d'indépendance et de fierté a pu souffler des villes sur les campagne, on a pu voir le nombre des fidèles diminuer dans de notables proportions. Si cela ne va pas assez vite, c'est qu'en toutes choses l'homme des champs est plus lent que celui des villes. Mais à celui-là aussi ce qu'il reste de religion est tout de surface et de forme. S'il se découvre devant la croix, s'il suit les offices, c'est qu'il continue par paresse une vieille tradition, c'est aussi qu'il a l'habitude de respecter les puissances. Comme le percepteur et le notaire, le curé, par sa situation administrative, est en effet, aux yeux du villageois, un homme puissant, beaucoup plus puissant que l'instituteur. Royalement logé d'habitude, bien payé d'une façon ou de l'autre, quoi qu'on en dise, parlant fort et se mêlant de tout, il opère dans la maison la plus belle, la mieux située, la mieux ornée et la plus riche de la commune.

A la campagne comme en ville, on peut fermer l'église et supprimer le prêtre, aucune conscience ne perdra sa boussole, personne n'attendra après un enseignement indispensable, car cet enseignement n'est plus, pour la très grande majorité, on peut l'affirmer, qu'une lettre morte. Il y aura bien quelques habitudes dérangées, mais ce ne seront pas, soyez-en sûrs, des habitudes morales. Le paysan qui, depuis son enfance, s'en va chaque dimanche en habits propres et rasé de frais attendre l'heure de la messe sur la place de l'Eglise ou dans les cafés voisins, sera bien, les premiers jours, un peu dérouté. Mais que l'on veuille seulement s'en donner la peine, il ne sera pas difficile de lui faire adopter un autre moyen de sanctifier en commun le jour du repos. La moindre causerie de science amusante, le récit tout simple d'une grande découverte, d'un grand fait d'humanité, une lecture bien choisie ferait tout aussi bien son affaire. L'église, aménagée autrement, serait un lieu fort convenable, et l'on oublierait vite, ainsi, son ancien usage. Le budget des cultes y suffirait amplement.

Outre une documentation fantastique su l'état des idées et des mœurs religieuses en France, les scrupules de M. Combes dénotent une conception vraiment amusante de la façon dont s'opèrent les évolutions morales au sein d'une société. Ce digne ministre ne voudrait pas laisser une seule minute ses concitoyens dépourvus de doctrine morale. Voilà qui part d'un bon naturel. Mais on se demande alors quand seront apaisés les scrupules de M. Combes. S'imagine-t-il qu'une bonne fée sortira un jour du creux de son arbre pour venir lui dire après trois révérences : « Monsieur le ministre, vous pouvez y aller ; la dernière conviction religieuse a abandonné la dernière conscience catholique? »

Et quand même la religion serait encore non pas pour l'unanimité des Français, — comme le soutient M. Combes, ce qui est trop absurde, — mais pour une *forte minorité* un vrai besoin, un besoin que rien encore ne pourrait remplacer, où serait le mal à ce que ce besoin fut entretenu par ceux qui le ressentent? Comment un homme après avoir dit : « J'aspire à l'époque où la libre pensée appuyée sur les seules doctrines de la raison pourra conduire les hommes à travers la vie », peut-il ajouter : « Mais je veux employer mes ressources à soutenir l'idéal contraire ? »

Surtout quand cet idéal est si malade qu'une bonne chiquenaude le mettrait par terre. Car voilà la vérité. Et il faut vivre dans je ne sais quel trou, venir de je ne sais quel Sénat pour ne pas la connaître.

Au temps de sa grande puissance spirituelle, l'Eglise catholique — puisque c'est de celle-là surtout qu'il s'agit — a conquis un énorme pouvoir temporel. Ce pouvoir lui a permis de se survivre jusqu'à aujourd'hui. Mais il ne correspond plus à rien dans l'ordre spirituel. C'est une façade encore présentable, mais derrière laquelle il n'y a plus que du vide. Ceux qui, comme M. Combes, n'osent l'abattre de peur de ce qu'ils trouveront derrière, *sont* donc les dupes de l'illusion la plus

stupide. Rien n'est plus comique que cette situation. C'est nous anticléricaux, nous soi-disant laïques, qui donnons volontairement, bénévolement à l'Eglise le plus clair de sa force. C'est nous qui nourrissons et logeons ses prêtres, nous qui mettons à leur disposition exclusive nos monuments les plus beaux, nous qui faisons d'un mot, toute sa puissance. Puis, au moment d'en finir avec cette bêtise, nous prenons peur de cette puissance dont nous ne reconnaissons plus la source et nous n'osons plus rien faire.

Les cléricaux, eux, ne s'y trompent pas. Ils savent bien qu'ils n'ont plus de leur côté la foi, cette grande chose qui transporte les montagnes, c'est-à-dire, en l'espèce, qui nourrit le prêtre et reconstruit le temple. Sans quoi ils seraient les premiers à réclamer l'indépendance, qui serait le meilleur moyen de confondre leurs adversaires. L'Eglise sait trop que ses forces sont de vieilles forces s'effritant un peu chaque jour et qu'il n'y a plus en elle assez de sève pour faire un renouveau. Aussi se cramponne-t-elle à l'Etat son tuteur, et actuellement son unique, son meilleur espoir.

A défaut d'autres preuves, celle-là, je pense, devrait suffire pour indiquer que le moment est venu de livrer les religions à leurs propres forces.

CHARLES ALBERT.

LA *MANO NEGRA*

Le meeting de protestation en faveur des victimes de la «Mano Negra», qui a eu lieu jeudi à l'hôtel des Sociétés savantes, a pleinement réussi. Il a pris les proportions d'une véritable manifestation. Dans la salle, qui peut contenir mille personnes, se pressaient plus de quinze cents auditeurs.

L'un des organisateurs, le camarade M., a rendu compte des nombreuses adhésions envoyées principalement par des groupes, journaux et sociétés ouvrières espagnoles de la péninsule, et de l'étranger. Nous en donnons ci-dessous la liste.

Puis Charles Guieysse a fait l'historique de l'affaire ; il a montré comment, pour anéantir l'organisation croissante des travailleurs agricoles andalous, la bourgeoisie de la région, aidée de la police, inventa de toutes pièces une prétendue association secrète fondée en vue de commettre toutes sortes de crimes, et prit le prétexte d'un meurtre passionnel et d'un accident pour échafauder tout un complot imaginaire et obtenir la condamnation à mort de quinze victimes parfaitement innocentes.

Après lui, André Girard vient, afin de dissiper tout soupçon d'exagération, faire le récit des tortures qui furent infligées aux martyrs de Montjuich et dont il a été témoin. Si de tels faits se produisent moins ouvertement dans d'autres pays que l'Espagne, c'est qu'ailleurs, les gouvernants redoutent davantage la révolte de la conscience publique. C'est pourquoi, il est indispensable, si l'on veut sauvegarder ses quelques libertés, de conserver sans cesse à l'égard du pouvoir une attitude menaçante.

Louis Havet, le Dr Paul Reclus et Gabriel Séailles viennent tour à tour expliquer quel bien l'affaire Dreyfus leur a fait, à eux et à beaucoup, en ouvrant leur esprit sur les causes des iniquités sociales. Ils ont compris qu'un homme d'études ne vit que d'une vie incomplète s'il ne se mêle pas à la lutte sociale en faveur des idées de progrès. Ils se rappellent avec délices cette période de trois années durant lesquelles ils combattirent pour la justice et sont heureux de trouver une nouvelle occasion de redescendre dans l'arène.

Henriette Meyer rappelle que d'autres martyrs souffrent aussi et qu'il faut lutter pour les Arméniens, les opprimés de partout, les victimes des pénitenciers, des bagnes militaires, etc.

Yvetot étend la question et parle de l'éducation à donner au peuple. Il faut lutter pour délivrer les prisonniers de la «Mano Negra», mais il faut lutter aussi contre tous les arbitraires et pour rendre la lutte plus aisée, il faut s'efforcer de débarrasser le cerveau de l'enfant des préjugés odieux, autoritaires, patriotiques et militaristes que l'on y entretient complaisamment.

Avec son éloquence vibrante et imagée, Jean Jaurès fait la promesse d'être avec les organisateurs de cette campagne jusqu'à victoire complète. L'affaire de la « Mano Negra » est une nouvelle affaire Dreyfus. Si celle-ci semble suspendue, ce n'est que momentanément, car l'œuvre de Zola suivra son cours jusqu'au bout. Déjà l'agitation contre les atrocités de la «Mano Negra» donne des résultats, grâce à la méthode rigoureuse apportée dans la campagne, appuyée sur une documentation fournie. Alors qu'à peine quelques articles de journaux ont paru, déjà une grâce a été arrachée, celle de Cristobal Duran. Nous ne nous contenterons pas de demi-mesures, et pour ces deux iniquités, celle d'Espagne et celle de France, nous obligerons les gouvernements à nous accorder entière satisfaction, c'est-à-dire revision des procès et réhabilitation des victimes frappées injustement. Et nous les y obligerons, sinon pour leur honneur, du moins dans leur intérêt même, pour la sauvegarde de leur crédit.

Marcel Sembat parle dans le même sens et dit qu'il faut forcer par la peur les bourreaux à lâcher leur proie.

Libertad lui succède à la tribune et rappelle avec véhémence qu'il n'y a pas seulement que les victimes de la « Mano Negra » à défendre, mais combien d'autres, et notamment les inculpés du procès de Margueritte « que l'on tue » en ce moment à petit feu.

Enfin, F. de Pressensé évoque, lui aussi, l'affaire Dreyfus et dit que si elle souleva tant d'agitation, c'est qu'elle était avant tout symbolique. Elle n'était pas tant une lutte en faveur d'un homme qu'un combat entre deux forces ennemies : l'arbitraire et la justice.

Pour terminer, Pierre Quillard lit une lettre d'Anatole France qui envoie son adhésion à la campagne entreprise.

L'ordre du jour suivant est voté d'acclamation :

«Les quinze cents assistants réunis au meeting de la « Mano Negra », après avoir entendu les orateurs dont les noms suivent : Ch. Guieysse, A. Girard, L. Havet, Dr Reclus, G. Séailles, H. Meyer, Yvetot, J. Jaurès, M. Sembat, Libertad et de Pressensé, réprouvant les atrocités policières et les crimes juridiques de 1883,

« Prenant acte de la grâce de l'un des condamnés ;

« Au nom de la solidarité internationale, invitent le gouvernement espagnol à mettre en liberté les sept autres condamnés et à reviser le procès de 1883 ;

« Et s'engagent à poursuivre sans répit les crimes de l'Inquisition, jusqu'à ce que pleine justice et pleine lumière soient faites. »

∴

Voici la liste des adhésions :

Espagne.

Saragosse :

La Fédération régionale espagnole des Sociétés ouvrières de résistance.

La Corogne :

Le groupe libertaire *Angiolillo*.

L'Honneur, Société des garçons de café et similaires.

La Filguera :

Le groupe *Rédemption*.

La Justice, Société d'ouvriers en fer et autres métaux.

Aviles :

Le groupe *Toujours en avant*,

La Raison, Société d'ouvriers métallurgistes.

Santander :

Le journal *Adelante*.

Le groupe *Rédemption*.

Le groupe *En Avant*.

La Solidarité, Fédération de divers métiers.

Le Désenchantement, Société de peintres en bâtiment.

Figueras :

La Moderne, Société d'ouvriers charpentiers.

La Truelle, Société d'ouvriers maçons.

Le Bidon, Société de journaliers et maçons.

La Société *Le Cordage*.

Gallarta :

Le groupe libertaire *La Grève générale*.

Tarrasa :

La Fédération locale des travailleurs.

Sabadell :

Un groupe de cinq compagnons : Jaime Sallent, Silvestre Valls, José Moreno, Francisco Vice, Mateo Monal.

San-Feliu de Guixols :

Le Poinçon, Société de serruriers.

Le groupe anarchiste *Amour du Progrès*.

Le Progrès, Société d'ouvriers maçons.

L'Union, Société de journaliers.

Barcelone :

La Société ouvrière des lampistes, étameurs et ferblantiers.

La *Fédération métallurgique*.

La Société des maçons.

Le groupe *Gutenberg*.

La Société ouvrière d'*Impression typographique*.

La Société des ouvriers des chemins de fer de Barcelone et environs.

La Société de l'*Art de l'Imprimerie*.

La Société des *Relieurs et Brocheurs*.

La Société des *Tourneurs en bois* de Barcelone et des environs.

La *Fédération* des Sociétés ouvrières.

Le compagnon *José Fontanillas*.

Les expulsés de la République Argentine, résidant à Barcelone.

Madrid :

Le journal *Tierra y Libertad*.

Le compagnon *Antonio Apolo*.

Murcie :

Le journal l'*Ouvrier moderne*.

La société des *Charpentiers, ébénistes et similaires*.

La société des *tailleurs de pierres et marbriers*.

La société des *ouvriers boulangers*.

L'union des *bergers de chèvres*.

La société *l'Art d'imprimer*.

La société des *perruquiers et barbiers*.

La société des *ouvriers en chapeaux*.

La société des *ouvriers maçons*.

Jumilla :

La société des *ouvriers manuels*.

Valence :

Le journal *Le Corsaire*.

Alicante :

Le collège laïque *Frœbel*.

Manzanarès :

La *Fédération* des sociétés ouvrières.

Malaga :

La Fédération locale le *Phare de l'Andalousie*.

Algeciras :

Le groupe *Solidarité*.

Le groupe de la *Jeunesse communiste*.

Le *Centre d'instruction ouvrière*.

Séville :

Le groupe libertaire et le journal *les Temps Nouveaux*.

Cadix.

La société des *ouvriers boulangers*.

La société du *fer et autres métaux*.

La Raison, société de chauffeurs et matelots.

La société des *typos*.

La société des *ouvriers maçons*.

La société des *modeleurs et fondeurs*.

La société des *ouvriers des salines*.

L'Amitié, société des employés des eaux et fontaines publiques.

La société des *peintres en bâtiment*.

La *Société de résistance de divers métiers*.

Le groupe *Egalité et Fraternité*.

Le groupe anarchiste *Justice et Progrès*.

Palamos :

Le *Centre ouvrier d'études sociales*.
Le groupe anarchiste *Solidarité*.

Paradas :

L'Association d'instruction *la Procréation*.
Le groupe *Aurore*.
Le groupe *Progrès*.

Igualada :

La Fédération ouvrière.

Los Barrios :

Le *Centre ouvrier d'études sociales*.

Portugal.

Lisbonne :

Le club *Montagne*.
La société *le Flambeau civil Etoile*.

France.

Marseille :

La colonie ouvrière espagnole.

Paris :

La colonie ouvrière espagnole.

Angleterre.

Londres :

Baldomer Oller, ancien condamné des affaires de Montjuich.
Antonio Ceperuelo, id.

Merthyr :

Le groupe espagnol *Tierra y Libertad*.

Algérie.

Constantine :

Les camarades réunis au meeting du 29 janvier, tenu en même temps que celui de Paris.

*
* *

La recette a été de 613 francs.

Dépenses :

Salle	125 francs.
Service	10 —
Frais de placement des cartes	10 —
Cartes (1000)	10 —
Affiches, papier, impression, pose et timbre	150 —
Total	305 francs.

Soit un excédent de recette de 308 fr.

Les organisateurs ont décidé d'envoyer cette somme à notre camarade Soledad Gustavo, à Madrid, pour qu'elle la remette, par parties égales, aux camarades de la Main Noire, à leur sortie du bagne.

L'envoi a été fait mardi 3 février.

MOUVEMENT SOCIAL

L'autre jour, à la Chambre, il était question de la suppression du budget des cultes. Combes, ministre anticlérical, vint dire à la tribune, qu'il fallait conserver ce budget, parce que la religion était nécessaire, provisoirement tout au moins. « Quand le ministère s'est formé, il a déclaré qu'il se tiendrait sur le terrain du Concordat, parce qu'il considère en ce moment les idées religieuses telles que les Eglises les donnent comme des idées nécessaires, comme les forces morales les plus puissantes de l'humanité..., » « J'ai dit au Sénat que j'étais un philosophe spiritualiste et que je regardais l'idée religieuse comme une des forces morales les plus puissantes de l'humanité. »

Cette déclaration spiritualiste dans la bouche de l'anticlérical Combes, ne nous surprend pas. C'est l'habitude des anticléricaux de gouvernement d'attenter à la liberté des individus irréligieux et de protéger la religion. Ils feraient mieux de laisser les sœurs tranquilles et de rendre les écoles primaires vraiment laïques.

Mais je ne vois pas quel rapport il y a entre cette déclaration et la suppression du budget des cultes. Il ne s'agit pas de supprimer les idées religieuses (ce qui n'est pas possible), mais de faire de la religion une chose privée, de faire qu'il n'y ait plus de religions d'Etat, et que les non-croyants ne soient plus obligés de contribuer à des dépenses qui ne regardent que les croyants, ce qui est scandaleux. On ne demande à l'Etat que de tenir la balance égale et ne point favoriser les uns aux dépens des autres. Tout le monde s'en trouverait bien : les libres penseurs ne paieraient plus de leur poche les traitements des ecclésiastiques, et les croyants seraient délivrés de la tutelle et du contrôle de leurs adversaires, qui doivent leur être insupportables. Comme toujours, le remède se trouverait dans la liberté. Mais les gouvernants n'aiment pas la liberté.

*
* *

Découpé dans l'*Express de Lyon* (25 janvier) :

Saint-Rambert-en-Bugey, 24 janvier.

« Il nous revient que de tristes incidents auraient marqué les opérations du tirage au sort de Saint-Rambert. Certains conscrits, après avoir tiré leurs numéros, les auraient piétinés aux yeux du sous-préfet aux cris de : « A bas l'armée ! A bas la caserne ! A bas la calotte ! » etc. Puis ayant formé avec quelques chiffons des drapeaux rouges et noirs, ils ont parcouru les rues en chantant des refrains révolutionnaires et antimilitaristes.

Dans la soirée, des bagarres ont éclaté et gendarmes et conscrits en sont venus aux mains. Les gendarmes ayant défendu à quelques braillards de crier et tenté d'en arrêter un, ils furent débordés par les sans-patrie et n'auraient pu leur résister si l'on n'était allé chercher du renfort. Quelques arrestations ont été opérées, entre autres celles des nommés Guggia et Jean-Marie Bourgey qui ont été conduits à la prison de Belley.

Voilà le fruit de la campagne antimilitariste menée par les socialistes. »

Nous ne voyons pas là de « tristes incidents », si ce n'est l'arrestation de nos amis.

R. C.

*
* *

CHATELDON (Puy-de-Dôme). — Le tirage au sort a donné lieu dans cette ville à une brillante manifestation socialiste et antimilitariste.

Chateldon, qui s'est distinguée en 1848 par son républicanisme ardent, emble vouloir se révéler encore. Les conscrits ont montré qu'ils possèdent toujours ces idées d'indépendance, ces sentiments généreux qui honoraient leurs ancêtres.

C'est aux sons de l'*Internationale* qu'ils ont défilé dans les rues, en promenant le drapeau rouge et en criant : « A bas l'armée ! Vive la sociale ! Vive l'humanité ! » Pour mieux affirmer leur amour de la liberté, et faisant fi des autorités, ils ont accompagné le sous-préfet à la gare, en proférant les mêmes cris et en chantant l'*Internationale*. Le maire, socialiste convaincu (?), a été certainement flatté du zèle de ses jeunes administrés.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Le ministre de défense républicaine André a tenu parole. Des poursuites sont engagées contre les auteurs du *Nouveau manuel du soldat* et le secrétaire de la Fédération des Bourses du travail, le camarade Yvetot, a été convoqué samedi dernier au Palais de Justice pour se l'entendre signifier. Le juge d'instruction lui a appris que les auteurs de la brochure étaient poursuivis, non en vertu des lois ordinaires sur la presse, mais en vertu des lois de 1893-94 dites « lois scélérates ».

Jusqu'à présent les champions de la justice qui, moins que personne, ignorent ces poursuites et dans quelles conditions elles sont engagées, se sont tus. Les prétendus défenseurs des syndicats ouvriers, qui savent à l'occasion critiquer une attitude qui ne leur plait pas, n'ont rien dit, ni dans leur journal — *La Petite République*, pour ne pas la nommer — ni autre part.

Il est vrai que nous n'en attendions rien de plus, la brochure poursuivie est nettement antimilitariste, foncièrement antinationaliste, et ces messieurs réprouvent ces idées lorsqu'elles sont clairement et très nettement exposées.

L'annonce de poursuites, et ce en vertu des lois dites scélérates, contre une organisation ouvrière ou un de ses représentants, au sujet d'une résolution décidée à l'unanimité par un Congrès ouvrier, ne leur a rien suggéré !

Cette application des lois spéciales aux anarchistes à une publication ouvrière, n'a rien après tout qui nous déplaise, car elle est un indice pour nous qu'en dépit des flatteries que les pouvoirs publics prodiguent parfois aux syndicats ouvriers, on les considère quand même en haut lieu comme des ennemis de l'ordre bourgeois.

D'autre part, en ne protestant pas avec nous, nos socialistes de gouvernement montrent une fois de plus où vont leurs préférences. Les organisations ouvrières qu'ils encensent parfois lorsque cela peut leur être utile, deviennent quantité négligeable lorsqu'elles prennent l'attitude carrée dont elles ne devraient jamais se départir en face de l'organisation capitaliste.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que l'antimilitarisme ne fait pas partie de l'action syndicaliste, car la présence de l'armée dans tous les conflits économiques, dans chaque mouvement de grève, répondrait amplement et par avance à ce sophisme.

Si le procès intenté à la Fédération des Bourses du travail a lieu, nul doute qu'on ne s'embêtera pas à l'audience. Nous sommes, en effet, les soixante délégués au Comité fédéral des Bourses, tous coupables. Nous avons approuvé, discuté, ajouté à la brochure poursuivie, nous sommes donc coupables tous au même titre. Nous dirons pourquoi nous en approuvons tous les termes, y compris et surtout les quelques lignes découpées dans la brochure et qui servent de base à l'accusation.

Et ce jour-là il faudra bien que les socialistes qui se taisent prennent, eux aussi, leur part de responsabilité.

*
* *

J'ai, à différentes reprises, essayé de relever ce que j'appellerai l'erreur coopérative. J'ai dit qu'en société capitaliste, la coopération était sujette à tous les aléas du commerce, et partant, obligée de se plier à toutes ses combinaisons, et qu'elle en arriverait à nier un jour ce qu'elle avait justement voulu prouver.

Dans son Bulletin financier, le journal bourgeois *Le Temps* relève le passage suivant du rapport de la société coopérative de peinture *Le Travail*, et le fait suivre de réflexions que je me passerai bien de commenter, car elles viennent une fois de plus confirmer ce que je m'efforçais de prouver :

« ... Nous serons forcément obligés, dit le conseil d'administration, si nous *voulons soutenir la lutte, d'arriver à une diminution de la main-d'œuvre, qui est chez nous très chère, beaucoup trop chère*, si nous considérons ce que la payent nos concurrents. La différence, sans exagération, est d'au moins 10 à 15 0/0.

« S'il est vrai de dire que l'ouvrier le plus payé est souvent celui qui coûte le moins cher et laisse le plus de bénéfices, le contraire est aussi quelquefois vrai.

« Même dans les associations ouvrières, à côté d'hommes ayant conscience de leur devoir et se rendant compte des sacrifices qu'elles s'imposent pour maintenir le taux des salaires de leur corporation, travaillant tant qu'ils peuvent et produisant en raison du prix élevé qui leur est donné, combien d'autres, au contraire, qui se laissent vivre, restant, pour ainsi dire, figés dans leurs habitudes anciennes, ne s'inquiétant ni de la lutte à soutenir, ni des piètres résultats que leur manière d'être peut entraîner. Peu leur importe la concurrence, leur argument est celui-ci : Pourquoi fait-on des rabais ? »

Le Temps fait suivre ce morceau des judicieuses réflexions suivantes :

« Ce petit morceau est un chef-d'œuvre de morale pratique et sa valeur ressort du fait qu'elle émane d'un conseil d'ouvriers. Nous y voyons une preuve nouvelle d'une des erreurs fondamentales du *socialisme* et du *communisme* dont la prétention, on le sait, est d'égaliser les salaires sans tenir compte ni des moyens de production, ni de l'intelligence, ni de l'activité de chacun. »

La coopération fournissant des arguments aux journaux bourgeois pour combattre et le socialisme et le communisme, n'est-ce pas la condamnation même de ce prétendu moyen d'émancipation ?

*
* *

Quoique n'ayant pas eu l'occasion d'en parler dans ces derniers numéros, la grève des ouvriers gantiers de Saint-Junien n'en dure pas moins encore. La semaine dernière a encore été marquée par de nouveaux et graves incidents que toute la presse, voire même et surtout prétendue socialiste, s'efforce de passer sous silence.

Des charges de cavalerie ont eu lieu sans provocation aucune, femmes, enfants, grévistes et non grévistes ont été roulés et traînés sous les pieds des chevaux au nom de la défense religieuse et républicaine de MM. Combes et Millerand. De plus, une nuée de policiers, ayant à leur tête un Tinus, commissaire spécial à Limoges, s'est abattue sur la petite ville de Saint-Junien et se livre à enquêtes et contre-enquêtes. Des arrestations de militants sont probables, le patronat l'exige et il aura satisfaction.

Malgré ces brutalités, ces menaces et ces intimidations, les grévistes ne sont pas découragés, les canailleries et les provocations du pouvoir semblent leur donner un regain d'énergie pour la lutte, car ils ont assez de crever de faim en travaillant.

P. DELESALLE.

stupide. Rien n'est plus comique que cette situation. C'est nous anticléricaux, nous soi-disant laïques, qui donnons volontairement, bénévolement à l'Eglise le plus clair de sa force. C'est nous qui nourrissons et logeons ses prêtres, nous qui mettons à leur disposition exclusive nos monuments les plus beaux, nous qui faisons d'un mot, toute sa puissance. Puis, au moment d'en finir avec cette bêtise, nous prenons peur de cette puissance dont nous ne reconnaissons plus la source et nous n'osons plus rien faire.

Les cléricaux, eux, ne s'y trompent pas. Ils savent bien qu'ils n'ont plus de leur côté la foi, cette grande chose qui transporte les montagnes, c'est-à-dire, en l'espèce, qui nourrit le prêtre et reconstruit le temple. Sans quoi ils seraient les premiers à réclamer l'indépendance, qui serait le meilleur moyen de confondre leurs adversaires. L'Eglise sait trop que ses forces sont de vieilles forces s'effritant un peu chaque jour et qu'il n'y a plus en elle assez de sève pour faire un renouveau. Aussi se cramponne-t-elle à l'Etat son tuteur, et actuellement son unique, son meilleur espoir.

A défaut d'autres preuves, celle-là, je pense, devrait suffire pour indiquer que le moment est venu de livrer les religions à leurs propres forces.

CHARLES ALBERT.

LA *MANO NEGRA*

Le meeting de protestation en faveur des victimes de la «Mano Negra», qui a eu lieu jeudi à l'hôtel des Sociétés savantes, a pleinement réussi. Il a pris les proportions d'une véritable manifestation. Dans la salle, qui peut contenir mille personnes, se pressaient plus de quinze cents auditeurs.

L'un des organisateurs, le camarade M., a rendu compte des nombreuses adhésions envoyées principalement par des groupes, journaux et sociétés ouvrières espagnoles de la péninsule, et de l'étranger. Nous en donnons ci-dessous la liste.

Puis Charles Guieysse a fait l'historique de l'affaire; il a montré comment, pour anéantir l'organisation croissante des travailleurs agricoles andalous, la bourgeoisie de la région, aidée de la police, inventa de toutes pièces une prétendue association secrète fondée en vue de commettre toutes sortes de crimes, et prit le prétexte d'un meurtre passionnel et d'un accident pour échafauder tout un complot imaginaire et obtenir la condamnation à mort de quinze victimes parfaitement innocentes.

Après lui, André Girard vient, afin de dissiper tout soupçon d'exagération, faire le récit des tortures qui furent infligées aux martyrs de Montjuich et dont il a été témoin. Si de tels faits se produisent moins ouvertement dans d'autres pays que l'Espagne, c'est qu'ailleurs, les gouvernants redoutent davantage la révolte de la conscience publique. C'est pourquoi, il est indispensable, si l'on veut sauvegarder ses quelques libertés, de conserver sans cesse à l'égard du pouvoir une attitude menaçante.

Louis Havet, le Dr Paul Reclus et Gabriel Séailles viennent tour à tour expliquer quel bien l'affaire Dreyfus leur a fait, à eux et à beaucoup, en ouvrant leur esprit sur les causes des iniquités sociales. Ils ont compris qu'un homme d'études ne vit que d'une vie incomplète s'il ne se mêle pas à la lutte sociale en faveur des idées de progrès. Ils se rappellent avec délices cette période de trois années durant lesquelles ils combattirent pour la justice et sont heureux de trouver une nouvelle occasion de redescendre dans l'arène.

Henriette Meyer rappelle que d'autres martyrs souffrent aussi et qu'il faut lutter pour les Arméniens, les opprimés de partout, les victimes des pénitenciers, des bagnes militaires, etc.

Yvetot étend la question et parle de l'éducation à donner au peuple. Il faut lutter pour délivrer les prisonniers de la «Mano Negra», mais il faut lutter aussi contre tous les arbitraires et pour rendre la lutte plus aisée, il faut s'efforcer de débarrasser le cerveau de l'enfant des préjugés odieux, autoritaires, patriotiques et militaristes que l'on y entretient complaisamment.

Avec son éloquence vibrante et imagée, Jean Jaurès fait la promesse d'être avec les organisateurs de cette campagne jusqu'à victoire complète. L'affaire de la «Mano Negra» est une nouvelle affaire Dreyfus. Si celle-ci semble suspendue, ce n'est que momentanément, car l'œuvre de Zola suivra son cours jusqu'au bout. Déjà l'agitation contre les atrocités de la «Mano Negra» donne des résultats, grâce à la méthode rigoureuse apportée dans la campagne, appuyée sur une documentation fournie. Alors qu'à peine quelques articles de journaux ont paru, déjà une grâce a été arrachée, celle de Cristobal Duran. Nous ne nous contenterons pas de demi-mesures, et pour ces deux iniquités, celle d'Espagne et celle de France, nous obligerons les gouvernements à nous accorder entière satisfaction, c'est-à-dire revision des procès et réhabilitation des victimes frappées injustement. Et nous les y obligerons, sinon pour leur honneur, du moins dans leur intérêt même, pour la sauvegarde de leur crédit.

Marcel Sembat parle dans le même sens et dit qu'il faut forcer par la peur les bourreaux à lâcher leur proie.

Libertad lui succède à la tribune et rappelle avec véhémence qu'il n'y a pas seulement que les victimes de la «Mano Negra» à défendre, mais combien d'autres, et notamment les inculpés du procès de Margueritte «que l'on tue» en ce moment à petit feu.

Enfin, F. de Pressensé évoque, lui aussi, l'affaire Dreyfus et dit que si elle souleva tant d'agitation, c'est qu'elle était avant tout symbolique. Elle n'était pas tant une lutte en faveur d'un homme qu'un combat entre deux forces ennemies: l'arbitraire et la justice.

Pour terminer, Pierre Quillard lit une lettre d'Anatole France qui envoie son adhésion à la campagne entreprise.

L'ordre du jour suivant est voté d'acclamation:

«Les quinze cents assistants réunis au meeting de la «Mano Negra», après avoir entendu les orateurs dont les noms suivent: Ch. Guieysse, A. Girard, L. Havet, Dr Reclus, G. Séailles, H. Meyer, Yvetot, J. Jaurès, M. Sembat, Libertad et de Pressensé, réprouvant les atrocités policières et les crimes juridiques de 1883;

«Prenant acte de la grâce de l'un des condamnés;

«Au nom de la solidarité internationale, invitent le gouvernement espagnol à mettre en liberté les sept autres condamnés et à reviser le procès de 1883;

«Et s'engagent à poursuivre sans répit les crimes de l'Inquisition, jusqu'à ce que pleine justice et pleine lumière soient faites.»

* *

Voici la liste des adhésions:

Espagne.

Saragosse:

La Fédération régionale espagnole des Sociétés ouvrières de résistance.

La Corogne:

Le groupe libertaire *Angiolillo.*
L'Honneur, Société des garçons de café et similaires.

La Filguera:

Le groupe *Rédemption.*
La Justice, Société d'ouvriers en fer et autres métaux.

Aviles:

Le groupe *Toujours en avant*,
La Raison, Société d'ouvriers métallurgistes.

Santander:

Le journal *Adelante.*
Le groupe *Rédemption.*
Le groupe *En Avant.*
La Solidarité, Fédération de divers métiers.
Le Désenchantement, Société de peintres en bâtiment.

Figueras:

La Moderne, Société d'ouvriers charpentiers.
La Truelle, Société d'ouvriers maçons.
Le Bidon, Société de journaliers et maçons.
La Société *Le Cordage.*

Gallarta:

Le groupe libertaire *La Grève générale.*

Tarrasa:

La Fédération locale des travailleurs.

Sabadell:

Un groupe de cinq compagnons: Jaime Sallent, Silvestre Valls, José Moreno, Francisco Vice, Mateo Monal.

San-Feliu de Guixols:

Le Poinçon, Société de serruriers.
Le groupe anarchiste *Amour du Progrès.*
Le Progrès, Société d'ouvriers maçons.
L'Union, Société de journaliers.

Barcelone:

La Société ouvrière des lampistes, étameurs et ferblantiers.
La *Fédération métallurgique.*
La Société des maçons.
Le groupe *Gutenberg.*
La Société ouvrière d'*Impression typographique.*
La Société des ouvriers des chemins de fer de Barcelone et environs.
La Société de l'*Art de l'Imprimerie.*
La Société des *Relieurs et Brocheurs.*
La Société des *Tourneurs en bois* de Barcelone et des environs.
La *Fédération* des Sociétés ouvrières.
Le compagnon *José Fontanillas.*
Les expulsés de la République Argentine, résidant à Barcelone.

Madrid:

Le journal *Tierra y Libertad.*
Le compagnon *Antonio Apolo.*

Murcie:

Le journal l'*Ouvrier moderne.*
La société des *Charpentiers, ébénistes et similaires.*
La société des *tailleurs de pierres et marbriers.*
La société des *ouvriers boulangers.*
L'union des *bergers de chèvres.*
La société *l'Art d'imprimer.*
La société des *perruquiers et barbiers.*
La société des *ouvriers en chapeaux.*
La société des *ouvriers maçons.*

Jumilla:

La société des *ouvriers manuels.*

Valence:

Le journal *Le Corsaire.*

Alicante:

Le collège laïque *Frœbel.*

Manzanarès:

La *Fédération* des sociétés ouvrières.

Malaga:

La Fédération locale le *Phare de l'Andalousie.*

Algeciras:

Le groupe *Solidarité.*
Le groupe de la *Jeunesse communiste.*
Le *Centre d'instruction ouvrière.*

Séville:

Le groupe libertaire et le journal *les Temps Nouveaux.*

Cadix.

La société des *ouvriers boulangers.*
La société du *fer et autres métaux.*
La *Raison*, société de chauffeurs et matelots.
La société des *typos.*
La société des *ouvriers maçons.*
La société des *modeleurs et fondeurs.*
La société des *ouvriers des salines.*
L'*Amitié*, société des employés des eaux et fontaines publiques.
La société des *peintres en bâtiment.*
La *Société de résistance de divers métiers.*
Le groupe *Egalité et Fraternité.*
Le groupe anarchiste *Justice et Progrès.*

Palamos :

Le *Centre ouvrier d'études sociales.*
Le groupe anarchiste *Solidarité.*

Paradas :

L'Association d'instruction *la Procréation.*
Le groupe *Aurore.*
Le groupe *Progrès.*

Igualada :

La Fédération ouvrière.

Los Barrios :

Le *Centre ouvrier d'études sociales.*

Portugal.

Lisbonne :

Le club *Montagne.*
La société *le Flambeau civil Etoile.*

France.

Marseille :

La colonie ouvrière espagnole.

Paris :

La colonie ouvrière espagnole.

Angleterre.

Londres :

Baldomer Oller, ancien condamné des affaires de Montjuich.
Antonio Ceperuelo, id.

Merthyr :

Le groupe espagnol *Tierra y Libertad.*

Algérie.

Constantine :

Les camarades réunis au meeting du 29 janvier, tenu en même temps que celui de Paris.

*
* *

La recette a été de 613 francs.

Dépenses :

Salle	125 francs.
Service	10 —
Frais de placement des cartes	10 —
Cartes (1000)	10 —
Affiches, papier, impression, pose et timbre	150 —
Total	305 francs.

Soit un excédent de recette de 308 fr.

Les organisateurs ont décidé d'envoyer cette somme à notre camarade Soledad Gustavo, à Madrid, pour qu'elle la remette, par parties égales, aux camarades de la Main Noire, à leur sortie du bagne.

L'envoi a été fait mardi 3 février.

MOUVEMENT SOCIAL

L'autre jour, à la Chambre, il était question de la suppression du budget des cultes. Combes, ministre anticlérical, vint dire à la tribune, qu'il fallait conserver ce budget, parce que la religion était nécessaire, provisoirement tout au moins. « Quand le ministère s'est formé, il a déclaré qu'il se tiendrait sur le terrain du Concordat, parce qu'il considère en ce moment les idées religieuses telles que les Eglises les donnent comme des idées nécessaires, comme les forces morales les plus puissantes de l'humanité.... » « J'ai dit au Sénat que j'étais un philosophe spiritualiste et que je regardais l'idée religieuse comme une des forces morales les plus puissantes de l'humanité. »

Cette déclaration spiritualiste dans la bouche de l'anticlérical Combes, ne nous surprend pas. C'est l'habitude des anticléricaux de gouvernement d'attenter à la liberté des individus irréligieux et de protéger la religion. Ils feraient mieux de laisser les sœurs tranquilles et de rendre les écoles primaires vraiment laïques.

Mais je ne vois pas quel rapport il y a entre cette déclaration et la suppression du budget des cultes. Il ne s'agit pas de supprimer les idées religieuses (ce qui n'est pas possible), mais de faire de la religion une chose privée, de faire qu'il n'y ait plus de religions d'Etat, et que les non-croyants ne soient plus obligés de contribuer à des dépenses qui ne regardent que les croyants, ce qui est scandaleux. On ne demande à l'Etat que de tenir la balance égale et ne point favoriser les uns aux dépens des autres. Tout le monde s'en trouverait bien : les libres penseurs ne paieraient plus de leur poche les traitements des ecclésiastiques, et les croyants seraient délivrés de la tutelle et du contrôle de leurs adversaires, qui doivent leur être insupportables. Comme toujours, le remède se trouverait dans la liberté. Mais les gouvernants n'aiment pas la liberté.

*
* *

Découpé dans l'*Express de Lyon* (25 janvier) :

Saint-Rambert-en-Bugey, 24 janvier.

« Il nous revient que de tristes incidents auraient marqué les opérations du tirage au sort de Saint-Rambert. Certains conscrits, après avoir tiré leurs numéros, les auraient piétinés aux yeux du sous-préfet aux cris de : « A bas l'armée ! A bas la caserne ! A bas la calotte ! » etc. Puis ayant formé avec quelques chiffons des drapeaux rouges et noirs, ils ont parcouru les rues en chantant des refrains révolutionnaires et antimilitaristes.

Dans la soirée, des bagarres ont éclaté et gendarmes et conscrits en sont venus aux mains. Les gendarmes ayant défendu à quelques braillards de crier et tenté d'en arrêter un, ils furent débordés par les sans-patrie et n'auraient pu leur résister si l'on n'était allé chercher du renfort. Quelques arrestations ont été opérées, entre autres celles des nommés Guggia et Jean-Marie Bourgey qui ont été conduits à la prison de Belley.

Voilà le fruit de la campagne antimilitariste menée par les socialistes. »

Nous ne voyons pas là de « tristes incidents », si ce n'est l'arrestation de nos amis.

R. C.

*
* *

CHATELDON (Puy-de-Dôme). — Le tirage au sort a donné lieu dans cette ville à une brillante manifestation socialiste et antimilitariste.

Chateldon, qui s'est distinguée en 1848 par son républicanisme ardent, emble vouloir se révéler encore. Les conscrits ont montré qu'ils possèdent toujours ces idées d'indépendance, ces sentiments généreux qui honoraient leurs ancêtres.

C'est aux sons de l'*Internationale* qu'ils ont défilé dans les rues, en promenant le drapeau rouge et en criant : « A bas l'armée ! Vive la sociale ! Vive l'humanité ! » Pour mieux affirmer leur amour de la liberté, et faisant fi des autorités, ils ont accompagné le sous-préfet à la gare, en proférant les mêmes cris et en chantant l'*Internationale*. Le maire, socialiste convaincu (?), a été certainement flatté du zèle de ses jeunes administrés.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Le ministre de défense républicaine André a tenu parole. Des poursuites sont engagées contre les auteurs du *Nouveau manuel du soldat* et le secrétaire de la Fédération des Bourses du travail, le camarade Yvetot, a été convoqué samedi dernier au Palais de Justice pour se l'entendre signifier. Le juge d'instruction lui a appris que les auteurs de la brochure étaient poursuivis, non en vertu des lois ordinaires sur la presse, mais en vertu des lois de 1893-94 dites « lois scélérates ».

Jusqu'à présent les champions de la justice qui, moins que personne, ignorent ces poursuites et dans quelles conditions elles sont engagées, se sont tus. Les prétendus défenseurs des syndicats ouvriers, qui savent à l'occasion critiquer une attitude qui ne leur plaît pas, n'ont rien dit, ni dans leur journal — *La Petite République*, pour ne pas la nommer — ni autre part.

Il est vrai que nous n'en attendions rien de plus, la brochure poursuivie est nettement antimilitariste, foncièrement antinationaliste, et ces messieurs réprouvent ces idées lorsqu'elles sont clairement et très nettement exposées.

L'annonce de poursuites, et ce en vertu des lois dites scélérates, contre une organisation ouvrière ou un de ses représentants, au sujet d'une résolution décidée à l'unanimité par un Congrès ouvrier, ne leur a rien suggéré !

Cette application des lois spéciales aux anarchistes à une publication ouvrière, n'a rien après tout qui nous déplaise, car elle est un indice pour nous qu'en dépit des flatteries que les pouvoirs publics prodiguent parfois aux syndicats ouvriers, on les considère quand même en haut lieu comme des ennemis de l'ordre bourgeois.

D'autre part, en ne protestant pas avec nous, nos socialistes de gouvernement montrent une fois de plus où vont leurs préférences. Les organisations ouvrières qu'ils encensent parfois lorsque cela peut leur être utile, deviennent quantité négligeable lorsqu'elles prennent l'attitude carrée dont elles ne devraient jamais se départir en face de l'organisation capitaliste.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que l'antimilitarisme ne fait pas partie de l'action syndicaliste, car la présence de l'armée dans tous les conflits économiques, dans chaque mouvement de grève, répondrait amplement et par avance à ce sophisme.

Si le procès intenté à la Fédération des Bourses du travail a lieu, nul doute qu'on ne s'embêtera pas à l'audience. Nous sommes, en effet, les soixante délégués au Comité fédéral des Bourses, tous coupables. Nous avons approuvé, discuté, ajouté à la brochure poursuivie, nous sommes donc coupables tous au même titre. Nous dirons pourquoi nous en approuvons tous les termes, y compris et surtout les quelques lignes découpées dans la brochure et qui servent de base à l'accusation.

Et ce jour-là il faudra bien que les socialistes qui se taisent prennent, eux aussi, leur part de responsabilité.

*
* *

J'ai, à différentes reprises, essayé de relever ce que j'appellerai l'erreur coopérative. J'ai dit qu'en société capitaliste, la coopération était sujette à tous les aléas du commerce, et partant, obligée de se plier à toutes ses combinaisons, et qu'elle en arriverait à nier un jour ce qu'elle avait justement voulu prouver.

Dans son Bulletin financier, le journal bourgeois *Le Temps* relève le passage suivant du rapport de la société coopérative de peinture *Le Travail*, et le fait suivre de réflexions que je me passerai bien de commenter, car elles viennent une fois de plus confirmer ce que je m'efforçais de prouver :

« ... Nous serons forcément obligés, dit le conseil d'administration, si nous *voulons soutenir la lutte, d'arriver à une diminution de la main-d'œuvre, qui est chez nous très chère, beaucoup trop chère*, si nous considérons ce que la payent nos concurrents. La différence, sans exagération, est d'au moins 10 à 15 0/0.

« S'il est vrai de dire que l'ouvrier le plus payé est souvent celui qui coûte le moins cher et laisse le plus de bénéfices, le contraire est aussi *quelquefois* vrai.

« Même dans les associations ouvrières, à côté d'hommes ayant conscience de leur devoir et se rendant compte des sacrifices qu'elles s'imposent pour maintenir le taux des salaires de leur corporation, travaillant tant qu'ils peuvent et produisant en raison du prix élevé qui leur est donné, combien d'autres, au contraire, qui se laissent vivre, restant, pour ainsi dire, figés dans leurs habitudes anciennes, ne s'inquiétant ni de la lutte à soutenir, ni des piètres résultats que leur manière d'être peut entraîner. Peu leur importe la concurrence, leur argument est celui-ci : *Pourquoi fait-on des rabais ?* »

Le Temps fait suivre ce morceau des judicieuses réflexions suivantes :

« Ce petit morceau est un chef-d'œuvre de morale pratique et sa valeur ressort du fait qu'elle émane d'un conseil d'ouvriers. Nous y voyons une preuve nouvelle d'une des erreurs fondamentales du *socialisme* et du *communisme* dont la prétention, on le sait, est d'égaliser les salaires sans tenir compte ni des moyens de production, ni de l'intelligence, ni de l'activité de chacun. »

La coopération fournissant des arguments aux journaux bourgeois pour combattre et le socialisme et le communisme, n'est-ce pas la condamnation même de ce prétendu moyen d'émancipation ?

*
* *

Quoique n'ayant pas eu l'occasion d'en parler dans ces derniers numéros, la grève des ouvriers gantiers de Saint-Junien n'en dure pas moins encore. La semaine dernière a encore été marquée par de nouveaux et graves incidents que toute la presse, voire même et surtout prétendue socialiste, s'efforce de passer sous silence.

Des charges de cavalerie ont eu lieu sans provocation aucune, femmes, enfants, grévistes et non grévistes ont été roulés et traînés sous les pieds des chevaux au nom de la défense religieuse et républicaine de MM. Combes et Millerand. De plus, une nuée de policiers, ayant à leur tête un Tinus, commissaire spécial à Limoges, s'est abattue sur la petite ville de Saint-Junien et se livre à enquêtes et contre-enquêtes. Des arrestations de militants sont probables, le patronat l'exige et il aura satisfaction.

Malgré ces brutalités, ces menaces et ces intimidations, les grévistes ne sont pas découragés, les canailleries et les provocations du pouvoir semblent leur donner un regain d'énergie pour la lutte, car ils ont assez de crever de faim en travaillant.

P. DELESALLE.

Belgique.

La cour d'assises du Brabant vient de condamner Julius Mesdag à 6 mois de prison pour quatre articles sur la grève générale, parus dans son journal *Le Flambeau*; Pauly, à 6 mois et 100 fr. d'amende; Robyn, à 4 mois et 100 fr. d'amende, pour le manifeste de l'entente révolutionnaire.

Louis Roman a été mis hors de cause.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Devant l'envahissement des avis de réunions et autres communications, nous prions les groupes de réduire leurs annonces au strict nécessaire. Nous ne pouvons pas composer le journal rien qu'avec des avis de réunion.

Nous serions forcés d'éliminzr celles qui auraient trop d'extension.

∴

Grande Salle de la Bourse du Travail, dimanche 8 courant, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, grand meeting antimilitariste :

Les armées criminelles. — La suppression du militarisme. — Le Congrès international antimilitariste.

∴

Samedi 7 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle Lafont, 53, route de Flandre, à Aubervilliers, grand meeting de protestation en faveur des victimes de la « Mano Negra » :

Les tortures espagnoles. — Les crimes de la Justice. — Les survivants.

∴

Le Groupe socialiste-révolutionnaire des Originaires de la Nièvre à Paris, dans sa séance du 31 janvier, ayant pris connaissance des infamies policières et juridiques du procès de la *Mano Negra*, se solidarise avec tous ceux qui ont pris en mains la cause des victimes innocentes de la réaction capitaliste et cléricale et demande leur mise en liberté immédiate.

∴

L'*Enseignement Mutuel*, 41, rue de la Chapelle :

Mercredi 11 février. — Soirée musicale : Les grands musiciens. I Mozart et Beethoven (causerie, par M. Landormy, et auditions).

Samedi 14. — Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur : Les maladies infectieuses (II).

∴

Jeunesse d'éducation sociale des VIe et VIIe arrondissements. — Samedi 7 février, à 8 h. 1/2 très précises du soir, salle Respinger, 21, rue du Dragon, conférence publique et contradictoire sur la Question de l'Enseignement, par les citoyens Gustave Téry et Libertad.

∴

Causeries populaires du XIe, salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 11 février 1903, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal : La Cellule (V).

∴

19e *Section antimilitariste.* — Le samedi 7 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chaynes, 12, rue d'Allemagne, réunion de propagande au cours de laquelle G. Franssen exposera le but de la 19e Section et entretiendra les auditeurs de l'affaire du pénitencier d'Ouakam. Le docteur Meslier, ancien médecin-major, député, traitera du service de santé militaire et G. Yvetot, secrétaire de la Fédération des Bourses : Syndicalisme et antimilitarisme.

La réunion sera continuée par des chants et récitations par divers artistes. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 50.

∴

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon, ouvert tous les mercredis, de 8 h. à 10 h. — Samedi, 7 février, soirée familiale à 8 h. 1/2, au Restaurant coopératif, 36, rue Charlot.

Causerie par un camarade; partie de concert avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires. Tombola gratuite.

Vestiaire : 0 fr. 30. Entrée facultative des compagnes et leurs enfants.

∴

Samedi 14 février, à 8 1/2, salle de l'U. P. du Ve, 76, rue Mouffetard, grande réunion de protestation pour les victimes de la *Mano Negra*, organisée par la *Jeunesse socialiste révolutionnaire du Ve* (E. I. S. R.) avec le concours de camarades.

∴

Commission des Grèves et de la Grève Générale. — La mise en pratique des résolutions du Congrès de Montpellier ayant lieu depuis le 1er janvier 1903, les organisations ouvrières sont priées d'adresser dorénavant tout ce qui concerne les grèves, leurs causes, leur champ d'action, les collectes et demandes d'orateurs à la nouvelle Commission des Grèves et de la Grève Générale, secrétaire, E. Girault, et trésorier, A. Lévy (Confédération Générale du travail, 3, rue du Château-d'Eau). On est prié de faire parvenir à la nouvelle Commission tout ce qui a trait au mouvement international des grèves.

∴

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion samedi 7 février, à 8 h. 1/2, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital.

Organisation d'une fête familiale.

Causerie par un camarade.

∴

Ligue internationale pour la défense du soldat. — La 5e Section se réunit le samedi 7 février, à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard : Organisation de la propagande et du meeting.

∴

Entente des Jeunesses socialistes révolutionnaires. — La Jeunesse socialiste révolutionnaire du Ve, réunie d'urgence, flétrit le gouvernement et la Chambre qui, à la requête des Lasies, Conti et autres Archdeacon, ont décrété des poursuites contre le *Manuel du soldat*, et espère que tous les socialistes sauront se solidariser avec les camarades poursuivis.

La Jeunesse socialiste révolutionnaire se réunit tous les mardis à 9 heures, 76, rue Mouffetard.

∴

Suresnes. — Réunion du Groupe de Jeunesse socialiste indépendant, le samedi 7, à 8 h. 1/2 du soir, salle Rouvreau, place Henri IV, 36. Causerie par le camarade Poignand.

∴

Lyon. — Dimanche 8 février, à 8 h. 1/2 du soir, réunion familiale organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, café de l'Isère, rue Paul Bert, 26

Une causerie sur une lecture de *La Vassale*, suivie d'un commentaire sur le mariage, sera faite par le camarade Laroussarie; la soirée se terminera par des chants et poésies libertaires, chantés et déclamées par différents amateurs.

∴

Saint-Etienne. — Réunion tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, au bar des Halles Centrales, cours Victor-Hugo.

Le groupe a réorganisé sa bibliothèque.

∴

Saint-Claude. — Le Groupe de propagande communiste libertaire demande à entrer en relation avec les camarades de la région. S'adresser à Roussel, rue de la Glacière.

∴

Un de nos abonnés achèterait : *Jours d'exil*, 1re partie : Londres, 1854; 1 vol., par Ernest Cœurderoy. Adresser propositions aux *Temps Nouceaux*.

POUR L'ÉDITION

Cette semaine nous envoyons aux souscripteurs un avis par lequel nous les avisons qu'il va être pris remboursement sur eux dans quinze jours.

Mais nous leur rappelons qu'il nous allégeraient le travail, en envoyant eux-mêmes.

Pour les abonnés de l'extérieur, où les frais élevés de rembours, il leur serait plus économique de ne pas l'attendre.

Quant à ceux qui ne seraient pas en mesure d'y faire face, prière de nous aviser, afin d'éviter des frais inutiles.

J. Grave.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Rameau d'or, tome I (étude sur la magie et la religion), par Frazer; 1 vol., 10 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

History of the French Revolution, by Jam.s; 1 vol., chez Abe Isaak, Chicago.

L'Enfer du soldat, par J. de la Hire; 1 vol., 3 fr. 50, chez Offenstadt, 39, rue de Trévise.

International Tribunals (une collection des différentes esquisses d'arbitrage qui ont été proposées depuis 1815), by Evans Darby; 1 vol., J. M. Dent, 29-30, Bedford street, London.

The present position of international arbitration, brochure à « The Peace Society », 47, New Broad st., London.

Progress of international arbitration, broch., by Evans Darby, même société.

A lire :

Propos d'un Parisien, Harduin, *Matin*, 3 février.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Une collection de cartes postales illustrées, tirées des illustrations du volume *Guerre-Militarisme*. 1 franc les 10 cartes, franco.

∴

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul (1) . . . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin. . . » 30
Aux femmes, de Gohier, couverture de Lebasque . . . . » 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel. » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . . » 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 15
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . » 15
Rapports au Congrès antiparle neutaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . » 15
La Grève générale, rapport des Etudiants S. R. I. . . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15

PETITE CORRESPONDANCE

F., à Manosque. — Les *Mille et une Nuits* annoncés sont une traduction littérale des contes orientaux. L'édition comprendra 16 volumes à 7 fr.

P. C., à Lyon. — Probablement que ces brochures ne sont elles-mêmes que des traductions d'articles parus autrefois.

F. M., à Limoges. — Le *Règne des protistes* de Hæckel n'est pas sur le catalogue Schleicher. J'ignore si on le trouve en français.

G. M. — Réexpédions les numéros. C'est qu'ils se sont égarés à la poste.

D., à Saint-Claude. — *Marx et Bakounine* 1 fr. 50 chez Schleicher.

Reçu pour le journal : B., 6 fr. 50. — F., 3 fr. — S. P., Modène, 1 fr. — Merci à tous.

Reçu pour la liberté d'opinion : M., 3 fr. — W. M. Stroud, 1 fr. 75. En tout : 4 fr. 75. — Listes précédentes : 33 fr. 50. — En caisse : 38 fr. 25.

Reçu pour la « Mano Negra » : F., 3 fr. — Listes précédentes : 26 fr. 50. — En caisse : 29 fr. 50.

B. à Le Sap. — C., à Garches. — S., à Genève. — M., à New-York. — B., à Roubaix. — C. D., à Bruxelles. — M., rue C. L. — T., au Boulou. — G., à Marennes. — T., rue L. D. — P., à Marseille. — A. M., à Tourcoing. — C., à Merlieux. — M., à Moutner. — R., à Genève. — L., à Liège. — C., à Montreuil. — C., à Lisbonne. — C., à Saint-Imier. — M. D., Paris. — L., à Orléans. — L., au Havre. — V., à Tulle. — C. M. — L. D. — C., à Mâcon. — V., à Digne. — H. R., à Grenoble. — V., à Nîmes. — L. D., à Chateldon. — G., à Troyes. — L., à Nantes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imprimerie Charles Blot, rue Bleue, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 42 DIX CENTIMES DU 14 AU 20 FÉVRIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

Nous venons de réorganiser le service de vente à Paris. On doit trouver le journal chez tous les libraires. Prière aux camarades d'insister auprès des libraires, en leur indiquant qu'ils n'ont qu'à le demander aux porteurs de la maison Hachette.

RACES INFÉRIEURES

« Encore une catastrophe! Encore des îles françaises ravagées, détruites par un effroyable cyclone. » Ainsi s'exclament, le 10 février 1903, les journaux français relatant qu'une tempête terrible s'est abattue sur l'archipel de la Société et les îles Tuamotou : des 25.000 indigènes, 5 à 10 mille auraient été emportés par les énormes vagues qui balayèrent les îles basses, à peine émergées de vingt pieds hors de la mer. Les dépêches ajoutent que les survivants mourront de faim probablement avant que les secours ne parviennent à destination et qu'outre huit blancs noyés, des milliers de tonnes de copra sont perdues ainsi que 200 tonnes de coquilles perlières.

Les personnes riches, sensibles et charitables, ne sauront plus bientôt où donner de la tête : elles s'étaient aperçues tout à coup de la grande misère des pêcheurs bretons ; déjà des bals et des représentations théâtrales s'organisaient un peu partout et Mlle Cléo de Mérode inaugurait, à Francfort, des danses nouvelles au profit des gens de Penmarch et de Douarnenez. Il va falloir maintenant imaginer des bazars pour les victimes de Hao, d'Hikouera et de Marokaou et monter à l'Opéra, en grande hâte, un ballet polynésien.

Les pauvres diables, pêcheurs de sardines français ou pêcheurs de perles d'Océanie, n'attirent la commisération de nos maîtres qu'aux moments de détresse complète et de cataclysmes prodigieux. Tant qu'ils meurent de mort lente et par petits paquets leur sort ne présente aucun intérêt sentimental ; et quand il s'agit d'individus appartenant aux races inférieures, leur disparition en masse n'est notable que pour causer de graves préjudices aux blancs qui tirent de leur travail profit et considération. En toute autre occurence, les mêmes blancs, bons aryens, seuls civilisés, ont le droit de les détruire ou de les tenir en parfait esclavage.

Nombre de ceux qui s'apitoieront, de très bonne foi, sur les victimes de la dernière catastrophe, auront lu, sans trop d horreur, les débats du procès de Montpellier : pendant quarante-six jours, un bétail humain, numéroté comme moutons et bœufs aux abattoirs, fut poussé vers le Palais de Justice par les bons gendarmes de la République libérale, égalitaire et fraternelle, quelques-uns, demi-morts, grelottants, secoués de quintes de toux, devaient être portés jusqu'à leur banc; l'un d'eux était aveugle; la machine à juger fonctionnait devant eux sans qu'ils comprissent rien à ses rouages; la langue et les sentiments des jurés de qui dépendaient leur vie leur étaient également étrangers. Se souvenaient-ils seulement que dans un accès de révolte à peine consciente ou de folie religieuse, ils avaient égorgé des colons peut-être inoffensifs? S'étaient-ils vengés alors parce qu'on leur avait enlevé contre une indemnité dérisoire d'environ 3 francs par tête, au moyen d'une piraterie juridique, la terre indivise et commune sur laquelle ils vivaient auparavant? Ils étaient là, hébétés et somnolents et attendaient qu'on disposât d'eux.

S'ils se fussent trouvés en présence de juges professionnels, ils auraient été condamnés en bloc. Mais le jury a de singulières clémences : quatre-vingt-un de ces malheureux furent acquittés. Ils étaient libres? Non pas. La main des gendarmes s'abattit à nouveau sur leur épaule : libérés par le jury, ils restaient captifs de la servitude administrative : on les a reconduits en prison; ils seront rapatriés quand il plaira au caprice des fonctionnaires de l'Intérieur et, bien entendu, une fois rentrés en Algérie, en vertu du Code de l'indigénat, punis, comme ils le méritent, d'avoir été acquittés. Mais un peu d'hypocrisie ne messied pas aux violences d'en haut et le *Petit Journal* explique déjà que les Arabes acquittés ont été « retenus administrativement » par pure philanthropie : ils connaissent à peine le français et sont dans le plus complet dénuement. On ne pouvait pas les jeter dans les rues de Montpellier; ils s'y fussent égarés sans doute. La plupart des journaux cherchent surtout des circonstances atténuantes au peu de rigueur des jurés ; ils expliquent le verdict par ce fait que le mécontentement des Arabes a pu paraître naturel aux douze citoyens de Montpellier qui avaient charge de se prononcer sur leur cas. Et leur argumentation se pourrait résumer ainsi : on a été trop loin dans la spoliation ; on s'y est mal pris. Un rédacteur du *Temps*, qui reproche aux Algériens de défendre avec trop de véhémence tous les abus de l'administration coloniale, indique aussitôt après, avec une touchante ingénuité que c'est surtout une question de mesure et formule ainsi la vraie et saine doctrine des gens honnêtes et sages : « L'installation d'une colonie française en Algérie ne peut pas se faire sans souffrance pour les indigènes, puisque les colons ne peuvent pas s'installer parmi eux sans leur prendre une partie de leur place ; *mais l'humanité nous fait un devoir impérieux de limiter ces souffrances à l'indispensable.* »

Les mauvais esprits observeront que si l'on admet une fois qu'il est conforme à la justice d'imposer une souffrance quelconque, volontairement et sciemment, à d'autres êtres humains, il n'est guère possible ensuite de doser la souffrance et d'apprécier où s'arrête l'indispensable où commence le superflu. Ce qui semble excessif au rédacteur du *Temps* paraît normal aux Algériens, qui profitent de la conquête ancienne et écrasent le vaincu. D'ailleurs, ils représentent, eux, le christianisme, le progrès, la civilisation européenne.

C'est par un raisonnement semblable que dans l'Afrique du Sud, Anglais et Boers, après avoir exterminé ou soumis les premiers occupants du sol, se réconcilieront sans peine pour astreindre les nègres à travailler à leur profit dans les mines d'or. Le nègre est vraiment une fâcheuse créature ; là où il coexiste avec le blanc, le travail exécuté par lui devient déshonorant pour son frère aux joues pâles ; cependant le méchant noir se contente de peu, il travaille juste assez pour gagner quelque monnaie et paresser ensuite toute sa vie. Qui donc alors fouillera la terre, lavera les pépites, *si le noir* refuse de travailler régulièrement. Il y a dans le Sud-Afrique six millions de nègres pour neuf cent mille blancs. Il faut exterminer ou transporter ailleurs les six millions de primates humains rebelles au travail, afin que leurs congénères d'origine européenne puissent faire le même ouvrage sans porter atteinte à la dignité des races supérieures. Solution peu chrétienne et qui révolterait les âmes délicates : il faut en effet limiter les souffrances à l'indispensable.

Les capitalistes anglais, qui ne le cèdent ni aux Français, ni aux Allemands, ni aux Belges, ni aux Américains en amour de l'humanité, en ont trouvé une autre plus élégante. Ils se sont souvenus que le Iahveh de la Bible a dit à Adam et à ses fils : « Tu mangeras le pain à la sueur de ton visage, jusqu'à ce que tu retournes en la terre, d'où tu as été pris. » Et se faisant les collaborateurs des intentions divines, ils obligèrent le nègre récalcitrant à observer la sainte loi du travail : on l'astreindra à un impôt spécial de deux à trois cent ou trois cent cinquante ou trois cent soixante-cinq journées de travail par an et afin qu'il évite la tentation de s'enfuir, il sera parqué dans de bons baraquements entourés de palissades et gardés par la police et par l'armée qui le fusilleront très chrétiennement, à la première occasion. Le système avait déjà servi (même pour les blancs en certaines entreprises américaines), mais surtout pour les Canaques en Nouvelle-Calédonie, sous une forme rudimentaire, et dans le Sud-Afrique, dans les parcs célèbres du Rand et de Kimberley. Les actionnaires des mines d'or désireraient qu'il fût érigé en institution d'Etat : cela est indispensable pour eux et partant pour la civilisation générale.

S'il advient quelque catastrophe élémentaire qui détruise en presque totalité la main-d'œuvre cafre, les porteurs de la Chartered, de la De

Beers ou de la Ferreira gémiront tous les premiers sur la cruauté de la Nature qui leur fait une concurrence déloyale et inflige aux nègres des souffrances improductives.

PIERRE QUILLARD.

LA MANO NEGRA

Cristobal Duran Gil, le condamné du procès d'Arcos, est en liberté. Il l'a annoncé lui-même à nos camarades de *Tierra y Libertad*, il y a quelques jours. Mais on lui interdit de circuler dans un rayon de 25 kilomètres autour de Xérès; car il faut absolument qu'on le condamne encore tout de même à quelque chose : obstination ecclésiastique.

⁂

Il en reste sept à sortir, et la campagne ne s'arrêtera pas avant qu'ils soient tous sortis. Dimanche prochain, à la Maison du Peuple, à Lille, meeting où parleront Guieysse et Pressensé. Signalons encore de nombreux meetings organisés par les Bourses du travail, à Paris, Lyon, Saint-Etienne, Bordeaux, Brest, etc.

⁂

A Londres, les anciens prisonniers ou condamnés de Montjuich font une série de meetings.

Samedi dernier, à l'Athenæum Hall, Tarrida del Marmol, Malatesta, Tcherkesoff ont parlé de la « Mano Negra » dans une grande réunion libertaire internationale.

Tarrida a lu une lettre de Kropotkine.

Demain 14 février, au Liberty Hall, nouvelle réunion, avec Louise Michel, Tarrida, Malatesta et Tcherkesoff. Enfin un grand meeting s'organise, à Trafalgar Square.

POUR LA LIGUE

DES DROITS DE L'HOMME

Djenan-ed-Dar, 22 janvier 1903.

Vous savez que depuis 1901, les exclus de l'armée ont quitté les ports de guerre pour aller en Algérie.

Depuis cette époque, placés sous la surveillance du personnel de la justice militaire, des chaouchs en un mot, ils n'ont cessé de souffrir. Parqués dans le désert sous un climat meurtrier, couchés sous des tentes sur l'alfa; astreints à des travaux durs, parfois inutiles et idiots, ils sont volés, insultés, maltraités par les sergents. Jusqu'ici on n'avait été que jusqu'à un certain point, les petites brutalités tout au plus; mais hier on a abordé *l'assassinat*.

Voici le fait : Le 21 janvier 1903, les sergents, étant ivres, nous conduisaient au travail. Nous construisons dans l'extrême sud-oranais une redoute située à environ 1.500 mètres du camp. On faisait ce trajet, d'ordinaire, librement, au pas de route en terme militaire. Mais ce jour-là les sergents nous firent marcher au pas accéléré, cadencé, tout le long du chemin, en nous arrêtant cinq ou six fois en route sous prétexte que l'on ne marchait pas au pas (dans un terrain rempli de cailloux), distribuant des punitions à droite et à gauche. A quelques mètres de la redoute, un de ces sergents, le nommé G... (1) (de race corse) inflige quatre jours à Molle, un de nos camarades. Celui-ci lui demande pourquoi on le punit. Le sergent, pour toute réponse, lui inflige huit jours. Molle lui demande de nouveau pourquoi. « Sortez! » lui ordonne le sergent. Molle obéit, un factionnaire est appelé auprès de lui, baïonnette au canon. Pendant ce temps, toute la section était rentrée dans la redoute. A peine les derniers avaient-ils franchi le portail, qu'un coup de feu retentit, nous nous retournons; à ce moment le malheureux Molle tombait, la poitrine percée d'une balle tirée à bout portant; le coup avait été tiré de si près que le feu avait pris aux habits de coton, qui fumaient. A quelques pas du cadavre, le sergent, un sourire mauvais sur les lèvres, tenait son revolver fumant en nous regardant avec des yeux étincelants.

A la vue de notre camarade dans un tel état, la fureur nous prend, nous nous précipitons en avant pour faire justice et venger notre ami. Mais déjà la garde est sur pied et nous nous brisons à un rempart de baïonnettes. Les cris, les vociférations : « Bande d'assassins, de lâches, de bandits! » sillonnent les airs; mais que faire? nous n'avons pas d'armes et devant nous les balles et les baïonnettes qui nous briseront, si nous voulons résister.

Une enquête est ouverte; voici ce qui s'est passé d'après des témoins oculaires. Quand nous fûmes rentrés dans la redoute, le sergent G... ordonna à l'homme de garde de s'en aller, en lui disant qu'il n'avait plus besoin de lui. A peine ce dernier fut-il parti, qu'il s'approcha de Molle, puis, jetant un regard circulaire autour de lui pour s'assurer que personne ne l'apercevait, tira son revolver et, sans que le malheureux ait fait un geste, lui logea une balle dans la poitrine à bout portant. La balle, entrée par le creux de l'estomac ressortit dans le dos en-dessous de l'omoplate, ayant déchiré tous les organes intérieurs. Deux heures après, l'infortuné rendait le dernier soupir.

Des témoins regardant par-dessus le mur de la redoute sont unanimes à déclarer que ceci est un assassinat.

Contre l'ordinaire, le sergent va donc probablement être condamné au lieu de recevoir la médaille militaire comme il arrive souvent en pareil cas. Le plus triste de tout, c'est que ceci n'est pas un fait isolé : combien de malheureux aux travaux publics ou aux pénitenciers ont payé de leur vie pour assouvir la haine, la méchanceté de ces chaouchs sanguinaires. La moitié de ces sergents sont prêts à en faire autant, ils l'avouent eux-mêmes : « Le premier qui fait la forte tête, qui veut nous marcher sur le pied, nous lui brûlons la « gueule! » (*sic*).

Il serait temps dans notre siècle de civilisation et de progrès que ces institutions dignes d'une peuplade sauvage disparaissent. A vous qui défendez les malheureux, les opprimés, nous jetons notre cri d'alarme; puisse-t-il être entendu?

Voilà ce qu'engendrent la patrie, le militarisme, l'autorité. Jeunes gens qui devez partir au service, réfléchissez! Peut-être un jour souffrirez-vous ce que nous souffrons aujourd'hui, alors vous la maudirez cette marâtre qui a nom la Patrie!

Dans l'espoir que vous insérerez cette lettre, les exclus vous en remercient à l'avance, et vous font part de leur sympathie aux idées nouvelles qui marchent toujours et sont destinées à renverser ces institutions qui nous font tant souffrir aujourd'hui.

LES EXCLUS DE L'ARMÉE.

⁂

GUINGAMP. — Je vous signale la situation très nécessiteuse d'un soldat (musicien) du 48e de ligne, nommé Mayer.

Il est dans sa troisième année de caserne, je veux dire de bagne; il avait deux enfants lorsqu'il est arrivé ici, il en a eu depuis un troisième, il y a sept mois; sa femme ne touche aucun secours de qui que ce soit, sous prétexte que le troisième enfant est en nourrice, (il faut que je vous dise qu'il est marié légitimement).

Le conseil d'administration d'ici s'est réuni plusieurs fois pour étudier le cas des jeunes gens les plus nécessiteux et, paraît-il, un des messieurs galonnés lui a dit dernièrement que ce n'est pas lui qui se trouve le plus dans le besoin d'être renvoyé, pour donner plus suffisamment à manger à ses trois petits et chers enfants, ainsi qu'à sa femme, qui habitent, 16, place de l'Eglise, à Pantin (Seine).

Je pense que si on ne le libère pas, c'est parce qu'il n'est pas pistonné par un curé quelconque ou par un gros légume notamment avec une particule.

Ce cher copain est, malgré tout, obligé de croire qu'il y a des casernes pour y subir toutes privations tant physiques que morales, et aussi pour ne plus pouvoir venir en aide à ces chers petits qu'une infâme loi l'a obligé à délaisser pendant trois années.

⁂

NOUVELLE-CALÉDONIE. — *Nouméa*, 18 décembre 1902.
— Veuillez pardonner l'importunité du malheureux faisant appel à votre équité, pour vouloir bien insérer le fait suivant dans votre journal, espérant qu'un acte aussi arbitraire touchera une âme généreuse qui voudra bien prendre la cause de l'opprimé et faire les démarches nécessaires pour obtenir une justice bien tardive.

Condamné le 18 mai 1886, par le conseil de guerre de Nouméa à vingt années de travaux forcés pour bris de fers et dégradation de cellule à l'Ile des Pins, où il subissait une peine de dix années d'emprisonnement. Cette condamnation, est d'autant plus arbitraire, illégale, que pareils motifs n'étaient pas sans précédents. Les uns ne furent punis que disciplinairement (deux mois de cellule); et les autres, traduits devant le conseil de guerre, il leur fut appliqué la peine d'emprisonnement.

Sans espoir, démoralisé, rendu fou d'une si incroyable condamnation, la malheureuse victime, chercha plusieurs fois à s'y soustraire par des évasions, lesquelles, quoique sans aucun autre délit, n'en aggravèrent pas moins sa triste situation.

Au cours des diverses procédures qui s'en suivirent, M. Etienne, commissaire du gouvernement près du tribunal maritime spécial, établi en 1887 à Nouméa spécialement pour la transportation, trouvant lui-même cette condamnation arbitraire, illégale, après avoir, le code en main, exposé les faits et les conséquences à M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire, à M. le Procureur de la Nouvelle-Calédonie, et à M. le Gouverneur, d'après leur approbation et ne pouvant, disait-il, obtenir la revision de ce jugement rendu exécutoire, fit une demande en grâce au ministre de la Marine d'alors (1897), qui répondit que les antécédents judiciaires ne méritaient pas que l'on fit une demande en grâce à M. le Président de la République. Réponse bien peu équitable de la part d'un ministre; car qu'avaient à faire les antécédents reprochés? Cette demande de clémence, n'était-elle pas une demande de réparation de cette condamnation arbitraire? Les antécédents reprochés, qui seuls ont mis obstacle à un acte de clémence sollicité par l'honorable magistrat précité, n'étaient-ils pas les conséquences de cet arrêt injuste?

En compensation du rejet de la dite supplique, M. le Ministre ajoutait que si à l'avenir ce condamné donnait des preuves d'amendement, il pourrait jouir de toutes les faveurs dont pouvait disposer l'administration pénitentiaire. Plus de trois années se sont écoulées sans évasion et deux années sans aucune punition, mais sans obtenir aucune amélioration à son malheureux sort, et sans espérance de pouvoir faire oublier ce triste passé, ces folies commises par l'inexpérience, l'inconscience de sa jeunesse.

Près de dix-sept années se sont écoulées depuis cet arrêt impitoyable, dix-sept années de souffrances morales et physiques, dans les fers, dans les cachots pour une faute qui n'a porté préjudice qu'à son auteur. Est-ce qu'un temps aussi long passé dans cet antre affreux, ne peut inspirer la pitié, et obtenir le pardon? Un acte de clémence ferait un homme capable de tous les dévouements, pour racheter ce passé qu'il regrette sincèrement, et prouver qu'il est un de ces malheureux, victimes du destin, qui n'est pas indigne de commisération.

PERRET GUILLAUME.

No mle 16.812, transporté
en Nouvelle-Calédonie.

.... 29 décembre 1902.

Je découpe dans le *Courrier des Etats-Unis* (un quotidien en langue française) un article sous la rubrique « l'Affaire Allmayer » (il s'agit du rapport de la *Ligue des Droits de l'homme* qui a protesté contre son extradition) Allmayer est le plus immonde et le plus abject de tous les forçats qui ont passé au bagne. Tous ceux qui l'ont connu, aux Iles du Salut où il subit sa peine, sont unanimes à déclarer qu'il est le génie du mal personnifié. Pendant douze ans il ne fit qu'ourdir machinations infâmes devant avoir pour résultat le massacre en masse de forçats et la grâce pleine et entière du sinistre scélérat jouant le rôle de sauveur. Mais ses ignobles projets furent presque toujours déjoués et dévoilés par la perspicacité et l'énergie des anarchistes.

Enfin, quel que soit Allmayer, le cas dont s'occupent actuellement plusieurs personnages politiques doit aussi nous intéresser, car le fait dont il s'agit est coutumier de la part de l'administration pénitentiaire. En même temps que lui, furent également extradés plusieurs autres forçats libérés, tous certes plus intéressants que lui et qui n'avaient commis d'autre crime que d'avoir quitté la colonie pénitentiaire après l'expiration de leur peine.

Parmi ces libérés extradés se trouvait un nommé Chenal.

Nous savons que la Guyane française n'offre et ne peut offrir aucune ressource aux forçats libérés. La population de cette colonie, pour la plupart composée de nègres des plus hostiles à la race blanche, fait retomber sur les pauvres libérés, qui ne peuvent se défendre, toute la haine de race.

(1) Nous tenons le nom de ce sergent à la disposition de la Ligue.

Pour moi personnellement, je puis affirmer que pendant tout le temps que je suis resté à Cayenne comme libéré, j'ai moralement plus souffert qu'au pénitencier des Iles du Salut, quoique je me fusse trouvé dans une situation relativement très avantageuse.

Je vous prie donc, si vous jugez la chose possible, de protester de la façon qui bonne vous semblera contre des agissements arbitraires de l'administration pénitentiaire et contre cette obligation de résidence dans une colonie des plus malsaines et des plus stériles.

Certe, le fait reproché aujourd'hui à l'administration pénitentiaire n'est qu'une peccadille comparativement aux nombreux actes de sauvagerie commis depuis près d'un demi-siècle par ses agents, les gardes-chiourme, mais en ce moment nos protestations doivent se borner à ce seul fait.

Je crois que c'est aussi un abus des plus arbitraires de qualifier crime une simple rupture de ban, délit qui ne peut être compris dans les cas d'extradition des conventions plénipotentiaires.

Nous savons que le fait de quitter la colonie pénitentiaire ou simplement de tenter de la quitter, est puni par le tribunal maritime spécial de un à trois ans de travaux forcés.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le procès des insurgés arabes devant la cour d'assises de Montpellier est terminé. 80 sont acquittés (mais ont fait plus d'un an et demi de prison préventive!); 5 sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité, 1 à 15 ans de travaux forcés, 7 à 5 ans de réclusion, 2 à 7 ans de travaux forcés, 3 à 5 ans de travaux forcés, 4 à 2 ans de prison, 1 à 6 mois de prison, et 1 envoyé dans une maison de correction.

Si le fanatisme religieux a une part dans ce soulèvement, il ne suffit pas à l'expliquer. Les Arabes sont peu à peu dépossédés de leurs terres par la complicité des colons et de l'administration française. Ils en sont réduits à cultiver leurs propres champs pour le compte des colons qui les ont achetés à vil prix après les avoir ruinés, et ceux-ci en plus les injurient et les maltraitent. Plusieurs témoins européens ont eu la loyauté de dire cela et ont fait le procès de l'administration, qui opprime et vole les indigènes.

Les patriotes de France qui flétrissent la conduite des Anglais aux Indes ou au Transvaal, feraient bien de commencer par flétrir leur propre conduite en Algérie, au Sénégal, au Tonkin, au Cambodge, à Madagascar, un peu partout.

R. C.

La liberté de la Presse sous le gouvernement de défense républicaine.

Lyon. — Le compagnon Vernet, poursuivi pour avoir édité un manifeste en 1901, à l'occasion de la grève générale des mineurs qui se préparait à cette époque, pour un passage où il invitait les soldats à lever la crosse en l'air, plutôt que de tirer sur les grévistes, fut condamné pour ce fait, par la cour d'assises du Rhône, à six mois de prison.

Ces jours derniers, il vient d'être arrêté. Décidément, la *Défense républicaine* n'a de bienveillance que pour les briseurs de scellés ou autres manifestants cléricaux.

Pourtant il a une femme et un enfant qui se trouvent en ce moment dans la misère par suite de son emprisonnement.

* *

Roubaix. — Les camarades de Roubaix font, depuis plusieurs années déjà, une propagande anarchiste de tous les instants; grâce au grand esprit de concorde et de solidarité qui a toujours existé parmi eux, ils ont ouvert il y a quelques mois le « Palais du travail », sorte de maison du peuple où, ayant une salle à leur disposition, ils peuvent donner — ce qu'ils ne manquent pas de faire — conférences sur conférences. Ils éditent dans ce même « Palais du travail » une petite feuille anarchiste, qui, distribuée gratuitement par milliers d'exemplaires, va porter, dans la classe ouvrière roubaisienne tant exploitée par tous les partis politiques, la bonne et franche parole anarchiste.

Cette propagande intense porte ses fruits, chaque jour sont plus nombreux ceux qui viennent à nous, délaissant les milieux pourris de la politique, unissant leurs efforts aux nôtres, pour mener à bien la lutte contre l'odieuse société bourgeoise d'aujourd'hui. Cette action n'ayant pas l'heur de plaire à nos gouvernants et à la classe bourgeoise, il fallait trouver l'occasion d'enrayer l'admirable mouvement qui se dessine en ce moment en faveur de nos idées à Roubaix.

Cette occasion ils crurent l'avoir trouvée il y a quelques semaines. Ayant reproduit dans la petite feuille anarchiste le manifeste aux soldats paru dans le *Libertaire*, des poursuites furent engagées contre le gérant de la petite feuille, poursuites qui, à l'étonnement de ceux qui connaissent avec quelle sévérité sont ordinairement frappés les anarchistes qui ont le malheur de tomber sous la coupe des chats fourrés du Nord, se terminèrent par une condamnation à vingt-quatre heures de prison et avec sursis. L'on pouvait croire que les tracasseries s'arrêteraient là, et que cette condamnation deviendrait définitive : c'était croire un peu trop en la bonne foi de nos gouvernants. Près de deux mois après et sans que le camarade fût avisé des poursuites réengagées contre lui, la petite feuille anarchiste, en la personne de P. Degreef, vient d'être condamnée par défaut, sur appel à minima du procureur de la République, à six mois de prison et sans bénéficier de la loi de sursis par la Cour d'appel de Douai. La peine en elle-même n'est rien, car le militant doit s'attendre à avoir dans sa vie à purger quelques mois de geôle qui ne font que le stimuler dans la voie qu'il s'est tracée. Mais si la prison ne peut enrayer la propagande, il faut pour la lutte le nerf de la guerre, l'argent. Ces poursuites successives ont épuisé la caisse des camarades de Roubaix. Pour que le gérant de la petite feuille puisse faire opposition au jugement qui le frappe et choisir un avocat qui le défendra, il faut de l'argent. A moins de porter un coup terrible à l'institution de leur « Palais du travail », les camarades de Roubaix n'auront pas l'argent nécessaire. Il ne faut pas que cela soit, et les camarades roubaisiens à qui l'on ne fit jamais en vain appel ni à leur solidarité, s'adresse à leur tour aux camarades pour sortir victorieux des tracasseries dont ils sont l'objet. Que ceux qui croient que la propagande des camarades est utile, adressent leur obole au camarade Béranger, 8, rue du Pile, Roubaix.

* *

Mouvement ouvrier. — Un préposé aux ciseaux qui fonctionne au *Cri du Peuple*, organe des socialistes portefoinards d'Amiens, a découpé dans un de mes précédents « Mouvement ouvrier » les trois lignes suivantes qu'il agrémente à sa façon.

Voici le morceau :

Les *Temps Nouveaux*, organe libertaire, à propos du discours de M. Jaurès :

A cette séance, qui, paraît-il, est déjà mémorable, les socialistes, par l'organe de M. Jaurès, ont répudié toutes doctrines internationalistes.

Ces trois lignes qui sont bien de moi sont suivies de ce petit commentaire qui voudrait être désobligeant :

C'est ainsi qu'on écrit l'histoire, n'est-ce pas, camarades?

J'ignore si le préposé aux coupures a lu le discours de Jaurès auquel je faisais allusion, mais j'en doute. En tout cas, pour me prouver que j'avais faussé l'histoire, l'homme aux ciseaux, puisqu'il les manie si bien, n'avait qu'à citer le passage du discours où M. Jaurès affirmait l'internationalisme ouvrier, ou bien celui où il démontrait que la patrie des travailleurs est là où ils sont à peu près certains de ne pas crever de faim. Ou encore le passage du discours de M. Jaurès où celui-ci prend la défense du *Manuel du soldat* édité par la *Fédération des Bourses du Travail*, qui était justement mis en cause par l'interpellation Lasies, à laquelle le leader socialiste était censé répondre au nom du parti dit socialiste. Ou bien encore le passage du discours où était affirmé le droit pour les soldats d'aller dans les Bourses du Travail, etc., etc. Cela aurait autrement convaincu de mon habileté à fausser l'histoire en question, les lecteurs du *Cri du Peuple*, — un bien beau titre pour un si vilain canard, soit dit en passant. Et malgré le préposé aux ciseaux en question, je réitère que le discours de M. Jaurès, très littéraire dans la forme, apparaît à mes yeux d'internationaliste comme très patriotique quant au fond.

J'attends et je verrais avec plaisir qu'il me soit prouvé *le contraire*, sinon j'aurai le droit de dire que ce n'est pas ici, mais bien à Amiens, que l'on écrit l'histoire à la façon du père Loriquet, qui a professé jadis tout près d'Amiens où il semble justement avoir laissé des élèves.

* *

Puisque j'en suis sur cette question, serait-ce aussi calomnier le *Parti socialiste* et fausser l'histoire que de dire que M. Millerand, membre du groupe socialiste parlementaire et adhérent au *Parti*, a voté à cette séance mémorable : 1° Pour refuser aux soldats l'entrée des Bourses du Travail; 2° Des poursuites contre les auteurs du *Nouveau Manuel du soldat?* Ou encore, à une séance ultérieure, *pour* le budget des cultes; *contre* la séparation de l'Église et de l'État et *pour* l'ambassade au Vatican?

Avez-vous mis cela au pilori et découpé cela dans l'*Officiel* pour écrire l'histoire contemporaine du socialisme, ô préposé aux ciseaux de la gazette amiénoise?

Allons! écrivez l'histoire.

* *

J'ai parlé en son temps, et j'ai dit l'énergie qu'avaient montrée les déchargeurs de navires de Dunkerque, qui, par solidarité avec les mineurs, s'étaient mis en grève. Dunkerque fut à cette époque transformée en un véritable camp retranché; en un rien de temps la soldatesque fut maîtresse de la ville, et les arrestations de pleuvoir à tort et à travers.

Or, parmi peut-être une centaine d'arrestations qui eurent lieu, la justice ne retint que huit malheureux.

L'on se rendait si bien compte de l'odieux de ces poursuites que le ministère public, contrairement à son habitude, s'était montré peu sévère et l'on s'attendait à un acquittement général.

Mais les bourgeois formant le jury, qui avaient un moment tremblé devant la tentative d'émeute, se sont vengés de leur propre lâcheté et six sur huit des malheureux ont été condamnés comme suit :

Chaboudez et Posset sont condamnés à deux ans de prison avec sursis; Gims et Ernest Groux, à deux ans, sans sursis; Julien Groux et Vermersch, à trois ans.

Les deux autres ont été acquittés.

Devant ces condamnations iniques, nous espérons bien que tous les travailleurs protesteront, car en prenant la défense de ces camarades ils se défendront eux-mêmes.

P. Delesalle.

Belgique.

Ici, il s'agit de plus en plus d'entraver la liberté de penser. Hier, le député Woest, l'homme-lige de l'épiscopat et le grand premier rôle du gouvernement catholique, légiférait pour atteindre les auteurs de discours réputés contraires à la morale chrétienne. Aujourd'hui le mot d'ordre est donné de saisir toute occasion d'entamer des procès de tendance. Et MM. les magistrats qui louent leurs services à l'État semblent ouvrir une belle série. La cour d'assises du Brabant vient de condamner le camarade Mestag, de Bruxelles, à six mois de prison. Son crime? Il a, dans sa courageuse petite feuille, émis des opinions considérées comme violentes. Dégustez ce morceau détaché de l'abracadabrant réquisitoire sur lequel on s'appuie pour prendre six mois de liberté à un homme :

« Un des articles était intitulé « Germinal ». *Germinal* est le titre d'un roman de Zola qui est le récit d'une insurrection de mineurs. Intituler un article « Germinal » est *donc* lancer un appel à la Révolution. » Vous avez bien lu! est-ce assez invraisemblable. Et dire que quiconque est à la merci des gâteux du prétoire! Toujours en cour d'assises du Brabant, on a rendu, vendredi 30, l'arrêt dans le procès intenté à deux camarades du journal *La Bataille*, poursuivis pour un article excitant à la grève générale révolutionnaire. Les larbins de Thémis ont condamné Pauly à six mois de prison et 100 francs d'amende, et Robin à quatre mois de prison et 100 francs d'amende.

D'un autre côté, la presse annonce avec des larmes dans la voix, qu'on a découvert, à Barcelone, un anarchiste nommé Eugène-Germain Martin, qui aurait avoué *avoir la mission* de tuer le roi des Belges, mais qu'il ne l'avait pas encore fait, parce qu'en février dernier il avait été arrêté comme propagandiste. Comme ces petites notes envenimées font *bien* leur lent et sûr effet sur le public qui n'y voit goutte! Samedi 31 janvier, *La Meuse*, de Liège, journal libéral (!) et du bon ton, publiait, sous le titre : « Anarchie et Gaudriole », un article qui en dit long. Ces bons folliculaires se plaignent de voir des journaux français empêchés par le gouvernement d'être transportés sur

le chemin de fer de l'Etat, en raison de leurs grivoiseries la plupart du temps inoffensives, ajoute-t-elle, alors que toute liberté de transport par chemin de fer et la poste est donnée « à ces journaux anarchistes qui prêchent le vol, le massacre de tous les bourgeois, le régicide, la Révolution sociale. » L'entrefilet, après avoir agité en épouvantail les inévitables noms de Sipido et de Rubino, se termine par ce cri du cœur qui part d'un bon naturel : « Le ministère clérical ne veut plus qu'on rie en Belgique, soit; mais il devrait bien faire également son possible pour nous empêcher de sauter! »

Et voilà dans quelle atmosphère nous vivons dans ce pays.

HÉLÈNE G.

Espagne.

La grève de Catalogne. — Depuis plusieurs semaines, les salariés de toutes les catégories soutiennent une lutte héroïque; deux ou trois métiers s'étaient d'abord mis en grève, demandant une augmentation de salaire; l'intransigeance des patrons détermina les autres métiers à se solidariser avec leurs camarades, et, malgré la misère et la famine, ils tiennent bon. Les femmes sont, paraît-il, les plus obstinées à la résistance, elles que tant de fois on a vues, en Espagne ou ailleurs, incliner à la résignation, parce qu'elles entendaient trop les plaintes des enfants pour pouvoir songer à autre chose qu'à la nécessité immédiate de manger. Cette fois, elles excitent les hommes à la résistance, et cependant la famine est terrible; mais elles ont compris que c'est une question de vie ou de mort, et que, dans un sens ou dans l'autre, il vaut mieux la résoudre tout de suite.

La grève s'étend. Les services essentiels sont faits par la troupe. On parlait de grève générale à Barcelone pour lundi; jusqu'ici, le mouvement gréviste de Barcelone semble être encore partiel. Mais patience! nous ne sommes qu'au commencement.

P. S. — Les dernières nouvelles de Cadix où une grande grève commence, *par solidarité* (à l'autre bout de l'Espagne) *avec les grévistes de Reus*, montrent, malgré les restrictions et les atténuations des informateurs officiels, l'importance du mouvement commencé en Catalogne.

Hollande.

La façon rapide, presque foudroyante, dont la grève des ouvriers des compagnies de transport s'est généralisée et la manière dont elle s'est dénouée méritent de fixer notre attention.

Nous venons d'assister, à Amsterdam, à une grève générale des travailleurs de toute une corporation, et l'unanimité et l'arrêt du travail ont été si brusques que les compagnies épouvantées des conséquences ont accordé *immédiatement* satisfaction aux grévistes. L'esprit de solidarité s'est manifesté en cette occasion avec un éclat exceptionnel, sur lequel il est utile d'insister.

Le renvoi, par une maison d'affrétage, de 56 ouvriers, a eu pour conséquence la suspension de tout service sur les railways desservant Amsterdam. Telle est la cause initiale de ce beau mouvement.

Voici le texte de la convention intervenue entre les chefs d'entreprises et les grévistes, et qui a été salué par ceux-ci comme un bulletin de victoire :

1. Les 56 ouvriers renvoyés à la « Singapore lijn » sont rétablis dans l'emploi qu'ils occupaient avant la grève, — et cela au même salaire.

2. Tous les ouvriers embauchés au cours de la grève pour remplacer les chômeurs sont renvoyés.

3. Les ouvriers ne seront pas obligés de travailler en compagnie de « supplanteurs ». On entend par « supplanteurs » les ouvriers qui ont consenti à remplacer les grévistes ; le mot ne vise pas tous les ouvriers non syndiqués, mais simplement ceux qui ont rempli le rôle de « sarrasins. »

Tous les ouvriers renvoyés au cours de la grève seront repris, sans diminution de salaire.

5. Tous les autres points du litige sont laissés en suspens jusqu'à ce qu'ils aient pu être tranchés par voie d'arbitrage.

La bataille et la victoire ont été si soudaines que la bourgeoisie apeurée intrigue actuellement auprès du gouvernement pour qu'une loi soit immédiatement votée, interdisant la grève aux employés de chemins de fer, considérés comme service public et général.

Aussitôt, l'organe de l'Association des employés de chemins de fer a lancé une édition extraordinaire annonçant que ce syndicat se prépare à organiser la grève générale dès la présentation de ce projet de loi aux Chambres et en vue d'en empêcher l'adoption.

Il est donc peu probable que devant cet ultimatum le gouvernement tente quoi que ce soit, car le succès inespéré de la grève l'a rendu prudent.

Nous nous abstiendrons bien de tirer des conclusions. Les faits sont là qui parlent haut par eux-mêmes, le mouvement montre ce que peut la solidarité ouvrière. C'est là un enseignement que tous les travailleurs feront bien de méditer.

* *

Actuellement un autre mouvement se prépare, les employés des services publics de la ville d'Amsterdam se sont réunis et ont envoyé un ultimatum à la municipalité, demandant un relèvement général des salaires.

Quelques conseillers municipaux socialistes, dans le but de faire prendre patience aux ouvriers et de prévenir la grève, essaient de les berner. Quelques petites améliorations partielles et la reprise d'employés déjà congédiés a été consentie.

Tout fait prévoir que les employés de la ville, comme ceux des chemins de fer, obtiendront satisfaction s'ils savent tenir ferme et aller jusqu'au bout.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les travailleurs de l'*Union syndicale du Bronze* protestent avec énergie contre l'horrible machination policière, connue sous le nom de *Mano Negra*, dont furent victimes nos frères, les travailleurs espagnols, coupables d'avoir rêvé une société de paix et d'amour, de s'être organisés dans le but de détruire l'exploitation féroce qu'ils subissaient et de vouloir réaliser leur idéal.

Considérant que ce ne sont pas seulement quelques ouvriers qui sont frappés, mais la classe ouvrière tout entière dans son désir d'affranchissement,

Ils engagent tout le prolétariat, tous les hommes épris de justice et d'humanité, à clamer leur indignation, à mener une vaste agitation capable d'avoir comme résultat la libération des malheureux Espagnols condamnés hypocritement pour des faits dont ils étaient innocents.

Camarades !

Aux forfaits stupides et lâches de l'Autorité, opposons la force indomptable de l'indignation qui, dépassant les frontières, fera blêmir les bourreaux, et ouvrira les portes du bagne où agonisent les victimes.

Tous debout contre l'Iniquité !

Le Conseil syndical.

Dans sa séance du 23 janvier 1903, le sous-comité de la grève générale de Bourges a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

Le sous-comité proteste avec indignation contre les lâchetés et criminels agissements de la bourgeoisie espagnole qui martyrise et tue de modestes travailleurs qui luttent pour leur liberté ; approuve les campagnes entreprises par la presse humanitaire, en faveur de ces malheureux, qui meurent à petit feu dans les geôles de la royauté espagnole, et envoie à ces victimes du capitalisme son salut fraternel.

Un groupe de camarades se proposant de faire éditer une nouvelle brochure sur le « Sabotage », prie tous ceux qui connaîtraient des moyens bons à employer pour le pratiquer efficacement de bien vouloir les indiquer à l'adresse suivante :

Petit, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, à Lyon.

Sommaire du n° 6 de *Jean-Pierre* :

Max et Voltchok, traduction russe, ill. Steinlen (à suivre);

Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François Iᵉʳ, par Henri Hauser (à suivre).

Le vieux Pierrot (à suivre).

Calendrier d'Hermann-Paul.

Liste de tombola.

Samedi 14 février 1903, à 8 h. 1/2 du soir, salle Respinger, 29, rue du Dragon, conférence publique et contradictoire entre les citoyens Paul Bellegarde et Jean Marestan, sur l'évolution et la révolution.

Entrée gratuite.

Union populaire du XIVᵉ, 5, rue du Texel :

Lundi 16 février. — M. le Dʳ Oguse : La lutte pour la conservation de la vie, 5ᵉ causerie. Conclusions pratiques.

Mardi 17. — Réunion mensuelle du Comité.

Mercredi 18. — M. Prieur, professeur au lycée Charlemagne : La Révolution française. XIII. L'Europe et la Révolution.

Vendredi 20. — (A l'*Avenir de Plaisance*, 13, rue Niepce) Dʳ Fauquet : L'hygiène des ateliers.

Section d'éducation humaine, 9, rue Blanche :

Mardi 17 février. — L'art hollandais au dix-septième siècle (avec projections), par M. Bergmann.

Vendredi 20. — La femme africaine, par M. Léon Paquier.

Un camarade voudrait se procurer *Imbéciles et Gredins*, de Tailhade. Il offre en échange *Le 14 Juillet*, de Romain Rolland.

L'Education libre du IIIᵉ, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 8 h. à 10 h. Nous engageons pour la troisième fois les camarades à activer pour souscrire à la brochure à distribuer : *Ce que nous voulons*, par Sébastien Faure, à 1 franc le cent, car, une fois la souscription close, la brochure sera augmentée. Avis aux intéressés.

Causeries populaires du XIᵉ, salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 18 février, à 8 h. 1/2, causerie par Libertad : Le Curé de Meudon.

L'Education libertaire du XIIIᵉ arrondt. — Rendez-vous à 8 heures, samedi soir, à l'U. P. du Vᵉ.

IVRY-PORT. — *Groupe libertaire* : Samedi 14 février, à 8 h. 1/2, salle Béna, 1, rue Emile-Mullert, causerie sur l'antimilitarisme.

LYON. — Dimanche 15 février, à 8 h. 1/2 du soir, grande réunion familiale organisée par les groupes *Germinal* et l'*Art libertaire*, salle Bordat, café de la Vigilance, rue Paul-Bert, 17.

Chants, causerie, déclamation agrémenteront la soirée.

BREST. — Les citoyens réunis à la salle de Venise, le 7 février, au nombre de mille, après avoir entendu les camarades Lefèvre, Vibert et Querrien faire l'historique des monstrueux procès de la Parrilla d'Arcos et des Quatre-Chemins, ont voté un ordre du jour de flétrissure au gouvernement coupable de telles ignominies.

LYON. — Les irréguliers du travail sont priés de se réunir dimanche soir, salle Chamarande, 6, rue Paul Bert.

ROUBAIX. — Palais du Travail, rue du Pile, 8, le dimanche 15 février 1903, à 4 heures du soir, grand meeting de protestation, contre le procès inique intenté à la *Petite Feuille anarchiste*.

PETITE CORRESPONDANCE

Ch. M. — Le prix des lithos est de 1 fr. 25. — La réduction en cartes postales en comprendra 12 : 1 fr. la collection. Mais elles ne sont pas encore prêtes.

Grève générale, à Bourges. — Je ne connais pas l'*espéranto*. Mon opinion sur les langues de ce genre, est qu'elles ont l'inconvénient de ne supprimer aucune des difficultés existantes et qu'elles sont bien moins pratiques

G. R. — Il n'y a pas besoin du nouveau texte de loi. Dans l'armée active, à l'heure actuelle, les officiers n'y recrutent ils pas leurs domestiques ?

V. C., à Lyon. — Nous n'avons pas d'affiches de la « Mano Negra ».

Revista Blanca, Madrid. — Veuillez nous expédier un almanach. Il vous sera payé avec une autre commande.

C., à Paris. — Pas avant trois mois. Ça sera annoncé, du reste.

Q., à Brest. — Reçu journaux et affiche.

P., à Limoges. — Le prix de la souscription au 2ᵉ volume est de 6 fr. 50.

Reçu pour la « Mano Negra » : Collecte à la Solitude Malaquais, 4 fr. — G. le V., à Autun, 1 fr. 50. — Ensemble : 5 fr. 50. — Listes précédentes : 29 fr. 50. — En caisse : 35 francs.

Reçu pour la liberté d'opinion : E. D., 2 fr. 50. — Listes précédentes : 38 fr. 25. — En caisse : 40 fr. 75.

Reçu pour le journal : E. D., 2 fr. 50. — D., 1 fr. 50. — Une gueule noire, 0 fr. 50. — M., 1 fr. 50. — D., par L., à Epinal, 5 fr. — Le Puy, 1 fr. 50. — Merci à tous.

T., av. de St-O. — de C., à Lille. — R., à Villiers. — Grève générale. à Bourges. — R., à Aix. — C. S., à Nîmes. — G., à Genève. — L. B., Marseille. — A. C., aux Brûleries. — M. G., à Sydney. — M. C., à Marseille. — A. P., à Paris. — M., à Brest. — A. C., à Genève. — J. des E., à Charleroi. — Q., à Brest. — L., à Amiens. — T., à Baden. — M., à Bordeaux. — H. N., Paris. — R., à Valsbregues. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 43 DIX CENTIMES DU 21 AU 27 FÉVRIER 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

Hermann-Paul dont l'éloge n'est pas à faire parmi les camarades, vient de donner une suite de huit dessins sur l'affaire de la **Mano Negra**, *dans un numéro spécial qui est mis en vente chez tous les libraires et dans les gares.*

Ce numéro est vendu au profit des victimes, 0 fr. 40. Franco, en tube, 0 fr. 55.

LE RÉVEIL DES ANNÉES 1856-1862

Auguste Comte avait échoué lorsqu'il avait abordé l'étude des sociétés humaines et de leurs institutions, ainsi que l'étude du principe moral. Cependant, il ne faut pas oublier qu'il écrivait sa *Philosophie et Politique positives* bien avant ces années, 1856 1862, qui — nous l'avons déjà remarqué — élargirent soudain l'horizon de la science et élevèrent rapidement le niveau des conceptions générales de tout homme éduqué.

Les ouvrages concernant les diverses branches des sciences qui parurent dans le courant de ces cinq ou six années accomplirent une révolution si complète dans tous nos aperçus sur la nature, la vie en général et la vie des sociétés humaines, que l'on ne trouve pas une pareille révolution dans toute l'histoire des sciences depuis plus de vingt siècles.

Ce que les encyclopédistes avaient entrevu seulement, ou plutôt pressenti, ce que les meilleurs esprits du dix-neuvième siècle avaient eu jusqu'alors tant de peine de débrouiller, apparut soudain avec toute la force du savoir. Le tout — si complètement et si bien élaboré par la méthode inductive-déductive des sciences naturelles, que toute autre méthode de recherche apparut du coup incomplète, fausse et — inutile.

Arrêtons-nous donc un moment sur ces résultats, pour mieux être à même d'apprécier la tentative suivante de philosophie synthétique, qui fut faite par Herbert Spencer.

∴

Grove, Clausius, Helmholtz, Joule et toute une phalange de physiciens et d'astronomes, ainsi que Kirchhoff qui, par sa découverte de l'analyse spectrale, nous permit de reconnaître la constitution chimique des étoiles, c'est-à-dire des soleils les plus éloignés de nous, — établirent du coup, à la fin des années cinquante, l'unité de la nature dans tout le monde inorganique. Parler désormais de « fluides » mystérieux : calorique, magnétique, électrique, ou autres, devint absolument impossible. Il fut prouvé que les mouvements mécaniques des molécules, — ceux qui produisent les vagues de la mer, ceux que nous découvrons dans les vibrations d'une cloche ou d'une lame de métal, ainsi de suite — suffisent pour expliquer tous les phénomènes physiques : la chaleur, la lumière, le son, l'électricité, le magnétisme.

Plus que cela ; ces mesures, ces mouvements, nous pouvons les mesurer — peser, pour ainsi dire, leur énergie, — de la même façon que nous mesurons l'énergie d'une pierre qui tombe ou d'un train en mouvement. La physique devint une branche de la mécanique.

Il fut démontré, en outre, que dans les corps célestes les plus éloignés de nous, même dans les soleils sans nombre qui apparaissent en quantité insondable dans la voie lactée, on retrouve absolument les mêmes corps simples chimiques que nous connaissons sur notre Terre, et qu'absolument les mêmes vibrations de molécules se produisent là, infinis, avec les mêmes résultats physiques et chimiques, que sur notre planète. Les mouvements mêmes des corps célestes massifs, qui parcourent l'espace selon la loi de la gravitation universelle, ne sont, selon toute probabilité, que des résultantes de toutes ces vibrations qui se transmettent à des billions et des trillions de myriamètres dans l'espace interstellaire de l'univers.

∴

Ces mêmes vibrations caloriques et électriques suffisent pour expliquer tous les phénomènes chimiques. La chimie n'est encore qu'un chapitre de la mécanique moléculaire. Et la vie même des plantes et des animaux, dans toutes ses manifestations innombrables, n'est qu'un échange de molécules (ou plutôt d'atomes) dans cette vaste série de corps chimiques, très compliqués et par conséquent très instables, dont se composent les tissus vivants de tous les êtres animés. La vie n'est qu'une série de décompositions et de recompositions chimiques dans des molécules très complexes : une série de fermentations dues à des ferments chimiques, inorganiques.

∴

En outre, à cette même époque il fut compris (pour être mieux reconnu et prouvé dans le cours des années 1890-1900) — comment la vie des cellules du système nerveux et la capacité de celles-ci de transmettre, l'une à l'autre, chaque irritation, nous donnent une explication *mécanique* de la transmission d'irritations dans les plantes, ainsi que de la vie nerveuse des animaux. A la suite de ces recherches nous pouvons nettement, sans sortir du domaine des observations purement physiologiques, comprendre comment les images et les impressions en général se gravent dans notre cerveau, comment elles agissent les unes sur les autres, comment elles donnent origine aux conceptions, aux idées.

Nous sommes à même de concevoir aujourd'hui l'association des idées (chaque impression provoquant des impressions produites auparavant) et, conséquemment, le mécanisme même de la pensée.

∴

Evidemment, nous sommes encore infiniment loin d'avoir *tout* découvert dans cette direction et il nous reste encore immensément à découvrir. La science, à peine libérée de la métaphysique qui l'étranglait, ne fait qu'aborder seulement l'étude de cet immense domaine — la psychologie physique. Mais le commencement a été fait. Une base solide est déjà posée pour les recherches ultérieures. L'ancienne division en deux domaines absolument séparés, que le philosophe allemand Kant essayait d'établir, — le domaine des phénomènes que nous explorons, selon lui, « dans le temps et dans l'espace » (le domaine physique) et l'autre, qui ne serait explorable que « dans le temps » (le domaine des phénomènes de l'esprit), — cette division disparaît aujourd'hui. Et à la question que posait un jour le professeur matérialiste russe Séchénov : « A quoi rattacher et comment étudier la psychologie? » La réponse est déjà donnée : — « A la physiologie, par la méthode physiologique ! » En effet, les recherches récentes des physiologues ont déjà jeté infiniment plus de lumière sur le mécanisme de la pensée, sur l'origine des impressions et sur leur fixation dans la mémoire et leur transmission, que toutes les subtiles discussions dont les métaphysiciens nous avaient entretenus jusqu'alors.

Ainsi, même dans cette forteresse qui lui appartenait sans contestation possible, la métaphysique est vaincue maintenant. Ce domaine de la psychologie, où elle se considérait autrefois invincible, est envahi par les sciences naturelles et par la philosophie matérialiste qui avancent notre *savoir* dans cette branche avec une rapidité précédemment inconnue.

∴

Cependant, parmi les ouvrages qui parurent pendant ces mêmes cinq ou six années, il y en avait un qui devait éclipser tous les autres. C'était l'*Origine des espèces*, de Charles Darwin.

Déjà Buffon, au siècle passé, et Lamarck sur la frontière entre les deux siècles, s'étaient décidés à affirmer que les différentes espèces de plantes et d'animaux que nous rencontrons sur la terre ne représentent pas des formes immuables. Elles sont variables et varient continuellement sous l'influence des milieux. La ressemblance même de famille, que l'on reconnaît entre diverses espèces appartenant à tel ou tel groupe, ne prouve-t-elle pas, disaient-ils, que ces espèces descendent d'ancêtres communs? Ainsi les diverses espèces de renoncules que nous trouvons dans nos prairies et dans nos marais doivent être les descendants d'une seule et même espèce d'ancêtres, descendants qui se

sont diversifiés à la suite d'une série de variations et d'accommodations qu'ils ont subies dans leurs diverses circonstances d'existence. De même, les espèces actuelles de loup, de chien, de chacal, de renard, n'existaient pas autrefois; mais il y avait, au lieu d'elles, une espèce d'animaux, laquelle, dans le cours des âges donna origine et aux loups et aux chiens, aux chacals et aux renards.

Mais au dix-huitième siècle, il ne fallait pas trop s'aventurer à professer de pareilles hérésies. Pour bien moins que cela, Buffon fut déjà menacé de poursuites par le tribunal de l'Eglise et il fut forcé à insérer une rétractation. L'Eglise, à cette époque, était encore très puissante, et le naturaliste qui osait soutenir des hérésies désagréables aux évêques était menacé de la prison, de la torture ou de la maison de fous. C'est pourquoi les « hérétiques » parlaient avec beaucoup de prudence. Mais maintenant, Darwin et Wallace osèrent affirmer carrément la même hérésie, et Darwin eut même le courage d'ajouter que l'homme aussi s'était développé par la voie d'une lente évolution physiologique : qu'il tirait son origine d'une espèce d'animaux semblables aux singes ; que l' «esprit immortel » et l' « âme morale » de l'homme s'étaient développés de la même façon que l'esprit et les coutumes sociales d'un chimpanzé et d'une fourmi.

On sait quels tonnerres furent lancés par les vieux sur la tête de Darwin et surtout sur celle de son courageux, savant et intelligent apôtre, Huxley, qui soulignait surtout celles des conclusions du darwinisme qui épouvantaient le plus les prêtres de toutes les religions.

La lutte fut terrible ; mais les darwinistes en sortirent vainqueurs. Et depuis lors, toute une nouvelle science, — la biologie, — la science de la vie dans toutes ses manifestations, a grandi sous nos yeux.

* *

L'œuvre de Darwin donna en même temps une nouvelle clef et une nouvelle méthode d'investigation pour la compréhension de toute sorte de phénomènes — dans la vie de la matière physique, dans celle des organismes et dans celle des sociétés. L'idée d'un Développement continu, c'est-à-dire de l'Evolution, et d'une Adaptation graduelle des êtres et des sociétés aux nouvelles conditions, à mesure que celles-ci se modifient, — cette idée trouva une application infiniment plus large que celle d'expliquer l'origine de nouvelles espèces. Lorsqu'elle fut appliquée à l'étude de la nature en général, ainsi qu'à l'étude des hommes et de leurs institutions sociales, elle ouvrit de nouveaux horizons et donna la possibilité d'expliquer les faits les plus incompréhensibles dans le domaine de toutes les branches du savoir.

En se basant sur ce principe, si riche de conséquences, il fut possible de constituer l'histoire des organismes, mais aussi l'histoire des institutions. La biologie, aux mains de Spencer, nous montra comment toutes les espèces de plantes et d'animaux qui habitent notre globe, ont pu se développer, en partant de quelques organismes très simples qui peuplaient la terre aux débuts ; et Haeckel put tracer l'ébauche d'un arbre généalogique probable des différentes classes d'animaux — l'homme y compris. C'était déjà immense ; mais il devint aussi possible de jeter les premiers fondements certains, scientifiques de l'histoire des mœurs, des coutumes, des croyances et des institutions humaines, — ce qui manquait absolument au dix-huitième siècle et à Auguste Comte. Cette histoire, nous pouvons l'écrire maintenant, sans recourir aux formules métaphysiques de Hegel et sans nous arrêter, soit aux « idées innées », soit aux inspirations du dehors, soit aux « substances de Kant. Nous pouvons la retracer sans avoir besoin, en un mot, des formules qui souffiaient la mort sur l'esprit de recherche, et derrière lesquelles, comme derrière des nuages, se cachait toujours la même ignorance, — toujours la même, la vieille superstition, la même foi aveugle.

Aidée des travaux des naturalistes d'une part, et, d'autre part, de l'œuvre de Henry Maine et de ses continuateurs, qui appliquèrent la même méthode inductive à l'étude des institutions primitives et des lois qui en tirèrent leur origine, l'histoire du développement des institutions humaines put être placée pendant ces trente dernières années sur une base aussi solide que l'histoire du développement de n'importe quelle espèce de plantes ou d'animaux.

* *

Sans doute, il eût été très injuste d'oublier le travail, accompli déjà dès les années trente du dix-neuvième siècle, par l'école d'Augustin Thierry en France, et celle de Maurer et des « germanistes » en Allemagne, dont Kostomaroff, Belayeff et tant d'autres furent les continuateurs pour la Russie. La méthode de l'évolution fut certainement appliquée déjà auparavant, depuis les encyclopédistes, à l'étude des mœurs et des institutions, ainsi que des langues. Mais il ne devint possible d'obtenir des résultats corrects et *scientifiques* que lorsque le savant apprit à envisager les faits accumulés, tout comme le naturaliste envisage le développement graduel des organes d'une plante ou celui d'une nouvelle espèce.

Les formules métaphysiques aidaient, sans doute, de leur temps à faire quelques généralisations approximatives. Elles réveillaient la pensée engourdie, elles l'agitaient par leurs vagues indications sur l'unité et la vie de la nature... A une époque de réaction (comme celle des premières décades du dix-neuvième siècle), où les généralisations inductives des encyclopédistes et de leurs devanciers anglais et écossais commençaient à s'oublier; à une époque surtout où il fallait du courage moral pour oser parler, en face du mysticisme triomphant, de l'unité de la nature physique et de la nature « spirituelle » — et ce courage manquait aux philosophes — la métaphysique nébuleuse des Allemands soutenait sans doute le goût des généralisations.

Mais les généralisations de cette époque, — établies, soit par la méthode dialectique, soit par une induction semi-consciente, — étaient, par cela même, d'un vague désespérant. Les premières étaient basées, au fond, sur des assertions bien naïves, pareilles à celles que faisaient quelques Grecs de l'antiquité, lorsqu'ils affirmaient que les planètes doivent courir dans l'espace le long de cercles, parce que le cercle est la plus parfaite des courbes. Seulement, la naïveté de ces affirmations et l'absence de preuves étaient cachées généralement par des raisonnements vagues et des paroles nébuleuses, ainsi que par un style nuageux et grotesquement lourd. Quant aux secondes, ces généralisations, nées d'une induction semi-consciente, étaient toujours bâties sur un cercle extrêmement limité d'observations — comme ces généralisations, très larges et mal fondées de Weissmann, qui viennent de faire récemment quelque bruit. L'induction étant inconsciente, on exagérait facilement la valeur de ces généralisations hypothétiques, et on les représentait comme des *lois* indiscutables, alors qu'elles n'étaient, au fond, que des suppositions, — des hypothèses, des généralisations embryonnaires, qu'il fallait encore soumettre à une vérification la plus élémentaire sur les faits.

Enfin, toutes ces larges généralisations étaient exprimées dans des formes si abstraites et si nuageuses — telle « la thèse, l'antithèse et la synthèse » de Hegel — qu'elles laissaient pleine liberté à l'arbitraire complet lorsqu'on arrivait aux conclusions pratiques : si bien que l'on pouvait en déduire (ce qui fut fait) l'esprit révolutionnaire de Bakounine avec la révolution de Dresde, le jacobinisme révolutionnaire de Marx et la « sanction de ce qui existe » qui amena tant d'auteurs à « la paix avec la réalité », c'est-à-dire à la glorification de l'autocratie, — sans parler de ces nombreuses erreurs économiques, dans lesquelles nous avons vu tomber récemment les « marxistes » russes.

PIERRE KROPOTKINE.

LA *MANO NEGRA*

Le meeting tenu au Liberty Hall, à Londres, samedi 14 février, a été un réel succès. Louise Michel et Séraphine Pajaud ont été vigoureusement applaudies, ainsi que les autres orateurs anglais, français, allemands, juifs, russes et espagnols. F. Tarrida del Marmol a fait un résumé historique de l'affaire qui a profondément impressionné l'auditoire. Le hall était comble et beaucoup ont dû s'en retourner sans avoir pu entrer.

Un ordre du jour favorable à la revision a été voté d'acclamation.

DES FAITS

A quoi sert la guerre :

On nous a beaucoup parlé de l'ilote opprimé de Johannesburg, qui, durant de longues années, nous lassa de ses clameurs. « Egalité de droits pour tous les blancs » était son mot d'ordre. Il nous lança dans la guerre afin d'obliger M. Kruger à affranchir sa population étrangère un peu — très peu — plus rapidement qu'il ne voulait. A présent que la guerre est terminée, il s'occupe à son tour du même vieux problème des droits des étrangers.

« La vraie sagesse est de dénier le pouvoir politique aux étrangers, même en matière d'administration municipale. »

Telle est la résolution par laquelle la sagesse municipale de Johannesburg vient de couronner sa philosophie politique. Ainsi donc on nous a tous trompés. Les idées quelque peu conservatrices de M. Kruger étaient entièrement partagées par les hommes qui l'ont conduit à l'exil. « Franchement, dit l'*Echo*, nous ne sommes pas surpris. Nous n'avons jamais soupçonné ces ilotes de vues larges sur les questions abstraites de droits politiques. Ils convoitaient simplement le pays de M. Kruger, et par-dessus tout ses mines d'or. A présent qu'ils les ont, ils sont tout prêts à agir comme il agissait. »

(*The Herald of Peace*, 1er janvier 1903.)

* *

Religion, civilisation :

« Le navire *Sparrow* a visité une série de places dans l'île de Malieta, où, c'est étrange à dire, » les « naturels se trouvèrent être hostiles à la religion « chrétienne. Avons-nous besoin d'ajouter qu'il « fut jugé convenable de leur donner une leçon salutaire ? Et la leçon eut lieu de cette manière :

« On prit à bord plusieurs indigènes et on leur « montra les énormes canons. Ils parurent reconnaître le caractère terrible des instruments de « destruction, et s'en allèrent profondément impressionnés. »

Ceci, cependant, n'était que la première leçon. L'équipage du *Sparrow* procéda en temps voulu à la seconde. Citons encore le grave et véridique chroniqueur :

« En guise de nouvel avertissement, on tira sur « leurs villages plusieurs salves d'obus à poudre. « On se servit pour l'occasion des obus de tir ordinaires, qui ne sont pas explosifs, et quoiqu'il n'en « résultât pas de dommage réel, les naturels furent « extrêmement alarmés, et s'enfuirent dans toutes « les directions. »

« Il est au moins rassurant d'apprendre que l'opinion des gens à bord du *Sparrow* est que les « indigènes se rappelleront pour le restant de « leurs jours la leçon reçue par eux, et que les disputes d'une nature sérieuse à l'égard des affaires « religieuses ou autres ont des chances de ne plus « se présenter à l'île Malieta, pendant quelque « temps. »

(*The Herald of Peace*, 1er janvier 1903.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LYON. — Dimanche soir 15 février, place du Pront, les chiens de garde de la police lyonnaise, comme de véritables fauves à l'affût d'une proie, continuent à persécuter le malheureux Sauvageon, pauvre victime des traîneurs de sabre, qui est estropié, pour le restant de ses jours, des suites d'un accident arrivé dans un exercice commandé quand il était au régiment. Refaire l'odyssée de sa vie misérable est inutile; emporté par deux gendarmes de l'hôpital militaire, dont il ne voulait pas sortir, transporté à 150 kilomètres plus loin et abandonné sur la route, voilà comment l'autorité militaire se débarrasse de ceux qu'elle a estropiés. Aussi les mouchards lyonnais sont furieux qu'il porte ces faits à la connaissance du public par une pancarte qu'il met à son chapeau, et comme ils n'aiment pas la vérité et que celle-ci leur est dangereuse, l'arrêtent à tout instant pour le délit d'excitation à un attroupement.

LE GROUPE « GERMINAL ».

* * *

MARSEILLE, 12 février 1903. — Au numéro 22 de la rue de l'Etrieux, se trouve un débit de liqueurs, le Bourse-Bar) dont le propriétaire est M. Alexandre Tressaud, ancien conseiller général, aujourd'hui encore maire de Saint-Savournin (canton de Roquevaire).

Parmi les clients assidus de cet établissement figure un nommé Caillol, qui, paraît-il, s'occupe sans autorisation du placement des ouvriers boulangers. Plusieurs fois le syndicat a signalé les agissements de cette personne et, naguère, une plainte en exercice clandestin de placement des ouvriers fut déposée contre M. Caillol entre les mains de M. Milhau, commissaire du IIIe arrondissement, qui non seulement ne voulut pas la recevoir, mais encore crut devoir s'exprimer en termes méprisants et déplacés sur l'action des syndicats ouvriers. Faut-il faire remonter à cet incident le triste drame? Faut-il lui attribuer des causes plus banales? Mais il ne paraît pas exagéré de dire qu'il ne se serait peut-être pas produit si les pouvoirs publics ne faisaient preuve d'une tolérance trop grande envers certains individus qui, sous prétexte de placement, se livrent à une exploitation éhontée de la misère humaine.

Quoi qu'il en soit, le 8 février, vers 5 h. 1/2, un ouvrier boulanger, Vincent Bistagno, âgé de vingt-huit ans, demeurant rue Coutellerie, 27, se présentait dans le bar de M. Tessaud et, presque aussitôt, une discussion très violente s'engagea entre lui et le placeur qui s'y trouvait. Ce que fut cette discussion, on le devine. Bistagno reprocha vivement au placeur son métier de marchand d'hommes, et, de mots en mots, on en vint aux coups. L'ouvrier boulanger qui portait une canne, en frappa M. Caillol, qui ne fut d'ailleurs pas blessé. C'est à ce moment qu'intervint M. Tressaud, qui invita Bistagno à sortir. Mais celui-ci, dont l'excitation allait croissant, protesta avec véhémence, retournant toute sa colère contre M. Tressaud. On s'interposa et on poussa Bistagno dehors, mais pendant cette opération, une glace de la devanture vola en éclats. M. Tressaud, que cette scène avait considérablement énervé, s'empara alors d'un revolver et marcha sur Bistagno, qu'il poursuivit pendant une douzaine de mètres dans la rue de l'Étrieu, puis fit feu sur l'ouvrier boulanger presque à bout portant. Bien qu'atteint en pleine poitrine, le blessé prit la fuite, poursuivi par M. Tressaud, et tous deux s'engagèrent dans la rue des Fabres, où fort heureusement on s'interposa. Le malheureux Bistagno, à bout de forces, s'affaissa, et on dut le transporter à la pharmacie Ripert, cours Belsunce. Un premier examen a permis d'établir que la blessure est grave. La balle a pénétré à l'extrémité du sternum, qu'elle a traversé, et est allée se loger dans la cavité thoracique. Les sondages effectués pour la retrouver n'ont pas permis d'établir encore la position qu'elle occupe. Une abondante hémorragie interne s'est déclarée et Bistagno a été transporté à l'Hôtel-Dieu où il a été admis d'urgence, salle Cauvin, dans un état très alarmant.

Pendant qu'on s'empressait autour de la victime, M. Tressaud se constituait *prisonnier* entre les mains de M. Monnet, commissaire de police, qui passait par là à ce moment, et qui le fit conduire à la disposition de son collègue du IIIe arrondissement.

Ce magistrat s'est rendu sur les lieux, accompagné de M. Caril et a procédé à une enquête. M. Milhau s'est ensuite rendu à l'Hôtel-Dieu, où il a pu interroger Bistagno. Le commissaire de police a dû mettre M. Tressaud en état d'arrestation.

Cette affaire a produit une vive émotion dans la corporation des ouvriers boulangers. Une délégation s'est rendue dans les bureaux du *Petit Provençal*, pour protester à nouveau contre les abus des placeurs clandestins.

A cet effet tous les ouvriers boulangers ont été convoqués à une réunion qui a eu lieu le lendemain au soir, à 8 h. 1/2, à la Bourse du travail. L'ordre du jour portait: Mesures contre les placeurs. Si toute la corporation des ouvriers boulangers faisait partie du syndicat, des faits pareils n'arriveraient pas.

* * *

14 février 1903. — Le jeune Raynal Henri, de Saint-Symphorien, dans l'Aveyron, incorporé pour un an à la 7e compagnie du 58e de ligne, en garnison à Marseille, a tenté, le 10 février, de mettre fin à ses jours d'une façon absolument tragique. Disons tout de suite que sa tentative a avorté et que ses jours, quoique gravement compromis, ne paraissent point en danger.

Le motif de cet acte de désespoir est une punition qui lui avait été infligée parce que, ces jours derniers, il avait perdu un pantalon ainsi qu'un de ses co l gues.

Apprenant le fait, son capitaine lui fit des remontrances sévères, lui montrant toute la gravité de son acte, l'exagérant même pour impressionner ceux des autres soldats qui pourraient être tentés d'agir de même, et lui infligea quatre jours de salle de police.

Au rapport, le commandant du bataillon porta la punition à huit jours et la fit communiquer à Raynal. Ce dernier, chez qui l'esprit militaire a porté à un haut degré le sentiment de la soumission et l'esprit de la discipline, effrayé par les paroles autoritaires qu'il avait entendues, croyant que les huit jours de punition étaient de la prison et qu'il allait, comme un vulgaire malfaiteur, moisir entre quatre murs, s'affola et résolut de se donner la mort. S'armant de son sabre-baïonnette, il s'en porta trois coups qui pénétrèrent profondément au-dessous du sein gauche, puis il prit son couteau et par deux fois, avec énergie, se l'enfonça dans le cou, au-dessous de l'oreille droite. Mais la mort ne venait pas; hors de lui, perdant son sang à flots par ses larges blessures, Raynal eut encore la force d'ouvrir la fenêtre de la caserne qui donne dans la cour et se précipita dans le vide, d'une hauteur de dix mètres, se brisant la jambe droite, se foulant le pied gauche et le bras droit. Il fut relevé dans un bien piteux état et transporté à l'hôpital où il reçut les soins nécessaires.

* * *

HAUTE-SAVOIE. — Dans le courant de septembre écoulé, M. Schullé, maître d'hôtel à Evian-en-Chablais, fut arrêté et condamné depuis à deux ans de prison pour un prétendu vol de 23.000 francs de titres dérobés à l'un de ses pensionnaires. La cour de Chambéry confirma ce jugement. Le procès et les frais de justice avaient ruiné la famille Schullé, la malheureuse Mme Schullé après avoir épuisé toutes ses ressources dut vendre son mobilier.

Or, voici que la semaine dernière, pendant la vente des meubles, les ouvriers eurent à démonter le lit qu'avait occupé le pensionnaire et y trouvèrent les titres soi-disant volés par M. Schullé. La joie fut grande; une demande en réhabilitation a été déposée à la suite de cette découverte, preuve éclatante de l'innocence du maître-d'hôtel.

Décidément, la robe rouge et partout la même.

C. M.

Allemagne.

La fabrique de boîtes à musique à Wahren-Leipzig, qui appartient à une société d'actionnaires a distribué à ces *bienheureux* un dividende annuel de 25 0/0 (vingt-cinq *pour cent*) en 1898 et 1899. Le capital est de 1 *million* de marks. Son rendement paraît énorme; *cependant* une autre fabrique de boîtes à musique, celle de Rahway (New-Jersey E.U.) a distribué un dividende encore beaucoup plus élevé.

* * *

L'abstention électorale se propage en Allemagne, notamment dans le Wurtemberg. A Baltingen ainsi que dans le village voisin, aucun électeur ne s'est présenté pour élire le conseil municipal. Le gouvernement a été obligé de nommer des fonctionnaires pour administrer ces deux communes.

Dans une autre petite ville, un nombre dérisoire de votants est venu au scrutin, mais seulement pour y consommer une plaisanterie: celle de ne nommer au conseil municipal que des tailleurs. Une autre localité wurtembergeoise est connue pour n'avoir, dans toutes ses élections, qu'un seul électeur soucieux de voter, cet électeur c'est le garde-champêtre; et comme cet homme doit aller convoquer à domicile les municipaux pour chaque séance, il élit toujours les conseillers qui sont ses voisins les plus proches, de cette façon il réduit ses courses à leur parcours le plus restreint.

Italie.

Une statistique des grèves arrêtée dans le courant de 1902, publiée par le ministère de l'Intérieur annonce qu'il y a eu en quinze mois: 1.844 grèves, soit 438.030 travailleurs en grève. Les grèves agraires ont été au nombre de 660; 889 ont éclaté dans l'industrie et 295 en dehors de l'industrie.

Les grévistes ont eu le dessus dans 1.099 grèves et ils ont perdu dans 732. Les autres résultats sont indécis.

Le plus grand nombre des grèves a éclaté dans les provinces de Milan, Côme, Novare, Pavie, Rovigo, Ferrare, Crémone, Brescia, Gênes, Bologne et Rome.

Le rendement des impôts a été affecté par les grèves.

États-Unis.

On sait que par suite de la grève des mineurs, qui a duré plus de six mois, le charbon manque, fait défaut dans plusieurs parties des États-Unis. Un froid intense a, de plus, rendu la crise plus terrible, et les capitalistes cruels, plus peut-être que partout ailleurs, spéculent encore sur cette disette et sur la misère.

Toutefois, la population ne semble pas vouloir, se laisser faire, et si, à New-York, à Chicago, des personnes sont mortes de froid, le public commence sérieusement à se révolter contre un pareil état de choses.

A Chicago le conseil d'hygiène a fait afficher le bulletin suivant:

« Aux yeux du conseil d'hygiène, ceux qui sont responsables de la disette de charbon sur le marché sont coupables d'homicide et c'est eux que l'on doit accuser de la mort de tous ceux qui succombent au froid. »

A Tuscola (Illinois), la disette de charbon est telle que, imitant l'exemple donné récemment par les citoyens d'Arcola, ceux de cette ville ont confisqué, à leur profit, dix wagons remplis de ce précieux combustible. Le maire a approuvé la chose et le conseil d'hygiène de cette ville a passé une résolution disant que cela était nécessaire pour préserver la vie des habitants, laquelle était en danger.

Plusieurs commerçants, banquiers, etc., qui se sont mis à la tête de ceux qui se sont emparés des wagons de charbon, ont immédiatement offert à la compagnie du chemin de fer la valeur du charbon qu'elle transportait.

On annonce de Kankakee (Illinois) que d'ici vingt-quatre heures il n'y aura plus de charbon dans cette ville, exception faite de la gare de marchandises, où se trouvent en ce moment trois cents wagons remplis d'excellent anthracite, et il est à craindre que les désordres qui se sont produits dans plusieurs autres villes de l'Illinois ne viennent à se renouveler ici.

A Omaha (Nebraska) et dans les environs, *on ne brûle plus de charbon*, la provision en est *complètement épuisée*, mais du maïs. Toute la partie ouest de cet État se trouve sans charbon, mais le maïs, au dire des fermiers de Nebraska, étant un excellent combustible, les habitants ne souffrent pas trop de la rigueur de l'hiver, d'autant plus que la récolte de maïs a été, l'année dernière, exceptionnelle et qu'on trouve partout, en abondance, de *cette graine* ou plutôt de ce combustible.

Enfin une dépêche de Toledo (Ohio) dit que toutes les personnes arrêtées sous l'accusation d'avoir volé du charbon dans les gares des chemins de fer ou dans les dépôts ont été remises en liberté. *Le* Workhouse Board a de plus décidé que personne, à l'avenir, ne serait arrêté pour un délit semblable aussi longtemps que durerait la disette du charbon

Russie.

Dvinsck. — Le 28 décembre/1er janvier, un garçon âgé de 16 ans, piqueur de chaussures, s'est pendu.

Dans la lettre à sa mère, il explique la cause qui l'a poussé à se donner la mort. Il y a quelques jours déjà qu'il n'a pas mangé ; son père, un homme pauvre, misérable, mourant de faim comme lui, le chassa de la maison pour chercher du travail, qu'il n'a guère trouvé.

Il a été déjà dans plusieurs villes, offrant ses services ; mais les patrons en le regardant trouvaient qu'il n'était pas assez solide et lui refusaient du travail. Et en effet, il n'était plus bon pour l'ouvrage ; le travail outre mesure à partir de l'âge de dix ans, les privations de toute nature, la faim perpétuelle, tout cela lui avait fait perdre ses forces, sa santé. Il était devenu maintenant un homme de trop sur le marché ouvrier, une bouche de plus à la table de son père : Un être de trop... eh bien, je quitte « la scène »... Il remercie sa mère pour tous les soins qu'elle a eus pour lui, mais ne la remercie pas de l'avoir fait venir au monde en ouvrier. Il pardonne aussi à son père les coups qu'il recevait de lui : c'est la vie de misère, la vie de pauvre ouvrier qui l'a fait si dur et si cruel par rapport à son fils.

Cette lettre fut lue par un ouvrier, à haute voix, devant le public qui se rassemblait pour regarder le pendu. La lecture de cette lettre en présence du défunt décroché, extrêmement maigre, avec un ventre creux, déguenillé, a fait une très grande impression sur les assistants. Beaucoup ont pleuré ; chez quelques-uns les visages se contractaient d'animosité et de haine contre la mauvaise organisation de la vie commune, qui apporte autant de malheurs humains, autant de calamités, avec toutes ces morts indignes et sans utilité.

Le gardien de l'ordre et de la paix, le commissaire Trémauwe interrompait de temps en temps la lecture, surtout dans les passages où le jeune garçon racontait les aventures de ses recherches de travail. « Ce passage on ne peut pas le lire... il n'est pas nécessaire pour l'éclaircissement de l'affaire ». Le médecin de la ville, Palmauve marmottait : « La lettre est sérieuse ».

Les ouvriers se sont réunis pour faire une démonstration à l'enterrement du pauvre garçon ; mais la police l'enterra sans les avertir.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les camarades du bassin de la Loire : Firminy, Saint-Etienne, Saint-Chamond ; de l'Aude : Narbonne, Coursan, Béziers, Capestang, et de l'Isère : Grenoble et Bourgoin, qui veulent organiser des conférences pour le camarade E. Girault, sont priés de lui écrire avant la fin du mois, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, à Paris.

⁂

L'Education libre du IIIe. — Le camarade Daviet vient d'être cambriolé, on lui a enlevé un appareil de photographie, et l'argent de la souscription à la brochure *Ce que nous voulons.*

Malgré cet exploit de quelque « bon camarade », le camarade Daviet tiendra ses engagements et ne demande qu'un peu de temps pour arriver à se mettre en règle.

⁂

L'Aube Sociale du XVIIe arrondissement propose à tous les groupements des 17e et 18e arrondissements qui désireraient, moyennant une somme modeste, trouver un local pour leurs réunions, d'écrire au camarade V. Pausé, 53, rue des Epinettes, en lui fixant un rendez-vous.

⁂

Causeries Populaires du XIe. — Salle Poesch, 57, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 25 février, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal : L'organisation du bonheur (VI).

⁂

19e Section antimilitariste (autonome). — Réunion importante samedi 21, à 9 heures du soir, salle Delphant, 114, rue de Crimée. Ordre du jour : adhésion au mouvement de protestation organisé en faveur des victimes de la *Mano negra* et communication intéressant les déserteurs et insoumis. — Urgent.

⁂

Alais. — Le Groupe antimilitariste d'Alais, réuni le 6 février 1903, proteste contre le maintien des conseils de guerre, antithèses vivantes aux principes de fraternité, seule base d'une société civilisée ; demande en même temps aux bourreaux espagnols la mise en liberté des sept victimes de la *Mano Negra* et lève la séance aux cris de : Guerre à la guerre !

⁂

Lyon. — Le Groupe Libertaire invite tous les camarades à se rendre à la réunion familiale que le groupe *Germinal* organise pour le dimanche 22 février à 8 heures du soir, salle Chamarande, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert.

⁂

Dimanche, 22 février à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, café de l'Isère, rue Paul-Bert, 26.

Causerie sur l'art et les mœurs au Japon, faite par le camarade J. Dambrun.

⁂

Bordeaux. — Réunion, dimanche 22, à 2 heures, chez Leré, 13, rue Porte-Basse, afin de décider si la bibliothèque doit être continuée ou abandonnée. — Ceux qui détiennent des ouvrages sont invités à les rapporter, ou à envoyer à G. Decaux, 25, rue de la Brède.

⁂

Marseille. — Quelques compagnons ont décidé de former un groupe pour la distribution gratuite de brochures et manifestes. A cet effet, ils font appel à tous les partisans de ce genre de propagande, pour qu'on se rende dimanche 22 courant, à 3 heures de l'après-midi, au bar du Cotier, quai du Port.

⁂

Groupe central des Libertaires (*Liberté d'opinion*). — Dimanche 8 mars, à 9 heures du soir, grande soirée familiale dans la salle des Fêtes de la Brasserie de Bohême, rue Noailles (en face la maison Dorée).

1re partie : Concert vocal et instrumental ; *Electeur, tu ne voteras point ; Soldat, tu ne tireras point*, pièce sociale en un acte de E. Girault. — 2e partie : Causerie par Sébastien Faure. — 3e partie : Sauterie intime.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 50.

N. B. La soirée étant privée, l'on peut se procurer des cartes au Bar du Cotier, quai du Port et à la Brasserie de Bohême, rue Noailles.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Japon politique, économique et social, par H. Dumolard, 1 volume 3 fr. 50 chez A. Colin 5, rue de Mézières.

Pourquoi nous avons fondé la Fédération libre-échangiste, 1 brochure, Guillaumin, 14, rue Richelieu.

La Politique et les officiers, par Sérébriakoff, 1 brochure (en russe) 0 fr. 25.

Lettre à M. J. Novicow, par J. E. Lagarrigue, Santiago.

Mémoire des dames de la poste, 1 brochure au journal l'*Union des dames de la poste*, 60, rue Ordener.

The neutralisation of seas, brochure à *Peace Society*, 47, New broad street London.

Sermon notes on peace topics, même librairie.

Ballades Rouges, par E. Baus, dessin de Couturier ; 0 fr. 50 chez l'auteur, 50, boulevard Latour-Maubourg. Franco 0 fr. 60.

Vérité, par E. Zola ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Gangue, roman, par F. Brulat ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Albin Michel, 59, rue des Mathurins.

La Cité présente (vers), par A. Spire ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff, 50, Chaussée d'Antin.

Renaissance (vers), par A. Rouquès ; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire, une brochure, 0 fr. 10, à la « Confédération générale du Travail », à la Bourse du Travail.

La Grève générale révolution, par E. Girault ; 0 fr. 20, chez l'auteur, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Une révolution à faire dans l'organisation ouvrière, une brochure, Bourse du Travail, 42, rue Lalande, Bordeaux.

Contre la guerre (en russe) par Tolstoï ; une brochure, 0 fr. 80, chez Tchertkoff, Christchurch, Hants (Angleterre).

Les Associations ouvrières (en russe), à *la Vie*, à Genève.

A voir :

Pêcheurs et armateurs, dessin de Huard, *Assiette au beurre*, no 97.

Les bouilleurs de cru, dessins de Léon Georges ; *Assiette au beurre*, no 98.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

10 cartes postales, réduction des 10 dessins de *Guerre-Militarisme* : 1 franc, franco.

La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy, franco : 0 fr. 15.

Communisme et Anarchie, de Kropotkine, couverture de Lochard : 0 fr. 15.

Le cent : 7 francs.

BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Les camarades viennent d'acheter : *Paris, Travail Germinal* et *Pot Bouille*, de Zola.

AUX ACHETEURS DES LITHOGRAPHIES

L'Incendiaire ; Porteuses de bois ; L'Errant ; Le Démolisseur ; L'Aube ; L'Aurore ; Les Errants ; L'homme mourant ; Les Sans-Gîte ; Sa Majesté la Famine et *On ne marche pas sur l'herbe* sont épuisées.

En rangeant, nous en avons retrouvé seulement trois ou quatre collections dépareillées. Aux amateurs nous les laisserons à 3 francs l'exemplaire, de l'édition ordinaire, 5 francs l'édition d'amateur. Et encore l'édition d'amateur de *Sans-Gîte* est totalement épuisée.

Ne disposant que de deux ou trois exemplaires de chacune, nous ne nous engageons à fournir qu'aux premières demandes reçues.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Agen. — Je ne connais pas l'auteur, ni le volume.

L., à St-Denis. — Les documents, vous les avez dans les *Temps Nouveaux*.

C., à Avignon. — Bien reçu le mandat. — C'est une erreur si la circulaire vous a été envoyée.

E. P., à Lyon. — Le remboursement était parti avant que nous recevions votre lettre. Votre abonnement finira fin août.

X. — La *Révolte*, de Verhaeren, est parue dans le premier volume du *Supplément*.

G. V., à Autun. — Reçu 1 fr. 50. Seront remis à destination.

D., au Havre. — Le volume est expédié à l'adresse indiquée.

G. H., à Tully. — On s'entendra toujours bien.

J. H., à Rotterdam. — Nous vous réexpédions le numéro. Réclamer à la poste. L'envoi est fait régulièrement.

A., à Montpellier. — Je vous envoie les brochures. — Le volume sera prêt dans deux ou trois mois. — La circulaire vous a été adressée comme souscripteur au premier volume, mais nous n'avions pas reçu votre adhésion pour le second, et pas le montant, par conséquent.

Gombert. — Nous n'insérons pas d'annonces de conférences où il n'y a que des adversaires de l'anarchie.

Reçu pour la Mano Negra : Collecte faite à l'issue du meeting de protestation à Brest, le 7 février : 32 fr. 60. — Listes précédentes : 35 fr. — En caisse : 67 fr. 60.

Reçu pour le journal : Un camarade et une compagne, 3 fr. — J. D., Paris, 0 fr. 50. — Latapie, 1 fr. (rappel, 1 fr.). — G., 0 fr. 50. — L. B. L., 1 fr. 10. — C. E., à Nantes. — B. du C., 2 fr. 50. — Merci à tous.

A., à Mansourah. — R., à Chaux-de-Fonds. — H., à Châlons. — R., à Lille. — K., à Rennes. — C. M. — J., à Aubervilliers. — H. M., à Paris. — L., à Verviers. — L., à Saint-Denis. — B., à Lens. — C., à Côme. — M., à Laxou. — B., à Paris. — M., à Anvers. — B., à Turin. — P. R., à Paris. — K., à Montpellier. — L., à Hodimont. — V. N. B., à Paris. — G., à Limoges. — L. L., à Aubervilliers. — L., au Havre. — Z., à Paris. — R., à Paris. — P., à Rochefort. — P., à Limoges. — R., à Saint-Etienne. — P. L., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 44 DIX CENTIMES DU 28 FÉVRIER AU 6 MARS 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Comme on peut le voir par l'article ci-après, contrairement au bruit qui en a couru, nos camarades de la « Mano Negra » ne sont pas encore libérés. La campagne doit continuer plus fort que jamais.

Nous rappelons que, pour aider à la campagne, nous avons en outre du numéro si artistiquement dessiné par Hermann-Paul, (0 *fr.* 40, *franco* 0 *fr.* 55), *qui se trouve également chez les libraires et dans les gares :*

La Mano Negra, *récit des faits*, à 0 *fr.* 10, *franco* 0 *fr.* 15. *Pour la propagande*, 4 *francs le cent;*

La Mano Negra et l'opinion française, *compte rendu du meeting tenu à l'hôtel des Sociétés savantes, à* 0 *fr.* 05, *franco* 0 *fr.* 10, *le cent* 4 *francs.*

Nous rappelons également que le bénéfice qu'il peut y avoir si ces divers tirages s'écoulent, sera envoyé aux camarades de la « Mano Negra », car ils auront besoin d'argent à leur sortie.

CRIME LÉGAL

Les lignes suivantes étaient destinées au *numéro* spécial sur la *Mano Negra* illustré par Hermann-Paul, mais elles sont arrivées trop tard pour y être insérées. Nous les publions aujourd'hui, avec l'assentiment de Gabriel Séailles : inutile de dire que nous nous associons pleinement à sa protestation.

Nous avons dénoncé le crime de la *Mano Negra*, nous avons fait appel à la conscience publique, et cet appel a été entendu, c'est bien. Il reste que le crime soit réparé, dans la mesure où de tels crimes se réparent : ne laissons pas notre indignation s'évaporer en phrases vaines; n'oublions pas l'engagement pris d'aller jusqu'au bout de l'œuvre de justice. Mais la meilleure manière de réparer les crimes irréparables, dont à des degrés divers, et sous quelque latitude qu'ils se commettent, nous sommes tous plus ou moins les complices, c'est d'entendre la leçon qu'ils nous donnent. Comme les individus, les peuples semblent avoir une conscience assez clairvoyante quand il s'agit de découvrir et de condamner les crimes des autres, ils ne sont aveugles qu'à ceux qu'ils commettent. Si chacun n'exige la justice que de son voisin, certes il ne manquera pas d'orateurs pour l'exalter, mais les belles paroles ne serviront comme par le passé qu'à dissimuler la réalité des actes. La morale restera ce qu'elle fut, une toile d'araignée, piège à mouches, que les frelons d'un élan brutal franchissent en la déchirant.

Les forçats libérés sont condamnés à rester dans la colonie pendant un temps égal à celui de leur peine. Or on m'écrit de Cayenne que les habitants de la Guyane demandent que les forçats libérés soient relégués dans le Maroni, ce qui équivaut, par le climat meurtrier ou la difficulté des moyens de vivre, à une véritable condamnation à mort. Dans un journal socialiste, dans la *Petite République*, sous la signature du député de la Guyane, cette exécution sommaire a été annoncée comme une mesure toute simple qu'impose la prospérité de la colonie. La loi a prévu la relégation à la Guyane et non dans le Maroni, elle ne permet pas d'ajouter à la peine des travaux forcés, par l'hypocrisie d'un crime légal, la peine de mort. Si la société s'arroge le droit de l'assassinat collectif, au nom de quel principe punit-elle les formes plus modestes de l'assassinat ? Ainsi la guerre légitime le meurtre dont elle est une espèce. Ne nous lassons pas de contraindre les hommes à la sincérité ; derrière les grandes phrases sur la justice, sur l'amour, sur Dieu le père, forçons-les de découvrir la férocité primitive dans l'indifférence au crime légal. Si la morale n'est qu'un artifice pour déguiser le fait sous les mots, si la vie reste, dans la société humaine comme dans la nature, fondée sur la force, et, au terme, sur le meurtre, qu'on l'avoue. Si on se refuse à l'avouer, que les actes fassent la preuve.

GABRIEL SÉAILLES.

LA *MANO NEGRA*

L'*Intransigeant* paru le 19 février et, à sa suite, un certain nombre de ses confrères du soir, publiaient le télégramme suivant :

« *Madrid, 18 février*. — Le gouvernement s'est enfin décidé à gracier les derniers condamnés dans l'affaire dite de la « Mano Negra », ignoble machination de police dirigée contre les malheureux travailleurs dont le seul crime était d'avoir cherché à se syndiquer pour défendre leur pain. »

Cette nouvelle était fausse. Les condamnés de la *Mano Negra* étaient si peu graciés le 18, que, *le 21*, *La Epoca*, organe de M. Silvela, président du conseil espagnol, annonçait que les dossiers, achevés au ministère de la Justice, venaient d'être transmis au Conseil d'Etat, dont l'avis est, paraît-il, indispensable. *Le 24*, nous recevions de notre camarade Federico Urales, à qui nous avions demandé confirmation, le télégramme suivant :

« Madrid, 24 février, 4 h. 30 soir. — Les camarades de la *Mano Negra* ne sont pas encore amnistiés. Nous *espérons* qu'ils le seront cette semaine. »

Espoir que semble justifier, en effet, le ton des notes officieuses publiées par les journaux ministériels d'Espagne ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il est nécessaire de continuer la campagne jusqu'à ce que la mise en liberté des innocents soit un fait accompli : d'abord parce que nous avons de bonnes raisons de ne pas nous fier aux promesses gouvernementales, fussent-elles inscrites dans un décret, signées par un roi, contresignées par un ministre; puis parce que les vérités instructives qui ressortent de cette affaire de la *Mano Negra* ne seront jamais assez propagées pour l'édification des masses.

Or, une information prématurée comme celle que publiaient l'*Intransigeant* et ses amis devait avoir pour premier effet d'arrêter la campagne. De nombreux meetings se préparaient en France : leurs organisateurs hésitaient maintenant. A Londres, un grand meeting devait avoir lieu à Trafalgar square, le 28 février, sous la présidence de Keir Hardie, avec le concours des *Trade's unions* : il était décommandé.

Le rédacteur de la fausse nouvelle avait-il prévu et voulu ces conséquences fâcheuses? Ou bien, ayant lu dans les journaux d'Espagne que les dossiers avaient été transmis de Xérès à Madrid avec avis favorable, avait-il simplement voulu donner la nouvelle de la grâce qui semblait prochaine, n'hésitant pas, pour cela, à devancer l'histoire?

Nous n'en savons rien, et ne perdrons pas notre temps en hypothèses. Ce qui nous intéresse, c'est de montrer au public comment on s'y prend pour le duper : le commandant rural D. Tomas Perez Monforte ne procédait pas autrement.....

M. L.

IL FAUDRAIT PRÉCISER

Dans le *Socialiste de l'Isère* du 26 octobre dernier, J. Guesde vient de publier un article intitulé *Collectivisme et Communisme*, où il déclare que le collectivisme n'est plus qu'une étape nécessaire pour arriver au communisme intégral, c'est-à-dire le communisme libertaire; non pas qu'il se serve de ce dernier terme, mais il en cite les principes essentiels.

Tout d'abord, Guesde déclare que collectivisme et communisme, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, et que si de ce côté-ci des Vosges on a employé une terminologie différente, c'était pour se distinguer des communistes utopiques et autoritaires à la Cabet.

« Le collectivisme, dit-il, c'est la somme de propriété commune immédiatement réalisable. C'est le communisme des moyens de production, première étape, mais étape nécessaire, vers le communisme intégral, qui n'est que le collectivisme des moyens de consommation.

« Les moyens de production restitués, par l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie, à la société, et mis en valeur par elle, la réalisation de la formule communiste : A chacun selon ses besoins, n'est plus qu'une affaire de temps.

« Pour qu'elle puisse entrer dans la pratique, pour qu'elle devienne la règle des rapports humains et préside comme loi à la répartition des produits, deux conditions sont à remplir, qui seront amenées naturellement par la simple évolution sociale :

« 1° Il faudra que la production ait été portée à un degré tel que chacun puisse consommer sans empêcher ou sans restreindre la consommation de ses semblables.

« C'est l'histoire de l'air, de la lumière, des routes qui existent dès aujourd'hui en quantité telle que l'usage n'en saurait plus être utilement ni limité, ni conditionné ;

« 2° Il faut que, sous l'action du milieu nouveau, habitué par la solidarité à voir dans l'homme, au lieu d'un ennemi comme aujourd'hui, un autre lui-même, l'homme ait renoncé de lui-même à se prévaloir de ses avantages personnels ; ce qui, je le répète, ne sera ni long ni difficile. »

Voilà deux conditions à remplir que les anarchistes ont toujours comprises ainsi. Dans la première condition, c'est la prise au tas de la théorie communiste libertaire, c'est la négation de la valeur suivant l'effort de l'individu, c'est la production poussée avec l'application du machinisme dans

toute son intensité, c'est la négation de l'absurde réglementation de la production suivant la théorie collectiviste.

Et si Guesde ne cite dans un précédent passage qu'une partie de la formule communiste: De chacun selon ses efforts, à chacun suivant ses besoins, l'on trouve dans sa deuxième condition son complément nécessaire. En effet, le jour où l'homme aura renoncé à ses avantages personnels, c'est qu'il aura renoncé à toute autorité sur son semblable, en vertu de ses qualités morales, intellectuelles et physiques. Toute valeur d'effort musculaire ou intellectuel aura disparu, et alors chacun produira selon ses forces et consommera suivant ses besoins, sans aucun contrôle.

Mais ce qu'il serait utile de connaître, c'est cet État collectiviste préparant l'individu à vivre dans une société sans maître et sans lois, allant graduellement en s'effaçant à mesure que l'évolution des esprits se ferait, laissant aux groupes de producteurs assez évolués pour vivre en toute liberté, indépendamment du reste des individus ignorants, l'initiative, la liberté de s'organiser et de se développer à l'infini, sans être entravés par des lois.

C'est cet exposé de société transitoire qui ne nous a pas encore été fourni. Du collectivisme nous ne connaissons que les principes à forme centralisatrice, casernière et autoritaire, si bien développés par le chauvinard antisémite L. Deslinières, dans son volume *L'application du système collectiviste*, ouvrage dont la lecture est recommandée par tous les journaux socialistes collectivistes comme étant le plus complet et le plus défini sur les théories collectivistes, et qui d'ailleurs se trouve dans les bibliothèques des groupes.

A ce sujet, je vais en citer quelques passages, pour démontrer comment est comprise la liberté individuelle.

Page 168 : « Nous sommes pour le collectivisme intégral, et nous en donnerons la raison au cinquième livre de cet ouvrage ; nous le résumons ici en deux lignes. Il y a incompatibilité entre le principe individualiste et le principe collectiviste ; l'un ou l'autre appliqué séparément peut servir de base à une société ; leur mélange dans une proportion quelconque ne peut produire que l'anarchie, le chaos...

« La nation doit donc reprendre tous les moyens de production : sol, bâtiments, outillage, force motrice... »

Voilà le collectivisme tel qu'il a toujours été présenté par tous ses écrivains, et L. Deslinières, comme Guesde, est un disciple de Marx et d'Engels. Continuons :

Page 132 : « Chaque ouvrier ou journalier choisira sa catégorie et en changera à son gré. Un mobile qu'on voudrait envoyer dans un pays qui ne lui conviendrait pas, pourrait refuser de s'y rendre. Mais, après trois refus successifs, il serait, de droit, incorporé dans les sédentaires, et cela à titre définitif. »

Quelle logique, mes amis! Un ouvrier pourra choisir sa catégorie et la changer à son gré; mais il aura à tenir compte de la volonté de son maître l'État, et s'il n'obéit pas aux ordres qui lui seront donnés, le reste du pays lui sera interdit. Dans notre société capitaliste, il n'y a que les souteneurs à qui, pendant un certain temps, à la suite de quelque méfait, certaines villes sont interdites.

Pages 141 et 142 : « En fait, donc, un travailleur soucieux de ses devoirs et de sa dignité, devra, avant de quitter une localité ou une profession, s'assurer si, dans la localité ou la profession qu'il préfère, il peut trouver de l'ouvrage. Dans l'affirmative, en cas de changement de domicile, le transport gratuit sera accordé non seulement à sa personne et aux membres de sa famille, ce qui est de droit, mais à son mobilier, sur justification qu'un chef de service lui a promis du travail là où il veut se rendre.

Il n'y a là aucune tyrannie, c'est l'application d'un principe d'ordre sans lequel il n'y a rien de possible. »

Si ce n'est pas de la tyrannie, c'est la porte ouverte à l'oppression. Et ce qu'il y aurait de possible, c'est qu'un travailleur qui n'aurait pas le don de plaire à certains chefs, et qui occuperait un poste peu rémunérateur, étant donnés les degrés de salaire qui seraient servis aux travailleurs, se verrait constamment refuser le poste. Nous savons suffisamment où mène l'autorité.

Page 222, parlant des cultivateurs ayant subi une disgrâce :

« Les mêmes retenues seraient effectuées sur leurs salaires de travail, si leur lot était enlevé avant leur admission à la retraite. S'ils refusaient de travailler ou de se libérer dans un délai à fixer, ils pourraient être envoyés dans un lieu de travail forcé, pour y payer leurs dettes. »

La contrainte par corps dans notre société bourgeoise est abolie : elle serait rétablie en régime collectiviste. Que voulez-vous, il n'y a rien à dire, puisque c'est scientifique!

Page 231 : « Or, considérant l'ouvrier tel qu'il est, avec ses grandes qualités de cœur, son profond esprit de justice, mais aussi son manque presque général de faculté organisatrice, résultant de la passivité à laquelle le réduit le capital, nous ne croyons pas possible présentement de lui remettre la direction des services producteurs.

Fût-il même doué de toutes les aptitudes qui lui manquent, nous nous y refuserions encore. On voit pourtant, à chaque page de ce livre, combien est grand notre souci de la liberté, de l'indépendance, du plein épanouissement de l'individu dans la société collectiviste; personne, croyons-nous, ne l'a poussé plus loin. »

Est-ce du cynisme ou du fumisme? L'un et l'autre, tout à la fois. Cette phrase est le bouquet du volume. Si j'étais collectiviste, je considérerais ce volume comme une insulte à l'humanité.

Et j'en passe, et d'aussi fortes, où l'esprit césarien et dictateur se montre. « Peut-on concevoir une armée sans cette discipline de fer? » dit-il dans un certain passage. Serait-ce là le passage transitoire, l'étape nécessaire? c'est ce qu'il faudrait préciser.

Enfin, citons la dernière phrase de l'article, où Guesde continue de parler des communistes allemands.

« Pour eux comme pour nous, cette prise de possession du pouvoir politique est affaire de force ou de révolution. La seule hypothèse d'une bourgeoisie capitulant devant des considérations de justice ou des morceaux de papier, devant être reléguée dans le domaine des miracles ou de l'absurde. »

Comme on le voit, Roubaix n'a plus fait sa révolution. Les longues déceptions de Guesde lui ont sans doute enlevé ses dernières espérances. Aussi ne compte-t-il que sur un coup de force pour peut-être le hisser au pouvoir. Espérons que les travailleurs, devenant de plus en plus conscients, sauront se passer de tous ces politiciens de métier, et que s'ils s'emparent du pouvoir, ce sera pour le démolir et non le remplacer.

Pour terminer, disons que les idées communistes libertaires qui sont entrevues par Guesde comme but final de l'évolution prolétarienne ont, de tout temps et en tout pays, été combattues avec une évidente mauvaise foi par tous les chefs socialistes autoritaires.

JH. MONTGOURDIN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Nous avons reproduit, il y a quelques semaines, un article du *Petit Provençal* racontant le meurtre d'un ouvrier du port de Marseille, Castigliola, par un agent de la police spéciale, Revertégat. Le crime de Castigliola était d'avoir ramassé quelques graines de coprah. Revertégat l'avait saisi et voulait le mener au poste. Castigliola, père de famille, le suppliait de le lâcher. Impatienté, furieux, Revertégat saisit son revolver et lui cria : « Marche, ou je te brûle! » Et en effet, il fit feu sur Castigliola et le tua.

Revertégat fut immédiatement arrêté, et il vient d'être jugé. Il avait d'abord dit avoir eu la main mordue par Castigliola; mais sa main ne portait pas trace de morsure. Il dit ensuite que Castigliola avait cherché à s'emparer du revolver qu'il tenait à la main, et qu'au cours de la lutte un coup partit involontairement. Ceci est démenti par les ouvriers du port qui furent témoins de la scène et qui affirment qu'il n'y eut pas lutte. Mais même en admettant cette version, comment se fait-il que Revertégat tenait son revolver à la main?

Le réquisitoire de l'avocat général fut des plus modérés. Naturellement, puisqu'il s'agit d'un agent tuant un ouvrier. S'il se fût agi d'un ouvrier tuant un agent, le réquisitoire eût été des plus sévères. Car, comme dit le président Bourriche (Anatole France, *L'Affaire Crainquebille*, p. 42) : « Si je jugeais contre la force, mes jugements ne seraient pas exécutés. Remarquez, Messieurs, que les juges ne sont obéis que tant qu'ils ont la force avec eux. Sans les gendarmes, le juge ne serait qu'un pauvre rêveur. Je me nuirais si je donnais tort à un gendarme. »

Revertégat est acquitté.

⁂

Un jeune homme de 21 ans, Camille Allègre, soldat au 61e à Aix, étant malade, fut admis à l'infirmerie d'où il sortit au bout de quelques jours, mais pour retomber plus gravement malade. On le laissa dans son lit, à la chambrée, sans visite de médecin, sans médicaments, sans soins, sans nourriture. Il fallut que le capitaine, averti, vînt se rendre compte et inscrivît sur le carnet des malades : « J'ai l'honneur d'informer le médecin-major que le soldat Allègre n'a rien pris depuis trois jours et qu'il paraît dangereusement malade », pour qu'on se décidât à constater l'état du malheureux et à le transporter d'urgence à l'infirmerie, puis à l'hôpital, où il est mort. Il est mort d'une broncho-pneumonie double, alors qu'on le soignait pour une courbature.

Tant qu'il existera des casernes, nous aimerions que les médecins qu'on y emploie ne fussent ni des brutes ni des ânes. Pour cela, des études sérieuses de médecine seraient peut-être plus efficaces qu'un beau sabre et qu'un bel uniforme.

⁂

Découpé dans le *Réveil du Nord* du 17 février :

Le nommé Frizon, dit *Tintin*, 47 ans, était employé à la faïencerie Lebacqz et Bouchart. C'était un excellent ouvrier, de caractère très doux, un peu faible peut-être, mais néanmoins sans que rien dans sa conduite ni dans son langage ait paru anormal.

Célibataire, il habitait une petite maison, dans une cour, au Moulin des Loups, qu'il entretenait fort bien, préparant lui-même sa cuisine, et très estimé de ses voisins.

Or, il y a quelque temps, Frizon aurait été blessé, au cours de son travail, par une caisse qui lui était tombée sur la tête, et dont un clou, qui dépassait le fond, lui aurait fait au cuir chevelu une légère lésion.

D'après les voisins, Frizon aurait été très sommairement pansé par le chimiste (?) de l'usine, mais il n'y eut pas d'incapacité de travail.

Il est vrai qu'il n'y eut pas non plus de déclaration d'accident: sans doute crut-on que cela ne valait pas la peine de mander le médecin. L'intéressé continua donc la besogne ordinaire, pour gagner le salaire assez mince dont la générosité d'un bon et pieux patron soldait ses fatigues.

Cependant, Frizon ressentait de temps à autre des douleurs de tête, dont il se plaignait à ses voisins et à ses camarades.

Le samedi 7 février, la souffrance devint plus aiguë, plus lancinante, intolérable.

N'y tenant plus, il réclama la visite d'un médecin.

Le praticien jugea son état particulièrement grave, et le fit reconduire chez lui.

Là, les voisins, charitablement, vinrent à tour de rôle le voir et le soigner.

Le malheureux donnait alors des signes caractéristiques d'aliénation mentale, il se roulait à terre, prononçant des paroles incohérentes, se heurtant la tête contre les murs, en proie à une fièvre violente.

De plus, à un moment, il avait jeté dans le feu ses vêtements qui commençaient à s'enflammer et risquaient de le brûler lui-même et la maison. Heureusement, on l'aperçut, et, sur l'avis du médecin, on prévint la police.

Il faut dire que *Tintin* a un frère dans une situation aisée, et que ni celui-ci, ni sa belle-sœur ne voulurent ni le soigner, ni faire de démarches en faveur du pauvre diable : bel échantillon de la famille bourgeoise.

C'est le lundi que la police fut avisée. On vint donc chercher Tintin, et on le transporta en voiture à la *prison* de l'Hôtel de ville.

Le médecin des hospices, le docteur Fourmeaux, après examen, signa un bulletin d'admission d'urgence avec le diagnostic « agitation cérébrale ».

Mais aux hospices, les cabanons étaient au complet, et à l'hôpital on refusa d'admettre Frizon.

Le pauvre fou resta donc en *prison*.

Il y avait, disent des témoins, déchiré ses vêtements, et se frappait la tête, les bras et les jambes aux murs, sous les yeux des gamins et des badauds qui regardaient par la lucarne.

Puis, peu à peu, il tomba dans un état de prostration, avant-coureur de la délivrance...

De temps en temps, les agents auraient essayé de lui porter de la nourriture et de lui parler, mais le malheureux pouvait à peine encore remuer.

Cependant, ni le patron de Frizon, ni sa famille ne pensaient à s'occuper de lui et l'administration n'avait eu à donner pour refuge, à cette victime du travail, qu'une prison humide et glacée, et pour

garde-malade, qu'un agent de police, faisant sa ronde...

Enfin, le lendemain mardi, M. Davaine, maire, à son arrivée à l'Hôtel de ville, c'est-à-dire vers 4 heures du soir, était *seulement* prévenu, prétend-il, qu'on n'avait pas su trouver, dans les établissements de charité publique de Saint-Amand, un lit où l'ouvrier pût mourir décemment.

M. le maire alors — c'est toujours lui qui parle — se rendit à l'hôpital, et, malgré les protestations de l'économe, du vice-président de la commission, sinon du médecin, fit transporter Frizon dans la salle commune, où un agent vint passer la nuit au chevet du moribond, dont, à 4 heures du matin, le décès était officiellement constaté.

* * *

Jonzac. — Un grand propriétaire de vignobles, demeurant tout près de Jonzac, avait pris l'habitude de mener les esclaves qui l'engraissent à grands coups de pied au derrière. Jusqu'à ces derniers jours aucun n'avait osé se plaindre, ce qui ne faisait qu'augmenter l'arrogance de cette brute qui se croyait de plus en plus sûr de l'impunité.

Mais dernièrement, un nouveau domestique est entré chez ce Monsieur. A propos de tout et de rien, les offres de coups de pied étaient faites au nouveau venu, qui s'était contenté de répondre : Dites-le ; mais ne le faites pas ! Un de ces derniers samedis (le 14 de ce mois), l'exécution suivit la menace. Le bon bougre se détourne, et par un coup de pied dans les côtes, étendit le type sur le flanc et ne le quitta qu'après lui avoir caressé les côtes à coups de soulier.

Dubobin.

* * *

Roubaix. — *L'application des lois scélérates sous la défense républicaine.* — En publiant le « Manifeste aux Soldats » paru dans le *Libertaire* et non poursuivi à Paris, les camarades de Roubaix ne pensèrent pas un instant (et qui l'eût pensé ?) qu'ils donnaient une arme pour les frapper, au parquet de Lille. Celui-ci s'est chargé de le leur apprendre en poursuivant le gérant de leur *Petite Feuille Anarchiste* pour excitation de militaires à la désobéissance. Le tribunal correctionnel de Lille ayant condamné le camarade Degreef à 24 heures de prison avec sursis, le parquet lillois, peu satisfait de ce rappel à la raison, interjeta appel à minima de ce jugement. Degreef, sans avoir été touché par une assignation nouvelle, fut condamné, par défaut, à six mois de prison sans sursis par la cour d'appel de Douai.

Nos camarades protestèrent par la presse, par des meetings et firent opposition au jugement.

Appelé cette fois à comparaître au tribunal, le gérant de la *Petite Feuille* ne fut pas peu surpris d'entendre le ministère public exiger le huis-clos et les jugeurs le lui accorder. Pour expectorer sa bile filandreuse, le perroquet bêcheur voulait se trouver à l'aise, dans le secret, et à l'abri des oreilles qui ne doivent rien entendre. Là il put essayer des effets de phrases qu'il croyait très méchantes et qui n'étaient que bêtes, il put essayer ses petits moyens oratoires (oh ! combien) pour frapper un homme qui ne devait pas se défendre et il demanda une condamnation impitoyable pour frapper à la tête le mouvement anarchiste de Roubaix. Ses compères ne lui ont donné que six mois de prison mitigés par la loi Bérenger. Quel dommage, hein, vautour ? Degreef n'est pas encore en prison.

C'est ainsi, par des poursuites et par des condamnations, que l'on pense arrêter notre propagande ; on se sert du huis-clos pour nous frapper ; qu'on prenne garde, il se pourrait qu'une fois nous ripostions terriblement au grand jour : *Qui sème le vent récolte la tempête.*

Charles Droogne.
Roubaix, le 21-2-03.

* * *

Mouvement ouvrier. — Un conflit — des plus graves, paraît-il — vient de s'élever au sein de la commission départementale du travail de la Seine.

Le conseil municipal a nommé à cette commission trois membres des syndicats jaunes ; d'où protestation des délégués des syndicats de la rue du Château-d'Eau, qui refusent jusqu'à nouvel ordre de siéger avec leurs nouveaux collègues.

Tel est le grave conflit.

Mais, avant d'aller plus loin, peut-être est-il intéressant de dire, en deux mots, les attributions et la composition des dites « commissions départementales ».

Donner l'avis de ses membres sur les projets de loi qui intéressent les travailleurs, les amender au besoin et aussi examiner dans quelles conditions des dérogations aux lois existantes peuvent être accordées à Messieurs les patrons. Tel est le rôle de ces commissions.

La composition en est très hétérogène, et, à côté de patrons et d'ouvriers, siègent quelques gros bonnets de l'administration préfectorale, le préfet, un juge d'instruction, etc., etc.

Dans un moment d'erreur que nous voulons croire involontaire, et parce que mal renseignés sans doute, les syndicats plus ou moins rouges ont nommé des délégués au dit conseil, et aujourd'hui, ces délégués qui n'ont pas refusé de siéger avec des juges, des policiers et des patrons se sentent pris de pudeur et refusent de siéger avec des renégats de leur classe.

Pour ma part, j'avoue que je ne comprends plus, et devrais-je m'attirer toutes les foudres de certains « syndiqués rouges », je déclare que ce sont aujourd'hui les jaunes qui ont raison et les rouges — si rouges il y a — qui ont tort.

Pour ma part, et je l'ai écrit bien des fois, je ne comprends l'action syndicale que comme une action de classe en opposition irréductible avec la classe exploitrice, aussi me refuserai-je toujours à comprendre cette collaboration entre exploiteurs et exploités sur le meilleur moyen pour ces derniers de se laisser tondre.

Les jaunes, au contraire, à mon humble avis, sont dans ces conditions en plein dans leur rôle. L'« alliance du capital et du travail » forme la base de leur théorie. Rien n'est donc plus naturel pour eux d'aller discuter avec leurs exploiteurs à quelle sauce ils préfèrent être mangés.

Nous qui voulons au contraire détruire l'effet en détruisant la cause, nous nous refuserons toujours à une collaboration quelle qu'elle soit dans toutes ces combinaisons de commissions et de conseils qui n'ont été créés que pour détourner les travailleurs de leur véritable but, qui doit tendre en tout et pour tout à la suppression de tous ces rouages inutiles et surtout de la cause initiale, le salariat.

* * *

A Paris, ces fameux conseils départementaux fonctionnent depuis plusieurs années, j'ai pu en causer avec un membre qui y a siégé pendant près de quatre ans, et de son aveu même le résultat a toujours été *nul*. Jamais aucun des vœux formulés par les travailleurs qui s'y étaient fourvoyés n'a été pris en considération, pas plus du reste qu'il n'a été tenu compte des *desiderata* exprimés par les mêmes lorsqu'ils étaient consultés sur un sujet quelconque.

Le même membre me disait qu'à aucun moment il n'avait été non plus tenu compte des protestations formulées au sujet des dérogations continuellement accordées aux patrons à propos de la loi limitant la durée du travail. Et, devant ce résultat négatif, il concluait énergiquement à l'inutilité absolue de ces commissions mixtes, destinées à endormir les travailleurs qui peuvent encore avoir des velléités de s'y fourvoyer.

Que les jaunes y aillent donc. Ils y seront bien dans leur milieu, mais nous croyons que les syndicats qui ont un autre rôle — et ceux-là seuls nous intéressent — que de perpétuer l'état de choses existant, n'ont que faire dans ces commissions qui n'ont en réalité qu'un but, renforcer et faire approuver par des travailleurs leur propre servitude.

* * *

Les poursuites contre les auteurs du *Nouveau manuel du soldat*, dont les journaux socialistes de gouvernement s'abstiennent de parler, tiennent toujours. Yvetot, appelé à l'instruction, a fourni au juge une liste de 42 membres de la Fédération des Bourses se déclarant les auteurs de la brochure, si bien que si le procès vient — chose dont nous osons douter — ce sont ces 42 camarades et non Yvetot seul qu'il faudra poursuivre, et alors ce ne sera plus le procès du *Manuel du soldat*, mais bien le procès du militarisme qui se jugera ce jour-là.

A ce propos, il faut croire que le *Manuel* continue à faire son effet, car les journaux annoncent que le général commandant la place de Brest vient d'interdire aux soldats « l'Université populaire » de cette ville où des *Manuels* leur avaient été distribués.

Aux camarades qui, de bonne foi, croient encore qu'il y a contradiction entre l'action syndicale et notre action propre en tant qu'anarchistes, je ne saurais mieux faire que de leur conseiller la lecture de la brochure *Grève générale réformiste et Grève générale révolutionnaire* que vient d'éditer la Confédération du Travail.

Sous forme de réponse à M. Jaurès qui, après avoir admis la grève générale comme l'un des moyens propres à renverser la société capitaliste, a, par la suite, tenté de réfuter l'idée de grève générale en lui opposant la seule conquête des pouvoirs publics comme moyen d'émancipation, la brochure montre que la force ayant toujours été l'accoucheuse des sociétés, la grève générale se présente bien comme l'action révolutionnaire le mieux en opposition avec l'organisation économique de la société capitaliste.

La grève générale, c'est l'*action directe* du prolétariat qui, au lieu de s'attarder à *conquérir légalement* la majorité pour s'emparer du pouvoir, préfère s'attaquer directement à la cause et, au moment voulu, prendre possession des moyens de production. C'est ce à quoi tend la grève générale et ce que démontre bien la brochure éditée par les soins de la Confédération du Travail.

P. Delesalle.

Hollande.

Mieux vaut tard que jamais ; donc je vais vous raconter quelque chose de la grande grève que nous avons eue en Hollande dans les derniers jours de janvier. Ce n'a été rien moins qu'une *grève générale des chemins de fer*, devant laquelle les grandes compagnies et l'Etat lui-même ont capitulé honteusement *en moins de quarante-huit heures*. Je ne saurais ici relater en détail toutes les circonstances, mais en deux mots je vous dirai de quoi il s'agissait. Les ouvriers débardeurs occupés par une grande maison de commerce d'Amsterdam s'étaient mis en grève, ne voulant pas travailler avec des ouvriers non syndiqués. Les énormes entrepôts de cette maison sont situés sur la vaste gare de manœuvres, nommée *Rietlanden*. On exigeait des employés du chemin de fer de travailler avec les quelques jaunes qui avaient remplacé les grévistes. Ils s'y refusèrent. Un mécanicien planta là son train de marchandises et s'en alla avec la locomotive, ne voulant pas manœuvrer le train dans l'entrepôt. Il fut mis à pied sur-le-champ. Or c'était le président de l'« Union fait la Force », le syndicat des mécaniciens, en même temps le président de la Fédération des Syndicats des chemins de fer, Petter. Immédiatement tout le personnel des Rietlanden, 300 hommes, tinrent conseil en plein air et se mirent en grève, exigeant qu'on ne leur fit point manœuvrer les wagons destinés pour Müller et Cie. La direction ne pouvait consentir, étant liée par le Règlement des chemins de fer, qui a force de loi et qui dit que les compagnies serviront le public sans distinction de personne. Les employés tinrent bon et samedi, 31 janvier, le service était interrompu dans toutes les gares d'Amsterdam. Sur les portes de la Gare Centrale des bandes de papier étaient collées portant l'avis : *Fermé !* La gare de Rotterdam ne fonctionnait pas non plus. La poste était transportée par des automobiles, des diligences, etc. ! La direction ayant tâché d'organiser le service entre Haarlem et une petite gare tout près d'Amsterdam qu'on pouvait atteindre à pied ou en voiture, une seule dépêche de la section centrale de la Fédération fit arrêter le service dans la gare de Haarlem.

Dans tout le pays, les cheminots étaient prêts à se mettre en grève au premier avis de la Fédération. Partout d'autres grèves éclataient. Le secrétariat du Travail à Amsterdam réunit les boulangers qui se déclaraient prêts à abandonner le travail pour soutenir la cause des autres grévistes. La stupeur était grande parmi les bourgeois et dans les cercles gouvernementaux. Les directeurs des deux grandes compagnies se rendirent à la Haye — jusqu'à Haarlem ils durent aller en voiture ! — pour conférer avec les ministres. *Ceux-ci lâchèrent les compagnies pour sauver le prestige du gouvernement.* A 8 heures, les directeurs étaient de retour à Amsterdam, et le bureau de la Fédération, n'ayant pas encore de réponse à 8 heures 1/4, des dépêches furent lancées pour arrêter le travail dans toutes les grandes gares.

C'était la grève générale des chemins de fer. *Elle ne dura qu'un quart d'heure.* A 8 heures 1/2 du soir, le 31 janvier, *les directeurs capitulèrent sur toute la ligne.* La Fédération fut reconnue par eux, la maison Muller et Cie ne serait pas servie tant que durerait la grève des débardeurs, les journées de grève seraient payées, nulle revanche ne serait prise

toute son intensité, c'est la négation de l'absurde réglementation de la production suivant la théorie collectiviste.

Et si Guesde ne cite dans un précédent passage qu'une partie de la formule communiste: De chacun selon ses efforts, à chacun suivant ses besoins, l'on trouve dans sa deuxième condition son complément nécessaire. En effet, le jour où l'homme aura renoncé à ses avantages personnels, c'est qu'il aura renoncé à toute autorité sur son semblable, en vertu de ses qualités morales, intellectuelles et physiques. Toute valeur d'effort musculaire ou intellectuel aura disparu, et alors chacun produira selon ses forces et consommera suivant ses besoins, sans aucun contrôle.

Mais ce qu'il serait utile de connaître, c'est cet Etat collectiviste préparant l'individu à vivre dans une société sans maître et sans lois, allant graduellement en s'effaçant à mesure que l'évolution des esprits se ferait, laissant aux groupes de producteurs assez évolués pour vivre en toute liberté, indépendamment du reste des individus ignorants, l'initiative, la liberté de s'organiser et de se développer à l'infini, sans être entravés par des lois.

C'est cet exposé de société transitoire qui ne nous a pas encore été fourni. Du collectivisme nous ne connaissons que les principes à forme centralisatrice, casernière et autoritaire, si bien développés par le chauvinard antisémite L. Deslinières, dans son volume *L'application du système collectiviste*, ouvrage dont la lecture est recommandée par tous les journaux socialistes collectivistes comme étant le plus complet et le plus défini sur les théories collectivistes, et qui d'ailleurs se trouve dans les bibliothèques des groupes.

A ce sujet, je vais en citer quelques passages, pour démontrer comment est comprise la liberté individuelle.

Page 108 : « Nous sommes pour le collectivisme intégral, et nous en donnerons la raison au cinquième livre de cet ouvrage ; nous le résumons ici en deux lignes. Il y a incompatibilité entre le principe individualiste et le principe collectiviste ; l'un ou l'autre appliqué séparément peut servir de base à une société ; leur mélange dans une proportion quelconque ne peut produire que l'anarchie, le chaos...

« La nation doit donc reprendre tous les moyens de production : sol, bâtiments, outillage, force motrice... »

Voilà le collectivisme tel qu'il a toujours été présenté par tous ses écrivains, et L. Deslinières, comme Guesde, est un disciple de Marx et d'Engels. Continuons :

Page 132 : « Chaque ouvrier ou journalier choisira sa catégorie et en changera à son gré. Un mobile qu'on voudrait envoyer dans un pays qui ne lui conviendrait pas, pourrait refuser de s'y rendre. Mais, après trois refus successifs, il serait, de droit, incorporé dans les sédentaires, et cela à titre définitif. »

Quelle logique, mes amis! Un ouvrier pourra choisir sa catégorie et la changer à son gré; mais il aura à tenir compte de la volonté de son maître l'Etat, et s'il n'obéit pas aux ordres qui lui seront donnés, le reste du pays lui sera interdit. Dans notre société capitaliste, il n'y a que les souteneurs à qui, pendant un certain temps, à la suite de quelque méfait, certaines villes sont interdites.

Pages 141 et 142 : « En fait, donc, un travailleur soucieux de ses devoirs et de sa dignité, devra, avant de quitter une localité ou une profession, s'assurer si, dans la localité ou la profession qu'il préfère, il peut trouver de l'ouvrage. Dans l'affirmative, en cas de changement de domicile, le transport gratuit sera accordé non seulement à sa personne et aux membres de sa famille, ce qui est de droit, mais à son mobilier, sur justification qu'un chef de service lui a promis du travail là où il veut se rendre.

Il n'y a là aucune tyrannie, c'est l'application d'un principe d'ordre sans lequel il n'y a rien de possible. »

Si ce n'est pas de la tyrannie, c'est la porte ouverte à l'oppression. Et ce qu'il y aurait de possible, c'est qu'un travailleur qui n'aurait pas le don de plaire à certains chefs, et qui occuperait un poste peu rémunérateur, étant donnés les degrés de salaire qui seraient servis aux travailleurs, se verrait constamment refuser le poste. Nous savons suffisamment où mène l'autorité.

Page 222, parlant des cultivateurs ayant subi une disgrâce :

« Les mêmes retenues seraient effectuées sur leurs salaires de travail, si leur lot était enlevé avant leur admission à la retraite. S'ils refusaient de travailler ou de se libérer dans un délai à fixer, ils pourraient être envoyés dans un lieu de travail forcé, pour y payer leurs dettes. »

La contrainte par corps dans notre société bourgeoise est abolie : elle serait rétablie en régime collectiviste. Que voulez-vous, il n'y a rien à dire, puisque c'est scientifique!

Page 234 : « Or, considérant l'ouvrier tel qu'il est, avec ses grandes qualités de cœur, son profond esprit de justice, mais aussi son manque presque général de faculté organisatrice, résultant de la passivité à laquelle le réduit le capital, nous ne croyons pas possible présentement de lui remettre la direction des services producteurs.

Fût-il même doué de toutes les aptitudes qui lui manquent, nous nous y refuserions encore. On voit pourtant, à chaque page de ce livre, combien est grand notre souci de la liberté, de l'indépendance, du plein épanouissement de l'individu dans la société collectiviste; personne, croyons-nous, ne l'a poussé plus loin. »

Est-ce du cynisme ou du fumisme? L'un et l'autre, tout à la fois. Cette phrase est le bouquet du volume. Si j'étais collectiviste, je considérerais ce volume comme une insulte à l'humanité.

Et j'en passe, et d'aussi fortes, où l'esprit césarien et dictateur se montre. « Peut-on concevoir une armée sans cette discipline de fer? » dit-il dans un certain passage. Serait-ce là le passage transitoire, l'étape nécessaire? c'est ce qu'il faudrait préciser.

Enfin, citons la dernière phrase de l'article, où Guesde continue de parler des communistes allemands.

« Pour eux comme pour nous, cette prise de possession du pouvoir politique est affaire de force ou de révolution. La seule hypothèse d'une bourgeoisie capitulant devant des considérations de justice ou des morceaux de papier, devant être reléguée dans le domaine des miracles ou de l'absurde. »

Comme on le voit, Roubaix n'a plus fait sa révolution. Les longues déceptions de Guesde lui ont sans doute enlevé ses dernières espérances. Aussi ne compte-t-il que sur un coup de force pour peut-être le hisser au pouvoir. Espérons que les travailleurs, devenant de plus en plus conscients, sauront se passer de tous ces politiciens de métier, et que s'ils s'emparent du pouvoir, ce sera pour le démolir et non le remplacer.

Pour terminer, disons que les idées communistes libertaires qui sont entrevues par Guesde comme but final de l'évolution prolétarienne ont, de tout temps et en tout pays, été combattues avec une évidente mauvaise foi par tous les chefs socialistes autoritaires.

Jh. Montgoubdin.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Nous avons reproduit, il y a quelques semaines, un article du *Petit Provençal* racontant le meurtre d'un ouvrier du port de Marseille, Castigliola, par un agent de la police spéciale, Revertégat. Le crime de Castigliola était d'avoir ramassé quelques graines de coprah. Revertégat l'avait saisi et voulait le mener au poste. Castigliola, père de famille, le suppliait de le lâcher. Impatienté, furieux, Revertégat saisit son revolver et lui cria : « Marche, ou je te brûle! » Et en effet, il lit feu sur Castigliola et le tua.

Revertégat fut immédiatement arrêté, et il vient d'être jugé. Il avait d'abord dit avoir eu la main mordue par Castigliola; mais sa main ne portait pas trace de morsure. Il dit ensuite que Castigliola avait cherché à s'emparer du revolver qu'il tenait à la main, et qu'au cours de la lutte un coup partit involontairement. Ceci est démenti par les ouvriers du port qui furent témoins de la scène et qui affirment qu'il n'y eut pas lutte. Mais même en admettant cette version, comment se fait-il que Revertégat tenait son revolver à la main?

Le réquisitoire de l'avocat général fut des plus modérés. Naturellement, puisqu'il s'agit d'un agent tuant un ouvrier. S'il se fût agi d'un ouvrier tuant un agent, le réquisitoire eût été des plus sévères. Car, comme dit le président Bourriche (Anatole France, *L'Affaire Crainquebille*, p. 42 : « Si je jugeais contre la force, mes jugements ne seraient pas exécutés. Remarquez, Messieurs, que les juges ne sont obéis que tant qu'ils ont la force avec eux. Sans les gendarmes, le juge ne serait qu'un pauvre rêveur. Je me nuirais si je donnais tort à un gendarme. »

Revertégat est acquitté.

* *

Un jeune homme de 21 ans, Camille Allègre, soldat au 61e à Aix, étant malade, fut admis à l'infirmerie d'où il sortit au bout de quelques jours, mais pour retomber plus gravement malade. On le laissa dans son lit, à la chambrée, sans visite de médecin, sans médicaments, sans soins, sans nourriture. Il fallut que le capitaine, averti, vînt se rendre compte et inscrivît sur le carnet des malades : « J'ai l'honneur d'informer le médecin-major que le soldat Allègre n'a rien pris depuis trois jours et qu'il parait dangereusement malade », pour qu'on se décidât à constater l'état du malheureux et à le transporter d'urgence à l'infirmerie, puis à l'hôpital, où il est mort. Il est mort d'une broncho-pneumonie double, alors qu'on le soignait pour une courbature.

Tant qu'il existera des casernes, nous aimerions que les médecins qu'on y emploie ne fussent ni des brutes ni des ânes. Pour cela, des études sérieuses de médecine seraient peut-être plus efficaces qu'un beau sabre et qu'un bel uniforme.

* *

Découpé dans le *Réveil du Nord* du 17 février:

Le nommé Frizon, dit *Tintin*, 47 ans, était employé à la faïencerie Lebacqz et Bouchart. C'était un excellent ouvrier, de caractère très doux, un peu faible peut-être, mais néanmoins sans que rien dans sa conduite ni dans son langage ait paru anormal.

Célibataire, il habitait une petite maison, dans une cour, au Moulin des Loups, qu'il entretenait fort bien, préparant lui-même sa cuisine, et très estimé de ses voisins.

Or, il y a quelque temps, Frizon aurait été blessé, au cours de son travail, par une caisse qui lui était tombée sur la tête, et dont un clou, qui dépassait le fond, lui aurait fait au cuir chevelu une légère lésion.

D'après les voisins, Frizon aurait été très sommairement pansé par le chimiste (?) de l'usine, mais il n'y eut pas d'incapacité de travail.

Il est vrai qu'il n'y eut pas non plus de déclaration d'accident: sans doute crut-on que cela ne valait pas la peine de mander le médecin. L'intéressé continua donc la besogne ordinaire, pour gagner le salaire assez mince dont la générosité d'un bon et pieux patron soldait ses fatigues.

Cependant, Frizon ressentait de temps à autre des douleurs de tête, dont il se plaignait à ses voisins et à ses camarades.

Le samedi 7 février, la souffrance devint plus aiguë, plus lancinante, intolérable.

N'y tenant plus, il réclama la visite d'un médecin.

Le praticien jugea son état particulièrement grave, et le fit reconduire chez lui.

Là, les voisins, charitablement, vinrent à tour de rôle le voir et le soigner.

Le malheureux donnait alors des signes caractéristiques d'aliénation mentale, il se roulait à terre, prononçant des paroles incohérentes, se heurtant la tête contre les murs, en proie à une fièvre violente.

De plus, à un moment, il avait jeté dans le feu ses vêtements qui commençaient à s'enflammer et risquaient de le brûler lui-même et la maison. Heureusement, on l'aperçut, et, sur l'avis du médecin, on prévint la police.

Il faut dire que *Tintin* a un frère dans une situation aisée, et que ni celui-ci, ni sa belle-sœur ne voulurent ni le soigner, ni faire de démarches en faveur du pauvre diable : bel échantillon de la famille bourgeoise.

C'est le lundi que la police fut avisée. On vint donc chercher Tintin, et on le transporta en voiture à la *prison* de l'Hôtel de ville.

Le médecin des hospices, le docteur Fourmeaux, après examen, signa un bulletin d'admission d'urgence avec le diagnostic « agitation cérébrale ».

Mais aux hospices, les cabanons étaient au complet, et à l'hôpital on refusa d'admettre Frizon.

Le pauvre fou resta donc en *prison*.

Il y avait, disent des témoins, déchiré ses vêtements, et se frappait la tête, les bras et les jambes aux murs, sous les yeux des gamins et des badauds qui regardaient par la lucarne.

Puis, peu à peu, il tomba dans un état de prostration, avant-coureur de la délivrance...

De temps en temps, les agents auraient essayé de lui porter de la nourriture et de lui parler, mais le malheureux pouvait à peine encore remuer.

Cependant, ni le patron de Frizon, ni sa famille ne pensaient à s'occuper de lui et l'administration n'avait eu à donner pour refuge, à cette victime du travail, qu'une prison humide et glacée, et pour

garde-malade, qu'un agent de police, faisant sa ronde...

Enfin, le lendemain mardi, M. Davaine, maire, à son arrivée à l'Hôtel de ville, c'est-à-dire vers 4 heures du soir, était *seulement* prévenu, prétendil, qu'on n'avait pas su trouver, dans les établissements de charité publique de Saint-Amand, un lit où l'ouvrier pût mourir décemment.

M. le maire alors — c'est toujours lui qui parle — se rendit à l'hôpital, et, malgré les protestations de l'économe, du vice-président de la commission, sinon du médecin, fit transporter Frizon dans la salle commune, où un agent vint passer la nuit au chevet du moribond, dont, à 4 heures du matin, le décès était officiellement constaté.

***

JONZAC. — Un grand propriétaire de vignobles, demeurant tout près de Jonzac, avait pris l'habitude de mener les esclaves qui l'engraissent à grands coups de pied au derrière. Jusqu'à ces derniers jours aucun n'avait osé se plaindre, ce qui ne faisait qu'augmenter l'arrogance de cette brute qui se croyait de plus en plus sûr de l'impunité.

Mais dernièrement, un nouveau domestique est entré chez ce Monsieur. A propos de tout et de rien, les offres de coups de pied étaient faites au nouveau venu, qui s'était contenté de répondre : Dites-le ; mais ne le faites pas ! Un de ces derniers samedis (le 14 de ce mois), l'exécution suivit la menace. Le bon bougre se détourne, et par un coup de pied dans les côtes, étendit le type sur le flanc et ne le quitta qu'après lui avoir caressé les côtes à coups de soulier.

DUBOBIN.

***

ROUBAIX. — *L'application des lois scélérates sous la défense républicaine.* — En publiant le « Manifeste aux Soldats » paru dans le *Libertaire* et non poursuivi à Paris, les camarades de Roubaix ne pensèrent pas un instant (et qui l'eût pensé ?) qu'ils donnaient une arme pour les frapper, au parquet de Lille. Celui-ci s'est chargé de le leur apprendre en poursuivant le gérant de leur *Petite Feuille Anarchiste* pour excitation de militaires à la désobéissance. Le tribunal correctionnel de Lille ayant condamné le camarade Degreef à 24 heures de prison avec sursis, le parquet lillois, peu satisfait de ce rappel à la raison, interjeta appel à minima de ce jugement. Degreef, sans avoir été touché par une assignation nouvelle, fut condamné, par défaut, à six mois de prison sans sursis par la cour d'appel de Douai.

Nos camarades protestèrent par la presse, par des meetings et firent opposition au jugement.

Appelé cette fois à comparaître au tribunal, le gérant de la *Petite Feuille* ne fut pas peu surpris d'entendre le ministère public exiger le huis-clos et les jugeurs le lui accorder. Pour expectorer sa bile filandreuse, le perroquet bêcheur voulait se trouver à l'aise, dans le secret, et à l'abri des oreilles qui ne doivent rien entendre. Là il put essayer des effets de phrases qu'il croyait très méchantes et qui n'étaient que bêtes, il put essayer ses petits moyens oratoires (oh ! combien) pour frapper un homme qui ne devait pas se défendre et il demanda une condamnation impitoyable pour frapper à la tête le mouvement anarchiste de Roubaix. Ses compères ne lui ont donné que six mois de prison mitigés par la loi Bérenger. Quel dommage, hein, vautour ? Degreef n'est pas encore en prison.

C'est ainsi, par des poursuites et par des condamnations, que l'on pense arrêter notre propagande ; on se sert du huis-clos pour nous frapper ; qu'on prenne garde, il se pourrait qu'une fois nous ripostions terriblement au grand jour : *Qui sème le vent récolte la tempête.*

CHARLES DHOOGHE.
Roubaix, le 24-2-03.

***

Mouvement ouvrier. — Un conflit — des plus graves, paraît-il — vient de s'élever au sein de la commission départementale du travail de la Seine.

Le conseil municipal a nommé à cette commission trois membres des syndicats jaunes ; d'où protestation des délégués des syndicats de la rue du Château-d'Eau, qui refusent jusqu'à nouvel ordre de siéger avec leurs nouveaux collègues.

Tel est le grave conflit.

Mais, avant d'aller plus loin, peut-être est-il intéressant de dire, en deux mots, les attributions et la composition des dites « commissions départementales ».

Donner l'avis de ses membres sur les projets de loi qui intéressent les travailleurs, les amender au besoin et aussi examiner dans quelles conditions des dérogations aux lois existantes peuvent être accordées à Messieurs les patrons. Tel est le rôle de ces commissions.

La composition en est très hétérogène, et, à côté de patrons et d'ouvriers, siègent quelques gros bonnets de l'administration préfectorale, le préfet, un juge d'instruction, etc., etc.

Dans un moment d'erreur que nous voulons croire involontaire, et parce que mal renseignés sans doute, les syndicats plus ou moins rouges ont nommé des délégués au dit conseil, et aujourd'hui, ces délégués qui n'ont pas refusé de siéger avec des juges, des policiers et des patrons se sentent pris de pudeur et refusent de siéger avec des renégats de leur classe.

Pour ma part, j'avoue que je ne comprends plus, et devrais-je m'attirer toutes les foudres de certains « syndiqués rouges », je déclare que ce sont aujourd'hui les jaunes qui ont raison et les rouges — si rouges il y a — qui ont tort.

Pour ma part, et je l'ai écrit bien des fois, je ne comprends l'action syndicale que comme une action de classe en opposition irréductible avec la classe exploitrice, aussi me refuserai-je toujours à comprendre cette collaboration entre exploiteurs et exploités sur le meilleur moyen pour ces derniers de se laisser tondre.

Les jaunes, au contraire, à mon humble avis, sont dans ces conditions en plein dans leur rôle. L' « alliance du capital et du travail » forme la base de leur théorie. Rien n'est donc plus naturel pour eux d'aller discuter avec leurs exploiteurs à quelle sauce ils préfèrent être mangés.

Nous qui voulons au contraire détruire l'effet en détruisant la cause, nous nous refuserons toujours à une collaboration quelle qu'elle soit dans toutes ces combinaisons de commissions et de conseils qui n'ont été créés que pour détourner les travailleurs de leur véritable but, qui doit tendre en tout et pour tout à la suppression de tous ces rouages inutiles et surtout de la cause initiale, le salariat.

***

A Paris, ces fameux conseils départementaux fonctionnent depuis plusieurs années, j'ai pu en causer avec un membre qui y a siégé pendant près de quatre ans, et de son aveu même le résultat a toujours été *nul*. Jamais aucun des vœux formulés par les travailleurs qui s'y étaient fourvoyés n'a été pris en considération, pas plus du reste qu'il n'a été tenu compte des *desiderata* exprimés par les mêmes lorsqu'ils étaient consultés sur un sujet quelconque.

Le même membre me disait qu'à aucun moment il n'avait été non plus tenu compte des protestations formulées au sujet des dérogations continuellement accordées aux patrons à propos de la loi limitant la durée du travail. Et, devant ce résultat négatif, il concluait énergiquement à l'inutilité absolue de ces commissions mixtes, destinées à endormir les travailleurs qui peuvent encore avoir des velléités de s'y fourvoyer.

Que les jaunes y aillent donc. Ils y seront bien dans leur milieu, mais nous croyons que les syndicats qui ont un autre rôle — et ceux-là seuls nous intéressent — que de perpétuer l'état de choses existant, n'ont que faire dans ces commissions qui n'ont en réalité qu'un but, renforcer et faire approuver par des travailleurs leur propre servitude.

***

Les poursuites contre les auteurs du *Nouveau manuel du soldat*, dont les journaux socialistes de gouvernement s'abstiennent de parler, tiennent toujours. Yvetot, appelé à l'instruction, a fourni au juge une liste de 42 membres de la Fédération des Bourses se déclarant les auteurs de la brochure, si bien que si le procès vient — chose dont nous osons douter — ce sont ces 42 camarades et non Yvetot seul qu'il faudra poursuivre, et alors ce ne sera plus le procès du *Manuel du soldat*, mais bien le procès du militarisme qui se jugera ce jour-là.

A ce propos, il faut croire que le *Manuel* continue à faire son effet, car les journaux annoncent que le général commandant la place de Brest vient d'interdire aux soldats « l'Université populaire » de cette ville où des *Manuels* leur avaient été distribués.

Aux camarades qui, de bonne foi, croient encore qu'il y a contradiction entre l'action syndicale et notre action propre *en tant qu'anarchistes*, je ne saurais mieux faire que de leur conseiller la lecture de la brochure *Grève générale réformiste et Grève générale révolutionnaire* que vient d'éditer la Confédération du Travail.

Sous forme de réponse à M. Jaurès qui, après avoir admis la grève générale comme l'un des moyens propres à renverser la société capitaliste, a, par la suite, tenté de réfuter l'idée de grève générale en lui opposant la seule conquête des pouvoirs publics comme moyen d'émancipation, la brochure montre que la force ayant toujours été l'accoucheuse des sociétés, la grève générale se présente bien comme l'action révolutionnaire le mieux en opposition avec l'organisation économique de la société capitaliste.

La grève générale, c'est *l'action directe* du prolétariat qui, au lieu de s'attarder à *conquérir légalement* la majorité pour s'emparer du pouvoir, préfère s'attaquer directement à la cause et, au moment voulu, prendre possession des moyens de production. C'est ce à quoi tend la grève générale et ce que démontre bien la brochure éditée par les soins de la Confédération du Travail.

P. DELESALLE.

Hollande.

Mieux vaut tard que jamais ; donc je vais vous raconter quelque chose de la grande grève que nous avons eue en Hollande dans les derniers jours de janvier. Ce n'a été rien moins qu'une *grève générale des chemins de fer*, devant laquelle les grandes compagnies et l'Etat lui-même ont capitulé honteusement *en moins de quarante-huit heures*. Je ne saurais ici relater en détail toutes les circonstances, mais en deux mots je vous dirai de quoi il s'agissait. Les ouvriers débardeurs occupés par une grande maison de commerce d'Amsterdam s'étaient mis en grève, ne voulant pas travailler avec des ouvriers non syndiqués. Les énormes entrepôts de cette maison sont situés sur la vaste gare de manœuvres, nommée *Rietlanden*. On exigeait des employés du chemin de fer de travailler avec les quelques jaunes qui avaient remplacé les grévistes. Ils s'y refusèrent. Un mécanicien planta là son train de marchandises et s'en alla avec la locomotive, ne voulant pas manœuvrer le train dans l'entrepôt. Il fut mis à pied sur-le-champ. Or c'était le président de l' « Union fait la Force », le syndicat des mécaniciens, en même temps le président de la Fédération des Syndicats des chemins de fer, Petter. Immédiatement tout le personnel des Rietlanden, 300 hommes, tinrent conseil en plein air et se mirent en grève, exigeant qu'on ne leur fit point manœuvrer les wagons destinés pour Müller et Cie. La direction ne pouvait consentir, étant liée par le Règlement des chemins de fer, qui a force de loi et qui dit que les compagnies serviront le public sans distinction de personne. Les employés tinrent bon et samedi, 31 janvier, le service était interrompu dans toutes les gares d'Amsterdam. Sur les portes de la Gare Centrale des bandes de papier étaient collées portant l'avis : *Fermé !* La gare de Rotterdam ne fonctionnait pas non plus. La poste était transportée par des automobiles, des diligences, etc. ! La direction ayant tâché d'organiser le service entre Haarlem et une petite gare tout près d'Amsterdam qu'on pouvait atteindre à pied ou en voiture, une seule dépêche de la section centrale de la Fédération fit arrêter le service dans la gare de Haarlem.

Dans tout le pays, les cheminots étaient prêts à se mettre en grève au premier avis de la Fédération. Partout d'autres grèves éclataient. Le secrétariat du Travail à Amsterdam réunit les boulangers qui se déclaraient prêts à abandonner le travail pour soutenir la cause des autres grévistes. La stupeur était grande parmi les bourgeois et dans les cercles gouvernementaux. Les directeurs des deux grandes compagnies se rendirent à la Haye — jusqu'à Haarlem ils durent aller en voiture ! — pour conférer avec les ministres. *Ceux-ci lâcherent les compagnies pour sauver le prestige du gouvernement.* A 8 heures, les directeurs étaient de retour à Amsterdam, et le bureau de la Fédération, n'ayant pas encore de réponse à 8 heures 1/4, des dépêches furent lancées pour arrêter le travail dans toutes les grandes gares.

C'était la grève générale des chemins de fer. *Elle ne dura qu'un quart d'heure.* A 8 heures 1/2 du soir, le 31 janvier, les directeurs capitulèrent sur toute la ligne. La Fédération fut reconnue par eux, la maison Muller et Cie ne serait pas servie tant que durerait la grève des débardeurs, les journées de grève seraient payées, nulle revanche ne serait prise

par les compagnies sur leur personnel, une augmentation de salaires serait mise à l'étude. Voilà ce qu'a été la grève générale des chemins de fer hollandais! L'effet a été énorme, non seulement pour la Fédération elle-même à laquelle ont adhéré des milliers de nouveaux membres, mais sur tout le mouvement ouvrier. C'est le cas de répéter les mots d'Ulrich von Hütten, le réformateur du seizième siècle : « *Les esprits s'éveillent, c'est une joie de vivre!* » En effet, c'est une joie de vivre en Hollande par ces temps-ci! Les syndicats ouvriers à présent sont conscients de leur force, ceux des chemins de fer surtout. Et la bourgeoisie et le gouvernement ne sont pas encore revenus de leur effroi. Ils ont senti le souffle de la révolution sociale. Il faut lire leur presse immonde qui ne cesse de déblatérer contre les révolutionnaires et qui doit constater avec un profond dépit que le pouvoir public a été déplacé et repose à présent entre les mains des ouvriers! L'agitation de la presse bourgeoise n'est pas restée sans influencer le gouvernement qui, à présent, se refait un peu. On chuchote que demain, à la rentrée des Chambres, il déposera un projet de loi qui défendra aux employés des services publics de se mettre en grève. Déjà la Fédération a averti le public *que dès qu'un tel projet de loi serait déposé, la grève générale éclaterait sur tout le pays*. Toutes les mesures sont prises : non seulement les chemins de fer seraient abandonnés par les employés, mais à Amsterdam ce serait la grève générale dans le sens le plus large du mot. Camarade rédacteur, je n'exagère point, tout ce que j'écris est parfaitement vrai et exact. On se croirait dans la période de transition si bien décrite par Morris dans ses « *Nouvelles de nulle part* ». Et en effet la révolution gronde autour de nous. Le gouvernement s'est armé, les conscrits des levées de 1901 et 1902 ont été appelés sous les drapeaux, tous les points stratégiques sont occupés. Mais ce déploiement de force n'est pas pour nous terrifier : *l'esprit des militaires est parfait*. Dans mainte ville les conscrits sont arrivés en chantant la « Marche des socialistes » et dans le port d'Amsterdam les matelots des navires de guerre criaient « Vive la Fédération » quand passait la chaloupe de la Fédération du transport.

J'ai lu dans la *Tribune de la Voie ferrée* un compte rendu pris dans la *Petite République* et qui est absolument inexact. L'auteur prétend que ce mouvement sublime a été possible parce que les syndicats hollandais se rangent de plus en plus autour du parti ouvrier. C'est un mensonge voulu. Les socialistes démocrates, adversaires implacables de la propagande pour la grève générale, ont été pris à l'improviste et ils font bonne mine à mauvais jeu. Ils tâchent de s'approprier la gloire de ce beau mouvement. Mais c'est nous les anarchistes qui avons propagé la grève générale et ce n'est pas Monsieur le député Froelstra, mais c'est notre vétéran F. Domela Nieuwenhuis qui a lieu de se féliciter du tour qu'ont pris les choses. A bientôt, camarades; je ferai de mon mieux pour vous tenir au courant.

P.-M. Wink.

Gorinchem.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les ordres du jour de flétrissure contre les infamies judiciaires de la « Mano Negra » nous arrivent en trop grand nombre pour pouvoir être insérés tous. Nous avons, pour cette semaine : ceux de l'*Université populaire* du Pré-Saint-Gervais, des *Soirées ouvrières* de Montreuil, et de la 19e Section de la *Ligue internationale pour la défense du soldat*.

⁂

Les camarades de l'*Education libertaire du XIIIe* et du *Groupe d'études libertaires d'Ivry* sont invités à la réunion de l'U. P. d'Ivry, à la mairie, samedi 28 courant.

⁂

La 19e *Section antimilitariste* (*autonome*) organise pour le samedi 28, à 8 h. 1/2 soir, dans les salons du chalet des Buttes, 93, rue Secrétan (19e), un grand Punch-Conférence en faveur des condamnés innocents du pénitencier d'Ouakam, Touboul et Poissel.

Partie de concert. Tombola gratuite. — Entrée : 50 centimes, consommation comprise.

⁂

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.

Les livres ne rentrant pas, nous serons obligés de publier les noms de ceux qui les détiennent.

⁂

Ligue de la Régénération humaine. — Grande conférence publique et contradictoire le jeudi 5 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salon de l'Harmonie, 94, rue d'Angoulême, avec le concours de Mme Nelly Roussel, de P. Robin, Liard-Courtois, sur le Néo-malthusianisme et la Révolution.

Entrée : 0 fr. 30. Les dames sont spécialement invitées.

⁂

Causeries Populaires du XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi, 4 mars, à 8 h. 1/2, causerie par Sovanole sur Léon Cladel.

⁂

Lyon. — *Le Groupe Libertaire* se réunira le dimanche 1er mars, à 8 h. du soir, salle Bordat, café de la Vigilance, 17, rue Paul-Bert. Une causerie sera faite par un camarade.

⁂

Alais. — Il vient de se former ici un groupe de Jeunesse qui demande à entrer en relation avec les autres groupes de jeunes gens. S'adresser à Eliacin Vezian, rue Docteur-Serre (restaurant Tabusse), Alais (Gard).

⁂

Grenoble. — *Jeunesse Libertaire*. — Réunion le lundi 2 mars, à 8 heures du soir, au café Rossel, rue Pasteur. Appel est fait aux jeunes lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire*.

Les jeunes camarades italiens qui partageraient nos idées, seront également les bienvenus parmi nous.

⁂

Mouscron. — *La Jeunesse libertaire Mouscronnoise*. — Réunion tous les samedis, à 8 heures du soir. Pour les discussions diverses, on y invite spécialement les socialistes des environs.

⁂

Avignon. — Les travailleurs syndiqués ou non syndiqués, partisans de la Grève générale, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 1er mars, à 3 heures de l'après-midi, local de l'Union, rue Banasterie, (ancien corps de garde des prisons).

⁂

Roubaix. — « Palais du Travail », le samedi 28 février, à 8 h. 1/2 du soir, réunion à l'effet de s'entendre pour l'organisation de la conférence Girault et des meetings de protestation contre les atrocités de la *Mano Negra*.

Une causerie sera faite par un camarade de la Jeunesse laïque de Lille sur la *Coopération en général*.

⁂

Tourcoing. — Mardi soir, réunion du groupe au local habituel, rue de Gand, cours Bossuet.

Urgence pour les camarades.

Causerie par Ch. Dhooghe.

⁂

Nantes. — Groupe libertaire. — Réunion samedi 28 février à 8 heures du soir, café de Bretagne, place Bretagne. Causerie par le camarade Libertad.

Dimanche 1er mars, à 2 heures de l'après-midi, grande conférence publique et contradictoire, salle Victor Méhaignery, à Barbin, par Albert Libertad et Jean Labeur.

Lundi, conférence à Saint-Nazaire.

Mercredi 4 mars, à 8 heures du soir, salle de Gaîté tenue par J. Sécher, 18, rue de Cornulier, Prairie de Mauves, conférence publique.

Samedi 7 mars, à 8 heures du soir, salle Roussin, à Chantenay, grand meeting en faveur des victimes de l'inquisition espagnole la *Mano Negra*.

BIBLIOGRAPHIE

Germains et Slaves (origines et croyances), par A. Lefèvre; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Les Congrégations religieuses et la loi du 1er juillet, une broch., 1 fr., même libr.

Œuvres complètes, de Tolstoï, tome V, contenant : *Le Journal d'un marqueur*, *Une Tourmente de neige*, etc., 1 vol., 2 fr. 50, chez Stock.

L'Un vers l'autre (roman), par Compain; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

Œuvres en prose, de Shelley; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

Sa maîtresse, comédie, par H. Bauer; une broch., 2 francs, chez Stock.

La Méthode du féminisme, 1 broch., par J. Bonzon, chez Aberlen et Cie, à Vals-les-Bains.

Les Dernières agitations agraires dans l'Italie du Nord, du « Musée Social », chez Rousseau, 14, rue Soufflot.

A voir :

Le no 99 de l'*Assiette au beurre*, sur la « Mano Negra ». Entre autres, le dessin de Gosé.

A CEUX QUE TRAQUE LA POLICE

Il se présente une occasion de réentamer une campagne contre les persécutions policières. Mais, pour cela, il faut des faits précis, noms et adresses des victimes des gens chez lesquels se rendent les policiers pour y faire de la pression. Les noms et adresses ne seront pas publiés sans l'assentiment des intéressés.

Pour la dernière fois, nous renouvelons notre appel à ceux qui ont à se plaindre des procédés policiers, pour nous fournir les faits permettant de mener une campagne sérieuse.

J. G.

POUR L'ÉDITION

La copie est à l'impression; un dessin de Roubille, un de Dugrand et un de Couturier sont chez le graveur. Rysselberghe, Cross, Hermann-Paul, Steinlen ont promis. Peut-être y en aura-t-il un de Constantin Meunier.

La semaine prochaine il sera pris remboursement sur ceux des souscripteurs qui ne nous ont pas avisés du contraire.

Je me lance dans l'affaire avec un découvert de 3.000 francs, escomptant les adhésions possibles et sur la vente du premier. Je rappelle que l'adhésion au second volume donne droit aux deux exemplaires du premier, au prix de l'édition, 6 fr. 50.

Avis aux retardataires.

J. Grave.

PETITE CORRESPONDANCE

P., à St-Claude. — J'attendrai.

A. P., à Beauvais. — Il y en a tellement de cet acabit; s'il fallait toutes les relever! — Je vous envoie les cartes du « Militarisme », celles des lithos ne sont pas encore gravées.

G., à Lyon. — Je vous envoie celles qui existent : 0 fr. 05 pièce, plus frais d'envoi. — Il y en a 25. D'autres sont en préparation.

L., à St-Louis. — Entendu, je porte 2 fr. à votre compte pour le 2e volume.

X. Y., à Dôle. — Le *Bonhomme de neige* est bien. De quelle langue est-ce traduit?

F., à Lons-le-Saunier. — Bon. Entendu.

Nantes. — *Roubaix*. — *Avignon*. — Vos communications passent cette semaine, mais je vous rappelle que c'est le mardi qu'elles doivent être reçues, si vous voulez être assurés de leur insertion.

Reçu pour la liberté d'opinion : L. V., à Autun (pour la compagne Vernet), 1 fr. 50. — L., à Liège, 3 fr. En tout : 4 fr. 50. — Listes précédentes : 40 fr. 75. — En caisse : 45 fr. 25.

Reçu pour le journal : P., à Peyrins, 0 fr. 90. — X. Y., 0 fr. 25. — C. W., à Ashwell, 9 fr. 80. — M. E., à Rio de Janeiro, 15 fr. — X., 0 fr. 50. — Merci à tous.

H. M., à Paris. — O. M., à Bruxelles. — D., à Paris. — C., à Saleux. — P. E., à Peyrins. — G. R., à Peebb. — L., à Arles. — G. E., à Liège. — C., à Bourg-Argental. — M., à Paris. — V. J., à Joannas. — C., à Clarens. — M., à Wien. — K., à Creil. — L., à Pacy. — M., à Lyon. — J. G., à Lyon. — M., à Bourges. — P., à Nancy. — V., à Ganges. — K., à Lausanne. — A. C., à Orléans. — P., à Montreuil — « Foyer du peuple », Amiens. — A., à Marseille. — G., à Vienne. — G., à Dôle. — E. M., à Chaux-de-Fonds. — R., à Lausanne. — B., à Domats. — G., à Mâcon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 45 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 MARS 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Nous rappelons que, pour aider à la campagne de la « Mano Negra » qui ne doit pas se ralentir, si on veut qu'elle aboutisse ; nous avons en outre du numéro si artistiquement dessiné par Hermann-Paul, (0 fr. 40 ; franco 0 fr. 55), qui se trouve également chez les libraires et dans les gares :

La Mano Negra, *récit des faits, à 0 fr. 10, franco 0 fr. 15. Pour la propagande, 4 francs le cent;*

La Mano Negra et l'opinion française, *compte rendu du meeting tenu à l'hôtel des Sociétés savantes, à 0 fr. 05, franco 0 fr. 10, le cent 4 francs.*

Nous rappelons également que le bénéfice qu'il peut y avoir si ces divers tirages s'écoulent, sera envoyé aux camarades de la « Mano Negra », car ils auront besoin d'argent à leur sortie.

RETOUR OFFENSIF

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* savent comment le grand meeting de Trafalgar Square, à Londres, qui, tenu à la fois par les représentants des *Trade's unions* et par les révolutionnaires de tous pays réfugiés à Londres, devait avoir un énorme retentissement, fut décommandé à la suite de la fausse nouvelle de mise en liberté des condamnés de *la Mano Negra*. La décision fut télégraphiée à Madrid, avec quelques mots d'éloges pour le ministre Dato.

Hâte généreuse et imprudente, car les gouvernants, ne sentant plus la pointe de l'aiguillon, qui seul les faisait avancer, depuis quelques mois, à une allure presque rapide, tout à coup s'arrêtèrent et montrèrent qu'ils n'avaient pas oublié leurs vieux principes, et que même ils n'avaient jamais fait qu'attendre impatiemment l'occasion d'y revenir. Le 25 février, un conseil des ministres eut lieu où le ministre de la Justice annonça qu'il soumettrait au roi le décret de grâce pour les sept derniers condamnés, *après les élections*. Les élections législatives auront lieu au commencement d'avril : soit six semaines, au moins, de *gagnées*.

Le 21, *la Epoca* (ministérielle) annonçait encore que la grâce n'était plus qu'une question de jours : ce brusque revirement était le résultat de la fausse nouvelle stupidement publiée.

Pourquoi donc « après les élections » ? Les sept malheureux pouvaient-ils gêner les opérations électorales? Comme s'il n'y avait qu'eux pour dire que le droit de vote est une plaisanterie. En réalité, on cherchait un prétexte, et le premier venu était bon. L'essentiel était de revenir aux bons principes un instant méconnus sous la pression de l'opinion. Le premier, c'est d'accorder toujours le minimum possible, et, quand on est contraint d'accorder quelque chose, de le diminuer, de le rogner jusqu'à pouvoir nier soi-même qu'on l'ait accordé. Traîner les choses en longueur, tenir les gens dans l'incertitude, leur infliger cette souffrance mesquine, c'est une sage tactique de tous les gouvernants. Ne rien faire, faire du mal, et quand on est forcé de faire quelque chose de bien, le faire mal, c'est leur morale.

* *
*

Il y a mieux. Depuis que Soledad Gastavo, dans *Tierra y Libertad*, a publié les preuves du crime commis en 1883 contre les paysans andalous, pas une dénégation ne s'est élevée (sauf celle, inévitable, de M. Pablo Iglesias, chef du « parti socialiste » espagnol) Le gouvernement n'a pas trouvé d'objections. Il lui a fallu laisser raconter tout au long les atrocités policières et le long crime gouvernemental de la Main Noire. Mais il n'avait pas pour cela oublié les préceptes de Loyola. Le lendemain de ce conseil des ministres dont les décisions ne sortiront pas de notre mémoire, M. Silvela a eu une belle inspiration, qui s'est traduite dans l'information suivante, téléphonée de Madrid par l'Agence Fabra à l'Agence Havas, à Paris : « La police de Velèz-Malaga a arrêté deux anarchistes porteurs de documents de la Mano Negra, relatifs à l'assassinat de M. Canovas. » Cette nouvelle burlesque n'a point de sens en elle-même, mais elle est significative : elle veut dire que M. Silvela, mis en goût par ce qu'il a pris pour un désarmement (1), a formé le projet audacieux de faire revivre la légende de la Main Noire. La terrible association, si nous voulons l'en croire, n'a pas seulement existé il y a vingt ans en Andalousie; elle existait encore à Madrid en 1897! Peut-être même avait-elle des ramifications à Paris, puisque Angiolillo venait de Paris, et à Cuba, puisque ce fut le docteur Betances, délégué de la révolution cubaine à Paris, qui fournit à Angiolillo les mille francs nécessaires à son voyage et à l'exécution de son acte héroïque (2).

Remarquons d'ailleurs que, à Madrid, *la Epoca* et *El Imparcial* ont donné la même nouvelle, *mais sans le passage relatif à la Mano Negra* : ils n'ont tout de même pas osé. C'était une bourde pour l'exportation.

Jusqu'à ce jour, les choses en sont restées là. M. Silvela était parti de ce principe, que plus ça change et plus c'est la même chose; avec une admirable logique ecclésiastique, il voulait, au lendemain d'une dénonciation éclatante, preuves à l'appui, du mensonge criminel, proférer derechef le même mensonge et le faire accepter derechef comme une vérité. Cet homme a quelque mépris de ses contemporains. Mais il lui faut bien voir, cette fois, que ça ne prend pas.

M. L.

(1) Nous savons que la campagne va reprendre à Londres avec une ardeur double.

(2) Voir le livre de M. L. Bonafoux, *Betances*, page 22, vol. à l'Imprimerie moderne, Palau, 1. Barcelone. En dépôt chez M. Ventura, 9, rue Lamartine, Paris.

Dernière heure : « Madrid, 5 h. 12 matin.

« Les condamnés de la Mano Negra sont amnistiés. *Federico Urales* (de *Tierra y Libertad*). » Cette fois, la source est bonne, c'est la victoire. La protestation de l'*Aurore* (grâce à Pressensé) a produit son effet. — M. L.

HISTOIRE DE SIX BOMBES

Quand eurent lieu les attentats de la Grande Rue contre le général Martinez Campos et celui du Liceo, par vengeance du fusillement de Pallas, la police de Barcelone s'empara de six bombes véritables.

Après avoir été analysées, ces bombes furent déposées dans les sous-sols du tribunal. Quelques mois après, le président ordonna de les jeter à la mer.

En vertu de cet ordre, un matin, quatre individus de la police prirent les projectiles avec eux dans un bateau et se dirigèrent vers la haute mer.

L'air frais du matin ouvrit un peu l'intelligence de ces policiers, qui pensèrent que l'ordre de l ur chef hiérarchique n'était pas admissible, parce qu'il les privait d'un moyen magnifique de mettre à jour leurs mérites et de servir noblement ceux qui les payaient.

De sorte que les six bombes revinrent à Barcelone avec les policiers, pour être déposées dans un cachot réservé du gouverneur civil de la capitale Catalane.

Depuis lors ces six bombes ont joué un rôle des plus importants dans toute agitation ouvrière ou dans toute persécution arbitraire. Une fois l'on en trouva trois recouvertes d'ordures dans la rue de Fivaller ; dans une autre occasion, toutes les six réunies furent exhumées d'une excavation ; plus tard, l'on en découvrit cinq dans une grotte de la montagne de Montjuich, et, pour ne pas allonger l'histoire des services politiques qu'ont rendus dans Barcelone les dits engins, nous dirons que dernièrement, sur une dénonciation confidentielle, l'on en trouva deux dans la campagne de Vallvidrera. Les auteurs de cette dernière trouvaille disent que la terre était fraîchement remuée et que les bombes paraissaient neuves ; ce qui montre qu'un jour avant la confidence, le confident les déposa à l'endroit designé après les avoir remises à neuf ; chose très facile et qui dut demander peu de travail.

Mais voici un trait d'esprit de la police ! Il y a trois semaines, avant la découverte des deux bombes de Valvidrera, il en restait seulement cinq dans le cachot réservé du gouverneur civil de Barcelone. Celle qui manquait avait été expédiée par le chemin de fer à Madrid renfermée dans une caisse.

L'expéditeur devait ignorer qu'il y a une douane à Madrid qui visite tous les colis, il devait ignorer aussi que Francisco Domingo, auquel était adressé l'envoi en question, était un ouvrier d'idées avancées mort à Cuba, il y a une quinzaine d'années, en combattant pour l'indépendance de cette île.

Il est à supposer que l'avis de la douane aura été envoyé à Francisco Domingo, le prévenant qu'un cadeau envoyé par un ami pour sa fête était en souffrance à la gare du Midi ; mais on ne lui disait pas que la police informée de l'envoi, l'y attendait. Qui sait ! le mort est peut-être allé retirer son cadeau ?

Et voilà terminée la comédie qui pouvait se changer en tragédie.

Jamais l'on ne découvre, jamais l'on ne découvrira plus de six bombes, parce que les trois que l'on découvre un jour ici, les quatre qui un autre jour apparaissent là, et celle que l'on montre plus tard là-bas proviennent de la même famille.

Elles proviennent de celles qui, pour de pareils cas, se gardent dans le palais du gouverneur civil de Barcelone, d'où elles sortent et rentrent au gré d'un misérable.

L'heure nous paraît arrivée de demander qu'on détruise publiquement les six bombes sans qu'il en manque une; cela pour le contentement général et pour qu'elles ne restent plus entre les mains de gens sans conscience qui s'en servent pour porter la misère et la douleur aux foyers de nombreuses familles ouvrières.

UN QUI SAIT CE QU'IL DIT.

(*Tierra y Libertad*, 15 janv. 1903.)

DES FAITS

Le sacerdoce de la presse.

L'heure est décidément à des règlements de comptes étranges : après le diplomate siamois qui réclame 175.000 francs de frais de publicité pour avoir conclu le traité franco-siamois, voici un courtier français qui réclame 660.000 francs de dépenses pour avoir fait envoyer la flotte française à Mytilène...

Nous avons avant-hier raconté la dernière affaire, telle qu'elle a été exposée devant la première chambre de la cour de Paris, par deux membres des plus distingués du barreau, Me Raoul Rousset et Me Maurice Tézenas. Rappelons-la pour mémoire :

Une des héritières de M. Lorando, Mme la marquise de Bridieu, trouvant que l'opinion publique était un peu lente et un peu tiède à s'occuper de sa créance, résolut de l'activer et de l'échauffer quelque peu. Mme la marquise de Bridieu, par l'organe de son avocat, Me Raoul Rousset, prétend, d'ailleurs, que si l'opinion publique était si rétive, c'est qu'elle était égarée par des articles de journaux, payés par la Turquie et dirigés contre MM. Lorando et Tubini. Quoi qu'il en soit, Mme de Bridieu s'adressa à un intermédiaire et lui promit : 1° une commission de 15 0/0 ; 2° une somme de 15.000 livres turques (la livre vaut 26 francs) si, grâce à ses bons offices, elle parvenait à recouvrer sa créance.

L'intermédiaire, après s'être adjoint un journaliste réputé, M. Henry Fouquier, se mit immédiatement en campagne; et c'est alors qu'un peu partout on entendit résonner dans la presse des articles déclarant « qu'il y allait de l'honneur et de la dignité de la France d'obtenir satisfaction de la Turquie, qu'il convenait de ne pas reculer, que l'opinion publique réclamait un exemple énergique », etc... Bref, la flotte française fut envoyée à Mytilène, le sultan paya la créance Lorando, mais les héritiers Lorando ne payèrent pas leur intermédiaire. D'où le procès...

(*Le Matin*, 28 février 1903.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Deux soldats de 1re classe, au 153e de ligne, avaient été chargés de l'instruction militaire d'un jeune soldat, Louis Bonté, qui était de faible intelligence et ne parvenait pas à comprendre les exercices.

Ces deux soldats, fiers de porter un galon et de faire fonction de caporaux, rudoyaient leur camarade, leur « inférieur », au lieu de lui expliquer les mouvements avec patience. Un jour, Bonté se fâcha : « Après tout, dit-il à son instructeur, tu n'es qu'un soldat comme moi, tu dois m'instruire et non me faire crever; si tu continues, je vais te taper dans la g... »

Pour ces quelques mots, Bonté a été traduit en conseil de guerre et condamné à un an de prison.

⁂

A Lille, un sergent a cassé la jambe d'un soldat d'un coup de crosse. A Lille encore, au 43e de ligne, un caporal a donné un coup de pied dans le ventre du soldat Delbaere, transporté à l'hôpital.

⁂

A Boulogne-sur-Mer, au 8e de ligne, un soldat souffrait d'un panaris et, empêché par la douleur de prendre part aux exercices, se fit porter malade. Le médecin-major ne le reconnut pas malade, ce qui valut au soldat une punition.

Un matin, il se leva avant les autres, descendit au lavabo de sa compagnie, déchira sa chemise, en fit des lanières et se pendit. Au réveil, ses camarades le trouvèrent mort.

⁂

Au conseil de guerre de Tunis, condamnation à mort du disciplinaire Carrard. Le sergent Giansily avait fait des observations à Carrard qui refusait de mettre son képi et s'était fait porter malade. Carrard était rentré sous sa tente, puis était revenu se placer devant la porte, les mains derrière le dos. Giansily venant à passer, Carrard lui demanda s'il lui porterait une punition. Le sergent répondit oui ; alors Carrard le saisit à la gorge et le frappa d'un coup de couteau en plein cœur.

Je sais bien que la vie de caserne n'est pas remplie que d'actes de ce genre, qu'on n'y passe pas toutes ses journées à être maltraité, frappé, à se suicider et à assassiner ses chefs. Mais on y passe toutes ses journées à perdre un peu de sa personnalité, à apprendre la brutalité et la peur, à s'y diminuer. Il est vrai que la vie civile, elle aussi, telle qu'elle est comprise actuellement, encourage plutôt la lâcheté que l'héroïsme. Mais dans la vie militaire, tous les vices de la société sont poussés à l'extrême: l'autorité y est presque sans limites, et le mépris d'autrui y est presque absolu.

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — Quelques socialistes du comité Portefoin se sont émus des dernières manifestations du baron Millerand, entre autres du vote des poursuites contre les auteurs du *Nouveau Manuel du soldat* et aussi de son vote *contre* la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le susdit comité a donc traduit Millerand à sa barre, mais après explications, l'exclusion proposée par quelques membres a été repoussée et l'ex-ministre socialiste(!) s'en est tiré avec un blâme, qu'il n'a du reste pas accepté, se réservant, a-t-il déclaré, d'en appeler au prochain congrès socialiste qui aura lieu cette année à Bordeaux.

Tout cela, avouons-le, ne serait guère intéressant — les soi-disant socialistes nous ayant depuis bien longtemps habitués à d'autres trahisons — si Millerand n'en avait profité pour faire une charge à fond de train contre les anarchistes.

Pour lui, le *Nouveau Manuel du soldat* est un pamphlet exclusivement anarchiste et, comme jadis au Congrès de Londres, il entend n'avoir rien de commun — et nous donc! — avec les anarchistes. Millerand n'entend pas qu'on excite — même en cas de grève — les soldats à la rébellion : aussi désapprouve-t-il la propagande anti-militariste entreprise par les Bourses du Travail.

Il fut un temps cependant où la propagande antimilitariste faisait partie et occupait une bonne place dans la propagande socialiste, mais les temps sont changés. Au pouvoir et sans doute encore au pouvoir demain, la clique socialiste est appelée à se servir de l'armée contre les travailleurs si ceux-ci montrent quelques velléités de révolte. Et Millerand entend ménager une porte de sortie à son parti.

Un gêneur a bien invoqué aussi la « liberté de la presse » inscrite au programme des républicains de 1869, mais Millerand n'en a cure: la liberté! son socialisme ne la connaît pas et se refuse à la connaître.

Sur la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, Millerand a répondu, comme jadis M. Jules Ferry, qu'il « s'agit en l'espèce d'une question d'opportunité » et que « l'instant ne lui semblait pas propice ».

Et comme Millerand reste toujours membre du grrrand parti socialiste, je vous le demande sincèrement, que reste-t-il de socialiste dans votre socialisme?

O gens de bonne foi du *Cri du peuple* d'Amiens éclairez-moi!

⁂

J'ai montré comment les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, las des politiciens qui ont la prétention de les diriger, ont, dans ces derniers temps, repris le dessus et ont fondé à côté du syndicat Basly une organisation révolutionnaire qui vraisemblablement portera le dernier coup au semblant d'organisme politique.

Il faut croire que la dernière grève a ouvert les yeux des mineurs un peu partout, car le syndicat des mineurs de la Loire vient à son tour — après Decazeville, Montceau, etc. — de lâcher la Fédération où trônent les Cotte et autres politiciens de même acabit.

Voici, du reste, le document dans lequel le syndicat de la Loire explique et donne les raisons de sa détermination.

« 1° Considérant que, depuis que la Fédération nationale existe, elle n'a rien fait pour organiser les mineurs dans les centres où il n'existe aucun syndicat, ce qui est la cause que beaucoup de mineurs du Sud et du Centre n'ont pu suivre le mouvement général ;

« 2° Considérant que les cotisations versées à la Fédération nationale ont été *gaspillées* dans les congrès internationaux ou dans *des délégations aux pouvoirs publics*, au lieu d'être affectées à la propagande syndicale ;

« 3° Considérant que c'est par la faute du Comité national que la grève a échoué et que de ce fait les mineurs ont été lésés dans leurs intérêts.....

« 4° Considérant que, depuis quelque temps, la majorité des délégués des syndicats à la Fédération des mineurs de la Loire cherche, par tous les moyens, à faire de la Fédération une parlotte ministérielle, en délaissant le terrain économique pour *faire de la politique et entraîner de ce fait les syndicats à la dérive*.

« Pour ces raisons, le syndicat, ne voulant pas se faire le complice de pareils fumistes, décide de se retirer..., etc. »

Et c'est ainsi que, petit à petit, las des déceptions de la politique, le syndicalisme s'épure.

Nous avions du reste prévu ce qui arrive lors de l'échec désastreux de la dernière grève des mineurs. Partout les politiciens découragent ceux qui ont eu le plus confiance en eux. Ce qui se passe au syndicat des mineurs de la Loire ne s'y circonscrira pas, souhaitons-le ; et bientôt nous serons en mesure d'opposer au mouvement politique une organisation économique autrement forte et puissante, avec laquelle devront compter capitalistes et politiciens alliés.

Dans la Loire, le pas est fait. Aux révolutionnaires d'agir et de se montrer à la hauteur de la situation.

⁂

Il y a quelques mois, nous avons relevé ici les renvois successifs d'ouvriers opérés dans les arsenaux.

A la suite de démarches des politiciens intéressés, un certain nombre de renvois furent différés. Mais cela n'aura pas été pour longtemps, car la semaine dernière l'on apprenait subitement à Saint-Etienne le renvoi de 800 nouveaux ouvriers de la manufacture d'armes, et, parmi eux, plus de 150 « commissionnés » c'est-à-dire ayant un certain nombre d'années de présence aux ateliers.

Ces nouveaux renvois montrent bien ce que valent promesses de politiciens ; aussi ne nous y appesantirons-nous pas.

L'émotion est grande à Saint-Etienne, car c'est la misère en perspective pour plus de 3.000 personnes et les sans-travail étaient déjà fort nombreux dans la région.

J'apprends à la dernière minute que les renvois ne se circonscriront pas aux ateliers de Saint-Etienne. A Tulle, plus de 600 ouvriers viennent d'être prévenus d'avoir à se chercher du travail. Le budget est dans le marasme, et comme il faut faire des économies, c'est sur les salaires d'ouvriers et non des gros sinécuristes que l'on rogne.

P. DELESALLE.

Autriche.

La première exposition ouvrière de Prague a été l'occasion d'une enquête sur le mouvement actuel démocratique et social en Bohême. Malgré ses lacunes inévitables, et quoique limitée aux ouvriers de nationalité tchèque, cette enquête permet de suivre assez bien la marche et la nature de ce mouvement. Nous en extrayons les intéressants résultats suivants :

Avant 1880, le parti n'était organisé que dans 5 localités industrielles et dans 2 rurales (ici, certainement aussi entre ouvriers). De 1880 à 1885, il conquiert 18 localités nouvelles, dont 14 pratiquent la grande industrie. Dès lors, le mouvement prend une extension rapide, mais sans gagner encore la campagne, ni les villes de petite industrie. Il atteint son apogée dans la période comprise entre les années 1891-1895, avec 116 localités nouvelles, parmi lesquelles un assez grand nombre de petites

villes et de communes rurales. La période 1896-1901 accuse, au contraire, tout au moins un temps d'arrêt (112 localités nouvelles seulement), sensible surtout dans les campagnes.

Examinons maintenant le nombre des adhérents. On compte 13.102 hommes et 739 femmes, dont 7.195 (hommes et femmes compris) pour les lieux de grande industrie. Ce chiffre est évidemment inférieur à la réalité : il ne comprend, en effet, que ceux qui acquittent régulièrement leur cotisation ; de plus, un certain nombre d'organisations locales n'ont pas répondu au questionnaire qui leur avait été adressé. On peut donc, sans exagération, évaluer le nombre des démocrates socialistes tchèques à 45 ou 50.000.

Il resterait à établir la comparaison entre le nombre des ouvriers et celui des membres de ces associations. Mais les statistiques publiées présentent de si étranges anomalies qu'elles ne peuvent, pour l'instant, servir de base à une appréciation exacte.

(*Akademie*, Prague, décembre 1902.)

Suisse.

Vaud. — « Une jeune fille d'origine neuchâteloise, en pension chez M. S., à Bière, s'est suicidée en se tirant au cœur une balle de revolver. Dans une lettre qu'elle a laissée, elle dit qu'étant abandonnée de tous, dans la misère, et sans soutien, elle ne voit d'autre moyen de salut que le suicide. » (*Le Genevois.*)

***

Tessin. — Samedi dernier, une manifestation a été faite sous les fenêtres de l'évêché à Lugano. Il était 11 heures du soir ; le charivari donné à l'évêque avait pour objet de protester contre sa dernière lettre pastorale au sujet de la crémation. Quelques opposants ont bien essayé de crier Vive l'évêque! et des altercations s'en sont suivies, mais le charivari a continué bon train.

Décidement, le respect s'en va.

***

Genève. — Le 31 décembre, vers minuit, un groupe de 150 camarades est arrivé sous les murs de la prison de l'évêché et y a chanté « l'Internationale ». Ce chœur entonné par des voix mâles et vibrantes, résonnant au milieu de la nuit dans ce coin perdu de la ville, précisément sur la place même où le gouvernement genevois fit fusiller Pierre Fatio pour un acte similaire à celui reproché par les jugeurs à Bertoni, a vivement impressionné notre ami en l'honneur de qui était organisé cette manifestation. Les policiers avisés se sont amenés en toute hâte — leur caserne est proche de la prison — mais, comme dans la forêt de Saint-Germain : trop tard.

Etats-Unis.

Un magistrat de Chicago avait donné l'ordre à la police d'arrêter le tenancier d'une maison mal famée ainsi que tous les individus qui s'y trouveraient. Les policiers arrivent à 3 h. 1/2 du matin à Woodruff hôtel, 22 street, Wabash avenue, — c'est l'adresse du repaire — ils y trouvent un certain nombre d'hommes et de femmes qu'ils emmènent à la station de police de Cottage Grove avenue. Aussitôt le convoi arrivé, l'un des arrêtés qui offre 5 dollars à un des agents est immédiatement relâché, un autre client de la maison infâme à qui un agent demande son nom, refuse, mais offre 2 dollars et on le laisse aller; un troisième individu donne 7 dollars et file à son tour. Deux des clients de Woodruff-hôtel n'offrent rien aux policemen, et ceux-là seuls furent maintenus en arrestation. Selon le patron de la maison, un nommé L. B. Taylor, les agents auraient empoché en tout : 200 dollars des individus relâchés par eux.

***

La république américaine compte 3828 archi-millionnaires dont les capitaux réunis représentent 16 milliards de francs. La fortune dite nationale des Etats-Unis étant évaluée à 81 milliards, ces capitalistes en possèdent donc la cinquième partie.

Il y a quatre-vingts ans, il n'y avait dans le pays que six millionnaires, dont deux possédaient chacun trois millions de dollars.

Parmi les archi-millionnaires américains le 88 0/0 n'avaient pas de grande fortune, les 12 autre pour cent ont hérité leurs millions.

***

Il n'est rien de tel que les soi-disant démocraties pour pousser loin l'arbitraire lorsqu'elles se sentent quelque peu menacées.

Notre république, dans un moment de lâcheté générale, nous a gratifiés de *lois scélérates* qui n'ont guère leur pendant qu'en Russie.

Aujourd'hui c'est le peuple américain qui vient d'être doté, lui aussi, de ses lois scélérates. La Chambre des représentants vient en effet d'adopter un rapport dont voici la substance.

1. La peine de mort est ordonnée pour l'assassinat du président ou du vice-président, ou de toute autre personne remplissant les fonctions de président, d'un ambassadeur ou ministre accrédité.

2. La peine de mort, ou un emprisonnement d'au moins 10 ans, pour toute tentative des mêmes crimes.

3. Toute personne aidant, conseillant ou encourageant les mêmes crimes, sera punie des mêmes peines que le coupable principal.

4. Toute personne enseignant que c'est un devoir, une nécessité de tuer un ou plusieurs fonctionnaires des Etats-Unis, ou de tout autre gouvernement civilisé, sera punie d'une amende n'excédant pas 5.000 dollars, ou d'un emprisonnement ne dépassant pas 20 ans ou à ces deux peines.

5. L'accès des Etats-Unis est interdit à toute personne hostile ou appartenant à des organisations hostiles aux gouvernements intéressés.

Russie.

A Uman, province de Kiew, deux hommes de loi ont voulu faire homologuer un contrat en forme, par lequel l'un de ces personnages officiels cédait à l'autre le droit d'entrer au ciel après sa mort. Ce droit fut payé comptant quinze roubles.

Près de Tiflis, une femme fut prise de délire; pour l'en guérir, on la plaça au-dessus d'un feu et la malheureuse « possédée par le diable » fut cruellement brûlée. Le prêtre de la localité où ce fait s'est passé déclare pour se défendre que les popes orthodoxes de la région du Caucase usent du même procédé à l'égard des personnes possédées.

Egypte.

Alexandrie. — Dans notre *Operaio*, qui est arrivé heureusement à son trente et unième numéro, nous fîmes paraître une note, d'où il résultait que le nommé J. C. Lagoudakis, propriétaire d'un établissement lithographique, avait réduit le coût d'un travail qu'il avait donné à forfait à quelques-uns de ses ouvriers, de 50 0/0. Remarquez que le prix avait été fixé par Lagoudakis lui-même. Naturellement, nous ne faisions pas des compliments à ce Monsieur, qui crut que l'*Operaio* était l'organe de la Ligue de résistance typolithographique. Ce fut alors qu'il imposa aux ouvriers de son établissement qui faisaient partie de la Ligue, de vouloir donner tout de suite leur démission. Dans le cas contraire, il les aurait remerciés. Les ouvriers ne voulurent point consentir ; ils abandonnèrent immédiatement le travail. Après eux, tous les autres ouvriers de l'établissement se mirent en grève.

Cette grève a eu des phases aiguës, mais à présent un grand calme règne des deux côtés. Les grévistes sont aidés par la Ligue, qui leur paie une demi-journée de travail, excepté pour les indigènes, qui reçoivent leur paye tout entière. Les grévistes sont au nombre de 136. Ils ont aussi des secours de la Ligue-typographique du Caire.

Cette grève, quoiqu'elle ne soit pas la première en Egypte, est pourtant celle qui a jusqu'à présent une importance indiscutable par la cause qui l'a produite. Il s'agit d'un patron qui, effrontément crie : « Mes ouvriers ne doivent pas faire partie d'une association. »

J'oubliais de vous dire que les autorités locales sont intervenues pour porter l'accord entre ouvriers et patron. Mais, au contraire, elles ont fini par se mettre du côté de ce dernier, dont elles défendent les intérêts.

Roberto d'Angiò.

République Argentine.

Aux ouvriers de toute l'Europe.

Travailleurs !

A l'heure actuelle, la République Argentine est entre les mains des sabreurs galonnés ; la vie des prolétaires dans ce pays est menacée continuellement par les plus bas sicaires d'un gouvernement de loups affamés. Les travailleurs pères de famille ne peuvent s'exposer à aller porter dans cette république l'effort puissant de leurs muscles ; chaque jour, chaque instant, leur vie et leur bonheur sont sous la menace terrible d'une réaction féroce et aveugle. Les salaires journaliers sont abaissés, le chômage est devenu un mal endémique. La crise économique est désolante ; la classe ouvrière est continuellement aux prises avec la plus noire misère.

Cette situation est le résultat d'une politique immorale, féroce et gourmande qui fait d'une république la servante complaisante de tous les tyrans de l'Europe qui font verser le sang des prolétaires.

Travailleurs de tous les pays ! N'allez pas à l'Argentine ! Dans ce pays tous les maux vous attendent, avec la nouvelle loi d'expulsion des étrangers vous ne serez jamais sûrs, une dénonciation mensongère lancée contre vous par n'importe quel mouchard sera suffisante pour que vous soyez expulsé du territoire de la république, à peine aussi que le cri de la douleur sortira de votre bouche en sonnant mal aux oreilles délicates de vos bourreaux qui veulent à tout prix vivre au milieu des délices par votre travail, sans le souci d'écouter le dur reproche de vos souffrances.

Les travailleurs expulsés de l'Argentine.

VARIÉTÉS

Colonisation.

Après avoir été quelque temps sans travail, je pris la résolution, en février 1894 de m'engager comme soldat dans l'armée des Indes néerlandaises pour six ans. Dans mon dernier article : *L'exploitation des marins*, j'ai dit que sur la mer on pouvait beaucoup apprendre, principalement ceux qui peuvent voir, entendre et penser. Cela est vrai ; j'y avais appris la société, c'est-à-dire, j'avais éprouvé qu'il y a beaucoup de choses qui ne sont pas bien, qui ne sont pas justes. Mais que je connusse les causes de tout cela, je ne veux pas le dire. Si c'avait été ainsi, je ne me serais certainement pas engagé comme soldat ; car enfin, maintenant je n'étais plus seulement un exploité, mais aussi, pour ainsi dire, un exploiteur, parce que les soldats dans les colonies ne servent à rien qu'à tenir les indigènes sous la violence.

Je m'étais donc engagé pour six ans. Après avoir passé un mois en Hollande, nous partîmes, et, après quarante-cinq jours de voyage, nous arrivâmes à Batavia, île de Java. Du voyage je ne raconterai pas beaucoup, sinon que la nourriture sur le bateau était très mauvaise, et que nous étions soixante-douze hommes dans un petit appartement, trop petit pour quarante, où nous vivions, dormions et mangions, un véritable lazaret, particulièrement lorsque nous vînmes dans la chaleur. Il y avaient des hommes qui n'avaient jamais vu la mer ; c'était un tel vomissement, aussitôt que le bateau commença à fronder, que c'était épouvantable. Il y avait un caporal qui a craché depuis Amsterdam jusqu'à Batavia, 45 jours sans finir. Comment cet homme est-il venu vivant aux Indes, cela je ne le comprends pas encore. Et ces cracheurs se trouvaient là tous dans leurs hamacs ; il puait là, que c'était une honte.

Quand nous arrivâmes à Batavia, on nous mit sur un steamer pour trois jours, et deux jours en chemin de fer pour arriver à destination de Magelang, Java. A Magelang, j'ai été quatre mois au dépôt ; alors j'étais « dressé », et fus envoyé à Djocjacarta (Java) dans le 11e bataillon d'infanterie — aux Indes, il n'y a pas de régiments. — Lorsque je fus là un mois, la révolte, ou, pour mieux dire, la querelle cherchée se produisit à Lombok, île à deux jours de chemin de fer et trois jours de voyage en bateau de Djocjacarta. Beaucoup des hommes du 11e bataillon furent commandés pour partir à cette île, mais je n'étais pas du nombre, donc je n'ai pas fait cette expédition. Lombok se trouvait sous la domination du roi de Bali — une autre île en face de la première, à deux ou trois milles plus loin — ; ce roi s'était simplement approprié l'île, comme le font d'ailleurs tous ces messieurs, et il exploitait les gens que c'était incroyable. Quand les Hollandais ont pris son palais, on a trouvé trois grandes caves pleines de pièces de cinq francs, et des bijoux d'une valeur incalculable. J'ai vu un kriss — sorte de grand poignard — de 2.500 francs, qui était à son fils. Le gouvernement hollandais, sous prétexte que le roi ne lui voulait pas

payer d'impôts — *voilà le deuxième voleur* — avait organisé cette expédition contre lui, dans l'intention de s'approprier Lombok à son tour. Il partit alors au commencement deux bataillons d'infanterie; mais *vraiment* ceux-là auraient vu des trucs, s'ils n'avaient pas eu vite du renfort. Une certaine nuit, le camp fut surpris, et, avant qu'on eût *pu* donner l'alarme, presque la moitié des hommes furent tués. Alors on envoya encore quatre bataillons d'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et deux bateaux de guerre, et, un mois après, l'île était sous le drapeau hollandais. Cela avait *coûté* quelques vies, aussi bien du côté des Européens et Javanais que du côté des indigènes. Deux mois après que les premiers hommes de notre bataillon furent partis, nous devions partir également; l'île était bien gagnée, mais pour ça la guerre n'était pas encore finie; ainsi pensaient au moins *tous* les hommes. Cependant, de tout le temps que j'ai été là, je n'ai pas entendu un seul coup de fusil. Mais qu'avait-on fait? De quatre villes que l'île comptait, pas un mur n'était resté debout, tout était mis à terre; de la capitale: Djacra-Negara, il n'y avait plus rien; d'Ampenan, de Kapitan et de Mataran, rien, plus rien, qu'un tas de pierres; tout était ravagé, la récolte, les arbres, les chemins, tout. De la population il n'en restait pas beaucoup non plus, ils étaient presque tous assassinés; ces gens étaient armés de kriss et de vieux fusils, avec lesquels ils attaquaient courageusement les soldats. Les femmes, les enfants et les vieillards, tous se battaient, mais qu'est-ce qu'ils pouvaient contre les canons, les fusils et l'exercice des Européens? Ils étaient presque tous tués. Quand j'arrivai sur l'île, on n'y voyait plus de vie; hommes, chevaux, vaches, chiens, les soldats les avaient « civilisés » tous. La misère y était grande; quand nous allions chercher notre nourriture à la cuisine, il y avait toujours une centaine de squelettes sur notre chemin pour demander un morceau de pain ou un peu de riz; quand nous sortions, nous trouvions toujours des gens mourant de faim en pleine route. Je fus une fois à Ampenan, sur la rive, et trouvai, dans une vieille barque à rames, cinq gens, un vieillard, trois jeunes filles et un garçon en train de mourir de faim. Pourquoi le gouvernement hollandais ne leur envoyait-il pas des bateaux avec du riz? On le verra bientôt.

(*A suivre.*) ANTOINE MICHIELS.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Il vient de se former un groupe qui, sous le nom de *Syndicat des locataires*, se propose de faire la guerre aux propriétaires. Pour renseignements s'adresser à Pennelier, *Bourse du Travail*, 3, rue du Château-d'Eau.

⁂

L'Education libre du III[e], 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 7 h. à 9 h.

⁂

Sommaire du dernier numéro de *Jean-Pierre*, 8, rue de la Sorbonne, Paris.

Max et Voltchok, conte du Chat-fileur (*suite*), trad. du russe.

Mouches, par Jacques Maritain.

La fête de Jean-Pierre, par Ch. M. Garnier.

Devinettes, jeux, etc....

⁂

Le camarade E. Girault ne peut plus accepter la moindre demande de conférences pour ses premier, deuxième et troisième itinéraires: ayant déjà répondu pour 72 villes, cela lui fait près de 100 conférences. Pour si vaste que puisse être cette tournée, il est obligé de la limiter. On peut encore faire appel à son concours pour Romilly, Troyes, Dijon, Corbeil, Montereau (4[e] itinéraire-juin) et c'est tout.

⁂

Le Livre, U. P., 12, rue de l'Ancienne-Comédie. — Mardi 10 mars. — Matruchot, docteur ès-sciences, maître de conférences à l'École Normale Supérieure: Le pain.

Jeudi 12 mars. — Malzac, licencié en droit: Gladstone.

⁂

Causeries populaires du XI[e], [salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 11 mars, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur l'Organisation du Bonheur (VII).

⁂

La Marianne, groupe artistique et théâtral, siège social (actuellement sans domicile). — Les camarades de la « Marianne » organisent pour le mercredi 18 mars, à 8 h. 1/2 (anniversaire de la commune), salle de l'Alhambra boulevard de la Villette une grande soirée de programme avec le concours des divers camarades; « l'Ami de l'ordre », un acte de G. Darien, « le Portefeuille », un acte de O. Mirbeau. — 0 fr. 30 pour les frais.

⁂

AMIENS. — Réunion du groupe de propagande le samedi 7 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au café Hordo, rue au Lin.

Compte-rendu de la réunion de Pont-Remy. Conférences en perspective.

⁂

ROUBAIX. — Tous les camarades sont invités à venir samedi 7 courant, à 8 h. 1/2 du soir, pour la répétition de: *Ouvrier, prends la machine* pour la sortie de la Mi-Carême.

⁂

LILLE. — Les camarades se réunissent tous les samedis, à partir de 8 h. 1/2 du soir, à l'estaminet, rue du Bourdeau, 13.

Samedi 5 mars, on s'y occupera de l'organisation de la prochaine conférence Girault sur la Grève générale. En outre, un camarade fera une causerie suivie d'une discussion, sur: L'action syndicale et les anarchistes.

⁂

MOREUIL (Somme). — Dimanche 8 mars, à 4 heures de l'après-midi, salle Lardi-Couture, meeting de protestation en faveur des victimes de la « Mano Negra », avec le concours du camarade G. Morel.

Entrée: 0 fr. 20 pour les hommes; gratuite pour les citoyennes.

⁂

LYON. — Groupe *Germinal*. — Réunion familiale dimanche 8 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26. — Causerie sur le Déterminisme et sur l'influence de la chaleur, sur l'évolution, la transformation et la destruction des embryons, par un camarade. La soirée se terminera par des chants et déclamations libertaires.

Il sera perçu 0 fr. 25 pour le vestiaire, au bénéfice de la brochure à distribuer.

Le groupe *Germinal* invite les camarades qui, depuis un certain temps sont possesseurs des livres de la bibliothèque, à les rapporter le plustôt possible; d'autres camarades désireraient en faire leur lecture.

⁂

CHAUX-DE-FONDS. — *Cercle ouvrier*, causerie sur la « Mano Negra » par le camarade Merle.

⁂

MARSEILLE. — Groupe central des Libertaires (*Liberté d'opinion*). — Dimanche 8 mars, à 9 heures du soir, grande soirée familiale dans la salle des Fêtes de la Brasserie de Bohême, rue de Noailles (en face la maison Dorée.)

1[re] partie: Concert vocal et instrumental; *Electeur, tu ne voteras point*; *Soldat, tu ne tireras point*, pièce sociale en un acte de E. Girault. — 2[e] partie: Causerie par Sébastien Faure. — 3[e] partie: Sauterie intime.

Vestiaire obligatoire: 0 fr. 50.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

Velkà Revoluce, Petr Kropotkin; 1 broch., 30 fr. à *Novy Kult*, à Prague.

Vychoré, F. Domela Niewenhuis; 1 broch., 30 fr., même librairie.

Son Frangin, 1 acte, par A. Cuche; à la « Société parisienne d'éditions », 5, rue de Savoie.

La Révolution future, par S. Jannet; 1 broch., 0 fr. 10, chez Montgenet, 111, rue Monge.

Pedagogia y ciencias sociales; 1 broch. à El productor Gracia-Barcelone.

Report of the proceedings du « Comercial Museum » Philadelphia.

L'*Olblat*, par J. K. Huysmans, 1 vol., 3 fr. 50 chez Stock.

Aux embuscades de la vie, par O. Clémenceau, 1 vol. 3 fr. 50 chez Fasquelle.

A lire:

Ricochets budgétaires, L. de Gramont, *Petit Bleu*, 3 mars.

Leçon de catéchisme, par J., *La Chronique* (Bruxelles), du 9 sept. 1902.

POUR L'ÉDITION

C'est un dessin de Augrand qui est à la gravure et non Dugrand.

Nous commençons à prendre les remboursements qui seront opérés petit à petit.

J'espère pouvoir livrer le volume dans trois mois au plus tard.

Prière au camarade de patienter et de nous trouver de nouveaux adhérents pour le second; des acheteurs pour le premier.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

10 cartes postales, réduction des 10 dessins de *Guerre-Militarisme*: 1 franc, franco.

La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy, franco: 0 fr. 15.

Communisme et Anarchie, de Kropotkine, couverture de Lochard: 0 fr. 15.

Le cent: 7 francs.

A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de Chevalier, franco 0 fr. 10.

Le cent: 3 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

L., à Montréal. — Le shilling en argent vaut 0 fr. 45 ici. N'envoyez plus de cette monnaie.

J. T., à Châtillon. — En effet, l'erreur s'est produite à la réimpression de la bande. Le premier finit fin mars et le second fin avril. Nous les mettons tous deux à fin avril.

P., à Beauvais. — *Burck Mitsu*, épuisé.

L., à Liège. — *Patriotisme, Colonisation*, ne sera pas prêt avant deux ou trois mois.

L., à Aberdeen. — Il y a des années que je n'ai pas entendu parler du camarade P.

J., à Aubervilliers. — Oui, le produit de la vente des brochures est pour les camarades de la « Mano-Negra ». Reçu mandat.

C. P., à Darnétal. — Ecrivez au « Musée Social », 5, rue Las Cases, Paris, qui vous renseignera là-dessus.

A. L., à St-Louis. — Entendu. Je porte les 2 fr. au compte du 2[e] volume.

G., à Limoges. — Il ne reste plus que quelques exemplaires à 1 fr., car elle ne sera pas rééditée.

L., à Orléans. — Je rectifie l'oubli.

L., à Amiens. — Bon. Mais j'ai déjà une fiche au nom de Morel. Ne serait-ce pas la même chose?

P. M., au journal. — 0 fr. 10 franco l'exemplaire; 3 fr. 50 le cent.

C. C., à Lisbonne. — Bien reçu en effet. Excusez de l'erreur.

P. R., à Londres. — Tout va bien. Ça fait le compte. Les volumes seront expédiés aux adresses, sitôt parus.

Reçu pour la Mano Negra: G. S., 3 fr. — Collecte à la première conférence de S. Faure à Marseille, 21 fr. 60 (moins les frais d'envoi, 0 fr. 40). En tout: 24 fr. 20. — Listes précédentes: 35 fr. — En caisse: 59 fr. 20.

Reçu pour la liberté d'opinion: L. O., à Venzolasca, 0 fr. 40. — G. L., à Cette, 1 fr. — L. M., à Tours, 1 fr. En tout: 2 fr. 40. — Listes précédentes: 45 fr. 25. — En caisse: 47 fr. 65. — Donné à quatre camarades expulsés de Suisse ou de l'Argentine, 25 fr. — Reste en caisse: 22 fr. 65.

Reçu pour la brochure à distribuer: G. L., à Cette, 1 fr. — Listes précédentes: 7 fr. 75. — En caisse: 8 fr. 75.

Reçu pour le journal: A. R., à Troyes, 2 fr. 50. — P. M. et H. B., à St-Lambert, 1 fr. — M. B., à St-Amand, 0 fr. 30. — G. L., à Cette, 1 fr. — Verax, 2 fr. — J. T. et C., à New-York, 22 fr. 90. — E. C., à Paris, 0 fr. 65. — L. M., à Tours, 1 fr. 20. — A. M., à Cologne, 5 fr. 50. — M., à Montner. — L. B., 20 fr. — H. R., à Paris, 2 fr. — Merci à tous.

C. M., à Paris. — L., à Paris. — D. P., à Zurich. — P., à Paris. — L. R., à Aix. — T., à Rebais — F., à Nouméa. — G. à Paris. — L., à Valenciennes. — B., à Genève. — V. P., à Levallois. — R., à Londres. — G., à Marseille. — G., à Rochefort. — C., à Saint-Germain-en-Laye. — M., à Paris. — V., à Saint-Mandé. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNÉE N° 46 — DIX CENTIMES — DU 14 AU 19 MARS 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LA *MANO NEGRA*

Le Conseil des ministres tenu à Madrid le 4 mars avait examiné et approuvé le décret d'amnistie présenté par le ministre de la Justice en faveur des condamnés de la Mano Negra *: c'est ce qui motiva le télégramme de notre camarade F. Urales, inséré dans notre dernier numéro. Une dépêche Havas du 9 mars nous apprend que le roi a signé un décret* commuant la peine des travaux forcés *que subissaient les condamnés* en celle de l'exil. *Comme pour Cristobal Duran Gil, on maintient l'affirmation de leur culpabilité et il faut qu'ils restent condamnés à quelque chose. Pour Duran, « l'exil » c'est l'interdiction de circuler dans un rayon de 25 kilomètres autour de Xérès ; en sera-t-il de même pour ses sept camarades ? C'est probable, car l'expérience de Montjuich a appris aux gouvernants espagnols qu'il est imprudent d'envoyer en France et en Angleterre, en promenade forcée, des gens qui peuvent montrer sur leur corps les traces des tortures qu'on leur a infligées. C'est pourquoi ils préfèrent maintenant une application plus anodine de la peine de l'exil.*

Avec toutes ces belles habiletés, on ne diminuera pas d'un iota la vérité, qui est l'innocence absolue des malheureux. Nous avons signalé les tentatives faites pour tromper l'opinion et tout au moins pour la distraire : ces tentatives caractérisées nous édifieraient, s'il en était besoin, sur l'amour de la justice qui peut inspirer les gouvernants de Madrid ; en même temps, elles nous montrent à quels procédés les défenseurs de la chose jugée sont forcés d'avoir recours : c'est tout ce qu'ils ont trouvé pour infirmer la démonstration faite, ici même, du crime gouvernemental de 1883. Ils nient encore, des lèvres, par habitude et par obstination catholique, mais le seul fait que nos camarades vont être mis en liberté, est l'aveu de leur innocence. Si impertinente que soit la forme du décret royal, son sens réel éclate à tous les yeux.

M. L.

HONNÊTES GENS ET CRIMINELS!

Nous pouvons nous réjouir, cette fois. Nos malheureux camarades d'Espagne sont enfin libres !

Parmi les terribles documents de la *Mano Negra* où, derrière chaque mot, nous avons trouvé de la cruauté et de la souffrance, parmi ces pages que nous lûmes tous avec un même frémissement de révolte, il y a quelques lignes touchantes dans leur simplicité biblique :

« Un jour, nous raconte dans son témoignage Jimenez Doblado, l'un des inculpés du troisième procès, un jour, j'accompagnai l'infirmier et, effectivement, José Léon était au cachot sur un lit de fer ; l'infirmier pansa ses plaies et lui parla ; mais il ne pouvait répondre, étant trop enroué. En sortant, mon ami l'infirmier me dit : « Je ne comprends pas où mènent toutes ces inventions. On dit que les travailleurs sont si méchants, mais cela ne peut pas être, car ce Léon allait aux champs avec son maître et sa maîtresse et, le soir, sa maîtresse allait tirer la perdrix aux places préparées dans les oliviers, et lui l'accompagnait toujours... »

Dans la masse timide et crédule combien ressemblent à cet infirmier ! Combien se lèveraient à leur tour s'ils comprenaient que les révolutionnaires sont, comme eux-mêmes, des hommes de bonne volonté, aux mœurs simples et douces ? Aussi les gouvernants entretiennent-ils, avec le plus grand soin, la légende du socialiste incendiaire et buveur de sang. Les moyens ne manquent pas et ils ne reculent devant aucun. Sous le masque d'un camarade, l'agent provocateur s'assoit à côté de vous au cabaret, suscite ou entretient votre exaltation, vous pousse à la violence et vous en fournit le moyen. D'autres vous font habilement perdre votre gagne-pain, vous réduisant ainsi, par la misère, au désespoir. Ailleurs enfin, comme en cette fantastique affaire de la *Mano Negra*, on crée de toutes pièces, selon un plan savamment dressé et se ramifiant au loin, toute une romanesque association secrète ; on invente tout de cette chose inexistante, son règlement, son nom, ses insignes et ses actes ; puis on arrête des innocents par centaines et, s'ils refusent de se reconnaître coupables, on arrache leurs aveux par la torture avant de les condamner au bagne ou à l'échafaud.

En quelque affaire que ce soit, les gouvernants, certes, sont coutumiers de mensonge et de ruse, amis des longues et souterraines intrigues. Ils entretiennent à cet usage toute une valetaille ignoble et qu'ils méprisent, sans en avoir le droit. Mais jamais, on peut le dire, ils ne vont aussi loin dans ces voies infâmes et tortueuses que s'il s'agit de perdre les hommes de courage et de bonté qui en toute franchise, ceux-là, combattent pour leur émancipation et celle de leurs frères. Alors tout est permis et l'ignominie des procédés passe l'imagination.

Réjouissons-nous donc d'avoir pu, grâce à l'admirable dévouement de quelques-uns, découvrir et montrer à l'Europe entière l'une des machinations les plus odieuses, les plus hardies et les plus ingénieusement conduites qui aient jamais été ourdies pour jeter la suspicion et la calomnie sur des travailleurs.

Non seulement des innocents sont sortis de leur geôle. Non seulement on a vu, une fois de plus, à quelle profondeur de corruption peuvent descendre ceux qui détiennent le pouvoir et la richesse. Mais encore, mais surtout, nous pouvons dire à la foule de bonne volonté qui ne sait pas ou qui hésite : « Voyez ceux qu'on vous apprend à détester, à mépriser, ceux qu'on vous montre comme d'affreux criminels. Ils sont blancs comme neige des crimes dont on les accuse, et ceux qui sont tout chargés de forfaits et d'opprobre, ce sont leurs bourreaux, — nos adversaires.

Ch. Albert.

LA MISÈRE AUX CHAMPS

C'est depuis longtemps un lieu commun de déplorer le lent dépeuplement des campagnes. Cette constatation et la recherche des remèdes à apporter à cet état de choses ont été matière à de nombreuses études, à d'importants travaux. Les bourgeois, effrayés par la force qu'acquièrent les grands centres ouvriers, et par la perspective d'un déséquilibre de la production, semblent s'être donné le mot pour dénoncer ce mal, particulier aux gros fermiers, comme une calamité publique.

Or, un déséquilibre de la production n'est guère à craindre d'Angleterre, qui n'a que des travailleurs industriels, ne meurt pas de faim pour cela. Mais comme cette transformation créerait une crise dont les grands propriétaires seraient les victimes, on cherche à l'éviter.

Aussi, dans tous les livres scolaires, ce ne sont qu'histoires de paysans ruinés à la ville, d'agriculteurs devenus bureaucrates faméliques, que tableaux sombres et émus du paupérisme des agglomérations populaires. Partout, c'est un déluge de conseils paternels aux ouvriers ruraux, de recommandations pressantes aux instituteurs, d'appels éloquents au public. « L'agriculture manque de bras ! l'agriculture manque de bras ! Tel » est le cri désespéré qui retentit partout, tel un glas.

Et savez-vous quelle est la cause de cet exode de la population agricole ? Elle réside tout entière, paraît-il, dans la fascination irrésistible de Paris, cette « cité de boue, de fange, de vice », de je ne sais quoi et de bien d'autres choses encore. C'est Paris qui attire les papillons de nuit et qui les brûle à ses lumières.

C'est tout ce que les bourgeois ont pu trouver. Cependant, pour qui a quelque peu franchi l'octroi de nos grandes villes, il apparaît clairement que tout n'est pas rose dans la rude existence du paysan, et qu'il y a loin de la réalité aux rêves idylliques de Virgile et aux déclamations optimistes de nos écrivains champêtres.

* *

La réalité, la voici ! La vie du laboureur est un véritable servage, et les temps ne sont guère changés où le seigneur avait droit de vie et de mort sur ses vassaux. Comme il est le seul employeur de la localité, le fermier décide qui mangera ou mourra de faim cet hiver. Et, pour forcer ses gens à rester chez lui, il loge les célibataires dans ses étables et ceux qui ont une famille dans des bicoques voisines de la ferme et dont il est propriétaire. Sa victime, ainsi, doit courber le front sous le joug, sans révolte, car la grand'route et la misère l'attendent. Et le « maître », comme l'appellent ses ouvriers, est si bien parvenu à imposer son autorité qu'en ce temps de « suffrage libre et universel »,

tous votent aveuglément pour le candidat nationaliste que leur a désigné le patron.

On pourrait croire qu'il y a une part d'exagération dans ces faits, mais quelques chiffres, faciles à vérifier, feront voir, mieux que de longs discours, la triste situation qui est faite aux cultivateurs. Ces chiffres s'appliquent particulièrement à la région du nord de la France et aux hommes qui sont employés à la ferme durant toute l'année, ceux qu'on désigne sous le nom de domestiques ou de charretiers. Le paysan qui s'est créé une situation indépendante et qui vit dans « sa » maison en cultivant la terre pour son propre compte est, au point de vue matériel, relativement heureux.

*
* *

Le salaire d'un premier domestique est d'environ 1 fr. 50 par jour, pour la nourriture. En admettant que ce malheureux n'ait pas été conduit à l'alcoolisme par la vie de bête brute qu'il mène et qu'il ne dépense pas sa paye au cabaret, on peut faire facilement le calcul de ce qui revient pour la nourriture quotidienne de chaque membre d'une famille de cinq personnes : quatre enfants et la mère. Ces familles sont la généralité et celles qui comptent sept enfants ne sont pas rares. Le loyer et les frais divers retirés, la dépense de chaque personne pour sa consommation alimentaire doit s'élever à 15 centimes par jour. Vous avez bien lu : quinze centimes !

Le mari, lui, n'est pas mieux nourri. Une miche de pain, du fromage blanc, voilà le repas de midi, sauf pendant la moisson où le menu se compose de soupe et de viande. De la soupe et du lard constituent habituellement le repas du soir ; dans quelques fermes bien notées, on donne du lièvre pendant la chasse.

On serait en droit de penser que, pour de pareils salaires, la journée de travail est courte ou le labeur peu fatigant. Qu'on se détrompe. A 2 ou 3 heures du matin l'été, à 4 heures au plus tard en hiver, tous les domestiques sont debout. La besogne ne se termine jamais avant 7 heures du soir et se prolonge quelquefois jusqu'à une heure plus avancée. On le voit, l'ouvrier agricole travaille de 14 à 16 heures par jour.

Il est à remarquer que cette longue tâche s'accomplit dans des conditions particulièrement pénibles. Sans abri contre l'inclémence des saisons, tour à tour sous la pluie, la neige, le soleil, les reins toujours pliés en deux, le paysan est toute l'année exposé à la rigueur du froid ou à l'étouffement de la chaleur. A l'époque des labours, quand les averses ont détrempé les champs, ces malheureux traînent à chaque sabot, pendant leur interminable journée, une quinzaine de livres de terre gluante — vrai boulet de forçats — qui les cloue au sol à chaque pas.

*
* *

Telles sont les tristes conditions de la vie matérielle aux champs ; au point de vue intellectuel, elles sont plus déplorables encore.

Le joug pesant et obligatoire du fermier a supprimé la volonté, l'habitude de l'obéissance passive a annihilé le raisonnement. C'est ce qui a fait mériter à l'habitant des campagnes sa réputation d'entêtement et de routine. L'ignorance, l'enseignement mensonger ou factice que prêchent le curé et l'instituteur, ont achevé d'en faire un serf toujours « taillable et corvéable à merci ». Les livres vous diront que l'accusation d'ignorance retombe sur les parents, qui préfèrent être aidés par le salaire ou les bras de leurs fils que de les envoyer apprendre la règle de trois à l'école. Les livres sont bien bons ; mais il est probable que si l'existence était plus facile et le travail moins rude, les ouvriers ruraux ne seraient pas si pressés de jouir du gain ou des forces de leurs enfants.

Presque toutes les fêtes, sinon toutes, sont oubliées dans le calendrier des champs et le repos hebdomadaire du dimanche y est inconnu. Ainsi nul temps ne reste au paysan pour développer son intelligence ou se délasser à son foyer ; les satisfactions les plus légitimes lui sont refusées, les joies de la famille lui sont interdites. Levés avant l'aube, rentrés à la nuit, un grand nombre de ces pauvres gens n'ont jamais vu pénétrer dans leur habitation la gaîté d'un rayon de soleil.

Cette situation est d'autant plus regrettable que rien ne peut y remédier. Avec la méfiance mutuelle des paysans, soigneusement entretenue par les fermiers, et le disséminement des habitants, toute organisation est impossible. Aussi l'union, qui fait la puissance des villes, ne peut-elle se réaliser dans les campagnes. C'est sans doute à cause de ce manque de cohésion et de l'arbitraire du vote, dirigé par ceux qui payent, que les politiciens ont jusqu'à présent négligé d'améliorer la condition des ouvriers agricoles. C'est ainsi que ceux-ci ne participent pas aux avantages de la dernière loi sur les accidents du travail.

*
* *

Comme on a pu s'en rendre compte par ce que nous venons de dire, le paysan est véritablement le paria de notre organisation sociale. Son sort n'est guère enviable et il n'est pas nécessaire d'agiter le spectre des villes boueuses et flamboyantes pour s'expliquer la désertion des provinces. On comprend facilement pourquoi, contrairement à une opinion très répandue, l'agriculture est une des corporations dans laquelle on meurt le plus jeune.

Aussi, aux laboureurs qui ont conscience de leur situation, nous n'hésiterons pas à dire :

« Travailleurs des champs, venez à vos frères les travailleurs des villes. Certes, vous ne trouverez dans nos usines ni la richesse ni le bonheur, mais vous y rencontrerez des camarades de lutte animés d'un sentiment profond de solidarité et votre existence, si elle n'est pas plus heureuse, sera au moins plus humaine, plus consciente et plus libre. Venez puiser dans les cités ouvrières des idées réconfortantes de vérité et de justice, venez apporter votre pierre à l'édifice d'émancipation sociale dressé pour le bonheur humain. »

ANTOMARCHI.

RÊVE D'AVENIR

L'égoïsme.

L'ordre social qui régit les nations civilisées est tellement défectueux qu'il falsifie tout ce qu'il touche.

C'est un phénomène remarquable que, dans les questions morales, religieuses, politiques, économiques et autres analogues, il n'est, pour ainsi dire, pas un seul mot qui ait un sens bien net, bien défini, sur lequel tout le monde soit d'accord. C'est un véritable désordre.

Il est bon d'en signaler la cause et de la faire disparaître, si l'on veut mettre un peu d'harmonie dans la société.

Cette cause, nous l'avons indiquée dans un précédent article.

Il n'y en a qu'une : c'est l'exclusivisme social.

Non seulement il tue toute fraternité, parce qu'il introduit dans les faits des germes de confusion, de désorganisation en toutes choses ; mais il tue aussi la clarté dans le langage, parce qu'il y introduit les mêmes germes délétères, qui en font un inextricable chaos, où l'on ne peut se reconnaître.

Le sens étymologique des mots n'échappe même pas à cette loi. Chacun le torture au gré de ses intérêts, le rend ondoyant et divers, le met souvent en contradiction avec lui-même — et de tout cela résulte un grand préjudice pour la paix sociale et les mœurs publiques.

Entre mille preuves, les mots égoïsme, égoïste en fournissent éloquemment la démonstration.

Ces mots, d'une origine hybride, viennent du latin *ego*, moi, et du grec *istêmi*, je me dresse. Il est en effet bien naturel, il est même obligatoire que tout individu affirme sa personnalité, qu'il en souhaite, qu'il en effectue le développement et la reproduction.

Nous définissons donc l'égoïsme : « l'instinct, le sentiment de conservation, de développement et de reproduction, qui existe dans tout être animé. »

C'est, chez l'homme, un terrain neutre qu'il aurait fallu bien cultiver.

Sans nous occuper, quant à présent, des étranges déviations qu'il a subies, dans le cours de l'évolution sociale (ce que prouvent tous nos dictionnaires), déviations qui en ont fait un vice exécrable, nous le considérons comme devant devenir « la vertu pivotale de l'humanité », quand il sera lancé dans le bon chemin.

Comme toutes les activités, toutes les aptitudes, comme toutes les passions humaines, il est sujet à deux essors : l'un bon, l'autre mauvais.

A l'origine, aux époques de faiblesse, d'ignorance, de misère de la sauvagerie primitive, il était naturel qu'il suivît la voie de l'exclusivisme — en excluant autrui des maigres avantages qu'il pouvait laborieusement se procurer, qu'il désirait conserver pour lui d'abord, ensuite pour les siens.

Autrui, alors, était l'ennemi qu'on exploitait, qu'on pillait sans merci, qu'on tuait ou qu'on réduisait en esclavage, quand on était le plus fort. De là, entre les individus, les familles, les clans, les provinces, les nations, des haines, des guerres atroces, éternelles, qui se continuent, par habitude, encore aujourd'hui.

Aujourd'hui cependant, l'humanité dans son ensemble est devenue assez savante, assez industrieuse, assez riche, assez forte, assez affective — elle devrait bien aussi devenir assez intelligente — pour lancer l'égoïsme dans la voie opposée, dans la voie de l'inclusivisme, — en incluant, en accueillant autrui, non plus comme un ennemi qu'on exploite, mais comme un frère qu'on aime, qu'on admet à la table commune, et qui participe aux avantages de la société ; aussi bien qu'à ses charges.

Alors autrui sera plein de reconnaissance ; alors, cet égoïsme inclusiviste, nous l'appellerons égoïsme dilectif, à cause de l'amour, de la dilection, qui naîtront partout, comme par enchantement, sous ses pas.

Entre ces deux extrêmes se trouve l'égoïsme mixte, qui penche, suivant les circonstances, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

S'il suit la bonne voie, ses bienfaits relatifs seront incontestables ; mais ils resteront encore bien peu de chose, et seront bien lents à réaliser si on les compare à ceux qui naîtront de la dilection générale.

Observation navrante ! Le monde social, les mœurs publiques ne connaissent de l'égoïsme que le mauvais essor, et ils en font une divinité !

Egoïsme (cette vertu potentielle et suprême) est devenu synonyme d'exclusivisme, partant d'indifférence ou de haine, alors qu'il devrait signifier inclusivisme, amour et dilection !

En résumé, l'égoïsme, comme la langue d'Esope, est ce qu'il y a de meilleur, et ce qu'il y a de plus mauvais.

On n'en dira jamais trop de bien ; on n'en dira jamais trop de mal. Cela dépend de la voie sur laquelle il se trouve lancé.

Quand les hommes auront de l'esprit, c'est l'égoïsme (aujourd'hui un fléau) qui fera le bonheur de l'humanité.

Au lieu de nous mener à l'exclusivisme et à la propriété individuelle, il nous mènera à l'inclusivisme et à la propriété associée ou à la propriété commune ; — à l'association communale ou au communisme communal.

Si nous sommes encore loin de la réalisation de cet idéal, la cause en remonte, pour une grande part, à ce fléau pivotal, que nous avons appelé l'exclusivisme social, qui falsifie tout ce qu'il touche, même le langage, par la contradiction des intérêts qu'il sème entre les individus.

Mais cette contradiction d'intérêts n'est pas la seule cause de l'altération de la falsification du sens des mots.

Si beaucoup de mots sont imprécis et sujets à controverse, cela tient aussi à ce que, lorsque le langage s'est formé, les idées chez l'homme manquaient de clarté et de précision.

Les mots ne désignaient alors que des choses qui commençaient à se formuler, mais n'étaient pas définies. Il a fallu qu'un long temps s'écoulât, pour qu'elles prissent quelque netteté, et, par la suite, les choses se sont compliquées.

La contradiction des intérêts est venue apporter et apporte, chaque jour, des éléments de confusion, qui firent, qui font encore de notre langage une

véritable Tour de Babel, capable de faire crouler tout l'édifice social, au milieu des éclairs et du tonnerre de la révolution.

Et cependant, avec un peu d'entente et d'harmonie, si nos idées pouvaient se populariser, on arriverait si facilement au bonheur ici-bas!

Z., à C.

MOUVEMENT SOCIAL

Canaillerie gouvernementale.

Lyon. — Le camarade Vernet, emprisonné pour 6 mois pour avoir conseillé aux soldats de lever la crosse en l'air plutôt que de tirer sur les grévistes, et parce qu'il est condamné politique, subit sa peine en cellule sans que pour cela il bénéficie d'une diminution de temps, et lorsqu'un camarade veut lui faire parvenir du papier blanc pour qu'il puisse employer sa solitude à dessiner, il reçoit un brutal refus de la part des gardes-chiourmes.

Cela se comprend ; nous avons un gouvernement de défense républicaine, et si le camarade Vernet, au lieu d'être anarchiste, avait été un flamidien violant et tuant un enfant, par ordre de la magistrature il aurait eu le bénéfice d'une ordonnance de non-lieu, ou un acquittement comme les briseurs de scellés quand ils sont cléricaux.

∴

Lundi 2 février. — La femme d'un capitaine insulta par des qualificatifs grossiers le malheureux Sauvageon estropié par l'armée, qui en cet instant, sur le pont Lafayette, vendait des chansons.

Ce qui avait rendu furieuse cette mégère, c'était la pancarte qu'il portait à son chapeau, livrant à la publicité les actes cruels et ignominieux dont il avait été victime de la part des galonnards de l'armée française. De cet incident où le public prit fait et cause pour Sauvageon, elle fut traitée comme elle le méritait; arrivèrent les chiens de garde de la police qui comme de juste laissèrent en liberté cette femme à officier, qui était cause de l'attroupement, et arrêtèrent de nouveau Sauvageon; mais après cette séquestration arbitraire, ils durent les remettre en liberté.

Oh! le dégoûtant pays où l'on ne sait même pas torturer proprement!...

Le groupe « Germinal ».

Mouvement ouvrier. — Les corporations de l'alimentation, principalement intéressées, se proposent de reprendre la campagne, un moment interrompue, contre les bureaux de placement.

Malgré tout ce qui en a été dit, malgré les campagnes menées à différentes reprises, ces officines sont encore aujourd'hui plus fortes que jamais et l'exploitation honteuse dont sont victimes les travailleurs qui sont dans la dure nécessité d'y avoir recours, continue plus que jamais.

Je sais fort bien que ceux-ci sont les premiers coupables et qu'ils n'ont surtout qu'à s'en prendre à eux de l'exploitation qu'ils subissent, mais Messieurs les employeurs se sont toujours refusés à aller chercher des ouvriers autre part que chez ces marchands d'hommes qui ont nom les placeurs. C'est par centaines que se comptent à Paris ces officines et c'est, paraît-il, par millions qu'il faut compter l'impôt qu'ils arrivent à prélever sur les salaires des ouvriers dans la nécessité d'avoir recours à eux.

Dans bien des cas les patrons sont de mèche avec les placeurs pour cette exploitation au second degré. C'est ainsi que certains vont jusqu'à prélever eux-mêmes sur des salaires déjà maigres la somme nécessaire au paiement du placeur qui, la plupart du temps, a déjà exigé de l'ouvrier qui a recours à lui le versement d'une somme fixe, et ce, avant même de s'en occuper et de savoir s'il lui sera possible de le placer.

C'est contre cette exploitation inqualifiable que tentent aujourd'hui de réagir les travailleurs de l'alimentation, atteints plus durement que les autres.

Les placeurs ont pour eux, avec les patrons, la police que l'on rencontre toujours là où il y a quelque sale besogne à accomplir, et c'est contre ces forces coalisées, placeurs, patrons et policiers, qu'ont à lutter les intéressés.

Cette fois, cependant, il semble bien que l'inique privilège ait assez duré et la campagne entreprise doit avoir pour résultat — en attendant mieux — l'organisation par les travailleurs eux-mêmes d'un service de placement.

Des réunions vont avoir lieu dans chaque quartier, et la campagne ne cessera — ceux qui l'ont entreprise y semblent bien décidés — qu'avec la disparition de la dernière de ces officines.

P. Delesalle.

∴

Nièvre. — La grève des bûcherons de la Nièvre, dont il a été parlé dans les *Temps Nouveaux* du commencement de janvier, vient de se terminer provisoirement. Son résultat ne se traduit que par une demi-victoire pour les ouvriers. S'ils avaient tenu une semaine de plus, il est à peu près certain qu'ils eussent obtenu satisfaction complète, c'est-à-dire 3 fr. 50 la corde à charbon. Mais les bureaux des syndicats du Centre et des Amognes, quoique ne manquant pas de bonne volonté, auront dû se laisser influencer par le préfet, les politiciens, sénateurs et députés locaux, et ont, à l'insu des ouvriers, accepté les offres des marchands de bois, soit 3 fr. la corde. La majorité des bûcherons, quoique fort mécontente de cette transaction de ses délégués, protesta, mais ne voulant pas les désavouer complètement, accepta le compromis et le travail reprit le lundi 2 mars.

Mais alors une foule de non-syndiqués des pays voisins, qui n'avaient pas voulu faire cause commune avec les grévistes, et que ceux-ci avaient été obligés de débaucher violemment dans le cours de la grève, arrivèrent pour profiter de l'augmentation des prix et s'installèrent dans les coupes. En présence d'une pareille lâcheté, 300 hommes du syndicat du Centre partirent un beau matin, et, parcourant les ventes à quatre lieues à la ronde, ils débauchèrent tous les jeunes gens qui s'y trouvaient, les en chassèrent, les conduisirent sur les routes de leurs pays respectifs avec outils et bagages, et leur firent promettre de ne pas revenir de l'année sous peine de correction nouvelle.

Ils ne reviendront pas. Ils n'ont pas trop fait les récalcitrants, ayant sans doute conscience de la vilenie qu'ils venaient de commettre (1).

Aujourd'hui, le travail est repris partout à ce prix de 3 francs la corde cité plus haut. C'est une augmentation équivalant au quart des prix payés l'année dernière.

En somme, le syndicat du Centre est pour le moment maître de la situation et commande, pour ainsi dire, le travail des bois dans la plus grande partie de l'arrondissement de Nevers.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu du Groupe international de propagande une liste de souscription pour le rapatriement de la compagne Mac Queen et de ses enfants, dont le camarade C. a parlé dans un des derniers suppléments, dans sa revue de la presse.

Adresser correspondances et souscriptions à Herman Gossweiler, 525, East, 75th street, New-York.

∴

*Bibliothèque communiste du XV*ᵉ, rue de l'Eglise, 38. — Jeudi 12 mars à 8 h. 1/2, conférence publique et contradictoire sur le Communisme, par le camarade Billot.

∴

Anniversaire de la Commune :

La Marianne, groupe théâtral de propagande révolutionnaire. — Mercredi 18 mars, à 8 h. 1/2, salle de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette, concert avec le concours de camarades; Causerie de Paraf-Javal, La Destruction; *L'Ami de l'Ordre*, drame en un acte de Darien; *Le Portefeuille*, comédie en un acte d'Octave Mirbeau. — 0 fr. 30 pour les frais.

∴

Tournée de propagande E. Girault. — Voici les dates des conférences pour le premier itinéraire du camarade :

Amiens, 14 mars; Lens, 15 mars; Lille, 16 et 17; Roubaix, 18 et 19; Calais, 20, 21 et 22; Le Havre, 23; Fougères, 24 et 25; Rennes, 26, 27 et 28; Brest, 29, 30, 31; Lorient, 3 et 4 avril; Saint-Nazaire, 5 et 6 avril; Nantes, 7 avril; Angers, 8 et 9 avril; Le Mans, 12 et 13 avril; Tours, 14 et 15 avril.

∴

Union ouvrière de l'Ameublement. — Samedi 14 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salon de la Ménagère, 8, rue des Apennins, soirée familiale : Conférence par le camarade Paraf-Javal, sur l'Organisation du bonheur. Concert par des artistes et amateurs. Tirage d'une jolie tombola.

La carte d'entrée de 50 centimes donne droit à la tombola.

∴

*L'Education libre du III*ᵉ, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis soir, de 7 heures à 9 heures.

∴

Lyre sociale de la Rive gauche. — Réunion le lundi et le vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard : Répétitions. — Envoyer les communications au secrétaire Georges Hennric, 100, cours de Vincennes (XIIᵉ).

∴

19ᵉ Section antimilitariste (autonome). — Réunion des adhérents, samedi 14 mars, à 9 heures du soir, salle Delphaut, 114, rue de Crimée. Urgent.

∴

L'Effort, Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 13. — La fable, sa portée dans l'éducation, par Albert Laisant.

Samedi 14. — Concert organisé par les camarades de l'U. P.

Mardi 17. — La guerre impossible, avec projections, par Dubois.

Jeudi 19. — A la recherche des causes (II), par Thénard.

Vendredi 20. — L'arbitrage dans les grèves, par Raoul Briquet.

∴

Sommaire du n° 8 de *Jean-Pierre* :

Conte russe, illustr. Steinlen.

Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François Iᵉʳ, par Henri Hauser.

Le vieux Pierrot (*fin*).

Mots perdus, par Blanche Vals.

∴

Aubervilliers : Université Populaire. — Dimanche 15 mars, à 2 heures après midi, salle des Fêtes, avenue de la République, conférence par Laurent Tailhade; grand concert vocal et instrumental; tombola gratuite.

Entrée : 0 fr. 60 au profit de la bibliothèque.

∴

Aux camarades des Lilas, Bagnolet, Montreuil et des XIᵉ, XIIᵉ, XIXᵉ et XXᵉ arrondissements :

On trouve à la *Ligue de la Régénération* toutes les brochures et ouvrages anarchistes, les jours de semaine, de 10 heures à 5 heures, et le dimanche matin seulement. Le camarade Humbert se met à leur disposition pour leur procurer tous autres ouvrages.

∴

Causeries populaires du XIᵉ. — Le mercredi 18 mars, les camarades se retrouveront à la fête organisée par nos amis de la Marianne, salons de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette.

∴

Les Groupes d'Education libertaire d'Ivry et du XIIIᵉ arrondissement. — Réunion samedi 14 courant, à 8 h. 1/2, salle Julien, 16, boulevard d'Italie. Causerie par un camarade.

(1) Nous insérons telle quelle la note de notre correspondant. Mais nous avouons ne pas comprendre l'attitude des grévistes à l'égard des non-syndiqués. Qu'au moment de la grève, on les ait chassés des coupes pour les empêcher de faire le jeu des patrons, c'était de la lutte; mais qu'après la victoire, on veuille les empêcher de travailler, même au prix accepté, voilà ce que nous ne comprenons plus. C'était le moment de leur faire comprendre les avantages de la solidarité et de la révolte. Au lieu de cela, on leur continue la guerre et l'égoïsme.

(N. D. L. R.)

∴

AMIENS. — Les camarades qui ont cotisé pour le Journal sont instamment priés de se réunir le samedi 21 courant, à 8 h. 1/2 du soir, chez Alexandre, rue au Lin, 46. Prière d'être exact.

Les copains ayant encore en main des listes de souscription pour ledit journal sont priés de les retourner le plus tôt possible au camarade Alexandre.

∴

La Pensée Libre, Université populaire de Creil et ses environs, siège social : 42, rue de Montataire.

∴

LYON. — *Groupe libertaire.* — Réunion familiale le dimanche 15 mars, à 8 heures du soir, salle Bordat, café de la Vigilance, 17, rue Paul-Bert. Suite de la causerie du 1er courant.

∴

Nous avons reçu de Marseille (Bourse du Travail) de Dôle, et de la Jeunesse socialiste du Ve, Paris, des ordres du jour en faveur des condamnés de la « Mano Negra ». La grâce des camarades étant signée, il n'y a plus urgence à les insérer.

∴

LYON. — Dimanche 22 mars, une réunion familiale est organisée par le groupe *Germinal*, au bénéfice des victimes du procès de la *Mano Negra*; une causerie sur le Féminisme et l'émancipation de la femme sera faite par un camarade; cette réunion familiale aura lieu rue Paul Bert, 26, café de l'Isère.

Il sera perçu 0 fr. 25 pour le vestiaire.

Le groupe *Germinal* sous peu prendra l'initiative d'une nouvelle brochure de propagande libertaire, qui sera celle-ci : Du vol de nos droits naturels au communisme anarchiste. Le prix de l'édition pourra revenir à raison de 1 franc le cent ; les groupes ou camarades qui désireraient participer au tirage de cette brochure n'auront qu'à adresser leur adhésion au camarade Henri Fabre, rue Garibaldi, 206.

∴

Un camarade appartenant au Syndicat des mouleurs, vient d'être arrêté sous l'inculpation suivante :

Fils de parent italiens, n'a pas fait de service en France, est déserteur italien. On l'a arrêté hier lundi 9 mars malgré les meilleurs renseignements sur son compte, et cela sans donner d'autre raison qu'il doit être anarchiste.

La presse Lyonnaise est muette même sur l'arrestation.

∴

MARSEILLE. — Les libertaires se réunissent tous les jours et dimanche soir au Bar Palace, allées de Meilhan (à côté du Palais de Cristal).

Le groupe va tenter de fonder les Universités populaires et fait appel à tous ceux qui de près ou de loin peuvent les aider.

∴

NIMES. — Le Groupe des études économiques libertaires prévient les camarades que la bibliothèque est ouverte tous les soirs, ancien café Ginier, boulevard Gambetta, près le café de la garnison. Des causeries ou soirées familiales ont lieu tous les samedis et dimanches.

BIBLIOGRAPHIE

Cartells et trusts, par E. Martin Saint-Léon; 1 vol., 3 fr. 50, chez Lecoffre, 90, rue Bonaparte. — Même librairie : *Les Grèves*, par Léon de Seilhac.

L'Evolution naturelle, par Marpaux; 1 broch., 0 fr. 15, chez Jacquin, 85, Grande Rue, Poligny (Jura).

Le Paradis de l'homme, par Marc Audral; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Les Sultanades (vers), par Haudrey et Lorys; 1 vol., 2 fr. 50, à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Le Socialisme réformiste français, par A. Millerand; Société Nouvelle de Librairie, 17, rue Cujas. — Même librairie : *Thomas Hodgskin*, par Elie Halévy; 1 vol., 2 fr. 50.

Lettres à M. J. Soury et à Léon de Rosny, par J. T. Lagarrigue, Santiago.

A lire :

La Voix publique, par E. Haraucourt; *Le Journal*, 4 mars.

Mères et enfants, par A. Octors; *Le Peuple* (Bruxelles), 5 mars.

Les Créationistes, par L. de Rosny; *Le Voltaire*, 5 mars.

A NOS LECTEURS

Nos camarades de la Mano Negra *sont graciés, mais exilés, paraît-il; c'est de l'argent qu'il va leur falloir.*

Nous nous sommes engagés à leur envoyer le bénéfice des brochures que nous avons éditées sur l'affaire; mais pour qu'il y ait bénéfice, il faut qu'elles se vendent.

Nous rappelons qu'il y a :

1° Le numéro dessiné par Hermann-Paul, au prix de 0 fr. 40; franco, en tube, 0 fr. 55.

Les acheteurs feront une bonne affaire, en même temps qu'acte de solidarité.

2° La « Mano Negra », *à 0 fr. 10, franco 0 fr. 15; le cent, 4 fr. Il en reste environ 4.000 exemplaires.*

3° La « Mano Negra » *et l'opinion française, 0 fr. 05, franco 0 fr. 10; le cent, 3 fr. Il en reste quelques mille également.*

Prière également à ceux qui en doivent de bien vouloir régler au plus tôt, que nous sachions ce dont nous pouvons disposer.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco 2 75
Autour d'une vie, par Kropotkine. 3 10
Les Aventures de Nono, par J. Grave. . . . 2 75
La Colonne, par L. Descaves. 2 75
Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais. 3 20
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus. 2 75
L'Inévitable révolution, par un proscrit. . 2 75

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50; franco : 3 francs.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

∴

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux; franco 5 fr. 50; sur Chine, 10 francs; franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

AUX ACHETEURS DES LITHOGRAPHIES

L'Incendiaire; Porteuses de bois; L'Errant; Le Démolisseur; L'Aube; L'Aurore; Les Errants; L'homme mourant; Les Sans-Gîte; Sa Majesté la Famine et *On ne marche pas sur l'herbe* sont épuisées.

En rangeant, nous en avons retrouvé seulement trois ou quatre collections dépareillées. Aux amateurs nous les laisserons à 3 francs l'exemplaire, de l'édition ordinaire, 5 francs l'édition d'amateur. Et encore l'édition d'amateur de *Sans-Gîte* est totalement épuisée.

Ne disposant que de deux ou trois exemplaires de chacune, nous ne nous engageons à fournir qu'aux premières demandes reçues.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Une collection de cartes postales illustrées, tirées des illustrations du volume *Guerre-Militarisme*. 1 franc les 10 cartes, franco.

∴

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 15
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . » 15
La Grève générale, rapport des Etudiants S. R. I. . . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . » 15
La Femme esclave, par Chaughi, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont. . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . . » 15
L'Education pacifique, par Girard . . . . » 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couv. de Heidbrinck . . . . . . » 15
L'Election du Maire, id., par Léonard, couv. de Vallotton. . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . » 20
L'Anarchie, par Girard . . . . » 10
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . » 15

Les Temps Nouveaux, sept années complètes : 7 fr. l'année.

La Révolte, journal et supplément, collection complète (deux seulement restent) : 150 francs.

Supplément de la *Révolte* : 50 francs.

Images à l'usage des enfants. — Chauvinard : 3 francs le cent.

Les Deux Haricots, par Paraf-Javal.

VIENT DE PARAITRE

A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de Chevalier, franco 0 fr. 10.

Le cent : 3 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Tunis. — Reçu lettre. Elle est jointe au dossier que nous formons.

M. S., à Cette. — Nous n'insérons aucune petite correspondance étrangère au journal.

A. G., à Grenade. — « Ce que nous voulons » n'est pas paru. Pour le volume, la souscription est de 6 fr. 50; vous versez 2 fr. 35, reste 4 fr. 15 à payer.

D., à Saint-Nicolas-du-Port. — Reçu mandat. — Votre lettre sera jointe au dossier déjà formé.

L., au Mans. — Entendu; ferai votre commission lorsque je les verrai.

Reçu pour la « Mano Negra » : A. G., 13, 0 fr. 30. — Syndicat des travailleurs de l'industrie textile, Amiens, 5 fr. — Collecte à l'U. P. d'Ivry le 6 mars, 3 fr. — Collecte à l'issue d'une réunion à la « Bourse du Travail » de Montpellier, 17 fr. — Ensemble : 25 fr. 30. — Listes précédentes : 59 fr. 20. — En caisse : 84 fr. 50.

Reçu pour la *Petite Feuille* de Roubaix : C., à Dorignies, 3 fr.

Reçu pour le journal : G. T., 1 fr. — D., à Tullins, 0 fr. 45. — L. P., à l'Estaque, 0 fr. 55. — Merci à tous.

V. B., à Paris. — G., à Dôle. — B. C., à Mouscron. — G., à Digne. — L. B., à Jemeppes. — M., à Lyon. — V., à Rome. — K., à Rennes. — G., à Lyon. — M., à Lyon. — L., au Mans. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 47 — DIX CENTIMES — DU 21 AU 27 MARS 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Pour les raisons tant de fois répétées, nous ne donnons pas de supplément cette semaine.

PALMARÈS ET RÉVOLUTION

J'ai rencontré ces jours-ci un de mes anciens voisins du 12e arrondissement de Paris, électeur du baron Millerand, qui m'a dit avec un malin sourire : « Finie, cette campagne de la *Mano Negra* ? — Ça m'en a tout l'air. — Eh bien, moi, je propose de demander à Roty une médaille qui sera frappée à quinze exemplaires, attachée à un ruban jaune et rouge, et remise solennellement, avec orchestre et cantate, aux quinze champions de la justice, aux quinze héros libérateurs... » J'interrompis ce discours indécent et je fis observer que la plaisanterie n'avait aucun sel, rien d'autre ne la pouvant expliquer que l'obsession du ruban, de la croix, de l'étoile et du crachat naturelle à un sectateur de Millerand.

« Comment ! Mais je suis d'accord là-dessus avec vos amis les révolutionnaires d'Espagne ! C'est eux qui m'ont suggéré l'idée, et je ne fais que traduire, sous une forme plus complète et plus logique, leur propre inspiration.....

— ? ?.....

— Ne faites donc pas l'ignorant. Vous avez lu comme moi leur adresse de remerciement, vous avez vu les noms des quinze immortels et les merci, merci ! tam... tam... boum... boum...

— ? ?...

— Non, sérieusement ? Tenez, lisez. »

Et il tira de sa poche deux journaux, *El Pais*, qui donnait le document tout entier, et l'*Européen*, qui citait seulement la partie succulente ; je lus : c'était vrai. « Merci, merci !... gratitude inoubliable... représentation internationale... trait d'union entre les peuples... » Et il y en avait bien quinze, pas un de plus, pas un de moins, 9 Français, 1 Italien, 2 Belges, et 3 émigrés de Londres, sans indication d'origine.

Je regardai mon homme : un ruban violet s'épanouissait à sa boutonnière. Il reprit : « Eh bien, y est-il, le palmarès ? Ah ! ah ! Qu'est-ce que je vous ai toujours dit ? Vous niez la nature humaine... vous êtes fou, vous ne la changerez pas : le ruban, c'est l'homme même, et le plus révolutionnaire ne révolutionnera pas ça, c'est Millerand qui vous le dit ! Etre nommé chevalier de quelque chose, c'est le bonheur suprême, et le triomphe d'une cause, fût-elle « révolutionnaire », se traduit toujours par une promotion de grands hommes ! Ah ! ah ! « guérissez-vous des individus » : nous l'avez-vous assez dit, Messieurs les niveleurs ? Et c'est vous-mêmes qui édifiez les statues et qui ne manquez pas, à chaque occasion, d'en rehausser le piédestal de l'épaisseur d'une planche ! »

Je laissai cet homme à sa joie grossière, et je partis songeur.

⁂

Alors c'est ça ? Le triomphe d'une cause devient le triomphe d'un demi-quarteron d'individus ? Une cale en plus au piédestal de leur statue, ce sera le plus clair et le plus positif du résultat obtenu par les manifestations de solidarité de milliers et de milliers d'humains ?

Sans doute l'intervention de tel ou tel a pu avoir, à un moment donné, une influence considérable, et celui-là doit recevoir son salaire ; mais le seul salaire de l'effort et de la peine, le seul logique, n'est-ce pas la joie virile de voir l'œuvre faite ? Est-ce que ceux-là même dont on publie les noms ne préféreraient pas se contenter de cette satisfaction vraie ?

Est ce que pour longtemps encore cette joie même n'est pas dérisoirement petite et perdue dans la souffrance qui nous entoure et nous submerge ? Et si nous voulons venir à bout de cette souffrance, ayant compris ses causes et nous disant révolutionnaires parce que nous avons résolu de tout subordonner à leur destruction systématique et à l'édification d'un avenir meilleur, allons-nous donc, après chaque petite victoire, passer notre temps à promener sur le pavois, à signaler comme des phénomènes ceux qui auront agi conformément à l'idéal futur et qui auront fait preuve de bon sens ?

⁂

C'est vrai pourtant. Beaucoup en sont encore à s'émerveiller de ce qu'un homme ait pu dire à la fin du dix-neuvième siècle : « Je ne dormirai pas tant que ce crime ne sera pas réparé » ; et de ce qu'un autre ait pu risquer sa santé dans la défense infatigable d'un innocent persécuté. Ils sont si bien habitués à la vue des dégénérés et des rachitiques qu'ils vous complimentent un homme bâti droit et qui a du sang sous la peau. Et, dans l'ordre moral, celui qui, ayant le goût de la vérité et de la justice, ne se contente pas de la formuler platoniquement, mais a besoin de voir la justice réalisée et la vérité reconnue et qui lutte pour l'obtenir, est encore pour eux un prodige.

Ce qui n'est que l'attitude normale d'un homme sain et vigoureux passe encore pour être nécessairement le privilège de quelques-uns, qu'il faut encenser et admirer comme des êtres exceptionnels ; l'acte naturel d'un être pensant semble encore être le geste héroïque qui doit laisser ébahis les citoyens ordinaires.

On ne s'étonne que modérément qu'un homme se tue par passion pour l'alcool, ou par désespoir d'amour ; on trouve très naturel qu'un homme abolisse en lui ce qui est la vie même, pour ne pas troubler ses digestions et son sommeil, et, en somme, s'annihile pour son ventre ; mais on admire encore qu'il se consacre, totalement ou partiellement, à une cause juste, faisant abnégation de lui-même si cela est nécessaire, c'est-à-dire, au fond, qu'il développe et grandisse son existence individuelle jusqu'aux extrêmes limites possibles ; et quand la cause a triomphé, on reste hypnotisé par l'acte de l'individu au lieu de ne voir que la seule chose d'intérêt général et de réalité féconde : le triomphe même de la cause. On s'arrête dans la contemplation stérile d'un homme, au lieu de méditer d'autres luttes urgentes et de préparer d'autres victoires, plus larges et plus profondes.

M. L.

VARIATIONS SOCIALISTES

L'ex-ministre Millerand a pris au sérieux et continue à jouer son rôle de mouchard et de pourvoyeur de prison.

Par deux fois déjà, comme j'ai pu le faire remarquer, le baron socialiste a saisi l'occasion pour fournir des arguments aux juges qui auront à condamner les auteurs responsables du *Nouveau Manuel du Soldat*. La première fois il a tenu à rendre bruyant son vote à propos des poursuites, puis ensuite sous prétexte d'expliquer ce vote à ses copains du comité Portefoin, qui, pour la galerie, faisaient mine, de lui en demander compte.

Cette fois, c'est à une réunion organisée à Vierzon sous les auspices de l'ex-antimilitariste député Breton qu'il a éprouvé le besoin de dénoncer à nouveau le *Manuel* et d'accentuer son rôle de mouchard.

Comme je ne voudrais pas être accusé de fausser les textes voici le passage du discours qui a trait au *Manuel*.

Comme j'ai l'habitude de conformer mes actes à ce que je pense, j'affirme que si j'avais été à la place du général André, je n'aurais pas pu faire autre chose que ce qu'il a fait.

En présence de ce libelle qui n'est certes pas une œuvre socialiste, car jamais la doctrine socialiste n'a parlé sur ce ton ni écrit de cette encre, mais qui est une œuvre anarchiste, en présence d'une invitation à la désertion, ministre de la guerre, chargé par ma fonction de faire respecter la discipline dans l'armée, j'aurais fait ce qu'a fait le général André.

Comme on le voit Millerand a voté les poursuites et serait prêt à les voter à nouveau, et se servant d'une inhabileté de rédaction — les auteurs étaient déjà à l'atelier lorsque M. Millerand était au collège — il en profite pour dénoncer la brochure comme une œuvre exclusivement anarchiste.

Certes, je crois que tous les anarchistes consentiraient à contresigner la brochure de la Fédération des Bourses du Travail, mais, nombreux aussi sont les ouvriers socialistes qui l'approuvent entièrement. La propagande antimilitariste était une de celles où anarchistes et socialistes pouvaient participer et participaient de concert. Nombreux sont les journaux spéciaux antimilitaristes édités par les socialistes, non seulement en France mais aussi par les socialistes des autres pays. Et Millerand est ici pris en flagrant délit de mensonge car il n'ignore pas

les « *Conscrit* » annuels publiés par le parti socialiste dont il est toujours membre.

Millerand n'ignore pas non plus le *Pioupiou socialiste de l'Yonne* nettement antimilitariste poursuivi deux fois en cour d'assise, et édité par les soins de la Fédération départementale des socialistes de l'Yonne adhérente au comité Portefoin dont il fait toujours partie, et dont fait partie aussi M. Hervé ex-professeur révoqué pour propagande antimilitariste.

Et Millerand qui n'ignore pas la propagande faite par ses amis, est doublement jésuite en voulant rendre responsables les seuls anarchistes — qui la revendiquent hautement du reste — de la propagande antimilitariste entreprise par les Bourses du Travail.

Et si j'insiste ainsi sur la conduite du grand chef socialiste, nouvelle méthode, c'est que sous le couvert de se désolidariser avec les auteurs du *Manuel du Soldat*, c'est en réalité toute une nouvelle tactique que Millerand entend imposer au parti « socialiste réformiste » dont il est l'inventeur.

Ministre hier et ministre demain il sait très bien que le pouvoir ne se conserve qu'avec une « armée forte » et nous convenons que la propagande antimilitariste, si anodine soit-elle, n'est pas faite pour renforcer l'armée dont il peut encore avoir besoin pour les Chalon ou les Martinique à venir.

En effet un gouvernement — fut-il socialiste ne se conçoit pas sans une armée forte et puissante pour le protéger et c'est pour cela et pour cela seulement qu'est actuellement menée la campagne contre le *Nouveau Manuel du Soldat*.

Il y a encore une affirmation dont on s'est servi dans le parti de M. Millerand, et à laquelle je voudrais répondre en quelques mots.

Parce que le *Manuel* a été édité par les soins de la Fédération des Bourses du Travail, et détail qui n'est peut-être pas sans importance, par suite d'une décision du Congrès tenu l'an dernier à Alger, on a dit que la propagande antimilitariste n'avait rien à voir avec la propagande syndicale.

C'est là une prétention qu'il est bon de ne pas laisser se répandre. J'estime, en effet, que l'antimilitarisme est intimement lié à la propagande syndicale, et que l'une est inséparable de l'autre. Les travailleurs ont éprouvé le besoin de se grouper en syndicats pour résister à l'avidité capitaliste, et comme presque toujours, pour résister à l'avidité de leurs exploiteurs il leur faut recourir à la grève, il s'ensuit donc que la première propagande à faire s'ils veulent réussir est justement celle qui s'adresse à la force qui viendra au jour de la lutte se mettre entre eux et leurs employeurs, c'est-à-dire à l'armée. Les socialistes nouvelle méthode sont donc mal venus à reprocher aux syndicats la propagande antimilitariste que, sous l'influence des anarchistes, je me plais à le reconnaître, ils ont courageusement entreprise. Et c'est ainsi que le nouveau parti qui n'a plus de socialiste que le nom, en abandonnant petit à petit ce qui le distinguait du parti radical, essaie, pour créer une diversion, de se décharger sur les anarchistes du peu de socialisme dont il avait conservé l'empreinte jusqu'ici.

Les affirmations réitérées de Millerand contre la propagande antimilitariste, l'ardeur qu'il met à la dénoncer comme propagande exclusivement anarchiste, marque un nouveau mouvement de régression dans l'action du parti prétendu socialiste.

Et c'est pourquoi les moucharderies de Millerand ne sont pas faites pour nous déplaire car nous espérons que les travailleurs comprendront enfin qu'ils n'ont rien à attendre des politiciens qui ne cessent de les trahir.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

Mouvement ouvrier. — Les préposés au mouvement ouvrier du journal *La Petite République* ont une manière toute particulière d'interpréter les décisions prises au sein des organisations ouvrières, lorsque ces décisions ne leur plaisent pas.

Les syndicats, pour qui le « socialisme réformiste » de M. Millerand et la révolution en l'an 4000 qu'il leur promet n'est pas tout l'idéal, ne font jamais rien de bon. Pas un acte qui ne soit passé à la critique implacable de ces Messieurs.

Pensez donc, des travailleurs qui entendent faire leurs affaires eux-mêmes sans demander l'avis des pions et des avocats du Parlement, a-t-on jamais vu cela ?

Et c'est ce qui fait que l'on ne décolère pas, car l'on sent bien qu'une ère nouvelle se prépare et que tout n'ira pas pour le mieux si les travailleurs commencent à y voir clair.

Un jour, c'est l'interprétation d'une circulaire de la Fédération des Bourses que l'on truque pour les besoins de la cause et pour faire croire aux travailleurs que la loi sur la durée du travail — dont les patrons se moquent et qui n'est en réalité appliquée nulle part — est excellente.

Une autre fois on truque une discussion qui a eu lieu au sein de la Confédération du Travail et à laquelle on n'a pas assisté sans plus de souci de la vérité, etc., etc.

Et tout cela pour flatter ses patrons et leurs faire croire, tout en trompant les travailleurs, que leurs lois, décrets et autres bateaux servent à quelque chose.

Triste métier tout même que d'être rédacteur à un journal socialiste parlementaire.

∴

Il faut croire tout de même que malgré toutes ces réformes tant vantées, les travailleurs ne se trouvent pas beaucoup mieux, car de toutes parts des grèves importantes et des révoltes ouvrières sont signalées.

Au Havre, les ouvriers des docks sont en grève au nombre de 1 200 environ. La liberté de réunion est supprimée pour les grévistes et le maire a fait occuper par des soldats la salle où les ouvriers avaient projeté de se réunir. Nos socialistes de gouvernement, si prompts à la critique dans d'autres cas, ne pipent pas mot devant un tel arbitraire. Pensez donc, des ouvriers qui osent se révolter lorsque M. Jaurès est vice-président de la Chambre !

Mais les dockers du Havre qui, eux aussi, sont quelque peu révolutionnaires, entendent ne pas se laisser rouler, et la Fédération des ouvriers des ports a fait afficher l'énergique appel suivant :

« Considérant l'attitude de la Compagnie des docks et entrepôts du Havre, la Fédération a décidé que, si satisfaction n'était pas donnée aux ouvriers de la dite Compagnie, la grève générale sera déclarée dans le port ; elle comprendra les ouvriers journaliers du port et des magasins publics, voiliers, charbonniers syndiqués et non syndiqués. Les ouvriers des dites corporations déclarent que, par tous les moyens possibles, *même par la violence*, ils soutiendront leurs camarades ouvriers des docks et entrepôts, tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction. Ces corporations ont l'intention de demander la dénonciation de leurs contrats de travail. »

Le juge de paix, toujours au service des patrons, a écrit aux délégués des ouvriers grévistes pour leur demander de constituer arbitres.

Mais depuis la grève des mineurs, les dockers ont appris ce que vaut l'arbitrage, et comme ils n'entendent pas se faire rouler, ils ont bien consenti à avoir une entrevue dans le bureau du juge avec leur directeur, mais en spécifiant qu'ils seraient eux-mêmes, les délégués ouvriers, leurs propres arbitres.

Comme de juste, le directeur, qui n'avait pas prévu celle-là, ergote pour que l'entrevue n'ait pas lieu.

Comme les dockers semblent bien décidés, il faut s'attendre à ce que la grève prenne de l'extension.

∴

Les ouvriers des docks de Marseille recommencent eux aussi à s'agiter et il se pourrait qu'une entente intervienne entre eux et leurs camarades du Havre. Dans ce cas, la grève générale des dockers, qui a échoué il y a quelques mois, pourrait bien cette fois réussir.

∴

A Bessèges, les ouvriers des forges et laminoirs sont en grève au nombre de 400.

A la suite d'un surcroît de travail que voulait leur imposer la direction, les ouvriers déléguèrent un des leurs pour faire savoir qu'il leur était impossible de l'accepter. Pour toute réponse, le délégué se vit renvoyer.

Une deuxième délégation, plus heureuse, obtint bien la suppression du supplément de travail — ce qui prouve que les réclamations étaient justifiées — mais le directeur se refusa à reprendre le délégué renvoyé.

Par solidarité, les ouvriers quittèrent tous le travail.

Voici plus de quinze jours que la grève dure et la direction a fait afficher que les usines étaient fermées jusqu'à nouvel ordre. Cela ne semble pas avoir ému beaucoup les grévistes, qui sont décidés à lutter jusqu'à complète satisfaction.

∴

A Clichy, grève des ouvriers de l'imprimerie Paul Dupont au nombre de 650. Le patron cédera, car sa clientèle commence à le lâcher. Des réunions ont lieu chaque jour où les femmes ne sont pas les moins ardentes.

P. Delesalle.

Dans le *Gaulois* du mardi 17 mars, M. le comte d'Haussonville fait un appel à ses riches clients en faveur des « *Midinettes* ». La petite combinaison coopérative tombe encore plus bas que je ne l'avais prévu. Il y a encore de beaux jours pour les exploiteurs de nos sœurs les petites ouvrières parisiennes.

P. D.

∴

Brest. — Sous prétexte de rendre compte d'une réunion qui a eu lieu à Brest, un rédacteur de la *Petite République* fait un long récit qui, m'écrit un camarade de là-bas, « membre du Conseil d'administration du syndicat du port de Brest », n'est qu'un « tissu de mensonges ». Le journaleux en question n'est pas resté vingt-quatre heures à Brest et a la prétention d'y connaître à fond le mouvement syndical. Tout cela en définitive pour pousser une charge à fond de train contre quelques militants syndicaux qui sont aussi des anarchistes décidés.

Quelques centaines d'auditeurs deviennent des milliers sous sa plume et une conférence anti religieuse par un socialiste marié à l'église est transformée en une vaste manifestation du « socialisme réformiste ».

Le Monsieur prend ses désirs pour des réalités, et, qu'il le veuille ou non, les anarchistes brestois continueront à s'occuper activement de la propagande syndicale. Par le soin de leur organisation, ils faisaient distribuer ces jours-ci le *Nouveau Manuel du Soldat* et *A mon frère le paysan* par milliers d'exemplaires.

Et c'est cette propagande que les syndiqués brestois entendent continuer, et ce malgré les mensonges et n'en déplaise à tous les socialistes nouvelle méthode.

Russie.

Constitution du parti radical. — Les esprits avancés parmi les libéraux russes sont décidés à sortir enfin de l'état de prostration dans lequel ils ont demeuré et à donner une forme réelle à leurs aspirations, jusqu'ici platoniques, à un régime constitutionnel.

Dans le dernier numéro de leur organe *Osvobojdénié*, les « constitutionnels » — radicaux russes — déclarent que le moment est venu de s'organiser en parti fort, avec un programme nettement déterminé et basé sur des principes bien arrêtés, que le parti solidement constitué et entièrement séparé des « libéraux-slavophiles » (absolutistes) qui présentent « un élément sentimental », s'imposera la tâche de réaliser, en y mettant toute son énergie. En même temps, ils tracent les grandes lignes de leur Credo politique : 1° Le parti marchera ouvertement et résolument dans la voie de la constitution ; 2° Le parti réclamera ouvertement des principes démocratiques.

Cette dernière partie de leur programme sera ultérieurement élaborée avec toute l'ampleur que comporte le sujet.

Le programme d'un parti, disent les « constitutionnels », n'est pas uniquement destiné à formuler le but auquel il tend, mais il doit encore servir d'instrument d'union morale parmi ses adhérents; partant, le programme adopté par un parti présente, en même temps que le but qu'il se pose, les moyens dont il doit se servir pour y arriver.

Et plus loin : Le point capital du programme élaboré par le parti de l'émancipation politique du pays est la substitution du régime constitutionnel à l'absolutisme.

C'est à ce but suprême que le programme entier doit être subordonné. A ce point de vue, seul le parti démocratique peut être constitué sur une base vaste et solide, indispensable pour unifier dans son sein tous les éléments des déclassés, conscients de leurs droits politiques et qui sont intimement liés à la masse du peuple par les traditions, comme par leurs sympathies personnelles. Afin que les éléments hétérogènes devant constituer le parti constitution-

nel — le noble délégué au zemstvo, l'intellectuel déclassé, le petit bourgeois représentant le tiers état, le paysan aspirant à la vie politique — puissent marcher de front, la main dans la main, il faut adopter carrément le principe d'*égalité politique*. Et c'est pourquoi il est indispensable d'inscrire nettement au programme du parti le suffrage universel.

Outre cette importante question, le caractère démocratique inhérent au parti impose l'élucidation dans son programme des points de vue qu'il aura adoptés vis-à-vis les questions sociales, telles que la question ouvrière et la question agraire.

Enfin, laissant de côté le problème socialiste, attendu qu'actuellement le socialisme en Russie ne se présente que sous forme de problème, le parti doit faire, dans son programme, une large place à tout un système de réformes sociales.

Les « constitutionnels » considèrent qu'il est indispensable d'insérer cette dernière clause dans leur programme au moment où leur parti est en train de s'organiser en parti d'action politique. Ils constatent que le système du suffrage universel est en correspondance parfaite avec l'état d'âme de toute une couche sociale en Russie, que forment les déclassés, luttant dans les premiers rangs pour l'émancipation politique du pays et qui sont tout désignés à faire les cadres d'un parti constitutionnel et démocratique.

Cette déclaration des constitutionnels qui, désormais, engagent une lutte à outrance contre l'absolutisme, présente en même temps la ligne de démarcation derrière laquelle sont repoussés les « libéraux slavophiles », c'est-à-dire tous ceux qui, dans un sentiment patriarcal, préconisent le pouvoir absolu et, dans leurs préoccupations pour le bien du peuple, admettent de bonne foi que l'intervention personnelle du souverain puisse guérir les maux dont le pays souffre, mais qui lui sont soigneusement cachés.

M. S.

VARIÉTÉS

Colonisation *(Suite et fin)*.

Après avoir passé à Lombok quatorze mois, je fus placé à Soerabaya (grand port maritime de Java). Là j'ai vu bien des « trucs ». Un certain soir, un soldat rentra ivre à la caserne ; il avait onze ans et huit mois de service ; ainsi il avait encore quatre mois à servir avant d'être pensionné (400 francs par an). — Il y en a peu qui arrivent si loin, les uns périssent sur les champs de bataille, la plupart meurent de maladies. Lorsque nous fûmes deux ans aux Indes, il vivait encore une trentaine d'hommes de notre transport, qui en comptait en partant d'Amsterdam septante-deux. — Cet homme vint donc le jour suivant au rapport du major, et pour ce délit pour lequel on attrapait d'ordinaire huit jours de cellule, il y reçut la perte de sa pension ; ce fut justement comme s'il était venu depuis hier aux Indes ; de ses onze ans et huit mois, plus un jour ne comptait. J'y ai vu d'autres « plaisanteries », à l'hôpital notamment où j'étais avec la fièvre et la dysenterie. Le berrie-berrie est une maladie que les indigènes attrapent beaucoup ; certains Européens y sont aussi exposés. Eh bien, quand il y avait un homme qui avait le berrie-berrie et qui avait déjà quelques années de service, alors le « surveillant » — qui était assurément payé pour faire cela — faisant sa ronde la nuit, celui de ces malades qui dormait pouvait être *certain* de ne plus avoir beaucoup à se plaindre le jour suivant de la chaleur, parce que le surveillant tirait simplement l'oreiller de dessous la tête de l'homme et celui-là était dans l'éternité. — Celui qui souffre du berrie-berrie doit toujours avoir la tête en haut, ou l'eau lui coule par-dessus le cœur et c'est fini, — quiconque souffre de cette maladie est plein d'eau, — j'ai vu cela moi-même chez cinq *hommes* et je l'ai aussi entendu raconter par des camarades qui l'avaient vu dans d'autres hôpitaux des Indes.

Pour avoir des ouvriers à *très bon marché*, le gouvernement hollandais avait aussi inventé un bon moyen. Quand il y avait un indigène qui, forcé par la misère, volait une poule ou une autre bagatelle pour satisfaire son appétit et qu'il était arrêté, alors cet homme attrapait vingt ans de travaux forcés ; *vingt ans de travaux forcés pour voler une poule, qui coûte à Java la somme colossale de trois centimes !* Comme ça on se procurait des ouvriers là-bas, qui étaient employés alors pour toute sorte d'ouvrage, comme le travail sale dans la caserne, abattre des arbres, faire des chemins, etc., etc., et qui recevaient alors journellement une poignée de riz.

La peine de mort, par la balle ou par la corde — on pouvait choisir — y est quelque chose de rien. Un Belge, un certain De Wit était à la garde à Lombok pendant l'expédition ; il était allé quelques pas trop loin de sa guérite : la corde. Un Frison était toujours puni par un lieutenant, si longtemps que cela commença de l'ennuyer ; un certain jour, ce lieutenant se promenant avec un capitaine dans la cour de la caserne, le Frison prit son fusil et tira sur le lieutenant ; mais il atteignit juste le talon du soulier du capitaine : la balle.

Après que j'eus été deux ans et demi aux Indes, j'attrapai la fièvre et la dysenterie ; je ne suis plus sorti de l'hôpital, je fus transporté de retour vers l'Europe, mais dans quel état ! je ne pouvais plus rester debout ; si j'avais encore dû rester deux semaines à l'hôpital, je n'aurais plus jamais revu l'Europe, encore moins que les autres.

Pour donner une idée comment nous fûmes accueillis en Hollande, je veux encore raconter une petite histoire. Sur le bateau avec lequel nous sommes revenus, il y avait des blessés venant d'Achem (côte nord de l'île de Sumatra). Un de ceux-là — un Hollandais — avait reçu une balle dans l'épaule droite ; cette épaule lui pendait tout en bas, elle était comme percluse. Quand il venait chez le docteur, celui-ci lui disait : « Voyez-vous ce crampon, là, au plafond ? Eh bien, quand demain vous reviendrez chez moi et si vous n'allez pas tout droit comme les autres, je vais vous laisser pendre là, jusqu'à ce que vous soyez guéri, comprenez-vous ? » On voit d'ici le visage de cet homme qui avait été presque tué pour sa « patrie » et qui avait cru que, quand il arriverait en Hollande il aurait une pension, étant dans l'*impossibilité* de travailler encore.

Que les Etats européens vont aux colonies pour civiliser les indigènes, cela je l'ai éprouvé là : pour les assassiner, oui. Qu'ils y vont pour rendre les hommes plus heureux, cela je l'ai éprouvé aussi.

Les indigènes ne vivent aux Indes pour ainsi dire que de riz ; quand maintenant la récolte ne réussit pas, il y a une famine, et qu'est-ce qu'une famine, là-bas ? Eh bien, au lieu d'envoyer des secours de la Hollande — qui tire tant de millions des Indes — de ce qui reste de la récolte mal réussie on ramasse le mieux, on charge cela dans des bateaux et on l'envoie vers l'Europe. Le bateau avec lequel nous sommes revenus était plein d'en haut jusqu'en bas avec du riz, du café et autres denrées coloniales. Voilà la civilisation européenne. Quand j'arrivai en Hollande, après y avoir passé quelque temps, je fus envoyé en Belgique avec un congé d'un mois. Naturellement je ne revins plus, j'en avais assez de la vie militaire, une vraie bande de bandits, c'est tout ce que je saurais dire du militarisme.

ANTOINE MICHIELS.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du III*e, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 7 heures à 9 heures soir. — Nous prions les camarades qui ont des volumes de la bibliothèque de nous les rapporter ; ils font défaut pour d'autres et paralysent par ce seul fait la propagande.

∴

*Causeries Populaires du XI*e, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 25 mars, à 8 h. 1/2, deuxième causerie par A. Libertad sur l'Œuvre de Rabelais.

∴

*Education libertaire du XIII*e *arrondissement.* — Réunion samedi 21 courant, à 8 h. 1/2, salle Julien, 16, boulevard d'Italie.

Causerie par un camarade.

Les camarades du XIIe et d'Ivry sont invités spécialement.

∴

La Solidarité. — Lundi 23, à 8 h. 1/2, salle Salzac, 1, boulevard Magenta, soirée familiale avec le concours des poètes chansonniers Delsol, Chambiet, Mme Réval, Libaïr, Charles Galilée. Conférence sur : Solidarité et Responsabilité, pour une œuvre de solidarité immédiate.

Entrée gratuite. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

∴

E. J. S. R. — Les groupes adhérents à l'Entente des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires de la Seine, réunis le 9 mars en assemblée plénière :

Après discussion sur la vaillante brochure antimilitariste qu'est le *Nouveau Manuel du Soldat*,

Se solidarisent avec les signataires du *Manuel* et protestent avec indignation contre les poursuites intentées contre les sympathiques camarades auteurs de cette brochure de propagande.

∴

Entente des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires de la Seine. — Les membres des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, indépendantes ou adhérentes à toute école, sont priés d'assister à la réunion de l'Entente du mardi 24 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Espérance, 15, rue Bouchardon (10e).

∴

Chambre syndicale des Ouvriers électriciens. — La Chambre syndicale des Ouvriers électriciens et parties similaires de la Seine fait un pressant appel à la solidarité et à l'union de tous les travailleurs de l'Industrie électrique, sans distinction de spécialités, de sexe, ni de nationalité.

Venez nombreux à la grande réunion de propagande *syndicaliste* qui aura lieu le samedi 21 mars, à 8 h. 1/2 du soir, à la Bourse du Travail de Levallois.

Ordre du jour : Création d'une section ;

Conférence par deux orateurs de la Confédération générale du Travail.

∴

Jeunesse socialiste de Bourg-la-Reine. — Les camarades sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le samedi 21 courant, à 8 h. 1/2, 99, Grande-Rue, salle Michel.

Ordre du jour : Chants et poésies, par les membres du groupe ; *Les Balances*, de Courteline, par la Lyre sociale de la Rive gauche.

N. B. — Les marchands de brochures et publications sont priés de s'abstenir.

∴

L'Individu libre. — Réunion samedi 21, à 9 heures du soir, salle Jung, 2, rue Ortolan (place Monge)

∴

L'Œuvre. — Samedi 21 et lundi 23, représentation de la *Roussalka*, pièce de M. Schuré, au Nouveau Théâtre, rue Blanche.

∴

NANTES. — Les camarades du groupe *Les Iconoclastes se rencontrent* tous les samedis soir à 8 heures, café de Bretagne, place Bretagne.

Samedi 21, causerie sur Rabelais par un camarade.

∴

MARSEILLE. — Une ballade champêtre pour le dimanche 29 mars. On se réunira au Bar-Palace, allées de Meillan, 32, à 9 heures du matin.

N. B. — L'endroit choisi sera dit au moment du départ. On est prié d'apporter les vieux journaux pour la propagande.

∴

CHAUX-DE-FONDS. — Les ouvriers mécaniciens syndiqués de Chaux-de-Fonds, indignés des procédés inquisitoriaux de la justice espagnole, appuient de tout cœur les manifestations et la propagande faites en faveur des malheureuses victimes des procès de la « Mano Negra ».

(Suivent les signatures.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'homme de génie, par Cesare Lombroso ; 1 vol., 12 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

La Verdad social, par U. R. Quinones ; 1 peseta, imprenta de Perez Cerrada, Guadalajara.

Les Bagnards, lithographie de Robin, 1 fr. 25, à l'*Œuvre d'art international*, 73, rue de la Tombe-Issoire.

A lire :

Le choix de la maternité, Dr Toulouse ; *Le Journal*, 16 mars.

A voir :

Passementerie, dessins de Jossot ; *Assiette au beurre*, n° 102.

CARTES POSTALES ILLUSTRÉES

Le camarade Hénault vient de dessiner 6 cartes postales anticléricales : 0 fr. 50 la série.

Il en a remis 50 collections à vendre au profit du journal.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco 2 75
Autour d'une vie, par Kropotkine. 3 10
Les Aventures de Nono, par J. Grave. . . . 2 75
La Colonne, par L. Descaves. 2 75
Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais. 3 20
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus. 2 75
L'Inévitable révolution, par un proscrit. . 2 75

A NOS LECTEURS

Nos camarades de la Mano Negra sont graciés, mais exilés, paraît-il ; c'est de l'argent qu'il va leur falloir.

Nous nous sommes engagés à leur envoyer le bénéfice des brochures que nous avons éditées sur l'affaire ; mais pour qu'il y ait bénéfice, il faut qu'elles se vendent.

Nous rappelons qu'il y a :

1° *Le numéro dessiné par Hermann-Paul, au prix de 0 fr. 40 ; franco, en tube, 0 fr. 55.*

Les acheteurs feront une bonne affaire, en même temps qu'acte de solidarité.

2° *La « Mano Negra », à 0 fr. 10, franco 0 fr. 15 ; le cent, 4 fr. Il en reste environ 4.000 exemplaires.*

3° *La « Mano Negra » et l'opinion française, 0 fr. 05, franco 0 fr. 10 ; le cent, 3 fr. Il en reste quelques mille également.*

Prière également à ceux qui en doivent de bien vouloir régler au plus tôt, que nous sachions ce dont nous pouvons disposer.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; franco : 3 francs.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux ; franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs ; franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

L'Assassiné, par L. C. Dissy, franco. 1 40
La Jeune Proie, par Lochard. 1 40
Les Bienheureux, par Heidbrinck. 1 40
Les Déicheurs, par Agar. 1 40
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque. 1 40
Le Calvaire du mineur, par Couturier 1 40
Education chrétienne, par Roubille. 1 40
Le Missionnaire, par Willaume. 1 40
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault. . . 1 40
Vive la Russie, treize dessins de Heidbrinck . 0 45
La Libératrice, Steinlen. 1 40
Frontispice, Roubille. 1 40

Il ne me reste qu'un petit nombre de collections complètes de lithographies ; tirage ordinaire, 75 fr. ; d'amateur, 150 fr.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Une collection de cartes postales illustrées, tirées des illustrations du volume *Guerre-Militarisme*. 1 franc les 10 cartes, franco.

L'Education libertaire. D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux. Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 15
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . . » 15
La Grève générale, rapport des Etudiants S. R. I. . . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . » 15
La Femme esclave, par Chaughi, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont. . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . . » 15
L'Education pacifique, par Girard . . . . . » 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couv. de Heidbrinck . . . . . . » 15
L'Election du Maire, id., par Léonard, couv. de Vallotton. . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . » 20
L'Anarchie, par Girard . . . . » 10
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . » 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin. . . » 30
Aux femmes, de Gohier, couverture de Lebasque . . . . » 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel. » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . . . » 20

Les Temps Nouveaux, sept années complètes : 7 fr. l'année.

La Révolte, journal et supplément, collection complète (deux seulement restent) : 150 francs.

Supplément de la *Révolte* : 50 francs.

Images à l'usage des enfants. — Chauvinard : 3 francs le cent.

Les Deux Haricots, par Paraf-Javal.

AUX ACHETEURS DES LITHOGRAPHIES

L'Incendiaire ; Porteuses de bois ; L'Errant ; Le Démolisseur ; L'Aube ; L'Aurore ; Les Errants ; L'homme mourant ; Les Sans-Gîte ; Sa Majesté la Famine et *On ne marche pas sur l'herbe* sont épuisées.

En rangeant, nous en avons retrouvé seulement trois ou quatre collections dépareillées. Aux amateurs nous les laisserons à 3 francs l'exemplaire, de l'édition ordinaire, 5 francs l'édition d'amateur. Et encore l'édition d'amateur de *Sans-Gîte* est totalement épuisée.

Ne disposant que de deux ou trois exemplaires de chacune, nous ne nous engageons à fournir qu'aux premières demandes reçues.

POUR L'ÉDITION

C'est un dessin de Augrand qui est à la gravure et non Dugrand.

Par suite de circonstances que je raconterai peut-être un jour, je me suis trouvé dans la situation de ne savoir si je pourrais tenir mes engagements, tout en ayant 1.000 francs de papier de commandé, et ayant déjà perçu pas mal de souscriptions. Aujourd'hui l'affaire est arrangée. Dans deux mois, j'espère pouvoir faire les premiers envois.

J.-G.

VIENT DE PARAITRE

Cartes postales illustrées : *Epouvantails* et *Le Calvaire des mineurs*, réductions de nos lithographies, *Les Malheureux, Ouvrier et patron ; Educateur et électeur !* Enfin les portraits de : L. Tolstoï ; S. W. Balmascheff et G. Bresci.

L'exemplaire par la poste : 0 fr. 10.

N° 1. — *Fraternité*, dessin de R. Mouton, vers de Montéhus.

N° 2. — *Les Conscrits*, dessin de Ch. Aubry, vers de Couté.

N° 3. — *La Crosse en l'air*, dessin de Ch. Aubry, vers de J.-B. Clément.

N° 4. — *La Révolte*, dessin de G. Wuyts, vers de Xavier Privas.

N° 5. — *Harmonie*, dessin de Ratel, fragment de « Travail » et autographe de Zola.

Sous peu paraîtra une série de 12 de nos lithographies en réduction, gravées sur bois par Berger. Nous les annoncerons aussitôt parues.

PETITE CORRESPONDANCE

T. P., à Amiens. — Il nous a fallu dépenser 0 fr. 60 pour obtenir le paiement du mandat. C'est donc 2 fr. 40 à votre compte.

Au camarade de Bruxelles qui désire se procurer une collection de la Société Nouvelle. — Depuis la mort de Brouez, je crois qu'il est impossible de se la procurer.

A. Sch., à Londres. — *La Morale sans sanction* de Guyau : 5 francs.

D., à Paris. — Reçu timbres. — Les gens préfèrent lire le *Petit Journal*. Ça fatigue moins le cerveau.

N., à Moulins. — Les *Paroles d'un révolté* que nous vendons sont l'édition à 3 fr. 50. — *Qu'est-ce que la propriété ?* 3 fr.

B. H., 50. — Non, pas assez saillant.

Un ami inconnu, Lyon. — Je viens de retrouver les extraits de Lemaire qui étaient enterrés sous les paperasses. C'est bien.

Reçu pour la *Mano Negra* : B. B., à Amsterdam 3 fr. 50 — Défense du soldat (19e section) 5 fr. — Marseille, collectes aux conférences de S. Faure : 3 mars 11 fr. 50 ; le 5, 12 fr. 65 ; le 7, 15 fr. 30 ; le 8, 26 fr. 05. Ensemble 65 fr. 65 Frais de manifeste et d'envois : 6 fr. 50, reste 59 fr. 10. Fédération autonome de la Loire, 21 fr. — Ensemble 9 fr. 60. — Listes précédentes : 84 fr. 50. — En caisse : 176 fr. 10.

Reçu pour le journal : Latapie, 1 fr. — Le Puy, 1 fr — G. H. à Tully 0 fr. 50. Merci à tous

P., à Bourgneuf. — C., à Clermont. — R., à Nîmes. — B., à Lens. — D., à Fourmies. — L., à Arcachon. — K., à Genève. — D., à Bucarest. — G., à Lille. — M., à Chaville. — F., à Poligny. — F. G., à Spezzia. — S., à Montbeugny. — P., à Chaude-Fonds. — L., à Nantes. — V., à Lyon. — M., à Nonancourt. — J. P., à Thompsonville. — E., à Choisy-le-Roi. — B., à Amiens. — D., à Fives-Lille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

HUITIEME ANNEE N° 48 DIX CENTIMES DU 28 MARS AU 3 AVRIL 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

LA TENTATIVE PHILOSOPHIQUE

DE SPENCER

Depuis que l'on étudie l'anthropologie (c'est-à-dire l'évolution physiologique de l'homme, ainsi que l'histoire de ses religions et de ses institutions) *de la même façon que l'on étudie toutes les autres sciences naturelles*, il est devenu possible de comprendre enfin les lignes essentielles de l'histoire de l'humanité. Et il est aussi possible de se séparer pour toujours de la métaphysique qui entravait l'étude de l'histoire, tout comme la tradition biblique empêchait au siècle passé l'étude de la géologie.

Il eût semblé, par conséquent, que lorsque Herbert Spencer entreprit à son tour la construction d'une philosophie synthétique dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, il eût pu le faire sans retomber dans les errements qui caractérisaient la *Politique positive*. Et cependant la philosophie synthétique de Spencer, tout en présentant un immense pas en avant (il n'y a plus place dans cette philosophie pour la religion et le rite religieux), contient encore dans sa partie sociologique des erreurs tout aussi graves que celles de la philosophie positive de Comte.

Le fait est, qu'arrivé à la psychologie des sociétés, Spencer ne sut pas rester fidèle à sa méthode rigoureusement scientifique pour étudier cette branche du savoir et qu'il n'osa pas accepter toutes les conséquences auxquelles l'eût amené cette méthode. Ainsi, par exemple, Spencer reconnaît que le sol ne devrait jamais être propriété privée. Le propriétaire du sol, profitant de son droit d'élever toujours le prix de loyer de la terre, empêchera les autres d'en extraire tout ce qu'ils pourraient obtenir au moyen d'une culture intensive : ou bien, il gardera la terre inculte, en attendant que le prix de l'hectare en monte en vertu du travail de tous les autres qui se fait tout autour. Un pareil système — Spencer s'empresse de le reconnaître — est nuisible pour la société et il est plein de dangers. Mais, tout en reconnaissant cela en ce qui concerne la terre, Spencer n'a pas osé faire le même raisonnement concernant les autres richesses accumulées — pas même les mines et les docks, sans parler des usines et des fabriques.

Ou bien, il élève la voix contre l'immixtion de l'Etat dans la vie de la société, et il donne même à un de ses livres un titre qui représente tout un programme révolutionnaire : *L'individu contre l'Etat*. Mais peu à peu, sous prétexte de sauvegarder la fonction *protectrice* de l'Etat, il reconstitue l'Etat en entier — tout comme il existe aujourd'hui, en lui indiquant seulement quelques légères limitations.

∴

On s'explique facilement ces contradictions et bien d'autres par ce fait que Spencer construisit la partie sociologique de sa philosophie sous l'influence du mouvement radical anglais, bien avant qu'il eût écrit la partie des sciences naturelles. Il publia, en effet, sa *Statique* en 1851, c'est-à-dire à une époque où l'étude anthropologique des institutions humaines était encore dans l'enfance.

Le résultat fut que, comme Comte, Spencer n'entreprit pas l'étude des institutions pour elles-mêmes, sans idées préconçues. En outre, dès qu'il arriva à la philosophie des sociétés, c'est-à-dire à la sociologie, — il commença à faire usage d'une nouvelle méthode, la plus traîtresse de toutes, — la méthode des ressemblances (des analogies), dont il n'avait évidemment pas fait usage pour l'étude des faits physiques. Cette méthode lui permit de justifier toute une masse d'idées préconçues. Le résultat de ces concessions est, que jusqu'à présent nous n'avons pas encore une philosophie synthétique, bâtie dans ses deux parties : celle des sciences naturelles et celle des sciences sociologiques, d'après la même méthode.

Il faut dire aussi que Spencer est l'homme le moins approprié pour l'étude des institutions primitives. Sous ce rapport, il exagère même le vice commun à tous les Anglais, — celui de ne pas pouvoir comprendre les mœurs et les usages des autres nations. « Nous sommes des hommes du droit romain, et les Irlandais sont un peuple de droit commun : c'est pourquoi nous ne nous comprenons pas », — me fit remarquer un jour un ami anglais, très intelligent et très bien renseigné. En effet, tous les rapports des Anglais avec les « races inférieures » conquises par eux démontrent cette incapacité de comprendre une autre civilisation que la leur. Eh bien, la même chose se rencontre à chaque pas chez Spencer. Le philosophe anglais est absolument incapable de comprendre le sauvage avec son respect de la tribu, la « vengeance du sang », considérée comme un devoir par le héros d'une saga d'Islande, ou bien la vie mouvementée, pleine de luttes, et d'autant plus progressive dans les cités du moyen âge. Les conceptions du droit qui se rencontrent à ces stages sont absolument étrangères à Spencer, qui n'y voit que « sauvagerie », « barbarisme », cruauté. »

∴

En outre, ce qui est encore plus important, Spencer, comme Huxley et tant d'autres, avait compris « la lutte pour l'existence » d'une façon tout à fait incorrecte. Il se la représenta, non pas seulement comme une lutte entre diverses espèces d'animaux (les loups mangent les lièvres, beaucoup d'espèces d'oiseaux vivent d'insectes, et ainsi de suite), mais aussi comme une lutte effrénée pour les moyens d'existence et pour une place sur la terre *au sein de chaque espèce*, entre tous les individus d'une même espèce. Cependant cette dernière lutte n'existe certainement pas dans les proportions que Spencer imagine.

Jusqu'à quel point Darwin lui-même fut responsable pour cette compréhension incorrecte de la lutte pour l'existence, — cette question ne saurait être discutée ici. Mais il est certain que lorsque, douze ans après l'apparition de l'*Origine des espèces*, Darwin publia l'*Origine de l'homme*, il comprenait déjà « la lutte pour l'existence » sous un aspect bien plus large et plus métaphorique que celui de lutte à outrance au sein de chaque espèce. Il écrivait, au contraire, dans son second grand ouvrage : « Les espèces animales qui contiennent le plus grand nombre d'individus sympathiques, ont le plus de chances de se maintenir et de laisser une large progéniture. »

∴

Le chapitre que Darwin consacrait à ce sujet aurait pu devenir le point de départ pour l'élaboration d'une conception, excessivement riche de conséquences, sur la nature et l'évolution des sociétés humaines (Gœthe l'avait déjà deviné). Mais il passa inaperçu. Ce fut seulement en 1879, dans un discours du zoologue russe Kessler, que nous trouvons une conception nette des rapports qui existent dans la nature entre la lutte pour l'existence et l'entr'aide. — « Pour l'évolution *progressive* d'une espèce, disait-il, en produisant quelques exemples, *la loi de l'entr'aide* a bien plus d'importance que la loi de la lutte mutuelle. »

Un an plus tard, Lanessan faisait sa conférence sur *La lutte pour l'existence et l'association dans la lutte*, et bientôt après Büchner publiait son ouvrage, *L'Amour*, dans lequel il montrait l'importance de la *sympathie* parmi les animaux pour développer les premières conceptions morales; seulement, en mettant en avant surtout l'amour familial et la compassion, il limitait inutilement le cercle de ses recherches.

Il me fut facile de prouver, dans un ouvrage séparé, et de développer l'idée remarquable de Kessler, et de l'étendre à l'homme, en me basant sur d'exactes observations de la nature et sur les recherches modernes concernant l'histoire des institutions. L'entr'aide est, en effet, non seulement l'arme la plus efficace dans la lutte pour l'existence contre les forces hostiles de la nature et d'autres espèces ennemies, mais elle est aussi *l'instrument principal de l'évolution progressive*. Aux plus faibles elle garantit la longévité (et, par conséquent, l'accumulation de l'expérience), la sécurité de la

postérité et le progrès intellectuel. Ce qui fait que les espèces animales qui pratiquent le mieux l'entr'aide, non seulement survivent mieux que les autres, mais elles occupent aussi la première place — chacune dans sa classe respective (d'insectes, d'oiseaux, ou de mammifères) — par la supériorité de leur structure physique et de leur intelligence.

Ce fait fondamental de la nature, — Spencer ne l'avait pas remarqué. Il accepta, comme un fait qui n'avait pas besoin d'être prouvé — un axiome, — la lutte pour l'existence au sein de chaque espèce : la lutte à outrance, « par le bec et par les griffes », pour chaque morceau de nourriture. La nature, « teinte du sang des gladiateurs », telle que se la représentait le poète anglais Tennyson, fut son image du monde animal. Ce ne fut que dans le cours de ces dernières dix ou douze années qu'il commença à comprendre jusqu'à un certain point l'importance de l'entr'aide (ou plutôt du sentiment de sympathie) dans le monde animal et qu'il commença à recueillir des faits et faire des observations dans cette direction. Mais jusqu'aujourd'hui l'homme primitif reste pour lui toujours la bête féroce imaginaire qui n'aurait vécu qu'en arrachant « avec la dent et la griffe » le dernier morceau de nourriture à son voisin.

Il est évident qu'après avoir adopté comme fondement de sa philosophie une prémisse aussi fausse que celle-ci, Spencer ne pouvait plus bâtir sa philosophie synthétique sans verser dans toute une série d'erreurs

P. KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

Mouvement ouvrier. — Comme je le signalais la semaine dernière, c'est bien une campagne systématique que mènent actuellement les socialistes (nouvelle méthode) contre les organisations ouvrières qui entendent le syndicalisme autrement que Millerand, Jaurès et consorts.

Ces politiciens redoutent par-dessus tout un mouvement ouvrier autonome et révolutionnaire, et l'intrusion des anarchistes dans les syndicats ; l'activité qu'ils y déploient et les résultats acquis ne leur laissent pas une minute de répit.

Plus moyen non plus de servir la vieille rengaine que nous n'étions rentrés dans les organisations ouvrières que pour les démolir, car nombre de nos camarades ont fait montre dans les syndicats de réelles qualités d'organisateurs, et Pelloutier qui, de son vivant, était combattu par eux, est maintenant cité en exemple.

Des hommes qui essaient de mettre leurs actes en rapport avec leurs idées, voici ce à quoi l'on n'est guère habitué et ce dont on enrage tant.

A la théorie qui consiste à toujours quémander nous en opposons une autre, convaincus que nous sommes que les capitalistes ne concéderont aux travailleurs que ce qu'ils sauront exiger.

Tant que les socialistes n'ont pas été au pouvoir, ils n'ont cessé — et avec juste raison — de critiquer la « République opportuniste » qui n'a rien fait pour les travailleurs, et l'autre jour la *Petite République* exaltait ces mêmes opportunistes qui ont doté pendant la période 1871-1893 la classe ouvrière de lois de protection. Ces Messieurs se figurent que la révolution est faite parce qu'eux sont au pinacle, et ils essaient de le faire croire aux travailleurs. Et nous avons beau examiner la situation, interroger des travailleurs comme nous, nous en sommes encore à trouver où et quand ces fameuses lois ouvrières — dont certaines, cela est incontestable, ont profité au patronat — ont rendu l'exploitation moins dure.

Les longues journées de travail, les salaires dérisoires sont plus que jamais le lot de la classe ouvrière et rien, absolument rien, quoi qu'on en puisse dire, n'est venu améliorer cette situation. Les nombreuses grèves que nous voyons éclater à chaque instant sont le démenti le plus formel que l'on puisse infliger aux protagonistes du réformisme.

Pendant longtemps ils avaient songé à incorporer les syndicats ouvriers dans leurs partis politiques : aujourd'hui ils s'aperçoivent que définitivement il n'y faut plus compter et c'est aussi ce qui les dépite à ce point.

Et cette haine dont fait montre à notre égard toute la clique millerandiste — le chef en tête — ne peut être pour nous qu'une raison de plus pour persévérer dans la ligne de conduite que nous nous sommes tracée.

Aussi, que ceux de nos camarades qui, comme nous, pensent que l'action syndicale a donné des résultats, redoublent d'efforts ; qu'ils continuent à montrer aux travailleurs qu'ils n'ont rien à attendre des politiciens qui ne cessent de se servir d'eux que pour se pousser aux places et mieux les exploiter.

Quant aux anarchistes qui croient encore « qu'il n'y a rien à faire dans les syndicats », je les engage sérieusement à chercher pourquoi les politiciens du socialisme, si ce n'est parce qu'ils se sentent atteints, mènent une telle campagne contre nous, et je ne saurais mieux faire que de les engager à venir joindre leurs efforts aux nôtres pour dire aux travailleurs : « Faites vos affaires vous-mêmes ; n'attendez rien que de vous-mêmes », — besogne qui, je crois, est bien nôtre.

Hardi ! camarades, et sus aux politiciens du socialisme !

* *

Si quelque camarade doutait encore que la campagne révolutionnaire des syndicats ouvriers ne cesse pas de déranger les combinaisons politiques des réformistes du socialisme, je ne puis mieux faire que de découper dans la *Petite République* cet extrait d'une séance du comité Portefoin, qui en dit plus à ce sujet qu'un long article :

« Le citoyen Louis Maurice demande à ce qu'au Congrès de Bordeaux, une déclaration soit rédigée qui mette en garde les organisations ouvrières contre toute tendance à faire dévier l'action syndicale et à présenter la grève générale comme une formule de Révolution, à l'exclusion de tout autre moyen d'action. »

En même temps que Millerand qui vote les poursuites contre le *Manuel du Soldat*, le Congrès socialiste (!) de Bordeaux sera donc appelé à juger aussi les syndicats ouvriers qui ont une confiance plus grande dans la Grève générale que dans le parlementarisme ; aussi sommes-nous bien tranquilles sur l'effet que pourra avoir le verdict du Congrès de Bordeaux.

* *

Dans la *Petite République* de mardi dernier, M. L. M. se plaint que je lui reproche de « truquer les circulaires et les discussions » et que j'ai constaté que c'est « un triste métier de collaborer à un journal socialiste parlementaire », mais j'ai vainement cherché une réfutation, si faible soit-elle, de mes dires.

Au contraire, dans le numéro 125 de la *Voix du Peuple*, V. Griffuelhes et A. Lévy — qui ne sont pas anarchistes, que je sache — relèvent, le premier comme secrétaire de la Confédération, le second au nom du Comité de la Grève générale, les erreurs voulues, les interprétations inexactes du rédacteur de la *Petite République*.

Les faits et les documents — que je regrette de ne pouvoir insérer faute de place — y sont donnés tout au long, et c'est bien la meilleure réponse que je puisse faire à M. L. M.

Nos lecteurs, qui aiment le document exact, pourront juger de quel côté est la bonne foi.

P. DELESALLE.

M. L. M. affirme qu'il est libre d'écrire dans la *Petite République* ce que bon lui semble et que ses patrons ne lui imposent pas une manière de penser. Je lui en donne acte bien volontiers.

Mais alors, c'est en vain que je cherche les motifs qui lui font être de si mauvaise foi dans sa façon d'interpréter les discussions et d'arranger les textes par des substitutions plus ou moins habiles. Après tout, c'est peut-être le métier de journaliste qui veut ça.

Enfin, mardi dernier, M. L. M. s'est fait, paraît-il, houspiller par quelques militants de la Bourse — ce qui prouve que ses sympathies y sont minces, puisqu'il n'a trouvé personne pour prendre sa défense. Il s'en plaint dans la *Petite République*, et comme dans tout ce qu'il écrit il faut qu'il y ait au moins une erreur, il attribue son équipée à deux « libertaires syndicalistes » qu'il cite comme ses agresseurs !!

Or, il se trouve que les deux camarades ne sont pas, eux non plus, que je sache, des anarchistes. C'est la bonne foi réformiste toujours et partout la même.

P. D.

Hollande.

Dans ma lettre précédente, je vous ai raconté la grève des chemins de fer du 31 janvier, la défaite des grandes Compagnies et du gouvernement et la levée des conscrits de 1901 et 1902. Voici ce qui suivit. Dans la troisième semaine de février, le gouvernement déposa un projet de loi qui, pour ce qui concerne notre pays du moins, dépasse tout ce que nous avons eu en cette manière. Jugez plutôt : le premier article menace d'une peine de *trois mois* de prison au maximum ou d'une amende de 200 fr. quiconque obligera illégalement un autre à faire ou à ne pas faire ou à tolérer quelque chose en lui causant un préjudice, *en le gênant* ou en employant un moyen *propre à faire peur*.

Cet article vise tout le mouvement syndical en assurant la liberté tant réclamée du travail — je veux dire des renégats, des jaunes. Gare à celui qui regardera de travers un de ces misérables, il n'y coupera pas ! Si les malfaiteurs, les grévistes bien entendu, sont à deux ou à plusieurs, la peine sera doublée. Les autres articles visent plus spécialement les chemineaux.

Le second veut punir d'un emprisonnement de *six mois* ou d'une amende de 600 francs les fonctionnaires ou autres personnes employés dans un service public ou dans les chemins de fer qui refuseront de faire leur service, et cela dans le but de causer un arrêt dans ce service.

Le troisième article menace de *quatre ans* de prison pour le cas où deux ou plusieurs personnes commettent par conspiration le délit de l'article précédent, et la peine sera la même pour les meneurs ou instigateurs de la grève.

Le quatrième article enfin promet pour une personne agissant seule le triple de la peine s'il atteint son but — arrêt du service — et menace de *six ans* les employés qui, par leur action commune, causeront l'arrêt du service.

Voilà les « lois muselières », comme le peuple les a baptisées.

Deux autres projets de loi visent la création d'une brigade militaire des chemins de fer et *une enquête parlementaire sur les conditions du travail des employés des chemins de fer*. Ce dernier projet est évidemment la dorure de la pilule. Mais, malgré cela, les ouvriers n'ont pas voulu l'avaler. Ingrats, quoi !

Un coup de fouet n'eût pu faire bondir les syndicats comme l'a fait cette loi scélérate. Immédiatement les groupes socialistes et syndicaux ont conféré. Les députés de 90.000 ouvriers syndiqués, des sociales parlementaires et des anarchistes ont nommé un Comité de défense et l'agitation a commencé sans retard. Oh ! les belles semaines de propagande que nous avons eues ! Personnellement j'ai eu ma part dans cette campagne de protestation et jamais je n'oublierai les salles bondées, les multitudes enthousiastes. Même dans des localités où, dans les temps ordinaires, le mouvement n'est pas bien fort, les réunions ont parfaitement réussi. Mercredi, 25 février, il y eut entre autres une réunion dans le Palais d'Industrie à Amsterdam, qui était remarquable entre toutes, non seulement parce qu'il y avait près de 7.000 assistants, mais surtout parce que le premier orateur, le docteur Gorter, social-démocrate, commença par s'excuser que c'était lui qui parlait le premier. A son avis, le premier orateur aurait dû être Domela Nieuwenhuis, le père de la propagande pour la grève générale. Peu de temps après, Nieuwenhuis parut lui-même sur la plate-forme et alors un tel tonnerre d'applaudissements le salua que l'orateur dut interrompre son discours pendant plusieurs minutes.

Dans tout le pays l'agitation battait son plein. Tout le monde s'attendait à ce qu'elle aboutît bien vite à l'action définitive : la grève. Dans une réunion à Amsterdam, j'ai dit ma crainte qu'on ne prolongeât trop l'agitation qui, à la longue, finirait par s'éteindre sans résultats. Il paraît que ma crainte n'a été que trop fondée. La faute en est aux social-démocrates. Je n'hésite pas à dire que dans tout ce mouvement ils jouent un faux rôle. Je vous raconterai cela dans un prochain numéro, si vous me le permettez.

P. M. WINK.

Canada.

Un scandale de plus vient de se produire au sein de la législature de l'Ontario. Le premier ministre, M. Ross, ayant nommé deux juges pour faire une enquête sur des allégations de corruption parlementaire, M. Gamey, du district de Mannoba, déposa, en pleine séance de la session, une somme de cinq cents dollars sur son pupitre, en affirmant que c'est le solde d'un pot-de-vin de quatre mille que M. Stratton, secrétaire provincial, lui aurait donné pour obtenir son appui en faveur du gouvernement. A l'appui de sa déclaration, le député Gamey a lu des notes sur une conversation échangée entre M. Stratton et lui, pendant que des sténographes cachés derrière une cloison notaient les passages essentiels.

M. Stratton s'efforce de nier, mais le scandale fait grand bruit dans le Dominion.

Russie.

L'an passé, sur 26.284 conscrits finlandais, 11.486 seulement se présentèrent. Le gouvernement russe, cela coule de source, ne pouvait laisser se produire pareille désobéissance sans sévir avec toute la rigueur possible et chacun attendait, se demandant quelles mesures coercitives allaient être prises. Le 25 janvier, le czar a enfin signé un décret dont voici les dispositions principales : « Aucune poursuite judiciaire ne sera intentée contre les réfractaires. Ceux qui sont fonctionnaires seront destitués. Aucun fonctionnaire ne pourra être nommé s'il ne peut attester qu'il s'est présenté au recrutement. Les réfractaires seront privés, pendant cinq ans, de leurs passeports. Les prêts de l'Etat aux communes et aux particuliers ne seront consentis qu'à ceux qui se sont soumis à l'ordonnance de 1901 concernant le recrutement. Les recrues finlandaises entrées au bataillon de la garde seront renvoyées dans leurs foyers, et remplacées par un nombre égal de réfractaires incorporés de force. Les autres réfractaires seront inscrits d'office dans la milice. »

En somme, un coup d'épée dans l'eau ; le gouvernement masque sa défaite aussi bien que possible, car les dispositions concernant les fonctionnaires ne peuvent atteindre que ceux qui acceptent la russification. Le refus de passeports n'empêchera personne de partir clandestinement, parce que les côtes sont impossibles à garder. Quant à l'incorporation des réfractaires, cela fait hausser les épaules, puisque le contingent n'était, en effet, pour 1902, que de 180 hommes ; 153 sont entrés comme volontaires, donc restent 27 incorporés par voie de tirage au sort. Il ne reste donc que ces 27 hommes qu'il s'agirait de remplacer par des réfractaires. Du reste, quoi de plus significatif que ce renoncement de poursuivre judiciairement les jeunes Finlandais qui ont refusé de se présenter au recrutement ?

En Finlande, comme partout ailleurs, la résistance et surtout la résistance collective aura toujours raison des mesures gouvernementales.

Etats-Unis.

Malgré la loi Sherman (2 juillet 1890), loi édictée pour protéger le commerce contre « des entraves et des monopoles de nature illégale », un nouveau trust, le *Beef Trust*, vient de se fonder pour ne pas surenchérir mutuellement dans l'achat du bétail ; pour faire croire à une hausse artificielle de ce prix pour engager les éleveurs à faire de gros envois, sauf à prétexter de ceux-ci pour déprimer les prix lors de l'arrivée ; enfin, pour s'entendre entre eux sur la quantité et le prix des expéditions de viande faites par eux, de façon à supprimer toute concurrence.

De très nombreux précédents analogues permettent d'affirmer que le *Beef Trust* éludera la loi, et le public pâtira une fois de plus. Si au moins cela lui ouvrait les yeux sur la valeur de la loi ?

Suisse.

Grisons. — On lit dans le *Freie Rhaetier :*

« M. Plasch Spinas, de Tinzen, domicilié à Sent, dans l'Engadine, devait subir vingt heures d'arrêts, pour n'avoir pas annoncé son arrivée et son départ à son chef de section et pour nous ne savons quel acte d'insubordination. Plasch Spinas est exempté du service militaire ; il refusa de subir sa peine. Le gendarme de Sent vint alors l'arrêter pour le conduire du fond de l'Engadine à Coire (!). Pendant le voyage, il se sauva et arriva à destination avant le pandore. Après avoir subi ses vingt heures, on lui réclama 18 francs de frais, et comme il ne put les payer, on le retint pour qu'il s'acquittât par des corvées. Le malheureux, qui avait laissé à Sent sa femme et son enfant dans le besoin, fut pris d'un accès de désespoir et se pendit.

« A noter qu'aucune loi militaire suisse n'autorise les corvées, aucune non plus n'oblige l'autorité à faire faire un voyage de deux jours — comme celui de Sent à Coire — pour subir vingt heures d'arrêts, et autant pour rentrer chez lui. »

Naturellement, une enquête s'instruit : nous savons ce que cela veut dire.

⁂

Argovie. — M. Sacher, tailleur de Zuzgen, près Rheinfelden, avait été condamné, il y a dix ans, à onze ans de travaux forcés, comme incendiaire. Depuis dix ans, M. Sacher n'a cessé de protester de son innocence avec la plus grande énergie. Il y a quatre ans, sa conduite lui valut sa grâce et M. Sacher sortit de prison. Or, une femme, originaire de Zuzgen, très connue sous le nom de la « femme aux prunes », vient de mourir à Bâle, et, peu avant son décès, a reconnu être l'auteur de l'incendie pour lequel M. Sacher fut condamné.

⁂

Zurich. — Dédié aux votards ! On vient de découvrir une urne électorale égarée lors des élections au Conseil national, en octobre 1902 ; cette urne contenait 1.500 bulletins, qui n'ont été ni dépouillés, ni comptés. C'est en procédant à l'élection d'un régent que la découverte a été faite.

⁂

Genève. — Au sujet d'une belle escroquerie, la *Gazette de Lausanne*, la *Tribune de Genève*, etc., sont remplies d'articles édifiants. A propos de la nouvelle Compagnie anglaise mentionnée et de la Société des mines d'or de l'Evançon fondée en 1890, on fait remarquer parmi les liquidateurs de la Compagnie d'Antrona, Compagnie dont il est aussi question : M. Adrien Lachenal, ancien président de la Confédération. Les *Basler Nachrichten*, qui signalent les opérations de ces Compagnies, se demandent où ces Compagnies se proposent de placer leurs 860.000 actions de 1 fr. 25 centimes, ainsi que les quatre millions de la Société qui s'intitule : « Mines et carrières des Alpes. » N'est-il pas étonnant, dit le journal de Bâle, de voir figurer dans une pareille aventure financière les noms de MM. Adrien Lachenal, de Genève ; Lang, directeur à Berne ; Jent, de Berne ; H.-C. Bodmer, de Zurich, et Bucher, avocat à Lucerne ? — Les *Basler Nachrichten* oublient que M. Moïse Vautier était à la tête du « Crédit Foncier suisse » de triste mémoire et que M. Fornerod, président de la Confédération, s'occupa aussi de cet établissement financier échoué en cour d'assises. Nos politiciens sont peu délicats, pourvu que cela rapporte, et on pourrait en citer plus d'un qui, amateur de jeux de bourse, refuse de payer quand la chance lui est contraire ; l'agent de change est ruiné : qu'importe ? notre élu se tire d'affaire avec l'exception de jeu.

⁂

M. C..., maître d'escrime, un Français qui habite Genève, négligea de renouveler sa carte de séjour ; ayant une communication à faire à certain agent de la police secrète, il se rendit tout bonnement au bureau des Fabazans et demanda celui qu'il désirait. Mais là, le professeur fut arrêté et jeté en prison. M. C... est déserteur, et, dans le pays de Guillaume Hôtel, tout déserteur dans l'impossibilité de déposer quelques mille francs à la caisse du gouvernement est expulsé. M. C... savait sans doute que ce n'est pas la première fois que la police de Genève livre un déserteur à la police française ; aussi il se vit perdu et avala du poison. Les hommes enfermés dans la même cellule que lui firent du bruit, on accourut et le maître d'armes fut conduit à l'hôpital. Des soins énergiques eurent raison de l'empoisonnement, et le prisonnier fut de nouveau ramené en prison. Mais l'affaire s'était ébruitée. M. C..., dont la vie honorable est connue, a des élèves et des amis, et il a fallu relâcher cette nouvelle victime de notre soi-disant liberté.

⁂

La bourgeoisie genevoise s'irrite de voir grandir la place occupée à l'université par les Slaves. Le désir d'éloigner les proscrits de Genève — il y en a parmi les étudiants — la rage de constater que ses chers petits sont inférieurs en intelligence et en capacité de travail à des jeunes filles venues de l'autre côté de l'Oural et des bords de la mer Noire, la haine pour tout ce qui contribue à affranchir la femme de la servitude de l'homme, ne sont pas étrangers aux sentiments nourris par les bourgeois pour les étudiants russes. Les étudiantes sont en majorité dans la plupart des cours. Des étudiants natifs de notre ville, ô horreur ! ont choisi pour femmes des étudiantes slaves. Pour le coup, c'en était trop, et des petits Genevois, inscrits à l'université, ont fait circuler une pétition pour en exclure les étrangers. Comme l'intérêt des professeurs s'accommoderait mal de l'exclusion des étudiants étrangers, cette exclusion n'est pas à craindre. Tel professeur, qui, il y a un certain nombre d'années, portait des vêtements râpés, fait villa aujourd'hui, et le jour où les Russes lâcheraient l'université de Genève, ce ne sont pas les quelques douzaines de jeunes Suisses qui rempliraient les poches des professeurs. Et ces Suisses, il n'y a pas moyen de trop en tirer, ils la connaissent dans tous les coins.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Les camarades se réuniront, samedi 28 mars, à l'U. P. d'Ivry, salle de la mairie.

⁂

L'Individu Libre. — Samedi 28 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle Jung, rue Ortolan, 2 (place Monge), le camarade A. Carteron traitera de : La Théorie évolutionniste.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 7 heures à 9 heures. — Les camarades ayant des volumes depuis plus d'un mois sont invités à les rapporter, et ceci dans l'intérêt de la propagande.

⁂

Lyre sociale de la rive gauche (Cercle théâtral socialiste). — Lundi et vendredi à 8 h. 1/2 du soir, 76, rue Mouffetard, Ve arrond. — Répétitions.

⁂

Causeries Populaires du XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 1er avril, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur : L'organisation du bonheur (VIII).

⁂

Ligue Internationale pour la défense du soldat (5e Section). — Jeudi 2 avril 1903, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique et contradictoire, salle Thomas, 11, rue Cujas, par Jean Marestan.

Sujet : Patrie et Caserne.

Entrée : 0 fr. 30 donnant droit à une consommation.

⁂

Sommaire du n° 9 de *Jean-Pierre* :

Trad. anglaise, ill. Roubille.

Trad. russe, ill. Steinlen.

Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François Ier, par Henri Hauser.

Histoire naturelle, par Lichy, ill. Creiche.

Petite Fable moyen âge.

Conte de Grimm, trad. par Gaston Raphaël, ill. Hepp.

Que mettra-t-on dans l'histoire ? par Blanche Vals.

Devinettes, Passe-temps.

⁂

19e Section antimilitariste (autonome). — Samedi 28 mars, à 8 h. 1/2, taverne Alfred, 13, rue Secrétan (rond-point de la Villette), punch-conférence de propagande : Le mouvement antimilitariste et les politiciens.

Entrée : 50 centimes, consommation comprise.

⁂

Les camarades de Pantin, Pré-Saint-Gervais, les Lilas, sont priés de se réunir, samedi 28 mars, chez Lisio, 38, rue Charles Nodier, au Pré-Saint-Gervais.

∴

NANTES. — Groupe *Les Iconoclastes*. — Les camarades se rencontrent tous les samedis, à 8 heures du soir, café de Bretagne, place de Bretagne. Le 28 mars, causerie sur Rabelais et son œuvre.

∴

ALAIS. — Les libertaires d'Alais et des environs se réunissent tous les samedis, à 9 heures du soir, et tous les dimanches, à 2 heures du soir, au nouveau local, Grand'Rue, 31, au 2e étage.

Adresser toutes les communications concernant le groupe au camarade L. Bernard, 30, rue Florian, à Alais (Gard).

∴

LIMOGES. — Salle des Conférences, place de la République, samedi 28 mars, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique et contradictoire par E. Terronnière et Régis Meunier, sur : L'Armée contre l'humanité.

Entrée : 30 centimes.

∴

LYON (Groupe *Germinal*). — Dimanche 5 avril, à 8 heures du soir, salle Chamarande, café de l'Isère, 26, rue Paul Bert, soirée familiale privée. Causerie sur les actes monstrueux de l'autorité militaire et de la magistrature vis-à-vis de l'ex-soldat Sauvageon.

Quelques chanteurs et musiciens amateurs prêteront leur concours.

∴

MARSEILLE (Groupe de propagande par la lecture). — Les camarades faisant partie du groupe sont invités à venir samedi soir, à 9 heures, au bar Palace, retirer la brochure à distribuer.

∴

Groupe Libertaire et d'Etudes sociales *Les Semeurs* (La Valentine). — Les camarades habitant La Valentine, Saint-Marcel et environs, ont formé un groupe sous le nom : « Les Semeurs. » Pour toutes demandes de renseignements, s'adresser aux camarades : Barrier, pour Saint-Marcel ; Coste Alfred, pour La Valentine ; Rampau, pour Saint-Menet.

∴

LILLE. — Réunion du Groupe tous les samedis, à 8 h. 1/2, 13, rue du Bourdeau.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Aux armes! par Quay-Cendre ; 1 broch., 0 fr. 15, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

Chausey, par E. Montfort ; 1 plaquette, à l'*Idée libre*, 28, rue des Minimes, Bruxelles.

VIENT DE PARAITRE

Cartes postales illustrées : *Epouvantails* et *Le Calvaire des mineurs*, réductions de nos lithographies. *Les Malheureux, Ouvrier et patron ; Educateur et électeur !* Enfin les portraits de : L. Tolstoï ; S. W. Balmascheff et G. Bresci.

L'exemplaire par la poste : 0 fr. 10.

N° 1. — *Fraternité*, dessin de R. Mouton, vers de Montéhus.

N° 2. — *Les Conscrits*, dessin de Ch. Aubry, vers de Couté.

N° 3. — *La Crosse en l'air*, dessin de Ch. Aubry, vers de J.-B. Clément.

N° 4. — *La Révolte*, dessin de G. Wuyts, vers de Xavier Privas.

N° 5. — *Harmonie*, dessin de Ratel, fragment de « Travail » et autographe de Zola.

Sous peu paraîtra une série de 12 de nos lithographies en réduction, gravées sur bois par Berger. Nous les annoncerons aussitôt parues.

AUX ACHETEURS DES LITHOGRAPHIES

L'Incendiaire ; Porteuses de bois ; L'Errant ; Le Démolisseur ; L'Aube ; L'Aurore ; Les Errants ; L'homme mourant ; Les Sans-Gîte ; Sa Majesté la Famine et *On ne marche pas sur l'herbe*, sont épuisées.

En rangeant, nous en avons retrouvé seulement trois ou quatre collections dépareillées. Aux amateurs nous les laisserons à 3 francs l'exemplaire, de l'édition ordinaire, 5 francs l'édition d'amateur.

Ne disposant que de deux ou trois exemplaires de chacune, nous ne nous engageons à fournir qu'aux premières demandes reçues.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Une collection de cartes postales illustrées, tirées des illustrations du volume *Guerre-Militarisme*. 1 franc les 10 cartes, franco.

∴

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 15
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . » 15
La Grève générale, rapport des Etudiants S. R. I. . . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . » 15
La Femme esclave, par Chaughi, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont. . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . . » 15
L'Education pacifique, par Girard . . . . » 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couv. de Heidbrinck . . . . » 15
L'Election du Maire, id., par Léonard, couv. de Vallotton. . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . » 20
L'Anarchie, par Girard . . . . » 10
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . » 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin. . . . » 30
Aux femmes, de Gohier, couverture de Lebasque . . . . » 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel. » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . . » 20

Les Temps Nouveaux, sept années complètes : 7 fr. l'année

La Révolte, journal et supplément, collection complète (deux seulement restent) : 150 francs.

Supplément de la *Révolte* : 50 francs.

Images à l'usage des enfants. — Chauvinard : 3 francs le cent.

Les Deux Haricots, par Paraf-Javal.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

L'Assassiné, par L. C. Dissy, franco........ 1.40
La Jeune Proie, par Lochard............ 1.40
Les Bienheureux, par Heidbrinck.......... 1.40
Les Défricheurs, par Agar............ 1.40
Ceux qui mangent le pain noir, par Lebasque.............. 1.40
Le Calvaire du mineur, par Couturier..... 1.40
Education chrétienne, par Roubille....... 1.40
Le Missionnaire, par Willaume.......... 1.40
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault... 1.40
Vive la Russie, treize dessins de Heidbrinck . 0.45
La Libératrice, Steinlen............ 1.40
Frontispice, Roubille.............. 1.40

Il ne me reste qu'un petit nombre de collections complètes de lithographies ; tirage ordinaire, 75 fr. ; d'amateur, 150 fr.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco. 2 75
Autour d'une vie, par Kropotkine. 3 10
Les Aventures de Nono, par J. Grave. . . . 2 75
La Colonne, par L. Descaves. 2 75
Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais. 3 20
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus. 2 75
L'Inévitable révolution, par un proscrit. . 2 75

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; franco : 3 francs.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

∴

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux ; franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs ; franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

LES TEMPS NOUVEAUX

sont en vente à Nouméa

Chez FACHARD, *horloger, place du Marché*.

On y trouve également des brochures anarchistes.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Saint-Etienne. — Bon. On prendra rembours en deux fois.

J. d'Et., à Gand. — La bande était à la réimpression. C'est ce qui a occasionné l'erreur.

H. D., à Genève. — Le volume a été expédié à M. Rossi. Coût : 1 fr. 05. Il est revenu impayé.

M., à Cannes. — Je n'ai pas gardé vos précédentes lettres, et vous avez négligé de me renvoyer votre adresse ?

Reçu pour la *Mano Negra* : Montauban, quête au punch en souvenir de la Commune, 4 fr. — Vauvert, collecte au 18 mars par C., 2 fr. — U. P. d'Aubervilliers, 5 fr. — Lyon, souscription du groupe *Germinal* : C. Reynaud, 0 fr. 50 ; H. Fabre, 0 fr. 50 ; Un ennemi de l'autorité, 0 fr. 50 ; Jehan de la Guille, 0 fr. 50 ; N'importe qui, 0 fr. 50 ; C. Cornet, 0 fr. 50 ; Jeannin, 0 fr. 50 ; Breysse, 0 fr. 25 ; Monfouilloux, 0 fr. 50 ; Maire J., 0 fr. 25 ; L. Gotard, 0 fr. 50 ; Augier, 0 fr. 50 ; Toney, 0 fr. 20 ; Bénét. F., 0 fr. 20 ; Buffand, 0 fr. 20 ; A. Perrin, 0 fr. 25 ; Morel, 0 fr. 25 ; X., 0 fr. 20 ; Georges, 0 fr. 25 ; Vincent, 0 fr. 25 ; 66, 0 fr. 25 ; M., 0 fr. 15 ; L. Gonttier, 0 fr. 20 ; Marat, 0 fr. 50 ; Icongnito, 0 fr. 50 ; P. Lareth, 0 fr. 20 ; Ciboulot, 0 fr. 20 ; Taco, 0 fr. 20 ; Jean, 0 fr. 50 ; Anarquista, 0 fr. 50 ; Dégouté, 0 fr. 20 ; Révolté, 0 fr. 25 ; Pissand, 0 fr. 25 ; Suiffon, 0 fr. 25 ; Carnet, 0 fr. 50 ; Augier, 0 fr. 25 ; X., 0 fr. 50 ; X., 0 fr. 30 ; Gotard, 0 fr. 40 ; Cornet, 0 fr. 50 ; X., 0 fr. 10 ; Créton, 0 fr. 25 ; X., 0 fr. 10 ; Blanchard, 0 fr. 50 ; Donzel, 0 fr. 50 ; Magand, 0 fr. 25 ; Terray, 0 fr. 25 ; Ogier, 0 fr. 30 ; Louis, 0 fr. 50 ; Camille M., 0 fr. 50 ; Vachet, 0 fr. 50 ; Jean, 0 fr. 50 ; Morel, 0 fr. 25 ; A. Perrin, 0 fr. 50 ; Jouandon, 0 fr. 20 ; Vincent, 0 fr. 50 ; L. Maynert, 0 fr. 25 ; Chabaudy, 0 fr. 25 ; Sébire, 1 franc. Total : 20 fr. 70. — Ensemble : 31 fr. 70. — Listes précédentes : 94 fr. 10 et non 176 fr. 10, comme il a été imprimé par erreur, soit 125 fr. 80.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* : V., à Autun, 1 fr. — Listes précédentes : 22 fr. 65. — En tout : 23 fr. 65. — Remis à divers : famille de condamnés, expulsés, etc., 30 fr. Déficit : 6 fr. 35.

Reçu pour le journal : P. à Mouy, 0 fr. 50. — D., à Lyon, 0 fr. 50. — O., à Venzolasca, 0 fr. 50. — F., au Mans, 5 fr. — Merci à tous.

Fr. J., à Paris. — A. L., à Lyon. — T., à Tamnay-Châtillon. — J. A. L. S., Mme P., Le Boucau. — L. D., à Roubaix. — P. F., à Sept-Ecluses. — M., à Dijon. — A. R., à Montpellier. — C., au Saleux. — L., à Epinal. — J. B., à Lyon. — Fr. L., à Marmignolle. — M., à Chaville. — F., à Nouméa. — J. R., à Toulon. — C., à Garches. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

HUITIEME ANNÉE N° 49 DIX CENTIMES DU 4 AU 10 AVRIL 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Pour les raisons habituelles, nous ne pouvons donner de supplément cette semaine.

POUR AGIR

I

D'après ce que m'écrit un correspondant de Lyon : « Les camarades de là-bas seraient étonnés de nous avoir vus faire alliance avec des bourgeois dans la campagne dite de la « Mano Negra » ; que cela n'est pas justifié, même par la raison de faire sortir des camarades du bagne ; et me demandant les motifs qui ont pu nous faire agir ainsi. »

La raison en est bien simple. Nous avons tout de suite senti que si nous voulions émouvoir l'opinion publique, il fallait nous adresser à ceux qui ont son oreille. Les anarchistes auraient pu, dans leurs journaux, aligner article après article, dans leurs réunions débiter discours après discours, l'agitation n'aurait pas dépassé les bornes restreintes d'un petit cercle d'individus déjà acquis d'avance, mais laissant le gouvernement espagnol parfaitement indifférent.

Pour remuer l'opinion publique, il faut que les faits lui soient apportés par des noms — lorsque, trop souvent, les noms ne remplacent pas les faits eux-mêmes. — C'est la faute du public et non la nôtre. Nous tâchons de le guérir de cette maladie ; mais il y a force travail encore à faire.

Lorsqu'on ne se sent pas assez fort pour réaliser une chose, il est tout naturel de se tourner vers ceux qui peuvent seconder vos efforts.

Or, à qui pouvions-nous mieux nous adresser, si ce n'est à ceux qui se dépensèrent pendant l'affaire Dreyfus, se réclamant de la justice et de la vérité ?

Notre appel fut entendu par quelques-uns d'entre eux qui, loyalement, nous ont apporté leur concours. Parmi ceux-là quelques-uns sont venus nous expliquer comment les dénis de justice accomplis contre un seul leur avait ouvert les yeux sur les injustices générales, leur révélant la solidarité de la conscience humaine dans toute son amplitude. C'est pourquoi leur protestation était acquise à tout acte d'injustice qui leur était révélé.

N'est-ce donc rien, cela ?

⁂

Nous sommes toujours adversaires des fameuses « ententes » qui tendent à englober différentes écoles sur un terrain de conciliation et de concessions mutuelles. Ce sont des associations boiteuses où il n'y a de concessions véritablement consenties que par les plus avancés qui se voient forcés d'abandonner le meilleur de leur programme pour remuer les rétrogrades qui, eux, ne font jamais de concessions ou n'en consentent que sur des questions de détail. Tel l'on voit, en ce moment, le parti socialiste, devenu le prisonnier des politiciens, ayant arraché à ces derniers quelques fonctions pour quelques-uns de ses membres, mais aucune réforme sociale que lorsqu'elles sont un prétexte à l'extension des empiètements de l'Etat.

Ce n'est pas ainsi que nous sommes allés trouver ceux dont nous demandions le concours. Nous ne leur avons fait promesse d'aucune concession, nous ne leur en avons pas demandé.

Le camarade qui est allé les trouver s'est contenté de leur exposer les faits, de leur faire comprendre l'infamie de la comédie judiciaire qui avait permis d'envoyer à la mort et au bagne des travailleurs coupables de vouloir s'émanciper. Et, après leur avoir fait partager sa conviction, il a seulement ajouté : « Vous êtes partisans de la justice et de la vérité. Comme nous, vous abominez les excès de pouvoir, les dénis de justice ! Nous voulons soulever l'opinion publique contre les auteurs de ce crime judiciaire. Aidez-nous ! »

Et c'est ainsi que la campagne a été menée ; c'est ainsi que nous l'aurions continuée si le gouvernement espagnol n'avait pas libéré nos camarades ; c'est ainsi que nous entendons opérer en les occasions où nous pourrons agir.

Les occasions, il est vrai, ne manquent pas. Les injustices et l'arbitraire pullulent autour de nous, sans avoir besoin d'aller les chercher au dehors. Mais, outre que la machine humaine ne peut être continuellement en activité, que ce n'est que par accès que l'activité individuelle peut se produire — lorsqu'elle ne se borne pas à des accès d'hystérie journalistique — il faut aussi que les faits, les circonstances se présentent d'une façon favorable pour frapper le public. De là l'impuissance en nombre de cas. Mais quoi qu'en disent ceux dont le camarade lyonnais est le porte-parole, c'est de la bonne besogne anarchiste qui a été faite ; la libération de nos camarades a été obtenue par une campagne sur l'opinion publique, en la soulevant contre l'oppression, et lui faisant réclamer cet acte de justice, non comme une aumône, mais l'imposant comme un acte de justice et de réparation, par la flétrissure des auteurs de l'injustice dont elle demandait réparation.

⁂

A ceux qui veulent nous aider dans un but déterminé, nous n'avons pas à leur demander leur *credo* politique ou économique. A ceux qui veulent marcher avec nous, nous n'avons qu'à demander la sincérité et la loyauté, comme nous les leur devons.

Or, sur ce terrain-là, je dois avouer que s'il y a des bourgeois avec lesquels je ne me ferais aucun scrupule de marcher, il y a, par contre, pas mal de ceux qui se disent révolutionnaires, voire même anarchistes, dont je me garderai bien d'en dire autant.

Compromission ! est vite dit. Mais il n'y en a pas où chacun va son chemin sans restriction.

Si l'instinct de conservation nous force à en accomplir tous les jours — sans cela nous ne resterions pas vingt-quatre heures en liberté — il ne faut pas trop s'effarer de ce mot. On est porté chacun à grossir celles que l'on réprouve, à rapetisser celles que l'on consent. Pour en juger équitablement, c'est difficile.

De ce que, pour vivre, on est forcé d'en consentir, il ne faudrait pas non plus s'en autoriser — comme d'aucuns qui se proclament individualistes — pour accepter toutes celles qui vous sont profitables, et repousser celles qui vous imposent des obligations.

Les déclarations d'intransigeance n'ont, également, aucune valeur, lorsqu'elles sont suivies de transactions avec le milieu.

Il est plus franc, et on voit mieux clair dans ce que l'on a à faire, lorsqu'on envisage les choses telles qu'elles sont.

⁂

Et puisque l'objection du camarade lyonnais m'en fournit l'occasion, j'en profite pour développer l'idée qui me trotte depuis longtemps par la tête, pour expliquer comment je comprends l'action anarchiste, comment nous devons évoluer si nous ne voulons pas rester une petite minorité condamnée à d'éternelles et stériles discussions, sans aucun aboutissant.

Quand, se séparant des politiciens, les anarchistes s'affirmèrent en parti distinct — à condition que l'on ne prenne pas ce mot en le sens étroit qu'il a dans le langage politique — n'étant qu'une petite minorité, plus riche d'aspirations que d'idées nettement définies, ils durent se replier sur eux-mêmes. Pour éviter l'absorption par le monde politique, ils durent s'éloigner de tout contact avec les autres partis. Cette retraite leur fut profitable. Les idées mûrirent, s'élaborèrent et se coordonnèrent, leur apportant une individualité les distinguant à jamais des politiciens.

Mais en prenant de la force, il leur vient le besoin d'agir. Comment doit s'exercer cette action ?

⁂

Beaucoup de ceux qui acceptent la discussion avec nous, lorsqu'ils ne peuvent plus contester la logique de nos idées, nous répondent : « Ce que vous voulez est juste ; mais il se passera des siècles avant que vous ayez réussi à les faire comprendre aux gens, pour les rendre capables de vivre librement, en harmonie. Il faut être

plus pratiques. Ce que vous voulez se réalisera peut-être un jour, mais il faut laisser cela à ceux qui viendront. Nous autres, nous essayons de réaliser ce qui est plus immédiatement réalisable. Nous laissons l'utopie de côté pour travailler aux réformes pratiques. »

Et alors, nous voyons une foule de gens — peut-être sincères, après tout — qui, après avoir admis — théoriquement — tout ce que comporte l'idéal anarchiste, continuent, en politique comme en les moindres actes de leur vie, à agir ni mieux ni plus mal que ceux qui acceptent, sans contestation aucune, tout ce qui existe.

Il faut reconnaître cependant que leur objection est sérieuse. Ce n'est pas en niant le soleil qu'on l'empêche de briller ; ce n'est pas en nous absorbant dans les nuages de l'absolu et en niant les difficultés qu'on les surmontera.

Tout en mettant les choses au mieux ; tout en escomptant le travail de propagande accompli par les périodes révolutionnaires où s'accélère l'évolution des idées en raison de l'effervescence des masses ; tout en comptant sur la force d'impulsion d'une minorité agissante et consciente, entraînant les majorités en sa marche vers l'émancipation, nous sommes bien forcés de constater, si nous examinons autour de nous, que, tout en étant d'accord sur différents points, même chez les anarchistes, les individus sont en désaccord sur une multitude d'autres. Et lorsque, par hasard, un petit groupe d'individus peut arriver à se former, en complète communion d'idées, ce petit nombre restreint d'idées deviennent, pour leurs partisans, des dogmes plutôt que des idées raisonnées, donnant naissance à une petite chapelle d'adoration mutuelle.

L'action individuelle est une des forces de la propagande anarchiste ; mais lorsqu'il s'agit d'attaquer le bloc gigantesque des institutions sociales qui nous écrase, il faut que cette action individuelle se groupe, se coordonne pour ébranler l'édifice.

Il faut voir comment l'action individuelle peut se concilier avec l'action collective.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

" FANFARONS "

« Vers l'affirmation « révolutionnaire » vont, tout naturellement, comme l'eau des sources vers la mer, les mystiques et les impuissants, les aliénés et les neurasthéniques, tous ceux qui — pour l'un ou l'autre motif — se refusent à l'action. L'idée révolutionnaire fait revivre l'état d'esprit messianique. C'est l'attente ou la promesse du miracle. C'est la conception théologique du socialisme. Elle est évidemment indigne d'un esprit positif. »

Ainsi s'exprimait, il y a quelques jours, le *Temps*, journal à l'usage des gros bourgeois qui ont besoin de se payer tous les jours trois sous de refrains rassurants sur l'excellence de leurs droits, et la stabilité du régime capitaliste. Ce jour-là ils en ont eu pour leur argent, car ils ont pu goûter une double satisfaction : celle d'insulter doctement les révoltés qui menacent de troubler leur quiétude grasse et celle, aussi, de nier le « danger » révolutionnaire, puisque les révolutionnaires sont, par définition, des impuissants. Ces gros messieurs sont, comme les « fanfarons » de Diderot, « semblables à ceux qui vont la nuit en chantant dans les rues, pour faire croire aux autres et se persuader peut-être à eux-mêmes qu'ils n'ont point de peur... »

LA SITUATION EN HOLLANDE

La discussion générale du projet de loi, amendant le Code pénal hollandais de façon à restreindre le droit de grève et de coalition, va commencer dans la Chambre hollandaise au premier jour. Le document intitulé : « Mémoire de réponse » (*Memorie van Antwoord*) par lequel le gouvernement hollandais répond à ce sujet au rapport des sections de la Chambre, est publié. La lutte ouverte entre le gouvernement et la classe ouvrière pourra se déchaîner avec une force nouvelle.

A la veille de la discussion au Parlement, je vais tracer un peu la situation générale.

Une agitation populaire ne se laisse pas facilement ni sans grands dangers traîner en longueur et, comme notre jeune agitateur révolutionnaire Wink l'a dit nettement dans son journal *Toekomst* et dans le *Volksdagblad* (Journal du Peuple), on éprouvait déjà de tous côtés en Hollande la peur que la protestation contre les projets du gouvernement serait « agitée à mort » et prolongée jusqu'à ce que le mouvement baisse et se perde *forcément*.

Certains orateurs dits *parlementaires* avaient déjà commencé, il y a quelques semaines, à nous déclarer que la « première période » de l'agitation — c'est-à-dire la vraie agitation populaire, la résistance *active des ouvriers* ne voulant pas perdre leurs premiers droits de citoyen — soit « close », et que maintenant soit commencée « la « deuxième période » de la résistance..... « celle dans la Chambre des députés ».

En France, on sait par expérience combien est funeste pour un mouvement populaire le système de parlementer. L'affaire Dreyfus a suffisamment prouvé que le moment favorable à une agitation ouvrière ne dure pas éternellement et si le gouvernement hollandais n'était pas venu vous aider, j'aurais eu peur pour nos syndicats hollandais de ce terrible système de parlementarisation.

Les syndicats ouvriers avaient résolu — le lecteur se le rappellera — de proclamer la grève générale dès le moment qu'un projet de loi liberticide serait présenté au Parlement. Mais les « modérés » et les « prêcheurs de calme » qui sont aussi nombreux dans le syndicat des chemins de fer que dans les partis politiques, avaient su convaincre leurs camarades de ce que le vrai moment favorable à la grève générale n'était pas encore venu. Il fallait attendre pour savoir quel accueil le projet du gouvernement rencontrerait de la part de la bourgeoisie et des partis réactionnaires eux-mêmes. Ceux-ci ne pourraient-ils pas aussi condamner l'attaque à la liberté publique, et la grève générale ne serait-elle pas devenue superflue alors ?

La bourgeoisie et les partis réactionnaires se sont prononcés, et le président du Conseil des ministres, le Dr Kuyper, dans sa réponse aux interpellations relatives à la grève du 31 janvier, a maintenu sa proposition de loi.

Le moment favorable était-il venu dès lors ? On l'aurait cru ; seulement les prêcheurs de calme faisaient observer que la Chambre ne s'était pas encore prononcée.

Quiconque depuis aura lu attentivement le rapport des sections de la Chambre, devra avoir compris, non seulement que la majorité du Parlement marchera, si le gouvernement le veut, mais il aura aussi dû observer cet autre fait que nul de ces réactionnaires qui soutiennent actuellement le cabinet Kuyper ne se sentira intimidé par des protestations en paroles.

Souhaitons que les syndicats puissent accepter maintenant la lutte effective, ne serait-ce seulement que pour une première preuve de ce que c'est que la grève générale.

Mais ne nous cachons pas les difficultés à vaincre.

La grève générale est une arme redoutable dans les mains des ouvriers, pourvu seulement que ceux-ci soient d'accord et que leurs intérêts soient les mêmes.

Or, il serait inutile de vouloir se dissimuler que surtout la Fédération des employés de chemins de fer compte dans ses rangs des fonctionnaires de bureau et des ouvriers protégés que les Compagnies ont déjà tâché de gagner par leurs promesses, des personnes qui n'ont pas absolument les mêmes intérêts que les ouvriers prolétaires. Il en est ainsi en Hollande comme en France. Ces personnes appartiennent plutôt aux éléments qui constituent la vraie force du parti social-démocrate. Ils attendent encore beaucoup, pour l'amélioration de leur situation, de l'action parlementaire, et s'ils ont agi d'accord avec les ouvriers de la voie et avec les masses prolétaires le 31 janvier, ils restent quand même des éléments sur lesquels le mouvement prolétaire ne pourra jamais compter.

Il y a d'autres difficultés : les syndiqués hollandais commencent à envisager d'avoir commis une erreur sérieuse en acceptant dans leur *comité de résistance* — auquel il appartient de donner le premier signal de la grève — à côté des représentants des syndicats encore un délégué du parti social-démocrate et un autre des « socialistes libres » (communistes révolutionnaires et anarchistes).

Le secrétaire du *Secrétariat du Travail*, le camarade *G. van Erkel*, disait un de ces jours dans une réunion publique où le député social-démocrate *Troelstra* défendait son attitude dans la Chambre : « *De tout ce que nous venons d'entendre, il est manifeste que les partis politiques ne doivent pas siéger dans le comité de résistance et que le mouvement actuel doit rester ce qu'il est en réalité : un mouvement syndical mené par les syndicats.* » En disant ceci, il exprima l'opinion générale qui règne actuellement en Hollande.

La faute commise à ce point de vue ne saurait avoir de mauvais résultats pour les syndicats en ce qui concerne le représentant des communistes et anarchistes. Ceux-ci approuvent tous de bon cœur et l'action syndicale indépendante et l'emploi de la grève générale comme arme de combat.

Ailleurs j'ai exposé que dans ce mouvement populaire en Hollande, même les éléments plus ou moins individualistes ont accepté actuellement la nécessité de l'organisation et de la fédération et il y a parmi eux des partisans chaleureux de l'idée de la grève générale.

Il en est tout autrement des social-démocrates dont la majorité avaient combattu avec acharnement jusqu'à présent le mouvement syndical indépendant — désirant le voir se transformer, comme en Allemagne, en Belgique, etc., en mouvement syndical mené par la social-démocratie ; aussi ne sont-ils que très peu favorables en principe à l'idée de la grève générale.

Assurément, il y a parmi eux des jeunes, comme Mme Roland-Holst, ou comme le jeune poète le docteur Gorter, qui ont combattu dès le premier moment dans la lutte actuelle avec nos camarades révolutionnaires. Mais à côté d'eux les « *officiers supérieurs* » du parti, les députés, tels que M. Troelstra, rédacteur en chef du journal *Het Volk*, n'ont fait autre chose, en réalité, que s'opposer au mouvement indépendant et actif par une attitude douteuse. Pour l'exprimer en termes français, ils sont des..... Millerandistes ayant perdu le contact avec le prolétariat.

Le journal *Het Volk*, dans son numéro de samedi soir 14 mars, appelait déjà la grève contre la loi liberticide un moyen « extrême » (*een uiterste middel*). Dans le numéro de lundi soir 16 mars, le même journal se prononça catégoriquement contre l'idée de la grève et il l'a fait dans ce dernier de façon à éveiller non seulement la critique sévère des syndiqués et des révolutionnaires, mais à se livrer encore à la raillerie de la presse bourgeoise.

M. le rédacteur en chef s'est défendu en disant qu'il n'avait exprimé que « son opinion personnelle » à laquelle le parti comme tel ne serait « nullement tenu ».

Mais c'est de cette façon que la division est semée dans les rangs des ouvriers. Au lieu de paralyser le mouvement ouvrier actuel, le parti social-démocrate hollandais, divisé sur ce point cardinal de la grève générale, ne saurait faire mieux assurément que de se retirer purement et simplement et de se tenir neutre. Nos syndicats hollandais ne seraient que par trop heureux, si les hommes de la politique pouvaient se décider à laisser les autres agir.

A la veille de la lutte, rien ne pourrait plus gêner l'action des ouvriers que le désaccord et le manque d'unité et, bien que nous ne sachions pas encore à quoi aboutira enfin l'agitation ouvrière en Hollande, il est certain néanmoins que rien ne saurait plus empêcher la victoire des ouvriers que la division glissée dans leurs rangs.

CHRISTIAN CORNÉLISSEN.

MOUVEMENT SOCIAL

Voici bien des semaines qu'on nous a promis la reprise de l'affaire Dreyfus, et nous ne voyons rien venir. Dans les journaux, dans les réunions, les leaders du dreyfusisme en parlent, à mots couverts ou explicitement, disent qu'ils sont prêts à la bataille, qu'ils vont agir, et c'est tout. Qu'attendent-ils ? Ils attendent que l'ennemi, ainsi prévenu par eux, ait achevé de prendre ses précautions, d'inventer ses nouveaux mensonges, de fabriquer ses nouveaux faux.

Ils disent qu'ils ont découvert de nouvelles canailleries du côté des gens de l'état-major. C'est une chose qui ne nous étonne nullement. Eh bien, pourquoi ne pas les dénoncer au grand jour ? Pourquoi ne pas donner l'essor à la vérité qu'ils tiennent dans leur main fermée ?

Pourquoi ? Parce que ces gens, si étrangers à la politique pour la plupart au début de l'affaire, ont pris depuis des habitudes de politiciens. Un grand nombre est entré à la Chambre, au Sénat, au gouvernement ; les autres se sont enterrés dans des ligues, ou mis à la remorque de journaux. Ils se sont donné des chefs, ils se sont hiérarchisés et domestiqués, ils attendent le signal, le commandement. Ces antimilitaristes sont aujourd'hui militarisés, sans s'en apercevoir ; ils ne marcheront plus que comme les autres acquittent et condamnent : par ordre.

Au début de l'affaire, ils étaient tous hors des postes officiels ; ils avaient contre eux les Chambres, le gouvernement, tous les pouvoirs ; et c'est ce qui fit leur force. Aujourd'hui, ils ont conquis le pouvoir, ils sont dans les Chambres, le ministère est composé de leurs amis. C'est ce qui fait leur faiblesse. Ils n'osent plus agir, ils sont englués dans les tactiques, dans les commissions, dans les intérêts de groupes, dans les préoccupations électorales, dans les combinaisons de partis et de sous-partis. Leur envie de parler est retenue par la crainte de faire de la peine à des amis politiques, de faire tomber le ministère ou simplement de lui causer des tracas. Pendant ce temps, la vérité et la justice attendent, les pieds dans la boue, et se morfondent. Pourquoi Zola est-il mort ?

C'est quand on détient la puissance politique qu'on est dans la plus mauvaise posture pour livrer bataille au nom de causes justes et pour faire éclater la vérité. Le socialisme, le dreyfusisme nous le prouvent.

R. C.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Peut-être n'est-il pas inutile de revenir et d'indiquer sommairement les causes pour lesquelles les politiciens socialistes mènent depuis quelque temps une campagne acharnée contre le syndicalisme révolutionnaire.

Membres de la « majorité » au pouvoir hier, nos socialistes l'escomptent pour demain, et ils prévoient qu'il leur sera difficile, une fois au pouvoir, de satisfaire ceux-là même qui les y auront poussés. Et la tactique actuelle consiste justement à essayer de détourner les travailleurs de toute action révolutionnaire qui pourrait devenir dangereuse pour eux, car ils savent bien que, si à l'aide de sophismes ils n'ont pas tué auparavant le sentiment révolutionnaire toujours latent au sein de la masse, il leur sera difficile de la maintenir.

Amuser les travailleurs par des concessions tout-s de surface, peut-être le tenteront-ils ? Mais il faudrait une classe ouvrière bien domestiquée, bien préparée et c'est justement cela que tentent les socialistes nouvelle méthode.

Les travailleurs consentiront-ils encore une fois à être dupes du nouveau « parti réformiste », comme ils l'ont été de tous les partis qui se sont succédé au pouvoir pendant ces trente dernières années ? Voilà justement ce qui les inquiète et la raison précise de la campagne menée actuellement.

*
* *

Et les politiciens du socialisme ne sont pas les seuls à mener la campagne contre tous les éléments avancés des syndicats et contre l'action révolutionnaire. Ils ont trouvé de précieux auxiliaires dans quelques pontifes de grandes organisations qui vont partout, en province, non seulement critiquant — ce qui serait leur droit — mais faussant avec une mauvaise foi absolue les idées de ceux qui ne pensent pas comme eux.

Payé pour faire de la propagande en faveur de son organisation, M. Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, n'hésite pas à être — lui qui nous avait habitués à tant d'habileté — l'un de ces principaux agents de désorganisation.

Et c'est avec une mauvaise foi égale à celle des politiciens socialistes que M. Keufer se livre à cette campagne, ne reculant pas, pour les besoins de la cause qu'il croit servir, à aller jusqu'à nous prêter des idées qui ne sont pas nôtres.

Et comme je ne veux pas être taxé d'exagération, voici des extraits d'un discours prononcé à Saint-Etienne, il y a une dizaine de jours, par le secrétaire de la Fédération du Livre.

M. Keufer tient, comme préambule, à avertir l'auditoire « qu'il ne partage nullement les vues des partisans de l'action révolutionnaire, qui excluent comme inutiles les améliorations précieuses grâce auxquelles les travailleurs peuvent augmenter leurs moyens d'action. Ce n'est pas d'un excès de misère et d'oppression qu'il attend une amélioration radicale et complète du prolétariat », etc., etc.

Deux affirmations, fausses toutes deux.

Il est faux, premièrement, que les révolutionnaires excluent « toute amélioration », car les grèves entreprises par les organisations révolutionnaires, soit pour une augmentation de salaire, soit pour une diminution du temps de travail, sont là pour lui donner un démenti formel. Nous expliquons, il est vrai, que ces améliorations passagères ne résolvent pas le problème de l'exploitation, mais il est faux de dire que nous « refusons » toute amélioration.

M. Keufer sait bien aussi que nous n'attendons pas « d'un excès de misère et d'oppression une émancipation radicale ». Nous n'ignorons pas au contraire, et nous l'avons dit bien des fois, que l'homme n'a généralement quelque chose dans le cerveau que lorsqu'il a satisfait son ventre : M. Keufer le sait bien et c'est intentionnellement qu'il nous prête encore une absurdité.

Mais voyons ce que nous propose M. le vice-président du conseil supérieur du travail.

« Les syndicats, au lieu de se confiner dans l'espoir problématique d'une révolution violente, dit-il, doivent négocier avec le capital pour obtenir une amélioration. »

D'abord, je répondrai qu'il n'y a pas de syndicats — ils perdraient leur raison d'être s'il en était ainsi — qui « se confinent » — uniquement — dans l'espoir problématique d'une révolution violente. M. Keufer le sait bien, et c'est intentionnellement et pour donner le change qu'il commet encore ici une erreur.

Quant à « négocier avec le capital pour obtenir une amélioration », parlons-en un peu, car l'on est bien placé dans le syndicat de M. Keufer pour en savoir quelque chose.

Depuis 1879 — date de la grande grève des typographes parisiens — si je ne m'abuse, les salaires des ouvriers de cette corporation n'ont pas varié, et de bons camarades typographes m'affirment que c'est justement parce que l'on a trop « négocié » qu'il en est ainsi.

Pendant que dans beaucoup de corporations parisiennes — dans la mienne, par exemple — les salaires augmentaient dans des proportions appréciables — et non à force de négociations — dans celle de M. Keufer, en l'espace de vingt-cinq années, les salaires ne se sont pas modifiés. Le tarif est encore de 6 fr. 50 comme il a été fixé d'un commun accord il y a 25 ans. Voilà à quoi ont abouti les « négociations ».

Les femmes, sous des prétextes fallacieux, ont été rejetées du syndicat qui a montré une fois de plus l'esprit étroit qui l'a toujours animé, etc., etc.

L'entente avec le patronat, sur les bases indiquées par M. Keufer et dont nous venons de voir les résultats, mais c'est précisément toute la tendance des socialistes nouvelle méthode — la lutte de classe n'existe pas pour eux — et M. Millerand en est l'un des principaux protagonistes.

Le projet de loi sur « l'arbitrage » dérive directement de cet esprit, les « conseils du travail » et aussi toute la législation prétendue socialiste, qu'avec une prévoyance remarquable, les travailleurs dans leurs différents congrès ont rejetés, sentant combien ils n'étaient destinés, dans l'esprit de leurs auteurs, qu'à retarder et à les détourner le plus possible de leur véritable but, qui est aussi le nôtre, la suppression du salariat.

*
* *

De Lyon, des camarades travaillant au « Grand Bazar » nous signalent des faits révoltants qui se passent dans ce bagne. Non content de faire travailler ces malheureux, hommes et femmes, pendant onze heures, on les fait encore épier lorsqu'ils ont à se rendre au W. C. Pour tromper le temps, il paraît que quelques-uns d'entre eux vont là pour fumer une cigarette de temps à autre, crime impardonnable ! Pour les prendre en flagrant délit, l'administration n'a rien imaginé de mieux que de poster un de ses gardes-chiourme — ancien gendarme — pour moucharder ce qui se passait dans le buen-retiro.

Ayant pris ce triste sire sur le fait, ces travailleurs auraient pu déposer une plainte pour attentat à la pudeur, mais ils ont préféré lui faire gagner son argent, de manière qu'il n'y revint pas de sitôt.

Le renvoi de ce triste sire a été demandé à l'administration du Bazar qui n'a pas trouvé un moyen plus propre pour se venger de son personnel.

Une grève encore récente devrait cependant donner à réfléchir à MM. les administrateurs.

*
* *

Pris à partie par une femme, M. Louis Maurice s'en prend à « la Liberté et aux libertaires ».

C'est toujours la même mauvaise foi : M. Maurice a été bousculé par la femme de Bousquet, non pour des faits se rapportant à l'action syndicale, mais pour des faits exclusivement politiques.

Bousquet fut jadis candidat contre Deville et ce sont les insultes lancées contre elle et son mari que Mme Bousquet a cru devoir venger.

M. Maurice, en affirmant que « les libertaires » étaient pour quelque chose dans l'incident qui s'est passé l'autre jour à la Bourse du Travail, a donc encore commis une erreur.

Les hommes de bonne foi apprécieront.

*
* *

Entraîné par mon sujet, la place me manque pour parler comme je l'aurais voulu de quelques grèves importantes, j'y reviendrai la semaine prochaine.

P. Delesalle.

Espagne.

Reus, Cadix, La Corogne. — Peut-être n'est-il pas trop tard encore pour jeter un coup d'œil d'ensemble sur le récent mouvement gréviste d'Espagne.

Dans un conseil des ministres tenu, sous la présidence d'Alphonse XIII, pendant la période aiguë de ce mouvement, M. Silvela, président du Conseil, chargé d'exposer la situation, enseignait à son roi qu'il y a deux sortes de grèves : 1° les grèves produites par des conflits d'intérêts entre patrons et ouvriers : les ouvriers soutiennent leurs intérêts dans les limites de la légalité, le gouvernement leur doit « toute considération » et « la plus stricte neutralité » ; 2° les grèves « produites par les anarchistes en vue de troubler le pays et de détruire la présente organisation sociale » ; quand elles éclatent, le gouvernement espagnol, « comme ceux des pays les plus démocratiques, n'a rien d'autre à faire qu'à maintenir l'ordre à tout prix pour empêcher la réalisation des plans anarchistes ».

Il y a donc des grèves qui n'empêchent pas les gouvernants de dormir : ils les verraient presque avec bienveillance, puisqu'elles constituent un petit exercice inoffensif laissant à l'ouvrier l'illusion qu'il a des droits et qu'il en jouit réellement ; comme, finalement, vainqueur ou non, il est toujours roulé, il peut, dit Silvela, faire grève de temps en temps.

Mais il est d'autres grèves qui provoquent chez les Silvela d'Espagne et d'ailleurs une frousse incompressible : c'est quand les ouvriers sont mus par une idée générale, par une idée claire et que, s'obstinant dans la lutte et proclamant bien haut cette idée, ils peuvent non seulement éveiller des sympathies utiles, mais trouver des imitateurs proches et lointains, en un mot quand la grève prend les proportions d'un petit commencement de grève générale et de révolution économique. Alors il faut maintenir l'ordre *à tout prix* ; il faut faire disparaître le point noir à l'horizon, qui pourrait grossir, s'amplifier et transformer en ciel d'orage le ciel bleu de la béatitude capitaliste.

Au cours des derniers mois, il y a eu en Espagne des grèves des deux sortes ; les premières ont été très nombreuses, mais sans conséquences immédiates, nous n'y reviendrons pas ; de la seconde catégorie il y a eu un exemple qui, pour n'avoir pas fait tant de bruit que la grève générale de Barcelone en février 1902, ne laisse pas cependant que d'avoir son intérêt : c'est la grève de Reus, qui s'est répercutée à Cadix et à la Corogne.

Reus est la seconde ville de Catalogne, Barcelone étant la première, pour l'importance industrielle et le nombre des habitants. Au commencement de décembre, les charpentiers ayant fait grève, quarante d'entre eux furent congédiés, parce que grévistes. Leurs camarades refusèrent de rentrer s'ils n'étaient pas repris et firent une *grève de dignité*, disaient-ils. Bientôt, comme les patrons annonçaient une résistance indéfinie, les maçons s'avisèrent de soutenir les charpentiers, et déclarèrent également la grève par solidarité. Successivement neuf métiers appartenant à la fédération du bâtiment se joignirent au mouvement ; les uns et les autres se souvenaient qu'ils avaient des revendications à faire valoir ; ils rédigèrent un mémoire énumérant leurs conditions et le firent remettre aux patrons. Ceux-ci répondirent par un refus. La grève continua. On essaya de recruter dans les villes voisines des ouvriers pour remplacer les gré-

vistes, *mais les* embauchés, quand ils virent de quoi *il retournait*, refusèrent de marcher.

Cela dura tout le mois de janvier ; le 29, à la suite d'une nouvelle conférence entre *délégués*, patrons et ouvriers, assistés d'un représentant du gouverneur, où la mauvaise volonté des possédants s'était montrée une fois de plus, *la grève générale* fut proclamée, la vraie : plus de *journaux*, plus de voitures, plus de viande au *marché* ; d'ailleurs, le plus grand calme. La Fédération locale déclarait « traître à la cause ouvrière tout travailleur qui transporterait des marchandises qui ne seraient pas pour son usage personnel et pour celui des grévistes ». Il n'y eut pas de traîtres.

Au reçu de la nouvelle, la Fédération locale de Barcelone organisait pour le lundi 2 février un grand meeting de solidarité qui réunissait plusieurs milliers d'ouvriers de tous les métiers : la grève générale de solidarité était acclamée ; aussitôt le gouverneur, général Espinosa de los Monteros, mettait ses gens en campagne, faisait rechercher les organisateurs du meeting et déclarait que si la grève générale éclatait, il y verrait un échec personnel et démissionnerait.

Il n'a pas démissionné. Malgré une quarantaine d'adhésions de sociétés, la grève générale qui devait éclater à Barcelone le 9 février au matin, n'a pas éclaté. Après une nuit agitée, et une matinée d'hésitation, Barcelone remplie de troupes — il y en avait à chaque coin de rue et dans chaque voiture de tramway — a continué de travailler. M. Espinosa de...etc. a fermé les syndicats ouvriers qui s'étaient prononcés pour la grève, en déclarant que les associations ouvrières étaient « contraires à la morale publique ». Mais il entendait sans doute, comme M. Silvela, qu'il fallait faire des distinctions malgré tout.

Car il a mis toute sa police à la disposition d'une douzaine de « socialistes » de l'équipe Iglesias qui voulaient se concentrer sur les moyens de combattre l'idée de grève générale et qui ne se sentaient pas en sûreté dans leur local. Ces messieurs rédigèrent une circulaire qui eut les honneurs de la presse capitaliste catalane et madrilène, y compris *La Epoca*, journal de Silvela, avec de chaleureux éloges. *El Imparcial* a dit à ce propos que ce serait une injustice que de tenir plus longtemps en dehors du Parlement M. Iglesias et ses amis : évidemment ils sont dignes d'y entrer.

Si Barcelone semble cette fois avoir méconnu l'idée qu'elle avait naguère proclamée, cette idée s'est retrouvée bien vivante aux deux autres coins de la péninsule, au fond de l'Andalousie, à Cadix, et à la pointe de la Galice, à la Corogne.

Dans ces deux centres, des conflits, de ceux que M. Silvela qualifiait de licites, existaient déjà. A Cadix, c'étaient les saliniers qui faisaient grève depuis de longues semaines, réclamant une amélioration de leur situation honteusement misérable. A la nouvelle de la grève générale de Reus, les ouvriers du chantier de construction de navires se mettaient en grève pour appuyer à la fois les revendications des saliniers et celles des charpentiers de Reus. Les meetings se multipliaient et, dans un grand élan d'enthousiasme, tous les métiers abandonnaient le travail.

A la Corogne, les métallurgistes et les pêcheurs en grève depuis de longs mois provoquaient la réunion d'un grand meeting de solidarité et la grève générale allait éclater quand on apprit qu'à Reus tout était terminé, *à l'avantage des grévistes*. Le mouvement commencé eut encore pour effet de faire intervenir le conseil municipal dans la question de la pêche et de faire terminer le conflit à l'avantage des grévistes. Les métallurgistes restaient en grève, mais ils obtenaient l'aide matérielle des autres métiers pour continuer la résistance.

⁂

De ces faits, il ressort que l'idée de grève générale n'a pas subi en Espagne l'échec que l'on veut bien dire ; si les événements de Reus, de Cadix et de la Corogne ont prouvé quelque chose, c'est la crainte salutaire qu'inspire aux patrons et aux autorités la seule annonce d'une grève générale, et c'est l'efficacité certaine de la lutte sous cette forme.

L.

Alger.

Toujours la police. — Un de nos abonnés nous ayant télégraphié pour une commande de brochures, voici ce qui lui est arrivé à la suite, et que nous détachons de la lettre où il nous le signale :

« ..... Je dois vous dire que le télégramme ayant éveillé la curiosité et la vigilance des employés de la Poste, ils ne se gênèrent pas pour faire leurs réflexions à haute voix.

« Le jour suivant, un agent de la sûreté se rendit chez mon propriétaire d'abord, puis ensuite au bureau de mon chantier pour prendre force renseignements sur mon compte.

« Je ne le vis pas. »

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 7 à 9 heures soir. — Dimanche 12 avril, à 8 h. 1/2, réunion salle Jules, 6, boulevard Magenta. Conférence par le camarade Paraf-Javal sur : L'illogisme de la plupart de nos camarades, des Bourses de travail, syndicats et coopératives.

⁂

Causeries Populaires du XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 8 avril, à 8 h. 1/2, causerie par César Prenant sur : Les cages de fer en France au vingtième siècle.

⁂

Section antimilitariste du Ve arrondissement. — Jeudi 9 avril, à 8 h. 1/2 soir, salle Maume, 3, rue Maître-Albert, conférence publique et contradictoire, par G. Yvetot, secrétaire de la Fédération des Bourses. Sujet : Antimilitarisme et Syndicats.

Entrée : 0 fr. 40, donnant droit à une consommation.

⁂

Des camarades se réunissent le vendredi 3 avril, à 9 heures du soir, Chalet des Buttes, 93, rue Secrétan, dans l'intention de fonder une bibliothèque sociologique. — Ils seraient heureux de voir se joindre à eux les compagnons du 19e arrondissement.

⁂

L'Aube Sociale (Université populaire), 35, rue Gauthey (dans l'avenue de Clichy, 17e). — Vendredi 3 avril : Raoul Briquet, La formation du droit ouvrier et le socialisme.

⁂

Ligue de la Régénération humaine, 27, rue de la Duée, Paris, 20e. — Grande conférence publique et contradictoire le mardi 7 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Bock colossal, 6, rue de la Gaîté, avec le concours de Mme Alexandre Myrial, Paul Robin et Gustave Téry, sur : La surpopulation : guerre et misère.

Entrée : 0 fr. 30. Les dames sont spécialement invitées.

⁂

Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion samedi 5 avril, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare. Causerie par un camarade.

⁂

Le 1er mai 1903, reparaîtra mensuellement, à New-York, *Germinal*, organe libertaire de langue française. — Adresse : 546, W. 28th street, New-York.

⁂

Les Libertaires de Pantin, Pré-Saint-Gervais se réuniront dimanche 5 avril, à 2 h. 1/2, chez Lisbot, 38, rue Charles Nodier, au Pré-Saint-Gervais.

⁂

Lyon. — Dimanche 5 avril, à 8 heures du soir, réunion familiale privée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26. Une causerie sera faite sur les actes cruels et odieux que l'autorité militaire et la magistrature ont fait subir à l'ex-soldat Sauvageon. La soirée se terminera avec le concours de divers chanteurs et musiciens amateurs.

⁂

Saint-Etienne. — Samedi 4 avril, à 8 heures du soir, au Grand Bar des Halles Centrales (cours Victor Hugo), réunion à seule fin de s'entendre pour l'organisation d'une soirée familiale. La bibliothèque est reconstituée ; beacoup d'ouvrages sont encore entre les mains de camarades qui ne les ont pas rapportés : les camarades détenteurs de ces ouvrages sont invités à se rendre au groupe.

Tous les samedis soir, réunion et échange de volumes ; causerie par un camarade.

⁂

Genève. — De cette ville, on nous annonce la mort du camarade Léon Berchtold, un des survivants de la proscription de 71, un des rares qui suivirent l'évolution des idées.

Nous perdons un bon camarade. Puisse l'estime de ceux qui le connurent adoucir l'amertume du chagrin des siens.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Précis de l'affaire Dreyfus, 1 broch., 0 fr. 30, *Pages Libres*, 8, rue de la Sorbonne.

L'infamie, par G. Goury ; 1 broch., Nancy.

Revue générale de la bibliographie française, Schleicher.

Les trade's-unions en 1902, par Maurice Alfassa ; *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Mission des souverains, par l'un d'eux ; 1 vol., 10 fr. — *Mission des Juifs*, même auteur, 20 fr. — *La France vraie*, par Saint-Yves d'Alveydre, 7 fr. 50, tous trois chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

A voir :

Dans le n° 1 du *Canard Sauvage*, le dessin de Roubille ; dans le n° 2, de Steinlen, de Hermann-Paul et Roubille.

POUR L'ÉDITION

Ayant enfin mis la copie à l'impression, le volume sera prêt dans deux mois et demi, environ.

Je prie les camarades de m'excuser de ce retard. Cela a été causé par des difficultés que je n'avais pas prévues.

Comme j'ai besoin, pour parer aux premiers frais, de faire rentrer l'argent des souscriptions, dans le courant de la semaine il sera définitivement pris remboursement sur les souscripteurs qui n'ont pas donné avis contraire.

LA BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE

Il vient de lui être fait don des *Châtiments* de V. Hugo.

Nous rappelons qu'elle est à la disposition du public. Les volumes sont délivrés le dimanche matin, de 10 heures à midi.

VIENT DE PARAITRE

Une série de cartes postales illustrées par Steinlen, Roubille, Morin, Chevalier, Couturier, Jehannet, contenant 7 cartes : La Grève, La Guerre, Le Candidat, Vérité, etc., etc. La série par la poste, 0 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

G. D., à Abbeville. — L'abonnement finit fin mars.

V., à Persan. — Le camarade doit repasser à Paris vers le mois d'avril.

G. R., à Londres. — Votre opinion sur la poésie peut être valable pour certains poèmes, mais non pour la poésie elle-même.

A. R., rue F. — Merci pour le renseignement.

A. G., à Pézenas. — Nous n'insérons aucune correspondance étrangère au journal.

G. G., à Valence. — Reçu lettre. C'était bien comme devoir.

V. B., à Valréas. — J'envoie la brochure, 0 fr. 30.

Reçu pour la *Mano Negra* : De la part d'Auguste et Marianne, 0 fr. 50. — C. A., à Ratenelle, 0 fr. 50. — L., rue St-Maur, 2 fr. — En tout : 3 fr. — Listes précédentes, total rectifié : 240 fr. 80. — En caisse : 243 fr. 80.

Reçu pour le journal : P., à Auxerre, 0 fr. 50. — A. N., à la Française, 1 fr. — H. S., rue P., 3 fr. — De la part d'Auguste et Marianne, 0 fr. 50. — R., au Vésinet, 2 fr. — C. A., à Ratenelle, 0 fr. 50. — Un compagnon, 0 fr. 50. — B., rue S., 0 fr. 90. — Merci à tous.

G., à Digne. — R., à Paris. — C. et Q., rue Chambon. — G. D., à Cayenne. — G. B., à Auxerre. — H., à Barenton. — C., rue C. — A. L., rue D. — S., à Méru. — B., à Marseille. — V., à Lyon. — C. M., à Flemalle. — D., à St-Quentin. — L., au Havre. — M., à Lyon. — R., à Lons-le-Saunier. — V. B., à Valréas. — P., à Lyon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave

Imprimerie G. Chaponet, rue Bleue, 7, Paris.

HUITIÈME ANNÉE N° 50 — DIX CENTIMES — DU 11 AU 17 AVRIL 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

PRIME A NOS LECTEURS

A tout lecteur qui nous enverra un abonnement d'un an, il sera expédié un exemplaire non illustré de **Guerre-Militarisme**.

Pour que l'abonnement ait droit à la prime, il faut qu'il soit adressé à un abonné nouveau. Le volume pourra être expédié soit au bénéficiaire de l'abonnement, soit à celui qui nous l'aura transmis. — Celui qui nous transmettra trois abonnements aura droit à un exemplaire illustré.

AUX CAMARADES

Nous venons de faire réimprimer **A mon frère le paysan**, *par Elisée Reclus. Nous la laissons à 3 fr. 50 le cent. C'est une excellente brochure de propagande s'adressant aussi bien au citadin qu'au paysan.*

Nous avons, également, **Communisme et Anarchie**, *de Kropotkine, et* **La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière**, *de Nettlau, à 7 fr. le cent.*

LA POLICE RUSSE A BERLIN ET A PARIS

Un journal allemand ultra-conservateur, la *Gazette de la Croix* consacrait, en septembre dernier, un long article à la propagande révolutionnaire et à la mauvaise situation sociale et politique en Russie. On y lisait : « Plehwe et Sauger sont sûrement des gens qui n'entendent pas la plaisanterie : ils veulent triompher de tout mécontentement, cela est décidé ; mais alors il leur faut supprimer toute l'intelligence. Il ne sert à rien de reléguer et d'exiler quelques paires de mille d'étudiants, ceux-ci ont des parents, des frères, des amis de qui en leur temps ils ont sucé les idées révolutionnaires. On peut supprimer toute une génération d'étudiants; la suivante sera semblable. » Et le journal conservateur ajoutait qu'en Russie le moindre désir de justice était tenu pour révolutionnaire.

Les définitions de la *Gazette de la Croix* paraîtraient subversives au gouvernement allemand. Interrogé au Reichstag par le socialiste Gradnauer sur l'action de la police russe en Allemagne, le sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères baron de Richthofen, dans les séances des 19 et 20 mars derniers, a répondu avec l'arrogante énergie qui convient à un véritable homme d'État.

Gradnauer lui avait demandé s'il était vrai qu'en Prusse et dans les autres Etats confédérés des instructions eussent été envoyées aux Universités de donner à la police russe toutes facilités de surveillance sur les étudiants russes ; il demandait aussi s'il existait avec la Russie des conventions telles que des sujets russes expulsés d'Allemagne pour motifs politiques fussent conduits à la frontière russe et remis aux autorités tsariennes. Il avait cité entre autres le cas de Kalayew reconduit à la frontière comme « émigrant sans moyens d'existence », alors que le secrétaire d'Etat lui reprochait d'autre part d'être porteur de cent quatre volumes subversifs dont il voulait user pour faire des conférences subversives : il avait montré que cette expulsion arbitraire équivalait à une extradition et que, selon des juristes allemands fort modérés comme Ludwig von Bar, « l'extradition sous apparence d'expulsion est indigne d'un Etat indépendant ».

Gradnauer avait ensuite exposé le cas de Mme Kugel et de Mme Buchholz, toutes deux Allemandes, arrêtées et maltraitées en Russie pour avoir colporté des brochures et journaux révolutionnaires ou qualifiés tels et qui n'avaient, bien entendu, rencontré aucun appui auprès de l'ambassadeur allemand.

Les répliques du secrétaire d'Etat furent aussi peu ambiguës que possible. Il défendit la thèse moscovite en parfait tchinovnick. Comme Gradnauer avait cru utile pour les besoins de la cause de distinguer entre les journaux et brochures anarchistes et les journaux et brochures socialistes, M. de Richthofen déclara que ces considérations pouvaient être exactes en théorie, mais qu'il ne s'agissait pas là de théorie, mais bien de pratique et de pratique russe ; si une brochure tolérée comme socialiste en Allemagne paraît révolutionnaire en Russie, force est au gouvernement allemand de se rallier à la doctrine tsarienne. Quant aux expulsions-extraditions et aux mauvais traitements infligés à des sujets allemands en Russie, M. de Richthofen répondit également sans plus d'ambages :

« Le député Gradnauer a fait appel à l'honneur allemand et à la dignité allemande. Je dois dire que cet appel patriotique et national à la Millerand ne peut qu'avoir mes sympathies, d'autant plus qu'il est très rare d'entendre de ce côté de tels propos. Mais je crois être d'accord avec toute la Chambre, même avec la gauche et avec le député Gradnauer, en disant que l'honneur allemand et la dignité allemande ne peuvent être renforcés ni par l'importation de nihilistes et d'anarchistes étrangers, ni par l'exportation de colporteuses allemandes de brochures révolutionnaires. »

Du reste, en reconnaissant que le gouvernement allemand avait consenti au désir du gouvernement russe demandant que « des facilités lui fussent accordées pour surveiller l'action des anarchistes russes », le sous-secrétaire d'Etat avait eu soin de dire que la conduite de l'Allemagne n'était pas différente de celle d'autres Etats ; et pour prendre un exemple probant, il n'avait eu qu'à rappeler l'existence à Paris d'un bureau de police russe. Il avait d'ailleurs négligé de tirer lui-même la moralité du fait et de s'étonner que l'on reprochât à une monarchie des procédés qui semblent tout naturels aux ministres de la République Française.

Il est probable que Goetz n'avait pas pris connaissance du discours de M. de Richthofen au Reichstag quand il a demandé au gouvernement italien de le faire conduire à la frontière de France : il eût plus sagement agi, pour sa sécurité, en choisissant une autre destination, l'Angleterre, par exemple, ou la Suisse. S'il plaît à nos policiers de le remettre à leurs collègues de Russie pour le rapatrier — quoique millionnaire, dit-on — comme « émigrant sans moyens d'existence », il retournera à Iakoutsk ou plus loin ; et si quelque député malavisé demande des explications, on saura bien lui répondre que le gouvernement français ne peut pas témoigner envers l'empire ami et allié moins de complaisance que le gouvernement de Guillaume II et que Michel Goetz et Kalayew feront tous deux excellente figure en Sibérie Orientale.

PIERRE QUILLARD.

LA GRÈVE GÉNÉRALE EN HOLLANDE

Le 6 avril, la grande grève des travailleurs des chemins de fer et autres voies de transport a éclaté en Hollande. La décision en avait été prise dans la nuit du dimanche, par deux cents délégués des unions ouvrières, réunis spécialement dans ce but.

Quelle que soit l'issue de ce mouvement, il aura une importance énorme dans les annales des luttes du travail pour son affranchissement. Aussi rappelons-en les motifs.

On se souvient de la grève qui éclata à Amsterdam en novembre 1902. La Fédération nationale des ouvriers des transports, qui comprenait environ 15.000 ouvriers organisés des chemins de fer, des docks et d'autres transports, avait notifié au syndicat des patrons des transports sur les canaux, que, dès le 1er janvier, aucun membre de la Fédération nationale ne travaillerait plus à côté d'ouvriers non organisés, lesquels étaient toujours engagés par les patrons afin de baisser les salaires.

Le 6 janvier suivant, la grève éclatait là-dessus à Amsterdam, chez les ouvriers des docks. Les ouvriers des chemins de fer firent immédiatement cause commune avec les grévistes des docks, refusant de toucher aux wagons chargés de marchandises pour le susdit syndicat de patrons. Et comme les Compagnies des chemins de fer insistaient pour que ce travail fût fait, et refusaient d'obtempérer à la requête des travailleurs, ceux-ci firent grève générale le 30 janvier.

Pas un seul train n'entra le lendemain à

Amsterdam; pas un n'en sortit. On s'imagine l'ahurissement des bourgeois.

Il y a près de 16.000 hommes travaillant en Hollande sur les chemins de fer; ils travaillent de 14 à 16 heures et ne gagnent en moyenne que de 20 à 22 francs par semaine. L'Etat possède quelques lignes qu'il loue à une Compagnie pour l'exploitation.

Les conditions posées par les grévistes furent celles-ci :

1° Reconnaître l'Union;
2° Ne pas exiger que les travailleurs fassent marcher les marchandises des Compagnies contre lesquelles les ouvriers des docks s'étaient mis en grève;
3° Payer les grévistes pour tout le temps de la grève;
4° Remettre tous les grévistes aux places qu'ils occupaient avant la grève, et ne pas prendre de représailles contre aucun des grévistes.

La grève allait s'étendre à toute la Hollande, lorsque la principale Compagnie des exploiteurs, et après elle l'Etat, s'empressèrent d'accepter les conditions des grévistes.

La grève des ouvriers des chemins de fer était ainsi victorieuse. Une grande leçon de solidarité ouvrière avait été donnée au monde entier.

***

Là-dessus, les bourgeois, ayant à leur ordre l'Etat et le gouvernement représentatif, décidèrent de prendre leurs mesures. L'exemple, leur avait été déjà donné par l'Italie, où une loi, faisant du travail sur les chemins de fer *un service public de l'Etat*, déclarait que toute grève sur les chemins de fer serait désormais un crime, une révolte.

En effet, cette loi prenait les arrangements nécessaires pour qu'en cas de grève, les grévistes *ouvriers* fussent remplacés sur-le-champ par des *soldats*. Autrement dit, dès qu'une grève éclate sur un chemin de fer, on appelle sous les drapeaux — non pas telle ou telle classe de l'armée : on appelle Jean — ouvrier sur tel chemin de fer, Pierre — machiniste sur telle locomotive, Paul — portefaix à telle station, et ainsi de suite. Bref, puisque la grande majorité des ouvriers qui travaillent sur les chemins de fer, appartiennent à une classe quelconque de l'armée et de ses réserves, ils sont appelés au service militaire. Equipés en soldats, numérotés, appartenant à telle ou telle compagnie et tel bataillon, ils seront désormais *déserteurs* et passeront devant un *conseil de guerre* s'ils se refusent à travailler sur la ligne pour engraisser tel patron.

On voit d'ici où nous allons, avec la social-démocratie prêchant le capitalisme gouvernemental, la centralisation par l'Etat et l'abandon de tout ce qui pourrait déranger Messieurs les députés ouvriers de leur doux « travail » au coin du feu. Lorsqu'on a des Turati et nombre de fabricants de cigares comme Singer, pour représenter les intérêts ouvriers, il faut bien en attendre de belles.

Ainsi donc, en Hollande, un peu sous la pression de l'Allemagne qui menaçait sous main d'intervenir en cas d'arrêt des transports, les bourgeois proposèrent d'imiter l'Italie. Un certain docteur Kuyper proposa donc une loi d'après laquelle :

1° On ferait une enquête parlementaire;

2° Entre temps, et pour commencer, on mettrait au budget de la guerre une provision pour que, en cas de grève, ceux de la milice qui connaissent le travail des chemins de fer pussent être envoyés immédiatement sur place en cas de grève pour faire marcher *quelques* trains (*quelques* trains pour commencer, et *tous* les train ensuite). Autrement dit, l'ouvrier n'est plus un homme libre qui débat ses prix et ses conditions de travail avec une compagnie d'exploiteurs. Il leur est livré par l'Etat en servage, pour *travail obligatoire*, tout comme les forçats sont livrés en Russie à des compagnies d'orpailleurs;

Et 3° introduire des lois draconiennes pour punir ceux des ouvriers de chemins de fer qui font grève, ainsi que ceux qui les persuadent de cesser le travail.

Qu'on juge d'ailleurs, soi-même, de ces lois par ce seul paragraphe de la loi Kuyper. Il semble absolument incroyable, mais nous traduisons verbalement.

« Le fonctionnaire de tout service public, dit ce projet de loi, ainsi que toute personne louée en permanence ou temporairement pour travailler sur un chemin de fer, — si, pour faire obstruction dans ce service, elle refuse, après en avoir reçu l'ordre légal, d'accomplir le travail qu'elle s'était engagée à faire d'après la nature de son contrat, — peut être punie au maximum de *six mois* de prison ou d'une amende de 750 francs.

« Si deux personnes ou plus font cette obstruction à la suite d'une entente commune, la punition sera de *quatre ans* de prison au maximum, sans l'alternative de l'amende.

« Les meneurs et les instigateurs d'une pareille conspiration auront la même punition, qui pourra se monter à *six ans*, s'ils ont réussi dans leur objet de créer une obstruction du service.

« Quiconque, par ses discours ou écrits, aura conseillé d'arrêter ce genre de travail sera coupable d'instigation et sera puni au maximum de *cinq ans* d'emprisonnement ou d'une amende de 750 francs. »

C'est pour s'opposer à ces lois iniques que la grève générale des transports est déclarée. « Protestons contre ces lois et augmentons aussi nos salaires avant que les bourgeois nous eussent coupé les moyens de défense » tel est le mot d'ordre de la grève.

Les travailleurs sont unanimes dans leur révolte.

Les coupeurs de diamants viennent de se joindre aux ouvriers des chemins de fer.

***

Travailleurs de toutes les nations, travailleurs de tous les partis, votre cœur a dû bouillir en lisant ces projets indignes des bourgeois conjurés.

Il est temps, bien temps, que vous vous soulevions contre ces crapules qui se donnent la vie grasse et vivent de vos sueurs, de votre sang, du sang de vos enfants.

Faites cause commune avec les grévistes de Hollande. Ce sont vos frères et — ils ne sont pas des avachis; ils savent marcher de l'avant.

PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

NANTES. — *A propos d'un suicide.* — Voilà quatre semaines environ, qu'un de nos amis Bourdelas, professeur à l'Ecole de Nantes s'est suicidé. Il adressa à ce moment aux camarades du groupe *Les Iconoclastes* une lettre dans laquelle il faisait part de son funeste projet, et indiquait les motifs qui le déterminaient. Cette lettre fut publiée dans le n° 20 du journal intitulé *Le Libertaire*. Le camarade, Bourdelas avait déjà, voilà à peu près un an, publié dans le même journal quelques articles intitulés : *Suicide* dans lesquels perçait déjà sa détermination. Il était donc hanté de l'idée de suicide depuis longtemps déjà. A l'école où il était professeur, on a fait le plus grand silence autour de son acte. Mais il faut croire que Dame police, qui a toujours son nez fourré où elle n'a pas besoin, a trouvé des lettres que lui avaient adressées des amis particuliers. De là à établir une affiliation, ou association de malfaiteurs il n'y avait qu'un pas. Aujourd'hui l'on voudrait faire croire à la foule abrutie que ce camarade avait été désigné pour détruire un tyran quelconque et que ne s'en sentant pas la force il s'était suicidé. C'est l'éternel cliché du complot. Que MM. les policiers et directeurs de l'école fassent une enquête, cette mort ne sera pas le motif qui servira à débarrasser la bourgeoisie nantaise des militants anarchistes de Nantes.

Il ne suffit pas d'accuser et d'inventer. Il faut aussi pouvoir étayer ses mensonges de quelque semblant de vérité.

A l'œuvre donc Messieurs les soutiens de la société bourgeoise, nous vous attendons.

JEAN LABEUR.

***

LYON. — Si le camarade Vernet emprisonné depuis quatre mois pour avoir invité les soldats a lever la crosse en l'air plutôt que de tirer sur les grévistes n'a point relevé du tribunal de l'histoire comme les faussaires galonnés de l'Etat-Major, ni bénéficié d'une ordonnance de non-lieu comme les flamidiens, ni d'un acquittement comme les cléricaux c'est parce qu'il était anarchiste, et la sévérité de la peine qui l'a frappé de six mois de prison, est en partie due à une question du président des assises, qui le qualifiait d'anarchiste dangereux, à laquelle il répondit : Est-ce à la coupe de mes cheveux que vous reconnaissez l'esprit malfaisant que vous m'octroyez? Il vous est facile comme président de m'insulter, mais il serait plus difficile de prouver vos allégations. »

Voici comment la justice se distribue devant les comptoirs de la magistrature.

Il n'y a pas de doute, les idées anarchistes troublent la digestion des repus et des satisfaits.

Le groupe *Germinal*.

***

FIRMINY. — Un pauvre vieux de 72 ans surpris à passer en fraude quelques litres d'eau-de-vie passait il y a quelques jours devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne.

« C'est mon gagne-pain, a-t-il dit au tribunal. A mon âge, on ne trouve plus de travail et je n'ai pas voulu mendier. Que faut-il que je fasse? »

Les bipèdes qui font profession de juges n'ont pas répondu à sa question, lui ont infligé 1.000 francs d'amende. Et après? Quand le pauvre vieux aura acquitté sa dette envers l'Etat, en sera-t-il moins misérable? Combien de fois encore se posera-t-il la question : Que faut-il que je fasse.

Une société qui ne peut pas prévenir le mal a-t-elle le droit de le punir?

GALHAUBAN.

***

Mouvement ouvrier. — J'ai expliqué comment, escomptant le pouvoir pour demain, les socialistes gouvernementaux mènent une campagne acharnée contre nous. Pour l'instant, ce sont les seuls syndicalistes libertaires qui sont ouvertement pris à partie. On compte, en daubant sur les individus, atteindre les idées. Demain ce sera le tour de tous les travailleurs syndiqués qui se refuseront à admettre le socialisme réformiste comme l'unique panacée, que l'on attaquera.

Notre antiparlementarisme effraie ceux qui comptent justement sur le parlementarisme pour se tailler sur le dos des travailleurs bonnes places et prébendes.

C'est parce que nous ne cessons de démontrer que la politique corrompt tout ce qu'elle touche, et que les travailleurs commencent à s'en apercevoir, que l'on tentera à tout prix de nous empêcher de continuer la besogne salutaire que nous nous sommes assignée.

Plus la campagne est vive, plus il est certain que nous avons touché juste, et n'était la part de mauvaise foi avec laquelle est menée cette campagne, nous ne pourrions que nous en réjouir.

L'on n'attaque pas les faibles et les impuissants, on les dédaigne et l'on passe.

Ne nous plaignons donc pas.

***

Un de nos camarades, secrétaire d'une importante organisation, qui revient d'une tournée de propagande en province, a pu se rendre compte que la campagne menée contre les organisations révolutionnaires produit un effet contraire à celui vraisemblablement attendu.

Pour des causes diverses et complexes, des camarades se tiennent encore éloignés des syndicats ouvriers. Les uns croient leur autonomie atteints

parce que de temps à autre l'on prend des « décisions » au sein des syndicats ; parfois aussi l'on est appelé à se compter sur un sujet ou sur un autre, et cela ils ne veulent l'admettre, quoique la société capitaliste les force souvent à bien d'autres « compromissions ». D'autres, arguant d'un individualisme étroit, ont toujours refusé de se grouper, affirmant qu'ils sauraient toujours faire leur devoir en cas de conflit avec le patronat. Toutes raisons, la plupart du temps, qui sont tout au plus d'excellents prétextes à ne rien faire du tout.

Je ne crois pas exagérer en disant que ces prétextes ont parfois été la plaie du mouvement tout entier.

Aujourd'hui, heureusement l'on revient de ces erreurs et les camarades se groupent un peu partout.

La campagne actuelle a eu pour effet d'ouvrir les yeux de beaucoup de camarades encore réfractaires à l'action syndicale.

Puisque l'on attaque tant ceux de nos camarades « fourvoyés » dans les syndicats c'est vraisemblablement qu'ils y font œuvre utile.

Voyons donc un peu, alors ! Partout, ces camarades viennent renforcer ceux qui déjà bataillent, et il est à prévoir que la campagne entreprise aura un effet contraire à celui espéré.

Le syndicalisme révolutionnaire a fait ses preuves ; il sera difficile à présent de l'abattre.

⁂

Lundi matin, la grève générale des transports, à laquelle sont venues s'adjoindre un certain nombre de grèves d'autres corporations, a été déclarée en Hollande. Les camarades sont au courant des faits, il s'agit pour les travailleurs hollandais de tenter d'empêcher le vote d'une loi contre le droit de grève, et, la semaine dernière, Cornélissen faisait prévoir, dans son article, ce qui est aujourd'hui un fait.

Nous savons que dès jeudi la grève avait été décidée par le Comité de résistance, et c'est de l'action internationale des travailleurs au sujet de cette grève que je voudrais dire quelques mots.

A l'issue de la réunion d'Amsterdam où la grève fut décidée, des délégués furent envoyés en Allemagne, en Angleterre et en France pour demander aux travailleurs de ces pays un appui moral et pécuniaire. L'appui moral consistait à isoler complètement la Hollande en refusant, dans les ports, de charger ou décharger les navires provenant de ce pays ; et à organiser des souscriptions pour venir en aide aux camarades hollandais.

Samedi matin, les deux délégués, dont un anarchiste, arrivaient à Paris et, le soir même, une réunion avait lieu à la Bourse du Travail pour examiner la situation.

L'heure n'était pas aux parlottes, il fut décidé qu'un manifeste serait adressé à la classe ouvrière et que des camarades partiraient immédiatement dans les principaux ports pour s'aboucher avec les organisations intéressées et préparer le boycottage des navires hollandais.

Le dimanche matin, les délégués hollandais emportaient l'assurance que le nécessaire serait fait pour la France.

Lundi, les dockers de Marseille, déjà atteints eux-mêmes par leur différend avec les Compagnies, prenaient l'engagement de boycotter les navires du pays en grève Dunkerque, le Havre, et les autres ports ont suivi depuis.

Enfin, le secrétaire de la Fédération des Transports, E. Chambers, dont le siège est à Londres, renouvelait sa circulaire internationale faisant appel aux organisations intéressées sur les points suivants :

1° Empêcher l'embarquement des jaunes pour la Hollande ;

2° Organiser, dans les ports de tous les pays, le boycottage de tous les navires en provenance de Hollande et qui auront été chargés par des jaunes ;

3° Si la grève continue, on devra se préoccuper de procurer un appui pécuniaire suffisant pour que les travailleurs hollandais soient en situation de tenir ferme.

Et ainsi, par l'organisation, se dresse, en face de l'internationale capitaliste, l'Internationale ouvrière.

J'ajouterai que l'effort pécuniaire est entièrement supporté par les organisations syndicales et que les anarchistes hollandais — l'un d'eux était à Paris comme délégué — prennent une part active au mouvement.

A Marseille, les travailleurs des docks sont en train de faire une tentative de tous points intéressante. Las de réclamer une diminution du temps de travail à leurs employeurs — 9 heures au lieu de 10 — ils ont entrepris de l'imposer par une action directe au lieu de recourir à la grève.

Tous se rendent à leur travail à l'heure ordinaire et une fois les 9 heures qu'ils se sont assignées fournies, tous quittent le travail.

Les entrepreneurs n'en reviennent pas et cette nouvelle tactique semble les gêner énormément. Ils tentent actuellement tout dans le but d'exaspérer les ouvriers, mais inutilement.

Cette tentative est intéressante : en outre qu'elle montre ce que peut la solidarité de travailleurs bien décidés à atteindre un but, elle est aussi une indication. Elle montrera, nous l'espérons, que l'action directe est autrement expéditive que l'attente d'un messie (loi ou décret) réglant la durée du travail, la plupart du temps non observé.

Les dockers de Marseille semblent bien décidés à venir à bout de la résistance patronale. Nous le souhaitons bien sincèrement, car ce serait là un exemple et un encouragement à agir de même pour les autres corporations où l'excessive durée du travail subsiste encore, ce qui est à peu près le lot de la majorité des travailleurs.

P. Delesalle.

Angleterre.

The Morning Leader, 4 *mars*. — « Un grand nombre de paysans sans terres des îles Hébrides ont saisi une partie du domaine de Lady Gordon Cathcart, et l'ont partagé. Ils disent qu'il leur faut mourir de faim s'ils n'ont pas de terre, et ils sont résolus à la garder par la force. »

11 mars. — « L'autre jour, une bande de paysans sans terres poussés par la pauvreté, le besoin et la faim, se liguèrent et prirent possession par la force d'une partie du domaine de lady Cathcart dans l'île de South Uist. Aucune mesure, que nous sachions, n'a été prise contre ceux qui prirent part à cette saisie extraordinaire, et il est plus que probable que, à l'exemple d'autres qui ont fait comme eux, ils ne seront point troublés dans leur possession. Car dans l'île voisine de Lewis il y a un état de choses inouï, dont la reconnaissance tacite est une profonde justification de ce qui est une violation évidente des lois sur la propriété. Depuis vingt ans les paysans de cette île, non par la force mais isolément et un par un, ont pris possession, en dépit des règlements, d'autant de terre qu'ils en avaient besoin. Et pour cette terre ils ne payent ni rente, ni taxes, ni impôts. Aujourd'hui ils sont probablement 2.500 qui vivent dans ces conditions, et ces saisies n'ont pas été réprimées pendant si longtemps, qu'elles ont fini par faire partie de l'ordre de choses accepté.

« L'action des paysans montre assez la cause de ce trouble, qui s'est développé jusqu'à l'état de crise aiguë depuis la faillite de l'industrie de la soude et le déclin de la pêche du hareng. Tant qu'ils purent arracher leur gagne-pain au varech et à la mer, quelque misérable que fût leur sort, leur faim de la terre se tut devant leur respect de l'ordre établi. Mais avec la disparition de ces deux industries, ils tournèrent naturellement leurs regards vers cette terre dont leurs pères furent chassés il y a cinquante ans pour faire place aux troupeaux de moutons ou aux cerfs. Cependant ils n'eurent recours aux moyens extrêmes qu'après avoir fait des représentations à qui de droit. On envoya un commissaire spécial pour faire une enquête. Il visita South Uist en 1901, et dans son rapport parla d'une ferme de 3.500 acres qui pourrait être convertie en biens de paysans, et qui donnerait à environ vingt d'entre eux des champs de 25 à 30 acres de terre arable. Lord Balfour de Burleigh répondit qu'il fallait s'opposer à ce projet, parce qu'il diminuerait sérieusement la valeur de chasse du domaine. Le peuple répliqua en réclamant cette terre, et signifiant que « faute d'une réponse satisfaisante, nous serons obligés à regret d'en prendre possession par la force ». Cette menace fut faite en janvier 1902, et aujourd'hui, plus d'un an après, elle a été mise à exécution, et il reste à voir quelle mesure prendra Lord Balfour de Burleigh.

« Les habitants de ces îles vivent dans un état abject de misère et de dénûment. Ils ont peu changé depuis les temps où ils demeuraient dans des bicoques en ruines, sans cheminée, avec à peine une fenêtre, se nourrissant de pommes de terre et — par-ci par-là — d'un morceau de morue. Ce régime insuffisant a fait naître chez eux un besoin de stimulants, qu'ils satisfont en buvant du thé, et c'est un objet familier qu'une petite théière fumeuse posée, tout le long du jour, sur bien des âtres. Leurs maisons se composent encore bien souvent d'une seule pièce : le bétail est à un bout, la famille à l'autre ; et l'unique porte sert aux habitants des deux extrémités. Les arrangements sanitaires y sont aussi grossiers que dans une hutte de Cafres. La condition des femmes est toujours un sûr criterium de l'état arriéré d'un peuple. La femme de Lewis laboure très souvent la terre, portant dans un panier, sur son dos, les herbes marines qui leur servent d'engrais. Elle sarcle et moissonne, et porte le grain et le foin dans la grange, à l'automne. L'été, si elle ne vide pas les harengs à Stornoway ou à quelque autre port de pêche, elle prend son panier et charroie sur son dos de la tourbe, à la maison, pour se chauffer l'hiver. Les hommes vont à la mer, et en hiver passent quelques semaines dans la Réserve de la Marine Royale ou dans la milice. L'extraordinaire façon de se marier qui règne là, et qui ressemble à celle existant dans les Shetland, pourrait paraître conduire à une excessive immoralité ; mais les statistiques tendent à montrer qu'en ce qui concerne les relations sexuelles, il existe un haut degré de moralité parmi les paysans de Lewis. Et lorsque l'on parle si librement de l'émigration comme du seul remède aux maux de ces gens dépourvus de terre, il serait bien de songer au caractère du peuple qu'on veut expatrier. D'après le rapport d'une Commission du gouvernement qui vient d'être publié il y a seulement quelques semaines, les habitants de Lewis sont des « hommes de fort développement physique, de fibre morale résistante, et de capacité intellectuelle incontestée ».

17 mars. — « Les troubles parmi les habitants de South Uist, île de la côte ouest d'Ecosse, sont en train de prendre de sérieuses proportions, le peuple étant en état de quasi famine et sans moyens d'assurer son existence.

« La semaine dernière, environ 30 d'entre eux saisirent tranquillement la ferme de Bornish et se la partagèrent. Ils se mirent aussitôt à fumer la terre, mais n'ont pas encore commencé les labours.

« Un meeting a été tenu dans un autre district de l'île, et il a été décidé que 25 paysans prendraient possession, cette semaine, de la ferme Milton, et en feraient le partage.

« Les événements sont surveillés de près par les autorités de police, et l'on craint qu'une grave perturbation ne soit inévitable, si l'on ne fait pas quelque chose pour donner satisfaction à ces dépossédés. »

Indo-Chine.

Voici ce que nous détachons d'un article d'Ernest Babut, du n° 618 de la *Tribune Indo-Chinoise*, qui, lui-même, cite d'après un journal de Saïgon, *L'Opinion* :

C'est au colonel Tournier, résident supérieur au Laos, qu'il s'adresse.

Vous, vieux soldat, qui n'avez plus que quelques jours à vivre, comment se fait-il que vous n'avez pas encore lâché votre harem pour courir sus aux trois monstres, aux trois assassins qui déshonorent votre proconsulat ?

Si vous l'ignorez, je vais vous apprendre ce qui se passe chez vous, dans votre Laos.

Un ignoble personnage dirige l'une de vos plus importantes provinces, il a sous ses ordres un non moins ignoble coquin que lui, le nommé C..., fils de l'ancien concierge de Doumer et lui-même ex-conducteur d'omnibus sur la ligne Auteuil-Madeleine à Paris.

L'ex-collignon est envoyé de temps à autre en incursions intéressées chez les Khas soupçonnés de posséder quelque mignon trésor, en piastres sonnantes et trébuchantes.

On part le soir, accompagné de miliciens armés d'excellentes carabines Gras, et *à l'aube* on donne l'assaut au village surpris qui se précipite, dans le plus grand désordre, vers les issues donnant sur la forêt.

Si quelques-uns de ces inoffensifs habitants sont surpris par les ignobles agresseurs, ils sont impitoyablement massacrés ; quelquefois ils se défendent, mais le plus souvent ils sont égorgés comme des moutons ; c'est une tuerie, où des hommes portant l'uniforme français s'érigent en bouchers.

Parfois quelques hommes du village se ressaisissent, songent à résister avec leurs flèches et leurs mauvais fusils à pierre, ils se défendent comme on peut le deviner, quelquefois ils réussissent à blesser quelques-uns de leurs lâches agresseurs.

(Ceci vous explique, colonel Tournier, le nombre de plus en plus grand de miliciens qui, malades ou blessés, descendent à l'ambulance de Khong.)

Cependant notre troupe de héros songe au retour, on charge le butin sur les animaux qu'on a pu saisir et qui peuvent servir comme bêtes de trait, et on massacre inutilement tous les autres. On tue et détrousse les hommes que l'on a pu atteindre, l'on comble de caresses et l'on viole les filles et les femmes, si elles sont jeunes et jolies; après avoir assouvi les sens de leurs vainqueurs, elles n'échappent pas au massacre! « Morte la vipère, mort le venin! »

Ces exécutions terminées, en route pour le commissariat, où on ne leur ménagera pas les lauriers (au figuré, s'entend), pour peu que la razzia ait été fructueuse.

Mais comme il ne faut pas que ce retour soit trop monotone, ces brutes brûlent de ci, de là, les récoltes sur pied et celles qui sont en grenier.

Parfois il se passe des scènes atroces : goûtez l'horreur de celle-ci, mon colonel!

Le garde C..., après la chaude résistance d'un village ainsi assailli, aperçut un vieillard qui s'enfuyait. D'un coup de fusil, il cassa la jambe du pauvre diable, lequel s'abattit comme une masse; les esquilles sortaient de toutes parts du membre fracassé; le malheureux, baignant dans le sang qui ruisselait de sa blessure, demanda en grâce qu'on l'achevât... « Non, lui répondit le brave... tu crèveras là, doucement, mangé par les fourmis rouges. » Et il exécuta ce qu'il venait d'annoncer, abandonna le malheureux « sans secours possibles au milieu de la plaine nue et désolée! »

Trois jours après, il a la curiosité de revoir sa victime, sous l'influence qui pousse les assassins à revoir le théâtre de leurs crimes. Il la retrouve vivante encore, respirant à peine, la bouche remplie de fourmis rouges qui dévorent la langue du malheureux; le membre blessé, horriblement tuméfié, est rongé par la gangrène. Apercevant son bourreau, il en implore de nouveau la clémence et réclame une fois de plus le coup de grâce.

L'autre, gêné par l'horrible puanteur du membre gangrené, s'éloigne sans la moindre vergogne, sans lui apporter le moindre secours, le moindre soulagement!

Je vous certifie ce fait, mon colonel, *sur mon honneur*. Il est exact. Mais voici plus fort.

Le garde G... en tournée de police dans la province, arrive le 23 janvier à B. et prévient son commissaire qu'il a surpris à K... une bande de Khas et que par des moyens où la persuasion n'y est pour rien il a pu obtenir des renseignements sur les routes par lesquelles circulent les négociants qui font du commerce avec les tribus de l'intérieur.

Il a appris également les noms des villages et des individus qui vendent du sel et achètent de la cardamone aux indigènes.

Il a arrêté, dit-il, les chefs et sous-chefs de ces villages, mais les a laissés sous la garde de trente miliciens, il demande ce qu'il faut en faire et vient prendre des ordres!

La chose paraît importante au commissaire, il monte à cheval et accompagné des gardes F.. et C. également à cheval ils partent le 24 janvier pour K..

Ils emmenèrent avec eux un Phya et un Tasseing, un Laotien frère du secrétaire du Commissaire. Dès leur arrivée, le commissaire D... constitue avec les trois indigènes ci-dessus désignés un tribunal d'exception, les prisonniers sont rossés d'importance pas un ne s'en tire à moins de trente ou quarante coups de rotin, ils ont le dos ensanglanté et les membres inférieurs marbrés des coups reçus.

Une parodie de jugement a lieu, les juges grisés par l'alcool et le champagne rendent une sorte de jugement sommaire. Six de ces malheureux sont condamnés à mort et exécutés séance tenante à 6 h. 1/2 du matin.

Cette parodie de justice avait duré toute la nuit!

L'exécution commence; on eût pu fusiller ces malheureux, on eût pu leur couper le cou avec un sabre bien aiguisé... Cela eût été trop humain.

Les trois bêtes féroces qui présidaient à ces assassinats, jugèrent que les coupe-coupes étaient suffisants!

Les six têtes furent donc coupées avec des coupe-coupes ébréchés, on dut scier les chairs, tirer sur les muscles et les rompre pour les séparer du tronc!

Puis, comme il était prudent de faire disparaître les preuves de ces crimes, les cadavres furent juchés sur un bûcher et brûlés complètement, il n'en resta que quelques kilos d'os à demi carbonisés. Après ces scènes de sauvagerie, M. le commissaire D..., les gardes C.. et F... reprirent le chemin du Commissariat; mais, comme il ne fallait pas en perdre l'habitude on pilla quelque peu et on incendia beaucoup, durant le voyage de retour.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*Jeunesse Socialiste Révolutionnaire du V*e (E. I. S. R.). — Désireux de lécher à son tour les bottes du tsar, le gouvernement italien prétend, sous des prétextes aussi stupides que mensongers, lui livrer le réfugié russe Goetz. Au nom de la solidarité internationale des opprimés, nous joignons nos énergiques protestations à celles des camarades italiens et réclamons l'immédiate libération de Goetz.

*L'Education libertaire du XIII*e *arrondissement*. — Réunion lundi 13 avril, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare. Causerie par un camarade.

Groupe des E. S. R. I. — Réunion le mercredi 15 avril, à 8 h. 1/2, salle du « Mouvement socialiste », 10, rue Monsieur-le-Prince (entrée par la grand'porte). Ordre du jour : Le mouvement révolutionnaire en Angleterre et en Amérique, par un camarade du groupe. Causerie d'Émile Pouget : Syndicalistes et syndicaux.

*Causeries Populaires du XI*e, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 15 avril, à 8 h. 1/2, causerie amicale sur : Sujets d'actualité ; attitudes à tenir.

*Union Populaire du XIV*e *arrondissement*, 5, rue du Texel.

Vendredi 10 avril. — M. Dubois : La guerre impossible (avec projections).

Dimanche 12. — A 8 h. 1/2 précises. M. Clerjot : L'œuvre musicale de Benjamin Godard (avec auditions).

Lundi 13. — Soirée familiale.

Mercredi 15. — A 8 h. 1/2 précises. Assemblée générale trimestrielle. Tous les adhérents sont instamment priés d'y assister.

La Chambre syndicale des Ouvriers électriciens et parties similaires de la Seine avise les travailleurs de la corporation qu'une section a été constituée à Levallois-Perret. Une permanence a été établie au siège de la section tous les samedis soir, de 8 h. 1/2 à 11 heures, Bourse du Travail (ancienne Mairie).

Le permanent se tient à la disposition des camarades pour leur donner tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin. Les cotisations seront perçues tous les samedis par le permanent.

Des causeries et conférences syndicales y seront également faites.

Sommaire du nº 10 de *Jean-Pierre* :

Traduction russe d'après Garchine, ill. L. Lange.

Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François Ier, par Hauser.

Jeux japonais, par Ch.-M. Garnier.

Traduction allemande, d'après Ruckert.

Divertissement, par Jesper.

Grand Montrouge. — *L'Effort*, 33, rue du Marché. — A 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 10 avril. — Mme Cleyre Yvelin : *Théroigne de Méricourt* (avec projections).

Mercredi 15. — Dr Iscovesco : Biologie sociale : Individu et Société.

Vendredi 17. — Edger : Notion positive de l'humanité.

Samedi 18. — Concert par les camarades de l'U. P.

Groupe Libertaire de Pantin-Pré-Saint-Gervais. — Réunion chez Lisio, 38, rue Charles Nodier, samedi 11 avril, à 8 h. 1/2. Conférence par le camarade Jouhaux; sujet : Théorie de l'Evolution : Lamarck, Darwin.

Aubervilliers. — *L'Emancipatrice*, 1, rue des Ecoles. — A 8 h. 1/2 du soir :

Jeudi 16 avril. — Jean de la Hire : Les Hôpitaux militaires, avec lecture de l'*Enfer du Soldat*.

Jeudi 23. — Jean Marestan : Le Miracle.

Samedi 25. — Buffetault : Le Théâtre moderne.

Grenoble. — *Bibliothèque d'Etude Libre*. Dorénavant, pour tout ce qui concerne la Bibliothèque, soit prêts de volumes ou adhésions, s'adresser au camarade Ch. Guinet, rue Saint-Laurent, 69, ou bien au kiosque du pont de bois.

P. S. — Nous voudrions voir, de la part de tous, un peu plus de bonne volonté à rapporter les volumes, un peu plus vivement.

Marseille. — *Groupe Libertaire Central*. En raison du succès obtenu par les dernières sorties en campagne, le groupe a décidé de les renouveler le plus souvent possible. A cet effet, dimanche 19 avril, ballade champêtre avec le concours de la *Studiantina Libertad*. Afin de permettre à tous, jeunes et vieux, d'y participer, on ira aux Farigoules près l'Estaque. On est prié d'apporter des vieux journaux et des brochures à distribuer. Rendez-vous Bar du Côtier, quai du Port, 20, 9 h. 1/2 du matin.

Les camarades des Groupes *les Affamés* et *les Ennemis de l'Autorité* se trouvent tous les samedis au local habituel.

BIBLIOGRAPHIE

Souvenirs autobiographiques du mangeur d'opium, par Thomas de Quincey, traduction Savine; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Le repêchage des cinq cents millions à l'eau, par Yves Guyot; 1 broch., 1 fr., chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Les deux socialismes, par A. Alhaiza ; 1 broch. à la *Rénovation*, 130, rue de Rosny, Montreuil-sous-Bois.

Slava Zivota, par Fracia Sramek, 1 broch. — *Laska a Zdravotnictvi*, par Sauer Meus, 1 broch., toutes deux à *Novy Kult*, à Prague.

El Congreso revolucionario internacional de Paris (1901), Libreria sociologica, Corrientes 2041, Buenos-Areis.

Restauration de l'enfer (légende) — *Lettre au clergé*, par L. Tolstoï; 1 broch. en russe chez Tchertkoff, Cristchurch, Hauts (Angleterre).

La Fille manquée, par Han Ryner; 1 vol., 3 fr. 50, chez Genonceaux, 4, place Saint-Michel.

Pourquoi nous sommes antimilitaristes, par Morat; 1 broch., 0 fr. 10. Le cent, 7 fr. 75.

A lire :

La Bourgeoisie libérale, Bradamante; *L'Action*, 2 avril.

L'âme soudanaise, par Barot; *Pages libres*, nº, 171.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Marseille. — Cette affaire, telle qu'elle se présente, ne nous intéresse pas.

G. V., à Autun. — C'est bien notre avis, mais il n'y a pas de danger.

Humbert. — Quand tu viendras, porte-nous 2 ex. d'*Eléments de la science sociale*.

B., à Marseille. — Bon.

G. E., Jura. — L'article, quoique incomplet, pourra aller ; mais celui pour les enfants est insuffisant; de plus, il vaut mieux leur donner cela sous la forme de conte. Pas trop les assommer de théorie.

F. R., à Escarbotin. — Nous n'avons pas vu ce camarade, ni ne le connaissons.

R., à Lausanne. — La liste pour la *Mano Negra* est de 5 fr. 50 et non de 4 fr. 50.

B., rue D. — On avait oublié de faire l'envoi.

Reçu pour la *Liberté d'opinion* : Un compagnon, 2 francs.

Remis à un expulsé : 5 francs.

Reçu pour la « Mano Negra » : Union syndicale des industries textiles de Roanne par le Comité de grève générale : 12 fr. — F., 0 fr. 50. — Collecte faite au cercle des ouvriers d'émancipation sociale de Beauvais, 3 fr. — Collecte faite à la suite d'une conférence de Latapie à Escarbotin, 2 fr. 50. — Lausanne : Propagandiste 1 franc; W., 1 franc; un gréviste, 1 franc; un typo, 0 fr. 50; un veinard, 2 francs. Ensemble : 5 fr. 50. — En tout : 23 fr. 50. — Listes précédentes : 243 fr. 80. — En caisse : 267 fr. 30.

Reçu pour le journal : X., à P., 1 fr. 15. — F., 1 fr. — Pour l'idée et les T. N. — C. F., 5 francs. — A. P. Beauvais, 1 fr. 50. — Merci à tous.

F., à Jonzac. — L., à Amiens. — C., à Bruges. — L., au Mans. — H. M., à Paris. — H. à Digne. — M., à La Tour-du-Pin. — J. S., à Valréas. — L. B., à Paris. — J. L., à Nantes. — W. M., à Rouen. — K., à Rennes. — T. à Bourges. — C. F., à Avallon. — M., à Limoges. — P. M., à St-Mandé. — E. S., à Etampes. — T., à Tamnay. — M., à Laxou. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. G. Chaponet, rue Bleue, 7.

HUITIÈME ANNÉE N° 51 — DIX CENTIMES — DU 18 AU 24 AVRIL 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine. Inutile d'en rééditer les raisons.

LE DROIT DE CREVER DE FAIM

Les étonnants socialistes qui persistent à garder ce nom sans le mériter, n'ont prêté, ici et là, que fort peu d'attention aux événements de Hollande. Jaurès remâche à la Chambre la *petite* histoire Dreyfus et Millerand demande au Congrès de Bordeaux la permission d'être socialiste. Il est probable qu'en Hollande même les gens du même parti n'ont pas peu contribué à la défaite du prolétariat. Mais tout cela n'enlève pas un iota à l'importance desdits événements, et elle est énorme. Si tant de tristes personnages ne prenaient pas à cœur d'obscurcir la conscience socialiste des travailleurs, c'est, comme le demandait Kropotkine la semaine dernière, par une immense clameur de rébellion, par un élan unanime de solidarité, que les ouvriers d'Europe eussent répondu au défi de la bourgeoisie hollandaise.

La chose vaut en effet la peine de bouger.

Il s'agit de savoir si le droit de grève appartient à tous les salariés ou à quelques-uns seulement.

Aux Pays-Bas, comme en Italie déjà, il serait donc interdit à toute une catégorie de travailleurs et,sous les peines les plus sévères,d'abandonner leur travail.

Celui qui ne connaîtrait rien de notre époque pourrait voir là un bien grand honneur rendu au travail et une précieuse garantie. « On estime donc votre peine, dirait-il, à sa vraie valeur, on comprend que sans vous toute la vie du corps social s'arrêterait et l'on va, c'est certain, faire votre sort au moins égal à celui de ce haut fonctionnaire, de ce gros industriel, dont le travail est moins utile puisque aucune loi ne le garantit. »

— « Non pas, non pas, répond le gouvernant. Vous êtes, vous resterez d'infimes salariés, voués à toutes les misères, à tous les risques de votre condition. Nous nous garantissons, nous autres, contre le chômage survenu de votre fait, mais nous ne vous garantissons pas contre celui qu'il nous plaira de vous imposer. Votre sort reste le même, aggravé seulement de ce fait que vous n'avez plus le droit de quitter votre tâche sans notre agrément. »

Alors ce sont de grands cris : « Eh quoi ! Mais ce n'est pas possible ! Comment ? Cette liberté du travail qui consiste — côté du patron — à employer qui lui plaît, aussi peu de temps que cela lui plaît, aux conditions qu'il lui plaît, — côté du salarié — à abandonner son travail et son salaire quand il lui plaît, chacun à ses risques et périls, oui, cette fameuse liberté n'est-elle donc pas la base même de votre société, ne l'avez-vous pas inscrite en lettres d'or et aussi en lettres de sang au fronton de l'édifice économique que vous avez construit de vos mains ? *Nul n'est contraint d'accepter une tâche contre sa volonté ; nul n'est contraint de donner à travailler contre sa volonté*, n'est-ce pas là le dur et froid évangile sous lequel vous nous avez habitués à courber la tête ? N'est-ce pas comme le mur impitoyable au pied duquel tant des nôtres sont morts de misère et de désespoir ? Avez vous jamais hésité à nous imposer cette loi, VOTRE LOI, quand vous en aviez besoin ? Et lorsque, découragés par l'inégalité odieuse de ce contrat, lorsque, affamés, nous vous suppliions, parfois, de nous assurer au moins du pain pour chaque jour et de prendre en échange autant de notre travail qu'il vous en faudrait : « Fi donc ! répondiez-vous, cet arrangement d'esclave ne serait pas digne de citoyens libres. » Et tandis que nous maudissions la loi impitoyable, celle que nous appelions la liberté de la faim, vous la défendiez, vous autres, vous la représentiez comme l'assise indispensable faute de quoi tout croulerait, vous l'exaltiez comme la plus grande conquête des temps modernes.

Eh bien ! nous sommes aujourd'hui de votre avis. Nous l'aimons cette liberté, nous la voulons parce que nous comprenons enfin comment il faut nous en servir. Et c'est vous maintenant qui la dénoncez. Après que tant des nôtres sont morts assassinés par le contrat de l'offre et de la demande, c'est vous qui le violez ! Non, cela n'est pas possible, non, vous ne ferez pas cela ! »

Eh bien ! si, les bourgeois feront cela parce qu'ils ne peuvent pas faire autre chose. La bourgeoisie se trouve acculée aujourd'hui par une nécessité sociologique qu'il lui est impossible d'éviter. Toute réforme profonde, véritable, quelque soigneusement circonscrit qu'en ait été le bénéfice à une seule classe, déborde peu à peu cette classe pour porter son bienfait à un plus grand nombre d'hommes. C'est comme un élément trop fort aux mains de ceux qui croyaient s'en être faits les maîtres et qui leur échappe. Dans une société, c'est-à-dire dans un organisme où tout se tient par mille fibres visibles et invisibles, quelques-uns ne peuvent pas s'émanciper sans en émanciper beaucoup d'autres avec eux, du moins sans préparer pour plus tard leur émancipation.

A l'époque où la bourgeoisie appliqua — jusqu'en ses plus rigoureuses conséquences — dans le domaine économique, et là seulement, le principe de liberté individuelle, il était trop clair que ce principe ne pouvait servir, là, que les intérêts bourgeois. Mais toute une évolution s'est faite depuis. Et voici que par la force des choses, grâce à la place énorme prise par la grève dans la tactique ouvrière, c'est au prolétariat maintenant que peut grandement bénéficier et servir ce même principe de liberté du travail.

En face d'une telle constatation, la bourgeoisie n'avait qu'à « laisser faire » ou qu'à se renier. Elle pouvait dire : « La liberté ne peut pas être plus mauvaise aux mains des ouvriers qu'aux nôtres, laissons-leur donc la liberté et advienne que pourra. » L'attitude des législateurs hollandais après celle des députés italiens, montre que les bourgeois ne veulent pas jouer ce rôle. Ils préfèrent condamner le gréviste à six ans de réclusion ou lui faire exécuter, comme soldat indûment rappelé à la caserne, la besogne qu'il refusait d'accomplir comme ouvrier civil. En France, on ne va pas encore jusque-là, mais on affecte la troupe aux travaux d'industrie en temps de grève, et c'est un acheminement.

Aussi bizarre que cela puisse paraître, les travailleurs ont donc à défendre aujourd'hui, contre la bourgeoisie, leur *droit de crever de faim*. Et ils doivent le défendre jusqu'au bout, avec la dernière énergie. Ce droit leur est indispensable en effet, ils le savent, pour conquérir celui de manger tout leur saoul. C'est de l'un que l'on passe à l'autre, tout naturellement, par la grève. Et si les travailleurs savent être énergiques, ils triompheront, dans cette bataille d'avant-garde. Ce droit leur appartient trop bien, ils l'ont payé trop cher pour qu'on le leur enlève. Trop de ventres creux ont médité sur *la liberté du travail*, pour que cette formule disparaisse au moment où elle peut aider à remplir les ventres. Cette phrase sacramentelle de l'économie bourgeoise doit rester, encore un peu, une vérité. Il faut que les bourgeois, à leur tour, en mesurent l'abîme profond. Il faut qu'ils affirment une fois de plus, et cette fois à notre profit, que tout travailleur, qu'il conduise des bateaux de marchandises ou des trains de plaisir, qu'il fabrique du pain ou des confitures, des charrues ou des bijoux, reste, ce faisant, maître de sa personne et libre de quitter la besogne quand bon lui semble, de même que tout patron reste le maître de fermer sa boutique quand il lui plaît. Si c'est un crime social de déserter certaines tâches, faites donc que ceux qui les accomplissent n'aient pas seulement le souci et la peine, mais aussi le bien-être et l'avantage de la vie sociale. Alors vous n'aurez pas besoin de loi pour maintenir le travailleur au travail.

CHARLES ALBERT.

PATRIOTISME - COLONISATION

Nous croyons bon de donner à nos lecteurs la préface qu'Élisée Reclus a bien voulu écrire pour le volume de ce nom en préparation.

Patriotisme ! Colonisation ! Les documents réunis dans ce volume nous montrent amplement ce qu'il faut penser de la « vertu » qui

s'appelle patriotisme et de cette grande œuvre que l'on glorifie sous le nom de colonisation !

Avouons tout d'abord que les deux mots *prêtent* à des méprises, à des confusions et à des manifestations d'hypocrisie.

Sans doute, il est fort louable d'aimer la terre natale, et les gens de son pays, et les beaux livres écrits dans sa langue ; sans doute, il est également fort bien de s'établir en colon dans un pays lointain et d'en défricher le sol à la sueur de son front.

Si c'est là ce que l'on entend par le patriotisme et la colonisation, nous n'avons qu'à nous incliner et à souhaiter tout succès aux patriotes et aux colons ! Je dois même dire que personnellement je suis un ardent patriote et que dans ma jeunesse j'ai très consciencieusement essayé d'être colon : maintenant encore, vivant loin de mon bourg natal et gagnant ma vie en un pays étranger, je suis encore colon à ma manière et sans le moindre remords.

Mais sous les noms de patriotisme et de colonisation on entend d'ordinaire tout autre chose. Les deux mots sont des « pavillons » qui couvrent bien d'autres marchandises que l'amour du sol et le libre établissement en pays lointains. Si j'en juge par ceux qui enflent le plus la voix pour se proclamer « patriotes », il ne suffit pas d'aimer son pays, de chérir les amis d'enfance, de parler sa langue avec émotion et scrupule, il faut aussi frissonner d'orgueil à la vue d'un drapeau,— blanc, disent les uns ; tricolore, disent les autres ; — il faut marquer le pas à l'ouïe du tambour et du clairon, il faut prendre le parti de son pays, même quand il a tort ; se réjouir quand le récit vrai ou mensonger d'une bataille parle de centaines ou de milliers d'ennemis couchés dans leur sang, les membres brisés et les entrailles répandues. Avant toutes choses, il convient de haïr ceux qui vivent en dehors de la frontière. Le Français doit exécrer l'Allemand et l'Anglais, et ceux-ci doivent rendre cette haine avec usure. Voilà ce qu'exige le patriotisme. Haïssons-nous les uns les autres, tel est l'enseignement du nouvel Evangile !

Avec de pareilles prémisses, jugez de ce que le patriote entend par colonisation. C'est le droit à l'accomplissement de tous les crimes. Heureusement que cette engeance ne compose pas uniquement la foule de ceux qui s'expatrient. L'action des Européens sur les peuples étrangers se fait à la fois par les meilleurs et par les pires. Les meilleurs, les plus vaillants, les plus audacieux, et en même temps les plus désireux d'apprendre, quelquefois aussi ceux qui fuient l'oppression et qu'anime le fier amour de l'indépendance, ces hommes d'élite sont des porteurs de torche et des civilisateurs : c'est grâce à eux que se répandent les idées, que s'apprennent les métiers et les arts, que de proche en proche se constitue l'humanité consciente. Mais quand il s'agit de colonies vraies ou prétendues obtenues par la conquête brutale, par de lâches agressions du fort contre le faible, alors ce sont les pires que vomit la nation conquérante pour aller prendre possession de son territoire de rapine. Elle se dit la « mère patrie » ; elle prétend en toute hypocrisie, de manière à tromper quelques naïfs, « porter la civilisation » ou même « propager les grands principes » chez les peuples lointains, mais le but incontestable, sous le couvert des formules les plus honorables, n'est autre que de voler et de piller : le « colonial » n'a d'autre objectif que de prendre, soit des trésors, soit des terres et les hommes qui les peuplent, soit le pouvoir et des titres à l'avancement. L'œuvre dans son ensemble est mauvaise et les agents qu'on emploie pour l'accomplir conviennent d'autant mieux à l'œuvre projetée qu'ils sont mauvais eux-mêmes. Accompagnant ces fonctionnaires civilisateurs viennent les marchands qui reçoivent pour mission spéciale de créer des besoins aux indigènes naguère accoutumés à une vie des plus simples. Les efforts des colonisateurs prétendus se combinent pour faire naître de nouvelles demandes notamment celle de l'eau de-vie ou d'une boisson quelconque baptisée de ce nom : pour le nègre que l'on pousse à la folie, la monnaie jadis inconnue, n'a d'utilité que pour l'achat du genièvre ou du trois-six.

Bien pire encore est le sort du travailleur « libre » ! Sa tâche est fixée et s'il ne la remplit pas, s'il n'apporte pas l'ivoire, ou le caoutchouc, ou la gomme copal ou le sac de mil que l'on attend de lui, gare au fouet, au bâton, même au couteau !

Elisée Reclus.

TOUJOURS LA POLICE POLITIQUE
INTERNATIONALE

Un camarade autrichien, Siegfried Nacht, entreprenait dernièrement de visiter, pour son éducation personnelle, une partie de l'Europe et de l'Afrique. Et pour que le voyage lui fût plus profitable, il décida de le faire à pied.

Il avait déjà traversé l'Espagne; voulant se rendre au Maroc, il passa par Gibraltar. A peine arrivé, il se rendit à la poste retirer son courrier. Il y trouva, là, un exemplaire d'un journal corporatif allemand, social-démocrate, cela va sans dire, qui l'accusait d'être un agent provocateur, parce que Nacht a publié en allemand une brochure sur la grève générale. Et l'on sait que cette question a le don d'irriter fort tous les socialistes réformistes.

Nacht avait à peine eu le temps de prendre connaissance de cette ordure qu'il se vit entouré de quatre policiers qui l'arrêtèrent. Il était, paraît-il, dénoncé comme se rendant à Gibraltar pour attenter à la vie d'Edouard VII. Et, depuis, il est toujours enfermé à la forteresse.

Quoiqu'il s'agisse ici d'un libertaire, est-ce que les adversaires des « injustices » vont laisser notre camarade en prison? Ne se trouvera-t-il personne pour élever la voix en sa faveur? En tous cas, il serait urgent, je crois, que nos camarades anglais entreprennent une campagne, pour ne pas laisser leur gouvernement qui, jusqu'ici avait prétendu ne pas vouloir se mêler aux tripotages policiers, s'engager dans cette voie.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

En ces temps de Rameaux, de Semaine sainte, de Pâques, de repas maigres et de jeûnes, la religion est à l'ordre du jour. Que peut-il bien y avoir de méritoire à manger maigre ? Je me le suis toujours demandé. Nombre de révolutionnaires sont plus ou moins végétariens et buveurs d'eau ; ils sont ainsi bien plus orthodoxes que les chrétiens eux-mêmes, car c'est toute l'année qu'ils font maigre. Les meurt-de-faim, qui se serrent le ventre et mangent du pain sec tout le long de l'année, observent aussi le jeûne plus rigoureusement qu'eux. Mais les dames de la haute, qui écourtent leurs menus pendant quelques semaines et se grisent le reste du temps, se croient plus de droits que tous ces gens-là à aller au ciel. Ainsi elles accaparent toutes les places, s'adjugent le royaume de la terre pendant leur vie et celui du ciel après leur mort. Il ne reste jamais rien pour les autres. C'est trop.

Je me demande pourquoi la chair du poisson n'est pas considérée comme viande par les chrétiens ? C'est peut-être parce qu'ils représentent par un poisson le fils de leur Dieu, — ce Dieu étrange qui a une femme et un fils, tout comme les dieux de l'Olympe, et dont la seule supériorité sur eux est de n'avoir point de concubine. Les chrétiens représentent le fils de leur Dieu par un poisson, parce que les lettres du mot poisson en grec sont les initiales de Jésus—Christ—Fils de—Dieu—Sauveur. Les chrétiens adorent un poisson, et, soit eucharistiques soit ichtyophages, mangent leur dieu sous toutes les formes. C'est faire injure à un homme que de l'appeler « poisson » ; mais les dieux et fils de dieux sont au-dessus de ces préjugés. D'autant plus qu'en ce qui concerne Iésous, nous savons, par les évangélistes, qu'il comptait des dames galantes parmi ses disciples et qu'elles mettaient leur argent — j'allais dire leur bas — à sa disposition.

Je rêve, en songeant que Iésous est mort (à supposer qu'il ait vécu) aux alentours du 1er avril... Ce dieu-poisson est un poisson d'avril.

Quoi qu'il ait fait, il faut lui rendre cette justice que ce n'est pas lui qui inventa les prêtres et les congrégations. Il s'en serait bien gardé. Il fut leur victime, comme cette malheureuse Jeanne d'Arc qu'ils veulent canoniser aujourd'hui, après l'avoir brûlée vive comme sorcière.

Nos gouvernants ne brûlent pas les moines, ils les dispersent. Patriotes avant tout, ceux-ci vont s'établir à l'étranger. Fichu cadeau pour l'étranger. Nos gouvernants sont des philosophes spiritualistes, qui veulent une religion pour le peuple. Ils chassent les moines parce qu'ils sont turbulents et qu'ils font de la politique. (Et eux, est-ce qu'ils n'en font pas de la politique ?) Mais ils gardent les Frères des écoles chrétiennes, dont l'éducation leur plaît. Exemple : Chabaneix, sodomite et assassin, Chabaneix, élève des Frères.

Quand je dis qu'ils chassent les moines, entendons-nous : ils les dispersent sur le papier. Les Assomptionnistes avaient été dissous, il y a deux ans. Or on vient de les perquisitionner. Ils n'étaient donc pas si dissous que cela. A leur exemple, les Carmes et les Chartreux font leurs malles : ils préparent une fausse sortie.

Ne plaignons pas les Chartreux : prêtres et fabricants d'alcool, ils sont doublement empoisonneurs. En voilà qui ne doivent pas être partisans des longs carêmes et amis des buveurs d'eau ! La propagande antialcoolique doit leur faire l'effet d'une œuvre démoniaque, et le commerce des mannezingues doit leur paraître conforme aux vues de Dieu. Quant aux Carmes, si le dicton qui les concerne est vrai, ce sont des gaillards qu'on aime mieux voir aller confesser ailleurs que chez soi.

Les gouvernants chassent les moines. Mais qui chassera les gouvernants ?

R. C.

***

Dimanche dernier s'est ouvert à Bordeaux le congrès du « Parti socialiste français ». De socialiste le grrrand parti n'a plus guère que le nom mais cela n'a pas d'importance pour le avocats qui le dirigent. De socialisme aussi l'on ne s'occupera guère, la grande question qui primera toutes les autres sera celle qui a déjà occupé les congrès antérieurs du « Parti », c'est-à-dire le cas Millerand et la participation au pouvoir. Tout le socialisme se réduit aujourd'hui à cette simple question qui après tout, est une manière comme une autre d'amuser ces bons gogos d'électeurs.

Cette fois, il y a demande d'exclusion de M. Millerand qui, par quelques-uns de ses derniers votes, a, paraît-il, découragé les plus pacifiques des socialistes nouvelle méthode. Quelques uns de ses récents votes n'ont pas trouvé toute l'approbation désirée et lui seront reprochés — pourquoi plutôt ceux-là que d'autres, nous nous le demandons en vain?— le premier a trait aux poursuites contre les auteurs du *Manuel du soldat*, poursuites votées comme l'on sait par M. Millerand. On lui reproche encore son vote interdisant aux soldats de fréquenter les Bourses du travail et aussi celui relatif à la suppression du budget des cultes et le maintien de l'ambassade au Vatican.

Ceci dit je ne ferai qu'une seule remarque. J'ai la prétention de connaître assez bien le personnel socialiste français, j'ai là sous les yeux la liste des délégués, et, à ce Congrès qui voudrait encore avoir la prétention de représenter le monde du travail, il y a de tout, excepté justement des travailleurs. A peine en vois-je quelques-uns fourvoyés dans cette bande de politiciens de métier, avocats et intellectuels de petite envergure ayant toutes les ambitions.

Et cela est pour nous un excellent signe des temps : les bourgeois qui, petit à petit ont envahi le socialisme parlementaire, en ont à peu près exclu les travailleurs qu'ils ne considèrent plus que comme bons à apporter leurs voix au moment des élections. Ils se sont installés, dans la place et entendent à présent tout diriger.

La semaine prochaine j'essaierai de fixer sommairement la physionomie de ce Congrès, aucune discussion n'étant encore terminée au moment où je dois remettre ma copie. Un détail : M. Millerand assiste au Congrès en qualité de délégué de la Guadeloupe.

***

Les poursuites contre les auteurs du *Manuel du soldat*, contrairement à ce que l'on avait pu croire un moment ne sont pas abandonnées. Au contraire,

elles sont maintenant étendues à tous les membres de la Fédération des Bourses du Travail qui s'en sont reconnus les auteurs, soit exactement quarante-deux camarades.

Jeudi dernier, une première fournée de seize ont été appelés devant le juge d'instruction pour un premier interrogatoire. N'ayant pas d'avocats, les camarades ont refusé de répondre, mais ils ont appris qu'ils étaient poursuivis non en vertu des lois ordinaires sur la presse, mais bien en faveur des lois dites « scélérates ».

Le ministère comme l'on voit, fait bien les choses, il n'a pas tardé à obéir aux ordres de Millerand qui, à Vierzon, dénonçait le *Manuel* comme une œuvre de « propagande anarchiste ». Voici donc Millerand devenu grand pourvoyeur de prison et ce sont des travailleurs qui vont payer les fantaisies ministérielles du Monsieur.

Le procès pourrait bien, il est vrai, tourner à la confusion de ceux qui l'intentent et aussi de ceux qui l'ont autorisé de leur vote, et ce jour-là les accusés ne seraient pas tous au ban des prévenus.

⁂

Une semaine de 116 heures. — A nos camarades qui croient encore qu'il suffit qu'une bonne loi intervienne pour que quelque chose soit changée nous ne saurions mieux faire que de mettre sous leurs yeux ce petit tableau qui montre la durée du travail dans un atelier parisien n'employant que des femmes ou des jeunes filles. Le journal quotidien à qui nous empruntons ces faits est aujourd'hui trop bien pensant pour que nous croyions qu'il exagère, et trop réformiste et ami de la légalité pour que l'on puisse supposer qu'il ait fait cela pour les besoins de sa cause.

Voici la décomposition de ce tableau de service un peu(!) chargé :

Dimanche 1er mars, de 8 heures du matin à 11 heures du soir.

Lundi 2 mars, de 8 heures du matin à 11 heures du soir.

Mardi 3 mars, de 8 heures du matin à 11 heures du soir.

Mercredi, depuis 8 heures du matin, « toute la journée, la nuit du mercredi au jeudi, la journée du jeudi au vendredi, et la journée du vendredi ». Ce jour-là (vendredi) l'employeur a tout de même daigné renvoyer ses ouvrières à 7 heures du soir.

Samedi et dimanche, travail de 8 à 11 heures.

Soit une moyenne de *116 heures* de travail en une semaine. Quand l'on songe qu'il y a une loi qui limite la durée du travail des femmes à 10 h. 1/2 par jour, l'on se demande avec anxiété ce qui adviendrait s'il n'y avait pas de loi du tout.

Et c'est pourquoi nous fondons plus d'espoir sur l'action directe du prolétariat que sur toutes les lois destinées tout au plus à être violées.

⁂

Les ouvriers boulangers parisiens viennent de montrer ce que peuvent l'entente et la cohésion. Depuis déjà un moment une certaine agitation régnait dans cette corporation, assurément l'une des plus mal partagées à bien des points de vue.

Les boulangers travaillent en effet presque tous dans des conditions d'hygiène détestables, ils sont encore obligés d'avoir recours au « bureau de placement » et enfin les salaires étaient à peu près réglés jusqu'à présent par la bonne volonté patronale.

Grâce à une campagne activement menée, le syndicat vient de remporter une première victoire en obtenant pour ses membres une augmentation moyenne d'environ 10 francs par semaine, et d'autres améliorations de détail non à dédaigner.

Cette première victoire les a naturellement encouragés et une campagne active va être menée par les ouvriers boulangers contre les infects bureaux de placement dont, à l'heure actuelle, ils sont encore les tributaires.

Ajoutons que le syndicat des boulangers est l'un de ceux qui luttent sur le terrain exclusivement économique pour qui ces Messieurs du socialisme réformiste n'ont que critiques acerbes.

⁂

D'Angers un camarade m'envoie les intéressants renseignements suivants sur la manière dont s'y prend un exploiteur de l'endroit pour arriver à diminuer les salaires des femmes-esclaves qu'il emploie.

— La plupart des ateliers sont divisés en systèmes comprenant chacun de 20 à 30 femmes ; le directeur a soin de diminuer un seul système à la fois et voici comment il opère : ou l'on augmente la vitesse des métiers composant un système, ou l'on augmente le poids du ruban de chanvre ou autre matière première ; il arrive de cette manière que, comme à l'atelier de Manille où j'ai travaillé, 20 ou 30 femmes arrivent à étaler ou étirer 5.000 kilos d'alcès pour le même prix qu'elles en travaillaient 1.000 kilos cinq ans avant ; comme on ne diminue qu'un système à la fois, on évite ainsi une réclamation collective. Une autre manière est encore employée, elle consiste à supprimer une femme à un métier et à faire surveiller celui-ci par une ouvrière employée à un métier semblable ; comme on procède par coupe sombre, personne n'élève la voix.

Mais tout, même à Angers, a une fin, et les malheureuses ouvrières commencent à voir clair dans les petites combinaisons de leur exploiteur.

⁂

LYON. — *Un contraste éloquent.* — Mardi, 7 avril, les hauts dignitaires du galon et du sabre donnaient, dans la plaine du Grand Camp, à la foule des individus dépourvus de sensibilité consciente, le majestueux et triste spectacle d'une revue de corps d'armée.

Quoique dans ces vastes terrains la circulation soit presque nulle, le privilège n'avait pas perdu ses droits, et, pour que les entretenus de l'impôt et de la rente ne soient obligés de subir le contact des crétins avides de curiosité malsaine, les chiens de garde de la maréchaussée leur conservaient un emplacement spécial, qui leur permettait de pouvoir mieux admirer l'éclat des baïonnettes, la couleur bigarrée des costumes, la charge des cavaliers, du train des équipages et batteries d'artillerie, défilant devant le général gouverneur, escorté de toute la gradaille subalterne.

Si de pareilles exhibitions sont attristantes et douloureuses pour ceux qui pensent, elles démontrent les bassesses individuelles de l'obéissance passive, l'esprit de servilisme que produit le militarisme, ainsi que l'écœurante stupidité des curieux venant admirer la déchéance humaine devant l'autorité triomphante.

A peu de distance, sur le passage que les troupes devaient prendre pour retourner à leurs casernements, le malheureux soldat estropié Sauvageon, victime de l'autorité militaire et de l'incurie des majors de l'armée, qui, pour se débarrasser de lui, l'abandonnèrent sans ressource sur une grande route, implorait la charité publique en jetant à la face des galonnés les expressions les plus vives, sans qu'aucun de ces traîneurs de sabre, passant près de lui, ait osé relever les vérités qu'il leur crachait à la face.

Il serait utile que toutes les victimes de l'autorité et du capital possèdent la même énergie et persévérance dont il fait preuve, le règne des gouvernants et des exploiteurs serait près de finir.

LE GROUPE *Germinal.*

Espagne.

A Salamanque, le 1er avril, la brutalité d'un inspecteur de police contre un étudiant ayant provoqué des représailles et des manifestations contre les autorités *en général*, la *guardia civil* « *dut* faire usage de ses armes », tuer deux étudiants, en blesser grièvement un certain nombre d'autres ; après quoi elle pénétra à cheval dans l'Université, en jouant du sabre à droite et à gauche.

Comme les gens, en Espagne, aussi bien qu'ailleurs, sont de très braves gens, ils ont protesté, demandé la destitution de l'inspecteur de police cause première du massacre ; à Madrid, on a hué les ministres, on a mis du crêpe sur sa manche et à sa fenêtre, on a crié « Vive la république ! » à Saragosse, la Chambre de commerce, émue de voir le *mauser* et la *guardia civil* se tourner maintenant non plus seulement contre des travailleurs, mais même contre des bourgeois, a commencé à la trouver mauvaise et a télégraphié au président du conseil, Silvela, qu'elle le priait d'interdire l'usage du fusil Mauser dans les communes d'Espagne. M. Silvela a fait répondre dans son journal, *La Epoca*, que la solution de la question lui paraissait être dans l'adoption d'une nouvelle cartouche destinée encore au fusil à tir rapide, mais dont la balle serait d'un calibre et d'une densité moindres, et la charge de poudre plus faible que dans la cartouche actuellement employée. De cette façon, le projectile, lancé avec une force et une vitesse moindres, ne risquerait plus d'aller frapper les gens qui passent très loin ou qui sont tranquilles dans leur maison : M. Silvela, dans une manifestation ou dans une grève, veut bien ne plus tuer que les manifestants ou les grévistes, mais il ne faut pas lui demander davantage ; ceux-là, il tient à les tuer, d'abord pour leur apprendre à créer méchamment des difficultés à un « éminent homme d'Etat », et puis, dans le fond, son cerveau de catholique ne peut pas se hausser jusqu'à concevoir une solution moins simpliste et moins basse des difficultés sociales grandes ou petites.

⁂

On crie beaucoup « Vive la république ! » en Espagne, ces temps-ci, et Nicolas Salmeron, chef de l'Union républicaine, répète volontiers qu'il faut faire la république espagnole. Il ne faudrait pas beaucoup de muscle pour mettre par terre la monarchie, avariée comme un Bourbon, et faible comme une mourante. Les républicains feront-ils ce petit effort ? La seule idée nette qu'ils semblent avoir, c'est qu'il faut voter. Ce sont les élections qui ont été l'occasion de leur réunion en un seul parti, après de longues divisions et d'innombrables morcellements. Ça n'est pas pour nous inspirer confiance ; les meilleurs d'entre eux, les fédéralistes comme Estévanez, refusent de jouer un rôle dans le vaudeville électoral où on voudrait les entraîner.

Nos camarades espagnols font remarquer combien Salmeron a baissé le ton depuis l'époque où il défendait l'Internationale des Travailleurs et se désintéressent en général de la politique républicaine. Ils font bien.

L.

Italie.

Rome, 8 avril 1903. — Depuis environ trente-cinq jours, dure à Rome la grève des ouvriers typographes qui réclament la réduction de la journée de travail à une durée de huit heures avec augmentation des salaires. Les patrons s'obstinent à ne pas céder ; et, pour faire des travaux importants, à la *Typographie de la Chambre des députés*, par exemple, ils ont dû, les premiers jours, se mettre eux-mêmes au travail. Mais le « beau geste » a duré peu de temps, car ils ont trouvé des *jaunes* qui sont allés leur épargner l'âpre fatigue et remplacer les grévistes. Mais les *jaunes* ne sont pas nombreux, — à peine 200 — tandis que les grévistes dépassent 2.000.

Le gouvernement... *libéral*, qui a eu, jusqu'à hier, l'appui des socialistes-démocrates, a pris, naturellement, le parti des patrons.

Chaque soir, les journaux enregistrent des arrestations de grévistes, coupables de faire la propagande de la grève. Et pour leur faire perdre courage, beaucoup de policiers se prêtent à simuler des ouvriers, feignant d'entrer dans les typographies pour travailler. Les vexations de la police sont appuyées d'un *ukase* du préfet, qui prohibe les assemblées, les meetings et toutes les réunions publiques. Tous les lieux publics sont gardés par une nombreuse troupe, dont le gouvernement a concentré à Rome une quantité extraordinaire (environ 30.000 soldats). Les anarchistes et les révolutionnaires sont suivis de près et gardés par des agents de police prêts à les arrêter à la plus petite manifestation. Dimanche soir, ils ont arrêté notre camarade Giuseppe del Bravo, seulement parce qu'il protestait contre les manières violentes de policiers qui arrêtaient un jeune gréviste. C'est un moyen indirect pour frapper le journal anarchiste l'*Agitazione*, de laquelle Del Bravo est le distributeur pour Rome.

La grève maintenant continue toujours plus énergique que jamais. Ouvriers et ouvrières, après la réunion quotidienne qui se tient dans un théâtre des faubourgs, font de bruyantes démonstrations qui mettent en mouvement la police, ce qui la rend féroce et brutale envers tout le monde.

On a fait des démonstrations au palais du ministère de l'Intérieur, au Parlement et devant quelques typographies.

Depuis quelques jours toute la classe ouvrière romaine est en mouvement pour faire acte de solidarité avec les typographes.

L'idée de la grève générale, combattue indirectement par les social-démocrates et soutenue par les anarchistes, a été peu à peu acceptée. Les camarades Melinelli, Alessandroni, Varagnoli et autres ont parlé dans les meetings et leur proposition de grève générale a été accueillie avec le plus grand enthousiasme. En effet, hier, à peine connues les dernières réponses peu satisfaisantes des patrons imprimeurs, la grève générale a été proclamée officiellement sur la proposition du camarade typographe Eolo Varagnoli.

Aujourd'hui donc, l'abandon du travail est commencé sur une grande échelle; les journaux ne sortent pas, la ville semble en état de siège, parcourue qu'elle est de toutes parts par l'infanterie et par la cavalerie, qui dispersent les nombreuses assemblées des ouvriers. Il y a eu quelques charges de la police contre les grévistes qui démonstraient dans les rues. Très nombreux sont les ouvriers arrêtés.

Dernière notice : le roi *Victor-le-petit* et sa famille se sont enfuis de Rome depuis trois jours. La même précaution ont prise le président des ministres Zanardelli, le ministre de l'Intérieur Giolitti et le ministre des Postes Galimberti. Ils ont dit aux journaux qu'ils sont allés en... villégiature (en avril!!!).

CATILINA.

N.-B. — L'*Agitazione*, organe socialiste-anarchiste de Rome, pour cette semaine, ne sortira pas à cause de la grève générale. Le gérant vient d'être arrêté.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'impartialité veut que nous insérions telle quelle la protestation de l'*Union syndicale de l'Ameublement*, mais je crois que c'est faute d'être exactement renseignés que les camarades de ce syndicat ont été appelés à prendre cette décision.

La Confédération est organisée sur des bases essentiellement *fédératives* et le groupe initial, *le syndicat*, reste absolument libre de s'organiser et de prendre telle décision qu'il juge à propos. Personne n'a à donner des ordres ni à exécuter de commandements et il est inexact de dire que « l'obéissance passive de l'esclave est alors exigée par la discipline ».

Je fais partie d'une organisation adhérente à la Confédération et j'affirme n'obéir à personne ni être l'esclave d'aucune discipline.

Les camarades de l'Union syndicale de l'Ameublement ont été mal inspirés en prenant une pareille décision.

P. D.

L'Union ouvrière des Batignolles-Montmartre au Conseil fédéral, aux syndicats fédérés de l'Ameublement.

Jusqu'ici les liens d'amitié de la grande famille des travailleurs du meuble se trouvaient resserrés par la fédération entre les syndicats de Paris et ceux de province.

A notre grand regret, la cohésion vient d'être rompue.

A l'Union ouvrière des Batignolles-Montmartre, plusieurs fois on fit des concessions pour rester à la fédération ; ce fut d'abord d'être confédérés malgré nous. On comprendra que déjà une parcelle de notre liberté d'action nous était enlevée, parce que nous passions aux ordres d'une Confédération que nous ne voulions pas.

Aujourd'hui, par un vote ridicule, la fédération de l'Ameublement vient d'adhérer à la Bourse du Travail et aux exigences des lois qui la régissent ; elle rentre donc dans ce palais municipal.

Jusqu'à présent sur ce sujet notre liberté fut subordonnée à l'action fédérative, de ce côté elle vient de nous être enlevée par l'adhésion à la Bourse.

Auparavant chaque syndicat avait son autonomie : on ne la possède plus, puisque chacun est engagé à la Confédération et à la Bourse du Travail. Comme nous l'aurions désiré, aucun ne peut être fédéré et être en dehors des directions supérieures.

Dans ce cas, notre devoir est de nous retirer ; dans sa séance générale du 7 avril dernier, l'Union syndicale l'a décidé à l'unanimité (103 *membres présents*).

Nous le regrettons pour les bons camarades que nos délégués connurent à la fédération, et surtout pour l'entrave à l'autonomie des groupes.

Voici l'explication de principe qui fut approuvée dans notre réunion :

1° Au syndicat, chacun a voix au chapitre et peut, terre à terre, librement discuter toutes les questions en cours.

2° A la fédération, si elle ne sert que de centre de renseignements pour les syndicats, et aussi pour des choses générales et organisatrices, par des délégués directs avec mandat absolu et après en avoir référé au syndicat, chacun est encore de ce fait directement représenté.

3° A la Confédération et à celle des Bourses, il n'en est pas de même ; là l'individu comme le groupe ne sont plus rien, ce sont les délégués des délégués des majorités dans les fédérations, qui prennent le commandement et donnent des ordres. L'obéissance passive de l'esclave est alors exigée par la discipline.

L'autonomie des individus et de notre syndicat se trouvant atteinte par l'existence d'une direction générale des syndicats par les Confédérations, nous nous retirons, fiers d'avoir toujours fait notre devoir vis-à-vis de tous les groupes de l'Ameublement.

L'Union de Montmartre ne désarme pas, au contraire ; jusqu'à la révolution libératrice, elle continuera l'œuvre de propagande qu'elle s'est tracée.

Toutefois notre société se joindra aux syndicats qui comprendront que nous n'avons pas tort, et qui voudraient de concert marcher en dehors des comités directeurs.

L'Union a aussi décidé de rentrer de nouveau à la fédération quand celle-ci sera libre des attaches confédérales.

L'Union Syndicale de l'Ameublement des Batignolles-Montmartre,
8, rue des Apennins, Paris.

⁂

Congrès antimilitariste international. — Jeudi 23 courant, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion de tous les adhérents partisans du Congrès antimilitariste.

⁂

Ligue internationale pour la défense du soldat (1re *section*). — Réunion publique le lundi 20 avril, à 9 heures du soir, salle du Bar Marengo, 176, rue Saint-Honoré.

Questions diverses. — Organisation d'une grande conférence.

⁂

19e section antimilitariste autonome. — Réunion, samedi 18 avril, à 9 heures du soir, salle Delphant, 114, rue de Crimée.

Lecture de rapports. — Organisation d'un grand meeting de protestation contre les poursuites intentées au Comité fédéral des Bourses du Travail à propos du *Nouveau Manuel du soldat*. — Organisation de promenades en forêt.

⁂

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 20 avril, à 8 h. 1/2 du soir, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare.

Causerie par un camarade.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis soir, de 8 à 10 heures.

Dimanche 26 avril, ballade de propagande à Asnières.

⁂

Causeries Populaires du XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 22 avril, à 8 h. 1/2, causerie par Albert Bloch sur les Quatre éléments : l'Air (I).

⁂

L'Ère Nouvelle, 55, rue de la Roquette. — Vendredi 17 avril, à 9 heures : C. Papillon : « Les conditions d'une propagande efficace. »

⁂

Chambre syndicale des Ouvriers Electriciens et parties similaires de la Seine. — La Chambre syndicale fait un pressant appel à la solidarité et à l'union de tous les travailleurs de l'électricité sans distinction de spécialités.

Pour faciliter les relations entre tous les membres de la corporation, le sectionnement par quartier a été décidé.

Une section a été fondée à Levallois-Perret, et une permanence y a lieu tous les samedis, de 9 heures à 11 heures du soir, Bourse du Travail (ancienne Mairie).

Le permanent se tient à la disposition des camarades de la corporation pour leur fournir tous les renseignements concernant le fonctionnement et les institutions du syndicat.

Des causeries et conférences seront faites au siège de la section, sur les questions syndicales et sociales.

⁂

Paris, 12 avril 1903.

A Monsieur l'ambassadeur d'Angleterre, à Paris.

Les soussignés, membres du bureau de la Chambre syndicale des Ouvriers Electriciens et parties similaires de la Seine, protestent énergiquement au nom de ladite Chambre syndicale contre l'arrestation arbitraire du citoyen Siegfried Nacht, accusé faussement de s'être rendu à Gibraltar dans l'intention de tuer Edouard VII.

Le citoyen Nacht a fait partie pendant un an de la Chambre syndicale et était connu et estimé de tous.

J. ROULIER, *Secrétaire.* L. BOURGEOIS, *Trésorier.*

⁂

Un camarade désire vendre une collection de la *Société Nouvelle* à laquelle il manque les nos 41, 85, 86 et 121.

Nous transmettrons les offres.

⁂

PANTIN-PRÉ-ST-GERVAIS. — Réunion dimanche 19 avril, à 2 h. 1/2, chez Lisio, 38, rue Charles-Nodier, au Pré-St-Gervais.

Causerie par un camarade.

⁂

LYON. — Dimanche 26 avril, à 8 heures du soir, une réunion familiale est organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, Café de l'Isère, rue Paul-Bert, 26.

Une conférence sur Diderot sera faite par un camarade. La soirée se terminera par des chants et déclamations libertaires.

MUSÉE DES ANERIES

En fait, le *Manuel du soldat* fait appel non à l'énergie, à la volonté des soldats; il fait appel à leur faiblesse. Il dit aux hommes non de se réserver, non de sauvegarder leurs forces pour le prolétariat, il leur dit : « Quittez la caserne! » Direz-vous cela aux ouvriers de l'usine? (*Applaudissements. Mouvements divers.*) Leur dites-vous : « Quittez l'usine! Emigrez! » Non! Vous leur dites de s'organiser, de se syndiquer! La désertion, c'est la forme militaire de l'émigration. (*Applaudissements.*)

Discours de Jaurès au Congrès socialiste de Bordeaux (*Petite République*, 15 avril).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Mineure, pièce en un acte, par J. Jullien ; chez Stock, 1 fr. 50.

La Moral anarquista, par Kropotkine ; *El Productor*, Argüellas, 11, Barcelone.

Deuxième lettre à Guillaume II, par J. E. Lagarrigue, Santiago.

Restauration de l'Enfer ; — *Lettre au clergé* (en russe, par L. Tolstoï ; chez Tchertkoff, Christchurch, Hauts (Angleterre).

La question de la Martinique, par J. Lagrosillière ; 0 fr. 60, au « Mouvement socialiste », 10, rue Monsieur-le-Prince.

PETITE CORRESPONDANCE

De R., à Kain. — Ayez l'obligeance de réclamer aussi près de votre bureau de poste.

J. F., à Dison. — Reçu mandat. Il se peut que nous ayons fait erreur.

J. N., Roumanie. — Reçu timbres. Quand je saurai le prix, je vous le dirai. Votre adresse? — Je n'ai pas les brochures en italien demandées.

Reçu pour la « Mano Negra » : O., à Venzolasca, 0 fr. 50. — G., à Apt, 1 fr. — En tout : 1 fr. 50. — Listes précédentes : 267 fr. 30. — En caisse : 268 fr. 80.

Cette semaine, nous faisons parvenir 150 francs à *Tierra y Libertad*, en attendant que nous ayons fini de régler notre compte de brochures qui nous laisse en déficit.

Reçu pour le journal : S. F., à Carcez, 0 fr. 15. — T., à Lorient, 0 fr. 60 — Merci à tous.

G. L., à Hodimont. — D., à Verviers. — D., à Abbeville. — E. T., avenue de Saint-Ouen. — E. L., à Caen. — L. D., à Ezanville. — B., à Lens. — De R., à Kain. — J. H., à Rotterdam. — J. J., à Barcelone. — F., à Dison. — F., à Paris. — R., à Genève. — P., à La Chapelle Herlaumont. — P., à Lyon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

HUITIÈME ANNÉE N° 52 DIX CENTIMES DU 25 AVRIL AU 1er MAI 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

La dèche continuant, pas de supplément cette semaine. Nous sommes, ce mois-ci, de 400 fr. en retard : nos ressources ne nous permettent pas de faire mieux.

AUX CAMARADES

Comme nous l'avons annoncé, la semaine dernière, nous avons fait un premier envoi de 150 fr. pour les libérés de « La Mano Negra ». *Seulement comme nous avons immobilisé quelque argent dans le tirage de différentes brochures relatives à l'affaire qui nous ont laissé un déficit de 300 fr. environ, nous rappelons aux camarades qu'il nous reste* « La Mano Negra » *à 4 francs le cent, de* « La Mano Negra et l'Opinion française » *à 3 fr. 50 le cent, et quelques numéros illustrés que nous laisserons à 6 fr. le cent.*

POUR AGIR

II

Il y a une vingtaine d'années, alors que l'enthousiasme l'emportait sur le raisonnement; quand le mouvement révolutionnaire, libéré enfin de la terreur qui pesait sur le monde des travailleurs depuis les massacres de 71, renaissant enfin sous la poussée d'une génération nouvelle, essayait de rattraper en intensité les longues années de silence et de repliement sur lui-même, moi, comme la plupart des camarades entrés dans le mouvement à ce moment-là, nous envisagions la révolution comme un bloc, réalisant la transformation sociale du jour au lendemain. De plus, nous la « sentions » imminente; nous la voyions éclatant avant peu d'années, balayant le vieux monde pour faire place nette à l'idéal entrevu.

Lorsque la tête est un peu plus mûre, lorsque les faits sont venus corriger l'absolu des raisonnements, et qu'ainsi les connaissances s'agrandissent, se classent et se coordonnent, l'idée reste la même, ne se relègue pas au rang des choses intangibles, comme le font les politiciens lorsqu'ils veulent justifier, non pas une évolution de leurs idées, mais une évolution dans leur conduite, l'idée reste toujours le phare lumineux qui vous guide au milieu du chaos des erreurs et des hypothèses qui jaillissent de toutes parts, à travers les conflits d'appétits et d'intérêts. C'est la pierre de touche qui doit nous aider à reconnaître l'or pur de l'idée désintéressée, nous révéler les alliages de celles soumises à notre critique, proposées à notre action. Seulement, on se rend mieux compte des difficultés.

* *

Pour réaliser ce que nous voulons, même en comptant sur la force d'entraînement d'une minorité consciente et agissante, cela reléguerait cette réalisation à des dates inconnues, s'il fallait ne tabler que sur le concours de ceux qui auront compris l'idéal entier.

Pour nous, anarchistes, qui repoussons toute idée de pouvoir et de contrainte, nous, dont l'idéal social ne peut se réaliser que par l'entente et l'harmonie, la révolution, sur laquelle tant de nos camarades font reposer leur espoir, la révolution elle même n'a de force que pour rompre avec le passé, et faciliter la libération des esprits; mais sa valeur destructive même ne peut être efficace que si la libération des esprits s'effectue.

La critique raisonnée du parlementarisme, et des réformes à obtenir par la voie parlementaire, nous fait également tenir à l'écart du système des petites réformes partielles et de la voie parlementaire, comme d'une tromperie qui n'a qu'un but : égarer la masse, et lui faire supporter l'état présent en lui faisant espérer des améliorations trompeuses et illusoires.

Et cependant, si, comme nous en sommes convaincus, si, comme d'aucuns en conviennent, nos idées sont justes et applicables, il y a à agir en ce sens. L'activité humaine ne peut être limitée par deux façons d'agir et osciller de l'une à l'autre. Si la société est un bloc qui nous écrase, ce bloc est composé d'institutions qui se tiennent sans doute, mais que l'on peut désagréger en les attaquant séparément.

S'il faut reléguer au pays des chimères l'espoir de réunir une force compacte d'individus pensant absolument de même sur chaque erreur, sur chaque institution, sur chaque préjugé à détruire, ayant unité de vues sur l'action à mener, sur les moyens à employer;

S'il faut repousser comme dangereux et illusoires les moyens parlementaires, il faudrait que nos idées de transformation sociale soient bien peu précises pour ne pas trouver leurs moyens d'action.

S'il est impossible de grouper la majorité des individus autour d'un programme général d'action, pourquoi n'essaierait-on pas de les grouper sur chacun des points particuliers où leur activité peut se donner cours ? Tous ne peuvent avoir communauté de vues sur l'organisation sociale entière, soit pour la détruire, soit pour la reconstituer; mais cela devient beaucoup plus facile si on n'essaie de les rassembler que sur telle partie de l'ensemble.

Et alors l'attaque peut être menée sur plusieurs colonnes de front. L'un en veut à telle partie de l'organisation politique, l'autre à telle partie de l'organisation économique, les efforts que vous n'auriez pas trouvés pour l'ensemble, vous les trouverez pour tel point plus défini, et l'état social, attaqué dans ses détails, n'en sera pas moins désagrégé dans son ensemble.

Qu'importe ce que pense votre voisin sur telle autre question, s'il est en conformité de vues sur celle qui vous rassemble ?

L'anarchiste, conscient, sait, lui, où il marche. Son idéal doit le guider pour juger de ce qui, dans son action, reste conforme et de ce qui s'en éloigne.

Les évolutions individuelles peuvent varier, mais dans un cercle restreint qui les limite. C'est notre conscience individuelle qui doit nous avertir lorsque nous nous éloignons trop de notre idéal.

* *

Travailler à la réalisation d'une idée avec qui ne pense pas absolument comme vous sur d'autres points, n'implique pas que vous lui fassiez le sacrifice de vos idées. Vous unissez vos efforts sur des points qui sont communs, quitte à chercher ailleurs ceux qui peuvent penser comme vous sur d'autres points.

Or, si on faisait le recensement de ceux qui pensent absolument de même sur tels points définis : suppression du service militaire, mise à la libre disposition des individus du sol, de l'outillage, abolition de l'hérédité, transformation du Code, suppression de la magistrature, extension de la liberté individuelle, suppression de telle ou telle prérogative de l'Etat, on verrait qu'il y a, en définitive, fort peu de défenseurs, en son intégralité, de ce qui existe.

Tout le monde désire une transformation sociale, veut bien changer tel rouage, mais désire conserver tel autre dont la suppression est demandée par un autre groupe.

Mais la grande force de la société bourgeoise n'est pas dans cette diversité d'opinions, c'est que toutes ces différences de point de vue se soient résolues en une demi-douzaine de groupes politiques, irréductibles et dont toute l'activité se dépense à se faire la guerre les uns aux autres pour s'emparer du pouvoir, et à passer leur temps, lorsqu'ils y sont, à empêcher ceux qu'ils ont dépossédés, de réaliser ce qu'eux-mêmes réclamaient lorsqu'ils étaient de l'opposition

D'autre part, ces groupes, pour englober le plus de partisans possible, élaguent de leurs programmes tout ce qui diffère trop des idées courantes, ce qui est une autre cause d'inaction. C'est ce qui nous donne la clef de cette apparente contradiction : pris séparément, chaque individu veut réformer l'organisation sociale. Pris en bloc, dans chaque parti politique, ils sont les défenseurs du régime qu'ils n'aspirent qu'à saper.

Puisque la majorité est incapable d'avoir une idée d'ensemble, essayons tout au moins de la faire agir dans ce qu'elle est susceptible de s'assimiler.

* *

Cette façon de procéder, du reste, n'est pas neuve. En nombre de cas, lorsque l'intolérance des idées politiques n'est pas en jeu, elle est mise en pratique.

Et dans l'affaire Dreyfus où la société se trouva divisée en deux camps : ceux qui voulaient défendre le passé, ceux qui voulaient l'avenir, cela ne l'empêcha pas d'avoir sa plus belle expression en réunissant les opinions les plus diverses dans chaque camp.

De cette action commune, émanant d'hommes appartenant aux opinions politiques les plus diverses, est sortie la « Ligue de la défense des droits de l'*homme* ». Evidemment, le titre promet beaucoup plus que la ligue n'a tenu. Si elle est forte par le nombre de ses adhérents, elle a trop d'attaches avec le monde politique pour être vraiment une ligue des individus contre tous les arbitraires, tous les abus commis par l'Etat et par ses institutions. La politique l'énervera et la tuera.

Qu'importe! l'idée de se grouper pour résister aux envahissements de l'administration n'en est pas moins lancée. Tôt ou tard, si la ligue existante ne sait pas justifier son titre, d'autres groupements analogues surgiront, avec des moyens d'action plus précis, au fur et à mesure que progressera la mentalité des individus.

A quelques camarades, nous eûmes, il y a deux ans, l'idée de fonder le groupe « La liberté d'opinion ». Faute de quelqu'un pour s'en occuper activement, faute que l'idée fût bien comprise, faute de l'apathie qui règne un peu partout, il ne reste du groupe, aujourd'hui, que le nom. C'est une besogne qui reviendra à son heure.

∴

Et ce ne sont pas les bases d'entente qui manquent.

Les nationalistes ont essayé de former la ligue des contribuables pour refuser de payer la part d'impôts qu'ils jugent arbitraire. L'idée est excellente. Ce qui n'a été qu'une comédie avec eux, peut, avec des gens convaincus, devenir une belle et bonne réalité.

La ligue des locataires est en train de se former, en vue de faire la guerre aux logements malsains, de résister à l'arbitraire de M. Vautour et, lorsqu'elle se sentira assez forte, pour refuser le paiement des loyers.

L'abolition des armées permanentes vient de donner lieu à un groupement analogue. Ce qui, jusqu'ici, n'avait été que de vagues aspirations que l'on sollicitait du bon vouloir des gouvernants, commence à être mieux compris, des groupes se forment pour travailler à cette suppression. Il se peut que tous ces groupements ne soient pas la perfection, n'aient pas, du premier coup, atteint l'idéal. Ce n'en est pas moins de la bonne semence qui ne demande qu'à germer.

Et si l'on prend ainsi, séparément, chacun des points de la conception anarchiste, chacun d'eux peut ainsi donner lieu à une action plus ou moins active, plus ou moins prochaine.

Il y en a qui ne peuvent être tentées qu'en nombre. D'autres demandent beaucoup d'abnégation et de volonté pour être tentées isolément, et ne sont possibles que dans certaines conditions données, mais deviennent faciles lorsqu'on se sent les coudes, lorsque s'est créée une atmosphère favorable. Cette atmosphère se crée par l'activité des individus cherchant à propager cette idée dans leur milieu.

Et l'intégralité de l'idéal n'en est pas atteinte, car l'activité, sur des points particuliers, de ceux que les œillères du préjugé et de l'ignorance empêchent de généraliser, n'empêche pas ceux qui ont compris l'intégralité de l'idée, de travailler à sa diffusion. Les deux actions parallèles se complètent et se contrôlent.

∴

Seulement, pour en arriver là, une propagande préalable doit être faite. C'est de faire comprendre aux individus qu'ils n'ont rien à attendre des gouvernants, ni des individus ; que confier la réalisation de leurs aspirations à des candidats, à des députés, c'est les confier à des fossoyeurs. Qu'ils n'auront que ce qu'ils sauront réaliser eux-mêmes.

Cela bien compris, ils seront mûrs pour l'affranchissement. Ils sauront trouver les points de contact et les moyens de réalisation.

J. Grave.

Lyon. — Le gouvernement de défense républicaine continue à faire des siennes.

Trois bons camarades sont expulsés sans raison aucune, ils ont cinq jours pour quitter le territoire français.

Ce sont les nommés :

Rossi François, serrurier-mécanicien, Italien.

Juciolon Edmond, bijoutier, Italien.

Jacques Giaccomelé, placeur en librairie, Autrichien.

Je vous avertis simplement du fait, vous laissant le soin de le commenter autant qu'il faudra dans le prochain numéro des *Temps Nouveaux*.

Quel commentaire ajouterons-nous? Tous les gouvernements se valent, les plus libéraux sont les plus réactionnaires.

Lorsqu'ils tapent sur les conservateurs, pour se le faire pardonner ils tapent plus fort sur les éléments d'avant-garde. C'est la politique de bascule.

J. Grave.

LEUR CONGRÈS ET LEUR SOCIALISME

Avant le Congrès qui vient de se tenir à Bordeaux, et à condition d'y mettre beaucoup de bonne volonté, l'on pouvait peut-être encore garder quelques vagues illusions sur le degré de socialisme du « Parti socialiste français ». Le Congrès de Bordeaux les a complètement dissipées toutes. Du socialisme, les politiciens qui étaient réunis à Bordeaux en conservent encore le titre, utile aux succès électoraux ; un point, c'est tout.

Les récents votes de Millerand — le Congrès n'a discuté que cela — ont permis de poser nettement la question déjà posée ailleurs, à savoir si le parti devait être « réformiste » ou « révolutionnaire ». C'est la thèse de Millerand qui a prévalu, — malgré les dénégations de certains — et nous savons à présent que l'action révolutionnaire, sous quelque forme qu'elle se présente, grève générale ou autre, est définitivement rejetée, comme étant par trop vieux jeu, par les socialistes nouvelle méthode.

Les positions respectives sont nettement définies. Il existe maintenant un parti néo-socialiste, semi-bourgeois et foncièrement étatiste, prêt à perpétuer, par la présence de ses membres au sein du gouvernement bourgeois, tous les privilèges de la classe capitaliste. Le Congrès de Bordeaux a définitivement dissipé toutes les ambiguïtés qui subsistaient depuis trop longtemps.

Après avoir accepté les massacres d'ouvriers à Chalon et à la Martinique, la présence de Millerand aux banquets de l'exploiteur-type Schneider, l'extradition de Sipido, l'expulsion du socialiste Morgari ; après avoir défendu l'augmentation de la journée de travail pour les femmes et les enfants, l'alliance avec le général de massacre Galliffet, etc., etc., et cela pendant plus de trois années consécutives, quelques socialistes ont pris prétexte d'autres votes plus récents pour poser une fois de plus la question « Millerand ».

Parmi ces derniers votes, trois étaient plus particulièrement reprochés à l'ancien ministre, votes typiques, je le reconnais, mais pas plus surprenants que certains de ceux qu'il avait émis pendant son passage au ministère. Je rappellerai ces trois votes :

1° Le vote du budget des cultes.

2° Le vote relatif à l'approbation des poursuites contre les auteurs du *Manuel du soldat* et l'interdiction des Bourses du travail aux militaires.

3° Son refus de voter un ordre du jour tendant au désarmement.

Sur le premier, Millerand ne s'est pas appesanti outre mesure, voter le budget des cultes est une de ces « manifestations stériles » dont il voudrait que les socialistes s'abstinssent autant que possible. « C'est un non-sens de prétendre, par surcroît, imposer au gouvernement une mesure actuellement impossible », car « la séparation de l'Eglise et de l'Etat ne peut se faire dans les vingt-quatre heures », etc., etc.

Telle est la thèse à laquelle pas un des « socialistes » présents à Bordeaux n'a songé à répondre que les vingt-quatre heures durent depuis bientôt trente-cinq ans, puisque la question de la « séparation des Eglises et de l'Etat » figurait au programme républicain de 1869.

L'anticléricalisme, comme le révolutionnarisme, est maintenant devenu vieux bateau et ne peut convenir à des hommes de « gouvernement ». Attaquer les congrégations pour le plus grand profit du clergé séculier, passe encore! mais ne faut-il pas une religion pour le peuple?

Sur le second vote reproché à Millerand c'est une autre religion, non moins abrutissante qu'il fallait justifier, celle de la « Patrie et du Drapeau », nouvelle religion que la bourgeoisie capitaliste a su imposer au peuple pour la sécurité de ses coffres-forts.

Là encore Millerand a fait appel à « l'opportunité ». « Je me suis demandé a dit Millerand, ce que, ministre de la guerre, j'aurais pu faire à la place du général André », et je déclare « qu'il est impossible à un ministre de la guerre de laisser les soldats recevoir de pareils conseils ». Millerand n'a pas trouvé autre chose à se demander « que ce qu'il ferait s'il était ministre » et personne dans ce congrès de prétendus socialistes n'a bondi d'indignation. La « liberté de la presse » réclamée elle aussi par les républicains de 1869 ne fait même plus partie du programme socialiste, nouvelle méthode. Et des poursuites intentées dans ces conditions contre des travailleurs pour une propagande hier encore si chère à certains de ces mêmes socialistes n'a pas trouvé de biens ardents défenseurs.

Seuls, deux délégués Hervé et Renaudel ont tenté de défendre le *Manuel* et de justifier la propagande antimilitariste entreprise par les Bourses du Travail, et si Hervé a eu le courage assez rare dans ce milieu de dire qu'il valait encore mieux « déserter que d'aller à Biribi », personne n'a osé élever la voix contre l'application des « lois scélérates » aux auteurs de la brochure. Et cela nous est une indication que ce parti dit « socialiste » fait siennes à présent ces lois contre lesquelles il avait protesté jusqu'à ce jour.

Jaurès, comme c'était indiqué s'est fait le défenseur de ce néo-socialisme et de Millerand. Pour la forme, il a fait quelques réserves personnelles sur la tactique et les votes de Millerand, mais en définitive pour mieux les excuser et faire plus facilement avaler « sa pilule » au *Congrès*. Il est bien d'avis, contrairement à Millerand que « refuser le budget des cultes » n'est pas « une manifestation stérile », mais il ne va pas jusqu'à croire qu'il ait démérité du socialisme pour cela et Millerand a pu lui répliquer avec raison et non sans malice qu'il s'était lui « affranchi » de toute action cléricale, ce qui est en somme encore assez rare parmi ces « socialistes ».

Sur la question du *Manuel du soldat*, Jaurès a essayé de s'en tirer par une de ces figures qui, débitées avec emphase, font peut-être bien lorsque l'on ne se donne pas la peine de réfléchir, mais n'en sont pas moins des âneries. Jaurès a cru devoir comparer la caserne à l'usine, comme si l'ouvrier n'est pas libre en somme de quitter l'usine. De plus, il a vu dans le *Manuel* non ce qu'il y a réellement mais ce qu'il croyait utile d'y voir pour les besoins de sa cause. Des ordres du jour et autres balançoires, nous ne dirons rien ; qu'il nous suffise simplement de constater que la majorité s'est déclarée prête à suivre Millerand et son néo-socialisme.

De ce Congrès nous ne nous serions pas occupé autrement s'il n'était pas le départ d'une évolution nouvelle et plus opportuniste encore du socialisme réformiste. Il montre en effet, comment de concession en concession, le socialisme en est arrivé à ne plus se distinguer en rien des autres partis bourgeois; comment la « conquête des pouvoirs publics », qui au début du socialisme n'était qu'une question de « propagande », est devenue non plus un « moyen », mais l'unique but.

Le socialisme, comme le « républicanisme » il y a trente ans, n'est maintenant qu'une étiquette. Il ne s'agit plus que de « s'emparer » du pouvoir, non de le détruire. A l'ancienne formule de la « lutte de classe » a fait place celle de la « solidarité de classe » : comme si la solidarité pouvait exister entre les exploiteurs et les exploités!

Comme nos aînés les anarchistes il y a vingt-cinq ans l'avaient prévu lorsqu'à cette époque le socialisme s'est engagé dans l'action électorale et que pour cette cause ils s'en étaient retirés, le parti dit « socialiste » en est arrivé aujourd'hui à n'être plus qu'une caricature des autres partis bourgeois. Une fois sur la pente, il ne s'est plus arrêté, et ne s'ar-

rêtera plus à présent, mais aussi rapide a été son évolution, aussi rapide sera sa chute.

Et cela nous crée de nouveaux devoirs.

Les travailleurs qui, refusant de nous entendre, avaient mis leurs espoirs dans ce socialisme qui croule si lamentablement, ne tarderont pas à se reprendre.

Déjà une partie du prolétariat, plus forte assurément que beaucoup ne se l'imaginent en est complètement revenue, et les dernières trahisons du socialisme nouvelle méthode ne peuvent qu'augmenter le nombre de ceux qui ont vu enfin clair.

La situation est donc pour nous plus belle qu'elle ne l'a peut-être jamais été. Seuls les anarchistes restent entiers en face de tous les partis bourgeois et semi-bourgeois à présent coalisés pour mieux duper et exploiter les travailleurs.

A nous de redoubler d'efforts et de foncer avec plus d'ardeur que jamais sur tous ces dupeurs. Trompé une fois de plus, le prolétariat s'apercevra vite de la faillite de ceux en qui il avait mis tout son espoir.

Le terrain est maintenant bien déblayé et l'avenir nous appartient. Sachons en profiter.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

Les socialistes ont fait bien de l'honneur à « maître » Millerand, en lui consacrant tout un congrès. Je n'ai pas lu le compte-rendu *in extenso* de ce congrès, mais si le résumé que j'ai eu sous les yeux est fidèle, je trouve surprenant que les adversaires de l'ancien ministre n'aient trouvé que ses votes à lui reprocher. Et son acceptation, comme collègue, du Galliffet de 71? Et ses prosternements devant le Tsar? Et ses décorations impériales et royales, ses titres nobiliaires, baronnies ou autres? Et l'intervention de l'armée dans les grèves? Et les fusillades de grévistes? Et les expulsions de socialistes étrangers? Et les déplacements en trains spéciaux, à grands frais, aux frais du peuple? Et les diamants de la citoyenne? Et les agenouillements dans les églises, aux mariages religieux? Et l'interdiction du congrès antiparlementaire? Et les distributions de décorations aux amis? Et les dîners avec les grands patrons?

De ces choses, on peut dire que quelques-unes sont puériles. Mais ce sont ces puérilités-là qui ridiculisent le socialisme. On peut dire que d'autres sont de pure forme, imposées par les mœurs courantes. Mais le socialisme doit justement protester contre les mœurs courantes et les transformer. On peut enfin présenter les plus graves comme étant l'œuvre d'autres ministres, ou comme des nécessités politiques. Mais en ne démissionnant pas, en ne protestant pas, Millerand acceptait sa part dans les actes de ses collègues. Mais pour le socialisme il ne peut y avoir de rouerie politique : sa seule politique doit être de s'affirmer constamment, de proclamer son idéal et ses principes, de les mettre en contradiction avec l'idéal et les principes bourgeois.

Réformiste, cela est bientôt dit. Nous aussi nous souhaitons de vraies réformes. Celle qui consiste à faire fusiller des ouvriers par un ministre socialiste, nous semble de mauvais goût. Et nous trouvons que de l'aventure Millerand le socialisme est sorti sali, ridiculisé, diminué.

« L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » C'est pourquoi ils confient leurs destinées à des bourgeois, des politiciens, des avocats.

R. C.

⁂

Firminy. — D'accord avec celui de Grand-Croix, le syndicat des mineurs de la Loire organise dans cette localité un congrès auquel prendront part toutes les organisations dissidentes de la Fédération Nationale.

La date de ce congrès est fixée au 1er mai. Des adhésions sont parvenues du Pas-de-Calais, de Montceau-les-Mines, la Talaudière, etc.

Ce congrès permettra de se rendre compte des forces de la nouvelle fédération.

Galhauban.

⁂

Basses-Pyrénées. — Les habitants de ce pays sont d'une religiosité plus que bretonne. Tous tremblent à l'aspect du ratichon. Une vieille bigote très riche qui a château sur un coteau voisin du village gouverne le pays et subventionne un couvent de religieuses considérable et se joint à une fourmillière de frères ignorantins qui accaparent tout. Il y a pour la forme un instituteur laïque, mais il n'en mène pas large, il est traqué comme un contrebandier. C'est à peine s'il ose sortir dans la rue où il est hué et montré au doigt pour la plus grande gloire de Dieu. Ses élèves, qui sont une vingtaine, sont fuis comme des lépreux; il est forcé de les conduire à la messe et à vêpres d'où il ne lui est permis de sortir qu'après tout le monde et cela de par la volonté de la vieille châtelaine qui gouverne. Cette citrouille échafaude depuis longtemps toute sorte d'infamies à l'adresse du malheureux instituteur, qui n'a d'autre défaut que de ne vouloir pas abrutir et souiller les enfants qui lui sont confiés par de pauvres parents bien mal à l'aise, eux aussi, dans ce pays de trembleurs et d'esclaves.

Le maire du pays, en sa qualité de trembleur en chef, tient un chapelet à la main quand il sort, pour témoigner sa soumission à la supérieure du couvent, et se maintenir dans les bonnes grâces de la dame chez laquelle il a son couvert mis tous les ans à Pâques en compagnie de M. Barthou, qui continue à répandre sur son passage et à profusion toutes sortes de décorations; il fait pleuvoir d'une façon régulière dans tout le pays, une vraie pluie de palmes académiques.

Il suffit d'aller à la messe pour avoir tous les droits aux largesses de ce pieux ministre; les antireligieux lui sont du reste signalés, car la police des ratichons ne flâne jamais, comme bien vous pensez.

En un mot, le fouet de la chiourme cléricale s'abat avec une violence tout à fait moyenâgeuse sur les fronts rétrécis de ces pauvres enratichonnés.

A. Heidbrinck.

Allemagne.

A Crefeld (Prusse rhénane), les ouvriers de la maison Bretthai et Cie s'étaient mis en grève; ils exigeaient, comme condition de la reprise du travail, la réintégration de deux d'entre eux qui venaient d'être arbitrairement congédiés. L'Association (patronale) de l'industrie textile du Rhin inférieur, dont fait partie la maison Bretthai, annonça que si, à la date du samedi 18 avril, les grévistes n'avaient pas repris le travail, toutes les maisons associées déclareraient le lock-out. Les grévistes tinrent bon; le lock-out fut annoncé le 18 avril pour le 1 mai : il concernait 107 fabriques de Crefeld et des environs, soit un total de plus de 15.000 ouvriers.

Dans l'après-midi du 18, les grévistes se réunirent et, après discussion sur la mesure prise par les patrons, décidèrent, au scrutin secret, par 43 voix contre 26, de reprendre le travail le lundi 20, en renonçant à la réintégration des deux camarades congédiés. Par suite, l'Association patronale a annulé sa décision, il n'y aura pas de lock-out.

Les événements nous donnent quotidiennement la preuve que beaucoup de travailleurs méconnaissent encore la force toute-puissante et la nécessité essentielle de la solidarité : les patrons se chargent de la leur démontrer.

Espagne.

Cordoue est une ville paisible où l'on n'avait jamais vu, jusqu'ici, de révolte ouvrière ; même aux époques révolutionnaires elle n'a pas bougé et, selon les paroles d'un bourgeois très bourgeois, « ni socialistes ni anarchistes n'ont pu faire des travailleurs de Cordoue, hommes simples et contents de peu, des disciples de Marx ou des sectateurs de Kropotkine. Le fatalisme musulman et la résignation chrétienne se combinent pour les rendre résistants à la pauvreté, au travail et à la souffrance; rarement les gens de Cordoue troublent la tranquillité publique par un cri de guerre. » Voilà donc une ville qui, au point de vue de l'agitation ouvrière, n'a rien de commun avec les centres industriels de la Catalogne, par exemple, ou avec les villes perpétuellement troublées de l'Andalousie méridionale, comme Cadix ou Xérès, et cependant la grève générale y a éclaté soudainement il y a quelques jours. Comment ces résignés, totalement exempts d'anarchisme et de socialisme, dernier rempart de la passivité chrétienne, ont-ils été amenés à se montrer tout à coup, en fait, aussi complètement anarchistes que quiconque?

Il n'y aura pas de récolte, cette année, en Andalousie. En effet, la pluie n'est pas tombée quand il l'eût fallu, et ni le gouvernement, ni les grands propriétaires terriens, les *caciques*, ne se sont préoccupés de l'irrigation artificielle. Les travailleurs leur ont procuré des revenus qui les mettent à l'abri du besoin, la sécheresse qui stérilise la terre durât-elle encore deux ou trois ans; et maintenant, tranquilles, ils déclarent qu'il n'y a pas de travail pour le moment. C'est tout, les ouvriers n'ont qu'à mourir de faim.

Les travailleurs agricoles de Cordoue et des environs se réunirent le jeudi 16 avril en un meeting où les orateurs exposèrent la situation et demandèrent l'aide des autres ouvriers. Il fut décidé que le lendemain la grève générale de tous les métiers éclaterait, que les chômeurs demanderaient du travail et que, s'ils n'en obtenaient pas, ils se procureraient du moins du pain « par tous les moyens ». Le lendemain 17, en effet, fabriques, ateliers et boutiques se fermaient et tous les ouvriers de Cordoue déclaraient se solidariser avec les paysans affamés. Un cortège de chômeurs se dirigea vers la Préfecture et une délégation alla demander au préfet la permission de faire une manifestation. Le préfet refusa et recommanda de ne pas troubler l'ordre. Les délégués répondirent: « Donnez-nous du travail et du pain. » Comme le préfet ne donnait aucune réponse précise, les chômeurs se dispersèrent en petits groupes, parcourant la ville, invitant ceux ou celles qui travaillaient encore à cesser le travail. Bientôt l'usine à gaz et les boulangeries, protégées par la police et par l'armée, restaient seules en activité. Dans les rues pleines de grévistes, la garde civile chargeait : c'était la réponse du préfet aux demandes des délégués.

Cependant les gros bourgeois de la ville, les « principaux contribuables », alarmés, décidaient qu'il fallait faire tout le possible pour satisfaire les ouvriers, mais « quand ceux-ci se départiraient de l'attitude qu'ils avaient prise et que l'ordre serait rétabli ».

Si tu obéis, tu auras à manger, sinon tu peux crever.

Pour plus de sûreté, d'ailleurs, on décidait qu'il y avait lieu de remettre le commandement suprême au gouverneur militaire, et l'état de siège était proclamé.

Finalement, on a donné du pain aux affamés et le conflit semble s'être un peu calmé; mais ce n'est là qu'une première escarmouche, car cette année, bon gré mal gré, le désastre agricole causé par la sécheresse force possédants et travailleurs à examiner à nouveau le problème qui se pose dans toute l'Espagne méridionale. De Cadix à Carthagène et de Malaga à Ciudad Real, la terre desséchée ne produira rien et les ouvriers n'auront pas une journée de travail. Que faire? Le gouvernement et ses amis ont deux ressources : ils font promener dans la campagne stérile les statues des saints et les archevêques; ça s'appelle la procession des rogations.

Puis, si les saints ne font pas effet et que le peuple toujours affamé, se révolte, on fait sortir dans la rue la garde civile à cheval, armée du sabre, et la garde civile à pied, armée du mauser et munie de cartouches.

Les adversaires du gouvernement — j'entends les politiciens qui ne visent qu'à le supplanter — déclament sur la nécessité de ne pas se borner à des *remèdes* momentanés, de s'occuper « sérieusement » du problème agraire, de l'irrigation, des engrais etc.

D'ailleurs nul ne cache que c'est là une tâche très rude et qu'elle n'a pas beaucoup de chance d'être menée à bien avant fort longtemps. Mais enfin il faut commencer pour occuper le peuple, lui montrer qu'on s'inquiète de son sort, lui donner confiance — et d'assurer encore des jours de jouissance tranquille.

L'un veut massacrer l'exploité qui regimbe, l'autre veut l'endormir; tous deux sont inquiets et il y a de quoi: la vérité est si simple, il faudra bien qu'elle soit entendue : prends la terre paysan.

L.

Italie.

Bologne. — Après les grèves moins considérables qui se succédèrent un peu partout en Italie et qui finissaient presque toujours avec de relatives satisfactions pour les grévistes, on vient de se heurter contre la ligue patronale qui ne cède plus rien.

A Bologne, les filandières, après une grève de plusieurs mois de souffrance et de famine, ont dû plier aux conditions d'antan.

La grève a été on ne peut plus pacifique, guidée en cela par les social-démocrates de la Bourse du travail et des bons bourgeois de la ville. Les patrons n'ont rien voulu accorder.

De même pour les ouvriers agricoles. Toutes les

leghe sont en dissolution. Formées par les social-démocrates plus pour la conquête des pouvoirs publics que pour la lutte à outrance contre les exploiteurs du sol, elles se trouvent sans appui aujourd'hui, car les patrons leur refusent du travail, si ce n'est pour quelques milliers de francs de travaux publics que le gouvernement ami de Costa et Turati leur offre en aumône, ce qui ressemble à un brin d'herbe dans une clairière.

Les premières années, on parlait de 140 millions de francs qui devaient passer dans les poches des paysans au préjudice des patrons terriens. Aujourd'hui c'est la débâcle des bonnes espérances, et les maires villageois socialistes, pour se débarrasser des importuns, les acheminent vers l'Argentine.

A Rome aussi on fait la grève. Ce sont les typographes qui ne sont pas à la dépendance des journaux quotidiens. Les patrons s'opiniâtrent à ne pas fléchir ni sur les heures de travail ni sur les salaires. Et pour faire face aux commandes les plus pressantes, ils ont fait appel aux désœuvrés d'Italie, même aux femmes qu'ils ont initiées au travail. La lutte est rude. Tous les inscrits à la Fédération du Livre leur viennent en aide, et beaucoup de sociétés d'arts et métiers aussi. On en est venu jusqu'à la grève générale, par esprit de solidarité, mais on a été vaincu parce que le gouvernement place les soldats boulangers, bouchers, électriciens, à Rome, et on y proclame la dictature du sabre et des menottes.

Après deux jours, les socialistes de la Bourse du travail, qui avaient prêché le calme jusqu'ici, conseillèrent aux travailleurs de reprendre le travail, ce qui fut fait. Les typographes seulement restèrent en grève. A la dernière heure, ceux-ci ont recouru au *referendum*. « Approuvez-vous la continuation de la grève actuelle jusqu'à une solution moyennant arbitrage? »

Les résultats, les voici : votants, 1.679 : oui, 1.370; non, 285; blancs, 4; nuls, 14.

Mais qu'est-ce qu'il y a? Après d'autres parlottes, après les blâmes des députés socialistes, et l'acharnement des industriels qui veulent la reddition complète, en un dernier meeting, après l'applaudissement aux travailleurs du livre autrichiens qui ont envoyé 2.000 francs, le Comité déclare, avec beaucoup de tristesse et de vacarme, qu'il ne reste qu'à reprendre le travail et à se plier aux dures exigences patronales.

Les ouvriers admis au travail devront subir beaucoup d'humiliations, ce qui a fait dire à un député socialiste « que la déroute signe un recul de dix années pour le prolétariat italien ».

On devrait dire plutôt : c'est la déroute des méthodes de calme, de l'acte de foi au gouvernement de Zanardelli-Giolitti que les socialistes ont prêché jusqu'ici. Ce sont les blâmes et les malédictions aux révoltés, comme c'est arrivé aussi dernièrement dans le cas du chanvrier Rimandini, qui avait presque assommé le factotum de la filature de la *Canonica* (Bologne), lequel montrait la neige qui tombait et disait aux filandières grévistes : « Voici votre farine » ou « Mon cœur est dans mon portefeuille ».

C'est la déroute des lâches, des employés du socialisme étatiste, qui faisaient croire que, petit pas par petit pas, on arriverait aux suprêmes revendications.

TEODORICO RABITTI.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Pour faire des hommes libres.

Les ouvriers syndiqués de Cadix ont formé le projet de soustraire leurs enfants à l'enseignement officiel. Ils veulent que leurs fils et leurs filles désertent l'école où l'on tâche d'inculquer aux futurs exploités, avec le minimum possible de connaissances utiles, la crainte de Dieu, le respect de l'armée et de la propriété capitaliste; ils veulent créer une école laïque et libre, où les enfants acquerront la science vraie, c'est-à-dire, à la fois, les vérités scientifiques qui éclairent et satisfont l'esprit, et la notion active de la solidarité, de la force qui affranchira les hommes.

Naturellement, les difficultés sont nombreuses et la plus grande peut-être est le manque d'argent. Nos camarades de Cadix ont imaginé de réunir une collection internationale de cartes postales, qui serait vendue au plus offrant, au profit de l'œuvre. Donc, lecteur, mon compagnon, inscris sur une carte postale, illustrée ou non, une pensée à toi; si tu es artiste, fais un dessin, et si d'aventure tu es un homme connu, savant, littérateur, sculpteur ou peintre, tant mieux, la carte se vendra plus cher; mais si tu es simplement un homme de bonne volonté, ouvrier ou employé, envoie aussi : tous les efforts doivent se réunir pour l'œuvre révolutionnaire.

L'adresse : Diego Gomez del Valle, Mateo de Alba, 5. — Cadiz, Espagne.

⁂

Ligue internationale pour la défense du soldat (5e Section). — Réunion de la Section, lundi 27 avril, à 9 heures du soir, 76, rue Mouffetard.

Ordre du jour : Compte rendu des dernières conférences; propositions d'un camarade et de la 19e Section.

Les Sections voisines sont priées d'envoyer un délégué.

⁂

Causeries populaires du XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi, mercredi 29 avril, à 8 h. 1/2.

⁂

Jeunesse libertaire du XVIIIe (Education libertaire). — Réunion le lundi 27 avril, à 8 h. 3/4, au siège du groupe : 123, rue Clignancourt.

Causerie sur l'Antimilitarisme, par le camarade Cabella.

La Jeunesse socialiste indépendante est spécialement invitée à prendre part à la discussion.

⁂

La Société des Artistes Indépendants rouvrira la semaine prochaine ses conférences, aux Serres du Cours-la-Reine de 5 heures à 6 heures. Le lundi 20 avril : *La Protection des Paysages en France*, par M. Louis Farges. Le vendredi 24 avril : *L'Art et la Rue*, par M. Emile Magne.

⁂

Chambre syndicale des Ouvriers Electriciens et parties similaires de la Seine. — La Chambre syndicale fait un pressant appel à tous les travailleurs de l'électricité sans distinction de spécialités. Tous les travailleurs conscients s'unissent dans toutes les corporations, il est impossible que les travailleurs de l'électricité restent en arrière. Il est nécessaire que les camarades de bonne volonté nous apportent le concours de leur énergie, pour l'œuvre d'organisation que nous entreprenons.

Notre deuxième assemblée générale de l'année a lieu le dimanche 26 avril 1902. Cette réunion revêtant un caractère corporatif, tous peuvent y assister, syndiqués ou non. Les adhésions seront reçues et les cotisations y seront perçues.

Bourse du travail, salle de Commission, 5e étage (Paris), à 1 h. 30 de l'après-midi.

Lecture des procès-verbaux et de la correspondance; Rapport financier du trésorier (trimestriel); Rapport moral et matériel du secrétaire (trimestriel); Admission des nouveaux adhérents; Affaires diverses.

Les camarades adhérents à la section de Levallois seront admis à cette réunion.

Le secrétaire : J. ROULLIER.

⁂

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 27 avril, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare. — Causerie par un camarade.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 8 heures à 10 heures. — Dimanche 26 avril, ballade de propagande à Asnières; rendez-vous à la gare Saint-Lazare, à 11 heures, et pour ceux partant à pied, rendez-vous est donné à Asnières, à la gare, à midi.

⁂

Jeunesse socialiste révolutionnaire du Ve. - La Jeunesse socialiste révolutionnaire du Ve flétrit l'odieuse arrestation du camarade Nacht à Gibraltar, et les infâmes poursuites contre les signataires du *Manuel du soldat*, livrés aux rigueurs des lois scélérates par le fusilleur Millerand et ses admirateurs du congrès de Bordeaux.

⁂

L'Entente des Jeunesses socialistes révolutionnaires de la Seine ne fait aucune distinction hypocrite entre « anarchiste » et « socialiste révolutionnaire » et proteste hautement contre l'arrestation de Nacht et les poursuites du *Manuel du soldat*. L'Entente fait appel aux groupes de Jeunesses pour protester en faveur de toutes les victimes de la loi.

⁂

L'Individu Libre. — Samedi 25 avril, salle Jung, 2, rue Ortolan, (Place Monge), le camarade Vincent Sainte-Claire traitera de : Ce que doivent connaître les libertaires : La langue internationale.

⁂

MONTREUIL (*Soirées ouvrières de*). — Samedi, 25 avril, à 9 heures du soir : C. Papillon : « Une tentative pratique du communisme : La colonie libertaire de Vaux (Aisne).

⁂

PANTIN — PRÉ-SAINT-GERVAIS. — Réunion samedi soir 26 avril, à 8 h. 1/2, chez Lisio, 38, rue Charles Nodier, Pré-Saint-Gervais. Causerie par un camarade.

⁂

GRENOBLE. — *Groupe libertaire.* — Les camarades sont invités à se réunir au nouveau local : café Giraud, place Grenette, au premier, tous les lundis de chaque semaine, à 8 heures du soir. « Entrée par l'allée ».

⁂

LYON. — Dimanche 26 avril, à 8 heures du soir une réunion familiale privée est organisée par le Groupe *Germinal*, rue Paul Bert, 26, café de l'Isère, salle Chamarande.

Une conférence sur Diderot sera faite par un camarade; la soirée se terminera ensuite par divers chants et déclamations libertaires.

⁂

SAINT-CLAUDE. — Réunion chez le camarade Dumas, tailleur, 1, rue des Carmes, le mardi 28 avril, à 8 heures du soir, afin de s'entendre sur l'organisation de la propagande dans la région. — Très important.

⁂

LONDRES. — Le groupe d'*Art social* donnera le 2 mai, à 8 heures du soir, dans les salons du restaurant Holborn, sa seconde fête familiale au bénéfice de la propagande. En plus de la partie de concert et d'une conférence par Malatesta, seront représentés pour la première fois à Londres : *L'Echelle*, de Norès, et *Le Gendarme est sans pitié*, de Courteline et de Norès.

Les camarades désireux de voir interpréter leurs œuvres sont instamment priés d'envoyer chansons, poésies, pièces, etc., à Estéguy, 85, Chenies Mews, Tottenham Court London, Road, W. C.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Bas les armes, baronne de Suttner; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 12, rue de Grenelle.

Le Mystère po-thume, par Li-Taï; 1 vol., 3 francs, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

La Petite amie, pièce en quatre actes, par Brieux; 2 fr., chez Stock.

L'affiche de Jossot pour l'*Action*, 2 fr. à l'*Action*, rue d'Uzès.

Les diverses phases de la sentimentalité, par M. P. Ritti, 1 broch., 41, rue Dauphine.

Les 19 tares pour reconnaître un juif, par Celticus; librairie antisémite, 45, rue Vivienne.

Les Limites du connaissable (la vie et les phénomènes naturels), par Le Dantec; 1 vol., 3 fr. 75, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Les Primitifs, par Elie Reclus; 1 vol., 4 fr., chez Schleicher.

A lire :

La Machine qui tue, H. Jagot; *Le Patriote de l'Ouest*, 19 avril.

PETITE CORRESPONDANCE

E. C., à Agen. — Non, adressez-vous à Pouget, Bourse du Travail.

N. V., à San Paulo. — *La Revue Blanche*, 25 fr. par an; — *Jean-Pierre*, 4 fr.; — *Le Libertaire*, 6 fr.

Reçu pour la « Mano Negra » : Jenny Tanner, New-York, 25 fr. 75. — Propagandiste isolé, 10 fr. — En tout : 35 fr. 75. — Listes précédentes : 268 fr. 80. — En caisse : 304 fr. 55.

Reçu pour le journal : S., rue P., 2 fr. — Latapie, 1 fr. — R. L., à Bruxelles, 0 fr. 50. — Merci à tous.

Jeanquimarche. — S., à Utrecht. — S., à St-Imier. — D., à St-Quentin. — L., à Bourg-la-Reine. — M., à Trélazé. — P., à La Machine. — F., à Nouméa. — T., à Tamnay. — B., à Jemeppes. — P. V., à Brest. — « Dépêche », à Toulouse. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIEME ANNEE N° 1 — DIX CENTIMES — DU 2 AU 8 MAI 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

Malgré la dette de ce mois, nous risquons cette semaine le supplément. Nous rappelons à tous les camarades et aux groupes qu'une souscription permanente est ouverte pour nous permettre de paraître régulièrement.

Pour la propagande nous tenons des invendus à la disposition de tous contre les frais de port; soit 1 fr. 50 pour un colis de 10 kilogr. contenant près de 500 exemplaires.

LE PREMIER MAI

Chaque année, cette époque-ci réveille en nous le souvenir de ce que fut dans les premiers temps la manifestation du Premier Mai. Manifestation internationale de solidarité par laquelle les peuples se sentaient, ce jour-là, sur toute la surface du globe, unis par une même pensée d'indépendance, un même sentiment, un même désir d'émancipation, manifestation spontanée, universelle et harmonique de tous les travailleurs de la terre, première et unanime tentative de réel affranchissement, aurore de la tentative dernière de libération intégrale et définitive : la Grève générale.

L'enthousiasme que souleva partout cette idée émanée du Congrès de Chicago en 1889, d'un repos simultané de tout le monde du Travail au même jour, à la même heure, était le signe indiscutable, la marque infaillible d'une réalisation anticipée d'une parcelle de cet idéal qui luit dans le lointain de moins en moins confus des aspirations prolétariennes.

Ce chômage universel d'un jour constituait la plus significative et la plus grandiose manifestation d'entente qui eût jusqu'alors éclaté parmi les travailleurs de tous pays. C'était le premier ébranlement au joug du Capital, pour la seule raison qu'il était le Capital.

Il y avait là quelque chose de nouveau et de profondément grave que ce dernier comprit très bien. Il saisit parfaitement que, cette fois, il était attaqué non pas dans sa forme, dans ses méthodes et leur application, mais dans son principe même et que c'était sa base — qu'il avait cru inébranlable — à qui venait d'être porté ce premier et irréparable coup de sape. Le monde du travail venait de lui signifier que dorénavant il se sentait suffisamment fort, suffisamment cohérent pour refuser, quand il lui plaisait, de demeurer plus longtemps sous la domination qu'il subissait depuis un nombre immémorial de siècles. Ce qu'il pouvait faire un jour durant, il était capable de définitivement l'accomplir. Il avait l'Idée; sa mise en pratique n'attendait que la Volonté. C'était la notification catégorique que la Révolution était là, imminente, — révolution sans précédent, non d'élagage ou de restauration, comme ses aînées, mais d'extirpation radicale de toutes les racines du mal social.

D'ailleurs, l'effroi que jeta parmi les classes dirigeantes cette hautaine et consciente rébellion, et les arbitraires persécutions qui le traduisirent à l'époque est la meilleure preuve que c'était bien le grand souffle révolutionnaire que la Bourgeoisie avait senti passer au-dessus de sa tête.

* *

Mais la Politique veillait. La Politique, tortueuse et sournoise, toujours acharnée à annihiler, grâce à son influence dissolvante toute initiative révolutionnaire. Nul ne redoute un courant spontané d'action révolutionnaire tant qu'un politicien. Il y voit en effet un péril pour la réalisation de ses espoirs d'ambition. La Politique donc s'immisça dans celui-là et s'employa à le canaliser au mieux des intérêts particuliers d'un parti. Le problème se posait dans toute l'ampleur d'un ultimatum posant la question du « tout ou rien ». Elle le rétrécit aux piteuses proportions d'une supplique honteuse pourque fût octroyée une atténuation dans la durée de l'esclavage.

J'admets la bonne foi du réformiste qui pensant lointaine la révolution, s'efforce, en attendant, d'en rendre la voie moins pénible par des mesures émollientes et édulcoratrices. Mais lorsque la révolution elle-même se dresse et fait entendre — comme ce fut le cas pour le Premier Mai — sa revendication la plus essentielle, comment qualifier la conduite de ces prétendus révolutionnaires qui, abusant de la confiance publique, prennent la tête du mouvement, le font dériver et pitoyablement se perdre dans les administratifs cartons verts où s'enterrent les pétitions? C'est ni plus ni moins de la trahison.

* *

— « C'est votre faute, à vous, les anarchistes, me disait un jour quelqu'un. Quand vous avez vu le mouvement dévier, il fallait lutter pour le ramener dans la vraie voie, au lieu de vous en désintéresser. »

Ce reproche est injuste; car les anarchistes ne se désintéressent de rien de ce qui est ou peut devenir révolutionnaire. Les anarchistes ne se désintéressent point de l'action syndicale, parce qu'ils y voient une force qui, bien dirigée, peut devenir redoutable au capital. Ils ne doivent nullement se désintéresser de l'action coopérative, qui en période de grève générale — en période révolutionnaire — peut être d'un grand secours en alimentant la lutte du prolétariat. Ils ne se désintéressent pas non plus de l'œuvre des Universités populaires, car ils y voient un excellent élément d'émancipation intellectuelle et morale.

Mais ils se désintéressent de la politique parce que celle-ci n'a rien et ne saurait jamais rien avoir de révolutionnaire, car elle substitue à l'initiative individuelle, créatrice d'énergie, l'abandon de la direction de soi-même entre les mains du premier intrigant venu.

Quand ils virent que la politique avait accaparé le mouvement révolutionnaire du Premier Mai, au lieu de s'entêter à lutter stérilement sur le terrain spécial de cette erreur de la foule, ils comprirent que la cause en était dans une insuffisante éducation de cette foule qui écoutait avec plus de faveur les propos ambitieux des solliciteurs de situations et de mandats que les exhortations désintéressées des apôtres du relèvement individuel. Et, tournant le dos aux manifestations burlesques de ces professeurs de mendicité sociale, ils se remirent consciencieusement à leur tâche ardue d'éducation humaine, sachant bien que tôt ou tard leurs efforts trouveraient leur récompense dans le seul spectacle de l'affranchissement intégral de leurs semblables.

Mais pas un seul instant ils ne se sont désintéressés de ce criterium de la conscience du prolétariat en sa force qu'était la grève internationale d'un jour du Premier Mai.

On dit que, cette année, cette manifestation doit reprendre sa physionomie première de mouvement spontané et anarchique. Les politiciens pourront en gémir, car ils y verront peut-être leurs affaires compromises. Quant à nous, pour qui la lutte sociale n'est pas une source de bonnes affaires, nous ne pouvons que nous réjouir, si ce bruit est juste, de voir la masse ouvrière revenue à la raison.

André Girard.

LE ROLE DE LA LOI DANS LA SOCIÉTÉ

D'ailleurs, Spencer n'est pas seul à tomber dans ces erreurs. Fidèle à Hobbes, toute la philosophie du dix-neuvième siècle continua à considérer les primitifs comme un troupeau de bêtes féroces qui vivaient en petites familles isolées et se battaient entre eux pour la nourriture et pour les femmes, — jusqu'à ce qu'une autorité bienfaisante vînt s'établir parmi eux pour leur imposer la paix. Même un naturaliste comme Huxley continuait à répéter la même assertion de Hobbes, et déclarait (en 1885) qu'au début, les hommes vivaient en luttant « chacun contre tous », jusqu'à ce que, grâce à quelques individus supérieurs de l'époque, « la première société fût fondée » (voyez son article : *La lutte pour l'existence — loi de la Nature*). Ainsi, même un savant darwiniste comme Huxley ne se doutait pas que, loin d'avoir été créée par l'homme, la société existait bien avant l'homme-chez les animaux. Telle est la force d'un préjugé établi.

Si l'on cherche à retracer l'histoire de ce préjugé, on s'aperçoit facilement que son origine est dans les religions, les églises. Les sociétés secrètes de sorciers, de faiseurs de pluie, de chamanes, plus tard — les prêtres assyriens et égyptiens, et plus tard encore les prêtres chrétiens ont toujours cherché à persuader les hommes que « le monde est plongé dans le péché » ; que, seule, l'intervention bienveillante du chamane, du sorcier, du saint et du prêtre empêche la force du Mal de s'emparer de l'homme ; qu'eux seuls peuvent obtenir d'une divinité méchante qu'elle n'accable pas l'homme de toute sorte de maux, pour le punir de ses péchés.

Le christianisme primitif cherchait faiblement à affaiblir ce préjugé concernant le prêtre ; mais l'Eglise chrétienne, se basant sur les paroles mêmes des évangiles concernant « le feu éternel », ne fit que le renforcer. L'idée même d'un dieu-fils, venu pour mourir sur la terre afin de racheter les péchés de l'humanité, confirmait déjà cette façon de voir. Et c'est précisément ce qui permit plus tard à la « sainte inquisition » de soumettre ses victimes aux plus affreuses tortures et de les griller sur un feu lent : elle leur offrait ainsi une chance de se repentir et de se sauver des souffrances éternelles. D'ailleurs, ce ne fut pas seulement l'Eglise catholique romaine qui agit ainsi : toutes les Eglises chrétiennes, fidèles au même principe, rivalisaient entre elles à inventer de nouvelles souffrances ou de nouvelles terreurs, afin de corriger les hommes embourbés dans « le vice ». Jusqu'à présent, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf personnes sur mille croient encore que les accidents naturels — les sécheresses, les tremblements de terre et les maladies contagieuses, sont envoyés d'en haut, par une divinité quelconque, pour ramener l'humanité pécheresse dans le vrai chemin.

*
* *

En même temps, l'Etat, dans ses écoles et ses universités, maintenait et continue à maintenir la même foi dans la perversité naturelle de l'homme. Prouver la nécessité d'une force, placée au-dessus de la société et travaillant à implanter l'élément moral dans la société — au moyen de punitions infligées, pour les violations de « la loi morale » (laquelle est identifiée, au moyen d'un petit truc, avec la loi écrite) ; convaincre les hommes que cette autorité est nécessaire, c'est une question de vie ou de mort pour l'Etat. Car si les hommes commençaient à douter de la nécessité d'affermir les principes moraux par la main-forte de l'autorité, bientôt ils perdraient leur foi en la haute mission de leurs gouvernants.

De cette façon, toute notre éducation religieuse, historique, juridique et sociale, est pénétrée de l'idée que l'homme, s'il était abandonné à lui-même, redeviendrait une bête féroce. Sans l'autorité, les hommes se mangeraient entre eux. Il ne faut rien attendre de la « foule » que l'animalité, la guerre de chacun contre tous. Cette foule humaine périrait s'il n'y avait au-dessus d'elle les élus — le prêtre et le juge, avec ses deux aides, le policier et le bourreau — qui empêchent cette bataille de tous contre tous, élèvent les hommes dans le respect de la loi, leur enseignent la discipline et les mènent d'une main sûre vers ce temps où de meilleures conceptions auront grandi dans les « cœurs endurcis » et rendront le « fouet, le gibet et la prison moins nécessaires qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Nous rions de ce roi qui, lorsqu'il partait en exil en 1848, disait : « Mes pauvres sujets ! sans moi, ils vont périr ! » Nous nous moquons du commerçant anglais qui est persuadé que ses compatriotes descendent de la tribu perdue d'Israël et que, pour cette raison, c'est leur destination de donner un bon gouvernement aux « races inférieures »...

Mais ne retrouvons-nous pas cette même appréciation exagérée de soi-même dans n'importe quelle nation, chez l'immense majorité de ceux qui ont appris quelque chose ?

*
* *

Et cependant l'étude *scientifique* du développement des sociétés et des institutions nous amène à des vues tout à fait différentes. Elle nous prouve que les usages et les coutumes que l'humanité créait dans l'intérêt de l'entr'aide, de la défense mutuelle et de la paix en général furent élaborés précisément par la « foule » sans nom. Et ce sont ces coutumes qui permirent à l'homme de survivre dans une lutte pour l'existence au sein des conditions naturelles, extrêmement difficiles. La science nous démontre que les prétendus meneurs, héros et législateurs de l'humanité n'ont rien introduit au cours de l'histoire que ce qui était élaboré dans la société par le droit coutumier. Les meilleurs d'entre eux n'ont fait que formuler, sanctionner ces institutions. Mais le grand nombre de ces prétendus bienfaiteurs a aussi cherché de tout temps, soit à détruire celles des institutions du droit coutumier qui empêchaient la formation d'une autorité personnelle, soit à remanier ces institutions à leur propre avantage ou dans l'intérêt de leur caste.

*
* *

Déjà, dès la plus haute antiquité qui se perd dans les ténèbres de la période glaciaire, les hommes vivaient en sociétés. Et dans ces sociétés toute une série d'usages et d'institutions religieusement observées furent élaborées afin de rendre possible la vie en commun. Et plus tard, tout le long de l'évolution humaine, cette même force créatrice de la foule anonyme a toujours élaboré de nouvelles formes de la vie sociétaire, d'entr'aide et de garanties de la paix, à mesure que de nouvelles conditions se présentaient.

D'autre part, la science moderne démontre à l'évidence que la loi, — quelle que fût son origine — soit qu'elle fût représentée comme d'origine divine, soit qu'elle vint de la sagesse d'un législateur, n'a jamais fait autre chose que de fixer, de cristalliser sous une forme permanente ou d'étendre des coutumes qui existaient déjà. Mais, en faisant cela, elle ajoutait toujours, à des coutumes déjà en usage général, quelques nouvelles règles, faites dans l'intérêt des minorités de riches armés et batailleurs, — règles qui formulaient des coutumes naissantes d'inégalité et d'asservissement, avantageuses pour ces minorités.

« Ne tue pas », disait par exemple la loi de Moïse ; « ne vole pas, ne sois pas un faux témoin. » Mais à ces excellentes règles de conduite, elle ajoutait aussi : « Ne désire pas la femme de ton voisin, ni son esclave, ni son âne », par quoi elle légalisait pour longtemps l'esclavage et mettait la femme au même niveau qu'un esclave ou qu'une bête de somme. — « Aime ton voisin », disait plus tard le christianisme ; mais il s'empressait d'y ajouter, par la bouche de l'apôtre Paul : « Esclaves, obéissez à vos maîtres », et « point d'autorité qui ne vienne de Dieu » — *légitimant* ainsi, *divinisant* la division en maîtres et esclaves, et consacrant l'autorité des gredins qui régnaient alors à Rome.

Les Évangiles même, tout en enseignant l'idée sublime du pardon, qui est l'essence du christianisme, parlent aussi tout le temps d'un dieu vengeur, et enseignent par cela la vengeance.

La même chose se reproduisit dans les codes des ci-nommés « barbares » : les Gaulois, les Longobards, les Allemanes, les Saxes, après la chute de l'empire romain. Ces codes légitimaient une coutume, excellente sans doute, qui se généralisait à cette époque : celle de payer une *compensation* pour blessures et meurtres, au lieu de pratiquer la loi du talion (œil pour œil, dent pour dent, blessure pour blessure, mort pour mort), qui autrefois était générale. De cette façon, les codes barbares représentaient un progrès sur la vengeance dans la tribu. Mais du même coup ils établissaient aussi pour l'avenir la division des hommes libres en classes, qui à peine se dessinait à cette époque.

Telle compensation, disaient ces codes, pour un esclave (elle était payée — à son maître), tant pour un homme libre, et tant pour un chef — auquel cas, la compensation était si haute qu'elle représentait l'esclavage jusqu'à la mort. L'idée première de ces distinctions était, sans doute, que la famille d'un prince, tué dans une bagarre, perdait en lui beaucoup plus que ne perdait la famille d'un homme libre ordinaire, en cas de mort de son chef de famille ; par conséquent, la première avait droit à une plus forte compensation que la seconde. Mais, en faisant une loi de cette coutume de l'époque, le code établissait par cela même, pour toujours, une division des hommes en classes, — et il l'établissait si bien que jusqu'à présent nous ne nous en sommes pas encore défaits !

*
* *

Et cela se voit dans les législations de tout temps, jusqu'à nos jours, — l'oppression de l'époque précédente se trouvant transportée, par la loi, dans les époques suivantes. L'oppression de l'empire persan se transmettait ainsi à la Grèce ; celle de Macédoine se transmettait à Rome, et l'oppression ainsi que la cruauté de l'empire romain et des tyrannies orientales se transmettaient aux jeunes Etats barbares en voie de formation, à l'Eglise chrétienne. Au moyen de la loi, le passé enchaînait l'avenir.

Toutes les garanties nécessaires à la vie en sociétés, toutes les formes de vie sociétaire dans la tribu, la communauté de village et la cité médiévale ; toutes les formes de relations entre tribus et, plus tard, entre républiques-villes, qui servirent ensuite de fondement au droit international ; toutes les formes d'appui mutuel et de défense de la paix — y compris le tribunal, le jury — furent élaborées par le génie créateur de la foule sans nom. Tandis que toutes les *lois*, depuis les plus anciennes jusqu'à nos jours, se sont toujours composées de ces deux éléments : l'un affermissait (et immobilisait) certaines formes coutumières de la vie qui étaient reconnues utiles par tous ; et l'autre représentait une addition, — souvent même une simple manière malicieuse de formuler la coutume — qui avait pour but d'implanter ou de raffermir l'autorité naissante du seigneur, du soldat, du roitelet et du prêtre : — renforcer cette autorité et la sanctifier.

*
* *

C'est à cela que nous amène l'étude scientifique du développement des sociétés qui fut faite pendant ces vingt ou trente dernières années par un grand nombre de savants consciencieux. Il est vrai que très souvent les savants n'osent pas eux-mêmes formuler exactement des conclusions aussi hérétiques que celles que l'on vient de lire. Mais le lecteur qui réfléchit y arrive nécessairement par la lecture de ces travaux.

P. Kropotkine.

MOUVEMENT SOCIAL

Nous avons reçu un mémoire de la lamentable odyssée du soldat Sauvageon, racontée par lui-même. Ce récit est beaucoup trop long pour que nous puissions l'insérer ; d'ailleurs les faits sont connus, ils ont été publiés par de grands journaux : Sauvageon, blessé au ventre pendant un exercice de gymnastique, non reconnu malade, pas soigné, souffrant de plus en plus, mis enfin à l'infirmerie, puis à l'hôpital, où il fallut l'opérer d'une tumeur. Sauvageon demeurant estropié pour le restant de ses jours, réclamant son congé de réforme n° 1 auquel il avait droit, mais n'obtenant que la réforme

sans pension qu'il refuse; Sauvageon refusant de quitter l'hôpital, d'où les gendarmes le font sortir par force et le conduisent au maire de son village qui, indigné, refuse de le recevoir; Sauvageon reprenant le train pour Lyon, chassé de la Place, de la caserne, de l'hôpital militaire, de l'hôtel-dieu, arrêté pour port illégal d'effets militaires, condamné et recondamné dix fois pour la même cause à un total de plus de 600 jours de prison. Et il conclut : « Ces simples faits dans toute leur sécheresse sont éloquents. Ils démontrent que l'équité n'existe pas, que la justice actuelle n'est qu'une justice de classe, un ordre judiciaire intéressé, où armée, religion, magistrature sont compères ensemble, et dont toute leur fonction consiste à être, au nom d'une justice prostituée, des outils de défense des privilèges sociaux. »

⁂

Au théâtre de Nancy, un officier faisant du bruit, un spectateur le prie de se taire. Quelle audace! L'escarpe... pardon! l'officier « l'attend à la sortie », l'injurie, le bouscule, lui applique un coup de poing. Le conseil de guerre l'acquitte, parce que, avait dit l'avocat, « l'ennemi vous guette, la presse infâme qui cherche à jeter le discrédit sur notre armée ».

Pour être impartial, je dois dire que le représentant de « notre armée » s'appelle Monsieur de Teyssonnière de Grammont (c'est un nom, ça!), alors que l'autre, le sieur, l'individu même pas né, se nomme Catau tout court (fi!) et fait le métier d'ingénieur (pouah!).

⁂

C'est une atteinte à la liberté d'autrui que de le couper en morceaux. Le chef d'orchestre de Biskra a donc eu tort, à mon avis, de dépecer sa maîtresse. Mais soyons justes : celle-ci n'eût pas vu sa tête et ses jambes quitter son tronc, si elle n'eût pas voulu imposer sa compagnie à qui en avait assez, et attenté par là à la liberté de son amant. Une atteinte à la liberté en entraîne une autre, et ces choses là finissent toujours mal.

Pourquoi les maîtresses acceptent-elles si peu volontiers que leurs amants les quittent? Parce qu'ils leur procurent la pâtée, parce qu'actuellement l'homme est un gagne-pain pour la *femme*. Remarquez que dans le monde où c'est au contraire la femme qui est un gagne-pain pour l'homme, les rôles sont renversés : c'est le souteneur qui n'admet pas que sa marmite aille à un autre, et qui maintient ses droits le surin à la main.

Mais que cela ait commencé d'une façon ou d'une autre, c'est toujours la femme qui finit par être coupée en morceaux. Ça lui apprend à être la plus faible.

C'est dire que l'union libre n'est pas possible, tant que l'argent existe, et que le collage n'en est que la honteuse caricature. Mais tant que l'argent existe, encore faut-il se conduire le plus sagement possible; et ce n'est pas agir sagement que d'imposer sa société devenu haïe, à un musicien dont il n'est pas vrai malheureusement que la musique ait adouci les mœurs.

Encore une désillusion. Dans notre société menteuse, tout est faux, même les proverbes.

⁂

Il paraît qu'un nommé Edouard (dont on ne nous dit même pas le nom de famille, et qu'on désigne sous un numéro d'ordre, comme s'il sortait du bagne) viendra, cette semaine, passer quelques jours à Paris. Ça vous est égal? Et à moi, donc!

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — La campagne de dénigrement systématique menée depuis quelque temps contre les organisations ouvrières et contre les militants qui se refusent à admettre le socialisme de M. Millerand comme une panacée, ne semble pas devoir donner tous les résultats que l'on en attendait.

Non plus, les tentatives de division entre les travailleurs venus de diverses écoles socialistes, mais tous animés d'une idée commune, la lutte contre le patronat oppresseur, ne portant pas autant que l'on pouvait l'espérer.

Bien au contraire, cette campagne a eu pour résultat d'ouvrir les yeux de certains camarades qui se refusaient de voir un danger dans l'introduction au sein des organisations ouvrières de nouvelles méthodes et de nouvelles tactiques.

Ils se rendent compte que c'est parce qu'on n'a pas réussi et que l'on sent l'impossibilité de relier l'action syndicale à une école politique quelconque qu'on a tenté par des équivoques plus ou moins habiles de créer une diversion.

Cette tentative de *diviser pour régner*, en honneur chez les politiciens de tous temps, par de nouvelles classifications en syndicalistes absolutistes et syndicaux réformistes, n'aura à peine qu'un succès de curiosité vite dissipé, car personne ne s'est trompé sur le véritable but poursuivi.

Jusqu'à présent, cette tentative semble donc devoir piteusement avorter. Bien mieux, certains de nos camarades qui regrettaient et qui nous croyaient fourvoyés dans les syndicats où ils étaient convaincus que nous avions fait abstraction de nos idées de complète transformation sociale ont compris devant ces attaques réitérées que nous devions avoir porté un coup à nos adversaires et ils n'ont pas tardé à venir nous y rejoindre. Pour nous, notre conception du syndicat est nette : grouper les individus pour la lutte de chaque jour et les aider ainsi à pouvoir résister à l'avidité toujours grandissante des capitalistes et ce par une action directe. Former les cadres de l'armée révolutionnaire. Enfin faire que les syndicats soient les embryons des groupes libres de producteurs de l'avenir.

C'est là, croyons-nous, une besogne autrement large et autrement vivante que celle qui consiste à faire des syndicats des succursales, des groupes politiques, des sociétés d'aide mutuelle et autres combinaisons d'endormeurs.

⁂

Après avoir attendu plus de quinze jours le juge d'instruction chargé d'instruire l'affaire du *Manuel du Soldat* a fait comparaître devant lui la second portion des membres de la Fédération des Bourses du Travail qui se sont reconnus les auteurs du Manuel. Le nombre des inculpés est exactement de 42.

Les socialistes de gouvernement s'étant définitivement prononcés contre la propagande antimilitariste entreprise par les Bourses du Travail, le juge est maintenant certain qu'aucune difficulté ne sera créée au gouvernement de ce côté; il s'est donc décidé à marcher.

Jusqu'à présent les « inculpés » n'ont subi qu'un interrogatoire d'identité et le juge leur a fait savoir qu'ils aient à se pourvoir d'un avocat pour s'entendre interroger sur le fond, ce qui aura lieu, nous l'espérons tous, très prochainement.

Nos camarades Espagnols qui ont compris que pour être efficace la propagande antimilitariste devait être internationale, viennent de traduire la brochure poursuivie en France, mais jusqu'à présent leur monarchie sans doute plus libérale ne les a pas encore inquiétés.

Le *Manual del Soldado* est édité par le journal ouvrier La *Huelga General* de Barcelone.

⁂

Dans le Pas-de-Calais, la lutte continue à être chaudement menée entre Basly et les mineurs qu'il a trop longtemps dupés. La nouvelle Fédération des mineurs progresse chaque jour et bientôt le syndicat Basly n'aura plus guère comme adhérents que les employés de la mairie de Lens.

Pour mieux combattre les abus des compagnies minières et aussi pour pouvoir répondre aux infamies qui sont continuellement débitées par les politiciens aux abois, la nouvelle Fédération des mineurs vient de faire paraître le premier numéro du *Réveil Syndical*.

⁂

A Marseille, les dockers sont toujours en lutte et poursuivent avec une belle ardeur l'obtention de la journée de 9 heures avec un minimum de salaire de 6 francs.

Les entrepreneurs font tout pour abattre l'enthousiasme des ouvriers, mais sans pouvoir y parvenir, car plus que jamais, et malgré toutes les provocations les dockers sont décidés à lutter jusqu'à complète satisfaction, ce qui ne saurait tarder à présent.

P. Delesalle.

⁂

Lyon. — A peu de distance de Lyon, entre le Rhône et la route de Marseille, se trouve la petite ville de St-Fons, où de nombreuses et hautes cheminées ainsi que des toitures noires, donnent l'impression d'un enfer social. Si par instant cette petite cité a une apparence de vie et de gaîté, le cimetière qui n'est pas très éloigné est proportionnellement très grand par rapport à la population, et la plus grande partie de ce cimetière est occupée par des tombes d'hommes, dont l'âge de décès varie le plus souvent entre vingt et trente ans.

Ce serait une naïveté de croire qu'un nombre aussi considérable d'individus relativement jeunes, soit mort par suite de causes naturelles. Ce n'est un secret pour personne que les nombreuses usines de produits chimiques qui sont dans cette localité dégagent des gaz délétères et homicides. Les ouvriers qui travaillent dans ces usines meurtrières sont les inévitables victimes de ce travail malsain qui achève leur existence en peu d'années.

Ceux qui en douteraient n'auraient qu'à aller prendre à témoins les tombes de ceux qui ont déjà succombé des suites de cette exploitation criminelle, leur doute serait vite dissipé. C'est ce qu'ont constaté les ouvriers italiens qui venaient travailler et mourir là pour des salaires de famine.

Effrayés par la grande mortalité des leurs, les ouvriers italiens deviennent rares ; ce qui a obligé les industriels de l'endroit, de faire venir de la chair à travail des régions montagneuses de la Savoie. Là, ils prennent des individus complètement ignorants qui, pour un faible salaire viennent à St-Fons, où un tombeau les attend.

La presse régionale se garde bien de signaler le fléau, sauf une fois cependant, le journal le *Progrès de Lyon*, et encore était-ce incidemment.

Depuis, le silence le plus complet ne cesse de régner et notre bienveillante autorité préfectorale si vigilante pour faire débaucher de leur travail, emprisonner et expulser les anarchistes, ferme les yeux, tolère la chose d'une façon tacite et ne veut rien voir. Les capitalistes font là de l'or avec des vies humaines, empochent d'énormes bénéfices et coulent une vie de joie.

O prolétaires inconscients, en aurez-vous bientôt assez d'être exploités.

⁂

Le camarade Martenot, ex-gérant du journal *Le Quotidien* qui a cessé de paraître depuis deux ans et qui fut condamné à trois mois de prison pour délit de presse, vient d'être mis en état d'arrestation.

Millerand est contre la liberté de la presse, cela se voit.

Le Groupe *Germinal*.

Hollande.

Après la tentative de grève générale par laquelle les ouvriers organisés hollandais ont en vain tâché dans la semaine de Pâques de s'opposer à une loi liberticide restreignant le droit de grève, la réaction sévit en Hollande.

Des victimes partout — surtout dans les rangs du personnel des chemins de fer, dont quelques centaines d'hommes sont renvoyés. Plusieurs ont un service de vingt à trente ans, — preuves vivantes de la vengeance et de la lâche cruauté de la haute bourgeoisie au moment où elle se sent victorieuse.

Et tandis que Messieurs les capitalistes montrent ainsi à la classe ouvrière hollandaise tout ce que celle-ci peut attendre d'eux, les invitant, pour ainsi dire, à ne jamais donner des marques de clémence lorsqu'on est victorieux — pendant ce temps les ouvriers... se querellent.

Ceux qui ont combattu ensemble s'accusent maintenant mutuellement d'avoir entraîné et ruiné les autres et d'avoir « trahi » le mouvement général.

C'est la mode comme ça, après une lutte infructueuse, et ça me répugne.

Lisons dans *Germinal* de Zola, les accusations qui s'élèvent contre Étienne, après la grève des mineurs, et nous avons un tableau plus ou moins exact de ce qui se passe maintenant en Hollande.

On accuse naturellement les chefs, les meneurs, les mêmes personnes qu'on aurait applaudi après le succès. On accuse le *Comité de résistance*, ou du moins les plus influents de ses membres, sinon d'avoir trahi personnellement leurs camarades, du moins de s'être laissé duper par d'autres et d'avoir fait cesser la grève générale, le matin du vendredi 10 avril, à un moment où le mouvement était encore superbe.

Il est vrai, qu'à Amsterdam, les ouvriers ne pouvaient pas croire leurs yeux lorsqu'ils lirent le matin de ce même jour, les bulletins des journaux; que ça et là, ils auraient voulu briser les vitres des boutiques pour arracher ces maudits papiers ; qu'à Rotterdam, à Dordrecht et dans quelques autres

villes, les grévistes n'étaient pas moins stupéfaits. Mais on aurait néanmoins tort de penser que le mouvement ait pu trouver facilement une autre issue, à la seule condition que les meneurs aient été autres.

Au moment où le *Comité de résistance* avait laissé tomber les brides du mouvement, celui-ci était sans doute perdu déjà.

Il y en a même parmi les plus clairvoyants en matière d'organisation ouvrière qui doutaient que la grève générale puisse réussir dans les circonstances données et qui étaient un peu pessimistes, à ce point de vue, avant même que le mouvement ait commencé.

Ils se reposèrent sur les faits suivants : Le gouvernement avait non seulement brisé l'opposition libérale contre la loi dans les chambres, en acceptant quelques modifications de détail, mais il avait en même temps accordé certains avantages aux employés des chemins de fer — avantages tels que le nouveau règlement, sous les auspices du gouvernement, des conditions de service et des salaires, l'institution d'un tribunal d'arbitrage, etc. Dans les rangs du personnel des chemins de fer, visé surtout par la *loi contre les grèves*, il y a deux parties dont les intérêts sont très différents : les fonctionnaires (ceux surtout de l'administration centrale, des bureaux d'Utrecht et d'Amsterdam) et les ouvriers de la voie. Si l'on accuse maintenant certains fonctionnaires d'avoir abusé de leur position dans les administrations du syndicat des chemins de fer pour arrêter le mouvement des autres, il ne faut pas oublier d'autre part que, par leur situation de fonctionnaires, ils n'avaient marché avec les grévistes que plus ou moins contraints et malgré eux. Ils étaient tout au plus des socialdémocrates, des réformistes, et pas du tout des révolutionnaires. Lorsque le jeudi avant Pâques la loi liberticide était votée par les chambres, le mouvement était fini pour eux, pour la raison qu'il était subordonné pour eux à l'action politique.

Il y a ensuite pour le personnel des chemins de fer la question des *pensions de retraites* et des *avancements*. Un mécanicien-apprenti désire être bientôt mécanicien, un conducteur-apprenti parvenir à la situation de conducteur.

Voilà autant de raisons pour lesquelles une très grande partie du personnel des chemins de fer n'a pas bougé.

Nous lisons dans le journal *De Klok* (la cloche) qu'à Leemvarden, capitale de la province la plus avancée du pays (la Frise) le personnel des chemins de fer a continué le service tout en voyant que le personnel des tramways dans le Nord s'était sacrifié pour eux et avait abandonné leurs places pour être solidaires avec le personnel des chemins de fer. De même, par le journal *Toekomst* (Avenir), on a appris que dans le sud du pays le personnel de la gare de Flessingue n'a pas pris part à la grève, grâce à la propagande que les réactionnaires avaient faite depuis de longues semaines parmi les ouvriers chrétiens; qu'à Bréda le personnel s'est montré également lâche.

Par ces quelques traits nous pouvons caractériser la situation sur deux lignes principales du pays.

On peut maintenant prononcer des accusations contre le comité directeur du mouvement. Il est certain que son président, — en même temps président de la Fédération des chemins de fer et jadis fonctionnaire au bureau central des chemins de fer d'Etat à Utrecht — a commis des fautes sérieuses.

Néanmoins il n'y a pas de doute qu'au moment où à Utrecht tout le personnel en grève, était venu présenter ses services au chef de gare dans la soirée de ce même jour néfaste de jeudi, le sort du mouvement était déjà décidé. Le président de la section d'Utrecht — socialdémocrate lui aussi — avait agi comme tant d'autres membres de son parti; qu'il avait agi comme l'administration nationale de son syndical.

Celle-ci, sans même conférer avec le *comité de résistance national*, avait le même jour tâché d'entrer en négociations avec les Compagnies, en offrant plus ou moins ouvertement la soumission du personnel.

On comprendra après tout cela que le *comité de résistance* dans la nuit de jeudi à vendredi n'a pu faire autre chose que lâcher le mouvement et faire finir la grève générale. Aussi cette décision fut-elle prise dans ce comité par unanimité, y compris les voix des révolutionnaires.

Si donc il est vrai que les meneurs à Amsterdam se sont montré trop faibles pour leur tâche; — ce qu'on a prétendu — que, de leur part, il y a des fautes commises; s'il est vrai que dans certaines villes comme Den Helder, Leyde, Bois-le-Duc et sur d'autres points importants le signal de la grève n'a pas même été donné — la dernière raison pour laquelle la grève générale a échoué, on doit la chercher dans la faiblesse de l'organisation; en premier lieu, de l'organisation du personnel des chemins de fer dont les chefs avaient prétendu pourtant qu'il était prêt à marcher. Les ouvriers, divisés par le gouvernement et ses satellites cléricaux et libéraux, conservateurs, ayant à lutter contre des ennemis avertis longtemps d'avance, contre toutes les forces de la réaction, la police et l'armée — ont été battus.

Ils ont été battus, mais pas vaincus, comme leurs ancêtres, les gueux, ont été si souvent battus sans être vaincus dans la guerre de l'indépendance contre l'Espagne.

Après tout, les combattants ont reçu par les événements passés, une leçon utile, leçon qui fait actuellement le tour de la presse ouvrière hollandaise.

C'est que la collaboration des partis politiques dans un mouvement de grève d'ouvriers syndiqués offre un réel danger pour le bon succès du mouvement et que les syndicats doivent en tout cas garder dans leurs propres mains la direction d'un tel mouvement et s'opposer à l'immixtion des hommes politiques.

On ne saurait pas contredire qu'il y a des social-démocrates, des radicaux même qui ont prêté leurs meilleurs services jusqu'au dernier moment à la grève. Mais il est non moins sûr que nulle influence accessoire n'a plus collaboré à la défaite des ouvriers que l'attitude indécise, sinon positivement hostile, que la plupart des chefs social-démocrates — et parmi eux, les plus influents — ont pris vis-à-vis de cette lutte de protestation du prolétariat hollandais que je considérerai toujours comme ayant été inévitable.

Cette influence néfaste s'est montrée particulièrement dans le sein de l'*Union générale néerlandaise du personnel des chemins de fer et tramways*.

CHRISTIAN CORNÉLISSEN.

NÉCROLOGIE

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort du bon camarade Edouard Couturier, dessinateur, dont le concours, on le sait, n'a jamais fait défaut à nos œuvres de propagande.

Notre camarade est mort mardi, d'une congestion cérébrale, déterminée par la tuberculose ; lundi encore, il achevait un dessin pour *La Voix du Peuple*.

Ses obsèques civiles auront lieu vendredi, à midi précis. On se réunira à l'hôpital Lariboisière.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey : vendredi 1er mai, à 8 h. 1/2. — G. Ancey : L'Esprit français au Théâtre.

Mardi 5 mai, à 8 h. 1/2. — Causerie entre camarades. Politique et socialisme, par un camarade.

Vendredi 8 mai, à 8 h. 1/2. — J. Péladan : l'Art contemporain.

* * *

L'Education Mutuelle de Choisy-le-Roi, 32, rue de Seine. — Samedi 2 mai, à 9 heures du soir : C. Papillon. Une tentative de pratique du communisme : La colonie libertaire de Vaux (Aisne).

* * *

Dimanche 10 mai, à 8 h. 1/2 du soir, une soirée familiale privée organisée par le groupe *Germinal* aura lieu salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26. — Une causerie sur les idées anarchistes sera faite par un camarade. La soirée se terminera par diverses distractions éducatives.

* * *

Mercredi 6 mai, 9 heures du soir, salle Jules 6, boulevard Magenta. — Réunion publique concernant l'agitation à faire pour le Congrès antimilitariste. — Lecture de Rapports et des Adhésions.

* * *

Jeunesse libertaire du XVIIIe. — Education libertaire. — Réunion le lundi, 4 mai, à 8 h. 3/4, au siège social : 123, rue Clignancourt. — Causerie par le camarade Cabella, sur l'antimilitarisme et son œuvre).

* * *

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 4 mai, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare.

Causerie par le camarade Armand.

* * *

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Eglise, 38. — Reformation de la bibliothèque. — Causerie, samedi soir, à 8 h. 1/2.

Les camarades sont priés de rapporter les livres.

* * *

Bibliothèque communiste du 19e arrondissement. — Réunion des adhérents, samedi 2 mai, à 9 heures soir, salle du Chalet des Buttes, 93, rue Secrétan. Rapporter les volumes pour échanges.

* * *

Ligue internationale antimilitariste. — Réunion et adhésions le lundi 4 mai, à 9 heures du soir, 76, rue Mouffetard, 5e arrondissement.

* * *

Sommaire de *Jean-Pierre* :
Traduction anglaise, illustration Roubille.
Les enfants esclaves en Amérique.
En Récréation, par J. Hugues.
Le Poteau télégraphique n° 987, traduction hollandaise, par G. Raphaël.
Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François Ier, par H. Hauser.
La Course du Lièvre et du Hérisson, traduction par René Mook.
Croquis d'enfants (concours de dessin).

* * *

Le Cercle ouvrier d'Emancipation sociale de Beauvais proteste énergiquement contre l'arrestation de Siegfried Nacht par le gouvernement anglais.

* * *

LILLE. — Dimanche 3 mai, réunion à 4 heures, 13, rue du Bourdeau. — Causerie par un camarade: Patrie-Militarisme.

Les camarades détenteurs de livres sont priés de les rapporter à G. Valecamps, 59, rue de Fives.

BIBLIOGRAPHIE

Le Faux Impérial, par Jean Jaurès; 1 broch., 0 fr. 20, à la Société Nouvelle d'Edition, 10, rue Cujas, Paris.

Au Clergé, par Léon Tolstoï; 1 vol., 1 fr., chez P. V. Stock, éditeur, 27, rue Richelieu, Paris.

Quelle est ma foi? par Léon Tolstoï; volume VII des « Œuvres complètes » interdites en Russie — *en langue russe* — 1 vol., 4 fr., Christchurch, Hants, England.

L'Œuvre Nouvelle, revue mensuelle, par Henri Dagan; abonnement, 5 fr. par an ; 52, rue Gay-Lussac Paris.

A voir :

Le Canard sauvage, n° 6 : les dessins de Hermann-Paul, Steinlen, Valloton, etc.

VIENT DE PARAITRE

La maison Schleicher vient de réimprimer *Les Primitifs*, la si intéressante étude d'ethnologie d'Elie Reclus. Le volume est de 4 fr. en librairie. Nous pourrons le laisser à ce prix, franco pour les camarades de province, et 3 fr. 50 pris dans nos bureaux.

PETITE CORRESPONDANCE

Pour la « Mano Negra » : Complément de la collecte faite au cercle ouvrier l'Emancipation sociale de Beauvais, 4 fr. 95.

Reçu pour le journal : Aug., à St-Laurent, 20 fr. — Ragonneau, 1 fr. — Rogeaux, 6 fr. 50. — Pratelle 2 fr. 55. — Un déchard à Marseille, 1 fr. 50. — Fouquet, 6 fr. — Merci à tous.

B., à Rouen. — G., à Lyon. — R., à Lille. — Journal de Charleroi. — B., à Givonne. — M., à Torchepilon. — V., à Grigny. — C., à Lunay. — E., à Migennes. — G., à Rochefort. — H., à Genève. — B., à Pont-de-Beauvoisin. — F., à Marseille. — S., à St-Tropez. — S., à Lyon. — L., à Thizy. — B., à Roubaix. — D., à Melun. — C., à Garches. — P., à Puget-Ville. — G., à Rochefort. — V., à Montreuil. — V., à Tulle. — M., à Vienne. — F., a Manosque. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 2 — DIX CENTIMES — DU 9 AU 15 MAI 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LA FATIGUE HUMAINE

Tous les objets dont nous nous servons ont été fabriqués par des hommes, ont coûté à des hommes une certaine quantité d'efforts ; ils renferment en eux de la fatigue humaine. Les plus humbles objets qui nous entourent doivent, quand nous réfléchissons à cela, nous devenir sacrés.

Nous sommes habitués à évaluer les choses d'après leurs prix. Mais ce prix n'est nullement la valeur exacte des efforts humains que ces choses ont nécessités pour être produites. Le prix d'un même objet change suivant la saison, suivant la mode. Tel produit coté tant à sa fabrication, baisse, si l'écoulement s'en fait mal. C'est une « occasion ». Occasion d'acquérir de la fatigue humaine à bon compte. Tel produit monte, parce que le public s'en engoue par esprit d'imitation, par singerie; le marchand spécule sur ce désir et ne donne le produit qu'au plus offrant. La loi de l'offre et de la demande : jeu de hasard.

Pour connaître vraiment la valeur d'un objet, il faudrait en avoir fabriqué soi-même de semblables. Ce n'est pas possible. Du moins, il faudrait en avoir vu fabriquer de semblables. Dans les écoles de l'avenir, je me dis qu'on promènera les enfants et les jeunes gens dans les ateliers, dans les usines, dans les champs, et qu'on les exercera à façonner du bois, à pétrir de l'argile, à marteler du fer, à faucher du blé. Devenus hommes et femmes, ils sauront ce que valent toutes ces choses qui les entourent et dont ils se servent. Nous, nous ne le savons pas. Nous savons tout juste la valeur des choses qui sont de notre spécialité. Un paysan qui n'a pas dessiné, ne peut pas comprendre la valeur d'un tableau. Un peintre qui n'a pas raidi ses bras sur les mancherons d'une charrue ne peut pas comprendre la valeur d'un morceau de pain.

L'argent est une fiction. Ne nous occupons donc pas de ce que les choses coûtent, puisque cela ne veut rien dire. Ne songeons qu'au travail, à l'effort des bras et des cerveaux qui dort en elles.

Quand nous avons besoin d'un objet et l'acquérons, c'est comme si nous avions dit à l'un de nos semblables : « Mon ami, fabrique-moi cet objet. » Chaque fois que nous nous procurons quelque chose, nous forçons quelqu'un, quelque part, à travailler pour nous. Songeons-y. Il n'y a donc pas une morale seulement dans nos rapports avec les autres êtres? Il y a donc aussi une morale dans nos rapports avec les simples objets? Oui, puisque ces simples objets sont les représentants d'êtres comme nous, d'hommes et de femmes qui ont fait passer en eux, pour notre utilité ou pour notre plaisir, un peu de leurs muscles, de leurs nerfs et de leur sang.

Ce ne sont pas des pierres, des vêtements, des légumes, du charbon, des livres, non, c'est la fatigue du maçon qui m'abrite, la fatigue du tailleur qui me protège, la fatigue du paysan qui me nourrit, la fatigue du mineur qui me chauffe, la fatigue du savant qui m'instruit. Considéré de ce point de vue, tout ce dont je me sers devient précieux, et je ne puis plus rien gaspiller, puisque c'est en quelque sorte de la chair et de la pensée que je gaspille. Jeter cette allumette, briser cette chaise, c'est contraindre un de mes semblables à en refaire une autre, c'est lui faire dépenser son temps en pure perte. Je n'en ai pas le droit. Économisons le labeur et la lassitude de nos semblables. En ramassant cette épingle ou cette allumette, c'est du travail humain que je ramasse, c'est de la fatigue humaine que j'épargne.

L'homme qui a beaucoup de besoins, l'homme très riche qui s'entoure de luxe et à qui il faut, pour vivre, une foule de choses dont, à la rigueur, il pourrait se passer, que fait-il ? Il oblige à travailler pour soi une armée d'hommes qui, autrement, pourraient se reposer ou travailler pour eux-mêmes. La société, telle qu'elle a été comprise jusqu'ici, défendant à quiconque de s'approprier les objets autrement qu'en les payant avec de l'argent, il se trouve que le pauvre est obligé de demander de l'argent au riche et, pour l'obtenir, de travailler pour lui. C'est ce qui fait dire à bien des gens que les dépenses du riche font vivre le pauvre, et que plus le riche dépense, achète, fait travailler, plus il se rend utile. C'est comme si l'on disait : « Plus le maître fait trimer l'esclave, plus il se rend utile. — Plus vous obligez les autres à se tourmenter pour vous, à peiner pour vos caprices, plus vous vous rendez utile. » En réalité, c'est le pauvre qui fait vivre le riche, c'est lui qui se fatigue jour et nuit pour que le riche ait tout ce qu'il lui faut et puisse vivre sans aucune fatigue. Une société où celui qui produit ne peut pas vivre et mourrait sans celui qui ne fait rien, est extrêmement déraisonnable, illogique, absurde.

— Quelque déraisonnable que soit la forme actuelle de la société, elle existe, et vous ne pouvez pas faire que le pauvre puisse se passer de l'argent du riche. Supposons que les riches, séduits par cette théorie de la valeur humaine des choses et pénétrés de respect pour la fatigue des ancêtres et des hommes actuels qui y repose, modifient leur façon de vivre, mènent une existence toute simple, et ne fassent plus appel au travail d'autrui que dans la mesure du strict nécessaire. Voilà, du coup, des millions d'ouvriers privés de travail, c'est-à-dire de pain. Que leur reste-t-il à faire ?

— A produire pour eux-mêmes et à consommer leurs propres produits.

— J'entends. Mais c'est la révolution sociale, cela. Quand elle sera faite, votre théorie sera bonne. Jusque-là, elle est mauvaise. Qu'un seul riche adopte la vie simple où votre raisonnement conduit, ce ne sera pas la révolution sociale, mais ce sera quelques dizaines de travailleurs mourant de faim. Selon vous, l'avare, qui exige peu d'autrui, serait meilleur socialement que le prodigue, qui en exige beaucoup. Nous en arrivons à ceci : l'individu se recroquevillant sur lui-même, par peur de gêner les autres individus, réfrénant tous ses besoins, n'osant pas vivre, et reculant, sous prétexte de vie simple, jusqu'à l'état sauvage. Voilà à quoi aboutit, poussé dans ses conséquences, le respect de la fatigue humaine. Qu'importe que nous demandions beaucoup à nos semblables, si nous leur rendons beaucoup ? N'est-ce pas là, au contraire, toute la civilisation : le maximum d'activité possible ? Et un riche travailleur n'est-il pas préférable à un pauvre paresseux ?

— Vous avez raison. Je n'avais envisagé qu'un côté du problème : respecter autrui dans la consommation, c'est-à-dire ne pas prendre de sa fatigue plus qu'il ne faut. Reste l'autre côté : respecter autrui dans la production, c'est-à-dire lui rendre en travail au moins autant qu'il nous a donné. Seuls ont le droit de consommer la fatigue d'autrui, ceux qui donnent à autrui de leur fatigue. Et encore, non. Car les malades, les enfants, les vieillards, les infirmes, les paresseux ? Tout ce monde-là a droit de vivre, quoi qu'il ne puisse pas produire. Rappelons-nous la formule : « Travailler suivant ses forces, consommer suivant ses besoins. » Ce ne sont pas toujours ceux qui ont le plus de forces qui ont le plus de besoins. C'est même très souvent le contraire.

— Oui. Et voyez la vanité des révolutions. Dans votre société sans salariat, il y aura encore des individus travaillant pour d'autres, des forts sans besoins donnant leur fatigue à des besogneux sans forces.

— Il est vrai. Mais ce sera le dévouement du fort pour le faible, non plus l'exploitation du faible par le fort, comme aujourd'hui. Car le riche est un fort, remarquez-le : il a la propreté, l'hygiène, les soins, le repos, l'exercice, la campagne, l'instruction, les livres, les voyages, tout ce qui fait la force musculaire et intellectuelle. Le pauvre n'a rien de tout cela : c'est un faible. Donc, j'en reviens à la formule, que je maintiens bonne : produire selon sa force, consommer selon ses besoins. Tout de même, il y a des limites aux besoins : et quiconque en a par trop, devient un danger pour les autres. Je parle pour le temps présent, cela va de soi, car j'ignore si, plus tard, la consommation ne deviendra pas pour ainsi dire illimitée. Mais dans l'état actuel des choses, trop de besoins chez un individu correspond à trop de fatigues chez un autre. C'est pourquoi il me semble qu'il n'est pas bon, dans la société mal équilibrée où nous vivons, de trop consommer, de trop jouir.

— Bien que l'argent soit une fiction, et que les prix des objets ne rendent pas compte de leur valeur, cependant, en général, on peut dire que les objets les moins chers sont ceux qui ont nécessité le moins de travail. D'où, pour s'attribuer le moins possible du labeur d'autrui, comme vous le voulez, la nécessité de choisir les produits les moins chers. Et alors nous favorisons l'avilissement des salaires, nous encourageons l'industrie honteuse.

— Notre société est décidément bien mal faite, vous le voyez, puisque, quand nous voulons faire bien, elle nous fait faire mal. Elle donne raison aux gaspilleurs contre les économes. J'ai vu des dames à qui il fallait un chapeau nouveau toutes les semaines, parce qu'au bout de ce temps il leur déplaisait. Et je leur ai dit : « Mais c'est effrayant, une pareille consommation de chapeaux ! Vous ne réfléchissez donc pas aux malheureuses modistes condamnées à les fabriquer, ces chapeaux, et courbées tout le jour sur leur tâche pour satisfaire vos lubies ! Comment voudriez-vous qu'elles connussent le délassement, la bonne flânerie, la causerie sous la lampe, l'étude, la vie de famille ? Vous ne leur en laissez pas le temps. » Et elles m'ont répondu : « Êtes-vous bête ! Ça fait aller le commerce, ça fait gagner l'ouvrier. » Et elles avaient raison, c'est ce qui est le plus triste. Elles avaient raison : pour les sans-argent, c'est le travail forcé ou la mort. Éviter, grâce à une existence modeste, d'imposer des fatigues à nos semblables, devrait équivaloir pour eux à plus de loisirs, plus de repos, plus de promenade, plus de lecture, plus d'instruction. Eh bien ! non. Cela équivaut pour eux à moins de salaire, moins de nourriture, plus de privation, plus de malheur. Faire trimer les pauvres gens, c'est leur rendre un grand service; leur dire : « Reposez-vous », c'est les condamner à mort. Il faut leur prendre le plus

de fatigue possible, le plus de vie possible, il faut les exténuer, les tuer presque, — de peur qu'ils ne meurent tout à fait.

René Chaughi.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le camarade Nacht, détenu depuis cinq semaines dans la forteresse de Gibraltar, vient d'être remis en liberté.

Nous reviendrons sur cette affaire la semaine prochaine, lorsque nous aurons reçu des renseignements complémentaires.

L'arrestation de Nacht dans les conditions où elle a été opérée est un fait de plus à l'actif de l'arbitraire de la police internationale.

MOUVEMENT SOCIAL

Le gouvernement, ayant déclaré dissoutes certaines Congrégations, fait disperser leurs membres. Ils résistent, au moins pour la forme. Ils ont raison. Il est bien de résister à ce qu'on croit être mal. Ils invoquent la liberté. Ils ont encore raison. Il est toujours beau d'invoquer la liberté; il est bon de défendre la sienne et de n'attenter point à celle des autres. J'approuve les moines et leurs partisans réclamant le droit de vivre à leur guise — car moi aussi je veux vivre à ma guise; — mais je remarque qu'ils n'ont jamais respecté ce droit chez autrui, à moins d'y être contraints, et que le cri de « Vive la liberté » est tout nouveau dans leur bouche. Ils ne le font entendre que depuis qu'ils ont cessé d'être les plus forts. Ce cri ne serait-il que le cri des faibles? Il est certain que dès qu'on a la force, on a la liberté. Acquérons donc la force.

Les moines voient se lever autour d'eux, pour les défendre, des armées d'enthousiastes. Cela est triste. Il est triste que les foules se mutinent pour les choses du passé, presque jamais pour celles de l'avenir. C'est là qu'est le danger, dans l'âme de la foule, bien plus que dans les richesses des Congrégations. C'est elle qu'il faut instruire. Remarquons que les défenseurs des moines sont, pour la plus grande partie, quoi? des paysans et des femmes, — c'est-à-dire des ignorants. Conclusion : il faut s'instruire, il faut éveiller chez les autres le désir de s'instruire. Instruire, instruire, instruire.

Voulez-vous vraiment en finir avec le cléricalisme, ô gouvernants démocrates? Donnez l'instruction à tous. Je dis la vraie instruction, celle des savants, non pas la vôtre. Mais il serait peut-être plus sage de ne pas compter sur vous.

Contre les paysans, les femmes, les aristocrates, le gouvernement mobilise des régiments. Les officiers obéissent à contre-cœur. Quelques-uns démissionnent; d'autres refusent d'obtempérer à l'autorité civile. Ils ont raison. Obéir à autre chose qu'à sa conscience est toujours une vilaine action. Mais pourquoi alors ont-ils fait vœu d'obéissance, et passive encore? Car le militaire, ami du moine, fait vœu d'obéissance ainsi que lui. Ils se plaignent qu'on leur fasse faire un sale métier. Ils ont cent fois raison. Mais pourquoi l'ont-ils choisi, ce métier?

De plus en plus se manifeste cette vérité que l'armée n'est autre chose qu'un outil de contrainte dans la main du gouvernement, lequel travaille sous l'œil — et presque toujours pour le compte — des castes riches et puissantes. Ceux qui s'étaient faits soldats dans l'idée d'une haute mission à remplir, se sont bien trompés. C'est toujours contre leurs propres concitoyens qu'on les emploie : hier contre les grévistes, aujourd'hui contre les moines, demain encore contre les grévistes. Ils ne sont que des gendarmes, des policiers habillés différemment, des argousins délégués au crochetage des portes et à l'assommade des citoyens raisonneurs. Messieurs les officiers font les dégoûtés quand on leur dit d'expulser des moines; mais lorsqu'il s'agit d'égorger des socialistes, ils ne trouvent plus rien de sale dans leur métier.

La liberté est une belle chose, parce que tout le monde en a besoin. J'espère qu'on s'en apercevra de plus en plus, que les gouvernants finiront par comprendre qu'ils n'ont pas le droit d'empêcher les individus de vivre comme ils l'entendent, — les gens religieux qu'ils n'ont pas le droit d'imposer leurs croyances à quiconque, fût-ce à leurs enfants, — les militaires pas le droit d'ordonner à leurs subalternes des choses contraires à leur raison, ni celui d'aller planter son sabre dans la figure de qui que ce soit. La liberté est une belle chose, mais il ne suffit pas de la réclamer pour soi, il faut la reconnaître chez les autres.

R. C.

⁂

Mouvement ouvrier. — Il faut bien le dire, nous avons eu cette année un piteux Premier Mai. Par ci, par là quelques vagues réunions où, à peu près seuls, les militants se sont rendus, et c'est tout. C'est peu si l'on songe à ce que fut le 1er Mai il y a une dizaine d'années : chômage dans presque tous les bagnes capitalistes, manifestations dans les rues dans tous les centres ouvriers, etc., il en a été ainsi les premières années. Mais lorsque les politiciens du socialisme ont essayé de tirer profit de cette journée en la détournant de son but, en lui enlevant le caractère révolutionnaire, que dès les premières années, elle avait prise, c'en a été fini du 1er mai.

A la manifestation dans la rue a fait place la plate « délégation aux pouvoirs publics », la calme et digne ballade chère aux politiciens.

« Les délégations aux pouvoirs publics » n'intéressèrent plus la masse qui depuis longtemps sait à quoi s'en tenir et dans des villes où tous les travailleurs avaient chômé les premières années, il n'y eut bientôt plus rien, le travail reprit et les manifestations cessèrent.

Si le 1er Mai est mort l'on peut dire que ce sont les politiciens qui l'ont tué.

Les chefs du néo-socialisme se sont tenus à l'écart cette année, ni Millerand, ni Jaurès n'ont prêté leurs concours à la moindre réunion, c'était donc bien montrer leur désapprobation de toute manifestation si bénigne soit-elle.

Toutefois, si les politiciens se sont abstenus, les travailleurs économiquement organisés se sont souvenus et des réunions publiques ont eu lieu dans nombre de Bourses du travail et dans les centres industriels importants, mais il faut bien l'avouer sans que cela dépassât le cadre banal de manifestations « de principe ». Une seule manifestation un peu importante a eu lieu à Fourmies, où l'on inaugurait un semblant de monument aux victimes du 1er Mai 1891. Malheureusement, la manifestation là encore, a été accaparée par des politiciens qui ne crient bien fort actuellement que parce que ce n'est pas encore leur tour d'avoir accès au pouvoir, et si la fusillade de Fourmies leur a servi pour taper sur Millerand et sur les prétendus socialistes qui ont approuvé les plus récentes fusillades de Chalon et de la Martinique, rien ne fait prévoir, au contraire, que les Lafargue et autres n'agiront pas de même lorsqu'à leur tour ils auront « conquis le pouvoir ».

A l'étranger, la journée n'a guère été plus brillante; quelques réunions aussi dans les centres ouvriers, mais rien à signaler qui en vaille réellement la peine.

Le 1er Mai se meurt, tué par les politiciens, mais je suis convaincu qu'il ne disparaîtra pas à jamais de l'histoire du prolétariat. Un jour viendra, plus proche peut-être qu'on ne le pense, où les travailleurs redonneront à cette journée du 1er Mai son véritable caractère de manifestation internationale contre le capitalisme exploiteur.

Travaillons-y et attendons.

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — *Les Mineurs.* — Le 1er mai, à Grand-Croix, s'est ouvert dans la salle du Syndicat des mineurs, le congrès des syndicats ayant quitté la Fédération nationale.

Sont représentés les syndicats de : la Loire, de la Talaudière, la Ricamarie, Grand-Croix, Montceau-les-Mines, Brassac-les-Mines, Terrenoire et la Fédération du Pas-de-Calais.

Trois autres syndicats, quoique ne s'étant pas fait représenter, avaient moralement adhéré au Congrès. Ce sont les syndicats de : Decazeville, la Bombelle et Epinac. Un délégué de la Confédération du travail y assistait.

Il résulte donc que dans le bassin de la Loire plus de la moitié des mineurs étaient représentés à ce congrès. Je suis désagréablement surpris en y constatant l'abstention de ceux de Firminy.

Un projet de statuts pour la Fédération nationale sera présenté au Congrès de Carmaux. S'il est adopté, ce sera la débâcle pour les politiciens. On peut en juger par les articles suivants : Art. 13. — Dans les Congrès nationaux les votes seront émis au *prorata* des membres cotisants, à raison d'une voix de 1 à 500 cotisations versées au cours de l'exercice écoulé.

Art. 15. — Une Commission de Contrôle composée de 5 membres sera nommée par le Congrès pour s'assurer que les syndicats n'ont pas payé d'avantage de cotisations qu'ils n'en ont réellement perçues dans l'exercice écoulé.

Art. 16. — Nul ne pourra être délégué dans un Congrès s'il n'est syndiqué mineur ou similaire ou délégué mineur; *quiconque sera investi d'un mandat politique ne sera dans aucun cas admis au Congrès national des mineurs.*

Voilà qui ne fera pas la joie de Basly et consorts.

Galhauban.

⁂

Lens. — Vendredi 10 avril, les camarades Bachy et Broutchoux, de la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais comparaissaient devant le tribunal de simple police de Lens pour répondre du soi-disant délit de tapage nocturne.

Voici les faits. Les révolutionnaires de Lens avaient organisé un banquet à l'occasion de la Commune. Cette fête *socialiste* n'étant pas du goût du *socialiste* Basly, ce gouverneur de Lens avait refusé la permission de la nuit à l'établissement où le banquet eut lieu. A 11 heures, quatre sergots vinrent annoncer la retraite et les convives sortirent en criant : Vive la Commune! Voulant rentrer dans un concert, ils se trouvèrent nez à nez avec Basly qui en sortait et lui demandèrent pourquoi il leur avait refusé cette permission. L'ancien candidat de Rochefort répondit qu'il ne connaissait pas les communards, ni ceux qui voulaient rappeler leur souvenir, ce à quoi, les camarades répondirent qu'à la grève de 93, il les connaissait très bien, puisqu'ils avaient été congédiés et pourchassés à cause de lui.

A l'audience, Broutchoux dit que Basly doit être aussi poursuivi, car il a fait du tapage comme les délinquants, mais le juge n'est pas de son avis, car Bachy et Broutchoux sont condamnés chacun à *15 francs d'amende et 5 jours de prison*, chose qui ne s'est jamais vue pour un motif si futile. Comme Broutchoux, en se retirant, déclarait que cette condamnation ne l'empêcherait pas de répéter partout que Basly est un fumiste, le juge l'a fait arrêter sous prétexte que ces paroles étaient des outrages à magistrat et ne l'a relâché que trois heures après, en lui confisquant ses papiers qui furent envoyés au procureur et reproduits par le *Réveil du Nord*. Mystère!

Où sont les droits de l'homme et du citoyen? En vertu de quelle loi, un juge dépouille-t-il de ses papiers, un homme qui se défend à l'audience? La Ligue des droits de l'homme qui était si compétente pour les faux et les illégalités de l'affaire Dreyfus, doit aussi s'occuper de cette affaire-là.

Malgré cette inique condamnation, cette arbitraire arrestation et ce vol légal ou non, les camarades du bassin houiller lutteront courageusement pour faire disparaître les Basly, les juges et autres fétiches qui jouent et grugent le peuple.

Bientôt, un journal va paraître et ce sera l'évanouissement de ces infaillibles.

Groupe *La Révolte* de Lens.

Nouvelle-Calédonie.

... Il est admis, parmi la population pénale, qu'il ne faut aller à l'hôpital (du Marais) que si l'on n'est pas malade et que si l'on a quelques sous à manger. L'aumônier, les sœurs dites de charité, les argousins, commis et autres, sont les seuls qui s'engraissent à l'hôpital, et qui y font des économies.

On pourrait croire que la maladie étant une cause accidentelle, et souvent la suite du régime que subissent les condamnés, ou des accidents de travail, on suspendra momentanément le régime du bagne? Nullement. J'ai vu des moribonds avoir au pied la double chaîne et la barre de justice pour avoir fumé dans leur lit, puis, le cadavre parti à l'amphithéâtre, lui couper les pieds pour éviter de le déferrer.

Le docteur N... déclare cyniquement qu'il n'envoie les malades à l'hôpital que pour qu'ils y meurent. Je ne doute pas qu'il soit décoré un jour, comme son collègue P... qui disait aux médecins placés sous ses ordres : « Messieurs, ici le mot humanité doit être rayé de votre dictionnaire. » Ce fut celui qui réalisa les plus grandes économies sur l'hôpital. Le fossoyeur seul dut être gratifié supplémentairement pour travaux exceptionnels. Il eut

une grande réputation auprès de l'administration...

... Il y a, aux îles Bèlep, un sanatorium pour les lépreux.

Nous venons de subir une sécheresse où il était malheureux de voir ces pauvres déshérités haletant après un peu d'eau, enfreignant leurs limites pour s'en procurer, priant, menaçant même, pendant qu'un chargé des travaux fait des conduites en planches, brique et ciment pour amener l'eau dans son jardin ou dans la baignoire cimentée où il mène baigner ses chiens.

Avec l'éloignement du chef-lieu, il devait se produire ce qui arrive toujours en pareil cas : plus mal soignés, plus mal nourris, et hors de portée de se plaindre. J'ai vu augmenter le contingent de ces pauvres diables, sans que l'on ait augmenté les locaux. On les jette là, sur la grève, et débrouillez-vous. Il faut faire des gourbis, le bois est à 5 kilom. dans la montagne, la paille est aussi loin. Parmi les arrivants il y en a qui ne peuvent pas marcher, d'autres dont les mains sont en lambeaux ; comment feront-ils ? Qu'ils se débrouillent. On ne leur donne ni pointes ni outils. C'est avec leurs vivres qu'ils doivent payer les petits services qu'ils réclament.

Les plus malades, seuls, abandonnés ou à peu près par leurs camarades de misères, ne pouvant ni faire leur cuisine ni leur blanchissage, en arrivent à être obligés de payer leurs camarades pour qu'ils cuisent leurs aliments, et qu'ils lavent leur linge. Ce payement se fait avec le vin, le lait, etc..., et la situation est telle que cinq meurent de faim. Si c'est un bien que chaque groupe touche ses vivres crus et les cuisines à son goût, il est élémentaire qu'il y ait au moins une cuisine commune pour ceux qui se trouvent dans l'impossibilité de le faire.

Joignez à cela des agents de l'administration qui prélèvent le meilleur pour eux, les chiens et leurs basses-cours, et qui ont ordre de faire encore des économies.

A..., a obtenu une seringue, voici comment. Le docteur L., qui aime son art et qui est plein d'humanité (alors lisez : mal vu de l'administration), lui a dit : « La direction ne vous en enverra pas ; puisque vous avez du pécule, faites une demande d'en acheter une sur votre masse ; j'appuierai la demande. » Combien de fois ce docteur donna-t-il de sa poche pour secourir des malades gravement compromis ! On cherche à le ridiculiser en l'appelant le philanthrope. Il est décoré aussi : il doit rougir qu'on ne le confonde avec le docteur P...

K.

Angleterre.

M. Abott et sa femme, réduits à une atroce misère, résolurent de mettre fin à leurs jours par le poison. Mme Abott avait succombé lorsque des voisins s'aperçurent de l'empoisonnement, mais le mari put être sauvé. C'est ce malheureux que la Cour centrale criminelle de Londres vient de condamner à mort, comme coupable... de meurtre ! Le jury recommande — est-ce possible ? — une commutation de peine. Si M. Abott n'était pas une victime de la misère, le coroner aurait certainement ajouté à la mention du suicide le mot : *insane* (dément), et alors M. Abott évitait de passer en cour criminelle.

⁂

La « London and Globe Company », après avoir manié deux ou trois *cents millions*, soit une somme représentant le quadruple de ses propres capitaux, est en faillite ; son directeur, M. Whittaker Wright, est accusé d'avoir publié de faux bilans. Jusqu'à présent, il n'est pas poursuivi et pour cause, il compte des personnages illustres parmi ses clients et amis. A la *Chambre*, M. Balfour a osé déclarer que la loi ne pouvait être appliquée au directeur de la « London and Globe Company ». Des tentatives pour intenter un procès au directeur sont bien faites par les dépouillés, mais avant de pouvoir commencer une action judiciaire, il faut d'abord réunir une somme considérable pour couvrir les premiers frais — la justice, on le sait, coûte gros — et jusqu'à présent, 31.500 francs seulement ont pu être réunis. De cette manière et grâce aux politiciens qui soutiennent le sieur Whittaker Wright, celui-ci a beaucoup de chances de se tirer d'affaire.

Suisse.

Vaud. — Un charretier de Lausanne, Gaumaz, de Berne, âgé de 34 ans, avait été arrêté sous l'inculpation d'escroquerie au préjudice de son employeur. Il aurait détourné quelques kilos d'avoine. Le prévenu était en prison depuis une vingtaine de jours et devait comparaître mardi à 10 heures devant le tribunal, mais lorsque les hirondelles de potence vinrent le chercher, Gaumaz fut trouvé pendu dans sa cellule ; c'est à l'aide de son linge de toilette fixé à un barreau de la fenêtre, que le prisonnier a pu s'étrangler.

Le non-lieu Eiffel, très choyé dans le canton de Vaud, n'a pas à redouter l'incarcération, on la réserve pour les déshérités soupçonnés d'avoir dérobé un sachet d'avoine. Rien d'étonnant que dans son désespoir le malheureux Gaumaz ait voulu en finir avec la vie.

⁂

Les tailleurs de Lausanne sont en grève depuis le commencement d'avril ; ils exigent que chaque patron tailleur installe un atelier suffisant pour que tous ses ouvriers puissent travailler ensemble et ils réclament pour ceux qui préféreraient travailler ailleurs une indemnité modérée.

Les ouvriers sont organisés : l'un d'eux, relayé d'heure en heure, surveille chaque boutique de tailleur et parfois tâche d'obtenir des renseignements des commissionnaires qui entrent et qui sortent de chez le tailleur.

⁂

Genève. — Le charretier d'un fermier du Petit Saconnex s'étant approprié une des abondantes saucisses garnissant la cave de son patron, celui-ci fit arrêter son ouvrier qui, dans la prison où il est enfermé, doit regretter de ne pas avoir imité Moïse Vautier, conseiller d'État et tant d'autres, qui impunément ne se sont pas contentés d'une saucisse de dix sous.

Les dépositaires du Crédit foncier Suisse en savent quelque chose.

⁂

Le *Peuple de Genève*, avec preuves à l'appui, cite un cas d'exploitation qui malheureusement est loin d'être isolé. Une maison de Genève racole des ouvrières par le moyen d'annonces parues dans la *Tribune*, et exige de ces malheureuses un travail journalier qui donne un gain de soixante centimes. Le travail consiste à faire des boutonnières, et à coudre des boutons à des pantalons. Le *Peuple*, qui connaît les noms des exploiteurs, rendrait service en les publiant.

République Argentine

Le Boycottage

Ce qui se passe actuellement dans la République Argentine, est affreux. La réaction gouvernementale et policière, qui a suivi le grand mouvement de grève générale déclaré par 100.000 travailleurs environ, bien loin de s'atténuer, assume de plus en plus des proportions immenses et un caractère sauvage.

La liberté des citoyens, la liberté de parole, de presse, en un mot, les *droits* les plus élémentaires sanctionnés dans la charte constitutionnelle, sont à la merci de la police et du Pouvoir Exécutif. Parler d'organisation, de revendications ouvrières, de propagation d'idées, est un crime. Les associations prolétariennes sont toujours prises d'assaut, les meilleurs propagandistes surveillés, emprisonnés, expulsés en faveur de la fameuse *loi de résidence* ; les journaux indépendants séquestrés, la correspondance violée, toute garantie de vie et de liberté supprimée.

Tout est soumis au domaine du maüser et du machek (fouet). Toute protestation est vaine, ainsi que toute plainte légale et intervention de personnes influentes.

Dans les villes principales, telles que Buenos-Ayres, Rosario, Santé Fé, Bahia Blanca, Cordova, La Plata, Mendoza, la famine est terrible : dans les campagnes on meurt partout de faim. Les milliers d'émigrants qui arrivent de toute part, sont exposés aux plus rudes souffrances. L'industrie et l'agriculture paralysées dans toute la République, ce qui rend l'existence absolument impossible. Il n'y a pas de travail, il n'y a pas de pain, il n'y a pas de liberté, excepté celle de crever de misère.

A tout cela, unissez l'exploitation honteuse, excessive d'un capitalisme qui dévore complètement toutes les ressources nationales, les voleries et les chantages gouvernementaux, les criantes iniquités perpétrées par une police atroce, mille fois infâme, et vous aurez une idée de cette république.

Il faut remarquer aussi que tout ce que je dis n'est qu'une partie de la vérité : on ne peut pas la dire tout entière pour n'être pas accusé d'exagération.

C'est pire ici que dans la Russie czarienne. Abdul-Hamid, lui-même, est un être moral en comparaison des monstrueux bandits qui sont au pouvoir, uniquement pour ravager, désoler et dévorer la nation.

Malgré cela, il y a des missionnaires chargés par le gouvernement et par la bourgeoisie *criolla* de chanter en Europe le prestige de l'Argentine, en décrivant celle-ci comme un paradis terrestre, afin d'y attirer de nouveaux émigrants.

Eh bien ! ces lâches et perfides mentent et il faut le dire hautement.

A l'œuvre camarades ! A l'œuvre, amis, connus et inconnus de tous pays et de toutes les localités ! Répétez le cri d'exécration qui sort de notre poitrine contre nos dirigeants. Faites savoir aux émigrants ce qui se passe dans cette terre de misère et de honte, d'infamie et d'opprobre et dites-leur de se suicider plutôt que de venir ici.

Dites-leur qu'ici il n'y a de vie, de liberté, de grandeur que pour les fripons, les voleurs, les tyrans qui sont au pouvoir. Dites-leur bien de ne pas accepter d'engagement pour l'Argentine.

Faites que notre voix arrive jusqu'à eux, dans les campagnes, ainsi que dans les centres industriels.

En outre, il est nécessaire que la campagne commencée contre la coalition capitaliste gouvernementale de ce pays, s'étende partout avec la plus grande efficacité possible au moyen du boycottage.

A cet effet, nous avons constitué ici un Comité de propagande antiargentin, dont le premier travail a été de rédiger une circulaire à toutes les sociétés ouvrières du Sud-Amérique, afin qu'elles aident à mener à bien cette entreprise. Dans quelques jours, un manifeste écrit dans plusieurs langues sera adressé à tout le prolétariat international, et particulièrement à toutes les organisations ouvrières du monde entier, dans le but de solliciter leur coopération et les inviter à boycotter la République Argentine en ce qui concerne l'émigration.

Ce sera une campagne internationale, formidable, qui aurait la suprême vertu d'humilier devant le monde civilisé l'orgueil d'une bourgeoisie cruelle et sauvage, et de donner une grande victoire au prolétariat.

A l'œuvre, camarades ! Que nos périodiques et nos orateurs fassent leur devoir. Il ne s'agit pas d'une agitation momentanée, mais d'une agitation suivie et constante.

Etats-Unis.

La *Presse* de Montréal (Canada), dans son numéro du 7 janvier, donne une statistique des gros salaires touchés par les principaux officiers des grandes Compagnies de chemins de fer et des banques importantes des Etats-Unis.

Le président du Trust de l'Acier reçoit 100.000 dollars par an ; une cinquantaine d'administrateurs et d'ingénieurs ont de 10.000 à 20.000 dollars ; 200 employés ont de 5.000 à 10.000, et 1.500 autres de 2.500 à 5.000.

Le président du chemin de fer de Pensylvanie reçoit 75.000 dollars. Celui du chemin de fer de l'Erié, 50.000. L'administrateur de la Compagnie Lackawanna, 50.000. Le président du Southern Railway, 50.000. Le président de l'Atchison, Topeka et Santa-Fé, 50.000. Celui du Chicago and North-Western Railway, 50.000. Celui du New-York Central, 50.000. Celui de l'American Locomotive Company, 100.000.

Le président de l'Union Pacific, 35.000. Ceux du Burlington Road et du Northern Pacific, 35.000. Celui de la Northern Securities, 50.000. Celui du Chicago and Great Western, 35.000, etc...

A noter que plusieurs d'entre eux touchent plusieurs salaires des diverses Compagnies qu'ils dirigent en même temps.

50.000 dollars est le plus haut salaire accordé à certains présidents de banques ; mais ces salaires réguliers ne représentent souvent qu'une petite partie de leurs revenus, car ils sont fréquemment appelés à remplir des fonctions de confiance qui leur coûtent peu de travail mais leur rapportent de beaux bénéfices. Ils sont généralement si riches que les 20.000 ou 30.000 dollars qu'ils reçoivent leur semblent une faible rémunération.

Nous rappelons qu'il s'agit de dollars ; c'est-à-dire qu'il faut multiplier ces chiffres par 5 pour avoir leur valeur en francs. Ainsi c'est 500.000 francs que touchent, par année, le président de l'American Locomotive Cie et celui du Trust de l'Acier.

Nous demandons si ce demi-million annuel représente bien le travail fourni et les services rendus par l'homme qui le touche, et s'il y a une juste

balance entre ce demi-million et les quelques centaines de francs accordés à ouvrier de la même industrie?

..

Le 12 de ce mois, il y avait meeting des *Central Trades and Labor Union*, et l'une des questions importantes de la réunion avait trait à la revision des « statuts. »

Tout en restant parlementaires, un petit nombre s'était déjà opposé à ce que l'action politique, pénètre dans l'organisation.

Il y a deux ans, lors des élections, nous fûmes dix-huit contre soixante dix-sept qui voulions exclure les politiciens. Depuis, il y a eu progrès. A la proposition qu'aucun candidat électoral ne puisse être délégué aux *C. T. L. U.* quelques discours furent prononcés. Un entre autres, d'un ancien sénateur, qui a dit: « Cet ensemble de délégués n'a pas plus le « droit d'abuser du temps de l'un ou de plusieurs « de ses membres à parler de politique qu'à les « entretenir de religion. Formez un parti, qui dé- « fende vraiment les intérêts des travailleurs et je « serai avec vous. Ici, il y a place pour tous les « partis, mais il n'y a d'intérêt que pour la classe « ouvrière, conséquemment je suis en faveur de la « proposition qui est de supprimer toute discussion « politique, ou de ne soutenir aucun parti quel qu'il « soit ou de quelque façon qu'il se nomme. »

Camarades! J'ai l'espoir que vous comprendrez l'importance qu'il y a pour nous à nous maintenir tout à fait en dehors de toute politique et que vous ne laisserez pas passer l'occasion de montrer que vous agissez de votre propre initiative, sans attendre le mot d'ordre de vos chefs.

Un socialiste nouvelle méthode a répondu avec tout son venin contre les anarchistes, ajoutant que l'ancienne loi, excluant les républicains et les démocrates, était plus que suffisante.

J'allais avoir la parole lorsqu'un autre socialiste demanda le vote sur la question, ce qui fut accordé et voté immédiatement.

Eh bien! au lieu de dix-huit contre soixante-dix-huit, nous eûmes soixante-huit voix contre cinquante-une; mais comme pour amender la constitution il faut les deux tiers de l'ensemble présent, les deux choses en sont restées là.

Cela ne montre pas que l'éducation de nos amis socialistes ait fait beaucoup de progrès depuis deux ans. Cependant un pas a été fait. La décision suivante a été prise à une forte majorité.

« *Sera inéligible comme délégué aux C. T. L. U., quiconque tient une place politique ou professe le métier d'avocat.* »

Si notre assiette au beurre touche bientôt son but, il sera forcé de résilier sa délégation et alors, que vont faire les deux quarterons de moutons de Panurge qui attendent de le voir se lever pour voter pour ou contre? J'en ai entendu qui ne savaient pas pourquoi ils avaient voté.

On est effrayé quand on pense que c'est là que se réunit l'élite intellectuelle des corps de métiers.

A. L.

AUX CAMARADES

Couturier dont nous avons annoncé la fin prématurée dans notre dernier numéro, est mort sans avoir pu réaliser l'idée qui le hantait depuis longtemps. Voilà plus de quatre ans qu'il me parla de son projet de publier, en album, une suite de dessins sur le militarisme. Je crois même qu'il devait avoir fait faire quelques clichés.

Depuis, à plusieurs reprises, il me fit part de diverses combinaisons, mais dont aucune n'aboutit. Pas moyen de trouver un éditeur; pas d'argent pour le faire nous-mêmes.

Peut-être, parmi ceux qui l'ont connu, pourrait-il se former un groupe pour élever à l'ami, ce monument à sa mémoire, en réalisant le projet qui lui était cher.

J. Grave.

Les obsèques civiles de notre camarade Albert Bloch ont eu lieu dimanche au cimetière Montparnasse. Un grand nombre d'amis ont tenu à accompagner le dévoué conférencier jusqu'à sa dernière demeure. En quelques paroles émues, le camarade Murmain a retracé la vie d'Albert Bloch, qui, sans trêve, se mettait à la disposition des groupes et U. P. qui faisaient appel à son savoir. Tous ceux qui l'ont connu savent qu'ils perdent en lui un ami sincère et un ardent propagandiste des conceptions libertaires.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Ligue internationale antimilitariste. — Appel!

Après le colonel Saint-Rémy et le commandant Ladurie, le colonel de Coubertin, les lieutenants Portier et Lestapis, refusent à leur tour obéissance à des ordres qui choquent leurs sentiments.

Ils ont raison et il est bon de voir, pour quelque cause que ce soit, l'homme reparaître sous le soudard, la conscience dominer la soumission passive. Mais il n'est pas inutile de rappeler que ces hommes sont entrés de leur seule volonté dans la vie militaire dont ils connaissaient et acceptaient librement les règles.

A vous soldats de dire si vous ferez la besogne des gouvernements contre le peuple en grève ou en révolte!

A vous conscrits de savoir si, trompés par les mensonges officiels et contraints par la force, vous voudrez encore, sous le couvert de Défense Nationale, faire ce métier de basse police, être soldats.

A nous, camarades de nous souvenir enfin de nos frères, Delsol, Grasselin, Lefèvre, emprisonnés, les deux premiers, pour au nom de leur conscience avoir refusé de toucher aux instruments du meurtre, le troisième pour avoir pensé différemment de son colonel comme tant d'officiers pensent différemment de ceux qui les paient.

Camarades, libérons les nôtres.

.·.

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Les camarades sont avertis que les prêts de livres sont suspendus jusqu'au mois d'octobre: nous prions en même temps ceux qui ont souscrit à la brochure de bien vouloir patienter encore un peu.

Dimanche 24 mai, ballade de propagande à Brévannes.

.·.

Ligue internationale antimilitariste (19e section). — Dimanche 10 mai, excursion, organisée par la section aux bois de Chaville. Rendez-vous au Pont-Royal, à 9 h. 1/2 du matin. Départ à 10 heures précises. Déjeuner sur l'herbe: causerie par Albin Villeval; promenade en forêt. Retour à Paris vers 5 h. 1/2. Les dames et leurs enfants sont spécialement invités.

Bibliothèque communiste du 19e arrondissement, Les Libertaires d'Aubervilliers et des Quatre-Chemins, Ligue antimilitariste (5e section), Jeunesse socialiste révolutionnaire, Lyre sociale. — Les membres de ces groupes assisteront à cette ballade.

.·.

Les Amis du bonheur. — Vendredi 8 mai, à 8 h. 3/4 précises, salle Leduc, 31, rue Jean-Jacques-Rousseau, conférences par E. Janvion sur: Le socialisme à travers les âges.

Tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales sont invités à cette conférence.

.·.

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 11 courant, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare.

Fête familiale samedi 16 mai.

.·.

Causeries populaires du XIe, salle Vermillet, 11, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 6 mai, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal. Sujet: *Une conférence inédite d'Albert Bloch.* Lecture et commentaires.

.·.

L'Enseignement mutuel et l'évolution (propagande positiviste), Universités populaires du XVIIIe arrondissement, 41, rue de la Chapelle:

Samedi 9 mai. — Soirée musicale: L'opéra romantique (Méhul, Weber). — Causerie par M. Landormy, et auditions.

Mercredi 13. — Laisant: Les fables.

Samedi 16. — Dr Iscovisco: L'évolution de la société.

.·.

L'Aube Sociale, 65, rue Gauthey, à 8 h. 1/2:

Vendredi 8 mai. — J. Péladan: l'Art Contemporain.

Mardi 12. — Réunion du Conseil d'administration.

Vendredi 15. — Pozercki: Les Microbes.

.·.

Les Iconoclastes. — Lundi 11 mai, à 8 h. 3/4, au siège du Groupe, 123, rue Clignancourt, causerie par le camarade Libertad sur: la Politique, avec discussion entre les camarades.

.·.

Conférences par le camarade C. Papillon:

Samedi 9 mai, à l'*Emancipation* de Vincennes, 14, rue Charles-Marinier.

Mardi 12 mai, à la *Fondation Universitaire*, 19, rue de Belleville.

Jeudi 14 mai, à *Voltaire*, 5, cité d'Angoulême.

Sujet traité: Une tentative de pratique du communisme: La colonie libertaire de Vaux (Aisne).

.·.

Pré-Saint-Gervais. — Les camarades se réunissent samedi soir 9 mai, à 8 h. 1/2, chez Lisio, 38, rue Charles-Nortier.

Causerie par un camarade.

.·.

Lyon. — Dimanche 10 mai, à 8 h. 1/2 du soir, une réunion familiale privée est organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

Une causerie sera faite sur les idées anarchistes et sur les moyens de propagande.

La soirée se terminera par des distractions diverses.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

Dans les bas-fonds, par Maxime Gorky, pièce en quatre actes, traduction de E. Séménoff; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 26, rue de Condé, Paris.

Origen del Cristianismo, segundo libro de lectura; 1 vol., publicaciones de la *Escuela Moderna*, Calle de Bailén, 70, Barcelone (Espagne).

Les papeteries à la cuve d'Arches et d'Archettes, par Henri Onfroy; publication n° 4, avril 1903, du *Musée Social*, A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris.

Les affaires sont les affaires, comédie en trois actes, par Octave Mirbeau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.

PETITE CORRESPONDANCE

C. H., à Beckeren. — Je fais part du prix offert au détenteur de la collection.

Edénmés. — Notre supplément est surtout fait pour reproduire des aveux bourgeois. Lorsque, par exception on met un article inédit, il faut qu'il soit irréprochable. Bon pour le reste et merci.

Prost pourrait-il passer au bureau du journal?

D., à Tilh. — 5 fr. 10 net, port compris.

Causeries populaires du XIe. — Convocation trop tard.

Groupe Germinal, Lyon. — Nous avons publié un article sur cette affaire dans le dernier numéro. Envoyez-nous du nouveau.

J. B., à Montceau. — Flor O'Squarr était un correspondant du *Figaro* à Londres, c'est tout ce que nous savons.

Montfouillou, à Lyon. J'ai égaré votre adresse; envoyez-la moi que j'expédie les invendus.

Reçu pour le journal: Rivière, 1 fr. — Merci.

B., à Saint-Amand — J., à Saint-Amand. — G., à Nieulle-sur-Sendre. — M., à Bruxelles. — B., à Genève. — G., à Saint-Mitres. — M., à Anvers. — G. F., à Amsterdam. — B. M., à Rodez. — L., à Turin. — K., à Genève. — R., à Saint-Louis. — W., à New-York. — C., à Chateldon. — S., à Lisbonne. — B., à Rouesse-Fontaine. — M., à Dôle. — B., à Lens. — R., à Mourmelon. — L., à Cuisset. — L., au Havre. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. Grave.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 3[illegible] DIX CENTIMES DU 16 AU 22 MAI 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

Les camarades de Paris et de la Province peuvent trouver le journal chez tous les dépositaires de la Maison Hachette ainsi que dans toutes les gares.

Que les camarades insistent pour l'avoir, c'est un moyen de développer la vente.

CAUSES ET EFFETS

Chaque fois que, avec les politiciens, on discute vote, conquête des pouvoirs publics, et autres fariboles, il est un argument qu'ils s'empressent de nous servir : « N'empêche, disent-ils, qu'avec un gouvernement libéral vous avez les coudées franches pour propager votre idéal, tandis qu'un gouvernement rétrograde peut vous condamner au silence. »

Il n'y a pas longtemps, le *Peuple* de Bruxelles me le servait sous cette forme : « La forme de gouvernement n'est pas indifférente, car, en France, avec un gouvernement républicain vous pouvez propager vos idées anarchistes, publier les *Temps Nouveaux*, tandis que si vous aviez, comme en Russie, un gouvernement autocrate, celui-ci aurait vite fait de vous envoyer en Sibérie réfléchir sur la nécessité d'avoir quelques libertés politiques ! »

Et l'argument porte toujours ; car, en apparence, il est tout à fait irréfutable. Ce n'est qu'avec un gouvernement tolérant que l'on possède quelques libertés.

Lorsque l'argument me fut servi pour la première fois, j'avais trop de preuves que la forme de gouvernement est indifférente à l'évolution des idées, pour que ma conviction en fût ébranlée ; mais j'étais fort embarrassé pour y répondre directement.

Evidemment, j'aurais pu répondre qu'aucun gouvernement n'a jamais réussi à empêcher les individus de penser, et même d'émettre leurs critiques, — brutalement, ou sous le couvert de l'apologue ou de l'allégorie, qu'importe ? — Que tout l'autocratisme du tsar n'empêche nullement les idées de révolte de se produire en Russie comme partout ailleurs. Et si d'aucuns sont forcés d'avoir recours à l'imprimerie clandestine, Tolstoï et Gorki, en revanche, jouissent plus ou moins de la tolérance légale. Que ceux qui militent ainsi risquent davantage qu'en France, d'accord, mais cela n'arrête nullement l'évolution. Un tantinet de répression ici aiderait peut-être au mouvement, en l'aérant.

Mais l'argument ne vaut que pour ce qu'il vaut. Il n'est pas sans objection. Et l'on comprend très bien qu'il se trouve des individus désireux de pouvoir écrire ce qu'ils pensent, sans risquer la déportation. Ce n'est pas là la réponse.

*
* *

De fait, certains gouvernements peuvent valoir mieux que d'autres ; mais cela dépend surtout de la valeur morale de ceux qui en font partie, et est parfaitement indépendant de l'étiquette politique dont ils s'affublent.

Nous voyons des royautés être plus libérales que certaines républiques ; des conservateurs être plus honnêtes que tels socialistes au révolutionnarisme le plus farouche : cela n'a rien à voir avec la façon dont se recrute le personnel gouvernemental. En France, des radicaux et des socialistes ont voté les pires lois de réaction, et certains conservateurs n'ont pas craint de les combattre en les stigmatisant du nom de « scélérates » qu'elles méritaient. La forme politique du gouvernement n'a donc bien rien à voir avec la façon dont il est exercé.

L'argument des partisans de la participation au pouvoir se trouve donc un peu entamé, et lorsqu'on serre les faits d'un peu plus près, il est complètement mis en pièces, car on découvre alors que le semblant de logique qu'il comporte n'a de poids que parce qu'*il prend l'effet* pour la cause.

Le plus ou moins de libertés que l'on possède ne dépend pas du gouvernement qui vous les rogne. Tout au contraire, on n'a de gouvernement que ce qui a été rendu possible par l'exercice des libertés dont les peuples ont su se rendre maîtres.

*
* *

C'est parce que, au temps de la royauté la plus absolue, il y eut des gens qui surent ne pas se contenter des libertés *octroyées*, ne se préoccupant des lois existantes que pour les tourner ou les violer, que le pouvoir absolu, un jour, en conflit avec un nouvel état d'esprit, se trouva raccourci sans jamais pouvoir retrouver sa puissance. C'est parce qu'il y eut autrefois des gens qui risquèrent leur vie et leur liberté pour dire tout haut ce que le vulgaire pensait tout bas, que nous pouvons, aujourd'hui, énoncer les idées les plus hardies sans risquer trop de dangers.

*
* *

Si la Russie en est encore à l'autocratisme, c'est que son évolution ayant commencé plus tard, elle en est seulement où nous en étions il y a un siècle. Il faut que le peuple russe conquière les libertés dont *il sent le besoin*, et qu'aucun gouvernement ne lui donnera, tant qu'il ne saura pas les lui arracher.

Et c'est pour cela qu'il faut qu'il y ait des novateurs, ne craignant pas de payer de leur personne, pour lui apprendre que l'on n'obtient que ce que l'on sait prendre.

Et, lorsqu'un jour, ils pourront dire, écrire ou agir selon ce qu'ils pensent, sans risquer d'être pendus ou envoyés en Sibérie, ça sera parce qu'ils auront lutté et payé pour avoir cette liberté. Sans doute, alors, auront-ils aussi un gouvernement plus libéral, mais ça sera par-dessus le marché.

Et lorsque ceux qui nous suivront, pourront un jour évoluer librement, avec très peu de gouvernement, ça ne sera pas parce qu'ils auront peu de gouvernement qu'ils agiront en toute liberté, ça sera parce que ceux qui les précédèrent, ne s'occupèrent du gouvernement que pour le combattre. Et eux-mêmes prépareront la venue de ceux qui pourront vivre sans gouvernement du tout.

J. GRAVE.

Erratum. — Au numéro précédent (art. *La Fatigue humaine*), page 1, col. 3, ligne 42, après « *nous encourageons l'industrie honteuse* », lire : « *des ouvroirs et des prisons* ».

DÉTERMINISME ET CHATIMENT

La justice sociale est indispensable, disent les conservateurs de l'ordre actuel. La nécessité de cette ordure est soutenue par diverses théories.

L'une, celle que les masses admettent sans réflexion, est que *toute faute mérite châtiment* (1). La peine infligée au coupable est une réelle punition, qui, faite, doit réparer le crime commis ; c'est en quelque sorte l'expiation de la faute.

Mais cette opinion simpliste ne prévaut plus dans les milieux pensants. Les économistes bourgeois ne peuvent plus affirmer qu'un homme a le droit de *punir* un autre homme ; c'est pourquoi ils ont inventé *le droit de défense de la société* : le châtiment souffert par quelques-uns est un exemple salutaire donné à ceux qui seraient tentés de les imiter.

D'aucuns même, professant la doctrine déterministe, trouvent le système vindicatif excellent, et le voudraient même plus répressif encore.

Ils s'appuient sur ce raisonnement : puisque l'homme est déterminé, la crainte du châtiment, et d'un châtiment terrible, sera une forte cause déterminante pour pousser les hommes à faire le bien. Et tout le monde de répéter comme un seul homme : Que deviendrions-nous sans les tribunaux, les prisons, la guillotine, etc. ?

Cette crainte du châtiment semble la seule chose qui entretienne la moralité. Certains prétendent même que, dans une société communiste, il faudrait encore des juges !

Je prétends au contraire que l'institution de la justice est l'aliment du mal.

Je suis déterministe, et c'est précisément pour cela que je trouve l'appareil répressif absurde et terriblement néfaste. Je me place surtout au point de vue moral et non sur le terrain social où le système est inhérent à l'état actuel.

J'accorde que la crainte du châtiment puisse, dans certains cas, empêcher une faute ou toute action réputée telle (il est incontestable que c'est la crainte de Biribi qui empêche le soldat de souffleter la brute qui l'insulte) ; mais ce *rôle* du châtiment est bien minime, et au point de vue moral il est néfaste.

Il est peu de criminels qui, avant leur crime, songent à la peine que leur infligera la *société*. Et, d'autre part, se dresse une *terrible influence* par

(1) Remarquons aussi que l'on appelle faute ce qui est contraire aux idées de la majorité.

l'atmosphère criminelle que répand autour d'elle l'institution de la justice.

L'un des plus grands mobiles des actions humaines est la *sympathie*. Il existe un lien tellement puissant entre les hommes que toujours on est tenté de dire ce que l'on entend dire, de faire ce que l'on voit faire. C'est une espèce de communion intime qui est d'autant plus forte que les individus ont plus de rapports entre eux.

Cette loi de sympathie règle une foule d'actions humaines. On fait souvent ce que les autres font. On suit une foule qui se rend en masse en un endroit, sans savoir où l'on va, sans savoir pourquoi l'on va là. C'est ce même phénomène de sympathie qui produit dans la rue des attroupements de badauds qui se demandent pourquoi ils sont là; qui fait rire des personnes d'une chose qu'elles n'ont ni vue, ni entendue, simplement parce qu'elles voient les autres rire; qui, au théâtre, fait applaudir à propos de rien quand un loustic commence l'applaudissement, etc., etc.

On a vu des individus se pendre dans la même forêt, quelquefois au même arbre, où d'autres déjà s'étaient pendus; se noyer dans le même étang où d'autres déjà s'étaient noyés.

La vue d'un suicide suggère souvent l'idée du suicide.

De même la vue d'un crime engendre l'idée criminelle. Le soldat, sur le champ de bataille, tue parce qu'il voit les autres tuer, sans réflexion, sans avoir conscience de son acte. Il y a comme un vertige du meurtre qui s'empare de l'intellect de l'individu et qui le pousse, souvent irrésistiblement, à commettre le crime qu'il voit commettre.

* *

C'est l'institution de la justice qui répand dans l'humanité cette atmosphère de meurtre; ce sont les journaux qui, par leurs comptes rendus détaillés des crimes, entretiennent dans l'esprit de leurs lecteurs la folie homicide, les haines, les terreurs, c'est-à-dire toutes les causes déterminantes du meurtre.

Le mal qu'elle fait est immense, en comparaison du bien qu'elle peut *déterminer*; sa destruction ne peut avoir que des avantages, en supprimant l'immense publicité donnée au crime par le journal, le tribunal, la prison, le bagne, etc.; ces institutions répandent le virus du mal sur l'humanité.

Il est épouvantable de songer à l'horreur des châtiments quand on pense à leur inefficacité, à leur effet nuisible; c'est pourquoi nous n'en voulons plus; et nous prétendons instaurer notre société future sans lois, sans magistratures, sans bagnes et sans prisons.

GEORGES ÉDÉANÈS.

MOUVEMENT SOCIAL

Les personnes qui vantent les beautés de la société actuelle, et en particulier les vertus du régime républicain, devraient bien nous donner leur avis sur ce qui vient de se passer à Rennes.

Les ouvriers et ouvrières brossiers de cette ville se sont trouvés, à la suite d'une grève, dans un état de profonde misère. C'est au point que des femmes et des jeunes filles, n'ayant plus d'abri, furent réduites à passer la nuit dans les corridors des maisons, quelques-unes même dans la rue.

Pour leur porter secours, que fit-on? C'est bien simple. On les déclara en état de vagabondage, on les arrêta, on les conduisit au dispensaire et on leur fit subir la visite.

Voilà.

On nous dit bien que le médecin chargé de procéder à cette visite, était indigné: mais on ne nous dit pas qu'il ait refusé de le faire. On nous dit bien que toute la population était indignée: mais on ne nous dit pas qu'aucune des autorités responsables, aucun policier, haut ou bas, ait reçu la correction à laquelle il avait pleinement droit.

S'il s'agissait de femmes et de filles de ministres, ou de banquiers, arrêtées à la sortie d'un bal, soyez tranquilles: on aurait bien trouvé le moyen de les conduire ailleurs qu'au dispensaire et de ne pas leur faire subir la visite. Mais c'étaient des ouvrières.

Quand il s'agit d'hommes arrêtés en compagnie de prostituées, on ne leur fait subir, à eux, aucune visite. Mais c'étaient des femmes.

Aux personnes qui trouvent toujours que tout est bien, je demande leur avis là-dessus. C'est une société civilisée, ça? C'est une république, ça? Allons donc! C'est une société de sauvages, où le bon plaisir, le droit du plus fort, le mépris parfait de l'individu règnent comme ils n'ont jamais régné dans les sociétés de vrais sauvages, de bons sauvages.

***

La justice (j'entends la justice judiciaire) est une chose mystérieuse et déconcertante, sur laquelle il n'est pas bon, par égard pour la santé de ses méninges, de trop réfléchir. Il vaut mieux l'accepter telle qu'elle est, sans chercher à comprendre, comme la trinité ou la transsubstantiation. C'est un mystère.

Le parquet de Dijon poursuit, pour injures à l'armée, un mien article paru à Paris, ici même, il y a près de quatre ans. Ce parquet (sur lequel il n'est pas permis de cracher) donne comme raison que cet article a été reproduit, depuis moins de trois mois, par un journal de Dijon.

J'ai essayé de comprendre, et je n'y suis pas parvenu. Les délits de presse se prescrivent par trois mois, mais quatre ans après on vous poursuit tout de même. Ce qui était inoffensif il y a quatre ans, est criminel aujourd'hui, sans que le Code se soit modifié. La loi est une personne qui change d'avis. En ne poursuivant pas mon article, les magistrats de Paris 1899 l'avaient déclaré licite; donc on avait le droit de le reproduire; c'était comme s'il y avait chose jugée. Les magistrats de Dijon 1903 déchirent la chose jugée. Nous voici revenus au moyen âge et à ses juridictions provinciales. Ce qui est légal dans la Seine, est illégal dans la Côte-d'Or. Vérité en deçà des fortifications, erreur au delà. Je suis innocent de ce côté-ci de la rue, et coupable sur le trottoir d'en face. Ce que c'est que de nous!

Non, je vous le dis, n'essayez pas de comprendre. Je n'essaye pas, moi. Je suis comme Crainquebille. Je suis un pauvre bougre entouré de choses augustes et sublimes qui dépassent sa raison. J'adore et j'admire.

Je songe aussi que si tous les journaux de province, encouragés par les magistrats de Paris, se mettaient successivement à reproduire le malheureux article blanc comme neige dans les limites de l'octroi parisien, j'en aurais pour tout le restant de mes jours à faire de la prison. Et alors je me sens bien peu de chose, bien peu de chose, et je me dis, comme l'infortuné marchand des quatre-saisons lorsque l'agent 64 lui mit la main au collet: « Tout de même!... »

R. C.

***

LYON. — L'on serait tenté de croire que les stercoraires de la préfecture du Rhône veulent se solidariser avec l'autorité militaire, dans le traitement monstrueux et ignoble que celle-ci a fait subir au malheureux soldat estropié Sauvageon.

Le poursuivre en cour d'assises pour avoir eu le courage de dire la vérité, ce n'était point suffisant pour assouvir leur haine contre plus faible qu'eux; aussi viennent-ils de le faire arrêter dimanche soir, 10 mai, près le pont de la Guillotière, au moment où il vendait des *Manuel du soldat*.

Cela se comprend, ils ne peuvent supporter un témoin aussi éloquent des ignominies militaires, et, par n'importe quel moyen, il faut qu'ils le fassent disparaître.

LE GROUPE GERMINAL.

***

Mouvement ouvrier. — Après plusieurs mois de lutte, avec une persévérance vraiment digne de remarque, les ouvriers dockers de Marseille, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, ont remporté une victoire complète.

Rappelons les faits. Les dockers de Marseille réclamaient de leurs employeurs un salaire fixe de 6 francs pour une journée de 9 heures; pendant plusieurs mois la lutte a duré, et ce qu'il y a d'intéressant, c'est qu'à aucun moment les dockers n'ont lutté autrement qu'avec leurs propres moyens. Ils ont exposé une fois leurs revendications et s'y sont tenus, refusant toujours l'intervention du maire, préfet, juge de paix, propositions d'arbitrages, etc., qui leur étaient proposées. L'embauche du matin était de 5 heures: les dockers travaillaient le matin et se refusaient à travailler l'après-midi si l'embauche durait plus de 4 heures, ce qui faisait le maximum de 9 heures qu'ils entendaient ne pas dépasser. Et la lutte qui a duré ainsi des semaines et des semaines s'est terminée par la victoire complète des ouvriers, et ce malgré toutes les provocations policières qui n'ont pas manqué de se produire.

Cette victoire due à l'action directe des travailleurs, poursuivant un but bien défini et n'abandonnant la lutte que le jour où ils ont obtenu satisfaction, montre combien cette tactique est bien supérieure à toutes les combinaisons semi-officielles d'arbitrage ou autre. Que les travailleurs partout s'inspirent de cette tactique, et nous sommes certain que la victoire leur est assurée. L'entente et la solidarité ont mené les travailleurs de Marseille à la victoire et il en sera de même dans tous les conflits entre exploiteurs et exploités menés sur ce terrain.

Et cela a une autre valeur de lutte que tous les arbitrages et autres combinaisons généralement proposés par les politiciens du socialisme.

Que les mineurs, par exemple, comparent et réfléchissent.

***

Les poursuites contre les auteurs du *Manuel du Soldat*, que l'on avait pu croire un moment abandonnées, continuent. La semaine dernière, les 42 inculpés ont été successivement entendus par le juge d'instruction. Tous ont reconnu avoir participé à l'élaboration du *Manuel*. Il est donc probable que l'instruction va être close ainsi et que les inculpés seront renvoyés devant la police correctionnelle, les poursuites étant engagées non en vertu des lois sur la presse, mais en vertu des lois scélérates. Une agitation va être à bref délai entreprise par les Bourses du Travail pour protester contre les poursuites et surtout pour faire connaître le *Manuel* à ceux qui l'ignorent encore.

En trois mois, le tirage a atteint 80.000 exemplaires.

M. de Vallès, à qui je le faisais remarquer, s'en est montré on ne peut plus satisfait.

* *

A Rennes, une grève des brossiers et des brossières dure depuis six semaines. La semaine dernière, des incidents vraiment scandaleux se sont produits. Comme de juste, d'ailleurs, patron, policiers et propriétaires sont de mèche et voici leur dernière trouvaille.

Les propriétaires ont mis à la porte de leur domicile quelques malheureuses ouvrières que la police, prévenue, s'est empressée d'arrêter pour « délit de vagabondage ». Mais elle ne s'en est pas tenue là, et, fait sans précédent, les ouvrières grévistes arrêtées dans ces conditions ont été traitées comme « filles publiques » et passées à la visite.

Jamais jusqu'à ce jour l'on n'avait osé aller jusque-là dans l'ignominie et il serait à souhaiter que parmi les malheureuses sur lesquelles on s'est livré à pareils attentats, il s'en trouvât quelqu'une qui ait un père, un frère ou un amant pour demander des comptes aux policiers et au prétendu homme de science qui s'est rendu complice d'une semblable infamie. Et je serais curieux de voir ce qu'une justice pourrait dire.

Bien entendu, les grévistes sont exaspérés; des collisions ont eu lieu avec deux « jaunes », ce qui a donné l'occasion de faire de nombreuses arrestations parmi les grévistes et non parmi ceux qui les avaient provoqués.

Malgré toutes ces infamies et ces provocations policières, les grévistes hommes et femmes restent énergiques. En cortège, les grévistes ont parcouru la ville au chant de l'*Internationale* et ont fait une quête assez fructueuse qui a permis de parer aux misères les plus criardes.

***

On continue en haut lieu à vouloir faire payer les écarts du budget aux simples travailleurs. Après le licenciement des ouvriers des arsenaux — ce qui en définitive serait un bien si cela avait pour corollaire la diminution des armements — il est question aujourd'hui de renvoyer plusieurs centaines d'ouvriers et ouvrières occupés dans les fabriques d'allumettes. La raison donnée à ces travailleurs est l'adoption de nouvelles machines, mais ce n'est là, paraît-il, qu'un prétexte: il s'agit, par la même occasion, d'éliminer certains éléments qui ne veulent pas se laisser exploiter assez facilement par l'Etat patron.

J'ai eu l'occasion de parler à plusieurs reprises des grèves, ou des tentatives de grèves qui ont eu lieu à la manufacture d'allumettes d'Aubervilliers: ce sont ces ouvriers qui sont aujourd'hui plus particulièrement visés. L'Etat étant en France le *seul* fabricant d'allumettes, puisqu'il s'en est assuré le monopole par la loi, les travailleurs menacés de renvoi sont dans l'impossibilité absolue de gagner

leur vie, la plupart n'étant plus d'âge à apprendre un nouveau métier.

Comme de raison, les ouvriers sacrifiés s'agitent, leurs camarades font cause commune avec eux, ainsi que ceux des autres manufactures que l'Etat possède en province. Un congrès des ouvriers allumettiers aura lieu ces jours-ci, où l'on examinera la situation.

Elle est de fait très tendue et j'aurai sans doute à y revenir, l'Etat patron étant un exploiteur type qu'il est utile de démasquer.

P. Delesalle.

Hollande.

Voici un article paru dans *De Vrije Socialist*, l'organe des anarchistes hollandais, qui m'a paru valoir la peine d'être traduit pour nos camarades du dehors. Il fera connaître l'état d'esprit des libertaires de Hollande à nos camarades de lutte des deux continents qui croient peut-être que nous avons perdu tout espoir ou une partie de notre confiance en la Grève générale, comme les social-démocrates le donnent déjà à entendre dans leurs feuilles à l'étranger. Mal renseignés sont ceux qui ne lisent que leur prose.

LA GRÈVE GÉNÉRALE

— A présent vous devez être bien guéri de votre foi en la Grève générale ! Et si vous n'êtes pas guéri, votre conviction sur son efficacité a dû tout au moins recevoir un fameux coup !

Telles sont les paroles qu'un reporter d'un journal étranger m'adressa.

Ma réponse fut : Et pourquoi ?

— Eh bien ! à cause de la grande défaite qu'ont subie les ouvriers.

— Une défaite ?... Mais je n'en vois pas trace !

— Vous ne prétendez pourtant pas que vous n'avez pas été battus ?

— Certainement, je suis assez naïf pour le prétendre.

— Mais, comment ?...

— Une défaite suppose pourtant que deux forces ennemies se rencontrent et qu'un combat a lieu, où l'un ou l'autre est battu. Et maintenant, je vous demande si cela a eu lieu ici ?

— Non, pas dans ce sens.

— En ce cas, on ne peut le prendre dans aucun autre sens.

Les ouvriers commençaient à peine la véritable grève. Les forces commençaient juste à se déployer et avant que l'attaque ait sérieusement commencé, quand les préliminaires de la lutte allaient se faire sentir, on entend cet ordre : Halte !... rompez les rangs ! Il ne peut donc être question d'une défaite ; non, le mouvement est arrêté, retenu subitement dans la trajectoire de sa course. A vous dire vrai, je voudrais que nous eussions essuyé une défaite, ainsi nous connaîtrions exactement l'affaire et pourquoi elle ne réussit pas. Ainsi nous saurions si réellement nous étions les plus faibles, et, par là, nous verrions à l'avenir à nous renforcer et développer sur ce point (s'il était évident que tel fut le cas) pour le rendre invulnérable ainsi que le gros de notre force.

Comme vous devez le savoir, ce n'est pas une honte de subir une défaite, si une troupe de gens désarmés est vaincue par une bande plus forte et mieux armée qu'elle, qui a la liberté de tout faire et qui en use sans pitié ni merci : il n'y a pas de quoi s'étonner ni aucune honte à passer pour le plus faible. Personne n'a pensé à compter pour une honte l'échec des Boers, quand, faute de munitions, ils ont dû se rendre, vu les tristes conditions où ils en étaient réduits, aux Anglais qui leur étaient supérieurs en nombre et en matériel de toute sorte, les conditions matérielles et vitales des uns et des autres n'étant pas à comparer. Mais ici, le plus triste de l'affaire est que personne ne sait, même en ce moment, si nous aurions subi la susdite « fatale » défaite, et c'est ce doute qui est certes le plus ennuyeux de tout.

Ainsi je m'efforçai de lui faire comprendre la véritable situation, et je n'eus pas besoin de lui parler longtemps sur ce ton pour qu'il me comprît, malgré qu'il eût une tout autre opinion que moi de l'affaire, la voyant et la prenant par un tout autre côté.

Et, là-dessus, je continuai à lui développer mon point de vue.

— Monsieur, lui dis-je, jamais je n'ai été aussi ancré dans ma foi dans la Grève générale que depuis le jour où je l'ai vue à l'œuvre. Je n'ai jamais été aussi fort et aussi muni d'arguments probants que depuis, avec les preuves expérimentales de ces jours de grève, que la pratique m'a fournies. Et qui n'a rien appris pendant ces jours ?... De tous côtés j'ai reçu des arguments, qui sont pour moi des matériaux nouveaux ; et particulièrement d'adversaires qui m'ont fourni la preuve qu'il n'y a aucun moyen si sûr ni si radical que celui-là. Je vais là-dessus vous en donner des preuves, et je dois vous rappeler que la grève était à peine ébauchée, ce qui au besoin peut expliquer qu'elle manqua de plusieurs garanties pour entrer en action.

Un ingénieur des chemins de fer n'a pas dit sans raison : Si la grève avait duré *een paar dagen* (une couple de jours) de plus, on aurait été littéralement envahi de tous côtés, réduit dans une confusion sans la moindre chance d'y faire face et de s'en dépêtrer. Voyez et confrontez ses paroles si vous le voulez : *Als de staking nog een paar dagen geduurd had, men letterlijk aan alle kant vast had gezeten zonder dat men kans had uit de verwarring wijs te worden* (1).

Que cela soit vrai, on peut le déduire de ce fait, que, *dix* jours après la fin de la Grève générale, la circulation des trains était encore en proie à un véritable désordre sur les différentes lignes du pays. La confusion se serait encore accentuée avec deux jours de grève de plus, et, supposez qu'un ou deux accidents de chemins de fer aient eu lieu sur le parcours — ce qui est bien possible avec des gens inexpérimentés comme ceux qu'ils avaient pour remplaçants — vous comprendrez alors comment la circulation des trains (2) aurait cessé comme par enchantement.

La grève n'aurait pas eu besoin de durer 24 heures de plus pour qu'Amsterdam eût épuisé sa dernière goutte de pétrole en magasin (qui joue un rôle très important en Hollande). Et selon quelques personnes bien renseignées, il n'y avait du gaz en réserve que pour 36 heures tout au plus. Les entrepôts de charbon avaient notablement épuisé leurs provisions. Les tas d'ordures dans les rues commençaient à rivaliser avec les montagnes russes, ils étaient si nombreux, et atteignaient si haut, que la ville d'Amsterdam commençait à ressembler à un dépotoir sur différents points.

A tel point que le journal capitaliste par excellence l'*Handelsblad* (journal du Commerce), a cru nécessaire de donner le conseil (gratuit) aux personnes habitant les étages de brûler les ordures, et à ceux des rez-de-chaussée, de les enfouir sous terre, *afin de prévenir la peste qui pourrait s'en suivre* (3). Sans l'inqualifiable résolution de cesser la grève, *aucun* journal n'aurait probablement paru le vendredi matin.

Si on tient compte de toutes ces choses réunies en un bloc ou faisceau, on peut dire, sans crainte de se tromper : Si ladite situation s'était ainsi prolongée quelques jours de plus, s'élargissant et s'aggravant d'heure en heure, la grève aurait embrassé une telle étendue du territoire, que les fêtes de Pâques auraient pris un tout autre caractère, les Hollandais risquant de se trouver dans le plus grand embarras : sans lumière, sans combustible, sans journaux et enterrés sous un tas d'immondices, à côté de peu de vivres.

Si on avait prêté à ces nouvelles caractéristiques l'attention qu'elles méritaient, la population ouvrière n'aurait pas manqué de donner le dernier élan, ce redoutable assaut prévu et craint des satisfaits ; le travailleur n'aurait pas perdu courage, il n'aurait pas changé du tout au tout dans son attitude, si l'idée d'un soi-disant impuissant effort de Grève générale que *certaines* personnes répandaient avait été comprise et combattue par la vérité dès le début, pendant que les intrigues d'un parti minaient le mouvement de tous côtés.

Nous comprenons très bien l'étonnement de ce reporter d'un journal allemand à Rotterdam, quand il s'adressait à plusieurs de nos camarades, leur disant : « Mais je n'y comprends rien ; comment est-ce possible qu'on finisse à présent, quand tout allait si bien ! »

Si on pense à tout cela, on est pris de découragement devant une telle fin, qui, certainement, n'aurait pas eu lieu, si on avait eu des hommes pénétrants, perspicaces, qui puissent comprendre la véritable situation. Aussi nous regrettons cette inqualifiable décision qui a été fatale à nos idées momentanément et au mouvement, en dernier lieu, au plus haut degré. Ah ! si nous n'avions pas eu des social-démocrates pour nous passer entre les jambes, juste au moment où l'assaut allait se donner, les choses se seraient passées tout autrement.

Sur quoi se fonde-t-on pour d'ores et déjà dire partout qu'il y a eu défaite ? Il n'est pas question de défaite ici, et à aucun moment ma conviction sur la Grève générale n'a été aussi solide qu'aujourd'hui, elle n'a souffert *aucune* atteinte ; elle était, elle est et elle reste le suprême moyen de l'effort à réaliser. En continuant dans cette voie, la bourgeoisie doit finalement capituler !

Et j'ajoute que le gouvernement se trouvait dans le cas et les conditions les plus favorables contre nous : n'avait-il pas été en état de prendre toutes sortes de précautions en formant autour de lui tout un cordon de sûreté : Unions de l'Ordre, Union de travailleurs chrétiens ; en grossissant d'une façon extraordinaire l'armée qui était à sa disposition de deux levées de réservistes, classes 1900 et 1901, appelées et maintenues sous les armes ? Et malgré cela on reste étonné du succès fou que nous avons eu et qu'on aurait pu encore grandir de tous côtés si nous n'avions pas été retenus comme nous l'avons été. Les preuves sont là pour en faire foi.

Jusqu'au *Vorwærts*, le journal des social-démocrates allemands, qui a toujours été un adversaire de la Grève générale, qui a été entraîné malgré lui. N'a-t-il pas écrit après la fin de la grève : « Le prolétariat ne subit *jamais* de défaite, il ne peut pas en subir. De chaque opposition part un rejeton qui est un nouveau progrès ? »

Ce journal donne plus loin une preuve de la force morale des travailleurs, une preuve de l'entraînante force de la Grève générale, en ce qu'elle captive et entraîne à elle ses adversaires de fait, quand ce ne serait que pour un moment, les enivrant d'enthousiasme pour les faire suivre.

Les travailleurs ne doivent donc pas se laisser décourager par l'expérience actuelle. Au contraire, nous avons toutes les raisons pour en être et rester encouragés, à présent que nous avons en main les faits et preuves qui nous montrent et nous indiquent la trajectoire à parcourir, qui, comme une boussole de sociologie, nous fixent le chemin à suivre et nous prouvent par l'expérience que la Grève générale de demain est praticable quoique difficile.

Pratique quoique difficile est une vertu rare qui n'est pas pour décourager l'homme fort et conscient. De notre côté, nous sommes fermement convaincus que malgré toutes ces réelles et *bonnes* petites lois et le vent de peur et de menace qui souffle vers nous du côté des patrons, ça ne tiendra pas dans moins de dix ans. Ils cesseront bien d'eux-mêmes et malgré eux d'y regarder si fin et de si près, pour voir les choses un peu plus complexes qu'ils ne se le figurent.

Rien n'est en état d'arrêter, de suspendre le mouvement ouvrier dans sa course. Le mouvement est lancé, l'ouvrier devient de plus en plus conscient de sa force et de son bon droit, et, chose capitale, ce qui est bien appris ne s'oublie plus.

M. le docteur Kuyper a trouvé plaisant de complimenter le haut courage, le respect pour le droit, l'ordre et la confiance en leur mission dont ont fait preuve les pasteurs et curés de Jésus en cette occasion, comme s'ils étaient les seules personnes méritantes à ce titre.

Le journal *Cristen-Democraat* des démocrates chrétiens, sous la direction des leaders Staalman et de Vries, est, sous ce point de vue, plus honnête, il nomme ceci « Zelfmisleiding » (vouloir se tromper soi-même) si on pense que l'influence des travailleurs non-croyants a été moindre que celle des travailleurs chrétiens. Il n'hésite pas à dire : « Il vaudrait la peine de faire la liste des travailleurs chrétiens, des brebis du Christ et des confesseurs de Jésus » que l'on compte dans les 20.000 employés (plus ou moins) que compte l'entreprise des chemins de fer, en Hollande. Ce serait convaincant, et prouverait combien insignifiant et restreint est le nombre de leurs ouailles, opposé au chiffre de ceux

---

(1) Pour ceux de l'étranger qui douteraient de la traduction du texte. J. Tu.

(2) J'avais envie de remplacer « circulation des trains » par une phrase plus à propos : « comédie de trains fantômes », car ce défilé de wagons d'heure en heure, n'était rien autre qu'un truc pour tromper les faibles, les indécis, imaginé par les Compagnies. Car, il est prouvé que ces dits trains n'allaient pas plus loin que Halfweg, à un quart d'heure d'Amsterdam, et *vice versa*, pour attraper les nigauds, avec quelques renégats bourgeois et ouvriers, habillés en dimanche, placés aux portières pour faire croire à des voyageurs drus, courageux et pressés.

J'ai pensé *devoir* ajouter cette note pour dire toute la vérité. J. Tu.

(3) Je dois ajouter ici, pour ceux de l'etranger qui, ne lisant pas assez, ne se doutent pas et ne peuvent pas se faire une idée comment les choses étaient ici, que le service des boues et immondices était fait par quelques renégats, de vieilles gens la plupart, escortés de *bons* soldats (volontaires payés 0 fr. 40 l'heure), baïonnette au canon, et ne suffisant pas pour les beaux et riches quartiers, tandis que le *manœuvre* touche 0 fr. 36 de l'heure. J. Tu.

qui négligent leur classification religieuse d'aujourd'hui pour s'occuper exclusivement de leur situation économique actuelle.

(*A suivre.*)

(Ecrit par Domela Nieuwenhuis. Paru dans le N° 32, 6ᵉ année, du *Vrije Socialist*, et traduit par J. Thioulouse : Amsterdam ; 2 mai 1903.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Union syndicale du Bronze. — Samedi 16 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salons du Lac-Saint-Fargeau, 296, rue de Belleville, grande fête publique au profit du syndicat : Allocution par Léopold Lacour ; partie de concert par les artistes montmartrois ; bal de nuit, tombola. Entrée : 0 fr. 75.

∴

Ligue internationale antimilitariste. — Conférence publique et contradictoire sur le militarisme, par E. Janvion, 31, rue Jean-Jacques-Rousseau, salle Leduc, le lundi 18 mai, à 8 h. 3/4 très précises. Les camarades sont priés de venir nombreux à cette réunion.

∴

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey, à 8 h. 1/2 :
Vendredi 15 mai. — Pozerski : Les microbes.
Mardi 19. — Causerie entre camarades. Histoire d'une coopérative et d'une U. P. par un camarade.
Vendredi 22. — Edger : Notion positive de l'Humanité.

∴

Causeries populaires du XIᵉ, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 20 mai, à 8 h. 1/2 : A propos d'antimilitarisme.

∴

L'Education libre du IIIᵉ, 26, rue Chapon. — Dimanche 24 mai, ballade de propagande à Brévannes.

∴

Groupe des E. S. R. I. — Réunion le mercredi 20 mai, à 8 h. 1/2, salle du « Mouvement socialiste », 10, rue Monsieur-le-Prince (entrée par la grand'porte) : Revue du mouvement révolutionnaire anglais et américain, par un camarade du groupe ; causerie de E. Pouget sur : Le mouvement syndical.

∴

Les Anticrates (Groupe d'éducation libertaire). — Vendredi 15 mai, à 8 h. 3/4 précises, salle Leduc, 31, rue Jean-Jacques-Rousseau, conférence par Libertad sur : L'action syndicale anarchiste.
Les camarades sont priés de venir nombreux.

∴

L'Emancipatrice d'Aubervilliers, 1, rue des Ecoles. — A 8 h. 3/4, conférence par C. Papillon sur : Une tentative de pratique du communisme : La colonie libertaire de Vaux (Aisne).

∴

Pantin-Pré-Saint-Gervais. — Les camarades sont informés qu'ils doivent se réunir le dimanche 17 mai, à 2 h. 1/2, chez Jacquemin, 56, rue de la Villette, au Pré-Saint-Gervais, Lisio nous ayant refusé la salle que nous occupions chez lui.

∴

Alais. — Le camarade qui recevait la correspondance changeant de localité, prière d'adresser à l'avenir tout ce qui concerne le groupe au camarade Cossard, vendeur de journaux, Grande-Rue, 31, à Alais.

∴

Lyon. — Le groupe *Germinal* organise, dimanche 24 mai, à 8 h. 1/2 du soir, une réunion familiale privée, rue Paul-Bert, 26, salle Chamarande.
Une causerie sur « l'Idée de patrie et de ses conséquences » sera faite par le camarade E. Merle.
La soirée se terminera par divers chants et déclamations.

∴

Groupe d'études sociologiques Les Iconoclastes du XVIIIᵉ. — Réunion lundi 18 mai, à 8 h. 1/2, 123, rue de Clignancourt. Causerie par le camarade Radinsky sur : La lutte pour la vie.

∴

Jeunesse libertaire du XVIIIᵉ. — Réunion du groupe lundi 18 mai, à 8 h. 1/2, avec le groupe Les Iconoclastes.

∴

Ligue internationale antimilitariste (19ᵉ section). — Réunion des adhérents, samedi 16 mai, à 9 heures, salle Delphaut, 114, rue de Crimée. Organisation d'une série de réunions publiques en faveur de Delsol, Grasselin, du caporal Lefèvre et de Roger Sadrin.
Les camarades libertaires de Pantin, Aubervilliers, les Quatre-Chemins, les Lilas sont spécialement priés d'assister à cette importante réunion.

∴

Ligue internationale antimilitariste. — Grand meeting public, le 19 mai 1903, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Alcazar, 190, avenue de Choisy (13ᵉ), pour les soldats Delsol, Grasselin, Lefèvre et Sadrin, et sur les poursuites du *Manuel du Soldat*.
Orateurs : Chauvière, Gustave Hervé, Georges Yvetot, Dejeante.
Entrée : 0 fr. 30 ; réservées : 0 fr. 60.
Réunion au groupe le samedi 16 mai, à l'U. P., Mouffetard.

∴

Angers-Trélazé. — Quelques camarades, croyant à l'utilité du groupement, font appel à ceux qui pensent comme eux pour fonder un Syndicat mixte. Pourront en faire partie : tous les ouvriers et ouvrières de n'importe quelle profession, ainsi que ceux et celles qui n'en ont pas, tels que manœuvres, journaliers et journalières, enfin tous ceux et celles qui peinent, soit d'une manière ou d'une autre, pour subvenir à leurs besoins.
Les cotisations sont fixées à 0 fr. 30 par membre et par mois. Mais, pour éviter le plus possible de jouer au petit parlement, les cotisations auront un but déterminé. Elles serviront pour la Grève générale, pour le Sou du soldat, pour fonder la propriété commune, pour la fédération ou confédération, pour la propagande locale et autres.
Les camarades qui désirent y adhérer peuvent se faire inscrire soit à Angers, place de la République, 7, chez le camarade Guichard, soit à Ma'aguais (Trélazé), chez le camarade Mercier, cordonnier, ou chez le camarade Hamelin, aux plaines de Trélazé.

∴

Saint-Claude (Jura). — Les camarades libertaires se sont réunis à deux reprises et ont décidé de constituer définitivement un groupe de propagande communiste libertaire. Afin de faire une propagande active dans toute la contrée, au moyen de la brochure, de conférences, etc., ils font appel de nouveau à tous les camarades isolés de la région qui voudraient les aider moralement ou pécuniairement.
Le camarade Dumas se tient à la disposition de tous ceux qui, dans le Jura ou les départements limitrophes, voudraient organiser des conférences, soit sur la Grève générale, soit sur les idées anarchistes.
Réunion du Groupe communiste libertaire chaque premier mardi du mois, chez le camarade Dumas, 1, rue des Carmes, à Saint-Claude.

∴

Harnes (Pas-de-Calais). — Jeudi 21 mai, à 7 heures du soir, dans la vaste salle du théâtre Lucas-Blanchart, conférence publique et contradictoire, par le camarade Ch. Dhooghe, de Roubaix. Sujet traité : *La Grève*.

∴

Roubaix. — Samedi 16 mai, à 8 heures très précises, réunion du groupe au « Palais du Travail », 8, rue du Pile. Les camarades sont priés de secouer un peu leur apathie.
Le même jour, à 8 h. 1/2, causerie contradictoire avec des collectivistes. Le camarade Georges dit Cho y parlera de la *propagande libertaire* ; Ch. Dhooghe parlera sur *la Société future*.
— Samedi 23 mai, à 8 h. 1/2 précises du soir, causerie contradictoire. Le pasteur protestant, M. Gounelle, y traitera le sujet très intéressant de : *l'Alcoolisme devant le socialisme*.

∴

Tourcoing. — Tous les mardis, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du groupe « Les Jeunes libertaires » au local habituel, cour Bossuet, rue de Gand. Les socialistes révolutionnaires sont invités à ces réunions.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :
La Loi du divorce, par Alfred Naquet ; 1 vol., 3 fr. 50, bibliothèque Charpentier, 11, rue de Grenelle, Paris.
Kholstomier : Les Décembristes, vol. VI des *Œuvres complètes* de L. Tolstoï ; 2 fr. 50, chez Stock, éditeur, 27, rue Richelieu, Paris.
Le Droit des femmes et la morale intersexuelle, par A. de Morsier ; 1 plaquette, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères, Paris.
Les Esprits directeurs de la pensée française, par Théodore Suran ; 1 vol., 3 francs.
La Chimie dans l'industrie, dans la vie, dans la nature, par Auguste Perret ; 1 vol., 2 fr. 50
Les Primitifs, par Elie Reclus ; 1 vol., 4 fr., Schleicher frères, éditeurs, 15, rue des Saints-Pères.
La Passante, poème par Marcel Clavié ; 1 vol., 2 fr., édition de l'*Œuvre d'Art international*, 73, rue de la Tombe-Issoire, Paris.
Le Drapeau rouge, hymne socialiste, 0 fr. 15 ; même librairie.

CARTES POSTALES ILLUSTRÉES

Le camarade Hénault vient de dessiner 6 cartes postales anticléricales : 0 fr. 50 la série.
Il en a remis 50 collections à vendre au profit du journal.
Collection des 10 gravures parues dans notre volume *Guerre-Militarisme*, en cartes postales, les 10, 1 franc.
Une série de cartes postales illustrées par Steinlen, Roubille, Morin, Chevalier, Couturier, Jehannet, contenant 7 cartes : La Grève, La Guerre, Le Candidat, Vérité, etc., etc. La série par la poste, 0 fr. 50.

DERNIÈRES LITHOGRAPHIES

Le Calvaire du mineur, par Couturier	1.40
Education chrétienne, par Roubille	1.40
Le Missionnaire, par Willaume	1.40
Cour de la rue Mouffetard, par Hénault	1.40
Vive la Russie, treize dessins de Heidbrinck	0.45
La Libératrice, Steinlen	1.40
Frontispice, Roubille	1.40

PETITE CORRESPONDANCE

Groupe d'Alais. — Convocation arrivée trop tard.
Morat. — Veuillez nous envoyer en dépôt un cent ou deux de votre brochure *Pourquoi nous sommes antimilitaristes* ; elle nous est demandée.
Jacques C., à Saint-Etienne. — *A mon frère le paysan*, 3 fr. 50 le cent ; nous n'avons plus de brochures à distribuer. — Oui, nous envoyons *Guerre-Militarisme* simplement contre abonnement d'un an.
C., à Bordeaux. — C'est curieux, mais sans grand résultat pratique.
Liberty, New-York. — Les *Temps Nouveaux* vous sont expédiés régulièrement.
Reçu pour la « Mano Negra » : L., 0 fr. 50. — M., 0 fr. 50. — P., 0 fr. 25. — Groupe de Saleux, 2 fr. — Verschoore, 15 fr.
Reçu pour le journal : Garavel, 1 fr. — Collecte faite à l'issue d'une conférence à Amiens, 2 fr. 60. — B., à Paris. — Fromentin, 5 fr. — Latapie, 1 fr. — Fr., 1 fr. — Merci à tous.
L., à Cusset. — P., à Caen. — S., à Marseille. — G., à Marseille. — B., à S. Giovanni in Fiore. — B., à Paris. — L., à Nantes. — G., à Spring Valley. — L., à Spring Valley. — C., à Clarens. — V., à Porto-Alegre. — K., à Rennes. — P., à Montreuil. — M., à Thianges. — C., à New-York. — D., à Buzeu. — R., à Lausanne. — S., à Etampes. — D., à Tulle. — G., à Grenade. — S., par F., à Paris. — P., à Levallois. — S., à Lyon. — B., à Limoges. — L., à Rochefort. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. G. Chaponet, rue Bleue, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 4 — DIX CENTIMES — DU 23 AU 29 MAI 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

UN SYNDICAT A CRÉER

Voici le manifeste que publie dans son dernier numéro notre vaillant confrère *Régénération*.

« FILLES » SŒURS MARTYRES !

Une ligue se forme pour vous rendre la liberté à laquelle vous avez droit comme tout autre être humain : la liberté complète d'exercer votre commerce, en attendant qu'une civilisation supérieure aux points de vue économique et moral, supprime son utilité.

La Ligue travaillera pour vous sans aucun autre intérêt. Ayez confiance en elle ; aidez ses efforts.

Vous ferez bien de former des syndicats réguliers comme tous les autres travailleurs qui ne peuvent obtenir à vivre qu'en se fatiguant à l'excès d'une manière ou d'une autre, et en subissant les fantaisies des employeurs. La Ligue conseillera, aidera, toutes celles qui le lui demanderont. Celles qui se tiendront à l'écart, qui, pour un motif ou un autre, bon ou mauvais, resteront isolées, n'en seront pas moins assurées de la sympathie active des Ligueurs.

Dénoncez-nous tout acte d'injustice, d'arbitraire, souffert par vous ou par d'autres; nous en poursuivrons la réparation, nous en empêcherons le renouvellement.

Les règlements particuliers tyranniques, atroces, surannés, qui vous mettent hors la loi, doivent disparaître; vous devez rentrer dans le droit commun des autres travailleurs, déjà trop dur pour eux, et avec eux, vous lutterez pour l'améliorer.

L'opinion publique, inique et absurde, sans faire le moindre reproche à ceux qui usent de vos services, vous taxe, vous, d'immoralité et d'infamie. Nous ne voyons que votre esclavage, vos souffrances injustes.

Travaillons ensemble à obtenir d'abord la stricte justice, à laquelle succédera bientôt le règne de la bonté.

Filles, sœurs martyres, pardonnez la part consciente ou non qu'ont prise à vos tortures des sœurs, des frères, plus heureux. Croyez à leur active affection, aidez leurs efforts pour votre salut.

A vous nos cœurs! A nous, les vôtres!

Cet appel devait être répandu par la *Ligue antiesclavagiste pour l'affranchissement des filles*.

Il est fort regrettable qu'au dernier moment les auteurs de cette tentative aient, paraît-il, reculé et il faut bien espérer, comme le souhaite *Régénération*, que l'idée sera reprise par de plus courageux.

La terrible question se trouve posée ainsi, en effet, en toute netteté et franchise et, de plus, sur un terrain pratique.

Toute prostitution suppose le prostituant et la prostituée, la vendeuse et l'acheteur.

Qu'est-ce que le prostituant ?

Neuf fois sur dix un homme matériellement ou moralement empêché par les exigences et les influences de son milieu, de connaître une forme d'union sexuelle plus relevée.

Qu'est-ce que la prostituée ?

Neuf fois sur dix une femme poussée par la misère, ou par la corruption qu'elle engendre, à s'offrir contre rétribution au besoin de son frère.

Provenant d'une même cause, misère, désordre social, cette offre et cette demande sont assurées de se satisfaire aussi longtemps que la cause durera. La prostitution est donc un *mal* doublement *nécessaire*, comme disent les sociologues officiels. Non pas qu'il doive durer toujours étant inhérent à la nature humaine, comme on voudrait bien nous le faire croire, mais nécessaire parce qu'il découle nécessairement de notre stupide façon de vivre en général. Il ne faut donc pas compter, avec quelques bons philanthropes, voir finir l'odieux trafic et travail d'amour, toutes choses restant égales d'ailleurs.

Mais ce que l'on peut faire tout de suite, ce qu'il faut faire, c'est de déchirer le voile d'hypocrisie dont les « soutiens de la société » essayent de recouvrir cette plaie. Car voilà ce qui est odieux. Voilà ce qui empêche de bien connaître, de bien comprendre le mal et, par suite, de le combattre utilement.

Dans une société où l'on trafique de tout, absolument de tout, il est naturel que des êtres humains — et sans être pour cela des abîmes de corruption — aient songé à battre monnaie avec les organes de leur sexe. Dans une société où toute une classe d'individus sont dans l'impossibilité absolue de subsister, même vingt-quatre heures, sans fournir un travail quelconque, — fût-il le plus inutile, le plus dangereux, le plus sale, le plus ignoble, — il est naturel que des femmes avant de mourir de faim, acceptent le *travail sexuel*. Dans une société, enfin, où tout se coalise pour empêcher l'amour d'atteindre à sa forme la plus saine, la plus haute, il est naturel que des hommes aient recours à une pauvre grimace d'amour et se contentent avec elle.

Pourquoi, dès lors, accommoder à un régime d'exception et d'infamie, étouffer dans l'ombre d'un code barbare et moyenâgeux un phénomène que tout le monde regarde comme naturel et nécessaire ? Pourquoi retrancher de la société, en en faisant une caste d'esclaves, les êtres de chair et d'os qui concrétisent et manifestent, au clair soleil, le phénomène sociologique, la nécessité prostitution ?

Evidemment, parce que les soutiens hypocrites de la société s'accommodent fort bien du mal, mais redoutent le scandale. Eh bien ! puisqu'on nous impose le mal, il nous faut aussi le scandale. Il faut que la fille publique conquière enfin sa place sociale entre la « femme honnête » et le « travailleur besogneux ». Il faut qu'elle se prélasse et s'affiche à cette place.

Inscrit-on sur un registre spécial de police, fait-on surveiller par une brigade spéciale, conduit-on au poste à coups de poing et de pied, le commerçant qui exerce son négoce, l'ouvrier qui se rend au travail ? Leur assigne-t-on une ville, une rue, une maison ? Les enferme-t-on dans une prison s'ils viennent à contracter, pendant leur travail, une maladie, fût-elle contagieuse ? Les filles publiques ont droit exactement au même traitement, aux mêmes garanties de liberté que tous les autres travailleurs. Elles ont droit au respect de tous, car elles remplissent une fonction importante dans la société. Elles sont les amantes, les épouses de ceux qui n'en ont pas d'autres. Les femmes que nous trouvons bonnes pour initier nos fils au sublime amour doivent être bonnes pour partager avec nous les plus élémentaires de nos droits de citoyens.

Comme on le leur dit dans le manifeste ci-dessus, les filles publiques ne pourront sortir de l'arbitraire pour entrer dans le droit commun, qu'en se groupant, en s'organisant, en se défendant elles-mêmes contre les abus iniques auxquels elles sont chaque jour exposées, qu'en sollicitant, enfin, de l'opinion publique leur affranchissement définitif. Il appartient à tous les hommes, à toutes les femmes de cœur, à tous les vrais socialistes, d'aider, d'encourager, dans cette tâche difficile, leurs « sœurs martyres. »

A quand le premier syndicat de filles publiques ?

CHARLES ALBERT.

ABUS DE POUVOIR

Nous recevons la lettre suivante. Elle ne demande d'autres commentaires qu'un vigoureux appel aux hommes honnêtes, sans distinction de partis. Que tous ceux qui nous ont prêté leur concours dans des circonstances semblables nous aident encore à dénoncer ces nouveaux abus de pouvoir. Il est peut-être encore temps d'empêcher que le mal commencé ne soit consommé tout à fait.

A la rédaction des « Temps Nouveaux ».

Permettez-moi de vous écrire encore pour vous donner des informations sur ce qui s'est passé ici, à l'occasion de l'arrivée de M. Loubet.

Une quinzaine de jours avant, on procéda à des perquisitions, lesquelles demeurèrent toutes infructueuses. Elles avaient été précédées par des citations à comparaître au commissariat des recherches, où anarchistes et soi-disant tels, subirent, comme toujours, d'énervants interrogatoires. Parmi les personnes citées à comparaître, il y eut des gens qui ne sont ni anarchistes, ni socialistes, ni républicains, ni monarchistes; bref, des gens qui ne s'occupent nullement de politique. Après cela vinrent les arrestations et les emprisonnements. Un camarade tout à fait inoffensif fut arrêté à Hammam-el-kif, village éloigné de Tunis d'une vingtaine de kilomè-

comptant à peine 50 camarades, a pu faire céder, et reconnaître notre organisation, par des patrons jusqu'ici intraitables, et réputés des maîtres de leurs salariés.

C'est une belle leçon d'énergie pour tous.

Pour le Syndicat et amitiés.

F. P.

Hollande (*suite*).

On peut croire ce journal quand il soutient un peu plus loin « qu'il n'y a pas *deux* communes, sur les 1.200 que compte la Hollande, où les travailleurs chrétiens (catholiques et protestants compris sous ce mot générique) aient tenté, en nombre un peu important, de s'opposer une seule minute à la sotte résolution du « Comité de Défense ». Cela lui échappe. Cela est un fait qui ne sera jamais assez répété, c'est que dans la plupart des petites villes et villages du pays on n'avait pas la moindre connaissance de la proclamation de la Grève générale. Et c'est si vrai que ce journal le reconnaît par ces mots : « Mais vouloir attribuer ce phénomène de résistance aux unions syndicales à base chrétienne, nous considérons cela comme très chimérique, c'est une dangereuse mystification pour soi-même, qui, ainsi exploitée, peut devenir plus dangereuse pour le mouvement ouvrier que les événements révolutionnaires de ces derniers jours. » Et on laisse suivre, sous forme interrogative : M. Talma, qui connaît la force et la signification de Patrimonium (1) de si près, voudrait-il et oserait-il soutenir en toute conscience que ce furent ses disciples qui ennoblirent la révolte des révolutionnaires dans le pays?... Ou par exemple M. de Visser, qui, quelques semaines à peine écoulées, disait encore dans un de ses prêches, sur un ton larmoyant : « Certainement, nous savions que plusieurs de nos contemporains avaient tourné le dos au Christ, mais nous n'aurions jamais pensé, osé nous figurer, que ce fût si général. » Et plus loin : « Où sont les travailleurs, qui, par un sérieux refus : « Je ne puis rien autre! » se sont opposés à la rupture de contrats entre patrons et ouvriers dont on les accuse aujourd'hui? » Voudrait-on nous faire croire, après une telle litanie de plaintes entendues, que l'honneur d'avoir étouffé cette révolution revient aux ouvriers chrétiens?...

« Allons, qu'on soit honnête et qu'on cesse de se décerner mutuellement des palmes qui ne s'ajustent pas à la situation passée, pour qui l'a vécue. Allons, laissez-nous, de préférence, reconnaître carrément et sans fausse honte, qu'un grand nombre d'autres causes ont contribué à faire avorter l'effort des anarchistes, et que le mouvement syndical-chrétien ne signifie rien ou à peu près rien dans notre pays. »

Voilà qui est parlé, dit clairement, non sans audace; ceci prouve que l'on ne ferme pas les yeux de tous les côtés sur la situation réelle.

Au diable donc avec toutes vos récriminations et toutes vos fausses plaintes, comme si les travailleurs avaient réellement essuyé une défaite, alors que ce n'est pas le cas. Ceci ne peut jamais être assez répété : ils ont *tout simplement été arrêtés à l'improviste dans leur course* (2).

Il peut donc être dit aux ouvriers du monde entier, que l'exemple et la leçon qui nous est fournie en Hollande est justement de nature à renforcer leur croyance et leur espoir en la Grève générale, s'ils en ont jamais douté, ce qui n'est pas le cas, loin de là. La Grève générale est et doit rester à leurs yeux le plus puissant moyen pour réveiller cette partie du prolétariat qui cherche un moyen de secouer le joug séculaire : trône, bourse et autel, qui pèse sur ses épaules, pour une bonne et dernière fois.

Bien loin d'être trop faible, comme les social-démocrates voudraient le faire croire, le prolétariat hollandais s'est montré assez fort pour une telle épreuve et avec un succès tel que la bourgeoisie qui en a été témoin, peut crier dès aujourd'hui : Encore une pareille victoire et nous sommes perdus !

Calme et tenace comme est réputé le prolétariat hollandais, la pensée de ses militants n'était pas que le premier effort serait directement couronné de succès, par une victoire. Mais, raisonné comme il est, il a vu et compris dès à présent que la Grève générale est loin d'être une utopie, une chimère, un idéal impraticable, comme les social-démocrates l'ont dit et répété jusqu'ici : non, elle a prouvé qu'elle était le moyen rêvé pour atteindre le grand but que le mouvement ouvrier s'est fixé et qui sera la fin de son calvaire.

La graine est semée, mais on doit continuer à semer et sarcler, toujours et encore. On doit inspecter sérieusement les mauvaises gens, qui sous l'apparence d'amis, sèment la mauvaise graine, ceux qui expulsent (1) et accusent les autres d'apporter la pomme de discorde, « cette dissolvante anarchie », ceux qui calomnient toutes les bonnes volontés qui ne font pas de politique, ceux qui mêlent — parce qu'ils y ont un intérêt immédiat, matériel, indéniable — l'ivraie avec le bon grain, sous prétexte de réformisme, pour rendre la floraison et la récolte du bon fruit fictive, sinon impossible. On ne doit jamais partir en mer avec eux, pas même avec le beau temps, car ils font la pluie en route.

Un Iglésias en Espagne n'est pas une figure isolée; les social-démocrates dans notre pays ne jouent pas leur inqualifiable rôle pour la première fois, mais qu'on soit et reste prévenu pour une bonne fois quant aux suites.

Un franc et sûr ennemi est moins à craindre que quelqu'un qui, sous le prétexte et l'excuse de l'amitié, tâche de vous causer les pires accidents, aventures qui ne sont pas anarchistes celles-là, qui se rit des pires dommages et en pleurniche en public pour donner le change pourvu que ça aille et tourne à son profit.

Pas de découragement donc, mais un encouragement, — voilà ce que l'ouvrier conscient peut retirer de cette affaire. Chercher les fautes avec tact et pénétration sans se soucier du jugement qu'on porte ou peut vouloir porter contre nous, tenir le fil des choses en main, ne pas oublier un seul instant ce qu'on a vu et appris, pour ne plus retomber dans les mêmes pièges de cette sorte d'amis à l'avenir, ainsi parle Dame Sagesse.

Et alors nous crions à ceux qui de loin auraient pu croire à la perte de notre espoir, cette fois-ci mal renseignés, une *fois* encore, comme sur notre mort (2) : Nous sommes plus solides que jamais, notre légion de volontaires sans chef s'élance et se prépare pour une autre fois au nouvel assaut à tenter, en reformant ses rangs, sous la fière devise :

GRÈVE GÉNÉRALE

(Ecrit par Domela Nieuwenhuis. Paru dans le N° 32, 6e année, du *Vrije Socialist*, et traduit par J. Thioulouse : Amsterdam ; 2 mai 1903.)

(1) Parti de Kuyper, et dont Talma est l'un des lieutenants le plus en vue. J. Th.

(2) Ici suit un alinéa adressé à M. J. Kerdijk, qui répète ce refrain dans son journal *Soc. Weekblad*, et à qui Domela Nieuwenhuis répond : Votre article n'a rien dans le ventre, il n'y a rien de plus faux que ce que vous dites. J. Th.

(1) Voir Congrès de Londres de 1896. J. Th.

(2) Que Messieurs les Millerand du monde entier ont souhaitée et annoncée tant de fois. J. Th.

Allemagne.

La *Fédération allemande des travailleurs révolutionnaires* (anarchiste) doit tenir, à la Pentecôte, son troisième congrès. L'ordre du jour provisoire rédigé par le secrétaire, Paul Fraubose, porte notamment la discussion des questions relatives à la grève générale, et au mouvement corporatif et syndical.

En même temps que la convocation au Congrès, les journaux anarchistes allemands publient une lettre de Londres, émanant du *Groupe libertaire international de correspondance*, qui déclare avoir reçu des lettres de Norvège, Suède, Allemagne, France, Espagne, Argentine et Autriche : toutes montrent combien une entente internationale est précieuse ; le groupe déclare : « La chose essentielle est d'entretenir un contact international ; ce sera là déjà un pas en avant vers notre but. »

Là-dessus, les journaux bourgeois écument. « Depuis le meurtre du roi Humbert, déclare la *Gazette rurale du Brunswick*, les puissances ont institué un service de surveillance internationale qui consiste principalement dans l'échange de nouvelles sur les anarchistes. Malgré cela, sous les yeux des autorités, les anarchistes continuent leurs sales manigances, ils peuvent même se réunir en congrès : cela montre qu'il existe une lacune dans le code. Celui qui se nomme anarchiste ou qui appartient à un groupe anarchiste, est en rapport avec ce groupe ou entretient avec lui des relations quelconques, devrait, immédiatement, dans chaque État, être banni ; ce serait là la vraie façon de balayer cette ordure. »

L'ancien organe de Bismarck, les *Nouvelles de Hambourg*, ne dit pas d'injures et ne fait pas de phrases, il déclare : « Nous sommes d'avis que tout anarchiste, dès qu'il est connu pour tel, soit pendu, sans autre forme de procès ; il faut procéder avec eux comme les Anglais avec la secte des Thugs. S'il n'y a pas de loi pour cela, que l'on en fasse une tout de suite. »

Quelle frousse, messeigneurs !

***

Le conseil de guerre du 15e corps d'armée, siégeant à Strasbourg, jugeait, l'autre jour, le sous-officier Paul Kisch, pour avoir infligé de mauvais traitements à ses subordonnés. La *Gazette de Francfort* cite les faits suivants :

« Kisch maltraitait quotidiennement ses hommes de la façon la plus barbare, pendant et en dehors des heures de service, à l'exercice et à l'instruction. Journellement, il giflait les recrues, leur donnait des coups dans le dos, les frappait au visage, les pourchassait par-dessous les lits, nuit et jour, souvent cinquante à cent fois par soirée, jusqu'à complet épuisement. Pendant les exercices de gymnastique, il faisait coucher ses hommes par terre et leur remplissait la bouche de tan. Souvent il les forçait à se déshabiller et à se frotter réciproquement avec des brosses en chiendent bourrées de sable, jusqu'à ce que le sang coulât. Un des hommes, Kæhne, qu'il avait particulièrement pris en grippe, avait un pied enflé. Kisch l'obligea à monter et à descendre un escalier en rampant et en exécutant le commandement : « Debout! Par terre! » Et lorsque Kæhne tomba épuisé, il se rua sur lui en criant : « Saute ou crève! » lui laboura le visage à coups de poing, lui fendit la lèvre supérieure et lui brisa une dent. Il lui marcha intentionnellement sur le pied malade, de sorte qu'il dut s'aliter et rester sept semaines à l'hôpital... »

Nous avouons ne pas comprendre ce que l'on pouvait reprocher à un militaire qui faisait si bien son métier.

Italie.

Rome, *4 mai 1903*. — La grève générale dont je vous parlais dans une précédente correspondance, et de laquelle vous parla aussi le camarade Rabitti Teodorico, est finie, après avoir duré deux jours, tuée par les députés socialistes unis aux républicains et monarchistes.

Les députés social-démocrates *imposèrent* la fin de la grève, et s'en vantent. Ils disaient que les ouvriers devaient rentrer au travail *coûte que coûte*.

D'importantes organisations ouvrières, comme celles des boulangers et des maçons, ont protesté vivement, mécontentes qu'une grève déclarée par des réunions dans les assemblées finisse sur l'ordre de quelques-uns la plupart étrangers au mouvement ouvrier. A présent que les typographes ont été battus par la faute des politiciens, ceux-ci tombent bassement sur les vaincus en dénigrant les meneurs les plus connus, et en cherchant à diminuer l'importance morale de la grève qui réussit pourtant fort bien à amener une cessation complète du travail.

L'*Avanti* calomnie les fauteurs de la grève générale et spécialement les anarchistes. Il est vrai que ce journal, soi-disant socialiste, eut la punition qu'il méritait; car il fut sifflé dans les dernières assemblées des grévistes.

***

A l'occasion de la visite à Rome du roi d'Angleterre et de l'empereur d'Allemagne, la police a arrêté les camarades les plus connus. Le gouvernement voulait ainsi empêcher la participation des anarchistes à la manifestation du *premier mai*, pendant le séjour des souverains étrangers. Parmi les rédacteurs de l'*Agitazione* quelques-uns ont été arrêtés. L'*Agitazione* est parue tout de même sous forme de numéros uniques. On en a publié deux : *Lo Sciopero Generale* (la Grève Générale) et le *Primo Maggio* (le Premier Mai). Ce dernier a été saisi pour attaques contre les souverains étrangers et pour excitation.

Les efforts de la police n'en ont pas moins été inutiles. Malgré de nombreuses arrestations, et la saisie de notre journal, la prohibition du meeting et du manifeste de la Bourse du travail, les anarchistes qui avaient réussi à échapper aux recherches de la police, à Rome, se sont réunis le 1er mai avec leurs femmes et d'autres ouvriers, auxquels le camarade Pietro Calcagno a fait une conférence sur

tres à peu près, conduit à Tunis et enfermé à la prison de la ville. Parmi les arrêtés, il y avait des individus habitant Tunis depuis six, huit, dix, douze et quatorze ans, sans avoir jamais eu maille à partir avec la police pour quoi que ce soit.

Puis ce furent *les* expulsions! Les décrets d'expulsion sont datés du 21 avril, époque à laquelle M. Loubet faisait encore sa tournée en Algérie. Ils sont émis par le gouvernement beylical et contresignés par le consul de France à Tunis et par le vice-résident général. Les personnes arrêtées ont été enfermées dans la plus ignoble des prisons, où le typhus fait rage, tuant les prisonniers par douzaine, et mélangées aux Arabes voleurs et pouilleux. L'une d'entre elles fut mise en cellule avec un indigène accusé de viol sur sa propre fille. Quelques-unes ont été remises en liberté, trois jours après le départ de M. Loubet, en même temps qu'on leur signifiait le décret d'expulsion. Tous firent des démarches pour rester. A quelques-uns on a conseillé de demander un délai d'un mois, après l'expiration duquel ils pourraient en obtenir un autre de même durée. A d'autres, il fut opposé un refus absolu. Parmi ces derniers, il y a un père de six enfants. Le délai pour partir avait été fixé à huit jours. Tous ceux qui n'ont pas fait de prison, pendant le séjour de M. Loubet, ont été étroitement surveillés. Les voilà tous, à présent, sous le coup de l'expulsion, comme une épée de Damoclès suspendue sur leur tête, et nous ignorons quel sera le résultat final de cette affaire.

La presse locale, esclave du pouvoir, je parle de la presse française, reste muette. Quant au journal italien l'*Unione*, il est inféodé au consulat d'Italie, qui trouve naturellement tout cela fort bien. Ouvrez donc une campagne dans votre journal, et faites qu'y prennent part d'autres journaux de Paris, non-anarchistes, car parmi eux, je n'en doute pas, doivent se trouver des publicistes assez honnêtes et justes, pour que de semblables procédés les indignent. En un mot, agitez et faites qu'on s'agite, car ici nous avons la bouche bâillonnée. Nous sommes menacés à tel point, que, pendant l'emprisonnement de nos amis, leurs femmes qui allaient à la Sûreté demander des nouvelles, étaient insultées. On leur répondait en les tutoyant et on leur reprochait de s'être mariées à des anarchistes. L'une des perquisitions que je vous signalais tout à l'heure fut faite à minuit, et comme le perquisitionné refusait d'ouvrir à une pareille heure, les agents enfoncèrent la porte.

REYNIER.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les petits jeunes gens de Stanislas, devenus officiers par la grâce de la vierge Marie, brûlent de se distinguer; mais tout le monde ne va pas à Fachoda, et Fourmies, Chalons ou la Martinique n'arrivent pas tous les jours. Heureusement, une nouvelle voie vient de s'ouvrir : démissionnaire par conviction catholique. C'est simple, rapide et sûr. En deux jours, de simple purotin bâillant sur les promenades des sous-préfectures, lorgnant les trottins ou rossant les citoyens, par passe-temps, on devient un homme dont les journaux s'occupent et que la Patrie française case avec ardeur. On peut, comme Syveton, *espérer* un siège à la Chambre; en tous cas, on va à Paris, et on est quelqu'un. La position est fichue? Belle naïveté! D'abord, tout le monde ne peut pas devenir général, ce qu'on lâche, c'est tout au plus le grade de colonel, et puis les belles madames ont des pièces d'or, qui ne sont pas pour les chiens. Et voilà pourquoi MM. les officiers se préparaient à démissionner dans quelques régiments, à l'occasion des expulsions de moines. On ne le leur a pas permis. D'abord, sans doute, ils auraient pu devenir encombrants, mais surtout il y avait un danger grave à ces démissions à grand fracas. Le colonel de Saint-Rémy a dit naguère des choses excellentes, si bonnes qu'il n'y a qu'une chose à désirer : que chaque travailleur, devenu soldat, et mis devant ses frères grévistes, tienne un raisonnement pareil; les bonnes têtes ont vu tout de suite les « mauvaises conséquences » : la discipline est en danger. Si un porte-sabre a des convictions quelconques, l'armée est fichue. Tout compte fait, il vaut mieux obéir même à un gouvernement que l'on nomme de tous les noms que de se révolter : *car la révolte engendre la révolte.* Après avoir commencé par faire l'éloge des nobles guerriers démissionnaires, les gardiens de la morale se sont ravisés; ils se sont mordu la langue, *et les voilà revenus à la vieille doctrine, la seule bonne* : « *Les expulsions* sont odieuses, a dit un rédacteur de l'*Eclair*, un certain Père le Doré, mais pour le savoir, pour en être convaincu, *il faut y avoir réfléchi, il faut avoir raisonné* là-dessus. Ni l'officier, ni le soldat n'ont à raisonner ou à réfléchir sur les actes de discipline militaire. *Autrement, il faudrait dire aussi qu'ils peuvent et même qu'ils doivent refuser de marcher à l'ennemi, en cas de guerre injuste. Qui oserait le soutenir?* »

Voilà ce qu'a dit ce Doré; M. de Coubertin galonné, *avait parlé à ses* subordonnés dans le même sens. Et le *Temps* trouve ça parfait. Touchant accord. Voilà donc des déclarations qui n'ont pas été faites en l'air: elles émanent d'un concile des docteurs de la morale sociale. Nous savons une fois de plus que l'armée est l'instrument de toutes les sales besognes et de tous les crimes. *Quoi qu'on lui ordonne, elle doit obéir.* Eh bien! nous que l'on fait soldats par la force, nous savons ce que nous avons à faire, le jour où un ordre criminel nous serait donné. Quant à ceux qui, volontairement et sciemment choisissent le métier d'officier, ou, l'ayant choisi sans savoir, y restent, le P. le Doré ne leur envoie pas dire qu'ils ne sont pas des hommes.

M. L.

⁂

Pour la galerie et pour faire croire qu'ils sont utiles à quelque chose, quelques députés, annoncent les journaux, sont allés trouver le président du Conseil pour lui demander ce qu'il comptait faire pour enrayer le renchérissement du pain. Pour l'instant, il n'y a pas péril — à Paris, le pain a augmenté de 0 fr. 10 par quatre livres, ce qui a sa valeur dans un maigre budget d'ouvrier — a répondu M. Combes, et nos députés sont partis sur cette réponse, satisfaits d'avoir « fait leur devoir ».

On sait que la cherté du pain en France provient surtout des droits protecteurs, droits qui frappent d'un lourd impôt — 8 francs par 100 kilos, je crois — l'entrée des blés étrangers en France, ce qui fait que nous payons de 23 à 25 francs du blé que nous pourrions payer ce que le payent des nations voisines, c'est-à-dire 15 francs environ.

Les socialistes à la Jaurès font mine dans leurs canards de s'indigner et font retomber la cause sur l'auteur du régime protectionniste, sur celui que l'on a surnommé, à juste titre, « Méline pain cher ».

Mais nos socialistes nouvelle méthode n'oublient qu'une chose, c'est que depuis que Méline a fait voter ces droits, un des leurs, et non des moindres, a été justement ministre du Commerce, qu'il n'a tenu qu'à lui de supprimer ces droits, qu'au contraire dans un banquet de gros capitalistes, Millerand avait assuré à ses auditeurs que le régime protectionniste serait « respecté par le ministère », ce qui fut, en effet.

Mais alors, Messieurs les socialistes, puisque votre grand maître n'a fait que suivre la tradition, pourquoi impliquez-vous le seul Méline?

« Méline pain cher », d'accord!

Mais aussi « Millerand pain cher ».

P. D.

⁂

ANGERS. — *Procédés jésuitiques.* — Je tiens à signaler un fait ignoble qui vient de se produire à mon égard. Ayant avec l'aide de camarades organisé une conférence anticléricale avec le concours d'un orateur *socialiste*, on ne trouva rien de mieux que de me signaler comme anarchiste, ce dont je ne me cache pas, à mon patron qui, républicain, est directeur d'un important journal. Celui-ci me fit appeler et me demanda s'il était vrai que j'eusse tenu des propos pouvant semer la division et la discorde parmi le parti républicain. N'ayant jamais tenu ces propos, je réfutai sans peine cette accusation.

J'ignore quel est l'auteur d'une calomnie aussi jésuitique, j'espère qu'aucun de nos bons camarades socialistes n'est capable d'une telle lâcheté, car il est hors de doute que si j'avais eu affaire à quelque jésuite masqué j'aurais été immédiatement congédié.

EMILE GUICHARD.

⁂

Mouvement ouvrier. — Millerand a fait, la semaine dernière, à la Coopération des idées, une conférence sur l'organisation ouvrière. Quelques points sont intéressants et valent qu'on s'y arrête, car toute la doctrine néo-socialiste s'y rencontre.

Pour nous, les syndicats ouvriers doivent être considérés exclusivement comme des groupes d'opposition à l'exploitation capitaliste et à la société bourgeoise tout entière. Nous les voulons d'opposition violente, irréductible, — l'entente sur un point donné entre exploiteurs et exploités ne pouvant être que momentanée, mais sans lier à aucun moment les travailleurs pour l'avenir.

Millerand, au contraire, ne voit dans les syndicats qu'un groupement qui serait le tampon et qui réglerait toujours « pacifiquement » les conflits entre employeurs et employés. Les « conseils du travail » dont il a parlé au cours de sa conférence, ne doivent pas avoir d'autre but.

A nouveau il a ressorti le fameux projet de loi qui a pour but de donner « la capacité civile », c'est-à-dire le droit de posséder et de commercer aux syndicats, ce qui serait le meilleur moyen de mettre les organisations ouvrières à la merci des patrons, à la moindre tentative de révolte.

Les procès s'ensuivraient et les syndicats ne tarderaient pas ou à devenir tout à fait réactionnaires, c'est-à-dire à ne songer qu'à préserver leurs caisses, en évitant des conflits, ou à sombrer sous les coups des capitalistes.

La valeur « socialiste » de ce projet a été indiquée ces jours derniers par le Congrès des syndicats catholiques à la de Mun qui a fait sien ce projet de loi.

L'idéal de Millerand peut se résumer en deux mots : « adaptation du syndicalisme à l'Etat bourgeois » ou syndicalisme d'Etat.

C'est absolument l'envers du but que nous poursuivons. Nous ne concevons pas, en effet, le syndicat autrement qu'un organisme d'opposition, contre la société bourgeoise tout entière et, partant, contre l'Etat bourgeois.

Et ainsi se précisent et s'éclairent d'un jour nouveau les deux tendances des syndicats ouvriers.

La tendance réformiste d'adaptation à l'Etat, n'attendant tout que du pouvoir central sous forme de lois, décrets ou autres.

La tendance révolutionnaire, la nôtre, ne voulant voir dans le syndicat qu'un groupe d'opposition à la société bourgeoise et à l'Etat capitaliste, luttant avec ses propres moyens, n'attendant rien de l'Etat que sa disparition.

Et ainsi se définissent assez exactement les deux tendances syndicales réformistes et révolutionnaires qui ne sont en résumé, que les deux tendances toujours en opposition, étatistes et antiétatistes.

⁂

Devant les protestations soulevées de toute part par l'attitude des policiers de Rennes, le gouvernement a agi. Le nommé Lafitte, commissaire spécial qui avait ordonné de faire subir l'outrage de la visite aux malheureuses grévistes arrêtées, est mis à la retraite, c'est-à-dire qu'en souvenir des services rendus une rente lui est maintenant assurée jusqu'à la fin de ses jours. Le commissaire de police Goudelle est déplacé et envoyé à Halluin, dans le Nord, où il lui sera loisible de se livrer à des exercices semblables sur d'autres malheureuses. Enfin, un policier de second ordre est envoyé en « disgrâce dans un autre service ».

Et les justiciards et les véritards qui avaient fait mine de prendre l'affaire en main, sont, paraît-il, contents comme cela.

Je n'en suis, à vrai dire, que peu surpris, mais comme pour ma part j'aurais préféré l'autre solution, qui consistait à ce que le père, le frère ou l'amant d'une de ces malheureuses se payât sur une de ces brutes!

Quel bel exemple cela aurait été, et quel exemple autrement moral aussi!

P. DELESALLE.

⁂

Nous venons, par un effort bien généralisé et plein de cohésion, d'obtenir, dans une grève de six jours, satisfaction sur toutes les questions présentées par notre Chambre syndicale à MM. les patrons.

Il s'agissait surtout d'une réduction du temps de travail : la journée qui était de 11 heures, est de 10 à présent.

Le système de quart est supprimé et remplacé par le travail à l'heure; enfin, nous obtenons l'établissement d'un salaire minimum.

Ainsi, notre syndicat composé d'éléments très divers, après quelques mois d'existence seulement,

la signification révolutionnaire de la manifestation du travail et sur la grève générale.

Ont parlé aussi pour la même occasion à Taranto Pietro Gori, à Pise Virgilio Mazzoni, à Naples Ciro Petrucci, et d'autres camarades en d'autres villes comme Spezzia, Livourne, Ancône, Gènes et Messine.

⁂

Les travailleurs italiens sont toujours libres... de mourir de faim, à condition qu'ils ne soufflent mot. A Galatina, dans la Pouille, la foule des paysans qui protestaient contre les autorités au cri de *Pane e lavoro!* (Pain et travail) a été accueillie le 19 avril à coups de fusil par les soldats. Il y a eu deux morts et plusieurs blessés grièvement.

A Nardo, aussi dans la Pouille, d'autres paysans affamés ont envahi au nombre de 4.000 les routes communales et provinciales et les ont détruites avec des bêches et pelles, pour les réduire en terrain cultivable.

Dans la province de Ferrara (Romagne), le chômage est énorme. Des campagnes voisines arrivent dans les villages et dans les villes des foules nombreuses d'ouvriers et de paysans qui font des manifestations au cri de *Pane e lavoro!* (Pain et travail!)

Le gouvernement ne sait que concentrer des troupes dans ce pays ce qui donne l'apparence d'un véritable état de siège.

CATILINA.

Espagne.

On nous écrit de Barcelone que notre camarade Claria, directeur du journal *La Huelga General* (La Grève générale), a été arrêté le 12 mai et envoyé à la prison de Barcelone, à la disposition d'un juge militaire. Du temps où l'état de siège durait encore, c'étaient là pratiques quotidiennes, autorisées par la loi. Aujourd'hui la loi les défend, mais l'état de siège a duré si longtemps, il est si fréquemment appliqué à Barcelone par un gouvernement aux abois, que l'habitude est prise : MM. les galonnés jouent avec les simples travailleur comme un chat avec une souris. Le prétexte de l'arrestation est, paraît-il, une lettre écrite par Claria pendant son dernier emprisonnement. On aurait, de plus, saisi chez lui, après son arrestation, des exemplaires du *Manuel du Soldat*, traduit en espagnol. Un propagandiste de la grève générale, possesseur de pamphlets antimilitaristes, la rage du galonné a de quoi s'exciter.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Dimanche 24 mai, ballade de propagande à Brévannes. Rendez-vous est donné pour ceux partant à pied à 7 heures du matin; pour ceux prenant le train à 10 heures, 4, place de la Bastille, à la Tour d'argent, au coin de la rue de Charenton; pour les cyclistes, à midi, à la gare de Boissy-Saint-Léger. Déjeuner à Boissy, en face la gare. Causerie amicale de Paraf-Javal; promenade champêtre; distribution de journaux, brochures, etc.

⁂

Education libertaire du XIIIe *arrondissement*. — Réunion lundi 25 mai, à 8 h. 1/2 du soir, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare. — Causerie par un camarade.

⁂

Conférences par le camarade C. Papillon :

Mardi 26 mai, au *Réveil des I*^er^ *et II*^e^, 23, rue de Viarmes.

Vendredi 29, à l'*Effort* de Montrouge, 33, rue du Marché.

Samedi 30, à l'U. P. du Xe, 103, quai Valmy.

⁂

Causeries populaires du XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 27 mai, à 8 h. 1/2, causerie par Francis Jourdain sur : L'alcool est-il un aliment?

⁂

Sommaire du n° 13 de *Jean-Pierre* :

Petit Jacques au grenier, par G. Allié, ill. Hénault.

Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François Ier, par H. Hauser (à suivre).

Art scientifique, par Terroine (à suivre).

Les Propos de ma couleuvre (à suivre), ill. Hénault.

Correspondance.

Avis pour un stéréoscope.

Deux cartes postales.

Un dessous de carafe, ouvrage pour fillettes.

⁂

Les Anticrates. — Vendredi 22, à 9 heures du soir, salle Leduc, 31, rue Jean-Jacques-Rousseau, conférence publique et contradictoire, par le camarade Rousselle, sur : Les théories anarchistes et les conceptions socialistes. Appel aux contradicteurs.

⁂

Ligue internationale antimilitariste (1re section). — Conférence par un camarade.

Projet d'excursion avec les 19e et 5e sections.

⁂

Jeunesse socialiste révolutionnaire du Ve (E. I S. R.). — Les jeudis, 76 rue Mouffetard.

⁂

Groupe d'études sociologiques « Les Iconoclastes » de Montmartre. — Lundi 25 mai, à 8 h. 1/2 du soir, 123, rue Clignancourt, causerie par Albert Libertad. Sujet traité : A travers Rabelais.

⁂

Les membres de la colonie montpelliéraine de Russie, réunis le 10 mai 1903, décident de se joindre à la colonie parisienne de Russie dans la protestation adoptée à la réunion du 6 mai :

« Profondément indignés par les crimes que la bande antisémite a commis à Kischineff, sous la protection manifeste des autorités gouvernementales, les membres de la réunion mettent au pilori tous les initiateurs du massacre, sans pareil par sa cruauté; protestent contre la conduite infâme de tous ceux qui, par leur inactivité, ont coopéré aux violences et aux assassinats commis et expriment l'assurance que la classe ouvrière organisée de toutes les nationalités habitant la Russie saura, par son activité, prévenir le retour des horreurs de Kischineff et opposera la résistance active à toutes les tentatives de ce genre.

« La réunion constate le fait de la complicité des autorités gouvernementales dans les crimes des 6 et 7 avril (19 et 20 avril) à Kischineff et fait appel à tous les citoyens pour soutenir la lutte révolutionnaire contre le régime autocratique odieux qui démoralise les habitants et qui sème la haine de races et de religion. »

⁂

BOULOGNE-SUR-MER. — Les camarades qui ont fondé l'*Entente économique* font savoir que leur œuvre fonctionne et que le groupe central se trouve fixé à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Pour les renseignements, s'adresser à F. Calazel, 10, rue de l'Amiral-Bruix, Boulogne-sur-Mer.

⁂

ALAIS. — Les camarades se réunissent les samedis, à 8 heures du soir, et dimanches, de 2 à 4 heures, dans le local habituel.

⁂

GRENOBLE. — *Jeunesse libertaire antimilitariste.* — Aux jeunes gens!

Camarades,

De tous côtés craque le vieil édifice social, pourri de la base au sommet. C'est à nous, jeunes gens, de rentrer dans la lutte et de donner notre coup d'épaule pour que tombe enfin, sous les efforts des peuples révoltés, le vieux monde d'injustice et d'iniquité. Le patron ne regarde pas à notre jeune âge pour nous exploiter. Nous ne devons donc pas attendre que notre sang chaud et généreux se soit refroidi pour revendiquer nos droits à la vie et au bien-être.

Debout! jeunes gens, laissons de côté momentanément les plaisirs et les réjouissances pour nous attacher à l'œuvre féconde de révolution.

Jeunes gens, haut les cœurs! et rendez-vous nombreux à la réunion qui aura lieu le lundi 25 mai, à 8 heures du soir, au café Giraud, place Grenette, au premier, entrée par l'allée.

⁂

LILLE. — Les camarades de Lille ont l'intention d'organiser pour le dimanche 7 juin une *Grande balla le naturienne* et d'en profiter pour faire de la propagande par la parole, par la chanson et par la brochure à distribuer.

Itinéraire : Lille, Mons-en-Barœul, Croix, Roubaix. Casse-croûte au Palais du Travail.

Départ à 9 heures. Rendez-vous à 8 h. 1/2 au siège du groupe.

N.-B. — Prière aux camarades de se munir de tous les vieux journaux qu'ils auraient à leur disposition.

— De prochaines causeries, suivies de discussion, auront lieu sur les sujets suivants : La question de la population; La colonisation libertaire; Les moyens pratiques de l'antimilitarisme; La question du lancement de la petite feuille périodique *La Mistoufle*.

⁂

LYON. — Beaucoup de difficultés seraient aplanies si les efforts individuels et ceux des groupements avaient une entente pour pouvoir donner à la propagation des idées une plus grande extension.

C'est à ce résultat que nous invitons tous les groupes et individus qui seraient partisans de la propagande par la brochure et manifeste à distribuer, à nous envoyer leur adhésion.

Le groupe initiateur, avec l'appui des groupes d'Epinal, Saint-Claude, Saint-Etienne, Dôle, Bourgoin, Vienne et Grigni, a déjà fait éditer une brochure antimilitariste à 10.000 exemplaires — il ne nous en reste plus que 200.

Sous peu, une autre brochure à distribuer : *Du vol de nos droits primitifs au communisme anarchiste*, sera éditée; les groupes et camarades qui en désireraient, n'auront qu'à envoyer leurs souscriptions; il leur sera expédié autant de brochures que le prix de l'imprimerie et de l'expédition le permettra.

Adresser les correspondances et souscriptions au camarade Henri Fabre, rue Garibaldi, 206.

Le groupe *Germinal*.

— Dimanche, à 8 h. 1/2, une soirée familiale privée est organisée par le groupe *Germinal*, rue Paul-Bert, 26, salle Chamarande.

Le camarade E. Merle fera une causerie sur : l'Idée de patrie.

La soirée sera terminée avec le concours de quelques artistes amateurs.

⁂

TOULON. — Les camarades organisent, pour le lundi dit de Pentecôte, une ballade champêtre dans la vallée de Dardennes.

Ceux qui désireraient y venir sont priés de se donner rendez-vous le lundi 1er juin à 8 heures du matin, place Notre-Dame.

Chacun emporte ses vivres.

On est prié de se munir de vieux journaux, brochures, etc.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Honte, par G. Clemenceau; 1 vol., 3 fr. 50, chez P.-V. Stock, 27, rue Richelieu.

Affaire Dreyfus : 18e cahier de la quatrième série des *Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de La Sorbonne, Paris.

PETITE CORRESPONDANCE

Loquier. — Convocation arrivée trop tard la semaine dernière.

E., à Alger. — Nous avons bien reçu, excusez-nous, c'est un oubli

C., à Marseille. — *Quelques vers*, épuisé.

D., à Alais. — Nous n'insérons ici que ce qui a trait au journal. Impossible pour les communications personnelles.

Reçu pour le journal : P., à Lorient, 2 fr. — St., 5 fr. — Excédent de mandat, 1 fr. — Merci à tous.

F., à Lorient. — F., à Londres. — V., à Porto-Alegre. — S., à Fort-de-France. — R., à Vallabrègues. — G., à Cette. — G., à Voiron. — C., à San Francisco. — K., à Honolulu. — S., à Bonn. — B., à Torino. — E., à Noisy-le-Sec. — X., à Tenès. — B., à Genève. — W., à Gorinchem. — B., à Jemeppe. — P., à Saint-Claude. — B., à Berne. — H., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIEME ANNEE N° 5 DIX CENTIMES DU 30 MAI AU 5 JUIN 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

POSITION DE L'ANARCHIE

DANS

LA SCIENCE MODERNE

Quelle position occupe donc l'Anarchie dans le grand mouvement intellectuel du dix-neuvième siècle?

La réponse à cette question se dessine déjà dans ce qui a été dit dans les articles précédent. L'Anarchie est une conception de l'univers, basée sur une interprétation *mécanique* des phénomènes (1), qui embrasse toute la nature, — y compris la vie des sociétés humaines et leurs problèmes économiques, politiques et moraux. Sa méthode est celle des sciences naturelles; et par cette méthode, toute conclusion scientifique doit être vérifiée. Sa tendance — c'est de fonder une philosophie synthétique qui comprendrait tous les faits de la Nature, — y compris la vie des sociétés — sans tomber cependant dans les erreurs que firent Comte et Spencer pour les raisons déjà indiquées.

Il est évident que l'Anarchie doit par cela même nécessairement donner, à toutes les questions posées par la vie moderne, d'autres réponses, et prendre une autre attitude que tous les partis politiques et aussi jusqu'à un certain point les partis socialistes qui ne se sont pas encore séparés des vieilles fictions métaphysiques.

Certainement l'élaboration d'une conception mécanique complète de la Nature et des sociétés humaines est à peine commencée dans sa partie sociologique qui conduit la vie et l'évolution des sociétés. Cependant le peu qui a été fait porte déjà — quelquefois, inconsciemment même — le caractère que nous venons d'indiquer. Dans la philosophie du droit, dans la théorie de la morale, l'économie politique et dans l'étude de l'histoire des peuples et des institutions, l'anarchisme a déjà prouvé qu'il ne se contenterait pas de conclusions métaphysiques, mais qu'il chercherait à ses conclusions un fondement naturaliste.

Il refuse de se laisser imposer par la métaphysique de Hegel, de Schelling et de Kant, par les commentateurs du droit romain et du droit canonique, par les savants professeurs du Droit d'Etat, ou par l'économie politique des métaphysiciens, — et il cherche à se rendre un compte net sur toutes les questions soulevées dans ces domaines, en se basant sur une masse de travaux faits pendant ces dernières trente ou quarante années au point de vue du naturaliste.

(1) Il eût mieux valu dire : *cinétique*; mais cette expression est moins connue.

⁂

De même que les conceptions métaphysiques sur l'Esprit Universel, la Force Créatrice de la Nature, l'Attraction amoureuse de la Matière, l'Incarnation de l'Idée, le But de la Nature et sa Raison d'Etre, sur l'Inconnaissable, sur l'Humanité comprise dans le sens d'un Etre inspiré du Souffle de l'Esprit, et ainsi de suite, — de même que ces conceptions sont abandonnées aujourd'hui par la philosophie matérialiste (mécanique ou cinétique), et que les embryons de généralisations qui se trouvaient cachés derrière ces mots sont traduits dans le langage concret des faits, — de même nous essayons de faire lorsque nous abordons les faits de la vie en sociétés.

Lorsque les métaphysiciens veulent persuader le naturaliste que la vie intellectuelle et passionnelle de l'homme se déroule selon « des lois immanentes de l'Esprit », le naturaliste hausse les épaules et continue son étude patiente des phénomènes de la vie, de l'intelligence, des passions, afin de prouver que tous ils peuvent être réduits à des phénomènes physiques et chimiques. Il cherche à découvrir leurs lois naturelles.

De même lorsqu'on vient dire à un anarchiste que, d'après Hegel, « toute évolution représente une thèse, une antithèse et une synthèse » ou bien que « le Droit a pour but l'installation de la justice, qui représente la substantialisation matérielle de l'Idée Suprême », ou bien encore quand on lui demande quel est donc, selon lui, « le But de la Vie », — l'anarchiste, lui aussi, hausse les épaules et se demande. Comment est-il possible, qu'au milieu de l'épanouissement actuel des sciences naturelles il se trouve encore des antiques qui continuent à croire en ces « palabres »? des gens qui parlent encore le langage du sauvage primitif lorsqu'il « anthropomorphisait » la nature en se la représentant comme quelque chose qui est gouverné par des êtres aux apparences humaines?

Les anarchistes ne se laissent pas imposer par les «paroles sonores», puisqu'ils savent que ces paroles servent toujours à couvrir, soit l'ignorance — c'est-à-dire l'investigation inachevée, — soit, ce qui est bien pire, la superstition. C'est pourquoi, quand on leur parle ce langage, ils passent outre, sans s'y arrêter, et continuent leur étude des conceptions sociales et des institutions du passé et du présent, en suivant la méthode naturaliste. Et ils trouvent, évidemment, que le développement de la vie des sociétés est en réalité infiniment plus complexe (et bien plus intéressant dans un but pratique) que l'on serait porté à le croire si l'on jugeait d'après ces formules.

⁂

Nous avons beaucoup entendu parler récemment de la méthode dialectique, que les social-démocrates nous recommandent pour élaborer l'idéal socialiste. Nous ne reconnaissons pas du tout cette méthode, — comme d'ailleurs aucune des sciences naturelles, qui ne la connaît pas non plus. Au naturaliste moderne, cette « méthode dialectique » rappelle quelque chose de bien ancien, — de vécu et d'oublié, heureusement par la science depuis bien longtemps. Aucune des découvertes du dix-neuvième siècle, — en mécanique, en astronomie, en physique, en chimie, en biologie, en psychologie, en anthropologie, — n'a été faite par la méthode dialectique. Toutes ont été faites par la méthode inductive — déductive, — la seule méthode scientifique. Et puisque l'homme est une partie de la Nature, puisque sa vie personnelle et sociétaire est aussi un phénomène de la Nature, — au même titre que la croissance d'une fleur, ou que l'évolution de la vie en sociétés chez les fourmis et les abeilles, il n'y a donc pas de raison pour que, en passant de la fleur à l'homme, ou d'un village de castors à une cité humaine, nous abandonnions la méthode qui jusqu'alors nous avait si bien servi, pour en chercher une dans l'arsenal de la métaphysique.

⁂

La méthode inductive-déductive que nous employons dans les sciences naturelles a si bien prouvé son pouvoir, que le dix-neuvième siècle a pu faire avancer la science en cent années, plus qu'elle ne l'avait fait auparavant pendant deux mille ans. Et lorsque l'on commença (dans la seconde moitié du siècle) à l'appliquer à l'étude des sociétés humaines, on ne se heurta nulle part à un point où il fût nécessaire de la rejeter et de retourner à la scolastique médiévale, ressuscitée par Hegel. Il y a plus. Lorsque des savants, naturalistes, payant un tribut à leur éducation bourgeoise, voulurent nous enseigner en prétendant se baser sur la méthode scientifique du darwinisme : « Ecrasez quiconque est plus faible que vous : telle est la loi de la nature ! » — il nous fut facile de prouver, par la même méthode scientifique, que ces savants faisaient fausse route : qu'une loi pareille n'existe pas ; que la nature nous enseigne tout autre chose ; et que leurs conclusions n'étaient nullement scientifiques. Il en est de même pour l'affirmation qui voulait nous faire croire que l'inégalité des fortunes était « une loi de la nature », et que l'exploitation capitaliste représentait la forme la plus avantageuse d'organisation sociétaire. C'est précisément l'application aux faits économiques de la méthode des sciences naturelles qui nous permet de prouver que les ci-nommées « lois » des sciences sociales bourgeoises — y compris l'économie politique actuelle — ne sont nullement des lois, mais de simples suppositions ou bien des affirmations que l'on n'a jamais essayé de vérifier.

Ajoutons encore un mot. La recherche

scientifique n'est fructueuse qu'à condition d'avoir un *but* déterminé : d'être entreprise avec l'intention de trouver une réponse à une question nette, bien posée. Et chaque investigation est d'autant plus fructueuse que l'on voit mieux les relations qui existent entre la question que l'on se pose et les lignes fondamentales de notre conception générale de l'univers. Mieux elle rentre dans cette conception générale — et plus facile est la solution.

Eh bien ! la question que se pose l'Anarchie pourrait être exprimée comme suit : « *Quelles formes sociétaires garantissent le mieux, dans telle société données, et, par extension, dans l'humanité en général, — la plus grande somme de bonheur et, par conséquent, la plus grande source de vitalité ?* » — « Quelles formes de société permettent mieux à cette somme de bonheur de grandir et de se développer en quantité et en qualité, — c'est-à-dire permettent au bonheur de devenir plus complet et plus varié? » (Ce qui, soit dit en passant, nous donne aussi la formule du *progrès*). Le désir d'aider à l'évolution dans cette direction détermine l'activité sociale, scientifique, artistique, etc., de l'anarchiste.

PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

Les rapports entre cléricaux et anticléricaux se tendent. L'autre dimanche, à Plaisance et à Belleville, on s'est plus ou moins entre-assommé et entre-égorgé autour et à l'intérieur des églises du Dieu de paix et d'amour. Le sang rouge des socialistes, inférieurs en nombre et peut-être aussi en férocité, a coulé en holocauste sur les dalles du temple où c'étaient autrefois des bêtes qu'on victimait. Le vieux Iahvé aimait l'odeur du sang des animaux, mais elle incommodait les fidèles au point qu'il fallut brûler de l'encens dans les temples. Aujourd'hui que c'est le sang des hérétiques et des blasphémateurs qui va réjouir les narines de l'encore plus vieux Iahvé, l'encens est plus que jamais nécessaire.

L'emploi de la violence par les disciples de celui dont parlent les évangiles, est un peu surprenant. Mais l'Histoire nous a habitués depuis longtemps à voir Messieurs et Mesdames les catholiques, ainsi que leurs prêtres, leurs évêques et leurs papes, faire tout le contraire de ce que disent les évangiles. Ils refusent d'obéir aux lois de leurs pays, ils ne reconnaissent pas les autorités, — ces autorités qu'autrefois ils nous disaient être d'essence divine, — en un mot ils veulent gouverner et ne pas être gouvernés. Au lieu de se résigner, de tendre la joue aux soufflets, d'aimer leurs ennemis, de prier, d'offrir leurs persécutions et leurs malheurs au ciel, d'appeler l'intervention miraculeuse de leur Dieu, ils organisent la résistance, font signe à leurs amis antisémistes et nationalistes, se munissent de bons gourdins et frappent comme des sourds sur les têtes haïes des socialistes venus simplement pour les rappeler au respect de la loi. En agissant ainsi, ils font preuve de sens pratique, je ne dis pas le contraire, mais ils montrent que, comme religieux, ils sont des farceurs.

Plus on évolue, plus on s'affine, et plus on prend la violence et le meurtre en dégoût. L'emploi de la violence par les catholiques, aussi bien que par les nationalistes, antisémites, militaristes, par tous les réactionnaires, n'est donc pas pour affliger : il prouve que ces gens-là sont tout au bas de l'échelle humaine, insuffisamment évolués, et par conséquent appelés à disparaître sous peu. Il ne faut pas confondre la violence avec la force. Les violents sont des faibles qui s'irritent de se voir supplanter par les forts.

Maintenant, les socialistes ont-ils raison d'aller dans les églises pour empêcher les congréganistes de prêcher. C'est plutôt là l'œuvre des gens de police, et je n'aime pas beaucoup voir les socialistes faire une besogne de policiers. Les curés et les moines bafouent la légalité, c'est entendu. Mais la légalité est-elle une personne respectable en soi, et appartient-il bien à des révolutionnaires de l'affirmer? Ne feraient-ils pas mieux, au lieu de contrecarrer la liberté grande de leurs adversaires, d'en prendre prétexte pour réclamer et pour s'arroger plus de liberté pour eux-mêmes? Je ne l'affirme pas, mais je le demande.

R. C.

⁂

LYON. — *Singulier contraste.* — Le camarade Vernet, condamné à 6 mois de prison pour avoir conseillé aux soldats de lever la crosse en l'air plutôt que de tirer sur les grévistes, devra, à l'expiration de la peine qui l'a frappé, subir encore un mois de contrainte par corps, pour les frais du procès.

Quand le nommé Meyer, qui fut le chef de la police lyonnaise, fut accusé d'avoir détourné la caisse de retraites des urbains, dissipé le bénéfice financier que la prostitution rapportait au service préfectoral, touché un pot-de-vin dans la construction du nouvel hôtel de police, et ensuite arrêté, il tomba subitement malade; sa maladie devint si grave qu'on dut le transporter à l'hospice, et, lorsqu'il fut condamné à 13 mois de prison par la cour d'assise, la plus grande partie de sa peine était déjà écoulée, il guérit aussi rapidement qu'il était devenu malade, il n'eut donc plus qu'à sortir pour bénéficier de la liberté conditionnelle.

Voilà comment les gouvernements et les possédants comprennent la justice.

Le groupe *Germinal*.

⁂

SAINT-CLAUDE. — Comme vous le savez, nous avons eu ici une grève assez bien et rapidement menée. Nos revendications acceptées par les patrons ont été signées par eux, devant le juge de paix qui avait été choisi comme arbitre.

Tout cela en somme très *légalement*, ce qui n'empêche que, depuis, nous sommes soumis à une surveillance vraiment arbitraire. Je ne parlerai que pour mémoire de deux camarades qui ont reçu la visite des gendarmes à deux reprises, sous prétexte de vérifier leur livret militaire.

En ce qui me concerne, cela dépasse toutes les bornes. Il y a eu jusqu'à trois visites dans la même journée chez mon patron, qui déclare ne pas vouloir continuer à m'occuper. Les pandores ont été à ma pension et à ma chambre, et me font passer pour un véritable bandit; cela est intolérable et je vais être obligé de quitter d'ici.

Telle est la liberté — cependant soi-disant reconnue par la loi — dont nous jouissons sous un gouvernement quasi « socialiste ».

Il y a aussi une « Ligue » dite des « Droits de l'homme » : je serais curieux de savoir quels « Droits » elle sauvegarde en dehors de ceux des riches juifs.

F. P.

Russie.

KICHINEF. — Nous sommes maintenant bien renseignés sur la façon dont les chrétiens antisémites de Kichinef, en Bessarabie, ont, avec l'autorisation et l'aide effective de la police, de l'armée, des autorités locales et du ministre de Plehwe, célébré leurs Pâques sanglantes. 100 juifs tués, 500 blessés, dont une centaine ne survivront pas, 84 veuves, 216 orphelins, malgré le nombre des enfants tués; des centaines d'autres n'échappant que grâce à quelques hommes en qui le christianisme n'a pas complètement aboli les instincts naturels; tous les raffinements d'une cruauté folle, le viol, le pillage, etc., etc.; les autorités complices regardant faire et n'intervenant qu'après quarante-huit heures de massacres : bref le tableau que Drumont et les siens rêvent depuis longtemps de contempler dans Paris.

Nous ne pouvons ici reproduire les détails. Ceux qui pourront lire l'*Européen* (nº du 16, 5, 03) verront quels faits prouvent l'entente des égorgeurs et des voleurs antisémites avec les agents du tsar, contre le prolétariat juif révolutionnaire. Le sultan a les Albanais et les bachi-bouzouks, le tsar a les antisémites et les cosaques. Ces potentats de droit divin, dont la République française est l'alliée, dont nos hommes d'Etat sont les hôtes et les obligés, ont besoin, pour défendre leur trône menacé, d'êtres que leurs exploits nous montrent comme au-dessous de la brute, moins abjects cependant et moins odieux encore que leurs maîtres, machinateurs conscients de pareils crimes.

M. L.

Italie.

La classe 92 récemment appelée sous les armes a fourni un nombre de réformés bien supérieur à celui déjà très élevé des classes 90 et 91. Les signes de dégénération se multiplient et il est facile de comprendre pourquoi le ministre de la guerre a décidé de ne plus examiner désormais les conscrits exemptés pour raison de famille. Cette mesure pourra servir quelque peu à donner le change.

Il est intéressant de remarquer que la proportion la plus haute de jeunes gens inaptes à servir se constate dans les régions où se sont produites pendant ces dernières années les émeutes de la faim. C'est ainsi que dans l'arrondissement de Lecce où a eu lieu la dernière émeute et la dernière répression sanglante (commune de Galatena) le chiffre des inaptes au service est descendu en 1890 (dernière statistique parue) à 71 0/0. Dans les arrondissements de Bovino et de Modica où la famine a sévi également, ce chiffre a été de 52 et de 60 0/0. Si l'on compare ces chiffres avec ceux d'il y a 20 ans, c'est-à-dire de l'époque où des dépenses militaires exagérées n'avaient pas encore amené une augmentation fantastique d'impôts, on voit que la proportion des inaptes a plus que doublé. Et l'on pourrait faire, je crois, les mêmes constatations dans beaucoup d'autres arrondissements.

⁂

ROME. — Il est fort probable que le matelot d'Angelo, qui se trouvait parmi les camarades arrêtés par mesure de précaution, lors du voyage de Guillaume et d'Edouard, a été étranglé dans sa prison, par ses gardiens.

Voici en tout cas les faits :

D'Angelo raconta qu'il avait été passé à tabac par les carabiniers qui l'arrêtèrent à Fiumicino. Enfermé ensuite avec d'autres détenus, il dut avoir une explosion de révolte. On lui mit alors la camisole de force et on la lui laissa pendant trois jours. Le 5 mai à 6 heures du matin, il était mort.

Cette mort subite préoccupa les médecins de la prison, qui procédèrent à l'autopsie. Celle-ci révéla que d'Angelo robuste et sain, était mort par asphyxie. Sur le cou, sur les bras et les jambes on découvrit des marques bleuâtres.

On fait, il va sans dire, le secret sur cette affaire.

⁂

MILAN. — On a arrêté ici le camarade Oberdon pour avoir dit, dans la réunion Pro Armenia, que si les Arméniens et les Macédoniens voulaient s'affranchir, ils devaient employer la dynamite. Les camarades Leporone, Vigana, Monti, Stranco, Pacciarini, Albiate, Tauri, Veci, Zanerdi, Sadovan, Boscolo, et les frères Mazoceh ont été également arrêtés à la suite de la commémoration des massacres de mai 98. On voudrait par là tuer notre journal : *Il grido della folla*, dont ces amis étaient les rédacteurs. Mais d'autres les remplaceront.

TEODORICO RABITTI.

Angleterre.

LONDRES. — Le 23 mai aura lieu dans Hyde Park une démonstration contre le projet de loi par lequel le gouvernement veut abolir le School Board de Londres, qui depuis 1870 a si bien fait son devoir pour l'instruction primaire. L'intention du gouvernement est de mieux supporter les écoles fondées par l'Eglise (*national schools*) et dirigées par le clergé étatiste. Heureusement, il y a beaucoup de monde qui objecte. Ils se sont unis au dernier moment et il paraît que ce sera samedi prochain une imposante manifestation.

⁂

L'esclavage déguisé en Afrique. — A la conférence de la Fédération Nationale et Libérale des femmes, qui eut lieu la semaine passée à Londres, un des sujets du débat fut « le travail forcé » en Afrique du Sud. Le « travail forcé » — dit M. Herbert Samuel — existe en Afrique. La guerre contre les Matabélés a été causée par cela. Aujourd'hui ce n'est pas le travail forcé, il ne le sera que par répercussion (induced) contre lequel on lutte. L'indigène n'est pas *forcé* à travailler dans les mines, mais on va le taxer jusqu'à ce qu'il soit forcé de travailler dans les mines pour payer la taxe. Il existe une politique délibérée qui

veut forcer les indigènes à travailler dans les mines. (Et qu'on pense à l'indignation de M. Chamberlain !) On propose aussi de taxer la polygamie, dans le même but.

D'après M. Chamberlain la guerre contre les Boers avait pour un de ses buts principaux l'amélioration de la situation des indigènes.

∴

La destruction du London School Board. — Nous voyons avec le plus grand plaisir que l'intérêt public se penche de plus en plus du côté de ceux qui voient dans la menace de destruction du London School Board un crime, un retour au gouvernement des prêtres, comme il existait dans le moyen âge. Tous les jours ont lieu des meetings sous les plus différents auspices, mais tous ayant le même but, c'est-à-dire de préparer le peuple à combattre avec succès cette infâme proposition. Les progressistes, le Labour party, les libéraux, et les églises libres se sont unis pour cette grande protestation publique du 23 mai. Nous espérons avoir à annoncer un bon résultat la semaine prochaine.

Suisse.

GENÈVE. — Mlle F..., jeune ouvrière du Wurtemberg, descendit un soir vers les 11 heures, de son domicile pour aller à la rencontre de son fiancé. Dans la cour de l'immeuble, un individu — sans doute un indicateur de police — lui fit des propositions, aussitôt repoussées et l'individu fila; mais à ce moment même quatre agents de la police des mœurs bondirent sur la jeune fille et l'arrêtèrent pour racolage. Malgré ses protestations et l'offre de fournir immédiatement des preuves de son innocence, la jeune fille a été conduite en prison et détenue pendant quatre jours. Enfin, lorsque le juge a daigné s'occuper de cette scandaleuse affaire policière, il a relevé les contradictions des dépositions faites par les policiers, mais n'a pas demandé pourquoi, comment il se faisait que ces quatre agents se trouvaient là réunis tout fortuitement pour sauter à la gorge de Mlle F...

La victime de la police des mœurs a été mise en liberté de suite et un journal demande qu'il lui soit alloué une indemnité.

Dans l'espace de dix jours, c'est la deuxième jeune femme arrêtée arbitrairement par la police des mœurs et que le juge a dû libérer séance tenante.

∴

Le règlement prohibe l'emploi de certains engins de pêche, et lorsque les agents les découvrent, ils les saisissent ainsi que d'autres qui n'ont qu'une vague ressemblance avec les premiers. Les pêcheurs demandent que les engins saisis soient examinés par des experts compétents et que la simple déclaration des policiers soit insuffisante pour le prononcé d'une condamnation pour emploi d'engins défendus. En attendant, les engins saisis comme funestes au repeuplement des eaux ne sont pas détruits, mais vendus par la police aux pêcheurs, qui s'en servent, jusqu'à ce que les agents les leur saisissent de nouveau, mais cela n'est pas toujours le cas. Ce commerce fleurit depuis des années, c'est une véritable navette.

∴

A quoi sert la police à Genève ? La police sert à emprisonner une femme, Mlle C. H. Vaudoise, qui a obtenu trois francs de pain en employant un faux nom. Si elle était riche, le rapport de police dirait un pseudonyme.

La police sert à emprisonner M. F. F..., Bernois, parce qu'il a soi-disant volé un petit char, qu'il déclare lui avoir été prêté.

La police sert à emprisonner Mlle P. S..., Genevoise, accusée, le fait n'est même pas établi, d'avoir pris un carnet de... bank-notes ? Oh non ! un carnet de timbres-rabais ! Ouf ! ! !

La police sert à emprisonner M. E. C... et M. E. B..., des ouvriers, âgés l'un et l'autre de 10 ans. Ces... malfaiteurs mettent l'existence de la société en danger, ils ont dérobé... quoi ? Nous vous le donnons en mille. — *Une chaîne d'oignons ;* et c'est pour une chaîne d'oignons que gendarmes, juges, guichetiers, etc., etc., sont requis.

Chaque année, nous payons des centaines de mille francs pour entretenir la légion des pandores et des jugeurs, et voilà leur besogne. Quant aux quatre bandits qui arrêtent arbitrairement une jeune femme à 11 heures du soir, la torturent et la gardent plusieurs jours en prison, ces individus-là, autrement dangereux que ceux qui prennent douze cents chaînes d'oignons, la bande judicopolicière tait leurs noms et prépare leur avancement. Attendons-nous à les voir commissaires de police.

∴

ST-GALL. — Dans la nuit du dimanche au lundi à Rotmonten près de Fablat, un ouvrier brodeur, M. Muller, connu comme un excellent travailleur, voyant le travail lui manquer et craignant de ne plus pouvoir subvenir à l'entretien de sa famille, décidé d'autre part à ne pas laisser ses enfants à la charge de l'assistance publique dont il avait été à même d'apprécier le rôle, a tué à coups de hache sa femme, un enfant de quatre ans et un nourrisson; il a aussi grièvement blessé ses trois autres enfants, puis s'est coupé la gorge, pas assez cependant pour que la blessure soit mortelle.

∴

ZURICH. — Dans une assemblée électorale, un candidat au Conseil national, le sieur Hauser, employé de l'état civil à Stadel, fut accusé publiquement d'avoir commis une malversation de 1.150 francs. Hauser ayant été nommé conseiller national, porta plainte contre ses accusateurs, MM. Schaeublin rédacteur à Besserderf et Kleinert. Le tribunal du district de Bulach condamna les soi-disant diffamateurs à de fortes amendes et à des dommages-intérêts.

Mais les accusateurs portèrent l'affaire devant le tribunal cantonal, qui a libéré M. Schaeublin et réduit à peu de chose l'amende infligée à Kleinert, parce qu'il est prouvé que le conseiller national Hauser, dans l'exercice de ses fonctions, s'est enrichi aux dépens d'une pauvre famille, en trafiquant d'un immeuble vendu aux enchères. Il a gagné 500 francs sur le débiteur et 500 francs sur l'acheteur. La Cour d'appel — douce pour les gens au pouvoir — juge qu'il y a là, sinon un délit, du moins un acte indélicat justifiant le reproche public fait au sieur Hauser.

Australie.

La grève des travailleurs sur les chemins de fer dans la province de Victoria est de la plus grande importance, confirmant notre opinion que la protection du travail par l'Etat n'est autre chose que la protection du capitalisme. L'Etat est le propriétaire des chemins de fer de Victoria, et il y existe un système de retraites (Old age pensions) que l'Etat paye à ceux qui ont travaillé un certain nombre d'années sur les chemins de fer de l'Etat. — Il y a quelques mois il y eut une dispute entre l'Etat et les travailleurs à cause du taux des salaires. Maintenant, c'est à cause des simples droits humains qu'on lutte. Les travailleurs voulaient s'associer au bureau central des Trades-unions (syndicats) de la colonie, au Trades Hall (Bourse du travail). Mais, dit l'Etat, les travailleurs sont *nos serviteurs*, ils n'ont donc pas le droit de s'associer à aucune organisation qui pourrait les forcer un jour à faire cause commune avec quelque autre organisation hors du domaine de leur propre travail. C'est-à-dire, ils sont des fonctionnaires et ils doivent toujours se mettre du même côté que l'Etat, même contre d'autres travailleurs, si l'Etat le veut.

Sachant bien que beaucoup de travailleurs sont déjà âgés et s'attendent à leurs retraites, le gouvernement et la bourgeoisie ont agi résolument. Ils ordonnèrent (12 mai) aux employés de quitter le Trades-Hall, sous peine de perdre leur emploi. C'est alors que les conducteurs des locomotives commencèrent leur grève. La grève ne dura que huit jours. Ne se voyant pas soutenus par leurs frères, les grévistes ont dû se rendre le 18. Mais, quoique le gouvernement de Victoria reçoive des félicitations innombrables à cause du dit apaisement de la grève, un recommencement est déjà sur le tapis et la fin n'y est pas encore.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Ligue Internationale pour la défense du soldat (12e Section). — Samedi 30 mai, à 8 h. 1/2, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton, grand meeting public avec le concours des citoyens A. Meslier, Paul Fribourg, J. Colly, Dr Coutant, Ch. Lermitte et Auguste Cuche.

Ordre du jour : Suppression des conseils de guerre; Affaire de Coubertin; Protestation contre les poursuites du *Manuel du Soldat.*

Entrée pour couvrir les frais : 25 centimes.

∴

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 1er juin, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare. Causerie par un camarade.

∴

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Dimanche 28 juin, ballade de propagande à Clamart.

Les camarades ayant des volumes en main sont invités à les remettre tous les jours chez la concierge.

∴

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey. — Vendredi 29 mai, à 8 h. 1/2 : Célestin Bosc, *Le peuple et les Napoléon.*

∴

Anniversaire de la Semaine Sanglante

Tous les membres des Comités socialistes, Groupes de libre pensée, Loges, Jeunesses révolutionnaires, U. P., Coopératives et Syndicats sont instamment priés de se réunir le dimanche 31 mai 1903, place de la Nation, à l'entrée de l'avenue Philippe-Auguste, à 1 h. 1/2 très précise, pour se rendre en masse au Mur des Fédérés.

Les militants et groupes sont priés de se munir de leurs insignes.

∴

Les Anticrates. — Vendredi 29, à 9 heures du soir, salle Leduc, rue Jean-Jacques Rousseau, causerie par un camarade.

∴

Ligue internationale antimilitariste (1re Section). — Lundi 1er juin, salle Leduc, à 8 h. 3/4, 31, rue Jean-Jacques-Rousseau, conférence publique et contradictoire par E. Armand sur le Militarisme.

∴

Au moment où les « représentants » du Paris votard s'en vont féliciter le tsar assassin de ses derniers massacres, la *Jeunesse libertaire du Ve* adresse l'expression de toute sa haine et de tout son dégoût à Nicolas le bourreau, ainsi qu'à ses lâches valets.

∴

Jeunesse libertaire du Ve (ex-Jeunesse socialiste-révolutionnaire). — Causeries, les jeudis, à 8 heures, 76, rue Mouffetard.

∴

Causeries populaires du XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 3 juin, à 8 h. 1/2, causeries par Paraf-Javal sur : L'air. — Lavoisier.

∴

Les Iconoclastes, de Montmartre. — Le lundi 31 mai, le groupe ne se réunira pas.

∴

Quelques camarades des XIe et XIIe arrondissements ont l'intention d'organiser une section de *Régénération* pour ces deux arrondissements.

Leur but est d'étudier par des causeries et lectures les questions sociales, et plus particulièrement la question néo-malthusienne.

Le mercredi 3 juin, à 8 h. 1/2 du soir, café Maillard, 12, rue Faidherbe, 11e causerie du camarade E. Humbert.

Sujet traité : Limitation volontaire des naissances.

.·.

Conférences par le camarade Papillon :

Samedi 30 mai, à l'U. P. du Xe, 103, quai de Valmy.

Mardi 2 juin, à l'U. P. Zola, 44, rue Planchat.

Sujet traité : La Colonie libertaire de Vaux (Aisne).

.·.

Samedi 30 mai, Hôtel des Sociétés Savantes, à 8 h. 1/2, conférence de Sébastien Faure :

L'Enseignement — liberté ou monopole.

.·.

Groupe abstentionniste de Montreuil. — Les camarades de Montreuil, Vincennes, St-Mandé et Fontenay-sous-Bois qui ont suivi la campagne abstentionniste de la dernière période électorale, sont invités à assister à la réunion qui se fera chez Fourmy, 57, rue de Paris, à Montreuil, le samedi 30 mai, à 8 h. 1/2.

Ordre du jour : Causerie par le camarade Francis Prost sur l'organisation de la campagne abstentionniste.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Veau d'or, roman de Georges Lecomte ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

L'Affaire Dreyfus, tome III (La Crise), par J. Reinach ; 7 fr., chez Fasquelle.

La Création (d'après un témoin oculaire), par C. Bouglé ; 1 vol., 2 fr., chez Michalon, 26, rue Monsieur-le-Prince.

Zette (Histoire d'une petite fille), par P. et V. Margueritte ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit., 8, rue Garancière.

Hontes humaines (vers), par Eléonore de Mérinval ; 1 vol., 3 fr. 50, chez l'auteur, 23, boulevard des Batignolles.

Traité de biologie par Le Dantec, une plaquette chez Alcan, 105, boulevard Saint-Germain.

L'autre danger, comédie, par M. Donnay, 1 vol., 3 fr. 50 chez Fasquelle.

A voir, quoiqu'un peu faible, le n° 111 de l'*Assiette au beurre*, sur le *Journalisme*, par Poulbot.

Et les dessins de Steinlen, Hermann-Paul, Roubille, Grandjouan dans les n°s 6, 7, 8, 9 et 10 du *Canard Sauvage*.

POUR L'ÉDITION

Elle va son bonhomme de chemin. La moitié des feuilles à peu près est imprimée. Il ne reste plus que quatre dessins à faire rentrer.

Il reste quelques souscripteurs à prendre remboursement, ça sera fait cette semaine. Ceux qui auront été oubliés ou qui n'ont pas encore envoyé leur adhésion, sont priés de le faire au plus vite.

Si le nombre en avait été plus grand, j'aurais augmenté le nombre de pages, ajouté quelques dessins de plus, mais, comme je l'ai dit dans les commencements, je pars avec un déficit de 3.000 fr., je suis forcé d'ajourner les améliorations sur les volumes ultérieurs.

La composition de ces volume, les rend utiles aux groupes d'études, aux U. P. : ils y trouveront toute la matière voulue pour des lectures publiques, des textes de conférences, sur chaque sujet.

La bibliographie qui les accompagne est nécessaire à ceux qui veulent étudier le sujet plus à fond, car elle leur apporte la liste des ouvrages y afférents.

J. Grave.

A NOS LECTEURS

Afin d'activer la propagande en faveur de la « Mano Negra » *nous avions fait tirer plusieurs brochures, utilisant à cet effet l'argent de la souscription, escomptant la vente qui a été arrêtée par le succès de la campagne.*

Ces brochures restent bonnes pour la propagande, et les camarades nous aideraient à rembourser ce que nous devons à la souscription en nous aidant à placer les brochures qui nous restent.

1° La « Mano Negra », *à 0 fr. 10, franco 0 fr. 15 ; le cent, 4 fr. Il en reste environ 4.000 exemplaires.*

2° La « Mano Negra » *et l'opinion française, 0 fr. 05, franco 0 fr. 10 ; le cent 3 fr. Il en reste quelques mille également.*

3° Le numéro spécial illustré à 6 fr. le cent.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco 2 75
Autour d'une vie, par Kropotkine 3 10
Les Aventures de Nono, par J. Grave . . . 2 75
La Colonne, par L. Descaves 2 75
Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais 3 20
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus 2 75
L'Inévitable révolution, par un proscrit . . 2 75
Les Primitifs, par Elie Reclus . . . . . . 4 »
Les affaires sont les affaires, par O. Mirbeau . 3 »

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Une collection de cartes postales illustrées, tirées des illustrations du volume *Guerre-Militarisme*. 1 franc les 10 cartes, franco.

.·.

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant . . . . » 15
La Grève générale, rapport des Etudiants S. R. I. . . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . » 15
La Femme esclave, par Chaughi, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac . . . . » 15
L'Education pacifique, par Girard . . . . » 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couv. de Heidbrinck . . . . . . » 15
L'Election du Maire, id., par Léonard, couv. de Vallotton . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce . . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . » 20
L'Anarchie, par Girard . . . . » 10
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . » 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin . . » 30
Aux femmes, de Gohier, couverture de Lebasque . . . . » 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel. » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . » 20

Les Temps Nouveaux, sept années complètes : 7 fr. l'année

La Révolte, journal et supplément, collection complète (deux seulement restent) : 150 francs.

Supplément de la *Révolte* : 50 francs.

Images à l'usage des enfants. — Chauvinard : 3 francs le cent.

Les Deux Haricots, par Paraf-Javal.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; franco : 3 francs.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

.·.

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco 1 fr. 15.

Les dix ensemble, réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux ; franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs ; franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

AUX CAMARADES

Nous venons de faire réimprimer **A mon frère le paysan**, *par Elisée Reclus. Nous la laissons à 3 fr. 50 le cent. C'est une excellente brochure de propagande s'adressant aussi bien au citadin qu'au paysan.*

Nous avons, également, **Communisme et Anarchie**, *de Kropotkine, et* **La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière**, *de Nettlau, à 7 fr. le cent.*

VIENT DE PARAITRE

Cartes postales illustrées : *Epouvantails* et *Le Calvaire des mineurs*, réductions de nos lithographies. *Les Malheureux, Ouvrier et patron ; Educateur et électeur !* Enfin les portraits de : L. Tolstoï ; S. W. Balmascheff et G. Bresci.

L'exemplaire par la poste : 0 fr. 10.

N° 1. — *Fraternité*, dessin de R. Mouton, vers de Montéhus.

N° 2. — *Les Conscrits*, dessin de Ch. Aubry, vers de Couté.

N° 3. — *La Crosse en l'air*, dessin de Ch. Aubry, vers de J.-B. Clément.

N° 4. — *La Révolte*, dessin de G. Wuyts, vers de Xavier Privas.

N° 5. — *Harmonie*, dessin de Ratel, fragment de « Travail » et autographe de Zola.

Six cartes anticléricales de J. Hénault, 0 fr. 50.

Sous peu paraîtra une série de 12 de nos lithographies en réduction, gravées sur bois par Berger. Nous les annoncerons aussitôt parues.

LES TEMPS NOUVEAUX

sont en vente à Nouméa

Chez FACHARD, *horloger, place du Marché.*

On y trouve également des brochures anarchistes.

PETITE CORRESPONDANCE

C. et F., au Mans. — *A mon frère le paysan*, 3 fr. 50 le cent, et *Le Tréteau électoral*, 6 francs.

S., à Etampes. — Bon.

G., à Touse. — Non. Ils n'ont pas continué.

F. B., à Berne. — Reçu 10 francs. A quoi faut-il les appliquer ?

G. G., à l'Epalant. — Manque le n° 3 de la 1re année. — Lisez les *Aventures de Nono*.

G. P., à Gand. — *Der Anarchist*, à Berlin — je n'ai pas pu déchiffrer d'autre adresse, et *Neues Leben*, Naunynst. 68, Berlin S. O., 10 pfennigs le numéro.

Reçu pour la liberté d'opinion : propagandiste isolé, 0 fr. 25.

Reçu pour la brochure à distribuer : propagandiste isolé 0 fr. 25. Listes précédentes : 8 fr. 75. — En caisse 9 fr.

Reçu pour le journal : C. F., 5 fr. — X., 1 fr. 50. — Propagandiste isolé, 0 fr. 50. — G. P., à Gand, 1 fr. — Merci à tous.

L. B., à Marseille. — M. F., à Munich. — P. à Brest. — S., à Fort-de-France. — L., à Cayenne. — F. à Nouméa. — G. P., à Senones. — H. C., à Genève. — R., à Sciez. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 6 DIX CENTIMES DU 6 AU 12 JUIN 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

KICHINEFF

Au cours des grands massacres arméniens, l'ambassadeur d'Angleterre, sir Philippe Curie, se rendit un jour au Palais d'Yldiz et très respectueusement fit observer à S. M. I. Abdul Hamid II que la cavalerie kurde, dite *hamidieh*, du nom même du fondateur, se distinguait par une excessive férocité et excellait, plus qu'il ne convient, dans les tueries et les viols de personnes inoffensives et désarmées. « Hé ! Hé ! répondit en riant le sultan, les hamidiehs, ce sont mes cosaques, à moi. »

A lire le récit de l'affaire de Kichineff, on se rend aisément compte qu'en Russie et en Turquie, les procédés et les méthodes sont exactement semblables et que le gouvernement utilise à merveille les antagonismes héréditaires de religion et de race pour provoquer le massacre des dissidents.

Selon la coutume, le seul journal local (dont la publication fût tolérée par la censure) reprit, au moment de la Pâque juive, la vieille légende du crime rituel, de l'assassinat ordonné aux juifs par leur religion. Puis, le premier jour de la Pâque russe, des gamins, des ouvriers, des petits commerçants et des artisans chrétiens, sous la conduite de deux intellectuels russes, se ruèrent vers la ville basse, armés de marteaux, de haches et d'épées.

Quand ils se furent suffisamment entraînés par le pillage, ils commencèrent à tuer : la police arrêta les bouchers juifs qui avaient l'insolence de se défendre. On assomme les hommes ; on viole les femmes ; des morceaux de linge trempés dans le sang juif sont fixés au bout de longues cannes et les massacreurs crient : « Voilà des drapeaux rouges ! » Des étudiants en théologie, par piété, enfonçaient aux juifs de gros clous dans les pieds et dans les mains, pour venger le crucifié galiléen. Dans une correspondance publiée par l'*Européen*, d'après les documents très incomplets donnés par quelques journaux russes, il faut relever quelques épisodes de particulière sauvagerie. Ces faits se sont produits sous les yeux bienveillants des officiers et de la police, d'après les *Novosti* de Pétersbourg (N° 110) :

1° A Sarah Tounarji on a enfoncé deux clous dans les narines jusqu'à ce qu'ils aient percé le crâne.

2° A M. Liss on a distendu les articulations des bras et des jambes.

3° A M. Kchariton on a coupé les lèvres, puis on lui a arraché la langue avec le larynx ; les brigands se servaient de longues pinces.

4° A l'angle de la rue Gostinnaia et Swetchnaia, on a assis une femme en état de grossesse et on lui a appliqué la bastonnade sur le ventre.

5° On a trouvé une fillette déchirée en deux moitiés.

6° On a violé des petites fillettes jusqu'à ce qu'elles mourussent dans les bras de ces bêtes fauves.

7° M. Seltzer a eu une oreille arrachée et a reçu douze blessures à la tête, si bien qu'il est devenu fou.

Les belles dames en voiture allaient contempler ces spectacles édifiants. Que si un chrétien avait le courage de protéger les victimes désignées, il passait juif à son tour et risquait grandement d'être écharpé.

Cela dura deux jours, puis le lundi soir, le gouverneur, qui avait reçu seize heures auparavant un télégramme l'invitant à arrêter les tueries, interpréta les ordres au sens large et ne fit cesser le massacre qu'après les deux jours pleins. L'analogie est complète avec les massacres arméniens qui s'arrêtaient également, aussitôt qu'une sonnerie de clairon ou une invitation formelle des autorités en ordonnait la cessation.

Bilan : cent morts, cinq cents blessés, dont un cinquième en danger de mort, le reste estropié pour toujours ; quatre-vingt-quatre veuves ; deux cent seize orphelins ; huit mille familles, soit vingt-cinq mille créatures humaines environ, réduites à la plus complète misère.

Toutes les fois que des brutes humaines déchaînées se livrent à de pareilles débauches de sauvagerie en Turquie, en Russie, en Chine (j'entends ici les brutes européennes), dans les colonies françaises, anglaises, allemandes, belges, américaines, selon leurs préjugés personnels, les hommes qui blâment ces pratiques sanglantes en rejettent toute la faute sur « la foule ignorante et brutale », foule civile ou foule en uniforme ou sur ses chefs.

Le vrai est qu'à Kichineff, par exemple, il y eut égale responsabilité, comme partout ailleurs. La foule, tenue dans une ignorance épaisse par le soin de ses maîtres, peu désireuse de se libérer, prête à écouter de préférence un Souvorine ou un Drumont, croit faire œuvre pie en massacrant le non-chrétien, l'étranger, l'ennemi, le nègre, le jaune; elle satisfait ses instincts de proie en leur attribuant d'honorables motifs religieux et patriotiques. Elle ne s'aperçoit même pas qu'elle exerce sa force de haine contre de pauvres êtres inoffensifs et qu'elle joue ainsi le jeu de ceux qui la tiennent en servage.

Les autorités font, de leur côté, leur devoir d'autorités; elles obéissent aux nécessités de leur fonction : le chef de police, l'officier qui excitent au meurtre ou qui tuent directement, accomplissent la besogne même à quoi ils furent destinés. A Kichineff encore, ils ne faisaient qu'exécuter dans leur esprit véritable les lois contre les juifs, qui sont des lois d'extermination et d'éviction sournoise.

On sait quelles sont ces lois. Sous prétexte d'empêcher que quatre millions et demi de juifs (dont quinze mille financiers et commerçants, le reste crevant de faim) n'exploitassent quatre-vingt-dix millions de Russes, le gouvernement tsarien a pris depuis de longues années des mesures d'exception contre les juifs. Au Congrès de Berlin déjà, Gortchakoff, plénipotentiaire moscovite, avait semblé en cette question peu libéral à un humanitaire aussi tendre que le prince de Bismarck, et quelques années plus tard, en 1881 et 1882, pour dériver contre les juifs les *énergies populaires sollicitées* par la propagande nihiliste, on avait excité la foule russe à tuer des juifs en disant : « Notre Petit Père le veut. »

Déjà, de fort bonne heure, dès le dix-huitième siècle, les juifs de Russie avaient été parqués dans certaines parties de l'empire. En mai 1882, Ignatieff, le général *Mensonge*, imagina une législation plus efficace :

1° Interdiction aux juifs de s'établir hors des villes et bourgades.

2° Annulation de tous contrats faits au nom d'un juif et ayant pour objet l'achat, l'hypothèque ou la location d'immeubles ruraux. Nullité des mandats donnés à un juif pour administrer des immeubles ruraux.

3° Défense aux juifs de commercer les dimanches et jours de fête.

En 1890, aggravation des lois « temporaires » d'Ignatieff. Les juifs sont exclus des professions dites libérales, congédiés par les administrations de chemins de fer, chassés (sauf un petit nombre) des écoles, des universités et des hôpitaux; astreints à des impôts spéciaux. Le *territoire juif* est encore restreint : l'accès des places fortes et d'une certaine zone frontière leur est interdit. Ainsi, à part 500.000 privilégiés, trois millions de juifs russes sont cantonnés dans les villes du *territoire* et un million en Pologne.

Il s'ensuit que dans les villes où ils sont ainsi refoulés, les juifs forment la majorité et sont, par leur nombre même, et la concurrence qu'ils se font, voués à la plus atroce misère : leur salaire quotidien descend à 0 *fr.* 40 et moins.

C'est sur cette foule lamentable qu'à certaines époques, le peuple russe, misérable lui-même, est lâché par ses maîtres. Ni lui, ni les fonctionnaires ne peuvent considérer autrement que comme des ennemis ces juifs contre qui ont été prises de si formidables mesures d'exception. Ces êtres rongés de vermine, épuisés de privations, consumés de phtisie et de typhus, doivent être de bien redoutables malfaiteurs pour que les tsars, très bons et très cléments,

emploient tout leur pouvoir à les écraser. Et la plèbe de Kichineff, parce que ses instincts lui paraissent ennoblis par le loyalisme, incise allègrement en forme de croix le ventre des femmes juives enceintes.

Je ne sais plus quel écrivain patriote vantait naguère le geste noble des petits soldats français enfonçant avec joie leur baïonnette dans le ventre de Chinois désarmés. Si, par impossible, un ambassadeur français osait faire observer au Tsar ami et allié que les événements de Kichineff ne sont pas à son honneur, le jeune souverain pacifique, se souvenant d'Alger et des batailles communes en terre chinoise, aurait tôt fait de répondre : « Ce sont mes décerveleurs à moi et mes braves lignards ! »

PIERRE QUILLARD.

LES DROITS DE L'ENFANT

Nous avons maintes fois ici protesté contre l'odieux esprit de domestication des intelligences qui anime l'enseignement officiel. Nous avons démontré à plusieurs reprises — pièces en mains — que l'enseignement laïque, tel qu'il est professé aujourd'hui, ne vaut ni plus ni moins que l'enseignement religieux dont il a adopté les méthodes autoritaires et dogmatiques en se bornant simplement à spécialiser sur des formes plus concrètes la vénération et le culte imposés.

Mais entre les dogmes, entre les superstitions, nous n'avons pas à choisir. Nous les rejetons également. Ce qu'il nous faut c'est la vérité, la vérité démontrée par la science, enseignée sans peur des conséquences sociales qu'elle peut entraîner, certains que ces conséquences ne peuvent être que salutaires pour tous.

Aujourd'hui un conflit aigu surgit entre l'enseignement officiel et l'enseignement congréganiste. Car tel est le fond de la querelle actuelle entre le gouvernement et les congrégations: accaparer le droit exclusif de la formation des mentalités. Aussi sommes-nous menacés de la monopolisation de l'enseignement par l'Etat.

Il y a là un danger qu'il faut à tout prix conjurer. Car si l'enseignement religieux est détestable, quelque désir que l'on puisse éprouver de le voir disparaître, il faut reconnaître au système actuel un avantage sur le monopole de l'Etat — et je ne comprends pas que les socialistes sincères s'abusent à ce point sur ce sujet — c'est que si l'enseignement religieux s'exerce librement, en face de lui et contre lui peuvent se dresser des initiatives et se fonder des écoles ayant pour effet de lutter contre tout dogmatisme et de préparer vraiment des esprits libres. Ce qui serait impossible sous le régime du monopole.

En tout cas, un groupe de camarades préoccupés de ces questions vient de s'organiser en vue de provoquer un mouvement d'opinion contre les méthodes abrutissantes qui tendent à donner à nos enfants des âmes d'esclaves et de domestiques. Pour commencer, ce groupe a rédigé une protestation dont le texte suit et qui a pour objet de recueillir des signatures et des adhésions. Au fur et à mesure des appuis que nous rencontrerons, nous étendrons notre action et nous agirons par des brochures, des affiches, des réunions, et, si possible, par la résurrection de l'école libertaire.

ANDRÉ GIRARD.

Voici le texte de la protestation qui a déjà recueilli plusieurs signatures.

« Les soussignés, estimant que l'éducation doit avoir pour but non pas de pressurer et de déformer l'esprit de l'enfant en vue de le modeler suivant un type uniforme, mais de favoriser le développement normal de chaque individualité par l'épanouissement de ses aptitudes propres; que le but de l'enseignement doit être non pas d'inculquer des idées toutes faites, mais d'accoutumer l'enfant à comprendre, à raisonner et à discuter même ce qu'il apprend, afin d'en saisir toute la portée;

« Considérant que l'enseignement officiel, loin de réformer les méthodes dogmatiques et autoritaires de l'enseignement clérical, les a au contraire adoptées en se bornant à substituer à l'idolâtrie religieuse, l'idolâtrie du Capital, du Drapeau et de la Guerre;

« Que jusque dans ses moindres détails, il semble n'avoir d'autre préoccupation que de former des serviteurs dociles et passifs, prêts à faire le sacrifice de leur sang pour la sauvegarde des intérêts des classes dirigeantes;

« Que cette mainmise par l'Etat sur le cerveau de l'enfant, dont on met à profit l'inconscience pour le façonner à souhait dans un but de domination plus aisée et plus lucrative, est le plus monstrueux attentat qu'il soit possible de perpétrer contre la personnalité humaine;

« Protestent contre le dogmatisme et l'esprit de servilisme qui constituent l'enseignement officiel — enseignement dont la monopolisation par l'Etat serait un danger certain pour le développement des esprits libres — et engagent tous les pères et mères de famille, soucieux de l'avenir intellectuel et moral de leurs enfants, à seconder un mouvement d'opinion contre cette domestication des caractères et à prêter leur concours à toute initiative tendant à sauver les jeunes générations de l'abjection qui leur est systématiquement imposée.

« Afin d'aider à l'extension de ce mouvement de protestation, soit par des publications (brochures, placards, affiches, journaux, etc.), soit par des réunions et conférences, une souscription permanente est ouverte dès maintenant. Adresser les fonds aux *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca, Paris (5e), ou à André Girard, 14, rue Dupuis, Grand Montrouge. Il sera rendu compte des sommes reçues et de leur emploi dans les journaux qui nous aideront de leur publicité. »

MOUVEMENT SOCIAL

La justice chez les conseils de guerre. — Le conseil de guerre d'Oran a eu, ces jours-ci, deux cas semblables à juger, deux hommes inculpés tous deux de voies de fait. L'un était un officier, un lieutenant du 2e spahis, qui avait frappé et fait frapper plusieurs soldats indigènes de son peloton avec des cordes et des branches de palmier. L'autre était un fusilier de la 3e compagnie de discipline, qui avait outragé et frappé deux sergents.

Le conseil de guerre d'Oran a *acquitté* l'un (l'officier) et condamné l'autre (le soldat) *à mort*.

En bonne justice, le contraire eût été plus compréhensible, car un officier est plus instruit, plus conscient de ses actes, plus maître de lui, plus responsable qu'un simple soldat et surtout qu'un disciplinaire. L'impatience, la colère, la brutalité sont plus excusables chez celui-ci que chez celui-là.

L'excuse invoquée par le lieutenant fut que les hommes de son peloton étaient des mauvaises têtes. Eh bien! et les sergents des compagnies de discipline, croit-on que ce soient de bonnes têtes, par hasard?

Mais les officiers qui composent les conseils de guerre ne raisonnent point ainsi. Vivant en pleine hiérarchie, ils pensent hiérarchiquement; ils se disent que les supérieurs ont le droit de se faire obéir par tous les moyens, même par la violence, et que les inférieurs doivent accepter l'outrage et la violence, sans y répondre. Ils appellent le même acte une incartade chez leur égal, un crime capital chez leur subalterne. Telle est la conception de l'équité dans les cervelles militaires.

Des listes de pétition demandant la suppression des conseils de guerre circulent en ce moment. Le conseil de guerre d'Oran, en envoyant à la mort un soldat et en acquittant un officier pour le même acte, a voulu peut-être démontrer la nécessité de cette suppression et apposer sa signature à la pétition des ligues? Ah! oui, qu'on les supprime, ces abominables tribunaux; qu'on ôte le droit de juger à ces fous qui ne savent que tuer; qu'on le leur ôte, à eux, tout de suite, puisqu'il n'est pas encore possible de l'ôter à tous.

R. C.

*
* *

Il y a quelques jours, le fusilier Balet, de la 2e compagnie de discipline, à Biskra, a déclaré à ses camarades, à ses chefs, puis à un magistrat, qu'il était le frère de Casque d'Or et l'ancien chef de la bande des Apaches; il se disait l'auteur de cet épouvantable exploit dont les journaux ont parlé voici deux ans et demi, le meurtre d'un jeune homme que l'on a retrouvé en morceaux, à Ménilmontant.

Renseignements pris, il y avait impossibilité matérielle absolue à ce que Balet fût réellement l'auteur de ce meurtre; et s'il était le frère de Casque d'Or, ce ne pouvait être qu'en Jésus-Christ.

Pourquoi donc cette fausse déclaration? Je ne vois guère que deux explications possibles. Ou bien Balet, qui a fréquenté les prisons avant d'aller aux compagnies de discipline, qui a pris ses grades et ses diplômes à l'université du crime, a voulu ériger sa statue sur un triple piédestal : comme les mystérieux prétendants qui inquiètent de temps en temps les sultans et les chérifs, il a voulu, pour se poser en leader, montrer d'abord ses titres de noblesse : frère de Casque d'Or et chef des Apaches; et comme il y avait là une gloire à prendre, celle d'un crime mystérieux, dont l'auteur est resté jusqu'ici inconnu, il a tenté de la prendre. (Car il avait sans doute appris que la gloire, comme tout le reste, dans notre société, ça se vole.)

Ou bien son cas est celui de tant d'autres disciplinaires dont on nous a raconté les tortures insupportables : ils rêvent d'être transférés dans des pénitenciers civils où ils souffriraient moins, et pour y parvenir ils imaginent toutes les ruses possibles.

Dans l'un ou l'autre cas, Balet est un effrayant échantillon des êtres que produit, comme son fruit naturel et inévitable, l'Etat capitaliste et autoritaire.

M. L.

*
* *

ÉPINAL. — Dernièrement, à Langres, deux soldats du 21e, un caporal et un soldat, au retour d'une marche, ont jeté leurs sacs et fusils dans un fossé, en criant : Vive la sociale! A bas l'armée! Et au capitaine qui s'avançait sur eux, ils lui dirent : « Vous êtes un homme comme nous, vous n'avez pas le droit de commander à d'autres hommes. » L'adjudant s'étant approché également reçut, lui aussi, son paquet : fainéant, biscuité, etc.

P. S. — Les deux militaires ont été condamnés; le caporal est cassé et a un mois de prison, le simple soldat 90 jours de prison.

V. LOQUIER.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Le Congrès de la Fédération Nationale des mineurs — le premier depuis la grève générale — s'est tenu la semaine dernière à Carmaux. Vu l'importance du mouvement de l'an dernier, on aurait pu croire que les délégués examineraient les causes de l'échec de la grève générale et les moyens d'y remédier à l'avenir.

Il n'en a rien été; personne au Congrès n'a même osé soulever cette question qui aurait pu être embêtante pour les politiciens qui se sont fait un tremplin de la Fédération des mineurs et qui la dirigent suivant leurs petits intérêts individuels.

Et cependant la question aurait été intéressante. J'ai eu l'occasion de faire dernièrement une courte visite dans deux bassins miniers — le Pas-de-Calais et la Loire — et l'opinion *des mineurs* est partout qu'ils ont été roulés. Que les différents arbitrages n'ont été que duperies et que leur situation n'a fait qu'empirer depuis la grève. A la Grand'Croix — où les mineurs sont encore en grève actuellement — des mineurs m'ont affirmé que leurs salaires avaient baissé de 20 0/0 depuis le mois de décembre dernier.

Ces faits sont sans doute sans valeur pour les membres du Comité national qui n'ont pas à en souffrir, toujours est-il qu'il n'en a été aucunement question au Congrès de Carmaux.

J'ajouterai que si la situation des ouvriers mineurs n'est guère brillante, celle des Compagnies minières l'est énormément. Les journaux financiers signalent la hausse constante des valeurs de mines et un relèvement important des dividendes.

De cela, les politiciens de la Fédération n'ont cure.

Par contre, si au Congrès l'on ne s'est guère occupé de la situation des mineurs et des effets désastreux des arbitrages de la dernière grève, l'on s'y est énormément préoccupé de lois, d'interpellations et de projets à présenter au Parlement, il n'y a même été question à peu près que de cela. Il est bon de dire que ce Congrès d'*ouvriers* mineurs a été *mené* d'un bout à l'autre par les deux députés Basly et Lamendin. Le compte rendu assez détaillé que j'ai là en fait foi et ne peut être suspecté, car il est d'un de leurs amis.

Je ne m'arrêterai pas, cela va sans dire, à discuter ces projets et ces contre-projets; depuis qu'on les berne avec, les mineurs doivent savoir à quoi s'en tenir. Si les mineurs n'attendent qu'après

cela pour améliorer leur sort, ils peuvent attendre, cette législature passera et d'autres encore, et les mineurs ne seront guère plus avancés. Par contre, les Compagnies verront augmenter leurs capitaux, les actionnaires leurs dividendes et les Basly et les sous-Basly continueront à faire des dupes.

A moins que les *mineurs* ne se décident enfin à secouer le joug de tous les politiciens qui vivent d'eux et par eux et à faire une bonne fois leurs affaires eux-mêmes, ce que nous souhaitons bien sincèrement.

Le Congrès de Carmaux n'aura, en tout cas, pas été un pas dans cette voie.

⁂

Voici bientôt six mois que la plainte du ministre de la guerre aurait été déposée contre le ou les auteurs du *Manuel du Soldat* ; trois mois qu'une instruction est ouverte, et le fameux procès ne vient toujours pas. Le gouvernement hésite sans doute à fournir aux organisations ouvrières l'occasion d'une belle manifestation antimilitariste.

Par contre, cela donne l'occasion d'organiser un peu partout des réunions antimilitaristes et de montrer aux travailleurs combien cette question se trouve liée à celle de son émancipation.

Dans les organisations syndicales, la question fait de grands progrès et la Fédération des syndicats ouvriers du bâtiment qui tenait ces jours derniers son Congrès, a dans sa séance adopté l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès du Bâtiment déclare s'associer et se solidariser avec les quarante-deux camarades délégués des Bourses du travail, poursuivis pour la publication du *Manuel du Soldat*, brochure toute de propagande, démontrant péremptoirement que l'armée sert plus à défendre les capitalistes que les frontières imposées par ces mêmes exploiteurs pour leur intérêt économique. »

P. Delesalle.

⁂

Beauvais. — Depuis un certain temps, les ouvriers de l'atelier de tissage mécanique à l'usine de tapis Lainé et Cie, se plaignaient de la mauvaise préparation des trames qu'on leur fournit. Obligés chaque jour de perdre une bonne partie de leur temps en des détails accessoires, aisément modifiables par des patrons de bonne volonté, ils ont décidé d'abandonner le travail le 19 mai dernier. Ces 28 « grévistes » (?) demandèrent à voir le directeur-gérant pour l'instruire de la situation. Celui-ci refusa de les recevoir et ne daigna pas se déranger pour venir constater l'état des trames.

Le syndicat des tisseurs de la ville ne se crut pas assez en force pour soutenir les camarades par une grève générale. Les 28 camarades se présentèrent à l'usine plusieurs jours de suite. On ne les admit à nouveau que par petites fractions successives et jusqu'à aujourd'hui nous avons connaissance de la mise à la porte de 5 d'entre eux.

Il est vraiment regrettable, dans une ville comme Beauvais où les esprits semblent aujourd'hui légèrement sortir de leur coquille, que l'opinion publique ne se soit pas davantage émue de cette affaire.

On ne peut guère expliquer l'attitude patronale, à l'égard d'une réclamation aussi légitime, que par le besoin d'écouler un stock trop considérable de certaines sortes en magasin.

Puisse la solidarité de nos groupements locaux se réveiller bientôt pour faire ouvrir les yeux à la compagnie Lainé, ou tout au moins pour lui adoucir le cœur !

Le Cercle ouvrier d'Emancipation sociale.

Tunisie.

Tunis. — En continuation de ma dernière correspondance, parue dans le numéro 4 du 23 au 29 mars de votre journal, je vous adresse ces lignes, pour vous démontrer, de quelle paix et de quel bonheur jouissent les compagnons ici, et spécialement les Italiens.

Cette fois, je ne m'en prends pas tout à fait aux sous-ordres du gouvernement du Protectorat, et au gouvernement lui-même, mais à une autorité étrangère, qu'un journal d'ici, *L'Unione*, couvre à chaque instant de louanges et de fleurs, pour sa justice éclairée, sa magnanimité, et sa générosité! Ouvrez toutes vos portes, toutes vos fenêtres, que les bienfaits de cet homme — *vrai gentilhomme* — arrivent jusqu'à vous!! N'entendez vous pas, de là-bas, le chœur des adulations dont il est l'objet? Au fait!

La faveur de l'avant-dernière expulsion échut *more solito* — à deux compagnons italiens : Sottovia et Rivalta. L'autorité française d'ici leur accorda de pouvoir se rendre où ils voulaient, et ils choisirent Tripoli. Force promesses leur furent faites, qu'ils étaient bien libres, et sur la parole d'honneur — donnée à des socialistes, qui s'étaient rendus au Consulat pour réclamer en faveur des partants, — de M. le Consul général d'Italie, commandeur de la Couronne du même nom, qu'ils ne seraient pas molestés, ils partirent, à regret c'est vrai, car il leur fallait, sous un autre ciel, recommencer à se créer une nouvelle situation, mais enfin, tranquilles sur l'assurance, donnée par le plus haut fonctionnaire du gouvernement italien, qu'ils n'avaient rien à craindre. Mais, ô merveille des merveilles! partis sur un bateau italien, et arrivés à Tripoli, ils avaient été précédés par un télégramme du consul italien d'ici au consulat italien de Tripoli, par lequel il leur fut interdit de descendre. Ramenés à Malte, même histoire de télégramme, et même interdiction de débarquer!

Bref, le même bateau les conduit à Syracuse, où ils sont arrêtés, car les autorités de cette dernière ville avaient été prévenues. Or Sottovia est prisonnier pour délit de presse, si délit il y a, et devra répondre devant le jury, et Rivalta est libre, *pour le moment!* Que dites-vous de ces jolis procédés? Les agissements du consul général d'Italie ne m'étonnent pas, mais ce qui m'étonne, c'est l'accord intervenu entre cet intègre magistrat... et les autorités françaises! Doux pays!! Un lieu de protectorat, où la France fait flotter son drapeau, où elle prêche liberté, égalité, possède des autorités qui se prêtent à de semblables guets-apens! C'est vraiment incroyable, que les fonctionnaires haut placés du gouvernement de la France à Tunis aient pu oublier les plus élémentaires notions de justice et de noblesse!!

Je répare un oubli, que j'ai commis dans ma précédente correspondance.

Un compagnon, s'étant fait le devoir d'accompagner au commissariat de recherches la femme d'un des derniers arrêtés, fut interpellé par le nommé C..., agent de la sûreté, et il lui fut enjoint par ce zélé fonctionnaire de ne pas s'occuper des femmes qui ne lui appartenaient pas, et aux camarades qui accompagnèrent les derniers expulsés, ce même agent était tout glorieux de leur dire que, bientôt, ils auraient le même sort! Brave employé! Est-ce qu'on ne lui donnera pas sous peu les palmes académiques?!

Et pour revenir à Sottovia et Rivalta, ne vous semble-t-il pas, qu'au lieu d'une expulsion, ils aient été frappés d'extradition?

Reynier.

Allemagne.

Brême. — Les compagnons ferblantiers sont en grève. Ils demandent une amélioration des salaires, la journée de huit heures et la reconnaissance officielle, par les patrons, du 1er mai comme fête chômée. Des concessions seraient encore possibles sur les salaires, paraît-il, mais pour la journée de huit heures et la fête du 1er mai, MM. les patrons ne veulent rien entendre. Mais il n'y a pas que les ferblantiers qui désirent la journée de huit heures, les autres métiers ne dissimulent pas l'envie qu'ils en ont, et les patrons, inquiets, sentant venir l'assaut d'ensemble, ont pris l'offensive : les patrons charpentiers et entrepreneurs de maçonnerie *ont enjoint à leurs ouvriers d'amener les ferblantiers à composition, faute de quoi un lock-out général serait déclaré.* Naturellement les compagnons charpentiers et maçons ont refusé de se prêter à cette besogne impossible, et depuis le lundi 25 mai, au nombre de 4.500, ils sont sur le pavé. On s'attend à ce que bientôt le nombre des chômeurs soit d'environ 12.000, car les patrons de toutes les industries du bâtiment, serruriers, peintres, ébénistes, vitriers et couvreurs, ont annoncé qu'ils déclareraient tous le lock-out si la grève des ferblantiers n'est pas terminée promptement. Ces derniers ont d'ailleurs fait tout le possible, tout en maintenant les points essentiels de leurs revendications, pour faciliter un arrangement amiable, mais les patrons accentuent de plus en plus leur attitude agressive; ils refusent même de soumettre le différend aux prud'hommes. L'affaire en est là.

On a déjà inventé de prendre certains ouvriers, de les habiller en soldats, de les armer, de leur apprendre à tuer et de leur dire qu'il est beau de tuer quand on le leur commande, en deçà ou au delà des frontières : ainsi le veut la soi-disant Mère-Patrie, cette illustre catin. Mais voici que l'on trouve mieux encore. Si une catégorie d'ouvriers réclame une amélioration de son sort, on coupe les vivres *aux autres.* C'est ce qui s'appelle imposer la solidarité. Nous avons vu déjà, il y a quelques semaines, un fait analogue à Crefeld : 15.000 ouvriers dans une région, menacés de lock-out pour forcer ceux d'une seule fabrique à cesser leur grève, et, cette fois-là, les patrons ont eu le dernier mot, les grévistes ont capitulé. L'arme est terrible, en effet, aux mains de gens qui s'en servent sans pitié, mais ce n'est pas elle encore qui viendra à bout de la solidarité ouvrière : chaque coup porté ne fait au contraire que l'enseigner de force et en imposer la pratique plus large et plus absolue. Car c'est bien là le seul recours efficace des exploités contre leurs maîtres. Que les patrons se fassent donc hardiment les propagateurs et les apôtres féroces de l'inévitable et nécessaire solidarité!

M. L.

Angleterre.

Londres, 30 mai. — *M. Chamberlain et le Zollverein.* — Les discours de M. Chamberlain, dans lesquels il propose d'établir des tarifs préférentiels (preferential tariffs) entre la Grande-Bretagne et ses colonies, ont causé une grande consternation dans les cercles même modérément libéraux.

« Le résultat des propositions de M. Chamberlain « — dit sir Edward Grey — serait de changer le « système fiscal de ce pays du Free trade en protectionnisme. Et le Free trade est devenu non seulement un avantage, mais une nécessité pour le « pays. Que veut-on gagner de l'autre côté? Un « grand développement du commerce colonial? « Mais il n'y a que dix ou onze millions de personnes dans nos colonies autonomes, et comment « veut-on faire du commerce avec eux seuls, à l'exclusion du monde entier? C'est une impossibilité! « On dit que les colonies se développeraient sous « ce système. Mais ce développement prendrait du « temps et peut-être ce nouveau système nous « plongerait-il dans une guerre de tarifs contre tout « le monde. Du reste, le gouvernement a justement « fini une guerre militaire et veut commencer une « guerre économique! Résistons-y. »

⁂

Grande démonstration de protestation contre l'Education Bill. — Une foule de 250.000 personnes s'assemblait le 23 mai pour protester contre l'abolition du London School Board.

Ils protestaient par leur présence, par leurs étendards où étaient inscrits : « Mort à l'Education Bill! » — « A bas le Papisme! » — « Appel à la Résistance », etc., par leurs exclamations à la fin de chaque discours, par la décision qu'ils envoyaient au gouvernement, condamnant le bill de fond en comble.

Néanmoins le bill sera peut-être voté par la majorité mécanique du gouvernement. Mais dans un pays démocratique, on ne peut pas longtemps imposer une loi à un peuple qui n'en veut pas.

Par sa protestation, Londres a déclaré qu'il n'en veut point, et si M. Balfour s'entête à maintenir son projet, il trouvera qu'enfin il a lassé la patience des citoyens. C'est amusant de noter que pendant qu'on discute le pour et le contre du bill dans le Parlement cette semaine, M. Balfour prétend ne rien savoir du meeting dont nous avons parlé.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le *Canard sauvage* de la semaine passée est entièrement consacré à l'*Arménie*, texte de P. Quillard, dessins de Hermann-Paul, Steinlen, Hupka, Vallotton, et Roubille.

Pour la propagande, 10 fr. le cent. S'adresser 43, rue de Berlin.

⁂

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 8 juin, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare.

Causerie par un camarade.

⁂

Les Anticrates. — Vendredi 5 juin, à 9 heures, salle du Téléphone, 12, rue du Bouloi, conférence contradictoire par le camarade Yvetot, secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, sur : L'action ouvrière.

Vendredi 12, le camarade Vincent Sainte-Claire traitera de : L'amour. Les dames y sont spécialement invitées.

∴

CONTRE LA POLICE DES MŒURS. — Ce soir, vendredi 5 juin, à 8 h. 1/2, salle du Bock Colossal, 6, rue de la Gaîté, conférence publique et contradictoire par Jean Marestan sur : *La Prostitution et la Police des Mœurs* (Historique et causes de la Prostitution; La Prostitution à Paris; Les tortures dans les maisons closes; Le régime pénitentiaire à Saint-Lazare et au Dépôt; Lecture du manuscrit d'une détenue; Inutilité des moyens de répression; Les mœurs des agents des « mœurs »).

Après la conférence, Gustave Amyot, du Théâtre Antoine.

Prix d'entrée : 40 centimes.

Les dames sont admises et spécialement invitées.

∴

Jean-Pierre, journal pour enfants, 8, rue de la Sorbonne, Paris, organise pour le dimanche 7 juin une promenade enfantine à Meudon. Le prix du voyage est de 0 fr. 80 centimes. Départ : 7 h. 58 matin ; retour à Paris : midi 5.

Rendez-vous à la gare Montparnasse, dans la salle des Pas-Perdus, à 8 heures moins un quart.

Jean-Pierre demande à tous les enfants qui veulent se joindre à ses amis pour cette promenade, de lui envoyer leur adhésion avant le vendredi 5 juin.

Pour plus de renseignements (herborisation, etc...) s'adresser à *Jean-Pierre*, 8, rue de la Sorbonne, Paris-V^e^.

Sommaire de *Jean-Pierre*, n° 14 :

Dialogue... presque en vers, par Blanche Vals, ill. F. Léon.

Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François Ier, par Henri Hauser (*fin*).

Article scientifique, par Terronie (*à suivre*).

Les propos de ma couleuvre, par le Dr Mac-Auliffe, ill. Hénault (*fin*).

Sur le Japon (*à suivre*).

Voyage d'une fée, par George Sand.

2 cartes postales.

Avis pour papier à lettres.

∴

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey. — Vendredi 5 juin, à 8 h. 1/2 : Mme Edwards-Pillet, Militarisme et Prostitution.

Mardi 9 juin, à 8 h. 1/2, causerie entre camarades : Le cerveau : 1° Sa physiologie.

∴

La *Ligue internationale antimilitariste* organise, pour dimanche prochain 7 juin, sa deuxième promenade de propagande au Parc de Saint-Cloud. — Comme précédemment, le déjeuner froid sera pris sous bois. Prière de se munir des provisions nécessaires, le pain et les liquides pouvant être achetés à Saint-Cloud. — Rendez-vous le dimanche 7 juin, à 9 h. 1/2 du matin, au Pont Royal, embarcadère des bateaux, direction de Suresnes. — Arrivée à Saint-Cloud vers 10 h. 1/2. — Retour à Paris vers 6 h. du soir. — Les camarades sont instamment priés d'emmener leurs compagnes et leurs enfants.

Les sections antimilitaristes des 1er, 2e, 5e et 19e arrondissements ; — la *Jeunesse libertaire* du 5e ; — la *Ligue anticléricale* du 19e ; — les *Anticrates* ; — l'*Entente anticléricale* du 19e ; — les libertaires d'Aubervilliers, Pantin, les Lilas ; — l'*Entente des jeunesses socialistes révolutionnaires*, invitent leurs adhérents à prendre part à cette ballade.

∴

*Causeries populaires du XIe*, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 10 juin, à 8 h. 1/2, causerie par E. Armand sur *l'Action révolutionnaire*.

∴

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Ainsi que nous avons fait dans le 11e arrondissement sous le nom : « Les Causeries Populaires », nous avons cru nécessaire de créer dans le 18e arrondissement un foyer de discussions anarchiques.

Depuis longtemps, sur la Butte, ce foyer avait été détruit. Les U. P., les groupes socialistes ne pouvaient combler cette lacune. Depuis un mois, sous le titre précis d' « Iconoclastes de Montmartre », les camarades se réunissent 65, rue Clignancourt, au coin de la rue Custine, 18, à 8 h. 1/2 du soir. Après une heure de conférence ou de lecture, discussions. Pour la commodité de tous, les réunions se terminent à 11 h. 1/2.

Lundi 8 juin, conférence par Jean Marestan.

∴

ALAIS. — Samedi 6 juin, les camarades du Groupe libertaire sont priés d'assister à la réunion. Causerie par Jean Korvol qui traitera : L'entente libertaire.

Adresser tout ce qui concerne le groupe au camarade Cossard, vendeur de journaux, 31, Grand'Rue.

∴

SAINT-ETIENNE. — Tous les lecteurs du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* sont priés de venir aux réunions des camarades le 7 et le 14 juin, au Bar des Halles, pour s'occuper de l'organisation de la conférence de Girault. Depuis qu'est reformé le Groupe libertaire, les camarades se remuent bien un peu, mais pas suffisamment; il est regrettable, dans une ville importante comme la nôtre, de voir la propagande si délaissée, alors qu'il y aurait tant à faire, surtout en ces temps-ci où les différentes écoles politiques se livrent entre elles à des polémiques aussi viles.

∴

ROUBAIX. — Nous avertissons les camarades qui ont des enfants que c'est le dimanche 7 juin, à 10 heures du matin, que s'ouvriront, aux « Palais du Travail », les cours de solfège et de musique pour enfants, filles et garçons.

Les cours auront lieu le dimanche à 10 heures du matin et le jeudi à 2 h. 1/2 de l'après-midi, suivis de récréation, jeux divers, dans le grand jardin.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Novembre (vers), par G. Nigoud ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Des livres à lire, 1 broch., 0 fr. 75 ; *Pages libres*, 8, rue de la Sorbonne.

Celsus a Jezís, 1 broch., par Gustav Lejeal, à *Nový Kult*, à Prague.

A NOS LECTEURS

Afin d'activer la propagande en faveur de la « Mano Negra » *nous avions fait tirer plusieurs brochures, utilisant à cet effet l'argent de la souscription, escomptant la vente qui a été arrêtée par le succès de la campagne.*

Ces brochures restent bonnes pour la propagande, et les camarades nous aideraient à rembourser ce que nous devons à la souscription en nous aidant à placer les brochures qui nous restent.

1° *La* « Mano Negra », *à 0 fr. 10, franco 0 fr. 15 ; le cent, 4 fr. Il en reste environ 4.000 exemplaires.*

2° *La* « Mano Negra » *et l'opinion française, 0 fr. 05, franco 0 fr. 10 ; le cent 3 fr. Il en reste quelques mille également.*

3° *Le numéro spécial illustré à 6 fr. le cent.*

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Bibliographie anarchiste, par Nettlau	3 »
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	3 20
Volumes de chez Stock :	
La Conquête du pain, par Kropotkine franco	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 75
Malfaiteurs, par J. Grave	2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations	2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau	1 »
Evolution et Révolution, par Elisée Reclus	2 75
La Commune, par Louise Michel	2 75
L'Instituteur, roman, par Th. Chèze	2 75
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis	2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert	2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen	2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle	2 75
Ceux de Podlipnaïa, par Retchnikoff	2 75
Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret	2 75
La Colonne, par Descaves	2 75
La Poigne, pièce de J. Jullien	2 »
L'Ecolière, — —	2 »
L'Inévitable Révolution, par un proscrit	2 75
De chez Bellais :	
La Guerre et l'Homme, par P. Lacombe	2 75
Histoire de l'Inquisition au moyen âge, par Léa ; 3 volumes, chaque	3 »
De chez Plon :	
Deux vies, par P. et V. Margueritte	3 »
De chez Flammarion :	
Les Paroles d'un révolté, par Kropotkine	1 25
De chez Dentu :	
Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus	3 »
La Commune, par Lissagaray	3 »
De chez Dujarric :	
Les deux familles, par A. Pourot	3 »
De chez Collin :	
Le Conflit, par Le Dantec	3 »
Les Porteurs de torches, par B. Lazare	3 »
Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, par G. d'Avenel	4 »
De chez Schleicher :	
La Vie ouvrière en France, par Pelloutier	5 »
Les Enigmes de l'Univers, par Haeckel	10 »
Les Religions, par A. Lefèvre	6 »
Force et matière, par Buchner	7 »
L'homme selon la science, par Buchner	7 »
L'Histoire de la Création des Etres organisés, par Haeckel	12 50
Science et Matérialisme, par Letourneau	5 »
La Psychologie ethnique, par Letourneau	6 »
Les Guerres et la Paix, par Richet	1 50
De chez Charpentier :	
Sous la toque, par A. Juhellé	3 »
Au Port d'armes, par Henri Fèvre	3 »
Souvenirs d'un Matelot, par Georges Hugo	3 »
La Mêlée sociale, par G. Clemenceau	3 »
Le grand Pan, par G. Clemenceau	3 »
La Fille Elisa, par Ajalbert	2 »
Les Mauvais Bergers, par Mirbeau	3 »
Sébastien Roch, par Mirbeau	3 »
Germinal, par Zola	3 »
Paris, par Zola	3 »
Ces Messieurs, pièce, par G. Ancey	3 »
Travail, par Zola	3 »
La Clairière, par Donnay et Descaves	3 »
De chez Perrin :	
Correspondance de Bakounine	2 75
Enquête sur la Question sociale, par J. Huret	2 75
Résurrection, par Tolstoï	3 »
Dans le Steppe, par Gorki	3 »
De chez Calmann Lévy :	
L'Orme du Mail, par A. France	3 »
Le Mannequin d'osier, par A. France	3 »
L'Anneau d'améthyste, par A. France	3 »
Librairie dramatique :	
La Vie publique, pièce, par Fabre	3 »
De chez Villerelle :	
La Faiseuse de gloire, par P. Brulat	2 75
De chez Hachette :	
Petite Histoire du peuple français (pour les enfants), par P. Lacombe	1 75
De chez Ollendorff :	
Le Calvaire, par Mirbeau	3 »

PETITE CORRESPONDANCE

B. J. — L'abonn. sera servi.

L. S., à Lyon. — Faisons passer la lettre à T.

E. L., rue des P. — Il y a 0 fr. 35 de frais de remboursement et retour, mais cela est facultatif. L'abonn. finira fin juillet.

T., Bulgarie. — Pouvez-vous nous procurer quelques séries du timbre commémoratif de l'inauguration de l'hôtel des postes ?

Popular. — Cela serait très beau, mais alors c'est le martyre, l'abnégation de tout ; cela devient du mysticisme.

P. D., à Tilh. — *Les Endormeurs* ne sont pas parus.

Reçu pour la Ligue des droits de l'enfant : L., 1 fr.

Reçu pour le journal : G. P., à Gand, 1 fr. — L. M., à Nice, 5 fr. — Merci à tous.

G. M., à Voiron. — G., à Fléron. — G., à Marseille. — Z., rue de G. — M., à Orléans. — A. A., à Montpellier. — N. V., à Sao Paulo. — P., à Chaux-de-Fonds. — R., à Villiers. — L., à Suippes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE C. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 7 DIX CENTIMES DU 13 AU 19 JUIN 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LA CIVILISATION S'AFFIRME

Les journaux de mardi dernier nous ont apporté la nouvelle que les troupes françaises, commandées par le général O'Connor (un nom bien français), ont bombardé les ksouriens du Figuig et détruit les habitations de Zenagua.

Malheureusement, les femmes et les enfants s'étaient enfuis depuis plusieurs jours, ce qui fait que les dégâts sont purement matériels et ce qui enlève quelque gloire à nos braves petits pioupious. Mais ils prendront leur revanche. Cela n'est qu'un prélude. Le prétendu guet-apens dont aurait failli être victime le gouverneur de l'Algérie n'est certainement qu'un prétexte pour commencer une campagne contre le Maroc « qui revient de droit à la France dans le dépeçage de l'Afrique ».

Par contre, nos patriotes les plus autorisés — et même M. Clemenceau — continuent à protester contre la conquête de l'Alsace-Lorraine, et à réclamer la revanche !

Quand voudra-t-on comprendre que l'on est mal venu à se plaindre du tort que l'on fait subir aux autres !

J. GRAVE.

LE DROIT D'ENSEIGNER

L'antagonisme déjà ancien entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux, entre l'Etat et l'Eglise, pour l'exclusive prérogative de la direction des hommes et de la formation des mentalités, va en s'aggravant à mesure de l'extension toujours croissante de la puissance de l'Etat et du déclin de plus en plus marqué de celle de l'Eglise. La victoire, c'est à prévoir, demeurera au plus fort : à l'Etat. Car en l'état encore barbare de nos mœurs, le dernier mot reste toujours à la force. Cependant, par une sorte de pudeur, véritable hommage rendu par la barbarie à l'esprit de progrès, l'on s'attache généralement à donner au coup de force prémédité, grâce à des gloses spécieuses, un semblant de justification.

Le conflit, auquel nous assistons, entre deux pouvoirs également avides de domination, et l'un et l'autre jaloux du privilège de manipuler les consciences au gré et au mieux de ses intérêts, n'est au fond qu'un conflit d'appétits. Naturellement chacun de ces appétits s'efforce de se masquer sous des controverses métaphysiques et ne se prétend ni plus ni moins que la revendication d'un droit.

L'Etat, disent les exégètes *officiels*, l'Etat, la collectivité a le droit — d'autres disent le pouvoir — d'enseigner, c'est-à-dire d'exercer sur les jeunes intelligences l'influence propre à préparer des citoyens capables de jouer dans la société le rôle qui conviendra.

« Dans une démocratie, dit M. Ferdinand Buisson, l'enseignement intéresse directement la nation ; il appartient donc à l'Etat de l'assurer. Au besoin, l'Etat pourrait et il devrait l'assurer à lui seul. »

Je cite à dessein M. Buisson, car parmi les partisans du monopole, il est un des plus modérés ; il conçoit un monopole très atténué, embarrassé de restrictions destinées, d'après lui, à sauvegarder la liberté de conscience.

M. Viviani, lui, n'y va pas par quatre chemins : « L'Etat, écrit-il, a non pas le droit, mais le pouvoir d'enseigner. L'enseignement est un pouvoir comme celui de faire la loi, celui de battre monnaie, de recruter des troupes. Cela est si vrai que, même les congrégations disparaissant, nous ne voudrions pas que l'Etat abandonnât la liberté d'enseignement à des groupes laïques, fussent-ils animés de notre esprit. Nous ne le voudrions pas plus que nous ne souffririons qu'ils battissent monnaie... »

Dans le camp adverse, celui qui se sent menacé de la défaite, naturellement on se revendique de la liberté. Le droit d'enseigner, proteste-t-on, appartient à tous. C'est une violation non seulement de la liberté mais de la conscience humaine que d'apporter la moindre entrave au droit imprescriptible qu'a le père de famille de faire donner à son enfant telle éducation qui lui convient. Et il est assez plaisant, soit dit en passant, de voir les soutiens de cette Eglis, edont l'intolérance fit de l'histoire humaine un effroyable martyrologe, s'insurger au nom de la liberté contre la violation des consciences.

Toute cette dialectique peut être fort subtile et fort ingénieuse. Mais il serait peut-être nécessaire au préalable de s'assurer de la certitude du principe autour duquel elle se développe si complaisamment.

On se querelle sur l'étendue du droit d'enseigner. Mais enseigner est-il un droit — ou un devoir ? L'homme qui sait, qui possède la certitude d'une vérité a-t-il le *droit* ou le *devoir* d'en faire part à ses semblables. Le savant ne se trouve-t-il pas vis-à-vis de l'ignorant dans une situation identique à celle qui existe entre le riche et le pauvre ? La doctrine chrétienne préconise, en ce dernier cas, la charité comme un devoir. La société laïque, elle, a étendu cette notion de charité qui n'implique qu'humiliation, jusqu'à celle de solidarité, rapport social générateur de devoirs réciproques. Mais dans l'un et l'autre cas, le possédant est considéré comme lié par des obligations, par des devoirs, à l'égard du non-possédant.

Pourquoi et comment ce qui est considéré comme obligation dans le domaine économique devient-il au contraire « droit » en passant dans le domaine intellectuel. Et par quel sophisme le socialiste, l'humanitaire qui préconise, comme un acte de réparation, de justice sociale, l'expropriation, même par la force, du détenteur des richesses économiques, vient-il parler de monopole — partant d'exclusion — quand il s'agit des richesses intellectuelles ?

Sans doute, il s'appuiera sur ce que précisément ceux à qui il veut interdire l'enseignement méconnaissent leur devoir et, loin de dispenser ces richesses intellectuelles, ne déversent qu'erreur et mensonge. D'accord, et je n'ai nullement l'intention de prendre la défense de l'enseignement clérical.

Mais l'autorité civile, l'Etat présent, suit-il ce devoir, dont nous parlons, qui consiste pour l'homme renseigné à renseigner à son tour l'ignorant ou l'égaré ? Jetez les yeux sur l'enseignement laïque actuel et voyez ce qui en est !

N'est-ce pas la même méthode dogmatique et autoritaire, substituant à la superstition religieuse une autre superstition également odieuse, remplaçant un culte par un autre culte, le mensonge par un autre mensonge ? Rien n'est changé, sinon l'idole. L'écolier doit se découvrir devant le drapeau, cet emblème de haine et d'assassinat, comme il devait jadis se découvrir devant le Saint-Sacrement. Le préfet, le ministre, le président de la République ont remplacé le curé, l'évêque, le roi, dans la vénération servile et injustifiée qu'on lui impose. Ce n'est plus le catéchisme, c'est la Déclaration des droits de l'homme, cet emphatique compendium d'affirmations *a priori*. Idole pour idole, fantoche pour fantoche, nulle nécessité n'apparaît de changer à celui pour qui le progrès consiste à n'avoir plus ni Dieu ni Maître.

Je sais bien que le socialiste « monopoliste » nous affirme que ce dogmatisme disparaîtra de l'enseignement quand celui-ci sera monopolisé par l'Etat.

Non ! Laissez-moi n'avoir pas confiance. Et c'est justement votre conception de l'enseignement comme un droit qui m'inspire de la méfiance. Cette notion de droit en ce qui concerne la dispensation de la vérité implique chez vous une tare d'autoritarisme qui me rend vos intentions suspectes. Vous instituerez la Vérité officielle, le Dogme d'Etat, hors duquel il n'y aura pas de salut.

Ne protestez pas ! L'histoire est là pour démontrer cette vérité aussi irréfutable qu'une vérité mathématique, que, de tous temps et en tous lieux, la classe au pouvoir fut l'ennemie déclarée de tout novateur, de quiconque prétendait en quelque ordre que ce fût, en science, en morale ou en politique, modifier l'ordre des choses ou des dogmes établis. Confucius en Chine, Christna dans l'Inde, Socrate en Grèce, Mahomet en Arabie, Galilée, Luther, Jean Huss, Dolet, Bruno, et tant d'autres, partout et toujours, les contradicteurs de la science ou du dogme officiel, philosophes, savants, artistes,

moralistes, socialistes, anarchistes, furent honnis ou persécutés.

Quelle garantie avons-nous que les socialistes d'aujourd'hui, comme ceux de demain, hommes comme nous, entachés des mêmes faiblesses, animés des mêmes passions, des mêmes partis pris que le commun des mortels, auront la magnanimité de s'effacer et de se faire devant l'homme de progrès subversif qui détruira ou amoindrira le principe devenu suranné qui aura fait leur prospérité. Ou bien pensent-ils que leur formule sociale est la formule définitive, invariable à laquelle se fixera l'humanité, en dépit des lois de l'évolution?

Tout cela est puéril, vraiment. Et nous ne saurions avoir plus de confiance dans le dogme démocratique que dans tout autre dogme. Pas plus que n'importe quelle autre doctrine, la doctrine démocratique ne nous paraît avoir le monopole de la vérité absolue. Et en supposant même qu'aujourd'hui elle parvienne à remettre au point, en conformité avec l'état actuel de la science, l'enseignement qu'elle nous promet d'organiser, quand les nouvelles vérités auront surgi, portant atteinte aux principes qui auront fait sa force, tout comme la bourgeoisie d'aujourd'hui, elle aura recours au mensonge, aux altérations intéressées, pour justifier le maintien de sa domination. Ne dites pas non! C'est de l'histoire.

Le mal présent ne provient pas d'une insuffisante restriction. Il n'a au contraire d'autre cause que les entraves de toute sorte apportées au libre essor de la vérité. Si l'Etat n'a pas le monopole de l'enseignement, du moins il s'en réserve le contrôle, il impose un programme, un ensemble déterminé de connaissances, et même jusqu'à telle et telle méthode, hors desquels on se voit condamné à renoncer à certaines carrières. Par sa masse et par le poids de son influence, il pèse sur l'orientation des mentalités et conséquemment sur les destinées morales de la société. Contre ce bloc énorme toute initiative qui n'a point un bloc équivalent à leur opposer demeure impuissante.

Par la liberté absolue, le péril clérical dont on fait tant de tapage aujourd'hui, serait vite réduit à des proportions minimes. Mais il faut que la vérité, toute la vérité, scientifique, économique ou autre, puisse s'opposer librement au mensonge, mensonge clérical ou mensonge officiel. Il faut que cette vérité puisse s'affirmer sans contrainte, sans crainte de persécutions, et quelles que doivent être les conséquences sociales que puisse entraîner son application.

Rien à redouter alors; opposée au mensonge, la vérité doit triompher, car s'il faut à l'apparente justification du mensonge mainte dissertation destinée à voiler sa fausseté, la vérité se prouve par elle-même, car elle repose sur les faits, contrôlables expérimentalement, et si toute liberté lui est laissée de s'affirmer, le mensonge ne saurait supporter un seul instant la confrontation. Mais c'est parce que le mensonge est patronné officiellement, c'est parce que l'Etat en payant des sorciers pour enseigner que Jonas vécut trois jours dans le ventre d'une baleine, ou pour solennellement bénir la mer, leur donne un prestige moral considérable, c'est parce que lui-même inculque comme vérités intangibles d'autres niaiseries équivalentes dignes de Mère l'Oie, c'est enfin parce qu'il révoque, persécute ou menace de révocation ou de persécution tout esprit libre dont l'initiative tend à s'écarter de la ligne despotiquement tracée par lui, que la vérité a tant de peine à rayonner et que le champ reste libre au conflit des deux mensonges : clérical et officiel.

Si par nos protestations, notre activité, notre attitude continuellement hostile à cette oppression des consciences, nous parvenons à donner à la vérité accès dans ce champ, soyez-en persuadés, la lutte des mensonges s'éteindra aussitôt et ceux-ci auront vite fait de s'évanouir.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

Le jury a acquitté une bonne poursuivie pour suppression d'enfant. Elle était entrée chez des bourgeois à cheval sur les principes, qui renvoyaient leurs servantes devenues enceintes. Au bout de quelques jours, son patron lui fit entendre qu'il attendait d'elle, en plus du labeur de la journée, pour ses quarante francs de gages, des complaisances. Elle commença par l'envoyer promener. A la fin, par peur de perdre sa place, et pour avoir la paix, elle céda.

Comme son patron n'était pas abonné à *Régénération* (27, rue de la Duée), elle devint grosse. Et alors elle se dit qu'elle allait être flanquée à la porte par sa patronne. Que faire? Sans aller demander conseil à Monsieur Piot, qui lui eût donné cent sous et des éloges, elle dissimula son état du mieux qu'elle put. Puis un jour elle accoucha dans sa chambre, seule, sans secours, et perdit connaissance. En reprenant ses sens, elle trouva un petit cadavre auprès d'elle. C'était malheureux pour la patrie et pour Monsieur Piot, mais c'était bien heureux pour elle et pour l'enfant. Que faire encore? Elle cacha le cadavre, mais elle était si faible, si exténuée, que toute l'histoire se découvrit.

Ici il faut admirer à plein l'âme des bourgeois. Je parle de ceux qui sont bourgeois par l'âme, et non point par l'habit. Ses patrons — dont l'un, le mari, l'avait mise, pour s'amuser, en cet état — la firent transporter à l'hôpital... à ses frais, ci : 16 francs. La chambre, salie par l'accouchement, ils la firent nettoyer... à ses frais, ci : 14 francs. Total : 30 francs, qu'ils retinrent sur le mois de la malheureuse. De plus, une instruction fut ouverte contre elle, non pour infanticide, car le petit cadavre ne portait pas la moindre trace de violence, mais pour suppression d'enfant. Mettre un enfant mort dans un panier, c'est un crime. Mais ce n'en est pas un que d'obliger sa servante à se soumettre à vos caprices, que d'être le véritable auteur de la grossesse, de l'accouchement clandestin et de la suppression d'enfant, et de refuser tout secours à celle qu'on a réduite à tant de maux, puisque le patron, après avoir été contraint par le juge d'instruction d'avouer sa responsabilité dans l'affaire, n'a été nullement inquiété, alors que sa domestique, elle, bien moins responsable, était poursuivie.

Il est vrai, elle n'a pas été condamnée. Il n'aurait plus manqué que cela!

R. C.

⁂

Epinal. — Hier mercredi un jeune estropié, chantait sur la place des Vosges, pour obtenir le pain quotidien qu'une société monstrueuse refuse à une quantité de ses membres. Tout à coup un sergot, déjà naguère remarqué par nous, à cause de sa brutalité envers quiconque est pauvre, se précipite sur lui pour l'emmener au poste. Refus du purotain, qui se couche. Le sergot fait appel au public pour l'aider à hisser le malheureux dans un fiacre; le public, il nous étonne parfois, ne veut rien savoir; un citoyen, Haquin, dit à l'agent « de laisser là le vagabond ». A ce moment apparaît le commissaire qui dit à Haquin (*textuel*) : Quand tu travailles, tu n'aimes pas qu'on t'em.., eh bien! n'em... pas les autres quand ils *travaillent*!!! Joli, le *travail*.

Le larbin qui fait fonction de concierge à la mairie vint à passer et aida à charger l'estropié dans la voiture, et on le conduisit au violon, non sans oublier Haquin, coupable d'avoir compati à la souffrance d'autrui, et d'avoir manifesté son indignation devant un fait dégoûtant.

M. le maire Stein doit être satisfait de la triste besogne de ses sbires! lui qui, l'an dernier, en séance du Conseil, manifesta ses regrets de voir que le parquet ne retenait pas assez longtemps en prison les pauvres gens coupables d'avoir faim.

Faut-il dire que M. Stein est un homme bien pensant?

V. Loquier.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les élections au Conseil supérieur du travail vont avoir lieu prochainement et les syndicats ouvriers sont appelés à y prendre part.

Le Conseil supérieur du travail a pour but de réaliser cette entente du « capital et du travail » chère à nos néo-socialistes. Il doit préparer de bonnes lois dites « ouvrières » qui viendront restreindre encore un peu plus ce qui reste de liberté aux travailleurs. La constitution de ce « Conseil » fait aussi partie de cette trame qui consiste à détourner le mouvement syndical de l'action révolutionnaire en l'adoptant et en le mettant sous la dépendance de l'Etat.

La tactique est habile; heureusement, si quelques corporations croient encore à la « collaboration des classes », d'autres ont vu le danger et se refusent à être dupes, et à faire le jeu du patronat. Parmi ces organisations, la *Fédération de la Métallurgie*, dans un ordre du jour longuement motivé, a donné les raisons pour lesquelles elle se refuse à prendre part aux élections auxquelles on la convie et je ne saurais mieux faire que de le donner ici, car il résume admirablement tous les arguments qui font que les travailleurs n'ont rien à attendre d'une participation quelle qu'elle soit du gouvernement bourgeois, gardien par essence des privilèges capitalistes.

Considérant que c'est sur le terrain purement économique et en parti de classe, seul et réel *Parti du Travail*, que doivent se grouper les travailleurs conscients de la lutte à mener pour l'émancipation intégrale,

Ce qui implique pour la classe ouvrière l'obligation de constituer ses propres organismes, en dehors de toute ingérence ou influence tant gouvernementale que patronale;

Considérant que ces organismes existant sous la forme de syndicats que relient les fédérations corporatives et les Bourses du Travail, pour se coordonner dans la Confédération générale du travail, il est de toute évidence qu'ils ne peuvent se développer qu'à la condition de ne pas s'amalgamer avec des organismes extérieurs. En effet, toute participation permanente dans un corps constitué en dehors de la classe ouvrière serait une dérogation à sa tendance émancipatrice et un amoindrissement de son influence et de son action;

Le Comité Fédéral n'oublie pas que, dans le milieu actuel où sont en conflit permanent le travail et le capital, il peut y avoir utilité ou nécessité d'établir des rapports avec l'élément capitaliste, pour un objet précis et défini, ce qui ne saurait constituer ni une diminution, ni une abdication des aspirations ouvrières.

Mais elle considère que toutes les institutions à caractère mixte, — Conseils du Travail et Conseil supérieur du Travail, — impliquent la collaboration assidue d'éléments hétérogènes et sont, par cela même, la négation de la lutte pour l'émancipation intégrale.

Pour ces motifs de principe, le Comité Fédéral estime qu'il y a lieu, pour lui, de se désintéresser des élections du Conseil supérieur du Travail.

Les syndicats agiront sagement en adoptant partout un ordre du jour identique à celui de nos camarades de la *Fédération de la Métallurgie*, et laisseront les représentants des syndicats jaunes « collaborer » à leur aise avec les représentants des capitalistes.

⁂

Nos camarades, les ouvriers des chemins de fer, vont faire à leurs dépens l'expérience de cette tactique qui consiste, pour les travailleurs, à réclamer et à attendre l'application d'une bonne loi pour l'amélioration de leur sort.

Depuis plusieurs années déjà, ces travailleurs font une active propagande en faveur d'une « loi Berteaux » qui, paraît-il, en relevant le salaire des uns, en mettant un frein au surmenage de certains et en relevant la retraite des autres, doit donner satisfaction aux principaux *desiderata* des « cheminaux ».

Le vote de cette loi était certain, du moins on l'affirmait parmi les intéressés, quand, ces jours derniers, l'on a appris que M. Waldeck-Rousseau venait de déposer sur le bureau du Sénat un nouveau « projet », qui jette bas les espérances des travailleurs des chemins de fer.

Car, n'en doutez pas, le « projet » Waldeck-Rousseau, qui doit être aussi celui des Compagnies, sera certainement voté au lieu et place du projet Berteaux en faveur duquel le syndicat des travailleurs des chemins de fer aura dépensé inutilement son énergie pendant plusieurs années.

Il nous reste à souhaiter que cette faillite de « l'action légale et parlementaire » ouvre les yeux des travailleurs des chemins de fer et leur montre qu'il ne suffit pas toujours d'implorer et qu'il est parfois utile d'exiger.

⁂

A Savonnières-en-Perthois, 500 ouvriers carriers mineurs sont en grève par suite de la rapacité patronale. Ces travailleurs qui, en temps ordinaire, gagnent des salaires de famine qui leur permettent juste de ne pas crever de faim eux et les leurs, sont, par suite de la grève, dans une misère effroyable.

Nous assistons ici, m'écrit le camarade Kle-

menzski, à des faits monstrueux, les gendarmes sont les maîtres absolus du pays, insultant les grévistes, en menaçant d'autres s'ils ne reprennent pas le travail », etc.

Comme de juste les esprits sont tendus, une cartouche de dynamite a fait explosion — les carriers, on le sait, s'en servent journellement — et un bon camarade parmi les militants a été arrêté.

D'autre part, la grève a permis de faire une active propagande dans des régions où elle n'avait guère pénétré jusqu'à présent, et si ce n'était la misère qui est, là-bas, effroyable, l'on ne pourrait que se réjouir de ce réveil des consciences.

Klemenzski me demande de faire appel à la solidarité des lecteurs des *Temps Nouveaux* en faveur de ces camarades, ce que je fais bien volontiers.

Adresser les fonds au camarade Paul Martinot, secrétaire du Syndicat des carriers, à Savonnières-en-Perthois (Meuse).

* *

Les mineurs ont tenu un Congrès international à Bruxelles la semaine dernière. Six nations étaient représentées. J'ignore dans quelles conditions exactes les autres nations l'étaient, mais pour ce qui concerne la France, les délégués qui ont déclaré être mandatés par la totalité des 162.000 mineurs français ont par trop trompé leurs co-délégués étrangers. Cotte et ses amis ne représentaient — si cela est possible — qu'une infime minorité des mineurs français. Leur organisation — il y a des vérités qu'il faut dire — ne figure en réalité que sur le papier. On sait, et cela a été écrit, que le fameux syndicat de M. Basly dans le Pas-de-Calais, compté pour 20.000 adhérents, se réduit en réalité à 1.900 syndiqués payants; les autres à l'avenant ou à peu près. Quant aux décisions du Congrès de Bruxelles, nous ne retiendrons que celle qui consiste à engager les « centres miniers » à élire des « ouvriers mineurs »; et nous serions curieux de savoir si Joncaviel fera appliquer cette « décision » à Carmaux et ce qu'en pense M. Jaurès.

D'autre part, si tous les syndicats agissaient comme les mineurs et s'occupaient à l'avenir de faire élire des députés de leur corporation, les syndicats deviendraient bientôt de beaux capharnaüms, et ne tarderaient pas à disparaître.

C'est du reste ce qu'en ce cas ils auraient de mieux à faire.

P. Delesalle.

Angleterre.

Londres, le 6 juin. — Le Congrès de coopérateurs de Doncaster (1er juin) a décidé qu'on essayera d'acheter les carrières voisines de celles de lord Penrhyn pour pouvoir employer les travailleurs « locked-out » par celui-ci. Ce sera un grand triomphe pour les sociétés coopératives, si la proposition peut se réaliser.

L'attitude de Penrhyn a été insupportable depuis longtemps. Elle aurait été impossible sans sa position privilégiée de grand propriétaire.

Nous sommes heureux qu'une solution de l'affaire vienne de la part des travailleurs eux-mêmes sans intervention d'aucun bureau gouvernemental.

Le Zollverein. — Le même Congrès a aussi condamné fortement les propositions de M. Chamberlain sur le Zollverein, protestant contre « un système de tarifs préférentiels, parce qu'il augmentera le prix des aliments, diminuera le travail et la solidarité internationale et causera ainsi indirectement le militarisme ».

Le vrai remède contre l'affaissement commercial n'est pas la création de marchés par un procédé d'expansion impérialiste, mais le développement de nos ressources, à nous, par l'industrie coopérative.

Hollande.

Une colonie libertaire s'était fondée à Blaricum. Aucun de nos correspondants ne nous ayant envoyé de renseignements sur sa création ni sur l'agression dont elle vient d'être victime, voici ceux que nous extrayons du *Réveil des travailleurs* :

Le lundi de Pâques, dans la nuit, vers 11 heures, une bande de paysans n'ont rien trouvé de mieux à faire que de se ruer sur les maisonnettes des colons. La petite habitation du camarade Devrees a été totalement brûlée par le feu que ces sauvages ont allumé après avoir tout brisé. L'imprimerie a eu moins de dégâts et on a pu sans trop de difficultés éteindre l'incendie que le pétrole de la lampe jetée à terre avait commencé à faire naître. — On devine la frayeur des femmes et des enfants fuyant par les issues dérobées.

O ironie du sort, le bourgmestre dut faire appeler la troupe pour protéger les colons, ou du moins leurs logis, et vous voyez d'ici un antimilitariste comme von Eeden sous la bonne garde de l'infanterie néerlandaise.

Il y a longtemps que nos camarades de Blaricum avaient eu maille à partir avec la population. Dès le début, elle s'est montrée hostile à la tentative. Bien qu'en majorité à tendance tolstoïenne, nul colon ne mettait les pieds ni à l'église, ni au temple, et on raconte que l'un d'eux esquissa un sourire au passage du prêtre. Ensuite, il se contracta plusieurs unions libres, sans que bourgmestre, curé ou pasteur en fussent avisés. De plus, les communistes de Blaricum pratiquaient le végétarisme et — *shocking!* — ne se gênaient pas pour marcher pieds nus. Enfin, ils faisaient une propagande des plus actives en faveur des idées anarchistes.

Mais ce qui mit le comble à l'hostilité des bonnes gens de Blaricum, déjà froissés dans leurs sentiments religieux, dans leur conception de la morale... et de la décence... ce fut l'attitude des colons au cours de l'essai de la grève générale hollandaise. Les colons allaient partout prêcher la cessation du travail, tenant des réunions en faveur de la grève, distribuant des brochures, etc. Ce fut le coup final, et le curé ayant déclaré — ô douceur évangélique — que les socialistes et les anarchistes méritaient tous d'être massacrés, il n'en fallut pas plus pour déterminer les bigots de Blaricum à suivre à la lettre ses conseils.

Les colons vont être obligés de quitter le pays. Toute résistance serait inefficace et ils ne sauraient un seul moment accepter de demeurer sous la protection des gendarmes ou de l'infanterie. Ils secoueront donc la poussière de leurs souliers — je parle au figuré, puisqu'ils marchent pieds nus — sur l'ingrate bourgade et s'en iront porter leurs pénates ailleurs.

Des lettres reçues, il ressort que nos camarades de Blaricum sont remplis d'espoir : mais, jugeant les choses de sang-froid, on ne peut que regretter le temps, le travail, l'argent perdus. Pour arriver à faire fonctionner cette colonie il a fallu faire beaucoup de lourds sacrifices, apprendre les leçons parfois dures de l'expérience et voici qu'il a suffi de l'ignorance et de la superstition de la masse inconsciente pour réduire à néant toutes les énergies!

—

Les fêtes de la Pentecôte ont été utilisées en Hollande pour une multitude de congrès ou conférences. On pourrait presque dire que tout le monde congressait les dimanche et lundi 31 mai et 1er juin 1903. Sinon, voyez : Congrès des social-démocrates à Enschedé ; Congrès des typographes à Amsterdam; Congrès des ébénistes à Arnheim ; Congrès des ouvriers de l'industrie textile à Winterswyk; Congrès des employés ruraux ou commerciaux à Zwolle; Congrès des vrije socialisten ou anarchistes à Arnheim, etc., etc.

Je vais vous donner un aperçu de ce qui a été discuté chez les endormeurs parlementaires, cela vaut la peine d'être résumé. Qu'il vous suffise pour aujourd'hui d'un tout petit échantillon pris çà et là de leurs nombreux discours. Naturellement ce ne pouvait viser que l'attitude de Troelstra le grand-prêtre et ses satellites en Hollande, pour la dernière grève qu'ils ont étouffée. Ecoutez, ou lisez attentivement :

« Horsman : Supposez un peu que les social-démocrates n'eussent pas pris part à ce mouvement, alors nos camarades propagandistes et partisans de la politique dans les syndicats auraient dit de nous, — et il y aurait eu des querelles parmi nous interminables, — que nous les laissions dans le marasme. »

Ce n'est pas le mot à mot, mais c'est l'esprit.

Tak, un de leurs délégués, voit autrement et, à ma façon, plus vrai.

« Troelstra avait dépeint cette « leelijke » (*vilaine*) grève anarchiste sous une jolie couleur social-démocrate. Il a agi comme un prestidigitateur qui avec sa formule sacramentelle met un verre d'eau à la vue du public, le pose sur la table, étend un voile par-dessus et, avec sa baguette miraculeuse, *fait le fameux geste* « lokus-pokus », *passez!* Relevant le voile, on trouve un citron. (*Rires.*)

Bergmeyer dit : *C'était une douche d'eau froide qu'il fallait lancer sur ce mouvement au lieu de se laisser embarquer par les anarchistes*; et Troelstra répond : Mais cette grève du 31 janvier avait été si belle, que nous voulions prendre part à ce nouveau triomphe.

Fortuijn dit : Nous avons eu la lâcheté du courage au lieu d'avoir le courage de la lâcheté (en refusant d'agir avec eux, sous-entendu).

Mais le plus beau c'est la motion du *savant* V. de Goes, privat-docent en socialisme à l'Université d'Amsterdam ; ce n'est pas de la petite bière, lisez :

« Attendu que les ouvriers (travailleurs), s'ils avaient eu le suffrage universel comme arme, n'auraient pas eu besoin de recourir à la grève économique pour faire respecter leurs droits méprisés et méconnus! »

Je vous demande un peu, chers lecteurs, dans les pays où nous jouissons de cette fâcheuse panacée du suffrage universel, à quoi nous sommes avancés et à quoi cela nous sert en cas de grève !.. Il faut être professeur en socialisme pour voir là un moyen d'anéantir le salariat, source de tous nos maux. J'avais entendu dire qu'il y avait et qu'il y a de pauvres mineurs si crédules dans le bassin de Charleroi qui croient que le lendemain où le suffrage universel sera proclamé en Belgique, ils ne connaîtront plus la misère qui les étreint aujourd'hui, que les riches disparaîtront du globe comme par enchantement et qu'ils pourront dès ce jour manger à leur faim, inapaisée jusqu'ici. M. V. de Goes, et ses condisciples qui le laissent s'exprimer ainsi, seraient-ils de ce calibre-là ?

Gorter reproche à Troelstra de trop se laisser influencer par le moment. Il dit à Troelstra : On avait à choisir entre ces deux mots « oui » ou « non », mais pas les employer tout deux simultanément, dire oui à onze heures et non à midi, comme on a fait pour les derniers événements.

Et Wibaut dit lui-même : Par cette tactique nous avons fait de notre mieux pour rendre la réaction plus puissante contre nous. Si nous manquons du suffrage universel, est-ce une raison pour prendre part dans un mouvement auquel nous ne sympathisons pas?... Nous aurions dû peser et suivre une ligne de conduite fixe, c'est ce que nous avons oublié de faire avant de commencer. Et il ne peut comprendre cela de la part d'un Troelstra, ce tacticien consommé, s'il faut en croire ses amis, qui défend la grève passée parce qu'elle se présentait comme un puissant moyen de protestation contre le gouvernement. Il trouve que le jeu de l'apothéose ne vaut pas le prix auquel revient la chandelle qu'on a brûlée en l'honneur du prolétariat (par les renvois qu'elle coûte).

Mais Schaper (celui qui veut courir à la frontière en cas de guerre pour montrer qu'il est patriote, Guillaume II ayant accusé son parti d'être des sans-patrie, et qui ne peut le supporter, comme Chauvin qui a menacé les anarchistes de les fusiller au premier jour, pour ne pas être accusé de leur ressembler) est pris à partie par V. de Goes qui prie ses condisciples de ne pas ressembler à une poule qui glousse après ses poussins.

Où sont les premiers gueux de Hollande, qui acceptèrent avec fierté l'insulte de gueux pour s'en faire un titre et une bannière?...

Ce ne sont pas les social-démocrates du jour qui ont l'audace de montrer ce front à leurs ennemis. Ils sont trop fashionables!...

Je vois que je voulais parler des anarchistes et de leur entretien, mais que je me suis trop étendu sur mon premier sujet, c'est si entraînant. Ce sera donc pour la prochaine fois. On ne peut rien perdre pour attendre, c'est trop général.

Amsterdam, vendredi 5 juin 1903.

Joseph Thioulouse.

P.-S. — Y aurait-il un groupe en France qui voudrait prendre à tâche de me servir sur ses propres fonds le journal *La Voix du Peuple* et l'*Aurore*, si possible?... Celui là me ferait plaisir et rendrait service à la propagande tout à la fois. Mon adresse est :

J. Th., Prinsengracht, 64³,
Amsterdam.

Russie.

La *Russie Révolutionnaire*, l'organe officiel du parti socialiste révolutionnaire russe, publie en *tête* de son numéro 24, qui vient de paraître, l'avis suivant que nous publions à titre de document :

« Le 13 mars 1903, par ordre du gouverneur d'Oufa N. M. Bogdanovitch, les troupes ont tiré sur la foule d'ouvriers grévistes de Zlatooust en poursuivant même les fuyards de salves meurtrières. Vingt-huit personnes furent tuées, plus de deux cents blessées, dont plusieurs dizaines sont déjà mortes de leurs blessures. Parmi les blessés et les

tués se trouvaient des spectateurs occasionnels de la tragédie, des femmes et des enfants.

« Le 6 mai, sur l'ordre de l'Organisation de combat (Boievaïa Organisatsia) du Parti socialiste révolutionnaire, par deux de ses membres, le gouverneur d'Oufa N. M. Bogdanovitch a été mis à mort. »

∴

Ordre du Ministre de l'Intérieur.

15/28 mai 1903. — En raison de la tendance pernicieuse et persistante du journal *Voskhod* qui est surtout manifeste dans l'article intitulé : « Lettre d'Odessa » et publié dans le numéro 20 de cette publication, le ministre de l'intérieur, en se basant sur l'article 144 de la loi sur la censure et la presse (publiée en 1890), décréta : d'infliger au journal *Voskhod*, en la personne de son éditeur et rédacteur, avocat à la cour, Makcime Seirkin, *un second* avertissement.

Le premier avertissement a été infligé à ce journal le 26 mai/8 juin pour la publication dans son numéro 17 d'un article sur le massacre de Kicheneff.

(Des *Novosti* du 16/29 mai.)

∴

La *Voligne* (journal interdit de Gitomir), publie la communication que voici :

« A Gitomir, la crainte d'un certain nombre de juifs que les événements de Kicheneff n'aient de répercussion dans cette ville, a cessé. On dit que, sur le conseil des représentants les plus expérimentés et intelligents de la communauté juive, quelques riches négociants ont eu recours à la magie, recours qui a coûté, affirme-t-on, 2.000 roubles. Bien qu'un peu chère, cette « magie » a été, au dire de beaucoup de juifs, d'un effet merveilleux. »

(Du journal *Novosti* du 14/27 mai.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Nous ne cessons de rappeler aux camarades détenteurs de volumes, qu'ils doivent les rapporter, et ceci dans l'intérêt de la propagande. Le prêt étant suspendu jusqu'au mois d'octobre, les remettre tous les jours chez la concierge.

Dimanche 28 juin, ballade de propagande à Clamart.

∴

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey :

Vendredi 12 juin, à 8 h. 1/2. — René Duchmann : *Rome, Lourdes, Paris*, d'Emile Zola.

Mardi 16 juin. — Réunion du Conseil d'administration.

Vendredi 19 juin. — René Pilott : Le Théâtre : ce qu'il a été, ce qu'il est, ce qu'il sera.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 19 : G. Oudinot, La philosophie de Thomas Carlyle. — Mercredi 17 : James Guillaume, La Révolution et la Raison.

∴

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 15 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare.

∴

Régénération (Section du XIe).— Mercredi 17 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Maillard, 12, rue Faidherbe (XIe).

∴

Les Anticrates. — Vendredi 12 juin, à 9 heures, salle Donat, 220, rue Saint-Denis, conférences contradictoires par Vincent-Sainte-Claire sur l'Amour.

∴

Causeries populaires du XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi.— Mercredi 17 juin, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur : La lumière.

∴

Les Iconoclastes de Montmartre, rue Custine, 18 et 65, rue Clignancourt. — Lundi 15 juin, à 8 h. 1/2, lecture et causerie sur : *L'évolution de la morale*, de Letourneau.

∴

Groupe abstentionniste de Montreuil. — Samedi 13 juin, à 9 heures, chez Fourmy, 57, rue de Paris, à Montreuil, Francis Prost parlera sur l'absurdité du suffrage universel et de l'évolution rétrograde du parti socialiste.

Entrée gratuite.

∴

Puteaux. — *Le Réveil de l'Esclave.* — Mercredi 17 juin, à 8 h. 1/2, à l'U. P., 13, rue du Marché, conférence par le camarade Armand : Un essai de communisme libertaire à Vaux. Entrée libre.

∴

Lille. — Le groupe se réunit tous les dimanches, à partir de 4 h. 1/2 du soir, rue du Bourdeau, 13.

Dimanche prochain, on s'y occupera de l'organisation d'une soirée au profit du compagnon Mauduit qui est à l'hôpital et dont la femme et les cinq enfants sont dans le plus complet dénuement.

∴

Tourcoing. — Le Groupe libertaire *Germinal* organise lundi 15 juin, à 7 h. 1/2, une grande conférence publique et contradictoire, à l'estaminet Volt, rue de Menin, 174. Sujet : La Grève Générale. Orateurs : E. Liénard, Ch. Dooghe.

Tous les mardis, à 7 heures, réunion du groupe, rue de Gand (cour Bassut).

∴

Saint-Etienne. — *L'Education libertaire*, réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, rue Pélissier, 8 (dans la cour).

∴

Toulon. — *Groupes d'études sociales.* — Bar des Armées Internationales, rue de l'Arsenal. Samedi 13 juin, à 8 h. 1/2 précises, causerie par le camarade Varizano. Sujet : Le théâtre social.

∴

Londres. — Plusieurs éléments révolutionnaires de Londres organisent un *meeting international* en faveur des ouvriers emprisonnés de l'Espagne, qui aura lieu le 14 courant, dans la salle « Liberty Hall ».

Orateurs inscrits : Louise Michel, Tcherkesoff, Malatesta, Sérafine Pajot, Tarrida, Baron et Sam Mainouring, délégué des Trades Unions de Londres.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Lettres historiques, par Pierre Lavroff ; 1 vol., 4 fr., chez Schleicher frères.

Contre la guerre (en russe), par L. Tolstoï, chez Tchertkoff, Christchurch, Hants.

Psychologie du militaire professionnel (en russe), par Hamon ; librairie Georg, 10, Corraterie, Genève.

Militarismo, par Ladislao Hommes, 1 broch. ; 5 centimos, imprenta El Rebeldo, Buenos-Ayres.

Most's Memoiren, 1 broch., 25 cents, 69, Gold street, New-York.

Commerce of Latin-America, 1 broch. au Philadelphia Commercial Museum, Philadelphie.

Les Souliers, par Descaves et Vergught, pièce en 1 acte, pouvant se jouer par les groupes ; 1 brochure, 1 franc, chez Stock.

Les Prophètes, par A. Brisson ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Tallandier, 8, rue Saint-Joseph.

Travailleur, tu ne voteras point...
Soldat, tu ne tireras pas....

Brochure d'Ernest Girault. L'exemplaire, 0 fr. 05 ; le cent, 4 fr. 50 ; chez l'auteur, 36, rue de la Montagne Sainte-Geneviève (V^e).

A voir :

Les n°s 112 et 113 (sur la police) de l'*Assiette au beurre*. Aussi le n° 110 (sur la colonisation), dessins de Grandjouan. — Egalement le n° 114 : Les crimes du tsarisme, dessins de Grandjouan et de Hradecky.

Nous avons trouvé d'occasion, et pouvons laisser aux camarades :

De l'autre rive, par A. Herzen (rare) . . .	4 fr. »
L'année politique (1899), par A. Daniel, franco	1 fr. 75
Le secret de Fourmies, E. Drumont. . . .	1 fr. 65
La France politique et sociale (1890), 1er vol. par Hamon et Bachot.	1 fr. 75
La Russie politique et sociale, par Tikhomirov	2 fr. »
Un gant.— Au delà des forces (1re partie), par Bjornson.	1 fr. 65
Psychologie du militaire professionnel (1re édition), Hamon	3 fr. »
En Auvergne, par Ajalbert.	1 fr. 65
L'Italie telle qu'elle est, par Merlino (épuisé)	3 fr. »
Le Spectre rouge, A. Romieu.	1 fr. 50
L'Internationale, par Oscar Testut	1 fr. 25
Le Bien d'autrui (pièce), par E. Fabre. . .	1 fr. 25
La Guerre et les armées (1 brochure) . . .	0 fr. 50
La Sociedad futura, Juan Grave (en deux volumes).	2 fr. 50

Nous n'avons qu'un exemplaire de chaque.

A NOS LECTEURS

Les raisons qui nous ont fait supprimer le supplément la semaine passée étant loin de s'atténuer, il y a de fortes probabilités pour que nous soyons forcés d'y avoir recours au moins deux ou trois fois ce mois-ci.

VIENT DE PARAITRE

La maison Schleicher vient de réimprimer *Les Primitifs*, la si intéressante étude d'ethnologie d'Elie Reclus. Le volume est de 4 fr. en librairie. Nous pourrons le laisser à ce prix, franco pour les camarades de province, et 3 fr. 50 pris dans nos bureaux.

PETITE CORRESPONDANCE

Au camarade qui nous a envoyé la *Gazette*. — J'ai lu avec attention le fragment de *A Sainte-Hélène*. Il y a, il est vrai, quelques invectives aux tueurs d'hommes, mais je ne me sens pas de tempérament à m'apitoyer sur leur sort, comme il se termine.

O. K., à Genève. — Ai écrit à l'adresse. Merci.

J. V. H., à Philadelphie. — Envoyez le montant de l'abonnement en papier-monnaie, si vous voulez. — Oui, la *Voix du Peuple* paraît toujours.

E. G., à Saint-Germain-en-Laye. — Bon.

L'Education libre, Saint-Etienne. — A moins d'importance exceptionnelle, la place nous manque pour insérer tous les appels et manifestes.

F. B., à Berne. — Reçu les 10 fr. A quel emploi sont-ils destinés ?

Edéamès. — Je passe votre lettre à Girard. — Les n^os à 0 fr. 10 chaque.

B. M., à San Paulo. — Ai vu le camarade. Ai reçu les timbres. Merci.

Education sociale, à Lyon. — Pouvez-vous nous indiquer le numéro de la *Médecine Nouvelle* d'où vous avez tiré l'article du Dr Dubois ?

F. P., à Paterson. — Votre conception de la vie est en contradiction absolue avec les données actuelles de la science.

N. V., à San Paulo. — J'envoie cartes et brochures. Selon votre indication, votre exempl. sera envoyé à l'adresse de Mme R.

O., à Vescovato.— Nous n'avons pas de n^os du *Canard Sauvage*. Vous avez l'adresse dans le dernier numéro. Ecrivez directement.

Reçu pour « Les droits de l'enfant » : Lejeune, 1 fr. — M. de S. R., à Ollioules, 0 fr. 60. — Encaisse : 1 fr. 60.

Reçu pour le journal : Anonyme, 1 fr. — G., à Bihorel, par B., 2 fr. — Un agriculteur anarchiste d'Italie, 2 fr. — O., à Venzolasca, 0 fr. 45. — Latapie, 1 fr. — Merci à tous.

E. S., à Marseille. — P. G., à Lille. — C. F., à Londres. — T., à Tamnay. — L., à Epinal. — T., à Stadhof. — A. C., à Marcilly. — R., à Grenoble. — R., à Lille. — S., à Londres. — L., à Amiens. — D., à St-Claude. — L., à Hodimont. — L., à Amiens. — S., à St-Georges. — L. C., à Clermont. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie G. Chaponet, rue Bleue, 7, Paris.

NEUVIEME ANNÉE N° 8 DIX CENTIMES DU 20 AU 26 JUIN 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

UN NETTOYAGE!

C'est de celui de Belgrade que je veux parler. Pour de « la belle ouvrage », c'est de « la belle ouvrage » ! Il n'y a pas à dire, il n'y a tel que d'être de la partie pour s'acquitter avec célérité et certitude de la besogne. Que l'on vienne dire maintenant que l'armée est inutile! Quelques grincheux diront peut-être que des bouchers auraient pu faire aussi bien. Peut-être les bouchers se refuseraient-ils à cette assimilation.

Pour la forme, les journalistes bourgeois ont bien fait un peu leurs bégueules à l'annonce de cette tuerie, mais pour la forme seulement. Quand on pense aux jérémiades, aux malédictions qui assaillaient la moindre égratignure faite dans la peau d'un bourgeois, ou d'un des défenseurs du régime bourgeois, on sent combien le royalisme est mort, quelle est la puissance du capital.

Le meurtre d'un roi n'a jamais cessé d'être un délit politique, il a suffi que les anarchistes s'attaquent aux défenseurs du capital pour les faire mettre hors la loi, sous prétexte de les ramener au droit commun.

Et cependant, les conspirateurs politiques, lorsqu'ils se débarrassent de leurs adversaires, ce n'est que pour se mettre à leur place. Les anarchistes qui accomplissent un acte semblable n'ont jamais prétendu prendre la place de ceux qu'ils immolaient. Ce pouvait être parfois un acte de vengeance, mais sans aucun motif personnel, leur acte était toujours déterminé par un mobile de justice générale.

N'empêche que ce sont eux les fauves, les sauvages. Du moment que les bourgeois n'ont pas à redouter pour leurs tripes ou leur coffre-fort, ils se mettront demain à plat-ventre devant Pierre Karageorgewitch, le bénéficiaire de l'acte glorieux de Belgrade, et devant ses auteurs que ce dernier ne peut faire autrement que de récompenser et qui continueront leur besogne en aidant à faire la loi.

J. GRAVE.

INDULGENCE PÉRILLEUSE

Il y avait naguère un roi crétin et malhonnête qui avait épousé par passion une femme vaniteuse jusqu'à la cruauté, et ce roi et cette reine faisaient le malheur de leur peuple. Mais les politiciens vertueux et les guerriers bien armés veillaient sur les destinées de la patrie; s'étant concertés, ils résolurent de la délivrer. Une nuit, un groupe d'officiers, escorté de quelques régiments, pénétra dans le konak royal (le palais), ils avaient de la dynamite, des revolvers chargés, avec des cartouchières pleines, et des sabres bien affilés. Dans leur généreuse indignation, ils tuèrent non seulement les méchants monarques, mais encore leurs ministres, leurs parents, et les parents de leurs ministres et les serviteurs du couple royal. Ils n'épargnèrent pas les cartouches, en tirant plutôt vingt qu'une et frappant à coups de sabre, pour plus de sûreté, ceux qu'ils avaient déjà percés de balles.

Ainsi firent les braves guerriers. Après quoi les politiciens vertueux se réunirent en conseil et, pénétrés de l'esprit de sacrifice, ils répartirent entre neuf d'entre eux les charges du gouvernement. Quand cela fut fini, il faisait grand jour et dans la capitale le peuple s'éveillait : il apprit la nouvelle et manifesta sa joie et sa reconnaissance aux citoyens dévoués et aux guerriers courageux qui lui avaient, pendant son sommeil, préparé cette bonne suprise; des orchestres militaires jouaient leurs airs les plus entraînants, il y avait des tonneaux de vin et de bière aux coins des rues et chacun y pouvait boire sans payer : ce fut un jour de grande allégresse...

Le politicien vertueux que l'on avait chargé du service des relations extérieures rédigea un long document dans lequel il expliquait aux gouvernements des autres nations les causes des événements : « l'indignation de l'armée, l'exaspération surtout des jeunes officiers, à la suite de la promesse arrachée par la reine vaniteuse au roi crétin de reconnaître comme héritier présomptif de la couronne son propre frère, un blanc-bec qui tenait le haut du pavé et traitait avec mépris les officiers ses camarades. Toutes les colères amassées contre la reine s'étaient retournées contre le roi, qui ne voulait pas se séparer d'elle.

« Récemment on avait vu — c'est toujours le politicien vertueux qui parle — le roi Alexandre changer une fois de plus la Constitution, on avait assisté à des élections étranges où pas un seul candidat de l'opposition n'avait pu se faire élire et l'on n'avait plus douté que toutes ces manœuvres n'eussent pour but de consacrer l'hérédité royale dans la famille de la reine. La pression électorale ayant fermé toutes les voies de résistance pacifique, le complot s'était formé et avait éclaté : c'était fatal. Le roi aurait pu faire prononcer le divorce, répudier la reine vaniteuse, et alors il eût été sauvé, mais il n'en faisait qu'à sa tête, il voulait tout faire avec un esprit tatillon et obstiné. Au reste, l'autopsie avait révélé le secret de toutes ces fautes : le roi Alexandre avait l'os du crâne trois fois plus épais que celui d'un homme normal et bien équilibré. »

Le document ne pouvait aborder le chapitre des fredaines attribuées à la reine défunte, mais les journaux amis ne se firent pas faute de remédier sur ce point à la discrétion forcée du ministre.

Certes, en apprenant la nouvelle du meurtre, les gouvernements des autres nations avaient tout d'abord été un peu interloqués, car ils aimaient, comme tous les gouvernements, la paix et la liberté, ils chérissaient les vertus publiques et domestiques, et ils allaient peut-être s'acheminer à penser qu'il y avait là quelque chose comme un crime, ils allaient froncer le sourcil, quand ces explications loyales et complètes vinrent les rassurer. De partout, de Vienne aussi bien que de Saint-Pétersbourg, le politicien vertueux préposé aux relations extérieures ne reçut, en réponse à sa note, que des assurances fermes d'estime et d'approbation ; Berlin était moins chaleureux, parce qu'il était moins directement intéressé, mais il ne susciterait pas d'obstacle. Bref, en général, les chefs des Etats européens approuvaient l'opération de boucherie menée à bien grâce à la collaboration des guerriers bien armés avec les politiciens vertueux.

Et remarquez bien que tout ceci n'est pas un conte à dormir debout : c'est « la vérité officielle » sur les événements de Serbie. Il paraît que Draga ayant manqué à la vertu et à la bienséance, et qu'Alexandre ayant violé la Constitution et donné des preuves manifestes d'imbécillité, les colonels Mischitch et Maschine et leurs amis ont, de l'avis des gouvernements européens, fait sagement de les massacrer, eux et dix autres de leur bord.

* * *

Imaginons donc — nous qui aimons un peu la logique — l'application systématique, dans tous les pays d'Europe, du principe que viennent d'admettre implicitement les dénommées grandes puissances, celles dont les décisions doivent nous éclairer sur les préceptes de la morale civique et sociale.

Car enfin, si l'on avait dit à Alexandre et à Draga, il y a quinze jours, qu'ils étaient deux êtres exceptionnels parmi ceux de leur rang et qu'ils formaient un objet de scandale pour les chancelleries européennes, ils se fussent récriés et l'eussent trouvée bien bonne. Draga n'était pas sortie de la cuisse de Jupiter? La belle affaire ! Ne peut-on pas être roturier, mercanti, et devenir chef d'Etat, ami du tsar, du shah de Perse et de toute la haute séquelle ? Et puis, quoi, les gens dont le nom est marqué sur l'Almanach de Gotha ne sont pas faits autrement que les autres. Il n'y a que le premier ancêtre qui coûte !

Ainsi, le grand-père d'Alexandre était marchand de cochons ; n'empêche que son petit-fils appartenait à la dynastie des Obrenovitch. — Draga était un peu catin ? Peuh ! Ses pendants dans l'autre sexe — il n'en manque pas sur les trônes — auraient eu mauvaise grâce à lui en faire un grief; et puis, elle pouvait jouer un peu les Cléopâtre, ce n'était qu'une toute petite revanche collective contre tant et tant de « Verts-galants » qui encornèrent impunément leurs femmes. Elle était tyrannique, étroite, capricieuse et cruelle ? Mais en cela n'était-elle pas une élève, très timide et très modeste, du grand Sultan rouge, objet de toutes les politesses

et de *tous* les ménagements des puissances européennes?

Pour Alexandre, s'il avait un cerveau de gorille dans un crâne épais, ses cousins le roi très-chrétien de Madrid et le tsar de toutes les Russies n'avaient rien à *lui envier sous ce rapport*. Il traitait un peu cavalièrement les constitutions? Nicolas, en *Finlande*, n'y va pas non plus de main morte.

En somme, ce bon petit ménage de Draga et d'Alexandre faisait de son mieux pour se mettre à l'unisson des autres, des plus grands et des plus prospères, et il parvenait assez bien à représenter la somme de leurs vices et de leurs tares. Or, les gouvernements européens reconnaissent que les manquements aux bonnes mœurs et l'ambition encombrante de Madame, la stupidité et la déloyauté de Monsieur justifient l'effrayante boucherie du 11 juin. Est-ce donc que si demain tous les pauvres d'esprit, tous les ambitieux malades, tous les roturiers qui se poussent du col, tous les dépravés et tous les félons, que la patience des peuples et la force des armées conservent sur leurs trônes, disparaissaient dans une formidable hécatombe, leurs meurtriers auraient agi conformément à la morale officielle et mérité l'approbation de MM. les ministres d'Etat? Les chancelleries seraient-elles d'avis qu'il faut faire le grand nettoyage? — Balmascheff, Czolgosz, Angiolillo, ces noms nous répondent. Ceux-là ont tué; l'impunité d'un Canovas ou d'un Sipiaguine, l'insolence d'un Mac-Kinley étaient une insulte à leur conscience et ils ont donné leur vie pour la sienne; on les a flétris de tous les noms, on a traqué ceux qui les approuvaient tout haut, et les gouvernements se sont concertés pour poursuivre et détruire leur race. Malheur à l'homme de paix et de travail qui veut être libre parmi des hommes libres, et si, un jour, dans la douleur exaspérée, il tue l'un de ses ennemis, son acte sera appelé un crime monstrueux, justifiant des représailles contre lui et contre cent autres.

Mais ceux qui disposent de la force ont tout loisir d'organiser des massacres : qu'ils fassent seulement vite et bien; les journaux officieux inséreront quelque blâme à leur adresse, pour la forme, mais on ne leur refusera pas les marques de son estime et de sa confiance. C'est à peine si les cours de la rente serbe fléchiront et perdront deux points pendant vingt-quatre heures. Le nouveau roi, le bénéficiaire, et sans doute l'inspirateur du crime, est proclamé par le Parlement et par l'armée, il remercie la Providence et ses braves guerriers, cela suffit, personne ne refusera de s'incliner devant lui et de lui souhaiter joyeux avènement. C'est le tsar qui ouvre la marche en lui télégraphiant, le 16 juin : « Je tiens à exprimer à Votre Majesté les vœux que je forme pour la prospérité de votre personne et de votre patrie. Que Dieu vous vienne en aide, etc. » Derrière lui, les autres emboîtent le pas; empires, monarchies, républiques, il n'en manquera aucun au défilé. Le ciel même en est; à Belgrade, on chante *Te Deum*.

Une terrible page de cynisme que vous ajoutez à tant d'autres, dans votre histoire, bonnes gens!

M. L.

AUX CAMARADES

Encore une semaine sans supplément.

Je m'étais bien promis de ne plus insérer aucun appel, et de prendre mon parti de cette suppression fréquente. Cependant, en fin de compte, ça serait absurde de se laisser noyer sans un dernier cri. Je le jette. Il en adviendra ce qu'il pourra.

Voilà vingt ans que, sous les titres de *Temps Nouveaux*, de *Révolté* ou de *Révolte*, nous nous efforçons, à un petit groupe, de maintenir un journal d'idées, s'essayant à vivre proprement, de ses seules ressources — des sacrifices de ceux qui jugent sa besogne utile — sans rien demander aux tripotages, aux annonces, quelles qu'elles soient.

Au cours de ces vingt années, nous avons rencontré nombre de dévouements; des aubaines — plutôt rares cependant — qui, aux moments les plus critiques, revenaient nous mettre à flot. Mais cela n'empêchait pas la situation de se reproduire à chaque numéro, et la chasse à la pièce de cent sous était à recommencer.

Mais si on se fatigue de donner, on se fatigue aussi de demander; même lorsque ce n'est pas pour soi. Ce qu'ont été les difficultés à surmonter, la somme d'efforts à dépenser, pour de maigres résultats, ceux-là seuls qui ont travaillé avec moi à la cuisine du journal le savent. Il n'y a que les imbéciles, les envieux, les vaniteux froissés pour imaginer que, dans ce métier, on ramasse des rentes.

Et tout cela pour aboutir à quoi? A être, au bout de vingt ans, aussi avancés que la première année. Nous en sommes à nos 7.000 de tirage que nous avions lorsque les persécutions de 93-94 vinrent tordre le cou à la *Révolte*.

Oh! ce n'est pas qu'il n'y ait eu certaines améliorations. La vente s'est régularisée, les rentrées s'effectuent plus régulièrement, il y a moins d'invendus.

Mais, à chaque amélioration obtenue, un trou nouveau se creusait à côté. Quelques camarades fortunés nous aidaient de leur bourse. Nous pouvions compter, autrefois, sur une moyenne mensuelle de 200 fr. de souscriptions. Les morts, les changements de situation, et autres, ont fait évaporer les souscriptions. Aujourd'hui, nous avons quatre souscripteurs qui nous sont restés fidèles, et qui nous assurent à eux quatre 25 francs.

Si encore les 7.000 exemplaires étaient vendus? Mais, à Paris, il faut en déposer 2.500 pour en vendre de 8 à 900!

Cependant, depuis dix ans, les idées ont fait du progrès, le nombre de ceux qui se disent anarchistes a grandi. Les idées sourdent de partout, jusque dans les milieux les plus imprévus. Alors?

C'est que, lorsqu'on était moins nombreux, on se connaissait mieux, et on se dépensait davantage. Aujourd'hui, il n'y a pas le prosélytisme des premières années. On accepte bien les déductions et les négations anarchistes. On trouve qu'il n'y a que ces idées-là de vraies et de justes, mais on ne croit pas que, pour cela, on doive rien changer à sa façon de vivre; on n'éprouve pas le besoin de faire quelques légers sacrifices pour aider à la diffusion des idées que l'on reconnaît justes.

Si d'autres avaient pris notre place, je m'en consolerais facilement. Notre stagnation serait une preuve que nous n'avons pas évolué avec le mouvement; tant pis pour les retardataires.

Mais personne n'a pris notre place, le nombre des journaux anarchistes, au contraire, a diminué en France. Et, sans vanité, je pense que notre journal, tout en évoluant avec l'idée, est resté un journal à ligne droite, ne fluctuant pas au gré des événements, ni des intérêts du moment, gardant toujours pour objectif, l'idée pure et simple, sans compromissions de camaraderies ou d'animosités personnelles, allant droit son chemin, sans crainte ni faiblesse.

Je sais les reproches que l'on peut nous faire. Il y a d'abord celui de n'être pas assez vivants, d'être le plus souvent en retard sur les événements. Cela, d'accord; mais quand nous aurons plus d'aide effective, quand nous n'aurons plus à passer notre temps à courir après l'argent nécessaire à payer le marchand de papier, l'imprimeur ou la poste, on pourra s'occuper d'améliorer la rédaction.

Il y a aussi celui qui nous est fait depuis que nous paraissons : « Nous ne sommes pas assez accessibles à la masse, nous faisons trop de théorie, pas assez de lutte, etc. »

Le rôle d'un journal, c'est de faire de la théorie, de l'argumentation sur les faits. Les faits, eux, s'accomplissent, ne s'écrivent pas. Mais quant à être inaccessibles à ceux auxquels nous nous adressons, je ne le crois pas, mais on est toujours mauvais juge de sa propre cause.

Lorsque j'écris ou j'insère un article, je cherche à ce qu'il soit clair et précis, qu'il ne soit pas trop encombré de mots techniques ou trop recherchés, qu'il ne soit composé que de mots usuels et compris de tous. Tous ceux qui collaborent au journal s'y emploient de leur mieux. C'est tout ce dont je peux répondre.

Mais, par le fait que nos camarades essaient, dans leurs articles, de développer des idées, de faire réfléchir par eux-mêmes ceux qui les lisent, il est indéniable qu'un tel genre d'articles soit un peu abstrait à lire, pas tout à fait aussi facile à déguster qu'un roman de Paul de Kock, ou un beau fait-divers, relatant un exploit d'Apaches, un meurtre sensationnel. J'ai toujours pensé que si, parfois, il est permis de parler sans avoir rien à dire, il est inutile d'écrire si ce n'est que pour enfiler des phrases les unes au bout des autres.

Si nous cherchions le succès pour lui-même, si notre journal était une entreprise commerciale devant rapporter des bénéfices, ce n'est pas notre genre que nous aurions choisi. Nous aurions tenté, à l'usage des anarchistes, une sorte de *Petit Journal* à l'instar de celui des portières, où le lecteur aurait pu s'absorber en sa lecture, sans se casser la tête.

Nous pensons, nous, que si la lecture d'un article ne suggère pas quelques réflexions au lecteur, c'est du temps de perdu, et pour celui qui le lit, et pour celui qui l'a écrit, et pour ceux qui l'ont imprimé.

Et dans cette voie, nous y sommes encouragés par beaucoup de camarades dont l'opinion peut compter pour quelque chose. Seulement, au lieu d'encouragements platoniques, nous voudrions des concours un peu plus actifs.

Je suis fatigué de faire le mendiant.

Si on croit que nous faisons de la bonne besogne, que l'on nous aide à sortir de cette stagnation, que l'on fasse des efforts pour nous aider à propager le journal, soit en activant la vente, soit en cherchant à faire abonner ceux de ses amis que l'on suppose capables de s'intéresser à sa lecture, en payant les premiers mois au besoin, soit en nous aidant à sortir le stock de brochures qui nous encombre, soit en y allant de sa pièce de cent sous, pour ceux qui le peuvent. Quant à moi, je le répète, j'en ai assez, c'est le dernier appel que je tente, ça ira par la suite comme ça pourra. Toute œuvre qui ne progresse pas est destinée à périr. Pendant vingt ans, si je n'ai pas apporté à cette œuvre collective de l'argent — que je n'avais pas, — j'y ai apporté tout ce dont j'étais capable de travail, de volonté et de ténacité. Je suis à bout de souffle. Si on pense qu'elle ne doive pas périr, qu'on la soutienne.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

Lorsque l'armée française, sous les ordres du général irlandais O'Connor, se fut couverte de gloire, au Figuig, en démolissant à coups de canon les maisons des indigènes, ceux-ci firent ce qu'on appelle leur soumission, c'est-à-dire demandèrent à ne pas être massacrés complètement. L'Irlandais O'Connor, partisan de la France aux Français et non de l'Afrique aux Africains, — l'Irlandais O'Connor, qui peut-être, un jour, massacrera des Irlandais pour le compte de la France, — l'Irlandais O'Connor, vivant exemple d'internationalisme militaire, comme les Bonaparte de Russie, les Bazaine d'Espagne et tant d'autres sans-patrie qui n'admettent point que l'idée de patrie soit mise en discussion, — reçut donc les envoyés des Figuiguiens et leur fit une allocution où il célébrait la grandeur et la générosité de l'Irlande... non, je me trompe, de la France. « Lorsque Allah, dit-il entre autres choses, lorsque Allah veut châtier ses serviteurs qui sont sortis du droit chemin, il donne, pour les punir, la force à qui il veut, et vous savez

qu'il vous est ordonné de vous incliner devant sa volonté. »

Que M. O'Connor, général, ait prononcé ces paroles sans rire, il est possible; mais qu'il les ait dites sincèrement, cela n'est pas possible. Il sait fort bien que s'il a vaincu les habitants de Figuig, c'est parce qu'il avait des canons et non parce que « Allah » avait décidé qu'il serait vainqueur. Si, par hasard, il eût été le moins fort, il n'eût pas du tout songé à y reconnaître la main d' « Allah », et, loin de s'incliner devant la volonté d' « Allah », il n'eût cherché qu'à prendre sa revanche. Mais un général, homme de violence par état, n'a cure de vérité et de sincérité. Il tire simplement parti de l'ignorance et de l'abrutissement religieux de ses adversaires (aussi bien que de ses propres soldats, du reste), pour mieux s'en faire obéir et craindre. Sans patrie et sans Dieu pour son propre compte, il dit qu'il faut des frontières et des religions pour les peuples. R. C.

*
* *

Le gouvernement dont nous jouissons actuellement est « anticlérical », personne ne l'ignore. Il fait la guerre aux moines non officiels et aux nonnes non reconnues, mais il « respecte » le sentiment « religieux » qui permet justement aux moines et aux nonnes d'exploiter la bêtise humaine.

La propagande par l'exemple, nos gouvernants se refusent à la pratiquer. L'autre jour a eu lieu l'enterrement de la fille d'un des gros bonzes de l'anticléricalisme, enterrement religieux, naturellement.

Je découpe dans le *Temps*, car les journaux dont les rédacteurs déjeunent d'un curé et dînent d'une sœur se sont bien gardés d'en parler, ces détails sur « la cérémonie » qui ne manquent pas d'intérêt :

« L'église Sainte-Clotilde s'est trouvée trop petite pour les contenir, et le défilé des personnes qui avaient pu y pénétrer et de celles qui avaient dû attendre, sous le parvis et devant l'église, la fin de l'office religieux, n'a pas duré moins de trois quarts d'heure. »

C'est un peu long, mais il faut tenir compte que le bureau de la Chambre et M. Jaurès assistaient à la cérémonie. De plus, le spectacle à l'église ne devait pas être banal; qu'on en juge :

« Les ministres avaient pris place, à droite du catafalque, immédiatement à la suite de la famille. Dans les rangs suivants se trouvaient MM. Etienne et Lockroy, vice-présidents de la Chambre; Doumer, Delombre, Millerand, Buisson, Chautemps, Dévèze, etc., etc., toute la fine fleur de l'anticléricalisme, et, ajoute le *Temps*, la cérémonie a été simple et touchante. C'était une messe basse, accompagnée de chœurs et de chants. »

Pour « touchant », ça devait l'être, en effet; mais arrivons à la fin de la cérémonie qui est tout un poème.

« Le défilé a ensuite commencé. M. Combes, qui était à la tête des ministres, s'est avancé le premier, a pris le goupillon que lui tendait le maître des cérémonies, et a aspergé de quelques gouttes d'eau bénite le cercueil. »

Qu'en dites-vous? M. Combes passant le goupillon à Millerand... Quel malheur pour l'histoire de ces temps que le cinématographe n'ait pas enregistré une aussi belle « cérémonie » !

Tout de même ces « anticléricaux » ont une manière de se f... du populo qui les entretient, d'une manière peu ordinaire.

Quelle bande de farceurs tout de même !

*
* *

Il est entendu depuis longtemps que la liberté serait bannie de la société collectiviste comme la rêvent — pas tous, il faut l'avouer — certains socialistes. M. Chauvin a jadis annoncé que le premier acte à accomplir au jour du collectivisme triomphant serait de fusiller tous les anarchistes. Dans le n° 34 du *Socialiste*, je trouve sous la plume de M. C. Bonnier, ces lignes qui dénotent un état d'esprit vraiment lamentable :

« *Notre parti s'est décidé à ne jamais, sous aucun prétexte, permettre aux anarchistes de parler dans nos réunions ; il faudrait appliquer la même méthode aux radicaux et aux néo-méthodistes.* »

Je ne suis pas curieux, mais, comme l'autre, je voudrais bien savoir à qui s'adressera la propagande de M. C. Bonnier, à l'avenir. Ces gens-là ont tout de même une conception de la liberté à faire frémir et leur intolérance parviendrait presque à nous faire regretter la société bourgeoise, si nous n'en avions un si profond dégoût. P. D.

*
* *

NANTES, samedi 13 juin. — La *Libre Pensée* et la *Fédération Socialiste* avaient organisé avec le concours de J. Allemane une conférence destinée à préparer une manifestation contre les processions. Il y avait dans la salle une foule d'ouvriers socialistes, moutons dociles venus pour applaudir l'orateur. Il est navrant de constater la mentalité de ces pauvres gens qui applaudissaient d'autant plus que les paroles dites étaient plus plates et plus stupides.

Allemane invita les ouvriers à faire « respecter » les lois concordataires..., en attendant mieux; et après avoir, comme un chef d'armée, décidé les gestes du lendemain, tous s'en allèrent demander au préfet que les manifestations religieuses, les processions, fussent interdites, le lendemain. (A quand la suppression des autres?)

Les processions interdites, les troubles n'en ont pas moins été fort graves. Les bons et doux calotins, armés de cannes et de gourdins et dirigés par les prêtres, ont fait merveille et ont eu la gloire d'assassiner un vieillard, Gaulay, ancien gérant de l'organe socialiste *Le Réveil social*, remplacé par l'*Arrière* — pardon — l'*Avant-Garde*. Le président de la Libre Pensée, Lejeune, a été frappé d'une façon sauvage et on conserve peu d'espoir de le sauver.

Et je ne compte pas les coups, les blessures, les figures balafrées. Nos bons dévots œuvraient de façon féroce, s'acharnant à six, à dix sur un homme tombé et nous en vîmes un, exultant de joie, un tronçon de canne à la main, se vantant de l'avoir cassée sur la tête d'un ouvrier.

Nos camarades anarchistes se sont mêlés au mouvement, mais (est-il besoin de le dire?) sans s'abaisser aux gestes des socialistes devant l'autorité. Ils n'en ont pas moins manifesté leur dégoût pour les mômeries des catholiques et leur indignation pour la brutalité des adorateurs d'un Dieu d'amour et de douceur, auquel plaisent en holocauste les crânes défoncés des impies.

ANNA MAHÉ.

*
* *

Mouvement ouvrier. — L'ordre du jour de la *Fédération de la Métallurgie* publié ici la semaine dernière donnait excellemment les raisons théoriques pour lesquelles les syndicats qui entendent rester des groupes d'opposition au patronat et à la société bourgeoise devaient s'abstenir de prendre part aux élections pour le Conseil supérieur du travail. Beaucoup de syndicats ont vu le danger de cette adaptation du mouvement syndical à l'Etat bourgeois et ne prendront pas part aux élections.

Je voudrais aujourd'hui dire quelques mots de la composition du dit conseil qui est vraiment admirable et... démocratique. Qu'on en juge.

Sur 65 membres dont se composera le conseil, 18 seront élus directement par les syndicats. Il y aura bien 8 autres prétendus ouvriers, mais ils seront choisis, ceux-là, par les conseils de prud'hommes et un élu au troisième degré par les Bourses du travail. Comme l'on voit, l'élément ouvrier serait bien représenté. De plus, il y aura au sein de ce « Conseil supérieur du travail !! » 3 sénateurs, 5 députés, 1 membre de la Chambre de commerce, 2 professeurs, un membre des coopératives de production déjà désigné et qui sera un avocat. C'est ce que l'on appelle chez les néo-socialistes la « collaboration des classes ». Et tous ces représentants de la classe capitaliste doivent s'employer à nous préparer de bonnes lois. Voilà dans quelle galère on cherche à entraîner les syndicats ouvriers et dans quelles conditions la bourgeoisie cherche à détourner les travailleurs de l'action révolutionnaire.

Un réveil sérieux se fait au sein des organisations qui n'avaient pas encore entrevu le danger, et tous les ordres du jour publiés jusqu'à ce jour sont contre la participation.

*
* *

La grève des carriers de Savonnières, Aulnois, Brauvilliers, Stainville, Juvigny (Meuse), dont j'ai parlé la semaine dernière, continue.

La cause principale de la grève, j'ai omis de le dire, est la suppression, demandée par les ouvriers, des retenues faites sur les salaires pour payer la prime d'assurance, ce qui constitue pour les patrons d'assez jolis bénéfices.

Les patrons, effrayés par une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas, emploient toutes les manœuvres pour diviser les camarades carriers, mais sans y parvenir. D'autres brigades de gendarmerie sont venues renforcer celles qui étaient déjà là, mais ce mode de provocation ne réussit guère non plus.

Pendant ce temps, le parquet de Bar-le-Duc retient d'une façon scandaleuse sous les verrous un gréviste contre lequel aucune charge n'a été relevée et qu'on traîne aujourd'hui en correctionnelle en vertu des « lois scélérates », parce qu'on veut intimider les grévistes par la mise en mouvement de la machine judiciaire.

Des réunions sont tenues chaque jour et les idées d'émancipation font de rapides progrès dans une région qui avait été plutôt réfractaire jusqu'à ce jour.

Je renouvelle mon appel : adresser les fonds au journal ou au camarade Martinot, secrétaire du Syndicat, à Savonnières (Meuse).

P. DELESALLE.

Italie.

ROME. — Dans ma dernière lettre je vous disais combien l'on avait arrêté de compagnons et pas mal d'ouvriers par *mesure de sûreté* en prévision de la visite des monarques étrangers. Après quinze jours de détention plus qu'arbitraire, ces camarades ont enfin été remis en liberté.

Non pas tous cependant, puisqu'une victime est restée, assassinée sous les coups des argousins dans la prison de Regina Cœli.

Le matelot Giacomo d'Angelo, détenu par simple « précaution administrative » comme ses camarades ayant protesté contre les brutalités de la chiourme, fut pour ce fait revêtu de la camisole de force et enfin étranglé et étouffé. Serré, pressé dans la camisole de force, ses lamentations importunaient pendant la nuit le député Raffaele Palizzolo, détenu pour assassinat, et dont la cellule était proche de celle du malheureux; pour l'empêcher de se plaindre et de troubler les nuits du député assassin, les gardes-chiourmes ne trouvèrent rien de mieux que de l'étrangler. L'opinion publique, en apprenant ces faits, s'est émue et est sortie de son apathie ordinaire. L'indignation est à ce point générale, que le jeudi 21 mai, un cortège que l'on peut évaluer à 30.000 personnes s'est rendu au cimetière pour déposer des fleurs et des couronnes sur la tombe de la victime. Le cortège était précédé par les anarchistes formant quatre groupes nombreux ayant chacun une couronne aux rubans rouges et noirs portant des inscriptions. Le long du parcours, plusieurs milliers de manifestes ont été distribués, dans lesquels était expliquée la cause des massacres et des violences dans les prisons, et invitant la population à protester et à venir grossir les rangs de tous les révoltés contre la bourgeoisie et contre l'Etat assassin.

Un meeting où plusieurs des nôtres ont pris la parole a été tenu à l'issue de cette importante manifestation.

CATILINA.

Portugal.

Malgré les endormeurs de la politique, les ouvriers grévistes de Porto résistent depuis trois semaines aux patrons et à la police. C'est une des grèves les plus importantes qu'on ait vues au Portugal. Tous les tisseurs de Porto, plus de 25.000 hommes et femmes, demandent une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail. Ces pauvres travailleurs peinent pendant 16 et 17 heures par jour et ne gagnent que pour manger. Et qu'est-ce qu'ils mangent? Un peu de bouillon maigre et une sardine. Des familles de dix enfants vivent dans une seule chambre, au fond de taudis infects, dans les ruelles ignobles qu'on appelle là-bas des *ilhas*. C'est l'exploitation la plus complète de la misère humaine et une honte pour la civilisation !

Les conflits entre la police et les grévistes ont été très sérieux. Des femmes et des enfants brutalisés avec une férocité inouïe !

Les familles de ces grévistes n'ont plus à manger. C'est la misère affreuse.

On parle maintenant de la grève générale. Beaucoup d'autres corps de métiers se sont solidarisés avec les tisseurs. Les chapeliers, les boulangers, les maçons, les tailleurs, etc., se sont réunis pour organiser la résistance.

Il faut que nos camarades français, surtout ceux des industries textiles, soutiennent les grévistes de Porto, qui demandent l'appui moral et matériel des frères de France, au nom de la fraternité internationale.

La situation politique au Portugal est de plus en plus mauvaise. Le gouvernement n'a plus de confiance dans la troupe, surtout à Porto. Il n'y a que des mécontents et tout le monde désire le change-

ment d'un régime qui vit d'expédients et qui conduit le pays à la banqueroute.

Le peuple portugais est très anticlérical. Dernièrement les moines venus de France, les maristes et les oblats, ont été reçus à coups de pierres par le peuple à Porto et à Lisbonne. Sans la protection de la police, tous les moines seraient morts ou très sérieusement blessés. Il faut nous rappeler que le Portugal a supprimé les congrégations religieuses depuis 1834. Aujourd'hui, la propagande réactionnaire est due à la reine Amélie d'Orléans. C'est elle qui appelle dans le pays les moines des congrégations dissoutes en France.

Nous sommes à l'avant-veille d'une révolution qui sera terrible, car le pays en a assez de tous ces politiciens éhontés. Le mouvement gréviste sera le coup de grâce à ce régime pourri.

Nous n'avons plus de liberté de presse ni de liberté de réunion. Les journaux sont à la merci du bon vouloir des chefs de police. Et le gouvernement supprime les télégrammes qui sont envoyés aux journaux étrangers sur les graves événements de Porto.

Malheureusement la presse étrangère n'est pas renseignée sur tout ce qui se passe d'anormal dans ce pays, car le Portugal reste très éloigné. Un de ces jours, l'Europe va être surprise (comme ç'a été le cas il y a peu de jours pour la Serbie) avec la nouvelle d'un mouvement sanglant du peuple portugais en révolte contre la maison royale des Bragance-Orléans.

A. V.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Ligue internationale antimilitariste (1[re] Section). — Conférence publique et contradictoire, par Jean Marestan, le lundi 22 juin, à 8 h. 1/2, salle Leduc, 31, rue Jean-Jacques Rousseau.

∴

L'Education libertaire du XIII[e] arrondissement. — Réunion lundi 22 juin, à 8 h. 1/2 du soir : causerie par un camarade.

∴

L'Education libre du III[e], 26, rue Chapon. — Nous prions les camarades ayant des volumes de la bibliothèque en main de nous les rapporter. Les remettre chez la concierge tous les jours.

Dimanche 28 juin, ballade de propagande à Clamart.

∴

Les Anticrates. — Vendredi 19, à 9 heures, salle Douat, 220, rue Saint-Denis : Examen de *l'absurdité de la politique* de Paraf-Javal, par le camarade Vincent Sainte-Claire.

Vendredi 26, Focillon, élève à l'Ecole normale supérieure, traitera l'Idée de révolution dans une conception de l'histoire.

Samedi 20, à 8 h. 1/2, salle de l'*Ere Nouvelle*, 55, rue de la Roquette, cours d'Espéranto (langue internationale), par le camarade Vincent Sainte-Claire, professeur.

∴

Ligue internationale antimilitariste. — Réunion des adhérents, samedi 20 juin, à 9 heures du soir, salle Delphaut, 114, rue de Crimée. Importante communication.

∴

Grande salle de la Bourse du Travail, le jeudi 25 juin, à 8 h. 1/2 du soir, grande conférence publique sous la présidence de Paul Robin.

Orateurs : Léopold Lacour, G. Yvetot, J. Latapie, Ch. Desplanques.

Sujet traité : La limitation volontaire des naissances.

∴

Le camarade Papillon informe les camarades de province qu'il pourra faire des conférences publiques du 28 juin au 2 juillet dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris, et du 8 au 12 juillet dans un rayon de 40 kilomètres autour de Château-Thierry. — Sujet traité : *Les raisons scientifiques et morales du communisme libertaire. — L'expérience communiste de Vaux.* — Autant que possible, des salles peu chères, de façon que l'entrée puisse être gratuite et qu'une collecte suffise à couvrir les frais de salle, les seuls qu'il y aura.

Pour l'organisation, écrire de suite à C. Papillon, 5, passage du Surmelin, Paris (XX[e]).

∴

U. P. Le Foyer du Peuple, place Boulnois. — Mercredi 24 juin, à 8 h. 1/2, conférence par C. Papillon sur la colonie libertaire de Vaux.

∴

Jeudi 25 juin 1903, réunion à 8 h. 1/2, 55, rue de la Roquette. Causerie par le camarade Papillon : Constitution d'un groupe d'éducation libertaire par la brochure, la conférence, l'affiche et le manifeste.

∴

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey :

Vendredi 19 juin, à 8 h. 1/2. — René Pilott : Le théâtre ; ce qu'il a été, ce qu'il est, ce qu'il sera.

Mardi 23 juin, à 8 h. 1/2. — Causerie entre camarades : Hégésippe Moreau.

Vendredi 26 juin, à 8 h. 1/2. — D[r] Meslier : L'Age quaternaire.

∴

Causeries populaires des X[e] et XI[e], salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 24 juin, à 8 h. 1/2, causerie sur l'*Illogisme de nos camarades francs-maçons pour et contre*, par Sovanole, Paraf-Javal, Janvion, Armand, M. Kugel, Libertad, etc.

∴

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine. — Lundi 22 juin, à 8 h. 1/2, causerie sur l'Œuvre de Léon Cladel.

∴

SURESNES. — Réunion publique, le 20 juin, à 8 h. 1/2, salle Moireau, quai de Suresnes. Formation d'une section de la Ligue pour la défense du soldat. Orateurs inscrits : Lhermitte, Wilm, Richier, Carpentier.

∴

MONTREUIL-SOUS-BOIS. — Samedi 20 juin, à 9 h., les abstentionnistes de la circonscription Montreuil-Vincennes sont convoqués chez Fourmy, 57, rue de Paris, à Montreuil.

Ordre du jour : Organisation d'une réunion publique et contradictoire à laquelle seront invités les candidats des prochaines élections.

Entrée gratuite.

∴

BÉZIERS. — Les camarades libertaires, ainsi que les syndicalistes partisans de l'action révolutionnaire et antiparlementaire, sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le samedi 27 juin, Grande salle du café Vidal, avenue de Bédarieux, 19, à 8 h. 1/2 du soir.

Décisions à prendre pour le lancement du *Cri du Peuple* ; constitution d'un groupe ayant pour but la vulgarisation de l'idée de grève générale révolutionnaire.

∴

NANTES. — Groupe *Les Iconoclastes.* — Les camarades se rencontrent tous les samedis soir à 8 h., café de Bretagne, 12, place Bretagne. Causeries littéraires scientifiques et sociales. — Samedi 20 juin : Les œuvres de Volney. Toutes les personnes désireuses de s'instruire sont invitées.

∴

LYON. — Groupe *Germinal.* — Réunion familiale privée le dimanche 28 juin, à 8 h. 1/2 du soir, café de l'Isère, rue Paul Bert, 26.

Une causerie sur Proudhon sera faite par un camarade ; la soirée se terminera par des chants et déclamations libertaires.

Le groupe *Germinal*, pour la seconde fois, invite les camarades, qui, depuis un temps assez prolongé, ont des livres de la bibliothèque, à les rapporter ; d'autres camarades désireraient en faire leur lecture, et en sont privés par suite d'une coupable négligence.

∴

LYON. — Samedi 20 juin, à 8 h. 1/2, café Bourchet, cours Lafayette, causerie par le camarade Sosthène : L'anarchie.

Prière aux camarades de s'y rendre accompagnés d'adversaires désirant, dans la discussion courtoise, s'instruire sur l'idée anarchiste.

∴

LONDRES. — Le dimanche 14 écoulé, on a célébré dans la grande salle de Liberty Hall, le *meeting international* pour protester contre la cruauté du gouvernement espagnol lors des récents massacres ouvriers dans plusieurs villes de l'Espagne, et pour réclamer la mise en liberté des compagnons détenus dans les prisons de Cordoue, La Linca, Badajoz, Barcelone, etc.

JAMES.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Force ennemie, roman par J. A. Nau ; 1 vol., 3 fr. 50, à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Il Maestro, par R. Rousselle ; 1 broch., 25 cents, *Questione Sociale*, Paterson.

Berengeristes (vers), par Villemejeanne.

A lire :

Le Pourquoi de Figuig, Jean Hess ; *Aurore*, 16 juin.

A voir :

Le Canard sauvage, n° 13, dessins de Roubille, Hermann-Paul, Vallotton, Kupka et Steinlen.

AUX CAMARADES

Les camarades de l'imprimerie de Bruxelles nous avertissent que nous pouvons laisser :

La *Bibliographie anarchiste*, de Nettlau, à 1 fr. 25 ; par la poste . . . . 1 fr. 85

Les *Souvenirs d'un révolutionnaire*, de Lefrançais, à 1 fr. 25 ; franco . . . . 1 fr. 95

Les deux réunis en colis postal en gare. 3 fr. 10

VIENT DE PARAITRE

La maison Schleicher nous prévient que le volume de Haeckel, *Histoire de la création des êtres organisés*, vient d'être réimprimé. Les camarades qui nous en avaient demandé, peuvent renouveler leurs commandes : 12 fr. 50 franco.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

De chez Doin :

Le Transformisme, par J.-J. de Lanessan . . 7 »

De chez Charpentier :

Les Blasphèmes (vers), par J. Richepin . . . 2 75
La Chanson des Gueux, par J. Richepin . . 2 75

De chez Lemerre :

L'Immortel, par A. Daudet 2 75

PETITE CORRESPONDANCE

L., à Hodimont. — Je pense qu'elle existe toujours ; mais je n'ai pu m'en assurer.

V., à Persan. — *Psychologie* était partie. — *L'Histoire d'un village*, de Delon : je ne sais pas. Robin, sans doute, pourrait vous renseigner. Pour l'abonn., l'erreur provient de ce qu'un coin de la fiche a été déchiré, emportant la date exacte.

J. N., à Buzeu. — J'ai reçu 4 francs pour les timbres. Cela paie abonn. jusqu'à fin juin.

J. H., à Rotterdam. — Ça a été une erreur. Oui, c'est bien fin mai.

Reçu pour les carriers en grève : D., 1 franc.

Reçu pour les droits de l'enfant : Amiens : J. Sadouillat, 5 fr ; Cinq jeunes libertaires, 2 fr. Ensemble 7 fr. — C. M., à Longefoy, 1 fr. — En tout : 8 fr. — Listes précédentes : 1 fr. 60. — En caisse : 9 fr. 60.

Reçu pour la Mano Negra : B., à Berne, 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : Vente de « vieux timbres », 2 fr. 15. — R. R., à Marseille, 5 fr. — De Federal, Pa., par la *Protesta Humana* : Frank Louis, 7 fr. 50 ; Bapt. Lauvergne, 7 fr. 25 ; Fred. Audigier, 5 fr. ; Groupe l'*Aurora*, 5 fr. 25. En tout : 25 fr. (dont moitié pour le *Libertaire*). — C. F., au Mans, 4 fr. — G. P., à Gand, 2 fr. — B., à Berne, 10 fr. — Merci à tous.

C. C., à Lisbonne. — C., à Bourg-Argental. — L., à Cusset. — L., au Mans. — L., à Nantes. — A., à Speloncato. — V. J., à Joannas. — J. L., à Nantes. — M., à Bruxelles. — C. F., à Lyon. — T., à Tamnay. — B., à Paris. — L., à Paris. — A., à Digne. — G. M., à la Spezzia. — F., à Viroflay. — R., rue C. D. — N., à Nehouée. — P. D., à Saint-Etienne. — H., à Bréhal. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIEME ANNÉE N° 9 DIX CENTIMES DU 27 JUIN AU 3 JUILLET 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

Grâce à la promptitude avec laquelle quelques-uns nous ont répondu, nous pouvons donner le Supplément *cette semaine. Merci à ceux là.*

Pour assurer la vie du journal, il n'y a, je le répète, que l'augmentation de la vente au numéro, des abonnements et des brochures.

Quant aux souscriptions, il faudrait trop souvent renouveler les appels pour les réveiller. J'y renonce.

Il y a, cependant, la souscription mensuelle, que nous pourrions faire toucher par la poste, afin d'éviter l'oubli, la négligence, etc.

Nous rappelons que nous avons toujours des invendus à la disposition de ceux qui veulent en distribuer : 3 kilos en gare, 0 fr. 60 ; 5 kilos, 0 fr. 80.

J. Grave.

POUR L'ÉDUCATION

Il y a, dans le domaine sociologique, certains points qu'il ne faudrait jamais aborder sans une extrême précision.

J'ai sous les yeux les premiers numéros d'une jeune revue, d'ailleurs fort intéressante : *L'Œuvre nouvelle* et voici, dès la première page, ce que j'y trouve sous la signature de son directeur Henri Dagan, dans une sorte d'article programme :

« L'émancipation du peuple par le moyen de la culture intellectuelle et morale est un leurre...

« Tant que les problèmes d'ordre matériel ne seront pas résolus d'une manière satisfaisante; tant que la vie physique des producteurs sera précaire et incertaine; tant que le travail conservera son caractère homicide, fastidieux ou dégradant, toutes les belles phrases concernant la culture, l'éducation, la réforme intellectuelle et morale resteront vaines et sans effet. »

Ces affirmations, souvent reproduites, ont le défaut d'être vraies ou fausses, selon qu'on les interprète. Entend-on par là, qu'il n'y aura pas de culture complète, de vie pleine et supérieure, pour tous, tant que certaines transformations d'ordre économique ne seront pas accomplies, rien de plus exact. Rien de plus faux, au contraire, si l'on veut dire que les prolétaires en lutte pour leur affranchissement n'ont que faire ou sont incapables de culture intellectuelle et morale.

Personne, en effet, ne peut « résoudre ces problèmes d'ordre matériel », personne ne peut faire « la vie physique des producteurs moins précaire et moins incertaine », personne ne peut enlever au travail « son caractère fastidieux et dégradant », si ce n'est le travailleur lui-même. Et comment y parviendra-t-il sans culture intellectuelle et morale ?

Car il n'y a pas trente-six moyens pour qu'une amélioration quelconque puisse se produire. A moins qu'elle ne nous tombe du ciel toute rôtie, et ne nous soit octroyée par quelque divinité compatissante, chose fort improbable, il faut qu'elle soit conquise de haute lutte, réalisée patiemment, courageusement, un peu chaque jour, par les intéressés eux-mêmes.

L'ensemble de réformes de toutes sortes, de transformations économiques profondes que les travailleurs appellent aujourd'hui de leurs vœux, ne peut pas échapper à la règle. La libération du travail apparaît bien comme la propre affaire des travailleurs, une entreprise qu'eux seuls peuvent mener à bien, en s'y dépensant eux-mêmes. Nous voyons tous les jours, il est vrai, des hommes qui ne sont pas directement intéressés au triomphe du travail s'y employer non moins sincèrement ni utilement. Mais ces bonnes volontés auxiliaires seraient inutiles si les travailleurs eux-mêmes ne faisaient pas effort, s'ils ne payaient pas de leur personne, s'ils ne réagissaient pas directement, bien plus, on peut le dire, s'ils ne menaient pas eux-mêmes la lutte, s'ils n'étaient pas à la tête de l'entreprise. Or, en toute entreprise, quelle qu'elle soit, n'est-ce pas de la clairvoyance, du savoir, de l'énergie de ceux qui y sont engagés, en deux mots, de leur valeur intellectuelle et morale que dépend le succès ?

Si la condition actuelle du travailleur était un obstacle absolu à toute culture, à toute éducation du cerveau et de la volonté, il serait prouvé du même coup que l'émancipation du prolétariat est une chimère et la question sociale serait alors enfermée dans un cercle sans issue.

Mais il suffit de réfléchir un peu pour comprendre qu'il ne peut pas en être ainsi.

Sans doute notre milieu social nous opprime et nous enchaîne et il n'est personne qui puisse se flatter de lui échapper tout à fait. D'une façon ou de l'autre il laisse sur nous son empreinte. La nature et la durée de notre travail, le taux de notre salaire ont sur nous une influence aussi certaine que l'air que nous respirons et les aliments que nous mangeons. Quand on songe de combien de manières, par combien de liens, selon quels processus directs ou détournés, compliqués ou simples, chaque individu dépend des conditions de son existence, quand on comprend qu'il est enfermé en quelque sorte dans son milieu comme dans une prison, on n'est pas loin de croire qu'il ne peut pas s'en évader sans un véritable miracle. C'est alors que l'on conçoit des doutes sur l'éducation.

Le miracle a lieu pourtant chaque jour. C'est celui de l'énergie, de la volonté individuelle. L'individu n'est pas le prisonnier éternel de l'ordre social. Sans quoi il n'y aurait pas de changement possible. A chaque instant, des hommes parviennent à briser le cercle rigide de la contrainte sociale. Aussi lourde que soit cette contrainte, il en est toujours qui savent s'y soustraire plus ou moins. A chaque époque, il y a un certain nombre d'individus plus forts que leur milieu. Et c'est pour cela qu'ils arrivent à le transformer. Au lieu de les user, c'est le milieu qui s'use contre eux. Ils sont, comme on dit, le sel de la terre et forment la véritable élite. C'est par eux que le progrès se fait. Tandis que les autres suivent et subissent la société, ceux-là la précèdent en quelque sorte et la créent. Ils la font à leur image, c'est-à-dire meilleure. Doués d'une résistance et d'une activité supérieures, non seulement ils supportent mieux la contrainte sociale, mais ils réagissent contre elle. Tandis que le gros de la foule succombe, chaque soir, sous le poids du présent, ceux-là ont encore des forces à dépenser pour préparer l'avenir. Comme les autres, ils entretiennent la machine et de plus ils travaillent à l'améliorer.

Aussi déprimantes que soient les conditions du travail sous la férule capitaliste, elles n'ont pas détruit la race des hommes plus forts que leur milieu. Cette élite existe aujourd'hui comme elle exista de tout temps. Elle se recrute chaque jour dans les rangs ouvriers. Nous la voyons à l'œuvre partout où se manifeste l'action ouvrière. Et il est impossible que les tentatives de culture et d'éducation qui s'adressent à elle demeurent tout à fait vaines.

Charles Albert.

COMÉDIE

Dans la grande comédie politico-religieuse qui se joue actuellement, pour qui sait y garder sa place de spectateur, il y a des choses vraiment comiques — navrantes aussi. Ainsi, nous avons vu tout récemment, dans diverses églises, des socialistes mener grand bruit afin de faire respecter une loi, et cela de la façon la plus arbitraire qui soit au monde, contrairement à leurs lois elles-mêmes. Pareillement les prêtres de ces églises violaient les édits parlementaires, tout en prétendant agir en vertu des droits que la loi leur confère !

Nos lois sont ainsi faites qu'elles permettent ici ce que plus loin elles interdisent : Soyez à droite et si vous êtes prêtre reconnu par l'Etat et vivant à nos frais, vous pourrez prêter votre chaire à un jésuite sécularisé ou non. Mais soyez à gauche et au nom de votre conscience révoltée, vous irez, en bon policier, empêcher une telle ignominie.

L'article *x* permet ce que défend l'article *y*, et réciproquement. Tout cela n'est qu'une question d'appréciation personnelle, selon le point de vue auquel on se place...

Et la comédie continue : Les lois divines ne permettant que les repas maigres, le vendredi, des anticléricaux ont cru nécessaire d'instituer des repas gras le même jour !

Dernièrement des prières ayant été prescrites dans les églises pour mettre une fin aux horribles persécutions qui frappent nos chers frères et nos bonnes sœurs, des libres penseurs, effrayés à l'idée que ces prières pourraient avoir une trop grande efficacité auprès du Dieu de l'église, ont prié, à leur tour, le gouvernement, autre Dieu, de vouloir bien

continuer plus rapidement et avec plus de fermeté les *réformes* à peine commencées.

Ce sont là des enfantillages qui feraient sourire s'ils n'étaient aussi attristants. Des deux côtés, en effet, c'est la même intransigeance, la même passion, les mêmes moyens appliqués à des *objets* en apparence dissemblables, mais au *fond identiques*.

Que ce soit cléricalisme ou socialisme, ou autres partis politiques intermédiaires, tous, églises en dehors desquelles point de salut n'existe, il s'agit d'ériger des dogmes particuliers en lois universelles, de triompher afin de satisfaire des appétits voraces — car durant des siècles, l'Eglise catholique a trop bien pétri et façonné les cerveaux et les cœurs, pour que l'empreinte s'efface même chez ceux qui en sortent pour en devenir les ennemis ! S'il en est qui se libèrent, *rarissimi nantes!* la grande majorité conserve l'indélébile marque.

Et dans la sombre mêlée, par les mêmes moyens, les même appétits se combattent, et les énergies s'égarent, et les forces humaines se dépensent sans compter, loin de la belle œuvre, la seule digne d'hommes libres et affranchis : l'éducation du peuple, des ignorants, des gueux, des déshérités de la vie, leur réhabilitation dans une société meilleure et égalitaire !

Mais, peut-être, cette lutte est-elle nécessaire, ces appétits, ces égoïsmes doivent-ils s'entre-tuer, se détruire par eux-mêmes, et dans la nuit qui précède la grande aurore n'est-ce là qu'une des phases de l'œuvre puissante du temps et des choses, qui malgré tout, en dépit des haines et d es passions humaines, amènera, triomphant et seul roi, le soleil du libre amour entre les hommes libres ?

H. B.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le conseil de guerre du 11e corps (Nantes) vient d'acquitter le lieutenant Portier. Il était inculpé de refus d'obéissance à un ordre de service. La compagnie qu'il commandait par intérim ayant été réquisitionnée pour protéger les autorités civiles chargées de mettre les scellés sur une chapelle de rédemptoristes, aux Sables-d'Olonne, il avait passé le commandement de sa compagnie à l'un de ses collègues et refusé de partir, malgré les instances de ses chefs. Il donna comme raison de son refus d'obéissance qu'il avait des convictions religieuses profondes, appartenait à une famille très croyante, son frère et sa sœur étant tous deux dans les ordres monastiques, et ne voulait pas participer à la profanation d'une chapelle (il s'agissait seulement de replacer des scellés brisés la veille).

Puisqu'on voulait le faire agir contre ses convictions, le lieutenant Portier a bien fait de refuser d'obéir, et conséquemment ses juges ont bien fait de l'acquitter. Mais c'est toujours les mêmes remarques qu'il nous faut faire :

1° Quand on veut garder la faculté d'agir suivant sa conscience, suivant sa raison, on n'embrasse pas un état fondé précisément sur l'obéissance passive ;

2° Quand on réclame pour soi le droit de désobéir, on n'a pas celui de commander aux autres et de les punir quand ils n'obéissent pas ;

3° Quand on a des convictions religieuses si profondes que cela, on devrait bien commencer par se demander si le métier militaire est bien conforme aux désirs de l'Etre parfait, et choisir une autre profession ;

4° Quand on se fait scrupule de mettre des scellés sur une chapelle, on pourrait bien aussi se faire scrupule, pendant qu'on y est, de marcher contre des grévistes ;

5° Quand on acquitte un officier coupable, on ne devrait pas avoir le front de condamner de simples soldats pas plus ou même moins coupables ;

6° Quand le président pose la question « Le lieutenant Portier est-il coupable d'avoir refusé d'obéir à un ordre de service à lui donné par son chef ? », on ne devrait pas répondre « Non, à l'unanimité », parce que c'est un mensonge, et que des officiers, gens honorables, ne doivent pas mentir, même pour sauver un des leurs, et surtout alors qu'ils exercent une magistrature ; et aussi parce qu'en faisant cela ils refusent tout simplement d'appliquer la loi, c'est-à-dire se rendent coupables eux aussi d'un refus d'obéissance, et par là donnent l'exemple de l'indiscipline, de l'illégalité, de la rébellion, de l'anarchie.

R. C.

⁂

Tous les camarades se souviennent de Grasselin qui, enrégimenté au 9e bataillon d'artillerie à Besançon, refusa absolument de manier un fusil et fut condamné pour ce fait en janvier de l'année dernière à deux ans de prison.

Grasselin a obtenu en prison une réduction de peine de six mois et est aujourd'hui à la veille d'être à nouveau renvoyé dans un régiment. Son défenseur près du conseil de guerre l'a vu ces jours derniers, et Grasselin, que la prison n'est pas parvenue à abattre, persiste plus que jamais dans son intention arrêtée de ne pas, quoi qu'il arrive, se servir ou apprendre à se servir d'une arme.

Son courage et sa grande volonté lui ont acquis bien des sympathies ; son avocat, qui sait de quoi il retourne, a écrit ces jours derniers au ministre de la guerre une *longue lettre*, où il plaide une fois de plus pour son courageux client, et d'où nous extrayons le passage suivant :

« Si nous n'obtenons pas pour lui, conclut M. Mougeot, qu'il soit placé en un corps non combattant, dans les infirmiers, par exemple (où, je puis le certifier, il rendrait les plus grands services et ferait preuve d'un dévouement sans égal), il est d'ores et déjà mathématiquement certain qu'avant un mois il reparaîtra devant le conseil de guerre et y sera de nouveau condamné au maximum de la peine afférente au délit qu'il aura commis pour la seconde fois. »

Quand l'on pense qu'il suffirait d'un certain nombre de Grasselins pour extirper ce chancre qui a nom le militarisme, on ne peut s'empêcher d'admirer le courage de cet homme qui ose seul lutter contre toute une société infâme.

Attendons pour voir si des bourreaux à face de juges oseront le condamner une seconde fois

P. D.

⁂

Le Mans, 22 juin. — Ces jours-ci, des soldats d'infanterie qui revenaient de manœuvres trouvèrent sur tous leurs lits le *Manuel du Soldat*, publié par la Fédération des Bourses du travail.

Une enquête fut ouverte. Elle établit que cette distribution avait été faite par un réserviste venant de Marseille.

Le colonel a puni le réserviste de quinze jours de prison, dont sept de cellule. Le général Lallemand a porté la punition à trente jours de prison.

(*Le Matin*, 23 juin.)

⁂

Vienne, le 13 avril 1903.

Ayant été témoin de plusieurs actes de cruauté survenus au 3e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, au Kef (Tunisie), où j'ai passé de longs mois de souffrances, je crois de mon devoir de vous en rendre compte, afin que vous puissiez les livrer à la publicité, si vous le jugez convenable.

Alexandri, natif de Toulon (Var), faisait un an au pénitencier de Bizerte (Tunisie), à la suite d'une condamnation encourue pour refus d'obéissance. Quarante jours avant l'expiration de sa peine, le 21 décembre 1901, à 2 heures du matin, il eut la poitrine traversée de part en part par une balle que lui tira un tirailleur indigène. Alexandri allait aux cabinets, la nuit était noire et orageuse. (Le matin, au rassemblement, l'adjudant Silvain avait dit aux hommes : « Vous pouvez sortir, les tirailleurs ont des balles pour vous recevoir ».) La sentinelle, croyant à une tentative d'évasion, avait fait feu. A sa sortie de l'hôpital, son année de pénitencier se trouvait terminée, mais il lui restait à achever son service militaire, et il fut à cet effet incorporé à la 2e compagnie du 3e bataillon d'Afrique, au Kef (Tunisie). Ne pouvant prendre part aux exercices militaires, sa blessure le faisant toujours souffrir et étant de plus atteint d'une varicocèle volumineuse, il se présenta à la visite du médecin-major Chevassu de Périgny, lequel lui répondit : « Faites votre service comme les autres. » Pour n'avoir pas été reconnu malade, Alexandri fut mis en prison ; je m'y trouvais en ce moment, et, enfermé dans le même local, je constatai avec tristesse la difficulté qu'Alexandri éprouvait pour bouger si peu que ce fût, et les douleurs qui lui arrachaient des gémissements au moindre effort : l'armée avait fait une victime de plus, elle allait s'acharner sur ce débris humain ; le martyre d'Alexandri ne faisait que commencer. Ceci se passait au mois d'avril 1902.

Puni de prison, Alexandri devait faire le peloton de punition, c'est-à-dire marcher au pas cadencé, et sac au dos, six heures par jour. Sa blessure l'empêchant de suivre les autres punis qui le distançaient, le sergent Philâtre lui donna l'ordre d'aller plus vite, et finalement le poussa jusqu'au refus d'obéissance (article 218 du Code de justice militaire, condamnant d'un an à deux ans d'emprisonnement l'homme qui refuse d'obéir). Alexandri, ne pouvant, malgré ses efforts, faire ce qu'on lui demandait, fut mis en prévention de conseil de guerre. Il écrivit à ses parents pour le leur annoncer ; cette triste nouvelle fit une telle impression sur les deux vieillards, qu'ils moururent à quelques jours l'un de l'autre. Je certifie l'authenticité de ce fait extraordinaire, ayant lu la lettre qu'Alexandri tenait dans ses mains en pleurant, et qui lui annonçait la mort de son père et de sa mère.

Alexandri n'était pas au bout de ses peines, car, à la date du 3 juin 1902, le conseil de guerre siégeant à Tunis, implacable pour ce malheureux, lui appliquait le maximum de la peine, soit deux ans de prison.

A Bizerte, sous un soleil brûlant, Alexandri subit sa peine, à l'endroit même où, le 21 décembre 1901, il a rougi la terre de son sang. Il est temps que l'opinion publique, justement émue, prenne sa défense et exige la fin de son martyre.

Alphonse Baumann.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les élections au Conseil supérieur du travail, qui doivent avoir lieu ces jours-ci, ne semblent pas passionner outre mesure les organisations syndicales appelées à y prendre part.

Avec juste raison, on se méfie, dans les syndicats. La « participation au pouvoir » qui leur est offerte, ils s'en rendent compte chaque jour davantage, ne va pas sans de gros inconvénients et l'on commence à s'apercevoir que cette absorption du mouvement ouvrier par l'État bourgeois et capitaliste serait la fin à bref délai de toute action virile. Les syndicats ouvriers, sous peine de perdre leur raison d'être, doivent rester dans une opposition irréductible à la fois en face du patronat exploiteur et de l'Etat bourgeois qui n'en est que l'expression la plus haute.

C'est, je le répète, ce qu'ont compris les organisations ouvrières, ne se cantonnant pas dans une abstention passive, et qui, dans des ordres du jour, tiennent à justifier leur refus de participer à l'élection des membres du Conseil supérieur, dit du travail.

J'ai cité l'autre semaine celui de l'importante *Fédération de la Métallurgie*, je voudrais pouvoir citer aujourd'hui celui des *Ouvriers mécaniciens de Lyon*, qui donne d'excellents arguments contre la participation ; des *Ouvriers en cuirs d'Amiens* ; de l'*Union syndicale du bronze de Paris* ; des *Chaudronniers en cuivre de Roubaix*, etc., etc., qui tous sont empreints du meilleur esprit révolutionnaire et foncièrement anti-étatiste.

Jusqu'à présent, très peu d'organisations ont cru devoir faire connaître leur avis sur l'utilité de la participation. Seule, ou à peu près, la Bourse du travail d'Angers, inspirée par une personnalité qui n'a que de très vagues accointances avec le monde ouvrier, a essayé de justifier sa participation, mais en ayant soin d'éviter toute raison d'ordre théorique, qu'il aurait été intéressant de connaître.

J'ajouterai que l'Union des Syndicats de la Seine, agissant comme Bourse du travail de Paris, a décidé de ne pas prendre part au vote.

Attendons maintenant le résultat, qui sera intéressant à enregistrer, car il sera une indication utile et montrera le point d'évolution où en est actuellement la classe ouvrière économiquement organisée dans ses syndicats.

⁂

Il est étonnant de voir combien les néo-socialistes, qui ne cessent de nous chanter les louanges du réformisme et tous les avantages qu'ont retirés les travailleurs des lois dites « ouvrières », s'abstiennent de dire combien nos bons exploiteurs s'en moquent ou, ce qui est mieux, savent en tirer, eux, d'excellents avantages.

L'une des causes de la grève de la Savonnière-en-Perthois, qui dure toujours, est justement une retenue de 9 0/0 sur les salaires, qui doit, suivant les patrons, les indemniser des frais à eux occasionnés par la loi sur les accidents du travail. C'est, cela va sans dire, une excellente spéculation que font là Messieurs les patrons carriers de la région et c'est aussi contre cela que les ouvriers se révoltent.

J'ai dit, l'autre semaine, qu'un bon militant de là-bas avait été arrêté et que, pour tâcher d'intimider ses camarades, on le poursuivait parce qu'une car-

touche de dynamite avait quelque peu endommagé une grue. La preuve, comme de juste, n'a pas pu être faite que le camarade était l'auteur de « l'attentat »! Mais comme la police ne perd jamais ses droits (!), le camarade qui avait fait quinze jours de prévention a été condamné à quinze jours de prison. Et voilà. Dites après cela que la justice n'est pas une belle institution.

En attendant, la propagande continue dans la région, mais, je le répète, c'est la misère noire dans les familles des carriers en grève.

⁂

Autre exemple de l'efficacité des lois ouvrières et de la « protection » qu'elles accordent à ceux au profit de qui elles sont censées être faites.

Les mineurs d'Hussigny dans le bassin de Longwy, qui comprend des mines à la fois en France et en Belgique, sont en grève. La plupart — beauté de l'internationalisme capitaliste — sont des ouvriers italiens. Ces malheureux ont la réputation de se laisser facilement exploiter et il faut croire que les employeurs de par là sont particulièrement féroces pour que ces pauvres diables aient pensé à se révolter. Leurs revendications sont les suivantes: augmentation des salaires, paie à la quinzaine, suppression des amendes, vérification, *à leurs frais*, du poids du minerai extrait, les poids comptés n'étant jamais exacts.

Là, la fameuse loi de protection des enfants est absolument inconnue; des gamins de moins de 13 ans sont journellement occupés au fond des puits. Les accidents du travail ne donnent droit à aucune indemnité, etc.

Les exploiteurs espèrent tuer le mouvement gréviste en faisant expulser quelques-uns de ceux qui sont à sa tête. C'est bien là du patriotisme patronal.

Enfin, l'armée chère aussi à leurs âmes de patriotes a été mise à leur service tout comme si Millerand était encore au pouvoir.

La situation dans ces conditions est très tendue et il faut s'attendre à de graves incidents.

P. DELESALLE.

⁂

LIMOGES. — Depuis longtemps déjà, à la manufacture de chaussures Monteux, les monteurs étaient fréquemment l'objet de tracasseries émanant de la direction au sujet de l'introduction constante du machinisme comme auxiliaire, lequel était plutôt défectueux, mais, néanmoins, entraînait fatalement une diminution notable de la main-d'œuvre et du salaire surtout, à l'avantage apparent de l'exploiteur.

Le mardi 16 du courant, les intéressés avec un ensemble spontané quittèrent l'atelier après avoir vainement cherché un moyen d'entente avec le représentant du patron absent, durant cinq entrevues consécutives.

A son arrivée, le surlendemain, celui-ci refusa catégoriquement de discuter le litige avec les délégués ouvriers, prétextant qu'il ne saurait traiter avec des étrangers à *sa maison*, attendu que cette *rébellion* était l'effet de manœuvres anarchistes (*sic*) et qu'il ne consentirait nullement à discuter avec de pareils *insoumis*; il convint pourtant avec emphase, dans un boniment pathétique, que l'avenir n'était pas assuré au patronat et au capital qui fatalement disparaîtraient dans un temps, peut-être, plus proche qu'on ne le prévoit, etc., etc.; cependant, que pour le moment du moins, il fallait s'incliner devant les exigences plus ou moins admissibles de la *volonté* patronale.

A la suite de cette entrevue équivoque et malgré cette bonhomie apparente, la grève, fictive jusque-là, fut nettement déclarée dès ce moment; le lendemain, chose à laquelle nul ne songeait, une autre catégorie d'ouvriers se joignait à la première par pure solidarité, arrêtant complètement la fabrication; enfin les syndicats suivants : coupeurs, cordonniers, machinistes, talonniers, etc., étaient convoqués le même jour et menaçaient d'entrer en lutte. Devant cette décision énergique, notre théoricien (rien de Robert Owen) vint immédiatement à composition, ayant subitement reconnu le bien fondé des réclamations légitimes de ses employés, lesquels rentrèrent satisfaits le samedi suivant au matin, après trois jours de chômage.

L'étroite solidarité grâce à laquelle ces camarades ont obtenu gain de cause, démontre surabondamment que l'employeur doit désormais compter avec les aspirations nouvelles de la classe spoliée : espérons que de part et d'autre cet exemple sera salutaire, en attendant mieux.

Algérie.

Mœurs coloniales. — Pour avoir, à Montpellier, au procès des insurgés arabes, apporté contre la colonisation française, la force décisive de son témoignage, M. Jenoudet, nous dit l'*Akhbar*, journal d'Alger, « ne peut même plus paraître sans risques à Margueritte ». La haine des colons poursuit cet honnête homme; il n'est noises qu'on ne lui cherche, embarras qu'on ne lui suscite, notamment dans ses fonctions d'adjoint spécial.

M. Jenoudet appartient à la race supérieure; il est colon et Français. Jugez s'il était Arabe : il y a beau temps qu'il eût été mis en pièces, conformément aux mœurs de la civilisation.

Dans l'*Akhbar* encore, je trouve une bien éloquente histoire. Il y a quelques semaines, un des condamnés de Montpellier, ses deux ans de prison purgés, rentrait dans sa tribu. Il eut besoin à Miliana et, pour s'y rendre, *la route nationale lui étant interdite*, il prit, à la hauteur de Margueritte, par un sentier. Ce sentier est public et traverse le bien d'un colon, le sieur François.

L'indigène fut aperçu par le fils François qui se mit à l'injurier; il prit peur, rebroussa chemin, mais l'autre se lança à sa poursuite, lui tirant deux coups de revolver sans l'atteindre. Il y eut bientôt meute aux trousses de l'indigène qui, rattrapé, et cruellement battu, fut conduit en piteux état devant l'administrateur Bruguier-Roure, lequel, dit l'*Akhbar*, n'est rien moins que tendre. Le fonctionnaire n'en dut pas moins faire observer aux colons que l'indigène n'ayant pas commis le moindre délit, enfreint le moindre texte, lui, administrateur, ne pouvait rien ajouter à la *leçon* qui venait de lui être donnée. L'indigène fut donc remis en liberté. Si de nouveau ses affaires l'appellent à Miliana, il s'y rendra en ballon dirigeable. C'est le seul moyen que je lui voie.

AM. C.

Hollande.

Il me faut rectifier quelques erreurs mêlées à du vrai, en ce qui concerne la « colonie libertaire de Blaricum ». On sent très bien que le camarade du *Réveil des Travailleurs* n'a consulté que son bon cœur, et surtout qu'il ne connaît pas l'histoire des colonies en Hollande.

Celle-ci était une colonie tolstoïenne où l'Evangile du Maître vivait côte à côte du pain (on prenait une tranche de l'un et de l'autre tour à tour), et non pas aussi libertaire que le donne à croire le camarade du *R. d. T.*

Mais elle ne cesse pas pour cela d'être intéressante. Nous avons pu voir beaucoup de ces petits points de tactique qui nous différencient d'eux (Tolstoïstes) mis à l'épreuve, et je ne suis qu'à moitié surpris des désillusions et querelles intestines qui en ont découlé.

Pour ma part, voulant connaître leur vie de plus près, j'y passai quinze jours, il y a deux ans, ainsi qu'à Walden, une autre colonie *sans bible* qui vit et veut vivre encore, à 1 h. 1/2 de là à Bussiem, appartenant à un littérateur de renom en Hollande, Van Eeden.

Je passai dans les deux colonies pour en voir *la différence*. Depuis, je n'ai cessé de voir les colonistes, ici ou là, ce qui fait que je sais ce qui s'y passe, pour autant que quelqu'un qui vit en dehors peut le savoir.

Je reconnais que Kijlstra est honnête, mais cela ne suffit pas pour faire un homme.

Le camarade D. B. de Vries, ex-étudiant en théologie lui aussi, qui a interrompu ses études à Leyde pour le suivre et vivre en communisme patriarcal à la colonie, que va-t-il faire ? Lui, aurait une raison plausible pour partir, puisque son plus intime chez soi, son deuxième lui-même : sa bibliothèque, a disparu de ce monde pour fondre dans le feu que ces sauvages — sortant de l'église — ont allumé après avoir tout brisé. Si les *Temps Nouveaux* étaient illustrés, je pourrais bien lui procurer des photographies prises après l'incendie des maisonnettes des colons, représentant le pittoresque de ces lieux, et les caricatures que cet acte de vandalisme de croyants a suggérées à divers journaux illustrés : ces bandes de paysans qui sont poussés par un sermon de prêtre, en chaire, et reniés après que l'acte a été consommé, disant qu'on l'a mal compris. C'est en enfer qu'il les vouait aux flammes, et non sur terre. Naïfs paysans qui commettent un péché de logique, pour n'avoir jamais fréquenté les cours de rhétorique pastorale. Mais enfin, ils ne sont pas damnés; c'est pour la bonne cause qu'ils ont agi, il y a des indulgences plénières à vendre à l'Eglise, sinon en paradis.

Ce qui arrive ne m'étonne pas. Causant un jour aux champs avec Kijlstra, je lui dis : « Quelle idée avez-vous eue de venir échouer sur ce coin de sable, et au milieu d'une peuplade de primitifs ?... Et cela pour y tenter une initiative de colonie. Si j'avais personnellement une expérience de colonie à tenter, je choisirais le meilleur sol et les meilleurs ouvriers, camarades ou non, de la culture que je vise, tout auprès d'une ville où je me serais déjà assuré des débouchés pour mes produits, pour commencer. Qu'avez-vous fait, vous ? Vous avez pris au hasard, plus consulté le ciel que la terre, et, ne connaissant pas le terrain, vous avez payé un fonds de terre un prix exorbitant; on a facilement compris que vous ne connaissiez rien là-dedans. On vous a traité comme en période d'exposition on traite les passagers, les amateurs, les touristes, et vous avez surpayé votre goût naissant pour le sport agricole. Ces gens sont de leur nature (éducation) superstitieux, mais le curé en fait et en fera des fanatiques à la longue. Votre puritanisme, qui vous coûte cher, en sera la cause et le prétexte pour commencer. »

F. van Eeden, le fondateur et banquier, pour autant que le lui permettent sa sympathie et sa plume, de l'autre colonie, a mieux choisi son sol. En bois, prairie ou champ, ladite propriété a 11 hectares de superficie. Une belle maison commune agrémentée de gentilles baraques dans les massifs boisés d'alentour, pour ceux qui préfèrent la solitude, ce qu'en fin de compte tout le monde, célibataires et ménages, a fini par préférer, chacun étant plus ou moins individualiste à ses heures. Il n'y a que pour les repas, que certains groupes prennent encore en commun.

J'y étais à la bonne saison et je m'occupais à la construction d'une serre. Il y en a aujourd'hui trois superbes où les tomates et autres produits sont cultivés, la nature et l'atmosphère ne permettant pas floraison et maturité à l'air libre dans ces contrées. Ce sont donc des primeurs pour le pays, que l'on vend le prix. Une grande étendue de ces jardins est sous châssis.

Cette propriété avait appartenu à un bourgeois bien renté qui en avait fait un beau parc : de là une source de querelles entre les amateurs de la nature et les paysans de métier. Les uns voulaient qu'on laissât les arbres pour leur beauté, les autres voulaient qu'on les arrachât pour la culture du sol, disant que l'ombrage qui en résultait était préjudiciable à la culture en grand. Ces derniers l'emportèrent, au grand mécontentement des autres. Et les arbres furent arrachés.

Combien j'ai ri, quand j'ai appris que les tolstoïstes, partisans de la révolte passive, n'avaient trouvé rien de mieux que de se défendre eux-mêmes, devant cette horde de fanatiques, avec des revolvers.

Qu'est-ce qu'ils auraient fait, s'ils n'avaient pas été partisans de la révolte passive! Chassez le naturel, il revient au galop.

Jusqu'ici, F. van Eeden était resté neutre dans les querelles entre anarchistes et parlementaires. Il avait son milieu qu'il aimait et qui l'aimait, et c'était tout. Il avait publié le texte de quelques conférences qu'il a faites ici et là dans le pays. On parle même de certaines qui furent une douche glacée pour les auditeurs, parfaits bourgeois, amis de son père et pleins de curiosité grâce à la réputation que lui ont faite certaines études relevant de l'occultisme, qu'il a traité en romans. Mais ce qui nous le fait aimer, c'est deux brochures : *Pourquoi nous vivons?* et : *Comment nous vivons?* Ses auditeurs n'étaient rien moins que gillés, et s'ils restèrent pour l'écouter jusqu'au bout, ce ne fut que parce qu'ils n'osaient pas partir; la satisfaction du chaud, vibrant et éloquent orateur aurait été trop grande. Il flagellait la vie de ces bourgeois qui vivent et pensent bassement. Ils n'osèrent l'interrompre parce qu'ils eurent peur du ridicule, et vous savez que le ridicule est la seule chose que craignent encore ceux qui ne craignent plus rien, et n'ont plus ni pudeur ni remords de leur position de satisfaits.

J. TH.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

LA DÉFENSE DE L'ENFANT. — Nombre de correspondants ont répondu à notre appel et nous ont envoyé leur adhésion.

Nous allons adresser cette semaine une circulaire à tous les instituteurs de France pour leur demander si, au cas où il leur était offert des livres scolaires en conformité avec les idées modernes — anticléricales, antimilitaristes et antiautoritaires — ils seraient disposés à les adopter pour leurs élèves.

Persuadés que cette enquête donnera un bon résultat, et forts des nombreuses adhésions que nous sommes certains de recueillir, nous pourrons vaincre les résistances des éditeurs qui refusent d'accepter de tels ouvrages par crainte de n'en avoir pas la vente.

Aussitôt après nous nous occuperons de faire éditer les ouvrages de cette nature qui sont déjà prêts, et de hâter la terminaison de ceux qui sont commencés.

Dans les lettres que nous avons reçues, plusieurs moyens d'action nous sont proposés, tels que tombola, etc. Nous remercions les camarades de leurs conseils que nous mettrons à profit suivant les circonstances.

D'autres camarades nous proposent de changer le titre de notre *Ligue* et, par analogie avec la Ligue pour la défense du soldat, de l'appeler: Ligue pour la défense de l'enfant.

Soit! l'étiquette ne fait rien à l'affaire et puisque certains le désirent, nous nous appellerons désormais : Ligue pour la défense de l'enfant.

André Girard.

⁂

Causeries populaires des Xe et XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 1er juillet, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur *la Lumière et la Chaleur*.

⁂

Les Iconoclastes du XVIIIe, rue Clignancourt, 65 et rue Custine, 18. — Lundi 29 juillet, à 8 h. 1/2, causerie par Louise Réville.

⁂

Régénération (Section du XIe). — Mercredi 1er juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Maillard, 12, rue Faidherbe (XIe), réunion des camarades. Discussion sur les moyens de propagande.

⁂

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 29 juin, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare. Causerie par un camarade.

Fête familiale le 11 juillet.

⁂

La *Ligue internationale antimilitariste* tiendra sa prochaine réunion le samedi 4 juillet, à 9 heures du soir, salle Salsac (au 1er), 1 *bis*, boulevard Magenta.

Elle convie donc à cette réunion préparatoire ceux qu'intéresse la propagande antimilitariste, ceux qui furent amis, compagnons ou admirateurs de Dubois-Desaulle, afin d'organiser une manifestation sur son nom.

⁂

Bibliothèque communiste du XIXe arrondissement. — Réunion des adhérents samedi 27 juin, à 9 heures du soir, au chalet des Buttes, 93, rue Secrétan. — Rapporter les livres. Echanges. Cotisations.

⁂

La Protesta Humana, organe anarchiste de langue italienne, fait savoir que son adresse définitive est: P. O. Box 2648, San Francisco (Cal.), Etats-Unis. Y adresser les échanges et correspondances.

⁂

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey :

Vendredi 26, à 8 h. 1/2. — Dr Meslier, député de la Seine : L'âge quaternaire.

Mardi 30, à 8 h. 1/2.—Réunion du Conseil d'administration.

Vendredi 3 juillet, à 8 h. 1/2. — Mme Edwards-Pilliet : Militarisme et Prostitution.

⁂

Les Anticrates. — Vendredi 26 juin, à 8 h. 1/2, salle Douat, 220, rue Saint-Denis, conférence contradictoire par H. Focillon, sur l'*Idée de révolution dans une conception de l'histoire.*

Vendredi 3 juillet, Libertad traitera : *L'Anarchiste et l'entr'aide.*

Samedi 27, salle de l'*Ere Nouvelle*, Vincent Sainte-Claire continuera les cours d'Espéranto.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Dimanche 28 juin, ballade de propagande à Clamart. Départ à 10 heures du matin. Rendez-vous place de l'Hôtel de Ville, au coin de l'avenue Victoria, pour ceux qui partent à pied; pour les bicyclistes, à Clamart, à la station du tramway, à midi. A midi, déjeuner dans le bois; à 2 heures, ballade champêtre, distribution de journaux, brochures, etc.

Les camarades peuvent apporter leurs aliments, le pain et le vin leur seront fournis.

⁂

Nanterre. — Groupe *Germinal*, 57, rue Sadi Carnot, à 8 h. 3/4. Conférence par Papillon sur la colonie libertaire de Vaux.

⁂

Lille. — *Les camarades* sont priés d'assister dimanche 28 juin à la soirée familiale qui aura lieu au siège du groupe, rue du Bourdeau, 13, au profit du compagnon Mauduit, un des vieux lutteurs de l'idée, actuellement à l'hôpital.

Chants et déclamations libertaires.

Causerie par un camarade.

⁂

Lyon. — Groupe *Germinal.* — Le groupe organise pour dimanche 5 juillet, salle Chamarande, 26, rue Paul Bert, une soirée familiale privée au bénéfice des *Temps Nouveaux.* Nous espérons que les camarades viendront nombreux, car ils auront à cœur de ne pas laisser sombrer un journal qui, incontestablement, fait de la bonne propagande pour l'idée anarchique.

Une causerie sera faite par H. Fabre, qui traitera de l'enseignement religieux, laïque, scientifique.

⁂

Dimanche 28 juin, à 8 h. 1/2 du soir, le groupe *Germinal* organise une réunion familiale privée, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26.

Une causerie intéressante sur Proudhon sera faite par un camarade. La soirée se terminera par des chants et déclamations libertaires.

⁂

Le groupe *Germinal* a pris l'initiative de fonder une entente entre les différents groupements et les individualités libertaires qui ont à cœur de faire une propagande anarchique très active et continue.

Après avoir envisagé quels seraient les moyens les plus efficaces, le groupe s'est arrêté à cette décision : faire de la propagande par la brochure à distribuer et le manifeste.

Le groupe invite donc les différents groupements et les individualités isolées, auxquels cette façon de propagande plaît, d'envoyer immédiatement leur adhésion.

Les raisons qui nous poussent à coordonner nos efforts tiennent à ce que nous avons été frappés de l'impossibilité de faire quoi que ce soit d'utile par les groupements et les individualités réduits à leurs propres forces. Nous espérons, si notre appel est entendu, inonder de brochures les plus petits endroits qui, réfractaires à nos théories, parce que ne les connaissant pas, seront ainsi à même de connaître et de discuter nos idées.

La brochure sur le militarisme étant épuisée, nous allons mettre sous presse : « Du vol de nos droits primitifs au communisme anarchique. » Ensuite nous en éditerons d'autres.

Nous prions les camarades de nous envoyer, en même temps que leur adhésion, le nom des brochures qu'ils voudraient voir éditer, ainsi que des manuscrits traitant de la question sociale à un point de vue plus terre à terre que rigoureusement scientifique, notre intention étant de nous adresser surtout au plus grand nombre. »

L'on peut dès aujourd'hui envoyer les souscriptions pour la brochure « Du vol de nos droits primitifs au communisme anarchique.

Adresser adhésions, brochures, manuscrits à éditer, souscriptions au camarade Henri Fabre, 206, rue Garibaldi, Lyon.

Nota. — Il sera envoyé autant de brochures que les souscriptions le permettront, au prix de l'imprimerie, port déduit.

⁂

Saint-Claude. — *Groupe communiste libertaire.* — Réunion mardi 29, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel, rue des Carmes, 1. Tous les camarades qui s'intéressent à notre propagande, sont cordialement invités à y assister.

Ordre du jour : Organisation de la conférence Girault sur la Grève générale. — Question d'un journal à créer.

⁂

Tourcoing. — Le groupe *Germinal* se réunit tous les mardis, à 8 heures, au local habituel. — Mardi prochain, présence indispensable. Le camarade Ch. Dooghe fera une causerie.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Mœurs des Diurnales (traité de journalisme), par Logson-Bridet; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Nos colonies telles qu'elles sont, par G. Leriche; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Cuaderno manuscrito (pensamientos antimilitaristas), 1 vol., 2 pesetas, à la *Escuela Moderna*, 70, calle de Bailen, Barcelone.

Vie de Drojjine (en russe), par E. Popoff; — *Problèmes de la vie* (en russe), par Th. Strakhoff, deux brochures chez A. Tcherkoff, Christchurch, Hants (Angleterre).

Le système de Newton est faux, par A. Myrian; 1 broch., 1 fr., à l'imprimerie Crauffon, rue Général Delmas, Tulle.

Contre les dogmes, par Han Ryner; 1 broch., 0 fr. 10, au *Cri du Quartier*, 32, rue Denfert-Rochereau.

A lire :

Civilisation, Gabriel Bonvalot; *Echo de Paris*, 22 juin.

La Civilisation en marche; *La Gazette* (Bruxelles), 6 juin.

L'Education de l'avenir, par J. Delaunaie; *Le Soir* (Bruxelles), 19 juin.

L'Héritage du cardinal Lavigerie, par L. Lavigerie; *L'Action*, 11 juin.

L'Esprit de suite, G. Clemenceau ; *L'Aurore*, 18 juin.

A voir :

Le Canard Sauvage, n° 13, dessins de Roubille, Vallotton, Hermann-Paul, Steinlen, etc.

L'Assiette au beurre, n° 116 : Sur les instituteurs.

PETITE CORRESPONDANCE

Masson. — Ton abonnement finit fin octobre.

F. C. — *Militarismo*, à *El Rebelde*, casilla del correo, 402, Buenos-Ayres.

B., à Roubaix. — Augmenter le prix du numéro serait une mauvaise opération. Il vaut mieux que ceux qui sont disposés à le payer plus cher, en achètent un exemplaire de plus pour le faire circuler.

E. S., à Etampes. — Ils ont refusé tous les deux.

Drian-Civa, Marseille. — Merci de votre lettre d'encouragement, mais impossible d'insérer toutes celles qui nous parviennent.

V. T., au Puyblin. — C'est l'erreur de nom qui a causé notre embarras. Bien rentrée.

Anticrates. — Il nous a fallu payer une surtaxe de 0 fr. 20. Une autre fois nous refuserons.

Winck. — Merci.

G., à Jonzac. — J'ai bien retrouvé. Merci.

C. F., à Lyon. — Les *Déclarations* d'Etiévant sont complètes.

C., à Saleux. — La circulaire a été envoyée à tous les abonnés sans distinction. Votre envoi est bien marqué.

Sommes reçues par Girard pour la défense de l'enfant : M. O., 1 fr. — Maurice O., 0 fr. 50. — Hipp. C., 0 fr. 50. — H. D., 2 fr. — Delenda, 1 fr. — Un esclave militaire, 0 fr. 75.

Reçu pour le journal : C. L., 20 fr. — Latapie, 1 fr. — A. G., 2 fr. — G. Z., Paris, 5 fr. — E. R., 5 fr. — Un « Anticrate », 1 fr. 25. — De la part de Bouillon et Bourrande, 9 fr. — François, 5 fr. — A. et G., à Paris, 15 fr. — G., à Lorient, 5 fr. — F., à Moulins, 0 fr. 30. — D., 0 fr. 50. — M., à La Tour-du-Pin, 1 fr. 65. — E. D., à Tullins, 0 fr. 45. — Groupe *Germinal* de Tourcoing, 2 fr. — D., à Limoges, 1 fr. 20. — L. M., 1 fr. 55. — C. F., au Mans, 5 fr. — Montmartre : collecte par A. B., 2 fr. — L. D., à Mons, 4 fr. 75. — R., 0 fr. 70. — T. M., 2 fr. 50. — Un gniaff, 1 fr. 50. — « L'Union du bronze », 25 fr. — J. D., à Gand, 2 fr. — Charles V., à Roubaix, 0 fr. 50. — J. D. Cobet, 2 fr. — Drian-Civa, 2 fr. — Marseille : collecte au groupe central des libertaires, 6 fr. 10. — P. L., à Apt, 0 fr. 15. — A. F. et D., à Saint-Nicolas, 2 fr. — M. par D., 5 fr. — T., à Saint-Maixent, 0 fr. 45. — Les frères Gosselin, Rochefort, 3 fr. — C. M., à Marseille. — Merci à tous.

C. M., à Turin. — R., à Chaux-de-Fonds. — J. M., à Marseille. — Dick. — D., à Reims. — B., à Lens. — P. B., à Monai. — G. B., à Auxerre. — C., à Lyon. — B., à Lille. — M., à Dobritch. — C., à Genève. — C. F., à Lyon. — E. J., à Pégou. — D. P., à Saint-Claude. — E. N., à Gallargues. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

IMPRIMERIE G. CHAPONNET (JEAN CUSSET), 7, PARIS.

NEUVIEME ANNÉE N° 10 DIX CENTIMES DU 4 AU 10 JUILLET 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LE CONTROLE DE L'OPINION

L'opinion est une personne utile ; elle est nécessaire au bon fonctionnement des Etats, il faut sa présence active pour assurer la tranquillité des maîtres de la terre. Les autocrates primitifs, comme Nicolas II ou Abd-ul-Hamid, s'obstinaient jusqu'ici à ne pas voir les bienfaits qu'elle apporte quand on l'admet avec honneur aux conseils du souverain. Grâce aux leçons que leur donnent, à leur corps défendant, leurs cousins d'Europe et d'Amérique, ils commencent à comprendre et il faudra bien qu'ils se laissent convaincre.

Ainsi Nicolas ne s'avisait-il pas de féliciter purement et simplement Pierre Ier ? n'allait-il pas l'accueillir sans broncher dans l'assemblée des potentats ? Déjà les ministres du nouveau roi de Serbie s'étaient vantés de n'avoir reçu que des marques d'approbation de toutes les grandes puissances, et cela faisait le plus mauvais effet. Il était temps de rattraper la gaffe : ce fut l'honneur de François-Joseph, empereur et roi constitutionnel, qui sait ce que l'on doit à l'opinion. Il connaît la dame depuis tant d'années qu'il se moque d'elle. Dans ses félicitations à Pierre Ier il glissa deux lignes qui flétrissaient « le crime odieux » et demandaient un châtiment. La leçon profita à Pétersbourg et quelques heures après le *Messager du Gouvernement* russe publiait un communiqué où l'on flétrissait également et avec énergie, à tours de bras !

On donnait libre cours à une indignation que l'on n'avait contenue que par discrétion : du moment où François-Joseph parlait carrément, il n'y avait plus de raison de se taire. Et l'on faisait des déclarations si formelles contre le crime, pour la justice, au nom de la vertu, que nul ne pouvait en contester la sincérité. Deuil de 24 jours à la cour, messes à la cathédrale de Kazan pour l'âme des souverains massacrés, articles enflammés dans les journaux, rien ne fut ménagé pour compléter l'effet : Nicolas avait compris. Les autres Etats européens rivalisèrent de manifestations vertueuses : déclarations solennelles, notes officieuses, sur un ton très digne, rappel des ministres étrangers à Belgrade ou bien ordre de se tenir à l'écart du gouvernement assassin ; Abd-ul-Hamid lui-même fit rentrer son ambassadeur : qui donc l'accusait de n'avoir pas l'horreur du sang !

Qu'on aille dire maintenant que ce n'est pas l'amour ardent du bien qui inspire les gouvernants ! Sans doute il y a loin de ces petits déplacements diplomatiques, comme châtiment d'un meurtre, au gibet de Balmascheff et au casque électrique de Czolgosz. Mais croyez bien que si les puissances européennes et autres n'ont pas fait plus, c'est qu'elles n'ont pas pu. Ainsi cet impertinent de Pierre Ier, juste au moment où on criait au châtiment, donne du galon aux principaux assassins, fait l'éloge de « sa vaillante armée », de ses ministres patriotes et les confirme dans leurs charges. Finalement, comme bouquet, il amnistie tout le monde. Que voulez-vous que les puissances aillent faire, après cela ? Les journaux de Belgrade se rebiffent, disent à l'Angleterre, qui rappelle avec ostentation son représentant, qu'après tout ses mains sont un peu rouges aussi et qu'elle n'a pas besoin de faire la bégueule ; tout le monde reçoit son paquet, la petite Serbie montre qu'elle est digne de ses aînées. Que voulez-vous que les aînées répondent ? Elles donnent à leurs ministres l'ordre de rentrer à Belgrade, et de reprendre les relations diplomatiques, et tout est dit. Si l'opinion n'est pas satisfaite, c'est qu'elle a des exigences inouïes.

∴

A Kischineff, même jeu. Nicolas est en train d'apprendre là aussi ce qu'exige l'opinion. On a protesté à Londres, à Paris, à Washington même contre les massacres antisémites, et l'on a rejeté sur le ministre de Plehwe et sur tout le gouvernement la responsabilité de ces horreurs. Pauvres gens ! Coupables, eux ? Ils vous prouvent qu'ils sont innocents comme de petits saints. De Plehwe ne savait rien d'avance, comme on l'a prétendu, il n'a pas attendu deux jours pour autoriser la répression, bien mieux il fait faire une enquête, envoie des juges à Kischineff, fait arrêter les coupables par centaines.

Et voilà. Que voulez-vous de plus ? L'enquête est truquée ? On empêche les juifs de témoigner, comme nous l'apprend la *Vossische Zeitung*, on leur ordonne de laver les taches de sang sur les planchers avant le passage des enquêteurs, on les intimide, on relâche finalement presque tous les coupables, et le petit nombre de procès qui seront plaidés ne seront que quelques comédies de plus ? Qu'importe ?

L'opinion en a pour ses protestations, et les princes sont bien tranquilles. De cette façon, les colères s'exhalent, les accusations se formulent, on ne garde rien sur le cœur ; les manifestations de l'opinion, c'est la soupape de sûreté. Le tribunal de l'opinion n'est pas terrible.

Jugez, bonnes gens, juges candides, portez vos arrêts, hommes désarmés et généreux. Le potentat ne s'en porte pas plus mal ; vous pouvez le flétrir de tous les noms, lui dire à la face que ses mensonges sont transparents et que ses excuses ne sont pas valables, et qu'il se moque du monde. Vous pouvez lui dire cela avec indignation, avec éloquence et gestes pathétiques.

Qu'est-ce que tout ça change à la réalité, finalement ? Le maître est-il troublé dans ses jouissances et inquiet pour le lendemain ? Mais non, le vrai vainqueur, c'est toujours lui. Demain il recommencera. Et de nouveau l'opinion, la dame grondeuse et impuissante, obtiendra de lui quelques simagrées, de vaines protestations, des serments d'éternel amour pour ses beaux yeux. Et toujours les crimes éternels se reproduiront, et pour les faire cesser un jour il faudra une autre force que celle des lamentations et des anathèmes que le vent emporte.

M. L.

ATTENTION !

La Sûreté se remue, la police s'agite. Le roi d'Italie doit venir faire une petite ballade en France, et les Puybaraud et les Fouquet de préfecture se préparent à justifier les arrestations de camarades, les expulsions d'Italiens qu'ils méditent à cette occasion.

Dans ce but, tous les journaux plus ou moins à gages ont publié ces jours derniers des informations sensationnelles sur « l'arrestation d'un jeune anarchiste de 23 ans (!), nommé Permeggiani, qui il y a onze ans aurait été indirectement mêlé aux attentats commis par Ravachol ». Comme on le voit, il y a plus qu'il n'en faut pour faire frémir et interrompre la digestion de pas mal de bourgeois. Pensez donc, juste au moment où le roi d'Italie va venir en France, Puybaraud met la main sur « un anarchiste italien ami de Ravachol ». Voilà du flair pour un policier ou je ne m'y connais pas.

Par malheur, « l'ami de Ravachol » déclare qu'il n'est plus anarchiste et qu'il se contente de se livrer au « commerce des antiquités ».

Mais les Fouquet et les Puybaraud n'en préparent pas moins sans doute leurs petites infamies, cette affaire leur a servi à donner le « petit frisson » aux bons bourgeois qui, demain, trouveront toutes naturelles les arrestations « préventives » d'anarchistes.

Déjà la semaine dernière des perquisitions ont eu lieu chez des camarades étrangers et il est probable que l'on ne s'en tiendra pas là. La sûreté du successeur de Humberto l'exige, paraît-il.

Que les camarades se tiennent donc sur leurs gardes, nous voici bientôt au 14 juillet et si la Bastille a été prise jadis, elle n'en est pas moins encore debout et les lettres de cachet existent toujours pour les anarchistes.

Les Puybaraud et les Fouquet dressent leurs batteries.

MOUVEMENT SOCIAL

On annonce que Grasselin et Delsol, à leur sortie de prison, seront versés dans des sections d'infirmiers. Ils acceptent de soigner des blessés et des malades (qui ne l'accepterait pas ?), mais refusent toujours d'apprendre à manier des engins de meurtre et à tuer. Constatons que l'obstination généreuse de ces deux hommes a remporté la victoire, et que c'est l'autorité militaire qui, en fin de compte, a mis les pouces. Si Delsol et Grasselin, au lieu d'être deux,

étaient mille, il faut avouer que cela changerait bien des choses. Pour le moment, ils ne sont que deux. Sans doute; mais un jour, je ne sais pas quand, ils seront tout le monde.

J'ose dire que leur cas était aussi et même plus intéressant que celui du lieutenant Portier. Leur refus d'obéissance se fondait sur un scrupule de conscience plus noble que celui de cet officier qui consent à tuer des hommes, même des compatriotes, mais non pas à coopérer à l'apposition de scellés sur une chapelle. Cependant les tribunaux militaires ont acquitté celui-ci et condamné ceux-là à deux ans de prison.

Ils l'ont même acquitté *avec félicitations*. C'est le lieutenant Portier en personne qui l'a dit à ses soldats, lors de sa rentrée au régiment. Ce héros éprouvait le besoin de faire un discours. Il leur raconta donc son acte d'indiscipline, en fit l'apologie, et conclut: « Certains ont prétendu que celui d'entre vous qui commettrait une faute semblable à celle qui m'a rapporté trente jours de prévention et les honneurs d'un acquittement *avec félicitations du jury*, aurait été sévèrement puni. N'en croyez rien, les opinions de chacun doivent être et seront respectées. »

M. Portier se trompe ou ment. Comme il est profondément religieux, nous devons admettre qu'il se trompe. Apprenons-lui donc, puisqu'il ne le sait pas, que chaque fois qu'un soldat a voulu désobéir par scrupule de conscience, il a été sévèrement puni. Mais la phrase du lieutenant semble se rapporter à l'avenir plutôt qu'au passé. Je souhaite donc qu'un de ses hommes, fort de son exemple et de son discours, vienne le trouver et lui dise: « Mon lieutenant, mes opinions m'interdisent d'apprendre le métier de soldat. Comme mes opinions doivent être et seront respectées, voici mon fusil que je vous rends. » Qu'en résulterait-il? Que le naïf soldat n'étant qu'un soldat, il n'y aurait pour lui ni félicitations, ni acquittement, et que le lieutenant Portier, s'il était de ses juges, serait le premier à le condamner.

C'est l'histoire du révolté qu'on guillotine parce qu'il a frappé un chef d'État parmi la foule, et des officiers serbes à qui l'on donne de l'avancement pour un assassinat beaucoup plus lâche.

C'est encore l'histoire des officiers qui traitent tous les jours les civils de voyous impunément et des publicistes qu'on poursuit pour injures à l'armée parce qu'ils leur ont simplement retourné leur politesse.

Au risque d'être encore accusé d'insulter l'armée, je mentionnerai, d'après le *Franc-Parleur Toulousain*, ce brigadier du 23e d'artillerie qui, accompagnant une colonne de cavaliers menant à la promenade des chevaux de remonte, injuria puis cravacha à plusieurs reprises un artilleur qui avait commis une légère maladresse. Plusieurs témoins de la scène s'en furent chez le commissaire pour l'informer et le prier de signaler le fait à l'autorité militaire; mais en vain. Aucune enquête n'a été ordonnée. Au vingtième siècle, dans la grande République française, les chefs militaires cravachent en pleine rue leurs subalternes, comme autrefois les nobles seigneurs les bâtonnaient.

R. C.

⁂

ANGERS. — *Les crimes de M. Vautour.* — Le 24 juin, jour de la Saint-Jean, est ici jour du terme: malheur au pauvre diable qui ne peut payer le maigre taudis loué très cher par cette race écœurante nommée propriétaire, car immédiatement huissier, jugeur de *paix* font comprendre à Jacques Bonhomme que de cette maison qu'il a construite, qui par droit lui appartient, il doit en déguerpir s'il n'a pas le sou! C'est ce qui est arrivé à un malheureux nommé Minié; le jour de l'expulsion arrivé, on trouva le pauvre bougre pendu dans sa chambre. M. Vautour pouvait être heureux: il avait *son cadavre*. Combien sont nombreux, ceux qui par misère, par manque de pain, sont obligés, que dis-je! sont jetés hors la vie par la société mal faite que nous subissons! Qu'en résulterait-il, si tous ceux qui souffrent de l'état social actuel s'avisaient de remonter aux responsabilités, dont sont plus ou moins complices ceux qui profitent de l'état de choses existant?

EMILE GUICHARD.

⁂

FIRMINY. — Le républicain clérical, Claudinon, ayant été invalidé, les électeurs de la 4e circonscription de Saint-Etienne étaient appelés à faire acte de souveraineté. Ce qui intéresse dans cette élection, c'est la conduite tenue par les social-Lucullus de Saint-Etienne et de la région. Trois candidats étaient en présence: Claudinon, l'invalidé soutenu par toute la réaction, pratiquant la corruption en grand, maire et grand manitou du Chambon-Feugerolles, dont il est le père nourricier, au dire des bonnes gens: son usine métallurgique occupe près de 4.000 ouvriers;

Souhet, porte-drapeau de la bourgeoisie opportunarde, se qualifiant de radical-socialiste; pratique l'anticléricalisme en envoyant toute sa famille à l'église; grand manitou de Firminy, dont il est le maire;

Enfin, Michel, présenté par l'Unité Sociale, révolutionnaire, inconnu dans la région.

Donc deux bourgeois, partisans de la propriété individuelle, et un collectiviste.

La théorie que l'on doit toujours voter pour le candidat le plus avancé n'est plus de mise. Aussi bien les Lucullus avec Briand, Ledin, maire de Saint-Etienne et les Comités d'union sociale de la région ont-ils mené campagne pour l'opportuno-radical Souhet. Se réclamer du socialisme et combattre un candidat reconnu comme tel au profit d'un bourgeois qui a beaucoup plus de chances d'être élu, voilà où en sont les social nouvelle méthode.

Pour terminer, j'ajouterai que, malgré ces compromissions, c'est encore le capitaliste Claudinon qui a été élu par 1.500 voix de majorité contre 300 à peine en 1902, et que pas mal de socialistes sincères ont été désorientés par la décision prise par leurs chefs de file.

GALHAUBAN.

⁂

LYON. — Si, sous la décadence romaine, les empereurs et les patriciens donnaient à la plèbe et aux esclaves du pain et des fêtes, les gouvernants et les possédants de nos jours organisent, à grand renfort de réclame, avec l'appui de la presse mercantile, toutes sortes de distractions ridicules et tapageuses, à seule fin de détourner par l'amusement, la pensée du prolétariat en marche vers son émancipation.

Lundi 8 juin, à l'occasion d'un concours de joutes nautiques qui se pratiquait sur la Saône, il s'est produit un fait sans précédent, devant une nombreuse foule de curieux et de spectateurs privilégiés installés dans les tribunes réservées à un public de choix.

Un différend de minime importance survint entre un jouteur et le jury, qui fit appeler les chiens de garde de la police pour qu'ils viennent s'emparer du mécontent.

Aussitôt qu'ils eurent, dans une barque, quitté le rivage, pour se porter sur le lieu de l'incident, de toutes parts, des tribunes, du public et de toute la foule, des cris à l'eau, des coups de sifflet stridents et des huées se firent entendre; c'était un véritable concert d'imprécations contre ces peu respectables individus, qui étaient rouges de colère et de honte, autant que dépourvus de toute contenance.

Ne pouvant arrêter personne, malgré qu'ils étaient près de deux cents pour assurer le service, tellement ceux qui les huaient étaient nombreux, ils durent se retirer sous les huées populaires. Il faut vraiment que les monstruosités et les ignominies dont eux et leurs prédécesseurs se sont rendus coupables aient atteint l'apogée du dégoût pour que la seule vue de ces individus et de leurs uniformes ait réussi à soulever l'indignation populaire.

C'est un signe des temps utile à constater, qui démontre que le prestige de l'autorité chaque jour disparaît.

Le groupe *Germinal*.

⁂

Mouvement ouvrier. — Réjouissez-vous, travailleurs; sans même que vous vous en doutiez, une seconde grande réforme du siècle vient de s'accomplir. La semaine dernière et *sans discussion*, le Sénat a adopté une importante modification à la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Cette grande réforme depuis longtemps attendue consiste à étendre la dite loi aux laboratoires, cuisines, caves, magasins, boutiques et bureaux, qui jusque-là étaient exclus de la « protection de la loi ».

La loi que l'on vient d'étendre aux corporations sus-indiquées existe depuis dix années pour les chantiers, usines, ateliers, etc., etc., et n'en déplaise aux avocats et aux journalistes que l'on a laissés s'introduire au sein des organisations ouvrières, la « loi » n'est jamais appliquée et il est plus que probable qu'il en sera de même dans les nouvelles industries auxquelles elle vient d'être étendue.

J'ai pour ma part passé dans plus de dix ateliers où l'hygiène était déplorable, où les émanations d'acides, la chaleur de la forge rendaient le peu d'air irrespirable; des réclamations furent faites et je ne saurais citer un seul cas où cela ait servi à quelque chose. Il est vrai que je ne suis qu'un vulgaire mécanicien, et un avocat-journaliste doit forcément s'y connaître mieux que moi. Actuellement je puis citer telle usine où des femmes et des enfants sont contraints de travailler par 40 degrés de chaleur et telle clicherie dans *une cave* où 70 degrés sont la température normale; une usine de mécanique établie dans une cour vitrée où il n'y a pas trois mètres cubes d'air à respirer par ouvrier, où les lieux d'aisances sont dans l'atelier et qui possède une chaudière à vapeur qui porte la température à une chaleur incroyable, etc., etc.

Je pourrais citer des exemples de ce genre de quoi emplir le journal, et cependant les fameux inspecteurs du travail vont dans ces usines et trouvent que « l'hygiène et la sécurité » y sont parfaites; je connais des ouvriers qui ont été renvoyés pour avoir osé réclamer, et le procès de « sœur Sainte-Rose » à Tours vient de nous montrer ce que vaut la surveillance de Messieurs les inspecteurs du travail.

Il y a aussi quelque part une loi qui oblige les patrons à mettre des sièges dans les magasins où des femmes sont employées. Parfois, les sièges existent, mais le patron interdit aux femmes de s'asseoir, etc. Les avocats-journalistes ne l'ignorent pas non plus, mais leur petite démagogie exige qu'ils trouvent la loi parfaite et utile, et que nous, travailleurs, nous soyons taxés par ces Messieurs d'incompétence.

Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons, ces prétendues « lois de protection ouvrière » ne sont que de vastes blagues, inapplicables et inappliquées et qui n'ont d'autre but que de faire croire aux travailleurs que l'on s'occupe d'eux.

A cette tactique néfaste d'inaction qui consiste à toujours faire croire aux travailleurs qu'ils doivent attendre tout de la loi, que tous leurs actes, tous leurs gestes, tout ce qu'ils peuvent espérer doit être codifié, nous croyons plus utile et surtout plus juste de leur dire qu'ils n'auront jamais que ce qu'ils sauront exiger. La loi ne peut rien faire pour assurer l'hygiène et la sécurité — puisque nous sommes sur ce sujet — mais les exploités peuvent tout, ils n'ont pour cela qu'à refuser de travailler dans des ateliers malsains, qu'à exiger plus d'air et plus de sécurité, et, ce jour-là, rien ne pourra le leur faire enlever. L'attente en l'État ou la loi providence est une doctrine de paresse, d'impuissance. L'action directe, éducative, faite de luttes continuelles, est au contraire une doctrine de courage et de vie autrement féconde en résultats qui, une fois acquis, restent. Nous la préconisons et c'est pourquoi les politiciens nous calomnient, parce qu'en définitive elle leur enlève leur raison d'être.

⁂

Décidément les travailleurs semblent bien réfractaires aux combinaisons qui consistent à détourner de leur véritable but les organismes économiques qu'ils ont péniblement créés.

Les élections pour le « Conseil supérieur » ne rendent pas, les abstentions des syndicats sont légion, ce que ne peuvent admettre les intéressés, candidats et autres; aussi ont-ils, ces temps derniers, assailli le ministre compétent dans le but de faire reculer la date extrême des élections et y ont-ils réussi. Ils craignent que le nombre des abstentions — ce qui est probable — ne dépasse et de beaucoup le nombre des votes qu'ils quémandent.

Les professions de foi — qui paie? — sont envoyées à foison et sont bien intéressantes. M. Keufer, « membre sortant », se déclare partisan de la « méthode réformiste », qu'il pratique, dit-il.

M. Keufer est pour la collaboration étroite avec le patronat et dans son boniment électoral il fait l'aveu suivant qui confirme amplement ce que nous avons écrit contre la participation: « De ce contact des élus des deux partis, dit M. Keufer, il se produit *une réaction réciproque*, » ce qui veut dire que les travailleurs, une fois dans ce milieu, se laissent petit à petit gagner par les idées des patrons au point d'en oublier qu'ils sont venus là pour y défendre les intérêts de ceux qui les ont nommés. Nos critiques sont amplement justifiées par un tel aveu et nous pourrions nous y tenir. Mais j'en viens à me demander ce qui différencie le réformisme du mouvement jaune, de l'entente entre le capital et le travail. A moins que notre camarade Niel, secrétaire de la Bourse du travail de Montpellier, n'ait trouvé la formule exacte en écrivant que ce néo-syndicalisme

n'était que le fait de « *jaunes qui s'ignorent* ». Et cela, pour ma part, m'en a tout l'air.

P. Delesalle.

Russie.

Dans le précédent numéro de notre journal nous avons déjà annoncé que le *Voshkod* a reçu un second avertissement pour des articles sur le massacre de Kichenef. Nous sommes à même de compléter cette nouvelle par la communication que voici : L'interdiction de la vente en détail dont fut dernièrement frappé le *Znamia*, journal du premier instigateur du massacre, M. Krouchevan, vient d'être révoquée, il y a quelques jours, par le ministre de l'intérieur. M. de Plehwe montre ainsi de façon à ne pas s'y tromper de quel côté vont ses sympathies. D'autre part, les journaux d'Odessa rapportent quelques faits qui méritent d'être relevés. Ils informent que le « golova » (maire) de Kichenef, M. Chmidt, est obligé de quitter son poste et que le médecin de l'hôpital urbain à Kichenef, M. Dorochevski, a été révoqué de son emploi. Or, ces deux personnes avaient ouvertement exprimé leurs sympathies pour les victimes du pogrom, et voilà qu'ils en subissent le châtiment.

Et après des faits pareils, M. de Plehwe ose encore protester devant le correspondant du journal anglais des regrets profonds que lui ont inspirés les événements de Kichenef. Quelle imposture !

Brésil.

Le mouvement anarchiste au Brésil prend depuis quelque temps un grand développement. Nous avons à São Paulo l'organe libertaire *Amigo do Povo*, 42, rua do Oriente, et à Rio de Janeiro l'hebdomadaire *A Grève* (rua Riachuelo, 204), qui font de la bonne propagande. Le compagnon Fonseca continue la série de ses conférences au *Cercle Libertaire International* de Rio et au *Cercle Ouvrier du Jardin Botanique*. L'organe libertaire *A Grève* est publié par notre camarade Elysio de Carvalho, le traducteur de Kropotkine, de Merlino et de Zola.

Mais il y a beaucoup à faire pour la propagande en tous les Etats du Brésil.

X.

⁂

Porto-Alegre, 4 mai 1903. — Le 1er mai, le personnel d'une fabrique de chaussures s'est joint à la fameuse fête du repos des bras et des outils, et — ce qui est le comble — avec musique de la brigade militaire en tête, et bannière de la fabrique déployée. Au retour de la traditionnelle promenade et de l'inévitable pique-nique, le contremaître qui accompagnait son troupeau a dû être bien content de sa docilité, car, au moment de la séparation, lesdits ouvriers ont poussé des hourras en l'honneur dudit contremaître, du patron et de la fabrique. C'est à ne pas croire, et pourtant c'est comme cela.

⁂

Cette année, le 1er mai, les socialistes « scientifiques » ont publié et distribué un manifeste « Aux ouvriers de Porto-Alegre », dont nous détachons cet alinéa :

« Travailleurs ! Le 1er mai est le jour consacré « par nous-mêmes à notre repos ; sachons le respec- « ter ! La patrie et les saints de l'Eglise ont leurs « jours consacrés aux grandes commémorations, et les « respectent. Vous avez aussi le vôtre, respectez-le ! »

Entre quelques camarades, nous avons répondu par un autre manifeste, dans lequel nous avons fait l'historique du 1er mai, montrant qu'en 1886, les ouvriers de Chicago, après avoir épuisé les moyens pacifiques et légaux pour arracher à la bourgeoisie un traitement plus juste et plus humain, avaient voulu, en choisissant ce jour pour la suspension de tout travail, lancer un défi à la face des capitalistes. Même les initiateurs de ce mouvement conseillèrent de se rendre au meeting de Haymarket armés. Quand, trois ans après, en 1889, au Congrès socialiste de Paris, certains délégués parlèrent de la lutte soutenue par le prolétariat américain et que le 1er mai fut choisi unanimement pour montrer à la bourgeoisie l'uniformité et la force des travailleurs, ce n'était pas un jour de repos qu'ils demandaient, mais un jour d'énergie et de lutte. Demander aux pouvoirs constitués la décrétation du 1er mai en jour *férié* et *fêter* ce jour, c'est annihiler son passé glorieux, c'est demander à nos exploiteurs la légitimation du salariat, c'est vouloir la sanction légale de notre esclavage. C'est pourquoi nous protestons !

Etats-Unis.

La situation des mineurs. — On n'a pas oublié cette grève monstre de six mois qui, pendant l'été dernier, a fait croiser les bras à 147.000 ouvriers et réduit à la pauvreté 750.000 hommes, femmes et enfants. Elle se termina en octobre dernier grâce à l'intervention de M. Roosevelt qui, arbitre obstiné, fit accepter aux deux parties l'arbitrage d'une commission spéciale. C'est cette commission, ou plutôt ce tribunal, qui vient de finir son enquête ou son instruction. Pendant quatre mois, elle a siégé sous la présidence d'un magistrat de l'ordre judiciaire et entendu les témoignages en sens divers des employés et des patrons, le tout entremêlé de passes d'armes entre les avocats et couronné par de longues plaidoiries. Ce tribunal, qui comprend sept membres, parmi lesquels un général et un évêque catholique, a même consacré six jours à visiter les mines et s'est fait photographier en costume de travail. Les séances, qui étaient publiques, ont été vivantes, animées, souvent émouvantes.

On a vu défiler de pauvres mineurs et de riches capitalistes, des ouvriers syndiqués et des non syndiqués, les chefs des unions et les représentants des compagnies. Et si cette longue et minutieuse instruction n'a pas apporté de révélations aussi sensationnelles que la célèbre enquête parlementaire d'Angleterre d'il y a soixante-dix ans, elle n'en a pas moins éclairé quelques côtés de la vie des prolétaires d'une lumière assez crue et provoqué parmi les arbitres et parmi le grand public des « mouvements en sens divers » et même des « exclamations » significatives.

Je voudrais de cet amas de témoignages détacher simplement quelques faits et quelques chiffres pour montrer que les deux partis semblent avoir de sérieux griefs et que les deux parties aussi avaient des torts — une constatation qui, pour n'être pas originale, est toujours bonne à faire.

Du côté des ouvriers, ce furent d'abord une série de dépositions destinées à montrer l'insuffisance de leurs salaires, la dureté et le danger de leur travail, l'injustice et parfois même la barbarie de leurs contremaîtres et de leurs patrons. On fit venir des vieillards infirmes, des enfants rachitiques, des veuves victimes de la rapacité patronale, etc.

Sur la question des salaires, plusieurs témoins sont venus déposer qu'ils ne recevaient que de 11 à 15 francs par semaine. L'avocat des mineurs a affirmé que 58 0/0 d'entre eux ne recevaient, en moyenne, que 1.300 francs par an, un chiffre qui ne paraîtra sans doute pas si ridicule à beaucoup de nos instituteurs. Il est vrai que le métier de mineur est particulièrement pénible, et les médecins des ouvriers ont témoigné que 99 0/0 d'entre eux sont anémiques et qu'un grand nombre souffrent d'asthme, de rhumatisme, de lumbago et de sciatique. Un des praticiens a affirmé qu'à des autopsies de mineurs il a constaté que des poumons de mineurs étaient aussi noirs que l'anthracite qu'ils avaient travaillé. Un mineur, s'il faut l'en croire, a toussé de la poussière de charbon neuf ans après avoir quitté la mine.

Quant aux accusations d'inhumanité et de rapacité, voici quelques faits, pris au hasard. Un jeune homme déclare que le chef d'équipe l'a souvent frappé d'un coup de bâton. Un autre se plaint que la Compagnie Markle fasse payer ses fournitures diverses, huile, poudre, etc., le double de ce qu'elles lui coûtent. Les ouvriers sont taxés à 5.000 fr. par mois pour payer les docteurs de la compagnie. La compagnie possède les maisons de beaucoup de ses employés et se montre farouche dans le paiement des loyers. C'est ainsi que Mme Burns, de Jeddo, a témoigné que son mari a été tué dans les mines, la laissant seule avec quatre enfants. Non seulement la Compagnie Markle ne lui a pas offert un centime d'indemnité, mais encore a-t-il fallu que la veuve travaillât treize ans avec ses enfants, pour liquider toutes ses dettes de loyers et de charbon, vis-à-vis de la compagnie.

Ce qui a surpris et choqué le plus le tribunal et la presse, c'est la constatation que les enfants de mineurs sont employés à travailler dans les fabriques de soie.

Plusieurs petites filles sont venues témoigner qu'elles travaillaient onze à douze heures par jour ou par nuit, dans ces fabriques, à raison de trois à cinq sous et demi l'heure.

L'avocat des mineurs a dit : « Dans les environs de Scanton, il y a au moins vingt fabriques où des petites filles de douze à quatorze ans travaillent dix à douze heures par jour ou par nuit. »

Et il ajouta : « Y a-t-il un homme assez aveugle pour ne pas voir pourquoi cette région houillère est pleine de fabriques de soie ? Elles sont allées là parce que les mineurs étaient là. Chaque fabrique de la région est une preuve palpable du fait que les salaires y sont si bas que les hommes sont obligés de vendre leurs garçons comme esclaves aux mines et leurs filles comme esclaves aux fabriques. »

De toutes les histoires pathétiques par lesquelles on a essayé d'apitoyer le tribunal sur le sort des ouvriers, nulle n'a fait plus d'impression que celle qu'est venu conter un vieillard du nom de Coll. Voici quelques passages de sa déposition :

« J'ai travaillé pour Markle et Cie pendant dix-neuf années et j'ai vécu dans une maison de la Compagnie jusqu'à ces derniers jours. Quand je fus expulsé, ma famille se composait de ma femme, mes deux enfants adoptifs, mon fils et ma belle-mère, qui a cent deux ans et qui est aveugle.

— Avez-vous jamais été blessé dans la mine ? demanda l'avocat.

— Blessé !... Je n'ai pas un seul os dans tout mon corps qui soit entier. Mon crâne a été brisé, un de mes yeux a été extrait, et une de mes jambes ne vaut guère mieux qu'une jambe de bois. »

Et ce vieillard qui, comme le pêcheur de Victor Hugo, adoptait les enfants de ses camarades, narra ensuite comment, après avoir pris part à la grève, il fut chassé de son domicile sous la pluie battante avec sa femme malade presque mourante, les deux petits enfants et la vieille belle-mère aveugle.

Et pendant que ce récit poignant se déroulait, on voyait l'évêque Spalding cacher sa figure dans ses mains et le président arpenter nerveusement l'estrade.

L'impression que firent quelques-uns de ces faits fut telle et les protestations du public et de la presse furent si violentes que le patron de cette compagnie, M. Markle, écrivit une brochure pour expliquer, atténuer et justifier certains faits, et il dut la faire publier comme annonce dans de grands journaux de New-York et de Philadelphie.

(*Le Temps*, 10 mai 1903.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Les souscripteurs à la brochure à distribuer *Ce que nous voulons*, par Sébastien Faure, sont avertis qu'ils la recevront d'ici peu, la copie venant d'être envoyée à l'imprimeur.

Dimanche 12 juillet, ballade de propagande à Enghien.

⁂

Ligue pour la défense de l'enfant. — La circulaire que nous adressons aux instituteurs est prête ; nous allons l'envoyer cette semaine.

Nous rappelons aux camarades que nous aurons besoin de trouver en eux un appui très ferme, car l'œuvre que nous entreprenons demandera beaucoup d'efforts. Si nous ne trouvons pas d'éditeur pour les ouvrages scolaires que nous voudrons publier, nous avons l'intention de les éditer nous-mêmes. Mais pour cela il nous faudra pouvoir compter sur l'aide de tous ceux qui s'intéressent à notre initiative.

A. G.

⁂

La Jeunesse libertaire du Ve a décidé d'organiser une soirée musicale et littéraire avec le concours de la *Lyre sociale de la Rive gauche* et du *Groupe théâtral du Ve* au profit des *Temps Nouveaux*.

Cette soirée aura lieu le vendredi 10 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, au Bock colossal, rue de la Gaîté.

Causerie par Paraf-Javal.

Au programme : *Victoires et conquêtes*, de Courteline ; *Le Tréteau électoral*, de Léonard.

Vestiaire obligatoire. — Entrée : 0 fr. 50.

⁂

Vendredi 10, ou samedi 11 juillet, au *Bijou-Théâtre*, 37, faubourg du Temple, réunion publique et contradictoire par Jean Marestan, sur *Prostitution et police des mœurs*.

⁂

Les Anticrates. — Vendredi 3 juillet, salle Douat, 220, rue Saint-Denis, conférence par Libertad sur *l'Anarchiste et l'entr'aide.*

Le 10 juillet, Poullot traitera : *Néo-malthusianisme et liberté.*

*
* *

Causeries populaires des Xe et XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 8 juillet, à 8 h. 1/2, causerie par Marestan sur la *Psychologie des criminels.*

* *

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Lundi 6 juillet, causerie par Libertad sur *Les réformes (?) économiques.*

* *

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 6 juillet, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare.

Le 11 juillet, fête familiale avec le concours de Libertad, qui causera sur le sujet : Gens de robe et d'épée.

* *

Union ouvrière de l'Ameublement (Syndicat libertaire), 8, rue des Apennins. — Conférence, à 8 h. 1/2 du soir, le mardi 7 juillet : Que doit-on faire dans les Syndicats ? par Paraf-Javal.

* *

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey :

Vendredi 3 juillet, à 8 h. 1/2. — Mme Edwards-Pilliet : Militarisme et Prostitution.

Mardi 7, à 8 h. 1/2. — Causerie. Poètes contemporains : Analyse de l'œuvre de Jehan-Rictus (audition), par le camarade Raoul Lelong.

Vendredi 10, à 8 h. 1/2. — Lucien Le Foyer : Police des mœurs : La responsabilité vénérienne et la loi.

* *

Sommaire du no 16 de *Jean-Pierre* :

Une bonne promenade, par G. Gueuzel (*à suivre*), ill. Laboureur.

Lettres d'enfants, réponse de J. P.

Article scientifique (*fin*), par Terroine.

Correspondances.

Passe-temps : Ce qu'on peut faire avec des queues de cerises.

* *

Camarade,

Je vous envoie 5 francs pour le journal.

Voici comment nous procédons à Dison et je vous engage à en communiquer le système à vos lecteurs qui veulent soutenir le journal.

A quatre amis nous faisons venir 10 numéros à l'aubettier Boland, de Dison, et nous nous partageons les invendus. De cette façon le journal est assuré d'une vente régulière de 10 numéros et l'aubettier n'abandonnera pas la vente du journal puisqu'il est assuré d'une vente régulière avec bénéfice. Il va sans dire que parallèlement nous cherchons à faire de nouveaux clients à l'aubettier.

Le système est très bon, engagez les amis à en faire autant.

FRANCIS.

* *

MONTREUIL. — Le groupe abstentionniste se réunit le samedi, salle Fourmy, 57, rue de Paris.

* *

ANGERS. — *Germinal*, groupe d'études sociales et de pensée libre, réunion tous les jeudis à 8 h. 1/2, café Houdoyer, rue des Deux-Haies. Projet de propagande dans les villages au moyen de conférences.

* *

Les camarades anarchistes du groupe *les Ennemis de l'autorité* se trouveront le dimanche, à 2 heures, chez Legloarec, rue de la Tannerie, 6. Le dimanche 5 juillet, causerie par Delaye-Bougère, sur l'exploitation des femmes dans les usines appartenant à un candidat sénateur.

* *

LORIENT. — Afin de combattre l'esprit clérical et les charlatans de la politique qui abrutissent la population de la ville, un groupe de camarades fait appel à tous les libertaires, pour assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 12 juillet, à 9 heures du matin, salle basse de la Mairie, afin de créer une bibliothèque. Que ceux qui ne peuvent assister aux réunions, nous soutiennent de leur aide pécuniaire. Causerie par les camarades Jambet et Fiorna.

* *

LYON. — Groupe *Germinal*. — Dimanche 5 juillet, à 8 heures, salle Chamarande, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, soirée familiale privée au bénéfice des *Temps Nouveaux*.

Causerie par Fabre.

Lecture commentée de la pièce de Mirbeau, *Les affaires sont les affaires*.

Concert d'amateurs.

* *

SAINT-ETIENNE. — Tous les lecteurs et amis des *Temps Nouveaux* sont instamment priés de se rendre à la réunion organisée à la salle du 1er étage du Bar des Halles, cours Victor-Hugo et place Gambetta, le lundi 6 juillet, à 8 heures précises du soir.

Objet : La situation du journal. Que faut-il faire ?

* *

TOURCOING. — Le groupe *Germinal*. — Lundi 6 juillet, à 8 heures, grande conférence publique et contradictoire, estaminet Volt, rue de Menin, 174. Sujet : Organisation du travail au lendemain de la Grève générale ; Révolution.

* *

Pour les victimes de la grève de Hollande.

Le *Comité National*, fondé en Hollande dans le but de venir en aide aux victimes de la grève générale, nous prie d'invoquer en France l'aide de tous ceux qui ont acclamé la résistance des ouvriers hollandais contre les lois liberticides.

Les fonds ne suffisent plus à soutenir les 4.543 ouvriers syndiqués de tous les métiers qui ont été renvoyés à cause du mouvement gréviste de la semaine de Pâques. La haute bourgeoisie et la ploutocratie néerlandaises sont sans pitié, et le *Comité National* craint que la misère dans les familles des victimes ne devienne « la longue effroyable.

Et, cependant, il ne faut pas oublier que les ouvriers hollandais n'ont entrepris la grève générale qu'après avoir épuisé tous les autres moyens de défense de leurs premiers droits d'hommes libres et de citoyens libres.

Il ne faut pas oublier non plus qu'il s'agit ici des conséquences d'une lutte qui, non seulement a été inévitable, mais qui n'a fait que marquer, en somme, cette période de réaction internationale que nous traversons actuellement. La preuve en est qu'un projet de loi semblable à celui qui restreint en Hollande le droit de coalition et de grève, a été également voté, quelques semaines après, dans l'État de Victoria (Australie), où les ouvriers se trouvaient dans la nécessité de proclamer aussi la grève générale. Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande vient de reprendre aux ouvriers de l'État le droit de prendre part au mouvement politique. Enfin, au milieu du mois de mai, la Chambre en Norvège (le *Odelsthing*) a cru devoir à son tour se couvrir de honte en votant certains articles de loi en faveur des « jaunes », articles copiés, pour ainsi dire, sur la fameuse loi hollandaise.

Que tous ceux qui aiment en France la Liberté et le Progrès de l'Humanité se rappellent tous ces signes de réaction internationale et se réunissent à nous pour venir en aide aux ouvriers hollandais victimes de leur courageuse résistance contre un gouvernement clérico-réactionnaire.

Pour la France, le citoyen Lévy, secrétaire de la Commission des grèves (Bourse du Travail, rue du Château d'Eau, 3, Paris), est chargé par la Confédération générale du Travail de recueillir toutes les souscriptions en faveur des victimes de la grève en Hollande.

Ceux qui voudront envoyer, soit directement, soit par leur journal, de l'argent en Hollande, sont priés d'adresser les fonds à M. A. W. Ammerlaan, Rozengracht, 164, Bureau N. A. S., Amsterdam (Hollande).

Pour le *Comité National* :

CHRISTIAN CORNÉLISSEN.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Substance universelle, par A. Bloch et Paraf-Javal ; 1 brochure, 1 fr. 25, par la poste 1 fr. 40, à l'*Emancipatrice*, 3, rue de Pondichéry.

Le Livre des Mille et une Nuits, traduction Mardrus, tome XIII, 7 francs, chez Fasquelle.

Poèmes sans art (vers), par Fridolin Werne ; 1 vol. chez Schleicher.

Socialismo anarquista, par Pedro Estève ; 1 broch. au *Despertar*, Paterson.

La bancarrota de las creencias, el anarquismo naciente, por Ricardo Mella ; 1 broch. à *El Corsario*, Valencia.

Chants d'amour, par Villemejeanne, à Nîmes.

Militarismo, por L. Homnes ; 1 broch., Biblioteca *Juventud*, lista de correos, Barcelona.

Memoiren von John Most, Gold street, 69, New-York.

AVIS

A titre de propagande, nous laissons un certain stock des années 4, 5, 6 et 7 des Temps Nouveaux, *à raison de 1 franc l'année, prise dans nos bureaux, 1 fr. 60 en gare, 2 francs par la poste.*

Des années 4 et 5, il n'y en a guère qu'une demi-douzaine.

PETITE CORRESPONDANCE

L. A. P., 32, Caen. — La rue Mouffetard est l'ancienne adresse. Il faut que je voie votre poésie avant de vous répondre. Je vous avertis que nous sommes très difficiles en fait de vers.

V. B., rue S. — Oui, nous avions fait erreur.

Groupe libertaire de Brest. — Nous attendons des *Bibliographies* de Bruxelles, vous enverrons aussitôt reçues.

P. D., à Thille — Non, je ne connais pas d'autres brochures sur le sujet.

F. G., à Fourmies. — Nous désirerions avoir votre adresse pour discuter avec vous au sujet de votre lettre. Nous comprenons que les socialistes réclament la liberté de manifester dans la rue, comme la possèdent les calotins lorsqu'on les laisse processionner, mais nous ne comprenons pas les interdictions.

A. H. — Votre convocation est arrivée trop tard. Il nous les faut au moins le mardi ; le mercredi matin est le dernier délai pour les cas exceptionnels.

P. B., à Vauvert. — L'article un peu trop faible pour insérer.

C., à Fougères. — Certainement.

Es. — Reçu les journaux. Utiliserons. Merci.

Ph., à Anvers. — Reçu 20 francs. Quel en est l'emploi ?

A., à Grenoble. — La brochure demandée est introuvable.

M., à Saint-Amand des Cols. — On peut toujours souscrire au volume.

Reçu pour le journal : Siramy, 2 fr. — H. Robert, 3 fr., Une ménagère, 2 fr. ; Une jeune penseuse, 1 fr. — G. le V., à Autun, 2 fr. — H. P., à Bihorel, 5 fr. — Lucie, 0 fr. 50 ; Joseph C., 0 fr. 50 ; Pierre P., 0 fr. 25 ; Jean T., 0 fr. 50 ; F. M., 0 fr. 60. Ensemble : 3 fr. 35. — E. D., rue C., 0 fr. 50. — G. P., à Gand, 1 fr. 85. — E. V., 5 fr. — P. R., rue O., 5 fr. — C. P., à Montceau-les-Mines, 1 fr. 50. — O. A., à S., 30 fr. — M. C., 3 fr. 50. — N., à Marseille, 20 fr. — Propagandiste isolé, 1 fr. ; R., 1 fr. — J. F., Dison, 5 fr. — G. H., à Tully. — F., à Lorient, 5 fr. — L'anarchie est le remède qui sert à guérir tous les maux, 2 fr. — G., par P., à Marseille, 3 fr. — L. A. P., 2 fr. — S., 20 fr. — V. B., 1 fr. — Groupe libertaire de Brest, 5 fr. — J. B., à Saint-Etienne, 5 fr. — F. F., à Avignon, 7 fr. — Randall, 5 fr. — G. D. M., à Saint-Clément, 10 fr. — E. L., à Nantes, 1 fr. 25. — Un serrurier trimardeur, 1 fr. — Es., 1 fr. 50. — Aubervilliers : Henriot, allumettier, 1 fr. ; Brunnandiant, allumettier, 1 fr. ; Révilliod, allumettier, 1 fr. ; Delaperrière, 0 fr. 50 ; Millon, 0 fr. 50 ; Chairblet, 0 fr. 30 ; Metternich, 0 fr. 25. Ensemble : 4 fr. 55. — Emile G. Dupré, 5 fr. ; Fromont, 1 fr. ; L. Roux, 1 fr. ; L. Vassé, 0 fr. 75 ; A. Dupré, 1 fr. ; Dubuisson, 1 fr. ; Champigny, 1 fr. ; D. S., 0 fr. 50 ; Sondrille, 1 fr. ; P. Foulon, 1 fr. ; S. Garnier, 1 fr. ; Blanchaudain, 0 fr. 50 ; Desroches, 0 fr. 50 ; Millet, 0 fr. 50 ; Plet, 0 fr. 50 ; Bezault, 0 fr. 50 ; Bertin, 0 fr. 50 ; J. Bègue, 0 fr. 50 ; Loison, 1 fr. ; Piger, 0 fr. 50 ; Rapin, 0 fr. 50 ; Simon, 0 fr. 50 ; Bègue, 0 fr. 50 ; Monner, 0 fr. 25 ; Gaugné, 0 fr. 50 ; Louis Castéra, 1 fr. Ensemble : 22 fr. 50. — G., à Saratoga, 20 fr. — B., à Annonay, 2 fr. — Froment, 2 fr. — B., 2 fr. — Jeunesse libertaire du VIIe, 9 fr. ; Anticrates, 1 fr. 20. — A., à Grenoble, 2 fr. 85. — Jeanquimarche, 10 fr. — Merci à tous.

Reçu pour la brochure à distribuer : B., à Persan, 1 fr. — R., 0 fr. 25. — En tout, 1 fr. 25. — Listes précédentes : 9 fr. En caisse, 10 fr. 25.

Reçu pour la défense de l'enfant : C., à Chaux-de-Fonds, 0 fr. 50. — Un serrurier trimardeur, 1 fr. — B., à Annonay, 1 fr. En tout : 2 fr. 50. — Listes précédentes : 9 fr. 60. En caisse, 12 fr. 10

G., à Utrecht. — E. G., à Lyon. — M., à Anvers. — M. C., à Marseille. — K., à Rennes. — S., à Lyon. — R., à Mirepoix. — S., à Londres. — C., à Seatonville. — P., à Orléans. — V., à Lens. — M., à Saint-Amand des Cols. — V., à Mons-en-Barœul. — D. G., à La Haye-Descartes. — F. G., à Feuquières. — M., à Laxou. — R., à Toulon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIEME ANNÉE N° 11 DIX CENTIMES DU 11 AU 17 JUILLET 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

Grâce à la solidarité des camarades, le journal a bien marché pendant ces deux semaines. La vente du mois nous assure une marche normale pour deux autres numéros. A tous ceux qui ont répondu si promptement, encore une fois, merci ; mais la souscription n'est qu'un palliatif momentané. Ce à quoi il faut surtout viser, c'est l'augmentation de la vente. Quelques camarades nous ont bien envoyé quelques abonnements nouveaux, mais c'est insuffisant. La vente à Paris reste toujours inférieure et a plutôt baissé la semaine qui a suivi l'appel. Tant que nous ne serons pas sortis de nos 7000 de tirage, il n'y aura rien de fait.

Dans le dernier numéro, les camarades de Dison nous ont expliqué ce qu'ils faisaient pour la vente ; à la 4e page de ce numéro, ceux de Roubaix nous racontent ce qu'ils veulent faire pour les abonnements. Que chacun imite les uns ou les autres de ces camarades, dans la mesure de ses moyens, peut-être arriverons-nous à nous débourber enfin ?

J. Grave.

N. B. — *Je rappelle que nous avons toujours des invendus à la disposition de ceux qui veulent en distribuer.*

L'IDÉAL ANARCHISTE

ET LES

RÉVOLUTIONS PRÉCÉDENTES

L'Anarchie, comme nous l'avons déjà dit, est née des indications de la vie pratique.

Godwin, contemporain de la grande Révolution de 1789-93, avait vu de ses propres yeux comment l'autorité gouvernementale, créée pendant la révolution et par la révolution, était devenue à son tour un obstacle au développement du mouvement révolutionnaire. Il savait aussi ce qui se passait en Angleterre sous le couvert du Parlement : le pillage des terres communales, la vente des offices avantageux, la chasse aux enfants des pauvres enlevés des maisons de travail par des agents qui parcouraient pour cela l'Angleterre, et transportés dans les usines du Lancashire où ils périssaient en masse, et ainsi de suite. Et Godwin comprit qu'un gouvernement — fût-il même celui de la « République Une et Indivisible » des Jacobins — ne saurait jamais accomplir la révolution nécessaire ; que même un gouvernement révolutionnaire, par cela seul qu'il est gardien de l'Etat, devient déjà un empêchement à la révolution. Il comprit et lança cette idée anarchiste que, pour le triomphe de la Révolution, les hommes doivent avant tout se défaire de leur foi en le Droit, l'Autorité, l'Unité, l'Ordre, la Propriété et autres superstitions héritées de leur passé d'esclaves.

Le second théoricien de l'Anarchie, qui vint après Godwin — Proudhon — vécut la Révolution de 1848. Lui aussi il put voir de ses propres yeux les crimes commis par le gouvernement républicain, en même temps qu'il put se persuader de l'impuissance du socialisme étatiste de Louis Blanc. Sous l'impression encore fraîche de ce qu'il avait vécu pendant la Révolution, il écrivit son *Idée générale sur la Révolution* où il proclama courageusement l'abolition de l'Etat et l'Anarchie.

Enfin, dans l'Internationale, la conception anarchiste s'affirma aussi après une révolution, c'est-à-dire après la Commune de Paris de 1871. La complète impuissance révolutionnaire du Conseil de la Commune, qui contenait, cependant, en proportions très justes, des représentants de toutes les fractions révolutionnaires de l'époque (des jacobins, des blanquistes et des internationaux), ainsi que l'incapacité du Conseil général de l'Internationale résidant à Londres et sa prétention, aussi inepte que nuisible, de gouverner le mouvement parisien par des ordres envoyés d'Angleterre, ces deux enseignements ouvrirent les yeux au grand nombre. Ils amenèrent beaucoup de membres de l'Internationale, y compris Bakounine, à méditer sur le mal de toute sorte d'autorité — fût-elle même aussi librement élue qu'elle l'était dans la Commune et dans l'Internationale ouvrière.

Quelques mois plus tard, la décision du Conseil général, prise à une conférence secrète, convoquée à Londres en 1871, au lieu du Congrès annuel, mit encore plus en évidence les inconvénients d'un gouvernement dans l'Internationale. D'après cette résolution funeste, les forces de l'Association qui, jusqu'alors, se groupaient pour la lutte économique-révolutionnaire — la lutte directe des unions ouvrières contre le capitalisme des patrons — allaient être lancées dans un mouvement électoral, politique et parlementaire, où elles ne pouvaient que s'étioler, se détruire. Cette décision amena la révolte ouverte des fédérations latines : espagnole, italienne, jurassienne et, en partie, belge, contre le Conseil général de Londres et de cette révolte date le mouvement anarchiste que nous voyons se continuer de nos jours.

Ainsi, le mouvement anarchiste recommençait chaque fois sous l'impression de quelque grande leçon pratique : il avait son origine dans les enseignements de la vie elle-même. Mais, une fois commencé, il cherchait aussi immédiatement à trouver son expression et sa fondation théorique, scientifique. Scientifique, non pas dans le sens de se donner un jargon incompréhensible, ou de se rattacher à la métaphysique ancienne, mais dans le sens de trouver son fondement dans la science naturaliste de l'époque et d'en devenir une des divisions.

∴

Aucune lutte ne peut avoir de succès, si elle est inconsciente, — si elle ne se rend pas un compte concret, réel de son but. Aucune destruction de ce qui existe n'est possible, sans que, déjà pendant la période de destruction et de luttes menant à la destruction, on ne se représente mentalement, — qu'est-ce qui va prendre la place de ce que l'on va détruire ? On ne peut même pas faire une critique théorique de ce qui existe, sans se dessiner déjà dans l'esprit une image plus ou moins nette de ce que l'on voudrait voir en lieu et place de ce qui existe. Consciemment, ou inconsciemment, l'*idéal* — la conception de quelque chose de meilleur — se dessine toujours dans l'esprit de quiconque fait la critique des institutions existantes.

C'est d'autant plus le cas pour l'homme d'action. Dire aux hommes : « Détruisons d'abord le capitalisme, ou bien l'autocratie ; et nous verrons après ce que nous allons mettre à leur place », — c'est tout bonnement se tromper soi-même et tromper les autres. Mais jamais on ne créé une force par la tromperie. En effet, celui-là même qui tient un pareil langage, a néanmoins une conception quelconque sur ce qu'il voudrait voir à la place de ce qu'il attaque. En travaillant à démolir l'autocratie par exemple, les uns se dessinent dans un prochain avenir une constitution à l'anglaise ou à l'allemande. Les autres rêvent une république soumise peut-être à la dictature puissante de leur cercle, ou bien encore une république-monarchie comme en France, ou une république fédérative, comme aux Etats-Unis.

Les troisièmes, enfin, pensent, peut-être, à une limitation encore plus grande du pouvoir de l'Etat ; à une plus grande liberté des villes, des communes, des unions ouvrières et de toute sorte de groupes unis entre eux par des liens fédéraux.

Chaque parti a ainsi sa conception de l'avenir, son idéal qui lui sert pour juger tous les faits qui se produisent dans la vie politique et économique des nations, ainsi que pour trouver les moyens d'action qui lui sont propres et lui permettent de mieux marcher vers son but. Il est donc naturel que l'Anarchie, quoique née des luttes du jour, ait travaillé aussi à élaborer son idéal, et cet idéal, ce but, ces visées séparèrent bientôt les anarchistes, dans leurs moyens d'action, de tous les partis politiques, ainsi que, en grande partie, des partis *socialistes* qui ont cru pouvoir maintenir l'ancien idéal romain et canonique de l'Etat, pour le transporter dans la société future de leurs rêves.

Pierre Kropotkine.

LA REVUE DU DIX-NEUF

Les convaincus du 14 juillet — ceux pour qui cette date ouvre l'ère de la liberté — se doivent trouver blessés de la décision prise par le gouvernement en vue de modifier le traditionnel spectacle

de la fête anniversaire qu'elle comporte. On sait que sera retardée de cinq jours la revue de Longchamp afin de permettre au jeune souverain d'Italie d'assister à une imposante parade militaire; car, ainsi que l'antique Cornélie montrait ses Gracques, quand on lui demandait d'exhiber ses plus précieux bijoux, les nations, pour émerveiller leurs visiteurs couronnés et peut-être s'attirer leur amitié sinon leur alliance, ne savent que présenter leurs enfants sous des uniformes et dépourvus d'initiative individuelle, mais réalisant un ensemble soumis, fonctionnant comme une mécanique entre leurs mains. Toutefois, les bons Français de la banlieue parisienne qui tous, je le présume, votèrent pour des républicains (on n'élit guère autre chose) se déconcerteront de ne pas voir, sous leurs fenêtres pavoisées, au matin du 14, défiler les lignards, piaffer et luire les cuirassiers, trépider et gronder les artilleurs dans la poussière. Ils se priveront du noble plaisir de saluer les drapeaux, brodés de noms de massacre, ou suivre les troupes d'un pas académique, comme déplore de ne pouvoir plus le faire, M. François Coppée. Sans doute l'enthousiasme que leur causait — depuis plus de trente ans — l'endurance et l'ordre admirables de notre « belle armée » n'avait rien de spontané, mais les enthousiasmes généraux et officiels ne le sont guère — même quand c'est un anniversaire qui les oblige à se renouveler chronologiquement; on n'en prend point, par ordonnance, comme du séné. A vrai dire, les traditionnistes les moins malcontents de l'ironie des trois mots gravés au fronton de nos édifices publics ne sentent pas se réveiller en eux l'âme héroïque de leurs pères « ces géants » quand ils se rafraîchissent; à grand renfort de verres de coco à la glace, en dehors de l'enceinte réservée du champ de courses où s'effectue la revue, non plus que quand ils cotillonnent autour de l'orchestre agrémenté de lampions et de rameaux aux feuilles rabougries. Mais peut-être suffira-t-il qu'on fasse mine de les priver de leur fête nationale ou, seulement, de la modifier, pour qu'ils se rendent compte de la signification qu'ils étaient censés lui donner... Ils se souviendront de l'importance qu'ils apprirent à prêter, sur les bancs de l'école primaire, à l'assaut de la forteresse exécrable, mollement défendue par une faible garnison d'invalides. Beaucoup, il n'en faut point douter, se féliciteront de la visite de Victor-Emmanuel qui, si elle bousculera l'ordre sacré du programme des réjouissances, y ajoutera des numéros — mais d'aucuns se sentiront humiliés quand ils verront retarder, par déférence pour un autocrate, cette revue qui était le légitime témoignage que la nation leur donnait de leur force démocratique.

Ils se souviendront que si, pour célébrer le premier anniversaire de la prise de la Bastille, on choisit pour emplacement le champ de Mars — dieu de la guerre, ce fut pour exprimer aux yeux offusqués des monarchies étrangères que le peuple, émancipé de la tutelle des tyrans, s'armait pour la défense des libertés qu'il croyait avoir conquises et qu'il n'était plus une bande mutinée, une cohorte en haillons, mais une puissance avec laquelle il fallait compter. La célébration du 14 juillet — c'est de la sorte qu'on l'entend — doit glorifier le triomphe du peuple; si le peuple croit — et il le croit — posséder une armée pour sauvegarder ses droits, la logique veut qu'elle se trouve prête à défiler devant lui à la date où il juge opportun de manifester par elle de sa souveraineté. C'est la lui déclarer illusoire que de revenir sur la volonté qu'il a exprimée au gouvernement par la voix de ses délégués. Aussi bien, l'a-t-on persuadé que cette armée c'était encore lui... il en doutera (c'est mon vœu le plus cher) quand il verra qu'il ne dispose pas de lui-même. La porte Saint-Antoine a été forcée par les bonnets rouges le 14 et non le 19 de juillet — un mardi comme cela se retrouvera cette année — nous n'apprendrions rien au plus ignorant sur ces choses... Les prétendants qui, tous les 21 janvier, font dire une messe pour le repos de l'âme du décapité Louis XVI, ne reculeraient pas, que je sache, de vingt-quatre heures, cette pieuse cérémonie, pour le président Roosevelt, s'il prenait à celui-ci la fantaisie baroque de traverser l'Atlantique pour y assister; on ferait comprendre au représentant des Etats des trustiers qu'il est des dates sacrées dont la célébration se doit d'être immuable et M. Roosevelt s'arrangerait de façon à entrer dans Paris le 21 janvier. Sans doute, nos diplomates prudents, en retardant pour le roi d'Italie la revue du 14, ont voulu lui éviter le spectacle désobligeant d'une manifestation militaire organisée par le peuple qui détruisit la prison d'Etat de son maître. Mais, comme ils voulaient néanmoins lui présenter une armée — l'armée du gouvernement et celle du peuple cela fait deux — ils ont décidé de prendre au peuple ce dont le gouvernement avait besoin (c'est le procédé habituel, mais ici il apparaît visiblement). Ce qu'ils auraient dû faire, en bonne politique, c'était de jouer la comédie, de demander au peuple, après la revue du 14, de prêter son armée pour la montrer au roi d'Italie le 19. Cela aurait exigé deux revues, objectera-t-on; mais cela aurait agréé aux patriotes, jamais rassasiés de voir peiner les soldats et cela n'aurait pas obligé le peuple à une concession humiliante, cela lui aurait laissé l'illusion de disposer de quelque chose, ne serait-ce que de soi... On aurait pu, du reste, pour impressionner davantage sa majesté italienne, faire entrer un corps entier de chasseurs alpins dans cette revue... Il est parfait qu'on ne veuille pas aliéner les sentiments pacifiques du serviteur de l'Allemagne, mais il serait juste qu'on respectât la dignité des symboles des républicains convaincus et qu'on ne traitât pas la seule fête civique qu'ils aient, plus légèrement qu'on ne ferait pour l'une quelconque des nombreuses fêtes religieuses qu'on le force, en chômant, à célébrer.

(Mais l'indignation dont je manifeste ici n'émane point de mon cœur; personnellement il m'indiffère qu'on célèbre ou ne célèbre pas le 14 juillet d'où sont sortis les pseudo Droits de l'homme; je n'ai nullement le culte des dates mémorables et encore moins celui des dates dont le souvenir ne marque qu'un rajeunissement de la forme gouvernementale. J'ai voulu seulement me faire électeur pour un jour, à fin de déduire qu'on se moquait de moi. Je suis convaincu et cela me fait voir que pour aboutir à un aussi surprenant résultat, il a fallu que je me départisse du caractère essentiel de l'électeur qui est d'être dupe sans jamais s'en rendre compte, de se croire le maître et d'obéir...)

L. Charpentier.

MOUVEMENT SOCIAL

J'ai raconté le lieutenant Portier refusant d'obéir à ses chefs par scrupule religieux, le Conseil de guerre disant « non, il n'a pas refusé d'obéir » et l'acquittant avec félicitations, le lieutenant rentrant en triomphateur dans sa caserne, haranguant ses soldats et les assurant que leurs opinions seraient respectées. Comme exemple d'opinion respectée, le lieutenant Portier vient d'être mis, par le ministre, en non activité par retrait d'emploi.

Ainsi voilà un homme acquitté par ses juges et puni par le ministre, pour la même faute! C'est comme si, accusé d'assassinat, vous étiez acquitté par la cour d'assises et que le ministre vous fit couper la tête tout de même. Si c'est le bon plaisir des ministres qui décide du sort des citoyens, à quoi bon des tribunaux et des juges? Il faut en faire l'économie.

On répondra qu'un officier est un fonctionnaire, et que le gouvernement a bien le droit de casser aux gages les fonctionnaires qui le servent mal. Alors pourquoi les faire juger d'abord par des tribunaux spéciaux? Qu'on les mette tout de suite à la porte, c'est bien plus simple. Quand un patron veut se défaire d'un domestique, il ne commence pas par essayer de le faire envoyer au bagne, au moyen d'un tribunal spécial.

On nous rebat les oreilles du respect de la chose jugée. En punissant les fonctionnaires déclarés innocents par leurs juges, les gouvernants la respectent, cette chose jugée, en s'asseyant dessus.

Je ne me plains pas qu'on s'asseye, lorsqu'il le faut, sur les choses jugées. Et par exemple, en même temps que le ministre châtie les officiers acquittés mensongèrement par les conseils de guerre, j'aimerais lui voir gracier les soldats condamnés injustement par ces mêmes conseils. Mais ils ne sont pas des fonctionnaires, eux, et le pauvre homme n'y peut rien.

Eh bien, puisque le gouvernement est obligé de mettre à la porte les officiers acquittés et félicités par leurs collègues, puisqu'il déclare par là que les conseils de guerre jugent en dépit du bon sens, qu'il supprime donc les conseils de guerre. Le ministre restera là pour sévir contre ses subordonnés, hauts et bas; et puisque quand un officier commet un acte d'indiscipline, on lui retire ignominieusement son emploi, il faut, en justice égale, qu'on fasse de même pour les soldats, et que tous ceux d'entre eux qui refuseront d'obéir soient frappés — ah! les malheureux! de — « mise en non-activité par retrait d'emploi. »

R. C.

∴

Lens (Pas-de-Calais). — Dans une conférence donnée à Billy-Montigny dans laquelle il devait rendre compte de son mandat, le fumiste Basly vient de recevoir de la part de ceux qu'il a trompés, l'accueil qu'il méritait.

Les mineurs de ces contrées qui ont ouvert les yeux depuis leur récente grève, dans laquelle ce pitre de la sociale-Lucullus a joué le rôle de traître syndicaliste, étaient venus en nombre lui jeter à la face toutes ses vilenies.

De toutes parts des questions lui furent posées 1° pourquoi il avait localisé et fait échouer la grève de 1902; 2° en vrai socialiste voté contre la suppression des 13 jours, et pour le pain cher? Incapable de répondre à toutes ces questions et voyant que les auditeurs lui étaient hostiles, il a abandonné la conférence sous la protection de la police et de la gendarmerie qu'il avait eu soin de faire réquisitionner; et c'est sous les huées de la foule qu'il a quitté les lieux. Allons, camarades, encore un bon mouvement, car nous n'avons rien à prétendre à toutes leurs réformes et leurs lois, et ce ne sera que quand nous serons débarrassés de tous les politiciens de n'importe quel acabit, que nous pourrons réaliser notre idéal.

B. N.

∴

Mouvement ouvrier. — Les partisans de l'action législative et parlementaire, vraiment, ont le triomphe facile. Après des années de propagande, faite par les intéressés, la Chambre vient de voter l'interdiction du « blanc de céruse et d'autres produits à base de plomb. » C'est, paraît-il, une grande victoire et ils essaient d'en écraser leurs adversaires qui, comme nous, pensent qu'il aurait été plus profitable et surtout plus certain d'éduquer les travailleurs de façon à ce qu'ils refusent à se servir de produits dangereux pour leur santé.

Voyons un peu la valeur réelle de cette prétendue grande victoire.

Tout d'abord il faut que le Sénat se prononce, lui aussi, et, on ne l'ignore pas, cela peut traîner encore des années pendant lesquelles des travailleurs continueront à être atteints de coliques saturnines et autres maladies engendrées par le plomb et ses composés.

De plus il y a au Sénat certain fabricant de ces produits, avec qui il faudra vraisemblablement compter ferme, les intérêts de quelques gros capitalistes étant en jeu.

Mais ce n'est pas tout, la Chambre, dans le texte de sa loi, a introduit un article qui, je le crains fort pour les intéressés, n'en anihile tous les avantages. Voici en effet ce que dit l'article 4 de ladite loi :

« L'autorisation d'employer la céruse ou d'autres produits à base de plomb, pourra, par dérogation aux dispositions qui précèdent, être accordée exceptionnellement par le ministre du commerce, après avis du comité consultatif »...

Les circonstances exceptionnelles, je le crains, ne manqueront pas et le ministre accordera facilement des dérogations à la loi d'interdiction, si bien qu'il est probable qu'il n'en restera plus rien ou à peu près.

Nous avons déjà dans ce genre la loi sur « la durée du travail » et j'ai eu l'occasion de montrer à différentes reprises que les « dérogations » étaient si facilement accordées qu'il n'en restait à peu près plus rien.

∴

Je sais bien que le ministre a dit qu'il n'accorderait des dérogations que dans des cas « exceptionnels » mais l'on sait ce que valent pour cela paroles de ministre; ses successeurs, de plus, ne seront pas engagés, et les « dérogations » ne manqueront pas. De plus, je le répète, le Sénat a à se prononcer et cela peut durer, durer.

Malgré tout je persiste à croire qu'il aurait été plus profitable, par une action constante, de faire en sorte que ce soient les travailleurs intéressés qui se refusent à se servir de produits nocifs, cela je le répète et j'en ai la conviction, aurait été beaucoup plus efficace.

Enfin, attendons et souhaitons même pour les milliers de travailleurs dont la santé en dépend, qu'ils n'aient pas à faire campagne un jour pour protester contre les dérogations ministérielles.

D'autre part, les exploiteurs eux-mêmes n'ont en-

réalité rien à gagner à abîmer la santé de leurs ouvriers et peut-être sauront-ils se résoudre à voir leurs véritables intérêts, en ne les contraignant plus à se servir de ces produits de mort.

⁂

La Chambre, avant de se séparer, a voté une amnistie pour un certain nombre de faits dont certains nous intéressent plus particulièrement.

Amnistie entière est accordée à tous les délits de presse, de réunions, aux délits pour faits de grève, pour les faits d'insoumission, de désertion, d'indiscipline, etc., etc., et en général pour tous les faits connexes.

Avec cette amnistie tombent les poursuites intentées aux auteurs du *Manuel du soldat* — et c'est là une belle épine que le gouvernement s'est sortie du pied — ainsi que celles intentées à quelques rédacteurs de l'antimilitariste *Pioupiou de l'Yonne* et autres procès antimilitaristes.

D'autre part, les bagnes militaires vont rendre un certain nombre de pauvres bougres certainement moins coupables que les lieutenant Portier et autres officiers rebelles.

Enfin les travailleurs condamnés pour avoir osé revendiquer leurs droits à l'existence et d'avoir fait grève, vont recouvrer leur liberté.

A quel mobile a exactement obéi le gouvernement? Si l'on voulait se donner la peine de rechercher quelque peu, peut-être trouverait-on que celui-ci est beaucoup plus d'intérêt politique qu'humanitaire, que le but poursuivi a été plutôt d'éviter quelques procès qui auraient pu le gêner, mais scruter la pensée de politiciens est toujours chose dangereuse; nous n'insisterons donc pas et nous nous contenterons cette fois de nous réjouir pour tous les malheureux à qui l'amnistie profitera réellement.

⁂

Pour combattre les politiciens qui tentent actuellement de faire servir le mouvement syndical à leurs visées ambitieuses, un certain nombre de militants révolutionnaires viennent de lancer le premier numéro d'une petite revue.

L'Action directe tel est son titre. Les travailleurs qui l'ont fondé entendent surtout s'en servir pour répondre aux attaques dont ils sont l'objet presque chaque jour dans les gazettes du néo-socialisme; c'est ce qu'ils expliquent dans l'appel: « *Ce que sera l'Action directe* », inséré en tête du premier numéro.

L'Action directe aura surtout pour préoccupation de combattre, en toute liberté d'allures, les tendances politiciennes et les manœuvres déviatrices et divisionnistes dont les organisations ouvrières ont déjà eu tant à souffrir.

L'Action directe, s'inspirant des idées de liberté, bataillera pour toujours davantage de bien-être. Elle sera *révolutionnaire* — ce qui est le meilleur moyen d'être réellement *réformiste*. En effet, les réformes s'obtiennent de haute lutte; elles ne se mendient pas.

Cette petite revue du syndicalisme révolutionnaire paraîtra tous les mois.

P. Delesalle.

République argentine.

La Fédération ouvrière. — Aujourd'hui doit s'ouvrir, à Buenos-Ayres, le Congrès National de la Fédération ouvrière.

Il paraît que la police aurait l'intention de chercher par tous les moyens possibles à désorganiser le Congrès ou mieux à l'empêcher de se constituer. Hier soir, les actes arbitraires ont commencé.

Trois personnes appartenant à la Fédération ouvrière, étaient allées, rue Pasco, chercher l'édition du journal la *Protesta humana* qui venait de paraître et en avaient reçu trois mille exemplaires qu'elles placèrent dans une voiture.

Au moment où la voiture se mit en mouvement, des agents de la police secrète leur intimèrent l'ordre de livrer ces journaux. Elles refusèrent et sur un signe, le cocher fouetta ses chevaux et partit au trot.

Alors, ce fut une course folle. Des agents de la police secrète avaient sauté dans une voiture. D'autres couraient à pied. Ces derniers firent appel aux vigilants.

Enfin la voiture portant les numéros de la *Protesta humana* fut arrêtée à l'angle de Zeballos et de Mexico. Les trois personnes qui s'y trouvaient furent aussitôt mises au secret. Mais un peu plus tard elles furent relâchées, sans leur restituer toutefois le journal.

Nous ne savons pas quelles raisons la police pourra donner pour justifier de semblables procédés. Il faut dire, en tout cas, que ces actes paraissent constituer une violation flagrante des droits inscrits dans la Constitution.

Mais les abus auraient été plus loin. Les agents du service des recherches auraient encore arrêté M. Francisco Jacquet, Argentin, fabricant de cigarettes, tout simplement, nous assure-t-on, parce qu'il a donné à ses cigarettes destinées aux ouvriers, le nom de « Fédération ». M. Jacquet a été reconnu par un des agents de la police secrète au moment où, de la porte d'une librairie, il assistait à la scène de désordre provoquée par la saisie irrégulière de la *Protesta humana*.

(D'un journal de Buenos-Ayres, 6 juin).

Hollande.

Blarikum, 1er juillet 1903. — Dans votre journal, je lis des commentaires sur la colonie communiste de Blarikum qui ne sont pas tout à fait exacts. Je vous prie de bien vouloir insérer les rectifications suivantes:

La colonie Blarikum n'est pas fondée avec le but d'y faire du puritanisme, mais simplement pour créer un milieu libre, où l'on pourrait vivre en camarades et travailler sur des bases plus justes et plus humaines, où le fort ne pourra pas écraser le faible, et en laissant libres les camarades de professer des opinions philosophiques différentes.

Il y avait dans la colonie des tolstoïens, des théosophes ainsi que des libres penseurs.

Actuellement *il n'y a pas un seul tolstoïen*, mais rien que des anarchistes révolutionnaires et votre correspondant, en parlant toujours de la colonie tolstoïenne, ne donne pas seulement des renseignements inexacts des événements d'il y a deux ans, mais encore du présent quand il dit: « Combien j'ai ri, quand j'ai appris que les tolstoïstes, partisans de la révolte passive, n'avaient trouvé rien de mieux que de se défendre eux-mêmes devant cette bande de fanatiques avec des revolvers ».

Le prix exorbitant que les colons auraient payé *pour le sol, est encore faux*. Les colons l'ont payé dans le temps 0 fr. 15 à 0 fr. 20 le mètre, tandis que cela vaut maintenant 1 fr. 50 à 2 francs.

Hamburger.

Nous insérons cette lettre, en retranchant seulement ce qui pourrait envenimer la question.

D'autre part, notre correspondant nous prie de déclarer qu'il maintient ses affirmations. Nous sommes trop loin pour savoir qui a tort ou raison.

En tous cas, les colons de Blarikum doivent savoir ce qu'ils sont.

Nous leur donnons acte de leurs déclarations.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Éducation libertaire du XIIIe arrondissement. — Samedi, 11 juillet, fête familiale, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare.

Causerie par Libertad: « Gens de robe et d'épée ». — Chants révolutionnaires.

Entrée gratuite.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon.

Dimanche 12 juillet, ballade de propagande à Enghien. Rendez-vous est donné pour ceux prenant le train, à 9 heures du matin, au siège de l'*Education libre*, pour ceux partant à pied et à bicyclette à la gare d'Enghien, à midi.

Déjeuner en face la station du chemin de fer à 2 heures; promenade avec distribution de journaux, brochures, etc.

⁂

Les Anticrates. — Vendredi 10 juillet, salle Douat, 220, rue Saint-Denis, conférence par les camarades Poullot sur: *Néo-Malthusianisme et Libertés*. — Projet de ballade, pour le 19.

Vendredi 17, le camarade Paraf-Javal traitera: *Un quart d'heure avant sa mort, M. de la Palisse était-il encore en vie?*

⁂

Tous les dimanches, de 5 à 7 heures du soir, sous les ombrages de la verdure du siège social de la 13e section de la *Ligue pour la défense du soldat*, 215, boulevard de la Gare, apéritif-concert.

Les camarades Albert Villeval, dans les chansons rouges, Chambiet dans les *Soliloques du pauvre*, Aubry, Maître-Jodau de l'*Œuvre sociale de Plaisance*, Mouton dans les œuvres de Gaston Couté, Surani, Gratien et Cartel du *Rouge Coquelicot*, Gainec, Eme et Gombert prêteront leur concours.

Entrée gratuite.

⁂

La Ligue Internationale pour la défense du soldat (XIIe section) fait appel aux camarades qui désireraient se joindre à elle pour aller excursionner le 15 août à la colonie libertaire de Vaux (près Château-Thierry).

La section se réunit tous les mardis de 8 h. 1/2 à 11 h. 1/2, 35, rue du Sergent Bauchart. S'y adresser pour profiter de la réduction faite par la Compagnie.

⁂

Les camarades libertaires de la *Muse Rouge*, groupe littéraire, artistique et théâtral, font appel au concours des camarades-femmes qui voudraient bien se joindre à eux pour faire de la propagande théâtrale.

Pour toutes communications, s'adresser au camarade Constant Marie, dit le Père Lapurge, 21, rue de La Parcheminerie.

⁂

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle:

Samedi 11. — L. Altayrac: Dieu, de Victor Hugo.

Mardi 14. — Soirée dansante.

Mercredi 15. — Dr Iscovesco: L'Evolution sociale, II.

⁂

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey:

Vendredi 10, à 8 h. 1/2. — Lucien Le Foyer: Police des mœurs: La responsabilité vénérienne et la loi.

Lundi 13, à 8 h. 1/2. — Réunion du Conseil d'administration.

Vendredi 17, à 8 h. 1/2. — Dr Pozerski, de l'Institut Pasteur: La reproduction chez les êtres vivants.

⁂

Causeries populaires des Xe et XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 15 juillet, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur les *Purs Jus*.

⁂

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Lundi 13 juillet, le groupe ne se réunira pas.

⁂

Régénération, Section du XIe, salle Maillard, 12, rue Faidherbe, Paris à 8 h. 1/2 du soir.

Mercredi 22 juillet. — Lecture, discussion des « Eléments de science sociale ».

Mercredi 5 août. — Causerie du camarade Papillon sur: Néo-Malthusianisme et Communisme.

⁂

L'Effort, 33, rue du Marché:

Vendredi 10 juillet. — Edger: Religion de l'humanité et morale scientifique (II).

Mardi 14. — Assemblée générale. Présence indispensable.

Jeudi 16. — Dr Bertrand: Hygiène sociale.

⁂

Œuvre des veillées familiales populaires.

Appel à tous et toutes!

Le camarade Jacques Lerouge informe tous ceux qui considèrent le « Théâtre social » comme un fécond terrain de propagande — où les semences de vérité deviennent rapidement moissons de révoltés — que des soirées artistiques et littéraires auront lieu prochainement dans les différents quartiers de Paris, dans les localités de la banlieue et dans certaines villes de province, en vue de répandre le plus possible dans les cerveaux l'amour du beau, du vrai, du juste en même temps que la haine du patronat exploiteur, des « encapuchonnés » fourbes et escrocs et du militarisme asservisseur, monstrueux et dégradant.

La première de ces soirées aura lieu le samedi 11 juillet, à 8 h. 1/2 très précises du soir, salle du Métropolitain, 103 bis, boulevard d'Italie, Paris (XIIIe arr.).

Programme :

Conférence sur l'Art social.

Concert : La citoyenne Maligny, du Théâtre Moderne; les citoyens Marcel Allort, du Théâtre du Commerce; Robert Jordaël, du Cabaret des Sans-Souci; Marius Surani, du Théâtre Provençal; A. Lanska; Aubry; Villiers; Eugénio, René Mouton; Chambret; A. Villeval; etc, dans les œuvres de G. Montéhus, Laurent Tailhade, Clovis Hugues, Bruant, E. Bans, G. Conté, Richepin, Xavier Privas, Legay Marcel, Maurice Bonkay, etc., etc.

Entrée entièrement gratuite (Consommations aux prix ordinaires).

La soirée étant privée, une invitation sera exigée au contrôle. Pour ceux qui n'en auraient pas reçu, la présente note en tiendra lieu.

Appel est ardemment fait, pour assurer le succès de cette tentative, à tous les assoiffés de justice, de droit, de raison et d'humanité.

⁂

ALAIS. — *Groupe anarchiste.* Les camarades d'Alais et des environs sont avertis qu'une promenade champêtre suivie de baignade et de goûter sur l'herbe aura lieu le dimanche 12 juillet.

On se réunira au siège du groupe pour partir à 1 heure du soir. L'itinéraire sera tracé au moment du départ.

⁂

AMIENS. — Tous les camarades sont priés de se réunir le samedi 18 courant, à 8 h. 1/2, chez Lemaire, place Maubert, 3. Organisation pour l'achat d'une presse.

⁂

ANGERS. — *Germinal*, groupe d'études sociales et de pensée libre. Jeudi soir, à 8 h. 1/2, café Hondayer, rue des Deux-Haies, causerie par un camarade : 1° Le groupe des Iconoclastes de Nantes, les femmes propagandistes, impressions; 2° discussion contradictoire entre deux camarades sur la colonie libertaire de Vaux.

Tous les camarades sont invités à amener des adhérents.

⁂

ANGERS. — Depuis quelques années les camarades n'ont plus le même entrain que l'on remarquait pendant la période de 1892 à 1895 et ce serait à croire que tout mouvement, toute idée même a été abandonnée par ceux qui furent d'ardents propagandistes à cette époque.

Ce n'est pas en pleurant dans le gilet les uns des autres que la besogne se fera, mais par une action continue. Quand l'U. P. a été fondée par les libertaires, c'était avec l'intention de travailler à l'émancipation intellectuelle des individus, on devait y traiter de graves questions : l'amour libre, le militarisme et ses crimes et cent autres choses plus belles encore; de cela rien et, en fait de sociologie, on a été jusqu'à jouer des pièces ineptes telles que : *Brouillés depuis Wagram* ou *Une femme qui se grise.*

Des chansons dignes d'un vulgaire beuglant y ont été psalmodiées, les bourgeois, sous prétexte de liberté, ont imposé leurs volontés à quelques esprits faibles si bien qu'aujourd'hui on est sous l'inspiration d'un monsieur qui menace de donner sa démission sitôt que l'on regimbe, à refuser la salle aux anarchistes qui sont les fondateurs de l'U P. N'ayant plus rien à faire dans cette galère, il restait à former un groupe d'études sociales, sur de larges bases, où l'on pourrait discuter les questions politiques et religieuses sans négliger l'action économique. Quelques libertaires ont donc fondé le groupe Germinal, mais malheureusement certaines questions personnelles mêlées à des petits potins divisent quelques camarades; ceci est regrettable car il semble que l'Idée pour laquelle tous les anarchistes doivent lutter devrait primer toutes ces histoires de concierges; de plus c'est dans un groupe que l'on peut véritablement faire son éducation, et il est possible de voir si peu de cohésion dans notre ville alors qu'à Nantes, où je suis allé, il existe un groupe fort et puissant et où l'on peut voir de nombreuses femmes qui ne sont pas les moins courageuses propagandistes. Qu'à Angers il en soit donc de même, que les camarades viennent au groupe, qu'ils y amènent leurs compagnes, leurs amis même; si ceux-ci sont antipathiques à nos idées, nous discuterons ensemble et par la logique de nos argumentations nous les amènerons à nous.

E. GUICHARD.

⁂

NANTES. — *Les Iconoclastes.* — Samedi 11 juillet, causerie contradictoire entre anarchistes et socialistes, à 8 heures du soir, place Bretagne, café de Bretagne.

⁂

Roubaix, le 6 juillet 1903.

Camarade Grave,

J'ai lu les cris de détresse que vous jetiez dans les *Temps Nouveaux*, il y a quinze jours. Il serait en effet, regrettable de constater la disparition d'un journal ayant plus de vingt ans d'existence; alors qu'il devrait grandir sans cesse il tend plutôt à disparaître. Enfin, j'espère que ce ne sera pas encore pour cette fois-ci qu'il en mourra; mais seulement il s'agit de ne pas s'en foutre.

Si le journal venait à disparaître, ne serait-ce pas de notre faute à nous tous ou presque tous? Et cependant, comme vous le dites, le nombre des anarchistes a grandi, chose curieuse à constater, alors qu'au lieu de paraître si difficilement il devrait paraître au moins deux fois par semaine. Enfin que tous les camarades se dévouent ou qu'ils mettent leurs deux sous et la vie du journal est assurée.

Pour ma part personnelle, voici ce que j'ai fait : j'ai cherché et j'ai trouvé une dizaine de camarades et ensemble, comme nous ne sommes pas très bourgeois et que nous ne pouvons mieux faire, nous mettons 0 fr. 50 par semaine; avec cela nous prendrons toutes les semaines un ou deux abonnements de six mois; vous aurez de la sorte par cette petite combinaison une dizaine d'abonnés pour quelques mois de temps. Notez que je chercherai encore d'autres camarades, par conséquent le nombre sera plus grand.

Le truc, comme vous le voyez, n'est pas bien compliqué, tous les camarades peuvent le pratiquer; s'il s'en trouve qui le font, ils ne donneront pas le bénéfice au marchand de papier qui, bien souvent, cache le journal au lieu de le montrer; ce sera le journal même qui en profitera.

Que chacun agisse de son côté et la purée permanente des *Temps Nouveaux* aura disparu. Ci-joint 6 francs pour deux abonnements à servir à....

Allons, camarade, bon courage et vive l'anarchie!

⁂

VIENNE. — Camarades, que ceux qui sont indignés de l'œuvre néfaste de la politique, s'unissent à nous, pour démontrer aux travailleurs que leurs véritables intérêts sont dans la solution de la question économique; pour protester contre les iniquités, inspirer aux jeunes gens l'horreur de la caserne et des crimes qui s'y commettent, et démontrer à tous que l'affranchissement des individus ne peut être que l'œuvre de l'individu lui-même.

Pour la *Ligue d'action économique* :

GASTON PRIEUR.

Les réunions de la Ligue ont lieu tous les samedis soir, à 8 heures, au *Cercle progressif des Travailleurs*, impasse Timon.

BIBLIOGRAPHIE

La Pêche à la sardine, par L. de Seilhac; 1 vol., 2 fr. 50, chez Gauthier-Villars, 55, quai des Grands-Augustins.

Poèmes sans art, par F. Werm; 1 vol., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Competencia o solidaridad, par José Prat; Imprenta Moderna, Cortes 341, Barcelone.

L'Idole et sa morale, par B. Rogatcheff, traduit du russe par Anna Kram; 1 broch., 2 francs, Imprimerie centrale de la Bourse, 117, rue Réaumur.

⁂

A lire:

Pour le droit de chacun, G. Clemenceau; *L'Aurore*, 26 juin.

L'Amérique du Sud, par G. Donnet; *Le Temps*, 28 juin.

A voir :

Le Canard sauvage, n° 16 : dessins de Roubille, Steinlen, Hermann-Paul, Vallotton.

VIENT DE PARAITRE

Les Deux méthodes du syndicalisme, par P. Delesalle; brochure, franco 0 fr. 15; le cent, 7 francs.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** par Luce. — **Porteuses de bois,** par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant,** par Pissarro. — **Les Sans-Gîte,** par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Mineurs belges,** par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux,** par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails,** par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne,** par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur,** par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux,** par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, Steinlen. — **Frontispice**, Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40**; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

En dehors de l'album, nous avons :

L'Inquisition en Espagne, dessin de Luce. .			» 50
Unrepaire de malfaiteurs, par Willaume.	1 »	franco.	1 40
Bakounine, portrait au burin, par Barbottin.	» 50	—	» 60
Proudhon, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Cafiero, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Un frontispice en couleur, par Willaume, pour le premier volume du Supplément	2 25	—	2 40
Celui du deuxième volume, par Pissarro.	2 25	—	2 40

Celui du troisième, par Luce, est en préparation.

PETITE CORRESPONDANCE

C. P., à Creil. — Votre abonnement est fini fin juin.

C. F., à Lyon. — Ce n'est pas nous qui avons édité les *Deuxièmes déclarations*, j'ignore si elles ont été tronquées.

J. B., à Lyon. — Evidemment ça ne marche pas comme on voudrait. Cependant, il ne faut pas pousser les choses à l'extrême. A côté des gueulards, des indifférents, il y en a qui travaillent.

J. à Lorient. — Pas reçu de convocation.

E. V., à Bruxelles. — *Tierra y Libertad* est un journal, Cristobal Bordiú, 1, Madrid; 5 pesetas par an pour l'Espagne. — *Revista Blanca* est une revue, même adresse, même prix. — *Tierra*, 322, San Nicola, Habana; 0 fr. 15 le numéro.

Ch. C., rue St-Maur. — Recevez-vous le journal? Je vous ai répondu par lettre, elle nous est revenue.

G. P., à Vienne. — Envoyez vos convocations.

Morel. — Le volume vous a été adressé porte Maillot. Il nous est revenu avec 1 fr. 10 de frais.

Chivilcoy. — Je n'ai pas pu déchiffrer votre nom, sans cela je vous aurais répondu par lettre. L'article un peu trop faible. Si vous pouviez nous envoyer des correspondances, nous les recevrions avec plaisir.

V., à Persan. — Je connais : C. Delon, *Les Paysans*, histoire d'un village avant la Révolution; 16e édition. Orphelinat Prévost, à Cempuis (Oise), 1894; in-12, XII + 276 pages avec dessins; prix : 1 fr. 50 ou 2 fr. je crois. Remplacerait avantageusement bien des livres de prix pour jeunes gens; bien qu'à la fin il dore un peu fort le régime gouvernemental actuel. — Lab.

Reçu pour la défense de l'enfant : H. G., 5 fr. — Groupe libertaire de Lorient, 1 fr. — En tout : 6 fr. — Listes précédentes : 12 fr. 10. — En caisse : 18 fr. 10.

Reçu pour le journal : Z., à C., 5 fr. — L. B., à Alais, 0 fr. 30. — A. G., Paris, 2 fr. — Un groupe de camarades de Montredon, Marseille, 4 fr. — P., à Auxerre, 0 fr. 50. — R., à Mourmelon, 0 fr. 50. — C., rue C., 0 fr. 50. — C. R., 5 fr. — G., à Cette, 0 fr. 50. — L'*Effort* de Montereau, groupe antimilitariste, 5 fr. — Ph., d'Anvers, 20 fr. — P. V., à Pittsburg, 6 fr. 30. — J. B., à Lyon, 1 fr. — A. D., 2 fr. — B., 1 fr. — Deux camarades de Marseille, 1 fr. — C. P., à Creil, 2 fr. — J. S., 1 fr. — M. F., à Orléans, 4 fr. — G., à La Palisse, 0 fr. 50. — *Iconoclastes* de Nantes, 2 fr. 80. — R., à Lille, 0 fr. 50. — H. G., 30 fr. — Groupe libertaire de Lorient, par J., 9 fr. — L. M., à Tours, 2 fr. — Merci à tous.

T. R., à Bologne. — F., à Jonzac. — J. H., à Rotterdam. — D., à Saint-Claude. — C., au Chambon. — G. P., à Gand. — C., à Saleux. — C. M., à Flémalle. — C. F., à Avallon. — B., à Limoges. — C., à Lorient. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 12 — DIX CENTIMES — DU 18 AU 24 JUILLET 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

On doit trouver le journal chez tous les libraires. Nous prions les camarades qui éprouvent des difficultés à se le procurer, de nous signaler les quartiers où le service est défectueux.

LA VIE NORMALE

Chaque fois, c'est à remarquer, qu'éclate un scandale de la nature de celui de l'avenue de Friedland, la révélation de tels faits cause la joie des uns et met les autres dans une posture embarrassée.

Si l'auteur ou les auteurs du scandale appartiennent au parti clérical ou royaliste, c'est une ruée de tous les partis adverses, anticléricaux, républicains, socialistes, voire même anarchistes, qui en rejettent toute la responsabilité sur la « calotte » et sur la « calotte » seule.

Sans doute la calotte y est pour quelque chose, car — par un malheureux hasard — c'est surtout à elle que ces désagréables accidents surviennent.

Mais elle n'en a pas l'exclusif apanage. Et si l'on daigne jeter les yeux autour de soi, on conviendra que nul parti politique, nulle classe sociale, nulle race même — fanatisée ou non par sa religion particulière — n'en est exempte. L'Orient et l'Extrême-Orient notamment ne le cèdent en rien à l'Europe ou à l'Amérique. Oscar Wilde, Flamidien, d'Adelsward sont des types internationaux.

Aussi, loin de faire de ces stupres des tares de partis, importe-t-il de leur chercher des causes plus générales, plus exactes, plus conformes à la réalité morale et psychologique des faits sociaux. Il est trop facile de rejeter sur l'adversaire politique ou philosophique la responsabilité d'une aberration criminelle et de tabler sur cette imputation pour l'apport d'un discrédit plus grand sur l'ensemble de son parti.

A juger ainsi l'on en arrive, pour la plus grande dilatation des rates, à émettre des appréciations dans le genre burlesque de celle que je trouve dans le *Gaulois* sous la signature de L. Desmoulins, qui rend responsables la République et les idées modernes de ces mœurs de Bas-Empire — appréciations que je ne puis résister au plaisir de reproduire :

Aujourd'hui les conseillers municipaux dévoués à la défense républicaine donneraient en prix aux écoles laïques les livres que le gouvernement de Napoléon III déférait à la police correctionnelle.

Les *naturalistes* ont triomphé des conteurs d'autrefois et des psychologues d'une époque plus récente.

Les naturalistes et les réalistes sont aujourd'hui dépassés par les décadents qui, dans leurs écrits, violent à la fois l'honnêteté et la bonne et saine langue française.

Les intellectuels cherchent, en dehors des voies tracées, un idéal nouveau, étrange, des sensations d'art inédites qui troublent leurs cervelles, et bouleversent leur système nerveux ; tous les sens sont déplacés, pervertis par cette école incohérente qui recherche la couleur dans les mots et le dessin dans les idées.

. . . .

Le clair bon sens de notre race ne suffit plus à ces abstracteurs de quintessence, et nous les avons vus se passionner pour un mystique norvégien, dont j'aurais quelque peine à apprécier le génie, étant de ceux qui ne l'ont jamais pu comprendre.

Donc, s'il y a des Adelsward et des abbés Labeyrie, c'est la faute de la République, de Zola et d'Ibsen !

Dans le camp adverse, nous voyons incriminer exclusivement le cléricalisme et affirmer même que les malheureux enfants du lycée Carnot, qui furent victimes de la lubricité des aristocratiques pourceaux, avaient reçu une éducation cléricale et que c'est à cette éducation qu'il faut attribuer la facilité avec laquelle ils se sont soumis aux pratiques que l'on sait. Pour Drumont, au contraire, ces enfants sont de petits juifs ! Faites-vous après cela une opinion d'après les journaux !

C'est à cet étroit esprit de parti et de parti-pris, que l'on retrouve en tout, c'est à cette mauvaise foi qu'il faut attribuer l'extrême difficulté que rencontre toute vérité pour se faire jour dans les cerveaux. On s'accommode volontiers du premier argument offert, vrai ou faux, n'importe, pourvu qu'il flatte nos rancunes, qu'il caresse nos antipathies.

Les aberrations contre nature ont une cause plus profonde et plus générale qu'une simple opinion politique ou une croyance religieuse. Elles ont leur source dans une conception absurde de la vie, qui fausse les intelligences, dévoie les imaginations et détraque les organismes.

Depuis des siècles, les hommes se sont attachés à fixer à telles fonctions normales de la vie des idées de honte, de réprobation. On enseigne que l'observance d'une saine morale exige la répression rigoureuse en soi-même, jusqu'à l'annihilation, de tout un ordre de sentiments — de ceux pourtant dont dépend la propagation et l'avenir de l'humanité.

Aux jeunes gens, aux jeunes filles on représente l'amour comme un affreux danger, une chose infernale, au premier chef immorale, abjection dont cependant ils voient les détracteurs causer entre eux à l'occasion avec des sourires entendus et alléchés, comme d'une chose délicieuse dont on prétend garder pour soi le mystérieux secret.

Alors l'imagination travaille. Ce mystère dont ceux qui l'ont percé semblent tant apprécier les charmes, l'esprit cherche à s'en figurer les attraits, il s'égare en conjectures, il s'exalte en représentations supposées, il s'enflamme et s'affame, et comme l'assouvissement de sa fringale lui est interdit de par les lois de la morale et les multiples contraintes que les convenances, les coutumes, les préjugés et les égoïsmes ont accumulées dans la vie sociale, il cherche un apaisement hors des voies de nature, se déséquilibre de plus en plus et parachève sa dépravation. Joignez à cela la contagion de l'exemple, l'entraînement réciproque des fréquentations malsaines et vous comprendrez comment peuvent s'étendre et s'acclimater en certains milieux ces perversions causées et entretenues par l'imbécile anomalie de notre conception morale de la vie.

Qu'à l'origine de telles contraintes aient eu une raison d'être eu égard à des conditions économiques passagères qui exigeaient une restriction du nombre de la population, ou bien qu'elles fussent le résultat de la rapacité et de l'accaparement jaloux des maîtres des peuples — chefs ou prêtres — il n'importe.

Aujourd'hui, l'homme a le savoir et les armes nécessaires pour parer au premier de ces deux dangers. Quant au second, il ne dépend que de lui qu'il ne soit plus qu'un mythe.

Nous n'admettons plus que nos sentiments soient sous la tutelle d'êtres semblables à nous, valant ni mieux ni pis. Ce n'est pas nous qui engendrons l'immoralité, car c'est nous qui avons une conception normale de la vie. C'est la contrainte, par le trouble qu'elle porte dans le fonctionnement de l'être, qui détraque, démoralise et pervertit.

Notre conception de l'amour n'a rien d'immoral. Il est pour nous un sentiment complexe exempt de toute arrière-pensée libidineuse. Pour nous il est un sentiment, non un désir ; une passion, non un appétit ; une lutte — la plus âpre peut-être — lutte contre soi-même pour s'affranchir de mainte imperfection et par une attention soutenue se modeler de plus en plus sur l'idéal de la personne aimée ; lutte aussi contre celle-ci pour ouvrir son âme aux plus hautes compréhensions, pour épanouir en leur entier éclat ses virtualités les plus précieuses, pour lui inculquer, en un mot, le don de vibrer harmonieusement à tout effleurement de la Beauté. Le reste, la partie physique réduite à un simple rôle d'accessoire, n'est plus que comme le résidu de cette complexe combinaison psychologique qu'est, pour nous, l'amour.

Cette conception — que nous croyons élevée — nous n'avons pu y parvenir qu'après nous être affranchis des faux préceptes qui prétendent justifier les contraintes sociales.

Aussi demeurons-nous convaincus que seule l'abolition de ces contraintes, en instaurant la vie normale, fera disparaître toutes ces aberrations dont nous avons le spectacle écœurant et que M. Desmoulins met sur le compte des idées hautes et saines qu'il se déclare incapable de comprendre.

ANDRÉ GIRARD.

QUELQUES CONCLUSIONS DE L'ANARCHIE

Nous n'entrerons pas ici dans l'exposé de l'Anarchie. L'étude que nous faisons aujourd'hui a un but spécial, — celui d'indiquer les rapports entre l'anarchie et les progrès de la science moderne. Quant aux principes mêmes de l'Anarchie, on peut en trouver l'exposé ailleurs. Cependant, deux ou trois illustrations nous permettront de mieux préciser la place occupée par nos idées dans le mouvement contemporain scientifique et social, et nous allons les donner.

Ainsi, lorsque l'on nous parle de Droit, avec une majuscule, et que l'on nous dit : — « Le Droit est l'objectivation de la Vérité », ou bien : « les lois de développement du Droit sont les lois du développement de l'esprit humain », ou bien encore : « Le Droit et la Moralité sont identiques, et ne diffèrent que formellement », — nous écoutons ces assertions sonores avec tout aussi peu de révérence que le faisait Méphistophélès dans *Faust* de Gœthe. Nous savons que ceux qui ont écrit ces soi-disant profondes phrases ont dépensé beaucoup d'effort de pensée pour y arriver. Mais nous savons aussi que ces penseurs faisaient fausse route ; et nous voyons dans leurs phrases sonores des tentatives de généralisations inconscientes, faites cependant sur des bases tout à fait insuffisantes et obscurcies en outre par des paroles à hypnotiser les gens.

Autrefois, on s'efforçait à donner au Droit une origine divine ; plus tard, on chercha à lui donner une base métaphysique ; mais aujourd'hui nous pouvons déjà étudier l'origine des conceptions du Droit et leur développement anthropologique, tout comme l'on étudierait l'évolution du tissage ou la façon de faire du miel chez les abeilles. Et profitant des travaux faits par l'école anthropologique, nous faisons notre étude des mœurs sociables et des conceptions du droit en commençant par les sauvages les plus primitifs, pour en suivre l'évolution consécutive dans les codes de diverses époques historiques, jusqu'à nos jours.

Alors nous arrivons à cette conclusion, déjà mentionnée en passant sur une des pages précédentes : — Toutes les lois, disons-nous, eurent une double origine, et c'est précisément ce qui les distingue des coutumes, établies par l'usage, qui représentent les principes de moralité existant dans telle société à telle époque. La loi confirme ces coutumes : elle les cristallise, mais en même temps elle en profite pour introduire, généralement sous une forme dissimulée, quelque nouvelle institution, dans l'intérêt de la minorité des gouvernants et des hommes armés. Par exemple, elle introduit ou elle sanctifie l'esclavage, ou bien la division en castes, ou bien l'autorité du père de famille, du prêtre ou du militaire ; ou bien enfin elle glisse le servage et, plus tard, l'asservissement à l'Etat. De cette façon on a toujours réussi à imposer aux hommes un joug sans qu'ils s'en aperçoivent — joug dont ils ne pouvaient se débarrasser plus tard que par le moyen de révolutions sanglantes.

Et les choses se passent ainsi de tout temps, jusqu'à nos jours. Nous le voyons même dans la législation actuelle, soi-disant ouvrière, par laquelle, à côté de la « production du travail » qui représente le but avéré de ces lois, on introduit sans bruit l'idée d'un arbitrage *obligatoire* de l'Etat en cas de grève (arbitrage — obligatoire — quel contresens !) ou bien on vous glisse le principe d'une journée obligatoire de tant d'heures de travail au minimum ; on ouvre la porte pour l'exploitation militaire des chemins de fer en cas de grève ; on donne une sanction légale à la dépression des paysans en Irlande, et ainsi de suite... Et cela continuera toujours, tant qu'*une partie* de la société fera des lois pour toute la société, agrandissant toujours par cela même le pouvoir de l'Etat qui constitue l'appui principal du capitalisme. Cela continuera tant que l'*on fera des lois*.

On comprend alors pourquoi l'anarchisme a toujours, depuis Godwin, nié toutes les *lois écrites*, malgré que, plus que n'importe quel législateur, l'anarchiste aspire à la *justice* (qui est, soit dit en passant, équivalente à l'*égalité* et impossible dans celle-ci).

∴

Quand on nous fait à cela l'objection qu'en répudiant la Loi, nous répudions par cela même toute moralité, puisque nous ne reconnaissons pas le « catégorique impératif », dont nous parlait Kant, — nous répondons que le langage même de cette objection nous est incompréhensible et absolument étranger (1). Il nous est étranger et incompréhensible au même degré qu'il le serait pour tout naturaliste qui étudierait la moralité. C'est pourquoi, avant d'entrer dans la discussion, nous posons à nos interlocuteurs cette question : — « Mais, dites-nous enfin, que voulez-vous dire avec vos catégoriques impératifs ? Ne pouvez-vous donc pas traduire vos assertions dans un langage compréhensible, — comme le faisait, par exemple, Laplace, lorsqu'il trouvait moyen d'exprimer les formules des hautes mathématiques dans une langue que tout le monde comprenait ? Tous les grands savants font ainsi : pourquoi n'en faites-vous pas autant ? »

En effet, que veut-on dire quand on nous parle de « loi universelle » ou de « catégorique impératif » ? — Que tous les hommes possèdent cette idée : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fît à toi-même ? » — Si c'est cela — alors très bien. Mettons-nous à étudier (ainsi que l'avaient déjà fait Hutchison et Adam Smith) d'où sont venues chez les hommes ces conceptions morales et comment elles se sont développées ? Etudions ensuite jusqu'à quel point l'idée de justice implique celle d'égalité ? Question très importante, puisque ceux-là seulement qui considèrent *autrui* comme *un égal* peuvent s'accommoder de la règle : « Ne fais pas aux *autres* ce que tu ne voudrais pas qu'ils te fissent à toi-même. » Un propriétaire de serfs et un marchand d'esclaves ne pouvaient évidemment pas reconnaître « la loi universelle » et le « catégorique impératif » par rapport au serf et au nègre, puisqu'ils ne les reconnaissaient pas pour leurs égaux. Et si cette remarque est correcte, — voyons alors s'il est possible d'inculquer la morale tout en inculquant des idées d'inégalité ?

Enfin, analysons, comme l'a fait Guyau, le « sacrifice de soi-même ». Et voyons qu'est-ce qui a plus contribué dans l'histoire au développement des sentiments moraux chez l'homme, — ne serait-ce que des sentiments exprimés dans le commandement égalitaire concernant le prochain. Alors nous pourrons déduire quelles conditions sociales et quelles institutions promettent les meilleurs résultats pour l'avenir. Nous apprendrons pour combien y contribue la religion ? pour combien les inégalités économiques et politiques, établies par les lois ? pour combien la loi, la punition, la prison ? pour combien le juge, le geôlier, le bourreau ?

Etudions tout cela en détail, séparément, — et alors nous recauserons avec profit de Morale et de moralisation par la loi, par le tribunal et le commissaire de police. Mais les grands mots qui servent seulement à nous cacher la superficialité de notre demi-savoir — laissons-les plutôt de côté. Ils furent, peut-être, inévitables à une certaine époque — quant à être utiles, il est douteux qu'ils l'eussent jamais été ; mais maintenant, puisque nous sommes en état d'aborder l'étude des questions sociales les plus ardues, de la même façon que le jardinier d'une part et le physiologue d'autre part étudient les conditions les plus favorables pour la croissance d'une plante, — faisons-le !

(1) Je prends ici une objection qui n'est pas inventée, mais que j'emprunte à une correspondance récente avec un docteur allemand.

∴

De même, quand un économiste vient nous dire : « Dans un marché absolument ouvert, la valeur des marchandises se mesure par la quantité de travail socialement nécessaire pour produire ces marchandises » (voyez Ricardo, Proudhon, Marx, et tant d'autres), nous n'acceptons pas cette assertion comme un article de foi, parce qu'elle fut énoncée par telle autorité, ou bien parce que cela nous semblerait « diablement socialiste ». — « C'est possible », disons-nous, que ce soit vrai. Mais, ne remarquez-vous pas qu'en faisant cette affirmation, vous maintenez par cela même que la valeur et la quantité de travail nécessaire sont *proportionnelles*, — tout comme la vitesse d'un corps qui tombe est proportionnelle au nombre de secondes que la chute a duré ? Vous affirmez ainsi une certaine *relation quantitative* entre ces deux grandeurs ; et alors — avez-vous fait des mensurations, des observations, *mesurées quantitativement*, qui *seules* eussent pu confirmer une assertion *quantitative* ?

Dire qu'*en général* la valeur d'échange grandit, si la quantité de travail nécessaire est plus grande, vous pouvez le faire. C'est ainsi que s'est exprimé Adam Smith. Mais en conclure que *par conséquent* les deux quantités sont *proportionnelles*, que l'une est *la mesure* de *l'autre*, — c'est faire une erreur grossière. Aussi grossière que d'affirmer, par exemple, que la quantité de pluie qui va tomber demain sera proportionnelle à la quantité de millimètres dont le baromètre sera tombé au-dessous de la moyenne, établie pour cet endroit et à cette saison. Celui qui remarqua le premier qu'il existe une certaine corrélation entre le bas niveau du baromètre et la quantité de pluie qui tombe ; celui qui remarqua le premier qu'une pierre tombée d'une plus grande hauteur a acquis une vitesse plus grande que cette autre pierre qui n'est tombée que d'un mètre de hauteur, — ceux-là firent des découvertes scientifiques (c'est ce que fit, en effet, Adam Smith pour la valeur). Mais l'homme qui viendrait après eux affirmer que la quantité de pluie tombée *se mesure* par la quantité dont le baromètre est descendu au-dessous de la moyenne, ou bien, que l'espace parcouru par une pierre qui tombe est proportionnel à la durée de la chute et se mesure par celle-ci, — celui-là dirait des bêtises. Et il prouverait en outre que la *méthode* de recherche *scientifique* lui est absolumnt étrangère. Il prouverait que son travail *n'est pas scientifique*, — si rempli qu'il soit de mots empruntés au jargon des sciences.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

Une chose m'a bien amusé, cette semaine : la lecture d'un récent journal qui s'est spécialisé dans l'anticléricalisme. Cet ennemi de l'Eglise consacrait toutes ses colonnes à la maladie du pape, à l'énumération des cardinaux et au choix probable du successeur. Il attachait à ce minuscule événement autant d'importance que *La Croix* elle-même, et, à lire tous ces potins de sacristie, on eût cru tenir la respectable feuille catholique. Dans ces journaux mangeurs de curés rédigés par d'anciens prêtres, on retrouve d'ailleurs continuellement la hantise de l'ancien métier, et l'on ne peut lire deux lignes sans tomber sur du latin d'église ou des fragments de cantiques. Pour les lecteurs vraiment matérialistes, c'est assommant.

Quelle différence y a-t-il entre les cléricaux et les anticléricaux, si les uns et les autres ont mêmes préoccupations, attachent de l'importance aux mêmes

choses, entretiennent leurs lecteurs des mêmes événements? Je le demande. Le véritable anticléricalisme ne consisterait-il pas plutôt à faire le vide autour des religions et des églises, à cesser de s'en occuper et à se mettre à penser et à agir dans d'autres domaines?

Qu'un pape meure, cela n'a d'autre intérêt que de nous apprendre qu'il était archi-millionnaire; et ce seul fait devrait suffire à tuer toute foi catholique chez ceux qui se réclament du Christ de la légende. Je dis de la légende, puisque le Christ historique, faute de documents, n'existe pas.

R. C.

⁂

Lyon. — *Infamies policières.* — Il n'y a pas de doute, les stercoraires du fumier préfectoral, dont les scélératesses ne sont plus à compter, ne veulent point perdre leur prestige.

Lundi soir 13 juillet, à l'occasion de la fête nationale, pendant que l'on se préparait à danser sur les places publiques, que dans les rues d'autres se divertissaient par des excentricités ridicules, les chiens de garde de l'infecte police lyonnaise, qui ne peut être comparée qu'aux cosaques du czar ou aux assassins à gages du sultan, sans aucun motif plausible, se ruèrent, comme des fauves à l'affût d'une proie, sur le malheureux soldat estropié Sauvageon, victime de l'autorité militaire, qui, rue de la Barre, muni d'un permis de colportage, vendait des chansons et autres imprimés légaux. Il est vrai que de la légalité ils s'en moquent et ne se gênent point de le dire.

Après l'avoir renversé, piétiné, ils le traînèrent, les uns le tirant par les jambes et les bras, un autre lui serrant la tête, jusqu'au poste de police de la place Bellecour, où il dut être sérieusement passé à tabac.

De pareils faits n'ont pas besoin de commentaires, ils démontrent que, quand un peuple les laisse accomplir, ce n'est plus qu'un peuple de lâches.

Le groupe *Germinal.*

Allemagne.

Comme vous le savez, il y a eu le mois dernier, à Manheim, la réunion de nos camarades allemands sur le nouveau programme de la société socialiste-révolutionnaire qui a pris pour nom: Anarchiste.

Mais le plus intéressant, c'est que, au moment des élections, la police a laissé faire trois grandes réunions publiques et contradictoires au sujet de ce que devaient faire les anarchistes. Ce que la police n'avait pas permis depuis six années.

Première réunion: N'a pu se terminer, la police ayant arrêté la parole à l'orateur, trouvant qu'il y avait assez longtemps qu'il parlait.

Le camarade expliquait que si les élections étaient une démonstration contre le gouvernement, comme l'entendait, il y a trente ans, Liebknecht, il voterait; mais maintenant, pour la comédie politique des social-démocrates, il s'abstenait.

Dans la deuxième réunion, où il y avait beaucoup de social-démocrates et autres, une douzaine de camarades ont pris la parole et ont expliqué très clairement que nous, les vrais socialistes, nous n'avions rien à attendre du *parlementarisme*, et le camarade Lange, directeur du journal anarchiste, arrive à avoir 2.000 personnes dans le plus grand calme, et leur explique qu'il n'y avait qu'un seul moyen, la grève générale; et comme on l'appelait il y a trois ans la *grève des bêtises*, cela ne pouvait provenir que de gens très peu avancés sur les idées socialistes.

La réunion se termine par un accord où tous les anarchistes ne voteront pas le 16 juin.

Dans la troisième réunion, moins d'assistants. Le camarade explique l'action et la propagande des camarades dans les organisations, et reproche aux social-démocrates de ne jamais se défendre quand il est refusé par la police de faire des réunions.

Pour vous exposer comment les social-démocrates allemands sont, je citerai seulement qu'ils n'ont jamais parlé dans aucun journal des crimes de la *Mano Negra*. Il y a eu seulement à Berlin une réunion donnée par des libertaires, où il n'y avait que 40 personnes, et où le camarade Meinzer donna le compte rendu des crimes espagnols sous le nom de Mano Negra. Au même moment, le camarade de *Neus Leben* m'apporte les *Temps Nouveaux*, et nous voyons avec plaisir que plusieurs camarades sont libres. Meinzer met fin à la discussion en assurant de continuer pour avoir la liberté des camarades.

Mais si vous saviez comme l'ouvrier allemand est enfoncé dans ses social-démocrates, et discute peu! ils ont leurs chefs, c'est tout ce qu'il leur faut.

Discuter, s'instruire, lire, c'est pour eux une bêtise.

E. M.

Hollande.

Bref compte rendu des discussions qui animèrent l'entrevue des anarchistes et Vrije-Socialisten de Hollande, pendant les deux jours fériés de Pentecôte, 12 et 13 avril, dans la grande salle de l'édifice Kunsten en Wetenschappen d'Utrecht.

Trente-six localités ou groupes étaient représentés. Après avoir réglementé l'ordre des points à discuter, un des délégués du groupe Vrije-Socialisten d'Amsterdam fit la lecture d'un rapport donnant un aperçu de la propagande entreprise et faite par ce groupe:

1° Nombre approximatif des réunions organisées et des auditeurs qu'avait eus chaque réunion;

2° Bibliothèques et livres ou brochures qui œuvrent pour et dans ce but;

3° Solidarité en faveur des grévistes victimés;

4° Antimilitarisme, objectif et voies pour atteindre ce généreux but;

5° Les chômeurs et ce qu'il y aurait à faire;

6° Justice de classe et ce qu'il y aurait à faire pour la neutraliser;

7° Que faire pour réagir contre la réaction qui souffle en ce moment contre les organisations et *desiderata* syndicaux;

8° La propagande de nos périodiques et brochures sur les marchés par nos propagandistes, chose que j'expliquerai plus loin, parce qu'en dehors de la Hollande ce n'est pas pratiqué à ma connaissance, mais qui est fait en Hollande, grâce à un article en faveur des marchands dans la Constitution.

Hildebrand, un peu nerveux, a fini la lecture et Kolthek est maintenu à la présidence, pour éviter du gaspillage de temps, après avoir fait le petit discours d'ouverture pour la séance, tout en souhaitant la bienvenue à tous les participants.

Kolthek signale un défaut dans le rapport lu, disant que le mouvement syndical n'est pas mené comme il devrait être, tout à côté du mouvement anarchiste à Amsterdam, vu que cette ville tient en quelque sorte la tête du mouvement, ce qui n'est pas le cas pour Deventer.

M. de Boer explique que le groupe V. S. d'Amsterdam remplit son rôle en laissant la liberté à chacun de ses membres, selon le tempérament de chacun, de prendre parti dans l'action des syndicats comme cela lui plaît et selon qu'il l'entend, vu que les syndicats ont encore des statuts trop rigides, ce qui fait que beaucoup de nos militants se croient entravés dans leur initiative personnelle en en faisant parti, mais qu'on tient compte de tout ce que font les Bourses du travail de Hollande tout en critiquant leur défaut de prendre la question sociale sur un pied trop timide et trop étroit, à preuve les derniers événements; leurs membres, en général, craignant de donner un cours trop libre aux idées anarchistes dans notre combat contre le capital, de même que certains d'entre eux ont protesté, ne pouvant comprendre dans leur dernier congrès que l'antimilitarisme était leur œuvre, comme le soutenaient quelques membres anarchistes; les social-démocrates craignent que cela nuise au développement des syndicats, et pour cela veulent le laisser dehors.

Il passe ensuite à l'utilité de soutenir et de prendre part au mouvement syndical, chacun de nous ne pouvant qu'y gagner, soit en brisant les vieux moules en y semant nos idées rationnelles quoique utopiques selon certains, soit en les encourageant et soutenant pécuniairement dans les nombreuses grèves qui en découlent.

Vient la question finances pour couvrir les frais d'organisation du Congrès.

Fusion des points *a b c* en un seul sujet répondant au même but: *Qu'est le colportage?* Débats sur les moyens de lutte à employer pour soutenir et aider les colporteurs. Certaines provinces comme « den Achterhoek van Gelderland » n'ayant pas de groupe assez riche, demandent l'appui de ceux qui sont plus riches pour y maintenir un propagandiste fixe. Mesures à prendre comme le Comité de propagande pour le pays, formé à Amsterdam, pour Noord-Holland particulièrement et le Sud-Holland en voie de se fédérer.

Wink voudrait qu'on forme une caisse spéciale dans chaque groupe avec une contribution minimum obligatoire pour chacun des membres, à seule fin de pouvoir payer le colportage et les colporteurs, où le travail d'ensemble serait réglé (sorte de centralisation dans tout le pays) par un bureau spécial où la caisse des groupes serait disponible pour les colporteurs. Il nous dépeint les difficultés des propagandistes pour vivre, exemple Kolthes. Mais il ne parle pas de la forme que devra revêtir une telle organisation fixe, rigoureusement nécessaire, selon lui, ne voyant pas que nous retombons dans l'obligation qui envenime tout ce qu'elle touche, réduisant les membres des groupes à deux ou trois sinon zéro, refroidissant les relations de groupe à groupe dans la province en voulant établir un lien fixe et sûr entre eux.

Le délégué de Leeuwarden (Frise) trouve que ce but ne répond pas à ses déceptions passées. Certains colporteurs se transforment de propagandistes en commerçants et exploitent par cela leurs camarades.

Kaspers combat le schéma fixe proposé par Wink, vu que la spontanéité et l'actualité guident toutes nos actions, nous meuvent et nous poussent chaque jour dans différentes directions où les prévisions et les ententes conclues d'avance ne peuvent guère contre.

Samson, colporteur, demande ce que font les sections « de Dageraads » (société de libres penseurs *mais pas libres agisseurs*), qui organisent des conférences, des cours et des débats contradictoires sur le mysticisme et la libre pensée dans toutes les villes d'un peu d'importance en Hollande, ayant des édifices à eux appelés « Ons Huis » (Notre Maison) avec salle de lectures et cours de langues en différents idiomes) et les sociétés « Geheel Onthouders » antialcooliques ou abstinents avec leurs cotisations obligatoires; mais il oublie de réfléchir; sans cela il saurait que les membres de ces sociétés ont un champ d'action plus restreint que le nôtre, la plupart sont instituteurs ou petits employés qui ne s'occupent de rien autre à côté de cela; étant plus spécialisés et plus indifférents que nous, leur porte-monnaie est toujours plus garni que le nôtre, ils ne s'occupent pas de grèves, chômeurs et grévistes.

Joseph Thioulouse.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Malgré les demandes réitérées, les volumes en main ne nous reviennent qu'en petit nombre: nous continuons à les réclamer et osons espérer que les camarades sauront en tenir compte, et ceci dans l'intérêt de la propagande.

Dimanche 16 août, ballade de propagande au Raincy.

⁂

Causeries populaires des Xe et XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 22 juillet, à 8 h. 1/2.

⁂

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Lundi 20 juillet, à 8 h. 1/2, suite de la causerie inachevée du 6 courant.

⁂

Régénération (Section du XIe), salle Maillard, 12, rue Faidherbe, à 8 h. 1/2 du soir:

Mercredi 22 juillet. — Lecture, discussion des *Eléments de science sociale.*

Mercredi 5 août. — Causerie du camarade Papillon: Néo-malthusianisme et communisme.

⁂

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion lundi 20 juillet, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare.

Causerie par un camarade.

⁂

Les Anticrates, salle Donal, 220, rue Saint-Denis. Vendredi 17, à 8 h. 1/2, conférence par Paraf-Javal sur: *Un quart d'heure avant sa mort, M. de la Palisse était-il encore en vie?* — Organisation d'une ballade pur le 26.

Vendredi 24, Marestan traitera: *L'anarchisme.*

Vendredi 31, conférence par Georges Robinet sur: *Propagation de l'idée libertaire. — Moyen pratiue et économique*, suivie d'une partie littéraire par les camarades du groupe.

.·.

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey. — Vendredi 17, à 8 h. 1/2. — Dr Pozercki, de l'Institut Pasteur : La reproduction chez les êtres vivants.

Mardi 21, à 8 h. 1/2. — Causerie : Analyse de Shakespeare par le camarade Muller.

Vendredi 24, à 8 h. 1/2. — G. Amyot, du Théâtre Antoine : La poésie à travers les âges (audition).

.·.

Sommaire du n° 17 de *Jean-Pierre* :
Dialogue, par Blanche Vals, ill. F. Léon.
Article à propos de jouets (figure 2 des jouets).
Ronde, par L. Cremnitz, ill. J. Hénault.
Noir de Fumée, par Ouida (*fin*).
Avis pour un guignol.
Note pour les Jeunes Coloristes.
Rébus.
Cravate pour les fillettes. Ouvrage.

.·.

Alais. — Nous rappelons aux camarades que les réunions ont lieu tous les samedis soir, à 8 heures, et tous les dimanches, l'après-midi, à 2 heures, au siège du groupe, 31, Grand'Rue. Adresser les communications au camarade Cossard, à l'adresse ci-dessus.

.·.

Amiens. — Pour l'organisation de l'achat d'une presse, la réunion aura lieu non pas chez Lemaire, mais salle Degouy, 195, rue St-Leu, au premier, près de la citadelle, samedi 18, à 8 h. 1/2. Tous les lecteurs des journaux anarchistes y sont invités.

.·.

Marseille. — Réunion jeudi 23 juillet courant, 9 heures soir, au siège du Groupe Central des Libertaires, Palace Bar, allées de Meillan, 34.

Sujets traités : De l'utilité d'une colonie communiste en Provence; Le Milieu libre de Vaux et les colonies communistes à l'étranger.

Pour toutes demandes de renseignements, envoi de documents, etc., écrire à E. Merle, secrétaire provisoire, allées de Meillan, 34.

.·.

Nantes. — *Les Iconoclastes*. — Les camarades sont priés de rapporter au groupe les livres qu'ils ont entre les mains, une reconstitution de la bibliothèque étant absolument urgente. Tous les samedis, à 8 h. 1/2, réunion au siège du groupe, café de Bretagne, place Bretagne.

Causerie et prêt de livres.

.·.

Egypte. — Les camarades d'Alexandrie viennent de faire paraître la revue *Lux!* Ils font appel aux camarades de tous pays pour l'envoi d'articles traitant les différentes questions économiques, le plus simplement possible, ainsi que des correspondances sur le mouvement en chaque pays et l'échange avec les journaux.

Adresse : *Lux!* 1, rue Antoniadès, Alexandrie (Egypte).

BIBLIOGRAPHIE

L'Issue, pièce en 2 actes par Mme Véra Starkoff; 0 fr. 50, chez Stock.

Le cas Edmond Rostand, par Jehan Rictus; 1 broch., par Jehan Rictus, chez Sevin, 8, boulevard des Italiens.

VIENT DE PARAITRE

Les Deux méthodes du syndicalisme, par P. Delesalle; brochure, franco 0 fr. 15; le cent, 7 francs.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X.— **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, par Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme** par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40**; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

En dehors de l'album, nous avons :

L'Inquisition en Espagne, dessin de Luce.			» 50
Un repaire de malfaiteurs, par Willaume	1 »	franco.	1 40
Bakounine, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Proudhon, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Cafiero, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Un frontispice en couleur, par Willaume, pour le premier volume du Supplément	2 25	—	2 40
Celui du deuxième volume, par Pissarro	2 25	—	2 40

Celui du troisième, par Luce, est en préparation.

AVIS

A titre de propagande, nous laissons un certain stock des années 6 et 7 des Temps Nouveaux, *à raison de 1 franc l'année, prise dans nos bureaux, 1 fr. 60 en gare, 2 francs par la poste.*

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

De chez Doin :

Le Transformisme, par J.-J. de Lanessan . . 7 »

De chez Charpentier :

Les Blasphèmes (vers), par J. Richepin . . 2 75
La Chanson des Gueux, par J. Richepin . . 2 75

De chez Lemerre :

L'Immortel, par A. Daudet 2 75
Bibliographie anarchiste, par Nettlau . . . 1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais 1 85

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine franco. 2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine. . . 1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine. . . . 3 »
La Société future, par J. Grave. 2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave. 2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave. . . 2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave 2 75
Malfaiteurs, par J. Grave 2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations 2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau . . . . . . 1 »
Evolution et Révolution, par Elisée Reclus. 2 75
La Commune, par Louise Michel. 2 75
L'Instituteur, roman, par Th. Chèze 2 75
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis. 2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert. 2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen 2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle . . . 2 75
Ceux de Podlipnaïa, par Retchnikoff . . . 2 75
Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret 2 75
La Colonne, par Descaves 2 75
La Poigne, pièce de J. Jullien. . . . . . 2 »
L'Ecolière. — — . . . . . . 2 »
L'Inévitable Révolution, par un proscrit. . . 2 75

De chez Bellais :

La Guerre et l'Homme, par P. Lacombe . . 2 75
Histoire de l'Inquisition au moyen âge, par Léa; 3 volumes, chaque. . . . . . 3 »

De chez Plon :

Deux vies, par P. et V. Margueritte . . . . 3 »

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un révolté, par Kropotkine. . 1 25
Lidoire, par Courteline. 2 75
Qu'est-ce que la propriété ? de Proudhon. . 2 75

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus. . . 3 »
La Commune, par Lissagaray . . . . . . 3 »
La Fin des bourgeois, par C. Lemonnier. . . 2 75

De chez Dujarric :

Les deux familles, par A. Pourot . . . . . 3 »

De chez Guillaumin :

Justice, par H. Spencer . . . . . . 7 »
Interprétation économique de l'histoire, par Thorold Roger. . . . . . 7 »
Travail et salaires en Angleterre depuis le treizième siècle, par Thorold Roger . . 7 »

De chez Colin :

Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, par G. d'Avenel 3 75
Le Conflit, par Le Dantec 2 75
Les Porteurs de torches, par L. Lazare. . . 2 75

PETITE CORRESPONDANCE

V., à Porto-Alègre. — Envoyé les 5 fr. à Cadix.

G., à Pittsburg. — Les cartes postales des lithos ne sont pas encore prêtes. Le graveur n'y a pas encore travaillé. — Vous nous les réclamerez lorsqu'elles paraîtront.

A. M., à Lyon. — A la Ligue de la *Régénération humaine*, 27, rue de la Duée (XXe).

D., à Asnières. — Merci du renseignement. Nous nous occupons, justement, de régulariser le service.

B., à Roubaix. — Reçu les deux abonnements. Le service sera fait régulièrement. Merci.

B., à Rouen. — Bon. Entendu.

B., La Blancarde. — Reçu *Militarismo*. Merci. Il nous est peu demandé de brochures espagnoles.

Reçu pour la liberté d'opinion : Auguste et Marianne, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : Brest, la *Jeunesse d'éducation syndicale*, 1 fr. 50. — H. M., par D., 6 fr. — 7 pédagos de l'Aube, antimilitaristes et anticrates, 5 fr. — P. M. W., Gorinchem (mensuel), 2 fr. — E. S., à Aumale, 2 fr. 10. — E. P., à Lyon, 1 fr. — A. M., 1 fr. — Un jeune exterminateur de la société actuelle, 1 fr. — C. P., 100 fr. — Séverin, 1 fr. 65. — Auguste et Marianne, 1 fr. — M., 0 fr. 50. — Bourges : Un indigné, 3 fr.

Camarades, il est absolument urgent d'ouvrir une souscription en faveur des *Temps Nouveaux* qui sont près de sombrer; journal par excellence d'idée et d'argumentation, de philosophie et littérature anarchiques, ne vivant pas de fonds secrets, ni de chantages, pas plus que de réclames louches. Donc, il est de notre strict devoir de participer à lui donner un regain de vie forte et durable, en nous invitant mutuellement à verser une mince obole que nous renouvellerons si possible; et de propager avec entrain, consciencieusement, les *Temps Nouveaux* qui jetteront, comme toujours, la bonne semence pour les moissons de l'avenir.

A chacun ce qu'il peut.
A chacun ce qu'il veut.

Nous accueillons n'importe quelle somme, dont le total sera vérifié par les camarades et qui sera remis, imprimé dans les *Temps Nouveaux* sous cette rubrique : Du Réveil des Harmonistes de Lyon (groupe improvisé) : Cloclo, 0 fr. 50; Louis Pelaud, 0 fr. 25; Rivollet, 0 fr. 30; Un révolutionnaire libertaire, 1 fr.; Camarade X., 0 fr. 50; Donzel, 0 fr. 25; Heusser, 0 fr. 25; Blanchard, 0 fr. 25; Liberta, 0 fr. 25; Un être vivant, 0 fr. 25; Une victime du brigandage militaire, 0 fr. 25; Mouillon, 0 fr. 25; Magand, 0 fr. 25; Bérard, 0 fr. 50; Salin, 0 fr. 25; Un libertaire, 0 fr. 30; Anarchiste, ami des cléricaux, 0 fr. 30; Un camarade, 0 fr. 05; G. C., 0 fr. 25; G. L., 0 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 50. Au total : 7 fr. 30 (pour notre premier envoi).

De Lyon, Groupe *Germinal* : Suiffon et sa compagne, 1 fr.; A. Cornet, 1 fr.; X., 0 fr. 25; X., 0 fr. 20; H. Fabre, 1 fr.; Petit, 0 fr. 50; Chevallier, 0 fr. 50; Roure, 0 fr. 50; Breysse, 0 fr. 25; X. Y. Z., 0 fr. 50; X., 0 fr. 25; Vigouroux, 1 fr.; Mayraud, 1 fr.; Brenier, 0 fr. 20; Augier, 0 fr. 20; Biscuit, 0 fr. 20; Cornet, 1 fr.; Pierre, 0 fr. 20; Sébire, 0 fr. 50; Gros, 0 fr. 25; Prenes, 0 fr. 20; Blais, 0 fr. 50; Gotard, 0 fr. 25; Blanchard, 0 fr. 30; Schmidt, 0 fr. 20; Jean, 0 fr. 50. En tout : 12 fr. 45. — Merci à tous.

L. D., à Lille. — D. L., à Tourcoing. — L. G., à Pornichet. — T., à Tamnay. — N., à Focsani. — L. P., à Berteaucourt. — C. M., à Marseille. — P. C., à Lyon. — F., à Nouméa. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. G. Chaponet, rue Bleue, 7.

NEUVIEME ANNÉE N° 13 DIX CENTIMES DU 25 AU 31 JUILLET 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Malgré la meilleure volonté du monde, impossible de donner le supplément cette semaine.

EN RUSSIE

Dans son célèbre *Recueil de Moscou*, le procureur du Saint-Synode, C. P. Pobedostzeff, qui est l'homme le plus puissant de l'Empire moscovite, consacre quelques pages à la glorification du « Pouvoir » et de l' « Autorité ». Les effusions des mystiques parlant à leur dieu n'atteignent pas à un tel lyrisme : « grande et terrible chose que le pouvoir; car il est chose sacrée; et ce mot sacré dans son acception primitive signifie élu, voué à Dieu; c'est un sacerdoce auquel l'homme se voue. De là sa force terrible et illimitée; de là le poids de son fardeau. » Les aphorismes des mathématiciens ne sont pas formulés de manière plus péremptoire : « Le besoin que l'homme éprouve le plus vivement après celui de vivre en commun est le besoin du pouvoir. »

Cependant, perverti sans doute par un malin génie, le peuple russe ne semble pas éprouver avec autant de force qu'autrefois le besoin du pouvoir; il témoigne à ceux qui en sont investis, aux élus de Dieu, aux prêtres de la sanglante idole tsarienne, une méfiance fâcheuse. Non seulement les petites nationalités opprimées ne cachent pas leur mécontentement, et du Caucase à la Finlande les opprimés osent se plaindre; mais ce qui est pire, les étudiants et les ouvriers, quiconque pense, travaille et n'appartient pas à la hiérarchie des fonctionnaires loyaux, manifestent une aversion violente pour les bienfaits de la tyrannie et il arrive que leur aversion aille jusqu'à supprimer brutalement les exécuteurs trop zélés de la volonté d'en haut.

Après Sipiaghine et d'autres, le gouverneur d'Ufa, Bogdanovitch, a été exécuté, à l'heure même où lui était expédiée de Pétersbourg une lettre chargée contenant mille roubles destinée à récompenser les fidèles policiers, si habiles à réprimer tout désordre. La lettre arriva trop tard, Bogdanovitch était mort et ses subordonnés ont fait de vaines recherches pour s'emparer des assassins : les perquisitions n'ont servi de rien et cependant elles furent complètes; on ne se contenta pas d'inquiéter les particuliers; comme il était impossible de découvrir la presse qui imprimait des publications subversives à l'adresse des ouvriers, les gardiens de l'ordre s'avisèrent qu'elle pouvait être une bonnête presse administrative; ils cernèrent donc et visitèrent les bureaux du conseil provincial où se trouve en effet une presse, mais n'y trouvèrent aucun papier suspect. L'archevêque, peu sûr de son clergé, fit savoir que certains de ses popes étaient capables de cacher dans les coins sombres de la cathédrale de la dynamite ou des pamphlets révolutionnaires; perquisitions dans la cathédrale, résultat nul.

Ainsi a été démontrée l'impuissance de la police, même quand licence lui est donnée de se « faire respecter » par tous les moyens, y compris le meurtre, ainsi qu'il advint récemment à Tiflis où un policier, sur l'ordre de son chef, tua en pleine rue, à coups de revolver, un passant qui, giflé par lui, avait eu l'audace de riposter.

Cependant les instructions les plus sévères sont données. Par un ordre secret, le préfet de Pétersbourg, Kleigells, enjoint à la police d'entraver ou même de supprimer la circulation des tramways, s'il se produit un trop fort mouvement de transit d'une partie de la ville à l'autre; au moindre signe de manifestation populaire, les tramways doivent tous être renvoyés au dépôt central. Craindrait-on qu'ils servissent à faire des barricades? Toute personne qui attire l'attention par ses gestes et ses paroles doit être arrêtée.

Les portiers, non contents de moucharder leurs locataires, comme c'est leur fonction normale, arrêteront tout fauteur de désordre qui passerait devant leur maison et le garderont jusqu'à ce que l'ordre soit rétabli. En cas de troubles, les cafés et magasins seront fermés. Les portes des maisons particulières seront closes; les portiers se tiendront au dehors et interdiront aux habitants de regarder par les fenêtres et de se tenir sur leurs balcons. Quiconque parlera dans un groupe ou tentera de déployer un drapeau sera arrêté.

Voilà des instructions qui ne marquent pas une absence complète d'inquiétude.

Et il en est de même dans toute la Russie. A Odessa, par exemple, l'ordre secret envoyé à la garnison d'Odessa (17 avril 1903) prévoit simplement le massacre des civils par l'armée. La ville, en cas de troubles, est divisée en deux parties et neuf subdivisions; des troupes sont désignées à l'avance pour les occuper; chaque soldat recevra un paquet de cartouches; chaque compagnie sera accompagnée de son médecin et de son ambulance, comme en temps de guerre: l'adjudant général Moussine-Poushkine prévoit sans doute quelque résistance à l'égorgement.

La police ne néglige pas d'autres moyens : elle essaie de persuader aux ouvriers qu'en créant des ennuis au tsarisme, ils font le jeu de la bourgeoisie. Elle a donc inventé un « Groupe des ouvriers intelligents » qui distribue des feuilles volantes dans les ateliers. Et ces papiers ne sont pas toujours rédigés trop stupidement. « Regardez la France, dit l'un d'eux; les ouvriers français ont fait la Révolution; ils ont versé leur sang et fait de leurs enfants des orphelins et pour quel résultat? Le pouvoir est passé entre les mains de la bourgeoisie. » Conclusion: il vaut mieux conserver le paternel tsarisme qui donnera de bonnes lois : « Nous devons reconnaître que le gouvernement présent est bien disposé; que dans les grandes villes les ouvriers qui prennent à cœur le mouvement économique (sans se mêler, cela va sans dire, à aucune agitation politique) auront le droit de former des associations et d'avoir leurs propres représentants, pour défendre leurs intérêts. »

Le manifeste n'ajoute pas que les « avantages » accordés aux ouvriers sont une pâle copie des lois Millerand et que si les syndicats ainsi tolérés cessaient un instant d'être des syndicats jaunes et prétendaient user de quelque indépendance, ils seraient aussitôt supprimés comme subversifs; le Petit Père retirerait vite à ses bons serfs l'apparence de liberté qu'il leur veut bien concéder par grâce provisoire et toujours révocable. Il se souviendrait aussitôt que le pouvoir « existe non pour lui-même, mais de par Dieu », et comme la colère du ciel ne s'exerce plus ainsi qu'aux temps bibliques et n'anéantit plus les coupables par le moyen des pluies de soufre et de feu, les Kleigells et les Moussine-Poushkine, délégués au maintien de l'autorité, emploieraient partout l'excellente méthode de Zlatoust et de Rostow et par la persuasion du knout, de la fusillade et de la mitraille rétabliraient joyeusement le pouvoir sacré en son éminente suprématie.

PIERRE QUILLARD.

QUELQUES CONCLUSIONS DE L'ANARCHIE

(Suite) (1)

Remarquons, en outre, que si l'on s'avisait de dire, en guise d'excuse, que nous manquons encore de données précises pour des mesures exactes, — cette excuse n'en serait pas une. Nous connaissons dans les sciences des centaines, sinon des milliers de corrélations, dans lesquelles nous voyons très bien que telle quantité *dépend* d'une autre : que l'une grandit, en général, lorsque l'autre grandit. Telles sont, par exemple, la quantité du recul d'un canon, qui dépend certainement de la quantité de poudre brûlée dans la charge, ou bien la rapidité de croissance d'une plante, qui dépend entre autres de la quantité de lumière reçue par la plante. Mais, quel savant digne de ce nom aura l'idée saugrenue d'affirmer que *conséquemment* ces quantités sont *proportionnelles*, qu'elles se mesurent l'une par l'autre, — avant d'avoir *mesuré en quantité* leurs rapports, et encore moins qui donc, après avoir fait l'hypothèse qu'un rapport

(1) Voir le numéro 12.

proportionnel existe, oserait présenter cette hypothèse comme une *loi?* Il n'y a que des économistes ou des légistes — des gens qui n'ont aucune idée de ce qu'est une loi, pour faire de pareilles affirmations. Généralement, le rapport entre les deux quantités est excessivement complexe — ce qui est aussi le cas pour valeur et travail. Précisément la valeur d'échange et la quantité de travail *ne sont pas* proportionnelles l'une à l'autre : l'une *ne mesure jamais* l'autre.

La même remarque s'applique à presque toutes les affirmations économiques que l'on fait circuler aujourd'hui dans certains cercles (et surtout parmi les socialistes qui aiment s'appeler scientifiques) comme des vérités établies et que l'on représente, avec une naïveté impayable, comme des lois naturelles. Non seulement nous affirmons que la plupart de ces prétendues lois sont incorrectes; mais nous affirmons encore que ceux qui y croient s'en apercevraient de suite eux-mêmes, s'ils arrivaient seulement à comprendre la nécessité de vérifier leurs affirmations quantitatives par des recherches, aussi quantitatives.

∴

D'ailleurs, toute l'économie politique se présente à nous, anarchistes, sous un aspect différent de celui que lui donnent les économistes, — aussi bien ceux du camp bourgeois que les social-démocrates. La méthode scientifique, inductive, étant absolument étrangère aux uns et aux autres, ils ne se rendent nullement compte de ce qu'est une « loi de la nature », malgré leur prédilection marquée pour cette expression. Ils ne remarquent pas que toute loi de la nature a un caractère *conditionnel*. Elle s'exprime toujours ainsi : — « *Si* telles conditions se présentent dans la nature, le résultat en sera ceci ou cela. — *Si* une ligne droite croise une autre ligne droite, de façon à former des angles égaux des deux côtés, — les « conséquences seront les suivantes ». — *Si*, seuls, les mouvements qui existent dans l'espace inter-stellaire agissent sur deux corps, et s'il ne se rencontre pas un troisième agissant sur ces deux corps à une distance qui n'est pas infinie, — alors les centres de gravité des deux corps se rapprocheront avec telle vitesse (la loi de l'attraction universelle). » Et ainsi de suite. Toujours un *si*, une condition.

Conséquemment, toutes les ci-nommées lois et théories de l'économie politique ne sont en réalité que des affirmations ayant ce caractère : — « Admettant qu'il se trouve toujours dans un pays donné une quantité considérable de gens qui ne peuvent vivre ni un mois, ni même quinze jours sans accepter les conditions de travail que voudra leur imposer l'État (sous forme d'impôts), ou qui leur seront offertes par ceux que l'État reconnaît propriétaires du sol, des usines, des chemins de fer, etc., telles ou telles conséquences s'en suivront. »

Jusqu'à présent, l'économie politique a toujours été une énumération de ce qui arrive dans de pareilles conditions, — mais sans énumérer et analyser les conditions elles-mêmes. Alors même qu'elles étaient mentionnées quelque part, c'était pour les oublier le moment d'après. Mais les économistes ne se bornèrent pas à cet oubli. Ils représentèrent *les faits qui se produisent à la suite de ces conditions* comme *des lois fatales, immuables*.

Quant à l'économie politique socialiste, elle critique, il est vrai, certaines de ces conclusions ou bien elle en explique différemment certaines autres, mais elle commet tout le temps le même oubli, et en tout cas elle n'a pas encore tracé un chemin qui lui fût propre. Elle reste dans l'ancien cadre, elle suit les mêmes ornières. Le plus qu'elle ait fait (avec Marx), c'est de prendre les définitions de l'économie politique métaphysique et bourgeoise et de dire : « Vous voyez bien que même en acceptant vos définitions on arrive à prouver que le capitaliste exploite l'ouvrier! » Ce qui sonne bien, peut-être, dans un pamphlet, mais n'a rien à voir avec la science.

En général, nous pensons que la *science* de l'économie politique doit être constituée différemment. Elle doit être traitée *comme une science naturelle* et elle doit se poser un but nouveau. Elle doit occuper, par rapport aux sociétés humaines, une position analogue à celle qu'occupe la physiologie par rapport aux plantes et aux animaux. Elle doit devenir *une physiologie de la société*. Elle doit se poser pour but l'étude de la somme des besoins toujours croissants de la société et des moyens divers employés (aujourd'hui et autrefois) pour les satisfaire ; elle doit analyser ces moyens pour voir jusqu'à quel point ils étaient autrefois et sont aujourd'hui appropriés au but ; et ensuite, — puisque le but final de toute science est la prédiction, l'application à la vie pratique (Bacon l'avait déjà dit il y a bien longtemps), — elle devrait étudier les moyens de mieux satisfaire la somme des besoins modernes et à venir, avec la moindre dépense (avec une *économie*) de travail et avec les meilleurs résultats pour l'humanité en général.

∴

On comprend, ainsi, pourquoi nous arrivons à des conclusions si différentes de celles auxquelles arrivent la plupart des économistes, tant bourgeois que social-démocrates ; pourquoi nous ne reconnaissons pas le titre de « lois » à certaines corrélations, par eux indiquées ; pourquoi notre *exposé* du socialisme diffère du leur, et pourquoi nous déduisons de l'étude des tendances et des directions de développement qui se produisent actuellement dans la vie économique, des conclusions si différentes des leurs, concernant ce qui est désirable et possible ; autrement dit, pourquoi nous arrivons au communisme libertaire, tandis qu'eux arrivent au capitaliste étatiste et au salariat collectiviste.

Il se peut que nous ayons tort et qu'eux soient dans le vrai. C'est possible. Mais, pour vérifier qui de nous a tort et qui a raison, cela ne peut pas se faire, ni au moyen de commentaires byzantins sur ce que tel écrivain a dit ou a voulu dire, ni en nous parlant de la trilogie de Hegel, ni surtout en continuant à faire usage de la méthode dialectique.

Cela ne peut se faire qu'en se mettant à étudier les rapports économiques, comme on étudie les faits des sciences naturelles (1).

∴

En se servant toujours de la même méthode, l'Anarchie arrive aussi à des conclusions qui lui sont propres en ce qui concerne les formes politiques des sociétés, et notamment l'État. L'anarchiste ne peut pas se laisser imposer par des assertions métaphysiques comme celles-ci : L'État est l'affirmation de l'idée de justice suprême dans la Société ; ou bien, l'État est l'instrument et le « porteur du Progrès », ou bien encore : — « Sans l'État, point de Société. » Fidèle à sa méthode, l'anarchiste se met à l'étude de l'État avec absolument les mêmes dispositions d'esprit qu'un naturaliste qui se proposerait d'étudier les sociétés des fourmis et des abeilles, ou bien celle des oiseaux qui viennent nicher sur les rivages des lacs sus-arctiques. Répéter ici à quelles conclusions nous sommes arrivés à la suite de ces études concernant les formes politiques du passé et leur probable et désirable évolution dans l'avenir, serait inutile. Il faudrait rappeler ce qui fut dit sur ce sujet par les anarchistes, depuis Godwin jusqu'à nos jours, et ce que l'on peut trouver avec tous les développements nécessaires dans toute une série de livres et de brochures.

Il suffit donc de remarquer que pour *notre* civilisation européenne (la civilisation des derniers quinze cents ans, à laquelle nous appartenons), l'État est une forme de vie sociétaire qui ne s'est développée qu'au seizième siècle — et ceci sous l'influence d'une série de causes que l'on peut trouver mentionnées, par exemple dans notre étude : « L'État et son rôle historique. » Avant cette époque, depuis la chute de l'empire romain, l'État — dans sa forme romaine — n'existait pas. S'il existe malgré tout dans des livres d'histoire scolaire, c'est un produit de l'imagination des historiens qui ont voulu tracer l'arbre généalogique de la royauté en France jusqu'aux chefs de bandes mérovingiens ; en Russie, jusqu'à Rurik, etc. Pour l'histoire vraie, l'État se reconstitue seulement sur les ruines des cités du moyen âge.

D'autre part, l'État comme pouvoir politique, la justice gouvernementale, l'Église et le Capitalisme se présentent à nos yeux comme des faits et des conceptions qu'il est impossible de séparer l'un et l'autre. Dans l'histoire, ces institutions se développaient en se soutenant et se renforçant l'une l'autre.

Elles sont liées entre elles, — non pas seulement comme de simples coïncidences dans le temps et l'espace, mais elles se rattachent les unes aux autres par des liens de cause et d'effet.

L'État est, pour nous, une société d'assurance mutuelle, conclue entre le Propriétaire foncier, le Militaire, le Juge et le Prêtre, afin d'assurer à chacun d'eux l'autorité sur le peuple et l'exploitation de la pauvreté.

Imaginer alors l'abolition du capitalisme avec le maintien de l'État et en s'aidant de l'État, — lequel fut créé afin d'aider au développement du capitalisme et a toujours grandi de pair avec celui-ci, — c'est aussi erroné, à notre avis, que de vouloir accomplir l'affranchissement des travailleurs par l'intermédiaire de l'Église, ou par celui du césarisme. Certainement, il y a

---

(1) Les quelques extraits suivants d'une lettre que je reçois d'un biologiste de renom, professeur en Belgique, au moment où je lis les épreuves de ce chapitre, me permettront de mieux expliquer ce qui vient d'être dit. La lettre n'était pas pour être imprimée, c'est pourquoi je n'en nomme pas l'auteur. — A mesure que j'avance dans cette lecture (de tel ouvrage), je deviens de plus en plus convaincu que l'étude des questions économique et sociales n'est désormais abordable qu'à ceux qui ont étudié les sciences naturelles et *qui se sont pénétrés de l'esprit de ces sciences*. Ceux qui ont reçu exclusivement l'éducation dite classique ne sont plus capables de comprendre le mouvement actuel des idées et sont également incapables d'étudier une foule de questions spéciales.

... L'idée de l'intégration du travail et *de la division du travail dans le temps* (l'idée qu'il serait utile pour la société que chacun pût travailler dans l'agriculture, dans l'industrie et dans le travail intellectuel, afin de pouvoir varier son travail et de développer entièrement son individualité) est destinée à devenir une des pierres angulaires de la science économique. Il y a une foule de faits biologiques qui concordent avec l'idée soulignée plus haut, et qui montrent qu'il y a là une loi de la nature (autrement dit, que dans la nature, une économie de forces est souvent obtenue par ce moyen). Si l'on examine les fonctions vitales d'un être quelconque pendant les diverses périodes de son existence et même pendant les diverses saisons et dans certains cas pendant les divers moments de la journée, on trouve l'application de la division du travail dans le temps, laquelle est indissolublement liée à la division du travail entre les organes (loi d'Adam Smith).

Les hommes de science qui ne connaissent pas les sciences naturelles sont incapables de comprendre la vraie portée d'une LOI de la nature ; ils sont aveuglés par le mot *loi*, et s'imaginent qu'une loi telle que celle d'Adam Smith a une puissance fatale, à laquelle il est impossible de se soustraire. Quand on leur montre le *revers* de cette loi, les résultats déplorables au point de vue du développement et du bonheur de l'individu humain, ils répondent : *c'est une loi inexorable*, et parfois cette réponse est donnée d'un ton tranchant, qui dénote le sentiment d'une espèce d'infaillibilité. Le naturaliste sait que la science peut annuler les effets néfastes d'une *loi*, que bien souvent l'homme qui veut violenter la nature remporte la victoire.

La pesanteur fait *tomber* les objets : cette même pesanteur fait *monter* un ballon. Cela NOUS paraît si simple : les économistes de l'école classique paraissent avoir beaucoup de peine à comprendre la portée d'une pareille observation.

La loi de *la division du travail dans le temps* deviendra le correctif de la loi d'Adam Smith, et permettra l'intégration du travail individuel.

eu dans les années trente, quarante et même cinquante du dix-neuvième siècle, beaucoup de socialistes qui firent ce rêve. Mais, se nourrir de ces mêmes illusions lorsque l'on entre dans le vingtième siècle, — c'est vraiment trop naïf.

A une nouvelle forme d'organisation économique devra correspondre nécessairement une nouvelle forme d'organisation politique; et, que le changement se fasse brusquement par une révolution, ou lentement par la voie d'une lente évolution, — les deux changements, économique et politique, devront marcher de pair, la main dans la main. Chaque pas vers l'affranchissement économique, chaque victoire sur le Capital sera aussi un pas dans la voie de l'affranchissement politique, — l'affranchissement de la libre entente, territoriale et professionnelle, du joug de l'Etat.

PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les journaux publient l'information suivante :

Soldats récalcitrants. — On mande de Toulon, à l'agence *Paris-Nouvelles*, que quinze « chevaliers de l'As de Pique », association de mauvais soldats, étaient conduits hier à la gare, par quatorze gendarmes et un piquet du 111e de ligne, pour être transportés à Marseille, où ils doivent passer devant le conseil de guerre.

Avant d'arriver à la gare, ils se couchèrent tous à terre, refusant de marcher.

Après vingt minutes d'efforts et de lutte, quelques-uns ayant cédé, toute la bande se remit en route chantant l'*Internationale*.

A la gare, le même incident se produisit.

Allons, ça marche tout de même, quoi qu'on en dise. Encore un bon coup d'épaule et l'édifice militariste ne tardera pas à céder.

.˙.

AMIENS. — La fête du 14 juillet a été marquée ici d'incidents que nous croyons utile de vous communiquer.

Le 13 juillet au soir, les musiques militaires qui parcourent les rues de notre ville en une retraite aux flambeaux, furent précédées d'un groupe de deux cents de nos camarades chantant l'*Internationale*, et conspuant l'armée et les institutions militaires. Devant les habitations des autorités (général, évêque, président du tribunal, préfet, etc.), les cris et les chants redoublaient, couvrant la musique.

Le lendemain, pendant que les troupes de la garnison se massent sur l'Hippodrome pour la revue, une trentaine de manifestants se portent en face des tribunes et, quand arrive le général en chef, suivi de son brillant — ô combien! — état-major, une clameur s'élève, des sifflets partent, tandis qu'on entend les cris de : A bas les frontières! A bas les conseils de guerre! Vive l'*Internationale!* Au moment de la remise des décorations, au milieu du plus solennel silence, alors que les cœurs battent plus fort dans les poitrines des bourgeois patriotes, éclate soudain l'*Internationale*..... La revue terminée, le défilé des troupes regagnant leurs casernements, s'effectue. Encadrés de trois gendarmes et d'une demi-douzaine d'agents de police, nous saluons de nouveau le général, ainsi que le préfet, d'une tempête de huées et de clameurs, tandis que les officiers, blêmes de colère, haussent les épaules ou essaient de se donner une contenance. Les cris de : A bas les armées! Vive la classe! sont poussés sur le passage des soldats.

Naturellement, la presse bourgeoise a été unanime à réprouver ces manifestations qui ont eu un assez grand retentissement en ville. Nous croyons l'idée bonne, aussi nous engageons les camarades à la mettre en pratique et nous nous promettons pour notre part de recommencer l'année prochaine.....

Un groupe de libertaires amiénois.

.˙.

TRÉLAZÉ. — Le gisement de schiste ardoisier de l'ouest, qui a son centre principal ici, se prolonge vers le nord du département, jusque sur les confins des départements de la Mayenne et de l'Ille-et-Vilaine. On évalue à six ou sept mille le nombre d'ouvriers y occupés. L'exploitation des carrières est la propriété de plusieurs sociétés anonymes, dont les deux principales, les Ardoisières d'Anjou et la Commission des Ardoisières, ont leurs bureaux et leurs centres d'exploitation à Angers-Trélazé.

Les ouvriers constituent un seul syndicat, partagé en autant de sections que de centres d'exploitation. La section Trélazéenne est la plus importante.

Avant 1894, le mouvement syndicaliste local, depuis longtemps déjà débarrassé de la tourbe politicienne, avait quelque vitalité; vint le vote des lois scélérates, les persécutions patronales et policières s'abattirent sur les militants, le mouvement rétrograda. Malgré cela, un mouvement gréviste d'une certaine importance eut lieu vers 1898, mouvement de colère et de rage, peu raisonné, dont le but était une augmentation de salaires dont la totalité représentait environ 500.000 fr. de salaires annuels. Ce mouvement n'intéressait qu'une seule exploitation, celle dite Commission des Ardoisières. Malgré la maréchaussée, les grévistes furent maîtres de l'exploitation pendant vingt-quatre heures, ils ne surent pas profiter de la situation, et se bornèrent à arrêter les pompes, éteindre les feux et vider les chaudières; c'était insuffisant; le lendemain, un régiment de ligne et un escadron de dragons assuraient la garde du matériel.

Après six semaines de bras croisés, il fallut, l'oreille basse, reprendre le collier de misère sous l'œil vigilant autant qu'insupportable de la maréchaussée et de la troupe qui continuèrent l'occupation pendant encore une quinzaine. Néanmoins la Compagnie avait tremblé, et quoique les ouvriers fussent rentrés sans condition, les salaires furent quelque peu relevés. Comme quoi la crainte pour les possédants est le commencement de la sagesse.

Depuis cette époque, tout semblait mort, les militants syndicalistes semblaient, en apparence, s'user sans succès en propagande individuelle.

Aussi, que de difficultés pour arriver à faire comprendre quelque chose à la masse des ouvriers du fond, en presque totalité importés de Bretagne par le patronat allié à la calotte. Ignorant notre langue et naïfs comme tous les primitifs, ils croyaient et croient encore, hélas! qu'il suffit d'abandonner le travail et se croiser les bras, pour amener les patrons à résipiscence. Quelle erreur!!! bon Dieu!

Enfin la foi s'en va, le curé et le médicastre appointés par les patrons voient leur influence diminuer; malgré une propagande incessante de prières et de menaces, le calottin, pour sa dernière manifestation bondieusarde, n'a réuni qu'une soixantaine de gourdes.

Les temps commencent à changer, la presque totalité des ouvriers du fond fréquentent la chambre syndicale, leur mentalité pourra s'élever, surtout si les militants ne se rebutent pas de l'ingrate besogne.

Présentement, un cahier de revendications bien anodines, hélas! a été présenté à la direction générale de la Commission des Ardoisières; il s'agit de réformes purement administratives et d'une petite modification au matériel, permettant d'effectuer mécaniquement la descente et la remonte des ouvriers par le puits. En l'état actuel, les ouvriers doivent s'appuyer 300 mètres d'échelles. Quel apéritif!

Pour cette petite réclamation, les ouvriers ont laissé à l'administration toute latitude de temps pour faire ces remaniements; eh bien! vous verrez, quoique ces nouvelles mesures soient d'une dépense de bien minime importance et aucunement de nature à diminuer le prestige patronal; ce serait le contraire! On n'en fera quand même rien.

Il n'y a pas plus entêté qu'un patron, à moins que ce ne soit un Breton; l'avenir nous dira quel aura été le plus entêté des deux.

H. M.

.˙.

Mouvement ouvrier. — Les élections au Conseil supérieur du travail sont terminées. Jamais elles n'avaient autant passionné le monde syndical et à aucun moment, depuis que cet organisme gouvernemental existe, autant de bruit n'avait été fait autour. Malgré cela, dans la plupart des groupes, les abstentions dépassent et de beaucoup le nombre des votants.

En d'autres temps, l'on aurait pu crier à l'indifférence, mais cette fois cela semble plus difficile, car tous les syndicats avaient été amplement avertis par une foule de papiers officiels et de professions de foi.

Il me suffira de signaler les résultats de quelques groupes pour montrer le peu de valeur réelle de ces élections.

Dans le premier groupe, qui englobe les travailleurs des mines, carrières, salines, corporations occupant au bas mot 220.000 travailleurs — il y a officiellement 165.000 mineurs — l'élu a péniblement ramassé 866 voix, ce qui fait, à raison de 1 voix par 25 syndiqués (1), 20.150 votes qui se sont portés sur son nom, pas même la dixième partie des salariés des corporations intéressées. Dans d'autres groupes, les proportions sont encore plus faibles; c'est ainsi que dans le groupe II, de l'alimentation, il n'y a que 416 suffrages exprimés pour 781 abstentions et que l'élu n'a que 258 voix, ce qui représente à peine 5 0/0 des travailleurs de ces corporations. Dans le dixième groupe (Travail des étoffes, vêtements, etc.), sur 798 voix dont disposait le groupe, il y a eu 535 abstentions pour 263 suffrages exprimés; dans le groupe XIII (travail des métaux), il y a eu 2.245 abstentions pour 1.496 suffrages, etc., etc.

Et dans presque tous les groupes il en est de même, le nombre d'abstentionnistes dépasse et de beaucoup le nombre des votants.

Je le répète, je ne pense pas que ce soit à l'indifférence qu'il faille attribuer ces piètres résultats, mais au contraire à l'éducation révolutionnaire acquise dans les syndicats, dont les membres ont montré par là qu'ils se refusent à collaborer avec leurs exploiteurs et leurs suppôts à la fabrication de lois et autres besognes gouvernementales.

Je dois une mention spéciale à l'élection au sein des Bourses du travail, un délégué ayant été prévu pour ces organisations ouvrières. La campagne électorale a été des plus violentes et les procédés employés dignes des meilleurs politiciens, tant il est vrai que les besognes sales sont inhérentes à toute campagne électorale.

De plus, si la bourgeoisie, comme il est plus que probable, n'a créé ces organismes que pour diviser les travailleurs économiquement organisés, on peut dire qu'ici elle est à peu près arrivée à ses fins.

La place me manque malheureusement pour donner tous les détails de cette campagne électorale où j'ai été quelque peu intéressé — mais non comme candidat, je m'empresse de le dire. — Je le regrette d'autant plus, qu'il serait nécessaire de tout raconter pour donner à cette élection sa véritable physionomie. Rien n'a manqué : candidature quasi-gouvernementale, et lancée en dépit de décisions prises, par l'organisation que l'on voulait représenter, Bourses se refusant à voter pour le candidat qu'elle patronnait, etc., etc.

Du côté des adversaires du principe, engagement pris — de respecter une décision quelle qu'elle fût — sans avoir suffisamment réfléchi aux conséquences, croc-en-jambe au principe et candidature de protestation jetant le désarroi parmi les adversaires du Conseil supérieur, etc., etc.

Parmi les manœuvres, j'en signalerai une bien typique. Le scrutin, qui devait être primitivement clôturé le 3 juillet, fut renvoyé successivement au 7, puis au 13, puis au 17 et, malgré que le bruit d'une prolongation en ait couru, arrêté à cette date et l'élu nommé par 37 voix avec une majorité d'une voix contre 32 à son adversaire et 23 abstentions. De plus, une Bourse déclarant avoir voté pour le candidat protestataire et n'étant pas portée comme ayant pris part à l'élection, etc., etc.

Comme on le voit, tout cela est digne de la plus belle élection politique, rien ne manque au tableau et ce sera, je l'espère, un enseignement pour une autre fois, car quoi qu'on en puisse dire, l'attachement aux principes est encore préférable à toutes ces sales combinaisons, même s'il s'agit de barrer la route à un adversaire, j'en fais pour ma part mon *mea culpa*.

Un autre point d'ordre général pour terminer. Sur 65 membres qui feront partie du dit Conseil supérieur, 28 places étaient réservées à des ouvriers. Cela était encore trop, paraît-il, car, parmi les « ouvriers » élus, nous trouvons un patron, M. Dalle, élu des employés, qui tient un cabinet d'affaires à Paris. M. Lamendin, qui représentera les « ouvriers » mineurs, est député; enfin, les associations ouvrières seront représentées par un avocat, M. Manoury, et il y en a peut-être d'autres que je ne connais pas.

Espérons que toutes ces combinaisons électorales dans lesquelles ils se sont laissé entraîner, auront dessillé les yeux des travailleurs groupés dans les syndicats, et qu'à l'avenir ils sauront rester exclusivement sur le terrain d'opposition au patronat et à l'Etat bourgeois, le seul vraiment logique.

.˙.

Les ouvriers bijoutiers de la maison Osselin, à Paris, sont en grève depuis plus d'un mois et le

(1) Chaque syndicat dispose d'une voix par 25 adhérents.

patron s'entête à ne pas faire droit aux revendications de ses salariés. Nous n'en finirions pas s'il nous fallait énumérer toutes les vexations qu'ont eu à subir les grévistes depuis le commencement de cette grève. Dès le début, dame Police est intervenue, arrêtant des travailleurs simplement parce qu'ils osaient passer devant l'atelier désert. C'est le système d'intimidation qui fonctionne dans toute sa splendeur.

L'exploiteur, soit frousse, soit autres raisons, fuit les travailleurs qui veulent lui exposer leurs revendications, mais ceux-ci, se refusant à être dupes de ses procédés, sont allés le relancer dans une de ses propriétés aux environs de Paris. Malheureusement un pétard malencontreux — chargé à la dynamite, affirme l'exploiteur — a fait explosion sur le rebord de la fenêtre de celui-ci, et aussitôt la gendarmerie d'arrêter les ouvriers qui avaient été délégués par leurs camarades pour savoir ce que cet exploiteur type comptait faire devant les misères qu'accumule son bon plaisir.

Plusieurs arrestations ont été maintenues, et parmi elles celle de notre camarade Garnery, un bon militant de la Bourse du travail de Paris.

* * *

Les ouvriers des forges d'Hennebont dans le Morbihan sont en grève au nombre de dix-huit cents depuis déjà un moment. Les revendications de ces travailleurs, dont nombre gagnent un salaire dérisoire, ne sont pourtant pas trop exagérées, ils réclament une augmentation moyenne de 0 fr. 25 par jour, mais la Compagnie des Cirages français à laquelle appartient le bagne d'Hennebont refuse toute entente.

La *Fédération de la Métallurgie* profite de ce mouvement pour faire une active propagande et éclairer les travailleurs de ce coin retiré de la Bretagne. Un système de « soupe communiste », qui a déjà produit d'excellents résultats dans d'autres grèves, fonctionne depuis plusieurs jours.

L'armée, toujours au service des capitalistes, protège les usines et la gendarmerie, provoque les grévistes, faisant chaque jour des arrestations dans le but de les intimider, mais sans y réussir.

P. DELESALLE.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du III*e, 26, rue Chapon. — Nous ne cessons de rappeler aux camarades qui ont des volumes de la bibliothèque qu'ils aient à nous les rapporter. Nous regrettons cette indifférence dont font preuve certains des nôtres et qui sont cause que la propagande est si limitée parmi nous, quand il serait possible de faire bien des choses.

Dimanche, 16 août, ballade de propagande au Raincy.

* * *

Les Anticrates. — Vendredi 24 juillet, salle Donat, 220, rue Saint-Denis, conférence par Jean Marestan sur : *l'Anarchisme.*

Vendredi 31 juillet, conférence par Georges Robinet sur: *Propagation de l'idée libertaire. Moyen pratique et économique*, suivie d'une partie littéraire par les camarades du groupe.

Le groupe d'études sociales *Les Anticrates* organise pour le dimanche 26 juillet une grande ballade de propagande à Chaville.

Rendez-vous est donné pour les camarades partant en bateau à 9 h. 1/2, pont Royal, embarcadère direction de Suresnes. Départ par bateau à 10 heures. Rendez-vous général à 11 heures en haut du funiculaire de Bellevue. Déjeuner sur l'herbe, causerie par Paraf-Javal, déclamations libertaires, jeux, promenade en forêt, distribution de journaux et brochures. Le pain et le vin pourront être achetés à Bellevue. Les frais de voyage n'excéderont pas 1 franc.

Les camarades de la *Ligue Internationale Antimilitariste* sont priés d'assister à cette ballade.

* * *

*L'Education libertaire du XIII*e *arrondissement.* — Réunion lundi 27 juillet, à 8 h. 1/2, au Tonneau, 215, boulevard de la Gare. Causerie par un camarade.

* * *

L'Œuvre des Veillées familiales populaires. — Samedi 25 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, représentation, salle du Métropolitain, 103 *bis*, boulevard d'Italie.

Allocution par le camarade Lerouge.

Concert avec le gracieux concours des chansonniers montmartrois, de nombreux artistes des théâtres et concerts de Paris, de l'*Aurore Sociale* de Plaisance, du groupe des Poètes et Chansonniers révolutionnaires, etc., etc.

Entrée gratuite.

Pour les localités qui voudraient organiser des réunions semblables, écrire à Lerouge, salle du Métropolitain.

* * *

Entente libertaire. — Ceux qui pensent que le mouvement libertaire ne peut s'anéantir en une phraséologie inactive et pontifiante; ceux qui croient à ce qu'ils disent quand ils parlent de solidarité dans la lutte; ceux qui estiment que, tout en conservant dans les détails comme dans les principes la plus entière liberté, toutes les tendances libertaires ont néanmoins communauté de base et d'aspirations et peuvent donc trouver terrain commun d'action; ceux qui pensent aussi le contraire de tout cela, sont priés de venir en discussion courtoise le samedi 25 juillet, à 8 heures du soir, Restaurant coopératif syndicaliste L'Espérance, 15, rue Bouchardon (10e).

* * *

*Causeries populaires des X*e *et XI*e, salle Vermillet, 11, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 29 juillet, à 8 h. 1/2, causerie par Marie Cohen-Selles.

* * *

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Lundi 27 juillet, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur *l'Organisation du bonheur* (I). (Le groupe signale tout spécialement aux camarades l'ouverture de c tte série.)

* * *

Tous les jeudis, réunion de la *Jeunesse libertaire*, rue Mouffetard, 76. Causerie par un camarade.

* * *

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey :

Vendredi 24 juillet, à 8 h. 1/2. — G. Amyot, du théâtre Antoine : La poésie à travers les âges (auditions).

Mardi 28, à 8 h. 1/2. — Réunion du Conseil d'administration.

Vendredi 31, à 8 h. 1/2. — Dr Soulier : Des premiers soins en cas d'accident : asphyxie, noyade, etc.

* * *

L'Effort, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 24. — La paix fatale, par Albert Laisant.

Mardi 28. — L'hygiène, par le Dr Polak.

Jeudi 30. — La méthode des congénères (III), par Mme Gen.

* * *

L'Insurgé, le nouvel organe anarchiste édité à Liège, est en vente aux réunions hebdomadaires du "*Milieu Libre*", 43, rue Réaumur, salle de la Cloche, à Paris.

* * *

Il paraîtrait qu'un individu, empruntant mon nom, visite les camarades de province, et abusant de leur confiance, vit à leurs dépens, et se fait payer par eux ses voyages. Le même fait s'est déjà produit il y a quelque dix-huit mois.

Pour la deuxième fois, je préviens les camarades : 1° Que mes moyens ne me permettent pas de voyager; 2° Que quand j'irai leur rendre visite, ce sera à mes frais, et que pour moi le mot solidarité n'a aucun rapport avec le mot : estampage. — ANDRÉ GIRARD.

* * *

Le *Groupe abstentionniste* de Montreuil invite tous les camarades à se trouver samedi 25 juillet, jusqu'à 9 h. 1/2 du soir, salle Fourmy, 57, rue de Paris, à Montreuil, pour se rendre aux réunions des candidats. Nous comptons que de nombreux camarades viendront nous soutenir.

* * *

Dimanche 26 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, dans les jardins de la maison Muller, 220, rue de Paris, à Montreuil (près la barrière de Paris), grande soirée familiale. Concert avec le concours assuré du père Lapurge, et de nombreux camarades. Une tombola gratuite sera tirée pendant la fête.

Entrée gratuite (consommations aux prix ordinaires).

* * *

LORIENT. — Réunion, au local habituel, le 25 juin. Les camarades sont priés d'apporter avec eux les livres de la bibliothèque, et d'amener des assistants.

* * *

NICE. — *Groupe d'Etudes sociales.* — Nos amis de Nice ont pu réussir enfin à organiser un *Groupe d'Etudes sociales* qui fonctionne depuis un mois sur des bases franchement égalitaires et réunit tous les jeudis soir, dans le local de la *Fédération des Chambres syndicales des A. M.*, 7, rue Emmanuel Philibert, une moyenne de cent camarades résolus à répandre par une propagande active systématique les théories communistes et libertaires dans une région assez réfractaire aux idées d'émancipation.

Ses ressources ayant été absorbées par les premiers frais, le Groupe prie les camarades et les groupes libertaires de lui faire parvenir les livres, brochures, revues, journaux dont ils peuvent disposer pour la propagande, à charge de prochaine réciprocité.

Adresser les envois au camarade F. Salvadori, secrétaire de semaine, 1, rue Smolett, Nice.

L'ÉDITION

Je viens enfin de terminer la correction des dernières feuilles de **Patriotisme-Colonisation**. *Le volume sera prêt dans une quinzaine au plus tard. Nous commencerons aussitôt l'envoi aux souscripteurs.*

Ceux qui n'ont pas encore fini de régler ou qui veulent y souscrire, sont priés de nous faire parvenir leurs versements.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Histoire des Montagnards, par A. Esquiros; 1 vol., 3 fr. 50, chez Garnier, rue des Saints-Pères.

Le Diocèse de la libre pensée, par M. Guérin; 1 brochure, 2 francs, chez Stock.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Guerre-Militarisme, collection de dix cartes postales, avec des dessins de Steinlen, Hermann-Paul, Lefèvre, etc.

Une collection de six cartes postales anticléricales, par J. Hénault.

Ainsi que diverses autres, sur divers sujets, 0 fr. 10 la carte postale.

PETITE CORRESPONDANCE

E., à Tours. — *Variations guesdistes* épuisées. La brochure seulement.

U. C. — *Fêtes nationales* est un peu trop la répétition de l'article que nous avons publié sur le même sujet.

G.O., à Genève. — De la réponse à Henry Maret, votre idée ne se dégage pas assez nettement.

C. M., à Marseille. — Cela rentre dans la série des « faits divers », notre format est trop restreint pour les accueillir tous.

Lerouge. — Quatre convocations dans le genre de celle que vous m'avez envoyée, rempliraient une page. Comme je n'ai pas le temps de recopier, je vous prie de tenir compte que nous ne pouvons pas consacrer le journal à des comptes rendus de réunion ou à des convocations.

Morel. — Bien reçu votre lettre. Où faut-il vous expédier la *Bibliographie*?

L. S., à Lisbonne. — Reçu les vers. Vous rendrai réponse prochain numéro.

G. A. G., à Grenade. — Les mêmes faits se produisent quelquefois chez les laïques. Mais il y a des conditions sociales pour que cela soit moins fréquent.

M., à La Tour-du-Pin. — Le service sera fait au libraire.

Reçu pour le journal : S., à Lille, 2 fr. 75. — D., 5 fr. — Latapie, 1 fr. — G., à Apt, 1 fr. — X., 5 fr. — Z., à Bordeaux, 4 fr. — Lyon, collecte faite par Simon chez Bordat, 5 fr. 20. — S., à Saint-Prix, 0 fr. 50. — H. M., Trélazé, 1 fr. 50. — C. F., Le Mans, 5 fr. — V. de V., Mons-en-Barœul, 2 fr. 75. — A., à Châteaurenard, 0 fr. 30. — G. G., à Grenade, 0 fr. 60. — L. P., à l'Estaque, 5 fr. — O. K., à Genève, 5 fr. — B. M., à Rixdorf, 1 fr. — Merci à tous.

P., à Gand. — D. L., à Tourcoing. — E., à Saint-Georges. — R., à Bologne. — L. D., à Saint-Etienne. — F. B., à Saint-Moritz. — P., à Lausanne. — A. B., à Puteaux. — G. P., à Gand. — O. K., à Gmund. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE — N° 14

DIX CENTIMES

DU 1er AU 7 AOUT 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Toujours pour les mêmes raisons, pas de supplément cette semaine.

AUTOUR ET ALENTOUR

Depuis quelque temps, dans la *Petite République*, un certain Louis Maurice a entrepris de démontrer aux ouvriers combien il leur serait profitable de faire de la politique, de donner leurs voix à de bons députés, chargés de leur faire de bonnes lois qui leur donneraient le droit de réaliser tout ce qu'ils réclament, et, au besoin, ce qu'ils ne réclament pas.

Je ne sais s'il réussit bien dans cette campagne. En tout cas, la besogne contraire accomplie dans les syndicats par les antiparlementaires a l'air de le gêner énormément, car il ne paraît pas un numéro de la *Petite République* qui ne contienne de lui, à l'adresse des troubleurs du plaisir de voter en rond, quelque petit articulet où l'amphigourique le dispute au pathos et au galimatias.

Les antiparlementaires de la Bourse du Travail ayant bec et ongles pour lui répondre, si le cœur leur en dit, et n'ayant pas le goût d'attaquer des moulins à vent, j'aurais laissé M. Louis Maurice s'endormir lui-même sur sa prose, si, dans la *Petite République* du 20 juillet, il ne me mettait en cause, en citant quelques passages de mon livre, *L'Individu et la Société*, où, faisant le procès de ceux qui, à force de s'hypnotiser sur le vocable « révolution », arrivent à en faire une entité, chargée de répondre à tout, capable de réaliser à elle seule toutes les transformations sociales désirées, je disais que ce qu'il fallait surtout, c'était fourrer des idées dans la tête des gens.

∴

J'ignore en quoi ce passage peut viser les syndicalistes antiparlementaires. Autant que je puis en juger d'après leur propagande, la révolution, pour eux, est bien un moyen et non un but. Leur action dans les syndicats prouve qu'ils ont bien compris que la révolution ne valait que par ce que vaudraient les individus qui l'accompliront, et qu'il y avait une propagande éducative à faire.

Mais M. Louis Maurice me paraît surtout être soucieux d'enfiler des phrases les unes au bout des autres ; pourvu que cela ait l'air d'une argumentation, cela lui suffit. Ses exigences ne vont pas à demander à sa phraséologie plus qu'elle ne peut donner.

Ce qu'il y a de certain, c'est que le passage de moi qu'il cite, s'il est sévère pour ceux qui parlent à tort et à travers de révolution, s'applique aussi bien, et à juste titre, contre les endormeurs du parlementarisme qui, pour satisfaire leur ambition, leur manie de commander, veulent endoctriner les travailleurs, leur faire espérer du « Messie-Parlement » ce que d'aucuns attendent du « Messie-Révolution ».

Il n'y a qu'une différence entre les deux méthodes. C'est que ceux qui ont pris la révolution pour but, oubliant que la révolution ne peut accomplir que ce que seront capables d'accomplir eux-mêmes ceux qui y prendront part, s'ils font une erreur de raisonnement, leur bonne foi ne peut être mise en doute, vu qu'ils n'ont rien à espérer de leur propagande, tandis qu'à prêcher l'action parlementaire, on y pêche des sièges de députés, des portefeuilles de ministre, qui vous font agir tout au rebours de ce que vous aviez promis de faire pour arriver.

∴

Oui, j'ai dit et je répète, qu'il ne suffit pas de prêcher la révolution pour qu'elle se fasse. J'ai dit que la révolution ne s'accomplira pas, parce qu'on en prêchera la nécessité ; qu'elle viendra plus sûrement, si on a réussi à mettre au cerveau des hommes la haine des injustices et de l'arbitraire, l'amour de la liberté et de l'égalité sociale. Que cette révolution sera bien plus efficace, si, au lieu de la haine des individus, et de l'envie, on a fait comprendre aux hommes d'où viennent leurs maux, quelles sont les institutions d'où dérivent leur assujettissement et leur misère. Si on a éveillé en eux le sentiment de leur dignité, le besoin de développer leur personnalité, il n'y aura pas besoin de leur indiquer les moyens de s'affranchir, ils sauront les trouver, et, une fois à la besogne, ils sauront la faire complète.

De même que la révolution ne vaut que par ceux qui la font, le député ne vaut que par ceux qui l'élisent. Si la révolution n'est que la somme totale de ceux qui y coopèrent, le député ne pourra que ce que peuvent ses électeurs, avec ce facteur, en plus, cependant, que la révolution étant un ensemble de faits, elle n'a pas de volonté à elle, tandis que le député qui n'est pas une abstraction, mais un homme, peut être dévié par ses intérêts particuliers qui le pousseront toujours à se substituer au lieu et place des électeurs qui abdiquent leur volonté en le nommant.

∴

Sans vouloir recommencer le procès du suffrage universel, il suffira d'insister sur quelques points.

Le parlementarisme s'est arrogé le droit d'intervenir en tous les actes de la vie sociale, et même, bien souvent, en des actes qui ne devraient cependant relever que de l'initiative et de la morale privées.

Or, telle solution, telle réglementation de ces actes peuvent intéresser une partie de la population, mais être indifférentes à telle autre partie. Telle solution pourra être favorable à telle partie du public, mais être défavorable à telle autre, sans que cette solution soit davantage justifiée que telle solution contraire.

On voit déjà l'absurdité de vouloir imposer une règle unique à une population. Façon de faire qui ne se maintient que par l'ignorance des individus qui la supportent, parce qu'ils naissent au milieu d'une centralisation à outrance, qui leur semble justifiée par son existence même, et que l'éducation les a habitués à considérer comme normale.

Mais à cette première absurdité, s'en mêlent d'autres : Un Parlement doit être universel : voirie, agriculture, commerce, finances, chaque branche de métier, transports, médecine, hygiène ; tout ce qui fait partie des connaissances humaines, de l'activité de l'homme, doit être élucidé par les députés et le gouvernement. Or, comme un individu n'a de connaissances assez développées que sur un nombre très restreint de sujets, — je veux dire, les connaissant assez, afin de pouvoir juger en connaissance de cause — il s'ensuit que toute l'activité d'un peuple est réglée par des gens qui légifèrent sur ce que, le plus souvent, ils ne connaissent pas.

D'autre part, pour arriver à former une majorité assez forte pour nommer un député, il faut — et il ne peut en être autrement — que les groupes se fassent des concessions mutuelles dans leurs programmes de revendications. Dans la série de marchandages auxquels ils sont forcés de se livrer, sombrent la meilleure partie de leurs *desiderata*, au plus grand profit des défenseurs de l'état de choses existant qui, eux, n'ayant qu'à se défendre, ont pour eux tous les préjugés, toute l'ignorance qu'ils s'emploient de leur mieux à maintenir.

∴

Mais, une fois nommé, le député va se trouver, au Parlement, dans la même situation que ses électeurs avant l'élection. Il va être forcé d'évoluer au milieu de la même confusion d'idées, au sein des mêmes compétitions d'ambitions, d'intérêts et de vanités, pour arriver à voter quelque chose. En admettant qu'il reste fidèle à son mandat — mandat qui aura dû être tripatouillé, rogné, diminué, pour réunir la majorité des électeurs — il devra se livrer aux mêmes combinaisons, aux mêmes maquignonnages, pour arriver à faire accepter le projet de loi qu'il aura déposé. Projet de loi, ne l'oublions pas, déjà absurde, quel qu'il soit, puisqu'il prétend réunir, sous une même formule, une variété infinie de conceptions et d'intérêts.

Lorsqu'un Parlement se décide à voter une résolution ne soulevant aucune récrimination, ou, tout au moins, acceptée par la grande majorité, c'est que l'action qu'elle consacre est entrée dans les mœurs et que les lois restrictives ne sont plus appliquées.

La liberté ne se décrète pas. Un article de loi ne définit la liberté qu'il accorde qu'en énumérant toutes les restrictions qu'il y apporte. Et c'est se moquer des gens que venir leur dire : Inutile de faire vos affaires vous-mêmes. Entendez-vous d'abord pour choisir un personnage qui sera chargé de vous autoriser à agir comme vous l'entendez.

Non, les individus ne doivent pas mettre leurs espoirs en les choses; mais pas davantage en les institutions sorties de leurs mains, en la bonne volonté d'hommes tout-puissants que le fait de placer au-dessus d'eux met de suite en rivalité d'intérêts avec ceux qui les ont nommés.

Les individus ne doivent compter que sur leur action propre. Que l'association et la solidarité leur fournissent la force nécessaire pour réaliser ce qu'ils veulent; mais qu'ils ne chargent jamais personne d'agir en leur lieu et place.

Espérer qu'une révolution, qu'un cataclysme changera leur situation, est une erreur profonde, néfaste, qui leur fait supporter ce qui existe, dans l'espoir d'un changement hypothétique; mais l'erreur n'en est pas moins profonde, ni moins néfaste, en plaçant ses espérances sur un Parlement.

Ou le député peut agir sans ses électeurs, alors il peut aussi bien leur faire du mal que du bien? Ou bien il n'a de force que de ses électeurs, alors ceux-ci n'ont pas besoin de lui?

Agissez et pensez par vous-mêmes, disent aux individus ceux qui sont arrivés à se débarrasser de l'erreur autoritaire. Et voilà ce que ne peuvent accepter ceux qui, comme M. Maurice, attendent tout des Parlements, essayant d'entraver l'initiative individuelle.

J. Grave.

A BIRIBI

On nous envoie cette lettre pour communiquer à la presse. N'ayant ni grandes ni petites entrées dans ce monde-là, nous la donnons dans nos colonnes :

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser cette lettre en vous priant de vouloir bien lui accorder l'hospitalité de vos colonnes.

Le général André, parmi les heureuses réformes introduites dans l'armée, s'est occupé, avec une sollicitude qu'on ne saurait trop louer, du sort des malheureux soldats qui, ne pouvant se plier au joug de la discipline militaire, sont envoyés dans des compagnies de discipline.

C'est grâce à lui que les tortures atroces, crapaudine, silo, fers, ont été rayés des moyens de répression à employer, mais il ne suffisait pas d'un décret pour tout réformer, il aurait fallu, chose impossible, transformer en hommes certaines brutes galonnées ou changer complètement les cadres inférieurs.

Plusieurs de ces gradés, jaloux des lauriers de Gofertau (encore sergent à la 4e discipline), l'assassin de Mathon, de Jacob, l'assassin de Buvert et de Justiani, le plus récent assassin de Djenon-ed-Dar, voudraient revenir aux anciens beaux jours où ces chaouchs dans les camps s'intitulaient les « rois du désert » et brûlent d'envie de faire intervenir le revolver comme le moyen le plus efficace de se faire respecter.

Voici, en effet, les faits qui se sont passés le 16 juillet dernier au détachement de la 4e discipline à Bou-Saâda. Un disciplinaire en absence illégale, ramené au quartier par un spahi et ayant été fort maltraité, selon l'habitude des indigènes vis-à-vis des évadés, lui lance à son arrivée au quartier quelques coups de son pied chaussé d'espadrilles; le spahi se rua alors sur le malheureux (qui avait les mains attachées) et lui aurait sans doute fait un mauvais parti, si d'autres disciplinaires, présents à cette scène et outrés de son acte, ne lui eussent infligé la correction à laquelle il avait tous les droits. Au cours de cette scène, le caporal de garde faisait tous ses efforts pour ramener le calme parmi ces deux ou trois hommes et il y serait arrivé, si un autre gradé, le caporal Martin, ne s'était précipité sur le revolver du caporal de garde en s'écriant : « Mais tire donc sur ces cochons, toi, qu'est-ce que tu attends? » Heureusement l'autre caporal ne tint aucun compte des excitations du haineux Martin, qui croyait déjà réaliser le rêve qu'il avait fait de tuer un camisard (selon ses propres paroles prononcées à Aumale).

Tout le camp surexcité ne se fit pas faute de dire à ce caporal quelques vérités très dures qui n'étaient à la louange ni de sa délicatesse ni de ses mœurs; puis, sous l'empire de ces sentiments, dix disciplinaires sautèrent le mur et partirent en ville. Un autre gradé, le sergent Boissière, qu'heureusement les hommes n'entendirent pas, faisant des remontrances au caporal, lui disait : « Je vous jure que si j'avais été là, ils n'auraient pas approché du spahi, je les aurais plutôt tous tués. »

A la suite de ces faits, une punition a été infligée au caporal de garde pour n'avoir pu rétablir l'ordre (c'est-à-dire pour n'avoir pas voulu tuer deux ou trois hommes) et quinze de nos camarades sont en cellule par une chaleur de 45 à 50° à l'ombre, dans des trous où il est presque impossible de respirer et d'où on les retire parfois à moitié morts, tout cela parce qu'un être vindicatif et lâche, le caporal Martin, aurait voulu perpétrer un assassinat.

Nous espérons tous, au détachement de Bou-Saâda, que M. le Ministre de la Guerre voudra bien faire faire une *impartiale* enquête et récompenser, selon leurs mérites, les gradés qui interprètent si bien ses dernières circulaires.

Daignez agréer, Monsieur le Directeur, les salutations et les remerciements d'un

Vieux Camisard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Supposez qu'un soldat ait menacé de mort, par la poste, un de ses supérieurs. A quoi croyez-vous que le conseil de guerre l'eût condamné? A quelque chose de plus qu'un franc d'amende, hein?

Eh bien, c'est à un franc d'amende (et aux frais, soyons justes) que vient d'être condamné, par le conseil de guerre de Châlons-sur-Marne, le commandant Perret, du 31e dragons. Il avait écrit, au général Percin, chef du cabinet du ministre de la guerre, une lettre anonyme dans laquelle il le menaçait de le tuer. Pendant les quatre mois que dura l'enquête, il nia être l'auteur de la lettre. Le jour du jugement, il avoua, s'excusant sur ce qu'il l'avait écrite dans un moment d'exaspération, dans le dépit où il était de voir son avancement ralenti. Avis aux simples soldats qu'on tarde à nommer caporaux.

L'histoire du lieutenant Fortier nous montre qu'un officier qui refuse d'obéir à un ordre de ses chefs, est acquitté et *félicité*, alors qu'un soldat, pour le même motif, est expédié aux bagnes d'Afrique. L'affaire du commandant Perrot nous montre que la menace de mort contre un supérieur, qui vaut le peloton d'exécution à un soldat, vaut un franc d'amende à un officier. Cependant les mots de République et d'Egalité sont gravés sur les murs des casernes, et le mot de justice est écrit dans les lois...

Notre société républicaine est très fière de sa supériorité sur l'ancien régime: les soldats y tiennent la place des manants, et les officiers celle des seigneurs. Grand progrès.

⁂

Encore un capitaine trésorier arrêté, sous l'accusation d'avoir détourné (c'est plus poli que volé) 19,000 francs de la caisse dont il avait la garde. Etant donné que les officiers (comme autrefois les nobles) ont le monopole de l'honneur — ils nous l'ont assez dit! — que penser du reste de la nation?

La vérité, c'est que les militaires font la comptabilité comme ils rendent la justice et soignent les malades... à coups de sabre.

En attendant la grande réforme — qui ne sera faite que par les peuples eux-mêmes — de la suppression des armées et des frontières, on pourrait toujours nous donner des améliorations de détail comme celles-ci : juges civils, médecins civils, comptables civils, etc. Ainsi, à force de *civiliser* l'armée (elle en a besoin), on arriverait à ce qu'elle ne contienne presque plus de militaires. On commencerait à respirer.

⁂

Encore un prêtre, le curé-doyen de Gérardmer, arrêté pour attentats à la pudeur sur un grand nombre de fillettes. Comme les officiers ont le monopole de l'honneur, les prêtres ont le monopole de la vertu.

La religion est le plus grand effort que l'homme ait jamais fait pour asseoir la morale sur une autorité extérieure à l'homme. Et voilà à quoi aboutit ce plus grand effort. Contre les plus grossières tentations de la chair, l'homme-Dieu, voué à la chasteté, dépositaire de la seule vraie morale, supérieur au troupeau mécréant, protégé par des puissances surnaturelles, est sans défense. Avouez que la morale religieuse est bien fragile.

⁂

Un homme est mort, quelque part, je ne sais où. Sa manie était singulière. En plein vingtième siècle, il parlait d'un Etre surnaturel, omniscient, omnipotent, et se disait détenteur des pleins pouvoirs de cet inconnu pour dominer sur tous les hommes. La marotte de ce vieillard allait jusqu'à se dire et se croire infaillible! Un fou? Oui, un fou, mais un fou laissé libre, un fou cru sur parole par des millions d'autres fous, couvert par eux de cadeaux et d'argent, logé dans un palais, avec des gardes et toute une hiérarchie de fous grassement payés. Un fou qu'on ne pouvait approcher qu'à plat ventre, et de qui il fallait baiser la pantoufle avant que de lui adresser la parole. Ce malheureux dément trépassé, nul n'en parle, sinon les médecins et les anthropologistes? Hélas! tout le monde en cause, toute la terre est sur pied, comme à la mort d'un grand homme, les femmes pleurent, les ambassadeurs accourent porter leurs condoléances au palais du fou, les gouvernants font des démarches, prennent le deuil, les journaux anticléricaux n'ont plus une colonne disponible pour autre chose et se demandent avec anxiété quel fou succédera.

Au vingtième siècle, en Europe...

R. C.

⁂

Lyon. — *Mœurs de décadence*. — Pour peu que cela continue, les rues de cette ville ne seront plus que des succursales de la forêt de Bondy, d'historique mémoire; si ceux qui y pratiquaient n'existent plus, les chiens de garde de l'autorité ont toutes les tendances à vouloir et pouvoir les remplacer.

Aussi il ne faut pas être surpris, si en sortant d'une réunion publique ou privée, l'on est appréhendé par les mouchards de la police secrète, qui, pour s'éviter la peine de vous pister jusqu'à votre domicile, vous intiment l'ordre de leur montrer les papiers d'identité nécessaires, si l'on ne veut point être de force conduit au poste le plus voisin, et séquestré jusqu'au lendemain. Si l'on objecte que forcer quelqu'un à exhiber ses papiers d'identité et ne point les réclamer à d'autres, cela constitue un attentat à la liberté individuelle, cela ne les gêne point, puisqu'ils n'ont de compte à rendre qu'à leur fantaisie; aussi toute personne suspecte d'idées avancées doit s'attendre à être victime de leurs actes ignominieux.

Malheur aussi à celui qui a l'allure fatiguée et des vêtements sordides; il ne tarde pas à être arrêté et emprisonné pour le seul délit d'être pauvre et dépossédé; malheur à celui qui, tourmenté par la faim, va à la Bouchée de pain officielle, ou aux asiles de nuit, qui sont de véritables souricières à miséreux; malheur également à celui qui, par suite de chômage, est expulsé de son logement, et obligé d'aller dormir dans les terrains vagues et submersibles que délaisse le Rhône; la nuit, tous ces endroits sont explorés par notre vigilante et malpropre police lyonnaise; une véritable chasse à l'homme est exercée contre ceux qui n'ont même plus le droit de dormir, malgré la Déclaration des Droits de l'homme.

Pour la femme, si c'est une malheureuse que le besoin de vivre force à vendre ses charmes, et qui par

ce fait se cache dans les endroits retirés, si elle ne veut point être persécutée par les agents des mœurs, il faut qu'elle leur prodigue ses faveurs et paye de sa personne. Mais il en est bien autrement pour la prostitution élégante; son immoralité tient le haut du pavé dans les quartiers aristocratiques, et les pouvoirs publics veillent à la libre pratique de ce commerce d'amour si avantageux pour les cafés riches et restaurants de nuit de la rue de la République et de la place des Célestins, qui sont le rendez-vous des fils de bourgeois et de vieillards libidineux, et des salons plus ou moins particuliers, où les mœurs de Lesbos, de Sodome et de Cythère ont leur complet épanouissement.

Il est inutile de dire que ces pratiques ne sont inconnues que de notre vigilante autorité préfectorale; aussi son zèle à tracasser les anarchistes et les faire débaucher de leur travail n'en est que plus grand, et la canaillerie qu'elle met pour faire arrêter et emprisonner le malheureux Sauvageon, victime de l'autorité militaire, et dont la seule culpabilité est d'en établir publiquement la preuve, n'en est que plus complète.

Voilà où en sont les mœurs et l'état d'esprit de la société bourgeoise autoritaire et capitaliste.

Le groupe *Germinal*.

* *

Nevers. — Aux forges de Guérigny, comme en tous les ateliers de la marine appartenant à l'État, fonctionne depuis quelques mois la journée de huit heures. On peut s'en louer, car indéniablement l'abréviation de la durée du travail est un instrument de moralité, de santé, de force, c'est-à-dire de progrès.

Cependant, il en va de l'application des huit heures comme il en va, en société capitaliste, de toutes les réformes partielles. Celle-là peut constituer, elle constitue sans doute, un bienfait pour les quelques-uns, privilégiés, qu'elle favorise. Mais elle a ses répercussions funestes et c'est bien le cas de redire que le bonheur des uns fait le malheur des autres.

Les forgerons de Guérigny ne font plus que huit heures et s'en félicitent. Mais d'autres s'en plaignent, qui sont les ruraux d'alentour; et certes ils n'ont pas tort. Le loisir nouveau qu'ont acquis les Guérignois est en effet employé par eux à ravir le travail des ouvriers des champs, en se louant aux propriétaires aujourd'hui pour les foins, demain pour la moisson.

Tel est, actuellement, à Guérigny, le résultat de la journée de huit heures.

On sent quelles jalousies une telle concurrence doit aiguiser au cœur des journaliers. Ils ont raison de se plaindre; ils ont tort de s'en prendre à la journée de huit heures et d'en réclamer l'abrogation au pouvoir. Il y a mieux à faire. A Parigny-les-Vaux, notamment, fonctionne l'*Union syndicale* des ouvriers bûcherons, agricoles et travaux similaires. C'est une arme. Que les journaliers s'en servent donc, qu'ils fassent leurs affaires eux-mêmes, qu'ils se montrent des hommes.

Am. C.

* *

Trélazé. — La dernière carrière à ciel ouvert a vécu, il y a quelques années. Boucher était alors ministre; en voyage dans l'Ouest, il devait, en passant à Angers, visiter les carrières. Pour cette circonstance, on avait décoré, avec profusion de branchages, guirlandes, etc... les machines et carrées de cette carrière; mais, dans la nuit qui précédait la visite, machines, guirlandes et le reste dévalèrent inopinément au fond du trou. Boucher ne voulut plus rien voir du tout et regagna Paris.

Présentement on exploite le gisement à l'aide de puisards forés en plein roc, jusqu'à 300 mètres; à cette profondeur, on creuse en sens divers des galeries directrices pouvant s'éloigner à 200 mètres et plus de l'aplomb du puits, des parois de 7 à 10 mètres sont ménagées entre ces vides, puis on attaque le rocher à la voûte en remontant vers le sol. Tout ce travail est fait à la mine, les explosifs fournis par le patron à la charge des ouvriers.

Ce mode d'extraction a pour avantage de permettre de n'amener à la surface que les parties utilisables, les déchets laissés sur le sol l'exhaussent peu à peu à mesure que la voûte s'élève. Dans certains cas même, ce déchet est insuffisant, on est obligé d'en redescendre du jour, pour maintenir l'écart réglementaire de 7 mètres du sol à la voûte.

Tout ce travail d'extraction est fait au mètre cube et à la tâche; le chargement des matériaux du sol sur les chariots, et le roulage de ceux-ci à l'aplomb du puits par des journaliers.

Ceux-ci gagnent la somme fantastique de 3 francs par jour et sont réglés tous les mois. Quant aux autres, ils se contentent d'un acompte fixe, suivant le nombre de jours de présence et sont réglés tous les semestres. A ce moment, on cube le travail accompli, et on distribue l'excédent au prorata des gains.

Celui qui, au cours du semestre, vient à quitter le chantier, perd ses droits à l'excédent. Nos observations ne nous permettent pas d'affirmer que cette part d'excédent soit répartie à ceux qui sont restés.

Voici maintenant quelles sont les revendications des ardoisiers; elles ne sont pas bien méchantes; oyez plutôt :

« 1° Une augmentation de 0 fr. 50 par jour pour les journaliers;

2° Le droit, pour un délégué par chantier, d'assister au métrage du travail accompli, et de placer, de concert avec l'administration, des points de repérage pour les cubages futurs. En cas de contestation, droit d'expertise accordé aux ouvriers et à leurs frais;

3° Le droit de contrôle de la quantité d'explosifs employés;

4° Le respect de la dignité individuelle. Les contremaîtres du fond étant très mal embouchés, l'administration devra donner des ordres formels en ce sens, ou organiser à leur usage des cours de civilité puérile;

5° La suppression de la promenade-apéritif par les échelles. »

Le document ci-dessus, signé de trois délégués par carrière, et contresigné des trois membres du bureau syndical, a été déposé au siège de la Commission des ardoises, avec prière de donner une réponse dans le plus bref délai possible.

Quatre jours après, arrivait la réponse qu'on ne pouvait prendre en considération un pareil factum, vu qu'il portait la signature de trois ouvriers occupés par la compagnie voisine (laquelle, entre parenthèse, a mis la meilleure grâce du monde, il y a déjà quelque temps, à introduire ces réformes dans son exploitation).

L'assemblée générale corporative a décidé de représenter le même factum, dépourvu des trois signatures qui faisaient si horriblement loucher les gros patapoufs de la Compagnie.

Les choses en sont là. H. M.

* *

Mouvement ouvrier. — Depuis le vote de la loi sur la durée du travail des femmes et des enfants que Jaurès a trouvée la plus grande réforme du siècle, je n'ai cessé de démontrer que non seulement la loi n'était pas appliquée, mais lorsqu'ils n'obtenaient pas de « dérogation » — ils n'ont qu'à en faire la demande — les patrons s'arrangent toujours pour la tourner.

Dans les industries où hommes et femmes travaillent ensemble, une cloison de bois sépare l'atelier en deux et le tour est joué; les adultes peuvent alors travailler quinze à seize heures par jour, la loi n'a rien à y voir. Dans les ateliers de femmes, c'est encore plus simple; lorsque la visite de l'inspectrice est annoncée, on fait passer les ouvrières dans une autre pièce qualifiée pour la circonstance « d'appartements privés » dans lesquels les inspectrices ne peuvent pénétrer, et ce n'est pas plus malin que cela. Pour les enfants « protégés par la loi », c'est absolument la même chose. A Marseille, on les emploie maintenant à décharger les navires, et voici ce que nous écrit un camarade :

Un entrepreneur d'embarquement, M. L..., a employé pour un embarquement de briques, tuiles, carreaux, des enfants de onze à quatorze ans qu'il a fait travailler toute la journée pour des salaires allant de 0 fr. 75 à 1 fr. 10.

Les membres de la corporation intéressée n'ont pas trouvé autre chose à faire que de porter plainte contre l'entrepreneur, ce qui est regrettable, car en définitive aucun texte de loi n'interdit de faire décharger des navires par des enfants. Telle est la « protection » que la loi accorde aux femmes et aux enfants.

Le mieux ne serait-il pas de protéger les nôtres et de nous protéger nous-mêmes? ce serait certainement le meilleur moyen de l'être sûrement. Mais il y a encore pour cela une rude période d'éducation à faire au sein de la classe ouvrière.

C'est ce que nous tentons.

* *

La grève des ouvriers métallurgistes d'Hennebont, dont j'ai parlé la semaine dernière et qui dure depuis le 2 juillet, continue. A la demande d'entente formulée par les grévistes, le Conseil d'administration des Forges a répondu par un refus formel d'examiner leurs *desiderata* et se refuse également à toutes les augmentations de salaires demandées.

Rappelons que cette riche compagnie qui a d'autres usines aux quatre coins de la France, à Lyon, à Lille, à Saint-Ouen, près Paris, paie dans son usine de Bretagne des salaires si dérisoires — il y a des travailleurs qui gagnent de 1 fr. à 1 fr. 70 par jour — que les malheureux qui y sont employés ne parviennent même pas à satisfaire leur faim.

Devant le refus de la Compagnie de bien vouloir examiner leurs si légitimes réclamations, les grévistes, cela va sans dire, ont été exaspérés et peu s'en est fallu que quelques chiens de garde de la Compagnie ne fussent watrinés. La maison du docteur Quillevin, maire de l'endroit, le bon serviteur de la Compagnie et qui, en cette qualité, a tout fait pour pousser à bout les grévistes, a été défoncée à coups de pavés.

L'armée au service des capitalistes est, cela va sans dire, sur les lieux et à l'heure actuelle l'effectif de soldats dépasse celui de la population.

Hennebont regorge de troupes. La ville est littéralement en état de siège. Le 116e de Vannes est arrivé presque au complet, ainsi que trois escadrons de chasseurs de Pontivy. Le général de brigade de la Rivière, commandant la 43e brigade, est arrivé hier soir pour prendre le commandement des troupes. Le préfet du Morbihan, le sous-préfet de Lorient et le commandant de gendarmerie de Vannes se tiennent en permanence sur les lieux.

La petite ville est en état de siège et cela ne fait qu'exaspérer un peu plus les malheureux grévistes qui en ont assez de crever de faim en travaillant. Des collisions, auxquelles les femmes prennent part, ne s'y montrant pas les moins résolues, ont eu lieu avec les gendarmes et les soldats, et il y a des blessés de part et d'autre. Des arrestations ont été faites, mais à plusieurs reprises les grévistes ont pu délivrer leurs camarades.

En résumé, la situation est très grave à Hennebont. Les autorités semblent tout faire pour chercher une journée qui, en jetant le deuil dans la petite cité bretonne, mettrait fin — du moins ils l'espèrent — à la grève. Les lauriers du ministère Waldeck-Millerand empêchent de dormir nos maîtres du jour, qui pensent peut-être qu'un Chalon ferait oublier et pardonner par nos bons bourgeois les petits ennuis qu'ont eu à subir nonnes et calotins.

C'est le système des compensations. En attendant, la *Fédération de la Métallurgie* fait tous ses efforts pour faire plier la Compagnie; des secours sont envoyés chaque jour à Hennebont pour faire manger les petiots qui sont nombreux, et des listes de souscriptions ont été envoyées dans tous les syndicats.

Si la Compagnie persiste, une tentative sera faite dans ses autres usines pour engager les ouvriers à faire cause commune avec leurs camarades d'Hennebont. Et l'on verra bien alors qui aura le dernier mot.

P. Delesalle.

Allemagne.

Berlin, le 20 juillet 1903.

Je dois vous dire d'abord, avec ennui, au sujet des Syndicats, étant moi-même de deux organisations, que nos idées sont très peu en mouvement et que les social-démocrates sont LES MAITRES ABSOLUS.

Sans parti pris contre les social-démocrates, sans fanatisme pour mes idées, je dois dire que les partisans « que la religion est chose privée » sont en train de vouloir faire la même comédie que Millerand, l'ami de Galliffet, le sabreur de 1871. Ils sont en train de se chicaner. L'on voit d'un côté Bernstein voulant, non seulement que les socialos prennent la vice-présidence au Parlement, mais encore trouvant tout naturel que les socialos soient invités chez Sa Majesté l'Empereur et soient avec lui comme un ami. Mais cela n'étonne pas beaucoup, quand on sait qu'il y a des social-démocrates partisans de la conservation de l'Empereur, si le parti avait la majorité au Parlement. Il y a encore mieux que cela.

Quand nous avons vu le député Krause, social-démocrate de Stuttgart, votant pour un supplément de police, parce qu'ils avaient fait des heures en plus au sujet d'une grève; et mieux, il était lui-

même représentant des grévistes, et trouvait tout naturel qu'on arrête un gréviste parce qu'il répondait à la police qu'elle ne devait pas bouffer ce pain-là, la police lui disant que c'était son gagne-pain. Donc rien d'étonnant que Bernstein soit de ces idées. De l'autre côté, l'on voit le *roi Bebel*, voulant bien la vice-présidence, mais ne voulant pas accepter l'invitation auprès de Sa Majesté Guillaume. Mais je m'arrête sur cette comédie politique, et je passe au sérieux.

La police nous embête de nouveau, et les lettres entre camarades sont arrêtées, ouvertes et lues. De plus, deux camarades du journal anarchiste étaient sous le coup d'un mandat d'arrêt pour avoir, dit-on, fait comprendre à un antigréviste la vérité par une bastonnade (mais ils ont dit adieu).

Un troisième camarade est arrêté (c'est le directeur du journal *Neues Leben*), pour avoir laissé imprimer un article où l'on insultait Dieu. Caprice de la police, car il y a huit jours, un livre de Tolstoï était défendu pour la même question. Quelle bêtise, quand on pense à cela au sujet du grand croyant qu'est Tolstoï ! Mais toutes ces arrestations ne font rien qu'une seule chose : c'est la morte-saison de la propagande.

E. M.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les Anticrates. — Vendredi 31 juillet, à 8 h. 1/2, salle Douat, 220, rue Saint-Denis, soirée familiale.

Conférence par le camarade Robinet sur: *Propagation de l'idée libertaire.* — Partie littéraire par les camarades du groupe.

Des camarades du groupe d'études sociales *Les Anticrates*, considérant que la propagande est localisée dans les grandes villes, et que rien ne fut entrepris pour amener à notre idéal l'habitant des campagnes dont l'énergie et l'action seraient une pression décisive pour faire une révolution consciente et libératrice, et que l'avortement de tout acte révolutionnaire ne fut déterminé que par le manque de propagande.

Des conférences éducatives et littéraires seront tentées dans le département de Seine-et-Oise pour continuer ensuite dans le centre de la France.

Les camarades qui estiment cette propagande utile, sont priés de se mettre immédiatement en communication avec le camarade G. Robinet, 8, rue des Guillemites, Paris (IVe).

**

Causeries populaires des Xe et XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 5 août, à 8 h. 1/2, causerie par Godchaux-Brunsvisgh sur : *Maeterlinck.*

**

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 3 août, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade naturien sur le *Naturisme.*

**

Union ouvrière de l'ameublement, siège social : 8, rue des Apennins. — Réunion générale le mardi 4 août 1903, à 8 h. 1/2 du soir, 8, rue des Apennins.

Communications diverses et embauches. — Conférence par Libertad sur : L'Individu et l'Entr'aide.

Les compagnes sont invitées.

**

Aux camarades de province.

Louise Michel désirant commencer vers le milieu de septembre des séries de conférences sous ce titre : Crise finale des religions ; l'Ecole sans Dieu, prie les camarades de province de vouloir bien s'entendre avec elle à cette intention.

Ecrire à l'adresse ci-dessous :

Louise Michel, 53, Dahomey Street, Mitcham Lane, Streatham, S. W. London (Angleterre).

**

Le camarade Morat, auteur de la brochure *Pourquoi nous sommes antimilitaristes*, nous demande d'annoncer qu'il la laisse à 5 fr. le cent.

**

Œuvre des Veillées familiales populaires. — La troisième veillée artistique et littéraire aura lieu le samedi 1er août prochain, à 8 h. 1/2 très précises du soir, au 14e arrondissement, salle Allard, 37, rue de l'Ouest.

Programme : Conférence sur « le Théâtre et la Chanson sociale » par un camarade de l'*Art pour tous*. Concert avec le gracieux concours d'artistes des théâtres et concerts de Paris ; des chansonniers montmartrois; etc., etc.

Commentaires sur l'*Enfer du soldat*, livre de propagande antimilitariste, fait par l'auteur, Jean de la Hire.

Entrée entièrement gratuite.

**

Dimanche 2 août, à 2 heures de l'après-midi, salle Octobre, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Girault fera une conférence antireligieuse à l'occasion de la manifestation anticléricale Etienne Dolet.

Sujet : L'anticléricalisme et l'irréligion.

**

Tous les camarades du 14e arrondissement, anarchistes, libertaires ou révolutionnaires, sont invités à se réunir le jeudi 6 août, à 9 heures du soir, à la Brasserie Jacob, 130, rue du Château, en vue de discuter la formation d'un Groupe d'études libertaires et de propagande par le théâtre et la chanson.

Quelques camarades ayant déjà promis leur concours, il est à espérer que cet appel sera entendu et que les camarades du 14e ne resteront pas plus longtemps indifférents à l'élan donné dans les autres arrondissements.

**

Milieu libre de Vaux et Coopération communiste. — Tous les camarades s'intéressant à la coopération communiste en général et ceux qui se trouvaient le dimanche 26 juillet dernier à la salle de la Cloche, 43, rue Réaumur, où a été faite une proposition tendant à la création d'une Coopérative de consommation fusionnant avec le Milieu Libre de Vaux, sont invités à assister à la réunion qui se tiendra le jeudi 6 août, à 8 h. 1/2 très précises du soir, au café du Centre, 23-25, rue de Viarmes (près la Bourse du Commerce).

N. B. — Tous les adhérents au Milieu Libre sans exception sont invités à cette réunion. Entrée absolument gratuite.

**

AMIENS. — Les libertaires, ainsi que les détenteurs de listes de souscriptions, sont priés de se réunir le lundi 3 août, salle Decourcelle, rue Saint-Leu, 3.

Ordre du jour : Rentrée des listes de souscriptions, distribution de nouvelles. Proposition de Roubaix. Urgence.

**

LIMOGES. — Les camarades sont avertis qu'une réunion aura lieu samedi 1er août, à 8 h. 1/2, chez Dumas, restaurateur, rue Adrien-Dubouché. Présence indispensable. Il y aura recette pour le nouveau local.

Questions diverses ; causeries.

**

LORIENT. — Réunion samedi 1er août, à l'endroit habituel. Causerie par le camarade Fornas sur : Les préjugés de la société.

Les camarades de Lorient désireraient également se mettre en communication avec le camarade René Le L...., qui se trouvait tout dernièrement à Rochefort.

**

LYON. — Dimanche 9 août, le groupe *Germinal* organise une réunion familiale privée, au bénéfice de la « brochure à distribuer », qui aura lieu salle Chamarande, rue Paul Bert, 26, à 8 h. 1/2 du soir.

Une causerie sur les conditions sociales de la femme dans les divers pays et sur celles de l'avenir, sera faite par un camarade.

La soirée se terminera par des distractions diverses.

**

MARSEILLE. — Dimanche, 2 août 1903, réunion de tous les adhérents au Bar-Palace, allées de Meillan, 34, à 6 heures du soir. Causerie : Qu'est-ce qu'un milieu libre? Organisation de conférences publiques dans divers quartiers de la ville et la banlieue.

Les secrétaires des groupes libertaires, d'études sociales, etc., sont priés de se mettre en relation avec E. Merle, secrétaire, allées de Meillan, 34, pour recevoir communications, documents, circulaires. Urgence.

**

Réunion du groupe, mardi 4 août, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel, 1, rue des Carmes. Invitations à tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire*. Lancement du journal. Très urgent.

EN VENTE

Nous venons de trouver quatre collections des années 4, 6 et 7 de la *Révolte*, 9e année du *Révolté* avec les années 5, 6 et 7 des *Temps Nouveaux* : nous les laisserons pour 10 francs rendues en gare.

BIBLIOGRAPHIE

Les affirmations de la conscience moderne, par G. Séailles ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

Essai de Muse réaliste, par Villemejane, 0 fr. 50, chez l'auteur, 6, rue Côtelier, Nîmes.

La langue française en l'an 2003, par L. Bollack ; 1 broch., à *La Revue*, 12, avenue de l'Opéra.

Victoire, par M. Gabriau ; 1 broch., chez Villiard, 42, rue de l'Ouest.

Vie consciente, par Evrard Favarger ; 1 broch., 0 fr. 50, impr. Reggiani et Graf, 9, rue Necker, Genève.

A lire :

Le Visiteur, C. L. Philippe; *Canard Sauvage*, n° 18.

AVIS

Il a été, par erreur, mis dans un paquet, 1 vol. de Hæckel : *L'Histoire de la création*, et un d'Avenel : *Sept cents ans de salaires en France*. Nos moyens ne nous permettent pas de donner des primes semblables. Celui qui les a reçus par erreur, serait bien aimable de nous les retourner.

PETITE CORRESPONDANCE

K. V., à Troyes. — Des faits de ce genre, pour qu'ils aient toute leur signification, doivent être racontés avec plus de détails et nous ne sommes pas outillés pour les contrôler.

A. G. E. F., à Liège. — 3 fr., ou 3 fr. 25 si vous voulez qu'il soit recommandé.

R., à Nîmes. — J'ai bien une souscription de payée au nom de J. R. Mais vous aviez dit de vous inscrire pour deux?

J. D., à Cussy. — J'ai bien entendu aussi la chanson que vous dites, mais j'en ignore le titre.

Freedom. — Ai expédié les numéros. Vous êtes cependant bien dans le service.

W. C., à Bruxelles. — Votre abonn. finit fin juillet. — L'*Œuvre Nouvelle*, 52, rue Gay-Lussac. — La *Bibliographie* chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

La Luz, Santiago. — Je n'ai rien reçu.

Une femme. — Oui, les timbres français oblitérés se vendent, mais à raison de 0 fr. 50 le mille. Il faut que l'envoi ne vous coûte rien.

G., à Apt. — C'est bien le prix. Le prix de souscription à l'illustré comporte le non illustré.

E. D. M., boulevard R. — Envoyez les articles, je vous rendrai réponse après avoir lu.

M. D. — Le moyen, c'est-à-dire acheter les numéros et les distribuer, a déjà été donné dans le journal. Seulement, jusqu'à présent, il ne semble avoir guère été mis en pratique.

Reçu pour la défense de l'enfant : Froment, 1 fr. — L. O., à Venzolasca, 1 fr. — En tout : 2 fr. — Listes précédentes : 18 fr. 10. — En caisse : 20 fr. 10.

Reçu pour les grévistes de Hollande : L. O., à Venzolasca, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : P. Q. R., 1 fr. — L. O., à Venzolasca, 2 fr. — E. G., 1 fr. 80. — L., 2 fr. 50. — R., à Nîmes, 2 fr. — A. A., à Saint-Laurent-en-Caux, 4 fr. — P. M., 3 fr. — X., 0 fr. 50. — D., à New-York, 2 fr. 30. — D., à Montereau, 1 fr. 50. — Vente de « vieux timbres », 5 fr. — Une femme, 2 fr. — P., à Limoges. — Collecte par C. J., 0 fr. 75. — B., à Jonzac, 0 fr. 45. — Fernik, 2 fr. — Collecte entre quelques camarades d'Amiens, par B., 2 fr. 50. — G. P., à Gand, 0 fr. 50. — Merci à tous.

H. B., à Mouveaux. — P. G., à Mons. — Z. — A. L., à Asnières. — T., à Tonnay. — C., à Lons-le-Saunier. — L. C., à Rabastens. — J. R., à Toulon. — P. C., à Lyon. — D., à Saint-Claude. — L. B., à Alais. — F., à Paris. — M., à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. O. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIEME ANNÉE N° 16 — DIX CENTIMES — DU 8 AU 14 AOUT 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Nous leur envoyons, avec ce numéro, des bulletins d'abonnements, avec prière de les faire circuler. Nous en tenons à la disposition de ceux qui nous en demanderont.

EN ESPAGNE

Le 1er juin 1902 (1), les ouvriers agricoles de Badajoz se mettaient en grève et, de bon matin, postaient quelques-uns des leurs aux portes de la ville pour empêcher les Portugais qui n'avaient pas adhéré au tarif de la Société ouvrière de se rendre au travail. La garde civile intervint naturellement et arrêta deux grévistes que leurs camarades remirent, de force, en liberté. Le même fait se reproduisit en divers points, et les grévistes réussirent toujours à remettre en liberté ceux de leurs camarades que la gendarmerie avait pris, jusqu'à ce que, ayant reçu du renfort, et se trouvant en nombre, cette fois, et bien armés, les gardes firent feu sur la foule qui riposta par des pierres et des coups de revolver. Les ouvriers se réfugièrent dans le local du *Centro obrero* et dans les maisons voisines, et, de là, tirèrent à leur tour sur la gendarmerie. Mais leurs munitions furent bientôt épuisées; alors la garde civile, prenant d'assaut le *Centro obrero* et les maisons contiguës, fit une trentaine d'arrestations ; le nombre des arrestations, dans la journée, se monta à plus de 100.

Un certain nombre furent relâchés, mais on en garda 22 à la disposition des juges militaires, trois furent retenus par la juridiction civile — sans doute pour justifier le petit massacre auquel on s'était livré. *Depuis quatorze mois écoulés, ces 25 innocents sont toujours détenus, sans avoir été jugés, sans même que leur procès ait été instruit.*

⁂

La population ouvrière de Séville avait décidé la grève générale d'un jour pour le 9 octobre, voulant ainsi protester contre la fermeture arbitraire des « Centres » ouvriers. Les ouvriers de La Linea, au nombre de plus de 25.000, décidèrent de chômer le même jour, pour affirmer leur solidarité avec les ouvriers de Séville.

Dans toutes les autres villes où la population ouvrière s'associa à la protestation du 9 octobre par le chômage et par des meetings, tout se passa dans le plus grand calme. A La Linea, les ouvriers ayant demandé l'autorisation de se réunir place des Taureaux — demande superflue, car la loi exige seulement, en temps normal, que l'on donne avis à l'autorité du lieu et de l'heure de la réunion — il leur fut répondu par un refus que rien ne justifiait.

Le meeting se fit donc, malgré la défense, au lieu dit « las Pedreras ». Il y avait là de 13 à 14.000 personnes, hommes, femmes et enfants. Deux orateurs avaient parlé quand arriva la garde civile, à pied et à cheval, et le meeting fut dissous par la force. Pour achever d'exaspérer les ouvriers, les gardes civils se mirent à distribuer de droite et de gauche force coups de crosse et coups de sabre. Alors tous, hommes, femmes et enfants se défendirent, et, quoique sans armes, obligèrent la garde civile à se replier jusqu'à la Commandance, au pas de course, tout en déchargeant les mausers sur la foule qui suivait. Bientôt l'infanterie arrivait par derrière, et les manifestants étaient pris entre deux feux. La troupe se mit en effet, elle aussi, à tirer : des hommes et des enfants tombèrent, les uns morts, les autres grièvement blessés : toutes les balles portaient. La foule furieuse se divisa et alla prendre d'assaut la maison de l'alcade et l'hôtel des postes. Pendant environ quatre heures, les braves, armés du mauser, poursuivirent les travailleurs sans armes.

Comme à Badajoz, on compléta le massacre par des arrestations : *les arrêtés sont encore à la prison de San Roque, au nombre de 18, attendant qu'on s'occupe d'eux.*

⁂

En février 1903, à Cadix, les saliniers faisaient grève, réclamant une amélioration de leur situation honteusement misérable. A la nouvelle de la grève générale de Reus, les ouvriers du chantier de construction de navires se mettaient en grève pour appuyer à la fois les revendications des saliniers et celles des charpentiers de Reus. Les meetings se multipliaient et, dans un grand élan d'enthousiasme, tous les métiers abandonnaient le travail. Un ouvrier étant mort, son enterrement fut l'occasion d'une manifestation, les camarades, au nombre de plusieurs milliers, voulant faire passer le cortège par les rues centrales, tout comme pour un riche catholique. La garde civile intervint encore, armée du providentiel mauser, et, de nouveau, la fusillade fut suivie d'arrestations arbitraires : *7 ont été maintenues et le sont encore.*

⁂

La sécheresse persistante ayant amené au printemps de cette année une recrudescence de misère dans la « campiña » andalouse, les travailleurs agricoles de Cordoue et des environs se réunirent le jeudi 16 avril en un meeting où les orateurs exposèrent la situation et demandèrent l'aide des autres ouvriers. Il fut décidé que le lendemain la grève générale de tous les métiers éclaterait, que les chômeurs demanderaient du travail et que, s'ils n'en obtenaient pas, ils se procureraient du moins du pain « par tous les moyens ». Le lendemain 17, en effet, fabriques, ateliers et boutiques se fermaient et tous les ouvriers de Cordoue déclaraient se solidariser avec les paysans affamés. Un cortège de chômeurs se dirigea vers la Préfecture et une délégation alla demander au préfet la permission de faire une manifestation. Le préfet refusa et recommanda de ne pas troubler l'ordre. Les délégués répondirent : « Donnez-nous du travail et du pain. » N'obtenant aucune réponse précise, les chômeurs se dispersèrent en petits groupes, parcourant la ville, invitant ceux ou celles qui travaillaient encore à cesser le travail. Bientôt l'usine à gaz et les boulangeries, protégées par la police et par l'armée, restaient seules en activité. Dans les rues pleines de grévistes, la garde civile chargeait : c'était la réponse du préfet aux demandes des délégués. Plus de 20 arrestations furent faites; on instruisit, cette fois, un procès. Comme il n'y avait rien à relever contre les détenus, on en remit une moitié en liberté : exactement 11, 8 hommes *et 3 femmes*. Ceux-ci n'eurent rien de plus pressé que d'organiser un meeting pour demander la mise en liberté des autres; il eut lieu le 23 mai, sur quoi les organisateurs furent de nouveau arrêtés.

Vers la fin de juillet, deux nouvelles victimes : Antonio del Pozo, qui a reçu par la poste des exemplaires du *Manuel du Soldat*, traduit en espagnol, et Osuna, vendeur de journaux, qui a vendu des exemplaires du détestable *Manuel*, sont emprisonnés, avec accompagnement de brutalités spéciales. Finalement, après de nouvelles mises en liberté, *il reste à la prison de Cordoue 10 détenus innocents.*

⁂

A Jumilla, une pacifique manifestation du 1er mai fut pour l'alcade José Maria Tomas, zélé serviteur du baron del Solar, potentat et *Cacique* du lieu, l'occasion d'une mémorable prouesse; une émeute fut provoquée par la police — tout avait été combiné la veille, 30 avril, dans la maison de l'alcade, rue San Roque, à Jumilla, dans une conférence des autorités. Résultat : 7 morts et un grand nombre d'arrestations. L'alcade lui-même désignait aux gendarmes ceux qu'il fallait arrêter. *17 sont encore en prison à Murcie.*

⁂

A Xérès, une grande grève agricole, appuyée par plusieurs grandes corporations, a eu lieu au mois de juillet. Là on a arrêté, en détail, quotidiennement, tous ceux qui se livraient à la propagande : *total, 51.*

⁂

A Barcelone, le mouvement en faveur de la grève générale se poursuit sans trêve. Chaque numéro de journal, chaque meeting, est l'occasion d'arrestations arbitraires. Nous avons noté en son temps l'arrestation de Claria, rédacteur du jour-

(1) Nous avons déjà rapporté ces faits (Voir 8e année, n° 7), ainsi que certains des faits suivants ; nous sommes forcés de les rappeler ici.

nal *la Huelga General*, poursuivi, entre autres motifs, pour avoir édité en espagnol le *Manuel du Soldat. Il y a actuellement 60 hommes détenus à la prison de Barcelone pour avoir dit, écrit, ou pensé des choses qui terrifient les gendarmes.*

* *

A Carmona, dans la première semaine de juin, Tomas Ojeda, directeur du journal *Redencion*, est emprisonné pour un article. Et partout, dans tous les coins de la péninsule, les prisons sont peuplées d'ouvriers coupables d'avoir réclamé, pacifiquement, le pain qui leur est nécessaire, ou d'avoir osé proférer une critique contre l'organisation sociale actuelle. En additionnant, avec ceux que nous avons déjà détaillés, les détenus d'Ecija, Almeria, Moron, Tenerife, Olvera, on arrive au total de 236.

* *

Et voilà comment le gouvernement espagnol est en train, depuis plusieurs mois, de fournir aux travailleurs l'occasion de s'unir dans une grande protestation contre cette barbarie policière. Le 14 juin, puis le 25 juillet, des meetings ont eu lieu, à la même heure, dans 50 villes d'Espagne ; et malgré le silence organisé de la presse bourgeoise, il a bien fallu que les gouvernants entendent ces milliers de voix. Dès le 15 mai, d'ailleurs, le Congrès régional de la Fédération espagnole des sociétés de résistance, tenu à Madrid, décidait que si les prisonniers n'étaient pas remis en liberté le 31 juillet, la grève générale éclaterait. La résolution a été acclamée dans toute l'Espagne et confirmée aux meetings du 25 juillet. Le mouvement a pris une telle force qu'un politicien républicain comme M. Lerroux a jugé bon d'en « prendre la tête ». Il est allé trouver M. Villaverde, président du Conseil, pour demander la libération de ces innocents. M. Villaverde a fait une réponse monumentale, déclarant qu'il était tout disposé à *faire grâce*, mais que 1° il ne pouvait s'exécuter devant la menace, car il aurait l'air d'obéir. (Or il veut bien obéir, quand il n'y a plus moyen de faire autrement, mais il ne veut pas en avoir l'air.) 2° Tous ces prévenus appartiennent, paraît-il, aux juridictions civile et militaire, auxquelles M. le président du Conseil ne peut les enlever sans blesser la légalité.

Les travailleurs espagnols n'ont pas goûté ces raisons. Si la grève, les 1er, 2 et 3 août, n'a pas été générale dans tous les centres ouvriers (elle l'a été dans quelques-uns, comme Algeciras, Arriate, etc.), les autorités savent ce qu'il leur a fallu faire ces jours derniers d'arrestations en masse des militants, et encourager les « divisions » ordinaires, pour pouvoir dire triomphalement : Le mouvement a avorté.

Dans cette lutte, c'est quand même le peuple qui commande, parce qu'il est fort de son désespoir et fort de la solidarité internationale.

DEUX CIVILISATIONS

Une théorie et des faits

Un journal de l'Indo-Chine, l'*Avenir du Tonkin*, donnait inconsciemment, dans un de ses numéros d'avril, une bien caractéristique leçon des civilisations comparées.

En première page, un de ses rédacteurs blaguait agréablement la prétendue naïveté d'un journaliste parisien. Celui-ci, qui naguère est venu visiter l'Indo-Chine, écrivit dès son retour en France à un commissaire de police du Tonkin pour le prier de lui envoyer un *boy*, c'est de ce nom qu'on appelle en Extrême-Orient les domestiques indigènes. Ce *boy* devait : « être intelligent, discret, travailleur, ne pas boire de vin, n'être ni voleur, ni menteur, ni hypocrite bien entendu, en résumé être sans défauts ; savoir monter à bicyclette et à cheval, développer des plaques photographiques et parler convenablement le français. » En échange de toutes ces qualités et vertus, un salaire mensuel de quarante francs était assuré. On voit que si les exigences du demandeur étaient sans bornes, il savait, par contre, ne pas exagérer sa générosité. Mais ce ne fut point à propos de ces deux conditions contraires, que le journaliste parisien connut à ses dépens l'ironie de son confrère tonkinois. Non, ce qui mit ce dernier en douce gaîté, ce fut cette grandissime naïveté de croire qu'un Annamite pût être intelligent, discret, travailleur, et, ni voleur, ni menteur, ni hypocrite.

« Le jour, dit-il en s'adressant à son confrère « parisien, où vous aurez trouvé un Annamite qui ne « soit ni menteur, ni voleur, votre fortune est « faite... Quand vous secouez un sac de charbon, en « sort-il de la farine ? Non, n'est-ce pas ? Alors pour- « quoi voudriez-vous en employant un Annamite, en « tirer quelque chose d'honnête ? Ce sont de ces « idées qui ne peuvent venir qu'aux gens de passage, « parce qu'ils n'ont pas eu le temps d'observer. « Croyez-m'en. Plus on connaît l'Annamite et moins « on l'estime. Ce n'est que parce qu'on le connaît « imparfaitement, qu'on le croit capable d'un senti- « ment élevé — et qu'on le défend. »

J'arrête là la citation. On se doute bien que l'on continue sur ce ton tout le long de l'article et que le malavisé journaliste parisien y est traîné jusqu'au bout sur la claie du ridicule. Les lecteurs des *Temps Nouveaux* ont dû reconnaître aussi dans cette sortie à fond de train contre l'indigène une variante de la théorie des races supérieures et inférieures.

Le monsieur qui se moque de son confrère métropolitain est convaincu sûrement de sa supériorité ethnique sur l'Annamite en particulier, et sur les Asiatiques en général, gens de races inférieures d'après lui.

Maintenant, si nous tournions la première page de ce journal ? Nous ne le regretterons pas, vous allez le voir. Tout à l'heure, nous avons lu les appréciations d'un Français, homme de race supérieure, sur l'Annamite, être de race inférieure. A présent, ce même journal, oh ! sans aucune malice ! je vous l'assure, va nous apprendre comment l'homme de race supérieure se comporte à l'égard de celui de race inférieure.

Lisons : ce sont deux simples faits divers. Ça s'intitule : *Dans la Rue.*

Le soir du dimanche de Pâques, le hasard nous a rendus témoins d'une scène qui s'est déroulée dans la rue des Voiles, à Hanoï. Nous la rapportons ici dans toute sa touchante simplicité.

Un coolie avait, en cet endroit assez étroit, fort mal garé son pousse-pousse contre le trottoir.

En ct'endroit vint à passer
Un m'sieur en cabriolet,

qui de sa roue droite accrocha la roue droite du pousse-pousse. L'attelage avait de l'allure et continua sa route l'un traînant l'autre. Ils firent ainsi une trentaine de mètres. Eperdu, effrayé, l'indigène suivait essayant de rattraper ses brancards et de dégager son véhicule. Probablement de mauvaise humeur, le conducteur de tilbury, pour l'encourager et lui faciliter sa besogne, se penchait en arrière et de vigoureux coups de fouet essayait de le cingler... pour lui apprendre sans doute.

Les deux voitures enchevêtrées s'arrêtent enfin. Le coolie timidement tente de s'approcher pour se dépêtrer. Les coups de perpignan recommencent à pleuvoir drus et multipliés. L'indigène battu et perplexe se demandait que faire quand un Européen qui se promenait par là surgit et intervint.

Pour aider, lui aussi, dans la mesure de ses moyens et avec un grand esprit de charité, à réparer l'accident, avec une maestria superbe et une véritable *furia francese* (au sens propre du mot) il tombe sur l'Annamite à coups de pieds et de poings, l'assomme à moitié et, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, culbute sens dessus dessous le pousse-pousse dont les lanternes s'étaient heureusement éteintes et dont la monnaie, recette de la journée de travail, roulait sur la voie à la grande joie des passants qui ne la laissaient pas moisir à terre. Après un bout de conversation avec son sauveur, le propriétaire de la charrette anglaise s'éloigne tandis que le sauveteur improvisé requérait un agent de ville indigène, lui donnait l'ordre de conduire le pousse-pousse en fourrière et sans doute se félicitait de son heureuse intervention, tout en recommandant au policeman de dresser procès-verbal.

Tout commentaire à cette simple et très véridique histoire en déflorerait la haute saveur.

* *

Mais comme un malheur n'arrive jamais seul, un sauvetage ne doit pas être isolé non plus. Presque au même instant, un militaire, baïonnette au clair, passait-là, poursuivant un Chinois qui se sauvait à toutes jambes.

Notre courageux compatriote intervient à nouveau :

— Et d'abord, militaire, baïonnette au fourreau, n'est-ce pas, ou bien je fais contre vous usage de mon revolver. Rentrez-moi votre arme !

Le soldat obéit. Il raconta son histoire : dans une maison voisine où il consommait ou jouait, un Céleste l'avait, disait-il, filouté.

Le groupe se dirigea vers le lieu du crime. Notre compatriote menait l'enquête, faisait une première et sommaire instruction, à nouveau requérait un policeman, donnait tels ordres utiles pour saisir le voleur.

Quelques secondes plus tard, l'agent annamite, ayant solidement empoigné la natte d'un Chinois qui ne peut manquer d'être le coupable (bien que ce ne fût pas écrit sur sa figure), ayant enroulé cette natte à son poignet et à son bras, accompagné du soldat qui paraissait fort ému de sa course et... de l'aventure, et du sauveteur, repassait par là.

— Tu vas me conduire ce filou au poste et de suite ! Et vous, militaire, vous allez les suivre et déposer votre plainte. Mais pas de bêtises, hein ! Veillez sur votre baïonnette.

Puis le groupe se dirigea vers la rue de la Soie. Nous supposons que l'Européen que nous ne connaissons pas et qui a eu l'occasion de faire ces sauvetages, qui donnait ces ordres au policeman avec un grand air d'autorité, doit appartenir à la police secrète, sans quoi l'agent n'eût pas ainsi obéi.

Le conteur du premier fait-divers termine en disant que tout commentaire ne pourrait que nuire à l'effet de son récit, je ferai la même conclusion ; car, quel est le commentaire qui jamais pourrait être aussi lumineux et persuasif que la mise en regard de ces appréciations exclusivement littéraires d'une part et, d'une autre, de cette double relation de choses vues, donc arrivées ?

Ernest Babut.

MOUVEMENT SOCIAL

L'île d'Ouessant possède un détachement d'infanterie coloniale qui, disent les habitants, traite l'île en pays conquis. Le 14 juillet, les coloniaux fêtèrent la République comme de vaillants soldats savent le faire. Ils commencèrent par se griser surabondamment. Vive la France ! Alors ils pillèrent la cantine, puis envahirent une ferme tenue par Mme Tual et son vieux père, Yves Lozach, âgé de soixante-seize ans. Je copie dans le *Petit Parisien* : « Les soldats exigèrent de l'argent et, comme le vieillard déclarait n'en point avoir, il fut lardé de coups de baïonnette. Les agresseurs brisèrent tout dans la ferme, puis ils se rendirent dans le village, dévalisèrent Mme Miniou, et attaquèrent un marin du commerce, Michel Malgorn, âgé de vingt ans, qui fut également atteint de plusieurs coups de baïonnette. »

Evidemment, ces bons coloniaux se croyaient en Chine. Vont-ils être étonnés, quand on les punira pour les mêmes actes qui leur valaient, là-bas, des récompenses et des félicitations ! Ils n'y comprendront rien. Quant aux habitants, faut-il qu'ils soient peu patriotes : ils osent se plaindre ! Oui, ils se plaignent, et, qui plus est, ils demandent que le port de la baïonnette soit interdit aux soldats coloniaux d'Ouessant. Soit. Qu'on retire leur baïonnette aux soldats d'Ouessant, et aux autres, à tous ; qu'on ôte leur sabre aux officiers. C'est gênant pour eux et dangereux pour les autres. Ou bien alors, qu'on nous laisse nous armer, nous aussi, garnir nos poches de revolvers et nos ceintures de coutelas, afin qu'au moins nous puissions nous défendre, quand ils viendront nous égorger, un soir de 14 juillet.

* *

La présence du général André, ministre de la guerre et sans-culotte à tout casser, à la messe du pape de Notre-Dame où il n'avait rien à faire, a surpris. Cela montre, une fois de plus, que les actes des individus sont bien plus régis par le milieu journalier, par la caste où ils vivent, que par les vagues idéologies dont ils se vantent. Républicain, démocrate, positiviste, franc-maçon ? Non : militaire.

* *

Il n'est bruit que de l'incident Dautresme, à la distribution des prix du lycée de Marseille. Ledit

Dautresme, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, fit l'apologie de l'enseignement laïque et conspua l'enseignement religieux et la religion. Les deux aumôniers du lycée se levèrent et s'en allèrent. Les pères et mères férus de religion crièrent, firent vacarme, empêchèrent le discoureur de terminer son discours.

Nos anticléricaux professionnels s'indignent que les deux aumôniers aient osé sortir, et demandent leur révocation. C'est ça leur conception de la liberté et de la justice. Si le contraire se fût produit, si des professeurs se fussent retirés pour ne point entendre le discours d'un aumônier outrageant la science et l'enseignement laïque, les mêmes anticléricaux professionnels les eussent comblés d'éloges sans limites. Où est l'esprit d'équité dans tout cela? Je n'y vois que l'esprit de parti. Je trouve que les deux aumôniers avaient bien raison de ne pas vouloir entendre un discours qui leur déplaisait, et je leur reconnais à quitter une salle hostile le même droit que je me reconnaîtrais à moi-même en pareil cas.

Quant aux parents religieux qui, par leur tumulte, retirèrent à l'orateur la liberté de la parole, ils ont tort. Nous ne devons point empêcher de parler ceux qui nous disent des choses désagréables. Nous devons nous en aller ou écouter en silence. Si notre adversaire dit des choses vraies, nous devons en faire notre profit, et s'il dit des choses ridicules, tant mieux pour nous.

Mais cléricaux et anticléricaux sont aussi intolérants les uns que les autres. Il ne savent pas ce qu'est la liberté. Ils n'aiment pas la liberté.

R. C.

***

Firminy. — Epilogue de la grève des mineurs. On se rappelle qu'à la suite de la grève générale des mineurs, des renvois d'ouvriers avaient eu lieu, malgré la promesse formelle des directeurs de Compagnies de mines, donnée par-devant le préfet, de ne renvoyer personne, sauf ceux qui auraient encouru une condamnation pour faits de grève.

Or, des ouvriers renvoyés, aucun n'était dans ce cas; mais on frappait en eux de dévoués syndicalistes, et on espérait achever par là ce que la désunion avait déjà commencé.

La Fédération de la Loire intenta un procès aux Compagnies, demandant pour chaque ouvrier 10.000 francs de dommages-intérêts. C'eût été justice, quelques-uns d'entre eux comptant plus de vingt années de mine et perdant par ce renvoi injustifié tout droit à la retraite et tout espoir de trouver du travail dans les autres compagnies. Ce n'est guère le moment à quarante ans d'apprendre un métier et de recommencer sa vie.

Le tribunal en a jugé autrement et trois seulement des ouvriers congédiés ont pu obtenir 300 francs, un a été débouté, et, pour les quatre autres, il sera procédé à une nouvelle enquête.

A ce tarif-là, les richissimes compagnies n'ont pas à se gêner.

Galhauban.

***

Trélazé. — Après bien des réticences et des détours, la Commission des ardoisières, par l'organe des directeurs respectifs de chaque carrière, a répondu ce qui suit:

« L'augmentation des journaliers est remise à des temps meilleurs;

Le droit de contrôle du métrage est accordé aux ouvriers du fond, la tâche est supprimée;

Un délégué par chantier sera pourvu d'un carnet sur lequel sera portée la quantité d'explosifs délivrés;

Des ordres formels ont été donnés aux contremaîtres d'être plus polis avec leurs subordonnés;

Les puits qui s'y prêtent, et tous ceux à forer, seront pourvus du matériel permettant la descente et la remonte par des cages-parapluie. »

En somme, la Chambre syndicale arrache quelques concessions, bien minimes, il est vrai, mais qui constituent des jalons pour l'avenir; et ce qui est plus remarquable, elle a réussi à déjouer les manœuvres de la direction, qui escomptait une grève de bras croisés, laissant derrière elle, par l'inévitable cortège de misères qu'elle entraîne, une période de calme apathique, pendant laquelle elle aurait eu la paix.

Ce dénouement sert grandement le syndicat, et, comme on semble bien se rendre compte de l'inanité de la grève plate, l'étude des moyens directs d'agir sur le patronat devient l'ordre du jour des réunions futures; une ère nouvelle commence.

H. M.

***

Mouvement ouvrier. — L'on se rappelle, et j'ai eu l'occasion d'en parler en son temps, la façon pitoyable dont se terminèrent certaines grèves dont le prolétariat attendait justement beaucoup, soit comme exemple, soit dans l'espérance d'y brancher un mouvement général important. La grève des travailleurs des chemins de fer fut de celles-là; un traître, au moins, qui renseignait le gouvernement avait su obtenir la confiance de ses camarades et s'était faufilé dans le Conseil du syndicat, et le jour où celui-ci donnait des indications pour que le travail fût arrêté partout en même temps, le gouvernement était prévenu et le mouvement enrayé. Ce fut ce jour-là une grande désillusion.

Au début de 1900, la grève était quasi générale à Paris parmi les ouvriers du bâtiment, mais un beau matin M. Gérault-Richard imprimait dans son journal que des militants recevaient des fonds du duc d'Orléans, et que la grève n'avait qu'un but, créer des embarras au gouvernement. Le lendemain, le mouvement était mort; Malheureusement M. Gérault-Richard n'a jamais éclairé sa lanterne, ce qui a permis de dire qu'il n'avait été que le serviteur docile du gouvernement, mais en tout cas, s'il y avait des traîtres, grâce à lui, ils ont pu continuer leur triste besogne.

Lors de la grève des mineurs de novembre et décembre derniers, certains faits, — et pour ma part je ne puis m'empêcher d'en faire la remarque ici même, — semblèrent à beaucoup quelque peu étranges, les mesures gouvernementales coïncidant presque toujours avec les nouvelles décisions prises par le comité de grève. Etait-ce simple divination? On ne l'a jamais su; ce qu'il y a de certain c'est que les mineurs reprirent le travail sans rien avoir obtenu, sinon des promesses qui ne furent jamais tenues, et dans beaucoup d'endroits une diminution notable des salaires.

Si, pour les cas que je viens de citer, l'on ne peut rien affirmer, et si, grâce à ceux qui peut-être savaient, les travailleurs ne purent comme il convenait exécuter les Judas, il n'en est pas de même aujourd'hui et la Confédération du travail vient, en rendant publique une lettre du sieur Cotte, secrétaire de la Fédération des mineurs, d'exécuter ce personnage que ses camarades avaient investi de leur confiance.

Dans une lettre qu'il m'a été donné d'avoir entre les mains, Judas-Cotte offre au directeur d'un journal bourgeois sa collaboration, et, écrit-il, *m'engage à vous donner la primeur de tous renseignements moyennant rémunération mensuelle à fixer.* J'ajoute que le sieur Cotte avait lui-même fixé le prix des renseignements à 150 fr. par mois. J'ignore ce que les mineurs vont penser d'une telle ignominie; mais dans sa dernière séance, la Confédération — c'est la *Voix du Peuple* qui l'indique — a décidé de suspendre toute relation avec cet individu qui, la semaine dernière encore, dans la *Petite République*, avait le fier toupet d'en appeler au prolétariat, et de se faire juge des actes de la Confédération du travail.

Toute indignation est, je crois, inutile; le fait est là qui parle haut par lui-*même*, je m'abstiendrai donc de tous autres commentaires.

Cependant il y a un point sur lequel je voudrais appeler l'attention de mes lecteurs. Le syndicalisme, on ne l'ignore pas, subit présentement une crise — salutaire, à mon avis; — les uns voudraient qu'il restât ce qui est en réalité *sa raison* d'être, un mouvement d'opposition au capitalisme et à l'Etat bourgeois. Les autres — et loin de moi l'idée de les assimiler tous au sieur Cotte — par un système qu'ils ont qualifié eux-mêmes de *pénétration*, essaient les uns de détourner le mouvement et de le canaliser à nouveau vers l'action politique, les autres de lui enlever son caractère d'opposition, de lutte, pour créer une espèce d'entente avec le patronat. Le sieur Cotte était justement l'un des leaders de cette tactique, il allait même, il faut l'avouer, un peu loin.

Il est toujours pénible, même chez des adversaires de découvrir un faux frère, mais il y a des besognes, si répugnantes qu'elles soient, qu'il faut quand même accomplir. Les mineurs — ces grands enfants pleins de confiance — sont prévenus: à eux de faire le reste.

***

Un journaliste, pas plus intéressant que celui à qui il s'adressait, il faut le reconnaître, posait la semaine dernière à M. Gérault-Richard, directeur de la *Petite République socialiste*, la question suivante qui n'a pas eu de réponse:

« Est-il vrai que M. Gérault-Richard, ennemi du capital, soit le propriétaire, ou tout au moins le principal actionnaire d'une usine en Seine-et-Marne que les gens de l'endroit appellent *La mort aux gens?* »

Le fougueux socialiste n'a pas répondu à la question, et s'est contenté d'insulter son confrère qui posait cette question et de le provoquer en duel.

L'autre, bonne poire, a marché.

Nous n'avons pas, nous, les mêmes raisons pour nous taire, et nous dénonçons aux travailleurs *tous* leurs exploiteurs, fussent-ils et surtout socialistes.

M. Gérault-Richard actionnaire de *La mort aux gens*, qu'en pense le troupeau socialiste?

***

Les lauriers du ministère Waldeck empêchent de dormir nos ministres actuels; il leur faut, pour pouvoir se dire aussi « socialiste » que Millerand, un petit Chalon. Peu s'en est fallu qu'ils ne fussent servis à souhait, car la collision qui a eu lieu dimanche dernier à Hennebont, entre la troupe et les grévistes, a été on ne peut plus grave, et la troupe a tiré à blanc. A défaut de morts, il y a des blessés, dont l'un très sérieusement; de plus, au cours d'une bagarre entre la troupe et les grévistes, 27 arrestations ont eu lieu, dont celle du secrétaire du syndicat et celle de notre camarade Latapie, de la Fédération de la métallurgie, qui était allé porter d'importants secours aux grévistes.

Le préfet réactionnaire fait, du reste, tout ce qu'il peut pour que le gouvernement obtienne sa journée, il espère que du sang versé, en jetant la consternation parmi les grévistes, ferait tout rentrer dans l'ordre, pour le plus grand profit des capitalistes actionnaires de la Compagnie des cirages français.

Actuellement, tout est interdit à Hennebont; l'état de siège existe dans six communes environnantes, puis par un système de terreur on a commencé des arrestations en masse. Il y a actuellement plus de soixante personnes arrêtées, en vertu d'un inqualifiable arbitraire, et les grévistes, loin d'être abattus, sont décidés plus que jamais à la lutte, qu'ils préfèrent plutôt que de continuer à vivre avec les salaires de famine que leur octroie la riche compagnie.

***

L'arrestation de Latapie à Hennebont, après celle de Garnery, à Champ-la-Ville, semble démontrer que le gouvernement veut s'attaquer aux militants du syndicalisme révolutionnaire; en tout cas, l'arrestation de nos deux camarades montre bien le fossé qui existe entre les deux tactiques du syndicalisme.

Pendant que nos camarades vont — non pour prêcher le calme et la résignation parmi les grévistes, mais pour les encourager à la résistance et les aider à vaincre, — les partisans de la méthode de « pénétration » s'en vont en ballade, soit comme Keufer pour encourager la fondation de syndicats patronaux, soit comme Coupat pour se faire féliciter et applaudir par les journaux réactionnaires pour « la bonne tenue et l'extrême modération » de ses discours.

Ces deux attitudes sont bien la caractéristique des deux méthodes.

Aux travailleurs de juger.

P. Delesalle.

Hollande.

J'ai suspendu ma dernière correspondance sur le nœud gordien de la question: *Former une caisse*, unique remède, d'après les uns. Mais beaucoup d'autres ont d'aussi bonnes raisons pour se demander: Comment l'argent abondera-t-il plus qu'aujourd'hui? parce qu'on aura décidé une contribution obligatoire! Notre pouvoir d'y satisfaire ne se change pas de façon à tenir l'engagement d'un devoir de plus, fixe et exigeant à partir d'aujourd'hui. Vouloir est bien, mais pour qui sait ce que veut dire *pouvoir*, celui-là sait mieux ce que signifie le mot: *tenir*.

Y aurait-il un moyen de faire une caisse sans imposer une contribution nouvelle qui se transforme alors en un nouveau devoir, consenti?... Qui ne sent que ces pauvres militants l'accepteront bien, mais ne peuvent faire plus, par devoir, qu'ils ne font de si bonne volonté?

Non vraiment, il y a des gens qui souffrent de la manie d'une organisation. Atteignons-nous plus facilement un but hors de notre portée actuelle, parce que nous avons formé une organisation? Qui ne sait que la bonne volonté vaut cent mille obligations? Quand tous les aveugles auraient promis de vouloir voir un tel jour, verront-ils par cela qu'ils auront promis?...

D'après certains, quand on n'a pas décidé qu'on fera ça et ça après une telle entrevue de camarades, ces dites entrevues n'ont aucune valeur. Ils oublient toujours que promettre n'est pas tenir. Apprendre à se connaître mutuellement pour eux n'a pas de valeur. Il faut dire : Nous ferons ça et ça, ceci et cela, même quand on peut prévoir qu'on sera dans l'impossibilité de le faire comme on l'a dit. Au lieu de fortifier ils affaiblissent, vu que tout honnête homme devient timide quand il n'a pu tenir sa parole. Au diable ce devoir de ceux qui veulent le devoir en tout, refroidissant ainsi toutes les bonnes volontés spontanées en transformant la solidarité et le plaisir de se montrer solidaire en un devoir.

Qui ne sent pas ce plaisir sentira encore moins le devoir qui en découle. Et qui le sent et ne peut le faire est assez puni.

La collecte obligatoire est une machine à faire le vide, chez les malheureux, à mes yeux. On s'absente la première fois parce qu'on ne peut payer, la deuxième parce qu'on doit, la troisième parce qu'il faudra payer pour deux fois où on était absent. Ainsi parle la pratique. Oh, cette théorie du devoir! elle affaiblit tout ce qu'elle prétend fortifier.

K... a démontré à W... l'exemple d'un camarade de Breda, qui a trouvé aide et appui dans les groupes du pays hors de la caisse demandée, sans l'existence de ladite organisation.

S... voudrait voir un propagandiste libre et fixe dans sa propagande dans chaque localité. C'est à désirer. Mais l'organisation par laquelle ils voient cela possible, est-elle possible elle-même, sans que nous perdions par cela même notre caractère de libertaires? Si nous n'avons pas assez de force ou s'il n'y a pas assez de bonnes volontés pour diriger cela, une décision de s'organiser y peut-elle remédier?

Je suis d'un autre avis. J'estime qu'il faut que ce propagandiste soit connu et estimé des siens dans le pays, que chacun de ses camarades qui aiment sa parole, son exemple ou ses écrits, s'efforce de lui prêter la main à se rendre indépendant pour sa croûte, qu'il ne risque pas de perdre son gagne-pain parce qu'il plaît ainsi à tels messieurs ou à tel patron. Alors quelques années d'une telle solidarité — qui n'a rien à voir avec une organisation — font une belle besogne et forment une belle œuvre.

K... démontre l'erreur de ceux qui comparent un militant dans une organisation à un membre d'un chœur (chant). Dans ce chœur, il y a un chef de musique qui donne la mesure. Où serait donc la liberté dans une organisation où il y aurait un chef pour sa copie préférée et qui donne la mesure, la sienne?... Et quel serait ce bienheureux merle blanc, admis chez les anarchistes? Il faudrait que ce chef, dernière école, eût une sacrée puissance de raisonnement et d'imagination pour les satisfaire tous et chacun en particulier. On voit par là que cela deviendrait une copie des Trades-Unions ou de l'Union des diamantaires d'Amsterdam, où Polak et les statuts sont tout et les membres pris individuellement ne sont rien.

Hildebrand en est à mon point de vue : que cinq centimes, sous forme obligatoire, donneront moins qu'une collecte faite à temps et à propos, tout en ennuyant plus.

Kaspers dit avec raison que l'idée: Gemeenchap Grondbesit (la terre à la communauté) s'est pourtant propagée (en Hollande) sans organisation. Qu'aurait fait de plus une organisation? Mieux ou plus vite? C'est à douter.

Spierdyk parle de la différence entre le militant anarchiste et le militant syndical; c'est-à-dire que l'un a une influence physique directe, tandis que l'autre ne peut demander autre chose qu'une forte influence morale sur ce qu'on fait et la façon dont on le fait.

Du moment que nous nous conformons à un bureau ou organisation quelconque au détriment de notre volonté individuelle, notre caractère anarchiste s'efface. Agitator est de cet avis.

Samson voudrait que l'on s'organise particulièrement pour soutenir les colporteurs, et M. de Boer lui demande : D'où allons-nous retirer cet argent? Le marché apporte-t-il plus qu'on ne dépense?

Kolthek répond : Samson confond la propagande des marchés avec la propagande des réunions. Et, comme marchand, il veut donner la suprématie à celle du marché qui est pour lui l'indispensable. Ce qui reste à discuter. Kolthek oppose son expérience à celle de Samson, disant qu'on fait partout ce qu'il est possible de faire et d'exiger.

Mon moyen à moi serait de bien s'entr'aider à se procurer du travail les uns les autres, ce qui passe inaperçu ici, afin que chacun puisse disposer d'un franc à chaque moment. Chercher à donner du lait à la vache me semble préférable à discuter comment on doit la traire.

JOSEPH THIOULOUSE.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle, à 8 h. 3/4 :

Samedi 8 août. — L. Altayrac : *Dieu*, de Victor Hugo.

Mercredi 12. — E. Soldi-Colbert : Le mode de paiement en Angleterre ; Le chèque barré.

⁂

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon, vient de recevoir une partie des brochures (Ce que nous voulons) de Sébastien Faure. Elle va expédier aux souscripteurs de province. Ceux de Paris en trouveront tous les mercredis soir aux *Causeries populaires du XIe*, salle Vermillet, 41, rue Fontaine-au-Roi.

Le premier tirage étant épuisé par les premiers souscripteurs, ceux qui en désirent sont priés de prévenir le plus vite possible afin de savoir s'il doit en être fait un second tirage.

Un exemplaire est envoyé gratuitement à qui en fera la demande.

Dimanche 16, ballade au Raincy.

⁂

Causeries Populaires des Xe et XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 12 août, à 8 h. 1/2, causerie par A. Libertad sur : *la Femme*.

⁂

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Lundi 10 août à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur : *l'Organisation du bonheur* (II).

⁂

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Pour faciliter aux camarades de venir aux réunions du groupe, nous ferons nos causeries le samedi.

Samedi 8 août, réunion à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare.

Causerie par un camarade.

⁂

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey (XVIIe) :

Vendredi 7 août, à 8 h. 1/2. — Jean Canora : Les poètes et le sentiment de la nature.

Lundi 10, de 8 h. 1/2 à 10 h. — Cours de mandoline.

Mardi 11. — Réunion du Conseil d'administration.

Vendredi 14. — Soirée littéraire : *Pierrot la Rancœur*, un acte inédit de A. G.; *Idée et Réalité* d'Henry Bauer (extraits), etc.

⁂

Un camarade que le manque de travail force à vendre sa bibliothèque, laisserait ceux de la Bibliothèque rouge à 1 fr. 25 et quelques autres à 1 franc.

S'adresser au camarade Ch. Piorry, 35, rue La Quintinie, Paris (XVe).

⁂

Groupe des Poètes-Chansonniers révolutionnaires de Paris. — Dimanche 9 août, à 2 h. 1/2, grande matinée gratuite à l'Université populaire *Germinal*, 37, rue Sadi-Carnot, à Nanterre.

Partie de concert par les camarades Delsol, Rions, Henrius, Chambiet, Lamball, G. Bernard, Brasilier, Mouret, Mmes Réval, Boudoux et Yvonne.

Le Brevet d'invention, drame social en un acte de Maxime Rions, joué par l'auteur et les camarades du groupe.

⁂

LYON. — Dimanche 9 août, à 8 h. 1/2 du soir, réunion familiale privée organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26, au bénéfice de la « brochure à distribuer ».

Une causerie sera faite sur les conditions sociales de la femme dans les divers pays et sur celles de l'avenir.

⁂

MARSEILLE. — *Le Milieu-Libre de Provence.* — Dimanche, à 6 heures, réunion de tous les adhérents au Bar-Palace, Allées de Meillan, 34. — Causerie par un camarade.

Les camarades que la question d'un milieu libre en Provence intéresserait, et principalement ceux des départements limitrophes aux Bouches-du-Rhône, sont priés de se mettre en relation avec E. Merle.

⁂

NANTES. — Les camarades sont priés de venir en grand nombre aux réunions du groupe *les Iconoclastes*, café de Bretagne, place Bretagne.

Les samedis 8 et 15 août, organisation d'une conférence par Louise Michel.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Religion de la Humanidad, por J. E. Lagarrigue, à Santiago, Chili.

Dogma si stiinta, Janvion, tip. « Munca », strada Doannei y Bucharest.

VARIA

Les camarades de Béziers viennent de faire paraître le *Cri du Peuple*, qui se promet de faire de la bonne propagande.

L'adresse : 7, rue de Lignan.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Guerre-Militarisme, collection de dix cartes postales, avec des dessins de Steinlen, Hermann-Paul, Lefèvre, etc.

Une collection de six cartes postales anticléricales, par J. Hénault.

Ainsi que diverses autres, sur divers sujets, 0 fr. 10 la carte postale.

PETITE CORRESPONDANCE

T., à Verdun. — Le *Canard Sauvage?* Je ne sais pas. Je ne le reçois plus.

C. F., à Lyon. — Il faudrait voir les collections des journaux. Pour les procès, jusqu'à 94, de *Ravachol à Caserio*, par Varennes, et la *Revue des procès célèbres*, chez Pedone, rue Soufflot.

V. A., à Grenoble. — Il en est ainsi de toutes les périodes de transition. L'ancienne morale s'en va, la nouvelle cherche sa voie, l'individu flotte au hasard de ces divers courants.

J. K., à Londres. — Nous ne connaissons personne dans ce métier. Règle générale, le travail va très mal en ce moment à Paris.

A. F., rue M. — Les brochures sont expédiées.

B., à Alais. — Oui, n'écrire que sur un des côtés du feuillet. Les collections annoncées sont vendues telles.

Corroyeurs lyonnais. — Nous avons, en ce moment, faute de place, la composition d'un numéro sur le marbre.

J. G., à Lyon. — C'est bien le prix. Entendu, j'enverrai le tout ensemble.

E. M., à St-Césaire. — Je ne pense pas du tout comme vous là-dessus.

P. F., au Havre. — Nous n'avons pas de place pour ces polémiques.

F. B., à Berne. — Oui, bien reçu timbres et mandat. Merci.

Reçu pour les grévistes d'Hennebont : H. M., 0 fr. 30.

Reçu pour les ouvriers en grève : L. O., à Venzolasca, 0 fr. 50.

Reçu pour la défense de l'enfant : Froment, 1 fr. — Chinon, 1 fr. 50. En tout : 2 fr. 50. — Listes précédentes : 20 fr. 10. — En caisse : 22 fr. 60.

Reçu pour le journal : *Union syndicale du bronze*, 10 fr. — *Vente de vieux timbres*, 37 fr. 70. — G., à Grenade 0 fr. 65. — V. H., à Philadelphie, 1 fr. — X., 0 fr. 25. — J. T., à New-York, 1 fr. — J. S., 1 fr. — L., 5 fr. — D'un groupe de corroyeurs anarchistes lyonnais, versé par P. G., 7 fr. — G., 10 fr. — P., 5 fr. — B., à Alais, 0 fr. 50. — H. M., 0 fr. 30. — L. D., à Montereau, 0 fr. 70. — A. D., à Montereau, 0 fr. 50. — Limoges, par P..., collecte entre quelques camarades réunis le 1er août, 3 fr. 65, excédent d'écot du banquet libertaire du 2 mai, 1 fr. 05. En tout : 4 fr. 70. — F. B., à Berne, 2 fr. — C. F., au Mans, 5 fr. — A. et G., à Paris, 10 fr. — G. P., à Gand. — L. B. I., 1 fr. — Chinon, 2 fr. — Lyon, on fait ce qu'on peut, 1 fr. — Merci à tous.

D., à Tourcoing. — A. G., à Grenade. — M. G., à Voiron. — L., à Montréal. — Dick. — H., au Havre. — L. B., à Jemeppes. — B., à Bordeaux. — V., à Montreuil. — L. S., à Lisbonne. — J. T., à New-York. — F., à Manosque. — G., à Notre-Dame du-Hamel. — L. M., à Lyon. — D., à Tilh. — K., à Rennes. — L. D., à Marchiennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 16

DIX CENTIMES

DU 15 AU 21 AOUT 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LES MOYENS D'ACTION

Il est évident que si l'Anarchie se sépare ainsi, et dans ses méthodes d'investigation, et dans ses principes fondamentaux, — aussi bien de la science académique que de ses confrères social-démocrates, elle doit se séparer aussi de ces derniers par ses moyens d'action.

Avec notre manière de juger le Droit, la Loi et l'Etat, nous ne pouvons pas voir une garantie de progrès, et encore moins un acheminement vers la révolution sociale, dans une soumission toujours grandissante de l'individu envers l'Etat. Dire, comme le disent souvent des critiques superficiels de la société, que le capitalisme moderne trouve son origine dans « l'anarchie de l'exploitation », — dans « la théorie de la non-intervention de l'Etat », lequel, à ce que l'on prétend, aurait pratiqué le *laissez faire* et le *laissez passer*, — répéter cela, nous ne le pouvons pas, puisque nous savons que ce n'est pas vrai. Nous savons parfaitement que les gouvernements, alors qu'ils donnaient pleine liberté aux capitalistes de s'enrichir avec le travail des ouvriers réduits à la misère, n'ont JAMAIS, dans le courant du dix-neuvième siècle, NULLE PART donné aux travailleurs la liberté de « faire comme ils voulaient ». *Jamais ils n'ont laissé faire ni laissé passer.*

En France, même la terrible Convention « révolutionnaire », c'est-à-dire jacobine, prononçait : « pour la grève, pour les coalitions et la formation d'un Etat dans l'Etat — la mort ! » Faut-il parler, après cela, de l'empire, ou de la royauté restaurée, ou même de la république bourgeoise ?

En Angleterre, en 1813, on pendait encore pour la grève, et en 1831 on transportait en Australie pour avoir formé l'Union des Métiers de Robert Owen. Dans les années soixante on envoyait encore les grévistes aux travaux forcés, sous le prétexte, bien connu, de défendre la liberté du travail. Et même de nos jours, en ce moment même (1903), une Compagnie vient d'obtenir qu'une union de métier lui paye 1.275.000 francs de dommages-intérêts pour avoir *dissuadé* des travailleurs de se rendre à l'usine en temps de grève (pour le *picketting*). Que dire donc de la France, de la Belgique, de la Suisse (souvenez-vous du massacre d'Airolo !), et surtout de l'Allemagne ou de la Russie?

D'autre part, faut-il rappeler comment l'Etat amène le travailleur des champs et des villes à la misère par ses *impôts*, et les *monopoles* qu'il crée, de façon à le livrer pieds et mains liés au fabricant ; faut-il raconter comment, en Russie, les grands propriétaires fonciers et les grands manufacturiers de Moscou, soutenus jadis par Katkoff et maintenant encore par son journal exécrable, s'évertuent à amener le gouvernement à abolir la possession communale du sol (les social démocrates représentent cela, dans leur phraséologie métaphysique, la *mort naturelle* de la commune, *en vertu de lois économiques*, et l'appellent de leurs vœux). Ou bien, faut-il raconter comment, en Angleterre, on a détruit autrefois, et l'on détruit encore, la possession communale du sol en permettant au lord local (autrefois il n'était rien qu'un juge : jamais *propriétaire*) d'enclore les terres de la commune et de s'en emparer par cela même pour son compte (1) ?

Faut-il raconter enfin comment en ce moment même tous les Etats, sans exception, constituent d'immenses monopoles de toute sorte (qu'y a-t-il à parler d'*accumulation primitive*, lorsque cela continue jusqu'à présent, — sans parler des monopoles créés en pays conquis, comme l'Egypte, le Tonkin, ou le Transvaal). Ne voyons-nous pas chaque année de nouveaux monopoles constitués par les parlements dans le domaine des chemins de fer, des tramways, du gaz, des conduites d'eau, de l'électricité, des écoles, etc., etc., sans fin !

En un mot, jamais, dans aucun Etat, ni pour un an ni même pour une heure, le système du *laissez faire* n'a existé. L'Etat a toujours été, de tout temps, et il l'est encore, l'appui, le soutien et aussi le créateur direct et indirect du capital. Conséquemment, s'il est permis aux économistes bourgeois d'affirmer que le système de la « non-intervention » existe — puisqu'ils s'efforcent de prouver que la misère des masses est une loi de la nature — il est tout simplement honteux que des socialistes tiennent ce langage aux travailleurs. *La liberté de résister à l'exploitation, jusqu'à présent, n'a jamais existé nulle part.* Partout il a fallu la conquérir, pas à pas, en couvrant le champ de lutte d'un nombre inouï de victimes. La « non-intervention », et plus même que la « non-intervention », l'aide, l'appui, la protection ont toujours existé au profit des exploiteurs seuls. *Et il n'en pouvait pas être autrement.*

Le socialisme — quelle que soit la forme sous laquelle il se présentera dans l'histoire pour approcher du communisme — devra aussi trouver *sa* forme de rapports politique. *Il ne peut pas* profiter des formes anciennes, comme il ne pourrait pas profiter de la hiérarchie religieuse et de sa théorie, ou de la forme impériale ou dictatoriale et de leurs théories. D'une façon ou d'une autre il devra être *plus populaire*, plus rapproché du *forum*, que le gouvernement représentatif. Il devra moins dépendre de la *représentation*, et devenir plus *self-government*, plus *gouvernement de soi-même par soi-même*.

(1) Pour plus de détails sur ce sujet, voyez *Mutual Aid : a factor of Evolution*.

C'est ce qu'a cherché à faire, en 1871, le prolétariat de Paris.

Lorsque nous observons la vie politique actuelle de la France et de l'Angleterre, ainsi que celle des Etats-Unis, nous y voyons germer en effet une tendance très distincte à constituer des communes, urbaines et villageoises, indépendantes mais unies entre elles pour mille et mille besoins divers, par des traités *fédératifs* conclus chacun dans un but spécial, déterminé. Certainement, ce n'est pas l'empereur d'Allemagne, ni le ministre russe Witte, ni même les jacobins qui gouvernent en ce moment la Suisse, qui marchent vers ce but : ceux-là, les yeux tournés vers le passé, cherchent, au contraire, à tout centraliser dans les mains de l'Etat et à détruire toute trace d'indépendance territoriale ou fonctionnelle (1).

Mais c'est la partie *progressive* des sociétés européenne et américaine qu'il faut envisager. Et chez celle-ci nous trouvons une tendance marquée à s'organiser *en dehors de l'Etat*, et à s'y substituer de plus en plus, en s'appropriant les fonctions que l'Etat continue, il est vrai, de considérer comme siennes, mais qu'il n'a jamais su remplir convenablement.

L'Eglise eut pour mission de retenir le peuple dans un esclavage intellectuel. La mission de l'Etat fut de le retenir, demi-affamé, dans l'esclavage économique.

* * *

Sachant cela, nous ne pouvons pas voir une garantie de progrès dans une soumission toujours croissante à l'Etat. Les institutions ne changent pas leur caractère au gré des théoriciens. — Aussi cherchons-nous le progrès dans l'affranchissement, aussi complet que possible, de l'individu : dans le plus large développement possible de l'initiative de l'individu et du groupe et, en même temps, dans la limitation des attributions de l'Etat, non dans leur agrandissement.

Nous nous représentons la marche en avant comme une marche — d'abord, vers l'abolition de l'autorité gouvernementale qui s'est imposée à la société, surtout au seizième siècle, et n'a cessé d'agrandir depuis ses attributions ; et ensuite — vers le développement aussi large que possible de l'élément d'*entente*, de *contrat temporaire*, en même temps que de l'indépendance, de tous les groupements qui se feront dans un but déterminé et qui, par leurs fédérations, finiront par couvrir toute la société. Quant à la vie même de la société, nous nous la représentons comme quelque chose qui n'est jamais définiti-

(1) Les impérialistes font de même en Angleterre. Ils viennent d'abolir les *School boards*, ou bureaux élus par suffrage universel, sans distinction de sexe, spécialement pour organiser les écoles primaires dans chaque localité. Introduits vers 1860, ces bureaux avaient rendu d'immenses services à l'instruction laïque.

vement constitué, mais qui est toujours rempli de vie et, par conséquent, change toujours de forme, selon les besoins de chaque moment.

Cette manière de concevoir le progrès, ainsi que notre conception de ce qui est désirable pour l'avenir (tout ce qui contribuera à augmenter la somme de bonheur) nous amènent nécessairement à élaborer pour la lutte notre tactique à nous, qui consiste à développer la plus grande somme possible d'initiative individuelle dans chaque cercle et chaque individu, — l'unité d'action s'obtenant par l'unité du but et par la force de persuasion que possède toute idée lorsqu'elle a été librement exprimée et sérieusement discutée. Cette tendance met son cachet sur toute la tactique des anarchistes et sur la vie intérieure de chacun de leurs cercles.

⁂

Ensuite nous affirmons, et nous tâchons de le prouver, que chaque nouvelle forme économique de la société doit nécessairement trouver sa nouvelle forme à soi de rapports politiques entre les citoyens. La forme politique et la forme économique de la société sont deux faits corrélatifs, qui dépendent l'un de l'autre. Ainsi fut-il dans l'histoire ; de même sera-t-il dans l'avenir. Les nouvelles formes se dessinent déjà.

Le servage et l'absolutisme (du moins, le pouvoir presque illimité du roi ou du tsar) ont marché dans l'histoire la main dans la main. L'un rendait l'autre nécessaire. De même le règne des capitalistes a élaboré *sa* forme caractéristique : le gouvernement représentatif dans une monarchie ou une république centralisée. L'un favorise et maintient l'autre.

Dans le domaine des *faits* pratiques, cette tendance s'est déjà fait jour dans ce fait grandiose — la Commune de Paris, ainsi que dans toute une série d'insurrections communalistes en Espagne. Et dans le domaine des *idées*, il est facile de constater que c'est la tendance anti-étatiste et la philosophie antigouvernementale qui s'affirment de plus en plus comme facteurs de l'avenir — le ferment des changements à venir. Ils l'emportent déjà sur le jacobinisme de la première moitié du dix-neuvième siècle.

Considérant tout cela, nous arrivons à la ferme conviction que travailler pour l'avènement du Capitalisme d'Etat, centralisé entre les mains d'un gouvernement omnipotent, — c'est travailler *contre* le courant, déjà prononcé, du progrès. Dans cette incapacité de comprendre le vrai problème historique du socialisme, que nous offre le socialisme gouvernemental, nous voyons une grossière erreur de jugement — et nous luttons contre elle. Dire aux travailleurs, qu'ils pourront — je ne dis pas introduire la structure socialiste, mais seulement faire les premiers pas vers le socialisme, tout en conservant la machine de l'Etat et en changeant seulement les hommes au pouvoir ; et empêcher, au lieu de favoriser, que l'esprit des travailleurs se dirige vers la recherche de *nouvelles formes de vie*, qui *leur* seraient propres, — ceci est à nos yeux une faute historique si colossale, qu'elle touche au crime.

⁂

Enfin, puisque nous sommes un parti révolutionnaire, nous tâchons d'étudier dans l'histoire la genèse et le développement des révolutions précédentes. Avant tout, nous cherchons à débarrasser l'histoire, écrite jusqu'ici, de l'interprétation de parti et faussement étatiste qui lui a toujours été donnée. Dans les histoires des révolutions, écrites jusqu'à ce jour, nous ne voyons pas encore *le peuple* ; et nous n'apprenons pas *la genèse de la révolution*. Les phrases, que l'on a coutume de répéter dans l'introduction de chaque histoire d'une révolution, sur l'état désespéré du peuple à la veille du soulèvement, ne nous disent pas encore — comment, au milieu de ce désespoir, l'espérance d'une amélioration possible s'est fait jour ? d'où est venu, et comment s'est répandu l'esprit de révolte ? C'est pourquoi, après avoir lu ces histoires, nous les mettons de côté et nous nous adressons aux sources premières, afin d'y trouver quelque information sur la marche du réveil au sein du peuple, ainsi que sur la part du peuple dans les révolutions.

Ainsi, nous comprenons, par exemple, la grande Révolution française tout autrement que ne l'avait conçue Louis Blanc, qui la représentait surtout comme un grand mouvement politique, mené par le club jacobin. Nous y voyons, avant tout, un grand mouvement *populaire*, surtout paysan, campagnard (« chaque village avait son Robespierre », ainsi que l'a très bien dit à l'historien Schlosser, l'abbé Grégoire, rapporteur du Comité sur la Jacquerie). Et ce mouvement avait pour but principal l'abolition des survivances du servage féodal et la reprise par les paysans des terres, enlevées par toute sorte de vautours aux communes de village, — en quoi, soit dit en passant, ils réussirent, surtout dans l'Est de la France.

Sur le terrain créé par ce mouvement des paysans et leurs Jacqueries, se développait, d'une part, la tendance vers une égalité socialiste, vaguement comprise, que l'on voit poindre chez les travailleurs des villes ; et d'autre part, grandissait la bourgeoisie, qui travaillait d'une façon intelligente à établir son autorité à la place de l'autorité démolie de la royauté et de la noblesse. Dans ce but, les bourgeois luttaient âprement, cruellement au besoin, afin de constituer un Etat puissant, centralisé, qui absorbât tout, et qui leur assurât le droit de propriété (en partie, sur les biens qu'ils venaient d'acquérir par pillage pendant la Révolution), ainsi que la pleine liberté d'exploiter les pauvres, sans aucune restriction légale. Cette autorité, ce droit à l'exploitation, ce *laissez faire* unilatéral, la bourgeoisie l'obtint en effet complètement ; et dans la centralisation étatiste, créée par les jacobins, Napoléon Ier trouva le terrain tout préparé déjà pour l'Empire.

De cette force centralisée, qui tua toute vie locale, la France souffre encore jusqu'à nos jours, et la première tentative de briser ce joug de l'Etat — tentative qui ouvrit une nouvelle ère historique — ne fut faite qu'en 1871, par le prolétariat parisien.

P. Kropotkine.

VICTOIRE OUVRIÈRE

La grève d'Hennebont s'est terminée par une victoire. Victoire en réalité plus morale que matérielle ; car, pour ma part, je ne saurais que considérer ainsi une augmentation de 0 fr. 25 par jour consentie ! à des malheureux qui gagnaient précédemment 1 fr. 70.

Et cette faible victoire, il a encore fallu que les ouvriers d'Hennebont la conquièrent de haute lutte, l'on peut dire que c'est seulement grâce à leur ténacité, — ils étaient en grève depuis le 2 juillet — leur courage et leur action énergique, qu'ils sont arrivés à triompher de la Compagnie qui les exploite. En refusant cette faible augmentation, dès le début, les directeurs comptaient surtout détruire l'organisation syndicale, escomptant son impuissance et montrant une fois de plus l'incompréhension des faits sociaux de MM. les capitalistes.

En effet, au lieu d'avoir à lutter seulement avec ses exploités, la Compagnie s'est trouvée, pour ainsi dire, en face de la classe ouvrière organisée, qui, se solidarisant avec les travailleurs d'Hennebont, leur apportant son concours moral et matériel, a permis de vaincre la riche Compagnie. Enfin celle-ci, habituée à voir plier ses esclaves, ne s'attendait pas à tant d'énergie, à tant de volonté de leur part.

⁂

Mais revenons où nous avons laissé la grève la semaine dernière. Comme on l'a vu, le déplacement de la force armée ne fit qu'exaspérer les grévistes qui, malgré toutes les interdictions, résolurent, « quoi qu'il arrive », de continuer à se réunir. Devant tant d'énergie et de courage, les réunions eurent lieu et ne furent pas empêchées. La situation se continua ainsi deux ou trois jours. L'insolence des officiers, les provocations ne firent qu'exaspérer les énergies. Des arrestations eurent encore lieu.

C'est alors, qu'indignés, les ouvriers de l'arsenal de Lorient auxquels se joignirent les ouvriers du port, au nombre de plusieurs milliers, résolurent, d'une part, d'aider pécuniairement les grévistes d'Hennebont, de l'autre de chômer une journée, de manifester en leur faveur, et au besoin d'aller à Hennebont même renforcer les grévistes.

A l'annonce de cet acte de solidarité, et comprenant les dangers qu'il pouvait y avoir à entreprendre une pareille lutte, le préfet, effrayé, fit appel au gouvernement, mais, sachant ce que valent ces promesses, les ouvriers chômèrent et la manifestation eut lieu. Toute la nuit les manifestants parcoururent les rues de Lorient, chassés de côté et d'autre par la cavalerie, sans pour cela abandonner le terrain, reformant un peu plus loin le cortège qui venait d'être dispersé. C'était, disent les dépêches, une véritable émeute, et c'est aux cris de : *Vive l'anarchie ! A bas l'armée !* que les manifestants, tout en se défendant du mieux qu'ils le pouvaient, tenaient tête aux autorités. L'émeute dura ainsi toute la nuit, les réverbères furent éteints, brisés, et les morceaux servirent de projectiles, tous les bancs furent arrachés et mis en travers des rues pour empêcher la cavalerie d'avancer. En plusieurs endroits des barricades furent élevées. Le but était de prendre d'assaut la prison et de délivrer les grévistes et leurs camarades ; mais d'importantes forces — armée et gendarmerie — la gardaient et, baïonnette au canon, empêchaient d'approcher. Les prisonniers purent entendre toute la nuit les clameurs de leurs camarades.

Comme de juste, de nombreuses arrestations eurent lieu ; plus grand encore fut le nombre des blessés, le bruit de la mort de l'un d'eux — frappé d'un coup de baïonnette — courut même un instant, mais, heureusement, il n'en était rien.

Devant tant d'énergie, le gouvernement recula, fit demander les directeurs de la Compagnie et, quelques heures après, l'on apprenait que satisfaction était donnée aux grévistes.

Telles sont, sommairement racontées, les phases de cet important mouvement, qui démontre une fois de plus ce que peuvent les hommes décidés, courageux et qui veulent coûte que coûte aboutir.

Certes il y aurait encore beaucoup à dire sur ces journées de révolte ouvrière, où hommes et femmes, luttant les uns pour obtenir un morceau de pain supplémentaire, les autres simplement par solidarité, surent tous également se montrer toujours vaillants, ne reculant que pour reformer plus loin la digue populaire dispersée. Ce qu'il y aura eu pendant ces quelques jours d'actes de courage de la part de ces travailleurs hier encore obscurs, noyés dans la masse, nul ne le saura jamais. C'est du reste le propre de ces journées populaires d'être anonymes, et elles en sont par cela même d'autant plus belles.

⁂

Mais, si implicitement, en faisant en quelques heures accorder satisfaction aux grévistes d'Hennebont, le gouvernement reconnaissait par là le bien fondé de leurs réclamations, et reculait devant l'émeute, d'un autre côté il n'en fallait pas moins que force restât à la Lôôôa. Arrêtés en « flagrant délit », vingt-sept manifestants du dimanche précédent devaient être jugés le mardi suivant, mais devant l'effervescence populaire, les autorités, craignant, non sans quelque raison, que les travailleurs de Lorient ne tentassent de délivrer leurs camarades, firent renvoyer l'audience qui ne vint que le vendredi, et seulement lorsque les grévistes pouvaient se considérer déjà comme victorieux.

Du procès en lui-même — les vingt-sept accusés furent jugés ! en deux ou trois heures — l'on ne peut guère dire grand'chose, si ce n'est que signaler le réquisitoire fort modéré du substitut Fourcade qui, quelques jours avant, avait eu à subir dans sa propre maison les fureurs populaires, et n'avait dû son salut qu'à l'arrivée de la force armée. A la véhémence des jours précédents avait fait place une modération de langage inattendue mais dictée par les circonstances.

Tous les accusés, sans exception, furent dignes, et le secrétaire Gaudin ainsi que notre camarade

Latapie, en reconnaissant qu'ils avaient refusé d'obéir, expliquant que cela aurait été une lâcheté de leur part d'abandonner les camarades qui voulaient manifester.

Les journaux, même les plus réactionnaires, ne purent s'empêcher de remarquer l'attitude calme et énergique de ces deux camarades plus particulièrement visés.

Le procès semblait perdu pour l'accusation et ce fut une vive stupéfaction lorsque les juges, après quelques instants de délibération, prononcèrent les condamnations suivantes aussi iniques qu'inattendues :

Latapie et Gaudin à deux mois ; Robic à trente jours ; Ledu, Corbel, Jegouzo, Simon, Bardoult à quinze jours ; Goubin, déjà condamné à trente jours, à trois mois ; Kerlizequen, Rouzo à deux mois ; les autres à huit jours y compris la femme Corbel ; toutes ces condamnations sans sursis.

L'iniquité était si flagrante que, dans la crainte qu'elle ne provoquât une nouvelle émeute, le sous-préfet intervint aussitôt et fit en sorte qu'une seconde audience du tribunal se tînt aussitôt et que la mise en liberté provisoire et immédiate de tous les condamnés fût décidée.

Et vraiment cette intervention d'un sous-préfet, obligeant des juges à revenir sur un jugement et à le modifier, n'est pas une chose banale. Elle démontre bien, d'une part, combien ces juges « inamovibles et indépendants » sont en réalité aux ordres du gouvernement qui les paie, que la justice se rend par ordre et que la fureur populaire peut influer sur des arrêts. L'exemple est là d'hier et les travailleurs, espérons-le, sauront s'en souvenir.

⁂

Déjà les malheureux exploités dans les bagnes d'Hennebont ont repris leur collier de misère. La petite augmentation de salaire obtenue ne parviendra même pas à calmer leur faim, mais la grande victoire morale qu'ils viennent de remporter leur sera un encouragement pour l'avenir. D'autre part, leur attitude sera, souhaitons-le, un exemple pour d'autres travailleurs qui ont pu ainsi se rendre compte que l'on arrive plus souvent au but en exigeant qu'en implorant.

La grève d'Hennebont marque à la fois un réveil et une victoire de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, qui aura, souhaitons-le, son lendemain.

P. Delesalle.

⁂

Pour compléter, voici quelques renseignements que nous communique un de nos camarades qui connaît bien la situation à Hennebont. Ces faits, on le verra, méritent d'être cités, car l'on a trop peu insisté sur la situation matérielle dans laquelle se débattent ces courageux travailleurs.

Les usines d'Hennebont, ou plus exactement de Lochrist, situées sur le Blavet canalisé, ont une longueur d'au moins 4 kilomètres. Il y a, d'une part, les forges qui fabriquent plus particulièrement le fer-blanc destiné aux nombreuses usines de conserves situées dans la région, d'autre part une importante fabrique d'engrais chimiques. 1.800 ouvriers y sont employés : les uns aux hauts fourneaux, les autres aux phosphates. Les salaires sont dérisoires : 1 fr. 75, 1 fr. 90, 2 fr., 2 fr 50 ; avec un pareil taux de journée, voici de quoi ils peuvent se nourrir.

J'ai vu, écrit notre correspondant, les ouvriers, même ceux employés aux fours, c'est-à-dire obligés de supporter une chaleur effroyable, n'avoir à manger à l'heure du repas que du lait que l'on avait fait aigrir, avec quelques pommes de terre ; certains n'avoir même que du pain à tremper dans ce réconfortant breuvage. Comme boisson, et quoique le cidre du pays ne soit pas trop cher, beaucoup ne boivent que de la piquette, boisson fermentée obtenue avec des raisins secs, des pommes, de l'eau et du vinaigre. Je vous laisse à penser ce que peuvent devenir ces hommes avec un pareil régime.

Voici, d'autre part, un procédé d'escroquerie pratiqué aux usines de Lochrist. Au début de l'entreprise, il y a une huitaine d'années, un directeur avait organisé une combinaison de retraite.

Moyennant une retenue de 5 0/0, les ouvriers devaient recevoir au bout de trente ans une rente proportionnée à leurs versements. Les ouvriers versèrent sans hésiter — ils y étaient en quelque sorte obligés — mais omirent de se faire délivrer reçu des versements ainsi effectués. La direction changea, mais la retenue de retraite continua à être effectuée.

L'an dernier, le terme étant échu, certains réclamèrent leur retraite : la Compagnie allégua toute sorte de mauvaises raisons et finalement refusa de verser la retraite.

Déconcerté par tant d'audace, mais plus hardi que les autres, l'un des malheureux eut recours aux tribunaux pour se faire rendre justice, mais il fut débouté de sa demande, la Compagnie ayant omis de faire figurer toutes les sommes reçues sur les « livrets d'invalides ».

Les travailleurs attendront sans doute encore longtemps après leurs retraites.

Telle est, entre bien d'autres, l'une des manières de procéder de cette riche Compagnie.

Vraiment devant de pareils faits on ne peut qu'être étonné que ces travailleurs aient attendu aussi longtemps pour se révolter.

UN CRIME CAPITALISTE

On connaît le résultat de l'accident du Métro : 84 victimes ! 84 morts parce que les directeurs de la Compagnie, plus soucieux de soigner les dividendes que la vie des voyageurs, n'ont pas pris les précautions nécessaires.

Déjà, on a fait remarquer le défaut de ventilation. Ensuite, puisque les courts-circuits sont fréquents, pourquoi les voitures sont-elles faites avec le bois le plus inflammable que l'on ait pu trouver ? Pourquoi les armatures ne sont-elles pas séparées des bois par une couche isolante ? On force les théâtres à avoir des lampes à huile pour suppléer à l'électricité, pourquoi le Métro n'en a-t-il pas dans ses souterrains ?

Sous le coup de l'émotion, on va annoncer des enquêtes, dont on n'entendra plus parler ensuite. L'Etat n'existe que pour protéger l'exploitation capitaliste. Directeurs et actionnaires du Métro, par rapacité, ont causé la mort de 84 personnes. Il ne leur sera pas demandé de comptes.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Condamnation de l'abbé Lefranc à six mois de prison pour outrage public à la pudeur. Il dirigeait, à Orléans, un cercle catholique militaire. N'insistons pas sur les faits qui lui valurent ces six mois d'ombre. Disons seulement qu'il aimait la culotte rouge, et beaucoup trop.

Tout en s'efforçant de n'avoir point de parti pris, il faut reconnaître que ces mœurs hétéroclites sont plus fréquentes chez les membres du clergé catholique que chez les laïcs. Mais tenons compte de ce que les journaux que nous lisons, républicains ou socialistes, sont plus empressés de nous raconter les fredaines des « curés » et de leurs amis que celles des libres penseurs. D'où, pour nous, une documentation inexacte. Néanmoins, le simple bon sens indique que les mœurs dont je parle doivent être forcément plus coutumières à des hommes qui ont fait vœu de chasteté à l'égard de la femme, être de perdition, qu'aux autres hommes. Un camarade me faisait observer qu'au rebours des anticléricaux ordinaires, il faudrait être moins sévère aux prêtres qu'aux laïcs qui tombent dans ce travers, puisque ceux-ci n'ont pas l'excuse, pour y choir, d'une vie anormale et contre nature. Et c'est vrai. Mais où ces malades deviennent coupables, c'est en n'avouant pas leur indignité d'hommes-dieux. Ils devraient se reconnaître incapables d'un si grand effort, et reprendre la vie civile avec toutes ses libertés — et tous ses remèdes.

R. C.

⁂

Epinal. — *Dédié aux réformistes*. — 1° Un maçon, Mallarmet, blessé en travail, a été obligé de plaider pour obtenir une pension. Il vient d'être débouté de sa demande et condamné aux frais des procès.

Cause : Prescription ! on a fait dormir son certificat de blessures dans les cartons de la mairie.

⁂

2° Dernièrement mourait, des suites d'une chute faite en servant des fagots aux indigents, un manœuvre de ville nommé Febray. Le certificat des docteurs ne laissait aucun doute au sujet du genre de décès. La famille attaque la Ville-Patron pour obtenir la pension due. Résultat : pas de pension, mais les frais du procès à la charge de la famille. Et ici la prescription n'avait rien à voir, les délais n'étant pas expirés.

V. Loquier.

⁂

La *Petite République* est un journal bien fait, chacun sait ça, témoin cette perle que j'y découvre. Un rédacteur pour les besoins de sa cause y vante, y exalte même l'œuvre des logements ouvriers de Londres. Le conseil municipal de cette ville a, paraît-il, fait construire des maisons ouvrières et ces maisons sont louées à raison de 9 shillings 1 penny et demi par semaine, soit 11 fr. 40, ce qui fait, par je ne sais quelle opération de calcul, 136 fr. 80 par an. Et le rédacteur du journal socialiste de s'extasier devant « un prix si remarquablement bas » et d'en tirer des conclusions inattendues en faveur de sa thèse.

La vérité au contraire est tout autre, et il se trouve que les loyers des maisons « municipales » sont fort élevés et qu'il n'est pas, à notre connaissance, un seul ouvrier parisien capable de se payer un luxe pareil. En effet, un loyer de 11 fr. 40 par semaine fait exactement 592 fr. 80 net d'impôt ; c'est loin, comme on le voit, de 136 fr. 80 et cela devrait, ce me semble, changer du tout au tout les conclusions du journaliste socialiste.

Parions qu'il n'en fera rien, car il lui faudrait dire tout le contraire d'il y a huit jours, et cela ne serait pas cette fois en faveur du « socialisme municipal » qu'il lui faut quand même exalter.

P. D.

Russie.

Riazan. — Le prince Gagarin entretient sur ses terres trois gardes circassiens, pour empêcher les paysans de ramasser du bois ou de commettre tout autre crime de lèse-propriété ; et les Circassiens du prince Gagarin usent volontiers de leurs longs fouets ou même de leurs couteaux-poignards, contre les paysans qui les haïssent et qu'eux-mêmes ils méprisent. Il y a quelques semaines, un paysan qui, surpris à voler de l'herbe, ne voulait pas se laisser prendre, fut tué net par l'un des gardes. Quand le prince Gagarin, qui se trouvait dans la région, accompagné de sa femme et du prince Sherbatoff, voulut venir faire une enquête sur le meurtre, il se trouva devant une foule furieuse qui avait entouré la maison des gardes et y avait mis le feu et qui se retourna contre lui, à coups de pierres et à coups de fourches. Il fut sérieusement blessé, ainsi que ses deux compagnons de voyage. Les chevaux, heureusement pour lui, prirent peur, s'emballèrent et l'emportèrent très loin. Un pope l'a recueilli, mais on ne sait s'il survivra.

Tchernigov. — Le prince Ouroussoff possède de vastes forêts et entretient 40 gardes, tous étrangers, qui tuent allègrement les sujets de leur maître. Il y a quelques semaines, les paysans ont attaqué et frappé à coups de fourches le prince Ouroussoff, responsable du meurtre de plusieurs d'entre eux.

Iekaterinoslaw. — Le 8 juillet, dans un village, près de Sinelnikovo, les paysans, armés de bâtons et de pierres, se sont révoltés et ont saccagé quelques boutiques. Un détachement de troupes est intervenu et a opéré un certain nombre d'arrestations.

Bakou. — Le 15 juillet dernier, les ouvriers de la pétrolerie Khatissoff se sont mis en grève. Ils demandaient une augmentation de salaires, la journée de huit heures et l'abolition des amendes. Deux jours plus tard, les ouvriers des autres pétroleries adoptaient leur programme de revendications et déclaraient aussi la grève. Les autres industries suivaient, puis les chemins de fer, les tramways et les imprimeries ; en tout, plus de 45.000 chômeurs. Pendant dix jours, ni trains, ni tramways ne circulèrent ; pendant deux nuits, la ville fut privée de lumière ; enfin, les journaux ne parurent pas.

Quatre grands meetings furent organisés ; dans l'un il y avait plus de 25.000 auditeurs.

Comme les autorités ne disposaient tout d'abord que de 600 hommes de troupe, pendant plusieurs jours les grévistes furent maîtres de la situation.

Puis, des renforts de troupe arrivèrent et la police fit des arrestations en masse. Les patrons menacèrent de lock-out tous ceux qui n'auraient pas repris le travail le 27 juillet au matin, et se déclarèrent en même temps disposés à une entrevue

avec des délégués ouvriers pour arriver à une entente.

Il rentra le 27 quelques mécaniciens et quelques chauffeurs, avec lesquels on voulut reprendre le travail dans certains puits, mais le lendemain des incendies éclataient et rendaient la tentative impossible. On parvenait cependant, dans la ville, à faire circuler les tramways, grâce à deux hommes armés postés dans chaque voiture. Le général von Wahl, chef de la gendarmerie russe, arrivait à Bakou de Saint-Pétersbourg pour diriger lui-même la répression; mais malgré tous ses efforts la grève s'étendait aux matelots des navires de commerce et à ceux des sociétés de transports maritimes de la Caspienne.

Bientôt elle gagnait toute la ligne du chemin de fer de Bakou à Tiflis et Batoum, et l'approvisionnement, dans les villes et les villages de la ligne, devenait impossible. A Tiflis, pas de viande, pas de journaux pendant trois jours. Les trains que l'on essaie de faire circuler quand même provoquent des attentats. A Akstafa, un train de marchandises déraille, 12 wagons sont réduits en miettes, 2 hommes sont tués, 3 sont blessés. A Michaïlovo, entre Tiflis et Batoum, le 28 juillet, les grévistes empêchent un train de marchandises de sortir de la gare, puis ils essaient d'arrêter un autre train venant de Borshorn. La troupe intervient, elle est reçue à coups de pierres et riposte à coups de fusil; 10 ouvriers sont tués, 18 blessés.

La grève s'étend toujours. A Batoum, elle est générale, ainsi que dans tous les ports de la mer Noire, à Odessa surtout, où les services maritimes sont complètement paralysés. Les marins de la flotte impériale sont naturellement mis à la disposition des Compagnies, mais ils ne peuvent suffire, et n'empêchent pas les conséquences de la grève : d'énormes pertes pour les grandes Compagnies.

Le 30 juillet, on compte plus de 25.000 chômeurs à Odessa. Ouvriers et ouvrières se réunissent dans les squares et sur les places : tous ont mêmes griefs, un nombre énorme d'heures de travail, des salaires honteux, des amendes sous tous prétextes.

Par exception, à Odessa, la police n'intervint pas et tout se passe généralement dans le calme. Dans un faubourg, cependant, le général Arsenieff, gouverneur d'Odessa, avec plusieurs centaines de cosaques, charge les ouvriers d'une sucrerie, d'ailleurs paisibles, et en tue quelques-uns.

Le 1er août, le gouverneur réunit en conférence quelques magistrats municipaux, l'ingénieur en chef de la ville et des représentants des grévistes. Il décide les employés de la Compagnie des Tramways d'Odessa à reprendre le travail, le directeur de la Compagnie s'engageant formellement à prendre en considération les réclamations formulées et consentant quelques concessions importantes. Les maçons, les charpentiers, les peintres, les dockers avaient repris le travail le 31 juillet au soir. Dans le port, les grévistes voulaient continuer le chômage malgré la décision prise par leurs délégués de reprendre le travail. Il y eut de sérieuses bagarres. La troupe intervint, mais ne tira pas.

Le 1er août au soir, les boulangers, les typos et les bouchers reprenaient le travail; le 2 août, les journaux paraissaient de nouveau : ils contenaient une déclaration du gouverneur : il condamnait 71 personnes chacune à trois mois de réclusion. Parmi les condamnés, beaucoup de juifs, et quelques étrangers. En dehors de cette déclaration, pas un mot sur la grève.

Le mouvement avait gagné jusqu'à Nikolaïeff, Elisabethgrad, au nord de Jékatérinoslaw et Kieff; dans maint endroit, les grévistes refusaient de reprendre le travail sans un engagement écrit de leurs employeurs concernant certaines concessions. A Kieff, la grève était générale encore le 6 août. Un cortège d'environ 2.000 chômeurs se heurtait à un détachement de cosaques; 3 ouvriers étaient tués et 24 blessés. Le 9 août, la grève des tramways prit fin, mais d'autres corporations restaient en grève.

***

Tels sont les quelques faits que les journaux russes et les correspondances particulières de quelques journaux de l'Europe occidentale nous font connaître. Ils ne nous donnent, naturellement, qu'un aperçu très sommaire et très incomplet du mouvement qui vient de troubler, dans le Caucase et dans toute la Russie méridionale, la quiétude des représentants du tsarisme et de leurs protégés les grands patrons. Si nous voulons une preuve de l'importance de cette vaste tentative révolutionnaire dans le milieu industriel et de la gravité des révoltes meurtrières contre les grands propriétaires fonciers, nous la trouvons assurément dans ce fait que le prince Mestchersky entreprend la publication d'un journal intitulé *Drouzhestvennyia Rechi*, c'est-à-dire *Paroles amicales*, spécialement destiné à combattre, chez les paysans et chez les ouvriers industriels, les tendances révolutionnaires et antitsaristes : les fonctionnaires ont l'ordre de répandre ce journal aussi largement que possible parmi les paysans. L'empereur a décidé qu'il serait lu dans les écoles publiques, et le prince Mestchersky a, dit-on, reçu pour son journal 300.000 roubles, c'est-à-dire environ 800.000 francs.

L'autocrate voit que vouloir tuer par la violence l'esprit de révolte, c'est tenter l'impossible : toute la police de Plehwe et tous les cosaques de von Wahl n'y sauraient suffire. Alors il médite de duper et d'endormir la pensée : entreprise également impossible.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du III*e et *les Anticrates* organisent une ballade de propagande, le dimanche 16 août, au Raincy. Rendez-vous est donné pour les camarades prenant le train à 10 heures du matin, salle de la Cloche, 43, rue Réaumur; pour ceux partant à pied, à 11 heures à la gare du Raincy. A midi, déjeuner; à 2 heures, ballade avec distribution de journaux, brochures, etc...

Nous invitons les camarades ayant de vieilles brochures à les apporter, ainsi que des bouillons des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire*.

***

*Causeries Populaires des X*e *et XI*e, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 19 août, à 1 h. 1/2, causerie par Roussel sur : *la Raison et le Sentiment*.

***

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Lundi 17 août, à 8 h. 1/2, causerie par Papillon sur : *le Milieu Libre*.

***

*La Regénération du XI*e. — Réunion des camarades le 19, rue Faiderbe, 12.

***

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers (cousu-main) *de Paris*. — Réunion le 8 août 1903, rue Cadet, 2 *bis*.

Ordre du jour : Formation de Caisse de secours.

***

L'Effort (Université populaire du Grand-Montrouge), 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Mardi 18. — P. Kastor : Histoire du costume, d'après les artistes des différentes époques (avec projections).

Jeudi 20. — Paraf-Javal : La couleur et la forme.

Les lundi, mercredi et jeudi, cours de diction et de solfège.

***

L'Aube Sociale, 35, rue Gauthey :

Vendredi 14. — Soirée littéraire : *Le Semeur d'Idéal*, d'Albert Fua, fragment du 4e acte; *Idée et Réalité*, d'Henry Bauer, extraits; *La Révolte*, de Em. Verhaeren.

Lundi 17, de 8 h. 1/2 à 10 heures : Cours de mandoline.

Mardi 18. — Causerie : De l'émancipation, par le camarade Mowbray.

Vendredi 21. — C. Yvetot : Les libertaires et les Syndicats.

***

*L'Education libertaire du XIII*e *arrondissement*. — Réunion samedi 15 août, à 8 h. 1/2, 213, boulevard de la Gare, Causerie par un camarade.

***

Le camarade Ed. Aragon, place du Marché des 3/6, Pézenas (Hérault), demande à ceux qui ont des affiches antimilitaristes, de lui en faire parvenir quelques exemplaires qu'il se charge de faire connaître dans sa localité.

***

Groupe de Correspondance et *Groupe d'études de Sainte-Cécile d'Andorge* (Gard). — Les camarades qui envoyaient des communications au camarade Vezian, sont priés de prendre note de sa nouvelle adresse : Eliacin Vezian, Collet de Bèze (Lozère).

***

Marseille. — Dimanche 15 août, réunion de tous les adhérents au Bar-Palace, allées de Meilhan, 34, à 6 heures du soir (Milieu Libre).

Adhésions nouvelles; souscriptions.

***

Saint-Nazaire. — Les camarades du Syndicat des hommes de peine et des irréguliers du travail désireraient communiquer avec les camarades de Nantes, Angers et Lorient, ainsi que ceux des autres localités qui voudraient entrer en relation avec nous.

Nous prierions aussi les conférenciers en tournée de conférence de passer chez nous et de nous écrire. Nous organiserions les conférences.

S'adresser à Lucas, 24, rue de la Briandais, Saint-Nazaire.

***

Alger. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire* sont priés de se réunir le samedi 22 août, à 8 h. 1/2 du soir, au local de la Maison du Peuple, boulevard Bugeaud.

Causerie par un camarade; formation d'un groupe de propagande; communication urgente.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Sous le Burnous, par H. France; 1 vol., 0 fr. 25, chez Fayard, 78, boulevard Saint-Michel.

A lire :

Deux interruptions, G. Lorand; *L'Express*, Bruxelles, 10 juillet 1903.

Le soldat Galtion, G. Clemenceau; *L'Aurore*, 6 août 1903.

A voir :

Nous recommandons spécialement le numéro de l'*Assiette au beurre* de cette semaine, n° 123 : *Magistrats*, par A. Willette, à part la petite christolâtrie qui la termine.

PETITE CORRESPONDANCE

Tournon. — Finit fin décembre.

G., à Notre-Dame. — Oui, le mandat au nom de l'administration du journal.

E. G. D., à Montereau. — Reçu mandat. — Pour le volume, je ne vois pas la possibilité de s'en occuper en ce moment.

Groupe « Aurora », San Francisco. — Reçu 18 fr. pour vente des numéros dont moitié pour le *Libertaire*.

E. D. M. — Votre article s'attarde trop sur des futilités, et manque d'argumentation.

Germinal, Lyon. — Le récit que vous nous envoyez demanderait à être commenté.

C. M., à Flemalle. — Le prix du colis, 1 fr. 35 pour 5 kilos; 2 fr. 65 pour 10 kilos. Oui, le prix des volumes franco est le même, seulement il serait sage d'ajouter 0 fr. 25 pour recommander le paquet.

O. K., à Genève. — Le n° 1 du *Révolté* a été réimprimé une fois, à Buenos-Ayres. Nous n'avons pas les 100 fr. que cela nécessiterait. Quant à supprimer le supplément, pour une dizaine de collectionneurs que ça satisferait, nous risquerions de mécontenter davantage d'acheteurs.

Reçu pour le journal : Collecte entre plusieurs membres du cercle ouvrier l'*Emancipation sociale* de Beauvais, 5 fr. — A. F. D., à Cloverdale, 10 fr. 30. — O. K., à Genève, 5 fr. — L. L., à Agen, 0 fr. 50. — T., à Paris, 1 fr. — V., à Grigny, 1 fr. — L. B. T., 1 fr. — G. V., à Porto-Alegre, 8 fr. — M., 2 fr. — L., à Orléans, 1 fr. 50. — De Troyes : Gestalder, 0 fr. 50; Perrier, 0 fr. 50; Un révol., 0 fr. 25; H. Richard, 0 fr. 10; Gestalder Fr., 0 fr. 10; Roussel, 0 fr. 50; Bichenet, 0 fr. 10. Ensemble : 2 fr. 05. — Merci à tous.

E. V., à Nîmes. — L., à Suippes. — M. J. O., à Buzeu. — B. F., aux Aygualades. — N. C., à Bruxelles. — F., à Fougères. — C. P., à Creil. — E., à Halle. — R., à Morat. — J., au Mourillon. — L., à Epinal. — M. C., à Lons-le-Saunier. — M. R., au Havre. — L., à Chaumont. — U. P., à Méru. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIEME ANNÉE N° 17 DIX CENTIMES DU 22 AU 28 AOUT 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An	Fr.	6 »
Six Mois	—	3 »
Trois Mois	—	1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An	Fr.	8 »
Six Mois	—	4 »
Trois Mois	—	2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

ENFIN !

Une décision qui nous réjouit le cœur, c'est celle que viennent de prendre les associations amicales des instituteurs réunies en congrès à Marseille.

Nous lisons en effet dans le *Français :*

> Le Congrès des associations amicales de professeurs et d'instituteurs vient de prendre la résolution de supprimer, dans les salles d'écoles, toute l'imagerie de la guerre, tous les tableaux de bataille, tout ce qui peut tendre à commémorer les hauts faits de nos généraux et de nos soldats.

Cette résolution à laquelle tout homme civilisé applaudira, a le don de mettre en fureur le *Français*, qui estime qu'en se préoccupant de faire un choix dans les méthodes propres à former la mentalité des jeunes générations, les instituteurs se mêlent de ce qui ne les regarde pas !

> Encore une assemblée qui sort de son rôle ! Encore une parlotte qui s'érige en Parlement !... Une fois de plus, nous voyons des gens, assemblés pour discuter leurs intérêts corporatifs, se croire ingénument chargés de faire la loi et d'*orienter*, comme on dit, le pays vers des destinées nouvelles.

Et une telle ingénuité de la part des instituteurs élève l'exaltation du *Français* jusqu'au lyrisme. Il s'écrie avec emphase :

> A l'index, Jeanne d'Arc!
> A l'index, Bayard !
> A l'index, d'Assas et La Tour-d'Auvergne!
> A l'index, Hoche, Bonaparte, Kléber et Marceau!
> A l'index, Bara et Poniatowski!
> A l'index, les volontaires en sabots se ruant au moulin de Valmy!
> A l'index, les combattants d'Arcole, de Rivoli, d'Austerlitz et d'Iéna!
> A l'index, le dernier carré de la vieille garde !
> Aux latrines, Cambronne !
> A Chaillot, Bobillot !
> A bas l'amiral Courbet!
> Mort à *Dominé*, qui défendit Tuyen-Quan !
> Plus de commandants Rivière, ou Lamy, ou Marchand !
> Toutes les gravures, toutes les peintures et toutes les sculptures, qui apprennent aux enfants (et qui rappellent à leurs maîtres) que de braves Français ont glorieusement fait leur devoir contre l'ennemi, sont tout au plus capables de susciter dans leurs âmes une dangereuse émulation. Cela n'est point socialiste : il n'en faut plus
> Il faut effacer tous ces odieux souvenirs d'un autre âge. Voyez-vous que nous ayons l'impertinence et la stupidité de conserver précieusement l'esprit militaire qui faisait jadis l'honneur et la force de notre race? Voyez-vous que nous songions à préparer dès l'école, des soldats, afin de les retenir moins longtemps sous les drapeaux ? Voyez-vous que, tout en voulant la paix, nous nous tenions prêts à faire la guerre si l'on nous attaque ?
> Plus de ces craintes mesquines! Plus de ces préoccupations militaires ! Le monde est un Eden et nos voisins sont des anges.
> ... Et les instituteurs qui s'honoraient naguère en demandant à servir comme soldats, en viennent aujourd'hui à ne plus vouloir qu'il y ait une armée.
> Mais que mettront-ils donc sur les murs de leurs classes ?
> Des tableaux de grève ?

Voyons, voyons, bon *Français* — Français de France, sans doute — calmez-vous! Calmez cette *furia* toute *francese* — vous savez, cette bonne vieille *furia* que la douche que vient de lui administrer le congrès des Amicales menace de noyer à souhait. Calmez-vous et causons un peu. Toute cette avalanche de noms dont vous mitraillez notre indifférence à l'égard de la gloriole militaire, rappelle des personnalités bien diverses et mortes pour des causes bien différentes.

Les uns, comme Jeanne d'Arc, Bayard, d'Assas, La Tour-d'Auvergne, Bobillot, Courbet, etc., périrent pour une cause que, nous, tout en rendant justice au courage de quiconque sacrifie sa vie pour une cause quelconque, nous ne pouvons nous empêcher de trouver ignoble : le massacre déterminé par l'esprit de conquête — ou stupide : le dévouement pour la conservation d'une étiquette nationalitaire.

D'autres, comme Hoche — de Bonaparte nous parlerons pas si vous voulez bien — Kléber, Marceau, le petit Bara, les volontaires de Valmy, moururent pour défendre leur liberté. Peut-être leur amour de la liberté était-il amalgamé de patriotisme. Mais les circonstances de l'époque identifiaient la Patrie et la Révolution, et en s'opposant à l'envahissement de l'une, c'est l'œuvre de l'autre qu'ils entendaient sauvegarder.

⁂

Malgré ce *distinguo*, nous autres, qui commençons un peu à nous civiliser, nous estimons que ces scènes de meurtre et de violence doivent être écartées le plus possible des yeux des enfants et leur être représentées, dans l'un et l'autre cas, comme des hontes auxquelles le souvenir ne doit s'arrêter que pour mieux édifier la pensée sur les calamités que peut engendrer la rapacité humaine.

Car, au demeurant, tous ces héroïsmes n'ont d'autre origine que la rapacité, soit que cette rapacité soit le stimulant offensif du héros conquérant, soit qu'elle suscite le dévouement du héros défenseur de la chimère patrie, source de profits pour les parasites internationaux des peuples, soit enfin qu'elle soit le monstre à la férocité duquel résiste le héros de l'indépendance humaine.

En mettant enfin un terme à cette abjecte suggestion à laquelle les enfants, nos enfants que nous aimons et dont la mentalité à venir nous préoccupe, sont soumis actuellement, les instituteurs accompliront une œuvre humaine et civilisatrice.

Ils cesseront de faire croire à nos chers petits que la Beauté sociale réside dans la haine, dans la haine meurtrière, aveugle, barbare, qui ne s'assouvit que dans le carnage et la dévastation.

Ils cesseront de leur faire croire que la gloire consiste à assassiner le plus grand nombre possible de ses semblables, le devoir à sacrifier son existence pour assurer à des parasites des profits plus fructueux, que l'ennemi n'est pas le camarade de l'autre côté de la rivière ou de la montagne, plié sous le même joug et enchaîné des mêmes chaînes, mais ce parasite d'ici comme de là-bas, qui voudrait nous jeter l'un contre l'autre pour la satisfaction de ses appétits pernels.

Ils n'enseigneront plus que nos voisins sont des démons, et s'ils ne sont pas des « anges » envers nous, c'est parce qu'on les trompe là-bas comme on nous trompe ici.

A la place de la tromperie guerrière et patriotique, ils mettront, espérons-le, la vérité pacifique et internationale.

⁂

Voilà, pauvre *Français*, ce qui se prépare, ce qui se fait même. Les « odieux souvenirs d'un autre âge », comme vous dites si bien malgré une ironie dépitée, sont tenus pour ce qu'ils sont en réalité. Ils vont bientôt rejoindre les non moins « odieux souvenirs » des tortures de l'Inquisition — qui cependant vous choquent sans doute un peu — et qui pour nous procèdent d'une même chose atroce : l'homme tuant l'homme.

A l'heure qu'il est, nous sommes en train — et les instituteurs, paraît-il, vont nous aider dans notre tâche — d'aider à l'éclosion du nouvel idéal qui se dessine déjà partout dans l'humanité.

Si ces jours derniers, vous aviez pu, laissant un peu de côté vos mesquineries journalistiques, politiques ou mondaines, vous mêler seulement à la population des Universités populaires de la Seine, recevant et fêtant les Universités populaires de Bruxelles, vous auriez senti quel esprit nouveau, quel souffle généreux et puissant de fraternité et de paix internationale anime les jeunes générations. Devant la cordialité, la joie, l'amour qui vibraient simultanément dans tous ces cœurs, vous eussiez compris — peut-être? — combien abjecte, méprisable, criminelle est cette fausse gloire dont vous voudriez perpétuer le culte abominable.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — Dans la *Voix du Peuple*, M. Keufer veut bien me donner du « sectaire des plus intransigeants ». M. Keufer affirme, mais oublie de donner les raisons qui le font me qualifier ainsi. Ce procédé est facile, mais je me dispenserai bien, quant à moi, de l'employer.

J'ai écrit, et ne m'en dédis pas, qu'un syndicaliste aussi réactionnaire que M. Keufer est néfaste à l'action ouvrière, mais moi j'ajoute à mon affirmation des faits précis.

Je dis que le délégué d'une organisation qui, lorsque ses camarades sont en grève, va trouver d'abord les patrons et ne rend visite à ses camarades ouvriers qu'ensuite, est néfaste à l'action ouvrière et à ses camarades.

Je dis que, lorsque faisant partie d'une délégation commune avec des ouvriers que l'on sait être internationalistes, et que sans les prévenir on prend la parole en leur nom et, dans une langue que l'on sait qu'ils ne comprennent pas, on affirme que s'ils sont internationalistes ils sont aussi patriotes, on ne fait pas montre d'une très grande bonne foi ni d'un bien large esprit de tolérance pour les idées de ses co-délégués en les faussant sciemment.

Je dis que le représentant d'une organisation qui, comme M. Keufer, regrette qu'il n'y ait pas de syndicat patronal dans une ville et encourage les exploiteurs à en fonder un, est néfaste à l'organisation ouvrière.

Je dis qu'un homme qui accepte, comme M. Keufer, d'être président d'une confrérie aussi hiérarchisée, aussi peu libérale que le *Cercle des prolétaires positivistes*, dont l'organisation est quasi-monarchique (1), est un réactionnaire.

Et c'est ce positiviste syndicaliste, à 16 francs par jour, qui ne dédaigne pas de prendre la parole à côté d'un chef de tueurs qu'est un ministre de la guerre, qui, lorsqu'on lui cite de moi une proposition libérale faite au cours d'un Congrès ouvrier, vient me traiter de sectaire!

Mais, si c'est parce que je ne crois pas et que j'attaque ces dogmes qui ont noms: *Famille, Patrie, Humanité, par qui nous vivons, et pour qui nous devons vivre*, suivant la doctrine positiviste, que je suis un « sectaire intransigeant », j'accepte volontiers l'épithète, car je suis disposé à continuer et à combattre tous les dogmes et aussi à lutter contre ceux qui, comme M. Keufer, les propagent et nuisent ainsi à l'émancipation de la classe ouvrière (2).

***

M. Gérault-Richard n'a pas daigné répondre à la petite question que nous lui avions posée, à savoir comment son socialisme! et son anticapitalisme se conciliaient avec ses nouvelles fonctions de patron d'une usine appelée *La Chair-aux-gens*. Un camarade qui nous annonce d'autres renseignements, nous envoie ceux-ci qui sont déjà fort édifiants.

Effectivement, Gérault-Richard est **gros actionnaire** d'une fabrique de produits pharmaceutiques, sise à la **Chair-aux-gens** (3), sur la commune de Jouy-sur-Morin, arrondissement de Coulommiers.

Ceci depuis peu. Assez cependant, pour avoir, en moins d'un mois, la puissance de faire arrêter un train, le soir, qui brûlait la gare de Jouy.

Réforme que le Conseil municipal de la commune réclamait à la Compagnie de l'Est depuis deux années. **Mossieu** Gérault-Richard peut, ainsi, plus souvent visiter ses esclaves.

Ce fait est donné par le journal radical de Coulommiers, *Le Démocrate de Seine-et-Marne* du 4 ou du 7 juillet 1903, et avec congratulations à Gérault-Richard; puis repris vers le 25 juillet par le journal *La Brie*, avec une ironie charmante et un jeu de mots féroce à l'égard du susdit.

Ne nous appesantissons pas plus sur lui, pour ce jour.

(1) Le Cercle positiviste — arriviste — est *administré* par son président qui *choisit* sous sa *responsabilité* un secrétaire, et un vice-président... qu'il prépare à lui *succéder*, etc., etc.

(2) J'ajoute que si je considère le grand maître des positivistes, Auguste Comte, comme un piètre sociologue, je n'en considère pas moins certaines parties de ses travaux scientifiques, telle sa classification des sciences, comme réellement remarquables. Mais il y a loin du maître aux valets.

(3) Je tiens une vue de l'usine à la disposition de ceux que cela intéresse.

***

Les grèves. — Il y a à Halluin une industrie qui occupe plus de deux mille ouvriers, c'est celle de la fabrication des chaises. Samedi dernier, un peu avant la sortie des ouvriers, les patrons de neuf usines ont fait afficher dans les divers ateliers, un nouveau tarif qui, assure-t-on, réduit les salaires de cinquante pour cent.

Les ouvriers se sont réunis dans la soirée, ils ont décidé de se mettre en grève.

D'autre part, les tisserands de l'usine Defretin, à Halluin, se sont mis en grève, et, avec eux, ont cessé le travail les bobineuses et ourdisseuses.

La liste des revendications des grévistes a été dressée; elle comprend soixante-dix articles, parmi lesquels figure le renvoi du directeur de l'usine.

Les grévistes demandent, en outre, la réintégration d'ouvriers congédiés dans ces derniers temps. Toutes les autres réclamations concernent des augmentations de prix de façon sur divers articles; elles varient d'un centime à dix centimes par mètre.

Dès le lendemain matin, l'usinier Defretin, qui est aussi maire d'Halluin, a fait la réponse suivante à ceux qu'il considère sans doute comme ses esclaves, et qui, par conséquent, n'ont pas le droit de réclamer de vivre en travaillant:

« J'ai reçu votre lettre et les quatre-vingt-deux revendications qu'elle contenait. Vous en avez omis une: la suppression du patron. »

Et pourquoi pas, après tout! Ce patron si insolent ne met pas la main à la pâte, et tisseurs et tisseuses feraient bien de l'étoffe sans lui. Qu'il essaye de se retirer et il verra.

En attendant, les esprits sont montés et M. le patron-maire pourrait bien regretter avant peu son mouvement d'impatience.

P. Delesalle.

***

Alais. — Le camarade Carria, demeurant au Martinet, vient de mourir. Comme bien d'autres, sa vie ne fut que misères, souffrances et tortures. Son caractère libertaire ne put s'accoutumer à la vie de caserne et, s'étant révolté contre les iniquités militaires, il connut les souffrances et les tortures qui se pratiquent dans les compagnies de discipline. Et nous pouvons ajouter entre parenthèse qu'il est mort d'une maladie récoltée dans ces bagnes militaires.

Ce n'est point un article nécrologique que nous voulons faire. Chaque jour il meurt des camarades, et dans ce cas ils y auraient autant droit que le camarade Carria, ce qui, nécessairement, remplirait le journal.

Nous voulons simplement révéler un fait qui est comme l'épilogue de sa vie.

Torturé toute sa vie, on a voulu le torturer pendant sa maladie, jusqu'à la veille de sa mort.

Il est mort poitrinaire — d'après ce qu'on a dit à l'hospice — et lorsqu'il partit au service, il était sain de corps, sans quoi on l'aurait réformé. Mais tout ne s'arrête pas là.

Antireligieux avant sa maladie, il fit son testament pour avoir des obsèques purement civiles. Pendant tout le long de sa maladie, jusqu'au dernier moment, il exprima les mêmes intentions.

La municipalité du Martinet et la Compagnie houillère donnaient de petits secours à la mère de Carria. Lorsqu'on apprit qu'il voulait se faire enterrer civilement, on lui retira ces secours.

On menaça même un de ses proches parents de le renvoyer de la Compagnie, si l'enterrement civil avait lieu.

On fit tout pour le faire revenir sur sa décision: intimidations, menaces, promesses, mais on n'y réussit pas: il fut inébranlable dans ses idées.

Alors ce qu'on n'avait pu faire par les menaces ou les promesses, on le fit par la force.

Un jour, à quatre heures du matin, il reçut la visite du maire, du garde champêtre, de quelques mouchards et de trois ou quatre gendarmes, qui soit par intimidation, soit par vaines promesses, abusèrent de la faiblesse du mourant et de sa mère pour le descendre à Alais et éviter ainsi un enterrement civil dans le Martinet (pensez donc, c'était le premier).

Carria ne voulait, à aucun prix, descendre à Alais, il voulait aller à Saint-Ambroise qui est plus près. Les autorités municipales lui dirent qu'il en serait ainsi, et on le mit de suite sur une charrette réquisitionnée à cet effet, et on le dirigea sur *Alais*, distant du Martinet de 28 kilomètres.

Lorsqu'il s'aperçut sur la route qu'on l'avait triché, cela lui donna un coup qui aggrava son état et causa plus rapidement sa mort, car en effet il était à l'agonie en arrivant à Alais et il mourut vingt-deux heures après à l'hôpital.

Lorsque son frère et ses amis s'aperçurent de ce fait, exaspérés de cette manière d'agir, ils descendirent à Alais où ils le trouvèrent mort.

Alors ils firent toutes les démarches possibles pour qu'on le remontât de nouveau au Martinet et où il y eut un enterrement comme on n'en avait encore jamais vu. Pas besoin de commentaires. Le fait est trop clair.

Léopold Bernard.

***

Notre-Dame de l'Usine. — A quelques kilomètres de Firminy, sur les bords de la Loire, se trouve une manufacture, à tissage mécanique, de rubans, velours. La localité voisine étant peu importante, le personnel est recruté dans les environs et rentre dans l'établissement le lundi matin, pour ne sortir que le samedi soir. Des réfectoires et dortoirs sont aménagés et placés sous la surveillance de religieuses.

Un règlement draconien est appliqué dans ce bagne, mi-atelier et couvent. Aucune lettre ne peut être reçue ou envoyée sans être au préalable lue par les sœurs. En outre, les ouvrières sont tenues d'assister à tous les offices religieux qui ont lieu dans la chapelle de l'usine; des retraites suivies de confession générale y sont prêchées et celles qui possèdent une belle voix ont tout intérêt à se laisser enrôler dans les chanteuses.

Comme il est impossible aux ouvrières de se munir de vivres pour toute la semaine, elles sont obligées d'avoir recours à la cuisine des sœurs; cuisine détestable par le peu de soin apporté à la préparation des mets et par son insuffisance en tant que quantité, car il faut compter, n'est-ce pas, pour équilibrer son budget.

Dans le courant de la semaine, les ouvrières ont l'autorisation de sortir pendant l'heure du déjeuner seulement; à tout autre moment de la journée il faut une autorisation écrite par le contremaître et approuvée du directeur.

L'ouvrière absente pendant un jour sera mise à l'amende de 1 franc et sa famille prévenue à ses frais; si l'absence se prolonge, l'amende est alors de 2 francs par jour jusqu'à concurrence de dix jours; passé ce délai, l'ouvrière sera considérée comme démissionnaire.

Exception est faite pour les cas de force majeure.

L'ouvrière qui voudra quitter l'établissement devra en prévenir le directeur *un mois* à l'avance; *il ne sera jamais reçu qu'une seule démission à la fois*; celles qui suivront seront échelonnées de huit jours en huit jours.

Ce n'est pas tout. Sauf les cas exceptionnels, l'ouvrière ne devra jamais quitter l'atelier *avant la fin de sa pièce ou chargement commencé*.

En principe, l'ouvrière doit, en cas de renvoi, être prévenue un mois à l'avance; mais si le renvoi est motivé par une cause majeure, telle qu'infidélité, refus d'obéissance, rébellion ou scandale quelconque, il sera immédiat et sans indemnité. Dame! quand on fait soi-même les règlements, il est naturel qu'on se réserve une porte de sortie et le refus d'obéissance peut toujours être cette porte-là.

Mais les plus à plaindre dans ce bagne capitaliste chrétien ce sont les pauvres orphelines placées là par les soins de l'Assistance publique. Ah! les malheureuses! que d'avanies ne subissent-elles pas de la part de ces êtres désexués que le bon public appelle les bonnes sœurs et qui ont autorité absolue sur elles!

Pour des futilités, irrépréhensibles devant le code, pourtant bien cruel, les pauvres sont mises au cachot au pain et à l'eau. A qui se plaindraient-elles et d'ailleurs seraient-elles crues? Il faut bien, n'est-ce pas, refréner la nature exubérante de ces jeunes filles de 15 à 21 ans et les corriger un peu. Et puis, elles ne sont pas là pour s'amuser, mais pour travailler, et il faut qu'elles en rendent, je ne vous dis que ça.

Russie (1)

Kieff. — D'après le journal *Nrapzod*, de Cracovie, le nombre des morts, pendant les journées du 6 et du 7 août, serait de 60. Le 6, quarante personnes, y compris quelques femmes et 7 enfants, furent mas-

(1) Voir le numéro précédent.

sacrées par la troupe et une centaine furent blessées. Les travailleurs du chemin de fer se tenaient au long des rails, pour empêcher le passage des trains et reçurent les soldats à coups de pierres; deux feux de salve furent la réponse. D'ordinaire, on commence par viser au-dessus des têtes, et de plus un soldat seulement sur cinq ou sur dix, selon les cas, charge son arme avec une cartouche à balle. Cette fois, tous les soldats ont tiré à balle et visé à la tête, dès la première salve.

Dans la soirée du 6, nouvelle rencontre des grévistes avec la troupe, et de nouveau des morts et des blessés, du côté des grévistes. D'autre part, 8 policiers ont été tués par les grévistes. Le 7, au matin, les Cosaques attaquèrent les ouvriers; mais leurs fouets ne suffirent pas, ils furent repoussés et l'on fit venir l'infanterie qui poursuivit les ouvriers à coups de fusil et en tua un grand nombre. La grève n'en continua pas moins. Le 9 août, le correspondant du *Standard* à Moscou écrit que Kieff est en état de siège. On parvient, avec beaucoup de peine, à faire circuler les trains de voyageurs, mais le service des marchandises est complètement arrêté. 15 grévistes ont été tués par la troupe à la gare de Kieff. Le 12, le correspondant du *Morning Leader* à Moscou télégraphie que toute la ligne de Kieff à Kursk et de Kursk à Kharkoff est gardée militairement. Le mouvement gréviste s'étend et menace de gagner, au delà de Kursk, jusqu'à Moscou : à Orel et Tula, les autorités font placarder des avis dans lesquels les employés et ouvriers de la ligne qui déclareraient la grève sont menacés de peines sévères.

Nous apprenons aussi qu'à Kieff même, 700 arrestations ont été faites; dans ce chiffre on compte 80 étudiants. Les prisons et les hôpitaux débordent. On envoie des prisonniers et des blessés dans les localités voisines.

La grève était encore générale, à Kieff — en dépit des nouvelles officielles — à la date du 9 août.

Le prix du pain avait quadruplé. Dans les manufactures de tabac et dans les fabriques de sucre — Kieff est le centre de l'industrie sucrière russe — le travail était complètement arrêté.

Le 12, le *Kievlanin* a publié une communication officielle émanant du général Dragomiroff, gouverneur général des provinces de Kieff, Podolia et Volhynia : le gouverneur expose les faits de la grève et les commente; son commentaire est naturellement un blâme aux grévistes « qui se sont laissé conduire par des agitateurs, etc... » Ce qui nous intéresse, c'est que le général Dragomiroff ne songe pas à nier l'importance du mouvement de grève qui a englobé tous les métiers sans exception — et fut, pour lui, paraît-il, imprévu.

Il est maintenant certain que la grève s'est étendue sur tout le Caucase et sur toute la Russie au sud de Moscou. La *Ziet* (de Vienne) évalue le nombre des grévistes à 40.000 à Bakou, 50.000 à Kieff et 80.000 à Odessa.

D'Odessa, on mandait le 11 août à l'agence Reuter que le commerce était complètement paralysé. Malgré les récoltes satisfaisantes cette année, il n'y a pas d'activité dans le port. Dans la ville, beaucoup de maisons de commerce, grandes et petites, sont ruinées. La douane et les magasins de chemins de fer sont encombrés de marchandises non réclamées.

*
* *

Ce ne sont là encore que des fragments d'informations. Les journaux russes ont reçu l'ordre, nous dit le correspondant de la *Ziet* à Saint-Pétersbourg, de ne publier sur ce sujet que des communications officielles ; du reste, ce qu'il y a d'étonnant, ce qui est même l'un des faits les plus remarquables de leur caractère insolite, de cette période d'agitation, c'est que, pendant deux ou trois semaines, la presse russe ait pu publier des informations non officielles, et même des commentaires sur les grèves. Mais la censure s'est ressaisie : nous n'aurons plus maintenant de la presse russe que des articles comme celui que viennent de publier les *Petersbourgkaia Viedomosti* du prince Ouchtorusky sur la grève d'Odessa, où l'on reconnaît que les grévistes ont gardé une attitude parfaitement digne et calme, mais où l'on raconte que, dans une réunion, ils sont tombés à coups de poings sur deux d'entre eux qui avaient, croyait-on, jeté une poignée de feuilles volantes portant une proclamation aux travailleurs : fait difficile à admettre (1).

Sur la répression, à part les massacres et les arrestations déjà mentionnés, nous n'avons aussi que des informations fragmentaires. Reuter dit qu'à Nikolaïeff, 32 personnes ont été condamnées par le préfet de police à trois mois de prison pour avoir, ou bien pris une part active aux « troubles », ou bien simplement refusé de circuler.

*
* *

Le peu que nous savons suffit cependant à nous donner une idée de l'ampleur et de la force du mouvement qui vient de se produire : *c'est un premier essai de révolution par la grève générale*, en Russie, et, on peut dès maintenant le proclamer, le plus formidable mouvement de grève générale qui se soit encore produit dans le monde. Disons tout de suite qu'il ne saurait être question de rattacher le mouvement russe exclusivement à l'une quelconque de nos écoles socialistes ou révolutionnaires occidentales. Nous verrons tout à l'heure comment il participe à la fois, dans son inspiration, de doctrines diverses — et ce n'est pas cela qui importe ! Mais c'est bien la grève générale qui vient d'unir et de soulever d'un même élan toute la population ouvrière du Caucase et d'une moitié de la Russie d'Europe. Arméniens et Géorgiens du Caucase, prolétariat des ports de la mer Noire et des grandes villes de l'intérieur, tous ont compris qu'ils n'avaient qu'un seul et même ennemi, ils se sont unis dans la même lutte, formulant partout les mêmes revendications : réduction de la journée de travail, augmentation des salaires, d'abord, droit de réunion, droit de grève, droit d'association, ensuite — et par la seule force de cette unanimité ils ont mis aux abois les ministres du tsarisme clérical, capitaliste et policier. Ils ont bien entendu faire une tentative révolutionnaire (rappelons-nous que, à Kieff, par exemple, il y a des étudiants arrêtés avec les grévistes) et en cela ils ont eu la sympathie de la partie éclairée de la bourgeoisie. Un fait à signaler : le correspondant du *Standard* affirme que dans beaucoup d'endroits on n'a pas osé faire marcher la troupe. On se souvient que l'an dernier, dans les gouvernements de Kharkoff et Poltawa, l'infanterie refusa deux fois de tirer sur des ouvriers et des paysans. Cette année, là où il fallait employer la force, on a eu le plus souvent recours aux Cosaques.

*
* *

Un pas immense est fait : le prolétariat russe a pris conscience de sa situation, et, en même temps, de la force invincible dont il dispose pour la changer. Qu'on lise les lignes suivantes, extraites du texte d'une proclamation distribuée par milliers d'exemplaires à Odessa — des proclamations analogues ont été répandues dans toute la Russie, sans que la police y puisse rien.

A tous les travailleurs, hommes et femmes, d'Odessa. — Assez, assez de douleur et de larmes, de vie sans joie, de misère sans trêve et de labeur pénible et insupportable. Il faut qu'un terme soit mis à ce labeur accablant. Nous ne pouvons continuer à nourrir des oisifs, à créer pour eux de la richesse par notre sueur et par notre sang, pour ne recevoir, en retour, que des salaires de famine. Grâce à notre aveuglement, les capitalistes ont joui trop longtemps du fruit de nos peines. Maintenant nous prenons conscience de notre situation et nous reconnaissons notre ennemi commun. Nous savons que notre cause est la cause de tous les travailleurs et c'est pourquoi nous avons uni nos forces pour la lutte. Nous avons déclaré la grève générale et nous ne reprendrons pas le travail tant qu'on ne nous aura pas donné ce que nous voulons. Nous demandons une journée plus courte, des salaires plus élevés : ce sont là des nécessités absolues, notre existence en dépend. Une fois ces deux points gagnés, il nous faut l'assurance qu'ils nous seront conservés.

Il faut que nous soyons toujours prêts à recommencer la lutte. Il faut que nous puissions tenir librement des réunions pour discuter nos affaires et dire tout haut nos opinions. Il ne faut pas que nos chefs, parce qu'ils sont nos chefs, soient harcelés par la police et jetés dans des prisons infectes. Il ne faut pas que nos voisins puissent imposer leur volonté, grâce au fouet des Cosaques et aux baïonnettes des soldats. Nous n'avons pas besoin de la protection de la police. A bas Zubatoff ! (le chef de la police secrète). A bas les mouchards ! Ils veulent nous berner avec des paroles de miel, et tenter de nous persuader que le gouvernement est notre ami et que nous devons lui adresser d'humbles requêtes..... Non, camarades, ce n'est pas le gouvernement du tsar qui nous aidera... Toute la Russie méridionale est agitée par les grèves et ce ne sont pas les fusillades, comme à Zlatoust, ni les coups de fouet, comme à Wilna, ni les promesses des agents de Zubatoff qui arrêteront le mouvement révolutionnaire. Nous extirperons le mal par la racine. Nous voulons l'abolition du gouvernement autocratique et l'institution d'un gouvernement élu par le peuple. Ce sont nos délégués élus qui doivent seuls légiférer pour nous et pour le pays. C'est seulement ainsi que notre lutte contre les capitalistes peut être couronnée de succès. C'est seulement ainsi que nous pouvons être assurés de n'être pas fusillés quand nous protestons contre les peines de prison et d'exil qu'on nous inflige pour posséder une presse ! C'est seulement ainsi que nous pouvons obtenir la liberté que possèdent nos camarades les travailleurs de France, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Amérique, qui ont déjà le gouvernement représentatif.

(1) Ces feuilles volantes apportant l'idée à chacun, éveillant la révolte, sont le cauchemar de la police. On aimerait à répandre l'idée qu'il faut massacrer ceux qui les répandent et à citer des cas qui deviendraient des exemples.

Hollande.

On nous envoie les renseignements ci-dessous :

Blaricum et Gemeenschappelijh Grondberit. — Après l'attaque des paysans et la fuite de plusieurs habitants, la colonie, à Blaricum, s'est constituée comme suit. Premièrement la boulangerie est une affaire qui s'est constituée peu à peu.

Dans cette boulangerie, travaillent en ce moment trois personnes, trois hommes qui n'ont pas peur d'une bande de paysans et savent se défendre contre les mauvaises influences de dehors, y compris les idées de Tolstoï.

Ensuite un groupe de charpentiers qui ont assez de travail à la construction d'un bâtiment, et enfin un groupe d'ouvriers dans l'industrie métallurgique, qui sont établis dans le bâtiment Vredé, quitté par les Tolstoïens. Un groupe d'agriculteurs va se dissoudre dans quelque temps, l'un d'eux deviendra pasteur et les autres commenceront sur un meilleur terrain.

Néanmoins ces personnes seront remplacées probablement par d'autres, de sorte que l'affaire agriculture se maintiendra. Tous ces groupes se sont joints à Gemeenschappelijh Grondberit.

G. G. B. C'est une Société qui a l'intention de combattre directement contre les affaires capitalistes, et veut organiser un trust d'ouvriers qui travailleront comme des camarades avec la possession commune de la terre et des moyens de production, de manière que personne ne puisse pratiquer de puissance sur autrui.

On ne demande pas à ceux qui désirent coopérer s'ils sont socialistes, ou anarchistes; on demande seulement s'ils veulent travailler, de manière que le profit ne soit pas destiné à eux seuls, mais pour le commun, c'est-à-dire pour tout le monde qui veut coopérer ainsi et qui ne désire pas vivre du travail d'autrui. En ce moment il y a environ 35 divisions, 9 boutiques, 8 dépôts, une commission pour l'achat central et plusieurs d'associations productives.

Ce sont des boulangers, tapissiers, brossiers, apiculteurs, imprimeurs, laveurs de vitres, pailleurs, vanniers, ouvriers dans l'industrie métallurgique, peintres, rouliers, agriculteurs, etc.

Les camarades français veulent-ils aussi coopérer, ou préfèrent-ils rester dans la puissance du patronat?

Roumanie

Antisémitisme socialisto-gouvernemental. — Le préfet de police de Bucarest, le sieur Saïla, a dû transmettre déjà au ministre de l'intérieur de Roumanie le tableau, qu'il avait dressé, de tous « les étrangers » se trouvant dans le pays et non munis de pièces « suffisantes » d'identité. Ces mesures vexatoires et barbares sont particulièrement, si ce n'est exclusivement, dirigées contre les juifs, qui sont effectivement considérés comme « étrangers », alors même qu'ils sont nés en Roumanie. Ces malheureux sont arrêtés comme « vagabonds », reconduits aux frontières sans autre forme de procès et abandonnés enfin à leur misère et aux rigueurs des autres puissances, également antisémites.

Et les infâmes et scélérats transfuges du social-démocratisme sont les complices de tous les forfaits de ces gouvernants monarchistes, libéraux (ô! combien), nationalistes et antisémites.

NELLY D'ARBY.

Suisse.

Genève, 13 août 1903.

La grève des maçons, manœuvres et terrassiers de Genève continue. Nos camarades en sont à leur quatrième semaine de lutte, toujours aussi solidaires, toujours aussi énergiques et décidés.

Intrigues patronales, policières et gouvernementales, rien n'entame le bloc des grévistes, à la dignité desquels le gouvernement a dû rendre hommage.

La cause de nos camarades ayant, dès le début, été reconnue légitime, et leurs réclamations justes et modérées, par toute la presse et par l'opinion, nous nous sentons d'autant plus à l'aise pour faire appel à toutes les bonnes volontés, à tous les amis de la solidarité ouvrière, à tous les fervents de l'émancipation prolétarienne.

Nos camarades luttent pour leur pain quotidien contre une poignée d'exploiteurs et les soutiens ordinaires des exploiteurs, et il ne sera pas dit que nous les aurons laissés sans leur avoir apporté toute l'aide dont nous sommes susceptibles, tout notre dévouement.

LE COMITÉ FÉDÉRATIF.

Adresser les secours :

en argent : au camarade DECOSTERD, rue Bovy-Lysberg, 8, Genève.

en nature, pour la cuisine communiste, au camarade ISLER, Brasserie des Casernes, Plainpalais, Genève.

N. B. — *Les grévistes sont au nombre de 3000.*

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon, vient de publier : *Ce que nous voulons*, par Sébastien Faure, brochure à distribuer de 8 pages, avec couverture illustrée, à 1 franc le cent.

Les camarades en trouveront tous les mercredis aux *Causeries populaires*, les vendredis aux *Anticrates* et le dimanche au *Milieu Libre*.

∴

Les Anticrates. — Vendredi 21 août, conférence par le camarade Franconi sur : *Théories ou Terrorismes ?*

Vendredi 28. — Le camarade Francis Prost traitera de : *L'action anarchiste; Les différentes tactiques.*

∴

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Lundi 24 août, à 8 h. 1/2, sur l'*Organisation du bonheur* (IIIe), par Paraf-Javal.

∴

Causeries Populaires des Xe et XIe, salle Vermillet, 11, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 26 août, à 8 h. 1/2, causerie par Papillon sur *le Milieu Libre.*

∴

Milieu Libre et Coopérative communiste. — Jeudi 27 août, à 9 heures du soir, salle Salzac, 3, boulevard Magenta, réunion des adhérents du Milieu Libre de Vaux ; organisation d'une coopérative de consommation, destinée à donner de l'extension au Milieu Libre de Vaux.

∴

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion samedi 22 août, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare.

Causerie par le camarade X...

∴

L'Aube sociale, 35, rue Gauthey :

Vendredi 21 août, à 8 h. 1/2. — G. Yvetot : Les libertaires et les syndicats.

Lundi 24, de 8 h. 1/2 à 10 heures. — Cours de mandoline.

Mardi 25. — Causerie : souvenirs de Rio de la Plata, par le camarade Martin.

Vendredi 28. — L. Bruneteau : Paul Verlaine et Rimbaud.

∴

Tournée Louise Michel-Girault. — Voici l'itinéraire des conférences que donneront Louise Michel et Girault à partir du 20 septembre :

Compiègne, 20 septembre ; Creil, 20 septembre ; Saint-Denis, 20 septembre ; Dreux, 20 septembre ; Chartres, 20 septembre ; Le Mans, 20 septembre ; Rennes, 20 septembre ; Saint-Brieuc, 20 septembre ; Brest, 1er, 2 et 3 octobre ; Lorient, 4 et 5 octobre ; Saint-Nazaire, 4 et 5 octobre ; Nantes, 4 et 5 octobre ; Angers-Trélazé, 4 et 5 octobre ; Saumur, 4 et 5 octobre ; Tours, 4 et 5 octobre ; Orléans, 4 et 5 octobre ; Vaulx (Seine-et-Marne), 4 et 5 octobre ; Corbeil, 4 et 5 octobre.

Les organisateurs sont priés d'envoyer au camarade E. Girault, 36, rue de la Montagne Sainte-Geneviève, avant le 1er septembre, les renseignements suivants :

1° Le prix et la contenance des salles ;
2° Le nom et l'adresse exacte de la salle ;
3° L'heure à laquelle doit avoir lieu la réunion.

∴

LYON. — Dimanche 30 août, à 8 h. 1/2 du soir, réunion familiale organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26.

Une causerie sera faite sur : *L'irréligion de l'avenir et le problème moral.*

∴

MARSEILLE. — Jeudi 27 août 1903, salle du Bar des Joyeux, avenue de la Capelette, 111, à 9 heures du soir, conférence publique et contradictoire. Sujets traités : Organisation d'une colonie communiste en Provence ; De l'entente entre les individus. Orateurs : Berrier, Alfred Martin, Mazau.

Samedi 29 août, même conférence, au Bar des Marronniers, Sainte-Marguerite, banlieue de Marseille. Orateurs : Frotebas, Berrier, Lefevre, Merle. Entrée gratuite.

Pour les renseignements circulaires, s'adresser à E. Merle, allées de Meillan, 34, Marseille.

∴

Ballade champêtre le dimanche 23 courant, à la Barasse, près Saint-Marcel.

Le soir, à 6 heures, grand concert, avec le concours de nombreux camarades dans les jardins du café de la Renaissance, à Saint-Marcel. Allocution par un camarade.

On se réunira au Palace Bar, allées de Meillan, 34, à 8 heures du matin.

BIBLIOGRAPHIE

La possession communale du sol, par N. G. Tchernichevsky ; 1 vol., 3 fr. 50, chez G. Jacques, 1, rue Casimir-Delavigne.

Les grands hommes et le milieu social, par A. Isaieff ; 2 francs, même librairie.

1re livraison des *Etudes socialistes*, revue paraissant tous les deux mois, même librairie.

Sésame ou la maternité consentie, par Michel Corday ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le mariage chez tous les peuples, par H. d'Alméras ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Nous recevons le premier numéro d'un périodique de langue russe (août 1903), *Paix et Liberté*, qui se propose de répandre les idées anarchistes dans le peuple russe. Son programme qui, à la différence des autres programmes révolutionnaires russes, n'a pas pour but la conquête d'une constitution, comprend : l'abolition de la propriété individuelle ; le communisme ; la suppression du gouvernement.

VARIA

Vanité, bêtise et charité.

Les bigots sont décourageants. On ne les imaginera jamais aussi vains ni aussi bêtes qu'ils le sont. Un trait à ajouter à des milliers d'autres : Mme Lafosse, dans son testament, vient de léguer à une orpheline de Versailles un billet de mille francs qui doit servir à l'achat d'une robe de communiante. A ce legs, il n'y a qu'une toute petite condition : la légataire devra porter sur son épaule une banderole avec cette inscription : dotation Lafosse !

Enfoncés, les donateurs des sacrées pierres du Sacré-Cœur ! Enfoncés, tous les cuistres qui perpétuent leurs sacrés noms en lettres d'or sur fond bleu ou rouge au bas des vitraux d'églises modernes ! Tant pis pour cette vieille baderne de Christ avec son histoire de la main gauche qui devait ignorer ce que donnait la main droite ! C'est Mme Lafosse qui a raison contre lui et, si elle vivait, Pie X lui donnerait certainement au moins sa mule à baiser pour sa « bonne action ».

A NOS LECTEURS

Nous avons pu nous procurer quelques exemplaires de *l'Enfer du soldat*, de Jean La Hire. Nous pouvons le laisser à 2 francs franco à ceux qui le désirent. C'est un bon volume de propagande antimilitariste.

PATRIOTISME-COLONISATION

L'imprimerie vient enfin de nous remettre les premiers exemplaires. La semaine prochaine nous commencerons l'envoi aux souscripteurs. Nous leur demandons quelques jours de crédit.

Maintenant le volume est paru. Il ne reste plus que 4.000 francs de dettes à payer, y compris celles de *Guerre-Militarisme*. Il n'y a plus qu'à pousser à la vente, si on veut que l'édition soit continuée.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	1 85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz	5 »
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière	1 50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle	1 50
Las aventuras de Nono, par J. Grave	2 75
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 1 vol. chaque	2 75
Origen del Cristianismo —	2 75
Cuaderno manuscrito, —	2 75
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol.	4 »
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition de propagande	2 75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — éd. de propagande	2 75

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine, franco	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 75

PETITE CORRESPONDANCE

E. M., à Marseille. — Les journaux d'échange que nous recevons sont utilisés pour la bibliographie.

G. C. V., à Autun. — Cette fois-ci le journal vous a été expédié. C'est la faute de la poste s'il n'est pas parvenu, ainsi que pour l'autre abonné. Voyez la note pour *Patriotisme.*

J. L. G., 3,60. — Votre abonnement finira fin décembre.

C. G. à Turin. — Reçu 2 fr. 45 pour brochures. Pas d'adresse ! Envoyons poste restante.

E. M., à Rindorf. — Tout ce qui concerne le mouvement social nous intéresse.

Reçu pour les grévistes d'Hennebont : E. A., à Montpellier, 2 fr.

Reçu pour le journal : G. P., à Gand, 0 fr. 50. — L., 0 fr. 90. — B. et P., par M., 2 fr. — Latapie, 1 fr. — X., 0 fr. 50. — Les Anticrates, 0 fr. 50. — F. S., à Servia Djibouti, 12 fr. — P., à Chaux-de-Fonds, 10 fr. — B., à Lempdes, 2 fr. — Merci à tous.

J. L., à Nantes. — J. F., à Dison. — V., à New-York. — B., à Alais. — J. G., à Lyon. — M., à Grenoble. — S., à Lyon. — F. C., à Cenon. — F., à Nouméa. — E. B., à Hanoï. — M., à Charenton. — G. D., à Colombier. — F. S., à Djibouti. — F., à Lorient. — J. C. G., à Brest. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE — N° 18 DIX CENTIMES DU 29 AOUT AU 4 SEPTEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Nous ne pouvons donner de supplément cette semaine.

A NOS AMIS

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à la vie du journal, de bien vouloir nous envoyer les adresses de personnes capables de s'intéresser aux idées, et auxquelles on pourrait faire l'envoi de quelques numéros d'essai.

EN ALLEMAGNE

Le conseil allemand de la Couronne impériale s'est réuni, le 14 août, de dix heures à midi; il a procédé au remplacement du général von Gossler, ministre de la guerre, par un autre général plus jeune et, selon la renommée, plus éloquent; il a pris, en outre, annoncent les agences, d'importantes décisions secrètes. Un majestueux mystère cache aux simples mortels les importantes décisions secrètes, et cependant il est assez probable que les conseillers de Guillaume II et leur patron n'ont pas été sans s'occuper de leurs chers mineurs du bassin de la Ruhr. Ceux-ci sont forts mécontents de leur sort ; ils auront peut-être l'audace de se mettre en grève prochainement et le souverain et les honnêtes gens qui l'entourent, ont dû concerter les mesures statistiques et préparer les mobilisations nécessaires pour réduire au silence les malencontreux ouvriers qui se plaignent trop haut de crever de faim et de maladie.

La grande grève de 1889 va-t-elle recommencer. Tout aura été fait pour l'ajourner, du côté des ouvriers. C'est ce que constatait le rédacteur de la *Gazette des Mineurs*, Hue, dans une réunion de ses camarades à Essen après avoir dit :

« L'exaspération des mineurs est beaucoup plus profonde, beaucoup plus grande qu'en 1889. Il s'y ajoute que les ouvriers sont plus instruits qu'alors. Ils voient par les journaux que les dividendes des propriétaires des mines augmentent, tandis que descendent les salaires des mineurs. Les ouvriers voient comment dans les mines on pratique le système des « voitures nulles »

Un autre grief, très grave, s'ajoute à ceux-là La maladie du ver (*Wurmkrankheit*, ankyostomasie) fait des ravages de plus en plus grands parmi les mineurs. On la nia d'abord dans les journaux bien pensants ; puis les enquêtes officielles durent en reconnaître la terrible extension et on peut évaluer à 50.000, dans le seul bassin de la Ruhr, le nombre des malades : il a été établi, en outre, que les progrès de la maladie étaient dus surtout aux mauvais aménagements des lieux d'aisance et à l'infection des eaux dans les mines.

Mais pour comprendre la portée du discours de Hue, il faut traduire en chiffres ses affirmations. Le *Vorwarts* a prouvé, qu'en cinq ans, de 1897 à 1902, pour un capital de 213 millions de marks, huit des principales compagnies minières ont distribué 130 millions de marks en dividendes et mis au fonds de réserve 102 millions de marks, ce qui constitue en cinq ans un gain presque égal au capital total. Ce prodigieux revenu semble encore insuffisant sans doute aux actionnaires, pour un peu ils crieraient misère, parce que les derniers dividendes sont un peu moins forts, ainsi qu'il résulte du tableau suivant pour onze compagnies :

	1899	1900	1901	1902
Compagnie minière de Cologne	30	33 1/3	30	25
Compagnie minière d'Essen « König Wilhelm »	20	20	15	12
« Nordstern »	16	20	20	16
« Arenberg »	74	50	45	35
Gelsenkirchen	10	13	12	10
Hibernia	12	15	13	10
Massen	9	11	7	5
Compagnie minière de Mühlheim	»	5	5	5
« Concordia »	»	»	»	»
« Consolidation »	25	30	27	27
Harpen	10	11	12	10

Par contre, les mineurs qui, en 1900, recevaient un salaire moyen de 4 marks 13 pfennigs par jour, ne touchent plus en 1902 que 3 marks 82 pfennigs. Il y a dans le bassin de la Ruhr des millions de mineurs dont le salaire mensuel est bien au-dessous de 100 marks (125 fr.). Cet avilissement des salaires est dû à la mise en pratique méthodique de l'admirable système des « voitures nulles » qui n'est pas employé seulement en Allemagne, mais partout où les exploiteurs savent tirer de leurs serfs le maximum de bénéfices. On sait en quoi cela consiste. Les mineurs ne sont pas payés d'après le poids du charbon extrait, mais d'après le nombre des voitures qu'ils ont remplies. Mais les voitures ne leur sont payées que si elles contiennent une pleine charge et aucune pierre, sinon elles sont annulées, c'est-à-dire point payées, bien qu'en réalité il s'y trouve surtout du charbon, et c'est pour les actionnaires un profit net. Quand les contrôleurs sont habiles ou impudents, ils arrivent à annuler un bon nombre de voitures, et c'est ainsi qu'après une journée de dur travail, une équipe de trois hommes, à qui dix voitures sur douze auront été annulées, aura à se partager la somme de 2 marks 40 pfennigs, un peu plus de 20 sous par homme. Il dépend du caprice ou de la mauvaise foi du contrôleur que les ouvriers soient ainsi réduits à la complète famine; et si les dividendes tendent à fléchir, si un arrêt momentané de la très forte production industrielle allemande influe sur le cours des charbons, il est aisé de comprendre qu'aussitôt le nombre des voitures nulles augmente, afin que le bon actionnaire touche tout de même des sommes notables et puisse ainsi faire la charité aux pauvres gens; car le bourgeois allemand autant que le bourgeois français, est vertueux et charitable; il consent à répartir les miettes de ses repas aux pauvres diables qu'il a préalablement affamés, et il a conscience d'accomplir ainsi la volonté du Seigneur; il sait que d'après le Galiléen « il doit toujours y avoir des pauvres parmi nous », et il connaît à merveille la parabole du verre d'eau, mais garde pour lui la bière ou le vin.

L'an dernier déjà, il s'en fallut de fort peu que sa pieuse quiétude fût troublée, la grève faillit éclater. Et voici qu'à nouveau les ouvriers se réunissent; ils expriment leur colère en paroles rudes; ils osent dire que le système des voitures nulles est un vol et demandent qu'au moins un des leurs, choisi par eux, débatte avec les contrôleurs leurs intérêts. Leur céder? ce serait diminuer d'autant les dividendes futurs. Ne pas leur céder? ce serait provoquer la grève, risquer une perte sèche immédiate — cruelle alternative !

Que les bourgeois allemands se rassurent: leur empereur veille sur eux. Le général von Einem saura donner des ordres pour que la veillante armée fasse son devoir; il rappellera aux soldats les paroles du maître, dans un de ses discours aux recrues; quand le souverain commande, le brave et loyal soldat doit tirer sans hésiter sur sa mère et sur son père. Et les temps ne paraissent malheureusement pas encore venus où le brave et loyal soldat en Allemagne et ailleurs, choisirait d'autres cibles ou mettrait la crosse en l'air.

PIERRE QUILLARD.

CEUX DE LA GLÈBE

Tandis que les bourgeois se prélassaient sur les terrasses des grands cafés, ou étaient aux arènes, se délectant de jouissances intellectuelles et esthétiques; tandis que d'autres, malheureux esclaves, peinaient pour leurs maîtres en liesse, sans bruit, sans décor ni apparat, les délégués d'une cinquantaine de syndicats agricoles de la région du Midi tenaient leur premier congrès à la Bourse du Travail de Béziers, les 15-16-17 et 18 août, et, dignement, sans vaines déclamations, fondaient une fédération, se posaient le redoutable problème de la question sociale et en étudiaient les remèdes.

La conscience, l'esprit de logique qui les animaient ne nous ont pas peu surpris. Certes, nous n'étions pas de ceux qui répandaient, tout récemment encore, que les paysans étaient des brutes, incapables de comprendre et d'organiser; mais malgré tout nous ne nous attendions pas à ce merveilleux spectacle.

Les descendants des Jacques, des manants et des

Suisse.

Genève, 13 août 1903.

La grève des maçons, manœuvres et terrassiers de Genève continue. Nos camarades en sont à leur quatrième semaine de lutte, toujours aussi solidaires, toujours aussi énergiques et décidés.

Intrigues patronales, policières et gouvernementales, rien n'entame le bloc des grévistes, à la dignité desquels le gouvernement a dû rendre hommage.

La cause de nos camarades ayant, dès le début, été reconnue légitime, et leurs réclamations justes et modérées, par toute la presse et par l'opinion, nous nous sentons d'autant plus à l'aise pour faire appel à toutes les bonnes volontés, à tous les amis de la solidarité ouvrière, à tous les fervents de l'émancipation prolétarienne.

Nos camarades luttent pour leur pain quotidien contre une poignée d'exploiteurs et les soutiens ordinaires des exploiteurs, et il ne sera pas dit que nous les aurons laissés sans leur avoir apporté toute l'aide dont nous sommes susceptibles, tout notre dévouement.

LE COMITÉ FÉDÉRATIF.

Adresser les secours :

en argent : au camarade DECOSTERD, rue Bovy-Lysberg, 8, Genève.

en nature, pour la cuisine communiste, au camarade ISLER, Brasserie des Casernes, Plainpalais, Genève.

N. B. — *Les grévistes sont au nombre de 3000.*

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon, vient de publier : *Ce que nous voulons*, par Sébastien Faure, brochure à distribuer de 8 pages, avec couverture illustrée, à 1 franc le cent.

Les camarades en trouveront tous les mercredis aux *Causeries populaires*, les vendredis aux *Anticrates* et le dimanche au *Milieu Libre*.

* *

Les Anticrates. — Vendredi 21 août, conférence par le camarade Franconi sur : *Théories ou Terrorismes ?*

Vendredi 28. — Le camarade Francis Prost traitera de : *L'action anarchiste ; Les différentes tactiques.*

* *

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue Clignancourt. — Lundi 24 août, à 8 h. 1/2, sur l'*Organisation du bonheur* (IIIe), par Paraf-Javal.

* *

Causeries Populaires des Xe et XIe, salle Vermillet, 14, rue Fontaine-au-Roi. — Mercredi 26 août, à 8 h. 1/2, causerie par Papillon sur *le Milieu Libre*.

* *

Milieu Libre et Coopérative communiste. — Jeudi 27 août, à 9 heures du soir, salle Salzac, 3, boulevard Magenta, réunion des adhérents du Milieu Libre de Vaux ; organisation d'une coopérative de consommation, destinée à donner de l'extension au Milieu Libre de Vaux.

* *

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion samedi 22 août, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare.

Causerie par le camarade X...

* *

L'Aube sociale, 35, rue Gauthey :

Vendredi 21 août, à 8 h. 1/2. — G. Yvetot : Les libertaires et les syndicats.

Lundi 24, de 8 h. 1/2 à 10 heures. — Cours de mandoline.

Mardi 25. — Causerie : souvenirs de Rio de la Plata, par le camarade Martin.

Vendredi 28. — L. Bruneteau : Paul Verlaine et Rimbaud.

* *

Tournée Louise Michel-Girault. — Voici l'itinéraire des conférences que donneront Louise Michel et Girault à partir du 20 septembre :

Compiègne, 20 septembre ; Creil, 20 septembre ; Saint-Denis, 20 septembre ; Dreux, 20 septembre ; Chartres, 20 septembre ; Le Mans, 20 septembre ; Rennes, 20 septembre ; Saint-Brieuc, 20 septembre ; Brest, 1er, 2 et 3 octobre ; Lorient, 4 et 5 octobre ; Saint-Nazaire, 4 et 5 octobre ; Nantes, 4 et 5 octobre ; Angers-Trélazé, 4 et 5 octobre ; Saumur, 4 et 5 octobre ; Tours, 4 et 5 octobre ; Orléans, 4 et 5 octobre ; Vaulx (Seine-et-Marne), 4 et 5 octobre ; Corbeil, 4 et 5 octobre.

Les organisateurs sont priés d'envoyer au camarade E. Girault, 36, rue de la Montagne Sainte-Geneviève, avant le 1er septembre, les renseignements suivants :

1° Le prix et la contenance des salles ;
2° Le nom et l'adresse exacte de la salle ;
3° L'heure à laquelle doit avoir lieu la réunion.

* *

LYON. — Dimanche 30 août, à 8 h. 1/2 du soir, réunion familiale organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26.

Une causerie sera faite sur : *L'irréligion de l'avenir et le problème moral.*

* *

MARSEILLE. — Jeudi 27 août 1903, salle du Bar des Joyeux, avenue de la Capelette, 111, à 9 heures du soir, conférence publique et contradictoire. Sujets traités : Organisation d'une colonie communiste en Provence ; De l'entente entre les individus. Orateurs : Berrier, Alfred Martin, Mazau.

Samedi 29 août, même conférence, au Bar des Marronniers, Sainte-Marguerite, banlieue de Marseille. Orateurs : Frotebas, Berrier, Lefevre, Merle. Entrée gratuite.

Pour les renseignements circulaires, s'adresser à E. Merle, allées de Meillan, 34, Marseille.

* *

Ballade champêtre le dimanche 23 courant, à la Barasse, près Saint-Marcel.

Le soir, à 6 heures, grand concert, avec le concours de nombreux camarades dans les jardins du café de la Renaissance, à Saint-Marcel. Allocution par un camarade.

On se réunira au Palace Bar, allées de Meillan, 34, à 8 heures du matin.

BIBLIOGRAPHIE

La possession communale du sol, par N. G. Tchernichevsky ; 1 vol., 3 fr. 50, chez G. Jacques, 1, rue Casimir-Delavigne.

Les grands hommes et le milieu social, par A. Isaïeff ; 2 francs, même librairie.

1re livraison des *Etudes socialistes*, revue paraissant tous les deux mois, même librairie.

Sésame ou la maternité consentie, par Michel Corday ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le mariage chez tous les peuples, par H. d'Alméras ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Nous recevons le premier numéro d'un périodique de langue russe (août 1903), *Paix et Liberté*, qui se propose de répandre les idées anarchistes dans le peuple russe. Son programme qui, à la différence des autres programmes révolutionnaires russes, n'a pas pour but la conquête d'une constitution, comprend : l'abolition de la propriété individuelle ; le communisme ; la suppression du gouvernement.

VARIA

Vanité, bêtise et charité.

Les bigots sont décourageants. On ne les imaginera jamais aussi vains ni aussi bêtes qu'ils le sont. Un trait à ajouter à des milliers d'autres : Mme Lafosse, dans son testament, vient de léguer à une orpheline de Versailles un billet de mille francs qui doit servir à l'achat d'une robe de communiante. A ce legs, il n'y a qu'une toute petite condition : la légataire devra porter sur son épaule une banderole avec cette inscription : dotation Lafosse !

Enfoncés, les donateurs des sacrées pierres du Sacré-Cœur ! Enfoncés, tous les cuistres qui perpétuent leurs sacrés noms en lettres d'or sur fond bleu ou rouge au bas des vitraux d'églises modernes ! Tant pis pour cette vieille baderne de Christ avec son histoire de la main gauche qui devait ignorer ce que donnait la main droite ! C'est Mme Lafosse qui a raison contre lui et, si elle vivait, Pie X lui donnerait certainement au moins sa mule à baiser pour sa « bonne action ».

A NOS LECTEURS

Nous avons pu nous procurer quelques exemplaires de *l'Enfer du soldat*, de Jean La Hire. Nous pouvons le laisser à 2 francs franco à ceux qui le désirent. C'est un bon volume de propagande antimilitariste.

PATRIOTISME-COLONISATION

L'imprimerie vient enfin de nous remettre les premiers exemplaires. La semaine prochaine nous commencerons l'envoi aux souscripteurs. Nous leur demandons quelques jours de crédit.

Maintenant le volume est paru. Il ne reste plus que 4.000 francs de dettes à payer, y compris celles de *Guerre-Militarisme*. Il n'y a plus qu'à pousser à la vente, si on veut que l'édition soit continuée.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau. . . .	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais.	1 85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz. . .	5 »
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière.	1 50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle. . . .	1 50
Las aventuras de Nono, par J. Grave	2 75
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 4 vol. chaque.	2 75
Origen del Cristianismo —	2 75
Cuaderno manuscrito. —	2 75
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol. . .	4 »
Guerre-Militarisme, édition illustrée.	8 »
— — édition de propagande .	2 75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée. .	8 »
— — éd. de propagande	2 75
Volumes de chez Stock :	
La Conquête du pain, par Kropotkine, franco.	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine. . . .	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine.	3 »
La Société future, par J. Grave.	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave.	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave. . .	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave.	2 75

PETITE CORRESPONDANCE

E. M., à Marseille. — Les journaux d'échange que nous recevons sont utilisés pour la bibliographie.

G. C. V., à Autun. — Cette fois-ci le journal vous a été expédié. C'est la faute de la poste s'il n'est pas parvenu, ainsi que pour l'autre abonné. Voyez la note pour *Patriotisme*.

J. L. G., 3.60. — Votre abonnement finira fin décembre.

C. G. à Turin. — Reçu 2 fr. 45 pour brochures. Pas d'adresse ? Envoyons poste restante.

E. M., à Rindorf. — Tout ce qui concerne le mouvement social nous intéresse.

Reçu pour les grévistes d'Hennebont : E. A., à Montpellier, 2 fr.

Reçu pour le journal : G. P., à Gand, 0 fr. 50. — L., 0 fr. 90. — B. et P., par M., 2 fr. — Latapie, 1 fr. — X., 0 fr. 50. — Les Anticrates, 0 fr. 50. — F. S., à Servia Djibouti, 12 fr. — P., à Chaux-de-Fonds, 10 fr. — B., à Lempdes, 2 fr. — Merci à tous.

J. L., à Nantes. — J. F., à Dison. — V., à New-York. — B., à Alais. — J. G., à Lyon. — M., à Grenoble. — S., à Lyon. — F. C., à Cenon. — F., à Nouméa. — E. B., à Hanoi. — M., à Charenton. — G. D., à Colombier. — F. S., à Djibouti. — F., à Lorient. — J. C. G., à Brest. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE — N° 18 | DIX CENTIMES | DU 29 AOUT AU 4 SEPTEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Nous ne pouvons donner de supplément cette semaine.

A NOS AMIS

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à la vie du journal, de bien vouloir nous envoyer les adresses de personnes capables de s'intéresser aux idées, et auxquelles on pourrait faire l'envoi de quelques numéros d'essai.

EN ALLEMAGNE

Le conseil allemand de la Couronne impériale s'est réuni, le 14 août, de dix heures à midi; il a procédé au remplacement du général von Gossler, ministre de la guerre, par un autre général plus jeune et, selon la renommée, plus éloquent; il a pris, en outre, annoncent les agences, d'importantes décisions secrètes. Un majestueux mystère cache aux simples mortels les importantes décisions secrètes, et cependant il est assez probable que les conseillers de Guillaume II et leur patron n'ont pas été sans s'occuper de leurs chers mineurs du bassin de la Ruhr. Ceux-ci sont forts mécontents de leur sort ; ils auront peut-être l'audace de se mettre en grève prochainement et le souverain et les honnêtes gens qui l'entourent, ont dû concerter les mesures statistiques et préparer les mobilisations nécessaires pour réduire au silence les malencontreux ouvriers qui se plaignent trop haut de crever de faim et de maladie.

La grande grève de 1889 va-t-elle recommencer. Tout aura été fait pour l'ajourner, du côté des ouvriers. C'est ce que constatait le rédacteur de la *Gazette des Mineurs*, Hue, dans une réunion de ses camarades à Essen après avoir dit :

« L'exaspération des mineurs est beaucoup plus profonde, beaucoup plus grande qu'en 1889. Il s'y ajoute que les ouvriers sont plus instruits qu'alors. Ils voient par les journaux que les dividendes des propriétaires des mines augmentent, tandis que descendent les salaires des mineurs. Les ouvriers voient comment dans les mines on pratique le système des « voitures nulles »

Un autre grief, très grave, s'ajoute à ceux-là La maladie du ver (*Wurmkrankheit*, ankyostomasie) fait des ravages de plus en plus grands parmi les mineurs. On la nia d'abord dans les journaux bien pensants ; puis les enquêtes officielles durent en reconnaître la terrible extension et on peut évaluer à 50.000, dans le seul bassin de la Ruhr, le nombre des malades : il a été établi, en outre, que les progrès de la maladie étaient dus surtout aux mauvais aménagements des lieux d'aisance et à l'infection des eaux dans les mines.

Mais pour comprendre la portée du discours de Hue, il faut traduire en chiffres ses affirmations. Le *Vorwärts* a prouvé, qu'en cinq ans, de 1897 à 1902, pour un capital de 213 millions de marks, huit des principales compagnies minières ont distribué 130 millions de marks en dividendes et mis au fonds de réserve 102 millions de marks, ce qui constitue en cinq ans un gain presque égal au capital total. Ce prodigieux revenu semble encore insuffisant sans doute aux actionnaires, pour un peu ils crieraient misère, parce que les derniers dividendes sont un peu moins forts, ainsi qu'il résulte du tableau suivant pour onze compagnies :

	1899	1900	1901	1902
Compagnie minière de Cologne	30	33 1/3	30	25
Compagnie minière d'Essen « König Wilhelm »	20	20	15	12
« Nordstern »	16	20	20	16
« Arenberg »	74	50	45	35
Gelsenkirchen	10	13	12	10
Hibernia	12	15	13	10
Massen	9	11	7	5
Compagnie minière de Mühlheim	»	5	5	5
« Concordia »	»	»	»	»
« Consolidation »	25	30	27	27
Harpen	10	11	12	10

Par contre, les mineurs qui, en 1900, recevaient un salaire moyen de 4 marks 13 pfennigs par jour, ne touchent plus en 1902 que 3 marks 82 pfennigs. Il y a dans le bassin de la Ruhr des millions de mineurs dont le salaire mensuel est bien au-dessous de 100 marks (125 fr.). Cet avilissement des salaires est dû à la mise en pratique méthodique de l'admirable système des « voitures nulles » qui n'est pas employé seulement en Allemagne, mais partout où les exploiteurs savent tirer de leurs serfs le maximum de bénéfices. On sait en quoi cela consiste. Les mineurs ne sont pas payés d'après le poids du charbon extrait, mais d'après le nombre des voitures qu'ils ont remplies. Mais les voitures ne leur sont payées que si elles contiennent une pleine charge et aucune pierre, sinon elles sont annulées, c'est-à-dire point payées, bien qu'en réalité il s'y trouve surtout du charbon, et c'est pour les actionnaires un profit net. Quand les contrôleurs sont habiles ou impudents, ils arrivent à annuler un bon nombre de voitures, et c'est ainsi qu'après une journée de dur travail, une équipe de trois hommes, à qui dix voitures sur douze auront été annulées, aura à se partager la somme de 2 marks 40 pfennigs, un peu plus de 20 sous par homme. Il dépend du caprice ou de la mauvaise foi du contrôleur que les ouvriers soient ainsi réduits à la complète famine ; et si les dividendes tendent à fléchir, si un arrêt momentané de la très forte production industrielle allemande influe sur le cours des charbons, il est aisé de comprendre qu'aussitôt le nombre des voitures nulles augmente, afin que le bon actionnaire touche tout de même des sommes notables et puisse ainsi faire la charité aux pauvres gens; car le bourgeois allemand autant que le bourgeois français, est vertueux et charitable; il consent à répartir les miettes de ses repas aux pauvres diables qu'il a préalablement affamés, et il a conscience d'accomplir ainsi la volonté du Seigneur; il sait que d'après le Galiléen « il doit toujours y avoir des pauvres parmi nous », et il connaît à merveille la parabole du verre d'eau, mais garde pour lui la bière ou le vin.

L'an dernier déjà, il s'en fallut de fort peu que sa pieuse quiétude fût troublée, la grève faillit éclater. Et voici qu'à nouveau les ouvriers se réunissent; ils expriment leur colère en paroles rudes; ils osent dire que le système des voitures nulles est un vol et demandent qu'au moins un des leurs, choisi par eux, débatte avec les contrôleurs leurs intérêts. Leur céder? ce serait diminuer d'autant les dividendes futurs. Ne pas leur céder? ce serait provoquer la grève, risquer une perte sèche immédiate — cruelle alternative !

Que les bourgeois allemands se rassurent : leur empereur veille sur eux. Le général von Einem saura donner des ordres pour que la veillante armée fasse son devoir; il rappellera aux soldats les paroles du maître, dans un de ses discours aux recrues; quand le souverain commande, le brave et loyal soldat doit tirer sans hésiter sur sa mère et sur son père. Et les temps ne paraissent malheureusement pas encore venus où le brave et loyal soldat en Allemagne et ailleurs, choisirait d'autres cibles ou mettrait la crosse en l'air.

PIERRE QUILLARD.

CEUX DE LA GLÈBE

Tandis que les bourgeois se prélassaient sur les terrasses des grands cafés, ou étaient aux arènes, se délectant de jouissances intellectuelles et esthétiques; tandis que d'autres, malheureux esclaves, peinaient pour leurs maîtres en liesse, sans bruit, sans décor ni apparat, les délégués d'une cinquantaine de syndicats agricoles de la région du Midi tenaient leur premier congrès à la Bourse du Travail de Béziers, les 15-16-17 et 18 août, et, dignement, sans vaines déclamations, fondaient une fédération, se posaient le redoutable problème de la question sociale et en étudiaient les remèdes.

La conscience, l'esprit de logique qui les animaient ne nous ont pas peu surpris. Certes, nous n'étions pas de ceux qui répandaient, tout récemment encore, que les paysans étaient des brutes, incapables de comprendre et d'organiser; mais malgré tout nous ne nous attendions pas à ce merveilleux spectacle.

Les descendants des Jacques, des manants et des

vilains des temps féodaux, les révoltés, les ouvriers de la Révolution de 89 nous avaient étonnés, ces cent dernières années, par leur indifférence, leur opposition criminelle aux mouvements entrepris par leurs frères des villes. Tout celà semble disparaître comme un mauvais cauchemar; les « *manants et les vilains* » relèvent à nouveau la tête. Ils s'unissent et se préparent pour les luttes futures. Et lorsque les travailleurs des villes, au grand soir de la révolte, marcheront contre les privilèges et les iniquités, ils les trouveront à leurs côtés « *les paysans devant suivre le mouvement de grève générale qui pourrait être déclaré par les camarades des villes et procéder à l'expropriation de la classe capitaliste* (1). »

*
* *

Deux questions ont particulièrement passionné avec juste raison les délégués :

1° La création d'une fédération englobant les syndicats et les fédérations départementales déjà existantes (2);

2° La grève générale.

Sur la première question, la discussion a été des plus vive ; certains penchaient pour une fédération nationale, certains autres en montraient l'impossibilité et la préféraient régionale. C'est ce dernier avis qui a prévalu. Cela a été fort sage. En effet, il aurait été vraiment trop prématuré de prendre l'étiquette de fédération nationale, alors que seuls les départements du Midi avaient envoyé des délégués.

Il y aura possibilité de former la Fédération nationale au Congrès prochain, si les organisations déjà existantes veulent bien consentir à fusionner. L'une d'elles, la fédération des bûcherons, n'y serait pas opposée. Il appartient donc aux bureaux des deux fédérations d'entrer dès maintenant en pourparlers.

Les statuts élaborés sont très courts; neuf articles seulement. Tous les articles draconiens ou inutiles, qui encombrent encore la majeure partie des statuts des syndicats et fédérations, ont été éliminés. Ces dernières organisations feraient bien de suivre cet exemple, l'on y gagnerait en clarté et précision.

Sur la question de la grève générale, la discussion a été des plus intéressante et des plus instructive. Tous les délégués se sont déclarés partisans de la grève générale révolutionnaire et ont déposé à cet effet des rapports très documentés. Le rapport de la commission désignée pour étudier cette question est très net à ce sujet : « *Le rôle du paysan* » *consiste, au moment de la déclaration de la grève* » *générale, à prendre la place de son exploiteur, à* » *s'approprier au nom du syndicat les outils et la* » *terre, qui sont bien à lui.* »

Il a été même décidé que dans chaque syndicat, serait formé un sous-comité de grève générale qui aurait pour tâche de vulgariser cette idée, et de dresser un rapport dans lequel seraient exposés et étudiés les moyens les plus pratiques d'expropriation. Ces rapports devront être adressés au comité fédéral et au comité de la grève générale, et il en sera dressé une brochure de propagande, par l'un de ces comités, dans laquelle seront rapportés les moyens et les tactiques figurant dans les rapports.

*
* *

Alors, qu'encore, dans la plupart des Congrès corporatifs, je ne veux pas parler ici des congrès généraux du travail, l'on discute encore sur des bagatelles, les travailleurs de la terre, dans leur premier Congrès, ont admis la solution communiste de la question sociale par la seule arme efficace : la grève générale révolutionnaire. La tendance du mouvement ouvrier paysan est franchement communiste. Désabusés des mensonges et des mirages politiques, les travailleurs des champs sont disposés à ne compter que sur eux-mêmes pour leur émancipation. Ils ne se contentent pas de le dire en de ronflants manifestes, comme le font malheureusement trop souvent les travailleurs de l'industrie ; ils se mettent à la besogne. Les sous-comités de grève générale qu'ils viennent de créer, et qui seront non seulement des centres de propagande mais encore d'études, en sont une preuve.

Sous peu, nous verrons les paysans prendre la tête du mouvement d'émancipation. La jeune fédération qui vient d'être formée à Béziers va s'augmenter de nouvelles et puissantes unités, qui accroîtront ses forces et seront un stimulant de plus pour ses militants.

Tout celà est pour nous une douce consolation ; nos espoirs, un instant troublés, renaissent avec plus de vigueur et cela fait notre joie.

César Radonde.

(1) Déclaration de Camy, délégué d'Arles-sur-Rhône.

(2) Il existait deux fédérations : celles des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault. Une troisième, celle de l'Aude était en formation. C'est à celle de l'Hérault que revient l'initiative du Congrès.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — Les travailleurs de l'industrie textile ont tenu la semaine dernière leur Congrès à Saint-Etienne. Les ouvriers de cette corporation le considérent comme le plus important qui ait eu lieu jusqu'à ce jour. Là encore, comme dans toutes les organisations ouvrières, à l'heure actuelle, les deux tendances se sont faites jour. Attendra-t-on que les pouvoirs publics veuillent bien concéder quelques améliorations sous forme de lois dites « ouvrières »; ou bien la Fédération et les syndicats qui la composent entreprendront-ils une lutte d'action directe et révolutionnaire contre le patronat et l'Etat bourgeois qui en est sa plus haute expression.

Tandis que dans certaines organisations, les collectos-guesdistes se sont depuis quelque temps tournés vers l'action révolutionnaire, au Congrès des textiles, quelques-uns d'entre eux jouaient les réformistes, et comme une fois sur cette pente, l'on ne sait jamais où l'on s'arrêtera, ils ont poussé la fantaisie jusqu'à ses plus extrêmes limites. Toutefois, le Congrès a gardé jusqu'à la fin une assez belle allure et l'on peut dire que l'opposition révolutionnaire a su lui donner son caractère exact.

L'une des questions les plus importantes pour les travailleurs des textiles est celle de la loi sur la durée du travail qui vient à échéance l'année prochaine. Tous les congressistes ont été d'avis de considérer cette loi comme une fumisterie. L'ordre du jour adopté ne laisse aucun doute à ce sujet. Tout en reconnaissant cela, par une aberration d'esprit incompréhensible, les mêmes qui venaient d'affirmer que dans la première phase de son application, la loi avait été plutôt néfaste, n'en demandèrent pas moins que « le gouvernement soit sommé !? de la faire appliquer à échéance ». Il y a là une contradiction que l'élément révolutionnaire, présent au Congrès, ne parvenait pas à s'expliquer; mais allez donc demander de la logique et de la bonne foi à un politicien ! Car ce n'est que par une petite combinaison de politicien que l'on est arrivé à ce résultat. — Le vote a eu lieu à raison du nombre des cotisants de chaque syndicat; ce qui faisait qu'un seul individu pouvait disposer de plusieurs voix. — Toutefois et là l'illogisme éclate flagrant; il fut décidé que, dès maintenant, des mesures devaient être prises pour empêcher que les patrons ne tentent de diminuer les salaires, lorsque la loi de dix heures viendra à échéance.

Une autre question qui est venue en discussion a été celle de la grève générale. Là encore, la bataille s'est fortement engagée avec les partisans de la conquête des pouvoirs publics par « le seul bulletin de vote » système collecto-guesdite. Toutefois, malgré une charge à fond de train contre la grève générale révolutionnaire, et l'action antimilitariste des syndicats, les néo-réformistes se sont ralliés à un ordre du jour qui donne assez bien la tendance de ce Congrès.

« Considérant que la grève générale, telle qu'elle a été exposée dans tous les Congrès corporatifs de France, peut servir utilement le prolétariat en marche vers son émancipation ; que pour lui assurer le plus de chances possibles d'aboutir, il convient de faire de la propagande antimilitariste, afin d'indiquer aux fils du peuple sous les drapeaux, ce que sont leurs devoirs de classe ; sans se permettre d'assumer l'absurde responsabilité de donner une échéance fixe pour la déclaration de cette grève, la Fédération nationale du textile fera de la propagande en faveur de la grève générale. »

L'affirmation de principe de la grève générale est nette, et là encore le Congrès s'est prononcé contre la tactique des endormeurs du néo-réformisme.

Je ne ferai que citer parmi les autres questions solutionnées celle de l'organisation d'un viaticum dont bénéficieront les travailleurs de cette corporation appelés à se déplacer ; aussi la création d'une « caisse de grève », tout en laissant les unités syndicales libres d'y participer si elles le jugent à propos; enfin la création d'un bulletin mensuel. D'autres questions secondaires n'ont pu venir en discussion, faute de temps.

Ainsi, les travailleurs du textile, tout en s'attachant à développer leur organisation par la création de services appelés à rendre moins dure l'exploitation qu'ils subissent, ont affirmé leur intention de poursuivre leur émancipation intégrale.

Et ainsi se précise les deux formes que revêt l'action syndicale vraiment émancipatrice : « Organisation et Révolution ». Le congrès du textile aura été un grand pas en avant dans cette voie.

*
* *

Un ami de l'*Association ouvrière*, organe deux fois officiel des coopérateurs, a été rendre visite à la Bourse du Travail de Dijon. Les idées que lui suggère ce qu'il a vu sont on ne peut plus inattendues :

« La Bourse du Travail, écrit M. Ch. Masson, me paraît bien organisée ; elle fait, me semble-t-il, beaucoup plus d'éducation méthodique que d'applications pratiques ! ! Ce qui, après tout, vaut peut-être mieux qu'une opposition systématique qui, par son essence, est forcément conservatrice du système capitaliste et bourgeois actuel. »

Voici une affirmation pour le moins étrange et nous voudrions bien savoir ce qui fait dire à ce digne coopérateur « qu'une opposition est forcément conservatrice du système capitaliste. »

Mais ce qu'il y a de plus curieux, c'est que la phrase suivante vient absolument contredire la précédente, en donnant la cause vraie de la sagesse et de l'esprit méthodique de la Bourse de Dijon.

« Une bonne raison à cela, en outre, c'est que la Bourse du Travail est tenue à une certaine réserve à cause de la municipalité plutôt réactionnaire ; et le sort de la Bourse est entre ses mains. »

Suivons M. Ch. Masson dans sa thèse ; puisque la bonne éducation méthodique est préférable à l'opposition systématique, et que c'est grâce à la municipalité réactionnaire que la Bourse de Dijon s'est engagée dans cette voie, il est donc préférable d'avoir une municipalité réactionnaire.

Voici une thèse plutôt étrange pour un coopérateur à prétentions socialistes.

Vraiment, Messieurs les coopérateurs, on ne pousse pas la franchise à ce point. Si vous continuez, vous allez vous brouiller avec vos amis les néo-réformistes.

P. Delesalle.

*
* *

Firminy. — L'épidémie de jaunisse qui sévit en ce moment sur le monde ouvrier, vient de faire son apparition à Firminy. Jusqu'ici, la tactique des patrons avait plutôt consisté à isoler les individus pour mieux les dompter, mais les ouvriers ayant compris en partie les avantages du groupement et, devant les progrès du syndicalisme révolutionnaire, ils ont changé de méthode. Plus ou moins ostensiblement, ils poussent à la création de syndicats jaunes. Diviser pour régner, frère contre frère, père contre fils, ouvrier contre ouvrier, tel est le résultat cherché et en partie obtenu, puisque un deuxième syndicat de mineurs se dresse devant le nôtre. Surveillants, ingénieurs, directeur même ont mis la main à l'œuvre, et par promesses ou menaces ont recueilli quelques adhésions. Mais cela aura au moins l'avantage de nous faire connaître les brebis galeuses. Un ennemi démasqué est à moitié vaincu et moins à craindre. C'est aux militants du syndicat rouge de redoubler d'efforts, multiplier les réunions, conférences, répandre les journaux et brochures syndicalistes et les jaunes en seront pour leur argent et leur honte. Voici un dialogue entre un ouvrier blessé et le directeur de la puissante compagnie : « Vous êtes syndiqué? — Non, monsieur, je n'ai jamais été syndiqué. — Eh bien, il se forme en ce moment une association professionnelle de mineurs, il faudra vous faire inscrire. Ce sont de bons ouvriers, honnêtes, avec lesquels je ne demande pas mieux que de discuter et d'accorder toutes les améliorations *possibles* ; tandis qu'au syndicat de M. Brioude, ce sont tous des brouillons ne se plaisant qu'à envenimer les choses et à demander l'impossible. »

Nous attendons les améliorations promises.

Galhauban.

*
* *

Angers. — *Une grève au tissage.* — Les ouvriers et ouvrières de l'atelier du tissage de l'usine de l'*Ecce Homo*, appartenant au richissisme Bessonneau, se sont mis en grève la semaine dernière. Le conflit a eu comme toujours la même cause : Les bons bougres qui trouvent le moyen de remplir le coffre-

fort de leur patron crèvent de faim en travaillant. Ils se rendirent donc à la Bourse du Travail pour tenir leurs réunions, afin de nommer des délégués chargés d'aller trouver leur exploiteur. Ceci était naturel. Mais où la chose devient désopilante, c'est qu'à une réunion Môssieu Bedouet, secrétaire et grand pontife de la Bourse (La Bourse du travail c'est môa) annonça aux camarades grévistes l'intervention d'un personnage mystérieux — on se serait cru au procès Humbert, — en leur faveur. Confiants dans cette intervention céleste, les ouvriers décidèrent de remettre leur sort entre les mains de ce nouveau Crawford et ne cherchèrent pas à savoir le nom de l'X sauveur. Samedi, eut lieu une nouvelle réunion. Se basant sur un précédent, un camarade libertaire, étranger à la grève, voulut prendre la parole afin de démontrer aux grévistes que le tarif présenté ne valait rien et qu'au lieu de remettre le soin de leurs affaires à un inconnu qui, dans de pareilles circonstances, ne pouvait être qu'un agent patronal, il serait préférable qu'ils s'en chargent eux-mêmes.

Ceci ne fit pas l'affaire de Môsieu Bedouet qui n'aime pas les anarchistes; aussi refusa-t-il la parole au camarade, et il insinua d'une façon jésuitique que celui-ci devait être un jaune, ce qui rendit la salle hostile à celui qui venait crier casse-cou aux grévistes.

Mais où l'histoire devient hilare, c'est quand cet étrange secrétaire de la Bourse demanda à ce que l'on votât l'envoi d'une lettre de remerciements et de félicitations à celui qui s'interposait si à point pour... enfoncer les grévistes.

La lettre fut votée et envoyée au destinataire qui était... Monsieur Jacquemot, commissaire central.

G.

Espagne.

L'éminent homme d'Etat qui gouverne l'Espagne, après avoir superbement déclaré qu'il n'obéirait pas aux injonctions des travailleurs et ne relâcherait pas les innocents arbitrairement arrêtés, tant qu'on lui crierait qu'il fallait les relâcher, s'est empressé de faire signer, vers le 15 août, un décret d'amnistie. L'amnistie générale est accordée à tous ceux qui ont été condamnés pour délits commis à l'occasion des grèves ouvrières; sont exceptés les condamnés pour délits de sédition (?) assassinat, homicide, vol et incendie.

Dans tout cela, Loyola m'a tout l'air de n'avoir pas perdu ses droits. Qu'est-ce que la sédition? Ne va-t-on pas trouver moyen de faire rentrer par là ceux qu'on fait sortir de l'autre côté? D'ailleurs les arrestations arbitraires ne cessent pas. Au moment même où le ministère Silvela mettait en liberté — avec quelle bonne grâce, nous l'avons vu — les condamnés innocents de la Main Noire, il arrêtait d'autres innocents; le ministère Villaverde continue la même tradition. Faute de mieux, sans doute; si les gouvernements cessaient un moment de pratiquer la violence continue, dureraient-ils huit jours?

Indo-Chine.

Les agents de la police indigène ne font rien pour rien, ils savent tirer bénéfice de toutes les relations qu'ils ont avec leurs compatriotes, à l'occasion ou non du service. Durant la période d'épidémie que nous venons de traverser, ils se sont montrés plus rapaces que jamais. Le peu d'initiative qu'on leur a laissé, vu la nécessité d'agir vite et partout, fut largement exploité par eux.

Par exemple, un agent indigène avait-il charge de faire procéder devant lui, par des coolies, à la désinfection de telle maison annamite, que la première chose en arrivant dans la maison était, pour lui, d'exiger une rémunération des habitants.

Ces derniers s'y refusaient-ils; aussitôt par représailles, l'agent ordonnait aux coolies de répandre partout, sans nulles précautions, le désinfectant. Comme, pour le faire, on usait d'une seringue, le liquide corrosif était projeté sur les meubles, les effets, sur tout ce qui pouvait être atteint; rien n'était épargné; ainsi, par ces dégâts volontaires, l'agent furieux se vengeait du refus d'argent qui lui avait été opposé.

Autres faits: dans une maison où logent deux femmes indigènes, la mère et la fille, la première des deux est reconnue atteinte de la peste bubonique. On la transporte au lazaret. La maison contaminée est fermée. On y laisse en observation la jeune fille, à qui on interdit toute communication avec l'extérieur, jusqu'à ce que son immunisation soit certaine. Pour assurer la bonne exécution de cette consigne, on charge un agent indigène de monter la faction devant la maison. Chacun concevra l'émoi de la pauvre fille, ses inquiétudes au sujet de sa mère et son effroi de se voir ainsi enfermée. En vain, par le guichet de la porte, la seule communication qui lui soit permise avec le dehors, elle supplie l'agent de garde de lui donner des nouvelles de sa mère. L'agent ne veut rien dire, car la malheureuse n'a pas d'argent à lui remettre. Mieux que cela on lui impose le supplice de la faim. Si elle veut manger, qu'elle paie. Ce n'est qu'après force prières et le versement d'une certaine somme, qu'on se décide à lui faire passer un bol de riz par le guichet de la porte. Plusieurs jours de suite la pauvre fille avait été privée de toute nourriture.

Nous assurons l'authenticité de ces faits.

Maintenant passons au lazaret. Là encore ce sont les agents de la police indigène qui agissent en maîtres. Des infirmiers de leur race leur sont adjoints. Quand vient l'heure d'inoculer le sérum antipesteux aux malades, on met ceux-ci à rançon. Selon qu'ils s'exécutent ou non, on leur enfoncera avec douceur, peu profondément ou avec brutalité et jusqu'au bout, l'aiguille de la seringue Pravaz. Agents et infirmiers spéculent sur la douleur des patients. Et, paraît-il, des malheureux ont de la sorte payé de leur vie l'indigence de leur ceinture.

Il y avait aussi un autre moyen pour ces pirates de se faire des revenus. Les parents des malades en traitement au lazaret étaient-ils soucieux d'avoir des renseignements sur l'état des leurs, qu'il leur fallait ouvrir leur bourse. Pas d'argent, pas de nouvelles. On sait quelle importance attachent les Annamites à certains rites funéraires. Etre inhumé sans qu'on ait, à l'intention du mort, accompli telles cérémonies essentielles obituaires, est la profanation la plus grande. Or, parce que les parents étaient trop pauvres pour satisfaire aux exigences pécuniaires des agents indigènes, de nombreux pestiférés sont morts et ont été enterrés à l'insu de leurs familles, lesquelles n'ont appris la douloureuse réalité que cinq, huit, dix jours plus tard.

(Extrait de la *Tribune Indo-Chinoise*, 27 mai 1903: *Les méfaits de la police indigène*, par Ernest Babut.)

Erratum: Dans la correspondance de Russie, à la fin de la 2e colonne, lire: « Il ne faut pas que nos patrons », au lieu de « nos voisins ».

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Samedi 29 août, conférence faite par Papillon, sur « Socialisme et Anarchie », à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare.

⁂

Les Anticrates. — Vendredi 28 août, à 8 1/2 très précises, salle Donat, 220, rue Saint-Denis, causerie par le camarade Francis Prost sur: *L'action anarchiste. Les diverses tactiques.*

Vendredi 4 septembre, Paraf-Javal traitera: *Comment on détruira les armées.*

⁂

Coopérative communiste. — Jeudi, 3 septembre, à 9 heures du soir, salle Salzac, 3, boulevard Magenta, formation d'une Coopérative Communiste destinée à donner de l'extension aux colonies communistes.

Adhésions et souscriptions. — Les commandes des camarades seront reçues à cette réunion.

Entrée libre.

⁂

Syndicat libre des Irréguliers du travail. — Réunions pour l'organisation des sections où prendront la parole Cagnoli et Prost:

Lundi, salle Salzac, 4 *bis*, boulevard Magenta;

Mercredi, 215, boulevard de la Gare, au XIIIe;

Vendredi, salle Franco-Belge, 6, rue des Abbesses, au XVIIIe.

⁂

Mardi 1er septembre. — Le travail du bois préhistorique et dans l'ancienne Egypte, par Guérineau, à la salle de la rue des Apennins, 8.

Les compagnes sont instamment invitées à assister à ces conférences.

⁂

Groupe révolutionnaire des XIe et XIIe. — Samedi, 29 août, à 8 h. 1/2, salle Vergne, 178, rue de la Roquette.

Conférence par une camarade sur l'*Amour Libre.*

Concert avec le concours du père Lapurge, de la *Muse rouge*; Maurice Doublier, de l'*Ane rouge*; Debock, des *Poètes chansonniers*; Marius, des Concerts, etc.

Entrée: 0 fr. 20 pour les frais.

⁂

Les Iconoclastes de Montmartre, 65, rue de Clignancourt, et 18, rue Custine. Lundi 1er septembre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur l'*Organisation du bonheur.* (4)

⁂

L'Aube sociale, 35, rue Gauthey, (XVIIe).

Vendredi, 28 août, à 8 h. 1/2. L. Bruneteau, Paul Verlaine et Rimbaud.

Lundi, 3 septembre, de 8 h. 1/2 à 10 h., cours de mandoline.

Mardi, 4 septembre, réunion du Conseil d'administration.

Vendredi, 7 septembre, E. Girault: *La Grève des armées.*

⁂

Pré Saint-Gervais. — Réunion le vendredi, 28, à 8 h. 1/2 du soir, salle Delphant, rue de Crimée à Paris dans le but de mener une campagne en faveur du camarade Deschaux, condamné injustement par le conseil de guerre de Dakar à 6 ans de travaux publics.

Le camarade Dangeri, récemment revenu du Sénégal et témoin de ce drame militaire, nous donnera les renseignements nécessaires.

⁂

Lyon. — Dimanche 30 août, à 8 h. 1/2 du soir, réunion familiale organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26.

Une causerie sera faite par un camarade.

⁂

Saint-Claude. — Les camarades sont invités à être exacts à la réunion du Groupe Libertaire, qui aura lieu au local habituel, 1, rue des Carmes, le mardi 1er septembre, à 8 h. 1/2 du soir.

Ordre du jour, rentrée des listes de souscriptions de l'*Aube Nouvelle.*

R. B. — Tous les camarades détenant des listes de souscriptions sont priés de nous les faire parvenir le plus vite possible.

⁂

Le Milieu libre de Provence. — Dimanche 30 août, à 6 heures du soir, réunion au Bar Palace, allées de Meilhan, 34, de tous les adhérents. Questions diverses très urgentes.

Jeudi 3 août, Bar du Chalet de l'Orient, place du 4 Septembre, à 9 heures du soir, troisième conférence publique et contradictoire. Sujet traité: Théorie et pratique, par H. Berrier.

Samedi 6 août, quatrième conférence publique et contradictoire, à 9 heures du soir, au Bar Victor, chemin de Saint-Just, 4. Sujet traité: les Organisations ouvrières et le Milieu libre de Provence, par Jules Poligny.

⁂

Le Havre. — Les camarades se réunissent tous les jeudis. Pour connaître le lieu de réunion, s'adresser aux camarades connus.

⁂

Limoges. — Les camarades qui désirent souscrire pour le local et ceux qui l'ont déjà fait, sont avertis qu'il y aura réunion, à cet effet, samedi 29 août, à l'endroit habituel: Communications et conférence Louise Michel. — Girault. Urgent.

VARIA

En réponse à des camarades *qui nous* ont demandé des renseignements au sujet de *la loi* d'amnistie militaire votée par la Chambre des députés, le 30 juin dernier, et qui sera présentée au Sénat à la rentrée d'octobre, voici quelques-unes des conditions d'amnistie qui peuvent intéresser nos lecteurs et amis.

A. L'amnistie est entière et sans condition de servir pour tous ceux qui sont âgés de plus de quarante ans.

B. L'amnistie est conditionnelle pour les hommes âgés de moins de quarante ans, c'est-à-dire avec obligation de servir dans les conditions suivantes : les insoumis ayant moins de trente ans seront tenus d'accomplir le service auquel ils étaient assujettis ; les insoumis qui ont accompli leur temps de service actif mais n'ont pas répondu aux appels de la réserve, auront à passer ou à compléter dans un corps ou dans un dépôt le temps de service pour lequel on les aurait appelés. Les déserteurs ayant moins de trente ans, auront à compléter le temps de service actif qui leur restait à faire au moment où ils ont manqué à l'appel.

C. *Néanmoins les hommes désignés dans les paragraphes qui précèdent, ne seront pas astreints à un service actif au delà de leur trentième année révolue*; ils ne seront plus soumis qu'aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

Le bénéfice de cette disposition s'étendra aux hommes omis dans les tableaux de recensements.

D. *Les insoumis et déserteurs, âgés de moins de trente ans, qui seraient mariés ou veufs avec un ou plusieurs enfants*, ne seront pareillement soumis qu'aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

E. Ceux qui bénéficieront des conditions d'amnistie militaire, devront se présenter devant les autorités désignées par les ministres de la guerre et de la marine pour formuler leur déclaration de retour, avant l'expiration des délais ci-après, à partir du jour de la promulgation de la présente loi.

3 mois pour ceux qui résident en France ;
6 mois pour ceux qui résident en Europe ;
12 mois pour ceux qui résident hors de l'Europe ;
18 mois pour ceux qui résident au delà du cap Horn et du cap de Bonne-Espérance.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Aux Réformateurs politiques (en russe) par Tolstoï ; — *Tolstoï et la social-démocratie* (en russe), par G. Artenieff ; deux brochures chez A. Tcherkoff, à Christchurch Hants (Angleterre).

⁂

Le titre du journal russe annoncé dans notre dernier numéro est *Pain et Liberté*, 0 fr. 20 le numéro, adresse : Held, 49, rue de Carouge, Genève.

⁂

A lire :

Une petite ville industrielle, Tenay, par M.-T. Laurin ; *Pages libres*, n° 188.

A voir :

Dessins de Steinlen, dans l'*Assiette au beurre*, n° *Le Métro-Nécro*.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau	1	85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	1	85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz	5	»
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière	1	50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle	1	50
Las aventuras de Nono, par J. Grave	2	75
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 4 vol. chaque	2	75
Origen del Cristianismo —	2	75
Cuaderno manuscrito —	2	75
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol.	4	»
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8	»
— — édition de propagande	2	75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8	»
— — éd. de propagande	2	75
L'Enfer du soldat, par J. de la Hire	2	»

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine, franco	2	75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1	»
Autour d'une vie, par Kropotkine	3	»
La Société future, par J. Grave	2	75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2	75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2	75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2	75
Les Ventres, par Pourot	2	75
Bas les Cœurs, par Darien	2	75
Galafieu, par H. Fèvre	2	75
L'Antisémitisme, par B. Lazare	2	75
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus	2	
Biribi, par Darien	2	75
Bas les cœurs, par Darien	2	75
L'humanisme intégral, par L. Lacour	2	75
Le Socialisme en danger, par D. Nieuwenhuis	2	75
En marche vers la société nouvelle, édition, par Cornellissen	2	75
La Commune, par L. Michel	2	75
Sous-Off's, par Descaves	2	75
La Colonne, par Descaves	2	75
Les Jugements du président Magnaud, par Leyret	2	75

De chez Masson :

Les Colonies animales, par Perrier	18	»

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus	3	»
La Commune, par Lissagaray	3	»
La Fin des bourgeois, par C. Lemonnier	2	75

De chez Dujarric :

Les deux familles, par A. Pourot	3	»

De chez Guillaumin :

Justice, par H. Spencer	7	»
Interprétation économique de l'histoire, par Thorold Roger	7	»
Travail et salaires en Angleterre depuis le treizième siècle, par Thorold Roger	7	»

De chez Colin :

Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, par G. d'Avenel	3	75
Le Conflit, par Le Dantec	2	75
Les Porteurs de torches, par L. Lazare	2	75

De chez Schleicher :

La Vie ouvrière en France, par Pelloutier	5	»
Les Enigmes de l'Univers, par Haeckel	10	»
Les Religions, par A. Lefèvre	6	»
Force et matière, par Buchner	7	»
L'homme selon la science, par Buchner	7	»
L'Histoire de la Création des Etres organisés, par Haeckel	12	50
Science et Matérialisme, par Letourneau	5	»
La Psychologie ethnique, par Letourneau	6	»
Les Guerres et la Paix, par Richet	1	50

De chez Lemerre :

L'Immortel, par A. Daudet	2	75

De chez Charpentier :

Les Blasphèmes (vers), par **J.** Richepin	2	75
La Chanson des Gueux, par J. Richepin	2	75
Sous la toque, par A. Juhellé	3	»
Au Port d'armes, par Henri Fèvre	3	»
Souvenirs d'un Matelot, par Georges Hugo	3	»
La Mêlée sociale, par G. Clemenceau	3	»
Le grand Pan, par G. Clemenceau	3	»
La Fille Elisa, par Ajalbert	2	»
Les Mauvais Bergers, par Mirbeau	3	»
Sébastien Roch, par Mirbeau	3	»
Germinal, par Zola	3	»
Paris, par Zola	3	»
Ces Messieurs, pièce, par G. Ancey	3	»
Travail, par Zola	3	»
La Clairière, par Donnay et Descaves	3	»
Le Portefeuille (pièce), par Mirbeau	1	»
Les affaires sont les affaires, par Mirbeau	1	»
L'Epidémie (pièce), par Mirbeau	1	50
Le Fardeau de la liberté, par T. Bernard	1	50

De chez Perrin :

Correspondance de Bakounine	2	75
Enquête sur la Question sociale, par J. Huret	2	75
Résurrection, par Tolstoï	3	»
Dans le Steppe, par Gorki	3	»

De chez Calmann Lévy :

L'Orme du Mail, par A. France	3	»
Le Mannequin d'osier, par A. France	3	»
L'Anneau d'améthyste, par A. France	3	»
M. Bergeret à Paris, par A. France	3	»
Les Opinions de Gérôme Coignard, —	3	»
L'Echelle (pièce), par Norès	1	»

Librairie dramatique :

La Vie publique, pièce, par Fabre	3	»

De chez Villerelle :

La Faiseuse de gloire, par P. Brulat	2	75

De chez Hachette :

Petite Histoire du peuple français (pour les enfants), par P. Lacombe	1	75

De chez Ollendorff :

Le Calvaire, par Mirbeau	3	»

De chez Bellais :

La Guerre et l'Homme, par P. Lacombe	2	75
Histoire de l'Inquisition au moyen âge, par Léa ; 3 volumes, chaque	3	»
Opinions sociales (dont l'**Affaire Crainquebille**), par A. France, 2 brochures	1	»

De chez Plon :

Deux vies, par P. et V. Margueritte	3	»

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un révolté, par Kropotkine	1	25
Lidoire, par Courteline	2	75
Qu'est-ce que la propriété ? de Proudhon	2	75
Les balances (pièce), par Courteline	1	»
Le gendarme est sans pitié (pièce), —	0	70

A NOS LECTEURS

Nous avons pu nous procurer quelques exemplaires de *l'Enfer du soldat*, de Jean La Hire. Nous pouvons le laisser à 2 francs, franco, à ceux qui le désirent. C'est un bon volume de propagande antimilitariste.

A NOS CORRESPONDANTS

Nous aurions besoin d'un camarade qui voudrait nous faire la revue des publications portugaises que nous recevons ?

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, par Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40** ; édition d'amateur : **3 fr. 50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

PETITE CORRESPONDANCE

H. D., à Liège. — Je ne me rappelle pas, mais je vous envoie ce qui vous manque.

Aux camarades qui nous envoient les journaux locaux. — Merci à tous ; ils sont lus et utilisés quand il y a lieu.

A. S., à Marseille. — Nous avons trop à payer pour l'édition pour pouvoir faire des échanges.

X. — Le choral de la Bourse du Travail est fondu.

Reçu pour la défense de l'enfant : G. V., à Porto Alegre, 5 fr. — A. G., Paris, 1 fr. En tout 6 fr. — Listes précédentes, 22 fr. 60. — En caisse, 28 fr. 60.

Reçu pour le journal : D. C., à Hanogate 1 fr. — G., Siegeburg 2 fr. — Mansourah : Un inconnu 7 fr. 75. — O. K., à Genève, 10 fr. — B., à Paris, 1 fr. — C. N., au Mans, 5 fr. — M. H. au Lorrain, 3 fr. — L. C., 0 fr. 60. — Collecte au cercle ouvrier d'Emancipation sociale de Beauvais., 5 fr. — Un proprio épris de l'idée 10 fr. — A. D., au Havre, 0 fr. 50. — H. G., Grandvilliers, 2 fr. — Deux graveurs, 5 fr. Merci à tous.

A. G., — à Reims. — G., à Fort de France. — B. J., à Vercoirans. — C. P., à Creil. — G. L., à Hodimont. — P., à Liège. — D., à Verviers. — B. C., à Mouscron. — L. B., à Alais. — C.M., à Flemalle. — B., à Genève. — A. B., à Lyon. — O, à Wercovato. — G., à Fougères. — A. AB., à St-Palais. — A. H., à Beziers. — A. R., à Vevey. — A. M., à Noaillé. — G., à Tours. — P., Herlaumont.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE — N° 19 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 SEPTEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Impossible, encore, cette semaine, de donner le Supplément.

AUTOCRATIE DE POLICE

La police dite « des mœurs » est à la veille d'être transformée; je n'ose pas dire supprimée. Elle a soulevé tant d'indignations dans la presse (depuis surtout que des journalistes ont eu à s'en plaindre), que le gouvernement lui-même s'est ému, et que le président de la République a demandé au président du Conseil un rapport sur cette institution honteuse. Le rapport en constate l'iniquité et conclut — modérément — à des transformations nécessaires. Les républicains au pouvoir ont mis plus de trente ans à s'apercevoir que la réglementation de la prostitution, telle qu'elle existe sous leur contrôle, est la négation impudente de tous les principes républicains. Enfin, du moment qu'ils s'en aperçoivent, c'est déjà quelque chose. Espérons que dans trente autres années ils commenceront à soupçonner le Code militaire de n'être point tout à fait conforme à l'esprit de justice, et qu'au bout des trente années suivantes ils sentiront poindre en eux comme un vague pressentiment qu'il pourrait bien être utile, un jour, de déchirer le Concordat.

D'où viennent à la police les droits d'autorité absolue qu'elle exerce envers les femmes dites prostituées? On n'en sait rien. Est-ce elle-même qui se les est arrogés, ou les a-t-elle reçus et de qui? Où remontent-ils? Aux Capitulaires de Charlemagne, comme le bruit en court? C'est possible. A des édits d'hommes préhistoriques? C'est probable. Quoi qu'il en soit, les femmes que, dans une absurde organisation sociale, la nécessité de vivre réduit à la prostitution, sont mises en dehors des lois, rejetées hors de la société. On ne peut même pas dire qu'il y ait des lois spéciales contre elles, comme il y en a contre les anarchistes. Non, il y a simplement le bon plaisir de la police qui a décidé que le Code disparaissait pour elles, que tout ce qui, dans la loi et dans la constitution, protège ou est censé protéger la liberté des autres individus, était non avenu pour elles.

Où commence et où finit la prostitution? ce n'est pas toujours aisé à savoir. En l'absence du législateur muet sur ce point, qui définit la prostitution? qui discerne la femme prostituée de celle qui ne l'est point? L'agent des mœurs. Il se promène, dissimulé sous des vêtements civils, et inspecte les femmes qui passent. A quoi reconnaît-il, à quel signe infaillible, ses clientes? Lui seul le sait. Des hommes intelligents s'y trompent, car, dans les grandes villes, nombre de femmes, sous prétexte d'élégance, s'habillent, se coiffent, se fardent comme des prostituées. Mais, dans son dur cerveau inculte, Sa Majesté l'agent des mœurs ne s'y trompe pas, lui. Il fonce tout à coup sur une passante, et la traîne au poste malgré ses cris. Quelquefois c'est une ouvrière qui rentrait chez elle après une veillée, une femme mariée, une jeune fille. Une jeune fille à qui, le lendemain, sans tenir compte de ses supplications, on fait passer « la visite ». Cela s'est vu.

D'ailleurs, femme « honnête » ou prostituée, peu importe. La même question se pose : de quel droit? Oui, de quel droit Monsieur l'agent des mœurs, monarque absolu de la voie publique, met-il en état d'arrestation des citoyennes, quelles qu'elles soient, sans mandat l'y autorisant, sans y être requis par personne, sans qu'il y ait eu tapage ou scandale, de sa seule autorité de bas mouchard, et cela pour un acte qui n'est ni un crime, ni un délit, ni même une contravention?

Après l'arrestation ainsi faite contre tout droit, c'est la visite forcée, au mépris de toute dignité humaine (et que rien, dans les lois, n'autorise), c'est la comparution devant un fonctionnaire quelconque de police, un bureaucrate omnipotent qui, seul, du haut de son trône, décide que la femme appréhendée par ses collègues sera inscrite sur les registres de la prostitution et mise en carte — même mineure — et l'envoi en prison, lorsqu'elle se trouve atteinte de certaine maladie. Oui, en prison, sans jugement, en prison par mesure administrative, comme en Russie, et parce qu'elle est malade.

Il y a des femmes, peut-être plus qu'on ne croit, qui n'ont recours à la prostitution que provisoirement, de façon intermittente, pendant une période de chômage ou pour parfaire un salaire insuffisant. (Voir *Les ouvrières de l'aiguille à Paris*, par Charles Benoist.) L'inscription forcée fait d'elles des prostituées professionnelles, obligatoires, définitives. Voilà à quoi aboutit la réglementation impudique des défenseurs d'une fausse morale.

Il existe une société protectrice des animaux, mais il n'existe pas de société protectrice des malheureuses femmes (c'est le plus grand nombre) qu'une mauvaise organisation sociale oblige à se vendre aux passants, pour vivre. Contre l'arbitraire sans bornes de la police, rien ne les défend. Elles sont moins que des animaux. Cependant tout individu, quel que soit son crime ou son état de déchéance, a droit, tant qu'il n'est pas condamné, à des égards. En théorie, du moins. Les assassins eux-mêmes ne sont incarcérés et jugés que d'après les formes et avec les ménagements exigés par la loi. Les souteneurs aussi. Les messieurs genre Adelsward aussi. Les assassins, les souteneurs et les sodomites sont pourtant plus vils que les prostituées (à supposer qu'ils soient, tous et toutes, autre chose que les malheureuses victimes d'une hérédité mauvaise, d'une éducation mauvaise et d'une société mauvaise). Mais celles-ci sont des femmes, des êtres qui ne comptent pas, et de plus des femmes sans défense : car elles n'ont ni mari, ni famille, ni amis pour les protéger. Avec elles, il n'y a pas à se gêner, rien à craindre. Les honnêtes gens se détournent d'elles avec dégoût. Personne pour protester. C'est pourquoi les hommes de police, fous d'autorité comme tous les violents et tous les brutaux, ont inventé à leur usage une législation spéciale, barbare et immonde. C'est pourquoi aussi la prostituée se réfugie vers le souteneur, autre policier de mentalité toute pareille, conséquence et condamnation de l'agent des mœurs.

René Chaughi.

Au moment de mettre sous presse, j'apprends la mort de Bernard Lazare. Il fut un des rares écrivains indépendants dans la presse bourgeoise. Au moment de la tremblotte bourgeoise de 93-94, il ne craignit pas de se déclarer solidaire des anarchistes et de prendre leur défense. Quelque temps après il eut bien une espèce de recul vers le socialisme parlementaire en compagnie de Paul Adam; mais, le premier de tous, alors qu'il y avait encore réel danger à le faire, il proclama, non seulement l'innocence de Dreyfus, mais les irrégularités du procès, les manœuvres de l'Etat-major. Il laisse un livre qui est un petit bijou littéraire et philosophique.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'Humanité au XXe siècle. — Mardi dernier, une jeune femme, dont les traits, quoique minés par la maladie et par les souffrances, conservaient cependant quelques restes de beauté, arrivait à Saint-Arnoult (canton de Dourdan, Seine-et-Oise) et, à bout de forces, se laissait tomber au pied d'une meule de blé un peu écartée.

La malheureuse devait avoir fourni une longue traite, car ses vêtements, des haillons, pourrait-on presque dire, tellement ils étaient en lambeaux, étaient couverts de poussière.

Des promeneurs s'approchèrent d'elle, mais l'infortunée ne put répondre à leurs questions que par des gémissements.

Sans plus réfléchir, les passants continuèrent leur chemin et, de retour à Saint-Arnoult, ne pensèrent pas à prévenir les autorités.

Pendant trois jours consécutifs, la jeune femme resta étendue au pied de la meule, proférant des plaintes continuelles, et pendant ces trois jours, avec une insouciance coupable, différentes per-

sonnes passèrent et repassèrent à proximité sans se préoccuper de la malheureuse, qui agonisait, faute de soins, faute de secours.

Enfin, avant-hier, comme des essaims de mouches tourbillonnaient autour du corps, quelqu'un s'émut, et avisa le garde champêtre de Saint-Arnoult, qui s'empressa de se rendre sur les lieux.

Mais l'agent arrivait trop tard : il ne trouva plus qu'un cadavre.

La gendarmerie de Rochefort, prévenue à son tour, a ouvert une enquête sur ce fait déplorable, et a informé le parquet de Rambouillet.

(Du *Petit Journal*.)

∴

Mouvement ouvrier. — Les municipalités dites socialistes, nous avons eu déjà bien des fois l'occasion de le constater, ne se montrent pas moins dures à l'égard des travailleurs qu'elles emploient, que les premiers capitalistes venus.

Témoin encore ce qui s'est passé ces temps derniers pour les ouvriers de la voirie de Lille. La grande ville du Nord possède une municipalité très socialiste, mais les travailleurs qu'elle emploie n'y sont pas plus libres que chez un vulgaire patron puisque, pour obtenir quelques améliorations, ils se sont vus dans la nécessité de se mettre en grève.

Dans son organe officiel, la municipalité lilloise se défend, disant leur fait à ses exploités, et son langage ne diffère pas sensiblement de celui du premier capitaliste venu. Qu'on en juge :

Depuis un certain temps, le Syndicat *semblait prendre à tort la défense d'ouvriers révoqués* après maintes et maintes remontrances et, *si l'Administration municipale ne s'y était nettement opposée, le Syndicat se serait imposé à elle pour la nomination ou la révocation du personnel, voire même des chefs de service.*

C'est ainsi que se serait établie une funeste confusion des pouvoirs.

La « confusion des pouvoirs » n'est pas autre chose ici que ce que MM. les patrons appellent « la tyrannie syndicale ». Nos collectivistes tout comme eux la déplorent, car elle les empêche d'exploiter les travailleurs à leur aise, ils veulent eux aussi des *ouvriers soumis*, qui ne s'immiscent pas dans les petites combinaisons de l'administration ! car celle-ci, ajoute le journal « socialiste », *jusqu'ici trop débonnaire*, doit être résolue, étant donné ce qui s'est passé et la décision qu'elle a dû prendre après cela, **à appliquer la discipline d'une tout autre façon.**

Arrivés au pouvoir, nos socialistes ne se contentent pas de la manière de faire de vulgaires exploiteurs, ils en arrivent aussi à leur emprunter leur phraséologie sur « la discipline », la façon de la comprendre et de l'appliquer.

Et vraiment nous ne voyons pas quel avantage il y aurait pour les travailleurs à changer leurs maîtres actuels pour de nouveaux, fussent-ils aussi collectivistes que M. Delory et la municipalité lilloise.

∴

Les métallurgistes d'Hennebont, après entente avec les travailleurs de différentes corporations de Lorient, qui les ont si bien secondés dans leur mouvement, continuent à se remuer, et sont décidés à ne pas cesser jusqu'à ce qu'entière satisfaction leur soit accordée.

Deux réunions consécutives ont eu lieu, et les ouvriers de l'arrondissement de Lorient ont décidé qu'ils n'auront pas de cesse tant que l'on ne leur aura pas accordé satisfaction sur les points suivants :

« Amnistie pour tous les condamnés ; déplacement du 62e de ligne ; déplacement de plusieurs fonctionnaires, etc., *sans quoi, grève générale.* »

L'amnistie réclamée concerne les ouvriers arrêtés à l'occasion du conflit d'Hennebont.

Le préfet a déjà promis de faire surseoir à l'exécution des jugements prononcés contre les grévistes, mais ce n'est là qu'une mince satisfaction. La commission exige qu'il soit donné suite à toutes ses réclamations.

Et il est probable qu'elle triomphera, car elle est bien décidée à ne faire aucune concession.

Satisfaction ou grève générale, tel est l'ultimatum. Exploiteurs et autorités reculeront devant la menace de cette dernière.

P. Delesalle.

∴

Angers. — *Petits bénéfices.* — Dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, j'ai dit que les camarades grévistes de l'*Ecce-Homo* avaient été roulés ; à l'appui de mon dire, je ne citerai aujourd'hui qu'un fait. M. Bessonneau avait promis aux ouvriers et ouvrières de leur donner un minimum de salaire si, par suite d'un accident arrivé au métier, ou par mauvaise qualité de la matière, ceux-ci n'arrivaient pas à faire leur journée aux pièces ; or, cette semaine, le fait est arrivé, et les ouvriers ont été obligés d'accepter ce que la générosité patronale leur offrait. Une chose inouïe se pratique couramment à l'*Ecce-Homo*, à l'usine du Mail et à la Madeleine (ces trois fabriques appartiennent aux mêmes individus), je veux parler du service de la prime qui consiste en ceci : Les ouvriers touchent 10 p. 0/0 en plus de leur maigre salaire, mais à une condition qui est de ne pas perdre de temps. Si un pauvre diable se trouve malade, on lui abat la prime ; si un parent, une mère, un enfant meurt, on a droit à trois heures pour l'enterrer, sinon on perd la prime. Il ne faudrait pas croire que l'on perd simplement la prime de la journée, mais bien celle de la semaine entière ; tant pis pour le pauvre diable qui arrive *une minute* en retard, la porte est fermée et il perd sa prime. Comme dans ces trois fabriques sont employées environ 5.000 personnes et qu'il y en a en moyenne 250 qui perdent leur prime pour une cause ou pour une autre, on arrive, en se basant sur une moyenne de 1 fr. 50 de prime par semaine, au joli chiffre de 105 francs au minimum, empochés par le patron au détriment de ses martyrs ; ces 105 francs multipliés par 52 semaines égalent 5.460 francs (cinq mille quatre cent soixante francs).

Allons, bons bougres, calculez et vous verrez ce que cette somme, qui vous est illégalement retenue, représente de souffrances et de privations pour vous et vos enfants.

G.

∴

Firminy. — *Dans la grande famille.* — Dans la *Tribune* d'aujourd'hui, je lis le fait suivant : Un soldat du 24e d'infanterie, à Rouen, nommé Delong, avait pour camarade un nommé C..., récemment promu au grade de caporal et qui se montrait très fier de son autorité. Delong continuait à voir dans son *supérieur*, le camarade de la veille. Un jour que celui-ci lui faisait une observation, il lui répondit dans un langage peu académique, mais assez fréquemment employé à la caserne : « Tu n'es qu'un c..., va te faire f... » Crime impardonnable, n'est-il point vrai, qui valut à Delong sa comparution devant le conseil de guerre. Or, savez-vous quelle peine fut prononcée ? Le malheureux soldat s'est vu frapper de cinq années de prison. Peut-on rêver condamnation plus odieuse ! Cinq ans pour la peccadille plus que légère du petit soldat, une amende dérisoire pour l'officier mille fois plus coupable. (Il s'agit de l'officier condamné à un franc d'amende pour lettre de menaces au général Percin). Et la *Tribune* jette le cri de : A bas les conseils de guerre ! La *Tribune* s'indigne et elle a raison. Evidemment ce caporal est un salaud et les juges des monstres ; mais, et c'est là son dada, pense-t-elle que le fait de déférer les délits militaires à des tribunaux civils mette fin à cet état de choses ?

L'armée ne peut être une armée prête à toutes les besognes qu'à la condition d'avoir une discipline brutale, féroce même. Du jour où les soldats pourraient sans trop de risques se payer la poire des officiers et les envoyer faire f..., on en verrait de belles. Quant à espérer pour les officiers des pénalités plus fortes, il faut être naïf ; tous les jours nous voyons des preuves de la mansuétude des marchands de justice pour les bandits de leur caste ; nous savons que les foudres du code ne sont que pour Jacques Bonhomme. D'ailleurs, peu nous importe que les officiers soient peu ou pas punis ; ce que nous voulons c'est pas de punitions pour le soldat, plus d'armée, plus de guerre ; et c'est pourquoi j'applaudis de grand cœur à l'acte de courage de ce réserviste du 105e d'infanterie, à Clermont-Ferrand, nommé Jay, qui a refusé de prendre possession du fusil qu'on lui offrait. Les officiers de sa compagnie ont fait tout leur possible pour le faire revenir sur sa décision. Prières, menaces, lecture du Code devant témoins, rien n'a pu l'ébranler et il a été conduit en prison en attendant sa comparution devant le conseil de guerre. Comprenez-vous que dans le civil on vous punisse pour avoir tué quelqu'un et que dans le militaire on vous punisse pour ne pas vouloir tuer (1) ?

(1) Depuis, Jay, cédant aux sollicitations, a accepté de prendre le fusil.

Un militaire de la garnison de Clermont s'est pendu la nuit dernière à l'Hôtel-Dieu, où il était en traitement.

On ignore les causes du suicide.

C'est probablement parce qu'il était trop heureux dans la grande famille. Encore une victime du militarisme.

Galhaudas.

N. B. — Jay est cordonnier à Clermont-Ferrand, mais le 105e est en garnison à Riom.

Allemagne.

Une malheureuse jeune fille comparaissait devant la cour d'assises de Metz, sous l'accusation d'infanticide. Le jugeur requérait une peine exemplaire et s'écriait : « Pas de pitié pour la coupable » lorsqu'une voix jeta dans l'auditoire ces mots : Seckendorf ! Seckendorf ! Le procureur, furieux de se voir arracher sa proie, voulut faire arrêter l'interrupteur, mais ce fut sans succès. L'effet moral était produit et quelques minutes plus tard l'accusée était acquittée.

On se rappelle qu'en avril, on jugea, à Hanau-sur-Mein, la fille unique du baron Seckendorf qui, ayant eu une inclination pour un jardinier, devint mère. Aussitôt délivrée, elle jetait son enfant par la fenêtre ; le lendemain, on trouva le cadavre ; l'enfant n'était pas mort sur le coup, mais avait crié un certain temps avant d'expirer. Une lettre anonyme dénonça Mlle Seckendorf à la justice ; jugée, elle fut acquittée comme irresponsable ; elle ne pouvait être qu'acquittée, puisque son père était l'un des plus grands propriétaires terriens d'Allemagne. Le baron — si on en croit le témoignage de sa fille âgée de 20 ans — la rendait malheureuse.

∴

Près de Belfort, deux jeunes gens de Magny, commune annexée, à cinq cents mètres de la frontière française, rencontrèrent un douanier allemand. Le chien dont ils étaient accompagnés s'étant mis à aboyer, le douanier se jeta sur les jeunes gens et les frappa à coups de crosse de fusil, puis, déchargeant son arme à bout portant sur l'un des jeunes gens, le blessa à la cuisse. La furie du douanier atteignant alors son paroxysme, il s'acharna sur Gett et l'assomma à coups de crosse. Gett est mort le lendemain. Son camarade est dangereusement blessé.

Russie.

Deux faits sont à signaler dont il ne faudrait certes pas exagérer l'importance, mais qui aident cependant à définir l'attitude réciproque, à l'heure actuelle, du gouvernement et de la masse ouvrière en Russie. Dernièrement, une loi a été promulguée qui reconnaît aux ouvriers d'un certain métier, dans une localité donnée, la faculté de se grouper et de nommer un délégué, un « ancien », pour représenter le groupe dans certaines circonstances, par exemple dans des négociations entre travailleurs et patrons, sur une question de salaire. Ce n'est là qu'une ébauche primitive et très insuffisante du syndicat ; par exemple, ces groupements ne peuvent se rapprocher pour former ce que nous appellerions une fédération locale de métiers ; ils ne peuvent pas davantage, aux termes de la loi, se rapprocher entre groupes de même catégorie, pour former une fédération nationale. Mais, tel qu'il est, le fait est remarquable. Les ouvriers russes n'ont pas eu lieu de se réjouir outre mesure et de se déclarer satisfaits de cette parcelle de droit que l'on croit prudent de leur reconnaître, mais ils ont pu, par là, prendre conscience des changements produits dans les sentiments de leurs maîtres à leur égard par la menace grandissante d'une révolution prochaine et dont les premiers symptômes ont une force singulière. Déjà l'on peut dire que le tsarisme, c'est-à-dire le régime de la domination simpliste à coups de fouet, n'existe plus, et que sa résurrection n'est plus possible.

Car l'autocrate lui-même avoue qu'il ne peut plus mépriser et massacrer tout simplement ses sujets. Leur force s'affirme devant la sienne, et le voilà qui a recours, lui aussi, à la duperie des « lois ouvrières ». Le cosaque se fait Millerandiste !

Le 15 août dernier — c'est le deuxième fait — une loi a été promulguée sur les indemnités à accorder aux ouvriers pour les accidents du travail. Naturel-

lement, elle est tout aussi dérisoire que la loi sur les groupements de métiers; par exemple, un certain nombre de catégories de travailleurs en sont — pourquoi? mystère! — exclues. Notons en particulier les ouvriers qui travaillent à la construction des chemins de fer, si nombreux en Russie, les ouvriers des compagnies de navigation à vapeur, etc. Ces exceptions faites, la loi reste applicable aux ouvriers industriels, sans distinction d'âge ni de sexe, dont le salaire annuel ne dépasse pas 1.500 roubles, et leur octroie, ainsi qu'à leurs héritiers, s'ils meurent dans les deux ans, à partir du jour de l'accident et du fait de cet accident, des indemnités pouvant s'élever annuellement aux 2/3 du salaire annuel, calculé sur la moyenne du salaire réel de la dernière année.

Suisse.

Genève. — Les maçons, en grève, ont organisé une cuisine et de cette manière, eux et leurs familles ont une saine nourriture et à peu de frais. Le lendemain de la déclaration de grève, les patrons ont fermé les chantiers. Un certain nombre de maçons italiens ont quitté Genève. Le gouvernement, en vertu de la loi dite des conflits collectifs, a interdit aux grévistes de publier quoi que ce soit; les imprimeurs sont aussi avisés des peines édictées contre eux au cas où ils prêteraient leur concours aux ouvriers. Les cortèges sont interdits. Des gendarmes, trois par trois, circulent dans les rues, toujours avec le revolver au côté; depuis lundi — jour où la grève a commencé — les gendarmes qui portent habituellement la casquette, ont quitté cette coiffure pour orner leurs têtes du coupe-bise avec jugulaire sous le menton. On se demande ce qui peut motiver cet ordre venu d'en haut. Les grévistes sont calmes, et se contentent de surveiller les chantiers, en organisant quelques escouades qui vont et viennent à bicyclette. M. Avennier a fait une belle conférence sur: « La société »; des centaines de grévistes l'ont écouté avec la plus grande attention. Excellent moyen d'employer le temps libre.

**

Vaud. — Une troupe de 30 à 35 personnes, des tziganes, avait établi son campement près d'Avenches. Sous prétexte d'un vol, consistant en quelques linges et deux montres en argent, commis à Vallemand, les gendarmes arrêtèrent la troupe entre Chabrey et Portalban; quatre tziganes réussirent, dit-on, à s'échapper. Les captifs furent incarcérés dans la prison d'Avenches. Ne pouvant fournir aucune preuve de culpabilité contre les prisonniers, l'autorité les relâcha, mais fit conduire la troupe à la frontière fribourgeoise. Du canton de Fribourg, les malheureux ont été refoulés sur le territoire soleurois et de Soleure dans le canton de Berne; de ce canton, nouveau refoulement dans le canton de Fribourg et du sol fribourgeois reconduits à la frontière du canton de Vaud, qui les a également expulsés. Inutile de vous dire que si au lieu de tziganes ne dépensant pas, ou fort peu, il s'agissait du nonlieu Eiffel ou de quelque bandit enrichi, les Suisses, la serviette sous le bras, s'empresseraient de leur offrir un asile et de leur vendre les plus beaux sites du pays.

**

La corruption fait son œuvre dans le haut monde militaire; après avoir vainement cherché à nier la culpabilité de ses amis, puis avoir tout inventé pour les soustraire au châtiment, le président du département militaire suisse, nommé Muller, a dû capituler, la presse s'est montrée si raide que Muller a lâché ses colonels. Actuellement trois de ces grands sabres sont l'objet de poursuites; l'un d'eux a tenté de se suicider, il a eu bien tort, car en gagnant du temps, il pouvait espérer que ses vols répétés, tolérés par l'administration, trouveraient quelque excuse fabriquée en haut lieu. La prison n'est pas faite pour les colonels.

**

Tessin. — On lit dans le *Corriere del Ticino*: Victor Calsassia, de Cugnasco, emprisonné à Locarno, le jour même où il s'était mis en route pour porter plainte contre des individus qui avaient tenté de l'assassiner, fut trouvé mort dans sa cellule, une ficelle au cou. L'hypothèse d'un suicide n'est guère admissible, car il est établi que V. Calsassia ne pouvait faire usage de son bras droit, ce qui prouve l'impossibilité, soit de préparer, soit de fixer, soit de tirer la ficelle, qui, du reste, était bien trop mince pour soutenir le poids d'un corps humain. V. Calsassia ne présentait aucun des symptômes caractéristiques de la pendaison, son visage était extrêmement pâle, ses yeux étaient dans un état parfaitement normal et la langue ne sortait pas de la bouche. Tout semble prouver que ce suicide est simulé et que le prisonnier est mort de mauvais traitements reçus en prison, où il avait été du reste conduit illégalement. Le *Corriere* demande que l'on instruise sur ces faits.

Turquie.

On lit dans les *Soffiski-Vedomosti* (Gazette de Sofia): « Quand les Macédoniens auront épuisé tous les moyens d'appeler et de forcer l'attention de l'Europe sur eux, en ruinant les entreprises à capitaux européens en Turquie, à l'exemple de la Banque Ottomane, alors ils recourront au moyen extrême. Ils possèdent quelques bouteilles de bacilles de la peste bubonique indienne qu'ils ont préparées de longue date. Ils les répandront au milieu des foyers pestilentiels de Constantinople et de Salonique, dans les eaux, dans les victuailles, partout, de façon que la peste éclate et se répande en Turquie, obligeant le sultan, ses fonctionnaires, sa maison et les Turcs à prendre la fuite, alors que les Macédoniens se tiendront dans les montagnes, où la peste n'a jamais pénétré. Quand le fléau aura fait son œuvre, ils descendront dans la plaine pour achever les Turcs par le fer et par le feu. »

Le désespoir est irresponsable; tout plutôt qu'un régime exécré. Et certes, si les Macédoniens sont pareillement résolus, leur cause est gagnée.

Canada.

La *Presse* de Montréal a publié une lettre pastorale, lue au prône de toutes les églises du diocèse, dans laquelle l'archevêque de Montréal, Paul Bruchesi, définit les rapports qui doivent exister, selon l'esprit de l'Eglise, entre patrons et ouvriers. Cette lettre est du 23 avril dernier. En voici quelques extraits:

...Le Christ n'est pas venu détruire l'inégalité des conditions humaines. Cette inégalité est voulue par les desseins de Dieu, son père. *Les lois de la nature en font d'ailleurs une nécessité inévitable.* Prétendre bannir de la terre cette inégalité ou s'insurger contre elle, serait une chimère. Le Sauveur, notre modèle, en a subi les misères et les humiliations. Les pauvres doivent marcher sur ses traces divines; *ils perdraient autrement les mérites de leurs souffrances ici-bas.* En effet, qu'ils le veuillent ou non, la pauvreté existera toujours, en dépit de toutes les révoltes et de toutes les théories séductrices.

Ce que Dieu a décrété, ce que le Christ a maintenu, les hommes n'y changeront pas un iota. Les créatures, jusqu'à la fin des temps, seront donc partagées en deux grandes classes, la classe des riches et la classe des pauvres.

Ecoutez plutôt, nos très chers frères, les conseils de l'Eglise, les avis du Souverain Pontife et de vos pasteurs.

Les travailleurs, non moins que les capitalistes, assurément, ont des droits imprescriptibles. L'Eglise reconnaît ces lois et les sanctionne de toute son autorité. Sans oublier de rendre justice pleine et entière aux riches, elle sera toujours prête, à l'avenir comme dans le passé, à défendre *les privilèges du pauvre* contre toute atteinte illégitime.

Il serait injuste également de léser les employés dans le droit naturel qu'ils possèdent, au même titre que tous les citoyens, de se former en associations distinctes, pourvu que rien dans les règlements de ces sociétés ne dépasse une équitable mesure de secours et de protection mutuels, *ou ne dégénère en tendances socialistes.*

Mais une fois que satisfaction est donnée aux justes revendications du travail, l'ouvrier n'a plus de prétextes sérieux à invoquer pour refuser de remplir tous et chacun de ses devoirs à l'égard du patron et de la société. Dans ces conditions de justice et d'apaisement, c'est de la part du travailleur *une révolte grave contre les préceptes divins et une désobéissance aux lois naturelles,* que d'entraver le libre exercice des droits du capital. C'est manquer tout ensemble *d'esprit chrétien et de véritable patriotisme,* puisque c'est méconnaître les leçons de l'Evangile, et paralyser la prospérité générale de la société civile. C'est réclamer *la jouissance de tous ses droits,* et commettre la faute grossièrement égoïste de refuser au prochain la liberté de jouir lui aussi des droits qui lui sont propres.

De grâce, nos très chers frères, ne méritez pas le reproche d'un tel aveuglement. Votre conduite *jetterait le mépris sur notre religion sainte* et un funeste discrédit sur notre ville.

Ce n'est pas sans inquiétude surtout, que nous voyons les associations ouvrières de notre ville s'affilier à des sociétés étrangères. Les chefs et les membres de ces unions internationales, en grande majorité, n'ont rien de commun avec nos dispositions de tempérament, avec nos mœurs *et nos croyances*. A concéder même que ces sociétés ne soient pas imbues *de principes antichrétiens*, et qu'elles n'entretiennent nulle attache avec les organisations occultes si sévèrement condamnées par le Souverain Pontife, il y aurait encore péril en la demeure.

Par un système habile, elles exportent à l'étranger des sommes énormes versées par la population ouvrière. Cet argent *placé dans la caisse de nos associations nationales et catholiques*, ne serait-il pas plus profitable au progrès du pays, et ne pourrait-on pas l'y retrouver plus sûrement, advenant les heures de chômage et de cessation du travail?

Et puis, au moment des conflits est-il bien prudent de confier à des mains étrangères le sort des graves intérêts qui peuvent être en jeu? Ces hommes ont-ils une connaissance suffisante de nos conditions économiques? Ont-ils toujours un désintéressement absolu? N'avons-nous pas parmi nous, chez nos compatriotes *et nos coreligionnaires*, assez de ressources, de clairvoyance et de dévouement?

Si les réclamations ne peuvent être réglées à l'amiable entre les intéressés, pourquoi ne pas recourir à des citoyens au-dessus de tout soupçon? Ils ne sont pas rares. *Vos pasteurs, votre archevêque*, nos très chers frères, seront toujours disposés à vous entendre, à se constituer vos intermédiaires. Recourez d'abord à ces moyens de conciliation. Soumettez vos revendications à l'arbitrage. Vous éviterez une foule d'ennuis et de vexations inutiles.

De votre côté, n'exigez rien qui ne soit raisonnable et juste. Tenez-vous en défiance vis-à-vis des fauteurs de discorde. Ne vous laissez pas entraîner à la démagogie. *Respectez scrupuleusement tous les droits acquis.* Le capital, au même degré que le travail, concourt au bonheur des familles et des nations. N'en soyez pas l'ennemi. Le calme et la réflexion vous feront comprendre qu'il y a des limites équitables à mettre à vos exigences. Vous ne pouvez raisonnablement prétendre qu'on élève sans cesse le salaire de l'ouvrier, et qu'on diminue en même temps la durée de son labeur.

Fils soumis de l'Evangile, *acceptez généreusement le sort que vous a départi la Providence. Pensez au ciel*; ce sera l'heure des éternelles rétributions. Revenez à des mœurs plus pures, à des habitudes de sobriété et de saine économie domestique.

Afin de remédier à ces maux et de les prévenir, encore une fois, *nous conseillons aux ouvriers de subir leur condition patiemment, les yeux tournés vers le ciel*, leur future patrie, et vers le Sauveur, leur frère et leur modèle.

Et puisque la religion seule est capable de détruire le mal dans sa racine, que tous se convainquent que la première condition à réaliser, c'est *la restauration*, à tous les degrés de la société, *des mœurs chrétiennes et de la divine société*, sans lesquelles même les ressources suggérées par la prudence humaine seront peu aptes à produire de salutaires résultats.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du IIIe*, 26, rue Chapon. — Vient de paraître: *Ce que nous voulons*, par Sébastien Faure, brochure à distribuer avec couverture illustrée, à 1 fr. le cent, port en plus. En vente tous les vendredis aux *Anticrates* et les dimanches au *Milieu libre*.

Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

**

Régénération (Groupe des XIe et XIIe). — Mercredi 9 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Maillet, 13, rue Keller, causerie du camarade Marceau: « La *Virginité* considérée au point de vue scientifique. »

Les Anticrates. — Vendredi 4 septembre, conférence par Paraf-Javal : « Comment on détruira les armées. »

Vendredi 11 septembre, conférence par un camarade : « Qu'est-ce que la Propriété? »

Ligue internationale antimilitariste (XIXe arrondissement). — Réunion salle Delphaut, 114, rue de Crimée, samedi 5 septembre, à 9 heures du soir. Organisation de la campagne antimilitariste pour 1904 et manifestations à organiser en vue du prochain départ de la classe.

Tous ceux qu'intéresse le mouvement antimilitariste sont priés d'assister à la réunion.

Bibliothèque communiste du XIXe arrondissement. — Réunion des adhérents samedi 5 septembre, à 9 heures du soir, salle Delphaut, 114, rue de Crimée. — Prière instante de rapporter les volumes en circulation.

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt. — Lundi 7 septembre, à 8 h. 1/2, causerie par Boleslas Gajewski sur la *Langue universelle solrésol.*

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 5 septembre. — Discussion ouverte sur les questions d'actualité.

Mercredi 9 septembre. — André Spire : La poésie française (II). — Le *Roman du Renard* et les fabliaux.

L'Aube sociale, 35, rue Gauthey (XVIIe) :

Vendredi 4. — Ernest Girault : *La grève des armées.*

Lundi 7, de 8 h. 1/2 à 10 heures. — Cours de mandoline.

Mardi 8. — Compte rendu du voyage d'études au Milieu Libre de Vaux.

Vendredi 11. — G. Amyot, du théâtre Antoine : *La Rue* (avec auditions).

Cercle d'Etudes sociales des XIe et XIIe. — Samedi 5 septembre, à 8 h. 1/2, salle Vergne, 178, rue de la Roquette, conférence publique et contradictoire.

A l'issue de la conférence, concert avec le concours du *Père Lapurge*, de Maurice Doublier, Surani, Alberty, Sophia, Charles dans les œuvres de Rictus. *Noël*, poème de Laurent Tailhade.

Entrée : 0 fr. 25, pour les frais.

Dimanche, grande ballade champêtre.

Les adhésions seront reçues à la réunion. Prix : 2 francs tout compris.

Tournée Louise Michel-Girault. — E. Girault, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris, demande aux camarades des villes de Creil, 21 septembre ; Angers, 26 septembre ; Rennes 27 et 28 septembre ; Saint-Brieuc, 29 et 30 septembre ; Saint-Nazaire, 6 octobre, Tours, 10 octobre ; Châteauroux, 13 octobre, et Montargis, 16 octobre, de faire diligence pour les renseignements demandés. Ils n'ont plus que quelques jours devant eux.

Coopérative Communiste. — Jeudi 10 septembre, à 9 heures du soir, salle Salzac, 3, boulevard Magenta. Formation d'une coopérative communiste.

Les commandes des adhérents seront reçues à cette réunion.

MONTROUGE. — *L'Effort*, 33, rue du Marché. — A 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 4 septembre. — Dr Dally : La Loi sur les accidents du travail.

Mardi 8 septembre. — Alfred Manoury : Macédoine et Arménie.

Vendredi 11 septembre. — Hugues Millière : Les Irréconciliables (socialistes et anarchistes).

AMIENS. — Les camarades détenteurs de listes de souscriptions sont priés d'assister à la réunion qui se tiendra le lundi 7 septembre, salle Decourcelle, rue Saint-Leu, 3. Urgence.

ANGERS. — *L'Education* (U. P.). — Samedi soir, 5 septembre, à 8 h. 1/2, conférence par le camarade Henry Mercier : *Pourquoi l'Anarchie ?*

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire* sont particulièrement invités.

Mercredi 16 septembre, conférence par le camarade Guichard : *Le 9e commandement de Dieu et l'amour libre.*

BREST. — Réunion des libertaires, le dimanche 6 septembre, à 9 heures du matin, rue Kléber, 2 *bis.*

LILLE. — Avis : Les personnes qui ont souscrit pour la création d'une feuille anarchiste, *La Mistoufle*, sont invitées à venir retirer le montant de leur souscription du 1er septembre au 1er octobre chez le camarade P. Cassoret, rue d'Arras, n° 82, de 6 heures à 9 heures du soir, sauf les samedi, dimanche et lundi, ce projet ne pouvant être réalisé. Passé ce délai, le montant de la souscription sera réparti entre les trois journaux suivants : Les *Temps Nouveaux*, le *Libertaire*, et le *Réveil Syndical de Lens.*

LYON. — *Groupe d'Emancipation sociale.* — Dimanche 6 septembre, ballade champêtre. L'itinéraire de la ballade sera donné à la réunion du 5 septembre, café Bourchet, 115, cours Lafayette.

Une causerie sera faite par un camarade sur le mouvement syndicaliste.

MARSEILLE. — *Le Milieu Libre de Provence.* — Dimanche 6 septembre, à 4 heures du soir, réunion, salle du Bar-Palace, allées de Meillan, 34, grande causerie publique et contradictoire.

La causerie sera faite par le camarade Arnold Bontemps, de Paris, de passage à Marseille.

TOULOUSE. — Tous les camarades libertaires, lecteurs du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux*, sont priés de se réunir le samedi 5 septembre, chez le camarade Bernard, 18, petite rue Riquet, pour une question très *urgente.*

TOULON. — *Groupe d'études sociales*, 19, rue de l'Arsenal, chez Rossignol, samedi 5 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Cosmao sur « le Milieu Libre de Provence ».

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Comment on se défend de l'albuminurie, par le Dr Monin, 1 broch., 1 fr., à l' « Edition Médicale », 29, rue de Seine.

Mémoires de Diogène, par A. Retté ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Progrès des assurances mutuelles agricoles en France, par de Rocquigny ; Arthur Rousseau, 1, rue Soufflot.

Die Gesellschaft om tage nach der Revolution, von Jean Grave, 1 broch., à *Neues Leben*, Berlin.

POUR L'ÉDITION

Nous faisons graduellement l'expédition aux souscripteurs ; avant la fin de la semaine prochaine ils seront tous servis.

Les adhésions pour le 3e volume : *La Religion*, sont reçues dès à présent.

Ceux qui s'inscriront pour le 3e volume, auront droit aux volumes parus : *Guerre-Militarisme — Patriotisme-Colonisation*, au prix de souscription, 6 fr. 50 chaque ; mais au volume illustré seulement.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau. . . . 1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais 1 85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz. . . 5 »
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière. 1 50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle. . . 1 50
Las aventuras de Nono, par J. Grave 2 75
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 1 vol. chaque. 2 75
Origen del Cristianismo — 2 75
Cuaderno manuscrito, — 2 75
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol. . . 4 »
Guerre-Militarisme, édition illustrée. . . . . 8 »
— — édition de propagande . 2 75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée. . 8 »
— — éd. de propagande 2 75
L'Enfer du soldat, par J. de la Hire. . . . . 2 »

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine, franco. 2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine. . . . 1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine. . . . . . 3 »
La Société future, par J. Grave. 2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave. 2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave. . . 2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave 2 75
Les Ventres, par Pourot. 2 75
Galafieu, par H. Fèvre 2 75
L'Antisémitisme, par B. Lazare 2 75
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus. . . . . . . 2 »
Biribi, par Darien. 2 75
Bas les cœurs, par Darien. 2 75
L'humanisme intégral, par L. Lacour. 2 75
Le Socialisme en danger, par D. Nieuwenhuis 2 75
En marche vers la société nouvelle, par Cornelissen 2 75
La Commune, par L. Michel. 2 75
Sous-Off's, par Descaves. 2 75
La Colonne, par Descaves 2 75
Les Jugements du président Magnaud, par Leyret 2 75

De chez Masson :

Les Colonies animales, par Perrier. . . . . 18 »

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus. . . 3 »
La Commune, par Lissagaray . . . . 3 »
La Fin des bourgeois, par C. Lemonnier. . . 2 75

De chez Dujarric :

Les deux familles, par A. Pourot . . . . . . 3 »

De chez Guillaumin :

Justice, par H. Spencer . . . . 7 »
Interprétation économique de l'histoire, par Thorold Roger. . . . . 7 »
Travail et salaires en Angleterre depuis le treizième siècle, par Thorold Roger . . 7 »

De chez Colin :

Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, par G. d'Avenel 3 75
Le Conflit, par Le Dantec 2 75
Les Porteurs de torches, par L. Lazare. . . 2 75

PETITE CORRESPONDANCE

J. S., à Lille. — Pour les vieux timbres, ce sont les valeurs moins courantes les meilleures. Mais nous recevons tout ; seulement comme les timbres courants ne se vendent que 0 fr. 75 le kilo, il faut envoyer cela comme échantillon sans valeur.

N. L., à Epinal. — C'est drôle, mais pas assez important.

E. G., à Angers. — Vous ne nous avez pas donné votre adresse pour les 10 exemplaires ?

Lorquet, à Hodimont. — Le volume demandé manque en ce moment. Dans quelques semaines.

J. L., à Millencourt. — *L'Agriculture* est épuisée.

P., à Grenoble. — La souscription est de 6 fr. 50 ; c'est pourquoi je ne marque que 1 fr. à la souscription.

N., à Herstal. — J'ai envoyé votre carte.

Reçu pour le journal : E. G. D., à Montereau, 1 fr. — X., 0 fr. 50. — François, 3 fr. — A. M. et V. B., New-York, 5 fr. — C. F., au Mans, 5 fr. — P., à Grenoble, 1 fr. — G. P., à Gand, 1 fr. — M., à Berlin, 1 fr. — Latapie, 1 fr. — Merci à tous.

L. B., au Havre. — G. P., à Gand. — A., à Amiens. — K., à Rennes. — M., à la Tour-du-Pin. — V. C., à Elbeuf. — C., à Lens. — L., à Barre. — L., à Brest. — S., à Aumale. — Dick. — D., à Thill. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 20 DIX CENTIMES DU 12 AU 18 SEPTEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS AMIS

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à la vie du journal, de bien vouloir nous envoyer les adresses de personnes capables de s'intéresser aux idées, et auxquelles on pourrait faire l'envoi de quelques numéros d'essai.

Nous rappelons aux abonnés de vouloir bien, à chaque renouvellement, nous envoyer la dernière bande ou de nous en indiquer le numéro, afin de nous éviter des pertes de temps.

CONCLUSIONS

Sans entrer ici dans l'analyse des divers mouvements révolutionnaires, il suffira de dire que nous comprenons la future révolution sociale — non pas comme une dictature jacobine, non pas comme une transformation des institutions sociales, accomplie par une convention, un parlement ou un dictateur. Jamais révolution ne s'est faite de cette façon, et si le soulèvement ouvrier actuel prenait cette tournure, il serait condamné à périr sans avoir donné un résultat durable.

Nous comprenons, au contraire, la révolution comme un mouvement populaire qui prend une large extension, et pendant lequel, dans chaque ville et dans chaque village de la région envahie par le mouvement insurrectionnel, les masses populaires se mettent elles-mêmes à l'œuvre de reconstruction de la société. Le peuple, — les paysans et les travailleurs des villes — devra *commencer lui-même le travail constructif, édificateur, sur des principes communistes plus ou moins larges, sans attendre des ordres et des dispositions d'en haut.* Il devra, d'abord, s'arranger pour nourrir et loger tout le monde, et puis — produire précisément ce qui sera nécessaire pour nourrir, loger et habiller tout le monde.

Quant au gouvernement, — qu'il soit constitué par la force ou par l'élection : que ce soit « la dictature du prolétariat », comme on le disait dans les années quarante en France, et comme on le dit encore en Allemagne, ou bien, que ce soit un « gouvernement provisoire » élu, ou une « convention », — nous ne mettons en ce gouvernement aucun espoir. Nous disons d'avance qu'il ne pourra rien faire.

Non pas parce que tel est notre goût personnel, mais parce que toute l'histoire est là pour nous dire que jamais les hommes jetés dans un gouvernement par la vague révolutionnaire, n'ont été à la hauteur de leur position. Parce que, dans la tâche de reconstitution d'une société sur de nouveaux principes, des hommes isolés, — si intelligents et si dévoués qu'ils soient, — sont sûrs de faillir. Il faut pour cela l'esprit collectif des masses. Des hommes isolés peuvent trouver quelquefois l'expression légale, la formule, pour une destruction des vieilles formes sociétaires, lorsque cette destruction est déjà en train de s'accomplir. Tout au plus peuvent-ils élargir un peu cette œuvre destructive et l'étendre sur tout un territoire, ce qui se fait dans une partie seulement du pays. Mais, imposer la destruction par une loi, c'est absolument impossible, — comme l'a prouvé, entre autres, l'insurrection de la Vendée.

Quant aux *nouvelles* formes de la vie qui commencera à germer lors d'une révolution sur les ruines des formes précédentes, — aucun gouvernement ne pourra jamais trouver *leur* expression, tant que ces formes ne se détermineront pas elles-mêmes dans l'œuvre de reconstruction des masses, se faisant sur mille points à la fois. Qui avait deviné, qui aurait pu deviner, en effet, avant 1789, le rôle que joueraient les municipalités et la commune de Paris dans les événements révolutionnaires de 1789-1793 ? On ne légifère pas l'avenir. Tout ce que l'on peut, c'est en deviner vaguement les tendances essentielles et lui déblayer le chemin.

⁂

Il est évident qu'en comprenant de cette façon le problème de la révolution sociale, l'Anarchie ne peut se laisser séduire par un programme qui pose pour but « la conquête des pouvoirs dans l'État actuel ».

Nous savons que par la voie pacifique, cette conquête n'est pas possible. La bourgeoisie ne cédera pas son pouvoir sans lutter. Elle ne se laissera pas déposséder sans résister. Mais à mesure que les socialistes deviendront un parti de gouvernement et partageront le pouvoir avec la bourgeoisie, leur socialisme devra nécessairement pâlir : c'est ce qu'il fait déjà très rapidement. Sans cela, la bourgeoisie, qui est beaucoup plus puissante, numériquement et intellectuellement, qu'on ne le dit dans la presse socialiste, — ne leur reconnaîtra pas le droit de partager son pouvoir.

D'autre part, nous savons aussi que si une insurrection réussissait à donner à la France ou à l'Angleterre, ou à l'Allemagne un gouvernement provisoire socialiste, celui-ci sans l'activité constructive, spontanée du peuple, serait absolument impuissant et deviendrait bien vite un empêchement, un frein à la Révolution.

⁂

En étudiant les périodes préparatoires des révolutions, nous arrivons à la conclusion qu'aucune révolution n'est née dans la résistance ou dans l'attaque d'un parlement ou de toute autre assemblée représentative. *Toutes les révolutions ont commencé dans le peuple.* Et jamais aucune révolution n'a fait son apparition, armée de pied en cap, comme Minerve sortant du cerveau de Jupiter. Toutes ont eu, en outre de leur période d'incubation, leur période d'évolution, pendant laquelle les masses populaires, après avoir formulé des exigences très modestes au début se pénétraient peu à peu, et même assez lentement, d'un esprit de plus en plus révolutionnaire : devenaient plus hardies, plus osées, gagnaient *confiance*, et sortant de leur léthargie du désespoir, élargissaient peu à peu leur programme. Leurs « humbles remontrances » du début devenaient peu à peu des exigences vraiment révolutionnaires.

En effet, il prit à la France quatre ans, de 1789 à 1793, rien que pour créer une minorité républicaine.

Quant à la période d'incubation, voici comment nous la comprenons : — D'abord des individus isolés, profondément dégoûtés par ce qu'ils voyaient autour d'eux, se révoltaient isolément. Beaucoup d'entre eux périssaient — « inutilement », à en croire les théoriciens en pantoufles, mais l'indifférence de la société était secouée par ces sentinelles perdues.

Les plus satisfaits et les plus bornés étaient forcés de se demander : « Pour quelle cause ces jeunes, honnêtes, pleins de force, donnent-ils leurs vies? » Il n'était plus possible de rester indifférent ; il fallait se prononcer pour ou contre. La pensée travaillait.

Peu à peu, de petits groupes d'hommes se pénétraient aussi du même esprit de révolte. Ils se révoltaient aussi, tantôt avec espoir d'un succès partiel, — celui de gagner, par exemple, une grève, ou bien pour se débarrasser de quelque fonctionnaire détesté, ou bien enfin pour obtenir du pain pour leurs enfants, — mais aussi très souvent sans aucun espoir de succès : révoltés simplement, parce qu'il était devenu impossible de patienter plus longtemps. Non pas une, deux ou dix révoltes semblables, mais des centaines d'insurrections précédaient la révolution, et *elles doivent* précéder toute révolution. Sans ces insurrections, jamais révolution ne s'est produite. Sans ces menaces, jamais aucune concession sérieuse n'a été faite au peuple par les classes dirigeantes. Sans ces émeutes, jamais la pensée sociale n'a pu se débarrasser de ses préjugés invétérés, ni s'enhardir assez pour *espérer*.

On cite quelquefois l'abolition *pacifique* du servage en Russie ; mais on oublie, ou l'on ignore que toute une longue série d'insurrections paysannes ont précédé et amené cette émancipation. Elles commencèrent dès les années cinquante, — peut-être comme un écho de 1848, — et chaque année elles se répandaient davantage en Russie, tout en devenant de plus en plus sérieuses et prenant un caractère d'âpreté jusqu'alors inconnue. Cela dura jusqu'en 1857, lorsque Alexandre II lança enfin sa lettre à la noblesse des provinces lithuaniennes, qui contenait une promesse de libération des serfs. La parole de Herzen : Mieux vaut donner « la

liberté d'en haut, que d'attendre qu'elle vienne d'en bas », — parole répétée par Alexandre II devant les esclavagistes de Moscou, n'était donc pas une creuse menace ; elle répondait à la réalité.

Il en fut de même, d'autant plus, aux approches de chaque *révolution*. Et l'on peut dire aussi, comme règle générale, que le caractère de chaque révolution se détermine par le caractère et le but des *insurrections* qui la précèdent.

Conséquemment, attendre que la révolution *sociale* vienne comme un cadeau de Noël, sans qu'elle soit précédée de toute une longue série d'actes de révolte de la conscience individuelle, et de centaines d'insurrections qui détermineront l'esprit de la révolution à venir, — chérir cet espoir, c'est tout au moins absurde, enfantin. Mais chercher à persuader les travailleurs qu'ils vont obtenir tous les bienfaits d'une révolution sociale en se limitant à l'agitation électorale, et déverser tout son fiel sur les actes de révolte individuelle et sur tous les faits d'insurrection partielle, — alors même qu'ils se produisent chez des nations historiquement plus révolutionnaires que ne le sont les Allemands,— c'est être soi-même un obstacle à l'esprit révolutionnaire, et à tout progrès, — obstacle tout aussi funeste que l'a été de tout temps l'Eglise chrétienne.

* * *

Sans entrer dans de plus longs développements des principes de l'Anarchie et du programme d'action anarchiste, — ce qui vient d'être dit suffira probablement pour indiquer la place occupée par l'Anarchie au milieu des connaissances actuelles de l'humanité.

L'Anarchie représente une tentative d'appliquer les généralisations, obtenir par la méthode inductive déductive des sciences naturelles, à l'appréciation des institutions humaines, ainsi que de deviner, sur la base de ces appréciations, la marche de l'humanité vers la liberté, l'égalité et la fraternité, afin d'obtenir la plus grande somme possible de bonheur pour chacune des unités dans les sociétés humaines.

L'Anarchie est le résultat inévitable du mouvement intellectuel dans les sciences naturelles qui commença vers la fin du dix-huitième siècle, fut ralenti par la réaction triomphante en Europe après la chute de la Révolution française, et recommença à nouveau, dans la complète éclosion de ses forces, depuis la fin des années cinquante. Les racines de l'Anarchie sont dans la philosophie naturaliste du dix-huitième siècle. Mais elle ne put recevoir ses fondements complets qu'après la renaissance des sciences, qui se produisit, il y a environ quarante ans, et qui donna une vie nouvelle à l'étude des institutions et des sociétés humaines sur une base naturaliste.

Les soi-disant « lois scientifiques », dont les métaphysiciens germaniques des années 1820 et 1830 se contentaient, ne trouvent point de place dans la conception anarchiste. Celle-ci ne reconnaît pas d'autre méthode de recherche que la méthode scientifique. Et elle applique cette méthode à toutes les sciences généralement connues sous le nom de sciences humanitaires.

Mettant à profit cette méthode, ainsi que toutes les recherches dernièrement faites sous l'impulsion de cette méthode, l'Anarchie s'efforce de reconstruire l'ensemble des sciences concernant l'homme, et de reviser les notions courantes sur le droit, la justice, etc., en s'appuyant sur les principes qui ont déjà servi pour la revision des sciences naturelles. Le but de l'Anarchie, c'est une conception scientifique de l'univers, comprenant toute la Nature, y inclus l'homme.

Cette conception détermine la position prise par l'Anarchie dans la vie pratique. Dans la lutte entre l'individu et l'Etat, l'Anarchie, continuant l'œuvre de ses prédécesseurs du dix-huitième siècle, s'est rangée pour l'individu contre l'Etat; pour la société, contre l'autorité qui, en vertu des conditions historiques, la domine. Profitant des documents historiques accumulés par la science moderne, l'Anarchie a démontré que l'autorité de l'Etat, dont l'oppression grandit de nos jours de plus en plus, n'est en réalité qu'une superstructure — nuisible et inutile, qui pour nous, Européens, ne date que des quinzième et seizième siècles : superstructure faite dans l'intérêt du capitalisme, et qui fut déjà, dans l'antiquité, la cause de la chute de Rome et de la Grèce, lorsqu'elles perdirent leurs libertés politiques, ainsi que de tous les autres centres de civilisation grandis en Orient et en Egypte.

L'autorité qui s'est constituée dans le cours de l'histoire pour unifier dans un intérêt commun le seigneur, le juge, le soldat et le prêtre, et qui dans tout le courant de l'histoire fut un empêchement aux tentatives de l'homme de se créer une vie tant soit peu garantie et libre, — cette autorité ne peut pas devenir une arme d'affranchissement, pas plus que le césarisme (l'impérialisme) ou l'Eglise ne peuvent devenir les instruments de la révolution sociale.

En économie politique, l'Anarchie est arrivée à la conclusion que le mal actuel n'est pas dans ce que le capitaliste s'approprie la « plus-value » ou le profit net, mais dans le fait même que ce profit net ou plus-value soit possible. Il n'existe, en effet, que parce que des millions d'hommes n'ont littéralement pas de quoi se nourrir, à moins de vendre leurs forces et leurs intelligences à un prix qui rendra le profit net ou la plus-value possibles. C'est pourquoi nous pensons qu'en Economie politique, il convient, avant tout, d'étudier le « chapitre de la consommation », et qu'en Révolution, le premier devoir de celui-ci sera de refaire la consommation, en sorte que le logis, la nourriture et l'habillement soient garantis pour tous. Quant à la « production », celle-ci devra être organisée en sorte que les premiers besoins de toute société soient au plus vite satisfaits. C'est pourquoi l'Anarchie ne peut pas voir dans la prochaine révolution une simple substitution de « chèques du travail » venant remplacer la monnaie d'or, ni une substitution des capitalistes actuels par l'Etat-capitaliste. Elle y voit un premier pas vers le *Communisme libertaire*, sans l'Etat.

L'Anarchie a-t-elle raison dans ses conclusions? — C'est ce que nous montrera, d'une part, la critique scientifique de ses fondements, et, d'autre part, la vie pratique. Mais, il est un point, sur lequel l'Anarchie est, sans aucun doute, absolument dans le vrai. C'est qu'elle considère l'étude des institutions sociétaires comme un chapitre des sciences naturelles; qu'elle a fait pour toujours ses adieux à la métaphysique; et qu'elle a pris pour méthode de raisonnement, la méthode qui a servi à constituer toute la science moderne et la philosophie matérialiste de notre époque. C'est ce qui fait que les erreurs dans lesquelles les anarchistes pourront être tombés dans leurs études, seront d'autant plus facilement reconnues. Mais vérifier ses conclusions, — n'est possible que par la méthode scientifique, irréductible, déductive, avec laquelle se bâtit chaque science et se développe toute conception scientifique de l'univers.

(*Fin.*) P. Kropotkine.

MOUVEMENT SOCIAL

Il n'y a pas des ivrognes que chez les militaires, je le reconnais; mais il faut bien reconnaître aussi que la caserne est un milieu excellent pour donner l'habitude de l'alcoolisme à ceux qui ne l'avaient pas en y entrant, et pour le développer chez ceux qui en avaient déjà le germe. Quand on songe que tous ces ivrognes formés par la caserne sont nourris dans la haine du civil, du « voyou », et sont lâchés parmi ces voyous avec de bonnes armes bien affilées, on frémit. Et l'on a raison de frémir, puisque l'autre jour, à Paris, boulevard de Latour-Maubourg, en plein jour, un de ces héros, pris tout à coup de délire alcoolique, s'est jeté, baïonnette au clair, sur les passants épouvantés et a éventré un malheureux ouvrier, un de ces voyous qu'il n'aimait pas. On a arrêté l'ivrogne, parce qu'on est en temps de paix ; mais en temps de guerre, on l'eût décoré et félicité. En temps de guerre, la fureur alcoolique s'appelle héroïsme.

* * *

On signale deux ou trois grosses affaires de concussion, dans lesquelles un grand nombre de sous-offs et beaucoup d'officiers seraient compromis, avec des fournisseurs civils. On en signale un peu partout, ici et là. Ces choses arrivent si fréquemment dans l'armée, que je ne sais plus, moi: impossible d'en tenir la liste.

* * *

« Au 75e de ligne, le soldat Bicharel, de la 5e compagnie, se présentait à la visite et n'était pas reconnu malade, plusieurs jours durant. Devant son insistance, le médecin de service prescrivit une dose d'ipéca comme punition, ce médicament n'ayant aucune action sur le genre de maladie dont Bicharel se plaignait.

« Sans entrer dans plus de détails circonstanciés, on affirme que, perdant toute mesure, le médecin se serait livré à des voies de fait sur Bicharel en présence de plusieurs malades et, en particulier, des infirmiers qu'on nous désigne sous les initiales B. C. et W.

« Le fait est vraiment grave s'il n'est pas controuvé. Mais ce qui l'est plus encore, c'est la conduite tenue dans la circonstance par le colonel Terris.

« On affirme que, pour étouffer l'affaire, il a eu une conversation d'une heure, le 12, avec Bicharel et l'a décidé à retirer sa plainte contre le médecin en lui promettant un congé renouvelable s'il voulait entrer à l'hôpital.

« Enfin, notre impartialité nous oblige à ajouter qu'on donne comme certain que le colonel Terris aurait fait rayer du folio de punitions une peine de 15 jours de prison subie par Bicharel, pour lui éviter le rabiot qui l'attendait. »

(*Lyon Républicain*, 15 août.)

* * *

A la sortie de l'hôpital, le caporal Nicolas, caserne Souham, à Lille, dut prendre part aux marches d'entraînement avant les manœuvres. Encore trop faible et souffrant beaucoup des pieds, il ne put supporter ces marches et se présenta à la visite. Le médecin, pour toute réponse, écrivit sur le registre : « Consultation sans punition », c'est-à-dire : défense de se représenter, ou gare !

Pris entre les deux alternatives de souffrir ou d'être puni, et le cerveau peut-être affaibli par la maladie, le caporal Nicolas s'est tué en se tirant au cœur une balle de cartouche à tir réduit. Il a eu tort, sans doute; mais le médecin à sabre, le galonné, meilleur tueur que guérisseur, qui l'a poussé là?

A la caserne, on a une délicieuse façon de soigner les gens.

* * *

Humblot, homme pieux, voué à la chasteté, intermédiaire entre l'homme et le Dieu, chargé d'enseigner la plus pure morale aux humains, Humblot, curé-doyen de Gérardmer, est condamné à douze ans de travaux forcés, pour attentats à la pudeur sur 28 petites filles de moins de 13 ans...

Je ne veux pas faire l'éloge des travaux forcés, mais enfin, pour tant faire, il eût été juste d'en donner leur part aux parents imbéciles qui livraient leurs enfants à un homme dont une existence contre nature risquait de faire un déséquilibré. Sérieusement, est-ce que, dans tous les cas de ce genre, les enfants ne sont pas au moins autant les victimes de leurs parents, que du prêtre auquel ceux-ci les ont livrés? Sans parler du cerveau prématurément obscurci et déformé, ce qui est encore plus grave que le corps violé.

R. C.

*
* *

TOURCOING. — Dimanche 6 septembre, les camarades de Mouscron avaient organisé une causerie publique et contradictoire à l'estaminet : *Aux Temps Nouveaux*. Le sujet à traiter était : « Pourquoi nous ne voulons pas voter. » Les socialistes étaient invités.

Bien avant que l'on eût commencé, le commissaire et quelques agents étaient présents. Néanmoins la causerie se fit sans encombre. Mais aussitôt terminée, MM. les roussins, croyant impressionner les assistants, demandèrent au camarade causeur ses nom et adresse. Voyant leur effet manqué, le commissaire intima au cabaretier l'ordre de faire sortir tout le monde et de fermer son établissement. Aussitôt les camarades entonnèrent l'*Internationale*. Cela eut le don d'exaspérer les policiers, car deux d'entre eux sortirent, mais rentrèrent aussitôt avec sept ou huit autres qui étaient postés près de là. Ils répétèrent l'ordre de sortir.

Comme nous n'allions pas assez vite à leur gré (et qu'ils n'osaient pas s'attaquer à l'un de nous), le commissaire, qui voulait sa victime, ordonna à ses agents de s'emparer d'un malheureux qui était là et qui était un peu pris de boisson. Aussitôt ceux-ci se ruèrent sur cet homme et le bousculèrent, espérant qu'il se rebellerait, mais celui-ci ne fit aucune résistance et ils l'emmenèrent, poursuivis par les huées des camarades.

Cela prouve bien que les policiers ne perdent jamais l'occasion de prouver leur haine aux camarades.

*
* *

FOUGÈRES. — Un soldat du 10e escadron du train des équipages s'est pendu en prison. On en ignore la cause. La presse locale n'en a pas soufflé mot.

*
* *

PÉZENAS. — Cette ville est douée d'un maire et d'un percepteur qui ne sont pas ordinaires. Le citoyen Aragon ayant exposé une vitrine dans laquelle était exposée une affiche dûment timbrée, ces messieurs lui ont, de leur propre chef, collé une amende de 75 fr., sous le prétexte que le timbre dont l'affiche est revêtue n'est pas oblitéré à l'encre grasse!

Ce camarade n'entend pas se laisser molester indûment. Peut-on nous dire jusqu'à quel point cette contravention est valable?

Mouvement ouvrier. — A peine le Congrès des travailleurs agricoles, qui s'est tenu à Béziers, et dont nous avons longuement parlé, était-il terminé, qu'un autre congrès non moins important se tenait à Nevers.

Cette fois c'est une autre catégorie d'ouvriers des champs, car les bûcherons peuvent être considérés comme tels. En tout cas, ils en sont plus proches que de leurs camarades de l'industrie; car tout bûcheron est généralement doublé d'un ouvrier agricole.

Ce second Congrès des bûcherons est certainement très important, si l'on songe que 55 organisations étaient représentées, appartenant aux départements du Cher, de la Nièvre, de l'Yonne, de l'Indre, du Jura, de l'Allier, etc.

Ces braves travailleurs, jeunes encore dans le mouvement, me semblent, par exemple, avoir encore une bien grande confiance dans les pouvoirs publics et dans l'efficacité des lois dites ouvrières, qu'ils demandent qu'on leur applique, comme à leurs camarades de l'industrie. C'est peut-être pour eux une étape à franchir; souhaitons seulement qu'elle ne soit pas trop douloureuse.

Toutefois, il faut croire qu'ils ne se font pas de trop grandes illusions, puisque, parmi les vœux adoptés par le Congrès, nous trouvons celui-ci :

« Le Congrès décide que, vu les promesses mensongères des pouvoirs publics, il fera une active propagande en faveur de la grève générale. »

Le prochain Congrès aura lieu à Auxerre, en 1904; d'ici là les bûcherons poursuivront hardiment leur organisation.

Après les salariés de l'industrie, ceux de la terre s'agitent, c'est bon signe. La Révolution est bien en marche.

*
* *

Un camarade de Roanne m'adresse une lettre, quelque peu agressive, au sujet du compte rendu du Congrès des tisseurs que j'ai donné ici l'autre semaine. J'avoue n'avoir pas assisté moi-même à ce Congrès et m'être servi, pour mon article, de notes qui m'ont été fournies par deux camarades qui avaient assisté à ces assises de leur corporation.

D'autre part, je viens de relire le compte rendu *officiel* paru dans le *Réveil des Tisseurs*, ainsi que celui de la *Voix du Peuple*, comptes rendus non démentis, et mon impression reste la même que lorsque je fis mon article il y a quinze jours.

Mon correspondant a beau écrire que « les libertaires avec leur bon dieu « *Grève Générale*, y ont reçu une raclée », il n'en reste pas moins que l'ordre du jour sur cette question, adopté par le Congrès, est assez conforme à mes vues pour que je m'en contente; il me suffira de renvoyer mon correspondant à la proposition adoptée par moi citée.

Il y a un autre point sur lequel je n'avais pas cru devoir insister, mais à propos duquel les observations acerbes de mon correspondant me forcent à revenir, car il est d'un intérêt général.

Il est de plus en plus, dans les mœurs des congrès ouvriers, de ne plus prendre de décisions fermes, mais plutôt de donner des indications en se comptant et l'on a conservé l'habitude d'y voter. J'avoue, pour ma part, que cela ne m'effraie pas outre mesure, car je sais par expérience que les votes émis par les Congrès n'ont de sanction que s'ils sont conformes aux intérêts des travailleurs qui les ont émis. Que l'on se compte donc sur une question dans un congrès, cela ne m'effraie pas; mais ce que j'ai dit et ce contre quoi je m'élève, c'est qu'un seul individu puisse avoir plusieurs voix, comme cela s'est présenté au Congrès des tisseurs, où un seul délégué pouvait disposer de 48 voix.

Le vote est arbitraire par lui-même si l'on oblige une minorité à s'y conformer, mais qu'un seul individu en représente 48 à la fois, cela me semble d'un illogisme déconcertant. Mon correspondant explique cela en disant qu'il ne veut pas voir les « petits syndicats de quelques membres » faire la « loi aux grands », mais il admet, ô illogisme! que les gros syndicats fassent, eux, la loi aux petits. C'est le « silence aux pauvres » dans toute sa splendeur; ce qu'il ne voudrait certainement pas voir appliquer dans l'ordre politique, mon correspondant le trouve logique dans un congrès ouvrier. Quelle contradiction!

J'estime au contraire pour ma part que la valeur d'un groupement ne doit pas se mesurer à sa caisse ni au nombre de ses adhérents, mais à la besogne qu'il accomplit réellement. Je sais des corporations où les résultats obtenus avec un syndicat faible ont été plus appréciables pour la corporation que là où il y a de forts effectifs composés exclusivement de moutons suiveurs. Que mon correspondant regarde autour de lui, et je suis certain qu'il sera bien vite de mon avis.

Le suffrage universel est bête, inique, mais ce n'est véritablement pas une raison pour vouloir lui substituer une autre forme de suffrage encore plus incohérent, basé sur une prétendue supériorité du nombre et de l'argent. Pour les autres questions posées dans la missive de mon correspondant, je me permets de le renvoyer à ma brochure « *Les deux méthodes* », où adversaires et amis ont convenu que j'avais posé la question sur son véritable terrain, qui est celle de l'étatisme et de l'antiétatisme, et qui n'a rien, quoi qu'il en pense, de « politique ».

*
* *

M. Masson, rédacteur à l'*Association ouvrière* et grand « visiteur » de Bourses du travail, se fâche. Pour répondre aux quelques lignes que je lui ai gracieusement consacrées, il y a quinze jours, il ne se contente pas d'une belle colonne, il lui faut encore être grossier : journaliste, jésuite, nationaliste, telles sont les plus douces aménités que me décoche ce digne coopérateur.

J'ignore les états de service de ce Monsieur qui se trouve si subitement plein de sollicitude pour les Bourses du Travail, et qui s'érige en défenseur de ces institutions ouvrières contre ceux qui, comme moi, ont quelque peu contribué, en compagnie de notre regretté ami Pelloutier, à fonder cette fédération, qui a tant soit peu servi à leur développement. Depuis près de dix ans que je suis membre de la Fédération des Bourses, pour la première fois M. Masson s'est révélé à moi par un article plus bête que méchant, et où il émettait la prétention de donner une leçon à ceux-là mêmes qui ont contribué, pour leur bonne part, à développer en France les Bourses du Travail, sans jamais en retirer profit.

Mais où M. Masson laisse voir le bout de l'oreille, c'est lorsqu'il regrette que les Bourses du travail ne s'adjoignent pas de ces bonnes coopératives à gogos, où les « affaires » sont si faciles et les combinaisons louches si fréquentes. Je n'ai pas besoin de lui rappeler quelques-unes de ces bonnes petites combinaisons qui frisent l'escroquerie et dont certaines de nos grandes coopératives parisiennes, par leur déconfiture, nous ont apporté les échos. Mieux que moi, mon contradicteur peu poli les connaît, car il est de la partie.

Je ferai toujours une « opposition systématique » en effet, à ce que les Bourses du travail deviennent de ces grandes maisons de commerce, et c'est ce que ne peut admettre M. Masson, et j'ajoute que ce n'est pas tout le boniment électoral dont il émaille sa prose, tels que « la justice, la vérité, le travail, la paix, la politique socialiste, le bonheur commun » et autres blagues à piper les gogos, qui me feront changer d'avis.

P. DELESALLE.

Allemagne.

Berlin, le 16 août 1903.

Le camarade Grunwald, directeur du journal *Neues Leben*, n'est pas encore jugé, car MM. les juges sont en vacances, et l'on ne sait même pas quand aura lieu le procès.

A Leipzig, Tolstoï est condamné pour insultes à l'empereur dans son livre *L'homme ne doit pas tuer*.

L'idée de la grève générale rentre dans les esprits. Vendredi dernier, le parti socialiste électoral du 1er arrondissement de Berlin donnait une réunion publique et contradictoire avec le thème : « Comment doit-on diriger le prolétaire pour arriver à faire tomber la société d'aujourd'hui? »

Le docteur Friedeberg, social-démocrate partisan et propagateur de la grève générale, explique très clairement, que l'on ne pourra pas arriver à faire mourir notre société pourrie d'aujourd'hui, seulement par le Parlement, et non plus par les sociétés de production et de consommation, et qu'il faut aussi propager la grève générale; car il ne faut pas croire que si le parti social-démocrate avait la majorité au Parlement, l'empereur se laisserait faire et qu'il ne chercherait pas encore une fois par le militarisme à rester à sa place. Qu'on ne croie pas non plus que MM. les capitalistes se laisseraient exproprier comme de bons enfants. Donc, au milieu de sa conférence, il part comme un éclair et somme le parti social-démocrate de prendre une attitude et une décision sur la grève générale. Il se déclare, lui, partisan du parlementarisme, mais aussi ferme pour la grève générale.

D'un autre côté, plusieurs camarades anarchistes, ne reconnaissant aucune autorité, font comprendre que si le parti social-démocrate se décidait pour la grève générale que les anarchistes ont mise sur le tapis, ils marcheraient la main dans la main.

L'on voit aussi le directeur du journal *Worwaerts*, qui ne se déclare pas contre la grève générale, mais non plus pour; il tourne autour, et sa plus belle parole est quand il nous dit que ce n'est pas le moment de se mêler de cette question.

Le docteur Friedeberg reprend la parole et donne un bon coup de balai en déclarant qu'il est plus utile de s'occuper de cette question que de celle de savoir si le parti socialiste doit prendre la vice-présidence. De plus il reproche aux grosses têtes du parti de ne pas s'occuper assez de questions instructives. De même il déclare que ce sont les plus grandes organisations qui s'occupent le moins de faire que les ouvriers soient plus heureux pour le moment, et qu'elles laissent leurs ouvriers dans la plus grande ignorance. Ils ne peuvent pas se ranger, dit-il, sur la question qu'ils n'ont pas d'argent; cela serait mentir.

La réunion était, ce qui est drôle, très calme; pas une mauvaise parole contre nos camarades et l'ordre du jour est reculé à quinze jours, car la discussion n'est pas finie.

L'on engage le parti socialiste-démocrate, dans son prochain congrès, à prendre une décision sur la grève générale.

E. M.

Portugal.

PORTO. — Les typographes du journal *A Voz publica* se sont mis en grève; ils réclament le renvoi de leur nouveau directeur. Le journal ne paraît pas.

La grève des tisseurs a avorté par le manque d'énergie des grévistes.

Notre vaillant confrère anarchiste *Despertar* (*Le Réveil*) nous apprend que la famine sévit dans la

colonie portugaise du Cap-Vert. Les cadavres sont en telle quantité, en certains endroits, qu'on ne les enterre plus, on allume de grands feux et on les jette dedans ; mais, comme le fait remarquer notre camarade, les vivres ne manquent qu'à ceux qui ont tout produit, aux travailleurs, et il n'y a pas un seul exemple de bourgeois tombant d'inanition. Et il en sera toujours ainsi tant que les exploités se laisseront lâchement voler le produit de leur labeur par une minorité de parasites.

A Villa Réal de Saõ Antonio, les tisseurs se sont déclarés en grève, à la suite du renvoi de plusieurs ouvriers qui avaient refusé d'aider dans le travail un jaune, expulsé du syndicat pour avoir essayé de jeter la suspicion sur les membres du bureau; naturellement le patron le prit sous sa protection, d'où le conflit.

La monarchie portugaise n'est pas plus généreuse que notre république envers les fils de prolétaires qu'elle envoie dans les colonies conquérir de la gloire pour eux, et des concessions de forêts ou mines pour les capitalistes, car, nous apprend le journal des ouvriers des manufactures de tabac *A Voz do operario* (la Voix de l'ouvrier), à Mozambique, les héros meurent de fièvre et dysenterie dans des paillotes infectes, les médicaments manquent et ils sont *obligés*, pour manger, de voler le bétail et les provisions des indigènes, leur donnant ainsi une haute idée de la civilisation.

A côté des journaux de l'idée, il nous faut mentionner *A Obra* (l'Œuvre), organe du syndicat des charpentiers de Lisbonne, qui consacre une grande partie de ses colonnes à des articles purement anarchistes, ce qui prouve que nos camarades portugais ne s'endorment pas. Outre des écrits de Kropotkine, ceux d'Emile Costa sur « les mensonges religieux » au point de vue de notre idéal sont remarquables, car, dit-il, ce n'est pas en se gaussant des mômeries religieuses, que l'on détruira les religions, la plupart des fidèles ne font que semblant de croire ; mais en formant des *caractères*, des hommes sachant ce qu'ils sont vraiment et ayant un idéal de justice.

A Obra ouvre une souscription pour notre camarade J. Chiti en prison et qui va être expulsé du Portugal, ainsi que pour Abel Manços, ouvrier boulanger, qui eut un *beau geste* envers son patron. La férocité des jugeurs portugais égale celle des autres pays. Voilà plusieurs fois que ce camarade comparait devant eux et chaque fois la partie est remise à une autre session. Désespérant d'être jamais fixé sur son sort, Manços a tenté de se suicider dans sa prison.

Angleterre.

Extraits du *The Cambrian News*, journal gallois, numéro du 21 juillet 1903 :

« Le froment en France est plus cher qu'en Angleterre de 9 shillings par quart de tonne. Cette différence vient de ce qu'en France le froment est imposé. L'impôt se monte à environ douze shillings par quart de tonne ! La population de la France est stationnaire, et les hommes d'Etat de ce pays en cherchent la raison ! »

.˙.

« Un journaliste de Londres dit que « le devoir « élémentaire de tout citoyen est de se tenir propre, « et qu'il ne faut montrer aucune pitié à la saleté « incorrigible et persistante. » C'est une chose commune aux écrivains et aux orateurs de raisonner comme si la propreté physique n'était pas une chose coûteuse. Les pauvres qui n'ont point de vêtement de rechange ne peuvent se tenir propres. Ce fait, nous aurions dû le penser, était trop évident pour être douteux. Demander aux pauvres qui sont entassés en des réduits étroits et obscurs, et qui n'ont pas de vêtements de rechange, d'être propres, c'est demander l'impossible. Le premier pas à faire dans la régénération physique du peuple, c'est de lui rendre la propreté possible. »

.˙.

« Le terrible accident de chemin de fer à Waterloo, près Liverpool, fut prévu par bien des gens. Le 8 mai 1901, plus de deux ans avant la catastrophe, M. Daniel Higson écrivit au directeur de la Compagnie du Lancashire et du Yorkshire. Il disait : « L'opinion générale semble être qu'un « sérieux accident se produise tôt ou tard à l'en- « droit que j'ai désigné. Naturellement, sur ce point, « vos employés sont mieux qualifiés pour en juger. » La lettre n'eut pas de suite et l'accident est arrivé, mais qu'est-ce que cela fait à la Compagnie ! Les morts sont enterrés hors de la vue, et les estropiés sont impuissants. Les directeurs devraient être poursuivis pour assassinat ou homicide. »

.˙.

« A un tribunal de Londres, cette semaine, sept pauvres étaient poursuivis pour refus de faire leur tâche, laquelle consistait à décortiquer 3 livres de noix de coco. Leur défense fut que cette tâche était impossible. Le magistrat dit qu'il avait fait expérimenter la chose pour voir si quelqu'un pouvait décortiquer 3 livres de noix, et qu'il avait trouvé que pour une personne ordinaire c'était une tâche tout à fait impossible et qu'un homme ne pouvait donner une moyenne de plus d'une livre. La tâche avait été ratifiée par le conseil du gouvernement local, et il pensait qu'une très grande responsabilité pesait sur ses membres pour l'avoir assignée. Il dit qu'une règle comme celle établie par le conseil du gouvernement local était très malhonnête pour les magistrats, qu'elle avait trompés; et elle prouvait seulement combien il était mauvais pour un juge d'avoir confiance à qui que ce soit. Une des personnes qui firent l'épreuve ne décortiqua qu'une once 1/4 dans une heure ; une autre n'en fit qu'une demi-once, et il savait que cette personne travaillait autant qu'elle pouvait. Dans ces conditions, les pauvres furent acquittés. Cet exemple fait bien comprendre la sorte de colère passsionnée que bien des pauvres ressentent contre les fonctionnaires. N'y a-t-il pas un membre du Parlement désireux d'examiner cette question à fond et de soumettre au peuple l'incapacité du gouvernement local ? »

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du III*e, 26, rue Chapon. — Quelques souscripteurs de Paris à la brochure *Ce que nous voulons*, n'ayant pas versé les frais d'envoi ou donné leur adresse, la brochure est à leur disposition, au groupe, tous les dimanches matin, de 9 heures à midi.

.˙.

Tournée Louise Michel-Girault. — Un grand nombre de camarades ont adressé des demandes de conférences à Girault. Il regrette, avec Louise Michel, de ne pouvoir répondre à toutes. Ce sera pour un prochain itinéraire. Les camarades de Paris qui demandent à s'entretenir avec Louise lors de son prochain passage, pourront la voir le mardi 22 septembre à la fête familiale qui aura lieu salle de l'Harmonie, rue d'Angoulême.

.˙.

*Causeries populaires des X*e *et XI*e. — Par suite de changement de local, les causeries sont interrompues. Elles reprendront au commencement d'octobre.

.˙.

L'Aube sociale, 35, rue Gauthey (XVIIe) :

Vendredi 11. — G. Amyot, du théâtre Antoine: *La Rue* (avec auditions).

Lundi 14. — De 8 h. 1/2 à 10 heures : Cours de mandoline.

Mardi 15. — Réunion du Conseil d'administration.

Vendredi 18. — Dr Chudzinski : Quelques conceptions médicales erronées répandues dans le public.

.˙.

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 14 septembre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur l'*Organisation du bonheur* (V).

.˙.

Coopérative Communiste. — Jeudi 17 septembre, à 9 heures du soir, salle Salzac, 1 *bis*, boulevard Magenta, commandes et distribution des produits. Entrée libre.

.˙.

Sommaire de *Jean-Pierre*, no 22 :

Les Jeudis de Maurice, par L. Durey, ill. Laboureur.

Combats, pour les petits, ill. d'insectes.

Dessins d'abonnés.

Exemple de laconisme.

Totone, par Olivier Chantal (*à suivre*).

Charade.

.˙.

ALGER. — *Groupe de propagande libertaire.* — Le groupe porte à la connaissance des camarades et des groupes qui voudraient correspondre, que son siège est : Maison du Peuple, boulevard Bugeaud.

Il est fait un pressant appel à tous les camarades — qui croient à l'utilité de réunir les efforts individuels — afin de donner à notre propagande le plus d'efficacité possible.

Le groupe se réunit tous les samedis soir.

.˙.

ANGERS. — *L'Education* (U. P.). — Mercredi 26 septembre, conférence par le camarade Guichard : Le 9e commandement de Dieu et l'Amour libre.

Tous les camarades d'Angers et de la banlieue sont invités à adhérer à l'U. P., le besoin s'en faisant sentir.

.˙.

LYON. — *Groupe Germinal.* — Dimanche, 20 septembre, soirée familiale privée, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26.

Une causerie sur Bakounine sera faite par un camarade.

.˙.

MARSEILLE. — *Le Milieu libre de Provence.* — Dimanche 13 septembre, à 6 heures du soir, réunion de tous les camarades au Palace-Bar, 34, allées de Meilhan. Adhésions nouvelles, souscriptions.

Pour recevoir les circulaires, s'adresser à E. Merle, 34, allées de Meilhan.

.˙.

CAPE-TOWN. — Il vient de se former ici un groupe de propagande sociologique. Le groupe demande qu'on lui envoie journaux et brochures à l'adresse de Victor Jaffei, P. O. Box 1366, Cape Town, Sud-Afrique.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Tablettes révolutionnaires d'un jeune Turc, par J. Fehmi ; 1 broch., 1 fr. 50, chez Michalon, 26, rue Monsieur-le-Prince.

A lire :

Le Temple, par Pawlowski ; *Assiette au beurre*, no 126.

PATRIOTISME-COLONISATION

Les camarades qui, pour des raisons personnelles, n'ont pu souscrire et désirent avoir le volume, trouveront les deux éditions dans les bibliothèques des gares.

VIENT DE PARAITRE

Les Deux méthodes du syndicalisme, par P. Delesalle ; brochure, franco 0 fr. 15 ; le cent, 7 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

Senneghini Pio, Modène. — Votre adresse, pour vous expédier *Patriotisme ?*

C. P., à Creil. — Je ne reçois pas encore d'argent pour le 3e volume. J'ai 2 fr. à votre compte.

L. B., à Alais. — Si les *Temps Nouveaux* n'ont pas été mis dans le paquet, c'est un oubli, que je répare.

Clerem-dy. — Ecrivez au chef de gare de Mâcon qu'il vous envoie le colis.

L., chez B., à Neuchâtel. — Les brochures que vous demandez sont épuisées.

A. D., à Montereau. — Je vais m'occuper de chercher si on peut se procurer l'*Histoire de France tintamarresque* de Touchatout. Je vous envoie *Patriotisme*.

M. P., à Grenoble. — Bien reçu le mandat. Il y a une ligne pour vous dans la Petite Correspondance du dernier numéro. — Vous devez avoir à présent les deux volumes. J'ai oublié de n'en faire qu'un colis.

S. de C., à Lisbonne. — Alors, c'est le chemin de fer qui a mis du retard, car le colis vous a été expédié quelques jours après la commande. *Patriotisme* est également parti. Aussi le no 6.

Reçu pour le journal : C., à Lunay, 0 fr. 50; les camarades de Saleux, 3 fr.; J. B., à Lyon, 1 fr.; J. S., 1 fr.; Un camarade, 0 fr. 50; A. D., 1 fr.; C. F., au Mans, 5 fr. — Merci à tous.

F. F., à Voiron. — C. F., à Lyon. — H. P., à Rouen. — E. D., à St-Mandé. — L., au Mans. — Vve B., à Plainpalais. — E. G. D., à Montereau. — J. C., à St-Imier. — C. P., à Creil. — A. L., à Chaux-de-Fonds. — P., à Beauvais. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 21 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 SEPTEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e^)

A NOS LECTEURS

Malgré la meilleure volonté du monde, impossible de donner le supplément cette semaine, et, pour ne pas y revenir, fort probablement pas le reste du mois.

ÉTATISME
ET
ORGANISATION OUVRIERE

Sous le titre : *Les revendications ouvrières et leurs tactiques divergentes*, Henri Dagan, dans un article de l'*Œuvre nouvelle*, sous prétexte d'examiner les causes et de rechercher les raisons qui divisent les travailleurs organisés au sein des syndicats ouvriers, vient de tenter une apologie à peine dissimulée du syndicalisme réformiste et de sa méthode.

L'article de Dagan m'a étonné, car l'auteur nous avait habitués, dans ses travaux antérieurs, à une documentation fertile, et il a précisément omis cette fois de s'entourer de renseignements suffisants pour pouvoir se prononcer en toute connaissance de cause, et son travail, intéressant par plus d'un point, s'en ressent. Ma brochure (1), qui est un essai, plutôt qu'une réfutation complète du syndicalisme étatiste — et dont il a fait d'amples citations — est insuffisante, et les *Cahiers* de M. Maurice, ainsi que ses articles agressifs parus dans la *Petite République*, ne peuvent donner qu'une idée fort incomplète des divergences de doctrines et de tactiques qui se sont fait jour au sein du prolétariat économiquement organisé.

Ceci dit et ces réserves faites, je vais essayer de répondre à quelques-uns des reproches que Dagan adresse aux partisans de l'action directe.

* *

Tout d'abord j'ai été étonné — et cela est certainement dû à son manque de documentation — que Dagan fasse reproche aux seuls anarchistes de ne pas laisser absorber le mouvement syndical par une fraction d'un quelconque « Parti socialiste ». S'il était mieux renseigné, il saurait que parmi les syndicalistes révolutionnaires il y a, à côté des anarchistes, des socialistes de diverses écoles et qu'il y a unanimité entre eux pour s'opposer à ce qu'un parti politique, quel qu'il soit, fasse servir les organisations ouvrières à ses combinaisons louches; et c'est justement là ce que tentent ceux qui s'intitulent, plutôt improprement, syndicalistes réformistes. Car — et cette question omise par Dagan est d'une grande valeur ici — le but, non avoué précisément, est d'essayer de rattacher le mouvement syndical, indépendant de tout parti politique depuis le Congrès de Nantes (1894), au parti dit socialiste dont M. Millerand est le chef incontesté.

(1) *Les deux Méthodes du syndicalisme.*

Toute la campagne menée contre les « syndicalistes antiparlementaires » et leurs amis n'a, en réalité, pas d'autre but, et c'est justement ce dont Dagan non seulement ne semble pas même s'être aperçu, mais ce qu'il n'a pas l'air de soupçonner.

* *

Je ne m'arrêterai pas au reproche, que nous fait Dagan, de ne pas vouloir faire de politique, puisqu'elle « existe, dit-il, et que vous ne pouvez pas ne pas en faire », tout en nous reprochant d'en faire, et ce, malgré nous.

Mais je puis lui répondre que le choléra aussi existe, que non seulement l'on cherche à le guérir lorsqu'on se sent attaqué, mais que l'on emploie contre lui la méthode prophylactique et que c'est cette méthode que nous appliquons aux organisations ouvrières. Et pour nous prouver que nous faisons « quand même » de la politique, — ce fichu mot aurait besoin d'une définition précise — Dagan va jusqu'à assimiler le secrétaire d'un syndicat à une sorte de « député » ouvrier, ce qui tenterait une fois de plus à démontrer qu'il ignore absolument le fonctionnement et les attributions d'un secrétaire de syndicat ouvrier, tel que nous l'entendons; celui-ci étant uniquement chargé de la partie administrative du syndicat : tenue des livres, procès-verbaux, rentrée des cotisations, offres et demandes d'emplois, des membres de son organisation, etc., etc. Si le secrétaire d'un syndicat est appelé parfois à aller discuter avec des employeurs, c'est au même titre que l'un quelconque des membres du syndicat et non parce que secrétaire, et ce n'est pas parce que quelques individus se sont érigés en directeurs — ce sont justement ceux-là que nous combattons — qu'il faut en conclure que cela se passe partout de la même façon.

Ce serait, en tout cas, une grave erreur, et il y a loin entre le secrétaire — même salarié — d'un syndicat qui a charge d'assurer une besogne matérielle, et un député qui s'en va légiférer soi-disant au nom de ses mandants. L'un est l'ouvrier de ses camarades, l'autre est le maître de ses électeurs.

* *

Mais ce ne sont là, en somme, que des détails sans grande importance, et la question est beaucoup plus grave, si on la place sur son véritable terrain. Dagan n'y a que peu répondu et j'ajoute que ses arguments ne m'ont pas convaincu.

Sa tentative de vouloir concilier les deux tactiques, si elle peut séduire au premier abord, n'en est pas moins impossible : elles sont en effet contradictoires, car, il le dit lui-même, « ce n'est au fond que la vieille querelle qui divise les socialistes interventionnistes et les non-interventionnistes, les étatistes et les anti-étatistes ». Ce n'est en effet *que cela*, mais là est justement toute l'importance de la question.

Je n'y reviendrai pas, je crois l'avoir fait assez amplement dans ma brochure, je voudrais seulement renforcer mon argumentation par quelques faits que je n'ai pu citer et qui ont cependant leur importance.

Nous représenter comme les ennemis de toute réforme est présenter les partisans du syndicalisme révolutionnaire sous un jour faux, et je dois le dire, Dagan n'a pas suivi ses nouveaux amis jusque-là. Nous savons, par exemple, qu'il n'y a pas un travailleur qui, à salaire égal, ne préfère travailler 8 heures que 10 et nous prétendons — j'ai cité dans ma brochure les cas typiques à ce sujet des dockers de Cette et de Marseille — qu'ils peuvent l'obtenir par une action directe sur le patronat, et ce au moyen de la méthode essentiellement éducative que nous préconisons, consistant à dire aux travailleurs qu'ils n'obtiendront que ce qu'ils sauront exiger.

A l'encontre des syndicalistes « réformistes », nous ne poursuivons, ni n'attendons la limitation du temps de travail, par exemple, d'une loi, mais bien de la conscience et de la volonté ouvrière, se refusant à travailler au delà d'un certain laps de temps décidé au préalable. Et Dagan a beau dire que c'est une grave erreur, les faits sont là indéniables — tel l'exemple de lois dites ouvrières existant déjà dans la législation et non observées, ou que seule la pression ouvrière force les employeurs à appliquer, et dans ce cas la loi devient inutile — car nous pouvons voir que lorsqu'une loi dite de « protection » intervient, c'est qu'elle est déjà à l'état latent, qu'elle existe en fait, et la loi ne vient que confirmer ce qui est déjà un fait accompli.

Dagan nous dit encore que la réserve de « sans-travail » toujours à la disposition des employeurs nous empêche de pouvoir aboutir. Cela n'est vrai qu'en partie, car, malgré le chômage, il est indéniable que les travailleurs de certaines corporations ont obtenu des améliorations. Je sais aussi que les chômeurs ont parfois empêché la réussite des revendications des travailleurs d'une corporation, mais si l'argument n'est pas sans valeur, il ne s'applique pas aux seuls partisans de l'action directe, et partant il devient nul en *l'espèce*, puisqu'il peut se retourner indifféremment contre ses adversaires.

Bien mieux, le reproche d'oublier qu'il y a une armée de sans-travail, toujours à la disposition des employeurs, peut bien moins s'appliquer aux syndicalistes révolutionnaires qu'à leurs adversaires, car c'est nous, justement, qui nous opposons toujours à ce que le syndicalisme crée de nouvelles « aristocraties de métiers » — possibles dans plus de corporations que Dagan ne semble le supposer — et tente de rétablir un pastiche des anciennes corporations ou un syndicalisme système anglais, idéal des ré-

formistes, qui le prônent à tout propos et ne cessent de nous le donner en exemple.

J'ai cité, dans ma brochure, un fait typique à cet égard en parlant des travaux du Conseil supérieur du travail, et je regrette que Dagan ne nous ait pas dit ce qu'il pense de cette chambre haute et de ses travaux, par exemple de la limitation du nombre des apprentis et des certificats d'apprentissage, « réformes » entachées d'un étroit esprit d'égoïsme. N'est-ce pas pas là du plus pur réactionnarisme corporatif que prônent ses nouveaux amis, et comment arrive-t-il à concilier cela avec sa théorie quelque peu exclusive des sans-travail, barrière infranchissable, lorsque les ouvriers veulent obtenir la moindre amélioration ?

Enfin, c'est là une grave erreur ou une illusion, parce qu'effectivement cela est arrivé dans certaines corporations, de croire que la « Machine » peut, du jour au lendemain, remplacer tous les travailleurs d'une corporation, ou leur nuire au point qu'il leur soit impossible alors de formuler la moindre revendication. La machine, si elle augmente la production, développe aussi la consommation, et c'est un sophisme de croire qu'elle est si exclusivement l'ennemie. Homme de machine, en ayant construit et conduit, j'essaierai d'y répondre quelque jour, car je ne le puis aujourd'hui dans le cadre forcément restreint d'un article.

*
* *

Mais — et là encore j'estime que Dagan n'a pas vu la question sous son véritable jour — ce à quoi nous nous opposons et nous nous opposerons par tous les moyens en notre pouvoir, c'est de faire que les syndicats ouvriers cessent d'être des organismes d'opposition à la société capitaliste et à l'Etat bourgeois. Car le but de M. Millerand et des prétendus « réformistes » est précisément d'arriver à ce que les syndicats, « groupes d'opposition » deviennent au contraire des groupes d'entente « entre le capital et le travail » ; l'exemple de M. Keufer, l'un des leaders du syndicalisme réformiste, tentant à Orléans la fondation d'un syndicat patronal, pour pouvoir discuter avec le syndicat ouvrier, est typique à ce sujet. D'autre part, enserrer le mouvement syndical dans un tel faisceau de lois et décrets de « protection ouvrière » jusqu'à ce qu'il ne reste plus de place à l'initiative individuelle, entièrement remplacée en matière de revendications ouvrières par le syndicat, paralyserait à tel point les travailleurs, qu'il leur deviendrait impossible d'élever la voix pour réclamer leur dû, qu'individuellement ils ne seraient plus rien, le contrat collectif seul conservant une valeur, et cela, justement, nous ne le voulons pas non plus, car nous estimons que l'initiative individuelle est encore l'un des plus puissants facteurs du progrès. Le projet de loi sur l'arbitrage *obligatoire* en cas de grève était un premier pas dans cette voie et, par une législation adéquate, — création de conseils du travail, élection de délégués appelés à trancher les différends dans chaque atelier, comme, pour le plus grand profit de Schneider, cela a été institué au Creusot, — rendait les grèves à peu près impossibles. Cela, j'en suis certain, aurait pu profiter aux employeurs, mais je doute fort que les travailleurs s'en soient trouvés bien, et en aient retiré une amélioration quelconque. D'autre part, la tentative d'enserrer les organisations économiques dans un tissu de combinaisons mixtes d'entente entre le « capital et le travail » était habile et n'était pas, en effet, pour déplaire aux ambitieux et aux arrivistes du syndicalisme. Les conseils du travail, le conseil supérieur du travail, etc., etc., fournissent à ceux-ci force places et prébendes. Rien d'étonnant à ce qu'ils s'en montrent les partisans acharnés. De plus, l'on n'ignorait pas en haut lieu, qu'en faisant entrer quelques travailleurs pour représenter l'élément ouvrier dans ces grandes commissions parlementaires ou extra-parlementaires, ils abdiquaient de ce fait leur caractère exclusif d'exploités — puisqu'il ne peut s'agir en définitive, dans ces commissions, que de tenter de concilier des intérêts diamétralement opposés — et qu'on leur faisait abandonner ainsi le terrain d'opposition irréductible. La tentative était habile en ce sens qu'elle devait absorber nécessairement une partie des plus intelligents des militants ouvriers et se les concilier. De plus, admettre de faire partie d'une commission gouvernementale quelle qu'elle soit, c'est, en définitive, renforcer le pouvoir et l'Etat capitaliste, et Dagan admettra bien que ce n'est pas travailler à le démolir, que d'accepter d'en faire partie.

Nous nous refusons donc énergiquement — et c'est là l'un des principaux griefs que nous font les réformistes — à considérer les lois de « paix sociale » de M. Millerand comme des « réformes ouvrières », car elles sont, en réalité, plutôt destinées à renforcer et à donner une nouvelle vigueur au régime capitaliste et en assurer la prolongation, et je suis étonné que la perspicacité de Dagan n'ait pas vu cela.

Les salariés et tous les syndicalistes révolutionnaires n'ont pas à aider, de quelque manière que ce soit, à prolonger la domination de la classe capitaliste, puisque tous visent à la suppression du salariat (1) et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

*
* *

Certes, il y aurait encore beaucoup à dire et je me rends bien compte que cette importante question est loin d'être épuisée. J'aurai, je l'espère, l'occasion d'y revenir, car je crois qu'elle en vaut la peine.

P. Delesalle.

DES FAITS

Epinal. — *Un monstre.* — Après avoir annoncé la condamnation du curé Humblot, de Gérardmer, le camarade R. C. dit, entre autres choses : « Sérieusement, est-ce que, dans tous les cas de ce genre, les enfants ne sont pas, au moins, autant les victimes de leurs parents que des prêtres? »

Eh bien, voici un fait dont, malgré son invraisemblance, je garantis l'authenticité. Une femme, une mère, à qui sa gamine avait raconté ce que lui faisait subir le curé en question, lui a défendu d'en parler à son père, car il pourrait se fâcher et... elle ne pourrait plus aller au catéchisme (2) ni faire sa première communion!!! Est-ce complet?

V. Loquier.

MOUVEMENT SOCIAL

Un jeune soldat nommé Keller (39e de ligne, à Rouen) était soigné à l'infirmerie pour un eczéma au pied, lorsqu'un soir, vers 9 heures, il fut pris de vives souffrances ; il envoya chercher le caporal d'infirmerie, qu'on ne trouva pas ; il se mit lui-même à sa recherche sans succès et se recoucha. Dans la nuit, on l'entendit râler. Les médecins, appelés, le firent transporter à l'Hôtel-Dieu, où il mourut peu après.

Le père accourut : il vit de l'écume à la bouche et au nez du cadavre de son fils, tous les symptômes d'un empoisonnement. Au médecin-major Pascaud, qui lui dit ne rien comprendre à cette mort subite et l'attribue à une rupture d'anévrisme, il mit sous les yeux une lettre de son fils racontant que le major lui donnait tous les soirs deux pilules d'opium pour le faire dormir, mais qu'il n'en prenait qu'une et gardait l'autre pour rapporter à la maison. Le major se fâche, jure que c'est faux, qu'il n'a jamais donné d'opium. D'ailleurs on va faire l'autopsie. Le père, qui veut que l'autopsie soit faite par des médecins civils, défend au major Pascaud, au médecin en chef de l'hôpital militaire et au colonel de toucher au cadavre, et il court à Paris pour se faire rendre le corps de son fils. La préfecture de police le renvoie au parquet, le parquet le renvoie au procureur de Rouen. Celui-ci lui déclare ne pouvoir rien faire, lui conseille seulement d'exiger l'assistance d'un médecin civil à l'autopsie. Le colonel donne son autorisation, mais il faut aussi celle du général ; il envoie promener le malheureux père : ça ne le regarde pas, il ne s'y oppose point, mais c'est l'affaire des majors. Et le lendemain, le major Beaudoin, médecin en chef de l'hôpital militaire, se refuse à laisser un médecin civil assister à l'autopsie, et dit que c'est l'ordre du général.

L'autopsie a donc lieu militairement, en présence de sept majors, qui déclarent à M. Keller que son fils est mort d'une embolie, et qu'aucun symptôme d'empoisonnement n'a été constaté. M. Keller ne se décourage pas, il exige la communication du procès-verbal d'autopsie qu'on lui cite, mais qu'on ne lui montre pas, multiplie pendant cinq mois les démarches, jusqu'au gouverneur de Paris, jusqu'au ministre. Reçu par le major inspecteur du ministère, celui-ci reconnaît que son fils est bien mort empoisonné (par de la morphine), et lui apprend qu'on a trouvé 8 pilules d'opium dans une poche de derrière de sa capote. Et il raconte cette histoire au père : huit jours avant la mort du jeune Keller, l'armoire aux poisons de l'infirmerie était tombée par accident, la porte s'en était ouverte et les médicaments s'étaient répandus par terre. Il pouvait donc se faire que quelqu'un ait soustrait de l'opium et de la morphine, et en ait donné imprudemment au soldat Keller pour l'aider au sommeil.

Il est en effet possible que les choses se soient passées ainsi; mais alors, dans ce cas, pourquoi le major Pascaud, le major Beaudoin et les autres majors ont-ils menti en disant que Keller était mort d'une embolie et qu'il n'y avait pas trace d'empoisonnement? Pourquoi ont-ils menti en déclarant qu'on n'avait pas trouvé de pilules d'opium dans les poches du mort? Pourquoi se sont-ils opposés à l'assistance d'un médecin civil choisi par le père? Est-ce simplement pour le plaisir de mentir, ou bien parce qu'ils voulaient mettre à l'abri la responsabilité de l'un d'eux?

Et aussi comment se fait-il qu'un père n'ait point le droit de faire autopsier son fils par d'autres que ceux-là mêmes qu'il soupçonne de l'avoir empoisonné, — ou, s'il a ce droit, comment se fait-il que toutes les autorités civiles le lui refusent et se fassent complices du crime, par peur ou par esprit de solidarité?

R. C.

*
* *

Brest, 12 septembre. — *Mœurs coloniales.* — La nuit dernière, trois soldats du 6e régiment d'infanterie coloniale, détachés au fort du Portzic, et un marin de l'Etat sont entrés en état d'ébriété dans un débit de la rue de la Vierge, à Brest. Peu après, ils ont frappé le débitant, nommé Stephan, puis, comme ce dernier était parti en courant chercher la police, laissant sa femme seule, les coloniaux et le marin ont mis le débit à sac.

L'un des coloniaux a été arrêté. C'est un nommé Jean Kermanach, qui a été mis à la disposition de l'autorité militaire pour coups, vol avec violences et menaces. Il a refusé de faire connaître les deux autres soldats et le marin qui se trouvaient la nuit dernière avec lui.

(*Le Journal.*)

Allemagne.

Berlin, le 6 septembre 1903.

Dans les deux sortes de chambres syndicales qui existent, le mouvement de la grève générale est encore aujourd'hui nul. Les plus grosses organisations sont nommées Werband ou Centralisation.

Ils sont tous partisans du travail à la journée et défendent même que l'on s'occupe du travail aux pièces, quoique dans l'Allemagne du Nord tout ou à peu près tout est fait à la tâche. De plus, les centralisateurs sont les ennemis de l'émancipation. Ils ont leur président et lui seul a le droit de savoir si une ville doit déclarer une grève ; de plus, la liberté de parole est presque défendue, jamais les choses ne se passent au grand jour, tout se fait à l'intérieur. Jamais les journaux de ces centralisations ne parlent de la grève générale ou bien de la propa-

(1) Article 1er des statuts de la Confédération générale du travail.

(2) C'est au catéchisme que se passaient les saletés du curé.

gande antimilitariste. Très peu de ces syndiqués savent la différence du *collectivisme* et du *communisme*. Jamais on n'en parle; mais ce que l'on n'oublie pas, c'est de fonder des caisses pour ceux qui sont sans travail, et pour ceux qui voyagent. De cette manière, l'on peut dire que la moitié des adhérents sont organisés comme s'ils étaient dans une société de secours; l'on voit dans la réunion des organisations sur 1.000 adhérents, 250 ou 300 au plus être présents; les deux autres tiers ne s'en occupent pas.

De plus, sur les sujets internationaux, tout le parti socialiste-démocrate se tait et aussi les syndicats. Au sujet des grèves d'Espagne, pas un mot; au sujet d'Hennebont, rien; au sujet de Genève, encore mieux; une toute petite note, mais quoi? des insultes envers les travailleurs parce que le mouvement vient des anarchistes. De l'autre côté, l'on voit les membres des fédérations locales. Là, très peu d'adhérents, mais la majorité est tout organisée pour la lutte de classes; ils s'en occupent sérieusement, mais n'arrivent pas à grand'chose, car le parti social-démocrate écrit qu'il ne veut pas les reconnaître. Dans les organisations locales, beaucoup d'anarchistes et de libertaires, mais pas beaucoup de propagande sur la grève générale, parce qu'ils n'en ont pas les moyens et que les centralisateurs, le jour des réunions, viennent en masse étouffer leur voix; l'on ne peut rien, ils sont en majorité et cela fait tout.

Mercredi 2 septembre, à Moabit, a eu lieu le procès du directeur du journal *Neues Leben*.

Le camarade est défendu par un très bon avocat du parti social-démocrate.

Le camarade est reconnu coupable d'insultes à Dieu et à la religion de Luther et Calvin, mais le procureur demande pourquoi l'article est signé de son nom et dit qu'il ne peut être que d'un camarade de *Mannheim* qui est aussi poursuivi, mais qui est en liberté. Le camarade Grunwald explique très clairement qu'on lui a demandé de signer l'article de ce nom, et qu'il y a plus d'un homme du même nom dans l'Allemagne.

Arrive le débat sur la grève générale. Le procureur de l'Empire explique que la grève générale, c'est l'appel à la Révolution. Mais sur ce point, l'on voit l'avocat expliquer très clairement que si *un métier* faisait la grève dans tout un pays, cela serait une grève générale; et aussi si *une ville* se mettait en grève, sans pour cela que les autres villes fassent la même chose, cela serait une grève générale; si un pays tout entier s'arrêtait de travailler, ce serait aussi la grève générale; et si tous les travailleurs du monde entier ou seulement de l'Europe arrêtaient le travail, cela serait la grève générale internationale. Donc on ne peut pas condamner le camarade sur ce point, car ce serait une atteinte à la loi reconnaissant le moyen de grève. On voit les juges se retirer et revenir avec la délibération suivante : le camarade Grunwald est condamné à trois mois de prison pour insultes à Dieu et à la religion, et l'on compte dans les trois mois un mois de moins qu'il a fait pendant qu'il était en prévention (il était arrêté depuis le 1er juillet). Donc encore deux mois à faire; de plus, en liberté provisoire pour arranger ses affaires. Le camarade que l'on soupçonnait d'avoir écrit l'article, est reconnu innocent, faute de preuves, quoique les jurés soient sûrs que c'est lui qui a fait l'article.

Une heure après, l'on voit le camarade Grunwald ressortir libre pour une quinzaine de jours, et le camarade de Mannheim repart le même soir.

Le rédacteur du journal *Worwærts* est arrêté; le jugement doit être aussi intéressant (arrêté pour insultes à l'Empereur).

E. M.

Brésil.

A Rio-Janeiro, les ouvriers tisserands se sont déclarés en grève et toutes les fabriques ont arrêté.

C'était une grève absolument pacifique, mais les grévistes ont demandé et obtenu l'appui d'autres classes de travailleurs et la grève s'est généralisée dans d'autres industries, surtout parmi les chapeliers et tailleurs, mais n'ayant pas un caractère de grève générale. Comme toujours, en pareilles occasions, il y a eu quelques bousculades, des agressions avec les ouvriers qui se mettaient ostensiblement du côté des patrons.

Rien de plus.

Le gouvernement du Brésil qui est, plus que n'importe où, brutal dans ces occasions; — car les gouvernants sont assez stupides pour méconnaître la question sociale, ignorant que partout il existe une lutte entre exploités et exploiteurs, — a donné des ordres *sévères* à la police, mais le peuple de Rio est un peu difficile à être dominé et les conflits se succédaient parce que, à la brutalité de la force, les travailleurs répondaient énergiquement. Et alors, devant cette résistance, devant la fière attitude des travailleurs, devant leur cohésion, les journalistes mouchards ont commencé à répandre le bruit que la grève était dirigée par des anarchistes dangereux venus exprès de l'étranger pour la faire éclater.

Et on parle d'une loi de répression, modelée sur la loi que, l'année dernière, les bourgeois de l'Argentine ont fait voter par leurs laquais du Parlement, pour anéantir la grève qui devenait générale. Donc, on va nous poursuivre au Brésil!

Les bourgeois brésiliens, anciens possesseurs d'esclaves ou bien *parvenus* et arrivistes, venus de cinq coins de la terre, faire fortune, *per l'America*, comme disent les Italiens à Saint-Paul, ne peuvent comprendre que les travailleurs soient des hommes dignes et libres. Ils les jugent comme des esclaves blancs et les traitent en conséquence. Mais, cette fois-ci, à Rio, l'affaire, jusqu'à l'heure où j'écris cette lettre (le 20 août à minuit), va mal pour les bourgeois, car les travailleurs défendent énergiquement leurs revendications et nos camarades de Rio, je le crois, donnent une âme nouvelle à cette lutte des prolétaires contre leurs exploiteurs.

Le gouvernement a fait débarquer l'infanterie de marine; la troupe étant distribuée partout aux alentours des fabriques, les travailleurs, sachant qu'il y a des ordres sévères, et que les *soldats tireront*, ont distribué un manifeste ainsi conçu :

Au Peuple!

Les classes ouvrières, dans leur incontestable droit, reconnu par la constitution de cette *République*, protestent, avec l'énergie de ce droit, contre les violences inqualifiables commises par la police.

Jamais nous ne croirons qu'une question économique entre patrons et ouvriers puisse être résolue par la police, à coups de baïonnette et à coups de fusil.

Après un rapide aperçu de la grève, le manifeste continue :

Misérables! croyez-vous que les travailleurs se soumettront, résignés, à l'antique esclavage, au régime de la cravache?

Eh bien, vous vous trompez. Ecoutez!.., nous sommes prêts à la lutte pour la juste défense de nos droits.

Nous ne reculerons pas. Quand ceux qui sont chargés de faire respecter les lois, sont les premiers à ne pas les respecter, le peuple a aussi le droit de se révolter.

Aux violences et abus d'autorité, nous répondrons par la dynamite et le pétrole.

« Vie pour vie, dent pour dent! »

Ce manifeste a eu le don de calmer l'enthousiasme policier; les journaux qui condamnaient la grève et demandaient une action énergique du gouvernement, se sont tus; d'autres conseillent au gouvernement de faire trancher le conflit par un arbitre, et rappellent que Waldeck-Rousseau fut arbitre dans une grève, etc. etc.

En général, les grévistes exigent la journée de huit heures, une augmentation de 40 0/0 dans leurs salaires et l'assainissement des fabriques.

Benjamin Motay.

***

A Rio-de-Janeiro, les ouvriers du tissage *A Carioca* se sont mis en grève.

A Saô Paolo, *A Lanterna*, organe hebdomadaire anticlérical, mène une vigoureuse campagne contre les religions, dénonçant les turpitudes et les crimes de la prêtraille. Cet organe n'est pas un luxe dans ce magnifique pays, sur qui la plaie catholique étend ses hideurs sans le voile hypocrite qu'elle a en Europe. Espérons que *A Lanterna* ne s'arrêtera pas en chemin et qu'elle n'oubliera pas l'autorité et le capitalisme, dignes partenaires de la religion; qu'elle aidera à l'organisation du prolétariat brésilien qui en a tant besoin.

A Lanterna est la propriété d'une coopérative.

Nouvelle-Calédonie.

Bélep, 15 juin 1903. — Libéré, je croyais avoir payé et assouvi la vengeance de la société, après avoir échappé, par miracle, aux massacres de l'abattoir calédonien, pouvoir respirer librement, et ne plus être traité en bétail. Il semble, qu'à notre époque de socialisme, où il y a des ligues de défense des Droits de l'homme, de défense de la liberté individuelle, même de défense des indigènes, où il existe aussi une loi de protection pour les animaux, la bête humaine, quitte envers ses semblables, pourrait être elle aussi protégée?

Par suite du travail, des privations qui m'ont anémié, au bagne républicain, je fus jeté à moitié crevé sur les routes inhospitalières de l'Eden des budgétivores. Et de misère en misère, j'échouai, atteint d'une maladie terrible, la lèpre, dans les griffes de la gente argousine. Parce que malade, le bagne! Si criminel, le bagne encore! Si j'échappe à ces deux cas, je retombe dans le bagne des exploiteurs, plus ignoble, plus infâme encore ici qu'ailleurs.

Que faire?...

Cheval ou bœuf, j'aurais des soins; homme, on me dit de crever, on me refuse tout médicament, sous prétexte que ça nous prolongerait inutilement la vie.

Parce que je suis malade, je suis interné au bagne, qui avec son organisation, prétend entraver jusqu'à ma pensée.

Si je porte une plainte au gouverneur, elle est détournée par le directeur.

Si c'est au directeur que je m'adresse, elle est détournée par un argousin.

Si j'écris à ma famille, à mes amis, elle est jetée au panier par l'administration.

Libre, ayant payé ma dette, je ne peux dépenser mon argent que s'il plaît à un garde-chiourne de m'y autoriser. Si vous me volez les vivres qui me sont alloués, vous me menacez si je me plains, et pour que le silence se fasse sur vos forfaits, vous me reléguez dans une île perdue en mer, où nul n'entendra crier au secours.

Libre, j'ai le droit de crier, de chanter, de manger à ma guise, tant que je ne nuis pas à mes semblables. Je ne vous ai pas demandé de me sustenter, ni de m'abriter.

Vous m'internez? Nourrissez-moi!

Quel scélérat vous a donc autorisés à priver de vin 60 malades, même les agonisants, qui sont morts dans la même semaine, pour avoir crié « En vue » par erreur, croyant que c'était le courrier qui pointait à l'horizon? Et ces hommes du camp qui ont peiné toute la journée, et auxquels vous volez les vivres pour nourrir vos chiens?

Vous prenez tout, jusqu'à l'eau, qu'ils n'ont pas pour se laver et que vous gaspillez. Ce n'est pas en l'air qu'il fallait tirer votre coup de revolver, argousin Davesne, c'est sur eux; vous en auriez débarrassé un de l'existence que vous leur faites.

Les cinq bandits dont se compose le personnel libre de l'établissement étaient indignés de s'être mis en tenue, d'avoir hissé les couleurs, et de s'être attifés de leur emblème méritoire et honorifique, trois heures avant l'arrivée du courrier, parce qu'un malheureux s'était trompé. Et dans leur sagesse ils décidèrent qu'il y avait infraction à la discipline et qu'il fallait sévir. Mais celui qui est mort le surlendemain n'avait pas à sévir, lui, et les autres non plus? Il est vrai que l'on attendait M. le Gouverneur!

Un libéré.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Je renouvelle l'avis que les convocations et communications doivent être reçues au journal, le mardi dans la journée au plus tard.

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Dimanche 20 septembre, soirée familiale, salle Jules, 6, boulevard Magenta, à 8 h. 1/2 du soir. Causerie par Paraf-Javal. Sujet traité : « La blague des réformes. » Partie concert avec le concours du groupe des poètes chansonniers de la Muse Rouge et de l'Ane Rouge. Tombola gratuite; nombreux lots. Vestiaire : 0 fr. 30. Entrée facultative des dames et des enfants.

***

Jeunesse libertaire du Ve. — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2, 76, rue Mouffetard.

Le jeudi 28 septembre, causerie par le camarade Libertad sur : « Les femmes ».

***

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Samedi 19, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare, conférence par le camarade Cagnoli sur : « Le mouvement révolutionnaire en Italie ».

*
* *

L'Aube sociale, 35, rue Gauthey (XVII[e] arr.). — A 8 h. 1/2 :

Vendredi 18 sept. — D[r] Chadzinski : Quelques conceptions médicales erronées répandues dans le public.

Samedi 19. — Soirée littéraire : *Pierrot la Rancœur*, un acte inédit de A. G. ; poésies et chansons.

Lundi 21. — De 8 h. 1/2 à 10 heures : Cours de mandoline.

Mardi 22. — Causerie : l'Evolution des religions, par le camarade Duparchy.

Vendredi 25. — Hugues Millière : les Irréconciliables (socialistes et anarchistes).

* *

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers (cousu-main). — Réunion 12 septembre, rue Cadet, 2 *bis*. Ordre du jour : Réglementation des ateliers.

* *

L'Union fédérale des ouvriers métallurgistes organise pour dimanche prochain 20 septembre, à 2 heures de l'après-midi, dans la grande salle de la Bourse, 3, rue du Château-d'Eau, une fête familiale donnée à l'issue de son Congrès.

La fête sera précédée d'une conférence de Sébastien Faure qui traitera : « Vers le bonheur ».

La partie de concert est importante, l'entrée gratuite, et une tombola sera tirée pendant la fête.

* *

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché. — A 8 h. 1/2 du soir :

Mardi 22. — Francis Jourdain : L'alcool est-il un aliment ?

Jeudi 24. — Paraf-Javal : La couleur et la forme (II).

* *

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 21 septembre, à 8 h. 1/2, causerie contradictoire sur une *Langue Universelle*, entre Vincent et Sainte-Claire pour l'*Espéranto* et Boleslas Gajewski pour le *Solrésol*.

* *

Grande soirée familiale, 22 septembre, à 8 heures du soir, salle de l'Harmonie, 94, rue d'Angoulême. Allocution par Girault. Conférence de Louise Michel. Entrée : 0 fr. 50.

* *

BREST. — *Groupe libertaire*. — Réunion rue Kléber, 1 *bis*, le 20 septembre, à 9 heures du matin, pour organiser une soirée familiale. Les chanteurs et acteurs sont spécialement invités.

* *

LYON. — Dimanche 20 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, une réunion familiale privée est organisée par le groupe *Germinal*, salle Chamarande, café de l'Isère, rue Paul-Bert, 26, au bénéfice de la « brochure à distribuer ».

Une causerie sur Bakounine sera faite par un camarade ; la soirée se terminera par des chants et déclamations libertaires.

* *

MARSEILLE. — *Le Milieu-Libre de Provence*. — Dimanche 20 septembre, réunion au Bar-Palace, allées de Meilhan, 34, à 6 heures du soir. Causerie par un camarade. Adhésions nouvelles, souscriptions.

Le camarade Berrier, chargé de l'encaissement des fonds du Milieu-Libre de Provence, informe les correspondants et tous les camarades que, dorénavant, ils sont priés d'écrire à sa nouvelle adresse, rue Clotilde, n° 11, au lieu de n° 9.

* *

SAINT-CLAUDE. — *Groupe communiste libertaire*. — Samedi 19 courant, salle de la Grenette, 1[er] étage, conférence publique et contradictoire par le camarade L. Guillemot. Sujet traité : « Le communisme libertaire devant la science ; le suffrage universel. »

Nous prions instamment les camarades qui détiennent des listes de souscription en faveur de l'*Aube Nouvelle*, de nous les faire parvenir sans retard. C'est grâce à eux que le premier numéro ne pourra pas encore paraître au 1[er] octobre.

Envoyer les fonds et les listes d'abonnements au camarade P. Dumas, 1, rue des Carmes, à Saint-Claude (Jura).

PROPAGANDE

Camarade Grave,

L'un des meilleurs moyens de venir en aide au journal est, à mon avis, de lui trouver des abonnés, même si ces abonnés — comme c'est ici le cas — sont des camarades l'achetant au numéro. Avant de parvenir aux camarades, le journal, en effet, a déjà passé par les mains de deux ou trois intermédiaires. Avec l'abonnement, ces intermédiaires sont supprimés et l'argent versé va effectivement au journal.

Aussi avons-nous pensé à quelques camarades qu'il valait mieux payer notre journal 20 centimes et en mettre 10 de côté chaque semaine que nous enverrons en même temps que notre abonnement ; cela fera une rentrée fixe sur laquelle vous pourrez compter.

Ici se place l'objection d'un camarade, objection qui vaut qu'on s'y arrête : « Si tous les camarades « d'une ville, dit-il, s'abonnent au journal, les librai- « res ne le tiendront plus et la propagande s'en res- « sentira. » L'objection se réfute d'elle-même : Si les libraires ne vendent le journal qu'aux seuls anarchistes, il n'y a pas grand mal à ce qu'ils ne le tiennent plus, puisque ceux-ci le recevront directement ; s'ils ont d'autres clients, ils continueront à tenir le journal pour ces derniers. Quant aux indifférents (qui, eux, n'achètent pas le journal), que les libraires l'aient ou non, ignoreraient-ils de ce fait l'apparition du journal ? Non pas, il y a malheureusement trop d'invendus à la disposition des camarades qui en demanderont, et je pense qu'une distribution périodique sur la voie publique serait plus efficace et ferait plus de propagande, que le titre du journal à la porte d'un libraire que les individus voient peut-être, mais qu'en tout cas ils n'achètent pas.

Si un seul camarade se charge de recueillir les abonnements — comme nous avons fait à Amiens — les frais sont d'environ 50 centimes ; d'où deux résultats : première économie de 4 fr. 50 dont bénéficie la propagande ; deuxième, boycottage du gouvernement par la suppression des frais de timbre et de mandat, résultats qui, pour minimes qu'ils soient, ne sont pas à dédaigner pour des anarchistes.

Enfin, mon cher Grave, je t'envoie ces idées telles quelles ; s'il y a des camarades qui en ont de meilleures et de plus applicables, qu'ils nous les communiquent, je ne doute pas qu'en faisant pour le mieux nous n'arrivions à faire bien.

Poignée de mains à tous. E. C.

* *

Evidemment, l'abonnement est mieux pour le journal, à tous les points de vue : nous encaissons le prix intégral et d'avance, nous sommes davantage en contact avec le lecteur.

Mais il y en a qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent ou ne veulent s'abonner. Cela aurait peu d'importance, s'ils l'achetaient au libraire. L'important est que, d'une façon ou d'une autre, le journal se propage.

Malheureusement, les choses de longue haleine ont peu de chance de réussir chez nous. Les huit ou quinze premiers jours, on est tout feu, tout flammes, puis arrive autre chose, on ne pense plus à ce que l'on s'était bien promis d'effectuer. C'est ce qui fait qu'au bout de près de vingt ans nous piétinons sur place avec notre même chiffre de tirage.

Ce qu'il faudrait, surtout, c'est que l'on s'imagine bien que la propagande, — comme la transformation sociale qu'elle cherche — est une œuvre de longue haleine, et que l'on ne réussira à y produire quelque chose qu'à force d'efforts continus et répétés.

J. GRAVE.

AUX CAMARADES

Les invendus de l'édition de propagande de *Militarisme* viennent de nous rentrer des librairies. Il y en a un certain nombre de défraîchis. Plutôt que de les céder à un soldeur, nous les offrons aux camarades à 1 franc plus les frais d'envoi, 0 fr. 50.

* *

Nous avons également quelques centaines d'exemplaires du numéro illustré de la *Mano Negra*, pour lequel les camarades qui l'ont fait, redoivent 300 fr. à l'imprimeur. Afin de liquider cette dette, nous offrons ce numéro à raison de 2 fr. le cent, plus les frais d'envoi 0 fr. 60, un colis en gare. Les groupes pourraient, en le prenant, faire de la bonne propagande avec et aider les camarades à se libérer de leurs engagements.

BIBLIOGRAPHIE

A lire :

La Semaine, Piccolo ; *Le Soir*, Bruxelles, 7 septembre.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

De chez Schleicher :

La Vie ouvrière en France, par Pelloutier.	5	»
Les Enigmes de l'Univers, par Haeckel. . .	10	»
Les Religions, par A. Lefèvre	6	»
Force et matière, par Buchner.	7	»
L'homme selon la science, par Buchner . .	7	»
L'Histoire de la Création des Etres organisés, par Haeckel	12	50
Science et Matérialisme, par Letourneau. .	5	»
La Psychologie ethnique, par Letourneau .	6	»
Les Guerres et la Paix, par Richet	1	50

De chez Lemerre :

L'Immortel, par A. Daudet.	2	75

De chez Charpentier :

Les Blasphèmes (vers), par J. Richepin. . .	2	75
La Chanson des Gueux, par J. Richepin . .	2	75
Sous la toque, par A. Juhellé	3	»
Au Port d'armes, par Henri Fèvre.	3	»
Souvenirs d'un Matelot, par Georges Hugo.	3	»
La Mêlée sociale, par G. Clemenceau	3	»
Le grand Pan, par G. Clemenceau.	3	»
La Fille Elisa, par Ajalbert	2	»
Les Mauvais Bergers, par Mirbeau	3	»
Sébastien Roch, par Mirbeau	3	»
Germinal, par Zola.	3	»
Paris, par Zola.	3	»
Ces Messieurs, pièce, par G. Ancey	3	»
Travail, par Zola.	3	»
La Clairière, par Donnay et Descaves	3	»
Le Portefeuille (pièce), par Mirbeau.	1	»
Les affaires sont les affaires, par Mirbeau .	1	»
L'Epidémie (pièce), par Mirbeau.	1	50
Le Fardeau de la liberté, par T. Bernard .	1	50

De chez Perrin :

Correspondance de Bakounine	2	75
Enquête sur la Question sociale, par J. Huret	2	75
Résurrection, par Tolstoï.	3	»
Dans le Steppe, par Gorki.	3	»

De chez Calmann Lévy :

L'Orme du Mail, par A. France	3	»
Le Mannequin d'osier, par A. France	3	»
L'Anneau d'améthyste, par A. France. . . .	3	»
M. Bergeret à Paris, par A. France.	3	»
Les Opinions de Gérôme Coignard.	3	»
L'Echelle (pièce), par Norès	1	»

Librairie dramatique :

La Vie publique, pièce, par Fabre	3	»

PETITE CORRESPONDANCE

La Seyne. — Votre convocation arrivée trop tard.

H. V., à Limoges. — *La Guerre* n'existe plus qu'en tirage ordinaire. — Non, nous n'avons pas ces chansons.

C. L., à Cusset. — Votre abonnement finira fin octobre.

G. E., à Liège. — Ayez l'obligeance de remettre le paquet à son adresse.

F., rue Manin. — J'ai bien reçu la souscription pour le 3[e] volume, mais étant données les dettes des deux premiers, j'ignore quand je pourrai le mettre en chantier. Si vous trouvez le temps trop long, vous me direz ce qu'il faudra vous envoyer pour la somme.

B. F., à Marseille, 0 fr. 50 — B. J., à Pont-de-Beauvoisin, 0 fr. 30. — Un camarade, 1 fr. — L. D. par B., à Binche, 20 fr. — Merci à tous.

T., à Rennes. — E. B., à Hanoï. — M. P., au Havre. — F. M., à Spezzia. — Société d'édition, Londres. — N. P., Puteaux. — C. L., à Cusset. — P., à Marseille. — V., à Nîmes. — B., à Rouen. — G. L. V., à Autun. — G., à Chalon. — L. J., à Lyon. — O., à Crone. — J. V., à Tocsani. — R., à Morat. — P., à Rochefort. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE — N° 22 DIX CENTIMES DU 26 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

INFAMIES POLICIÈRES

Voilà que les saloperies recommencent. On nous signale nombre d'Italiens, dont des pères de famille, que l'on arrête ou expulse ; tout cela pour l'arrivée d'un monarque. Il n'y a pas pires valets de la monarchie que des républicains au pouvoir.

J. GRAVE.

PRO MACEDONIA

Une nouvelle convulsion bouleverse l'empire ottoman. Après la sanglante tragédie arménienne, dénouée par l'extinction à peu près complète de tout un peuple — sur les ossements duquel l'ordre règne désormais — voici la tragédie macédonienne qui s'ouvre. Pour que la vie semble bonne à vivre à la hideuse Bête Rouge, il faut à chaque jour son massacre. La santé de l'homme malade, demi-mort, d'angoisse et de terreur de l'attentat justicier qu'il attend au fond de son repaire d'Yildiz, réclame quotidiennement le réconfort d'un bain de sang. Les puits d'Arménie sont taris ; c'est à ceux de Macédoine qu'aujourd'hui on a recours.

Moins passifs que les Arméniens, les Macédoniens semblent peu disposés à faire servir le suc de leurs veines à la sustentation de l'impériale Sangsue. Et, non plus méchants que l'animal du fameux dicton, ils se défendent!

Les âmes sensibles estiment qu'ils n'apportent pas dans leur défense une suffisante modération. Pensez donc! Ils ont recours, les monstres! à la dynamite, que l'on estimait jusqu'ici être l'arme monopolisée des anarchistes — ces horreurs! et ils font, eux aussi, des victimes innocentes.

Passe encore pour la Sangsue Rouge, de se gorger partout où point un peu de peau humaine. C'est un souverain! et l'idolâtre badauderie universelle mue en peccadilles les crimes les plus monstrueux quand c'est un puissant qui les perpètre :

Vous leur fites, seigneur, en les croquant beaucoup d'honneur.

Aussi les « victimes innocentes » dont le sultan sème son empire par cinq cent mille à la fois, n'éveillent-elles dans la masse respectueuse des fantaisies royales et aristocratiques qu'un très superficiel apitoiement. Une moue de compassion et c'est tout.

C'est plus qu'insuffisant. Et si l'on veut empêcher que le peuple macédonien ne subisse le sort du peuple arménien, il faut plus que cette commisération du bout des lèvres.

Seul un mouvement sérieux d'opinion pourrait être efficace, mouvement assez énergique se manifestant dans les divers pays pour obliger la diplomatie européenne à intervenir et, par l'intimidation, arracher sa proie à la pieuvre sanguinaire de Constantinople.

Je sais que je vais être taxé de naïveté par ceux qui comprendront que j'attends de la diplomatie un geste humain. Je ne l'attends pas de la diplomatie. Je l'attends des peuples, je l'attends de nous.

Les peuples sont trompés, hypnotisés par le colossal mensonge dont on les berne depuis plus d'un demi-siècle avec la question d'Orient. On leur fait craindre que si, par un soulèvement quelconque, le sultan venait à être chassé de Constantinople, une guerre européenne n'éclate aussitôt pour la possession de la clef du Bosphore. Autour de ce point géographique, en effet, les puissances se contemplent en chiens de faïence, prêtes à fondre sur la première qui avancera la patte vers le gâteau.

Le bon sens semble indiquer à cela une solution fort simple : la déclaration, en cas de dépossession du sultan, de la neutralité de Constantinople. Mais la diplomatie, pour si retorse qu'elle se prétend, ne l'a pas trouvée ; ou plutôt, elle feint de ne pas l'avoir trouvée, car des intérêts bien différents de ceux des peuples opprimés et régulièrement massacrés sollicitent son action. Le syndicat de gros financiers qui administre la Banque ottomane ne veut à aucun prix une diminution quelconque de l'empire du sultan, diminution qui entraînerait comme conséquence une baisse des valeurs ottomanes. Et comme c'est la finance qui mène les gouvernements et la diplomatie, la solution si simple dont je parle n'a aucune chance de réalisation.

Reste à savoir si nous ne pouvons être plus forts que la finance. Reste à savoir si, par une attitude énergiquement comminatoire, il n'est pas possible aux peuples, en dépit de l'influence des syndicats financiers, de forcer leurs gouvernements à intervenir pour proclamer l'indépendance des peuples asservis par Abdul Hamid.

Car c'est là la seule solution pour soustraire ces peuples à l'extermination systématique qui a fait de l'Arménie un vaste charnier. Il nous faut, dès maintenant, entreprendre cette campagne ; il nous faut, pour dissiper les appréhensions des peuples, dénoncer ce mensonge de la nécessité d'une guerre européenne en cas de dépossession du sultan ; il faut démontrer l'inanité de cet épouvantail qui a nom : la question d'Orient.

A chaque peuple, on a réussi à inculquer un culte idolâtre, pour l'étiquette nationale qui le matricule. Comme le soldat à la caserne à l'égard de son étiquette de paquetage, il la doit entourer de toute sa sollicitude, et les pires calamités lui sont prédites si par malheur il vient à l'égarer. L'étiquette nationale! Tel est le fétiche grâce auquel on maintient d'une manière permanente les peuples en hostilité sourde.

Or, la question d'Orient tire toute sa force de cette superstition. Il ne faut pas que Constantinople appartienne à la Russie, parce que celle-ci, grâce aux débouchés que lui ouvrirait la Méditerranée, prendrait dès lors une trop inquiétante extension. L'équilibre européen exige qu'aucun peuple n'acquière un trop grand développement. Chacun des peuples de l'Europe doit, pour ne pas porter ombrage à ses frères, se maintenir dans une honnête médiocrité.

Que peut nous faire à nous que telle ou telle nation prévale en Europe, que peut nous faire même qu'elle parvienne à la suprématie, au point d'englober l'Europe entière et de n'en faire qu'une nation, si nos conditions économiques ne sont pas modifiées en pis? La question n'est pas pour nous de nous appeler Français, Anglais, Allemands plutôt que Russes ou Suédois, nous qui fûmes successivement Celtes, Romains, Francs et Français et qui toujours n'existâmes pas en tant que groupe ethnique. Ce qui nous importe, c'est de nous libérer du joug capitaliste et des contraintes gouvernementales.

Si nos dirigeants, qui sont nos ennemis, puisque c'est eux qui font sur nous peser ce joug et nous enserrent dans ces contraintes, redoutent pour leurs profits la concurrence des dirigeants de tel ou tel peuple voisin, nous n'avons pas à faire leur jeu et à nous jeter niaisement dans leurs pièges. La crainte de l'épanouissement d'un des peuples de l'Europe n'a rien qui puisse nous faire hésiter à réclamer, à exiger l'affranchissement du joug hamidien des Macédoniens.

Cette guerre européenne, dont on nous menace, comme conséquence d'une telle intervention, est subordonnée, après tout, à notre consentement. Rien, donc, ne doit arrêter notre action. Il importe de faire cesser au plus tôt les atrocités qui se commettent là-bas et la proclamation nette et définitive de l'indépendance des peuples révoltés est la seule solution susceptible d'y mettre un terme. Les réformes que certaines puissances font mine de vouloir imposer au sultan sont une mesure dérisoirement inefficace. C'est l'indépendance, et l'indépendance absolue qui seule peut soustraire ces peuples à la folie sanguinaire du Grand Seigneur.

Pour cela, il importe de faire appel à la conscience populaire. A maintes reprises nous avons expérimenté la puissance de la conscience populaire révoltée. C'est elle qui est la grande force préventive des crimes gouvernementaux, et quand le crime est consommé, elle en est alors la force réparatrice.

Pour l'instant le forfait n'est qu'aux débuts de sa perpétration. Eveillons, ici en France, en Angleterre, partout, cette conscience toute-puissante, pour qu'elle fasse reculer le Grand Assassin sur le seuil de son crime et lui ôte à jamais la possibilité de le tenter encore.

André Girard.

L'ACTION DIRECTE

Delesalle a fort bien répondu, la semaine dernière, à l'article publié par Henri Dagan dans sa revue (1). Tout en opposant aux arguments et aux faits apportés par son contradicteur des arguments et des faits précis, il a parfaitement défini, d'autre part, l'attitude qu'ont prise et veulent garder les syndicalistes révolutionnaires dans la lutte ouvrière.

Veut-on me permettre de rouvrir le débat en me plaçant à un point de vue un peu plus général? Aussi bien la querelle qui divise aujourd'hui les syndicats — et qu'il serait si profitable de tirer au clair — est-elle autre chose qu'un épisode, une forme de la grande lutte entre l'autorité et la liberté?

Bien que se flattant de tenir la balance égale entre socialistes interventionnistes et non-interventionnistes, étatistes et antiétatistes, Henri Dagan a soigneusement oublié, ce me semble, en faveur des anarchistes et des travailleurs toujours plus nombreux qui viennent se ranger à leurs côtés, deux arguments d'une certaine importance et qui furent, cependant, bien souvent développés ici même.

Le premier pourrait s'appeler l'argument moral. Une tactique ne doit pas se juger seulement par les avantages matériels, immédiats qu'elle procure, mais aussi par sa valeur éducative. Or, à ce point de vue, il n'est pas nécessaire de pousser bien à fond le parallèle entre l'action politique et l'action directe. La politique (2) ne fait pas que surexciter les appétits et abaisser les caractères par des marchandages et compromisssions inévitables. Elle éteint aussi peu à peu et fatalement l'énergie, la force combative. Etroitement disciplinée et hiérarchisée, la lutte politique ne réclame, par cela même, qu'une faible partie de chaque ardeur individuelle. De plus, elle ne se livre que sur de vagues abstractions. On ne se bat pas pour un avantage précis, palpable, une augmentation de salaire ou de loisir, ni contre tel abus déterminé, telle iniquité flagrante, mais pour un parti, un programme vaguement représentatif de telles conceptions générales qui se traduiront elles-mêmes, si elles le peuvent, parmi la confusion et les surprises parlementaires, en telle ou telle réforme. Tout cela est bien compliqué, bien tortueux et le plus grand nombre se désintéresse.

L'action directe, au contraire, poursuit, vise des réalités concrètes, vise des buts prochains, simples, bien connus, ardemment et individuellement désirés. L'organisation qu'elle réclame étant égalitaire et toujours simple, chaque individu comprend mieux que son effort est nécessaire et il peut en quelque sorte le suivre jusqu'à ce qu'il atteigne le but. Aussi le donne-t-il plus volontiers et tout entier. Au lieu d'être minutieusement et administrativement réglée d'avance, fixée et figée dans le même moule, la tactique, ici, varie sans cesse avec les circonstances. D'où recherche constante et surexcitation des initiatives. Enfin l'action directe unit dans une même entreprise des intérêts identiques, elle procède par groupements très homogènes, sur quelques points parfaitement clairs, de camarades égaux pouvant se dévouer à bon escient et sans arrière-pensée les uns pour les autres, conditions excellentes pour l'apprentissage d'une véritable solidarité, condition essentielle du progrès social (1).

H. Dagan nous rappelle que dans la grève l'action directe échoue 7 ou 8 fois sur 10 contre la puissance capitaliste. Eh, qu'importe! si, pendant la grève, s'accrut la clairvoyance intellectuelle et la vigueur morale de toute une population ouvrière, si l'antagonisme de classe qui oppose les travailleurs aux patrons, s'est plus nettement précisé dans leur cerveau, si la volonté de résoudre cet antagonisme à leur profit s'est plus fortement ancrée dans leur cœur? Où trouver une situation plus significative, plus enseignante, plus fertile en réflexions, une meilleure leçon de choses que la grève? Le beau mouvement de grève générale qui existe aujourd'hui en plusieurs pays ne s'est-il pas ainsi, en quelque sorte, nourri et fortifié de lui-même? On objecte que les augmentations de salaires deviennent illusoires par l'augmentation correspondante du prix de la vie. Peu importe que les travailleurs se soient groupés pour des avantages illusoires. N'est-ce pas un avantage assez réel que d'être groupés? On voit bien mal en matière sociale si l'on ne voit pas de loin et l'on s'apprête de graves erreurs si l'on se borne à constater mesquinement, au jour le jour, les petits résultats.

Tout moyen qui n'a pas encore atteint son but est un moyen actuellement impuissant. Voilà une vérité de la Palice, qui s'applique à l'action directe. Mais cela ne veut pas dire qu'à ce moyen il faut en adjoindre un autre. Il se peut que le premier, tout en étant le meilleur, n'ait pu encore agir ni assez longtemps, ni assez largement. Et c'est le cas ici. L'action directe n'a pas besoin de l'action politique, pour cette raison toute simple que la première peut tout ce que peut la seconde et que c'est toujours elle en somme qui la commande et la dirige.

Il est curieux que des esprits fort déliés soient encore fermés à une idée si simple. « Vous acceptez le principe des réformes avantageuses, écrit Dagan; mais renoncez-vous aux moyens qui peuvent vous aider à les conquérir? Parce que vous avez reconnu la malfaisance ou l'insuffisance des lois, allez-vous renoncer aux réformes utiles qui viennent des lois? »

Il ne s'agit pas de renoncer à une amélioration parce qu'elle porte le cachet de la politique, pas plus qu'il ne faudrait y renoncer si elle portait le sceau d'un monarque absolu. Quand une bonne réforme nous arrive, d'où que ce soit, prenons-la d'abord et réjouissons-nous. Faisons de notre mieux pour en obtenir beaucoup d'autres. Mais n'allons pas nous figurer que le vrai moyen de les obtenir est de rentrer dans la politique. Nous obtiendrons toujours beaucoup plus en agissant sur elle du dehors.

Quand vous entrez au bar automatique et recevez de l'appareil, en échange de votre pièce de monnaie, un sandwich ou un verre de bière, vous savez très bien qu'en réalité vous ne devez pas ces produits à l'appareil, mais à vous-même. Vous n'auriez rien reçu si vous n'aviez pas fait, au préalable, l'ensemble de raisonnements et de mouvements nécessaires, si vous n'aviez pas possédé la pièce de monnaie indispensable pour mettre l'appareil en branle. Au lieu que même en l'absence de ce mécanisme distributeur vous auriez eu votre sandwich ou votre bock au café voisin.

L'organisme politique rappelle assez bien ce bar automatique. Pour beaucoup de raisons, il est à peu près réduit à ce rôle de rouage inerte et ne nous sert plats et consommations de notre choix que s'il est en contact avec des volontés assez fortes, des intelligences assez claires pour se faire servir. Quelle que soit sa composition, l'expérience montre qu'il obéit toujours aux poussées extérieures quand celles-ci sont assez puissantes et qu'il n'obéit pas à autre chose. Quand vous verrez un parti politique commencer à bouger sérieusement, cherchez tant soit peu et vous trouverez toujours le phénomène social, le mouvement d'opinion, l'indication où ce parti aura compris qu'il y aurait danger pour sa tranquillité générale à ne pas marcher tant soit peu.

S'il faut, dès lors, obtenir du Parlement une réforme urgente, on ne voit pas d'avantage à renforcer, par l'action politique, ces rouages passifs qui attendent leur impulsion de dehors et dont il y aura toujours assez. On en voit un très grand, au contraire, à créer, à organiser le plus énergiquement possible — par des moyens que les gens de la politique réprouvent toujours, justement, comme trop violents, trop décisifs — l'agitation, l'action motrice indispensables.

Pourquoi nos assemblées politiques, depuis les plus infimes comités électoraux jusqu'aux parlements, sont-elles, comme on l'a si souvent remarqué, si pauvres d'hommes vraiment supérieurs et si bien garnies de nullités encombrantes? C'est qu'à tous les degrés de culture et d'influence un départ se fait naturellement entre les individus. La plupart de ceux qui ont une grande somme d'intelligence et d'énergie à dépenser se rendent vite compte que leur place est ailleurs. Et voilà une très bonne preuve que la vraie besogne ne se fait pas dans les milieux et par les moyens dits *politiques*.

Préconiser, développer l'action directe, même s'il s'agit d'améliorations qui doivent passer par le canal politique, n'est pas autre chose, en un mot, que vouloir diriger les forces d'amélioration sociale sur des points d'application où elles puissent produire leur plus grand effet. C'est aussi les protéger contre cet état de léthargie, d'envoûtement, pour ainsi dire, dans lequel les maintiendrait d'une façon certaine la politique.

Charles Albert.

(1) Les revendications ouvrières et leurs tactiques divergentes (*Œuvre nouvelle* de septembre).

(2) Afin qu'il soit impossible d'exploiter l'élasticité de ce mot, il convient d'en toujours préciser bien nettement les divers sens. Si on le prend dans son sens étymologique le plus large : *les affaires du groupe social, de la cité* (polis), tous les partis, tous les groupes de lutte ou d'étude, toutes les conceptions relèvent de la politique. L'objectif commun n'est-il pas toujours la *meilleure façon de conduire les affaires de la cité* et l'action de tous, quelle que soit la tactique, ne vise-t-elle pas les destinées de la cité? Les anarchistes et similaires font donc de la politique, ont une politique comme tout le monde. Ils ont même une conception, un idéal politique plus ferme, plus raisonné, plus complet que n'importe quels autres socialistes, ceux-ci étant assez peu fixés et fluctuant d'ordinaire sur la méthode politique. Mais le mot est pris encore et le plus souvent dans un autre sens. Il signifie alors la manière actuellement en honneur d'expédier les affaires de la cité, la forme politique actuelle, c'est-à-dire aujourd'hui le pouvoir exécutif et législatif à tous les degrés, l'Etat, le Parlement, l'administration. Et c'est ici que s'opère la scission. Certains ont un idéal diamétralement opposé à celui qui triomphe dans l'administration des affaires publiques. Ils conjurent et veulent essayer de pratiquer autant qu'il est en eux une forme politique nouvelle, consistant à se passer de tout le fatras actuel, qui, progressivement réduit à sa plus simple expression, finit par disparaître tout à fait. Les affaires de la cité ne s'en feront pas moins et pas au hasard, mais selon un certain idéal, dans une certaine direction, c'est-à-dire selon une certaine *politique*, celle de la plus grande liberté. Il y a donc une politique (premier sens) qui consiste à se passer de la politique (deuxième sens).

(1) Dagan objecte ici que des sans travail, par exemple, chômeurs involontaires, ne peuvent pas être solidaires de grévistes. Sans doute ; aussi nous ne prétendons pas que l'action directe ne rencontre aucun obstacle. — Quel effort n'en rencontre pas? Nous disons qu'elle est supérieure à l'action politique. En tout cas, l'avantage que nous signalons ici subsiste dans nombre de cas et est appréciable.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le conseil de guerre de Lille a acquitté le soldat Leprêtre qui, une nuit, de faction à la porte de sa caserne, avait transpercé une vieille femme de sa baïonnette, conformément à la consigne qui lui enjoignait de faire usage de son arme contre quiconque tenterait de l'approcher. La vieille, étant sourde, n'avait pas entendu les sommations du factionnaire.

Les officiers juges ont l'habitude de n'acquitter les soldats qu'à bon escient. Il ressort donc de ce verdict que si nous avons le malheur d'être durs d'oreilles et de nous promener, la nuit, en pleine paix, non loin d'une guérite, il sortira de cette guérite un homme payé par nous pour nous embrocher ou nous coller une balle dans la peau.

Le métier de pékin devient de moins en moins drôle.

* *

Des faux en écritures sur les livres de comptabilité et onze mille francs de détournements ont été découverts à la caserne des Isolés de la flotte (Marseille). Sergent-major et capitaine arrêtés.

Au 157e de ligne, malversations diverses sur les paquets de tabac, les prêts, les feuilles de journée, les effets d'habillement, les subsistances, etc., se montant à environ quarante-huit mille francs. Huit sergents-majors, deux sergents, trois fourriers, un adjudant arrêtés.

C'est dans les « usages de l'armée ».

* *

Un imbécile, qui n'était jusqu'ici célèbre que par sa richesse, vient de se rendre fameux par sa stupidité. Cet individu, nommé Jacques Lebaudy, s'est mis en tête de prendre possession d'un morceau de la côte déserte du Sahara, et de s'en sacrer « Empereur ». Après avoir laissé capturer par une tribu berbère plusieurs de ses marins, il se livra à mille insanités comme de commander des maisons démontables pour sa « capitale » sans habitants, de

lancer des proclamations, d'ouvrir une adjudication pour le service des postes de son « empire », d'appeler les rois ses cousins, et bien d'autres. Il voulait confier l'enseignement des premiers colons à vingt-cinq Frères de la Doctrine chrétienne et dix-huit filles du Saint-Esprit. Il avait déjà commandé... une guillotine.

Ne rions pas : cet idiot clérical et sanguinaire a toutes les aptitudes d'un souverain.

Lebaudet, empereur.

∴

Un exemple du ridicule et de l'odieux auxquels atteignent quelquefois les lois. Une des victimes de la catastrophe du Métropolitain, un jeune homme, avait été reconnu par son père, M. Léger, et inscrit sous ce nom. Or, on apprit qu'il s'appelait Verthuel. D'où tumulte ; il y avait substitution de personne, grave affaire, etc. M. Léger s'expliqua. Le jeune homme était bien son fils, mais il l'avait eu alors qu'il vivait avec une femme mariée séparée depuis longtemps de son mari, mais non *légalement* séparée. Si bien que, de par la loi, l'enfant avait dû recevoir ni le nom de son père, ni le nom de sa mère, mais celui d'un individu totalement étranger à son entrée dans le monde, et que cet individu, en dépit des faits patents et de la notoriété publique, passait, aux yeux de la loi, pour son vrai père, pour son seul père ! Est-ce assez grotesque ? Est-ce assez répugnant ?

Au dernier congrès féministe, tenu à Paris en 1900, Mme Hubertine Auclert (si je me souviens bien) proposa que toutes les femmes soucieuses de leur dignité gardassent leur nom dans le mariage. Elle avait raison. Changer de nom suivant qu'on change de possesseur, n'avoir point de nom à soi, mais porter celui de son « seigneur et maître », ce n'est pas le fait d'une personne, mais d'une chose. Ce vœu était louable, mais toutefois incomplet. Car quel nom donner aux enfants ? L'exemple que je viens de rapporter, et qui n'est pas rare, montre que le seul nom logique à donner aux enfants est celui de la mère, car, des deux parents, celle de la mère est la seule certaine, toujours certaine, incontestablement certaine. Je soumets cette proposition au prochain congrès du Droit des Femmes.

R. C.

∴

Mouvement ouvrier. — L'*Union fédérale de la métallurgie*, l'une des plus importantes organisations ouvrières, a tenu la semaine dernière son XIe Congrès à la Bourse du travail de Paris.

L'importance de cette organisation et de son influence dans le mouvement ouvrier actuel, n'échappera à personne lorsque j'aurai dit qu'elle groupe actuellement 150 organisations de différentes spécialités de l'industrie métallurgique et que le total des inscrits dans les syndicats adhérents est de 25.000 qui se répartissent sur près de 50 départements. L'*Union des métallurgistes* est une organisation à base fédérative, et les syndicats qui la composent sont entièrement autonomes.

Enfin, comme on pourra s'en rendre compte par le court résumé des travaux du Congrès qui vient de se tenir, on peut dire que cet important groupement ouvrier marche à l'avant-garde du mouvement syndical.

130 syndicats avaient répondu à l'appel du Comité fédéral et avaient envoyé 86 délégués pour prendre part aux travaux du Congrès.

La place me manque pour parler, comme elles le mériteraient, de certaines questions qui y ont été traitées ; je ne ferai donc que les effleurer, pour pouvoir appuyer plus fortement sur la tendance directrice de ces assises du travail, et en tirer la philosophie.

Sept questions étaient à l'ordre du jour. La première, *Institution du viaticum*, et la seconde, *Création de caisses de solidarité indépendantes dans chaque syndicat*, ont été quelque peu rattachées ensemble par le Congrès. Les syndicats adhérents à l'*Union des métallurgistes* possèdent déjà, pour la plupart, des institutions de ce genre. Dorénavant les travailleurs de la corporation dans la nécessité de se déplacer pour trouver du travail sauront pouvoir compter sur la solidarité de leurs camarades, lorsqu'ils arriveront dans un centre où ils seraient susceptibles de trouver du travail. Les délégués ont été unanimes pour déclarer qu'ils n'entendaient pas singer les mutualistes en organisant ce nouveau rouage, mais bien établir et rendre efficace la pratique de la solidarité, ce qui est tout autre. Par ces temps de crise métallurgique, l'organisation de ce service sur cette base est appelée à rendre de signalés services aux travailleurs de la corporation.

De la troisième question, *La coopération de production et de consommation*, je ne dirai pas grand'chose, sinon que le Congrès s'est montré partisan de la liberté la plus large, laissant aux syndicats le soin de décider eux-mêmes, suivant les conditions de temps et de milieux, s'il y avait utilité ou danger à s'occuper de l'une ou des deux formes de coopération. Plusieurs délégués ne se sont pas fait faute d'en signaler surtout les dangers et il y avait unanimité pour déclarer que si la coopération pouvait, quelquefois, être un « moyen » pour venir en aide aux syndicats dans la lutte entreprise contre le patronat ou pour procurer du travail aux militants chassés de l'atelier, elle ne pouvait être considérée en aucune façon comme un « but ». Les bénéfices, si bénéfices il y avait, doivent aller à la propagande syndicale et révolutionnaire, mais jamais les fonds de lutte des syndicats ne serviront à la fondation de coopératives, qui devront toujours être autonomes et d'administration bien distincte du syndicat.

Avec les quatrième et cinquième questions que les congressistes ont quelque peu considérées comme connexes, j'arrive aux questions qui ont donné une caractéristique spéciale à ces assises ouvrières.

Sur la cinquième, *La propagande et le secrétariat*, les secrétaires se sont longuement expliqués sur leur manière d'entendre la propagande et ses fins, et la quatrième, *Des moyens à employer pour faire aboutir nos revendications*, a servi à préciser quels « moyens » ils croyaient les plus propres à mener les travailleurs vers leur émancipation intégrale.

Après avoir exposé les travaux accomplis depuis le précédent congrès et expliqué leurs vues, les secrétaires ont laissé les congressistes — tous des travailleurs venus des quatre coins de la France — discuter entre eux des « moyens » et aussi du « but » que poursuit le syndicalisme révolutionnaire. Et je regrette fort que les politiciens syndicaux n'aient pas daigné se déranger pour suivre les travaux de ce Congrès, ils auraient vu alors en quelle piètre estime on les tient, comment on les juge et la confiance que l'on accorde à leur méthode dans les milieux réellement ouvriers, car les travailleurs venus à ce Congrès n'étaient pas spécialement triés pour les besoins d'une cause, mais étaient bien l'émanation réelle de la classe ouvrière en lutte pour son émancipation.

Et entre les deux méthodes d'action qui s'offrent à eux, ils ont choisi, à la presque, sinon à l'entière unanimité, la méthode d'action que nous ne cessons de préconiser et de défendre ici, c'est-à-dire l'action directe contre la classe capitaliste et l'Etat bourgeois, se refusant à prendre même en considération et à s'occuper — suivant le rapport du Comité fédéral — « de cette multitude de présents, d'os à ronger et de trompe-l'œil que sont ces prétendues réformes : Conseils supérieurs et inférieurs du travail, commissions mixtes, projet de loi liberticide sur la réglementation des grèves et l'arbitrage obligatoire, etc., etc., et autres combinaisons destinées en réalité à consolider l'ordre bourgeois.

Et c'est unanimement, on peut le dire, que les congressistes ont déclaré vouloir persévérer dans la tactique qui a été jusqu'à ce jour celle de l'*Union fédérale des ouvriers métallurgistes* et rejeter cette autre « néfaste, créée spécialement — pour me servir de paroles prononcées — afin de canaliser le mouvement émancipateur des syndicats ». Et le camarade Latapie, dans les quelques paroles qu'il prononçait à l'issue du Congrès, pour résumer et clore ses travaux, n'hésitait pas à déclarer que la *Fédération de la métallurgie* « s'inspirerait dans l'avenir de la méthode préconisée par les congressistes, c'est-à-dire de l'action directe des travailleurs pour l'avènement du communisme libertaire ».

Je signalerai, pour terminer, une question importante, *De l'utilité ou de la non-utilité des caisses de grèves*, soulevée par nos camarades de l'Union du bronze de Paris, question que je me propose de traiter à part dans un de mes prochains *M. O.* car elle en vaut la peine, surtout sous la forme où ces camarades l'ont posée.

Et l'on peut dire bien que des réunions ouvrières de ce genre montrent bien que, contrairement à ce que prétendent des adversaires plutôt intéressés de l'action syndicale autonome luttant sur son propre terrain, que nous sommes bien en communion d'idées avec les travailleurs en lutte pour leur émancipation.

∴

A Halluin, la grève des tisseurs dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, dure toujours et en est à sa septième semaine ; des réunions ont lieu chaque jour, ce qui ne fait pas l'affaire du patron-maire dont les ouvriers sont en grève. C'est ainsi que, jeudi, les tisserands grévistes de chez M. Edouard Defretin, maire d'Halluin, et les ouvriers de l'usine Gratry se sont réunis à la Maison du peuple et ont décidé de se réunir en groupes le lendemain après-midi, à l'heure de la rentrée, pour manifester. Vers 1 h. 1/2, quatre à cinq mille personnes étaient réunies aux abords de l'usine et poussaient des clameurs à l'adresse de ceux qui travaillaient. La police et la gendarmerie durent intervenir, et des renforts de gendarmerie ont été envoyés à Halluin de Roubaix et de Tourcoing.

La faim fait monter les esprits et il faut prévoir de graves accidents.

∴

A Roanne, grève des ouvriers teinturiers qui a donné lieu à divers incidents. Les patrons n'ayant pas cru devoir donner satisfaction à une demande de 50 centimes d'augmentation par journée, les grévistes ont parcouru les rues de la ville avec le drapeau rouge de la Bourse du travail et en chantant la *Carmagnole* et le *Ça ira*. Ils portaient une pancarte sur laquelle était écrit : « Quatre francs ou maintien de la grève. » Les manifestations se sont prolongées surtout devant les teintureries.

P. Delesalle.

∴

Angers. — Encore l'*Ecce-Homo* !... Dernièrement le camarade G.... signalait la triste situation faite aux ouvriers de l'Ecce-Homo. Ceux-ci encore une fois se sont remis en grève. Le motif, toujours le même : on leur avait promis de compléter le montant de leur semaine. Or, de pauvres diables ont gagné jusqu'à cent sous en six jours de travail. Ils sont allés trouver le patron pour lui exposer leur terrible situation ; mais celui-ci, le ventre bien garni, leur a dit qu'il n'y pouvait rien ; poussant l'hypocrisie plus loin, il donna 2 francs à une pauvre fille qui avait gagné 3 francs, afin qu'elle pût payer les 7 francs de pension qu'elle devait, et la semaine suivante cette ouvrière ayant gagné 7 francs, se vit retenir les 2 francs avancés la semaine précédente. Le patron ne veut rien perdre, peu importe que ses esclaves crèvent de faim. Monsieur mange bien et il ne tient pas à ce que sa digestion soit troublée.

Ces ouvriers ont la chance de posséder un directeur qui, à Cholet, eut à subir de la part de camarades une douloureuse opération. Lassés de ses taquineries, pour ne pas dire de sa brutalité et de sa bêtise, les ouvriers sous ses ordres lui cassèrent, paraît-il, une patte. Il faut croire que la leçon est oubliée. Néanmoins les ouvriers de l'Ecce-Homo n'ont pas l'air de vouloir se laisser mener ; pour commencer, ils se remettent en grève. Il est à souhaiter qu'ils réussissent mieux que la première fois. Ils le peuvent, il ne leur suffit que de vouloir.

Langlois.

Suisse.

Genève. — La grève des maçons a commencé au milieu de juillet. Au commencement de septembre, un accord est intervenu entre les grévistes et un groupe de patrons, la plupart des petits entrepreneurs ; ceux-ci occupent en ce moment 700 ouvriers. Les entrepreneurs qui ont refusé d'adhérer à l'arrangement sont des capitalistes espérant se débarrasser de leurs concurrents les plus faibles ; ils ont près de 700 faux *frères* ouvriers dans leurs chantiers, mais parmi ces travailleurs beaucoup ne sont que des manœuvres, les ouvriers font défaut. Les constructions en œuvre demanderaient 2.500 maçons ; les grévistes ne sont plus que 500, les départs volontaires et les expulsions, plus d'une centaine, réduisent de plus en plus leur nombre.

La cuisine communiste a rendu et rend des services signalés, excellent exemple.

A Genève règne une loi confectionnée par M. Thiébaud, qui se dit socialiste ; cette loi lui a été suggérée par le grand entrepreneur M. Ody, un clérical militant. Tour à tour les mesures édictées par la loi contre les grévistes sont exploitées par les patrons ou violées si elles ne conviennent pas à leurs intérêts et le gouvernement se garde bien d'agir contre les patrons.

Aux termes de la loi, le tarif élaboré par la réunion des délégués officiels — réunion à laquelle les grévistes et avec raison ont refusé de prendre part — ne peut être valable qu'à défaut d'autre conven-

tion spéciale entre ouvriers et patrons. Cela n'a pas empêché les journaux bourgeois d'annoncer que le tarif voté par les délégués officiels (parmi lesquels des balayeurs de rue) avait force de loi et devait être appliqué sans autre avis. Or, lors de la grève des ferblantiers, les ouvriers avaient accepté le tarif élaboré par la commission officielle, mais les patrons, considérant ce tarif onéreux pour eux, refusèrent son application. Que firent les ouvriers ? Ils recoururent au Conseil d'Etat, qui leur répondit qu'à teneur de la loi, le tarif n'était applicable qu'en l'absence d'une autre convention entre patrons et ouvriers.

Cela n'empêche pas aujourd'hui des patrons de vouloir exiger l'application d'un tarif que les ouvriers et un certain nombre d'autres patrons refusent. La Fédération des sociétés ouvrières de Genève a fait afficher la lettre des ferblantiers et la réponse du Conseil d'Etat, en les faisant suivre de quelques commentaires, pour éclairer la population.

On assure que les gros patrons, furieux, viennent de demander au gouvernement l'arrestation du Comité du syndicat des maçons, de Bertoni, Avenier et Truau.

Chine.

Un journaliste chinois, correspondant de journaux japonais, a été condamné à la décapitation — et exécuté — pour avoir osé parler de la nécessité d'introduire des réformes en Chine.

Les puissances civilisées interviennent pour protéger les moines et les jésuites, pour soutenir vaillamment la superstition, l'obscurantisme et l'escroquerie; mais elles laissent, en toute tranquillité, mettre à mort les hommes d'intelligence et de progrès. Telle la France, en Turquie, laissant massacrer les Arméniens, et mobilisant sa flotte dès qu'il s'agit des traites de Tubini-Lorando.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du III[e], 26, rue Chapon, prévient les camarades qui désireraient des brochures « *Ce que nous voulons* », à y souscrire d'avance, le premier tirage étant épuisé; un deuxième ne peut se faire avant d'avoir les fonds nécessaires. Elle reçoit aussi dès maintenant les souscriptions à la deuxième brochure : « *L'absurdité de la politique* », par Paraf-Javal, brochure de 8 pages, avec couverture illustrée, à 1 franc le cent, port en plus.

⁂

Ligue internationale antimilitariste (Groupe du 5[e] arrondissement). — Le groupe se réunira le 26 septembre 1903, à 9 heures du soir, salle de l'Union, rue Mouffetard, 76.

Nous rappelons que, malgré l'interruption momentanée de sa propagande, le groupe compte toujours les mêmes camarades; qu'enfin l'imminence d'une ignoble expédition coloniale au Maroc, le départ d'une nouvelle classe : tout ce qui, en un mot, a été fait et tout ce qui reste à faire, vous conduira à assister à ladite réunion où sera discuté le présent ordre du jour : Situation financière; orientation de la propagande; choix d'un secrétaire; des journaux.

⁂

L'Education libertaire du XIII[e] *arrondissement*. — Samedi 26 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, 215, boulevard de la Gare, conférence par le camarade Roussel sur « l'imminence de la Révolution sociale ».

⁂

La Libre Discussion (Université populaire ambulante). — La *Ligue internationale antimilitariste* (19[e] section) recommence la série de ses réunions.

Elle a décidé d'élargir le cadre de sa propagande et de ne pas limiter à la seule action antimilitariste son but d'éducation.

Sans siège social déterminé, elle se transportera, au gré des occasions, en tous les arrondissements et en la banlieue de Paris; elle a donc décidé de prendre, sous le nom de : *La Libre Discussion*, la forme d'une véritable université populaire ambulante.

La série de ses réunions, libres et gratuites, s'ouvrira le samedi 26 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Tambour de la Moselle, 121, rue d'Allemagne (XIX[e]), par une conférence de Paraf-Javal. Sujet traité : « Un quart d'heure avant sa mort, M. de la Palisse était-il encore en vie? »

⁂

L'Aube sociale (U. P.), 35, rue Gauthey (XVII[e]) :

Vendredi 25. — A 8 1/2, Hugues Millière : Les Irréconciliables (socialistes et anarchistes) (1).

Lundi 28. — De 8 h. 1/2 à 10 heures : Cours de mandoline.

Mardi 29.— Réunion du Conseil d'administration.

⁂

L'Effort (U. P.), du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 26. — Leprince : Victor Hugo, son évolution et son œuvre.

Mardi 29. — Ch. Guieysse : L'Orphelinat cantonal en Suisse.

⁂

Coopérative Communiste. — Jeudi 1[er] octobre, à 9 heures du soir, salle Salzac, 1 *bis*, boulevard Magenta, réunion des camarades partisans de la Coopérative Communiste. Les commandes des camarades seront reçues à cette réunion. Entrée libre.

⁂

Kremlin-Bicêtre. — Jeudi 1[er] octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Hénault, 28, avenue de Bicêtre, conférence publique et contradictoire par Paraf-Javal, Albert Libertad, Roger Sandrin.

⁂

Grenoble. — *Bibliothèque d'Etude Libre*. — Réunion chez Rosset, rue Pasteur, samedi 26 septembre, à l'effet de s'entendre pour la réorganisation de la bibliothèque, l'achat de nouveaux bouquins et l'organisation des conférences.

Les camarades ayant depuis un certain temps des livres sont priés de les rapporter. Adresser tout ce qui concerne la bibliothèque à C. Guinet, 69, rue Saint-Laurent.

⁂

Limoges. — Les camarades sont informés qu'il y aura recette samedi 26 septembre, pour le local. Causerie par un camarade de Brive, de passage. Réunion chez Dumas, bar-restaurant, rue Adrien-Dubouché.

⁂

Lyon. — Dimanche 4 octobre, réunion familiale privée, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26, à 8 h. 1/2 du soir, par le groupe *Germinal*.

Causerie sur le Spiritisme et la Science, par un camarade.

⁂

Le Milieu-Libre de Provence. — Samedi 25 septembre, à 9 heures du soir, conférence publique et contradictoire, salle Tosse, à Saint-Louis, banlieue de Marseille. Sujets traités : Organisation d'une colonie communiste en Provence; communisme expérimental. Orateurs : A. Martin, A. Berrier, E. Merle. Entrée gratuite.

Dimanche 26 septembre, à 6 heures précises du soir, réunion de tous les adhérents et camarades au siège du groupe, allées de Meilhan, 34. Causerie; compte-rendu des travaux.

Pour renseignements, s'adresser à E. Merle, 34, allées de Meilhan.

⁂

Roubaix. — Samedi 26 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au Palais du Travail, 8, rue du Pile, causerie par Alphonse sur : Grève partielle, grève corporative, grève générale.

Les camarades sont priés d'être exacts.

ERRATUM

Dans les annonces de volumes que nous avons faites, *Les affaires sont les affaires*, de Mirbeau, sont marquées 1 fr, c'est 3 fr. qu'il faut lire.

VARIA

Veut-on avoir une idée comment est fait le service postal aux réservistes à Grenoble? Voici : le nommé J. G., de Vorey (Haute-Loire) accomplissait ses vingt-huit jours au dépôt. Sa famille lui envoie une lettre annonçant la maladie de son fils, puis à quelques jours d'intervalle, une dépêche apportant la triste nouvelle que son fils était mort. Eh bien, lettre et dépêche, après avoir fait le tour des manœuvres, arrivèrent à destination, c'est-à-dire à J. G., au dépôt, huit jours après que le fils de ce réserviste était enterré. Sans commentaire !

(1) On nous signale ce monsieur qui, paraît-il, pour avoir raison contre les anarchistes, ne craint pas de falsifier les textes.

AUX CAMARADES

Les invendus de l'édition de propagande de *Militarisme* viennent de nous rentrer des librairies. Il y en a un certain nombre de défraîchis. Plutôt que de les céder à un soldeur, nous les offrons aux camarades à 1 franc plus les frais d'envoi, 0 fr. 50.

⁂

Nous avons également quelques centaines d'exemplaires du numéro illustré de la *Mano Negra*, pour lequel les camarades qui l'ont fait, redoivent 300 fr. à l'imprimeur. Afin de liquider cette dette, nous offrons ce numéro à raison de 2 fr. le cent, plus les frais d'envoi 0 fr. 60, un colis en gare. Les groupes pourraient, en le prenant, faire de la bonne propagande avec et aider les camarades à se libérer de leurs engagements.

VIENT DE PARAITRE

La maison Schleicher vient de réimprimer *Les Primitifs*, la si intéressante étude d'ethnologie d'Elie Reclus. Le volume est de 4 fr. en librairie. Nous pourrons le laisser à ce prix, franco pour les camarades de province, et 3 fr. 50 pris dans nos bureaux.

BIBLIOGRAPHIE

Kalendar revolucionaru 1904, à *Novy Kultu*, Praha-Olsany, 45.

Cartilla, 1 vol. de la *Escuela Moderna*, 56, calle de Bailén, Barcelone.

Der Polnischen sozialistischen partei (P. P. S.) *Deutschlands*, 1 broch. chez Nicolas Krozewski, Berlin.

The Pyramid of tyrranny (en jargon juif), par Domela Nieuwenhuis, chez G. David, 58, Dunstan Houses, Stepney Green, London E.

A lire :

Les syndicats chinois, A. Ular; *Dépêche*, 29 août 1903.

L'Esclavage dans les colonies françaises, par Matter; *L'Européen*, 15 septembre 1903.

Choses et autres, Harduin; *Le Matin*, 17 septembre 1903.

Les règles du travail, D[r] Toulouse ; — *Chez les Insurgés*, Jacques Dhur; *Le Journal*, 21 septembre 1903.

A voir :

Erreurs judiciaires; *Assiette au beurre*, n° 129.

PETITE CORRESPONDANCE

H., à Barenton. — Oui, tout reçu.

L. P. B. — Bon. Entendu.

Un déchard. — Pouvez-vous nous dire l'éditeur du volume?

E., à Tunis. — Il vaut mieux que le libraire continue à se servir chez Hachette.

P. R. — Le journal étant en trop mauvaise situation, nous sommes forcés de réduire les services.

T., rue B. — Venez le dimanche matin. Il y a toujours du monde au bureau de 9 heures à midi.

B., au Chambon. — En effet, votre abonnement est marqué finissant fin septembre. Mais l'envoi n'a pas été supprimé. Le numéro se sera perdu à la poste.

H., à Lille. — Non, ce journal ne paraît plus.

P., à Limoges. — En effet, j'ai confondu les deux villes.

Un lecteur. — L'*Appui mutuel* n'est pas encore paru en français. Il n'existe qu'en anglais.

Reçu pour le journal : Fernick, 2 fr. — H. R., à Neuchâtel, 1 fr. — A. B., à Rouen, 2 fr. 20. — C., à Sainte-Menehould, 0 fr. 50. — Un camarade, 0 fr. 75. — Rabillier, 0 fr. 50. — Un déchard, 1 fr. 50. — C. F., au Mans, 6 fr. — A. B., à Buenos-Ayres, 8 fr. 90. — A. P., à Orléans, 2 fr. — Merci à tous.

T. A., à Saint-Etienne. — F. F., à Forli. — S., à Aumale. — P. G., à Senones. — J. H., à Rotterdam. — L. C., à Toulon. — C. P., à Méailles. — G. M. L., à Saint-Léonards. — C. M., à Marseille. — J. F., à Lyon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 23 DIX CENTIMES DU 3 AU 9 OCTOBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LES ANARCHISTES

ET LA

GRANDE RÉVOLUTION

I

Souvent on nous reproche notre nom d'anarchistes. — « Passe encore pour vos idées », nous dit-on, — « je les aime bien ; mais ce nom malheureux ! Comment voulez-vous devenir un parti puissant, en retenant ce nom qui implique désordre, destruction, chaos? »

Nous avons déjà dit une fois (*Paroles d'un Révolté*) pourquoi nous préférons le « désordre » a cet « ordre » qui régna un jour « à Varsovie », qui fut rétabli plus tard à Paris, par le massacre de trente mille prolétaires, et dont on nous annonce chaque fois le triomphe, dès qu'un commencement de révolution a été étouffé dans le sang des travailleurs. De cet *ordre*, qui est l'oppression séculaire, une fois de plus proclamée, nous ne voulons pas. Nous préférons mille fois mieux le *désordre*, qui fut fait par les anabaptistes au seizième siècle, par les révolutionnaires en 1793, par Garibaldi, par la Commune de 1871, et tant d'autres, auxquels la bourgeoisie décerne le titre, glorieux à nos yeux, de « fauteurs de désordre ».

Et puis, disions-nous, ce mot « Anarchie » — à part son sens très précis de négation de l'Etat — a déjà tout un passé glorieux. Il date, en effet, de la Grande Révolution ; lorsqu'on donna le nom d'anarchistes à tous ceux qui furent de vrais révolutionnaires — à ceux qui ne s'arrêtèrent pas à moitié chemin, mais allèrent jusqu'au fond des choses qu'il s'agissait de renverser.

Quant à tous ces noms — « libertaires, acrates (pas de gouvernement), anti-étatistes », etc., auxquels on a eu quelquefois recours pour ne pas trop attirer sur soi la persécution, — tous ces noms pèchent par un côté. Ils ne disent rien sur notre caractère de révolutionnaires, — gens qui ont recours aux *procédés révolutionnaires*, pour accomplir *des changements fondamentaux, révolutionnaires par leur essence*.

*
* *

Un pamphlet fort connu, et qui eut beaucoup de retentissement de son temps, — *Brissot à ses commettants*, — est excessivement instructif sous ce rapport. Il énumère les crimes des « Anarchistes » de la Grande Révolution — et chacun de ces crimes est à nos yeux un titre de gloire et un enseignement pour l'avenir.

Il est vrai que ceux que Brissot appelait Anarchistes comprenaient des éléments très variés. C'étaient des Hébertistes, des « enragés », des Cordeliers, le parti de Marat, et des Jacobins avancés. Mais ils avaient tous un trait commun. La république bourgeoise ne les satisfaisait pas. Ils demandaient ce qu'on appelait alors « la loi agraire », c'est-à-dire le retour aux communes des terres qui leur avaient été enlevées sous l'ancien régime. Ils prêchaient « le nivellement des fortunes », ce que nous appelons aujourd'hui « l'égalité économique ». Et ils ne reconnaissaient pas que le Gouvernement représentatif de la Convention fût capable de continuer la Révolution.

Ils savaient que la Convention ne ferait rien sans y être forcée par le peuple — et ils tenaient cette Convention en mains. Et par-dessus sa tête ils organisaient le soulèvement populaire. A Paris, ils proclamaient la Commune souveraine et ils cherchaient à établir l'unité nationale — non par l'effet d'un gouvernement central, mais par des rapports directs établis entre la municipalité et les sections de Paris et les 44.000 communes de France.

Eh bien ! nous sommes fiers d'avoir eu des hommes de cette intelligence politique pour devanciers.

Mais écoutons Brissot (1).

*
* *

« J'ai annoncé dès le commencement de la Convention » — c'est ainsi que débute Brissot — « qu'il y avait en France un parti de désorganisateurs, qui tendait à dissoudre la République, même à son berceau. » Et il continue: « Je viens prouver aujourd'hui : 1° que ce parti d'anarchistes a dominé et domine presque toutes les délibérations de la Convention et les opérations du Conseil exécutif; 2° que ce parti a été, et est encore l'unique cause de tous les maux, tant intérieurs qu'extérieurs, qui affligent la France ; 3° qu'on ne peut sauver la République qu'en prenant une mesure rigoureuse pour arracher des représentants de la Nation au despotisme de cette faction. »

Pour quiconque connaît le caractère de l'époque, ce langage est assez clair. Brissot demandait tout simplement la guillotine pour ceux qu'il appelait les Anarchistes et qui, en voulant continuer la Révolution et l'amener à achever l'abolition de l'ordre féodal, — empêchaient aux bourgeois, et notamment aux Girondins, de cuire tranquillement leur popotte bourgeoise à la Convention.

Il faut donc bien définir cette « Anarchie », dit le ministre girondin, et voici sa définition :

— « Des lois sans exécution, des autorités sans force et avilies, le crime impuni, *les propriétés attaquées*, la sûreté des individus violée, la morale du peuple corrompue : ni constitution, ni gouvernement, ni justice ; voilà les traits de l'Anarchie ! »

Mais, très bien ! très bien ! juste ce qu'il faut — « Des autorités sans force et avilies ! » Mais c'est précisément comme ça que l'on fait les révolutions. Comme si Brissot lui-même ne le savait pas et ne l'avait pas pratiqué avant d'arriver au pouvoir. Pendant trois ans, depuis mai 1789 jusqu'au 10 août 1792, il fallut bien avilir l'autorité du roi et en faire une « autorité sans force », pour pouvoir la renverser enfin le 10 août.

Seulement, ce que Brissot voulait, c'est que, arrivé jusqu'à ce point — la Révolution cessât le même jour.

Dès que la royauté fut renversée, et que la Convention fut devenue suprême, « tout mouvement insurrectionnel, nous dit-il, devait cesser ».

Notons en passant que c'est précisément cela que les Brissotins de la prochaine révolution nous demanderont, à nous, les anarchistes, — et c'est précisément ce que nous, descendants des anarchistes décriés par Brissot, nous garderons bien de faire.

« Les propriétés attaquées! » mais c'est juste ce qu'il fallait faire pour amener à bonne fin la révolution commencée en 1789 et arrêtée vers le commencement de 1790 par l'Assemblée Nationale... Mais ceci demande quelques explications.

*
* *

Dès que la royauté fut renversée, abolie serait trop dire, elle ne l'est pas encore — et la république bourgeoise proclamée, les bourgeois conclurent que la Révolution ayant achevé son but, tout mouvement révolutionnaire devait cesser : tout devait rentrer dans le calme. — « Je crus, nous dit Brissot, que l'*ordre* seul pouvait procurer ce *calme*; que l'ordre consistait dans un respect religieux pour les lois, les magistrats, les propriétés, la sûreté individuelle. »

Heureusement — encore une leçon pour l'avenir — les anarchistes n'en crurent rien. Le paysan n'avait encore rien gagné de positif à la Révolution. Le droit féodal avec toutes ses redevances, aussi nombreuses que lourdes, *était resté*. Tout ce que les insurrections des paysans avaient obtenu de l'Assemblée Nationale, en août 1789, avait été la *permission de racheter* les redevances féodales, sans que la valeur en fût même fixée ou que le rachat fût rendu obligatoire. La dîme restait. Quant aux terres que les seigneurs, les couvents, l'Eglise avaient enlevées dans le courant du 17e et du 18e siècle aux communes des paysans, rien n'avait encore

(1) Voici le titre exact de ce pamphlet qui produisit une grande sensation, devint le mot de ralliement de tous les contre-révolutionnaires, et fut réimprimé dans ce but en français, en Angleterre, et traduit dans toutes les langues: *J.-P. Brissot, député du département d'Eure-et-Loir, à ses Commettants. Sur la situation de la Convention Nationale, sur l'influence des Anarchistes, et les maux qu'elle a causés, sur la nécessité de l'abolir pour sauver la République.* Ce pamphlet, ou plutôt ce bouquin (il contient 224 pages), est daté du 23 mai 1793.

été fait pour légaliser leur reprise là où elle avait été faite de force par les paysans, et encore moins pour la généraliser là où elle n'avait pas été faite.

Pis que cela. Dès juin 1790, une loi avait été votée, dont les historiens, admirateurs de l'ordre, se gardent bien de parler, d'après laquelle le non-paiement des dîmes ou des redevances féodales était puni sévèrement et toute propagande contre la dîme était punie de mort. Aussi, quand Brissot parle de respect des lois et de justice, il faut bien comprendre que la justice brissotine, c'était la mort à quiconque oserait parler de reprendre aux seigneurs ou aux couvents les terres par eux volées. Lui-même le reconnaît dans une note où il parle de Momoro, « celui-là même qui fut sur le point d'être pendu, qui l'aurait été sans Buzot, *pour ses prédications sur la loi agraire* ». Il regrette au fond que cela ne fût pas fait.

La haine des bourgeois arrivés au pouvoir contre les socialistes de l'époque — contre ceux qui prêchaient la terre au paysan — et surtout contre les anarchistes de l'époque qui poussaient à ce que la terre fût reprise en effet par les paysans, ne pouvait être assouvie que par la guillotine.

C'est pour cela que Brissot nous dit que « les véritables ennemis du peuple et de la république étaient les anarchistes, *les prédicateurs de la loi agraire, les excitateurs de sédition* », « les entrepreneurs de révolution ». C'est pour cela qu'il demanda de les anéantir.

Eh bien ! nous sommes fiers d'avoir eu ces hommes-là pour ancêtres.

PIERRE KROPOTKINE.

Les bourgeois ont célébré Renan qui était un écrivain hors ligne, cela d'accord ; qui a dit de fort bonnes vérités, évidemment.

Mais, qu'on l'ait posé comme le modèle du libre penseur et du citoyen, voilà qui est plus sujet à contestation.

Pour moi, Renan me fait plutôt l'effet du bonhomme qui voit bien les maux sociaux, sait fort bien les critiquer, au besoin, si cela lui permet de ciseler une fort bonne phrase.

Mais le mal constaté ne l'empêche pas de se tenir toujours du côté du manche, de se loger dans un bon fromage, d'où il continua à regarder défiler les misères humaines. Et — tel l'entomologiste heureux de piquer un papillon rare en sa collection — de noter au passage celles qui font le plus « d'effet »... de style.

Ne nous égarons pas. Servons-nous, pour combattre l'ordre social actuel, des choses bonnes que Renan peut avoir écrites, mais laissons-le pour ce qu'il était : un bon bourgeois, bourgeoisant.

N'oublions pas le fait typique que Goncourt, seul, osa avouer : la médaille qu'à quelques-uns ils firent graver pour offrir à Brébant, et sur la face de laquelle on lisait :

Pendant
le siège de Paris
quelques personnes ayant
coutume de se réunir chez M. Brébant
tous les quinze jours, ne se sont pas une seule
fois aperçues qu'elles dînaient dans
une ville de deux millions
d'âmes assiégée
1870-71

Sur le revers :

A Monsieur Paul Brébant.

Ernest RENAN.	Ch. EDMOND.
Paul DE SAINT-VICTOR.	THUROT.
M. BERTHELOT.	MAREY.
Ch. BLANC.	E. DE GONCOURT.
SCHERER.	J. BERTRAND.
DUMESNIL.	Théophile GAUTIER.
A. NEFFTZER.	A. HÉBRARD.

Ils avaient la reconnaissance du ventre. Ils n'ont que cela de sensible.

J. GRAVE.

DES FAITS

Montluçon, 25 septembre. — Dans sa séance d'hier, le conseil municipal socialiste-révolutionnaire de Montluçon a voté une somme d'un million pour servir à construire des casernes destinées à loger un régiment d'infanterie.

(Réveil du Centre.)

LES GRÈVES MILITAIRES

M. Charles Naine, avocat à la Chaux-de-Fonds et rédacteur de la *Sentinelle*, invité par un ordre d'appel à rejoindre sa batterie pour le rassemblement des troupes, s'y est refusé et motive son refus par la lettre suivante adressée au chef du département militaire de son canton :

« Monsieur,

« Les publications militaires m'appellent à prendre part dans quelques jours au rassemblement de troupes. Je vous informe que je ne m'y rendrai pas pour les raisons suivantes. Nous sommes arrivés à une époque où les intérêts des peuples civilisés ainsi que leur morale courante sont absolument contraires à l'organisation de l'assassinat en masse à laquelle tous les gouvernements vouent leurs plus grands soins. Seuls les intérêts de quelques privilégiés, joints aux préjugés et à la routine des masses, soutiennent encore l'armée et permettent les guerres.

« En ce qui me concerne, n'étant pas du nombre des privilégiés qui ont avantage au maintien des préjugés patriotiques, et ayant, d'autre part, de nombreux motifs pour considérer comme mon prochain celui qui demeure au delà du Rhin, du Doubs ou des Alpes, il ne m'est pas possible de prendre une part de responsabilité, si minime soit-elle, dans une institution qui peut, demain, causer la mort d'un nombre incalculable d'êtres humains et qui, chaque jour, détruit inutilement des richesses fabuleuses, tandis que des millions de mes semblables vivent dans la pauvreté.

« Je suis prêt à subir toutes les conséquences de ma détermination, les préférant de beaucoup à celles dont je supporterais la responsabilité si j'obéissais à vos ordres.

« Veuillez agréer...

« C. NAINE. »

Le département militaire lui ayant fait connaître les mesures qui seraient prises contre lui, l'antimilitariste conscient a répondu par la lettre suivante qui l'honore grandement :

« Monsieur,

« Votre lettre du 31 août m'est bien parvenue. La décision que j'ai communiquée à M. le chef d'arme de l'artillerie est une conséquence inévitable de mon activité et de mes convictions. Je ne la modifierai pas. Je sais que je m'expose à être recherché par la police et à être puni ; puisque aussi longtemps que nous ne serons qu'une minorité à ne pas vouloir d'armées, la majorité ne nous laissera que deux alternatives : ou porter les armes ou être puni. Je choisis la seconde parce qu'elle me permet de satisfaire à la fois ma conscience et ma raison, tandis que la première les révolte toutes deux.

« Veuillez agréer, etc... »

Arrêté vendredi, le camarade Naine a été dirigé sur Fribourg où se trouvent l'état-major général et le tribunal militaire. Il passera donc en conseil de guerre. Nul doute que son attitude soit celle que nous font prévoir les deux lettres ci-dessus (1).

(Extrait du *Réveil* de Genève, 12 septembre 1903.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La chasse est ouverte. Il y a beaucoup de monde, parce qu'il ne faut que tuer des animaux paisibles. S'il s'agissait de bêtes dangereuses, et qu'il y eût mérite à en délivrer ses semblables, il n'y aurait pas tant de presse.

On se lève de bon matin, on tire des coups de fusil, on joue à l'homme de guerre, on égorge des êtres de tout point semblables à soi, on supprime de la vie, on fait couler du sang, on assiste à des agonies, on tue, on blesse, on « s'amuse ».

J'entends bien qu'il est légitime que nous nous défendions contre le pullulement des autres espèces animales, lesquelles ont le tort d'écouter M. Piot et de se reproduire patriotiquement, à l'aveuglette. Dans ce cas, que ne laisse-t-on le soin d'arrêter ce pullulement à ceux qui y ont intérêt avant tous : les paysans, dont il menace les récoltes ; les pauvres et les affamés, pour qui il constitue une nourriture toute prête et gratuite ?

Quoi ! il y a sur terre, d'une part, des hommes et des femmes qui meurent littéralement de faim, d'autre part des aliments qui se promènent en liberté sous forme de lièvres, de perdrix, de faisans, de chevreuils, et vous interdisez à ces affamés de saisir cette nourriture, sous prétexte qu'ils n'ont pas vingt francs à vous donner, — et vous en octroyez la permission à qui ? à des gens qui n'ont nul besoin de ces proies, à des gens qui mangent déjà beaucoup trop, puisqu'ils sont gras et que la chasse leur a été conseillée par leur médecin comme un expédient pour se faire maigrir !

Que la capture des proies soit défendue à ceux qui ont faim et permise à ceux qui ont bien dîné, c'est là un de ces mystères de la société actuelle que je ne puis arriver à percer. A moins que la pensée secrète des gouvernants ne soit tout simplement ceci : Il est mauvais que le pauvre acquière aux armes à feu une habileté qu'il pourrait tourner un jour contre le riche et contre nous ; il est bon que le riche s'exerce à l'usage du fusil, et qu'à tirer les perdreaux il s'apprenne — pour des temps prochains — à tirer les pauvres.

∴

L'*Internationale* menace de remplacer la *Marseillaise* dans la faveur du public. A Tréguier, à Marseille, un peu partout, aux inaugurations, aux solennités, aux fêtes, on la chante sous le nez des autorités. Au congrès des Amicales, les instituteurs et institutrices la chantaient. Bon signe. Il est de fait que des couplets comme :

Les rois nous saoulaient de fumées...

et où il est question de balles qui, « si ces cannibales s'obstinent à faire de nous des héros, seront pour et cætera » — font toujours plaisir à entendre. Font plaisir... pas à tout le monde. Pas à « nos propres généraux », par exemple. C'est ce que le général André, de passage à Saint-Emilion, a déclaré à une députation de socialistes venus pour le complimenter, le front dans la poussière, et implorer de lui la réforme du Code militaire. Il leur a fait comprendre que des balles adressées à d'autres qu'à des grévistes n'étaient pas de son goût, et que cette façon d'entendre le tir ne lui plaisait point. Dorénavant, quand il entendra chanter l'*Internationale*, il s'en ira. Il aura bien raison. Ce n'est pas comme lorsqu'il entend chanter un *De profundis* à Notre-Dame en l'honneur d'un pape défunt : il accourt, avec tous ses officiers, et écoute, ravi, jusqu'à la fin. Aux chants révolutionnaires il préfère l'orgue et les cantiques en latin. Pourquoi le taquiner là-dessus ? C'est son goût, à cet homme.

Quant aux socialistes, ils n'auront qu'à effacer le fâcheux couplet et à le remplacer par un autre célébrant le militarisme. Après quoi, et grâce à quelques autres platitudes, nous espérons fermement qu'ils finiront par rentrer dans les bonnes grâces du général-ministre.

∴

Encore un abbé, vicaire aux Milles (Aix-en-Provence), ancien professeur d'histoire dans un établissement congréganiste de Seine-et-Oise, condamné à trois mois de prison (avec sursis) : outrages publics à la pudeur.

Ils ont l'air de le faire exprès.

En fait de sursis, c'est à leur façon de catéchiser les fillettes qu'ils devraient bien surseoir.

∴

Lebaudet, empereur des baudets, vient d'écrire à son cousin Emile Ier, simple président de république (pouah !), pour lui signifier qu'il renonce à la nationalité française. Hé mais ! c'est une idée, cela. C'est une idée à creuser par les conscrits que la pensée d'aller tirer sur leurs camarades d'atelier n'enthousiasme pas. La veille de leur tirage au sort, ils n'auraient qu'à avertir leur chef d'Etat, par lettre recommandée, qu'ils ne se considèrent plus comme faisant partie de la nationalité française,

(1) Le camarade Naine est passé en jugement. La semaine prochaine nous donnerons des extraits.

saharienne ou autre. Si ce n'est pas plus difficile que cela...

Y aura-t-il des conscrits dans votre empire, maître Jacques, et leur parlerez-vous de patriotisme?

R. C.

⁂

L'aventure de M. Vautour. — M. Vautour vient d'être la victime d'une aventure bien désagréable. Dans la circonstance, M. Vautour s'appelle Delcambre ; il habite Armentières où il exerce la double profession de propriétaire et de marchand de bric-à-brac.

Il y a quelques jours, M. Vautour-Delcambre donnait à l'huissier l'ordre d'expulser un de ses locataires, père d'une nombreuse famille et qui s'était trouvé dans l'impossibilité de payer le terme. L'huissier fit son métier *et le père fut jeté sur le pavé avec ses douze enfants.*

Des faits de ce genre se produisent à Paris, tous les jours, et il ne vient à personne l'idée de s'en indigner. A Armentières, la population se montra moins indifférente. Le soir même de l'expulsion, elle se rassemblait sous les fenêtres du brocanteur Delcambre pour huer M. Vautour. La manifestation recommença le lendemain, puis les jours suivants, jusqu'au moment où la police eut l'idée malencontreuse d'intervenir en faveur du propriétaire inhumain. Cette fois, la foule exaspérée ne se contenta plus de siffler. Après avoir houspillé le commissaire qui dut chercher un asile dans une maison voisine, elle envahit la boutique de M. Vautour-Delcambre et la mit à sac. Linge, meubles, marchandises, tout fut jeté par les fenêtres et vint s'entasser dans la rue, à la place même où quelques jours auparavant un père et ses douze enfants avaient été jetés par la volonté de M. Vautour.

La troupe intervint à l'instant où les manifestants commençaient le siège de l'immeuble où s'était réfugié le commissaire. Aucune arrestation n'a été opérée.

C'est ainsi que de temps à autre la justice du peuple se dresse en face de la justice féroce des vieux codes, pour rappeler à M. Vautour et à ses amis qu'en matière de droit humain le gendarme ne dit pas toujours le dernier mot des choses.

(*L'Aurore.*)

⁂

Firminy. — J'ai signalé, il y a quelques jours, la formation d'un syndicat de jaunes. Cela ne m'a pas trop surpris; mais c'est aussi sans trop de crainte que j'ai attendu et attends encore les événements.

D'instinct, les mineurs haïssent le patron; et il suffit que quelqu'un se frotte d'un peu près avec les ingénieurs de la compagnie, pour qu'il s'attire le mépris des ouvriers. Il subit, trop passivement, c'est vrai, les exigences des employeurs; mais de là à faire volontairement cause commune avec eux, il y a loin. Le directeur de la puissante compagnie a pu s'en rendre compte, même depuis la grève. Si aux dernières élections des délégués mineurs le secrétaire du syndicat rouge a été mis en ballottage et n'a été élu qu'au second tour, dans la division de Latour, le président du même syndicat a été élu à une imposante majorité au premier tour et l'élection ayant été annulée, sur la demande de l'exploitant, parce que l'élu n'avait pas son domicile dans le territoire de sa circonscription et qu'il ne travaillait plus à la mine, au second tour il a eu tous les suffrages moins un. Plus récemment, aux élections d'administrateurs de la caisse de secours, c'est encore la liste du syndicat qui a été élue. On juge par cet état d'esprit avec quelle faveur a été accueillie la création du syndicat n° 2 *dit libre*. Il y a quelques semaines, une réunion dans un local privé avait lieu pour former le bureau. Devant le petit nombre de membres présents, la réunion ne put avoir lieu et fut renvoyée à une date ultérieure. Dimanche, treize nouvelles affiches invitaient les renégats à ne pas baisser la tête devant les rouges et les invitaient à assister nombreux à la réunion qui devait avoir lieu le soir.

Ils étaient là les mineurs, dévisageant au passage les valets du capital et ils en ont compté, devinez combien? vous n'y arriveriez pas! Quatorze. Pas un de plus. Comme la première fois, on n'a pas pu procéder à l'élection du bureau, et c'est sous les huées de toute la population que les n° 2 ont dû se retirer. Quelques-uns ont même récolté quelques horions et le président provisoire a été giflé magistralement par une bonne mère de famille. Tout cela d'ailleurs n'est qu'un petit aperçu de ce que sera la deuxième édition. Et cela prouve bien quelle est la pression qui est faite sur ces malheureux pour les enrôler de force. On prétend qu'il a été distribué près de trois cents livrets et je me suis laissé dire que quelques-uns d'entre eux faisaient partie des deux syndicats. Cela s'explique. Voilà des mineurs ayant 20, 25, 28 ans de mine. Dans quelques années ils seront en droit de réclamer la retraite que la compagnie accorde, soit 540 fr. Ils savent que si la retraite est à ce taux, c'est grâce au syndicat et à la grève de 1890 qui, de 360, la porta à 540. Ils savent que s'ils ont touché la prime de 60 fr. par an pendant quelques années c'est encore au syndicat qu'ils le doivent, de même que le relèvement des salaires du 9 0/0 accordé à la suite de la grève de 1899. Ils comprennent que s'ils ont en partie été battus lors du mouvement de l'année dernière, sans le syndicat la défaite aurait été complète puisqu'il leur reste une partie de cette prime. Et puis on ne gagne pas toutes les batailles. Tout cela a créé un lien de sympathie entre eux et le syndicat. Et voilà qu'ils sont menacés de perdre leur droit à cette retraite, qui leur assurera au moins le gîte et le pain pour leurs vieux jours. Ils connaissent leurs chefs ; s'ils ne veulent pas s'incliner, on leur rendra le travail impossible en les mettant dans les mauvais chantiers ou pour un motif quelconque on les renverra. Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est malade. Quand on veut se débarrasser de quelqu'un, on trouve toujours un motif, refus d'obéissance ou autre. Et les pauvres vieux acceptent le carnet qu'on leur impose; mais, dans leur cœur, ils se promettent bien de ne contrecarrer en rien leurs amis du vrai syndicat. La preuve, on l'a vue plus haut.

Continuez, Monsieur Voisin, le jour où tout le monde sera enrôlé dans votre syndicat, les rouges pousseront les jaunes à la porte et ce sera à recommencer.

Galhauban.

⁂

Limoges. — Il se trouve en garnison, ici, un régiment, dont le colonel a su, à l'aide de certains artifices, s'attirer les bonnes grâces des habitants qui, maintenant, chantent ses louanges sur tous les tons; il fut même un temps où la presse locale parlait presque journellement de lui ; elle alla jusqu'à le gratifier du titre de véritable père de famille.

Dernièrement, il donnait dans la cour de la caserne une représentation théâtrale avec ordre de laisser rentrer toutes les personnes qui le désireraient, surtout les dames... ; la représentation finie, il fit un petit discours, à la fin duquel il annonça qu'il levait toutes les punitions. Aussi l'enthousiasme fut-il général, et c'est au cri de : Vive le colonel, que le public se retira. Pourtant derrière les murs de cette caserne, que ne se passe-t-il pas d'infamies ; ainsi je citerai un fait qui vient de se passer à l'atelier de cordonnerie du régiment. 15 jours avant les manœuvres, on avait commencé à nous faire veiller jusqu'à 10 heures, mais après quelques réclamations, l'on se décidait à nous lâcher à 9 heures, ce qui depuis 5 h. 1/2 que l'on embauchait le matin, faisait d'assez belles journées ; mais cela ne devait pas s'arrêter là; la semaine suivante, les ouvriers qui devaient faire les manœuvres durent faire toutes les marches, sans pour cela être exempts du travail de l'atelier, ce qui faisait que, levés depuis trois heures le matin, ils devaient, une fois rentrés de marche, venir travailler jusqu'à 9 heures du soir.

Dix-huit heures de fatigue seulement... et dire que cela se passe au 78e de ligne, régiment modèle, commandé par un véritable père de famille...

G. G.

Russie.

Sur les *propriétés du prince Troubetzkoy,* qui sont situées dans le gouvernement de Kharkoff, près d'Odessa, les ouvriers travaillent 21 heures (?) par jour en ne recevant à *discrétion* que de l'eau et du pain. A *leurs repas*, jamais de nourriture chaude. Pendant la récolte du raisin, les ouvriers étaient astreints à faire la cueillette avec des *muselières*, c'est-à-dire la figure emprisonnée dans des *filets* de corde! Quand les ouvriers ont soif, le *contremaître fait relever la muselière pour les laisser boire*, puis il la *referme lui-même*. Au-dessus du contremaître, il y a M. Schmidt, le surveillant en chef. C'est cette immonde canaille qui fait fouetter les ouvriers récalcitrants avec la *nagaïka*.

Les ouvriers sont payés 45 à 50 roubles (1) de juin à octobre, les ouvrières 30 à 35 roubles.

(1) Le rouble vaut 2 fr. 65.

Les ouvriers « loués » à l'année reçoivent 65 à 70 roubles, les ouvrières 50 à 55 roubles.

Quel ignoble pays!!

(De *Iskra* (l'Etincelle), 11 septembre 1903.)

Brésil.

Rio de Janeiro. — Les ouvriers ont, à Rio de Janeiro comme partout, de zélés et hardis « protecteurs » qui font, en toute occasion, tout le possible pour les dévoyer. Ils ont constitué des « sociétés ouvrières » qui ne perdent pas leur temps: le 1er mai 1903, par exemple, elles avaient organisé un cortège ; à la prière des grands chefs, le gouvernement « s'associa » à la fête et « se fit représenter » *par le chef de la police!* C'était un peloton de police montée, commandé par un lieutenant, qui ouvrait la marche ; puis venaient les groupes des travailleurs, arborant, montés sur des hampes, les portraits de Marx, de Blanqui, de Tolstoï, de Benoît Malon, de Babeuf, de Zola, de Proudhon, etc., le tout entrelardé de bataillons de police, de compagnies d'infanterie et de musiques militaires: le rêve! La voilà, l'harmonie sociale, le parfait accord du maître et de l'esclave.

Rien mieux, le 7 mai, à 1 h. 1/2 de l'après-midi, une commission de 50 ouvriers, ayant à sa tête le professeur Vicente de Souza, l'un des plus considérables « protecteurs » des ouvriers, se présentait au palais de Cattete, résidence du chef de l'Etat: M. Vicente de Souza et ses cinquante protégés étaient admis à l'honneur de faire la révérence devant le président, de lui exprimer leur gratitude pour la participation du gouvernement, et lui remettaient une pétition portant 5.000 signatures ouvrières, demandant la journée de 8 heures dans les ateliers de l'Etat. En quittant le palais, la bande se dirigeait vers le quartier de la Brigade de police, chez le général Hermes da Fonseca et le remerciait pour *l'appui* prêté par lui à la manifestation du 1er mai. L'autre, pince-sans-rire, répondait qu'il n'avait fait que son devoir en se trouvant aux côtés des travailleurs. De là, enfin, le troupeau s'acheminait chez M. Cardoso de Castro, chef de la police, le remerciait du bon ordre maintenu, grâce à ses agents, pendant la fête du 1er mai et recevait de lui cette réponse monumentale, que « fils du peuple, il était heureux de combattre pour les siens (satisfeito pugnando pelos seus) ». Le mouchard poussa l'amabilité jusqu'à reconduire la commission jusqu'à l'escalier.

⁂

Le 10 juin, les directeurs de la Compagnie du *Nouveau Lloyd Brésilien* nommaient au poste de directeur des ateliers de Mortona, M. José Maria da Conceição, une vieille connaissance du personnel ouvrier: hautain, despotique et grossier, tel on l'avait connu il y a quelques années, tel on le retrouvait. Il commença par interdire de fumer dans les ateliers — une vieille habitude chère à tous — par interdire de sortir pour aller prendre le café, de se baigner à la fin de la journée, etc., de plus, amendes à tout bout de champ, injures, toute la lyre.

Le 17 juin, après s'être consultés, 800 ouvriers des ateliers de Mortona quittaient le travail et faisaient savoir à la direction qu'ils exigeaient la démission de M. Conceição. Et de nouveau les policiers arrivèrent en masse, autour des travailleurs,— touchante sollicitude! et de nouveau le brillant professeur, M. Vicente de Souza, prenant la tête d'une délégation ouvrière, eut l'honneur d'être reçu au palais présidentiel; il exposa les motifs de la grève et demanda une intervention du gouvernement. Mais Son Excellence répondit que les ouvriers avaient mal fait de se mettre en grève ; et l'on vit bien, en effet, que le gouvernement, *maintenant que c'était sérieux*, ne « s'associait » plus aux travailleurs. Non seulement le ministre de l'industrie se bornait à donner de l'eau bénite aux délégués ouvriers, et le ministre des finances, après les avoir fait attendre pendant 4 heures dans son *antichambre*, les faisait mettre à la *porte sans les recevoir*, mais le ministre de la marine mettait à la disposition du *Nouveau Lloyd* les ateliers de l'Etat. Devant cette attitude du gouvernement, M. Vicente de Souza — qui présidait de fréquentes réunions et faisait de l'éloquence à tour de bras — ne savait plus que dire et conseillait bonnement aux grévistes d'aller *mendier* aux portes du président, des ministres, des directeurs, etc. Des protestations se sont élevées et, dans une lettre aux journaux, un ouvrier a remarqué

que le professeur de Souza n'eût pas dit cela s'il avait été un ouvrier, car l'ouvrier en grève ne supplie pas, il exige.

En effet, la fermeté des grévistes et la solidarité de leurs camarades ont eu raison de la résistance des directeurs, et M. Conceição a dû démissionner. C'est en réalité une victoire de l'action directe et les développements oratoires de M. Vicente de Souza n'ont été qu'une superfétation. Mais les travailleurs brésiliens feront bien de se méfier des amis de cette espèce.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du IIIe*, 27, rue Chapon. — Dimanche 4 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, causerie par le camarade Santerre sur : L'Autorité familiale. Cette soirée se terminera par une tombola gratuite. Vestiaire : 0 fr. 30, cette soirée étant organisée au profit de la « brochure à distribuer ».

**

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 5 octobre, à 8 h. 1/2, causerie par Francis Jourdain sur *L'alcool et l'alcoolisme*.

**

Causeries Populaires, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 7 octobre, inauguration du local; causerie d'entrée.

**

Fête de camaraderie, organisée par les *Causeries Populaires*, la *Marianne*, les chansonniers révolutionnaires, *Germinal*, la *Muse Rouge*, salle de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette, le samedi 10 octobre, à 8 h. 1/2.

Conférences : *La Camaraderie*, par Paraf-Javal; *Ce que nous voulons*, par Libertad.

Crépuscule, de René Fauchois, interprété par la *Marianne*.

Poésies et chants.

Entrée : 0 fr. 30, pour les frais et au profit des *Causeries Populaires*.

La librairie sera tenue par les camarades organisateurs.

**

Union ouvrière de l'Ameublement. — Mardi 6 octobre, 35, rue Gauthey, à 8 h. 1/2 du soir, réunion générale très urgente. Discussion pour fixer le nouveau siège social, la permanence et la bibliothèque. — Les camarades sont priés d'être exacts.

**

L'Aube sociale (U. P.), 35, rue Gauthey (XVIIe), à 9 heures :

Vendredi 2 octobre. — Duchmann : Les Paysans de Balzac et *La Terre* d'Emile Zola.

Lundi 5 octobre. — Boutio, ex-colon du *Milieu Libre de Vaux* : Quelques aperçus nouveaux pour la création d'un milieu communiste.

Mercredi 7 octobre. — Causerie : Le Socialisme réformiste, par le camarade Dreyer-Dufer.

Vendredi 9 octobre. — Dr Zielinski : L'armée et l'hygiène.

Samedi 17 octobre, à 8 heures du soir, salons Ludo, 80, avenue de Clichy (entrée par la rue Saint-Jean), grande fête pour le départ des conscrits. — Sujet traité : La Question militaire.

Laurent Tailhade : L'armée école de l'assassinat; Henry Bérenger : La Caste et la Classe; Liard-Courtois : L'Education du soldat; Dr Meslier : L'Armée pourvoyeuse de la mort; Marcel Sembat : La Médecine et la Justice militaires.

Jehan Rictus, dans ses œuvres; Mme Gil Baer et G. Amyot, du Théâtre Antoine.

Entrée : 0 fr. 50; places réservées : 1 franc. — On trouvera des cartes à l'entrée.

**

*Bibliothèque communiste du XIXe*. — Réunion samedi 3 octobre, à 9 heures du soir, salon du Chalet des Buttes, 93, rue Secrétan. Echange de volumes.

**

*Bibliothèque communiste du XVe*, 38, rue de l'Eglise. — Tous les samedis, à 8 h. 1/2, conférence par un camarade.

Les détenteurs de livres sont priés de les rapporter.

**

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Samedi 3 octobre, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare, causerie par un camarade sur : « Deux philosophies irréconciliables : Socialistes et Anarchistes. »

**

Coopérative Communiste. — Jeudi 8 octobre, à 9 heures du soir, salle Salzac, 4 *bis*, boulevard Magenta, réunion des camarades coopérateurs. — Distribution des produits. — Entrée libre.

**

L'Effort (U. P. du Grand Montrouge), 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 2 octobre. — Dr Dally : La loi sur les accidents du travail.

Mardi 6 octobre. — H. Duchmann : *Lourdes, Rome, Paris*, de Zola.

Vendredi 9 octobre. — Assemblée générale (présence indispensable).

**

Régénération (Groupe des XIe et XIIe arrondissements). — Les camarades du groupe sont priés de bien vouloir se réunir le mercredi 7 octobre, chez Maillet, 13, rue Keller (XIe).

Ordre du jour : Organisation de la prochaine conférence.

**

AUBERVILLIERS. — *Université populaire*. — Jeudi 1er octobre, conférence de M. Laisant sur l'Utilité des voyages.

Jeudi 8, conférence de M. Potier sur la Police des mœurs.

**

QUATRE-CHEMINS. — Les camarades du groupe libertaire se réuniront le samedi 3 octobre, au local habituel.

**

SAINT-OUEN. — Quelques camarades voulant fonder un choral libertaire, font appel à tous ceux qui sont partisans de faire de la propagande par le chant.

Pour tous renseignements, s'adresser chez le camarade Bobone, rue Mathieu, 22, à Saint-Ouen.

**

CHARTRES. — Réunion le lundi 5 octobre, à 8 h. 1/4 du soir, salle Ricard, café du Tonneau, à l'effet de former un groupe libertaire et une bibliothèque. — Urgence.

**

LYON. — Groupe *Germinal*. — Dimanche 4 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, réunion familiale privée, salle Chamaraude, rue Paul-Bert, 26.

Causerie, chant, déclamation.

**

MARSEILLE. — *Le Milieu-Libre de Provence*. — Samedi 3 octobre, Bar Martin (extrémité rue Paradis), à 9 heures du soir, conférence privée et contradictoire.

Dimanche 4 octobre, à 5 heures précises du soir, réunion de tous les adhérents et camarades au Palace Bar, allées de Meilhan, 34. Causerie par divers camarades.

Les camarades sont informés qu'ils trouveront au groupe les journaux libertaires étrangers, ainsi que toutes les brochures du catalogue des *Temps Nouveaux*. Le camarade Potigny est chargé de la vente.

**

Sous le titre *Véritas*, il vient de se constituer un groupe ayant pour but de vulgariser la philosophie anarchiste. Première réunion, samedi 9 octobre, à 9 heures du soir, Bar de la Rotonde, 47, boulevard des Dames. Conférence : De l'existence de Dieu.

**

AMIENS. — Les camarades du groupe, ainsi que ceux qui se cotisent pour la presse, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le mardi 6 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, chez le camarade Lemaire, place Maubert. — Urgence.

**

SAINT-CLAUDE. — *Groupe communiste libertaire*. — Réunion habituelle le mardi 6 octobre, chez le camarade Dumas.

Les camarades sont priés de ne pas manquer.

P. S. — Nous faisons de nouveau appel aux camarades qui détiennent des listes de souscriptions en faveur de l'*Aube Nouvelle*, pour qu'ils veuillent bien nous les renvoyer dans le plus bref délai possible.

**

27 septembre 1903.

Il y a quelques mois, s'est formé, dans l'Est de Londres, un groupe socialiste, dont le but immédiat est de fonder un restaurant ouvrier économique, et qui serait en même temps un centre où viendraient converger les différents éléments composant la population de Whitechapel. De ce genre pourrait sortir — et c'est notre but final — la Maison du Peuple, qui aurait pour devoir de réunir en un seul bloc tous les éléments socialistes et révolutionnaires, et, par là, élargir considérablement le terrain de propagande. Il ne nous reste qu'à avoir la somme nécessaire pour commencer la réalisation de notre projet. A cet effet, nous mettons en tombola, qui sera tirée en prime à une réunion ultérieure, un buste magnifique de Bakounine fait par un sculpteur bien connu du Salon. Le prix du billet n'est que de 80 centimes.

On peut se procurer des billets chez le trésorier, et l'on pourra voir la photographie du buste en question aux *Temps Nouveaux*.

Le trésorier, A. SCHAPIRO,
43, Ravenscourt Gardens, Londres W.

AUX CAMARADES

Nous venons de faire remettre aux bibliothèques des gares le nouveau volume : *Patriotisme-Colonisation*. Ceux qui ne veulent pas s'adresser directement au journal le trouveront donc dans leur localité.

**

J'ignore si le troisième volume *Religion* verra le jour, mais en tout cas, dans l'espérance qu'il suivra ses aînés, je vais m'occuper de sa composition. Ceux des camarades qui auraient, sur le sujet, des extraits ou des titres de volumes à m'expédier, me faciliteront beaucoup la besogne.

J. GRAVE.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

En Anarquia, de Camille Pert, 1 vol., 2 pesetas; *La Anarquia y la Iglesia*, par Reclus, 1 broch.; *Generacion voluntaria*, par P. Robin, 1 broch. Le tout à *Tierra y Libertad*, apartado de correos, 303, Madrid.

Histoire de la France et de l'Europe (enseignement pacifique par l'histoire), par Gustave Hervé; 1 vol., 4 francs. Bibliothèque d'éducation, 15, rue de Cluny.

L'arbitrage et la conciliation en Italie, par Racca, chez Rousseau, 14, rue Soufflot.

PETITE CORRESPONDANCE

*Groupe d'études du XIVe*. — Pour la centmillième fois, il faut que les communications nous soient parvenues au bureau le mardi.

M., à Charenton. — Merci pour les adresses. Je réexpédie le numéro; mais réclamez à la poste.

D., à Montereau. — J'ai déjà demandé, mais jusqu'à présent je n'ai pas pu découvrir chez quel éditeur ça se trouve.

Schapiro. — Entendu.

O. K., à Genève. — Reçu la brochure. Merci. Je tâcherai d'utiliser. Ne m'oubliez pas pour les numéros de l'*Avant-Garde* que vous pouvez avoir en double.

P. G., à Senones. — Excusez, c'était un oubli.

Doriet. — B. étant venu chercher son volume, prière de rapporter celui que vous deviez lui remettre.

E. D., à Montereau. — Reçu copie. Utiliserons. Merci.

B., à Limoges. — Colis expédié.

Q., à Brest. — Colis expédié. — Utiliserons pour prochain numéro.

Un déchard. — Le volume de Baillon, 28 fr.; 30 fr. cartonné.

Reçu pour le journal : C., 1 fr. — D., à Tullins, 0 fr. 45. — Fédéral : Groupe « Aurora », deux collectes et vente de brochures, 15 fr. — J. M., à Charenton, 1 fr. 05. — C. H., à Salon, 0 fr. 15. — M. B., à Vincennes, 3 fr. — Limoges, collecte à l'issue d'une réunion, le 26, par le camarade P., 2 fr. 20. — L. C., 0 fr. 45. — D., à Montereau, 0 fr. 50. — Les « parias » de Bélep, 5 fr. — Un Veix, 0 fr. 50. — Marion, 5 fr. — F., au Mans, 5 fr. — Un déchard, 0 fr. 60. — P., à Beauvais, 0 fr. 85. — New-York : Raffuzzi et Maust, 5 fr. — Lyon : collecte au Congrès de l'alimentation par le camarade Blanchard, 6 fr. 85. — Un anonyme, 100 fr. — G. H., 1 fr. 30. — A. M., à Buckingham, 2 fr. — H. G., à Granvilliers, 0 fr. 50. — Merci à tous.

T., à Tamnay. — C., au Chambon. — M. M., à Montceau. — R., à Pont-de-Beauvoisin. — A. de N., Madère. — M., à Beaune. — B., au Mans. — V. de B., Paris. — R., à Guérigny. — C. J., à Dorignies. — G. F. à Albi. — A. H., à Luçon. — A. H., à Béziers. — E. L. au Havre. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIEME ANNEE N° 24 DIX CENTIMES DU 10 AU 16 OCTOBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

RUSSIE

Les nombreux peuples soumis au souverain ami et allié témoignent une satisfaction médiocre du sort que leur assigna la providence du dieu orthodoxe. Dans toutes les parties de l'empire, le stupide système de russification à outrance produit les mêmes résultats et il semble que les ministres du tsar aient pris à tâche de créer partout des révoltés : en opprimant outre mesure les sujets « allogènes », les autorités russes réveillent d'abord chez ceux-ci l'instinct de nationalité souvent presque aboli, et de la Finlande au Caucase le même régime aboutit aux mêmes résultats.

Au Caucase, deux des nationalités jusqu'alors les plus loyalistes sont en rébellion sourde ou ouverte : Arméniens et Géorgiens, jusqu'alors habilement divisés et excités les uns contre les autres par le maître commun, depuis qu'ils sont brutalement spoliés des quelques franchises locales qui leur étaient assurées, comme aux Finlandais, par des actes publics, luttent parallèlement contre le même oppresseur.

La confiscation des biens de l'Eglise, ou mieux de la nation arménienne au Caucase (car en fait les conseils laïques élus ont une action prépondérante sur l'élément ecclésiastique), a porté à l'extrême l'esprit de résistance d'un peuple que l'on aurait volontiers accusé d'excessive résignation. Un correspondant de *Pro Armenia* écrivait : « La dernière tentative insensée de cet homme insensé et imprévoyant (le prince Galitzine, gouverneur général du Caucase) a secoué la population arménienne et, l'obligeant à la résistance, l'a forcée à déclarer la lutte et à recourir aux armes pour défendre le droit violé. C'est dans ce sens qu'une manifestation fut organisée à Erivan, dans cet Erivan qui était considéré comme mort, au point que le fait d'en attendre quelque chose n'excitait que le rire. Pourtant cette ville s'agita et fortement. » Et en effet, à Erivan, à Alexandropol, à Elizabetopol, à Tiflis, à Bakou, à Kars, à Choucha, des scènes semblables se produisirent ; des foules de plusieurs milliers d'hommes entrèrent en collision avec la police et les cosaques et, en maint endroit, la police et les troupes furent débordées par la masse du peuple. La répression a été sauvage, comme de coutume, il y eut de nombreux morts et blessés et beaucoup d'Arméniens ont été arrêtés, emprisonnés ou déportés par mesure administrative. Ce qui donne à ce mouvement une grande importance, c'est qu'il est d'origine spontanée et populaire : les paysans et les artisans se sont soulevés d'eux-mêmes et ont obligé à les suivre, bon gré mal gré, les notables de la nation, peu disposés à l'héroïsme.

Un mouvement semblable se dessine chez les Géorgiens ; il a pris de bonne heure un caractère social très accusé. Depuis 1898, date où fut créé à Tiflis un premier comité socialiste, les grèves se sont multipliées, grèves des chemins de fer, grève des tramways, grève des ouvriers des manufactures de tabac, grèves des ouvriers en pétrole. A la suite de la première grève des chemins de fer, 800 ouvriers furent arrêtés et reconduits sous escorte dans leurs villages d'origine ; en juillet dernier, nouvelle grève noyée dans le sang ; les troupes russes firent 31 victimes ; et de même à Batoum, à Khachouri, à Tiflis, à Bakou, c'est à coups de fusil que les ouvriers en grève furent réduits au silence. La situation est devenue assez critique pour que les vrais patriotes de la presse panslaviste demandent que l'on envoie au Caucase un Mourawieff qui rétablisse l'ordre : on sait comment procéda en Pologne Mourawieff « le Pendeur » ; à défaut d'un administrateur aussi éminent, le vice-gouverneur de Kischeneff, Ostrougoff, vient d'être envoyé au Caucase comme membre du conseil du gouvernement. Il s'est acquis, en Bessarabie, par l'organisation des massacres juifs, des titres incontestables à la bienveillance des grands chefs.

Cependant les juifs non plus ne paraissent pas devoir toujours se laisser égorger sans avoir essayé de se défendre contre leurs assassins. Lors des nouvelles tueries, à Gomel, ils ont fait face aux bandes que protégeait et conduisait la police. Ce fut, en effet, un second Kischeneff : pour venger un chrétien tué dans une rixe trois jours auparavant, les ouvriers de chemins de fer, sur un mot d'ordre policier, se ruèrent vers les quartiers juifs. Les juifs voulurent se défendre ; la troupe intervint alors et fit feu sur eux ; puis la chasse aux juifs commença, et quand les assassins avaient bien travaillé, les chefs de police leur criaient : « Bravo ! mes enfants ! » Sans leur aide, en effet, les assassins n'auraient pu venir à bout des juifs qui résistaient à leurs assaillants. Et c'est là le fait notable que les victimes aient résisté ; le massacre a eu lieu, mais un bon exemple a été donné. Il va de soi, que pour mieux assurer la réussite d'un autre massacre éventuel, le gouvernement a déclaré en état de siège la ville de Mobilew et sa banlieue. Gomel appartenant à la province de Mobilew ; toute contravention aux ordres de police sera punie d'une amende de 500 roubles, ou de trois mois d'emprisonnement ; tous rassemblements sont interdits ainsi que le port des armes et le refus de circuler à la première injonction d'un agent quelconque.

Ailleurs, pour des motifs économiques, le peuple russe lui-même, malgré les répressions sanglantes, fait connaître son mécontentement, dans les villes et dans les campagnes. A Moscou, des grèves nombreuses ont éclaté à la fin de septembre ; les ouvriers et les employés d'imprimerie ont manifesté dans les rues, et le 23 septembre trois journaux seulement ont paru et encore trois journaux des moins importants.

Parmi les paysans de Kieff, de Saratoff et de Toula, l'agitation prend des formes diverses. A Kieff, elle est provoquée par la rapacité des propriétaires terriens : un grand nombre de paysans de cette province ont coutume d'aller travailler en ville pendant l'hiver, et ils reviennent aux champs pour les semailles et la moisson ; les propriétaires veulent évincer ces travailleurs pour les remplacer par des ouvriers à l'année, et surtout par des machines. Les paysans irrités ont d'abord prévenu leurs patrons par des lettres comminatoires ; puis, passant aux actes, ils ont incendié quelques fermes et bâtiments, ainsi que des bois, et, ce qui est plus significatif, ils ont refusé en plusieurs cas, ouvertement, d'obéir aux autorités.

A Saratoff, les espions du gouvernement ont découvert des livres et feuilles volantes révolutionnaires chez certains paysans qui ont été arrêtés, acquittés par le tribunal, mais conservés en prison par mesure administrative.

A Toula, une active propagande est faite par le moyen de conversations particulières et par la distribution de livres et pamphlets révolutionnaires. Les paysans accueillent fort bien les doctrines nouvelles, ils les discutent publiquement dans des réunions de villages et de canton. Des groupes révolutionnaires sont formés, et l'effet de cette agitation a été assez grand pour que, d'eux-mêmes, les gens de la campagne prennent l'initiative d'organiser des bibliothèques. Une ligue d'instituteurs publics s'est fondée pour les aider à s'émanciper : elle a lancé une proclamation invitant tous les membres de l'enseignement à profiter de leur influence dans les districts ruraux, afin de provoquer parmi les paysans un mouvement en faveur de la liberté politique et du socialisme.

Ainsi, partout, l'écrasante autocratie tsarienne rencontre ou se suscite des adversaires. Ce n'est pas pour les mêmes motifs que les Finlandais, les Polonais, les Arméniens, les Géorgiens, les juifs, les ouvriers de Moscou, les paysans de Toula, de Kieff et de Saratoff entrent en lutte contre un régime de formidable oppression ; mais tous pour des raisons diverses prennent la bonne habitude de ne pas se soumettre à l'autorité ; et, contrairement à un pieux aphorisme que « le commencement de la sagesse est la crainte du Seigneur », le commencement de la sagesse, c'est précisément de ne pas obéir aux maîtres ; quelle que soit la cause de la non-obéissance, celui qui a pris une fois la résolution de ne pas céder aux ordres d'un autre, saura en d'autres circonstances agir autrement que par routine et résignation, et d'avoir su exercer sa critique sur un point particulier, où il se trouva plus spécialement lésé, il en viendra plus aisément à l'appliquer à l'ensemble des institutions et des préjugés sociaux ; et ce sera,

dans un avenir peut-être moins lointain que nous ne l'appréhendons, la subversion totale de toute hiérarchie.

PIERRE QUILLARD.

LE MASSACRE DE TORRE ANNUNZIATA

Nos journaux sont pleins de contradictions. Ils ne tarissent pas de détails sur l'assassinat de cette pauvre Eugénie Fougère; car ils aiment les événements tragiques, et ils savent qu'il faut en servir à la curiosité et à la sensibilité de leurs lecteurs. Mais ils dosent la mesure : il y a dans le tragique des bornes que la réalité leur paraît avoir tort de dépasser. Ils ne tiennent pas beaucoup à nous renseigner longuement sur certaines choses qui se passent dans les villes ouvrières de Russie; et ils ne nous ont rien dit non plus de Torre Annunziata.

Quoi, Torre Annunziata? Oh! un rien, vous allez voir. L'action se passe dans le doux pays de ce jeune et vaillant Victor-Emmanuel III que nous aurons bientôt le bonheur d'acclamer. Torre Annunziata est une petite ville ouvrière aux portes de Naples, sur le golfe même. Il y a un mois, les paysans des environs, groupés en une ligue, ont eu maille à partir avec une société propriétaire des fosses à vidanges de la ville, se plaignant qu'on les trompe sur le prix et sur la qualité de l'engrais. Ils réclament un nouveau système de répurgation et, en attendant, boycottent la Société. Mais l'un d'eux trahit: il va à Torre prendre livraison de tonnes de vidanges; au retour, les paysans arrêtent sa charrette au passage d'un pont; mais des renforts arrivent, carabiniers et gardes municipaux, qui veulent forcer le pont. Les paysans réclament qu'on vide d'abord les tonnes. Sur un refus formel, des pierres sont lancées, et l'une d'elles atteint au front le commandant Coco. Soudain, un coup de feu. Et après celui-là une décharge, en l'air, dit le *Giornale d'Italia*. Mais les paysans sont encore là. Alors une deuxième décharge. Cette fois, victoire! les adversaires se débandent au milieu de cris horribles. Trois sont tombés raides morts sur le pont. Les blessés se traînent et se cachent. La route est libre.

Cela, c'est le récit des journaux bien pensants, c'est-à-dire intéressés à atténuer le crime. Prenons ce qu'ils accordent, le coup de feu inopiné, les décharges successives. On se doute que la vérité est plus brutale, car la vérité, c'est que les sommations prescrites par la loi ne furent pas faites et c'est aussi que les paysans, une fois débandés, furent encore poursuivis à coups de fusil, si bien que l'un d'eux fut atteint mortellement dans l'avenue d'une villa où il pensait trouver un refuge contre les balles. Résultat de la journée : 5 morts et, *dit-on*, 20 blessés (1). La vérité est encore qu'on ne peut savoir exactement le nombre des blessés, nombre d'entre eux s'étant enfuis pour être soignés chez eux et non à l'hôpital.

Songez que les massacreurs étaient 30 et les paysans 300 : 1 contre 10!! Belle besogne, n'est-ce pas? Allons! les défenseurs et les bénéficiaires de l'ordre social actuel, avec leur armée bien disciplinée et leurs fusils à tir rapide, ont encore une rude avance sur la « canaille ». Le souvenir de Torre Annunziata leur permettra de dormir tranquilles, et, s'ils ont eu peur un instant, ils oublieront. Mais tout de même, vous, camarades italiens, malgré le silence actuel de tous vos grands quotidiens sur les faits de Torre Annunziata, malgré leur verbosité cancanière sur la prochaine visite de votre cher souverain à Paris et sur celle de son compère le tsar à Rome, malgré même la campagne de Ferri contre les 35 officiers de marine ou celle des sifflets contre Nicolas, vous n'oublierez sans doute pas le massacre des paysans. Dans beaucoup de villes déjà vous manifestez publiquement pour forcer le gouvernement à établir les responsabilités et à châtier les brutes coupables, le menaçant même de grève générale si prompte et entière justice n'est pas faite. Non, sans doute, vous n'oublierez pas.

(1) Michele Cirillo di Salvatore, 18 ans; Gabriel Scarpa, 45 ans; Angelotti Gennaro di Michele, 26 ans; Liberato Cirillo; Martino Guastaferro, 47 ans.

NOS GOUVERNANTS POLICIERS

S'il faut en croire une information d'un journal bourgeois de Lisbonne, le *Diario de Noticias*, du 23 septembre, un jeune Portugais, — dont ce journal ne cite pas le nom, — condamné au bagne par les juges de son pays pour avoir écrit quelques lignes sympathiques à Bresci, au moment du meurtre de Humbert, puis évadé du bagne et réfugié à Paris, aurait été expulsé de France à cause de la venue prochaine du roi d'Italie. La police de la République française aurait reconduit le malheureux à la frontière espagnole, en prévenant d'ailleurs la police espagnole, et, selon toute probabilité, il serait actuellement livré à la police portugaise.

Encore une bonne à inscrire dans le livre d'or des bassesses républicaines.

LES GRÈVES MILITAIRES

Le procès Naine a eu lieu jeudi 24 septembre. Nous passons les débats où le tribunal est forcé de rendre témoignage à la sincérité de l'accusé, pour donner, d'après la *Gazette de Lausanne*, les déclarations de ce dernier :

Il discute d'abord la guerre qui, dit-il, au point de vue des intérêts matériels immédiats, ne se justifie point; seule une minorité de privilégiés y trouve son profit.

« Quel bien on pourrait faire, quels malheurs on pourrait éviter avec les trente-cinq millions que nous dépensons chaque année pour notre armée! Combien de douleurs seraient épargnées! Ce n'est pas seulement en Suisse, mais c'est partout la même chose; tous les peuples soupirent après la paix, la désirent ardemment. On n'en dépense pas moins des milliards chaque année pour la guerre.

« Votre patriotisme consiste à vouer un culte au sang versé par les ancêtres; dès l'enfance, on fait partie de corps de cadets, on passe au cours préparatoire, puis à l'école de recrues; toute l'éducation de notre jeunesse est là : apprendre à guetter l'ennemi et à le tuer. Du berceau à la tombe, nous sommes élevés dans cette idée qu'il y a à la frontière un ennemi prêt à nous égorger. »

Naine montre qu'au point de vue matériel et moral, ses convictions lui interdisent de porter les armes : il vaut mieux périr en affirmant le règne de la vérité qu'en affermissant l'erreur. Il compare son cas à celui du fervent religieux, catholique ou protestant, qui tomberait dans un pays de sauvages et qu'on voudrait obliger à adorer des faux dieux, sous menace de réclusion. Il préférera la réclusion, parce que sa conscience lui interdirait de transiger et tout le monde serait d'accord avec lui.

« Or, mon cas est absolument le même. Je ne veux pas, je n'ai jamais voulu, comme on l'a dit, me mettre au-dessus des lois; ce serait de la fanfaronnade. Vous êtes du reste en train de m'appliquer ces lois. (*On rit.*)

« Les camarades qui me blâment ont tort; ils approuvaient Sigg de n'avoir pas voulu marcher contre des ouvriers suisses, et ils me reprochent à moi mon refus de marcher contre des ouvriers étrangers. »

Naine fait ensuite le procès du capitalisme « qui a un droit absolu sur le prolétariat : le droit de vie ».

« L'ouvrier n'a qu'un moyen de lutter contre le capitalisme, c'est l'organisation. Mais le droit d'association aussi bien que le droit d'opinion n'existent pas. Les patrons mettent à la porte les ouvriers qui se syndiquent. Quant au prolétaire qui signe un article de journal où il émet librement ses opinions, il est bon pour la « guillotine sèche du capitalisme ».

Il expose ensuite ses théories sur le patriotisme.

« Tout homme qui souffre est mon concitoyen, tout oppresseur est mon ennemi. La patrie n'est plus qu'un Moloch que nous voulons abattre.

« J'ai voulu libérer ma conscience; j'ai pensé que dans les masses, on se demanderait pourquoi un honnête homme a préféré la prison à l'abandon de ses idées.

« Ma conduite vous est exposée d'une façon claire. Chacun de vous en sentant ce que je sens, en pensant ce que je pense, ne pourrait me blâmer.

« La punition que vous m'infligerez, je la subirai, et si contre toute attente vous n'alliez pas, par la dégradation, me rayer de l'armée, la prochaine fois je recommencerais.

« Si n'étaient ma femme et mon enfant, je vous dirais que la prison pour moi, c'est une bagatelle. J'ai passé dans ma vie par d'autres difficultés. »

Naine est condamné à trois mois de prison, et à la privation des droits politiques pendant un an.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les anticléricaux d'Hennebont n'ont pas cru devoir autoriser la procession de Saint-Caradec, autorisée par le maire. Ils se sont portés au-devant d'elle et, non sans quelques coups échangés, une fois entrée dans l'église, l'ont empêchée d'en sortir. Ce sont là choses trop complexes, pour qu'on puisse les approuver ou les blâmer entièrement. Si la rue est à tout le monde, elle est aux processionnards catholiques comme à nous. Si nous voulons qu'on respecte nos processions à nous, nous sommes obligés de respecter celles des autres. Si nous nous plaignons que ces défilés de calotins et calotines gênent la circulation, nous devons nous interdire à tout jamais toute manifestation, tout attroupement dans la rue.

D'autre part, il est excellent que les libres penseurs conquièrent pour leurs manifestations la même liberté que les catholiques ont conquise pour les leurs. Il est excellent que partout où ceux-ci processionnent, ceux-là saisissent les moindres prétextes pour processionner aussi, pour arborer des emblèmes et des bannières aussi, pour chanter des cantiques d'un autre genre aussi. Je ne vois pas pourquoi nous n'userions pas de la même liberté qu'eux de sonner des cloches à toute volée dans nos lieux de réunion, et de nous promener dans les rues habillés en femmes? Et je me demande ce que bigots et bigotes pourraient bien trouver à redire à ces choses, si nous nous mettions en tête de les faire?

J'ai sous les yeux le récit, paru dans un journal local (*L'Avenir Brestois*, du 26 septembre), de l'enterrement d'un libre penseur (F. Messager). Le cortège rencontre « une vingtaine de fillettes accompagnées de quelques vieilles bigotes, qui se mettent à hurler et à proférer des insultes à l'égard du mort ». Au cimetière, ce sont « des groupes de femmes et de jeunes filles qui n'osaient pas protester, mais qui jugeaient très humain d'éclater de rire au passage du cercueil, des parents et des amis ». Au retour, ceux-ci reçoivent sur la tête un vase de faïence lancé d'une fenêtre, et, plus loin, un vieux couteau.

Il est possible que les cortèges funéraires soient un usage encombrant et inutile; mais les croyants qui outragent des gens en pleurs et qui n'admettent point que ceux qui pensent autrement qu'eux puissent enterrer leurs morts à leur façon, me paraissent, en fait d'intolérance, bien supérieurs aux anticléricaux qui troublent leurs processions, mais non point leurs enterrements.

Faut-il croire aussi que les personnes qui font profession de religion, c'est-à-dire de vertu transcendante, ne sont pas toujours supérieurs aux autres en simple et vulgaire probité? Répondez, sœurs des couvents de Montéby et de Goufarou, à Toulon, où l'on trouva quantité d'objets dérobés aux hôpitaux, couverts d'argent, draps, conserves, caisses, fournitures, remèdes, et des jeux de clefs pour toutes les armoires et toutes les portes, même celle du médecin en chef? Répondez, sœurs de la Sainte-Famille, qui gériez si bien la clinique et les comptes du docteur Doyen, que vous vous empressâtes, à la première menace d'un procès, de lui rendre deux cent mille francs escroqués?

Ne quittons pas ce sujet sans constater que la religion, attaquée par tous les suppôts de l'enfer, conserve toujours, grâce à Dieu, une place d'honneur dans les âmes d'élite. Mlle Fougère, qui fut assassinée à Aix-les-Bains, à cause de ses bijoux, avait acquis ces bijoux, et de nombreux billets de banque avec, Dieu sait comme. L'un des premiers usages qu'elle fit de cette fortune gagnée... par-dessous la jambe, fut de se faire construire dans son pays natal un caveau en forme de chapelle, et de faire décorer cette chapelle de vitraux représentant la vie de Jeanne d'Arc et celle de saint Antoine de Padoue. Il y a donc encore des âmes croyantes. Dieu soit loué!

R. C.

*
* *

Sans-gêne policier. — Un marchand forain, habitant habituellement Paris, mais se trouvant de passage dans notre contrée, eut l'idée d'aller offrir aux montagnards le produit dont il est, paraît-il, le préparateur. C'est un composé de sucre et de plantes et recommandé comme pectoral; en somme, c'est plutôt un bonbon qu'un médicament. On sait que la Haute-Loire est un de nos départements les

Plus en retard. Tout étranger est suspect. A 10 heures du matin, deux pandores, dont un brigadier, tombèrent en arrêt devant notre forain et ils jugèrent que celui-ci vendait un produit pharmaceutique. Invité à les suivre à la gendarmerie, notre homme y fut gardé jusqu'à 10 heures du soir et ne fut relâché qu'après avoir déposé une caution de 50 fr. entre les mains du juge de paix. Il avait pourtant des papiers bien en règle, mais aussi quand on est domicilié à Paris, pourquoi venir dans la Haute-Loire?

Ce n'est pas naturel, cela, et le brigadier de Saint-Didier-la-Séauve avait bien raison. Il y a tant de brigands qui se cachent, disait-il; si vous étiez du pays, on ne vous dirait rien, mais vous venez de Paris, on ne vous connaît pas. Brave Pandore! gardien vigilant de la tranquillité publique, et on ose dire que les routes ne sont pas sûres. Allez voir dans la Haute-Loire.

Plainte a été déposée au procureur d'Yssingeaux pour arrestation arbitraire.

⁂

FIRMINY. — Nouvelle tentative des jaunes, nouvel échec. Craignant de recevoir des coups dans l'ombre, c'est en plein jour, à 4 heures du soir, que la réunion devait avoir lieu. Cela nous a permis de mieux les voir. Nous étions là une centaine et c'est sous les huées qu'une quinzaine de jaunes ont gravi les marches de la mairie. Etant donné leur petit nombre, ils se sont retirés aussitôt et la réunion n'a pas eu lieu.

GALHAUBAS.

⁂

Mouvement ouvrier. — La triste situation dans laquelle se débat depuis déjà pas mal de temps la classe ouvrière, le chômage réitéré et plus prolongé que jamais, un peu partout des diminutions notables de salaires, tout cela a provoqué une perturbation qui se traduit par des grèves toujours plus nombreuses et plus importantes.

Coup sur coup, dans la seule semaine passée, nous avons vu éclater des grèves aux quatre coins de la France et dont plusieurs durent encore. Grève de menuisiers-ébénistes à Cette, grève à Nice — quasi générale — mais bientôt terminée, la municipalité ayant jugé à propos de mettre les pouces. Grève à Marseille; grève de boulangers à la Rochelle, grève de tisseurs à Roanne où les ouvriers ont obtenu par une action énergique une demi-satisfaction avec une augmentation de 0 fr. 25 au lieu de 0 fr. 50 qu'ils demandaient; enfin d'ouvriers maréchaux et grève de tisseurs à Angers menaçant d'entraîner celles des autres corporations, et autre grève de tisseurs à Armentières, entraînant, celle-là, la cessation du travail de près de 20.000 ouvriers et s'étendant sur toute une région.

Comme on le voit, pour quelques jours seulement la série est assez complète. Et cela démontre, qu'on le veuille ou non, que MM. les capitalistes et leurs séides le nient ou en conviennent, qu'il y a décidément quelque chose de cassé dans la machine sociale. Cela se désagrège, cela craque de toutes parts.

Que les travailleurs en prennent conscience, et il ne faudra pas un effort bien colossal pour que l'édifice, que la bourgeoisie croit encore si solide, s'effondre et fasse place nette.

Ces escarmouches ne sont, en somme, que des répétitions partielles du grand mouvement d'ensemble que sera la Grève Générale que certains nient encore, soit parce qu'ils en ont peur, soit qu'ils ne peuvent en comprendre toute la portée.

En attendant, la bourgeoisie se défend, protégée qu'elle est par la police et l'armée.

⁂

C'est principalement la corporation des tisseurs, qui, frappée plus particulièrement dans cette crise générale, tente de secouer le joug. Non seulement les salaires sont dérisoires, mais les employeurs exigent encore dans certains centres la conduite de deux, trois, voire même quatre machines. Après Roanne, où, comme je l'ai dit, et grâce surtout à leur attitude énergique, les ouvriers ont obtenu en partie satisfaction, la grève des tisseurs d'Angers, qui met en chômage près de 5.000 ouvriers, est la plus importante.

La grève, nous avons déjà eu l'occasion d'en parler, a éclaté à l'usine *Ecce Homo*, où l'exploiteur, reniant une parole donnée, il y a à peine quelques mois, fit afficher des tarifs non conformes à ceux qui avaient été convenus, et à une demande d'entrevue, la déclarait inutile, attendu qu'il n'avait pas l'intention de revenir sur ce qu'il avait décidé.

Les ouvriers quittèrent donc le travail et n'eurent pas grand mal à entraîner leurs camarades des autres usines, dans une situation à peu près identique.

Que faire lorsqu'on est en grève, sinon des réunions, et c'est ce que font les tisseurs d'Angers; après quoi ils manifestent par la ville. Au cours d'une de ces « promenades », le cortège se rendit à la sortie de l'usine pour conspuer le directeur. Mais celui-ci est introuvable. Les grévistes poursuivirent alors leur chemin jusqu'à son domicile, rue Franklin.

La grille cède sous la poussée des manifestants, quelques carreaux volent en éclats, et signification est ainsi donnée au directeur d'avoir à modifier son attitude à l'égard de travailleurs réclamant le droit à la vie.

Comme bien on pense, « l'armée » protège « l'ordre »: les troupes sont consignées et des détachements de dragons et de gendarmes sont massés dans plusieurs grandes voies et aux abords des usines.

Enfin les tisseurs ont tenté d'entraîner dans leur mouvement les ardoisiers de Trélazé qui ont, eux aussi, fort à se plaindre de leurs exploiteurs. Jusqu'à présent ils n'ont pas cru devoir se joindre à leurs camarades, mais ils les ont assurés de leur aide.

Actuellement le comité de la grève s'occupe activement de l'installation de fourneaux économiques, pour distribution de rations aux familles les plus nécessiteuses, et les corporations ouvrières prennent de nouvelles décisions pour soutenir leurs camarades tisserands.

Il faut donc s'attendre à un mouvement prolongé sur lequel j'aurai l'occasion de revenir.

⁂

Mais la plus importante de ces grèves est, à l'heure actuelle, celle des tisseurs, qui a commencé à Armentières, et n'a pas tardé à gagner toute la région, provoquant la cessation de travail de 25.000 ouvriers.

La cause de la grève, comme à Angers, est une diminution de salaire plus ou moins déguisée; les ouvriers réclament la revision des tarifs suivant les anciennes bases. Mais l'application de la loi Millerand-Colliard en avril prochain en est la cause initiale. Les tisseurs, exténués par le travail, consentent bien à une diminution de temps, mais ils se refusent absolument à accepter une réduction des salaires que préparent actuellement les patrons.

Dans une réunion tenue à la Maison du Peuple d'Armentières, les grévistes ont élaboré un tarif des salaires qui, d'une façon générale, relève d'un sixième le prix de tous les travaux. On voit que c'est bien l'application du projet tendant à obtenir pour dix heures de travail par jour, soit soixante heures par semaine, le salaire payé pour douze heures de travail journalier accompli autrefois, soit soixante-douze heures par semaine.

Les patrons, bien entendu, refusent et invoquent la concurrence, l'exportation américaine, que sais-je! et ne se préoccupent aucunement si les ouvriers peuvent vivre avec les salaires qu'ils offrent. Cela semble leur importer peu.

En tout cas, les ouvriers sont bien décidés à poursuivre leurs revendications, et la grève a fait en quelques jours de rapides progrès.

Tous les tissages des environs d'Armentières ont bientôt suivi le mouvement, et l'on peut dire que la grève est générale, car elle s'étend non seulement aux trente-quatre tissages et filatures de l'agglomération armentiéroise, mais encore à toutes les usines des environs, celles de Comines qui compte 5.000 travailleurs, Frelinghien, Erquinghem, de Perenchies, qui compte 1.500 ouvriers, à Halluin où tous les tisseurs ont quitté le travail, etc., etc., et la grève ne s'arrêtera vraisemblablement pas là, car des patrouilles de grévistes sillonnent toute la région, pour arrêter le travail là où il n'a pas encore cessé.

Comme de juste, le gouvernement de défense républicaine qui est, avant tout, de défense capitaliste, et pour lequel nos socialistes — oh! si peu — sont pleins de sollicitude, a envoyé l'armée pour « protéger » la propriété et, si besoin est, mettre à la raison par quelque nouveau Fourmies les malheureux qui ont l'audace de réclamer un salaire qui leur permette de ne pas mourir de faim, eux et les leurs, en travaillant.

Et le gouvernement, malgré le passage d'un socialiste au ministère, et l'arrivée de M. Jaurès, autre socialiste, à la vice-présidence de la Chambre, a bien fait les choses, l'armée tout entière est à la disposition du capital.

Qu'on en juge par les forces soldatesques mises à la disposition des autorités.

Il y a à Armentières et dans les environs, outre une brigade de 180 gendarmes, deux escadrons du 19ᵉ chasseurs de Lille, deux escadrons du 4ᵉ cuirassiers de Cambrai, un bataillon du 43ᵉ de Lille, un bataillon du 127ᵉ de Valenciennes, deux compagnies du 16ᵉ chasseurs de Lille, une compagnie du 73ᵉ de Béthune, une compagnie du 33ᵉ d'Arras.

La ville est divisée en deux secteurs commandés chacun par un chef de bataillon.

Enfin toutes les garnisons du 1ᵉʳ corps d'armée sont consignées et doivent se tenir prêtes à partir.

Comme on le voit, le fusilleur Galliffet, l'ex-collègue de Millerand au ministère, avait raison: « l'armée est toujours la gendarmerie de l'intérieur »; les socialistes, une fois au pouvoir, n'y ont rien changé.

Mais la présence de toutes ces troupes, prêtes au meurtre s'il le faut, n'empêche pas les grévistes de faire leur devoir, et, lorsque le hasard les met en présence d'un « exploiteur », de lui dire son fait un peu violemment, avouons-le. C'est ainsi qu'au cours d'une manifestation, les grévistes ayant pénétré dans l'usine Dalac, à Armentières, un poids en fonte a été lancé à la tête du patron qui a dû se réfugier dans la loge du concierge, dont les vitres ont été brisées aussitôt après.

Le moyen est peut-être un peu expéditif, mais, répété de temps à autre, son influence serait peut-être plus grande que toutes les excellentes raisons dont ne manquent pas les grévistes.

En attendant, la situation est tendue, la présence de la force armée la rend grave; de plus, si, comme les grévistes l'espèrent, le mouvement s'accentue et gagne Lille et les environs, 50.000 travailleurs seront arrêtés.

P. DELESALLE.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*L'Education libre du III*ᵉ, 26, rue Chapon. — Une circulaire détaillée concernant la brochure en souscription sera envoyée à toute personne qui en fera la demande.

Dimanche 25 octobre, soirée familiale.

⁂

Coopérative Communiste. — Jeudi 15 octobre, à 9 heures du soir, rue François Miron, 68, à l'entresol à droite, réunion des camarades coopérateurs. Commandes et distribution des produits.

⁂

Le Théâtre du Peuple, de Paris, siège social: Athénée Saint-Germain, 21, rue du Vieux-Colombier. — Notre but: Nous nous proposons de créer et de répandre un répertoire dramatique digne de la mission sociale d'un véritable « Théâtre du Peuple ».

Nous ne sommes pas de ceux, en effet, qui prétendent borner ce répertoire aux chefs-d'œuvre consacrés par la tradition et la littérature officielles. A côté des idées d'autrefois, nous croyons que les idées d'aujourd'hui, et surtout celles de demain, méritent bien autrement de nous passionner. C'est pourquoi nous voulons leur donner la possibilité de s'affirmer en des œuvres dramatiques nouvelles, capables de déposer dans l'esprit du peuple le ferment des évolutions futures.

Notre idéal est élevé: les auteurs déjà groupés autour de nous et ceux qui répondront à notre appel, sauront montrer qu'il n'est pas inaccessible.

Les prix d'abonnement, donnant droit à toutes les répétitions générales de la saison, sont ainsi fixés: Fauteuils d'orchestre: 30 fr.; Stalles d'orchestre: 20 fr.; Parquet: 10 fr. (la place numérotée).

Le Comité: Henri Dargel, Marya-Chéliga, Ed. Quet.

⁂

*L'Education libertaire du XIII*ᵉ *arrondissement*. — Samedi 10 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, 215, boulevard de la Gare, grande conférence publique par Roussel, sur: L'impossibilité de l'hygiène chez les ouvriers.

Entrée gratuite.

⁂

L'Education sociale, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2:

Mardi 13 octobre. — M. Blancheville: 1° La situation politique, économique et sociale de l'Alsace-Lorraine.

Jeudi 15. — M. Darlu : Les idées morales au dix-huitième siècle *(suite)*.
Samedi 17. — Soirée musicale et littéraire.

∴

Les Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 12 octobre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur *l'Organisation du bonheur* (VII).

∴

Les Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 14 octobre, ouverture des causeries : Pascal et l'esprit géométrique, par Paraf-Javal.

∴

L'Effort, du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché :
Vendredi 9. — Assemblée générale (présence indispensable).
Mardi 13. — Henri Moreaux : Aumône et misère.
Vendredi 16. — Albert Laisant : Utilité des voyages.
Samedi 17. — Fête familiale, concert, bal.

∴

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle :
Samedi 10 octobre. — Hugues Millière : Le socialisme marxiste.
Mercredi 14. — Dr Chadzinski : Les maladies vénériennes et la famille.

∴

Salons de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette, le samedi 10 octobre, à 8 h. 1/2, *fête de camaraderie* organisée par les *Causeries Populaires*, la *Marianne*, *Germinal*, les *Chansonniers revolutionnaires*, la *Muse Rouge*, au profit des *Causeries Populaires* :
La Camaraderie, par Paraf-Javal ; *Ce que nous voulons*, par Libertad.
Entrée : 0 fr. 30.

∴

Un camarade de Marnes nous écrit pour nous informer qu'un estampeur qui se donne tantôt pour Girard, tantôt pour un de ses parents, est en train de parcourir la contrée, et pour demander à Girard de mettre une note à ce sujet. — C'est la troisième qui paraît. Si les camarades lisaient le journal, il y a longtemps que cet individu, où il se présente, aurait été reçu comme il le mérite.

∴

AUBERVILLIERS. — *Université populaire.* — Jeudi 15 octobre, conférence de M. L.-A. Lichy : L'éducation chez les Grecs.
Jeudi 22, conférence par M. Dangon sur les compagnies de discipline.

∴

QUATRE-CHEMINS. — Réunion des camarades libertaires au local habituel, samedi 10, à 8 h. 1/2.

∴

ANGERS. — Quelques camarades ayant l'intention de fonder une troupe théâtrale afin de donner des représentations de pièces sociales dans le département, invitent ceux qui s'intéresseraient à ce moyen de propagande et qui pourraient envoyer des fonds pour la réalisation de ce projet, à les adresser au camarade Guichard, 7, place de la République.
Les *Temps Nouveaux* et le *Libertaire* sont en vente chez Guichard, 7, place de la République.

∴

LILLE. — Samedi 10 courant, au groupe, rue du Bourdeau, 13, réunion des camarades pour causer sur la possibilité d'établir un Milieu libre dans le Nord et pour organiser une prochaine ballade de propagande.
Avis. — De la souscription pour le journal *La Mistoufle* il restait 10 fr. 80. Cette somme a été répartie également entre les trois journaux : *Libertaire*, *Temps Nouveaux*, *Réveil Syndical de Lens*, ainsi qu'il a été dit dans un précédent avis, soit 3 fr. 60 chacun.

∴

MARSEILLE. — *Le Milieu-Libre de Provence.* — Samedi 10 octobre, à 9 heures du soir, salle Bouffier, boulevard Oddo, conférence publique et contradictoire. Sujet traité : Communisme libertaire pratique. — Entrée gratuite.
Dimanche 11 octobre, à 5 heures, réunion des adhérents au Palace-Bar, allées de Meilhan, 34. Questions diverses. Lettres du dehors. — A 9 heures, grand concert avec le concours de nombreux camarades.
Samedi 16 octobre, salle du Bruleur de loup, chemin de Saint-Pierre, conférence publique et contradictoire.

∴

LIMOGES. — Les camarades sont priés de se rendre, le samedi 10 courant, chez Dumas, Bar-restaurant, rue Adrien Dubouché. Urgent.

∴

ROUBAIX. — Palais du Travail, 8, rue du Pile, dimanche 18 octobre, grande fête anniversaire de l'ouverture.
Poésies et chants révolutionnaires ; causerie par un camarade ; chants, poésies, déclamations ; piécette d'improvisation.
La fête sera terminée par une grande tombola.

∴

TOURCOING. — Groupe libertaire *Germinal*. — Soirée familiale, causerie, suivie de chants et monologues, à l'estaminet Juste Droulez, rue Saint-Blaise, 65.

∴

TRÉLAZÉ. — Une légère brise souffle vers la coopération ; un certain nombre de camarades semblent grisés par le succès relatif du Wooruit de Gand, et préconisent l'instauration d'une coopérative de consommation sur ce modèle. Nous sommes également un certain nombre, qui n'avons qu'une médiocre confiance dans ses résultats.
Afin d'élucider la question, nous organisons, pour le samedi 31 octobre, à 7 h. 1/2 du soir, au local syndical, une réunion où seront traités « les inconvénients et les avantages des coopératives de consommation ».
D'ici cette époque, nous prions tous les camarades, pour ou contre, de nous expédier des documents. Nous serions particulièrement désireux d'avoir l'opinion des camarades anarchistes de la région gantoise.
Adresser le tout au camarade H. Mercier, place Malaquais, à Trelazé (Maine-et-Loire).

∴

TROYES. — Camarades, profitons de l'instant qui est propice, remettons-nous à la besogne interrompue par l'incendie du local de l'*Aube Nouvelle*.
De ce groupe, j'ai entre les mains 16 francs plus une trentaine de brochures, je veux savoir qu'en faire.
A cet effet, et en attendant le choix d'un nouveau local, je vous donne rendez-vous chez le camarade Gestalder, coiffeur, 8, rue des Tauxelles, pour dimanche 11 octobre, de 3 h. à 5 heures de l'après-midi.
Allons tous à l'action et soyez présents.

J. G.

VARIA

A Orléans, au 131e, et ailleurs, on distribue aux bleus un mouchoir d'instruction militaire encadré d'un rouge sang ; le centre, fond blanc, est orné de figures montrant chaque pièce du revolver ou du fusil suivi d'un cours de démontage, nettoyage et remontage de l'arme.

Ce mouchoir de paquetage est de plus orné de vingt vignettes accompagnées chacune d'une dissertation sur l'art de tuer méthodiquement son semblable en temps de guerre ; il est surtout recommandé au petit soldat la prudence et le sang-froid.

La chose n'est pas banale ; car il ne s'agit pas de faire de nos enfants de modestes imitations d'un « Jean Hiroux » ou de vulgaires Apaches échangeant entre eux, pour quelque « Casque d'Or » à la mode, des chevrotines, tout comme un président de République et un pape échangent leurs sympathiques condoléances. Non ; notre pieuse et fulgurante Marianne aime la précision, si j'en juge par cet officier de la République qui fait un cours de morale infecte aux jeunes troufions ; elle veut de nos enfants toute la lucidité d'esprit possible pour mieux tuer leurs frères.

La guerre est chose sainte.

Les saints aiment les autodafés.

Lisez ce qui suit : « Il est de notre devoir à tous, de défendre contre l'étranger le sol qui nous a vus naître. Si tous les Français sont volontaires quand la patrie est en danger, il faut que tous ces volontaires soient de vrais soldats. Travaillons donc sans relâche, instruisons-nous. N'oublions pas qu'aux yeux de notre maître à tous, aux yeux de Dieu, le droit, la justice priment la force. Soyons patients, laborieux, unis par l'amour de la patrie, et bientôt notre chère et bien-aimée France se relèvera plus belle, plus glorieuse que jamais. Vive la France !

« *Signé :* Commandant P. PERRINON. »

Quoi ? ne savons-nous pas que tout ce qui constitue le travail et l'instruction dans une caserne est d'apprendre théoriquement à de jeunes prolétaires comment tuer leurs semblables ?

Religion, Armée, Capital étant les trois éléments qui constituent les sociétés dites civilisées, ces trois aberrations de l'esprit n'ont jamais produit que des monstruosités, en fait de morale.

Religion qui fausse l'intelligence, Armée qui tue, Capital qui affame : effrayante boîte de Pandore de toutes les misères.

Que de futurs et capitulards Bazainés, sous ces scapulaires porte-drapeau de la patrie bourgeoise, qui passent leur temps à discourir sur l'art de tuer systématiquement les producteurs de la richesse sociale ? École de Saint-Cyr et casernes, catéchisants mystiques aux sanguinaires et lubriques appétits, toutes vos frontières et vos patries officielles qui arment des ouvriers contre leurs frères sont condamnées par la science, vous ne pouvez plus rien contre le libre examen et les jeunes commencent à penser ; conducteurs d'aveugles et mitrailleurs de peuples, vous êtes à la barre de la raison.

Erratum. — Dans mon dernier article *Pro Macedonia* (colonne 3, ligne 26) on m'a fait dire : « et qui toujours n'existâmes pas en tant que groupe ethnique ». J'avais écrit (ce qui est tout le contraire) : « et qui toujours n'en existâmes pas moins en tant que groupe ethnique. »

De même, plus loin j'appliquais au sultan l'épithète — devenue banale à force d'être méritée — de Grand Saigneur (par un *a*). On a composé Grand Seigneur (par un *e*). Je n'aurais pas voulu commettre l'inconvenance de donner au Premier Assassin des deux mondes un titre dont s'affublent tant de personnalités de qui la criminalité médiocre n'a jamais capté l'admiration publique par une aussi géniale virtuosité.

ANDRÉ GIRARD.

BIBLIOGRAPHIE

Que devons-nous faire ? par L. Tolstoï ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Stock.

En Révolte (vers), par Nicolaï ; une brochure, 0 fr. 75, cootypographie à Puteaux.

L'Action syndicale et les partis socialistes, par J. Ravaté ; 1 brochure, Bourse du travail, à Roanne.

Anarquia e Comunismo, par Cafiero ; 1 brochure, San Paulo, Brésil.

Povsechna Stavka, par Nacht ; 1 broch., à Delnicky Sokol, Chicago.

La Responsabilidad y la solidaridad en la lucha obrera, de Nettlau, 1 broch. à *El Productor*, Barcelone.

Del *Pensiero*, à Chieti : *La difesa di Pietro Gori* ; — *Ideale*, de Pietro Gori ; — *Agli studenti*, par Jean Roule ; — *Senza Patria*, de P. Gori.

PETITE CORRESPONDANCE

X, Y, Z. — Il n'y a rien de pareil dans le supplément numéro 23, ni plusieurs autres que j'ai vérifiés. Veuillez me donner une indication plus exacte ?

D. F., Aygualades. — Volume expédié. Merci.

T., aux Thoult. — Je ne connais pas d'almanach de la *Société future*.

H., à Anvers. — Je change l'adresse du Chili, mais son abonnement est terminé de fin septembre.

B. G., à Gennevilliers. — Pour vos lettres, réclamer à la poste ; s'assurer qui les ouvre. Pour du travail, nous ne sommes guère placés pour en procurer.

S., à Bonn. — Les abonnements seront servis. Voudriez-vous voir Sanz, dont l'abonnement est expiré ?

Marat. — Passera au prochain numéro.

C. L., à Lyon. — Même réponse. Merci.

M., à Saint-Etienne. — Oui, le service est fait.

Neues Leben, Berlin. — L'adresse du *Libertaire* est 15, rue d'Orsel.

J. R., à Roanne. — Les deux passages de Nietzsche, à mon avis, relèvent plutôt de la boutade. Evidemment c'est vrai en bien des cas. Mais c'est beaucoup plus compliqué que cela.

Reçu pour le journal : G. V., Porto Alegre, 10 fr. — G. par A., 5 fr. — J. D., à Puteaux, 0 fr. 50. — Lille : partie de la souscription pour la *Mistoufle*, 3 fr. 60. — R., rue E. D., 3 fr. 50. — X. W., 0 fr. 45. — A. G., rue L., 1 fr. 25. — B., 1 fr. — H., 1 fr. — J. S., 1 fr. — Fr., 2 fr. — X., 1 fr. — Anonymes, Caen, 3 fr. — G. H., à Tully, 0 fr. 50. — Merci à tous.

J. H., à Rotterdam. — M., à Toulouse. — F., à Avallon. — B., à Bougion. — R., au Havre. — J. R., à Cecil. — S., à Lardières. — Q., à Chambon. — R., à San Francisco. — M., à Dison. — R., à Puget. — H., au Havre. — M., à Flemalle. — R., à Villiers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE C. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIEME ANNÉE N° 25 DIX CENTIMES DU 17 AU 23 OCTOBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

L'abondance de copie nous force à supprimer, cette semaine, le supplément, pour donner 8 pages au journal.

∴

Depuis longtemps, la brochure : Aux jeunes Gens, *est absente de notre collection. De même* Entre paysans, *va être épuisée, et nous ne voyons pas la possibilité de les faire réimprimer.*

Nous proposons cette combinaison aux camarades : Que l'on nous en souscrive d'avance, quelques mille, nous les laisserons aux souscripteurs qui auront payé d'avance, au prix coûtant, 5 fr. 60 le cent, port compris ; nous trouverons le crédit pour le reste. Que ceux qui croient cette réimpression urgente, se dépêchent de nous répondre, et nous mettrons tout de suite à l'impression.

GUERRE ET PAIX

Donc, nous avons perdu « la chère Alsace ». Vieille nouvelle ? mais brûlante actualité cependant : il y a juste trois semaines on inaugurait à Aire-sur-la-Lys, dans le Pas-de-Calais, un monument à la mémoire des morts de 1870-71. Un notable politicien, invité à discourir, constatait que « sur tous les points de la France s'élèvent des monuments semblables ». C'est vrai : depuis trente ans on n'a fait que ça, d'en inaugurer. Pauvres morts ! Quel intérêt les vivants ont-ils donc à réveiller vos spectres tous les quinze jours et à les dresser devant leurs yeux comme une systématique et volontaire obsession ? Pourquoi nos politiciens sont-ils infatigables à vous célébrer et à nous proposer votre « glorieux exemple ? »

M. Ribot, député, leader du parti modéré, nous éclaire là-dessus :

« Il semble qu'après trente ans de paix, les générations nouvelles éprouvent le besoin de se rattacher plus étroitement à celles qui ont connu les souffrances et les vicissitudes de la guerre, qui ont lutté, au prix de leur sang, pour la grandeur de la patrie. Elles sentent *obscurément* qu'en honorant les morts, elles délivrent leur conscience du reproche secret de vivre trop exclusivement dans le présent, d'oublier trop le passé et de ne pas assez songer aux efforts et aux sacrifices que l'avenir peut exiger d'elles. »

C'est en ces termes que M. Ribot « se fait l'interprète » des générations nouvelles. N'oublions pas qu'il écrit pour des électeurs, pour des gens accoutumés à laisser d'autres penser et parler pour eux et à accepter, comme étant les leurs propres, les sentiments que, d'autorité, on leur attribue.

M. Ribot continue :

« On n'entend aujourd'hui parler que de paix et d'entente fraternelle entre les nations. Ces aspirations pacifiques ne sont pas le propre de notre temps. Bien des fois l'humanité s'est figuré que la guerre était devenue impossible par le progrès de la civilisation et l'adoucissement des mœurs. C'est souvent à la veille des grandes commotions que ce besoin de la paix, cette croyance dans sa durée indéfinie, ont apparu avec le plus de force.

Il faut être, comme nous le sommes, pacifiques. Mais cet amour de la paix n'est honorable qu'autant qu'il ne cache pas le désir inavoué de nous dérober à nos devoirs. Le monde sait que notre politique n'est pas belliqueuse. Ayons la pudeur de ne pas faire étalage de l'horreur que la guerre nous inspire, si nous ne voulons pas que ces morts, dont nous honorons la mémoire, nous rappellent que nous n'avons pas le droit de célébrer, à l'égal d'une victoire, l'effort de sagesse que nous nous sommes imposé pour maintenir la paix depuis trente ans. (1) »

Donc, jeunes générations, vous voilà bien averties. Ne vous bercez pas d'illusions. Depuis trente ans, vos maîtres se tiennent à quatre pour ne pas *vous* jeter sur l'Allemagne ; jusqu'ici ils se sont contenus, mais on ne sait pas ce qui peut arriver. Il faut être prêt à la boucherie.

∴

Mais ce Ribot est un homme d'Etat vieux jeu, un modéré, un attardé : allons plus à gauche, et nous entendrons sans doute des paroles plus sensées ? Dans l'*Aurore* (1er octobre) Clemenceau, conservateur radical, répond au conservateur clérical Ribot, et le tance vertement d'avoir « cru devoir recommander l'obéissance aux ordres « que la loi et la patrie nous donnent *par la bouche des chefs militaires* en négligeant l'autorité « civile qui est suprême, mais que certains de « ces chefs militaires affectent de dédaigner. »

En effet, l'autorité militaire n'est qu'arbitraire, brutalité, elle se prête à la domination romaine, enfin c'est le fléau des peuples ; au contraire, l'autorité civile est l'équité même, c'est la bienfaitrice des peuples, on en a tous les jours la preuve, on l'a bien vu, tout récemment, à Armentières et à Tourcoing... Donc Ribot, sur ce point, a péché, mais pour le reste, il a raison. L'espoir de paix durable dont nous nous berçons est peut-être fort trompeur ; les pacifistes mènent campagne, mais « il ne faut pas que les « nobles harangues détournent nos regards du « fait trop manifeste qu'il se prépare dans le « monde tout autre chose qu'une danse univer- « selle de la paix... Toutes les frontières d'Eu- « rope sont hérissées des engins les plus meur- « triers qu'aucun temps ait connus. Un mot, un « geste peuvent, du jour au lendemain, déchaî- « ner un tumulte guerrier sans précédents. »

Clemenceau en conclut « avec M. Ribot et « avec tous ceux qui pourront avoir une respon- « sabilité dans le gouvernement de la France, « que notre premier devoir envers nous-mêmes « est d'être et de demeurer forts, surtout quand « la pointe allemande est toujours dans notre « chair vive. »

Ainsi, compagnons, s'il y a de grandes disputes entre les partis, vous voyez que finalement nos maîtres sont d'accord pour nous préparer « aux efforts et aux sacrifices que l'avenir peut exiger » de nous.

∴

Il y a, en cette question, un premier point à éclaircir. Je comprends que les gens qui ont vécu le cauchemar de 70 en soient restés obsédés, impuissants à se délivrer des impressions reçues pendant « l'année terrible » et enclins à nous en rebattre les oreilles. Mais il y faut tout de même des bornes. Clémenceau nous dit :

« Il est toujours beau d'honorer les morts tombés pour la patrie, et celui qui prend la parole devant le monument qui nous les rappelle a la tâche la plus aisée, puisque au milieu de nos âpres querelles, il peut dire la parole qui nous réunit tous et nous fait tous vibrer d'un même cœur. »

Pour ma part, je l'avoue, je ne vibre pas du tout de ce cœur-là, car je vois que notre benoît orateur est tout disposé, que du moins il est résigné d'avance à écrire et à prononcer l'oraison funèbre des morts de demain.

A lui et à tous ceux qui se reconnaissent « une responsabilité dans le gouvernement de la France », je demanderai : que signifient exactement vos paroles et que prétendez-vous faire ?

Reconquérir l'Alsace ? Libre à vous, allez-y, doux sexagénaires, je n'irai pas.

Car si vous consentez à perpétuer l'enchaînement des haines aveugles et des tueries, si vous voulez répondre à l'invasion de 70 par une autre invasion (admettons que vous deviez être les vainqueurs), s'il vous plaît de faire encore des milliers de victimes pour la joie malpropre et barbare de remplacer là-bas des fonctionnaires allemands par des fonctionnaires français et de faire flotter sur les écoles, les casernes et les prisons un drapeau national au lieu d'un autre, pour ma part je vous refuse ma collaboration : j'aime mieux consacrer mes forces et ma vie à dénoncer votre folie.

Ou bien vous ne voulez rien de tel ? vous êtes dans le fond des pacifiques, revanchards malgré eux, par nécessité professionnelle ? Tel ce lion de la place Denfert, symbole, paraît-il, de la colère nationale : je remarque qu'il tourne ses fesses du côté de la gare de l'Est, — celle où l'on prend le train pour Strasbourg et Berlin — et qu'il regarde paisiblement, par delà le Grand Montrouge, vers les bosquets de Verrières et de Robinson : un lion qui ne fera jamais de mal à une mouche. Fort bien. Mais alors, pourquoi

(1) Lettre au conseil municipal d'Aire. *Le Temps*, 28 septembre 1903.

des élégies patriotiques et des rodomontades? L'Alsace est allemande, reconnaissez donc qu'elle est allemande et le restera. Je sais bien qu'à la seule idée de cet aveu vous poussez des cris de paon, vous hurlez à l'« humiliation » de la Patrie. Votre Patrie est un être cocasse: il lui plaît de se dépenser, par votre bouche, en des affirmations stériles, en des démonstrations de pure forme; il lui plaît de redire des phrases dont elle sait l'inanité, et elle tombe en crise à la seule idée de reconnaître que ce qui est, est. Etrange personne, mauvais guide pour ma pensée.

Pour ma part, je l'avoue, je ne sens pas « la pointe allemande en ma chair vive ». Je n'éprouve pas de honte dans la pensée de l'Alsace « perdue » ni d'humiliation dans l'aveu qu'elle restera allemande. Un jour, sur le mont Tanet, dans les Vosges, je rencontrai un ancien uhlan devenu fermier: il avait campé à Versailles et parlait « l'orgueil plein les narines » de la frontière prochaine; il m'indiquait les chemins avec une complaisance ironique. Toute sa haute et robuste personne respirait la joie sauvage de la conquête et des anciens combats. Je contemplai avec curiosité cette brute funèbre, reste du passé, mais je ne me sentis pas humilié. — Une autre fois, en territoire allemand, dans une auberge, une tablée de jeunes chauvins me voyant lire un journal français, se mit à parler de Strasbourg et de Metz, avec de grosses plaisanteries destinées à exaspérer le chauvin que j'aurais pu être. Cela ne me fit ni chaud ni froid. — Mais une autre fois encore, causant avec un socialiste allemand — on célébrait ce jour-là l'anniversaire de Sedan — mon compagnon exprima avec moi cette idée que la question d'Alsace-Lorraine n'existait pas pour nous: nous avons d'autres chiens à fouetter!

⁂

Mais — me dira-t-on — vous serez bien forcé d'y songer, à cette question, elle se posera demain sous une autre forme, et vous êtes insensé si vous méconnaissez le danger perpétuel qui vous menace: « un mot, un geste peuvent, du jour au lendemain, déchaîner un tumulte guerrier sans précédent ». Les souvenirs de 1870 ne sont qu'un moyen d'entretenir la masse dans une alarme salutaire. Il y a « de braves gens qui vont prêchant la paix entre les hommes ». « Leur prédication doit conquérir progressivement l'*élite* de l'humanité et lui faire, lorsque nous ne serons plus, des jours meilleurs ». Mais jusqu'ici « le gain » que nous a procuré leur propagande est « peut-être d'apparences et de phraséologie plus que de réalités ». Donc, conclut Clemenceau, le champion du pouvoir civil, préparons-nous à la guerre.

De ce point de vue, la question s'élargit. Contre le double fléau de la guerre et de la paix armée, que faire? Clemenceau répond en substance: « Rien. Les pacifistes sont actuellement impuissants, il passera encore de l'eau sous les ponts, avant qu'ils aient voix au chapitre. Tous les gouvernements se disent pacifiques et sont, en fait, belliqueux. Donc, subissons le fléau ». Et quand Jaurès nous dit (1) « ... si nous pouvions *obtenir* enfin l'arbitrage... » il me semble bien que ce souhait démagogique et inutile n'est pas très loin, au fond, de la constatation sans espoir de Clemenceau, l'une et l'autre ne dépassant pas d'ailleurs la sphère des balivernes. Car n'est-il pas fort évident que tous les gouvernements sont belliqueux par essence et par définition et qu'ils ne parlent de politique pacifique que pour satisfaire l'opinion? Quel être de bon sens peut songer sans rire à cette bouffonnerie énorme du désarmement simultané par suite d'un accord entre les Etats? Il n'est pas besoin d'être grand docteur pour comprendre que si les gouvernements de tous les pays étaient réellement les protecteurs de leurs peuples respectifs, ils feraient de l'arbitrage universel une réalité immédiate, puisqu'ils réaliseraient ainsi une économie incalculable de vies humaines et de richesses matérielles. Mais il n'est pas question de cette idylle. La guerre et la paix armée sont la condition de l'existence même des gouvernements et de tout le système capitaliste. Si les haines et les méfiances internationales n'existaient pas, il faudrait les inventer, puisque jusqu'ici on n'a pas osé déclarer franchement que l'infanterie et l'artillerie sont nécessaires à l'équilibre social actuel. S'il n'y avait plus de guerre étrangère en perspective, les peuples diraient: il ne faut donc plus d'armée. Il ne faut pas que les peuples prononcent cette parole.

⁂

Voilà ce que les « pacifistes », gens d'ordinaire pénétrés des « convenances » politiques, ne disent pas, et voilà pourquoi leur propagande n'est qu'un agréable passe-temps. Dans leurs congrès et dans leurs livres, ils peuvent dire de bien belles choses, développer de magnifiques lieux communs, produire des statistiques impressionnantes, voter des résolutions conçues en termes hardis; ils peuvent, dans un cas donné, en présence d'une guerre imminente, prouver qu'elle est facile à éviter, désavantageuse aux deux belligérants, ils peuvent se multiplier, devenir aussi nombreux que l'Armée du Salut ou la Ligue antialcoolique, arriver à obséder nos yeux et nos oreilles de leur propagande.

Finalement, qu'y aura-t-il de changé? Ils atténueront peut-être les maux de la guerre, mais à coup sûr, ils ne pourront jamais rien contre la paix armée, parce qu'ils ne s'attaquent pas directement aux intérêts qui en exigent le maintien: intérêt des grands exploiteurs, inquiets des révoltes imminentes; intérêt des gouvernants dont la mission est d'assurer le fonctionnement de l'exploitation ouvrière et de prévenir ou de réprimer la révolte; intérêt des industriels et des commerçants qui s'enrichissent aux fournitures de guerre; intérêt des êtres domestiqués, soldats professionnels, qui vivent paisiblement de la terreur des foules.

Ce n'est pas aux diplomates et aux gouvernants qu'il faut s'adresser pour le désarmement: autant les inviter au suicide. Tout compte fait, il ne reste que les travailleurs qui aient intérêt à en finir avec la guerre et avec la paix armée. La question, c'est qu'ils le comprennent, et c'est qu'ils comprennent aussi qu'ils n'ont pas à se fier à des politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche, résignés à l'état de fait, quand ils n'en sont pas les bénéficiaires.

Mais amener les travailleurs à la compréhension de ces simples vérités, de façon qu'ils opèrent spontanément, dans la société, les changements qui doivent logiquement s'en suivre, c'est une vaste tâche? — Qu'importe, s'il faut ou bien l'accomplir, ou bien demeurer dans le chaos actuel? Le plus simple est encore de s'y atteler tout de suite.

Un Prolo.

(1) Discours à Tarbes, 30 septembre 1903.

D'un qui veut des résultats immédiats

J'ai reçu la lettre ci-dessous que je me borne à publier aujourd'hui, me réservant d'y répondre la semaine prochaine.

J. G.

Camarade Grave,

J'ai lu dans le n° 21 des *Temps Nouveaux*, ta réponse au camarade E. C., au sujet de la propagande. Je profite de l'occasion pour t'écrire ce que, moi et un petit noyau que nous sommes, pensons de vos prédications. — Je dis bien, prédications, car avec vos idées rétrogrades, c'est bien une nouvelle religion que vous prêchez.

Ainsi, selon toi, pour faire, en propagande, comme en progrès social, pas grand'chose, il faut beaucoup d'efforts, de sacrifices, et de patience!

Mais mon pauvre vieux, comment se fait-il que tu ne t'aperçoives pas que tu patauges dans les mêmes — je t'estime trop pour dire les mêmes mensonges — mais, tout au moins, dans les mêmes erreurs, que le prêtre qui nous promet le paradis après notre mort, ou le politicien qui remet toujours à la législature prochaine, le vote des lois qui doivent faire de la société capitaliste, un petit Eldorado où les cochons, la fourchette sur le dos, la moutarde sous la queue, courront tout cuits, les rues de nos cités.

Et tu t'étonnes après cela que ton canard ne marche pas! C'est que, à l'heure actuelle, les individus ont assez de vos déclamations sur l'idée, l'humanité, le peuple, la révolution, la solidarité, et autres foutaises, qui ne servent qu'à les endormir. Vous êtes décidément trop vieux jeu. Vous retardez. Nous avons fait du chemin depuis.

⁂

L'individu en a assez d'attendre indéfiniment la réalisation de promesses, toujours ajournées. Il lui faut, dès à présent, de la viande moins creuse que des espérances, une nourriture plus fortifiante que des promesses.

Ce qu'il lui faut, c'est s'émanciper par lui-même; qu'il arrive à se rendre indépendant du patronat. Ce résultat obtenu, il ne sera pas loin de s'affranchir de la tutelle sociale.

Mais ce n'est pas en lui prêchant le *sacrifice* à l'idée, ni en lui recommandant d'attendre, pour faire quelque chose, qu'ils soient en nombre.

Ce n'est qu'en travaillant à élargir son propre bien-être, qu'en essayant de se rendre libre dans la société actuelle, que les individus prépareront la société future, sans avoir à attendre une révolution plus ou moins lointaine, plus ou moins incertaine. — C'est idiot que ceux qui ont compris, soient forcés d'attendre que la masse de crétins qui barrent la route, aient évolué. Le troupeau sera toujours le troupeau. Laissons-le donc piétiner sur place, et travaillons à notre propre émancipation.

⁂

Mais, voilà! vous vous prétendez révolutionnaires, et vous êtes encore pourris de préjugés. Vous êtes isolés et désarmés en face de la société bourgeoise, et vous êtes encore retenus par le respect de certaines conventions qui ne profitent qu'à nos maîtres. Quand voudrez-vous comprendre que l'argent étant le nerf de la guerre, c'est d'abord lui qu'il faut conquérir.

Ce n'est que lorsque l'individu s'est, au point de vue matériel, rendu indépendant, qu'il peut avoir le loisir et la possibilité de s'occuper de propagande. Au peu que ça rend, tu devrais bien t apercevoir que c'est perdre son temps de s'adresser à de pauvres bougres qui ont déjà à peine de quoi vivre. Se sacrifier pour l'idée, c'est très joli, mais boulotter est plus pressé.

Tant que vous resterez dans votre trou, à compter sur les deux sous de pauvres diables qui économisent sur leur dîner, vous n'avancerez pas la solution d'un iota, et contribuerez seulement à leurrer les pauvres diables qui vous écoutent et vous soutiennent; qui vous prennent pour des oracles, attendant le Messie-Révolution en vous écoutant.

⁂

Et ce que je te dis, beaucoup se le sont dit déjà, et voilà pourquoi ton canard ne marche pas.

Voudrais-tu me dire à quoi tu as abouti, depuis vingt ans que tu t'escrimes, à essayer de faire marcher ce vieux canasson poussif?

Tu l'as avoué toi-même, tu en es juste à ton point de départ. Marcher pendant vingt ans

pour ne pas bouger de place, tu en conviendras, ce n'est pas le comble de la vitesse. Tu ferais mieux de t'asseoir, cela se passerait, peut-être.

Crois-en donc quelqu'un qui voit clair. Mets tes vieilles rengaines au rancart. Nous en avons assez de toujours nous sacrifier pour quelque chose. La Patrie, la Société, la Morale, sont par terre; vous les avez, ou avez contribué à les foutre par terre, c'est très bien, mais ne contribuez pas à nous ressusciter des entités nouvelles: L'Idée, la Révolution, la Propagande, la Solidarité, nous nous en foutons. Ce que nous voulons, c'est vivre, avoir nos aises et le bien-être auxquels nous avons droit. Ce que nous voulons réaliser, c'est le développement de notre individualité en tous les sens, en toute son intégralité, et cela nous ne l'obtiendrons qu'en renversant la vieille morale bourgeoise dont vous avez du mal à vous affranchir.

L'individu a droit à tout le bien-être possible, et ce bien-être il doit chercher à le réaliser à chaque instant, par n'importe quels moyens. Voilà ce qui est vrai, ce qui est rationnel et ce que les anarchistes doivent proclamer, s'ils veulent être logiques avec eux-mêmes.

Depuis assez longtemps, on nous nourrit de la viande creuse des promesses; depuis trop longtemps nous vivons d'espérance, ce que nous voulons, ce sont des résultats immédiats.

HÉGOT.

ÉTATISME

ET

ORGANISATION OUVRIÈRE

(RÉPONSE)

Dans le numéro 7 de l'*Œuvre Nouvelle*, Dagan me répond à son tour. Il se défend d'avoir tenté, comme je l'avais écrit, « une apologie à peine dissimulée du syndicalisme réformiste et de sa méthode. »

Dagan affirme que son *but* a été tout autre; je veux bien le croire, mais il n'en est pas moins vrai que mon opinion était et est encore partagée, par tous mes camarades ouvriers, à qui il a été donné de lire son article.

De plus, c'est aussi l'opinion de nos adversaires; je n'en veux pour preuve que l'article enthousiaste que lui a consacré M. L. Maurice dans la *Petite République*, et avec lequel une fois de plus le rédacteur de ce journal essaie de pourfendre les partisans de l'action directe. Amis et adversaires sont donc du même avis; seul Dagan pense autrement et ce n'est pas pour cela que je changerai d'opinion sur son article.

Mais, voyons un peu, examinons les réponses qu'il nous fait.

Tout d'abord, Dagan reproche aux anarchistes de ne pas toujours faire fi de l'Etat, parce que — savourez-moi ça — des écrivains anarchistes ont réclamé « la suppression des conseils de guerre et l'abrogation des lois scélérates ». Dagan ignore-t-il donc que nous réclamons la suppression de *celles-là* et de *toutes* les autres, et je ne sache pas que faire une pression sur l'opinion publique, pour arriver à l'abrogation d'une loi, ce soit en aucune façon renforcer l'Etat. J'avais toujours cru, au contraire, que la suppression des lois c'était, par contre-coup, porter atteinte à l'omnipotence de l'Etat, mais il paraît que cela n'est pas.

Faute d'autres documents, sans doute, Dagan essaie de mettre les partisans de l'action directe en contradiction avec eux-mêmes, parce que des camarades de Béziers, dans le numéro unique d'un journal qu'il ont fait paraître, ont inséré une communication émanant d'un syndicat d'ouvriers tonneliers, où il est question « d'action énergique *sur* les pouvoirs publics » qu'il confond, je ne sais pourquoi, avec l'action étatiste; ce qui lui fait attribuer à l'appel en question une portée qu'il n'a pas en réalité. Dagan croyant m'embarrasser, écrit: « Je sais bien que vous n'êtes pas « les ennemis de la réforme » !?; de grâce dressez-nous donc la liste des réformes que vous acceptez, et de celles que vous refusez ». La liste, mon cher Dagan, nous ne cessons de la donner: nous voulons vivre en hommes libres et nous poursuivons *toutes* les réformes, pourvu qu'elles ne renforcent pas l'Etat bourgeois et capitaliste, nous les poursuivons toutes, dis-je, jusqu'à et y compris la suppression du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et ce, parce que, avec Proudhon, nous croyons « qu'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et abolition du gouvernement de l'homme par l'homme sont une seule et même proposition. »

Dagan écrit ensuite: « Où Delesalle a-t-il vu que je *désire* voir le mouvement syndical absorbé par un parti? » Ne lui en déplaise, qu'il me relise, je n'ai écrit nulle part « Dagan désire », j'ai simplement constaté qu'il « ignore ».

« Laissons ces moyens à ces messieurs de la « Compagnie » et lorsque j'écris « ignore » qu'on ne lise pas « désire ». Et j'avais raison, Dagan ignore — je le crois, puisqu'il l'affirme — que la campagne menée contre les syndicalistes antiparlementaires n'a d'autre but que de tenter de rattacher les syndicats au parti socialiste dont M. Millerand est le chef. C'est qu'il est, comme je l'ai écrit, mal renseigné. S'il l'était mieux, il saurait en effet que seule « la véritable unité socialiste sera réalisée — et dans nos syndicats nous entendons à chaque instant soutenir cette thèse: — que lorsque adhéreront au *parti*, à la fois, les groupes politiques, *les syndicats* et les coopératives, comme en Belgique, en Allemagne, etc., ajoutent nos contradicteurs. Et parce que certains ne l'avouent pas — et pour cause — Dagan l'ignore. J'ai donc le droit de dire qu'il est mal documenté. Qu'il se renseigne plus amplement, il verra.

On fait aussi de la politique dans les syndicats, avait affirmé mon contradicteur. Je lui ai répondu qu'il fallait s'entendre sur le mot (1) — politique — qu'en tout cas, celle que peuvent faire des travailleurs au sein de leurs organisations, n'était guère dangereuse à côté de cette autre qui consiste à envoyer des bourgeois — ou même des ouvriers qui par ce seul fait le deviennent — dans un parlement faire de « bonnes » lois restrictives de la liberté — car une loi porte toujours atteinte à la liberté de quelqu'un — voter le budget de l'assassinat légal et celui dit de la « justice ». Enfin j'avais ajouté que si la politique existe, que le choléra aussi existait, mais que l'on emploie contre lui la méthode prophylactique pour le combattre. Dagan ne retient que cette dernière partie et ajoute: je ne sais si le peuple — sur lequel il semble avoir une bien piètre opinion — comprend cette casuistique.

Je passe.

J'avais écrit qu'au lieu d'attendre une réforme de la bonne volonté des législateurs — qui ne la concèdent en réalité qu'à condition qu'ils aient la main forcée par une pression extérieure, — nous l'attendions de la conscience et de la volonté ouvrières. J'avais cité des faits — dont Dagan s'est servi dans son premier article — parmi lesquels les dockers de Cette obtenant, — malgré le spectre des sans-travail sans cesse agité par Dagan, — la journée de 8 heures et un salaire minimum de 8 francs. J'avais opposé cette tactique à celle des mineurs, qui consiste à réclamer et à attendre ces réformes d'une loi. Dagan reste sceptique, et il me lance à nouveau dans les jambes ces deux obstacles pour lui insurmontables: la force armée et les sans-travail.

Si cela était exact, et si dans les batailles qui se livrent chaque jour entre le capital et le travail, la conscience et la volonté ouvrières n'avaient aucune part, jamais les travailleurs n'auraient obtenu de satisfactions. Et Dagan ici, encore, est mal renseigné, lorsqu'il écrit que 7 ou 8 fois sur 10, grâce aux « fusils Lebel et aux sans-travail », les grèves échouent. Veut-il un exemple: dans la seule année 1902, il y a eu 512 grèves; dans 111, les travailleurs ont obtenu satisfaction complète et, dans 184, une demi-satisfaction ou une transaction quelque peu avantageuse pour les ouvriers; soit près de 60 0/0 des cas dans lesquels les travailleurs ont obtenu un avantage — si faible soit-il, sur leur situation antérieure.

Cela, je le conçois, est regrettable pour la thèse empirique de Dagan, mais le fait est là; qu'il se donne la peine de consulter la statistique des grèves de ces dix dernières années, il verra que les chiffres varient peu et combien « les sans-travail » ne sont qu'un obstacle très relatif. L'armée — et loin de moi l'idée de prétendre que cette force mise au service des capitalistes n'a pas fait échouer bien des mouvements ouvriers — ne peut cependant pas m'obliger à produire si ma conscience — et notre propagande morale vise à cela — me dit qu'il faut refuser. Et je défie aux *sans-travail* de Dagan de venir prendre ma place à l'étau, voire même dans la plupart des cas, à ma machine. Nier cela, c'est dire que les travailleurs sont condamnés à un perpétuel esclavage et Dagan ne le pense pas.

J'oppose à l'action étatiste, l'action *directe* contre le patronat et j'affirme que ce moyen est plus à la portée des travailleurs.

Dagan essaie ensuite de me percer de ses flèches individualistes. Il n'appartient, lui, à aucun *parti*, à aucune *secte*; il est Dagan, le censeur, qui dit aux hommes de *parti*, aux hommes de *groupe*, votre méthode pèche par telle et telle base, et qui, lorsqu'on lui demande: que nous conseillez-vous pour mettre fin à nos erreurs, pour remédier à nos défauts, se retire sous sa tente et répond: « Je ne sais pas, je réserve mon opinion, je n'ai pas de réponse à tout. »

Ce métier de redresseur de torts qu'affecte Dagan, est facile; malgré cela, je préfère le mien qui est de toujours rechercher les défauts et d'essayer — risque même à me tromper — de les solutionner.

Je laisse Dagan sur son Olympe lancer l'anathème sur ceux qui luttent et qui par cela même sont sujets à erreur.

Ma route est hérissée de difficultés, je ne l'ignore pas, et c'est même un peu pour cela que je l'ai choisie.

Mon contradicteur n'est pas content non plus de ma réponse au sujet du machinisme. J'ai dit et répète que, si souvent il est l'ennemi — en ce sens qu'il réduit au chômage — il sert aussi à *développer la consommation*.

C'est là une constatation que tout le monde a pu faire. Dagan m'accuse d'avoir ramassé les vieux clichés des économistes Leroy-Beaulieu, Molinari, etc., et il répond: *Apparemment*, c'est juste. Mais en réalité, c'est faux.

Réponse simple et facile à faire marcher, même en voyage.

Que Dagan se donne la peine de descendre dans la réalité et qu'il me dise si, dans ces dernières cinquante années de machinisme à outrance, la situation des travailleurs a bien changé. Si sa thèse empirique était si exacte, il me semble que les travailleurs seraient réduits, aux trois quarts pour le moins, à la plus extrême misère, et alors je crois que c'en serait bientôt fait de la société capitaliste. Mais cela n'est pas, et la bourgeoisie, pour maintenir sa domination, sait même au besoin lâcher de temps à autre un os à ronger sous l'aspect d'une réforme, et la thèse de Dagan montrant le machinisme et les sans-travail comme devant toujours mettre un obstacle à nos revendications, est loin d'être en tous points exacte. Je me suis engagé à traiter la question, je le ferai en son temps.

Je renonce presque à suivre Dagan sur la question du « Conseil supérieur du travail ». La réponse est tellement contradictoire que je m'y perds. Il écrit: « Je pense que le Conseil supérieur du travail est une institution *naturelle* dans une démocratie *ouvrière*. » Ce qui donnerait à penser que Dagan est à la fois démocrate et étatiste; mais après avoir émis cette « pensée », il se rattrape vivement et ajoute: « Je ne sais. Il y a une foule de questions sur lesquelles je réserve mon jugement. C'est de la circonspection et de la probité intellectuelle — oh combien! Mais cela peut paraître étrange à des hommes de parti ou de secte — attrape! c'est bien fait pour moi — *qui ont réponse à tout*, et qui d'avance ont tout compris, tout résolu. »

Et ce n'est pas plus malin que cela. Dagan ne « sait pas », il se « réserve ». Cela lui est en effet facile, mais il n'en va pas de même pour nous, militants ouvriers. Lorsque le gouvernement bourgeois nous a appelés, dans nos syndicats, à désigner nos « représentants » au Conseil supérieur du travail, il nous a bien fallu nous prononcer, prendre part ou nous abstenir. Il nous a fallu répondre, et c'est ce que nous avons fait; mais non, comme *semble* le croire Dagan qui est décidément mal renseigné, sans de sérieuses études préalables. Qu'il lise les comptes rendus des Congrès corporatifs, des réunions de syndicats — dans leurs bulletins respectifs, — des Fédérations, etc., etc., et il pourra s'assurer que ce n'est qu'après étude que nous prenons dans nos syndicats telle ou telle décision. Puisque Dagan veut bien écrire sur ces questions, je l'engage à les étudier plus sérieusement, cela lui permettra aussi « d'avoir un jugement, une opinion », et de pouvoir répondre lorsqu'on lui pose une question. Se défiler est vraiment trop facile. Va pour la probité, mais n'exagérons rien.

---

(1) Ch. Albert y est revenu et je suis curieux de lire la réponse annoncée de Dagan.

Les questions ainsi soulevées par Dagan sont complexes, et je me rends compte de l'insuffisance des réponses possibles dans un si court article, mais quoi qu'il en soit et quoi qu'en pense mon contradicteur, il y a bien deux modes d'action qui s'excluent l'un l'autre. Etatisme ou antiétatisme, cette lutte qui s'est fait jour au sein des syndicats ouvriers n'est, sous une forme nouvelle, que celle-là même qui eut lieu au début de l'Internationale. L'étatisme, sous quelque forme qu'il se présente, c'est l'autorité. L'antiétatisme, c'est la Liberté. Pour ma part, il y a longtemps que j'ai fait mon choix.

P. Delesalle.

LA GRÈVE MILITAIRE

A bas les armes !

Notre camarade C. A. Schöuqvist, qui refusa le service militaire, est sorti de Langholmen après cinq semaines d'emprisonnement. Il n'a pas été pris par le régiment, mais est venu passer ses premières heures de liberté en compagnie de quelques camarades de la Jeunesse; depuis, il a été laissé en liberté. C'est seulement l'année prochaine qu'il sera appelé pour les exercices de meurtre, et s'il persiste alors dans son refus, la même histoire recommencera; conseil de guerre et condamnation. Schouqvist se porte à merveille et est d'excellente humeur.

(Extrait de *Brand*, journal illustré socialiste, numéro d'août 1903.)

***

Dans les prisons de Nagy Kikinda (Hongrie), est enfermé depuis cinq ans un certain Save Maletity, qui appartient à la secte nazaréenne. Il y a 6 ans, Maletity fut déclaré apte au service militaire mais, comme la secte à laquelle il appartient interdit l'usage des armes, il refusa de prendre le fusil et pour cette raison fut condamné à deux ans de prison. Sa peine accomplie, il fut renvoyé au régiment, mais à la suite d'un nouveau refus de porter les armes, il fut condamné à trois autres années de prison. Il est maintenant près de sortir de prison, et il devrait retourner à la caserne; mais il a déclaré qu'il ne touchera pas à un fusil, même si on le condamne à perpétuité. Sa conduite en prison a toujours été exemplaire.

(Extrait de *La Lotta*, journal italien, publié à Londres, numéro du 1er septembre 1903).

Lettre ouverte au Ministre de l'Intérieur

Cette, 10 août.

Monsieur,

Faisant un voyage d'études sociales — en même temps que professionnel — nous arrivons, le camarade Le Pape et moi, le 2 courant, à Narbonne, afin d'y travailler.

Les travaux dans cette ville n'étant pas en grande activité — nous faisons partie du bâtiment — nous ne pûmes y rester que six jours, après lesquels nous devions partir pour Béziers.

A cet effet, nous devions prendre le train du jeudi 8 courant, à 11 heures 16 du matin.

Deux amis de Narbonne nous accompagnaient à la gare.

Après leur avoir dit au revoir, nous passions sur le quai de la gare, quand nous fûmes entourés de six argousins, sous les ordres du commissaire central, et conduits dans le bureau du chef de gare.

Là, sans souci du train qui allait partir dans trois minutes, le commissaire tenta de nous faire subir un interrogatoire.

Entre temps, nos bagages étaient retirés de la consigne, et amenés dans le bureau où nous étions, où ils furent fouillés bêtement par les agents sous les ordres de leur chef.

Tout fut déplié, linge de corps, mouchoirs, effets — jusqu'aux poches — correspondance privée, boîte à outils, tout fut mis à sac. Après quoi, le commissaire ayant demandé à ses hommes s'il n'y avait pas d'*instruments* (*sic*) nous fûmes invités à refaire nos valises.

Ici, le commissaire excipant des ordres du ministre de l'Intérieur, nous *vola* quatre-vingt-quatre brochures, plus divers documents privés.

La perquisition avait duré trois quarts d'heures et notre train étant parti, nous prîmes le train suivant, toujours escortés d'un mouchard qui, en arrivant à Béziers, nous confia à la dégoûtante surveillance d'un de ses acolytes.

Voilà, Monsieur, ce qui nous amène à vous poser cette question : « Si, amenés par les nécessités économiques inévitables, de la mauvaise organisation dont vous êtes le chef en même temps que le soutien, nous prenions un pain chez un boulanger, les mêmes gens s'empresseraient de nous arrêter.

Le commissaire central de Narbonne nous vole à main armée quatre-vingt quatre brochures et divers documents. A qui faut-il s'en prendre ? Au chef, ou à son subordonné ?

Dans une société autoritaire, hiérarchisée, l'ordre émanant d'en haut, poser la question c'est la résoudre. Nous tâcherons de nous en souvenir. Car la venue d'un roi, si distingué numismate soit-il, ne justifie pas l'atteinte à la liberté individuelle, le vol légal.

Nous attendons qu'on nous rende les objets qu'on nous a volés.

Pour Euzèbe Le Pape.

René Le Leuch.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Tous les ans, la rentrée des lycées remet en question les fameuses messes dites « du Saint-Esprit »; les journalistes républicains réclament tous les ans leur suppression, et espèrent tous les ans que ce sera pour l'année prochaine. Espérons-le avec eux. Mais les républicains qui ont l'air — et qui sont sans doute — si pressés d'aller vite en besogne quand ils écrivent dans les journaux, ne le sont plus dès qu'ils se trouvent au pouvoir. Et les messes du Saint-Esprit se portent aussi bien sous eux que sous les infâmes tyrans, leurs prédécesseurs — et leurs modèles.

C'est une chose bien curieuse que cette messe du Saint-Esprit. Le premier jour de la rentrée, avant tout travail, on commence par assembler professeurs et élèves pour une messe solennelle, dans la chapelle du lycée. Car les lycées d'Etat ont une chapelle, tout comme les collèges de dominicains ou de jésuites, et pour faire la place plus grande à cette chapelle, l'architecte rogne sur les laboratoires et les bibliothèques. Les élèves protestants, juifs ou musulmans sont, à la vérité, dispensés d'assister à cette messe. Pour se mettre au travail, eux se passent de cérémonie religieuse, et ça ne paraît pas les rendre plus bouchés que les autres pour leurs études. Les élèves catholiques ne pourraient-ils en faire autant ? Il paraît que non. Il paraît qu'il leur faut invoquer l'assistance du Saint-Esprit pour apprendre *rosa, la rose*.

Quel peut être l'état d'esprit d'un enfant qui assiste à cette messe et y voit assister ses professeurs de physique, de chimie, d'histoire naturelle, de mathématiques, de philosophie ? Il doit avoir l'impression que la physique, la chimie, la philosophie sont de bien piètres choses à côté des « vérités révélées », que l'enseignement de l'aumônier est autrement important que celui des professeurs, et que ceux-ci d'ailleurs le reconnaissent, puisqu'ils se bousculent pour invoquer l'Esprit-Saint avant de commencer leurs cours.

Et l'élève s'apercevra même bientôt que le cours de l'un d'entre eux n'est que le prolongement du catéchisme, puisque tout à l'heure, en entrant en classe, le professeur de philosophie, retour de la chapelle et à peine redressé du prie-dieu, lui énumérera sans rire les « preuves de l'existence de Dieu » et celles de « l'existence de l'âme » : 1°... 2°... 3°..., etc.

Voilà ce que sont les messes du Saint-Esprit, et ce qu'est forcément « l'enseignement » qui les suit. L'enfant élevé comme cela deviendra un jour ministre républicain, ou même ministre socialiste.

R. C.

***

Belfort. — Voici les renseignements que j'ai promis de vous donner, concernant le cas de ce malheureux soldat du 42e, victime d'un accident survenu au cours d'un exercice de gymnastique. Ce soldat se nomme Régnier et fait partie de la classe 1899. C'est dans sa première année de service qu'il fit une chute au gymnase, au fort de Giromagny, où il se fractura la jambe gauche.

Après sa prétendue guérison, on voulut le réformer, mais lui n'accepta pas les conditions qu'on lui proposait. Il préféra terminer son congé espérant avoir la pension à laquelle il avait droit. Mais il s'était trompé, il dut faire son service tout comme un homme valide, et comme il en était incapable, il dut demander la visite, et ne fut pas reconnu malade. La fréquence de ses visites lui valut cent quatre jours de prison.

Il fut traduit en conseil de guerre, qui l'envoya en observation au Val-de-Grâce, mais il ne fut pas encore reconnu.

Il revint à Belfort terminer ses punitions, et on l'envoya aux compagnies de discipline pour faire son rabiot.

Voilà tout ce que j'ai pu apprendre sur le sort de ce malheureux, c'est bien peu, mais c'est très difficile, les hommes de sa classe étant partis depuis peu.

***

Mouvement ouvrier. — Malgré les politiciens, qui ont tout fait pour l'entraver, l'agitation est loin d'avoir pris fin parmi les tisseurs.

Il me faut, à ce propos, revenir sur les véritables causes de la grève, sur l'application de cette fameuse loi Millerand-Colliard, la plus « grande réforme du siècle. » J'en ai trop souvent expliqué le mécanisme pour avoir besoin de me répéter. Son application devient définitive en avril prochain, époque à laquelle la journée de 10 heures (1) devra être appliquée dans tous les ateliers mixtes.

Les tisseurs travaillent aux pièces, et les prix sont réduits au strict minimum, et il va sans dire qu'une diminution du temps du travail aurait pour résultat une baisse de salaire dans des proportions identiques. C'est contre ces diminutions, qu'ils jugent inacceptables, que les tisseurs s'insurgent et réclament un relèvement des tarifs proportionnels au temps de travail qu'ils feront en moins lorsque la loi viendra en application.

Drôle de loi « protectrice » tout de même, puisque les travailleurs sont obligés de se soulever pour qu'en définitive, elle ne se retourne pas contre eux.

Ceci dit, voyons un peu à quel point en sont aujourd'hui les grévistes.

***

A Angers, tout est fini, du boniment et un léger — ô si léger — semblant de satisfaction et les grévistes sont rentrés dans leurs bagnes respectifs. Là, pas d'erreur, les grévistes se sont laissés mener et rouler par un politicien dont les intérêts électoraux passent avant toute autre considération et tout est rentré dans l'ordre. Agent de gouvernement, M. L. Maurice n'aurait pas mieux pratiqué et les exploiteurs d'Angers et son ami le préfet, — le même qui, à Châlon, donnait l'ordre de tirer sur les travailleurs — ne peuvent que se féliciter de son précieux concours.

Restent les tisseurs; souhaitons qu'ils réfléchissent et se rendent compte, car il leur aurait suffi d'un peu de courage et d'un léger effort pour obtenir une satisfaction.

***

Dans le Nord, quoique la situation soit meilleure, les politiciens ont tout fait pour entraver le mouvement. Les élections municipales ont lieu en mai prochain, et une agitation est, paraît-il, nuisible à leur bonne réussite. A Lille notamment — où le mouvement n'a pas donné tout ce que l'on pouvait en attendre, le maire collectiviste Delory a tout fait, lui aussi, pour ne pas attirer sur lui les foudres des exploiteurs.

Je n'en veux comme preuve que l'entrevue que rapporte en ces termes le journal *Le Temps* :

« M. Vincent, préfet du Nord, a reçu, dans l'après-midi — jeudi dernier — une délégation d'une vingtaine de grévistes que lui a présentés M. Delory, maire collectiviste de Lille. M. Vincent a déclaré tout d'abord qu'il ne recevrait la délégation que par égard pour la personnalité estimable de M. Delory, mais à la condition que les délégués se désolidarisent d'avec les fauteurs de désordre. »

Et en effet la « personnalité estimable » au cours

(1) Toutefois des dérogations peuvent être apportées et les patrons obtiennent facilement la permission d'augmenter le temps de travail.

de l'entretien assura à M. Vincent que les ouvriers réprouvaient — ce qui est faux — les actes regrettables commis par des individus sans aveu. » Et les pauvres bougres de grévistes, présents à l'entretien, qui, le matin même, faisaient sortir leurs camarades des usines, n'eurent pas le courage nécessaire pour protester contre le désaveu de ce prêtre socialiste, politicien déloyal avant tout.

Malgré cela, le chômage a continué à Lille dans plusieurs usines, qui sont toutes gardées militairement.

∴

Et la tentative de faire avorter le mouvement a été répétée. Parce qu'elle n'a pas su se montrer à la hauteur de la situation, et après avoir laissé les grévistes sans aucune indication, pendant près de huit jours, la Fédération textile, ou ce qui est plus exact son secrétaire, M. Renard — le même qui, au Congrès des tisseurs, représentait?! 40 et quelques voix à lui seul — n'a pas craint de publier un manifeste d'une opportunité plus que contestable, qui aurait pu avoir comme résultat de faire perdre aux travailleurs en grève le résultat de leurs efforts. La cause en serait risible, si cela était possible dans de pareilles circonstances. Pensez donc! les travailleurs d'Armentières qui, les premiers, ont engagé la lutte avec le patronat, n'en avaient pas demandé la permission à la Fédération, ou plus exactement à M. Renard. M. le secrétaire n'avait prévu, lui, la grève que pour avril ou mai prochain, lorsque les patrons auraient eu le temps de se prémunir et d'avoir en magasin de quoi attendre et satisfaire leur clientèle, autrement dit de pouvoir résister jusqu'à ce que les travailleurs affamés rentrassent à l'usine aux conditions qu'on les aurait alors obligé d'accepter. Les tisseurs ont vu clair pour M. le secrétaire, et ont compris tout autrement leur véritable intérêt. Et c'est pourquoi le manifeste fut une insigne maladresse — pour ne pas dire plus — dans un tel moment. D'autre part, ce qui est regrettable à dire, c'est que ce censeur de ses camarades en lutte, dans les réunions où il daigna se faire voir fut, de l'avis de tous, bien au-dessous de sa tâche; il laissa voir ton ignorance absolue — les journaux socialistes eux-mêmes ont été obligés de le constater — des conditions du travail et aussi des meilleurs moyens de les améliorer. Triste lieutenant qu'un Comité fédéral veule s'est donné là.

Par contre, si le Comité fédéral et son secrétaire se montraient peu à la hauteur de la situation, les travailleurs d'Armentières et des localités en grève publiaient un manifeste énergique, montrant au patronat qu'ils étaient prêts au combat, et avaient la volonté d'aboutir. Je regrette de ne pouvoir publier en entier ce manifeste qui jure à côté de l'autre, et qui pose la question sur son véritable terrain. Les grévistes, heureusement, ne s'y sont pas trompés, et lâchant carrément M. Renard, le mouvement, au lieu de s'éteindre, s'est étendu et a gagné Roubaix et les environs qui étaient restés quelque peu en dehors jusque-là.

Des incidents, je ne dirai pas grand chose, ils sont trop nombreux, dans un pays infesté de soldatesque, et je serais forcé d'en oublier, et non des moindres. Qu'il me suffise de dire que les grévistes ont compris que pour réussir, ils doivent être énergiques, et que, jusqu'à présent, les forces considérables que le gouvernement, cher à nos socialistes, a envoyé contre eux, ne les a pas émus autrement.

Toute la région est envahie par la troupe et il est certain que le nombre des soldats dépasse et de beaucoup celui des grévistes; des collisions s'en sont naturellement suivies, à Hazebrouck entre autres, plusieurs charges de cavalerie ont eu lieu. Actuellement la grève s'étend dans les principaux centres suivants :

Armentières, Houplines, Halluin, Quesnoy, Hazebrouck, Bailleul, Pérenchies etc., et enfin à Roubaix, où la lutte plus particulièrement chaude qui a eu lieu, mérite que l'on s'y arrête un instant (1).

∴

Là, comme je le dis plus haut, les tisseurs ont attendu quelques jours avant de se mettre en grève; le mouvement couvait, il est vrai, depuis plusieurs jours et l'explosion n'en a été que plus violente. Successivement le travail a cessé dans plusieurs usines et l'arrêt a bientôt été quasi général à Roubaix. La répression a été plus particulièrement violente aussi et des collisions avec la police et la troupe ont eu lieu aux quatre coins de la ville.

Là, où les patrons tentaient de la résistance, les grévistes ont fait l'assaut des usines, et sinon le matériel mais les carreaux et les portes de plusieurs d'entre elles, ont quelque peu souffert. Des réunions ont eu lieu dans la plupart des salles disponibles de la ville, et à l'issue de l'une d'elles, un commissaire de police, nommé Gimaldi, pris subitement d'un zèle malencontreux, s'est fait fortement houspiller; atteint à la tête, il a même dû être transporté à son domicile.

Pour un commissaire endommagé, il y a plusieurs grévistes de blessés et les arrestations ont été nombreuses; plus de cinquante. Comme de juste, nos camarades de Roubaix, qui forment un groupe des plus actif, ont été particulièrement visés et plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. De plus, les journaux, dits socialistes, de l'endroit, ne se gênent pas pour les signaler à la répression. Pensez donc, l'énergie dont font montre les anarchistes de Roubaix en cette circonstance, jure quelque peu avec les appels au calme et la façon dont les soi-disant chefs socialistes essaient de détourner le mouvement. Des hommes qui ne se contentent pas de paroles, mais qui agissent à l'occasion, l'exemple est mauvais et pourrait leur être profitable.

Les dénoncer à la police (1) quelle belle besogne, ô combien socialiste.

∴

Malgré les lâchetés et les erreurs, ces grèves, comme je le constatais la semaine dernière, n'en sont pas moins un signe des temps. A la vieille tactique qui consistait à se croiser les bras et à faire la grève, usine par usine, a succédé la tactique de grèves plus générales atteignant une ville ou, comme actuellement dans le Nord, toute une région, comme des répétitions préliminaires de la Grève générale.

Et ce n'est pas tout, la tactique s'améliore, je n'en veux comme preuve — et c'est par cela que je terminerai — que l'aveu suivant par le correspondant du journal *Le Temps*, aveu qui vaut d'être enregistré ici :

« Mais cependant — écrit le journaliste bourgeois — il faut le constater, la stratégie s'améliore. Foin de la vieille méthode qui s'embarrassait de la propagande verbale! Assez de ce libéralisme vieilli, dont la candeur sollicitait l'opinion des intéressés! — ce qui est inexact. — Le *Prolétariat organisé*, possède maintenant les lois de la grève! »

P. Delesalle.

∴

Firminy. — *Les teinturiers*. — Depuis quelques jours, les ouvriers teinturiers des maisons Corrompt et Bunand, Fessy, Chambeyron sont en grève au nombre d'environ 250. Cependant les coloristes n'ont pas suivi le mouvement et travaillent tous. Les grévistes demandent un minimum de salaires de 4 fr. par jour et 4 fr. 50 pour certains postes. Il est à croire qu'ils obtiendront satisfaction car les patrons acceptent de donner 4 fr. à tous les hommes travaillant à la charge et à tout nouvel arrivant possédant un livret d'apprentissage. Pour ceux qui ne posséderaient pas ce livret, les journées seraient de 3 fr. 50 et 3 fr. 70. Enfin la journée minimum de 4 fr. 25 serait accordée aux ouvriers travaillant aux machines.

Devant ces propositions qui ne leur accordaient pas entièrement satisfaction, les ouvriers ont voté la continuation de la grève et décidé de n'avoir plus aucune entrevue avec leurs patrons, tant que ceux-ci n'accepteraient pas intégralement leurs revendications. Je ferai connaître les résultats de cette grève qui m'a tout l'air de vouloir se terminer par une victoire ouvrière.

∴

Les mineurs. — Le Comité fédéral des mineurs de la Loire a fait publier, par la voie de la presse, une note nous informant qu'il a décidé de provoquer la réunion du conseil national pour statuer sur le cas du secrétaire Cotte et donne mandat à ses délégués de voter sa révocation.

Tant va la cruche à l'eau, qu'elle se casse. Cotte peut s'en rendre compte.

∴

Ces pauvres capitalistes. — Le *Mémorial de la Loire*, organe conservateur, comme tous les Mémoriaux de France et de Navarre, nous donne les renseignements très intéressants que voici :

La production houillère totale pour 1902, de la Compagnie des Mines de Roche-la-Molière et Firminy a été de 758.303 tonnes, donnant un bénéfice net de 3.501.563 fr. 33. L'assemblée générale a voté une répartition de 75 fr. par action, soir 36.000 × 75 = 2.700.000 fr. Le reste sera employé en travaux neufs.

Si l'on tient compte que les actions ont été émises à 100 fr. c'est du 75 0/0. Et il y a eu la perte occasionnée par 56 journées de grève, sans cela il est probable que le dividende aurait été de 85 fr. comme les années précédentes.

Galhauban.

Allemagne.

Berlin, le 3 octobre 1903.

Le congrès des socialistes démocrates qui a eu lieu à Dresde, a, comme vous le savez, voté à une grosse majorité contre les réformistes, et déjà un député de Saxe a donné pour cela sa démission. Dans le même endroit, les tisserands sont en grève et n'ont pas l'idée de s'arrêter avant satisfaction entière.

A Berlin, il y a la grève des cochers d'omnibus. Elle avait très bien commencé : les cochers s'étaient réunis, le soir, à 10 heures, et avaient voté de ne pas reprendre le lendemain le travail, chose qui fut faite, mais la compagnie a embauché des soldats sortant du service; donc les omnibus ont tous marché. Seulement, deux jours après, le journal *Vorwærts* annonce que l'on ne devait pas prendre les omnibus; mais il était trop tard. De plus, comme à Berlin, les omnibus sont à 5 centimes et que les tramways sont à 10 centimes, la chose était presque impossible; mais si les employés de tramways avaient quitté aussitôt le travail, pour les camarades d'omnibus, la grève était gagnée. L'on voyait, le soir, dans les quartiers populeux, les prolétaires s'arrêter sur le bord du trottoir, et si un omnibus, par malheur, passait, insulter le cocher et renverser la voiture; mais les socialo-démocrates ont peur de l'action, et si on se rappelle il y a trois ans, au moment de la grève des tramways, le journal *Vorwærts* déclarait que ceux qui avaient renversé les voitures étaient des *voyous*, des *galopins*, etc.

Hier ont été mis à la porte 14.000 ouvriers du métal, parce que les faiseurs de barres de fer sont déjà depuis six mois en grève. Donc, pour le moment, 14.000 du métal, plus les anciens grévistes au nombre de 1.200, plus 1.000 des omnibus, cela fait 16.200 sans-travail, une bonne armée. Mais la solidarité s'arrête : au lieu que toute la métallurgie déclare la grève, chose qui ferait à Berlin 23.000 sans-travail, l'on aime mieux soutenir les 14.000 grévistes, ce qui va coûter aux chambres syndicales, en quinze jours, un *demi-million*.

La métallurgie est riche de *1 million et demi*, et dans quinze jours les grévistes reprendront l'ouvrage sans rien dire.

Les camarades de France savent comment la grève des maçons de Genève a fonctionné, comment les socialistes se sont déclarés contre la grève parce qu'elle était soutenue par les anarchistes et par le vaillant journal *le Réveil*, comment Thiébaud a agi et comment on a fait expulser Bertoni, et l'insulte du journal *Vorwærts* aux travailleurs dans les six lignes qu'il a écrites en trois fois.

1° Il est malheureux que les ouvriers maçons se soient laissé entraîner par des anarchistes fougueux;

2° La grève est *finie* (deux jours après, tandis qu'elle était à son plus beau moment).

3° Félicitations au journal *le Peuple* (qui s'est drôlement conduit à Genève).

Eh bien, jeudi paraît un grand article sur la grève, rappelant le bien de la cuisine communiste et disant que ce sont les socialistes démocrates qui ont tout fait pour la grève, que l'expulsion de Bertoni est un fait inexact, en un mot que ce sont les social-démocrates à qui l'on doit dire merci (mais ils disent qu'il y a longtemps que Thiébaud n'est plus *socialo*.) Belle comédie!

J'ai souvent dit que la propagande de nos idées était très difficile à faire. Eh bien, les camarades ont trouvé un bon moyen.

Ne pouvant aller aux réunions dans les syndicats, ils ont fondé un théatre, le nouveau *Théâtre du Peuple*, qui fonctionne à merveille; là, tous les dimanches, l'on joue des pièces nouvelles de Gorki, de Tolstoï, de Descaves, etc. Le théâtre est divisé en quatre sections, et tous les dimanches, une section a droit aux représentations: les places sont tirées au

---

(1) Au dernier moment, les journaux nous apportent le récit de véritables cas de révolte. Fidèles à leur rôle de calomniateurs, les Gérault, de la *Petite Répugnante*, accusent les révoltés d'être des agents provocateurs.

(1) Notamment dans *Le Réveil du Nord*, du 11 octobre.

sort, et, dans la semaine, il y a des soirées gratuites et familiales. De plus les journaux sont bien dirigés et le journal *Arme Teufel* est très instructif.

Un journal anarchiste individualiste est fondé à Hambourg; il paraît irrégulièrement, le numéro 10 centimes.

(Joh Olten, Hamburg, 22 Uhlenkamp).

De plus le *Réveil* en allemand, paraît maintenant à Zurich (voir l'adresse dans le *Réveil* de cette semaine).

La deuxième réunion sur la grève générale a eu lieu seulement le 25 septembre.

Le docteur Frideberg rend compte que le projet qu'il a présenté au congrès de Dresden a été rejeté. De plus, il déclare que les organisations ne doivent pas du tout se mêler de politique.

Un social-démocrate explique que la grève générale, c'est la grève de bêtise, car toute la classe ouvrière n'est pas organisée et qu'il y a toujours des renégats. Le camarade Krause (anarchiste), soutient les idées du conférencier et explique aussi ce que c'est que l'anarchie et le communisme libertaire.

Le camarade Lange (anarchiste), reparle de Lecoms qui a dit : si tout le monde était organisé, on ne pourrait pas dire la grève générale de bêtise, et soutient les idées des Chambres syndicales françaises : la liberté des travailleurs ne doit être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même!

Le social-démocrate Torasow parle longtemps contre la grève générale et dit que cela ne regarde pas le parti socialiste, mais seulement les organisations internationales et que le congrès de Dresden avait bien fait de repousser la question Frideberg.

Le socialiste Manasse dit que le parti socialiste doit s'occuper de toutes les questions, et il serait content, si dans les organisations, on agissait plus révolutionnairement, et, à cette dernière parole, l'assemblée est levée.

Une remarque sur le congrès de Dresden. Cette fois-ci, il ne s'est pas séparé au cri de : Vive l'émancipation socialiste internationale révolutionnaire! comme il y a cinq ans, mais :

« Vivent les *Socialistes Démocrates allemands*! » *Donc un peu de chauvinisme.*

E. M.

⁂

Trois rédacteurs socialistes de journaux de Leipzig — dont un membre du Reichstag — ont été arrêtés pour avoir reproduit, d'un journal de Vienne, un paragraphe offensant envers l'empereur. Conrad von Fielitz, un acteur de Berlin, a été condamné à neuf mois de prison pour une plaisanterie échappée après souper sur le Kaiser. Un éditeur du *Vorwaerts* attend son jugement pour avoir publié l'histoire de l'île du Kaiser, et un autre a été arrêté parce qu'il refusait de livrer le nom d'un soldat qui avait écrit au journal pour se plaindre de la conduite de certains officiers. Un rédacteur polonais qui avait sarcastiquement commenté une longue condamnation d'emprisonnement, dont avait été victime une petite fille qui avait piétiné une broche portant le portrait du Kaiser, a lui-même été condamné à une année d'emprisonnement et l'éditeur du journal saxon, *La Gazette des Travailleurs*, a été condamné à trois mois d'emprisonnement parce qu'il avait écrit que les vues du roi sur le résultat des récentes élections ne pouvaient aucunement concerner le peuple saxon.

Le danger d'exprimer librement sa propre opinion est devenu tellement évident en Allemagne, qu'un journal conservateur antisémite, *Sachsenschau*, de Magdebourg, avertit d'urgence ses lecteurs d'éviter toute conversation concernant la cour, même dans les cercles les plus intimes, et d'établir comme condition pour pouvoir rester dans une société, que toute conversation relative au souverain soit supprimée, car il arrive souvent que les plus inoffensives remarques sont dénoncées au Public Prosecutor et l'on est contraint de témoigner contre ses plus intimes amis. « Ainsi, conclut le rédacteur conservateur, gardez vos langues et soumettez-vous aux exigences du temps. »

A ce propos, il est intéressant de rappeler que l'offense de lèse-majesté fut inventée par Tibère, l'empereur romain dont Sénèque dit qu'il fut ivre seulement une fois dans sa vie, ayant continué à l'être depuis le jour où il commença jusqu'à ce qu'il mourût. La même remarque avec une différence s'appliquerait à l'imitateur de Tibère, l'empereur Guillaume : lui aussi a été intoxiqué pour jamais depuis qu'il a goûté le pouvoir, non avec le joyeux jus de la vigne, mais avec l'âcre venin de sa propre vanité :

> *No care of justice, nor no rule of reason* (1),
> *No temperance, nor no regard of season,*
> *Did thenceforth ever enter in this mind;*
> *But cruelty, the sign of currish kind*
> *And s' dainful pride and wilful arrogance.*

Combien de temps encore le peuple allemand supportera-t-il les airs ridicules du matamore à grosses moustaches et son insolence?

Ainsi, comme nous passions dans la campagne, nous croisâmes un garçon boucher brutal monté sur un cheval fougueux et armé d'un fouet pour diriger un troupeau de bœufs. Il caracolait de long en large, faisant claquer son fouet et férocement frappant ses bêtes inoffensives, car roquet et lâche qu'il était, l'occasion de jouer de gaité de cœur au maître, l'emportait sur la faible résistance de sa nature. Cruel petit conducteur, odieux à la vue et à la raison! Les douces bêtes châtiées hélas! ne pouvaient lui rendre la pareille. Mais que penserons-nous d'une grande nation dont les hommes permettent au brutal boucher d'exercer ses instincts féroces sur leur dos?

A.-M. Thompson et Suthers.

(Traduit du *Clarion*, numéro du 25 septembre 1903.)

Angleterre.

Du *Daily Chronicle*, 26 juillet :

« Hier, à Wirksworth, cité pionnière de la Ligue de la Résistance passive, huit saisies furent opérées. Parmi les protestataires : le Rév. B. Noble, ministre baptiste; le Rév. A. Macdonald Aspland, secrétaire de la ligue du district; Thomas Charles Smith, d'Ashley; Hay, fermier, qui a l'honneur d'avoir été le premier *résisteur* en Angleterre.

« Plus de quarante résisteurs passifs, parmi lesquels trois ministres dissidents, un colonel, le président de la division de Wells de l'Association Libérale, et des membres de la Ligue des citoyens, étaient assignés hier à Weston-super-Mare pour refus de payer les taxes de l'Education Act. L'audience avait été précédée par un meeting de prières des résisteurs. Ils reçurent l'ordre de payer, ou de subir la saisie. Le tribunal dit qu'il administrait la loi sans s'occuper des objections de conscience.

« A Beccles, des mandats de saisie furent lancés contre quatre « résisteurs passifs » (dont un ministre congréganiste) pour refus de payer l'impôt à cause de l'enseignement sectaire dans les écoles.

« Le tribunal de Bath était encombré, samedi, de soixante-dix défendeurs qui n'avaient point payé la part de la taxe des pauvres concernant l'éducation. Parmi eux se trouvaient neuf ministres dissidents, deux dames de l'Eglise d'Angleterre, et le président de la Chambre de commerce de Bath, Dr Walter Pitt, qui soutint le gouvernement aux dernières élections. La salle était pleine de sympathiques, qui eurent à se souvenir que « le lieu n'était pas un théâtre »; mais vers la fin des débats, on ne fit guère de tentative pour les réprimer, et les protestations des défendeurs furent accueillies par des bravos.

« D'autres scènes eurent lieu samedi, à Barton-on-Humber, où les biens de plusieurs résisteurs passifs étaient saisis. La première maison visitée par l'inspecteur Smith et son aide fut celle du Dr Morley, président de l'Association Libérale de North Lindsey. Le docteur, qui était occupé avec des malades, les reçut cordialement. Un télescope et un canapé furent saisis. Le Dr Morley monta dehors sur un chariot, et parla à une foule enthousiaste. Il dit que c'était un privilège d'avoir ses biens saisis. Il lut une lettre de M. Waddy, avocat, fils du feu juge Waddy, sympathisant avec les résisteurs passifs, et déclarant qu'il ne paierait pas un penny à moins d'y être contraint. Le Dr Morley dit que l'inspecteur et lui étaient camarades de collège, et qu'il le regarderait toujours comme un ami cher. Sur sa proposition, l'inspecteur fut acclamé. Dans la demeure du Rév. F. G. Wallis, on saisit un grand tableau avec cette inscription : « Affirmation de la liberté et de la conscience par les Indépendants dans l'Assemblée de Westminster, 1644. » Chez un autre ministre, on saisit nombre de livres. Pendant tout ceci, la foule s'est conduite avec calme.

« Les efforts de M. Watson, inspecteur de la paroisse de Saint-Mary-in-the-Castle, Hastings, pour s'assurer la cour de police comme local pour la vente des biens des résisteurs passifs, sont demeurés infructueux, le comité de surveillance du Conseil municipal ayant refusé de permettre que cette cour serve à un tel usage. Le Central Hall, où la vente eut lieu, sans succès, est incommode. L'inspecteur a déclaré qu'il n'avait pas eu de difficulté à trouver des huissiers-priseurs étrangers au pays prêts à entreprendre la chose, mais qu'aucune étude locale n'a eu la hardiesse d'encourir les risques d'une telle affaire. »

Chili.

Valparaiso. — Nos lecteurs se rappellent avoir lu dans les journaux quotidiens, au milieu de mai de cette année, des dépêches rendant compte sommairement d'un massacre de grévistes à Valparaiso. Voici, d'après un témoin oculaire, le récit détaillé des faits; il a été publié par la revue *Lo Nuevo*, paraissant à Valparaiso. Nous le traduisons en le résumant pour ne retenir absolument que les faits.

Les arrimeurs et les journaliers travaillant pour le compte des grandes compagnies de navigation de Valparaiso s'étaient mis en grève le 14 avril : leur travail est dur et malsain; ils respirent de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec une heure d'interruption pour le repas, la poussière du charbon et des métaux qu'ils chargent sur les vaisseaux en partance : ils demandaient neuf heures de travail et une petite augmentation de salaire. Les compagnies refusèrent brutalement.

Les grévistes tinrent bon; le public et la presse — sauf deux journaux qui menaient contre eux une campagne honteuse — leur étaient sympathiques; sympathie d'ailleurs platonique, les grévistes mouraient de faim. Cependant ils gardaient une attitude calme et demandaient aux pouvoirs publics d'intervenir pour imposer aux patrons un arbitrage; mais les pouvoirs publics s'en gardaient bien. Ce n'est pas pour embêter les patrons qu'ils sont installés et soutenus... par les patrons! C'est plutôt pour leur être utiles; ainsi les compagnies étaient autorisées à faire sortir clandestinement leurs vapeurs sans l'équipage réglementaire. Le 11 mai, des délégués grévistes étaient allés demander à M. J. A Bravo, intendant de la province de Valparaiso, d'intervenir pour décider les patrons à l'arbitrage; ils avaient obtenu cette réponse : « Reprenez le travail et ne demandez rien. En toute occasion je ferai maintenir l'ordre et respecter l'autorité, car j'ai pour cela des forces suffisantes, j'ai la police et l'armée. »

Cette réponse, après la violation des règlements maritimes en faveur des compagnies, acheva d'exaspérer la population ouvrière. Le lendemain, 12 mai, les autres métiers, charpentiers, boulangers, maçons, etc., se joignaient aux ouvriers maritimes en grève et se rendaient avec eux, en foule innombrable, sur les quais, aux embarcadères, pour empêcher le départ clandestin des vaisseaux. Le port et les rues adjacentes, la place Echaurren et la place de l'Intendance étaient occupés par la police et la troupe. A 11 heures, ordre est donné de faire évacuer les trottoirs de la rue Serrano, depuis la place Echaurren jusqu'à l'Intendance; la police charge sans crier gare, sabre au clair, frappe du tranchant, et blesse plusieurs personnes. Alors un groupe nombreux de grévistes se rassemble au centre de la place Echaurren et, quand la police arrive, l'accueille par une pluie de pierres : elle répond par une salve de coups de revolver et charge. Un sous-commissaire, connu pour sa brutalité, tue net un ouvrier qui a crié : « Vive la grève! » La foule crie : « A bas les assassins! Vengeons le sang de nos frères! » et veut enlever le cadavre. Mais la police s'en empare et le transporte dans un hôpital. Au retour, les policiers, portant le brancard ensanglanté, sont hués et lapidés. La troupe charge, sabre au clair. Vivement, les ouvriers s'abritent dans le creux des portes, laissent passer l'avalanche puis, ressortant, lancent sur elle une pluie de pierres. Un des derniers cavaliers, atteint à la nuque, tombe de cheval : les grévistes le relèvent et le soignent.

Les charges se succèdent sans interruption, et le nombre des victimes augmente rapidement. La foule se porte du côté de l'Intendance et réclame l'éloignement de la police et de la troupe. On va au-devant des colonnes d'infanterie qui se dirigent vers l'Intendance, on crie aux hommes de ne pas

---

(1) Aucun soin de justice, aucune règle de raison,
Aucune modération, ni aucune considération à propos,
N'entrera jamais dorénavant en son esprit.
Mais la cruauté, le signe d'écorce hargneuse
Et de profond orgueil et de sauvage arrogance.

tirer sur leurs frères et sur leurs parents, et cette propagande improvisée n'est pas sans effet.

L'infanterie de marine surtout est entièrement du côté des grévistes.

Cependant la police continue son massacre à coups de revolvers et à coups de sabres. C'est une boucherie. L'Intendant a promis de faire rentrer la police, mais il n'en fait rien. La foule est exaspérée.

Vers 1 heure et demie, des groupes menaçants se dirigent vers la rue de Blanco, où se trouvent les bâtiments de la *Compagnie sud-américaine de navigation à vapeur*. La police charge trois fois pour les refouler, mais elle ne réussit qu'à accroître leur colère. A 2 heures, avec des bâtons, des perches, des poutres même, on attaque l'édifice; les inscriptions de la façade tombent en miettes, les vitres sont brisées; cinq ou six chargeurs portant un tronc d'arbre en frappent comme d'un bélier la porte principale et l'enfoncent; la foule fait irruption dans le bâtiment. Beaucoup de gens veulent emporter ce qui leur tombe sous la main : les grévistes s'y opposent, mettent le feu aux quatre coins de l'édifice; bientôt des flammes énormes montent, la foule applaudit. Les soldats de l'infanterie de marine, postés dans la rue, contemplent l'incendie sans bouger. L'intendant Bravo arrive avec quelques députés et d'autres personnages. L'un d'eux veut parler : « Nous faisons au peuple la promesse solennelle de tout arranger d'ici une heure. Mais pour la patrie... »

Une immense clameur coupe là sa harangue : « Trop tard pour duper le peuple ! »

L'incendie continue; les pompiers veulent le combattre, on les en empêche, en leur permettant seulement de protéger les immeubles voisins.

Le gérant de la Compagnie a juste le temps de s'enfuir par les toits.

De là, la foule se rend aux bureaux du *Mercurio*, l'un des deux journaux hostiles aux grévistes, et commence de même, l'attaque, mais tout à coup une fusillade éclate, deux passants tombent, blessés à mort : ce sont les employés du *Mercurio*, que l'on a armés depuis huit jours en prévision de l'événement, et ils tirent, sans arrêt, dans le tas. La foule devient furieuse et se rue à l'assaut, mais l'infanterie de marine accourt et protège l'édifice. La fusillade cesse, les assaillants se calment. On compte sept victimes; trois sont déjà mortes, on les range côte à côte, par terre, face aux fenêtres du journal.

Déjà le gros des grévistes est reparti vers le port et met au pillage les marchandises restées sur les quais depuis le commencement de la grève. Denrées, tissus, etc., tout y passe; on brûle ce qui reste, on brise les grues et les cabestans, on fait flamber ou on jette à la mer les kiosques-bureaux des compagnies. D'un bout à l'autre des quais l'incendie se propage.

Les commerçants sont affolés. Ils font demander à l'Intendant de proclamer l'état de siège, et, en effet, le soir même, des troupes arrivent de Santiago, toutes les rues sont occupées militairement.

Les grévistes ont détruit pour plus d'un million de francs de marchandises; les grandes compagnies supporteront la perte allègrement. La police et la troupe ont tué trente innocents et en ont blessé gravement une centaine d'autres (1).

∴

Le lendemain, les compagnie et l'Intendant sont d'accord pour négocier avec les ouvriers et régler le conflit par un arbitrage.

Italie.

Epilogue d'une grève. — A Milan, vient de se terminer — par la glorieuse victoire d'actionnaires très riches sur des ouvriers très pauvres — la grève des employés de chemin de fer de la Société Nord-Milan. Un épisode tragique a marqué la fin de cette grève. Léandre Baratelli, 34 ans, sous-chef de gare à Côme, vient de se suicider dans cette ville avec ses deux enfants, en allumant dans la chambre un grand brasier de charbon. Baratelli avait un gros péché sur la conscience.... des directeurs de la Compagnie : lui, *sous-chef* de gare, n'avait-il pas eu le front de se faire un des organisateurs de la grève ? A la reprise du travail, les directeurs se sont souvenus et ont refusé de le reprendre. De là sa tragique résolution.

Les actionnaires peuvent respirer : il n'y a pas de pension à payer à sa veuve; il n'est pas mort en activité de service.

Etats-Unis

Pueblo, Colorado, sept. 18...

La grève des mineurs dans le district aurifère de Cripple Creek, Etat de Colorado, est certainement une des plus intéressantes de ces derniers temps en Amérique.

Aux dernières élections, les politiciens avaient promis l'introduction de la journée de huit heures dans les industries minières et métallurgiques, mais on eut soin de boucler la législature sans la réforme promise.

Sur quoi, les ouvriers des hauts fourneaux à Colorado City se sont mis en grève et, pour rendre la demande plus sérieuse, les mineurs du district de Cripple Creek ont fait cause commune, quoique ne travaillant pas plus de huit heures par jour.

Quand les patrons ont vu la solidarité ouvrière, ils ont fait mobiliser la « milice » avec la déclaration péremptoire, pour décimer la « Western Federation of Miners ».

Or, l'Etat de Colorado n'a pas de loi pour autoriser le gouverneur à déclarer l' « état de siège »; mais ça ne l'a pas empêché de le faire quand même, et de laisser ses soldats amateurs pour arrêter et emprisonner des citoyens sans rime ni raison.

Le juge de paix Seeds a fait arrêter le général Bell, commandant de la milice, mais ce dernier se f... des autorités civiles. Quand il est « en campagne », comme il dit, il n'a qu'à marcher selon le code militaire.

Et les garanties constitutionnelles des Etats-Unis sont quelque part dans la lune, je suppose.

A. Klemencic.

∴

Pueblo, Colorado.

Le despotisme militaire, à Tripple Teek, tient toujours encore plusieurs prisonniers sans aucune formalité; ils ont accepté les services de l'avocat Murphy, pour réclamer à la « cour » de les juger s'il y a lieu, et, s'ils sont innocents, de les mettre en liberté.

Voilà les arguments qui ont *été échangés*, le 21 septembre, entre le juge Seeds, le lieutenant Mc. Cleland et l'avocat Murphy, à la « cour » *du comté* de Feller; le rapport en a été publié par la *Colorado Springs Gazette*.

Le juge Seeds a dit :

« Que le gouverneur n'a aucun droit pour déclarer la loi martiale. Proclamer l'état de siège dans le Colorado, le Congrès seul peut le faire ; nulle autre autorité ne saurait être admissible constitutionnellement. »

Voici la réponse de la fine fleur impérialiste américaine, représenté par le lieutenant Mc. Cleland :

1° L'Etat a un droit inhérent à sa préservation;

2° Et pour cette raison, le pouvoir de l'Etat est distribué en trois tranches : 1° exécutive; 2° législative; 3° juridique;

3° Telles conditions peuvent se présenter, que la milice soit nécessaire pour supporter les différentes fonctions du gouvernement, et le gouverneur est son commandant en chef;

4° Le droit de la mobilisation reste uniquement dans les mains du gouverneur, et les juges n'ont que faire avec les investigations qui sont à la discrétion du commandant en *chef*, des officiers et soldats;

5° Le *Writ of habeas corpus* (la pétition pour la mise en liberté provisoire), ne peut pas être reconnu.

Dans les circonstances, le droit individuel doit être soumis au plus grand droit de l'Etat.

Alors le juge avait demandé :

« Est-ce que vous voudrez arrêter une personne sans preuve suffisante de culpabilité ? »

Mc. Cleland a répondu :

Non, mais nous en avons le droit, parce que le droit du brigadier général est suprême, quand nous sommes en état de mobilisation.

« Notre cas, et la manière d'opérer, repose sur l'ordre du gouverneur, du moment qu'il avait envoyé la troupe dans le district. »

Le lieutenant avait aussi lu les décisions de la « cour suprême » de la Pennsylvanie, dans le cas du soldat Wescoot, lequel avait tué un gréviste, et était déclaré innocent d'homicide, en finissant avec la phrase : »

Notre cas est fondé pratiquement sur cette décision de la « cour suprême ».

L'avocat Murphy avait cité le cas de l'ex-gouverneur Waite, lequel avait donné l'ordre de chasser les voleurs de la municipalité de Denver en 1890, et la milice n'a pas voulu obéir au commandant en chef, et la « cour suprême » du Colorado, avait soutenu la désobéissance de la milice.

Comme on le voit, selon les décisions des deux corps juridiques, autorités en la matière, la milice n'est pas organisée pour chasser les voleurs des institutions publiques, mais pour tuer les opprimés en rébellion. Qu'en dites-vous, réformistes? Il y a près de 10.000 grévistes, et le shérif a le droit d'armer les mineurs, et de faire sauter en l'air toute la milice du Colorado se trouvant dans son district.

Mais quoi, pour faire un tel coup, ça prend des hommes, lesquels ne se trouveront jamais entre les politiciens.

Le shérif Robinson a une hauteur de 7 pieds 3 pouces, un vrai hercule, grand bavard en faveur du socialisme et amant de l'autorité; mais dans les circonstances actuelles, il se comporte comme une poule mouillée.

Suisse.

Genève. — Depuis quelques années, on savait vaguement que la police confectionnait des dossiers sur la vie privée et politique des citoyens. L'existence de fiches concernant des hommes de toute honorabilité était affirmée en pleine séance de l'Institut Genevois. Depuis, on a appris que les agents confectionnaient des dossiers dans lesquels sont consignés les allées et venues, et les faits et gestes de citoyens, et que ces dossiers seraient communiqués par la police aux agences des renseignements contre rémunération. Le grand conseil s'est ému, M. Odier, le conseiller d'État, chef du département de justice et police, a nié l'existence de ces dossiers. Il n'en est pas moins certain qu'ils existent; mais, il est à croire que M. Odier est dans l'impossibilité de mettre la main dessus.

Le précédent titulaire du département de police était un individu malpropre, les agents le tenaient et ils en ont profité largement.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

La Coopérative communiste. — Jeudi 22 octobre, à 9 heures du soir, rue François Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol, inauguration du nouveau local.

Commandes et distribution des produits.

Entrée libre.

∴

L'Aube sociale (Université Populaire), 35, rue Gauthey (17e arr.) :

Vendredi 16, à 9 heures. — Henri Moreaux : Les religions, les mœurs et les coutumes des Chinois (avec projections).

Samedi 17, à 8 h. 1/2 précises chez Ludo, 86, avenue de Clichy (entrée par la rue Saint-Jean) : *Grande fête pour le départ des conscrits.* Sujet traité : La question militaire, par Henry Bérenger, Laurent Mailhade, Liard-Courtois, le docteur Meslier, député, Sembat, député.

Audition de Jehan Rictus, dans ses œuvres, de Mme Gil Baer, et de G. Amyot, du Théâtre Antoine. Prix des places : 0 fr. 50; réservées, 1 fr.

Lundi 19, de 8 h. 1/2 à 10 heures. — Cours de mandoline.

Mercredi 21. — Causerie sur la façon et les moyens d'établir une entente économique.

Vendredi 23. — G. Amyot, du théâtre Antoine : *La Rue* (avec auditions).

∴

Union ouvrière de l'Ameublement. — 1° Par suite de notre départ forcé de *la Ménagère*, nous prions les syndicats et ses camarades en correspondance avec notre société de tenir compte de notre nouvelle adresse momentanée; notre siège jusqu'au 8 janvier prochain est fixé : 35, rue Gauthey (XVIIe). — 2° Les syndicats de province qui nous envoient continuellement des listes de souscription pour soutenir leur grève, doivent savoir qu'à notre syndicat on est partisan, quand on entreprend une grève, de ne compter que sur soi et rien que sur soi, cela parce

---

(1) Chiffres donnés par le correspondant du *Times*. *Le Nuevo* indique en bloc cent tués et blessés.

sort, et, dans la semaine, il y a des soirées gratuites et familiales. De plus les journaux sont bien dirigés et le journal *Arme Teufel* est très instructif.

Un journal anarchiste individualiste est fondé à Hambourg; il paraît irrégulièrement, le numéro, 10 centimes.

(Joh Otten, Hamburg, 22 Uhlenkamp).

De plus le *Réveil* en allemand, paraît maintenant à Zurich (voir l'adresse dans le *Réveil* de cette semaine).

La deuxième réunion sur la grève générale a eu lieu seulement le 25 septembre.

Le docteur Frideberg rend compte que le projet qu'il a présenté au congrès de Dresden a été rejeté. De plus, il déclare que les organisations ne doivent pas du tout se mêler de politique.

Un socialo-démocrate explique que la grève générale, c'est la grève de bêtise, car toute la classe ouvrière n'est pas organisée et qu'il y a toujours des regénats. Le camarade Krause (anarchiste), soutient les idées du conférencier et explique aussi ce que c'est que l'anarchie et le communisme libertaire.

Le camarade Lange (anarchiste), reparle de Legiens qui a dit : si tout le monde était organisé, on ne pourrait pas dire la grève générale de bêtise, et soutient les idées des Chambres syndicales françaises : la liberté des travailleurs ne doit être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même!

Le socialo-démocrate Torkow parle longtemps contre la grève générale et dit que cela ne regarde pas le parti socialiste, mais seulement les organisations internationales et que le congrès de Dresden avait bien fait de repousser la question Frideberg.

Le socialiste Manasse dit que le parti socialiste doit s'occuper de toutes les questions, et il serait content, si dans les organisations, on agissait plus révolutionnairement, et, à cette dernière parole, l'assemblée est levée.

Une remarque sur le congrès de Dresden. Cette fois-ci, il ne s'est pas séparé au cri de : Vive l'émancipation socialiste internationale révolutionnaire! comme il y a cinq ans, mais :

« Vivent les *Socialistes Démocrates allemands*! »

Donc un peu de chauvinisme.

E. M.

⁂

Trois rédacteurs socialistes de journaux de Leipzig — dont un membre du Reichstag — ont été arrêtés pour avoir reproduit, d'un journal de Vienne, un paragraphe offensant envers l'empereur. Conrad von Fielitz, un acteur de Berlin, a été condamné à neuf mois de prison pour une plaisanterie échappée après souper sur le Kaiser. Un éditeur du *Vorwærts* attend son jugement pour avoir publié l'histoire de l'île du Kaiser, et un autre a été arrêté parce qu'il refusait de livrer le nom d'un soldat qui avait écrit au journal pour se plaindre de la conduite de certains officiers. Un rédacteur polonais qui avait sarcastiquement commenté une longue condamnation d'emprisonnement, dont avait été victime une petite fille qui avait piétiné une broche portant le portrait du Kaiser, a lui-même été condamné à une année d'emprisonnement et l'éditeur du journal saxon, *La Gazette des Travailleurs*, a été condamné à trois mois d'emprisonnement parce qu'il avait écrit que les vues du roi sur le résultat des récentes élections ne pouvaient aucunement concerner le peuple saxon.

Le danger d'exprimer librement sa propre opinion est devenu tellement évident en Allemagne, qu'un journal conservateur antisémite, *Sachrenschau*, de Magdebgurg, avertit d'urgence ses lecteurs d'éviter toute conversation concernant la cour, même dans les cercles les plus intimes, et d'établir comme condition pour pouvoir rester dans une société, que toute conversation relative au souverain soit supprimée, car il arrive souvent que les plus inoffensives remarques sont dénoncées au Public Prosecutor et l'on est contraint de témoigner contre ses plus intimes amis. « Ainsi, conclut le rédacteur conservateur, gardez vos langues et soumettez-vous aux exigences du temps. »

A ce propos, il est intéressant de rappeler que l'offense de lèse-majesté fut inventée par Tibère, l'empereur romain dont Sénèque dit qu'il fut ivre seulement une fois dans sa vie, ayant continué à l'être depuis le jour où il commença jusqu'à ce qu'il mourût. La même remarque avec une différence s'appliquerait à l'imitateur de Tibère, l'empereur Guillaume : lui aussi a été intoxiqué pour jamais depuis qu'il a goûté le pouvoir, non avec le joyeux jus de la vigne, mais avec l'âcre venin de sa propre vanité :

> No care of justice, nor no rule of reason (1),
> No temperance, nor no regard of season,
> Did thenceforth ever enter in this mind;
> But cruelty, the sign of currish kind
> And s' dainful pride and wilful arrogance.

Combien de temps encore le peuple allemand supportera-t-il les airs ridicules du matamore à grosses moustaches et son insolence?

Ainsi, comme nous passions dans la campagne, nous croisâmes un garçon boucher brutal monté sur un cheval fougueux et armé d'un fouet pour diriger un troupeau de bœufs. Il caracolait de long en large, faisant claquer son fouet et férocement frappant ses bêtes inoffensives, car roquet et lâche qu'il était, l'occasion de jouer de gaîté de cœur au maître, l'emportait sur la faible résistance de sa nature. Cruel petit conducteur, odieux à la vue et à la raison! Les douces bêtes châtiées hélas! ne pouvaient lui rendre la pareille. Mais que penserons-nous d'une grande nation dont les hommes permettent au brutal boucher d'exercer ses instincts féroces sur leur dos?

A.-M. Thompson et Suthers.

(Traduit du *Clarion*, numéro du 25 septembre 1903.)

Angleterre.

Du *Daily Chronicle*, 26 juillet :

« Hier, à Wirksworth, cité pionnière de la Ligue de la Résistance passive, huit saisies furent opérées. Parmi les protestataires : le Rév. B. Noble, ministre baptiste; le Rév. A. Macdonald Aspland, secrétaire de la ligue du district; Thomas Charles Smith, d'Ashley; Hay, fermier, qui a l'honneur d'avoir été le premier *résisteur* en Angleterre.

« Plus de quarante résisteurs passifs, parmi lesquels trois ministres dissidents, un colonel, le président de la division de Wells de l'Association Libérale, et des membres de la Ligue des citoyens, étaient assignés hier à Weston-super-Mare pour refus de payer les taxes de l'Education Act. L'audience avait été précédée par un meeting de prières des résisteurs. Ils reçurent l'ordre de payer, ou de subir la saisie. Le tribunal dit qu'il administrait la loi sans s'occuper des objections de conscience.

« A Beccles, des mandats de saisie furent lancés contre quatre « résisteurs passifs » (dont un ministre congréganiste) pour refus de payer l'impôt à cause de l'enseignement sectaire dans les écoles.

« Le tribunal de Bath était encombré, samedi, de soixante-dix défendeurs qui n'avaient point payé la part de la taxe des pauvres concernant l'éducation. Parmi eux se trouvaient neuf ministres dissidents, deux dames de l'Eglise d'Angleterre, et le président de la Chambre de commerce de Bath, Dr Walter Pitt, qui soutint le gouvernement aux dernières élections. La salle était pleine de sympathiques, qui eurent à se souvenir que « le lieu n'était pas un théâtre »; mais vers la fin des débats, on ne fit guère de tentative pour les réprimer, et les protestations des défendeurs furent accueillies par des bravos.

« D'autres scènes eurent lieu samedi, à Barton-on-Humber, où les biens de plusieurs résisteurs passifs étaient saisis. La première maison visitée par l'inspecteur Smith et son aide fut celle du Dr Morley, président de l'Association Libérale de North Lindsey. Le docteur, qui était occupé avec des malades, les reçut cordialement. Un télescope et un canapé furent saisis. Le Dr Morley monta dehors sur un chariot, et parla à une foule enthousiaste. Il dit que c'était un privilège d'avoir ses biens saisis. Il lut une lettre de M. Waddy, avocat, fils du feu juge Waddy, sympathisant avec les résisteurs passifs, et déclarant qu'il ne paierait pas un penny à moins d'y être contraint. Le Dr Morley dit que l'inspecteur et lui étaient camarades de collège, et qu'il le regarderait toujours comme un ami cher. Sur sa proposition, l'inspecteur fut acclamé. Dans la demeure du Rév. F. G. Wallis, on saisit un grand tableau avec cette inscription : « Affirmation de la liberté et de la conscience par les Indépendants dans l'Assemblée de Westminster, 1644. » Chez un autre ministre, on saisit nombre de livres. Pendant tout ceci, la foule s'est conduite avec calme.

« Les efforts de M. Watson, inspecteur de la paroisse de Saint-Mary-in-the-Castle, Hastings, pour s'assurer la cour de police comme local pour la vente des biens des résisteurs passifs, sont demeurés infructueux, le comité de surveillance du Conseil municipal ayant refusé de permettre que cette cour serve à un tel usage. Le Central Hall, où la vente eut lieu, sans succès, est incommode. L'inspecteur a déclaré qu'il n'avait pas eu de difficulté à trouver des huissiers-priseurs étrangers au pays prêts à entreprendre la chose, mais qu'aucune étude locale n'a eu la hardiesse d'encourir les risques d'une telle affaire. »

---

(1) Aucun soin de justice, aucune règle de raison.
Aucune modération, ni aucune considération à propos,
N'entrera jamais dorénavant en son esprit,
Mais la cruauté, le signe d'écorce hargneuse
Et de profond orgueil et de sauvage arrogance.

Chili.

Valparaiso. — Nos lecteurs se rappellent avoir lu dans les journaux quotidiens, au milieu de mai de cette année, des dépêches rendant compte sommairement d'un massacre de grévistes à Valparaiso. Voici, d'après un témoin oculaire, le récit détaillé des faits; il a été publié par la revue *Lo Nuevo*, paraissant à Valparaiso. Nous le traduisons en le résumant pour ne retenir absolument que les faits.

Les arrimeurs et les journaliers travaillant pour le compte des grandes compagnies de navigation de Valparaiso s'étaient mis en grève le 14 avril : leur travail est dur et malsain; ils respirent de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec une heure d'interruption pour le repas, la poussière du charbon et des métaux qu'ils chargent sur les vaisseaux en partance : ils demandaient neuf heures de travail et une petite augmentation de salaire. Les compagnies refusèrent brutalement.

Les grévistes tinrent bon; le public et la presse — sauf deux journaux qui menaient contre eux une campagne honteuse — leur étaient sympathiques; sympathie d'ailleurs platonique, les grévistes mouraient de faim. Cependant ils gardaient une attitude calme et demandaient aux pouvoirs publics d'intervenir pour imposer aux patrons un arbitrage; mais les pouvoirs publics s'en gardaient bien. Ce n'est pas pour embêter les patrons qu'ils sont installés et soutenus... par les patrons! C'est plutôt pour leur être utiles; ainsi les compagnies étaient autorisées à faire sortir clandestinement leurs vapeurs sans l'équipage réglementaire. Le 11 mai, des délégués grévistes étaient allés demander à M. J. A Bravo, intendant de la province de Valparaiso, d'intervenir pour décider les patrons à l'arbitrage; ils avaient obtenu cette réponse : « Reprenez le travail et ne demandez rien. En toute occasion je ferai maintenir l'ordre et respecter l'autorité, car j'ai pour cela des forces suffisantes, j'ai la police et l'armée. »

Cette réponse, après la violation des règlements maritimes en faveur des compagnies, acheva d'exaspérer la population ouvrière. Le lendemain, 12 mai, les autres métiers, charpentiers, boulangers, maçons, etc., se joignaient aux ouvriers maritimes en grève et se rendaient avec eux, en foule innombrable, sur les quais, aux embarcadères, pour empêcher le départ clandestin des vaisseaux. Le port et les rues adjacentes, la place Echaurren et la place de l'Intendance étaient occupés par la police et la troupe. A 11 heures, ordre est donné de faire évacuer les trottoirs de la rue Serrano, depuis la place Echaurren jusqu'à l'Intendance; la police charge sans crier gare, sabre au clair, frappe du tranchant, et blesse plusieurs personnes. Alors un groupe nombreux de grévistes se rassemble au centre de la place Echaurren et, quand la police arrive, l'accueille par une pluie de pierres : elle répond par une salve de coups de revolver et charge. Un sous-commissaire, connu pour sa brutalité, tue net un ouvrier qui a crié : « Vive la grève! » La foule crie : « A bas les assassins! Vengeons le sang de nos frères! » et veut enlever le cadavre. Mais la police s'en empare et le transporte dans un hôpital. Au retour, les policiers, portant le brancard ensanglanté, sont hués et lapidés. La troupe charge, sabre au clair. Vivement, les ouvriers s'abritent dans le creux des portes, laissent passer l'avalanche puis, ressortant, lancent sur elle une pluie de pierres. Un des derniers cavaliers, atteint à la nuque, tombe de cheval : les grévistes le relèvent et le soignent.

Les charges se succèdent sans interruption, et le nombre des victimes augmente rapidement. La foule se porte du côté de l'Intendance et réclame l'éloignement de la police et de la troupe. On va au-devant des colonnes d'infanterie qui se dirigent vers l'Intendance, on crie aux hommes de ne pas

tirer sur leurs frères et sur leurs parents, et cette propagande improvisée n'est pas sans effet.

L'infanterie de marine surtout est entièrement du côté des grévistes.

Cependant la police continue son massacre à coups de revolvers et à coups de sabres. C'est une boucherie. L'Intendant a promis de faire rentrer la police, mais il n'en fait rien. La foule est exaspérée.

Vers 1 heure et demie, des groupes menaçants se dirigent vers la rue de Blanco, où se trouvent les bâtiments de la *Compagnie sud-américaine de navigation à vapeur*. La police charge trois fois pour les refouler, mais elle ne réussit qu'à accroître leur colère. A 2 heures, avec des bâtons, des perches, des poutres même, on attaque l'édifice; les inscriptions de la façade tombent en miettes, les vitres sont brisées; cinq ou six chargeurs portant un tronc d'arbre en frappent comme d'un bélier la porte principale et l'enfoncent; la foule fait irruption dans le bâtiment. Beaucoup de gens veulent emporter ce qui leur tombe sous la main : les grévistes s'y opposent, mettent le feu aux quatre coins de l'édifice; bientôt des flammes énormes montent, la foule applaudit. Les soldats de l'infanterie de marine, postés dans la rue, contemplent l'incendie sans bouger. L'intendant Bravo arrive avec quelques députés et d'autres personnages. L'un d'eux veut parler : « Nous faisons au peuple la promesse solennelle de tout arranger d'ici une heure. Mais pour la patrie... »

Une immense clameur coupe là sa harangue : « Trop tard pour duper le peuple ! »

L'incendie continue; les pompiers veulent le combattre, on les en empêche, en leur permettant seulement de protéger les immeubles voisins.

Le gérant de la Compagnie a juste le temps de s'enfuir par les toits.

De là, la foule se rend aux bureaux du *Mercurio*, l'un des deux journaux hostiles aux grévistes, et commence de même, l'attaque, mais tout à coup une fusillade éclate, deux passants tombent, blessés à mort : ce sont les employés du *Mercurio*, que l'on a armés depuis huit jours en prévision de l'événement, et ils tirent, sans arrêt, dans le tas. La foule devient furieuse et se rue à l'assaut, mais l'infanterie de marine accourt et protège l'édifice. La fusillade cesse, les assaillants se calment. On compte sept victimes; trois sont déjà mortes, on les range côte à côte, par terre, face aux fenêtres du journal.

Déjà le gros des grévistes est reparti vers le port et met au pillage les marchandises restées sur les quais depuis le commencement de la grève. Denrées, tissus, etc., tout y passe; on brûle ce qui reste, on brise les grues et les cabestans, on fait flamber ou on jette à la mer les kiosques-bureaux des compagnies. D'un bout à l'autre des quais l'incendie se propage.

Les commerçants sont affolés. Ils font demander à l'Intendant de proclamer l'état de siège, et, en effet, le soir même, des troupes arrivent de Santiago, toutes les rues sont occupées militairement.

Les grévistes ont détruit pour plus d'un million de francs de marchandises; les grandes compagnies supporteront la perte allègrement. La police et la troupe ont tué trente innocents et en ont blessé gravement une centaine d'autres (1).

∴

Le lendemain, les compagnie et l'Intendant sont d'accord pour négocier avec les ouvriers et régler le conflit par un arbitrage.

Italie.

Epilogue d'une grève. — A Milan, vient de se terminer — par la glorieuse victoire d'actionnaires très riches sur des ouvriers très pauvres — la grève des employés de chemin de fer de la Société Nord-Milan. Un épisode tragique a marqué la fin de cette grève. Léandre Baratelli, 34 ans, sous-chef de gare à Côme, vient de se suicider dans cette ville avec ses deux enfants, en allumant dans la chambre un grand brasier de charbon. Baratelli avait un gros péché sur la conscience.... des directeurs de la Compagnie : lui, sous-chef de gare, n'avait-il pas eu le front de se faire un des organisateurs de la grève? A la reprise du travail, les directeurs se sont souvenus et ont refusé de le reprendre. De là sa tragique résolution.

Les actionnaires peuvent respirer : il n'y a pas de pension à payer à sa veuve; il n'est pas mort en activité de service.

Etats-Unis

Pueblo, Colorado, sept. 18...

La grève des mineurs dans le district aurifère de Cripple Creek, Etat de Colorado, est certainement une des plus intéressantes de ces derniers temps en Amérique.

Aux dernières élections, les politiciens avaient promis l'introduction de la journée de huit heures dans les industries minières et métallurgiques, mais on eut soin de boucler la législature sans la réforme promise.

Sur quoi, les ouvriers des hauts fourneaux à Colorado City se sont mis en grève et, pour rendre la demande plus sérieuse, les mineurs du district de Cripple Creek ont fait cause commune, quoique ne travaillant pas plus de huit heures par jour.

Quand les patrons ont vu la solidarité ouvrière, ils ont fait mobiliser la « milice » avec la déclaration péremptoire, pour décimer la « Western Federation of Miners ».

Or, l'Etat de Colorado n'a pas de loi pour autoriser le gouverneur à déclarer l' « état de siège »; mais ça ne l'a pas empêché de le faire quand même, et de laisser ses soldats amateurs pour arrêter et emprisonner des citoyens sans rime ni raison.

Le juge de paix Seeds a fait arrêter le général Bell, commandant de la milice, mais ce dernier se f... des autorités civiles. Quand il est « en campagne », comme il dit, il n'a qu'à marcher selon le code militaire.

Et les garanties constitutionnelles des Etats-Unis sont quelque part dans la lune, je suppose.

A. KLEMENCIC.

∴

Pueblo, Colorado.

Le despotisme militaire, à Tripple Teek, tient toujours encore plusieurs prisonniers sans aucune formalité; ils ont accepté les services de l'avocat Murphy, pour réclamer à la « cour » de les juger s'il y a lieu, et, s'ils sont innocents, de les mettre en liberté.

Voilà les arguments qui ont été échangés, le 21 septembre, entre le juge Seeds, le lieutenant Mc. Cleland et l'avocat Murphy, à la « cour » *du comté* de Feller; le rapport en a été publié par la *Colorado Springs Gazette*.

Le juge Seeds a dit :

« Que le gouverneur n'a aucun droit pour déclarer la loi martiale. Proclamer l'état de siège dans le Colorado, le Congrès seul peut le faire; nulle autre autorité ne saurait être admissible constitutionnellement. »

Voici la réponse de la fine fleur impérialiste américaine, représenté par le lieutenant Mc. Cleland :

1° L'Etat a un droit inhérent à sa préservation;

2° Et pour cette raison, le pouvoir de l'Etat est distribué en trois tranches : 1° exécutive; 2° législative; 3° juridique;

3° Telles conditions peuvent se présenter, que la milice soit nécessaire pour supporter les différentes fonctions du gouvernement, et le gouverneur est son commandant en chef;

4° Le droit de la mobilisation reste uniquement dans les mains du gouverneur, et les juges n'ont que faire avec les investigations qui sont à la discrétion du commandant en chef, des officiers et soldats;

5° Le *Writ of habeas corpus* (la pétition pour la mise en liberté provisoire), ne peut pas être reconnu.

Dans les circonstances, le droit individuel doit être soumis au plus grand droit de l'Etat.

Alors le juge avait demandé :

« Est-ce que vous voudrez arrêter une personne sans preuve suffisante de culpabilité ? »

Mc. Cleland a répondu :

Non, mais nous en avons le droit, parce que le droit du brigadier général est suprême, quand nous sommes en état de mobilisation.

« Notre cas, et la manière d'opérer, repose sur l'ordre du gouverneur, du moment qu'il avait envoyé la troupe dans le district. »

Le lieutenant avait aussi lu les décisions de la « cour suprême » de la Pennsylvanie, dans le cas du soldat Wescoot, lequel avait tué un gréviste, et était déclaré innocent d'homicide, en finissant avec la phrase : »

Notre cas est fondé pratiquement sur cette décision de la « cour suprême ».

L'avocat Murphy avait cité le cas de l'ex-gouverneur Waite, lequel avait donné l'ordre de chasser les voleurs de la municipalité de Denver en 1896, et la milice n'a pas voulu obéir au commandant en chef, et la « cour suprême » du Colorado, avait soutenu la désobéissance de la milice.

Comme on le voit, selon les décisions des deux corps juridiques, autorités en la matière, la milice n'est pas organisée pour chasser les voleurs des institutions publiques, mais pour tuer les opprimés en rébellion. Qu'en dites-vous, réformistes? Il y a près de 10.000 grévistes, et le shérif a le droit d'armer les mineurs, et de faire sauter en l'air toute la milice du Colorado se trouvant dans son district.

Mais quoi, pour faire un tel coup, ça prend des hommes, lesquels ne se trouveront jamais entre les politiciens.

Le shérif Robinson a une hauteur de 7 pieds 2 pouces, un vrai hercule, grand bavard en faveur du socialisme et amant de l'autorité; mais dans les circonstances actuelles, il se comporte comme une poule mouillée.

Suisse.

GENÈVE. — Depuis quelques années, on savait vaguement que la police confectionnait des dossiers sur la vie privée et politique des citoyens. L'existence de fiches concernant des hommes de toute honorabilité était affirmée en pleine séance de l'Institut Genevois. Depuis, on a appris que les agents confectionnaient des dossiers dans lesquels sont consignés les allées et venues, et les faits et gestes de citoyens, et que ces dossiers seraient communiqués par la police aux agences des renseignements contre rémunération. Le grand conseil s'est ému, M. Odier, le conseiller d'Etat, chef du département de justice et police, a nié l'existence de ces dossiers, il n'en est pas moins certain qu'ils existent; mais, il est à croire que M. Odier est dans l'impossibilité de mettre la main dessus.

Le précédent titulaire du département de police était un individu malpropre, les agents le tenaient et ils en ont profité largement.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

La Coopérative communiste. — Jeudi 22 octobre, à 9 heures du soir, rue François Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol, inauguration du nouveau local.

Commandes et distribution des produits.

Entrée libre.

∴

L'Aube sociale (Université Populaire), 35, rue Gauthey (17e arr.) :

Vendredi 16, à 9 heures. — Henri Moreaux : Les religions, les mœurs et les coutumes des Chinois (avec projections).

Samedi 17, à 8 h. 1/2 précises chez Ludo, 86, avenue de Clichy (entrée par la rue Saint-Jean) : *Grande fête pour le départ des conscrits.* Sujet traité : La question militaire, par Henry Bérenger, Laurent Mailhade, Liard-Courtois, le docteur Meslier, député, Sembat, député.

Audition de Jehan Rictus, dans ses œuvres, de Mme Gil Baer, et de G. Amyot, du Théâtre Antoine. Prix des places : 0 fr. 50; réservées, 1 fr.

Lundi 19, de 8 h. 1/2 à 10 heures. — Cours de mandoline.

Mercredi 21. — Causerie sur la façon et les moyens d'établir une entente économique.

Vendredi 23. — G. Amyot, du *théâtre Antoine* : *La Rue* (avec auditions).

∴

Union ouvrière de l'Ameublement. — 1° Par suite de notre départ forcé de *la Ménagère*, nous prions les syndicats et ses camarades en correspondance avec notre société de tenir compte de notre nouvelle adresse momentanée; notre siège jusqu'au 8 janvier prochain est fixé : 35, rue Gauthey (XVIIe). — 2° Les syndicats de province qui nous envoient continuellement des listes de souscription pour soutenir leur grève, doivent savoir qu'à notre syndicat on est partisan, quand on entreprend une grève, de ne compter que sur soi et rien que sur soi, cela parce

---

(1) Chiffres donnés par le correspondant du *Times*. *La Nueva* indique en bloc cent tués et blessés.

sort, et, dans la semaine, il y a des soirées gratuites et familiales. De plus les journaux sont bien dirigés et le journal *Arme Teufel* est très instructif.

Un journal anarchiste individualiste est fondé à Hambourg; il paraît irrégulièrement, le numéro, 10 centimes.

(Joh Otten, Hamburg, 22 Uhlenkamp).

De plus le *Réveil* en allemand, paraît maintenant à Zurich (voir l'adresse dans le *Réveil* de cette semaine).

La deuxième réunion sur la grève générale a eu lieu seulement le 25 septembre.

Le docteur Frideberg rend compte que le projet qu'il a présenté au congrès de Dresden a été rejeté. De plus, il déclare que les organisations ne doivent pas du tout se mêler de politique.

Un socialo-démocrate explique que la grève générale, c'est la grève de bêtise, car toute la classe ouvrière n'est pas organisée et qu'il y a toujours des regénats. Le camarade Krause (anarchiste), soutient les idées du conférencier et explique aussi ce que c'est que l'anarchie et le communisme libertaire.

Le camarade Lange (anarchiste), reparle de Legiens qui a dit : si tout le monde était organisé, on ne pourrait pas dire la grève générale de bêtise, et soutient les idées des Chambres syndicales françaises : la liberté des travailleurs ne doit être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même!

Le socialo-démocrate Tornow parle longtemps contre la grève générale et dit que cela ne regarde pas le parti socialiste, mais seulement les organisations internationales et que le congrès de Dresden avait bien fait de repousser la question Frideberg.

Le socialiste Manasse dit que le parti socialiste doit s'occuper de toutes les questions, et il serait content, si dans les organisations, on agissait plus révolutionnairement, et, à cette dernière parole, l'assemblée est levée.

Une remarque sur le congrès de Dresden. Cette fois-ci, il ne s'est pas séparé au cri de : Vive l'émancipation socialiste internationale révolutionnaire! comme il y a cinq ans, mais :

« Vivent les *Socialistes Démocrates allemands*! »

Donc un peu de chauvinisme.

E. M.

⁂

Trois rédacteurs socialistes de journaux de Leipzig — dont un membre du Reichstag — ont été arrêtés pour avoir reproduit, d'un journal de Vienne, un paragraphe offensant envers l'empereur. Conrad von Fielitz, un acteur de Berlin, a été condamné à neuf mois de prison pour une plaisanterie échappée après souper sur le Kaiser. Un éditeur du *Vorwærts* attend son jugement pour avoir publié l'histoire de l'île du Kaiser, et un autre a été arrêté parce qu'il refusait de livrer le nom d'un soldat qui avait écrit au journal pour se plaindre de la conduite de certains officiers. Un rédacteur polonais qui avait sarcastiquement commenté une longue condamnation d'emprisonnement, dont avait été victime une petite fille qui avait piétiné une broche portant le portrait du Kaiser, a lui-même été condamné à une année d'emprisonnement et l'éditeur du journal saxon, *La Gazette des Travailleurs*, a été condamné à trois mois d'emprisonnement parce qu'il avait écrit que les vues du roi sur le résultat des récentes élections ne pouvaient aucunement concerner le peuple saxon.

Le danger d'exprimer librement sa propre opinion est devenu tellement évident en Allemagne, qu'un journal conservateur antisémite, *Sachrenschau*, de Magdebourg, avertit d'urgence ses lecteurs d'éviter toute conversation concernant la cour, même dans les cercles les plus intimes, et d'établir comme condition pour pouvoir rester dans une société, que toute conversation relative au souverain soit supprimée, car il arrive souvent que les plus inoffensives remarques sont dénoncées au Public Prosecutor et l'on est contraint de témoigner contre ses plus intimes amis. « Ainsi, conclut le rédacteur conservateur, gardez vos langues et soumettez-vous aux exigences du temps. »

A ce propos, il est intéressant de rappeler que l'offense de lèse-majesté fut inventée par Tibère, l'empereur romain dont Sénèque dit qu'il fut ivre seulement une fois dans sa vie, ayant continué à l'être depuis le jour où il commença jusqu'à ce qu'il mourût. La même remarque avec une différence s'appliquerait à l'imitateur de Tibère, l'empereur Guillaume : lui aussi a été intoxiqué pour jamais depuis qu'il a goûté le pouvoir, non avec le joyeux jus de la vigne, mais avec l'âcre venin de sa propre vanité :

> No care of justice, nor no rule of reason (1),
> No temperance, nor no regard of season,
> Did thenceforth ever enter in this mind;
> But cruelty, the sign of currish kind
> And s' dainful pride and wilful arrogance.

Combien de temps encore le peuple allemand supportera-t-il les airs ridicules du matamore à grosses moustaches et son insolence?

Ainsi, comme nous passions dans la campagne, nous croisâmes un garçon boucher brutal monté sur un cheval fougueux et armé d'un fouet pour diriger un troupeau de bœufs. Il caracolait de long en large, faisant claquer son fouet et férocement frappant ses bêtes inoffensives, car roquet et lâche qu'il était, l'occasion de jouer de gaîté de cœur au maître, l'emportait sur la faible résistance de sa nature. Cruel petit conducteur, odieux à la vue et à la raison! Les douces bêtes châtiées hélas! ne pouvaient lui rendre la pareille. Mais que penserons-nous d'une grande nation dont les hommes permettent au brutal boucher d'exercer ses instincts féroces sur leur dos?

A.-M. Thompson et Suthers.

(Traduit du *Clarion*, numéro du 25 septembre 1903.)

Angleterre.

Du *Daily Chronicle*, 26 juillet :

« Hier, à Wirksworth, cité pionnière de la Ligue de la Résistance passive, huit saisies furent opérées. Parmi les protestataires : le Rév. B. Noble, ministre baptiste; le Rév. A. Macdonald Aspland, secrétaire de la ligue du district; Thomas Charles Smith, d'Ashley; Hay, fermier, qui a l'honneur d'avoir été le premier *résisteur* en Angleterre.

« Plus de quarante résisteurs passifs, parmi lesquels trois ministres dissidents, un colonel, le président de la division de Wells de l'Association Libérale, et des membres de la Ligue des citoyens, étaient assignés hier à Weston-super-Mare pour refus de payer les taxes de l'Education Act. L'audience avait été précédée par un meeting de prières des résisteurs. Ils reçurent l'ordre de payer, ou de subir la saisie. Le tribunal dit qu'il administrait la loi sans s'occuper des objections de conscience.

« A Beccles, des mandats de saisie furent lancés contre quatre « résisteurs passifs » (dont un ministre congréganiste) pour refus de payer l'impôt à cause de l'enseignement sectaire dans les écoles.

« Le tribunal de Bath était encombré, samedi, de soixante-dix défendeurs qui n'avaient point payé la part de la taxe des pauvres concernant l'éducation. Parmi eux se trouvaient neuf ministres dissidents, deux dames de l'Eglise d'Angleterre, et le président de la Chambre de commerce de Bath, Dr Walter Pitt, qui soutint le gouvernement aux dernières élections. La salle était pleine de sympathiques, qui eurent à se souvenir que « le lieu n'était pas un théâtre »; mais vers la fin des débats, on ne fit guère de tentative pour les réprimer, et les protestations des défendeurs furent accueillies par des bravos.

« D'autres scènes eurent lieu samedi, à Barton-on-Humber, où les biens de plusieurs résisteurs passifs étaient saisis. La première maison visitée par l'inspecteur Smith et son aide fut celle du Dr Morley, président de l'Association Libérale de North Lindsey. Le docteur, qui était occupé avec des malades, les reçut cordialement. Un télescope et un canapé furent saisis. Le Dr Morley monta dehors sur un chariot, et parla à une foule enthousiaste. Il dit que c'était un privilège d'avoir ses biens saisis. Il lut une lettre de M. Waddy, avocat, fils du feu juge Waddy, sympathisant avec les résisteurs passifs, et déclarant qu'il ne paierait pas un penny à moins d'y être contraint. Le Dr Morley dit que l'inspecteur et lui étaient camarades de collège, et qu'il le regarderait toujours comme un ami cher. Sur sa proposition, l'inspecteur fut acclamé. Dans la demeure du Rév. F. G. Wallis, on saisit un grand tableau avec cette inscription : « Affirmation de la liberté et de la conscience par les Indépendants dans l'Assemblée de Westminster, 1644. » Chez un autre ministre, on saisit nombre de livres. Pendant tout ceci, la foule s'est conduite avec calme.

« Les efforts de M. Watson, inspecteur de la paroisse de Saint-Mary-in-the-Castle, Hastings, pour s'assurer la cour de police comme local pour la vente des biens des résisteurs passifs, sont demeurés infructueux, le comité de surveillance du Conseil municipal ayant refusé de permettre que cette cour serve à un tel usage. Le Central Hall, où la vente eut lieu, sans succès, est incommode. L'inspecteur a déclaré qu'il n'avait pas eu de difficulté à trouver des huissiers-priseurs étrangers au pays prêts à entreprendre la chose, mais qu'aucune étude locale n'a eu la hardiesse d'encourir les risques d'une telle affaire. »

Chili.

Valparaiso. — Nos lecteurs se rappellent avoir lu dans les journaux quotidiens, au milieu de mai de cette année, des dépêches rendant compte sommairement d'un massacre de grévistes à Valparaiso. Voici, d'après un témoin oculaire, le récit détaillé des faits; il a été publié par la revue *Lo Nuevo*, paraissant à Valparaiso. Nous le traduisons en le résumant pour ne retenir absolument que les faits.

Les arrimeurs et les journaliers travaillant pour le compte des grandes compagnies de navigation de Valparaiso s'étaient mis en grève le 14 avril : leur travail est dur et malsain ; ils respirent de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec une heure d'interruption pour le repas, la poussière du charbon et des métaux qu'ils chargent sur les vaisseaux en partance : ils demandaient neuf heures de travail et une petite augmentation de salaire. Les compagnies refusèrent brutalement.

Les grévistes tinrent bon ; le public et la presse — sauf deux journaux qui menaient contre eux une campagne honteuse — leur étaient sympathiques ; sympathie d'ailleurs platonique, les grévistes mouraient de faim. Cependant ils gardaient une attitude calme et demandaient aux pouvoirs publics d'intervenir pour imposer aux patrons un arbitrage ; mais les pouvoirs publics s'en gardaient bien. Ce n'est pas pour embêter les patrons qu'ils sont installés et soutenus... par les patrons! C'est plutôt pour leur être utiles ; ainsi les compagnies étaient autorisées à faire sortir clandestinement leurs vapeurs sans l'équipage réglementaire. Le 11 mai, des délégués grévistes étaient allés demander à M. J. A Bravo, intendant de la province de Valparaiso, d'intervenir pour décider les patrons à l'arbitrage ; ils avaient obtenu cette réponse : « Reprenez le travail et ne demandez rien. En toute occasion je ferai maintenir l'ordre et respecter l'autorité, car j'ai pour cela des forces suffisantes, j'ai la police et l'armée. »

Cette réponse, après la violation des règlements maritimes en faveur des compagnies, acheva d'exaspérer la population ouvrière. Le lendemain, 12 mai, les autres métiers, charpentiers, boulangers, maçons, etc., se joignaient aux ouvriers maritimes en grève et se rendaient avec eux, en foule innombrable, sur les quais, aux embarcadères, pour empêcher le départ clandestin des vaisseaux. Le port et les rues adjacentes, la place Echaurren et la place de l'Intendance étaient occupés par la police et la troupe. A 11 heures, ordre est donné de faire évacuer les trottoirs de la rue Serrano, depuis la place Echaurren jusqu'à l'Intendance ; la police charge sans crier gare, sabre au clair, frappe du tranchant, et blesse plusieurs personnes. Alors un groupe nombreux de grévistes se rassemble au centre de la place Echaurren et, quand la police arrive, l'accueille par une pluie de pierres : elle répond par une salve de coups de revolver et charge. Un sous-commissaire, connu pour sa brutalité, tue net un ouvrier qui a crié : « Vive la grève! » La foule crie : « A bas les assassins! Vengeons le sang de nos frères! » et veut enlever le cadavre. Mais la police s'en empare et le transporte dans un hôpital. Au retour, les policiers, portant le brancard ensanglanté, sont hués et lapidés. La troupe charge, sabre au clair. Vivement, les ouvriers s'abritent dans le creux des portes, laissent passer l'avalanche puis, ressortant, lancent sur elle une pluie de pierres. Un des derniers cavaliers, atteint à la nuque, tombe de cheval : les grévistes le relèvent et le soignent.

Les charges se succèdent sans interruption, et le nombre des victimes augmente rapidement. La foule se porte du côté de l'Intendance et réclame l'éloignement de la police et de la troupe. On va au-devant des colonnes d'infanterie qui se dirigent vers l'Intendance, on crie aux hommes de ne pas

(1) Aucun soin de justice, aucune règle de raison.
Aucune modération, ni aucune considération à propos.
N'entrera jamais dorénavant en son esprit,
Mais la cruauté, le signe d'écorce hargneuse
Et de profond orgueil et de sauvage arrogance.

tirer sur leurs frères et sur leurs parents, et cette propagande improvisée n'est pas sans effet.

L'infanterie de marine surtout est entièrement du côté des grévistes.

Cependant la police continue son massacre à coups de revolvers et à coups de sabres. C'est une boucherie. L'Intendant a promis de faire rentrer la police, mais il n'en fait rien. La foule est exaspérée.

Vers 1 heure et demie, des groupes menaçants se dirigent vers la rue de Blanco, où se trouvent les bâtiments de la *Compagnie sud-américaine de navigation à vapeur*. La police charge trois fois pour les refouler, mais elle ne réussit qu'à accroître leur colère. A 2 heures, avec des bâtons, des perches, des poutres même, on attaque l'édifice; les inscriptions de la façade tombent en miettes, les vitres sont brisées; cinq ou six chargeurs portant un tronc d'arbre en frappent comme d'un bélier la porte principale et l'enfoncent; la foule fait irruption dans le bâtiment. Beaucoup de gens veulent emporter ce qui leur tombe sous la main : les grévistes s'y opposent, mettent le feu aux quatre coins de l'édifice; bientôt des flammes énormes montent, la foule applaudit. Les soldats de l'infanterie de marine, postés dans la rue, contemplent l'incendie sans bouger. L'intendant Bravo arrive avec quelques députés et d'autres personnages. L'un d'eux veut parler : « Nous faisons au peuple la promesse solennelle de tout arranger d'ici une heure. Mais pour la patrie... »

Une immense clameur coupe là sa harangue : « Trop tard pour duper le peuple ! »

L'incendie continue; les pompiers veulent le combattre, on les en empêche, en leur permettant seulement de protéger les immeubles voisins.

Le gérant de la Compagnie a juste le temps de s'enfuir par les toits.

De là, la foule se rend aux bureaux du *Mercurio*, l'un des deux journaux hostiles aux grévistes, et commence de même, l'attaque, mais tout à coup une fusillade éclate, deux passants tombent, blessés à mort : ce sont les employés du *Mercurio*, que l'on a armés depuis huit jours en prévision de l'événement, et ils tirent, sans arrêt, dans le tas. La foule devient furieuse et se rue à l'assaut, mais l'infanterie de marine accourt et protège l'édifice. La fusillade cesse, les assaillants se calment. On compte sept victimes; trois sont déjà mortes, on les range côte à côte, par terre, face aux fenêtres du journal.

Déjà le gros des grévistes est reparti vers le port et met au pillage les marchandises restées sur les quais depuis le commencement de la grève. Denrées, tissus, etc., tout y passe; on brûle ce qui reste, on brise les grues et les cabestans, on fait flamber ou on jette à la mer les kiosques-bureaux des compagnies. D'un bout à l'autre des quais l'incendie se propage.

Les commerçants sont affolés. Ils font demander à l'Intendant de proclamer l'état de siège, et, en effet, le soir même, des troupes arrivent de Santiago, toutes les rues sont occupées militairement.

Les grévistes ont détruit pour plus d'un million de francs de marchandises ; les grandes compagnies supporteront la perte allègrement. La police et la troupe ont tué trente innocents et en ont blessé gravement une centaine d'autres (1).

⁂

Le lendemain, les compagnie et l'Intendant sont d'accord pour négocier avec les ouvriers et régler le conflit par un arbitrage.

Italie.

Epilogue d'une grève. — A Milan, vient de se terminer — par la glorieuse victoire d'actionnaires très riches sur des ouvriers très pauvres — la grève des employés de chemin de fer de la Société Nord-Milan. Un épisode tragique a marqué la fin de cette grève. Léandre Baratelli, 34 ans, sous-chef de gare à Côme, vient de se suicider dans cette ville avec ses deux enfants, en allumant dans la chambre un grand brasier de charbon. Baratelli avait un gros péché sur la conscience.... des directeurs de la Compagnie : lui, sous-chef de gare, n'avait-il pas eu le front de se faire un des organisateurs de la grève ? A la reprise du travail, les directeurs se sont souvenus et ont refusé de le reprendre. De là sa tragique résolution.

(1) Chiffres donnés par le correspondant du *Times*. *La Nueva* indique en bloc cent tués et blessés.

Les actionnaires peuvent respirer : il n'y a pas de pension à payer à sa veuve; il n'est pas mort en activité de service.

Etats-Unis

Pueblo, Colorado, sept. 18...

La grève des mineurs dans le district aurifère de Cripple Creek, Etat de Colorado, est certainement une des plus intéressantes de ces derniers temps en Amérique.

Aux dernières élections, les politiciens avaient promis l'introduction de la journée de huit heures dans les industries minières et métallurgiques, mais on eut soin de boucler la législature sans la réforme promise.

Sur quoi, les ouvriers des hauts fourneaux à Colorado City se sont mis en grève et, pour rendre la demande plus sérieuse, les mineurs du district de Cripple Creek ont fait cause commune, quoique ne travaillant pas plus de huit heures par jour.

Quand les patrons ont vu la solidarité ouvrière, ils ont fait mobiliser la « milice » avec la déclaration péremptoire, pour décimer la « Western Federation of Miners ».

Or, l'Etat de Colorado n'a pas de loi pour autoriser le gouverneur à déclarer l' « état de siège »; mais ça ne l'a pas empêché de le faire quand même, et de laisser ses soldats amateurs pour arrêter et emprisonner des citoyens sans rime ni raison.

Le juge de paix Seeds a fait arrêter le général Bell, commandant de la milice, mais ce dernier se f... des autorités civiles. Quand il est « en campagne », comme il dit, il n'a qu'à marcher selon le code militaire.

Et les garanties constitutionnelles des Etats-Unis sont quelque part dans la lune, je suppose.

A. Klemencic.

⁂

Pueblo, Colorado.

Le despotisme militaire, à Tripple Teek, tient toujours encore plusieurs prisonniers sans aucune formalité; ils ont accepté les services de l'avocat Murphy, pour réclamer à la « cour » de les juger s'il y a lieu, et, s'ils sont innocents, de les mettre en liberté.

Voilà les arguments qui ont été échangés, le 21 septembre, entre le juge Seeds, le lieutenant Mc. Cleland et l'avocat Murphy, à la « cour » *du comté* de Feller; le rapport en a été publié par la *Colorado Springs Gazette*.

Le juge Seeds a dit :

« Que le gouverneur n'a aucun droit pour déclarer la loi martiale. Proclamer l'état de siège dans le Colorado, le Congrès seul peut le faire ; nulle autre autorité ne saurait être admissible constitutionnellement. »

Voici la réponse de la fine fleur impérialiste américaine, représenté par le lieutenant Mc. Cleland :

1° L'Etat a un droit inhérent à sa préservation;

2° Et pour cette raison, le pouvoir de l'Etat est distribué en trois tranches : 1° exécutive ; 2° législative; 3° juridique;

3° Telles conditions peuvent se présenter, que la milice soit nécessaire pour supporter les différentes fonctions du gouvernement, et le gouverneur est son commandant en chef;

4° Le droit de la mobilisation reste uniquement dans les mains du gouverneur, et les juges n'ont que faire avec les investigations qui sont à la discrétion du commandant en chef, des officiers et soldats;

5° *Le Writ of habeas corpus* (la pétition pour la mise en liberté *provisoire*), ne peut pas être reconnu.

Dans les circonstances, le droit individuel doit être soumis au plus grand droit de l'Etat.

Alors le juge avait demandé :

« Est-ce que vous voudrez arrêter une personne sans preuve suffisante de culpabilité ? »

Mc. Cleland a répondu :

Non, mais nous en avons le droit, parce que le droit du brigadier général est suprême, quand nous sommes en état de mobilisation.

« Notre cas, et la manière d'opérer, repose sur l'ordre du gouverneur, du moment qu'il avait envoyé la troupe dans le district. »

Le lieutenant avait aussi lu les décisions de la « cour suprême » de la Pennsylvanie, dans le cas du soldat Wescoot, lequel avait tué un gréviste, et était déclaré innocent d'homicide, en finissant avec la phrase : »

Notre cas est fondé pratiquement sur cette décision de la « cour suprême ».

L'avocat Murphy avait cité le cas de l'ex-gouverneur Waite, lequel avait donné l'ordre de chasser les voleurs de la municipalité de Denver en 1896, et la milice n'a pas voulu obéir au commandant en chef, et la « cour suprême » du Colorado, avait soutenu la désobéissance de la milice.

Comme on le voit, selon les décisions des deux corps juridiques, autorités en la matière, la milice n'est pas organisée pour chasser les voleurs des institutions publiques, mais pour tuer les opprimés en rébellion. Qu'en dites-vous, réformistes? Il y a près de 10.000 grévistes, et le shérif a le droit d'armer les mineurs, et de faire sauter en l'air toute la milice du Colorado se trouvant dans son district.

Mais quoi, pour faire un tel coup, ça prend des hommes, lesquels ne se trouveront jamais entre les politiciens.

Le shérif Robinson a une hauteur de 7 pieds 2 pouces, un vrai hercule, grand bavard en faveur du socialisme et amant de l'autorité; mais dans les circonstances actuelles, il se comporte comme une poule mouillée.

Suisse.

Genève. — Depuis quelques années, on savait vaguement que la police confectionnait des dossiers sur la vie privée et politique des citoyens. L'existence de fiches concernant des hommes de toute honorabilité était affirmée en pleine séance de l'Institut Genevois. Depuis, on a appris que les agents confectionnaient des dossiers dans lesquels sont consignés les allées et venues, et les faits et gestes de citoyens, et que ces dossiers seraient communiqués par la police aux agences des renseignements contre rémunération. Le grand conseil s'est ému, M. Odier, le conseiller d'Etat, chef du département de justice et police, a nié l'existence de ces dossiers, il n'en est pas moins certain qu'ils existent; mais, il est à croire que M. Odier est dans l'impossibilité de mettre la main dessus.

Le précédent titulaire du département de police était un individu malpropre, les agents le tenaient et ils en ont profité largement.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

La Coopérative communiste. — Jeudi 22 octobre, à 9 heures du soir, rue François Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol, inauguration du nouveau local.

Commandes et distribution des produits.

Entrée libre.

⁂

L'Aube sociale (Université Populaire), 35, rue Gauthey (17e arr.) :

Vendredi 16, à 9 heures. — Henri Moreaux : Les religions, les mœurs et les coutumes des Chinois (avec projections).

Samedi 17, à 8 h. 1/2 précises chez Ludo, 86, avenue de Clichy (entree par la rue Saint-Jean) : *Grande fête pour le départ des conscrits.* Sujet traité : La question militaire, par Henry Bérenger, Laurent Mailhade, Liard-Courtois, le docteur Meslier, député, Sembat, député.

Audition de Jehan Rictus, dans ses œuvres, de Mme Gil Baer, et de G. Amyot, du Théâtre Antoine.

Prix des places ; 0 fr. 50 ; réservées, 1 fr.

Lundi 19, de 8 h. 1/2 à 10 heures. — Cours de mandoline.

Mercredi 21. — Causerie sur *la façon* et les moyens d'établir une entente économique.

Vendredi 23. — G. Amyot, du théâtre Antoine : *La Rue* (avec auditions).

⁂

Union ouvrière de l'Ameublement. — 1° Par suite de notre départ forcé de *la Ménagère*, nous prions les syndicats et ses camarades en correspondance avec notre société de tenir compte de notre nouvelle adresse momentanée ; notre siège jusqu'au 8 janvier prochain est fixé : 35, rue Gauthey (XVIIe). — 2° Les syndicats de province qui nous envoient continuellement des listes de souscription pour soutenir *leur grève*, doivent savoir qu'à notre syndicat on est partisan, quand on entreprend une grève, de ne compter que sur soi et rien que sur soi, cela parce

nous ne voulons pas de grève aux bras croisés; donc inutile de nous demander des secours pécuniaires. — 3° Les camarades qui connaîtraient un local dans les environs de la place Clichy, ne dépassant pas 450 francs par an, et pouvant contenir 2 à 300 personnes assises, sont invitées à en aviser notre secrétaire, 35, rue Gauthey.

* *

Les Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 19 octobre, à 8 h. 1/2. causerie par Libertad: *A travers les idées anarchistes*.

* *

Les Causeries populaires des X° et XI°, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 21 octobre, ouverture des causeries de Tous à tous *sur nos projets*.

* *

L'Education libertaire du XIII° arrondissement. — Samedi 17 octobre, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare, causeries.

* *

Ligue Internationale antimilitariste, (5° section). — Vendredi 23 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Martial, 68, rue Lhomond, conférence de Libertad. Sujet : *Nos Haines et nos Amours*.

Entrée : 0 fr. 40, donnant droit à une consommation.

* *

Bibliothèque communiste du XV°, rue de l'Eglise, 38. — Réunion samedi, à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade sur la propagande par la chanson. Les camarades ayant des volumes sont priés de les rapporter.

Samedi, 17, à 8 h. 1/2, soirée familiale avec le concours de bons camarades.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

Prêt de livres.

* *

Conférence Louise Michel-Girault, jeudi 22 octobre 1903, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Mille-Colonnes, rue la Gaîté, 20. Sujet traité : *Le Mouvement révolutionnaire en Bretagne*

* *

L'Effort, du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi, 16 octobre. — P. Delesalle : Les deux Méthodes du syndicalisme.

Samedi, 17. — Fête familiale, concert, bal.

Mardi, 20. — Mme Gen : Pasteur et son œuvre.

Vendredi 23. — Albert Laisant, *Utilité des voyages*.

* *

Aubervilliers. — *Université Populaire*. — Jeudi 22 octobre, conférence par M. Dangon, sur « les Compagnies de discipline. »

Jeudi 29, conférence par M. Clément, sur « les Milieux libres. »

* *

Quatre-Chemins. — Les camarades libertaires se réuniront samedi 17 au local habituel. La présence de tous les camarades est indispensable.

* *

Alger. — *Groupe de propagande libertaire*. Pendant la saison d'hiver, les réunions du groupe auront lieu les dimanches de 5 à 7 heures, au local de l'Université Populaire, boulevard Bugeaud.

Dimanche 18 octobre, causerie contradictoire : « Pourquoi nous sommes révolutionnaires. »

Les membres de l'U. P. et les socialistes sont spécialement invités.

* *

Marseille. — *Le Milieu-Libre de Provence*. Samedi 16 octobre, salle du Brûleur de loup, chemin de Saint-Pierre, 251, à 9 heures du soir, conférence publique et contradictoire : Le Milieu-Libre de Provence et le Prolétariat. Théorie et pratique. — Orateurs : A. Berrier, E. Merle. — Entrée gratuite.

Dimanche, 17 octobre, réunion générale de tous les adhérents au siège du groupe, Allées de Meilhan, 34, à 6 heures. Communications importantes.

* *

Groupe central des Libertaires. — Le groupe recommence ses causeries du jeudi. Les premières auront lieu sur la tactique syndicale.

Siège du groupe : Allées de Meilhan, 34.

* *

Reims. — Les camarades du groupe *les Iconoclastes*, se réunissent tous les dimanches, à 5 heures du soir, au local habituel du faubourg de Laon, 2, rue des Romains.

Les anarchistes qui veulent agir sont priés d'assister à ces réunions.

Dimanche, 18 octobre, le camarade Ch. Dhooghe fera une causerie sur *l'action libertaire*.

Groupe d'études. — Réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, chez Crispin, faubourg de Laon.

Le samedi 17 octobre, causerie-conférence par le camarade Athéo. Sujet traité : *La Terre*.

* *

Lille. — Quelques camarades de Lille, entraînés par le courant des colonies, se proposent de faire un essai dans leur région. Ils convoquent à cet effet une réunion pour le samedi 25 octobre, 13, rue de Bourdeau.

Adresser la corespondance à Louis Verplanck fils, rue Faidherbe, cour Honoré, à Loos-lez-Lille.

* *

Troyes. — Il vient de se former un groupe d'action par l'imprimé qui prend pour titre le « Falot anarchiste » ; y adhèrent en mettant à sa disposition les fonds et brochures de l'*Aube Nouvelle* qui n'existe plus. — Adresser les communications au camarade Richard, 64, rue de Paris.

BIBLIOGRAPHIE

La Commune vécue, par G. du Costa; tome 1er 3 fr. 50 chez Quantin, 7, rue Saint-Benoît.

L'Anarchia, par Elisée Reclus; 1 broch., à *Il Pensiero*, Rome.

Le Christianisme jugé par le socialisme, 1 broch. 2 francs, chez Kleidman, 6, rue d'Hauteville.

La Devolucion de tacna y arica, par J. L. Lagarrigue, Santiago.

Le Monde socialiste, par L. de Seilhac, 1 volume 2 fr. 50, chez Lecoffre, 20, rue Bonaparte.

Les Annales de la jeunesse laïque, 1re année, reliée, 7, rue de l'Eperon.

Comment on défend sa santé (les Boissons), Dr Baratier, une broch. 1 franc, à *l'Edition Médicale*, 29, rue de Seine.

VARIA

Nonnes contrebandières.

Communiqué et dédié à toutes les « *Croix* » de France, de Navarre et d'ailleurs, et à toutes les feuilles de jésuitières :

Le *Giornale d'Italia* peu sujet à caution en pareil cas, publie l'entrefilet suivant : « On nous télégraphie de Chiasso, 8 octobre : Six nonnes allant de France en Italie et passant à notre station, ont été questionnées si elles avaient des objets payant les droits de douane.

Les nonnes répondirent indignées qu'elles n'étaient pas des contrebandières!!

Mais pour avoir répliqué avec trop de chaleur, elles mirent les douaniers en défiance. Les six nonnes durent passer à la visite; et alors... on trouva sur elles du tabac caché dans des bouteilles et des dentelles. Elles eurent à payer 300 fr. d'amende. »

POUR L'ÉDITION

Nous venons de faire remettre aux bibliothèques des gares le nouveau volume : *Patriotisme-Colonisation*. Ceux qui ne veulent pas s'adresser directement au journal le trouveront donc dans leur localité.

* *

J'ignore si le troisième volume *Religion* verra le jour, mais en tout cas, dans l'espérance qu'il suivra ses aînés, je vais m'occuper de sa composition. Ceux des camarades qui auraient, sur le sujet, des extraits ou des titres de volumes à m'expédier, me faciliteront beaucoup la besogne.

J. Grave.

VIENT DE PARAITRE

L'*Almanach de la Révolution* 1904, contenant des articles de Reclus, Kropotkine, Stackelberg, Descaves, Néel, Bourchet et Grave, et un grand nombre d'illustrations. Prix : 0 fr. 30, franco 0 fr. 40. Remise spéciale aux vendeurs. L'*Almanach* est remboursé en volumes.

L'imprimerie vient de nous remettre le tirage de 10 nouvelles cartes postales tirées des illustrations de *Patriotisme-Colonisation*. Dessins de Agar, Augrand, Couturier, Cross, Hermann-Paul, F. Jourdain, Lebasque Luce, Roubille et Willaume, les 10, 0.75 franco.

A NOS ABONNÉS

Nous demandons, encore une fois, à nos abonnés, de bien vouloir joindre la dernière bande à chaque renouvellement, ceci, pour nous éviter une perte de temps inutile à chercher parmi les fiches.

AUX CAMARADES

Les invendus de l'édition de propagande de *Militarisme* viennent de nous rentrer des librairies. Il y en a un certain nombre de défraîchis. Plutôt que de les céder à un soldeur, nous les offrons aux camarades à 1 franc, plus les frais d'envoi, 0 fr. 50.

* *

Nous avons également quelques centaines d'exemplaires du numéro illustré de la *Mano Negra*, pour lequel les camarades qui l'ont fait, redoivent 300 fr. à l'imprimeur. Afin de liquider cette dette, nous offrons ce numéro à raison de 2 fr. le cent, plus les frais d'envoi 0 fr. 60, un colis en gare. Les groupes pourraient, en le prenant, faire de la bonne propagande avec et aider les camarades à se libérer de leurs engagements.

VIENT DE PARAITRE

La maison Schleicher vient de réimprimer *Les Primitifs*, la si intéressante étude d'ethnologie d'Elie Reclus. Le volume est de 4 fr. en librairie. Nous pourrons le laisser à ce prix, franco pour les camarades de province, et 3 fr. 50 pris dans nos bureaux.

PETITE CORRESPONDANCE

P. G., à Fontenay. — Non, personne, dans cette région. Nous avons eu à Magnoncourt un abonné, mais il a disparu.

R., à Mourmelon. — N'ayant pas de réponse, j'avais cessé l'envoi à Reims. Je le reprends.

T., à Baye. — Pour la dernière fois, je ne connais pas d'almanach de la *Société future*.

M., à Brest. — Les colis sont expédiés.

Bercy. — *Pour la vie*, 0 fr. 50. — *Catéchisme du soldat* n'existe plus. — Les *Soliloques*, neuf, oui. Pas le temps de courir les bouquinistes.

M., à Torchefilon. — Non, votre abonnement est bien porté jusqu'à fin sept. Jusqu'à fin déc., maintenant avec le nouveau.

Soirées ouvrières de Montreuil. — Convocation arrivée trop tard.

R., à Morat. — Encore personne. Nous vous dirons.

E. M., à Marseille. — La lettre ne contenait que 3 timbres à 0 fr. 15.

A. L., au Chambois. — Oui, l'anarchie c'est l'harmonie. Evidemment, on ne l'a pas encore réalisée. Si elle l'était, la société bourgeoise n'existerait plus.

Un libertaire de Lille. — Se compter est une blague. On ne fait pas une révolution, parce qu'on est dix mille plutôt que neuf. Une révolution ne se fait que lorsque les événements y ont préparé les esprits, et alors, il n'est plus question de nombre.

Le camarade qui nous a demandé 4 exemplaires de la brochure de Marpaux que nous avons oublié de joindre à son paquet, est prié de nous envoyer son adresse.

L. D., à Montereau. — *Libre examen*, épuisé. — Du reste cela fait le compte. Il n'y a que 0 fr. 30 pour l'envoi, et il y a 0 fr. 60 de colis. Nous manquons en ce moment de *Peste*, mais nous en attendons.

L. B., à Alais. — Quoi que vous pensiez de votre force, je maintiens mon opinion que vous vous seriez fait battre dans cette discussion.

Reçu pour le journal : X., 0 fr. 50. — L., à Dortain, 0 fr. 50. — D., 3 fr. — Montereau, par D., 1 fr. — M., 0 fr. 50. — B. M., à Bourges, 2 fr. — B., 5 fr. — C. M., à Marseille, 0 fr. 50. — L. C., 0 fr. 90. — J. S., à Saint-Junier, 5 fr. 65. — T., à Lorient, 1 fr. 05. — S., à Lille, 0 fr. 75. — L., à Epinal, 1 fr. — G., à Cette, 0 fr. 75. — Merci à tous.

L. B., à Jemeppes. — M., à Anvers. — V., à Barenton. — L., à Verviers. — G., à Voiron. — L., au Pellerin. — M. C., à Lons-le-Saunier. — V. B., à Saint-Jean-de-Valréas. — G., à Troyes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIEME ANNÉE N° 26 — DIX CENTIMES — DU 24 AU 30 OCTOBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

∴

Depuis longtemps, la brochure : Aux Jeunes Gens, *est absente de notre collection. De même* Entre paysans *va être épuisée, et nous ne voyons pas la possibilité de les faire réimprimer.*

Nous proposons cette combinaison aux camarades : Que l'on nous en souscrive d'avance quelques mille, nous les laisserons, aux souscripteurs qui auront payé d'avance, au prix coûtant, 5 fr. 60 le cent, port compris ; nous trouverons le crédit pour le reste. Que ceux qui croient cette réimpression urgente, se hâtent de nous répondre, et nous mettrons tout de suite à l'impression.

A BAS LES MENEURS !

On lira plus loin le récit des événements d'Armentières que les nécessités de la mise en pages nous ont empêchés de donner la semaine dernière.

Guesde y était allé donner une conférence où il avait promis la révolution aux grévistes ; un maire socialiste de par là, voulant, lui aussi faire parade d'énergie, avait déclaré qu'il ne fallait pas céder devant les patrons, et que, s'il le fallait, on se révolterait.

Le lendemain, il y a tumulte dans la rue, des usines sont attaquées et mises à sac ; la maison du propriétaire dont nous avons raconté les exploits dans un de nos derniers numéros, reçoit la visite des émeutiers et est incendiée, ainsi que celle de son fils, et de son gérant. De plus, chose nouvelle dans les émeutes ouvrières, on essaie de mettre à sac quelques banques.

Et alors, parmi ceux qui, à un titre quelconque, ont la prétention d'indiquer aux ouvriers ce qu'ils ont à faire, de leur tracer leur voie, ou de leur permettre ce qu'ils ont jugé bien, de leur défendre ce qui est mal, c'est à qui tombera sur les émeutiers d'Armentières, à qui jettera l'anathème à ceux qui, ne pouvant obtenir de concessions de la bonne volonté de leurs exploiteurs, se sont mis à employer des moyens plus « persuasifs ».

« Les grévistes sont des gens trop dignes pour se livrer à de tels brigandages ! Parmi les individus arrêtés, on a trouvé un grand nombre de repris de justice, ou dans les bandes des émeutiers on ne voyait que des gens à mine sinistre, comme on n'en voit qu'aux époques troublées, » etc., etc. J'en passe, on connaît les clichés.

∴

Dès le lendemain, dans la *Petite République*, organe de défense capitaliste, se déguisant du titre de socialiste, c'était l'ex-révolutionnaire Gérault-Richard, ministériel, devenu gros capitaliste, et larbin des hommes en place, qui prétendait que les troubles d'Armentières ne pouvaient être que l'œuvre d'agents provocateurs !

Le surlendemain, venant à la rescousse, c'était Jaurès qui déplorait des excès qui pouvaient nuire aux réclamations des grévistes, et prêchant aux ouvriers de se faire les défenseurs de la propriété, les gendarmes du capitalisme, en mettant à la raison ceux qui ne se contenteront pas de prêcher la révolution, mais tenteront de la faire.

Evidemment que, lorsqu'on est vice-président de la Chambre, que la garde vous présente les armes au lieu de vous en assommer, on ne voit pas les choses sous le même angle que celui qui gagne 4 francs par jour, et crève de faim tout en s'épuisant de travail.

C'était l'*Aurore*, sous la signature L. M., qui emboîtait le pas. C'était le maire « socialiste » ! d'Armentières lançant une proclamation pour flétrir les excès des émeutiers. C'était, enfin, le comité de la grève, qui, perdant la tête, à l'idée des responsabilités qu'il pouvait encourir, lançait une dépêche éperdue, où il se déclarait débordé, impuissant à retenir le mouvement, réclamant au gouvernement d'intervenir pour peser sur les patrons !

∴

Certes, la colère vous empoigne lorsqu'on constate ces vilenies, lâchetés ou fourberies ; mais, cependant, il faut avouer que ces gens-là sont dans leur rôle ; ce sont les travailleurs qui ne sont pas dans le leur, lorsqu'ils leur obéissent aveuglément, et leur demandent de les diriger.

Evidemment, étant données les conditions dans lesquelles nous vivons et luttons, dans chaque mouvement qui se dessine, forcément ce sont quelques individus qui le représentent et le dirigent — plus ou moins.

Forcément aussi, ce sont ces individus qui endossent les responsabilités morales ou matérielles de ce mouvement ; forcément encore, la plupart du temps, ces individus essaieront de jouer le rôle de frein dans ce mouvement.

Et c'est très humain. Il n'y a guère que les fanatiques et les illuminés qui osent aller jusqu'aux pires conséquences de leurs actes ou de leurs théories, ou un très petit nombre d'ambitieux sans vergogne, et de très rares individus à la volonté de fer.

Tel qui saura faire le sacrifice de sa vie et de sa liberté, reculera devant certaines responsabilités ; qui ne craindra pas d'en endosser de telle catégorie, se cabrera devant telle autre. Et, s'ils ont de l'influence, ça sera pour dissuader ceux qui les écoutent d'agir en tel et tel sens. Il n'y a que les foules anonymes pour ne pas s'embarrasser de sophismes et « oser » ce qui doit être « osé ».

Et, ce qui me fait plaisir à voir, dans les événements d'Armentières, c'est qu'ils sont bien l'œuvre de la foule elle-même.

Lorsqu'un fait de révolte peut être attribué aux seuls anarchistes, cet acte de révolte peut avoir sa valeur à titre d'exemple, mais c'est un fait isolé, artificiel.

Je n'entreprendrai pas de discuter si la valeur éducative qu'il comporte, l'emporte sur la réaction que peut entraîner son incompréhension. Bien malin celui qui arriverait à faire la part exacte du bon et du mauvais côté d'un acte accompli.

Mais lorsque c'est la foule qui agit d'elle-même, c'est tout autre chose. Lorsqu'elle frappe où elle doit frapper, on peut dire que son éducation commence à se faire. C'est ce que nous demandons.

∴

En définitive, tous ces fameux conducteurs des masses qui prétendent leur faire la leçon, n'ont jamais tenu, à la tête des travailleurs, qu'un rôle de « détourneurs ».

Pour eux, une grève n'est justifiée, les réclamations y formulées ne sont acceptables, qu'autant que la situation financière du capitaliste lui permet d'y souscrire, que les concessions exigées ne le mettront pas en état d'infériorité à l'égard de ses concurrents. Pour eux, la grève n'est pas une lutte, avec toutes ses conséquences, entre adversaires irréductibles, mais un débat entre droits égaux qui doivent s'arranger à l'amiable.

Il serait temps d'en finir avec ce mensonge.

Non, mille fois non, l'ouvrier, dans ses réclamations, n'a pas à tenir compte s'il est possible ou non à son employeur de restreindre ses bénéfices ; non, l'ouvrier n'a pas à s'occuper si ses exigences mettront son patron hors d'état de soutenir la concurrence ; non, une grève n'est pas un débat courtois entre gens devant se faire des concessions mutuelles. C'est la guerre entière, absolue entre droits antagoniques, s'excluant l'un l'autre, qui ne doit prendre fin que par l'asservissement complet du travailleur, ou la disparition du patron, en tant que patron.

Il y a d'un côté un individu qui profite de l'ordre de choses établi, qui ne peut y croître et s'y développer que s'il peut en maintenir d'autres sous son exploitation ; il y a, de l'autre, des individus qui n'auront jamais la satisfaction entière de leurs besoins, qui n'auront jamais la possibilité de développer les aptitudes qu'ils sentent en eux, parce que l'organisation dont

profitent les premiers n'est faite que de leur exploitation et de leur asservissement.

⁂

Ce sont ces droits négateurs l'un de l'autre, que les meneurs s'évertuent à vouloir concilier!

Tant que les travailleurs ont subi leur situation, tant qu'ils n'ont pas senti *qu'ils avaient* droit à la vie et à la beauté comme leurs exploiteurs, ils ont accepté de discuter contradictoirement avec eux, la violence n'apparaissant qu'exceptionnellament dans les grèves, et lorsqu'elles étaient provoquées par les maîtres.

Mais, aujourd'hui, on commence à entrevoir cette vérité qu'il n'est pas juste que les uns soient condamnés, toute leur vie, au rôle de machine et de bétail à exploitation; on commence à s'apercevoir qu'une augmentation de salaire n'a qu'un effet insignifiant et tout à fait temporaire pour l'amélioration du sort de ceux qui l'obtiennent, et alors les réclamations deviennent plus exigeantes et plus âpres; on ne se contente plus *d'un os à ronger*; ce que l'on veut, c'est la place que tout être humain a le droit d'occuper au soleil.

Et comme les nantis ne veulent pas accepter de rien changer à l'organisation sociale, c'est la lutte, la lutte vraie, avec toutes ses fureurs, tous ses dégâts, jusqu'à ce que l'un des antagonistes ait définitivement maté l'autre.

Que voulez-vous que cela fasse aux travailleurs que leurs réclamations conduisent leurs exploiteurs à la faillite, puisque, ce qu'ils réclament, c'est la disparition de toutes les formes capitalistes.

Du jour où les patrons ne pourront plus exercer leur industrie, qu'ils lâchent leur situation, rien ne les force à être patrons, les travailleurs s'installeront à leur place. Si ces derniers sont devenus aptes à s'émanciper, ils auront à le montrer.

⁂

« Mais c'est là l'effondrement social! c'est la guerre civile! c'est le désordre! c'est l'anarchie! c'est la perte de la civilisation! »

Eh bien, après? Que voulez-vous que cela fasse à ceux qui n'ont rien à perdre à un changement, mais tout à gagner? Que votre société s'effondre, les ouvriers n'en supportent que les charges! Que votre civilisation s'éclipse, les travailleurs aident à la produire, chaque progrès qu'elle accomplit ne sert qu'à assurer davantage leur exploitation!

Ils ne veulent plus supporter l'exploitation et l'oppression, ils veulent le bien-être pour eux, et pour ceux qui les entourent, ils veulent que la science soit à la portée de tous, que chacun puisse développer son être en toute son intégralité. Pour réaliser cela, il faut que disparaisse l'ordre économique qui nous régit. Et pour qu'il disparaisse, il ne suffit pas de l'écraser en phrases virulentes, il faut qu'un jour l'anathème se traduise en actes. Tant pis si ceux qui s'imaginaient que la révolution n'est qu'un prétexte à mandats, s'indignent de se voir dépasser: il n'y a qu'à les jeter par-dessus bord s'ils veulent se mettre en travers. Tant pis pour ceux qui croient que la lutte entre le travail et le capital doit s'éterniser en parlottes. En période révolutionnaire, ce sont des obstacles, des ennemis.

Ou, lorsque la foule est déchaînée, qu'ils aient l'intelligence de comprendre que leur rôle est fini, et tâchent de se faire oublier, s'ils ne se sentent pas capables de rentrer dans le rang.

J. GRAVE.

P. S. — Quelques camarades nous font part de leur étonnement que nous n'ayons pas protesté contre la platitude des gouvernants à la visite du roi d'Italie.

Protester! à quoi cela sert-il? Et puis je dois avouer que je n'éprouve absolument aucune indignation. Je trouve cela très logique et très naturel. Nos gouvernants sont... des gouvernants. Ils tripotent avec leurs collègues, ils sont dans leur rôle. S'ils y apportent un peu plus de platitude, c'est que, comme tous les parvenus, ils ont à cœur de se faire pardonner leur intrusion dans une place où ils sont eux-mêmes étonnés de se trouver.

Les plus ignobles là-dedans, c'est la foule qui s'entassait sur leur passage pour admirer... le derrière des chevaux des cuirassiers. Ceux-là ils auront un jour leur châtiment si, comme on le dit, toutes ces visites royales cachent une entente de flibustiers pour le partage de l'Afrique; lorsqu'on leur prendra leurs fils pour les faire aller crever de fièvre, là-bas, et qu'on les chargera d'impôts nouveaux.

Les nécessités de l'actualité me forcent à renvoyer à un numéro ultérieur la suite de la discussion: *D'un qui veut des résultats immédiats.*

J. G.

UNE CAMPAGNE RATÉE

Nous avions demandé aux camarades persécutés par la police, de bien vouloir nous fournir des faits, afin d'aider à une campagne que l'on nous avait promis de mener.

Il nous est bien venu quelques réponses, mais insuffisamment pour constituer un dossier permettant d'agir, de sorte que la campagne est tombée à l'eau.

Puisque ceux qui sont persécutés trouvent que ça va bien, tout est pour le mieux!

Nous remercions ceux qui ont répondu.

ORGANISATION
ET AUTONOMIE INDIVIDUELLE

Par une série de mesures dont la dernière vient d'être arrêtée en leur Congrès de Reims, les « socialistes révolutionnaires » (!) s'entêtent à restreindre parmi eux l'autonomie individuelle. Il est désormais interdit aux élus et militants du Parti de prêter leur concours à quelque groupe que ce soit non adhérent au dit parti.

De plus en plus, ces prétendus partisans de liberté, d'émancipation, de pensée libre, s'enferment dans leur organisation, s'interdisent tous rapports extérieurs, érigent leurs principes en dogmes immuables. Je n'exagère rien: je me réfère d'une part à la décision citée plus haut, d'autre part à un article paru dans le *Socialiste*, cité ici par Delesalle où il est à peu près déclaré: « Nous sommes résolus à refuser toute discussion avec les radicaux comme nous l'avons fait pour les anarchistes. »

Ces faits récents me rappellent certains autres, propres à souligner l'intolérance « révolutionnaire ». Il y a quelque deux ans, trois séances du Comité Révolutionnaire Central furent consacrées à l'étude de cet important sujet: De l'interdiction aux groupes de jeunesse d'accepter le concours du citoyen Dubois-Desaulle. En vain fut-il prouvé par les jeunes militants, que notre pauvre ami se cantonnait, dans ses conférences, sur le terrain antimilitariste; en vain fut-il établi, reconnu que ses conclusions n'avaient rien d'anti- « socialiste révolutionnaire », l'interdiction fut décrétée. Dubois-Desaulle présentait un vice rédhibitoire: il était anarchiste.

⁂

Ici, j'ouvre une parenthèse pour dire quelques mots des « Jeunesses » qui amenèrent un tel débat.

Les « Jeunesses socialistes », groupements organisés par les pontifes mêmes du Parti, avaient, naturellement, pour mission déclarée, l'éducation socialiste des jeunes. Le but inavoué et réel était tout autre: les juniores incorporés à la congrégation socialiste constituaient d'importantes équipes de colleurs d'affiches et de braillards pour élections, en attendant d'être des électeurs aussi fidèles qu'inconscients.

Il ne fut rien de tel. Les jeunes attachèrent un médiocre intérêt à la « popote » électorale. Ils cherchèrent des occupations plus saines, s'instruisirent et, malgré les mesures coercitives, malgré les chefs-d'œuvre d'ineptie qui leur furent présentés comme l'essence du communisme libertaire (pour les en détourner, cela va sans dire), leurs groupes devinrent autant de pépinières anarchistes.

Les promoteurs du groupement des jeunes s'effrayèrent de leur œuvre, ils s'en détachèrent totalement. Les « Jeunesses socialistes » se désagrégèrent: bon nombre de leurs membres se lancèrent individuellement dans la mêlée révolutionnaire; quant aux autres, ânes pour qui le bât est indispensable, ils adhérèrent aux comités électoraux. *Asinus asinum fricat.*

⁂

Et les « révolutionnaires » continuent à légiférer. L'an passé, le Congrès de la Fédération de la Seine prenait déjà la décision que vient d'adopter le Congrès National du Parti. Gare aux insoumis! Ils se verront impitoyablement excommuniés. Ils seront comme tant d'autres chassés, qui, pour avoir livré leur prose à tel journal non agréé par les « supérieurs », qui, pour avoir montré quelque sympathie pour les anarchistes, pour ce « Parti ennemi », comme il était dit dans certaines discussions.

Ils sont plaisants, vraiment, ces apôtres du socialisme *orthodoxe*. Comme disait un journaliste de l'*Aurore*, pas anarchiste du tout: « Voilà des gens qui nient la Propriété, et ils en poussent le principe jusqu'à la possession des personnes. »

E. D. MORAT.

DES FAITS

Respect de la légalité par ceux qui ont charge de la faire respecter.

Le petit parquet est envahi; les magistrats qui y ont leur cabinet ne savent où donner de la tête.

Pour prévenir tout attentat pendant le séjour des souverains italiens à Paris, la police a opéré de nombreuses rafles.

Déjà 635 individus ont été déférés aux juges d'instruction du petit parquet.

Que faire de tous ces pauvres hères? Leur trouver un délit est souvent chose impossible; d'autre part, les relâcher immédiatement pourrait constituer pour les magistrats une lourde responsabilité.

Les anarchistes ne sont-ils pas souvent des plus inoffensifs d'apparence?

Pour trancher la difficulté, les juges, sous prétexte d'examiner le cas des individus qu'on leur amène, ont décidé de les garder à leur disposition jusqu'après le départ du roi et de la reine d'Italie.

Aussi, coupables ou innocents, anarchistes ou simples vagabonds ne verront que des lampions éteints.

(Du *Petit Parisien.*)

J'avais entendu dire, autrefois, qu'il existait une ligue dite des Droits de l'homme!

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La convention en vue du règlement par un arbitrage des différends franco-anglais est signée et publiée. Ah! ah! voyons cela. « Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les deux parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899, à La Haye,..... » (Bravo! bravo! — Attendez, calmez-vous.) « ... à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des deux Etats contractants, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces puissances. »

Et voilà. « Nous nous engageons à faire telle chose, à moins que... » Dans les conventions officielles, il y a toujours des *à moins que*. « A moins qu'il ne nous plaise de faire autrement. »

⁂

Quand j'ai appris qu'un monsieur et une dame venant d'Italie, notre gouvernement se mettait en frais pour les recevoir, j'ai pensé que notre gouver-

nement aimait beaucoup les étrangers, et j'ai trouvé cela très bien. Quand j'ai appris qu'à l'occasion et en l'honneur de l'arrivée de ce monsieur et de cette dame, il emprisonnait ou expulsait nombre de leurs concitoyens, je me suis dit que son amour pour les étrangers était très relatif.

Au surplus, ce monsieur et cette dame ont une drôle de façon de voyager. Qu'on en juge :

« Tous les agents de la voie avaient été mobilisés et ont inspecté, une heure avant le passage du train, la portion du parcours confiée à leur garde, sous la conduite de leurs brigadiers. Les poseurs de la voie sont venus ensuite s'échelonner le long du chemin de fer en moyenne à un kilomètre l'un de l'autre, de façon à ne pas se perdre de vue. Les gardes champêtres de toutes les communes traversées avaient été également mobilisés; dès le matin, revêtus de leurs insignes et le sabre au côté, ils ont opéré des tournées aux abords de la voie ferrée et, une heure avant le passage du train, ils sont venus s'intercaler entre les agents poseurs. Les agents forestiers, en grande tenue et en armes, avaient été spécialement chargés de battre, avant le passage du train, toutes les parties boisées avoisinant la voie ferrée; ils formaient des postes spéciaux aux abords et au-dessus des ouvrages d'art, ponts, tunnels et aqueducs. Enfin les gares étaient occupées par la gendarmerie, sauf celles d'une importance particulière, plus difficiles à garder en raison de leur étendue, comme celles d'Ambérieu et Bourg, qui étaient occupées chacune par une compagnie d'infanterie. »

Ça m'embêterait de voyager comme cela.

Quoi qu'il en soit, qu'est-ce que ce monsieur et cette dame sont venus faire à Paris? — Banqueter et nocer. — A leurs frais? — Aux nôtres. — Ils sont donc misérables? — Très riches, au contraire. — Pourquoi ne payent-ils pas? — Parce qu'ils sont « nos hôtes ». C'est comme qui dirait un voyage d'affaires en même temps que d'agrément. — Et qu'avaient-ils à nous dire? — Que maîtres de tout un peuple, ils ne s'opposaient point à ce que ce peuple restât en paix avec nous. — C'est bien gentil de leur part. Est-ce sincère, au moins? — Ah! voilà. On ne sait jamais. — Peut-être ce monsieur est-il comme le « petit père », un tapeur, et ses bonnes paroles ne sont-elles que pour amadouer? — Peut-être bien. — Voulez-vous mon avis? Tous ces voyageurs couronnés me font l'effet de voyageurs de commerce. — Il est de fait qu'ils en ont l'aplomb et le bagoût. — Pourtant on dit que celui-ci est assez intelligent, pour un homme de son métier. — Tout est possible. — Que faut-il en espérer? — Peu de chose. Je ne crois pas qu'un roi puisse jamais faire beaucoup de bien, mais je pense qu'il peut éviter quelque mal. — Ce serait toujours autant de gagné. — Sans doute. — Et si cela se terminait par un arbitrage franco-italien? — « Nous nous engageons à recourir à l'arbitrage, à moins qu'il ne nous plaise pas d'y recourir. » Bien de l'argent de dépensé pour peu de chose. — Tout de même, ils ne se sont pas embêtés. Quels menus, quels galas, quels carrosses! C'est un bon métier. — Heu! heu! — Quoi? — Il y a des risques. — Comme partout.

R. C.

∴

Les socialistes italiens, en faisant montre d'un peu d'énergie, viennent de remporter une victoire. Crainte d'être sifflé, sinon plus, le tsar a remis aux calendes grecques son voyage à Rome.

Nos socialistes de gouvernement sont moins difficiles et la plupart des députés socialistes!! ont naturellement pris part aux fêtes données à Paris au monarque italien, dont la noble armée s'est comportée à Berra et à Torre-Annunziata comme sa non moins noble sœur, l'armée française, à Fourmies.

Au premier rang des laquais de la royauté italienne, se prélassait le socialiste Jaurès, et voici à ce propos ce que je découpe dans un compte rendu du journal *le Temps* :

« La scène se passe à une réception au Ministère des Affaires étrangères où Mlle Bartet vient de dire des vers.

« Leurs Majestés échangèrent un sourire ému et approbateur, et il se fit dans l'assemblée un murmure de satisfaction reconnaissante. *M. Jaurès, qui se trouvait juste derrière la reine, paraissait ravi*, et tout le temps que l'incomparable artiste récitait, il avait rythmé de la tête le mouvement si mélodieux des vers charmants. »

Et c'est ÇA qu'on appelle des socialistes. Qu'en penses-tu, populo infortuné votard!

∴

Dans un article de la *Revue politique et parlementaire*, Millerand-Galliffet nous apprend qu'il fut ces temps derniers délégué à Bâle au Congrès de l'Association internationale pour la protection des jeunes travailleurs. Cela n'a pas autrement d'importance, car ces congrès officiels ne tirent pas autrement à conséquence. Mais Millerand n'était pas seul, deux autres délégués l'accompagnaient et ces deux personnages qui avaient la prétention de représenter des travailleurs étaient M. Keufer et... hommes du bloc, rougissez — M. l'abbé Lemire.

Après celle-là, on peut tirer l'échelle et tout commentaire serait superflu.

P. Delesalle.

∴

Mouvement ouvrier. — Armentières. — Exaspérés, las de crever de faim, les grévistes et des rôdeurs! — qui ont nos sympathies au même titre, car ils sont pareillement des miséreux — passant des paroles aux actes, ont, dans un geste de révolte, envahi le quartier luxueux d'Armentières où sont à la fois les plus beaux magasins et les hôtels particuliers des patrons qui, par leur luxe outré, sont comme une insulte permanente à la misère des travailleurs.

Voici comment le correspondant du journal bourgeois *le Temps*, qui y a assisté, rend compte de l'émeute :

« Aux cris de : « Vive la Révolution! *Le tarif ou la mort!* » cette foule se rua dans les rues Sadi-Carnot et Bayard. Deux angles formés par ces rues sont occupés par les magasins de MM. Wattrelos et Decourchelle, un autre par une banque : le Crédit du Nord. En un instant les volets d'une de ces maisons sont arrachés; ils servent de béliers pour enfoncer les portes des maisons voisines. Les locaux sont envahis. Les employés épouvantés s'enfuient. Tout est brisé, mis en pièces. La fureur des émeutiers ne connait plus de bornes. Ils s'emparent de sacs d'écus et en jettent le contenu par les fenêtres. Ces maisons n'étaient pas gardées militairement, les soldats ayant été répartis dans les usines et non aux portes des magasins. La foule piétine sur les décombres. Elle chante la *Carmagnole*, l'*Insurgé*, dont elle clame le refrain menaçant.

« Chez MM. Decourchelle, un employé, M. Petit, veut s'opposer à l'envahissement. On le menace de mort. Il s'enfuit. Le pillage continue. Tous les livres de commerce, la correspondance, les marchandises sont piétinés, jetés dans la rue, brûlés. Les gendarmes et la troupe arrivent. On les injurie.

« En fuyant, les bandes se reforment. Les vitres des maisons particulières sont brisées. Les émeutiers enfoncent la porte du domicile d'un inspecteur de la Compagnie du Nord, M. Flury. Ils envahissent la maison, saccagent le salon embelli de collections d'art; les glaces sont pilées, les vases de Sèvres brisés; les meubles éventrés, réduits en morceaux. Mme Flury est seule; elle proteste : « Mais nous ne sommes pas des patrons! » Les envahisseurs lui répondent : « Taisez-vous! A bas les capitalistes! Vive la Révolution! »

« La nuit tombe sur la rue en émeute. Des gamins éteignent les becs de gaz. Ils enlèvent les plaques d'égout pour semer des obstacles devant la troupe. Des rues sont dépavées, des fils de fer et de la toile sont tendus dans les rues étroites.

« *L'émeute devient consciente.* Les révoltés assouvissent leurs rancunes particulières. Le fils d'un patron, M. Dufour, reconnu sur la voie publique, est frappé d'un coup de couteau. La maison de M. Lebleu, receveur des loyers d'une cité ouvrière, est incendiée. Tandis qu'elle flambe, les émeutiers pénètrent chez M. Lebleu fils, qui gère un estaminet en face du domicile de son père. En un instant, les meubles sont jetés à la rue et on y met le feu. Devant la maison qui brûle, on allume un brasier. Les troupes, accourues, assistent impuissantes. Les pompiers, appelés, refusent leur secours de crainte de représailles. Le préfet réquisitionne la pompe et les pompiers de Lille qui arrivent trop tard par train spécial.

« Vers neuf heures, les mêmes gens vont briser les vitres et enfoncer la porte de la maison de M. Delambre, le propriétaire qui, il y a quinze jours, expulsa une famille de sept enfants. Cette maison, depuis restaurée, subit d'assez graves dommages. »

Comme on le voit — et, fait par un journaliste habile, ce récit donne bien l'impression de ce qu'a pu être l'émeute d'Armentières — le coup de main a été sérieux. Faisant le bilan de la journée, les journaux évaluent à 200.000 fr. les dégâts qui ont été commis; 26 maisons auraient été saccagées et 10 incendiées.

Comme de juste, toute la presse et plus particulièrement celle dite socialiste blâme l'acte de ces miséreux, las de crever de faim. Les émeutiers ne sont, suivant ces Messieurs de la presse, que des « rôdeurs », des « voyous », comme si ces derniers, par le fait seul qu'ils sont misérables, n'étaient pas aussi sympathiques. Et M. Gérault-Mouchard, exploiteur de la *chair aux gens*, pour avoir désolidarisé le parti dit « socialiste » d'avec les émeutiers, reçoit les félicitations des journaux bourgeois et capitalistes, le *Temps* en tête.

Bien entendu, des arrestations ont eu lieu; quarante et quelques pauvres bougres sont déjà sous les verrous et des condamnations s'en suivront. Mais, quoi qu'en puisse dire la sociale des galas franco-italiens tout entière, il n'en est pas moins vrai que le coup de main hardi des grévistes d'Armentières a forcé la main aux autorités. Effrayé par la révolte, le préfet fit appeler les exploiteurs, et leur conseilla sinon de faire droit à toutes les revendications des grévistes, tout au moins de faire des concessions. Se rendant aux « bonnes raisons » du préfet, les patrons consentirent... enfin à examiner la situation. Ils acceptèrent même le tarif de 1889 uniforme pour toutes les usines, les ouvriers reprendraient de suite le travail et les autres questions seraient examinées après.

Mais les grévistes, forts d'un premier succès, ne l'entendirent pas ainsi.

C'est alors que les autorités — maire socialiste en tête — proposèrent le referendum, qui — ils l'espéraient du moins — mettrait fin à la grève.

Une commission mixte devait régler par la suite les différends entre patrons et ouvriers.

Le referendum a eu lieu dimanche dernier et à une écrasante majorité, 7.264 voix contre 1.300, la continuation de la grève a été décidée.

Par ce vote, les grévistes ont infligé un démenti formel à tous ceux — autorités, patrons, politiciens — qui avaient prétendu jusque-là qu'il n'y avait pas grève — que leur fallait-il donc? — dans le véritable sens du mot, mais simplement chômage.

Le vote de dimanche a mis fin à l'équivoque et la situation est maintenant nette. Qu'adviendra-t-il? Déjà les patrons ont plié, des concessions ont été faites et il est à prévoir, si les grévistes savent tenir bon, que malgré les erreurs c'est la victoire assurée.

Si, comme nous l'espérons, cette solution intervient, le comité fédéral, qui, à vouloir trop commander, s'est montré d'une nullité et d'une impuissance absolue, n'aura plus qu'à se retirer.

C'est ce que nous souhaitons dans l'intérêt des tisseurs qui ont su être énergiques.

∴

Pendant que la grève prenait fin dans certains centres, soit que les patrons aient fait quelques concessions, soit que le découragement se soit mis parmi les grévistes, elle gagnait les parties du département du Nord qui n'avaient pas bougé jusque-là. A Dunkerque et dans les environs, le travail cessait dans plusieurs usines. Les ouvrières des filatures de jute qui sont actuellement payées de 1 fr. 95 à 2 fr. 15 pour 10 heures 1/2 de travail réclament une augmentation de salaire.

Comme je le disais la semaine dernière, le moment était propice pour tenter une grève générale du textile. Si le Comité de la Fédération avait su se montrer à la hauteur de la situation, et si surtout M. Renard n'avait pas obéi avant tout à des préoccupations plus politiques que d'un autre ordre, nul doute qu'avec un mouvement d'ensemble basé sur des revendications uniformes, la grève eût été un beau succès. Malheureusement les travailleurs aussi sont coupables, et le manque d'énergie, et la crainte de la responsabilité dont ont fait montre les chefs ne devaient pas les arrêter, au contraire.

Comme dans les autres centres en grève, l'armée a donné à Dunkerque avec une fureur particulière. Au cours d'une charge, un lieutenant Simonard — un nom à retenir — s'est fait spécialement remarquer. Heureux sans doute de sabrer des « voyous », le galonné a blessé à la joue un gréviste nommé Weexteil qui, poursuivi ensuite, a été condamné à 40 jours de prison et 50 francs d'amende.

Enfin, toujours à Dunkerque, les charbonniers du port ont profité de l'agitation créée par les tisseurs pour se mettre en grève, eux aussi tentant d'entraîner dans leur mouvement les autres dockers du port.

Là encore — et Grave examine d'autre part, comme il le mérite, le rôle joué dans cette grève par ces chefs!! de carton — le secrétaire de la

Fédération des Dockers a tenté d'enrayer le mouvement. Mais cela n'a pas réussi, et envers et contre M. Sauvage, les charbonniers du port ont continué la grève et dressé la liste de leurs revendications.

⁂

Actuellement, il y a 25.000 ouvriers en grève, à Armentières, à Houplines, dans le bassin de la Lys, à Lille, à Roubaix, à Halluin, à Auby. A ces 25.000 familles crevant de faim, le gouvernement oppose une armée de 21.000 hommes. Comme on le voit, le conflit n'est pas encore terminé.

⁂

A Roubaix, il ne reste que quelques usines comprenant environ un millier d'ouvriers en grève. La répresssion a été particulièrement violente, et la police en a profité pour mettre la main sur nos camarades anarchistes. Et cela n'a pas traîné; sans perdre de temps, ceux-ci ont été condamnés avec une rigueur toute spéciale. J. Béranger, Ch. Depaepe et Dewitte, entre autres, ont récolté chacun six mois de prison, malgré la déposition d'un contremaître en leur faveur, et d'autres camarades ont été condamnés à des peines variant de quinze jours à trois mois.

Dame Justice, comme on le voit, se venge comme elle peut.

Des malheureux coupables d'avoir été dans les fermes des environs quémander quelques victuailles pour les grévistes ont été condamnés « pour mendicité » à des peines variant entre quinze jours et un mois de prison.

Comme on le voit, la justice bourgeoise est bien au service des capitalistes. La révolte et la faim sont taxées comme des crimes.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

La Coopérative Communiste. — Jeudi 29 octobre, à 9 heures du soir, réunion rue François Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol.

Causerie par Clément. — Lecture des statuts. — Commandes et distribution des produits. — Souscriptions.

Jeunesse libertaire du Ve. — Jeudi 29 octobre, au groupe, 76, rue Mouffetard, causerie par Mignotte sur : La vie et ses multiples phases.

Groupe des E. S. R. I. — Réunion tous les mercredis soir, à 8 h. 1/2, petite salle de l'*Union Mouffetard*, 76, rue Mouffetard.

Ligue internationale antimilitariste (5e section). — Vendredi 23 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Martial, 68, rue Lhomond, conférence publique et contradictoire par Libertad. Sujet : « Nos haines et nos amours. »

Entrée : 0 fr. 40, donnant droit à une consommation.

Solidarité. — Matinée artistique par le groupe des poètes-chansonniers révolutionnaires, au bénéfice d'un camarade, le dimanche 25 octobre, à 1 h. 1/2, salle Allar, 37, rue de l'Ouest, avec le concours assuré du camarade Amiot, du théâtre Antoine, et des chansonniers révolutionnaires.

Causerie par le camarade Paraf-Javal.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

Groupe libertaire du XIVe. — Réunion le mercredi 28 octobre, salle Jacob, 130, rue du Château, à 9 heures du soir. Causerie par le camarade Prenant.

L'Action théâtrale (Groupe artistique de la Rive gauche). — Les anciens membres de la Lyre sociale de la Rive gauche ont remonté un groupe théâtral dans un but de propagande, et ayant aussi pour objet de combattre les bêtises et inepties de café-concert que malheureusement certains Syndicats et Coopératives offrent comme du bon pain dans leurs fêtes annuelles, à leurs membres et sociétaires.

L'Action théâtrale se charge d'organiser les soirées théâtrales et de concert, ayant un répertoire littéraire et amusant, cela sans oublier la partie sérieuse et instructive qui, malheureusement, est trop souvent négligée, et se met à la disposition des groupes, U. P., Syndicats, Coopératives, pour leur fournir un concert intéressant et instructif.

L'Action théâtrale tient ses réunions tous les vendredis soir, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2, à l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard.

Pour tous les renseignements, écrire au camarade Emile Sandrin, administrateur du groupe, 11, impasse Cœur-de-Vey (XIVe).

Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 24 octobre. — M. Léop. Lacour, agrégé de l'Université : Voltaire et la Bible.

Mardi 27. — M. Gourdon, professeur au collège Chaptal : La littérature européenne au XIXe siècle (1re causerie).

Jeudi 29. — M. Bloch, professeur de mathématiques : L'électricité dans ses applications (expériences).

Samedi 31. — M. Frantz-Jourdain, architecte : Histoire générale de l'architecture (projections).

Les libertaires Ardennais. — Réunion le samedi 24 octobre, 15, rue de Palikao, salle Lainée (XXe arr.).

L'Aube Sociale (Université Populaire), 35, rue Gauthey, Paris, 17e arrondissement :

Vendredi, 23 octobre, à 9 heures. — G. Amyot, du théâtre Antoine : *La Rue* (avec auditions).

Lundi 26. — De 8 h. 1/2 à 10 heures : Cours de mandoline.

Mercredi 28. — Réunion du Conseil d'administration.

Sommaire du n° 24 de *Jean-Pierre* :

Fable indienne. — Récréation, prose et ill. par Jean Hugues. — Totone (*fin*), par Olivier Chantal. — Voyage, par Charles-Marie Garnier. — Hygiène, par le Dr B. — Anecdote. — Charades. — Jeu. — Curiosités. — Dernière page, dessins par F. Léon.

Bourg-la-Reine. — La première Veillée de la *Ruche* a eu lieu 99, Grande-Rue, salle Michel, le samedi 17 octobre, à 8 h. 1/2 très précises du soir. Le camarade L. Dispan de Floran, professeur agrégé de l'Université, membre de la *Ruche*, a parlé de la « Misère en Angleterre, d'après les romans de Dickens ».

Le sujet et la date des veillées suivantes seront annoncés par des bulletins déposés au siège de la *Ruche* et distribués en ville.

Samedi 31 octobre : « La Terre avant l'homme », par Leseurre.

Aubervilliers. — *Université populaire*, 1, rue des Ecoles. Jeudi 29 octobre, conférence par le camarade Clément sur les « Milieux libres ».

Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. — Réunion des camarades libertaires samedi 24, au local habituel. Causerie sur « l'absurdité de la politique ».

Nantes. — Les camarades sont priés de se rendre le samedi 24 octobre, café de Bretagne. La présence des camarades est indispensable, il s'agit d'organiser la propagande dans les environs. Plusieurs samedis seront consacrés à traiter cette question.

Epinal. — Les camarades ont décidé de faire réapparaître *La Vrille*. A cette fin, ils ont ouvert une souscription pour l'achat d'un appareil supérieur. Envoyer les fonds à Loquier, 9, rue Aubert, Epinal (Vosges).

Saint-Etienne. — En quelques mots, je vous annonce la perte que nous venons de subir en la personne de notre sincère camarade Masson, âgé de 38 ans. Depuis l'âge de 20 ans il était dans le mouvement anarchiste; il a fait partie de cette petite, mais fière phalange (*Le Demi-Quarteron*) d'anarchistes qui, aux jours sombres, ont su porter l'idée haute sans souci des persécutions, dont si souvent il a été l'objet.

Bref, les convaincus et les sincères sont encore si rares que nous avons été tous très frappés de sa disparition.

A la presse libertaire de langue française. — Camarades! D'ici, de la Bohême, d'un pays pour ainsi dire inconnu, mais où des milliers de prolétaires luttent pour leur émancipation, nous vous adressons la demande de vouloir bien échanger vos journaux contre le nôtre.

Quoique vous ne puissiez pas profiter de notre journal, vous qui ne comprenez pas la langue, nous comprenons bien la vôtre et, lisant vos publications, nous pourrions profiter de votre expérience dans notre lutte.

Confiant dans vos sentiments de solidarité internationale, nous espérons que vous accepterez l'échange avec notre journal.

La rédaction de l'*Omladina*, à Klostergrab (Autriche-Bohême).

Le Milieu-Libre de Provence. — Dimanche 25 octobre, réunion de tous les adhérents et camarades au Palace-Bar, allées de Meillan, 34, à 6 heures du soir. Vu l'importance de cette réunion, tous les partisans du communisme pratique sont priés d'y assister.

Pour tous renseignements, envoi de documents, etc., écrire à E. Merle, allées de Meillan, 34, Marseille.

Marseille. — *Groupe Central des Libertaires.* — Réunion tous les jeudis.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Plaidoirie prononcée devant le tribunal militaire, par Ch. Naine; 1 brochure, 0 fr. 30, à *La Sentinelle*, 35 A, rue de la Serre, Chaux-de-Fonds.

Les Chants du citoyen, par Saint-Vivien; 1 brochure, 1 fr. 50, imprimerie Depos, 63, rue des Ayres, Bordeaux.

Gli anarchici e cio che vogliono, à la *Protesta Umana*, P. O. Box 2648, San Francisco.

Primo Maggio, 1 acte, par P. Gori, à *Il Pensiero*, Rome.

Déclarations d'Etiévant (en russe), chez Held, 39, rue de Carouge, Genève.

Almanach du Libertaire, 0 fr. 30, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

Les Tombes des pauvres, brochure, imprimerie Waltener, 3, rue Stella, Lyon.

A lire :

Entre les paroles et les actes, Martin Rody; *Le Peuple de Paris*, 15 octobre.

The failure of discipline in the French army, Ch. Dawnbarn; *Pall Mall Gazette*, 16 octobre.

Lamentable exode, par J. Dhur; *Le Journal*, 1er octobre.

Une page rouge, J. Dhur; *Le Journal*, 13 octobre.

En voyant passer le roi, G. Donnet. — *Des mots! Des mots!* G. Clemenceau; *L'Aurore*, 20 octobre.

Les Syndicats chinois, A. Ular; *La Dépêche*, 30 août.

A voir :

(Pour les sujets) deux ou trois dessins de Camara, *Assiette au beurre*, n° 133.

PETITE CORRESPONDANCE

Le groupe *Germinal* invite le camarade Bressé à rapporter au groupe le volume *Guerre et Militarisme*, qu'il détient depuis près de 8 mois.

G., à Arles. — Article un peu trop confus.

Groupe Germinal. — Le fait envoyé demanderait à être traité plus largement.

B. S., à Philadelphie. — Nous vous envoyons quelques numéros. Les abonnements se paient d'avance.

M., à Paris. — Non, il n'y a pas eu erreur. Nous prenons remboursement sur ceux de nos abonnés dont l'abonnement est expiré et qui ne refusent pas le journal. Nous attendons, pour cela, toujours deux ou trois semaines. — Si le camarade B... ne voulait pas continuer, il n'avait qu'à refuser.

D., à Abbeville. — J'envoie le numéro à Pont-Rémy.

Cercle ouvrier, à Beauvais. — Convocation arrivée trop tard.

Aux groupes. — Je réitère l'invitation d'avoir à nous envoyer les convocations pour le mardi. Celles qui arriveront après, je ne réponds pas de leur insertion.

Un anarchiste de vieille date. — *Une camarade.* — Reçu lettres. Mais je tiens à répondre moi-même.

Un libertaire de Lille. — Merci de vos sentiments, mais ces moyens ont déjà été publiés bien des fois.

Reçu pour le journal : C., 0 fr. 50. — L. C., 1 f. 20. — N. V., à San Paulo, 2 fr. 25. — M. F., à Orléans, 1 fr. 10. — M., à Marseille, 0 fr. 15. — E., à Alexandrie. — C., à Marseille. — B., à Limoges. — Merci à tous.

Jean Labeur, Nantes. — D., à Saint-Quentin. — T., à Rennes. — M., à Bruxelles. — C., à Genève. — P. G., à Paris. — A. G., à Paris. — P. D., à Tilh. — L., à Aubervilliers. — L., à Epinal. — A., à Speloncato. — L., à Saint-Leonards-on-Sea. — L. B., à Brest. — Un anarchiste de vieille date, 15 fr. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie G. Chaponet, rue Bleue, 7, Paris.

NEUVIÈME ANNÉE N° 27 — DIX CENTIMES — DU 31 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Malgré la suppression du supplément, le dernier numéro s'est soldé avec 50 francs de déficit. Nous paraissons cette semaine, en escomptant le produit de la vente mensuelle, que nous ne toucherons que la semaine prochaine. Ce qui équivaut à dire que, fort probablement, il n'y aura pas de supplément de tout le mois prochain.

Si on trouve que ça va bien, moi aussi.

C'est comme pour les brochures.

Journellement, il nous arrivait des demandes de brochures que nous ne pouvions satisfaire, le tirage en étant épuisé. J'avais cru bien faire, en demandant, à ceux qui veulent de ces brochures, de nous en faciliter la réimpression en nous envoyant les fonds de ce qu'ils pouvaient prendre.

Pour me conformer aux nouvelles mœurs, qui veulent qu'avant de s'occuper d'une affaire de propagande, on s'inquiète de savoir ce qu'elle rapportera, j'offrais à ceux dont je demandais le concours, de les leur laisser à 2 fr. meilleur marché par cent.

*Ce n'était pas suffisant, paraît-il, car, à l'heure actuelle, à part l'*Union de l'Ameublement *qui promet de souscrire 400 exemplaires, j'ai reçu réponse pour 300 exemplaires, 100 à Epinal et 200 à Lorient, sur 4000 qu'il aurait fallu pour payer le papier seulement du tirage.*

Peut-être aurais-je eu plus de succès si j'avais offert à la discussion des groupes le problème, si instructif et amusant, de verser de la graine de carotte ou de cornichon dans une bouteille et d'en chercher ensuite le nombre et le poids? Malheureusement, l'état de la caisse des Temps Nouveaux *ne me permet pas d'offrir des prix à ce travail intelligent.*

Pour moi, j'en ai assez de faire des tours d'équilibre. Si on ne juge pas utile de se déranger pour le tirage desdites brochures, j'attendrai de pouvoir le faire, sans m'enfoncer dans des dettes dont je suis bien résolu à ne plus m'entraver.

J. GRAVE.

LA GRANDE RÉVOLUTION

ET

LES ANARCHISTES

II

Nous avons vu dans notre article précédent, en analysant ce document historique si intéressant, — le pamphlet de Brissot à *ses commettants*, — que si la France n'était pas rentrée dans « l'ordre » après s'être donné une république bourgeoise, la faute en était — à en croire Brissot — à ceux que l'on appela alors « les Anarchistes ».

Mais qui sont enfin ces anarchistes dont Brissot parle tant et dont il demande avec tant d'acharnement l'extermination?

D'abord, les anarchistes ne sont pas *un parti*. A la Convention il y a les Droites, il y a la Montagne, les Girondins, la Plaine, ou plutôt le Marais; mais il n'y a pas « les Anarchistes ». Danton, Marat et même Robespierre, ou tel autre des Jacobins, peuvent bien quelquefois marcher avec les anarchistes; mais ceux-ci sont en dehors de la Convention. Ils sont — faut-il le dire — au-dessus d'elle : ils la dominent.

Ce sont des révolutionnaires disséminés dans toute la France. Ils se sont donnés à la Révolution corps et âme; ils en comprennent la nécessité; ils l'aiment et ils travaillent pour elle.

Nombre d'eux se groupent autour de la Commune de Paris, parce qu'elle est encore révolutionnaire; d'autres vont au Club des Jacobins... Mais leur vrai terrain, c'est *la section*, et surtout la rue. A la Convention, on les voit dans les tribunes d'où ils dirigent les débats. Leur moyen d'action, c'est l'opinion *du peuple* — non pas « l'opinion publique » de la bourgeoisie. Leur vraie arme — l'insurrection. Et par cette arme ils tiennent les députés et le pouvoir exécutif.

Et quand il faut donner un coup de collier, enflammer le peuple et marcher avec *lui* contre les Tuileries, — c'est eux qui préparent l'attaque et marchent avec le peuple.

Le jour où l'élan révolutionnaire du peuple se sera épuisé, — ils rentreront dans les rangs, dans l'obscurité. Et il n'y aura que les pamphlets, remplis de fiel de leurs adversaires, pour nous permettre de reconnaître l'immense œuvre révolutionnaire qu'ils ont accomplie.

* *

Quant à leurs idées, elles sont nettes, tranchées.

La République? — Certainement! L'égalité devant la loi? — D'accord! Mais ce n'est pas tout. Loin de là.

Se servir de la liberté politique pour obtenir la liberté économique, ainsi que le recommandent les bourgeois? — Ils savent que ça ne se peut pas.

Aussi veulent-ils *la chose elle-même*. La terre pour tous, — c'est ce qu'on appelait alors « la loi agraire ». *L'égalité économique*, ou, pour parler le langage du temps, — « le nivellement des fortunes ».

Mais écoutons Brissot.

* *

« Ce sont eux », dit-il, qui... ont divisé la société en deux classes, celle qui a, et celle qui n'a pas — celle des *sans-culottes* et celle des *propriétaires*, qui ont excité l'une contre l'autre.

« Ce sont eux », continue Brissot, « qui sous le nom de sections, n'ont cessé de fatiguer la Convention de pétitions pour fixer le *maximum* des grains. »

Ce sont eux qui envoient « les émissaires qui vont partout prêcher la guerre des sans-culottes contre les propriétaires » ; ce sont eux qui prêchent « la nécessité de niveler les fortunes ».

Ce sont eux encore qui ont provoqué « la pétition de ces dix mille hommes qui se déclaraient en état d'insurrection, si l'on ne taxait pas le blé », et qui partout en France provoquaient les insurrections.

Ainsi voilà leurs crimes. Diviser la nation en deux classes — celle qui a, et celle qui n'a rien. Exciter l'une contre l'autre... Réclamer du pain — du pain avant tout pour ceux qui travaillent...

C'étaient, à coup sûr, de bons anarchistes. Seulement, qui donc des savants socialistes du dix-neuvième siècle, a su inventer quelque chose de mieux que cette demande de nos ancêtres (de 1793) : « du pain pour tous » ? Plus de mots : moins d'action!

Quant à leurs procédés pour mettre en exécution leurs idées — les voici :

« La multiplicité des crimes », nous dit Brissot, « elle est produite par l'impunité ; l'impunité par la paralysie des tribunaux ; et les anarchistes protègent cette impunité, frappent tous les tribunaux de paralysie, soit par la terreur, soit par des dénonciations et des accusations d'aristocratie. »

« Les atteintes répétées partout contre les propriétés et la sûreté individuelle, — les anarchistes de Paris en donnent chaque jour l'exemple; et leurs émissaires particuliers et leurs émissaires décorés du titre de commissaires de la Convention, prêchent partout cette violation des droits de l'homme. »

Puis Brissot mentionne « les éternelles déclamations des anarchistes contre les propriétaires ou marchands, qu'ils désignent sous le nom d'accapareurs » ; ils parlent de « propriétaires qui sont sans cesse désignés au fer des brigands », de la haine que les anarchistes ont pour chaque fonctionnaire de l'Etat... « Du moment, dit-il, où un homme est en place, il devient odieux à l'anarchiste, il paraît coupable. » Et pour cause, dirons-nous.

Mais ce qui est superbe, c'est quand Brissot se met à énumérer les bienfaits de « l'ordre ». Il faut lire ce passage pour comprendre tout ce que la bourgeoisie girondine aurait donné au peuple français si les « anarchistes » n'avaient pas poussé la Révolution plus loin.

« Considérez — dit Brissot — les départements qui ont su enchaîner la fureur de ces hommes féroces; considérez, par exemple, le département de la Gironde. *L'ordre y a constamment régné*; le peuple s'y est soumis à la loi, *quoiqu'il payât le pain jusqu'à dix sols la livre*... C'est que dans ce département on en a banni (*lisez* : on y a pendu) les prédicateurs de la loi agraire; c'est que les citoyens ont muré ce club où l'on enseigne... » etc. (le club des Jacobins).

Et ceci s'écrivait au lendemain même du 10 août, alors que le plus aveugle ne pouvait manquer de comprendre que si dans toute la France le peuple se fût « soumis à la loi, quoiqu'il payât le pain jusqu'à 10 sols la livre », il n'y aurait pas eu du tout de Révolution, et la royauté que Brissot prend l'air de combattre eût régné, peut-être, encore un siècle, — comme en Russie.

Il faut lire Brissot pour comprendre tout ce que préparaient les bourgeois d'alors pour la France et ce que les Brissotins du vingtième siècle préparent encore, — partout où une Révolution va éclater.

* * *

« Les troubles de l'Eure, de l'Orne, etc... » — dit Brissot — « ils ont été causés par les prédications contre les riches, contre les accapareurs, par les sermons séditieux, sur la nécessité de taxer à main armée les grains et toutes les denrées. »

Ou bien, voici Orléans. — « Cette ville, raconte Brissot, jouissait, depuis le commencement de la Révolution, d'une tranquillité que n'avaient pas même altérée les troubles excités ailleurs *par la disette des grains*, quoiqu'elle en fût l'entrepôt... Cette harmonie entre les pauvres et les riches n'était pas dans les principes de l'anarchie (*certainement non!*); et un de ces hommes, dont l'ordre est le désespoir (*parfaitement!*), dont le trouble est l'unique but, s'empresse de rompre cette heureuse concorde, en excitant les sans-culottes contre les propriétaires. »

Comment les bourgeois peuvent-ils pardonner aux anarchistes d'alors ou à ceux d'aujourd'hui, d'être les trouble-fête de cette « heureuse concorde » entre riches et pauvres! C'est encore elle, « l'anarchie — s'écrie Brissot — qui a créé le pouvoir révolutionnaire dans l'armée ». — « Qui peut maintenant douter, — dit-il, — du mal affreux qu'a causé dans nos armées cette doctrine anarchiste, qui, *à l'ombre de l'égalité des droits, veut établir une égalité universelle*, ET DE FAIT; fléau de la société, comme l'autre en est le soutien? Doctrine anarchique qui veut tout niveler, talents et ignorance, vertus et vices, places, traitements, services. »

Oh! cela, par exemple, les Brissotins ne le pardonneront jamais aux anarchistes : l'égalité *de droit* — passe encore, pourvu que jamais elle ne soit *de fait*. Aussi, Brissot n'a pas assez de colères contre ces terrassiers du camp de Paris qui demandèrent un jour que le salaire des députés et le leur fussent égalisés!! Pensez seulement! Brissot et le terrassier mis sur un même pied! Non pas *en droit*, mais *de fait!!* Oh, les misérables! Parlez-en aux Brissotins de la prochaine!

* * *

Comment les anarchistes étaient-ils parvenus, cependant, à exercer un pouvoir aussi grand, de façon à dominer même la terrible Convention, à lui dicter ses décisions?

Brissot nous le raconte dans son pamphlet *A ses commettants*, et dans un autre, *A tous les républicains de France, sur la Société des Jacobins de Paris* (Octobre 1792). Ce sont les *tribunes*, dit-il, le *peuple* de Paris et la *Commune* de Paris, qui dominent la situation et qui forcent la main à la Convention, chaque fois qu'on lui fait prendre quelque mesure révolutionnaire, telle que l'abolition de la royauté, ou la mise à mort de Louis ou bien encore le retour des terres communales aux communes, et l'abolition de toutes les redevances féodales; — ceci, d'ailleurs, seulement après que les Girondins en furent éliminés. Tous qu'ils étaient à la Convention, ils s'opposaient évidemment à cette « atteinte à la propriété ».

« A ses débuts — nous dit Brissot — la Convention était très sage. « Vous verrez, dit-il, la majorité de la Convention, pure, saine, amie des principes, tourner sans cesse ses regards vers la loi. » On accueillait « presque unanimement » toutes les propositions qui tendaient à humilier, à écraser « les fauteurs de désordre... »

On voit d'ici les résultats révolutionnaires qu'il fallait attendre de ces messieurs, qui tournaient sans cesse leurs regards vers la loi — royale et féodale; heureusement les anarchistes s'en mêlèrent. Ils comprirent — et c'est là leur titre de gloire — que leur place n'était pas au milieu de ces messieurs, à la Convention, — mais *dans la rue*; que s'ils mettaient jamais le pied dans la Convention, ce ne serait pas pour parlementer avec les Droites et « les crapauds du Marais ». Ce serait pour *commander*, soit du haut des tribunes, soit en envahissant la Convention avec le peuple.

De cette façon, peu à peu « les brigands (Brissot parle des anarchistes) ont audacieusement levé la tête. D'accusés ils se sont transformés en accusateurs; de spectateurs silencieux de nos débats, ils en sont devenus les arbitres ».

« Nous sommes en Révolution » — c'était leur réponse.

Eh bien! nos ancêtres, « les anarchistes » de 1793, voyaient plus loin et faisaient preuve d'une sagesse politique bien plus grande que tous ceux *qui* prétendaient alors et depuis gouverner la France. Si la Révolution s'était terminée par le triomphe des Brissotins, sans avoir aboli le régime féodal, ni rendu la terre aux communes, — où en serions-nous aujourd'hui?

Honneur donc, et gloire à ces « fauteurs de désordre », ces « niveleurs de fortunes », nos devanciers!

PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

FIRMINY. — *Les teinturiers.* — La grève des ouvriers teinturiers de Saint-Etienne est terminée. Les ouvriers reprennent le travail aux conditions suivantes : Les journées au-dessus de 4 francs ne sont pas augmentées; mais ce prix est le minimum de salaires pour les ouvriers chargeurs et manœuvres qui avant la grève étaient payés à un taux inférieur. C'est donc à l'avantage des ouvriers que s'est terminé le conflit. A noter qu'aucune personnalité politique n'est intervenue. C'est donc un résultat de plus à l'actif de l'action directe.

* * *

Les métallurgistes. — Un commencement de grève s'est manifesté cette semaine parmi le personnel de l'usine Mermier, au Chambon-Feugerolles, usine qui occupe environ un millier d'ouvriers. Le différend provenait de ce que le patron a imposé une réduction de tarif. Il a prétendu qu'en raison de la concurrence, il avait été obligé de prendre une commande à bas prix; et comme il possède d'autres usines, il a menacé de fermer celle du Chambon-Feugerolles, si les ouvriers s'entêtaient à ne pas vouloir travailler au-dessous du tarif en cours.

Qu'y avait-il de vrai dans cette menace? Je n'en sais rien. Mais il faut croire que les métallurgistes l'ont prise au sérieux, puisque, après avoir conféré entre eux, ils ont repris le travail au nouveau tarif; ce dont ils ont été très chaudement félicités par la presse locale.

* * *

Ces jours derniers, un ouvrier marié et père de deux enfants était appelé à accomplir, comme territorial, une période de 13 jours, au 16e de ligne, à Montbrison. Un jour, il reçoit une dépêche l'informant que sa femme était gravement malade. Immédiatement, n'est-ce pas, il s'adresse au lieutenant, et lui montrant la dépêche, lui demande la permission de se rendre dans sa famille. Le lieutenant, qui doit voir des carottiers partout, met le télégramme dans sa poche et répond que la permission ne sera accordée qu'au reçu d'un certificat de médecin; menaçant même le pauvre réserviste de le foutre au clou si ce certificat n'arrive pas. — « On n'me la fait pas à moi! scrongneugneu!! » Or, à la gendarmerie de Firminy, on avait dit qu'il était inutile d'envoyer ledit certificat, la permission devant se donner au vu de la dépêche, mais l'autorité militaire ayant le droit de faire vérifier par enquête de la gendarmerie si le fait était exact. Le lendemain donc, nouvelle dépêche plus alarmante et informant que le certificat demandé est entre les mains de la gendarmerie. On accorde alors la permission et notre réserviste en arrivant chez lui trouve maison nette. Des voisins pris de pitié avaient recueilli les enfants et la femme était à l'hôpital. Si cela pouvait avoir pour résultat de le guérir du culte du drapeau? L'armée est toujours la grande famille!

* * *

A Saint-Cyprien, une jeune fille de 17 ans tue sa mère à coups de marteau, parce qu'elle ne voulait pas donner son consentement à son mariage avec un jeune homme des environs qui lui plaisait fort, mais n'avait pas le sou.

Certes, cette fille a eu tort, grandement tort, de tuer sa mère. Elle n'avait qu'à ne pas tenir compte du refus des parents et vivre avec son amoureux comme si le maire y avait passé. Mais les vieux sont bien toujours les *mêmes*. Ils ne se disent pas qu'à 20 ans, on ne pense pas comme à 60 et alors c'est la révolte inconsciente des jeunes, tantôt se suicidant, tantôt, comme c'est le cas, en s'en prenant à leurs parents.

Et l'on prétend que l'amour libre est immoral!

* * *

Hospices et laïcisation. — Un des plus grands obstacles s'opposant à la laïcisation des hospices, serait, d'après les commissions administratives et les municipalités, les dons et legs faits sous condition que le service sera assuré par des religieuses. Cependant, à mon avis, cette difficulté n'est pas insurmontable, et j'estime qu'une administration qui *veut réellement* s'employer à cette réforme peut la faire aboutir.

Supposons, en effet, qu'une personne coopère à la fondation d'une école, par exemple, sous condition que l'enseignement sera donné par des professeurs libres. Il ne s'ensuivra pas moins que la condition la plus élémentaire soit que le professeur ait la capacité professionnelle. On ne se contenterait plus aujourd'hui de la lettre d'obédience que les ignorantins et les béates recevaient de leur évêque. On exige d'eux aujourd'hui qu'ils possèdent des diplômes témoignant que s'ils enseignent la règle de trois, c'est qu'ils la connaissent.

Pourquoi n'exige-t-on pas des sœurs qu'elles suivent les cours d'infirmières et possèdent les connaissances professionnelles qu'on demande aux laïques? Mme Edwards-Pilliet, docteur, nous dit, dans un article de la *Raison*, que depuis vingt-huit ans que des cours existent à Paris pour infirmières, jamais on n'a vu y assister une religieuse; jamais aucune d'elles ne s'avise de lire et d'étudier des livres traitant de médecine usuelle ou d'hygiène, elles préfèrent la lecture du *Pèlerin* et des *Annales de la propagation de la foi*. Le peu de connaissances pratiques qu'elles ont, elles l'ont acquis par 15 ou 20 ans de pratique et de routine. Depuis quatre ans que je suis à même de les connaître, j'ai pu me rendre compte de leur nullité et cependant elles sont placées à la tête de services importants, où la moindre erreur peut quelquefois coûter la vie à un malade.

Et je n'aborde pas le côté religieux qui m'entraînerait trop loin.

Donc je crois qu'une administration qui établirait un règlement sur les bases suivantes :

1° Exiger de toute surveillante, laïque ou religieuse, qu'elle ait suivi les cours et possède un diplôme d'infirmière.

2° Placer toute infirmière, quelle qu'elle soit, laïque ou religieuse, sous les ordres directs de l'administration et du médecin, et non plus sous l'autorité d'une supérieure.

3° Faire que pour tout manquement grave au service notamment tout ce qui a pu nuire au malade, l'administration puisse soit rétrograder une surveillante et la placer comme femme de peine, soit la révoquer.

Faites cela, dit le docteur Roux, de St-Etienne, et vous n'aurez pas besoin de chasser les sœurs, elles s'en iront toutes seules.

Je n'ignore pas que des amis trouveront ce règlement peu anarchiste, mais je serais heureux que ces amis m'indiquent un moyen plus *libertaire* et *pratique* quand même. Pour moi, je n'en ai pas trouvé.

A moins d'attendre que le peuple, en un jour de colère, ne chasse les nonnes. Jusque-là !... Quant à prétendre que cette réforme, justement parce que

réformé, ne mérite pas qu'on s'occupe d'elle, je crois que ceux-là seuls qui n'ont pas eu à subir le contact des sœurs dans les hôpitaux où elles règnent en maîtresses, peuvent le faire. Moi, je ne suis pas de cet avis-là.

Mais peut-être ai-je tort ? GALHAUBAN.

.˙.

SAINT-QUENTIN. — La grève des tisseurs ici est absolument calme, elle est ce qu'elle doit être quand l'élément politicien s'en mêle. Si ces pauvres bougres (les grévistes) peuvent encore tenir trois semaines ou un mois en se serrant davantage la ceinture, ils seront en droit d'espérer pouvoir rentrer aux conditions anciennes.

Si non, c'est la diminution et le travail avec trois métiers exigé par les employeurs.

Il faut noter, en passant, que voilà plus de cinq semaines que ces bons bougres attendent la manne des prometteurs socialistes.

.˙.

LYON. — *Patron mouchard.* — Voici le récit d'une arrestation faite la semaine dernière, à Lyon, d'un de nos camarades italiens, membre du syndicat des mécaniciens.

Notre camarade fut embauché pour une année devant deux témoins de nos amis, dans un atelier de bicyclettes.

Au bout de quatre mois passés à son service, ce patron ne trouva rien de mieux que de briser l'engagement pris par lui et de renvoyer notre camarade sans aucune indemnité; ce dernier au contraire réclamait le paiement du mois en cours, et en plus un mois complet, ce qui était très peu.

L'affaire fut donc portée au conseil des prud'hommes. Notre patron, se voyant sur le point d'être condamné, n'imagina rien de mieux, pour se débarrasser de son ouvrier, que de le signaler à la police comme étant un anarchiste dangereux, et, par ce moyen-là, le faire expulser.

Le truc lui réussit mal. Le camarade fut immédiatement arrêté et emprisonné; de ce fait, l'affaire au conseil des prud'hommes fut arrêtée, mais pas pour longtemps.

Deux de nos camarades allèrent trouver la victime en prison et lui demandèrent de signer un fondé de pouvoir, ce à quoi notre camarade consentit immédiatement. Puis l'affaire fut de nouveau poursuivie et soutenue au conseil par le fondé de pouvoir assisté d'un camarade prud'homme et finalement le patron mouchard condamné à payer à son ouvrier tout ce qu'il lui demandait. Bref, il en fut pour ses peines et sa lâche dénonciation, son projet échoua misérablement grâce au syndicat.

Quant à ceux qui trouvent que nous sommes en progrès sur les lettres de cachet, nous livrons le cas à leurs méditations. S.

Au dernier moment, notre correspondant nous apprend que, sous la pression du syndicat, la « justice » a dû relâcher le camarade.

.˙.

CHATEAURENARD. — *Brutalités policières.* — Le samedi 26 septembre, un camarade de Châteaurenard eut, pour des motifs que nous ignorons, une altercation avec son parâtre, qui, pour avoir plus tôt raison, menaça le camarade d'un coup de couteau, et celui-ci riposta par un coup de poing. Le parâtre alla porter plainte à la gendarmerie.

Un moment après, notre camarade se trouvait au café Vial où est notre travail. Nous voyons arriver un gendarme qui, sous prétexte d'interroger le camarade, lui enjoignit l'ordre de le suivre à la gendarmerie, et, voyant que le camarade ne voulait pas marcher devant lui, sans aucune provocation de la part de ce dernier, se rua sur lui, le saisit par le cou et le renversa à terre.

Alors, voyant cela, nous prîmes fait et cause pour le camarade, et, après des propos un peu vifs, nous obligeâmes la brute policière à lâcher son prisonnier. On croyait l'affaire finie, mais, au bout d'une demi-heure, nous voyons arriver deux cognes armés jusqu'aux dents.

Sans pitié pour la femme du camarade, sans écouter ni les cris de douleur de sa compagne pendue au cou de son mari, ni les pleurs de ses bambins âgés l'un de 15 jours, l'autre de 18 mois et le dernier de 3 ans, ils se ruèrent sur le malheureux, lui passèrent les menottes aux poignets et allaient l'emmener, lorsque la foule, voyant cela, se précipita au secours du camarade et, après une lutte d'une heure, réussit à faire enlever les chaînes à ce camarade, qui se rendit lui-même; et une fois à la caserne des pandores, on enferma notre ami et l'on flanqua sa femme et ses enfants à la rue.

Le lendemain matin, comme il faut des coupables à ces gens-là, ils vinrent arrêter six d'entre nous. On nous conduisit à la gendarmerie, et le brigadier nous dit ceci : « Vous n'êtes pas en état d'arrestation ; vous êtes là momentanément ; quand vous aurez déposé, vous serez libres. » Confiants en la parole du brigadier, nous déposâmes, et, après, il nous dit : « Je vous mets en état d'arrestation pour insultes envers la gendarmerie. »

Et notez bien, les gendarmes n'avaient été ni insultés, ni frappés. Le lendemain, on nous menait, enchaînés comme des assassins, à la maison d'arrêt de Tarascon, d'où nous sommes sortis il y a huit jours. Maintenant nous attendons le jugement. Voilà l'affaire dans toute sa vérité.

.˙.

Mouvement ouvrier. — Lorsque paraîtront ces lignes, à moins d'un revirement impossible à prévoir, mais en somme peu probable, la grève des tisseurs du Nord sera complètement terminée. Pour des salaires de famine de 12 à 15 francs par semaine, et encore pas toujours, les tisseurs auront repris le collier qui devra assurer la fortune de leurs exploiteurs.

Et l'on peut dire que le manque d'énergie des intéressés aura été l'une des causes de cette fin lamentable d'une grève commencée, à bien des points de vue, sous les meilleurs auspices, et personne, je pense, ne s'élèvera pour protester, si je constate une fois de plus, que l'autre cause de l'échec a été l'intrusion des politiciens dans cette grève où ils n'avaient que faire.

Au début, ce furent les guesdistes du Nord qui, ne voyant pas la grève d'un bon œil pour leurs petites combinaisons politiques, ne tirent rien pour provoquer ce qui était certainement l'une des conditions du succès final, une grève générale de la corporation. L'on m'a assuré que depuis ils s'en repentent, mais l'on avouera qu'ils ont tardé à s'en apercevoir.

Voyant que leurs adversaires ne savaient pas profiter du mouvement, les *autonomes*, comme on appelle par là le parti de la *Petite République*, tentèrent de le canaliser à leur profit, et il faut avouer que, grâce au ministériel *Réveil du Nord*, qui habilement préparait le terrain, ils y parvinrent peut-être même au delà de leurs espérances.

A l'agitation des premiers jours a succédé le calme le plus plat, et c'est ainsi que bien « cuisiné » en dessous, le comité « de la grève » a été « convaincu » d'appeler Jaurès et ses amis à la rescousse. Le maire socialiste !! a continué à renier ses discours tant soit peu révolutionnaires des premiers jours, et enfin les malheureux grévistes, sans énergie, ont été amenés à se désolidariser avec les « rôdeurs » auteurs des troubles. Fin des plus lamentables, comme on le voit.

Au sortir des galas franco-italiens, Jaurès a donc été chargé d'aller endormir les pauvres diables de grévistes, incapables, la faim commençant à leurs tenailler sérieusement le ventre, de penser et surtout d'agir par eux-mêmes. Le travail, il est vrai, était déjà repris dans la plupart des centres qui avaient suivi le mouvement dès le début, et seul Armentières et quelques usines des environs résistaient encore.

Et il faut croire que la parole du « puissant orateur » a produit son effet, car trois jours après les patrons ouvraient leurs usines, et le travail commençait à reprendre. Enfin, le fameux « comité de la grève », de concessions en concessions, aboutissait à accepter le tarif de 1889, sans presque de modifications, ce à quoi les patrons avaient accédé presque dès le début; et c'est ainsi que le découragement s'étant mis dans les rangs des grévistes, bien protégés par la force armée quelques-uns retournèrent à l'usine et le travail reprit sans conditions.

Ainsi s'est terminée d'une façon pitoyable et lamentable, et grâce à la gent politicienne, cette importante grève.

.˙.

Les ouvriers coiffeurs viennent d'entreprendre à nouveau une campagne contre les bureaux de placement. Depuis quelque temps, les marchands d'hommes qui gèrent ces officines, font venir de province des jeunes gens qu'ils embauchent à des prix dérisoires, pendant que des ouvriers qui ont une famille restent à rien faire. De plus, cet afflux continuel de main-d'œuvre vers la capitale fait que le nombre des chômeurs y est plus considérable que jamais.

Cet état de chose, qui dure depuis déjà trop longtemps, avait exaspéré les ouvriers en chômage et, la semaine dernière, un bureau de la rue Villedo a été quelque peu retourné.

Une fois lancés, les coiffeurs sont partis recruter leurs camarades sans travail des autres bureaux, et sont allés manifester devant un certain nombre d'autres. Des réunions ont ensuite eu lieu à la Bourse du Travail.

A la sortie de l'une d'elles, j'ai pu assister à une charge de sergots, tout ce qu'il y avait de plus blocarde et républicaine, où, comme de juste, des arrestations ont eu lieu.

Mais cela n'arrêtera pas la campagne entreprise qui continue de plus belle, et à laquelle viendront s'adjoindre les ouvriers boulangers qui ont eux aussi à se plaindre fortement de ces officines.

Les bureaux sont actuellement gardés jour et nuit par la police.

.˙.

Notre camarade Albert Lévy est, paraît-il, poursuivi pour avoir arboré un drapeau rouge à la Bourse du Travail, lors de la venue du monarque italien chéri de M. Jaurès. C'est pour protester contre les arrestations de prolétaires italiens, que notre camarade avait exhibé l'emblème qui inspire une si vive répulsion aux policiers.

Sommé à plusieurs reprises de l'enlever, par un commissaire de police d'abord, puis par un envoyé du ministère de l'intérieur, Lévy s'y est carrément refusé, mettant comme condition à l'enlèvement, la mise en liberté immédiate des Italiens arrêtés, et ajoutant que si l'on employait la force, il ferait un tel scandale avec ses camarades de la Bourse que l'on pourrait bien ensuite le regretter en haut lieu.

Et, effectivement, le lendemain, des affiches *A la Population* étaient apposées dans Paris, la faisant juge de la conduite de nos maîtres qui, pour la soi-disant sécurité d'un monarque, emprisonne sans raison des centaines de travailleurs.

Et drapeau rouge et affiches ont produit leur effet, puisque le vendredi, c'est-à-dire 48 heures avant le départ du mannequin italien, les travailleurs emprisonnés étaient remis en liberté.

Lévy sera poursuivi — à moins, ce qui est plus probable, que l'autorité n'abandonne l'affaire — mais il n'en restera pas moins que l'on a cédé en haut lieu devant l'énergie déployée en la circonstance et aussi par crainte du scandale.

Comme quoi il ne s'agit bien souvent que de savoir vouloir.

.˙.

A la requête du ministre de la guerre, M. de Valles vient d'ouvrir, pour outrages à l'armée, une information contre sept membres du syndicat des ouvriers électriciens. La plainte vise un passage d'une récente circulaire annonçant une conférence au bénéfice de la « Caisse du sou syndical du soldat ». Ce passage, qui vient après une allusion aux grèves, est ainsi conçu : « ... Malgré la livrée infâme dont vous êtes revêtus, vous êtes toujours nos frères : vous ne tirerez pas. »

Quatre des prévenus ont subi hier le premier interrogatoire d'identité.

Serait-ce une seconde édition du *Manuel du soldat* ? En attendant, cela ne va pas mal sous la vice-présidence Jaurès, et comme l'on s'aperçoit bien que les socialistes sont au pouvoir !

P. DELESALLE.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Coopérative Communiste. — Jeudi 5 novembre, à 9 heures du soir, rue François Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des coopérateurs. Commandes et répartition des marchandises.

.˙.

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Réunion, samedi 31 octobre, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare. Causerie.

.˙.

Les Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 2 novembre, Commentaires sur les *Deuxièmes Déclarations* d'Etiévant.

.˙.

Les Causeries Populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 4 novembre, conférence sur Pascal et l'esprit géométrique (II), par Paraf-Javal.

**

Union Ouvrière de l'Ameublement. — Réunion générale mardi 3 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, 35, rue Gauthey. Compte rendu financier; la question du nouveau local; résultats de la commission; les embauches.

**

Université Populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy, à 8 h. 1/2 :

Samedi 31 octobre. — M. Frantz Jourdain, architecte : Histoire générale de l'Architecture (projections).

Mardi 3 novembre. — Réunion amicale.

Jeudi 5. — M. Fournière : Le machinisme et le paupérisme.

Samedi 7. — Soirée musicale et littéraire.

**

Les Journaux pour tous. — Il existe dans les campagnes une foule de gens aptes à comprendre les idées, mais ces individus de bonne volonté sont la plupart du temps trop pauvres pour s'abonner à un journal qui, mis en circulation dans le village, suffirait souvent à montrer aux travailleurs de la terre et aux artisans l'ineptie et la mauvaise foi des feuilles qu'ils lisent.

Dans le but de leur venir en aide, nous rappelons à nos lecteurs qu'on ne doit jamais jeter son journal après l'avoir lu et qu'il faut en faire profiter en province les personnes disposées à faire fructifier la bonne semence. Il suffit pour cela d'écrire aux *Journaux pour tous*, 17, rue Cujas, Paris (V[e]), secrétaire M. Forest, et de leur demander l'adresse d'un bon républicain de province auquel on expédiera ensuite soi-même, chaque jour, son journal après l'avoir lu.

C'est un petit sacrifice de temps et une dépense quotidienne de deux centimes; mais ceux de nos lecteurs qui les voudront bien consentir, auront la satisfaction d'aider doublement au triomphe de l'idée laïque et socialiste sur l'esprit clérical et réactionnaire.

L'Œuvre a des correspondants dans tous les départements, mais principalement dans les départements pauvres et arriérés. Elle compte dans les seuls départements de la Bretagne plus de 1.700 correspondants, répartis dans près de 700 communes.

Ses correspondants sont également très nombreux dans les départements de l'Ardèche, de la Haute-Loire, des Hautes et Basses-Pyrénées, de la Vendée, etc.

C'est pour armer contre la réaction ses correspondants, que l'Œuvre fait appel aux lecteurs des journaux républicains.

**

Bibliothèque Communiste du XV[e] arrondissement, rue de l'Eglise, 38. — Samedi 31 octobre, à 8 h. 1/2, conférence sur La vie au bagne, par Liard-Courtois, suivie de concert et de bal. Entrée libre.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

**

Les Libertaires Ardennais. — Réunion le samedi 31 octobre, à 8 h. 1/2, salle Lainée, rue de Palikao, n° 15 (XX[e] arrondissement) : Organisation de causeries.

**

L'Action théâtrale, groupe artistique de la Rive gauche. — Fête d'adieu aux conscrits, le samedi 31 octobre, à 8 h. 1/2, salle Martial, au coin de la rue Lhomond et de la rue de l'Arbalète, avec le concours de la fanfare de l'U. P. de Gentilly. Causerie par Libertad, sur l'antimilitarisme. Entrée : 0 fr. 30 pour les frais.

Réunion et répétition tous les vendredis soir, 76, rue Mouffetard. Envoyer la correspondance au camarade Sandrin, 11, impasse Cœur-de-Vey, Paris (XIV[e] arrondissement).

**

AUBERVILLIERS (U. P.), 1, rue des Ecoles. — Jeudi 5 novembre, conférence de M. Oudinot sur : Le Fléau du militarisme.

**

QUATRE-CHEMINS-PANTIN-AUBERVILLIERS. — Réunion des camarades libertaires, samedi 31, au local habituel. Présence indispensable.

**

AMIENS. — Tous les camarades détenteurs de volumes de la bibliothèque sont priés de les rapporter pour le 15 novembre, pour cause de recensement.

**

Matice Svobody, à Brno Arnoldova ul. 3 (Autriche), renouvelle l'appel de *Omladina*, paru dans notre dernier numéro, et demande l'échange avec toutes les publications.

**

LILLE. — Dimanche 8 novembre, à 8 h. 1/2, au local habituel, 13, rue du Bourdeau, soirée au profit de Mauduit, actuellement malade et dont la nombreuse famille se trouve dans le plus complet dénuement. Tous les camarades tiendront à assister celui qui lutte pour nos idées depuis de longues années. Cette fête sera suivie d'une autre qui aura lieu dans une salle de Wazemmes.

**

LIMOGES. — Les camarades sont informés qu'il y aura recette pour le local du groupe, le samedi 31 courant, à 8 h. 1/2, chez Dumas, restaurant, rue Adrien-Dubouché.

A tous ceux à qui l'idée de se grouper en un local qui sera à nous, pour y discuter des faits actuels, concernant l'idée anarchiste, il est fait un pressant appel. Nous possédons 35 francs souscrits depuis deux mois par une dizaine de camarades : ce n'est pas suffisant pour assurer notre existence d'une année.

**

LORIENT. — Les lecteurs du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* sont invités à la réunion du dimanche 1[er] novembre, rue des Colonies, 17, café Breton.

**

LYON. — Le groupe *Germinal* invite les camarades ayant des livres de la bibliothèque, à bien vouloir les rapporter au plus tôt chez le camarade Georges, 17, rue de l'Epée, au deuxième.

Quantité de livres s'étant égarés, il faut absolument réorganiser la bibliothèque ; que les camarades tiennent compte de cet avis.

Avec le concours de l'Amicale artistique lyonnaise, le groupe *Germinal* organise une grande fête dans les salons de cette société, 242, avenue de Saxe, dans la cour, pour le samedi 31 octobre, à 8 heures précises du soir.

Cette soirée étant donnée au bénéfice d'un vieux militant, les camarades sont priés d'y assister et d'y amener leurs amis. On trouve des cartes d'invitation au café Bordat, 17, rue Paul-Bert, ainsi qu'au café de l'Isère, 27, même rue.

**

MARSEILLE. — *Le Milieu-Libre de Provence.* — Dimanche, à 6 heures du soir, réunion de tous les camarades partisans du communisme pratique au Palace Bar, allées de Meillan, 34 : Causerie. Adhésions et souscriptions nouvelles.

Samedi 7 novembre, à 9 heures du soir, salle Flandrin, à *Saint-Antoine*, banlieue de Marseille, grande conférence publique et contradictoire. Orateurs : A. Berrier, Clastrier.

Entrée gratuite.

Le *Milieu-Libre de Provence* désirerait entrer en correspondance avec un camarade de Cavaillon (Vaucluse).

**

NANTES. — Les camarades se rencontrent tous les samedis soir, à 8 heures, café de Bretagne, place Bretagne.

Samedi 31 et suivants, organisation de la propagande dans les environs.

Les camarades qui seraient détenteurs de livres, brochures, sont priés de les rapporter, afin que nous puissions en faire l'inventaire et agrandir notre bibliothèque ainsi que nous l'avons décidé.

**

ROUBAIX. — Le 15 novembre, anniversaire de l'ouverture du Palais du Travail, 8, rue du Pile. Fête familiale. Concert et causerie. Jeux divers; 50 prix. Grande tombola.

Les camarades de Mouscron, Lille et Tourcoing sont invités.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 15.

**

TOURCOING. — Dimanche 1[er] novembre, réunion des camarades pour la constitution d'un groupe économique (coopérative communiste), à 5 heures précises.

Tous les samedis, à 8 heures, réunion du groupe *Germinal*, estaminet Lagache, rue du Bus.

**

YONNE. — Les groupes et les militants qui veulent organiser une fête de propagande dans leur commune, sont invités à s'adresser *avant le 10 novembre* au secrétaire de la *Semeuse*, au citoyen Bourgeois, 10, rue Jehan-Regnier, à Auxerre. Les membres de la *Semeuse* ont en effet décidé de fixer définitivement à cette date leur programme pour la saison tout entière et toute demande faite après le 10 novembre risquerait fort de ne pouvoir être prise en considération.

Pour cette nouvelle tournée, les membres de la *Semeuse* ont étudié de nouveaux chants, de nouvelles poésies et des monologues inédits. Leur répertoire comprend une demi-douzaine de saynètes comiques et trois drames sociaux de la plus haute portée et du plus grand effet scénique.

Comme l'an dernier, dans chacune de ces fêtes aura lieu une conférence.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Vers le bonheur, par S. Faure; 1 brochure, 0 fr. 10, à l'« Union fédérale de la Métallurgie », à la Bourse du Travail.

El absurdo politico, par Paraf-Javal, à la « Huelga général », Barcelone.

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 134, dessin de Delannoy.

VIENT DE PARAITRE

Almanach illustré de la Révolution pour 1904.

Principaux articles : *Chronique scientifique*, par F. Stackelberg; *Le Réveil ouvrier*, P. Kropotkine ; *L'Art et le Peuple*, Elisée Reclus; *Réflexions d'un besacier du tour de France*, Descaves; *La Grève d'Hennebont*, A. Bourchet; *La Citadelle paysanne*, L. Niel; *L'Eden reconquis*, A. Girard; *Individualisme et solidarité*, J. Grave. Chansons, Monologues, Documents. — Illustrations par Hermann-Paul, Roubille, M. Luce, V. Muller, L. Hénault, etc., etc.

Primes-remboursement de l'Almanach en volumes.

Prix : 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40, au bureau du journal.

Conditions spéciales aux vendeurs.

AVIS

Nous avons fait mettre en dépôt par Hachette quelques collections de nos cartes postales. Les demander chez les dépositaires.

AUX CAMARADES

Les invendus de l'édition de propagande de *Militarisme* viennent de nous rentrer des librairies. Il y en a un certain nombre de défraîchis. Plutôt que de les céder à un soldeur, nous les offrons aux camarades à 1 franc, plus les frais d'envoi, 0 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

E., à Alexandrie. — Oui, le journal est envoyé à votre père. Pour *Jean-Pierre*, je lui passe votre lettre.

B., à Lyon. — Bon, nous prenons note.

D[r] C., à Anvers. — Votre abonnement est terminé depuis fin septembre.

L. C..y, à Marseille. — Voulez-vous prendre chez Nadar les deux bouquins qui étaient restés en souffrance à la gare ?

K., à Londres. — Votre abonnement se termine fin décembre.

E. Vincent, à Bruxelles. — Mais, je suppose, à l'adresse que vous indiquez vous-même : *Labour Press*, Manchester.

H. V. à Persan. — Je ne me rappelle pas du tout avoir reçu le renouvellement des abonnements en septembre, ni ne retrouve rien sur nos livres. Veuillez réclamer à la poste.

J. à Surgères. — Il y a dû y avoir un oubli. Nous veillerons à ce qu'il ne se reproduise pas.

Reçu pour le journal : F., à Orléans, 0 fr. 60. — Lataple, 1 fr. — L. C., 1 fr. 05. — G. V., Porto Alegre, 10 francs. — F., Le Mans, 5 fr. — U., à Eeckeren, 1 fr. 80. — B., à Bâle. — Merci à tous.

F., à Nouméa. — D., à Cussy. — F., à Manosque. — G., à Digne. — S., à Etampes. — A. B. — L. B. L. — T., à Tamnay. — L. L., à Lorient. — D., à Abbeville. — D., à Marchiennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 28 — DIX CENTIMES — DU 7 AU 13 NOVEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

PAS UNE GOUTTE DE SANG

Ce sera pour nous une satisfaction profonde, sans mélange, de pouvoir nous dire que jusqu'ici il n'a pas été versé une seule goutte de sang. Ces paroles de M. Combes dans son discours de rentrée n'étaient pas du goût de M. Lépine. Et il l'a bien fait voir. A moins que ce policier n'ait voulu donner à son chef une leçon de philosophie sociale, lui apprendre, par exemple, que tout ministre bardé de pouvoirs et d'autorité que l'on soit, on ne commande pas aux événements.

Si M. Combes s'était une seule fois sérieusement rendu compte de la lutte ouverte entre salariés et patrons, prolétaires et bourgeois, jamais il n'aurait prononcé un mot aussi niais. Comment! deux ennemis irréconciliables, deux groupes d'intérêts, de désirs, deux conceptions de la société, de la vie, sont en présence, s'opposent, se heurtent à chaque minute, de cent façons différentes et vous oseriez vous flatter de pouvoir par votre sagesse empêcher quelque chose? Quand on en est là, moins que rien suffit, — un fétu de paille, le vol d'une mouche — pour que la violence se déchaîne. Quand les barils sont pleins de poudre, est-ce jamais l'étincelle qui manque? Non. La vérité qu'il faut savoir regarder en face, c'est que les questions sociales ne se résoudront pas comme elles peuvent seulement se résoudre, au profit des travailleurs, sans amener une infinité de conflits dont quelques-uns, c'est immanquable, seront violents. Pour professer que tout s'arrangera à l'amiable, sans coup férir, il faut vouloir faire « le bonheur du peuple » sans que « le peuple » s'en aperçoive. Inutile de démontrer que c'est impossible.

Quant à la police, elle fut là ce qu'elle devait et pouvait être. C'est pure naïveté ou dégoûtante hypocrisie de voir dans les événements qui ont ensanglanté jeudi la Bourse du Travail une question de police. Des gouvernants — même socialistes — peuvent-ils vouloir autre chose que maintenir l'ordre? Non, n'est-ce pas, ou ils ne seraient plus des gouvernants. Le même Combes qui a blâmé ses agents parce que, selon lui, l'ordre n'avait pas été sérieusement menacé, eût distribué, en cas contraire, aux mêmes agents et pour les mêmes actes, force félicitations et récompenses. Alors il faut comprendre une chose. Quand on a besoin, absolument besoin, pour certains jours, de parfaites brutes, de purs sauvages, on ne peut pas trouver à d'autres moments dans les mêmes individus des gens pleins de raison, d'humanité et de tact. L'ignoble soudard capable d'assommer son manifestant ou de le flanquer par la fenêtre, d'éventrer des femmes et de piétiner leurs gosses, ne peut pas être aussi le fonctionnaire doué de patience et de discernement. Les exercices habituels de la police semblent d'ailleurs ne pas admettre le plus ou le moins. Le coup de poing doit-il seulement étourdir ou assommer tout à fait, les sabres entrer de deux ou de trois pouces? Voilà qui ne se réglemente pas, vous expliqueront les bonnes brutes de M. Lépine. Et M. Lépine vous dira que s'il peut toujours lancer ses brutes, il ne peut pas toujours les retenir.

Il est donc stupide de réclamer, comme une sanction, la tête de M. Lépine. Après lui ce sera un autre M. Lépine. Le seul résultat — et plutôt fâcheux — de cette mesure serait de ravir ledit Lépine aux représailles — le mot est de lui — qu'il connaîtra peut-être un jour dans une occurrence pareille.

Pour éviter que la Bourse du Travail soit transformée, comme elle le fut, en boucherie, le seul moyen était de n'y pas mettre de police. Pour prévenir le retour de ces assassinats administratifs, le seul moyen serait de décider que la police s'abstiendra désormais de figurer en matière d'action politique et sociale.

Le fera-t-on? C'est douteux. A tous ceux qui ont à manifester une opinion, une volonté, à tous ceux qui veulent attirer l'attention sur leurs besoins, leurs souffrances, à tous ceux qui en ont assez d'attendre en silence et qui ont décidé de jouer le tout pour le tout, à tous ceux-là il ne reste donc qu'un moyen : s'arranger avec ou plutôt contre la police, telle qu'elle est.

C'est ce qui est arrivé jeudi. Il est toujours très délicat, lorsqu'on se contente d'écrire ou de parler, de distribuer l'encouragement ou le blâme à ceux qui agissent. Mais les camarades qui se sont battus avec les contingents de M. Lépine savaient ce qu'ils faisaient, où ils allaient. Leur courage dans la mêlée, leurs appels, déclarations et décisions avant et après l'affaire le montrent assez. « L'heure est aux actes, disait l'appel aux boulangers syndiqués et non syndiqués. L'action directe doit s'appliquer, les moyens énergiques, voilà la solution; nos législateurs digèrent, les pouvoirs publics font la sourde oreille. Le moment décisif est arrivé. Pour la défense de notre pain, tous les moyens sont bons. La classe bourgeoise l'aura voulu. Victimes pour victimes, défendons-nous... » La campagne de meetings entreprise à Paris et en province contre les bureaux de placement indique qu'il y a là un mouvement énergique et réfléchi. C'est tout ce qu'il faut demander pour l'approuver.

Les socialistes parlementaires ou scientifiques se sont empressés, eux, pour la plupart, il va sans dire, de le désavouer. « On compromet une cause par de telles tactiques... on empêche les réformes d'aboutir... on appelle la réaction... » Autrefois à l'usage des bourgeois, ces clichés sont consommés couramment, aujourd'hui, par des députés socialistes. On sait qu'il faut en prendre exactement le contre-pied. Les travailleurs n'auront quoi que ce soit, s'ils ne se montrent pas de taille à l'exiger, quand ils ne peuvent pas le réaliser eux-mêmes. A eux de savoir jusqu'où ils veulent aller dans cette voie. A eux de s'organiser pour diminuer le plus possible leurs risques. Sans doute il est douloureux, il est triste que des travailleurs utiles et courageux aient été frappés et mutilés par une bande de gredins. Mais le mouvement dont cet incident fait partie n'est pas regrettable. Un vrai socialiste ne regrettera pas que sur un point important, des travailleurs se soient décidés à imposer leur volonté.

Et de quelque parti que l'on soit, d'ailleurs, on ne peut pas trouver, si l'on est honnête et juste, que ceux qui se sont battus jeudi avec la police, aient mal agi. Des hommes qui défendent leur pain contre la plus ignoble exploitation, contre la crapuleuse engeance qui guette sou à sou, et dévore avant même qu'il soit gagné le salaire du pauvre, des hommes qui ont, au préalable, minutieusement expliqué les abus infâmes dont ils étaient victimes, et patiemment attendu qu'on s'occupe de leur plainte, ceux-là ont, à la fin, le droit de se révolter, que diable!

CHARLES ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

L'*Almanach de la Révolution pour 1904* (l'almanach, pour 1904, pas la révolution) vient de m'apprendre (page 31) que je paye 26 fr. 50 par an pour l'entretien de l'armée. Je ne le savais pas, mais je suis bien aise de le savoir. 26 fr. 50, c'est une somme. Pour cette somme, je pourrais m'acheter tous les ans neuf volumes à 3 francs, ou encore aller neuf fois au théâtre aux places à 3 francs. J'aimerais mieux cela que d'entretenir une armée. Ainsi, tous les ans, je me prive d'une dizaine de lectures qui me seraient fort utiles, ou bien d'une dizaine de soirées au théâtre qui me seraient fort agréables. Tout cela pourquoi, je vous le demande? Pour habiller en perroquets un certain nombre de mes concitoyens et leur faire faire les imbéciles dans des cours, entre trois murs et une grille. Cette réflexion ne me réjouit pas. On pourra me dire que 26 fr. 50, pour avoir tant de beaux régiments, de beaux chevaux, de beaux canons, de beaux généraux à plumes d'autruches (qui leur poussent toutes seules sur la tête), ce n'est pas cher. C'est vrai. Mais tout de même, j'aimerais mieux mes neuf volumes, ou mes neuf fauteuils de galerie. Il me semble que l'État me les vole. — Et la patrie? Et le drapeau? — Je l'avais oublié. « Pour vingt-six francs, pour vingt-six francs,

pour vingt-six francs cinquante (comme disait à peu près une chanson de mon jeune temps), on a un beau drapeau... et des balles dans la peau. »

Trois lignes plus bas, le même almanach m'apprend encore que chaque soldat français revient annuellement à *1.580 francs*. Donc l'Etat, avec toutes les facilités qu'il a de faire les choses en grand et économiquement, ne peut pas s'en tirer à moins de 1.580 francs par an pour nourrir, vêtir, loger, chauffer, etc., chacun de ses soldats. Alors qu'il reconnaisse qu'un homme ne peut pas vivre à moins de 1.580 francs l'an, que ce doit être là le salaire minimum de tout citoyen français, et qu'il commence par élever à ce chiffre les émoluments de tous ses petits fonctionnaires et employés, pour donner l'exemple aux patrons. Mais on me dira que ce chiffre est une moyenne, qu'un général revient à beaucoup plus que cela, et un simple soldat à beaucoup moins. J'aimerais savoir à combien reviennent un simple soldat et un général, et voir la différence.

Quatre autres lignes après, je lis que la France (ma France!) fournit un soldat par 59 habitants. Cela veut dire que sur 59 habitants, pendant que 58 travaillent (ou sont censés travailler), il y en a un qui les garde. N'est-ce pas tout à fait comique? Voilà 58 gaillards qui ne se sentent pas en sûreté et qui éprouvent le besoin de se faire garder par... par un! Si ces 58 étaient attaqués par une soixantaine de brigands, est-ce qu'ils ne se défendraient pas eux-mêmes! Est-ce qu'ils attendraient que le 59e les défendît à lui tout seul? Alors? Alors c'est du dernier grotesque.

⁂

J'en reviens à mes 26 fr. 50, que je ne puis digérer. Quelqu'un me dit: Voyons, vous ne pouvez pourtant pas refuser 26 fr. 50 de gloire à votre pays. Je réponds: La gloire qu'il y a à tuer des hommes et des femmes, Ladermann, qui s'appelait César, en est bien revenu. Mon contradicteur se fâche. Il dit qu'il n'y a aucune analogie entre un homme qui assassine pour voler des bijoux ou de l'argent, et des gens qui tuent pour... — pour voler des provinces ou des pays entiers, pour voler des richesses naturelles et industrielles, pour voler des populations qui sont des bêtes à travail et à impôts, pour voler des avantages commerciaux, etc., c'est-à-dire, en fin de compte, toujours de l'argent; qui tuent pour gagner de l'avancement, des galons, des croix, — encore de l'argent —, et qui même souvent ne se *font pas faute de piller* et de voler au sens le plus précis, là où ils passent. Mon contradicteur éclate. Mais, Monsieur, Napoléon, César... — A Napoléon Bonaparte, empereur des bêtes fauves, je préfère l'inoffensif Napoléon Hayard, empereur des camelots. A César Julius, conquérant de peuples, qu'il fallut abattre, je préfère César Ladermann, conquérant de bijoux, qui s'est fait justice lui-même.

R. C.

⁂

Chambre syndicale des ouvriers électriciens.

Paris, le 2 novembre 1903.

Camarades des *Temps Nouveaux*,

Vous annoncez dans votre dernier numéro que des poursuites sont exercées contre les militants du Syndicat des électriciens pour outrages à l'armée et à la requête du général républicain, ministre de la guerre.

En effet, camarades, le juge d'instruction de Valles a voulu me faire subir un interrogatoire auquel je ne me suis pas prêté. Le secrétaire adjoint a été appelé également. Plus une commission d'étude et de propagande signataire de la circulaire incriminée. La commission poursuivie n'a pu être interrogée, le juge ne connaissant aucun des membres la composant.

Ce n'est donc que par une manœuvre tendancieuse du juge qu'il a fait annoncer que jusqu'ici quatre inculpés avaient été interrogés.

La circulaire poursuivie traitait des questions intéressant le syndicat.

Le passage poursuivi par les valets du pouvoir, est le suivant:

3e Caisse du Sou syndical du Soldat.

« Cette Caisse est destinée à soutenir les jeunes syndiqués appelés au service militaire. Elle a pour but de maintenir nos jeunes camarades embrigadés en rapports constants avec leur Syndicat. Elle nous permet de leur rappeler que malgré *la livrée infâme* dont ils sont revêtus, ils sont toujours nos frères, et que si, dans des *circonstances graves* on leur commandait de tirer, leurs balles doivent frapper ailleurs que sur des travailleurs. »

Je ne puis voir dans ce passage une injure à l'armée.

Pour qu'il y eût injure, il faudrait que les hommes qui endossent la *livrée* ne commissent pas d'infamies. Or, tuer son frère, son père, son camarade de travail, en un mot tuer par ordre les travailleurs, est une infamie monstrueuse.

Infamies les actes commis le jeudi 29 octobre par les bandes à la solde du répugnant Lépine, dans la Bourse du travail.

L'armée, la police sont unies contre les travailleurs.

Je qualifie d'assassins les ignobles brutes militaires ou policières qui accomplissent de telles horreurs.

Tous les André présents et futurs n'arrêteront pas notre propagande antimilitariste.

Poursuivez, assassinez, vous faites ainsi notre propagande.

La conscience ouvrière se précise et bientôt les travailleurs vous supprimeront vous et vos suppôts.

J. Roullier,
ouvrier électricien syndiqué.

⁂

Mouvement ouvrier. — Lorsque dans mon M. O. de la semaine dernière, je disais que le mouvement commencé par les coiffeurs contre les bureaux de placement allait se généraliser et s'étendre à toutes les corporations de l'alimentation, j'étais loin de prévoir qu'il allait prendre le lendemain même une telle ampleur. Je n'ignorais pas que les travailleurs qui sont dans la triste nécessité d'avoir recours à ces officines, sont las d'être éternellement bernés et cependant rien n'indiquait que, quelques jours après, le Paris ouvrier serait soulevé et que les travailleurs de la province indignés de ce qui se passait dans la capitale, suivraient le mouvement.

Il y a à peine huit jours, à la Chambre le « libre penseur spiritualiste » qui préside à nos destinées, se vantait de ne pas avoir de sang d'ouvrier sur les mains. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Constans avait Fourmies; Waldeck, Millerand, Chalon; Combes à Paris, car jeudi dernier, le sang a coulé sérieusement dans les rues de Paris et dans l'enceinte de la Bourse du travail, et s'il n'y a pas de morts, ce n'est vraiment pas de la faute de son sous-ordre Lépine — qui a tout fait pour cela.

⁂

Mais venons aux faits.

Jeudi dernier, dans la matinée, la Fédération de l'alimentation avait convoqué tous les travailleurs de la corporation à une grande réunion pour engager, d'accord avec les autres corporations intéressées, une campagne active. La grande salle de la Bourse du travail regorgeait de monde. La réunion se passa dans un calme relatif et rien ne pouvait faire prévoir les douloureux incidents qui devaient se passer à la sortie. Ou plutôt si, car à mesure que la réunion s'avançait, la police, les gardes municipaux à pied et à cheval, envahissaient petit à petit, les alentours de la Bourse du travail. Si bien que lorsque vint l'heure de lever la séance, les rues adjacentes ressemblaient à un vaste camp retranché.

La réunion achevée, la sortie s'effectua tranquille, trop tranquille même, au gré des chourineurs qui avaient conçu le projet d'assommer cette foule inoffensive dans l'intention de semer la terreur et de détruire le mouvement engagé contre les bureaux de placement.

Le préfet de police imagina de fermer par ses barrages d'agents et de gardes toutes les issues par où la masse qui sortait de la Bourse eût pu se disperser. Bientôt rassemblés dans un étroit espace, les camarades virent fondre sur eux, sabre au clair, la cavalerie et les agents se ruant en pleine cohue sur des citoyens désarmés, frappant, assommant, piétinant, indifférents aux cris de douleur des femmes et des enfants, renversant meurtris des vieillards, pénétrant dans les maisons où se réfugiaient les manifestants.

Courageusement, des camarades tinrent quelques instants tête aux bandits de Lépine, les terrasses des cafés ne furent déblayées qu'après une lutte opiniâtre et les policiers ne vinrent à bout de la résistance qu'en ajoutant, aux armes dont ils disposaient, la force du nombre.

Pourchassés, les manifestants furent repoussés au loin et la police resta maîtresse de la place où s'était exercée sa fureur.

A cette première assommade policière, une trentaine de travailleurs furent plus ou moins blessés, dont une quinzaine à coups de sabre et de baïonnette. Les sergots et les mouchards avaient de leur côté une quinzaine de blessés.

⁂

Mais une seconde réunion étant annoncée pour l'après-midi et malgré la lâche agression policière du matin, les travailleurs étaient venus plus nombreux encore. La police, de son côté, sous les ordres de l'épileptique Lépine avait aussi augmenté son effectif et la Bourse était enserrée par des forces considérables. La réunion se passa sans autres incidents que l'expulsion violente de quelques mouchards connus, qui s'y étaient *faufilés*.

Mais le préfet assassin avait son plan et il lui fallait coûte que coûte, les assommades du matin ne lui suffisant pas, avoir *sa journée*.

Tout à coup, sans que l'on sache pourquoi, sous prétexte que l'on chantait — l'*Internationale* — dans l'intérieur de la Bourse, Lépine donna l'ordre à ses sbires d'arrêter la sortie. De la Bourse quelques projectiles furent lancés; alors, ivre de l'éther pris quelque moment auparavant pour se donner du « *montant* » le chef des bandits policiers donna l'ordre d'envahir sabre et revolver au poing le local des travailleurs.

Pris au dépourvu, sans armes, ne s'attendant pas à une attaque aussi furieuse, les travailleurs tout en se défendant se replièrent dans la grande salle. Lépine entouré d'une dizaine de mouchards pour le protéger suivit ses brutes, et rentra à leur suite dans la Bourse.

Pendant ce temps, les représentants du préfet à la Bourse, gardiens ou mouchards, facilitaient l'œuvre de la police en ouvrant les portes de la rue de Lancry les travailleurs étaient ainsi pris entre deux feux et la lutte devenait inégale.

Je renonce à décrire la scène de carnage qui eut lieu dans la grande salle et qui dura cinq minutes. Sans armes, les travailleurs se défendirent comme ils purent, et ce n'est qu'au bout de cinq minutes, que fou, furieux, Lépine leva la main et monté sur un banc, cria le « *Je ne veux plus qu'on frappe* » aujourd'hui légendaire.

Mais pendant que cette scène de carnage se passait dans la grande salle, d'autres sergots, sous les ordres du mouchard Touny ceux-là, montaient dans les étages supérieurs et faisaient, sabre et revolver au poing, évacuer les bureaux. Il y avait à ce moment-là plus de 300 policiers armés dans la Bourse. Ce fut une chasse éperdue dans les corridors et dans les escaliers, où plusieurs malheureux, pour échapper aux coups de sabre, sautèrent dans la cage de l'escalier; l'un d'eux se cassa la jambe dans sa chute.

Lépine et sa meute ne quittèrent la Bourse que lorsqu'ils furent certains de l'avoir fait complètement évacuer.

L'Empereur de Paris avait sa journée!

On ne saura jamais le nombre des blessés; plus d'un cent furent soignés dans les pharmacies des environs, quarante arrestations furent faites.

De leur côté, les policiers avaient une vingtaine de blessés (1)

Tel est le récit qui me fut fait le soir même par des camarades dignes de foi,

⁂

Comme de juste, la nouvelle de l'attentat policier se répandait instantanément dans Paris et ce fut une consternation générale dans le monde du travail.

Le lendemain matin, tous les journaux, sans distinction d'opinion, flétrissaient la conduite infâme du chef des brigades centrales et seul, ou à peu près, le mouchard Gérault qui fonctionne à la socialiste *Petite Répugnante*, dans un article d'un jé-

(1) A remarquer que dans la liste fournie par la préfecture, la plupart des policiers sont blessés au poignet, au doigt, pouces foulés, etc., c'est-à-dire d'avoir trop tapé.

De prétendus révolutionnaires, qui n'y étaient pas, bien entendu, ont critiqué, derrière comme de juste, la conduite de certains militants syndicalistes lors des bagarres et ont trouvé drôle qu'ils n'aient pas été tous assommés et que les travailleurs non armés qui se trouvaient dans la Bourse du Travail, au moment de son envahissement, n'aient pas eu le « courage » de repousser complètement les hordes policières.

Comme de juste, ces détracteurs anonymes étaient tranquillement autre part au moment de l'action. Ce que je sais, c'est que prévenu jeudi soir, vers 5 heures de ce qui se passait et n'ayant plus quitté la Bourse, ou à peu près depuis, je puis affirmer que tous, militants et autres, se sont vaillamment conduits, les poursuites contre eux intentées le prouvent.

La place me manque malheureusement, mais l'enquête personnelle à laquelle je me suis livré depuis, m'a prouvé surabondamment la preuve de ce que j'avance. Les détracteurs en seront pour leurs petites saletés.

suitisme consommé, intitulé *Aubaine pour les placeurs*, tout en faisant mine de flétrir le préfet assassin, désignait clairement à la justice les partisans de l'*action directe* (1) comme les responsables des assommades policières.

***

Dès le lendemain une interpellation avait lieu à la Chambre. Nous ne croyons guère à ces sortes de comédies et n'en étions pas dupe, certain que nous sommes que, quoi qu'il en puisse sortir, rien n'aurait été changé pour cela.

Toutefois, l'attitude du ministre dit de « Défense républicaine » Combes, se faisant le complice et couvrant son préfet — qui, on me l'a assuré, avait l'*autorisation* d'envahir la Bourse lorsqu'il le fit — et celle de certains soi-disant socialistes qui, Jaurès en tête, en profitèrent pour taper sur les travailleurs économiquement organisés en dehors de toute politique, cette attitude, dis-je, mérite que l'on s'y arrête un instant.

C'est sans hésitation aucune que Combes, tout comme Constans jadis et Waldeck-Millerand plus récemment, couvrit les assassins ; les paroles suivantes qu'il prononça ne laissent aucun doute à ce sujet (2) :

On annonçait pour la journée d'hier, une réunion publique à la Bourse du Travail, dit Combes dans son discours. Le préfet de police avait le devoir de prendre les mesures d'ordre commandées par la circonstance.

Personne ne peut le lui reprocher. Et, pour ma part, je me hâte de dire qu'en ce qui concerne les faits qui se sont passés dans la rue, je n'ai trouvé absolument rien de répréhensible, ni dans les ordres du préfet de police, ni dans la conduite des agents (*Mouvements divers*).

Voilà qui est net, le fameux Combes peut être mis dorénavant sur le même pied que Constans de Fourmies et de son compère Dupuy, qui, le premier, fit envahir la Bourse du Travail dans des conditions à peu près identiques.

Jaurès, à son tour, n'hésita pas lui aussi à dénoncer « l'action révolutionnaire » des ouvriers économiquement organisés, faussant les faits, les dénaturant pour arriver à approuver par son vote les assassinats policiers.

Se refusant, pour des raisons politiques qu'il expliqua depuis et pour lesquelles le journal de la grosse bourgeoisie, *Le Temps*, le félicitait le lendemain, a voté l'ordre du jour suivant :

« La Chambre condamnant les violences meurtrières de la police et l'envahissement de la Bourse du Travail, invite le Gouvernement à révoquer le préfet de police, les fonctionnaires et les agents qui s'en sont rendus coupables ».

En fin de compte l'ordre du jour pur et simple qui signifiait :

L'approbation des massacres et le maintien de Lépine furent votés par ces dignes valets de la bourgeoisie capitaliste par 357 voix contre 186 (3).

***

Et malgré les violences policières et gouvernementales, malgré les lâchetés et les dénonciations de prétendus socialistes, la campagne contre les bureaux de placement n'a pas cessé pour cela ; au contraire, le mouvement n'a été qu'en s'accentuant.

La Confédération du travail, se substituant aux quelques organisations qui seules avaient mené le mouvement jusque-là, a entrepris une vaste campagne et l'a étendue à la France entière.

Une commission permanente siège à la Bourse du Travail. Deux et trois fois par jour des affiches ont tenu la population parisienne au courant de ce qui se passait ; des dizaines de milliers de manifestes ont été lancés. Toutes les Bourses du travail ont été invitées à entreprendre l'agitation nécessaire. Appui a été demandé à toutes les corporations, y compris celles dont les travailleurs n'ont pas à souffrir des bureaux de placement. Un numéro spécial de la *Voix du Peuple* a paru lundi ; 20.000 exemplaires ont été enlevés en quelques heures, et, dans la même journée, cinq meetings ont eu lieu dont deux le matin, un le soir, à la Bourse du Travail.

A Marseille, à Lyon, à Toulon, le mouvement a commencé, d'autres villes vont suivre. Et l'on peut dire que jamais la classe ouvrière ne s'était montrée aussi active, n'avait fait montre d'autant de vigueur et de volonté et aussi décidée à aboutir dans une revendication.

Et après celle-là une autre.

Que les aveugles et ceux qui se refusent de voir ferment les yeux, mais pour notre part, jamais nous n'avions vu la Révolution pareillement en marche. L'action syndicale révolutionnaire se précise, ses détracteurs, s'il en reste, en conviendront-ils cette fois ?

P. DELESALLE.

(1) Remarquons en passant que quoi qu'en pense Dagan, ici encore l'action directe et l'agitation de la rue avaient servi à quelque chose, puisque le rapport de la commission du travail sur les bureaux de placement, qui ne devait être déposé qu'après le vote du budget, le fut le lendemain même de l'assassinat policier et qu'il a été discuté le mardi suivant.

(2) Et il ne peut en être autrement. Le ministre qui ne saurait pas couvrir ses agents, même lorsqu'ils agissent contre ses ordres, risquerait de ne plus les avoir sous la main, lorsqu'il en aurait besoin.

(3) Voici, à titre de document, le nom des députés soi-disant socialistes qui, en adoptant l'ordre du jour pur et simple, ont approuvé les massacres :

Bagnol, Bouhey-Allex, *Breton*, Camuzet, Charpentier, *Deville*, Paschal Grousset, *Jaurès*, Labussière, Lassalle, *Millerand*, Rouanet et le mouchard Gérault qui s'est rattrapé le lendemain.

A côté des noms — et cela est typique — de ces prétendus socialistes, nous relevons comme ayant voté avec eux, ceux des principaux exploiteurs et réactionnaires suivants :

Comte d'Alsace, Aynard, De Castellane, Lannes de Montebello, Lebaudy, *Méline*, *Motte*, Du Perier de Larsan, Renault-Morlière, *Ribot*, etc., etc., pour ne citer que les plus connus.

Après celle-là, on peut tirer l'échelle, jamais de prétendus socialistes n'étaient tombés aussi bas dans l'ignominie.

***

De l'efficacité des lois. — La loi du 2 juillet 1890 a abrogé les lois antérieures établissant les livrets d'ouvriers. En fait, il n'en est rien. Les législateurs proposent et les patrons disposent. C'est ce qui a lieu à la Compagnie des mines ici à Firminy et, je crois, dans tout le bassin de la Loire. Présentez-vous au bureau d'embauche, la première question à vous adressée est celle-ci : Votre livret? — Je n'en ai pas. — On n'embauche pas sans livret, repassez quand vous en aurez un ». Vous pourriez répondre que le patron n'a pas le droit d'exiger ce qu'une loi a supprimé. On vous laissera dire, mais vous ne serez pas embauché. Aussi bien pourquoi les mairies et les commissariats en délivrent-ils encore? Le voilà bien le complément nécessaire à la loi. Pourquoi n'a-t-il pas fait l'objet d'un article 4 à ladite loi? Probablement parce que, pour le plus grand profit des patrons, on voulait conserver la mise en carte tout en la supprimant. Le patron en effet ne se contente pas de consulter votre livret ; il le garde par devers lui jusqu'à ce que vous le quittiez de nouveau. Ce qui fait que tant que vous travaillerez pour lui, il vous sera impossible de vous procurer du travail ailleurs — chez ceux qui exigent le livret, s'entend.

Les syndicats de mineurs devraient bien étudier cette question et lui donner place parmi leurs revendications.

GALHAUBAN.

Allemagne

Berlin, le 23 octobre 1903. — Le 15 octobre dernier, plusieurs rédacteurs de journaux socialistes démocrates, ont été condamnés.

Le rédacteur du journal *Wolkzeitung* à Leipzig, Löttich, est condamné à six mois de prison pour insulte à l'empereur, après un procès fait à huis-clos ; le rédacteur de *Altemberrger Wockszeitung* à trois mois, et le rédacteur du journal *Wockszeitung*, à trois mois ; ce rédacteur du nom de Chopin et député, est condamné pour un article très connu, « Muldenthal. »

Le 18 octobre, le directeur du journal *Vorwarts* et un socialiste-démocrate sont condamnés pour insulte à l'empereur pour l'article « L'Ile de L'Empereur » où l'on disait que l'Empereur avait donné des plans pour faire bâtir un château-fort entouré d'eau de tous côtés et dans une montagne. Pour cet article, le rédacteur Kaliski a neuf mois, et son collègue a quatre mois.

La semaine dernière a encore eu lieu, par le parti les *Socialistes libres*, une réunion publique sur la grève générale. Peu de monde, mais très intéressante. Le docteur Friedeberg a aussi repris la parole.

***

Vingt-cinq ans sont passés depuis la loi sur les socialistes.

L'on se souvient qu'en 1873, Bismarck soumit au parlement allemand une loi contre les socialistes ; cette loi fut repoussée.

En 1875, après les élections, l'Empereur fut touché d'une balle de revolver et, deux mois après, Bismarck représentait sa loi contre les socialistes. Cette loi fonctionna jusqu'en 1883. Pendant toute cette période, la femme vendait son mari, le fils son père ; enfin, le règne des mouchards. Une femme fut condamnée, dans le Brandeburg, pour avoir dit : « Le roi est mort, mais il est riche, ses enfants ne sont pas malheureux », à un an et demi de prison. Et combien d'envoyés à l'exil ! Mais de cette époque, si je me souviens bien avoir lu, datent pour l'Allemagne les idées anarchistes. Le camarade Most était à Londres et fondait le journal le *Freiheit* qui était expédié à Berlin par mille. Lui ne restait pas dans la voie de Lasalle, mais devenait proudhonien. Les partisans de Lasalle fondaient la *Lanterne* et recourbaient la tête pour pouvoir rentrer à Berlin. Le parti libéral vota en 1883 le retrait de la loi. Pendant ces quatorze années, le mouvement marcha, pour nous et anarchistes, aussi bien que pour les socials démocrates. Mais à la rentrée de ceux-ci, l'autorité du parti combattit nos idées libres. Au lieu de parler contre la société d'aujourd'hui, on parle contre les anarchistes. Exemple, hier, à Berlin, je vois une réunion publique sur le sujet « 1878-1903, vingt-cinq après. » Dans cette réunion, l'orateur parle toujours de la loi sur les socialistes, mais oublie de dire qu'il existe encore les lois scélérates contre les anarchistes. Il prétend que nos idées ne sont que pour les fous, que nous voulons tout brûler, tout tuer ; enfin nous sommes des voleurs, des assassins, mais on oublie de dire que nous sommes communistes libertaires individualistes, que nous ne reconnaissons aucune autorité, soit-elle socialiste démocrate ou bien libérale.

E. M.

Etats-Unis

New-York. — Les inspecteurs d'immigration ont arrêté hier (le 23 octobre), John Turner de Londres, sur l'accusation d'*Excitation à l'Anarchie.* Ils ont envahi la salle où Turner était en train de faire un discours.

C'est la première arrestation, depuis la loi votée en mars, qui punit de déportation les anarchistes à la suite de l'assassinat du Président Mac Kinley.

On a ordonné l'exclusion de Mr. Turner des Etats-Unis, et il sera rapatrié le 28 octobre.

Mr. Turner a fait une déclaration disant qu'il visitait New-York pour les intérêts de L'Union Nationale des commis de magasins d'Angleterre, qui est affiliée à la Fédération Internationale des commis détaillants.

Il a été employé de l'Union pendant cinq ans, et ses opinions anarchiques étaient connues des administrateurs, mais puisqu'il était un de leurs meilleurs organisateurs, cela ne lui faisait aucun tort.

Turner a trente-six ans, et est respecté de tous les membres de l'Union. Le Secrétaire de l'Union est en communication avec le Président concernant l'arrestation et sa légalité.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Jeunesse libertaire du Ve, 76, rue Mouffetard. — Jeudi 12 novembre, causerie du camarade Daviet sur la propagande.

***

La Coopérative communiste. — Jeudi 12 novembre, à 9 heures du soir, rue François-Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol. Réunion des coopérateurs ; commandes et distribution des produits ; causerie par Clément.

***

Causeries Populaires des Xe et XIe arrondissements. — Mercredi 11 novembre, à 8 1/2, causerie par Nergal sur les *Origines de la civilisation*. Cette série préparera une visite du musée de Saint-Germain, sous la conduite du conférencier.

Tous les camarades y sont invités.

***

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Samedi 7 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, 215, boulevard de la Gare, causerie par le camarade Cagnoli : Sujet traité : « Qu'est-ce que l'action directe? »

***

Ligue Internationale antimilitariste (5ᵉ section). — Fête privée à l'occasion du départ de la classe, samedi 7 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Brou, 23, rue Jean de Beauvais.

Causerie, par Libertad. — Concert et bal avec le concours de l'*Action théâtrale* et de la fanfare de l'U. P. de Gentilly.

On trouve des convocations salle Brou et à l'U. P., 76, rue Mouffetard. — Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

***

Bibliothèque communiste du XVᵉ, rue de l'Eglise, 38. — Samedi soir à 8 h. 1/2, au siège, causerie par un camarade. Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter.

***

Les Instituteurs et Institutrices du XVᵉ arrondissement de Paris, réunis le 23 octobre 1903, à l'école de la rue de l'Amiral Roussin, pour discuter la question des livres scolaires, ont, *à la majorité* des membres présents, *décidé de rayer* de la liste scolaire de Paris les livres entachés de cléricalisme et de nationalisme dont les titres suivent :

Les *Histoire de France*, de *Claude Augé*; toute la série des livrets de *Ch. Dupuy*; *Cours de langue française*, par *Rolgès*; *Les Enfants de Marcel*, et *le Tour de la France*, par *G. Bruno*. Supprimés aussi tous les livres cités dans la brochure d'*Antonin Franchet* : *Le Bon Dieu laïque*, de la page 34 à la page 59.

***

L'Education sociale, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 7 novembre. — M. A. Cahen, professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand : le Théâtre à la fin du dix-neuvième siècle. Deux influences : 1° Henry Becque (causerie et lectures).

Mardi 10. — M. Darlu, inspecteur général de l'instruction publique : Les idées morales au dix-huitième siècle : 2° Voltaire.

Jeudi 12. — M. Gourdon, professeur au collège Chaptal : La littérature européenne au dix-neuvième siècle (2ᵉ causerie).

Samedi 14. — Soirée musicale et littéraire.

***

AUBERVILLIERS. — *Université populaire*, 1, rue des Ecoles. — Samedi 7 novembre, assemblée générale.

Jeudi 12, conférence par M. Duchmann sur : *La Terre*, d'Emile Zola.

***

QUATRE-CHEMINS — PANTIN — AUBERVILLIERS. — Dimanche 8 novembre, de 3 à 6, chants et poésies, au local habituel.

***

Groupe Veritas, 47, boulevard des Dames, bar Durand, salle du 1ᵉʳ étage. — Le Groupe organise pour le samedi 7 novembre, à 9 heures du soir, une grande soirée familiale.

Causerie, chant, sauterie.

***

CHARTRES. — *Groupe d'études sociales libertaires.* — Les camarades sont instamment priés de se réunir, le vendredi 13 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, chez Ricard, au Tonneau (salle du fond).

Causerie par un camarade. Entente définitive pour la bibliothèque et de la propagande à faire (Entrée par le couloir).

***

LE HAVRE. — Les camarades se réuniront tous les mercredis et tous les jeudis au local habituel.

***

LYON. — *Groupe d'art social.* — Dimanche, 8 novembre à 8 h. 1/2 du soir, salle Chamarande, 26, rue Paul Bert, soirée familiale avec le concours des poètes révolutionnaires, Casimir Sagnet et du Petit Jules, Dora, Matho, etc.

***

Fédération antimilitariste du Sud-Est. — Proche est le départ de la classe. Dans quelques jours, ceux qui, aujourd'hui, travaillent encore à l'usine ou besognent aux champs, seront, demain, les tristes hôtes de la caserne.

Il importe de saisir la dernière occasion que nous avons d'instruire, au grand jour, ceux qui ne savent point. Il est utile, d'autre part, que ceux qui comprennent et ne vont au régiment qu'à regret, malgré eux, pourrait-on dire, puissent protester hautement contre l'impôt du sang.

Dans ce double but d'enseignement et de protestation, la Fédération antimilitariste du Sud-Est organise pour samedi 7 novembre, à la Bourse du travail, 30, cours Morand et sous les auspices de celle-ci, une conférence publique contradictoire sur : A bas la caserne !

***

LILLE et ses environs. — Dimanche, 8 novembre, rue du Bourdeau, 13, soirée vers 6 heures, au bénéfice du camarade Mauduit, un homme qui lutte depuis vingt ans pour nos idées. Nous comptons sur tous les camarades. La réunion du groupe aura lieu samedi 7, comme d'habitude.

Les camarades qui voudraient avoir des renseignements sur l'organisation d'un milieu libre dans le Nord sont priés de s'adresser à Versplany, rue Faidherbe, cour Honoré, Loos-Lez-Lille.

***

Aux camarades du Nord. — Des individus équivoques font actuellement une tournée de mouchardage dans la région du Nord. L'un d'entre eux qui s'est déjà fait remarquer pour taper à la bourse des camarades ouvriers et des professeurs, il y a un an ou deux, est revenu ces jours-ci à la charge. Cet individu se fait passer pour un réfugié belge du nom de Girard et il a l'air de vouloir qu'on lui fasse la charité. La meilleure charité qu'on puisse lui faire, c'est de lui démolir la gueule.

P.

***

LIMOGES. — Les camarades partisans d'un local pour une bibliothèque sont informés qu'il y aura cotisation samedi, 14 novembre, chez Dumas, bar-restaurant, rue Adrien-Dubouché.

***

MARSEILLE. — *Le Milieu Libre de Provence.* — Dimanche, réunion générale de tous les adhérents et partisans du communisme pratique.

Correspondances ; Adhésions et souscriptions nouvelle ; Causerie du camarade Rose Jean, d'Arles, sur la future colonie et l'offre de 8 hectares de terrain.

***

TOURCOING. — Le groupe se réunit tous les samedis chez Lagache, rue Dubois, et tous les dimanches à 5 heures pour l'entente économique.

A NOS LECTEURS

Afin de rentrer dans quelques fonds, pour parer au déficit constant, nous mettons dix collections complètes des *Temps Nouveaux* en vente au prix de 30 fr. l'une, franco, au lieu de 50 ; 45 fr. reliée.

***

Egalement deux collections complètes de nos lithographies, au prix de 40 fr. franco, au lieu de 75.

POUR LES BROCHURES
en réimpression.

Jusqu'à présent, nous avons reçu :

	Aux Jeunes Gens	*Entre Paysans*
Lorient	100	100
Lyon	300	100
Tilb	300	100
Brest	200	200
Paris	100	
Epinal	100	
Lille		100

Pour avoir l'argent du papier, il faudrait une souscription de 4 000. Sitôt ce chiffre couvert, nous faisons mettre sous presse.

BOITE AUX ORDURES

La Quinzaine industrielle et commerciale ; numéro de Gil Blas du 31 octobre.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Hipnotismo y sugestion, Dʳ José Ingegnieros, 1 broch. chez Etcheparebordes, 239, Tacuari, Buenos-Ayres.

Le stigmate d'une honte (monologue), par M. Thiébault, placard chez l'auteur à l'U. P., Rampe Bugeaud, 27, Alger.

Peuple écoute, par L. Bernard, 1 broch. 0 fr. 15, chez Abel Jaume, quartier du Joucquier, Orange, Vaucluse.

De la librairie Charles : *Puériculture*; *De l'éducation*; *De l'éducation sexuelle*; *La faillite de la Charité*, par le Dʳ Fischer, 1 vol. à 3 fr. 50.

Sonnailles et Chansonnailles, par H. Fischer, à la « Société d'Impression et d'édition », 49, rue Monsieur-le-Prince.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau. *franco*	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	1 85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Drôz	5 »
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière	1 50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle	1 50
La substance universelle, par A. Bloch et Paraf-Javal	1 40
Las aventuras de Nono, par J. Grave	2 75
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 1 vol. chaque	2 75
Origen del Cristianismo —	2 75
Cuaderno manuscrito, —	2 75
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol.	4 »
Cartilla, primer libro de lectura	1 50
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition de propagande	2 75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — éd. de propagande	2 75

A ceux qui s'engagent à souscrire au 3ᵉ volume en préparation, les deux volumes illustrés sont laissés au prix de souscription, 12 francs.

L'Enfer du soldat, par J. de la Hire	2 »

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine, franco	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 75
Les Ventres, par Pourot	2 75
Galafieu, par H. Fèvre	2 75

PETITE CORRESPONDANCE

M. D., à Lyon. — *La Régénération* paraît toujours, 27, rue de la Duée XX.

R., à Morat. — Les cartes-postales d'après les lithographies ne sont pas encore gravées.

Van d'H., à Amsterdam. — Si vous avez le récépissé, ça va bien, c'est nous qui avons fait erreur.

Lille. — L'adresse pour expédier les brochures ?

W. E., à Londres. — J'ai lu les œuvres en prose de Shelley ; à part 15 ou 20 lignes, le reste c'est bien vieilli. — Merci pour la brochure.

Reçu pour les victimes de Lépine : M. E. A., 10 fr. — Bernard, 2 fr. — Un peintre, 2 fr. — F. L., 5 fr. — La fille d'un nihiliste russe, 10 fr.

Reçu pour le journal : G. par A., 5 fr. — Anonyme, 0 fr. 20. — L. C., 1 fr. — D., 3 fr. 50. — Fréou, 1 fr. — M. F., 0 fr. 40. A. D. à Montereau, 0 fr. 50. — Froment et S., 3 fr. — S., à Paris, 10 fr. — M., à Oakland, 6 fr. F., à Commoy, 8 fr. 50. — G. F., à Paris, 1 fr. 05. — Thirion, 2 fr. 65. — Groupe « Germinal » de Tourcoing, 5 fr. — P., à Limoges, 1 fr. 50. — Merci à tous.

D., à Monsi. — E. B., à Hanoï. — B., aux Sables d'Olonne. — W. C., à Bruxelles. — C., à Anvers. — L. O., à Venzolasca. — L. G., à Brest. — G., à Nieuville. — C. C., à Avignon. — P., à Liège. — S., à Bonn. — G., à Saint-Mitre. — H., au Havre. — R., à Mourmelon. — D., à Buzen. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 29

DIX CENTIMES

DU 14 AU 20 NOVEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

LA GRÈVE A BILBAO

Après des tueries qui seront bien connues seulement lorsque l'état de siège et la censure auront été supprimés, la grève de Bilbao s'est terminée par une victoire complète des ouvriers. Dès 1890, lors de la précédente grève, le général Loma constatait que les « dortoirs » où s'entassaient les mineurs, eussent mieux convenu à des cochons qu'à des hommes. C'est qu'en effet, il existait dans ce coin de Biscaye, un admirable système d'exploitation, où le très mince salaire alloué par les Compagnies leur revenait indirectement, par l'intermédiaire de commerçants bien pensants à leur service et à leur merci.

Les ouvriers étaient payés au mois, et la paie n'était même pas régulière ; il leur fallait l'attendre parfois jusqu'à quarante jours. Que s'ils ne se résignaient pas à crever de faim jusque-là, la compagnie tutélaire leur venait en aide ; elle leur faisait une avance ; mais l'argent monnayé est si rare dans les caisses des indigentes et des charitables compagnies minières, que l'avance prenait la forme d'un bon sur telle ou telle maison de commerce désignée et imposée à l'ouvrier. En échange du bon, l'honorable commerçant délivrait à celui-ci des marchandises de basse qualité, voire avariées ou nuisibles à la santé, avec une majoration de prix de quarante à cinquante pour cent. Si l'ouvrier voulait négocier son bon contre de l'argent liquide, le même commerçant le lui achetait en prélevant une retenue de cinq pour cent. Les plus misérables des mineurs, ceux surtout qui venaient du dehors, payaient sur leur sommeil la même dîme usuraire : avec leurs bons, ils étaient accueillis dans ces « dortoirs » fort chers qui convenaient mieux à des cochons qu'à des hommes. Ainsi par une merveilleuse coalition de piraterie bourgeoise, les compagnies et les commerçants complices et associés tondaient jusqu'au sang le bétail ouvrier.

Quelquefois le bétail renâclait ; il avait l'audace de se plaindre et de protester, il s'aventurait jusqu'à déléguer auprès des maîtres, des travailleurs chargés de leur porter les doléances de tous : les maîtres, conscients de leur dignité patronale, refusaient brutalement de se commettre et de discuter avec leurs serfs ; ils les renvoyaient à leur bagne, non sans insolence. N'était-ce point une subversion totale de toute hiérarchie, un attentat au droit de voler que s'arrogeaient industriels et honorables marchands, que de demander le paiement hebdomadaire, que de vouloir acheter le manger et le dormir ailleurs que dans les maisons affiliées aux compagnies minières ?

Cependant les mineurs perdirent patience à la longue ; ils abandonnèrent la tactique de résignation stupide et, la grève déclarée, « se livrèrent aux pires excès », ainsi qu'il est dit chaque fois que toutes les victimes ne se trouvent pas du côté des plus faibles. Bagarres sanglantes, fusillades, état de siège : le capitaine général Zappino fut chargé de rétablir l'ordre ; cela ne se fit pas apparemment sans quelque violence et les prisons furent vite remplies de personnes estimées dangereuses. Cependant la grève durait et les mineurs, cette fois, s'obstinaient dans la résistance.

La presse de Madrid tout entière avait pris parti pour eux ; les conditions de travail étaient exposées avec leurs conséquences ; les patrons de Bilbao étaient abandonnés, même par les journaux bourgeois. Ils avaient d'abord déclaré qu'ils refusaient tous pourparlers avec les délégués des ouvriers et qu'ils examineraient individuellement les requêtes particulières, après reprise préalable du travail.

Au bout de quelque temps, ils firent une autre proposition ; les mineurs reprendraient d'abord le travail, puis ensuite ils feraient connaître par déclaration individuelle écrite, s'ils voulaient être payés par semaine, par quinzaine ou par mois. Le système adopté par la majorité deviendrait réglementaire à l'avenir. Le capitaine général Zappino trouvait la solution de son goût ; il engageait vivement les délégués ouvriers à l'accepter ; il promettait, en outre, que cette consultation des intéressés se ferait sans immixtion des industriels ou de leurs employés, par les soins de l'autorité militaire.

Les mineurs refusèrent l'arrangement proposé : ils ne jugeaient pas utile de se livrer d'abord pieds et poings liés à leurs maîtres : la question des salaires serait beaucoup mieux tranchée par une assemblée publique des grévistes qui, du reste, avaient assez clairement manifesté par le fait même de la grève persistante, quelles étaient là-dessus leur opinion et leur ferme volonté. Sur quoi le capitaine général ne put se retenir d'avouer ceci : « Je ne sais pourquoi on vous tient pour des imbéciles ; vous pourriez donner des leçons à mainte personne qui passe pour très maligne ».

Toute entente ainsi écartée, il comprit que décidément les grévistes étaient les plus malins et les plus forts, et demanda des instructions nouvelles au ministre de la guerre. La réponse ne tarda pas : le gouvernement reconnaissait que les exigences des mineurs étaient parfaitement justifiées et invitait le capitaine général à en imposer l'acceptation aux compagnies minières. Et l'affaire fut vite réglée. Le capitaine général Zappino ne fit emprisonner ni fusiller aucun patron ; il prévint simplement ces Messieurs des compagnies, que s'ils ne cédaient pas immédiatement, il retirerait toutes les troupes des districts miniers, et laisserait sans aucune défense les mines et les fabriques. Cette simple déclaration de neutralité gouvernementale suffit à terrifier les intraitables seigneurs de Biscaye ; ils savaient bien que s'ils restaient réellement face à face avec les ouvriers qui passent pour débattre en toute liberté leur contrat de travail, le jeu devenu libre des forces naturelles assurait leur disparition immédiate. Du moins sauvèrent-ils les apparences : ils cédaient non pas parce qu'ils y étaient obligés par leurs ouvriers, mais parce qu'ils ne voulaient pas être la cause de nouveaux désordres. Mais, en fait, ils cédaient sur tous les points. Les mineurs recommencèrent donc à travailler le 2 novembre aux conditions indiquées : paie hebdomadaire à partir du 1er janvier 1904 ; liberté pour les ouvriers de se fournir et de se loger où bon leur semble ; inspection sur la vente des denrées alimentaires et les « dortoirs » des mineurs.

Les grévistes de Bilbao ont acquis ainsi non pas le droit de vivre, mais celui de ne pas mourir de faim ; c'est peu ; ils n'ont rompu qu'un anneau de la chaîne, d'une brusque secousse ; leur servitude est allégée, non supprimée. Mais ils ont amené le gouvernement de l'Espagne catholique et monarchique, à un acte singulièrement démonstratif et qu'il faudra rappeler, à la première occasion, aux gouvernants des autres pays, quand en France, par exemple, des grévistes « se livreront aux pires excès » ; qu'au lieu de mettre sur pied leurs plus belles troupes, ils les retirent des districts miniers, et ne les emploient pas à la défense des fabriques, les ouvriers s'expliqueront alors librement avec leurs employeurs et ceux-ci, non par contrainte certes, mais pour n'être pas cause de nouveaux désordres, deviendront conciliants aussi bien que s'ils étaient nés à Bilbao.

PIERRE QUILLARD.

L'indiscipline dans l'armée française

La baisse de l'esprit militaire.

Sous ce titre et ce sous-titre, la *Pall Mall Gazette* du 16 octobre dernier a publié un article que les *Temps Nouveaux* ont signalé : il est à lire en effet. Tout d'abord, le journal londonien — pas anarchiste du tout — rapporte trois faits qui se sont passés en France, au cours des dernières manœuvres et auxquels la presse française ne semble pas avoir donné la publicité qu'ils méritent. Les voici :

« A Clermont-Ferrand, pendant un combat simulé que dirigeait un général de division, au moment de l'attaque, des coups de feu furent tirés sur l'état-major du général. Heureusement — c'est la *Pall Mall Gazette* qui s'exprime en ces termes — aucun des officiers ne fut atteint, mais deux chevaux furent tués. Un certain nombre d'hommes s'étaient procuré et avaient caché plusieurs charges

de cartouches à balle et avaient ainsi voulu se venger de leurs chefs.

« A Niort (Deux-Sèvres), pendant les premiers jours des manœuvres, un escadron de cavalerie refusa, après une courte halte, de reprendre la marche : les hommes déclarèrent qu'ils avaient droit à un repos plus long.

« Un autre cas se produisit à Saint-Mihiel, où deux batteries d'artillerie abandonnèrent leurs pièces au moment d'une action, pour protester contre l'insuffisance des rations. »

La voilà bien, l'indiscipline. Car la discipline militaire veut que l'on essuie de la part de ses chefs toutes les insultes, toutes les grossièretés, toutes les injustices, sans jamais riposter; elle veut que l'on fasse figure d'infatigable bête de somme; elle veut que l'on crève de faim sans protester contre la rapacité et contre l'incurie des « supérieurs. »

Le journal anglais rappelle la mutinerie de Poitiers, quelques mois avant les manœuvres, et la révolte de l'Ecole Polytechnique. Puis, il passe aux officiers; chez eux aussi, il constate l'indiscipline. L'exemple le plus inquiétant, c'est celui donné par le colonel de Saint-Rémy. Alléguant des convictions intimes et les droits de sa conscience, il a refusé d'exécuter un ordre; ses collègues du conseil de guerre l'ont acquitté.

Actes néfastes, car alors les réfractaires, eux aussi, alléguant les droits de leur conscience, pourraient narguer la loi! Notre *Gazette* voit bien la signification colossale, au point de vue de la propagande antimilitariste, d'un acte comme celui du colonel de Saint-Remy; elle s'effraye devant la brèche énorme que ce galonné fait lui-même à la forteresse, déjà bien menacée, du militarisme, elle cherche les moyens de réparer le mal et, faute de mieux, la voilà qui reprend l'antique et monstrueuse affirmation : puisqu'une armée ne peut exister que par l'obéissance aveugle, le soldat — et l'officier — doivent oublier leur qualité d'hommes; ils ne sont plus, l'un et l'autre, que « les rouages d'une machine sur le fonctionnement purement mécanique de laquelle le général doit pouvoir compter pour le succès de ses plans » — ajoutons : « et le capitaliste, pour le maintien du présent régime d'exploitation », ce complément indispensable étant resté dans la plume du rédacteur.

Nous pourrions montrer une fois de plus l'inhumaine et outrageante absurdité de ce principe, la tâche serait aisée : nous n'avons qu'à prendre les écrits de tous ceux qui ont fait la critique du principe fondamental de la doctrine jésuite, l'obéissance passive absolue — *perinde ac cadaver*. Nous goûterions cette douce satisfaction de trouver au premier rang, parmi ces gens utiles, les politiciens de gauche, ces impayables gribouilles, qui passent leur vie à dénoncer la folie criminelle des héritiers de Loyola, et n'ont pas l'air de se douter qu'ils se font eux-mêmes, dans le domaine militaire, ses continuateurs directs et prononcent, eux aussi, sous une autre forme, le *perinde ac cadaver*. Il n'y a pas de milieu, pas de moyen terme, et notre *Gazette* dit vrai : l'armée ne vit que de « l'obéissance aveugle »; fussiez-vous ultra-radical, vous ne sortirez pas de là, et du moment que vous admettez comme intangible l'existence de l'armée, avec ou sans de menues modifications, vous affirmez implicitement le principe de l'homme rouage. Nous savons plus d'un radical et plus d'un socialiste qui se plaisent même à l'affirmer explicitement; plus d'un a fait état, contre le colonel de Saint-Remy, de l'argument ci-dessus : « il affaiblit la discipline ».

Mais la *Gazette* se charge elle-même de nous montrer quelle farce grossière il y a sous ce soi-disant « principe supérieur ».

Si l'officier doit obéir au même titre que le soldat, si le galonné — appartenant à la classe privilégiée — est réellement logé à la même enseigne que le simple troupier — de la classe exploitée — alors le colonel de Saint-Rémy devait, quoique catholique, expulser docilement tous les moines et toutes les nonnes qu'il plaisait au gouvernement de lui faire expulser? — Mais non, vous n'y êtes pas : « Il devait exécuter l'ordre donné, *puis démissionner*. — Pourquoi donc, démissionner? — Parce que sa conscience le lui ordonnait. — La voilà donc qui réapparaît, cette conscience? Elle a donc, selon vous, le droit d'exister? Alors, en temps de grève, le soldat devra, selon notre bonne *Gazette*, si l'ordre lui en est donné, tirer sur les siens, puis démi.... Mais non, il ne peut pas, lui, démissionner, et il doit, n'est-ce pas nettoyer son fusil, pour recommencer le lendemain : c'est la seule perspective qui lui soit offerte; vous lui déniez, à lui, les droits de la conscience que vous reconnaissez à l'officier, et le privilégié reste privilégié, et le travailleur reste honteusement asservi, dans l'armée comme partout : votre grand principe, bonnes gens, vous nous dites vous-mêmes qu'il est bon pour les goujats...

⁂

La *Pall Mall Gazette*, pleine de sollicitude pour les forces guerrières de la République amie, dit encore bien d'autres choses. L'incident Pelletan-Maréchal-Hérou lui montre que les choses ne vont pas mieux dans la marine que dans l'armée de terre. Elle énumère soigneusement tous les symptômes d'indiscipline et, d'esprit antimilitariste dans le peuple en général comme dans l'armée : absence de confiance dans les chefs; refus de saluer le drapeau tricolore quand on le promène dans les rues; cri de « Vivent les soldats! » substitué à celui de « Vive l'armée! » — ce qui révèle (le rédacteur est un vrai psychologue!) l'intention d'établir une distinction entre ceux qui mènent et ceux qui sont menés; « insolence » des réservistes qui amènent à la caserne leurs enfants (1), orphelins de mère, leur vache ou leur cheval, préférant — c'est de l'insolence, en effet — qu'ils ne crèvent pas de faim pendant leur absence; bref, toute une série de faits propres à nous réjouir le cœur, et à attrister celui de la bonne *Gazette* : elle rappelle aux Français que c'est l'indiscipline, résultat du manque de confiance envers les chefs militaires, qui a causé les désastres de 1870 (ça ne me semble pas bien exact, car si les troupiers de 70 avaient eu à l'égard de leurs chefs aussi peu de confiance que ceux d'aujourd'hui, j'imagine que, logiques avec eux-mêmes, ils auraient commencé par les *descendre*, ce qui aurait assuré une plus heureuse solution de la question); c'est d'ailleurs celle que la *Pall Mall* prévoit si une nouvelle guerre éclatait demain, et je partage son attente; elle avoue que la vie du soldat est « hideuse » et recommande de l'améliorer! — c'est surtout du jeune homme « bien né » qu'elle s'inquiète, trouvant mauvais que « le rejeton d'une des meilleures (?) familles de France » soit exposé à porter tout comme un autre, le bébé du capitaine, mais ça ne fait rien, elle reconnait les « indignités innomables » que l'on inflige au soldat, et l'aveu est bon — un de plus!

⁂

Mais pourquoi tant de sollicitude pour l'armée française dans un journal d'outre Manche? Est-ce un effet de l'amitié franco-anglaise? Evidemment l'homme qui a écrit cet article-là est inquiet sur la France, mais est-ce pour elle, ou pour lui? Ici, un lecteur de la *Patrie* m'arrête et s'écrie : « Mais c'est impossible! cet Anglais ne peut qu'être heureux de voir la France affaiblie, car il est plus sûr, ainsi, de pouvoir l'abattre et la dominer; ce qu'il y a dans cet article, c'est, au fond, un sentiment de joie méchante et exécrable! — Mais non, précisément, tu n'y es pas, bonhomme; ce qu'il y a, au fond, c'est un sentiment de regret et d'inquiétude, *parce que la révolte qui a commencé en France fera tache et s'étendra dans les autres pays, et parce que les maîtres de la société actuelle, tous solidaires par-dessus les frontières, comprennent bien que, quand ça craque sur un point, tout l'édifice de la finance internationale est menacé.*

PIERS PLOWMAN.

(1) La *Pall Mall* dit « leurs femmes »; je ne me souviens d'aucun exemple de ce genre, et le fait n'est guère vraisemblable.

DES FAITS

Leur anticléricalisme.

Nous découpons dans *Le Temps* cet « écho » qui se passe de commentaires :

Le mariage religieux de M. Pierre Maruéjouls, secrétaire d'ambassade, chef du cabinet de son père, ministre des travaux publics, avec Mlle Nelly Mialaret, fille de l'ingénieur des poudres et salpêtres, a été célébré aujourd'hui, à midi, en l'église Saint-Augustin. L'église avait reçu, pour la circonstance, une brillante décoration.

L'assistance était fort nombreuse. Elle réunissait les plus hauts fonctionnaires, des membres du corps diplomatique et beaucoup de dames : Mmes Combes, Vallé, Mougeot, Waldeck-Rousseau, Pelletan, Rouvier, etc.

Après la cérémonie religieuse, une réception a eu lieu au ministère des travaux publics.

MOUVEMENT SOCIAL

FIRMINY. — *Chinoiseries administratives.* — Vous souvient-il de la macabre, mais amusante chanson du pendu de Saint-Germain. La chose vient de se renouveler ces jours passés dans un bois situé sur la limite de trois communes : La Ricamarie, Le Chambon-Feugerolles et Saint-Genest-Malifaux.

Deux ouvriers habitant la Ricamarie étaient partis de bonne heure à la cueillette des champignons. Arrivés au lieu dit à Cotatay, ils aperçurent, pendu à un arbre, le corps d'un individu se balançant dans le vide. Les deux ouvriers furent tellement épouvantés à cette vue, que perdant tout leur sang-froid, au lieu de couper la corde, et de porter secours au désespéré s'il en était encore temps, ils coururent prévenir les gendarmes de la Ricamarie.

Vous croyez peut-être que le premier soin des gendarmes arrivés sur les lieux fut de dépendre le pendu. Que non pas. Après un examen approfondi des lieux, ils constatèrent que le cadavre ne se trouvait pas sur le territoire de leur ressort, et ils refusèrent de procéder à la levée du corps, prétextant que celle-ci incombait à la gendarmerie de Saint-Genest-Malifaux. Celle-ci prévenue, refusa, en arguant que le cadavre se trouvait sur le territoire du Chambon-Feugerolles. Et pendant la discussion, le corps du suicidé était toujours pendu à la branche de l'arbre.

Enfin, vers midi, deux gendarmes du Chambon, accompagnés du commissaire de police et d'un médecin, arrivaient sur les lieux et constataient le *décès* du sieur..... etc.

Soufflez-lui de l'air dans la bouche
C'est pas possible qu'il soit mort.

Et la fôorme!

GALHAUBAN.

⁂

LYON. — Décidément, les crimes de l'autorité n'ont plus de limites. Il y a quelques jours, le malheureux Sauvageon, ex-soldat estropié par l'autorité militaire, vient d'être arrêté à son domicile sans que l'on sache pourquoi, et depuis il est impossible d'en avoir des nouvelles.

Aurait-on l'intention de le faire crever au fond d'un cachot, et faire annoncer par la presse bien pensante qu'il s'est suicidé dans sa cellule; c'est une pratique bien courante, dont se servent les assassins de l'autorité pour se débarrasser de leurs victimes.

Et on dit qu'il y a une ligue des droits de l'homme!

Le groupe Germinal.

⁂

Mouvement ouvrier. — Sous la pression extérieure, redoutant plus que toute autre chose l'agitation de la rue, les parlementaires qui laissent moisir dans les cartons les divers projets de suppression des bureaux de placement, se sont émus. Il a suffi d'une journée et d'un peu d'énergie pour les obliger à accorder une satisfaction réclamée depuis des années par les moyens légaux.

Certes, le projet voté mardi dernier est loin de satisfaire les travailleurs intéressés à la disparition de ces officines, mais le principe de la suppression n'en reste pas moins acquis. La crainte du bruit a été pour ces messieurs du parlement, le commencement de la sagesse. Mais ce n'est pas tout, ce ne peut être là — et la classe ouvrière ne s'y méprend pas — qu'un vote platonique, destiné à faire cesser l'agitation bienfaisante; aussi a-t-il été décidé de continuer la campagne plus énergiquement que jamais. Celle-ci qui avait été jusqu'ici localisée à Paris, a été étendue à toute la province, et, ces jours-ci, plus de 40 meetings ont été donnés dans les principales villes de France. Et cela déconcerte énormément les politiciens du socialisme qui sont encore tout étonnés de ce réveil de la conscience ouvrière.

Pour notre part, — et il faut bien le dire — nous n'attachons pas une importance exagérée à cette campagne, nous n'ignorons pas, que les placeurs disparus, l'exploitation n'en subsistera pas moins, mais il restera acquis, cette fois, que lorsque les travailleurs veulent se montrer énergiques, ils imposent leurs volontés à leurs maîtres.

La disparition des placeurs acquise est une bien piètre réforme, eu égard à toute l'exploitation subie par la classe ouvrière. Aussi est-il bon de ne pas trop exagérer les résultats, les placeurs sont les usuriers de certaines catégories de travailleurs,

nous les combattons au même titre que tous les exploiteurs et ceux-ci abattus, nous nous attaquerons à d'autres.

Parce que nous prenons part à ce mouvement, l'on nous reproche, de ci, de là, d'avoir recours à l'action législative; cela est faux, que l'on nous laisse, les placeurs et nous, et l'on verra que nous n'avons pas besoin d'une loi pour les supprimer. Mais comme l'Etat bourgeois est le protecteur naturel de tous les exploiteurs, il s'en suit qu'il met, entre les placeurs et la classe ouvrière, sa police et sa force armée, pour assurer la sécurité des premiers. La classe ouvrière ne demande qu'une chose, la disparition de ces trafiquants de chair humaine, que ce soit par une loi ou tout autrement, peu lui chaut et le principal est qu'ils disparaissent.

Mais puisque projets de loi il y avait, voyons un peu ce qu'en vaut l'aune.

Deux projets était en présence. L'un portant suppression immédiate et sans indemnité, l'autre prévoyant leur disparition dans les cinq ans et avec indemnité. Comme de juste, le parlement bourgeois, et un certain nombre de socialistes (1) qui ne le sont pas moins, se sont arrêtés à cette dernière solution qui est loin de donner satisfaction à la classe ouvrière. Seul, le principe de la disparition reste entier, un point, c'est tout. De plus, certaines dispositions de cette loi en font qu'elle devient une arme terrible contre les syndicats ouvriers, au profit des sociétés de secours mutuels et autres combinaisons philanthropo-égoïstes du même calibre. Le tour est peut-être habile mais ce qu'il y a de certain, c'est que les travailleurs intéressés n'en sont pas dupes.

Les bureaux de placement disparaîtront mais les trafiquants de chair à travail peuvent encore exercer leur honteuse industrie pendant cinq ans, et de plus ils toucheront la forte somme à expiration.

Et parce que les travailleurs ne se montrent pas satisfaits et ne consentent pas à être dupes sans protester, Jaurès n'est pas content, il les morigène vertement du haut de sa chaire vice-présidentielle. Les ordres du jour adoptés dans les nombreuses réunions qui ont lieu chaque jour, ne lui conviennent pas et dans deux articles consécutifs, où les contradictions ne manquent pas, il tente de leur faire la leçon, et prêche la sagesse. Inutilement, bien entendu.

Le vote du principe avec « *indemnité* » à la presque unanimité de la Chambre, et par les socialistes plus haut cités, mérite aussi qu'on s'y arrête.

C'est encore — parmi beaucoup d'autres, il est vrai — un de leurs fameux « principes » que les socialistes ont mis là dans leur poche. En admettant le principe de l'indemnité, ils ont en quelque sorte reconnu et ont légitimé les trafics et les vols qui s'opèrent dans les officines de placement. Ils ont montré aussi qu'ils ne sont, en réalité, les ennemis d'aucune catégorie d'exploiteurs, et ceux-ci n'ont rien à craindre d'eux. Enfin, si par hasard, ils sont mis dans la nécessité de faire disparaître leur exploitation, ils seront largement indemnisés, ce qui est une manière comme une autre de leur permettre et de leur faciliter d'autres vols, tout en reconnaissant la légitimité de ceux qu'ils exerçaient.

Il est vrai que nos socialistes n'en sont pas à une contradiction près.

⁂

Quoi qu'il en soit, et comme je le dis au début, l'agitation continue, car en réalité le vote de la Chambre ne solutionne rien. Pour que les bureaux de placement disparaissent, il faut encore que le Sénat se prononce; jusque là rien n'est acquis définitivement. Il est à peu près certain que si l'agitation cessait, le projet bâtard voté par la Chambre irait rejoindre dans les cartons pas mal de ses congénères, et les placeurs pourraient encore digérer en paix pendant pas mal de temps.

Et les travailleurs l'ont bien compris ; aussi, loin de cesser l'agitation commencée, l'ont-ils au contraire étendue. De plus, loin de les satisfaire, ils ne font pas défaut pour montrer tous les désavantages du projet voté sous la pression extérieure.

Le ton des réunions qui se tiennent chaque jour, le montre suffisamment; je n'en veux comme preuve — et les documents sont en ce cas plus précieux que toutes les dissertations — que cet extrait des résolutions adoptées à la fin de chacune d'elle.

« Les travailleurs réunis à.... considérant que toute amélioration n'est acquise que par l'effort des travailleurs, qu'il n'est pas tenu compte des volontés ouvrières que lorsqu'elles sont formulées avec vigueur et énergie ; Déclarent... que les mutualités et autres formes hybrides auxquelles le projet Chambon (1) confère le droit de placement, ne feraient que perpétuer le système d'exploitation des bureaux de placements.

En conséquence, confiants en la force syndicale et en la puissance d'action du prolétariat, ils s'engagent à continuer, sans répit, la guerre aux bureaux de placements, jusqu'à leur suppression définitive. »

Voilà qui est net, et c'est sur ce terrain, qu'en dépit des politiciens qui ont tenté de détourner le mouvement, que la campagne continue.

⁂

J'ai dit que des réunions allaient être données dans les grandes villes.

A Lyon, il s'en est fallu de peu que se renouvellent des scènes aussi sanglantes que celles de Paris ; des collisions ont eu lieu avec la police, des coups ont été échangés et il y a eu des blessés de part et d'autre. Là, comme ici, la police n'entend pas qu'on dérange Messieurs les placeurs dans leur industrie.

A Bordeaux, mêmes faits. Lundi dernier, à la sortie d'une réunion, une forte colonne qui s'était formée pour aller manifester devant les bureaux de la ville, a été dispersée à coups de poing, par la police. Le soir, nouvelle réunion et nouvelles brutalités policières, mais cette fois, malgré les forces considérables qui étaient déployées, les manifestants ont conspué un placeur et quelque peu détérioré sa boite.

D'autres meetings auront lieu, et manifestations et réunions ne s'arrêteront que lorsque les intéressés auront obtenu satisfaction.

P. Delesalle.

(1). Ont voté contre la suppression immédiate les socialistes ! ! Poulain, Bagnol, Bouhey, Allex, Camuzet, Devèze, Deville, Gérault-Richard, Jaurès, Millerand, Rouanet, etc.

(1) Projet voté par la Chambre.

Russie.

Une lettre de Moscou. — Le 2/15 octobre, une des cellules de la prison Faganka, à Moscou, fut le théâtre d'un terrible drame : l'un des prisonniers politiques, Nikiforof, âgé de 22 ans, mit le feu à ses vêtements, après les avoir arrosés de pétrole.

Quand les gardiens accoururent aux gémissements du malheureux, et aux cris de ses camarades, enfermés dans les cellules voisines, c'était déjà trop tard pour le sauver. Tout son corps était couvert de brûlures et il mourut après trois jours d'atroces souffrances dans l'hôpital de la prison. C'était en vain que le père de Nikiforof suppliait qu'on le laissât entrer chez son fils mourant. On ne lui permit de le voir que lorsque son fils était déjà un cadavre.

Voici en quelques mots la biographie de Nikiforof. Arrêté en 1902 pendant les troubles universitaires, il refusa pendant quelques jours, ainsi que ses camarades de prison, de prendre de la nourriture afin d'obtenir la permission de promenades, qui leur avait été retirée et l'éloignement des soldats qu'on avait placés dans le corridor de la prison pour mieux surveiller les prisonniers.

Dans un état d'inanition profonde, il passa quelque temps dans l'hôpital de la prison. A peine rétabli et réintroduit dans la prison, il fut bientôt après, ainsi que les autres prisonniers, battu d'une façon inhumaine par les officiers et les soldats, à qui on avait confié la surveillance des prisonniers politiques.

Remis en liberté, tout en restant sous la surveillance de la police, il se rend en octobre à l'appel au service militaire, avec la décision ferme de porter les armes. Mais comme sa taille se trouvait être au-dessous de celle exigée par le règlement, il fut libéré du service et envoyé à Samara. De nouveau arrêté en 1903, il fut enfermé dans la prison de Nijni Novgorode. Le régime terrible de cette prison, une cellule humide dans un souterrain, le traitement grossier et cruel des gendarmes — tout cela ruina entièrement sa santé et tout à fait malade, il fut transporté dans la prison de Moscou, où il devait attendre le jugement définitif. Il ne se sentait plus en état de supporter la réclusion cellulaire et il implorait à maintes reprises, mais en vain, l'inspecteur de la prison, de lui permettre de partager sa cellule avec un de ses camarades. Sa demande au ministre de la justice de lui faire savoir plus vite le jugement définitif restait sans réponse, et cependant après sa mort, on apprit que ce jugement (exil pour 3 ans au nord extrême de la Russie sous surveillance de la police), se trouvait déjà depuis un certain temps entre les mains du gouverneur de Moscou, Kristi, qui, sans aucune raison évidente, tardait à l'exécuter.

Quel doit donc être le régime qui peut amener un homme à se donner une mort si atroce, afin de s'en délivrer !

Mousik.

Brésil.

D'une lettre qu'on nous communique, la commission exécutive du club socialiste a signalé, aux journaux bourgeois, comme dangereux, le camarade V..., coupable d'avoir crié, à la manifestation du 1er mai : « Vive la commune libertaire ! »

Nouvelle-Calédonie.

Un de nos correspondants nous envoie un numéro de la *France Australe* (1er juillet), journal nationaliste et bien pensant, qui annonce la reprise de la transportation (laquelle ne devait plus avoir lieu en Nouvelle-Calédonie).

Ce journal assure qu'un convoi de 300 condamnés seraient sur le point d'être embarqués à destination de la N.-C., et que ces condamnés seraient exclusivement réservés à la société Le Nickel. Il proteste contre cette intention de refaire de la N.-C. une colonie pénitentiaire, et cela pour rendre service à quelques financiers (juifs, ajoute-il ; mais juifs ou pas juifs, cela revient au même).

« C'est le recommencement, avec toutes leurs conséquences, des hideux contrats de *chair humaine ;* c'est l'ouverture prochaine de ces horribles camps de torture, dont les anciens résidents de ce pays n'ont certes pas encore perdu l'affreux et sanglant souvenir... »

Un autre correspondant nous écrit :

« Un vieillard de 72 ans, libéré, infirme, râlant de souffrance, fut ramassé par des gens consciencieux qui voulurent l'emmener à l'hôpital mixte de Nouméa : ils eurent beau déclarer que c'était un homme, un de leurs semblables, pour toute réponse on leur ferma la grille au nez. Alors ils résolurent d'aller trouver la Pénitentiaire : celle-ci déclara que le vieillard ne lui appartenait pas, vu qu'il était de la 2e section. Que faire alors ? On songea à l'amener à un hospice de vieillards tenu par des sœurs qui tous les jours font des quêtes et à qui la plupart des sommes sont versées par les libérés. Eh bien, ces nonnes n'en ont point voulu non plus, et le vieillard est resté sur le pavé des rues de Nouméa.

« .... Cette loi absurde de 1854 sur la résidence est très cruelle pour tous ceux qui ont de la famille. Il y a pourtant des hommes humanitaires au Parlement, tels que Clemenceau, Jaurès, Francis de Pressensé, qui pourraient soumettre un projet d'amnistie pour les libérés qui désirent tant rentrer dans leur famille. Ils feraient là un acte d'humanité des plus élevés dont les familles leur devraient une reconnaissance infinie... »

Nous transmettons la requête de notre correspondant aux hommes humanitaires.

Pérou.

En 1900, les frères franciscains incendièrent l'église de leur couvent à Ocopa afin de faire appel à la générosité des fidèles ; de cette manière non seulement ils reconstruisirent leur église, mais il leur resta un certain bénéfice.

Mais le comble fut qu'ils accusèrent de l'incendie le libre penseur Angelo Chavez Patino, qui échappa par miracle au lynchage organisé par eux.

La victime des moines resta trois ans en prévention et finalement fut remise en liberté, les franciscains ayant été reconnus coupables.

Mais le juge Lisardo Vélasco ne voulant pas faire buisson creux, condamna les amis de l'accusé et notamment le directeur du journal *El libre pensamiento* pour faux témoignage !

(D'un journal brésilien).

Allemagne.

Un dimanche soir, à Essen, un enseigne de la marine rencontra un artilleur en congé qui entrait dans un café avec un ami. L'officier, blanc-bec de dix-neuf ans, on ne sait pourquoi, lui ordonna de le suivre au poste ; le soldat obéit, puis se ravisant,

s'enfuit. L'enseigne tira son sabre, le poursuivit et le frappa avec acharnement, puis finit par lui passer la lame au travers du corps. Le soldat mourut immédiatement. Arrêté, l'assassin a montré un sang-froid mélangé de cynisme et de vantardise. « Quand je dégaine, dit-il, il me faut du sang et beaucoup. J'ai agi en officier, du moment où je tirais mon épée, le sang devait couler. » Mis en présence de sa mère il n'a manifesté aucun regret. Il a écrit à la mère de sa victime pour solliciter son pardon en ajoutant : « Je n'ai accompli que mon devoir d'officier prussien. » L'affaire va être jugée.

Suisse.

Il y a quelques jours, raconte le *Volksrecht*, un soldat aviné rentrait au fort Bühl, à Andermatt; il se coucha, mais après avoir vomi dans la chambre. Le sergent Sch... arrive, s'approche du lit et par trois fois frappe le soldat de coups de poing au visage. Un soldat du service sanitaire indigné, voulut s'interposer et reprocher au sous-officier l'indignité de sa conduite; celui-ci, furieux, tourne alors sa rage contre lui, le jette à terre et le frappe à six reprises à coups de plat de sabre, en lui adressant les injures les plus grossières. Un médecin appelé a constaté que le soldat avait été frappé de coups de sabre.

On croira que le sergent fut puni; pas du tout, c'est le soldat infirmier qui a eu trois jours de cachot, le sergent s'en tire avec dix jours de consigne, c'est pour rien.

*
* *

ZURICH. — L'amour de l'argent possède le conseiller national Amsler, à tel point qu'il a causé la mort des deux jeunes fils de M. Spiess, âgés de deux et quatre ans, domicilié à Mittelbergstrasse (Zurich). Le sieur Amsler est propriétaire. La police lui donnait avis, il y a déjà un certain temps, d'avoir à remplacer les planches pourries qui couvraient une fosse à purin; ordre lui était donné de faire placer un couvert en fer. Cet avis, d'une prudence toute élémentaire, fut tenu pour nul et non avenu et comme la police n'inquiète pas aisément un propriétaire, conseiller national, le temps passa; puis, un jour, le petit garçon voulut traverser la fosse, le couvert s'effondra, et l'enfant fut noyé. Le frère de la victime, l'aîné, qui était présent, fut pris d'un tel saisissement qu'il perdit subitement l'usage de la parole et mourut deux jours plus tard.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché :

Dimanche 15 novembre, à 2 heures, grande fête littéraire et musicale, donnée au préau des Ecoles, 32, avenue de la République, avec le concours du Groupe normalien d'Auteuil. Conférence par Frantz Jourdain sur l'éducation artistique par les U. P. — Entrée gratuite.

Mardi 17, à 8 h. 1/2 du soir. — La politique en Extrême-Orient et le Péril Jaune, par Edger. !

Vendredi 20. — *Les Primitifs*, d'après Elie Reclus, par Henri Moreaux.

*
* *

*Jeunesse Libertaire du V*e, 76, rue Mouffetard.

Jeudi 19 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par le camarade, M. Fraussen, sur la propagande abstentionniste.

*
* *

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 16 novembre, à 8 h. 1/2, lecture et discussion de la *Deuxième déclaration* d'Etiévant.

*
* *

*Causeries populaires des X*e *et XI*e, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 18 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal, sur *Pascal et l'Esprit géométrique*.

*
* *

La Coopérative Communiste.— Jeudi 19 novembre, à 9 heures du soir, 68, rue François-Miron, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des Coopérateurs. Commandes et distribution des produits. Causerie par un camarade.

*
* *

La Coopérative Communiste. — Dimanche 22 novembre, à 2 heures de l'après-midi, Salle de la *Coopération des Idées*, 157, faubourg Antoine, grande fête familiale au profit de la Coopérative.

Coopératives et Colonies communistes, par Daudé-Bancel et G. Butaud.

*
* *

Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy, à 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 14 novembre. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 17. — M. L. Cahen, agrégé d'histoire : Les rapports de l'Eglise et de l'Etat en France au dix-neuvième siècle (2e causerie).

Jeudi 19. — M. Louis Maurice, rédacteur à la *Petite République* : Action syndicale et action socialiste.

Samedi 21. — M. Frantz-Jourdain, architecte : 2e L'architecture moderne.

*
* *

L'Action Théâtrale, groupe artistique de la rive gauche. — Vendredi à 8 h. 1/3, 76, rue Mouffetard, répétitions.

L'Action Théâtrale met au service des groupes et syndicats, pianiste et orchestre, pour bal ou concert. Envoyer la correspondance au camarade E. Sandrin, administrateur, 11, impasse Cœur-de-Vey, Paris (XIVe).

*
* *

GRENOBLE. — *Bibliothèque d'Etudes Libres*. — Tous les camarades détenteurs de livres à la bibliothèque, sont instamment priés de les rapporter chez le camarade Guinet, 69, rue St-Laurent, pour en faire le recensement

Réunion des camarades pour le samedi 14 courant, à 8 h. 1/2, rue Pasteur, café Rosset, pour l'achat de nouveaux livres.

*
* *

LORIENT. — Réunion de tous les camarades dimanche matin, 15 novembre, à 9 heures, rue des Colonies, café Breton.

*
* *

LYON. — Groupe *Germinal*. — Dimanche 22 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale, salle Chamarande, 26, au bénéfice de la nouvelle brochure à distribuer; une causerie sur la Microbiologie sera faite par un camarade.

*
* *

MARSEILLE. — *Le Milieu Libre de Provence*. — Dimanche, 15 novembre, réunion générale de tous les adhérents et partisans du communisme expérimental. Causerie par divers camarades. Questions professionnelles.

Jeudi 19 novembre, à 9 heures du soir, au Palace-Bar, Allées de Meilhan, 34, grande discussion publique et contradictoire donnée spécialement pour les camarades. Ordre du jour : les colonies communistes. A. Berrier, Jules Potigny, Merle ainsi que bon nombre de camarades prendront la parole.

*
* *

NIMES. — *Groupe des études économiques et libertaires*. — Dès à présent, les volumes de la bibliothèque sont à la disposition des camarades, les mardi, jeudi et samedi.

Tout ce qui concerne le groupe doit être adressée à Louis Bouillon, rue Pavée, 23.

*
* *

TOURCOING. — Samedi 14 novembre, réunion du Groupe *Germinal*, à 8 heures précises. Causerie par un camarade sur le mouvement anarchiste.

Dimanche 15, à 4 heures, réunion du Groupe *L'Entente économique*.

Tous les camarades sont priés d'être présents pour se rendre ensuite à Roubaix, au Palais du Travail.

*
* *

TROYES. — Les camarades qui voudraient adhérer au Falot anarchiste, groupe d'action par l'imprimé, sont priés de s'adresser au camarade Richard, 64, rue de Paris.

A NOS LECTEURS

Afin de rentrer dans quelques fonds, pour parer au déficit constant, nous mettons dix collections complètes des *Temps Nouveaux* en vente au prix de 30 fr. l'une, franco, au lieu de 50; 45 fr. reliée.

*
* *

Egalement deux collections complètes de nos lithographies, au prix de 40 *fr. franco*, au lieu de 75.

AUX CAMARADES

L'Almanach de la Révolution pour 1904 doit être en vente chez *tous* les dépositaires du journal. Le réclamer aussi dans toutes les gares où doit se trouver le journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock : *Guerre et Paix*, par L. Tolstoï, tomes I et II; 2 fr. 50 le volume; — *Un gant*, comédie en 3 actes; — Le *Nouveau Système*, en 5 actes, par Bijornson, 1 vol., 3 fr. 50; — *Au Pays de la fièvre* (impressions de la campagne de Madagascar), par Jean Darricarrère, 1 vol., 3 fr. 50.

Les institutions professionnelles et industrielles, par Herbert Spencer; 1 vol., 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue de Richelieu.

Criterio libertario, par A. Lorenzo; 1 broch., 25 centimos, à *Tierra y Libertad*, apartado de correos, 303, Madrid.

Cinnost Hospodarko-Revolucni, par Cerkesov; 1 broch., à *Novy Kult*, 45, Prago olsany.

Au lendemain de la grève générale, par E. Girault, 1 broch., 0 fr. 20, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 36.

Lettre à M. d'Estournelles de Constant, par J.-Z. Lagarrigue, Santiago (Chili).

Evangelina, par U.-R. Quinones, 2 pesetas, libreria Enrique Burgos, à Guadalajara.

POUR LES BROCHURES
en réimpression.

	Aux Jeunes Gens	Entre Paysans
Liste précédente....	1.100	600
Union de l'ameublement............	500	»
E. B..............	100	»
Pezenas............	100	100
V. B..............	100	»
Orléans.......... ..	50	50
Lille..............	100	»
Troyes............	100	»
A ce jour..........	2.150	750

VIENT DE PARAITRE

L'imprimeur vient de nous livrer le tirage que nous avons fait faire à part des 10 gravures de *Patriotisme-Colonisation*. Pour nos lecteurs seulement, 5 francs les dix, tirage sur beau papier; 10 francs en librairie; 10 francs sur Chine, pour nos lecteurs; 20 francs en librairie.

PETITE CORRESPONDANCE

L. M., à Lyon. — J'ignore où ont été éditées les *Pensées* de Stendhal.

Outwaking, Anvers. — Nous avions cessé l'envoi parce que nous ne recevons plus votre revue.

A. L., à Boulogne. — Le journal est envoyé aux trois adresses.

Roulinat. — Oui, je connais le livre. Il est édité au *Mercure de France*. Kipling est un impérialiste de la plus belle eau.

G., à Lyon. — Pour le volume *Religion* n'expédiez pas d'argent, je préviendrai lorsque je serai pour le faire.

Tierra y Libertad. — L'abonnement sera servi.

Reçu pour la liberté d'opinion : Auguste et Marianne, 0 fr. 50.

Pour un monument aux mineurs de Montceau : 1 fr. 50 (expédié).

Reçu pour le journal : G. C. à Courbevoie, 0 fr. 50. — V., à Persan, 0 fr. 50. — X. Y., 10 fr. — De la part d'Auguste et Marianne, 0 fr. 50. — De la part de Jeanne D., 0 fr. 50. — S., à Fort-de-France, 1 fr. 50. — A. T., à Paris, 0 fr. 75. — B., 5 fr. — L. C., 1 fr. 20. — Un déchard, 1 fr. 50. — C. L., 5 fr.

E. S., à Etampes. — B., à Lens. — M., à Laxou. — B., à Amsterdam. — G. G., à Londres. — F., à Genève. — S., à Lyon. — C. P., à Mâcon. — M., à Pernambuco. — V., à Nimes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE E. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 30 DIX CENTIMES DU 21 AU 27 NOVEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

Pas de supplément cette semaine.

A un qui réclame des résultats immédiats

I

Le lecteur a pu lire, dans le numéro 25, les griefs que, selon un de mes correspondants, formulerait, contre les *Temps Nouveaux*, un groupe d'anarchistes qui nous jugeraient par trop retardataires. Comme on dit vulgairement : « le camarade n'y va pas avec le manche de la cuiller. » Fichtre ! Il ne réclame pas grand'-chose ! Un rien : un genre de propagande qui, tout en l'émancipant dans la société actuelle, lui donne le moyen de bien vivre ! car, si on débarrasse sa tartine de toutes les fioritures qui l'entourent, c'est, en somme, la seule réclamation qu'il formule clairement. Il ajoute, il est vrai, que c'est en commençant à s'émanciper dans la société actuelle, que l'on prépare la société future, ce qui prouve son révolutionnarisme et que c'est bien en vue de l'intérêt de la propagande qu'il parle.

C'est, un peu plus condensé peut-être, les diverses objections auxquelles j'ai dû, plus d'une fois déjà, répondre. Mais puisque la vie se passe à tourner en rond, qu'il faut ressasser quinze cents fois la même idée, avant qu'elle puisse pénétrer un petit nombre de cerveaux ; puisque, après tout, je n'ai pas d'autre objet de discussion plus pressé, je veux bien reprendre celui-ci. Qu'importe, après tout ?

∴

Ce grief que nous fait mon contradicteur n'est que le même qu'il formule ainsi plus loin : « Votre propagande ne tend qu'à des buts éloignés ; vous nous faites perdre de vue le présent pour cet idéal lointain ! »

Je répondrai d'abord à Hégot qu'ici, au journal, nous discutons des idées à notre point de vue, et n'avons jamais eu la prétention d'émettre des oracles que l'on devait accepter comme tels.

A ceux auxquels nous nous adressons, nous n'avons jamais fait espérer que leur émancipation leur viendrait en dehors d'eux, en dehors de leurs propres efforts. Si donc ils s'hypnotisent sur un paradis imaginaire, cela ne proviendrait que de leur propre mentalité, et non de notre propagande qui, au contraire, a pour but de les amener à penser par eux-mêmes, de n'accepter aucune idée, sans la passer au contrôle de leur critique et de leurs objections. Et surtout ne rien attendre de personne, en dehors de leur propre activité, de leurs propres efforts.

Il se peut, que parfois, nous soyons entraînés à des affirmations manquant de preuves, mais il ne nous est jamais venu à l'idée que d'aucuns pouvaient les accepter comme vérités démontrées. Si nous nous élevons contre le monopole de l'enseignement par l'Etat, aussi bien que contre le monopole de l'Eglise, et toute sorte de monopoles, c'est parce que leur enseignement a pour but, justement, de façonner les cerveaux à accepter pour vrai tout ce qu'on leur affirme, de tuer en eux toute initiative en leur faisant attendre de quelque pouvoir mystérieux un changement à leur situation, qu'ils n'ont plus l'énergie de tenter par eux-mêmes. Nous voulons, au contraire, que les individus commencent par douter, et ne croient que ce qu'ils auront discuté, que ce qu'ils auront pu contrôler par eux-mêmes, — lorsque c'est contrôlable — et, dans les cas contraires, que lorsque ça se présente accompagné de références sérieuses — et sous bénéfice d'inventaire. — En un mot, qu'ils pensent par eux-mêmes, et non par les autres. Qu'ils agissent au lieu de demander.

∴

Le camarade Hégot veut des « résultats immédiats ! » Eh bien, mon garçon, si j'ose m'exprimer ainsi, « tu ne te mouches pas du pied ! » Sous une phraséologie qui se croit révolutionnaire, vous ne faites que nous répéter le cri des politiciens, lorsqu'ils veulent nous entraîner aux réformes électorales. Eux aussi nous accusent de nous perdre en des rêves qui ne peuvent se réaliser qu'après des milliers d'années. Eux aussi sont las d'attendre, vainement, une révolution qui s'éloigne toujours ; eux aussi veulent obtenir des « résultats immédiats ». Seulement, ils nous donnent leur solution : les envoyer à la Chambre, où, s'ils y arrivent en nombre, ils nous voteront de bonnes réformes, devant réaliser tout ce que nous espérons. Si, sous ses réticences, je devine les moyens qui ont la préférence de Hégot, il se garde de les formuler avec précision. Je ne m'y attarderai pas, j'ai déjà discuté ces moyens. Les moyens bas ne conviennent pas à des buts élevés.

Des résultats immédiats ! mais c'est notre rêve à tous ; c'est ce que tout le monde cherche sous la diversité des théories qui nous divisent. Si chacun de nous a des préférences pour tels moyens plutôt que tels autres, c'est qu'il juge les dits moyens propres à amener plus rapidement la réalisation de ce qu'il leur demande.

Mais depuis que les exploités luttent pour s'affranchir, si les moyens employés ont bien réussi à amener des changements, très profonds même, dans la situation de certains individus, il faut avouer que cela a été sans influence sur l'ensemble de la masse. La poêle peut changer de mains, cela ne change rien à la situation de ceux qui restent dans la friture. Nous en sommes toujours à chercher ceux qui changeront la situation, non pas de quelques-uns seulement, mais le milieu lui-même.

Et c'est ce que Hégot a fort bien compris, puisqu'il se croit tenu d'ajouter : « qu'il faut que l'individu arrive à s'émanciper dans la société actuelle ; ce n'est qu'en élargissant son bien-être, son indépendance, qu'il aidera à la transformation sociale ».

Voilà une affirmation qui, si on ne la creuse pas trop, semble fort raisonnable et sensée. Mais il serait bon de rechercher quelle est la part de vérité qu'elle contient.

∴

Evidemment, la société est si complexe, que, malgré sa hiérarchie, malgré son emprise sur chaque individu, elle laisse quelques casiers où quelques favorisés peuvent se loger et y garder une certaine indépendance. Qui de nous n'a pas dans ses relations quelque camarade gagnant largement sa vie, d'une façon indépendante, sans exploiter personne ? Mais, de ces places, la société en est avare. Elles ne sont pas à la portée de tous ; il n'y en a pas pour tous.

Alors la situation se dessine moins nettement que ne l'envisage Hégot, et la question se pose ainsi : Est-il possible, dans la société actuelle, de s'émanciper économiquement et politiquement, sans porter atteinte au bien-être et à la liberté de quelqu'un ?

Et je réponds hardiment : Non !

A part les quelques situations privilégiées dont je parle plus haut, qui travaille de ses mains, dans la société actuelle, n'a droit qu'à un salaire de famine. Il peut y avoir des gradations, plus ou moins, mais jamais le travailleur manuel, quelles que soient son intelligence et son habileté, n'arrivera à une situation vraiment indépendante.

Celle-ci ne s'acquiert que si l'on passe du côté des exploiteurs : soit en faisant produire d'autres travailleurs pour son propre compte, soit en se laissant embrigader dans la hiérarchie des directeurs de tous poils et de tous grades, qui assurent le bon fonctionnement de la société capitaliste. Et alors, les affranchissements qui s'opèrent ainsi, loin de favoriser une transformation sociale, ne font que la consolider.

∴

C'est que, toute basée qu'elle soit sur l'antagonisme des intérêts, notre aimable société ne nous fait pas moins solidaires les uns des autres. Chaque acte individuel a sa répercussion sociale. L'arbitraire du gouvernant engendre l'esprit de

'enfuit. L'enseigne tira son sabre, le poursuivit et e frappa avec acharnement, puis finit par lui passer a lame au travers du corps. Le soldat mourut immédiatement. Arrêté, l'assassin a montré un sang-froid mélangé de cynisme et de vantardise. « Quand e dégaine, dit-il, il me faut du sang et beaucoup. J'ai agi en officier, du moment où je tirais mon épée, e sang devait couler. » Mis en présence de sa mère il n'a manifesté aucun regret. Il a écrit à la mère de sa victime pour solliciter son pardon en ajoutant : « Je n'ai accompli que mon devoir d'officier prussien. » L'affaire va être jugée.

Suisse.

Il y a quelques jours, raconte le *Volksrecht*, un soldat aviné rentrait au fort Bühl, à Andermatt; il se coucha, mais après avoir vomi dans la chambre. Le sergent Sch... arrive, s'approche du lit et par trois fois frappe le soldat de coups de poing au visage. Un soldat du service sanitaire indigné, voulut s'interposer et reprocher au sous-officier l'indignité de sa conduite; celui-ci, furieux, tourne alors sa rage contre lui, le jette à terre et le frappe à six reprises à coups de plat de sabre, en lui adressant les injures les plus grossières. Un médecin appelé a constaté que le soldat avait été frappé de coups de sabre.

On croira que le sergent fut puni; pas du tout, c'est le soldat infirmier qui a eu trois jours de cachot, le sergent s'en tire avec dix jours de consigne, c'est pour rien.

∴

ZURICH. — L'amour de l'argent possède le conseiller national Amsler, à tel point qu'il a causé la mort des deux jeunes fils de M. Spiess, âgés de deux et quatre ans, domicilié à Mittelbergstrasse (Zurich). Le sieur Amsler est propriétaire. La police lui donnait avis, il y a déjà un certain temps, d'avoir à remplacer les planches pourries qui couvraient une fosse à purin; ordre lui était donné de faire placer un couvert en fer. Cet avis, d'une prudence toute élémentaire, fut tenu pour nul et non avenu et comme la police n'inquiète pas aisément un propriétaire, conseiller national, le temps passa; puis, un jour, le petit garçon voulut traverser la fosse, le couvert s'effondra, et l'enfant fut noyé. Le frère de la victime, l'aîné, qui était présent, fut pris d'un tel saisissement qu'il perdit subitement l'usage de la parole et mourut deux jours plus tard.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché :

Dimanche 15 novembre, à 2 heures, grande fête littéraire et musicale, donnée au préau des Ecoles, 32, avenue de la République, avec le concours du Groupe normalien d'Auteuil. Conférence par Frantz Jourdain sur l'éducation artistique par les U. P. — Entrée gratuite.

Mardi 17, à 8 h. 1/2 du soir. — La politique en Extrême-Orient et le Péril Jaune, par Edger.

Vendredi 20. — *Les Primitifs*, d'après Elie Reclus, par Henri Moreaux.

∴

Jeunesse Libertaire du Ve, 76, rue Mouffetard.

Jeudi 19 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par le camarade, M. Franssen, sur la propagande abstentionniste.

∴

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 16 novembre, à 8 h. 1/2, lecture et discussion de la *Deuxième déclaration* d'Etiévant.

∴

Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 18 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf Javal, sur *Pascal et l'Esprit géométrique.*

∴

La Coopérative Communiste.— Jeudi 19 novembre, à 9 heures du soir, 68, rue François-Miron, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des Coopérateurs. Commandes et distribution des produits. Causerie par un camarade.

∴

La Coopérative Communiste, — Dimanche 22 novembre, à 2 heures de l'après-midi, Salle de la *Coopération des Idées*, 157, faubourg Antoine, grande fête familiale au profit de la Coopérative.

Coopératives et Colonies communistes, par Daudé-Bancel et G. Butaud.

∴

Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy, à 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 14 novembre. — Soirée musicale et littéraire.

Mardi 17. — M. L. Cahen, agrégé d'histoire : Les rapports de l'Eglise et de l'Etat en France au dix-neuvième siècle (2e causerie).

Jeudi 19. — M. Louis Maurice, rédacteur à la *Petite République* : Action syndicale et action socialiste.

Samedi 21. — M. Frantz-Jourdain, architecte : 2e L'architecture moderne.

∴

L'Action Théâtrale, groupe artistique de la rive gauche. — Vendredi à 8 h. 1/3, 76, rue Mouffetard, répétitions.

L'Action Théâtrale met au service des groupes et syndicats, pianiste et orchestre, pour bal ou concert. Envoyer la correspondance au camarade E. Sandrin, administrateur, 11, impasse Cœur-de-Vey, Paris (XIVe).

∴

GRENOBLE. — *Bibliothèque d'Etudes Libres.* — Tous les camarades détenteurs de livres à la bibliothèque, sont instamment priés de les rapporter chez le camarade Guinet, 69, rue St-Laurent, pour en faire le recensement.

Réunion des camarades pour le samedi 14 courant, à 8 h. 1/2, rue Pasteur, café Rosset, pour l'achat de nouveaux livres.

∴

LORIENT. — Réunion de tous les camarades dimanche matin, 15 novembre, à 9 heures, rue des Colonies, café Breton.

∴

LYON. — Groupe *Germinal.* — Dimanche 22 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale, salle Chamarande, 26, au bénéfice de la nouvelle brochure à distribuer; une causerie sur la Microbiologie sera faite par un camarade.

∴

MARSEILLE. — *Le Milieu Libre de Provence.* — Dimanche, 15 novembre, réunion générale de tous les adhérents et partisans du communisme expérimental. Causerie par divers camarades. Questions professionnelles.

Jeudi 19 novembre, à 9 heures du soir, au Palace-Bar, Allées de Meilhan, 34, grande discussion publique et contradictoire donnée spécialement pour les camarades. Ordre du jour : les colonies communistes. A Berrier, Jules Potigny, Merle ainsi que bon nombre de camarades prendront la parole.

∴

NIMES. — *Groupe des études économiques et libertaires.* — Dès à présent, les volumes de la bibliothèque sont à la disposition des camarades, les mardi, jeudi et samedi.

Tout ce qui concerne le groupe doit être adressée à Louis Bouillon, rue Pavée, 23.

∴

TOURCOING. — Samedi 14 novembre, réunion du Groupe *Germinal*, à 8 heures précises. Causerie par un camarade sur le mouvement anarchiste.

Dimanche 15, à 4 heures, réunion du Groupe *L'Entente économique.*

Tous les camarades sont priés d'être présents pour se rendre ensuite à Roubaix, au Palais du Travail.

∴

TROYES. — Les camarades qui voudraient adhérer au Falot anarchiste, groupe d'action par l'imprimé, sont priés de s'adresser au camarade Richard, 64, rue de Paris.

A NOS LECTEURS

Afin de rentrer dans quelques fonds, pour parer au déficit constant, nous mettons dix collections complètes des *Temps Nouveaux* en vente au prix de 30 fr. l'une, franco, au lieu de 50; 45 fr. reliée.

∴

Egalement deux collections complètes de nos lithographies, au prix de 40 fr. franco, au lieu de 75.

AUX CAMARADES

L'Almanach de la Révolution pour 1904 doit être en vente chez *tous* les dépositaires du journal. Le réclamer aussi dans toutes les gares où doit se trouver le journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock : *Guerre et Paix*, par L. Tolstoï, tomes I et II; 2 fr. 50 le volume; — *Un gant*, comédie en 3 actes; — Le *Nouveau Système*, en 5 actes, par Bijornson, 1 vol., 3 fr. 50; — *Au Pays de la fièvre* (impressions de la campagne de Madagascar), par Jean Darricarrère, 1 vol., 3 fr. 50.

Les institutions professionnelles et industrielles, par Herbert Spencer; 1 vol., 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue de Richelieu.

Criterio libertario, par A. Lorenzo; 1 broch., 25 centimos, à *Tierra y Libertad*, apartado de correos, 303, Madrid.

Cinnost Hospodarko-Revolucni, par Cerkesov; 1 broch., à *Novy Kult*, 45, Prago olsany.

Au lendemain de la grève générale, par E. Girault, 1 broch., 0 fr. 20, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 36.

Lettre à M. d'Estournelles de Constant, par J.-Z. Lagarrigue, Santiago (Chili).

Evangelina, par L.-R. Quinones, 2 pesetas, libreria Enrique Burgos, à Guadalajara.

POUR LES BROCHURES en réimpression.

	Aux Jeunes Gens	*Entre Paysans*
Liste précédente....	1.100	600
Union de l'ameublement............	500	»
E. B..............	100	»
Pezenas............	100	100
V. B................	100	»
Orléans.......... ..	50	50
Lille................	100	»
Troyes..............	100	»
A ce jour..............	2.150	750

VIENT DE PARAITRE

L'imprimeur vient de nous livrer le tirage que nous avons fait faire à part des 10 gravures de *Patriotisme-Colonisation*. Pour nos lecteurs seulement, 5 francs les dix, tirage sur beau papier; 10 francs en librairie; 10 francs sur Chine, pour nos lecteurs; 20 francs en librairie.

PETITE CORRESPONDANCE

L. M., à Lyon. — J'ignore où ont été éditées les *Pensées* de Stendhal.

Outwaking, Anvers. — Nous avions cessé l'envoi parce que nous ne recevons plus votre revue.

A. L., à Boulogne. — Le journal est envoyé aux trois adresses.

Roulinat. — Oui, je connais le livre. Il est édité au *Mercure de France.* Kipling est un impérialiste de la plus belle eau.

G., à Lyon. — Pour le volume *Religion* n'expédiez pas d'argent, je préviendrai lorsque je serai pour le faire.

Tierra y Libertad. — L'abonnement sera servi.

Reçu pour la liberté d'opinion : Auguste et Marianne, 0 fr. 50.

Pour un monument aux mineurs de Montceau : 1 fr. 50 (expédié).

Reçu pour le journal : G. C. à Courbevoie, 0 fr. 50. — V., à Persan, 0 fr. 50. — X. Y., 10 fr. — De la part d'Auguste et Marianne, 0 fr. 50. — De la part de Jeanne D., 0 fr. 50. — S., à Fort-de-France, 1 fr. 50. — A. T., à Paris, 0 fr. 75. — B., 5 fr. — L. C., 1 fr. 20. — Un déchard, 1 fr. 50. — C. L., 5 fr.

E. S., à Etampes. — B., à Lens. — M., à Laxou. — B., à Amsterdam. — G. G., à Londres. — F., à Genève. — S., à Lyon. — C. P., à Mâcon. — M., à Pernambuco. — V., à Nimes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE E. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 30 DIX CENTIMES DU 21 AU 27 NOVEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AUX CAMARADES

Pas de supplément cette semaine.

A un qui réclame des résultats immédiats

I

Le lecteur a pu lire, dans le numéro 25, les griefs que, selon un de mes correspondants, formulerait, contre les *Temps Nouveaux*, un groupe d'anarchistes qui nous jugeraient par trop retardataires. Comme on dit vulgairement : « le camarade n'y va pas avec le manche de la cuiller. » Fichtre! Il ne réclame pas grand'-chose! Un rien : un genre de propagande qui, tout en l'émancipant dans la société actuelle, lui donne le moyen de bien vivre! car, si on débarrasse sa tartine de toutes les fioritures qui l'entourent, c'est, en somme, la seule réclamation qu'il formule clairement. Il ajoute, il est vrai, que c'est en commençant à s'émanciper dans la société actuelle, que l'on prépare la société future, ce qui prouve son révolutionnarisme et que c'est bien en vue de l'intérêt de la propagande qu'il parle.

C'est, un peu plus condensé peut-être, les diverses objections auxquelles j'ai dû, plus d'une fois déjà, répondre. Mais puisque la vie se passe à tourner en rond, qu'il faut ressasser quinze cents fois la même idée, avant qu'elle puisse pénétrer un petit nombre de cerveaux; puisque, après tout, je n'ai pas d'autre objet de discussion plus pressé, je veux bien reprendre celui-ci. Qu'importe, après tout?

∴

Ce grief que nous fait mon contradicteur n'est que le même qu'il formule ainsi plus loin : « Votre propagande ne tend qu'à des buts éloignés; vous nous faites perdre de vue le présent pour cet idéal lointain! »

Je répondrai d'abord à Hégot qu'ici, au journal, nous discutons des idées à notre point de vue, et n'avons jamais eu la prétention d'émettre des oracles que l'on devait accepter comme tels.

A ceux auxquels nous nous adressons, nous n'avons jamais fait espérer que leur émancipation leur viendrait en dehors d'eux, en dehors de leurs propres efforts. Si donc ils s'hypnotisent sur un paradis imaginaire, cela ne proviendrait que de leur propre mentalité, et non de notre propagande qui, au contraire, a pour but de les amener à penser par eux-mêmes, de n'accepter aucune idée, sans la passer au contrôle de leur critique et de leurs objections. Et surtout ne rien attendre de personne, en dehors de leur propre activité, de leurs propres efforts.

Il se peut, que parfois, nous soyons entraînés à des affirmations manquant de preuves, mais il ne nous est jamais venu à l'idée que d'aucuns pouvaient les accepter comme vérités démontrées. Si nous nous élevons contre le monopole de l'enseignement par l'Etat, aussi bien que contre le monopole de l'Eglise, et toute sorte de monopoles, c'est parce que leur enseignement a pour but, justement, de façonner les cerveaux à accepter pour vrai tout ce qu'on leur affirme, de tuer en eux toute initiative en leur faisant attendre de quelque pouvoir mystérieux un changement à leur situation, qu'ils n'ont plus l'énergie de tenter par eux-mêmes. Nous voulons, au contraire, que les individus commencent par douter, et ne croient que ce qu'ils auront discuté, que ce qu'ils auront pu contrôler par eux-mêmes, — lorsque c'est contrôlable — et, dans les cas contraires, que lorsque ça se présente accompagné de références sérieuses — et sous bénéfice d'inventaire. — En un mot, qu'ils pensent par eux-mêmes, et non par les autres. Qu'ils agissent au lieu de demander.

∴

Le camarade Hégot veut des « résultats immédiats! » Eh bien, mon garçon, si j'ose m'exprimer ainsi, « tu ne te mouches pas du pied! » Sous une phraséologie qui se croit révolutionnaire, vous ne faites que nous répéter le cri des politiciens, lorsqu'ils veulent nous entraîner aux réformes électorales. Eux aussi nous accusent de nous perdre en des rêves qui ne peuvent se réaliser qu'après des milliers d'années. Eux aussi sont les d'attendre, vainement, une révolution qui s'éloigne toujours; eux aussi veulent obtenir des « résultats immédiats ». Seulement, ils nous donnent leur solution : les envoyer à la Chambre, où, s'ils y arrivent en nombre, ils nous voteront de bonnes réformes, devant réaliser tout ce que nous espérons. Si, sous ses réticences, je devine les moyens qui ont la préférence de Hégot, il se garde de les formuler avec précision. Je ne m'y attarderai pas, j'ai déjà discuté ces moyens. Les moyens bas ne conviennent pas à des buts élevés.

Des résultats immédiats! mais c'est notre rêve à tous; c'est ce que tout le monde cherche sous la diversité des théories qui nous divisent. Si chacun de nous a des préférences pour tels moyens plutôt que tels autres, c'est qu'il juge les dits moyens propres à amener plus rapidement la réalisation de ce qu'il leur demande.

Mais depuis que les exploités luttent pour s'affranchir, si les moyens employés ont bien réussi à amener des changements, très profonds même, dans la situation de certains individus, il faut avouer que cela a été sans influence sur l'ensemble de la masse. La poêle peut changer de mains, cela ne change rien à la situation de ceux qui restent dans la friture. Nous en sommes toujours à chercher ceux qui changeront la situation, non pas de quelques-uns seulement, mais le milieu lui-même.

Et c'est ce que Hégot a fort bien compris, puisqu'il se croit tenu d'ajouter : « qu'il faut que l'individu arrive à s'émanciper dans la société actuelle; ce n'est qu'en élargissant son bien-être, son indépendance, qu'il aidera à la transformation sociale ».

Voilà une affirmation qui, si on ne la creuse pas trop, semble fort raisonnable et sensée. Mais il serait bon de rechercher quelle est la part de vérité qu'elle contient.

∴

Evidemment, la société est si complexe, que, malgré sa hiérarchie, malgré son emprise sur chaque individu, elle laisse quelques casiers où quelques favorisés peuvent se loger et y garder une certaine indépendance. Qui de nous n'a pas dans ses relations quelque camarade gagnant largement sa vie, d'une façon indépendante, sans exploiter personne? Mais, de ces places, la société en est avare. Elles ne sont pas à la portée de tous; il n'y en a pas pour tous.

Alors la situation se dessine moins nettement que ne l'envisage Hégot, et la question se pose ainsi : Est-il possible, dans la société actuelle, de s'émanciper économiquement et politiquement, sans porter atteinte au bien-être et à la liberté de quelqu'un?

Et je réponds hardiment : Non!

A part les quelques situations privilégiées dont je parle plus haut, qui travaille de ses mains, dans la société actuelle, n'a droit qu'à un salaire de famine. Il peut y avoir des gradations, plus ou moins, mais jamais le travailleur manuel, quelles que soient son intelligence et son habileté, n'arrivera à une situation vraiment indépendante.

Celle-ci ne s'acquiert que si l'on passe du côté des exploiteurs; soit en faisant produire d'autres travailleurs pour son propre compte, soit en se laissant embrigader dans la hiérarchie des directeurs de tous poils et de tous grades, qui assurent le bon fonctionnement de la société capitaliste. Et alors, les affranchissements qui s'opèrent ainsi, loin de favoriser une transformation sociale, ne font que la consolider.

∴

C'est que, toute basée qu'elle soit sur l'antagonisme des intérêts, notre aimable société ne nous fait pas moins solidaires les uns des autres. Chaque acte individuel a sa répercussion sociale. L'arbitraire du gouvernant engendre l'esprit de

révolte des opprimés ; l'avarice de l'employeur force ses esclaves à se demander pourquoi il vit dans le luxe, tandis qu'eux s'étiolent de misère.

Oui, après avoir bien proclamé les droits de l'individu, l'autonomie de l'individu, nous sommes forcés de constater que la pseudo-indépendance obtenue par quelques-uns est entravée par l'esclavage et l'ignorance de ceux qui restent dans les chaînes; que le bien-être ne s'acquiert qu'en exploitant ses semblables d'une façon ou d'une autre.

Même en faisant comme ce fut la mode, il y a quinze ou vingt ans, en allant en dehors du monde civilisé, sur les terres vierges de l'Argentine et du Brésil, comme le tentèrent nombre de camarades, on n'arrive pas à s'abstraire du milieu social. La société est là, qui vous entoure de toutes parts, vous apportant ses entraves. Ces colonies échouèrent. Mais, auraient-elles réussi, les colons, tout en acquérant une certaine indépendance économique, en arrivant à suffire à leurs besoins par l'agriculture, n'en seraient pas moins restés sous la dépendance politique des gouvernements qui leur concédaient la terre. Et savoir si ce bien-être aurait pu persister lorsqu'ils se seraient trouvés en concurrence avec l'organisation économique capitaliste, progressant autour d'eux avec la population qui aurait rempli les espaces vides au fur et à mesure du succès? On ne peut se soustraire à l'organisation capitaliste, puisqu'elle couvre tout le globe. L'affranchissement individuel ne peut s'opérer isolément ni par paquets; car il se complique d'un bouleversement social qui n'est possible qu'avec la coopération du grand nombre. Et c'est ce qui fait que nous piétinons si longtemps sur place avant de pouvoir faire un pas en avant; car l'évolution mentale que nécessite ce pas, doit s'opérer dans une multitude de cerveaux.

J. Grave.

(*A suivre.*)

Dimanche dernier, nous avons conduit en terre Camille Pissarro. J'ai demandé à un de nos amis de raconter à nos lecteurs, en un de nos prochains numéros, ce que furent l'homme et le peintre. Je veux saluer seulement l'ami sûr et fidèle que nous perdons, l'artiste probe, sincère qu'il fut, le grand cœur et le brave homme simple qu'il avait su rester.

Puisse l'estime profonde de ceux qui l'ont connu, apporter à sa famille un adoucissement au chagrin cruel qui vient de la frapper.

J. Grave.

EN ROUMANIE

Dans une brochure intitulée *Doctrine et Tactique Socialistes*, publiée en roumain, en 1896, brochure traduite en français et destinée à la *Revue Socialiste* de décembre 1896, M. Georges Diamandy, aujourd'hui du parti libéral, représentant naturel de la bourgeoisie, en coquetterie hier avec ce parti, reproduit les mêmes vieilles choses : que le socialisme n'a pas de raison d'être en Roumanie, que c'est une plante exotique, — justement les mêmes arguments faux qu'ont rapportés différents journaux politiques lors de l'apparition de la revue *Contemporanul* (*le Contemporain*), de Jassy. Or, comme le socialisme a eu sa raison d'être en Roumanie, il y a vingt ans et au delà, date de son introduction, il m'est avis qu'il a encore plus de raison d'exister aujourd'hui, qu'on en a fait une pratique de tant d'années, pleines d'instruction pour nous, afin de pouvoir mieux éviter les erreurs du passé.

Au fond, cependant, en Roumanie il n'est pas question de la raison ou déraison du socialisme. Sa raison d'être chez nous, dans notre pays, ressort d'elle-même de la pratique de la vie réelle, sans que nous planions plus longtemps dans les airs, pour nous perdre en questions et réponses, sans aucun profit général pour le mouvement des idées qui doivent diriger notre action dans le mouvement social. Nous tenons à dire qu'au début, le mouvement n'était pas divisé, comme ailleurs, en différents partis, qui cherchaient à lutter à mort. Le mouvement socialiste avait en son sein une tendance purement libertaire, conciliante. C'étaient des démocrates-sociaux, sans s'occuper exclusivement de politique; il y avait en outre des anarchistes et des révolutionnaires, dont la préoccupation principale était l'émancipation entière de tout le prolétariat. Cependant, après un laps de temps (et c'est ici le commencement, l'origine des tactiques en formation : que le socialisme n'a pas de raison d'être chez nous), après un certain temps, on a introduit la tactique légale et parlementaire, avec sa politique et ses querelles, tactique qui ordonne à ses adeptes soumis à se conduire bien avec le gouvernement. Il s'ensuivit qu'on élimina des clubs certaines individualités indépendantes; qu'on donna la consigne de donner aux membres des clubs une éducation superficielle, seulement en vue des élections, et non pas pour éloigner tout ce qui avait vieilli parmi eux. Tout cela complète la manière dont on comprenait, et dont on traitait le socialisme chez nous, dans ces derniers temps. Et cette tactique a dégénéré jusqu'à s'unir à la bourgeoisie, jusqu'à déclarer que le tour de la Roumanie n'était pas venu pour le socialisme. Bien entendu, comme on le voit, ces soi-disant constatations ne sont point objectives, mais c'est seulement la légitimation de certaines tendances à s'embourgeoiser, qui se remarquaient chez bien des gens et depuis longtemps Ainsi que l'homme primitif, qui anime tout autour de lui, donnant à toute chose un milieu et un but, selon ses dispositions psychiques, de même nos démocrates-sociaux extériorisent une disposition à eux propre, la tendance à entrer dans le parti de la bourgeoisie, avec leurs déclarations et leurs arguments que le socialisme n'a pas encore sa raison d'être dans notre pays. Mais la foule, qui a été disciplinée pour se choisir des députés, et entretenir de sa sueur les journaux du « parti », dans lesquels on parlait des intérêts de cette bourgeoisie, sous le nom de socialisme, cette foule s'est en quelque sorte troublée, quand elle s'est vue sans chefs. C'était son éducation. La foule qui était venue en contact avec le mouvement social-démocrate et les intellectuels superficiels, a cru qu'avec la disparition des chefs de la tribune, avait disparu aussi le socialisme. Vain espoir. Leur disparition est un bienfait au point de vue des intérêts réels des classes; bien entendu, au point de vue de la classe prolétaire.

Nous avons acquis la certitude qu'il n'y a que l'étude de la science, qu'une éducation intégrale qui puisse contribuer à éloigner la tyrannie qui existe en nous, au sein des classes ouvrières, pour être en état d'éloigner la tyrannie extérieure provoquée par nos maîtres. C'est pourquoi il faut instruire la foule à l'aide de la science sociale, dans le sens de l'expropriation générale et des moyens pédagogiques révolutionnaires, pour arriver le plus tôt possible et sans beaucoup de perte à ce but.

Les symptômes sont généraux et la maladie s'étend de plus en plus. La social-démocratie a fait faillite partout par la manière dont elle se présente devant les événements et les accidents journaliers. Seulement, en Roumanie, sa faillite a été plus accélérée, en se fusionnant avec la bourgeoisie libérale. On en trouve des marques par-ci, par-là, en Allemagne, en France, en Italie; des marques d'où il est évident que le socialisme démocratique s'est bien discrédité, en confinant son activité aux programmes minimum, à des réformes auxquelles prétend aussi la démocratie radicale bourgeoise, jusqu'à ce qu'elle fasse un amalgame avec la bourgeoisie capitaliste, ces deux alliés luttant contre ceux qui sont encore restés pour réhabiliter le socialisme de l'*Internationale*, contre les socialistes-anarchistes.

Au point de vue sociologique, la Roumanie n'est pas entourée d'une muraille chinoise, afin que nulle influence du dehors ne puisse y pénétrer; étant en relation avec l'Occident où l'organisation capitaliste a atteint son apogée, on ressentira aussi ici les mêmes besoins sociaux. Par les relations intellectuelles, par les discussions et la recherche d'une solution de la question sociale dans l'Occident, on s'en ressent de même par ici, parce qu'en Roumanie nous avons de fait la même organisation sociale; et c'est fatalement l'industrialisation de la Roumanie, selon l'image et la ressemblance de la bourgeoisie occidentale, de quelque peu d'étendue que soit cette industrialisation; parallèlement, il y faut aussi le remède, qui n'est autre que le socialisme-anarchique.

Toutefois, peu nous importe de quelle manière s'effectuera cette industrialisation, et nous ne serons pas même de ceux qui hâteront cette transformation; ce rôle incombe à l'Etat, représentant de la bourgeoisie, pour encourager son industrie nationale. Quant à nous, nous nous intéressons au prolétariat industriel qui va naître, et c'est la question du prolétariat paysan qui nous préoccupe, car c'est elle qui est la principale question sociale en Roumanie. Nous ne voulons pas nous constituer en avant-garde de la bourgeoisie, comme le proposait Jean Nadejde, le ci-devant leader du parti social-démocrate disparu, dans un article publié, il y a quelques années, dans *Noua Revista Romana* (*la Nouvelle Revue Roumaine*), ceci devant constituer le rôle de partis politiques bourgeois; quant à nous autres socialistes-anarchistes de Roumanie, il nous faut considérer quelle est de fait la situation de la Roumanie, pour voir quelles conclusions nous pourrions tirer pour l'avenir.

⁂

Depuis la fondation des principautés roumaines, la grande propriété est apparue en Roumanie; produite, comme ailleurs, par la force, suite de la guerre. Et pour prouver cette affirmation, on trouve des chartes seigneuriales et des chroniques de ces temps-là, dans lesquelles on nous dit que le woïvode accorde à tel capitaine d'armée d'occuper tant de terre qu'il en voudra. Le prince de Valachie Michel, qui a vécu entre les années 1539-1601, étant continuellement occupé par des guerres, avait le plus grand intérêt, comme tout potentat, à se trouver en commun accord avec les boyards, dont la position, d'autre part, était liée à celle du prince. C'est pourquoi nous le voyons sanctionner un droit abusif que ceux-là s'étaient arrogé sur les paysans; c'est-à-dire le servage, qui consistait dans la défense faite au paysan d'émigrer de la terre boyarde, féodale, sur une autre, sans le consentement du propriétaire. Il déclara par un édit, ukasov, *que chaque serf resterait à jamais dans le même état où il se trouvait*, donnant par là à l'institution du servage, qui jusqu'alors n'était qu'un droit abusif, un caractère légal et stable, immuable. Permettons-nous ici une parenthèse. Comment accorder ce qui a toujours été répété par le journal disparu social-démocrate, *Lumea Noua* (*le Nouveau Monde*), « que la plus grande révolution qu'on ferait en Roumanie serait l'application des lois », lorsque les lois jaillissent du droit du plus fort ? De quelle manière ceci s'accorde-t-il avec l'enseignement de l'histoire qui nous montre, pour notre cas, comment un état de fait a été affermi par un droit donné aux boyards, avec le secours de la loi, pour asservir les paysans ?

Quand l'histoire officielle nous parle de patriotisme et de nationalisme, qu'on y sous-entende bien alors « le patriotisme » de notre classe régnante d'alors, comme de celle d'aujourd'hui. Jalouse seulement de régner, elle demanda l'appui tantôt du gouvernement polonais, tantôt de celui de la Hongrie, afin que leurs armées, recrutées de paysans dont l'intérêt est opposé à celui de la classe dirigeante, renversassent tel prince et qu'elles missent à sa place quelqu'un de leurs partisans. Dans ce temps-là, de même qu'aujourd'hui, il y avait des mouvements de paysans. Les grands propriétaires envoyaient dans ce but d'innombrables pétitions à Catherine, impératrice de Russie, la priant de venir mettre une éternelle domination sur le pays, pour être plus affermis, eux, dans l'exploitation du paysan. C'est, comme nous le voyons, l'internationalisme de classe des propriétaires de terres, internationalisme seulement en ce qui concerne le mode de l'exploitation, mais ne permettant pas à la classe ouvrière de s'unir pour arriver à sa conscience de classe, et pour qu'elle défasse des maîtres par l'expropriation des biens volés, légués à nous par les aïeux disparus, qui ont travaillé pour nous, afin de nous laisser un héritage dont nous jouissions tous, nous tous leurs descendants.

(*A suivre.*)

Mathieu Demetrio.
(Bucarest.)

LA DÉFENSE DE L'ENFANT

Si la Ligue pour la Défense de l'enfant n'a pas donné signe de vie depuis quelque temps, il ne faudrait pas en conclure qu'elle est morte.

L'enquête que nous avons entreprise auprès des instituteurs nous démontre que les livres scolaires que nous nous proposons de publier trouveraient l'approbation de beaucoup d'entre eux.

D'autre part, les instituteurs et institutrices du XVe arrondissement, dans une réunion récente, viennent de décider la radiation, sur la liste des livres en usage dans les écoles, de certains d'entre eux par trop entachés de militarisme et de cléricalisme.

Le moment serait donc opportun pour offrir aux instituteurs un ensemble de livres conçus dans les principes qui prépareront la mentalité de la génération nouvelle à l'établissement d'une société rationnelle.

C'est à l'élaboration de tels ouvrages que nous travaillons actuellement, et, si nos amis nous secondent, nous espérons en avoir à offrir pour la rentrée de l'année prochaine.

A. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Un camarade nous écrit : « Un de mes amis vient de faire parvenir à M. Fray, capitaine à Toul, la lettre dont voici le texte : « Mon devoir m'engage à « vous faire part d'une pénible impression ressentie « dans le cours de mes 28 jours, en votre compa- « gnie. Voici le fait : J'assistais, le jeudi 29 octobre, « aux obsèques du soldat Vanier. Au moment de la « mise en terre — peut-être vous rappelez-vous ?... « — un profond murmure se fit entendre. J'écoutai, « et fus tristement étonné. De la bouche des « hommes présents sortaient ces expressions bru- « tales : « C'est la vache de P..... qui l'a fait mourir ; « ce sont les deux salops de P..... et M..... qui l'ont « assassiné ; etc., etc. » Peu après, lorsqu'à son tour « le sous-off P..... aspergea sa victime probable, « tous les soldats répétèrent : « Voilà le bourreau, « il blêmit ! » C'était vrai, il avait pâli. Était-ce de « remords, ou avait-il entendu ? Je ne sais. En tout « cas, voilà exposé brièvement ce que je vis et en- « tendis, à cette funèbre cérémonie. Faites de ma « lettre l'usage qu'il vous plaira, mais souvenez- « vous des paroles de J.-J. Rousseau : « *Une injustice « qu'on voit et qu'on tait, on la commet soi-même.* » « Ma conscience est soulagée, mais aimant la liberté « et craignant un peu la discipline inflexible du ré- « giment, permettez-moi de signer tout court : *Un « réserviste.* »

« D'après mon ami, ce sous-off P..... serait la brutalité personnifiée, et il aurait tenu ce propos que plusieurs réservistes peuvent affirmer. C'était au moment où il venait d'apprendre qu'on le demandait pour aller à Roubaix, lors des événements d'Armentières. Il osa dire « qu'il n'était que temps qu'on « puisse en crever quelques-uns, de ces grévistes « fainéants ». Ce sous-off est un Breton, engagé de 5 ans. Son acolyte, M....., est un engagé aussi, et, à eux deux, ils s'entendent à merveille pour faire des misères aux jeunes soldats, surtout aux pauvres qui ne peuvent leur rincer la gueule. Le capitaine Fray, lui, se contente de faire des théories sur Dieu et la patrie. »

X.

⁂

Encore un enfant martyr. Auguste Pebret, ouvrier tôlier, et sa femme avaient deux enfants : l'un de quatre ans, l'autre de deux ans. La mère aimait le premier et détestait le second. Elle le rouait de coups, et toute la maison retentissait des cris du pauvre enfant. Les voisins et la concierge protestaient, indignés. Il fut battu, un jour, avec une telle violence, qu'il tomba en syncope et qu'il fallut le porter à l'hôpital. Son état était tel, que le directeur, sur le rapport du médecin, fit prévenir le commissaire de police, et que le père et la mère furent arrêtés.

Je n'ai jamais vu de chatte ou de chienne maltraiter aucun de ses petits. Chez les animaux, c'est au contraire la mère qui se laisse martyriser par ses enfants, lesquels la mordent, la bousculent, ne lui laissent pas de répit, en font leur jouet. Mais nous autres, singes perfectionnés, nous avons changé tout cela. Les femelles humaines, abruties par la misère, par l'alcool et par la religion, font des enfants pour les hair et pour les torturer. Peut-être aussi est-ce que, dans le cours de notre belle histoire, nous avons acquis, à force de guerres, d'oppressions, d'assassinats, un degré de méchanceté inconnu des animaux.

⁂

L'un des héros de l'affaire d'Aix-les-Bains, l'intéressant Henri Bassot, a été élevé au collège des Jésuites de Lyon. Tropmann, Gamahut, Bruneau, Peugney, Vacher, Chabaneix, Bassot, tout cela avait reçu une solide instruction religieuse, étant l'un élève des Frères, l'autre des Jésuites, l'autre d'un séminaire, l'autre postulant mariste, l'autre ancien ignorantin, l'autre prêtre. Comme on voit bien qu'il n'y a que la religion pour vous faire un honnête homme !

R. C.

⁂

Jadis le vote des *fonds secrets* était pour les républicains l'occasion de belles protestations. Le vote de cet argent, destiné au mouchardage politique, leur fournissait matière à beaux discours. Au pouvoir aujourd'hui, ils n'hésitent pas à voter ces fonds qui, pour une part, leur sont destinés sous forme de subventions, d'autre part serviront à combattre leurs ennemis politiques.

Les socialistes — bien entendu — font chorus avec ces bons républicains et votent eux aussi ces fonds secrets, si maudits lorsqu'ils servaient à les surveiller. N'ont-ils pas à leur tour à faire « surveiller » ces empêcheurs de palper en rond que sont les anarchistes ? Pour l'éducation des masses, voici les noms des socialistes votards de *fonds secrets* :

Poulain, Lassalle, J. L. Breton, Bouhey-Allex, Camuzet, Devèze, Gérault-Mouchard, Briand, Charpentier, Colliard, Pressensé, Bagnol, Cardet, Deville, Millerand, Rouanet, Jaurès, Labussière.

J'ajoute, et, ma foi, cela ne dépare rien, que onze de ces prétendus socialistes se sont courageusement *abstenus* au vote du budget des cultes.

L'on se demande après cela ce que l'on doit le plus admirer du cynisme de ces gens-là ou de l'imbécillité de ceux qui les nomment.

P. D.

⁂

Mouvement ouvrier. — La grève des tisseurs d'Houplines et d'Armentières est terminée. Les 7.000 tisseurs qui avaient cessé le travail il y a six semaines ont repris le collier samedi dernier, abandonnant à leur sort, plus triste encore que le leur propre, leurs collègues des petites usines de la vallée de la Lys qui continuent la lutte.

C'est là une belle victoire ouvrière, assurent les gens du socialisme ministérialisé. Nous le souhaitons bien sincèrement, mais nous nous permettons d'en douter.

Politiciens, patrons et préfet semblent s'être bien entendus ensemble ; mais, comme l'autre, ce bloc ne nous dit rien qui vaille. Nous voyons bien des promesses pour le mois d'avril prochain, mais à part le paiement immédiat d'une indemnité équivalente à une semaine de travail, nous ne voyons pas qu'il y aura quelque chose de changé pour ces travailleurs, car nous ne pensons pas, quoi qu'on puisse en prétendre, que la *promesse* de l'application du tarif de 1889 puisse être considérée comme une victoire. Ce qu'il y a de certain, c'est que les salaires maxima de 12, 15, 18 francs par semaine tout au plus continueront à être des salaires normaux, et il est impossible à une famille — et le correspondant du journal bourgeois *le Temps* qui ne peut être taxé d'exagération l'a démontré, chiffres en main — de vivre avec un aussi faible salaire.

L'on ne peut guère non plus tabler sérieusement sur l'enquête votée par la presque unanimité des députés, y compris les plus puissants exploiteurs et bourgeois cossus, tous plus ou moins riches de l'exploitation des prolétaires. Au reste, il est de notoriété publique que ces enquêtes aboutissent toujours à un enterrement de la question ; et ce n'est ni la présence dans la commission, nommée à cet effet, de l'exploiteur de Roubaix, le député Motte, ni celle de Jaurès, de l'arbitrage du Creusot, qui pourrait, en tout cas, donner quelque garantie à sa sincérité.

Enfin l'organisation dans l'avenir de commissions mixtes sera certainement une garantie pour les patrons ; mais ce que les travailleurs pourront en retirer est plus qu'illusoire.

Comme on le voit, et si l'on considère que pour arriver à ces piètres résultats, les tisseurs d'Armentières et d'Houplines ont dû lâcher leurs camarades de la vallée de la Lys qui, eux, continuent à rester en grève — on avouera que c'est là une bien piètre victoire ouvrière, surtout si on songe que la réalisation de ces promesses est subordonnée à la victoire de ceux qui restent en grève.

Je me trompe. On annonce déjà comme certaine la candidature à Armentières du Dr Desmons, socialiste à la Millerand, directeur du *Réveil du Nord*, contre le député exploiteur Dansette.

La misère ouvrière aura été une fois de plus un tremplin électoral. Triste fin d'un mouvement commencé vaillamment.

⁂

Quoique la campagne contre les bureaux de placement continue, et que des réunions aient lieu chaque jour, non seulement à Paris, mais un peu partout en province, le mouvement n'a plus la belle acuité du début.

Est-ce à dire que les travailleurs qui ont à se plaindre de ces officines soient satisfaits ? Ah ! que non, mais à l'énergie déployée les premiers jours semble avoir succédé un moment de lassitude.

Et cependant il reste encore beaucoup à faire.

Les travailleurs de l'alimentation que le projet voté par la Chambre ne satisfait pas, bien au contraire, continuent la lutte et la Fédération vient d'adresser à tous ses syndicats adhérents la circulaire suivante :

« Camarade secrétaire,

« Devant le nouveau procédé du Sénat qui demande des délégations des patrons, des placeurs, des ouvriers, etc. ;

« Considérant que les abus des bureaux de placement ont été suffisamment prouvés depuis trente ans et récemment encore ;

« Considérant que ces lenteurs sont voulues, dans le but de faire échouer le magnifique mouvement engagé ;

« Le Comité fédéral, prévoyant la mise en application des décisions du Congrès de Lyon, vous pose la question suivante, avec prière d'y répondre dans le plus bref délai :

« Si satisfaction n'est pas donnée dans le plus court délai par le Sénat, êtes-vous partisans de la déclaration de la grève générale de l'alimentation pour fin décembre ? »

Répondre par oui ou par non.

La question posée par la « Fédération de l'Alimentation » à ses adhérents est sérieuse, et l'on ne saurait dès maintenant prévoir les résultats d'une grève générale des travailleurs de l'Alimentation si celle-ci venait à éclater.

D'autre part, la non-acceptation par les intéressés du projet voté par la Chambre ne satisfait pas les socialistes ministériels qui ne le leur envoient pas dire.

Comme de juste, c'est dans la *Petite République* que se mène cette campagne. Ces messieurs sont pour l'indemnité aux placeurs et pour leur disparition dans cinq ans ; il paraît, suivant eux, que c'est là un moyen plus radical que la suppression immédiate et sans indemnité. Ils essaient du moins de le persuader à leur clientèle.

Les démagogues du socialisme réformiste ont la prétention de *connaître mieux* que les intéressés ce qui leur est plus profitable : les travailleurs qui souffrent de ces officines ne le savent pas, paraît-il, et ces bonnes gens de leur faire la leçon.

Mais ils ont affaire à forte partie et ils en seront vraisemblablement pour leurs frais d'encre et de papier.

Il est possible que cela leur soit largement remboursé.

P. Delesalle.

⁂

Agitation à Clermont-Ferrand. — A la suite de la révocation, par la Compagnie, du receveur Blanchon, secrétaire du syndicat, les employés et ouvriers des tramways se sont mis en grève. Des groupes de manifestants parcourent la ville au chant de l'*Internationale* ; cependant il n'y a pas eu d'incidents graves.

Dans une réunion tenue à la Bourse du travail, tous les syndicats ouvriers ont décidé de se solidariser avec les grévistes et de faire une grève générale jeudi prochain si à ce jour satisfaction ne leur est pas donnée.

En attendant, les troupes sont consignées.

Galhauban.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis soir, de 8 heures à 10 heures, et les dimanches matin, de 9 heures à midi.

⁂

Jeunesse libertaire, Ligue Internationale antimilitariste. — Jeudi 26 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Eden-du-Temple, 49, rue de Bretagne,

grande conférence, publique et contradictoire, par Paraf-Javal. Sujet : *Le monopole de l'abrutissement officiel.*

Entrée : 0 fr. 30.

∴

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Samedi 21, à 8 h. 1/2, 245, boulevard de la Gare, causerie par un camarade.

∴

L'Aube Sociale (U. P.), 35, rue Gauthey (17e arr.) :

Lundi 23 novembre. — Cours de mandoline, de 8 h. 1/2 à 10 heures.

Mercredi 25. — Causerie : Les poètes contemporains; analyse de l'œuvre de Xavier Privas, par le camarade Raoul Lelong, avec auditions par la camarade Francine Clary.

Vendredi 27. — Amédée Rouquès : *Poil de carotte*, lecture.

∴

Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Lundi 21 novembre. — M. Frantz-Jourdain, architecte : 2e L'architecture moderne (projections).

Mardi 24. — M. Blancheville, sous-directeur au Ministère du commerce : 2o Situation politique, économique et sociale de l'Allemagne.

Jeudi 26. — M. Ascoli, agrégé des sciences : Notions de science physique. — Quelques mots sur la méthode expérimentale.

Samedi 28. — Assemblée générale. Tous les camarades sont instamment priés d'y assister.

∴

Salle de la *Coopération des Idées*, 157, rue du faubourg Saint-Antoine, dimanche 22 novembre, à 2 heures, fête familiale, au profit de la *Coopérative Communiste*. Coopératives et Colonies communistes, par Daudé-Bancel et G. Butaud. Chants.

Entrée : 0 fr. 30.

∴

La Coopérative Communiste.— Jeudi 26 novembre, à 9 heures du soir, 68, rue François-Miron, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des Coopérateurs. Causerie par un camarade.

∴

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine, et 65, rue de Clignancourt. — Lundi 23 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur *l'Organisation du bonheur.*

∴

Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 25 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par Vergal sur les *Origines de la civilisation* (II). Cette série prépare une visite au Musée de Saint-Germain sous la conduite du conférencier.

∴

L'*Effort*, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 :

Vendredi 20 novembre. — Henri Moreaux : *Les Primitifs*, d'après Elie Reclus.

Dimanche 22. — A 2 heures, fête familiale avec le concours de la *Lyre sociale de la Rive gauche.* — Tirage de la tombola.

Mardi 24. — G. Veillat : Les oiseaux de proie, analogies sociales.

Jeudi 26. — Thénard : Origine des vices, II.

∴

Lille. — La propagande se relâchant dans notre localité, les camarades sont priés de venir nombreux à la soirée qui aura lieu le dimanche 22, au profit de Mauduit, pour y discuter des moyens de la rendre plus active.

∴

Marseille. — *Le Milieu-Libre de Provence.* — Dimanche, réunion à 6 heures précises. Causerie par divers camarades. Organisation d'une grande fête artistique.

Vu le changement de local, les camarades sont priés de consulter le *Petit Provençal* de dimanche.

Adresse : A. Berrier, rue Clotilde, 11, Marseille.

∴

Marseille. — Les libertaires adhérents, partisans ou sympathiques à la lutte entreprise dans le syndicalisme, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu jeudi 26 courant, à 9 heures du soir, au Palace-Bar (salle du fond).

∴

Lyon. — *Germinal.* — Dimanche 22 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, réunion familiale privée, salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26, au bénéfice de la nouvelle brochure de propagande libertaire à distribuer.

∴

Lyon. — *Groupe d'Art Social.* — Fête de famille, dimanche 22 novembre, à 2 heures du soir, dans la salle Veuve Guttin, rue Sébastien-Gryphe, 74, entrée 3, rue Dumoulin. Se feront entendre nos meilleurs chansonniers révolutionnaires; un camarade fera une causerie.

Entrée gratuite.

∴

Lyon. — Le Groupe *Germinal* fait appel à tous les anarchistes de la région Sud-Est, pour s'entendre pour propager les journaux et brochures qui paraissent.

Le groupe centraliserait les adresses et enverrait à domicile. La cotisation, 0 fr. 25 par adhérent. Il serait publié un relevé mensuel.

Adresser les réponses au groupe *Germinal*, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, Lyon.

∴

Roubaix. — Les camarades du « Palais du Travail » ont édité et tiré à 10.000 exemplaires la brochure : *Légitimation des actes de révolte*, de Georges Etiévant. Ils laissent cette brochure à 5 francs le cent, port en sus, et feront des conditions spéciales aux groupes, syndicats et camarades qui en prendront plusieurs centaines. Pour les commandes, écrire au camarade Pierre Degreef, Palais du Travail, 8, rue du Pile, à Roubaix.

∴

Roubaix, Tourcoing et environs. — Réunion dimanche 22 novembre, à 10 heures précises du matin, au Palais du Travail, 8, rue du Pile, pour y discuter l'achat d'une nouvelle presse. Cette question intéressant tous les camarades, nous espérons que tous assisteront à cette réunion.

Le Groupe du Palais.

∴

Tourcoing. — Dimanche prochain, 22 novembre, dans la salle de l'estaminet des *Temps Nouveaux*, rue du Pous, 38, à 4 heures précises, causerie par un camarade de Lille sur l'Entente économique. Après la causerie, soirée familiale au profit de l'*Entente économique.*

∴

Philadelphia. — Le groupe de langue française se réunit le premier et le deuxième dimanche de chaque mois au *Kensington Labor Lyceum*, 2 and Cambria street, à 5 heures du soir.

Questions à l'étude : 1o Quelles sont les causes des maux dont souffre l'humanité? — 2o Que ferions-nous sans les capitalistes?

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Amour et M. Lewisham, par H. G. Wells, traduction Davray et Kozakiewickz; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

Les Nouveaux Jugements du président Magnaud, par H. Leyret; 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

La Clé des carrières (roman), par Abel Faure; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Comment la route crée le type social, tome II, par Ed. Demolins; 1 vol., 3 fr. 50, chez Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

De la condition du peuple au vingtième siècle (roman), par H. Dagan; 1 vol., 3 fr. 50, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Alba dei liberi, par A. Palmarini, « Biblioteca de l'Intrensigente »; 1 vol., 1 fr. 50, à Lecce.

Nociones de idioma francés, por Leopoldina Bonnard; 1 vol., 2 pesetas, Escuela Moderna, calle de Bailen, 86, Barcelone.

Mademoiselle Monfort, 3 actes, par A. Delrue; 1 broch., 1 fr. 25, chez Jullien, 10, faubourg Saint-Denis.

Le Manuel du royaliste, par F. Baconnier; 1 broch., 0 fr. 40, *Gazette de France*, 1 *bis*, rue Baillif.

∴

Nous avons reçu le premier numéro de l'*Homme libre*, 36 rue de la Montagne Sainte-Geneviève. Ce numéro est intéressant, et je ne demanderais pas mieux que de lui souhaiter la bienvenue; mais, il nous promet d'être un journal de bonne foi, et, en tête de la liste des rédacteurs, figure Urbain Gohier. Comme caution, cela laisse à désirer.

∴

D'autre part, j'ai reçu, de Saint-Claude, le numéro 1 de l'*Aube Nouvelle*, qui doit paraître mensuellement. Les camarades s'y déclarent nettement communistes libertaires. Bonne chance à ce nouveau camarade.

Le compagnon Dumas, qui le lance, ayant dû émigrer à Grenoble, ce sera sa nouvelle adresse : 16, rue de Strasbourg.

J. G.

Almanach illustré de la Révolution 1904 : articles de L. Descaves, H. Leyret, J. Grave, G. Reclus, P. Kropotkine, etc., etc. Nombreux documents. — Remboursable en volumes.

Prix : 0 fr. 30, dans nos bureaux; 0 fr. 40 par la poste.

AUX ACHETEURS DES LITHOGRAPHIES

L'Incendiaire, de Luce; *Porteuses de bois*; *L'Errant*, de Rysselberghe; *Le Démolisseur*, de Signac; *L'Aube*; *L'Aurore*, de C. Pissarro; *Les Errants*; *Les Sans-Gîte*, de C. Pissarro; *Sa Majesté la Famine*, de Luce, et *On ne marche pas sur l'herbe*, de Hermann-Paul, sont épuisées.

En rangeant, nous en avons retrouvé seulement trois ou quatre collections dépareillées. Aux amateurs nous les laisserons à 5 francs l'exemplaire, de l'édition ordinaire.

Ne disposant que de deux ou trois exemplaires de chacune, nous ne nous engageons à fournir qu'aux premières demandes reçues.

POUR LES BROCHURES
en réimpression

	Aux Jeunes Gens	*Entre Paysans*
Liste précédente....	2.150	750
Bourg-Argental......	100	100
Tourcoing..........	100	100
Saint-Jmier.........	100	100
Grusse..............	»	200
Dison...............	100	100
Montpellier.........	100	—
A ce jour...........	2.650	1.350

Nous avons remis la copie à l'imprimeur. L'impression sera prête d'ici peu. Ceux des souscripteurs qui n'ont pas envoyé le montant de leur commande sont priés de le faire au plus vite.

PETITE CORRESPONDANCE

Eugène Trouin. — Est prié de donner de ses nouvelles au bureau du journal ?

Germinal, Tourcoing. — C'est 5 fr. 60 le cent pour les brochures en réimpression.

A. Michiels, à Anvers. — La fin de votre article a été publiée.

M., à Buxières. — Oui, j'ai encore des *Guerre-Militarisme* à 1 fr. 50.

J. S., à Saint-Imier. — Faut-il vous envoyer de suite les brochures auxquelles vous donne droit votre envoi, ou attendre pour les envoyer avec *Aux Jeunes Gens* et *Entre Paysans* ?

C. C., à Clamart. — Plus de *Mariage libre.*

Lorquet, à Hodimont. — Pour le *Libertaire*, adressez-vous directement 15, rue d'Orsel.

Reçu pour les victimes de Lépine : Souscription par P., 30 fr. — Jean, 2 fr. — M. Gauthier, 2 fr. — Deux institutrices, 1 fr. — M., 2 fr. — Germaine et Jeanne, 2 fr. — En tout : 39 fr. — Liste précédente : 29 fr. — En tout : 68 fr., qui ont été remis à l' « Union des Syndicats ».

Pour la *Solidarité* : V. L., au Moulin-Galant, 0 fr. 35.

Reçu pour le journal : G., à Lyon, 0 fr. 60. — J. D., à Puteaux, 0 fr. 85. — L. N., 1 fr. — Pour acheter des graines d'épinards, 0 fr. 45. — M., à Pernambouc, 4 fr. — Groupe de Roubaix, 5 fr. — L. C., 1 fr. — Guise, 0 fr. 80. — Merci à tous.

T. R. à Pavilly. — M. M., à Dijon. — B. M., Rodez. — M., à Pont-de-Beauvoisin. — F. B., à Rouesse-Fontaine. — L. A. P., 52. — B., à Saint-Amand. — T., à Crest. — P. G., à Senones. — A. J. d. B., à La Haye. — H. R., à La Bassée. — A. D., à Bordeaux. — J. T., à Rennes. — K., à Lausanne. — O. K., à Halle. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie G. Chaponet, rue Bleue, 7, Paris.

NEUVIÈME ANNÉE N° 31 — DIX CENTIMES — DU 28 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

AVIS A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

UNE RÉPONSE QUI NE RÉPOND PAS

Dagan joue très bien à cache-cache. Mais il aurait tort de croire qu'avec de la patience et de bonnes jambes on ne puisse le joindre.

Dans le numéro 22 du journal, on s'en souvient, j'ai répondu, sous ce titre : *L'Action directe*, à l'article (*Œuvre nouvelle* de septembre) où Dagan commence à vouloir prouver l'insuffisance de l'action directe et la nécessité de lui adjoindre l'action politique ou — pour être tout à fait précis — l'action parlementaire.

C'est Dagan qui répond à son tour (*Œuvre nouvelle* de novembre), ou, plus exactement, qui ne répond pas.

Ce que j'avais dit était pourtant très simple et très net, sans confusion possible. J'avais d'abord essayé de montrer que l'action directe a une valeur éducative, une valeur morale que l'on ne saurait trouver, hélas ! à l'action parlementaire. De sorte que l'action directe est mieux qu'une tactique toute sèche, un moyen en vue d'un résultat, elle est déjà un commencement de réalisation, d'adaptation ou, mieux, de préparation pour l'individu à des formes sociales meilleures. L'action directe est une école d'énergie, d'initiative, de solidarité, disais-je en substance.

Or, sur tout cela, Dagan n'a rien à dire. Silence complet.

Passant à une autre série d'arguments, je disais ensuite : Il est bien inutile de faire le moindre effort pour superposer, chez les mêmes individus, l'action politique, officielle, gouvernementale à l'action directe, si la première n'est, comme il semble, que l'exécutrice quasi-automatique des ordres de la seconde. Je crus inutile de citer des faits (1) à l'appui de cette idée, tellement les histoires en sont pleines, et je conclus :

> Préconiser, développer l'action directe, même s'il s'agit d'améliorations qui doivent passer par le canal politique, n'est pas autre chose, en un mot, que vouloir diriger les forces d'amélioration sociale sur des points d'application où elles puissent produire leur plus grand effet. C'est aussi les protéger contre cet état de léthargie, d'envoûtement, pour ainsi dire, dans lequel les maintiendrait d'une façon certaine la politique.

(1) Kropotkine devait, dès le numéro suivant, apporter de ces faits toute une moisson nouvelle en précisant d'une façon si saisissante, d'après le pamphlet de Brissot, le rôle des anarchistes et du peuple pendant la grande Révolution et leur action directe sur la Convention.

Sur ce nouveau point, nouveau silence. Dagan se tait de plus en plus.

Avec quoi remplit-il donc sa réponse, puisque je n'ai pas dit autre chose ? Oh ! son procédé est très simple et trop employé, hélas ! dans toute discussion. Dagan cherche dans tout mon article un seul mot, un seul petit mot sujet à équivoque, puis, à la faveur de cette équivoque il m'attribue gentiment, et aux anarchistes en général, toute espèce d'âneries. Voici *le mot*, le mot sauveur. Amené à préciser les divers sens du mot politique, où Dagan me semblait patauger à plaisir, j'avais écrit : « Certains ont un *idéal* diamétralement opposé à celui qui triomphe dans l'administration des affaires publiques. » Ah ! ça n'a pas traîné. Idéal, idéalistes, l'affaire est bonne : « Disons que parmi l'universel matérialisme, les anarchistes sont restés de purs idéalistes, nous les présenterons aisément de la sorte à nos lecteurs comme de doux crétins. » Dagan ne prononce pas le *mot* : mais il s'en faut de peu, vous le verrez tout à l'heure.

Il y avait bien une petite, oh ! toute petite difficulté. De ce qu'on emploie, en passant, le mot « idéal », il n'en résulte peut-être pas nécessairement, et sans autre preuve, que l'on soit un idéaliste renforcé. Mais si vous croyez que Dagan s'embarrasse pour si peu ! Ah ! que non, et il pontifie :

« Il semble croire que la forme politique actuelle est la résultante d'un idéal ; voilà son erreur, que dis-je, voilà le vice fondamental de sa méthode ! » (p. 347.)

Ceci dit et admis par Dagan, tout le reste en découle naturellement et c'est alors que nous devenons de doux crétins. Nous adhérons *au finalisme social*. Nous supposons que *l'organisation sociale est la résultante d'un consensus, d'un idéal préconçu*. Nous méconnaissons le *matérialisme historique*. Nous croyons que *les idées générales mènent le monde*. Nous nous figurons *qu'une organisation politique, un régime économique, une grande institution peut sortir du cerveau d'un homme, d'une élite ou d'un dieu*. Nous prétendons *construire à priori, en quelques années et par la magie de la volonté, ce qui a exigé des siècles d'élaboration*. Assez, assez, Dagan, n'en jetez plus !

Je n'entreprendrai pas, bien entendu, de montrer à Dagan, que je suis innocent de tant de crimes et que j'en crois innocents mes amis des *Temps Nouveaux* ; que nous honorons, comme il convient, le matérialisme historique (1) et que nous ne l'avons pas attendu, lui Dagan, pour essayer de nous rendre compte selon quelle genèse très lente et nullement surnaturelle se crée peu à peu une organisation politique, un régime économique. J'attendrai, pour cela, que Dagan-le-bien-documenté formule des accusations un tout petit peu plus précises, et je prierai simplement le lecteur de noter que dans la phrase incriminée le mot *idéal* se trouve pris dans une acception très usuelle, je crois, et fort innocente aussi, pour désigner une direction, un courant, une tendance, n'impliquant aucun *credo* métaphysique et pouvant tout aussi bien se déduire d'une série de faits interprétés et généralisés.

(1) Sur la façon par trop simplette dont Dagan oppose le matérialisme à l'idéalisme historique — alors que ce sont là évidemment des théories à peu près équivalentes, se complétant l'une l'autre et ayant raison tour à tour — il y aurait beaucoup à dire. Mais évitons d'ouvrir à Dagan des portes latérales. Nous ne le reverrions plus.

Quoi qu'il en soit, Dagan qui répond si bien à ce que je n'ai jamais dit, ne répond toujours pas à ce que j'ai dit. Ou plutôt, soyons juste, Dagan se décide, quelques lignes avant la fin, à rentrer dans la question. Non pas pour essayer de la discuter à fond, cette fois, mais simplement pour la poser à nouveau. C'est déjà quelque chose.

J'avais écrit :

> Il ne s'agit pas de renoncer à une amélioration parce qu'elle porte le cachet de la politique, pas plus qu'il ne faudrait y renoncer si elle portait le sceau d'un monarque absolu. Quand une bonne réforme nous arrive, d'où que ce soit, prenons-la d'abord et réjouissons-nous. Faisons de notre mieux pour en obtenir beaucoup d'autres. Mais n'allons pas nous figurer que le vrai moyen de les obtenir est de rentrer dans la politique. Nous obtiendrons toujours beaucoup plus en agissant sur elle du dehors.

Dagan riposte :

> Le principe des réformes est donc nettement accepté (accepté par Albert, par Delesalle, par Grave, par Faure, par Pouget, en divers écrits). Or, au début de l'anarchisme, il était carrément repoussé ; on disait : *Les réformes endorment les travailleurs et les détournent de notre but exclusif, la Révolution, la destruction du régime capitaliste.* On voit donc que l'anarchisme a évolué.....
>
> ..... On accepte les réformes. On veut faire de son mieux pour en obtenir beaucoup d'autres et, pourtant, on prétend ne pas vouloir rentrer dans la politique ! *On veut agir sur elle du dehors*, uniquement. C'est de l'ergotage. Si vous avez agi du dehors au dedans, le résultat se sera fait sentir forcément du dedans au dehors, c'est-à-dire qu'il se sera traduit par des lois.

Dagan dit enfin quelque chose de vrai. Oui, certains anarchistes ont évolué sur la question des réformes, et ils ont bien fait, car étant donnée la marche ordinaire des transformations sociales et économiques il est impossible de concevoir une destruction rapide et complète du régime capitaliste. Il semble difficile, aussi d'établir une différence bien solide entre réformes et révolution. La révolution ne pouvant se définir par la violence, il faut bien entendre par là un ensemble de réformes importantes. Il y

eut des révolutions qui furent à peine des réformes. On conçoit très bien des réformes ou des groupes de réformes qui seraient de vraies révolutions. Sans doute une organisation économique, un système politique forme bloc et résiste. Mais ils se laissent entamer pourtant, plusieurs fois de suite, avant de disparaître. On ne sait même jamais très exactement quand ils disparaissent. On s'aperçoit, le lendemain de la révolution, que beaucoup de choses qu'on croyait changées subsistent, sous un autre nom. D'autres qu'on croyait solides, un rien les jetterait par terre. Mais quoi qu'il en soit de l'évolution signalée par Dagan, elle existe. Nombre d'anarchistes peuvent dire aujourd'hui, je crois, avec les partisans de l'action directe en général : « Si nous nous gardons du parlementarisme et bataillons librement, en dehors, ce n'est pas que nous nous désintéressions des réformes, c'est au contraire parce que nous pensons de la sorte, si elles sont possibles, les arracher beaucoup plus vite à la bourgeoisie. »

Rien de plus vrai non plus que de dire : tout individu, quelle que soit son opinion, s'il prend part à une agitation, à une action en vue d'une réforme se traduisant elle-même par une loi, collabore de ce fait à la loi. Celui-là fait même la réforme et la loi infiniment plus que le député se bornant à la voter sous la pression de l'opinion publique. Mais Dagan croit-il nous embarrasser en nous acculant à la loi? C'est enfantin. On peut faire la critique de la loi, en général, parce qu'elle représente l'Immuable, l'Infaillible, l'Autorité, sans, pour cela, mépriser une réforme parce qu'elle portera cette tache bourgeoise. La loi n'a aucune importance au point de vue où nous sommes. Il y a des réformes sans lois, celles que nous pouvons accomplir nous-mêmes dans le petit domaine de liberté que nous laisse l'Etat, et il y a des réformes avec lois ; la plupart des plus pressantes seraient assurées par des abrogations de lois (séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc...) qui nécessiteraient pourtant des mouvements parlementaires. L'essentiel est de hâter les transformations, avec ou sans lois, réformes ou révolutions, qui doivent nous approcher d'un état social tolérable et le seul point en discussion ici est de savoir quelle est la meilleure tactique.

Or c'est ici que nous retrouvons Dagan et ses logiques mystérieuses. Comment, du fait de reconnaître qu'en participant à une agitation amenant elle-même une réforme et une loi, devons-nous passer nécessairement, *sous peine d'ergotage*, à la pratique parlementaire? Avec Pouget je demande : En quoi l'action sur le pouvoir nous oblige-t-elle à l'action dans le pouvoir? Voilà où mon cerveau se refuse. J'ai beau retourner cette déduction dans tous les sens, je ne parviens pas à comprendre comment on peut s'en contenter. Evidemment il manque un chaînon. Pour que le raisonnement fût valable, il faudrait prouver d'abord que le mécanisme politique accomplit réellement par sa propre initiative les réformes dont nous avons besoin. Or non seulement on ne prouve pas cela. Mais quand nous soutenons le contraire, quand nous montrons qu'il y a là seulement une apparence, que les réformes utiles se font malgré le Parlement, malgré le pouvoir, en dépit de leur mauvais vouloir et de leur résistance, on ne répond plus.

Nous ne prétendons pas au monopole de la vérité. Mais est-ce trop demander à des adversaires que de laisser une question sur son vrai terrain, là où seulement la discussion peut être féconde? Or le point central, le point utile de ce débat c'est évidemment de savoir comment, réellement, s'opèrent les réformes. Voilà la seule question, Dagan, celle qu'il faudrait discuter sérieusement, au lieu de jouer à cache-cache derrière les mots.

CHARLES ALBERT.

Puisque Charles-Albert croit devoir rouvrir un débat que, pour ma part, je considérais comme clos, aucune solution pratique ne risquant d'en découler, je répondrai tout de même pour le souci de la vérité à quelques inexactitudes de mon contradicteur.

Dagan écrit : Vous signez — les anarchistes — les listes de pétitions, etc...

Cela est *faux* et je le mets au défi de prouver qu'aucun de nous aux *T. N.* ait signé un papier de ce genre.

Il faut prouver lorsqu'on avance des faits, et nous attendons la preuve.

Deuxième point. J'ai prouvé, chiffres à l'appui, que Dagan était mal renseigné en ce qui concerne les grèves, qui échouent, suivant lui, *neuf fois sur dix*. Ne pouvant faire autrement, mon contradicteur m'en donne acte et ajoute : « Cela ne change rien... » Ce qui est inexact, mais passons.

Troisième point. J'avais écrit : *Je défie aux sans travail de Dagan de venir prendre ma place à l'étau*, et Dagan, qui n'a pas compris que c'était aux « capacités professionnelles » que je faisais allusion, — car, quoi qu'il en pense, même pour conduire une machine il faut encore quelques capacités professionnelles, — m'accuse de vouloir pourfendre ceux qui prendront ma place, et trouve ma solution « entachée d'égoïsme ». Dagan a compris à rebours, ce qui fait qu'il n'a pas de difficultés à avoir raison.

Pour le machinisme, j'ai dit que je répondrais, et Dagan m'accuse d'être « embarrassé » ; de plus, il nie que la machine ait développé « la consommation ». Libre à lui, mais les faits sont là qui me donnent raison, et je ne suis pas non plus convaincu par l'argumentation suivante et quelque peu simpliste de mon contradicteur qui prétend que la machine entraîne « l'accroissement des bras disponibles; ce qui entraîne une diminution du taux des salaires et une diminution du pouvoir de consommation ».

Cela est regrettable pour sa thèse, mais quoi qu'en pense Dagan, les faits sociaux n'ont pas la rigidité mathématique qu'il leur donne et je pourrais citer des corporations où la machine, quoi qu'il en dise, a fait élever les salaires, diminuer le prix des produits et augmenter la consommation.

Voyons plus loin. J'avais écrit que depuis cinquante ans la situation des travailleurs n'avait pas beaucoup changé. Je m'étais trompé, en effet, *les besoins* des travailleurs depuis cette époque ont sérieusement augmenté, et c'est justement parce que d'une famille d'ouvriers, ouvrier moi-même et n'ayant vécu et ne vivant encore que parmi eux, que je suis certain de ce que j'avance. Non, les salaires n'ont pas diminué — au contraire — depuis trente ans, ce sont *les besoins* qui ont augmenté. Et cela est naturel; le milieu social ayant évolué, les besoins évoluent aussi et tendent toujours à s'en rapprocher. Que l'ouvrier soit pour cela plus heureux « en soi », je ne le prétends pas, et ce qui fait l'erreur de Dagan et de beaucoup de ses semblables, forts — ou se croyant tels — de leur science livresque et non de véritable observation, c'est qu'ils ne savent pas voir la corrélation qu'il y a entre le milieu et les individus, ce qui leur fait attribuer aux uns ce qui est en réalité à l'autre.

Et c'est justement parce qu'il y a de plus en plus disproportion entre le milieu social et l'individu, et parce que celui-ci, malgré l'abondance des produits, ne peut pas satisfaire *tous* ses besoins, que nous sommes des révolutionnaires.

Et je ne vois pas, ces constatations faites, en quoi je cherche « à plier les faits sociaux à mon anarchisme », parce que la bonne foi m'oblige à constater que la situation des ouvriers n'a pas *empiré* « en soi » depuis trente ans, et Dagan a beau invoquer « ses travaux », « ses propres recherches », cela ne parvient pas à me faire voir autre chose que ce qui est réellement. Enfin, faute d'autre chose, j'ai amené cette fois Dagan à se prononcer, il ne « réserve plus son jugement », il croit que le Conseil supérieur du travail est une institution naturelle dans une démocratie ouvrière, etc..., et il voudrait... presque m'y voir.

Je l'en remercie, mais ces institutions ont déjà trop pourri d'ouvriers, je préfère rester ce que je suis. Je ne crois pas — et j'en suis l'ennemi — à l'entente entre le « capital et le travail » que doivent amener ces sortes d'institutions et je préfère rester dehors pour souffler « la discorde et la révolte » qui doivent jeter à bas la société capitaliste.

P. DELESALLE.

Dans le numéro, paru le vendredi 20, de la *Petite République*, grande querelle entre les social-démocrates allemands et Jaurès. Ce dernier, pas content de la façon des premiers d'apprécier sa politique. Les social-démocrates dégoûtés par l'attitude des socialistes français! Quand on voit ce que les premiers ont peu gardé de socialisme, on est tout de suite fixé sur ce qu'il en reste aux autres.

J. G.

LE CHIEN DE L'ÉCRITURE

I

« L'Etat, je le reconnais, a une longue histoire, toute de meurtre et de sang. Tous les crimes qui se sont accomplis dans le monde, les massacres, les guerres, les manquements à la foi jurée, les bûchers, les tortures, tout a été justifié par l'intérêt de l'Etat, par la raison d'Etat. L'Etat a une longue histoire; elle est toute de sang...

« L'Etat est de sa nature implacable; il n'a pas d'âme, il n'a pas d'entrailles, il est sourd au cri de la pitié, on n'émeut pas l'Etat, on ne peut pas l'apitoyer...

« Vous êtes-vous jamais demandé pourquoi et comment les chrétiens, qui furent une liberté dans le cirque, en étaient arrivés à traduire le précepte « Aimez-vous les uns les autres » par des supplices, par des massacres, par des bûchers?...

« Eh bien, je vais vous le dire. C'est qu'ils ont été victimes de la même illusion que vous; ils ont voulu être l'Etat. Ils étaient une chose admirable, un des plus beaux élans qu'on ait vus dans le monde, jusqu'au jour où ils ont cru trouver dans l'Etat une force pour leur propagande. Ce jour-là, le christianisme a sombré, il n'a plus été qu'une corporation de domination par le fer et le feu; il a été la pire tyrannie qui soit au monde...

« On peut toujours repousser toute solidarité avec le passé, mais il ne dépend nullement de vous, de moi ni de personne ici de dire ce que sera l'Etat de demain. »

(*Discours de G. Clemenceau au Sénat, le 17 novembre 1903. Dans l'*Aurore *du 18, p. 2, col. 1 en bas et 2 en haut.*)

II

« L'Etat que vous invoquez, je l'invoque avec vous, mais comme garantie suprême du développement humain par la justice et par le droit. »

(*Ibid., p. 2, col. 2 en bas.*)

Le fameux Puybaraud qui, avec Dupuy, sut jouer de la terreur bourgeoise pour faire renforcer les prérogatives policières, inventa le vieux Polonais, pour se rendre indispensable, vient de mourir.

Etant donné que pour remplir l'emploi qu'il tenait, il ne faut pas faire preuve de beaucoup de délicatesse de sentiments, celui qui le remplacera, ne vaudra évidemment pas cher. Il aura cependant beaucoup de peine à être aussi crapule.

J. GRAVE.

Erratum. — Une faute d'impression assez grave s'est glissée dans la correspondance de Mosco u de notre avant-dernier numéro. C'est évidemment « la ferme décision *de ne pas* porter les armes » que Nikiforoff avait prise, et que les serviteurs du tsar lui firent payer par des persécutions atroces qui l'amenèrent à sa mort tragique.

MOUVEMENT SOCIAL

Républicains et socialistes aboient après les chausses de Clemenceau parce qu'il a eu l'audace, à la tribune du Sénat, de plaider pour l'individu contre l'Etat, et de se déclarer pour la liberté de l'enseignement contre le monopole. Il est de fait que ce sont des paroles qui ne retentissent pas souvent du haut des tribunes parlementaires, et que dans les mains des « représentants du peuple », l'individu ne pèse pas lourd. Pour avoir dit que l'homme était la réalité, non l'Etat, Clemenceau se trouve qualifié d'anarchiste par les gens de son parti — à supposer qu'il en ait un — ainsi du reste qu'Henry Maret, à cause de ses articles. Je ne trouve pas que ce soit une injure.

Les gens de parti haïssent l'indépendance de pensée; même affublés du nom de « libres penseurs », ils haïssent la pensée *libre*. Ils aiment les dogmes, les credos, la discipline. Tous cléricaux! Ce sont des congréganistes, qui ne peuvent vivre hors de leur congrégation. Ils ne font la guerre aux moines que par jalousie de concurrents. Redoutons-les autant que les moines.

L'avantage de ce qu'on appelle l'anarchisme est de ne pouvoir constituer un parti. Il n'y a pas de parti anarchiste, il y a mieux : il y a un état d'esprit anarchiste. On en trouve des traces un peu partout, chez des gens qui ne se sont jamais étiquetés anarchistes : dans les livres d'Anatole France, dans les discours de Clemenceau, dans les articles d'Henry Maret. De quoi les gens de parti enragent. « O gens de parti (disait Voltaire), gens attaqués de la jaunisse, vous verrez toujours tout jaune. »

Par contre, il y en a qui s'étiquettent anarchistes et qui n'en ont pas l'état d'esprit. Vanité des classifications. Il est toujours dangereux de se coller une étiquette, même celle-là. Si c'est quelquefois utile, faisons-en le moins d'usage possible. Ne passons pas notre existence à dire : Je suis *ceci...iste*; je suis cela...iste. Efforçons-nous de penser librement, raisonnablement, et moquons-nous des partis.

⁂

Un conseil de guerre a condamné à deux ans de prison un soldat, Vincent, coupable d'avoir, dans un accès de fureur *alcoolique*, transpercé de sa baïonnette un passant, et reconnu irresponsable par les médecins.

Un autre conseil de guerre a condamné, pour refus d'obéissance, un autre soldat, Renaud, reconnu également irresponsable par son capitaine et par le médecin-major.

Mais les juges civils en font autant tous les jours. Tous les jours, ils condamnent des irresponsables. Et jamais cette idée ne les trouble : jusqu'à quel point un homme, même normal, est-il responsable de ses actes?

⁂

Quand ils condamnent un innocent, c'est bien le moins que celui-ci retourne contre eux cette fameuse responsabilité qu'ils ne mettent jamais en doute chez les autres. Rabiet avait été condamné à sept ans de travaux forcés, par la faute d'un juge d'instruction. Son innocence fut reconnue, mais sa mère était morte, sa femme l'avait abandonné, son commerce était brisé. Les 10.000 francs de dommages et intérêts qu'on lui octroya étaient insuffisants à réparer rien que le dommage matériel. Rabiet somma son juge d'instruction de lui fournir une situation équivalente à celle qu'il lui avait fait perdre. Prétention peut-être pas légale, mais fort juste. Le juge ne répondit pas; Rabiet alla le trouver et renouvela sa sommation avec menace de mort.

Le juge est libre, l'innocent dépouillé est arrêté.

R. C.

Mouvement ouvrier. — *Comme* je le disais la semaine dernière, la prétendue victoire que, d'après M. Jaurès, auraient remportée les tisseurs d'Armentières et d'Houplines me semble de plus en plus une belle fumisterie. Non seulement l'unanimité des fileurs *sont* encore en grève, mais dans plusieurs usines où le travail a été *repris*, il y a à peine quinze jours, des grèves partielles ont eu lieu depuis, les patrons ne tenant aucun compte du soi-disant contrat intervenu *entre* eux et les ouvriers, et l'on peut dire que seule la perspective de la misère noire fait courber la tête aux autres.

Je l'ai écrit et je le répète les malheureux tisseurs d'Armentières et d'Houplines qui ont suivi les conseils de politiciens, en reprenant le travail, ont été roulés pour le plus grand profit de leurs exploiteurs.

Le préfet s'emploie actuellement à persuader aux ouvriers que leur intérêt est de se laisser exploiter et que les « nouveaux tarifs » sont avantageux, mais il n'y parvient que très médiocrement.

Dans la vallée de la Lys, à Estaires, à Comines, à Chéreng, la grève dure toujours et atteint plusieurs milliers d'ouvriers.

⁂

Et ce n'est pas tout; il semble que là où les politiciens passent et se vantent d'avoir aidé les ouvriers à obtenir plus ou moins satisfaction, ceux-ci n'ont guère à s'en féliciter. C'est ainsi qu'une partie des ouvriers de l'usine Bessonneau, à Angers, ont à nouveau quitté le travail. Malgré les engagements pris par les patrons, des renvois ont été faits. Des membres actifs du syndicat ont été mis au repos, etc., etc., si bien que 150 ouvriers sont maintenant en grève par solidarité avec leurs camarades.

Voilà encore, semble-t-il, une victoire qui a bien tous les aspects d'un échec.

⁂

A Saint-Quentin, il y a aussi une grève de tisseurs qui dure depuis plusieurs semaines. Jusqu'ici, les grévistes s'étaient contentés de se réunir à la Bourse et de manifester « pacifiquement »; quand vendredi dernier étant allés attendre une délégation en pourparlers avec les patrons, il s'en est fallu de peu qu'une usine ne soit mise à sac. En effet, après trois heures d'attente, lorsque les délégués vinrent dire à leurs camarades que les patrons se refusaient à faire droit à leurs réclamations, exaspérés, las d'une lutte qui leur semblait sans issue, les grévistes se ruèrent à l'assaut de l'usine; la grande porte défoncée, ils se disposaient à entrer dans la baraque, lorsque le député socialiste Colliard, qui se tenait là au milieu d'une nuée de policiers, réussit, se faisant le digne défenseur de la propriété capitaliste, à maintenir les ouvriers jusqu'à ce que la troupe qui avait été requise arrivât. Sans lui, il est certain que l'usine était mise à sac.

Toutefois des portes ont été enfoncées et il ne reste plus un carreau. Comme de juste, l'usine est maintenant gardée; un régiment d'infanterie et un de cuirassiers « protègent » la propriété capitaliste et le député prêcheur de calme, endormeur d'énergie, est allé poursuivre ailleurs son industrie pour le plus grand profit des exploiteurs.

Maintenant que l'armée leur assure la tranquillité, les patrons n'ont plus qu'à attendre que la faim, qui fait sortir le loup du bois et le rend féroce, fasse rentrer à l'usine leurs malheureux esclaves.

Quand donc, camarades, vous guérirez-vous de vos mauvais bergers?

⁂

Quoique plutôt calme, et sans qu'il y ait d'incidents graves à signaler, la campagne contre les bureaux de placement n'en continue pas moins.

A Paris, à la Bourse du Travail, des meetings ont lieu à peu près chaque jour; c'est ainsi que la semaine dernière une série de réunions ont été tenues le matin par les boulangers, l'après-midi par les coiffeurs, le soir par les cuisiniers, et de 1 heure à 6 heures du matin par les garçons de café; soit pendant vingt heures consécutives pendant lesquelles la grande salle de la Bourse n'a pas désempli. Les policiers qui étaient de planton n'en revenaient pas, et pendant les vingt heures, la garde prétorienne de l'assassin Lépine est restée, chevaux sellés, l'arme au pied, dans la caserne proche de la maison des travailleurs.

Et ce n'est pas tout : la Confédération s'occupe actuellement de l'organisation de 150 meetings qui auront lieu le même jour dans tous les centres ouvriers.

La campagne commencée continue donc et ne cessera que lorsque les intéressés auront obtenu satisfaction.

J'ajoute que, convoqué par la commission du Sénat, le comité permanent qui s'occupe de la campagne a répondu à MM. les législateurs qu'il ne voyait pas l'utilité d'envoyer la délégation sollicitée, car il n'avait rien à ajouter qui n'ait déjà été dit, les travailleurs étant décidés à poursuivre la suppression de ces officines par tous les moyens. Les vieux bonzes du Sénat n'en sont pas encore revenus.

La série des 150 meetings aura lieu le samedi 5 décembre prochain.

⁂

J'ai parlé du projet de suppression dans cinq ans et avec indemnité voté par la Chambre, y compris les socialistes nouveau modèle.

Voici, pour l'édification de tous, les sommes que l'Etat et les communes auraient dans ce cas à verser à ces dignes exploiteurs de chair humaine :

Il y a dans le département de la Seine 292 bureaux de placement et l'indemnité réclamée par ces exploiteurs est de 2.620.000 francs. Pour la province, il y a 1.163 de ces officines dont les tenants réclament des indemnités se montant à 3.471.000 francs, soit un total de 6.092.000 francs.

Les socialistes du ministère qui sont pour l'indemnité, blâment et insultent au besoin les travailleurs, qui, sachant combien ils ont été volés, estiment que l'indemnité est plus qu'inutile.

J'ajoute que dans plusieurs villes où les Bourses du travail avaient forcé les boîtes à placement à fermer, celles-ci se rouvrent et s'inscrivent pour des indemnités.

⁂

Je ne sais si les travailleurs s'en sont doutés et s'ils s'en apercevront jamais, qu'ils sachent donc, pour leur édification, que MM. les membres du « Conseil supérieur du travail » se sont réunis ces jours derniers.

A défaut de besogne utile — et que peuvent-ils, dépassés qu'ils sont par les faits journaliers! — ces messieurs ont émis toute une série de vœux qui, heureusement, sont destinés à moisir dans les cartons ministériels. Ces ex-travailleurs se sont absolument mis dans la peau de législateurs, ils ne rêvent plus que de tout codifier, réglementer, supprimer, interdire, etc., etc., et pas un pour rappeler aux autres que c'est justement de trop de lois et de règlements que la classe ouvrière étouffe. L'influence du milieu est telle que parce qu'ils se réunissent dans un ministère, des hommes, hier encore des travailleurs, se croient obligés de légiférer.

A signaler que, pendant que la classe ouvrière est en lutte contre les bureaux de placement, ces « élus ouvriers » n'ont même pas songé à s'occuper de la question.

Un bon bougre, élu de province, à qui nous demandions ce qu'il en pensait, en tirait à sa manière la philosophie.

— « Eh bien! quoi? nous répondit-il, je viens passer quinze jours à Paris, et puis on a des fauteuils si épatants qu'à peine suis-je là-dedans depuis un quart d'heure que je me mets à roupiller (*sic*).

— Et c'est encore toi qu'a fait la meilleure besogne », lui répondit l'un de nous.

P. Delesalle.

J'apprends au dernier moment qu'un des *blessés* de la bagarre du 29 octobre, qui avait été transporté à Laënnec, vient de mourir des coups reçus.

Combes-Lépine doivent être contents. Ils ont, eux aussi, leur « cadavre ». Comme Constans, comme Dupuy, comme Waldeck-Millerand.

Tous les gouvernements se valent : l'assassinat n'a-t-il pas toujours été un des moyens de « gouverner »?

⁂

Agitation à Clermont-Ferrand. — La grève des employés de tramways continue. A la suite d'un meeting qui eut lieu à la Bourse du travail et où différents orateurs prirent la parole, notamment Legoubry, secrétaire de la Fédération des transports, une manifestation avait été organisée par les syndicats et devait parcourir les rues de la ville. Elle fut interdite par le maire. Une grande agitation règne cependant sur la place Jaude où des groupes chantent l'*Internationale*. La préfecture est gardée militairement et les troupes restent consignées.

⁂

Dans le numéro 25 des *Temps Nouveaux*, j'ai annoncé que le Comité fédéral des mineurs de la Loire se proposait de provoquer la réunion du comité national et avait mandat de demander la révocation de Cotte. La réunion du Comité national a eu lieu à Paris. Pour ce qui est de Cotte, le Comité a décidé de laisser les choses en l'état actuel et de laisser au prochain Congrès des mineurs le soin de décider.

En même temps un blâme était voté à la Confédération générale du travail pour avoir livré à la publicité, sans en avoir saisi le Comité national, des documents concernant son secrétaire général.

Que la Confédération ait eu tort ou raison d'en agir ainsi, peu m'importe. Mais ce que je soutiens, c'est que la mesure prise à l'égard de Cotte par son comité est un nouveau défi jeté à la face des mineurs. C'est une trahison de plus à ajouter à tant d'autres et ce n'est pas Cotte seul que le congrès devrait débarquer, mais le Comité national tout entier. Les délégués de la Loire, en se ralliant à cette motion, ont trahi leur mandat qui exigeait la révocation de Cotte. Quant aux Evrard et Joucaviel, il est tout naturel qu'ils acquittent leur copain.

L'intérêt général de la corporation exige que ces quelques individualités, qui posent aux indispensables, disparaissent; mais ce n'est pas le Comité national qui se supprimera lui-même. Ce doit être la besogne du prochain congrès. S'il absout toutes ces palinodies, c'est que les mineurs qui le composeront auront grand besoin d'une paire de lunettes.

GALHAUBAN.

Espagne.

Décidément, il ne fait pas bon vivre de l'autre côté des Pyrénées. L'arbitraire y est monnaie courante, et la liberté des individus y pèse peu.

C'est ainsi que nous avions appris, il y a quelque temps déjà, l'arrestation à Barcelone — et nous n'en avions pas parlé, tant la chose nous paraissait invraisemblable — du camarade Francesco Soler, secrétaire de la *Fédération régionale espagnole des syndicats ouvriers*.

Soler est accusé — un manifeste inséré en tête du dernier *Bulletin* de la Fédération nous l'apprend — d'avoir donné dans l'organe ouvrier une traduction espagnole d'une partie du rapport présenté à la conférence internationale de Dublin par les délégués des organisations syndicales de France. Ce rapport a trait à la question de l'*Antimilitarisme et de la Grève générale*.

Déjà Francesco Soler a été interrogé par un juge d'instruction et ce qui montre bien que la publication invoquée n'est qu'un prétexte, c'est que le magistrat!? a offert à Soler sa mise en liberté jusqu'au procès, s'il consentait à abandonner son poste de secrétaire de la Fédération ouvrière, et comme bien entendu il refusait le marché qui lui était offert, Soler fut réintégré en prison.

Les organisations ouvrières de tous les pays représentés à Dublin se doivent à elles-mêmes de faire campagne pour exiger du gouvernement espagnol la mise en liberté immédiate de Francesco Soler.

Russie.

Saint-Pétersbourg, 20 novembre.

A l'occasion de l'anniversaire de l'exécution de Balmaschef, l'assassin du ministre Sipiaguine, les révolutionnaires ont organisé, à l'Université de Kiev, des manifestations qui annoncent une nouvelle campagne d'agitation.

Ils ont porté en triomphe le portrait de l'assassin en criant : « A bas le gouvernement! » et devant le portrait du tsar, ils ont entonné le « Chant des Morts ».

Comme le public se tenait, dans les rues, à l'écart de la manifestation, les révolutionnaires, dans le but de provoquer des désordres, ont tenu, au milieu de groupes d'étudiants, des discours violents sur les troubles antisémites de Gomel et ils répandaient le bruit que dans cette ville des massacres venaient de se produire.

Les débats du procès intenté aux auteurs des troubles de Kichinev ont commencé, mais le huis clos prononcé est si rigoureusement observé que tous les correspondants de journaux à Odessa ont pris le parti de quitter la ville.

(*Le Temps*, 22 nov.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 8 heures à 10 heures du soir; le dimanche, de 9 heures à midi.

Tous les samedis soir, dîner amical, salle Francis, 45, rue des Gravilliers.

∴

La Coopérative Communiste. — Jeudi 3 décembre, rue François Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des camarades. Causerie sur un sujet d'actualité; commandes et distribution des produits.

∴

*Jeunesse libertaire du V*e, 76, rue Mouffetard. — Jeudi 3 décembre, à 8 h. 1/2, causerie par le camarade Mignotte : *Les syndicats font-ils œuvre d'émancipation?*

∴

*Cercle d'Etudes sociales du XII*e. — Samedi 28 novembre, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton, grande conférence publique et gratuite : « Contre l'alcoolisme », avec le concours de nombreux conférenciers. A l'issue de la conférence, grand concert.

∴

L'Action Théâtrale (Groupe artistique de la Rive Gauche). — L'Action Théâtrale se met à la disposition des groupes, syndicats, coopératives, etc., voulant organiser concert ou soirée théâtrale. Ayant un répertoire littéraire et amusant et non sans oublier la partie sérieuse, il met également à la disposition de ces groupes pianiste et orchestre, pour concert et bal.

Les camarades, hommes et femmes, ayant des aptitudes théâtrales et voulant faire du théâtre dans un but de propagande, sont priés de venir aux réunions du groupe tous les vendredis soir, à 8 h. 1/2, à l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard.

Ecrire pour tous les renseignements au camarade E. Sandrin, administrateur du groupe, 11, impasse Cœur-de-Vey (XIVe).

∴

Jeunesse Anarchiste du XVe, salle de l'*Emancipation*, 38, rue de l'Eglise. — Samedi 28 novembre, à 8 h. 1/2, grande fête familiale antimilitariste au profit des camarades du régiment. Conférence par la citoyenne Petit. Sujet traité : Suppression de l'armée. Grand concert. Pièce théâtrale par le choral l'*Emancipation*. Grand bal de nuit. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

Le groupe se réunit à 8 h. 1/2, tous les mardis, pour les conférences, et tous les dimanches pour les concerts et bals.

∴

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt et 18, rue Custine. — Lundi 30 novembre, à 8 h. 1/2.

∴

Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 28 novembre, à 8 h. 1/2, attitude à prendre en face de la propagande électorale.

Mercredi 2 décembre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal, sur *Pascal et l'Esprit géométrique* (IV).

∴

Université Populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2:

Samedi 28 novembre. — Assemblée générale.

Mardi 1er décembre. — M. P. Alphandéry, licencié ès lettres : Rapports de l'Eglise et de l'Etat en France au dix-neuvième siècle : Déchristianisation; Séparation de l'Eglise et de l'Etat (1792-1799).

Jeudi 3. — M. Fournière : Machinisme et concentration capitaliste.

Samedi 5. — M. Thévenin, licencié ès lettres : L'atmosphère terrestre (40 projections en couleur de M. Rudaux).

∴

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Samedi 28, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare. Causerie par un camarade.

∴

LIMOGES. — Les camarades qui souscrivent pour le local, de même que ceux qui sont partisans de se grouper, sont avertis qu'une réunion à cet effet aura lieu le dimanche 29, à 10 heures du matin, dans une annexe de la salle des conférences. Il y aura recette pour le local.

P. S. — Il est rappelé aux camarades que Granger étant mort en peu de jours, nous avons appris à quelques-uns que sa veuve et ses quatre jeunes enfants sont dans la misère la plus noire. Il sera fait une nouvelle collecte le dimanche 29, pour leur venir en aide. Pour ce qui concerne le groupe, écrire à Péricaud, 6, rue Fouril, Limoges.

∴

LORIENT. — Les camarades sont priés de se réunir désormais au nouveau local, rue de Merville, 65, chez le camarade Fornas, tous les dimanches matin, à 9 heures.

∴

Groupe de Relations internationales. — Les camarades adhérents sont priés de renouveler leur appel pour la feuille d'adhésion et circulaire explicative. Prions également les camarades en possession de renseignements de nous donner signe de vie.

Ecrire directement à Eliacin Vezian, Collet de Dèze (Lozère).

∴

LYON. — Groupe *Germinal*. — Le groupe commencera samedi 29 septembre l'envoi à domicile des journaux et brochures anarchistes. Tous les camarades sont priés d'apporter leurs journaux et brochures.

Réunion tous les samedis à cet effet, salle Chamarande, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert.

Les camarades de la contrée sont instamment priés d'envoyer des adresses et leur adhésion.

∴

MARSEILLE. — *Le Milieu-Libre de Provence*. — Dimanche, à 6 heures précises du soir, grande réunion au nouveau local, Bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11, salle du fond.

∴

MARSEILLE. — Grande soirée familiale privée, dimanche 29 courant, à 9 heures du soir, par le groupe central des libertaires, Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, au bénéfice d'une œuvre de solidarité urgente.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

∴

SAINT-ETIENNE. — Réunion le dimanche 6 décembre prochain, à 3 heures précises du soir, salle du 1er étage du Bar des Halles, place Gambetta : 1° Organisation d'un groupe d'action directe ; 2° création d'un organe d'éducation et d'action révolutionnaire; 3° concert pour la liquidation Masson.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

The World's commerce and American industries, broch., 50 cents, « Philadelphia Commercial Museum », Philadelphie.

Souvenirs du Bagne, par Liard-Courtois; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Le Forçat secret, par P. Ballaguy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Calman Lévy, 3, rue Auber.

Les Coulisses Hamidiennes, par J. Fehmi; 1 broch., 1 fr. 50, chez Michalon, 26, rue Monsieur-le-Prince.

A bas la justice militaire, par G. Lhermitte; 1 broch., 0 fr. 75, à la *Raison*, 14, rue d'Uzès.

Le Pacte, par J. Sautarel; 1 broch., 0 fr. 50, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

La Douleur universelle, par S. Faure; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Au café, de Malatesta; 1 broch., 0 fr. 25 franco, au *Réveil*, 6, rue des Savoises, Genève.

A lire :

Leçon de choses, M. Allard; *Le Réveil du Centre*, 11 novembre.

Le discours de Clemenceau au Sénat; *L'Aurore*, 18 novembre.

A voir :

Blocards et frocards; *Assiette au Beurre*, n° 136.

La même, n° 137, les dessins de la couverture et leur bloc, de Steinlen.

POUR LES BROCHURES
en réimpression

	Aux Jeunes Gens	Entre Paysans
Listes précédentes....	2.650	1.350
L., Paris..............	50	50
Limoges...............	100	100
Montereau.............	100	100
A ce jour..............	2.900	1.600

Nous espérons pouvoir commencer les envois dans une dizaine de jours. Prière à ceux qui n'ont pas envoyé le montant de leur commande de le faire au plus tôt. Après l'impression, le prix sera de 7 fr. le cent.

PETITE CORRESPONDANCE

M., *à Dôle*. — Oui, nous sommes d'accord; c'était fin avril 1904 que le reçu aurait dû porter.

M., *à Buxières*. — Une définition du bourgeois, il en existe une, de Flaubert, je crois, qui me semble la meilleure et la plus concise : « J'appelle bourgeois, tout être qui pense bassement. »

K., *à Lausanne*. — Cherchez dans *Lettres sur l'histoire de France* et *Histoire du tiers état* de A. Thierry.

Reçu pour le journal : R. Larchevêque, 1 fr. — L. Chenu, 0 fr. 45. — G. V., à Autun, 1 fr. 60. — O. C., à Cambrai, 1 fr. — C. S., à Marseille, 0 fr. 20. — Merci à tous.

G. C., à Côme. — H., à Brest. — J. N., à Meteleu. — D., à Montereau. — M. L., à Sussex. — F. C., à Oxford. — B., à Lens. — G., à Troyes. — L. M., à Kerentrech. — G. P., à Marseille. — R. F., à la Ferté-Gaucher. — S. A., à Pézenas. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE — N° 32

DIX CENTIMES

DU 5 AU 11 DÉCEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An	Fr. 6 »
Six Mois	— 3 »
Trois Mois	— 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An	Fr. 8 »
Six Mois	— 4 »
Trois Mois	— 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine. Cela est d'autant plus regrettable que, pour liquider l'amas de copie qui nous reste, nous aurions dû mettre huit pages au journal.

Je profite de l'occasion pour m'excuser auprès des camarades dont les articles sont en souffrance; mais impossible de faire mieux.

Nous ne serons jamais outillés pour serrer de près l'actualité, mais si nous avions un format plus grand, nous pourrions éviter que des articles dorment cinq ou six semaines, comme cela arrive trop souvent, avant d'être publiés. Nous pourrions, d'autre part, mettre un peu plus de variété dans la composition du journal. Mais impossible d'augmenter les frais, quand, pour couvrir ceux que nécessite le format actuel, nous sommes, la moitié du temps, forcés de supprimer le supplément.

Un peu plus de variété dans le journal pourrait aider à sa diffusion; mais il faudrait trouver l'argent nécessaire à parer, pendant les premiers mois, au déficit qu'occasionnerait une augmentation de dépense.

Y a-t-il assez de gens s'intéressant à la propagande menée par les Temps Nouveaux *pour arriver à combler ce déficit?*

Je demande à ceux-là de nous envoyer leurs réflexions à ce sujet, me contentant de lancer l'idée aujourd'hui. Selon les réponses qui nous seront faites, je la développerai plus tard.

J. Grave.

A M. G. CLEMENCEAU
SÉNATEUR

Monsieur,

J'ai lu, dans son texte complet, publié par l'*Aurore*, votre discours du 17 novembre, au Sénat : voici pourquoi. Je n'ai pas siégé « dans les assemblées », et n'y ai jamais délégué personne, car j'éprouve à leur égard une forte méfiance. S'il me faut étiqueter, je suis anarchiste Mais je ne me crois pas en possession d'une doctrine définitive et qui me rende infaillible. Je cherche. Je remets volontiers moi-même en question mes décisions antérieures. Des gens ont blâmé mon abstention et blagué la « négation stérile » des anarchistes : ont-ils eu tort? ont-ils eu raison? Ce qui me préoccupe, c'est précisément le besoin d'avancer dans la bonne direction, d'agir — selon mes forces — de façon utile. Si j'avais manqué la bonne route? Si, par dessus les horreurs électorales, l'œuvre parlementaire était, tout compte fait, féconde et bienfaisante, mon devoir ne serait-il pas, adorant ce que j'ai brûlé, d'y collaborer pour ma petite part? Je me le demande sincèrement, et je cherche les arguments pour et contre ma conversion à l'action politique, là où je puis les trouver, c'est-à-dire dans les comptes rendus des Chambres, dans les articles, les discours et les actes des hommes politiques.

∴

Dans votre discours du 17 novembre, vous combattez le monopole d'Etat en matière d'enseignement et vous faites à ce propos une dure et juste critique de l'Etat omnipotent qui méprise et broie l'individu. Les *Temps Nouveaux* ont reproduit le passage dans leur dernier numéro; il m'a fait plaisir à lire et quand je me suis souvenu que vous envoyiez cela en plein visage aux valets et aux complices de l'Etat, ma joie en a été doublée. J'ai senti une satisfaction particulière quand vous avez fait à M. Lintilhac, lequel perd son temps à « rêver » — c'est vous qui le dites — « l'Etat idéal démocratique de demain », cette réplique : « Il ne dépend nullement de vous, de moi, ni de personne ici, de dire ce que sera l'Etat de demain. » Ces paroles m'en ont rappelé d'autres prononcées par vous ailleurs, notamment, jadis, au banquet Gohier, où vous avez dit (en substance) que l'expérience étant faite maintenant de toutes les formes de gouvernement, de toutes les *craties* et de toutes les *archies*, toutes également funestes, le seul parti à prendre était, pour fonder la liberté, de les supprimer toutes. De même, cette fois, vous fermez catégoriquement la porte à l'Etat : il n'a commis que trop de sanglants exploits. Lintilhac promet qu'il n'en fera plus, que désormais il sera bon, mais vous ne voulez pas bâtir sur une éventualité aussi incertaine : soucieux du « droit commun de chacun » vous avez de fortes raisons pour vous méfier de l'antique oppresseur.

En lisant toute cette partie critique, je commençais à me convaincre de l'utilité des parlements...

∴

Mais quelle est la conclusion, l'aboutissant positif et pratique de votre discours? Vous avez rejeté l'Etat omnipotent, vous nous parlez maintenant d'un Etat — un autre, évidemment, bien plus beau, un que vous rêvez, tout comme Lintilhac rêve le sien, puisque jamais vous n'en avez pu voir le type réalisé sur cette terre — un Etat qui serait la « garantie suprême du développement humain par la justice et par le droit. » Voilà, je l'avoue, une surprise. Alors vous pouvez, après votre condamnation sans réserves de l'Etat passé et futur, nourrir cette chimère? Car si le bon tyran démocratique de ce pauvre Lintilhac est chimérique, combien ne l'est pas davantage l'espoir d'un Etat veillant avec un soin jaloux sur les droits des uns et des autres et planant, très pur et impartial, au-dessus des luttes humaines?

D'ailleurs, vous nous donnez tout de suite une idée de ce qu'il pourra être. Car, désireux, j'imagine, de mettre en pratique, sans délai, les grands principes de l'avenir, ceux dont votre Etat sera l'expression, vous qui « faites confiance à la liberté » et ne voulez fonder la liberté que par la liberté, vous vous ralliez à l'amendement Girard et quand il disparaîtra, vous vous rallierez de même à l'amendement Delpech qui répète et aggrave le premier; il vous plaira, en l'adoptant, en contribuant, plus qu'aucun autre, à lui conquérir une majorité, de priver du droit d'enseigner une certaine catégorie d'individus. — Mais ce sont des congréganistes, direz-vous, des forçats, des fous, si peu des hommes. — Pardon; ils sont si bien des hommes qu'ils pourraient eux aussi — il ne s'en faut pas de beaucoup d'ailleurs — avoir au Sénat une majorité et vous retourner la politesse; que diriez-vous alors? En outre, si vous trouvez de bonnes raisons de supprimer partiellement, en tant que personnes civiles, cette classe d'individus, vous pouvez, ce soir ou demain, si l'envie vous en prend, appliquer le même principe à une autre classe d'individus et rogner, d'autre part, d'autres droits élémentaires. Je m'en inquiète. Non, votre République nouvelle fait un mauvais début. Je constate qu'elle s'intitule Régime de Liberté et qu'elle s'inaugure par un joli petit coup d'arbitraire; elle ne sait, elle aussi, que fabriquer le « joug de majorité » si bien flétri par vous-même.

∴

Evidemment, vous savez cela aussi bien et mieux que moi, vous avez vu clairement — je le suppose, du moins — l'illogisme irréductible dans lequel se résume votre discours, il est clair comme le jour et je ne fais ici qu'enfoncer une porte ouverte. L'explication — et la justification — de ce que vous avez fait, *c'est que vous ne pouviez pas faire mieux*. Vous avez fait le maximum possible dans les circonstances présentes. Il faut tenir compte de la réalité; dans la critique, vous avez été très loin, parce que votre pensée pouvait prendre son essor sans rencontrer d'obstacle, vous avez formulé des critiques absolues, vous avez exposé les idées dans toute leur force.

Mais quand il a fallu prendre une décision pratique, vous avez dû tenir compte, bon gré mal gré, de certaines limites qui s'imposaient. Vous étiez alors non plus un homme qui pense, mais un sénateur parmi d'autres *sénateurs* : ces faiseurs de lois, — je parle spécialement de ceux qui se dénomment républicains — répudient Napoléon, qui se flattait de pouvoir tout

par ses gendarmes et ses prêtres, et ils n'ont encore rien trouvé de mieux que de prendre le gendarme pour taper sur le prêtre. C'est à quoi leur esprit d'hommes libres a pu se hausser. Ils se réclament de la liberté, de la vérité et de la justice, dont ils sont, disent-ils, les champions contre les prêtres obscurantistes; mais ils ne savent qu'imiter leurs ennemis et employer comme eux la contrainte plus ou moins habillée de légalité. Ils pourraient lutter contre l'Eglise, la jésuitière et les congrégations, dans la liberté; et la partie serait égale, il me semble, puisqu'ils sont l'Etat, puisqu'ils ont en main les gros atouts. Mais non, ils font leurs écoles aussi cléricales que celles de leurs ennemis et croient qu'ils auront tout gagné quand ils auront maté le frocard. J'entends bien que vous êtes, vous, Clémenceau, pour la décléricalisation de l'Université, mais dites ce que vous avez pu corriger sur ce point-là? Rien. Et vous savez comme moi qu'à l'heure actuelle on travaille activement, sous couleur d'instituer une préparation pédagogique des maîtres de l'enseignement secondaire — et supérieur, par suite, à instituer dans l'Université de l'Etat un système qui n'est qu'une transposition des procédés de l'Eglise. Cette préparation pédagogique des maîtres sera en réalité un dressage intellectuel et moral qu'ils pratiqueront à leur tour sur leurs élèves, de façon à faire de chacun d'eux une réplique, une copie du type voulu par l'Etat. Contre cela vous ne pouvez rien, vous êtes forcé de marcher avec la bande et tout ce que vous avez pu, dans votre Parlement, ç'a été de vous associer à un vote d'arbitraire et de conclure un discours de liberté par un acte qui en est la négation. Et ce fut « une belle victoire républicaine » quand, grâce à vous, l'amendement Delpech triompha!

Réellement, croyez-vous qu'elles soient utiles, à vous et à nous tous, les victoires de ce genre? Waldeck est par terre, sa ruse n'a pas pris, Combes nous reste, grâce à vous. Très bien! Mais... et la liberté? Les calotins sont furieux, on va, un de ces matins, en vertu de l'amendement Delpech, remettre les gendarmes à leurs trousses, apposer des scellés sur leurs immeubles; faire comparaître des moines délictueux et des nonnes qui n'obtempèrent pas? Je ne vois pas trop à quoi çà nous avance. Et puis... et la liberté?

Vraiment si, comme je le crois, vous nous avez donné, dans l'occasion présente, la mesure de ce qu'il était possible de réaliser par l'action parlementaire, au profit de la cause de l'affranchissement, je vous demande s'il n'y a tout de même pas mieux à faire, à l'heure actuelle, pour un homme de liberté, que de s'atteler au « char » fameux et d'aller siéger dans les Assemblées où même les paroles de liberté, sincères et fortes, par une nécessité inéluctable, ne font que servir de préface à des actes d'arbitraire.

PIERS PLOWMAN.

STEINLEN

Au 32 de la rue Saint-Georges, Steinlen vient d'ouvrir une exposition de ses œuvres.

Cette exposition, qui comprend des peintures, des dessins, des gravures et des cires, constitue un effort d'art en tous points remarquable. Nul artiste n'a mieux compris le peuple et n'a mieux su en rendre le caractère. Avec une infinie douceur et un sincère amour des humbles et des deshérités, Steinlen a peint ou dessiné des chefs-d'œuvre.

Loin des coteries dont il a l'horreur, loin des cénacles et des pontifes, en dehors des salons, le probe et consciencieux artiste s'est élevé, et c'est dans la rue, dans la vie que s'est faite son éducation artistique. Quelle piteuse mine font à côté de lui les plus médaillés de nos barbouilleurs! Eux qui n'ont jamais compris le peuple, qui n'ont jamais su le rendre que sous un aspect abject ou avec une sentimentalité pleurarde.

Je ne veux point signaler telle ou telle œuvre, car tout est à voir. Camarades, visitez cette exposition qui durera jusqu'à la fin de l'année; tous vous pouvez y aller puisqu'elle est gratuite (1). De pareilles occasions d'admirer de la beauté ne se présentent pas si souvent pour que nous les laissions passer indifférents. Et je suis sûr que Steinlen, parmi les éloges qu'il reçoit de toutes parts, sera particulièrement touché de l'admiration de tous ceux de la grande foule; car c'est de leur vie, de leur labeur, de leurs souffrances et de leurs joies qu'il a tiré une puissante note d'art et qu'il a alimenté la flamme de son talent robuste et sain.

JULES HÉNAULT.

Le camarade Lemaire qui était en train de faire une tournée de propagande en vendant des brochures, a été arrêté au Creusot, et, de là, transféré à Autun, sous l'accusation de propagande à des militaires, dans le but de les détourner de leurs devoirs, sous prétexte qu'il avait sur lui des *Manuel du Soldat*, et *Guerre, Patrie et Caserne*, de Ch. Albert. Or, jusqu'à présent, le *Manuel du Soldat*, si on a menacé de le poursuivre, n'est pas interdit; *Patrie, Guerre et Caserne* n'a jamais été poursuivie. Puisque nous avons les inconvénients d'une centralisation à outrance, il faudrait aussi en avoir les bénéfices, et que les robins de province ne fassent pas plus de zèle que leurs chefs de Paris.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

Tumulte à la Chambre, causé par quelques paroles de Pressensé, disant que « la France ne doit « pas s'hypnotiser dans la perspective d'une revan- « che dont personne ne veut et que personne n'a « jamais voulue. » Dans son journal, Clemenceau, qui ne peut se guérir de la manie chauvinarde, proteste contre ces paroles, en disant que nous ne pouvons renoncer à l'Alsace-Lorraine, qu'il compare à la Pologne, à l'Arménie, à la Macédoine. Comparaison inexacte. Quand on proteste en faveur des Polonais, des Irlandais, des Boers, etc., c'est pour rendre ces peuples à eux-mêmes. Quand on parle des Alsaciens, c'est pour les rendre à l'Etat français. La France et l'Allemagne sont comme deux voleurs qui se disputent un butin: tantôt c'est l'un qui s'en empare, tantôt c'est l'autre. Ça n'est pas intéressant.

L'Alsace-Lorraine vous tient au cœur? Et l'Algérie? Et Madagascar? Et le Tonkin? Et le Cambodge? Voilà de beaux sujets de dissertation sur « le droit des peuples à s'appartenir ».

⁂

Troisième procès du *Pioupiou de l'Yonne*. Gustave Hervé et Urbain Gohier étaient poursuivis pour « outrages à l'armée et provocation des soldats à la désobéissance ». Acquittement. Bravo! Chaque acquittement de ce genre est un précédent précieux dont, au besoin, nous pouvons nous réclamer.

Le jury nous encourage à continuer d'arracher au militarisme cette fausse auréole qui lui venait des anthropophages et qu'il avait réussi à conserver jusqu'ici. Le jury peut compter sur nous. S'il est vrai que l'affaire Dreyfus va se rouvrir, ce n'est pas l'ouvrage qui nous manquera.

⁂

En attendant que l'affaire Dreyfus reprenne, et pour nous mettre en goût, voici toujours l'affaire du colonel Aurousseau, à Tunis. Ce brave colonel s'opposait de toutes ses forces à toute réduction dans les dépenses du budget de l'armée tunisienne, et ce budget ayant paru très bizarre au résident, le colonel fit contrôler ses comptes par un ami, qui naturellement n'y vit rien. Malheureusement, un changement de général à la tête du corps d'occupation, amena une nouvelle vérification du fameux budget, et, cette fois, on découvrit des fraudes. Aurousseau dut avouer. Il barbottait 5.000 francs chaque année depuis 13 ans; total 65.000 francs. Là-dessus, il s'est coupé la gorge avec son rasoir. Aux braves militaires fourrés dans de sales histoires, on laisse toujours un rasoir traîner à portée de la main. Cela réduit ainsi le scandale au minimum. C'est assez commode, L'honneur de l'armée s'en trouve bien, — aussi bien qu'il peut se trouver, dans de semblables circonstances.

⁂

La liste des enfants-martyrs continue. C'est le tour du petit Georges Lagoutte, fils d'une blanchisseuse et d'un garçon de café. Son père le rouait de coups « pour le mater ». Rapport du médecin: nombreuses ecchymoses, plaies mal cicatrisées, fracture du troisième métacarpien droit, aggravée de périostite intéressant tout le bras.

Il est malheureux de constater que ces faits-là se passent toujours dans la classe ouvrière. Quelle conclusion en tirer? Que le manque de bien-être rend brutal, le manque d'instruction insensible, que l'homme harcelé par la lutte pour vivre, n'a ni le temps ni la possibilité de se développer moralement, que la façon dont les autres classes sociales et même quelquefois ses égaux se conduisent envers lui, n'est pas faite pour lui enseigner la pitié et le respect d'autrui, que l'individu dominé et opprimé cherche naturellement à se venger sur de plus faibles que lui, qu'après tout il ne fait qu'appliquer le principe d'autorité qu'il voit partout en jeu, que peut-être l'alcool est venu ajouter son poison à tant d'influences mauvaises, qu'aussi un enfant dans un ménage pauvre veut dire surcroît de misère et de malheur, — en un mot que les phénomènes moraux sont sous la dépendance des phénomènes économiques, — et que d'ailleurs les riches n'ont pas grand mérite à brutaliser peu leurs enfants, pour la bonne raison qu'ils ne s'occupent d'eux presque jamais.

R. C.

⁂

Les tracasseries à Roubaix. — Roubaix est vraiment, au point de vue tracasseries contre les anarchistes, l'endroit le plus privilégié de France. A propos de bottes, l'on y poursuit qui n'a pas l'heur de plaire et dont la propagande gêne nos gouvernants; l'on ne compte plus ici les militants qui y récoltèrent de la prison, que leur octroyent avec une ardeur sans pareille les chats-fourrés du Nord. Longue est la liste de nos amis qui tombèrent dans les traquenards policiers et autres. C'est à se demander la *forme* de propagande qu'il faudra employer pour ne pas risquer d'aller pendant un laps de temps plus ou moins long en prison.

Si, dans un journal, les camarades émettent leurs idées et flagellent comme ils le méritent, les exploiteurs de l'endroit, ce n'est pas long; pour se débarrasser des indiscrets qui se permettent de dévoiler les turpitudes patronales, une simple assignation devant le tribunal correctionnel de Lille pour diffamation, et l'on est certain de récolter quelques mois de prison, quand cela ne se chiffre pas par années. Philippe, gérant du journal *la Cravache*, qu'avaient fait paraître les camarades de Roubaix et qui, antérieurement, avait été condamné par la cour d'assises d'Angers, pour propagande anarchiste, à cinq ans de prison, peine mitigée par la loi de sursis, fut pour simple délit de diffamation, condamné à un mois de prison; ce qui, en réalité, était pour lui cinq ans et un mois puisque cette peine lui retirait le bénéfice du sursis. Que dans une petite feuille ils reproduisent des articles d'autres journaux, articles pour lesquels ces journaux ne sont pas inquiétés, le parquet de Lille, qui veille, ne manque pas l'occasion et intente immédiatement des poursuites au camarade gérant de la petite feuille. Au début de cette année, il me fut infligé six mois de prison pour avoir reproduit le manifeste aux soldats, commentant l'acte du colonel Saint-Remy, manifeste qui avait paru dans *le Libertaire* contre lequel aucune poursuite ne furent engagées; aujourd'hui, pour la reproduction d'un article du journal syndicaliste la *Voix du peuple*, le camarade Vallez se voit à son tour l'objet de poursuites pour excitation de militaires à la désobéissance, poursuites dont l'épilogue, si des protestations ne s'élèvent pas sera, nous n'en doutons pas, quelques mois de prison. Une fois de plus ces poursuites montrent l'arbitraire dont on use à notre égard, car que nous sachions, la *Voix du peuple* n'est pas poursuivie.

Nous disions, au commencement de cet article, que l'on est à se demander le genre de propagande qu'il faudra employer à Roubaix, pour ne pas risquer d'aller pour un laps de temps plus ou moins long en prison. Si les camarades font paraître un journal ou une petite feuille, ils sont certains qu'il ne se passera pas le mois sans que le gérant soit l'objet de poursuites; s'ils s'occupent de propagande

(1) Sauf le vendredi.

syndicale et y montrent un peu trop d'ardeur, l'on profitera qu'une grève éclate, comme cela se fit pour le camarade Béranger, pour les arrêter sous l'inculpation d'entraves à la liberté du travail, et alors qu'ordinairement pour ce délit la peine est bénigne, les anarchistes, lorsqu'ils sont comme Béranger, militants des syndicats, se voient infliger six mois de prison.

Cet acharnement à poursuivre les camarades est la preuve que notre propagande porte ses fruits. L'on croit mettre un frein à l'ardeur des anarchistes de Roubaix en les poursuivant tour à tour; l'on tente de détruire notre Palais du travail qui gêne énormément, nous le savons, tous les partis politiques et l'on menace de les fermer. Que messieurs les chats fourrés et policiers se le tiennent pour dit, leurs tracasseries ne font que stimuler l'énergie des camarades qui, plus nombreux que jamais, viennent à nous, et c'est mal connaître les anarchistes de Roubaix, que de croire que les poursuites et menaces puissent les entamer.

Pierre Degreef.

***

Lyon. — Les chiens de garde de l'infecte police lyonnaise — triste survivance d'une animalité en retard d'évolution — habilement dressés à la chasse aux miséreux et à la défense de la propriété individuelle, excellent de zèle chaque fois que ces répugnants individus arrêtent le malheureux Sauvageon, pauvre victime estropiée par l'autorité militaire, lui prennent tous les imprimés légaux qu'il a en sa possession, en refusant absolument de lui en remettre un reçu; et lorsqu'ils ne peuvent pas, par le mensonge dont ils sont coutumiers, établir un délit, ils le remettent en liberté, en gardant pour eux tout ce qui lui a été soustrait. Cette manière d'opérer de la part des défenseurs de la propriété individuelle, démontre qu'ils n'ont même plus la dignité de la respecter eux-mêmes.

Cela donne une idée de la décadence morale et de l'odieuse ignominie dans laquelle s'effondrent les mœurs de la société bourgeoise autoritaire et capitaliste.

Le groupe *Germinal*.

***

Mouvement ouvrier. — Las d'une lutte dans laquelle ils n'ont pas su avoir l'énergie nécessaire, les tisseurs reprennent le travail un peu partout.

Dans le Nord, on peut considérer le mouvement comme terminé, un comité dit « d'arbitrage » étant en train de persuader aux travailleurs que tout bien compté, leur intérêt est encore de courber l'échine, et les malheureux qui n'ont plus le courage de résister, rentrent aux usines.

A Saint-Quentin, je le disais la semaine dernière, les politiciens, en prenant part au mouvement, l'ont tué. Les grévistes, bernés, avaient cru habile de demander le concours du tribun Jaurès, mais celui-ci s'est récusé et a répondu à la délégation qui était allée le trouver, qu'il engageait les grévistes à ne pas violenter le progrès!! et à accepter de conduire trois métiers, ainsi que la diminution proposée de 22 0/0. Les malheureux n'en revenaient pas. Et, peu aptes à n'avoir confiance et peu habitués à ne compter que sur eux-mêmes, ils ont décidé de reprendre le travail, non toutefois sans avoir protesté contre les conseils de lâcheté qui leur étaient donnés par les politiciens. Il ne reste actuellement que trois maisons en grève, le travail a repris dans les autres bagnes.

A Mazamet et à Castres, on signale une grève générale des tisseurs de la région, mais sans incidents notables.

***

L'ayant appris au dernier moment, je n'ai pu que signaler la semaine dernière la mort du garçon limonadier Lafond, blessé lors de l'envahissement de la Bourse du travail, le 29 octobre dernier.

Les obsèques de ce malheureux ont eu lieu samedi dernier et, pour la circonstance, l'assassin avait mobilisé tous ses policiers. C'est précédés de gardes municipaux à cheval, entourés de sergots et de cavaliers, que les travailleurs et les délégations de la Bourse du travail ont conduit au champ de repos cette victime de la police. Lépine avait fait largement les choses et la présence de ses argousins encadrant les 2.000 travailleurs qui ont accompagné le convoi, en a fait une véritable manifestation.

Comme de juste, quelques arrestations arbitraires ont eu lieu, plusieurs militants qui se rendaient aux obsèques ont été fouillés en pleine rue. Inutile, bien entendu, de signaler le cas à la ligue dite des « Droits de l'homme », ces travailleurs n'étant ni capitaines, ni millionnaires.

***

Mais tout cela n'empêche pas la campagne contre les officines de placement de continuer. Des meetings et des manifestations ont lieu presque chaque jour aux quatre coins de la France.

Dimanche soir, à Lyon, l'une de ces manifestations s'est terminée d'une façon tragique, et jaloux des lauriers de leurs confrères parisiens, les policiers de Lyon ont joué du revolver et ont tué... un passant.

Si après cela, Combes qui se vantait de ne pas avoir de sang après les mains, n'est pas satisfait, il n'a qu'un mot à dire à Lépine, celui-ci n'attend qu'un mot pour recommencer.

Quoi qu'il arrive et malgré ces assassinats et ces provocations répétés, les travailleurs qui ont engagé la campagne contre les bureaux de placement ne la continueront pas moins. C'est ainsi que samedi prochain, 5 décembre, plus de cent meetings auront lieu. Dans tous les centres ouvriers un peu importants, une réunion sera tenue, et une manifestation sera faite, et cela ne cessera que lorsque les intéressés auront obtenu satisfaction.

***

A Bordeaux, grève des manœuvres et des arrimeurs qui eux aussi manifestent par les rues, drapeaux rouges au vent. Au cours d'une de ces manifestations, la colonne de grévistes se heurta à des barrages formés par des brigades de policiers et, un manifestant ayant lancé une pierre, ce fut le signal d'une sanglante collision.

Une grêle de pavés s'abattit sur les agents, dont trois furent blessés légèrement à la tête et au visage. Ordre fut donné à la police de dégainer.

Le président du syndicat, Chauveau, blessé au flanc droit d'un coup de sabre, perdait son sang en abondance. On dut le transporter sur un brancard à l'hôpital. Les médecins hésitent à se prononcer sur son état qui paraît très grave. Deux arrimeurs furent également blessés au bras et au visage...

Six arrestations ont été opérées.

Et nous sommes en « République », M. Jaurès, socialiste! est vice-président de la Chambre et le « droit » de grève est reconnu.

Comme tous les gouvernements, République ou Empire, Royauté ou Socialisme, tous se ressemblent, Millerand n'est qu'un sosie de Badinguet.

Pauvre peuple votard!

***

A Paris, grève des ouvriers bijoutiers-joailliers. Ces travailleurs réclament la journée de neuf heures sans diminution de salaire. Ils ne pensent pas qu'il soit besoin d'une loi pour cela et dans une réunion où la presque totalité des ouvriers de la corporation étaient présents, ils ont décidé de mener la lutte jusqu'à ce que satisfaction leur soit accordée.

Les travailleurs commencent à comprendre qu'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait véritablement réforme, que celle-ci soit codifiée. Et c'est justement ce qui distingue l'action directe du réformisme politicien. Les bijoutiers attendent une amélioration de leur sort de leur énergie, non d'une loi qui ne sera pas appliquée, s'ils ne sont pas capables de l'imposer.

J'ajoute que la diminution du temps de travail aurait pour résultat immédiat de diminuer le nombre des chômeurs qui est grand dans la corporation.

Paul Delesalle.

Prenant texte d'une circulaire de la Bourse du travail de Lyon, demandant que la Fédération des Bourses du travail ne soit composée à l'avenir que de travailleurs syndiqués, Girault dans son journal, croit devoir prendre la défense des journalistes visés.

Je n'interviendrai pas dans cette discussion, les organisations seules, à mon avis, ayant à aplanir leurs affaires d'ordre intérieur, mais je dois relever une erreur assez courante et que Girault fait sienne pour la circonstance.

Il écrit, en effet, « Si l'on prend une décision contre MM. Louis Maurice, Charnay et Sellier, journalistes, elle doit logiquement s'étendre à Yvetot, rédacteur au *Libertaire*, à Delesalle, rédacteur aux *Temps Nouveaux* à Girault, rédacteur à l'*Homme Libre*.

Parlant pour lui, Girault doit être fixé mais en ce qui me concerne, je déclare qu'il doit en être tout autrement.

Il n'y a aux *Temps Nouveaux aucun* rédacteur salarié pour la copie qu'il fournit. Personnellement j'y écrivais déjà depuis longtemps, lorsque les policiers m'ont quelque peu obligé de quitter le métier que j'exerçais et où je gagnais largement ma vie.

Je touche un salaire aux T. N., non pour ma copie, mais comme *employé de librairie*; mon travail consiste : à écrire et à préparer les bandes, à faire l'expédition du journal, à aller à l'imprimerie plusieurs fois la semaine et chez les éditeurs chercher les volumes que les camarades nous demandent de leur procurer, à faire et expédier des paquets, etc.

Comme les autres rédacteurs je fais ma copie chez moi, soit sur mon temps de repos, soit sur celui que je pourrais consacrer à mes loisirs, mais toujours en dehors de mon temps de travail matériel que j'assure toujours avec plaisir, comme l'on fait une besogne qui n'est pas commandée et qui n'a pas besoin d'être obéie.

Je ne saurai donc être considéré comme journaliste n'étant et n'ayant jamais été *salarié* comme tel.

J'ajoute que je n'ai *jamais* accepté d'être payé pour la copie que j'ai pu fournir ou pour les conférences que j'ai pu faire, car j'estime que la propagande n'est pas une industrie qui doit rapporter ni même faire « bien vivre. »

Ni la *Voix du peuple*, où j'écris au moins autant qu'aux T. N., ni les nombreux journaux soit corporatifs, soit anarchistes, auxquels j'ai pu collaborer, depuis que je milite, ne m'ont rétribué pour cela; je ne puis donc être considéré comme journaliste professionnel vivant de journalisme, puisque je n'ai jamais touché un sou comme tel.

Je le répète, je ne suis pas journaliste, ni aux *Temps Nouveaux*, ni à la *Voix du peuple*, ni aux autres journaux auxquels je puis collaborer. Je fais œuvre de propagandiste et non de trafiquant.

Je ne vends pas ma pensée, j'essaie seulement de la faire servir à l'émancipation de mes semblables, les éternels exploités.

Et c'est plus digne, à mon avis. P. D.

N. B. — Ceci dit une fois pour toutes, je déclare que je ne répondrai plus aux insinuations ou aux affirmations de ce genre.

***

J'en reviens au comité national des mineurs.

Les quotidiens nous ont appris que les membres de ce comité ont été reçus par le premier ministre, le petit père Combes, et ont insisté auprès de celui-ci pour que les questions qui sont à l'ordre du jour et qui ont trait aux modifications à apporter à la loi sur les accidents du travail, sur les saisies-arrêts, etc., etc., soient discutées au plus tôt par le Parlement.

M. Combes a répondu que le gouvernement était résolu à faire *tous ses efforts* pour que l'examen de ces réformes fût abordé incessamment par les chambres et qu'il s'emploierait à les faire aboutir.

Là-dessus les délégués se sont retirés enchantés.

Ils savent cependant, ou devraient savoir, ce que valent les promesses ministérielles. Si peu politique que soit le père Combes, il l'est assez cependant pour comprendre qu'en régime démocratique on ne doit jamais répondre par une fin de non-recevoir. On promet toujours et l'on tient... quand on y est forcé.

Il en sera de cette démarche comme de toutes celles qui l'ont précédée; celles concernant la mine de Bouxhors, par exemple. Pendant six mois, le gouvernement a fait des promesses; puis il a déclaré ne pas avoir l'argent nécessaire pour l'acquisition de cette mine. L'argument a paru bon, si bien qu'on n'en parle plus.

Et la commission d'enquête parlementaire qui comptait des délégués mineurs parmi ses membres, notamment Bouveri, quels ont été les résultats de ses *travaux* de l'année dernière? Vous ignorez? Moi aussi.

Et la loi de huit heures par étapes successives votée par la Chambre? Elle est enfouie dans les cartons du Sénat et y restera jusqu'au jour où les mineurs de nouveau unis pour un nouvel effort, abandonneront une fois de plus le pic et la hache.

Les délégués le savent fort bien; mais leur vanité est agréablement flattée en lisant dans la presse : Les membres du C.N. des mineurs ont été reçus par le président du Conseil, etc.

Bougre! nous ne sommes plus au temps de Louis XIV et les manants traitent à pied égal avec les Richelieu du jour.

*
* *

Exemple à suivre. Parlant de la mort du policier Puybaraud, le *Mémorial de la Loire* raconte l'anecdote suivante ; je transcris littéralement :

..... On avait trouvé, dans une perquisition chez des anarchistes, une sorte de sceau qui fut ensuite perdu.

Il n'y avait pas là de quoi fouetter un chat. Mais un de nos confrères ayant, suivant l'usage pour les nouvelles à destination de Paris, grossi l'aventure comme il convenait, M. Puybaraud ne voulut pas que son voyage fût perdu; il fit déplacer tous les commissaires de police de la ville — il s'agit de Saint-Etienne — qui furent dispersés aux quatre coins de l'horizon — comme s'ils avaient été projetés par une explosion de volcan.

Un d'eux, un brave homme, M. Chauvin, commissaire de police du théâtre, fut même suspendu *sine die;* il fit prévenir M. Ladrat, secrétaire général d'alors, que si deux mois plus tard il n'était placé, il lui brûlerait la cervelle; M. Puybaraud fut également avisé que M. Chauvin était arrivé au comble de l'exaspération contre lui.

Une enquête fit apprendre au puissant fonctionnaire que M. Chauvin était un ancien sous-officier, un homme droit et rude, ne mentant pas à sa parole...

Et M. Chauvin fut nommé à Rennes.

C'était une disgrâce, une descente de classe; mais enfin c'était le pain...

Que ferait-on au travailleur qui emploierait envers un patron affameur, le procédé employé par Chauvin contre Puybaraud ?

Galhauban.

Russie.

Fait caractéristique de l'antisémitisme en Russie — Les écoliers des trois dernières classes de l'école commerciale de Libava, entreprirent une excursion scientifique à Moscou et à Saint-Pétersbourg, en compagnie du directeur de l'école. Arrivés à Moscou, ils visitèrent la fabrique X. Immédiatement le commissaire de police apparut et transmit au directeur de l'école l'ordre du chef de police de Moscou, de se présenter tout de suite au commissariat. Le directeur s'y rend, et M. le général en chef lui déclare d'une mine farouche, que les juifs n'ont pas le droit de séjourner à Moscou ; par conséquent, ils ont à quitter la ville dans le plus bref délai. Entre autres amabilités, le chef de police dit au directeur : Comment avez-vous osé venir ici avec toute une bande de juifs, et comment pouvez-vous les mener dans les fabriques ! Je vous en prie ! Cette bande pourrait *infecter* les ouvriers ! (des gamins de 15-17 ans !!!) Le directeur avait beau répondre que dans son école il n'y avait ni des juifs, ni des chrétiens, mais seulement des élèves, « ce fut peine perdue, » tous furent obligés de quitter Moscou. Une escorte de commissaires de police et d'agents de la secrète veillait à la gare pour qu'aucun des « nuisibles individus » ne reste à Moscou!!! Il y a quelques années, notre bon petit père « proposait la Paix universelle !!! »

Traduit du journal révolutionnaire *Oscoboshoénie.*

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre, 26, rue Chapon. — Souscription permanente à la brochure à distribuer n° 2 : *L'Absurdité de la politique*, de Paraf-Javal, à 1 franc le cent, port en plus. Envoi de la circulaire sur demande.

Coopérative Communiste . — Jeudi 10 décembre, à 9 heures du soir, rue François-Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des coopérateurs. Causerie par le camarade Sovanole.

Dimanche 6 décembre 1903, à 2 heures de l'après-midi, salle Brou, 23, rue Jean-de-Beauvais (place du Collège de France, coin de la rue des Ecoles), *fête-conférence* au profit de *l'Homme Libre*, avec le concours du camarade *Han Ryner* (du *Cri du Quartier*) qui parlera sur l'*Esprit antireligieux*, et de nos amis les poètes chansonniers.

Entrée : 0 fr. 30. Tombola de 10 lots de volumes et de brochures.

L'Université Populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — A 8 h. 1/2 :

Samedi 5 décembre. — M. Thévenin, licencié ès lettres : L'atmosphère terrestre (40 projections en couleur de M. Rudaux).

Dimanche 6, à 2 heures. — Matinée musicale, littéraire et dansante.

Mardi 8. — M. Gourdon, professeur au collège Chaptal : La littérature européenne au dix-neuvième siècle (3e causerie).

Jeudi 10. — M. Darlu, inspecteur général de l'instruction publique : 3e Jean-Jacques-Rousseau.

Samedi 12. — Soirée littéraire : Lecture de pièces d'Ibsen, précédée d'une causerie de M. A. Cahen, professeur au lycée Louis-le-Grand.

Iconoclastes de Montmartre, 65, rue Clignancourt, et 18, rue Custine. — Lundi 7 décembre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur l'*Organisation du bonheur* (XIIe).

Les Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 3 décembre, à 8 h. 1/2, lecture et discussion d'une brochure abstentionniste.

Mercredi 9 décembre, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur *Pascal et l'Esprit géométrique* (Ve).

L'*Education libertaire du XIIIe arrondissement*. — Samedi 5 décembre, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare, causerie par un camarade.

Université populaire du XVIe arrondissement, 12, rue Herran. — A 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 5 décembre. — La Coopération de consommation, par M. Daudé-Bancel.

Mardi 8. — Trente-trois ans de République, par Ch. Malato.

Jeudi 10. — Discussion sur la suppression de l'argent.

Samedi 12. — Soirée théâtrale : représentation de *L'Aiguilleur*, pièce de Romain Rolland, suivie d'une conférence.

Tournée Louise Michel-Girault. — Vers la fin du mois de janvier 1904, Louise Michel et Girault vont se remettre en route pour une longue tournée d'agitation.

Pour l'organisation des conférences, s'adresser à E. Girault, bureau de l'*Homme Libre*, 13, rue du Montparnasse, Paris.

Marseille. — *Le Milieu-Libre de Provence*. — Les camarades sont informés que nous organisons pour le 24 janvier prochain une grande soirée artistique. Il sera tiré, à l'issue de cette fête, une superbe tombola. En conséquence, nous adressons un pressant appel à tous les camarades que notre propagande intéresse pour nous envoyer des lots.

Réunion tous les dimanches à 6 heures, au nouveau local, rue d'Aubagne, 11, bar Fréderic. Pour tout ce qui concerne le *Milieu-Libre de Provence*, écrire au camarade Merle, à la même adresse.

Lille et environs. — Réunion le dimanche 6 décembre, à 4 heures précises, salle Debruyne, rue d'Arcole, pour discuter sur la conduite à tenir vis-à-vis d'un groupe d'Etudes sociales en formation à Lille.

Réunion ordinaire, le samedi 5 décembre, au Groupe, rue du Bourdeau, 13.

Lyon. — Groupe *Germinal*. — Dimanche 13 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale privée, au bénéfice de la nouvelle brochure à distribuer ; salle Bordat, café de la Vigilance, rue Paul-Bert, 17. Chants, causeries et déclamation par différents amateurs.

Le fonctionnement de nos expéditions est des plus simple. Chaque groupement, chaque individualité isolée nous envoie l'adresse des personnes qu'ils savent être intéressées par la lecture des écrits libertaires. A ces adresses nous envoyons les journaux anarchistes qui paraissent, ainsi que des brochures.

Nous pouvons, étant secondés, faire œuvre utile. Aux camarades d'y songer.

La cotisation est de 25 centimes. Inutile de dire que chaque camarade peut envoyer la somme qu'il veut ; tout cet argent sera employé pour l'achat de timbres, brochures et journaux.

Le bulletin qui sera publié rendra compte de la gestion.

Adresser la correspondance au secrétaire du Groupe *Germinal*, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert.

Roubaix. — Les camarades du Palais du Travail ont édité et tiré 10.000 exemplaires la brochure : *Légitimation des actes de révolte*, de Georges Etiévant. Ils laissent cette brochure à 5 francs le cent, port en sus, et feront des conditions spéciales aux groupes, syndicats et camarades qui en prendront plusieurs centaines. Pour les commandes, écrire au camarade Pierre Degreef, Palais du Travail, 3, rue du Pile, à Roubaix.

Les camarades de Roubaix, Tourcoing et environs, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu au Palais du Travail, à 8 h. 1/2 du soir, le samedi 5 décembre. Causerie sur le Milieu-Libre de Vaux.

Troyes. — Ceux qui voudraient distribuer le *Falot anarchiste*, feuille de propagande, n'auront qu'à s'adresser au camarade Richard, 64, rue de Paris. De même, les camarades intéressés sont priés d'être présents à la soirée familiale qui aura lieu le dimanche 6 décembre, à la Tour Eiffel, rue Turenne.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

En el café, de Malatesta ; 1 broch., 15 centimos, à *El Productor*, 11, Argüelles, Gracia, Barcelone. — Du même, une série de 6 cartes postales : *La Huelga revolucionaria*, 0 fr. 50 franco.

3 séries de 6 cartes chacune, cartes postales illustrées antimilitaristes, à la *Raison*, 14, rue d'Uzès.

Ma chanson, par P. Lelong ; 1 vol., 3 fr. 50, chez V. Havard, 18, rue de l'Ancienne-Comédie.

Le Syndicalisme allemand, par A. Thomas ; 1 broch., 0 fr. 50, Société Nouvelle d'édition, 17, rue Cujas.

Roosevelt, Czolgosz and anarchy, by Jay Fox ; 1 broch., à *Free Society*, 515, Carroll av., Chicago.

Des principes ! sacrebleu ! des principes, 1 acte, par H. Dubus ; 1 broch., Imprimerie centrale administrative, 15, place Ernest Gérard, Beauvais.

La Paix sociale, 1 broch., 3 fr., chez l'auteur, Gromier, 1, rue du Marché Ordener.

Les Ouvriers de la viticulture languedocienne et leurs syndicats, par Augé-Laribé ; Musée social, 5, rue Las Cases.

A lire :

Le Problème de la liberté, par d'Arsac ; *Le Soir* (Bruxelles), 21 novembre.

La Semaine, par Piccolo ; même journal, 23 novembre.

Une réponse, par Pressensé ; *L'Aurore*, 26 novembre.

Le Tisserand (Armentières), par Gabion ; *Le Temps*, 22 novembre.

A voir :

Les Trusts, par Cahard ; *L'Assiette au beurre*, n° 139.

*
* *

Les camarades de Troyes viennent de faire paraître le numéro 1 d'un placard périodique : *Le Falot anarchiste*. Adresse : Richard, 64, rue de Paris, Troyes.

*
* *

L'Insurgé, de Liège, édite une série d'affiches anarchistes, où il se propose d'exposer la théorie, et qu'il laisse à 0 fr. 15 l'exemplaire.

Evidemment, on ne peut guère s'étendre dans une affiche, aussi est-ce toujours incomplet. Pour ceux que cette propagande intéresse, l'adresse est 41, rue des Glacis, Liège.

PETITE CORRESPONDANCE

H. D., à Verviers. — J'avais pris note de l'envoi à 5. Mais le service du 31 était préparé lorsque est arrivée votre carte. De là l'erreur.

J. C., à Kerentrech. — Pour les petites sommes, vous pouvez payer en timbres. Autrement en mandat ou bon de poste, c'est préférable.

O. R., à Jemmapes. — C'est par erreur que l'on a pris remboursement, votre abonnement ne finissant que fin janvier. Le prochain finira donc fin juillet.

Vve L., au Mans. — Cela se peut. Je vais corriger.

Lorient. — Les volumes sont prêts depuis longtemps, à quelle adresse faut-il les expédier ?

Reçu pour la défense de l'enfant : François, 2 fr. 50. — J. L. O., à Venzolosca, 0 fr. 50. — En tout : 3 fr. — Listes précédentes : 28 fr. 60. — En caisse : 31 fr. 60.

Reçu pour le journal : F. R., à la Maison-Dieu, 0 fr. 60. — P. G., à Buenos-Ayres, 3 fr. — Latapie, 1 fr. — R. V. E., à Lausanne, 2 fr. — L. L., à Cayenne, 1 fr. — L. C., 0 fr. 75. — J. L. O., à Venzolasca, 0 fr. 50. — C. F., le Mans, 5 fr. — Merci à tous.

G., à Voiron. — G., à Spezzia. — B., à Mounal. — E. L., à Fourmies. — C., à Bourg-Argental. — R., à Saint-Claude. — C., à Lons-le-Saunier. — L. B., à Jemeppes. — C., à Amiens. — G., à Grenade. — J. L., à Nantes. — G. M., à Guise. — V. M., à Beaune. — D., à Buzeu. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave

Imprimerie G. Chaponet, rue Bleue, 7, Paris

NEUVIÈME ANNÉE N° 33 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 DÉCEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An	Fr.	6 »
Six Mois	—	3 »
Trois Mois	—	1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An	Fr.	8 »
Six Mois	—	4 »
Trois Mois	—	2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Afin de pouvoir liquider le marbre, nous sommes forcés de supprimer le supplément, pour consacrer ces huit pages au journal.

Un accident de machine arrivé pendant l'impression du dernier numéro, a fait qu'il n'a été mis en vente que le dimanche, au lieu du vendredi. Nous ne faisons pas relever les bouillons, ceux qui ne l'ont pas eu peuvent le réclamer chez leur libraire.

Je ne perds pas de vue mon projet de transformation du journal, mais je voudrais savoir si nous serions soutenus dans cette occurrence; j'attends l'avis de ceux qui s'intéressent à notre besogne.

Deux ou trois camarades nous ont bien écrit, déjà, de compter sur leur concours, mais c'est une centaine de camarades qu'il nous faut. Les trouverons-nous? J. G.

APRÈS DRESDE, REIMS

« Je croyais que nous étions encore d'accord en matière démocratique, bien que depuis longtemps nous ne le soyons guère en matière socialiste...

« Il me semble que la division parmi nous devient de plus en plus grande dans le parti. Nous ne nous comprendrons bientôt plus. »

Ainsi parla August Bebel, le vétéran de la social-démocratie allemande, à ses camarades de lutte, la veille du congrès de Dresde (Article du *Neue Zeit*, numéro du 5 septembre).

Le congrès de Dresde lui-même est venu confirmer, — sous une forme beaucoup plus frappante encore que ne le montrent les citations — quelle agitation remue actuellement le parti social-démocrate allemand. C'est la même agitation qui se montre partout, et qui, en France, a abouti déjà à une séparation nette et catégorique dans le mouvement.

Les éléments réformateurs « bourgeois » n'étant plus devenus que de simples radicaux, et les éléments prolétaires proprement dits, qui ont conservé au moins certaines sympathies pour l'idéal socialiste, malgré leurs inclinations réformatrices — se heurtent violemment entre eux. On pouvait s'y attendre depuis longtemps.

Plus de deux cents délégués de tous les centres social-démocrates de l'Allemagne se sont rencontrés à Dresde, outre les quatre-vingts membres députés au *Reichstag*; ils nous ont présenté une semaine de lutte sans merci qui actuellement continue encore dans la presse du pays et dans les réunions publiques. Pour le moment, dans cette lutte, la victoire reste à Bebel et à la gauche se proclamant encore « révolutionnaire. »

On pouvait s'attendre à ce que l'écho de tout ce qui s'est passé au congrès de Dresde, se fît sentir dans la dernière semaine de septembre au congrès national de Reims, où les « Guesdistes » et les « Blanquistes » ont fraternisé en faisant face à la « droite française les social-démocrates ministériels ». Et on l'a dit à plein droit, les Bebel et les Kautsky n'ont pu plus violemment fulminer contre les Vollmars, les Heine, les Braun, les Bernstein, que l'ont fait en France Guesde et Vaillant contre Jaurès et Millerand.

L'on a constaté cependant une différence essentielle. En France, la scission dans le camp social-démocrate était déjà un fait accompli avant le congrès de Reims. Les éléments plus ou moins révolutionnaires n'avaient qu'à serrer les rangs; les différentes fédérations nationales et régionales ont cessé d'exister pour faire place au *Parti socialiste de France*, qui a commencé par dénier aux social-démocrates « réformateurs » le droit de s'appeler socialistes. Il n'y aura plus de « Guesdistes » ni de « Blanquistes », etc., et nul ne s'appellera désormais socialiste, qui n'appartiendra pas à l'Eglise du parti unifié. Lorsque, l'année prochaine, le congrès social-démocrate international se tiendra à Amsterdam, les fédérés espèrent se trouver d'accord avec le grand parti allemand dans la ferme résolution d'excommunier définitivement les « ministériels » — ou les « revisionnistes », comme on dit en Allemagne, du mouvement international. Il est évident que jusqu'à présent ces derniers ne se trouvent que fort peu gênés par les excommunications qui les ont frappés, et qu'ils ne le seraient pas davantage par une décision éventuelle défavorable à leurs doctrines au congrès d'Amsterdam. De même, les communistes libertaires et anarchistes n'ont éprouvé aucun embarras dans leur propagande, par leur exclusion solennelle aux congrès de Zurich et de Londres. Nous ne vivons plus au moyen âge et les menaces d'excommunication du voisin nous laissent parfaitement tranquilles.

A Dresde, les opportunistes étant trop visiblement mis en minorité, ont pris l'affaire à la légère et même au risible; eux — les hommes de la droite — se sont laissé amener à voter des motions plus violentes qu'on ne leur proposait, en amendant gracieusement les propositions faites, dans une direction plus radicale encore.

Ils ont eu raison! Elles ne valent rien, ces propositions sur le papier, et personne ne l'a mieux dit peut-être que M. Georges Clemenceau (dans le journal l'*Aurore*), que la seule erreur de tous ces gens-là a été « de s'obstiner à fondre en un seul parti, des hommes de conceptions opposées ».

M. Georges Clemenceau, cependant, n'a jamais été intimement lié au mouvement socialiste et révolutionnaire. Moins que les militants du mouvement, il ne pourra sentir combien cette erreur, dont il parle fort à propos, est due au fond au programme même de la social-démocratie internationale et à sa tactique. Moins que nous autres, il ne pourra sentir combien il est vrai que le programme social-démocrate contient régulièrement deux moitiés opposées l'une à l'autre — l'une visant en principe à la *destruction* de la société capitaliste existante et de l'ordre bourgeois dans l'Etat (la déclaration *de principes*), l'autre, au contraire, à la *restauration* et au *perfectionnement* de cette même société et de ce même ordre (c'est là le « programme *minimum* » ou « programme de lutte »).

Il est évident qu'avec un tel programme, ça devait craquer à la longue et que l'unité ne saurait durer longtemps dans un tel mouvement à double but; partout où cette unité n'a pas encore pris fin, elle finira nécessairement dans peu de temps.

***

Les points sur lesquels les « révolutionnaires » et les « revisionnistes » se sont disputés à Dresde, sont avant tout la collaboration des socialistes à des revues bourgeoises et la question de la vice-présidence du *Reichstag*. Certains « revisionnistes », comme Bernstein, auraient accepté la vice-présidence pour le parti social-démocrate malgré les formalités nécessaires, telles que la présentation à l'empereur. En somme, cependant, ces points de dispute n'ont été que des motifs occasionnels et non la cause profonde des différences.

Au fond, Bebel avait raison : la division devient de plus en plus grande, et l'on ne se comprend plus de part et d'autre dans le mouvement social-démocrate! Le fait qu'en France les différents éléments du mouvement se sont déjà poussés de part et d'autre à une scission définitive, est dû à ceci, que, dans ce dernier pays, la droite du mouvement ayant goûté une fois à l'arbre de la science du bien et du mal, a commencé par profiter des bénéfices du régime bourgeois avec une vraie faim canine. Le « citoyen » Millerand a même pu se décider à prendre place dans un ministère bourgeois, à côté de l'étrangleur de la Commune, le général Galliffet. Ces messieurs acceptent des « portefeuilles » et des « fauteuils » sans aucun scrupule ni aucune peur de léser leurs principes de socialistes. Aussi soutiennent-ils un ministère bourgeois avec un zèle vraiment remarquable et digne d'une meilleure cause.

Comme cela arrive souvent dans la vie, il y a des deux côtés, du bien et du mal, certaines choses qui nous dégoûtent, et d'autres dont nous

nous réjouissons de notre point de vue de « libertaire ».

En même temps que nous répugne le manque de caractère et de sentiment socialiste du côté de la droite « ministérielle » ou « revisionniste », nous ne saurions témoigner que de notre entière sympathie, lorsqu'on défend de ce même côté la liberté de parole et d'action. Autant nous, libertaires, sommes heureux de voir qu'à la gauche de la social-démocratie internationale l'on a conservé du moins un certain amour de l'idéal socialiste — nous n'étions pas trop gâtés ces dernières années de ce côté-là — autant devons-nous nous sentir opposés à cet esprit de discipline qui se révèle partout dans les rangs de la social-démocratie — en Allemagne comme en France. Pour nous, communistes libertaires et anarchistes, il n'y a guère de spectacle plus répugnant que l'attitude autoritaire et pontificale du vieux Bebel à Dresde — « Sa Majesté Auguste Bebel », comme le disaient ses adversaires! Il paraît que c'est un signe de vieillesse et d'affaiblissement dans Bebel, de parler toujours de sa propre personne. C'est là un phénomène que l'on observe fréquemment chez des gens de son âge.

« *Je* n'en veux pas, — *j'en* veux! *Moi*, je n'ai pas le temps d'attendre! Ça *me* dure trop longtemps à *Moi!* » Pareilles expressions sortent incessamment de sa bouche. Lorsque Bebel est content de ses compagnons, il leur dit qu'il est content, et lorsqu'il ne l'est pas, il le leur dit également.

Avec quel plaisir ai-je suivi, dans sa réponse à ce petit vieux tyran, la personne de Von Vollmar, au moment où il s'adressait à la Majesté social-démocrate, les poings frappant sur la table :

« *Moi* — *Moi* — et encore *Moi!* Je vous demande si ce n'est pas là le ton d'un *dictateur?* Lisez — je vous prie — l'histoire de la révolution anglaise. N'est-ce pas de la même façon que le lord Cromwell parlait dans le *Parlement Croupion?* Est-ce là la langue que l'on parle à un parti démocrate? »

∴

Ce qui, pour nous, communistes et libertaires, constitue la signification principale de la présente lutte dans la social-démocratie internationale, c'est la constatation du fait qu'on ne peut pas fonder solidement un grand mouvement sur un programme à double direction. Dans le mouvement socialiste, il est évident — même dans le cas où les éléments réformateurs rompent définitivement avec le mouvement, comme en France — qu'à certains moments, il nous faut choisir entre le *parlementarisme* et l'*antiparlementarisme*, le *réformisme* et la *destruction*, les principes de la *légalité* et ceux de la *révolution*.

Dans tous les pays, les éléments de la droite dans le mouvement social-démocrate, reprochent à bon droit à leurs camarades de la gauche de suivre en principe la même tactique qu'eux, les « réformateurs », les « bourgeois. »

En Allemagne, Bernstein a tout simplement agi trop vite en mettant dès à présent à l'ordre du jour la question épineuse de la vice-présidence. Vollmar et ses Bavarois ont plus de patience. Ils ne s'occupent que fort peu de ce que disent les Bebel et les Kautsky, et continuent leur petit train, convaincus que ce sont eux, les « réformateurs », dont la politique sera suivie à la longue par la social-démocratie internationale. Une fois que le mouvement a choisi la voie du parlementarisme, il est perdu pour la cause du socialisme et de la révolution.

Fort à propos, Jean Jaurès a relevé, dans son journal *La Petite République* (numéro du 6 octobre), l'attitude au congrès de Dresde, du citoyen Molkenbuhr, un des partisans les plus zélés de la tactique quasi-révolutionnaire de Bebel.

« Je crois, disait Molkenbuhr, que la social-« démocratie peut se trouver dans une situation « telle, qu'elle acceptera un poste à la prési-« dence, *même avant d'avoir la majorité au* « *Reichstag* ». Il supposa, comme exemple, qu'un traité de commerce soit mis à l'ordre du jour, au parlement et soutenu par une majorité, — traité qui abolirait entièrement le tarif douanier actuellement voté.

« *Alors la majorité favorable au traité devra prendre les affaires.* »

Mais est-ce autre chose que « l'*opportunisme* » qu'on condamne chez les autres? Jaurès sur ce point a parfaitement raison.

Aussi les camarades qui soutiennent Bebel, se rendent-ils parfaitement compte de la situation intenable dans laquelle on se trouve, et semblent-ils sentir vivement parfois la *non-concordance* des deux principes conducteurs que renferme le seul programme du parti.

Ecoutons le quatrième jour du congrès, lors des discussions sur l' « action parlementaire », le rapporteur, Stadthagen :

« S'il m'est permis de me prononcer sur ce « qui doit être fait dans la session prochaine, je « voudrais vous mettre en garde avant tout, « dit-il, contre la taxation excessive des mérites « du parlementarisme, telle qu'elle s'exprime « dans maintes propositions. Ce qui doit tou-« jours rester pour nous le plus essentiel, c'est « de révolutionner les esprits. Ne taxons pas « trop haut les mérites du parlementarisme! « Rappelons-nous, que même au cas où une loi « soit votée, rien n'est encore obtenu par « cela..... » Et plus tard, le même orateur nous répète : « Ne taxons pas trop haut les mérites « du parlementarisme! Continuons l'œuvre de « l'agitation et de l'organisation. »

Bebel, lui-même, s'est exprimé une fois plus catégoriquement encore dans ses philippiques aux « revisionnistes » :

« Toute cette œuvre de la confection des lois (*die ganze Gesetzmacherei*), dit-il, est tellement *misérable*, que chaque loi que l'on vient d'achever doit être revisée tout de suite. Il n'y a plus de majorités qui nous montrent un but clair... Dans toute cette oraison, cette exhortation à la pénitence, l'on pouvait sentir le doute de la force des propres principes. Et malgré toute la bonne volonté dont il se réclamait, à faire des concessions lorsqu'elles ont quelque valeur, Bebel ne put se tenir de s'écrier : « Je me suis demandé souvent : Est-ce que tous les sacrifices en temps et en argent valent bien la peine, devant ce travail de moulin à tympan parlementaire! »

A Dresde comme à Reims s'est manifesté clairement, une fois de plus, le grand mal que porte en lui le mouvement social-démocrate.

Il peut dire de lui-même, selon la parole du Faust de Gœthe :

« *Zwei Seelen wohnen, Ach in meiner Brust.* »

« Deux âmes, hélas! habitent ma poitrine.

CHRISTIAN CORNÉLISSEN.

MAUVAISE MUSIQUE

Un député, ancien officier, soumet à la Chambre un projet de réorganisation de l'armée lequel, entre autres économies, comporte la suppression des musiques militaires. Je pensais que ce projet serait bien accueilli par tous ceux qui, au moment de l'affaire Dreyfus et depuis, dégoûtés de l'esprit militariste et aussi des charges écrasantes que le jeu de la guerre impose tous les ans au budget, réclamaient des réformes militaires à tout prix. Je me trompais. On n'a pas plus tôt annoncé la modeste proposition de M. Messimy, que des radicaux socialistes, antimilitaristes se sont levés de tous côtés : « Des réformes, oui, mais pas celle-là! »

Pourquoi pas celle-là? Parce que les concerts donnés gratuitement (gratuitement! comme si ce n'était pas le peuple qui payait trombones et grosses caisses!) par les musiques militaires sur les places ou dans les jardins publics, sont un divertissement pour les habitants des villes de garnison. Parce que, pour leurs solennités ou prétendues telles, distributions de prix, retraites aux flambeaux, choses éminemment utiles, le concours de ces orphéons nationaux est précieux aux municipalités. Parce que surtout la musique est indispensable au soldat, qu'elle entraîne à marcher, à défiler, à parader, à tuer. Parce qu'aussi le soldat musicien se transforme, sur le champ de bataille, en brancardier, et ramasse les malheureux qu'il a excités par son tumulte à s'aller faire mettre dans l'état où ils sont. Parce que enfin, si on lui retire sa clarinette, il faudra lui mettre, à la place, un fusil dans les mains, et que le premier instrument devrait nous agréer mieux que le second.

Eh bien, non, tout examiné, la clarinette ou le piston du soldat musicien me semble faire autant de mal que le fusil ou le sabre du soldat actif. Et en attendant de pouvoir supprimer l'armée tout entière, ce serait déjà quelque chose que de lui retirer tous ses ornements, un à un, et de la réduire à sa plus simple expression.

Le prestige que le métier de tueur d'hommes exerce encore sur les esprits d'un grand nombre de gens et de presque tous les enfants, tient bien moins à ce métier lui-même (qui n'a rien que de répugnant) qu'à divers accessoires qui en masquent la laideur et lui font comme une auréole aux yeux des individus à cerveau insuffisamment développé. Le premier de ces accessoires, c'est certainement l'uniforme. Encore qu'inesthétique au premier chef, il est fait de couleurs voyantes, rappelant les peintures de guerre des Peaux-Rouges, qui impressionnent les cervelles minuscules : jeunes hommes de dix mois à dix ans, patriotes qui prennent leur biberon pour un clairon, conquérants qui n'ont point encore conquis l'art de manger proprement la soupe, bonnes d'enfants à qui s'est communiquée l'ardeur militariste de leurs poupons, dames de brasseries et autres lieux dont l'armée fait les trois quarts de la clientèle, bourgeoises en folie, académiciens séniles et paralytiques, hommes et femmes à sous-offs et à curés. A dix ans, Dieu que j'étais militariste! Après l'*uniforme*, il faut compter les galons, les dorures, les décorations, les insignes, les aiguillettes, les brandebourgs, les plumets, les panaches, les bottes, les casques, les cuirasses, les éperons, tout ce qui brille peu ou prou, tout ce qui fait du bruit, tout ce qui arrête la vue ou force l'oreille, toute la ferblanterie, la quincaillerie et la mercerie dont on fut toujours si prodigue envers ces messieurs et qui nous coûtent si cher tous les ans. Comptons encore les drapeaux, saints sacrements laïcs promenés dans les rues entre l'agenouillement ou le décoiffement des fidèles, les chevaux, les harnais, les canons, les évolutions, les alignements, les défilés, les cavalcades, les pétarades, les salves, les tambours, les trompettes et enfin la musique. Dépouillez l'armée en imagination de tant de belles choses, ôtez-lui tout ce qui ne lui est pas absolument indispensable, ses uniformes, ses drapeaux, ses plumets, ses musiques, et dites si son prestige, parmi les simples d'esprit, ne serait pas fortement entamé? Figurez-vous une troupe d'individus, armés à la vérité d'engins d'assassinat, mais n'ayant rien d'autre qui les distingue des honnêtes gens, et marchant dans les rues tels quels, sans trombones à coulisse, sans chapeau chinois, sans grosse caisse! Je vous demande un peu si les bambins quitteraient le sein de leurs nourrices pour voir passer cela, et si les marmitons eux-mêmes se dérangeraient de leur route pour se jeter dans le sillage de cette bande d'hommes et de leur emboîter le pas en cadence, comme ils font?

Toute musique tend à produire une modification dans l'esprit de qui l'écoute. Tolstoï, dans sa *Sonate à Kreutzer*, en prend texte un peu paradoxalement pour traiter la musique d'immorale, parce qu'elle substitue à notre personnalité une autre. C'est un effet, pour ainsi dire purement physique, qui n'est pas niable. Les marches surtout, les hymnes révolutionnaires, patriotiques ou autres, poussent à l'action, soulèvent d'enthousiasme, à leur gré, les foules qui les entendent. Une marche militaire produit toujours un petit phénomène mauvais de régression animale sur les nerfs même courroucés d'un honnête homme pacifique. On résiste à l'impulsion mauvaise parce qu'on est maître de soi et qu'on raisonne. Mais le grand nombre se compose de gens qui ne raisonnent guère et desquels tout le monde est maître, sauf eux-mêmes. Chaque hymne guerrier qui passe dans l'air rejette, pour un temps, bien des âmes paisibles dans la fièvre et le trouble de l'instinct du meurtre ancestral.

Chez le soldat, chez le malheureux homme paisible, arraché à ses occupations et à ses affections, qu'un gouvernement se propose de lancer, en le métamorphosant en bête furieuse, sur d'autres hommes paisibles situés de l'autre côté d'un ruisseau, ce qu'on appelle la « musique » militaire, mais qui ne ressemble en rien à la vraie musique, vient déchaîner la brutalité et la férocité que les gens dont elles servent les intérêts appellent courage et bravoure. Aux accents des *Marseillaises* de tous pays, ce pauvre homme, bon diable au fond, hébêté par le singulier costume qu'on lui a fait endosser, revêtu comme un Sioux de sa peinture de guerre, et terrorisé par ses chefs, achève de perdre la tête. Il s'enflamme, se croit un héros, brûle d'enfoncer sa baïonnette dans un ventre « comme dans du beurre » (ainsi parlaient nos héros de Chine), pousse des cris, ne se connaît plus. La musique du régiment a complété dans son cerveau l'œuvre démentielle de l'alcool de la cantine. Ces deux forces de destruction ont fait de lui un fou, un furieux (la *furie* française); lisez: un brave. C'est de « tuer pour la patrie » que lui conseille cette musique de mort; quant à mourir, il n'y pense pas. Il tuera donc, il s'en vante et se sent mûr pour mille exploits. La fanfare fait le fanfaron.

Qu'on se rassure : le tumulte de cuivres et de peaux d'ânes qui a charge d'héroïser notre vaillante armée, ne disparaîtra pas — du moins pas encore. Grâce au dieu des armées, à ce dieu féroce et sanguinaire des premiers chapitres de la Bible, ce dieu auquel l'honnête Esterhazy, fait à son image, croyait et croit encore « de toute son âme », les soldats musiciens continueront à affoler leurs camarades avant la bataille, puis à les ramasser, après, pleins d'ironie, — pareils aux gouvernants, aux politiciens, aux brasseurs d'affaires qui envoient faire tuer leurs concitoyens avec de belles paroles, et les enterrent ensuite, une fois la chose faite, toujours avec de belles paroles ; la musique militaire continuera à persuader le mouton de marcher à la boucherie, le travailleur de courir à la frontière, elle continuera à lancer par le monde ses perpétuelles excitations au meurtre, au pillage et à l'incendie, pour le plus grand contentement des antimilitaristes de grands journaux, des foules moutonnières et des conducteurs de bestiaux... je voulais dire de peuples.

La musique militaire ne disparaîtra pas de sitôt, parce qu'elle est indispensable au patriotisme, qui perdrait en elle un de ses meilleurs éléments. Le patriotisme est un charlatan qui ne saurait se passer de sa grosse caisse.

René Chaughi.

EN ROUMANIE

(Suite et fin) (1)

Dans le cours des siècles, depuis la fondation des principautés jusqu'à la révolution de 1848 et même jusqu'à 1864, lorsqu'on a donné chez nous le dernier coup à l'ancien régime, la Roumanie fut dans l'état où avait été l'Europe occidentale avant la révolution bourgeoise de 1789. Nous suivrons dans cette partie-ci, en le résumant, l'exposé de M. C. Dobrogeano-Gherea, dans son étude : *Ce vor socialistii rumani* (Ce que veulent les socialistes roumains), remarquable surtout par sa partie critique. — A l'état de servage, le paysan travaillait quelques jours de la semaine pour son maître. Il travaillait pour la consommation, et point pour l'échange. Le paysan travaillait aux champs, la paysanne, en plus du travail des champs, tissait encore de la toile pour chemises et de la laine pour vêtements. Les boyards demeuraient à la campagne et leurs relations vis-à-vis des paysans étaient semblables à celles des féodaux et de leurs serfs. Il y avait une grande différence entre villes et villages, où régnaient un état abrutissant, des préjugés, des visions religieuses. Dans les villes, il y avait des artisans, des commencements de manufacture et un trafic très mal développé et restreint à la vente de quelques marchandises étrangères ou du pays et l'envoi de quelques produits au delà des frontières. On travaillait seulement pour la consommation intérieure. Le manque de chemins de communication contribuait à empêcher qu'une classe vaillante commerciale s'y developpât. Mais quant à la conduite des boyards avec les paysans, quant à la cruauté des boyards et au dépouillement sans miséricorde, soufferts par le peuple, tout cela sera peint en lettres de feu dans l'histoire.

En 1848, la révolution éclate dans toute l'Europe, et, par l'influence de celle-ci, par la propagande que menait la bourgeoisie libérale, elle éclate aussi en Roumanie.

Comme suite de ce mouvement, voilà que tombent les privilèges et les monopoles des boyards, les paysans échappent au joug des boyards ; les voilà mis en possession en 1864. On introduit des institutions libérales bourgeoises, une constitution, un gouvernement représentatif. Cependant, quoique nous nous distinguions de l'Europe par notre fondement économique, avec tout cela le changement radical des formes économiques-sociales, la corvée remplacée par la liberté du travail, qui est aussi la liberté de mourir de faim, ne pouvait pas ne pas avoir une influence sur notre vie économique, politique et sociale, par conséquent aussi sur la vie morale, intellectuelle et familiale. C'est ici qu'est la source d'où sortent les revendications sociales qui se sont présentées sitôt que la Roumanie a pris cet aspect ; de là ressort la nécessité du socialisme anarchique.

Le libéralisme bourgeois de l'Occident a eu, comme suite, la ruine des paysans travailleurs de terre; il a fait naître le prolétariat, la bourse, l'agiotage, le militarisme, le fonctionnarisme et bien d'autres plaies introduites aussi chez nous. C'est en vain que nous nous plaignons de n'avoir pas atteint au progrès de l'Occident; nous nous efforçons de le copier en tout, car nous avons des impôts, nous avons des espions comme en Europe, nous avons une armée qui nous absorbe des millions pour son entretien, sans les frais de guerre, les fortifications ; nous avons enfin une pauvreté, des corruptions et des misères, comme dans l'Occident.

Après ces changements soufferts par les boyards, les paysans et les artisans ont eu une influence sur les classes gouvernementales, et, pour nous rendre un compte explicite de notre état, il nous faut connaître entièrement la position de toutes les classes et les relations de force, surtout de la puissance économique. Le boyarisme, comme classe dominante féodale, a disparu après l'abolition de la corvée et par son remplacement par le soi-disant contrat libre. Une partie de la boyardise, de la classe féodale, ne pouvait s'habituer aux coutumes nouvelles : car il faut des arrhes aux travailleurs, il faut les surveiller, il faut vendre et enfin il faut acheter. En vendant ou en mettant aux hypothèques leurs terres, les boyards, surtout les jeunes, se sont mis, par dépit, à se divertir, à dissiper de l'argent à droite et à gauche. La liaison plus étroite avec l'Europe et le développement de l'*honorable commerce et des honorables commerçants*, en mettant à la disposition des boyards toutes les délicatesses, tous les produits raffinés de l'Europe, a hâté la ruine des boyards et le passage des capitaux entre les mains de la bourgeoisie. On a cependant pu remarquer que les circonstances nouvelles sont, en bien des endroits, même plus favorables aux propriétaires ; comme quoi les paysans, investis seulement d'assez de terre pour se faire enterrer, après avoir atteint la fin d'une vie pleine de soucis et de peines, tomberont dans un esclavage encore plus profond que l'ancien. En se convainquant de cela, une partie du boyarisme a acepté les nouvelles formes bourgeoises ; elle s'est embourgeoisée, et, à côté des fermiers, des banquiers et des industriels, elle compose la masse de la bourgeoisie roumaine d'aujourd'hui. La classe bourgeoise, qui a remplacé les boyards dans l'exploitation des paysans, du travail agricole, a bientôt montré qu'en exploitation elle surpasse de beaucoup la classe boyarde ancienne, surtout que les conditions pour l'exploitaiton du paysan lui sont plus favorables aujourd'hui.

Le laboureur est forcé de vendre son travail de l'été prochain dès l'hiver, de vendre ses bras pour un prix illusoire.

S'il est dans un grand besoin, maladie, mort de quelque enfant, il va emprunter chez le propriétaire ou le fermier et les conditions en sont connues ; mais le printemps prochain, il se trouve que le paysan a loué du terrain au propriétaire pour 0 fr. 70 à 0 fr. 80 la toise. L'exploitation du boyard a eu un terme, en définissant le nombre des journées. Celle du bourgeois propriétaire ou fermier en exploitation n'a pas de terme, ou le seul terme est la nature elle-même, qui a fait que le paysan ne puisse travailler plus de vingt-quatre heures. D'autre part, c'était le boyard lui-même qui avait intérêt à ce que ses pays fussent bien nourris et sains, de même que le propriétaire d'un cheval a intérêt à ce que son bétail soit bien entretenu. Qu'importera-t-il au propriétaire ou fermier de céans s'il meurt tel travailleur ? demain il le remplacera par un autre. Le paysan n'ayant que très peu de terre, les uns étant en possession d'un *pogon* (la moitié d'un hectare), un pogone et demi, il est dépourvu de pâturage propre ou communal, et, pour faire paître ses bestiaux, il lui faut demander du terrain au propriétaire. Dans de pareilles conditions, le propriétaire lui impose des conditions à son gré, il jette le paysan dans les dettes, il le ruine et l'extorque mieux que ne pouvait le faire l'ancien boyard, retenu par son propre intérêt. L'enquête faite par C.-A. Rosetti, lors des lois de contrats agricoles, a démontré assez à quel degré incroyable est parvenue l'exploitation des paysans. En terminant avec ces lignes ce que nous avons emprunté de l'étude de M. Dobrogeano-Gherea : *Ce que veulent les socialistes roumains*, nous nous astreindrons seulement à nos observations.

⁂

Ceux de nos classes enrichies peuvent payer leur luxe seulement par l'exploitation du paysan. C'est seulement par ce moyen qu'ils peuvent s'adonner aux sports, qu'ils peuvent mener une vie aisée avec un extérieur de culture, qui constituent la psychologie de leur classe. Le propriétaire vis-à-vis du paysan n'est qu'un collecteur d'impôts. Il y est favorisé, comme toute la classe dominante, par tous les biens de la civilisation ; il fait labourer sa terre avec des machines agricoles qui, en facilitant l'agrandissement de la production et en multipliant le prix, accroît aussi le gain de celui qui les emploie. Les machines généralement ravissent le pain de la bouche du travailleur. Et avec tout cela, les crises agricoles règnent cruellement, à cause de la grande surproduction, dans l'organisation actuelle de la société qui ne tient compte que des besoins des riches. Les dépôts peuvent être remplis de blé et le prix du wagon peut être abaissé. La demande est en défaut, parce qu'on donne à l'ouvrier, en échange de son travail, un salaire avec lequel il ne peut soutenir son existence. Il est éloigné de son maître-propriétaire pour être un consommateur selon ses besoins; de là une surproduction en l'agriculture comme en industrie...

Comme remède à cet état, remède qui ne dépend que d'une réforme qui doive détruire le mal dans ses racines, les uns proposent des palliatifs ; ils veulent former une petite propriété paysanne qui soit une barrière puissante contre le courant socialiste. Ils proposent la fondation d'une caisse rurale qui, par l'acquisition de terres des propriétaires par l'Etat, offrirait aux paysans 5 ou 6 hectares par tête, en échange d'une contribution. L'inconvénient de cette loi, comme toute loi, est que ce terrain, après la mort de celui qui l'a acheté de l'Etat, se trouve divisé entre ses enfants en quatre, cinq parts, comprenant chacune un hectare et quelque chose, qui se diviseront elles-mêmes en quatre ou cinq parties parmi les descendants de chacun. Quelle serait donc la part qui reviendrait à chacun ? Probablement un morceau de terrain. En échange, l'Etat recevra un impôt annuel, une rente, qui, vu la pauvreté où se trouve le paysan, sera cause qu'il s'engloutira encore plus fort dans les dettes, et que par le devoir qui lui est imposé de les payer à côté d'autres impôts, il s'asservira à l'Etat. En revanche, la Caisse rurale, selon le témoignage d'un député bourgeois, a l'avantage d'assurer « le pays » contre toutes les agitations qui pourraient troubler la classe ouvrière. Bien entendu qu'il la proposerait dans ce but, mais sans rapporter les résultats qu'attendent nos dirigeants. La raison de régner leur dicte de former une petite bourgeoisie à la campagne, qui ait seulement l'illusion d'être propriétaire et que par conséquent elle soit un élément conservateur point du tout susceptible d'idées socialistes révolutionnaires. La Caisse rurale produira les mêmes fruits que donna la loi rurale de la mise en possession de paysans de l'an 1864...

Le pays est devenu « indépendant », afin que le paysan soit esclave de la pauvreté. Il est exploité par les contrats agricoles, faits dans le but de transformer les petits propriétaires pauvres en des salariés des grands propriétaires, en un mot en prolétaires, encourageant le régime économique de production en grand, en établissant des impôts qui favorisent l'accumulation des capitaux et les étendues immenses de terre. En revanche, le paysan se trouve dans le même état qu'auparavant. Les habitations paysannes sont d'une mesquinerie risible devant les acquisitions de la civilisation. Emile de Laveleye, dans son voyage en Roumanie, voyant les huttes des paysans, a dit que leurs demeures sont semblables

(1) Voir le numéro 30.

à celles des troglodytes. Le régime alimentaire du paysan, à cause de sa misère matérielle, se réduit à de la gaude et des légumes; il ne dépense pas pour sa nourriture plus de 20 à 30 centimes par jour. Le paysan roumain se nourrit encore plus misérablement que l'Irlandais, même encore moins que les couturières de Londres, qui servent comme types de l'insuffisance alimentaire. C'est pourquoi notre paysan est obsédé d'une apathie et d'une indolence, est frustré de tout, par le fermier et le percepteur fiscal, pris en dérision et outragé par le gendarme; tous les domestiques boyards se moquent de lui, parce que ses forces sont affaiblies par le travail bestial et qu'il n'est pas nourri suffisamment pour réparer les forces perdues dans cette occupation foudroyante. Il n'a plus d'énergie pour répondre à tous les besoins qu'on lui cause à tout moment. On demande une force suggestive des révolutionnaires, une force morale qui, par la lumière qu'elle va porter dans les chaumières, le réveille à la vie, le ramenant à la conscience de classe, pour qu'il puisse comprendre qu'il n'améliorera sa vie que par l'éloignement révolutionnaire du système de salariat d'aujourd'hui.

Que ceux qui s'approchent du paysan, comprennent bien que c'est de l'état social anormal, maladif, que naissent les nombreuses maladies que contractent les individus qui vivent dans ce milieu vicié. Et ce n'est point pour apitoyer nos richards que nous décrirons en quelques mots l'état sanitaire de nos ouvriers. Nous le ferons pour voir la cause et les effets qui en résultent, pour apprendre quels remèdes nous pourrions y apporter *tous ensemble*, nous, la foule innombrable; car il est clair que nous ne pouvons absolument rien espérer des souches plus hautes, profondément dégénérées et tant redevables à leurs partis, à leurs familles et à leurs coteries. La masse prolétaire doit être convaincue, tant celle des villages que des villes, que l'émancipation des travailleurs ne sera que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.

Parmi les maladies qui hantent notre population agricole, viennent au premier rang les maladies provenant de l'insuffisance alimentaire, du travail excessif. Parmi celles-ci, dit le savant Dr Babès, c'est la pellagre, la maladie de la misère, qui démontre dans sa nudité l'égoïsme de nos maîtres. Autrefois nous avions 10.000 pellagreux, aujourd'hui nous en avons 40.000.

On sait que la pellagre est produite par le maïs détérioré, chez les gens dégénérés ou affaiblis par une vie misérable. Le milieu social est toujours en bonne part un facteur pathologique. Pendant que s'exporte le bon maïs, le propriétaire et le fermier donnent au paysan le maïs qu'a refusé le commerçant anglais, par exemple, même pour la nourriture des porcs. Les propriétaires et les fermiers ont un égoïsme dégénéré. Il est certain que l'inanition, le manque de sang causé par une nourriture insuffisante, pour rappeler seulement une des causes parmi les autres, est en grande partie toujours du domaine social. L'inanition rend l'homme plus accessible au poison qui produit la pellagre. On a constaté que la farine de maïs dont se nourrit le paysan, constitue un aliment bien pauvre en matières nutritives, différemment du maïs de bonne qualité qui est exporté sans être moulu. Prenons les quantités minima des matières nutritives trouvées dans le maïs des paysans, alors il se présente comme un aliment encore plus pauvre, mais, surtout dans le maïs moisi, les substances nutritives sont réduites à une proportion infime, de sorte que l'alimentation exclusive avec ce maïs-là peut produire l'inanition chronique, inanition qui rend l'organisme affaibli, plus accessible pour l'action toxique de certains corps nés dans le maïs fermenté. Et cet état de maladie chronique est produit par le mode anormal dans lequel le paysan mène sa vie. Le paysan sème les maïs fort tard, même au mois de mai, après avoir fini le travail du maître. Il le récolte à l'état cru, parfois il le laisse sur le terrain jusqu'à ce que la brume l'atteigne et que les pluies automnales le mouillent, à cause du retard du fermier avec la dîme. A la dîme, le fermier choisit le meilleur maïs, et celui de mauvaise qualité reste pour l'alimentation du paysan. Quand le paysan est en manque de vivres, il a recours au fermier qui ne lui donne pas du maïs de bonne qualité; et la gaude préparée avec ces maïs est, bien entendu, la source des maladies de la pellagre. Survient ensuite le paludisme. Le plus grand danger dans cette maladie ne consiste pas dans la fièvre aiguë et périlleuse et dans d'autres formes passagères de l'infection palustre aiguë, mais dans la forme chronique de la maladie, qui détermine la dégénération physique du paysan. La modification de la composition du sang, les perturbations profondes dans tout l'organisme démoralisent le malade, le rendent paresseux, apathique, stérile, incapable de travailler et de penser, le vieillissent avant le temps et lui causent une mort prématurée. Une autre plaie qui décime la population des villages, c'est l'alcoolisme.

La consommation de l'alcool s'observe là où la nourriture manque à la maison. En exigeant de lui un travail surpassant ses forces et ne trouvant pas dans sa nourriture les éléments nécessaires à l'alimentation, il a recours à l'alcool qui est un excitant passager. A l'alcoolisme est due non seulement une bonne part des enfants mort-nés avant le terme ou au terme; on lui doit aussi le fait que ceux qui continuent à vivre encore, après la naissance, ne sont que des épileptiques, idiots ou même aliénés. Et comme conclusion de ces interminables maux, il y la phtisie pulmonaire, la syphilis, qui, avec l'acoolisme, constituent les pestes modernes. A cette heure, nous posons cette question : Quels enfants produiront ces pellagreux, tuberculeux, syphilitiques et alcooliques, si ce n'est des enfants avec les mêmes maladies, transmises par hérédité de leurs parents, d'autant que les conditions de vie où ils ont destiné à vivre leurs enfants sont identiques à celles de leurs parents. C'est pourquoi la mortalité infantile est en grand nombre. Nous n'insistons pas sur la manière dont les médecins régionaux s'occupent des malades et comment ils s'intéressent à l'état sanitaire des communes rurales. Tout le monde a connaissance de cela. Cependant nous exagérerions en disant que cet état déplorable ne dépend que d'eux seuls, comme le croient certains. Le ministre de l'Intérieur Basile Lascar les a accusés de ne pas remplir leurs devoirs; il a accusé les médecins pour masquer un mauvais état social et pour rejeter sur d'autres le crime qu'avaient commis les gouvernants, avec toute leur classe, en provoquant cet état misérable.

⁂

Les causes de la misère du paysan sont, comme nous avons vu, les oppressions, les violences, les impôts, suite des organisations sociales qui favorisent la classe dominante au détriment du travail. Les guerres de longue durée les occupaient presque toute l'année en des expéditions d'où, revenant chez eux, ils ne trouvaient plus ni bétail, ni rien. Comme suite de ce passé sanglant et cruel, fruit de l'intervention de l'Etat au profit des princes, maîtres du pays, des boyards, des classes dirigeantes, nous avons la société actuelle avec ses injustices sociales, des avantages desquelles bénéficie aujourd'hui la bourgeoisie. Jetez, aujourd'hui, un coup d'œil sur les rapports des paysans et des propriétaires, sur les corvées que ces derniers imposent aux premiers, et vous verrez que tout porte l'empreinte de l'intervention despotique et arbitraire de l'Etat. Quel libre jeu de lois naturelles !...

⁂

Nos convictions sociales-philosophiques n'étant point des abstractions qui n'ont aucune liaison avec le monde réel, ces convictions nous donnent la ligne de conduite dans les affaires journalières et générales. Ce n'est ni la théorie du libre-échange, ni celle du protectionnisme qui nous préoccupe, mais nous cherchons comment aider à la transformation de la société en communisme par la destruction de l'Etat et de toutes les entraves qui nous empêchent vers ce but égalitaire. Vous déclarez que le socialisme n'a pas de raison d'être dans notre pays, et en même temps croyez opportun de demander pour la satisfaction de vos intérêts une grande industrie; cela n'empêche absolument en rien que d'autres, dirigés par les besoins de la classe prolétaire, ne propagent le socialisme révolutionnaire, sans s'inquiéter si le gouvernement et ses *docteurs payés* le leur permettent ou non. Peu nous importent vos lois douanières, vos conventions, vos tarifs autonomes, qui protègent la classe capitaliste. Nous n'entendons pas sous le nom de *richesse du pays* la seule richesse de la classe supérieure. Les chiffres pris en bloc des tableaux statistiques où l'on dit qu'on constate la richesse du pays roumain, ne nous font pas perdre de vue la misère réelle qui existe dans les masses profondes du peuple. Il faut mettre enfin un terme à cette misère avec ce cruel *sweating system*, système du travail jusqu'à la sueur, et cela, le plus énergiquement possible.

⁂

Pour démontrer à cette heure-ci qu'en Roumanie nous avons les mêmes luttes de classe qu'en Occident, nous n'avons qu'à nous rappeler les nombreux mouvements ouvriers de date récente, pas tout à fait conscients, mais qui démontrent que le peuple donne signe de vie de temps en temps, quand même son élan est noyé dans le sang par les balles de la soldatesque. Et pour donner un exemple de la psychologie de la classe qui nous exploite et nous tyrannise, nous n'avons qu'à citer les paroles d'un président de la cour d'assises, à l'occasion du jugement du procès des paysans de Belciugatele, qui avaient tué l'exploiteur Cioflan, paroles qui dénotent la cruelle justice de vengeance de la classe dominante : « Si vous ne condamnez pas ceux-ci, pour donner un exemple, alors vous-mêmes, négociants, propriétaires et fermiers, souffrirez les suites de cet acquittement » Comme nous le voyons, les maîtres ont peur des révoltes populaires, et c'est pourquoi ils veulent *donner des exemples* par les condamnations et des supplices ; c'est pourquoi ils disent que le socialisme n'a pas de raison d'être en Roumanie, parce que le socialisme est la fin de leur domination, ainsi que de toute domination.

Sous le gouvernement libéral (!?) actuel, qui dès la fondation du socialisme a persécuté ses propagateurs, on continue avec les persécutions et les expulsions de nos amis étrangers, des juifs, qui, en Roumanie, sont considérés comme tels, et depuis un certain temps règne une chasse folle et des expulsions de Bulgares, soupçonnés de faire partie du comité macédonien ; dans les caveaux de police de Bucarest, des gens qui ont des sommes d'argent sur eux pour leurs affaires, leurs besoins et leurs familles, sont oubliés, sous le motif qu'on les garde au secret. Tout cela arrangé par ordre de M. Stourdza, qui s'est fait en Roumanie le gendarme d'Abdul-Hamid et le laquais des monarques de Vienne et de Berlin. Tout cela s'effectue avec l'assentiment des transfuges qui se sont donné la main avec la bourgeoisie, avec le parti libéral. C'est une école misérable que cette école des transfuges, qui a des influences funestes sur la jeunesse. Vous êtes député social-démocrate, c'est ainsi que vous dites, bien que vous fûtes élu par des commerçants, et vous devenez député libéral, vice-président de la Chambre, en élevant aux cieux celui que vous avez combattu hier.

Ensuite, après avoir passé comme une espèce de social démocrate royaliste en Roumanie, comme d'ailleurs le font tous les sociaux-démocrates de chez nous, après quelque temps vous devenez la main droite de M. Stourdza.

⁂

Tout élan démocratique est étouffé lorsque l'Etat s'y mêle et le fait dévier de sa voie sincère. Nous en avons un exemple avec les banques populaires de la campagne. Ces banques, au commencement, ont été fondées par l'initiative privée, et avaient pour but d'être des caisses de prêts pour les villageois, qui empruntent de l'argent aux usuriers à des intérêts colossaux, et aux fermiers ou propriétaires, en échange d'un travail décuplé. Ce mouvement pour la fondation des banques populaires n'était pas, au commencement, bien vu des autorités; même il fut persécuté. Le gouvernement croyait que, de la fondation des banques populaires, il monterait aussi à d'autres revendications, qui pourraient devenir subversives pour lui ; c'est pourquoi il s'y est mêlé, en leur donnant une direction purement conservatrice, et afin d'y gagner le nom de surveillant des intérêts du peuple de la glèbe. La preuve en est que dès la loi des banques populaires de M. Costinesco, on n'entend plus parler que très rarement de la fondation de banques, parce que le paysan, perpétuellement trompé et extorqué par l'Etat, n'a point de confiance dans ses promesses. Il leur arrivera ce qui arrive à toute entreprise réglementée, c'est-à-dire qu'elles faibliront jusqu'à ce que chacune d'elles dirige ailleurs son activité, ou même elles arriveront justement à l'opposé du but pour lequel elles furent fondées. A notre point de vue, les banques rurales ne sont pas en état d'affranchir matériellement le peuple de la glèbe. Il faut les considérer comme un narcotique inventé pour prolonger l'agonie du malade, sans qu'on s'avise de chercher un médicament pour sa guérison complète. Seulement, si les banques populaires quittaient les opérations purement financières et passaient à des institutions coopératives de production et de consommation, en achetant des terres et des outils qui seraient mis en commun à la disposition des sociétaires, sans nulle sorte de loyer, c'est alors qu'on pourrait dire qu'elles apportent un profit réel à la classe campagnarde. Mais alors l'Etat chercherait à les dissoudre, s'il pouvait, loin qu'il les sanctionnât. Alors les banques populaires éveil-

leraient l'esprit d'association dans le peuple, en les considérant comme des sources d'où il se procurerait le nécessaire pour mener la lutte finale de son affranchissement définitif.

***

Un vent de décrépitude morale souffle sur la totalité du pays. Les soi-disant intellectuels de chez nous sont moralement tombés si bas, qu'il n'est pas étonnant d'entendre des discours tels que : *Qu'excepté notre bien-aimé roi, personne ne pense plus à l'avenir de notre pays*. Il est possible que le despote qui domine sur nous songe comment il pourrait le mieux encaisser les revenus des douze domaines les plus fertiles, donnés par une main qui a été un malheur pour le vrai pays roumain, donnés par Jean Bratiano, l'idole de la bourgeoisie roumaine, celui qui a déclaré que personne ne meurt de faim en pays roumain. Et par-dessus le marché, nous possédons une presse vendue ou immorale, qui ne pense qu'au tirage. Des journaux tels qu'*Adeverul (la Vérité)*, qui conduisait une campagne antiroyaliste, s'enfle lui aussi devant le roi négociant Charles. Même dans ces derniers temps d'antimilitarisme et d'opposition à la guerre, il pense continuellement à ce que *le pays* gagnerait à une guerre avec la Bulgarie. On les voit écrire des niaiseries comme celles-ci : « Si un cheveu est arraché de la tête d'un Roumain, il faut que la tête d'un Bulgare soit abattue. » Comme si le peuple ouvrier roumain ou bulgare devait tirer un bénéfice d'un conflit militaire entre ces deux pays. Et pourtant son directeur, M. Constantin Millé, a encore le courage de déclarer qu'il a été, qu'il est et qu'il sera socialiste. Comme si le vrai socialiste, non pas celui qui fait le politicien, s'acquittait de son activité *seulement* en conjuguant le verbe « être socialiste » dans tous les modes et tous les temps, pendant que l'activité qu'il conduit par son journal, non seulement n'est point socialiste, mais réactionnaire. Ce même M. Millé, journaliste enrichi, qui est en même temps aussi député, a déclaré dans son discours, en réponse au message, en novembre 1901, que : C'est à nous la faute, à nous la classe dominante, de l'affaiblissement du sentiment religieux chez les paysans.

Et c'est à cette décadence morale aussi que correspond un changement de nos relations politico sociales. Nous possédons une indépendance seulement nominale, qui nous coûte un peu cher. Nous payons à la finance allemande un tribut cent millions plus élevé que celui que nous payions à la suzeraineté turque jusqu'en 1877, lorsque les milliers de fils du peuple qui sont tombés sur les champs de la Bulgarie, dans la guerre, nous ont donné une indépendance dont seulement la classe dominante a tiré profit. « L'indépendance » étant exploitée, grâce au gouvernement de pillage de Jean Bratiano, dans le cours de douze années, bien des « partisans » se sont enrichis du trafic du patriotisme. On a vu un correcteur de journal devenir millionnaire, directeur de banque, fondateur d'institutions de crédit, et pour finir être ministre des finances. Si, par hasard, on gagne des milliers de ducats dans le métier de tanneur, pourquoi n'en gagnerait-on pas aussi dans le métier de faire semblant d'être libéral ?

A côté des récompenses « nationales », nous voilà avec une autre maladie nouvelle, c'est la maladie de faire élever des statues, lorsque la misère est générale. Nous pouvons dire que le caractère de l'époque libérale bourgeoise est identique à celui de l'époque phanariote : *l'exploitation sans miséricorde du peuple*. Ceux qui nous gouvernent n'aiment que *le budget de la patrie*, dont ils usent seulement à tromper et à étourdir le peuple avec des phrases. Le paysan qui a lutté sur les champs de la Bulgarie meurt de faim et gèle de froid. Il est considéré comme un mendiant, auquel on jette entre temps des restes du banquet ; puis l'hôpital arrive à la fin, après quoi la mort met fin à sa vie pleine d'amertume. A cet état de choses, quel remède apporte-t-on ? On élève des hôpitaux, on envoie des plaintes au Divan, on choisit des députés qui par leurs réformes retardent la solution de la question sociale. Cependant ce qui doit être changé, c'est le régime de vie des paysans, ainsi que celui de tous les ouvriers et déshérités, lequel ne peut être changé que par un nouvel état social que nous ne pouvons atteindre que par l'expropriation révolutionnaire des richesses sociales accaparées aujourd'hui par des fainéants. Employer la fiole de médicament là où la misère a ses causes profondes, où elle est produite par la cause du régime capitaliste, ce serait un jeu enfantin. Ce n'est pas avec des simples ou avec des drogues qu'on écartera un état de choses dont les causes sont *économiques*, sociales, politiques. Nous ne nions pas l'utilité de la médecine individuelle ; si cependant nous tenons à éviter les causes des maux, il nous faut aller dans la société voir les plaies dont elle souffre, en un mot il nous faut faire la médecine sociale.!

***

Abreuvons-nous à la source intarissable de la science ; instruisons les masses sur les phénomènes sociaux, émancipons-nous de l'influence de nos maîtres, et, débarrassés de tout ce qui est vieilli et rouillé, travaillons incessamment et en commun, partout où les intrigues de l'autoritarisme cherchent à étouffer les sentiments humanitaires dont nous sommes guidés, afin que de cette manière nous puissions préparer une société où les intérêts individuels soient en harmonie avec ceux de la collectivité.

MATHIEU DEMETRIO.

AU CREUSOT

Le camarade Lemaire a été relâché. Mais les robins ne lâchent pas si facilement leurs victimes. Ils ont ouvert une nouvelle instruction contre lui, en produisant, comme témoins, trois soldats qui affirment lui avoir acheté : *Patrie, Guerre, Caserne*.

Encore une fois, la brochure n'a pas été poursuivie, il n'est pas de loi qui empêche de la vendre, même à des soldats.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'article du *Pioupiou de l'Yonne* pour lequel Urbain Gohier fut poursuivi — sur l'ordre du général André — et acquitté à Auxerre, était relatif à l'affaire Beudard, Buret et Desamblanc. Nos lecteurs connaissent certainement tous cette affaire, qui a fait le tour de la presse. L'avant-dernier numéro (28 nov.) de *Pages Libres* en a fait un très bon exposé, d'après le dossier complet. A Auxerre, Buret et Desamblanc vinrent (Beudard étant mort en prison) raconter devant le jury leur triste histoire, et ce récit fit une impression énorme qui emporta l'acquittement.

Que fit le général André, farouche républicain ? Le lendemain même, il ordonna à Buret et à Desamblanc, anciens déserteurs, de rejoindre leur corps avant le 15 décembre, cela au mépris de l'amnistie votée, et pour les punir de n'avoir point déposé suivant son désir.

***

Lambin, accusé d'être l'auteur de l'explosion survenue dans l'église Saint-Jean-Baptiste, à Belleville, vient d'être confronté avec des témoins dont aucun ne l'a reconnu. Cependant on le garde. Pourquoi ? Parce qu'ayant travaillé chez des pharmaciens, on le soupçonne d'avoir des notions de chimie. Voilà où nous en sommes. Défense à quiconque professe des idées un peu avancées de connaître la chimie. En temps de perquisitions, ce serait rudement mauvais pour nous d'avoir dans nos bibliothèques Grimaux, Dumas, Würtz, Berthelot. Si Monsieur le préfet de police veut bien nous faire la liste des sciences qui nous sont permises ?.. C'est un peu fort, tout de même.

***

La folie de juger humainement (aussi humainement que les conditions sociales actuelles le permettent) serait-elle contagieuse ? Après le président Magnaud, devenu si célèbre pour avoir mis dans sa façon de juger un peu plus d'indulgence que ses confrères, voici qu'on a signalé un autre magistrat, Séré de Rivières, président de la 8e chambre correctionnelle à Paris, qui s'est mis aussi à donner à ses sentences un tour moins inhumain, et voici qu'on signale un jugement du tribunal de Montbéliard acquittant un vieillard infirme et presque aveugle, inculpé des délits de mendicité et de vagabondage. Attendu « qu'étant matériellement hors « d'état d'exercer métier ni profession, il n'est pas « en faute pour se trouver sans domicile et sans « moyen de subsistance ». Dire qu'une affirmation aussi simple, aussi candide, aussi bête, émerveille au point qu'on la cite. Cela vous juge une société.

***

MM. d'Adelsward et de Warren sont condamnés à six mois de prison pour les faits que l'on sait. Sous prétexte que ce sont des aristocrates, des adversaires, les journaux démocrates se sont appesantis sur leur cas avec un plaisir méchant que nous n'imiterons pas. Ces malheureux nous font plutôt pitié et m'apparaissent, dans une large mesure, comme des victimes du milieu social, eux aussi. D'Adelsward, dans son interrogatoire, a fait deux déclarations frappantes, à ce point de vue. Il a d'abord raconté avoir acquis ses goûts contre nature au collège, dans l'internat, et tous ceux qui ont été internes dans un lycée savent que ce qu'il a dit des mœurs qui y règnent — comme dans toutes les agglomérations d'individus de même sexe et privés de liberté — est exact. Il dit ensuite : « Ce qui acheva de me perdre, ce fut le dégoût que m'inspira la rencontre de la première femme que je vis dans une maison publique où j'avais suivi des camarades. La façon dont elle s'offrit, le marché qu'il fallut faire, tout cela me fit horreur. » En effet, la prostitution, conséquence nécessaire de nos institutions sociales, ne peut que donner aux jeunes gens le dégoût et le mépris de la femme. Dans cette affaire, c'est donc encore la société qu'il faut condamner, avant tout.

***

Eté au *Théâtre du Peuple* (ancien théâtre Moncey, 50, avenue de Clichy), où l'on joue *La Robe rouge* de Brieux. Il est dû à l'initiative de M. Beaulieu, qui a été à bonne école, car il sort de chez Antoine et de chez Gémier. Le prix des places va de 0 fr. 50 à 2 francs, la location est sans augmentation de prix, les enfants de 6 à 12 ans accompagnés de leurs parents entrent gratuitement ; il y a des abonnements : un carnet de 12 fauteuils d'orchestre ou de balcon pour 10 francs, lequel carnet peut s'utiliser personnellement ou à plusieurs, comme on veut. Ce théâtre réalise donc la première condition d'un théâtre populaire, qui est le bon marché. Voilà pour le côté matériel. Pour le côté intellectuel, les auteurs annoncés au programme de la saison sont Zola, Heyermans, Hauptmann, Brieux, Sudermann, Mirbeau, Verhaeren, Fabre, *Tolstoï, Bernstein, Holland, Jules* Renard, Courteline, Anatole France, Descaves, Tristan Bernard, Darien, Villiers de l'Isle-Adam, Clemenceau, Lucien Besnard, Jean Jullien, Léopold Lacour, Capus, etc.

Je n'ai pas besoin de dire tout ce que la réalisation d'un tel programme aurait d'intéressant pour l'éducation du peuple. Il faut le dégoûter, à tout prix, des mélos idiots, des bas vaudevilles et des ignobles cafés-concerts. Avec le goût du beau, il acquerra l'esprit de révolte qui y est en germe.

Il existe une autre scène du même genre : le *Théâtre Populaire*, 8, rue de Belleville. Je ne le connais pas ; mais on y joue actuellement *Les Tisserands* : c'est tout dire. Il faut louer et encourager ces deux entreprises, souhaiter qu'elles réussissent et qu'elles soient imitées. Car deux théâtres populaires d'éducation artistique et sociale, c'est encore trop peu. Il faudrait que tous les théâtres des faubourgs se convertissent en théâtres du peuple, et qu'on y jouât ce qu'il y a de plus beau au monde : du Shakespeare, de l'Ibsen, du Maeterlinck. D'un peuple abêti par la mauvaise littérature, comme par la religion, le patriotisme et l'alcool, il n'y a rien à espérer.

J'en profite pour rendre justice à M. Lugné-Poë qui, de son côté, fait ce qu'il peut pour coopérer à l'éducation artistique du peuple. A chaque représentation de l'Œuvre, il offre un certain nombre de places à prix réduits (1 fr., 2 fr. 50), moyennant un bon à détacher de certains journaux, l'*Aurore* par exemple.

R. C.

***

GUISE. — *Extrait d'une lettre particulière*. — Il y a des malheureux qui gagnent dans les tissages mécaniques 1 fr., 1 fr. 25 et 1 fr. 50 par jour.

La moyenne n'est pas de 2 fr. par jour.

Par contre, les patrons prédisent des jours encore plus mauvais. S'ils occupent les ouvriers, disent-ils, c'est par pure humanité ; ils n'en retirent aucun bénéfice. C'est scandaleux, leur fortune est plus immense que jamais ; ils achètent des propriétés chaque jour, si bien que d'ici à quelques années ils seront, eux aussi, de grands seigneurs, régnant en

maîtres sur un parcours de plusieurs lieues. Voilà le vrai de la situation.

∴

Mouvement ouvrier. — Avec un rare esprit de suite inconnu dans les annales du mouvement ouvrier, et une volonté féroce d'aboutir, la Confédération Générale du Travail continue la campagne entreprise contre les bureaux de placement.

Ce qui caractérise par-dessus tout cette puissante action, c'est qu'elle a sû rester exclusivement ouvrière. A aucun moment, et sous aucun prétexte, il n'a été fait appel à des politiciens de métier et c'est avec ses propres forces, et avec ses seules ressources, aussi bien en hommes qu'en argent — et de ce côté il y aurait d'importantes constatations à faire — que les organisations ouvrières ont su maintenir l'agitation qui dure depuis plus de deux mois.

Et c'est ainsi que dans la série de près de 100 meetings qui ont eu lieu samedi dernier aux quatre coins de la France, seuls, des travailleurs désignés à l'avance ont pu prendre la parole. Et je me plais à le répéter, cela était jusqu'à ce jour inconnu dans la longue histoire des luttes ouvrières.

Et il faut voir comment les professionnels de la politique qui ont à leur service des journaux quotidiens créés, nous rabâchent-ils, pour la défense des travailleurs, font un silence de mort autour de cette campagne. Et j'avoue que cette conspiration du « silence » est organisée à merveille par la « grande presse ». Deux ou trois lignes de-ci, de-là, dans de vagues « communications », et c'est tout.

Pour ma part, j'avoue que si je me plais à le constater, je ne m'en plains pas, au contraire. Je m'en réjouis même et j'espère que cela servira quelque peu à ouvrir les yeux des travailleurs encore trop enclins à attendre quelque chose de ces gens-là, et pas assez habitués à ne compter que sur eux-mêmes.

Ces Messieurs de la politique n'y ayant pas accès, la campagne menée par la classe ouvrière contre les bureaux de placement ne vaut rien, et ils le font bien voir, en la boycottant furieusement.

La leçon sera-t-elle comprise et mise à profit, je l'espère et le souhaite ardemment.

∴

Cependant si j'aime à constater que cette campagne conserve son caractère exclusivement ouvrier, il ne s'ensuit pas pour cela qu'elle me satisfasse en tous points. Je l'aimerais pour ma part plus bruyante, je préférerais aux longues stations dans des salles de réunions, un peu plus de manifestations dans les rues, plus aptes à mon avis à frapper l'esprit de la foule ; mais cela est affaire des intéressés et je me garderai bien de les blâmer de mener leur campagne comme ils l'entendent.

Et c'est justement pour cela que je trouve drôle que de prétendus révolutionnaires ne trouvent pas autre chose, comme participation au mouvement actuel, qu'une critique acerbe ou une surenchère de mauvais aloi. Tels ces courageux bons hommes qui s'étonnent que lors de l'envahissement de la Bourse du Travail, les policiers soient sortis vivants, mais qui ont toujours brillé par leur absence dans les moments voulus ou qui se sont prudemment abstenus d'être là lorsqu'ils pouvaient supposer qu'il y aurait du danger.

∴

De la série de meetings de samedi dernier qui ont eu lieu au nombre de 80 exactement, je ne dirai pas grand'chose. Les manifestations dans la rue qui devaient être faites dans un certain nombre de villes ont été contrecarrées par un temps affreux.

Toutefois celles-ci ont pû avoir lieu dans plusieurs localités, à Marseille, à Lyon, à Rouen, etc. A Bordeaux, la manifestation a été des plus imposantes et s'est déroulée à travers la ville, et sans la police, les boîtes à placement auraient été mises à mal. A plusieurs reprises, les gendarmes, les gardes municipaux à cheval et les hussards ont dû charger vivement. Il y a eu un assez grand nombre de blessés, dont quelques-uns sérieusement. Des arrestations ont été opérées.

A Brest (1), à l'issue de la conférence faite par le camarade Lévy, de la Bourse du Travail de Paris, une manifestation importante à laquelle ont pris part plus de 3.000 personnes a eu lieu.

Le commissaire central, Sénac, ayant voulu, avec une quarantaine d'agents, disperser les manifestants, une première collision se produisit. Trois brigades de gendarmerie et deux sections de soldats du 19e régiment de ligne, commandées par le capitaine de gendarmerie Minot, sont alors accourues du poste de la mairie, où elles se tenaient en permanence.

Vers 10 heures et demie, comme les manifestants voulaient prendre d'assaut le poste de l'Hôtel de ville, les agents, les gendarmes et la troupe sont intervenus. Les manifestants les ont reçus à coups de pierres, de sabots et de bouteilles. Les agents, les gendarmes et la troupe ont alors chargé. Plusieurs coups de revolver ont été tirés. Des agents, des gendarmes et plusieurs manifestants ont été blessés.

Un quart d'heure après, les manifestants se sont reformés rue Fautras, où une nouvelle charge a eu lieu ; les blessés sont nombreux de part et d'autre.

∴

A Clermont-Ferrand, les employés des tramways sont en grève depuis plus de quinze jours. Au début, maire et préfet tentèrent de rouler les grévistes par de fausses promesses, mais ceux-ci n'ayant pas tardé à voir clair dans le jeu des autorités, cessèrent les relations, et la grève prit de suite une tout autre allure. A plusieurs reprises, des manifestations ont eu lieu dans les rues et des tentatives de faire circuler les tramways avec un personnel d'occasion furent vaines, les grévistes s'y étant opposés par la force.

Ce que voyant, le maire, très « défense républicaine », ne trouva rien de mieux que de prendre un arrêté ordonnant la fermeture de la Bourse du Travail, lieu habituel, du reste tout désigné, de réunion des grévistes.

Cette mesure n'a fait que les exaspérer et, au cours d'une réunion, le policier de service a été fortement houspillé, et eut son écharpe déchirée. Le commissaire a prononcé la dissolution de la réunion.

Les manifestants se sont rendus place Fontgiève, où ils ont assailli les gardiens de la paix à coups de pierres. Des arrestations ont été opérées.

Au cours des bagarres de la soirée, M. Bos-Laboubée, commissaire de police, a reçu plusieurs coups de pierres ; l'agent de la sûreté Brancher a été grièvement blessé à la tête par un pavé.

L'armée, la même qui présente les armes au vice-président Jaurès, a dispersé les manifestants à plusieurs reprises, et toute la garnison est consignée.

Et en avant la Défense très... capitaliste !

A Lyon, grève des ouvriers apprêteurs de tulle qui réclament le relèvement des tarifs en cours. Les grévistes sont au nombre de 3.000. Les patrons, pour se venger, menacent de fermer les usines, ce qui entraînerait le chômage de plus de 12.000 ouvriers et ouvrières.

Samedi dernier, à la sortie d'une réunion, les grévistes voulant manifester à travers la ville, une collision a eu lieu avec la police, qui sans doute n'a pas assez de son cadavre de la semaine dernière, et il y a eu de nouveau des blessés.

A Mazamet, grève des tisseurs. Le gouvernement qui n'a que des sympathies pour les travailleurs, chacun sait cela, a envoyé douze brigades de gendarmerie, pour maintenir l'ordre. Les grévistes, eux, réclament une augmentation de salaire.

A Paris, la grève des ouvriers orfèvres, qui réclament la journée de neuf heures avec le même salaire, continue.

A Bordeaux, grève des ouvriers arrimeurs et manifestations dans la rue, dispersées par des gendarmes à cheval, des hussards et la police. Les quais sont gardés militairement.

Depuis qu'ils sont « hommes de gouvernement », les socialistes appellent cela « protéger la liberté ».

P. Delesalle.

(1) Je dois signaler ici l'ignoble compte rendu jésuitique fait de cette manifestation par la ministérielle *Petite République* : c'est répugnant à lire.

Suisse

Genève, 26 novembre. — A la suite d'une demande émanant de l'autorité fédérale, la police de Genève a arrêté deux anarchistes, les nommés Stoyanoff Krakoff et Bourtzeff. Bourtzeff vint à Genève en 1889. Il n'y resta pas. Il venait de Sibérie. Plus tard, il fut condamné à Londres pour propagande anarchiste par des moyens violents. Sa peine finie, il revint à Genève où il trouva Krakoff. Ensemble ils éditèrent une feuille, la *Volonté du peuple*, portant la mention « imprimée à Londres ». Les deux anarchistes étaient tantôt à Genève, tantôt à Clarence ou à Montreux. Tous deux seront probablement expulsés et conduits à la *frontière* qu'ils auront choisie.

∴

L'assemblée plénière des colonies russe, polonaise, arménienne, géorgienne, israélite, lithuanienne et bulgare, réunies au nombre de 300 membres environ, au sujet de l'arrestation de MM. Bourtzeff et Krakoff, le 1er décembre 1903, ont décidé à l'unanimité d'adresser au peuple suisse l'appel suivant :

Une république, fière de ses meilleures traditions, symbolisées en l'image de celui qui versa le sang du tyran, en Guillaume Tell, ne doit pas oublier que la Russie se trouve dans des conditions à peu près semblables à celles où agissait le héros suisse. Elle ne doit pas davantage oublier que le despotisme russe cherche, soit par pression directe, soit par toutes sortes de moyens honteux, à entraîner les gouvernements étrangers dans la lutte contre les défenseurs du peuple russe.

Dans l'arrestation de Bourtzeff et Krakoff, il est impossible de ne pas voir la main du gouvernement russe. Ce n'est pas la Suisse qui était menacée par le journal de Bourtzeff *publié à Londres pour les Russes et en langue russe* ; ce n'est pas non plus pour la sécurité de la Suisse que l'espion Rabinovitch cherchait à corrompre les employés postaux et volait la correspondance dans les boîtes aux lettres. Nous ne voulons, nous ne pouvons supposer que le peuple suisse soit moins apte à comprendre les révolutionnaires russes que l'Italie monarchique, où l'élite de la population se prononça énergiquement au sujet du droit d'asile dans l'affaire du révolutionnaire Gœtz et rendit impossible, par son attitude démonstrative contre le gouvernement russe, la visite du tsar en Italie.

C'est pourquoi nous sommes fermement convaincus que la Suisse saura réagir avec dignité contre les menées sourdes du gouvernement russe.

Le Président de l'assemblée :

Kouliabko-Koretzky.

Russie.

Saint-Pétersbourg, 27 novembre.

L'agitation ouvrière qui se manifeste actuellement dans les provinces du nord-ouest de l'empire russe, s'est aussi propagée dans les contrées du sud-ouest.

Le gouverneur de la ville de Kiev vient, en conséquence, d'ordonner des mesures préventives, telles, par exemple, que l'interdiction, sous peine d'une amende s'élevant jusqu'à 500 roubles, ou d'un emprisonnement s'élevant jusqu'à trois mois, tous rassemblements et réunions ayant pour but des actes de perturbation de l'ordre public ou d'hostilité quelconque envers le gouvernement.

Les propriétaires ou les gérants des usines, fabriques et autres établissements industriels et commerciaux, ainsi que de maisons privées qui toléreraient chez eux semblables rassemblements et réunions seront passibles de la même peine.

(*Le Temps*).

Angleterre.

La décadence physique observée dans les classes laborieuses de la nation anglaise, a été particulièrement constatée pendant le cours de la guerre avec le Transvaal. Par deux fois il a fallu abaisser la taille et le poids exigés pour les recrues. Les bureaux de recrutement ont dû refuser un homme sur trois. Cette dégénérescence physique résulte d'une alimentation défectueuse. Le travail exténuant des fabriques y contribue pour une large part et comment des femmes qui « nourrissent exclusivement leurs enfants de choux, de gin, de bière et de thé » pourraient-elles en faire des hommes vigoureux, elles qui sont déjà pas mal anémiées ?

Italie.

Le chômage est général dans les Pouilles où la misère est terrible. Dans la province de Lecce, elle se fait sentir même aux employés municipaux, surtout aux maîtres d'écoles qui, depuis deux ou trois mois, ne reçoivent aucun salaire, parce que la caisse provinciale est vide. Les habitants ont décidé de ne pas fêter la fête de la constitution. La municipalité de Lecce a supprimé les crédits pour le pavoisement et l'illumination de la ville, d'autres communes ont agi de même.

Portugal.

A l'occasion de l'inauguration d'un monument au défunt écrivain et poète portugais Eça da Queiroz, un groupe d'étudiants de Coïmbra a fait distribuer gratuitement une feuille reproduisant une lettre de cet écrivain publiée par plusieurs journaux de langue portugaise, relativement aux persécutions contre les anarchistes, dont voici un extrait : « Il n'y a pas de semence plus féconde qu'une goutte de sang de martyr, surtout quand elle tombe dans un sol si bien préparé que l'âme spéciale des humanitaires arrivés à l'exacerbation de l'humanitarisme, non par théorie, mais au travers de réalités douloureuses et de l'expérience constante des misères serviles.

Que pense-t-on que sera (quand un vaillant est guillotiné) une réunion d'anarchistes, des véritables, des purs, de ces milliers d'ouvriers au cœur généreux et exaltés, pour qui l'anarchie est la véritable rédemption de l'humanité et qui admirent dans l'homme qui se sacrifie pour cette idée sainte un martyr de l'amour des hommes?

Et quand la société tue les anarchistes, c'est elle qui fabrique les bombes. »

(D'après *A Obra*.)

Brésil.

La tentative de grève générale à Rio-de-Janeiro s'est terminée avantageusement pour quelques corporations. — Il n'en a pas été de même pour l'industrie textile qui ne paraît pas sérieusement organisée.

La campagne de calomnies et de fausses nouvelles, annonçant la reprise du travail, menée par la presse bourgeoise, excepté *O Paiz*, démoralisa les timides; quant aux hésitants, la police s'en chargea en pénétrant chez eux à 5 heures du matin : hommes, femmes et enfants furent chassés du lit à coups de pieds et à coups de poings et eurent à choisir entre l'usine et la prison; les fortes têtes, eux, furent tout simplement mis à l'index par le syndicat patronal; avec leurs familles, ils forment un total de sept cents personnes (dans le nombre il y en a qui s'opposèrent au sac des fabriques); nos camarades ont ouvert une souscription.

Maintenant que les gêneurs sont partis, les exploiteurs et leurs sous-ordres ne se gênent plus, les ateliers de femmes sont transformés en bordels, des cafés-concerts ont été ouverts dans les quartiers ouvriers; si l'on veut travailler, il faut envoyer ses enfants à l'école des jésuites nouvellement ouverte, pour tuer celle de l'association ouvrière.

A l'usine *A Carioca*, soi-disant pour remédier aux exactions des boutiquiers associés aux contremaîtres on a ouvert une coopérative où la direction possède 800 actions lui donnant droit à 400 voix.

Enfin, notre camarade *O Trabalhador*, dans son premier numéro, dénonça certains contremaîtres qui prélevaient la dîme sur les salaires des ouvriers et donna leurs noms; ceux-ci furent renvoyés; notre camarade, pour se soustraire à la justice mise en branle par lesdits voleurs, disparut.

Néanmoins, une nouvelle revue anarchiste, *Kultur*, va être publiée, et nos amis reprennent leur œuvre d'organisation et d'émancipation ouvrière.

A Sao Paolo vient de paraître *O Chapeleiro* (le Chapelier), à tendances libertaires.

(D'après *A. Greve* et *O Amigo do Povo*.)

Colombie anglaise.

Les faits de corruption ont été si nombreux et si patents, que le premier ministre et deux de ses collègues ont démissionné, à la suite de scandales survenus dans l'administration des chemins de fer. Le lieutenant gouverneur britannique promet d'agir, mais le gouvernement démissionnaire ne manquera pas de chercher à obtenir du vote populaire un bill d'indemnité pour sa propre administration et sera vraisemblablement renommé.

Etats-Unis.

L'appel suivant a été lancé :

« A tous les hommes justes, à tous ceux qui aiment la liberté.

« Vous savez tous en ce moment que John Turner a été arrêté, et qu'il est sur le point d'être expulsé en Angleterre. Il est la première victime de cette loi tyrannique et absurde, passée depuis environ deux ans, qui donne aux autorités de ce pays plein pouvoir, non seulement sur les actions de l'homme, mais aussi sur ses pensées. John Turner a été arrêté, non pour avoir fait, dit-on, quelque chose de contraire au gouvernement de ce pays, mais pour avoir des idées que certaines gens appellent dangereuses parce que leurs petits cerveaux sont incapables de les scruter et de les embrasser. A tous les hommes et femmes de ce pays aimant la liberté, il appartient de dire si nous devons nous soumettre ou non à une loi qui interdit à un homme d'entrer sur cette terre appelée « libre », ou qui l'expulse s'il réussit à y entrer, sous le motif qu'il est anarchiste, — ce qui, d'après le pouvoir, signifie violence et meurtre, mais qui n'a absolument rien à faire avec la philosophie de l'anarchisme.

« John Turner devait être expulsé le 28 octobre, mais, à travers les formalités de l'*habeas corpus*, son avocat réussit à obtenir un délai de procédure, afin de gagner du temps pour exciter l'intérêt et la sympathie de ceux qui n'ont pas encore vendu leur humanité et qui ont encore conservé un sentiment de justice et de décence. Quelques-uns peuvent être opposés aux formalités légales, mais quiconque est familiarisé avec le pouvoir absolu de la loi dans ce pays, sait qu'il faut combattre les autorités sur leur propre terrain. Nous sommes donc résolus à porter le cas de Turner à la Cour Suprême, si besoin est, et de le défendre jusqu'au bout. Nous que nous espérions simplement, par cette lutte, libérer Turner; mais nous voulons voir si cette loi introduite à un moment d'excitation publique et de superstition barbare, restera, cette loi qui dit que tout homme ou femme venant en ce pays peut être expulsé arbitrairement, et même si ceux qui ont vécu ici, se rendant en Europe pour un voyage ou pour affaires, seront empêchés d'y entrer. Turner passera demain devant la cour, et à moins que le juge ne soit en état de donner une définition de ce qui constitue l'anarchiste, nous porterons, comme j'ai déjà dit, l'affaire plus haut, et ne nous arrêterons pas avant que cette définition soit donnée, afin que tous puissent savoir, à l'avenir, quelle distinction il y a entre l'anarchie gouvernementale et l'anarchie que les poètes et les sages ont chantée dans les âges passés. »

⁂

Cet appel a été écrit il y a une semaine, et depuis nous avons du nouveau.

Turner a été traduit devant le juge, le mercredi 28. Notre avocat Pentecost (qui est un des meilleurs avocats d'ici, un ex-pasteur qui sympathise avec les idées), ne se trouvant pas suffisamment préparé, demande au juge un répit de deux jours. L'attorney se lève et proteste, disant que l'affaire étant très simple, il ne croit pas nécessaire de garder Turner plus longtemps aux frais du gouvernement. Il s'était mis dans la tête que Turner dénierait être anarchiste et essayerait de prouver qu'il est en Amérique depuis plus de deux ans (limite à laquelle on ne peut le déporter). Aussi, quand Pentecost, après avoir admis que son client était anarchiste et ne résidait que depuis dix jours à New-York, se mit à attaquer la loi elle-même, il en est resté baba. Ne voulant pas rester sans rien dire, il commence une longue tartine sur Czolgolz et essaye de prouver que Turner est en sympathie avec lui. Le juge le rappelle à l'ordre et lui demande de prouver le droit de la loi ou du congrès à expulser une secte de religion. Après avoir feuilleté ses papiers avec acharnement pendant quelques minutes, il s'est vu obligé de demander, lui qui les avait refusés à Pentecost, deux jours de sursis.

Vendredi, il a fait une autre boulette. Voulant prouver que Turner tombait sous le coup de la loi, il s'est servi d'un passage du discours de Turner où ce dernier déclare que par la grève générale l'ouvrier s'émancipera. Puis, mettant toujours les pieds dans le plat, il continue : « Chaque grève locale étant accompagnée de violences, il va de soi que la grève générale dégénérera en révolution. » De là il arrive à la conclusion que toute personne parlant de la grève générale favorise le meurtre et la violence; donc, Turner tombe sous le coup de la loi.

Aussitôt les camarades s'empressent d'aller raconter cela aux unions qui, jusque-là, comme ce n'était qu'un anarcho que la loi attaquait, étaient restées tranquilles; mais quand ils virent que c'était aussi le trade-unionisme que la loi attaquait, ils se remuèrent et formèrent un comité pour examiner l'affaire à fond; et Clarence Darrow, l'avocat des mineurs dans la dernière grève, vient de former un comité pour récolter de l'argent et intéresser les unions. Le secrétaire Courtelyon commence à voir la boulette qu'il a faite et voudrait bien abandonner l'affaire avant qu'elle vienne devant le juge, car si le juge décide en notre faveur, ou du moins ne donne pas, ce qui est plus probable, un verdict nous permettant d'en appeler en Cour suprême, loi recevra un bon choc. Un homme bien connu pour ses relations s'est présenté l'autre jour devant Pleydell et lui a offert ses services, lesquels consistaient à aller trouver Courtelyon pour le prier de mettre Turner en liberté. Ce qui a été refusé, à son grand chagrin.

⁂

Des fraudes considérables viennent de se découvrir dans l'administration des postes, à presque tous les degrés de la hiérarchie administrative. Presque chaque jour des nouveaux faits délictueux sont révélés. Une enquête est commencée. M. Roosevelt aurait retardé son séjour à Oyster-Bay pour suivre cette affaire, il assure vouloir sonder la plaie jusqu'au fond. — Qui vivra verra.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*Union populaire du XII*e. — *Montpellier Grenoble, Nantes*. — Vos convocations arrivées trop tard. Pour la dix-millième fois : il faut que les communications nous soient arrivées le mardi au plus tard.

⁂

Coopérative Communiste. — Jeudi 17 décembre, à 9 heures du soir, rue François-Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des coopérateurs.

⁂

*Groupe abstentionniste du V*e, 76, rue Mouffetard. — Mardi 15 décembre, à 8 h. 1/2, réunion des adhérents. Causerie par le camarade M. Franssen. Audition des candidats.

Les membres de la *Jeunesse Libertaire* et de la *Ligue Antimilitariste* sont spécialement invités.

⁂

*L'Education libertaire du XIII*e *arrond*. — Samedi 12 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, 215, boulevard de la Gare, fête familiale avec le concours des Poètes chansonniers révolutionnaires, de l'*Action Théâtrale*.

Conférence par le camarade Mignotte : Le Suffrage universel et ses conséquences.

Entrée gratuite.

⁂

*Les Causeries populaires des X*e *et XI*e, 5, cité d'Angoulême :

Samedi 12 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie sociologique.

Dimanche 13. — Visite au Musée de Saint-Germain sous la conduite du camarade Nergal. Rendez-vous à la gare Saint-Lazare, salle des Pas-Perdus (1er étage). Départ du train, 9 h. 1/2.

Mercredi 16. — 1re causerie sur l'Energie électrique, par J. Albert. Tous les camarades sont invités à suivre ces causeries.

⁂

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine et 65, rue de Clignancourt. — Lundi 14 décembre, à 8 h. 1/2, causerie sur l'Evolution familiale.

⁂

*Union Populaire du XIV*e *arrondissement*, 5, rue du Texel :

Vendredi 11 décembre. — Goudchaux Brunschwig : Les Conseils de prud'hommes et les employés.

Dimanche 13, à 8 h. 1/2. — *Fête familiale*. (Le programme sera donné ultérieurement.)

Lundi 14. — Manoury : *Force et matière*, de Büchner (2e causerie).

Mardi 15. — Réunion mensuelle du Comité.

Mercredi 16. — Paul Dupuis, agrégé d'histoire et de géographie : L'histoire de la terre (2e causerie).

Vendredi 18. — Fagnot : Les caisses de chômage.

⁂

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 12 décembre : Jules Rais, L'évolution du paysage dans la peinture française (avec projections).

⁂

Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy, à 8 h. 1/2 :

Samedi 12 décembre. — Soirée littéraire. Lecture d'une pièce d'Ibsen précédée d'une causerie de

M. A. Cahen, professeur au lycée Louis-le-Grand.
Mardi 15. — M. Emile Kahn, agrégé d'histoire : Les rapports de l'Eglise et de l'Etat en France au dix-neuvième siècle : 4e Le Concordat.
Jeudi 17. — M. Dramas : La loi de dix heures et ses applications.
Samedi 19. — M. Molinier, professeur à l'Ecole des Chartes : Le fonctionnarisme au quinzième siècle, d'après un livre récent.

* *

Limoges. — Dimanche, 20, annexe de la salle des conférences, place de la République, à 10 h. du matin, réunion pour l'organisation de la bibliothèque.

* *

Montpellier. — Les anarchistes de Montpellier viennent de créer une bibliothèque, rue du Progrès, maison Barre. Tous ceux qui désireraient compléter leur éducation sociale et philosophique, peuvent s'y rendre tous les soirs à partir de 8 heures.

La bibliothèque est déjà bien assortie, mais c'est avec plaisir qu'elle recevrait tous les ouvrages divers que l'on voudra bien faire parvenir au camarade Estor, 3, rue du Chapeau-Rouge.

Prière à la presse anarchiste de tous pays de reproduire cette note.

* *

Nantes. — Les camarades qui voudraient correspondre avec le groupe *les Iconoclastes de Nantes* sont priés de ne plus s'adresser place Bretagne. En attendant que le groupe ait trouvé un nouveau local, adresser journaux et correspondances au camarade Jean Labeur, rue de Belleville, 7, Nantes.

* *

Saint-Claude. — Tous les camarades ayant des communications pour le groupe libertaire sont priés de les adresser au camarade Bourgeois Pifre, 5, montée de la Glacière, Saint-Claude (Jura).

* *

Lyon. — Groupe *Germinal*. — Les camarades du groupe et tous les militants lyonnais sont invités à apporter leurs journaux à la soirée familiale du 12 qui aura lieu chez Bordat, 17, rue Paul Bert.

Une causerie sur le Coopératisme sera faite par un camarade.

La brochure de *Le vol de nos droits primitifs et le communisme anarchiste* devant être tirée sous peu, nous prions les camarades qui ont écrit de patienter encore quelques jours.

Prière aux camarades de se hâter pour l'envoi des adresses demandées. Adresser la correspondance au secrétaire, café de l'Isère, 26, rue Paul Bert.

* *

Marseille. — *Le Milieu-Libre de Provence*. — Dimanche 20 décembre, à 3 heures après-midi, grande salle de la Bourse du Travail, conférence publique et contradictoire : Le Communisme expérimental. Orateurs : Berrier, Rivelli et Merle. Entrée gratuite.

Tous les dimanches soir, à 6 heures, réunion des adhérents, rue d'Aubagne, 11, salle du fond.

* *

Bruxelles. — Dimanche 13 décembre, à 7 h. 1/2, concert de solidarité organisé par le cercle d'études sociales de Saint-Gilles, dans la salle du roi Gambrinus, rue de la Victoire, 4.

Entrée : 15 centimes.

Un groupe d'action pour l'organisation de causeries et de distribution de manifestes et de journaux et pour seconder les camarades de Liège dans leur propagande par l'affiche existe à Bruxelles. Réunion les samedis, à 9 heures.

Pour tous renseignements, s'adresser à Art. Govaerts, rue de Plaisance, 17, Saint-Gilles, entre 9 et 12 heures du matin, tous les dimanches, qui pourra faire savoir où se réunit le groupe libertaire.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Etat socialiste, par Anton Menger, trad. Milhaud; 1 vol., 3 fr. 50, Société nouvelle d'édition, 17, rue Cujas.

La Quintessence du socialisme, par Schaeffle, trad. Malon ; 1 broch., 0 fr. 50, même librairie.

* *

Luis Bonafoux vient de reprendre la publication, un certain temps interrompue, de son *Heraldo de Paris*. Pour ceux qui ne le connaissent pas, citons cette déclaration par laquelle commence le numéro du 3 décembre : « Il en est du *Heraldo de Paris* comme de certains coqs à battre : il arrive qu'ils disparaissent, pour reparaître ensuite. Je ne sais s'il a reparu pour être publié trois fois par mois, ou deux, ou une demi-fois, chose qui ne lui importe pas, non plus qu'au lecteur, car ce journal n'est pas un journal d'affaires. Ce que je sais et ce que j'assure, c'est qu'il paraîtra chaque mois, parce qu'il le faut, tout d'abord pour la bonne cause des victimes du pouvoir, et, ensuite, pour la satisfaction de mes vengeances personnelles. »

Bonafoux envisage la situation en Espagne, et il déclare que « petite, bien petite est l'initiative qu'on peut attendre de nos partis politiques en action, ébullition ou putréfaction... La République espagnole sortira, si elle sort, du cataclysme que produira un grand mouvement anarchiste, une grève générale armée. »

Saluons cet espoir et souhaitons longue vie à notre camarade.

Son adresse : 37, rue Saint-Georges, Paris. Un an, 10 francs. Le *Heraldo de Paris* insère des articles en espagnol et en français.

POUR LES BROCHURES
en réimpression

	Aux Jeunes Gens	Entre Paysans
Listes précédentes....	3.150	1.850
Orléans..............	50	50
Auxerre..............	100	»
A ce jour............	3.300	1.900

POUR L'ÉDITION

Je continue à recevoir, de temps à autre, des adhésions pour le prochain volume. Je remercie mes correspondants. Je crois pouvoir compter sur tous les anciens souscripteurs, mais ce n'est pas suffisant. Il y a toujours le dernier à payer, je ne peux pas en mettre sur chantier, tant que je ne me suis pas liquidé. — C'est donc pour les deux volumes parus que je réclame des souscripteurs nouveaux.

* *

Aux groupes et syndicats.

Je leur offre l'édition populaire de Guerre-Militarisme *(volumes défraîchis) au prix de* 1 *fr. net (port à leur charge) qu'ils pourraient vendre ce qu'ils voudraient, au profit de leur caisse.*

A ceux qui prendront avec Patriotisme-Colonisation, *je laisserai les deux (le dernier tout neuf) à raison de 2 fr. 50 net.*

BOITE AUX ORDURES

Pour la guerre, de Gyp; *Gil Blas* du 4 décembre.

Almanach illustré de la Révolution 1904 : articles de L. Descaves, H. Leyret, J. Grave, G. Reclus, P. Kropotkine, etc., etc. Nombreux documents. — Remboursable en volumes.

L'*Almanach* doit être en vente chez *tous* les dépositaires du journal. Le réclamer aussi dans toutes les gares où doit se trouver le journal.

Prix : 0 fr. 30, dans nos bureaux ; 0 fr. 40 par la poste.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave couverture de Couturier. . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyau, couv. de Daumont. . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . . » 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couv. de Heidbrinck . . . . . » 15
L'Election du Maire, id., par Léonard, couv. de Vallotton. . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . » 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . » 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel. » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . . » 20
Au Café, par Malatesta. . . . . » 25

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** par Luce. — **Porteuses de bois,** par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X.— **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant,** par Pissarro.— **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails,** par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne,** par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux,** par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice,** par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40**; édition d'amateur : **3** fr. **50.**

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

PETITE CORRESPONDANCE

E., à Alexandrie. — Impossible d'envoyer des volumes à crédit.

Paul, à Lille. — Non, ça ne vaut la peine qu'à condition que ça ne fasse aucun frais d'envoi.

A. R., à Lyon. — *La Société*, 3 fr. — *Patriotisme-Colonisation*, 8 fr., illustré ; 2 fr. 75, édition ordinaire.

Séverin. — Oui, l'idée fait son chemin. Cette circulaire est un signe des temps. Quant à essayer la réalisation de ses idées, autant qu'on le peut dans la société actuelle, il n'y a nul besoin pour cela de s'en isoler, au contraire.

Germinal. Lyon. — Les articles de la loi sont rédigés de façon qu'il n'y a même pas besoin de se déclarer anarchiste ; il suffit d'être dénoncé comme tel, pour que, en temps de trouble, les juges condamnent qui ils voudront.

O. J., à Saint-Même. — L'abonn. est terminé fin novembre.

Reçu pour le journal : G., à Grenade, 1 fr. 40. — S. et son camarade, 1 fr. 50 — R. L. L., 0 fr. 70. — H. Ch., 10 fr. — L. C. 1 fr. 10. — J. M., 1 fr. 05. — Germinal, 0 fr. 50. — N'importe 0 fr. 70. — V., à San Paulo, 20 fr. — Les « Rétrogrades » de Saleux, versement trimestriel 5 fr. — M., à Marseille, 0 fr. 50. — J. H., 1 fr. — Merci à tous.

C. C., Avignon. — C. R., à Chaux-de-Fonds. — G. L., à Hodimont. — S., à Bourg-Argental. — H. P., à Chaux-de-Fonds. — H., au Havre. — R., à Grenoble. — M., à Dobritch. — F., à Feuquières. — E. M., par la maison Schleicher. — B., à Châlons. — G., à Nantes. — P., à Limoges. — L., à Monthermé. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 34 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 DÉCEMBRE 1903

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e^)

A NOS LECTEURS

J'ai reçu de différents camarades des demandes d'explications sur les changements à apporter au journal.

Voici, en quelques mots, ce qui est en projet :

Il s'agirait de mettre huit pages au journal, comme à notre numéro de la semaine dernière, tout en y ajoutant les huit pages de notre supplément ordinaire.

Ces huit pages pourraient contenir trois articles, le mouvement social ordinaire, plus quelques petits échos pour traiter des faits les plus saillants de la semaine.

On pourait enlever du supplément la bibliographie, les théâtres — quand il y en a — la revue des revues, ce qui nous permettrait de faire un peu plus de reproduction, et, ces rubriques ramenées au journal, y introduiraient un peu plus de diversité, sans préjudice de ce que l'on pourrait faire par la suite.

Bien entendu, si des lecteurs s'intéressant à notre propagande avaient des idées à nous suggérer, ils nous feraient plaisir en nous les communiquant.

Dans un prochain numéro, je dirai quelle est l'augmentation de dépenses à couvrir.

J. Grave.

CAMILLE PISSARRO

La mort de Pissarro a été digne de sa vie. Le grand artiste est parti au cimetière sans tapage, sans réclame, sans empanachement, sans escorte pompeuse ; sur sa tombe, personne n'a ânonné les regrets menteurs d'un deuil officiel, aucun membre de l'Institut n'a exhibé, en son honneur, l'accoutrement de chienlit dont ces Messieurs se parent en pareille circonstance, et les journaux qui s'étendent longuement sur les faits et gestes d'un prince en vadrouille ou sur les réceptions d'une fille publique haut cotée, ont annoncé, en deux lignes, la disparition d'un homme qu'ils ignoraient du reste et qui n'était ni le familier d'Arthur Meyer, ni le laquais de la duchesse d'Uzès.

Notre « doux pays » aime auréoler ses illustrations de pommes cuites, avant de les sculpter en marbre ou de les couler en bronze, et réserve son enthousiasme immédiat pour les assassins empanachés, bottés et éperonnés qui ont l'indéniable supériorité sur Lacenaire et Troppmann de faucher vingt mille existences d'un coup. La France ne rompit pas cette suggestive tradition avec Pissarro dont les toiles dilatèrent autant de rates que celles de Corot, de Manet, de Degas, de Puvis de Chavannes et de Carrière.

D'ailleurs, quand on admire avec des pâmoisons d'enthousiasme les bonnes femmes en savon de M. Bouguereau et les bonshommes en charbon de M. Bonnat, il paraît logique de se tordre devant un beau morceau de peinture. Les cinq cents représentations du *Maître de Forges* devaient entraîner le four des *Corbeaux* et on avait autrefois trop applaudi la *Fille du Régiment* pour ne pas siffler les *Troyens* à gilet déboutonné.

On n'est pas pour rien le peuple le plus spirituel de la terre.

Dans l'histoire de l'art, Pissarro restera un des précurseurs du paysage moderne, un des chefs de l'impressionnisme, un maître probe, consciencieux, novateur et hautement personnel, un convaincu qui n'a jamais commis une lâcheté dans le but de plaire au public et d'attirer la vogue sur sa marchandise. Son atelier modeste et pauvre ne s'est pas métamorphosé en boutique à la mode où des messieurs du dernier gratin vont flirter avec des dames suaves, en débitant quelques stupidités sur la peinture.

Nous lui devons des œuvres capitales ; elles ont élucidé et formulé la théorie générale des impressionnistes, de ces admirables artistes longtemps méconnus, bafoués, injuriés, vilipendés qui ont possédé la vraie sincérité, celle d'être de ce temps, regardant les choses avec le souci de les bien voir et d'en comprendre le caractère, cherchant à s'en emparer pour leur joie esthétique et non pour satisfaire un programme, n'acceptant ni intermédiaire, ni idées préconçues, ni vision factice, ni formule empirique entre ces choses et leur amour de la nature. Ils se sont servis des nombreux éléments de beauté mis à leur disposition par leur époque, qu'ils ont passionnément adorée, comme tous les maîtres du passé en somme ; ils n'ont donc pas essayé de faire naïf, mais de faire vrai.

L'artiste qui nous a quittés a nettement senti que tout garde en soi sa grandeur et sa poésie, et qu'il n'est pas indispensable, pour une créature humaine, de porter une toge, un maillot Renaissance ou un pourpoint de velours, quand on veut inspirer une œuvre intéressante. Les Panathénées de Phidias, dont on parle toujours et qu'on ne regarde jamais, représentent, en somme, de quelconques jockeys d'Athènes et, dans les *Noces de Cana*, Véronèse a reproduit un fastueux banquet de son temps, sans se préoccuper le moins du monde d'évoquer une scène de l'Evangile. Du geste auguste du semeur aux lourds sabots et de l'effort tragique du puddleur caparaçonné de cuir, se dégage autant de beauté et de noblesse que des figures de Phidias et de Michel-Ange.

Pissarro fut, avant tout, un élève de la nature, ainsi que ses amis Cézanne, Lépine, Claude Monet, Van Gok, Sisley et Jonking. S'il étudia les « flambés » de Turner et les rêveries des Japonais, il sut résister à un entraînement ensorceleur et se dégagea rapidement d'une influence tyrannique dont le charme présentait précisément le suprême danger.

Dans ses paysages noyés de lumière et si délicieusement émus, il tint à éviter les conceptions historiques à la Claude Lorrain du peintre anglais, et l'exécution un peu sèche, trop hiératique des aquarellistes de l'Extrême-Orient. On retrouve en lui le paysan qui aime la terre avec une sorte de sensualité brutale et puissante, le rustre qui se passionne pour son champ, d'instinct, sans ratiociner, sans équivoquer, sans chercher à parer son culte de phrases sonores ou de métaphores romanesques. Il a été l'ennemi de la joliesse, du conventionnel, de l'apprêté, du mensonge, de la sentimentalerie, de ce côté romance qui déshonore la composition d'un artiste et le place au bas niveau du goût public. Sous son pinceau, le coin le plus banal se magnifiait, l'impression la plus vulgaire s'ennoblissait ; je me rappelle, entre autres, quel extraordinaire parti il avait tiré de cette bourgeoise avenue de l'Opéra, grouillante de vie, nimbée de soleil, colorée, amusante, charmante sous la réverbération de nos jolis ciels parisiens.

Très apprécié des délicats, entouré de rares amis qui estimaient autant son caractère que son talent, Pissarro sur lequel Georges Lecomte a écrit une compréhensive et définitive étude, vécut loin des clabauderies, des rivalités, des débinages et des vaines querelles d'écoles. Il fuyait le galvaudage des expositions annuelles et les compromissions déshonorantes avec les pseudo-chevaliers de l'idéal qui vendent, du même coup, leurs tableaux et leurs consciences ; il évitait les interviews des quotidiens mondains, ne cultivait pas le mot spirituel, ignorait la situation géographique des antichambres ministérielles, n'enviait la gloire ni de M. Gérôme ni de M. Roybet, ne se posait pas en victime, quoiqu'il eût cruellement souffert de l'iniquité humaine et de la bêtise des foules, et, sûr de ses convictions et fort de son talent, sachant que la justice immanente réserve à ses œuvres une cimaise au Louvre, il souriait dans sa longue et soyeuse barbe grise du mal que se donnent, pour obtenir, de leur vivant, un peu de succès, tant de pitres enrubannés dont la postérité jettera le nom au néant, comme le vent d'automne balaie la feuille sèche et décolorée.

Pissarro, qui s'enthousiasma pour les causes nobles et généreuses, tint à rester, toute son existence, du côté des vaincus. Logique avec lui-même, il défendit la vérité non seulement dans le domaine de l'art, mais aussi sur le terrain social. Ce poète était doublé d'un penseur dont le cœur se gonflait de pitié à la vue des faibles, des écrasés et des déshérités. Né du peuple, il conserva pieusement le respect de la caste à qui il devait la franchise de ses con-

victions, la loyauté de son intelligence, la ténacité de ses efforts et la saine puissance de ses productions. A l'époque où l'immense majorité des artistes traînent dans la boue la République dont ils mendient les faveurs, et bêlent afin d'obtenir un roi dont ils pourraient astiquer les bottes à coups de langue, il est consolant de rencontrer une personnalité droite et fière qui plaça son idéal dans des régions éternellement sereines.

FRANTZ JOURDAIN.

THÉATRES POPULAIRES

J'ai assisté, ces jours-ci, au Théâtre du Peuple de l'avenue de Clichy (ancien Maguéra), à une représentation organisée par la Fédération des Universités Populaires. On y donnait *la Bonne-Espérance*, par Heyermans, traduction française de J. Lemaire.

Nombre de nos lecteurs connaissent peut-être déjà cette pièce. C'est un vrai chef-d'œuvre de vérité réelle et simple, exempte du défaut d'emphase ou de déclamation dans lequel tombent quelquefois les auteurs de pièces sociales. Ici, les personnages ne figurent point, comme il arrive dans les pièces de ce genre, des abstractions, des symboles maniés d'une façon quelque peu fantaisiste, suivant le plan conçu *à priori* du développement d'une thèse. Vivants et bien réels, ce sont des êtres tels que nous en coudoyons autour de nous, se débattant contre les mêmes contraintes morales et économiques, aux prises avec les mêmes problèmes sociaux.

Voici d'ailleurs le sujet de la pièce : la scène se passe dans un port de pêche. M. Lebois, riche armateur, est un peu considéré comme le seigneur de la contrée. L'auteur a évité le travers de nous le montrer ouvertement rapace et despote. Brusque et impatient de toute résistance, c'est vrai, il est plutôt affable avec qui plie devant lui, philanthrope même — sa femme fait partie de nombre de sociétés de bienfaisance — et pitoyable au miséreux bien pensant et résigné. C'est un de ces capitalistes en apparence ni bons, ni mauvais, ou plutôt bons ou mauvais, suivant ce qu'exigent leurs intérêts, dont est pavé l'enfer qu'est la société présente. Par « charité » il emploie à son ménage la mère Catherine, dont le mari et deux fils sont morts « à la mer ». Il reste à celle-ci deux fils et une nièce qu'elle a recueillie. Mais l'un de ses deux fils, Gérard, est un de ces « mauvais sujets » qui, au moment où s'ouvre l'action, termine une peine de six mois de prison pour avoir rossé un quartier-maître qui avait tenu sur sa cousine, qui est aussi sa fiancée, des propos outrageants. L'autre, Bertrand, manifeste une horreur profonde pour la mer et, malgré l'insistance de Lebois, résiste à toutes les tentatives d'embauchage sur la *Bonne-Espérance* qui va bientôt partir. Gérard, sa prison terminée, revient et s'engage sur le navire en partance. Mais Lebois a besoin d'hommes : il manœuvre et insiste si bien que mère, frère, cousine, amis, finissent par décider Bertrand à signer son engagement.

L'heure du départ arrive. Des amis sont réunis chez la mère Catherine et boivent la goutte d'adieu. Passe un musicien ambulant, on le hèle : son concours ne sera pas de trop pour égayer les derniers moments de la séparation. Que va-t-il jouer? Il esquisse sur sa vielle une *Marseillaise*.

— Non, pas ça ! s'écrie Gérard et il entonne l'*Internationale*.

Mais Lebois qui vient à passer et que, naturellement, ce chant exaspère, interrompt le marin, lui intime l'ordre de se taire et passe son chemin avant que Gérard, interloqué, ait trouvé quoi répondre. L'heure du départ approche. Lebois entre chez Catherine et, apostrophant Gérard, il le menace de ses foudres s'il se met en retard. Mais le ton de commandement sur lequel parle l'armateur et la rancune que Gérard lui garde de l'injonction brutale de tout à l'heure, déterminent une altercation violente entre les deux hommes. Gérard « remet à sa place » le capitaliste qui prétend lui donner des ordres jusque chez lui, et pose la question des rapports entre employeur et employé sur le terrain où nos économistes aiment à la placer : celui du contrat *libre*, conclu entre deux hommes égaux :

— Vous, dit-il, vous fournissez le salaire, moi je fournis le travail... *Le reste ne vous regarde pas !*

Et c'est là l'argument vrai, logique, irréfutable, formulé avec une admirable concision et auquel la salle répondit par une explosion d'enthousiastes applaudissements. Toute cette scène, d'ailleurs palpitante, passionnante, fut hachée par les bravos. Lebois, furieux, se venge en cessant d'occuper la mère Catherine.

Mais la *Bonne-Espérance* part. Bertrand qui, au dernier moment, s'est caché chez lui, pour ne pas partir, est emmené de force par les agents de l'autorité, après une scène déchirante et poignante qu'il a avec sa mère. Celle-ci attribue à la poltronnerie la répugnance de Bertrand. Mais lui aime la fille de Lebois et en est aimé. D'autre part, un marin, nommé Simon, a déclaré publiquement que la *Bonne-Espérance* est un navire pourri, un « cercueil flottant » dont la perte est certaine. Mais Simon est un ivrogne endurci et l'on ne tient nul compte de ses propos. Aussi Bertrand, à qui son amour partagé promet un avenir de bonheur, se révolte contre cette prétendue nécessité du sacrifice à la rapacité capitaliste. Son cri est celui de la Vie qui s'insurge contre la loi atroce de Moloch. Celui de Gérard, tout à l'heure, c'était celui de la dignité humaine contre l'insolence de l'employeur.

Au dernier acte, on attend des nouvelles de la *Bonne-Espérance* qui ne revient pas. C'est un va-et-vient continu, dans le bureau de Lebois, de parents anxieux qui veulent à tout prix savoir. Enfin la nouvelle arrive. La *Bonne-Espérance* est perdue corps et biens, on a retrouvé le cadavre de Bertrand. Scènes déchirantes, récriminations. On reproche violemment à Lebois d'avoir équipé, quoique prévenu, un navire pourri. Il nie avoir entendu le propos de Simon, prend à témoin son employé qui, quoique l'ayant parfaitement entendu, nie aussi. Même sa fille, qui, quelques instants auparavant, a avoué devant témoins avoir, elle aussi, entendu le propos, interpellée brusquement par son père, n'ose dire oui, et a la faiblesse de nier. Scènes violentes. Mais Lebois s'en moque, son navire était assuré, il ne perd rien, il y gagne même. Enfin survient Catherine qui, à l'affreuse nouvelle, tombe accablée sur un siège. Elle a perdu successivement au service de l'armateur, son mari et ses *quatre fils;* elle reste seule avec sa nièce, qui, pour comble de malheur, lui a avoué qu'elle est enceinte de Gérard !

— Tu as suporté cette immoralité, chez toi ? lui reproche Lebois.

Mais l'Ogre capitaliste est compatissant : il fera quelque chose pour ses victimes. Mme Lebois va organiser une fête de charité au profit des familles des sinistrés. Et Lebois, après quelques condoléances de crocodile, dit à Catherine qu'il la reprendra à son service. Enfin, suprême générosité — et cinglante ironie ! — on s'acquitte envers elle en lui faisant cadeau d'un pot-au-feu !

Et tout cela est joué avec un naturel et une simplicité remarquables par l'excellente troupe du Théâtre du Peuple.

Ce théâtre, d'ailleurs, annonce et exécute un programme des plus intéressants qui compte des pièces telles que *Les Tisserands*, de G. Hauptmann, *La Robe rouge*, de Brieux, *La Puissance des ténèbres*, de Tolstoï, *Le Cloître*, de Verhaeren, *Les Chapons*, de L. Descaves et G. Darien, *La Cage*, de Descaves, etc.

* *

Lorsque, jadis, Antoine lança son « Théâtre Libre », ce fut, dans la presse, un concert de prédictions — et de souhaits inavoués — d'insuccès, de la part des pontifes archiqualifiés et supra compétents de la critique théâtrale.

Un théâtre se permettant de rompre avec les saintes traditions au point d'oser donner des œuvres de valeur sans l'aide d'une subvention et à prix très réduits, quelle folie ! Une telle entreprise, contrecarrant sans égards les douces manies et la somnolente routine de Messieurs les Princes de la critique, fut déclarée non viable.

Mais le Théâtre Libre a vécu, il a même grandi, puisqu'il est devenu le Théâtre Antoine. Bien mieux, il a fait des petits. Après Antoine vint Lugné-Poë qui fonda l'Œuvre, non sans ébouriffer encore quelque peu plus les Aristarques « avertis » déjà défrisés par Antoine.

A ces deux théâtres populaires s'en sont adjoints d'autres : le Théâtre du Peuple, de Bussang, le Théâtre du Peuple de Belleville et enfin celui de l'avenue de Clichy, dont je viens de parler.

Cette multiplication de théâtres populaires est de bon augure. Elle répond évidemment à un besoin, plus même, à une orientation nouvelle de l'esthétique dramatique moderne. Elle nous indique qu'il existe aujourd'hui un public qui se désintéresse non seulement des mélos et pièces à tralala de costumes et de décors — à la Sardou — mais même des « cas » spéciaux, psychologiques ou pathologiques, analyses arbitraires et fantaisistes où l'on coupe des cheveux en quatre, où l'on raffine entre gens du monde bien élevés, sur des points subtils d'une casuistique et d'un moralisme superficiels.

C'est la Vie, aujourd'hui, que ce théâtre jette sur la scène, la vie ardente, passionnée, combative que nous vivons, nous qui nous évertuons, qui nous démenons pour faire éclater le moule étroit où nous enserrent les contraintes sociales. Et c'est pourquoi il nous passionne, nous les fervents de la vie, nous qui voulons que le culte de cette vie renverse et supplante le culte de mort et d'anéantissement dont les religions hindoues et chrétiennes ont aveuli les peuples.

Laissons les incompréhensifs du renouveau gémir sur la prétendue décadence d'aujourd'hui. Il n'y a de décadence que de leurs préjugés. Vivace, au contraire, est la moisson nouvelle qui germe, encore invisible parmi les tiges fanées des vieilles récoltes mortes, mais que les clairvoyants savent percevoir, et dont l'exubérance pleine de promesse nous emplit de joie et d'espoir.

ANDRÉ GIRARD.

HERBERT SPENCER

Notre ami, Pierre Kropotkine, nous écrit de Brighton :

« Ta lettre m'arrive ce matin, je vais écrire l'article sur Spencer, mais je crains que tu ne l'aies pas à temps. Ce sera pour le prochain numéro.

« Je suis, comme tu vois, à Brighton, pour me refaire après l'influenza.

« — C'est le 9, que le grand philosophe, âgé de quatre-vingt-trois ans passés, est mort ici dans la maison, au bord de la mer, qu'il occupait depuis quelques années, dans la partie orientale de la ville (Kemp Town). Aujourd'hui, on l'a enterré, c'est-à-dire, de bon matin on a emporté son corps, pour être brûlé au nouveau crématoire de Londres. Ses cendres seront enterrées ensuite au cimetière de Highgate.

« Evidemment — aucune cérémonie religieuse. Les croyants, toujours cherchant à battre monnaie, avaient bien essayé de s'emparer du cadavre de Spencer, afin de le porter à l'abbaye

de Westminster, le Panthéon national. C'est ce qu'ils avaient réussi à faire avec Darwin.

« Pour cela, — c'est une chose qu'on ne sait pas généralement — ils avaient même publié, tronquée, dans *Nature*, la lettre irréligieuse que Darwin avait écrite en réponse à un étudiant allemand, et dans laquelle il disait qu'il ne croyait nullement aux traditions hébraïques que l'on appelle « révélation ». Ce passage compromettant fut coupé dans la lettre.

« Heureusement, les amis de Spencer — il n'avait pas de parents plus proches que des cousins germains — ont su empêcher que l'on fît quelque chose de pareil avec le grand philosophe pour lui ouvrir les portes du Panthéon anglais. Ils se sont strictement conformés à la volonté que Spencer lui-même avait exprimée : le corps sera brûlé ; pas de fleurs ; pas de deuil.

« Aussi tu peux t'imaginer le vide que la « grande presse » et la haute pègre font autour de cette mort. On l'ignore. Arrivé ici, je vois les drapeaux flottant à mi-mât sur les tourelles de la jetée (le *pier*) et sur les stations des garde-côtes (*coast-guards*). Le lendemain, les omnibus étaient tendus de crêpe noir. « Cependant on pense à Spencer », me disais-je. On le connaît à Brighton. Le lendemain tout cela disparaissait, et j'apprenais qu'on avait affiché le deuil parce que l'on enterrait ce jour-là un conseiller municipal ! Quant au philosophe qui a vécu dix ans à Brighton, personne n'y a pensé. Le 9, après-midi, personne ne savait s'il vivait encore ou non, et c'est en allant frapper à sa porte que j'appris qu'il était mort à 4 h. 45 du matin. L'Angleterre l'ignore. Nous le connaissons infiniment mieux en France, en Russie, en Espagne.

« Je suis forcé d'interrompre pour courir à la poste. La suite à demain.

« Ton

« PIERRE KROPOTKINE. »

MOUVEMENT SOCIAL

Du journal (nationaliste) *La Liberté* :

« A l'occasion de la fête du 16e régiment de ligne à Saint-Etienne, trois sous-officiers et six caporaux étaient réunis au réfectoire où les soldats achevaient leur repas.

« Après quelques chansons banales, les premiers couplets de l'*Internationale* furent entonnés par des soldats originaires de la Loire. Les caporaux et les sergents se mirent à chantonner à l'unisson, notamment quand revenait le refrain.

« Survint le sergent rengagé Loubaresse, qui invita les chanteurs à se taire. Deux sergents protestèrent, en prétendant que les couplets chantés n'avaient rien de subversif. Le sergent Loubaresse insista, menaçant de punir les récalcitrants. N'obtenant rien, il sortit du réfectoire et alla immédiatement faire un rapport à l'adjudant de service.

« Le colonel, avisé, fit conduire en prison les sergents Lanuchon et Rome. En même temps toute la 7e compagnie, où l'incident s'était produit, fut punie de consigne, et les caporaux furent menacés d'être cassés de leur grade.

« Les inculpés se défendirent d'ailleurs vivement d'avoir eu des intentions révolutionnaires, déclarant qu'ils avaient eu soin de ne pas chanter le couplet qui invite les soldats à tirer sur leurs propres généraux. »

Les soldats se mettent à chanter l'*Internationale* dans les casernes, sous le nez des gradés. Bon signe. Quelques caporaux et sergents les accompagnent au refrain, soit parce qu'ils n'osent pas faire autrement, soit parce qu'ils prennent goût à la chanson. Très bien. Les soldats croient devoir, par politesse ou par prudence, sauter le fameux couplet qui déplaît tant à leurs « propres généraux ». Ils n'y gagnent pas grand'chose. Punis pour punis, ils feraient aussi bien de s'offrir le plaisir de l'*Internationale* tout entière.

Que va-t-on faire des deux sergents en prison ? Après tout, ils n'étaient pas forcés de connaître l'*Internationale*. Et puis est-ce qu'il existe une liste des chansons permises et des chansons défendues ? Les officiers ne veulent pas que « leurs hommes » chantent des choses intelligentes, qui peuvent leur ouvrir l'esprit ; mais ils ne s'opposent pas à ce qu'ils chantent les plus dégoûtantes obscénités ; au contraire, ils les y encouragent, parce que cela les abêtit et les abrutit, c'est-à-dire fait d'eux de « bons soldats ».

***

On s'est décidé à remettre en liberté Lambin, accusé d'avoir placé un pétard dans l'église de Belleville. J'ai dit, la semaine dernière, que l'unique charge contre lui était qu'il savait un peu de chimie. Le juge d'instruction, après de longues semaines, a fini par reconnaître que cette charge n'était pas suffisante. C'est bien heureux. Elle a tout de même été suffisante pour faire arrêter un innocent et le garder en prison plusieurs semaines, lui faire perdre son gagne-pain et lui causer peut-être de graves dommages. Lambin a-t-il reçu une indemnité sérieuse, une compensation équitable ? Qu'a-t-on fait pour réparer le mal qu'on lui a causé ?

***

Un camarade nous écrit :

« Etant à Nîmes depuis un mois et demi, je quittai cette ville pour venir travailler à Vauvert, petite commune située à 20 kilomètres. Le surlendemain de mon embauche, un gendarme se présente à l'atelier avec un télégramme, et, s'adressant à mon patron, demande des renseignements sur un individu qu'il cherchait et répondant au nom de Le Pape. J'étais présent et j'insistai pour prendre connaissance du télégramme qu'il portait ; et, devant ma présence, se trouvant dans une fausse situation, il ne put s'y refuser.

« Voici textuellement ce que contenait ladite dépêche, que j'ai copiée : « Commissaire spécial à « Nîmes, à commandant brigade de gendarmerie « Vauvert, en communication extérieur sûreté « Paris 4e bureau, préfet Nîmes. — Anarchiste Le « Pape Eusèbe, fils de... et de..., taille 1 m. 60, teint « jaune, yeux noirs, pantalon velours et casquette « jockey. A quitté Nîmes pour se rendre à Vauvert « à la recherche de travail. » Le but de la visite du cogne n'était pas de m'en faire prendre connaissance, aussi est-il revenu à midi pour en avertir le patron, qui répondit que cela ne le regardait pas, qu'il connaissait Le Pape menuisier et le gardait comme tel.

« Le flic en était pour ses frais. »

Un bon point au patron de Le Pape. Mais pour un patron qui envoie promener les gendarmes, il y en a dix qui mettent à la porte l'ouvrier hérétique. Une fois pour toutes, nous voudrions savoir si la police a le droit d'ameuter contre nous nos patrons ou nos concierges, si elle a le droit de faire perdre son gagne-pain à toute une catégorie de travailleurs et de les empêcher de vivre, si elle a le droit de rayer les fameux droits de l'homme et en particulier la liberté de conscience.

Hé, grand républicain Combes, voici pour vous une occasion de nous montrer jusqu'où va votre républicanisme ?

R. C.

Mouvement ouvrier.—Grâce aux politiciens qui se sont emparés du mouvement, les malheureux tisseurs d'Armentières, d'Houplines et de la vallée de la Lys en général, ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu les satisfactions qu'ils réclamaient.

Maintenant que la grève est terminée et que les pauvres bougres ont repris le collier de misère, les politiciens se blâment les uns les autres et tâchent à qui mieux mieux de se rejeter les fautes les uns sur les autres.

Les réformistes jaurésistes reprochent vertement aux guesdistes « du Comité fédéral du textile » d'être la cause de tout le mal et ceux-ci leur renvoient la balle — sur le dos des grévistes, bien entendu.

J'ai dit au début de la grève comment et dans quelles conditions le Comité fédéral des ouvriers du textile, dont le siège est à Lille, obéit à l'influence du parti guesdiste, et que ce parti, désirant que la grève générale n'éclatât pas avant le mois d'avril, au moment des élections municipales, le Congrès de la Fédération textile la vota pour cette époque. Les ouvriers d'Armentières et de diverses communes du Nord n'eurent pas la patience d'attendre cette échéance et cessèrent prématurément le travail. Ils furent blâmés par le Comité fédéral, qui ne leur prêta son appui que lorsqu'il s'aperçut qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement.

Mais il était trop tard, leurs adversaires politiques s'étaient emparés du mouvement et le dirigeaient virtuellement.

Ce que voyant, certains politiciens, tels que Sohier, maire d'Armentières, Daudrumez, maire d'Houplines et d'autres seigneurs de moindre importance, lâchèrent les guesdistes et vinrent se ranger sous la bannière jaurésiste.

Le lâchage est maintenant accompli complètement et, jeudi dernier, ces braves politiciens, qui n'hésitent pas à changer de « parti » lorsque leur intérêt semble les y obliger, ont, dans un ordre du jour, blâmé ce qu'ils avaient jusqu'alors adoré et se sont fait délivrer un certificat de bonne conduite duquel j'extrais le passage suivant :

« Les membres votent un ordre du jour de confiance au citoyen Sohier, maire, ainsi qu'à ses collègues d'Armentières, Daudrumez, maire, et Moïse Rivola, publiciste, pour la conduite et l'attitude énergique et réfléchie dont ils ont fait preuve pendant la grève du textile ; blâment les citoyens Delory, Renard, secrétaire de la Fédération du textile, Creton et consorts, les dirigeants du Parti et du Comité fédéral. »

Et lorsque les socialistes viendront nous dire que leur politique ne corrompt pas tout ce qu'elle touche, la réponse sera facile, l'exemple est là, d'hier.

Souhaitons qu'il profite aux exploités pour les luttes futures.

***

Sous la pression ouvrière, la Chambre a voté, il y a déjà plus d'un mois, un projet bâtard de suppression des officines de placement... dans cinq ans.

Les vieux bonzes du Luxembourg trouvent encore cela trop radical, et le très blocard M. Aucoin, chargé du rapport, a présenté un contre-projet qui assure au petit commerce de MM. les placeurs longue vie et prospérité.

Et quand l'on pense qu'en 1848 un simple décret avait suffi pour supprimer radicalement ces officines, on ne peut s'empêcher d'admirer les progrès que nous valent plus de cinquante années de pratique du suffrage universel.

Les travailleurs intéressés pourraient peut-être essayer de porter à nouveau leur agitation dans la rue, c'est encore ce qui réussit le mieux.

***

A Bordeaux, une réunion contre les bureaux de placement a eu lieu dimanche dernier.

L'armée, représentée par un escadron de hussards et un de dragons, a fait merveille en exécutant des charges bien combinées contre les travailleurs. La République chère à nos socialistes n'a vraiment plus rien à envier à sa digne et fidèle alliée la Russie. Des fenêtres de la Bourse du Travail des pétards... inoffensifs ont été lancés.

***

La grève des ouvriers tisseurs et apprêteurs de Lyon vient, une fois de plus, nous fournir une preuve — que lorsqu'à la suite d'un conflit les patrons prennent des engagements vis-à-vis de leurs exploités, ils ne le font qu'avec l'intention bien arrêtée de n'en tenir aucun compte.

Rappelons brièvement ce qui s'est passé à Lyon.

Deux syndicats y sont en présence, celui des maîtres apprêteurs et celui des ouvriers. Tous deux avaient adopté et signé, le 15 mai 1900, un règlement dont ils s'engageaient de part et d'autre à faire respecter les clauses, chacun en ce qui les concerne.

Un article de ce règlement stipulant que les brigades doivent être composées d'hommes ouvriers, au moins pour les trois quarts, et, pour l'autre quart, de femmes ou d'apprentis, a été violé par plusieurs maisons ; le syndicat patronal ayant refusé de faire respecter le règlement par les contrevenants, la grève éclata.

Telles sont les causes initiales de cette grève qui atteint plus de 12.000 travailleurs.

Comme l'on voit, c'est toujours être « dupe » que de compter sur la bonne foi de ses exploiteurs, les grévistes lyonnais sont en train d'en faire la triste expérience.

A cette non-observation d'un règlement stipulé par avance, les grévistes ont ajouté leurs revendications d'ordre général qui sont : que les heures de repos soient régulièrement fixées de 11 heures à 1 heure au lieu d'être fixées soit de 8 heures et demie à 9 heures et demie, soit de 2 heures à 3 heures. Ils demandent en outre une augmentation de salaire de 1 fr. pour les ouvriers, soit 6 fr. 50 au lieu de 5 fr. 50, et un salaire de 4 fr. 50 pour les manœuvres qui travaillent actuellement pour 2 fr. 50 ou 3 fr., plus quelques améliorations d'ordre général moins importantes.

En attendant qu'il soit fait droit à leurs réclama-

tions, les grévistes se réunissent chaque jour et des manifestations ont lieu.

A plusieurs reprises, ils sont allés manifester et ont réussi à entraîner avec eux les ouvriers de quelques usines qui avaient continué de travailler.

Au cours de ces manifestations, des conflits provoqués par la police ont eu lieu et quelques sanglantes bagarres en sont naturellement résultées. Il y a de nombreux blessés parmi lesquels plusieurs femmes, des enfants même ont été piétinés par les chevaux de la police montée.

Jusqu'à présent, les seules représailles que les grévistes aient tentées ont été de démolir quelques vitres d'usines.

C'est peu.

∴

Après ceux du Nord et de Saint-Quentin, les tisseurs du Cateau viennent de se mettre en grève.

Voici une partie de l'appel qu'ils adressent à la classe ouvrière et où ils exposent leur situation :

« Les salaires gagnés par les camarades des autres régions, bien que très minimes, sont encore réduits au Cateau; aussi une misère affreuse règne-t-elle dans nos localités du Cambrésis en général et au Cateau en particulier.

« Lassés de toujours souffrir de la faim, de la misère en travaillant (la moyenne des salaires varie de 1 fr. 50 à 1 fr. 80 par jour), les tisseurs du Cateau ont cessé le travail.

« Ils demandent l'unification des tarifs et une augmentation de 10 0/0.

« Camarades, il dépend de vous qu'ils l'obtiennent. »

A côté de leur misère, leurs revendications semblent vraiment minimes, et leur triomphe est certain s'ils savent être tant soit peu énergiques, se montrer à leurs exploiteurs, et surtout fuir les politiciens comme la peste. L'exemple de leurs camarades du Nord et de Saint-Quentin est là, et aussi celui d'Hennebont. Qu'ils sachent choisir.

∴

A Clermont-Ferrand, la grève des employés des tramways continue. Un Fagnot quelconque, au nom du ministre du Commerce, était allé se mêler de ce qui ne le regardait pas : il est revenu bredouille.

La situation s'aggrave, car les grévistes sont las de lutter. Dimanche soir, un contrôleur qui voulait faire du zèle a été atteint par des cailloux lancés sur la voiture qu'il conduisait. On a dû le transporter dans une pharmacie.

Presque à la même heure, à l'autre extrémité de la ligne, une voiture a été assaillie à coups de pierres.

Plusieurs des manifestants arrêtés ces temps derniers ont passé en police correctionnelle et ont été condamnés.

La situation est très tendue. A Paris, la grève des ouvriers bijoutiers-joailliers dure toujours. Le policier Lépine continue à faire des siennes. Il opère maintenant dans les grands quartiers — mais pas sur les bourgeois — sous prétexte que les grévistes vont s'y promener.

Plusieurs patrons ont cédé, et ont accordé la journée de 9 heures demandée.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre, 26, rue Chapon. — Nous n'avons encore que 9.000 brochures de souscrites; nous invitons ceux qui sont partisans de ce genre de propagande à y souscrire au plus vite : il en faut 50.000 pour faire imprimer à prix réduit :

L'Absurdité de la politique, de Paraf-Javal, à 1 fr. le cent, port en plus.

∴

Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 19, à 8 h. 1/2, causerie sociologique.

Mercredi 23, à 8 h. 1/2, causerie par J. Albert sur l'*Energie électrique*.

Jeudi 24, fête familiale organisée au local du groupe par *la Marianne*. Vestiaire, 0 fr. 30. On jouera *Crépuscule*.

∴

Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine, et 65, rue de Clignancourt. — Lundi 21, causerie sur l'*Organisation du Bonheur*, par Paraf-Javal.

∴

La Coopérative Communiste. — Jeudi, 24 décembre, à 9 heures du soir, rue François Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des coopérateurs. Causerie par un camarade. (Métro, station Saint-Paul).

∴

L'Aube Sociale, Université populaire, 35, rue Gauthey (dans l'avenue de Clichy, XVIIe arr.) :

Vendredi 18 décembre. — A. Manoury : Force et Matière, d'après Büchner.

Lundi 21. — De 8 h. 1/2 à 10 heures, cours de mandoline.

Mercredi 23. — Causerie entre camarades sur la repopulation.

Vendredi 25. — Mme Francine Clary : Petit Jésus, Grand mensonge.

Lundi 28. — De 8 h. 1/2 à 10 heures, cours de mandoline.

Mercredi 30. — Réunion du Conseil d'administration.

∴

L'Effort, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 19. — Villetard de Laguérie : L'expédition Charcot au Pôle antarctique.

Mardi 22. — Henri Moreaux : *Les Primitifs*, d'après Elie Reclus (II).

∴

Saint-Denis. — *La Raison*, Université populaire, 15, rue de la Boulangerie (ancien Hôpital) : La Famille, par un membre de l'U. P.

∴

Antony. — *Veillée de la Ruche*. — Le samedi 19 décembre, à 8 h. 1/2 très précises, salle de la mairie : *La Guerre*, par E. Paillard, administrateur de la Ruche, avec lectures (poésies et prose), par Jules Dilly, professeur de diction.

Des brochures seront distribuées.

Entrée gratuite.

∴

Limoges. — Appel aux auteurs, aux libraires et aux camarades. Les membres de l'U. P., 100, ancienne route d'Aixe à Limoges, font appel à tous les auteurs, à tous les libraires, ainsi qu'aux camarades qui s'intéressent à l'instruction, à l'éducation et à la cause prolétarienne et qui voudront contribuer à la constitution de leur bibliothèque par des dons de brochures, volumes, etc., etc...

Ils font appel aussi aux journaux et revues qui voudront bien leur faire le service gratuit.

Adresser toutes communications au siège de l'U. P., 100, ancienne route d'Aixe à Limoges.

P. S. — Prière aux journaux et revues de reproduire le présent appel.

∴

Lyon. — Groupe *Germinal*. — Dimanche 27 décembre, salle Chamarande, 26, rue Paul Bert, à 8 heures du soir, réunion familiale privée. Causerie sur le Mouvement anarchiste, par H. Fabre.

Les camarades dévoués sont priés d'être présents le samedi pour l'expédition des journaux.

Groupe d'Art Social. — Dimanche 20 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale privée, café Chamarande, 26, rue Paul Bert. Une causerie par le camarade Francis Prost précédera le concert.

∴

Nantes. — Les camarades qui désirent se procurer les *Temps Nouveaux*, le *Libertaire*, l'*Homme libre*, la *Voix du peuple*, pourront se procurer ces publications à l'échoppe du Père Peinard, à l'angle de la rue Haudaudine et du quai Moncusu.

∴

Lille. — A l'appel publié il y a deux semaines, les camarades ont malheureusement peu répondu. Et cependant l'utilité serait grande de réorganiser la propagande dans notre ville.

Dans ce but, nous convions tous les camarades de Lille et des environs aux réunions qui auront lieu le samedi 19 et le jeudi 24 courant au siège du groupe, 13, rue Bourdeau.

∴

Lorient. — Tous les camarades sont priés de se réunir dimanche matin chez le camarade Fornas, rue de Nerville, 65, à 9 heures.

∴

Marseille. — *Le Milieu-Libre de Provence*. — Dimanche, à 3 heures, conférence publique à la Bourse du travail, grande salle.

A 6 heures, réunion de tous les adhérents au bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Causerie, adhésions nouvelles, souscriptions. Mesures à prendre pour la grande fête artistique.

Groupe Central des Libertaires. — Mercredi 23 courant, réunion de tous les camarades au bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Causerie sur la « Tactique syndicale ».

A NOS LECTEURS

L'imprimeur vient de nous livrer *Aux Jeunes gens* et *Entre paysans*. Nous avons commencé l'expédition aux souscripteurs. Le reste suivra.

Le prix de faveur fait à ceux qui ont bien voulu nous faciliter cette réimpression est ramené au prix normal de 7 francs le cent. Plus les frais d'envoi.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Livre des Mille et une Nuits, trad. Mardrus, tome XIV, 7 fr., chez Fasquelle.

Lettre à Herbert Spencer, par Juan Lagarrigue, Santiago (Chili).

Maternité, 3 actes, par Brieux; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Discours pour la liberté, par G. Clemenceau; *Cinquième Cahier de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne, Paris.

Dépopulation et Repopulation, par M. C. Denizard; 0 fr. 25, en vente chez l'auteur, 2, rue d'Assas, Paris.

L'imprimeur nous a tiré 20 exemplaires de l'*Almanach de la Révolution* sur papier de luxe, tirage très soigné, marges, etc. Nous les vendons 1 fr. 50, port compris.

L'exemplaire ordinaire, 0 fr. 30; par la poste, 0 fr. 40.

AVIS

Nous avons fait mettre en dépôt par Hachette quelques collections de nos cartes postales. Les demander chez les dépositaires.

PETITE CORRESPONDANCE

E. B., à Bilbao. — Bouquins expédiés. Cela faisait à peu près le compte, avec le change.

C., à Bruxelles. — Il y a eu erreur de notre part, rétablissons.

L. A. P., à Caen. — Impossible, cette brochure n'existe plus depuis longtemps.

Falot, à Troyes. — Expédiez nous 2 exemplaires du numéro 1, et 2 chaque fois que vous paraîtrez.

M. L., à Persan. — Excusez-nous. C'était un oubli de notre part. Expédions.

Reçu pour le journal : G., à Nantes, 0 fr. 50. — L. P., à Vauvert, 0 fr. 90. — L. C., 0 fr. 60. — Brand., à Paris, 0 fr. 50. — E. M., 0 fr. 60.

Le groupe Paix et Liberté de New-York, 50 fr. — Merci à tous.

M. L., à St-Leonards-on-Sea. — M., à Berne. — A., à Mansourah. — L., à Spring-Valley. — E. S., à A. — J., à St-Même. — T., à Rennes. — G., à Firminy. — F., à Nouméa. — B., à Hanoï. — L., à Nantes. — G., à Grenade. — F., à Caen. — B., à Troyes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie G. Chaponet, rue Blaue, 7, Paris.

NEUVIÈME ANNÉE N° 35 — DIX CENTIMES — DU 26 DÉCEMBRE 1903 AU 1er JANVIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Les lettres de camarades nous encourageant à transformer le journal, continuent de nous arriver.

Parmi ces lettres contenant critiques ou encouragements, se trouve la critique que l'on nous fait depuis nos débuts : « le journal fait trop de théorie, pas assez d'action ; par sa forme il est trop inaccessible à la masse. »

Quoique j'aie déjà répondu bien des fois à cette critique, il faut bien y répondre, même en se répétant.

Faire de l'action dans un journal ? Je ne saisis pas bien. L'action se fait, mais ne s'écrit pas. Dans un journal on ne peut que faire de la théorie et de la philosophie. L'action regarde chacun de nous, dans nos rapports avec les autres, ou avec les institutions.

Quant à ne pas être assez accessibles à la masse, évidemment, le genre que nous avons choisi, nous condamne à un public restreint. Nous n'avons nullement l'intention de faire concurrence au Petit Journal, *ou au* Petit Parisien. *Ces journaux sont très bien faits pour le public auquel ils s'adressent, pas besoin de les refaire.*

Seulement, entre l'énormité de leur public, et le chiffre dérisoire du nôtre, il me semble qu'il y a marge pour s'étendre.

Nous nous efforçons tous, tant que nous sommes ici, d'être clairs, nets, précis, en n'employant que des mots compréhensibles pour tous, seulement nous ne pouvons pas faire que les questions traitées ne soient plus ou moins complexes, et ne demandent un certain effort cérébral pour être comprises. En écrivant nos articles, nous avons la volonté de forcer à réfléchir ceux qui nous lisent, et non de leur chatouiller agréablement l'épiderme pour leur procurer une douce satisfaction. Pour ceux-là, il y a les contes de fées de Perrault.

D'autres camarades nous conseillent de prendre définitivement la forme revue. Évidemment une revue peut accomplir de bonne besogne, c'est une lacune qui sera à combler un de ces jours, mais ce serait s'adresser à un public plus restreint encore, tandis que notre genre intermédiaire nous permet de nous adresser à un public plus grand ; c'est pourquoi nous devons le garder, si nous pouvons y apporter un peu plus de variété, et en procédant comme je l'indiquais la semaine dernière, on peut y arriver.

La semaine prochaine, je dirai les frais que cela entraînerait.

J. GRAVE.

A un qui réclame des résultats immédiats

(Suite et fin) (1)

Qu'en changeant sa propre situation, un individu aide au changement de ce qui l'entoure, cela est indéniable. Mais cela n'est vrai que pour la situation qu'il prend à l'égard de son milieu, par sa façon d'agir avec ceux qui l'entourent. Cela implique changement moral et intellectuel, mais non un simple changement de situation matérielle. Tous les jours, dans la société, des misérables deviennent capitalistes, des capitalistes deviennent plus ou moins misérables, sans que le milieu social en soit troublé. Si le désir d'agrandir son bien-être peut amener l'individu à demander à la société une plus grande place, il ne faut pas que ce soit au détriment de ceux qu'il laisse en arrière.

On a vu, bien souvent, le révolutionnaire le plus féroce s'adoucir et devenir un renforcé bourgeois, lorsqu'il avait réussi à grimper quelques échelons de l'échelle sociale.

Et c'est très compréhensible, après tout. Si celui qui, au cours de sa vie, a été privé de toutes les jouissances, se trouve, un jour, par hasard, attelé au gâteau, à moins d'une volonté exceptionnelle, il ne tardera pas à prendre goût au bien-être et à s'y attacher d'autant plus solidement qu'il en aura été privé plus longtemps. Et c'est si humain de croire que si l'on s'est affranchi, on ne le doit qu'à ses propres efforts ! De là à penser que c'est aux autres, après tout, à en faire autant, il y a une pente insensible. Et puis, lorsqu'on est dans le bien-être, les jours difficiles sont vite oubliés, les choses ne se présentent plus sous le même aspect, et cette nouvelle vision n'est pas sans amener un changement dans les idées.

Auguste, lorsqu'il avait bu, disait que la Pologne était ivre. Combien, lorsqu'ils sont nantis, trouvent que de grands changements se sont opérés dans l'ordre social !

D'autant plus que, sitôt qu'un travailleur arrive à améliorer sa situation, il n'a qu'un but, diriger sa progéniture vers les professions réservées, jusqu'ici, aux bourgeois, et lorsque ces fils de révolutionnaires sont arrivés à se caser, comme ils n'ont rien de plus pressé que de se mettre au ton de leur nouveau milieu pour se faire pardonner leur intrusion, nous avons l'explication de ce phénomène qui nous montre tant de fils de révolutionnaires devenir de parfaits bourgeois. C'est aussi la raison qui fait que l'on verra plutôt un bourgeois d'origine dépenser son argent à la propagande, s'il vient à s'éprendre des idées révolutionnaires, que le révolutionnaire qui s'enrichit.

D'abord on ne fait pas la course à l'argent, sans que la plus forte part d'idéal reste en route. Lorsque quelqu'un me dit qu'il veut gagner de l'argent pour la propagande, je suis fixé. Je me dis : Mon vieux, tu es peut-être de très bonne foi, mais tu n'en es pas moins un homme perdu pour la propagande.

Je ne dis pas qu'il ne peut pas se présenter d'exceptions, la nature humaine est riche en variétés ; mais il y a des variétés excessivement pauvres en spécimens.

∴

Est-ce à dire qu'en se déclarant anarchiste, il faut se cantonner dans la situation que vous a donnée le hasard des circonstances, et faire vœu de pauvreté, de renoncement et d'abnégation ?

Pas le moins du monde. Nous sommes des êtres humains, avec un mélange de qualités et de défauts qui se font contrepoids, les uns, du reste, n'étant que l'envers des autres. Demander, même à un anarchiste, de faire abnégation de toute son existence, pour une propagande d'idées dont il ne verra sans doute pas la réalisation, ça serait demander une force de caractère et de volonté dont fort peu sont capables. Dans la société actuelle, on ne fait pas toujours ce que l'on veut, mais bien ce que l'on peut.

Je l'ai déjà dit bien des fois, mais je ne me lasserai de le répéter : l'anarchiste qui voudrait vivre en parfait anarchiste, ne resterait pas libre vingt-quatre heures. Si nous ne voulons pas passer notre vie en prison, ou crever de faim, nous sommes, tous, forcés de nous plier à quelques-unes des règles sociales qui nous ligotent. Notre conduite ne se distingue de celle des autres que par nos efforts à nous y soustraire, et le degré où nous nous y plions. Quelle est cette mesure ? Il n'y en a pas d'autre que notre seule appréciation, ou le degré de répulsion que nous inspire telle ou telle règle.

C'est en diminuant, tous les jours, cette part de concessions que nous lui faisons que nous arriverons à changer le milieu social et préparerons la société future. Notre affranchissement complet n'est donc pas seulement économique. Il est aussi d'ordre intellectuel et moral.

∴

L'homme n'est pas uniquement un cerveau ; il n'est pas non plus un ventre seulement. Et c'est parce que nous envisageons le problème sous tous ses aspects, que nous nous mêlons au mouvement ouvrier et syndical, comprenant que, tout en préparant son affranchissement futur, il faut défendre sa vie de tous les jours. Il faut vivre, et pour vivre, dans la société actuelle, chacun gagne sa vie comme il peut, avec la profession que les circonstances lui ont donnée ou dans laquelle le rive un premier choix, s'il a été assez favorisé pour choisir. Mais c'est un leurre de croire qu'on puisse s'émanciper économiquement, continuer à lutter pour une idée en empruntant à la société bourgeoise ses moyens de gagner de l'argent.

Les deux routes divergent de bonne heure et divergent considérablement. C'est pourquoi le personnel propagandiste ne s'augmente pas avec le développement des idées, et change si souvent.

(1) Voir le numéro 30.

Evidemment, à l'heure actuelle, les efforts faits pour la propagande — et ici je parle de la propagande sous toutes ses formes — ne sont pas en raison du nombre d'individus que l'on rencontre se disant anarchistes.

Le milieu propagandiste n'est qu'un lieu de passage où les individus viennent dépenser leur excès de force et de vitalité. Mais une foule de raisons ne tardent pas à en éliminer le plus grand nombre. Beaucoup y sont venus, plus emballés que réfléchis, voyant proche la fin de la société bourgeoise, et croyant qu'il n'y avait plus qu'une dernière poussée pour la faire crouler. Mais la société bourgeoise ne croule pas au premier coup de trompette, la fatigue arrive, et voilà un homme qui disparaît.

⁂

L'énumération serait longue s'il fallait faire la liste de toutes les raisons qui font déserter la lutte : la misère, discussions familiales, que sais-je! D'abord, il est rare qu'un homme se plie, toute sa vie, à une lutte de tous les moments. Lorsqu'il a épuisé la somme d'efforts dont il est capable, il se retire.

Les uns disparaissent pour toujours, sans qu'on entende plus parler d'eux. Parmi ceux-là, quelques-uns continuent à penser librement, mais se désintéressent de la lutte; d'autres se laissent peu à peu reprendre par l'apathie générale; d'autres vont prendre rang dans la hiérarchie bourgeoise; d'autres encore s'éclipsent momentanément pour reparaître aux heures d'effervescence. Voilà la raison qui fait que le cercle des idées grandit, mais que le noyau propagandiste reste plus ou moins restreint.

Les divers partis politiciens calculent leurs progrès d'après le nombre d'électeurs qu'ils peuvent mettre en ligne. Calculer les progrès de l'idée anarchiste est plus difficile.

Au début de ce siècle, un navire débarqua dans le port de la Rochelle, au milieu d'autres marchandises, un petit insecte qui s'installa sans bruit dans les bois de la mairie. Il y pullula et prospéra, sans que personne s'aperçût de sa présence. Seulement, au bout d'un certain nombre d'années, l'immeuble s'écroula. A force de creuser des galeries dans les charpentes qui supportaient la construction, l'infime bestiole avait miné l'édifice! C'est un peu de cette façon que doivent se manifester les progrès de l'idée anarchiste. C'est par l'écroulement des institutions sociales que se manifestera son énergie.

⁂

Enfin, une dernière raison de l'apparente immobilité de nos idées, c'est que l'individu reste, malgré tout, un être complexe qui peut parfaitement se dédoubler. Chez lui, les spéculations idéales les plus hardies peuvent exister avec une grande timidité dans l'application, de telle sorte qu'une façon de vivre assez contradictoire persistera dans les faits, sans que cela fasse trop mauvais ménage en sa cervelle, ou trouvant toutes sortes de bonnes raisons pour s'éviter de brusquer avec le milieu qui vous entoure lorsque cela demanderait trop d'efforts.

On pense comme dans la société à venir, mais on continue d'agir comme le comporte la société présente. Et, tout pétri de bonnes intentions que l'on soit, on assiste, passif, à la lutte qui se mène, sans penser que l'on devrait y prendre part, puisque la transformation sociale ne sera que la résultante des efforts collectifs.

Il faut du temps et une éducation appropriée pour que l'idée prenne assez de consistance chez l'individu pour arriver à faire corps avec sa façon d'agir, et devenir assez puissante pour être le moteur de ses actes.

Seulement, si nos actes sont déterminés par des situations plus fortes que notre volonté et nos désirs d'émancipation, il faut avoir la franchise de le reconnaître, et lorsque, pour vivre, on est amené à faire une concession à l'organisation dans laquelle on évolue, il ne faudrait pas s'en faire un drapeau et avoir la prétention d'en faire un dogme.

J. GRAVE.

Nous commencerons la semaine prochaine l'étude annoncée de notre camarade Pierre Kropotkine sur Herbert Spencer. Le premier article aura pour titre : H. Spencer : sa philosophie.

MOUVEMENT SOCIAL

Après l'affaire Dreyfus, on devait supprimer, ou tout au moins réformer sérieusement, la justice militaire. C'était chose entendue. Les conseils de guerre et de discipline existent toujours, et ils fonctionnent toujours de la même façon.

Au 50ᵉ de ligne (Périgueux), un conseil de discipline est réuni, par ordre du colonel, pour examiner le cas du soldat Pack, dont on propose l'envoi aux compagnies de discipline. Le lieutenant rapporteur admet l'irresponsabilité possible de Pack, dont la mère et le frère sont fous. D'ailleurs des témoins viennent démentir la principale accusation (avoir découché). Tout à coup, un commandant entre dans la salle et dit : « Le colonel est rouge de colère de voir que cette affaire n'est pas encore terminée. Il veut qu'on expédie cet homme de suite; il faut à tout prix en débarrasser le régiment! »

Un membre du conseil, honnête homme, répond : « En ce moment, mon commandant, l'opinion du colonel nous préoccupe peu; notre conscience passe d'abord. » Les autres ricanent. On vote : quatre voix contre Pack, une pour lui (celle de l'honnête homme).

Vives explications entre le commandant, le colonel et l'honnête officier qui s'indigne et proteste. Alors, pour ne point paraître avoir forcé la main des juges, le colonel réunit un second conseil de discipline qui, naturellement, ne se fait pas prier et vous expédie Pack, à l'unanimité, aux compagnies de discipline.

Pour un officier honnête homme disposé à juger suivant sa conscience, combien d'autres disposés à juger suivant les désirs de leurs chefs, l'esprit de caste et de hiérarchie, l'intérêt de leur avancement! Tant qu'il y aura une justice militaire, ce sera toujours ainsi. Et les choses ne se passent pas très différemment dans la justice civile.

R. C.

⁂

MACON. — Voici comment la liberté est respectée dans le département de Saône-et-Loire.

La comédie continue; après la gendarmerie de Schneider, celle de Coste, directeur des mines de Blanzy.

Vendant mes brochures dans cette dernière localité, je fus invité à me rendre à la gendarmerie pour voir ce que je vendais; ne trouvant pas ce qu'on cherchait, on me mit en état d'arrestation, quand même, pour vagabondage, avec 35 francs dans ma poche, et je fus dirigé une deuxième fois sur Autun.

Arrivé là, voilà comment on procède : comme le procureur n'est pas là neuf fois sur dix, il a soin de faire tenir une certaine quantité de feuilles d'écrou signées en blanc et le concierge, quand on arrive, n'a qu'à les remplir. De sorte que l'on peut voir à la date du 15 décembre, sur le livre d'écrou de la prison : entrée de Lemaire à trois heures moins le quart et sorti à trois heures pour délit non caractérisé, et voilà! pas plus difficile que cela; de sorte qu'il m'a encore fallu payer mon retour à Monceau et mes frais d'hôtel pour deux jours.

Heureusement que nous sommes en république.

LEMAIRE.

⁂

Celui qui fut mineur, puis cabaretier, qui est aujourd'hui le député Basly, profite du renvoi injuste de Bouchard, secrétaire de la Fédération régionale des mineurs de la Loire, par la Compagnie de Villebœuf, pour couvrir de boue les anarchistes en particulier et les syndicalistes révolutionnaires en général. Pour ma part, je regrette vivement que pareille mesure ait été prise contre ce militant; mais ce n'est pas là un cas exceptionnel et nombreux sont les syndicalistes qui ont été traités de même. Mais il n'était venu à l'idée de personne d'en attribuer la responsabilité à d'autres qu'au patron. Il appartenait à Basly de faire remonter la cause du renvoi de Bouchard aux « anarchistes de pacotille de la Loire et aux libertaires en chambre de la Confédération *parisienne* du travail ». C'est méchant et c'est bête. Tous les jours, des anarchistes sont chassés des ateliers, mais jamais les libertaires n'en ont rendu responsables les socialistes réformistes.

J'entends bien que Basly veut dire que si pareille injustice a pu se commettre, c'est parce que la désunion est parmi les mineurs et cette désunion provient de la propagande d'action directe faite par les révolutionnaires.

Basly sait fort bien que c'est au lendemain même de la grève des mineurs (et même avant pour Monceau et Decazeville) que la scission s'est produite et cela surtout à cause de l'échec de ladite grève. Or, une des principales causes de cet échec, c'est justement le manque de solidarité des mineurs du Pas-de-Calais qui, conseillés par Basly, reprirent le travail avant ceux des autres bassins et qui, en traitant directement avec les Compagnies de leur bassin, obligèrent les autres à en faire autant et d'une grève générale corporative firent des grèves régionales partielles.

Basly est réformiste, et c'est naturel puisque député; de plus, c'est son droit. Mais le temps des prophètes incarnant la vérité n'est plus, et c'est aussi notre droit de douter de ses paroles et de ses commandements. C'est notre droit de rejeter sa méthode et d'en pratiquer une autre qui, à notre avis, doit nous donner de meilleurs résultats. Il est de ceux qui pensent et disent que les réformes viennent à point à qui sait les attendre, et crient à la désunion lorsque l'on trouble leur tranquillité. Il ne faudrait pas en effet que, sous prétexte d'union, les uns s'obstinent à marquer le pas sur place et veuillent empêcher les autres de marcher. Dans ce cas, l'union ne serait pas possible.

Basly a pu rendre des services et en a certainement rendu. Cela au temps où le syndicalisme était encore dans ses langes et n'avait pas encore conquis sa majorité. Rondet aussi en a rendu et on l'a jeté par-dessus bord. Pour me servir d'une comparaison presque classique, mais toujours vraie, je dirai que ma première culotte aussi m'a rendu d'importants services, mais je trouverais exorbitant qu'on voulût me l'imposer aujourd'hui.

Que Basly se contente de sa profession de législateur; qu'il laisse en paix les syndicats ouvriers et passe son temps à fabriquer des lois inapplicables et inappliquées.

Quant aux injures, elles ne nous émeuvent plus; d'autres nous ont même fait des promesses pour l'avenir, tels Chauvin et Guesde. Cela nous est indifférent. Mais ce sont les hommes comme vous, Basly, qui rendent tout rapprochement impossible entre socialistes et anarchistes.

Quant aux démolisseurs, qui trouvent dans les coffres-forts capitalistes — il en a les preuves formelles et les dévoilera à son heure — les subsides nécessaires pour créer et faire vivre leurs torchons de hideuses infamies et de pornographie, je ne vois pas du tout de qui vous voulez parler.

Si vous connaissez des galeux, faites-les connaître; dévoilez-les. Montrez vos preuves. Direz-vous aussi que celui qui a tenté de dynamiter Barrel, l'ingénieur de Châtelus, était payé par les Compagnies? Ce serait trop fort.

GALHAUBAN.

⁂

Mouvement ouvrier. — Les travailleurs de l'alimentation et plus particulièrement les boulangers, cuisiniers, confiseurs, limonadiers, ainsi que les employés des parties similaires, semblent cette fois en avoir assez et sont las des atermoiements apportés — à dessein — pour la suppression des bureaux de placement. Aussi, lorsque paraîtront ces lignes, une partie sinon la totalité des travailleurs de ces corporations sera-t-elle en grève. Et à cette époque de l'année il est certain qu'une cessation de travail même partielle porterait un coup au commerce. Et non seulement celui-ci serait mal venu de se plaindre, mais il n'aurait vraiment que ce qu'il mériterait, car dans la lutte entreprise il s'est montré, selon sa coutume, adversaire acharné des travailleurs.

Aussi la situation est-elle aujourd'hui des plus tendues, car les intéressés semblent décidés à recourir à n'importe quels moyens pour arriver à leur but.

Qu'on en juge par les documents suivants.

Voici d'abord l'ordre du jour qui est aussi un appel, adopté à la fin d'une grande réunion donnée par le syndicat des ouvriers limonadiers :

« Après avoir constaté le mauvais vouloir des pouvoirs publics et le parti pris patronal vis-à-vis de l'exploitation ouvrière sous la dénomination de frais ;

« Considérant que les placeurs et les patrons sont

coalisés contre les ouvriers et que, dans la question de la suppression des bureaux de placement, toutes les tentatives de conciliation ont été faites, de même que les juges bourgeois reconnaissent la légitimité de l'exploitation patronale;

« Les ouvriers limonadiers-restaurateurs donnent mandat au syndicat de convoquer une prochaine réunion pour mettre à exécution la grève générale, votée dans les précédentes réunions, et pendant laquelle sera appliquée l'action directe dans toute son ampleur ;

« Et se séparent aux cris de : A bas les placeurs ! A bas les frais ! Vive la grève générale ! »

D'autre part, la Chambre syndicale des employés adresse à la corporation un appel non moins énergique d'où j'extrais — faute de place — le passage suivant :

« Nul ne contestera que les employés n'aient jusqu'à présent montré toute la patience désirable. C'est en vain que depuis trop longtemps nous avons compté sur la loyauté des patrons.

« C'est encore en vain que depuis trop longtemps nous avons compté sur les parlementaires pour les réformes qui nécessiteraient leur sanction.

« On ne veut rien faire pour nous ;

« Agissons nous-mêmes !

« Les syndicats ouvriers de l'alimentation, exaspérés par cette question des bureaux de placement, ont décidé de recourir prochainement à la grève.

« Quelle sera votre attitude en ces graves circonstances ? »

En ce qui concerne les ouvriers boulangers, peut-être comme je le dis plus haut, la grève est-elle une chose accomplie à l'heure actuelle. De plus, il est probable qu'un grand nombre de syndicats de province demanderont à leurs membres de cesser aussi le travail, ce qui compliquerait singulièrement la situation.

Au reste, il paraît que déjà, en vue de cette éventualité, le gouvernement aurait pris des mesures : l'autorité militaire aurait reçu ordre de n'avoir pas à délivrer de permissions aux soldats dont « la profession se rattache aux opérations de la panification ». Les patrons, de leur côté, ont été visités. On leur a demandé le nombre d'hommes dont ils auraient besoin.

Ainsi va se trouver supprimé pour toute une classe ouvrière le droit de lutte contre le patronat, et ainsi se vérifierait une fois de plus ce que nous disons à chaque instant, que l'armée est plutôt faite pour protéger les intérêts capitalistes que pour une défense plus ou moins illusoire, et aussi que plus les gouvernements sont prétendument démocratiques, plus ils se ressemblent.

Et pour donner plus d'ampleur à leur action, les intéressés projettent de profiter des fêtes que s'offre la bourgeoisie à l'occasion de Noël et du premier de l'an, pour organiser des manifestations et parcourir les principaux boulevards.

Quoi qu'il en advienne, la tentative est intéressante et marque une nouvelle phase et de nouvelles tactiques dans la lutte entreprise par les ouvriers contre leurs exploiteurs.

J'espère, la semaine prochaine, pouvoir en parler plus amplement, les intéressés ayant passé de la parole à l'action.

⁂

A Saint-Quentin, plusieurs usines, grâce aux employeurs, sont encore en grève. Les tisseurs qui ont repris le travail, aident pécuniairement leurs camarades. Des manifestations ayant été annoncées pour le nouvel an, le gouvernement dont M. Jaurès est l'un des piliers, a promis de venir en aide aux travailleurs ; il a l'intention d'envoyer de Compiègne un escadron du 5e dragons et un bataillon du 54e de ligne.

On n'est pas plus prévenant. Des hommes réclament pour ne pas crever de faim en travaillant. On leur envoie des baïonnettes.

P. Delesalle.

⁂

Lyon. — La grève des apprêteurs de tulle est terminée depuis le 14 courant. Ils n'ont pu obtenir que l'application du règlement de 1900, c'est-à-dire principalement que les brigades doivent être composées des 3/4 d'homme, mais le nouveau règlement qu'ils avaient présenté à la suite du viol de l'ancien par plusieurs maisons a été refusé.

Pour les teinturiers en pièce et en flotte, apprêteurs de mousseline et tissus, c'est autre chose.

Depuis plusieurs années, ces deux corporations semblaient mortes, les salaires baissaient de plus en plus, les patrons se moquaient des règlements qu'ils avaient signés, mais, il y a quelques mois, les deux syndicats élaborèrent un nouveau règlement, dit de relèvement de salaire : les teinturiers réclamaient 5 fr. 50, les manœuvres, 4 fr. 50, les apprêteurs ouvriers et manœuvres, 5 fr., femmes, 4 fr., enfants au-dessous de seize ans, 3 fr. Ces deux corporations occupent environ 20.000 ouvriers et le chômage annuel est d'environ six mois par an, pour plus de la moitié, ce qui réduit sensiblement le salaire. Les deux corporations votèrent à l'unanimité le nouveau règlement et une commission fut nommée pour le présenter aux patrons. Ceux-ci, loin de s'entendre entre eux pour avoir le travail des négociants, baissent les prix à qui mieux mieux ; c'est une concurrence à outrance. Beaucoup sont dans la banlieue de Lyon, Villeurbanne, la Mouche, Miribel. Là ils embauchent des paysans, surtout l'hiver, époque du travail, et les payent le moins possible ; où ils s'entendirent à merveille, ce fut pour repousser le nouveau règlement.

Le dimanche 6 décembre, la grève générale des deux corporations était votée à une grande majorité.

Le lundi 7, presque toutes les usines firent grève ; seul le roi de la teinture et de l'apprêt, M. Gilet, exploiteur clérical, vit rentrer dans ses deux usines presque tous ses esclaves, mais une délégation accompagnée de plus de 6.000 grévistes intima l'ordre à M. Gilet de fermer son bagne. Il dut obéir. Ce monsieur est président du syndicat patronal lequel refusa d'entrer en pourparlers avec les commissions de grève ; enfin au bout de quelques jours, ces messieurs acceptèrent de discuter et offrirent... une diminution de salaire. Depuis mercredi 16 décembre, les usines de Miribel (Ain), à 12 kilomètres de Lyon, sont en grève également ; c'est un mouvement d'autant plus remarquable que les ouvriers sont presque tous des cultivateurs et travaillent presque pour rien : le gros industriel du pays, M. Ego, le marquis, comme on l'appelle, n'en revenait pas ! c'est la première fois que cela se voit à Miribel.

Enfin, vendredi 19 décembre, les patrons communiquèrent un autre règlement presque semblable au premier et M. Vignet (qui remplace M. Gilet à la présidence du syndicat patronal), socialiste autonome, ajouta que c'était un ultimatum, que si les deux corporations ne l'acceptaient pas, ils retireraient toutes leurs concessions !!!

Notez que sous la pression des autorités désireuses de voir finir le conflit, les grévistes avaient abaissé leurs prétentions : ils allèrent jusqu'à offrir de partager le différend. Ce fut là le tort qu'ils eurent et les patrons crurent que la lassitude venait.

A l'insolence des patrons les ouvriers répondirent par un vote où presque à l'unanimité (quoique les patrons eussent envoyé tous leurs valets et essayé tous les moyens pour faire pression) on décidait la continuation de la grève à outrance.

A part le premier jour où une bagarre avec la police eut lieu, il n'est rien arrivé. Les usines sont gardées par la police, la gendarmerie, les soldats. Quelques usines ont à diverses reprises essayé d'ouvrir, les renégats ont été traités comme ils le méritaient, et cela presque sous les yeux des sergots.

Malheureusement l'action directe s'arrête là : les prêcheurs de calme ne manquent pas, bien qu'aucun politicien ne se soit infiltré parmi les grévistes. Le journal gouvernemental *Le Progrès* soutient les grévistes et leur a donné 1.000 fr. ; d'autre part, le conseil municipal a voté 30.000 fr., celui de Villeurbanne 5 000, et la visite que Trouillot devait faire pour inaugurer l'hôtel de ville de Villeurbanne est ajournée. On voit que les élections municipales approchent : on soigne l'électeur.

Quand finira la grève, on ne peut le prévoir ; les patrons escomptaient la rentrée de lundi, mais ils se sont ravisés et adressent des lettres à leurs ouvriers où ils leur demandent s'ils veulent rentrer ; mais je ne crois pas que le truc réussisse, les prolos garderont le timbre pour réponse qui est dans l'enveloppe. D'autre part, les négociants commencent à trouver trop longue la mauvaise volonté des patrons, les grévistes commencent à s'impatienter et les choses peuvent devenir plus graves ; le calme commence à leur peser.

Samedi soir (20 décembre), les tisseurs et tisseuses mécaniques ont voté la grève (même cause : relèvement de salaire) ; 5.000 grévistes de plus. Ce matin, beaucoup d'usines de tissage ont fermé — les prolos sont toujours bien sages.

Tout le monde sait que la soierie est la vie de Lyon : imaginez après cela la crise commerciale de notre région.

J. Gros.

Russie.

D'après le correspondant à Moscou du *Morning Leader*, les troubles agraires qui ont eu lieu il y a quelques jours à Kamenets-Podolsk auraient été plus graves que ne l'admettait une communication émanant de source officielle publiée par les journaux russes. Toute la population du village de Goryatchovski, dans le district d'Olgopol, envahit et incendia le château et les fermes du seigneur du lieu.

Ce dernier, avec sa famille, s'échappa ; mais les paysans empêchèrent par la force les serviteurs du château d'éteindre l'incendie, et tous les bâtiments furent réduits en cendres.

Le procureur impérial du gouvernement de Podolie s'est rendu à Goryatchovski avec une escorte militaire.

Le journal anglais ajoute :

« Des incidents semblables donnent plus d'inquiétude au gouvernement et aux autorités locales que les troubles dans les centres industriels ; car ils menacent de se propager parmi les paysans mécontents et une révolte agraire est la grande et perpétuelle terreur de l'autocratie. »

⁂

Le *Times* du 22 décembre rapporte le fait suivant

« Un procès intéressant a été jugé récemment par la cour d'Irkoutsk (Sibérie).

Au mois d'octobre 1902, un certain nombre de Chunchus, ou « bandits », commandés par sept Russes, prit d'assaut et occupa la ville de Bodune en Mandchourie : la garnison, croyant que les assiégeants étaient des Russes, n'avait pas fait de résistance. Mais les autorités russes furent bientôt informées du fait ; elles envoyèrent des troupes « régulières » qui arrêtèrent les chefs de la bande chunchu ; amenés à Vladivostok, ces derniers furent déférés à un tribunal sous l'accusation d'avoir « troublé la paix », mais furent acquittés.

Le procureur impérial russe fit rappeler l'affaire devant la cour d'Irkoutsk : cette fois, les prévenus comparaissaient sous l'accusation de brigandage. Il fut allégué pour leur défense que l'acte commis par eux était comparable aux actes des troupes régulières (russes) en Mandchourie et n'était qu'un épisode insignifiant perdu dans la foule de ceux qu'occasionne l'occupation de la Mandchourie, à main armée, par les Russes.

Le procureur impérial protesta contre cette comparaison, et la cour rendit un jugement condamnant tous les accusés à six ans de servitude pénale. »

Espagne.

Nous avons déjà eu l'occasion de protester contre l'arrestation du compagnon Soler, secrétaire de la Fédération Régionale des syndicats espagnols, voici la lettre que nous recevons à ce sujet.

Camarades des *Temps Nouveaux*,

Salut.

Nous demandons votre attention et votre aide pour une affaire dans laquelle l'humanité et le progrès sont violentés cyniquement et bassement par les maîtres de l'Espagne.

Notre camarade Francisco Soler, secrétaire de la Fédération Régionale des Sociétés de Résistance d'Espagne, est depuis plus de deux mois détenu à la prison de Barcelone pour avoir publié dans le *Bulletin*, organe de la Fédération, l'important mémoire présenté par la Confédération du Travail de France à la Conférence de Dublin sur la grève générale et l'antimilitarisme.

La chose n'aurait pas d'importance, si nous n'avions vu que les gouvernants de l'Espagne inquisitoriale ont depuis quelque temps pris le ferme parti d'en finir avec tous les ouvriers qui se signalent dans le mouvement social.

Aujourd'hui c'est dans une localité, demain dans une autre, qu'un camarade s'en va au bagne pour délit de presse. Étant donnés ces précédents, nous avons tout lieu de croire qu'on veut faire le même coup pour le camarade Soler ; c'est pour l'empêcher que nous vous demandons, par l'entremise de votre vaillant journal, d'appeler l'attention des prolétaires français sur ce qui arrive à notre secrétaire et à notre Fédération. Nous espérons de cette façon pouvoir contenir la fureur des potentats espagnols qui prétendent, par les moyens que nous vous signalons, en finir avec les militants, puisqu'ils

ne peuvent venir à bout du mouvement créé par leur énergie.

Je vous salue au nom de la Fédération. Salut et Emancipation.

Pour le bureau :
Le Secrétaire intérimaire,
RICARDO FONTANELLA.

Barcelone, 14 décembre 1903.
Notre adresse : Calle Bot, 13, 1°.

Nous aimons à espérer que les groupements ouvriers français, ainsi du reste que tous ceux représentés à la conférence internationale de Dublin, ne laisseront pas envoyer au bagne sans protester le compagnon Francisco Soler, coupable d'avoir intéressé les travailleurs espagnols aux travaux de la conférence internationale.

P. D.

Uruguay.

D'une lettre d'un camarade nous extrayons les passages suivants :

MONTEVIDEO. — Peu de choses intéressantes se passent ici en ce moment qui vaillent vraiment la peine d'être citées.

Il y a, il est vrai, un mouvement de grève de la part des cordonniers, mais tout se déroule sans secousses brusques. Je dois cependant vous parler d'un cas presque phénoménal. Celui du président de la République d'ici, qui a un penchant pour les idées libertaires. Il a même été dit qu'il avait défendu Ravachol lors des exploits de celui-ci.

Dans tous les cas, il se comporte assez bien en ce moment envers les grévistes, et laisse le champ libre entre ouvriers et patrons. Comme résultat, les ouvriers cordonniers ont obtenu, dans la grande majorité des maisons, une augmentation de salaire de 15 0/0.

C'est un individu franc, qui avant d'être nommé président était copropriétaire d'un journal qui s'est toujours distingué par une certaine faveur accordée aux idées nouvelles.

De là précisément lui vient le sornom d'anarchiste.

Il sera curieux de voir dans la suite comment il se comportera.

H. S.

Roumanie.

Une épouvantable tragédie s'est déroulée en juillet dernier dans une des principales garnisons, à Crajova : elle a eu comme épilogue la condamnation du soldat Ispashoïu aux travaux forcés à perpétuité.

La parade de dégradation eut lieu le mois passé ; mais voici le prologue du drame :

Les désertions prenaient des proportions de plus en plus inquiétantes dans l'armée roumaine et les journaux bourgeois, à court de nouvelles frivoles, feignaient de s'en alarmer. Ces désertions étaient provoquées par les mauvais traitements que les soldats subissent ; chacun sait, pour ne citer qu'un seul fait, que partout en Roumanie le soldat est, à la moindre peccadille, roué de coups de cravache, de sabre ou d'étrivière, comme le domestique l'est à coups de bâton, et le paysan à coups de fouet. L'immonde Karl I von Hohenzollern, qui laisse tout faire pourvu qu'on lui permette ses tripotages financiers et la subordination commerciale et militaire de la Roumanie à la Triplice, avait cru bon cette fois-ci de donner *pour la frime* un ordre du jour réprimant les sévices dans « la grande famille ».

C'est le sieur Baldovitz — un colonel — qui a le mieux dépeint la mentalité du militaire roumain en déclarant que *la discipline et partant l'armée ne peuvent exister sans les châtiments corporels.* C'est là, dis-je, le sentiment de tous les officiers ou sous-offs et ceux-ci ont interprété l'ordre royal dans le sens où il était conçu, c'est-à-dire comme de la poudre jetée dans les yeux des pékins. Il s'est trouvé par contre un pauvre diable de soldat, Ispashoïu, qui prit à la lettre l'ordre du roi ; se voyant toujours frappé, il déserta son régiment, se rendit à Bucarest, et dans une mascarade quelconque il jeta une supplique au roi. Dès ce moment, comme il est facile de le présumer, la furie de tous les galonnés, toujours et partout solidaires entre eux, s'acharna contre Ispashoïu. D'abord le conseil de guerre le condamna pour « réclamations mensongères » et pour ne pas avoir suivi « la hiérarchie ». Plus tard, comme il se plaignait à un général qui se trouvait en tournée d'inspection et lui demandait son transfèrement dans un autre régiment, il fut jeté de nouveau en prison, « pour réponse irrespectueuse à un supérieur. »

C'est alors que le brave Ispashoïu se dit qu'il n'avait à compter que sur la justice qu'il se rendrait lui-même ; un jour que la sentinelle le reconduisait dans la chambrée, trompant un moment la vigilance de celle-ci, il s'empara d'un fusil, et après l'avoir chargé de deux cartouches, courut vers la chambre des officiers, et tua net l'adjudant Tziulescu et le capitaine Georgescu.

J. NÉGOULESCO.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre, 26, rue Chapon. — Dimanche 10 janvier, soirée familiale, salle Jules, 6, boulevard Magenta.

Tous les samedis soir, salle Francis, 15, rue des Gravilliers, dîner amical.

∴

La Coopérative Communiste, rue François Miron, 68, dans la cour à droite, à l'entresol. — Tous les jeudis et samedis, distribution des marchandises (Métro, station Saint-Paul).

∴

Les Causeries Populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême :

Samedi 26 décembre, à 8 h. 1/2, causerie sociologique.

Mercredi 30 décembre, à 8 h. 1/2, causerie par J. Albert sur l'Energie électrique (II).

∴

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, r. Custine, 65, rue Clignancourt. — Lundi 28 décembre, à 8 h. 1/2, causerie sur le Mouvement abstentionniste par A. Libertad.

∴

L'Education Sociale, Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy :

Samedi 26 décembre, à 8 h. 1/2. — M. Le Foyer, vice-président de l'Association de la Paix par le Droit : Ce que serait une guerre en Europe.

Mardi 29 décembre, à 8 h. 1/2. — M. G. Cahen, docteur en droit : Nos finances publiques : 1° Comment s'établit le budget.

∴

Les camarades, syndicats, groupes, Bourses du travail ou U. P. des villes de province où doivent passer Louise Michel et E. Girault, sont priés de s'adresser à Girault, au bureau de l'*Homme Libre*, 13, rue du Montparnasse, Paris (VIe).

∴

LYON. — Groupe *Germinal*. — Tous les camarades sont invités à assister à la fête familiale privée que le groupe donnera dimanche 27 décembre, salle Chamarande, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, à 8 heures. Causerie par Fabre sur le Mouvement anarchiste. Concert par les camarades du groupe.

Les camarades qui ont des adresses à nous donner sont priés d'en apporter la liste à cette réunion.

Expéditions faites cette semaine : 90 *Homme Libre* ; 30 *Libertaire* ; 60 brochures *Ce que nous voulons*, de S. Faure, don du camarade Bernard, d'Alais.

∴

MARSEILLE. — *Le Milieu-Libre de Provence.* — Dimanche, réunion de tous les adhérents au bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Adhésions nouvelles, souscriptions. Causerie par divers camarades. Dimanche 3 janvier, à 9 heures précises du soir, grande soirée familiale au profit de la caisse de la colonie du Milieu-Libre de Provence. De nombreux camarades interpréteront des chansons et poésies. Une petite pièce sera jouée par des camarades du Théâtre social.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

∴

TOURCOING. — Les camarades du groupe *Germinal* se réuniront désormais le mardi soir au local habituel, Estaminet des Temps Nouveaux, rue du Bus, 38. Causerie par un camarade.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave couverture de Couturier	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guy u, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couv. de Heidbrinck	» 15
L'Election du Maire, id., par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Simulacion de la locura, par le Dr José Ingegnieros. Edition de *La Semana medical*, à Buenos-Ayres.

La Chanson des monopoleurs, par J.-B. La Jarlière ; 0 fr. 15, Imprimerie Nouvelle, 43, avenue d'Agde, Béziers.

Les Bases du syndicalisme, par Emile Pouget ; 1 broch., 0 fr. 10, chez l'auteur, 15, rue Véron, Paris.

POUR LES ENFANTS

Les Aventures de Nono, par J. Grave, un volume illustré, 2 fr. 50 dans nos bureaux ; par la poste, 3 fr.

Almanach de la Révolution pour 1904. Articles de E. Reclus, P. Kropotkine, L. Descaves, J. Grave ; nombreuses illustrations. Prix : 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40. Excellentes conditions aux vendeurs.

PETITE CORRESPONDANCE

J. d'h., à Gand. — Abonnement finit fin mai 1904.

Piroux. — Nous envoyons des invendus contre le prix du port, soit 0 fr. 80 pour 5 kilog. 1 fr. 50 pour 10.

A. G., à Paris. — Pour un quotidien, il faudrait 500.000 fr. En dehors de cette impossibilité, il y a la nécessité d'avoir une rédaction payée, ce qui devient un métier.

A. S., à Marseille. — Une augmentation de l'abonnement n'est pas une amélioration, mais un recul. Pour ceux qui seraient disposés à payer un surplus d'abonnement, la souscription reste toujours ouverte. Il nous faut une amélioration qui en soit réellement une.

Reçu pour le journal : Un lecteur assidu, par V., 1 fr. — Denech., 1 fr. — J. 0 fr 50. — Huguet, 0 fr. 50. — Chenu, 0 fr. 90. — Douillet, 1 fr. 50. — Un groupe de compagnons réunis au café, Genève, 2 fr. — Brésil, Lucien Hénault, 10 fr. — Merci à tous.

S., à Bonn. — R., à Chaux-de-Fonds. — T., à Reims. — G. R., à Aiglemont. — P., à La Chapelle-lez-Herlaumont. — N., à Fort-de-France. — R., à Montpellier. — L. H., Brésil. — B., à La Seyne. — G., à Dusseldorf. — S., à Marseille. — L., à Montargis. — J. d'h., à Gand. — A., à La Verrerie. — M., à St-Affrique. — H., à Bethencourt. — N., à Radomir. — M. du P., à Lausanne. — L., à Paris. — P., à Malakoff. — F., à Voiron. — C., à Roanne. — P., à St-Claude. — P., à Montreuil. — B., à Escarbotin. — E., à Daumazan. — H., à Cognac. — G., à Grenade. — W., à Paris. — C., à Biberbouldet. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 36

DIX CENTIMES

DU 2 AU 8 JANVIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e^)

AVIS

Pas de Supplément cette semaine.

A NOS LECTEURS

Tous n'ont pas compris le sens de mes dernières notes; quelques-uns m'envoient des projets de réforme tendant à réduire les frais, en diminuant le format, etc.

Mais, toutes les économies qu'il était possible de faire, nous les avons réalisées.

Je sais bien que certains « bons camarades », jaloux des lauriers de Gohier, vont affirmant que, si les Temps Nouveaux *ont du mal à exister, c'est que nous nous allouons, moi 500 francs par mois, et Delesalle — il faut bien sauver le principe de hiérarchie — 250 francs.*

Je commence par dire que ces chiffres ne me paraissent excessifs que vu la situation du journal. Je suis heureux de constater que ces « bons camarades » savent évaluer nos efforts et, sauf la différence de traitements, qui n'est guère de mise dans un journal communiste, ils ont deviné du coup ce que méritait notre travail. Malheureusement, n'étant pas venus nous apporter la différence de leur évaluation, nous sommes, Delesalle et moi, forcés de nous contenter de moins, beaucoup moins que cela.

J'ai une extrême répugnance à toucher ces sottes questions, mais comme il me revient de divers côtés que ces « cancans » se débitent sous le manteau, je suis bien forcé de les mentionner, malgré qu'un démenti n'ait jamais arrêté une calomnie — ou ce qui vise à en être une.

Si les Temps Nouveaux *ont du mal à vivre, si leurs recettes n'ont jamais couvert leurs dépenses, cela tient à ce qu'ils n'ont jamais eu qu'un cercle très restreint de lecteurs et que ce cercle est resté presque stationnaire.*

Si nous faisions une entreprise commerciale, il y aurait un moyen d'équilibrer le budget; ce serait de supprimer une partie de la vente au numéro et de chercher les abonnements.

Mais ce qui fait la vie d'un journal, c'est lorsque son cercle d'action s'agrandit. Nous faisons œuvre de propagande et non métier de journalistes. Ce que nous voulons, c'est diffuser des idées, et non la stérile satisfaction de les rabâcher sempiternellement dans le gilet du même noyau de lecteurs complaisants.

C'est à agrandir ce cercle de lecteurs que j'ai toujours visé. Rendre le journal indépendant, en le faisant vivre par sa seule vente, a toujours été le but de mes efforts. N'ayant pu réussir sous son format actuel, j'essaie d'une méthode nouvelle, dont il crèvera si elle ne réussissait pas, mais qui, du moins, dénouerait la situation.

En agrandissant le format, nous aurons davantage d'articles, de là un choix plus varié de sujets qui, s'adressant à un plus grand nombre, peuvent, par conséquent, nous amener le développement modeste — trois mille lecteurs de plus — que nous cherchons, pour commencer.

Dans l'avant-dernier numéro, j'ai expliqué la variété qu'apporterait dans le journal l'augmentation de format. Il nous reste à examiner l'augmentation de dépenses que cela occasionnerait.

D'abord, le papier un tiers de plus, soit 28 francs; composition, environ 40 francs; mettons une vingtaine de francs de frais de poste pour l'augmentation de poids dans les paquets; si le chiffre ici est un peu fort, l'excédent servira à couvrir d'autres menus frais, cela fait 88 francs. Mettons en chiffres ronds 90 francs par semaine, 360 francs par mois.

Je compte qu'il faut bien six mois avant que nous puissions espérer un changement important dans la vente. Il nous faudrait donc trouver 2,500 francs environ pour ces six mois ou 120 camarades qui s'engageraient à verser de 1 à 5 francs par mois — les sommes plus fortes seront acceptées — pendant ces six mois.

En échange, à ces camarades, nous leur enverrions autant de numéros qu'ils souscriraient de 0 fr. 10 et ces numéros ils se chargeraient de les répandre dans leur entourage. Quant à ceux qui ne pourraient les distribuer, ils nous enverraient des adresses où nous les expédierions nous-mêmes.

Cela représenterait un tirage de 3.600 exemplaires en plus, soit une nouvelle dépense de 32 fr. de papier et 24 francs de tirage. Mettons donc 150 souscripteurs de 1 à 5 francs. Mais cela représenterait le tirage que nous cherchons. Est-il possible de trouver, parmi les 7,000 lecteurs des Temps Nouveaux, *ces 150 souscripteurs?*

Si, par hasard, le nombre ou le montant des réponses dépassait le déficit à couvrir, il y a un autre moyen de publicité qui pourrait aider à la diffusion du journal. C'est l'affiche qui, judicieusement distribuée, peut contribuer à faire connaître le journal. En cas de réalisation, nous pourrions demander à l'un des artistes dont la bonne volonté ne nous a jamais fait défaut, de nous la dessiner.

En résumé, voici: c'est une somme de 350 à 400 francs par mois à trouver. Quels sont ceux de nos camarades qui s'inscrivent?

Et, comme il faut savoir comment l'on marche, quelle somme ils souscrivent et pour quelles dates? à ceux qui nous y autoriseraient nous prendrions, aux dates indiquées, remboursement par la poste, ce qui leur éviterait tout dérangement.

C'est la vie du journal qui est en jeu. je ne marcherai que lorsque j'aurai des promesses fermes pour la totalité du déficit à couvrir. Je publierai les promesses que l'on enverra.

J. GRAVE.

HERBERT SPENCER

Sa philosophie (1).

I

Herbert Spencer, né en 1820, et mort le 8 décembre passé, faisait partie de ce groupe brillant de savants, auquel appartenaient en Angleterre Darwin, Huxley, Lyell, John S. Mill, Bain, etc., et qui contribua si puissamment au réveil glorieux des sciences naturelles et au triomphe de la méthode inductive dans les années soixante du dix-neuvième siècle. Spencer se rattache, d'autre part, aux radicaux, tels que Carlyle, Ruskin, George Eliot, qui, sous la double influence de Robert Owen, des fouriéristes et des saint-simoniens, ainsi que du radicalisme politique des « Chartistes », imprimèrent un caractère radical, légèrement teint de socialisme, au mouvement des idées en Angleterre, pendant ces mêmes années 1860-1870.

Spencer débuta d'abord comme ingénieur des chemins de fer; puis, comme écrivain économiste; et c'est alors (1848-1852) qu'il se lia d'amitié avec le physiologiste George Lewes et sa compagne, l'auteur de *Félix Holt*, *Adam Bede* et autres romans radicaux, qui écrivait sous le pseudonyme de George Eliot. Cette femme remarquable, à laquelle l'hypocrisie anglaise ne peut pardonner jusqu'à ce jour d'avoir épousé Lewes ouvertement, sans en avoir fait part à l'Eglise ou à l'Etat, exerça sur Spencer une profonde influence.

Il écrivit alors (1850) son meilleur ouvrage, *La Statique sociale, ou les conditions essentielles au bonheur humain spécifiées, et les premières d'entre elles analysées.*

A cette époque, il n'avait pas encore le respect étroit pour la propriété bourgeoise, et le mépris pour les vaincus dans la lutte pour l'existence, que l'on constate dans ses ouvrages postérieurs, et il se prononçait carrément pour la nationalisation du sol. Il y a un souffle d'idéalisme dans la *Statique sociale.*

Il est vrai que Spencer n'a jamais accepté le socialisme d'Etat de Louis Blanc, ou le collectivisme étatiste de Pecqueur et de ses continuateurs allemands. Il avait déjà développé ses idées antigouvernementales en 1842, sous ce titre : *La sphère propre du gouvernement.* Mais il reconnaissait que le sol devait appartenir à la nation, et on trouve dans la *Statique* des passages où l'on sent le souffle du communisme.

Plus tard il révisa cet ouvrage, et atténua ces passages. Cependant, il lui resta toujours la révolte contre les accapareurs du sol, ainsi que contre toute sorte d'oppression économique, politique, intellectuelle ou religieuse. Il protesta toujours contre la politique « sans principes » des réactionnaires. Lors de la dernière guerre en Afrique, il se prononça ouvertement contre l'agression des Anglais, et récemment encore il s'affirma contre le protectionnisme de l'aventurier Chamberlain. Toute sa vie il refusa les titres de noblesse et les « crachats » qu'on lui offrait, et si une université lui envoyait un titre d'honneur, il n'en accusait même pas réception.

C'est pourquoi la haute pègre fit toujours le silence autour de Spencer.

(1) Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont priés d'excuser la longueur de cet article. J'ai essayé de résumer pour tous la philosophie de Spencer, et d'en montrer la valeur; et cela demande des éclaircissements.

***

Le service principal de Spencer n'est cependant pas dans sa *Statique sociale*. Il fut dans l'élaboration de sa *Philosophie synthétique*, qui peut être considérée comme l'œuvre philosophique du dix-neuvième siècle.

Les philosophes du dix-huitième siècle, et surtout les encyclopédistes, avaient déjà essayé de construire une philosophie synthétique de l'univers. Un résumé de tout ce qui est essentiel dans nos connaissances sur la Nature et l'homme : sur les planètes et les étoiles, sur les forces physiques et chimiques (ou plutôt les *mouvements* physiques et chimiques des molécules), sur les faits de la vie végétale et animale, sur la psychologie, la vie des sociétés humaines, le développement de leurs idées, de leur idéal moral. Un *Tableau de la Nature*, comme Holbach avait essayé de le faire, depuis la pierre qui tombe jusqu'au rêve du poète, le tout compris comme un fait matériel.

Plus tard, Auguste Comte avait repris la même œuvre. Il avait essayé de construire une *philosophie positive*, qui devait résumer les faits essentiels de nos connaissances sur la Nature, sans aucune intervention de dieux, de forces occultes ou de *mots* métaphysiques, faisant une allusion voilée aux forces surnaturelles.

La philosophie positive de Comte, quoi qu'en disent les Allemands et les Anglais, qui s'imaginent ou prétendent ne pas en avoir subi l'effet, cette philosophie imprima son cachet à toute la pensée du dix-neuvième siècle. C'est elle qui provoqua le grand réveil des sciences naturelles des années soixante, dont nous avons parlé dans *la Science moderne et l'Anarchie*. C'est elle aussi qui inspira Mill, Huxley, etc., et donna à Spencer l'idée de construire sa philosophie synthétique.

Mais la philosophie de Comte — sans parler de son erreur fondamentale religieuse, dont nous avons parlé dans l'opuscule qui vient d'être cité, offrait une formidable lacune. Comte n'était pas naturaliste. La zoologie et la botanique lui étaient étrangères. Il niait la variabilité des espèces. Et cela l'empêchait évidemment de concevoir *l'évolution, le développement*, tels que nous les comprenons aujourd'hui.

***

Déjà en 1801, le grand naturaliste Lamarck, faisant un pas en avant sur les idées de Buffon, avait affirmé que les différentes espèces de plantes et d'animaux qui peuplent aujourd'hui la terre, s'étaient développées graduellement ; qu'elles provenaient d'autres espèces de plantes et d'animaux qui, sous l'influence du milieu qu'elles habitaient, avaient acquis toujours de nouvelles et de nouvelles formes. Dans un climat très sec, où l'évaporation est très grande, la peau des feuilles changera ; la feuille même disparaîtra pour donner origine à un piquant dur et sec. Un animal qui sera forcé de parcourir des déserts acquerra peu à peu des proportions plus légères que l'animal qui vivra enfoncé dans la bourbe des marécages. Tout change continuellement dans la nature ; les formes ne sont pas permanentes, et les plantes ainsi que les animaux que nous trouvons aujourd'hui sont le produit *d'une lente adaptation* à des conditions qui, elles aussi, changeaient toujours.

***

Mais la réaction qui s'intronisa après la grande Révolution fut telle que ces idées de Lamarck furent oubliées, boycottées. La métaphysique allemande dominait alors et, en même temps que le culte de la royauté, elle réintégrait le dieu hébreu et l'âme immortelle, pareille de ce dieu.

Cependant l'idée du *développement naturel*, de l'évolution, — faisait son chemin. Si notre système de planètes et notre soleil sont le produit d'un lent développement — ainsi que l'avaient déjà démontré Laplace et Kant — les amas de matière nébuleuse que nous voyons dans le ciel étoilé ne représentent-ils pas aussi des mondes en voie de formation ?

L'univers n'est-il pas un monde de systèmes solaires, toujours en voie d'évolution, qui toujours recommence à l'infini ? Si Buffon et Lamarck avaient déjà deviné que le lion, le tigre, la girafe sont si bien adaptés aux milieux qu'ils habitent, parce que ces milieux les ont faits tels qu'ils sont — les faits qui s'accumulaient de toute part au commencement du siècle par les voyages lointains apportaient chaque jour de nouvelles preuves à l'appui de la variabilité des espèces.

Le transformisme et, partant, le *développement*, toujours renouvelé, de nouvelles espèces, s'imposaient. En même temps, la géologie établissait que des milliers de siècles s'étaient écoulés avant que les premiers poissons, puis les premiers lézards, puis les premiers oiseaux, puis les mammifères, et enfin l'homme, eussent fait leur apparition sur la terre. Ces idées furent très répandues dès la première moitié de ce siècle, — seulement on n'osait pas encore les affirmer au grand jour. Même en 1840, lorsque Chambers les mit en système dans son livre, *Vestiges de la Création*, qui fit tant de bruit, il n'osa pas avouer son nom et cacha si bien son identité, que pendant quarante ans, on ne put découvrir qui était l'auteur de ce livre.

Aussi, quand les métaphysiciens nous disent aujourd'hui que ce fut Hegel qui découvrit, ou popularisa seulement, l'idée de *changement*, d'*évolution*, — ces messieurs prouvent seulement que l'histoire des sciences naturelles leur reste aussi inconnue que l'alphabet même de ces sciences et leur méthode.

***

L'idée d'évolution s'imposait dans tous les domaines. Il était donc de toute nécessité de l'appliquer à l'interprétation de tout le système de la Nature, ainsi qu'aux institutions humaines, aux religions, aux idées morales. Il fallait — tout en conservant l'idée mère de la philosophie positive d'Auguste Comte, — l'étendre de façon à y comprendre l'ensemble de tout ce qui vit et se développe sur la terre. — C'est à quoi se consacra Spencer.

***

Comme Darwin, il était, par sa santé, un « faible ». Mais, en se soumettant rigoureusement à une certaine hygiène physique et intellectuelle, en économisant ses forces, il parvint à achever ce formidable travail.

Il écrivit en effet un système de philosophie synthétique complet, qui comprend, d'abord, les forces physiques et chimiques ; puis la vie des soleils innombrables, en voie de formation, ou en voie de décadence, qui peuplent l'univers ; puis l'évolution de notre système solaire et de notre planète. Ceci forme les *Premiers Principes*.

Ensuite vient l'évolution des êtres vivants sur notre globe, traitée dans les *Principes de biologie*. C'est un ouvrage très technique, dans lequel Spencer a mis beaucoup de travail original et dans lequel il montre comment, par l'action des forces chimiques, a dû apparaître la vie sur notre globe ; comment, en commençant par des petits amas de cellules microscopiques, a pu se développer graduellement toute l'immense variété de plantes et d'animaux, depuis les plus simples jusqu'aux plus complexes. Comme résumé d'une partie de cet admirable ouvrage, on peut prendre le charmant petit livre d'Ed. Perrier, *Les Colonies animales*, écrit dans un style populaire. Ici, Spencer a, en partie, devancé Darwin ; et s'il était loin de posséder les connaissances que possédait Darwin et d'avoir approfondi chaque question comme lui l'avait fait, il arrivait d'autre part quelquefois à des vues d'ensemble plus larges et plus justes, qui échappaient à son grand contemporain et maître.

Selon Spencer, les nouvelles espèces de plantes et d'animaux prennent leur origine, *d'abord*, comme l'avait dit Lamarck, dans l'influence directe du milieu sur les individus. Il appelait ceci *l'adaptation directe*. Puis, ces nouvelles variations, produites, soit par la sécheresse, soit par l'humidité, par le froid du climat ou sa chaleur, par l'espèce de nourriture, etc., etc., — si elles sont assez sérieuses pour être utiles dans la lutte pour l'existence, — permettront aux individus qui les possèdent et qui, par conséquent, sont les mieux adaptés, de survivre et de laisser une plus saine progéniture. Ceci, c'est la survivance des mieux « adaptés » de Darwin, que Spencer désignait comme *l'adaptation indirecte*.

Cette *double* origine des espèces est aussi la manière de voir qui prévaut aujourd'hui dans la science. Darwin lui-même s'était empressé de l'accepter.

***

La partie suivante de la philosophie de Spencer, c'est les *Principes de Psychologie*. Ici, il se place entièrement au point de vue matérialiste. Il ne prononce pas le mot de matérialisme. Mais, comme Bain, il fait définitivement ses adieux à toute métaphysique, à l'âme, et le reste. Il jette les bases de la psychologie matérialiste.

Ensuite il nous donne les *Principes de Sociologie* — les fondements de la science des sociétés, basée, comme l'avait prévu Comte, sur le développement graduel des usages et des institutions.

Et enfin il nous donne les *Principes de l'Éthique*, c'est-à-dire de la Morale. Deux parties de cette dernière division, — *La Morale évolutionniste* et *Justice*, — sont assez bien connues en France.

Ainsi nous avons le système de la philosophie évolutionniste complet.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

Counozouls est un village de l'arrondissement de Limoux, dans l'Aude. Les habitants de ce village jouissaient, de temps immémorial, des droits de pacage et d'usage dans une forêt de 1.200 hectares entourant le village, la forêt de la Payeuille, appartenant à M. de la Rochefoucauld qui respectait cette coutume. M. de la Rochefoucauld vendit la forêt à un gros commerçant en cuirs de Paris, M. Jodot, qui, lui, voulut mettre fin à ce qu'il appelait de simples tolérances. Comme quoi l'oppression des parvenus est souvent plus dure que celle des aristocrates.

Les habitants de Counozouls n'acceptant pas cela, il y eut des procès que la commune perdit et dont elle eut à payer les frais. C'est ici que cela devient intéressant. Les paysans firent le serment de ne rien payer et de résister par la force ; et ils désignèrent un arbre où serait pendu celui qui trahirait ce serment. Ils avertirent percepteur et contrôleur, huissiers et porteurs de contraintes qu'il leur était interdit de se présenter, sous peine d'être reçus à coups de fusil ; et ils achetèrent 80 fusils Gras, avec lesquels ils s'exercent minutieusement au tir, chaque dimanche.

Des experts, dont l'inspecteur des eaux et forêts, nommés par le tribunal, voulurent se rendre à Counozouls. Quelques habitants, armés de leur fusil, se portèrent au-devant de la voiture qui les amenait et leur intimèrent l'ordre de rebrousser chemin ; ce qu'ils firent. Un porteur de contraintes se présenta à l'entrée du village ; on lui fit le petit discours suivant : « Nous n'avons cure de tous tes papiers ; remporte-les. Tu es un brave garçon, qui as besoin de gagner ta vie ; nous ne te ferons rien cette fois-ci, mais garde-toi bien de revenir. » Une nuit, une maison de garde fut incendiée. Le juge d'instruction et des gendarmes vinrent enquêter ; tous les habitants furent interrogés, et pas un seul ne

répondit. Le juge et les gendarmes durent s'en retourner sans avoir obtenu le moindre renseignement.

Le sous-préfet de Limoux a reçu l'ordre de procéder à la saisie des armes. Et si les paysans résistent? Les tuera-t-on, pour quelques sous de plus ou de moins dans le porte-monnaie de M. Jodot? On ferait mieux de reconnaître que les paysans ont pour eux le bon droit, et qu'il est scandaleux que la forêt où ils vivent puisse appartenir à un individu qui n'y vit pas, sous prétexte qu'il a gagné de l'argent dans les cuirs.

***

On connait Rabiet. Il avait été condamné à sept ans de bagne. Au bout de quelques années, son innocence fut reconnue, mais sa mère était morte de douleur, sa femme était partie, et il était ruiné. On lui alloua 10.000 francs d'indemnité, ce qui était tout à fait insuffisant, le préjudice matériel dépassant 80.000. Ces 10.000 francs servirent à payer les frais de la réhabilitation de Rabiet et une partie de ses dettes. Rabiet rendit responsable de sa ruine son juge d'instruction, M. Lemercier, et le somma, avec menaces, de réparer le dommage. Pour ces menaces il fut poursuivi.

Il a été condamné à trois mois de prison, mais avec sursis, parce qu'en effet la responsabilité du juge d'instruction avait été grande, au point qu'il suffit, pour établir l'innocence de Rabiet, de refaire l'enquête du juge en tenant simplement compte des indications de l'inculpé dont ce juge n'avait pas tenu compte.

Pendant l'audience, une voix cria : « Moi aussi, j'ai été victime de M. Lemercier! » Le devoir des juges étant de s'entourer du plus de témoignages possible, il fallait, en bonne justice, entendre cette personne. On la fit sortir. Rabiet avait cité plusieurs témoins qui devaient déposer contre M. Lemercier, mauvais juge. On n'a pas voulu les entendre. L'un d'eux était une mère dont le fils a été victime d'une erreur judiciaire. Elle pleurait et voulait parler, répétant : « Mon fils! mon fils! » On la renvoya de la barre, comme les autres, sans la laisser parler. Mais Rabiet cria : « Oui, on lui a tué son fils, comme on m'a tué ma mère! » Et les juges furent mal à l'aise sur leurs fauteuils.

***

Une convention d'arbitrage, calquée sur l'anglo-française, vient d'être signée entre les gouvernements français et italien. Ils s'engagent à recourir à l'arbitrage de la cour de La Haye pour la solution des conflits qui pourraient s'élever entre eux, « à « la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause « ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'hon- « neur des deux Etats contractants et qu'ils ne « touchent pas aux intérêts de tierces Puissances ». Toujours la même fumisterie. Néanmoins, comme nous sommes pleins de bonne volonté, nous voulons bien reconnaître que ces traités d'arbitrages, tout platoniques qu'ils soient, constituent un progrès sur les mœurs guerrières de l'âge de la pierre taillée.

R. C.

***

Après plus d'un an d'attente et en catimini, à la veille des fêtes du jour de l'an où l'attention publique est accaparée par des préjugés qui ont encore malheureusement de profondes racines, le gouvernement adulé de nos socialistes s'est décidé à traduire en cour d'assises, non *les* auteurs responsables du *Manuel du Soldat*, mais notre seul camarade Yvetot.

La date prise à dessein et les circonstances dans lesquelles notre camarade est poursuivi sont tout à fait dignes de ce gouvernement qui fait mine de combattre les jésuites.

Des quarante et un camarades qui, avec Yvetot, se sont reconnus les co-auteurs de la brochure poursuivie, il n'en était plus question, si notre ami n'avait eu soin de les faire citer en témoignage.

Comme de juste, le mot d'ordre a été donné en haut lieu à la presse, qui n'a pas soufflé mot des poursuites.

***

La débâcle est une fois de plus dans le camp socialiste. L'Unité, la fameuse unité, fait encore des siennes. Cette fois, c'est le journal *La Petite République*, que nous n'avons cessé de dénoncer ici comme une infecte maison de commerce, qui est en jeu, et c'est le grand manitou Jaurès, qui, se rendant compte que la barque fait eau de toutes parts, la quitte avec fracas. Et *il* ne se gêne pas, dans une lettre pleine de sous-entendus pour faire le dégoûté — lui qui a contribué à défendre et a défendu pendant des années les combinaisons politico-financières qui se tramaient dans la maison — et, dans un beau geste, lâcher ses amis d'hier.

Le Gérault-Richard de *La Chair aux gens* reste à la tête du journal avec quelques larbins à sa solde et l'on annonce pour le 1er février prochain l'apparition d'un nouveau canard socialo-gouvernemental ayant à sa tête la nouvelle trinité Jaurès-Briand-de Pressensé.

Il y a encore de beaux jours pour l'abrutissement du populo.

P. D.

Mouvement ouvrier. — J'ignore si quelqu'un parmi nos lecteurs a jamais cru qu'à cette époque de l'année et dans les circonstances présentes une grève générale de l'alimentation fût possible. Pour ma part — et bien d'autres militants comme moi — je ne l'ai jamais pensé bien sérieusement; aussi, quoique je n'ignorais pas la semaine dernière le mouvement qui se préparait, me suis-je tenu sur une prudente réserve.

Les raisons qui font qu'une grève de l'alimentation est à peu près impossible à cette époque de l'année, à Paris, sont multiples. D'abord, il ne faudrait pas savoir que le chômage sévit sur ces corporations d'une façon endémique, et qu'aucune autre de la grande industrie n'est si profondément touchée. Aussi était-il à prévoir que parmi l'armée immense des chômeurs de ces corporations, il s'en trouverait un nombre suffisant pour prendre immédiatement la place des grévistes.

Et c'est justement ce qui est arrivé.

De plus, à cette époque de l'année, nombreux sont ceux qui ont pris des engagements de toutes sortes qui les lient quelque peu. Enfin l'approche du terme est aussi une considération qui n'est pas à dédaigner.

Et pour toutes ces raisons — et pour d'autres encore — il était dans les probabilités qu'une grève générale de l'alimentation n'aurait pas toute l'ampleur désirable.

Par contre, si la cessation de travail n'a pas été aussi unanime qu'étaient en droit de l'espérer les militants des organisations intéressées, je ne suis pas loin de croire que le but poursuivi n'en aura pas moins été atteint. En effet, que cherchaient les corporations qui, par leur action, visent à la suppression des officines de placement? Attirer l'attention du grand public sur leur revendication, faire que la masse la discute et s'en occupe, montrer au gouvernement que les intéressés sont las d'attendre; l'énerver en le menaçant de troubler « l'ordre » et le forcer ainsi à intervenir.

Eh bien, quoi qu'on en puisse dire, je crois que l'agitation de ces jours derniers n'aura pas été vaine, et que, même incomplet, ce mouvement aura fait faire un grand pas à la cause de la suppression des bureaux de placement.

Et je n'en voudrais comme preuve, à défaut d'autres, que les communiqués faits à la presse par le gouvernement pendant ces jours d'agitation qui se sont succédé presque chaque jour et qui font espérer que dans le courant de janvier, à défaut d'une mesure plus radicale — et je ne reviendrai pas là-dessus, l'ayant traité à plusieurs reprises — le principe de la suppression des bureaux sera un fait acquis.

***

Nos lecteurs ne s'attendent certainement pas à ce que je relate ici tous les actes et aussi les incidents multiples de ces jours derniers, car quoi qu'en ait dit la presse à gages, celle dite socialiste y compris, le journal en entier ne suffirait pas pour citer, sans même y ajouter de commentaires, tous les faits qui se sont passés. Les journaux qui à une colonne clamaient l'échec complet du mouvement, en ajoutaient plusieurs autres pour donner la liste des boulangeries pillées ou des boutiques saccagées. Et encore n'en relataient-ils qu'une infime partie, car je pourrais citer beaucoup de faits, et non des moins caractéristiques, qui n'ont pas été relevés.

Depuis huit ou dix jours, Paris a ressemblé à une ville en état de siège, on ne rencontre jours et nuits que patrouilles, à pied et à cheval, et le même officier qui hier présentait les armes au président Jaurès commande le lendemain la patrouille chargée de sabrer les travailleurs.

Enfin, dans nombre d'endroits, des soldats ont été mis au service de patrons boulangers dont les ouvriers avaient déserté le fournil.

Le grand maître de Paris, le potentat incontesté, le policier Lépine s'est distingué une fois de plus, et jamais un gouvernement, fût-ce le plus réactionnaire de ceux qui se sont succédé sous la République troisième, n'avait permis que le droit des gens fût violé à ce point. C'est par centaines que les arrestations ont eu lieu, simplement parce que des « têtes » déplaisaient à un Tonny quelconque, et je n'ai dû moi-même qu'au hasard de ne pas être arrêté à la sortie de la Bourse du Travail, alors que des camarades qui venaient derrière moi étaient appréhendés, menés au poste, fouillés et remis en liberté ou gardés suivant ce qu'en avait décidé un quelconque sous-ordre de Lépine. C'est ainsi que, dans la seule soirée du samedi, plus de 300 arrestations eurent lieu dans ces conditions.

Et ce qu'il y a eu vraiment de plus remarquable dans ces jours de trouble, c'est l'attitude ignoble de la presse — toute la presse — se faisant une fois de plus l'auxiliaire la plus méprisable de la police.

Il n'y a pas d'insultes qui n'aient été déversées sur les malheureux tombés, pour une cause ou une autre, sous la poigne des policiers, et l'on a vu les traditionnels « gens sans aveu », « voyous », etc., etc., fleurir à nouveau sous la plume des journalistes de préfecture, pour désigner les pauvres bougres qui trouvent que tout n'est pas pour le mieux sous la république combiste et qui voudraient bien en finir.

***

En province, le mouvement s'est étendu à quelques villes et l'agitation a été plus particulièrement violente à Amiens, Limoges et Lyon. A Amiens, à la sortie d'une réunion, la police a chargé avec une vigueur digne de nos policiers parisiens, et il y a eu naturellement des blessés; de plus, des arrestations ont eu lieu et les malheureux qui sont tombés au hasard sous les poignes des brutes policières ont été en plus condamnés.

A Limoges, la tentative de grève générale a presque réussi et la ville a manqué en partie de pain pendant une journée, ce qui a donné l'occasion au maire socialiste de montrer comment il entendait la défense des travailleurs. Craignant, en effet, que la grève n'eût un lendemain, le maire s'était empressé de faire appel à la troupe pour remplacer les grévistes, tout comme un méprisable réac.

A Marseille, une tentative de manifestation a été aussi brutalement réprimée par la police.

J'en passe et de non moins importantes.

***

A Lyon, sur l'initiative de la Bourse du Travail, une grande manifestation de solidarité de toute la classe ouvrière pour les teinturiers et apprêteurs en grève a eu lieu le vendredi 25. Rendez-vous avait été donné au centre de la ville.

Mais, là encore, la police a bien fait les choses et les grandes artères de la ville ressemblaient à un camp retranché : policiers à pied et à cheval, gendarmes, ainsi que la garnison qui avait été consignée, tout était mobilisé.

Comme de juste, les policiers ont tapé ferme et il y a eu des blessés, mais plus parmi les curieux surpris de voir ce déploiement inusité de forces, que parmi les manifestants.

Des arrestations ont eu lieu, parmi lesquelles plusieurs militants de la Bourse du Travail.

A l'heure où j'écris, la grève tire à sa fin et il est probable, les patrons s'étant décidés à faire quelques concessions, que le travail a été repris.

P. Delesalle.

Etats-Unis

On se souvient comment, il y a deux ans environ, après le meurtre de Mac Kinley, dans la panique dont furent saisis possédants et gouvernants américains, une loi fut votée par le parlement fédéral, fixant les peines à infliger aux auteurs et complices d'attentats contre les hommes d'Etat, ambassadeurs, etc. De plus, tout individu étranger, c'est-à-dire n'ayant pas trois ans de domicile aux Etats-Unis, et « connu comme anarchiste » serait expulsé du territoire de l'Union.

Notre camarade anglais Turner vient d'être, aux Etats-Unis, la première victime de cette loi.

Turner s'était, en Angleterre, déclaré anarchiste. Mais il ne prêchait pas l'anarchie aux Etats-Unis. Il faisait simplement, à New-York, une conférence sur les syndicats et les grèves, quand on vint l'arrêter, au beau milieu de sa conférence, en vertu d'un ordre émanant du secrétaire d'Etat du Commerce; et cet ordre avait été signé avant que Turner eût dit un mot en public.

Le lendemain, notre camarade fut déféré à une commission d'instruction, sans avocat et sans

témoin, à huis clos; la commission conclut à l'application de la loi sur les anarchistes et l'ordre d'expulsion fut immédiatement signé par le secrétaire du Commerce. L'affaire fut cependant soumise à un tribunal ordinaire (Circuit Court), qui ne fit, d'ailleurs, que confirmer l'arrêté ministériel d'expulsion. Finalement, l'affaire a été portée devant la Cour Suprême (Cassation); la cassation du premier jugement est demandée au nom de la liberté de parole, inscrite dans la constitution.

J'ignore encore, pour ma part, si la Cour Suprême a rendu son jugement, mais je doute fort qu'il puisse être autre chose qu'une confirmation du jugement déjà rendu. Au point de vue juridique, toutes les sentences sont, à volonté, nulles ou inattaquables. La *Circuit Court* qui a jugé Turner n'a-t-elle pas déclaré que, sans doute la liberté de parole est inscrite dans la constitution, mais il n'y est pas dit quelles personnes on laissera ou ne laissera pas entrer sur le territoire de la République américaine! Si Turner n'est déjà expulsé, il le sera bientôt, et la société capitaliste aura remporté là une belle victoire.

Seulement on peut se demander jusqu'à quel point ils iront dans cette régression obscurantiste. Ce n'est pas un organe anarchiste, c'est l'*Evening Post* de New-York, qui remarque que les mesures prises contre nous peuvent tout aussi bien être appliquées à n'importe lequel d'entre les hommes qui ne professera pas la théorie de l'Etat tout-puissant et tyran légitime. Voilà les Etats-Unis d'Amérique tombés aussi bas que l'Empire russe.

M. L.

Russie.

KICHINEFF (1). — Nos lecteurs se souviennent du massacre de juifs et des « atrocités » qui marquèrent, à Kichineff, cette année, la fête de Pâques. Des protestations s'élevèrent en Europe et en Amérique: le gouvernement du tsar et du ministre de Plehwe, auteur direct du massacre, se trouva contraint de jouer une comédie judiciaire qui commença par une enquête truquée avec maîtrise, et qui vient de se terminer par un procès devant une cour spéciale, à Kichineff même.

Les débats du procès ont commencé il y a six semaines environ. On avait choisi pour juge-président un certain M. Davidoff connu pour avoir, un jour, dans une audience préparatoire, admonesté un avocat antisémite venu de Moscou, M. Shmakoff, qui affectait une attitude insultante à l'égard des témoins juifs; M. Davidoff avait même finalement interdit à Shmakoff de reparaître dans sa juridiction: d'où un certain renom d'impartialité et même de bienveillance, et un sentiment de confiance à l'égard du juge-président, chez la population juive attentive à ce procès. Mais c'était une fois de plus la vieille farce, le pavillon couvrant la marchandise.

Tout d'abord, on ne retint que *37 accusés*, chiffre dérisoire si l'on se souvient qu'il y eut 100 juifs tués, 500 blessés, etc. Encore *deux* seulement étaient-ils accusés de meurtre, les autres comparaissant pour vol, désordre, etc. Puis, pour n'avoir pas même besoin de prononcer la phrase historique « la question ne sera pas posée », la Cour refusa de faire venir à la barre les témoins importants.

Beaucoup de ceux que le procès intéressait directement, c'est-à-dire les juifs menacés de nouvelles Pâques sanglantes, étaient bien sceptiques sur ses résultats; ils prévoyaient quelque indulgence de la justice de M. de Plehwe pour ceux qui avaient fidèlement exécuté les ordres de ce même ministre; mais le verdict dépassa cependant leurs prévisions. La Cour écartait l'inculpation d'entente préalable entre les prévenus. Les deux principaux accusés, reconnus coupables de meurtre, étaient condamnés à 7 et 5 ans de servitude pénale; 22 étaient condamnés à des peines de prison d'un à deux ans, 1 à six mois; enfin 12 étaient acquittés.

Si l'on rapproche ce verdict des faits que nous avons signalés en leur temps, on voit qu'il ne peut avoir qu'une signification: c'est un aveu du gouvernement de M. de Plehwe, organisateur du massacre d'avril; il n'avait pas besoin d'accuser de faux ceux qui publiaient les preuves de sa culpabilité, pour leur fournir lui-même, par ce verdict grotesque, une preuve plus forte que toutes les autres.

En Russie on a appelé cela « un nouveau verdict Dreyfus », et l'appellation est très juste; car le véritable condamné, c'est le prolétariat juif de la Russie occidentale et méridionale: carte blanche aux éventreurs antisémites; ils n'ont qu'à recommencer, et ça ne tardera guère. Il y a quelques jours, le *Times* publiait l'information suivante:

« Des nouvelles alarmantes sont arrivées de Kichineff: de nouveaux excès seraient en préparation pour la Noël (la date de la Noël russe correspond au 7 janvier de notre calendrier). Le gouverneur (de Bessarabie), prince Ouroussoff, a appelé le président de la communauté juive de Kichineff, M. Mutschnik, et lui a demandé quelle serait l'attitude des juifs dans cette éventualité. M. Mutschnik a répondu qu'ils se défendraient. Sur quoi le prince Ouroussoff répliqua que, dans ce cas, la troupe protégerait les assaillants. »

Cette information avait été communiquée au *Times*, qui la publiait sous réserves, par lord Rothschild, grand rabbin, et autres sémites considérables de la cité de Londres: financiers, et canailles si l'on veut, mais pourquoi perdraient-ils leur temps à imaginer de pareils contes? Et si ceux-là sont suspects, les ministres de l'autocrate russe le sont plus encore: la nouvelle est assez vraisemblable.

Evidemment M. de Plehwe doit se sentir les coudées franches: l'exemple de l'Arménie et de la Macédoine est là pour lui montrer que trois cent mille cadavres n'empêchent pas de dormir l'Europe civilisée.

M. L.

(1) Voir les *Temps Nouveaux*, 9e année, nos 5, 6 et 10.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Nous allons mettre à l'impression la brochure à distribuer de Paraf-Javal.

Nous insistons encore une fois auprès de ceux qui, partisans de notre initiative, n'ont pas encore répondu à notre appel; nous n'avons encore que 13.000 brochures de souscrites sur 50.000.

* * *

La Coopérative communiste, 68, rue François-Miron, dans la cour à droite, à l'entresol. — Tous les jeudis, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

* * *

Les Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême:

Samedi 2 janvier, à 8 h. 1/2. — Causerie sociologique.

Mercredi 6 janvier, à 8 h. 1/2. — Causerie par Cagnols sur le *Mouvement ouvrier et l'Anarchie*.

* * *

Les Iconoclastes de Montmartre, 18, rue Custine, et 65, rue Clignancourt. — Lundi 4 janvier, causerie par Paraf-Javal sur l'*Organisation du bonheur*.

* * *

L'Education libertaire du XIIIe arrondissement. — Samedi 2 janvier, à 8 h. 1/2, 215, boulevard de la Gare, lecture et causerie.

* * *

L'Education sociale, Université populaire, 3 et 5, rue Jules-Jouy:

Mardi 5 janvier, à 8 h. 1/2. — M. G. Weill, professeur au lycée Carnot: Les rapports de l'Eglise et de l'Etat sous la Restauration (1815-1830).

Jeudi 7 janvier, à 8 h. 1/2. — M. Fournière: Le socialisme et la lutte de classes.

* * *

CHAUMONT. — Les camarades chaumontais désireux de s'organiser en vue de la conférence Louise Michel-Girault, sont priés de s'entendre avec le camarade Georges Tacque, gantier, le plus tôt possible.

* * *

LORIENT. — Le Groupe libertaire prie tous les autres groupes de la région de lui transmettre, dans le plus bref délai, leurs adresses pour pouvoir correspondre avec eux au sujet d'une affaire très utile concernant notre propagande.

Envoyer les adresses chez le camarade Le Livec (Onésime), au Poteau-en-Plœmeur.

* * *

LYON. — *Groupe Germinal*. — Soirée familiale, dimanche 3 janvier, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert, à 8 heures du soir. Causerie par un camarade, chants et déclamations.

* * *

LYON. — *Groupe d'Art social*. — Dimanche 3 janvier 1904, grande soirée familiale privée au profit d'une œuvre de solidarité, café Bordat, rue Paul-Bert, 17. Causerie, chants.

* * *

Les camarades des communes de *Sermoyer, Uchizy, Le Villar, Plotte, Tournus, Cuisery, Labergement, Prety, Lacrot, Lagenette*, sont priés de se mettre en communication avec le camarade Ch. André, à Ratenelle, par Cuisery (S.-et-L.), ou avec le camarade Clercmidy fils, à la Truchère, par Tournus (S.-et-L.), pour la propagande dans les campagnes.

* * *

LILLE. — Réunion du groupe au siège, rue du Bourdeau, 13, à 8 heures, le samedi 2 janvier et le jeudi 7 du même mois. Il est urgent de réorganiser la propagande à Lille qui est nulle. Discussions importantes sur: l'état financier du groupe et au point de vue de la propagande.

* * *

MARSEILLE. — *Le Milieu-Libre de Provence*. — Dimanche, à 5 heures, réunion de tous les adhérents au bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Causerie par divers camarades.

Le soir, à 9 heures, grande soirée familiale privée. Concert artistique où de nombreux amateurs diront des poésies et chansons de nos meilleurs auteurs. Droit de vestiaire: 0 fr. 25.

* * *

BRUXELLES. — Les camarades sont informés que des conférences auront lieu à Bruxelles et dans les environs dans le courant du mois de janvier.

Que tous ceux qui ont l'idée de se grouper pour discuter les faits actuels concernant l'idée anarchiste, se rendent nombreux à la réunion qui se tiendra chez Hallemans, parvis de Saint-Gilles, le samedi 2 janvier, à 9 heures du soir.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

La Paix sociale, Voies et moyens, par M. A. Gromier; chez l'auteur, 1, rue Marché Ordener, Paris.

Histoire de quatre ans, 1997-2001, par Daniel Halévy. Edition des *Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne.

Petite Garnison, traduction du livre du lieutenant Bilse; 1 vol., 3 fr. 50, à la Librairie Populaire Universelle, 33, rue de Provence, Paris.

A lire:

L'Antropologie des sexes, par L. Manouvrier; *Revue de l'Ecole d'Anthropologie*, décembre 1903, Alcan, éditeur.

PETITE CORRESPONDANCE

Galhauban. — Oui, l'ouvrage n'était pas mauvais, mais il est épuisé.

G. D., à Bordeaux. — L'*Oasis* n'est pas encore éditée en volume, mais paraît dans la *Revue Bleue*.

H., à Tully. — Education Intégrale, 5, passage du Surmelin, Paris.

Le camarade qui envoie le journal à M. Bidochon, à Etampes, est informé que le numéro nous est revenu avec la mention *refusé*.

Au camarade qui demande Richepin. — C'est *Les Blasphèmes*. Oui, ils sont en vers.

Education libre, à St-Etienne. — Nous vous les laisserons à 6 francs le cent.

Au camarade qui me proposait de m'envoyer un numéro de la Revue de Paris. — J'avais commencé une lettre pour vous répondre, mais, par mégarde, j'ai brûlé votre lettre. En tout cas, vous trouverez la réponse que j'aurais pu faire, dans la note de ce numéro.

Reçu pour le journal: Van de Velde, 4 fr. — M. B., 10 fr. — L. C., 0 fr 45. — Les camarades de Lille, 0 fr. 50. — *L'Education libre*, à St-Etienne, 2 fr. 50. — G., 1 fr. — Merci à tous.

M., à Liège. — D., à Anvers. — L. B., à Poitiers. — V., à Aumale. — C., à Scatonville. — H., à Bruxelles. — A. A., à St-Magnance. — M., à Longefoy. — B., à Pramasson-Gluiras. — G., à La Palisse. — G., à Saint-Mitres. — S., à Gallargues. — S., à Fort-de-France. — S., à Odemira. — A., à Fort-de-France. — W., à New-York. — B., à Mortain. — R., à Roanne. — D., à Dorignies. — L., à Persan. — V., à Mons-en-Barœul. — B., à Mustapha. — Le G., à Brest. — M., à Torchefelon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 37 — DIX CENTIMES — DU 9 AU 15 JANVIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca. 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

On trouvera, en quatrième page, la première liste des souscripteurs ayant répondu à notre appel. — Quelques camarades expriment la crainte que, si la tentative ne réussit pas, ce ne soit la mort du journal.

Evidemment, il y a un danger, mais, d'un autre côté, supprimer le supplément deux ou trois fois sur quatre, est une situation intenable. Il faut en sortir ou plier bagage. Si nous ne trouvons pas à intéresser 150 camarades à notre propagande, ce sera la meilleure preuve que notre besogne ne répond à rien. Il n'y aura qu'à en prendre notre parti.

Si, comme j'en ai la conviction, nous faisons de la besogne utile, que l'on nous aide.

Il m'est venu d'autres objections, et d'un de nos collaborateurs, des plus anciens, mais pas nouvelles, hélas! elles ne font que répéter, sous une autre forme, l'éternel reproche qui nous a toujours été fait : le journal n'est pas assez vivant. Il faudrait, dans chaque numéro, commenter le fait de la semaine, d'une façon alerte, savoir en tirer les enseignements. Notre mouvement social international est pitoyable! Avons-nous de nouveaux et jeunes rédacteurs à produire?

Sans croire à la si haute importance du dépeçage du fait du jour, j'avoue qu'il serait préférable de le faire. Mais, lorsque tous les jours, vous avez un certain nombre de correspondants à satisfaire, des sorties et des rentrées à enregistrer, des manuscrits à lire, des clients auxquels il faut répondre, il ne reste plus de temps pour faire des articles d'actualité. L'état de notre caisse ne nous permettant pas de prendre un collaborateur de plus à l'administration, ou de payer un collaborateur qui puisse s'y consacrer spécialement, et tous ceux qui collaborent au journal ayant à gagner leur vie, force nous est bien de faire du mieux que nous pouvons, lorsque nous ne pouvons atteindre le mieux rêvé.

Du reste, lorsqu'on aurait fait une série d'articles semblables, rien ne dit que l'on ne s'apercevrait pas que, là aussi, on finit par se répéter.

Quant aux collaborateurs nouveaux, j'ai toujours fait ce que j'ai pu pour les attirer. Chaque fois que l'on m'a présenté un article intéressant, je l'ai inséré. Ce que j'ai cherché à éviter, c'est la simple déclamation, la phraséologie, la violence sans rime ni raison. Je n'ai jamais refusé de discuter une idée, fût-elle en contradiction avec les miennes, pourvu qu'elle fût intéressante. Refusant seulement de combattre les moulins à vent, quelques fois, seulement, il m'est arrivé de refuser de continuer une discussion qui se prolongeait dans des redites, car alors elles ne pouvaient plus apporter de nouveau. Que l'on nous envoie des articles intéressants, que les jeunes se fassent connaître, c'est ce que je réclame.

Il en est de même pour le mouvement social international. Combien de fois, à cette même place, j'ai demandé à ceux qui nous lisaient, de nous faire connaître ce qui se passait dans leur région! Combien ont répondu?

Mais ici, il y a une lacune, à laquelle remédierait l'agrandissement du format. Il est arrivé que nous étions des semaines sans rien avoir comme mouvement social, et d'autres où tout nous arrivait à la fois, en même temps que des articles d'actualités, de sorte que nous avions de la composition qui se morfondait des quatre et cinq semaines sur le marbre, faute de place. Avec huit pages, cela peut s'éviter. Et si, dans les conditions actuelles, nous ne pouvons considérer l'actualité que comme un desideratum, nous pourrons au moins ne pas être les carabiniers d'Offenbach, arrivant toujours trop tard.

Quoi qu'il en soit, il fallait sortir de la stagnation. Je n'ai pas trouvé d'autre issue. Il ne m'en a pas été indiqué d'autre. Ce sont les résultats qui nous diront si j'ai eu tort.

J. Grave.

L'ÉTAT, C'EST LUI

Louis quatorze, Napoléon premier, Emile Combes... trois grands princes : leur gloire sera de même espèce dans l'histoire. Si vous en doutez, demandez plutôt à M. Anatole France, c'est lui qui l'a démontré, de façon inoubliable. Car, de même que sous le Grand Roi et sous le Grand Empereur, — comme on dit à l'école républicaine — les lettres françaises, dans la personne de leurs plus illustres représentants, gravitaient autour de l'astre monarchique, attracteur irrésistible, de même le talent du plus fameux de nos écrivains sert aujourd'hui de parure au chef du gouvernement. Voici que les principes du despotisme se traduisent — ô surprise de la destinée! — par la plume du moins despotique, du plus sincère et du plus désintéressé des hommes, en d'impeccables formules : c'est le *Gens* qui a fait ce miracle!

Eh bien, je le dis sans l'ombre d'une arrière-pensée, il est heureux que M. Anatole France ait écrit sa *Préface* au *Recueil des Discours de M. Combes* (1). Car la lucidité, où qu'elle se manifeste, est bienfaisante. M. Anatole France nous donne un tableau d'ensemble de la vie politique de la France depuis 1897. D'abord, l'« Affaire »; offensive des moines, campagne antisémite, aurore du nationalisme, activité formidable et toute-puissante du « parti noir » montant à l'assaut des libertés politiques et de la République elle-même. Batailles électorales, Brisson succède à Méline, Dupuy à Brisson. Enfin les républicains, jusque-là nonchalants et dispersés, s'inquiètent, se réveillent : ils s'en prennent à la loi Falloux qui, en 1850, a livré à l'Eglise les trois degrés de l'enseignement. La République est en danger. C'est Waldeck qui la défend. Il fait la loi de 1901 sur les associations : cette loi n'est d'ailleurs que la réédition d'une longue série d'autres lois, qui toutes sont restées inefficaces. Puis, ce sont les élections de 1902, la retraite de Waldeck. Emile Combes apparaît, et dès ses premiers actes, il se révèle comme un homme rare : il a l'audace d'agir vraiment, il ferme les maisons des moines qui n'obéissent pas, et ce n'est là qu'un commencement. Bientôt les demandes d'autorisation des congrégations sont rejetées en bloc et nous nous acheminons vers le point culminant de la politique combique, la laïcisation complète de l'instruction publique par l'interdiction de l'enseignement aux membres du clergé. Citons ici M. Anatole France :

« M. Combes s'est prononcé plusieurs fois, et toujours dans le même sens, au sujet de la liberté d'enseigner la jeunesse. Il ne range pas cette liberté « au nombre des droits essentiels qui sont inséparables de la personne du citoyen ». **Il estime** « qu'il appartient au pouvoir social d'en régler l'usage et d'indiquer suivant quel mode et dans quelles limites elle peut fonctionner ». Il la tient pour « une concession du pouvoir social » et se plaît à citer cette maxime de Victor Cousin : « Le droit d'enseignement est une délégation de l'autorité publique. »

Retenons bien ces paroles, et demandons : Pourquoi et comment peut-on établir pareille distinction entre les libertés naturelles, les unes restant libertés de droit, tandis que les autres descendent d'un rang et deviennent de simples libertés de fait que « l'autorité publique » peut à son gré octroyer ou retrancher? En quoi la liberté d'enseignement diffère-t-elle des autres libertés, de parole, de pensée, de presse? Tantôt, on invoque pour justifier la loi qui s'élabore contre le clergé, cette distinction de pure fantaisie; tantôt on cherche à distinguer non plus les principes, mais les hommes; on nous fait remarquer que la classe d'individus qu'il s'agit de frapper est particulièrement odieuse à la République, ainsi qu'à tous les hommes de liberté : à son égard, une mesure d'exception est légitime, paraît-il. Ne nous attardons pas à signaler une fois de plus le péril de ces exceptions, à montrer l'incertitude et l'incohérence de ces explications. M. Combes tient la liberté d'enseignement pour « une concession du pouvoir social » : tous les républicains les plus radicaux sont d'accord avec lui, ainsi que les socialistes parlementaires, réduits en l'occurrence — on l'a dit très justement, il n'y a pas longtemps, au Sénat — à l'état de simple fraction du parti républicain.

Comment M. Combes, démocrate, peut-il proférer, après Victor Cousin, une affirmation aussi énorme? Quelle idée se fait-il donc de ce pouvoir social, par lui détenu, qui met en question, qui octroie ou refuse à son gré aux citoyens de la République, tel ou tel droit primordial?

(1) Publiée par l'*Aurore*, numéro du 27 décembre 1903.

J'avais toujours cru, pour ma part, que — dans les conceptions d'un « démocrate », radical ou non — le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif émanaient du peuple en qui réside la souveraineté complète et qui investit ses représentants d'un mandat défini. Loin d'aliéner ainsi ses droits, le « peuple souverain » devait au contraire — toujours dans les conceptions du « démocrate » que j'imaginais — les confirmer par ce moyen et s'en garantir le plein exercice.

Pauvre sot que j'étais! Le pouvoir ainsi constitué par moi, électeur de la République, a (je ne sais par quel tour de magie) absorbé en lui tous mes droits, mes droits de peuple souverain, et je n'en ai plus! Il me les a pris, ou plutôt il paraît que je les lui ai donnés et il peut me les rendre, ou bien ne pas me les rendre, si cela lui plaît! La liberté d'enseignement, — et les autres aussi, par conséquent — si j'en jouis, c'est parce qu'*il me la concède!*

Mais alors dites-moi, je vous prie, Monsieur Combes, si tels sont les droits et qualités du pouvoir démocratique, en quoi consiste donc le pouvoir autocratique, celui que le roi Louis XIV et l'empereur Napoléon Ier, comme le tsar Nicolas, tenaient, paraît-il, de Dieu, et qu'ils appelaient « pouvoir de droit divin »? Et voulez-vous me dire en quoi ce pouvoir autocratique émanant de Dieu diffère, *en fait*, du pouvoir démocratique, à vous conféré par le suffrage universel? On dirait qu'ils se ressemblent comme deux gouttes d'eau...

Electeur anticlérical, ouvre bien tes oreilles! écoute bien ce que te dit ton mandataire, ta créature, le plus « démocratique » des maîtres que tu te sois donnés depuis trente ans de République : il dit qu'il y a en lui un pouvoir d'autorité supérieur à tous les droits élémentaires que tu croyais posséder en propre, comme électeur, comme citoyen, par définition; et ce pouvoir mystique est héréditaire dans la série des potentats républicains, tout comme dans la famille des tsars. Tu lui as donné, pour te fouetter, des verges qui valent bien le knout et la nagaïka!

Je sais, tu crois bien faire, électeur, en remplissant tes « devoirs de citoyen ». On t'a représenté le péril clérical. Il est réel, et ce n'est pas moi qui songe à le nier. Je le vois à plein et j'admire le saisissant tableau que M. Anatole France, à la fin de sa *Préface*, nous trace des entreprises catholiques contre la République et contre tout esprit de liberté. Mais est-il donc utile, pour échapper au maître ecclésiastique, de nous confier corps et âme au maître laïque? Il a promis de mater l'autre, mais c'est nous d'abord qu'il mate. Tu connais ses prétentions, électeur, mon pauvre ami : il les a publiées lui-même et le premier écrivain français de notre époque vient de les placer, pour ton édification, dans une admirable lumière : c'est l'absolutisme intégral, théorique et pratique. M. Combes le met en pratique, résolument. On l'a bien vu à Armentières, on l'a vu mieux encore, plus récemment, à l'occasion du mouvement contre les placeurs et dans la grève de l'alimentation. Nous avons vu le préfet de police pendant plusieurs jours maître de Paris, arrêtant qui bon lui semblait; les arrestations se sont chiffrées par centaines, et des militants coupables d'avoir, à l'intérieur de la Bourse du Travail, chez eux, conseillé aux travailleurs d'exercer leur droit de grève, ont été arrêtés arbitrairement, on a fouillé leurs poches, on a perquisitionné à leur domicile, on a saisi leurs papiers.

Ils ont été relâchés, sans doute, parce que de sages conseillers ont fait comprendre à M. Combes qu'il était maladroit de se mettre cette affaire sur les bras. Un des plus notables combistes expliquait ingénument, au lendemain des arrestations, qu'il n'y avait nul intérêt à obéir aux suggestions d'Arthur Meyer, lequel avait demandé les arrestations, et Combes s'est dépêché de rattraper la gaffe. Mais le fait garde sa signification pleine et entière : nos camarades ont été arrêtés pour avoir, en prêchant et en organisant la grève, exercé leur droit de citoyen sans l'agrément d'Emile Combes. Emile Combes s'oppose à l'exercice du droit de grève, en vertu du pouvoir d'essence supérieure qu'il a revendiqué et que l'on nous invite à lui reconnaître, pour qu'il s'en serve contre les moines.

Comprends-tu, travailleur, comment la question se pose? M. Anatole France termine sa *Préface* par ces paroles qu'il adresse aux gouvernants républicains : « Le peuple est avec vous, demandez-lui des armes, il vous en donnera. »

Peuple, si tu veux vivre autrement qu'en esclave et en dupe, ne donne tes armes à personne : garde-les, pour faire comme tes ennemis les moines et les Combes, pour suivre leur bel exemple, contre eux-mêmes, pour agir!

PIERS PLOWMAN.

MOUVEMENT SOCIAL

Le jury de la Seine a, à l'unanimité, acquitté notre camarade Yvetot, qui, comme je le disais la semaine dernière, restait seul déféré à la nommée « Justice » comme auteur du *Manuel du Soldat*.

Notre camarade a pris largement sa part de responsabilités et c'est en maintenant le droit, pour tous ceux qui pensent, de dire toute leur pensée qu'il a expliqué au jury l'utilité et la nécessité de la propagande antimilitariste.

Il est regrettable que la plaidoirie que l'avocat d'Yvetot, Me Wilm, a prononcée à cette occasion, n'ait pas été sténographiée, car elle aurait pu servir comme excellente brochure de propagande.

Le jury ayant acquitté, il ne reste plus qu'à répandre partout le *Manuel*, la propagande antimilitariste étant des plus urgentes.

P. D.

⁂

MONTPELLIER. — *Quelques aveux de la magistrature.* — Le 31 décembre, sept ouvriers arrêtés au cours de la manifestation du 5 décembre contre les bureaux de placement, et poursuivis par le parquet de Montpellier pour outrages et rébellion aux agents, comparurent devant la chambre correctionnelle de Montpellier. Là, au cours de la séance, la magistrature a pris soin d'expliquer elle-même ce qu'elle valait. Profitons-en.

Le président du tribunal correctionnel, M. Boyer, commença par s'indigner du cri poussé par les manifestants : « A bas les assassins! » Vraiment, c'est indigne!... « A bas les assassins! » Un drôle de cri séditieux, cependant : pourquoi alors ne poursuit-on pas les ligues et les conférences de la Paix?

Ensuite, il a reconnu (puisqu'il n'a pas protesté!) que la loi était mauvaise; la seule chose qu'il ait trouvé à répondre, c'est que si elle était mauvaise, il fallait la respecter quand même. Vieille morale, mais... une drôle de morale!

A la juste observation qu'il n'est pas possible de juger un acte sans connaître les mobiles de cet acte, il avoua cyniquement qu'il ne se souciait guère de ces mobiles, qu'il se moquait des bureaux de placement, que le seul fait d'outrage aux agents l'intéressait. « Mais au nom des droits de l'homme, je réclame le droit de protester contre les bureaux de placement sans y être empêché; car c'est la question du gagne-pain! » dit l'un des accusés. C'est alors que le président Boyer laissa tomber de sa bouche cette perle que nous ramassons avec reconnaissance, pour faire luire aux yeux de tout le monde cet aveu sans pareil :

« *Avant le droit de l'homme il existe le droit des agents!* »

Pour rendre justice au public, ajoutons que la salle comble l'a vivement hué.

Quant au procureur, il avait probablement la conscience moins flexible et l'intelligence plus développée que celles du président. Il semblait mal à l'aise, il semblait reconnaître ne pas avoir le droit de juger. Il a avoué qu'il s'agissait du jugement pour une manifestation ouvrière. Il a fait plutôt une plaidoirie qu'un réquisitoire.

Malgré cela, tous les accusés ont été condamnés, les six manifestants à la peine variant de huit jours à deux mois de prison, et un passant, arrêté au cours de la manifestation, à 50 francs d'amende.

Y. O.

⁂

LYON. — *Saloperie policière.* — La semaine dernière, le tribunal correctionnel a condamné les camarades Aimé Couturier à 15 jours de prison et H. Fabre à un mois de la même peine, pour « provocation à l'attroupement » à l'occasion des dernières grèves.

Passage à tabac, témoignages mensongers de la brigade spéciale, renseignements de police calomnieux, rien n'a manqué.

Dans le dossier de Fabre l'on avait glissé cette note : « Mœurs inavouables; pédéraste. » Fabre mit le procureur en demeure de faire la preuve de cette saleté. Il demanda à être confronté avec le gredin qui avait donné ce renseignement, et à subir l'examen d'un médecin spécialiste. Les magistrats, voyant que la saleté ne tenait pas debout, abandonnèrent les renseignements en déclarant qu'ils n'en feraient pas état. Fabre n'abandonne rien et se trouve disposé à exiger réparation de cette ignoble calomnie. Nos deux camarades ont bénéficié de l'amnistie et se trouvent actuellement en liberté.

⁂

SAINT-ETIENNE, 4 janvier. — Nous avons signalé l'incident qui se produisit, les premiers jours de décembre, au 16e régiment d'infanterie, dont deux sergents avaient chanté l'*Internationale*.

Le rapport suivant a été lu au quartier :

« Par note de service du 29 courant, le général commandant le corps d'armée fait connaître que, par mesure spéciale d'indulgence, il inflige les punitions suivantes aux sergents Larruchon et Rome : 1er sergent Larruchon, soixante jours de prison : a enroulé autour de la hampe d'un drapeau tricolore, tombé d'un trophée ornant le réfectoire, le bleu et le blanc, n'en laissant paraître que le rouge, et a chanté le refrain de l'*Internationale* devant une partie des gradés et soldats de sa compagnie, qui l'ont entonné avec lui ; 2e sergent Rome, trente jours de prison : pendant qu'un sous-officier chantait le refrain de l'*Internationale* en présence de gradés et de soldats, est intervenu pour empêcher un sous-officier d'imposer silence au premier. »

Il décide que ces punitions dateront du 4 décembre 1903, et qu'à l'expiration de leur punition, le sergent Rome sera dirigé sur le 139e régiment d'infanterie, à Aurillac, et le sergent Larruchon sur le 86e régiment d'infanterie, au Puy.

(*Le Journal.*)

Mouvement ouvrier. — L'agitation pour la suppression des bureaux de placement est momentanément suspendue, et les intéressés déclarent que si, le 15 janvier, satisfaction ne leur est pas donnée, ils recommenceront.

Je crains bien, pour ma part, que ce ne soit là qu'une trêve, car nous savons ce que valent paroles de ministre, et l'engagement pris par le chef de l'assassin Lépine devant le Sénat ne nous dit rien qui vaille.

Le numéro de la semaine dernière était sous presse lorsque la décision de suspendre le mouvement a été prise, je n'ai donc pu en signaler les incidents. Parmi ceux-ci, l'arrestation de Bousquet, Laporte, Beausoleil et Linon, au lendemain même, n'est pas le moins surprenant, et l'acte a paru si arbitraire, qu'il fallut bien remettre ces « meneurs » en liberté. Il est vrai que, ce faisant, le gouvernement a plus agi par intérêt que par respect de la légalité ; il n'ignorait pas en effet, que si ces camarades n'avaient pas été mis immédiatement en liberté, l'agitation aurait repris de plus belle. On savait certainement en haut lieu les décisions prises à la Bourse du Travail et il est probable que la crainte de voir la comédie du « jour de l'an » troublée, a été le commencement de la sagesse.

Et cela prouve une fois encore qu'on obtient souvent plus en menaçant qu'en implorant.

En même temps que Bousquet et ses camarades, 130 des manifestants arrêtés les jours précédents ont été mis en liberté.

Et à ce propos, il est bon, je crois, de faire remarquer combien, dans ce mouvement, la presse tout entière s'est montrée la digne auxiliaire de la police.

D'après les journaux, aucun ouvrier boulanger n'avait été arrêté au cours des manifestations, et il se trouve que quelques jours après les mêmes ga-

rettes annoncent que, sur 130 relâchés, il y a plus de 70 boulangers.

Pareillement, la presse entière avait annoncé que nulle part les soldats n'avaient eu à protéger ou à remplacer de grévistes : autre mensonge, car j'ai là sous les yeux des photographies que publient plusieurs journaux illustrés, montrant les soldats au service d'importantes boulangeries.

Enfin, s'il est vrai qu'à Paris les patrons boulangers, en remplaçant leurs ouvriers absents, ont pu assez régulièrement satisfaire leur clientèle, il n'en est pas moins vrai que, dans la banlieue, le pain a fait défaut dans plusieurs localités.

Mais tous ces faits, la presse salariée — celle dite socialiste y comprise — les a tus et a ainsi aidé à jeter la panique parmi les intéressés et à faire échouer le mouvement.

La « grande presse » devient décidément l'instrument policier par excellence.

* *

Au plus fort de l'agitation, les journaux dits socialistes ne se sont pas fait faute d'insulter les malheureux qui, dans un moment d'exaspération légitime, ont passé de la parole aux actes et ont mis à mal quelques devantures de boutiques. Et le journal de la grosse bourgeoisie *Le Temps*, en le constatant, en profite pour mettre habilement messieurs les socialistes en contradiction avec eux-mêmes.

Le *Temps* prend texte d'une réponse du ministre de la justice à propos de l'amnistie et cite ses propres paroles :

« On a arrêté un certain nombre d'individus ; ce sont presque tous des gens sans aveu, des vagabonds et des repris de justice qui brisent les carreaux, pillent les boutiques et s'emparent des victuailles. Une instruction est ouverte, en ce moment, dans le but de découvrir quels sont les instigateurs de ces provocations et de ces délits. Le gouvernement estime, en tout cas, que l'amnistie ne peut s'appliquer à des faits qui ne sont connexes à aucun mouvement gréviste. »

Et le journal bourgeois, en concluant, rappelle nos socialistes de gouvernement à la logique en ajoutant ces lignes :

« Cette théorie de M. le garde des sceaux était exactement conforme aux explications que fournissent *les journaux socialistes*, chaque fois qu'à l'occasion d'une grève ou d'une tentative de grève se produisent des désordres violents. On a pu le constater récemment encore à propos des émeutes d'Armentières. Ce ne sont jamais, au dire de ces journaux, les grévistes qui pillent les maisons et les magasins, incendient les usines, écharpent les patrons, les contremaîtres et les travailleurs : ce sont, nous assure-t-on invariablement, des malfaiteurs professionnels qui profitent de l'occasion et dont l'infamie ne peut en rien rejaillir sur les ouvriers. Soit ! Mais alors, de quel front les socialistes osent-ils réclamer le bénéfice de l'amnistie pour ces malfaiteurs professionnels qu'ils ont exécutés impitoyablement et rejetés avec dégoût hors du prolétariat ? »

L'erreur du journaliste bourgeois vient justement de la confusion qu'il fait du prolétariat avec les politiciens socialistes. Ces derniers ont, en effet, l'habitude de se poser en censeurs de la conduite des travailleurs, qui dans le fond se moquent absolument de leurs appréciations.

Ce qui est vrai, c'est que tous les révoltés de toutes catégories, voyous ou vagabonds las de crever de faim ou véritables « travailleurs » voulant donner une leçon à leurs exploiteurs, ont nos sympathies au même titre.

Quant à l'opinion de nos socialistes modern-style, nous nous en moquons absolument, et, contrairement à ce que pense l'écrivain du *Temps*, elle n'est aucunement l'émanation de la pensée des travailleurs conscients.

* *

A Hennebont, grève des ouvriers phosphatiers, qui réclament une augmentation de salaire. Le patron menace de transporter son usine à Pontivy où il compte trouver des travailleurs plus facilement exploitables.

Des manifestations ont eu lieu, et sur la demande du maire, des renforts de troupes dont deux compagnies du 62e, cinquante artilleurs coloniaux et les brigades de gendarmerie sont arrivés et aussitôt ont cerné les grévistes sur le terrain syndical avant qu'ils aient pu tous pénétrer dans le local où avaient lieu les réunions. Trois grévistes et un marin ont été arrêtés.

La ville est gardée militairement.

Plusieurs corporations de Lorient ayant l'intention de se solidariser avec les grévistes, il faut s'attendre à de graves incidents.

A Ajaccio, importante grève des ouvriers débardeurs. Aucun navire n'a été déchargé depuis plusieurs jours. Des réunions et des manifestations ont lieu, et si satisfaction ne leur est pas accordée, les débardeurs sont décidés à la grève à outrance.

Déjà les denrées renchérissent. La situation est des plus graves.

Les tisseurs de Neuvilly, las de recevoir des salaires variant entre 1 fr. 50 et 2 francs, viennent de cesser le travail à la suite d'une diminution nouvelle que voulaient leur imposer les patrons ; de plus, ceux-ci refusent toute discussion. Autant faire que de crever de faim en travaillant, les tisseurs de Neuvilly préfèrent crever à la lutte.

La misère est intense et les familles sont là-bas assez nombreuses.

Les grévistes, au nombre de 450, font appel à toutes les organisations ouvrières pour les soutenir dans leur lutte.

Adresser les fonds au citoyen Charles Proy, secrétaire du syndicat, à Neuvilly (Nord).

A Lyon, on peut considérer la grève comme terminée, les grévistes n'ayant même plus le courage d'agir par eux-mêmes. Ils ont, en effet, fait appel à deux ou trois politiciens de l'endroit, qui tâchent de se tailler un peu de popularité dans leur misère. Ceux-ci ne manqueront pas de leur faire comprendre que, tout compte fait, leur intérêt est encore de se laisser exploiter. Et les bons électeurs courberont l'échine et reprendront le collier.

De Béziers, mais malheureusement sans autres renseignements, on annonce une importante grève d'ouvriers agricoles. Ceux-ci sont au nombre de 2.000 et réclament un minimum de salaire de 3 fr. par jour.

C'est là un bon signe des temps ; si nos camarades des campagnes s'y mettent à leur tour, la bourgeoisie, même avec l'aide de nos néo-socialistes, aura du mal à y résister.

J'espère pouvoir parler plus longuement de cette grève qui doit marquer une date, la semaine prochaine.

P. Delesalle.

Espagne.

Nous n'avons pas reçu le dernier numéro de *El Productor*, notre camarade de Barcelone. Les agences ont bien voulu nous en dire la raison ; *El Productor* a été saisi en Espagne, pour insultes à l'armée. La saisie s'est compliquée d'une perquisition dans les bureaux du journal.

Saisissez, bonnes gens, confisquez, détruisez, abattez votre patte rageuse sur les journaux, les livres et les hommes : vous ne saisirez pas l'idée !

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

-»- **L'Education libre du IIIe** (26, rue Chapon). — Dimanche 10 janvier, soirée familiale donnée au bénéfice de la propagande, salle Jules, 6, boulevard Magenta, à 8 h. 1/2 du soir : Conférence par le camarade Paraf-Javal sur *La fausse route et la bonne*. Partie concert avec le concours des camarades de la Marianne, de la Muse Rouge et du groupe des chansonniers révolutionnaires. Tombola gratuite, nombreux lots. — Vestiaire : 0 fr. 30. — Entrée facultative des compagnes et des enfants.

-»- **La Coopérative Communiste** (68, rue François-Miron). — Samedi 8 janvier, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2 du soir : Commandes et distribution des produits. — Jeudi 14 courant, à 9 heures du soir : Réunion des coopérateurs. Causerie par un camarade.

-»- **Les Causeries Populaires des Xe et XIe** (5, cité d'Angoulême). — Samedi 9 janvier : Causerie sociologique. — Mercredi 13 janvier : Causerie par J. Albert sur *l'Energie électrique*.

-»- **Les Iconoclastes de Montmartre** (18, rue Custine et 65, rue Clignancourt). — Lundi 11 janvier : Lectures et communications diverses.

-»- **Syndicat des Locataires de la Seine** (siège central : Bar de la Bourse, 1 *bis*, boulevard Magenta, Paris). — Camarades, le Syndicat des Locataires de la Seine engage tous ses adhérents qui auraient des réparations locatives, troubles de jouissance, logements insalubres ou tous autres motifs de contestation avec leurs propriétaires, *de ne pas payer leurs loyers* avant d'avoir consulté le conseil judiciaire du syndicat. Il leur recommande aussi de ne pas donner congé verbalement et de refuser tous les congés amiables proposés par les propriétaires. La lutte contre les propriétaires étant de tous les instants, le Syndicat se fait un devoir de prévenir les intéressés, qu'un membre de son conseil judiciaire se tient tous les jours en permanence au siège central, 1 *bis*, boulevard Magenta, de 2 heures de l'après-midi à 7 heures du soir, pour fournir tous renseignements concernant les décisions qui précèdent. — Le Secrétaire général.

-»- **L'Education Sociale** (3 et 5, rue Jules-Jouy). — Samedi 9 janvier, à 8 h. 1/2 : Discussion dirigée par M. Chartier sur *Le Mensonge*. Tous les camarades sont instamment priés d'y prendre part. — Mardi 12, à 8 h. 1/2 : M. Gourdon, professeur au collège Chaptal : La littérature européenne au dix-neuvième siècle (5e causerie). — Jeudi 14, à 8 h. 1/2 : M. Chartier, professeur au lycée Condorcet : 4e Jean-Jacques Rousseau (2e causerie). — Samedi 16, à 8 h. 1/2 : M. Molinier, professeur à l'Ecole des Chartes : Le fonctionnarisme au quinzième siècle, d'après un livre récent.

-»- Lille. — Tous les libertaires de Lille et des environs sont invités à se trouver le samedi 9, et principalement le 16 au siège, rue du Bourdeau, 13. Questions importantes ; Fédération avec les groupes de quartier ; Causerie par un camarade.

-»- Lyon. — **Groupe d'Art Social**. — Dimanche 10 janvier, à 8 heures du soir, grande soirée familiale privée au profit d'une œuvre de propagande, café Fauchon, rue Mazenod, 47.

-»- Nantes. — Les camarades des **Iconoclastes** se rencontrent tous les samedis, à 8 heures, place Sainte-Elisabeth.

-»- Tourcoing. — **Le Groupe de l'Entente Economique** se réunira en assemblée générale le dimanche 10 janvier, à 4 heures très précises. — Dimanche 17 janvier, causerie par le camarade Henry, sur la prochaine Révolution, aux *Temps Nouveaux*, rue du But, 38.

-»- Lyon. — **Groupe Germinal**. — Le groupe organise pour dimanche 10 janvier, à 8 heures du soir, salle Chamarande, café de l'Isère, 26, rue Paul Bert, une soirée familiale privée. — H. Fabre fera une causerie sur le mouvement anarchiste. — Chants et poésies par des camarades.

Les camarades de toutes les régions sont invités à nous faire parvenir des adresses pour notre service d'expédition.

Il a été envoyé la semaine dernière 100 *Temps Nouveaux* ; cette semaine : 95 *Libertaire*, 25 *Temps Nouveaux*.

Dès que nous aurons des épreuves de la brochure que nous allons éditer, nous en ferons parvenir un exemplaire aux camarades qui nous ont écrit ; nous indiquerons en même temps le prix de revient.

Adresser toute la correspondance au secrétaire, café de l'Isère, 26, rue Paul Bert.

-»- **Le Milieu-Libre de Provence**. — Le local habituel étant définitivement affecté à notre groupe, tous les camarades sont informés que nos réunions ont lieu tous les dimanches, à 3 heures précises.

Dimanche, 10 janvier, rapport du camarade Berrier, trésorier, au sujet de la gestion financière de 1903. Distribution du Bulletin de décembre.

Jeudi 14, causerie par divers camarades sur le Communisme expérimental.

-»- Marseille. — **Groupe des Libertaires**. — Samedi 16 courant, à 9 heures du soir, Bar Frédéric, rue d'Aubagne, réunion de tous les camarades qu'intéresse la propagande faite par le journal *Les Temps Nouveaux*. Discussions et moyens à prendre en vue de la transformation du dit journal. Que tous ceux qui tiennent à la diffusion des idées et à la vie des *Temps Nouveaux* fassent acte de présence.

Théâtre du Peuple (Moncey), 50, av. de Clichy. téléph. 562-03. Tous les soirs, 8 h. 1/2 : *La Fille Elisa.* — *Boubouroche.*

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Au cours des âges, vers, par Lévêque ; 1 vol., 3 fr. 50, à *La Plume*, 34, rue des Écoles.

La vie démocratique, par Marc Sangnier, plaquette au *Sillon*, 34, boulevard Raspail.

Breviar svobodomyslnych, 1 broch. à Brno, Arnoldova, ul. c. 3, II. p.

Hospodarske obrozeni lidstva vyrobnim druzstvem Zemedelen, à Omladina.

Du journal l'*Allarme*, Turin : *Agli studenti*, Jean Roule, 0.10 ; *La Politica parlamentare*, par E. Malatesta, 0.05 ; *Eleciamoci*, par Lambro Canzani, 0.10 ; *Sotto Chiave*, par D. Zavattero ; *Nel vespajo*, par D. Zavattero.

A lire :

Aux gueux la besace, Henri Maret ; *Le Radical*, 5 janvier.

A voir :

Quelques dessins du numéro 140 de l'*Assiette au beurre* : *Le Maroc*.

L'*Assiette au beurre*, de cette semaine : dessins de Jossot.

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Cotisations mensuelles.

1° Froment, 5 fr. par mois pendant 6 mois. — 2° Méreaux, 2 fr. par mois. — 3° L. C. Paris, 5 fr. par mois. — 4° B. G., à Montpellier, 2 fr. — 5° B., à Berne, 50 fr. par an. — 6° L., à Orléans, 1 fr. — 7° P., à Orléans, 1 fr. — 8° G. V., à Autun, 4 fr. — 9° S., à Boursonne, 5 fr. — 10° B., institutrice à Paris, 10 fr. — 11° O. J., à St-Même, 1 fr. — 12° A. L., à Montargis, 2 fr. — 13° J. S., à Bonn, 2 fr. — 14° L. M., à Nice, 2 fr. — 15° A. G., Bruxelles, 5 fr. — 16° B., 2 fr. — 17° L., 5 fr. — 18° S., à Marseille, 5 fr. — 19° B., à la Seyne, 1 fr. A ce jour : 61 fr. par mois sont souscrits.

Nous avons d'autre part :

Sommes versées ou à verser en une seule fois.

B., à Paris, 4 fr. — S., à Bourg-Argental, 5 fr. (en février). — L., à Paris, 5 fr. — Ph. d'Anvers, 120 fr.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gite**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40** ; édition d'amateur : **3 fr. 50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire. D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel.	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15

En dehors de l'album, nous avons :

L'Inquisition en Espagne, dessin de Luce.			» 50
Un repaire de malfaiteurs, par Willaume	1 »	franco.	1 40
Bakounine, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Proudhon, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Cafiero, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Un frontispice en couleur, par Willaume, pour le premier volume du Supplément	2 25	—	2 40
Celui du deuxième volume, par Pissarro	2 25	—	2 40

Celui du troisième, par Luce, est en préparation.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco	2 75
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 10
Les Aventures de Nono, par J. Grave	2 75
La Colonne, par L. Descaves	2 75
Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais	3 20
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus	2 75
L'Inévitable révolution, par un proscrit	2 75
Les Primitifs, par Elie Reclus	4 »
Les affaires sont les affaires, par O. Mirbeau	3 »

VIENT DE PARAITRE

Cartes postales illustrées : *Epouvantails* et *Le Calvaire des mineurs*, réductions de nos lithographies. *Les Malheureux* ; *Ouvrier et patron* ; *Educateur et électeur !* Enfin les portraits de : L. Tolstoï ; S. W. Balmascheff et G. Bresci.

L'exemplaire par la poste : 0 fr. 10.

N° 1. — *Fraternité*, dessin de B. Mouton, vers de Montéhus.

N° 2. — *Les Conscrits*, dessin de Ch. Aubry, vers de Couté.

N° 3. — *La Crosse en l'air*, dessin de Ch. Aubry, vers de J.-B. Clément.

N° 4. — *La Révolte*, dessin de G. Wuyts, vers de Xavier Privas.

N° 5. — *Harmonie*, dessin de Ratel, fragment de « Travail » et autographe de Zola.

Six cartes anticléricales de J. Hénault, 0 fr. 50.

Dix cartes postales, *Patriotisme-Colonisation*, 0 fr. 60.

Sous peu paraîtra une série de 12 de nos lithographies en réduction, gravées sur bois par Berger. Nous les annoncerons aussitôt parues.

VIENT DE PARAITRE

Almanach illustré de la Révolution pour 1904.

Principaux articles : *Chronique scientifique*, par F. Stackelberg ; *Le Réveil ouvrier*, P. Kropotkine ; *L'Art et le Peuple*, Elisée Reclus ; *Réflexions d'un besacier du tour de France*, Descaves ; *La Grève d'Hennebont*, A. Bourchet ; *La Citadelle paysanne*, L. Niel ; *L'Eden reconquis*, A. Girard ; *Individualisme et solidarité*, J. Grave. Chansons, Monologues, Documents. — Illustrations par Hermann-Paul, Roubille, M. Luce, V. Muller, L. Hénault, etc., etc.

Primes-remboursement de l'Almanach en volumes.

Prix : 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40, au bureau du journal.

Conditions spéciales aux vendeurs.

VIENT DE PARAITRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux : 7 fr. 50 ; par colis postal : 8 fr. 10.

L'édition non illustrée : dans nos bureaux, 2 fr. 50 ; franco : 3 francs.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée ; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

∴

Nous avons fait tirer à part un certain nombre de gravures du volume sur la guerre. Nous les mettons en vente au prix de 1 franc prises dans nos bureaux, franco 1 fr. 15.

Les dix ensemble réunies sous couverture, 5 fr., prises dans nos bureaux ; franco 5 fr. 50 ; sur Chine, 10 francs ; franco 10 fr. 50.

Ces prix sont exclusivement réservés à nos lecteurs. En librairie, la collection du tirage ordinaire est de 10 francs, celle du tirage sur Chine, de 20 francs.

Le 2e volume : **Patriotisme-Colonisation**, est en vente dans les mêmes conditions.

PETITE CORRESPONDANCE

L. P., à Mazac. — Votre abonnement est terminé fin décembre.

Le camarade qui envoie le journal à Salins est prévenu que le destinataire le refuse.

B., à Roanne. — Pour le 3e vol. du Dictionnaire Lachâtre, je ne sais pas. Je vais m'informer.

Education libre, à Saint-Etienne. — Vous ne m'avez pas donné d'adresse pour l'envoi.

J. Fr., à Manosque. — Reçu mandat. Pour le dessin j'y ai pensé. J'y réfléchirai.

V. B., à Valréas. — Je renvoie les numéros. L'envoi a été fait chaque semaine.

A. G., à Bruxelles. — Je crois qu'il faudrait au moins le colombier.

E. S., à Etampes. — Non, nous n'avons plus ce nom parmi nos abonnés.

Ontwaking, à Anvers. — *Liberty*, 69, Gold Street, New-York.

L. C. — Oui, mais un étranger arrivant dans n'importe quel milieu, a d'abord les défiances à surmonter.

Ph., Anvers. — Pour Spencer, les principales œuvres sont chez Alcan. Vous y trouverez également les volumes de Guyau ; chez Schleicher, *Premiers Principes* de Spencer ; chez Guillaumin, *Justice*, *Les institutions professionnelles*, *Problèmes de morale*. Merci pour votre lettre qui est un encouragement et un enseignement.

P. M., à Londres. — Pour *Mutual Aid*, je n'ai que l'adresse de l'éditeur de New-York. Mais vous le trouverez chez Smith, je pense.

Dick. — Le service sera fait. Merci.

Reçu pour le journal : C. F., 5 fr. — A. G., 2 fr. — Y., 1 fr. — M., à Tours, 1 fr. 20. — B., à Paris, 1 fr. — P. J. et H. F., 1 fr. — M., à Tunis. — B. G., Montpellier, 0 fr. 60. — B., 2 fr. — Un milieu libre, 3 fr. — A. D., 1 fr. — S., à Londres, 0 fr. 50. — P., à Marseille, 4 fr. — L. M., 5 fr. — Merci à tous.

D., à La Haye-Descartes. — Paysan Gascon, Buenos-Ayres. — C. D., à Kain. — A. F., à Avallon. — T. L., à Verviers. — J. B., au Chambon. — S., à Camps-lès-Brignoles. — P. G., à Fontenay-le-Château. — S. H., à Rotterdam. — C., à Toulon. — C., à Lorient. — M., à Bastia. — H. A., à Ganges. — S., à Etampes. — A. D., à Toulon. — E. S., au Mans. — F., à Forli. — G., à Digne. — H., au Havre. — J. S., à Saint-Imier. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7

NEUVIEME ANNÉE N° 38 DIX CENTIMES DU 16 AU 22 JANVIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Nombre de camarades nous signalent l'impossibilité de trouver le journal lans Paris; nombre de libraires seraient « travaillés » pour ne pas le tenir.

Il n'y a qu'un moyen de leur forcer la main : que ceux qui s'intéressent à sa diffusion le réclament continuellement partout où ils ne le verront pas en vente.

Ma dernière note sur la pénurie de rédacteurs m'a attiré diverses lettres, où, entre autres, on me dit que, si pendant vingt ans, nous n'avons pu grouper autour de nous des éléments nouveaux pour mener la lutte, c'est que, vraiment, notre propagande n'a pas eu grande influence.

En effet, notre noyau ne s'est guère augmenté; mais, cependant, si l'on reprend la collection du journal, à partir du n° 1 des Temps Nouveaux, *où on a commencé à signer les articles, on pourra voir nombre de signatures qui, si elles n'ont figuré que quelque temps, même une seule fois, n'en démontrent pas moins que le noyau initial n'est jamais resté seul, et que nous avons, tout de même opéré un mouvement de personnel et d'idées.*

Comment se fait-il que ces adhérents disparaissent et qu'il en reste si peu avec nous?

Des causes, il y en a de multiples. J'en ai énuméré quelques-unes dans ma réponse à Hégot, mais il y en a une que je tiens à expliquer.

Malgré que l'on nous ait traités — le personnel des Temps Nouveaux *— de sectaires, de pontifes, etc., nous n'avons jamais cherché à faire école. Le but de nos articles, de notre propagande, a toujours été, non de formuler des dogmes, mais de chercher à éveiller l'esprit critique du lecteur — ce que j'appelai « lui fourrer des idées dans la tête » et ce qu'un sociologue éminentissime s'est dépêché de traduire, en y intercalant sociologue...ment : « toutes faites ».*

Pour mon compte personnel, je crois que la révolution doit être le fait de l'évolution sociale : politique, économique, intellectuelle et morale, et non de groupes plus ou moins organisés en vue de l'accomplir. Et alors, ce que je voudrais, c'est que chaque individu pense par lui-même, agisse par lui-même, sachant orienter ses efforts vers le but à atteindre, n'attendant pas de mot d'ordre, pas plus des groupes que des individus.

Dans les groupes, il arrive ceci : si ceux qui les mènent sont sincères, si réellement ils travaillent à réaliser le but affiché, il finit par se créer dans ce milieu une atmosphère spéciale qui vous fait prendre les désirs pour des réalités. Peu à peu les sentiments s'exaltent, les cerveaux se montent, on se sent capables de tout pulvériser, et on se lance dans les coups de tête au bout desquels il n'y a que catastrophes et déceptions. Si, comme cela se produit trop souvent, les meneurs prennent peur de leur part des responsabilités qui leur incomberaient, les efforts seront employés à refroidir les enthousiasmes, à fatiguer les bonnes volontés, à louvoyer.

Aider à l'évolution des cerveaux est, selon quelques-uns de nous, le plus sûr moyen de travailler à la révolution. Nous avons tâché de nous y employer de notre mieux.

Maintenant, comme il ne faut pas se faire meilleur ni plus modeste que l'on n'est, cette sagesse peut-être n'est-elle venue — à moi, par exemple — que parce qu'il me manquait la facilité d'élocution qui entraine les foules. Qu'importe la cause, pourvu que le but soit atteint, et que j'ai été amené à comprendre le rôle néfaste des « meneurs », ce qui m'a fait toujours m'éloigner d'eux.

Guerroyant en indépendants, ennemis des coteries, les concours nous sont venus, puis nous ont laissés, qu'importe cela, si au cours du temps, la besogne s'est faite. Et je crois qu'il s'en est fait.

Il m'est arrivé d'autres lettres me disant : Puisque le journal va s'agrandir, pourquoi n'y traiterait-on pas des questions scientifiques pouvant intéresser vos lecteurs?

Avoir une chronique scientifique bien faite, ce serait une chose excellente. Seulement, si, pour certaines choses, je suis d'avis de les faire du mieux que l'on peut, même lorsque l'on est certain de ne jamais atteindre la perfection, il y en a d'autres qu'il vaut mieux, je crois, s'abstenir de faire, lorsqu'on ne peut pas les faire tout à fait bien.

Pour traiter de la science, il ne suffit pas d'avoir lu quelques bouquins que l'on n'a pas compris, puis, dans ses articles, de fourrer à chaque ligne les mots science, scientifique, lois scientifiques, en les saupoudrant de mots techniques, pour avoir vraiment fait de la science. Pour cela je ne puis m'engager a donner satisfaction à nos camarades.

Au cours de route, si nous trouvons des camarades, connaissant bien la branche dont ils s'occupent, et voulant bien faire part de ce qu'ils connaissent à nos lecteurs, nous insèrerons avec plaisir; mais tant que nous n'aurons rien de sérieux en ce genre, non.

Seulement, avec l'agrandissement de format, ce que nous pourrons faire sous la rubrique Variétés *: en reproduire quand, au cours de nos lectures, il nous en tombera quelque bon sous les yeux.*

M'étant sans doute mal expliqué, quelques camarades ont cru que nous allions supprimer la bibliographie; *d'autres que c'était le format du journal qui allait être changé, et ils réclament comme collectionneurs.*

La bibliographie *sera enlevée du supplément, mais pour être mise dans le journal.*

Nous mettrons 8 pages au journal, mais avec le format actuel, ce qui fait qu'il sera doublé, tout en gardant son format.

J. Grave.

HERBERT SPENCER

Sa philosophie.

II

Toute la philosophie de Spencer, y compris ses *Principes de l'Ethique*, est absolument libre de toute influence chrétienne. C'est beaucoup. Quand on songe combien ce qui s'écrit de nos jours sur la philosophie, et surtout sur les questions de morale, subit encore l'influence du christianisme, on apprécie le service rendu par Spencer.

Avant lui, personne n'avait su donner un système de l'univers, des organismes, de l'homme, des sociétés humaines et de leurs conceptions morales, absolument *agnostique*, non chrétien. Pour Spencer, le christianisme est une religion comme les autres, née des mêmes superstitions, des mêmes craintes et des mêmes légendes, qui n'a d'intérêt que comme un fait de l'histoire des sociétés, — au même titre que les conceptions judiciaires des sauvages ou leurs cérémonies nuptiales, dont il étudie l'origine et l'évolution. Alors même qu'il parle de morale, il s'intéresse plutôt à l'origine et au développement de tel usage ou de tel principe moral, qu'à ces individus que les prêtres, les mullahs ou les chamans (sorciers sauvages) se plaisent à représenter comme fondateurs de telle religion ou de tel enseignement moral.

Ce qui manque, cependant, à Spencer, c'est l'esprit d'attaque, l'esprit combatif. Il bâtit son système de l'univers sans créateur, mais on aimerait aussi le voir démolir directement les superstitions qui encombrent les esprits et les empêchent d'accepter ce système. Spencer les passe sous silence, ou leur décoche seulement, en passant, un mot de mépris.

* * *

Le style de Spencer parfois est lourd. Très souvent ses preuves ne suffisent pas pour vous convaincre (Darwin avait déjà fait cette remarque). En outre, on sent chez lui l'absence du poète, de l'artiste. Mais quand vous avez lu ses ouvrages — ne serait-ce qu'en abrégé, — vous sentez que vous entrez en possession d'une conception complète de l'univers — de l'ensemble de la nature, dans laquelle il ne reste plus de place au mystérieux, au surnaturel. Un dieu créateur, un « absolu », une « substance », représentée comme un « esprit divin », — même « le grand géomètre » — tout cela vous semble si petit, si bien le produit de l'ignorance, si inutile et inventé, — dès que vous pouvez vous faire une idée réelle, concrète, de la façon dont vivent les mondes, les systèmes solaires, les planètes et ces petits êtres si prétentieux, — les hommes!

Spencer ne s'élève pas jusqu'à vous donner de grandes et de belles vues d'ensemble. Toujours trop terre à terre, il ne répond pas à l'exaltation poétique que notre contemplation de l'univers nous inspire. Mais il vous fait comprendre comment, par l'action des seules forces chimiques et physiques, la vie a dû naître sur notre planète; comment, par l'action de ces mêmes forces, les plantes les plus simples ont dû faire apparition, et comment, à la suite d'adaptations de plus en

plus compliquées, des plantes bien plus complexes ont dû se développer. Il vous montre comment l'autre branche, celle des animaux, a dû aussi faire son apparition; comment elle aussi a dû se développer, de façon à atteindre jusqu'à l'homme, le perfectionner à son tour, et le dépasser un jour.

Et si on lui demandait où est le créateur dans tout cela? où est le Plan de l'univers? l'Idée directrice? Spencer aurait fait la réponse que fit un jour Laplace: — « Vous voyez bien que nulle part je n'ai senti le besoin de recourir à cette hypothèse! »

⁂

Dans ses *Principes de la Sociologie*, Spencer vous déroule de même la série des institutions humaines, des croyances, des idées générales, des civilisations, depuis les plus simples jusqu'aux plus complexes. Dans les détails il peut évidemment se tromper — il se trompe même souvent. Notre conception de l'évolution des sociétés diffère déjà beaucoup de la sienne.

Mais Spencer nous donne la méthode pour interpréter les faits sociaux, — la méthode qui découle des progrès de la science inductive, — la méthode qui consiste à chercher l'explication de tous les faits sociaux dans les causes naturelles, — les plus proches d'abord et les plus simples, — et non pas dans des forces surnaturelles ou des hypothèses nées d'analyses *verbales*, métaphysiques. Si on s'accoutume à cette méthode, on verra en effet que toutes nos institutions, nos rapports économiques, nos langues, nos religions, notre musique, nos idées morales, notre poésie, etc., s'expliquent par les mêmes enchaînements de faits naturels, qui expliquent les mouvements des soleils et ceux des poussières qui circulent dans l'espace, les couleurs de l'arc-en-ciel et celles du papillon, les formes des fleurs et celles des animaux, les mœurs des fourmis et celles des éléphants.

Il est vrai que Spencer ne nous fait pas toucher du doigt cette unité de la nature; il ne nous fait pas sentir la beauté, la poésie de cette interprétation synthétique de l'univers. Pour cela, il lui manque le génie de Laplace, le sentiment poétique de Humboldt, la beauté de la forme que possède Elisée Reclus. Ceci, et bien d'autres qualités, lui manquent. Mais il nous fait comprendre comment raisonne le naturaliste, une fois qu'il se libère de l'enseignement religieux et scolastique par lequel on avait cherché à paralyser son esprit.

⁂

Spencer lui-même — on est porté à se le demander — s'est-il entièrement libéré de ce poids mort? — Oui, presque, mais pas entièrement.

Dans chaque science, lorsque nous avons poussé l'étude à fond, nous arrivons à une certaine limite, au delà de laquelle nous ne pouvons pas, à un moment donné, aller plus loin. C'est précisément ce qui rend la science toujours jeune, toujours attrayante. Quelle extase ce fut parmi nous, vers le milieu du dix-neuvième siècle, lorsque de si belles découvertes furent faites dans l'astronomie, les sciences physiques, les sciences de la vie, la psychologie.... Quels beaux horizons s'ouvraient devant nos yeux à cette époque, lorsque les limites de la science furent élargies soudain! — Elargies, elles le furent à cette époque, mais effacées — non, car immédiatement de nouvelles limites venaient se poser, de nouveaux problèmes à résoudre surgissaient de tous côtés.

Continuellement la science recule ainsi ses limites. Là où elle s'arrêtait il y a vingt ans, c'est un domaine conquis aujourd'hui. La borne est reculée. Mais après avoir fait quelques pas en avant, la science s'arrête de nouveau, pour rassembler ses forces et accumuler de nouveaux faits avant de faire un nouvel effort suprême.

Ainsi, il y a cinquante ans, nous disions: — « Voici un groupe de phénomènes — d'attractions et de répulsions — qui ont quelque chose en commun. Appelons-les « phénomènes électriques », et nommons « électricité » la cause, quelle qu'elle soit, inconnue pour le moment, de ces faits. » Et quand les impatients nous demandaient: « Qu'est-ce que c'est, l'électricité? » nous avions l'honnêteté de leur répondre que nous n'en savions rien, — pour le moment.

Aujourd'hui, un petit pas en avant est fait. Nous avons trouvé un point de ressemblance entre le son, la chaleur, la lumière — et l'électricité. En effet, lorsqu'une cloche sonne, elle produit des ondes d'air, alternativement comprimé et raréfié, qui se suivent comme les vagues à la surface d'un étang.

Dans l'air, ces vagues sonores marchent avec une vitesse de 300 mètres environ à la seconde, et elles se propagent d'une façon qui nous est si bien connue, que nous les soumettons au calcul mathématique. Ceci se savait depuis longtemps. Mais maintenant on a découvert que la chaleur et la lumière, *et aussi l'electricité*, se propagent absolument de la même façon, seulement avec une vitesse de 300.000 kilomètres par seconde. C'est, peut-être, de la matière plus raréfiée que l'air qui entre en vibration dans les phénomènes électriques; mais l'électricité est due à ces vibrations, absolument semblables à celles que produit la cloche dans l'air, et que nous pouvons soumettre à la même étude mathématique.

Sans doute, ce n'est pas encore tout savoir sur l'électricité: l'inconnu nous entoure de toutes parts; mais c'est toujours un appoint. Avec ça on nous cause entre continents sans même recourir à un câble sous-marin, et on vous communique les nouvelles du jour à bord d'un navire qui court à toute vitesse à travers l'Océan.

« Mais, qu'est donc cette matière qui vibre », demanderez-vous peut-être? « — Je n'en sais rien, *pour le moment*, — pas plus que je ne savais rien sur l'électricité et la chaleur, il y a cinquante ans »: telle sera la réponse. Et si vous insistez, si vous demandez: « En saura-t-on quelque chose d'ici cinquante ans? » personne ne pourra vous informer là-dessus. Comment pouvions-nous prédire, en 1860, que vers la fin du siècle on lancerait des vibrations électriques d'Irlande à New-York, alors que nous ne savions pas que l'électricité c'est des vibrations analogues aux vibrations lumineuses? Tâchons d'enseigner moins de bêtises, religieuses et laïques, dans nos écoles. Tâchons d'enseigner mieux les sciences naturelles, de façon à développer l'audace — toujours de l'audace dans les jeunes esprits — et, qui vivra, verra!

C'est tout ce que la science peut vous dire.

⁂

Eh bien! Spencer a dit plus, et ce plus a été de trop.

Il a affirmé qu'au delà d'une certaine limite se trouve — non pas l'*inconnu*, qui sera, peut-être connu dans cent ans, — mais l'*inconnaissable*, qui *ne peut pas* être connu par notre intelligence; à quoi Frédéric Harrisson, un positiviste anglais, lui fit cette remarque, absolument juste: — « Ah çà! dites donc, mais vous prétendez en savoir bien long, sur cet inconnu, dont vous nous faites un inconnaissable, en affirmant qu'il *ne peut pas* être connu? »

En effet, pour dire que cet « au delà » est *inconnaissable*, il faut être sûr qu'il diffère essentiellement de tout ce que nous avons appris à connaître jusqu'à ce jour. Mais alors, c'est en savoir immensément sur cet inconnu. C'est affirmer qu'il diffère tellement de tous les phénomènes mécaniques, chimiques, intellectuels et passionnels dont nous savons quelque chose, que jamais il ne pourra être ramené sous aucune de ces rubriques. Faire une pareille affirmation concernant quelque chose que l'on dit soi-même ne pas connaître, c'est évidemment une criante contradiction. C'est dire à la fois: « Je n'en sais rien », et: « J'en sais assez pour dire que cela ne ressemble ni de près ni de loin à tout ce que je sais! »

Si nous savons quelque chose sur l'univers, son existence passée et les lois de son développement; si nous sommes capables d'établir les rapports qui existent, disons, entre les distances qui nous séparent de la voie lactée et les mouvements des soleils, ainsi que des molécules qui vibrent dans cet espace; si, en un mot, la science de l'univers est possible, — c'est que, entre cet univers et notre cerveau, notre système nerveux et notre organisation en général, il existe similarité de structure.

Si notre cerveau était composé de matière différente, de celle qui compose l'univers des soleils, des étoiles, des plantes et des autres animaux; si les lois des vibrations moléculaires et des transformations chimiques dans notre cerveau et notre moelle épinière différaient de celles qui existent en dehors de notre planète; si enfin la lumière, en parcourant l'espace entre les étoiles et mon œil, obéissait sur ce parcours à des lois différentes de celles qui existent dans mon œil, dans mon nerf visuel et dans mon cerveau, — jamais je n'aurais pu rien savoir de vrai sur l'univers et les lois qui le régissent; tandis que maintenant nous savons assez pour prédire une masse de choses, et que les *lois* elles-mêmes qui nous permettent de prédire, ne sont que des rapports saisis par notre cerveau.

Voilà pourquoi, non seulement il y a contradiction à parler d'inconnaissable en parlant d'inconnu; mais, tout porte à croire, au contraire, qu'il n'y a rien dans la nature qui ne trouve son équivalent dans notre cerveau — parcelle de cette même nature, composée des mêmes éléments physiques et chimiques. Rien qui, par conséquent, *doive* à jamais rester inconnu, c'est-à-dire ne puisse pas trouver sa représentation dans notre cerveau.

Au fond, parler d'inconnaissable, c'est toujours retourner, sans s'en apercevoir, aux grands *mots* des religions, et c'est parce que les religieux ne manqueront pas d'exploiter cette erreur de Spencer, que nous nous permettons d'entrer ici dans ces détails un peu ardus. Admettre l'inconnaissable de Spencer, c'est toujours supposer une force, infiniment supérieure à celles qui agissent dans notre intelligence et se manifestent dans l'action de notre cerveau, alors que rien, absolument rien, ne nous autorise à supposer cette force. Pour le naturaliste, l'abstrait, l'absolu, dieu, l'inconnaissable, c'est toujours la même hypothèse dont Laplace n'eut pas besoin dans son système du monde, et dont nous n'avons plus besoin pour nous expliquer, non seulement l'univers, mais aussi *la vie* sur notre planète, avec toutes ses manifestations. C'est un luxe, une superstructure inutile, une survivance, qu'il est temps d'oublier.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

La Sûreté met ses agents à la disposition des propriétaires de chasses, et les envoie tenir le rôle d'agents provocateurs parmi les braconniers pour tâcher de faire prendre ceux-ci. Deux agents de la Sûreté étaient venus, dans ce but, à Ménestreau-en-Villette, sur la demande d'un propriétaire du pays. Déguisés en braconniers, ils s'étaient rendus chez un marchand de gibier où fréquentaient les braconniers du pays, et se mêlèrent à la conversation, renchérissant sur ce que les autres disaient et exagérant leur zèle pour le braconnage. Cela parut suspect, ils furent bientôt démasqués, et ils compri-

rent qu'ils n'avaient plus qu'une chose à faire : prendre la porte. Ils sortirent donc, mais suivis par les vrais braconniers désireux de leur donner une leçon. Ceux-ci se jetèrent sur les deux agents, dont l'un fut renversé d'un coup de tête ; l'autre sortit son revolver et tira sur un braconnier nommé Crinière, qui tomba, atteint au cou. Les deux agents profitèrent du désarroi qui suivit pour prendre la fuite, mais les braconniers se lancèrent à leur poursuite, avec l'intention de venger leur camarade. Près d'être atteints, les agents se réfugièrent dans une maison isolée, mais les braconniers se mettant en devoir d'enfoncer la porte, ils s'échappèrent par une autre issue. Poursuivis de nouveau, ils se réfugièrent une seconde fois dans une ferme, qu'ils durent quitter encore, et ne durent leur salut qu'à la chute que fit un de leurs poursuivants, qui se blessa. Puissent les réflexions qu'ils firent dans cette poursuite les avoir dégoûtés à jamais du métier d'agents provocateurs !

Quatre braconniers furent arrêtés ; le blessé Crinière est dans un état grave ; le propriétaire, cause de tout ceci, dort tranquille.

On nous écrit les renseignements suivants sur la contrée où cette affaire a eu lieu :

« La Sologne est une des contrées de la France où la grande propriété et la féodalité terrienne sont les plus florissantes. C'est une région très boisée, dont les sapinières regorgent de gibier qui dévaste complètement les récoltes des paysans. Dans de pareilles conditions, on peut dire que les braconniers, bien loin d'être le fléau du pays, en sont plutôt la providence. Les ravages causés par les lapins sont tels que, dans la seule commune de Ménestreau-en-Villette, théâtre des événements dont je vous envoie le compte rendu, quatre fermes ne peuvent être louées et leurs terres depuis longtemps restent incultes. Mais ce gibier si désastreux pour le prolétaire des campagnes est conservé avec un soin jaloux pour l'agrément des bourgeois et des châtelains.

« A s'aventurer, même sans le savoir, sur un chemin particulier, on risque un procès-verbal ; je pourrais citer telle propriété où, il y a peu d'années — et peut-être le fait se passe-t-il encore aujourd'hui — toute personne qui égarait ses pas, et dont la tête déplaisait aux gardes, était arrêtée par eux et menée la corde au cou — il faut prendre l'expression à la lettre — à la gendarmerie la plus proche. Sur les 1.100 habitants de la commune de Ménestreau, il y a chaque année environ 20 chômeurs obligés pour vivre de s'adonner au braconnage ; ce sont des bûcherons que les propriétaires congédient dès les mois d'avril ou mai, sous le prétexte spécieux que l'ouvrage manque ; en réalité, si l'entrée des bois leur est interdite, c'est dans la crainte qu'ils ne dérangent les faisans et les perdrix qui couvent et dont la chair n'est certainement pas faite pour la dent des paysans. Enfin ce gibier préservé avec tant de soins du fusil des braconniers, est exterminé par les bourgeois eux-mêmes dans d'effroyables tueries. Nous avons vu abattre en une seule journée jusqu'à 600 pièces de gibier, et cela sans aucun profit pour les habitants du pays, car tous ces animaux sont immédiatement expédiés aux Halles centrales. Le gaspillage de la terre et des récoltes a pour complément le gaspillage du gibier. »

∴

La Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine, par 67 voix contre 2, a décidé que « le comité électoral du citoyen Millerand est exclu du « parti socialiste français, en raison des votes de ce « dernier, ainsi que le citoyen Millerand lui-« même ».

La Fédération de la Seine et le parti socialiste n'oublient qu'une chose : c'est de faire leur *mea culpa* et de reconnaître qu'ils sont la pépinière d'où doivent fatalement sortir les Millerands du présent et de l'avenir.

∴

Suite à *Maternité* :

Une femme de chambre, une domestique et une cuisinière étaient arrêtées, l'autre jour, en flagrant délit de vol à l'étalage du Bazar de l'Hôtel-de-Ville. Ces trois malheureuses femmes étaient enceintes, et avaient été renvoyées de leurs places à cause de leur état. Leur maternité patriotique, loin de leur valoir des félicitations et des récompenses, les réduisait donc au vol, puis à la prison. Car le tribunal leur infligea deux mois de prison (avec sursis), pour punir les hommes qui les avaient fécondées, puis abandonnées, et les patrons qui les avaient chassées.

Au surplus, si l'on veut se faire une idée de la situation des filles-mères dans notre charmante société, du sort que leur font les mœurs (et non pas seulement les lois), et de la façon dont les traitent leurs frères et sœurs de classe, les ouvriers, aussi féroces et dégoûtants que les bourgeois, qu'on lise le simple *Fait divers* publié dans le dernier numéro (9 janvier) de « *Pages libres* ».

Mouvement ouvrier. — Les poursuites intentées contre quelques-uns des militants de la Bourse du Travail qui ont pris une part active à la campagne contre les bureaux de placement, continuent. Quoi qu'on en ait dit, l'amnistie votée en fin d'année par les Chambres ne leur est pas applicable. Bousquet, Beausoleil, Laporte et Linon ont donc comparu à plusieurs reprises devant un nouveau juge d'instruction, le premier s'étant « défilé » pour raison de santé.

Ces camarades sont poursuivis pour excitation au pillage, sur la dénonciation de quelques pauvres bougres arrêtés pendant la campagne. Or, samedi dernier, en présence des « accusés », tous les malheureux arrêtés se sont complètement rétractés et ont nié avoir tenu les propos qui leur étaient attribués. Il a été prouvé que les rapports accusateurs contre Bousquet et ses amis sont entièrement l'œuvre de l'imagination des commissaires de police qui les ont rédigés. Bien mieux, au cours de la confrontation, l'un de ceux qui, suivant l'accusation, avait déclaré à un mouchard avoir entendu Laporte dire que c'était à coups de dynamite qu'il fallait entrer chez les boulangers, et, mis en présence des quatre inculpés, désigna Beausoleil comme étant Laporte, au grand ébahissement du juge, etc., etc.

En réalité, l'accusation apparaît pour ce qu'elle est en réalité comme un véritable complot policier.

Lépine et ses mouchards en seront cette fois encore pour leurs mensonges et il est probable que malgré le désir qu'a notre démocratique gouvernement de faire mettre à l'ombre les militants désignés, l'on devra abandonner l'accusation, Lépine s'y étant décidément trop mal pris.

∴

Mais il n'y a pas que Lépine qui tente — bêtement, il faut bien l'avouer — de faire condamner ces militants.

Messieurs les parlementaires du socialisme porte-fouinard s'y emploient de leur mieux de leur côté. C'est ainsi que dans les couloirs de la Chambre, quelques-uns, jésuitiquement, insinuaient que les fonds nécessaires à la campagne contre les bureaux de placement ne sont pas tous de source ouvrière. Ces messieurs ne se donnent même pas la peine de se renseigner, ce qui serait trop simple, ils préfèrent toujours calomnier, espérant qu'il en restera quelque chose. C'est même à la suite de ces bruits que furent ordonnées les perquisitions chez Bousquet et ses amis, où la police a justement trouvé plus de dettes que de pain.

Mais cette petite saleté non plus ne servira à rien, nos politiciens calomniateurs en seront pour leurs frais et ce ne sera en somme qu'une petite infamie de plus à leur actif.

L'organe de la Confédération, *La Voix du Peuple*, cite même le nom du « socialiste » qui se fit le plus ardent champion de cette infamie, et comme aucun démenti ne lui a été donné depuis huit jours, l'on est fondé à croire l'accusation de l'organe ouvrier.

∴

Le gouvernement ne se tient pas pour battu ; après le *Manuel du Soldat* acquitté à Paris, c'est un numéro spécial de la *Voix du Peuple* (édition des conscrits) qu'il fait poursuivre à Troyes. C'est là sans doute une nouvelle jurisprudence « défense républicaine » que de poursuivre en province un journal qui paraît à Paris.

Ce que l'on semble vouloir coûte que coûte en haut lieu, c'est frapper les militants syndicalistes qui ont l'audace d'être en même temps des révolutionnaires et des antimilitaristes acharnés.

Les condamnations que l'on escomptait à Paris, on essaie de les obtenir à Troyes où sept militants parmi lesquels Yvetot, Bousquet, Latapie, Desplanques, etc., passeront en cour d'assises le 21 janvier prochain.

La presse socialiste et fonds secrétiaire comme de juste ne souffle pas mot de ces nouvelles poursuites. Nous ferons en sorte de leur forcer la main.

Les militants parisiens profiteront sans doute de leur présence à Troyes pour y organiser un grand meeting.

Peut-être n'est-ce pas là le but visé par notre Combes de gouvernement, mais il est probable que ce sera le seul résultat, car, comme le jury de la Seine, celui de l'Aube acquittera à l'unanimité.

Et ce n'est pas tout : comme il faut frapper quand même et par tous les moyens, le camarade Dumas, des métallurgistes, est également poursuivi pour outrages par la parole, à un magistrat au cours de la conférence qu'il fit à Montataire, le 5 décembre dernier à l'occasion de la campagne contre les bureaux de placement.

Coûte que coûte il faut réduire les militants de la Bourse du Travail, Jaurès le veut, MM. les réformistes l'exigent.

De Béziers on annonce que la grève des travailleurs agricoles est terminée, les grévistes ayant obtenu satisfaction.

Voici sur quelles bases l'accord est intervenu. Pour les environs de Béziers :

Les six premières heures seront payées 45 centimes et les heures supplémentaires 50 centimes.

Les mesadiers recevront 30 francs par mois en hiver et 40 francs par mois en été.

Les vendangeurs seront payés 3 francs par jour, nourris et logés.

A Capestang, les grévistes obtiennent 2 fr. 50 pour la journée de 6 heures, et 50 centimes pour les heures supplémentaires.

A Mèze et dans les environs, la journée de travail est fixée à 6 heures avec un salaire minimum de 3 francs. Les heures supplémentaires seront payées à raison de 50 centimes. La journée des femmes à moitié prix.

La journée des hommes, des domestiques et des mesadiers d'octobre à mars est fixée à 35 francs par mois, et de mars à fin septembre à 45 francs.

Les grévistes ont manifesté en apprenant leur victoire.

Le travail est repris partout. Les faits sont là et nous nous abstiendrons de commentaires qui pourraient en diminuer la portée.

Le dernier rempart de la bourgeoisie s'écroule, le prolétariat agricole rejoint à grands pas celui des usines.

A Ajaccio la grève des débardeurs continue ; les grévistes ayant voulu empêcher quelques ouvriers d'embarquer du bois sur le paquebot de Marseille, des bagarres se produisirent. Les débardeurs coupèrent les amarres du bateau. Un canot qui venait les remplacer fut assailli d'une grêle de pierres. La gendarmerie refoula les grévistes et opéra deux arrestations.

Les grévistes s'étaient éloignés des quais pour manifester en ville ; les autorités en profitèrent pour les faire occuper militairement.

A leur retour, les grévistes, exaspérés du procédé, provoquèrent une violente bagarre. Les grévistes assaillirent les gendarmes à coups de pierres. De nombreux gendarmes furent blessés et le commandant eu son manteau déchiré. Plusieurs arrestations furent opérées.

Après le départ du courrier, les gendarmes et les troupes conduisirent les prisonniers à la maison d'arrêt. Durant le trajet, des pierres furent lancées contre eux. Aux abords de la maison d'arrêt, les soldats durent repousser la foule pour dégager la porte. Plusieurs soldats et le lieutenant Tival ont été blessés.

La situation est très tendue.

P. DELESALLE.

Espagne.

Nos lecteurs se souviennent que le *Manuel du Soldat* fut, dès les premiers temps de sa publication, traduit et répandu en Espagne (1), et que plusieurs des propagandistes qui s'y employèrent furent arrêtés et poursuivis. A l'heure actuelle, Antonio Claria, Antonio del Pozo et Cordoba Juan Osuna sont encore sous les verrous et passeront en jugement pour avoir édité, ou mis en vente le *Manuel*. Aussi le verdict d'acquittement qui a terminé le procès Yvetot, a-t-il été accueilli avec un vif intérêt par nos camarades d'Espagne, et reproduit par la presse anarchiste de Madrid et de Barcelone.

Les juges espagnols attendaient sans doute la sentence du tribunal de Paris, pour s'en servir comme d'un modèle ?

(1) Les passages poursuivis en France ont d'ailleurs été ou abrégés, ou fortement atténués dans l'édition espagnole.

∴

La grève des « ouvriers de mer ». — Ceux que l'on nomme en Espagne les « ouvriers de mer », c'est-à-dire l'ensemble de toutes les catégories de salariés — moins l'état-major — nécessaires au fonctionnement, à la marche, à l'entretien des paquebots et des transports à vapeur ou à voile, constituent, dans la péninsule, une force, un élément essentiel de la vie économique du pays : étant données sa situation et sa configuration géographique, non seulement les quatre cinquièmes des importations et des exportations se font par la voie maritime, mais l'activité industrielle et commerciale est comme attirée sur les côtes ou dans le voisinage des côtes, si bien que les villes économiquement les plus importantes sont des ports, et de l'une à l'autre, les chemins de fer étant d'ailleurs peu développés et mal organisés, voyageurs, marchandises et courriers circulent par bateau. Une grève des ouvriers de mer a donc, en Espagne, l'importance et le retentissement que pourrait avoir, en d'autres pays, une grève des ouvriers de chemins de fer.

D'autre part, les ouvriers de mer espagnols sont fortement organisés. Ils ont formé, dans les différents ports, 23 syndicats locaux, réunis en une Fédération dont le siège est à Alicante : le nombre total *des syndiqués réels* est d'environ 12.000. La Fédération est adhérente à l'Union générale des Travailleurs espagnols et à la Fédération internationale des Transports.

Elle n'est d'ailleurs pas très ancienne : elle a tenu pendant la seconde quinzaine d'août 1903 son deuxième Congrès annuel. Ce congrès a eu un résultat pratique très important : la rédaction d'un programme de revendications concernant le régime de nourriture, les heures de travail et les salaires de chacune des catégories de travailleurs intéressés, chauffeurs, mécaniciens, matelots, charpentiers, cuisiniers, etc., etc. Ce programme fut envoyé, par les soins du Comité permanent d'Alicante nommé par le Congrès, à tous les patrons avec une circulaire conçue en termes des plus diplomatiques. Aucun armateur, aucune société ne répondit. Le 1er décembre, nouvelle circulaire, portant que si réponse favorable n'était pas donnée avant le 1er janvier, la Fédération aviserait aux moyens d'assurer la satisfaction de ses intérêts.

Six armateurs ou compagnies seulement répondirent à cette deuxième circulaire. La grève était inévitable, elle éclata le 3 janvier, et ce furent, naturellement, les Catalans qui commencèrent : ils étaient 700 le premier jour, 3.000 le lendemain.

Depuis, à Barcelone, le nombre des grévistes s'est augmenté chaque jour du personnel des vaisseaux arrivés au port et qui, aussitôt débarqué, adhère au mouvement.

Les Catalans ont brusqué les choses ; mais les travailleurs des autres ports n'ont pas été longs à les suivre ; dès le 5 janvier, la grève a éclaté à Séville ; (1) et ainsi dans deux des plus grands ports de l'Espagne les vaisseaux sont venus, l'un après l'autre, s'aligner et se mettre à l'ancre ; de part et d'autre, marchandises et voyageurs sont immobilisés, les patrons perdent des sommes énormes. Le 7, la grève s'étend à Valence et Alicante, le 8, à Santander. Elle est décidée en principe à Cadix, Bilbao, Gijon, et elle se produira sans nul doute, car partout les travailleurs maritimes soutiennent avec la même énergie leurs revendications, et partout les patrons répondent par une fin de non-recevoir catégorique. Ils déclarent tout d'abord inacceptables les conditions proposées, mais surtout ils refusent de reconnaître l'existence des syndicats ; ils refusent même de négocier, parce que ce serait la reconnaître implicitement. Ils forment d'ailleurs eux-mêmes un syndicat, qui s'appelle *La Ligue Maritime*, mais si le droit de l'ouvrier était égal au droit du patron, où irions-nous ?

Le gouvernement constate la gravité de la crise, qu'il a eu d'ailleurs tout le loisir de prévoir, mais il ne fait rien, et ne peut rien faire, paralysé entre les volontés contradictoires des deux adversaires. On parle beaucoup d'arbitrage, à Barcelone et ailleurs, mais comme tout le monde sait que cela veut dire « duperie », cela reste un sujet de conversations.

M. L.

---

(1) Séville est un port de commerce important le Guadalquivir étant navigable aux vapeurs d'un assez fort tonnage.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

*Lettre ouverte à M. Jean Jullien, auteur de l'***Oasis**.

Monsieur,

Ayant assisté à la représentation de l'*Oasis*, j'ai éprouvé, au milieu d'une admiration enthousiaste pour la belle conception de votre œuvre, un sentiment bien douloureux. Etant juive, j'ai ressenti, peut-être plus qu'un autre spectateur, l'injustice qu'il y a à symboliser dans un seul et unique juif un être abject, menteur et traître. Dans une œuvre qui, à d'autres égards, peut jouer un rôle éducatif et qui glorifie les idées d'émancipation humaine, c'est une erreur de laisser subsister un doute sur des préjugés encore trop tenaces. Je ne pourrai pas croire que vous, Monsieur, vous les partagez, ces préjugés et qu'il faut être chrétien ou musulman pour être admis dans la société future, l'oasis du bonheur. Cet incident n'aurait pu m'affecter, si, je le répète, l'œuvre elle-même n'avait produit sur moi une impression profonde de beauté et de véritable admiration.

E. Pierrot-Lafe.

La Coopérative Communiste. — Jeudi 21 janvier, à 9 heures du soir, 68, rue François Miron, dans la cour à droite, à l'entresol, réunion des coopérateurs ; causerie par un camarade. — Tous les jeudis et samedis, commandes et distribution des produits.

Causeries Populaires de Montmartre (**Iconoclastes**), 30, rue Muller. — Lundi 18 janvier, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal : *Comment on devient conscient*.

Causeries Populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 16 janvier : Causerie sociologique. — Mercredi 20 janvier, à 8 h. 1/2, causerie sur : L'abstension ; Nouvelle campagne : les brochures de l'*Education du IIIe* et des *Causeries* ; Comment les répandre ; L'affiche et l'affichage.

Causeries Populaires. — Après une lutte de dix mois, nous sommes arrivés à libérer le groupe des *Causeries du XIe* de la dîme du bistrot ; après seulement six mois, voici libérées les *Causeries du XVIIIe*. Dans l'un et l'autre de ces quartiers, nous ne pouvons qu'avertir les camarades de la création de ces *milieux libres* en plein Paris. A eux de faire durer cet effort par leur coopération. Un service de librairie est attaché à chacun de ces groupes, où se pourra former une bibliothèque. Au local de Montmartre, un cours d'*espagnol* se fera les vendredis.

Pour Montmartre, les camarades pouvant mettre des objets d'aménagement à notre disposition seront les bienvenus (tables, chaises, bancs, ou renseignements pour des occasions).

S'adresser au camarade Albert Libertad, 30, rue Muller.

L'Education Sociale (Université Populaire), 3 et 5, rue Jules-Jouy (rue Francœur) (18e arrondissement). — Samedi 16 janvier, à 8 h. 1/2. M. Molinier, professeur à l'Ecole des Chartes : Le fonctionnarisme au quinzième siècle, d'après un livre récent. — Mardi 19, à 8 h. 1/2. M. G. Cahen, docteur en droit : Nos finances publiques : 2e Comment se perçoivent les recettes de l'Etat. — Jeudi 21, à 8 h. 1/2. M. H. Jullien : Evolution de la coopération en Angleterre. — Samedi 23, à 8 h. 1/2. Soirée musicale et littéraire.

L'Action Théâtrale. — Répétitions vendredi, 76, rue Mouffetard, salle de l'U. P. Pianiste, orchestre et mandoliniste à la disposition des groupes, etc., pour concert ou bal. — Envoyer la correspondance au camarade Sandrin, 11, impasse Cœur-de-Vey, Paris.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 16 janvier, à 8 h. 3/4. Maurice Vernes, professeur au Collège des Hautes-Etudes : La Question religieuse au vingtième siècle. — Mercredi 20, à 8 3/4. — G. Richet : Littérature guerrière et littérature pacifique. Samedi 23, à 8 h. 3/4. Félicien Challaye, professeur agrégé de philosophie.

Montrouge. — Dans le but de détruire les idioties des cafés-concerts, il s'est fondé à Montrouge (Seine) un groupe lyrique et théâtral : **La Scène Libre**. Ce groupe se met à la disposition des U. P., coopératives, syndicats, groupes, afin de donner à ce public un spectacle plus en rapport avec ses idées.

Le groupe se réunit tous les mercredis à l'U. P. *L'Effort*, 33, rue du Marché, Montrouge.

Envoyer les communications au camarade H. Mahoudeau, 51, rue de l'Espérance (13e arrondissement).

Besançon. — Réunion des Libertaires à la Bourse du Travail, salle réservée, rue Poitrine, 9, les samedi, à 8 h. 1/2, et dimanche, à 4 heures. Causeries par un camarade.

Lille. — Les camarades sont priés de se trouver le 16 janvier, à 8 heures, rue du Bourdeau, 13. Questions importantes ; salle. Causerie par un camarade. Conférence de Girault à Roubaix.

Limoges. — Les camarades qui s'intéressent au local du groupe sont avertis qu'une recette à cet effet aura lieu dimanche 17, à 10 heures du matin, chez Guitard, 18, rue du Chinchauvaud.

Trélazé. — Les camarades de Trélazé sont invités à remettre leurs journaux, après les avoir lus, au camarade Hamelin, qui les distribuera ou les expédiera aux adresses que l'on voudra bien lui donner.

Ces envois nécessiteront quelque dépense. Que ceux qui veulent y participer, pour 15 centimes par mois, le disent au camarade Hamelin qui les inscrira et les tiendra au courant des recettes et des dépenses.

Amiens. — Samedi 16 janvier, conférence-concert organisée par les libertaires au profit de la presse.

Prière de lire les journaux locaux de samedi pour la salle de réunion.

Lyon. — Grande conférence publique et contradictoire, sous les auspices de la Bourse du Travail, 39, cours Morand, le samedi 16 janvier, à 8 h. 1/2 Les portes ouvriront à 7 h. 3/4.

Le 2e Congrès régional antimilitariste, organisé par la Fédération du Sud-Est, aura lieu dimanche, 17 janvier, dans la salle du *Grand Café*, 42, cours Morand. Il commencera à 8 heures du matin.

Les adhésions sont reçues au siège de la *Fédération antimilitariste*, 44, cours Morand.

Marseille. — **Le Milieu-Libre de Provence.** — Dimanche, réunion générale de tous les adhérents au Bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Questions diverses. Le soir, à 9 heures, grande soirée familiale.

Les camarades du dehors qui désireraient recevoir notre dernier bulletin rendant compte de nos travaux sont priés de s'adresser au secrétaire, rue d'Aubagne, 11, Marseille.

PETITE CORRESPONDANCE

Marion. — Ce qui a empêché, jusqu'ici, l'affiche, c'est que ça coûte énormément d'argent.

R., à Mirepoix. — L'envoi sera fait aux adresses.

B., à Châlons. — Excusez-nous, nous avons fait erreur.

Cordonniers, cousu-main. — Nous avons reçu votre convocation le samedi. Il la faut le mardi au plus tard.

Prière à Labaune de donner de ses nouvelles au bureau du journal.

J. G., à Lyon. — Excusez-nous, votre lettre s'est trouvée enterrée sous d'autres, c'est pourquoi elle n'a pas été insérée. Pouvez-vous nous envoyer les dernières nouvelles ? Des journaux de langue anglaise : *Freedom*, 127, Ossulston street, Londres, N. W. — *Free Society*, 331, Walnut street, Chicago. — *The demonstrator*, Home, Washington, Etats-Unis.

F. L., à Lisbonne. — Pour la traduction, il faut vous adresser à l'auteur, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

A. B., à Marseille. — Oui, nous annoncerons dans le journal quand il faudra expédier.

Weiss est prié de donner de ses nouvelles au journal.

H. M., à Saint-Affrique. — *Les Temps sont proches* épuisés. Cartes pas encore parues.

Reçu pour le journal : F. J., à Gargenville, 4 fr. — B. Ch., 20 fr. — M., à Bruxelles, 2 fr. 50. — Deux copains, 2 fr. — M. L., 2 fr. — V., à Grigny, 1 fr. — L. C., 0 fr. 45. — C., à San Paulo, 2 fr. — N. Y., à San Paulo, 4 fr. — A. T., à Paris, 2 fr. 15. — Merci à tous.

S., à Saint-Gall. — G., à Reims. — J. X. à Tenès. — G., à Villeneuve. — V. C., à Recanati. — M., à Guéméné. — S., à Lardières. — C., au Chambon. — G., à Chaumont. — S., à Peyméras. — L. P., à Marseille. — L. L., à Lorient. — J. L. ? — A. S., à Toulon. — V., à Rome. — M., à Dison. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 39 DIX CENTIMES DU 21 AU 29 JANVIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e^)

A NOS LECTEURS

Je donne, cette semaine, 8 pages au journal. Je me suis efforcé d'en varier la composition afin de donner une idée de ce qu'il sera, dans la nouvelle combinaison. Il n'y a plus qu'à y ajouter le supplément, pour avoir le format définitif.

Nous voilà arrivés à pas tout à fait les deux tiers des souscripteurs demandés, et un peu plus de la moitié de la somme. Comme je l'ai dit, je ne procéderai à la transformation que lorsque j'aurai assez de promesses pour être assuré de couvrir le déficit.

En dehors de l'appui matériel qui nous a été promis, j'ai reçu de camarades nouveaux la promesse d'une collaboration active; entre autres, de plusieurs docteurs, qui nous ont promis des articles sur l'hygiène; car ce n'est pas tout que d'augmenter le nombre des pages, il faut les remplir, et les remplir d'une façon intéressante. Je continue à grouper toutes les promesses qui nous seront faites : ce n'est qu'en groupant les efforts que nous arriverons à faire quelque chose de passable.

Avant de clore cette note, je ne puis m'empêcher de donner l'extrait, ci-dessous, d'une lettre reçue qui, en même temps qu'un encouragement, est une leçon de tolérance.

J. GRAVE.

Voici l'extrait :

« *Je ne partage pas la manière de voir des* Temps Nouveaux *en général. Je suis moins matérialiste, plus religieux, à vrai dire je ne vois pas encore bien la route à suivre... je ne sais même pas si j'aboutirai à l'anarchie (ou plutôt à quelque variété de l'anarchie). Peu importe... je me sens attiré dans la vie vers ceux qui font quelque chose sans compter combien cela leur vaut en espèces.... Pour le moment, j'aiderai même au besoin des gens dont je ne partage en aucune façon les idées pourvu que je sente une action convaincue dans ce qu'ils font. Qui de nous peut prétendre marcher dans la bonne voie? Ce n'est que par l'estime et la tolérance pour les principes d'autrui que le monde peut progresser.* »

EXCOMMUNICATIONS

Cette fois-ci, Millerand a été exclu du « Parti socialiste » — puisque parti il y a. Millerand ne s'en portera pas plus mal et le Parti ne s'en portera pas mieux.

Si, en l'espèce, le fait n'a que peu d'importance, la cause générale dont il découle mérite de retenir notre attention.

Ce genre de proscriptions est assez courant dans les partis politiques ou autres. C'est ainsi que, durant la Révolution de 89-93, Girondins, Dantonistes, Hébertistes, Robespierristes, etc., furent successivement violemment pris à partie et condamnés.

L'histoire parlementaire de ces cent et quelques dernières années est pleine de ces excommunications ou de ces dissensions entre gens d'un même parti.

Tels les tiraillements qui énervèrent l'action de la Commune de 1871, divisant jacobins et socialistes; telles les querelles au sein de l'Internationale aboutissant au schisme de La Haye, en 1872.

Tels les conflits d'ambitions qui déchirent le parti républicain depuis que celui-ci n'est plus un parti d'opposition.

Telles encore les excommunications réciproques dont se foudroient les différentes sectes socialistes.

Enfin, même parmi les libertaires, soi-disant partisans de l'absolue liberté de penser, de parler et d'écrire, règne cette défiance hostile et querelleuse qui se traduit également en bulles de mutuelle excommunication. Tel qui — soit maladresse, soit négligence de plume ou de parole — use de tel terme ou location proscrits par le catéchisme rigoriste du groupe ou de l'organe voisin, est aussitôt avec joie happé et à belles dents dévoré sans appel ni sursis.

* * *

Ces dissensions, ces déchirements intestins ne manquent pas d'alarmer de bonnes âmes tout imbues de sympathie à l'endroit du parti ainsi troublé. Elles y voient avec désespoir le signe d'une irrémédiable décadence.

Ces braves gens s'effarent à tort. La scission est, dans la plupart des cas, signe de tout autre chose que de décadence. Elle serait plutôt, dans nombre de circonstances, un indice de progrès.

En effet, toute idée qui pousse des hommes à une action combinée offre, à ses débuts, une formule assez générale pour réunir l'unanimité des avis. Mais au fur et à mesure qu'elle se creuse, que les détails s'en précisent, que des tactiques s'imaginent pour sa réalisation, des divergences nécessairement surgissent, fractionnant le groupe initial en sectes qui, à leur tour, se subdivisent, et cela suivant la diversité des tempéraments, des mentalités, des aptitudes individuelles et des connaissances spéciales.

Ce fractionnement est devenu nécessaire quand les divers aspects de la conception se dégagent de mieux en mieux de la masse indécise du début, et ce passage d'un état de moins en moins homogène à un état de plus en plus hétérogène est la caractéristique du progrès.

Il n'y pas lieu de se lamenter sur ce séparatisme qui accompagne toujours l'épanouissement d'une idée; ce qui est regrettable, c'est l'acrimonie et la malveillance que l'on estime devoir nécessairement y présider: c'est l'intolérance qui, violemment, despotiquement exclut tel ou tel en raison du point de vue partiel par lui professé et non conforme à l'avis général; c'est la tare dogmatique qu'a laissée dans nos esprits l'action néfaste des religions : « Hors de mon opinion, point de salut! »

* * *

Venant corroborer cette intolérance dogmatique et l'étayer d'une théorie spécieuse, s'adjoint l'erreur centraliste.

C'est une erreur très commune de croire qu'une force morale ou sociale s'augmente par une concentration intense des parties composantes, soumises à une discipline rigoureuse, à un *credo*, uniformes pour tous.

L'observance de cette discipline et la soumission à ce *credo* exigent nécessairement, de chacun des éléments composants, un amoindrissement, une abdication partielle de soi et notamment de ses facultés les plus originales, qui au total doivent se traduire par une perte sérieuse. Et cette conception centraliste a ceci qui la condamne : c'est que plus nombreux sont les éléments centralisés, plus s'accroît la perte, en raison précisément de la plus multiple diversité de facultés originales annihilées. L'uniformité de dogme et d'action imposée *à priori*, loin de créer la puissance, d'intensifier le résultat, engendre, par le nivellement qu'elle impose, et généralise la médiocrité.

C'est là une conception militariste. En effet, dans une organisation militaire, où le but, tout de brutalité, exige, pour être atteint, une simultanéité et une coordination très étroites d'efforts, cette centralisation a peut-être sa raison d'être — tout au moins au moment même de l'action. Mais il en est autrement en ce qui concerne une action morale et sociale, dont l'objectif est le développement et l'épanouissement général de la puissance globale de la collectivité. Ici, ce développement et cet épanouissement sont inséparables du développement et de l'épanouissement des unités composantes, et l'amoindrissement ou l'annihilation de l'une d'elles se traduit forcément par une perte au total.

Les preuves de cette erreur sont multiples dans l'histoire. Il est patent qu'un État qui, durant sa période guerrière et conquérante, tend à une centralisation de plus en plus grande, aussitôt l'apogée de cette centralisation atteint, ou décline, ou se voit forcé, sous peine de démembrement, de détendre peu à peu les ressorts trop tendus de sa centralisation afin de donner, aux trop fortes poussées originales des divers groupes sociaux, plus de latitude pour s'épanouir. D'ailleurs la centralisation extrême qui s'opère en temps de guerre, n'est-elle pas une rétraction de l'organisme social qui le fait regresser à un type social tout à fait inférieur, contemporain des âges barbares?

∴

Bien plus rationnelle, bien plus conforme à une bonne entente économique et morale est a conception fédéraliste, telle que nous la professons, basée sur l'autonomie des unités composantes. Sur cette base, la contexture sociale s'élabore d'elle-même, petit à petit, de proche en proche, d'unité à unité, de groupe à groupe, d'agglomération à agglomération, changeante, diverse et souple, d'une remarquable adaptabilité aux conditions et aux besoins, reflétant alors réellement les aspirations multiples de tous ses éléments composants, en représentant l'exacte et adéquate résultante. Et ce qui en fait la souplesse, l'élasticité pourrais-je dire, c'est précisément cette absence de cadre *à priori*, qui laisse ainsi le champ libre dans tous les sens à toutes ses expansions quelles qu'elles soient.

Dans cette contexture si docilement malléable, l'individu a toute latitude pour s'accroître et s'épanouir à l'aise, emplir sa vie en toute intégralité et donner enfin toute sa mesure. Aucune entrave, aucune contrainte ne s'oppose à l'expansion de son activité; indéfiniment s'étend le champ où écloront et rayonneront ses virtualités multiples, et de ce rayonnement naît ce sentiment d'ample et vigilante vitalité qui est la condition du bonheur.

La comparaison me paraît être sans conteste tout à l'avantage de cette dernière conception.

André Girard.

UN TRUST

Auri sacra fames!
(Virgile.)

Quand je veux irriter mon esprit jusqu'à l'exaspération contre la sottise, que je crois avoir engendré la plupart des crimes de la société, je consulte des statistiques. Ces subtils mais parfois vains calculs, échafaudés sur des bases flottantes que le torrent des années devrait avoir chavirées depuis longtemps — sont le plus souvent des preuves de l'immutabilité de nos conventions, de nos préjugés, de nos raisonnements, de nos habitudes, meurtrièrement imbéciles.

La logique des conclusions que le philosophe en peut tirer croît toujours en raison inverse de la vérité sociale que les économistes en dégagent. L'autre jour, je lisais donc un minutieux travail, par lequel le directeur de la Monnaie des Etats-Unis établissait démonstrativement qu'il n'y a que vingt-quatre milliards d'or et vingt milliards d'argent pour toute la terre, c'est-à-dire pour un milliard cinq cents millions d'êtres humains, comme nous l'apprend une autre statistique, celle de l'état civil qui a su pénétrer jusque dans les tribus des pires anthropophages.

Une rudimentaire division permet de constater que si on répartissait également cette fortune entre tous, chacun aurait seize francs d'or et treize francs d'argent — vingt-neuf francs en tout — moins que peu, comme on voit, mais plus encore que n'ont d'aucuns. Cela répond, toutefois, aux intéressés et aux naïfs qui accréditent que le communisme partagerait entre les hommes la fortune mondiale : nous n'irions pas loin avec notre capital...! Ailleurs, il est parlé de trois mille huit cent vingt-huit millionnaires et milliardaires dans les Etats-Unis mêmes qui ne possèdent que cinq mille cent un millions d'or et trois mille deux cent seize millions d'argent. C'est à n'y plus rien comprendre... n'est-ce pas, Bonhomme? Cependant voici ce que, d'un tel calcul, conclut la sagesse des nations :

« Les plus riches ne le sont que de papier et de crédit; l'or et l'argent ne valent que par leur incessante circulation » et le chœur des industriels et des commerçants de dire :

« Ayons donc du papier et du crédit; faisons passer mystérieusement le fantôme de notre or sur l'échine courbée des pauvres, comme les prêtres font passer Dieu sur les fronts inclinés des fidèles — illuminons chacun de nos jours de son resplendissement fugitif mais efficace », et le chœur des prolétaires de reprendre :

« Travaillons afin qu'on nous permette de fondre l'or qui doit jaillir en flots brûlants de nos mains calleuses pour traverser et fertiliser les terres des maîtres! »

Et tous ensemble de clamer, les trop riches comme les trop lésés, dans leur délire :

« L'or est la plus belle, la plus formidable, la plus délicieuse, la plus ridicule, la plus vénérée, la plus exécrable, la plus fragile et la plus tyrannique des divinités que la folie humaine institua! — Nous lui sacrifions tous les jours quelque chose de nous, quelqu'un des nôtres; notre amour, notre art, notre enthousiasme, notre conscience, la beauté de notre épouse et la virginité de nos filles, la vie de nos enfants, la moelle de nos os, le sang de nos veines! Comme toutes les forces qui nous oppriment, mais plus que les autres, le pouvoir de l'or ne subsiste que par nous; nous l'avons fait pour qu'il nous torture! Nous l'avions inventé pour qu'il nous vengeât du travail, il a engendré l'esclavage! Par une hallucination, par une auto-suggestion singulières, nous nous persuadons dépendre de lui qui dépend de nous et nous espérons nous en guérir en l'alimentant, pareils en cela à des pouilleux qui croiraient devoir multiplier leur vermine pour s'en débarrasser. Nous nous sommes familiarisés avec le cauchemarant prurit de notre gale jaune et nous la chérissons, à l'instar de Job sur son fumier. Aussi bien ne peut-on plus vivre dans l'atmosphère moderne qu'avec un sang vicié par elle. Nous mendions tous la contagion du mal divinisé par les hommes; du mal bizarre qui fait crever d'inanition ceux qui n'en sont atteints et qui abrutit, rend cruels et décompose ceux qu'il enfle de sa pléthore. Hurrah! c'est à qui sera le plus complètement éclaboussé par le pus vertigineux qui tourbillonne sur le monde, avec le monde. Hurrah! le torrent roule ses eaux tumultueuses; on se presse sur son passage; on s'y bouscule, on s'y étouffe, on s'y assassine. Des flots de sang vont grossir ses flots de fange; des espoirs, des rêves, des illusions, des enthousiasmes, de la vertu vont y sombrer! Hurrah! Il ne sera jamais trop dense pour désaltérer la soif, pour noyer la fièvre du monde! »

Et tous ces hallucinés ne voient pas que le torrent de leur folie, le fleuve Pactole, comme ils l'ont baptisé quelque part, n'est qu'un mince ruisseau fermé, sans source et sans embouchure, — pareil à un serpent se mordant la queue — qui fait sans cesse repasser sous leurs yeux fous ses eaux pisseuses, sillonnées de fragiles bateaux bleus de papier Joseph, arborant des voiles de crédit!

Et nul ne songe à faire le *trust* de la rivièricule, à la canaliser, à l'immobiliser, à déverser ses eaux malsaines dans une cuvette ou à les noyer dans les terres d'une cave, à les y enterrer comme les cent écus du savetier de la fable. Celui-là inhumerait bien des erreurs et des injustices avec! Et le travail s'en verrait aussitôt publiquement reconnaître la valeur qu'il n'a cessé d'avoir, malgré que la bêtise et le génie des hommes l'aient dénaturé!

John L. Charpentier.

L'ÉQUIVOQUE SOCIALISTE

Pour un vote bien anodin, comparé à beaucoup d'autres, Millerand vient d'être exclu du parti dit « socialiste », et j'avoue que la chose n'aurait pas autrement d'importance, si ce n'est qu'elle vient confirmer d'une façon éclatante toutes les critiques que nous avons formulées ici contre les nouvelles tendances du socialisme et les actes de ses dirigeants. Je sais bien qu'à côté du « parti socialiste » dont vient d'être exclu Millerand, il en existe un autre formé des débris des anciens partis blanquistes et guesdistes; mais comme la seule différence qui existe entre les deux n'est au fond qu'une question d'individualités et que ceux qui critiquent feraient exactement de même si les circonstances les portaient au pouvoir, je ne vois pas l'utilité de faire de distinctions.

Mais tout d'abord, voyons les raisons que l'on donne de l'exclusion de Millerand.

Le groupe électoral de l'ancien ministre du Commerce étant adhérent à la Fédération socialiste de la Seine, celle-ci fit semblant de s'émouvoir d'un vote de Millerand et résolut de lui en demander compte. Ce vote avait trait à une proposition « invitant le gouvernement à prendre l'initiative d'un accord international en vue de la limitation des armements ». Seul, du groupe socialiste parlementaire, Millerand avait voté « contre », et, prenant prétexte de ce vote, la Fédération socialiste de la Seine résolut de demander au groupe électoral de Millerand s'il se solidarisait avec son élu. Son groupe l'ayant couvert, la Fédération, après un vif débat, a prononcé l'exclusion du groupe en même temps que celle de l'élu.

Telle est la cause avouée de l'exclusion de l'homme qui eut dans ces dernières années une si profonde influence dans l'évolution du parti socialiste; cause avouée, dis-je, car ce n'est là en réalité qu'un prétexte.

Et, en effet, l'on ne réussira à faire croire à personne que c'est uniquement pour ce seul vote plus ou moins patriotard, marqué même du plus pur sceau nationaliste, que l'ancien ministre du Commerce a été exclu du parti dont il se réclamait.

Les véritables raisons en sont certainement plus profondes.

Eh quoi! Millerand aurait pu impunément devenir le collègue de l'assassin des Parisiens, Galliffet; il aurait pu, à maintes reprises, faire envoyer l'armée dans les grèves; couvrir de sa haute autorité de ministre les assassinats de Chalon et de la Martinique, approuver les poursuites contre les auteurs du *Manuel du Soldat*; s'être solidarisé avec le traîneur de sabre André interdisant l'entrée des Bourses du travail à des militaires, avoir voté le budget des cultes, l'ambassade au Vatican et les fonds secrets; avoir renié le collectivisme dont il se réclamait lors du banquet, aujourd'hui fameux, de Saint-Mandé, etc., etc., et l'on voudrait nous faire accroire que c'est pour un vote aussi anodin et ayant aussi peu de portée sociale qu'on l'aurait exclu du parti! Cela, personne ne l'a cru, et on ne le fera croire à personne.

La vérité, c'est que depuis longtemps déjà l'on cherchait à débarquer celui qui, poussant dans toute sa logique la théorie de la conquête des pouvoirs publics, qui, jadis, ne devait être qu'un moyen de propagande, avait, de ce fait, trop bien montré l'aboutissant logique de cette théorie et l'avait en quelque sorte compromis aux yeux de la masse qui s'attache souvent plus aux mots qu'aux idées et pour qui l'étiquette de socialiste est encore un symbole.

Qu'il ait fallu, suivant les paroles d'un des « juges » de Millerand, « balayer du parti les éléments impurs », cela nous le voulons bien; mais alors pourquoi s'en prendre à lui seul, et surtout pourquoi n'avoir pas « balayé » aussi ceux de ses collègues, tels Jaurès, Deville, Rouanet, Bagnol, etc., etc., qui l'ont toujours fidèlement suivi dans ses votes?

Et après tout, pourquoi encore cette exclusion tardive, alors que quatre ou cinq congrès du « parti » se sont prononcés! Il me semble qu'à Tours après Japy, qu'à Bordeaux après Lyon, l'ancien ministre du commerce avait été absous et cet excès de pouvoir, en somme, de la Fédération socialiste de la Seine doit avoir d'autres raisons, et c'est ce que je vais essayer d'établir.

∴

Et avant de le faire, il y aurait certes, encore beaucoup à dire au sujet de cette exclusion. L'on pourrait montrer comment, depuis la naissance, en France, d'un parti socialiste, tous les projets de fusion, d'unité, ont abouti en définitive à une nouvelle scission, et combien les luttes prétendues d'idées n'ont été bien souvent que luttes d'individus — mais cela m'entraînerait trop loin, et l'un de nous se chargera de traiter ultérieurement ce côté historique — aussi est-ce à un point de vue tout différent que je voudrais envisager la question.

Ce dont se meurt le parti dont Millerand était hier encore le chef moral et certainement le plus influent — Jaurès ne pouvant être considéré que comme l'aboyeur de la troupe — c'est que tout dans ce parti roule sur une équivoque, et que le titre de « socialiste » dont il s'affuble est en contradiction formelle, absolue, avec les actes de ses membres.

Nous l'avons dit, et nous ne cessons de le répéter ici, la besogne de Millerand lors de son passage au ministère, ses actes et ses diverses propositions, et par extension celle de ses soutiens au Parlement, n'ont toujours été qu'une besogne antisocialiste de conservation bourgeoise.

Tous les actes qu'il a pu accomplir comme ministre n'ont pas fait autre chose que de consolider la société capitaliste — et s'il en avait été autrement, la bourgeoisie l'aurait vite descendu du pavois où elle l'avait placé — et je défie bien quiconque de citer la moindre parcelle de son action pouvant même être interprétée comme un acte vraiment

socialiste, c'est-à-dire portant atteinte à la société capitaliste.

En effet, il est loin d'être outrancier d'affirmer que jamais aucun acte de Millerand a porté atteinte en quoi que ce fût au régime de la propriété, et pour nous ne peuvent véritablement se réclamer d'une école socialiste quelconque que ceux dont la propagande et les actes visent réellement à une transformation de la propriété. Et nous affirmons au contraire que l'action de Millerand, lors de son passage au ministère, n'a eu pour résultat que de renforcer le régime que tout socialiste doit tendre à détruire.

Et reconnaissons-le, Millerand ne s'en est jamais défendu, et ceux qui l'excluent aujourd'hui, ne l'ont jamais ignoré. Il a déclaré à maintes reprises qu'il n'était pas révolutionnaire; bien mieux, qu'il se refusait à admettre les moyens révolutionnaires, et c'est pour cela justement qu'il ne pouvait pas être considéré comme socialiste, car, quoi qu'on en puisse dire, et malgré toutes les rhétoriques de politiciens, l'on n'est pas socialiste si l'on refuse à se dire révolutionnaire, la transformation du régime de la propriété ne pouvant être un acte socialiste que s'il est réellement un acte révolutionnaire. Qu'on le veuille ou non, il n'y a pas à sortir de là.

Et Clemenceau, dans un article qu'il écrivait ces jours derniers à propos de la scission qui nous occupe, le constatait non sans malice lorsqu'il disait qu'après Millerand il faudrait bien que Jaurès se prononce et qu'il réponde nettement « sans se tenir à une égale distance de deux procédés qui s'excluent », Réformes ou Révolution, et qu'en définitive sa place était à côté de lui dans le parti radical d'où est sorti Millerand et que par ses actes il n'a jamais quitté en réalité.

Et Clemenceau était dans le vrai : il faudra tôt ou tard — et du train où vont les choses, cela ne tardera pas sans doute — que ceux qui ont la prétention de se dire socialistes se prononcent carrément, et qu'ils avouent que participer d'une manière ou d'une autre à la besogne gouvernementale, c'est renforcer l'État bourgeois. Et la querelle des premiers Congrès sera alors remise en cause, il faudra examiner à nouveau la question de la « conquête des pouvoirs publics » que somme toute, Millerand n'a fait que pousser dans toute sa logique, et dont le ministère et la participation à la besogne gouvernementale est l'aboutissant fatal.

Je sais que les socialistes qui, à défaut de conquérir le pouvoir, se laissent conquérir par lui, auront du mal à l'avouer, mais il faudra bien coûte que coûte qu'ils y arrivent, sous peine d'aller rejoindre à leur tour celui qu'ils viennent de chasser de leur sein, espérant par ce petit moyen reconquérir l'influence qu'ils ne sont pas loin d'avoir perdue auprès des masses.

Nous l'avons dit et cela a toujours été le fond des idées anarchistes : on ne « conquiert » pas le pouvoir ni d'une façon ni d'une autre et ce n'est pas détruire une institution que d'essayer d'en faire partie. Cela seul est au fond de la crise que subissent un peu partout les « partis » dits socialistes et l'exclusion de M. Millerand n'en est qu'un épisode.

Ce que les anarchistes, il y a vingt-cinq ans, avaient prévu déjà, commence à se réaliser.

Le socialisme se meurt d'avoir voulu être avant tout un parti politique alors qu'il n'aurait jamais dû être qu'un parti de Révolution.

P. Delesalle.

P. S. Comme il va sans dire, les amis de Millerand et plus particulièrement les rédacteurs de la *Petite République*, qui ont vécu et ne vivent guère que par lui, prennent à fond sa défense. « Le socialisme n'est pas un dogme », s'écrie l'industriel Gérault-Richard, et doit être assez grand pour abriter Millerand et — il ne le dit pas, mais c'est tout comme — tous ceux *qui* pensent comme lui !

Mais l'homme à tout faire de la *Petite République* n'oublie qu'une chose, c'est que ce qu'on vient de faire à Millerand, ce qu'on lui fera sans doute demain à lui et à ses copains de la droite socialiste, eux, n'ont pas hésité à le faire pour ceux qui en sont en quelque sorte l'extrême gauche.

Puisque l'on a jadis trouvé tout naturel que l'on pût, au nom d'un « dogme » justement, se refuser à considérer comme des « socialistes » ceux des anarchistes que les mots n'effraient pas et que, par des combinaisons sectaires, l'on est arrivé à leur interdire l'accès des congrès, l'extrême droite est aujourd'hui mal venue de se plaindre et l'exclusion de Millerand apparaît comme une conclusion logique de l'attitude prise jadis contre les socialistes-anarchistes.

MOUVEMENT SOCIAL

« Une grosse question, qui intéresse vivement garçons de café et patrons, vient d'être tranchée par la première chambre supplémentaire. Inutile de dire que la première chambre a émis un jugement absolument contraire à celui de première instance.

« Il s'agit des sommes que chaque jour le patron de tout café réclame à ses garçons, en garantie des frais de casse. Ces sommes, en cas de renvoi du garçon, restent-elles la propriété du patron ou doivent-elles être rendues au garçon, déduction faite du montant réel de la casse?

« Saisi de la question, le juge de paix du premier arrondissement, M. Simon-Jacquin, avait donné raison au garçon, estimant que cette somme constituait un cautionnement.

« Le tribunal a décidé, au contraire, que les sommes retenues chaque jour étaient non un cautionnement, mais un paiement anticipé et forfaitaire appartenant aux patrons et sur lequel les garçons n'ont rien à réclamer quand ils quittent l'établissement. »

(*Intransigeant*, 10 janvier.)

Le camarade qui nous envoie cet entrefilet, le fait suivre des renseignements suivants sur l'exploitation des garçons de café par leurs patrons :

« Ce que l'on appelle *les frais* est une retenue que l'on fait sur le montant de la recette de chaque garçon, à la fin de la journée. Chaque matin, avant de prendre son rang (*rang* signifie rangée de tables, rayon), on prend ses jetons à la caisse; la somme varie entre 20 et 100 francs, suivant la recette que chaque garçon peut faire. Ceci forme la monnaie conventionnelle de la maison; on ne doit passer aucune consommation sans passer devant la caisse et remettre le montant des consommations que l'on sert. Dans certaines maisons, on n'avance pas les jetons : il faut les payer en les prenant; on donne par exemple 30 francs à 5 fr. du cent, soit 1 fr. 50 de frais. Les frais varient suivant ce que l'on peut faire de pourboires ou du moins de recettes, car le patron s'inquiète peu si vous faites des pourboires : vous faites 50 francs de recettes, il calcule qu'en servant tant de plateaux vous avez reçu de chacun 10 ou 20 centimes, il dit part à deux, et il a le droit, le garçon n'a rien à y voir; qu'il paye son matériel avec cet argent, ou qu'il en fasse ce que bon lui semble, il est parfaitement libre. On dit aussi que le garçon est libre d'accepter ou non; c'est-à-dire que des fois, après quelques semaines sur le pavé, lorsque l'intermédiaire bureau de placement, société de secours mutuels ou syndicat vous donne un bulletin pour aller travailler dans telle maison, vous êtes bien content d'accepter les conditions qu'il plaît au maître de vous imposer. Et il en sera ainsi tant qu'il y aura des maîtres et des employés. »

⁂

Ce qu'on lit. — Avez-vous lu l'almanach Hachette pour 1904 ? Non ! Alors, courez l'acheter pendant qu'il est encore temps. Le pourquoi je vais vous le dire, car vous pourriez torturer vos méninges jusqu'à l'avènement du quatrième état sans le deviner. Franchement, je regrette que mes moyens ne me permettent pas d'en envoyer un exemplaire à tous mes camarades mineurs. Des milliers d'ouvriers ont cherché le moyen de mettre quelque argent de côté pour leurs vieux jours, et la plupart n'arrivent pas même à joindre les deux bouts à la fin de l'année. C'est qu'ils ne savent pas équilibrer leur budget; avec l'almanach Hachette on serait impardonnable de ne pas réussir. Et ne vous récriez pas sur la modicité de votre salaire ! il y en a pour toutes les bourses. Donc, prenez l'almanach; ouvrez-le à la page 33 et lisez : Si l'on gagne par an 1.000 fr., soit 2 fr. 75 par jour, on pourra dépenser pour la nourriture 1 fr. 38; pour le loyer, 0 fr. 55; pour frais divers, 0 fr. 55, et économiser 0 fr. 27, soit 100 francs par an. C'est clair, simple et très facile. Essayez et vous verrez. De méchantes langues prétendent bien que 1 fr. 38 pour la nourriture est insuffisant; moi je trouve qu'on peut bien retrancher un sou au logement et le reporter à l'alimentation. Cela fera encore 182 fr. 50 pour la location, et je connais 1.900 et quelques mineurs sur 2.000 qu'en compte Firminy qui sont logés à moins de frais. On vous laisse même le choix entre les pommes de terre et les châtaignes. Et alors, quand vous aurez travaillé pendant 30 ans, que vous serez poussif et rhumatisant, vous pourrez vous reposer. 3.000 francs vous feront vivre 3 ans et 4 mois (je précise), car je suppose bien que vous n'allez pas placer cet argent à la caisse d'épargne. Dans ce cas, vous vivriez non pas de vos seules économies, mais de celles des autres, et ne seriez qu'un vulgaire exploiteur.

Mais doit-on se tuer pour mieux vivre ?

Galhauban.

⁂

Mouvement ouvrier. — L'interpellation qui a eu lieu la semaine dernière au sujet des incidents de la Bourse du Travail a été intéressante à plus d'un point de vue.

Comme c'était certain, Combes a couvert l'assassin des travailleurs parisiens, mais au lieu de le faire carrément il a cru devoir répondre par un mensonge et dire, contrairement à la vérité, que le sieur Lépine « n'avait pas donné l'ordre à ses agents de pénétrer dans la Bourse du Travail », ce qui est absolument faux, de nombreux témoignages en font foi. Et de fait, une enquête de ce genre, menée par un policier, ne pouvait pas donner d'autre résultat.

De la discussion en elle-même je ne dirai pas grand'chose, sinon que l'interpellateur lui-même ne connaissait guère ce dont il parlait et que la séance, de l'aveu des « professionnels », fut on ne peut plus abracadabrante.

Combes, armé du rapport du policier en chef Cavard, ne se contentait pas de dire le contraire de la vérité, mais voulant expliquer les faits qu'il ne connaissait guère mieux que son interpellateur, se mit carrément en contradiction avec lui-même, à plusieurs reprises, mais, somme toute, en couvrant de son mieux son subordonné Lépine.

Le vote qui est intervenu après a été aussi hilarant que la discussion et, comme de juste, Messieurs les socialistes ont « approuvé les déclarations gouvernementales », ce qui en somme, malgré toutes les explications de leurs journalistes, signifie qu'ils approuvent l'envahissement de la Bourse et les assommades de travailleurs.

La « solidarité gouvernementale » a de ces exigences et l'on ne pouvait pas moins attendre d'eux.

Et le fameux groupe des « socialistes révolutionnaires » a montré lui aussi ce qu'il est en réalité, et combien son antigouvernementalisme » n'est que de pure parade.

Tous ses membres — sauf un, M. Sembat — se sont très courageusement abstenus, craignant sans doute eux aussi de renverser le ministère qu'ils *font*, pour la galerie, semblant de combattre.

Et ce vote, nous l'espérons, sera pour ceux des travailleurs qui conservent encore une illusion, un enseignement en leur montrant que les intérêts politiques passent toujours avant la défense des travailleurs.

Somme toute, mauvaise journée pour le parlementarisme et excellente journée pour le syndicalisme révolutionnaire.

⁂

La grève des ouvriers agricoles du Midi, qui s'était assez rapidement terminée par un succès complet à Béziers et dans les environs, s'est étendue à tout le département et, dans presque toutes les localités, il faut enregistrer de nouveaux succès à l'actif des travailleurs.

A Capestang, à Coursan, à Nissau, plus particulièrement, la grève bat encore son plein et les travailleurs se répandent dans toutes les campagnes environnantes, engageant leurs camarades qui n'ont pas cessé, à faire cause commune avec eux, et à réclamer des conditions de travail plus en rapport avec l'existence.

Des incidents ont eu lieu. C'est ainsi qu'à Coursan un régisseur de propriété, digne chien de capitaliste, a tiré à coups de revolver sur des grévistes qui engageaient « ses ouvriers » à cesser le travail. Comme de juste, ce défenseur de la propriété a été laissé en liberté. Deux grévistes ont été blessés.

Dans certaines localités, les grévistes parcourent les campagnes, drapeau rouge en tête, en s'accompagnant de refrains révolutionnaires, tout comme le font leurs camarades des usines en temps de grève.

Voici un fait qui s'est passé dans les environs de Carcassonne, et qui montre assez bien l'état d'esprit des grévistes :

Vers 3 heures du matin, le tambour battit la générale. Les grévistes allèrent en hâte se poster sur les chemins conduisant aux propriétés. A 6 heures, les cloches de l'église sonnèrent à toute volée. Un ouvrier gréviste, monté sur le clocher, hissa au som-

met de la croix le drapeau rouge de la grève. Les ouvriers, massés devant l'église, poussèrent des acclamations, puis allèrent conspuer certains propriétaires.

Bien entendu, l'administration a fait enlever le drapeau prohibé. Et, autre fait intéressant à relever, c'est que les femmes ne sont pas les dernières, au contraire : elles prennent part à toutes les manifestations et encouragent les hommes à la résistance, ce qui est un autre bon signe.

Devant un tel élan de solidarité, il est probable que les propriétaires qui résistent encore capituleront.

J'ai donné, la semaine dernière, quelques chiffres; voici ce que réclament exactement les grévistes, d'après un document officiel qui m'est communiqué par un camarade du Comité de la grève :

Minimum de la journée, 6 heures de travail; maximum, 8 heures. Prix de l'heure, 50 centimes. Que l'heure du travail commence au départ de la campagne, et que la paye soit faite le samedi.

Revendications des mésadiers des campagnes.

A partir du mois d'octobre jusqu'à fin février, 30 francs par mois, nourris et couchés.

A partir de mars, avril, mai, juin, juillet, août, 40 francs; pour le temps des vendanges, 3 francs par jour et nourris.

Nul ne pourra être renvoyé pour faits de grève.

Comme je l'ai écrit la semaine dernière, ce réveil des ouvriers des campagnes est on ne peut plus important. J'en dirai les causes et essaierai d'en examiner les résultats possibles.

A Ajaccio, la grève des débardeurs s'est terminée par un succès complet. Les grévistes ont obtenu ce qu'ils réclamaient, c'est-à-dire la journée de neuf heures avec un minimum de 5 francs par jour. Et cela grâce à la solidarité ouvrière de leurs camarades des autres ports méditerranéens, ayant menacé de faire cause commune avec eux. Aussitôt que les Compagnies de transport l'ont appris, elles ont accordé satisfaction aux débardeurs d'Ajaccio et des autres ports de la Corse en grève.

Comme quoi l'organisation et la solidarité ouvrière ont du bon.

P. DELESALLE.

*
* *

La petite ville du Chambon-Feugerolles est pour ainsi dire encombrée d'usines. Les unes font la lime; d'autres, la boulonnerie; certaines d'entre elles fabriquent les deux. Il n'est pas de famille d'ouvriers qui ne compte un ou plusieurs de ses membres dans ces usines. L'élément féminin entre dans le personnel pour une forte part; à l'usine pour les mailleuses et taraudeuses de boulons; à domicile pour celles qui taillent la lime. Aussi le moindre retard dans les commandes, une réduction sur l'une ou l'autre de ces industries ont-elles sur la population ouvrière une répercussion immédiate. Cette communauté d'intérêts a fait que quoique d'industries différentes, les ouvriers des limes et des boulons se sont fondus en un seul syndicat.

En 1901, écœurés, indignés des procédés d'un contremaître, les ouvriers de l'usine P. B. se mirent en grève. Une cuisine commune fut installée et la lutte dura quatre mois. Les ouvriers ne reprirent le travail qu'après avoir obtenu le déplacement, sinon le renvoi, du racle-côtes cause de la grève.

Pendant deux ans, aucun conflit ne s'éleva entre patrons et salariés. Mais en juin 1903, une réduction fut tentée sur le tarif des mailleuses de l'usine M... et fut subie sans trop de protestations. Mis en goût par ce succès relatif, ce même patron a tenté, ces jours passés, de faire subir une réduction de salaires aux hommes. Les ouvriers se sont émus; ils ont compris que dans cette voie de diminutions, leurs patrons ne s'arrêteraient pas; après les uns ce serait le tour des autres; et alors la chambre syndicale a été saisie de l'affaire; on a parlé de grève et le patron a mis les pouces. Les travailleurs peuvent croire que ce n'est pas son bon cœur qui a fait changer de décision au patron, mais bien la certitude qu'il trouverait en face de lui des hommes résolus à défendre leur gagne-pain. Que la leçon leur serve pour l'avenir!

GALHAUBAN.

Italie.

BOLOGNE. — La mort de M. Zanardelli, depuis quelques mois président du Conseil, a donné lieu, dans tous les journaux, à un chœur de louanges et de regrets comme s'il était un héros et un apôtre de la liberté et du bonheur humain. Même le *Secolo*, qui est considéré à l'étranger comme le journal le plus libéral d'Italie, a fait sans honte l'apothéose de cet homme qui, en 1898, avait osé signer avec les autres ministres le décret qui proclamait l'état de siège à Milan même et qui coûta la vie à plusieurs centaines de victimes, pour la plupart femmes et enfants, et fut cause de la suppression du *Secolo* même et de la condamnation de son directeur! Quel toupet ont ces journaux démocratiques et quelle drôle de façon d'écrire l'histoire!

Les anarchistes seuls, dans leurs journaux et dans leurs réunions, ont eu le courage de dire la vérité sur la vie et les qualités de cet homme qui, s'il n'avait pas l'âme cruelle de Nicotera et de Crispi, s'est laissé entraîner et vaincre par le milieu et est devenu la personnification des mensonges et des infamies sur lesquelles se soutient la société bourgeoise, et qui a donné son nom au fameux code Zanardelli, lequel par ses articles 247, 248 et 251, a rempli dans ces dernières années les prisons de propagandistes des idées les plus nobles.

Et le plus triste exploit de cet homme que les journalistes sans dignité et sans conscience ont élevé aux cieux, est l'introduction en Italie de l'horrible système cellulaire que tout le monde s'accorde à appeler le plus déchirant de tous les supplices, même de la peine de mort, qu'ici l'on dit abolie. Et vous, camarades, qui avez fui l'Italie pour éviter les terribles dispositions décrétées par ce code dont on veut immortaliser l'auteur, vous le savez bien!

*
* *

Le socialiste docteur Barbato, dont les *Temps Nouveaux* se sont occupés à l'occasion de sa fière conduite lors de son procès devant le tribunal de guerre de Palerme, en 1894, nous donne un exemple de l'influence néfaste du parlementarisme sur les âmes les plus fortes.

Depuis son entrée à la Chambre, il ne s'est plus adonné à la propagande avec l'enthousiasme et l'esprit de sacrifice d'autrefois. Il semble que les électeurs même aient perdu toute confiance en lui puisque à présent, il fait connaître son intention de retourner dans son petit village de Piana dei Greci comme simple médecin, à cause du manque d'aide matérielle promise et non donnée par son collège de Carato (Pouille).

Et de tout cela, nous avons raison de nous réjouir en voyant un homme fier s'échapper, même malgré lui, d'un milieu qui aurait fait de lui un opportuniste comme les ex-révolutionnaires Costa, Turati et Cie.

TEODORICO RABITTI.

Portugal.

Le mouvement social dans l'art des jeunes écrivains portugais. — On a dit que les Portugais sont les Russes de l'Occident. Certes, on trouve beaucoup de ressemblances morales entre les deux peuples; tous les deux mystiques, tous les deux tragiquement épuisés par la monarchie et sa politique, et aussi tous les deux disposant d'une merveilleuse aptitude pour parler de la douleur.

Seulement, les Portugais sont, par des circonstances géographiques et bien d'autres, des exilés dans l'Europe, — esprits moralement exilés dans ce malheureux coin occidental que la mer ravage et que le soleil adoucit. C'est pour cela qu'il sera peut-être intéressant de parler de quelques camarades littéraires qui représentent, dans ce pays méconnu et idéaliste, les idées fécondes de l'anarchie.

*
* *

Le mouvement social dans le livre a pour la première fois paru dans le Portugal avec Anthero de Quental (1870), un philosophe magnifique et sombre. Quental fut, en Portugal, l'apôtre de Bakounine. Il fit les *conférences* du Casino, avec Fontana, un socialiste; et dans ses *Odes modernes*, on pressent l'influence de l'ardent agitateur russe, — encore, pour ainsi dire, « métaphysique » et peu scientifiquement organisée. Quental a été surtout un poète et, dans ses *Sonets*, traduits en plusieurs langues, il reste souvent l'ancien nihiliste intellectuel. Ses superbes qualités d'apôtre furent bientôt anéanties par l'indifférence du peuple nullement préparé, et il se suicida. Mais de cette génération, qui a produit de fins critiques et romanciers, deux hommes restent et tous les deux sont, selon leur façon d'envisager la vie, des anarchistes littéraires. L'un, le docteur Théophile Braga, est notre grand savant, — historien, critique, poète, conférencier, — qui a tout seul créé une œuvre que l'Europe connaîtra et estimera. L'autre, Guerra Junqueiro, après avoir dirigé contre l'Église des satires terribles (*La vieillesse du Père Eternel*), après avoir chanté les humbles et les vaincus (*Les Simples*), après avoir écrasé la monarchie dans la personne même de notre tsar Carlos, — un petit tsar constitutionnel et *torero*, — (*Patrie*), a dernièrement commencé la publication de ses *Prières* dont la première publiée (*Au Pain*) serait digne de Tolstoï.

*
* *

Dans ce pays, le peuple des champs — *moujiks* sans neige, mais écrasés par les impôts — reste naturellement peu intéressé encore au mouvement. Mais la classe ouvrière, surtout à Coïmbra, publie des journaux — que le gouvernement persécute. Elle s'applique à s'orienter, et elle est toute prête à s'unir avec ses camarades de l'étranger. Il est par exemple significatif que, dans le récent mouvement de protestation à Coïmbra, où le peuple a bravement protesté contre la rapacité de l'Etat, et où quatre ouvriers ont été assassinés par la force armée, personne n'ait entendu : Vive la république! mais plusieurs fois : *Vive l'anarchie* !

*
* *

C'est surtout dans la dernière génération littéraire (jeunes hommes de 25 à 30 ans) que l'idée a trouvé ses plus grands poètes et philosophes. — Cette génération, qui, disposant d'une rare culture, d'une admirable ironie envers la monarchie et les hommes de l'Etat et qui, orientée supérieurement, refuse de collaborer dans les choses dégoûtantes de la politique, — a pour Kropotkine, en sociologie, la plus haute admiration, et pour Dostoïewsky, en littérature, la plus haute considération. On dirait que, Portugais et Russes, les deux extrêmes européens, par un mystérieux lien de douleur, ont vécu de quelque sorte une même douleur...

Parmi les ouvrages des jeunes écrivains portugais (1900-1904) nous pouvons citer comme anarchistes au fond de leur conception artistique, les livres suivants : *Les Rouges*, proses par Mayer Garção et F. Reis; *Demain*, roman par Abel Bothelo; *Marques* et l'*Encoberto*, roman et poème par Affonso Lopes-Vieira; *Ruines* et *Ceux qui travaillent*, drames par Ernesto da Silva; *Les Affamés*, roman par João Grave; *A la faim*, par Nunes Claro. Il y a aussi des *chansons* par Augusto Gil; des *dessins* par Raphaël Bordallo Pinheiro, le grand caricaturiste de la *Parodia*, et par Celso Herminio et Carvalho, un artiste âpre et moderne qui travaille à Porto. Ont paru les hebdomadaires : *Vérité* et *Justice*, rédigés par des étudiants à Coïmbra, etc. Vous voyez, chers camarades, que l'idée est bien vive entre nous autres et qu'elle grandira toujours, emportée dans les ailes libres et jeunes de ces talents hardis.

Un camarade portugais.

Lisbonne, janvier 1904.

Japon (1).

TOKIO, 18 novembre 1903. — Jamais sondage n'a atteint plus profond dans l'océan de la pauvreté et de la misère humaine que celui que je viens de faire ici, dans la plus grande ville de l'Extrême-Orient : c'est ici que sont les pauvres les plus pauvres du monde. Comparés à ces sujets mourant de faim du Fils du Ciel, rôdant autour des murs de son palais, les pauvres de Londres sont de « bons vivants », et les Russes abjects des asiles de nuit de Gorki sont des enfants gâtés de la fortune.

Ce que j'ai vu, je ne sais si aucun Occidental l'a vu avant moi, car l'existence d'un si absolu dénuement ne se révèle pas au touriste et l'étranger établi à Tokio ne la soupçonne même pas. S'il a entendu dire un mot de ces milieux de souffrance qui sont là tout près, il ne croit pas qu'il soit de bonne politique de se montrer trop curieux. Il n'y a aucune espèce de probabilité que le guide ou l'ami conduise le visiteur vers les quartiers où la joie est un élément inconnu dans l'existence.

---

(1) *Daily Mail* du 24 décembre 1903 sous le titre : *Jus now in little Japan.*

Ce que le voyageur ordinaire voit des quartiers pauvres, à Tokio, c'est ce que verrait à Londres quelqu'un qui visiterait Soho, sans aller explorer l'Est. On ne lui montre que des coins d'une prospérité relative, car les Japonais sont fiers de la renommée universelle qui les représente comme épris de propreté, ayant des goûts artistiques et ne connaissant qu'une pauvreté toujours souriante, bien lavée et à l'abri de tout besoin immédiat.

⁂

Cependant, Tokio et d'autres villes ont leurs enfers sociaux leurs « mers de Sargasse » sentant le naufrage, et la ruine. A Tokio, il n'y a pas moins de 200.000 personnes pour qui la vie du lendemain n'est que rarement, sinon jamais, assurée, et dans tout le pays la grande majorité de la population est trop pauvre pour manger du riz. Le riz de bonne qualité récolté dans les îles est exporté presque jusqu'au dernier sac, et l'on importe, pour ceux qui peuvent se le permettre, du riz de qualité inférieure. Il n'y a pas du riz dans chaque assiette, comme les touristes aiment à se l'imaginer.

J'ai vécu des jours et des nuits au milieu de ce résidu « sans nom du peuple japonais. J'étais en compagnie d'un célèbre sociologue, un Japonais; avec beaucoup de ceux qui, comme lui, étudient les hommes et les choses, il pense que le Japon a laissé pour toujours derrière lui, dans le passé, les bons jours de prospérité générale et de bien-être général, et qu'il commence actuellement une période sordide et cruelle d'industrialisme; mais son peuple n'a pas le tempérament qu'il faut pour se livrer à la concurrence, et son prolétariat est, en outre, bien trop intelligent et trop orgueilleux pour être exploité par le capital. Mon compagnon a jeté un cri d'alarme à son pays, il l'avertit que sa place au conseil des Puissances lui coûte le sang de son peuple, non pas dépensé de bon cœur comme il arriverait dans une guerre (1), mais dans les fabriques et les fermes, dans les boutiques et les bureaux.

« Imaginez un moment », s'écriait-il, la semaine dernière, comme nous regardions au large un vaisseau de guerre japonais, « quelle quantité de nos petits champs de riz il faut pour payer un pareil monstre, et souvenez-vous que le peuple ne peut pas se permettre de manger du riz! »

⁂

Laissons pour le moment la question de savoir si l'état actuel du Japon est pire que l'état antérieur, et dirigeons-nous vers le Tokio le plus sombre. Visitons le quartier Shitaya, près du beau parc Uyeno.

Tokio est immense. L'océan des toitures est si vaste que du point le plus élevé, dans le jour le plus clair, on ne peut le découvrir dans son ensemble : mais dans cette ville il y a quinze quartiers de misère. Les bâtisses croulantes que l'on appelle maisons, et qui ne sont à vrai dire que des cabanes, se succèdent en enfilades délabrées et malpropres. Pour des gens aussi pauvres que ceux qui vivent là-dedans, la propreté, si chère au Japonais de classe moyenne qu'elle passe pour lui avant la piété, est totalement impossible.

Les murs sont décrépits, pleins de crevasses et de lézardes, le toit est percé, couvert de mousse, les tuiles brisées, les vitres sont pleines de trous, ou bien recollées avec des journaux, les nattes sont déchirées, sales, moisies. Il y a de l'eau sale dans les rues; dans l'air se répand une odeur dont la source est souvent visible aux yeux. Il n'est pas rare de trouver sur la chaussée des cadavres de rats, mais par crainte de la peste on les enlève bien vite. Quand on vient du Tokio riche, délicat et artiste, Shitaya est l'abomination de la désolation.

Le plus délabré de ces logis peut se louer de vingt à vingt-cinq pence par mois (deux francs à deux francs cinquante environ), mais il y a des maisons assez belles pour coûter jusqu'à un penny (deux sous) ou même trois demi-pennys par jour. Pour s'offrir une de ces coûteuses résidences, plusieurs familles se réunissent; et ce n'est pas seulement par économie, c'est aussi pour avoir plus chaud : en hiver, toutes les mains se réunissent sur les nattes. On ne peut pas toujours se payer du charbon de bois, et la chaleur est précieuse par ces temps froids. Parfois les habitants de tout un pâté de maisons attendent leur tour de venir se chauffer les mains au « hibachi » dans lequel quelques morceaux de braise couvent dans un lit de cendres.

⁂

Imaginons un nettoyeur de pipes qui a fait une bonne journée et qui rentre chez lui avec, par exemple, douze sous. Il va les employer à acheter du « miso », une sorte de soupe, de l'huile, du combustible, du tabac — un demi-sou de chaque — et peut-être un petit poisson qu'il mangera, s'il le peut, cru avec du raifort. Il achète par très petites quantités et, comme c'est le cas pour ceux qui sont tout à fait pauvres dans toutes les villes du monde, il paye des prix énormes. Cette journée a été une journée excellente et peut-être il jettera un regard vers l'une des alléchantes boutiques de gâteaux qui sentent si bon pour celui qui est las et désespéré. Après quoi, il sera, selon toute vraisemblance, « à sec », et ira se distraire en écoutant un diseur d'histoires qui parle des vieilles gloires du Dai Nippon.

Mais si notre nettoyeur de pipes rentre les mains vides, il court chez le prêteur sur gages, qui n'est jamais loin et emprunte quelques sous sur sa précieuse pipe de cuivre, sur son « hibachi » ou sur les quelques pauvres vêtements qu'il ne met pas pour le moment. Avec cet argent, il achète des entrailles de poisson ou des restes de viande de cheval, peut-être une poignée de déchets de viande entassés dans un baril. Il s'en repaît, lui et sa famille, et avec elle il prie la Providence de lui accorder le lendemain une meilleure journée pour qu'il puisse rentrer en possession de ses biens.

Les prêteurs sur gages s'engraissent de ces malheureux plus que dans aucun autre pays. Impossible de leur échapper, et jamais ils ne s'attendrissent. Tout ce qui coûte plus de dix sous peut être engagé.

⁂

Jusqu'à cette époque-ci de l'année, ou même jusqu'au milieu de l'hiver, on peut vivre dans Shitaya sans couverture de lit; mais quand les nuits deviennent froides, du froid terriblement pénétrant de l'hiver japonais, il faut avoir quelque chose pour se couvrir. Alors apparaît un autre exploiteur du pauvre, sous l'aspect du capitaliste qui loue des couvre-pieds pour la nuit. Il demande et perçoit invariablement depuis un demi-sou, pour un lambeau de vieux chiffon sale et rapiécé, jusqu'à deux sous ou même quatre sous pour une couverture infecte mais lourde. Il y a aussi des couvre-pieds de soie éraillés pour les jeunes mariés, mais ceux-là sont trop chers pour bien des fiancés. Le prix de la location doit être payé d'avance et, avant que la famille s'endorme, le receveur passe et prend ou l'argent ou le couvre-pieds. Par un raffinement de cruauté, il n'arrive que quand le client s'est déjà roulé dans la couverture, pour que la perte lui en soit doublement sensible. Il y a des scènes navrantes, quand des femmes qui n'ont pas un sou essayent de conserver le couvre-pieds pour garantir leurs petits enfants du froid et de l'humidité. Comme le prêteur sur gages et l'usurier, le loueur de couvertures a un cœur de pierre.

Rares sont parmi les habitants de Shitaya ceux qui disposent jamais d'une somme assez forte pour acheter une couverture, et l'affreuse tragédie de la location se renouvelle toujours et encore, un hiver après l'autre. Là où tant d'enfants n'ont pour se couvrir que quelques lambeaux de cotonnade, hiver veut dire misère aiguë.

Rien de ce qui a un jour été mangeable ne peut devenir trop mauvais pour ceux qui sont tout à fait pauvres. De ce quartier et d'autres semblables partent chaque jour les ramasseurs en quête de nourriture et ils grattent la ville comme avec un peigne. Ils reviennent le soir, chargés de mauvais riz, de poisson et de viande gâtés, de débris ramassés dans les baquets de rinçure, de restes brocantés dans les restaurants et de toutes sortes d'étranges détritus. Ceux qui font ce commerce de victuailles de seconde main ont un vocabulaire étendu qui leur est particulier, avec des termes différents pour chaque espèce de morceau mangeable, et selon l'état dans lequel il se trouve. Ce jargon est complètement inintelligible au profane et bien peu se soucient d'apprendre le langage des grelotteux et des affamés qui louent des haillons pour se vêtir et dînent de débris.

La pauvreté trouve ici sa suprême expression, — son dernier mot.

⁂

Yokohama, 2 décembre 1903 (1). — La populace jouera-t-elle jamais un rôle, même passager, dans le Japon modernisé? La fermentation qui agite tous les éléments de la société aboutira-t-elle un jour à l'effervescence d'une révolution populaire ou peut-être à l'anarchie?

C'est là une question aussi obsédante pour l'esprit des hommes d'Etat (japonais) que cette guerre avec la Russie qui, tôt ou tard, inévitable comme la mort, surgira. Dans les rues, cet hiver, des coolies, jambes nues, ayant pour toute garde-robe un chapeau de paille en forme de champignon et un « kimono » de coton bleu fané, tirent tranquillement leurs pipes lilliputiennes, que trois bouffées épuisent, et discutent gravement les droits de l'homme et les rapports du capital et du travail.

Il se produit des grèves sporadiques, toujours réprimées par la police, et rapidement les corporations se transforment en syndicats, moins le nom, car la loi a vite fait d'en finir avec les associations ouvrières qui ne sont pas taillées sur l'ancien modèle. La troupe dissout les réunions socialistes et les journaux, quand ils prêchent des doctrines qui peuvent, d'une façon quelconque, sembler subversives du présent ordre de choses, reçoivent des avertissements énergiques.

Le Japon s'achemine lentement vers une guerre dans laquelle en aucun cas il ne pourra faire ses frais. Progrès et paupérisme, tel est, au siècle nouveau, le problème qui se pose au Japon, le plus vital de tous ceux qu'il ait eu à résoudre au cours de son passé immémorial. Au bal de l'anniversaire du roi, à Tokio, l'un des plus vieux hommes d'Etat japonais, s'adressant à un groupe de diplomates, dit :

« Notre peuple est un peuple d'un profond loyalisme. La plus grande de toutes les vertus, c'est le loyalisme, le patriotisme. Mais, bien que telle soit aujourd'hui notre pensée, le plus avisé de nous tous ne saurait dire ce que les Japonais penseront demain. Nous évoluons rapidement. Songez-y! En 1869, quand Satsuma, Choshiu, Hizen et Tosa firent volontairement à l'Empereur la remise de leurs droits, privilèges et apanages, le Japon représentait la quintessence du régime féodal. Aujourd'hui, il est industriel, commerçant, et individualiste, avec maint symptôme de socialisme. L'histoire de la dernière génération, dans notre pays, est un raccourci de toute l'histoire politique du monde, et nous sommes encore en train de secouer le kaléidoscope. Nous avons parcouru le chemin en autant de dizaines d'années qu'il avait fallu de siècles aux nations occidentales, mais je crains que notre nation ne soit poussée par un élan qui la précipitera dans cet abîme du progrès, — le socialisme.

« Ceux que l'on appelle les hommes d'Etat anciens, et qui ont formé et dirigé le nouvel empire peuvent maintenir le Japon dans la voie du véritable progrès tant qu'ils vivront et que l'empereur vivra, car il représente une force puissante de conservation pour le régime établi, à l'allemande, par le marquis Ito et ses collaborateurs. L'Empereur est véritablement aimé, et le seul fait que sous son règne nous avons vaincu la Chine, suffit à le faire vénérer par tous, hommes, femmes et enfants, dans le pays. Mais quand il mourra, et que nous, les hommes du vieux temps, nous disparaîtrons de la scène, qu'arrivera-t-il? Je ne veux pas dire qu'après nous viendra le déluge, mais vous connaissez tous l'inconstance des politiques japonais, et l'engouement puéril pour les théories nouvelles, et j'ai la certitude que le Japon approche d'un moment critique de son histoire, où une fausse manœuvre peut le ruiner pour toujours. La grande climatérique sera pour lui la lutte contre le socialisme.

« Il n'y a pas autant de chemin à parcourir pour arriver maintenant au socialisme, et peut-être à l'anarchie, qu'il n'y en avait du régime féodal à l'état actuel. Chaque usine, chaque vaisseau, chaque industrie nouvelle alourdit le poids du problème social. Une ville comme Osaka, avec ses millions de broches, est un terrible foyer d'agitation. Je crois que la guerre serait bienvenue simplement parce qu'elle mettrait un terme au désir insensé de nouvelles transformations dans la politique de classe. Karl Marx et Ferdinand Lassalle, sont les idoles de l'ouvrier d'usine japonais, et si vous mêlez, à ce qu'ils lui enseignent, le penchant notoire de notre race à essayer tout ce qui est nouveau et inédit, un homme à courte vue peut entrevoir la pos-

(1) L'auteur de cet article est bourgeois. Ce sont ses opinions qu'il exprime ici. Elles restent à son compte. Elles nous intéressent d'ailleurs au point de vue documentaire et aussi en ce qu'elles donnent plus de force aux constatations de fait contenues dans cet article. (*N. d. l. R.*)

(1) *Daily Mail* du 9 janvier 1904.

sibilité de barricades, quoique des feuilles de papier protégeraient, j'imagine, fort mal contre les balles de l'armée, qui, elle, restera fidèle dans tous les cas.

— « Les idées socialistes se sont donc implantées solidement dans les masses ? » demandai-je.

— « Chez les ouvriers des villes, oui ; mais dans les campagnes, l'élément paysan est encore profondément conservateur, quoique l'infection se répande (1).

— « Les mesures prises par le gouvernement actuel contre le parti socialiste ne seront-elles jamais rapportées ?

— « Pas sous le présent règne, du moins. L'Empereur a déjà trop accordé au peuple.

— « Ne vaudrait-il pas mieux laisser les socialistes aller en paix et ne pas se donner l'air de les persécuter ?

— « Non. Pas au Japon. Partout ailleurs, mais pas ici. Jusqu'ici les Japonais sont si loyalistes que pour la majorité d'entre eux un désir du souverain est une loi absolue. Le socialisme abandonné à lui-même prendrait une étonnante extension. Combattu comme il l'est, nous le maintenons dans l'Ere Meiji. »

*
* *

En dépit de la sagesse éprouvée des hommes d'Etat de l'ancienne école, je crois (2) qu'il vaudrait mieux pour le Japon permettre au parti socialiste, tel qu'il s'était organisé au printemps de 1901, de continuer à exister comme n'importe quelle autre fraction politique. Actuellement, le nouveau parti a été étouffé en germe par la « Loi de Protection de la Paix Publique », qui fait de l'approbation du gouvernement une condition nécessaire à la création d'une organisation politique. En ceci le Japon est bien en retard sur l'Europe.

C'est là de mauvaise politique (3), car actuellement les classes ouvrières n'ont pas de protection légale contre l'injustice des patrons. Il n'y a pas de législation ouvrière au Japon. Le législateur est plein de sollicitude pour le patron, mais le salarié n'a pas de recours légal en ce qui touche la durée du travail, le travail des enfants, le travail des femmes, l'éclairage, l'aération, les lavabos, la responsabilité patronale et tout ce qui est maintenant du domaine courant pour les ouvriers et ouvrières en Angleterre. De véritables enfants peinent terriblement pendant douze heures par jour, dans les grandes usines, pour une somme qui ne suffirait pas à payer, à Londres, une seule cigarette de bonne qualité. Jour et nuit le travail se poursuit par équipes de douze heures, et la dégénérescence de la malheureuse main-d'œuvre industrielle est effroyablement rapide.

Les basses classes sont dans une triste condition au Japon, car les riches deviennent rapidement plus riches et les pauvres plus pauvres. Le public est devenu avide d'une foule d'articles inconnus à la génération précédente et une existence heureuse et satisfaite est devenue fatalement coûteuse, d'autant que les salaires et la faculté de gagner ont augmenté faiblement, tandis que les appétits, sinon les besoins réels dus à une meilleure instruction, ont décuplé.

*
* *

Jadis, il n'y avait guère, au Japon, de contrastes violents entre riches et pauvres et, de fait, le ploutocrate industriel était inconnu. Les hommes de race noble n'étaient riches, s'ils l'étaient, que de terres et de ris, et ils n'étaient pas enviés, car ils semblaient exister en vertu de l'ordre naturel de la création. Mais aujourd'hui le commerçant et le fabricant, qui appartenaient, auparavant, à la catégorie humaine la plus humble, dépassent infiniment les cultivateurs du sol, ils sont en train de devenir insolemment riches et ils sont les maîtres réels du Japon, tandis que les fils des Samuraï sont tout heureux de servir, comme petits employés, ceux pour qui leurs pères n'avaient que du dédain.

Je suis resté longtemps dans le « Tokio sombre », récemment, et la misère microscopique que l'on y trouve fournirait la matière d'un récit terrifiant pour ceux qui s'imaginent que le Japon n'est qu'un pays de jolies lanternes et de cerisiers fleuris dont les fleurs tombent en pluie douce. La vente et l'achat se pratiquent, chez ses malheureux submergés, sur une échelle si infinitésimale que la somme de douze sous suffit à fort bien monter la boutique d'un marchand ambulant de victuailles populaires.

Ces malheureux qui souvent arpentent les rues, la nuit, faute d'un sou pour louer un logis sur un carreau humide et grouillant de vermine, on les entend discuter avec volubilité les doctrines de Proudhon et de Ferdinand Lassalle, dont les œuvres ont été traduites, éditées en petites brochures, et lues aux illettrés par un instituteur d'occasion portant en sa tête quelques milliers de signes idéologiques.

« Le Japon a su avancer jusque-là, disent-ils tous, pourquoi ne serait-il pas capable de faire le chemin tout entier, ou tout au moins d'atteindre l'état idéal ? »

Pauvres rêveurs affamés et crottés ! Mais ils ne sont pas les seuls, car les Japonais de tout rang, à part la bourgeoisie et la haute noblesse, demandent la même chose. Avec un très bon sens pratique, ils posent cette question : Pourquoi n'est-il pas aussi facile de réaliser un gouvernement qui représente la meilleure conception de l'homme, que de supporter un pis aller dont les imperfections sont manifestes ?

Le Japon a devant lui l'ombre sinistre d'un inévitable conflit.

Stephen England.

(*Traduit pour les* Temps Nouveaux *par L.*)

(1) C'est un homme d'Etat qui parle. (*N. d. l. R.*)
(2) L'auteur est bourgeois. (*N. d. l. R.*)
(3) Tout compte fait, l'auteur est peut-être bien socialiste. (*N. d. l. R.*)

VARIETES

A propos du Radium.

C'est avec plaisir que le monde scientifique a appris que le prix Nobel a été alloué, cette année, pour la section de chimie, à M. et Mme Curie, les découvreurs du radium, et à M. Becquerel, l'éminent physicien dont la découverte des rayons qui portent son nom, a ouvert le chemin à la découverte des merveilleuses substances qu'on dénomme polonium et radium.

La découverte du radium et les expériences qui ont été faites avec les substances radioactives ont ouvert tout un immense horizon nouveau pour la science. Il est probable que nous nous trouvons sur le seuil de découvertes d'une importance transcendantale et qui peuvent révolutionner toutes les théories que la science moderne a considérées jusqu'à présent comme des lois immuables.

Depuis quelques années déjà nous connaissons les rayons Rœntgen et leurs propriétés merveilleuses. Nous savons que ces rayons pénètrent le verre, le bois, le papier, la pierre et plusieurs métaux ; nous savons aussi que ces rayons n'ont pas la même composition que la lumière solaire ou la chaleur. Tandis que ces dernières consistent en un mouvement ondulatoire des vagues éthérées, les rayons Rœntgen sont composés d'infiniment petites particules de matière — qu'on dénomme électrones — et qui sont expulsées dans l'espace avec une vitesse incroyable. La force motrice qui cause cette expulsion continue d'électrones est produite par l'énergie électrique introduite dans les ampoules Rœntgen.

En 1896, Becquerel commença ses recherches sur les substances phosphorescentes — c'est-à-dire ces substances qui possèdent la propriété de conserver en elles la lumière solaire qu'elles reçoivent et de l'émettre ensuite de nouveau lorsqu'elles se trouvent dans l'obscurité. M. Becquerel avait pour objet de s'assurer si les substances phosphorescentes produisaient des effets pareils à ceux des rayons Rœntgen. Il trouva que le calcium d'urane produisait des résultats similaires ; mais il ne tarda pas à constater que, pour que cette substance influençât la plaque photographique dans la chambre noire, il n'était nullement nécessaire de la faire pénétrer d'abord de la lumière solaire. Cette découverte amena Becquerel à faire des expériences sur tous les minerais de l'urane. Il découvrit que tous produisaient des effets pareils aux rayons Rœntgen — qu'ils laissaient tous une empreinte sur la plaque photographique qui produisait des rayons lumineux. Becquerel dénomma cette propriété d'émettre des rayons sans une pénétration préalable par la lumière solaire « radioactivité ».

Arrivé à ce point, il était nécessaire que Becquerel obtînt l'aide d'un chimiste, qui pourrait examiner les constitutions de l'urane et déterminer d'où venait cette propriété radioactive. Il trouva ce chimiste dans la personne de Mme Curie, l'épouse d'un jeune physicien dont il était l'ami.

L'urane est un métal assez rare, dont les sels phosphorescents peuvent servir à diverses applications utiles. Elle est trouvée dans la rangée de montagnes « l'Erz-Gebirge », en Bohême. Les époux Curie rassemblèrent dans leur laboratoire à Paris toutes les différentes sortes de minerais que l'urane possède. Au cours de leurs expériences, ils découvrirent bientôt que des composés du métal possèdent plus de radioactivité que l'urane pure. Si la radioactivité était, en effet, une propriété de l'urane pure, il s'ensuivait que cette dernière devait de beaucoup dépasser, en force radioactive, tous ses minerais et sels, dans lesquels elle ne se trouve qu'en quantité moindre. Mais, vu qu'il n'en était pas ainsi, il était évident que la force radioactive émanait d'une des composantes de l'urane. Mme Curie se donna pour tâche la découverte de cette composante.

En 1898, Mme Curie réussit à découvrir parmi ces diverses composantes un corps radioactif auquel elle donna le nom de « Polonium », en honneur de son pays natal, la Pologne. Peu de temps après elle découvrit, en même temps que le chimiste Bémont, un second corps radioactif — dont la découverte fut aussi faite indépendamment par le chimiste allemand Giesel — et qui reçut le nom de « radium ». En 1899, elle parvint à la découverte de l'actinium. Ces trois substances radioactives diffèrent beaucoup dans leur composition chimique, ainsi que dans la façon dont chacune manifeste la qualité, commune à toutes les trois, de radioactivité.

De ces trois métaux, Mme Curie a réussi à détacher le radium de toute association et à le présenter dans sa condition pure. Il est ainsi prouvé sans aucun doute être un nouvel élément chimique. Les qualités du radium ressemblent beaucoup à celles du baryum, avec lequel il risquerait d'être confondu si Mme Curie n'avait découvert son poids atomique. Des expériences de Mme Curie, il ressort que, tandis que le poids atomique du baryum est de 137 gr., celui du radium est de 225. La différence est ainsi considérable.

Qu'est-ce maintenant que ce nouvel élément chimique — le radium ? Nous avons devant nous un tout petit grain de sel blanc, d'une apparence toute vierge et innocente, qui ne présente à nos yeux rien de remarquable. Mais contemplons un moment ce petit grain innocent par l'intermédiaire du spinthariscope de sir William Crookes. Au moyen d'un verre grossissant nous voyons quelques grains de radium suspendus sur la pointe d'une aiguille. Le fond de l'appareil spinthariscopique consiste en un écran phosphorescent. Nous regardons dans l'instrument et nous voyons les petits grains de radium — mais maintenant ils ne sont plus les grains si innocents et vierges ; nous les voyons maintenant émettre sans interruption des étincelles scintillantes. Nuit et jour, à travers les années, les siècles, cette pluie d'étincelles continue sans interruption et sans qu'on puisse prévoir qu'elle aura une fin.

Pourtant, puisque le radium ne cesse pas un moment d'émettre des particules de matière, il est à conclure que son volume diminue en proportion. Mais il n'en est rien ! La diminution du volume est tellement microscopique qu'elle est imperceptible. Il a été calculé qu'un quadracentimètre de radium en pleine activité d'émission prendrait un milliard d'années pour perdre un seul milligramme (la millionième partie d'un kilo) de son poids atomique !

L'énergie du radium est une merveille qui dépasse toutes nos forces d'imagination. Becquerel a calculé que les électrones du radium sont expulsées avec une vitesse de 160.000 kilomètres par seconde à travers l'espace ! Il est vrai que la rapidité de la lumière est d'environ 300.000 kilomètres par seconde, mais la lumière est un mouvement ondulatoire de l'éther, tandis que les électrones du radium sont des particules de matière distinctes.

Les électrones du radium produisent partout où elles passent des effets remarquables. Toutes les substances fluorescentes s'illuminent lorsqu'on les approche du radium ; par exemple, le papier possédant une assez forte capacité fluorescente, il est possible de lire dans une chambre noire lorsqu'on approche le papier du radium. De même les diamants commencent immédiatement à scintiller sous l'influence de ses rayons, et il est ainsi possible de discerner la différence entre un vrai diamant et un diamant faux ; car ce dernier ne s'illuminera pas sous les rayons.

Le radium exerce aussi une assez grande influence sur la matière organique et vivante. Fleurs et plantes ne peuvent supporter le voisinage de cet élément. Les petites bêtes peuvent succomber sous l'influence prolongée de ses rayons. Si on se laisse trop longtemps imprégner par l'émanation du radium, — si on applique un grain de radium sus-

pendu au bout d'une aiguille contre sa peau, — en peu de temps on verra une ampoule se développer à la place; les blessures causées par l'imprégnation du radium se guérissent même assez difficilement.

L'émanation du radium — comme les rayons Rœntgen — prépare l'atmosphère pour la transmission de courants électriques et fait preuve d'autres qualités électriques. Cette qualité très importante a mené récemment à une découverte scientifique d'une importance incalculable, et qui renverse d'un coup la théorie fondamentale de la chimie — celle qui proclamait les atomes inchangeables, sauf dans leurs combinaisons avec d'autres atomes. Il y a quelques mois, le célèbre chimiste anglais sir W. Ramsay, qui a découvert l'argon et d'autres gaz très rares contenus dans l'atmosphère, dans une expérience dans son laboratoire, combina l'émanation du radium avec l'air et expulsa un courant électrique à travers. Au bout de trois jours, le spectre d'un tout autre élément, l'hélium, émergea. De sorte qu'il faut bien que ce nouvel élément, l'hélium, soit produit par l'émanation du radium. Ainsi les atomes ne seraient pas, d'après cette expérience, inchangeables; au contraire, il semble que leurs électrones positives et négatives puissent former de nouvelles combinaisons.

Mais une autre qualité incompréhensible du radium a été découverte par M. Curie. M. Curie a établi le fait que le radium a une température d'environ 1,5 grades plus élevée que son ambiance. Ainsi 225 grammes de radium émettent autant de chaleur par heure qu'un gramme d'hydrogène lors de sa combustion. C'est là une quantité immense de chaleur. D'où provient-elle ? Nous ne savons pas.

La loi fondamentale de la science moderne — la grande loi de substance, que la science du dix-neuvième siècle considérait comme base de tout phénomène dans tout l'univers illimitable — est celle qui affirme que ni la force ni la matière ne peuvent être ni créées ni détruites. Cette grande loi de Lavoisier, de Mayer et de Helmholtz proclame catégoriquement que la somme totale de force et de matière dans l'univers est inchangeable. D'après cette loi, il est inconcevable qu'un corps puisse avoir une chaleur plus grande que son ambiance, attendu que ce corps doit dériver sa chaleur de cette ambiance. Mais cette impossibilité existe dans le radium ! D'où le radium dérive-t-il sa chaleur ? La crée-t-il lui-même ? Alors la loi de la conservation de l'énergie, qui proclame que la force ne peut pas être créée, s'écroule ! Alors nous avons la « création » d'une force — sa production par lui-même, de rien ! Alors le dogme central de la science — que rien ne peut se dériver de rien — où est-il ?

D'où dérive le radium son énergie — cette incompréhensible énergie qui se traduit par l'expulsion incessante d'électrones avec une vitesse de 160.000 kilomètres par seconde ? Jusqu'aujourd'hui nous avons souscrit rigoureusement à l'axiome que l'énergie ne peut exister que là où une énergie supérieure est introduite. Mais chez le radium nous ne pouvons découvrir aucune source — jusqu'ici — qu'on peut supposer fournir cette merveilleuse et infatigable énergie.

Tout est mystérieux chez le radium. Ce quelque chose que nous appelons émanation — quelle est sa composition ? Cette énergie incroyable, d'où se dérive-t-elle ? Cette chaleur, d'où provient-elle ? Cette expulsion incessante d'électrones si infiniment petites qu'elles échappent à toutes les mesures de la balance — expulsion continuant sans cesse à travers les siècles, sans que le grain de radium subisse une diminution perceptible de volume — comment l'expliquer ? Il est certain que le radium paraît contredire à toutes les lois fondamentales de la science moderne ; la solution du problème reste avec le vingtième siècle. Il est, en tout cas, sûr que nous sommes sur le seuil d'une ère nouvelle dans la science, une ère pleine de possibilités infinies et qui peut nous mener à la découverte des plus profonds secrets de la nature — la découverte de la nature ultime de la matière et la solution, par conséquent, du problème cosmologique.

G. C. Hill.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Ville-d'Avray, 15 janvier 1904.

Mon cher Grave,

Voulez-vous dire, je vous prie, à Madame Pierrot-Lape, que si le personnage de l'*Oasis* qui représente les louches trafics des traitants est juif, c'est qu'au Soudan le commerce est *exclusivement* entre les mains des israélites. Sa religion n'a, du reste, absolument rien à voir au rôle qu'il joue ; et ce n'est pas parce que juif qu'il *fait l'Oasis*, c'est parce qu'exploiteur.

Je vous serre bien cordialement la main.

Jean Jullien.

—— **La Coopérative Communiste**, 68, rue François-Miron, dans la cour à droite, à l'entresol. — Jeudi 28 janvier, à 9 heures du soir, réunion des coopérateurs. Causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, commandes et distribution des produits.

—— **L'Aube sociale**, Université Populaire, 35, rue Gauthey, dans l'avenue de Clichy (17e). — Mercredi 30. Oliver : Une société peut-elle vivre sans lois ? — Vendredi 22, Gérault-Carion : Mendicité et vagabondage. — Mercredi 27. Réunion du Conseil d'administration.

—— **L'Education sociale**, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — Samedi 23, à 8 h. 1/2. Soirée musicale et littéraire. — Mardi 26, à 8 h. 1/2. M. Blancheville : Situation politique, économique et sociale de l'Allemagne (3e causerie). — Jeudi 28, à 8 h. 1/2. M. Ascoli : Le principe d'Archimède ; Bateaux et ballons (expériences). — Samedi 30, à 8 h. 1/2. M. Frantz-Jourdain : 2e Architecture moderne (projections).

—— **La Pensée libre**, Université populaire d'Arcueil-Cachan. — Samedi 23 janvier, à 8 h. 1/2, salle Meu : M. Lamarre ; La loi sur les accidents du travail. — Samedi 30, salle Dimet, à 8 h. 1/2 : M. Pottier : La police des mœurs.

—— **L'Action Théâtrale**. — Répétitions, 76, rue Mouffetard (urgent). Pianiste, orchestre et mandolinistes à la disposition des groupes.

Envoyer la correspondance à M. Sandrin, 11, impasse Cœur-de-Vey, Paris.

—— **L'Effort**, U. P. du Grand Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir : Mardi 26 janvier, Georges Veillat : Les Oiseaux (II). — Vendredi 29. Crémieux : L'incapacité administrative des classes ouvrières.

—— **Les Causeries Populaires des Xe et XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 23 janvier, à 8 h. 1/2. Causerie sociologique. — Mercredi 27 janvier 1904, à 8 h. 1/2. Causerie, par le camarade Albert, sur l'*Energie Electrique*. (4)

—— **Les Causeries Populaires du XVIIIe** (Iconoclastes de Montmartre), 30, rue Muller. — Lundi 25 janvier 1904 à 8 h. 1/2. Causerie, par A. Libertad sur la Coopération.

—— Saint-Denis. — **La Raison**. — Vendredi 22 courant : L'anarchisme à travers les âges, par Janvion.

Le secrétaire : Lamy.

—— Chaumont. — Les camarades chaumontais désireux de s'organiser en vue de la conférence Louise Michel-Girault, sont priés de s'entendre avec le camarade Georges Tacque, gantier, le plus tôt possible.

—— Grenoble. — **Groupe d'Etudes libertaires**. Les réunions du groupe auront lieu dorénavant tous les samedis soir, au 1er étage, salle du café Barnave, passage Barnave, à côté de la Maison Universelle, rue Lafayette. La situation politique à Grenoble nous semble indiquer aux camarades la nécessité qu'il y a à se réunir pour se concerter et discuter ensemble sur la meilleure façon de faire de la propagande pour nos idées.

—— Lille et environs. — Réunion le samedi 23 janvier, à 8 heures, au nouveau local provisoire, rue du Bourdeau, 38, pour organiser la conférence Girault-Louise Michel. Questions importantes.

—— Lyon. — **Groupe Germinal**. L'état de notre caisse ne nous permettant pas de publier le bulletin mensuel que nous aurions désiré, nous faisons appel à la bonne volonté des journaux libertaires, pour publier notre compte rendu financier.

Recettes : 1re liste, 4 fr. 75 ; 2e liste, 2 fr. 10 ; 3e liste, 3 fr. 50 ; 4e liste, 1 fr. 50 ; 5e liste, 2 fr. 70 ; 6e liste, 2 fr. 60 ; 7e liste, 4 fr. 05. Divers : Rainado, 0 fr. 25 ; Vignes, 0 fr. 30 ; Perrossier, 0 fr. 45 ; Bordat, 0 fr. 50 ; H. Fabre, 3 fr. 15 ; Groupe de Vienne, 5 fr. ; des camarades zingueurs, 1 fr. 40. Total général : 32 fr. 75.

Dépenses : port, pour invendus *Libertaire*, *Temps Nouveaux*, *Homme Libre*, 4 fr. 50 ; achats timbres pour expéditions, 18 fr. ; frais de correspondance, 2 fr. 05. Total des dépenses : 24 fr. 55.

Recettes, 32 fr. 75 ; dépenses, 24 fr. 55 : reste en caisse 8 fr. 20. Dans ce compte rendu ne figurent que les sommes reçues et dépensées pour notre service de journaux, les autres fonds étant destinés à la brochure. Le service a expédié depuis le peu de temps qu'il fonctionne bien près de mille journaux ou brochures. Dans ce chiffre les journaux entrent pour la plus grande partie, l'état de la caisse ne nous ayant pas permis l'achat de brochures. Nous espérons faire mieux si les camarades veulent nous aider. Notre action n'est pas à dédaigner, quand on pense que des milliers d'individus ne connaissent l'anarchisme que de nom. Ce sont ceux-là qu'il faut atteindre et aussi les sincères dont la bonne foi a été surprise par les arrivistes de tout acabit. Que les camarades nous envoient les adresses qu'ils pourront se procurer et la propagande sera faite activement.

Adresser la correspondance au secrétaire du Groupe *Germinal*, 26, rue Paul Bert.

Le Groupe *Germinal* organise pour dimanche 24 janvier, à 8 heures du soir, salle Chamarande, café de l'Isère, 26, rue Paul Bert, une soirée familiale privée, avec le concours des camarades du *Théâtre d'Art*. Tous les militants des différentes écoles sociales sont cordialement invités. Une causerie sera faite par un camarade.

—— Lyon. — *Saloperie policière*. — Devant l'énergique mise en demeure de faire la preuve de ses allégations, le procureur Thévard s'en tire en exprimant ses regrets. Fabre a été convoqué à son cabinet, où on l'a accueilli avec une bienséance qui contrastait singulièrement avec la réception qu'on lui fit le 25 décembre au commissariat de police, où les brutes de la brigade spéciale firent leur devoir (!) en le cognant à dix contre un.

Monsieur le procureur avait compris que ses agents avaient commis une saleté qui lui retomberait sur le nez ; c'est pourquoi il s'était ému (!) tout de suite de la protestation de Fabre et avait ordonné une enquête qui démontra la vilenie commise par les agents de la sûreté. Voici le document remis par le procureur et revêtu de son sceau :

Lyon, le 5 janvier 1904.

« Le procureur de la République soussigné déclare que les renseignements concernant le s. Fabre Henri, arrêté le 25 décembre 1903 ainsi libellés « passe pour être de mœurs inavouables (pédéraste) » sont absolument inexacts et ont été reconnus tels — après enquête. — Au parquet, à Lyon, le 5 janvier 1904.

« *Le Procureur de la République*,

« Thévard. »

Voilà la valeur des renseignements de police. Dire que tous les jours des milliers d'individus sont condamnés et envoyés dans les bagnes sur les renseignements de la tourbe policière. C'est beau, la *justice* !

—— Lyon. — **Groupe Germinal**. — Soirée familiale, dimanche 24 janvier, à 8 heures, salle Chamarande café de l'Isère, 26, rue Paul Bert. Causerie. Concert.

Expéditions de cette semaine : 94 *Libertaire* ; 35 *Homme Libre* ; 15 *Temps Nouveaux*.

—— Marseille. — **Le Milieu-Libre de Provence**. — Dimanche 24 janvier, réunion de tous les adhérents, Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, à 5 heures du soir. Lecture de la correspondance et question de la soirée artistique. — Jeudi 28 janvier, à 9 heures du soir, réunion contradictoire sur les Syndicats et les Milieux-Libres.

—— Groupe **Les Conscients** (quartier des Chartreux). — Dimanche 24 janvier, à 2 heures de l'après-midi, grande matinée ; causerie-concert, boulevard de Roux, 12, café Trianon. — Entrée gratuite.

—— Groupe **Les Libertaires**. — Réunion, le jeudi 28 courant, à 9 heures du soir, Bar Frédéric, pour l'organisation des *Conférences Louise Michel-Girault*.

Une conférence devant avoir lieu à Saint-Henri, les camarades de Saint-Louis, Saint-Henri, Lestaque sont priés d'y assister pour l'organisation de cette conférence.

-*- Bruxelles. — Le samedi 23 janvier, réunion chez Hallemann, coin de la chaussée de Waterloo et du Parvis de Saint-Gilles, à 9 heures du soir. Causerie par Emile Chapelier sur : Nouvelle organisation du groupe.

Pour tous renseignements, s'adresser à Arthur Govaerts, rue de Plaisance, 17, ou à Emile Chapelier, rue de Rome, 34.

BIBLIOGRAPHIE

Les Anarchistes (nouvelle édition), par J. H. Mackay ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Almanaque para 1904 de la Revista Blanca, una peseta, Madrid.

Grammaire du Solrésol (langue universelle), par Boleslas Gajewski ; 0 fr. 20, chez l'auteur, 113, avenue de Saint-Mandé.

Socialismo y reforma social, por A. Pasada ; 1 vol., a la Libreria de Fernando-Fé, carrera de San Jeronimo, 2, Barcelone.

Proceedings, à The Anglo-Russian literary Society, Londres.

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Cotisations mensuelles.

20e C. M. à Marseille, 1 fr. — 21e F. J., à Gargenville, 5 fr. — 22e G., à Paris, 1 fr. — 23e J. S., à St-Imier, 3 fr. 20. — 24e C. R., à Chaux-de-Fonds, 1 fr. — 25e Latanie, 2 fr. — 26e Marion, 5 fr. — 27e F., au Mans, 10 fr. — 28e A. P., Montrouge, 2.50. — 29e B., à Paris, 3 fr. — 30e G. M., 1 fr. — 31e G. B., 5 fr. — 32e F. et M., à Orléans, 2 fr. — 33e V., à Grigny, 1 fr. — 34e H. T., à Paris, 3 fr. — 35e L. B., à Mazac, 1 fr. — 36e P. L., Asnières, 1 fr. — 37e L. S., à Lyon, 1 fr. — 38e A. D., à Vincennes, 2 fr. — 39e C. C., au Havre, 2 fr. — 40e B. P., à Paris, 5 fr. — 41e E. B., à Bilbao, 5 fr. — 42e E. L., à Paris, 1 fr. — 43e E. M., à Marseille, 1 fr. — 44e A. B., à Marseille, 1 fr. — 45e C. P., à Nice, 1 fr. — 46e A. P., à Paris, 5 fr. — 47e M. S., à Lyon, 5 fr. — 48e L'Amorphiste, 5 fr. — 49e A. A., à Saint-Laurent, 24 fr. par an. — 50e E. G. D., à Montereau, 5 fr. par mois. — 51e P., à Limoges, 1 fr. — 52e B., rue Saint-Marc, 5 fr. — 53e G. T., à Chaumont, 1 fr. — 54e « Le Falot anarchiste », Troyes, 1 fr. — 55e D., à Paris, 3 fr. — 56e B., à Paris, 4 fr. — 57e Groupe « La Brochure », 3 fr. — 58e M., à Paris, 2 fr. — 59e G., à Paris, 1 fr. — 60e G., Marseille, 1 fr. par mois, pendant un an. — 61e C., Marseille, 1 fr., id. — 62e S., Marseille, 1 fr., id. — 63e P., Marseille, 1 fr., id. — 64e R., Marseille, 1 fr., id. — 65e P., Marseille, 1 fr., id. — 66e B., Marseille, 1 fr., id. — 67e G., Marseille, 2 fr., id. — 68e J., Marseille, 0 fr. 50, id. — 69e Fr., 0 fr. 50, id. — 70e G., Marseille, 0 fr. 50, id. — 71e P. R., à Bourkika, 1 fr. 50. — 72e M., à Lyon, 1 fr. — 73e C., à Paris, 2 fr. — 74e C. A., 2 fr. — 75e M., à Neuilly, 3 fr. — 76e L., à Caudebec, 1 fr.

Mensualités souscrites à ce jour : 194 fr. 70.

Sommes versées ou à verser en une seule fois :

C. L., à Paris, 5 fr. — Ch. G., 30 fr. — C. C., à Paris, 12 fr. — J. E., à Charleroi, 25 fr. — H. G., 33 fr. — D., à Bourg-Argental, 2 fr. — J. L. G., 1 fr. — Etard, 1 fr. — V. P., 10 fr. — G., à Suresnes, 5 fr. — A. M., 1 fr. — C. S., à Paris, 6 fr. — P. Almeida d'Eça, 1 fr. — Anonyme, 7 fr. — R., à Nimes, 1 fr. — A ce jour, 274 fr.

EN VENTE

Le volume, non illustré, de *Guerre-Militarisme*, neuf, 2 fr. 75 franco.

Il nous reste quelques volumes défraichis, à 1 fr. 50 franco.

∴

Il a été fait un tirage à part des illustrations de *Guerre-Militarisme*, comprenant un dessin de chacun des artistes suivants, gravé par Berger : Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Lefèvre, Luce, Signac, Steinlen, Vallotton, Willaume.

Les 10, sous couverture : 5 francs.

∴

Ainsi que des illustrations de *Patriotisme-Colonisation*, gravées par Berger, dessins d'Agar, Angrand, Couturier, Cross, Hermann-Paul, Jourdain, Lebasque, Luce, Roubille, Willaume.

Les 10, sous couverture, 5 francs.

Les deux séries prises ensemble, 7 francs.

Tirage sur Chine, 10 francs la série.

Les deux prises ensemble, 15 francs.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** par Luce. — **Porteuses de bois,** par C. Pissarro. — **L'Errant,** par X. — **Le Démolisseur,** par Signac. — **L'Aube,** par Jehannet. — **L'Aurore,** par Willaume. — **Les Errants,** par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant,** L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte** par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe,** par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Mineurs belges,** par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux,** par J. Hénault. — **La Guerre,** par Maurin. — **Epouvantails,** par Chevalier. — **Capitalisme,** par Comin'Ache. — **Education chrétienne,** par Roubille. — **Provocation,** par Lebasque. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur,** par Daumont. — **L'Assassiné,** par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar. — **Le Calvaire du mineur,** par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir,** par Lebasque. — **Les Bienheureux,** par Heidbrinck. — **La jeune Proie,** par Lochard. — **Le Missionnaire,** par Willaume. — **La Libératrice,** par Steinlen. — **Frontispice,** par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40** ; édition d'amateur **3 fr. 50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff.	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel.	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 30
Aux femmes, de Gohier, couverture de Lebasque	» 15
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
La Grève générale, rapport des Etudiants S. R. I.	» 15

En dehors de l'album, nous avons :

L'Inquisition en Espagne, dessin de Luce			» 50
Un repaire de malfaiteurs, par Willaume	1 »	franco.	1 40
Bakounine, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Proudhon, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Cafiero, portrait au burin, par Barbottin	» 50	—	» 60
Un frontispice en couleur, par Willaume, pour le premier volume du Supplément	2 25	—	2 40
Celui du deuxième volume, par Pissarro	2 25	—	2 40

Celui du troisième, par Luce, est en préparation.

En dehors de nos brochures, nous avons :

Un peu de théorie, par Malatesta	—	0 15
En période électorale, par Malatesta.	—	0 15
Immoralité du mariage, par Chaughi.	—	0 15
A M. Emile Zola, par Ch. Albert	—	0 15
Les Crimes de Dieu, par S. Faure	—	0 20
Le prêtre dans l'histoire, par Manzoni.	—	0 35
Causeries libertaires, par Jean de l'Ourthe	—	0 15
L'Homme dans la société	—	0 15
Le Parti ouvrier et l'Anarchie, par L. Hénault	—	0 10
L'Heureuse anarchie, par M. Borgueil.	—	0 30
L'Evolution de la morale, par Letourneau	—	0 35
L'Humanisphère, par Déjacques	—	1 20
Un procès en Russie, par Tolstoï	—	0 35
Pour la Vie, par A. Myrial	—	0 65
Droits et Devoirs, par A. Myrial	—	0 15
Les précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff	—	1 15
L'art et la Révolution, par R. Wagner.	—	1 20

Les Temps Nouveaux, sept années complètes : 7 fr. l'année.

La Révolte, journal et supplément, collection complète (deux seulement restent) : 150 francs.

Supplément de la *Révolte* : 50 francs.

Images à l'usage des enfants. — Chauvinard : 3 francs le cent.

Les Deux Haricots, par Paraf-Javal.

PETITE CORRESPONDANCE

A. M., Liège. — Bien reçu l'article. Impossible d'utiliser. Je vais lire le dernier.

B., à Pramanson. — Ce n'est pas que votre idée n'avait pas été trouvée bonne, mais tout simplement que nous n'étions pas outillés pour la réaliser. Ce n'est pas tout de voir ce qui doit être fait, il faut pouvoir le faire.

Lab. — Pas assez saillant pour être utilisé. Cela perd de son sel, lorsqu'il y a besoin d'expliquer.

Deman, à Anvers. — A quoi affecter les 4 fr. 50 que nous avons reçus ?

Ch. R., à Chaux-de-Fonds. — Vous devez avoir les colis à présent.

T., à Rennes. — Nous réparons l'oubli.

Un camarade portugais. — Nous recevrons avec plaisir.

R., à Nimes. — Une partie du programme que vous indiquez, sera remplie ; quant à l'autre, cela dépend des circonstances et des collaborations que nous trouverons. — Le 3e volume de l'édition. J'attends d'avoir payé les 2.500 francs de dettes que m'ont laissées les deux premiers, avant de le mettre en train.

L. B., à Saint-Claude. — 27, rue de la Duée.

A. M., à La Chapelle-lès-Herlaumont. — Quel portrait ?

Reçu pour le journal : A., à Speloncato, 0 fr. 50. — P., à Genève, 2 fr. — Un anonyme, 50 fr. — L. C., 1 fr. — L. S., à Lyon, 1 fr. — P. V., 2 fr. — Un camarade, 0 fr. 35. — M., à Neuilly, 1 fr. — Mme C. S., 3 fr. — Jeanquimarche, 30 fr. — L. B., 0 fr. 35. — Merci à tous.

L. D., à Armentières. — R. G., à Montpellier. — L., à Neuilly. — H., à Barenton. — P., à Marseille. — G., à Apt. — M., à Dôle. — G., à Lille. — L., à Epinal. — B., à Limoges. — R., à Roanne. — L. G., à Concarneau. — M. C., à Marseille. — B., à Bilbao. — B., à Firminy. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. G. Chaponet, rue Bleue, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 40

DIX CENTIMES

DU 30 JANVIER AU 5 FÉVRIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e^)

A NOS LECTEURS

Ayant encore un numéro à faire avant de toucher la vente du mois, impossible de mettre le supplément cette semaine.

Quelques camarades me demandent si je pense faire faire bientôt les affiches, et quand je compte pouvoir opérer la transformation. La quatrième page répond pour nous. Il y a, à l'heure actuelle, 82 souscripteurs mensuels, et environ 265 fr. mensuels avec les sommes versées en une fois, alors qu'il en faut, au bas mot, 450. Je m'étais trompé dans mon calcul en disant de 350 à 400.

Etant donné que le gros des adhésions se produit en commençant, et qu'après un certain temps, elles n'arrivent qu'isolément, et en fort petit nombre, nous devrons nous estimer heureux si, d'ici 4 ou 5 semaines, nous en avons recueilli suffisamment pour couvrir l'augmentation de frais.

C'est donc dire que les affiches sont tombées dans l'eau.

J'ai pris l'engagement de faire la transformation, elle se fera. Nous ferons de notre mieux pour réaliser notre programme. Je demande 5 ou 6 semaines de crédit, seulement, car il nous reste à trouver quelques collaborateurs nouveaux, la rédaction actuelle n'étant pas assez nombreuse pour fournir la copie de 8 pages toutes les semaines.

J. Grave.

P. S. — *Je prie les camarades qui ont envoyé des articles, de nous excuser, nous sommes forcés de donner le pas à ceux qui présentent plus ou moins un caractère d'actualité. Mais ceux que nous avons viendront à leur heure.*

Voilà qui démontre la nécessité de 8 pages.

ALCALA DEL VALLE [1]

La série continue. Après la Main Noire et Montjuich, après tant d'autres crimes de moindre amplitude qui ne sont pas venus à la connaissance du grand public, voici l'affaire d'Alcala del Valle.

Le 1er août dernier, les travailleurs d'Alcala del Valle avaient, comme des milliers de leurs camarades espagnols, déclaré la grève « par solidarité », pour protester contre les innombrables détentions arbitraires que leur gouvernement croit nécessaires à sa conservation. Sans provocation aucune de leur part ils ont été massacrés par la *guardia civil*. Il y a eu 1 mort et plusieurs blessés. Le lendemain, 94 d'entre eux, hommes, femmes et enfants, ont été arrêtés et, pendant une semaine, torturés selon les rites connus, depuis la bastonnade sanglante et le broyage des doigts dans les fers, jusqu'aux morsures et jusqu'à l'arrachement des testicules. On lira plus loin les récits que font les victimes elles-mêmes de ces sauvageries sans nom.

Après des libérations successives, par fournées, trente-six travailleurs innocents ont été gardés en prison. Parce que, dans la bagarre du 1er août, à la suite de la fusillade commencée par la *guardia civil*, un sergent avait été blessé, peut-être par ses propres camarades, ces innocents sont poursuivis devant un conseil de guerre. On devine ce qu'a été l'instruction. Refus de confrontations. Refus d'entendre aucun témoin en dehors des gardes civils. Les prévenus avaient demandé, en s'appuyant sur les articles 144 et 145 du Code de justice militaire, des avocats civils. Ils n'ont même pas reçu de réponse. Leurs *défenseurs* galonnés ont refusé de demander l'audition de témoins invoqués par leurs *clients*. Brusquement, après une longue prévention, les prévenus ont appris, samedi dernier, qu'ils passeraient en jugement deux jours après. D'après des dépêches de Séville aux journaux bourgeois de Madrid, on demande *contre 8 des prévenus*, poursuivis pour révolte contre l'autorité militaire et blessures à un sergent ayant mis trente-cinq jours à guérir, *la peine de la détention perpétuelle; contre 13 autres, la peine de quatre ans de prison*. On ne dit rien des 15 autres.

Le procès a commencé lundi matin 25 janvier. Nous ne savons encore, à l'heure où nous écrivons, quel est ou quel en sera le résultat, et si les protestations qui ont pu se faire entendre avant la nôtre auront fait réfléchir les ministres d'Alphonse XIII. Quel que soit le verdict, et qu'il ajoute ou non un nouveau crime à celui de la *guardia civil*, à celui du gouvernement lui-même, qui a laissé impunis assassins et tortionnaires, qui a refusé même de s'enquérir de la vérité, qui a poursuivi comme coupables des victimes, de toute façon nous sommes fondés à penser et contraints à dire que les soutiens grands et petits du trône d'Espagne se conduisent en brutes sanguinaires et lâches, indignes du nom d'homme.

Le monde officiel espagnol professe un grand souci de sa réputation en Europe, et manifeste un mécontentement qui va jusqu'à la fureur, quand la presse libre, quand les orateurs des meetings, à Paris, à Londres ou partout ailleurs, font connaître au public ses infamies et portent sur leurs auteurs des jugements mérités. On l'a bien vu lors des campagnes de Montjuich et de la Main Noire : la presse monarchiste officieuse gémissait et s'indignait de ce que l'on représentait en Europe l'Espagne du vingtième siècle comme le domaine de la barbarie médiévale et de la torture. Le phénomène semble d'abord inattendu. Les dirigeants espagnols, pas plus que ceux d'aucun pays, et quelques crimes qu'ils accumulent, n'ont pas à craindre le dégoût et la désaffection des gouvernements étrangers. Il y a quelques jours, on confirmait de bonne source la nouvelle de la venue prochaine à Paris du roi Alphonse XIII : nul doute que les représentants de la République française ne reçoivent avec honneur le rejeton des branches pourries de Habsbourg et de Bourbon. Et ce ne sont pas nos discours sur les hontes de la monarchie alphonsiste qui ont jamais fait baisser d'un point, à la Bourse, la cote de l'*Extérieure*.

— Sans doute. Mais ils ont eu, une fois, un effet plus terrible. Le récit des atrocités de Montjuich a fait surgir Angiolillo, et tous ceux qui se sentent une responsabilité pareille à celle qui pesait sur le premier ministre Canovas, tremblent dans leur peau lorsqu'ils songent qu'un châtiment pareil au sien les attend peut-être. Le récit de leurs crimes réveille en eux, avec ce souvenir, une insupportable terreur.

Et que nous importe, à nous?

On aurait pu croire que la publicité salutaire donnée à leurs forfaits antérieurs, ferait trouver à ces gens la force de réagir contre des habitudes d'invraisemblable barbarie : le crime d'Alcala del Valle, doublé du crime plus grand qui incombe, pour leur complicité, aux autorités supérieures, prouve qu'il n'en est rien. Maintenant la preuve est dix fois faite : ce que l'on peut attendre des ministres espagnols, aujourd'hui comme par le passé, ce sont des lâchetés nouvelles, chaque fois plus conscientes et plus monstrueuses. Mais s'ils ne peuvent que retomber toujours dans la même ornière sanglante, s'ils restent les tortionnaires hypocrites qu'ils ont toujours été, que pouvons-nous faire, si ce n'est les dénoncer sans relâche à la colère des justes?

***

Nous préférerions une autre tâche. « Pour faire connaître les infamies qui se commettent en Espagne contre les personnes humaines, nous risquons de faire de ce journal un instrument de torture morale pour nos lecteurs. » Ainsi s'exprimait, en publiant le document qu'on va lire, notre camarade de Madrid, *Tierra y Libertad*. Nous partageons cette crainte. Mais la tâche s'impose et il ne dépendait pas de nous qu'elle nous fût évitée. Elle s'impose à nous et à tous ceux qui nous liront.

Puisse leur lassitude et leur indignation s'exaspérer et se répandre et créer l'irrésistible courant qui doit balayer un jour, si l'Espagne veut vivre, la monarchie alphonsiste et les bourreaux qui la servent!

(1) Un article sur l'affaire d'Alcala del Valle, accompagnant la publication des documents qu'on lira plus loin, aurait dû paraître plus tôt dans *Les Temps Nouveaux*. Mais un camarade de Madrid, nous ayant spontanément annoncé qu'il nous en enverrait un, comme il était mieux placé que nous pour l'écrire, nous l'avons attendu : l'article n'est jamais venu. D'où notre retard.

LETTRE DES VICTIMES

Le 1er août dernier, nous, travailleurs d'Alcala del Valle, nous déclarâmes la grève de solidarité en protestation contre les arrestations injustes d'ouvriers coupables du *crime affreux* d'avoir revendiqué, par le moyen de la grève, une parcelle de ce qui, en bonne raison, leur revient. Mais il ne convenait pas aux autorités locales que notre protestation restât pacifique. L'alcade, homme sanguinaire et cruel, enjoignit à la *guardia civil* (gendarmerie) de faire en sorte que notre manifestation ne pût être menée à bien, fallût-il pour cela recourir à la force. La *guardia civil*, qui n'avait d'ailleurs pas besoin qu'on lui donnât carte blanche, commença par tirer sur un groupe pacifique qui se trouvait à la sortie du village. Un enfant de quinze ans, Sebastian Aguilera, tomba mort; notre camarade Salvador Mulero fut atteint d'une balle qui pénétra un peu au-dessus du pectoral gauche et sortit par l'épaule, éraflant le sommet du poumon; Antonio Savorido reçut une balle dans le bras droit; Juan Vazquez reçut une blessure identique; d'autres, enfin, des contusions peu importantes. Le peuple, devant cet acte barbare, repoussa l'attaque : un sergent et un garde furent blessés sans qu'il soit possible de dire exactement par qui; mais nous supposons que dans la bagarre ils furent blessés par d'autres gardes, car ils se trouvaient à quelque distance en avant des autres; finalement, sur ce point, nous ne pouvons rien affirmer.

C'est le lendemain de ces événements, la population étant rentrée dans le calme, et lorsque furent arrivés douze gardes d'Olvera, sous les ordres d'un lieutenant, six d'Algodouales, six de Zahara et six de Gastor — soit, avec les cinq qui restaient disponibles à Alcala, un total de trente-cinq gardes et un lieutenant — que commencèrent les arrestations et aussi les tortures.

Le premier qu'ils arrêtèrent fut Bartolomé Alfaro; ils le conduisirent au quartier, à huit heures du matin. Là, on le fit asseoir sur un banc, et un garde lui demanda s'il était du village. Sur sa réponse affirmative, on le fit passer dans une salle où se trouvait le lieutenant, avec un sergent et un caporal. Ceux-ci le menacèrent, prétendant lui faire dire où était un mauser qui, dans la bagarre, avait été perdu. Comme Alfaro n'en savait rien, ils le dévêtirent complètement et le frappèrent à coups de plat de sabre, lui blessant un doigt; ce que voyant, ils mirent le sabre de côté et se jetèrent sur lui, le bourrant de coups de pied et de coups de poing sur la tête. On s'était arrangé pour que ses cris ne fussent pas entendus de la rue. Ils continuèrent jusqu'à ce qu'ils fussent las.

José Jimenez Hormigo fut appelé au quartier, où il se présenta, et là, les gardes se jetèrent sur lui, le frappant, avec un mauser, de plus de vingt coups, lui faisant plusieurs blessures et mettant ses vêtements en lambeaux; puis ils le firent entrer dans la chambrée où seize gardes lui rompirent sur les côtes un certain nombre de bâtons, frappant si fort qu'à plusieurs reprises il tomba à terre : on le relevait à coups de pied et à coups de bâton. Son martyre dura plus de trois heures. Après quoi il fut emmené à la prison, où il arriva demi-mort. Il y trouva plusieurs camarades amenés avant lui; ils durent le faire manger et le faire boire, car tout mouvement lui était impossible.

Le 5 août, il fut extrait de la prison et amené de nouveau au quartier. Le lieutenant, qui s'y trouvait, lui fit diverses questions auxquelles il ne put répondre, ignorant ce qu'on voulait lui faire dire. Alors le lieutenant ordonna de le mener à la chambrée et de « l'examiner ». Là, huit ou dix gardes se jetèrent sur lui et le frappèrent à coups de bâton sur les pieds, les oreilles et d'autres parties du corps; non contents de cela, ils se mirent à lui donner, avec une pierre, des coups violents dans la poitrine jusqu'au moment où, fatigués, ils lui demandèrent s'il était prêt à répondre. Sur sa réponse affirmative, ils l'amenèrent pour la seconde fois devant le lieutenant, qui lui posa les mêmes questions; comme il ne savait pas davantage ce qu'on lui demandait, l'ordre fut donné une seconde fois de le conduire à la chambrée où, de nouveau, les mêmes gardes se mirent à le frapper. Mais cette troisième séance fut si terrible qu'il fut laissé pour mort, étendu par terre. C'est dans cet état qu'on le transporta à la prison.

Diego Barroso Lopez fut amené au quartier, et celui qui l'amenait déclara qu'il était membre de la société. Pour ce motif, six gardes se mirent à le frapper, le tournant face au mur. Comme il avait remué la main gauche, il fut frappé avec une telle force que, de la blessure qui en résulta, le sang jaillit : on dut lui laver la main à trois reprises; en outre, il fut déchaussé et frappé sur les pieds jusqu'à ce que ses bourreaux en eussent assez.

Salvador Mulero Medina, à la suite de la blessure qu'il avait reçue, dut s'aliter; son état était grave. Sans égards pour les plaintes de sa femme et du reste de sa famille, les gardes le tirèrent du lit et le conduisirent au quartier, où ils le souffletèrent à la renverser; quand il fut par terre, ils le remirent debout, et, en le maintenant par le bras, car il était dans un tel état qu'il ne pouvait tenir sur pieds, ils recommencèrent à le souffleter jusqu'au moment où ils le laissèrent enfin, n'en pouvant plus. Un instant après, ils le remirent debout, lui passèrent au cou une corde, pour le pendre, puis changeant d'avis ils lui attachèrent cette corde aux pieds et, avec le bout resté libre, lièrent fortement les parties génitales et le bâtonnèrent aux cuisses pour lui faire dire ce qu'ils voulaient. A la suite de ce traitement atroce, les parties génitales crevèrent...

Juan Vazquez Gavilan, blessé comme Salvador Mulero, fut, comme lui, amené à la prison, où deux gardes civils commencèrent à le rouer de coups jusqu'à ce qu'il tombât et, quand il fut par terre, ils le martelèrent de coups de pied, sans se soucier de savoir où ils frappaient et sans égard pour son état de santé. Après deux ou trois jours de ce martyre, il fut conduit au quartier, où les gardes l'entreprirent et ne le lâchèrent que quand le sang ruissela de tout son corps : sa chemise en fut trempée. Alors les gardes la lui enlevèrent pour la laver dans un seau et, aussitôt lavée, la lui remirent de *force*. Pour montrer combien est grave l'état de notre camarade, il suffit de dire qu'il se trouve aujourd'hui à l'hôpital de Ronda où l'on n'a que peu d'espoir de le sauver, après le martyre qu'il a enduré.

Rodrigo Munoz Villalon, accusé d'avoir été le vice-président (du groupe ouvrier ?), fut conduit au quartier où, sans plus de raisons, on lui administra une bastonnade si terrible qu'il fut laissé pour mort; quand les gardes virent qu'il n'était pas mort, ils revinrent à la charge et recommencèrent à le battre à deux reprises, pour lui faire dire, comme aux autres, ce dont il ne savait pas le premier mot. Quand ses bourreaux virent qu'ils n'aboutissaient à rien, ils lui mirent les fers à la main gauche, en même temps qu'ils le frappaient par tout le corps avec des bâtons; voyant que de cette façon ils n'atteignaient pas davantage leur but : « Nous allons, dit l'un des bourreaux, lui lier les organes génitaux et le pendre par là, alors tu verras s'il n'avoue pas » ; mais juste à ce moment, ils lui assénèrent un coup si violent sur le nez que deux ruisseaux de sang lui coulèrent des narines; cela, s'ajoutant aux blessures qu'il avait sur le corps, fut le terme de son martyre.

Le 6 août, Benito Jimenez Alvarez fut amené au quartier et les gardes le frappèrent à coups de bâton. Il leur dit qu'ils étaient des Inquisiteurs : il n'en fallut pas davantage pour les faire redoubler de violence; et non contents de cela, voyant qu'il n'avouait pas à leur fantaisie, ils lui mirent les fers aux doigts de la main droite et ne cessèrent le supplice que quand les doigts eurent crevé. Cependant, la face au mur, ils lui faisaient pleuvoir des bourrades sur la tête.

José Listan Pulido fut, comme les autres, conduit au quartier et introduit dans la chambrée; trente à trente-cinq gardes s'y trouvaient réunis; quinze à vingt d'entre eux étaient armés de bâtons. Quand il entra, ils lui demandèrent de combien de membres se composait son association et quel était, à lui-même, son numéro d'inscription. Comme il ignorait de quoi il était question, il ne put pas répondre; alors, ils se jetèrent sur lui avec leurs bâtons et ne s'arrêtèrent que quand ils furent las. Pendant ce temps d'arrêt, on entendit les cloches sonner un glas. « Treinta est mort, dit un garde; à celui-ci maintenant, jusqu'à ce qu'il y passe aussi. » Et ils y allèrent avec une si atroce brutalité qu'ils ne furent pas loin de réaliser ce qu'ils s'étaient promis. Ils le firent se déchausser et frappèrent à coups de bâton ses pieds nus; l'opération finie, il dut se rechausser de force : il ne pouvait y arriver, les chairs étant enflées des coups reçus. Il lui fallut bien y parvenir quand même, sous la menace de quatre revolvers.

José Romero Sanchez fut amené au quartier de la même façon que les précédents. On prétendit lui faire livrer une arme qu'il ne possédait pas : roué de coups de bâton, il fut laissé pour mort. Puis on lui lia les bras derrière le dos d'une façon si barbare que la corde entra dans les chairs. C'est ainsi qu'il fut conduit en prison.

Francisco Navarro endura de terribles bastonnades, eut les doigts de la main gauche broyés dans les fers.

José-Pérez Alvarez fut frappé dans sa maison même, puis dans la rue, de chez lui au quartier. Les blessures ont mis deux mois à guérir, malgré tous les soins qu'il a reçus, à la prison de Ronda, du médecin et de l'infirmier. On l'a torturé aux organes génitaux, par traction violente; on l'a mordu au cou. Tout cela parce qu'il ne voulait pas dire ce qu'il ignorait.

Nous n'en finirions pas de détailler par le menu les sauvageries et les tortures que nous ont fait subir les inquisiteurs d'Alcala del Valle; qu'il suffise de dire que, des quatre-vingt-quatorze hommes et femmes qui ont été amenés à la prison de Ronda, il n'y en a pas un seul qui n'ait été barbarement frappé ou torturé, et qu'il n'y en a pas non plus un seul qui ne conserve sur le corps une cicatrice ou une trace quelconque des tortures subies.

Nous devons ajouter que nous fûmes entassés tous ensemble (à Alcala), dans un local qui pouvait contenir environ trente personnes. Nous étions si serrés que nous avions plutôt l'air de sardines dans une boîte que d'êtres humains. Au milieu de nous, une femme (1) accoucha avant terme; un garde prit le fœtus et le jeta dans les latrines; beaucoup d'autres femmes et plusieurs hommes tombèrent en syncope et restèrent sans connaissance des heures entières; d'autres faillirent être écrasés. Nous demandâmes que, par humanité, on nous fît sortir de là; un garde nous répondit qu'il nous entasserait jusqu'au plafond.

Nous restâmes de la sorte (les tortures se renouvelant chaque jour) jusqu'au 9 août. On nous transféra alors à la prison de Ronda, où nous sommes actuellement.

Nous faisons appel à votre solidarité et nous sommes sûrs que vous n'y manquerez pas. A tous salut et P. R. S. (2).

BARTOLOMÉ ALFARO, JOSÉ PÉREZ, RODRIGO MUNOZ, ANDRÉS MUNOZ, JOSÉ JIMÉNEZ, SALVADOR MULERO, JUAN VAZQUEZ GAVILAN, BENITO JIMÉNEZ, ANTONIO CABALLERO, JOSÉ LISTAN, JOSÉ ROMERO, JUAN ALVAREZ, FRANCISCO LOPEZ, ANDRÉS JIMÉNEZ, EUGENIO CABELLO, FRANCISCO LOPEZ GALLEGO, FRANCISCO ROMERO, JOSÉ PÉREZ, PEDRO GONZALEZ, ANTONIO RODRIGUEZ, JOSÉ SAVORIDO ET FRANCISCO NAVARRO.

Prison de Ronda, 25 octobre 1903.

(Traduit sur la copie littérale publiée par le journal *Tierra y Libertad*, dans son numéro du 9 novembre 1903. Le document original a été envoyé au Comité international de Londres.)

Un vol avait été commis chez les frères. Ces pauvres gens qui ont fait vœu de pauvreté, avaient été soulagés de 50.000 francs!

L'enquête faite a mené l'arrestation du coupable : le fils d'un haut fonctionnaire de la préfecture de police!

La plainte a été retirée. Toute la presse se garde bien de donner les noms, en exprimant toute sa pitié au malheureux père!

Cela serait très bien, si elle avait le même tact envers les pauvres diables qui n'appartiennent pas à la police. Quand on fait un métier pareil, on ne peut pas donner un bel exemple. Moi je garde ma sympathie pour ceux qui font des métiers plus propres. J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

L'affaire de l'abbé Delsor se réduit à ceci : les gouvernements expulsent ceux qui ne leur plaisent pas, et n'expulsent pas ceux qui leur plaisent. En effet, la loi remet en leurs mains le droit d'expulsion vis-à-vis des étrangers, afin de garantir *l'ordre*. Mais l'ordre, c'est ce qu'ils jugent l'ordre, c'est leur ordre à eux, l'ordre des intérêts ou des idées qu'ils représentent. C'est pourquoi les cléricaux expulsent les républicains, et les républicains expulsent les cléricaux. Et ils ont raison : ils doivent lutter et se défendre, sous peine de disparaître. Ceci prouve que le bon plaisir fait le fond de tous les gouvernements, qu'une démocratie ne peut pas plus se passer d'arbitraire qu'une autre forme

(1) Elle se nommait Maria Dorado.
(2) Prompte révolution sociale.

d'État, et que la loi est toujours la loi du plus fort.

Quant à la question Alsace-Lorraine, une seule remarque : les mêmes qui proclament le droit des peuples à s'appartenir, s'indignent — ô inconséquence ! — des idées de séparatisme et d'autonomisme qui se font jour en Alsace et en Lorraine, comme ailleurs. C'est pourtant cela, le droit des peuples à s'appartenir, ou alors je ne comprends plus.

* * *

La colonie russe du quartier latin organise de fréquentes réunions dans la salle du Casino du treizième arrondissement, avenue de Choisy.

C'est là que se pressait mercredi soir un public d'environ quatre cents personnes occupant des positions sociales diverses.

Il était une heure du matin. Les discours touchaient à leur fin, quand quelques assistants avisèrent un individu d'allures louches qui prenait des notes à la dérobée. Aussitôt de crier :

— Un mouchard ! Un mouchard !

L'homme tenta en vain de gagner la porte. Il fut appréhendé ainsi que trois autres suspects qui s'étaient précipités dans les cabinets pour jeter dans la fosse des feuillets couverts d'écriture. Une bagarre se produisit au cours de laquelle ces quatre individus furent assez maltraités.

Au poste de l'arrondissement, l'officier de paix, prévenu par le patron de l'établissement, refusa d'intervenir dans une réunion rigoureusement privée. Mais M. Rocher, commissaire de police, à qui l'on en référa, se présenta à la salle de l'avenue de Choisy, entouré d'un certain nombre d'agents.

Un dialogue assez vif s'engagea à l'entrée de la salle entre le magistrat et le président de la réunion qui s'opposait à l'ingérence de la police et faisait valoir ses arguments dans un français très pur et de plus avec une parfaite compétence, car il se trouvait que M. Rocher avait affaire à un docteur en droit.

Pendant ce temps les quatre suspects avaient été portés sur l'estrade. Pour que leurs traits se pussent graver plus facilement dans leur mémoire, on leur avait enlevé leurs chapeaux et leurs pardessus. Toute l'assistance défila devant eux, les accablant d'outrages et moqueries. Les femmes manifestaient une animation toute particulière.

Avant de les descendre de leur pilori, on photographia les suspects afin que ce signalement précis permît aux réfugiés russes de les bannir de leurs assemblées.

Ils sortirent enfin de la salle protégés par MM. Smailow, Lavlov et Lizaiev, membres du bureau, sans que les agents bien inutilement dérangés eussent à intervenir pour défendre leur sécurité.

En quittant le Casino de la rue de Choisy, ils se rendirent de leur plein gré au poste de police où on se borna à prendre leurs noms. Mais — détail significatif — ils ont refusé de porter plainte.

(*L'Aurore*, 23 janvier.)

* * *

Angers. — Samedi dernier, nous avons conduit au cimetière un de nos bons camarades, Rimbaud, enlevé par une influenza compliquée de congestion pulmonaire. Le camarade laisse trois enfants : un garçon de 17 ans, une petite fille de 5 ans et une autre petite fille de 4 mois seulement.

Aussitôt après son décès, les hommes noirs se précipitèrent chez la veuve en larmes, tâchant de la déterminer à leur livrer son cadavre, lui promettant de pourvoir à l'éducation de ses deux derniers, à la condition de les laisser toutefois baptiser. Aidés dans leur sale besogne par le reste de la famille, des campagnards pingres et ignorants, ils menaçaient de réussir dans leur entreprise, lorsque les compagnons intervinrent.

Ils prièrent la veuve de surseoir à toute décision, jusqu'à ce qu'ils eussent examiné la situation. Une réunion fut organisée sur-le-champ et la décision prise, de s'engager individuellement et par écrit, à verser à chaque règlement, une petite part contributive, plutôt minime, de façon à être plus sûr d'un certain minimum. On fit le total : 22 francs par mois.

Quelques camarades qui n'avaient pu assister à la réunion ont promis leur contribution volontaire. Le procès-verbal de la réunion fut immédiatement communiqué à la veuve, qui, dès lors, tint tête résolument à la canaille. Les enfants ne seront donc pas livrés à la bête noire, et notre camarade a été enterré comme il l'avait désiré.

H. M.

Mouvement ouvrier. — Sous la pression des organisations ouvrières, la Chambre des députés avait, en partie, donné satisfaction aux intéressés, en décidant le principe de la suppression des bureaux de placement, dans une période de cinq années à partir de la promulgation de la loi. Ce que la Chambre avait fait, le Sénat vient de le démolir et les travailleurs apprendront ainsi une fois de plus qu'ils n'ont rien à attendre des pouvoirs publics et qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur sort.

De la discussion qui a eu lieu au Sénat, je ne dirai rien, sinon que la plupart des vieux débris de réaction qui ont parlé sur la question, n'y entendaient rien du tout. C'est ainsi que l'un d'entre eux est venu dire que les ouvriers qui se plaignent sont incapables de prouver le bien fondé de leurs plaintes. Il y a des tarifs et ceux-ci sont respectés par les placeurs, affirmait l'un d'eux. Cela est faux, archifaux, et c'est justement parce que les travailleurs qui sont obligés de passer par les officines de placement sont dans l'impossibilité de prouver qu'on les y vole, qu'ils se plaignent. Les placeurs inscrivent bien une somme sur leurs livres, mais ils ne procurent généralement du travail qu'à condition que, de la main à la main, l'ouvrier corse la somme inscrite. Il faut donc croire à la bonne foi de l'une ou de l'autre des parties et les sénateurs ont naturellement cru sur parole les exploiteurs.

La partie étant perdue de ce côté, il va falloir que les travailleurs intéressés se retournent d'un autre. La véritable action directe consisterait, je le sais, à ne pas aller chez les placeurs, mais malheureusement les patrons se refusent à aller autre part que là. De plus, lorsque les officines parisiennes manquent d'ouvriers, elles font venir de province de pauvres bougres à qui on offre des places superbes à Paris, mais qui, bientôt, grossissent le nombre des chômeurs ; et c'est ainsi que pour les 5.000 ouvriers occupés dans les 2.171 boulangeries parisiennes, il y a plus de 10.000 ouvriers, soit pour le moins 50 0/0 d'éternels chômeurs, ce qui fait la force des placeurs ; aussi les conscients qui se refusent à aller dans les bureaux sont pour ainsi dire noyés dans une masse de malheureux qui demandent à travailler et qui passent — quand même — par les bureaux.

Et c'est parce que au courant de toutes les difficultés, que nous n'avons pas eu le courage de déconseiller carrément aux travailleurs — qui du reste ne nous auraient pas écoutés — de s'adresser aux pouvoirs publics pour arriver à la suppression des officines de placement.

Aujourd'hui ils peuvent s'apercevoir qu'ils n'ont rien à espérer, que les intérêts de quelques industriels passent avant ceux des travailleurs et la situation est bien nette.

Souhaitons que dans la campagne d'agitation qui va, paraît-il, recommencer, les intéressés ne se laissent arrêter par aucune considération. Au reste, dans l'état actuel de la question, il n'y a plus à reculer, il faut se taire ou marcher.

* * *

Et, à ce propos, je dois dire quelques mots ici de ce garçon boucher qui, le 30 décembre dernier, las de crever de faim, blessa d'un coup de couteau un tenancier de bureau.

Quoi qu'en ait dit la presse toujours au service de la préfecture dans ces sortes de questions, Jérôme — c'est le nom du garçon boucher — semble avoir agi très consciemment. Bien mieux, tout en ne retranchant rien de la portée de son acte, il a affirmé à plusieurs reprises qu'il avait agi par lui-même sans subir d'impulsion étrangère. J'ai vu et partagé la misère des ouvriers — a-t-il répondu au juge d'instruction qui l'interrogeait — et j'ai agi.

De plus, toutes les critiques qu'il formule, montrent bien qu'il est, parmi tant d'autres, une réelle victime des officines de placement.

Le Syndicat de l'alimentation a remis au greffe, pour le prévenu, une somme de 15 francs. Jérôme déclare l'accepter, mais sans que cette acceptation aliène le moins du monde son indépendance.

Les débats du procès montreront une fois de plus quels dégoûtants trafics s'opèrent dans ces boîtes si utiles aux exploiteurs et à la police.

* * *

Décidément, les poursuites intentées à la requête de M. le général André pour insultes à l'armée, excitation à la désobéissance, etc., etc., ne lui réussissent guère.

Après l'acquittement du *Manuel du Soldat* par le jury de la Seine, les *dix* camarades qui passaient en cour d'assises à Troyes, la semaine dernière pour des articles parus dans *La Voix du Peuple*, ou comme vendeurs du journal, ont été acquittés.

Et ce malgré un réquisitoire violent et des plus malpropres d'un très « ministériel » avocat général qui, essayant de faire condamner nos camarades, espérait y récolter un peu d'avancement.

Mais le jury, pas plus qu'à Paris, pas plus que dans l'Yonne, n'a « coupé » dans ses appels patriotards, et c'est aux applaudissements de l'auditoire qu'en répondant comme il l'a fait, il est venu dire que, comme nous le pensions déjà, l'armée — et pour cause — est une institution qu'on ne peut pas insulter.

Mais ces divers acquittements ne satisfont pas encore notre très républicain ministre de la guerre et, toujours à sa requête, notre camarade Yvetot, qui est décidément sa bête noire, est à nouveau cité à « comparoir » devant la cour d'assises de Rouen pour une conférence faite à Darnétal il y a quelques mois.

P. Delesalle.

Allemagne.

Anniversaire de la Freiheit. — Le 26 décembre passé, les camarades allemands ont fêté le 25e anniversaire du journal fondé en 1878 par Most, la *Freiheit* (*Liberté*). Il a raconté lui-même comment il fonda ce journal, et nous empruntons quelques détails à son récit.

Most débarqua à Londres en décembre 1878. Il n'était pas un novice dans le mouvement socialiste, puisqu'il avait fait déjà de la prison à Vienne, à Suten, à Chemnitz, à Zwickau, à Berlin et dans la forteresse de Plötzensee, — en tout cinq ans ; et il avait rédigé le journal *Presse Libre de Berlin*, qui se distinguait parmi les journaux de la social-démocratie par sa vigueur et son tempérament révolutionnaire.

C'était l'époque où après les attentats de Hœdel et de Nobiling, une réaction terrible avait commencé en Allemagne. Des centaines de socialistes avaient dû s'exiler, les journaux social-démocratiques avaient dû disparaître.

En France, Mac-Mahon préparait la restauration de la royauté. En Espagne, une réaction furieuse avait commencé, après l'attentat d'Otero.

En Suisse, l'*Avant-garde* avait été supprimée... partout la réaction.

Most, débarqué à Londres, hésita un moment. Il fut tenté, dit-il, un moment, de se tenir coi, mais le révolutionnaire qu'il est parla en lui, et le 26 décembre, la *Freiheit* fut fondée par un tout petit groupe de dix camarades. On rassembla 250 francs, et on lança le premier numéro, qui fut envoyé à de nombreuses adresses en Allemagne.

On peut s'imaginer avec quel enthousiasme il fut reçu par les jeunes révolutionnaires, au milieu de la débandade générale des social-démocrates ; et avec quelle fureur le reçurent les gros bonnets qui tremblaient et prêchaient la soumission aux lois antisocialistes.

A cette époque, Most était social-démocrate mais la social-démocratie d'alors n'était pas le parti de compromis avec la bourgeoisie qu'elle est aujourd'hui.

Cependant, peu à peu Most devint anarchiste, et *Freiheit* devint un champion ardent et intelligent de l'anarchie, — ce que Most paya de deux ans de prison en Angleterre et de deux ou trois ans en Amérique.

La *Freiheit* a fait une propagande profonde et immense, et il faut dire qu'elle a toujours été le journal le mieux rédigé de toute la presse socialiste. L'ayant lu depuis le premier numéro jusqu'à ce jour, nous pouvons le dire en pleine conscience.

Il est intéressant de noter que la *Freiheit* a précédé notre journal de deux mois seulement. Le premier numéro du *Révolté* paraissait à Genève le 22 février 1879, aussi fondé par un petit groupe de révolutionnaires.

* * *

A la gare de Kiel, la nuit du 20 au 21 janvier, cinq cents soldats s'empilaient dans un train. Ils allaient s'embarquer à Bremerhafen pour le Sud-Ouest africain, colonie allemande, avec des canons et des mitrailleuses. La population, venue pour leur dire adieu, se pressait dans le hall de la gare. Le prince Henri de Prusse, frère de l'empereur, venu exprès, prononça un discours ; la foule cria « Hurrah ! », et le train s'ébranla dans la nuit.

Il était minuit quarante-cinq. Le crédit nécessaire à l'expédition avait été voté l'après-midi par le Parlement (Reichstag). Le projet de loi avait été rédigé et présenté l'avant-veille. On ne va pas si vite pour les lois ouvrières, même quand elles sont de duperie. Pourquoi cette hâte législative? C'est qu'il y a urgence à aller massacrer les Herreros, peuple indigène du Sud-Ouest africain : ils protestent contre les bienfaits de la colonisation, se révoltent et menacent leurs envahisseurs, qui se croyaient bien tranquilles. Que faire? Il faut les massacrer. L'activité coloniale des Allemands, plus récente que celle des autres nations européennes, sera bientôt illustrée d'autant de crimes que celle des aînés.

***

Bonne journée, au Reichstag allemand, le 19 janvier, pour l'édification de ceux qui savent lire. Haase et Bebel, députés socialistes, protestent contre les menées de la police allemande et de la police russe, agissant de compagnie, en Allemagne, contre les révolutionnaires russes réfugiés. Le ministre des affaires étrangères de l'empire allemand répond que, d'abord, « il est de l'intérêt public de livrer les anarchistes », et « les anarchistes ne peuvent pourtant pas demander qu'on mette des gants avec eux ». Puis il explique tranquillement qu'à Paris, à Londres et partout, police russe et police locale fraternisent et collaborent à la surveillance des révolutionnaires russes, sous la protection des gouvernements.

Nos maîtres s'abstiennent de chanter les louanges de la solidarité internationale, mais ils savent bien la mettre en pratique, de façon constante et organisée. Sachons-en suivre l'exemple.

X.

La semaine dernière, a eu lieu un débat fort instructif dans le Reichstag allemand. Il s'agissait d'une interpellation du député socialiste Haase au sujet de l'espionnage exercé par la police secrète russe sur les étudiants russes et d'autres « suspects » qui résident en Allemagne. Ce débat a jeté une lumière très claire sur les conditions sociales prévalant sous le régime de Guillaume II. Il est un fait, admis par le secrétaire d'Etat des affaires étrangères, que l'ambassade russe à Berlin emploie un grand nombre d'espions dont la tâche est de surveiller les mouvements de tous les sujets russes habitant l'Allemagne qui sont soupçonnés de tendances révolutionnaires et anti-tsaristes, et, si possible, de leurrer ces gens suspects au delà des frontières russes. Ces espions du tsar sont en relations très intimes avec la police allemande, qui leur rend toute l'aide possible dans l'accomplissement de leur triste besogne. C'est ainsi, qu'il y a quelques mois, la maison d'un médecin russe habitant Berlin fut envahie dans la nuit par des policiers allemands, lorsque le docteur et sa femme étaient couchés; la maison fut saccagée de haut en bas, les armoires, les tiroirs, les cassettes furent ouverts, tout sous le prétexte que le docteur était révolutionnaire et, comme tel, en possession de documents « compromettants »; mais malgré la vigueur de cette recherche policière, rien ne fut découvert qui aurait pu d'une façon quelconque légitimer l'expulsion du docteur. L'histoire de cette aventure fut publiée peu de temps après par le *Vorwærts*, l'organe central du parti socialiste. Cette publication n'était naturellement pas pour plaire à la tourbe gouvernementale, qui força immédiatement la femme du docteur à signer une déclaration par laquelle elle déniait formellement que sa maison eût été envahie et saccagée par la police; elle fut forcée de publier ce démenti sous menace d'être conduite, avec son mari, à la frontière russe, si elle refusait. C'est ici un fait établi par M. Bebel, qui a accusé le gouvernement et la police allemande, dans le Reichstag, de cette malpropreté; personne n'a osé lui répondre du banc ministériel; et même la gazette officielle, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, n'a pu nier l'accusation.

Dans sa réponse à l'interpellation, le secrétaire d'Etat, M. de Richthofen, a été très franc. Il a admis le fait que le gouvernement russe maintient une véritable armée d'espions pour surveiller les sujets russes en Allemagne; il l'a non seulement admis, mais il s'est félicité de cet état de choses. Les « suspects » qu'on surveille ainsi sont des anarchistes, a dit M. Richthofen, et ce problème anarchiste est d'une importance cardinale pour tous les Etats civilisés; il faut se féliciter de l'étroite alliance entre les espions russes et la police allemande, car les anarchistes sont les ennemis communs de tout gouvernement civilisé. Les révolutionnaires russes n'ont pas le droit à l'hospitalité en Allemagne; les étrangers seuls y ont droit à l'hospitalité qui sont les bienvenus; or les révolutionnaires ne sont pas les bienvenus. M. Richthofen a admis que le gouvernement allemand a souvent déporté des sujets russes, les a conduits à la frontière russe, pour être livrés aux bontés du Petit Père, sans même que le gouvernement russe en ait demandé l'extradition. La police allemande continuerait à rendre toute l'aide possible aux espions russes, car la surveillance des révolutionnaires russes s'impose comme un devoir à un Etat civilisé. L'Allemagne n'a aucune envie d'être le terrain sur lequel se préparent des complots contre un souverain voisin et ami.

M. Bebel a répondu très vigoureusement et avec grand succès à la déclamation du secrétaire d'Etat. Combien la bourgeoisie allemande a-t-elle dégénéré! L'empire allemand semble avoir pour idéal suprême le nettoyage des bottes du Petit Père. Une tyrannie si monstrueuse serait impossible, d'après M. Bebel, en France, en Italie ou en Angleterre. Et, en effet, les révélations qui ont été faites ces temps derniers sur les procédés des espions russes semblent avoir effrayé même les partis radicaux et cléricaux de l'empire. Le chef du parti clérical a déclaré que, tout autant que les anarchistes, les espions russes devraient être chassés du territoire allemand; et le Dr Müller, de la gauche radicale, a dit avec raison que la Prusse dégénère rapidement au même niveau social que la Russie. C'est là une vérité que tout étranger séjournant en Allemagne peut confirmer. Le régime impérialiste de l'état policier a produit un état d'esprit lamentable; on n'ose pas critiquer l'empereur, de peur de se voir pincer pour lèse-majesté. La liberté est inconnue en Allemagne. « Le roi suprême en Prusse, la Prusse suprême en Allemagne, l'Allemagne en avant dans le monde », a dit récemment M. de Bülow, chancelier de l'empire. Tout homme qui aime la liberté doit sincèrement souhaiter que cet idéal ne se réalise jamais! La suprématie de l'Allemagne actuelle serait la suprématie de la réaction policière et cléricale.

G. C. Hill.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

La Coopérative Communiste. — Jeudi 4 février, à 9 h. du soir, causerie par un camarade. Adhésions et souscriptions. Commandes et distribution des produits tous les jeudis et samedis.

Les Causeries Populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 30 janvier, à 8 h. 1/2, causerie sociologique. — Mercredi 3 février, à 8 h. 1/2, causerie par le camarade Marceau sur *la Virginité considérée au point de vue scientifique.*

Les Causeries Populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 1er février, à 8 h. 1/2, causerie sur l'Organisation du Bonheur, par Paraf-Javal. — Vendredi 5 février, à 8 h. 1/2, cours d'espagnol (2).

L'Action Théâtrale, groupe artistique de la Rive Gauche. — Répétitions les vendredis, à 8 h. 1/2, salle de l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard. Pianiste et orchestre à la disposition des groupes pour concert ou bal. — Envoyer la correspondance au camarade Sandrin, 11, impasse Cœur-de-Vey, Paris.

L'Education sociale, 3 et 5, rue Jules-Jouy (rue Francœur). — Samedi 30 janvier, à 8 h. 1/2. M. Frantz-Jourdain, architecte : L'architecture moderne (projections). — Mardi 2 février, soirée musicale et littéraire organisée par Mlles Jourdain. — Jeudi 4. M. Fournière : L'*Etat populaire du travail*, d'Anton Menger. — Samedi 6. Discussion libre dirigée par M. Chartier sur « Le mensonge » (2e discussion).

Le Rayon de Soleil, société de Vacances populaires. — Réunion du lundi 25 janvier, à l'*Education sociale*, 3 et 5, rue Jules-Jouy. Ordre du jour : Projet de nouvelles colonies.

Le Secrétaire : L. Netter, 44, faub. du Temple.

L'Aube sociale, Université populaire, 35, rue Gauthey, dans l'avenue de Clichy (17e). — Vendredi 29 janvier. Chater-Bey : Le rôle de la femme dans la société future. — Mercredi 3 février. Causerie entre camarades : Les associations de production. — Vendredi 5 février. Armand : La Famille.

Grand Montrouge. — **L'Effort**, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2. — Mardi 2 février. Leclerc : La Chanson, Désaugiers. — Vendredi 5. Yvetot : Réformes et action directe.

Saint-Denis. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. — Vendredi prochain 29 janvier : La Littérature anglaise, par Philippe.

Amiens. — Samedi 6 février, à 8 h. 1/2 du soir, grande conférence publique et contradictoire par Paraf-Javal, à l'Alcazar. Sujet : Le Monopole de l'abrutissement officiel.

Lille. — Samedi 30 courant, réunion des camarades au café, 38, rue du Bourdeau.

Limoges. — Réunion du groupe le dimanche 31 courant, chez Guilard, 18, rue du Chinchauvaud, à 10 heures du matin.

Lorient. — Réunion dimanche prochain, à 9 heures du matin, rue de Merville, 65, chez le camarade Fornas.

Lyon. — **Groupe Germinal**. — Le groupe reprendra samedi 30 janvier ses réunions hebdomadaires. — Ordre du jour : L'Aube Nouvelle, son lancement à Lyon. — Les réunions se feront régulièrement chez Bordat, salle du premier, 17, rue Paul-Bert, à 8 heures du soir.

Marseille. — **Le Milieu-Libre de Provence.** — Dimanche, grande réunion à 4 heures. Questions diverses. — Le soir, à 7 heures, grande soirée artistique privée avec le concours de nombreux artistes et amateurs.

Jeudi 4 février, réunion, à 9 heures, de tous les camarades que l'entente économique intéresse. Causerie sur ce sujet.

Nimes. — **Groupe des Etudes économiques libertaires.** — Le camarade Louis Poulhon ayant changé de domicile, les camarades doivent envoyer tout ce qui concerne le groupe, rue Porte de France, 21.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

Cotisations mensuelles.

76e L. G., à Bagnolet, 1 fr. — 77e C., Paris, 1 fr. — 78e A. R., 1 fr. — 79e Mme M., 1 fr. — 80e Fernick, 2 fr. — 81e Descout, 1 fr. — 82e C., à Mostaganem, 1 fr. — 83e Marseille, Un gniaff, 3 fr. — 84e A. G., 1 fr. — 85e Manus, 1 fr. — Total : 13 fr. — Listes précédentes : 194 fr. 70.

Mensualités souscrites à ce jour : 207 fr. 70.

Sommes versées ou à verser en une seule fois :

Séverin, 1 fr. — E. R. et D., à Bruxelles, 42 fr. — P., à Creil, 3 fr. — C. H., Munden, 50 fr. — A. G., 5 fr.

Total : 101 fr.

Listes précédentes, 274 fr.

A ce jour : 375 francs.

BIBLIOGRAPHIE

A voir :

Les dessins de Grandjouan, *Voix du Peuple*, no 17.

PETITE CORRESPONDANCE

L. S. F. — Oui, l'Œuvre des journaux est toujours 17, rue Cujas.

Séverin. — Tout reçu. Merci. Le *Milieu-Libre* demande votre adresse.

C. C., à Lisbonne, no 2222. — Je n'ai connaissance ni de l'un ni de l'autre.

J. S., à Creuzier-le-Vieux. — En effet, le remboursement était parti lorsque votre mandat est arrivé. Nous avons recours au remboursement à moins d'avis contraire, ayant reconnu que beaucoup négligeaient de renouveler, par paresse d'aller à la poste.

P. D., à Tilh. — *Jean-Pierre*, 5, rue de Pondichéry. Oui, il paraît toujours.

G., à Aix. — Ferai passer les 3 fr. à *Pain et Volonté*.

B., à Limoges. — Envoyez comme cela vous sera le plus facile.

B., à Bâle. — Nous corrigerons en réimprimant la bande.

Montceau-les-Mines. — Le camarade qui distribuait des invendus des *Temps Nouveaux* dimanche dernier à la conférence Bourchet, pourrait-il se mettre en rapport avec le camarade Blanchon, Tuilerie Saint-Pierre, à Montceau?

R. P., à Mirepoix. — Bien reçu. C'est un oubli si on n'a pas accusé réception.

O. B., rue Saint-Benoît. — Tous les dimanches matin, de 10 à midi, vous trouverez du monde au journal.

Reçu pour le journal : B., à Bilbao, 3 fr. 35. — Mâchefer, 1 fr. — L. C., 0 fr. 60. — H. R., à Neuchâtel, 1 fr. — Merci à tous.

C. M., à Flémalle. — F., à Barcelone. — D., à Verviers. — C. M., à Marseille. — D., à Buzeu. — C., à Avignon. — S., à Creuzier. — R., au Havre. — B. P., à Paris. — G., à Troyes. — C., à Le Thoult. — C. M., à Marseille. — C. M., à Bordeaux. — L. B., à Bâle. — L. B., à Jemeppe. — V., à Nimes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7

NEUVIÈME ANNÉE N° 41 DIX CENTIMES DU 6 AU 12 FÉVRIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Une des causes des difficultés budgétaires du journal, ce sont les incendus; principalement à Paris, où nous déposons 2500 exemplaires pour une vente moyenne de 800. Même ces temps derniers, sans aucune raison, la vente est tombée à 600. Elle se relève en ce moment.

Comme beaucoup de camarades nous ont dit avoir éprouvé des difficultés pour trouver le journal chez les libraires, nous avons réclamé à la maison Hachette, qui nous a répondu qu'il y a 6.000 libraires à Paris, que, forcément, il y en avait plus des trois quarts, chez lesquels on ne pouvait en mettre. Ajoutons à cela, la mauvaise volonté de certains marchands.

Nous demandons donc, encore une fois, aux camarades qui s'intéressent à la propagande du journal, d'insister auprès de leur libraire habituel pour lui faire tenir la vente des Temps Nouveaux, *en lui indiquant qu'il n'a qu'à le réclamer aux porteurs de la maison Hachette. Les invendus sont en assez grande quantité, pour qu'on donne le nombre d'exemplaires qu'ils demandent.*

Six cents et même huit cents exemplaires pour Paris ne sont pas une vente. Si chacun veut bien s'employer, on devrait, pour avoir une vente au numéro moins onéreuse, arriver à vendre les deux tiers de ce qui est déposé. Au besoin qu'on nous indique les libraires où il y aura à faire faire le service d'office.

⁂

Les réponses arrivées jusqu'ici, au sujet de la souscription pour couvrir le déficit de l'agrandissement de format, n'atteignent pas la somme demandée. D'autre part, si nous attendons trop longtemps pour réaliser l'amélioration projetée, il y a des chances que, pour une raison ou une autre, nous ne retrouvions pas tous les souscripteurs de la première heure. Malgré que je ne voulais marcher qu'à coup sûr, je crois qu'il est mieux de ne pas attendre trop longtemps. Le 22 février sera le 25e anniversaire de la naissance du Révolté, *dont les* Temps Nouveaux *sont la suite; on ne pourrait mieux fêter cet anniversaire qu'en agrandissant son format.*

Après tout, depuis 25 ans que le journal est sur la brèche, s'il a pu tenir, malgré tout, c'est surtout grâce aux bonnes volontés et aux solidarités qu'il a trouvé sur sa route. Il est donc permis de compter que ces bonnes volontés, et que cette solidarité ne lui feront pas encore défaut. La souscription restera ouverte, et nous n'attendrons pas davantage pour passer à la réalisation.

⁂

Mais il est un moyen surtout d'aider à la vie du journal, en même temps qu'à sa diffusion, et à celle des idées, par conséquent. Ce sont les abonnements. Nous venons de faire faire des carnets contenant dix feuilles d'abonnement. Nous en mettons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui voudront essayer de nous trouver de nouveaux abonnés.

Pour aider à la propagande, à celui qui aura placé 5 abonnements, il sera envoyé 2 fr. de brochures, ou bien un exemplaire du volume Guerre-Militarisme, *ou de* Patriotisme-Colonisation.

C'est une tentative difficile que nous entreprenons: augmenter les frais d'un journal qui n'arrive déjà pas à couvrir ceux qu'il fait actuellement. Mais la situation devenait intenable; d'autre part, notre format restreint, nous condamnant à des imperfections qui nous empêchent de nous étendre, il fallait en sortir. Pour nous, nous ferons notre possible pour réaliser les améliorations promises. Les résultats nous apprendront si nous avons eu tort d'escompter d'avance la solidarité des amis connus et inconnus. En tout cas, nous avons fait pour le mieux. Merci à ceux qui, jusqu'ici, nous ont aidé, à ceux qui ont répondu à notre premier appel, à ceux que, nous l'espérons, nous trouverons encore par la suite.

J. GRAVE.

HERBERT SPENCER

Sa philosophie

III

A part l'erreur concernant l'Inconnaissable, que nous avons déjà signalée dans le chapitre précédent, la philosophie de Spencer nous permet ainsi de nous rendre compte de toute la série de phénomènes physiques, biologiques, psychiques, historiques et moraux, en nous tenant toujours à la même méthode scientifique, inductive.

En lisant ses ouvrages, vous voyez comment tous ces faits, si variés et faisant partie de sciences si diverses, s'enchaînent; comment tous sont des manifestations des mêmes forces physiques; et comment on les comprend et on les juge, si on suit toujours les mêmes méthodes de raisonnement, comme si c'étaient des faits physiques.

S'en suit-il que tous les jugements portés par Spencer conformément à cette méthode soient justes, vrais? que lui-même ait toujours parfaitement appliqué la bonne méthode? — Certainement, non! Que ce soit un livre de Spencer ou de tout autre penseur, c'est toujours à nous-même, à notre raison, de voir si l'auteur conclut juste, s'il reste toujours fidèle à sa méthode. Et c'est ici que la méthode scientifique paraît sous son meilleur aspect.

Elle force l'auteur à exposer ses faits et ses raisonnements de telle façon que vous pouvez les juger vous-même. Ce n'est pas un dieu qui parle. C'est votre égal qui raisonne et qui vous invite à faire de même.

Eh bien, tant que Spencer raisonne physique, chimie, biologie, et même psychologie (c'est-à-dire, nos émotions, nos façons de sentir, de penser et d'agir), ses conclusions sont presque toujours correctes. — Mais lorsqu'il arrive à la Sociologie et à la Morale Sociale, cela devient différent.

⁂

Jusqu'alors il *cherchait* — et il trouvait. Ici — on le sent dès ses premiers pas — *il a des idées déjà toutes faites* : les idées de radicalisme bourgeois qu'il avait développées dès 1850, dans sa *Statique Sociale*, avant qu'il ait commencé à élaborer son système de philosophie. Et encore a-t-il revisé depuis ces idées, dans un sens plus bourgeois.

Il est évident que dans chaque étude scientifique, chacun a déjà, dès le début, quelque supposition, — une hypothèse qu'il va vérifier, soit pour la prouver, soit pour la rejeter. Et même dans les sciences naturelles, il arrive qu'on se passionne pour son hypothèse, alors que les autres en voient très bien les défauts.

Mais c'est pire dans tout ce qui traite de la vie des sociétés. Dans ce domaine, chacun, en se mettant au travail, a déjà son *idéal* de société. Il a déjà puisé dans sa vie et son expérience une certaine manière de juger les privilèges de fortune et de naissance qu'il possède ou qu'il répudie; il a sa mesure pour les divisions de la société; il subit mille influences de la part de son milieu. Et comme les sciences qui traitent des faits sociaux sont encore dans leur enfance, et que Spencer fut le premier à appliquer réellement une méthode scientifique aux faits sociaux, il est tout naturel qu'il n'ait pas su secouer entièrement l'influence des idées bourgeoises de son milieu.

Aussi il arrive continuellement que l'on est simplement choqué par les conclusions de Spencer. Autant on admire ses suggestions dans les *Principes de Biologie*, autant on sent l'étroitesse de ses vues, dès qu'il parle, par exemple, des rapports entre le Travail et le Capital dans la Société.

⁂

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple — très important, d'ailleurs, Spencer a été élevé dans l'idée bourgeoise et religieuse de *juste rétribution*. Vous avez mal agi — on vous punira; vous avez été un ingénieur très appliqué — et votre patron ajoutera un shilling par semaine à votre salaire... Spencer y croit, du moins. Et voilà que ce principe de « juste » rétribution devient pour lui une loi de la nature.

En ce qui concerne les enfants, les jeunes, avant qu'ils aient appris à se nourrir eux-mêmes, la rétribution, dans une espèce animale ne sera pas, dit-il, proportionnée aux efforts; c'est inévitable. Mais « entre adultes, il *devra* y avoir conformité à la *loi*, suivant laquelle les bénéfices reçus seront proportionnels aux mérites que chacun possédera : les mérites étant

mesurés par le pouvoir de se supporter soi-même. »

Et plus loin : « Telles sont les *lois* du maintien des espèces; et si nous admettons que la préservation de telle espèce est désirable, — il s'ensuit *l'obligation* de se conformer à ces lois, que nous pourrons nommer, selon le cas, demi-éthiques ou éthiques ». (*Justice*, p. 4).

Comme on voit, tout ce langage, avec son idée de rétribution, de loi, d'obligation, n'est plus celui d'un naturaliste. Ce n'est pas un observateur de la nature qui parle : c'est un écrivain en loi, en économie politique, qui vous fait la morale.

Or, l'explication de ce fait est celle-ci : Spencer connaît le socialisme. Il le répudie, en disant que si chacun n'est pas rétribué strictement selon ses œuvres, ses mérites, ce serait la mort de la société. Et pour prouver ce principe — inattaquable à ses yeux — il cherche à en faire une loi de la Nature, ce qui le force à abandonner pour un moment la méthode scientifique, et ce qui fait aussi que nous remarquons de suite son erreur.

⁂

La Science des Sociétés — la Sociologie moderne, ne se contente plus d'exposer d'une certaine façon « les lois de l'esprit », comme le faisaient les Hegeliens. Depuis Comte elle étudie les diverses étapes traversées par l'humanité, depuis les sauvages de l'âge de la pierre jusqu'à nos jours, et elle découvre ainsi dans nos institutions modernes une masse de survivances, — d'institutions qui datent encore de l'âge de la pierre. Nos religions, nos codes, nos coutumes concernant les morts, les grandes fêtes annuelles, nos cérémonies, tout cela en est plein. Et c'est en étudiant l'*évolution*, le développement graduel des institutions et des superstitions que l'on arrive à comprendre — disons le mot : à mépriser nos institutions légales, étatistes, rituelles et autres, ainsi qu'à deviner le développement futur de nos sociétés.

Spencer a fait ce travail, mais avec cette absence de compréhension d'autres institutions que celles que l'on rencontre en Angleterre, qui caractérise l'immense majorité des Anglais. De plus, il ne connaissait pas les hommes. Il n'a pas voyagé (il n'a été qu'une fois aux Etats-Unis, et une fois en Italie, où il se sentait tout malheureux dans un milieu qui n'était pas son milieu habituel anglais), et il n'a jamais compris l'esprit des institutions des peuples non policés.

C'est pourquoi nous rencontrons continuellement dans sa *Sociologie* et son *Ethique* des affirmations absolument fausses, soit qu'il s'agisse d'interpréter d'anciennes coutumes, soit qu'il s'agisse de soulever le voile de l'avenir.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

Le jury vient de condamner à mort un ouvrier qui avait essayé de tuer le contremaître qui l'avait fait renvoyer, parce qu'il ne voulait pas lui payer à boire. Ne trouvant pas à se réembaucher et dans la misère, l'ouvrier avait voulu faire payer sa canaillerie à celui qui l'avait fait mettre sur le pavé.

La veille, le même jury avait accordé les circonstances atténuantes à un souteneur qui avait essayé de tuer une prostituée pour la voler.

En effet, selon la morale bourgeoise, une prostituée, ça ne compte pas. Tandis qu'un contremaître, c'est un défenseur des intérêts bourgeois, il ne faut pas laisser y toucher.

J. G.

L'AFFAIRE D'ALCALA DEL VALLE

Les ministres d'Alphonse XIII font leur possible, en cette affaire d'Alcala del Valle, pour empêcher la vérité de se faire jour, mais ce qu'ils peuvent n'est pas grand'chose. En Espagne, ils ont interdit ou suspendu les meetings de protestations ; quand M. Junoy, député républicain, le 17 novembre 1903, porta à la tribune de la Chambre espagnole les documents publiés par les journaux républicains et anarchistes de Madrid, de Barcelone, de Valence, etc., et lut la déposition détaillée des prisonniers torturés, M. Garcia Alix, ministre de l'intérieur, répondit avec assurance que tout cela était faux et que personne n'avait été torturé : il se fondait sur une enquête faite par le gouvernement sur la demande du ministre de la justice, à la suite d'une accusation portée par le journal républicain *El Pais*. *El Pais* avait dit par erreur que les tortures avaient été appliquées à la prison de Ronda, où les arrêtés d'Alcala furent transférés au bout d'une semaine, et d'où ils devaient plus tard être envoyés à Séville. L'alcade (maire) et le juge de Ronda demandèrent donc aux prisonniers, de la part du gouvernement, s'ils avaient été torturés à *la prison de Ronda*. Les prisonniers répondirent naturellement que non, puisqu'ils *n'avaient pas été torturés à la prison de Ronda, mais seulement au quartier de la guardia civil, à Alcala del Valle*, comme l'explique leur lettre publiée dans notre dernier numéro. Ce que M. Garcia Alix, ministre et menteur, traduisait en disant que personne n'avait été torturé.

Procédé misérable, qui ne mènera pas loin ceux qui l'emploient et ne fait que rendre un peu plus basse leur bassesse. Mais ils n'ont pas mieux, ils s'y tiennent. Maintenant que la vérité sur l'affaire d'Alcala s'est répandue en Angleterre et en France, et que dans ces deux pays des protestations s'élèvent, les ministres d'Alphonse XIII nourrissent le chimérique espoir de les étouffer — ou du moins d'en étouffer les échos, entre les quatre murs de leur cabinet noir. Ainsi, Luis Bonafoux, rédacteur correspondant à Paris du *Heraldo de Madrid*, informe ce journal, par des télégrammes, de ce qui se dit et s'écrit, à Paris sur l'affaire d'Acala : on arrête les télégrammes. Nous avons sous les yeux, par exemple, un avis du receveur des Postes et Télégraphes, qui a « l'honneur d'informer M. Bonafoux que son télégramme n° 400, du 29 janvier, adressé au *Heraldo de Madrid* n'a pu être remis ». Suit cette indication : « motif de la non remise : *arrêté par ordre supérieur.* ». Or, dans ce télégramme n° 400, il était justement beaucoup question des tortures d'Alcala, des ministres leurs bourreaux, et de l'opinion qu'ont à Paris sur les uns et les autres les gens qui s'en occupent. D'où vient l' « ordre supérieur », un enfant le devinerait. Mais où a-t-il été exécuté ? Où a-t-on opéré cette périlleuse capture ? L'homme de la poste ne dit pas si c'est à Paris que s'est exercée la censure espagnole. Est-ce que le gouvernement de M. Combes pousserait la solidarité internationale jusqu'à installer, rue du Louvre, le cabinet noir d'Alphonse XIII, son hôte de demain ? Nous hésitons, malgré tout, à le croire. Mais il serait intéressant d'avoir une réponse précise à cette question.

En tout cas, voilà où en sont les auteurs et complices du crime d'Alcala : à confisquer d'innocentes feuilles de papier. Il leur déplaît de ne pouvoir être tout à fait tranquilles chez eux pour y torturer et détruire ceux qui les gênent. Ce serait si commode, s'il n'y avait qu'à fermer à double tour la porte des prisons, au besoin proférer un mensonge habile, et puis jouir tranquillement des biens de ce monde : impossible. L'abrutissement des masses en général et des individus en particulier, a beau être organisé sur la plus vaste échelle, il y en a toujours qui échappent, se ressaisissent, et se révoltent. Il semble que d'elle-même la vérité s'exprime. Malgré toutes les précautions prises, sur la scène du monde, pour la précipiter dans le troisième dessous, elle remonte et apparaît, sans effort, visible à tous ceux qui voient clair. Qu'on lise plus loin le compte rendu des séances du conseil de guerre de Séville où s'est jugée l'affaire d'Alcala : ce sont les galonnés, capitaines de toutes armes, choisis tout exprès, imposés comme défenseurs aux prévenus, à l'exclusion des avocats civils, qui disent eux-mêmes que l'accusation ne tient pas debout, que les prévenus n'ont fait de soi-disant dépositions, de soi-disant aveux, qu'à force de tortures. On a truqué l'instruction, on a refusé les confrontations, on a exclu tous les témoins, en dehors des gardes civils tortionnaires, seuls appelés à la barre, on a donné l'affaire à des juges militaires, et confié la défense des innocents à des galonnés ; eh bien tout cela est en pure perte, eux-mêmes, tout militaires qu'ils sont, la vérité les domine...

AU CONSEIL DE GUERRE DE SÉVILLE

Le compte rendu qui suit est un résumé de télégrammes adressés à El Imparcial, *journal monarchiste-libéral de Madrid, par son correspondant de Séville, et publiés dans les numéros des 25, 26 et 27 janvier 1904.*

Le conseil de guerre devant juger l'affaire d'Alcala del Valle, s'est constitué le 25 janvier, à neuf heures du matin, à la prison établie dans l'ancien couvent de Notre-Dame-du-Peuple. Le colonel du génie Miquel, présidait. Au banc des accusés, vingt hommes, et une femme, Teresa Clara Munt. Trois soldats d'infanterie, avec fusil et baïonnette, gardent les portes de la salle. Dans un coin, les « pièces à convictions », ou prétendues telles, armes de toute espèce, soi-disant saisies sur les accusés, et la veste du sergent blessé.

Le ministère public, un commandant d'infanterie, lit l'acte d'accusation. Il y est dit que : le 1er août dernier les ouvriers anarchistes d'Alcala del Valle, en vertu d'une entente préalable, déclarèrent la grève. Au petit jour, au nombre de 600, ils voulurent empêcher les autres de se rendre au travail. La *guardia civil* les ayant invités à y renoncer, des femmes qui se trouvaient dans le groupe, crièrent : « A ellos! A ellos! » (quelque chose comme « enlevez-les! » une pluie de pierres tomba sur les gardes, et des coups de feu furent tirés. « Contraints de répondre à cette agression (1) » les gardes firent feu de leurs fusils *en même temps que tombaient* blessés le sergent Manuel Teran et le garde Manuel Amado Sanchez.

Du côté des émeutiers, il y eut un tué, le nommé Peluo, « orateur de meetings, connu pour sa propagande anarchiste », (2), et dix-huit blessés.

Les émeutiers, mis en déroute, saccagèrent des boutiques et les archives du Conseil municipal; la *guardia civil* les dispersa et arrêta ceux qui étaient compromis dans l'affaire.

L'après-midi, à 2 heures, après une suspension de séance, on lit des déclarations de témoins, qui désignent les prévenus comme coupables. De leur côté, les prévenus nient toute participation aux actes qui leur sont attribués. Lecture est donnée d'une déclaration signée par eux, dans laquelle ils affirment que le juge instructeur leur a enlevé la parole, chaque fois qu'ils apportaient un argument pour leur défense; ils dénoncent les tortures qu'on leur a infligées pour les faire consentir à certaines déclarations. Un rapport des médecins militaires (3) dit que ce dernier point n'est pas prouvé.

Puis commence l'interrogatoire des prévenus. José Hormigo (4) déclare qu'il est innocent et n'a fait de prétendus aveux qu'à force de mauvais traitements.

Molero affirme qu'il est, après les tortures subies, châtré pour le reste de ces jours. Il ne peut plus même marcher qu'avec difficulté.

(Voilà tout ce qu'on nous dit, dans les journaux bourgeois, de l'interrogatoire des accusés. Ils sont 21. En revanche nous sommes renseignés sur les dépositions des gardes civils.)

---

(1) C'est le lapin qui a commencé.
(2) C'est ce qu'on dit de lui : avec cela le meurtre est justifié.
(3) Leur médecine n'est pas la même...
(4) Voir le numéro précédent, lettre des victimes.

Le garde civil Millan déclare avoir reconnu plusieurs « agresseurs ».

Le garde Francisco Medina témoigne dans le même sens et ajoute que Teresa Claramunt, excitait les ouvriers et leur servait d'espion.

Le garde Amado, blessé dans la bagarre, a parfaitement reconnu tous ceux qui l'ont attaqué. Il ajoute que, voyant qu'on allait le tuer, il dit : « Quelle douleur pour ma fille ! » Et alors, il entendit des voix qui disaient : « Donnez-lui dix coups de plus. » (Sensation.)

Le garde José Sanchez raconte comment lui et ses camarades ont été attaqués.

Le président ordonne alors que Molero soit examiné par les médecins — les médecins militaires, qui sortent avec lui de la salle, puis reviennent et confirment leur rapport : « Ça n'est pas prouvé. »

Le lendemain matin, réquisitoire. Pas d'arguments, pas de preuves ; mais les faits énoncés sont qualifiés de « constitutifs du délit d'agression à la force armée. » Le ministère public demande contre 8 des accusés la peine de la détention perpétuelle, contre les 13 autres, 4 ans de prison, et de plus le paiement de 940 pesetas, *prix du fusil Mauser perdu et du traitement nécessité par les blessures des gardes !*

Suivent les plaidoiries : tous les défenseurs sont des capitaines des différentes armes.

Les défenseurs des 8 premiers accusés, pour lesquels on demande la détention perpétuelle, *plaident tous l'innocence absolue*, et démontrent l'absence totale des preuves contre leurs clients.

D. Manuel Arroyo, capitaine d'infanterie, défenseur de Salvador Molero (ou Mulero ?) dit que son client n'a fait d'aveux que *contraint par la violence* ; quand il s'est retrouvé libre, ne craignant plus certains châtiments, il a dit au juge d'instruction la vérité : à savoir qu'il n'avait eu aucune part aux faits dont on l'accusait. »

Le défenseur de Teresa Claramunt plaide également *l'innocence absolue*. On a, dit-il, arrêté à tort et à travers, ceux qui étaient connus par leurs idées exaltées.

L'après-midi du 26, plaidoiries pour les 12 derniers prévenus. Tous les défenseurs plaident *l'innocence absolue*. D'après une information parvenue de Séville à *Tierra y Libertad*, le capitaine d'artillerie D. Luis Rodriguez Caro, défenseur de José Perez a également été soumis à la torture.

Après les plaidoiries, quand le président demande aux accusés ce qu'ils ont à dire pour leur défense, tous accusent — comme ils l'ont fait dans la lettre publiée par nous — l'alcade Gavilan d'avoir provoqué le massacre. Tous se plaignent d'avoir été contraints par des tortures à des aveux mensongers. Le président les interrompt chaque fois et dit « que ce point sera l'objet d'une autre instruction ».

Enfin, à 3 h. 1/2, le Conseil se retire pour délibérer. Les correspondants des journaux télégraphient que les délibérations dureront vraisemblablement jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Ici, un dernier trait qui montre combien la justice militaire, dans la très catholique Espagne, est encore supérieure, en cruauté, à celle des autres pays : « La sentence ne sera connue que lorsque le capitaine général l'aura sanctionnée ». A l'heure où ceci est écrit, mardi soir, 2 février, minuit, la sentence n'est pas encore connue à Paris ; peut-être ne l'est-elle pas même en Espagne : il y a une semaine exactement qu'elle est prononcée.

Ce procès, tel que nous le fait connaître un journal bourgeois, est assez instructif. Si nous lisons *El Liberal*, journal d'un républicanisme timide et très bourgeois, nous voyons le correspondant insister spécialement sur le fait que le réquisitoire est vide de preuves et que, en dehors du témoignage des gardes civils, rien n'a pu être allégué contre les accusés.

Nous avons dit, d'après nos camarades espagnols, que les vrais coupables étaient l'alcade, les gardes tortionnaires d'Alcala et les autorités complices. Voici quelques faits qui, sur ce point, ne sont pas sans intérêt.

Une lettre datée de la prison de Séville, 14 novembre 1903, et que *Tierra y Libertad* a publiée dans son numéro du 18 novembre (sans faire connaître le nom du signataire), nous apprend que Maria Dorado (1), qui fut enfermée à Alcala avec une centaine d'autres et avorta par suite des coups qu'elle avait reçus, avait été convoitée par le garde Sanchez, celui dont *El Imparcial* nous a résumé la déposition. Mais elle l'avait éconduit en lui disant simplement : « Je n'aime pas les gardes civils ». Par la suite, elle s'était unie à un ouvrier.

Après les événements du 1er août, le compagnon de Maria Dorado fut arrêté. Sûr de la trouver seule chez elle, le garde Sanchez s'y rendit, accompagné d'un autre garde, et, après l'avoir interrogée, comme les réponses ne le contentaient pas, il la frappa si fort qu'il lui brisa la boucle d'oreille gauche et la blessa. Le garde qui accompagnait Sanchez lui dit : « Non, ne la frappe pas, c'est une bonne fille ».

Après quoi l'un et l'autre essayèrent de la galanterie et comme la réponse de Maria Dorado n'était pas celle qu'ils auraient désirée, ils l'emmenèrent à la prison. Le lendemain, ils la remirent en liberté, lui signifiant qu'elle eût à devenir plus conciliante, sous peine d'être emprisonnée de nouveau, ce qui arriva en effet, Maria Dorado n'ayant pas changé d'avis. C'est alors qu'elle avorta, sur le sol nu de la prison, dans la salle où se pressaient une centaine de prévenus et qui était grande pour trente.

Les arrestations continuèrent à Alcala del Valle longtemps après le 1er août. *Le 16*, un ouvrier, âgé de 68 ans, nommé José Martinez Ponce, fut arrêté (1) et emmené au quartier de la *guardia civil* où il fut roué de coups et laissé demi-mort. Celui qui s'acharna le plus sur lui fut un garde nommé Medina. Remis en liberté provisoire, Martinez se rendit à son village natal, dans le voisinage d'Alcala del Valle. Les gardes l'y relancèrent et de nouveau le rouèrent de coups, puis le laissèrent. L'un des deux gardes qui se distinguèrent par ce dernier exploit était le garde Millan, dont nous avons vu également la déposition.

Martinez, gravement malade, alla consulter à Ronda trois médecins qui l'examinèrent en compagnie du juge d'instruction. Une photographie fut prise, où l'on voyait les plaies du malheureux par tout le corps, et publiée dans une revue locale appelée *Gutenberg*. A la suite de cette publication, le directeur et un rédacteur de la revue furent appelés par l'autorité militaire et ils maintinrent leurs accusations.

Un rédacteur de la revue, reparlant de l'affaire dans un numéro ultérieur, déclara avoir eu sous les yeux une lettre du sous-chef de la commandance de Cadix, répondant à une lettre d'un capitaine de la *guardia civil*, et déclarant que le corps de la *guardia civil* ne pouvait se solidariser avec le garde Millan. Cette lettre prouvait que les chefs de la *guardia civil*, à Cadix et à Ronda, avaient eu connaissance des tortures infligées aux prisonniers d'Alcala et les réprouvaient.

* *

Maria Dorado et José Martinez ne figuraient pas parmi les accusés au conseil de guerre de Séville. Car à Séville on n'a jugé, la semaine dernière, que ceux à qui furent infligées les tortures les plus particulièrement atroces et contre qui l'on avait, PAR CONSÉQUENT, les motifs de la haine la plus impitoyable.

(1) Voir la lettre des victimes, numéro précédent.

(1) Lettre de Salvador Mulero du 8 décembre, dans *El Trabajo*, de Sabadell, du 31 décembre 1903.

MOUVEMENT SOCIAL

Mouvement ouvrier. — Sous prétexte que les vieux débris de réaction, qui siègent au Sénat, ont démoli ce que la Chambre avait fait pour la suppression des bureaux de placement, des adversaires et même quelques bons camarades veulent y voir une faillite de la méthode d'action révolutionnaire des syndicats. Pour notre part, n'attendant rien de l'action parlementaire, nous avions prévu ce résultat ; mais nous ne croyons pas pour cela que l'agitation qui a eu lieu l'ait été en pure perte. Au contraire, la classe ouvrière a pu voir une fois de plus, qu'il lui faut surtout compter sur elle même et que la bourgeoisie n'est pas, quoi qu'en disent Jaurès et les socialistes dits réformistes, disposée à lui faire des concessions, fussent-elles même aussi anodines que la suppression des officines de placement. Ce sera déjà un premier résultat qui pourra faciliter la besogne à ceux des syndicalistes qui, comme nous, sont avant tout des antiparlementaires.

D'autre part, il est impossible que cette agitation de trois mois, que les centaines de meetings qui ont eu lieu et toute la propagande qui en a découlé, n'aient pas produit quelques résultats et forcé à réfléchir quelques-unes des nombreuses victimes des placeurs, ce qui, somme toute, ne serait pas à dédaigner.

Mais, actuellement encore, tout n'est pas terminé. La Chambre devra se prononcer à nouveau sur le texte adopté par le Sénat, et nous pourrons alors faire constater une fois de plus aux travailleurs tout le néant du parlementarisme.

Non, quoi qu'on en puisse dire, la méthode d'action révolutionnaire du syndicalisme n'est pas atteinte par cet échec. Les travailleurs comprendront mieux au contraire que, plus que jamais, ils n'ont quelque chose à attendre que de leur propre volonté. La véritable « action directe » consistant, je l'ai dit la semaine dernière, à ne compter que sur soi-même.

* *

L'agitation des ouvriers agricoles, occupés plus spécialement dans les vignobles du Midi, a quelque peu surpris et pas mal inquiété nombre de bourgeois qui pensent encore et comptent sur les travailleurs des champs pour s'opposer à la marche en avant des ouvriers des villes.

Ce « réveil des Jacques », leur groupement en « syndicats ouvriers », la nature de leurs revendications, leur a révélé ce à quoi ils ne croyaient pas, un prolétariat agricole conscient, prêt à appuyer, lorsqu'il le faudra, celui des villes.

Un M. Turrel — ancien ministre, s'il vous plaît — s'en plaint, dans une lettre rendue publique, au nom d'un certain nombre de propriétaires comme lui.

Ce brave exploiteur — qui verse chaque année 11.000 francs d'impôts et fait vivre, ou plutôt vit lui-même du travail de 150 ouvriers — n'en revient pas : « *Mes propres ouvriers*, écrit-il, accompagnés du régisseur et de mon garde, ont été empêchés par la force de se rendre dans mes vignes. Beaucoup de propriétaires ont vu leurs travailleurs menacés dans leurs vignes et obligés de se retirer.

« C'est l'anarchie organisée.

« Ce qu'il y a de plus malheureux, de plus triste, c'est que les 70 grévistes qui organisent cette nouvelle terreur, croient accomplir un devoir et user d'un droit. »

Et suit une charge à fond de train contre les syndicats ouvriers, qui ont permis aux ouvriers de se grouper pour pouvoir résister aux exploiteurs de son genre. Pensez donc, des ouvriers qui osent résister à un M. Turrel qui vit du travail de 150 ouvriers, ce ne peut être, en effet, que « l'anarchie organisée ».

« Nous n'avions jamais eu en France de grèves agricoles, s'écrie-t-il encore ; comment se fait-il qu'il s'en soit produit dans l'Aude, et quelles sont les causes réelles de ces désordres lamentables ?

« Voilà ce que je viens dire ici en toute sincérité. Je ne veux pas vous narrer les scènes pénibles de Coursan, où un régisseur fut assommé, ni des désordres de Narbonne, de Canet, de Lézignan, de Moussan, de La Nouvelle. »

Et la plainte du propriétaire s'étend comme cela sur quelques centaines de lignes, et, résultat plus pénible, l'homme aux 11.000 francs d'impôts a dû accorder à ses exploités une réduction de la journée de travail, fixée maintenant à sept heures et demie, et un minimum de salaire de 2 fr. 50 par jour.

Et cela ne fait que commencer, il le voit bien, ses exploités ne s'arrêteront pas vraisemblablement en aussi beau chemin, et c'est ce que l'omnipotent propriétaire et ses pareils ne peuvent se décider à admettre.

Mais toutes ces lamentations d'exploiteurs aux abois ne serviront à rien. Les travailleurs des champs font maintenant partie de la grande famille prolétarienne ; ils l'ont compris et se sont groupés pour résister à leurs exploiteurs.

Ce qui vient de se passer dans les vignobles du Midi s'étendra bientôt à d'autres régions ; car le prolétariat des campagnes est las du joug sous lequel il s'est trop longtemps courbé.

En attendant, voici les dernières nouvelles de la grève qui a gagné les régions environnantes :

A Canohès, la grève des travailleurs agricoles est terminée, les propriétaires ayant accordé l'augmentation de salaire.

A Salses, la grève continue. Les grévistes sont allés manifester devant les maisons des propriétaires réfractaires.

On signale quelques bagarres à Florensac, au

cours desquelles plusieurs personnes auraient été blessées

A Loupiau, près de Frontignan, les travailleurs des champs, qui se sont mis en grève, réclament un minimum de trois francs pour six heures de travail. Les patrons essaient de résister.

A Alonzac, même fait, les 180 ouvriers de la commune se sont groupés et réclament une augmentation de salaire.

Tous les Turrels sont consternés.

Une grève des ouvriers et employés de tramways de la banlieue Est de Paris dure depuis déjà cinq jours. Ces travailleurs, chargés avant tout d'assurer de gros dividendes aux actionnaires de la Compagnie, réclament une modification dans les horaires de services. C'est ainsi que certains jours, les wattmen sont astreints à une présence de 14 à 15 heures, ce qui est un surmenage au-dessus de leur forces. C'est dans le but de faire cesser ces abus qu'ils ont abandonné le travail. Quelques petits incidents à signaler :

Voulant empêcher la marche des voitures sur la ligne de l'Est Parisien, les grévistes ont empli leurs poches de petites pierres et ils les ont disposées, sur une longueur de 950 mètres, les unes à côté des autres, dans le vide des rails, de telle sorte que les véhicules pouvaient dérailler.

Cela a eu pour résultat de faire rentrer dans leurs dépôts respectifs les quelques voitures qui, sous la protection des gendarmes, continuaient à circuler.

A l'heure où j'écris, le service est complètement suspendu.

A Armentières, les ouvriers tisseurs qui se sont laissé roulé par les politiciens, sont en train d'apprendre à leurs dépens ce qu'il en coûte.

Il ne se passe pas de jour, en effet, où les patrons ne renvoient quelques-uns des ouvriers qui se sont fait remarquer pendant la grève, et à chaque instants des incidents ont lieu à ce propos.

Ces jours derniers encore, quatre cents tisseurs de l'usine Mathieu se sont mis en grève, pour protester contre le renvoi de plusieurs de leurs camarades, et à tout moment des grèves partielles de solidarité ont lieu ainsi.

D'autre part, on signale une certaine agitation dans toute la contrée, et il ne serait pas impossible, tant la victoire chantée par les politiciens a été complète, que la grève générale ne recommençât, au mois de mai prochain, au moment de la mise en vigueur du troisième échelon de la trop fameuse loi Millerand-Colliard.

P. Delesalle.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon, informe les souscripteurs qui n'ont pas envoyé le montant de leur souscription que le groupe se voit dans l'obligation d'attendre encore avant de mettre à l'impression. Comme il est dit dans notre circulaire, il faut y souscrire d'avance, nos ressources ne nous permettant pas de les faire imprimer autrement que par les efforts pécuniaires de ceux qui en sont partisans. — *L'Absurdité de la politique*, brochure à distribuer, à 1 franc le cent, port en plus.

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Tous les jeudis et samedis, commandes et distribution des produits.

Causeries Populaires du Ve. — Vendredi 12 février, à 8 h. 1/2 soir, salle Martial, 68, rue Lhomond, causerie de G. Rousselle : Vingt-cinq ans de Révolution (Histoire contemporaine). — Entrée : 0 fr. 30, donnant droit à une consommation.

Les Causeries Populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Samedi, 6 février, à 8 h. 1/2, causerie sociologique. — Dimanche, 7 février, à 2 h. 1/2, fête de camaraderie dans le local du groupe avec le concours des camarades de la *Marianne* ; lecture d'une pièce de Mirbeau. Vestiaire : 0 fr. 25. — Mercredi, 10 février, à 8 h. 1/2, causerie par J. Albert sur l'Energie électrique (6). — Dimanche, 14 février, à 9 h. 1/2 du matin, les camarades qui désirent visiter le musée de Saint-Germain, se trouveront dans la salle des Pas-Perdus, 1er étage, gare Saint-Lazare ; réduction de 50 0/0. Conférence par Nerval.

Les Causeries Populaires du XVIIIe (Iconoclastes de Montmartre), 30, rue Muller. — Vendredi, 5 février, à 9 h. soir, cours d'espagnol (3). — Lundi, 8 février, à 8 h. 1/2, causerie sur les Théories sociales (1).

Bibliothèque Communiste du XVe, 38, rue de l'Eglise. — Causerie par les camarades, samedi, à 8 h. 1/2, à l'*Emancipation*.

Les Libertaires du XVe, sont instamment priés d'assister à cette réunion où il sera traité de la propagande à faire dans l'arrondissement.

L'Education sociale, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — Samedi 6, à 8 h. 1/2. Discussion dirigée par M. Chartier sur « le Mensonge » (suite). — Mardi 9, à 8 h. 1/2. M. Cornuel : *Le roman russe contemporain* ; 2° Tolstoï et Dostoïevsky. — Jeudi 11, à 8 h. 1/2. M. de Pressensé, député : La crise économique anglaise (campagne de Chamberlain ; réforme du tarif, protectionnisme). — Samedi 13, à 8 h. 1/2. L'œuvre d'Estannié.

Association des fondeurs. — Soirée familiale, le 6 février, au restaurant coopératif, 38, rue de l'Eglise, en faveur d'une œuvre sociale, donnée par l'*Action théâtrale*. Allocution par le camarade Liard-Courtois.

Entrée gratuite. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 50, donnant droit à un billet de tombola, laquelle sera tirée à la fin de la soirée, comprenant des peintures et lithographies de grande valeur, bronzes artistiques et nombreux volumes.

L'Association des fondeurs se met à la disposition des groupes qui font une loterie pour leur envoyer un lot en bronze. Adresser la correspondance au camarade Converset, 43, rue Jonquoy.

Saint-Denis. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. Réunion vendredi prochain 5 courant : Les bases du syndicalisme, par Yvetot.

Lille. — Réunion, le samedi 6 février, rue du Bourdeau, 38, pour l'organisation de la conférence Girault-Louise Michel.

Lorient. — Prière à tous les camarades possesseurs de bouquins de les remettre, dimanche prochain, au lieu de réunion.

Lyon. — **Groupe d'Art Social.** Nous prévenons les camarades que le Groupe d'Art Social n'a rien de commun avec l'Art Social fondé par Casimir Sagnet, notre groupe étant, contrairement à ce dernier, composé d'éléments libertaires.

Dimanche 7 février, à 8 heures du soir, soirée familiale privée, café Bordat, 17, rue Paul Bert.

Marseille. — **Le Milieu-Libre de Provence.** Dimanche, à 4 heures, grande réunion. Distribution du bulletin financier de janvier. Causerie.

Quelques camarades ayant reconnu que dans un centre comme Marseille, il était nécessaire de former un syndicat des *Irréguliers du travail*, ayant pour but principal *l'action directe par tous les moyens*, les camarades que la question intéresserait se verront au bar de la Poste, 2 et 4, rue Colbert, salle du sous-sol, samedi soir, à 9 heures.

Roubaix. — Les camarades de Roubaix laissent la brochure *Légitimation des actes de révolte*, de Georges Etiévant, à 5 francs le cent, port en plus. Ils vont rééditer la *Peste religieuse* de Most et la laisseront à 10 francs le mille non pliée, 13 francs le mille pliée et brochée aux groupes et camarades qui souscriront dès ce jour. Ecrire au camarade Pierre Degreel, Palais du travail, 8, rue du Pile, Roubaix.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

Cotisations mensuelles.

87e Quatre chercheurs de vérité, Marseille, 4 fr. — 88e Bouil., Boulogne, 2 fr. — 89e Bouv. Boulogne, 2 fr. — 90e A. L., Boulogne, 1 fr. 50. — 91e C. H., à Berchem, 5 fr. — 92e Teinturier, 2 fr. — 93e P. C., à Garches, 1 fr. — 94e X..., 2 fr. — 95e A. M., à Paris, 1 fr. — 96e Mon., à Paris, 2 fr. — 97e B., à Marseille, 1 fr. — 98e C., à Avignon, 2 fr. — 99e F., à Avignon, 1 fr. — Total : 27 fr. 50. — Listes précédentes : 207 fr. 70.

Mensualités souscrites à ce jour : 235 fr. 20.

Sommes versées ou à verser en une fois :

Dick, 5 fr. — F., à Charmes, 10 fr. — L. P., Chaux-de-Fonds, 15 fr. — T., à Paris, 5 fr. — J. H., 13 fr. 50. — M., 5 fr. — L. D., à Philadelphie, 10 fr. — E. V., Paris, 6 fr.

Total : 69 fr. 50.
Listes précédentes : 375 francs.
A ce jour : 444 fr. 50.

Quelques-uns des souscripteurs ont déjà commencé à opérer leurs versements mensuels, nous ne les faisons pas figurer à nouveau, pour ne pas embrouiller les comptes. Nous les faisons figurer seulement dans la réception des mandats.

L'agrandissement étant décidé, nous demandons aux souscripteurs, qui le pourront, de bien vouloir commencer leurs versements dès le mois prochain.

Presque tous nous ayant recommandé de ne pas prendre remboursement, il n'en sera pris sur personne, les souscripteurs sont donc priés d'aller eux-mêmes à la poste.

Ceux qui veulent recevoir des numéros en échange sont priés de nous le spécifier, afin que nous puissions régler le tirage.

J. G.

EN VENTE

Une série de 12 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée. Elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 15 la série. Voici les titres : *L'Assassiné*, de L. C. Dissy ; *Les Bienheureux*, Heidbrinck ; *Les sales corbeaux*, Hénault ; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul ; *Provocation*, Lebasque ; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque ; *L'Incendiaire*, Luce ; *Mineurs belges*, C. Meunier ; *Porteurs de bois*, Pissarro ; *Les Errants*, Rysselberghe ; *La Libératrice*, Steinlen ; *La Débâcle*, Vallotton.

PETITE CORRESPONDANCE

A. D., au Havre. — Non, nous ne connaissons pas de revue végétarienne.

Le camarade qui nous avait commandé des cartes antimilitaristes de l'*Action*, est prié de nous rappeler son adresse ?

X., à Ténès. — Au n° 31.

D'Agoumer. — Non, je n'insère pas la lettre. Mais si voulez développer en un article les idées que vous y effleurez, nous insérerons avec plaisir.

E. S., à Etampes. — C'est fort possible qu'il y ait eu une erreur de notre part. Je rétablis le service jusqu'à fin juin.

Georges Caque. — Reçu 10 fr. 25 pour brochures. Réclamez colis en gare.

A. G., à Bruxelles. — Reçu timbres. Merci. Pour l'affiche, je crois qu'il faudra se rabattre sur votre combinaison.

Duprez, 75, route de Neuville à la Cloche (*Saint-Quentin*) demande à correspondre avec des camarades coupeurs de tiges.

R. R. B. — Merci pour le compte rendu de *Maternité* ; mais ce compte rendu est insuffisant. La thèse de Brieux est excellente, mais la façon dont elle est exposée est critiquable.

Saint-Etienne. — Convocation arrivée trop tard. Le mardi, dernier délai.

B. C. — Evidemment, la majorité est loin de nous. Mais ce n'est pas une raison pour se décourager. Si sa mentalité était plus près de nous, nous ne la verrions pas emballée à la suite des rhétoriciens et des politiciens. Il y a vingt ans, nous n'étions que le « demi-quarteron », cela n'a pas empêché de faire de la besogne.

Groupe d'art, Lyon. — Quelle brochure ?

B. M., à Marseille. — « Les irréguliers du travail » de Paris n'ont jamais existé que sur le papier.

Marion. — Faites attention au numéro de notre adresse. Votre article est allé se promener chez un autre habitant de la rue. Je vais le lire.

Reçu pour les victimes de l'Inquisition : V. L., à Moulin-Galant, 0 fr. 50 — Reliquat pour les victimes de Lépine, 1 fr. 80. — Cercle ouvrier de Beauvais, 5 fr.

Reçu pour le journal : T., à Poitiers, 0 fr. 20. — D., à Constantine, 0 fr. 45. — X., 2 fr. — C. B., à Genève, 5 fr. — D'Agoumer, 2 fr. — G. V., à San Paulo, 11 fr. — M. M., à Anet. — J. M., à Madrid, 9 fr. — L. C., à Paris, 0 fr. 45. — V. L., à Moulin-Galant, 0 fr. 50. — Merci à tous.

G. F., à Paris. — J. B. H., à Savenay. — A. M., à Lyon. — B., à Genève. — D., à Beauvais. — M. M., à Dijon. — O. J., à Même. — P. N., à Radomir. — C. M., à Marseille. — L., à Epinal. — F., à Billy-Montigny. — E. S., au Mans. — A. V., à Penhouët. — Vve C., à Montreuil. — E. L., rue des P., Paris. — C. D., à Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIEME ANNÉE N° 42

DIX CENTIMES

DU 13 AU 19 FÉVRIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

A NOS LECTEURS

Comme je l'avais promis, le prochain numéro contiendra 8 pages de texte, plus les 8 pages du supplément, commençant ainsi la nouvelle série, pour laquelle j'ai réclamé le concours des amis.

Ce premier numéro sera tiré à 10.000 exemplaires, afin de pouvoir faire faire un service plus étendu. Nous comptons sur le zèle de ceux qui s'intéressent à la tentative, pour le faire demander chez les libraires, à Paris, en province et dans les gares.

Je renouvelle ma recommandation aux souscripteurs qui désirent être remboursés en exemplaires, de me le faire savoir ; il ne sera pas fait d'envoi d'office.

Nous tenons des carnets d'abonnement à la disposition de ceux qui voudront essayer de nous récolter des lecteurs nouveaux. Nous rappelons que ce sont surtout les abonnés qui assurent l'existence d'un journal.

L'entreprise étant téméraire, et, au reste, les promesses faites ne couvrant pas encore les frais prévus, la souscription reste ouverte.

J. GRAVE

HERBERT SPENCER

(*Fin*).

Sa philosophie.

IV

Si le communiste anarchiste a le droit de faire à Spencer, les reproches que nous avons formulés dans le chapitre précédent, — il faut dire néanmoins que ses concessions sociologiques et éthiques (morale sociétaire) sont beaucoup plus avancées que toutes celles que l'on trouve dans les théories étatistes de la société, faites jusqu'à ce jour, par tous les écrivains du camp bourgeois.

Ce qu'il déduit de sa savante analyse, c'est que les sociétés civilisées marchent vers un complet affranchissement de toutes les survivances théocratiques, gouvernementales et militaires, qui existent parmi nous jusqu'à présent.

Autant que l'on peut prévoir l'avenir en étudiant le passé, les sociétés humaines marchent vers une condition, dans laquelle l'esprit batailleur et agressif, ainsi que la structure militaire qui caractérisent l'enfance des sociétés, céderont la place à l'esprit industriel et à une organisation basée sur la réciprocité et la coopération volontaire. Celle-ci, de son côté, à mesure que les vieilles institutions guerrières — royauté, noblesse, armée, Etat — disparaîtront de plus en plus, fera grandir l'esprit altruiste, communautaire. Si bien que, — et ici Spencer se rencontre avec les anarchistes — la société arrivera à un état dans lequel, sans aucune pression du dehors, en vertu d'habitudes sociales établies, les actions de chacun n'auront plus pour but d'asservir les autres, mais contribueront, au contraire, à accroître le bien-être général et à garantir l'indépendance de chacun.

Là, où tous les théoriciens étatistes prêchaient discipline, subordination, concentration étatiste, Spencer prévoit l'abolition de l'Etat, l'affranchissement de l'individu, la liberté complète. Et, quoique bourgeois, individualiste lui-même, il ne s'arrête pas à cette étape d'*individualisme* qui est l'idéal de la bourgeoisie actuelle : il voit la *coopération libre* (ce que nous nommons *la libre entente communiste*), s'étendant à toutes les branches de l'activité humaine et amenant la société *au parfait développement de la personnalité humaine*, avec tous ses traits personnels, individuels — A L'INDIVIDUATION, comme dit Spencer.

***

La terre étant propriété commune, et tout le revenu qu'elle rapporte allant à la société — non à l'individu, — il n'y aura pas besoin, pense Spencer (et en cela évidemment il se trompe) de toucher à la propriété individuelle dans le domaine de l'industrie. La coopération intelligente suffira. Il faut remarquer seulement que par coopération, Spencer n'entend pas ces compagnies d'actionnaires du quatrième Etat, qui, aujourd'hui, s'appellent coopération. Il comprend tous les efforts combinés des individus, soit pour produire en commun, soit pour consommer, sans ces idées de profit et d'exploitation par les actionnaires, qui font l'essence des coopérations actuelles. Il voit ce qu'entre anarchistes on nomme « un milieu libre. »

Ce sera une société, dit-il, « dans laquelle la vie individuelle sera ainsi poussée jusqu'à sa plus grande extension possible, compatible avec la vie en sociétés, et la vie en sociétés n'aura d'autre but que de maintenir la sphère la plus complète de la vie individuelle. » Il irait ainsi jusqu'à la *libre entente communiste*, dont le but devrait être le développement le plus large de la vie *individuelle*, — la plus haute *individuation*, comme il disait en opposition à *l'individualisme*, — comprenant par individuation le plus complet développement de toutes les facultés de chacun, et non pas l'individualisme stupide du bourgeois, qui prêche le chacun pour soi et « Dieu pour tous. »

Seulement, en vrai bourgeois, Spencer apercevait à chaque coin le spectre du « paresseux » qui ne travaillera plus si son existence est garantie dans une société communiste ; il voyait partout le *loaper* (le sans-gîte) qui grelottera à la porte d'un club en attendant le bourgeois qu'il va aider à monter en carrosse, et auquel il demandera (oh, gredin !) une pièce de deux sous ! Aussi, on se frotte souvent les yeux en lisant Spencer, pour se demander si c'est bien lui, un homme aussi intelligent, qui lance de pareilles boutades contre le va-nu-pieds, ou qui grogne contre l'obligation de donner un exemplaire de ses ouvrages à la bibliothèque gratuite du British Museum, ou bien contre l'éducation gratuite pour tous !...

L'esprit borné du bourgeois reparaît ainsi, au milieu des plus hautes conceptions, — et en cela Spencer a un trait frappant en commun avec Fourier, qui, lui aussi, homme de génie, avait de pareils retours à l'épicier au milieu de ses plus beaux aperçus. N'oublions pas non plus les collectivistes, qui ont aussi la même peur du « paresseux », voilée seulement par des palabres et des formules !

***

Mais, modifiez les conclusions de Spencer, là où il pèche avec trop d'évidence contre ce que nous apprend l'étude des hommes. Approfondissez sa remarque la plus bourgeoise, pour en dégager le vrai motif — qui sera toujours la haine de toute imposition sur la liberté pleine et entière de l'homme, le désir de provoquer la plus grande somme d'initiative, de liberté et de confiance en ses forces. Corrigez le système, là où Spencer n'a pas assez approfondi les conséquences du capitalisme moderne. Cherchez le vrai mot de son respect de la propriété, qui sera toujours, comme chez Proudhon, la haine de l'Etat et la crainte du couvent et de la caserne. Faites ces corrections, — et c'est là la beauté et l'avantage de toute recherche inductive, scientifique, que ses erreurs peuvent être corrigées sans ébranler l'ensemble — et vous trouverez chez Spencer un système social qui ressemble immensément à celui des communistes-anarchistes.

Si les anarchistes individualistes, comme Tucker, ont accepté Spencer, tel quel, avec son individualisme bourgeois pour la propriété industrielle et sa « rétribution » bourgeoise, ils ont accepté la lettre de son système plutôt que l'esprit. Car il suffirait d'y faire les corrections auxquelles nous autorise Spencer lui-même, en introduisant son coopérativisme volontaire et son attaque contre l'appropriation individuelle du sol, pour arriver à nos conclusions. C'est ce qui a été constaté avec regret par plusieurs grands journaux anglais dans leurs articles nécrologiques sur Spencer.

***

Jusqu'à présent, dans toutes les théories de la Société qui nous furent présentées par les philosophes, l'individu se trouvait sacrifié à l'Etat.

Comte, après Kant et tant d'autres, tombait dans la même erreur, et les métaphysiciens allemands renchérissaient, étaient dans leur féroce adoration de l'Etat.

Le système de Spencer est le premier qui, d'une part, s'affranchit de toute superstition religieuse, de toute superstructure métaphysique et, d'autre part, affirme carrément et hautement la souveraineté de l'individu. L'Etat ne prime plus comme but de l'évolution humaine (style allemand). C'est, au contraire, l'individu qui est placé au premier plan, et c'est à lui à choisir la société qu'il voudra ; à lui, à déterminer jusqu'à quel degré il voudra se donner à cette société.

C'est trop de soumission à son troupeau, qu'il faut combattre dans l'homme, nous enseigne Spencer, — pas du tout son indépendance ; tandis que toutes les religions et tous les systèmes sociaux avaient combattu précisément l'esprit d'indépendance, de peur de faire des révoltés.

Malheureusement, *ici encore*, Spencer ne reste pas fidèle à soi-même. Il fait une affirmation révolutionnaire — et s'empresse de l'adoucir, *en offrant un compromis*. Et, une fois qu'il s'est engagé dans cette voie, il est forcé de marcher d'une concession à l'autre, *si bien, qu'en fin de compte*, il a compromis toute son œuvre.

Après avoir donné le titre insolent, *l'Individu contre l'Etat*, à une des parties de sa *Sociologie*, il admet cependant le rôle négatif, conservateur de l'Etat. Ainsi l'Etat ne devra pas employer les deniers publics à créer une bibliothèque nationale ; il ne fondra pas d'universités : ce n'est pas son affaire. Mais il veillera à la protection des individus, les uns contre les autres. Il protégera leurs droits de propriétaires. Et, comme il faut bien des juges pour expliquer ces lois, des charlatans élus — pardon, des représentants, — pour faire les lois, et des universités pour enseigner l'art de faire des lois, l'art d'abrutir et d'asservir les gens, — voilà que, de fil en aiguille, Spencer arrive à reconstituer l'Etat dans ses plus mauvaises fonctions, jusqu'à la prison et *la guillotine perfectionnée*.

Là encore, ici surtout, l'audace lui manque. Le *juste milieu* le retient. Peut-être se sentait-il gêné par le manque de connaissances, car il esquissa sa philosophie à une époque où son savoir était encore très restreint, et toute sa vie il fut gêné par son ignorance d'autres langues que l'anglais. Ou bien, était-ce sa nature et son éducation qui ne lui permettaient pas de prendre l'essor qu'un philosophe de son immense intelligence eût dû prendre ?... Ou bien, était-ce l'influence de ce milieu anglais — toujours « centre gauche » et jamais Montagne ?... Son autobiographie, qui va être publiée, nous l'expliquera, peut-être.

∴

Voici, en une courte esquisse, les traits distinctifs de Spencer.

Créer une philosophie *synthétique*, — qui est un résumé de tout l'ensemble des connaissances humaines et qui donne une explication matérielle de tous les faits de la nature, ainsi que de toute la vie intellectuelle de l'homme et de la vie des sociétés, — c'est une œuvre immense. Spencer l'a accomplie.

Mais, tout en reconnaissant le service qu'il a rendu, il serait faux de se laisser entraîner par notre admiration jusqu'à croire que l'œuvre contienne réellement les derniers résultats des sciences et de la méthode inductive, appliquée à l'homme. L'idée mère de cette œuvre est juste. Mais dans ses applications elle fut viciée maintes fois par diverses causes. Les unes viennent d'être indiquées. D'autres, telles que la méthode vicieuse des analogies, et surtout l'exagération de la lutte pour l'existence entre individus de la même espèce, et le peu d'attention donné à l'Entr'aide — autre principe de la Nature — ont été mentionnées dans l'opuscule, *la Science moderne et l'anarchie*, qui est connu de nos lecteurs.

Nous ne pouvons pas accepter toutes les conclusions de Spencer. Nous devons même en corriger la plupart dans sa *Sociologie*, comme l'a fait un écrivain russe, Mikaïlovsty sur un point très fondamental, — la théorie du progrès. Ici, nous devons rester plus fidèle à la méthode scientifique ; là, nous devons nous débarrasser de quelques préjugés ; ou bien faire une étude plus approfondie de tel groupe de faits....

Mais au-dessus et en dehors de tout cela, il reste un fait de la plus haute importance, prouvé par Spencer.

Du moment que l'on *cherche à construire* une *philosophie synthétique* de l'univers, y compris la vie des sociétés, on arrive nécessairement, — non-seulement à la négation d'un dieu créateur qui gouvernerait l'univers ; non-seulement à la négation de l'âme immortelle ou d'une force vitale spéciale ; mais on arrive aussi à renverser cet autre fétiche, l'Etat, — le gouvernement de l'homme par l'homme. On arrive, en ce qui concerne l'avenir des sociétés civilisées — à prévoir l'Anarchie.

Dans ce sens, Herbert Spencer a contribué immensément pour que la philosophie du siècle, dans lequel nous entrons, fût anarchiste.

Pierre Kropotkine.

LA PAIX

Parmi les batifolages démocratiques officiels, s'érige au premier plan la question de la paix.

Et voilà pourquoi, lundi dernier, M. le professeur Richet perdait son temps à vouloir faire comprendre à M. Maurice Spronk l'inutilité criminelle de la guerre.

Je dis « perdait son temps » hélas ! oui, car le terrain sur lequel les orateurs se sont placés, était un terrain en bascule, dont ils formaient les contrepoids.

M. le professeur Richet nous montrait le crime abject de la guerre, l'horreur des luttes internationales, la misère qui en résulte, etc... ; il nous citait Pascal et Fénelon, (il aurait pu citer Erasme) et M. Spronk ripostait avec Proudhon, Joseph de Maistre et le général de Moltke et de tout cela, rien ne sortait précis, concis, indubitable.

M. le professeur Richet et M. Spronk discutent cette question, en s'en prenant aux effets et non aux causes, aux conséquences et non aux bases, car l'idée de patrie, de mère patrie à défendre, à aimer, à servir, voilà l'*à priori* qu'ils nous affirment.

Certes si cet *à priori* était démontrable, si l'idée de patrie était vraiment innée et nécessaire aux individualités, je serais pour M. Spronk, qui alors aurait, au moins, pour lui, la logique déductive qui lui fait dire « La patrie, c'est la guerre » et vice versa.

Mais d'où vient l'idée de patrie, d'où vient l'idée de guerre ?

Maurice Spronk nous affirme encore que c'est une chose naturelle et d'ordre divin contre laquelle nous ne pouvons pas lutter. « On ne lutte pas contre les lois naturelles » dit-il, « elles ont toujours existé » et il apporte comme preuve que l'on se bat dans l'*Illiade* et que l'on se bat encore dans *Le Maître de Forges* (?)

Eh ! bien, je trouve qu'à chaque minute de la vie, nous luttons contre ces prétendues lois naturelles : il pleut, loi naturelle, nous avons des parapluies ; il tonne, loi naturelle, nous avons des paratonnerres ; la peste nous décime, loi naturelle ; nous cherchons des sérums et ainsi de suite dans le domaine scientifique comme dans le domaine moral.

Pourquoi ne pourrait-on pas combattre la loi soi-disant naturelle qui ordonne la guerre, en s'attaquant à ses causes primordiales et non à ses effets secondaires.

La guerre, c'est l'idée de patrie inhérente à la forme de nos sociétés. Si nos sociétés ont besoin de la guerre pour exister et si la guerre est néfaste, c'est que nos sociétés sont mauvaises, qu'elles ont une base fausse qu'il faut détruire.

Quelle est donc la base principale de notre société ? C'est le capital.

Le capital est donc lui seul le point de départ de la guerre, le créateur de l'idée de patrie, qui lui permet de s'affermir, de se faire protéger par ceux-là mêmes qu'il étrangle.

Cherchons dans l'histoire les mobiles des guerres, nous trouvons toujours les mêmes causes, à savoir : la prise d'un pays quelconque ou l'orgueil d'un César ; le premier cas s'appelle intérêt colonial ou commercial ou diplomatique, l'autre honneur du drapeau, honneur de la patrie, mais ne voit-on pas dans ces deux fallacieux prétextes l'intérêt primordial de ceux qui possèdent, de ceux qui gouvernent, de ceux qui font faire la *guerre* !

M. Spronck clame aussi que ceux qui ne veulent pas de la guerre entre les nations sont ceux-là qui veulent déchaîner la guerre de classes, la plus terrible des guerres, la guerre civile !

Eh bien, oui, nous la voulons bien celle-là, nous la voulons bien la guerre inéluctable, la guerre utile, mais c'est parce que vous nous l'imposez, vous, représentant de l'autorité ; notre guerre est une guerre de défense et une guerre de révolte et non une guerre d'attaque ; c'est une guerre qui cessera avec la vôtre puisque seuls vos principes l'ont créée.

Albert Verdot.

L'Affaire d'Alcala del Valle (1)

Le petit jeu continue. Bonafoux, remplissant ses devoirs d'informateur, expédie au *Heraldo de Madrid* des télégrammes sur les protestations que soulève à Paris cette atroce affaire d'Alcala, dans laquelle le gouvernement espagnol accumule les crimes et les lâchetés, et quelques heures après, il est avisé que les télégrammes ont été arrêtés.

La dernière fois, l'administration a bien voulu ajouter que l'opération avait eu lieu « en vertu de l'article 7 de la Convention ». La Convention, c'est la Convention internationale de Washinghton, contenant, entre autres dispositions générales relatives à la correspondance », celle de l'article 7, ainsi conçu : « Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. » (Voir *Bulletin mensuel des Postes et Télégraphes*, 1891, n° 5 Suppl.) Remarquons tout d'abord que, grâce à cet ingénieux article 7, il est impossible de savoir, pour un télégramme international, qui a fait le coup. Est-ce Paris ? Est-ce Madrid ? Au télégraphe on vous répond : « article 7 ! » C'est tout. Laissons donc ce point en suspens. Constatons seulement que dans cette organisation de l'arbitraire, la République française coopère avec tous les empereurs, tous les rois, toutes les canailles couronnées qui dénomment « lois du pays » leurs convenances personnelles, et « bonnes mœurs » leur monstrueuse immoralité. Le droit des individus de correspondre par le télégraphe est limité, dans la République française, comme dans tous les bagnes monarchiques, par le bon plaisir de l'Etat, sous couleur d'ordre public et de bonnes mœurs. Très instructifs, les voyages dans l'inconnu administratif !

∴

Donc, dans le cas présent, M. Maura, chef du gouvernement espagnol, juge qu'il est dangereux pour la sécurité de l'Etat, c'est-à-dire de sa propre personne, que les amis de la justice en France et en Espagne, et les ennemis de la barbarie inquisitoriale puissent se donner la main par-dessus la frontière. Pauvre M. Maura ! Ses inquiétudes sont justifiées, et ce n'est pas demain qu'il en verra le bout !

ERRATUM. — Dans le compte rendu du Conseil de guerre de Séville (numéro précédent, page 3, colonne 1, ligne 48, rétablir la phrase comme suit : «... le capitaine d'artillerie D. Luis Rodriguez Caro, défenseur de José Pérez, a *également déclaré que son client avait* été soumis à la torture. »

COMMUNISME AGRAIRE

Les nouvelles qui nous arrivent sur les doukhobors du Canada sont excessivement intéressantes. (Voyez les deux lettres publiées par la *Parole Libre* de Tchertkoff, n° 8). Leurs villages prospèrent d'une

(1) Voir les deux derniers numéros.

façon frappante. Depuis l'arrivée de Vérighine (qui avait passé 15 ans en exil en Sibérie), ils ont décidé d'abandonner leurs plans de nouvelles migrations. Ils ont pris la terre que leur donnait le gouvernement canadien et l'ont mise toute en commun. Ils ont décidé, en outre, de pratiquer le communisme, non seulement pour la possession de la terre, mais aussi pour plusieurs autres choses. Ils maintiennent évidemment leurs ménages séparés et leurs maisons séparées, mais voici ce qu'ils font :

Cet automne, 1.100 hommes d'entre eux ont travaillé aux chemins de fer, et ils ont gagné plus de 110.000 dollars (550.000 francs). Avec cet argent et d'autres fonds de réserve, ils ont acheté, cet automne, dans le Sud, 314 chevaux, 225 fr. pièce et 9 juments de race, payées 9.500 francs. Ils ont amené eux-mêmes ces chevaux dans leurs villages et, selon une décision prise à l'unanimité, par tous les doukhobors (6.500 personnes), ils ont réparti ces chevaux, ainsi que ceux qu'ils possédaient déjà, *en parts égales entre leurs 40 villages*, — 18 chevaux par village. Les villages qui avaient déjà ce nombre de chevaux n'ont rien reçu. L'an passé, on avait déjà essayé une sorte de partage, mais pas en parts égales. Aujourd'hui, tous les villages auront le même nombre de chevaux.

Leur idée, d'ailleurs, est d'arriver un jour à se passer entièrement de bêtes de somme. Aussi ont-ils acheté, en outre, pour la fédération doukhobore, avec six machines à vapeur, six batteuses, dont deux locomobiles.

Le battage du blé ayant été terminé en novembre passé, quatre machines à vapeur ont été employées pour quatre moulins communaux, bâtis dans quatre parties de leur territoire. Leurs jeunes gens réussissent très bien avec les machines à vapeur.

Nous ne savons pas combien les doukhobors ont de faucheuses, etc., mais ils écrivent : « Quelle abréviation de travail ! toute la récolte, dans tous nos villages, et toute la fenaison ont été faites au moyen de machines ! ».

C'est ainsi que des paysans, sans meneurs de la bourgeoisie, savent s'arranger.

MOUVEMENT SOCIAL

Un fait rare et intéressant — une grève militaire — vient de se passer au 5e génie, à Versailles. Les sapeurs de la 3e compagnie du 23e bataillon se plaignaient depuis longtemps de l'ordinaire, qui était plus qu'ordinaire. Viande, légumes, café, toutes les rations diminuaient de jour en jour, jusqu'à devenir dérisoires ; les soldats ne mangeaient plus à leur faim, si tant est qu'ils y avaient jamais mangé, et ils avaient beau réclamer auprès de leur chef, le capitaine Rousseau, celui-ci faisait la sourde oreille. Ils décidèrent de s'y prendre autrement.

Le 2 février, au matin, ils travaillaient au polygone dit des Matelots. Jusqu'à onze heures, tout alla bien. A onze heures, ils prirent leur repas, aussi insuffisant que d'habitude. Puis le clairon sonna la reprise du travail... Mais les sapeurs étaient devenus sourds, aucun d'eux ne bougea. Les sollicitations des gradés, la menace et la douceur, rien n'y fit. On rentra à la caserne.

Naturellement, le colonel commença par faire mettre un certain nombre de protestataires en cellule ; puis, l'enquête ayant prouvé le bien fondé de leurs griefs, il les fit remettre en liberté quelques jours après. Tous les premiers sapeurs ont été cassés, un sergent d'atelier et un caporal ont été punis de huit jours de consigne. Le capitaine Rousseau a été changé de compagnie, ce qui prouve que ses soldats avaient mille fois raison de se plaindre.

Une grève dans un régiment, c'est un événement qui a son importance. Toutefois n'exagérons rien et n'en concevons pas de trop chimériques espoirs. Nous avons eu Gontaudier, Delsol et Grasselin ; nous avons eu des réservistes mutinés, plantant là leurs chefs sous la pluie et rentrant à la caserne, crosse en l'air, au chant de la *Carmagnole* et de l'*Internationale* ; nous avons eu cette même *Internationale* « poussée » en chœur dans les chambrées avec l'accompagnement des sergents au refrain ; et malgré tout, le sieur militarisme se porte encore bien. Ces vieilles institutions ont la vie dure.

R. C.

⁂

— Le Millerandisme sévit plus que jamais et les socialistes qui l'avaient soi-disant débarqué, l'appellent maintenant pour inculquer aux masses le socialisme nouvelle méthode.

A Rochefort, la conférence a eu lieu dans la salle de la Bourse, temple de la bourgeoisie capitaliste ; et vraiment Millerand était bien là dans son milieu, car si les travailleurs commencent à comprendre tout le mal que le bonhomme leur a fait, les bourgeois le reconnaissent maintenant pour un des leurs, et l'idée de lui faire faire sa conférence dans le local de l'agiotage, est un véritable symbole.

A retenir ces paroles qui étaient de mise en pareille compagnie : « Parlant de la grève générale, M. Millerand dit qu'elle est un rêve puéril et dangereux, et qu'il n'y a à attendre que de l'effort pacifique et tenace. »

Attendre, toujours attendre, mais les travailleurs en sont las ; depuis déjà des siècles ils attendent ainsi, et combien nous comprenons cette mise en garde contre l'idée de grève générale qui, décidément, effraie tous ces polichinelles du socialisme.

A Angoulême, autre conférence organisée, celle-là aussi, par une « Fédération socialiste ».

Les agences publient une partie de son discours, répétition de celui de Rochefort, et apologie de la « participation socialiste au gouvernement ».

En voici un morceau : « Tandis que les socialistes révolutionnaires attendent de je ne sais quel miracle la réalisation de leurs espérances, dit M. Millerand, le socialisme démocratique ou réformiste, bannissant plus que jamais toute idée de violence, doit tracer avec précision les grandes lignes du programme qui peut et doit grouper ensemble les partis républicains. »

Je serai curieux pour ma part de voir un échantillon de ce « socialisme » qui « groupe ensemble les partis républicains. » Cela ne doit pas être ordinaire. Espérons que l'industriel Gérault Richard et le républicain Méline, unis enfin, nous exhiberons un jour ce curieux produit.

⁂

Les professeurs du lycée de Valenciennes viennent de donner à leurs collègues un bon exemple. Ils avaient demandé à leur proviseur de choisir eux-mêmes leurs heures de classe. La prétention était modeste : elle parut subversive, anarchique. Le proviseur fit la sourde oreille.

Les professeurs de l'enseignement secondaire sont communément patients. A Valenciennes, ils protestèrent. Le proviseur prétendant se passer d'eux, ils décidèrent de se passer du proviseur. Et, depuis un mois, ils tiennent des assemblées où l'administration n'est pas admise.

Qu'y font-ils ? Ils y discutent des questions pédagogiques, ils y parlent ensuite de leurs intérêts. Et cela est considérable. Mais le pis est que M. Lyon, recteur de l'Académie, au lieu de blâmer les révolutionnaires, les approuve et les encourage. Les administrateurs sont consternés. Où allons-nous ? Où allons-nous ?

(*L'Aurore*, 22 janvier.)

⁂

L'éducation de l'Etat. — Une vingtaine d'enfants jouaient aux soldats, hier après-midi, dans la rue de l'Arbalète.

Sur un trottoir se tenait la « France », représentée par un groupe de dix gamins, portant de ces petits attirails militaires qu'on vend dans les bazars.

De l'autre côté de la rue, l' « Allemagne », aussi forte en nombre, attendait l'attaque. A un signal donné par le général, qui était coiffé d'un képi lui entrant jusqu'aux oreilles, la bataille commença.

Ce fut un bras-le-corps général. Tout à coup on entendit un cri.

C'était un prisonnier allemand, le jeune Albert Guilbert, âgé de douze ans, qui venait de recevoir un coup de foret dans la tête.

Le coup avait été donné avec une telle violence que l'arme était restée fixée dans la plaie.

Le pauvre enfant a été transporté à l'hôpital Cochin.

On croit que l'opération du trépan sera nécessaire.

(*Le Matin*, 14 janvier.)

Mouvement ouvrier. — L'agitation qui se poursuit encore, à l'heure actuelle, parmi les ouvriers agricoles du Midi, a eu son écho, la semaine dernière, à la Chambre. Personne de ces Messieurs du Parlement, n'a semblé prendre cela au sérieux, la discussion s'est passée on ne peut plus en famille et le ministère a été « approuvé ».

Cette petite comédie politique n'a pas autrement d'importance, et je ne la signale ici que parce que j'espère bien avoir à la rappeler un de ses jours. Le principal est que les exploités des champs continuent à se grouper, sans s'occuper de ce que pense d'eux la gent politicienne.

Et de ce côté, nous sommes pleinement rassuré, le mouvement a gagné toute la région vignoble du Midi, et bientôt il n'y aura plus un village qui n'ait son syndicat, son groupe de résistance. Que les politiciens ne s'en inquiètent pas, libre à eux, et surtout, tant mieux ; le principal est que les gars de la terre se préparent bien, car il est certain que l'agitation actuelle aura son lendemain, et que, satisfaits d'une première victoire, ils sauront, à un moment donné, en remporter une autre plus décisive.

Le branle en est maintenant donné, rien ne l'arrêtera.

Ce sont tous les principaux centres agricoles, et même les plus petits villages, qu'il me faudrait citer, pour rendre compte exactement du mouvement qui recommence sur un autre point, lorsque les travailleurs d'un village ont obtenu satisfaction. Tandis qu'au début, les villages en grève étaient plus nombreux aux environs de Béziers et de Narbonne, c'est maintenant vers Perpignan, et, ces jours derniers, aux alentours de Montpellier, que le mouvement est plus particulièrement intense, et c'est dans les Bourses du travail de ces deux villes que se réunissent de préférence les grévistes.

A Perpignan, à la suite d'une de ces réunions, les grévistes ont parcouru les principales artères de la ville, drapeau rouge en tête, chantant l'*Internationale*.

A Saint-Laurent-de-la-Salanque, les sorties et les entrées de la ville étaient barrées ; les véhicules ont été abandonnés par les conducteurs et les propriétaires furent obligés de les conduire eux-mêmes.

Le drapeau du syndicat a été arboré à deux heures du soir sur la place de la Concorde. Tandis qu'avait lieu le relèvement des postes, le cortège des grévistes, drapeau et musique en tête, a fait le tour de la ville au cri de « Vive la grève ! » et au chant de l'*Internationale*.

Les marins ont offert leur concours aux grévistes. Ils ont été très applaudis.

A Vingrau, Saint-Felix, Pollestres, Fourques, les travailleurs agricoles ont décidé de se mettre en grève également.

Dans les environs de Cette, les ouvriers de Crousy se sont formés en syndicat et ont décidé de quitter le travail jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

Au hameau d'Ongions, les ouvriers agricoles travaillant chez une dame propriétaire, ont dû également cesser le travail sur le refus par celle-ci de leur accorder le minimum de salaire demandé. Soit : 3 francs pour une journée de sept heures et 4 francs pendant les vendanges, où le travail est plus pénible et plus précipité.

Enfin le syndicat des ouvriers agricoles de Montpellier et des environs avait provoqué, dimanche dernier, une réunion générale de la corporation, à la Bourse du travail. Douze cents ouvriers y assistaient.

Les délégués du Syndicat ont déclaré que plusieurs grands propriétaires ont dédaigné de répondre à l'offre qui leur était faite, en ce qui touche les revendications ouvrières.

En conséquence, les ouvriers ont été invités à se prononcer sur l'opportunité de la grève. Celle-ci a été votée par 764 « oui » contre 2 « non ».

Les ouvriers ont aussitôt parcouru la ville, le drapeau du Syndicat en tête. Ils sont allés à la mairie et à la préfecture, en chantant l'*Internationale*.

Voici leurs principales revendications :

1. Journée de six heures de travail en hiver : 3 fr. 50, et huit heures en été : 4 fr. 50.

2. Greffage, sulfatage, fauchage et fenaison, huit heures de travail : 5 francs.

3. Vendanges, huit heures de travail : 5 francs et vin à volonté, pour les hommes ; femmes : 2 fr. 50 et vin à volonté (trois coupeuses pour un homme), etc. etc.

Et cela continue et gagnera, espérons-le, d'autres régions où les travailleurs des champs, encouragés par les succès remportés par leurs camarades, se lèveront à leur tour.

Ce jour-là, MM. les politiciens s'apercevront que le mouvement est sérieux, mais peut-être sera-t-il alors un peu tard.

⁂

Action assez directe. — A Châteauroux, les employés de commerce font campagne pour obtenir la fermeture de tous les magasins le dimanche.

Comte, après Kant et tant d'autres, tombait dans la même erreur, et les métaphysiciens allemands renchérissaient, étaient dans leur féroce adoration de l'Etat.

Le système de Spencer est le premier qui, d'une part, s'affranchit de toute superstition religieuse, de toute superstructure métaphysique et, d'autre part, affirme carrément et hautement la souveraineté de l'individu. L'Etat ne prime plus comme but de l'évolution humaine (style allemand). C'est, au contraire, l'individu qui est placé au premier plan, et c'est à lui à choisir la société qu'il voudra; à lui, à déterminer jusqu'à quel degré il voudra se donner à cette société.

C'est trop de soumission à son troupeau, qu'il faut combattre dans l'homme, nous enseigne Spencer, — pas du tout son indépendance; tandis que toutes les religions et tous les systèmes sociaux avaient combattu précisément l'esprit d'indépendance, de peur de faire des révoltés.

Malheureusement, ici encore, Spencer ne reste pas fidèle à soi-même. Il fait une affirmation révolutionnaire — et s'empresse de l'adoucir, en offrant un compromis. Et, une fois qu'il s'est engagé dans cette voie, il est forcé de marcher d'une concession à l'autre, si bien, qu'en fin de compte, il a compromis toute son œuvre.

Après avoir donné le titre insolent, *l'Individu contre l'Etat*, à une des parties de sa *Sociologie*, il admet cependant le rôle négatif, conservateur de l'Etat. Ainsi l'Etat ne devra pas employer les deniers publics à créer une bibliothèque nationale; il ne fondra pas d'universités: ce n'est pas son affaire. Mais il veillera à la protection des individus, les uns contre les autres. Il protègera leurs droits de propriétaires. Et, comme il faut bien des juges pour expliquer ces lois, des charlatans élus — pardon, des représentants, — pour faire les lois, et des universités pour enseigner l'art de faire des lois, l'art d'abrutir et d'asservir les gens, — voilà que, de fil en aiguille, Spencer arrive à reconstituer l'Etat dans ses plus mauvaises fonctions, jusqu'à la prison et la guillotine perfectionnée.

Là encore, ici surtout, l'audace lui manque. Le *juste milieu* le retient. Peut-être se sentait-il gêné par le manque de connaissances, car il esquissa sa philosophie à une époque où son savoir était encore très restreint, et toute sa vie il fut gêné par son ignorance d'autres langues que l'anglais. Ou bien, était-ce sa nature et son éducation qui ne lui permettaient pas de prendre l'essor qu'un philosophe de son immense intelligence eût dû prendre?... Ou bien, était-ce l'influence de ce milieu anglais — toujours « centre gauche » et jamais Montagne?... Son autobiographie, qui va être publiée, nous l'expliquera, peut-être.

.˙.

Voici, en une courte esquisse, les traits distinctifs de Spencer.

Créer une philosophie *synthétique*, — qui est un résumé de tout l'ensemble des connaissances humaines et qui donne une explication matérielle de tous les faits de la nature, ainsi que de toute la vie intellectuelle de l'homme et de la vie des sociétés, — c'est une œuvre immense. Spencer l'a accomplie.

Mais, tout en reconnaissant le service qu'il a rendu, il serait faux de se laisser entraîner par notre admiration jusqu'à croire que l'œuvre contienne réellement les derniers résultats des sciences et de la méthode inductive, appliquée à l'homme. L'idée mère de cette œuvre est juste. Mais dans ses applications elle fut viciée maintes fois par diverses causes. Les unes viennent d'être indiquées. D'autres, telles que la méthode vicieuse des analogies, et surtout l'exagération de la lutte pour l'existence entre individus de la même espèce, et le peu d'attention donné à l'Entr'aide — autre principe de la Nature — ont été mentionnées dans l'opuscule, la *Science moderne et l'anarchie*, qui est connu de nos lecteurs.

Nous ne pouvons pas accepter toutes les conclusions de Spencer. Nous devons même en corriger la plupart dans sa *Sociologie*, comme l'a fait un écrivain russe, Mikaïlovsty sur un point très fondamental, — la théorie du progrès. Ici, nous devons rester plus fidèle à la méthode scientifique; là, nous devons nous débarrasser de quelques préjugés; ou bien faire une étude plus approfondie de tel groupe de faits....

Mais au-dessus et en dehors de tout cela, il reste un fait de la plus haute importance, prouvé par Spencer.

Du moment que l'on cherche à construire une philosophie synthétique de l'univers, y compris la vie des sociétés, on arrive nécessairement, — non-seulement à la négation d'un dieu créateur qui gouvernerait l'univers; non-seulement à la négation de l'âme immortelle ou d'une force vitale spéciale; mais on arrive aussi à renverser cet autre fétiche, l'Etat, — le gouvernement de l'homme par l'homme. On arrive, en ce qui concerne l'avenir des sociétés civilisées — à prévoir l'Anarchie.

Dans ce sens, Herbert Spencer a contribué immensément pour que la philosophie du siècle, dans lequel nous entrons, fût anarchiste.

PIERRE KROPOTKINE.

LA PAIX

Parmi les batifolages démocratiques officiels, s'érige au premier plan la question de la paix.

Et voilà pourquoi, lundi dernier, M. le professeur Richet perdait son temps à vouloir faire comprendre à M. Maurice Spronk l'inutilité criminelle de la guerre.

Je dis « perdait son temps » hélas! oui, car le terrain sur lequel les orateurs se sont placés, était un terrain en bascule, dont ils formaient les contrepoids.

M. le professeur Richet nous montrait le crime abject de la guerre, l'horreur des luttes internationales, la misère qui en résulte, etc...; il nous citait Pascal et Fénelon, (il aurait pu citer Erasme) et M. Spronk ripostait avec Proudhon, Joseph de Maistre et le général de Moltke et de tout cela, rien ne sortait précis, concis, indubitable.

M. le professeur Richet et M. Spronk discutent cette question, en s'en prenant aux effets et non aux causes, aux conséquences et non aux bases, car l'idée de patrie, de mère patrie à défendre, à aimer, à servir, voilà l'*à priori* qu'ils nous affirment.

Certes si cet *à priori* était démontrable, si l'idée de patrie était vraiment innée et nécessaire aux individualités, je serais pour M. Spronk, qui alors aurait, au moins, pour lui, la logique déductive qui lui fait dire « La patrie, c'est la guerre » et vice versa.

Mais d'où vient l'idée de patrie, d'où vient l'idée de guerre?

Maurice Spronk nous affirme encore que c'est une chose naturelle et d'ordre divin contre laquelle nous ne pouvons pas lutter. « On ne lutte pas contre les lois naturelles » dit-il, « elles ont toujours existé » et il apporte comme preuve que l'on se bat dans l'*Illiade* et que l'on se bat encore dans *Le Maître de Forges* (?)

Eh! bien, je trouve qu'à chaque minute de la vie, nous luttons contre ces prétendues lois naturelles: il pleut, loi naturelle, nous avons des parapluies; il tonne, loi naturelle, nous avons des paratonnerres; la peste nous décime, loi naturelle; nous cherchons des sérums et ainsi de suite dans le domaine scientifique comme dans le domaine moral.

Pourquoi ne pourrait-on pas combattre la loi soi-disant naturelle qui ordonne la guerre, en s'attaquant à ses causes primordiales et non à ses effets secondaires.

La guerre, c'est l'idée de patrie inhérente à la forme de nos sociétés. Si nos sociétés ont besoin de la guerre pour exister et si la guerre est néfaste, c'est que nos sociétés sont mauvaises, qu'elles ont une base fausse qu'il faut détruire.

Quelle est donc la base principale de notre société? C'est le capital.

Le capital est donc lui seul le point de départ de la guerre, le créateur de l'idée de patrie, qui lui permet de s'affermir, de se faire protéger par ceux-là mêmes qu'il étrangle.

Cherchons dans l'histoire les mobiles des guerres, nous trouvons toujours les mêmes causes, à savoir: la prise d'un pays quelconque ou l'orgueil d'un César; le premier cas s'appelle intérêt colonial ou commercial ou diplomatique, l'autre honneur du drapeau, honneur de la patrie, mais ne voit-on pas dans ces deux fallacieux prétextes l'intérêt primordial de ceux qui possèdent, de ceux qui gouvernent, de ceux qui font faire la guerre!

M. Spronck clame aussi que ceux qui ne veulent pas de la guerre entre les nations sont ceux-là qui veulent déchaîner la guerre de classes, la plus terrible des guerres, la guerre civile!

Eh bien, oui, nous la voulons bien celle-là, nous la voulons bien la guerre inéluctable, la guerre utile, mais c'est parce que vous nous l'imposez, vous, représentant de l'autorité; notre guerre est une guerre de défense et une guerre de révolte et non une guerre d'attaque; c'est une guerre qui cessera avec la vôtre puisque seuls vos principes l'ont créée.

ALBERT VERDOT.

L'Affaire d'Alcala del Valle [1]

Le petit jeu continue. Bonafoux, remplissant ses devoirs d'informateur, expédie au *Heraldo de Madrid* des télégrammes sur les protestations que soulève à Paris cette atroce affaire d'Alcala, dans laquelle le gouvernement espagnol accumule les crimes et les lâchetés, et quelques heures après, il est avisé que les télégrammes ont été arrêtés.

La dernière fois, l'administration a bien voulu ajouter que l'opération avait eu lieu « en vertu de l'article 7 de la Convention ». La Convention, c'est la Convention internationale de Washinghton, contenant, entre autres dispositions générales relatives à la correspondance », celle de l'article 7, ainsi conçu: « Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. » (Voir *Bulletin mensuel des Postes et Télégraphes*, 1891, n° 5 Suppl.) Remarquons tout d'abord que, grâce à cet ingénieux article 7, il est impossible de savoir, pour un télégramme international, qui a fait le coup. Est-ce Paris? Est-ce Madrid? Au télégraphe on vous répond: « article 7! » C'est tout. Laissons donc ce point en suspens. Constatons seulement que dans cette organisation de l'arbitraire, la République française coopère avec tous les empereurs, tous les rois, toutes les canailles couronnées qui dénomment « lois du pays » leurs convenances personnelles, et « bonnes mœurs » leur monstrueuse immoralité. Le droit des individus de correspondre par le télégraphe est limité, dans la République française, comme dans tous les bagnes monarchiques, par le bon plaisir de l'Etat, sous couleur d'ordre public et de bonnes mœurs. Très instructifs, les voyages dans l'inconnu administratif!

.˙.

Donc, dans le cas présent, M. Maura, chef du gouvernement espagnol, juge qu'il est dangereux pour la sécurité de l'Etat, c'est-à-dire de sa propre personne, que les amis de la justice en France et en Espagne, et les ennemis de la barbarie inquisitoriale puissent se donner la main par-dessus la frontière. Pauvre M. Maura! Ses inquiétudes sont justifiées, et ce n'est pas demain qu'il en verra le bout!

ERRATUM. — Dans le compte rendu du Conseil de guerre de Séville (numéro précédent, page 3, colonne 1, ligne 48, rétablir la phrase comme suit: «... le capitaine d'artillerie D. Luis Rodriguez Caro, défenseur de José Pérez, a également *déclaré que son client avait* été soumis à la torture. »

COMMUNISME AGRAIRE

Les nouvelles qui nous arrivent sur les doukhobors du Canada sont excessivement intéressantes. (Voyez les deux lettres publiées par la *Parole Libre* de Tchertkoff, n° 8). Leurs villages prospèrent d'une

[1] Voir les deux derniers numéros.

façon frappante. Depuis l'arrivée de Vérighine (qui avait passé 15 ans en exil en Sibérie), ils ont décidé d'abandonner leurs plans de nouvelles migrations. Ils ont pris la terre que leur donnait le gouvernement canadien et l'ont mise toute en commun. Ils ont décidé, en outre, de pratiquer le communisme, non seulement pour la possession de la terre, mais aussi pour plusieurs autres choses. Ils maintiennent évidemment leurs ménages séparés et leurs maisons séparées, mais voici ce qu'ils font :

Cet automne, 1.100 hommes d'entre eux ont travaillé aux chemins de fer, et ils ont gagné plus de 110.000 dollars (550.000 francs). Avec cet argent et d'autres fonds de réserve, ils ont acheté, cet automne, dans le Sud, 314 chevaux, 225 fr. pièce et 9 juments de race, payées 9.500 francs. Ils ont amené eux-mêmes ces chevaux dans leurs villages et, selon une décision prise à l'unanimité, par tous les doukhobors (6.500 personnes), ils ont réparti ces chevaux, ainsi que ceux qu'ils possédaient déjà, *en parts égales entre leurs 40 villages*, — 18 chevaux par village. Les villages qui avaient déjà ce nombre de chevaux n'ont rien reçu. L'an passé, on avait déjà essayé une sorte de partage, mais pas en parts égales. Aujourd'hui, tous les villages auront le même nombre de chevaux.

Leur idée, d'ailleurs, est d'arriver un jour à se passer entièrement de bêtes de somme. Aussi ont-ils acheté, en outre, pour la fédération doukhobore, avec six machines à vapeur, six batteuses, dont deux locomobiles.

Le battage du blé ayant été terminé en novembre passé, quatre machines à vapeur ont été employées pour quatre moulins communaux, bâtis dans quatre parties de leur territoire. Leurs jeunes gens réussissent très bien avec les machines à vapeur.

Nous ne savons pas combien les doukhobors ont de faucheuses, etc., mais ils écrivent : « Quelle abréviation de travail ! toute la récolte, dans tous nos villages, et toute la fenaison ont été faites au moyen de machines ! ».

C'est ainsi que des paysans, sans meneurs de la bourgeoisie, savent s'arranger.

MOUVEMENT SOCIAL

Un fait rare et intéressant — une grève militaire — vient de se passer au 5e génie, à Versailles. Les sapeurs de la 3e compagnie du 23e bataillon se plaignaient depuis longtemps de l'ordinaire, qui était plus qu'ordinaire. Viande, légumes, café, toutes les rations diminuaient de jour en jour, jusqu'à devenir dérisoires ; les soldats ne mangeaient plus à leur faim, si tant est qu'ils y avaient jamais mangé, et ils avaient beau réclamer auprès de leur chef, le capitaine Rousseau, celui-ci faisait la sourde oreille. Ils décidèrent de s'y prendre autrement.

Le 2 février, au matin, ils travaillaient au polygone dit des Matelots. Jusqu'à onze heures, tout alla bien. A onze heures, ils prirent leur repas, aussi insuffisant que d'habitude. Puis le clairon sonna la reprise du travail... Mais les sapeurs étaient devenus sourds, aucun d'eux ne bougea. Les sollicitations des gradés, la menace et la douceur, rien n'y fit. On rentra à la caserne.

Naturellement, le colonel commença par faire mettre un certain nombre de protestataires en cellule ; puis, l'enquête ayant prouvé le bien fondé de leurs griefs, il les fit remettre en liberté quelques jours après. Tous les premiers sapeurs ont été cassés, un sergent d'atelier et un caporal ont été punis de huit jours de consigne. Le capitaine Rousseau a été changé de compagnie, ce qui prouve que ses soldats avaient mille fois raison de se plaindre.

Une grève dans un régiment, c'est un événement qui a son importance. Toutefois n'exagérons rien et n'en concevons pas de trop chimériques espoirs. Nous avons eu Gontaudier, Delsol et Grasselin ; nous avons eu des réservistes mutinés, plantant là leurs chefs sous la pluie et rentrant à la caserne, crosse en l'air, au chant de la *Carmagnole* et de l'*Internationale* ; nous avons eu cette même *Internationale* « poussée » en chœur dans les chambrées avec l'accompagnement des sergents au refrain ; et malgré tout, le sieur militarisme se porte encore bien. Ces vieilles institutions ont la vie dure.

R. C.

⁂

Le Millerandisme sévit plus que jamais et les socialistes qui l'avaient soi-disant débarqué, l'appellent maintenant pour inculquer aux masses le socialisme nouvelle méthode.

A Rochefort, la conférence a eu lieu dans la salle de la Bourse, temple de la bourgeoisie capitaliste ; et vraiment Millerand était bien là dans son milieu, car si les travailleurs commencent à comprendre tout le mal que le bonhomme leur a fait, les bourgeois le reconnaissent maintenant pour un des leurs, et l'idée de lui faire faire sa conférence dans le local de l'agiotage, est un véritable symbole.

A retenir ces paroles qui étaient de mise en pareille compagnie : « Parlant de la grève générale, M. Millerand dit qu'elle est un rêve puéril et dangereux, et qu'il n'y a à attendre que de l'effort pacifique et tenace. »

Attendre, toujours attendre, mais les travailleurs en sont las ; depuis déjà des siècles ils attendent ainsi, et combien nous comprenons cette mise en garde contre l'idée de grève générale qui, décidément, effraie tous ces polichinelles du socialisme.

A Angoulême, autre conférence organisée, celle-là aussi, par une « Fédération socialiste ».

Les agences publient une partie de son discours, répétition de celui de Rochefort, et apologie de la « participation socialiste au gouvernement ».

En voici un morceau : « Tandis que les socialistes révolutionnaires attendent de je ne sais quel miracle la réalisation de leurs espérances, dit M. Millerand, le socialisme démocratique ou réformiste, bannissant plus que jamais toute idée de violence, doit tracer avec précision les grandes lignes du programme qui peut et doit grouper ensemble les partis républicains. »

Je serai curieux pour ma part de voir un échantillon de ce « socialisme » qui « groupe ensemble les partis républicains. » Cela ne doit pas être ordinaire. Espérons que l'industriel Gérault Richard et le républicain Méline, unis enfin, nous exhiberons un jour ce curieux produit.

⁂

Les professeurs du lycée de Valenciennes viennent de donner à leurs collègues un bon exemple. Ils avaient demandé à leur proviseur de choisir eux-mêmes leurs heures de classe. La prétention était modeste : elle parut subversive, anarchique. Le proviseur fit la sourde oreille.

Les professeurs de l'enseignement secondaire sont communément patients. A Valenciennes, ils protestèrent. Le proviseur prétendant se passer d'eux, ils décidèrent de se passer du proviseur. Et, depuis un mois, ils tiennent des assemblées où l'administration n'est pas admise.

Qu'y font-ils ? Ils y discutent des questions pédagogiques, ils y parlent ensuite de leurs intérêts. Et cela est considérable. Mais le pis est que M. Lyon, recteur de l'Académie, au lieu de blâmer les révolutionnaires, les approuve et les encourage. Les administrateurs sont consternés. Où allons-nous ? Où allons-nous ?

(*L'Aurore*, 22 janvier.)

⁂

L'éducation de l'État. — Une vingtaine d'enfants jouaient aux soldats, hier après-midi, dans la rue de l'Arbalète.

Sur un trottoir se tenait la « France », représentée par un groupe de dix gamins, portant de ces petits attirails militaires qu'on vend dans les bazars.

De l'autre côté de la rue, l' « Allemagne », aussi forte en nombre, attendait l'attaque. A un signal donné par le général, qui était coiffé d'un képi lui entrant jusqu'aux oreilles, la bataille commença.

Ce fut un bras-le-corps général. Tout à coup on entendit un cri.

C'était un prisonnier allemand, le jeune Albert Guilbert, âgé de douze ans, qui venait de recevoir un coup de foret dans la tête.

Le coup avait été donné avec une telle violence que l'arme était restée fixée dans la plaie.

Le pauvre enfant a été transporté à l'hôpital Cochin.

On croit que l'opération du trépan sera nécessaire.

(*Le Matin*, 14 janvier.)

Mouvement ouvrier. — L'agitation qui se poursuit encore, à l'heure actuelle, parmi les ouvriers agricoles du Midi, a eu son écho, la semaine dernière, à la Chambre. Personne de ces Messieurs du Parlement, n'a semblé prendre cela au sérieux, la discussion s'est passée on ne peut plus en famille et le ministère a été « approuvé ».

Cette petite comédie politique n'a pas autrement d'importance, et je ne la signale ici que parce que j'espère bien avoir à la rappeler un de ses jours. Le principal est que les exploités des champs continuent à se grouper, sans s'occuper de ce que pense d'eux la gent politicienne.

Et de ce côté, nous sommes pleinement rassuré, le mouvement a gagné toute la région vignoble du Midi, et bientôt il n'y aura plus un village qui n'ait son syndicat, son groupe de résistance. Que les politiciens ne s'en inquiètent pas, libre à eux, et surtout, tant mieux ; le principal est que les gars de la terre se préparent bien, car il est certain que l'agitation actuelle aura son lendemain, et que, satisfaits d'une première victoire, ils sauront, à un moment donné, en remporter une autre plus décisive.

Le branle en est maintenant donné, rien ne l'arrêtera.

Ce sont tous les principaux centres agricoles, et même les plus petits villages, qu'il me faudrait citer, pour rendre compte exactement du mouvement qui recommence sur un autre point, lorsque les travailleurs d'un village ont obtenu satisfaction. Tandis qu'au début, les villages en grève étaient plus nombreux aux environs de Béziers et de Narbonne, c'est maintenant vers Perpignan, et, ces jours derniers, aux alentours de Montpellier, que le mouvement est plus particulièrement intense, et c'est dans les Bourses du travail de ces deux villes que se réunissent de préférence les grévistes.

A Perpignan, à la suite d'une de ces réunions, les grévistes ont parcouru les principales artères de la ville, drapeau rouge en tête, chantant l'*Internationale*.

A Saint-Laurent-de-la-Salanque, les sorties et les entrées de la ville étaient barrées ; les véhicules ont été abandonnés par les conducteurs et les propriétaires furent obligés de les conduire eux-mêmes.

Le drapeau du syndicat a été arboré à deux heures du soir sur la place de la Concorde. Tandis qu'avait lieu le relèvement des postes, le cortège des grévistes, drapeau et musique en tête, a fait le tour de la ville au cri de « Vive la grève ! » et au chant de l'*Internationale*.

Les marins ont offert leur concours aux grévistes. Ils ont été très applaudis.

A Vingrau, Saint-Felix, Pollestres, Fourques, les travailleurs agricoles ont décidé de se mettre en grève également.

Dans les environs de Cette, les ouvriers de Crousy se sont formés en syndicat et ont décidé de quitter le travail jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

Au hameau d'Ongions, les ouvriers agricoles travaillant chez une dame propriétaire, ont dû également cesser le travail sur le refus par celle-ci de leur accorder le minimum de salaire demandé. Soit : 3 francs pour une journée de sept heures et 4 francs pendant les vendanges, où le travail est plus pénible et plus précipité.

Enfin le syndicat des ouvriers agricoles de Montpellier et des environs avait provoqué, dimanche dernier, une réunion générale de la corporation, à la Bourse du travail. Douze cents ouvriers y assistaient.

Les délégués du Syndicat ont déclaré que plusieurs grands propriétaires ont dédaigné de répondre à l'offre qui leur était faite, en ce qui touche les revendications ouvrières.

En conséquence, les ouvriers ont été invités à se prononcer sur l'opportunité de la grève. Celle-ci a été votée par 764 « oui » contre 2 « non ».

Les ouvriers ont aussitôt parcouru la ville, le drapeau du Syndicat en tête. Ils sont allés à la mairie et à la préfecture, en chantant l'*Internationale*.

Voici leurs principales revendications :

1. Journée de six heures de travail en hiver : 3 fr. 50, et huit heures en été : 4 fr. 50.

2. Greffage, sulfatage, fauchage et fenaison, huit heures de travail : 5 francs.

3. Vendanges, huit heures de travail : 5 francs et vin à volonté, pour les hommes ; femmes : 2 fr. 50 et vin à volonté (trois coupeuses pour un homme), etc. etc.

Et cela continue et gagnera, espérons-le, d'autres régions où les travailleurs des champs, encouragés par les succès remportés par leurs camarades, se lèveront à leur tour.

Ce jour-là, MM. les politiciens s'apercevront que le mouvement est sérieux, mais peut-être sera-t-il alors un peu tard.

⁂

Action assez directe. — A Châteauroux, les employés de commerce font campagne pour obtenir la fermeture de tous les magasins le dimanche.

Dimanche dernier, après-midi, une troupe de quatre-vingts employés se présentait chez un bijoutier, M. Delorme, et le sommait de fermer. Sur son refus, une trentaine de manifestants envahirent son domicile, brisèrent ses glaces et, comme il décrochait une carabine, le saisirent, l'entraînèrent sur la place. Là, il fut roué de coups devant les agents impuissants à le protéger.

⁂

Le chômage sévit actuellement un peu partout avec une intensité rare. Dans plusieurs villes, des manifestations ont eu lieu et comme il est à prévoir que le travail ne reprendra pas de sitôt, les manifestations deviendront plus nombreuses, car il est excellent que les ouvriers sans travail s'agitent le plus possible.

A Nantes, il y a actuellement près de 5.000 chômeurs. Des réunions ont été organisées et les sans-travail, après s'être réunis à la Bourse du travail, se sont répandus à travers les rues de la ville, portant une pancarte rouge sur laquelle étaient écrits les mots : « Du travail! » Ils ont parcouru les principaux quartiers criant : « Du travail! » cris accompagnés de l'*Internationale* et de la *Carmagnole*. Ils se sont arrêtés devant la préfecture et la mairie, où ils ont manifesté. Puis ils sont retournés à la Bourse du travail.

Il est utile que ces sortes de manifestations aient lieu le plus possible. Quelques-unes qui, par-ci par-là, ne seraient pas trop pacifiques, donneraient même à réfléchir à la bourgeoisie.

Que les camarades qui chôment y pensent.

⁂

Un camarade me communique une « déclaration de principe » d'un syndicat de mouleurs de Saint-Etienne, d'où j'extrais le passage ci-après qui, en même temps que bien risqué dans ses affirmations, me semble un joli modèle de sectarisme politique. Qu'on en juge :

« *Que l'acte pour un syndicat d'admettre comme moyen d'émancipation la méthode prétendue directe, ne peut, par les résultats de cette théorie, que susciter des divisions et des haines parmi les intéressés adhérents en dehors du syndicat, aux diverses formules politiques existantes, au profit de la classe capitaliste intéressée aux divisions ouvrières.*

Je serai curieux, pour ma part, de savoir sur quoi se basent les auteurs de cette « déclaration » qui me semblent surtout n'avoir rien compris du tout à ce que nous entendons par « action directe ». A moins toutefois que le bout de l'oreille des politiciens qui l'ont rédigée ne passe dans les lignes suivantes du même morceau :

« *Qu'il entend bannir de son sein les discussions religieuses, anarchistes*, etc. »

Vous avez bien lu, pas les discussions « nouvelle méthode » ou « nationalistes » non, on bannit « l'action directe » et les discussions anarchistes seulement.

Et ces cocos-là, et leurs pareils, prétendent « qu'ils ne font pas de politique dans les syndicats.

Quel toupet!

⁂

A Paris, la grève des employés des tramways de la banlieue Est, n'est pas encore terminée, à l'heure où j'écris. Les directeurs de la Compagnie tâchent de gagner du temps le plus possible, pour énerver les grévistes. Ceux-ci, qui se laissent, semble-t-il, assez bien mener, tombent dans le panneau des arbitrages successifs qui ne produisent rien, bien entendu. Quelques politiciens en profitent pour se mettre en vedette, et c'est tout. Les grévistes, eux, se serrent le ventre pendant ce temps-là, et attendent que les arbitres aient décidé de leur sort.

Grève molle et sans aucune portée sociale.

A Trélazé, un conflit vient d'éclater entre la Société des Ardoisières et les ouvriers, dans le but de briser l'organisation syndicale.

A une demande d'entrevue de la part du bureau du syndicat, le directeur a répondu que la carrière était fermée, jusqu'à nouvel ordre, que les livrets étaient à la disposition des ouvriers, et que ceux qui désireraient travailler plus tard étaient invités à se faire inscrire.

Les ouvriers des autres carrières se sont entretenus de la situation avec leurs camarades, et si une solution favorable n'intervient pas, tous cesseront le travail.

La situation est très tendue.

P. DELESALLE.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

—— **L'Education libre du III**e, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis soir, de 8 à 10 heures; le dimanche, de 9 heures à midi.

Prochainement, conférence sur le Radium.

—— **La Coopérative Communiste**. — Jeudi 18 février, à 9 heures du soir, 68, rue François-Miron, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, commandes et distribution des produits.

—— **Causeries Populaires du V**e, salle Martial, 68, rue Lhomond, à 8 h. 1/2 soir : Vendredi, 12 février. G. Rousselle : Vingt-cinq ans de Révolution (Histoire contemporaine). — Vendredi, 19. Paraf-Javal : Physique artistique : I. La couleur (Avec expériences).

—— **Les Causeries Populaires du XVIII**e, 30, rue Muller. — Vendredi 12 février, à 8 h. 1/2 Cours d'espagnol. — Lundi 15 février, à 8 h. 1/2. Causerie par Paraf-Javal sur l'Organisation du Bonheur.

—— **Les Causeries Populaires des V**e, **X**e **XI**e, **XVIII**e, rappellent aux camarades que la visite de Saint-Germain dirigée par Vergal, a lieu le dimanche 14, que rendez-vous est donné à 9 h. 1/2, salle des Pas-Perdus, 1er étage, gare Saint-Lazare, afin de profiter de la réduction.

—— **L'Enseignement Mutuel**, 41, rue de la Chapelle. — Samedi, 13 février. Alb. Chenevier : *A propos de l'histoire de quatre ans*, par Daniel Halévy. — Mercredi, 17. Mme Félix : Histoire de Paris (avec projections). — Samedi, 20. A. Godart, professeur au lycée Condorcet : L'œuvre de Maxime Gorki.

—— **L'Education sociale**, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — Samedi 13 février, à 8 h. 1/2. Soirée organisée par Mme Brémontier : L'œuvre d'Estaunié. — Jeudi 18, à 8 h. 1/2. M. Marius Gabion, publiciste : Les tisseurs d'Armentières. — Samedi 20, à 8 h. 1/2. M. Maurice Vernes, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes : Etude des livres prophétiques de la Bible.

—— **Ouvriers cordonniers de la Seine**. — Dimanche 14 février, réunion corporative, grande salle, Bourse du Travail.

—— **L'Aube Sociale**, 35, rue Gauthey, dans l'avenue de Clichy, XVIIe. — Vendredi 12 février. Amyot, du Théâtre Antoine : La liberté au théâtre, — Mercredi 17. Causerie entre camarades : Léon Cladel et son œuvre, par le camarade Gonon.

—— AUTEUIL. — **La Pensée libre**. — Samedi 13, assemblée générale.

—— SAINT-DENIS. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. — Discussion sur la Régénération humaine, par Mme Anna d'Aranowskaïa.

—— BORDEAUX. — **Groupe anarchiste de Bordeaux**. — Réunion tous les samedis soir, au bar du Centre, place d'Aquitaine, chez M. Cuvier. En vente, au groupe, des journaux anarchistes, manifestes, brochures, etc., etc., par le camarade Mendès. Causeries par Benoit, Biès, David, Antignac, Didier, Chovaux, etc., etc.

—— LILLE. — Samedi 13, réunion, 38, rue du Bourdeau. Le camarade Emile Paul se charge d'expédier les journaux et brochures aux adresses qu'on lui communiquera.

—— LIMOGES. — Réunion des camarades, dimanche 14 courant, à 10 heures du matin, chez Guitard, 14, rue du Clinchauvaud.

—— LYON. — **Groupe d'Art social**. — Soirée familiale privée au café Bordat, rue Paul-Bert, 17.

—— MARSEILLE. — **Groupe Les Libertaires**. — Jeudi 18 courant, à 9 heures du soir, bar Frédéric, rue d'Aubagne, réunion pour l'organisation des conférences de nos amis, Louise Michel-Girault.

Samedi 20 courant, à 9 heures du soir, bar Frédéric, réunion des camarades partisans de la transformation des *Temps Nouveaux*. Les camarades souscripteurs sont priés d'être présents.

AVIS

Il est rappelé à nos lecteurs que les deux éditions *Patriotisme-Colonisation* sont en vente dans les gares, où l'on peut également commander *Guerre-Militarisme*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Prostitués (études critiques sur les gens de lettres d'aujourd'hui), par Han Ryner ; 1 vol., 3 fr. 50, à la Société Parisienne d'édition, 5, rue de Savoie.

Les Industries artistiques, par Pierre Marcel ; 1 vol., 6 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

L'Amour, par C. Bouglé ; 1 vol., 2 fr., chez Michalon, 26, rue Monsieur-le-Prince.

L'Eglise et l'empire romain, par F. Delaisi ; 1 plaquette, 1 fr. 50, et *Pages Libres*, 8, rue de la Sorbonne.

La représentation proportionnelle expliquée, 1 broch. prix : 0 fr. 15, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu,

Comment on défend les garçons et les filles contre les accidents de la puberté ; par le Dr Henry Labonne ; 1 broch., 1 fr., à l'Edition médicale, 29, rue de Seine.

VIENT DE PARAITRE

Le 12e fascicule des Chansons qui contient : *Il faut supprimer les patries*, paroles de E. Besson, avec musique ; *Guerre à la Guerre*, et *La Guillotine*, poésie de R. Changhi ; l'exemplaire : 0 fr. 10.

Nous venons de réimprimer : *J'aime pas les sergots !* et *Fraternité*, de S. Faure ; 0 fr. 10.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

Cotisations mensuelles.

100e Liège, un groupe de camarades par L., 5 fr. 50. — 101e D., à Paris, 1 fr. — 102e J., rue des A., 5 fr. 103e R., à Morat, 1 fr. — 104e C. B., à Paris, 2 fr. 50. — 105e P. P., à Aigues-Mortes, 1 fr. — Total : 16 fr. — Listes précédentes : 235 fr. 20.

Mensualités souscrites à ce jour : 251 fr. 20.

Sommes versées ou à verser en une fois :

A. P., à Beauvais, 5 fr. — R. F., 5 fr. — Mme Berger, 5 fr. — A. R., à Neuilly, 3 fr. — Collecte entre camarades de Paris et Levallois, 4 fr. 50 (plus 5 fr. mensuels). — S. E., à Vaupaillier, 1 fr. — D'A., à Orléans, 1 fr. — En tout : 24 fr. 50.

Listes précédentes : 444 fr. 50.

Total : 469 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

E. V. Coltet de Dèze. — Je n'ai pas connaissance des uns ni pris note des autres.

M. B. M., Rodez. — Reçu mandat. Quelques numéros nous sont revenus avec la mention « non réclamé ».

E. L., à Fourmies. — Votre abonnement se termine fin février. J'envoie les carnets.

M., aux Mossots. — Non, nous n'avons pas d'autres images pour enfants.

M. A. P. — *Transformisme*, 7 fr. ; l'*Humanisphère*, 1 fr. 20 ; l'*Esquisse d'une morale*, 5 fr. Le tout franco. Quant à Jacolliot, cela a été vendu en solde, je ne sais où ça se trouve.

Régénération. — Reçu 5 fr. pour vous.

K., à Troyes. — La place manque pour insérer les protestations isolées. Du reste les protestations n'ont de valeur que faites en masse, par voies de réunions, etc.

S. E., à Vaupaillier. — Abonnez-vous au *Dictionnaire La Châtre* qui est dans les conditions que vous désirez.

J. d'H., à Gand. — Merci des renseignements. Les transmettrai.

Aliboron. — Pas assez explicite, la discussion, pour les lecteurs qui ne sont pas au courant.

S. L., à Luri. — Le journal nous coûtant plus que cela, il nous est impossible de faire de réduction sur les abonnements.

MARSEILLE. — Nous avons donné le texte dans le no 18 de cette année.

Reçu pour le journal : J. A., 20 fr. — L. C., 1 fr. 35 — P., à Mouy, 0 fr. 50 — L. B. I., 1 fr. — C., à Paris, 1 fr. 05. — A quand la révolution libératrice ? 1 fr. — Le Puy, 2 fr. — G. C., à Courbevoie, 0 fr. 70. — Merci à tous

Latapie. — J. F., à Manosque. — M. R., au Havre. — H., au Havre. — D., à Cussy. — C., à St-Florre. — L. V., à Autun. — G. B., à Croix. — J. d'H., à Gand. — C. F., Le Mans. — G., à Suresnes. — L. E., à Arles. — M., à Nice. — X., à Ténès. — E. B., à Hanoi. — D., à Quimperlé. — P., à Limoges. — Cercle ouvrier, Beauvais. — E. S., à Etampes. — G. T., à Chaumont. — T. G., à Vaux. — G., à Cluny. — M., à Nancy. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 43

DIX CENTIMES

DU 20 AU 26 FÉVRIER 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

[illegible] . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

COMMENT FUT FONDÉ
" LE RÉVOLTÉ "

C'était en 1877. La réaction triomphait sur toute la ligne. En France, Mac-Mahon se cramponnait à la présidence et préparait toujours, malgré un premier échec, le retour de la royauté. En Espagne, en Italie, on était en pleine réaction. L'Allemagne triomphait en Europe, et à chaque instant on pouvait s'attendre à une nouvelle guerre franco-allemande qui aurait eu pour résultat de réduire la France à l'état d'une nation de second ordre, forcée de donner toutes ses forces intellectuelles au maintien de son indépendance. En même temps, l'esprit allemand fortement teint de morgue bismarckienne dans la science, la politique et même chez les social-démocrates, dominait en Europe.

On ne saurait, sans l'avoir vécu, se représenter l'esprit réactionnaire qui régnait alors en Europe. La réaction allait jusqu'à la racine même des *idées* avancées du siècle.

Le fédéralisme était représenté comme une vieillerie. Bismarck n'avait-il pas prouvé les avantages d'un Etat fort ? La liberté — un jouet dangereux, le communisme — bon pour les fous français.

Les social-démocrates allemands, mettant la *tactique* politique, *parlementaire*, au-dessus de tout le reste, s'efforçaient à diriger le socialisme français et anglais, pour proclamer un *nouveau* socialisme qu'ils appelaient *scientifique*. Profitant du livre de Schaëffle qui n'avait rien fait que voler à Pecqueur et à Vidal l'idée *du collectivisme étatiste, centralisateur et bourgeois*, ces ex-communistes dénigraient aujourd'hui le communisme. Ils déclaraient seuls *scientifiques*, dont ils avaient fait un socialisme d'Etat, leur socialisme et les théories fatalistes des parlementaires allemands, d'après lesquelles il serait stupide de vouloir forcer le pas aux événements. Il fallait attendre que la destruction du capitalisme par le capitalisme lui-même amenât la chute de la société actuelle et entre temps s'amuser au parlement à faire de la « législation ouvrière », si les bourgeois le permettent.

⁂

On étouffait dans cette atmosphère de réactions générales, comme on le verra par ces lignes du *Révolté* :

> On sent la nécessité d'une révolution, immense, implacable qui vienne, non seulement bouleverser le régime économique basé sur la froide exploitation, la spéculation et la fraude, non seulement renverser l'échelle politique basée sur la domination de quelques-uns par la ruse, l'intrigue et le mensonge, *mais aussi remuer la société dans sa vie intellectuelle et morale, secouer la torpeur, refaire les mœurs, apporter au milieu des passions viles et mesquines du moment, le souffle vivifiant des passions nobles, des grands élans, des généreux dévouements?*

⁂

D'une façon ou d'une autre, il fallait secouer cette torpeur, et c'est pour cela que les anarchistes italiens se décidèrent à *faire* l'émeute armée de Bénévent, tandis qu'en Suisse, les internationalistes jurassiens se décidèrent à sortir, le 18 mars, le drapeau rouge à Berne, alors que nous savions que cela aurait pour résultat une bagarre assez sérieuse avec la police.

La bagarre eut lieu et fut suivie d'un procès qui eut pour résultat que la plupart de nos camarades des Montagnes eurent à faire de la prison, et perdirent leur travail au milieu d'une crise industrielle affreuse. Le *Bulletin de la Fédération jurassienne*, fondé par James Guillaume, en 1872, fut forcé de suspendre sa publication, le 25 mars de l'année suivante (1878).

Après avoir vaillamment combattu pendant six ans contre les autoritaires marxistes dans l'Internationale, si bien qu'aucune organisation internationale ouvrière n'était désormais possible que sur les bases de l'autonomie des groupes fédérés, le *Bulletin* disparaissait.

Cependant, dès le 2 juin 1877, Brousse avait fondé dans le Jura, un autre petit journal français, l'*Avant-Garde*. Il paraissait comme organe de la fédération française de l'Internationale, dont nous venions de jeter les fondements. L'*Avant-Garde* était un journal d'attaque, plus animé que le *Bulletin*. Brousse s'y était aussi appliqué à développer l'idée anarchiste et, prenant pour devise les mots *Anarchie et Collectivisme*, sur lesquels le *Bulletin* prenant adieu de ses lecteurs, nous donnâmes à la nouvelle série de l'*Avant-Garde*, agrandie maintenant, le sous-titre d'organe collectiviste et anarchiste.

Sous l'impulsion de la lutte héroïque qui se poursuivait en Russie, on voyait maintenant une espèce de réveil se produire dans les masses ouvrières de l'Europe occidentale. Des hommes séparés des travailleurs se déclaraient las du marasme dans lequel était tombé tout le mouvement socialiste.

L'ouvrier Hœdel tira sur l'empereur d'Allemagne et fut suivi, à quinze jours de distance, par le Dr Nobiling, qui fit la *même* chose. Le jeune tonnelier espagnol, Juan Oliva Moncasi, tira sur le roi d'Espagne, et le cuisinier Passanante se jeta avec son couteau sur le roi d'Italie.

L'*Avant-Garde* salua ces faits comme des actes de propagande *par le fait* — propagande républicaine et républicaine-socialiste : Moncasi, Passanante, Hœdel étaient, en effet, socialistes et Passanante s'était déclaré républicain-socialiste. Ces attentats pouvaient accélérer une révolution politique, qui bientôt prendrait un caractère socialiste.

— « Il est donc certain, écrivait notre correspondant d'Espagne, que dans ces conditions, si le coup de pistolet d'Oliva eût atteint son but, il aurait [illegible] mouvement qui gagnerait à ne point se retarder. Plaignons donc le brave Oliva, mais plaignons-le aussi de n'avoir point mieux visé. »

Quant à Passanante, après avoir *fait* remarquer que Moncasi, Hœdel, Nobiling, Passanante avaient manqué leur but, *faute* d'avoir pu s'ouvrir un chemin dans l'entourage du roi, l'*Avant-Garde* imprimait ces lignes que les gouvernements ne lui pardonnèrent pas :

> « Nous ignorons quels procédés plus certains l'avenir tient en réserve. Mais il pourrait bien se faire que ceux qui croient fermement qu'on peut, dans une poitrine royale, ouvrir une route à la Révolution, fissent bon marché désormais du salut de l'entourage! Que pour se trouver enfin, seuls, face à face avec un porte-couronne, ils marchassent à lui, au travers de la tourbe des courtisans, secouée, dispersée, rompue au bruit et à la lueur des bombes. »

C'en était fait de l'*Avant-Garde*. Ce fut son dernier numéro (12 décembre 1878). Sur la demande de l'Italie, Brousse était poursuivi et le gouvernement suisse avait défendu — défendu sans plus de façons — à toutes les imprimeries suisses, de publier aucun journal semblable à l'*Avant-Garde*.

Le *Travailleur*, petite revue mensuelle, qu'Elisée Reclus, Joukovsky, et Lefrançais avaient fondée en 1877, avait suspendu sa publication presque en même temps que le *Bulletin* (avril 1878), et l'Internationale anarchiste restait ainsi sans aucun organe en langue française.

La section de Genève, qui avait été la moins désorganisée à la suite des événements de 1878, était alors le centre du mouvement en Suisse. Et c'est au sein de cette section que Dumartheray, Herzig et moi, nous décidâmes à faire paraître un nouveau journal.

Mais qui écrirait pour ce journal ? — Brousse allait être condamné et puis expulsé de la Suisse, James Guillaume, qui pendant six ans, malgré tous les obstacles, avait fait paraître le *Bulletin*, depuis l'affaire de Berne, ne trouvait plus du tout de travail et avait été obligé de quitter la Suisse et d'aller chercher du travail en France. Schwitzguébel, dont les travailleurs aimaient tant lire les articles simples et lucides, boycotté comme graveur horloger et chargé d'une nombreuse famille, dut finalement se retirer de la lutte... C'était moi qui devais ainsi me charger [illegible] pas sûr du tout de pouvoir bien l'écrire, j'hésitai naturellement.

Je fis le tour des sections et j'y trouvai une apathie complète. Brousse seul approuvait l'idée du journal. Tous les autres camarades nous prédisaient une chute certaine. Enfin, avec Brousse, nous trouvâmes le titre, *Le Révolté* et Brousse se chargea d'écrire le premier petit article du journal : « Nous sommes des révoltés. »

Jusqu'alors je n'avais écrit que pour le Mouvement Social du *Bulletin* et de l'*Avant-Garde*, et je ne me croyais pas capable d'écrire des articles de fond assez intéressants. J'allai donc vers Schwitzguébel, le suppliant de me donner des articles de fond. Mais sa décision était prise : la crise horlogère l'avait mis absolument hors de combat, il devait se retirer pour le moment. Il consentit cependant à me donner un article pour le premier numéro — l'article *République et Monarchie*. Le reste du numéro, je le fis moi-même, c'est-à-dire notre fidèle correspondant espagnol envoya sa correspondance, et quant aux autres pays, je fis moi-même le *Mouvement Social* d'après les journaux socialistes locaux.

Et c'est ce que je continuai de faire jusqu'en 1881.

Mais l'argent ? L'*Avant-Garde* nous avait remis sa caisse, 13 francs, et la liste de ses 225 abonnés. Quelqu'un avait donné 10 francs. Alors total 23 francs. Nous nous mîmes à mendier. Nous allions partout, priant des amis de prendre, pour un franc, un abonnement de trois mois. — Mais le journal ne vivra pas, il va être supprimé, nous disait-on de tous côtés. — Peut-être bien, disions-nous, mais un franc c'est si peu de chose ! Et nous parvînmes à réunir 65 francs, juste de quoi payer *d'avance* (c'était convenu) l'imprimeur.

Mais à combien fallait-il tirer le journal ? L'*Avant-Garde* n'avait jamais été tirée à plus de 600. — « Mille ? » demandai-je à Dumartheray. — « Vous êtes fou ! Trois mille au moins », me répondit-il. C'est moi qui le pris pour fou maintenant... Enfin, nous convînmes sur deux mille. Eh bien, c'était trop peu ! Le tout fut vendu en quelques semaines.

Enfin, le 22 février 1879, notre premier numéro était paru, et dans un petit café, la section de Genève se réunissait le soir pour plier le journal. Tcherkesoff, Malatesta, nous donnaient un coup de main, et ce fut Tcherkesoff qui nous enseigna l'art de plier un *journal*.

On sait que le journal fit son chemin et qu'il a vécu depuis. Nous voici à son vingt-cinquième anniversaire.

J'ai raconté dans mes Mémoires (*Autour d'une vie*, pages 431-439) comment le journal s'est développé peu à peu ; comment Dumartheray, Herzig et moi, faisions le journal jusqu'en 1881, et gagnions peu à peu de nouvelles sympathies en Suisse d'abord, puis en France. J'ai dit comment après le procès de l'*Avant-Garde*, qui eut lieu alors que *Le Révolté* n'était qu'à son cinquième numéro, nous nous vîmes refuser les portes de toutes les imprimeries en Suisse, et comment fut fondée notre Imprimerie jurasienne. Je renvoie à ces pages ceux qui s'y intéressent, et ici je me permettrai de reproduire seulement ce qui suit, parce que cela précise le caractère qui fut donné, par les demandes mêmes, de l'époque, au *Révolté* (22 février 1879 jusqu'au 10 septembre 1887), et qui fut conservé depuis dans *La Révolte* (du 17 septembre 1887 au 10 mars 1894), et est maintenu encore dans les *Temps Nouveaux* (fondé le 4 mai 1895) :

Les journaux socialistes ont souvent une tendance à devenir de simples recueils de plaintes sur les conditions existantes. On y relate l'oppression des ouvriers qui travaillent dans les mines, dans les fabriques, dans les campagnes ; on y dépeint, sous de vives couleurs, la misère et la souffrance des ouvriers pendant les grèves ; on insiste sur leur impuissance à lutter contre les patrons ; et cette succession d'efforts inutiles et sans espoirs, décrite dans chaque numéro, finit par exercer sur le lecteur l'influence la plus déprimante.

Alors, pour contre-balancer l'effet produit, le journaliste doit compter sur la magie des mots, au moyen desquels il essaie de relever le courage de ses lecteurs et de leur inspirer confiance.

Je pensais, au contraire, qu'un journal révolutionnaire doit s'appliquer avant tout, à recueillir les symptômes qui, de toute part, présagent l'avènement d'une ère nouvelle, la germination de nouvelles formes sociales, la révolte grandissante contre des institutions vieillies.

Il faut rechercher ces symptômes, en découvrir le lien intime et les grouper de façon à montrer aux esprits hésitants, l'appui invisible et souvent inconscient que rencontrent partout les idées de progrès, lorsqu'une renaissance intellectuelle se produit dans une société.

Faire sentir à l'ouvrier que son cœur bat avec le cœur de l'humanité entière ; qu'il participe à sa révolte, à ses tentatives, voilà quelle devrait être la tâche principale d'un journal révolutionnaire. C'est l'espérance, et non le désespoir, qui fait le succès des révolutions.

Et, d'autre part, j'ai fait de mon mieux pour qu'il n'y ait pas de question politique ou sociale, que le lecteur ouvrier abandonne aux bourgeois éduqués, qu'il ne se sente pas la capacité de discuter, s'il y donne l'attention nécessaire.

J'ai cherché à faire en sorte, que le plus modeste ouvrier puisse juger *par lui-même*, du but vers lequel tend la société et corriger lui-même [illegible] aboutit à de fausses conclusions, contraires à l'intérêt des masses.

C'est le double caractère qu'a toujours cherché à maintenir la succession de nos trois journaux.

PIERRE KROPOTKINE.

15 février 1904.

La semaine prochaine nous raconterons les raisons des changements de nom du journal à Paris, et quelques-unes de ses vicissitudes. J. G.

Dans notre prochain numéro, nous commencerons une étude de notre ami Reclus : *Les origines de la Religion et de la Morale.*

Les Patries contre l'Humanité

Le dogme patriotique est compromis, la religion de la Patrie perd ses fidèles, parce que des hommes éprouvant le besoin de connaître le vrai, se sont avisés de définir le contenu positif de ce mot prestigieux et vague, et d'aller regarder ce que l'idole a dans le ventre. A cette divinité comme à toutes les autres, la science coupe les vivres : elle est condamnée.

Les possédants s'en inquiètent : peuvent-ils se résigner à la voir s'acheminer au pourrissoir ? Elle est leur palladium, elle est pour eux la bonne déesse toujours secourable, elle avait le pouvoir merveilleux de détourner la colère de leurs victimes, les exploités, qu'elle aveuglait jusqu'à en faire leurs défenseurs bénévoles : des opprimés se faisant contre des opprimés, les alliés, les instruments des oppresseurs, n'est-ce pas le règne divin de l'absurde, le miracle permanent ? La déesse Patrie le réalisait. Sans elle, que devenir ? Il faut la sauver, question de vie ou de mort pour la bourgeoisie : ses docteurs s'acharnent à cette impossible cure. L'un d'eux, récemment, tenta de rechercher en lui-même ce qu'est le patriotisme et de nous en donner la définition : car cet homme est bourgeois et intelligent, deux qualités contradictoires qui luttent et tiraillent sa pensée. Intelligent, il répudie les religions, il se déclare ami de la science. Il a compris que la conception de l'Humanité, collectivité indivisible, dont chaque membre est solidaire de tous les autres, ne peut plus être qualifiée de chimère absurde ; il a compris qu'elle est au contraire l'expression d'une indéniable réalité, la vérité fondamentale de demain et déjà celle d'aujourd'hui : il en a fait, pour son esprit, l'acquisition. C'est une exigence de sa pensée. D'autre part, ses habitudes et ses intérêts de bourgeois, le font rester patriote. Et il s'avise, l'imprudent, de vouloir conserver comme patriote, ses habitudes de savant et d'analyste, de vouloir nous donner de la Patrie et de son amour pour elle, une définition exacte, une notion claire ? Le malheureux ! La Patrie, comme Dieu, ne se définit pas, car si elle n'est pas l'objet d'un culte irraisonné, d'une croyance aveugle, elle n'est plus ce qu'elle doit être ; lui-même il nous en donne la preuve éclatante.

⁂

Tout d'abord notre mandarin (1) met hors de cause et condamne d'un mot le « patriotisme banal » qui « peut devenir agressif ». En répudiant, comme indigne de sa haute intelligence, et de son grand cœur, ce « piètre sentiment », M. Sully-Prudhomme omet de dire qu'il est précisément l'ouvrage de la Patrie, la même dont il va se déclarer le fidèle, de l'Etat, qui met tous ses soins à le faire naître chez ceux dont il veut faire des parias.

Mais cela est secondaire : suivons M. Sully-Prudhomme, qui veut à son tour nous apprendre quel est le contenu positif de ces grands mots de Patrie et de Patriotisme : il nous l'apprend très bien. Ecoutons cet excellent maître.

« L'objet de ma piété patriotique, nous dit-il en substance, c'est la collectivité à laquelle appartiennent *ceux à qui je dois quelque chose*. Et ils sont nombreux. Car le monde est si bien fait, que je n'ai eu qu'à paraître et tout de suite se sont empressés autour de moi les maîtres, qui ont formé mon esprit, les fournisseurs, qui ont pourvu ma table, les femmes qui m'ont « remué le cœur », les fonctionnaires, du haut en bas de la hiérarchie, qui, partout où je suis allé, ont rendu mon séjour agréable et sûr. O béatitude ! O extase ! Notre homme s'émerveille : savez-vous que cette abondance lui est venue dès le premier jour de sa bienheureuse existence, à portée de la main, « sans qu'il ait eu à se déranger ! » Il déborde de satisfaction, et, comme il est d'un bon naturel, il déborde aussi de gratitude, il tient à n'oublier personne de tous ses bienfaiteurs, pas même les cantonniers... c'est du délire ; et il profère ces paroles magnifiques : « *Ne serais-je pas surtout impardonnable de ne pas mentionner la multitude de jeunes hommes, appelés de toutes parts sous les drapeaux* POUR PROTÉGER MES AISES, *garantir les conditions de ma vie même, au prix de la leur* (c'est inouï !) *contre les invasions et autres entreprises agressives des peuples voisins !* » Et il conclut cet hymne à la joie en disant : « Mais je renonce à énumérer tous les avantages que me procure, de près ou de loin, l'organisation du corps social dont Paris est la tête, et d'où il tire ce qui me fait subsister et me facilite l'existence. »

Donc, en résumé, la Patrie, pour un certain individu, c'est les gens qui sont utiles à cet individu. M. Sully-Prudhomme constate que toute la France est occupée à lui *faciliter l'existence* et il conclut : « C'est donc la France tout entière que je nommerai ma patrie. »

Mais aussitôt il ajoute : « En avais-je donc jamais pu douter ? » Et ce petit mouvement d'éloquence attendrissante est révélateur. Nous

---

(1) *Patrie et Humanité*, par Sully-Prudhomme, la *Revue*, 1er janvier 1904.

n'avons pas affaire à un savant qui, voulant savoir si une certaine proposition est vraie ou fausse, commence par la mettre en doute et ne se croira forcé de l'affirmer comme vraie, que si l'expérimentation ou le raisonnement lui prouve qu'elle est vraie. Pour M. Sully-Prudhomme, il est certain *à priori* qu'il est patriote et que la France, l'organisation du corps social dont Paris est la tête, est sa patrie. Il a quitté les religions pour aller vers la science, il va nous dire tout-à-l'heure qu'il met toute sa confiance dans l'esprit scientifique, et dans les vérités démontrées, mais pour ce qui est du patriotisme, il reste croyant; avant tout raisonnement, il se déclare patriote. Cet étrange savant repousse comme sacrilège la seule idée de pratiquer le doute scientifique en ce qui concerne le dogme patriotique. Celui-là seul est intangible! Mais par une étrange inconséquence, notre philosophe a l'ambition de montrer que son patriotisme est fondé en raison; et pour cela, il en recherche la source, il la trouve dans la gratitude que lui inspirent ses bienfaiteurs et fournisseurs de toute espèce.

Il est trop intelligent pour ne pas voir qu'au delà des frontières aussi il a des bienfaiteurs innombrables: il en a dans le monde entier. Il nous le dit, de façon bien explicite. Et vous croyez qu'il va conclure, comme le veut la logique désintéressée: « Le monde entier est ma patrie, et tous les hommes sont mes compatriotes? » Qu'il le veuille ou non, c'est la vérité qui se formule à l'esprit du lecteur, en vertu du principe même, principe très juste, posé par l'auteur. Mais l'auteur est patriote, et, après s'être un instant élevé à une vue claire des réalités, après nous avoir mis sur la route que, sans l'attendre, nous parcourons jusqu'au terme, d'une seule traite, il recule et s'enfonce dans sa conception *à priori* de la patrie, telle que l'admettent ceux de sa caste. Au lieu de conclure que la totalité des hommes représente ses compatriotes, et que la surface de la terre est sa patrie, — ce qui serait, il me semble, une définition précise — il nous dit que la qualité de compatriote et l'étendue de la patrie demeurent *indéterminées* par une telle définition. Le patriotisme est si funeste pour l'intelligence que notre académicien en oublie le sens des mots: ce n'est pas « indéterminé » qu'il fallait dire, c'est « non conforme à la conception religieuse *à priori* de la Patrie ». Et comme il faut, coûte que coûte, que M. Sully-Prudhomme mette d'accord son orthodoxie patriotique et sa raison, le voilà parti à la recherche d'autres explications; il en trouve de très intéressantes, de très instructives pour nous.

Pour que le lien patriotique existe entre des individus, nous dit-il en substance, il faut à la fois l'amour commun du sol natal et l'affection entre eux qui « se manifeste alors seulement que devient assez accusée *a similitude, l'affinité des tempéraments, des caractères, des mœurs entre ceux qui sympathisent*... En réalité, chacun de nous a deux patries, l'une géographique et l'autre morale. LEUR SYNTHÈSE constitue une individualité distincte... »

Il y aurait beaucoup à dire sur le sophisme qui court sous les mots, dans les phrases, mais contentons-nous d'admirer la lumière qu'elles mettent en nos esprits. Pour M. Sully-Prudhomme comme pour ceux de sa classe, cette synthèse existe, la patrie géographique coïncide avec la patrie morale: il nous a lui-même appris quel bonheur est le sien, dans l'organisation sociale actuelle: il n'a pas le temps de goûter toutes les jouissances qui le sollicitent; cet homme heureux est comme le centre d'innombrables arrivages, des millions d'hommes créent de l'abondance pour lui. Mais eux? Ils fournissent *sans cesse*, et ne reçoivent guère: en alimentation intellectuelle ou matérielle, ils n'ont, quand ils l'ont, que le strict nécessaire pour continuer à produire. « L'organisation du corps social » a pour effet de leur pomper le sang, à seule fin que M. Sully-Prudhomme ait le cerveau alimenté, le « cœur remué » par de beaux yeux et l'estomac pourvu. « La similitude, l'affinité des tempéraments, des caractères, des mœurs », je la cherche en vain entre le bourgeois qui crève d'abondance et le travailleur qui meurt à petit feu de son travail. Mais en revanche, je la trouve tout de suite entre les travailleurs exploités des différentes Patries, et je suis bien forcé de conclure que pour eux la synthèse n'existe pas. Le prolétaire, lui, peut se livrer sans crainte à la logique de la raison, et reconnaître que tous les individus humains sont des compatriotes. Nul intérêt ne l'invite à dresser des frontières imaginaires, et au contraire son intérêt pressant est de comprendre le néant de celles qu'on lui fabrique.

***

De ce point, tout l'avenir découle. Une fois son patriotisme défini, M. Sully-Prudhomme se livre à de hautes considérations sur la conduite générale du monde, dans le passé et dans l'avenir. Il rappelle ce qu'il s'offre volontiers le luxe de répéter: que la science est créatrice de concorde entre les hommes, que les religions au contraire, sont autant de sources de discorde et de barbarie; il constate que « dans l'évolution des rapports internationaux, la direction de la moralité n'appartient plus à l'Eglise. » Le pouvoir qui s'en est emparé, c'est « l'esprit scientifique, assurant tôt ou tard le triomphe sans conteste et le règne du vrai, en favorisant, par l'accord progressif des pensées, l'accord des sentiments, l'esprit de fraternité universelle. » Voilà des paroles auxquelles je souscris. Mais ceux que les belles phrases ne satisfont pas, qui ont besoin des réalités et se mettent en route sans tarder vers cet avenir de fraternité universelle, rencontrent tout de suite un obstacle: c'est la frontière de la patrie bourgeoise, c'est l'organisa[illegible] la foi patriotique au cœur des inconscients, et si l'esprit scientifique ne commence pas par nous délivrer de cet obstacle, il sera sans force pour édifier l'avenir. Dans l'organisation sociale actuelle, sous le régime des Patries, l'esprit scientifique pourra bien gagner une minorité, faire les délices d'une élite, mais pour qu'il puisse devenir l'inspirateur des individus et des collectivités, il faut d'abord que nous ne fassions plus acte de foi à l'Etat à la Patrie.

M. LESTANG.

ÉLIE RECLUS

Nous venons de perdre un de nos meilleurs amis, Elie Reclus. Il était d'un an ou deux plus âgé que son frère Elisée, et il a succombé à une grippe infectieuse, le 11 février matin, à Bruxelles, à l'âge de 76 ans.

L'influence qu'Elie Reclus a exercée sur tous ceux qui l'ont approché, est infiniment plus profonde qu'on ne le croirait, si on se bornait seulement à consulter la liste de ses ouvrages. Doué d'une vaste intelligence, et possédant un immense savoir, en tout ce qui se rattache à la connaissance de l'humanité, il était doué en même temps d'une infinie bonté et d'une modestie absolument sans bornes. Il était le type des sages de l'antiquité, auxquels il se rattachait par toute sa philosophie naturaliste, athée; et si notre société avait eu la moindre conception de ce qu'est le vrai savoir et la vraie éducation, il aurait été entouré de disciples auxquels il eût prêché en parlant et dont il eût fait *des hommes*, des penseurs et des lutteurs, — tout en leur communiquant des trésors de savoir en tout ce qui concerne l'anthropologie, l'ethnographie, les mythes de l'antiquité, la vie et l'évolution des mythes, y compris les mythes chrétiens, et enfin l'art antique. Dans toutes ces branches, Elie était bien plus qu'une riche encyclopédie; car son vaste savoir était digéré, coordonné.

En même temps, avec sa bonté, sa simplicité socratique et son esprit légèrement moqueur, il n'existe pas en Europe un homme qui eût si bien connu et si bien *compris* les primitifs, comme le faisait Elie Reclus. Aussi ses deux livres, *Les Primitifs* et *Le Primitif d'Australie* (qui ne sont que deux chapitres des manuscrits immenses ethnographiques qui restent inédits) sont-ils les meilleurs ouvrages pour *comprendre* le primitif. Quant à son histoire de l'*Origine des religions*, il n'y a pas d'exagération à dire que c'est décidément le meilleur ouvrage dans cette voie, alors même qu'il reste inachevé. Plusieurs chapitres en furent publiés dans *La Société nouvelle* et *L'Humanité nouvelle*.

Elie Reclus, dès les années quarante, fut un dévoué fouriériste. Après les journées de juin 1848 et l'avènement de l'aventurier Badinguet, il fut forcé d'émigrer en Angleterre. Rentré après l'amnistie, peu avant 1870, il se mit à publier un journal fouriériste, qui eut grand succès auprès des travailleurs.

Lorsque la Commune fut proclamée, il embrassa sa cause. Il accepta le poste de conservateur de la Bibliothèque Nationale et du Musée du Louvre. Et c'est en grande partie à son amour de la science et de l'art, et à sa prévoyance pratique, que l'univers doit la conservation de ces trésors d'art et de science pendant le bombardement et l'incendie.

Il mit dans les caves du Louvre, à l'abri des obus de la bourgeoisie, les chefs-d'œuvre d'art grec et romain, et il prit toutes les mesures pour sauver dans l'incendie de Paris la Bibliothèque Nationale, pendant que sa courageuse compagne, avec son jeune fils au bras, organisait le ravitaillement des travailleurs restés sans travail.

[illegible] par les défenseurs de l'ordre, qui le condamnèrent cependant à la déportation. De nouveau, il refit l'exil... en Suisse, en Angleterre, jusqu'à l'amnistie.

Cet exil ne fut cependant pas le dernier. Après la bombe de Vaillant, lors des persécutions scélérates, la police, cherchant son fils Paul, vint perquisitionner chez Elie Reclus. Ne trouvant pas Paul, elle se vengea sur son père. Le vieillard fut traîné au dépôt, dépouillé de ses vêtements, mesuré à l'anthropométrie de l'animal Bertillon... Il en avait assez. Il quitta la France.

C'est à Bruxelles qu'il fit, à l'Ecole Libre des Hautes Etudes, son cours sur l'histoire des religions, et c'est en exil qu'il rendit son dernier soupir.

QUESTIONS INDISCRÈTES

Au sujet de la Chilienne morte, comme nos lecteurs ont pu le lire dans les quotidiens, dans une congrégation qui a cherché à s'emparer des millions qu'elle laissait, le *Matin* avait engagé une campagne, où il mettait fortement en suspicion la bonne foi du procureur-général, Bulot.

Après entrevue, Bulot et le *Matin* se congratulent mutuell[illegible] des derniers numéros.

Qui pourra nous dire de quel côté on possédait le plus de « petits papiers » contre l'autre?

Les journaux bourgeois sont scandalisés de la désinvolture avec laquelle les Japonais ont attaqué les Russes sans déclaration préalable.

Je n'ai guère de sympathie pour les peuples guerriers et militaristes. Les Japonais me semblent avoir emprunté à notre soi-disant civilisation, tout ce qu'elle a de plus inique et de plus

Mais qui écrirait pour ce journal ? — Brousse allait être condamné et puis expulsé de la Suisse, James Guillaume, qui pendant six ans, malgré tous les obstacles, avait fait paraître le *Bulletin*, depuis l'affaire de Berne, ne trouvait plus du tout de travail et avait été obligé de quitter la Suisse et d'aller chercher du travail en France. Schwitzguébel, dont les travailleurs aimaient tant lire les articles simples et lucides, boycotté comme graveur horloger et chargé d'une nombreuse famille, dut finalement se retirer de la lutte... C'était moi qui devais ainsi me charger [illegible] et pas sûr du tout de pouvoir bien l'écrire, j'hésitai naturellement.

Je fis le tour des sections et j'y trouvai une apathie complète. Brousse seul approuvait l'idée du journal. Tous les autres camarades nous prédisaient une chute certaine. Enfin, avec Brousse, nous trouvâmes le titre, *Le Révolté* et Brousse se chargea d'écrire le premier petit article du journal : « Nous sommes des révoltés. »

Jusqu'alors je n'avais écrit que pour le Mouvement Social du *Bulletin* et de l'*Avant-Garde*, et je ne me croyais pas capable d'écrire des articles de fond assez intéressants. J'allai donc vers Schwitzguébel, le suppliant de me donner des articles de fond. Mais sa décision était prise : la crise horlogère l'avait mis absolument hors de combat, il devait se retirer pour le moment. Il consentit cependant à me donner un article pour le premier numéro — l'article *République et Monarchie*. Le reste du numéro, je le fis moi-même, c'est-à-dire notre fidèle correspondant espagnol envoya sa correspondance, et quant aux autres pays, je fis moi-même le *Mouvement Social* d'après les journaux socialistes locaux.

Et c'est ce que je continuai de faire jusqu'en 1881.

Mais l'argent ? L'*Avant-Garde* nous avait remis sa caisse, 13 francs, et la liste de ses 225 abonnés. Quelqu'un avait donné 10 francs. Alors [illegible] Nous nous mîmes à mendier. Nous allions partout, priant [illegible] prendre, pour un franc, un abonnement de trois mois. — Mais le journal ne vivra pas, il va être supprimé, nous disait-on de tous côtés. — Peut-être bien, disions-nous, mais un franc c'est si peu de chose ! Et nous parvînmes à réunir 65 francs, juste de quoi payer *d'avance* (c'était convenu) l'imprimeur.

Mais à combien fallait-il tirer le journal ? L'*Avant-Garde* n'avait jamais été tirée à plus de 600. — « Mille ? » demandai-je à Dumartheray. — « Vous êtes fou ! Trois mille au moins », me répondit-il. C'est moi qui le pris pour fou maintenant... Enfin, nous convînmes sur deux mille. Et bien, c'était trop peu ! Le tout fut vendu en quelques semaines.

Enfin, le 22 février 1879, notre premier numéro était paru, et dans un petit café, la section de Genève se réunissait le soir pour plier le journal. Tcherkesoff, Malatesta, nous donnaient un coup de main, et ce fut Tcherkesoff qui nous enseigna l'art de plier un *journal*.

On sait que le journal fit son chemin et qu'il a vécu depuis. Nous voici à son vingt-cinquième anniversaire.

J'ai raconté dans mes Mémoires (*Autour d'une vie*, pages 431-439) comment le journal s'est développé peu à peu ; comment Dumartheray, Herzig et moi, faisions le journal jusqu'en 1881, et gagnions peu à peu de nouvelles sympathies en Suisse d'abord, puis en France. J'ai dit comment après le procès de l'*Avant-Garde*, qui eut lieu alors que *Le Révolté* n'était qu'à son cinquième numéro, nous nous vîmes refuser les portes de toutes les imprimeries en Suisse, et comment fut fondée notre Imprimerie jurasienne. Je renvoie à ces pages ceux qui s'y intéressent, et ici je me permettrai de reproduire seulement ce qui suit, parce que cela précise le caractère qui fut donné, par les demandes mêmes, de l'époque, au *Révolté* (22 février 1879 jusqu'au 10 septembre 1887), et qui fut conservé depuis dans *La Révolte* (du 17 septembre 1887 au 10 mars 1894), et est maintenu encore dans les *Temps Nouveaux* (fondé le 4 mai 1895) :

Les journaux socialistes ont souvent une tendance à devenir de simples recueils de plaintes sur les conditions existantes. On y relate l'oppression des ouvriers qui travaillent dans les mines, dans les fabriques, dans les campagnes; on y dépeint, sous de vives couleurs, la misère et la souffrance des ouvriers pendant les grèves ; on insiste sur leur impuissance à lutter contre les patrons; et cette succession d'efforts inutiles et sans espoirs, décrite dans chaque numéro, finit par exercer sur le lecteur [illegible]

Alors, pour contre-balancer l'effet produit, le journaliste doit compter sur la magie des mots, au moyen desquels il essaie de relever le courage de ses lecteurs et de leur inspirer confiance.

Je pensais, au contraire, qu'un journal révolutionnaire doit s'appliquer avant tout, à recueillir les symptômes qui, de toute part, présagent l'avènement d'une ère nouvelle, la germination de nouvelles formes sociales, la révolte grandissante contre des institutions vieillies.

Il faut rechercher ces symptômes, en découvrir le lien intime et les grouper de façon à montrer aux esprits hésitants, l'appui invisible et souvent inconscient que rencontrent partout les idées de progrès, lorsqu'une renaissance intellectuelle se produit dans une société.

Faire sentir à l'ouvrier que son cœur bat avec le cœur de l'humanité entière ; qu'il participe à sa révolte, à ses tentatives, voilà quelle devrait être la tâche principale d'un journal révolutionnaire. C'est l'espérance, et non le désespoir, qui fait le succès des révolutions.

Et, d'autre part, j'ai fait de mon mieux pour qu'il n'y ait pas de question politique ou sociale, que le lecteur ouvrier abandonne aux bourgeois éduqués, qu'il ne se sente pas la capacité de discuter, s'il y donne l'attention nécessaire.

J'ai cherché à faire en sorte, que le plus modeste ouvrier puisse juger *par lui-même*, du but vers lequel tend la société et corriger lui-même [illegible] aboutit à de fausses conclusions, contraires à l'intérêt des masses.

C'est le double caractère qu'a toujours cherché à maintenir la succession de nos trois journaux.

PIERRE KROPOTKINE.

15 février 1904.

La semaine prochaine nous raconterons les raisons des changements de nom du journal à Paris, et quelques-unes de ses vicissitudes. J. G.

Dans notre prochain numéro, nous commencerons une étude de notre ami Reclus : *Les origines de la Religion et de la Morale.*

Les Patries contre l'Humanité

Le dogme patriotique est compromis, la religion de la Patrie perd ses fidèles, parce que des hommes éprouvant le besoin de connaître le vrai, se sont avisés de définir le contenu positif de ce mot prestigieux et vague, et d'aller regarder ce que l'idole a dans le ventre. A cette divinité comme à toutes les autres, la science coupe les vivres : elle est condamnée.

Les possédants s'en inquiètent : peuvent-ils se résigner à la voir s'acheminer au pourrissoir ? Elle est leur palladium, elle est pour eux la bonne déesse toujours secourable, elle avait le pouvoir merveilleux de détourner la colère de leurs victimes, les exploités, qu'elle aveuglait jusqu'à en faire leurs défenseurs bénévoles : des opprimés se faisant contre des opprimés, les alliés, les instruments des oppresseurs, n'est-ce pas le règne divin de l'absurde, le miracle permanent ? La déesse Patrie le réalisait. Sans elle, que devenir ? Il faut la sauver, question de vie ou de mort pour la bourgeoisie : ses docteurs s'acharnent à cette impossible cure. L'un d'eux, récemment, tenta de rechercher en lui-même ce qu'est le patriotisme et de nous en donner la définition : car cet homme est bourgeois et intelligent, deux qualités contradictoires qui luttent et tiraillent sa pensée. Intelligent, il répudie les religions, il se déclare ami de la science. Il a compris que la conception de l'Humanité, collectivité indivisible, dont chaque membre est solidaire de tous les autres, ne peut plus être qualifiée de chimère absurde ; il a compris qu'elle est au contraire l'expression d'une indéniable réalité, la vérité fondamentale de demain et déjà celle d'aujourd'hui : il en a fait, pour son esprit, l'acquisition. C'est une exigence de sa pensée. D'autre part, ses habitudes et ses intérêts de bourgeois, le font rester patriote. Et il s'avise, l'imprudent, de vouloir conserver comme patriote, ses habitudes de savant et d'analyste, de vouloir nous donner de la Patrie et de son amour pour elle, une définition exacte, une notion claire ? Le malheureux ! La Patrie, comme Dieu, ne se définit pas, car si elle n'est pas l'objet d'un culte irraisonné, d'une croyance aveugle, elle n'est plus ce qu'elle doit être : lui-même il nous en donne la preuve éclatante.

∴

Tout d'abord notre mandarin (1) met hors de cause et condamne d'un mot le « patriotisme banal » qui « peut devenir agressif ». En répudiant, comme indigne de sa haute intelligence, et de son grand cœur, ce « piètre sentiment », M. Sully-Prudhomme omet de dire qu'il est précisément l'ouvrage de la Patrie, la même dont il va se déclarer le fidèle, de l'Etat, qui met tous ses soins à le faire naître chez ceux dont il veut faire des parias.

Mais cela est secondaire : suivons M. Sully-Prudhomme, qui veut à son tour nous apprendre quel est le contenu positif de ces grands mots de Patrie et de Patriotisme : il nous l'apprend très bien. Ecoutons cet excellent maître.

« L'objet de ma piété patriotique, nous dit-il en substance, c'est la collectivité à laquelle appartiennent *ceux à qui je dois quelque chose*. Et ils sont nombreux. Car le monde est si bien fait, que je n'ai eu qu'à paraître et tout de suite se sont empressés autour de moi les maîtres, qui ont formé mon esprit, les fournisseurs, qui ont pourvu ma table, les femmes qui m'ont « remué le cœur », les fonctionnaires, du haut en bas de la hiérarchie, qui, partout où je suis allé, ont rendu mon séjour agréable et sûr. O béatitude ! O extase ! Notre homme s'émerveille : savez-vous que cette abondance lui est venue dès le premier jour de sa bienheureuse existence, à portée de la main, « sans qu'il ait eu à se déranger ! » Il déborde de satisfaction, et, comme il est d'un bon naturel, il déborde aussi de gratitude, il tient à n'oublier personne de tous ses bienfaiteurs, pas même les cantonniers... c'est du délire ; et il profère ces paroles magnifiques : « [*Ne serais-je pas surtout impardonnable de ne pas mentionner la multitude de jeunes hommes, appelés de toutes parts sous les drapeaux* POUR PROTÉGER MES AISES, *garantir les conditions de ma vie même, au prix de la leur* (c'est inouï !) *contre les invasions et autres entreprises agressives des peuples voisins !* » Et il conclut cet hymne à la joie en disant : « Mais je renonce à énumérer tous les avantages que me procure, de près ou de loin, l'organisation du corps social dont Paris est la tête, et d'où il tire ce qui me fait subsister et me facilite l'existence. »

Donc, en résumé, la Patrie, pour un certain individu, c'est les gens qui sont utiles à cet individu. M. Sully-Prudhomme constate que toute la France est occupée à lui *faciliter l'existence* et il conclut : « C'est donc la France tout entière que je nommerai ma patrie. »

Mais aussitôt il ajoute : « En avais-je donc jamais pu douter ? » Et ce petit mouvement d'éloquence attendrissante est révélateur. Nous

(1) *Patrie et Humanité*, par Sully-Prudhomme, la *Revue*, 1er janvier 1904.

n'avons pas affaire à un savant qui, voulant savoir si une certaine proposition est vraie ou fausse, commence par la mettre en doute et ne se croira forcé de l'affirmer comme vraie, que si l'expérimentation ou le raisonnement lui prouve qu'elle est vraie. Pour M. Sully-Prud'homme, il est certain *à priori* qu'il est patriote et que la France, l'organisation du corps social dont Paris est la tête, est sa patrie. Il a quitté les religions pour aller vers la science, il va nous dire tout-à-l'heure qu'il met toute sa confiance dans l'esprit scientifique, et dans les vérités démontrées, mais pour ce qui est du patriotisme, il reste croyant; avant tout raisonnement, il se déclare patriote. Cet étrange savant repousse comme sacrilège la seule idée de pratiquer le doute scientifique en ce qui concerne le dogme patriotique. Celui-là seul est intangible! Mais par une étrange inconséquence, notre philosophe a l'ambition de montrer que son patriotisme est fondé en raison; et pour cela, il en recherche la source, il la trouve dans la gratitude que lui inspirent ses bienfaiteurs et fournisseurs de toute espèce.

Il est trop intelligent pour ne pas voir qu'au delà des frontières aussi il a des bienfaiteurs innombrables: il en a dans le monde entier. Il nous le dit, de façon bien explicite. Et vous croyez qu'il va conclure, comme le veut la logique désintéressée: « Le monde entier est ma patrie, et tous les hommes sont mes compatriotes? » Qu'il le veuille ou non, c'est la vérité qui se formule à l'esprit du lecteur, en vertu du principe même, principe très juste, posé par l'auteur. Mais l'auteur est patriote, et, après s'être un instant élevé à une vue claire des réalités, après nous avoir mis sur la route que, sans l'attendre, nous parcourons jusqu'au terme, d'une seule traite, il recule et s'enfonce dans sa conception *à priori* de la patrie, telle que l'admettent ceux de sa caste. Au lieu de conclure que la totalité des hommes représente ses compatriotes, et que la surface de la terre est sa patrie, — ce qui serait, il me semble, une définition précise — il nous dit que la qualité de compatriote et l'étendue de la patrie demeurent *indéterminées* par une telle définition. Le patriotisme est si funeste pour l'intelligence que notre académicien en oublie le sens des mots: ce n'est pas « indéterminé » qu'il fallait dire, c'est « non conforme à la conception religieuse *à priori* de la Patrie ». Et comme il faut, coûte que coûte, que M. Sully-Prudhomme mette d'accord son orthodoxie patriotique et sa raison, le voilà parti à la recherche d'autres explications; il en trouve de très intéressantes, de très instructives pour nous.

Pour que le lien patriotique existe entre des individus, nous dit-il en substance, il faut à la fois l'amour commun du sol natal et l'affection entre eux qui « se manifeste alors seulement que devient assez accusée *a similitude, l'affinité des tempéraments, des caractères, des mœurs entre ceux qui sympathisent*... En réalité, chacun de nous a deux patries, l'une géographique et l'autre morale. LEUR SYNTHÈSE constitue une individualité distincte... »

Il y aurait beaucoup à dire sur le sophisme qui court sous les mots, dans les phrases, mais contentons-nous d'admirer la lumière qu'elles mettent en nos esprits. Pour M. Sully-Prudhomme comme pour ceux de sa classe, cette synthèse existe, la patrie géographique coïncide avec la patrie morale: il nous a lui-même appris quel bonheur est le sien, dans l'organisation sociale actuelle; il n'a pas le temps de goûter toutes les jouissances qui le sollicitent; cet homme heureux est comme le centre d'innombrables arrivages, des millions d'hommes créent de l'abondance pour lui. Mais eux? Ils fournissent sans cesse, et ne reçoivent guère: en alimentation intellectuelle ou matérielle, ils n'ont, quand ils l'ont, que le strict nécessaire pour continuer à produire. « L'organisation du corps social » a pour effet de leur pomper le sang, à seule fin que M. Sully-Prudhomme ait le cerveau alimenté, le « cœur remué » par de beaux yeux et l'estomac pourvu. « La similitude, l'affinité des tempéraments, des caractères, des mœurs », je la cherche en vain entre le bourgeois qui crève d'abondance et le travailleur qui meurt à petit feu de son travail. Mais en revanche, je la trouve tout de suite entre les travailleurs exploités des différentes Patries, et je suis bien forcé de conclure que pour eux la synthèse n'existe pas. Le prolétaire, lui, peut se livrer sans crainte à la logique de la raison, et reconnaître que tous les individus humains sont des compatriotes. Nul intérêt ne l'invite à dresser des frontières imaginaires, et au contraire son intérêt pressant est de comprendre le néant de celles qu'on lui fabrique.

***

De ce point, tout l'avenir découle. Une fois son patriotisme défini, M. Sully-Prudhomme se livre à de hautes considérations sur la conduite générale du monde, dans le passé et dans l'avenir. Il rappelle ce qu'il s'offre volontiers le luxe de répéter: que la science est créatrice de concorde entre les hommes, que les religions au contraire, sont autant de sources de discorde et de barbarie; il constate que « dans l'évolution des rapports internationaux, la direction de la moralité n'appartient plus à l'Eglise. » Le pouvoir qui s'en est emparé, c'est « l'esprit scientifique, assurant tôt ou tard le triomphe sans conteste et le règne du vrai, en favorisant, par l'accord progressif des pensées, l'accord des sentiments, l'esprit de fraternité universelle. » Voilà des paroles auxquelles je souscris. Mais ceux que les belles phrases ne satisfont pas, qui ont besoin des réalités et se mettent en route sans tarder vers cet avenir de fraternité universelle, rencontrent tout de suite un obstacle: c'est la frontière de la patrie bourgeoise. C'est l'organisation [illegible] la foi patriotique au cœur des inconscients, et si l'esprit scientifique ne commence pas par nous délivrer de cet obstacle, il sera sans force pour édifier l'avenir. Dans l'organisation sociale actuelle, sous le régime des Patries, l'esprit scientifique pourra bien gagner une minorité, faire les délices d'une élite, mais pour qu'il puisse devenir l'inspirateur des individus et des collectivités, il faut d'abord que nous ne fassions plus acte de foi à l'Etat à la Patrie.

M. LESTANC.

ÉLIE RECLUS

Nous venons de perdre un de nos meilleurs amis, Elie Reclus. Il était d'un an ou deux plus âgé que son frère Elisée, et il a succombé à une grippe infectieuse, le 11 février matin, à Bruxelles, à l'âge de 76 ans.

L'influence qu'Elie Reclus a exercée sur tous ceux qui l'ont approché, est infiniment plus profonde qu'on ne le croirait, si on se bornait seulement à consulter la liste de ses ouvrages. Doué d'une vaste intelligence, et possédant un immense savoir, en tout ce qui se rattache à la connaissance de l'humanité, il était doué en même temps d'une infinie bonté et d'une modestie absolument sans bornes. Il était le type des sages de l'antiquité, auxquels il se rattachait par toute sa philosophie naturaliste, athée; et si notre société avait eu la moindre conception de ce qu'est le vrai savoir et la vraie éducation, il aurait été entouré de disciples auxquels il eût prêché en parlant et dont il eût fait *des hommes*, des penseurs et des lutteurs, — tout en leur communiquant des trésors de savoir en tout ce qui concerne l'anthropologie, l'ethnographie, les mythes de l'antiquité, la vie et l'évolution des mythes, y compris les mythes chrétiens, et enfin l'art antique. Dans toutes ces branches, Elie était bien plus qu'une riche encyclopédie; car son vaste savoir était digéré, coordonné.

En même temps, avec sa bonté, sa simplicité socratique et son esprit légèrement moqueur, il n'existe pas en Europe un homme qui eût si bien connu et si bien *compris* les primitifs, comme le faisait Elie Reclus. Aussi ses deux livres, *Les Primitifs* et *Le Primitif d'Australie* (qui ne sont que deux chapitres des manuscrits immenses ethnographiques qui restent inédits) sont-ils les meilleurs ouvrages pour *comprendre* le primitif. Quant à son histoire de l'*Origine des religions*, il n'y a pas d'exagération à dire que c'est décidément le meilleur ouvrage dans cette voie, alors même qu'il reste inachevé. Plusieurs chapitres en furent publiés dans *La Société nouvelle* et *L'Humanité nouvelle*.

Elie Reclus, dès les années quarante, fut un dévoué fouriériste. Après les journées de juin 1848 et l'avènement de l'aventurier Badinguet, il fut forcé d'émigrer en Angleterre. Rentré après l'amnistie, peu avant 1870, il se mit à publier un journal fouriériste, qui eut grand succès auprès des travailleurs.

Lorsque la Commune fut proclamée, il embrassa sa cause. Il accepta le poste de conservateur de la Bibliothèque Nationale et du Musée du Louvre. Et c'est en grande partie à son amour de la science et de l'art, et à sa prévoyance pratique, que l'univers doit la conservation de ces trésors d'art et de science pendant le bombardement et l'incendie.

Il mit dans les caves du Louvre, à l'abri des obus de la bourgeoisie, les chefs-d'œuvre d'art grec et romain, et il prit toutes les mesures pour sauver dans l'incendie de Paris la Bibliothèque Nationale, pendant que sa courageuse compagne, avec son jeune fils au bras, organisait le ravitaillement des travailleurs restés sans travail.

Un [illegible] il fût fusillé par les défenseurs de l'ordre, qui le condamnèrent cependant à la déportation. De nouveau, il refit l'exil... en Suisse, en Angleterre, jusqu'à l'amnistie.

Cet exil ne fut cependant pas le dernier. Après la bombe de Vaillant, lors des persécutions scélérates, la police, cherchant son fils Paul, vint perquisitionner chez Elie Reclus. Ne trouvant pas Paul, elle se vengea sur son père. Le vieillard fut traîné au dépôt, dépouillé de ses vêtements, mesuré à l'anthropométrie de l'animal Bertillon... Il en avait assez. Il quitta la France.

C'est à Bruxelles qu'il fit, à l'Ecole Libre des Hautes Etudes, son cours sur l'histoire des religions, et c'est en exil qu'il rendit son dernier soupir.

QUESTIONS INDISCRÈTES

Au sujet de la Chilienne morte, comme nos lecteurs ont pu le lire dans les quotidiens, dans une congrégation qui a cherché à s'emparer des millions qu'elle laissait, le *Matin* avait engagé une campagne, où il mettait fortement en suspicion la bonne foi du procureur-général, Bulot.

Après entrevue, Bulot et le *Matin* se congratulent mutuellement dans un des derniers numéros.

Qui pourra nous dire de quel côté on possédait le plus de « petits papiers » contre l'autre?

Les journaux bourgeois sont scandalisés de la désinvolture avec laquelle les Japonais ont attaqué les Russes sans déclaration préalable.

Je n'ai guère de sympathie pour les peuples guerriers et militaristes. Les Japonais me semblent avoir emprunté à notre soi-disant civilisation, tout ce qu'elle a de plus inique et de plus

sauvage. Mais nos politiques, si à cheval sur les convenances, voudraient-ils nous dire comment ils jugent l'attitude du monsieur qui lanterne ses adversaires avec des promesses de paix, pour avoir seulement le temps de masser assez de troupes pour leur tomber dessus avec plus de chances? De ce même monsieur qui ne parle que de paix et d'arbitrage, et, pendant qu'il amuse les gens, s'arrondit sans cesse en dépouillant ses voisins par la violence?

J. GRAVE.

LES EFFETS DE LA GUERRE

« Deux dangers, a-t-on dit, menaçent la Russie : d'abord les périls d'une crise économique..., ensuite la menace plus grande encore d'un soulèvement intérieur.

— ... *Je suis certain* que notre « chauvinisme » ne manquera pas d'aller en s'affirmant.

Je me souviens qu'étant professeur à Moscou, un an avant que n'éclatât la guerre avec la Turquis, je constatais que presque chaque jour des questions politiques capables de provoquer des troubles étaient soulevées.

A peine la guerre fut-elle déclarée que les plus graves de ces questions s'effacèrent.

Interview de M. Kovalevsky, l'*Aurore* du 10 février 1904.

UN AMI DE LA PAIX

La *Preussiche Zeitung* apprend par télégraphe, de Pétersbourg, que l'autre soir, a eu lieu, au « Palais impérial d'hiver », une soirée intime pour entendre les poésies et les chants musicaux composés par le tsar.

Au dire des journaux russes, ce fut une révélation. On savait que le tsar cultivait la poésie et la musique, mais on ne le jugeait pas capable de compositions poétiques et musicales où il y eût tant d'inspiration.

Les œuvres en vers sont toutes sur le mode pastoral et idyllique, moins une, le *Chant de la paix*, qui est très mâle. Il se compose de six strophes : la première reproduit avec beaucoup de luxe d'harmonie imitative le fracas d'une guerre ; la deuxième décrit la plaine semée de morts et de blessés ; enfin dans la dernière, le poète se déchaine en vers de feu contre ceux qui donnent occasion à une guerre et s'y complaisent.

Ceux qui suivent anxieusement les vicissitudes du conflit russo-japonais, ont voulu voir dans cette strophe une promesse tacite que le tsar ne déclarera jamais la guerre. »

. . . .

Ce qu'il y a de plus fort, ce n'est pas qu'on ait télégraphié cela à la *Preussiche Zeitung*, mais c'est qu'il est très possible que ce soit arrivé! Il y a bien eu aussi un congrès de La Haye!

Il sera, du reste, fort instructif pour les camarades, de rapprocher de cette citation, un extrait que nous empruntons aux *Lettres d'un prolétaire*, publiées dans un grand journal socialiste illustré suédois (numéro de novembre 1903) : « Les bonnes intentions du tsar ».

« Sais-tu ce qui s'est passé en Russie de septembre 1898 à janvier 1899, c'est-à-dire dans le temps même où le tsar envoyait son message de paix, qui devait fournir le prétexte du congrès de la paix de La Haye? Non? Eh! bien, je vais te le faire savoir.

Le 20 septembre 1898 furent rédigés des ordres pour l'accroissement et le renforcement de la flotte russe dans la mer Caspienne. — Le 15 novembre fut signé, par le tsar, l'ordre de construire deux nouveaux cuirassés. — Le 20 décembre, 90 millions de roubles furent affectés à la construction de nouveaux cuirassés et de nouveaux ports de guerre. — Le 12 janvier 1899, le budget fut augmenté de 34 millions pour l'armée et de 16 millions pour la flotte. — Le 19 janvier fut signé l'ordre de construire trois nouveaux cuirassés, trois croiseurs et trois torpilleurs.

Et tout cela, dans le temps même où le tsar prenait hypocritement le monde entier à témoin de son amour pour la paix! »

RÉJOUISSANCES

Me dût-on accuser d'être maussade et subversif, je ne puis taire, à la veille du Carnaval, le mépris que le peuple m'inspire en ces *fêtes* où il se livre à la triviale allégresse que lui assigne — sous l'hypocrisie d'un chômage sans préjudice — le calendrier sanctionné par ses maîtres. Je m'afflige de voir avec quelle facilité une nation, presque entièrement composée de malheureux que je suis accoutumé de plaindre, oublie le drame de sa vie pour participer à l'intermède d'une réjouissance, si éloignée, semble-t-il, de son cœur. Mais si, par surcroît, je pense que cette même foule, pacifiquement turbulente, se ferait rebelle à l'instigation de la révolte, j'ai besoin de me défendre de ne pas dire, avec l'autre, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, et que les asservis n'ont que ce qu'ils méritent.

Cette année encore, en effet, pour ne point démentir la tradition, les bons Français réaliseront l'idéale nation de dupes et de féticheurs — le paradoxe de la bêtise; électeurs républicains ils créeront la Reine; convaincus d'agir selon leur libre arbitre, ils obéiront une fois de plus aux lois formelles dictées par la sagesse des gouvernements intéressés. Car on aurait tort de considérer ces fêtes populaires comme émanant du peuple : pareillement aux cérémonies rituelles, les fêtes publiques furent toujours provoquées par la minorité dirigeante. Des *Saturnales* de Rome aux *fêtes des Fols* de notre moyen âge, le tyrannie étend sa griffe toute-puissante et féline; on la trouve éveillée pour le même affût. Nos historiens ont trop laissé croire que la superstition généra seule ces débauches d'esclaves et ces impiétiés de clercs; les forts abusèrent d'elle. En célébrant l'égalité dont — au temps de l'âge d'or, idée par les vers d'Ovide — la fable accrédita que les Saturniens avaient joui, l'ilote reconnaissait sa servitude présente; en occupant la place du patricien il distinguait cette place; en feignant de commander quelques heures à son maître, il lui conférait le droit inique d'une persistante oppression. Un calcul analogue faisait encore, au quinzième siècle, l'évêque laisser le clerc se substituer à lui à la Noël et à l'Epiphanie; la liturgie grotesque de l'un saluait la liturgie solennelle de l'autre; mêmement, la Convention imagina de célébrer le culte de la Raison, cette faculté humaine de qui paraissait relever sa puissance. Le fugace et inoffensif bouleversement de la hiérarchie sociale, que les fêtes populaires réalisent, est une manière de consécration de cette hiérarchie; aussi bien nos haines se satisfont du simulacre des révolutions qu'elles rêvent d'accomplir. Il est bon de rappeler que les Bacchanales, les Saturnales et les mascarades sont d'origines orientales; elles sont nées dans des pays où les enthousiasmes et les colères ont des explosions soudaines, mais ne mûrissent point sous la lumière lente de la réflexion. Des combats de confettis peuvent suffire à contenter nos instincts belliqueux; l'éraflure d'une pointe spirituelle (?) est le mal que nous demandons à nos chansonniers de causer à nos gouvernants, et nos satires sont autant de traits perdus (« S'ils chantent, ils paieront », disait, je crois, Mazarin, que les frondeurs n'ont pas tué).

Des optimistes m'objecteront ceci : les fêtes actuelles n'induisent plus ni en anagogie, ni en esclavage : elles ne sont qu'un agrément indispensable aux foules lasses de labeur. Mais ne trouvez-vous point que cette déambulation par la ville, du bœuf engraissé à outrance, de qui nos regards acérés de goinfrerie découpent au passage les côtelettes interdites par un jeûne pieux, durant le Carême — que cette exhibition de pots de moutarde et de biberons géantifiés par la réclame; que ces *gonfaloniers* du commerce et de l'industrie; que ces centaures, chevauchant le carton du destrier apode et enjuponné; que ces pauvres bougres — sous le masque aveugle et apoplectique — armés de sabres en papier d'étain, constituent l'anachronisme le plus grotesque et le plus dégoûtant? le plus préjudiciable à l'épanouissement de l'esthétique populaire?

Vos fêtes tendent-elles à assurer la survivance de la fornication féroce et de la gaîté sanguinaire des fêtes du *Janus* gallo-romain?

Ai-je besoin de vous faire remarquer qu'elles n'en sont que le pastiche incolore, et, d'ailleurs, modifié par le treizième siècle? Que les échafauds de vos chars où fleurit le lis d'une majesté le plus souvent dépourvue d'attraits, ne rappellent en rien la parade obscène des guerriers travestis en femelles, les sourcils teints d'essence d'orphie et qu'il leur manque la saltation érotique des gades! Il s'en faut que votre cortège, aux allures d'enterrement, rappelle la cohorte hâtive, hurlante et délirante de vos ancêtres! Vos gardes francaises à barbe se peuvent soûler, sous la filasse enfarinée de leur perruque, ils n'incarneront jamais la trogne effrayante des lampeurs d'hydromel.

Donc, nul caractère légendaire ne pallie le défectueux effet de cette pitrerie — et quand même : ne pourrions-nous instituer d'autres fêtes, où serait glorifié le mérite véridique de nos saisons, de nos arts et de notre science?

Mais je ne suis pas sans redouter que, pareillement aux processions religieuses et aux montres militaires, les fêtes actuelles ne constituent un danger, et mes sentiments libertaires s'en émeuvent. A ce jeu d'élire une reine, vos Parisiens ne se déshabituent pas de la pensée de supporter un roi. Le ridicule de la cérémonie est une sauvegarde, affirme l'ignorantisme rassurant. La *fête des Fols*, dont vous connaissez la gravelure et l'impiété — avec ses clercs imberbes, habillés en femmes et qui se livraient à ces transgressions, en même temps pratiquées qu'abominées par Catulle, le poète à « la langue si effrontée » — désempoisonna-t-elle de la foi les méninges de Jacques Bonhomme? Je crois qu'elle les en imbiba plus fort : le rire ne franchit pas les bornes de l'imbécillité.

Si j'avais ici, en face de moi, l'accorte vendeuse de légumes, que le jury — ordinairement présidé par un monsieur à particule — va élire à la dignité de reine des reines, je lui dirais avec franchise :

« Abdiquez votre souveraineté d'un jour! Votre fraîcheur sera gâtée de maquillage; vos grâces indigènes seront guindées de prétention. Jolie dans votre camisole plébéienne, vous ne réaliserez sous le manteau d'apparat que la caricature de la reine. Benoîtement, vous aiderez à perpétuer sa distinction ancestrale, par le triste et puéril effort que vous tenterez pour y atteindre; et, par là, vous comblerez les vœux féroces des intéressés qui créèrent ces fêtes pour l'humiliation populaire. Du clinquant de votre cortège au luxe vrai des pompes royales, s'établira, symboliquement, la distance que les privilégiés ont mise entre eux et vous.

Et ne savez-vous point le mépris, qu'ont ceux que vous singez, du plaisir que vous allez prendre? Les voyez-vous en revendiquer leur part? Non, ils la dédaignent; il laissent vos seuls égaux revêtir la livrée risible et infamante; les victimes se faire gratuitement les bouffons de leurs bourreaux, comme les gladiateurs des

cirques romains. Des fenêtres du boulevard somptueux, des grues et des souteneurs cribleront de confettis, étrangleront de serpentins, les grabataires innombrables conviés à la honte d'exhiber leurs loques par votre royauté! *La canaille* s'entr'assommera, sous les yeux des maîtres, pour le décime dont ils l'insulteront comme d'une aumône jetée des fenêtres. Car leur effronterie ne peut plus, comme au temps de notre Henri III, rosser le roquentin ou déchaperonner la vieille; laisser tomber la pièce de monnaie, chauffée à blanc, qui cautérise la main avide de s'en saisir.... Et vous serez vraiment reine, alors, en dominant de votre char, avec une sérénité sottement impavide et infatuée, le bétail hurlant de la misère humaine.

Carnem vale! comme on criait naguère. En postulant au trône vous avez épousé les passions des héritières présomptives; votre élection ne s'est point effectuée sans quelques intrigues préalables et quelques inimitiés; les visages blêmes que vous verrez fleurir des deux côtés de votre cortège parferont votre majesté!

JOHN L. CHARPENTIER.

MOUVEMENT SOCIAL

Nous parlions, la semaine dernière, d'une grève de soldats; aujourd'hui, il s'agit d'une grève d'officiers. La garnison de Vannes étant requise pour assurer l'ordre pendant l'expulsion des frères de Lamennais, à Ploërmel, six officiers ont refusé d'obéir. En attendant la conclusion de l'enquête ouverte, ils sont aux arrêts de rigueur.

Il est possible que la conduite de ces six officiers n'ait été qu'une pose, qu'un acte politique dénué de motifs élevés, qu'une attitude « chic » destinée à les faire bien venir de l'aristocratie et des héritières à grosses dots. Mais il est possible aussi qu'elle ait été le résultat d'une vraie conviction. Admettons que les six officiers de Vannes aient été sincères. Ils ont donc mis leur conscience au-dessus de leur métier. C'est très bien. N'hésitons pas à leur crier bravo!

Seulement, il est regrettable que leurs scrupules religieux n'aillent pas jusqu'à l'exercice du métier militaire lui-même. Leur conscience s'effarouche à l'idée de coopérer à l'expulsion d'un moine, et trouve tout naturel d'aller tuer son prochain, ravager des champs, incendier des villes. Leur idéal religieux n'est pas fort élevé, convenons-en. Il est regrettable aussi que ces mêmes officiers, si chatouilleux pour la moinerie, le soient si peu à l'égard des prolétaires, leurs frères en Jésus-Christ et n'hésitent jamais à marcher contre des grévistes, à fusiller ou à sabrer leurs propres compatriotes. Il est regrettable encore que, lorsqu'ils ont à juger un Gontaudier, un Delsol, un Grasselin, coupables eux aussi de refus d'obéissance par scrupule religieux, ils osent les condamner.

Les officiers se reconnaissent le droit de désobéir, mais n'admettent pas que leurs soldats, à leur exemple, désobéissent. Cependant la révolte du soldat est bien plus compréhensible que celle de l'officier, parce que le soldat est forcé d'être soldat, que sa conscience n'a pas été consultée avant l'enregimentement, tandis que l'officier est soldat pour son bon plaisir; c'est un métier qu'il a librement choisi, qu'il peut quitter, et dont il connaissait, avant de le prendre, tous les inconvénients, toutes les ignominies. Ça ne lui va pas de faire le dégoûté.

***

L'affaire du journal l'*Action* est admirable, en ce qu'elle met en pleine lumière la complicité des trois puissances les plus malpropres qu'il y ait : la finance, la presse et la politique. On sait que ce journal menait une campagne féroce contre les agents de change, « au nom des intérêts sacrés de la démocratie ». On prit cette campagne pour argent comptant, jusqu'au jour où l'un des deux directeurs, mis par l'autre à la porte, mangea le morceau : cette « campagne démocratique » était tout simplement une bonne affaire, consistant à drainer vers des poches directoriales et journalistiques, l'or complaisant des coulissiers, ennemis des agents de change. Le fait que l'homme aux révélations n'a parlé que lorsqu'on l'eût mis dehors, permet de supposer qu'il n'aurait rien dit, si on l'eût gardé. O mœurs politico-journalistiques, ce sont là de vos gentillesses!

Cette affaire est d'autant plus belle qu'il s'agit d'un journal *socialiste* (!!!) faisant la guerre à toutes les calottes » qu'il mérite si bien sur sa face. D'ailleurs, pas d'illusions à avoir : les journaux socialistes sont comme les autres, ne peuvent pas être autrement que les autres : des bureaux d'affaires véreuses, de chantages, d'extorsions, d'entreprises louches, d'achats et ventes de conscience. Quand nous lisons un journal quelconque, disons-nous bien que, neuf fois sur dix, l'auteur de l'article a été payé pour écrire ce qu'il écrit. Il n'y a d'indépendance possible que pour les revues et les petits journaux, que leur humilité même empêche de devenir la proie des hommes d'affaires.

N'importe : nous devons être plus impitoyables encore pour les marchandages et les saletés des journalistes soi-disant *socialistes*, que pour les autres. Si c'est ça, l'avenir du socialisme, il est beau!

Il est à regretter que les membres de la Bourse du Travail aient accepté d'y collaborer.

***

Un numéro (1er février) du Bulletin de la *Coopération libre des Armées de terre et de mer* (corporation des officiers) me tombe sous les yeux, et j'y vois d'abord l'affirmation connue de nous, que « l'armée est une grande famille »; j'y trouve ensuite l'assurance que dans l'armée française, au rebours de l'allemande, « il est possible, facile même, de maintenir une discipline inflexible, sans avoir recours à des moyens indignes de tout homme qui se respecte ». Et plus loin, à propos du maniement d'armes, « il faut admettre la nécessité, sinon l'utilité pratique, de conserver, *dans le dressage du soldat*, tout ce qui est susceptible, etc... » Je ne sais pas si cette expression est digne d'un homme « qui se respecte », mais si MM. les officiers parlent du *dressage* de leurs soldats, je me demande de quel mot ils se serviront en parlant de leurs chevaux?

R. C.

***

LE HAVRE. — Nous avons un triste devoir à remplir, en vous annonçant la mort du camarade Julien Legouguec, ouvrier cordonnier, 108, rue du Perrey, que vous avez bien connu comme propagandiste.

C'était certainement le plus actif au Havre. Jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire jusqu'au moment où la maladie l'a terrassé, il vendit des brochures anarchistes.

Nous avons conduit la dépouille du camarade en nous conformant à ses derniers désirs.

Car, disait-il, il est inutile que les camarades se dérangent pour accompagner ma carcasse!

Comme un camarade lui faisait observer que les camarades l'accompagneraient en chantant des chansons de l'idée, c'est ça, répondit-il, ça fera de la propagande : même mort, j'aurai été utile à quelque chose.

Legouguec est mort à l'hôpital lundi, 8 courant, à l'âge de 68 ans; il fut enterré le lendemain mardi, à 5 heures du soir.

Au moment où le convoi passait à hauteur du fort de Tourneville, les camarades entonnèrent l'*Internationale* qu'ils chantèrent entièrement et continuèrent par la *Carmagnole*, au moment où il entrait au cimetière.

Les ouvriers tailleurs de pierre et maçons, qui quittaient leur collier de misère à ce moment, suivirent le cortège, vivement intéressés de voir un pareil enterrement; comme la police était absente, tout s'est bien passé.

D. D.

Mouvement ouvrier. — *L'Union des syndicats de la Seine*, agissant comme Bourse du Travail, vient de prendre coup sur coup l'initiative de quelques manifestations et d'actes de propagande, qu'il est utile de signaler.

C'est d'abord la protestation faite par voie d'affiches contre la condamnation à mort de l'ouvrier italien Spano, qui s'était vengé du contremaître Macé, qui l'avait réduit à la misère en le renvoyant de son travail.

Une réunion de protestation qui s'est tenue dans la grande salle de la Bourse du Travail, a magnifiquement réussi. Affiches et réunion, ont forcé la presse à s'occuper du camarade Spano, cette victime d'un chien de garde du capital qu'on appelle contremaître, et dès à présent, on peut espérer tout au moins que Spano ne sera pas exécuté.

De plus, l'initiative prise par la Bourse du Travail de Paris a été suivie, et de nombreux syndicats ont adopté des ordres du jour contre cette condamnation et aussi contre la peine de mort, en général.

Mais ce n'est pas tout. *L'Union des syndicats de la Seine* a pensé qu'au moment où la presse profite de la guerre russo-japonaise, pour exalter le chauvinisme, au risque même de pousser la France à prendre part dans le conflit, il était du devoir des travailleurs organisés, de dire leur sentiment et de mettre en garde la classe ouvrière tout entière.

Dans ce but, un manifeste faisant connaître ces sentiments, a été rédigé et a été affiché dans Paris ces derniers jours; de plus un meeting, qui sera suivi d'autres, a eu lieu. Toutes les Bourses du Travail sont, d'autre part, invitées à faire de l'agitation par affiches et réunions, pour faire connaître partout ces sentiments et pour protester contre les tueries entre peuples, tueries dont ils font les frais, pour le plus grand profit des banquiers, capitalistes, et autres manieurs d'argent.

Et pour bien montrer que l'initiative de la Bourse du Travail de Paris était utile, nécessaire même, il me suffira de dire, qu'à part un journal, toute la presse s'est abstenue de signaler le manifeste qui avait été envoyé à tous les journaux.

Cette presque unanime abstention est des plus suggestives et montre bien que la presse est, en France, au service des capitalistes, pour la guerre, contre la paix.

Enfin, une autre initiative de l'*Union des syndicats* qu'il y a lieu de signaler, revêt encore un caractère international. Je veux parler des atrocités d'Alcala del Valle que nos lecteurs connaissent par la campagne que nous avons menée.

Pour faire connaître au grand public toutes ces atrocités, les tortures subies et les condamnations des malheureux grévistes espagnols, une série de meetings aura lieu, et par voie de circulaire. Toutes les Bourses du Travail ont été pressenties pour faire de l'agitation dans ce sens. Il est probable même qu'un certain nombre de meetings seront tenus le même jour, dans toutes les Bourses susceptibles de pouvoir en organiser un.

Comme on le voit, cette série de manifestations méritait d'être signalée.

En agissant ainsi, les organisations ouvrières de la Seine ont montré qu'elles n'entendent pas se confiner uniquement dans le rôle mesquin que certains « syndicaux » voudraient leur assigner. Elles ont ainsi compris qu'elles n'ont pas uniquement pour rôle l'obtention de vagues réformes, propres tout au plus, dans bien des cas, à renforcer le régime capitaliste.

Pour ma part, je suis heureux de voir les syndicats devenir de véritables groupes de lutte contre *toutes* les iniquités qui atteignent, d'une façon ou d'une autre, la classe ouvrière, et je serais curieux de savoir ce qu'en pensent les détracteurs de l'action syndicale, s'il en reste encore.

***

Les grèves des ouvriers agricoles du Midi ont été particulièrement importantes, au cours de la semaine qui vient de s'écouler, dans les environs de Montpellier, et des manifestations ont eu lieu dans cette dernière ville.

Au sortir des réunions, les grévistes ont manifesté à travers la ville; mais il faut croire que la bourgeoisie de l'endroit n'a pas vu ces manifestations d'un bon œil, car aussitôt la police locale a été renforcée; la gendarmerie des localités où il n'y avait pas grève est accourue; enfin, l'armée, toujours au service des propriétaires, a donné... et comme toujours, en pareil cas, des collisions ont eu lieu.

Les journaux locaux, qui rendent compte des incidents sont à la fois risibles et odieux à lire. Risibles, en ce sens que les comptes rendus qu'ils donnent fourmillent de contradictions, et qu'ils suent la peur; odieux, parce que les insinuations qu'ils contiennent, n'ont d'autre but que de flatter leur clientèle bourgeoise, en faussant systématiquement les faits et gestes des grévistes.

Au cours des manifestations, ceux-ci ont quelque peu malmené les policiers qui les avaient plus que probablement provoqués, et le bureau de la grève, ou plutôt quelques bonzes, qui sans doute étaient restés prudemment chez eux pendant que les autres se battaient, ont eu la malencontreuse idée, aussi

absurde qu'inutile, de publier une note pour désavouer « les actes de violence provoqués par des éléments étrangers à la grève ».

Et cette petite lâcheté a eu pour résultat de faire condamner gravement quelques énergiques, qui avaient pensé qu'on n'obtient pas souvent satisfaction en se croisant les bras, mais en agissant et en répondant aux provocations policières.

Et c'est ainsi que le lendemain même de leur arrestation, et à la suite d'un réquisitoire férocement cruel, les jugeurs de Montpellier ont rendu un véritable verdict de classe bien digne de bourgeois affolés.

Sans preuves ou à peu près, puisque les délits n'avaient pas été réellement constatés, et que seuls les mouchards ont déposé, au cours du simulacre de procès qui a eu lieu, les malheureux qui avaient été arrêtés ont été condamnés à des peines révoltantes.

Sanchez à 13 mois de prison et cinq autres à des peines variant de 4 à 8 mois de prison.

Condamnations iniques que les travailleurs montpellierains se doivent à eux-mêmes de relever, en provoquant une agitation pour attirer l'attention dessus.

La grève est maintenant à peu près terminée dans les environs de Montpellier, satisfaction presque complète ayant été accordée aux grévistes. Les travailleurs ne sont plus en grève que dans quelques petites localités, mais il est plus que probable que les propriétaires récalcitrants devront céder.

⁂

A Trelazé, je l'ai signalé, la semaine dernière, 1200 ardoisiers sont en grève. Le but de la Compagnie est de briser coûte que coûte l'organisation ouvrière, par le canal de laquelle les ouvriers ont obtenu ces temps derniers, quelques légères améliorations, telles que la vérification par les intéressés eux-mêmes de la valeur exacte du travail exécuté. Par ce moyen, les salaires avaient augmenté de 1 fr. à 1 fr. 25 par jour, que la Compagnie volait par conséquent, précédemment, aux ouvriers.

C'est pour revenir à ces anciens abus que la Compagnie a poussé les ouvriers à la grève, mais ceux-ci semblent bien décidés à la résistance.

Notre camarade Ménard, secrétaire du syndicat à Trélazé, recevrait avec plaisir les souscriptions que l'on pourrait lui faire parvenir, car les familles sont nombreuses et les femmes et les gosses crient famine.

— La grève des ouvriers et employés de l'Est Parisien me semble, par la manière dont les intéressés se sont laissé mener, une assez belle fumisterie. Mercredi dernier, à la suite d'un arbitrage très officiel, tout le monde criait victoire et le travail reprenait le lendemain matin. Mais il fallut alors désenchanter, car la Compagnie, se moquant des décisions du puissant arbitre, fit reprendre le travail dans les anciennes conditions. Les intéressés se voyant joués, ne reprirent pas le travail le lendemain matin, mais les dirigeants veillaient et sur leurs conseils, « désintéressés », le travail a été repris définitivement, en attendant que les tribunaux se prononcent sur le fameux arbitrage.

Les grévistes ont accepté cette curieuse combinaison.

C'est un exemple, parmi beaucoup d'autres, de la valeur de « l'arbitrage en cas de grève » chère à Millerand et aux partisans de l'entente entre *Le Capital et le Travail.*

P. Delesalle.

Espagne.

Au sujet des péripéties du procès d'Alcala del Valle, que nous avons relaté dans notre avant-dernier numéro, nous avons dit que, conformément aux décisions du Conseil de guerre, les condamnations prononcées ne seraient définitives qu'après examen de l'autorité supérieure.

Malgré cette interdiction de publier les condamnations, quelques renseignements ont pu être obtenus. Les voici :

Réclusion perpétuelle avec chaîne au pied pour deux accusés; cinq condamnations à vingt ans de bagne, sept à dix ans, cinq à un an et l'acquittement pour deux accusés ; pour Teresa Claramunt, condamnation à un an de réclusion.

D'autre part, d'après une lettre adressée ces jours derniers de Séville, au journal *Tierra y Libertad*, six nouvelles arrestations auraient eu lieu à nouveau au sujet de l'affaire d'Alcala del Valle qui remonte, il est bon de le rappeler, au 1er août dernier.

On se demande vraiment où s'arrêtera la fureur des tortionnaires espagnols.

Outre les condamnations iniques d'Alcala del Valle, nous devons mentionner le cas du camarade Francesco Soler, secrétaire de la *Fédération régionale de Trabajadores Espanoles* dont, il y a quelques semaines, nous avons annoncé l'arrestation.

Ce camarade fut arrêté, on s'en souvient, pour avoir, dans le *Bulletin de la Fédération*, publié la traduction du *Rapport sur la Grève Générale et l'Antimilitarisme*, présenté par les délégués de la Confédération du Travail de France, à la Conférence de Dublin.

Eh bien, pour cette publication, un Conseil de guerre vient de condamner Soler à la peine exorbitante de **huit ans de travaux forcés.**

Comme nous le disons plus haut, une campagne va être entreprise par les organisations ouvrières contre ces iniques condamnations, et nous espérons que sous la pression universelle qui se manifestera, le gouvernement espagnol reculera et libérera ses victimes.

⁂

RÉPONSE A UNE QUESTION.

La censure télégraphique. — A l'occasion des télégrammes d'information parisienne adressés au *Heraldo de Madrid* sur l'affaire d'Alcala del Valle, et qui furent arrêtés en vertu de l'article 7 de la Convention internationale, vous faites connaître aux lecteurs de votre estimé journal (numéro 13-19 février), la disposition de cet article : « Les hautes parties contractantes, etc.....

Et vous ajoutez : remarquons tout d'abord que, etc., etc.....

.... etc., donc ce point en suspens.

Il semble bien que vous ignorez que tout télégramme d'arrivée ou de départ, est soumis à la censure télégraphique.

Et en la circonstance, si on prend Paris comme exemple, chaque télégramme de départ ou d'arrivée sera lu au poste central des télégraphes, 103, rue de Grenelle, et, suivant son importance, communiqué au bureau des télégrammes officiels, qui le fera suivre au ministère de l'intérieur, direction de la Sûreté générale.

Fraternité.

X...

VARIÉTÉS

HYGIÈNE PRATIQUE

De la création d'un nouvel être.

Seul ou en masse l'homme n'est fort qu'à la condition d'être sain. Il ne sera sain que s'il vit d'une façon normale. L'hygiène lui apprendra à vivre normalement. Ses règles pourront au début lui paraître étroites et tyranniques ; elles ne le sont que pour l'homme adulte arrivé à cet âge sans les avoir connues et les transgressant chaque jour inconsciemment — c'est-à-dire, aujourd'hui, l'à peu près généralité des hommes. — Quand tous, nous aurons été élevés convenablement et suivant les lois naturelles, nous continuerons à les appliquer toute notre vie sans nous en douter et sans qu'elles nous paraissent lourdes. Il n'est pas plus difficile de manger d'une façon substantielle et rationnelle que de se gaver stupidement ; de dormir naturellement, grâce à quelques artifices d'habitation, plutôt que d'avoir un sommeil agité ou lourd de rêves; d'être vêtus convenablement que d'être trop couverts en hiver ou pas assez en été, etc., etc...

Nous commençons aujourd'hui une série de questions sur l'hygiène du peuple. Elles vont prendre l'être humain lors de sa conception et elles le conduiront durant sa vie, jusqu'au moment où, ayant vécu normalement, il abandonnera sans souffrance son corps à la matière.

Bien des conseils qui auront place ici ne s'y trouveraient pas sous leur forme présente si, depuis des mille et des mille ans, l'homme ne vivait d'une façon irrationnelle, et si les conditions sociales au milieu desquelles il évolue actuellement, ne se trouvaient ce qu'elles sont. Mais nous sommes bien obligés de prendre la société telle qu'elle est et l'homme tel qu'on nous le donne. Nous voulons seulement aux gens d'aujourd'hui montrer la route la meilleure, et dire les conditions nécessaires pour la faire le plus utilement et le plus agréablement ; en la suivant — et sans qu'il leur en coûte davantage — ils ramèneront, petit à petit, l'humanité dans la voie bonne d'où les contingences mauvaises l'ont fait sortir. Si, depuis l'époque lointaine où il est issu de l'anthropopithèque, l'homme avait toujours suivi ses instincts sans jamais les contrarier, il n'aurait maintenant qu'à se laisser aller à ses besoins, à ses sensations — ses guides naturels, suivant le mot de Spencer — pour être sûr de vivre de la vie normale. Mais il y a désobéi, il les a contrariées, et aujourd'hui, atavistiquement altérées, elles ne constituent plus pour lui un guide sûr. A l'heure actuelle, les sciences, sur lesquelles s'appuie l'hygiène, ont établi un assez grand nombre de points exacts, certains, pour que ses bases soient solides et que sur elles on puisse bâtir sans crainte. La chimie, la physiologie, la psychologie, vont nous aider à nous remettre dans le chemin agréable et facile d'où sortiront des générations, plus fortes et plus saines, partant de générations meilleures. Mais si, dans bien des cas, nous pourrons, du premier coup, indiquer la solution complète, idéale, anarchiste, dans d'autres cas — et bien que cela nous répugne profondément — force nous sera de nous en tenir à une solution certes meilleure que celle que nous pouvons observer chaque jour, mais dépourvue cependant de ce caractère anarchiste et primordial au delà duquel il n'existe pas de mieux.

C'est ainsi que dans la question qui va nous occuper aujourd'hui — la création d'un nouvel être — la façon stupide dont ont vécu nos ancêtres, les tares qu'ils nous ont léguées, les vices dont nous sommes nés, nous forcent à réglementer une des plus hautes fonctions de l'homme en attendant le jour, où tiré de sa crasse, il pourra enfin vivre proprement et ne sera pas obligé d'associer la noblesse d'un de ses actes à des pratiques ridicules, obscènes et dégradantes.

On a pu dire que l'éducation commençait lors de la conception. On peut dire, avec au moins autant de raison, que la vie physique d'un être commence avant sa conception ; elle est, en effet, largement influencée par l'état, par la vie de ses générateurs, pendant les jours qui précèdent la conception. Je ne veux pas soulever ici les questions d'hérédité qui mériteront un chapitre spécial ; je ne veux pas dire ce que seront les enfants des épileptiques, des tuberculeux, des gens chroniquement intoxiqués, des syphilitiques, etc..., etc. Je prends comme type deux individus sains, mâle et femelle, et je dis que leur produit dépendra de leur état de santé ou de maladie, de la vie normale ou anormale qu'ils mèneront pendant les jours qui précéderont la conception. Une femme, un homme fatigués, soit par un travail excessif, soit par la misère, soit par telle autre cause, engendreront fatalement un produit qui viendra au monde avec des tares organiques, avec une moins grande aptitude à la vie que s'il avait été engendré par des parents reposés, bien nourris, heureux. Il est extraordinaire et vraiment surprenant de voir qu'un paysan attend le moment favorable pour faire saillir sa vache ou sa jument et que — s'il possède lui-même taureau ou étalon — il prendra bien garde de ne pas les fatiguer par un travail trop pénible ou par une course trop longue pendant les jours qui précèderont ceux qu'il aura fixés pour la saillie, à plus forte raison qu'il ne les laissera jamais saillir s'il les soupçonne à ce moment d'une maladie, même légère, et que lui-même engrossera sa femme sans se soucier du jour et de

l'heure, sans savoir si, à cet instant précis, il y est apte ou ne l'est pas, ainsi que sa partenaire.

Il faut ici faire le départ entre deux choses, le besoin sexuel et la conception d'un être! Que le besoin sexuel se commande ou ne se commande pas, qu'il soit aussi exigeant et aussi impérieusement absolu que le besoin de manger, ou le besoin de respirer ou que, dans une certaine et très large mesure, l'homme puisse le régler à son gré, ce sont là matières à controverses dont nous parlerons un jour aux différents chapitres de l'hygiène sexuelle, mais qui n'ont pas de place dans cet article. Disons seulement que la satisfaction du besoin sexuel n'implique pas nécessairement une création, voulue ou non voulue.

Mais quand un homme et une femme auront décidé de se donner cette plus grande joie: créer de la matière vivante, ils devront — s'ils sont honnêtes et vraiment conscients de leur dignité et de la grandeur de leur acte — se mettre dans les meilleures conditions possibles pour l'effectuer convenablement. Tous deux, après leur semaine de travail — sans surmenage — iront se promener et rêver dans un endroit agréable à leurs yeux et à leur cœur — musée, théâtre, campagne, suivant leur goût; et après une journée ainsi passée tous les deux, seuls, en face de leur amour, s'étant nourris convenablement mais sobrement, ils se prendront d'un même élan, à pleins bras, à plein cœur, et sentiront passer en eux l'esprit de vie, le souffle créateur.

Une des pratiques les plus funestes pour la santé de l'enfant à naître est — sans parler des autres méfaits — cette habitude, venue des classes dites hautes, et répandue maintenant partout, de célébrer l'union de deux êtres par des noces et des banquets. Cette union qui devrait être intime, qu'on ne devrait révéler au grand jour que quand elle est parfaite et solidement cimentée, on l'étale brutalement, cyniquement, pour la seule joie de parents égrillards et de garçons d'honneur facétieux. Au point de vue purement hygiénique, ces agapes avec leurs soûleries fraternelles et parentales sont déplorables; on n'en est plus à compter le nombre d'idiots, d'épileptiques ou autres tarés, nés de parents sains dans une nuit de mutuelle orgie. A ne considérer que le résultat final, c'est-à-dire l'enfant mal venu, il en est absolument de même si un seul des procréateurs est en état d'intoxication alcoolique. Nous parlons d'intoxication alcoolique, parce qu'elle est la plus répandue dans nos pays, mais nous pourrions dire exactement la même chose de toute autre espèce d'intoxication, caféique, tabagique, par les essences (l'absinthe en première ligne), etc. Tout homme sain doit refuser le coït à une femme excitée artificiellement; toute femme dans son bon sens doit se refuser aux embrassements d'un homme dont le désir ne trouve pas sa source dans le besoin physiologique sous peine, à peu près certaine, de créer un avorton ou un malade.

Il est à peine besoin de dire qu'on devra s'abstenir lorsque l'on est malade. — Qui ne connaît cependant les désirs vénériens de certains malades — mais l'on devra s'abstenir encore pendant la convalescence de toute maladie. Dans une leçon faite à la maison d'accouchements Baudelocque — reproduite par le *Bulletin médical* du 7 novembre 1898 — le professeur de clinique obstétricale dit à propos du moment de la conception : « Dans les familles où, à côté d'enfants sains et vigoureux, j'ai assisté à la naissance d'un enfant, offrant à ce moment ou plus tard les stigmates manifestes de la dégénérescence, alors que la grossesse et l'accouchement de ce produit s'étaient passés dans des conditions physiologiques, alors que d'autres enfants sains et vigoureux étaient nés ensuite, j'ai pu presque toujours dépister, saisir et faire connaître aux parents la cause de cette calamité. Et en consultant mes notes, je constate : dans 23 familles, parmi lesquelles je trouve au milieu d'enfants bien portants, l'existence d'un dégénéré, d'un infirme ou d'un idiot, 22 fois j'ai pu constater et faire constater aux parents que l'un des deux était, au moment de la procréation, ou malade ou convalescent.

J'ai trouvé 12 fois la convalescence de la fièvre typhoïde, 5 fois la grippe, 2 fois l'ictère, 1 fois le rhumatisme articulaire aigu, 2 fois la goutte. Dans un seul cas, je n'ai rien pu déceler d'apparent. J'ai fait des constatations aussi nombreuses qu'importantes, prouvant l'influence de l'état physique et psychique des générateurs au moment de la procréation. Je suis absolument convaincu, aujourd'hui, que tout état pathologique, toute dépression physique et morale, toute déchéance physiologique, en un mot, de l'un des générateurs ou des deux, a une influence manifeste sur le produit de la conception et sur son développement futur. »

De toute nécessité, nous devons nous pénétrer de ces idées et, puisqu'en dernière analyse, l'homme est un animal qui, jusqu'à présent, a été écarté de sa voie naturelle, c'est vers ceux qui font profession de faire naître et croître des animaux d'une autre espèce, dont les races vont s'améliorant de jour en jour, vers ceux qui étudient d'une façon scientifique et rationnelle cette croissance et ces naissances, et qui obtiennent des résultats certains — et palpables — parce qu'ils agissent avec méthode, c'est, en un mot, vers les éleveurs que nous devons nous tourner, c'est à eux que nous devons emprunter leurs règles et leurs méthodes pour les appliquer à nous-même et à notre descendance et pour créer, à notre tour, des êtres sains, robustes et forts.

Le Dr A. M.

L'abondance des matières nous force à renvoyer au prochain numéro l'article intitulé : **Dans les Revues.**

BIBLIOGRAPHIE

M. Demolins vient de publier le tome II de son ouvrage, *Comment la route crée le type social* (1).

Je ne puis que rééditer les critiques que j'ai déjà faites à l'occasion des livres précédents de M. Demolins : c'est que ses livres renferment nombre de faits intéressants, mais comme il a la prétention d'expliquer toute la science sociale, et même d'expliquer l'histoire avec un *seul* fait observé, à l'aide de théories qu'il déduit — en les tirant plus ou moins par les cheveux — de ce fait unique, cela ne tient pas debout.

Ainsi, par exemple, il étudie les mœurs d'une famille patriarcale, et avec cela, il affirme avoir décrit les mœurs non seulement de toutes les familles patriarcales passées, présentes ou futures, mais aussi l'histoire de toute l'humanité. Je suis bien forcé de conclure que cette façon de travailler est enfantine et absolument antiscientifique.

Certes, entasser fait sur fait, et ne pas savoir les analyser, ni les interpréter, n'est pas une meilleure façon de travailler. Mais ces faits, lorsqu'ils sont le produit d'une observation exacte, consciencieuse, peuvent servir à celui qui saura les démêler, si celui qui les a observés n'en sait rien tirer; tandis que les observations que nous cite M. Demolins, ayant été toutes faites dans le but d'étayer une théorie, elles perdent beaucoup de leur importance. Cela n'empêche pas notre auteur de prétendre résoudre, à l'aide de leur interprétation, toutes les questions sociologiques, historiques et ethnographiques.

Ainsi, par exemple, l'origine de la culture se perd dans les mythes. On retrouve des graines cultivées dans les dépôts préhistoriques, seul témoignage que nous possédions pour nous indiquer que nos ancêtres de l'âge de la pierre ne vivaient pas exclusivement de chasse ou de pêche. Cela n'empêche pas M. Demolins d'écrire que : « le premier fait qui frappe quand on étudie les *origines* de la culture, c'est qu'on voit apparaître deux catégories de familles :

« D'une part, les *prévoyants*, qui sont capables de se livrer à un travail en vue d'un résultat éloigné;

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

« D'autre part, les *imprévoyants*, c'est-à-dire le plus grand nombre, incapable d'agir autrement que sous la pression du besoin immédiat et en vue d'une prompte satisfaction » (p. 12).

Ainsi, M. Demolins a vu cela, lui, par la petite lucarne qu'il s'imagine avoir percée sur les origines de la culture.

Il n'oublie qu'une chose, c'est que le fait de se livrer à l'agriculture prouve déjà la prévoyance, puisque les résultats du travail auquel on se livre ne doivent se produire qu'au bout d'un temps plus ou moins long et non pour une satisfaction immédiate, et que, chez les peuplades les plus paresseuses, où la culture est connue, tout le monde s'y livre plus ou moins.

Mais voilà, M. Demolins a divisé le genre humain en deux types ethnographiques bien tranchés : les races à formation communautaire, — c'est-à-dire issues de la famille patriarcale, où les individus vivent en commun, sous le commandement du chef de famille ; origine détestable, qui fournit des individus sans initiative, attendant tout de la communauté, pépinières de socialistes, — et les races à formation particulariste, où l'on s'est affranchi de bonne heure de la tutelle familiale, et où les individus savent ne compter que sur eux-mêmes. Ce sont les *forts*, le sel humain de la terre !

Etant donné que lorsqu'ils se sont différenciés de leurs parents anthropomorphes, tous les hommes ont dû traverser les mêmes phases, avoir les mêmes mœurs, on se demande où pouvait se nicher la formation communautaire ou particulariste ?.

Il est plus simple de penser que, lorsqu'elle s'est répandue sur la terre, la race humaine, ayant trouvé des conditions différentes d'habitat, de climat, de sol, elle a dû s'y adapter, et développer des aptitudes différentes. Mais avec cela nous n'aurions pas la justification ethnique d'une classe dirigeante que, sans le dire, cherche M. Demolins.

Comme type des familles à formation particulariste, voilà l'histoire que, sans cacher ses sympathies, nous raconte notre auteur : Vers l'an 1000 ou 1100 existait une famille dont le père, Tancrède de Hauteville, était plus riche d'enfants que de biens. Aussi, les fils n'avant rien à espérer de la succession paternelle, prirent le parti d'aller chercher un patrimoine où ils pourraient se faire une place. Ils se rendirent en Sicile, où, à la pointe de l'épée, ils se taillèrent, principautés, duchés et marquisats.

En langage noble, cela s'appelle conquêtes. En langage plus précis, brigandage. Mais il y a mieux :

Les aînés s'étaient déjà ainsi pourvus, lorsqu'arriva un frère plus tard venu, Robert Guiscard, ainsi nommé, parce qu'il était très avisé !

Etant allé trouver ses frères, ceux-ci lui dirent qu'ils ne pouvaient rien pour lui. Notre homme n'était pas embarrassé. Il se fit voleur de grands chemins. S'étant ainsi un peu requinqué, il capta ensuite la confiance d'un riche voisin. A force de protestations d'amitié, il finit par l'amener chez lui, où il le fit prisonnier, et ne le relâcha que contre une rançon de 20.000 sous d'or. Et, par la suite, il fit souche d'aussi noble lignée que d'aucun de ses frères.

Et voilà comment, lorsqu'on est sans biens ni capital, on sait se retourner, quand on sait ne compter que sur soi-même. M. Demolins ne formule pas explicitement cette conclusion ; mais, évidemment, elle a son approbation. Et c'est, en effet, l'image de la société capitaliste. On n'opère plus dans des conditions absolument semblables. Les procédés sont toujours à peu près les mêmes, M. Demolins n'a pas l'air de se douter qu'il existe une loi sur l'apologie de faits qualifiés crimes !

⁂

Les villes tentaculaires. Les campagnes hallucinées qui, jusqu'ici, n'étaient parues qu'en édition de luxe, E. Verahreren, vient de les réunir en un seul volume, que le *Mercure de France* publie dans sa série à 3 fr. 50.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* connaissent les vers de Verhaeren. Nous en avons même reproduit de ses volumes dans le supplément. Les amateurs de beaux vers profiteront de l'occasion qui leur est offerte de pouvoir se les offrir.

J. Grave.

⁂

Nous avons reçu :

Critique de la théologie dogmatique (en russe), de Tolstoï; *De la Vie* (en russe), de Tolstoï, chez Tchertkoff, à Christchurch, Haut (Angleterre).

Weckruf, brochure, chez Franbôse, Berlin.

Carta al senor don Miguel luis Roenart, brochure, par J.-E. Lagarrigue, Santiago.

L'Ecole des rois, par Reepmaker; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Le Permissionnaire, 1 acte, par E. Depuis; autographie, 1 fr., chez l'auteur, 50, rue des Petites-Ecuries.

Les Garden City (Post Sunlight), par Benoît Lévy; *Musée social*, 5, rue Las-Cazes.

Les Villes tentaculaires — Campagnes hallucinées (vers), par E. Veraheren; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

L'Oasis, 5 actes, par J. Jullien; 2 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Un idilio Menos, par J. Paraguez Cabezas; Imp. y libr. El Progresso, Ahumada, 50, Santiago.

La Cooperazione, G. Nardi, à Florence.

A voir :

Quelques dessins de Grandjouan : *A bas les monopoles*, *Assiette au beurre*; n° 149, et dessin de Jossat : *Circulez*, n° 150.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

La Jeunesse syndicale, de Toulon, dans sa réunion du 10 février, a voté un ordre du jour, où elle se solidarise avec Spano et en second contre la guerre et ses fauteurs.

CONVOCATIONS

Chambre syndicale des Travailleurs des Industries électriques. — Grande fête syndicale et familiale gratuite, le dimanche 28 février, à 2 heures de l'après-midi, dans la grande salle des fêtes, à la Bourse du Travail.

La fête comprend une conférence et une partie concert. A l'issue de la fête, une tombola gratuite sera tirée.

Les Artistes indépendants. — Samedi 20 février, ouverture de l'Exposition annuelle, Grandes Serres de la Ville, Cours-la-Reine.

L'Education libre du IIIe, 66, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 8 heures à 10 heures; le dimanche, de 9 heures à midi.

Prochainement, conférence sur le Radium.

L'Action Théâtrale. — Dimanche 21 février, à 1 h. 1/2, grande matinée donnée au profit d'un camarade malade, 76, rue Mouffetard, à l'U. P. Concert suivi de bal à grand orchestre (entrée : 0 fr. 30). — Le soir, 21 février, 76, rue Mouffetard, soirée théâtrale : *L'Outrage*, de Bonis-Charante, interdit par la censure, et *Ménage Rousseau*, en deux tableaux, de L. Trézenick.

Répétition tous les vendredis à l'Union Mouffetard.

Education sociale, 3 et 5, rue Jules Jouy. — Samedi 20, à 8 h. 1/2. M. Maurice Vernes, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes : Etude des livres prophétiques de la Bible. — Mardi 23, à 8 h. 1/2. M. Blanchéville, sous-directeur au Ministère du Commerce : Situation politique, économique et sociale de l'Autriche-Hongrie et des régions balkaniques. — Jeudi, 25, à 8 h. 1/2. M. Darlu, remplacé par M. Chartier, professeur au lycée Condorcet : 3e Jean-Jacques Rousseau : *Le Contrat social*. — Samedi 27, à 8 h. 1/2. M. Moisand, secrétaire de la conférence des avocats : Le luxe abusif (orchestre).

L'Aube Sociale, 4, passage Davy, dans l'avenue de Saint-Ouen. — Vendredi 19 février. Dr Poirrier : La Nature humaine, d'après le Dr Metchnikoff. — Mercredi 24. Réunion du Conseil d'administration. — Vendredi 26. Duchmann : Zola féministe, *Pot-Bouille*.

Union Bellevilloise, 9, cité de Gênes, rue Julien-Lacroix, samedi 20 février. Chimie élémentaire, par X.

L'Effort, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir. — Vendredi 19 février. G. Veillat : Les Oiseaux (III). — Mardi 23. Mme Muratet : La Morale de Tolstoï. — Samedi 27. Schaen Vézinet (avec le concours de l'Action sociale antialcoolique) : L'art de bien se porter.

La Scène Libre. — Samedi 20 février, à 9 heures, fête familiale au siège de l'*Effort*, 34, rue du Marché, au Grand Montrouge.

La Scène Libre se tient à la disposition des groupes : universités populaires, syndicats, coopératives, pour représentations, fêtes familiales, etc. S'adresser à l'*Effort*, 33, rue du Marché, Grand-Montrouge (Seine).

Syndicat des employés aux écritures. — Réunion le samedi 19 courant, à 8 h. 1/2 du soir, café des 4 Nations, rue Saint-Denis (près de la rue de Rivoli).

Ordre du jour : Doléances des employés aux écritures; relations du Syndicat avec la Fédération Nationale des Employés.

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Jeudi 25 février, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, commande et distribution des produits.

Les Causeries Populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Vendredi 19 février, à 9 heures, cours d'espagnol.

Les Causeries Populaires des Xe **et XI**e, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 20 février, à 8 h. 1/2, causerie sociologique. — Mercredi 24 février, à 8 h. 1/2, causerie sur Rabelais, par Albert Libertad.

AUBERVILLIERS-QUATRE-CHEMINS. — Les libertaires des Quatre-Chemins se rencontrent tous les les samedis au local habituel. Causerie par un camarade. Bibliothèque.

SAINT-DENIS. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. — Vendredi 19 courant : La coopération, le but qu'elle représente, par Julien, sous-directeur à l'hôpital Bichat.

BOURG-LA-REINE. — **Veillée de la Ruche**, samedi 20 février, à 8 h. 1/2 très précises, salle Michel, Grande-Rue, 99. Causerie : Condorcet, ses travaux, sa mort, par Léon Bouteilhe, homme de lettres. Projections lumineuses, par M. Lenoir (107, Grande-Rue).

GRENOBLE. — **Groupe d'Etudes Libertaires.** — Réunion importante samedi 20 février, à 8 heures du soir, salle du café Barnave, passage Barnave. Ordre du jour : La propagande abstentionniste dans la vallée; organisation d'une soirée familiale pour le 28 février.

LILLE. — Réunion tous les samedis, 38, rue du Bourdeau.

A la suite du malentendu de la semaine dernière, les camarades comprendront la nécessité d'assister aux réunions.

MARSEILLE. — **Le Milieu-Libre de Provence.** — Dimanche 21 février, à 3 heures de l'après-midi, réunion de tous les adhérents. Lecture de la correspondance. Souscription et adhésions. Distribution des cartes pour la soirée artistique du 3 mars.

Nous renouvellons aux camarades que nous allons éditer dans le courant du mois de mars une brochure intitulée : « Le Communisme et les Milieux Libres ». Les camarades qui en désireraient sont priés de faire leur commande à seule fin que nous puissions fixer le chiffre de notre tirage.

Il sera envoyé autant de brochures que la somme de dix centimes aura été de fois souscrite.

N. B. — Il ne sera répondu qu'aux commandes accompagnées de mandat, bon de poste ou timbres poste.

ROANNE. — Les camarades qui voudraient prendre part à la souscription ouverte en faveur du journal *Les Temps Nouveaux*, peuvent faire leur versement ou le faire parvenir chez le camarade Rimand, marchand de journaux, 3, rue Arago.

TROYES. — **Le Falot.** — Réunion dimanche 21, à 4 heures, réunion chez Richard, 64, rue de Paris. Sujet : Organisation de la conférence L. Michel-Girault. Règlement des comptes.

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Cotisations mensuelles.

106e Pampi, à Paris, 1 fr. — 107e O., à Venzolasca, 1 fr. — 108e Deux amis, frères en idées, 4 fr. — 109e D. F., 5 fr. — 110e Trois instituteurs champenois cherchant la vérité, 1 fr. — 111e G. M. B., à Turin, 1 fr. — 112e F. B., à Zurich, 10 fr. — 113e C. B., à Paris, 2 fr. 50. — 114e M. D., au Havre, 1 fr. — 115e B., à Ch., 2 fr. — Total : 28 fr. 50. — Listes précédentes : 251 fr. 20.

Mensualités souscrites à ce jour : 279 fr. 70.

Sommes versées ou à verser en une seule fois :

Roanne, collecte par B., 20 fr. — X., à Ténès, 10 fr. — Ch., 1 fr. — D., à Saint-Germain, 4 fr. — Total : 35 francs.

Listes précédentes : 469 fr.

A ce jour : 504 fr.

Voici où nous en sommes. Tant en sommes versées en une seule fois, qu'en mensualités déjà reçues, nous devrions avoir en caisse 655 francs. Là-dessus, il y a déjà de dépensés 25 francs pour impression de carnets d'abonnements et 130 francs pour maintenir les deux derniers suppléments. Il nous reste donc 500 francs de liquide; de quoi, si mes calculs ne sont pas faussés par la pratique, de quoi marcher un mois.

Pour peu qu'il rentre encore quelques souscriptions, et qu'il n'y ait pas de défaillants, cela pourra aller tout au moins six mois; mais nous devons rappeler qu'après ces six mois, nous restons avec 450 francs de frais de plus par mois, et que nous n'arrivons pas à couvrir les frais actuels.

Il faut que, pendant ces six mois, nous ayons trouvé 3.000 lecteurs au numéro ou abonnés de plus. Et cela ne peut être que si chacun se remue autour de soi, pour nous aider à répandre le journal.

J. GRAVE.

Il nous restait 3 ou 400 affiches, dessin de Luce, que nous avions fait tirer lors de l'apparition des *Temps Nouveaux*. Nous avons fait faire une bande pour changer l'adresse. S'il y a des camarades qui veulent l'afficher, nous pouvons la leur expédier, toute timbrée, au prix du timbre, 0 fr. 12 chaque exemplaire.

EN VENTE

Le groupe *East End Socialist Society* vient de faire tirer le portrait de Bakounine, qu'il met en vente au prix de 0 fr. 25, franco 0 fr. 30.

Il y a un tirage en noir, un en vert, et le troisième en rouge-brun. On peut se le procurer au journal.

PETITE CORRESPONDANCE

J. R., à Nîmes. — Je tâcherai de me procurer ces numéros. — Merci.

O., à Venzolasco. — Les catalogues, ça coûte trop cher à imprimer. Nos ressources ne le permettent pas. — Je n'ai pas gardé l'adresse en question. Merci pour les renseignements.

M., à Nonancourt. — Payez quand et vous pourrez. La somme ne vaut pas les frais du remboursement.

Z., à Voiron. — C'est une idée que j'étudie; nous verrons par la suite ce que nous pourrons faire en ce sens.

Mourmelon. — Je passe votre lettre à Girard.

A. G., rue L. S. — Vous en recevrez 4 exactement cette semaine. Je rectifierai pour les autres.

B., à Roanne. — Non, le 3e volume du dictionnaire Lachâtre n'est pas pas paru, j'ai fait passer votre réclamation à la librairie du Progrès.

C. B., à Lazanne. — Idées excellentes; mais article à refaire.

M., à Bascoup. — Les brochures que vous demandez sont presque toutes épuisées. Avons remplacé par d'autres.

Jedo de Nocarra, Lisbonne. — Votre adresse exacte? Lettres et journaux nous reviennent. Si quelque lecteur connaît le destinataire, prière de lui remettre ce numéro sous les yeux.

L. G., à Marseille. — Abonnement sera servi. Merci.

L. C., à Marseille. — « Discipline » de Sully-Prud'homme est paru la première année des T. N.

Semeurs, à Paris. — Mlle M. a refusé les numéros qui lui étaient expédiés?

Reçu pour le journal : Anonyme Marseille, 2 fr. — P. V., à Pittsbrg 6 30. — D'Auguste et Marianne 1 fr. — Z. à Voiron, 1 fr. — B. C. à St-Conat, 2 fr. — D. au Havre 0.50. — Troyes, J. 0.50. — J. H. 2 fr. — R. E et F. P. à St-Claude, 2 fr. W. à Tamp. Merci à tous.

F. B., à Berne. — Constantinople. — R. rue C. d S. — J., à Surgères. — C., à Mostaganem. — M. C., à-Lons-le-Saunier. — G. T., à Chaumont. — L. K., à Prague. — A. B., à Marseille. — L., à Epinal. — T., au Thoult. — Librairie Ferreira, Lisbonne. — S. C., à Clarens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE

PARIS. — IMP. G. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 44

DIX CENTIMES

DU 27 FÉVRIER AU 4 MARS 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

ORIGINES
DE LA
RELIGION ET DE LA MORALE

Toutes les influences directes du sol et du climat que l'homme dut subir en premier lieu et qu'il apprit à combattre en créant et en développant ses industries, en accommodant diversement son genre de vie à des milieux différents, en s'entr'aidant de peuplade à peuplade et de nation à nation, se compliquent des réactions qui se produisirent dans son intelligence, en lui suggérant des explications naïves de tous les faits du monde extérieur. Il ne saurait admettre le doute au sujet de tout ce qui frappe ses sens : il lui faut une réponse à toutes les questions qui se posent devant lui ; mais n'ayant encore aucune science positive, il doit se contenter des hallucinations de ses sens, des rêves incertains de sa pensée, des explications que lui donne sa peur : il ne sait pas, mais il croit et se sentirait irrité si l'on émettait le moindre doute sur l'objet de sa foi, que partagent avec la même assurance les amis et les compagnons du clan, tous ceux qui se trouvent sous l'action d'un milieu identique. Cet ensemble de croyances et de conceptions illusoires sur le monde visible et invisible que la tradition recueille et que la puissance de l'hérédité transforme en dogmes absolus, est ce que l'on appelle la religion.

En haine de tel culte dominateur, dont les interprètes puissants veulent imposer les pratiques, même aux non-croyants, des écrivains ont cru pouvoir témérairement affirmer que certaines peuplades, vivant sans religion aucune, étaient complètement dépourvues de l'idée d'un au-delà, et, simplement occupées des intérêts de leur vie journalière, se bornaient à rechercher leur bien-être matériel, sans s'interroger sur les causes des phénomènes environnants et sans en poursuivre l'origine jusque dans le monde inconnu. Il existerait, dit-on, des peuples foncièrement irréligieux, tels les Ta-Ola des Célèbes, récemment découverts par les frères Sarrazin. Pour donner du corps à cette affirmation, on cite l'exemple de fouilles sur des emplacements de villages préhistoriques, où nul objet ne paraît avoir servi aux cérémonies d'un culte : au milieu de tant d'outils dont quelques-uns eurent un usage encore inexpliqué, on n'en voit aucun qui semble avoir été employé par les prêtres pour faire apparaître des dieux secourables ou pour conjurer des génies mauvais. Quand même le fait serait vrai et que les héritages légués par nos ancêtres n'eussent contenu ni rosaires, ni fétiches, ni amulettes, on ne serait pas pour cela autorisé à en conclure que l'homme primitif, simple machine à fonctions corporelles, n'était pas aussi sollicité par la curiosité de l'inconnu. Enfin, parmi les tribus peu nombreuses, qui vivent encore ou vivaient récemment en dehors de l'influence directe des blancs, il en est plusieurs que l'on citait, autrefois, comme entièrement dépourvues d'idées religieuses ; mais sur quels témoignages s'appuyait-on pour avancer une pareille opinion ? Sur ceux des missionnaires ou autres voyageurs chrétiens, qui devaient avoir une tendance naturelle à ne considérer comme véritable « religion » que leur religion particulière : lorsque, à l'énoncé de leur croyance, catholiques ou protestants étaient accueillis par des rires de moquerie ou par un étonnement stupide, ils en concluaient aussitôt que leurs interlocuteurs n'étaient pas des êtres religieux. C'est ainsi que presque tous les peuples de civilisation non-aryenne, Australiens, Cafres, Hottentots, Polynésiens, qui pourtant ont une mythologie si complète et qu'il a été si utile d'étudier dans toutes les questions de mentalité comparée, furent classés tout d'abord parmi les peuples dépourvus de religion. Une autre source de confusion provient de la qualification d' « athées », que les philosophes et théologiens ont donnée aux sectes, même profondément religieuses, qui ne mettent pas à la tête du Panthéon, au sommet de l'Olympe ou du Mérou un maître suprême, un dieu unique, à la fois créateur, conservateur, destructeur. Ainsi, par une étrange contradiction, les Bouddhistes, dont la doctrine, ou plutôt les doctrines diverses témoignent d'une étude si consciencieuse et si approfondie de la nature présente et du monde de l'au-delà, ont été déclarés antireligieux parce que l'excès même de leurs convictions éveillait en eux le désir de se perdre dans l'infini des choses (1).

Certainement, il est des tribus ou populations qui, vivant dans un milieu favorable de paix et de bien-être, ont été relativement très dégagées des mystères de la vie et de la mort et n'ont pas laissé se constituer au-dessus d'eux une caste de prêtres, mais ces êtres n'en furent pas moins des « animaux religieux », comme tous leurs autres congénères humains. Par cette qualification d'animal religieux donnée à l'homme, de Quatrefages avait l'intention de constituer un « règne humain » bien à part, suspendu, pour ainsi dire, entre le ciel et la terre ; mais on peut se demander si les « frères cadets » de l'homme ne sont pas également des animaux religieux.

Nombre de philosophes modernes, entre autres Comte, sont disposés à l'admettre, au moins dans une mesure stricte, et Tito Vignoli reconnaît l'origine du mythe chez l'animal aussi bien que chez l'homme (1). Les ouvrages anciens sont remplis d'anecdotes ou de graves récits, nous montrant combien nos ancêtres croyaient à la fraternité originaire des conceptions chez tous les êtres organisés. « Du temps que les bêtes parlaient », — expression qui n'eût point fait sourire les primitifs, nos aïeux, — elles passaient aussi pour nos égales ; elles pouvaient être même nos supérieures, puisque plusieurs d'entre elles furent choisies comme objets du culte. N'adorat-on pas chez mille peuples du monde le serpent, qui naît de la terre et qui, s'enroulant en cercle et mordant sa queue, devint le symbole de l'éternité ? Le serpent qui, dans la légende hébraïque, représente l'intelligence même, la science du Bien et du Mal ? Dans les religions hindoues, si riches en révolutions et en avatars de toute espèce, de la plante à l'animal et de l'animal au dieu, n'est-ce pas Ganesa, c'est-à-dire l'éléphant, qui est devenu le type de la sagesse, et dans l'île de Bali, n'en a-t-on pas fait avec Dourga et Siva, la troisième personne de la Trinité ? Le singe Hanouman, et surtout la vache sacrée des Brahmanes, ne sont-ils pas aussi de très grandes divinités, vers lesquels se tournent les regards de deux cents millions d'hommes ? Apis et Anubis régnèrent pendant de longs siècles sur les riverains du Nil, et jusqu'au dieu des juifs qui, dans son entourage immédiat, donnait la force souveraine à des taureaux ailés ou « chérubins ». C'est aussi un culte religieux qui fut rendu par les tribus primitives aux bêtes de la forêt, de la savane ou de la mer, au cerf, au caribou, au chevreuil, au castor, à l'ours, au bison, au phoque, à la baleine, tous animaux que des groupes de familles revendiquaient orgueilleusement comme ancêtres.

Même les chrétiens — ceux au nom desquels des philosophes, refusant la religiosité à ces animaux dont le nom signifie pourtant « possesseurs d'âme » — les chrétiens ont souvent manqué à la logique dans leur histoire religieuse, puisque mainte assemblée de l'Eglise, affirmant

(1) A. de Quatrefages, *L'Espèce Humaine*, pages 349 et suiv.

(1) Tito Vignoli, *Myth. and Science*.

la responsabilité de tel ou tel animal, le condamna au bûcher, à la hart ou à la hache. En réalité, chaque peuple se laisse aller volontiers à doter les êtres vivants de ses propres croyances. Les conciles chrétiens conjuraient les bêtes au nom de la « très sainte Trinité », et la mythologie du moyen âge, faisant des animaux les interprètes de la Vierge ou de Satan, des saints ou des démons, leur attribuaient toujours la plus sûre connaissance de la « sainte religion ». De même les Péruviens, fils des Quichua et des Aymara, qui furent eux-mêmes les adorateurs du dieu Soleil, ont assez gardé leur ancien culte pour s'imaginer que les lamas, leurs animaux de charge, ne manquent jamais, au moment où l'astre se lève, de se tourner vers lui et de le saluer par de légers bêlements : trop timides pour oser, malgré leurs prêtres venus d'outre-mer, se prosterner devant l'orbe sublime qui fait soudain resplendir les monts, ils se donnent leur doux compagnon de voyage pour suppléant dans cette œuvre religieuse (1). De même, les caravaniers musulmans de la Perse et de l'Arabie, ayant remarqué que les animaux du convoi, chameaux, chevaux et mulets s'arrêtent soudain au moment où ils entendent la voix du muezzin qui, en tête de la caravane, sollicite les fidèles à la prière, en concluent que les bêtes connaissent leur devoir envers Allah (2).

Mais, sans recourir aux fables, il suffit d'étudier les bêtes avec lesquelles nous vivons, pour voir fonctionner en elles le sentiment religieux presque aussi nettement que chez les hommes. Sans doute, elles n'ont pas la parole pour exprimer leurs sensations, mais n'ont-elles pas les mouvements du corps, les gestes, les regards, les mille intonations de la voix, et ce frisson mystérieux qui fait comprendre soudain les impressions et les pensées? Il est certain que parmi les « candidats à l'humanité » le chien, le chat, les animaux domestiques partagent souvent les frayeurs subites dont l'homme, le chef de la famille, se trouve atteint : religieux comme leur maître, ils éprouvent aussi la terreur de l'inconnu et leur imagination suscite des fantômes : ils remarquent aussi des successions de cause à effet, mais ils ne savent pas les interpréter et s'en donnent des explications qui les effraient (3). N'a-t-on pas observé également, chez des animaux, une inexplicable passion pour tel ou tel objet qui ne leur est pourtant d'aucune utilité pratique? Ils y voient comme une sorte d'amulette, comme un fétiche, analogue à ceux dont se servent les nègres. Enfin, l'affection profonde, victorieuse de tous les déboires, résistant à toutes les épreuves que tel animal voue à l'homme son ami, n'entraîne-t-elle pas un véritable culte religieux, exactement de même nature que celui dont nous brûlons pour ceux que divinise notre amour?

Au fond, toutes les religions, celles de l'animal aussi bien que celle de l'homme, tous les cultes, si différents qu'ils apparaissent, si hostiles qu'ils puissent être l'un pour l'autre, ont des origines analogues et se développent suivant une marche parallèle. Chaque être humain, entraîné dans le tourbillon général de la vie et désireux néanmoins de sauvegarder, de développer sa force individuelle, cherche un soutien dans le monde extérieur pour le rassurer quand les craintes l'assaillent, écarter les dangers qui le menacent, réaliser les désirs qui le travaillent. Que la frayeur soit le sentiment initial, comme le disent les livres sacrés et classiques, — « la crainte de Dieu est le commencement de la sagesse » — ou que ce soit, d'une façon plus large, le désir du mieux, la recherche du bonheur, comme le démontre Feuerbach (4), l'homme veut se rattacher à tout ce qui, en dehors de lui, apparaît à son imagination comme une protection efficace, et qu'il rend tel par l'ardeur de sa passion et de ses vœux. C'est bien le principe originel de la religion, toujours le même. Ensuite la croyance de l'individu, du groupe, de la peuplade ou de la nation, prend le caractère spécial que lui imposent le milieu géographique primitif et le milieu secondaire complexe de l'histoire. C'est un fait de signification profonde que le nom donné par les antiques Germains à leur plus haute divinité soit précisément celui d'Oski ou « Désir » : ainsi que Feuerbach l'a démontré si clairement deux mille ans plus tard, le Dieu créé par l'homme n'est autre que la figuration de nos vœux ; ce que nous voulons, une puissance idéale doit nous l'accorder : elle se crée pour nous satisfaire.

Toutes les religions eurent aussi, à leur origine, un élément nourricier d'importance capitale : le besoin de détente intellectuelle qui se manifeste surtout par la joie de l'ivresse. C'est une fatigue de penser, de comparer, de raisonner, de conduire sa vie, d'enchaîner ses actes les uns aux autres, de transformer logiquement des volontés en actes ; que faire donc pour se reposer de cette fatigue, sinon déraisonner à plaisir, se laisser entraîner par la volupté de l'imagination déréglée, par celle du mysticisme qui rend possible toute impossibilité, par les délices de la folie, ou même par celle de la mort, qui détendent tout savoir et tout vouloir? A l'activité succède le sommeil par un rythme normal ; de même l'alternance est naturelle de la vie raisonnable à celle qui méprise toute raison et cherche une autre justification de son existence. De là, ce besoin des liqueurs fermentées ou des poisons affolants que l'on rencontre sous mille formes chez tous les peuples de la terre, et qui scandent si agréablement la vie des malheureux ou même celle des heureux. Le famélique se donne ainsi le beau rêve des éternels festins ; celui qu'on n'aime point, se procure l'infini bonheur d'être adoré.

Cette lassitude de l'effort et ce besoin du rêve, qui se manifestent plus ou moins chez tous les hommes, prennent en tout temps et en tous pays un caractère général, par le fait de la ressemblance des milieux, de la contagion, de l'imitation, et c'est ainsi que naissent les associations religieuses. Chacune de ces foules qui, d'un mouvement collectif, se trouvent entraînées par la même déraison, obéissent à un même vent de folie, — telle la « folie de la croix » — aiment à se conformer aux mêmes pratiques, à se procurer les mêmes extases et d'ordinaire par les mêmes moyens. Des milliers de religions ont pris assez d'importance pour se constituer en corporations ayant leurs officiants, leurs prêtres ; quelques unes ont jusqu'à leurs demi-dieux ou leurs dieux visibles, dont les paroles, les gestes, les moindres actions remplacent les raisonnements du fidèle et jusqu'au témoignage de ses sens. Alors des cérémonies collectives ont lieu pendant lesquelles l'homme individuel abdique complètement. Pendant certaines heures imposées, il lui faut se lever, s'asseoir, tourner en mesure, prononcer certaines paroles, obéir à certaines ondulations, à des refrains traditionnels, respirer certaines odeurs, s'enivrer de certaines boissons, vivre et se mouvoir conformément à des mouvements imposés par un chef. C'est ainsi qu'il apprend à pirouetter comme un derviche tourneur, qu'il devient anesthésique comme un Aissaoua traversé d'épingles et de broches, qu'il tombe dans l'extase comme un Paul ou comme un Mahomet ravi au septième ciel, qu'il se fait « assassin » pour obéir à la volonté du Vieux de la Montagne. La vie banale de l'homme en santé est remplacée par une vie nouvelle de rêve et de folie.

La façon dont l'homme conquiert sa nourriture constitue l'axe de toutes ses pensées, de son genre de vie, de ses coutumes, de sa science et de son art : c'est principalement autour du gagne-pain que se meut le cercle de son activité mentale (1). Le chasseur et le pêcheur introduiront toujours l'animal qu'ils poursuivent dans leurs contes et poésies et le rangeront parmi leurs dieux. Le nomade, cheminant sans cesse avec ses troupeaux, se verra toujours, sur cette terre, ou dans l'autre monde qu'il rêve, accompagné de ses chameaux, bœufs ou brebis, et maintiendra parmi eux l'ordre de préséance accoutumé. Enfin, la parabole de l'immortalité de l'âme, qui, depuis des milliers d'ans, eut constamment pour élément primordial le grain nourricier jeté dans la terre, aurait-il pu naître autrement que chez une nation d'agriculteurs? Qu'un peuple change de pâture par refoulement de guerre ou par migration spontanée, aussitôt ses légendes, ses traditions s'accommodent au milieu nouveau, et même dans nos grandes religions modernes, bouddhisme ou catholicisme, le code des croyances officielles le plus strictement réglé par les prêtres, finit par se modifier.

(*A suivre.*) ÉLISÉE RECLUS.

(1) Ph. Germain, *Actes de la Société scientifique du Chili.*

(2) Hermann Vambéry, *Sittenbilder aus dem Morgenlande* p. 221.

(3) Girard de Rialle, Origine des Religions, *Revue Scientifique.*

(4) *Das Wesen des Christenthums ; — Das Wesen der Religion.*

(1) Ernest Grosse, *Die Anfänge der Kunst*, page 35.

Dans un de nos prochains numéros, nous publierons une étude sur *le Patriotisme devant la critique*, signée GERMINAL.

POUR LES MARTYRISÉS D'ALCALA

Les martyrisés d'Alcala del Valle ont été — nous l'avons dit la semaine dernière — condamnés par le conseil de guerre de Séville à des peines variant de un an de prison à la détention perpétuelle. Mais l'affaire n'est pas finie, elle commence même seulement.

Judiciairement, elle entre dans une deuxième phase : elle va être portée devant le Tribunal suprême de Madrid (cassation). Les condamnés du conseil de guerre ont été informés — à Séville, où ils sont encore — que deux ou trois d'entre eux seulement avaient le droit de choisir leurs défenseurs pour le procès en cassation ; les autres recevront des défenseurs d'office et ne pourront les récuser ; de plus, pour les uns comme pour les autres, les défenseurs ne pourront être les mêmes que ceux du conseil de guerre de Séville. Ces dispositions sont contraires à la loi. Aux termes de la loi, l'accusé, militaire ou civil, a le droit de choisir son défenseur, et le défenseur peut être le même en cassation qu'au conseil de guerre. Il y a des précédents : le procès de Montjuich, par exemple ; mais la légalité, définie par eux-mêmes, les gouvernants s'en moquent, quand elle les gêne. En cette affaire, le gouvernement de M. Maura se soucie uniquement d'enlever à ses victimes toute espèce de moyens de défense.

Eh bien, c'est donc hors des baraques judiciaires de M. Maura que les martyrisés d'Alcala trouveront des défenseurs ; et la vérité que cet inquisiteur laïque a peur d'entendre dire dans les prétoires, il l'entendra crier partout par des voix infatigables. En Espagne, anarchistes et républicains multiplient les articles et les meetings.

Dans une circulaire datée du 15 février, Ricardo Fontanella, secrétaire intérimaire de la Fédération régionale espagnole des sociétés de résistance, propose que le quatrième congrès de la Fédération, qui doit se réunir prochainement, ait lieu à Séville, afin, dit notre camarade, de « donner un démenti solennel, par notre présence, à ceux qui supposent le mouvement tué par la terreur. » L'idée est bonne : il faut des réponses directes aux attentats d'audacieuse lâcheté dont nos maîtres se montrent capables : car leur audace est en raison directe de notre passivité.

Ce qu'il faut, c'est que tous les Maura d'Espagne et d'ailleurs, soient amenés à comprendre qu'il ne sert de rien de vouloir interdire la publication de la vérité, et, quand on a commis un crime, de compter sur la force pour échapper au châtiment qu'on mérite ; il faut que M. Maura comprenne qu'il n'y a là qu'un moyen pour lui de jouir en paix de l'existence, c'est de racheter, dans la mesure du possible, les crimes passés et de s'abstenir de commettre ceux qu'il médite pour l'avenir.

Les camarades espagnols travaillent à lui donner cette utile leçon. Aidons-les ! Le 12 mars prochain, un meeting aura lieu à la Bourse du travail de Paris, par les soins de la Confédération générale du travail, en faveur des martyrisés d'Alcala. Le même jour, des meetings seront tenus en Espagne et dans plusieurs grandes villes d'Europe. Que tous ceux qui le peuvent organisent, chacun dans sa ville, une réunion de protestation. Qu'ils instruisent le public des faits que nous avons publiés ici même : ils sont certains, nul ne les a démentis, et nul n'oserait le faire. Et que la clameur d'indignation qui s'élèvera de toutes parts, parvienne à Madrid, aux oreilles de M. Maura, chef du gouvernement espagnol, responsable de la vie et de la liberté de nos camarades. Puisse-t-il y trouver un avertissement salutaire, à la veille du jour où il s'apprête à venir à Paris, derrière Alphonse XIII, semblant d'homme et fantôme de roi, exhiber son importance de premier valet de la reine mère !

M. L.

COMMENT FUT FONDÉ
“ LE RÉVOLTÉ ”

II

Brousse nous envoya bien quelques articles : « La preuve est faite ! », « L'histoire d'un fou » ; et plus tard, lorsqu'il quitta la Suisse, il nous envoya des articles d'économie politique, sur le libre-échange et la crise — celui-ci très ennuyeux, à vrai dire et trop long ; d'autre part, Elisée Reclus nous donna un article admirable sur la peine de mort, dont on parlait beaucoup en ce moment en Suisse, et que nous nous empressâmes de reproduire en brochure. Mais pour le reste, nous en étions réduits, avec Dumartheray et Herzig, entièrement à nos forces. Je commençai une série d'articles de fond que Reclus publia plus tard, lors de mon emprisonnement, sous ce titre, trouvé par lui « Paroles d'un Révolté », et nous continuions à faire à nous trois le « Mouvement social » — Dumartheray et Herzig étant toujours de sévères critiques de tout ce que j'écrivais.

Voici comment j'ai raconté la suite dans mes Mémoires :

« A peine avions-nous publié cinq numéros du *Révolté*, que l'imprimeur nous prévint d'avoir à chercher une imprimerie. Pour les ouvriers et leurs publications, la liberté de la presse inscrite dans les constitutions est soumise à de nombreuses restrictions, en dehors des paragraphes de la loi. L'imprimeur n'avait rien à reprocher à notre journal — il lui plaisait même ; mais en Suisse, toutes les imprimeries dépendent du gouvernement, qui les emploie plus ou moins pour la publication des rapports de statistiques et autres travaux analogues ; et notre imprimeur avait été carrément informé, que s'il continuait à imprimer notre feuille, il n'avait pas besoin de s'attendre à recevoir la moindre commande du gouvernement génevois. Je parcourus toute la Suisse française et je m'adressai à tous les imprimeurs, mais partout, même de la part de ceux qui n'avaient rien à objecter à la tendance de notre journal, je reçus la même réponse : « Nous ne pouvons pas vivre sans les commandes du gouvernement, et nous n'en aurions aucune si nous acceptions d'imprimer *Le Révolté*.

« Je retournai à Genève profondément découragé, mais Dumartheray n'en était que plus ardent et plus rempli d'espoir. — « C'est bien, disait-il. Nous allons nous acheter une imprimerie avec trois mois de crédit, et dans trois mois nous l'aurons payée. » « Mais nous n'avons pas d'argent, nous n'avons que quelques centaines de francs, » objectai-je. « De l'argent ? Quelle sottise ! Nous en *aurons* ! Commandons seulement les caractères de suite, et publions immédiatement notre prochain numéro — et l'argent viendra ! » Encore une fois il avait jugé juste. Lorsque notre premier numéro sortit des presses de notre propre *Imprimerie Jurassienne*, quand nous eûmes expliqué les difficultés où nous nous trouvions et que nous eûmes publié en outre deux ou trois petites brochures, — nous aidions tous à l'impression — l'argent vint, le plus souvent, en monnaie de cuivre et d'argent, mais il vint. Toute ma vie, je n'ai cessé d'entendre les partis avancés se plaindre du manque d'argent, mais plus je vis et plus je me persuade que notre principale difficulté ne réside pas tant dans le besoin d'argent que dans l'absence d'hommes, marchant avec fermeté et constance dans le droit chemin vers un but déterminé et inspirant les autres. Pendant vingt et un ans, notre journal n'a cessé de vivre au jour le jour, et, dans chaque numéro, nous faisions des appels de fonds à la première page ; mais tant qu'il y a des hommes qui persévèrent, l'argent vient.

« Nous établîmes notre imprimerie dans une étroite pièce, et notre compositeur fut un petit Russien qui se chargea de composer notre journal pour la modique somme de soixante francs par mois. Du moment qu'il avait de quoi faire un dîner frugal et de quoi aller entendre de temps en temps un opéra, il n'en demandait pas davantage. « Est-ce que vous allez aux bains, Jean ? » lui demandai-je un jour que je le rencontrai à Genève, dans la rue, portant sous son bras un paquet enveloppé de papier brun. « Non, je déménage, » me répondit-il de sa voix mélodieuse, avec son sourire habituel. Malheureusement, il ne savait pas le français.

Tout de même notre *Imprimerie Jurassienne* fut bientôt très connue, surtout pour ses brochures à un sou, qui se vendaient énormément.

« La France était toujours notre principal objectif, mais *Le Révolté* était sévèrement prohibé en France, et les contrebandiers ont tant de bonnes choses à importer de Suisse en France, qu'ils ne se souciaient pas de compromettre leur situation en s'occupant de nos journaux. Je me joignis une fois à eux et passai la frontière de France en leur compagnie : je trouvai en eux des hommes courageux et sûrs, mais je ne pus les décider à se charger de passer notre journal en contrebande. Tout ce que nous pûmes faire, fut de l'envoyer sous plis cachetés à une centaine de personnes en France. Nous ne réclamions rien pour le port, nous en remettant à la bonne volonté de nos souscripteurs pour nous couvrir de nos dépenses, — ce qu'ils faisaient toujours — mais il nous vint souvent à l'esprit que la police française laissait échapper là une belle occasion de ruiner *Le Révolté*, car elle n'aurait eu qu'à souscrire à une centaine d'exemplaires, sans envoyer de cotisations volontaires.

PIERRE KROPOTKINE.

LEUR CONGRÈS... SOCIALISTE !

Les socialistes de gouvernement, dont Jaurès et Briand sont aujourd'hui les grands chefs incontestés — Millerand ayant été « chassé » du parti — viennent de tenir leur Congrès annuel à Saint-Etienne.

Pendant trois jours, on a discuté qui aurait la prédominance ? du « conseil national » ou du groupe parlementaire ? mais du socialisme il n'en a guère été question. Ceux qui ne sont pas encore députés ou investis d'un mandat, ont cherché à rouler ceux qui sont déjà pourvus et inversement, et la victoire est restée à ceux qui sont en place.

Chose amusante, on a pu voir à ce Congrès des députés « socialistes » qui n'appartenaient même pas à un groupe du parti ou dont celui-ci, faute de fonds, n'avait jamais payé ses cotisations. Et ce sont justement ces mêmes bonhommes, qui, en haine du mouvement ouvrier qui se développe, sont venus dire à ce Congrès que le mouvement syndical n'était que de surface.

Et ce congrès où il y avait de tout, mais surtout beaucoup d'avocats et de jeunes bourgeois — frais émoulus du boul'Mich', suivant l'expression de l'un d'eux — et très peu d'ouvriers, ne nous intéresserait pas autrement, même pas du tout, si un Rouanet quelconque n'avait montré son dépit de voir la classe ouvrière lâcher de plus en plus les politiciens, et ne s'en était servi de prétexte pour taper sur les syndicats ouvriers, sur la Bourse du travail de Paris et sur la méthode d'action directe.

Le socialiste Rouanet, qui représente les bourgeois et les industriels de son arrondissement, n'aime pas les ouvriers syndiqués. Ceux-ci s'occupent de leurs affaires sans avoir recours à lui et cela il ne peut pas l'admettre.

« Je prétends que le mouvement syndicaliste, s'est-il écrié, est purement de surface et ne représente pas les tendances ni les aspirations du prolétariat. Il est la caricature du véritable mouvement syndical.

Les grands syndicats ne participent pas au mouvement imprimé à la Bourse du travail de Paris. Ils sont tyrannisés par des minorités qui se donnent le droit de parler au nom de la classe ouvrière.

Puisque M. Rouanet pense que ce mouvement est purement de surface, nous nous demandons alors pourquoi il se passionne tant pour lui nuire, et nous ne pouvons pas croire que c'est par simple plaisir d'aller à l'assaut de moulins à vent, que M. le député a été si agressif contre les gens, qui, il peut en être persuadé, ne s'occupent pas de lui. La vérité est plutôt que le développement pris par les organisations ouvrières dans ces derniers temps ; leur ferme volonté de ne pas plus s'occuper des politiciens que s'ils n'existaient pas, commence à les inquiéter fortement et cette belle arrogance vis-à-vis des syndicats ouvriers, n'est faite en réalité que de dépit.

Je le répète, à part cette petite incartade du député Rouanet, il n'a guère été question que du socialisme en général dans ce congrès. On s'y est occupé du meilleur moyen de plumer le gogo au moment des élections et des petites querelles intestines entre le « comité du parti » et le groupe parlementaire, mais de tout ce qui peut intéresser la classe ouvrière que tous ces avocats pourvus ou en mal de mandats ont la prétention de représenter, il n'en a pas été question.

Cependant, je dois signaler l'adoption en fin de séance d'un manifeste « Contre la guerre » dont Jaurès s'est fait le rédacteur. C'est là une petite satisfaction qu'il devait à la fraction « avancée » !! du parti. Manifeste plat, incolore, fait pour ne pas s'attirer les foudres des politiciens des autres partis, avec qui MM. les socialistes sont en coquetterie au parlement.

Et c'est à peu près tout.

Jadis les congrès socialistes passsionnaient encore un peu, sinon la grande masse, tout au moins les travailleurs qui aspiraient à une société meilleure. Aujourd'hui ces palabres de politiciens les laissent absolument froids, et l'on peut dire que le congrès qui vient de se tenir à Saint-Etienne, marque une phase de la décadence en France du néo-socialisme qui s'y était fait jour en ces dernières années.

Et ce n'est pas nous qui le regretterons.

P. DELESALLE.

P. S. — A la veille du Congrès, une grande réunion publique a eu lieu. Nos camarades, ainsi que les révolutionnaires de Saint-Etienne s'y étaient rendus, d'où émoi de MM. les députés. Ce n'est que protégés par la police et la gendarmerie à laquelle la municipalité « socialiste » de Saint-Etienne avait fait appel, et après avoir fait expulser de la salle nos camarades, que ces messieurs ont pu parler, car la contradiction, bien entendu, n'était pas admise.

Les socialistes sincères en sont encore écœurés.

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

Un crime social. — Les journaux bourgeois publient sans appréciations et en trouvant cela fort naturel probablement, l'information suivante :

Célina Renouard, vingt-trois ans, qui purgeait, à la prison de Lille, une condamnation à quatre mois de contrainte par corps pour fraude, avait été mise en cellule à la fin de janvier pour indiscipline.

Huit jours après, le médecin constata qu'elle avait les pieds gelés. Elle a été conduite à l'hôpital, où elle a dû subir l'amputation.

Nous serions curieux de savoir, ce que, une fois sortie de sa prison-hôpital, l'on fera de la malheureuse femme, qui, par la canaillerie de gardes-chiourme, est maintenant estropiée pour le restant de ses jours, et si la société au nom de laquelle elle avait été « punie », subviendra à ses besoins.

⁂

Un M. *Cornudet*, vicomte de son état et député de son métier, qui devrait savoir par conséquent « ce qui se passe » vient d'en avoir une *bien bonne*. Cet honorable imbécile ne s'est-il pas avisé, en effet, de se faire interviewer pour faire savoir à ses contemporains « qu'il allait déposer une demande d'interpellation au sujet de la continuation de la distribution du *Manuel du soldat* ?

Ce bonhomme, qui émet la prétention de nous gouverner, ignore ce qui se passe autant qu'une huître dans son parc. Il ne sait pas que M. de Valles, juge d'instruction d'abord, s'est refusé à faire poursuivre les quarante-deux auteurs du *Manuel*, puis que le jury de la Seine, devant lequel a comparu Yvetot, a, en l'acquittant, déclaré que la propagande antimilitariste entreprise par les Bourses du Travail, était utile, nécessaire. M. le Vicomte, qui « fait des lois » ne connaît pas celles qui régissent et que subissent les simples particuliers comme nous. Il ignore qu'on ne peut pas revenir sur une chose jugée, bien jugée.

Décidément, les électeurs qui ont nommé cette ganache, ont bien le représentant qu'ils méritent.

P. D.

⁂

Lyon. — Les stercoraires du fumier préfectoral, voulant sans doute partager la canaillerie des assassins militaires, viennent encore une fois d'arrêter le malheureux Sauvageon, pauvre victime, estropié par l'autorité militaire, qui vendait le nouveau *Manuel du soldat* et autres imprimés légaux. Une première tentative pour l'arrêter fut impuissante, grâce à l'intervention énergique de la foule ; ce n'est que lorsque les chiens de garde de l'autorité et du capital furent assez en nombre, qu'ils purent l'emprisonner pour un délit que seuls les mouchards seraient capables d'établir. C'est égal, quel dégoûtant pays où on ne sait même pas emprisonner proprement !

⁂

Firminy. — Prendre un homme dans la fleur de l'âge, sain, vigoureux, et au bout d'un an ou six mois, le renvoyer au pays, poitrinaire jusqu'aux dents, voilà l'œuvre de la caserne. Nombreux sont les exemples que je pourrais citer. Je me contente de mentionner le plus récent. Un jeune homme de Firminy, incorporé au 21e de ligne à Langres, se présentait, en septembre dernier, à la visite du médecin-major. Une toux sèche et opiniâtre, un amaigrissement prononcé, auraient suffi à un médecin clairvoyant et soucieux de la santé de ses hommes, à lui faire diagnostiquer une tuberculose pulmonaire à ses débuts. Mais de même que Ravary a dit : Votre justice n'est pas la nôtre, de même les docteurs galonnés peuvent dire : Votre médecine n'est pas la nôtre. Tout le monde sait que nos majors possèdent la science médicale au plus haut degré, et cependant, celui chargé d'ausculter notre camarade conclut à un simple rhume. « Et ne revenez pas, dit-il, ou vous serez puni de prison. » Les choses allèrent tant bien que mal jusqu'au mois de janvier. A cette époque, complètement épuisé, le gars se fit de nouveau porter malade. Oh ! cette fois, il fut reconnu ! et envoyé immédiatement à l'hôpital. Le major de service dans cet établissement, le proposa de suite pour la réforme, et 23 jours après, G... quittait l'hôpital de Langres pour celui de Firminy, où il est arrivé dans un piètre état. C'est beau l'armée, les galons, les fanfares, mais mourir à 22 ans et contracter la maladie à la caserne, c'est moins consolant.

A bas l'armée et ses casernes !

Galhauban

⁂

Quand on fait un sale métier. — L'agent Evano, du service de la sûreté de Toulon, filait, avec deux de ses collègues, deux individus, dans les rues étroites du quartier réservé ; l'un de ces individus, A. Revest, garçon coiffeur, se retourna, sortit un revolver de sa poche et fit feu sur l'agent, qui fut atteint au bas-ventre. Evano eut la force de parcourir quelques mètres, puis il s'affaissa sur une porte. Ses camarades le transportèrent à l'hôpital, où il mourut en arrivant. L'auteur de ce meurtre a été arrêté.

⁂

Mouvement ouvrier. — Allons, cela va bien, le Conseil d'Etat composé, chacun sait cela, de la fine fleur des fabricants de lois, vient de prononcer la validité des décrets de Millerand-Galliffet, instituant les « Conseils du travail. »

Ceux-ci, à la grande joie des exploiteurs, vont donc pouvoir fonctionner, et une nouvelle tentative de déviation du mouvement syndical va sans doute être faite. Après le « Conseil supérieur », nous aurons les inférieurs, où des travailleurs iront, sous prétexte de discuter leurs intérêts, se faire rouler une fois de plus par leurs exploiteurs.

Toutefois, il se pourrait que cela ne réussisse pas aussi bien que pourraient le désirer les socialistes de défense capitaliste à la Millerand, car les travailleurs, au Congrès corporatif de Lyon, ont repoussé l'institution de ces rouages de déviation du mouvement ouvrier.

L'arrêt du Conseil d'Etat dit bien que les « conseils du travail, tels qu'ils sont institués par les décrets, sont essentiellement des organes d'information ; qu'ils ne sont investis d'aucun pouvoir propre de décision », etc., etc., mais cela ne peut être qu'une raison de plus de s'abstenir.

Les « Conseils du travail » peuvent tout au plus préparer « l'entente entre le capital et le travail », cher à Lanoir Millerand et aux membres du Conseil supérieur, mais les organisations ouvrières qui poursuivent avec nous la fin du salariat, n'ont que faire dans toutes ces combinaisons.

⁂

A Lorient, les chômeurs, au nombre de plus d'un millier, ont manifesté à travers la ville. La municipalité, qui craint des troubles, a promis des secours, alors que les ouvriers réclament du travail. La situation est tendue.

Après les manifestations de Nantes, celles de Lorient, d'autres suivront sans doute, car le chômage, qui sévit avec une grande intensité, un peu partout, ne peut se prolonger indéfiniment. Las de crever de faim et en l'attente de lendemains illusoires, les sans travail se lèveront. Les manifestations de Nantes et de Lorient sont des signes precurseurs.

⁂

Faute de renseignements très précis, je n'ai pu parler, comme je l'aurais désiré, de la grève des tisseurs du Cateau. Et cependant cette grève, qui a duré près de trois mois et vient de se terminer, a été intéressante par plus d'un côté.

Les grévistes ont montré à plusieurs reprises une rare énergie, mais malheureusement la presse, toujours au service des capitalistes, a eu soin de cacher ce qui se passait au Cateau. Crainte que l'exemple des tisseurs ne fut suivi sans doute. C'est ainsi que la presse s'est abstenue de nous renseigner sur l'incendie du château d'un des gros capitalistes apparenté avec un exploiteur de l'endroit. Les grévistes ont tellement bien travaillé ce jour-là qu'il ne restait plus ou à peu près que les quatre murs de la bâtisse.

L'armée, pendant toute la durée de la grève, a, bien entendu, protégé la « propriété ». Les exploiteurs ont ensuite menacé de fermer leurs usines, puis à la demande des politiciens, qui, spéculant sur la misère, sont intervenus, les usines ont été rouvertes et vaincus, crevant de faim, las de lutter, les malheureux tisseurs, qui méritaient cependant mieux que cela, eu égard à l'énergie qu'ils avaient déployée à un certain moment, ont dû, après trois mois de lutte, reprendre le travail aux anciennes conditions.

Ces résignés qui ont eu aussi, à un certain moment, des âmes de révoltés, se souviendront. Il est de ces victoires que les exploiteurs paient cher un jour.

A Armentières, où les socialistes, nouvelle méthode, avaient soi-disant remporté une si belle victoire, les grèves partielles se succèdent sans interruption. A peine le travail reprend-il dans une usine, qu'une autre se met en grève.

Une Mme Mahieu, propriétaire d'une des plus importantes fabriques de tissus d'Armentières, informe ses ouvriers et ouvrières qu'à la suite des dernières grèves, « les excitations intéressées et les inconcevables prétentions des uns, l'extrême faiblesse et l'égarement des autres, l'ont mise dans l'obligation de fermer son usine pour un temps indéterminé. »

C'est là le petit moyen traditionnel qu'emploie cette charmante femme. On ferme l'usine dans l'espoir que la crainte de la faim, fera redevenir doux les loups d'hier et qu'ils viendront bientôt demander à se faire exploiter à nouveau. Souhaitons que cette « guenon » qui aime à voir souffrir, n'ait pas cette douce satisfaction, et que les loups restent ce qu'ils sont et qu'ils mordent au besoin.

De Douai, on mande qu'une grève des ouvriers mineurs de la fosse N° 5 des mineurs d'Escarpelle vient d'éclater. Trois cent huit ouvriers sur trois cent cinquante, ont refusé de reprendre le travail. Ils se plaignent de l'insuffisance des salaires et surtout de la multiplicité des amendes.

La troupe est partie sur le champ de grève.

A Lancey, près de Grenoble, une grève d'ouvriers papetiers dure depuis bientôt deux mois. Leurs camarades des usines environnantes, de Brignaud, de Domène, de Frise, s'imposent une cotisation journalière pour soutenir les grévistes.

A Trélazé, la grève des ardoisiers continue. Aucun incident notable à signaler.

P. Delesalle.

Allemagne.

On ne saurait rédiger un acte d'accusation contre la *Social Democratie* allemande, plus méchant que la petite brochure sur la grève de Krimitschau, que les social-démocrates russes viennent de publier.

On n'est jamais trahi que par les siens !

Cette grève, on le sait, ou plutôt ce *lock-out* (car ce sont les patrons qui ont fermé les fabriques) a duré cinq mois et demi. Et, que demandaient les tisserands ?

La journée de *dix* heures, au lieu de *onze* heures.

Dix pour cent en plus sur le travail à la pièce, sans toucher d'ailleurs les taux des salaires mensuels.

C'est tout ? Oui, c'est tout. Les tisserands n'ont même eu rien à dire pour les enfants que l'on fait travailler dès l'âge de douze ans.

Mais alors, demandez-vous, la journée en Allemagne est *encore* d'onze heures ? — Parfaitement ! Ceci, — même en Saxe, le pays le plus industriel de l'Allemagne. — Ceci, dans un pays qui a 85 représentants de la démocratie soi-disant socialiste au Parlement !

Malgré toutes les fanfaronnades de Liebenecht, qui écrivait que la *grande* et *libre* Allemagne ne peut avoir rien de commun avec la servile Russie, — en Allemagne, comme en Russie, la journée légale de travail est toujours de onze heures. Et quand les tisserands font grève, et qu'ils résistent presque six mois, soutenus par toute l'Allemagne ouvrière, pour obtenir la journée de dix heures, ils rentrent, battus, après avoir subi toutes les souffrances.

Et les enfants ? « Il y a 40 ans, nous apprend cette brochure, on avait fait la loi qui défendait le travail des enfants de moins de 12 ans. » Mais, comme il n'y avait pas d'inspection efficace, il fallut quarante ans pour que la loi fût appliquée.

Et les représentants de la *Social Democratie* ? Qu'ont-ils fait depuis 1864 ? — Rien ne démontre mieux, de quelle blague les travailleurs allemands furent victimes pendant 30 ans avec cette démocratie sociale. Pas de grèves, lui disait-elle : gardez l'argent pour les élections ! Pas d'organisation syndicale ; elle entrave l'action politique. Gardez vos forces et votre argent pour les élections ! Ne croyez pas à la Révolution. Nommez-nous, et vous obtiendrez du Parlement les *réformes*, réduction des heures de travail, etc., si nécessaires à l'ouvrier !

Et quel est le résultat ? Rien, rien ! Rien qui ne fût obtenu directement par les grèves.

Onze heures par jour — comme sous l'autocratie russe! Et, en fait de libertés politiques..., c'est encore à peu près la même chose: Gendarmes, tribunaux, défense de meetings et le reste.

On comprend qu'à côté de cette grande farce — la Sociale démocratie parlementaire — les travailleurs aient décidé de faire leurs syndicats. Ils comptent déjà plus de 1.100.000 membres.

Angleterre

On récompense, en Angleterre, les gredins qui ont aidé à préparer la conquête du Transvaal.

Jameson, qui s'était fait fort d'envahir Prétoria à la tête de 200 hommes, et qui a échoué si piteusement sous les balles de ces grossiers paysans, est nommé aujourd'hui chef du ministère de la nouvelle colonie Sud-Africaine.

D'autre part, les propriétaires des mines d'or du Rand, viennent de recevoir de la part du gouvernement un joli cadeau. A la majorité de 51 voix, la Chambre vient de voter une loi, d'après laquelle il est permis à ces messieurs d'introduire dans le pays le servage tout comme il existait autrefois en Russie. Ils peuvent recueillir dans des ports chinois les meurt-de-faim, les empaqueter dans un bateau, tout comme cela se faisait jadis pour la traites des nègres et, une fois à Prétoria, les tenir tout comme les planteurs tenaient autrefois les nègres — le fouet et les fers inclus — à condition toutefois de leur payer un petit salaire, que l'on déduira pour les frais de nourriture; et si un de ces malheureux cherche à s'évader, on lui courra après avec de gros chiens et on le tuera comme on tue les bêtes fauves.

Ne vous empressez pas de jurer en lisant cela; il fallait bien récompenser ces pauvres propriétaires des mines pour les services qu'ils ont rendus à l'Angleterre. « La nécessité ne connaît pas de loi » disent ces messieurs, et, l'année passée, ils n'ont pu distribuer que vingt millions sterling (500 millions de francs) comme dividendes à leurs actionnaires.

Et avec tous les pots-de-vin distribués à Londres, et les sommes folles jetées aux promoteurs, lords et ducs, de compagnie, ils n'ont pu distribuer que des dividendes se montant à 5, 10, 50, 100 et 187 pour cent par an. Vous comprenez que la Chambre des communes, dont les trois-quarts sont intéressés dans ces mines, n'a pas pu ne pas avoir de ces égards pour les gens qui font tant d'or que ça. Qu'est-ce que cela leur fait, que les nègres eussent été traités autrefois mieux par leurs propriétaires aux Etats-Unis, qu'ils ne le sont aujourd'hui chez les grands seigneurs du Rand. Les noirs meurent comme des mouches dans les casernes des mines : 3085 sont morts sur 58.000 hommes en neuf mois ou bien 240 swazis sur 600; 3 hommes sur 4 en moins d'un an! Mais ce ne sont que des travailleurs, de la chair à extermination, pour l'enrichissement du bourgeois!

***

Il vont bien, les Anglais, au Soudan! Il paraît qu'ils font un carnage incroyable des pauvres Somalis; là où ont passé les Anglais, et où ce pauvre peuple a résisté aux envahisseurs, le désert est couvert de morts, de blessés, ceux-ci restant des semaines entières sous le soleil brûlant, à mourir de soif, de gangrène, sans voir venir de nulle part aucun secours, pendant que la haute pègre de Londres organise des trains de secours aux blessés pour les Japonais.

***

Encore un nouveau coup porté aux unions de métiers, qui les forcera — espérons-le — à penser sérieusement à la nécessité de la grève *générale*. Après de longs débats, le jury a prononcé *contre* l'Association des mineurs du Joreshire, qui était poursuivie par les patrons pour dommages-intérêts causés par la grève de Denaby.

Les patrons demandent aux ouvriers une compensation de — excusez du peu, 150.000 livres sterling, soit, 3.750.000 francs! Et les jurés ont reconnu que les patrons avaient droit à des dommages, dont le montant sera fixé par les juges — probablement à la moitié de cette somme.

Le plus ignoble de cette affaire est que, rongées par le chancre de la « légalité », les trade-unions elles-mêmes, ou du moins le hâbleur avocat qui les représentait, se sont empressé de reconnaître devant le tribunal que les patrons avaient droit à une compensation!

C'est ça que les farceurs légalistes et les arrivistes vous appellent le droit de grève dans la libre Angleterre. Vous faites grève — et les patrons vous demandent quatre millions, de dommages-intérêts!!

C'est les sous de 100.000 mineurs, au moins, pris sur leur nourriture, pendant deux ou trois mois.

Oh quels gredins que les honnêtes *gens*!

Une réduction de salaires est annoncée dans toutes les mines du Nord.

***

Et entre temps, les messieurs du Quatrième Etat qui s'appellent « le Comité de la Représentation du Travail » (représentation théâtrale au Parlement) ont tenu leurs assises. Ils ont décidé de poser quarante-deux candidatures aux prochaines élections, quarante-deux organisateurs de grèves, qui vont être envoyés fraterniser au Parlement avec ceux qui pillent les travailleurs. Entre temps, social-démocrates et trade-unionistes s'en donnent des peignées dans leurs journaux et leurs réunions, pour partager la peau de l'ours, qu'ils se proposent de tuer aux prochaines élections.

Hollande

La Hollande aussi aura, dans quelques jours, le 25e anniversaire de son journal anarchiste *Recht voor Allen*. Il fut fondé au commencement de mars 1879 par Domela Nieuwenhuis et quoique, ayant été forcé de changer son nom comme nous, le journal a fait une excellente propagande anarchiste.

Comme la *Freiheit* de Most, c'était un des meilleurs journaux dans toute la presse socialiste.

Etats-Unis (1)

Chicago, 1er janvier 1904.

Les télégrammes auront averti vos lecteurs de la malheureuse nouvelle de l'incendie du théâtre Iroquois, où, en moins de douze minutes à peu près, 1.131 personnes trouvaient la mort: plus de 98 0/0; dans ce nombre étaient des femmes et des enfants, de 7 à 28 ans. Cela résulta de ce que c'était une représentation donnée l'après-midi précisément dans la semaine des vacances. On jouait une féerie, appelée *Barbe-Bleue*; la troupe comptait 348 personnes, dont 3 seulement ont péri; les victimes étaient donc le public, bien que l'incendie eût commencé sur la scène.

C'était un nouveau théâtre ouvert le 23 novembre dernier, au sujet duquel on assurait que tout était en règle, et que les lois et règlements de la ville avaient été exécutés à la lettre. Mais maintenant que Chicago commence la nouvelle année en pleurant les victimes, et que peut-être plus de 10.000 familles sont dans l'affliction, on sait que bien des choses laissaient à désirer. S'il y avait eu des pompiers sur la scène, en un clin d'œil le feu aurait été maîtrisé, mais il n'y avait pas de pompiers. Pourquoi? Parce que la ville n'était pas d'accord avec la direction du théâtre quant au prix à payer à ces hommes. Par conséquent, la direction de la ville et celle du théâtre sont seules coupables.

De plus, la personne chargée de manœuvrer le rideau incombustible, n'était pas à son poste et « aucune autre personne » ne pouvait faire descendre le rideau. Mieux que cela : on a arrêté cette personne, et maintenant on sait que le rideau « ne pouvait marcher », parce qu'on l'avait levé « trop haut », dans le but de permettre au public de mieux admirer le ballet dans l'air. Encore mieux : le rideau, qu'on disait être incombustible, brûlé comme le reste. Des 31 sorties en cas de danger, *trois* seulement purent être mises en action; les autres étaient dans une condition telle qu'elles ne pouvaient marcher. Et cela dans un nouveau théâtre. Le règlement veut aussi que l'on ait dans chaque théâtre un poste d'incendie; or, dans ce « nouveau théâtre », il n'y avait aucun poste d'incendie; on a dû courir deux rues plus loin, pour pouvoir avertir les pompiers.

Il y a dans le théâtre *officiellement* 1.602 places, et on avait vendu plus de 2.000 tickets. La commission de construction et l'*inspecteur* des places, dont la désignation appartient ici aux mandataires du corps électoral, ont trouvé tout cela très naturel! Au lieu d'arrêter quelques charpentiers et d'autres petits employés, on eût mieux fait d'incarcérer ces deux personnages. Toute la faute peut être attribuée à la corruption, et voici pourquoi :

Bourgmestre, membres du conseil communal, inspecteurs et commissaires de construction sont élus par les électeurs pour une période de deux ans et touchent un salaire variant de 70.000 à 80.000 fr. par an. Mais ces Messieurs, qui bien des fois n'ont pas de fortune quand ils sont élus et qui sont riches après avoir passé quelques années dans le fromage, donnent de 100.000 à 250.000 fr., dans la période de l'élection, et cela pendant un mois, pour être élus où réélus. D'où vient cet argent?

Des syndicats d'entrepreneurs, d'architectes, etc., qui, pour pouvoir toucher eux-mêmes des pots-de-vin doivent verser une somme dans les poches des personnes à qui ils veulent fermer les yeux. Ainsi, il semble très normal, ici, que des entrepreneurs payent un certain pourcentage aux membres du conseil communal, si ces derniers votent au bénéfice de ces entrepreneurs.

Des membres du conseil communal, qui ont dans leurs sections des maisons de prostitution, perçoivent mensuellement une certaine somme de ces maisons en échange de la plus grande liberté possible.

Des cafés et des maisons de jeu, afin de pouvoir rester ouverts jusqu'après minuit, font de même. Des sociétés puissantes, désireuses de faire voter une loi dans leur intérêt, payent des sommes fabuleuses.

Or, ce théâtre participait au « Trust des Théâtres », qui possède des millions, et vous comprendrez tout de suite comment il se fait que les règlements n'aient pas été exécutés à la lettre. La fièvre du dollar tout-puissant fait disparaître tout bon sentiment; ces Messieurs disent: Après nous la fin du monde! et ils ne cherchent qu'à devenir riches aussi vite que possible par des pots-de-vin et par des tromperies.

Aujourd'hui Chicago regrette la vie de 1.131 de ses concitoyens, qui tous, hélas! pensaient gaiement commencer l'année 1904. Au lieu de cela, il y a maintenant dans les maisons mortuaires encore 189 cadavres carbonisés qui sont méconnaissables; bien des familles pleurent aujourd'hui la mort de huit de leurs membres; une autre famille, composée de neuf personnes, est entièrement détruite; un père a perdu sa femme et cinq enfants. Différentes personnes sont devenues *folles de douleur*.

Il y a encore dans les hôpitaux à peu près 186 personnes, dont peu survivront. Chaque numéro spécial des journaux annonce de nouveaux décès. La ville la plus éprouvée, après Chicago, est Kenosha, dans l'Etat de Wisconsin, à quelques lieues de Chicago, dont un groupe de neuf personnes ont péri dans la catastrophe. Demain samedi est le jour officiel de deuil; tout sera fermé et bien des enterrements auront lieu. Un directeur d'enterrements n'a pas moins de 26 enterrements à diriger dimanche prochain. Depuis le grand incendie de Chicago en 1871, où il y a eu à peu près 260 morts, l'on n'avait pas encore vu une pareille catastrophe.

Pour terminer, disons qu'à Chicago, la ville des grèves originales, venait précisément d'éclater depuis quelques jours une grève du personnel des enterrements, et qu'on n'avait pas fait d'enterrements depuis quatre à cinq jours. Inutile de dire que ces tristes (1) grévistes, en présence de ce surcroît de besogne, se sont tous mis à l'ouvrage.

Dans cette catastrophe, il y a un cas certain, c'est que si l' « asbestos » ou rideau incombustible avait fonctionné, le feu aurait seulement détruit la scène et n'aurait pu gagner la salle; ainsi, dit-on, mais les preuves sont faites que le fameux rideau a été brûlé comme le reste. Que fera-t-on maintenant pour sauver les directeurs de la puissante organisation du « trust des théâtres »?

La petite crevette sera mise sous les verrous, mais les gros poissons resteront en liberté.

(Traduit du *Handels Blad*, journal catholique d'Anvers, du 14 janvier 1904.)

***

Les prisons.— Une jeune fille blanche, emprisonnée sous un prétexte futile dans une prison de la Nouvelle-Orléans, a été soumise à la peine du fouet. Ce système barbare existe du reste dans la plupart des prisons des Etats-Unis. Le scandale fut tel, qu'une pétition signée par des milliers de blancs a été adressée au président. Le directeur de la prison où la jeune personne a été fouettée, a pris la fuite, dans la crainte d'être lynché. (*Morning Post.*)

(1) Correspondance particulière de *Het Handelsblad*.

(1) C'est un journal bourgeois qui parle.

VARIÉTÉS

SUR LE RADIUM

J'ai lu, il y a quelques jours seulement, l'article de G. C. Hill, *A propos du radium*, paru dans votre numéro du 23 janvier, que j'avais mis de côté.

Cette lecture m'a beaucoup intéressé, mais, d'accord avec ce que vous disiez récemment, relativement aux chroniques scientifiques, je me permets de vous écrire cette lettre pour faire certaines rectifications.

Je relève d'abord dans la deuxième colonne cette phrase :

« Des expériences de M. Curie, il ressort que, tandis que le poids atomique du baryum est de 137 grammes, celui du radium est de 225 ». Or, les poids atomiques, poids relatifs des dernières particules en atomes des corps simples, ne s'évaluent pas en grammes. J'ai cru d'abord à une faute de typographie, mais j'ai lu plus loin : « Il a été calculé qu'un quadracentimètre de radium en pleine activité d'émission, prendrait un milliard d'années pour perdre un seul milligramme (la millionnième partie d'un kilo) de son poids atomique. La confusion de l'auteur est donc bien réelle.

Le poids atomique, nombre qui caractérise un corps simple au point de vue de son affinité, est absolument immuable et inaltérable, quelle que soit la quantité de ce corps considérée, et quel que soit son état, solide, liquide ou gazeux. Si donc le poids atomique du radium reste fixe, il n'y a nullement lieu de s'en étonner ; c'est le contraire qui serait surprenant et digne d'attirer l'attention des chimistes.

Le poids atomique est un nombre proportionnel ; *il détermine la proportion* dans laquelle un corps simple entre dans une combinaison. Mais un exemple ne sera pas inutile pour illustrer ces définitions qui ne disent rien.

Prenons un corps quelconque : le gaz carbonique, par exemple, corps composé de carbone (charbon) et d'oxygène. D'après la notation atomique, sa formule est CO^2, le symbole du carbone étant C et celui de l'oxygène O.

Cette formule CO^2 signifie qu'une molécule d'eau est composée d'un atome de carbone et de deux atomes d'oxygène.

Eh bien, les poids atomiques du carbone et de l'oxygène, qui sont respectivement 12 et 16, vont nous permettre de calculer dans quelles proportions, en poids, il faut combiner le carbone et l'oxygène pour faire du gaz carbonique, ou, inversement, combien il y a de carbone et d'oxygène dans un poids donné de gaz carbonique.

Il faut autant de fois 12 parties de carbone (poids atomique 12) qu'il y a d'atomes de ce corps, soit 12 parties, et autant de fois 16 parties d'oxygène (poids atomique 16) qu'il y a d'atomes de ce deuxième corps, soit $16 \times 2 = 32$ parties pour former l'ensemble soit $12 + 32 = 44$ parties de gaz carbonique :

$$C + O^2 = CO^2.$$
$$12 + 16 \times 2 = 44.$$

Ainsi, dans 44 grammes de gaz carbonique, par exemple, il y a 12 grammes de carbone et 32 grammes d'oxygène.

Avec cette donnée, il est facile de calculer, par une simple règle de trois, quel poids de carbone et quel poids d'oxygène entrent dans un poids déterminé de gaz carbonique, mais, je le répète, les poids atomiques ne sont ni des grammes, ni des kilos, ni des livres. »

Ailleurs (première et troisième colonnes), l'auteur dit que les rayons des corps radio-actifs ont ceci de particulier, qu'ils sont formés de menues parcelles de matière expulsées avec une vitesse considérable. Ce n'est là qu'une hypothèse ! c'est la théorie balistique, qui aide à se rendre compte de l'action et du mode de propagation des rayons en question, mais qui ne nous renseigne pas, quant à leur nature. Il y a, au contraire, des raisons de croire que ces rayons sont comme le son, la chaleur, la lumière, l'électricité, le résultat d'un mouvement moléculaire.

Dans une conférence faite le 13 janvier dernier, M. P. Curie, parlant d'un des trois genres de rayons émis par le radium, disait : « Il résulte « de ces recherches que les rayons X se com- « portent comme des projectiles animés d'une « grande vitesse » ; plus loin, parlant d'un autre genre de rayons du radium : « On peut supposer « que les rayons B sont constitués par des pro- « jectiles (électrons) ».

Remarquez qu'il dit toujours « les rayons se « comportent comme des projectiles », « on « peut supposer que les rayons sont constitués « par des projectiles », mais jamais « les rayons « sont des projectiles, les rayons sont constitués « par des projectiles ».

Je cite encore Curie : « L'émanation du ra- « dium se comporte comme un gaz, à bien des « points de vue, etc..... ». « Les expériences « précédentes conduisent à assimiler l'émana- « tion à un gaz matériel. Cependant, jusqu'ici, « l'hypothèse de l'existence d'un pareil gaz est « uniquement basée sur des manifestations « radio-actives. »

Vous voyez qu'il n'y a là que des suppositions comparatives, faites pour faciliter l'étude des phénomènes : des hypothèses. Pour se rendre compte de ce que sont l'intensité, la différence de potentiel, la résistance, etc..., en électricité, on compare le courant électrique à une chute d'eau, mais on sait très bien que l'électricité n'est pas de l'eau.

Abordant maintenant la fin de l'article, où sont formulées des hypothèses philosophiques, je trouve l'auteur extrêmement aventureux.

Que connaissons-nous du radium ? peu de chose. Quelques grammes seulement de ce corps merveilleux ont été extraits par le traitement de quantités énormes de minerai ; quelques rares savants, sujets à l'erreur et à l'illusion, ont pu seuls l'étudier et ils ont dû souvent, pour leurs expériences, établir eux-mêmes des appareils spéciaux qui n'ont pas atteint le dernier perfectionnement.

Les résultats, étonnants, certes, qui ont été obtenus, peuvent nous faire espérer beaucoup ; les savants ont probablement trouvé une nouvelle forme de l'énergie, et cette découverte promet d'être aussi féconde que celle de l'électricité qui, après avoir ouvert de nouveaux horizons à la science, a bouleversé complètement l'industrie et la vie entière des sociétés.

Il s'agit d'étudier la radio-activité, d'accumuler des faits, mais, actuellement, nous n'avons pas honnêtement le droit d'avancer au hasard des théories, en nous basant sur un petit nombre de faits qui sont, incontestablement, mal connus. Ne tombons pas dans le travers des spirites qui en sont arrivés à se faire une idée si baroque du monde !

Les phénomènes dits *spirites*, comme les phénomènes de radio-activité, viendront, j'en suis convaincu, se ranger bientôt sous les lois générales de la science.

Les travaux des Lavoisier, des Mayer, des Helmholtz, ont une réelle solidité. « Rien ne se perd, rien ne se crée » ; cette grande loi, qui domine toutes nos connaissances, est vérifiée à chaque instant, et dans tous les ordres de phénomènes ; elle n'a jamais trompé le physicien, le chimiste, et l'ingénieur, le mécanicien, le simple artisan, se reposent sur elle d'une façon absolue. Personne encore ne l'avait trouvée en défaut ; faut-il permettre l'exception à ce pauvre gramme de radium ?

Que le radium crée de la matière, crée de l'énergie, comme l'antique Jéhovah, nous l'admettrons quand nous en aurons la preuve, car nous n'avons pas de préjugés, mais ce mystère n'a pas encore à obséder notre esprit un peu réfractaire, il est vrai, aux conceptions de la Bible.

Pierre Curie, dans sa conférence (reproduite par la revue l'*Electricien* du 23 janvier), dit :

« Le radium nous donne l'exemple d'un corps « qui, tout en conservant le même état, donne « lieu à un dégagement d'énergie continu et « assez considérable. Ce fait paraît en désac- « cord avec les principes fondamentaux de « l'énergétique, et diverses hypothèses ont été « proposées pour éviter cette contradiction.

« Parmi ces hypothèses, nous en retien- « drons deux, qui ont été émises dès le début « des études sur la radio-activité.

« Dans la première hypothèse, on suppose « que le radium est un élément en voie d'évo- « lution. On doit alors admettre que cette évo- « lution est extrêmement lente, de telle sorte « qu'aucun changement d'état appréciable ne « se fait sentir au bout de plusieurs années. « L'énergie que le radium dégage pendant une « année, correspondrait donc à une transfor- « mation insignifiante de ce corps. Il semble « d'ailleurs naturel de supposer, que la quan- « tité d'énergie mise en jeu dans la transfor- « mation des atomes, est considérable.

« La deuxième hypothèse consiste à suppo- « ser qu'il existe dans l'espace des rayonne- « ments encore inconnus et inaccesibles à nos « sens. Le radium serait capable d'absorber « l'énergie de ces rayons hypothétiques, et de « la transformer en énergie radio-active ».

Ceci me semble plus raisonnable ; ce ne sont encore que des suppositions, mais je crois qu'il faut chercher d'abord de ce côté, avant de lâcher la bride à l'imagination. Le savant physicien ajoute bien : « Les résultats obtenus sont « de nature à modifier les idées que l'on pour- « rait avoir sur l'invariabilité de l'atome, sur la « conservation de la matière et la conservation « de l'énergie, sur la nature de la masse des « corps et de l'énergie répandue dans l'es- « pace », mais il s'en tient là, sa conclusion est timide et réservée, et il est plus prudent que G. C. Hill.

Excusez-moi cette longue lettre ; je la crois utile et j'ai résumée autant que j'ai pu.

Pour terminer, j'informe les camarades que la découverte de Mme Curie intéresse, que le professeur Daniel Berthelot fera samedi soir, 27 février, à la salle Karcher, rue de la Chapelle, une conférence sur le radium. La soirée, organisée par l'U. P., l'Enseignement mutuel, comporte en outre, de la musique, une comédie et un bal.

A vous, cordialement.

JEAN MARCADET.

Dans le prochain numéro, nous reprendrons la suite des études du Dr A. M., sur l'Hygiène.

DANS LES REVUES

Les Annales de la Jeunesse laïque célèbrent l'Etat et le gouvernement de M. Combes ; c'est de mesures légales que M. Elber et ses amis attendent « l'affranchissement total, la libération intégrale » et cette singulière jeunesse, qui s'intéresse à des projets de loi et se penche amoureusement sur les urnes à scrutin, fait une mine un peu bien vieillotte.

Au numéro de février, M. Viviani écrit : « Comment répudiant le réformisme, un révolutionnaire ne tomberait-il pas à l'anarchie ? Celle-ci, logique avec elle-même, raille tout effort individuel vers le mieux-être acquis en la société présente ; elle répudie le suffrage universel dans ses applications législatives ou municipales ; elle écrit, elle lit, elle parle, mais pour prêcher l'abstention, sous prétexte que tout groupement humain ne se peut former qu'en vue de subir un maître et d'opprimer la liberté humaine... »

Ceux qui, par M. Viviani, connaîtront l'anarchie, seront bien exactement renseignés !

Autre docteur : M. Georges Renard, en trois pages, pourfend l'anarchie, ou plutôt les fantômes qu'il

décore de ce nom : « La liberté absolue est une chimère, excepté pour Robinson dans son île avant l'arrivée de Vendredi. »

Un article ne suffirait pas à relever l'aimable naïveté des propos de M. Renard. Après qu'il s'est longuement étendu sur les horrifiques dangers de la suppression de toute organisation « légale », M. Renard propose : « L'Etat... doit devenir distributeur et garant de liberté. » Et encore : « L'autorité ne se légitime qu'en travaillant à se détruire, qu'en visant à se rendre superflue, qu'en s'employant au profit de la liberté. »

Qu'est-ce que ce galimatias?

Je ne cesserai de recommander la lecture attentive de *Pages libres*. La revue de Ch. Guieysse n'est pas anarchiste, mais avec son socialisme hostile à l'autorité, syndicaliste et révolutionnaire, son souci scientifique des faits, et ce réalisme probe qui se défie des systèmes et des hâtives généralisations, elle est aussi proche de nous qu'il est possible. C'est un excellent instrument, non pas de propagande, mais de travail et de réflexion. Il faut lire *Pages libres*.

Derniers numéros : une biographie de Lefrançois, par Daniel Halévy; d'après un livre de M. Goyau. M. Kahn étudie la solide organisation de la papauté et Ch. Guieysse, à propos de l'abbé Loisy, écrit : « Mais le cas de l'abbé Loisy n'est nullement un cas unique; beaucoup d'autres prêtres, aujourd'hui, concilient parfaitement la science et l'histoire avec la foi. Il ne faut pas s'occuper de l'abbé Loisy tout seul. Il faut considérer le mouvement général qui anime une partie fort importante, la partie la plus instruite du clergé français, mouvement qui, incontestablement, nous prépare une renaissance du catholicisme. » L'article de Guieysse est entièrement à lire; ceux qui n'accommodent pas l'anticléricalisme à la sauce démagogique, en si grande faveur aujourd'hui, auront à cœur d'en tirer quelques conclusions utiles pour l'action quotidienne.

La *Tribune russe*, qui paraît à Paris, sera l'organe bi-mensuel du mouvement socialiste et révolutionnaire en Russie.

En 1878, le comité exécutif du fameux parti de la *Volonté du Peuple* (*Narodnaia Volia*), affirmait la nécessité de « renseigner l'Europe sur les effets néfastes que l'absolutisme russe produit pour la civilisation européenne elle-même, sur les véritables buts de notre parti, sur l'importance de notre mouvement, qui résume en somme la protestation de tout un peuple. » A vingt-cinq ans de distance, c'est encore là le programme de la *Tribune russe*.

A l'heure où la Russie, immense maison des morts, semble devoir bientôt renaître, où la haine du tsarisme, gagnant enfin les *foules* ouvrières, détermine les premiers actes *collectifs* de révolte, on comprendra l'importance d'une telle publication.

La *Tribune russe* se recommande du noble souvenir de Pierre Lavroff. On y lira notamment (numéro 3), l'émouvant récit du procès de Mlle Fromukine, condamnée à onze ans de travaux forcés, pour avoir blessé d'un coup de couteau le général de la gendarmerie de Kief. Le parti qui produit de tels *hommes* ne peut pas ne pas vaincre.

A. Catonné (R. Dunois).

BIBLIOGRAPHIE

Le savoir de l'homme grandit tous les jours; tous les jours, des sciences, devenues trop complexes pour être assimilables au même cerveau, se subdivisent en branches nouvelles, afin de faciliter les recherches par la division du travail ; et des vies d'hommes s'usent à fouiller ces subdivisions, accumulant les faits, entassant les expériences, préparant ainsi le terrain à de nouvelles subdivisions.

Même pour le plus humble des métiers, il faut passer par un apprentissage plus ou moins long, selon le degré de complexité du travail. Au lycée, à l'école, on apprend à l'enfant, des rudiments de toutes ces sciences, rudiments qui ne peuvent lui être d'aucune utilité, étant donnée la façon idiote dont on les lui apprend, et qui, pour la plupart, n'ont aucune relation avec ses occupations futures, mais comme il est décrété que l'homme doit être instruit, on a fait une salade de ce qu'il devait apprendre, et, de gré ou de force, on se dépêche de l'en gaver.

Il n'y a qu'une chose que tous devraient savoir, que l'on a oublié dans l'enseignement et qui est même systématiquement passée sous silence, c'est de savoir ce qu'est l'homme, quelles sont les règles naturelles de vivre ; et, comme l'être humain est appelé à se reproduire, l'art de soigner et d'élever les enfants que tous sont appelés à avoir.

C'est une vérité qui commence bien à préoccuper quelques esprits, mais dont la plupart des êtres humains n'ont pas conscience. Et si on a des règles très précises pour l'élevage du cochon, il n'en existe pas pour l'élevage de l'homme; c'est une branche qui reste livrée à l'arbitraire, à l'empirisme, à l'ignorance.

A voir la plus petite bestiole savoir aménager la venue de ses petits; quand on pense que certains insectes savent déposer près de leurs œufs — ou déposer ceux-ci où ils auront toute préparée — la nourriture qui convient aux larves qui en sortiront et qu'ils ne verront pas ; quand on réfléchit que l'oiseau sait apprendre à voler à ses petits, l'animal chasseur, à les conduire à la recherche de la proie convenable, on peut s'imaginer avec raison que l'art d'élever et d'éduquer les petits êtres que l'on engendre, est un acte naturel, qui se pratique d'instinct, sans avoir à passer par d'autre apprentissage que celui de l'hérédité. D'où vient donc que, seul, l'homme échappe à cette loi ?

C'est que, cela me semble paradoxal, mais cela me semble la seule explication logique, c'est que l'homme a été dévoyé par le développement de son cerveau.

Si l'homme était resté l'animal guidé par les seuls besoins de se sustenter et de se reproduire, il suivrait les instincts imprimés dans son cerveau par une longue hérédité, ne les discutant pas, n'éprouvant pas le besoin de modifier les façons d'agir qu'il a reçues de la longue lignée ancestrale dont il est l'aboutissant, il accomplirait peu de chose, mais ce peu de chose, il le ferait bien ; bien dans le sens de son intérêt, de celui de sa progéniture, de sa race, puisqu'il le ferait d'après des mouvements qui ont assuré à celle-ci la possibilité de se perpétuer.

Puisque tout évolue, c'est que chacun n'accomplit pas exactement ce qu'ont accompli ses ancêtres. Cela, d'accord, mais chez l'animal qu'animent les seuls besoins de se nourrir, de se défendre, de se reproduire, la variation n'agit que dans un champ excessivement restreint; voilà pourquoi les variations, n'arrivent pas aux résultats extrêmes qu'elles acquièrent chez l'homme.

L'homme n'est pas resté l'animal aux besoins bornés, à l'intellect voué à la seule recherche de la nourriture. Sitôt qu'il a pu disposer de quelques heures de repos, il a cultivé les arts d'agrément ; puis son cerveau s'est appliqué à la solution des questions abstraites : il a cherché à s'expliquer les phénomènes physiques, atmosphériques, qui s'accomplissaient autour de lui. Incapable de leur trouver une explication rationnelle, il eut recours à l'explication religieuse qui le satisfit momentanément, en lui apportant un problème nouveau en guise d'explication, mais qui, vu son ignorance, lui sembla une explication péremptoire.

De même la complexité croissante des relations sociales lui apporta des problèmes de préséance, de hiérarchie, de morale, qui firent une salade infernale dans sa pauvre cervelle, et qu'il n'est pas encore arrivé à débrouiller.

Avec tout cela, il était sorti des conditions naturelles d'existence. L'état social, tous les jours, lui apportait des conditions artificielles de vie qui achevaient de fausser son jugement, lui masquant de plus en plus les conditions naturelles de vie dont il s'éloignait, de sorte que, non seulement, il ne sut plus ce qui était bien ou mal, bon ou mauvais, à lui-même, mais à ses petits.

Et cette erreur, quelques-uns l'ont entrevue et signalée depuis longtemps, mais sans grand succès, tellement les individus s'imaginent n'avoir rien à apprendre à ce sujet, hélas ! Mais ce n'est que depuis peu d'années que les protestations sont devenues plus nombreuses, que l'on commence à avoir des notions à peu près certaines sur le véritable rôle des parents, sur ce que devait être l'éducation.

A signaler, dans cet ordre d'idées, trois volumes du docteur Fischer qui viennent de me tomber sous la main, et dans lesquels l'auteur prend l'enfant à la naissance et le mène à l'âge d'homme — ou de femme — car il ne classe pas la femme dans une race à part.

Dans *Puériculture* (1), il traite des soins physiques et moraux à donner à l'enfant en bas âge. Le titre du second volume, *De l'Education* (1), indique son sujet. Et comme l'auteur estime que le voile de mystère que l'on essaie de jeter sur les différences sexuelles, n'est qu'un mensonge et une hypocrisie, dans le troisième volume, *De l'Education sexuelle* (2) il explique que tout ce qui concerne la vie sexuelle doit être expliqué de bonne heure à l'enfant, dans des termes et une méthode appropriés, de façon à ce que son imagination ne soit pas troublée, et que ce problème inquiétant ne soit pas, par la suite, comme en l'état actuel, une hantise et une hallucination.

Très hardi dans ce qu'il demande, l'auteur, tout en voyant le contraste entre ce qui devrait être et qui est, s'imagine cependant que les idées hardies qu'il énonce, peuvent être appliquées dans l'état social tel qu'il existe. Il ne croit pas trop aux lois ni aux parlements, a même contre eux des sorties assez raides ; cependant il croit trop à la bonne volonté des législateurs, faisant appel trop souvent à leurs concours.

Ainsi, au sujet de la soi-disant laïcisation des écoles, il a l'air de croire que c'est une chose arrivée, et ne voit pas tout le danger que présente le monopole que vient de s'arroger l'Etat.

Réserves à faire, également, sur la supériorité — quelles que soient les réserves qu'il fasse lui-même — qu'il accorde à la religion protestante. Toutes les erreurs se valent. Si la religion protestante a laissé plus de place à la libre discussion, elle n'a pas, pour cela élargi, le cerveau de ses croyants, mais, au contraire, enferrés davantage dans le vice religieux en leur laissant croire au dogme raisonné, librement choisi. N'est-ce pas dans les pays protestants que la foi religieuse est la plus tenace? ou, tout au moins, que l'incrédulité s'avoue le moins, et est classée parmi les choses choquantes. Tandis que le catholicisme n'est plus qu'une religion de forme, d'habitudes; la foi en est disparue; l'incrédulité s'affirme carrément dans les pays qui s'intitulent catholiques. En France, c'est l'esprit religieux qui a honte de s'affirmer.

J. Grave.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

— L'Education libre du III[e] va recevoir d'ici peu les brochures *l'Absurdité de la politique*, de Paraf-Javal. Elle invite donc les camarades qui ne lui ont pas envoyé le montant de leurs souscriptions, à le faire, s'ils veulent les recevoir.

— **Aux camarades d'Algérie et de Tunisie.** — Le Groupe de propagande libertaire d'Alger informe les camarades de l'intérieur qu'il vient de fonder, pour l'Algérie et la Tunisie, l'Œuvre des journaux et brochures pour tous.

Les camarades sont priés de donner les adresses des personnes sympathiques à nos idées ou susceptibles de s'y intéresser. Il leur sera fait immédiatement l'envoi gratuit de journaux et brochures.

Ecrire au secrétaire du Groupe de propagande libertaire, Université populaire, boulevard Bugeaud, à Alger.

CONVOCATIONS

— **L'Education libre du III[e]**, 26, rue Chapon. — Dimanche, 28 février, à 8 h. 1/2 du soir, 6, boulevard Magenta, soirée familiale au profit de la brochure à distribuer. Causerie par le camarade Armand. Sujet traité: Qu'est-ce que l'Anarchie? Y a-t il un idéal libertaire? Partie de concert avec le concours des camarades de la *Marianne*. Tombola gratuite. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30, facultatif pour les compagnes et les enfants.

— **Causeries Populaires du V[e]**, salle Martial, 68, rue Lhomond. — Vendredi 29 février, à 8 h. 1/2 du soir, causerie de A. Libertad : « A travers la vie du bon curé de Meudon. »

— **La Coopérative Communiste.** — Jeudi 3 mars, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, vente des produits.

---

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Charles, 8, rue Monsieur-le-Prince.

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Charles, 8, rue Monsieur le Prince.

(2) Un vol. 3 fr. 50, chez Allier-Henry, 8, rue Casimir-Delavigne.

-*- **Jean-Pierre** organise une fête qui aura lieu en l'*Hôtel des Sociétés savantes*, le *dimanche 6 mars*, à 2 heures, sous la double présidence de Georges Clémenceau et de Th. A. Steinlen.

Il y aura :

Chœur chanté par des enfants;

Mélodies chantées par Mme Hénault et par Mlle Ariadna Arendt;

Monologues par M. Moullière;

Un poème de Magre (*Noël*), lu par M. Joubé;

Un conte d'A. France, lu par Janvier;

Des poésies dites par M. Armand Gauley, de l'Odéon;

Guignol; Prestidigitateur, pour les petiots; *Poil de Carotte*, pour les autres.

Et une ronde dansée, chantée par des enfants, pour clore la fête.

On peut se procurer des billets d'avance aux *T. N.*

-*- **Les Libertaires du XII**e (Groupe abstentionniste). — Samedi 27 février, à 8 h. 1/2, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton, réunion publique contradictoire sur ; « le Socialisme et l'Anarchie ».

Entrée : 0 fr. 20.

-*- **L'Action Théâtrale**, Groupe artistique de la rive gauche. — Répétition tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, Salle de l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard. Pianiste, orchestre à la disposition des groupes pour concert ou bal.

Envoyer la correspondance au camarade Sandrin, 11, impasse *Cœur-de-Vey*, *Paris-14*e.

-*- **Education sociale**, 3 et 5, rue Jules Jouy. — Samedi 27, à 8 h. 1/2. M. Moisand, secrétaire de la Conférence des avocats : Le luxe abusif (orchestre). — Jeudi 3, à 8 h. 1/2. Soirée musicale et littéraire organisée par Miles Jourdain. — Mardi 1er, à 8 h. 1/2. M. Darlu, inspecteur général de l'Instruction publique : Les idées morales au XVIIIe siècle : Kant. — Samedi 5, à 8 h. 1/2. Discussion dirigée par M. Chartier sur « Le mensonge » (suite).

-*- **Les Artistes indépendants**. — Exposition annuelle, Grandes serres de la Ville, au Cours-la-Reine. Entrée : 1 fr. en semaine, 0 fr. 50 le dimanche.

-*- **Union Bellevilloise**, 9, cité de Gênes, rue Julien-Lacroix.

Tous les mercredis, chimie élémentaire.

-*- **L'Aube Sociale**, Université populaire, 4, passage Davy (au 50 de l'avenue de Saint-Ouen). — Vendredi 26. Duchmann : Zola féministe, *Pot Bouille*. — Mercredi 2 mars. Causerie entre camarades : Le commerce, son effet moral et matériel, par le camarade Janine. — Samedi 5. Inauguration du nouveau local : 1° Charles Malato, Le péril blanc et le péril jaune; 3° audition de Jehan : Rictus dans ses œuvres. Vestiaire obligatoire : 25 centimes.

-*- Aubervilliers-Quatre-Chemins. — Tous les samedis, réunion des camarades au local habituel. Causerie, prêt de livres.

-*- **Union ouvrière de l'Ameublement**. — Mardi, 1er mars. Réunion d'inauguration du nouveau siège social, 4, passage Davy. Organisation de la bibliothèque et de la permanence pour les embauches. Nomination de délégués aux services intérieurs.

L'Union recevra avec plaisir les dons de livres qui lui seront faits par les littérateurs et les camarades, qui comprennent qu'il faut savoir, pour efficacement lutter contre nos ennemis étatistes.

-*- **L'Effort**, U. P. du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2. — Samedi 27 février. Schaër Vézinet (avec le concours de l' « Action sociale antialcoolique ») : L'art de bien se porter, au Préau de l'Ecole des garçons, 30, avenue de la République. — Mardi 1er mars. H. Duchmann : Zola féministe, *Pot-Bouille*. — Vendredi 4. Lisay : Religions.

-*- Nogent. — **L. U. P. L'Emancipatrice**. — Dimanche, 28 février à 2 h. 1/2, salle Paupelin, 3, rue de Mulhouse, conférence du compagnon Villeval, sur les œuvres de Mirbeau. — Entrée libre et gratuite.

Une seconde réunion aura lieu au même endroit, le dimanche 5 mars, à 5 heures du soir.

-*- Alger. — **Groupe de propagande libertaire**. — Dimanche 28 février, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel, causerie publique et contradictoire par le camarade Arnold Bontemps. Sujet : Socialisme et Anarchie.

-*- Béziers. — Réunion le dimanche, 28 février, à 4 h. 1/2, au café Archaimbaud, 19, avenue de Bédarieux. Objet de la réunion : Constitution d'un groupe ; Organisation conférence Louise Michel-Girault ; Questions importantes.

-*- Limoges. — Réunion des camarades, chez Guitard, 18, rue Chinchauvaud. — Dimanche, 28 courant, à 10 heures du matin. Brochures et chansons à placer, au profit du groupe.

-*- Lyon. — Les Groupes *Germinal*, l'*Art théâtral*, l'*Art social*, la *Fédération antimilitariste du Sud-Est* et tous les militants fatigués ou désabusés, sont invités à assister à la réunion qui se fera dimanche soir, à 8 heures, chez Bordat, 17, rue Paul-Bert, pour l'organisation d'un groupe d'entente libertaire de la région lyonnaise.

-*- **Groupe Germinal**. — Dimanche 6 mars, café de l'Isère, 26, rue Paul-Bert, Soirée familiale. Causerie : Réflexions sur la guerre sino-japonaise, par A. Cornet. La soirée se terminera par la série des chants habituels.

-*- **Groupe d'Art social**. — Fête de propagande, le 15 mars, à 2 h. 1/2 du soir, salle des Variétés, 34, avenue des Ponts.

Le Permissionnaire, drame antimilitariste. Un concert et une sauterie termineront la fête.

Répétitions de *Nadia ou le Crime d'une révoltée*.

Tous les mercredis et samedis, chez Bordat.

Marseille. — **Le Milieu-Libre de Provence**. — Dimanche 28 février, à 5 heures du soir, réunion de tous les adhérents. Adhésions et souscriptions. Les camarades détenteurs des cartes pour la soirée artistique du 5 mars, sont priés de les rapporter au plus tôt, ainsi que les billets de tombola, dont le tirage aura lieu le 20 mars. — Le soir, à 9 heures, soirée familiale.

Droit de vestiaire : 25 centimes.

-*- Montceau-les-Mines. — Les camarades qui seraient partisans de faire venir des invendus des journaux libertaires, pour distribuer dans les réunions, peuvent s'adresser au camarade J. Blanchon, maison Cauchmann, Tuilerie Saint-Pierre, à Montceau.

-*- Chaux-de-Fonds. — Il vient de se fonder un groupe d'études et de propagande anarchiste. Les réunions auront lieu le dimanche matin, brasserie de Lyon, de 9 heures à 11 h. 1/2.

AUX AMIS

Je leur rappelle que l'on peut obtenir le journal dans toutes les gares et dans les librairies de n'importe quelle ville. Aux libraires qui répondent qu'ils ne le connaissent pas, il n'y a qu'à leur dire qu'ils n'ont qu'à en faire la demande aux Messageries Hachette.

C'est un point important, pour la diffusion du journal, qu'il se trouve chez beaucoup de libraires. Ceux qui s'intéressent à son existence, peuvent y aider, en insistant auprès des libraires pour qu'ils le tiennent, et en s'astreignant, au besoin, à leur acheter un numéro pendant quelques semaines de suite.

AVIS

Il ne nous reste plus d'affiches de Luce; mais un camarade de Bruxelles nous en prépare une autre, que nous enverrons à ceux qui nous en demandent, sitôt que nous l'aurons reçue.

Nous avons fait déposer, chez les libraires et dans les gares, la brochure *Aux Jeunes gens*, de Kropotkine, où l'on pourra se la procurer.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

106e M. et G., à Saint-Etienne, 2 fr. — 117e J. M., à Paris, 2 fr. — 118e C. U., à Anvers, 5 fr. — 119e T., rue F., 2 fr. Pendant un an, — 120e groupe d'étude de Bruz San Paulo, 10 fr. — 121e S., à Oullins, 1 fr. — 122e A. L., à Agen, 1 fr.

En tout 22 fr.

Listes précédentes : 279.70 fr.

A ce jour : 301.70 fr.

Sommes à verser ou versées en une seule fois :

Un instituteur champenois, 3 fr. — Groupe de propagande libertaire d'Alger, 3 fr. — Groupe de libertaires rennais, 5 fr. — J., à Troyes, 0.50. — C. S. de C., à Lisbonne, 5.80. — Lyon, quête faite à une soirée familiale par B., 8 fr. — Dick, 5 fr.

En tout : 17.30.

Listes précédentes : 504.

A ce jour : 521.30.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40**; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

EN VENTE

Une série de 12 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 15 la série. Voici les titres : *L'Assassiné*, de L. C. Dissy; *Les Bienheureux*, Heidbrinck; *Les sales corbeaux*, Hénault; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul; *Provocation*, Lebasque; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque; *L'Incendiaire*, Luce; *Mineurs belges*, C. Meunier; *Porteurs de bois*, Pissarro; *Les Errants*, Rysselberghe; *La Libératrice*, Steinlen, *La Débâcle*, Vallotton.

PETITE CORRESPONDANCE

Marion. — Les abonnements seront servis, suivant vos indications : pour les gares, je fais la réclamation. Prière de réclamer à nouveau chez les libraires.

L. R., à Mazac. — Oui, vous pouvez envoyer copie sous enveloppe ouverte à 0,05 par 50 grammes.

R. L. à Montargis. — Reçu mandat pour l'adresse de C.; adressez-vous au *Libertaire*.

B., à Saint-Nicolas. — Le nouvel abonnement se terminera fin août.

A R. à Lyon. — 22,35, port compris, un colis de 5 kilos.

Ch. R., Chaux-de-Fonds. — Oui, il reste encore des *Militarismes* défraîchis.

R. G., à Mâcon. — Le service sera fait.

Paris à Morat. — Des articles sur l'art, nous ne demandons pas mieux d'en donner, si on nous en envoie d'intéressants. On nous en a promis.

E. B., à Bilbao. — Je n'ai pas l'adresse des Doukhobors.

M., à Dijon. — Pas assez de place pour les comptes rendus de réunion.

Lafond. — Quand nous aurons vu votre journal.

J. B C. — Non, nous n'avons pas les portraits en question. Je vous envoie les cartes. On les aura oubliées.

Reçu pour les Ardoisières d'Angers : M., à Paris, 5 fr.

Reçu pour le journal : L., à Montevrain, 10 fr. — L. C. 0,60. — Collectes faites pour les journaux *Le Libertaire*, *Les T. N.* et *L'Homme Libre*, aux conférences Girault-L. Michel, Auxerre, 10.20, Troyes, 9 fr. Pour chaque, 6,10.

Merci à tous.

T., à Tamnay. — P. L., à Asnières. — V. Q., à Norwalk. — Mlle R., à C. — A. P., à Orléans. — G. H., Paris. — E. S., à Etampes. — A. B. Z., 100. — U. C., à Anvers. — S. C., à Lisbonne. — S., à Thoumen. — J. S., à Saint-Imier. — Un gniaff, Marseille. — A. R., à Quillian. — P. P., à Aigues-Mortes. — J. B. C. — A. R., à Marseille. — L., à Epinal. — C. P., à La Machine. — H. R., à Troyes. — A. L., à Agen. — C. M., à Marseille. — G. T., à Chaumont. — G. J., à Fort-de-France. — M., à Laxou. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 45 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 MARS 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

CARNET D'UN PACIFISTE

7 février. — Aucun homme de cœur n'a replié, ce matin, son journal aussi tranquillement qu'il l'avait ouvert. Car il vient d'y lire ceci : Rupture des négociations entre la Russie et le Japon. Et ceci c'est la guerre. Une grande guerre, grosse de complications et d'inconnu, capable de nous conduire à ce grand conflit dont on parle si souvent sans avoir le courage d'y croire. L'*inconnu* de la guerre, voilà, il me semble, ce qui devrait faire réfléchir surtout ceux qui la déchaînent. Ah! si l'on pouvait dire : « Cette aventure nous coûtera tant d'hommes et tant d'argent, nous savons ce que nous faisons, où nous allons », la guerre pour stupide et barbare qu'elle soit pourrait paraître moins affreuse. Mais qui peut dire, — quand l'odieux branle-bas retentit quelque part, — si les victimes se compteront par centaines, par milliers, ou par centaines de mille, qui peut dire combien de richesses, c'est-à-dire en somme combien de travail et de souffrances humaines, richesses si nécessaires à tant d'œuvres de civilisation et de progrès, vont être englouties en pure perte, coulées bêtement au fond des mers ou dissipées en pétarades, qui peut dire enfin jusqu'où certaines idées nécessaires, généreuses, libératrices vont être refoulées par cette poussée de barbarie, pour combien d'années par contre seront consolidés un peu partout militarismes déprimants et impérialismes furieux?

Voilà les pensées tristes que tout homme de raison et de progrès, trouva ce matin dans son journal.

.˙.

8 février. — Un peu plus tôt, un peu plus tard, il fallait s'attendre à ce que cette question de Mandchourie et de Corée finisse dans le sang. Il y a dans la guerre, surtout dans la guerre moderne, avec son mélange de barbarie et de science, quelque chose de si stupide, de si criminel, qu'on se paye volontiers d'illusions quand on est soi-même débarrassé du préjugé guerrier et nationaliste. On se dit : « Ils n'oseront pas. » Il suffit de regarder et d'analyser froidement certains faits, pour se dire ensuite : « Pendant un certain temps encore, ils oseront fort bien. »

En ce qui concerne le présent conflit, il était facile de prévoir que rien n'arrêterait les appétits ouverts. Les adversaires étaient trop décidés l'un et l'autre à ne rien céder de leurs prétentions, ayant, chacun pour des raisons différentes, trop de confiance en eux. Et les intérêts étaient trop gros. Intérêts ignobles, il va sans dire, intérêts de brasseurs d'affaires, gros trafic et grosse banque, c'est-à-dire intérêts à rebours dès qu'on envisage la masse nationale et le bien public. Mais ne sont-ce pas, hélas! les intérêts de cette sorte qui nous mènent encore un peu partout et décident de nos destinées?

Depuis de longs mois les gens bien placés *savaient*, ce n'est pas douteux, jusqu'où iraient les concessions de chacune des deux parties et savaient aussi que, ces concessions n'étant pas suffisantes, ce serait la guerre. N'en sont que plus odieux tout le « battage », tout le « chiqué » menés autour de cette affaire, toute la malice diplomatique agencée pour rejeter le rôle ingrat sur l'adversaire et faire montre, soi-même, de scrupules qu'on n'a pas.

Seule, une chose pouvait faire hésiter les bandits de haut vol qui forment en chaque pays la « classe dirigeante » : un doute sur l'état de l'opinion publique, la crainte d'une volonté populaire assez éclairée, assez puissante pour résister. Ah! si cette volonté s'était tant soit peu montrée, d'un côté ou de l'autre, on aurait vu passer, comme lettres à la poste, toutes les concessions déclarées incompatibles avec l'honneur national, l'intérêt de la patrie, la dignité russe ou japonaise! Rien de plus élastique, en effet, que ces divers articles! Mais, hélas! cette conscience populaire n'existe pas plus en Russie qu'au Japon, du moins assez forte. Elle existe à peine en Angleterre, comme on a pu le voir par la récente guerre du Transvaal. On n'ose pas se demander à quel point elle en est chez nous, où elle est peut-être le plus forte.

.˙.

10 février. — Les Russes dénoncent à tous les échos la noire perfidie, la diabolique traîtrise de leurs adversaires et la presse française, naturellement, répète avec un touchant ensemble : noble et sainte Russie, perfide Japon. Tout ça parce que les hommes jaunes ont rompu soudain les pourparlers et donné l'attaque d'une façon plutôt brusque. Mais quand on se reporte aux faits, sans préjugés alliancistes, on voit que nos bons amis les Russes avaient fait de leur mieux pour provoquer ce résultat soi-disant inattendu.

Si l'on admet la guerre, en effet, il faut bien admettre aussi que chacun des belligérants cherche, et dès le début, son avantage. Celui du Japon, prêt depuis longtemps et combattant chez lui, était, sans nul doute, d'ouvrir la danse le plus tôt possible. Celui de la Russie, au contraire, de traîner les choses jusqu'à ce qu'une partie de ses forces au moins ait eu le temps d'arriver sur les lieux. Que font alors nos Russes? Ils jouent de la paix, parbleu, de la paix si chère au cœur de « notre tzar adoré ».

Aux Japonais qui réclament une réponse rapide et ferme, ils disent : Prenez patience. Nous cherchons la formule qui va tout concilier. (En attendant, les trains filent et les bateaux se hâtent.) Nous travaillons à une note qui sûrement vous ira. Mais, donnez-nous encore quelques jours. Amis de la paix avant tout, nous ne voulons pas laisser dans notre papier un seul mot qui puisse vous mettre en colère et, dame, c'est long quand il faut raturer tout le temps. (En attendant, les trains filent toujours et les navires aussi.) On comprend assez qu'à la longue les Japonais l'aient trouvée mauvaise.

Tout cela ne sort pas d'ailleurs des gentillesses coutumières à l'art de gouverner. Ce qu'il y a seulement d'un peu fort, c'est de déverser l'injure sur autrui, quand on a soi-même à son actif d'aussi jolis tours de canaille. Le plus triste est que ces procédés prennent toujours. Bon populo coupe là comme dans du pain. Ses maîtres n'en demandent pas davantage. En Russie, en France et ailleurs des tas de pauvres niais sont en train de dire : Comment voulez-vous, aussi, qu'on puisse avoir une bonne fois la paix? Voilà un brave homme de souverain qui ne pense qu'à ça, qui se morfond à rédiger des notes pour mettre tout le monde d'accord (même que les gens qui rentrent tard voient chaque nuit sa fenêtre éclairée jusqu'à des 3 heures du matin). Mais on ne lui laisse pas seulement le temps de finir. Pour voir la fin des massacres, faudrait d'abord qu'il n'y ait plus sur terre de bandits comme ces Japonais.

Ainsi les haines s'éternisent, les malentendus subsistent et les cerveaux s'encrassent. Mais vive notre petit père!

.˙.

15 février. — *Une explosion de torpilles russes, dans la baie de Dalny, coule le croiseur russe* Boyarin. *Douze morts. Il y a dans cette baie plus de 400 torpilles flottantes et les armateurs sont d'avis que durant 2 ou 3 ans, la navigation y sera pleine de dangers. Il y a trois jours, c'était* l'Iénisseï, *autre navire russe occupé*

à poser des mines sous-marines en rade de Port-Arthur et tout chargé d'explosifs, qui sautait au contact d'un de ces engins, causant ainsi la perte de 92 marins.

Bonnes nouvelles, excellentes nouvelles ! Providentielles catastrophes ! Depuis longtemps on escompte qu'à force de se perfectionner et de s'accroître, les moyens de détruire finiront par terrifier ceux qui devront les mettre en œuvre, qu'au dernier moment on hésitera devant la méchanceté et la précision de tels engins, devant l'étendue des ravages pour lesquels ils furent combinés par quelque savant paisible et que, de la sorte, l'art de tuer finira par se tuer lui-même. Voici que la réalité dépasse ces espérances. Le seul maniement des machines de guerre commence à devenir lui-même un terrible danger. A force de raffiner sur les moyens de détruire ses semblables, le moment approche où l'on ne sera plus maître de ces moyens et où ceux qui voudront les utiliser en seront les premières victimes.

Bonnes nouvelles, excellentes nouvelles ! Puisque de toute façon des milliers d'hommes doivent mourir par la guerre, il faudrait qu'ils meurent surtout de cette manière. Peut-être, devant le résultat inattendu de leur esprit inventif et de leur génie guerrier, les civilisés finiraient-ils par lâcher pied ? En tout cas, une série d'accidents comme ceux-là vaudraient sans doute bien des déclamations humanitaires.

CHARLES ALBERT.

LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

On a beaucoup discuté, ces jours-ci, dans la presse, l'influence probable de la guerre sur le mouvement révolutionnaire en Russie. Les social démocrates allemands, anglais, ainsi que quelques russes, ont exprimé les espérances les plus étranges sur l'influence bienfaisante que cette guerre pourrait avoir pour apporter à la Russie un régime de liberté.

Voici la lettre par laquelle notre ami Kropotkine a répondu à un rédacteur du *Soir*, qui lui avait écrit pour demander son opinion :

Monsieur,

Vous me demandez si l'information publiée par plusieurs journaux, d'après laquelle j'aurais recommandé à mes amis, en Russie, de ne provoquer aucun soulèvement contre le gouvernement russe pendant la durée de la guerre, est correcte ou non ?

Je n'ai pas donné ce conseil, parce que je suis persuadé que ceux qui sont sur les lieux sauront parfaitement se guider eux-mêmes dans leurs actions, par l'état des esprits.

Mais, ce que je maintiens — contrairement à une opinion très répandue en Occident — c'est que cette guerre est une calamité qui va nécessairement causer un retard dans le développement du mouvement révolutionnaire en Russie. Elle coûtera immensément de souffrances au peuple russe, et elle détournera son attention des graves problèmes intérieurs.

Je prévois, en effet, avec tristesse, que l'agitation révolutionnaire, qui prenait un si grand développement au sein du peuple russe — des paysans et des ouvriers industriels — va être forcément ralentie, arrêtée peut-être pour longtemps par la guerre. Au lieu des grandes questions – foncière, industrielle, décentralisation, etc., etc. — qui rendaient la situation générale en Russie si semblable à celle de la France à la la veille de 1789, et promettaient que l'effondrement de l'absolutisme — déjà très avancé — s'accomplirait en même temps qu'un changement profond, révolutionnaire, dans les conditions économiques — au lieu de cela, l'agitation va se réduire maintenant à des questions minimes. On s'agitera pour savoir si la guerre est conduite avec plus ou moins d'habileté ; si tel général et tel ministre méritent la confiance...

Et s'il arrive quelque grand désastre — une nouvelle Plevna au milieu d'actes d'héroïsme de la part des soldats — le patriotisme, le chauvinisme même vont dominer la situation et couper court jusqu'à l'agitation purement politique.

Chaque guerre est un mal — qu'elle finisse par une victoire ou une défaite. Un mal pour les combattants, un mal pour les neutres. Je ne crois pas aux guerres « bienfaisantes ». Ce n'est pas la défaite de Crimée qui a donné à la Russie l'abolition du servage et les réformes, comme ce n'est pas elle non plus qui a donné l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis, l'indépendance à l'Italie, et le mouvement radical et rationnaliste des esprits en 1858-1864 à l'Europe entière. La Russie actuelle *fara da se*, sans attendre sa liberté de l'étranger.

Quant aux autres questions, si intéressantes que vous me posez, vous y trouverez peut-être quelque réponse dans les réflexions suivantes :

C'est un malheur pour le peuple russe que, dans son extension vers l'Orient, il n'ait pas rencontré une nation civilisée, déjà en possession du littoral mandchou de l'océan Pacifique. C'est un malheur qu'il ait eu à défricher les déserts de l'Amour et à bâtir un chemin de fer à travers ceux de la Mandchourie. Ce pays, *jamais*, ne deviendra russe. Le colon chinois l'envahit déjà. *Et si les Etats-Unis*, par exemple, voulaient en prendre possession demain, tout le monde, y compris les Russes, y gagnerait.

Mais, s'ensuit-il qu'il soit désirable de voir un Etat aussi belliqueux et si plein de rêves impérialistes que le Japon s'établir en Mandchourie ? Je ne le crois pas. Il n'était certainement pas dans l'intérêt de la civilisation européenne que l'Angleterre ajoutât à sa puissance maritime celle d'une nation continentale, en s'installant autrefois en Bretagne ou aux Pays-Bas. D'ailleurs, le Japon lui-même y perdrait bientôt ce que sa civilisation a eu d'attrayant. Fruit de siècles de paix, celle-ci va vite disparaître sous l'uniforme européen, aux sons d'une méchante traduction de *God Save the King !*

Je n'ai pas lu l'article de M. Hyndman dont vous me parlez ; mais j'en ai lu tant d'autres dans la presse anglaise, inspirés du même « chauvinisme pro-japonais » ! Pour ma part, n'ayant aucune sympathie pour les rêves de conquête des faiseurs d'argent russes, je n'en ai pas non plus la moindre dose pour les rêves de conquête des capitalistes et des féodaux du Japon modernisé. Car, ce n'est pas pour déverser leur trop-plein de leur population, que les classes dirigeantes du Japon rêvent conquérir la Corée, la Mandchourie et... Pékin. C'est pour écouler des marchandises, produites au moyen d'une exploitation odieuse des femmes et des enfants, au sein d'une population agricole appauvrie (lisez Rathcan !). C'est pour gouverner et s'enrichir — à l'européenne.

Les Rhodes et les Whitaker-Wright, jaunes et blancs, Japonais, Russes ou Anglais, me sont également détestables. Je préfère me ranger du côté du jeune parti socialiste japonais. Si peu nombreux qu'il soit, il a exprimé le fond de la pensée du *peuple* japonais (aux courts moments qu'on lui permet de se dégriser), en se prononçant *contre* la guerre dans sa fière proclamation et sa lettre adressées aux *Daily News*.

Je prévois, en outre, avec une profonde anxiété, que le conflit engagé en Extrême-Orient n'est que le prélude d'un conflit, infiniment plus sérieux, préparé de longue date, et dont le dénouement se fera aux alentours des Dardanelles, et, peut-être même, dans la mer Noire, — préparant ainsi de nouvelles périodes de guerre et de militarisme pour l'Europe entière...

Bref, je vois dans la guerre qui vient d'éclater une calamité, un danger pour l'ensemble du mouvement progressif en Europe. Triomphe des plus mauvais instincts du capitalisme moderne, comment pourrait-elle contribuer au triomphe du progrès ?

Agréez, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

PIERRE KROPOTKINE.

Bromley, 18 février 1904.

DU " RÉVOLTÉ "

AUX

" TEMPS NOUVEAUX "

I

En 1882, le gouvernement voulant arrêter la propagande anarchiste qui se développait rapidement en France, surtout dans la région lyonnaise, fit procéder à une rafle générale des militants. On préluda à celle de Bordat à Lyon, et deux jours après à la mienne, à Paris, avec Crié, Vaillat et Hémeri-Dufoug. Gautier, qui se trouvait sur la liste, fut arrêté à Lyon, où il se trouvait en tournée de propagande.

On n'avait pas encore inventé l'association de malfaiteurs. Prenant le prétexte de troubles qui s'étaient produits dans la région de Montceau, nous étions accusés « d'excitations au pillage, au meurtre, à l'incendie, en bandes, à mains armées ».

Mais la division des pouvoirs a parfois des résultats inattendus. Le juge chargé de l'instruction de notre affaire, M. Blancard des Salines, était, paraît-il, royaliste. Pour faire pièce au gouvernement, il nous fit relâcher 36 heures après notre arrestation.

J'étais encore au Dépôt, c'était un dimanche, après-midi. On m'appelle, on m'introduit dans une pièce où se trouvait un monsieur. C'était le juge qui m'avait interrogé la veille. Il s'avance vers moi, tout souriant. « Eh bien, me dit-il, que désirez-vous de moi ? — Moi, je ne vous demande rien. » Je n'ai jamais vu un homme plus interloqué. Il fut bien deux minutes avant de retrouver le fil de son discours : « J'avais donné l'ordre de vous transférer à Mazas. J'y suis allé pour vous faire remettre en liberté ! Et comme on m'a répondu que vous n'y étiez pas, je suis vite accouru ici. » Vraiment, ce juge était trop aimable. Malgré toute ma raideur, je ne pus faire autrement que de le remercier. Je retrouvai à la porte mes autres camarades que j'avais entendu appeler en descendant. On avait aussi appelé Gautier. Mais il était à Lyon. Et, comme le parquet de Lyon, lui, suivait les ordres du gouvernement, les camarades arrêtés là-bas furent gardés.

Ce fut grâce à cette incartade d'un juge indiscipliné, que Gautier fut le seul des anarchistes parisiens à figurer au procès de Lyon.

Pendant deux mois, par toute la France, ce fut un chassé-croisé d'arrestations, et de mises en liberté. Kropotkine fut arrêté à Thonon. Et, comme l'accusation première ne tenait pas debout, on se rabattit sur l'accusation « d'affiliation à l'Internationale », qui ne tenait pas davantage. Mais il fallait bien trouver quelque chose, pour pouvoir faire condamner la trentaine de camarades qu'on avait gardés.

Malgré l'arrestation de Kropotkine, un petit groupe de camarades, en Suisse, avait continué la publication du *Révolté*.

* * *

Mais le camarade qui en avait la charge, en arriva à la situation de Schwitzguébel. Il ne trouvait de travail nulle part. De plus, il avait de la famille, et le journal ne pouvait la faire vivre. Il fallait quelqu'un qui fût seul, et sans charges.

Vers la fin de 1883, je reçus la visite de Re-

clus qui me demanda si je voulais aller à Genève m'occuper du *Révolté*.

Cela me souriait assez; mais je n'avais jamais su ce que c'était que la cuisine d'un journal. De plus, je devais le composer; jamais je n'avais mis les pieds dans une imprimerie. Je fis part à Reclus de mes doutes sur mes aptitudes.

— Cela n'a pas d'importance. Il ne s'agit que de vouloir.

La volonté ne me manquait pas. Quelques jours après, je débarquais à Genève.

Dès la première journée, j'étais au courant de la casse, mais l'habileté laissait fort à désirer. Le journal n'ayant que ses 4 petites pages, et ne paraissant que tous les 15 jours, cela fera sourire un compositeur de métier, lorsque j'avouerai que je n'arrivai à le mettre sur pattes que grâce à un travail acharné; malgré qu'un camarade, dans les premiers temps, m'aidait en composant un ou deux paquets, et que, malgré cela, je devais régulièrement passer la nuit pour mettre en pages.

C'est qu'il fallait aussi compter avec la pâte! Combien de fois, à la mise en pages, je voyais un paquet, trop pressé, s'affaler sur la galée, avant que j'eusse le temps de l'y poser! Et, dans l'énervement que cela me donnait, ne pas pouvoir arriver à sortir intacte ma composition du composteur!

Que de fois je réprimai l'envie d'allonger un coup de pied dans la galée, dans la composition, et de tout envoyer promener! Cette période fut ma meilleure leçon de patience. J'y ai acquis le contrôle de moi-même, le pouvoir de maîtriser les emportements du premier moment.

***

Malgré les arrestations et condamnations, le *Révolté*, depuis quelque temps, entrait librement en France. Mais quelques semaines après mon arrivée à Genève, le conseil des ministres prononçait un nouvel arrêt d'interdiction. Il fallait parer à ce coup de Jarnac, car la vente en Suisse était insuffisante à faire vivre le journal.

Il y eut bien un fonctionnaire des douanes qui s'offrit pour le passer en contrebande, mais il demandait 0 fr. 10 par exemplaire. C'était trop onéreux.

Des camarades de la région du Nord se dévouèrent pour aller chercher les paquets en Belgique, où je les expédiais, et les passer en France. Les abonnés continuèrent à être servis, et, malgré l'interdiction, le *Révolté* fut mis en vente chez quelques libraires.

Mais cela n'allait pas sans risques pour les camarades qui s'étaient ainsi improvisés contrebandiers. Un jour de juillet 84, le camarade Petoux fut pris par les douaniers. Quand ces derniers virent que les ballots contenaient le *Révolté*, pour lequel ils avaient des ordres spéciaux, ils ligotèrent le camarade sur une chaise, au poste, en attendant les ordres du procureur. La nuit, il fut mis dans un sac, et reficelé sur sa chaise jusqu'au lendemain, où arrivèrent seulement les ordres du procureur.

Au mois de novembre de la même année, ce fut un autre camarade qui eut à lutter contre les douaniers, et sur lequel ces derniers, tirèrent en le voyant fuir. Sans l'atteindre, heureusement.

***

Mais des tracasseries plus sérieuses s'organisaient. La libre Helvétie a su se créer une légende d'hospitalité parce qu'elle a donné asile aux persécutés politiques bourgeois; mais lorsqu'il s'est agi de travailleurs qui n'ont pas d'argent à dépenser chez elle, elle n'a jamais été que la plate servante des gouvernements qui l'entourent.

Au commencement de 1885, le gouvernement suisse « découvrit » un complot où les conjurés devaient faire sauter le palais fédéral. Comme de juste, ce soi-disant complot n'était qu'une invention policière, dirigée contre les révolutionnaires allemands, d'après les ordres du gouvernement de Bismarck.

Un nommé Muller, procureur de son métier, fut délégué pour instruire cette affaire, et l'occasion était trop bonne pour que le *Révolté* ne profitât pas du coche. Des perquisitions furent opérées au bureau, et quoique les arrestations eussent lieu surtout dans la Suisse allemande, Genève reçut la visite de M. Muller, qui nous fit appeler, moi et quelques camarades, à l'Hôtel de ville, où il essaya de nous épater, mais sans y réussir.

Nous fûmes laissés en liberté, mais les lettres et les mandats à l'adresse du *Révolté* furent, chaque jour, volés à la poste, ce qui rendait l'existence du journal impossible. Il fut décidé de le transférer à Paris.

***

Au moment où j'y revins, *Terre et Liberté*, que quelques camarades avaient essayé de lancer, cessait de paraître au bout d'une vingtaine de numéros. Il fut décidé que le *Révolté* ferait le service de ses abonnés, et nous héritions de son local. Je fis donc le dépôt du titre *Le Révolté*, et notre premier numéro à Paris parut le 12 avril 1885.

Mais trop de monde fréquentait le bureau de *Terre et Liberté*. Un jour, je m'aperçus qu'au nom de la liberté individuelle, on avait forcé la boîte aux lettres. Je m'empressai, dès le 2e numéro, de changer d'adresse, et de quitter un local plus que suspect.

***

Déjà, à cette époque, malgré que les littérateurs bourgeois n'eussent pas encore fait la découverte de Nietszche ni de Stirner, rien que par la seule propension qu'ont les imbéciles de pousser tout de suite une théorie à l'absurde, il existait, à Paris, des individus qui avaient pris leur petite personne pour centre de l'univers, et proclamaient que l'Individu — avec un grand I — est supérieur à tout; que son libre développement n'a pas à tenir compte des « vagues individualités » qu'il peut écraser sur sa route, pourvu qu'il puisse assurer l'expansion de son « Moi ».

En vertu de cette théorie, on proclamait comme essentiellement anarchiste de reprendre aux bourgeois leur capital. Le cambriolage et le maquerellage étaient des vertus éminemment anarchistes. N'en vint-on pas à discuter s'il était anarchiste d'estamper un camarade!

C'était à qui divaguerait le plus. Sous prétexte d'amour libre, ne s'était-il pas formé un groupe qui préconisait comme immoral et anti-anarchiste, que le même couple vécût trop longtemps ensemble. Je me rappelle un camarade, bien dévoué, mais un peu naïf, que ces fumistes étaient allés trouver pour lui persuader de changer de compagne, pendant que la même démarche était faite auprès de cette dernière. Il m'est revenu depuis, que ledit groupe, à force de pratiquer l'axiome évangélique: « Aimez-vous les uns les autres », avait fini par le transformer en celui-ci: « Avariez-vous les uns les autres! »

Du reste, il convient d'ajouter que ces théories décadentes n'étaient, en définitive, soutenues que par quelques individus suspects, suivis de quelques gobeurs. Mais comme ces individus ne travaillaient pas, ils étaient partout, donnant ainsi l'illusion du nombre qu'ils n'étaient pas.

C'est pour combattre ce courant dérivatif que je publiais mes premiers articles contre les voleurs, sur la morale, qui valurent au groupe du journal les épithètes de pontifes, de sectaires, de rétrogrades, dont on a cru nous anéantir, chaque fois que nous avons combattu certaines idées dont nous ne voulions pas subir la solidarité.

***

Quoi qu'il en soit, notre transfert à Paris avait fait passer notre tirage à 5.000 exemplaires, au lieu de 2.500 qu'il était à Genève. C'était un grand pas.

Le 15 mai 1886, nouveau progrès: le journal parait tous les huit jours.

Le 1er janvier 1887, autre pas en avant. Nous mettons le journal à 0 fr. 05, et nous tirons à 8.000.

Ayant toujours considéré que le révolutionnarisme n'est pas tant dans la violence des épithètes que dans les idées exprimées, le *Révolté* offrait peu de prise aux poursuites. Aussi, notre premier procès fut-il une simple infraction à la loi.

Des jeunes gens avaient formé la « Ligue des antipatriotes ». Pour faire de l'argent pour leur propagande, ils avaient organisé une tombola dont nous publiâmes l'annonce. Assignation en correctionnelle. Le 3 septembre 1887, le camarade Méreaux, qui était gérant à ce moment, et le compagnon Bidault, de la « Ligue des antipatriotes », étaient condamnés, chacun, à 15 jours de prison, 500 fr. d'amende et 5 ans d'interdiction des droits civils et politiques, pour organisation d'une loterie non autorisée!

La même méconnaissance de la loi, qui m'avait fait insérer l'annonce de la tombola, me fit changer le nom du journal après la condamnation.

J'avais toujours vu un journal changer de titre après une amende. J'ignorais que la loi de 1881 avait changé cela, et que seul, le gérant était responsable. Je crus très crâne de prendre le titre de *La Révolte* en place de celui du *Révolté*. C'était un changement inutile.

(*A suivre.*) J. Grave.

ORIGINES
DE LA
RELIGION ET DE LA MORALE

(*Suite*) (1).

Spontanément, l'homme primitif, sentant la vie fermenter en lui, attribue à tous les objets qui l'entourent une vie analogue à la sienne. Une pierre vient le frapper, il en veut aussitôt à la pierre qu'il croit animée d'intentions ennemies. S'il se bute contre une saillie du sol, il se rue contre cette aspérité méchante pour lui. Il aime la branche qui le caresse de ses feuilles, la fleur qui le réjouit de son parfum, et il en veut au rameau qui le fouette au passage, à la ronce qui le déchire, à la baie amère qui trompe son désir. Chaque impression, agréable ou désagréable, suscite aussitôt plaisir ou haine; il se rattache à tout son milieu par un flot d'impressions qui l'entretiennent dans une constante illusion religieuse relativement au monde extérieur. Sous sa forme rudimentaire, très facile à observer chez les animaux ou les enfants qui battent ou lacèrent furieusement le brimborion dont ils se plaignent, cet animisme parait ridicule aux hommes faits, qui voient parfaitement le rapport de cause à effet entre la pierre indifférente et la main hostile; mais cette conception de la vie universelle continue de se retrouver jusqu'à nos jours dans les idées morales et l'histoire religieuse. C'est que les mille accidents journaliers n'ont pas tous une genèse facile à comprendre: la science des phénomènes de la nature n'existait pas encore; et cependant le besoin de tout s'expliquer agissait nécessairement sous une forme rudimentaire, l'homme primitif se sent tout naturellement porté à chercher dans les objets immédiats de son entourage les causes mystérieuses des événements qui le surprennent. Dans l'immense théâtre de

(1) Voir le numéro 44.

la vie, chaque être lui semble avoir un rôle spécial d'utilité ou de dommage pour sa propre personne, « centre de l'univers »; chacun lui paraît habité par un esprit favorable ou défavorable; chaque fontaine a sa naïade, chaque arbre sa dryade; tout est merveilleusement animé et devient fétiche, jusqu'au brin d'herbe.

L'homme environné par les esprits comme par une nuée infinie de moucherons, passe donc son existence comme dans un entretien constant, proférant d'un côté des objurgations, de l'autre des actions de grâce. Se croyant tout naturellement le noyau initial du monde, le sauvage doit s'imaginer que tous les phénomènes de la nature s'accomplissent pour lui, se liguent pour l'épouvanter ou s'animent pour faire sa joie. « Cela n'arrive qu'à moi », s'écrie le paysan de la forêt comme l'égoïste bourgeois de Paris. Alternativement et parfois dans l'intervalle de quelques instants, il lui semble que des spectres se dressent autour de lui sous forme d'arbres et de pierres, puis les étoiles lui sourient et les feuilles lui murmurent de douces paroles. Presque tout, dans l'entourage de l'homme, peut, suivant les circonstances, terroriser ou rassurer, devenir génie favorable ou démon; il est impossible de classer par ordre logique les divinités, tantôt bienveillantes, tantôt mauvaises qui, tourbillonnent autour de lui. D'ailleurs les mythologies s'entremêlent de tribu à tribu, de peuple à peuple et par suite de la différence des noms, qui deviennent autant de personnages différents, quoique s'appliquant d'abord aux mêmes êtres d'imagination, le tout forme un ensemble absolument inextricable (1).

Telle ou telle coïncidence bizarre, telle ou telle circonstance étrange, produisant ce que l'on se figure être un « miracle », peut donner à un objet particulier une importance de premier ordre dans les hallucinations de l'homme; cependant on peut dire, d'une manière générale, que les êtres adorés, vrais ou imaginaires, les « fétiches », très bien nommés ainsi par les Portugais, *feitiços* ou « factices » (2) s'étagent suivant une certaine hiérarchie, qui se ressemble d'un bout du monde à l'autre. La bête féroce, de même que le puissant animal ami, sont parmi les grands fétiches. Les personnages exceptionnels, les magiciens guérisseurs et le roi, « mangeur d'hommes » occupent aussi un rang très élevé dans le tourbillon des personnes divinisées. Les êtres collectifs de la nature, tout en se composant d'un nombre infini de molécules indépendantes, apparaissent néanmoins comme des individus gigantesques. Les fleuves, les promontoires, les montagnes, le vaste Océan, les nuages, la pluie, les rayons solaires, la Terre elle-même, la féconde Gaïa, de laquelle nous sommes tous issus et dans laquelle nous rentrerons tous : les points cardinaux, régions de l'espace indéfini, sont également des dieux pour les Mongols, les Yakoutes, les Russes yakoutisés (3).

Enfin le ciel, dans toute son immensité, n'est aux yeux dont il embrasse la planète en sa rondeur infinie, qu'un seul et grand individu à craindre et à prier comme tout autre corps avec lequel l'homme se trouve également en contact. En toute logique, on a donc pu considérer le peuple chinois, adorateur des génies de la Terre et du Ciel, comme n'ayant pas dépassé dans son évolution la période du fétichisme (4), et en vérité quelle nation pourrait s'imaginer qu'elle s'est développée en dehors de cette religion universelle ?

Ainsi les millions et les milliards représentants des âmes d'autant de corps distincts, peuvent se résumer dans un immense fétiche comme la Terre ou le Ciel. Cependant les dimensions prodigieuses des fétiches supérieurs, n'empêchent qu'on ne croie également à l'influence du tourbillon de fétiches infiniment petits, et précisément les Chinois, qui célèbrent la fête du Ciel en de si minutieuses cérémonies, apportent encore beaucoup plus de sollicitude dans les mille observances qu'exige le culte de *feng-choui*, c'est-à-dire la multitude sans fin des esprits de l'air et de l'eau, et l'on sait combien l'art magique de se rendre les génies favorables a pris d'importance dans la « Fleur du Milieu ». L'histoire moderne du monde chinois a été, en grande partie, déterminée par la résistance du peuple « jaune » à la brutalité de l'ingénieur européen qui vient sans respect, insolemment, bouleverser la terre sacrée et en violer les esprits.

* * *

Le « naturisme » est cette religion qui naît spontanément de la croyance aux génies sans fin, représentants des forces agissantes de la nature. Tout vit, ainsi qu'en témoignent la plupart de nos langues qui donnaient un caractère sexuel « il, elle » à tous les objets, avant l'invention du neutre (1).

A ces âmes de la terre qui assiègent l'homme de toutes parts, s'ajoutent les âmes de tous ceux qui ont vécu, de tous ceux qui ne sont pas encore : le naturisme devient « animisme » ou plutôt se confond avec lui, car la mort frappe incessamment autour d'elle, et les souffles mystérieux, les « âmes », les « esprits » des êtres expirants, vont se confondre avec les énergies de nature également inconnue, qui sortent de la terre et des arbres. L'homme se voit constamment environné par ces forces, de diverses origines, mais d'égal pouvoir; toutefois, la mort, intervenant dans son existence par de soudaines et souvent terribles apparitions, il se laisse facilement porter par son instinct à reconnaître en elle, la plus terrible des déesses. Il veut la conjurer quand elle se présente en ennemie, pour lui enlever des compagnons, des parents, des amis; il l'invoque comme alliée, comme protectrice pour abattre un animal dangereux ou un adversaire haï. Ce sont les âmes des morts, sorties de tous les cadavres tombés autour de lui, qu'il sent, qu'il perçoit tourbillonnant dans l'air en son voisinage, propice ou inquiétant suivant l'état de paix ou de guerre qui prévaut dans la population. On les voit ces âmes, on les entend si bien que pour leur échapper, on cherche à les égarer dans la forêt en fermant les chemins, en déplaçant les cabanes, en y perçant de nouvelles issues, en changeant de costume pour n'être point reconnu, abandonnant même l'ancien langage pour un parler nouveau (2).

Parmi ces âmes en peine, il y en avait heureusement beaucoup qui arrivaient à se loger. Les parents du mort étaient souvent avertis en songe de l'endroit où s'était rendu le corps, de la transformation qu'il avait subie. Parfois ils entendaient sa voix dans un arbre et l'y croyaient réfugié; d'autres se révélaient dans un animal de la forêt qui avait pris leur ressemblance : une transmigration des âmes s'accomplissait de la vie précédente en d'autres vies nouvelles; tout objet de la nature environnante, la roche ou la source, la plante ou la bête pouvait devenir l'asile du fugitif. Une seule chose était certaine, la continuité de la vie, fait que les sauvages comprennent d'ailleurs de la manière la plus simple, sans pouvoir l'étudier au point de vue de la combinaison organique et du dégagement des gaz. Nos ancêtres gardaient l'invincible certitude que les âmes des morts leur tenaient toujours compagnie et se trouvaient avec eux comme au temps de leur existence récente, en relations d'amitié ou de haine. Ainsi, tout en ayant peur de la mort, cette transformation prodigieuse qui retire le souffle de la poitrine et fait pourrir les chairs, ils croyaient à la persistance de la vie sous mille formes. Le « mort » n'était pas mort; il disparaissait, mais en apparence, et, s'il n'avait trouvé un refuge en un autre corps, la partie la plus subtile de son être devenue plus invisible que l'air, se mouvait çà et là autour de l'ancienne demeure, surtout dans les feuilles agitées. Même encore de nos jours, dans le pays de Verviers, on défend aux enfants de jeter des pierres dans les haies, le jour des Trépassés, de peur de blesser les âmes (1).

Mais vivantes, ainsi qu'elles le sont, comment les âmes peuvent-elles se maintenir en dehors de toutes les conditions nécessaires à l'entretien de l'existence? Là commence le miracle. On s'imaginait volontiers que les esprits errants privés de leur corps l'avaient perdu bien malgré eux, par l'effet de quelque ruse des sorciers, de quelque violence des génies mauvais (2). Eh bien! il faut combattre résolument ces ennemis. La piété filiale et cette solidarité humaine, que les pessimistes prétendent ne pas exister, quoiqu'elle rattache les vivants à ceux mêmes qui ne sont plus, exigeaient donc du primitif qu'il essayât de remettre le mort dans un milieu qui lui convînt. D'abord en lui donnant une demeure qui pût sembler être de son goût, et c'est dans cette occasion surtout que les rites funéraires devaient varier suivant la nature des contrées et des industries locales. Chez telle peuplade, on enterrait le mort près de la pierre de son foyer; ailleurs on enfermait son âme dans une poupée de bois ou dans une effigie de cire, dans un lambeau d'étoffe que l'on suspendait dans la cabane. La branche d'un arbre sacré, un échafaudage, une proue de bateau devenaient ainsi des lieux de séjour attribués aux morts. De même, la flamme sainte, devait, chez nombre de peuplades, détruire le corps et s'unir intimement au souffle de l'homme, son âme véritable. Les plus braves donnaient à leurs trépassés la plus digne des sépultures, leur propre corps. Les Batta de Sumatra, les Tchouktchi de la Sibérie et d'autres mangeaient leurs vieillards. Une manière plus raffinée de s'incorporer l'âme des morts est de boire les liquides qui découlent du cadavre décomposé. C'est ainsi que dans maintes terres de l'Insulinde devaient procéder les épouses pour rester fidèles à leur époux; elles absorbaient en détail le corps de l'aimé jusqu'à ce qu'il n'en restât dans la cabane qu'une momie desséchée. Les Alivour ou Alfourou, des îles Aroe, à l'ouest de la Papouasie, mêlent à leurs gâteaux de sagou les fragments du corps de leurs parents et se les assimilent ainsi dans l'espace de quelques semaines : aux banquets funèbres, ils font circuler une coupe d'honneur où l'arrak se mêle au jus du cadavre : tous en boivent une gorgée pour communier avec le mort. Mais il est des tribus qui, ayant abandonné pour elles-mêmes la dégoûtante pratique, l'ont imposée à leurs esclaves : ils mangent leurs morts par procuration. C'est par une substitution analogue que les Tibétains livrent aux chiens les cadavres des leurs et que les Parsi restituent les corps à la mère nature par l'intermédiaire de charognards et de vautours. De même, les anciens Éthiopiens se peignaient sur le corps l'image des parents ou des amis disparus (3).

(*A suivre.*) ÉLISÉE RECLUS.

La semaine prochaine nous donnerons un compte rendu du Salon des P. T. T., *un des* Indépendants *et un de la pièce :* Décadence, *que l'on nous a promis.*

---

(1) Draper, *Histoire du Mouvement intellectuel de l'Europe.*
(2) De Brosses, du *Culte des dieux-fétiches*, Paris 1760.
(3) *Deutsche Rundschau*, Jahrgang XVII, Heft 12.
(4) Pierre Laffitte, *General View of Chinese civilization.*

(1) Max Müller, *Essai de mythologie comparée*, trad. G. Perrot, p. 72.
(2) Elie Reclus, *Les Primitifs.*

(1) Eug. Monseur, *Cours d'Histoire religieuse.* Extension Universaire de Bruxelles, page 8.
(2) Elie Reclus, *La Mort*, « Société Nouvelle ».
(3) A. Bastian, Rechtsverhaltnissen der Volker; — Elie Reclus, passim, dans *Les Primitifs* et *Le Primitif d'Australie.*

MOUVEMENT SOCIAL

Le gardien-chef de la prison de Lille et sa femme ont été suspendus de leurs fonctions, en attendant la conclusion de l'enquête ouverte au sujet de Célina Renouard (ou Renoir?), cette malheureuse fille dont nous avons parlé la semaine dernière. Nous n'attendons pas plus de justice de cette enquête que de toutes les autres : le gardien-chef et sa femme seront sans doute révoqués, et ce sera tout. Et ce n'est pas cela qui rendra à leur victime ses deux pieds amputés. Du reste, ils seraient frappés avec la plus grande sévérité possible que cela ne les lui rendrait pas non plus. Mais il reste à l'Etat, responsable de ses employés, un faible dédommagement à accorder à cette pauvre fille : lui faire des rentes jusqu'à la fin de ses jours. C'est bien le moins qu'il entretienne les gens qu'il estropie.

L'acte d'indiscipline qui fit mettre Célina Renoir en cellule, consistait à avoir répondu à une admonestation de la gardienne-chef. « La cellule étant « glaciale et le vêtement sommaire, Célina Renoir a « eu les pieds gelés : on ne lui a donné des bas que « le cinquième jour. Quand elle est sortie de cellule, « il a fallu la conduire à l'infirmerie, puis à l'hôpi- « tal. Elle y est encore et n'en sortira qu'estropiée : « les phalanges des orteils sont tombées, les méta- « tarsiens sont à nu et se détachent, le squelette du « pied est tout entier à découvert et se sépare du « reste de la jambe. » (*Aurore*, 26 février.)

Une Mme Bretelle, aide de la gardienne-chef, aurait dit, en constatant que Célina n'avait plus d'orteils : « C'est ennuyeux, elle ne pourra pas finir sa punition. »

Célina Renoir était rattacheuse de son état. Nous avons dit qu'elle avait vingt-trois ans; on dit qu'elle n'en a même que dix-neuf. Maintenant, veut-on savoir pour quel crime elle se trouvait à la prison de Lille? Elle avait passé à la frontière une vingtaine de paquets d'allumettes...

⁂

Les Assomptionnistes sont poursuivis de nouveau. On leur reproche d'avoir continué à vivre associés, quoique leur congrégation eût été déclarée dissoute, il y a quatre ans. Ils s'étaient dispersés pour la forme, mais continuaient à porter l'habit de leur ordre et à s'occuper de l'imprimerie et des publications dites de « la Bonne Presse ». Plusieurs d'entre eux avaient loué deux appartements au même étage de deux maisons contiguës, avaient fait percer une porte dans le mur et vivaient ainsi en communauté, avec une chapelle, une salle à manger commune et un salon commun. Or, le gouvernement de la République ne peut souffrir qu'on cherche à vivre en état d'association : il pense, avec tous les autres gouvernements, que les « sujets » sont bien plus commodes à conduire quand ils sont dispersés, isolés.

Nous avons beau avoir peu de sympathie pour les Assomptionnistes et tous les moines possibles, nous ne pouvons regarder ces poursuites comme autre chose que comme une atteinte au droit d'association. Et il nous déplaît qu'on attente au droit d'association, parce que c'est l'association qui nous paraît devoir être la caractéristique de la société de demain et que c'est par l'association que nous espérons remédier à une grande partie des maux de la société présente, en particulier au salariat.

R. C.

⁂

Samedi, parmi les héroïques sauveteurs du boulevard Sébastopol, se trouvait un homme à la mine hâve, aux vêtements en loques, qui parut fort gêné quand la police lui demanda son nom. Il finit par avouer qu'il était ouvrier, sans travail pour le moment, et qu'il mourait littéralement de faim. Il errait, le ventre vide, sur le boulevard, quand l'occasion s'était présentée de sauver quelques-uns de ses semblables au péril de sa vie. Son devoir accompli, il avait eu un peu plus faim qu'auparavant, et voilà tout. On comprit que le moindre morceau de pain ferait beaucoup mieux son affaire que toutes les médailles d'honneur du monde, et l'on envoya le malheureux manger, en attendant mieux. Cinq minutes avant le drame, le même ouvrier, interrogé par les mêmes agents, eût été arrêté comme vagabond et renvoyé en correctionnelle. Car il est écrit dans les Codes que l'homme qui a faim est un danger pour la société et qu'il n'est pas prudent de le laisser circuler librement dans les rues à côté des gens qui ont bien dîné.

(*Aurore*, 22 février.)

⁂

Pour la quatrième fois, notre camarade Yvetot avait à répondre, la semaine dernière et à la requête du très républicain ministre de la guerre, du délit d'outrages à l'armée, ou plutôt pour le même prétendu délit, pour lequel il avait été acquitté à Paris et à Troyes.

Mais il faut croire que la justice, ou ce qu'il est convenu d'appeler ainsi, n'est pas partout la même et se réduit à une question de géographie, car Yvetot a bel et bien été condamné cette fois, à deux mois de prison.

Son crime : avoir dit dans une réunion, à Darnétal, ce que nous pensons tous, que l'on fournit des armes à des jeunes gens de 20 ans, pour tuer, je suppose, et non pour labourer la terre, et que par conséquent : « L'armée est l'école du vice et du crime ». Mais ce qu'il est permis de dire à Paris et à Troyes est interdit à Rouen ; et Yvetot qui ne rétractait rien, au contraire, a été condamné.

Décidément la « Justice » est en France une bien singulière machine, et l'armée chère à tous les Esterhazy et aux barons socialistes à la Millerand, ne s'en portera guère mieux.

⁂

Comme il était à prévoir, la « justice » n'étant qu'une fumisterie, le pourvoi de l'ouvrier Spano, condamné à mort pour avoir supprimé un chien de garde du capital, a été rejeté par la Cour de cassation.

Les robins habillés de rouge, qui siègent dans cette tanière, sont trop les défenseurs du capital, pour s'être laissés toucher par l'iniquité d'une telle condamnation.

Il ne reste donc plus à Spano qu'à espérer en la « clémence » du potentat de l'Elysée, qui, lui aussi, a le droit de vie et de mort sur ses semblables.

A défaut d'autres arguments, notre monarque en habit à queue de pie, pourrait se remémorer l'exemple d'un de ses prédécesseurs qui paya « royalement » l'erreur d'avoir laissé assassiner un des nôtres.

Et Spano est des nôtres !

P. D.

Mouvement ouvrier. — Je ne cesse de démontrer, avec preuves à l'appui, qu'en période capitaliste toutes les lois de prétendue « protection ouvrière » ne sont en réalité que des trompe-l'œil destinés, tout au plus, à détourner l'activité de la classe ouvrière, en lui faisant croire que certaines catégories de bourgeois tentaient sincèrement d'améliorer le sort des travailleurs.

Toutes ces lois dites « protectrices » sont ou tournées, ou violées, restent inappliquées ou sont inapplicables eu égard au régime capitaliste. C'est ainsi que la très réformiste *Petite République*, sous la plume d'un de ses rédacteurs qui ne l'est pas moins, signalait, ces jours-ci, l'impossibilité absolue où se trouvent les inspecteurs du travail de pouvoir s'assurer que la loi sur la durée du travail est appliquée, et notre réformiste notoire signalait à ce propos un curieux arrêt de la Cour de cassation, disant que les inspecteurs n'ont pas le droit de pénétrer dans les établissements industriels, après six heures du soir, si l'industriel n'a pas communiqué à l'inspecteur un autre horaire.

De sorte que si un inspecteur apprend que dans un établissement où la journée de travail prend fin à six heures, les ouvriers sont astreints à travailler jusqu'à sept heures, et qu'il frappe à la porte à six heures et demie pour dresser contravention, le patron peut lui interdire l'accès des ateliers et lui fermer la porte au nez.

Et c'est ce qui arrive la plupart du temps.

A moins que, comme je l'ai déjà signalé, l'industriel ne déclare « domicile privé », où l'inspecteur n'a pas le droit de pénétrer, le local où travaillent parfois des nuits entières des malheureuses prétendument « protégées » par la loi.

Et, pour que nos bons amis les réformistes aillent jusqu'à dénoncer eux-mêmes leurs propres combinaisons, il faut vraiment que nous ayons eu cent fois raison lorsque, dès le début, nous avons essayé de montrer à nos camarades de travail, tout le vide et tout le néant de cette prétendue « législation ouvrière ».

Il ne faut cesser de le répéter, toute législation n'a qu'un but, prolonger la domination de la classe capitaliste, et lui assurer le plus longtemps possible de la chair exploitable.

C'est ce contre quoi nous nous élevons et c'est aussi ce qui nous sépare le plus profondément de tous les fabricants de systèmes socialo-démocratiques.

⁂

M. Manoury, avocat, membre *ouvrier* du Conseil supérieur du travail, dans l'*Association ouvrière*, nous en conte une bien bonne. Un de ces bons patrons, partisan de « l'entente entre le capital et le travail », ne s'est pas caché pour avouer à ses « collègues » que c'était avec la pensée que le renvoi d'une question à la commission permanente du Conseil supérieur constituait « un enterrement de première classe », qu'il l'avait précédemment demandé.

Et M. Manoury se montre tout étonné que Messieurs les patrons se f... à ce point de leurs collègues ouvriers du Conseil supérieur, et il ajoute mélancoliquement : « Voilà qui donne, n'est-il pas vrai, du goût pour discuter sincèrement et loyalement avec Messieurs les patrons ! »

Mais, au lieu de conclure avec nous à l'inutilité absolue de toutes ces combinaisons, M. Manoury nous propose son « ours », l'*Association ouvrière coopérative*.

Non, vraiment, pour remplacer le patron par un Favaron à 60.000 francs par an, nous n'en voyons pas l'utilité.

Nous préférons aller droit vers la Révolution.

⁂

Lorsqu'il s'agit de galette à partager, tous les partisans de l'assiette au beurre sont frères. C'est ainsi que je relève les noms ci-après parmi les membres de la « commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au budget au profit des associations ouvrières de production » : M. Lourties, sénateur opportunard, y voisine avec M. Briand, député très... socialiste ; M. Daumet, nationaliste, avec M. Krauss, non moins socialiste. Et ce qui n'est pas à dédaigner, par ce temps d'anticléricalisme à outrance : M. l'abbé Lemire s'y trouve en compagnie de notre excellent confrère positiviste M. Keufer, secrétaire, etc. Tous copains devant la sainte galette. Approchez tous, les gens à acheter, la manne est garnie, ces Messieurs de tous les « partis » distribuent, inscrivez-vous, la caisse va bientôt être ouverte.

Drôle de façon tout de même d' « émanciper » des travailleurs.

⁂

D'une lettre d'un camarade de Béziers, activement mêlé au mouvement gréviste des ouvriers agricoles et autres, nous extrayons les passages suivants :

« Après les grèves des cultivateurs qui ne sont pas complètement terminées, des syndicats ont été créés; 60 à 65 existent à l'heure actuelle dans l'Hérault, presque autant dans l'Aude et dans les Pyrénées-Orientales. Après ces grèves, nous avons eu celle des extracteurs de sable, de Béziers. Depuis un mois, le mouvement avec manifestations des employés de commerce, qui sont à l'heure actuelle près de 400, dont 100 femmes; ce mouvement n'est pas terminé, il sera même très ardu. Maintenant les coiffeurs ont commencé aussi; ils marchent bien, et nous pensons qu'ils réussiront. Nous sommes aussi en pleine grève des ouvriers jardiniers maraîchers; 60 camarades environ sont en grève depuis douze jours, ils mangent et couchent à la Bourse du travail, comme les cultivateurs ont fait. Une tentative de conciliation n'a pas abouti, je crois que nous en avons encore pour quelques jours. La fédération agricole, une fois bien organisée, devra faire trembler la bourgeoisie ; pour cela il y a encore de la besogne, mais nous y arriverons. Je crois que le prochain congrès qui aura lieu en août, à Narbonne, sera d'une très grande importance; un secrétaire permanent agricole sera nécessaire. Nous y songeons. »

D'autre part, on signale que le mouvement gagne les plus petites localités agricoles, et, si cela continue, il ne restera pas un centre indemne. Actuellement ce sont principalement les petits centres des environs de Perpignan qui s'agitent, et l'on signale des manifestations à Aleyna, où les ouvriers ont obtenu presque aussitôt satisfaction, au Boulou, où les grévistes, hommes et femmes, parcourent les rues en chantant l'*Internationale*.

Enfin, la grève partielle des terrassiers de M. Bros-

sier, entrepreneur du chemin de fer de Joncet à Fontpedrouse, s'est propagée dans tous les chantiers; 600 ouvriers sont en grève, demandant une augmentation de salaire.

De Douai, d'après une lettre que nous envoie un de nos correspondants, la grève des mineurs de la Compagnie d'Escarpelle dure toujours. La cause : la violation par la compagnie des conventions intervenues, notamment au sujet des salaires qui sont inférieurs à ceux précédemment convenus. De plus, les ouvriers se plaignent des amendes qui leur sont octroyées sans raison et des tracasseries de la part des patrons, surveillants et ingénieurs, l'un de ces derniers, de très noble souche, semble-t-il, étant aussi insolent qu'il est titré.

La gendarmerie à cheval garde les puits, et à ces ouvriers qui ne demandent en somme qu'à vivre en travaillant, l'on enverra d'autres travailleurs déguisés en soldats, tout comme sous le ministère Millerand.

A Saint-Etienne, grève des ouvriers de la manufacture d'armes. Les patrons refusent de réintégrer des ouvriers indûment congédiés. Le conflit, s'il se prolonge, pourrait devenir plus sérieux, et l'on peut dire que les exploiteurs l'auraient réellement cherché.

A Trelazé, la grève des ouvriers ardoisiers continue.

P. Delesalle.

Angleterre.

La loi sur l'esclavage des Chinois dans le Sud-Africain, semble soulever une forte indignation parmi la masse ouvrière de l'Angleterre et de sa malheureuse colonie. — « Ce n'est pas dans ce but que des milliers de nos frères sont morts sur le champ de bataille! s'écrient les ouvriers. » — « Non, répond Cecil Rhodes, le grand voleur (dans une caricature de 1902, reproduite cette semaine), mais c'est le but vers lequel *moi* j'ai tendu. »

La *libre* Angleterre admet, légalise l'esclavage. Et l'on nous dit que c'est le vingtième siècle! Et malheureusement ces mêmes ouvriers — aux prochaines élections — enverront au parlement leurs détrousseurs pour que ces derniers aient la possibilité de les voler davantage...

Le « leader » du Parti ouvrier Indépendant, K. Hardie, a échoué dans sa tentative de former un ministère du travail, imitation de Louis Blanc! Ce n'est pas dans un ministère que l'ouvrier trouvera son bonheur. Tout ce qu'il aura de plus, c'est à payer un ministre et plusieurs autres valets de gouvernement.

⁂

Vient de paraître, à Londres, le premier numéro d'un nouveau combattant, « *The General Strike* » (La Grève Générale). Il est très bien rédigé et promet une fertile propagande de la grève générale parmi les ouvriers anglais et dans les « trade-unions ».

Espagne.

Mariage socialiste. — Dans la ville de Mières, en Asturies, un grand centre minier, il s'est célébré un mariage fort curieux et original. Un ouvrier socialiste voulait se marier civilement; mais le juge municipal ne tenant pas compte des dispositions légales qui autorisent parfaitement — même en Espagne — le mariage hors de l'église, s'opposa carrément à sanctionner l'union des futurs époux.

Le fiancé, alors, demanda l'avis de plusieurs de ses amis, et il fut convenu que le mariage serait célébré dans le centre ouvrier, sans l'intervention de l'autorité municipale. Et il a été ainsi fait; les fiancés se sont mutuellement prêté serment de fidélité dans le salon de réunion du centre ouvrier, assistés à titre de témoins par quatre camarades et, faisant fonctions de parrain et marraine, le *leader* du parti socialiste et la mère de la fiancée. La cérémonie a été vraiment solennelle. Plus de quinze cents ouvriers y ont assisté, et les conjoints ont reçu les vœux de bonheur de tous les assistants au milieu d'un grand enthousiasme.

(L'*Aurore*, 22 février.)

Italie

Voilà ce qui est arrivé à Milan le 17 janvier, au soir. Un lieutenant de cavalerie, nommé Sivelli, allait entrer au théâtre, quand il fut assailli par un graveur sur bois qui lui donna huit coups de poignard. L'agresseur, qui s'appelle Giovanni Manfredi, a déclaré être anarchiste individualiste et n'appartenir à aucun groupe. Il a expliqué son action en disant qu'il était sorti de chez lui, avec le projet bien arrêté de faire un acte de protestation contre le militarisme et que, ayant rencontré le lieutenant, qu'il ne connaissait pas personnellement, il l'a frappé « pour donner un exemple ». Il aurait aussi bien frappé un capitaine, un général ou tout autre chef, car pour lui tous les officiers sont des pieuvres.

Ce Manfredi a eu jusqu'ici une conduite irréprochable, et c'est un ouvrier actif qui vivait avec sa mère et cinq frères. On a trouvé dans ses poches un morceau d'un journal anarchiste de Genève et un numéro du *Grido della folla*.

Comme toujours, la presse gouvernementale a crié au fou, perverti par la lecture des journaux subversifs et par la campagne antimilitariste qui se fait un peu partout. Et les journaux de l'ordre qui s'attribuent le droit de diriger l'opinion publique, ont déploré *l'excessive liberté* de la presse en Italie (!) et attribué au journal anarchiste *Grido della folla* la responsabilité de l'acte violent de Manfredi! Mais ils se sont bien gardés de rechercher les causes de ces crimes, dans la vie misérable de la plus grande partie de la population, qui n'a ni pain ni abri, à cause de la terrible et toujours plus forte oppression du gouvernement, qui gaspille tant de richesses pour conserver sa constitution bureaucratique et militaire!

On invoque les mesures les plus féroces contre les anarchistes et leurs journaux qui sont considérés comme les instigateurs des crimes! Mais voilà un fait bien drôle, qui devrait faire réfléchir les mangeurs d'anarchistes, s'ils avaient un cerveau capable de penser : Manfredi, comme G. Bresci, n'était point *connu de la police comme anarchiste*, comme ne le sont pas cent autres qui rient de la rage impuissante des policiers et rappellent parfois à ceux qui oublient facilement le beau fruit qu'ils ont recueilli des lois exceptionnelles et du *domicilio coatto*.

Et à l'égard de la saisie habituelle du *Grido della folla*, parce que ce dernier aurait été la cause de l'attentat contre Sivelli, on pourrait demander : Pourquoi l'on n'a pas osé la même sévérité envers le monarchiste *Corriere della Sera*, dont un numéro a servi, il y a quelques mois, à un assassin nommé Olivo pour y envelopper les morceaux du cadavre de sa femme qu'il avait étranglée et dépecée, puis jetée à la mer à Gênes?

N'est-ce pas dans le journal de l'ordre et de la monarchie qu'il avait, cet assassin-là, appris son crime, comme l'anarchiste dans son journal? Il faut être conséquent, que diable!

Et l'on pourrait citer mille crimes féroces commis par des personnes religieuses et monarchistes, comme un certain Ch. Vecchio qui a, récemment, essayé d'assassiner un très riche jeune homme auquel il avait d'abord extorqué un testament en sa faveur.

Ce Vecchio était un lecteur assidu des journaux la *Tribuna* et *Giornale d'Italia*, et jouissait même de l'amitié du roi!

Pourquoi alors ne fait-on pas des lois exceptionnelles contre ces journaux bien pensants? Mais est-ce que les législateurs se préoccupent que l'épée de la justice frappe de la même façon tous les hommes?

Ils ne comprendront donc jamais qu'afin d'éviter les crimes comme celui du cas Sivelli, il faut ne pas en commettre chaque jour un nombre infini sur le peuple par la faim et le froid, par la ruse et la violence?

Voici un autre fait qui prouve la cohérence et l'esprit de justice de nos gouvernants. Il y a quelques mois, dans la prison militaire de Gaëta, des malheureux soldats enfermés se sont soulevés pour protester contre les cruautés et les infamies de leurs argousins et chefs.

Après les avoir soumis par la force, l'on a fait plusieurs procès aux pauvres victimes, procès qui se sont terminés par la condamnation des prétendus coupables à des peines qui varient d'un mois à sept et huit ans de réclusion.

Mais ce qu'il faut noter surtout, c'est qu'à la suite de l'enquête faite pendant les procès et des résultats de ces derniers, l'on a trouvé vraies les accusations portées par les prisonniers contre leurs chefs. Plusieurs de ceux-ci sont enfermés en forteresse par punition.

Et après ça, je puis bien demander : Si ces pauvres soldats étaient volés et tracassés et si, pour faire connaître cela, ils ont dû se révolter, pourquoi les condamner? Est-ce qu'on ne leur devait pas de la reconnaissance?

Toujours la discipline bête partout, laquelle fait que le sujet a toujours tort, même quand il a raison.

Mères, bénissez donc votre patrie!

Teodorico Rabitti.

VARIÉTÉS

HYGIÈNE PRATIQUE

Hygiène de la femme enceinte

Ce chapitre a deux parties. L'une tient en deux lignes : d'abord et avant tout, la femme enceinte vivra comme doit — ou plutôt comme devrait — vivre une femme bien portante et pas enceinte. Donc elle devra lire et méditer les différents chapitres d'hygiène qui paraîtront successivement à cette place; en faire, pour elle, un résumé, même rapide, serait un double emploi. Mais il est certaines règles d'hygiène que la femme enceinte doit observer plus strictement encore qu'une *femme bien portante*, mais qui n'a à faire les frais que de sa propre activité, quelques soins particuliers auxquels elle doit porter plus d'attention, enfin quelques préceptes hygiéniques qui la regardent seule. Ce sont eux que nous allons signaler ici, ils forment la seconde partie de l'hygiène de la femme enceinte.

Nous ne nous occuperons évidemment, dans les lignes qui vont suivre que des femmes qui mènent à bien leur grossesse, sans souffrir dans tel ou tel de leurs organes; dès qu'il y a souffrance, un problème de pathologie est posé, que l'hygiène seule est impuissante à résoudre et c'est en vain qu'on en chercherait ici la solution. Disons cependant que bien des femmes enceintes sont malades qui ne le savent pas; elles vont, viennent, vaquent à leurs occupations journalières sans ressentir la moindre gêne, sans éprouver la moindre douleur et pourtant elles sont atteintes d'albuminurie, affection bénigne et facile à combattre, quand elle est dépistée; grave quand elle est méconnue, à la fois pour la mère, qui peut présenter des accès éclamptiques, et pour le fœtus, puisque dans ce cas on a vu fréquemment des avortements ou des accouchements prématurés, quelquefois même mortels, les femmes pouvant être emportées dans une crise d'éclampsie et les faits étant relativement nombreux de femmes jeunes et bien portantes la veille, mortes cependant 48 heures après dans un accès convulsif causé par cette albuminurie de la grossesse. Il n'existe pour se mettre en garde contre cette maladie qu'un seul et unique moyen : faire examiner ses urines et faire rechercher par quelqu'un de compétent si elles renferment ou ne renferment pas d'albumine. Si elles en renferment, il y a maladie, et de toute nécessité, la femme doit se faire soigner; si elles n'en renferment pas, le danger immédiat est écarté, mais on aurait tort de s'endormir dans une confiance tranquille, le danger qui n'avait pas encore apparu, peut apparaître plus tard. Quand donc une femme enceinte doit-elle faire analyser ses urines? Toute femme fera analyser ses urines dès le moment où elle soupçonnera une grossesse; à partir de cet instant et pendant les cinq premiers mois, elle fera renouveler cette analyse tous les mois; pendant les sixième, septième et huitième mois, tous les quinze jours, enfin tous les huit jours, pendant le dernier mois. Cette règle, suivie d'une façon absolue, préviendra à temps le désordre qui aurait pu se produire, on pourra intervenir, au moment opportun, et ainsi sera définitivement et sûrement écarté tout danger d'éclampsie. On peut dire, d'une façon à peu près certaine, que si l'urine de

toute femme enceinte était ainsi examinée d'une manière méthodique, l'éclampsie aurait vécu et que les médecins de l'avenir n'en trouveraient plus la description que dans les livres, sans la rencontrer jamais parmi leurs malades. Puisqu'il suffit d'être prévenu de sa possibilité pour pouvoir l'éviter, la conclusion est facile à tirer.

Alimentation. — La femme enceinte n'a rien à changer à son alimentation ordinaire ; elle doit seulement veiller à ce que ses fonctions digestives se fassent bien. La constipation, si fréquente chez la femme, sera, chez la femme enceinte, combattue le plus possible et autant que possible plus par les moyens hygiéniques et en réglant l'alimentation, que par les moyens médicamenteux. La constipation est chez la femme enceinte la source de désordres souvent gênants — nombre de femmes ont vu leurs vomissements cesser le jour où elles ont obtenu la régularité des selles — mais quelquefois aussi extrêmement graves : on l'a vue, en effet, être la cause d'hémorragies, d'avortements ou d'accouchements prématurés.

Ce serait peut-être ici le lieu de parler de ces envies incoercibles des femmes grosses, puisqu'elles ont la plupart du temps pour objet quelque chose qui se mange. Les femmes bien portantes n'en ont pas et à moins d'être névropathe à fond, toute femme pourrait y résister. Ces envies ne sont généralement que des caprices de femme vicieuse ou malade qui profitent de leur état, pour se faire accorder ce qu'elles savent bien qu'on leur refuserait sans cela ou pour se livrer ouvertement, pendant leur grossesse, à un vice qu'elles entretiennent soigneusement caché pendant le reste du temps. On essaiera le plus possible d'y résister et finalement on n'y cédera que s'il en résultait des désordres graves somatiques ou psychiques, mais alors il s'agit d'une femme malade et son cas ressort de la pathogénie et n'a plus rien à faire avec l'hygiène.

Exercice. — Il sera d'une bonne pratique, quand cela sera possible, de faire chaque jour un peu de marche à pied : une demi-heure au minimum, une heure, une heure et demie, deux heures et plus suivant la santé et les habitudes de chacune, mais en ayant bien soin toutefois de ne jamais aller jusqu'à la fatigue et de s'arrêter dès les premières sensations de lassitude.

La danse sera défendue expressément ; ses mouvements pouvant amener des décollements partiels du placenta et faire d'une grossesse normale une grossesse pathologique, souvent nuisible au fœtus et douloureuse pour la mère. On fera bien aussi de s'abstenir de la natation, de l'équitation et de l'usage de la bicyclette. Autant que possible on ne fera pas de voyages longs, ni fatigants, aussi bien en voiture qu'en chemin de fer et l'on se souviendra que les mois où leurs effets sont le plus nocifs sont les quatre premiers mois.

Bains et soins de propreté. — On a cru — et certaines matrones propagent encore ces idées fausses — que des grands bains ou des bains de pieds pouvaient provoquer l'avortement. Depuis longtemps on sait qu'il n'en est rien ; on ne devra pendant la grossesse rien changer à ses habitudes de propreté corporelle, bains de pieds, grands bains seront pris comme de coutume, les toilettes vulvaires seront faites avec autant de soin qu'en l'état habituel : les injections vaginales continuées pendant tout le temps de la grossesse.

Rapports sexuels. — Le mieux est de s'en abstenir dès que la grossesse est soupçonnée. Ne voyons-nous pas les femelles d'animaux se refuser obstinément au mâle lorsqu'elles sont pleines. Il y a dix-neuf siècles Soranus, d'Ephèse, disait : « Les rapprochements sexuels sont nuisibles aux femmes enceintes dans tous les temps, à cause des mouvements que l'utérus subit, et qui sont dangereux pendant tout le temps de la grossesse. » Dans une thèse récente, M. Brenot arrivait à la même conclusion.

Professions. — Mais ce que les femmes doivent bien savoir, c'est qu'il est toute une catégorie de professions qui ne leur permettent, que dans des cas relativement rares, de mener à bien une grossesse ; en général, elles se terminent ou par un avortement ou par un accouchement prématuré. Ce sont toutes les professions où l'on fait un usage journalier et constant du plomb, de sulfure de carbone, où l'on manie le tabac, où l'on respire des vapeurs chargées d'acide carbonique ou d'oxyde de carbone ; on connaît la fréquence des fausses couches chez les cuisinières et les repasseuses, qui, toute la journée, respirent les émanations de leurs fourneaux.

Vêtements. — La femme enceinte ne devra pas être serrée dans ses vêtements, ils seront suffisamment amples pour ne pas gêner le développement de l'utérus dans la cavité abdominale. Ce point étant important et étant sujet à des appréciations différentes, suivant les habitudes individuelles de chaque femme, ou leur plus ou moins grande coquetterie, il importe d'avoir ici un critérium matériel, qui ne puisse varier avec chacune. Je crois en avoir trouvé un, le voici : toute femme sera trop serrée par son corset ou ses vêtements, quand un quart d'heure après les avoir quittés, il persistera une seule marque sur son corps. En d'autres termes, un quart d'heure après être couchée, vêtue d'une seule chemise, le corps de la femme, au niveau de la ceinture, du ventre et des reins, doit être aussi net que toute autre partie du corps, face ou poitrine, et ne présenter aucun bourrelet, aucun sillon, aucune marbrure. Enceinte ou non, tout corps, qui dans ces conditions, présenterait une marque quelconque, serait celui d'une personne trop serrée.

Il n'est pas besoin d'ajouter que toute femme, qui, en se serrant, veut cacher sa grossesse, nuit à la fois à elle-même et à son produit. Pour la rareté, je citerai ce fait, que j'ai pu observer personnellement d'une jeune femme se comprimant le ventre par tous les moyens possibles afin que son fœtus fût moins gros, et qu'elle souffrît moins en accouchant ; l'enfant naquit petit avec une grosse tête et l'on dut employer les fers.

La circulation veineuse des cuisses et des jambes, déjà défectueuse pendant la grossesse, ne sera pas entravée encore par le port de jarretières ; les bas seront attachés au corset. Ce sera le meilleur moyen d'éviter les varices et tous les maux qui peuvent s'ensuivre.

Repos pendant la grossesse. — Il est enfin une question extrêmement importante, non seulement pour la bonne santé de la mère, mais encore et surtout pour l'enfant à naître et ses chances de vitalité. Mme Sarraute Lourié l'a parfaitement mise au point dans son travail sur : *L'influence du repos sur la durée de la gestation ; étude statistique.* Paris 1899. Mme Sarraute-Lourié, a montré, par une statistique comparative, portant sur 1.550 femmes accouchées à l'hôpital Lariboisière, où elles étaient entrées presque au terme ultime de leur grossesse, et 1.550 autres femmes accouchées à l'asile Michelet, où les femmes se reposent, que la durée de la gestation chez ces deux catégories de femmes différait de 20 jours et même plus. On voit, sans que nous y insistions, tous les avantages d'une grossesse conduite jusqu'à son terme plein.

A un point de vue pratique, on peut dire que pendant toute la durée de sa grossesse, une femme ne devrait en aucune façon être surmenée, et que les deux derniers mois devraient être pour elle un temps de repos à peu près absolu.

Les femmes, enfin, devraient se persuader qu'une douce philosophie, une humeur égale, accueillante et non agressive, serait à la fois profitable pour elles et pour leurs enfants. De même qu'elles devront craindre toutes les intoxications, alimentaires ou autres, qu'elles devront éviter les réactions physiques trop vives, de même elles devront fuir les contrariétés et redouter les chocs moraux et les réactions psychiques trop vives. Que chacune y réfléchisse, et — suivant son esprit et son caractère — se bâtisse son hygiène morale personnelle. Utile en temps de grossesse pour la mère et pour l'enfant, elle leur servira encore plus tard, et tous deux en tireront profit, joie et bonheur.

Dr A. M.

A PROPOS DU RADIUM

J'accepte avec plaisir la correction de votre correspondant Jean Marcadet. Je voudrais seulement dire que l'expression « poids atomique » dont je me suis servi, a été une erreur involontaire de ma part, due sans doute à la hâte avec laquelle j'ai écrit l'article. Ce que je voulais dire, c'est qu'un quadracentimètre de la superficie du radium, en pleine activité d'émission, prendrait un milliard d'années pour perdre un seul milligramme de son poids. Je crois que ceci est correct. Quant aux « hypothèses philosophiques extrêmement aventurées », je ne voulais que poser des questions, dans l'espoir que les physiciens et les chimistes y répondront un jour. Ce n'est assurément pas moi, qui ne suis ni physicien ni chimiste, mais seulement un amateur dans ces départements-là, qui songerait à critiquer les doctrines fondamentales sur lesquelles reposent ces deux sciences. Je puis assurer M. Marcadet que mon esprit est pour le moins aussi réfractaire à l'égard des conceptions bibliques que le sien.

G. C. Hill.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Notre ami Pindy nous envoie la lettre suivante que nous insérons volontiers :

La Chaux-de-Fonds, 29 février, 1904.

Mon cher Grave,

Voudriez-vous m'accorder une place dans les *Temps Nouveaux* et insérer ces lignes destinées surtout à faire appel à mes anciens compagnons de lutte sous l'Empire ?

Il en existe encore, j'espère, quelques-uns dans nos rangs qui n'hésiteront pas à m'apporter leur témoignage contre la calomnie dont je suis l'objet en ce moment.

Je compte sur leur esprit de solidarité.

Vous savez que le sieur Dacosta qui, pendant la Commune, avait trouvé plus confortable et aussi moins dangereux de se prélasser à la Préfecture de Police au lieu de se rendre aux tranchées ou dans les forts, vient de publier un livre dans lequel il avance qu' *« il avait acquis la quasi-certitude que j'aurais servi la police impériale. »*

Que des imbéciles malveillants, ou des ennemis avérés prennent au sérieux cette vague accusation, c'est possible, et me soucie peu de leur jugement ; mais tous les militants sincères qui m'ont connu et vu à l'œuvre sauront, j'en suis certain, en apprécier le ridicule et la retourneront à son auteur.

Ce jeune blanquiste — j'allais dire blanc-bec : il avait 20 ans — improvisé substitut du Procureur de la Commune, ne se contentait pas de former des plans qui eussent assuré infailliblement le triomphe de notre cause (c'est lui qui le dit), il trouvait encore le temps, aidé par les mouchards bonapartistes sous ses ordres, de compulser les dossiers forgés par ceux-ci contre les révolutionnaires.

Dans son livre il dit : « la Préfecture de Police fonctionna sous la Commune comme elle avait fonctionné sous l'Empire et comme elle fonctionne encore aujourd'hui » ; il faut donc qu'il soit de la *boîte* pour être si bien renseigné ; c'est ce qui lui a permis, sans doute, de parfaire sa collection de « petits papiers », documents précieux pour écrire son histoire (?) de la *Commune*.

Plus loin, il s'excuse d'avoir présidé au transfert des otages de Mazas à la Roquette — parfaitement ! il s'en excuse — et quant à la fusillade qui s'ensuivit, il a soin de bien longuement dégager

sa responsabilité, et c'est ce communard honteux, ce condamné des conseils de guerre versaillais, que la répression a assoupli au lieu de l'exaspérer ; c'est ce renégat de la Révolution qui essaie aujourd'hui de salir ceux qui, de tout leur cœur, s'étaient consacrés à la réalisation d'un meilleur avenir pour l'Humanité.

Pouah !

J'ignore ce que contiendra de vilenies le second volume qu'il annonce, et ne sais comment j'y répondrai ; je le ferai peut-être d'une façon plus... *touchante* ; en attendant, je lui crache à la face tout le mépris, tout le dégoût que j'ai éprouvés à la lecture de ses jésuitiques élucubrations.

Salut cordial à vous et aux amis.

L. Pindy,
Usine Déler, La Chaux-de-Fonds (Suisse).

Dans ses réunions hebdomadaires, la Ligue d'action économique de Vienne (Isère) s'occupe activement de rechercher les bases d'une sorte de Fédération entre les divers groupements libertaires du Sud-Est.

Les groupements *Germinal* de Lyon et l'*Education Libre* de Saint-Etienne en sont partisans. Que les camarades des organisations du Sud-Est discutent donc sérieusement cette tentative de fédéralisme, et disent s'il n'est pas nécessaire de choisir un organe régional, tout en ne négligeant pas les journaux de Paris, un organe réservé pour cette Fédération. Aux camarades de répondre à la Ligue d'action économique.

J. Alexandry,
à Vienne (Isère), montée Timon.

La Défense de l'enfant. — Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs que nous avons en préparation un premier ouvrage scolaire : *Le premier enseignement*. Un *Manuel de morale* est à l'étude, et un livre d'enseignement scientifique en projet.

Nous avons donc dès maintenant des éléments suffisants pour aller de l'avant. Reste à réunir les premiers fonds qui nous permettront de pousser activement l'exécution de nos projets.

Mais désirant conserver notre indépendance absolue, nous avons décidé de nous passer, si possible, de l'intermédiaire d'un éditeur.

Voici la combinaison à laquelle nous avons songé :

Nous instituons une Société coopérative d'éditions, société à personnel et capital variables, par action de 25 francs, dont *le dixième* seulement, soit 2 fr. 50, est exigible pour devenir adhérent. Tous les professeurs, directeurs ou directrices d'école, instituteurs ou institutrices qui auront adhéré à la Société coopérative, deviendront par le fait nos collaborateurs. Ils pourront donc participer à l'administration de la Société, et auront droit, en outre, à la répartition annuelle des bénéfices au prorata du montant de leurs commandes.

Nous faisons donc appel à tous ceux qui approuvent l'œuvre que nous entreprenons pour qu'ils nous aident à la mener à bien.

Les souscriptions sont reçues aux bureaux du journal ou chez le camarade André Girard, 14, rue Dupuis, Grand Montrouge (Seine).

∴

Nous avons reçu communication de la lettre suivante, adressée par un père de famille à un directeur d'école, lettre que nous croyons très utile de reproduire, non pour qu'elle serve de modèle à copier, mais parce que nous y voyons une indication de ce qu'un camarade se trouvant dans les conditions qu'elle reflète, peut faire pour imposer le respect de l'âme de son enfant :

Monsieur X...,

Je vous adresse une prière et je le fais par écrit, pour que cela puisse vous servir de décharge s'il y a lieu.

Je désire que mon fils Z... soit dispensé de réciter ses leçons ou de faire ses devoirs d'instruction civique, déclaration des droits de l'homme, etc.

Je ne vous demande pas de le lui dire ; mais je vous prie de ne pas l'interroger là-dessus, de ne lui donner à ce sujet aucune explication particulière et aussi de ne pas lui faire subir un recul de place quand il ne fait pas ou quand il fait mal ses compositions à ce sujet.

J'y attache une réelle importance dont je vais vous donner la raison :

Il a atteint l'âge de faire sa première communion. C'est l'intention de sa mère de la lui faire faire. Pour cela il faut qu'il apprenne le catéchisme.

Si elle pouvait le lui apprendre, j'en serais quitte pour y ajouter mes explications. Chose délicate et douloureuse, car ces petites cervelles ne sont pas encore en état de soutenir des débats contradictoires ; mais enfin je le ferais avec toute la prudence et la délicatesse possibles, m'y étant préparé.

Mais il faut que ce soit le curé qui le lui apprenne. Pour cela, il faut que je consente à lui confier mon enfant à cette fin. Ceci je ne le puis.

Mais si, d'un autre côté, j'accepte de lui faire donner un enseignement civique, ou je subis qu'on le lui donne, quand mes convictions le réprouvent, je perds toute qualité pour agir au nom de ces convictions d'un autre côté.

Voilà ma raison, mon cher Monsieur X.... J'espère qu'elle vous paraîtra suffisante et que vous voudrez bien vous entendre avec moi pour que, sans singularité, apparente du moins, elle puisse être résolue.

Croyez, etc......

Les camarades ou les amis des camarades se trouvant dans ce cas sont priés de nous transmettre la lettre qu'ils auront écrite en rapport avec leurs circonstances. La réponse écrite ou verbale qui leur aura été faite. Le résultat ou l'absence de résultat obtenu et aussi l'attitude qu'en rapport avec leur tempérament et leur condition ils auront prise, pour faire respecter leur enfant.

En nous communiquant ces renseignements, ils nous permettront de faire un travail qui paraîtra fin mai ou commencement juin, époque de la première communion tant pour les filles que pour les garçons.

Nous ne publierons aucun nom ; mais il faut nous les donner tous, pour qu'un contrôle puisse se faire : celui de la localité, celui du curé, de l'instituteur ou de l'institutrice, de l'enfant et du père ou de la mère qui auront agi.

A. Girard.

CONVOCATIONS

Les camarades qui nous envoient des communications sont priés de les écrire à part et de les rédiger le plus court possible. Sinon, nous serons forcés de ne pas tenir compte de celles qui seraient trop longues ou perdues dans une lettre.

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Les lots non réclamés de la tombola tirée à la fête du 28 février sont à la disposition des gagnants tous les mercredis, de 8 heures à 10 heures du soir, et le dimanche, de 9 heures à midi.

— Grande conférence, vendredi 4 mars, salle Jules, 6, boulevard Magenta, par Henri Duchmann, sur : *La Terre*, de Zola, et *Les Paysans*, de Balzac.

Causeries Populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 5 mars : Causerie sociologique. — Mercredi 9 mars : Causerie sur Rabelais, par Albert Libertad (2).

Causeries Populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Vendredi 4 mars : Cours d'espagnol.

Bibliothèque communiste du XIXe arrondissement. — Les camarades de cette bibliothèque organisant une soirée-concert pour le samedi 12 mars prochain, font appel à tous les camarades qui pourraient les aider de leur concours et les prient d'assister à la réunion qu'ils tiendront, samedi 5 mars, à 9 heures, au restaurant de la Famille Nouvelle, 171, boulevard de la Villette.

Education sociale, 3 et 5, rue Jules Jouy. — Samedi 5, à 8 h. 1/2. Discussion dirigée par M. Charlier sur « Le mensonge » (suite). — Mardi 8, à 8 h. 1/2. M. Rauh, maître de conférences à l'Ecole Normale : Autorité et liberté. — Samedi 12, à 8 h. 1/2. M. Tar-Tchen-Lin : La famille chinoise.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Mercredi 9. André Créhange : Le gaz à Paris. — Samedi 15. Daniel Halévy : Etudes politiques sur l'histoire de l'Eglise.

L'Action Théâtrale, Groupe artistique. — Répétions, vendredi à l'U. P. 76, rue Mouffetard. Pianiste, orchestre et violoniste à la disposition des groupes pour concert ou bal.

Envoyer la correspondance à E. Sandrin, 11, impasse Cœur-de-Vey, Paris.

L'Aube Sociale, Université populaire, 4, passage Davy (au 50 de l'avenue de Saint-Ouen). — Samedi 5 mars. Inauguration du nouveau local : 1° Charles Malato : Le péril blanc et le péril jaune. 2° Audition de Jehan-Rictus dans ses œuvres. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 25. — Vendredi 11. Pothier : L'Esclavage moderne : La police des mœurs.

Théâtre du Peuple, 50, avenue de Clichy, 8 h. 1/2. — Danton. *La Mariotte*, à partir du 4 mars.

Nogent-le-Perreux. — Le groupe libertaire de ce canton, prévient les camarades de l'endroit et des environs, qu'il se réunira le samedi 5 mars à 9 h. du soir, chez Paupelin, 3, rue de Mulhouse (gare Nogent-Perreux). Ordre du jour : Propagande abstentionniste. Adhésions.

Béziers. — Réunion des camarades, au 1er étage du café Archimbaud, 19, av. Bedarrieux, dimanche 6 mars, à 8 h. 1/2.

Limoges. — Réunion dimanche, 6 mars, chez Guitard, 18, rue Chinchauvaud, de 9 heures à 11 heures du matin. Communication intéressante pour la vitalité du groupe.

Lille. — Au siège du groupe, 38, rue du Bourdeau, le 10 mars, fête familiale pour l'anniversaire du 18.

Lorient. — Réunion générale, dimanche prochain, à 9 heures du matin, impasse de la retraite Kerentrech Caudan.

Marseille. **La Milice libre de Provence.** — Samedi 5 mars, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée artistique donnée dans les établissements des 400 couverts (Chartreux), au bénéfice de la caisse de colonie. Dimanche 6 mars, à 5 heures du soir, réunion de tous les adhérents, distribution du bulletin financier de février.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

123e Jeunesse syndicaliste de Toulon, 1 fr. 50. — 124e Fonderie d'art, 3 fr. — 125e G., à Aix, 1 fr. — 126e A. G., 1 fr. — 127e Groupe de Chaux-de-Fonds, 3 fr. — 128e M., à Chaux-de-Fonds, 1 fr. — 129e D., à Limoges, 1 fr.

En tout 14 fr. 50
Listes précédentes : 301 fr. 70.
A ce jour : 316.20 fr.

A déduire C. H., à Anvers, 5 fr., qui fait double emploi avec C. H. Berchem. Souscriptions mensuelles exactes : 311 fr. 20.

Sommes à verser ou versées en une seule fois :
M., à Laxou, 1 fr. — C. M., au Havre, 4 fr. — M., à Paris, 1 fr.

En tout : 6 fr.
Listes précédentes : 521 fr. 30.
A ce jour : 527.30.

AUX AMIS

Je leur rappelle que, sans négliger la vente au numéro, c'est surtout à l'augmentation des abonnés qu'il faut viser, pour maintenir le journal, et que nous avons fait imprimer des carnets d'abonnement pour ceux qui voudront nous en demander.

Prière aussi de nous envoyer des adresses d'abonnés possibles.

PETITE CORRESPONDANCE

G. D., à Abbeville. — Votre abon. était terminé depuis déc. Le courant finira donc fin mars.

G. L., à Hodimont. — Reçu mandat. Merci. — Nous n'avons pas la chanson en question.

A. R., à Lyon. — Nous vous renvoyons ce que vous demandez. Mais le premier envoi contenait bien tout ce que vous aviez commandé. On aura dû ouvrir à la poste.

R. Bercy. — Voudriez-vous passer au bureau, que nous fassions connaissance ?

C. J., à Creil. — *Pages libres*, 8, rue de la Sorbonne.

Groupe de Nogent. — Groupe de Lille. — Nous n'annonçons les journaux que lorsque nous avons vu le premier numéro.

P. — Les vers laissent trop à désirer.

E. B., à Bilbao. — Non, nous n'avons pas l'adresse exacte des Doukhobors. Mais en adressant au Canada, cela doit leur arriver.

C. M., à Longefoy. — Reçu extrait. Merci sera utilisé.

Reçu pour le journal : Anonyme 0,50. — A. P., à Troy, 1.60 — Un camarade de Fédéral par la *Protesta Humana*, 2.50. — C. 1 fr. — G. V. à San-Paulo, 16.50. — Dr L., à Marseille, 0,45. — B., à Genève 2 fr.

Merci à tous.

B. à., Auxonne. — D., à Montereau. — R. à., Troyes. — V. à Saint-Nazaire. — B., à Roubaix. — D., à Abbeville. — B., à Plainpalais. — F. G., à Gargenville. — G., à Aix. — B., à Rouen. — G. C. V., à Autun. — M., à Bruxelles. — H. T., à Paris. — A. B., à Marseille. — D., à Somain. — M., à Montpellier.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet, rue Bleue, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 46 DIX CENTIMES DU 12 AU 18 MARS 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

L'AFFAIRE CÉLINA RENOIR

Il faut revenir sur cette abominable affaire, dont nous avons parlé dans les deux derniers « Mouvement Social ». Si nous ne pouvons pas empêcher qu'il y ait des prisons, nous pouvons du moins, par nos protestations, empêcher qu'on y traite des êtres humains de façon aussi barbare.

Nos amis de la région nous ont adressé le *Journal de Roubaix* (22 février) et l'*Egalité* de Roubaix-Tourcoing (23 février); nous y découpons les extraits qu'on va lire. Les journaux de Paris n'ont pas de place pour ces vétilles : ils n'en n'ont que pour la guerre russo-japonaise et la chasse aux moines.

Célina Renoir a bien 19 ans (et non 23). Elle était ouvrière en filature à Roubaix. Son crime était d'avoir tenté de passer en contrebande trente boîtes d'allumettes.

Je donne la parole à l'*Egalité :*

« Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer hier une jeune fille qui a été détenue avec la malheureuse Célina Renoir, — qui, comme elle, a été mise au cachot et comme elle, a eu les pieds gelés, à ce point qu'elle a peine, actuellement, à se traîner et à se tenir debout.

« Victorine Desmet, âgée de 18 ans, doubleuse, demeurant à Roubaix, rue Magenta, 20, avait été condamnée pour fraude de café vert et d'allumettes, à deux mois de prison et 500 fr. d'amende.

« Elle est sortie de prison le 15 février courant et a été mêlée de près au martyre de Célina Renoir, qu'elle a subi pour elle-même pendant vingt jours.

« Victorine Desmet a été victime du froid tout comme sa malheureuse amie.

« Elle a les pieds enflés, le corps couvert d'abcès : à la tête, au cou, au dos ; le bras gauche, enflé de rhumatismes contractés dans le cachot, lui refuse à l'heure actuelle tout usage, et elle est *encore incapable de marcher.*

— « Mme Bretelle, à qui je m'étais plainte, nous dit-elle, m'a ri au nez pour toute réponse.

« Le mercredi 3 février, je me suis présentée pour la première fois à la visite de M. le docteur Wertheimer; il m'a trouvée « encore assez bien » pour retourner en cellule.

« Le jeudi, le vendredi et le samedi, je me suis présentée à la visite : on m'a prescrit des pommades pour mes pieds et mes abcès.

« En vingt jours de cachot, — toujours *vêtue d'une chemise et d'un jupon* — je n'ai mangé que quatre fois du rata, le reste du temps j'ai eu du pain, — un petit pain gris — et un verre d'eau.

« Et pendant ce temps-là, les gardiennes, sachant que nous crevons de faim, viennent nous narguer en chauffant sous notre nez, leurs aliments, leur café, au-dessus du gaz !

« Je ne suis pas une voleuse ; j'ai fraudé parce qu'on ne gagne rien à l'atelier, où du reste je n'ai pas trouvé facilement de l'ouvrage. On ne devrait pas traiter des créatures humaines pire que des animaux ! »

Le régime du cachot :

« Le cachot vous vaut d'être nourrie d'un pain noir par jour, sans eau : nous avons été jusqu'à quatre jours sans avoir un verre d'eau à boire, et comme nous suppliions nos « bourrelles », Mme Bretelle, une gardienne, consentit, le quatrième jour, à nous donner un gobelet d'eau.

« Tous les quatre jours, il nous est permis de nous laver et de nous démêler les cheveux.

« Tous les quatre jours aussi, nous recevons une gamelle contenant un rata (!) tout juste assez pour nous empêcher de mourir de faim.

« C'est horrible, le supplice de la faim qu'on nous fait endurer.

« Le cachot est une salle humide, dont le plancher pourri est situé au-dessus d'un canal, les murs sont salpêtrés d'humidité, les baquets à excréments empuantissent l'air déjà vicié de cette geôle infecte, et le vent s'engouffre sous la porte de telle façon, que nous étions bleues de froid.

« On nous donnait le soir des paillasses sur lesquelles des galeuses avaient couché et nous étions remplies de vermine.

« Enfin, on jette des seaux d'eau dans les cachots, on saupoudre le sol avec du chlore délayé ensuite avec un bâton, les yeux piquent, la respiration manque, c'est l'asphyxie presque et il est impossible de tenir à ce moment dans la prison.

« Vous me dites que nous devrions réclamer : on voit que vous ignorez ce qui se passe dans le bagne de Lille.

« Le directeur, ou d'autres personnalités provoquent les réclamations au cours de leurs visites très rares. Jamais, vous entendez bien, jamais on n'ose en formuler une. C'est la terreur que cette idée de réclamer soulève parmi les détenues.

« Les gardiennes disent aussitôt après le départ du fonctionnaire : « Ah ! vous avez eu le toupet de réclamer ! Eh bien ! vous serez au pain sec ! » ou bien encore : « Vous irez réclamer au cachot ! »

« On est payé pour savoir ce qu'il en coûte de réclamer, et on s'en garde bien, préférant tout supporter plutôt que de se plaindre.

« C'est comme à l'atelier, quand un besoin nous prend, il nous est interdit de sortir pour le satisfaire : on doit attendre l'heure de la sortie...

« J'étais en prison en même temps qu'elle. Le 21 janvier, nous travaillions à faire des feuilles en perles, à l'atelier.

« Très poliment, j'avais demandé à Mme Carton, une gardienne, de me donner de l'ouvrage, car je n'avais plus de perles. J'obtins comme réponse une menace de mise au pain sec.

« Célina Renoir, qui était dans le même cas que moi, fut aussi menacée par notre gardienne.

« C'est alors que je dis tout haut : « Je ne fais jamais rien, c'est embêtant d'être toujours punie sans motif ! »

« Et Célina s'écria furieuse : « On sera au moins punie pour quelque chose ! »

« A trois, Célina, Léonie Landrieux et moi, nous avons alors retourné nos tables et crié contre la gardienne.

« Cette dernière appela par la fenêtre, Mme Horrion, une autre gardienne, qui s'en fut quérir le brigadier de la prison, M. Jean (?) lequel, sur l'ordre donné par M. Roger (?), le greffier, nous fit descendre au cachot.

« Mme Horrion nous fit déshabiller, Mme Legrain, gardienne-chef, *nous fit retirer nos bas ; il ne nous restait pour tout vêtement que notre chemise, un petit jupon et des espadrilles sans semelles, pour nos pieds nus : on était en pleine gelée*, nos dents claquaient.

« Pendant quatre jours, nous sommes restées sans une goutte d'eau à boire, aussi hurlions-nous !... Mme Bretelle, une autre gardienne, nous donna, par pitié, le quatrième jour, un gobelet d'eau.

« Célina Renoir est restée huit jours environ dans le cachot ; elle y était descendue le vendredi, elle en est sortie le samedi.

« Le quatrième jour, elle commença à se plaindre de ses pieds fort enflés. Mme Bretelle lui répondit : « Vous avez bien le temps de vous plaindre, car vous resterez encore quinze jours au cachot. »

« Enfin, le sixième jour, Célina ne pouvait plus marcher ; elle était obligée de se cramponner au mur pour se lever pendant qu'on lui

jetait sa paillasse le soir, afin de se coucher, au-dessus du canal qui passe sous notre cachot, comme je vous l'ai dit tout à l'heure.

« Ses pauvres pieds étaient couverts de « cloches » remplies de sang noir, c'était affreux à voir. Ses plaies ne répandaient à ce moment aucune odeur. Elle était défaite, verte comme une noyée, les oreilles blanches comme celles d'une morte : elle maigrissait à vue d'œil et elle avait la fièvre, car elle souffrait déjà d'un sarcome au sein.

« Enfin, le samedi, craignant l'arrivée du directeur, et prise de honte et de peur, Mme Bretelle lui dit : « Vous ne pourrez pas finir votre temps de cellule avec des pieds pareils! »

« Elle l'a fait partir à 8 heures, auprès de Mme Legrain, qui a ordonné de suite sa sortie de cellule.

« Puis M. le docteur Wertheimer a prescrit d'urgence l'entrée de la malheureuse fille à l'infirmerie.

« Célina souffrait tellement que pendant la nuit, elle mordait ses draps pour étouffer ses cris de douleur et qu' « elle voulait se pendre ».

« Cela était su et on avait soin de la faire surveiller par des servantes (prisonnières à gages) pendant la nuit.

De son côté, le *Journal de Roubaix* donne les détails suivants :

« Les cellules dans lesquelles furent enfermées les femmes, sont de petites caves voûtées et obscures; l'ameublement en est sommaire : un lit de camp et une simple paillasse. Ces cellules donnent sur un chemin de ronde de deux mètres de large, enclos par un mur de huit mètres de hauteur sur le quai de la Basse-Deûle. La lumière n'y pénètre par aucune ouverture et une solide porte verrouillée en défend l'entrée.

« Une couche de salpêtre naissant tapisse les murs de ces cellules, qui ruissellent d'humidité. Après huit jours passés dans sa cellule, Célina Renoir se plaignit à sa gardienne du froid, qui, disait-elle, lui avait gelé les pieds.

« Elle fut examinée par le médecin de la prison, M. le docteur Wertheimer, qui la fit transporter à l'infirmerie, et constata qu'elle était atteinte d'engelures aux pieds. Il lui fit suivre un traitement; mais Célina Renoir avait pis que des engelures : on ne tarda pas à se convaincre que les pieds étaient gelés et que la gangrène s'y mettait. M. le docteur Wertheimer fit immédiatement conduire la malade à l'hôpital de la Charité, où elle fut placée dans le service de M. le docteur Duret.

« Malgré les soins éclairés qui furent prodigués à Célina Renoir, le mal empira rapidement. La gangrène envahit de plus en plus les parties atteintes, occasionnant à la malade des souffrances atroces. Bientôt, les extrémités des pieds ne formèrent plus que des plaies hideuses qui répandaient une odeur si insupportable, qu'on fut obligé de mettre la patiente dans une autre salle.

« Enfin, ces extrémités tombèrent d'elles-mêmes; à l'heure actuelle, le métatarse de chaque pied a disparu. M. le docteur Duret espère n'avoir pas besoin de recourir à une amputation et compte pouvoir lui conserver les deux talons. »

L'*Egalité* ajoute :

« Nous avons pu nous procurer les renseignements les plus précis sur l'état de Célina Renoir. La malheureuse a perdu les dix orteils : à part cela il y a quelque espoir que la gangrène n'ira pas plus loin pour le pied gauche ; quant au pied droit, les métatarsiens s'en détachent les uns après les autres : la résection de deux d'entre eux est chose faite, les autres sont attaqués jusqu'aux ligaments; le hideux mal a même gagné deux des osselets cunéiformes du cou-de-pied, lesquels devront être enlevés.

« En ce qui concerne la véritable origine de la malade, il est hors de doute qu'elle consiste en ce que les médecins appellent *froidure* ou *gelure* (la *Dépêche* prononce *engelure*); notre confrère insinue que les antécédents de la pauvre enfant pourraient avoir favorisé la propagation du mal; nous ne pensons pas qu'il faille attribuer au mot antécédents, le seul sens qu'il ait en français, et que le ciel ait infligé la gangrène à Célina Renoir, parce qu'elle avait fait une mauvaise première communion; d'ailleurs, nous tenons à remarquer que la malheureuse n'a *jamais* été mal notée au point de vue des mœurs : *elle passait seulement pour nerveuse* et tant soit peu « *mauvaise tête* ».

« Revenons aux antécédents, ou mieux à ce que notre confrère entend par ce mot, les hérédités de Célina Renoir. L'examen médical n'a révélé dans ses urines aucune trace de sucre ni d'albumine, elle n'est pas plus hystérique que rhumatisante; elle serait plutôt légèrement anémique, mais ce n'était peut-être pas une raison suffisante pour la priver de bas et de sandales, par une température à laquelle une constitution plus robuste n'eût sans doute pas résisté.

« Célina Renoir était loin d'être la malade prédestinée qu'on veut bien dire.

« Elle portait, comme un homme, nous disait hier un fraudeur professionnel, un ballot de 30 à 40 kilos, et filait le long du canal, trottant ferme, sans jamais sentir la fatigue.

« C'était une vaillante fille, qui ne boudait pas à la fraude, au contraire.

« Elle avait un bobo (sic) au sein, provenant d'un coup de pied que son ami lui avait donné il y a près d'un an. Mais ça allait mieux et elle se guérissait. Jamais, on ne l'a connue malade : il a fallu *la protection de la justice* pour qu'elle le devînt.

« Que Célina Renoir ait, ou non, été amputée, que les outils du chirurgien aient taillé dans la chair vive ou qu'ils aient seulement détaché les parties émiettées par la gangrène, que la victime perde enfin les deux pieds ou qu'elle en conserve d'inutiles moignons, un fait n'en subsiste pas moins : une enfant de 19 ans, coupable d'avoir rapporté de Belgique quelques boîtes d'allumettes et condamnée pour cette faute, en somme vénielle, à subir quatre mois durant, le séjour à jamais infamant et pernicieux des prisons, sera rendue à sa famille, horriblement et à jamais estropiée; et cela parce qu'elle aura lancé à une gardienne, ancienne fermière, non des chaises comme on l'a dit, mais cette innocente malice : « Vous vous croyez donc toujours occupée à garder vos vaches? »

« Un rapprochement s'impose entre Célina Renoir et Julien Wanecque, tous deux spoliés de leur vie entière, tous deux condamnés par la justice des hommes à un martyre que la mort seule terminera.

« L'un avait volé un morceau d'étoffe, l'autre préféré les allumettes belges à celles de la Régie française. »

Qu'ajouter à cela? Il faudrait pouvoir susciter un mouvement d'opinion capable d'exiger la suppression des cachots et des punitions corporelles. Quoiqu'un prisonnier fasse, on n'a pas le droit de le châtier par le froid, la faim, la soif, l'humidité, la vermine, etc., puisque la torture est effacée du code moderne.

Le cas de Célina Renoir crie vengeance. Pour le bon fonctionnement de la civilisation actuelle, il faut des prisons, soit. Du moins le mépris de la personne humaine n'y doit pas dépasser certaines bornes. Plus de cachots! Plus de tortures! R. Ch.

CARNET D'UN PACIFISTE

16 FÉVRIER. — Les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Espagne se déclarent neutres.

Fort bien. On respirera mieux. Mais que d'événements peuvent survenir et changer les choses. Et même si les deux nations aux prises terminent leur pugilat sans que d'autres éprouvent le besoin de s'en mêler, que de conflits peuvent naître, par la suite, de celui-ci!

D'ailleurs, la Russie et le Japon n'ont pas du tout besoin qu'on les aide. Elles sauront à elles deux organiser une guerre de proportions respectables et procéder à d'assez vastes tueries. C'est du moins ce que pensent les gens les mieux informés. Voici, par exemple, l'opinion d'un officier supérieur « ayant joué un rôle important dans la guerre sino-japonaise, disent les les journaux, et qui, depuis, a étudié de très près les ressources de guerre au Japon : »

> Si la flotte russe a affaire à forte partie, l'armée russe elle-même se trouvera aux prises avec de non moins grosses difficultés. Les difficultés de ravitaillement sont immenses. La Mandchourie ne produit rien. Il faut tout faire venir : vivres, fourrages, tout, absolument tout, de Sibérie et de Russie. La campagne sera très dure, très longue et je ne vois de chance finale de succès pour la Russie que dans son endurance exceptionnelle, sa patience à toute épreuve, son énorme supériorité numérique. Il y aura des luttes sauvages, des massacres affreux d'hommes...

Délicieux, rassurant!

⁂

18 FÉVRIER. — Certains, chez nous, commencent à se sentir gênés par la Sacro-Sainte Alliance. Ils parlent de détendre. Comme de juste, les chauvins à trois poils et autres guerriers en chambre traitent ceux-là de lâcheurs. Il y a bien un peu de ça. Quand on pense devoir accepter les soi-disant profits d'une alliance, il faut en accepter aussi les risques.

La situation plutôt fausse de ces refroidis de l'Alliance, montre à l'évidence que pour tout ami sincère de la paix, il n'y a qu'une position logique, solide. C'est de répudier carrément tout ce qui de près ou de loin touche à la guerre : tripotages diplomatiques aussi bien qu'armements et militarisme.

Toute alliance est, au fond, quoiqu'on en dise, une machine de guerre, et toute machine invite ceux qui la possèdent à s'en servir. Prétendre assurer la paix du monde par des équilibres de puissances, des combinaisons d'amitiés et de haines, ou encore par des accroissements continus de dépenses guerrières, est une vraie duperie. Les plus savants équilibres chavirent.

Et un jour arrive où les armements consentis en vue de maintenir la paix sont utilisés pour la guerre.

⁂

19 FÉVRIER. — La façon dont le tzar envoie ses sujets à la boucherie est tout à fait charmante. Une allocution adressée au 3e bataillon du 1er régiment des chasseurs de Sibérie, me semble, entre autres, le modèle du genre :

> Je suis heureux, frères (on est évidemment en famille), de pouvoir vous souhaiter un heureux voyage (dirait-on pas que ces gens partent en villégiature). Je suis fermement convaincu que vous maintiendrez haut l'honneur de votre vieux régiment, et que vous exposerez volontiers votre vie pour notre chère patrie. (Comment donc !) Souvenez-vous que *notre* ennemi est brave, courageux et subtil. Je vous souhaite de tout cœur de réussir et de triompher de *vos* adversaires. (Les ennemis de Sa Majesté Nicolas II, ceux des paysans, ouvriers et autres formant le 3e bataillon, il est clair que tout ça se confond.) Avec l'image du divin Séraphin, je vous bénis, frères...... Puisse le Séraphin prier pour vous et vous accompagner dans votre route... (Les prières du Séraphin sont évidemment quelque chose, mais pour se protéger contre les torpilles, les mines, les obus à la mélinite, à la lyddite et autres engins, c'est un peu faible.)

Voici maintenant le langage d'un homme de paix :

> L'union et la puissance du peuple russe ne permettent pas de douter que le Japon *recevra le châtiment* mérité par sa traîtrise.....

Beaucoup de temps sera nécessaire pour porter au Japon des *coups dignes de la puissance de la Russie*, en ménageant le sang de ses enfants (? !) et pour *infliger le châtiment* mérité à la nation qui a insolemment provoqué la lutte....,

La Russie doit attendre les événements avec patience, étant sûre que notre armée *la vengera au centuple* de la provocation qui lui a été adressée....

Infliger des châtiments, porter des coups dignes de la Russie, se venger au centuple, mais qu'est-ce que ce serait donc si le brave homme qui tient ce langage, n'était pas farci de tendresse et pétri de douceur ?

***

24 FÉVRIER. — A en croire les journaux, la nomination d'un certain Kouropatkine au commandement en chef des troupes russes, excite à Pétersbourg le plus vif enthousiasme. Partout dans les rues on entend cette phrase : « Que les Japonais s'avancent maintenant, s'ils l'osent ! »

Pauvres niais, pauvres bêtas ! Voilà bien la foule et son habitude de considérer ses pires ennemis comme des sauveurs.

CHARLES ALBERT.

ORIGINES
DE LA
RELIGION ET DE LA MORALE

(*Suite*) (1).

C'est ce que nous faisons aussi en portant sur nous des médaillons, des cheveux, des souvenirs de nos morts. La manducation des cadavres, quoique provenant d'un sentiment de solidarité des plus intimes avec l'être disparu, est assez rare parmi les hommes, et d'ordinaire on laisse les morts retourner aux éléments primitifs par voie de décomposition lente ; les chairs sont presque toujours sacrifiées, tandis que l'on garde les os, surtout les crânes et les tibias chez un très grand nombre de tribus ; les Guarani de l'Orénoque livrent les cadavres à la dent des poissons, afin que le squelette soit promptement nettoyé et que l'on puisse les garder comme un fétiche.

Sous quelque forme que restent les corps, ils n'en sont pas moins censés vivre toujours, et il convient de les nourrir régulièrement, soit par d'amples repas qui peuvent devenir fort coûteux à la famille ou à la communauté, soit par l'offrande de miettes et de gouttelettes que l'on pense devoir être suffisantes pour alimenter de simples ombres ; c'est ainsi que les Grecs et les Romains inclinaient leurs coupes de boisson sur le feu, pour qu'un filet crépitant du précieux liquide leur conciliât les dieux et les génies. Le mort recevait un bâton pour qu'il continuât au delà du tombeau le voyage de la vie, peut-être vers des parages plus heureux dans les contrées où l'homme avait déjà su domestiquer des animaux porteurs ; on lui donnait le cheval, le bœuf ou même un autre homme pour compagnon dans la mort, et le Viking des côtes septentrionales recevait un bateau pour continuer ses voyages de découvertes et de conquêtes sur les rives inconnues. Le numéraire était-il connu chez les amis du mort ? On lui en remettait au moins une pièce pour qu'il trafiquât encore utilement avec les gens d'outre-tombe, et l'on sait que, par un respect superstitieux des anciennes coutumes, les contemporains de Socrate et de Sénèque, même en beaucoup d'endroits, nombre d'Européens civilisés, observèrent et observent encore cette pratique funéraire. Enfin, quand le mort était un grand chef, on le faisait accompagner sur le bûcher ou dans la fosse sanglante, par toute une cour de guerriers, de femmes et d'esclaves.

(1) Voir les numéros 44 et 45.

Ainsi, dans l'immense multitude des morts qui remplissent l'espace, aussi nombreux que les feuilles des arbres ou que les grains de sable du rivage, s'établit une hiérarchie analogue à celle qui prévaut dans la société des diverses tribus : chez les peuplades égalitaires, les morts sont tenus pour des pairs ; chez celles où le pouvoir des uns s'est fondé sur la servitude des autres, le traitement des morts varie de l'apothéose à l'absolu mépris. La création d'un corps sacerdotal dut accuser encore la différence d'acception réservée aux trépassés, puisque magiciens et prêtres s'érigent en juges, en dispensateurs des punitions et des récompenses d'outre-tombe. Eux aussi, comme les chefs, se sont élevés au-dessus de la foule par une sélection naturelle : sans doute, les hommes d'une intelligence exceptionnelle devaient acquérir dans le cours de leur vie un ascendant considérable, grâce aux explications vraies ou plausibles qu'ils donnaient des prodiges de la vie et aux conseils qu'ils avaient distribués en temps opportun : jusque là leur influence était fort légitime ; mais rien ne déprave comme le succès, et leur considération même devait les entraîner à d'hypocrites prétentions de savoir. La magie devint un métier, soit pour guérir les hommes des maladies physiques, soit pour écarter d'eux le mauvais sort jeté par d'autres sorciers ou par les génies. La prétendue science d'attirer la faveur des divinités d'en haut et de conjurer la haine des « puissances de l'air » eut ses maîtres et ses disciples : des sociétés fermées avec période de noviciat et degrés d'initiation, se constituèrent, et peu à peu s'établit ainsi dans chaque tribu un groupe de privilégiés, d'autant plus redoutables qu'ils mêlaient à leurs fourberies plus de connaissances réelles des faits de la nature.

Cette institution d'une caste supérieure, affectant de connaître les choses de l'au-delà, livra les peuplades et les nations au régime de la terreur incessante, car cette caste, subdivisée en confréries secondaires, devait spéculer, même inconsciemment, sur la crédulité des naïfs, sur leur effroi de la mort et de l'inconnu, pour augmenter sa puissance et sa richesse. Devenus les intermédiaires entre les hommes et les esprits, ils avaient intérêt à représenter ceux-ci comme très méchants, afin de faire apprécier leur intervention à d'autant plus haut prix. « Le grand *kalite* », disent les sorciers des Palaos, en parlant du génie qui gouverne les insulaires « le grand kalite aime à manger les hommes » (1). Aimer à verser le sang, c'est « avoir des entrailles de dieu », répétaient aussi les Taïtiens quand ils pratiquaient leurs infanticides ». Le maître régnant isolé dans le ciel des Juifs n'est-il pas aussi « un dieu fier et jaloux ? » Et, dans son auguste indifférence, Zeus s'assied au faîte de l'Olympe pour se réjouir de la lutte de ces peuples périssables, les Troyens et les Achaïens. (2)

Ce mépris, cette haine sanguinaire, cette jalousie terrible des génies innombrables ou du maître des génies, il ne pouvait y avoir qu'un seul moyen de les conjurer, le sacrifice : de même que dans un incendie destructeur des forêts, le sauvage faisait la part de feu, on cherchait à gagner du temps en donnant quelque peu de sang au dieu avide qui en voulait boire à flots. Mais là où la population vivait sous la terreur inspirée par le magicien, un peu de sang ne suffisait pas, il en fallait beaucoup et la soif du dieu n'était jamais satisfaite. De là le devoir pour l'adorateur de sacrifier ce qu'il avait de plus cher. Avant que l'ange de l'Eternel arrêtât la main d'Abraham prêt à égorger son fils Isaac sur l'ordre de son dieu, combien d'autres pères avaient dû mettre à mort leurs fils aînés et donner à l'esprit redoutable les prémisses de toute existence animale naissant

(1) Miklûkho-Maklay, *Bull. de la Soc. de Géog. Russe* 1878.
(2) *Iliade*, chap. XX.

dans leur domaine. Le père ne pouvait se racheter que par la mort du fils. Sans doute la légende d'Abraham symbolise l'adoucissement des mœurs qui se produisit dans l'histoire du peuple juif et qui fit substituer les égorgements et les holocaustes d'animaux aux sacrifices humains ; mais après cette époque, combien de fois encore la frayeur du dieu amena les géniteurs à plonger le couteau dans le cœur de leurs enfants. C'est ainsi que les villes fondées par Josué écrasèrent de leurs linteaux de portes les cadavres de ses fils, et de même qu'Agamemnon, le « roi des rois » offrit aux dieux sa fille Iphigénie, Jephté livra au bourreau la jeune enfant qui s'avançait avec ses compagnes pour l'accueillir de danses et de chansons. Bien plus, le « saint » roi David sacrifia son peuple pour se faire pardonner une désobéissance au dieu vengeur : « Puisque j'ai péché contre toi, prends mon peuple et tue jusqu'à ce que tu sois rassasié. »

Toutefois, il n'était pas toujours nécessaire de verser le sang des siens ; la guerre fournissait le moyen de désaltérer les dieux et les génies aux dépens de tribus ou de nations ennemies, et l'on vit en effet des peuples entiers disparaître pour satisfaire la vengeance des esprits acharnés. C'est ainsi que les Juifs offrirent à leur Yahveh les habitants de tout le « pays de promission », et dans les rares circonstances où par un mouvement de pitié instinctive, ou par suite d'une promesse faite inconsidérément, ils durent épargner quelques-uns des indigènes, ils s'en accusèrent comme d'un crime. Si l'on peut remonter jusqu'aux origines des sociétés, pour y reprendre cette idée de sang offert en sacrifice aux génies, on en constate la survivance jusqu'à nos jours, puisque après les batailles, les vainqueurs vont chanter leurs *Te Deum* au dieu des armées.

***

Il n'est pas une ancienne forme de religion primitive qui, sous l'action des mêmes causes, n'ait persisté plus ou moins dans nos civilisations modernes. Tel est le culte des têtes coupées qui prévalut chez tant de tribus préhistoriques et qui se retrouve toujours chez les Dayak de Bornéo. Le sauvage qui limite à son propre clan la partie de l'humanité envers laquelle il a des devoirs moraux se croit tenu, en stricte vertu, d'aller couper des têtes dans les tribus étrangères pour les rapporter à sa famille, ou à la femme qu'il a choisie. Sans meurtre dont il puisse se glorifier, il n'est pas même considéré comme un homme : verser le sang humain est le premier devoir d'un candidat à la virilité. Et l'éducation qu'a reçue cet enfant de la forêt, pourtant très bon et très noble avec ses camarades de tribu, n'est-elle pas précisément celle de nos jeunes contemporains, auxquels on enseigne qu'il est glorieux de tuer un ennemi, ou même un nègre ou un jaune de quelque pays inconnu ? Le Dayak se vante d'avoir un poignard pour ancêtre (1) ; de même c'est un grand honneur dans nos sociétés modernes de descendre d'hommes qui se sont illustrés par l'usage de la francisque ou de l'arquebuse.

Le meurtre religieux, inspiré et réglé dans ses détails par la magie, devait, en maintes circonstances, être accompagné de repas anthropophagiques. Certes, le cannibalisme peut avoir chez les fugitifs la faim pour cause, comme il en a été tant de fois, pendant la période historique, dans les villes assiégées, sur les radeaux perdus en mer et dans les expéditions aventurées au milieu des glaces, des neiges ou des forêts vierges. Mais chez les hommes aussi bien que chez les animaux, ces faits sont exceptionnels : ils se produisent cependant, notamment dans l'Afrique nigérienne, où telle ville a ses marchés toujours fournis de chair humaine, considérée comme viande de boucherie. Au contraire, les

(1) De Backer, *Archipel indien*.

repas dans lesquels l'homme se nourrit de son semblable par acte religieux, sont toujours des cérémonies ayant un caractère de noblesse et de gravité. S'agit-il, pour un guerrier, de dévorer le cœur ou le cerveau d'un ennemi, pour s'incorporer le courage et la pensée de l'adversaire égorgé, c'est là un acte d'importance majeure dans l'existence de l'homme qui va se doubler ainsi en énergie physique et en force morale; mais la manducation de la chair présente une signification bien plus grande encore, quand il s'agit d'une victime plus qu'humaine. Il semble d'abord que pareil fait est d'une parfaite impossibilité, puisque les dieux sont plus puissants que l'homme. Toutefois celui-ci, inspiré par la passion frénétique du moi, peut accomplir des miracles, grâce aux sortilèges de ses prêtres. Souvent dans les dangers suprêmes d'une nation, les victimes ordinaires des sacrifices, bœufs ou agneaux sans tache, pures jeunes filles, beaux jeunes gens sans défaut, ne suffisent pas à conjurer le courroux du dieu. Il fallut lui offrir des fils de roi, des rois eux-mêmes et jusqu'à des fils de dieu, et les fidèles, condamnés d'abord sans possibilité apparente de rémission, ont pu se renouveler la chair et le sang par la chair et le sang d'un dieu, qui meurt, mais pour renaître aussitôt, qui se donne en sacrifice, mais pour resurgir comme juge souverain des vivants et des morts. N'est-ce pas là ce qui se passe chez les chrétiens, adorateurs prosternés devant celui-là même, dont ils boivent le sang et mangent le corps en solennels banquets d'amitié fraternelle? Dans le sacrement de la Cène « l'innocence de l'Homme-Dieu passe au dévorant, et le péché de celui-ci passe au dévoré. (1)

(*A suivre.*) ELISÉE RECLUS.

Le manque de place nous force à renvoyer à la semaine prochaine la suite " Du Révolté " *aux* " Temps Nouveaux ".

AU PILORI

Lu dans le *Secolo*, 13 janvier 1904:

Vendredi soir, une très jolie jeune fille de 24 ans, Luisa Rizzetti, née à Alpino, s'est suicidée dans la maison du marquis Camillo Donghi, qui l'avait prise pour maîtresse et rendu mère.

Luisa Rizzetti avait brillé beaucoup, entre autres à Turin, où on avait même exposé plusieurs photographies d'elle. Un moment, elle avait senti la vocation de se donner tout entière à Dieu, et, en fait, elle se retira chez les religieuses de San Salvario, où l'on assure même qu'elle prit le voile.

Mais, elle sortit bientôt du lugubre cloître, et le marquis Donghi, qui l'avait connue à Turin, l'emmena avec lui à Ceva, où elle demeura environ 18 mois.

Cependant, après plusieurs mois de vie intime, Luisa se trouva dans un état intéressant, et alors... elle fut éloignée.

Se trouvant, maintenant à la fin de sa grossesse, la malheureuse arriva hier à Ceva, et se présenta chez Donghi, le conjurant, avec des larmes, de ne pas l'abandonner.

Ses prières ne furent pas écoutées, et le marquis, pour l'éloigner,... *demanda l'intervention des carabiniers.*

Alors, la malheureuse se tira un coup de revolver au cœur, et elle expirait, après 3 heures d'atroces souffrances.

Dès que la mort fut certaine, trois médecins procédèrent à l'opération césarienne, la pauvre femme étant enceinte de 8 mois; mais l'enfant lui aussi était mort, des suites des souffrances de la mère.

Décidément, ce n'est pas la peine d'être marquis, pour avoir une morale qui ressemble singulièrement à la morale justement appelée bourgeoise. La voilà bien, la preuve que les distinctions de classe s'effacent. Douterez-vous que ce ne soit l'égalité et la justice qui apparaissent? Vous avez pourtant bien lu... que *les carabiniers interviennent!*

(1) Carl Vogt, Congrès de Bologne, p. 395.

MOUVEMENT SOCIAL

Il y a quatre ans, un soldat nommé Aubert fut envoyé à la 3e compagnie de discipline (à Méchéria), pour être rentré de permission avec un retard de trente-six heures. Ayant, un jour, protesté contre une punition corporelle infligée à un de ses camarades, le sergent M... lui dit « qu'il saurait lui faire perdre pour l'avenir le goût des réclamations. »

Quelque temps après, pour avoir caché des biscuits dans son sac, Aubert eut 8 jours de prison. Un accident de cheval lui avait autrefois occasionné une double fracture de la jambe droite, et cela lui rendait pénible le peloton de punition au pas gymnastique. Il demanda à se reposer; on lui fit exécuter des exercices d'assouplissement avec l'arme. Il s'arrêta trois fois, et trois fois, sous la menace, recommença à exécuter les mouvements. N'en pouvant plus, il dit enfin: « Faites de moi ce que vous voudrez. » Le lieutenant T... lui infligea 15 jours de prison et le fit mettre aux fers.

On lui mit les fers aux poignets, les mains étant réunies derrière le dos; on le jeta sur une brouette, et on le laissa exposé, à quelque distance du camp, en plein soleil, la face tournée vers le sable. Le soleil faisait gonfler ses chairs comprimées, la chaleur du sable lui brûlait les yeux et toute la face, la soif et la fièvre le dévoraient.

Au bout de deux heures de ce supplice, Aubert demanda à être examiné par le major. Celui-ci ne le reconnut pas malade, et le lieutenant T... le fit remettre aux fers. Exaspéré, Aubert injuria le lieutenant T... et le sergent M... Le lieutenant décida de le déférer en conseil de guerre.

Le soir, lorsqu'on vint chercher Aubert, il était évanoui dans le sable: ses mains étaient enflées, ainsi que ses bras, et devenues informes; on eut le plus grand mal pour retirer les fers, qui avaient fait aux poignets des blessures d'où coulait une suppuration abondante, avec le sang.

On dut porter Aubert à l'hôpital d'Aïn-Sefra. Le médecin, en constatant son état, fit un rapport pour signaler à l'autorité supérieure les mauvais traitements dont ce malheureux avait été victime. Et l'autorité militaire effrayée, anxieuse d'étouffer l'affaire, abandonna la prévention d'outrages à des supérieurs; et, lorsque, plusieurs mois après, les plaies d'Aubert commencèrent à se cicatriser, elle le mit rapidement en réforme et le renvoya dans ses foyers. Mais Aubert est infirme, ses mains sont estropiées à jamais, il ne peut travailler et demande une indemnité qu'on lui refuse. Deux lettres de la *Ligue pour la défense de la liberté individuelle*, au ministre de la guerre, sont restées sans réponse. Le lieutenant T... et le sergent M... n'ont nullement été inquiétés, et continuent leurs exploits sur d'autres.

* *

On nous écrit de Caen l'histoire suivante:

« Un garçon d'une douzaine d'années, chez qui la famine régnait, s'empara de deux petites boîtes de sardines à l'étalage d'un magasin d'épicerie et se sauva. Mais l'épicier veillait. Il s'empara du meurt-de-faim, et l'enferma à clef, chez lui. Quelques instants après, l'enfant était emmené, *menottes aux mains* et pleurant à chaudes larmes, sur un parcours de 500 mètres, jusqu'au commissariat de police, par deux agents fidèles à leur consigne de chiens de garde du capital, et suivi de plus de deux cents personnes. Il y fut gardé enfermé jusqu'à la nuit, lorsque ses parents vinrent le chercher. On a fait un procès à ceux-ci... Si ce n'est pas honteux de voir pareilles choses pour deux boîtes de sardines! »

En effet: mettre les menottes aux mains d'un pauvre enfant affamé, le brutaliser, le terroriser, l'enfermer dans un immonde bureau de police, faire à ses parents un procès! — parce que ce malheureux enfant a pris, pour apaiser sa faim, deux boîtes de sardines qui auraient fini par pourrir à l'étalage, faute d'acheteurs, mais qui devaient y pourrir plutôt que d'être données à des affamés, pour qui elles ne sont point faites.

R. C.

* *

Mouvement ouvrier. — On se rappelle les incidents qui illustrèrent les grèves d'Armentières. Un beau matin, las d'une lutte qu'ils voyaient sans issue, les grévistes firent quasiment le siège de quelques maisons bourgeoises, et entre autres, de celle d'un propriétaire qui, quelque temps auparavant, avait fait expulser d'une de ses maisons, une famille de sept personnes.

Les grévistes, dans un moment d'exaspération, pillèrent et mirent le feu à ces maisons.

Mais cela n'eut pas de lendemain, et les meneurs qui, la veille encore, avaient presque conseillé ces actes dans des discours enflammés, où ils avaient montré les travailleurs en marche vers la révolutions; ces mêmes hommes, devant la crainte des responsabilités, désavouèrent les actes commis, et dans un manifeste qui leur fut imposé, sous peine d'arrestation immédiate, n'hésitèrent pas à déclarer, contre toute vérité, que les grévistes n'y étaient pour rien.

C'est tout ce que demandaient les autorités. Mais comme il fallait quand même des « coupables » pour faire un exemple, on arrêta au hasard des malheureux, et l'on choisit ceux qui, parmi eux, avaient déjà une condamnation quelconque.

Et c'est ainsi, que grâce à la lâcheté des auteurs, qui n'ont pas le courage des actes qu'ils ont accomplis, vingt-six malheureux, ni plus ni moins coupables que les autres, vont passer en Cour d'assises dans le courant de ce mois.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant du procès et nous dirons ce que nous avons appris sur place. Cela ne manquera peut-être pas d'intérêt, par ces temps où les politiciens ont à revendre de la « justice » et de la « vérité ».

A la suite des grèves du Cateau, dont j'ai parlé l'autre semaine, des arrestations ont eu lieu. Cinq des grévistes ont comparu la semaine dernière devant le tribunal correctionnel de Cambrai, et ont été condamnés à des peines variant de huit jours de prison à 25 francs d'amende. Ces travailleurs pourront méditer en prison les beautés du régime capitaliste.

La Fédération des syndicats du bâtiment, de l'Ouest, nous signale un cas d'intolérance peu banale.

Un exploiteur de Nantes, nommé Daulé, ayant appris que l'un de ses apprentis n'était pas *baptisé*, le congédia pour cette raison.

La lettre adressée au père et dont j'ai là une reproduction photographique, est à la fois un beau document d'imbécillité et de jésuitisme, et nous regrettons fort de ne pouvoir en faire jouir nos lecteurs.

P. DELESALLE.

* *

L'enquête faite par les pouvoirs publics, sur l'industrie du tissage, a eu pour résultat de faire connaître au public, par la voix de la presse, la situation lamentable où se trouvent aujourd'hui les ouvriers tisseurs. Des notes fournies par la Fédération régionale du textile, il résulte, en effet, que la moyenne des journées pour un ouvrier tisseur possédant son métier, est de 3 francs par jour. Quant à ceux, et c'est le plus grand nombre, qui travaillent sur le métier d'un autre, c'est-à-dire à moitié façon, leur salaire est d'environ 1 fr. 50. Les plieuses et ourdisseuses gagnent également 1 fr. 50; les dévideuses 0 fr. 75. Ceci, c'est la moyenne. Mais l'on a vu des chargements où des tisseurs, chefs d'atelier, gagnaient 2 fr. 25; 1 fr. 95; 1 fr. 17; 1 fr. 15; voire même 0 fr. 65. Et c'est avec ces salaires de famine qu'il faut élever et entretenir toute une famille. D'autre part, la tuberculose fait des ravages dans cette industrie, en raison même du salaire insuffisant, et parce que on ne peut pas aérer les appartements, les matières employées ne se prêtant pas aux variations de la température.

Une des causes de l'avilissement des salaires, provient de l'émigration des métiers à la campagne. Les fabricants construisent d'importantes usines dans les endroits les plus reculés de la montagne, dans la Haute-Loire, notamment, où ils trouvent la main-d'œuvre à des prix dérisoires, les campagnards pouvant vivre à bien meilleur compte que le citadin, la plupart d'entre eux possédant quelques lopins de terre qui les aident à vivre.

A noter aussi que l'emploi de la force motrice a contribué à augmenter la production.

La Fédération réclame des pouvoirs publics la

limitation de la durée du travail et la fixation d'un minimum de salaires.

M'est avis qu'il n'y a nullement besoin de légiférer pour cela. La grève générale du tissage de 1900, qui avait duré neuf semaines, avait apporté de notables améliorations. Si les patrons n'ont pas tenu les engagements pris, c'est que les ouvriers ont manqué d'énergie. Les patrons ne respectant pas plus les lois que tous autres engagements pris avec leurs ouvriers, celles-ci seraient constamment violées par eux, et les ouvriers seraient encore obligés d'imposer leur volonté pour les faire respecter. On sait la façon dont les inspecteurs s'acquittent de leurs fonctions; on sait aussi qu'ils sont insuffisants. Mais alors c'est une nouvelle armée de fonctionnaires à créer. Avec cela, que des dérogations viennent toujours modifier ce que la loi aurait de trop absolu et démocratique. Enfin, on se rappelle les nombreuses grèves provoquées par l'application de la loi Millerand-Colliard.

Que les tisseurs y réfléchissent et qu'ils se rappellent, qu'en 1902, une enquête a eu lieu pour les mines et que les mineurs en attendent encore les bons effets. Ou plutôt non! le sollicitude parlementaire s'est montrée pour eux par le rejet, par la commission des finances du Sénat, du vote de 50.000 francs accordés par les députés à la mine ouvrière des Petits-Châteaux. Et cependant qu'étaient ces quelques milliers de francs sur un budget, qui se chiffre par des centaines de millions. Bien peu de chose!

Les bouffe-galette de l'Aquarium, qui ont à ménager les électeurs, pourront jeter le blâme sur les gâteux du Luxembourg; il n'en résulte pas moins acquis que les ouvriers n'ont rien à attendre que d'eux-mêmes. Quand ils seront bien pénétrés de cette idée, quand ils ne compteront plus sur personne pour mener à bien leurs affaires, alors leur sort sera bien prêt de s'améliorer.

GALHAUBAN.

⁂

Décidément le néo-socialisme mène à tout — à condition d'en sortir. Nous avons vu le secrétaire de la Bourse du Travail Trech, nommé quelque chose comme percepteur buraliste; un autre réformiste des plus purs, bombardé employé de sous-préfecture. Un ancien député, qui a cessé de plaire aux électeurs de Saint-Quentin, le sieur Fournière, vient d'être casé comme professeur à l'Ecole polytechnique.

Il est chargé, celui-là, d'enseigner aux futurs exploiteurs, qui sortent de cette école, le meilleur moyen de tirer le plus de profit possible des travailleurs qu'ils auront plus tard sous leurs ordres, et de leur montrer le néant des lois dites de « protection ouvrière » et le meilleur moyen de s'en servir. Mais quoique la chose paraisse impossible, il y a encore mieux que cela.

L'ex-secrétaire de rédaction de la *Petite répugnante* — c'est le cas ou jamais — vient d'être nommé, devinez quoi? mais, plutôt non, vous ne devineriez jamais, car le Monsieur est, depuis le 1er courant « Directeur des établissements pénitenciaires à Nancy », autrement dit chef des gardiens de prison. Voilà, semble-t-il, le poste idéal pour nos socialistes, nouvelle méthode.

Geôlier en chef, après avoir cuisiné à la *Petite République* et avoir eu l'œil à ce que les convocations de ces maudits anarchos ne passent pas, la récompense, avouons-le, était méritée, et je plains les anarchistes qui pourraient avoir affaire à cet ancien « journaliste ».

A quand la nomination des larbins de la maison comme « sergots ou gendarmes!! »

En attendant, qui nous donnera dans la maison l'article à sensation, sur les nécessités de la reconstruction de la Bastille et d'une police puissante et impitoyable.... aux pauvres, s'entend?

P. DELESALLE.

⁂

ROUBAIX. — Les syndicats font, à Roubaix, depuis quelques semaines, une propagande active, en vue de l'application, au 1er avril prochain, du dernier stade de la loi Millerand-Colliard, réduisant à 10 heures la journée de travail dans certaines industries.

Ils ont envoyé aux patrons roubaisiens le tarif qu'exigeront les ouvriers du textile, à partir du 1er avril. Ce tarif fixe à 4 francs le salaire quotidien que dorénavant doit toucher l'ouvrier tisseur, peigneur, apprêteur, etc.; il comporte, en outre, la suppression complète des amendes et une prévenance réciproque, entre patrons et ouvriers, de huit jours au moins. Les lecteurs des T. N. peuvent s'étonner que l'on se démène tant, pour obtenir des résultats si bénins et croire peu exigeants les travailleurs roubaisiens.

C'est pourtant pour obtenir ce salaire, et la suppression des amendes, que peut-être plus de 30.000 ouvriers deserteront les usines dans quelques semaines, et que s'engagera une grève formidable. Et si, grâce à l'énergie des travailleurs, ceux-ci obtiennent l'application du tarif, ce sera du même coup leur salaire doublé, car bien peu de tisseurs, peigneurs et apprêteurs, peuvent se flatter de gagner, bon an mal an, une moyenne de 2 fr. par jour.

Deux francs par jour, 12 francs par semaine, voilà la somme que gagnent les ouvriers de cette ville, où tant de richesses sont accumulées; où les somptueux palais du boulevard de Paris, font un si odieux contraste avec les taudis infects dans lesquels est logée la classe ouvrière.

Douze francs par semaine, et, pour cette somme, il faut, comme les ouvriers du peignage, travailler à 30, 40 et 50 degrés de chaleur et dans des conditions d'hygiène absolument épouvantables; respirer un air vicié par les poussières que dégagent la manutention des laines. Je ne sais la proportion que fournit Roubaix au contingent de ceux, qui chaque jour, meurent de la tuberculose; mais, ce que nous pouvons affirmer, sont rares les ouvriers travaillant dans les peignages du célèbre Motte, qui échappent au terrible mal.

Douze francs par semaine, et l'ouvrier tisseur, pour ce salaire honteux, à notre époque, doit subir des avanies de tout genre. Gare, à lui s'il n'entend pas le matin la sirène l'appelant au travail, où si, pour une cause indépendante de sa volonté, il a quelques minutes de retard! C'est impitoyablement l'amende, quand ce n'est pas le brusque et cruel renvoi, qui le plongera, lui et les siens, dans la plus affreuse misère. Qu'il prenne garde, que pas un instant il ne quitte ses métiers des yeux! Il faut que les pièces qu'il tisse soient irréprochables; le moindre défaut, et l'amende viendra encore réduire son salaire, quand elle ne le supprime pas complètement. Par milliers, nous pourrions citer les ouvriers tisseurs qui, après avoir peiné toute une semaine, se virent contraints de retourner chez eux les mains vides, l'amende ayant absorbé la production complète d'une semaine de travail.

Pour quelques minutes de retard, l'amende!

Pour les défauts dont on n'est pas responsable, l'amende!!

Pour fumer dans les lieux d'aisances, l'amende!!

Pour chanter en travaillant, au milieu du bruit assourdissant des métiers, l'amende!!!

Et ne croyez pas que j'exagère, cela est bien et dûment inscrit dans des règlements affichés dans les usines; règlements qui, grâce à la veulerie des ouvriers, les patrons ne se font pas faute d'appliquer.

Zola a décrit merveilleusement, dans son *Germinal*, la vie de l'ouvrier mineur; que ne se trouve-t-il un écrivain génial, qui puisse décrire la vie de l'ouvrier textile de Roubaix?

Il pourrait montrer ces hommes aux faces terreuses, anémiées, douloureuses, qui, chaque jour, vont créer des richesses incalculables et dont l'alimentation se compose de quelques sous de pommes de terre et de lait battu bouilli (1).

Il interrogerait, et apprendrait le drame affreux qui est l'existence des milliers d'êtres, qui, chaque jour font la queue, pour obtenir du bureau de bienfaisance le pain qui les empêche de mourir de faim. Que de crimes, de monstruosités, il pourrait dévoiler, en se mêlant à eux, en vivant la vie des ouvriers tisseurs, peigneurs et autres de ce maudit enfer qu'est Roubaix!

A Roubaix, des milliers de malheureuses quittent les ateliers, où elles sont odieusement exploitées, pour se livrer à la prostitution et servir de chair à plaisir aux patrons et à leurs fils. Pas une ville en province ne compte tant de filles qui, pour ne pas mourir de faim, font le douloureux métier de prostituées.

Voilà la situation plutôt amoindrie des ouvriers du textile de Roubaix, et l'on comprend que le salaire de 4 francs par jour, que demanderont au 1er avril les ouvriers roubaisiens, est énorme au regard de celui qu'ils gagnent aujourd'hui.

La lutte sera chaude, et, pour la prévenir et essayer de l'atténuer, les patrons usent d'une tactique abominable. Dans presque toutes les usines, ce sont des centaines de renvois brusques d'ouvriers.

Les commissions, qui semblaient abondantes, il y a quelques jours, sont, paraît-il, épuisées. La vérité est que les patrons débauchent de la sorte, pour que, si la grève éclate, les malheureux que de longs mois de chômage auront réduits à la dernière extrémité, prennent la place de ceux qui abandonneront le travail au 1er avril prochain.

Mais qu'ils prennent garde, les événements d'Armentières, de Neuilly, sont d'hier, et les ouvriers roubaisiens ne les ont pas oubliés.

PIERRE DEGRENF.

(1) Petit lait qui sert partout à engraisser les porcs.

Algérie.

MOSTAGANEM. — A la suite d'une violente tempête, qui s'est produite le 29 novembre dernier et les jours suivants, le port a été presque totalement détruit. Deux navires échoués à la côte, un de fort tonnage le *Carly* et un côtier faisant le service entre Mostaganem et Oray le *Georges et Henri*, sont encore dans le port et toujours échoué. Neuf pareilles sur douze (barques de pêcheurs, que possédait notre ville, complètement détruites. C'est vous dire que la misère est grande. Pourtant des fêtes ont été organisées, des secours distribués et soit efficacité de ces derniers, soit habitude de la misère des intéressés, les plaintes ne sont point trop vives.

Mais les pluies sont venues achever l'œuvre de la tempête. Les routes du Dahra sont coupées, le vin qui restait à enlever ne peut l'être; les transactions ralenties déjà par le peu de sécurité du port (où les bateaux ne viennent qu'au beau et fuient dès la plus faible houle) sont presque nulles.

Les bestiaux, surtout ceux des Arabes, périssent; car non installées pour affronter l'humidité, les fermes (ou ce qui peut en porter le nom) de ces derniers, ne protègent point les animaux contre le mauvais temps et surtout l'humidité.

Aussi les vivres renchérissent, et par suite les attentats contre les personnes ou les propriétés, se font plus fréquents et plus hardis.

Et les journaux du pays ne pouvant nier l'évidence, après avoir reconnu ce qui crève les yeux et plaint les victimes de cet état de l'atmosphère et de la rapacité des hommes conclut d'une façon plutôt inattendue que: « Puisque la loi et la police sont impuissantes à nous protéger, armons-nous et lorsque quelques-uns de *ces bandits* seront tombés sous les balles de nos revolvers, les autres se le tiendront pour dit ». Evidemment, le plomb qui se logera dans le corps des pauvres bougres, atteints en plein exercice du penchant, qui porte l'animal à agir pour trouver sa pâture plutôt que de mourir de faim, sera une nourriture suffisante pour ceux qui n'ont point le courage de réagir contre la misère, et se contentent comme cet enfant arabe, que j'ai vu à mon passage à Oray, de sucer un crâne de mouton, aux détritus depuis plusieurs jours.

Et pourtant combien peu exigeants sont ces Arabes. J'assiste depuis quelque temps au repas de midi des débardeurs du quai de Mostaganem.

Le chef de cuisine de la bande, comme au régiment le caporal, appelle les intéressés et distribue un pain de deux à trois livres pour deux hommes. Assis ou le plus souvent couchés derrière un tas de sacs de grains ou des fûts vides, ces malheureux font ce repas invraisemblable, et, lorsque quelques dattes viennent améliorer l'ordinaire, le jour où se produit cet événement compte pour un beau jour. Un peu d'eau et nos hommes se remettent à transporter des fardeaux de cent à cent vingt kilogs.

Certes, il y a long à dire sur le serrage de cette race, qui présente, malgré tout, des types superbes comme physique, tout au moins.

Mais la misère ne les atteint pas seuls et la description des logements des familles européennes pourrait sûrement ramener à l'âge des cavernes, que l'on taxe de préhistorique.

Toute la famille dans une pièce, servant de dortoir, de cuisine, etc. D'ailleurs n'avez-vous pas cela sous les yeux, à Paris même, et la misère est-elle si différente, malgré les latitudes?

Angleterre.

D'après le recensement des sans gîte, fait dernièrement par le « London County Council », il paraît qu'un homme sur 2000 passe la nuit à la belle étoile, c'est-à-dire n'ayant même pas les trois

penny (30 centimes) nécessaires, pour louer un lit — signifiant un agrégat de 3000 destituts, n'ayant d'autre abri qu'une porte cochère ou l'arche d'un pont de la Tamise.

Ce total n'est que très approximatif. L'« Armée du Salut » qui, probablement, connaît mieux la pauvreté londonnienne que les officiels du « County Council », dit que le pourcentage des sans gîte dans la métropole, est bien au-dessous de la vérité.

« Reynolds's Newspaper » qui est supposé être le journal le plus radical de Londres, trouve que la raison de ce grand nombre de va-nu-pieds en est, *sans aucun doute*, dans l'invasion des étrangers, et à son avis, une loi interdisant l'entrée des « non-désirables » serait d'une grande utilité. Ce projet de loi qui est, en effet, sur le tapis de la Chambre des communes, et qui sera probablement sanctionné par le Gouvernement, n'est vraiment qu'un masque pour cacher le but principal : l'interdiction de l'Angleterre aux réfugiés politiques, ayant principalement en vue les anarchistes et les révolutionnaires bannis de leurs pays. L'Angleterre tend vers ce que l'Allemagne est, en ce moment, une esclave fidèle de la Russie et un mouchard dévoué aux ordres de Plehve.

Portugal.

A la suite d'une grève, les tisseurs de Guisnaraës ont obtenu une diminution des heures de travail.

A Lisbonne, les ouvriers métallurgistes de la Société « Empresa Industrial portuguesa » sont en grève depuis le commencement de décembre, au nombre de 450; ils demandent le renvoi des ingénieurs Roeder et Wastelain, qui les traitaient comme des bêtes de somme. La direction (où les noms français sont *en majorité*) annonce par affiches, qu'elle va embaucher un nouveau personnel. Suivant ces messieurs, les ingénieurs seraient des modèles de douceur! et la majorité des ouvriers auraient déjà repris le travail si elle n'était terrorisée par une poignée d'énergumènes.

Jusqu'alors cette manœuvre jésuitique n'a eu aucun succès, il n'y a pas de rentrées.

***

Une partie de la presse bourgeoise commence enfin à s'émouvoir du cas de notre camarade Abel Manços, en prévention depuis huit mois à la prison de Porto.

Manços, ouvrier boulanger, fut un des premiers qui entreprirent une campagne contre la falsification des farines et du pain; de ce fait, il fut mis à l'index par les patrons; il voulut lutter, on lui prêta de quoi acheter une modeste boulangerie; ses persécuteurs l'obligèrent à la fermer, et notre camarade connut les tortures de la faim. Un jour, poussé à bout, il tira un coup de revolver sur un des patrons empoisonneurs. Arrêté, il devait passer en jugement le 26 juin dernier. Comme il manquait un témoin, le procès fut remis au mois suivant; l'accusation requérant un jury mixte, le procès fut de nouveau retardé. La loi donne un délai de trente jours pour résoudre cette question, et en voilà plus de cent d'écoulés. Veut-on le rendre fou et avoir ainsi un motif pour pouvoir l'enfermer à perpétuité et délivrer les exploiteurs d'un gêneur?

Mais cela ne sera pas, car nos camarades veillent.

(D'après *Despertar* et *A. Obra.*)

***

La grève des métallurgistes continue. L'habituel conflit entre les jaunes et les grévistes eut lieu et naturellement, une certaine quantité de ces derniers furent arrêtés et brutalisés. — L'ingénieur Rœder se vante de brûler la cervelle au premier gréviste qui s'approchera de lui.

A Obra, de Lisbonne.

***

Lagos. — Grève de solidarité des ouvrières des fabriques de conserves de poisson et comme suite lock-out patronal.

Porto. — Congrès des ouvriers chapeliers de Portugal. — Question à l'ordre du jour : Création d'une Fédération Internationale dont le siège est à Paris. — Création d'un journal. — Création de coopérations de consommation et de production, etc., etc.

Despertar, de Porto.

***

La grève des ouvriers de fabriques de conserves de Setubal s'est terminée par une victoire.

O Trabalho.

Brésil.

Jusqu'alors, l'armée brésilienne était composée de volontaires, mais malgré les enrôlements forcés de pauvres diables coupables de vagabondage, la grande famille se dépeuplait; alors les gouvernants décrétèrent la conscription pour les marins. Pour commencer, ceux de Rio-de-Janeiro et de Fortaleza, n'aspirant pas au rôle de héros, se mirent en grève dans cette dernière ville. Les grévistes voulurent empêcher les jaunes de travailler, l'armée fit son devoir, résultat : six morts et quelques dizaines de blessés.

Jusqu'alors les tentatives de conscription avaient échoué, les immenses solitudes du Brésil étant un refuge sûr pour les réfractaires.

***

Les patrons des charcutiers et cochers de Rio, ayant été *affligés* d'une taxe sur les animaux de traits, voulurent la faire payer à leurs exploités, sous forme de diminution de salaire. Après une grève de plusieurs jours, les exploiteurs cédèrent.

O Amigo de Povo, de S. Paulo.

J. Leroy.

République Argentine

Rosario, 14 décembre 1903. — Ici, tout va de mal en pis. Nous avons, depuis 15 jours, la grève générale des cochers de tramways et des travailleurs du port, et aujourd'hui mêmeils ont triomphé. Outre cette grève, il y a aussi la grève des peintres en bâtiments. Ils demandent la journée de huit heures avec augmentation de salaire. Déjà plusieurs patrons ont accepté et nous espérons que leur exemple sera suivi par les autres. Si nous avons attendu qu'une loi nous accordât ce que nous demandons, nous aurions sans doute pu attendre longtemps — plus longtemps, en tout cas, que par la grève qui nous donne tout de suite ce que nous *savons imposer*.

On s'attend d'un moment à l'autre à une révolution politique, ce qui nous importe peu, au fond.

P. G.

Etats-Unis.

Rôle de la police. — Pourquoi les théâtres de Chicago sont-ils autorisés à violer la loi en mettant des milliers de vies en danger?

L'investigation forcée par l'épouvantable incendie de l'Iroquois a révélé ce pourquoi : Dix-sept théâtres ont été obligés de suspendre leurs représentations, pour cause d'infraction aux mesures destinées à protéger la vie humaine.

Les directeurs de théâtre révèlent que les fonctionnaires publics, en mesure de leur causer des ennuis, les assiègent de demandes d'entrées libres. Un directeur de police envoya gratuitement, en une seule fois, plus de vingt membres de sa famille. Un assistant de chef de police procédait à une véritable distribution de billets d'entrée gratuits parmi ses amis pour se créer de la popularité.

Un directeur dépose ainsi : Nous reconnaissons les agents de police à leur costume et en tout temps nous leur laissons l'entrée libre. Les employés du département des constructions sont également admis sans payer. Tous les autres employés de la ville, qui en font la requête, entrent gratuitement. Il y a une semaine, un lieutenant de police d'un district éloigné est venu avec une compagnie d'amis et voulut entrer avec eux sans payer.

La délivrance des entrées gratuites n'est pas autre chose qu'une compensation en retour de quelque service passé ou futur.

Quelques directeurs osèrent refuser de payer le tribut des billets gratuits, les conséquences furent telles que les directeurs d'autres théâtres capitulèrent.

Un directeur, fatigué de recevoir gratuitement et chaque semaine dans sa salle — sans avis préalable — les membres du conseil, donna ordre de suspendre l'entrée libre. Aussitôt, ses représentations furent déclarées illégales, la porte cochère du local fut reconnue mal bâtie, et quantité de détails dans les locaux déclarés défectueux. Le directeur obtempéra aux décisions du conseil, de suite, pour se délivrer de l'impôt des entrées gratuites.

Pareil état de choses explique les négligences et combien illusoire est la surveillance.

En outre, des directeurs et leurs aides sont accusés d'avoir fourni des « amusements gratuits » aux agents de la police, mais là-dessus la lumière sera difficile à faire.

(*The Daily News*, 2 janvier 1904.)

Japon.

Dans notre numéro 39, on a pu lire la traduction de deux articles du *Daily Mail* sur la misère des grandes villes au Japon, où sont « les pauvres les plus pauvres du monde ». Voici un article paru dans le *Matin* du 26 janvier, qu'il est intéressant d'en rapprocher :

Le Japon moderne. — Les salaires de ses travailleurs — Le péril jaune.

Pour s'expliquer les progrès extraordinaires accomplis en un temps relativement court, par un pays qu'habite une race ingénieuse et active, il importe de jeter un coup d'œil sur les conditions économiques de l'existence, parmi les artisans de toutes sortes qui sont les facteurs directs de sa richesse et de sa puissance. L'argent tient une telle place maintenant, dans la vie des nations, que l'on conçoit difficilement la possibilité de grandir et de jouer un rôle entreprenant et heureux pour les peuples *où les salaires très élevés dénoncent une aisance encormeuse ou de coûteux besoins.*

A ce point de vue, le Japon est merveilleusement placé pour avoir des chances de prédominer en Orient, par le commerce, par l'industrie... ou par la guerre.

Voici, en effet, le tableau des salaires moyens de ces ouvriers, pour une journée de travail :

HOMMES	Fr. c.
Les mécaniciens gagnent	2 80
Les brodeurs, décorateurs, sculpteurs, surveillants, ouvriers de premier ordre	1 20
Les très bons ouvriers de métier	0 90
La grande moyenne des ouvriers ordinaires d'usines, filatures, tissages, etc.	0 70
Les hommes de peine et ouvriers ordinaires	0 60
FEMMES	
Les brodeuses, peintres, etc.	0 52
Les surveillantes femmes de premier ordre	0 42
Les bonnes ouvrières	0 35
La grande moyenne des ouvrières ordinaires d'usines, filatures, tissages, etc.	0 28
Les petites filles et les apprentis pendant de nombreux mois	0 14

« Ces chiffres sont calculés d'après les prix en usage dans les centres les plus importants, et notamment à Osaka, la grande ville manufacturière du Japon.

Si on les compare à ceux de nos diverses industries européennes, surtout à ceux d'Angleterre et de France, on ne peut manquer d'être frappé de l'abîme qui sépare la race blanche de la race jaune, et l'on se demande quelles précautions nous ne devons pas prendre contre des millions d'hommes, à qui pour vivre, il suffit de si peu de chose et dont la *misère heureuse* fait la fortune de leur nation. »

Qu'est-ce que vous dites des peuples d'Europe « où les salaires *très élevés* dénoncent une aisance endormeuse ou de coûteux besoins »? Et des ouvriers japonais « dont la misère *heureuse* (on a vu dans l'étude du *Daily Mail* ce qu'il faut entendre par là) fait la fortune de leur nation »? De la nation des patrons et des brasseurs d'affaires, sans doute?

L'abondance de copie nous force à renvoyer à la semaine prochaine, la suite de notre Variété sur l'Hygiène.

J'en profite pour m'excuser auprès de ceux de nos correspondants, dont la copie n'est pas encore parue, mais encore une fois, nous n'avons pas assez de place, ce qui prouve que l'agrandissement était urgent.

DANS LES EXPOSITIONS

A propos des « Artistes Indépendants »

L'Exposition des « Artistes Indépendants » qui a lieu actuellement dans une des serres du Cours-la Reine, est la vingtième qu'organise cette Société. Vingt ans d'existence, cela prouve suffisamment qu'elle était née viable, et l'on peut bien se dire qu'elle est encore capable de prospérité, quand on songe qu'elle n'a pas été jusqu'ici favorisée par les circonstances, et qu'elle a dû lutter contre des hostilités souvent renouvelées. Depuis le peu de temps qu'elle a un emplacement assez vaste à sa disposition, elle a donné les marques d'une jeunesse, d'une activité et d'une fécondité surprenantes. Le nombre de ses adhérents a doublé, et elle réunit aujourd'hui plus de deux mille œuvres dans le local de son exposition.

Est-ce à dire qu'il y ait amélioration et progrès, au sens où doit l'entendre le public, le seul appelé à juger un ensemble d'œuvres qui n'ont pas été triées par un jury d'examen et qui sont exposées parce que leurs auteurs ont trouvé bon de les exposer ? C'est, en tout cas, ici, le moment d'insister sur le droit et le devoir qu'a la critique d'être sévère; et ceux qui font profession de l'exercer, devraient se louer de ce manque de sanction préalable. Cela relève et ennoblit leur rôle en le rendant plus équitable, plus important et plus difficile. Avec un esprit investigateur et bien renseigné, un sens juste et étendu de la vie, et ce goût éclectique de la beauté que peuvent donner une vaste connaissance des œuvres d'art et une continuelle délectation à leur contact, celui qui rendrait des jugements impartiaux serait toujours un guide recherché et apprécié du public, des amateurs et des artistes.

A ces derniers, il n'imposerait pas de rigoureuses préférences, pas plus qu'il ne léguerait de précieuses recettes; mais il suivrait attentivement ceux qui lui paraîtraient dignes d'intérêt, il stimulerait leurs efforts, en les signalant, et les mettrait surtout en garde contre les pièges de leur amour-propre et les trahisons des faciles succès. Il apprendrait à chacun à être son meilleur juge et le plus sévère, car les inconvénients d'une dure critique qui peut se tromper, ne sont rien auprès de ceux d'une molle et lâche indulgence. Je me demande donc si ce critique idéal et sévère n'aurait pas la joie de constater à cette Exposition des Artistes Indépendants un plus grand nombre d'œuvres sérieuses que les années précédentes?

Il y a, comme toujours, de plates et ridicules images signées d'amateurs niais, ou de pauvres êtres séniles et impuissants : des tableaux pour salon de mondaine ou loge de concierge.

Encore se font-ils plus rares pour se réfugier aux expositions des cercles, ou à l'officielle exhibition qui groupe les têtes à concours et tout le pétrin de leurs académies.

On rencontre aussi des coloriages attendrissants ou hilares qui témoignent, les uns d'âmes plus enfantines que civilisées, les autres de natures plus effrontées que candides. Qu'importe! Il y a d'infinies variétés et de multiples degrés dans les manifestations de l'art, comme dans celles de la vie.

La Société des Artistes indépendants a ce mérite, entre autres, de les admettre toutes, et parmi elles, un bon nombre expriment nettement, dans des œuvres d'une maîtrise certaine et de manières très différentes, les fraîches sensations et les émotions viriles d'artistes originaux et diversement inspirés. Quelques-unes gardent encore la saveur un peu âpre des fruits dont la maturité s'achève; mais la poussée de la sève est faite et, plus que son labeur caché, une dernière caresse du soleil leur donnera la suavité et le parfum définitifs.

Mais toutes les toiles qui arrêtent le connaisseur, ne sont pas pour lui l'objet d'une aussi complète satisfaction.

On remarque un trop grand nombre de hâtives études, essais vagues, de pochades, de barbouillades; tout le travail désordonné et fougueux, toute la production effervescente, inégale et touffue d'écoliers qui vont à leur guise, sans but, ni méthode. Leurs audaces sont les boutades de tempéraments qui se cherchent, quand ce ne sont pas les simples marques d'une profonde ignorance qui s'affiche avec une hardiesse sauvage. Les malins, en effet, veulent nous donner le change! Ils s'emparent des procédés d'autrui, copient une manière à la mode, et déguisent ainsi l'insignifiance de leur nature sous de faux airs d'autorité. Mieux vaudrait chercher avec amour une des mille faces de la beauté, et nous la faire entrevoir. Mais quelques-uns désirent surtout attirer vite l'attention; ils ont recours aux artifices, ils la forcent violemment en accordant tout à l'éclat ou à l'étranger et en sacrifiant le naturel et l'harmonie. C'est faire du tapage pour étouffer la musique des autres. Holà! moins de bruit, Messieurs! Plusieurs d'entre vous, nous charmaient avec la flûte qui nous assourdissent maintenant avec le cor.

J. A.

(*A suivre.*)

LE SALON DES P. T. T.

Au 2e étage de l'Hôtel des Postes, rue du Louvre, la Société artistique des Postes, Télégraphes et Téléphones, vient d'ouvrir sa deuxième exposition annuelle.

Ce petit Salon, composé de fonctionnaires et des employés des P. T. T., n'offre rien de bien saillant et ce n'est pas là qu'il faut chercher de l'audace et du nouveau.

Nous sommes dans un milieu officiel.

Ceci dit, notons au passage les envois de M. Ancelme : l'*Avenue de Marnes*, le *Crépuscule*, le *Pavillon forestier*, la *Clairière*, l'*Automne* et la *Route de Saint-Raphaël*, d'une chaude coloration et d'un sentiment délicat. La lumière circule dans ces toiles et l'artiste a su rendre avec justesse les jeux du soleil sur la splendeur des frondaisons automnales.

Sont à voir les toiles M. J. H. Borrel, marines et paysages ; ainsi que les panneaux de V. J. Borrel. M. Carayon, présente deux pastels, des études de chats qui sont bien ; on ne peut pas en dire autant des autres envois.

Le *Port Saint-Nicolas* et le *Parvis Notre-Dame*, effets de neige sous un ciel gris de M. Couder, retiennent l'attention.

M. Doumayrou a des portraits et des paysages. Ceux-ci sont préférables.

Voici un artiste qui tâtonne : M. Jacquemet, mais c'est un tempérament : ses études témoignent de recherches personnelles. M. Henri Loze n'a qu'un tableau, la *Cathédrale de Rodez*, d'une notation juste.

A voir la *Rade de Lorient* de M. G. Morier et le *Portrait* de M. Planchon par lui-même, le meilleur de tous ceux qu'il expose.

M. Printemps aime l'allégorie poncive ; c'est son affaire, et il a traduit son goût dans une grande toile : *Le soleil faisant éclore la fleur*. D'un champ de lis, une femme nue s'élève et l'ensemble est baigné d'une lumière que répand un soleil bien faiblard, ne chicanons pas trop, il y a des qualités. — Mais comme c'est vieux jeu !

Voici des pastels et des aquarelles de M. Ralph-Serres. C'est amusant, mais pas très personnel. *Un coup d'œil à Ibiza* (*Baléares*) et au *Chemin de la Sablière* de M. Reculon-Dupont.

M. Renoir n'est pas très bien fixé sur ce qu'il veut faire, il a vu Rousseau, Cazin et les peintres des Champs-Elysées, ses envois en témoignent : *Ruines du Château de Crussol*, *Ancien Moulin*, *Etang des Vaux de Cernay*, *Rozel* (*Savoie*).

Un *Portrait* aimable, Mme R., de Mme Henriette Roblot-Lhote et nous arrivons à M. Roubichon, qui n'a pas moins de seize toiles ; un portrait, des natures mortes et des paysages.

Les natures mortes sont fines et savoureuses, les paysages sont bien brossés. A voir une *Vue à Watten*, *Ginguette*, *Barrière bleue*, *Bateau hollandais*, *Moulin sur l'Eure*, *Coin de banlieue*.

Mme Marie Schils est une femme habile ; elle a, ce qu'on appelle en argot d'atelier de la patte et pour le prouver, elle a exécuté deux grandes aquarelles des *Pavots* et des *Hortensias* énormes.

Voici un disparu : *Verlaine* (les morts vont vite) fixé par M. F. A. Cazals ; c'est intime et réel. M. Cazals nous montre le poète à la physionomie étrange et troublante marqué de la tare alcoolique.

Il y a aussi dans cette exposition des travaux de dames, dentelles, broderies, écrans, etc, qui ne dépassent pas une honnête banalité.

J. HACUE.

AU THÉATRE

Voici, résumé autant que possible, le canevas de *Oiseaux de Passage*, la pièce de Descaves et Donnay, jouée au théâtre Antoine.

Deux frères, riches bourgeois, sont en villégiature au bord du lac de Genève. L'un, Charles, a avec lui, sa femme et son fils Julien, l'autre, Guillaume, ses deux filles.

Les hasards de l'hôtel leur ont donné pour voisines deux jeunes étudiantes russes, dont l'air « pas comme tout le monde » les a intrigués. De fil en aiguille, ils arrivent à savoir que l'une se nomme Vera Lewanoff, qu'elle occasionna un grand scandale dans la société russe, en contractant un mariage fictif avec le prince Boglovich, pour tirer de son père une dot qui devait servir à faire évader de Sibérie, le célèbre agitateur Gregoriew. Quelques temps après le mariage, Boglovich fut blessé et arrêté en défendant une imprimerie clandestine découverte par la police. Depuis, personne ne sait ce qu'il est devenu. Parmi ceux qui se trouvaient avec lui, une femme, à la vue des policiers, avait froissé et avalé un papier sur lequel se trouvait le chiffre par lequel correspondaient les révolutionnaires. Dans sa lutte avec les policiers, qui voulaient lui arracher le papier, elle eut deux dents brisées. A la compagne de Véra, il manque deux dents! C'est l'héroïne de cet épisode, voilà la curiosité de nos bourgeois allumée.

Mais le fils, Julien, n'a pas attendu ces détails. La beauté de Véra a déjà attiré son attention. Et lorsque après avoir appris les renseignements par un journal, il la rencontre dans le salon de l'hôtel, il essaie de lier conversation. Reçu assez froidement d'abord, il finit par intéresser la nihiliste, en l'apitoyant sur les souffrances morales de sa mère aveugle, et finit par des protestations d'admiration pour les nihilistes, et le désir de connaître des idées qu'il ne voit qu'à travers la beauté de celle dont il est déjà amoureux.

Mais voilà Tatiana, la compagne de Véra, qui fait irruption dans le salon. Elle a aperçu Grégoriew, qui vient leur rendre visite. Elle court au-devant. Julien se retire.

Grégoriew raconte à ses amies, qu'il lui faut 700 fr. pour faire revenir un camarade politique, Zakharine. Avec l'aide de quelques camarades, il en a réuni trois cents. Ses amies ne pourraient-elles pas disposer des quatre cents qui lui manquent?

Hélas! les ressources des deux femmes sont plus que modestes. Elles ne disposent d'aucune somme.

Tatiana, qui a entendu les protestations de Julien, suggère de mettre sa bonne volonté à l'épreuve. Véra fait quelque opposition, mais Grégoriew trouve très naturel de demander aide à qui se réclame des idées qu'il défend, il envoie Tatiana chercher Julien. Il lui expose le cas, et Julien, enchanté de faire un pas dans l'intimité de ses voisines, remercie Gregoriew de lui fournir l'occasion de montrer sa bonne volonté.

La famille est revenue à Paris. Vera aussi pour y achever ses études. Les relations commencées en Suisse se sont continuées à Paris. Par son adresse, sa douceur, elle a tiré l'aveugle de l'ennui et de l'isolement que lui faisait son infirmité. Elle s'est rendue indispensable à la mère, le père la voit avec admiration. Il n'y a que l'oncle qui reste goguenard devant l'emballement de son frère et les deux nièces dont l'une aime Julien, et l'autre est une pécore. Jusqu'à Gregoriew, l'agitateur puissant, proscrit de partout qui, par son âme d'enfant devant la vie courante, a conquis les sympathies de la famille de Julien.

Et Vera, l'oiseau de passage, prise dans cette atmosphère de chaude sympathie, se laisse amollir, consent à entrer dans cette cage qu'est le mariage. Non, sans affirmer son indépendance, sans poser comme condition qu'elle n'aliénera rien de sa volonté, de sa liberté. Mais si elle ne s'aveuglait, déjà dans les scènes que lui fait Julien, elle pourrait percevoir le bourgeois, qui *perce* et n'attend que le mariage pour s'affirmer.

Mais Tatiana, toute à l'idée, considère le mariage de Vera comme une désertion. Elle essaie de la ramener à la cause, en lui mettant sous les yeux les photographies de ceux avec qui elles luttèrent, restés dans la lutte.

Zakharine, qui se dit échappé de la prison est venu raconter la mort de Boglovich, Tatiana le considère comme un faux-frère et essaie de faire partager ses doutes à Vera. Et devant la résolution de celle-ci à accomplir le mariage, lui fait une

scène violente. Puis se réconcilie et part pour une destination inconnue.

Donc, le mariage va être conclu. On discute les dernières formalités. Le bourgeois reparaît de plus en plus chez Julien. Mais Vera se laisse convaincre que les formalités qu'on lui demande doivent sauvegarder la situation de docteur de son futur mari Et comme elle n'attache pas grande importance à ces formalités, elle les accepte aussi bien qu'elle s'en passerait.

Mais voilà Tatiana qui reparaît. Son instinct ne l'avait pas trompée, Zakharine était bien un traître. « Elle se trouvait par hasard » dans le train où on l'a trouvé mort. Les papiers qu'il avait sur lui ne laissent aucun doute. Non content de tirer des subsides de ceux qu'il trahissait, il émargeait à la police internationale; de plus, il était envoyé par le père de Vera pour confirmer la mort de Boglovich, afin que Vera se décide à se marier et à rester tranquille à Paris. Boglovich est vivant; très malade, cependant, au profond de la Sibérie, chez les Yakoutes, attendant dans la détresse de l'isolement un souvenir, des consolations des amis de lutte!

Vera sent se réveiller son énergie de propagandiste. C'est elle qui apportera les consolations de son amitié à Boglovich.

Oiseau sauvage, faite pour la lutte, elle s'enfuit à tire d'ailes de la cage du mariage, suivie de Gregoriew et Tatiana.

Maintenant, que vaut la pièce de Descaves et de Donnay? Les types sont fouillés et rendus avec art, et par les auteurs, et par les artistes. Grégoriew pour lequel l'artiste s'est fait la tête de Bakounine, nous rend bien ce que l'on a entendu raconter de ce dernier. Au troisième acte, lorsqu'il unit, au nom de l'amour, Vera et Julien, en leur expliquant pourquoi l'union de l'homme et de la femme, doivent se passer de la consécration officielle, il atteint le pathétique et est vraiment émouvant, malgré que les auteurs le fassent terminer, par une boutade qui défrise un peu. Ce troisième acte, du reste, est émouvant d'un bout à l'autre; vraiment, si toute la pièce était campée de cette allure, ce ne serait pas trop s'avancer, en disant qu'elle serait un chef-d'œuvre, comme d'aucuns l'ont annoncé.

Malheureusement, dans les deux premiers actes, on y a semé trop de mots d'esprit. Il le fallait bien, disait-on autour de moi, pour faire passer le reste. Ce sont des concessions au public. Oui, mais doit-on faire des concessions, lorsqu'on fait œuvre d'art?

Quoi qu'il en soit, l'œuvre de Descaves et Donnay n'est pas banale, et les camarades ne perdront pas leur temps en allant la voir.

J. Grave.

A propos de "Décadence"

L'on avait prévu grand bruit pour les représentations de cette pièce, jadis interdite par la censure : il n'en a rien été. Les quatre actes se déroulent devant les yeux du spectateur; les applaudissements vont leur train habituel et par-ci, par-là, quelques timides sifflets se font entendre.

L'auteur, M. Guinon, met aux prises la finance juive et l'aristocratie catholique. S'il s'était dispensé, je crois, de représenter son principal personnage comme juif — ce qui rend la pièce antisémite — l'auteur aurait pu nous montrer toute la vilité d'un personnage fortuné envers ceux qu'il a ruinés. Mais avant de critiquer la pièce, il faut d'abord que je l'expose le plus brièvement possible.

Nathan Strohmann, fils d'un marchand d'esclaves, s'est épris de la fille du duc de Barfleur, Jeannine, dont il est fort haï, « attendu qu'il est juif ». Il veut à toute force l'épouser et n'hésite pas à racheter en bloc toutes les dettes du duc de Barfleur, ruiné, de sorte que si Jeannine ne consent pas au mariage, c'est la déchéance totale. Nathan, tout-puissant par sa fortune, étant résolu à tout. Force est donc à Jeannine de se vendre à Nathan, qui la paie comptant. Combien de mariages, par suite de notre organisation sociale ne se font-ils pas dans les mêmes conditions?

Mariée, Jeannine invite tous ses amis qui se payent ouvertement la tête de Nathan et sa famille. Ceux-ci acceptent leurs injures pour être présentés à des personnes titrées (!!!). Parmi les invités se trouve un marquis de Chérancé, également ruiné (ils le sont tous), qui, par ses fréquentes visites, ses continuelles conversations, amène une querelle entre Jeannine et Nathan. Jeannine se révolte et, en fin de compte, se réfugie chez Chérancé qu'elle semble aimer, et tous deux décident de fuir, quand survient l'ennemi. Il se montre à Jeannine le lendemain tel qu'il sera, et celle-ci, lâchement, suit celui qu'elle hait, celui auquel elle se donne entière par esclavage, celui qui l'a achetée.

J'ai vainement cherché dans cette pièce un personnage tant soit peu sympathique. Nathan et son père Abraham sont deux capitalistes uniquement préoccupés de leur argent. Chez Chérancé et les amis, on ne voit qu'hypocrisie. Jeannine, dans ses moments de révolte, a parfois un raisonnement utile d'être noté, mais que de dégoûts elle m'a inspirés dans ses lâches soumissions successives; que de dégoûts elle m'a inspirés, dis-je, lorsqu'au 4e acte elle se décide à ne pas partir avec Chérancé, parce que, sans argent, elle ne pourra plus se payer de toilettes, peut-être forcée de travailler, et, à ce prix, elle suit son bourreau, qui une fois de plus vient de lui prouver — ah! elle créature immonde — sa force parce que fortunée

J'ai rarement vu au théâtre d'œuvre aussi mauvaise que *Décadence*. L'auteur qui, semble-t-il, a voulu, comme *Donnay*, se montrer impartial, a mis aux prises, non pas juifs et catholiques, mais simplement de vieilles crapules. Et la lutte entre ces crapules est parfois intéressante à suivre. Mais encore une fois, c'est médiocre.

René Bercy.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

— **L'Education libre du III**e, 26, rue Chapon, tient à la disposition de ceux qui la désirent, la brochure à distribuer n° 2, *l'Absurdité de la politique*, de Paraf-Javal, à 1 fr. le cent, port en plus.

— Roubaix. — Les camarades de Roubaix vont, sitôt que le nombre de souscripteurs sera assez élevé, rééditer la *Peste Religieuse* de Most. Ceux qui souscriront n'importe quelle somme, recevront, en retour, autant de fois cent brochures, qu'ils auront versé de fois 1 fr. 30 pour exemplaires pliés et brochés; 1 franc le cent non pliés, port en plus.

Il reste quelques milliers de *Légitimation des actes de révolte* d'Etiévant, que les camarades laissent à 5 francs le cent, port en plus.

Pour souscriptions et commandes, écrire au camarade Pierre Degreef, Palais du travail, 8, rue du Pile, Roubaix.

— En réponse à la lettre de Pindy, nous avons reçu une réponse du camarade Charbonnaud, son compagnon de lutte, venant lui apporter son témoignage d'estime. Nous la publierons la semaine prochaine.

On nous signale la triste situation dans laquelle se trouve un vieux militant de la région lyonnaise, le camarade Saulaville.

La caisse d'aide et de secours étant à sec, nous nous ferions un plaisir de faire parvenir à notre vieux camarade ce que l'on nous enverrait.

CONVOCATIONS

— **La Coopérative communiste.** — Jeudi, 10 mars courant, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, vente de produits.

— Tous les vendredis, à 8 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion. Le vendredi 18 mars, causerie sur *Ces Messieurs*, de G. Ancey, par G. L Endehors.

— **L'Aube Sociale**, Université populaire, 4, passage Davy (au 50 de l'avenue de Saint-Ouen). — Vendredi 11 mars: Pottier : La police des mœurs; l'esclavage moderne. — Mercredi 16 : Causerie entre camarades; De l'utilité du Syndicat des locataires, par le camarade Pennelier. — Vendredi 18 : Anniversaire de la Commune : La Commune et les revendications prolétariennes. Poésies et chants. — Mercredi 23 : Causerie entre camarades; Du moral chez l'individu, par le camarade Muller. — Vendredi 25 : Hérald : Leconte de Lisle. — Mercredi 30 : Réunion du Conseil d'administration.

— Exposition de peinture d'Hermann-Paul, chez Vollard, 6, rue Laffitte, du 7 au 20 mars.

— Exposition de peintures de Luce, Galerie Druet, 114, faubourg Saint-Honoré, du 8 au 26 mars.

— **L'Action Théâtrale**, Groupe artistique. — Répétitions, vendredi à l'U. P. 76, rue Mouffetard. Pianiste, orchestre et violonistes à la disposition des groupes pour concert ou bal.

Envoyer la correspondance à E. Sandrin, 11, impasse Cœur-de-Vey, Paris.

— **Les Causeries Populaires des X**e **et XI**e, 5, cité d'Angoulême. — Samedi 12 mars : Meeting à la Bourse du Travail. — Mercredi 16 mars, à 8 h. 1/2 : Causerie par Paraf-Javal sur *le mécanisme du raisonnement*.

— **Causeries Populaires du XVIII**e, 30, rue Muller. — Vendredi 11 mars : cours d'espagnol. — Lundi 14 : La question des races; Blancs et Jaunes, par A. Libertad.

— **Jeunesse libertaire des 19**e **et 20**e **arrond.** — Lundi 15 mars, salle Cerbelaud, 22, rue du Pré-Saint-Gervais, réunion publique : Contre la guerre.

— **L'Enseignement Mutuel**, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 12 mars, Claudius Aulagnon : La Sibérie et la Mandchourie avec projections. — Mercredi 16, soirée musicale et littéraire, organisée par M. Jelmo, du Théâtre Antoine.

— **Union ouvrière de l'ameublement.** — Mardi 15 mars, à 8 h. 1/2 du soir, inauguration du nouveau siège social, 4, passage Davy (avenue de Saint-Ouen).

Conférence par le camarade Perrare qui traitera du *Mouvement communaliste de 1871, les causes de sa défaite*.

— **Les Libertaires du XII**e. — Vendredi, salle Marly, 136, rue de Charenton, réunion publique : Abstentionisme. Entrée : 0 fr. 20.

— Nogent-Le Perreux. — **Groupe Libertaire.** — Suite de la conférence Villeval, dimanche 13 mars, à 2 heures de l'après-midi, salle Paupelin, 31, rue de Mulhouse (gare Nogent-Le Perreux). Sujet traité : Les œuvres d'O. Mirbeau. Distribution de brochures.

— Saint-Denis. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. — Vendredi 11 courant, causerie entre les camarades sur la liberté.

— Lyon. — **Groupe d'Art social.** — Grande fête de propagande au théâtre des Variétés, avenue des Ponts, 34, le dimanche 13 mars, à deux heures du soir. Au programme, le *Permissionnaire* de Hanriot.

Causerie, puis concert suivi d'une apothéose qui terminera la fête.

Distribution gratuite de brochures.

— Marseille. — **Le Milieu-Libre de Provence.** — Dimanche 13 mars, à 5 heures du soir, réunion de tous les adhérents. Lecture de la correspondance, souscriptions et adhésions. Tous les camarades qui ont à régler des billets de tombola et des cartes de la fête, sont priés de ne pas manquer cette réunion où le règlement se fera.

PETITE CORRESPONDANCE

L., à Saint-Denis. — Convocation arrivée trop tard. Pour le mardi. De Reclus, je ne connais qu'une brochure sur la diplomatie chinoise, je crois. Adressez-vous chez Schleicher.

L., à Liège. — Expédions les numéros. Mais nous avions déjà expédié à T...

Dick. — Traite refusée.

O. J., à Saint-Meme. — Reçu mandat. Abonnement est terminé de fin février.

C. F. — *Régénération*, 27, rue de la Duée.

F. Schähe. — Article trop incolore.

K., à Londres. — Reçu mandat. J'ignore. Je ne le crois pas. Votre nouvel abonnement sera terminé fin juin.

Paris à Morat. — Çà, c'est l'effet des services hors cadre. J'ai réexpédié.

G. R. — Article trop phrases.

Reçu pour le journal : R., 1 fr. — B., 1 fr. — J. B., et à C., à Blumenau, 17 fr. — Un soldat du 51e, 1 fr. — Merci à tous.

B., à Firminy. — A. V., à Paris. — N. J., à St-Etienne. — A. J., à Lyon. — C., à Paris. — A. M., à Paris. — E. L., à Paris. — B. A., à La Seyne. — P., à Bourdika. — Fr. S., à Rennes. — L., au Mans. — H., au Havre. — J. L., à Asnières. — K., à Tourcoing. — S., à Oullins. — E. L., à Paris. — P., à Orléans. — A. Fr., à Nouméa. — T., à Vaux-en-Bugey. — M. R., au Havre. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet, rue Bleue, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 47

DIX CENTIMES

DU 19 AU 25 MARS 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Vᵉ)

SOMMAIRE

ORIGINES
DE LA
RELIGION ET DE LA MORALE

(*Suite et fin*) (1).

Ainsi, toutes les religions actuelles, qui se présentent sous des formes si diverses et si compliquées en apparence, dérivent également de ce premier besoin qui tourmente l'esprit du primitif, celui de comprendre, ou du moins d'avoir une explication, vraie ou fausse, des phénomènes de la nature, des problèmes de la mort et de l'au-delà. D'ailleurs, ce besoin de savoir a dû se présenter fréquemment chez certains individus sous une forme très élevée et donner une grande noblesse à l'évolution religieuse, quand la recherche de la vérité s'alliait à la pureté du cœur et à la profondeur de la pensée. Autrefois, comme de nos jours, quoique d'une manière beaucoup plus vague, des hommes devaient éprouver le sentiment plus ou moins obscur et lointain, de l'existence de causes générales déterminant les innombrables faits isolés ou distincts ; (2) dans le chaos du fini, ils sentaient un infini auquel ils cherchaient à donner un nom, et sous les mille manifestations duquel ils devinaient un lien d'unité, constituant une sorte de monothéisme et de panthéisme à la fois. Une autre force agissait encore en l'homme pour en faire un être religieux, l'amour qui le portait vers tout ce monde extérieur vivant d'une vie analogue à la sienne, vers les sources et les ruisseaux, vers les arbres et les rochers, vers les monts et les nuages, vers le ciel resplendissant, l'aurore, le crépuscule, le large soleil et tous les astres épars dans l'espace infini.

L'évolution religieuse devait, par le développement même de ses causes entraîner l'homme à une singulière illusion. *Ab Jove principium*, dit le proverbe. Rien de plus faux. Ce sont les hommes qui ont fait les divinités en faisant leurs chefs et leurs prêtres, en créant leur hiérarchie, en subordonnant les faibles aux forts, les pauvres aux riches, les naïfs aux astucieux. La société imaginaire des cieux correspond à la société réelle de la terre.

Quand les nations ont eu des rois visant à la monarchie universelle, elles ont créé du même coup le dieu souverain, trônant dans l'empyrée par-dessus les hommes et les génies. A toutes les oscillations de l'humanité répondait un mouvement de même nature dans le monde des dieux : l'ascension et la décadence des maîtres de la terre se doublaient dans l'espace de l'exaltation et de l'obscurcissement des divinités d'en haut, car les imaginations, les hallucinations des hommes se modèlent toujours sur la réalité. Mais par l'effet de la persistance des institutions, de la durée des traditions et des pratiques héréditaires, tous ceux qui profitaient de l'ancien état de choses cherchent à le prolonger bien au-delà du temps normal, et c'est ainsi que rois, prêtres et leurs parasites ont toujours apporté tant de zèle à maintenir les images que leurs prédécesseurs avaient créées dans les cieux, à perpétuer les cérémonies religieuses et toutes les conventions morales qui en dérivaient. Les rois menacés ont recours aux dieux, leurs créatures. Le consentement unanime de millions et de millions d'hommes, pendant de nombreuses générations successives, a fini par donner à de vaines figurations comme une solidité concrète, et l'appel que les puissants de la terre menacés font aux puissants du ciel, ne reste pas sans écho. L'ensemble de toute l'organisation politique et sociale à laquelle appartiennent les dieux, constitue un tout solidaire, agissant et réagissant par toutes ses parties les unes sur les autres. Les rois ayant intronisé les dieux, ceux-ci, par contre-coup, prolongent la durée des monarchies et des églises.

Toute religion se fait une morale à son usage, ou plutôt elle prend dans le fond commun à tous les hommes les règles de conduite qu'il lui convient de prescrire. Il en résulte naturellement que les interprètes de tout culte s'imaginent volontiers être les créateurs de la morale : et ils se l'imaginent d'autant mieux, que les sorciers et magiciens, interprètes audacieux des volontés d'en haut, se sont également enhardis à devenir les exécuteurs de ces volontés et qu'après avoir prononcé les peines, ils aiment à les appliquer eux-mêmes ou à les faire appliquer par leurs fidèles. Justiciers par les paroles, ils aiment aussi à l'être par les actes. Vers les temps originaires de la vie des nations, avant que le phénomène de gemmiparité se soit accompli dans les fonctions sociales primitives, nous voyons les autorités se confondre dans les mêmes personnes, prêtrise et magistrature.

Mais quoique s'imaginant par la pensée vivre en êtres supérieurs, de nature divine, en dehors de la société ambiante, les prêtres et juges n'en sont pas moins des hommes comme les autres, puisant dans le fond commun des idées et des préjugés de tous. En châtiment à ceux qu'ils veulent punir, ils commencent donc par appliquer la peine qui leur paraît juste par excellence, le talion, c'est-à-dire une souffrance ou une privation identique à celle qu'ils ont occasionnée, blessure pour blessure, maladie pour maladie, mort pour mort. C'est une erreur très accréditée d'identifier les idées de talion et de vengeance, mais c'est une erreur. La plupart des écrivains qui voient dans un Code ancien que la pénalité est inspirée par la loi du talion, se hâtent d'en conclure que les mœurs de cette nation étaient grossières et vindicatives. Cependant l'idée du talion peut également dériver de celle de la pénitence : le pécheur repentant trouve juste de se punir lui-même ou d'être puni dans la mesure de sa propre faute (1).

En tout cas, la religion, la « révélation d'en haut » n'a rien à faire à la conception première de la justice, dérivée entièrement de la morale. Par l'effet de cette illusion d'optique, dont on voit les effets dans le monde moral aussi bien que dans le monde matériel, les hommes se trompent d'ordinaire sur le sens réel du mouvement, lorsqu'eux-mêmes et l'ambiance se déplacent en sens inverse : ils se croient immobiles et s'imaginent que la nature est en fuite. Ils donnent un caractère de permanence à leurs illusions religieuses en les contrastant avec une morale qu'ils supposent essentiellement changeante. C'est pourtant le contraire qui est vrai : la morale, c'est-à-dire la conception des règles à suivre dans les rapports sociaux, existe par cela même que des individus, animaux ou hommes, vivent en société, tandis que des religions ne se rapportant qu'à l'inconnu, et ne vivant que d'hallucinations et d'hypothèses, restent un phénomène secondaire dans le développement de l'humanité.

Cependant il est certain que les religions réagissent très énergiquement sur la morale des hommes qui les pratiquent : elles dirigent les passions humaines conformément à leur dogme et aux intérêts de leur culte ; ce que l'on appelle spécialement du nom de « morale » est le genre de conduite qui leur convient le mieux. Or, les actes de l'homme varient infiniment avec la poussée de ses instincts et de ses attractions ; ils oscillent entre les extrêmes ayant pour mo-

(1) Voir les numéros 44, 45 et 46.
(2) Max Müller, *Origine et développement de la Religion.*

(1) G. Tarde, *Des Transformations du Droit* (p. 18).

biles, d'une part, l'amour et le dévouement sans bornes, de l'autre, la fureur de la haine et de la vengeance. Que de maux a pu susciter la religion! » dit le poète. Elle peut ajouter une férocité double à la férocité première, de même qu'à l'occasion elle exalte la tendresse jusqu'au délire. Avec les diversités des milieux, des conditions, des héritages de haine légués par la guerre, elle contribue à différencier les morales particulières de nation à nation: « Vérité en deçà, erreur au delà! »

Ainsi les religions, quoique d'origine secondaire relativement à la morale, ont souvent exercé une influence considérable sur les morales qui leur correspondent; mais si l'on prend le terme de « morale » dans le sens restreint, le plus usuel, de conduite absolument conforme à l'altruisme, il est certain que la religion n'a pu exercer aucune action sur cette morale, si ce n'est pour l'obscurcir ou la dénaturer, pour troubler les rapports naturels entre les êtres vivants. Ces rapports sont primordiaux, et, par conséquent la morale d'altruisme est aussi ancienne, plus ancienne même que l'humanité. Il est vrai, les animaux n'ont pas su répéter les fameuses règles formulées par les Bouddha, les Confucius et les Christ: « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît! » et « Faites à autrui ce que vous désirez vous être fait! » Mais ils n'avaient pas la parole nécessaire pour se prêcher cette morale les uns aux autres, ils ont su la pratiquer. Le dévouement complet, le sacrifice de la vie à l'être aimé ou à la communauté des parents et amis, se retrouvent dans l'histoire ordinaire de maint groupe animal, de la fourmilière au nid et de la couvée aux familles supérieures. Ainsi que le dit excellemment un philosophe: L'équité et la bonté, voilà les deux piliers de l'équilibre moral; pareils à cet olivier, dont Ulysse avait fait le pied de sa couche nuptiale, ils ont pris racine quand la première tribu prit naissance, et nulle tempête ne les déracinera. (1) L'entr'aide dans toute son ampleur, telle fut, au milieu des infinis dangers de l'existence primitive, la sauvegarde des malheureux et de la race elle-même. Puisque les circonstances l'exigeaient, l'étroite solidarité d'homme à homme, c'est-à-dire la morale humaine dans son essence, devait être beaucoup plus commune que de nos jours: à cet égard, nos aïeux de la préhistoire étaient meilleurs que nous, qui prétendons souvent pouvoir « chacun pour soi », nous suffire à nous-mêmes. Quel précepte de morale peut dépasser en force les discours recueillis par Radloff parmi les populations de l'Altaï: « Quand tu vas mourir ne jette pas ton pain; quand tu vas quitter un champ, commence par le semer » (2).

Élisée Reclus.

DU " RÉVOLTÉ "

AUX

" TEMPS NOUVEAUX " (3)

II

La *Révolte* parut donc le 17 septembre 1887. Au dixième numéro, nous essayions le supplément littéraire.

Déjà, en 1885, un ami à moi, le camarade Baillet, avait eu l'idée d'une publication qu'il avait appelée le *Glaneur anarchiste*, mais qui, faute de fonds, ne dura que deux numéros.

Dans cette publication, il se proposait d'y reproduire tous les aveux et critiques de l'ordre social existant, que l'on peut trouver dans les écrits des littérateurs bourgeois. Notre supplément n'était donc qu'une continuation de l'idée du *Glaneur*.

Le supplément eut beaucoup de succès, mais sans changer appréciablement le chiffre de notre tirage. Il eut surtout pour effet de nous faire connaître dans les milieux artistiques et littéraires, où il ne fut pas sans influence. Si quelques littérateurs nous aidèrent à faire connaître la *Révolte*, la *Révolte* le leur rendit bien.

Pour débuter, je n'avais pas osé me risquer à mettre le supplément toutes les semaines. Il ne paraissait que tous les 15 jours. Le numéro se vendait 0 fr. 10, et 0 fr. 05 seulement, lorsqu'il n'y avait pas de supplément. Cela alla comme cela pendant trois ans. Puis on finit par donner le supplément toutes les semaines. Le journal se trouvait ainsi revenu à 0 fr. 10, mais il avait doublé son format. Il faut dire aussi que le chiffre de 8.000 ne s'était pas maintenu, et que nous étions revenus tout doucement à un tirage de 7.000 exemplaires.

Mais si notre cercle de lecteurs ne s'agrandissait pas, notre journal acquérait de la force morale.

Puis arrivèrent les persécutions. Il y eut d'abord les premières manifestations en faveur du 1er mai, où on commençait à arrêter les anarchistes connus, quelques jours avant la manifestation. Puis, les événements de Fourmies qui me valurent la connaissance de l' « intègre » Bulot. A partir de cette époque, je fus compris dans les rafles préventives que le gouvernement faisait faire lorsqu'il était trop embêté.

Enfin, l'année 1892, célèbre par l'explosion des premiers attentats sérieux qui forcèrent la presse à s'occuper de la question anarchiste.

* * *

Ce fut à ce moment, alors que j'étais en train de faire les 6 mois que m'avait valus la connaissance de Bulot, que la « Société des Gens de Lettres » choisit pour me réclamer des droits de reproduction que j'avais faites de quelques articles de certains de ses membres.

J'avais l'autorisation des auteurs reproduits. Mais, paraît-il, ils n'avaient pas le droit d'autoriser de reproductions en dehors de la Société. Cela me valut un échange de lettres avec quelques-uns d'entre eux, et me permit de dire quelques bonnes vérités à certains. Je reçus de Maupassant, entre autres, des lettres fort curieuses. Je lui en répondis qui eurent le don de ne pas le mettre à son aise. Mais, je dois l'ajouter, la plupart de ceux qui m'avaient autorisé, me renouvelèrent leur autorisation. Entre autres, Scholl et Bonnetain; ce dernier prenant carrément parti contre la Société.

Entre temps, j'avais répondu à M. Montagne qui était délégué de la Société à ce moment, en lui exposant la situation de notre journal. Que c'était un organe de propagande d'idées, et non une entreprise commerciale; je lui exposais la situation: comment nous ne tenions que grâce aux sacrifices de nos lecteurs; parfois nous ne pouvions paraître, faute d'argent, et ce n'était pas au moment où le gouvernement nous tapait dessus, qu'une société de gens de lettres devait se montrer si impitoyable. Mais enfin si c'était une reconnaissance de ses droits que la société voulait, — quoiqu'il y eût force restrictions à faire là-dessus, j'étais prêt à signer un traité si on voulait me faire des conditions en rapport avec nos ressources.

M. Montagne me fit parvenir un traité par lequel je devais m'engager à payer 100 francs par an à la société.

Cent francs, c'était une somme un peu lourde pour un journal qui est toujours en déficit. Mais, pour terminer toute discussion, je répondis que si on me laissait la faculté de payer par trimestre, j'étais prêt à signer le traité.

Nouvelle lettre de Montagne qui me disait qu'il s'était trompé en m'envoyant un traité réservé aux seuls journaux de province. Il m'en envoyait un second, par lequel je devais m'engager à payer 200 francs, déposer une provision et m'astreindre à un minimum de reproductions.

Je répondis à M. le Délégué qu'il employât son traité à un usage que je lui désignais. Du moment qu'il le prenait de cette façon, je ne paierai rien, et je continuerai à reproduire ce qui me plairait.

Zola, à ce moment, était président de la société. J'avais de lui, — avant qu'il fût de la Société, il est vrai, — une autorisation de reproduire ce qu'il me plairait de ses œuvres. Je cherchais un passage d'un de ses volumes, et le reproduisis dans un des suppléments de la *Révolte*.

Nouvelle note à payer, de la Société, sur le pied de 0.25 cent. la ligne! J'écrivis à Zola, en lui exposant la situation que j'avais déjà exposée à Montagne, lui demandant d'intervenir.

Lettre de Zola qui me disait que ce que me demandait la Société était une mesure générale; que je n'avais qu'à payer.

Je répondis à Zola que je m'étais adressé au littérateur, c'était l'épicier qui me répondait; que nous ne nous entendions pas. Je le regrettais pour lui.

Et alors, m'adressant à quelques littérateurs indépendants, je leur racontais le cas. Il en résulta une campagne de presse où Zola et la Société des Gens de Lettres n'eurent pas le beau rôle. Dire que quelques petites animosités personnelles ne se firent pas jour dans cette querelle, serait peut-être risqué. Il ne faut jamais trop approfondir les mobiles d'un acte.

Quant au procès que la Société m'avait intenté et dans lequel Ajalbert avait accepté de présenter ma défense, il ne vint jamais à l'audience. Après plusieurs remises demandées par l'avocat de la Société, il fut définitivement abandonné.

* * *

Pendant ce temps, les événements se poursuivaient.

Tant que les attentats ne s'attaquèrent qu'aux particuliers et à des fonctionnaires subalternes, le gouvernement se contenta de nous poursuivre avec les lois existantes. Mais, Vaillant, en 1893, s'étant avisé de lancer au milieu de la « représentation nationale » une bombe qui occasionna beaucoup plus de peur que de mal, cela ne fit pas un pli. En cinq secs, les pénalités existantes furent renforcées, et de nouveaux délits ajoutés, y compris la fameuse association de malfaiteurs, en attendant les lois scélérates de 1894.

Enfin, le 1er janvier 1894, à l'aube, des perquisitions furent opérées par toute la France, chez les anarchistes connus, pendant qu'une circulaire du procureur général enjoignait de saisir à la poste toute la correspondance adressée à quantité de camarades dont il donnait la liste. Circulaire qui nous fut immédiatement communiquée. Inutile d'ajouter que ce ne fut pas par le parquet.

Aucune arrestation ne fut opérée ce jour-là: on sentait cependant que ce n'était qu'une affaire de jours. Mais nous ne pouvions pas lâcher pied devant la persécution. Quoi qu'il pût en arriver, il fallait tenir quand même. La *Révolte* continua donc de paraître comme si de rien n'était. Mais le 6 janvier, à 6 heures du matin, ma concierge fut brutalement réveillée, forcée de se lever et de venir frapper à ma porte, sous prétexte d'une communication.

A cette heure, je compris ce que ça voulait dire, et ne fut nullement surpris de voir ma chambre envahie par les policiers, lorsque j'eus ouvert, puis m'emmener au dépôt. Quant à la concierge, elle se remit au lit et y resta six semaines d'une maladie qu'elle eut de la peur qu'elle avait éprouvée.

* * *

Malgré que les arrestations se multipliassent journellement, les camarades continuèrent la

---

(1) André Lefèvre, *Religion et Mythologies comparées*.
(2) H. Vambéry, *Sittenbilder aus dem Morgenlande*, p. 311.
(3) Voir le numéro 45.

publication de la *Révolte*, et la maintinrent ainsi jusqu'au 10 mars 1894.

Mais la situation était intenable. Outre les arrestations continuelles, les lettres et les mandats étaient volés à la poste par les cambrioleurs gouvernementaux, et les signataires tracassés. Le journal devenait ainsi une souricière. Le camarade Gauche qui l'avait pris et le faisait vivre, trouva, sagement, qu'il était préférable de cesser, et en donna les raisons dans le dernier numéro qu'il fit paraître.

On connaît la suite. Les arrestations se prolongeant pendant plus de huit mois, les mesures prises pour nous envoyer au Gabon et la nouvelle fournée d'arrestations qui devait suivre si Bulot pouvait obtenir notre condamnation. Projets que vint briser l'acquittement. Puis l'amnistie qui suivit l'avènement de Faure, et amena enfin une détente.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

GLANES

De chute en chute. — M. Eugène Fournière, ancien député socialiste, plus ancien révolutionnaire, est chargé par le ministre de la guerre de donner à l'Ecole polytechnique, trois leçons sur la législation ouvrière. Le socialisme mène à tout, — à condition qu'on le renie.

Un reporter interrogeait M. Fournière sur l'esprit de son futur enseignement. N'allait-il pas apporter avec lui, à l'Ecole, les brandons du socialisme révolutionnaire ? — Comme le journaliste s'inquiétait de la doctrine qu'il exposerait touchant l'intervention de la troupe dans les grèves, il reçut une réponse stupéfiante :

— « Si j'expose la nécessité d'une organisation légale, c'est que je reconnais la nécessité *des moyens qui assurent le respect. L'intérêt public peut commander l'intervention des forces qui en assurent la sauvegarde...* »

Voilà la bourgeoisie charitablement rassurée. En entrant à l'Ecole polytechnique, M. Fournière laisse son socialisme à la porte ; le loup s'est fait chien en prenant le collier. Il saura, tout comme un autre, enseigner la nécessité du militarisme qui assure le respect de l'organisation légale ; tout comme un autre, il saura justifier l'emploi de l'armée dans les grèves, en vue de sauvegarder l'ensemble d'iniquités qu'il baptise, avec les doctrinaires de la domination bourgeoise, l'*intérêt public*.

M. Millerand lui-même est dépassé. De recul en recul et de chute en chute, on désirerait savoir, dès aujourd'hui, où s'arrêteront les fantoches du socialisme démocratique.

∴

L'Armée. — A Lyon, le 8 mars, un soldat du 10e cuirassiers s'est précipité de la fenêtre de sa chambre, au second étage, dans la cour du quartier de la Part-Dieu. Il s'est fracturé le crâne ; à l'heure actuelle, il est très probablement mort et enterré.

Cause de ce suicide : la crainte du conseil de guerre ou, plus exactement, de ses suites. Le cavalier avait perdu une partie de ses effets d'habillement. Et son cas était net. La confiance en autrui règne à ce point dans l'armée, école de l'honneur, que vous n'y êtes jamais supposé avoir perdu, mais toujours avoir volé. La peine en conséquence.

Le petit cavalier, âme faible, a préféré mourir. C'est un cadavre de plus, que ceux qui nous promirent *et qui nous doivent encore*, la suppression des conseils de guerre, porteront sur la conscience.

— Mais au fait, ceux-là ont-ils donc une conscience?

AM. C.

CHOSES JUDICIAIRES

Le centenaire du Code civil.

Bertillon n'a rien inventé, et, depuis le Code civil, l'anthropométrie existe en France : quoi qu'on fasse, on doit, de la naissance à la mort, se faire enregister sur quelque papier timbré.

Et ceci est excellent pour tous les gouvernements, auprès de qui la police a toujours été nécessaire.

Il parait donc que, le 21 mars prochain, le Code civil aura cent ans. Tous les partis politiques sont d'accord pour célébrer le centenaire de sa promulgation et les signatures des opportunistes, radicaux et nationalistes se trouvent réunies, ce qui prouve bien que, s'ils diffèrent sur la sauce, ils sont tous d'accord pour nous manger.

Cueillons, dans l'exposé des motifs, ces bonnes phrases :

« Le Code civil français nous est encore envié par les peuples étrangers.

... Nous adressons un souvenir fraternellement ému à tous ceux qui ont vécu ou vivent encore sous les mêmes lois.

... Notre Code civil apparut, le premier, à l'Europe, comme l'aboutissant et la réalisation d'un rêve dix fois séculaire ! »

Après cela, déclaration du sieur Vallé, garde des sceaux, qui opine du bonnet. La célébration du centenaire, clame-t-il, c'est très bien « quelques crédits pourraient être votés à cet effet ».

C'est nous qui paierons. Parfait.

∴

Deux poids et deux mesures.

Les journaux nous apprennent que Gabrielle Bompard vient de se voir refuser l'entrée des Etats-Unis, où elle prétendait monnayer la célébrité que l'affaire Gouffé lui avait acquise.

« A Liverpool, le consul français lui a remis quelques subsides pour la rapatrier. »

Gabrielle Bombard a pendu un huissier. C'est évidemment quelque chose.

Toutefois, il est permis de se demander quels subsides le consul de France à Liverpool aurait fournis à un anarchiste n'ayant même jamais subi une condamnation, et à qui, pour ses seules idées, l'entrée des Etats-Unis aurait été interdite.

Et ceci est à rapprocher de la conduite des médecins du Palais de Justice.

Si la femme Humbert, habile à faire danser les millions, refuse de comparaître en correctionnelle, les docteurs aux gages de Dame Justice se hâtent de lui délivrer un certificat constatant qu'elle est atteinte de « troubles nerveux d'ordre émotif », et qu'elle ne peut comparaître à l'audience.

S'agirait-il d'une inculpée quelconque, tous les médecins seraient, comme par hasard, absents, et la condamnation par défaut serait certaine.

∴

Bons contribuables, nous nourrissons des juges et des commissaires de police, pour que les premiers condamnent des tenanciers de café concert à de fortes amendes, à cause de passages supprimés par la censure et néanmoins récités ou chantés.

Au *Joyeux Concert*, le rapport d'un sieur Leproust, commissaire de police, constate que « à la fin de la pièce intitulée *Celles qui casquent*, Maurice, assis à côté de la comtesse de Boissy, qu'il tient par la taille, dit : « Elle est cuite à point ! » Puis il se lève, et ajoute : « Je baisse la lampe et vais monter la mèche ». Il retourne alors près de la comtesse, et le rideau tombe. »

Il paraît que ces paroles, supprimées par la censure, sont attentatoires à la morale publique !

C'est à l'établissement de pareils rapports que servent les agents qui émargent au budget de la préfecture de police, que tout bon socialiste parlementaire se fait gloire de voter.

∴

Courteline n'existerait-il pas, que d'authentiques jugements suffiraient à nous dilater la rate.

D'un jugement rendu par le tribunal correctionnel de Bagnères, nous extrayons ce qui suit :

Le tribunal,

« Attendu... que le prévenu se trouvait en compagnie d'un autre individu en action de chasse sur le territoire de la commune d'Avezac-Prat ; ...que, à l'aspect des gendarmes, ils se mirent à fuir dans deux directions opposées ; que le prévenu, rejoint par les gendarmes, après un parcours de 700 mètres environ, leur exhiba sur leur réquisitoire, le permis de chasse dont il était muni ; que, sur la remarque que lui firent alors les gendarmes, que s'il avait fui, à leur aspect, étant muni d'un permis de chasse régulier, c'était, ou pour se moquer d'eux, ou pour faciliter la fuite de son camarade qui, lui, ne devait pas avoir de permis, le prévenu leur répondit d'un air moqueur qu'il était libre de courir à la vue des gendarmes si cela lui plaisait ;

Attendu que ces faits constituent le délit d'outrages par gestes à des agents dépositaires de la force publique dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions ; qu'il y a lieu de déclarer le prévenu atteint et convaincu du délit d'outrages qui lui est reproché et de lui faire application de l'article 224 du Code pénal,

...Etc... le condamne... »

Faire courir les gendarmes, c'est donc les outrager par gestes. Avis aux chasseurs qui croiraient que c'est seulement au Palais-Royal ou au théâtre Cluny que l'on trouve des magistrats grotesques.

H. CH.

POUR LES TORTURÉS D'ALCALA

Les atrocités commises par les inquisiteurs espagnols dans l'affaire d'Alcala del Valle, dont nous avons à plusieurs reprises entretenu nos lecteurs, ont soulevé une telle indignation parmi les travailleurs, qu'une campagne de protestation a été organisée par toute l'Europe.

D'un commun accord, après entente avec les organisations ouvrières d'Espagne, des meetings de protestations ont eu lieu un peu partout, dans toutes les villes importantes d'Europe les 11, 12 et 13 mars.

En Belgique, deux meetings se sont tenus à la même heure, un à Bruxelles et l'autre à Liège. A Genève, la Fédération des syndicats ouvriers avait convoqué les travailleurs. De même, en Italie, ou des meetings ont eu lieu à Rome et à Milan. A Londres, deux meetings le 12 et le 13 et un autre sera tenu le 18 courant. En Autriche, deux meetings à Vienne et plusieurs en Bohême.

Presque toutes les villes un peu importantes du Portugal ont eu leur meeting ; Lisbonne, Porto, Silves, Barrare etc., de même en Hollande où la manifestation était organisée par le *Secrétariat de la Seine*. En France, un certain nombre de Bourses du Travail, Montpellier, Brest, Laval, Lorient, Lens, Darnétal, Lyon, Rochefort, Marseille, etc. etc.

L'*Union des Syndicats de la Seine* avait organisé une réunion dans la grande salle de la Bourse du Travail qui a parfaitement réussi. Bref, c'est par une véritable manifestation internationale que les travailleurs de l'Europe entière ont protesté contre les procédés d'inqui-

sition du gouvernement espagnol. De partout, des ordres du jour très violents ont été envoyés au ministre de la justice d'Espagne, le sommant de faire mettre en liberté immédiate les malheureux torturés d'Alcala del Valle.

Et la protestation des travailleurs d'Europe ne s'arrêtera, que lorsque le gouvernement d'Alphonse XIII aura donné pleine et entière satisfaction à l'opinion publique.

L'on doit du reste, s'apercevoir, dès à présent, de l'autre côté des Pyrénées, que la solidarité internationale des travailleurs n'est pas un vain mot ; c'est par centaines que les ordres du jour de protestation ont dû arriver à Madrid.

Et si satisfaction ne lui est pas accordée immédiatement, le prolétariat ne s'arrêtera pas là.

La Confédération Générale du Travail a examiné, et cela va être soumis aux organisations ouvrières des autres pays, un projet de boycottage des navires et au besoin de tout ce qui se rapporte au commerce avec l'Espagne.

Il faut, coûte que coûte, que les tortures cessent d'être pratiquées couramment en Espagne ; il faut que les malheureux d'Alcala del Valle soient remis en liberté, le prolétariat international l'exige. Les gouvernants de ce malheureux pays comprendront-ils enfin, qu'ils ont de trop petites épaules pour se mettre l'Europe entière à dos.

P. DELESALLE.

LONDRES. — Après que Tarrida eut dénoncé, au grand meeting du 12 dernier, à Christchurch Hall, les procédés du gouvernement espagnol dans la lutte sociale, l'auditoire, dans un ordre du jour énergique et indigné, réprouva les atrocités dénoncées et décida, séance tenante, d'adresser au gouvernement espagnol, le télégramme dont voici la traduction :

« Maura, président conseil Madrid.

« Mars. Meeting aujourd'hui Christchurch Hall requiert votre gouvernement de faire justice en ce qui concerne les innocents torturés à Alcala del Valle et réprouve la barbarie de vos conseils de guerre.

« LEWIS BARON, *secrétaire* ».

Le sujet sera repris à *New Alexandra Hall*, au grand « Commune of Paris Meeting » au sujet duquel la presse anglaise, informée par l'agence *Central News*, trahit déjà un vif intérêt, étant donné que les amis Tcherkesoff et Tarrida vont s'y livrer à une sorte de tournoi oratoire, afin de chercher à démontrer qui, de la Russie ou de l'Espagne, est, comme nation, la plus barbare.

A mon avis, Alcala del Valle — sans compter les autres cas — vaut bien Kitchineff, et je m'abstiendrais de décider à qui revient la palme.

J. M.

MOUVEMENT SOCIAL

Avec la reprise de l'affaire Dreyfus, l'honneur de l'armée revient sur l'eau. Parlons de lui.

Conseil de guerre de Marseille : condamnation à 2 ans de prison du capitaine Bouquet et du sergent-major Wendole, « mangeurs de grenouille ».

Conseil de guerre de Lyon : condamnation du sergent Pefferkorn à 10 ans de travaux forcés, du sergent Francon à 5 ans de prison, des sergents-majors Bonnet, Barron et Malignon à 4 mois de prison, du sergent-major Sannier-Payerne et du fourrier Plantara à un an de prison, 25.000 francs de détournements.

Le capitaine B..., en garnison au fort d'Aubervilliers, a été arrêté et conduit au Cherche-Midi. Voies de fait envers un soldat.

A Belfort, un douanier a tué un contrebandier d'un coup de revolver. Un contrebandier, c'est-à-dire un de ces hommes intelligents et utiles qui s'occupent d'échanges internationaux et développent le commerce.

A Lyon, un soldat du 10e cuirassiers, ayant perdu une partie de ses effets d'habillement et s'attendant à être férocement puni, a déserté ? — Non, mais s'est suicidé en se jetant par la fenêtre. Imbécile !

Conclusion ? C'est le jeune Noël-Jacques Julié, de Saint-Etienne, qui nous la donne. Il a refusé de tirer au sort et motivé son refus par un petit speech bien senti : « Je suis partisan de la patrie universelle ; je refuse de me soumettre à une formalité contraire à mes opinions. »

∴

A présent, l'honneur du clergé.

Condamnation du chanoine Rosemberg à 5 ans de prison, pour escroqueries (1 million et demi de passif).

Arrestation de l'ancien frère de la Doctrine chrétienne, Lucien Commun et de l'ancienne religieuse Louise Le Menu. Assassinat et vol.

Condamnation de l'abbé Ribeyre à 3 mois de prison. Attentats à la pudeur sur fillettes de moins de 13 ans.

Arrestation de l'abbé G..., vicaire à Cerdon. Attentats à la pudeur sur enfants de 7 à 14 ans.

Arrestation de l'abbé Lebangais, curé de Pommereval. Attentat aux mœurs sur enfants de moins de 16 ans.

Arrestation du frère Anovert, des Ecoles chrétiennes. Attentats à la pudeur sur petits garçons de moins de 13 ans.

Arrestation du curé de Bretedoux. Affaire de mœurs.

Poursuites contre l'abbé Eugène Ménard, vicaire de Coron, en fuite. Attentats aux mœurs sur enfants.

Etc..., n'est-ce pas ?

∴

Maintenant, l'honneur de la magistrature.

Au cours d'une descente de police dans un hôtel meublé, on a trouvé, sur une fille soumise, la médaille d'un juge d'instruction de province, que la jeune personne lui avait dérobée, une nuit qu'il dormait à son côté. Il s'était bien gardé de porter plainte.

Les juges d'instruction sont des hommes austères qui protègent la famille et la morale, et qui sévissent contre la prostitution.

∴

Comme suite à l'affaire de Ménestreau-en-Villette, on nous envoie une affiche de la *Société des Chasseurs de France*, dont voici le texte :

« *Maires et Conseillers !* Le jour où, patriotiquement, vous défendrez la chasse, qui fait, des chasseurs, *50.000 bons soldats*, les 60 millions (!) que perd la France, chaque année, en achats de gibier et de poisson à l'étranger, nous resteront, enrichiront vos communes, et tout le monde mangera du gibier.

« *Propriétaires et agriculteurs* ! Ne traitez pas en ennemis le chasseur et le gibier. La chasse vous rapportera beaucoup... Le braconnier fait du mal surtout à vous et aux petits chasseurs, qui ne peuvent, comme le riche, repeupler en gibier... Riches, soyez tolérants et fraternels... Petits propriétaires, mettez en commun vos biens, amicalement, syndicalement ou communalement.

« *Agents, gardes champêtres et gardes* ! Plus vous remplirez vos fonctions avec zèle et impartialité, mieux vous vivrez de la profession, plus vous serez estimés et respectés de tous.

« *Braconniers !* Vous êtes de *véritables voleurs*, puisque le gibier est une propriété... Le métier est maudit... il ne nourrit pas son homme... il fait souffrir et pleurer la femme et les enfants... il mène à la misère, au crime, à la prison... *On commence braconnier, on finit assassin !*

« *Chasseurs de France* : Comptez d'abord sur vous-mêmes... semez pour récolter... Détruisez les bêtes nuisibles... Pas de chicanes, pas de procès de limites et d'enclaves ! Défendez vos droits, mais respectez ceux des autres... Unissez-vous : *L'union seule fait la force.* »

Réponse. — Maires et conseillers, protégez patriotiquement le braconnage, qui fait, des braconniers, de bons tireurs et de bons soldats, et qui permet à bien du monde de manger du gibier. Agriculteurs, vous avez raison de traiter en ennemis le gibier qui dévore vos récoltes, et le chasseur qui « repeuple en gibier » quand, par bonheur, il n'y en a pas. Le braconnier est votre ami : il détruit le gibier semé par le chasseur. Gardes, votre métier est maudit, il fait souffrir et pleurer la femme et les enfants du braconnier... il mène au crime... On commence garde, on finit assassin ! Moins vous remplirez vos fonctions, moins vous serez méprisés et détestés de tous. Braconniers, vous n'êtes pas des voleurs, puisque le gibier n'est pas une propriété. Le gibier vit tantôt ici, tantôt là, il change de place, court les routes... il appartient à tout le monde ou à personne. Si votre métier ne nourrit pas son homme, c'est précisément parce que l'autorité y met tous les obstacles possibles. Chasseurs, ne semez pas du gibier pour compromettre les moissons. Détruisez les bêtes nuisibles à l'agriculture, mais ne les repeuplez pas, ou alors c'est vous les bêtes nuisibles. Respectez les droits des autres... eh ! oui, à commencer par ceux des agriculteurs et des braconniers.

∴

Gratification à la police. — L'administration municipale (socialiste !) vient de donner à chacun des membres de la police de Limoges, commissaires et agents, une gratification consistant en une certaine somme d'argent, en récompense du surmenage occasionné par la grève des boulangers.

Sans commentaires !

∴

Les chinoiseries et les bévues de l'Administration sont toujours amusantes à constater. La belle-mère d'un de nos camarades était titulaire d'un kiosque de journaux. Elle meurt, et sa fille fait une demande pour que le kiosque lui soit concédé. Réponse du préfet : qu'il a donné ce kiosque à une autre personne « dont les titres étaient supérieurs », c'est-à-dire qui était pistonnée. Et depuis, notre camarade et sa femme continuent à recevoir, au nom de leur mère, des circulaires de l'Administraiion, qui ne s'est pas encore aperçue que cette femme est morte *depuis plus d'un an* et qu'elle lui avait donné elle-même un successeur ! Si personne ne lui fait savoir, cela durera jusqu'à la consommation des siècles.

Alors, voyant comme le fonctionnarisme patauge dans les choses les plus simples, nous sommes un peu effrayés quand les collectivistes nous annoncent qu'ils vont fonctionnariser la société tout entière.

R. C.

∴

On parle sérieusement de nous octroyer le vote obligatoire, et cette seule idée me procure une douce gaieté. Quoi donc, l'électeur ne marche plus ? il faut le pousser ? C'est inquiétant. Les *Annales parlementaires* ont ouvert une enquête ; un certain nombre de sommités ont opiné pour et contre la mesure proposée, le *Temps* examine gravement la question. Plus de doute, la République est en danger ; il faut, pour la sauver, le vote obligatoire. Le *Temps* assure que l'institution de cette « contrainte » électorale est « aussi indispensable au salut du pays que, par exemple, le service militaire ».

Le rapprochement est bon. Obéissance militaire, soumission électorale, deux formes complémentaires de l'abdication de la personne humaine, de l'annihilation des uns pour l'ignoble joie des autres. L'imbécile qui va « aux urnes » poursuit l'œuvre qu'il a commencée « sous les drapeaux » ; de part et d'autre il est le complaisant ouvrier de sa propre déchéance, il assure lui-même sa servitude et celle de sa classe. On peut persuader à des salariés de se prêter, contre leurs frères et contre eux-mêmes, aux crimes sanglants du militarisme : pourquoi ne les amènerait-on pas aussi à se faire les dindons bénévoles de la farce électorale, exempte de toute violence tragique et, au contraire, parée de quelques séductions ?

Eh bien, cependant, les séductions n'opèrent plus, paraît-il, et l'on parle maintenant de faire fonctionner l'électeur malgré lui. Ici, ça devient très drôle. Comment va-t-on s'y prendre ? Les uns proposent d'emprisonner les réfractaires, ou de les mettre à l'amende : imaginez le fou rire qui saisirait l'accusé, le public, le tribunal et jusqu'aux gendarmes, dans un procès pour abstention électorale ! D'autres proposent : sanctions morales, la perte du droit de vote — terrible ! — et l'affichage. Bravo ! Je vote, oui, je vote pour l'affichage !

M. L.

∴

ORLÉANS. — Il y a quelque temps, les employés de tramways formèrent un syndicat et arrêtèrent

leurs revendications. Mais qui se chargerait de les soumettre au Directeur du réseau ? Certains eurent la naïveté de proposer le député Rabier, l'idole de notre population ouvrière. Je dis la naïveté, car un camarade fit observer que Rabier entretient avec le Directeur les relations les plus cordiales, étant son compagnon de table, de chasses et de plaisirs ; aux dernières élections, le Directeur avait poussé son amitié pour le député radical-socialiste, jusqu'à faire conduire en voiture les employés aux urnes. La proposition fut écartée et on décida, presque à l'unanimité, que les revendications seraient soumises par une délégation de six syndiqués. Sur ces entrefaites, le député eut vent de l'affaire, et il eut une entrevue avec les employés auxquels il tint le langage de tous les endormeurs : « Qu'ai-je appris ? Vous vous êtes syndiqués ? Vous voulez vous révolter ? Une grève produirait un effet désastreux ! Que n'avez-vous recours à moi ? Je ferai aboutir toutes vos revendications, etc. » Les employés n'eurent pas l'énergie d'éconduire le parlementeur, les choses traînèrent en longueur et finalement ils reçurent un os à ronger, quelques modifications de service complètement insignifiantes. A Orléans, comme partout, la confiance dans l'action politique est un obstacle à l'action économique ; de deux choses l'une, ou les prolétaires ont la sollicitude des pouvoirs publics, et ils n'ont que faire de se syndiquer ; ou les gouvernants se désintéressent des classes ouvrières, auquel cas celles-ci doivent s'occuper elles-mêmes de leurs propres affaires. Puisse l'échec des employés de tramway les décrasser de leur vénération pour le Député-Providence, et leur enseigner qu'ils ne doivent rien attendre que d'eux-mêmes.

* * *

Roubaix. — Le terme approche, les patrons roubaisiens craignent, qu'au 1er avril, les ouvriers du textile cessent tout travail. Ce sera plus de 30.000 ouvriers en grève, sans compter les ouvriers des autres corporations, qui semblent vouloir profiter de cette date pour réclamer des augmentations de salaires. Les bourgeois, aux abois, viennent de faire donner, leur grand-maître, M. Motte. Celui-ci, dans un discours prononcé à l'Hippodrome de Roubaix, avertit les ouvriers qu'ils n'ont pas à espérer de voir leurs salaires augmenter, que toute leur ambition doit se tenir à garder intégral le salaire d'aujourd'hui, et que les ouvriers aux pièces n'auront qu'à montrer désormais plus d'élasticité et de souplesse au travail. C'est un fait connu de tous les centres textiles de France que l'ouvrier roubaisien est celui qui produit le plus, qui montre le plus d'ardeur au travail et qu'aucune localité ne peut soutenir la concurrence en tant que production. Ce qui n'empêche que Motte et ses séides trouvent que l'ouvrier flâne encore de trop et peu s'en faut qu'il ne les appelle des paresseux.

Ce n'est pas tout ; pour essayer d'atténuer le conflit et peut-être l'éviter, Motte affirma que la commission d'enquête du textile reconnut que Roubaix était la ville où l'on payait les plus forts salaires de l'Europe entière. Voici textuellement ses paroles : « Mais voici, Messieurs, que se lèvent des gens qui n'ont jamais étudié les intérêts de l'ouvrier, — les syndicats, les anarchistes et les socialistes ne doivent pas connaître, en effet, les intérêts ouvriers — jettent dans l'esprit des ouvriers des promesses irréalisables, des promesses absurdes, des promesses perfides — pensez, 4 francs par jour, comme salaire, si ça peut se réaliser ! — Eh bien ! je leur dis leur fait. Il faut que vous sachiez tous, que lorsque la commission d'enquête est venue à Roubaix, on a reconnu que c'était ici où l'on payait les plus forts salaires de l'Europe tout entière, que nous avions, nous, patrons roubaisiens, compris tout notre devoir — j'te crois. — Ce n'est pas notre faute, ajouta Motte, si la vie est plus chère qu'ailleurs... »

Et voilà ! Si les ouvriers roubaisiens ne sont pas satisfaits, c'est qu'ils sont bien difficiles.

C'est entendu, Motte l'affirme, Roubaix est la ville la plus favorisée et la ville la plus privilégiée de l'Europe entière ; l'on y gagne des salaires si élevés qu'aucune ville ne peut soutenir la comparaison avec elle, et les ouvriers y vivent comme coqs en pâte !!

A Roubaix, véritable pays de Cocagne, l'on ne compte, sur une population d'environ 120.000 habitants, que 19.435 individus — chiffre officiel — secourus par le bureau de bienfaisance, forcés donc d'avoir recours à l'assistance publique pour ne pas crever de faim.

A Roubaix, l'Eden cher à Motte, il n'y a aucune maison de tolérance, mais en revanche plus de 300 estaminets dans lesquels, — les jeunes filles qui gagnent les plus forts salaires de l'Europe entière, — se livrent à la prostitution, les forts salaires de 0 fr. 75, 1 fr., et 1 fr. 25 par jour qu'elles gagnent, ne suffisant pas à les faire vivre ; à Roubaix, où ces mêmes ouvrières, quand elles ne se livrent pas à la prostitution, vont à la frontière, pour frauder quelques boîtes d'allumettes, au risque de se faire assommer par les douaniers, ou, d'aller comme Célina Renoir, se faire geler les pieds en prison.

A Roubaix, le paradis par excellence, qui fournit, à lui seul, autant de fraudeurs et mendigots, que chaque jour condamne le tribunal correctionnel de Lille, que le reste de l'arrondissement.

A Roubaix, où l'on gagne de si forts salaires, des milliers d'ouvriers émigrent chaque année pour des lieux plus bienveillants, espérant trouver un salaire qui leur permettra de vivre.

A Roubaix où les ouvriers gagnent de si fortes sommes, ceux-ci sont logés dans d'infectes et tristes courées, ou dans les chambres garnies, dans la plus odieuse promiscuité. Il n'est pas rare que des familles de 6 et 7 personnes couchent sur des grabats étendus par terre, dans la même chambre.

A Roubaix, la ville privilégiée, à tous les points de vue, l'on travaille dans des conditions tellement excellentes, qu'il ne se produit qu'environ 3.500 accidents du travail chaque année. La mortalité infantile chez les ouvriers ne s'élève qu'à 12 0/0. Et l'ouvrier ose se plaindre ! Et des mineurs déclarent aux travailleurs qu'ils sont l'objet de la plus odieuse exploitation et grand temps d'y mettre un terme. Et les syndicats se remuent, essaient de réveiller l'énergie ouvrière, pour obtenir un peu plus de bien-être. Quel culot ont ces gens, quand même ! Mais oui, M. Motte, ceux que vous et vos pareils ont chassés de vos ateliers, continuent leur propagande, ils iront chez les travailleurs clamer que vous êtes ceux qu'ils doivent considérer comme leurs plus implacables ennemis et hâter par tous les moyens votre disparition complète.

Et il nous semble apercevoir, dans une vision, des corps se balancer aux faîtes des cheminées qui dominent nos bagnes infâmes, et ces carcasses ressemblent terriblement à ceux qui déclarent que l'ouvrier roubaisien n'a pas à se plaindre de son sort et qu'il doit s'estimer heureux de gagner les plus forts salaires d'Europe !

Pierre Degreef.

Mouvement ouvrier. — Le Sénat, vient, par une note, de montrer aux prêcheurs de calme et de résignation tout le néant de leur néfaste théorie.

A tort ou à raison — je ne le discute pas — les employés réclament depuis des années, que les conflits entre employeurs et employés soient soumis, comme pour les ouvriers de métier, à la juridiction prud'hommale. Depuis vingt ans, un projet se promenait entre la Chambre et le Sénat, et ces temps derniers, la Chambre l'avait adopté, donnant satisfaction aux employés ; restait le Sénat.

La Fédération des Employés, dirigée par une belle bande de politiciens, au lieu de se montrer agressive, de menacer, de préparer ses adhérents à un mouvement sérieux, de tenter même la grève afin d'en imposer, crut plus habile de faire placarder une plate affiche relatant le discours d'un politicien bien en vue et ayant pour titre : Ayez confiance.

Et le Sénat a tout de suite montré quelle *confiance* les employés pouvaient avoir en lui, en repoussant à une majorité un peu plus forte que précédemment, l'institution de conseils de prud'hommes pour les employés.]

Messieurs les endormeurs de la Fédération des Employés doivent être satisfaits ; leur *confiance* était presque aussi bien placée que l'est celle des malheureux qui les maintiennent à la tête de leur organisation pour faire leurs petites affaires à eux. Que la Dalle leur soit légère, comme dit un de leurs bons camarades.

* * *

Par contre, la Chambre après le Sénat, s'est déchargée sur les municipalités du soin de supprimer les bureaux de placement. De plus, dorénavant, ce sont les employeurs qui devront payer le placeur là où les bureaux subsisteront. Somme toute, l'agitation ouvrière n'aura pas été complètement inutile. J'y reviendrai la semaine prochaine.

* * *

Spano ne sera pas exécuté. Les protestations formulées par les travailleurs ont été entendues et le bonhomme de l'Elysée, qui a droit de vie et de mort sur ses contemporains, a signé la grâce de cet ouvrier, qui a fait simplement un geste que beaucoup d'autres moins courageux que lui ont pensé.

Il paraît même que les jugeurs professionnels avaient en cette circonstance été moins cruels que la douzaine de bourgeois gavés qui ont servi de juges à Spano ; car président des assises, procureur général et commission des grâces, avaient émis un avis favorable en faveur de la grâce. L'énergique campagne menée autour de cette affaire n'aura pas été, non plus, croyons-nous, étrangère à ce résultat. Mais cela n'est pas suffisant, la classe ouvrière se doit à elle-même de ne pas oublier l'ouvrier Spano, et il sera utile de rappeler de temps à autre, les puissants à un peu plus de réalité. C'est la grâce entière de Spano qui a déjà assez souffert comme cela qui doit être poursuivie.

* * *

Les grèves. — Les ouvriers du chemin de fer de Paris à Arpajon sont en grève. Traités en véritables bêtes de somme, astreints à un travail de 16 à 18 heures par jour pour un salaire dérisoire, ces travailleurs ont formulé quelques revendications parmi lesquelles je relève : Journée de 10 heures ; minimum de 5 fr. par jour ; deux jours de repos par mois, etc., etc., ce qui n'est vraiment pas terrible. Le directeur refuse, naturellement, les actionnaires exigeant de gros dividendes et lui un fort salaire.

En attendant, le transit est arrêté sur la ligne. Des gendarmes protègent !! ce qui n'a pas empêché que les rails ont été déboulonnés dans plusieurs endroits et les fils télégraphiques coupés.

On sabotte comme on peut, et la Compagnie en verra bien d'autres, si elle tarde à donner satisfaction à ses malheureux employés.

L'agitation qui s'est produite ces temps derniers, parmi les bûcherons du Cher, s'étend chaque jour davantage. Les patrons font tout pour essayer de briser l'organisation de ces travailleurs, mais sans y parvenir. Dans un certain nombre de localités, la grève est déclarée ; mais dans d'autres les bûcherons ont adopté une autre tactique. Ils ont continué à travailler, mais en appliquant un sabottage consciencieux, si bien que les propriétaires et les exploiteurs ne savent plus que faire, le sabottage appliqué méthodiquement portant atteinte plus directement à leur bourse que la grève.

L'agitation s'étend principalement sur les communes de la Guerche, Cuffy, Apremont, Germiny, etc., etc. A Aunay-en-Bazois, une bataille en règle a eu lieu entre la gendarmerie et les grévistes ; trois de ces derniers ont été blessés.

Après les grèves des ouvriers agricoles du midi celles des bûcherons du Cher. Ça marche dans les campagnes.

Les dockers de Cette et de Marseille se sont entendus pour boycotter les navires d'une compagnie de transports qui se trouve dans l'impossibilité de les faire décharger ; la Compagnie fait connaître qu'elle dégage sa responsabilité pour les marchandises qui lui auraient été confiées, et qu'elle va procéder au désarmement de tous ses navires.

Là où les travailleurs savent s'entendre, les exploiteurs sont obligés de céder et les dockers de Marseille et de Cette sont de ceux-là. Dans cette dernière ville, par leur propre force, les dockers ont obtenu la journée de 8 heures et un minimum de salaire. Que leur exemple soit suivi.

On se rappelle les iniques condamnations prononcées à Montpellier lors de l'agitation au sujet des grèves agricoles. Condamnations prononcées quelques heures après l'arrestation des prétendus coupables. Sur appel, ces condamnations ont été réduites, mais comme les individus qui font métier de juger leurs semblables ne se contredisent pas trop entre eux, ils n'ont pas acquitté purement et simplement, ce qui n'aurait été que « *Justice* ».

Sanchez Joseph a vu sa peine réduite de 13 mois à 8, Barnabé 6 mois au lieu de 8, etc., etc.

Bien belle chose tout de même que la « Justice. »

P. Delesalle.

* * *

Montpellier. — Lassés de courir nuit et jour les routes, sous le soleil, le vent ou la pluie, pour un salaire dérisoire, les charretiers de Montpellier ont, dans le courant de la semaine dernière, adressé à leurs patrons une demande d'augmentation.

L'écart étant énorme entre les salaires actuels et leurs revendications, le Syndicat patronal, prévoyant la grève, a décidé de renvoyer tous les ouvriers avant que ceux-ci aient pu se réunir pour la voter.

Par cette manœuvre habile, les patrons veulent, en cas de troubles, enlever aux charretiers le bénéfice de la qualité de grévistes au point de vue légal, et les faire considérer comme des perturbateurs.

Il va sans dire que, quoique renvoyés, les ouvriers ont voté la grève.

Il n'y a eu encore aucune manifestation dans la rue, cependant les abords de la gare des marchandises sont gardés par une compagnie d'infanterie approvisionnée de 18 cartouches par homme, un peloton de gendarmerie et tous les policiers disponibles qui bousculent les passants sous prétexte de les faire circuler.

Une autre grève est imminente, c'est celle des garçons d'hôtel et limonadiers, dont les patrons se réunissent ce soir pour examiner les revendications.

F. Franques.

⁂

Trélazé. — Il y a huit mois, le syndicat des ardoisiers obtenait de la société de l'Anjou, certaines concessions fort appréciables, qu'il serait trop long d'énumérer ici. Les commandes affluaient, les patrons avaient cédé, dans l'espoir de retirer ces concessions à la première occasion favorable. La plus importante de ces concessions était la reconnaissance par l'administration, du droit des ouvriers de choisir parmi eux, le chef d'équipe chargé du contrôle du toisage et repérage, le travail étant payé au mètre cube de vide. L'exercice de ce droit avait permis de constater que, tout en travaillant moins fort, le montant des journées s'était trouvé accru d'un cinquième.

Le 4 février, à la carrière la Grand-Maison, pour le travail souterrain n° 18, le directeur désigna cinq ouvriers complètement illettrés; récriminations de ceux-ci pour avoir parmi eux un camarade sachant lire et écrire. L'administration, poursuivant sa tactique répondit : « Nous allons vous désigner un chef de chantier. » C'était renverser les rôles; désigné par l'administration, le chef de chantier devenait un rouage de plus au service de la compagnie. C'était inacceptable; les cinq illettrés en référent au syndicat, qui envoie une délégation chargée de régler cette affaire avec l'administration. Par l'organe de son domestique, le sieur Brosse, ingénieur, l'administration répondit qu'elle ne voulait plus avoir rien à traiter avec le syndicat, mais bien seulement avec les intéressés directs, et qu'au surplus, les ouvriers ayant quitté les chantiers pour se réunir, l'établissement était fermé jusqu'à nouvel ordre; qu'un livre d'embauchage était à la disposition des ouvriers tranquilles, qui voudraient travailler, qu'une sélection serait opérée parmi ceux qui se présenteraient et qu'un certain nombre serait éliminé.

A ce lock-out patronal, les ouvriers décident de résister, coûte que coûte. Pendant trois semaines, bien sages, ils renouvellent six fois la demande d'audience, la réponse fut invariable. Pendant ce temps, un troupeau de 150 gendarmes était concentré sur l'établissement et le mettait en état de défense, de crainte de la casse.

Entre temps, une délégation était expédiée à la section syndicale de Misengrain, dépendant de la même compagnie, pour expliquer la situation. Les 800 ouvriers de l'établissement décident de cesser le travail par solidarité. A Renazé, Mayenne, la société de l'Anjou possède également un établissement considérable; les ouvriers de ces chantiers, non syndiqués, continuent à travailler. La section de Misengrain décide de s'y porter le lendemain matin. Quatre par quatre, drapeau rouge en tête, clairons sur le flanc, encadrés par les charpentiers à Loubet, la colonne se met en marche. En cours de route, les poteaux téléphoniques reliant les bureaux, sont brisés comme fétus de paille; de belles ardoises de façon anglaise prêtes à livrer, s'étalent le long des sentiers; à poignée les ardoises sont réduites en miettes, sous l'œil ahuri des gendarmes; le sang ruisselle des écorchures produites par les écorchures, on n'y prend garde, et l'on ne se remet en route que lorsque tout est démoli.

Par des chemins défoncés, en sabots, les 16 kilomètres sont parcourus; la colonne arrive sur les chantiers de Renazé; au centre des buttes, les clairons sonnent le ralliement, les ouvriers se réunissent, et après un échange de vues, ceux de Renazé demandent trois jours pour réfléchir et se concerter. Le troisième jour la cessation de travail est décidée, jusqu'à ce que les ouvriers de la Grand-Maison soient réintégrés. Ils décident de faire appel à une délégation du syndicat général et prient ceux de Misengrain de leur envoyer quelques camarades pour s'entendre.

Le bureau syndical est désigné; ceux de Misengrain se délèguent tous. La colonne des jours précédents, renforcée des femmes des grévistes, se reforme et va chercher les délégués à la gare pour les conduire à Renazé. Cette foule énorme, 6 à 7.000 personnes, chantant l'*Internationale* et la *Carmagnole*, gagne la place spacieuse de la Mairie, laissant au centre un espace vide pour les délégués. A cet endroit, plusieurs personnes attendent, parmi lesquelles le sous-préfet de Château-Gontier, qui demande au secrétaire général la permission de parler le premier. Il dit quelques mots pour recommander le calme et prier les assistants de replier le drapeau pour sauver les apparences, puis débite quelques gentillesses spirituelles à l'adresse des dames et se retire.

Le secrétaire général, Ludovic Ménard, se dispose à parler; il est accueilli par un tonnerre d'applaudissements, puis le silence se rétablit : « Il y a quelque dix ans, dit-il, j'étais venu parmi vous comme aujourd'hui, pour vous prêcher la méthode syndicaliste, et c'est avec des pierres qu'on m'avait répondu; j'étais parti en versant des larmes de désespoir; aujourd'hui, devant l'accueil chaleureux que vous me faites, je serais encore prêt à en verser, mais ce serait des larmes de joie ». Puis, pendant une heure et demie, sous la pluie fine qui n'a cessé de tomber de la journée, il expose la doctrine syndicaliste; il énumère les avantages que l'organisation syndicale avait su arracher, et établit le contraste entre la situation de ceux de Trelazé et ceux de Renazé qui, par leur coupable apathie, n'ont pas su en profiter; il refait l'historique du mouvement actuel et pose la question : « Devions-nous céder ? — Non ! répondent toutes les poitrines. — Eh bien, c'est notre faute si nous en sommes là, vous avez l'air décidés à marcher, songez donc alors que quand on veut voir la femme propre, l'intérieur coquet, les enfants bien vêtus et nourris, il faut se sentir les coudes, se grouper, agir et se révolter s'il en est besoin, ce sont les seuls moyens d'obtenir un peu plus de bien-être. »

La réunion terminée, le secrétaire fournit aux délégués les indications nécessaires pour l'organisation de la section syndicale. Pendant ce temps, les grévistes seuls se remettent en colonne et se portent à la Ganterie, carrière indépendante, qui livre de l'ardoise pour le compte de la Société d'Anjou. Les camions sont retournés comme crêpes et les ardoises, tant à l'aller qu'au retour, sont réduites en miettes, après quoi ceux de Misengrain prennent congé et regagnent leurs pénates.

Pendant que ces événements se déroulaient en Mayenne, les ouvriers de la Grand-Maison, en colonne, se portent vers la carrière et, après deux assauts, repoussent la force armée et cernent le bureau où, barricadés et plus morts que vifs, se tiennent les employés. Il ne fallut rien moins que les exhortations du capitaine de gendarmerie pour les décider à retirer l'armoire de devant l'ouverture et à entre-bâiller la porte; par l'interstice, le domestique de l'administration risque la tête dehors et demande ce qu'on désire : « L'ouverture de la carrière, lui fut-il répondu. — Je vais transmettre votre demande et vous enverrai la réponse aussitôt reçue. »

Cette réponse, la septième, est venue; elle ne diffère pas des précédentes. En conséquence, la grève continue et un ultimatum sera envoyé ces jours-ci à l'administration; après quoi, tant pis, il arrivera ce qu'il pourra, ce seront les exploiteurs qui l'auront voulu.

H. Mercier.

Portugal.

Les libres penseurs et tous les ennemis de la réaction cléricale au Portugal, sont en train d'organiser et de préparer le 2e centenaire du grand martyr de l'Inquisition, l'écrivain dramatique Antonio-José de Silva, le *Juif*, né à Rio de Janeiro en 1705, et brûlé par les moines dominicains en 1739, à Lisbonne.

L'Inquisition a assassiné aussi la femme de cet écrivain, Mme Leonor de Carvalho et ses deux enfants; l'aîné avait deux ans et demi.

Antonio José (le *Juif*) car il était israélite, avait fait ses études à l'Université de Coimbra. Il avait des idées très libres, et dans ses drames avait beaucoup de fois prêché des principes philosophiques et avait osé critiquer la cour et les aristocrates.

Il est mort brûlé. *Ses œuvres ont été brûlées aussi.*

Les libres-penseurs du Portugal et du Brésil vont élever un monument à sa mémoire, par une souscription internationale. Ce sera à Lisbonne, l'année prochaine.

VARIÉTÉS

HYGIÈNE PRATIQUE

Hygiène de la nourrice.

Après avoir mis au monde l'enfant qu'elle a nourri pendant neuf mois de sa propre substance, la mère doit encore le nourrir de son lait pendant au moins un an. Nous ne devrions pas avoir à envisager les cas où la mère ne peut remplir son rôle de nourrice, si les perpétuels obstacles qu'opposent les conditions anormales d'une société mal équilibrée à la vie physiologique de chacun de ses membres, n'intervenaient ici encore pour empêcher la plupart des femmes, obligées de gagner leur vie, au dehors, d'assurer de la façon la plus convenable, l'existence de leurs enfants. La travailleuse salariée devra donc réprimer la sécrétion de ses seins : elle n'a, pour cela, qu'à les bander aussi fortement qu'elle pourra le supporter, en ayant soin de garnir les seins sous le bandage d'une très épaisse couche d'ouate. Le bandage sera fait de toile résistante, une serviette solide par exemple, pliée assez large pour recouvrir complètement les seins en les débordant en haut et en bas, attachée par des épingles américaines et soutenue par des bretelles en ruban de fil, s'attachant ensemble au milieu du dos et séparément en avant au niveau de chaque sein. Ce pansement compressif doit être fait à nouveau matin et soir et toujours serré le plus possible. Pour le bien faire, il faut l'aide d'une autre personne. Si la compression est bien régulière, l'ouate bien étalée, si elle a été appliquée le plus tôt possible après l'accouchement et maintenue pendant cinq ou six jours, elle sera facilement supportée et suffira à tarir la secrétion lactée, sans qu'il soit nécessaire d'y adjoindre l'usage de purgatifs, ni l'obligation de suivre un régime spécial.

Mais il y a des mères qui auraient toute facilité pour nourrir leurs enfants et qui ne le font pas. Nous ne parlons pas des belles dames qui craindraient de diminuer ainsi l'élégance de leurs formes. Nous n'écrivons pas pour ces personnes-là. Mais beaucoup de femmes très bien intentionnées, s'imaginent que l'allaitement les épuisera, ou que leur lait ne sera pas assez nourrissant, ou que l'enfant ne parviendra pas à prendre le sein dont le bout est aplati, peu proéminent. Sauf dans de très rares exceptions, leurs craintes sont sans fondement.

Les seules maladies qui doivent empêcher une mère de nourrir, sont les maladies infectieuses, contagieuses, dont elle peut être atteinte.

En dehors de ces cas, elle peut, même si elle est d'une constitution faible, anémique de longue date et encore anémiée par la grossesse et l'accouchement, entreprendre de nourrir. Elle et son enfant s'en trouveront bien. Son appétit augmentera, sa santé s'améliorera. Son lait, pâle et rare au début, deviendra, de jour en jour, plus riche en matières nutritives et plus abondant.

L'enfant qui, dans ces conditions, naît en général lui-même débile, se trouve bien au début d'une nourriture légère appropriée à sa capacité digestive et son développement suivra l'évolution de la santé et du lait de sa mère.

L'aplatissement des bouts de seins ne constitue que dans des cas très rares, un empêchement insurmontable à l'allaitement. L'enfant les fait lui-même en essayant sans cesse de les

prendre; avec un peu de patience, de la part de la mère, il y parvient au bout d'un jour ou deux au plus. On peut l'aider en tirant avec un tire-lait, instrument en verre, dont on a imaginé plusieurs modèles. Mais on se sert tout aussi avantageusement et plus économiquement, d'une pipe de deux sous en terre blanche *tout à fait neuve*. Enfin, la mère peut faire ses bouts de seins en se faisant téter par un autre de ses enfants ou son mari. Mais elle doit bien se garder d'accepter les services d'une personne étrangère et surtout d'une « tireuse de lait » professionnelle, comme il en existe dans les campagnes, bien malheureusement, car on en connait une qui, à Condé, communiqua la syphilis à quatorze personnes.

Une fois les bouts de seins rendus assez saillants pour que l'enfant arrive à les prendre, la mère aura la précaution de ne porter aucun vêtement et particulièrement de corset serré qui les aplatirait à nouveau. D'ailleurs, si le corset est un ustensile dangereux pour toute femme, il l'est bien plus encore pour celle qui vient d'accoucher, et qui nourrit. Nous parlons, bien entendu, des corsets baleinés, armés de ressorts, produits d'une esthétique vicieuse — et non pas des corsets en toile, s'attachant avec des bretelles aux épaules, pouvant soutenir les jupes, et permettant le libre jeu de tous les organes et de tous les muscles. Ceux-là sont à la fois utiles et commodes.

Comme soins spéciaux des seins, la mère n'a absolument qu'à les maintenir dans un état de rigoureuse propreté et cela, dès avant l'accouchement. Il n'est pas toujours facile d'enlever les petites croûtes qui s'enferment dans les dépressions entourant les mamelons. Il faut cependant le faire avec beaucoup de douceur et de patience, elle les enlèvera en grattant avec l'ongle, après s'être soigneusement lavé et brossé les mains. Puis, elle maintiendra les seins en parfait état en se servant uniquement d'alcool et d'eau bouillie. L'alcool rend la peau plus résistante aux fissures, les cicatrise rapidement quand elles se sont produites, et empêche les inflammations. Mais il faut toujours après un lavage à l'alcool, faire un lavage à l'eau bouillie.

Voici la meilleure manière de procéder. Toute mère qui nourrit doit toujours avoir à sa portée une bouteille d'alcool suffisamment fort (eau de Cologne, alcool de lavande) une bouteille d'eau bouillie froide, une boîte contenant de l'ouate hydrophile et fermant hermétiquement. Immédiatement avant et après chaque tétée, elle débouche ses deux bouteilles, et ouvre sa boîte d'ouate, se lave ensuite les mains en les brossant consciencieusement, se les essuie avec un linge propre (fût-ce une guenille, pourvu que chaque fois, ce soit un nouveau morceau) prend un tampon d'ouate, y verse de l'alcool de façon à l'imbiber, en frotte ses seins — surtout le mamelon, et jette le tampon au feu — en prend un autre pour frotter l'autre sein, puis fait de même pour chaque sein avec des tampons imbibés d'eau bouillie. C'est tout, et cela suffit pour éviter à peu près à coup sûr les crevasses si douloureuses qui forcent quelquefois d'interrompre l'allaitement, et qui peuvent entrainer des abcès graves.

Combien de temps après l'accouchement, la mère doit-elle donner la première tétée? Pas avant vingt-quatre heures; en tous les cas, quelquefois il sera bon de laisser passer trente-six heures, si la mère est très affaiblie, ou si l'enfant n'a pas encore évacué les matières noires, dernier résidu de sa digestion intra-utérine.

Cette période sera consacrée au repos, dont la mère a le plus urgent besoin. Pour qu'elle puisse le goûter, il faut, si on le peut, mettre l'enfant dans une autre chambre, on le lui apporte de temps en temps quand la mère le réclame pour le voir, l'admirer, éprouver cette jouissance infinie de la contemplation de son œuvre, qui lui fait oublier les souffrances qu'elle lui a coûtées.

Pour elle, il faut, après l'avoir vêtue de linge propre, mise dans un lit blanc, réparé le désordre inévitable causé par le coup de feu qui vient d'avoir lieu, il faut la laisser dormir, si elle le peut, tout au moins s'anéantir dans l'immobilité et la tranquillité les plus complètes. On lui parlera le moins possible, on lui cachera les événements qui pourraient l'inquiéter, on fera le moins de bruit possible autour d'elle. Comme nourriture, on lui donnera ce qu'elle aime, ce qu'elle a l'habitude de prendre, pourvu qu'il n'y entre ni choux, ni oignons, ni ail, ni asperges, qui sont indigestes et surtout communiquent au lait leur saveur désagréable pour l'enfant, auquel ils peuvent même donner des coliques.

Il ne faut non plus lui donner ni beaucoup de vin pur, ni beaucoup de café, ni une goutte d'eau-de-vie ou de liqueur.

D'ailleurs, tout le régime de la nourrice tient dans ces quelques préceptes :

1° Continuer l'alimentation habituelle, si elle est convenable, c'est-à-dire se compose essentiellement de viandes rôties ou grillées, au repas de midi, avec légumes secs bouillis et écrasés, légumes verts très cuits, fruits cuits, œufs pas durs, à ce repas et à celui du soir.

Eviter les aliments gras, ragoûts, fritures, etc., la charcuterie, le poivre, la moutarde, les crudités, le vinaigre.

Avoir des repas très réguliers, ne pas manger dans l'intervalle, mais boire aussi abondamment qu'on le voudra de la bière légère aux repas (la petite bière à quatre sous le litre, prise à la brasserie, est la meilleure) et du lait ou des infusions chaudes de thé très léger, de tilleul ou de camomille en dehors des repas.

2° Eviter la constipation; généralement la nouvelle accouchée ne va qu'à l'aide d'un purgatif. On lui donne quarante-huit heures après l'accouchement une à deux cuillerées à soupe d'huile de ricin. Le purgatif s'avale facilement si l'on a soin de se rincer la bouche, avant de la prendre, avec une gorgée d'eau-de-vie. Si cela ne suffit pas, il faut donner des lavements à l'eau bouillie très chaude, tous les jours, si c'est nécessaire, mais s'abstenir de médicaments purgatifs.

Un très grand nombre de substances médicamenteuses passent dans le lait et peuvent faire beaucoup de mal à l'enfant. En outre, ils peuvent détraquer l'appareil digestif de la mère. Il ne faut les employer que sur avis du médecin.

3° Ne pas se lever avant que le médecin ou la sage-femme aient constaté que les organes ont repris leur place et leur volume normal et que la marche n'a plus d'inconvénient.

On a voulu codifier la durée du repos nécessaire et on l'a arbitrairement fixée à dix ou onze jours. Comme toute règle, elle ne s'applique justement à aucun cas particulier. Telle accouchée pourra, sans aucun inconvénient, reprendre toutes ses occupations, deux heures après l'accouchement. Ainsi font les femelles d'animaux, ainsi font maintes paysannes au système nerveux peu sensible et au corps robuste. Telle autre femme aura besoin d'un mois de repos pour ne pas être, par la suite, une perpétuelle malade.

4° Il en est de même pour les rapports génésiques. Galien affirme : « A une femme qui nourrit, j'ordonne l'abstention de tout coït », et un brave médecin qui avait nom Joubert écrivait, en 1570, ces lignes savoureuses : « La femme du monde que je chéris le plus a nourri tous mes enfants tant qu'elle a eu du lait, et je n'ai pas laissé pour cela de coucher avec elle et luy faire l'amour comme un bon mary doit à sa bonne moitié et Dieu mercy, nos enfants ont été bien nourris et sont bien venus.

Je ne donne pas conseil aux autres que je ne prenne pour moi.

Le conseil est excellent. C'est celui de l'expérience.

5° Enfin une femme qui a ses règles peut-elle continuer à nourrir?

Pinard, le grand maître en accouchements de notre Faculté, affirme que « tant que les règles sont normales, la femme peut et doit nourrir. »

Et nous, modestes praticiens, nous avons maintes fois vu des enfants souffrir de diarrhée et de coliques, quand ils tétaient une femme au moment de ses époques. Alors que faire? Rien de plus simple. Si l'enfant paraît ne souffrir en aucune façon, laissez-le téter pendant les règles. Dans le cas contraire, donnez-lui, pendant ce temps, du lait stérilisé coupé d'eau bouillie sucrée en quantité à peu près égale ou un peu inférieure à la quantité de lait qu'il prend chaque jour à sa mère. Donnez-lui ce lait au verre pour ne pas l'habituer au biberon et aussitôt les époques passées, il reprendra le sein de sa mère.

A ce propos, il faut que les nourrices sachent bien qu'une interruption de l'allaitement n'amène pas, dans la plupart des cas, la cessation complète, définitive, de la montée du lait.

Nous avons vu des femmes obligées d'interrompre l'allaitement pendant deux et trois semaines et capables, ensuite, avec le désir de continuer à nourrir et les efforts du nourrisson, de reprendre l'allaitement comme par le passé.

Il est donc, en somme, loisible à toutes les femmes de nourrir leur enfant. Loin de ruiner leur santé, cela la fortifie et sauvegarde celle du petit. Cela n'entraîne ni un changement d'habitudes, ni des soins spéciaux, pas même beaucoup de perte de temps, comme nous le verrons en parlant du réglage des tétées.

Cela exige seulement que la journée de la mère ne soit pas entièrement consacrée au travail. Ceux qui bénéficient de ce travail devraient, s'ils étaient conscients du mal qu'ils font, organiser près de l'atelier une pièce simplement propre, où l'ouvrière déposerait le matin son enfant dans un panier servant de lit et où elle viendrait à des heures régulières lui donner à téter. Ils le pourraient aisément et la minime perte de temps de l'ouvrière serait amplement compensée par le travail qu'elle ferait mieux et plus vivement, comme récompense de l'humanité dont on fait preuve envers elle.

Voilà un moyen simple (appliqué dans quelques rares industries, chez nous, plus fréquemment aux Etats-Unis) de pallier aux méfaits du salariat.

Le vrai remède est évidemment que la mère ne travaille qu'à la mesure de ses forces et seulement en dehors du temps qu'elle doit consacrer à son enfant, non seulement dans son intérêt mais dans celui de la race. Voilà la loi naturelle; il est bon de signaler combien s'en écarte la loi sociale.

Drs A. M. et E. D.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Mon cher Grave,

Voulez-vous insérer ces lignes répondant à l'appel que nous fait Pindy dans la lettre qu'il vous adresse à la date du 20 février.

J'ai milité avec Pindy sous l'empire, ensemble nous avons été de l'Internationale, et de même combattants de la Commune; jamais ses actes ou ses paroles ne m'ont donné droit au moindre soupçon; jamais d'autre part je n'ai entendu l'un des nôtres formuler les accusations que porte contre lui Dacosta.

Comme Pindy, venu du monde du travail, et lui appartenant toujours, aucune raison, soit d'ordre politique, économique ou social, m'étant apparu pour justifier notre changement d'opinion d'antan, nous l'avons conservée intacte; si elle a varié c'est que nous avons tâché de la faire évoluer vers un ordre humain supérieur. Certains, dont

l'éducation et les conditions sociales relèvent de l'ordre capitaliste, et qui n'ont pas à observer si spontanément que nous, les phénomènes qui intéressent la vie prolétarienne, qui s'étaient mêlés au mouvement populaire de 1871, ont mis les principes au rancart et se sont dépêchés d'évoluer à reculons vers les milieux d'où ils s'étaient sortis un instant; puis déguisés soit en législateur, soit en fonctionnaire de la Commune ou de l'Etat, ou même en journaliste, flanqués de nouveaux sophistiqueurs, endormeurs d'énergie, et empêcheurs du développement cérébral vers l'idée, en sont venus à crier à tue-tête au monde du travail? Des réformes : nous allons vous en apporter, les voilà, elles arrivent. Oui mais... elles n'arrivent jamais; pas moins le peuple ahuri par leurs déclamations patauge. Ce qui vient incontestablement et insensiblement ce qui est d'ailleurs dans l'ordre naturel du développement du capitalisme, c'est la nouvelle féodalité qui par concentration parque de plus en plus le travail dans les bagnes industriels, commerciaux, de transports, financiers (etc.), assujettissant l'homme, en faisant un esclave moderne. Que ces grands révolutionnaires d'alors ne veuillent pas, pour des considérations qu'il nous répugne de dire, voir l'état de situation tel qu'il est, c'est leur affaire, l'avenir les jugera; mais qu'ils évitent au moins de commettre des infamies vis-à-vis de ceux qui ont un passé honnête, et en restent dignes.

Une poignée de main,

CHARBONNAUD.

CONVOCATIONS

L'Education libre du IIIe, 26, rue Chapon. — Ouvert tous les mercredis, de 8 heures à 10 heures du soir; le dimanche, de 9 heures à midi.

Soirée artistique, organisée au profit de *La Revue Communiste*, le dimanche 20 mars 1904, à 8 h. 1/2, salle de la Fraternelle, 45, rue de Saintonge. Conférence de Paul Robin : Procréation et Communisme. Intermède. Entrée : 50 centimes.

Anniversaire de la Commune. — Grand Meeting International, le 19 mars 1904, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison commune, 45, rue de Saintonge. Différents orateurs parleront en français, polonais, allemand, jargon juif, espagnol.

Action Théâtrale. — Le dimanche 20 mars, à 8 h. 1/2, grande soirée littéraire, musicale et théâtrale, à l'*Union Mouffetard*, 76, rue Mouffetard. Violonistes, mandolinistes, chorale. Chants et poésies. *Les Souliers*, pièce en 1 acte de Lucien Descaves.

La Coopérative Communiste. — Jeudi 24 mars, à 9 heures soir, réunion des adhérents. Causerie par un camarade.

Causeries Populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 23 mars, à 8 h. 1/2, causerie par Victor Basch, professeur à l'Université de Rennes, sur les Idéologues.

Causeries Populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Vendredi 18 mars, à 9 heures, cours d'espagnol.

Théâtre du Peuple, à 8 h. 1/2 : *Les Remplaçantes*. — *Lidoire*.

L'Education Sociale, rue Jules Jouy. — Samedi 19, à 8 h. 1/2. Soirée musicale et littéraire : L'œuvre d'Eugène Manuel : *Les Ouvriers*. Poésies, chant, précédés d'une causerie de M. Cahen, professeur au lycée Louis-le-Grand. — Mardi 22, à 8 h. 1/2. M. Rauh, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure : Autorité et liberté. — Jeudi 24, à 3 h. 1/2. M. Weulersse, agrégé de l'Université : Le Japon (projections). — Samedi 26, à 8 h. 1/2. M. Painlevé, de l'Institut : Réflexions d'un homme de sciences sur le problème social.

Bibliothèque communiste du XIXe arrondissement et restaurant coopératif La Famille Nouvelle. — A l'occasion de l'anniversaire de la Commune, grande soirée-concert samedi 19 mars, à 9 h. 1/2 très précises, salle de la Famille Nouvelle, 173, boulevard de la Villette. Conférence par Albin Villeval : « Les Erreurs de la Commune. » — Entrée gratuite.

Vendredi, 18 mars, salle Jules, 6, boulevard Magenta, causerie par G. L'Endehors sur : *Ces Messieurs*, de G. Ancey. — Vendredi 25 mars, conférence par Poullat sur : « La Grève des ventres et ses conséquences. »

SAINT-DENIS. — La Raison, 15, rue de la Boulangerie. — Vendredi 18 mars : L'Historique de la commune, par Le Grandais.

BÉZIERS. — Tous les dimanches, réunion à l'apéritif et le soir au 1er étage du café Chalbert (ancien café Senaux), place de la République.

GRENOBLE. — Groupe Libertaire. — Soirée familiale privée le samedi 19 mars à 8 h. 1/2 précises. Chants, récitation, monologues, causerie par un camarade sur le Mouvement communiste de 1871.

MARSEILLE. — Milieu-Libre de Provence. — Dimanche 20 mars, à 5 heures du soir, réunion. A 9 heures, soirée familiale suivie du tirage de la tombola.

Les camarades qui ont encore des billets de tombola à régler, sont priés de le faire à la réunion de 5 heures. Si on nous retourne des billets après cette réunion, nous ne pourrons pas les reprendre.

Groupe Les Conscients. — Samedi 19 mars à 9 heures du soir, grande salle du café Trianon, 12, boulevard de Reux, 34e anniversaire de la Révolution du 18 mars 1871 : Causerie sur la Commune. Concert social.

ROUBAIX. — Dimanche 20 mars 1904, à 6 heures précises du soir, salle du *Palais du Travail*, rue du Pile, 8, grande fête sociale, à l'occasion du 33e anniversaire de la Commune. Chants, monologues, etc. par des artistes distingués; *La Lutte*, drame social en 3 actes. Allocution par le camarade Henri. *Les Boulingrin*, de G. Courteline.

A 9 heures, grand bal.

Prix d'entrée : 20 centimes.

OU EN EST L'ÉDITION ?

Divers camarades, en m'envoyant leur adhésion, me demandent où en est le volume sur la *Religion ?*

Je n'abandonne pas l'idée; mais, il me reste 2.500 francs à payer sur les deux premiers qu'il faut que je liquide, avant de mettre le 3e volume en train.

La meilleure façon de hâter l'apparition de ce volume, c'est de nous aider à placer les deux premiers, déjà parus :

Guerre-Militarisme, *Patriotisme-Colonisation*, contenant des extraits d'ouvrages de près de 300 écrivains, tant anciens que modernes.

L'édition illustrée sera laissée à 7 fr. 25, rendue en gare. Par la poste, 7 fr. 60.

L'édition ordinaire, à titre de propagande, sera laissée à 2 fr. 50 franco.

Il a été fait un tirage à part des illustrations.

Guerre-Militarisme, contient 10 dessins signés : Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet Lefevre, Luce, Signac, Steinlen, Vallotton, Willaume. Gravure sur bois de Berger.

Patriotisme-Colonisation : 10 dessins signés : Agar, Angrand, Couturier, Cross, Hermann-Paul, Francis Jourdain, Willaume. Gravure sur bois de Berger.

Chaque série, 5 fr. — Sur Chine, 10 fr.

La *Bibliothèque des chemins de fer* vient de nous rendre les invendus de *Patriotisme-Colonisation*, édition ordinaire. Pour faire de l'argent, je laisserai les défraîchis à 1 fr. 50, l'exemplaire franco.

2 fr. 60, en gare, pour ceux qui prendront *Guerre-Militarisme* avec.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

Cotisations mensuelles.

130e Dr Z., 2 fr. — 131e L. et F., à Saint-Louis, 10 fr. — Total : 12 fr.

Listes précédentes : 311 fr. 20.

Sommes souscrites à ce jour : 323 fr. 20.

Sommes à verser ou versées en une seule fois :

Sif, 10 fr. — Vulgus, 2 fr. — M. N., 10 fr. — Pichoux, versé par an 10 fr. — W., 5 fr. — P. R., 50 fr. — Les camarades de Saleux, 2me vers. trimestriel, 5 fr. 50. — Groupe d'Amiens, 1 fr. 50. — G. H. d'Amiens, 1 fr. 50. — C. L., 20 fr. — R., à Guérigny, 1 fr. 50. — Séverin, 1 fr. — P. P., à Montreuil, par ω., 5 fr. — F. S., à Roubaix, 1 fr. — Total : 124 fr.

Listes précédentes : 527 fr. 30.

A ce jour : 651 fr. 30.

A ce jour, les souscriptions ou promesses de souscriptions atteignent 441 fr. 70 par mois. — Le nouveau format, avec les déficits antérieurs, exige exactement 125 fr. par numéro, 500 fr. par mois.

Des camarades nous demandent si la transformation a eu des résultats appréciables sur la vente. Pour la province, nous n'avons pas encore de résultats. En tout cas, il n'y a pas eu d'augmentation dans les demandes.

A Paris, après avoir augmenté de 200 la première semaine, nous retombons, au troisième numéro, au plus bas chiffre d'avant. Cela n'implique pas que l'on se soit beaucoup remué pour faire connaître le journal autour de soi.

Je l'ai dit, j'en ai assez de traîner un mort. Mais je dois aux camarades, qui ont répondu à ce dernier appel, de tout tenter et d'aller jusqu'au bout.

Je prélève sur la souscription de quoi faire tirer une affiche. Elle se sera dans huit jours au plus tard. Nous en ferons afficher 2 ou 300 à Paris. Nous comptons sur le concours de tous, pour qu'elle soit placardée un peu partout. Mais l'état de la souscription ne permet pas de faire les frais du timbre, qui sera de 0 fr. 18; à ceux qui voudront l'afficher dans leur localité ou leur quartier, il sera envoyé autant d'exemplaires qu'ils nous enverront de 0 fr. 18.

Nous faisons un tirage à part pour les collectionneurs au prix de 2 fr. 25 l'exemplaire.

PROPAGANDE

En dehors de nos collections nécessaires, nous avons des années, 5, 6 et 7 complètes que, à titre de propagande, nous laissons à 5 fr. franco, en gare. Il n'y en a qu'un petit nombre. Ce serait un cadeau à faire aux Bibliothèques de syndicats ou d'U. P.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Malfaiteurs, par J. Grave, franco.	2 75
Autour d'une vie, par Kropotkine.	3 10
Les Aventures de Nono, par J. Grave.	2 75
La Colonne, par L. Descaves.	2 75
Souvenirs d'un révolutionnaire, par G. Lefrançais.	3 20
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus.	2 75
L'Inévitable révolution, par un proscrit.	2 75
Les Primitifs, par Elie Reclus.	4 »
Les affaires sont les affaires, par O. Mirbeau.	3 »

PETITE CORRESPONDANCE

E. D., à Tournai. — Abonnements servis.

J. L. O., à Venzolasca. — *La Réforme alimentaire*, 126, rue de la Loi, Bruxelles. Pour traiter du végétarisme en connaissance de cause, il faudrait avoir un bon fonds de physiologie et de chimie. Et puis, il y a des questions plus pressantes.

E. J., à Daumazan. — L'abonnement sera servi.

N. S., à Choumla. — Non, pas encore paru en français.

O. P., à Tourcoing. — Nous pouvons vous le fournir à 2 fr. 75 franco.

J. B. G. — Vers trop imparfaits. Un camarade portugais. Vers pas mauvais, mais pas assez saillants.

A. V. — Une telle chose doit plutôt être prise avec ironie. Ce Monsieur, après tout, a l'avantage d'être franc. Combien de soi-disant critiques dans les journaux opèrent de même, mais d'une façon plus hypocrite!

H. B., à Avignon. — Les « Journaux pour tous », 17, rue Cujas. — Merci de l'adresse.

F., à Roubaix. — D'un petit intérêt, et nous sommes débordés de copie.

V. M., place G. — Nous avons réexpédié le numéro. Votre fiche est bien dans le service.

G., à Troyes. — Tout reçu.

P., à Beauvais. — Reçu 36 exemplaires de T. Reçu mandat.

Marseille. — Reçu les journaux. — Dans l'un des articles, l'auteur y joue trop de la réclame pour lui-même. — Dans l'autre, il y a mieux à dire.

Reçu pour Sanlaville : M., à Orléans, 0 fr. 50. — B., 5 fr. — C., 1 fr. 05. — B., à Paris. — S. D., à Lyon, 5 francs. — En tout, 13 fr. 55.

Reçu pour le journal : Collecte par Girault, pour les 3 journaux, à Saint-Etienne, 9 fr. 80; à Lyon, 12 francs; pour chaque journal, 6 fr. 60. — MM., 2 fr. — L. de N., à Lisbonne, 4 fr. — C. M., au Havre, 5 fr. — L. C., 1 fr. — E., à Daumazan. — P. S., à Pleven, 12 francs. — Anonyme, 3 fr. — M., à Neuilly, 2 fr. — Merci à tous.

V., à Laos. — A. P., à Beauvais. — K., à Lausanne. — « Quatre chercheurs de vérité ». — T., à Chaumont. A. A., à Willock. — M., à Orléans. — P., à Saint-Raphaël. — L., à Liège. — C. C., au Havre. — C. M., à Marseille. — B., à Mouscron. — M. O. J., à Saint-Maur. — P., à Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 48 DIX CENTIMES DU 26 MARS AU 1er AVRIL 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

VICTOIRE?... PROGRÈS?...

La Chambre a décidé la suppression définitive de l'enseignement congréganiste. Dorénavant, tous gens portant froc, ou ayant prononcé un de ces vœux contre nature, formulés vœux de pauvreté et de chasteté, seront, suivant la loi, privés de contagionner les jeunes mentalités de nos enfants, de leur anomalique conception de la vie.

Est-ce une victoire? Est-ce un progrès?

En apparence, oui; en réalité, non.

Il pourrait paraître, en effet, un progrès, de n'avoir plus à redouter pour les jeunes générations cette influence éducative et didactique d'une fausse vision inculquée des réalités, résultant d'une interprétation antiscientifique — créationniste et catastrophique — de l'origine et de la succession des phénomènes.

La croyance en une intervention — primitive et continuée — d'une Providence, dans la détermination des faits, entraîne forcément, dans l'appréciation de toute chose, une aberration d'optique fatale, conséquence d'un point de départ erroné. Toute la mentalité s'en ressent, et, partant, l'action didactique, absorption directe, imprégnation profonde de cette mentalité de l'éducateur par l'élève.

Tout homme qui croit en un Dieu actif, créateur ou dispensateur des choses de l'univers a, nécessairement, sous peine d'illogisme, l'intellect faussé en son principe, et toute notion, toute conception ultérieures découlant de ce principe fondamental, toute appréciation même, se ressentent obligatoirement de ce vice originel.

Il semblerait donc qu'on pût à bon droit se réjouir de voir soustraire les jeunes cerveaux à l'influence d'éducateurs à l'intellect ainsi dévoyé.

Mais une simple prohibition légale sera-t-elle efficace pour l'accomplissement de cette œuvre de préservation? Est-il désormais certain que les générations nouvelles seront à l'abri de cette contamination théiste et de ses conséquences si funestes à l'équilibre général de la raison?

C'est fort douteux. Et cela pour deux raisons.

D'abord les gens d'église ne sont jamais pris sans vert. Ils en ont vu bien d'autres et sont toujours retombés sur leurs pieds. Les congrégations enseignantes sont dissoutes? De par la loi leur est retiré le droit d'emprise et de pétrissement à merci de la jeunesse?

Qu'à cela ne tienne! Les congrégations n'enseigneront plus...

Mais les individualités qui les composent, survivant, eux, à leurs communautés défuntes, qui donc les empêchera de continuer à exercer — non plus en qualité de congréganistes, oh! non, mais comme simples particuliers, au même titre que vous et moi — leur action néfaste sur les mentalités en formation?

La loi, dira-t-on, a prévu le cas et leur impose un délai.

Que sont quelques mois d'interruption dans l'action séculaire de l'Eglise?

Et puis, les congréganistes sont-ils donc les seuls éducateurs, je ne dis pas même théistes et religieux, mais pénétrés de l'esprit clérical et disposés à l'infuser dans les esprits? Et leurs coreligionnaires ensoutanés ou non, prêtres officiels ou cléricaux laïques? Et l'œuvre de déformation intellectuelle interdite aux premiers ne sera-t-elle pas poursuivie, et librement, que dis-je? avec l'approbation et presque sous la protection du pouvoir prétendu impie et persécuteur de la religion?

A quoi donc se réduit cette grande victoire du pouvoir « laïque » sur la « Congrégation »?

A l'éloignement momentané de l'enseignement de quelques hommes, que d'autres également malfaisants, suppléeront pendant la durée de leur temps d'ostracisme...

∴

Ce n'est point les congréganistes qu'il fallait attaquer. Ce n'eût pas été non plus leurs amis et coreligionnaires, les prêtres séculiers et les cléricaux laïques. C'est l'esprit religieux qu'il importait de bannir de l'enseignement, et par « esprit religieux » j'entends cet esprit dogmatique qui caractérise les religions, qui en est l'essence, l'indispensable soutien.

Le dogme, corollaire obligé de la révélation d'où toute religion se prétend issue, le dogme qui s'impose tyranniquement à la raison dont il prohibe — qu'elle soit satisfaite ou non — toute investigation, toute recherche d'éclaircissement, tel est le vice fondamental de l'enseignement religieux, l'élément de démoralisation profonde qui tue l'initiative, l'indépendance intellectuelles, qui fait les esprits veules, moutonniers, crédules et tardigrades, parce qu'il les atrophie, les engourdit, les stupéfie par l'inactivité aveuglément confiante à laquelle il les condamne.

Le dogme, c'est le poison mortel que distille en les âmes tout enseignement religieux, et c'est lui qu'il fallait atteindre pour faire œuvre de progrès, pour qu'il pût être question de victoire.

Mais l'enseignement laïque n'exclut pas le dogme. S'il écarte certains d'entre ceux qui sont le fond de l'enseignement religieux, il en est d'autres qui sont communs aux deux enseignements, il en est aussi qui lui sont propres.

Des méthodes d'enseignement élaborées par des gens qui professent un culte pour ainsi dire religieux, pour l'autorité de l'homme sur l'homme, qui n'ont de la société, de la famille, de toute association ou de tout groupe d'êtres humains qu'une conception hiérarchique, de telles méthodes sont forcément entachées de dogmatisme, en raison même de l'état d'esprit de ceux qui les ont conçues.

La substitution d'un dogme à un autre dogme n'est pas un progrès. Et c'est là cependant ce que signifie la « victoire » de l'autre jour. L'Etat laïque n'enseigne pas le dogme de la transsubstantiation, ni celui de l'eucharistie, ni encore celui de l'Immaculée conception ou de l'infaillibilité du pape; mais il enseigne le dogme de la hiérarchie sociale et familiale, il enseigne le dogme de la Patrie, celui de la Nation souveraine, les dogmes de l'Autorité et de la Propriété intangibles — inviolables et sacrés, suivant les termes de la Déclaration des droits de l'homme, ce nouvel évangile, — et en vertu de ces dogmes, il enseigne l'esprit de soumission aveugle, d'obéissance passive, il prône, comme vertus, l'abdication de sa propre volonté, le sacrifice de soi-même en faveur d'un principe d'autorité qui ne diffère que par son appellation de l'ancienne et tant honnie raison d'Etat.

Non certes! l'élimination des dogmes congréganistes par les dogmes « blocards » n'est pas un progrès. Sans parler du spiritualisme de M. Combes, j'en prends pour preuve l'œuvre didactique même de ceux qui forment l'avant-garde des propagateurs de l'esprit nouveau, apôtres pacifistes, traditionalistes de la Révolution française.

Dans leur *Manuel de morale* — le meilleur, peut-être, qui ait été fait jusqu'ici — MM. Aulard et A. Bayet écrivent : « Un enfant raisonnable obéit tout de suite et sans discuter. »

Tout en rendant justice à la bonne volonté de mieux faire qui se traduit dans l'ouvrage de MM. Aulard et A. Bayet, je ne puis considérer comme un progrès, dont il y ait lieu de se réjouir, la substitution à l'enseignement congréganiste d'un enseignement laïque imbu de l'es-

prit dogmatique et autoritaire qu'une telle phrase révèle.

Il n'y a pas progrès à éliminer l'autorité divine si l'on maintient — surtout à ce point — l'autorité humaine. Il n'y a pas progrès à ne plus interdire à l'enfant d'exercer sa raison en discutant les lois de l'Eglise, si on lui représente, d'autre part, qu'il ne sera *raisonnable* qu'à la condition de ne pas *raisonner*.

Le progrès consiste, au contraire, à l'inciter à développer sa raison par l'exercice continu et en toute occasion de la faculté qui distingue l'homme de la brute. Le progrès consiste à remplacer la conception hiérarchique et autoritaire de la société et de la famille entraînant des devoirs d'obéissance aveugle et l'étouffement de la personnalité, facteurs d'hypocrisie et de mensonge, par une conception des rapports entre humains, basés sur la persuasion mutuelle, le respect réciproque de la liberté de chacun, s'exerçant égalitairement, spontanément et de l'exercice desquels découleront tout naturellement la confiance et l'esprit de solidarité.

Mais tant que les hommes croiront nécessaire qu'existe entre eux un principe d'autorité, ils ne voudront, ils ne pourront consentir à inculquer, à ceux dont ils peuvent avoir à être les maîtres un jour, l'esprit de libre discussion, de libre critique et le mépris de toute hiérarchie.

Le leur demander ce serait leur demander le suicide.

André Girard.

CARNET D'UN PACIFISTE

On devait, à propos de cette guerre, nous resservir le *péril jaune* et on nous le sert copieusement. Certaines formules semblent faites pour que la bêtise humaine s'y niche et s'y dorlote. Non pas que ces mots ne puissent correspondre à un ensemble de faits exacts et d'idées justes. D'une façon générale, la seule coexistence de deux races aussi puissantes par le nombre et aussi différentes que la blanche et la jaune, de deux races à civilisation aussi inégale, est grosse de dangers et de surprises sans nombre. Il y a là deux régions à pressions différentes et comme cela arrive dans l'ordre climatérique, cette inégalité de pression peut déterminer des courants d'une extrême violence et par là de vraies catastrophes.

Mais ce qui est insensé, fantastique, c'est la façon dont on joue, aujourd'hui, de ce péril, la façon dont les journalistes dans la presse, les économistes distingués dans leurs revues et leurs conférences, présentent au public cette question si grave.

On lit par exemple dans le *Rappel* (M. Ch. Bos) :

> Tous les blancs d'Europe et d'Amérique doivent souhaiter l'écrasement du Japon. Supposez le contraire et voyez ce que nous aurions tous à craindre si la Russie était battue, le Japon militarisant cinq cent millions de Chinois. L'Europe aurait à supporter une nouvelle invasion des Huns. Fort heureusement il y a la Russie.

Ces cinq cent millions de Chinois, partant à la conquête de l'Occident avec les Japonais pour caporaux, sont une trouvaille. Il y a quelques jours Elisée Reclus, à qui le *Matin* avait demandé son opinion sur ce conflit de races, écrivait qu'après avoir étudié la question durant des années, il n'osait pas encore répondre. M. Charles Bos ne connaît pas ces scrupules et il doit trouver que ce géographe fait bien des manières.

Je ne sais pas si le Japon parviendrait jamais à militariser cinq cent millions d'hommes, non plus si cette idée baroque lui viendra quelque jour et si, le cas échéant, les braves Asiatiques que M. Ch. Bos met ainsi en route dans ses combinaisons à la Homais, se laisseraient faire. Ce que l'on sait des Chinois jusqu'ici et de leur peu d'enthousiasme pour l'étranger, semble indiquer plutôt qu'ils ne se décideraient pas volontiers à ce voyage d'agrément. Mais de quelque façon que les choses se passent, quelles que soient l'étendue, la nature des représailles — trop justifiées — que les Chinois puissent songer un jour à exercer contre les « diables blancs », on peut affirmer du moins que l'affaire doit être envisagée d'une façon beaucoup moins simpliste.

Et le moyen de conjurer ce péril, lui non plus, n'est pas aussi simple que se l'imaginent nos profonds politiques. La Russie, même victorieuse, ne possède pas plus ce moyen que ne le possèdent les autres puissances d'Europe et d'Amérique avec leurs habitudes de violence et de mépris pour les races dites inférieures, ces habitudes ont créé le péril jaune, dans la mesure où il existe. Elles ne sauraient nous en débarrasser. Représenter la Russie actuelle comme la gardienne, la protectrice de la civilisation occidentale, contre une soi-disant barbarie jaune est une de ces âneries comme notre presse en répand chaque matin à profusion. La victoire de la Russie, en la rendant plus arrogante, en encourageant ses appétits et en produisant le même effet, par contre-coup, en d'autres pays, ne ferait qu'aggraver le mal. Elle n'est donc pas à souhaiter.

Qu'il s'agisse d'organisation sociale ou de contact entre les races, la société bourgeoise, par son esprit de violence et de convoitise effrénée, a partout semé la haine. Par leur souci de faire produire en toutes choses, le maximum de rendement financier immédiat, de faire suer de l'or sans se préoccuper des suites, par leur pratique constante de l' « après nous le déluge », les bourgeois ont accumulé en chaque domaine les difficultés. Comme l'alcoolisme, la tuberculose, etc..., le péril jaune est un des embarras que la bourgeoisie lègue à ceux qui doivent venir ensuite. La solution de cette difficulté et des autres appartient à la société socialiste de demain. Lorsque le féroce individualisme qui est comme la loi de la société bourgeoise, aura fait place aux préoccupations plus nobles et plus saines d'un ordre social solidaire, il y aura aussi plus de modération, de justice et de sagesse dans nos relations avec les hommes des autres races.

Il faut souhaiter seulement que sur ce point comme sur d'autres, de terribles catastrophes ne se produisent pas avant que ces principes nouveaux aient eu le temps de s'affirmer et de se traduire par des faits.

∴

5 mars. — Les Coréens se remuent, paraît-il. On parle d'attentats à la dynamite, et aux précautions que prennent les Japonais, il ne semble pas se trouver là beaucoup plus en sûreté que les Russes. Russes et Japonais doivent d'ailleurs trouver çà de fort mauvais goût. Les habitants de ce pays devraient se montrer fort honorés que deux grandes nations aient choisi leur territoire pour se ficher des piles. Ceux-là du moins, on ne peut guère leur reprocher l'emploi de la violence et s'ils étaient de taille à flanquer dehors les intrus venant se disputer, chez eux, le droit de leur donner des ordres, il n'y aurait qu'à applaudir.

∴

6 mars. — Dès qu'il y a quelque part une flaque de sang on entend de tous côtés des gens renifler avec amour. Ah ! que ça sent bon. Si on pouvait en être tout de même, agrandir un peu le carnage. *On !* c'est-à-dire notre pays, car ceux qui pensent ainsi, d'ordinaire, sont à l'abri des mauvais coups.

Depuis le début de cette guerre, un certain nombre d'hommes, chez nous, n'ont plus qu'une pensée. Comment faire, pour avoir au moins l'illusion de s'en mêler ? Puisque nous ne pouvons pas faire sauter de bateaux, demandons qu'on en construise, ce sera toujours ça. Et le Ministre de la marine traîne après lui une meute aboyante. Le pauvre homme ne sait à qui entendre. L'un veut des cuirassés, l'autre des croiseurs, celui-là des submersibles. Ecoutons le plus enragé :

> On devait mettre six contre-torpilleurs en chantier en 1903. On n'en a mis que quatre ! Quant aux vingt-quatre torpilleurs, les marchés n'ont été signés qu'en février 1904. De même pour les submersibles, M. Pelletan a arrêté la construction de onze de ces engins. (Ah ! le monstre). A Bizerte, le bassin de radoub n'est pas achevé, les pompes d'épuisement ne sont pas commandées, les ateliers à métaux n'existent pas ; le déboulonnement du pont, qui était prévu au budget de 1903, n'a été ordonné qu'il y a deux jours. Les crédits de 1903 pour les défenses de la Corse ont été inutilisés, etc...

Le déboulonnement du pont, citoyens ! Nous qui dormions encore ! Et tout ce monde gesticule, s'exalte, récrimine, prononce des blâmes, réclame des enquêtes, exige des garanties.

∴

8 mars. — On vient de choisir comme chef d'état-major de l'amiral Alexeïeff, disent les dépêches, un officier plein de savoir faire. Sa nomination est motivée en grande partie par ce fait qu'il saura jouer le rôle de « tampon » entre l'amiral Alexeïeff et le général Kouropatkine. Il s'agit, en effet, d'éviter des relations trop directes, puisqu'il existe entre les deux hommes une certaine jalousie professionnelle. » En bon russe, ces deux gaillards vont se desservir, se jouer mille tours, se faire valoir chacun aux dépens de l'autre, sans se soucier le moins du monde des milliers de vies humaines qui leur sont confiées. A la guerre, comme ailleurs, c'est assez l'habitude des chefs. Mais que penses-tu de ce patriotisme-là, toi, bon populo ?

∴

14 mars. — Comment on fait et *refait* l'opinion publique :

Vendredi : Il a été *décidé* aujourd'hui que le départ du général Kouropatkine *donnerait lieu* à une grande manifestation populaire. (*Les journaux*).

Samedi (*mêmes journaux*) : Cette cérémonie a été d'autant plus touchante qu'elle a été d'une simplicité familiale et d'une *spontanéité* absolue.

∴

15 mars. — Plus d'un guerrier en chambre a dû trouver, cette fois, que ça valait la peine. Les derniers bombardements et combats de Port-Arthur, ont été, en effet, plus sérieux que de coutume. Un certain nombre d'êtres humains ont été convenablement écrabouillés ou noyés selon les règles. L'un de ceux qui furent seulement endommagés n'a pas moins « de cent soixante-cinq blessures causées par des particules de fer que l'on recherche par les rayons X. »

> « Nos navires, dit le rapport japonais vinrent presque en contact avec les navires ennemis qui furent sérieusement endommagés par notre feu. L'un d'eux eut ses chaudières atteintes et on en observe un autre en feu. Nos équipages pouvaient même entendre les cris de douleurs des Russes. »

Les Japonais semblent très fiers de ces cris de douleur.

Charles Albert.

DU " RÉVOLTÉ "

AUX

" TEMPS NOUVEAUX " [1]

Sorti de Clairvaux, je m'occupai de faire reparaître le journal.

Quelques jours après mon arrivée, j'avais bien reçu les avances d'un Monsieur qui me disait mettre à ma disposition 60.000 francs, pour faire un journal. Mais les pourparlers ne durèrent pas longtemps. Après lui avoir exposé quelques conditions sur la ligne de conduite à suivre, il oublia de donner de ses nouvelles.

Entre temps, j'avais vu et écrit à divers camarades qui s'occupèrent de récolter autour d'eux quelque argent.

Pendant ma détention, il était arrivé de Buenos-Ayres un chèque de 300 francs. Je touchais mes droits d'auteur de la *Société Mourante*: 400 francs. Avec ce que récoltèrent les camarades, j'avais un peu plus de mille francs quand, le 5 mai 1895, je lançais le premier numéro des *Temps Nouveaux*.

J'avais bien pensé à reprendre le titre du *Révolté* ou de la *Révolte*. Mais ne voulant pas faire un journal pour les seuls initiés, il fallait voir l'accueil que nous feraient les librairies, et ne pas les effrayer par notre titre, les lois scélérates existant toujours.

D'autre part, tant que les idées n'étaient défendues que par un petit noyau d'individus, tant qu'elles avaient pu se résumer en un petit nombre de points, pour plus d'homogénéité, pour faire balle, les articles n'avaient pas été signés, ce qui nous forçait, à n'accepter que des articles très homogènes, et aboutissant tous aux mêmes conclusions.

L'idée, maintenant, avait fait son trou, et s'était élargie. Tout en conservant une ligne de conduite nette et bien définie, nous pouvions ouvrir le journal aux divergences de détails; mais alors, il fallait en arriver à la signature les articles, afin que chacun n'eût la responsabilité que de ce qu'il avait écrit. C'était donc, en somme, un nouveau journal qui s'annonçait. Après avoir bien cherché, ce fut encore Reclus qui proposa celui de *Temps Nouveaux*, d'après le titre d'une conférence de Kropotkine que nous avions publiée en brochure, du temps de la *Révolte*.

Une après-midi, partant non pour la Syrie, mais pour corriger le premier numéro, la concierge me remit une lettre dans laquelle on me disait « qu'une personne désirait me voir, et que de cet entretien il en résulterait quelque chose d'heureux pour la propagande des idées que je défendais ». La lettre était signée Dembourg.

Jusque-là, il n'était jamais tombé de grosse somme dans notre caisse, mais cette lettre me sembla fleurer quelques billets de mille. Pour ne pas perdre de temps, je filais directement au bureau de poste pour répondre plus vite.

« Quelqu'un qui voulait me voir à cause des idées », c'était un camarade sans façons. Je lui indiquai les jours et les heures où il pourrait me trouver, et je filais à l'imprimerie.

La réponse qui m'arriva m'apprit que la signataire de la lettre précédente était une dame qui, « par son âge et sa situation méritait respects et égards; qu'étant infirme, c'était à moi de me déranger et d'aller la trouver ».

Si la lettre s'en était tenue là, il n'y avait pas de quoi me formaliser, je serais allé trouver cette dame, mais il y régnait un tel ton supérieur de protection, que je répondis que si on m'avait prévenu des raisons qui empêchaient Mme Dembourg de se déranger, je me serais fait un plaisir d'aller la voir, mais que, devant le ton légèrement arrogant de la nouvelle lettre, n'ayant rien à dire à Mme Dembourg, il était inutile que cette dame m'attendît.

Quelques jours après, Rochefort était appelé chez Mme Dembourg et en recevait cent mille francs pour la *Verrerie ouvrière*.

Faut-il regretter la somme que Mme Dembourg aurait pu verser pour la propagande? — car j'ignore si elle m'aurait confié les cent mille francs, — je ne le crois pas; au ton de sa lettre, elle devait aimer à jouer à la protectrice, et il est fort probable, si je m'étais rendu à son appel, que nous ne nous serions pas entendus davantage.

Enfin, parut notre premier numéro. Grâce à quelques amis, la presse bourgeoise avait annoncé notre apparition. J'avais obtenu promesse de collaboration d'une foule d'écrivains. Nos premiers numéros connurent des tirages de 18.000!

Mais la curiosité une fois tombée, un peu aussi la défection des nouveaux collaborateurs, dont aucun ne nous envoya d'article, les promesses étant sans doute plus difficiles à tenir qu'à faire, nous en revînmes tout doucement à notre tirage de 7000, que nous avions à la disparition de la *Révolte*, et dans lequel il semble que nous soyions embourbés.

Je ne voudrais pas terminer sans quelques réflexions que me suggère tant ce petit retour vers le passé, qu'une phrase de Kropotkine racontant avec quelles maigres ressources fut fondé le *Révolté*.

« J'ai remarqué », dit-il, que ce n'est pas tant l'argent qui manque aux partis avancés que les hommes. Tant qu'il y a des hommes qui persévèrent, l'argent vient ».

Cela est vrai jusqu'à un certain point, mais à quel prix? et c'est bien trop optimiste ainsi formulé.

Ce n'est vrai qu'autant que les besoins de la propagande sont restreints et qu'elle se meut dans un petit cercle de camarades, comme au moment dont parle Kropotkine, début d'un mouvement, où il n'y a que des camarades sincères et vraiment convaincus, se connaissant à peu près tous; tous sachant que chacun est prêt aux sacrifices dont il est capable lui-même, chacun, du reste, s'employant à récolter ce qu'il peut autour de lui.

Lorsque le cercle s'agrandit, les besoins deviennent plus grands, mais les relations sont moins serrées; il est impossible que tous se connaissent; la qualité des adhérents ne suit pas toujours la quantité : quelques-uns cherchent à exploiter la situation, la méfiance prend la place de l'enthousiasme, et on s'intéresse moins aux choses auxquelles on ne participe pas directement. Et, finalement, on finit par ne s'intéresser à aucune œuvre de propagande, parce qu'on ne les voit plus que de très loin.

Evidemment, notre journal n'a tenu que grâce aux concours qui lui sont venus de toutes parts, aux bonnes volontés qui se sont toujours rencontrées. Et, le plus souvent, chez les moins favorisés. Car, à part deux ou trois occasions, où l'aubaine qui tombait dans notre caisse, atteignait ou dépassait le billet de mille, on peut dire que c'est surtout sou à sou que l'argent recueilli pour le faire vivre a été recueilli.

Je n'ai pas conservé les comptes de la *Révolte*, mais j'ai, là, ceux depuis le premier numéro des *Temps Nouveaux*. La somme dépensée, — recueillie, par conséquent, — s'élève à 200 000 fr.! La dépense annuelle moyenne a dépassé 22.000 fr.!

Avec cela, nous avons lancé 3 millions, 741 mille exemplaires environ de notre journal. Le chiffre d'exemplaires de nos brochures, dépasse le million. Les placards et brochures à distribuer un million et demi. C'est certainement quelque chose. Mais qu'est-ce que cela, quand on pense à ce qui est à faire, à tout ce qui pourrait se faire, si ceux qui prétendent marcher avec nous, voulaient penser, de temps à autre, qu'il y a une propagande qui reste stagnante faute d'argent?

Et en avançant cela, je ne pense pas seulement à « notre » journal, à « nos » brochures. Aucun de nous, au journal, n'a jamais pensé que toute la propagande dût se concentrer dans le groupe et à ces deux seules choses, je pense à différents modes de propagande qui, à côté du journal et de la brochure, auraient leur raison d'être, et qui ne se font pas.

Peut-être, parce qu'il ne s'est pas trouvé des hommes assez imbus de cette idée, pour la mettre en marche?

Evidemment, il y a une part de vrai. Mais si les hommes s'étaient trouvés, auraient-ils réussi à ramasser l'argent nécessaire à l'œuvre? Les hommes se trouvent toujours, lorsque l'état des esprits est à point pour les susciter. Lorsqu'un mouvement ne se fait que grâce aux efforts d'un homme ou d'un groupe d'hommes, le mouvement n'est que factice, et disparait avec celui ou ceux qui l'ont suscité!

Nous avons réussi à force d'appels à maintenir le journal, parce que le journal facilite la besogne, en venant chaque semaine, frapper à la porte, rappeler sans cesse qu'il ne tiendra que si on vient à son secours, et en apportant sa part de travail.

Mais croit-on que cette lutte se mène allègrement? Il faut l'avoir menée pendant vingt ans, pour savoir ce que ça coûte de fatigue, de dégoûts, ce qu'elle a d'épuisant et de déprimant, quand, chaque semaine, il faut se mettre en chasse pour trouver les 100 fr. les 50 fr. parfois les 20 fr., qui manquent pour solder le papier ou l'imprimeur, que vous ne les trouvez pas toujours, refusés parfois par ceux qui, vous le savez pertinemment, pourraient vous les donner sans se gêner.

Et puis, on ne peut pas frapper toujours aux mêmes portes. Combien de fois, je fus sur le point de tout envoyer au diable, en lâchant mes rancœurs dans un dernier numéro. Si on repassait en revue les appels de fonds dont la plus grande partie de nos numéros ont été illustrés, on y trouverait le plus souvent, que c'est bien pour la dernière fois que je me décide à cette nouvelle tentative.

Mais, une fois, l'abattement passé, on se dit que ça serait bête de lâcher comme cela, on se réattelle à la besogne. Et puis, il faut tout dire, d'autres sentiments moins « nobles » vous incitent : l'orgueil de persister, quand même; l'idée que, chétif, on tient tête aux « maîtres », aux « puissants », le plaisir « d'embêter » les requins qui attendent votre chute avec impatience, cela vous donne du nerf pour une nouvelle étape. Mais on s'y épuise à la longue, et dans ces difficultés, on y perd le meilleur de son temps et de ses forces. De plus, c'est une situation fausse.

Pour avoir impunément la main toujours tendue, il faut que votre vie soit indépendante de l'œuvre pour laquelle vous demandez. Seulement pour faire un journal qui a de la circulation, il faut s'y donner entièrement, tous les jours, toutes les heures, et lorsqu'on a pas de rentes, si peu que l'on dépense, il faut bien le trouver et le demander à l'œuvre que vous accomplissez, lorsqu'elle remplit tout votre temps. Mais il se trouvera toujours quelqu'un, qui, le pensant ou non, vous reprochera un beau jour de vivre de la propagande! Et il y aura toujours des imbéciles pour répéter : « Mais, en

(1) Voir les Nos 45 et 47.

effet, de quoi vit-il? » On a beau mépriser ce que peuvent dire les imbéciles ou ceux qui sont payés pour déconsidérer la besogne que vous faites, n'en est pas moins une infériorité et une entrave.

Et cela se reproduit sous différentes formes. Je me rappelle. C'était du temps de la *Révolte*; un camarade que je ne connaissais pas, était venu acheter des brochures. On vint à parler de la situation du journal : « Et puis, me dit-il, s'il a tant de mal à tenir, c'est que les rédacteurs sont payés trop cher! ». Je le regardais. Ce n'était pas du persiflage, ni un reproche. Le malheureux était convaincu de ce qu'il disait. Et, le pis, cela ne le choquait pas. Que répondre? Je fus désarmé par tant de candeur : « Que voulez-vous, lui dis-je, il y en a qui ont des goûts si dispendieux. Il faut qu'ils entretiennent des danseuses à l'Opéra! »

Ma première préoccupation, dès que j'ai été au journal, ce fut de chercher à le faire vivre de sa vente, qu'il n'eût à dépendre de la bonne volonté de personne. Cela je n'ai jamais pu l'atteindre. Les dépenses ont toujours augmenté en même temps que les recettes.

C'est-à-dire, que s'il n'y avait eu que le côté commercial à envisager, on aurait pu y arriver. Il n'y avait qu'à supprimer la plus grande partie de la vente au numéro, restreindre notre tirage au chiffre d'abonnés. Mais alors, c'était sacrifier le côté propagande au côté commercial. Et comme la nécessité d'un journal n'est qu'en raison de la propagande qu'il fait, j'ai donc sacrifié le côté commercial pour étendre la propagande.

La nouvelle transformation que nous venons d'opérer, est une nouvelle tentative d'assurer la vie du journal. Réussira-t-elle? J'ai bien augmenté le tirage d'un mille, mais c'est une vente de trois mille de plus qu'il nous faut trouver; ou une augmentation de 200 abonnés. Et cela, en six mois — si les souscriptions nous permettent d'aller jusque-là — sinon nous retombons dans les difficultés budgétaires agrandies; c'est-à-dire, à l'impossibilité de tenir.

Le résultat nous dira si nous avons eu tort de compter sur la bonne volonté de ceux qui s'intéressent à la propagande que nous menons. Puisque, en définitive, ce n'est qu'aux efforts de ceux qui nous lisent, que nous avons pu mener la lutte jusqu'ici. En tout cas, c'est bien, cette fois-ci, le dernier effort.

J. GRAVE.

POUR LES TORTURÉS D'ALCALA
ET D'AILLEURS

Bonne nouvelle : les torturés d'Alcala del Valle ont, depuis peu, de nouveaux et puissants défenseurs, impatients de les voir rendus à la liberté, résolus à tout tenter pour obtenir sans délai, ce résultat. Les nombreux bourgeois espagnols établis à Cette, comme négociants, vont adresser — s'ils ne l'ont déjà fait — au gouvernement de M. Maura, une requête pour obtenir, au profit des ouvriers d'Alcala, l'*indulto*, c'est-à-dire la grâce pleine et entière.

Braves gens! Pour les décider à cet acte d'humanité, il n'a pas fallu grand'chose. Il a suffi que la Fédération des ouvriers des ports annonçât qu'elle allait boycotter les navires espagnols dans les ports français — en commençant par Cette, où ils viennent en grand nombre. « Une telle mesure — écrit de Cette au *Heraldo de Madrid* un membre « considérable » de la colonie espagnole — a causé parmi les commerçants (espagnols) établis dans cette ville, une émotion profonde. Un tel acte, outre qu'il porterait atteinte au bon renom de l'Espagne, entraînerait un arrêt, momentané sans doute, mais un arrêt du trafic maritime espagnol, *lésant des intérêts sacrés* et causant au commerce espagnol d'incalculables dommages. » C'est le désir d'éviter pareille calamité qui a inspiré la susdite requête.

Je souhaiterais que ces simples faits pussent être offerts aux méditations de tous les exploités incertains ou hésitants devant la lutte à entreprendre pour leur affranchissement; car les simples faits leur font voir, dans une merveilleuse clarté, la marche à suivre. Pas besoin de politiciens ni de leaders d'aucune espèce. Il faut seulement des travailleurs clairvoyants, fortement unis, non par une discipline de parti, mais par l'intelligence et par l'amour de la nécessaire solidarité : qu'ils coupent les vivres à leurs maîtres, aux faméliques qu'ils nourrissent bénévolement et les prétendus maîtres et dirigeants, affolés, s'exécutent. Qu'est-ce qu'ils pourraient faire d'autre? Devant la solidarité ouvrière, leur force est nulle.

M. L.

MOUVEMENT SOCIAL

Les membres d'un cercle de jeu de Montpellier, s'étaient aperçus que l'un d'entre eux, conseiller à la Cour d'appel, s'il vous plaît, les volait. Ah! bah!

Plainte au comité du cercle, plainte au ministre, enquête. Le conseiller s'est tiré un coup de revolver et s'est tué.

Alors, ceux qui jugent les autres ne sont pas plus honorables que « les autres »? Ils peuvent, comme eux, commettre des indélicatesses, des adultères, des escroqueries, mentir, tromper, friponner, tricher, voler? Parait. Oh! quelle désillusion!

⁂

Le Collège de France avait à nommer un remplaçant à défunt Emile Deschanel, à la chaire de littérature française. De l'avis de tous les professeurs, un des candidats surpassait tous les autres en capacité professionnelle : M. Brunetière. Mais c'était un clérical fini. Alors ils n'ont pu se mettre d'accord sur cette élection.

C'est très étrange. Je croyais que la liberté de conscience était une affaire entendue; il n'y paraît pas. Oui, ou non, Brunetière est-il un bon professeur de littérature française? Si oui, qu'on le nomme. Ses opinions philosophiques ne regardent que lui. A cause de sa valeur professionnelle, il doit être nommé. Autrement, il n'y a pas de liberté de conscience. Si Brunetière choque ses auditeurs trop violemment en leur exposant ses conceptions religieuses, ils en seront quitte pour le siffler, voilà tout. Mais les professeurs du Collège de France sont gens officiels, et les gens officiels craignent le tapage. Plutôt la médiocrité que le désordre.

⁂

Le *Journal officiel des Expositions* est un journal intelligent qui connaît son époque. Il ne s'embarrasse point d'un tas de chimères, il a sur le rôle de la critique d'art des idées très arrêtées, il se fait du journalisme une conception très nette, et il va droit à son but.

« Nous portons à votre connaissance », dit-il dans une circulaire adressée à chaque artiste, « que notre prochain numéro paraîtra dans la première quinzaine du mois courant, et que la direction de notre journal se met à votre entière disposition pour faire un compte rendu détaillé des œuvres que vous avez exposées à l'Exposition du Salon des Indépendants (Serres de la Ville), ce qui nous permettra de pouvoir mettre en regard les progrès faits jusqu'à ce jour par votre personnalité.

« Afin de nous couvrir des frais d'impression, les intéressés seront dans l'obligation de nous prendre :

10 exemplaires du journal pour un compte rendu de 3 lignes, soit 5 francs.

20 exemplaires du journal pour un compte rendu de 5 lignes, soit 8 fr.

30 exemplaires du journal pour un compte rendu de 10 lignes, soit 12 francs.

40 exemplaires du journal pour un compte rendu de 15 lignes, soit 15 francs.

50 exemplaires du journal pour un compte rendu de 20 lignes, soit 25 francs.

100 exemplaires du journal pour un compte rendu de 50 lignes, soit 50 francs.

« En cas d'acceptation de votre part et après reçu de vos indications, nous vous transmettrons l'épreuve pour toutes modifications que vous aurez à faire. »

J'aime cette belle franchise et cette façon simple d'arranger les choses. D'une part, il y a des commerçants journalistes désireux de gagner beaucoup d'argent, et enfin il y a un public stupide prêt à avaler tout ce qu'on lui offre. Alors les artistes écriront eux-mêmes le panégyrique de leurs œuvres, qu'on signera du nom prétendu d'un critique, le directeur du journal empochera des deux côtés, et le public, qui n'a pas d'idées par lui-même, ne s'en portera pas plus mal.

Ne criez pas que c'est de la tromperie, du faux, de la malhonnêteté. Non : c'est du journalisme.

Et c'est de la « critique d'art ».

R. C.

⁂

Politicaillerie. — Jeudi dernier, sur les coups de cinq heures du soir, s'est produit à la Chambre des députés un de ces incidents qui, si les travailleurs voulaient se donner la peine de réfléchir un peu, devrait à tout jamais les dégoûter du parlementarisme et des politiciens.

Un certain nombre de ces derniers trouvent que le ministère actuel a assez duré et ils voudraient bien avoir leur tour. L'ancien vice-roi d'Indo-Chine, Doumer, est à leur tête, mais ayant déjà échoué et comme le bonhomme n'inspire, somme toute, qu'une confiance limitée à ses collègues, il n'ose plus accomplir lui-même les petits coups qu'il prépare plus ou moins habilement dans la coulisse. Déjà, à plusieurs reprises, ces temps derniers, ses tentatives de « ôte-toi de là que je m'y mette » ont raté, c'est pourquoi il fallait trouver du nouveau.

Et cette fois, ce nationaliste honteux avait trouvé un associé digne de lui en celui qui fut, dans ces dernières années, si néfaste à la classe ouvrière, dans l'ex-collègue de Gallifet, dans l'exclu du parti dit socialiste, j'ai nommé le sieur Millerand.

Et le prétexte, pris pour la circonstance par ce socialiste nouveau jeu, n'était vraiment pas banal et ne manquait pas d'imprévu.

Millerand reprochait en effet à Combes de ne pas s'occuper suffisamment de la loi sur les retraites ouvrières. Prétexte d'autant plus impudent et fourbe que lui-même Millerand, pendant les trois années qu'il passa au ministère, fit exactement ce qu'il reprochait à Combes, et qu'il n'ignore pas l'opinion de la classe ouvrière vis-à-vis de tous les projets de retraites actuellement soumis au parlement.

Les « retraites ouvrières attendues en vain par les travailleurs » prétexte, dis-je, bateau, chiqué pour la galerie, et personne n'en a été dupe un seul instant. Tout se résumait en définitive en l'assaut d'un portefeuille, et non des moindres car dans la « combinaison » — c'est le mot en usage — qui a couru après que le coup eut échoué, Millerand n'était ni plus ni moins que président du Conseil et son copain Doumer avec qui il avait partie liée, décrochait au choix le portefeuille des finances... ou de la guerre.

Et le coup était porté d'une façon si canaille et si imprévue que son ami Jaurès — qui non seulement n'était pas au courant mais avait été tenu soigneusement écarté — fonça carrément à la tribune sur son collègue socialiste. Je passe sur les menus incidents qu'il serait cependant intéressant de conter, car ils éclairent de façon surprenante cette belle page de psychologie politique et politicienne, où tout semblait prévu, combiné, et où Millerand, malgré l'appui et les voix de la droite et de tous les débris de réaction, ne réussit pas quand même.

C'est que, même les plus roublards dans ces combinaisons oublient toujours quelque chose et un simple incident vient détruire l'échafaudage le plus habilement construit. Et justement Millerand et ses copains avaient fait état d'un groupe qui, suivant leurs calculs, devait s'abstenir de voter, mais qui, appuyant le ministère, le sauva, transformant en désastre le succès tant escompté. Une fois de plus les portefeuilles convoités échappaient de leurs mains.

Le coup combiné de main de maître méritait d'être signalé, mais ce qu'il y a de terrible dans cet « incident » de la vie parlementaire, c'est que

— le bruit en a couru, je le tiens de bonne source et il n'a pas été démenti — nous avions, en cas de réussite, quelques chances d'avoir la guerre en prenant parti pour les Russes contre les Japonais, M. Doumer étant un chaud partisan de la guerre, et l'on frémit en pensant aux conséquences qu'aurait pu avoir alors cette course aux portefeuilles.

Et sans cela, toutes ces combinaisons de politiciens ne nous intéressent que médiocrement, et nous ne nous arrêtons un instant à celle-ci, que parce que les conséquences auraient pu en être graves et qu'elle montre bien sous leur véritable jour tous ces trafiquants de « bonheur du peuple » uniquement préoccupés de se jouer des « sales » tours les uns les autres, pour satisfaire leurs ambitions personnelles et enfin parce que le « coup » Millerand est vraisemblablement l'un des plus beaux spécimens du genre, qu'il nous ait été donné de voir.

Les retraites ouvrières dont Millerand s'est fichu pendant son passage au ministère lui servant de prétexte pour « tomber » son successeur, pour prendre sa place, vraiment si ce n'était si triste, car en définitive c'est sur notre dos que s'opèrent toutes ces saletés, et nous en souffrons, la politique serait chose bien amusante.

Malheureux électeurs, pauvres moutons de Panurge, verrez-vous enfin clair et vous apercevrez-vous que vos maîtres vous dupent et vous grugent et que leur impudence n'est faite en définitive que de notre lâcheté.

P. Delesalle.

⁂

Mouvement ouvrier. — Dans quelques jours — le 1er avril exactement — vient à échéance le troisième « palier de la loi » limitant à un maximum de dix heures par jour le travail dans les ateliers mixtes, c'est-à-dire dans lesquels travaillent ensemble des hommes et des femmes ou des enfants.

En réalité, le premier échelon de cette loi de « protection ouvrière » n'a guère servi que de prétexte aux patrons pour diminuer les salaires, et là où une organisation ouvrière un peu forte n'existe pas, d'excellentes combinaisons ont été trouvées par les patrons — comme dans presque tous les tissages de Roubaix où le système de deux équipes par 24 heures subsiste toujours — et le seul « avantage » de la loi a été une diminution de salaire.

Il est à prévoir qu'il en sera de même cette fois et les quelques décisions que nous connaissons, prises au sein de syndicats patronaux, ne laissent aucun doute à ce sujet.

Déjà la Confédération générale du Travail a publié un manifeste encourageant les ouvriers à la résistance et les engageant à refuser énergiquement toute nouvelle diminution de salaire. Des conflits sont donc à prévoir. Par les correspondances du camarade Degreff, nos lecteurs ont pu s'apercevoir que dans les tissages du Nord on se prépare à la résistance, il en est de même à Reims et dans tous les centres de la grande industrie.

Autre part, comme à Paris, dans les industries de l'habillement, par exemple, la loi ne fera qu'augmenter le travail à domicile, moins rémunéré et où la durée du travail est illimitée et, somme toute, les quelques avantages que quelques-uns pourront en retirer ne compenseront pas les inconvénients qu'elle aura pour la grande majorité.

Des conflits inévitables, qui se préparent depuis plusieurs mois, vont avoir lieu et j'aurai l'occasion de montrer une fois de plus tous les « bienfaits » de cette loi « de protection ouvrière ».

⁂

Comme je l'ai annoncé l'autre semaine, les malheureux arrêtés à la suite des troubles d'Armentières ont passé devant la Cour d'assises de Douai, ces jours derniers. En réalité, aucune charge sérieuse n'a pu, au long d'une longue instruction, être relevée contre les vingt-sept « accusés » pris un peu au hasard et parce qu'il fallait, coûte que coûte, trouver des « coupables ». Comme de juste, les politiciens de la localité, le maire « socialiste » en tête, ont lâché ces malheureux et n'ont même pas daigné se rappeler les discours qu'ils avaient tenus avant les troubles.

La faiblesse manifeste de l'accusation a fait que les débats n'ont rien apporté ; on avait vu l'un des accusés boire de l'alcool à un tonneau volé, un autre l'avait transporté. D'autres prévenus, accusés d'avoir provoqué un incendie, affirmaient au contraire l'avoir combattu ; un autre était accusé d'avoir déroulé une pièce de toile, etc., etc. Somme toute, rien, absolument rien, et les débats ont confirmé ce que nous avons dit dès les premiers jours, que c'était au hasard, parce qu'il fallait donner une quelconque satisfaction à la bourgeoisie de l'endroit, que l'on avait traîné ces malheureux, ni plus et même moins coupables que beaucoup d'autres, devant la Cour d'assises.

A signaler la déposition hargneuse et haineuse de deux ensoutanés, qui avaient reçu quelques coups et qui avaient si peu été en danger qu'ils avaient pu eux-mêmes arrêter leurs agresseurs, délivrés ensuite par leurs camarades. La déposition des deux calotins a fait condamner deux pauvres bougres à 15 ans de bagne. Parmi les poursuivis, plusieurs gamins, attirés par la curiosité, et un gosse de 13 ans. Tels étaient les malheureux « accusés » de vol, pillage, incendies, tentatives d'assassinat, etc., etc.

Les débats ont duré quatre jours et les douze brutes qui servaient de jurés, ont rapporté un verdict de condamnation pour treize des accusés; quatorze ont été acquittés et les juges ont appliqué les peines suivantes :

A 15 ans de travaux forcés les frères Beaussart ; à 8 ans de travaux forcés, Becue; à 5 ans de réclusion, le nommé Gravelin; à 5 ans de prison, Decarne et Hallez frères ; à 4 ans de prison, le nommé Ozeel.

A 3 ans de prison, Dhalluin, Sohier et Gobert; à 3 ans de prison avec sursis, Dhaine et Lamotte.

Tel est l'épilogue de cette affaire.

Et cela n'empêchera pas que des familles de sept à huit personnes vivent à Armentières avec des salaires de 10 à 12 francs par semaine, pendant que les patrons font des fortunes scandaleuses.

Des malheureux iront au bagne pour satisfaire la vengeance de bourgeois gavés et pour l'éviter à quelques « meneurs », mais la question sociale n'en reste pas moins posée (1).

⁂

A Marseille. — A la suite d'un différend survenu entre l'une des plus importantes maison de débarquement, la maison Savon frères et les ouvriers, un millier de ces derniers se sont mis en grève.

A Agde. — Le vapeur *Aude*, de la Compagnie Axel Busck, est arrivé ce matin avec un chargement et une équipe d'ouvriers marseillais à bord, pour assurer le débarquement. Ces ouvriers ont dû cesser le travail, la gendarmerie et la police étant impuissantes pour maintenir la foule. Les portefaix et les ouvriers marseillais comprenant les risques sérieux qu'ils encourraient en continuant à débarquer les marchandises, ont quitté d'un commun accord le bord.

A Carcassonne. — Certains propriétaires, refusant d'appliquer les engagements qu'ils avaient pris lors de la grève des ouvriers agricoles, les ouvriers, au nombre de 500, viennent de cesser le travail à nouveau.

Les ouvriers sont très surexcités par la mauvaise foi patronale.

P. Delesalle.

⁂

Trélazé. — A la réunion de Renazé, assistaient un certain nombre de camarades de la carrière de la Forêt, commune de Combrée, dans le Ségréen ; ils prièrent le bureau général de venir le lendemain 11 mars, à la réunion des ouvriers de cet établissement, indépendant de la Société d'Anjou.

Le matin, un détachement misengrain, l'inévitable drapeau rouge en tête, prend la délégation et la conduit au champ choisi pour la réunion; le travail est suspendu; la foule y attend l'arrivée du bureau qui est saluée par d'enthousiastes acclamations. Le secrétaire général renouvelle les explications de la veille et termine ainsi sa péroraison : « Votre aide nous est nécessaire, aide morale et pécuniaire, nous la promettez-vous? — Oui! répond-on de toutes parts; — et si acculés à un effort suprême, nous sommes obligés d'appuyer par la force notre volonté d'aboutir, serez-vous avec nous? — Oui! nous y serons! — Bon, organisez-vous tout de suite, constituez une section syndicale et la main dans la main nous vaincrons. »

A ce moment se produit un intermède comique; à grand peine et escorté par de solides gaillards, un sous-officier de gendarmerie s'ouvre un passage jusqu'à l'orateur, salue en portant la main à hauteur du képi et reste dans cette position, jusqu'à ce que le secrétaire général daigne s'apercevoir de sa présence : — Que désirez-vous? lui dit-il. — M. le sous-préfet de Segré vous prie de bien vouloir engager le porte-drapeau à rouler son emblème. — Cet incident fournit au camarade l'occasion de démontrer qu'on ne doit pas s'attacher à une loque quelconque, que le bien-être n'a pas d'emblème et doit se décrocher par les efforts associés de tous les exploités; le drapeau se roule, le digne gendarme salue de nouveau et se retire.

1028 adhérents se font inscrire, la section est constituée, le bureau général reprend le train à la gare de Segré. Le train venait de partir, lorsque arrivent des cyclistes prévenir la commission syndicale, que la gendarmerie à cheval avait chargé la foule sur le territoire de Combrée.

La commission se rendit à la sous-préfecture, demander des explications; le sous-préfet, ignorant les faits, accompagna la commission jusque sur les lieux ; lorsqu'on eut joint le maire et le lieutenant de gendarmerie, une explication très orageuse eut lieu entre ces derniers, l'un rejetant sur l'autre la responsabilité de la manœuvre, l'énervement du lieutenant était manifestement visible, et peu s'en fallut que le maire ne fut coiffé d'importance.

La conviction des délégués étant faite, l'un d'eux dit au maire : c'est vous qui avez commandé de charger, vous avez commis là une grosse sottise, mais nous ne sommes pas des tigres, et nous vous offrons le moyen de vous blanchir à nos yeux; consentez à nous signer un bon de 100 pains de 6 livres pour les grévistes et tout sera oublié. » Tout en rechignant, le maire y consentit et signa le bon.

Entre temps, l'ultimatum avait été expédié à la direction générale; le lundi, le secrétaire général était prié de se rendre à la préfecture accompagné de quelques délégués; l'administration, par l'entremise du préfet, demandait une entrevue pour le vendredi.

A cette entrevue, et en présence du préfet, pièce par pièce, tous les avantages acquis par les ouvriers de la Grande Maison sont confirmés, et par surcroît étendus aux autres établissements de la Compagnie.

Ainsi finit ce lock-out patronal, dirigé contre le syndicat, et que celui-ci sut vaincre par *l'action directe*, tout en se développant formidablement. De 1500 membres, le syndicat passe à 4000; les patrons auront à l'avenir avec qui compter.

H. Mercier.

⁂

Montpellier. — La grève des ouvriers charretiers s'est terminée sans amener un mieux sensible dans leur situation.

Les grévistes qui voulaient *manifester avec calme*, se sont aperçus que c'était chose impossible avec les mœurs policières.

En effet, lundi dernier, ils suivaient bien sagement, encadrés par les cognes à cheval, une charrette chargée de charbon, quand en face du poste de police, l'un d'eux, un nommé Chauzit, fut, sans provocation aucune, frappé brutalement à la tête par un mouchard de la sûreté armé d'un coup de poing américain; le sang coula en abondance. Aussitôt, d'autres agents arrêtèrent le blessé ainsi qu'un autre manifestant.

Le lendemain, le syndicat des charretiers faisait afficher en ville une proclamation dans laquelle il protestait contre la conduite inqualifiable de l'agent Pailhès, et demandait la mise en liberté immédiate des camarades arrêtés.

L'affaire eut néanmoins son épilogue devant la chambre correctionnelle que préside toujours l'ineffable Boyer, spécialiste pour les délits d'opinion et même inépuisable de gaffes et de perles, l'huître perlière de la magistrature montpellieraine.

Là, nous apprîmes avec stupéfaction, que loin d'avoir été blessé par Pailhès qui vint très bien portant en faire la déclaration, Chauzit était accusé d'avoir frappé lui-même l'agent, et par derrière encore; les agents et les gendarmes témoins de l'affaire vinrent l'attester.

Devant de pareils témoignages, la déposition des *six témoins à décharge* qui affirmaient le contraire avait bien peu de valeur ; c'était tout simplement des empêcheurs de condamner en rond; le procureur le leur fit bien voir en leur demandant ce qu'ils étaient venus faire à l'audience et *qui le leur avait commandé ?* Le bonhomme devait s'imaginer que, comme les cognes qui étaient venus réciter, et mal encore, la leçon qu'il leur avait fait apprendre,

(1) M. L. M. dans l'*Aurore*, croit utile d'accabler les condamnés pour dégager ses amis socialistes. Que ce Monsieur aille comme moi faire une enquête dans la région, il apprendra peut-être la vérité.

les autres témoins étaient en service commandé de la Bourse du Travail.

Ensuite, Chauzit, battu et peut-être pas content, fut condamné à deux mois de prison pour laisser à la blessure qui lui est arrivée du ciel, le temps de se cicatriser; son camarade qui n'avait été passé à tabac qu'au poste, à un mois et 16 francs d'amende, et deux autres, pas des cognes, arrêtés pour entrave à la circulation, à 15 et 6 jours de prison et à l'amende.

Du calme, citoyens, du calme!

F. Franques.

∴

Rouen, 21 mars. — Ce matin, les peintres en bâtiment, au nombre de 450, réunis à la Bourse du Travail, ont voté la grève; il y en a environ une quarantaine, sur toute la corporation, qui travaillent. Aussi devant un tel accord, les patrons n'en reviennent pas. Voici une des principales revendications des grévistes: 10 heures et 6 francs. La journée s'est passée dans le calme et les grévistes sont décidés à n'accepter aucun concours politique.

Russie.

Le lieutenant d'artillerie Grigorieff et l'étudiant Melnikoff, condamnés à mort pour avoir pris part à l'attentat contre l'ancien ministre de l'intérieur russe, M. Sipyaguine, ont été pendus à un gibet dressé dans la forteresse Pierre et Paul.

Ils sont morts courageusement.

Ils avaient passé la nuit qui précéda leur exécution, en chantant des refrains révolutionnaires, ce qui vient démentir comme il convient et comme le bruit en avait couru, que Grigorieff avait supplié en pleurant, la Cour d'appuyer auprès du tsar un recours en grâce en sa faveur. « Je demande en grâce, s'est-il écrié, qu'on me permette d'aller comme simple soldat en Extrême-Orient, mourir pour ma patrie. »

Belgique.

Liège. — Une bombe placée à la porte d'un commissaire a fait explosion la semaine passée, blessant un capitaine, un curé et le commissaire de police.

Ledit commissaire ayant précédemment fait expulser des anarchistes, c'est à ceux-ci que l'on attribue cet acte de vengeance.

DANS LES EXPOSITIONS

A propos des « Artistes Indépendants » (1)

C'est là une des plus néfastes conséquences de ces vastes expositions, où les tableaux sont entassés cadre à cadre dans des locaux mal aménagés, et, comme celui-ci, souvent peu appropriés à la chose. Presque tout ici, dans l'installation, laisse à désirer: la lumière est trop crue et éclaire mal, parce qu'elle vient de toutes parts; les fonds sont trop ternes et leurs gris secs nuisent aux gris fins des peintures; nuisent aussi aux peintures les colonnades aux tons criards. L'espace manque autour de beaucoup de cadres, l'harmonie d'ensemble n'est pas suffisamment réalisée et quelques étoffes seraient nécessaires pour encadrer les ouvertures et jeter du moelleux dans le voisinage des ors. Cette serre n'est pas faite pour en recevoir; mais puisqu'ils y sont, ne pas les soutenir ni les accompagner de quelque richesse dans la décoration, c'est commettre une grossière faute de goût à laquelle on devra remédier.

Il est même surprenant que des tableaux, qui sont destinés à orner nos appartements et à y figurer au milieu de nos meubles, dans l'éclairage étroit et doux de nos fenêtres, puissent supporter une lumière aussi diffuse et aussi imprécise. Oh! il suffit, je le sais bien, de revoir les mêmes tableaux, dans d'autres endroits, pour juger de tout ce qu'ils perdent ici de profondeur, d'unité, de solidité et de cette magie mystérieuse et indispensable à leur signification poétique. Si l'harmonie des lignes subsiste, celle des nuances et de l'effet est à peu près perdue.

Ceci aura servi, du moins, à constater, une fois de plus, que les couleurs claires et les teintes plates sont celles qui conviennent le mieux à la décoration des galeries et des halls baignés par le grand jour. Mais ce sont là des intérieurs où l'on ne séjourne guère; ceux qui sont destinés aux stations plus prolongées, pendant les longues heures du travail et du repos, exigent une lumière plus discrète et qui fatigue moins.

Les tableaux y jouent alors deux rôles différents, mais également appropriés à leur destination, qui est de nous donner un plaisir durable: ou bien, de petite dimension, d'effet puissant et concentré, les uns brillent doucement sur le panneau sombre, ou bien, plus vastes, remplissant un large espace suffisamment éclairé, les autres le meublent d'ingénieuses arabesques et l'enjolivent de la séduisante souplesse de leur coloris. Ils ne sollicitent pas violemment le regard, pour épuiser trop vite ensuite la force nerveuse de notre œil et nous faire atteindre ainsi une souffrance réelle; mais, par l'habile équilibre d'un art où « l'indécis au précis se joint » ils attirent, captivent et retiennent en reculant pour nous jusqu'aux plus enchanteresses profondeurs du rêve l'image du spectacle le plus trivial; seuls, les stupides barbouilleurs, qui ont le trompe-l'œil pour idéal et qui ont réduit le tableau de chevalet au triste rôle de diorama portatif, ont pu se méprendre sur ce but de l'art pictural.

Il importe, au contraire, de ne jamais oublier la véritable destination d'une peinture; mais on songe trop souvent à l'effet qu'elle devra produire temporairement dans la salle d'exposition, au milieu des autres; on veut la faire briller plus que toutes et l'on « tire un pétard », en bâclant une affiche.

On donne aussi dans la note du jour, on copie le genre à la mode. C'est ainsi que la plupart des salles des « Indépendants » font penser à quelque hommage rendu à l'école impressionniste. La beauté frémissante de sa peinture a séduit tout un monde de jeunes rapins, et ils se sont engagés (maladroitement le plus souvent) dans la même voie en vue du même but: admiration nuisible, si elle ne doit pas mener à une autre issue. C'est que l'artiste ne peut déterminer *à priori* la marque particulière de son talent. Il ne peut réussir à son gré et suivant son choix, dans telle manière plutôt que dans telle autre. Il n'acquerra jamais que des qualités superficielles si sa volonté, rivée d'abord à l'idéal d'autrui, ne s'en détache pas petit à petit pour obéir à des sentiments intimes, inéluctables et autoritaires.

Espérons donc que cette influence ne sera que passagère et, loin de la déplorer et de n'y voir que le seul dédain de tout ce qui constitue l'indispensable savoir du peintre, souhaitons qu'il en résulte un véritable changement dans la façon d'apprendre un métier si difficile. Non seulement, en effet, on a rejeté les vieilles traditions et les formules un peu simplettes des académies, mais on a transporté l'atelier même en plein air, et c'est au milieu des champs que l'élève peintre termine ses classes. Son esprit d'observation, qui n'avait guère matière à s'exercer devant les modèles professionnels, chez qui la vie ne laisse d'autres marques que les tares de leur métier, et qui posent toujours les mêmes attitudes fausses dans le même éclairage et sur le même fond, son esprit d'observation s'est tourné vers le ciel, les eaux, les terres et les bois ainsi que les êtres qui les peuplent. Il les étudie dans l'harmonie même des rapports que leur imposent la nature et la vie. On ne peut que s'en louer!

Sans doute bien des artistes l'avaient compris ainsi depuis longtemps, et parmi ceux qui profitent aujourd'hui du bon exemple, beaucoup ne sauront voir qu'à travers les yeux de leurs devanciers; mais il y a là un souci de la vérité qui s'étend plus loin qu'autrefois, et fait entrer la vie dans l'art par des portes bien plus nombreuses. Il s'enrichira probablement de toutes les beautés nouvelles que de nouvelles sources d'émotion feront sûrement découvrir.

Et voici, en effet, que déjà timides mais fortes, des mains font glisser lentement sur les derniers et chatoyants décors qui nous avaient ébloui, des toiles et des décors nouveaux.

Plus que des compositions arrêtées en vue d'un maximum d'effet, ce sont surtout des lambeaux de nature palpitante que nous ont montrés les maîtres de l'école impressionniste.

Ils ont aussi exaspéré notre sens visuel par la richesse un peu confuse et trop étincelante de leur palette. Mais ce qui fait la saveur de leurs œuvres, parce que c'était la marque et le développement naturel de leur tempérament, s'est changé en formules vides et en exagérations intolérables dans la manière outrée de certains de leurs continuateurs. Pas besoin de renouveau, la réaction s'était déjà fait sentir avant même cette imitation servile.

Elle s'est opérée dans des sens divers et l'on peut constater qu'elle s'accentue de jour en jour. Les uns ont érigé en système le choix des teintes claires et le procédé de la division optique; mais ils sont revenus avec un goût investigateur et avec une persévérante application aux arrangements réfléchis et conçus dans un parti décoratif.

Les autres rompant, au contraire, avec les écarts d'une palette trop inconsistante et s'inspirant de leurs observations personnelles ou de l'exemple donné par Cézanne, d'un côté, par Gauguin, de l'autre, obtiennent de multiples résultats par des moyens très différents.

Soit qu'ils nous surprennent par la richesse opulente de leurs décors, ou nous captivent par l'expression intense d'images qui révèlent des visions de rêve à travers la réalité, c'est de la justesse, de la vraisemblance et de la puissance des effets qu'ils se préoccupent. Et ils ont recours, s'il le faut, à la décoloration qui résulte de la violence de certains éclairages, plutôt que de s'enfermer dans une monotone et fausse exagération des couleurs et de leurs contrastes.

La divergence des tendances issues ou inspirées de l'impressionnisme est donc déjà considérable. Il s'est formé deux courants qui sont très marqués dans ce milieu des « Indépendants ». Ils sont d'ailleurs entretenus par des éléments incompatibles et peu à peu dominants de part et d'autre. Le moins important et qui a pour point de départ, comme je l'ai dit, des théories scientifiques, s'est canalisé dans une voie étroite de lois et de formules. L'autre, qui s'alimente aux sources plus abondantes de la tradition et de l'étude constante de la nature, s'épand largement dans les champs de la passion, de la sensibilité et de la pensée.

Mais ici seulement peuvent s'affirmer plus librement et plus clairement des natures très diverses, car la technique minutieuse et l'application mécanique de la division du ton, paralysent la fougue et l'élan. Elles ne permettent guère que les combinaisons du savoir et les trouvailles du goût dans la disposition ingénieuse des masses, des arabesques et des teintes. Tous les gens qui, devant la nature, comme à l'atelier, travaillent d'inspiration et de prime saut, devront s'éloigner de cette manière. Par elle la couleur s'alourdit et le dessin s'immobilise; la beauté y perd l'expression, la souplesse et la variété de la vie, en échange seulement d'une pureté trop froide et d'une noblesse sans caractère.

Je dirai une autre fois quels nombreux inconvénients matériels sont inhérents à ce procédé et condamnent forcément les artistes qui s'y adonnent, à ne peindre que dans des gammes très claires ou dans le mode violet.

Des groupes divers, des personnalités dis-

---

(1) Voir le numéro 46.

tinctes se rencontrent en bien plus grand nombre de l'autre côté.

Les uns comme des magiciens qui s'occuperaient de cuisine, composent d'exquis goûters avec les mêmes reliefs des banquets de la veille; d'autres, armés d'une palette chatoyante ou discrète, se sont mis à peindre, un peu hâtivement quelquefois, des études et des tableaux où se décèlent, suivant le naturel de chacun, de la spontanéité, de l'observation, de la sensibilité, presque partout une impressionnabilité excessive et parfois une fantaisie qui se libère. Il faut noter particulièrement la préoccupation du côté mystérieux de la lumière et de l'intimité dans ses effets. Cette préférence remplacera peu à peu, il faut l'espérer, la recherche de l'éclat excessif qui vise uniquement à éblouir.

Il y a peu de portraits où la physionomie d'un individu ait été déchiffrée à fond et notée finement; mais la grâce, la puissance, la gaucherie, l'étrangeté et la hideur même des êtres humains surpris ou posés dans les milieux où les mènent leurs occupations et leurs plaisirs, sont pour quelques esprits curieux, de dignes motifs d'étude et, pour des gratte-palette sans talent, des sujets de tableaux-réclame tout trouvés.

Mais où est l'imagination dans tout cela? On a dit qu'un vent de folie soufflait sur les serres; souhaitons qu'il y rencontre des ailes prêtes à s'ouvrir et qu'il les porte très haut dans les régions où les peintres ne se hasardent plus guère et où le public désirerait de nouveau les voir.

On lui montre au moins un soin tout amoureux à traduire les scènes familières ou grandioses de sa vie tout entière. Dans cette exposition, en effet, plus qu'ailleurs, on constate chaque jour davantage, quelle sereine, triomphale ou navrante beauté offre à l'homme la vie de l'homme représentée telle quelle à travers le prisme de l'art.

Certaines catégories de travailleurs, surtout ceux à qui la nature de leurs occupations a conservé le bel équilibre des forces musculaires et donné l'ampleur et la précision du geste, doivent particulièrement inspirer les sculpteurs; mais, sans parler d'un pittoresque plutôt que d'un autre, il faut louer sans réserve les artistes qui cherchent opiniâtrement autour d'eux les éléments de la beauté plastique. Chaque heure de leur existence est une lutte contre la mesquinerie veule et abêtie des classes riches. Celles-ci nous répugnent de plus en plus par leur réserve égoïste, leur asservissement aux us et principes, la puérilité niaise de leur goût et le manque d'enthousiasme de leurs sentiments. Mais l'artiste qui s'en détourne ne peut le faire sans courage, car là réside le Pactole qui seul a pu, jusqu'à présent, lui fournir les moyens de travailler et de vivre.

Je ne veux pas dire que l'art doit enrichir qui le cultive; mais si l'argent et le génie ne lui sont pas toujours indispensables, dans aucun cas la peine et le temps ne doivent être épargnés pour la bonne réussite des œuvres. Aussi la perfection nécessaire entraîne-t-elle presque toujours leur prix élevé. Il faut rompre avec la fâcheuse habitude qu'on prend et qu'entretient certain commerce, de se contenter du médiocre à bon marché.

Précisément, parmi les Artistes Indépendants comme parmi les hors-concours des autres Salons, il y en a qui, en vue d'un gain facile et rapide, abusent de la liberté qu'ils ont de montrer leur travail au public sans contrôle. Et c'est là un réel danger de cette liberté: elle voue ceux qui sont jeunes et sans résistance à la médiocrité, ceux qui sont forts mais peu consciencieux à un déclin précoce.

Dans une association où la publicité est faite également à tous, ceux qui voudront développer leur talent devront l'abriter sous la ferme volonté de bien faire et, pour le sauver des flots montants de cette marée toujours bruyante et envahissante qu'est la banalité, l'entourer de talents amis et valeureux! Ils le feront surnager et le maintiendront dans une saine atmosphère.

Quand le nombre de ceux qui s'occupent d'art dans une société, augmente de plus en plus, les faveurs du public flottent et se dissipent rapidement.

Les faiseurs habiles, doublés d'intrigants malins, ont mille moyens trompeurs d'usurper un temps la notoriété et d'en tirer vite la fortune. Mais celui qui apprécie surtout la douceur et la noblesse de ses émotions devant la beauté et qui ne désire rien tant que de les communiquer, ne doit pas être sacrifié à ces ambitions vulgaires. S'il ne recule ni devant les sacrifices, ni devant la pauvreté, ni devant les souffrances physiques et les peines morales, pour ne pas amoindrir l'élan de ses aspirations, il ne doit pas davantage l'anihiler ou le ralentir devant d'autres aspirations étrangères ou contraires. Les droits de tolérance et de liberté revendiqués par les artistes indépendants, ne peuvent pas être réalisés au seul profit d'effrontés impuissants et de gêneurs, souvent sans talent comme sans scrupules. Il est de l'intérêt commun de ceux qu'unit une estime réciproque, de se la témoigner et de ne pas s'effacer devant l'ostentation des autres. S'ils peuvent en même temps se grouper au mieux de leurs goûts et de leurs tendances, ils s'assureront ainsi un excellent moyen de les mettre en relief aux yeux du public. Ils éviteront aussi la confusion toujours regrettable dans les expositions comme dans les musées.

Tout le monde sera enchanté de s'y reconnaître facilement, et le mieux de l'organisation fera bien augurer de la valeur des œuvres. Il ne suffit pas d'avoir suscité l'intérêt et de se contenter de la faveur acquise; le succès définitif n'est qu'au prix de véritables soucis d'art et de continuels efforts.

J. A.

Errata. — A la fin du 5e alinéa dans mon article du no 46, lire « le *même fretin* de leurs académies » au lieu de pétrin, et à la fin du dernier alinéa : « de pochades, de *tartouillades* » au lieu de barbouillades; plus loin : « En accordant tout l'éclat à l'*étrange* », au lieu d'étranger.

VARIÉTÉS

HYGIÈNE PRATIQUE

Le nourrisson.

L'enfant qui vient de naître a besoin, avant tout, de chaleur. L'organisme maternel lui a fourni une température constante, invariable de 37 à 38°, et il se trouve brusquement dans un milieu à température incessamment variable, dont le maximum ne dépasse pas 20°, quand la chambre est bien chauffée et qui est parcourue à chaque instant de courants d'air froid, même quand elle est bien close!

L'organisme humain possède bien, comme celui de tous les animaux à sang chaud, un mécanisme grâce auquel il peut fabriquer du calorique et maintenir invariable la température de son corps, quelles que soient les conditions variables de froid et de chaud du milieu ambiant.

Mais la source de ce calorique est dans les aliments qu'il prend et qui doivent être d'autant plus abondants et riches en matières nutritives que la température ambiante est plus inférieure à la sienne. Or, l'enfant qui vient de naître, ne peut pas, sans inconvénients, recevoir immédiatement d'aliments.

Et puis, comme le fait remarquer Smolensky, l'enfant présente, par unité de poids, une surface extérieure plus étendue que l'adulte — d'où déperdition de calorique plus considérable.

Il aurait donc besoin d'une plus grande quantité de nourriture relative, lui fournissant l'énergie potentielle lui permettant de produire le calorique nécessaire.

En attendant qu'on puisse la lui donner, le seul moyen de le soustraire au danger du refroidissement, est d'élever autant que possible la température de la chambre et de la maintenir aussi égale qu'il est possible.

Il faut le plonger, aussitôt né, dans un bain chaud à 36° environ, qui, tout en le réchauffant, permettra de le débarrasser des matières grasses qui enduisent toute la peau de son corps. Cette opération doit être rapidement faite, en dix minutes, tout au plus. Il ne faut pas s'attarder à un nettoyage méticuleux qu'il est impossible, d'ailleurs, d'exécuter en une seule séance. Dès que la plus grande partie des matières grasses sera expulsée, on retire l'enfant du bain, on l'essuie avec des serviettes chaudes, on l'enveloppe dans un linge de toile fine chaud, puis dans une couverture et on le couche avec des boules d'eau chaude aux pieds et sur les côtés dans un lit garni de couvertures de laine et d'un édredon.

Plus tard, on procédera à sa toilette complète et à son habillement. Nous indiquerons, à cet égard, de quelles absurdités est faite la mode habituelle de vêtir les nouveaux-nés.

Mais, de ces coutumes, la plus absurde et la plus dangereuse est certainement de passer une grande demi-heure à s'efforcer de revêtir l'enfant qui vient de naître de chemises avec manches, petits tricots, vêtements de dessus, etc..., alors que l'enfant se refroidit et qu'on abandonne la mère dont l'état réclame des soins immédiats.

L'accouchement a eu lieu. Mais les suites exigent autant de précautions et de surveillance. Si ce n'est plus. Il faut réchauffer la pauvre femme qui grelotte dans son lit défait, plein de sang et de matières de toutes sortes. Il faut surveiller l'hémorrhagie possible, ranimer les forces épuisées de l'accouchée, et *voir si la délivrance se fait bien.*

Et c'est alors qu'elle a le plus besoin d'aide, que généralement la mère est totalement oubliée par ses aides et par la sage-femme qui se complaisent dans l'admiration du nouveau-né, discutent sa ressemblance, et peignent, habillent et pomponnent le malheureux petit être dont la peau violacée indique le refroidissement rapide.

Il faut bien se garder de continuer ces pratiques ridicules. Un quart d'heure au plus après sa naissance, l'enfant doit être convenablement couvert, couché dans son lit et laissé au repos, ayant ainsi tout ce dont il a besoin.

Cela suffit, en effet, pour un enfant de force moyenne, venu à terme. Les enfants nés débiles par suite d'hérédité fâcheuse, de troubles intra-utérins, ou de naissance prématurée exigent des soins tout spéciaux.

Ces petits êtres ont un poids moindre que les enfants normaux et une température inférieure à la moyenne. Si leur naissance coïncide avec la saison froide, si la température de la chambre n'a pas été maintenue suffisamment élevée, ils risquent beaucoup de ne vivre que quelques heures.

Et cependant nous n'en sommes plus heureusement à l'époque où de grossières erreurs de logique faisaient considérer ces débiles comme prédestinés à ne pas vivre et incapables de se développer. Il ne s'agit que de leur faciliter les moyens de résister au début, aux influences nuisibles; ils pourront ensuite se développer, tout aussi bien que les autres.

Pour ces débiles, surtout pour ceux qui, nés plusieurs semaines avant terme, n'ont ni force ni chaleur propre suffisantes, il est presque indispensable d'avoir à sa disposition une couveuse. Tout le monde sait ce que sont ces appareils qu'on a pu voir, notamment à l'Exposition, et exposés sur les boulevards.

Ils consistent en somme en une boîte vitrée,

hermétiquement close, chauffée au thermosiphon, dans laquelle l'enfant retrouve les conditions de chaleur constante et convenable qu'il avait dans l'organisme maternel dont il a été privé trop tôt.

Grâce à ces appareils, on élève des débiles, des prématurés, qui mouraient presque tous autrefois.

Mais leur location coûte assez cher pour qu'ils ne soient pas à la portée des ressources d'un ménage ouvrier. Et puis, si on peut se les procurer aisément dans les grandes villes et dans leur voisinage, cela est impossible dans les pays éloignés des centres.

Dans les villes on a également la ressource de l'hôpital où, presque toujours, il y a des couveuses. Mais dans les campagnes? Il faut en revenir aux procédés imparfaits, qui permettent de garantir le mieux possible du refroidissement l'enfant débile.

L'ouate et surtout le papier constituent les meilleurs protecteurs du froid. On en entourera le corps de l'enfant aussi complètement et surtout aussi rapidement que possible, en ne lui laissant libre que juste un orifice pour respirer. On fera dans la chambre autant de feu qu'on pourra et on calfeutrera toutes les issues qui ne sont pas indispensables. Mais il ne faut pas s'illusionner sur la valeur de ces moyens et on ne peut que regretter que la différence des conditions sociales n'accorde pas la possibilité de vivre à tous les enfants qui viennent au monde.

Dr E. D.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Histoire sommaire de l'affaire Dreyfus, par R. L. M.; 1 vol., 1 fr. 50; Société Nouvelle de Librairie.

La Commune vécue, tome II, par G. da Costa, 1 vol., 3 fr. 50, maison Quantin, 7, rue Saint-Benoît.

L'Apprentie, par G. Geffroy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Commune, par P. et V. Margueritte, 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

Deuxième lettre à M. J. Novicow, par J.-E. Lagarrigue; une broch., à Santiago, Chili.

Farces et Moralités, par O. Mirbeau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

La Femme (conformation, maladies), par le Dr Galtier-Boissières, 1 vol., avec planches coloriées, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

A lire :

La France, vue de Laval, par Challaye; *Cahiers de la Quinzaine*, mars 1904.

A voir :

Un roman, dessins de Hermann-Paul; *Assiette au beurre*, n° 154.

La Liberté de l'enseignement, dessins de Roubille et Grandjouan.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre, 26, rue Chapon, tient à la disposition des camarades des brochures à distribuer n° 2; *L'Absurdité de la politique*, à 1 franc le cent, port en plus. Elle avise, par la même occasion, que la souscription relative à l'édition du n° 3: *Déclarations* d'Emile Henry (Avril 1894) est ouverte.

Mouscron (Belgique). — Une fraction du parti socialiste vient de se constituer en groupe économique-phalanstère avec l'intention de créer une bibliothèque. Les camarades qui auraient des livres dont ils pourraient disposer, sont priés de les envoyer à l'adresse suivante :

Barbe, Alphonse, rue de Roubaix, à Mouscron haut Judas, n° 185 (Belgique).

CONVOCATIONS

Réunion, samedi 27 mars, à 8 h 1/2 du soir, salle « Au Centenaire », 175, rue du Temple, pour la formation d'un groupe abstentionniste dans le 3e arrondissement.

Le camarade Lucien Mignote, candidat abstentionniste, traitera le sujet : Quelle tactique doit prendre cette campagne?

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Jeudi 31 mars, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, vente des produits.

Action Théâtrale, groupe artistique de la rive gauche. — Répétition tous les vendredis à 8 h. 1/2 soir, salle de l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard.

Pianiste, orchestre et mandoliniste à la disposition des groupes pour concert ou bal.

Envoyer la correspondance au camarade Perrin, avenue de Choisy, 192, Paris XIIIe.

Causeries du XIe. — Vendredi 25 mars, salle Jules, 6, boulevard Magenta, à 8 h. 1/2, conférence par Poullot sur « La grève des ventres et ses conséquences ».

Vendredi 1er avril, causerie par G. L'Endehors sur *La Fille Elisa*, pièce en 3 actes de J. Ajalbert.

Dimanche 3 avril; fête de camaraderie.

Causeries Populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 30 mars, à 8 h. 1/2, causerie par Robert Thomas, sur l'*Evolution des êtres* (1).

Causeries Populaires XVIIIe 30, rue Muller. — Vendredi 25 mars, à 8 h. 1/2, cours d'espagnol.

Lundi, 28 mars, à 8 h. 1/2, causerie sur la morale de Kropotkine et sur la morale des Idéologues, par les uns et les autres.

Education Sociale, 3 et 5, rue Jules-Jouy. — Samedi 26, à 8 h. 1/2. M. Painlevé, de l'Institut : Réflexions d'un homme de sciences sur le problème social. — Mardi 29, à 8 h. 1/2. M. Blancheville, sous-directeur au Ministère du Commerce : Situation politique, économique et sociale de l'Italie et de l'Espagne. — Jeudi 31, à 8 h. 1/2. Mme Bonheur : La Nouvelle-Calédonie (projections).

Théâtre du Peuple, 50, avenue de Clichy. — A partir du 26 mars, *L'affaire Grisel*, pièce inédite en trois actes, de Lucien Besnard.

Saint-Denis. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. — Le 25 courant, causerie : « Occupons-nous des enfants », par Clément.

Amiens. — Samedi 26 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Alcazar, conférence publique contradictoire, par Robin, sur : La limitation volontaire des naissances.

Dimanche, à 3 heures de l'après-midi, deuxième conférence au Chalet, Saint-Roch, par Robin : L'éducation intégrale; Sur les devoirs des parents.

Chateaurenard. — **Réunion** le dimanche, 27 mars, à 2 heures de l'après-midi, chez Abeille Jean, villa Bel-Air. Questions urgentes à traiter.

Lille. — Réunion du groupe le samedi, à 8 h. 1/2 et le dimanche à 4 heures, rue de Bourdeau, 38.

Limoges. — Réunion des adhérents au groupe dimanche 27 courant, de 9 heures à 11 heures du matin chez Guitard, 18, rue du Chinchauvaud. Communications diverses.

Marseille. — **Le Milieu-Libre de Provence**. — La soirée du 20 mars n'ayant pu avoir lieu, le tirage de la tombola se fera samedi 26 courant, à 9 heures du soir, bar Frédéric. Dimanche 27 mars, à 5 heures du soir, réunion de tous les adhérents.

Nantes. — **Groupe les Iconoclastes**. — Tous les samedi soir, à 8 heures, place Sainte-Elisabeth, buvette du Ralliement.

Alger. — **Groupe de propagande libertaire**. — Dimanche 3 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Université Populaire, grande soirée familiale au profit de la propagande. 1re partie : Causerie, par Louise Michel et Ernest Girault; 2e partie : Concert; *L'Epidémie*, un acte, d'Octave Mirbeau. — Bal.

Entrée : 1 franc; 0 fr. 50 pour les dames.

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Cotisations mensuelles.

132e D., à Saint-Nicolas, 6 fr. — 133e Un « piqueprune » 2 fr. En tout, 7 fr.

Listes précédentes : 323 fr. 20.

Sommes souscrites à ce jour : 330 fr. 20.

Sommes à verser ou versées en une seule fois :

A. P., à Beauvais, 3 fr. — A toi Bideault, Miquiquier, Colo et son poteau 2 fr. — En tout 5 fr.

Listes précédentes : 651 fr. 30.

A ce jour : 656 fr. 30.

Quelques-uns des souscripteurs n'ayant pas encore donné signe de vie, nous leur demandons de bien vouloir tenir leurs promesses.

La semaine qui vient de s'écouler a été un peu plus rassurante. La vente à Paris a été supérieure de 300 exemplaires sur la moyenne. Evidemment, c'est peu, mais cela peut devenir mieux, si chacun veut s'y employer.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous tenons à leur disposition des carnets d'abonnement.

D'autre part, le service de quelques exemplaires sera fait aux adresses que l'on voudra bien nous envoyer.

AVIS

La bibliothèque des chemins de fer nous ayant rendu les invendus de *Patriotisme-Colonisation*, les défraîchis seront laissés, à nos lecteurs, au prix de 1 fr. 55 franco, au lieu de 4 fr. 50. — Les défraîchis de *Guerre-Militarisme*, mêmes conditions. Les deux ensemble, 2 fr. 60 en gare.

De l'affiche que Luce avait faite pour *Biribi*, nous avons tiré une carte postale, que nous laissons à 4 fr. le cent; une seule, 0 fr. 10, franco.

PETITE CORRESPONDANCE

F. B., à Berne. — Il n'y avait que pour 2 fr. de timbres utilisables.

X. X. X. — Je ne peux rien vous dire sans avoir lu l'article.

C., à Mostaganem. — *Tierra y Libertad*, 1 Cristobal Bordiu à Madrid.

A. R., à Lyon. — P. et J. épuisée; Proudhon, chez Flammarion; — Marx, cela dépend, chez Schleicher, chez Giard et chez Bellais, chez Jacques et à la Librairie du Progrès.

G., du B., à Paterson. — Votre nouvel abon. finit fin mai.

R., à Mourmelon. — L'abon. sera servi.

IL., à Caudebec. — Pouvez écrire en français. Les camarades traduiront.

Un méridional. — Trop de déclamations.

Jeunesse libertaire de La Mulatière. — Nous n'insérons pas les conférences de cet individu.

Nicrag. — Pas assez étudié.

P., à Limoges. — Deux ou trois des brochures sont épuisées, ou éditeurs inconnus, remplaçons par d'autres.

E. P., à Lyon. — Bon. Nous prenons note.

C. R., à Firminy. — Nous n'avons pas reçu le renouvellement de T.

Denauroy. — Passera au prochain numéro.

Reçu pour Sanlaville : F. B., à Berne 2 fr. — Pampi 0 fr. 50; Fernig, 0 fr. 50; T. G., 0 fr. 50; Bidault, 0 fr. 25; Eretun, 0 fr. 25

En tout	4 fr. 50.
Listes précédentes	13 fr. 55.
A ce jour	18 fr. 05.

Reçu pour le journal : T., à Poitiers 0 fr. 60. — Dr L., à Marseille, 0 fr. 60. — C., à Tenay, 0 fr. 50. — L. C., 0 fr. 60. — C. F., à Lons-le-Saunier, 0 fr. 30. — O. K., 0 fr. 95. — T., au Thoult, 1 fr. — M. L., à Saint-Leonards on Sea, 1 fr. — R., au Vésinet, 1 fr. — G. H., à Tufly, 1 fr. — A., 12 fr. — G., par A., 3 fr. — Merci à tous.

K., à Prague. — A. B. Z. — O. K., à Genève. — K., à Ch. — H. G., port Elisabeth. — K., à Rochessadoule. — D., au Chambon. — P., à Lyon. — E. B., au Caire. — T., à Paris. — B. à Châlon. — M., à Carcassonne. — M. J., à Bordeaux. — C. M., à Marseille. — H., à Munden. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 49 DIX CENTIMES DU 2 AU 8 AVRIL 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 9 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

SOMMAIRE

SINGS ANOTHER SONG

(CHANTONS UNE AUTRE CHANSON)

Tel était le titre du sermon que j'ai entendu le dimanche, 31 janvier 1904, dans l'église baptiste de la cinquième avenue, à New-York, où se réunit chaque dimanche matin, à 9 h. 45, la « Bible Class » de John D. Rockefeller le jeune.

C'est là que l'on apprend à s'enrichir *honnêtement*, à suivre la route qui conduit au ciel en passant par la fortune; et c'est John lui-même qui vous la montre du doigt.

J'avais lu plusieurs fois dans les journaux des comptes rendus de ces mémorables sermons accompagnés de commentaires dans le genre de celui-ci :

« Humanitairement parlant, n'est-ce pas un « spectacle curieux et édifiant qu'un homme « de 27 ans, l'héritier de la plus grande fortune « qui ait jamais été amassée dans l'histoire du « monde, se dévoue pour l'instruction et le *bien-« être* de ses semblables?... etc., etc.

J'ai naturellement voulu voir ce spectacle « curieux et édifiant », et je vais essayer de vous le raconter tel que je l'ai vu, et comment j'en ai été édifié.

Sur une plate-forme de 8 ou 10 pouces de haut, il y avait une table et un fauteuil; sur la table était une bible, et dans le fauteuil, un homme de « 27 ans », de petite stature, habillé de noir, la tête perchée sur un faux-col très haut, le menton carré et terriblement fort, une bouche faite exprès pour avaler un flan ou un million d'un seul coup, des yeux d'oiseau de proie dissimulés derrière des lunettes d'or; c'était le Prince du Pétrole.

Environ 150 jeunes gens, appartenant à la classe mercantile et tous membres du club qu'il a fondé pour eux au n° 11, West, 45th Street, formaient la classe du jour, et, sur le côté, quelques curieux comme moi. La séance s'ouvrit par un cantique chanté en chœur, avec accompagnement de musique: piano, violon, violoncelle, flûte, grosse caisse, etc. Tout marche en musique chez nous. Un orchestre et un chœur conduisent la nation à l'église et au scrutin.

Pendant que les choristes s'époumonaient, que les musiciens se démenaient sur leurs instruments de torture, John scrutait les physionomies d'un coup d'œil de maquignon qui estime un lot de chevaux.

Le cantique fini, M. Rockefeller fit à haute voix une courte prière, et ce fut d'un air déterminé qu'il aborda son sujet :

« Sings another song »

Il commença par célébrer la noblesse et la beauté du travail manuel comme moyen d'existence. Il cita Paul, qui, après sa vision sur le chemin de Damas, se mit à faire des tentes pour vivre. Paul eût pu vivre sur l'église — comme le font nos ministres modernes; — il avait une bonne excuse pour le faire, l'immense tâche qu'il accomplissait le lui eût permis ; mais il était convaincu qu'il pouvait établir l'église et suffire à ses besoins par son travail.

Le travail manuel, source de tous les biens, donne à ceux qui l'exercent la santé et l'appétit... le bonheur d'avoir faim... bonheur inconnu aux riches... que Dieu réserve aux pauvres. Un oignon cru... une croûte de pain... un coup d'eau claire au ruisseau d'à côté, valent mieux que les tables somptueusement servies où l'on ne mange que du bout des dents.

John devait penser à son père qui ne vit que de lait depuis plus de vingt ans, à cause d'une dyspepsie chronique. Avoir ses coffres pleins d'or, et ne pouvoir manger ni un fruit ni une aile de poulet! N'est-ce pas là un autre supplice de Tantale?... Le Prince du Pétrole parle aussi du travail manuel avec connaissance de cause, car des journalistes bien informés — comme ils le sont tous — assurent qu'il a planté trois pieux dans une haie sur la ferme de son père, qu'il a même cassé, à coups de masse, une pierre qui le gênait, et qu'on l'a vu tout un jour en bourgeron d'ouvrier.

C'est un avantage qu'il a sur les jeunes gens qui vont écouter ses balivernes, car eux n'ont jamais planté un pieu ni cassé une pierre ; ce sont tous de petits tripoteurs, qui deviendront grands, « pourvu que Dieu leur prête vie », et qui se soucient fort du travail manuel... quand il est fait par d'autres et qu'il leur rapporte une certaine quantité de papier Joseph.

John émaille ses sermons d'une grande variété de maximes. En voici quelques-unes que j'ai retenues :

« Dieu aide ceux qui s'aident eux-mêmes.

« Pour labourer profondément, il faut dormir « peu.

« Celui qui aime la vie ne doit pas gaspiller « son temps, car le temps est l'étoffe dont la « vie est faite. La première chose dans la vie, « c'est le travail; le travail est utile et fait le « succès. L'homme qui a peur du travail, n'ar- « rive à rien. »

Mais voici le clou :

« La vie d'un homme qui veut s'enrichir est « un triangle; il doit se placer au milieu et ne « jamais perdre de vue les trois sommets, qui « sont : l'Honnêteté, l'Industrie et la Persévé- « rance. »

John appuyait surtout sur l'honnêteté — « absolute honesty ». Il ne disait pas l'honnêteté de papa ; mais il le pensait. Il ouvrait tellement sa large bouche en prononçant ce mot, que je m'attendais à en voir sortir tous les millions que son père nous a raflés depuis [illegible] ans ; mais il n'en sortit rien qu'un verset de la Bible, et ses fortes mâchoires de carnassier se refermèrent en claquant comme les portes de fer du coffre-fort de l'auteur de ses jours. Il me semblait qu'il cassait des noix de ses dents mal plantées.

L'honnêteté de M. Rockefeller est connue du monde entier. Pour amasser une fortune de plus de trois cents millions de dollars, il faut avoir Dieu pour soi, et pour avoir Dieu pour soi, il faut être honnête ; il n'y a pas à sortir de là. La preuve qu'il a Dieu de son côté, c'est qu'il n'a jamais fait une heure de prison malgré toutes les condamnations que lui ont infligées les tribunaux pour violation de l'anti-trust loi, condamnations tellement nombreuses que sa vie ne suffirait pas pour les purger.

M. Rockefeller ne se contente pas d'avoir Dieu dans sa manche, il tâche d'y mettre aussi ceux qui font et défont les lois et ceux qui les exécutent ou les violent, agissant toujours au mieux de leurs intérêts. C'est un homme qui sait placer un chèque à propos. Il se trompe quelquefois, témoin l'attorney général Monnett, de l'Ohio, qui refusa de se vendre pour quatre cent mille dollars. L'affaire fit du bruit, mais elle n'eut aucune suite. Si un pauvre diable se permettait d'offrir un poulet, il ferait au moins cinq ans de prison pour tentative de corruption.

Il y a quelques années, tout l'état-major du Standard Oil trust fut condamné, à je ne sais combien de mois de prison, par un tribunal du Texas; le gouverneur de cet Etat fit une demande au gouverneur de l'Etat de New-York pour l'extradition des coupables. Voici la réponse qu'il en reçut :

« J'accorderai l'extradition des personnes « désignées, si l'on peut me prouver qu'elles « étaient dans l'Etat du Texas au moment où « le délit a été commis.

T. ROOSEVELT.

Frère Escobar, qui a tant trouvé d'escobarderies dans sa vie, n'eût peut-être pas trouvé celle-là.

S'il s'agissait de l'extradition d'un Dick Palmer, par exemple, il n'y a pas un gouverneur aux Etats-Unis qui ne soit prêt à la signer des deux *mains*.

Vous ne savez pas qui est cet homme, ni ce qu'il a fait?...

Dick Palmer est un citoyen de Des Moines, Iowa; il est la vingt-cinq millionième partie de la grande armée du soulier-percé qui grouille dans la libre Amérique... la riche Amérique... pays du milliard et de la misère... patrie de l'hypocrisie et de l'égoïsme féroce: il est un de ceux à qui « Dieu a donné cet appétit » que leur envie le jeune Rockefeller. Malheureusement, comme le constate John lui-même, l'appétit est d'un côté, et les victuailles sont de l'autre. Or, un jour que Dick sentait plus vivement que d'habitude le « don du Seigneur » lui tenailler les entrailles, il allongea le bras sur l'étal d'un boucher et y prit un jambon, dans lequel il se mit à mordre comme un homme qui a dîné la veille en serrant sa ceinture d'un cran... et qui a soupé du même ordinaire.

Le pauvre diable ne savait pas qu'il y a mille et une manières de voler un jambon; mille qui sont permises... et une qui est défendue, justement celle qu'il a employée. Celle-là seule met la société en péril. Qu'arriverait-il si tous ceux qui ont faim s'avisaient de prendre à manger où il y en a?... On frémit rien que d'y songer.

Heureusement que nos juges comprennent le danger et y parent de leur mieux.

Ceux de Des Moines ont infligé *dix ans de travaux forcés* (hard labour) à Dick. Il est juste de dire que Dick est un récidiviste; il avait déjà subi une condamnation pour avoir volé un *pain*. De l'avis des médecins, Dick Palmer, qui est atteint de consomption, comme le sont plus ou moins tous ceux qui ont beaucoup jeûné, sera mort avant d'avoir accompli sa peine; ils pensent qu'il ne vivra pas plus de cinq ans. De sorte que ce scélérat endurci volera encore, par une mort prématurée, la société de cinq années de prison.

Le monde serait bien plus tranquille si tous les sans-pain faisaient comme le couple Youraj Krisan, de Paterson, N. Y. Au lieu de voler un jambon, ces deux malheureux se sont pendus face à face, à la même poutre et avec la même corde. Le mari avait trente-trois ans et la femme vingt-huit; ils se trouvaient sans travail et sans pain. Pas de bruit sur leur mort, juste quatre lignes dans les faits divers; mais, en revanche, sur la première page du journal s'étalait un magnifique discours de M. Roosevelt, commençant par: « Nous continuons à travers une période de prospérité prodigieuse »... Six colonnes sur ce ton, où les adjectifs se croisent et éclatent comme des bombes. Quand je pense que chaque citoyen peut avaler un pareil morceau pour ses deux sous!... Ce n'est vraiment pas cher. C'est dommage que ça n'apaise pas la faim.

Je me propose d'aller encore écouter John, qui prêche aussi bien que M. Roosevelt parle, à condition qu'il changera de thèse. Il nous a montré le triangle de la fortune, qu'il nous montre maintenant le triangle de la misère; qu'il se place au milieu et ne perde jamais de vue les trois sommets, qui sont: Exploitation, Usure, Accaparement. Qu'il nous dise aussi combien il faut de pauvres pour faire un millionnaire, et combien de larmes coûte, à la masse exploitée, chaque million que les riches encaissent.

ALEXIS FORTIER.

LOUISE MICHEL

Louise Michel, qui était en tournée de conférences avec Girault, a été prise au cours de son voyage d'une pneumonie qui l'a clouée au lit, mourante, à Toulon.

Les dernières nouvelles ne laissent aucun espoir. Vaillante jusqu'au bout, elle sera morte sur la brèche.

CEUX QUI CIVILISENT

Il faut lire les journaux français des colonies pour avoir quelque idée de la mentalité des Européens vivant au milieu des populations indigènes. Cette lecture vous montrera combien ces mêmes gens qui, dans leur pays, acceptent sans murmure les plus infâmes servitudes et les plus écrasantes oppressions, deviennent eux-mêmes les pires tyrans quand ils se trouvent en face d'êtres plus faibles qu'eux. Il serait injuste — comme on risque toujours de l'être en généralisant — de dire que l'esprit de ces feuilles représente celui de tous les Européens des colonies; non, heureusement, parmi les coloniaux il y a des personnes, nombreuses même, à qui répugnent ces procédés de conquérants et de négriers, et qui traitent les indigènes comme des hommes et non comme de vils animaux; seulement il faut dire aussi que la grosse majorité des coloniaux ont un jugement et une attitude toute différente. Mais lisons plutôt ensemble quelques passages de ces journaux; prenons par exemple cet entrefilet paru dans l'*Avenir du Tonkin* au cours de l'année dernière, cela est intitulé: *Marques de respect*.

« Ceux qui arrivèrent les premiers dans ce pays et se trouvèrent en contact avec des indigènes non encore gâtés par notre trop grande indulgence, exigent d'eux les marques de respect auxquelles a droit le peuple conquérant.

Soit indifférence, soit ignorance ou pour toute autre cause, nous nous relâchons aujourd'hui de la sévérité que nous devrions garder envers nos serviteurs. Ceux-ci se permettent de prendre des licences qu'il serait de notre dignité et de notre devoir de ne pas tolérer.

C'est ainsi que, dans nos appartements, nous servant soit dans nos chambres, soit à table, nombre de boys, *jeune génération*, se permettent de se présenter devant nous, cheveux plus ou moins bien peignés et noués et la tête non ceinte du turban.

C'est là un des plus profonds manques de respect, une des plus cruelles injures qu'ils puissent nous faire. Et ils s'en réjouissent d'autant plus que, ignorants des coutumes, nous la comprenons moins, mais que toute la valetaille subalterne s'en aperçoit et en rit à nos dépens.

. . . .

. . . .

Corrigez les boys qui viennent à vous sans turban. Ils n'ont aucune excuse. Corrigez aussi ceux qui vous offrent un objet sans le présenter à deux mains. Et alors ils vous serviront avec respect et dévouement. »

Peu de temps après, le même journal revenait à la rescousse sur le même sujet; un nouvel entrefilet paraissait, mais cette fois ayant pour titre: *Vieilles traditions*.

« Les vieux usages et les vieilles traditions se perdent.

« Plus que jamais le respect s'en va. Ce serait pourtant le moment de réagir. Les Annamites n'ont plus de marques extérieures de déférence que pour les vieux Tonkinois qui, ils le savent, connaissent les règles de la politesse asiatique. Quant aux nouveaux arrivants, tout en affectant envers eux l'attitude la plus humble, la plus plate même, ils se font un malin plaisir de leur faire de graves insultes que, inexpérimentés, les nouveaux débarqués ne peuvent remarquer.

. . . .

. . . .

Comment en serait-il autrement lorsque, à la Résidence Supérieure, au Gouvernement général même on laisse, à la porte des bureaux des plus hauts chefs de la colonie, violer les traditions de politesse indigène. Par une sentimentalité mal comprise, un sentiment de compassion bien généreusement français, mais ici déplacé, on laisse s'asseoir les tireurs de panka et les plantons qui, pour se reposer, ont toujours la faculté de s'accroupir sur leurs talons.

Bien mieux, on les laisse se servir des chaises mêmes destinées aux visiteurs et disposées pour eux dans les couloirs, sur le siège desquelles, en plus de leurs... parties charnues, ils mettent aussi leurs pieds sales.

Allez dans les provinces, chez un tong doc, un phu ou même un simple sous-chef de canton. Et voyez si les domestiques qui, éventant cinq ou six heures durant le *sommeil* du maître, se permettent de prendre un tabouret et de s'y asseoir? »

Le respect s'en va!

Passons maintenant à un autre journal, le *Courrier d'Haiphong*, et goûtons toute la saveur du récit qu'il fait d'un incident banal de la rue, lequel lui suggère cependant de bien sombres commentaires.

« Dimanche soir, au square Paul-Bert, à l'heure de la musique, il s'est passé un fait typique. C'est une rude leçon donnée encore aux annamitophiles à outrance!

Si, après cela, ils ne sont pas convaincus de la fausseté de leur optimiste théorie sur la race indigène... il n'y a plus qu'à « tirer l'échelle ».

Voici donc le fait. Faisant les cent pas, peu avant le premier morceau, tout à coup plusieurs cris s'élevèrent: « Arrêtez-le! Arrêtez-le! » Un Annamite détalait à toutes jambes en face le trésor. Mais il n'alla pas loin, et trois ou quatre solides poignes de militaires l'eurent vite appréhendé au collet. Nous crûmes d'abord à un vol. Cependant la nature du délit était tout autre. Voici le récit recueilli de la bouche même de la victime et corroboré entièrement par les nombreux assistants présents à cette scène révoltante.

Trois jeunes gens de quinze à seize ans environ étaient tranquillement assis sur un banc du square, derrière la statue de Paul-Bert. L'un d'eux se trouvant mal assis (beaucoup trop vastes et surtout trop profonds et mal inclinés, ces bancs sont en effet rien moins que confortables) — il avisa un Annamite sur une chaise à côté de lui en lui demandant de la lui céder. Que croyez-vous que fit l'indigène?

Il ne bougea pas et répondit en français d'un ton narquois: *Chaises pour les Annamites. — Bancs bons pour les Français!* (Sic).

Impatienté — et certes, il y avait grandement de quoi! — le jeune homme fit le geste de répondre comme il convenait à cette insolence..., soit par un solide « revers de main ».

Mais il n'en eut pas le temps. L'Annamite ne se contentant même pas de la « parade », *venait de lui envoyer un magistral coup de poing en pleine figure*. Puis, cet acte accompli, il se sauvait héroïquement au plus vite,.... quand il fut arrêté. Les spectateurs présents, indignés, voulaient lui faire un mauvais parti. Mais lui, se sentant protégé par deux agents européens, l'un de la police municipale, l'autre de la police judiciaire, accourus aussitôt, ne sourcillait même pas.

Il nous a été donné de voir de près ce spécimen de notre civilisation. Entre les deux agents, la physionomie assez intelligente, surtout empreinte de la dernière impertinence, il regardait l'assistance, — que son acte avait quelque peu mise en ébullition, avec un air parfait de je m'en...., fichisme. »

Il a été emmené au poste, après avoir eu les mains attachées avec sa ceinture derrière le dos, par un agent indigène.

Sera-il sévèrement châtié??

C'est grandement à souhaiter... Un assistant déclarait: « S'il avait été en Amérique, cet animal-là aurait été *lynché!!* »

En Amérique on aurait lynché cet animal,

avait dit un doux spectateur — ô âme magnanime et anonyme des foules ! — Ce propos n'a pas été perdu et la surenchère ne s'est pas fait attendre ; voici que le lendemain on pouvait lire dans l'*Indépendance Tonkinoise*, autre feuille de la colonie :

« Un Annamite a frappé en plein visage un jeune Français qui écoutait dimanche dernier la musique au square Paul-Bert. Il a été arrêté et conduit avec tous les égards dus à un indigène, au poste de police, protégé par les agents contre l'indignation de la foule. C'est honteux. Que ne l'a-t-on laissé lyncher ! »

Ce même journal publiait, quelques jours ensuite, ce court écho qui est certainement d'un laconisme délicieux.

« Entendu à la salle des ventes entre un Européen et l'interprète du commissaire-priseur :

— « Tâchez de vendre les objets que j'ai mis en vente il y a un mois. — Si j'ai le temps, Monsieur. »

Et dire que l'Européen n'a pas giflé cet indigène trop poli. »

Avis aux indigènes : s'ils se montrent polis, on les giflera ; ils ont donc tout intérêt à paraître discourtois. Mais comment concilier cela avec les regrets exprimés d'autre part sur la disparition des marques de respect ? Baste ! ce n'est pas la logique qui gêne ces messieurs les civilisateurs, pas plus du reste que ne les gêne le droit des gens, ainsi qu'il en ressort de cette étrange proposition, faite par l'*Avenir du Tonkin* dans un de ses premiers *leaders*, où il est traité du vol au Tonkin et des moyens de les réprimer :

« Tout Asiatique trouvé porteur ou en possession d'un objet, *usagé ou non*, de provenance européenne, sera interrogé et prié d'en indiquer la provenance.

Une enquête sommaire, immédiatement faite sur place, permettra de confirmer l'exactitude de ses explications. »

Enfin, voici l'étoile de cet écrin de perles ; nous la trouvons dans l'*Indo-Chinois*. C'est encore un civilisateur qui se plaint de ce que le respect s'en va, il se lamente et sa pensée se reporte aux temps élyséens du pouvoir militaire :

« Où est le temps, écrit-il, où l'amiral Cour-
« bet avait fait apposer par les autorités anna-
« mites des affiches en caractères, prévenant les
« indigènes que s'ils passaient à côté d'un Eu-
« ropéen sans se découvrir, ils seraient punis
« de mort et exécutés sur-le-champ ? »

Nous devons à la vérité de déclarer que jamais l'amiral Courbet ne fit afficher une pareille monstruosité, mais pour le rédacteur de l'*Indo-Chinois* — un enragé vivelarmiste évidemment — cette prescription imaginaire lui parut conforme à l'esprit militaire, et comme elle était en même temps conforme à son esprit à lui, il prit son rêve pour la réalité.

Nous arrêtons là les citations ; la dernière que nous avions conservée pour la bonne bouche, et les précédentes, suffisent pour donner aux lecteurs des *Temps Nouveaux*, une idée du ton de la presse française aux colonies en particulier et de l'esprit des coloniaux en général. Tout commentaire de notre part ne saurait qu'affaiblir l'effet de ces citations, aussi nous en abstenons-nous.

Ernest Babut.

FAMINE ET CARABINIERS

On sait que, depuis quelques années, la situation économique est désastreuse dans la province italienne des Pouilles. Les raisons ? Une organisation ouvrière incomplète ou défectueuse, un patronat inintelligent et tout-puissant, une série d'années mauvaises pour la récolte du vin : 1903 a été pire que toutes les autres ! D'où, pour le prolétariat des campagnes et des villes, une misère noire et le mal impitoyable, *la faim*. Quel remède apporter ? Les camarades n'ont pas besoin que nous exprimions notre avis pour le connaître. Mais, pour leur donner une idée de la situation terrible du prolétariat des Pouilles, nous traduisons l'article de tête du *Secolo* de Milan (12 janvier), dont les dires ni l'opinion ne sauraient être sujets à caution en cette affaire. Crainte ou pitié, voici comme il juge le rôle du gouvernement italien, qui, au lieu de pain, envoie aux affamés des Pouilles... des soldats avec des balles et des fusils pour maintenir l'ordre :

« Nous y sommes accoutumés. Tous les ans, au début de l'hiver, on annonce qu'une province ou l'autre de l'Italie est désolée par la famine.

Cette fois, il s'agit des Pouilles, et l'on dit et l'on écrit que la misère dans laquelle se trouvent ces populations, ne saurait être plus effroyable.

En plein vingtième siècle, avec toutes les lumières de la civilisation, un phénomène si douloureux, qui nous rejette en plein moyen âge, à l'époque où la disette moissonnait les populations, ne devrait plus être possible. Mais, étant donné que cela arrive encore dans quelques provinces par exception, le devoir du gouvernement, quel qu'il soit, serait de porter immédiatement secours pour remédier au mal, au moins provisoirement, jusqu'à ce qu'il fût possible d'adopter les mesures définitives conseillées par les circonstances.

En revanche, nous assistons toujours, tous les ans, à l'empirisme accoutumé : le gouvernement envoie des soldats et des carabiniers pour protéger l'ordre public !

L'ordre public est une chose, et la faim une autre.

On comprend que la faim puisse troubler l'ordre public, mais ce n'est pas avec des soldats et des carabiniers qu'on peut la satisfaire. Si les grandes dépenses auxquelles le gouvernement se résout pour dompter les révoltes de la faim, avaient été employées en temps utile à prévenir la misère, quels malheurs on aurait évités !

Ce fait est d'évidence intuitive. Les populations des Pouilles sont affamées : le gouvernement envoie des carabiniers ! Quelle sottise ! Qu'il envoie du pain !

Nous savons bien que le gouvernement ne peut se faire l'approvisionneur du pain, dans toutes les provinces où cet aliment nécessaire devient rare : mais après le pain, qui est une mesure provisoire, le gouvernement doit penser aux mesures stables, au travail, qui est l'unique chose qui manque dans les pays où règne la misère.

La fonction du gouvernement n'est pas seulement de protéger l'ordre public, mais aussi de prévenir les malheurs, dans le genre de ceux qui accablent quelques provinces de l'Italie, au moyen de mesures utiles et d'un caractère général, capables de prévenir les crises économiques, et de les affronter avec des moyens adéquats quand elles se manifestent.

C'est, depuis plusieurs années, le cas des Pouilles.

Si le gouvernement fût venu en aide aux Pouilles, simplement avec les moyens qu'il a adoptés pour prévenir des révoltes possibles, à cette heure la question des Pouilles serait résolue.

Il est donc temps de changer de conduite, de méthodes et de politique. »

DES FAITS

Refus de l'impôt. — Des journaux bourgeois : Pour des raisons personnelles, M. Eugène Moulin, jardinier, 77, boulevard de l'Ouest, au Raincy, refusa de payer ses impôts... une quarantaine de francs.

Avis, sommations avec ou sans frais le laissèrent indifférent.

A la requête du percepteur, M. Donon, huissier, se présentait au domicile du contribuable pour enlever les meubles saisis précédemment et les transporter à l'Hôtel des ventes.

L'officier ministériel fut si mal reçu qu'il dut demander assistance au commissaire de police, M. Mondon, lequel se fit accompagner de deux agents et de deux gendarmes.

Le cortège s'avança. Quelques inscriptions peu flatteuses frappèrent tout d'abord les yeux des représentants de la loi ; puis ce fut la porte d'entrée qu'il fallut faire ouvrir par un serrurier. Une fois dans le jardin, ils furent reçus par des injures et par un coup de revolver... à blanc.

Devant un tel accueil, l'huissier déclara ne pas vouloir insister et il se retira.

Les époux Moulin, aidés d'un voisin, cadenassèrent leurs portes et les consolidèrent avec des madriers.

Mais tout cela n'aboutit à rien, et, hier, ils durent céder, après douze heures de siège. Ils seront poursuivis en correctionnelle, pour injures et menaces à officier ministériel et à des agents dans l'exercice de leurs fonctions.

MOUVEMENT SOCIAL

Le capitaine Blanchard, 128e de ligne, en garnison à Aubervilliers, reconnu coupable à l'unanimité, par le premier conseil de guerre de Paris, d'avoir frappé, dans le service, et en dehors des cas prévus par le règlement, le soldat Angelin, mais avec circonstances atténuantes, est condamné à vingt jours d'emprisonnement.

Un soldat qui frapperait un officier, serait-il condamné à 20 jours d'emprisonnement ? Il serait condamné à mort.

Les conseils de guerre sont prodigues de circonstances atténuantes pour les officiers : ils en sont avares pour les soldats.

Le règlement prévoit des cas où l'officier est autorisé à frapper le soldat (légitime défense, ralliement de fuyards, interdiction de pillage) ; il n'en prévoit pas où le soldat soit autorisé à frapper l'officier.

∴

Un pauvre homme, un journalier, vient d'être condamné à deux ans de prison, parce qu'il était bigame. Il ne savait ni lire ni écrire, ignorait les lois en général, et en particulier celles sur le mariage. Mais « nul n'est censé ignorer la loi ».

Pourquoi le code punit-il d'une façon aussi excessive le délit de bigamie ? Pourquoi la bigamie est-elle elle-même un délit ? Parce que le code républicain, héritier du Code chrétien, venge la morale chrétienne. Il n'y a pas d'autre explication à cette absurdité. Autrement, l'Etat se contenterait d'annuler l'un des deux mariages — au cas où tous les intéressés ne seraient point d'accord — et de frapper le bigame d'une simple amende, pour lui apprendre à avoir mis le trouble dans ses paperasses. Car c'est à cela que se réduit le crime de bigamie : mettre du trouble dans les paperasses de l'Etat. Deux ans de prison pour une telle vétille, c'est trop.

De deux choses, l'une. Ou bien les intéressés sont d'accord pour vivre en état de polygamie, et alors le Code doit les laisser tranquilles. Ou bien ils ne sont pas d'accord, et alors c'est à ceux qui n'acceptent pas cet état à demander le divorce et aux juges à le leur accorder. Il n'y a donc aucun motif, même en l'état de choses actuel, pour faire de la polygamie un crime, voire un délit.

L'Etat n'a pas à faire prédominer la morale chrétienne sur la morale musulmane, à favoriser telle morale aux dépens de telle autre. Chaque individu doit être laissé libre d'adopter la morale qui lui convient.

∴

A Lorient (cueilli dans le *Nouvelliste du Morbihan* du 20 mars) :

« Depuis quelque temps, une rivalité existait entre deux groupes de marins et d'artilleurs. Afin de vider le différend, rendez-vous fut pris pour hier

soir. Douze artilleurs et sept marins se rencontrèrent dans ce but. Le combat commença avec des coups de poing américains, mais bientôt les couteaux furent ouverts et le matelot corse Philippi, trouvant ces armes insuffisantes, fit feu à plusieurs reprises de son revolver. Une patrouille du 62e et la police intervinrent à ce moment, mais deux combattants étaient déjà gravement blessés : l'artilleur Portanguen avait une balle dans la hanche, l'artilleur Gagne avait une balle dans le bras et était en outre blessé d'un coup de couteau.

» Après avoir reçu les premiers soins à la pharmacie Le Léannec, les blessés furent conduits à l'hôpital maritime, où l'extraction des balles doit avoir lieu aujourd'hui. »

Douces mœurs militaires!

*
* *

Du même journal (toujours à Lorient) :

« L'agent Pasquier qui vient d'être promu brigadier, en remplacement de M. Henriot, était le président du syndicat des gardiens qui fut créé il y a deux ans. Ce syndicat n'aura eu qu'une durée éphémère. Hier matin, en effet, M. le commissaire central, ayant réuni les agents, leur a lu un article de loi interdisant la création de syndicats aux cantonniers d'une même commune, et aux membres de professions similaires». En vertu de cet article, il a déclaré que le syndicat devait être dès maintenant considéré comme dissous et immédiatement tous les gardiens de la paix ont dû signer leur démission du syndicat. »

Ce syndicat de policiers ne pouvait être que jaune. N'empêche qu'en le dissolvant, on attente au droit d'association.

*
* *

Un soldat du 1er régiment d'infanterie, à Rennes, Denouel, a été puni de 60 jours de prison pour avoir... allons devinez... pour avoir dit « Bon dieu de nom de dieu! » dans un compartiment de chemin de fer. Oui, 60 jours de prison pour cela. Sur la plainte d'un séminariste.

A rapprocher du cas du *capitaine* Blanchard, condamné à *20 jours* d'emprisonnement pour avoir *frappé* un soldat.

R. C.

*
* *

Lyon. — Comme il fallait s'y attendre, après avoir accompli toutes les abjections et toutes les ignominies, la répugnante police lyonnaise vient de nous démontrer ce qu'elle est et ce qu'elle a toujours été.

Le malheureux Sauvageon, pauvre victime estropiée par l'autorité militaire, qui, pour se débarrasser de sa victime, l'abandonna sur une grande route, voulant s'obstiner à vouloir vendre le *Manuel du Soldat* et autres imprimés légaux, tout en étant possesseur d'un permis de colportage, les chiens de garde de l'autorité l'arrêtent à tout instant; mais le comble du cynisme, c'est le commissaire du poste de police de la place du Pont, disant à ses agents, en présence de Sauvageon arrêté : « Je le sais, c'est arbitraire, c'est illégal, c'est injuste, mais je m'en fous de la loi, vous l'arrêterez toutes les fois que vous le rencontrerez dans les rues; vous l'emprisonnerez pendant trois heures, et vous le remettrez ensuite en liberté. »

Quoique l'on dise que ces répugnants individus fassent excès de zèle, il est inutile de dire qu'ils n'agissent que d'après les ordres de cette sentine à ordure qu'est la préfecture du Rhône.

C'est égal, quelle saleté de monde que ces honnêtes gens!

*
* *

Mouvement ouvrier. — Ce qui était prévu depuis longtemps est arrivé. L'application de la loi Milleraud-Colliard sur la durée du travail dans les ateliers mixtes, qui se traduit presque partout par des diminutions de salaires, a provoqué de nombreux conflits. Ceux-ci se sont jusqu'à présent localisés dans les usines et tissages du Nord et principalement à Roubaix. Mardi matin, les chiffres officiels accusaient un arrêt partiel ou complet du travail dans 47 usines occupant 11.321 ouvriers.

J'ai, à bien des reprises, montré des exemples, cité des faits démontrant comment les employeurs s'y prennent pour tourner cette loi « de protection ouvrière ». Voici comment l'on pratique dans un important peignage de laines de Roubaix.

Cette usine occupe sept cents ouvriers en deux équipes : l'équipe de nuit, composée d'hommes adultes, travaille douze heures, de six heures du soir à six heures du matin; l'équipe de jour, formée presque tout entière par des femmes, travaille dix heures et demie et les patrons, dès samedi dernier, ont réduit, pour cette dernière équipe, la journée à dix heures, tandis que les hommes continuent à travailler *de nuit, toujours*, sans discontinuer pendant douze heures, démontrant ainsi combien la « grande réforme socialiste » se réduit en réalité à zéro.

Je pourrais citer encore de nombreux exemples — comme le développement du travail à domicile, moins rémunérateur et plus long, l'impossibilité à des jeunes gens, n'ayant pas dix-huit ans, de trouver du travail dans certaines industries, etc., etc. — mais à quoi bon puisqu'il n'est pires sourds que ceux qui se refusent à entendre. Je ne m'arrêterai donc plus à discuter cette grande réforme qui n'est qu'un grand trompe-l'œil et une vaste fumisterie, et me contenterai d'enregistrer les faits les plus saillants.

Et ma foi, les travailleurs intéressés semblent si bien s'en rendre compte, qu'en dressant la liste de leurs revendications, ils se sont à peu près occupés de la loi comme si elle n'existait pas. Le mouvement qui a lieu actuellement dans le Nord porte, pour ainsi dire, uniquement, sur un relèvement général des salaires, et les manifestes publiés à ce propos, tant par la Fédération du textile que par la Confédération, envisagent bien plus l'opportunité de profiter de l'agitation pour essayer d'arracher des augmentations de salaires, que l'application d'une loi inapplicable d'une part et inutile de l'autre, la diminution du temps de travail ne pouvant être une réalité que lorsque les travailleurs sauront la vouloir et l'imposer à leurs exploiteurs. Une loi n'y peut rien, on la tourne — en établissant une cloison en papier séparant les hommes des femmes dans certains endroits, ou en les faisant travailler dans des bâtiments séparés — et seuls les intéressés, on ne le répétera jamais assez, y peuvent quelque chose.

Les incidents à signaler sont ceux inhérents à une agitation ouvrière un peu importante; réunions agitées, manifestations dans la rue et aux portes des usines où l'on va pour essayer d'entraîner les moins énergiques et les réfractaires, etc., etc. A signaler, plus particulièrement, l'envahissement d'une usine par les grévistes qui ont tant soit peu « saboté » le matériel, coupé les courroies, etc.

De son côté, le gouvernement a « royalement » fait les choses et Roubaix ressemble, à l'heure actuelle à un camp retranché. L'usinier Motte doit être satisfait, il va pouvoir expérimenter les créneaux de son usine château-fort, car il y a actuellement dans la ville, pour « protéger la liberté du travail » à part plusieurs centaines de gendarmes venus d'un peu partout, deux bataillons du 1er régiment de ligne venant de Cambrai, un bataillon du 84e venant de Landrecies, un bataillon du 145e venant de Maubeuge, deux escadrons du 19e chasseurs à cheval venant de Hesdin, deux escadrons du 4e cuirassiers venant de Cambrai.

Et il paraît que l'on en attend encore d'autres troupes.

Le ministère cher à Jaurès et aux socialistes fait bien les choses, comme on le voit. Méline, lui-même, vraisemblablement, ne ferait pas mieux.

*
* *

Au moment où je termine, les journaux annoncent que des conflits ont eu lieu entre la troupe et les grévistes. La cavalerie a chargé et il y aurait des blessés. Baïonnette au canon les « braves lignards » chers à Déroulède, ont refoulé les travailleurs.

Combes, après Constans, veut lui aussi son petit Fourmies. Les lauriers de Millerand à Châlon l'empêchent de dormir. Motte, maire et usinier à Roubaix, est en train d'exaucer ses vœux. Mais cela ne veut pas dire que les travailleurs se laisseront tuer aussi facilement.

*
* *

Une dépêche de l'ami Degreef, nous annonce que la grève générale du textile et des autres corporations est décidée pour vendredi.

*
* *

A Marseille, des incidents, qui ont failli devenir tragiques, ont eu lieu vendredi dernier dans la soirée.

Voici les faits : Depuis déjà un certain temps, un conflit était pendant entre l'Union syndicale des Dockers et la Compagnie de transports Busck. Pour protester contre l'ostracisme dont cette Compagnie frappe les syndiqués, les ouvriers décidèrent une manifestation. Au nombre d'environ 2.000, ils se dirigèrent vers le quai où sont amarrés les navires de la Compagnie, où travaillaient des membres du syndicat jaune. Cette manifestation étant prévue, la police avait fait établir un barrage de sergots que tentèrent de rompre les manifestants. Furieux, le chef de bande des policiers fit mettre sabre au clair à ses hommes et fit charger les manifestants. Les forces de police furent accrues par une brigade d'agents cyclistes, qui arrivèrent revolver au poing et qui, pour riposter à quelques pierres qu'ils avaient reçues, firent feu sur la foule et organisèrent une véritable chasse à l'homme, entrant dans les boutiques où s'étaient vivement réfugiés les manifestants sans armes.

Par crainte des vengeances policières, un certain nombre de blessés rentrèrent chez eux précipitamment, mais sept blessés, dont cinq ayant reçu des coups de sabre et deux des coups de revolver, restaient sur le pavé. A son tour, la police marseillaise avait « sa journée ».

Devant la gravité des événements, la Compagnie, cause initiale du mouvement, craignit les représailles et accorda satisfaction aux réclamations des ouvriers. Ceux-ci, toutefois, mirent une condition moyennant quoi l'agitation cesserait, c'est que toutes les personnes arrêtées fussent remises en liberté. Les autorités refusèrent tout d'abord, mais crainte des représailles, tous les arrêtés moins un, furent remis en liberté. Nouvelle menace et, le soir du samedi, les ouvriers réclamant la mise en liberté du dernier détenu, refusèrent de travailler.

Devant cette énergie et dans la crainte de nouveaux conflits, le dernier détenu fut relâché et le travail reprit, les intéressés ayant obtenu satisfaction.

Un des blessés, qui a reçu une balle dans la tête, a inspiré quelque inquiétude mais s'en sortira tout de même.

Une enquête — pour la forme, car nous savons ce que valent ces enquêtes — est ouverte pour établir les responsabilités des sergots assassins.

*
* *

A Elne, près de Perpignan, la grève des ouvriers agricoles a pris subitement une gravité extraordinaire. Il y a eu conflit entre la gendarmerie qui a tiré sur les grévistes et il y a des blessés.

Voici les faits :

Les grévistes ayant arboré le drapeau rouge sur un édifice communal, le maire radical socialiste le fit enlever.

Un propriétaire ayant refusé de faire cesser le travail à ses ouvriers, fut quelque peu houspillé. Dans Elne, les grévistes firent fermer les boutiques et furent un moment maîtres de la localité. Mais les gendarmes étant accourus, les grévistes les reçurent à coups de matraque. Le brigadier Larrère tira son revolver et le déchargea trois fois sur un de ses agresseurs, Jacques Albert, quarante-six ans, fossoyeur, qui fut légèrement blessé au bras gauche. Le gendarme Boucabeille tira aussi un coup de revolver sur ses agresseurs. La balle vint blesser au mollet droit un curieux, Jean Guisset, âgé de dix-neuf ans.

En apprenant cette bagarre, les grévistes s'arment de fourches, tridents, gourdins, serpettes, hachoirs et même de fusils, et se dirigent vers la gendarmerie pour l'incendier. A ce moment, arrivent les brigades de gendarmerie envoyées par le préfet. Les grévistes, se sentant impuissants, se bornent à défiler en chantant l'*Internationale*.

Le parquet de Perpignan ne tarde pas à arriver, ainsi que des forces imposantes de police et de gendarmerie.

La soirée a été assez calme. Mais les grévistes ont de nouveau promené le drapeau rouge et empêché le travail.

La grève d'Elne a pour motif le refus des propriétaires d'exécuter l'accord intervenu entre propriétaires et travailleurs, lors de la grève de février.

Une autre grève de travailleurs agricoles est signalée, ce matin, au Boulou, arrondissement de Céret.

P. Delesalle.

*
* *

Le bonhomme que nous entretenons à l'Elysée, et qui fait les fonctions d'empereur des Français, se déplace, et va, dans quelques jours, rendre visite à son copain d'Italie, qui, justement, est, à l'heure actuelle, en train de banqueter avec « notre ennemi héréditaire » le teuton Guillaume.

Ces ballades, visites et contragulations de nos seigneurs et maîtres ne nous intéresseraient pas autrement si, d'une part, chacun de ces déplacements ne se traduisait par l'arrestation et l'emprisonnement de quelques centaines de nos camarades, et si, d'autre part, nous n'étions obligés de payer les frais de ces déplacements.

Pour cette fois, la ballade à Rome de notre très démocratique président ne coûtera que la bagatelle de 450.000 francs, car ainsi en ont décidé nos maîtres, sur la proposition du très socialiste député du Rault de Pressensé, ex-dreyfusard de marque.

450.000 francs pour aller visiter un roi, pendant que des milliers de malheureux crèvent de faim faute d'un croûton de pain à se mettre sous la dent!

Ça fait tout de même plaisir de vivre sous une république où les socialistes sont si royalistes.

Paye et crève, brave populo; tu n'as que les maîtres que tu mérites.

* *

Trélazé. — Après sept semaines de lutte, dont trois particulièrement mouvementées, les ardoisiers viennent d'obtenir complète satisfaction.

La solution de ce conflit aura un résultat considérable dans nos milieux, au point de vue de l'organisation syndicale.

L'administration, gênée par l'action incessante de la Chambre des ardoisiers, décidait, le 3 février, la fermeture de l'un de ses établissements, et faisait afficher, le lendemain, qu'un livre de réembauchage était ouvert. En procédant ainsi, elle dissimulait mal son intention de se débarrasser des militants.

Tous le comprirent, et aucun ouvrier ne se présenta. Bien mieux, 750 ouvriers travaillant à quinze lieues de là et dépendant de la même administration, cessaient le travail par solidarité, en sommant l'administration de rouvrir son établissement, *sans conditions pour tous ses ouvriers;* trois semaines après 1 000 autres adressaient le même ultimatum.

Les derniers arrivés dans le mouvement sont les plus énergiques; la casse s'en mêle! — et dans les grands prix! 800 gendarmes sont mobilisés. Un moment s'agite l'idée de grève générale dans toutes les industries angevines. Les pouvoirs publics s'émeuvent, et — pour une fois — nous pouvons leur rendre cette justice, prennent parti pour les ouvriers contre l'administration.

Elle capitule, obligée, non seulement de reprendre tout son personnel, mais encore d'accorder certaines améliorations.

En résumé, l'administration nous a procuré l'occasion de quintupler le nombre de nos syndiqués, et de donner aux ouvriers angevins, en général, une plus grande confiance en eux-mêmes, et dans l'action directe, surtout.

L. Ménard.

Angleterre

Après Taff Vale et Denaby — c'est la Fédération des Mineurs du Sud de Galles (South Wales Miners' Federation)!

74 propriétaires de mines de charbon réclament de ladite fédération, ni plus ni moins que 100.000 livres sterling pour avoir osé déclarer l'arrêt de travail dans les mines. Il va sans dire — comme dans les deux premiers procès — les compagnies minières auront le dessus... et l'argent.

La méthode adoptée par les capitalistes pour se débarrasser le plus vite des syndicats ouvriers, semble se couronner de succès. Encore deux ou trois de ces condamnations et les *trade-unions* sont à sec. Resteront-elles encore longtemps tranquilles sous les coups mortels que leur portent les propriétaires? Ou comprendront-ils enfin qu'une étroite solidarité entre les ouvriers et que la Grève générale leur donneront un moyen admirable et une arme fatale pour combattre l'insolence croissante des capitalistes insatiables.

* *

Un meeting international a eu lieu, le 18 mars, dans *New Alexandra Hall*, Londres, pour commémorer le 33e anniversaire de la commune. Le meeting a eu un succès énorme et trois résolutions ont été adoptées par acclamation et aux applaudissements de la foule enthousiaste : l'une d'elles regrettant la mort d'Elie Reclus, les deux autres étant les suivantes :

1° Que ce meeting flétrit les inquisiteurs d'Espagne, pour leur conduite barbare envers les innocents d'Alcala del Valle, et envoie aux martyrs de l'injustice bourgeoise, capitaliste et cléricale, son salut fraternel.

2° Que ce meeting flétrit avec indignation l'acte du Gouvernement russe, en faisant pendre six ouvriers à Batoum sans aucune autre forme de procès, là où la défense d'un accusé est permise par la loi, même dans l'autocrate Russie; que ce meeting fait appel à la solidarité internationale des ouvriers et à la démocratie civilisée du monde entier, pour combattre ce tyran et arrêter cette barbarie inadmissible, qui n'est égalée que par la Turquie sanguinaire ou par les tribus sauvages non civilisées.

Russie.

Déserteurs russes. — On constate à New-York, depuis un mois, l'arrivée d'un nombre considérable de jeunes émigrants, tous originaires de Russie. Ce sont des déserteurs : les uns des réservistes qui ne veulent pas être appelés au service actif; les autres des soldats qui ne tiennent pas à aller en Mandchourie. Leur chiffre, depuis le commencement du mois, s'élève à environ dix mille. La plupart sont juifs ou polonais. Les deux derniers transatlantiques de Hambourg en ont amené, chacun, quatorze cents; et le chiffre semble devoir augmenter encore.

On a interrogé quelques-uns sur la façon dont ils ont quitté leur pays. Un pauvre diable, encore vêtu d'un pantalon de soldat, s'est tenu caché pendant cinq jours dans les bois, à proximité de la frontière, avant de la franchir de nuit. Le plus grand nombre ont émigré grâce au rouble. Il existe, en Russie, des agences spéciales qui organisent ces voyages clandestins. Elles demandent vingt-cinq roubles par homme, donnent un pourboire décent aux postes de frontière et font traverser celle-ci sous les yeux des soldats, par des groupes de dix à douze déserteurs. On prend le train à la plus proche station allemande.

(*L'Aurore*, 27 mars).

Turquie.

Constantinople. — La semaine passée, comme on avait répandu ici le bruit que Paris était en pleine révolution, que les anarchistes avaient jeté des bombes à la Bourse et à plusieurs autres endroits de la ville, dans la journée de samedi 12 courant, je n'osais rien vous expédier, ne sachant pas ce qu'il fallait en croire. — Une famille ici avait reçu une dépêche de leur fils de Paris, disant :

« Ne vous inquiétez pas, je suis sain et sauf ».

Et là-dessus on combinait des histoires de brigands qui donnaient la transe à tous les porteurs de valeurs françaises.

Il résulte maintenant que l'histoire a été inventée pour faire réussir une spéculation de banquiers. — Vous concevez l'émoi dans les familles françaises!

Je ne sais pas si en France la loi punit les voyous qui causent la souffrance morale à des centaines de personnes, mais ici on les respecte beaucoup.

L'ART

Petites Expositions

Les dessins qu'il donne incessamment aux gazettes illustrées ont valu à Hermann Paul une belle renommée : bâtis à grands coups d'un crayon sec, anguleux, un peu austère, faits, semble-t-il, de rien, avec leurs noirs, leurs gris et leurs blancs vivement distribués, soulignés de légendes incisives, ils ont exprimé bien souvent les haines, les mépris, les tristesses de l'honnête homme d'aujourd'hui, devant les malfaisants et les malfaiteurs sociaux.

Hermann Paul est peintre aussi. Vingt-deux toiles, accrochées aux galeries Vollard, l'affirment avec force, vingt-deux toiles d'une tonalité grise, claire et reposée. Elles montrent un Hermann Paul apaisé, familial et tendre, impressionné par les petits enfants et les bonnes aïeules, par les malades et les convalescents, observateur discrètement ému des intimités heureuses.

Ce n'est pas toutefois que le satirique à l'âme ardente ne reparaisse par instants chez Vollard. A citer en témoignage : *Les Vainqueurs* ; sous un ciel bas et tragique, des soldats, pliant sous le butin, s'éloignent à grands pas d'une ville incendiée ; — *La Belle et la Bête*, interprétation inédite, d'un sens tout moderne; — *Scène de ménage*...

* *

Chez Druet, au lointain faubourg Saint-Honoré, c'est Maximilien Luce. Il a réuni là, avec un trop petit nombre de toiles, quatre-vingts études et deux cents dessins. Modeste et ferme, convaincu, désintéressé, ayant hérité des vieux maîtres la passion du travail et la *foi*, Maximilien Luce est de ceux qui, par la dignité de leur existence, autant que par l'excellence de leur art, forcent, *quand même*, l'attention des hommes.

Luce aime la nature pour elle-même; et c'est telle qu'elle est, et non au travers des magies de son rêve ou de la fantaisie de sa sensibilité, qu'il s'applique, autant qu'il se peut, à la voir ; et c'est encore avec ses seuls yeux, ses yeux qu'on devine mâles, graves et un peu tristes.

Les études et les dessins, par leur nombre, écrasent la dizaine de toiles exposées. Sentira-t-on assez la signification de ce fait? — Un peintre vient, qui demande qu'on le juge non seulement sur les quelques œuvres définitives qu'il apporte, mais sur ses études aussi. Il nous apprend aussi que l'art est une longue patience, une longue conscience, et qu'il faut, en travaillant beaucoup, en travaillant toujours, se résigner à n'être qu'un petit producteur. Ce peintre-là est un sage et un fort.

A signaler parmi les peintures : le *Ponton à Ivry*, l'*Usine à Couillet*, le *Pont de Marchienne* et surtout cette grande esquisse, *Les Batteurs de pieux*, d'une vigueur et d'une intensité pleinement remarquables.

Beaucoup, aux meilleures des peintures, égaleront nombre d'études. Celles-ci n'ont d'autre parti pris que d'être véridiques : elles le sont avec une rare âpreté d'accent.

Am. C.

Notre époque est celle de l'Administration. Nous vivons dans une société hiérarchiste, dans une vaste société anonyme, où chacun grignote en cachette la part du gâteau qui est à portée de ses dents. Rien de fortement individuel; tout est dans le rang, immobile, respectueux, discipliné.

Ce n'est pas que nous ayons touché le terme bienheureux où nous n'aurons plus de bataille à livrer, où, sceptiques et bienveillants les uns pour les autres, nous serons les hommes de bonne volonté qui s'entr'aident d'intelligence; nous ne sommes pas encore à cette époque souriante, où le simple fait de vivre sera suffisant pour s'affirmer et sentir son génie, où la personnalité se verra grandir dans l'égalité alors naturelle des facultés appréciées sans comparaison.

Ah que non! seulement ici chacun a peur de s'affirmer différent du parangon officiel, de la petite convention admise. Tout est soumis et obéissant aux divines apparences. Nul n'y attache d'importance réelle, personne n'y croit, tout le monde est fixé, mais on les observe religieusement. On sait que ce sont elles qui consolident la famille, qui garantissent le fonctionnement des armées et la conservation de la propriété. Ce sont elles surtout qui donnent la considération sacrée. Dans Aristophane, on voit un Grec offrir un gâteau en sacrifice aux dieux, attendre quelques heures et le manger, pensant que la divinité ne devait pas avoir faim, puisqu'elle laissait intacte la pâtisserie. Ainsi fait-on maintenant avec les apparences; on prend plaisir à les tromper, mais on se garde de se faire prendre. Si l'on n'est pas pris, on jouit de la toute-puissante opinion officielle et publique.

Des années de pareil régime finissent par incruster lentement sur la physionomie des hommes une sorte d'image neutre sans relief et sans éclat qui, signifiée, sera pour l'avenir l'évident témoignage de l'apathie de notre temps.

Cependant le besoin d'expansion inhérent à notre nature ne peut disparaître entièrement. Gêné, comprimé, réduit, il s'émiette et se répand en préoccupations médiocres, en pensées mesquines, il se tasse au niveau de la morale du jour.

Le peu qui en subsiste est la vague lueur de liberté qui clignote dans les yeux des gens d'Hermann Paul.

Ces gens sont laids, mais d'une laideur si banale, qu'il faut pour la sentir se placer à un point de vue idéaliste. Il faut songer à une humanité harmonique, à quoi que ce soit de généreux et de désintéressé, pour éprouver toute la hideur de ces êtres dégoûtants de petites vanités, de bassesse et d'argent. Car Hermann-Paul n'a pas la même vision que Daumier, par exemple. Celui-ci, dans ses dessins ou dans ses peintures, exagérait fortement le défaut de son modèle pour attirer sur la partie déformée toute l'attention du spectateur. Le procédé de ce grand artiste est surtout plastique, si je puis ainsi dire. Il donnait à son interprétation d'un ridicule une sorte de lyrisme comique qui frappait surtout notre œil. Un travers ainsi représenté devient en

quelque manière une forme de beauté, ainsi qu'on peut le voir par le « Ventre législatif » où toutes ces nullités satisfaites apparaissent avec une *force* qu'elles n'ont pas par elles-mêmes, mais que leur *prête* le secours de la transposition d'art.

Hermann Paul peint les hommes tels qu'ils sont, en copiste fidèle de la neutralité de leur esprit moyen et terne. Voyez l'Etat, la toute-puissance moderne, il nous le montrera, avec ses réjouissances mornes, ses gendarmes bourrus aux pauvres et respectueux devant les autorités, ses préfets bedonnant semblables à des animaux de cirque — Alphabet des Grands Enfants. — Devant l'inévitable inauguration de statue, nous verrons le grand savant que nulle contradiction n'a contrecarré, entouré d'une cour servile qui l'applaudit sans l'entendre — Fables de la Fontaine. — Voici le chef de l'entreprise, le grand lama, Jourdain funèbre, en habit noir solennel et insignifiant. Un chat fourré juge derrière son comptoir selon le code inanimé. Si nous voyons les rapports des individus entre eux, c'est un égoïsme prudent, une férocité sournoise et correcte qui les dirigent; tel est usurier qui vient dépouiller la misère. Ces personnages ne portent pas inscrits sur leurs faces l'image théâtrale de leurs vilenie et pour percevoir l'horreur qu'ils on en eux, il faut vraiment demander à l'image humaine un reflet d'idéal, la marque de noblesse qui leur manque.

Ce rentier qui colle des boites paraîtra un brave homme à un mufle. Il faudra s'élever jusqu'au devoir de l'individualité pour le trouver infâme. La même douceureuse insignifiance se lit dans les yeux des amants, des maris et des femmes. Ces couples se sont unis sans pensée large et vivifiante. Ils n'ont pas élevé les gestes domestiques jusqu'à la beauté des nécessités librement acceptées; s'aiment-ils, ils sont comme des complices inconscients de leurs sentiments réciproques.

Un curieux dessin répété sous plusieurs aspects, nous présenta jadis les « Escargots d'omnibus ». Un véhicule est entouré d'un étalage de faces importantes et niaises à la fois. C'est un peu comme cela que l'artiste voit ses contemporains, pas très loin du mollusque ou du crustacé. Un beau dessin de l'alphabet des « Grands Enfants » résumerait sa vision. Un monsieur passe nul et décoré. On dirait que la pratique de l'existence a lentement usé les signes particuliers de sa personne. Il se nomme Zéro. C'est quasiment le portrait de tout le monde.

*
* *

Une vingtaine de peintures sont en ce moment exposées chez Vollard. Quelques-unes marquent encore ce manque de beauté dont j'ai parlé plus haut, la Belle et la Bête, par exemple. Les conquérants nous montrent ces vainqueurs les bras chargés du produit de leurs victoires, à moitié saouls, goguenards et héroïques. Il me semble voir dans d'autres une note qui n'est pas précisément nouvelle, mais qui est rare chez l'artiste. C'est une sorte de pitié fraternelle pour les douleurs qui sont sincères et aussi pour les quelques joies qui sourient encore dans la torpeur d'aujourd'hui.

Je me rappelle un dessin qui parut jadis dans le *Courrier Français* sous ce titre : Le Docteur... Un intérieur à peine indiqué, mais qu'on devine modeste. Une mère attend anxieuse le verdict du médecin dont on ne voit que le dos. Cette mère n'est pas très jolie, mais l'émotion qui la presse transparaît si bien, qu'elle se transfigure et la rend adorable dans son navrement. Chez Vollard, voilà le matin où une femme qui vient de s'éveiller, nous touche par le plaisir naturel qu'on lui voit éprouver. Le convalescent est aussi dans des tons très doux et les quelques portraits appendus aux murailles signifient des traits reposés à l'écart du courant bourbeux du fleuve social.

Cela fait comme une oasis dans l'œuvre puissante mais peu indulgente du grand artiste. Sa compréhension en semble élargie et l'impression est très agréable car la mansuétude paraît plus douce quand le peintre est plus sévère.

LE THÉATRE

Théâtre de l'Œuvre. — *Le Petit Eyolf* et *Rosmersholm*, d'HENRIK IBSEN.

M. Lugné Poë, ibsénien fidèle, a donné, en ce mois de mars, deux représentations du *Petit Eyolf* et deux de *Rosmersholm*.

Le *Petit Eyolf* date de 1894 et, comme l'a indiqué M. Paul Flat, en une causerie qu'il eut le tact de faire des plus brèves, marque, dans l'œuvre du dramaturge philosophe, une courbe sensible. Le *Petit Eyolf* se conclut, en effet, par un cri d'altruisme et Henrik Ibsen, l'exaltateur audacieux des puissances de l'individu et de la volonté souveraine, le poète dont il fut permis de dire qu'il n'avait pas d'idéal social, affirme enfin que l'œuvre belle entre toutes est de créer aux enfants des hommes « de plus douces et plus nobles destinées. »

— Alfred Allmers est rentré hier d'un voyage aux montagnes, avec un nouveau plan d'existence : il abandonnera l'œuvre commencée un gros livre sur la responsabilité humaine, pour se dédier uniquement à l'éducation et au bonheur de son fils. Celui-ci, le petit Eyolf, est infirme par la faute de son père et de sa mère, l'ardente et belle Rita; et Allmers, en se consacrant à lui, ne fera que réparer humblement le crime involontaire.

Mais ses projets se heurtent à Rita. Farouche et jalouse, Rita veut un Allmers entièrement, exclusivement à elle, et son amour impérieux et dur n'est pas de ceux qui accèdent au partage. Maudit soit le petit Eyolf lui-même, s'il doit voler à Rita un peu de l'époux qu'elle aime!

Or, le petit Eyolf ne volera pas Allmers à Rita. Tout à l'heure, enjôlé par le démon de l'inconnu pervers, le petit Eyolf s'est noyé dans la mer, et le plus atroce des deuils planera désormais sur cet homme et sur cette femme.

Ce deuil nous est peint au long du second acte. Allmers, gémissant et brisé, songe à quitter pour toujours cette maison où la mort a passé. Il n'aime plus Rita; en est-il même encore aimé? Des scènes pénibles, et comme expiatoires, éclatent entre eux chaque jour : ils en sont à se jeter réciproquement à la tête la mort du petit Eyolf. Volontiers Allmers reprendrait avec Asta, sa demi-sœur, la vie qu'ils menèrent ensemble jadis, pauvre mais bonne. Asta est d'un cœur droit et ferme, mais outre qu'elle sait à présent que nul lieu du sang ne l'attache à Allmers, elle doit se fonder une vie indépendante, en épousant un homme digne d'elle, Borgheim, hardi « frayeur de routes », dont la vie est faite de volonté, de labeur et d'actes clairs. Eyolf, Asta, voici donc, pour le débile Allmers, perdus l'un après l'autre. De quoi remplira-t-il sa vie?

Le salut lui viendra par Rita. Car la pauvre a bien changé. La maternité retrouvée, posthume, l'a mordue aux entrailles, et, par les voies de la souffrance, elle s'est élevée à la pitié humaine, à la tendresse, à la bonté. Eyolf qu'elle n'a pas assez aimé quand il était vivant, elle veut l'aimer dans les autres petits enfants : ils occuperont les chambres d'Eyolf, liront dans ses livres, joueront avec ses jouets. C'est pour la seconder dans cette œuvre qu'Allmers, reconquis, restera. Ensemble, ils y retrouveront le bonheur évanoui.

*
* *

Rosmersholm est, de huit années, antérieur au *Petit Eyolf*. C'est le drame de l'humanité prisonnière du passé, des fantômes qui reviennent parmi les vivants « comme des chevaux blancs lancés au galop », impuissante à se délivrer de l'antique esclavage autrement que par la mort. Drame hautain, désenchanté, cruel, — mais dont seuls pourraient s'étonner et se plaindre, ceux qui voudraient faire de l'insaisissable et déconcertant Ibsen, l'homme d'un idéal ou, plus grossièrement, d'un parti.

— Rosmersholm est la demeure patrimoniale de Rosmer. Cette famille est riche, puissante, attachée aux croyances anciennes, et son esprit « d'ordre et de discipline » règne sur la contrée. Mais le dernier de la race est Jean Rosmer et voici que celui-ci, le pasteur grave et pur, a secoué la foi des ancêtres, sous l'influence étrangère de cette Rebecca West, libre et troublante fille du Nord, avec laquelle, depuis que la douloureuse Félicie, sa femme, dans l'égarement de ses sens, s'est jetée dans le torrent du moulin, il cohabite, en un mariage spirituel et chaste.

Rosmer s'est donc affranchi des antiques idoles, dont Rosmersholm semblait devoir être le dernier abri ; mais contre son attente, ses amis les plus chers ne l'ont pas suivi, et il a amassé sur sa tête les haines de son parti, tout particulièrement le frère de Félicie, le recteur Kroll, sectaire implacable.

C'est de ce fanatique que Rosmer, épouvanté, apprend un jour que Félicie a voulu mourir pour lui dans une pensée de sacrifice, afin de lui permettre d'être heureux avec Rebecca.

Au moins s'il trouvait près des radicaux plus de droiture et de justice ; mais tous les partis sont également odieux, tous ont un égal intérêt aux vieux mensonges, tous ont pour but la domination, le commandement, non la vérité et la vie.

Rosmer est sans amis; de quelque côté qu'il se tourne, il est seul, avec la pensée torturante de sa femme morte pour lui, par lui, et aujourd'hui plus vivante et plus tyrannique que jamais.

Et c'est là le symbole inclus en ce drame. Certains êtres ne peuvent devenir tout à fait libres ; ils tiennent à leur passé par des racines trop profondes; les croyances nouvelles, selon un mot de Kroll, ne sont en eux qu'à l'état de notion, elles ne leur sont pas entrées dans le sang. C'est en vain que Rebecca, pour affermir la libération du pasteur, a poussé Félicie au suicide, ainsi qu'elle l'avouera tout à l'heure, — Félicie vit, car elle est l'indestructible passé. Entre Rosmer et Rebecca, elle se dresse comme un empêchement dirimant au bonheur, à la joie des consciences pures.

Rebecca a donc échoué dans sa grande tâche ; elle voulait faire un homme, elle n'a réussi qu'à faire un malheureux de plus. C'est qu'on n'édifie sur la mort que des bonheurs fragiles, promis eux-même à la mort.

Elle-même, Rebecca, sort brisée de son entreprise trop vaste. Brisée par Rosmersholm, par cet esprit des vieilles croyances qu'on ne respire pas impunément et qui tue toute énergie, toute lumière, toute joie.

A quoi bon donc vivre encore ? Jean Rosmer et Rebecca West, sont des vaincus, les ratés d'un grand rêve que la fatalité de la mort appelle. Ainsi finit la race des Rosmer, impropre à se refaire une foi.

L'analyse la mieux faite ne saurait offrir, d'un drame d'Ibsen, qu'une notion approximative, informe et grossière. Elle n'en saurait rendre la vie étrange, intense, pathétique, passionnée, où la saveur du détail pittoresque se mêle intimement, sans cesse, à l'attrait des plus hauts problèmes.

Le Petit Eyolf et *Romersholm* ont dû, à la troupe de l'*Œuvre* une interprétation des meilleures. Mme Jeanne Villeneuve a prêté à Rita et à Rebecca la force expressive de son tempérament dramatique; Lugné Poë a rendu Allmers et Rosmer avec sa maîtrise coutumière. Après eux, Mlles Marie Kalff et Marcelle Baillie, MM. Chéron, Saillart et Ferney.

AM. C.

Au **Théâtre du Peuple**, *L'Affaire Grisel*, de M. LUCIEN BESNARD, est un fait divers prenant, dans une ville de province, toutes les proportions de l'affaire Dreyfus.

Ce Grisel qui tient toute la pièce et que l'on ne voit pas, est un professeur, mal noté, car il est libre penseur, franc-maçon et, comble d'impudence, vit et a des enfants avec une compagne, sans être marié légalement !

Un jour, sur la route qui conduit au village où il demeure, on a trouvé un fœtus. Le coupable ne peut être que ce bohème qui avait déjà du mal à élever les deux enfants qu'il a. Ce n'est qu'un cri parmi toute la gent bien pensante : le coupable c'est Grisel ! Lorsqu'on porte des redingotes usées, et que l'on fait fi du cant bourgeois, on est capable de tout. L'accusation se chuchote d'abord, puis prend corps, jusqu'à ce que le parquet se mette en mouvement.

Mais, dès les débuts de l'accusation, le journal socialiste a pris la défense de Grisel, et désigne assez clairement les vrais auteurs du meurtre : Un gros usinier, très riche, bien pensant, philanthrope, dont toute la ville connaît la liaison avec une jeune et jolie directrice de la poste.

Aussi, les haines de classe se mettent de la partie et s'exaltent, deux clans se forment. D'un côté, les défenseurs de Lerou, accusateurs de Grisel, de l'autre, les défenseurs de ce dernier.

Cependant, quelques honnêtes gens résistent à l'emballement. Le Dr Tallandier, ami de Lerou, aimé, même de la fille de l'usinier, a pris chaleureusement la défense de Grisel, convaincu de son innocence. Il y a le juge d'instruction, Stirner, qui, dans son enquête, n'a trouvé que des accusations fondées sur des suppositions sans aucun semblant de preuves.

Et c'est ce qu'il dit au procureur de la République, ami de Lerou, qui veut lui faire partager sa conviction de l'innocence de ce dernier, et de la culpabilité de Grisel. Bien mieux, il avertit son supérieur que les charges avancées contre Lerou lui paraissent assez graves pour qu'il se soit décidé à l'interroger. Mais cette fois, c'est trop d'audace, le sous-préfet se rend à Paris, où il obtient qu'on enlève l'instruction de l'affaire à ce magistrat —

assez peu perspicace pour chercher des coupables dans le monde bien pensant, alors qu'il a un mécréant sous la main, — en le faisant nommer à un autre poste.

Pendant ce temps que fait Lerou? C'est un pusillanime qui a perdu la tête, qui a, sous les menaces de sa maîtresse qui ne veut pas d'enfant, et l'assurance du Dr Jeulin, qui, pour cinq mille francs, accepte de pratiquer l'avortement, accepté de payer et laissé faire.

Mais il est honnête homme. Même lorsque l'accusation se précise contre lui, il ne cesse, devant ses amis, de protester de l'innocence de Grisel!

Enfin, l'affaire a suivi son cours. On a trouvé le juge d'instruction malléable. On arrive au jour du procès. Lerou montre une telle exaltation que ses amis, y compris le curé, le chambrent, et s'entendent pour lui faire croire que Grisel est acquitté. Le lendemain, on l'entraînera au loin sous prétexte de soins, afin qu'il n'entende plus parler de rien.

Mais son fils qui, pour défendre son père contre ce qu'il croit des calomnies, a cru à la culpabilité de Grisel, et s'est fait un de ses plus acharnés détracteurs, qui a même provoqué Tallandier et s'est battu en duel avec lui, a été à la suite pris de doutes. Aussi quand son père l'adjure de lui dire la vérité, si réellement, Grisel est acquitté? il laisse, par son attitude, deviner la condamnation. Désespoir de Lerou qui veut aller se dénoncer. C'est alors son fils qui veut l'en empêcher. Enfin, Lerou s'arrache à son étreinte et s'enfuit... pour aller se livrer, croit-on. Non, pour se suicider.

Il y a de fort bonnes choses dans la pièce de M. Besnard. Des scènes très pathétiques. Des types; très réussis, tels que Bardot, un mangeur de curés un politicien arriviste, Buccini. Malheureusement son intrigue est une toile d'araignée, qu'un peu de raisonnement *suffit à crever*.

D'abord, un médecin qui fait un avortement, a trente six moyens pour un de se débarrasser d'un fœtus, sans aller le jeter sur une route. Ensuite, il est étonnant que, dans une affaire semblable, l'homme seul soit poursuivi. Ce qui est contraire aux habitudes de dame Thémis.

C'est que, voilà, il suffirait de faire passer l'accusée à l'examen d'un médecin pour savoir si, réellement, elle vient de subir une semblable opération. Et comme, dès le début, la vraie coupable a été nommée, l'erreur judiciaire ne pouvait pas se produire. Et alors, il n'y aurait pas de pièce.

On me dira qu'après l'affaire Dreyfus, il ne faut s'étonner de rien. D'accord. Mais Dreyfus, fut, la première fois, condamné sans débats. Et Grisel trouve des défenseurs dès le début de son affaire, et ses défenseurs qui connaissent les coupables, n'ont même l'idée de demander cette enquête qui s'impose.

J. Grave.

BIBLIOGRAPHIE

Dans les *Institutions professionnelles et industrielles* (1), Herbert Spencer pose cette affirmation, que presque toutes les institutions, toutes les professions, se seraient, au cours de l'évolution, détachées des fonctions du prêtre; que c'est ce dernier qui aurait donné naissance à la plupart des formes de l'activité humaine.

Il y a des gens, ajoute Spencer, qui, en haine du prêtre, veulent nier ce processus; mais toutes les répugnances que l'on puisse avoir, toutes les dénégations que l'on puisse ajouter, ne prévalent pas contre les faits.

Pour admettre la thèse de Spencer, il faudrait admettre qu'avant toute autre forme d'activité, ce serait non seulement l'instinct religieux qui serait le premier apparu chez l'homme, mais aussi que cet instinct serait, d'emblée, apparu si puissant, si développé, que le prêtre aurait fait son apparition avant que l'homme eût pris contact avec le milieu ambiant!

Bien que la nécessité d'admettre cette nouvelle hypothèse, démontre l'absurdité de celle émise par Spencer.

Il ne faut pas grandes connaissances en physiologie pour être certain que le premier besoin de l'animal, — car il faut remonter à l'animal pour chercher les premières manifestations de l'activité de l'homme — que le premier besoin de l'animal ait eu à satisfaire, aussitôt appelé à la vie, est celui de se sustenter, ensuite de se défendre contre les intempéries de l'atmosphère, comme de ses ennemis, puis de se reproduire. Par conséquent, les premières manifestations de son activité furent la recherche des aliments, des vêtements, d'abris, la fabrication d'armes et d'outils pour satisfaire ses besoins.

Que l'animal, devant les phénomènes qu'il ne comprend pas non plus, ait quelque chose qui ressemble au sentiment religieux, cela est fort possible; mais ce n'est que tard, dans l'évolution humaine, que ce sentiment est devenu assez développé pour donner naissance à une fonction spéciale. Et avant de construire des temples, on construisit des cabanes, par conséquent, on n'attendit pas qu'il y eut des prêtres pour avoir des architectes.

Evidemment, au cours de l'évolution, au fur et à mesure que les besoins de l'homme grandissaient, les fonctions devenaient plus compliquées, exigeaient plus de savoir ou de travail.

Quand l'homme commença à se différencier de la brute, il était son propre outilleur, armurier, tailleur, architecte, etc. Mais lorsqu'il fut formé en tribu, clan ou horde, les aptitudes se différencièrent, les fonctions se spécialisèrent, et leur complexité croissant, elles se dédoublèrent en fonctions similaires, qui, à peu près semblables au début, se différencièrent assez par la suite, pour donner à leur tour naissance à de nouvelles fonctions.

Ainsi, pour la sculpture, par exemple, Spencer nous en fait une fonction du prêtre au début, ne s'en détachant que progressivement par la suite.

Il oublie seulement que, dès l'âge de la pierre, on trouve des gravures consacrées à la représentation d'animaux, d'êtres humains; que l'on possède de cette époque des sculptures sur des objets que l'on suppose être des manches d'arme, d'objets usuels, par conséquent; ce qui prouve que les artistes, pour reproduire ce qu'ils voyaient autour d'eux, n'ont pas attendu la venue du prêtre pour donner libre cours à leur imagination et à leur activité.

Et le livre fourmille d'affirmations de ce genre, et s'y affirme l'esprit bourgeois de Spencer, pour que tout ce qui existe est justifié... parce que ça existe:

« Celui qui a eu une forte aversion pour les règles autocratiques, ne se décide qu'à contre-cœur à reconnaître cette vérité, que, sans une règle autocratique, l'évolution de la société n'aurait pu commencer; et celui à qui le contrôle des prêtres était chose nécessaire » (page 164.)

Cela est une affirmation en l'air. Spencer ignore si l'évolution humaine n'aurait pas pu prendre une autre forme; je l'ignore autant que lui. Seulement c'est très antiscientifique de prendre son ignorance pour mesure des possibilités de la nature.

Les astronomes nous ont révélé qu'il existait des mondes où les conditions d'habitabilité étaient très différentes de celles de notre monde, où les êtres, pour s'y développer, ont dû acquérir des sens ou notions qui nous manquent. Pense-t-on que pour cela ces mondes soient inhabités?

Et sur notre terre? Admettons que personne n'ait pu voir au-dessous des eaux, ni s'assurer de ce qu'elles contenaient. La première affirmation serait que la vie y est impossible. Nous savons cependant qu'il n'en est rien. Bien mieux, il n'y a pas si longtemps qu'on affirmait qu'il était impossible qu'aux grandes profondeurs de la mer, il s'y trouvât des êtres vivants, écrasés qu'ils seraient par la pression formidable des eaux. Des travaux relativement récents, nous ont appris que, non seulement on y trouvait des êtres vivants, mais possédant des formes excessivement délicates, ayant trouvé une construction que nous n'imaginions pas pour résister à la pression.

L'évolution humaine a pris le chemin que nous savons. Cela est très bien, il serait oiseux de se lamenter de ce qu'elle n'en a pas pris un autre. Mais cela ne veut pas dire que c'était le *meilleur*. La meilleure preuve c'est que Spencer, comme les autres, tout en visant à justifier le passé, cherchait à le remettre dans une autre voie.

Pour prouver l'impossibilité d'une société communiste, Spencer écrit: « La communauté idéale doit être composée d'hommes qui ont des sympathies si fortes les uns pour les autres que ceux qui, par leurs aptitudes supérieures font de plus grands bénéfices, en abandonneraient l'excédent à d'autres. » (p. 487).

Cette conception du communisme prouve tout simplement que *Spencer* ne l'a pas compris. Le mercantilisme et le salariat étant abolis, en échange de leur activité les individus doivent y trouver la possibilité de réaliser la satisfaction de tous leurs besoins. Il ne peut y être question de bénéfices.

Mais que, par la pensée, on sorte un peu de la société capitaliste; que ceux qui la trouvent toute naturelle veuillent, sincèrement, pour une fois, faire abstraction de leurs préférences et se transporter dans la situation d'hommes qui sont en dehors de toute société, à la recherche d'une organisation sociale, et auxquels on viendrait dire:

« Voici, vous êtes trop bêtes pour savoir vous conduire, il vous faut des gens qui prennent ce soin. Vous êtes trop paresseux pour travailler et gagner pour la satisfaction de vos besoins, quelques-uns de nous vont s'emparer de la terre, vous travaillerez pour eux et ils vous donneront une partie de ce que vous aurez gagné, l'autre partie sera leur salaire pour avoir pris la peine de vous commander! »

Un éclat de rire accueillerait l'orateur et on le traiterait d'idiot. Il n'aurait cependant fait que d'esquisser à grands traits la société capitaliste.

J. Grave.

(1) Un vol. 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Nous avons reçu:

La Proie, 1 acte, par A. Cuche; 1 franc, à la *Raison*, 14, rue d'Uzès.

Quelques observations aux anarchistes, par J.-S. Lagarrigue, à Santiago-du-Chili.

Stirnerovsky individualisme, L. Fabbri; 1 brochure, chez Neumann, Praha-Olsany, 45.

La Geografia alla Corte Aragonese, par Aldo Blessich, 1 brochure; *La Nuova Polonia al Parano*, même auteur; *Per l'accordo commerciale col Brasile*, même auteur; *L'apertura del canale per l'Atlantico eil Pacifico*, même auteur.

Aphorismes, cris de révolte, par Marc Stéphane, 1 broch., 1 fr. au « Cabinet du pamphlétaire, 3, av. d'Orléans.

Le Code civil et le droit nouveau par M. Leroy. 1 broc., 0.50, « Société nouvelle d'édition », 17, rue Cujas.

La révolution économique de l'Angleterre, par E. Masquard, broch. du « Paysan français », à Saint-Césaire les Nîmes.

Marques, par Alfonso Lopes Vieira Livraria Viuva Tavares Cardoso, 5, Largo de Camoës, Lisbonne.

Noël libertaire, paroles de Balle, musique de Henge, 0.60, France, chez Henge, 23, rue de Lausanne, à Bruxelles.

Le Vol de nos droits primitifs, broch. du groupe « Germinal », Lyon, *Livre-examen*, Paraf-Javal, broch. à « Amigo de Povo, Rua de Bento Pires 35, San-Paulo.

Maximilien Robespierre, par le Dr Karl Brunemann; tome I, chez Schleicher.

Histoire de l'affaire Dreyfus (Cavaignac et Félix Faure) par J. Reinach.; 1 vol. 7 francs.

Evénements politiques à Saint-Thibery (Hérault) en 1861-1862, par Villemagne; une brochure chez Manfred-Maraval, Saint-Pons.

L'Eglise au moyen âge, par Rebillon; 1 vol, 1 fr. 50, à « Pages Libres », 8, rue de la Sorbonne.

Le règlement de manœuvres de l'avenir, par le capitaine André Chalmandrey; 1 vol, chez l'auteur, 195, rue de l'Université.

Le novelle della pace, par S. V. Timossi, une brochure, tipografia S. Dina à Acqui.

A las mujeres, par José Prat; 1 broch., à l'administration des journaux libertaires espagnols.

Le Roi régicide, par P. Forthuny; 1 vol., 3 fr. 50, Librairie illustrée, 8, rue Saint-Joseph.

Anticipations, par H. G. Wells, traduction Davray et Kozakiewicz; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*.

Ejhle Clanek...! 1 broch., chez Neumann, 45, Praha Olsany.

Les Etudiants devant l'opinion, par J. Robert; 1 vol. 2 fr. 50, chez Leroy, 104, rue Robillot.

Phylogénie des hominiens, par Mahoudeau; 1 broc., Alcan.

La Vie d'un simple, par E. Guillaumin; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

A lire:

Les capitalistes anglais et le travail d'esclavage, par J. M. Robertson. *L'Européen*, 5 mars.

Le petit homme jaune, par Séverine, *Gil Blas*, 27 février.

Par lâcheté, de J. Brat, *l'Avant-Garde* (Amiens), 21 février.

Faute de place, nous sommes forcés de renvoyer à la semaine prochaine la suite des intéressants articles de nos collaborateurs A. M. et E. D. sur l'*Hygiène*.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Ligue pour la défense de l'enfant. — Nous avons reçu depuis notre dernier appel de nombreuses approbations et des offres de concours... moraux. C'est fort bien; mais pour mettre à exécution les projets que nous avons formulés, pour éditer les ouvrages dont nous avons parlé et auxquels il faut adjoindre un ouvrage d'*Histoire et de géographie*, un *Livre de lectures*, il faut aussi des concours pécuniaires, et en grand nombre. Pour éviter les frais préalables qu'entraîne la fondation d'une « Société », nous avons décidé de prendre jusqu'à nouvel ordre la forme d' « association coopérative » avec cotisations trimestrielles de 2 fr. 50, à valoir sur le montant des actions de 25 francs, lors de la transformation en société.

Ajoutons que dorénavant l'organe de l'association sera l'*Education intégrale*, fondée par Paul Robin, revue mensuelle, dont l'abonnement annuel est de 2 francs.

Adresser toute communication relative à l'association à André Girard, 1, rue Chaintron, Grand Montrouge (Seine).

Action théâtrale. — Groupe artistique, répétitions, vendredi, à l'U. P., 76, rue Mouffetard. — Pianiste, orchestre à la disposition des groupes pour concert et bal. Envoyer la correspondance à Perrin, avenue de Choisy, 192 (XIIIe).

Le Milieu-Libre de Provence. — Les gagnants de la tombola peuvent retirer leurs lots chez M. Paranque, 2, rue Pavillon.

Les lots non réclamés avant la fin du mois d'avril resteront acquis au *Milieu-Libre*.

Tournée Louise Michel-Girault. — Les camarades organisateurs de Saint-Louis du-Rhône, Vauvert, Cette, Mèze, Pézenas, Béziers, Coursan, Lizignan, Toulouse, Lavardac, Casteljaloux, Angoulême, Rochefort, Cognac, Tours et Orléans sont prévenus que le camarade Girault continuera seul la tournée de conférences. Ils sont priés d'organiser en conséquence. Les dates restent les mêmes. Couvrir sur les affiches le nom de Louise Michel.

Aux camarades de Belgique et de l'étranger.

Après l'attentat de Rubino contre le roi Léopold II, le gouvernement belge expulsa de son territoire les camarades étrangers, espérant, en agissant ainsi, enrayer le mouvement libertaire.

Les deux attentats de Liège ont prouvé, une fois encore, que les mesures répressives engendrent la vengeance.

Mais malgré cet enseignement, la police liégeoise qui a arrêté notre camarade G. Thonar après le premier attentat, vient de confirmer le mandat d'arrêt décerné contre lui malgré la découverte d'une deuxième bombe et l'arrestation des auteurs.

Pourquoi garde-t-on Thonar? Voilà ce qu'on se demande ici.

Le *Petit Bleu*, journal bourgeois, disait lui-même, la semaine dernière, que la mise en liberté de l'anarchiste Thonar n'était plus qu'une question d'heures. *Le Peuple*, lui, s'exprimait ainsi : Qu'attend le parquet pour mettre Thonar en liberté?

La vérité est que la justice (!) n'attend que l'oubli du public pour reconnaître sa gaffe, car elle sait qu'en libérant Thonar, réapparaît *l'Insurgé*. Réapparition dont elle ne veut pas. De plus, elle sait que Thonar avait pris, dernièrement, l'initiative d'une entente pour la propagande des théories communistes-anarchistes. Elle connait aussi la situation très précaire du journal (il n'a plus paru depuis un mois) et veut en profiter pour le faire disparaître.

Cela, nous ne le voulons pas.

Il faut que *l'Insurgé* continue à vivre.

En conséquence, quelques camarades de Bruxelles adressent (par la voie du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux*) aux groupes de Belgique et de l'étranger ainsi qu'aux camarades isolés, *un pressant appel de solidarité* pour imprimer notre journal dès la mise en liberté de Thonar.

Il faut que nous prouvions aux dirigeants que, malgré les tracasseries, les persécutions et les répressions, ils n'étoufferont pas notre voix.

Que ceux qui veulent la propagation de nos idées nous aident.

Des camarades bruxellois.

Les camarades sont priés d'envoyer directement à W. Carlier, 22, rue Paul Devaux, à Bruxelles.

CONVOCATIONS

Groupe Abstentionniste du IIIe. — Réunion samedi 3 avril, 175, rue du Temple, salle « Au Centenaire », à 8 h. 1/2 du soir. Le camarade Mignotte, candidat pour la forme, fera lecture de l'affiche à apposer dans la circonscription. — Samedi 7 avril, fête familiale au profit de la propagande.

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron (IVe arrond.). — Jeudi 7 avril, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, vente des produits.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Vendredi 1er avril, cours d'espagnol. — Lundi 4 avril, lectures diverses.

Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 6 avril, à 8 h. 1/2, causerie par Robert Thomas sur l'Evolution des êtres.

Union ouvrière de l'Ameublement. — Mardi 5 avril, à 8 h. 1/2 du soir, 4, passage Davy (avenue de Saint-Ouen), conférence par Libertad, sur : La coopération d'idées et d'action. La deuxième partie de cette conférence sera continuée le mardi 19 avril.

Causeries du Xe. — Dimanche 3 avril, à 2 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta : fête de camaraderie. Première partie, conférence par Edmond Potier sur le radium et la radio activité. — Deuxième partie, concert artistique avec le concours assuré des camarades chansonniers. — Vestiaire, 0 fr. 20 donnant droit à la tombola et à une brochure

— Vendredi 8 avril, causerie par G. L'Endehors sur *La Fille Elisa*, pièce en 3 actes de J. Ajalbert.

FIRMINY. — Le dimanche 10 avril, à 7 heures du soir, au café Chovet, place Saint-Pierre, soirée familiale organisée par le groupe d'études sociales au profit de sa bibliothèque. Concert, causerie, tombola. Le prix des billets est de 0 fr. 10.

MARSEILLE. — **Milieu-Libre de Provence.** Dimanche 3 avril, à 5 heures du soir, réunion de tous les adhérents.

— Lundi 4 avril (lundi de Pâques), à 5 heures du soir, au bar Frédéric, réunion de tous les souscripteurs pour le développement du journal *Les Temps Nouveaux*.

Ordre du jour. Quotités de mars. — Abonnements. — Questions d'assurer la vie au journal.

BESANÇON. — **Groupe d'Etudes Sociales.** Ce groupe fait appel à tous les camarades réservistes et territoriaux qui viendraient faire une période d'abrutissement militaire à Besançon, pour se rendre à ce groupe tous les soirs de 5 à 8 heures, 9, rue Poitune.

Propagande. — Le groupe organise pour le dimanche 10 avril, une promenade champêtre de propagande avec distribution de brochures et de journaux. Le rendez-vous sera à 4 heures à Velotte. Tous les camarades y sont invités ainsi que leur famille. En cas de mauvais temps, réunion au local.

Les camarades qui auraient des brochures et des journaux pourront les adresser au siège du groupe, 9, rue Poitune.

LIMOGES. — Dimanche 3 avril, réunion chez Guitard, 8, rue du Chinchauvaud, de 9 heures à midi. Distribution de cartes pour la grande conférence-concert. Les camarades sachant chanter sont instamment priés d'y assister.

P. S. — On s'abonne sans frais aux *Temps Nouveaux*; s'adresser à Deysset, avenue des Coutures, 11.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

130e R., à Paris, 1 fr. — 135e C., à Hermes, 2 fr.

Sommes à verser ou versées en une seule fois :

Camarade de Roanne, par R. 20 fr. 50 — Fuzelier à Charmes 10 fr. — C. W. à Ashwell 15 fr. 50.

La vente de Paris se continue, cahin-caha. Nous allons encore essayer deux ou trois semaines, mais si elle ne se relève pas, nous serons forcés d'en venir à la mesure que nous avons toujours évitée, supprimer la vente au numéro, pour nous en tenir à l'abonnement.

Cela est regrettable, c'est un moyen d'expansion dont nous nous privons, mais il faut y venir, si nous ne voulons pas être acculés à la disparition.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer l'affiche dessinée par le camarade Leomin. Aux camarades qui voudraient l'afficher, en payant le timbre, il leur sera expédié autant d'exemplaires qu'ils enverront de 0.18.

Le camarade Henault vient de nous mettre en dépôt, 6 nouvelles cartes postales anticléricales, 0 60 franco, la série. Un seul exemplaire 0.10.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** par Luce. — **Porteuses de bois,** par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X.— **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Mineurs belges,** par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux,** par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails,** par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux,** par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice,** par Steinlen — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40**; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

PROPAGANDE

En dehors de nos collections nécessaires, nous avons des années, 5, 6 et 7 complètes que, à titre de propagande, nous laissons à 5 fr. franco, en gare. Il n'y en a qu'un petit nombre. Ce serait un cadeau à faire aux Bibliothèques de syndicats ou d'U. P.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Bâle. — Numéro parti.

Garabad. — Reçu la broderie arménienne. Merci aux camarades.

H. P., à La Chaux-de-Fonds. — Non, nous n'avons pas de ces volumes.

Larch. — L'artiste pourrait nous dire que, lorsque les journaux révolutionnaires le feront vivre de son crayon, il n'aura plus besoin de s'adresser aux journaux bourgeois.

R. B. — Vos comptes rendus manquent de largeur d'aperçu. Cela demande à être beaucoup plus travaillé.

Jeunesse libertaire de La Mulatière. — Lisez l'*Officiel* du 1er mars, compte rendu de la séance du 29 février.

M. M., Le Caire. — Trop de phrases. Pas assez documenté. Oui, nous préférons des faits.

A. M., à Bascoup. — Oui, nous avons des « Promenades ».

B., à Paris. — Le journal sera envoyé aux trois adresses.

D., à Limoges. — Non, le Dr L. n'est pas abonné.

Reçu pour Sanlaville : L. V., à Autun, 2 fr.

Reçu pour le journal : A. S., à Bordeaux, 2 fr. — D., à Paris, 1 fr. — Montereau : collecte par D. à une réunion du 18 mars, 2 fr. 55. — C., à Sens, 0 fr. 50. — V. d. B., 0 fr. 65. — P., à Montrouge, 0 fr. 50. — G., à Anmontzy, 0 fr. 50; A. H., H. G. et R. A., chacun 0 fr. 50 : 1 fr. 50. — L. F., à Sarlat, 0 fr. 60. — B., à Paris, 1 fr. 05. — Merci à tous.

P. P., à Aigues-Mortes. — L. B., à Jemeppes. — J. H., à Rotterdam. — P., à Beauvais. — G., à Aix. — G., à Vaux. — J. L., à Hellemme. — L. G., à Brest. — M., à Torchefilon. — C. C., à Paris. — L. P., à St-Raphaël. — S., à Lyon. — N. V., à San Paulo — H., à Barenton. — P. P., à Lyon. — S., à Méru. — B., à Salces. — E. L., à Paris. — P. C., à Garches. — J., à Paris. — A. R., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BERGÈRE, 7

NEUVIÈME ANNÉE N° 50 DIX CENTIMES DU 9 AU 15 AVRIL 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e^)

SOMMAIRE

CARNET D'UN PACIFISTE

25 mars. — En plus d'une façon, cette guerre ne ressemble à aucune autre. Elle a, du moins, des particularités — c'est-à-dire, des cruautés, des stupidités — bien à elle, nous fournissant ainsi, toute une moisson de documents inédits sur la neutralité de ceux dont le sort des peuples dépend encore pour une si large part.

Le trait le plus saillant du conflit est la lenteur des événements. Voilà bientôt deux mois que les hostilités sont ouvertes et rien de sérieux encore. A peine quelques engagements et bombardements pour rire. Les bonnes gens qui ont fait provision de cartes et de petits drapeaux, sont dans le marasme. De l'avis de tous, les opérations sur terre ne débuteront pas avant la fin de mai. Et ce qui est intéressant, ce sont les causes de ces lenteurs. Il n'y a là, comme on pourrait le croire, aucun louable scrupule, aucun désir de faire traîner les choses, de prolonger les petites escarmouches — hors-d'œuvre sans importance de la cuisine guerrière — et de donner ainsi à une heureuse intervention le temps de se produire. Ces gens-là brûlent de s'exterminer, du moins ceux qui ont voix au chapitre. Malheureusement ils ne peuvent pas encore, trop peu nombreux de part et d'autre, pour se livrer à un écrabrouillement qui en vaille la peine.

Lenteurs et difficultés viennent surtout des Russes. Et les voici, fort bien résumées, par un correspondant de journal, après entretien avec les fonctionnaires compétents :

> Le point de concentration est situé à l'extrémité de l'Asie. Une seule route ferrée y mène : le transsibérien. Donc, les réservistes de Sibérie, pour ne parler que de ceux-là, doivent effectuer d'interminables trajets à pied, sur des routes encore glacées, pour rejoindre les stations les plus voisines du transsibérien. Les bagages sont transportés soit en traîneau, soit à dos de bête de somme.
>
> Aussi a-t-il fallu des mois et des semaines pour diriger les soldats touchés par l'appel vers les centres secondaires de ralliement. Les distances sont énormes, les villages épars et rares; les chemins ne sont que des pistes dans la neige. Souvent, il n'y a même pas de piste. On trouve sa route dans le désert de glace comme dans le désert du Sahara ou de l'océan : avec la boussole!
>
> Le pays, qui n'est qu'une steppe indéfinie, ne fournit rien pour la nourriture des colonnes. L'intendance a dû pourvoir à tout. Chaque ville, sur le parcours, est un magasin d'approvisionnements militaires envoyés d'Europe; chaque station est un bureau central de vivres et d'équipement, qu'il faut sans cesse renouveler.
>
> La mobilisation achevée — et quelle surhumaine entreprise! — reste le transport. C'est encore plus difficile, sinon plus compliqué. Le transsibérien est une œuvre colossale, mais incomplète. Elle est incomplète, parce qu'il y a encore, jusqu'à l'an prochain, au milieu, la solution de continuité du Baïkal, et surtout parce que la ligne n'a qu'une seule voie.
>
> C'est un ruban de 14.000 kilomètres, coupé en deux par la lacune du Baïkal! Pour couvrir cette effrayante longueur de trains presque ininterrompue, il a fallu réquisitionner tout le matériel disponible des autres lignes de la Russie. Mais ce n'est rien encore. Que faire des wagons vides après le transport des troupes et du matériel? Comment créer un contre-courant de trains dégarnis sur cette voie unique?
>
> Avec l'obstacle du Baïkal et les transbordements qu'il entraîne, avec les garages indispensables, presque à chaque station, c'est à une merveille d'organisation qu'on parvient à faire circuler chaque jour, sur le transsibérien, environ deux mille soldats, qui ne meurent ni de froid ni de faim!

Jamais peut-être deux groupes d'hommes n'ont été mieux séparés, mieux protégés les uns des autres par autant d'obstacles naturels. Rarement il a été dépensé une aussi grosse somme d'efforts de toutes sortes, qu'il ne s'en dépense actuellement pour lever ces obstacles, pour permettre à ces deux groupes humains de se rejoindre et de s'entre-détruire.

Quand il s'agit d'anéantir des hommes, il n'y a donc plus ni distance, ni fatigue, ni climat, ni impossibilité d'aucune sorte. Soyons sûrs que s'il avait fallu entreprendre ces travaux, accomplir ces prodiges d'organisation pour sauver des existences au lieu de les détruire, la tâche eût été jugée au-dessus des forces humaines. Et, chaque jour, depuis des semaines, le même gigantesque effort se renouvelle dans la même inconscience de ceux qui y participent. Chaque matin des milliers de fonctionnaires et travailleurs de toutes catégories s'attellent à cette lente et méthodique besogne de folie! Chaque soir ils considèrent comme un triomphe d'avoir pu à force d'énergie, de zèle et d'ingéniosité, ajouter deux mille victimes à celles qui attendent là-bas leur sort!

En tout cas lorsque le but sera atteint, lorsque quelque grande bataille aura couvert de cadavres quelques kilomètres de sol et fait des milliers de veuves et d'orphelins, on ne pourra pas parler cette fois d'affolement ou de surprise. On aura eu, en effet, tout le temps de la réflexion. Chaque victime aura été longuement et minutieusement convoyée vers le lieu où elle doit tomber. On l'aura inscrite sur des paperasses nombreuses, protégée de cent façons, toutes plus ingénieuses les unes que les autres, contre les rigueurs de la température et autres inconvénients de la route. On l'aura véhiculée successivement par tous les modes de locomotion possibles, avec garages et changements de train.

* *

27 mars. On sait que les Russes défendent la civilisation contre la barbarie jaune.

Témoin cette anecdote :

Le vice-roi, amiral Alexieff, est reçu en grande pompe en gare de Moukden. Toutes les autorités sont là. Seul manque le *dzong-dzang* ou gouverneur chinois. Un subordonné le remplace et porte ainsi la parole :

« Le *dzong-dzang*, Excellence, est dans son lit, il est malade. »

Et l'amiral de répondre :

« Je connais sa maladie. C'est une maladie diplomatique, il la regrettera peut-être un jour. »

Il se peut que les Russes représentent la civilisation. C'est alors parmi les porteurs de civilisation que sont les malotrus personnages et fonctionnaires imbéciles.

* *

3 avril. A quelque chose, toujours, malheur est bon. Jamais le grand public, n'aurait eu, sans cette guerre, autant de détails sur les organismes incroyablement délicats que sont les engins de guerre maritime. En voici de fort curieux :

> Il faut avoir assisté à de grandes manœuvres, même en temps de paix, pour constater les multiples réparations que subissent à leur retour dans l'arsenal *tous* les bâtiments de combat : tuyaux crevés, machines auxiliaires dont les arbres moteurs ont grippé, serrages de la grosse machine à reprendre, joints innombrables à refaire, chaudières à nettoyer (et chaque chaudière a six cents tubes qu'il faut démonter et certains navires ont trente-deux chaudières : résultat, dix-huit ou vingt mille tubes à visiter dans un navire); condenseurs, dont la fragilité est une cause de préoccupations constantes; ce sont là les usures ordinaires, les dégâts inséparables du fonctionnement normal. Ouvrez ensuite le chapitre des accidents possibles, inévitables, des explosions, des ruptures, des échauffements, etc. Vous n'avez encore que les risques en état de paix. Or, en temps de guerre, on demande plus d'efforts soutenus aux machines et aux chau-

dières qui se fatiguent, au personnel qui se fond. Vous avez surtout le chapitre interminable des risques militaires : non seulement les munitions s'épuisent, mais chose non moins grave, l'emploi des cordites (poudres sans fumée) produit des telles détériorations dans l'âme des pièces d'artillerie, qu'on admet généralement qu'un gros canon est hors d'usage après avoir tiré cent cinquante coups à charge de combat.

Ce gros canon hors d'usage après cent cinquante coups est, comme dit l'autre, tout un poème. On finira peut-être par comprendre qu'il est fou — au delà de toute expression, d'employer le plus clair de ses ressources en pièces d'artifice et en joujoux qui se détraquent à peine ont-ils servi, — quand ce n'est pas avant.

CHARLES ALBERT.

LE PATRIOTISME DEVANT LA CRITIQUE

« Un homme doit aimer sa patrie plus que lui-même et se tenir toujours prêt à mourir pour elle. » Tel est le principe que, dans l'Europe entière, toutes les femmes et la majorité des mâles admettent comme éternel et sacré : « Le patriotisme est un devoir. » Les maîtres l'enseignent, les écoliers le récitent, les ministres en verve, les empereurs sibyllins le clament dans l'émotion des agapes ou la griserie des parades militaires.

Bien qu'une fanfare de clairons et le scintillement des baïonnettes aient sur la plupart d'étranges vertus persuasives, il sied pourtant que la raison recherche si le patriotisme offre bien le caractère du devoir, et qu'elle examine froidement ses titres.

Kant dit : « Agis de telle sorte que la règle de ta conduite puisse être érigée en règle universelle. » « Prends autrui pour fin et non pour moyen. » C'est là le devoir.

Le Christ dit : « Aimez-vous ; ne tuez pas ; ne vous vengez pas. C'est là le devoir.

Max Stirner dit : Le devoir c'est ce qu'on est obligé de faire ou d'éviter sous peine d'être inévitablement et irréparablement puni. La morale ne serait rien, sans les sanctions dont elle dispose. Que ces sanctions fassent défaut, l'homme, sans crainte, sera sans frein. Il faut donc, derrière le temple solennel, un arsenal bien pourvu dont les puissantes réserves de châtiments nous inspirent la prudence. Kant lui-même, le scolastique inventeur de l'impératif catégorique, le comprit si bien qu'il compléta cet impératif, aussi noble que stérile, d'un dieu qui le fît respecter. Mais supprimez la peine et les idées de mal et de péché s'anéantissent, la Moralité tombe, le règne de l'Amoralité s'ouvre. Le devoir n'est donc que la contrainte exercée sur nous par une religion ou une philosophie qui nous promet mille infaillibles maux sans fin, si nous désobéissons.

Or, le kantisme n'est manifestement armé d'aucune sanction contre celui qui se refuse aux enthousiasmes, aux abnégations et aux cruautés de la foi patriotique. Bien au contraire, il interdit à tout patriote l'entrée dans le souverain bien, dans l'éternelle félicité divine. La plus haute preuve d'amour qu'on puisse en effet donner à son pays, c'est de l'aimer jusqu'au crime, c'est de se faire meurtrier pour son salut et sa gloire. Qui hésite un instant à tuer pour sa patrie est, selon Millevoye, un fils dénaturé. Or Kant, sous aucun prétexte, ne tolère l'assassinat individuel ou collectif, l'assassinat au coin du bois où le brigand égorge et pille le voyageur, ou le mutuel assassinat par masses, dans les champs rouges de moissons humaines. Et s'il ne tolère pas l'assassinat, c'est parce qu'en cette opération l'aggresseur se sert de sa victime comme d'un moyen au lieu de vénérer en elle une volonté autonome et libre dont la valeur est infinie. En outre, le meurtre universalisé et continuel ne laisserait sur la terre qu'un seul habitant et la loi morale ne pourrait être accomplie, car elle suppose au moins l'existence de deux êtres conscients et responsables. Il suit de là que le vrai kantien doit avoir un cœur cosmopolite. J'engage très sérieusement, en tout pays, les élèves de philosophie que la doctrine kantienne contente, à méditer sur les obligations qu'elle leur impose. Qu'ils y songent : s'ils consentent à participer aux carnages éventuels de l'avenir, ils trangressent les clairs commandements de leur dogme et s'excluent des joies transcendantes où les Purs s'épanouiront après cette vie. Ah ! la chose est d'importance !

Certes mieux vaut, comme tant de réfractaires courageux, comme les Doukhobors, être molesté ici-bas et s'assurer la possession de la lumière impérissable, que d'être illustre selon le siècle et de se voir, *à la mort, frustré du ciel !* Voilà, direz-vous, des paroles d'odeur bien chrétienne. Sans doute, mais Kant a écrit : « La doctrine du christianisme, quand même on ne la considérerait pas encore comme doctrine religieuse, donne un concept du souverain bien, du royaume de Dieu, qui seul satisfait aux exigences de la raison pratique. » Qu'en concluent les élèves de philosophie ? — qu'ils ne sauraient mieux observer les préceptes du maître de Kœnigsberg qu'en prenant l'Evangile pour guide. Eh bien, mais ceci nous prépare une belle floraison de martyrs. Les trônes vont chanceler, car les armées, converties par de savants apôtres, vont se fondre aux feux combinés de l'impératif catégorique et du sermon sur la montagne.

Il est certain qu'elles seraient depuis longtemps fondues si l'Eglise (romaine ou réformée), jadis toute-puissante, avait sévèrement conduit le monde au lieu de le gagner par la concession perpétuelle, la flatterie et la lâcheté : cette subtile épouse d'un Dieu tout simple et tout bon qui proscrivit l'homicide et ordonna de tendre l'autre joue, a béni les boucheries de Clovis et de Charlemagne, les Croisades, le massacre des Albigeois et des Vaudois, les grandes batailles des catholiques et des protestants, l'insurrection vendéenne, et rares sont les fleuves de sang qui ont coulé sur la terre sans charrier dans leur cours des signes de croix et des oraisons. C'est des innombrables morts qu'elle laissa faire ou qu'elle fit que l'Eglise paya l'ampleur et la durée de son autorité. Aujourd'hui, pour en retenir les lambeaux, elle flagorne bassement les instincts du chauvinisme le plus vulgaire. Allemande, ses pasteurs au prône chantent les victoires germaines ; française, elle a ses Langénieux pour exalter la patrie guerrière et défier l'étranger. Comment les honnêtes gens n'accorderaient-ils pas un reste de crédit à cette bonne dame qui a sans doute ses travers, mais dont le patriotisme est franc comme l'or ? Je le crois bien : elle en vit. Et cependant la parole du Christ n'a pas varié : « Remettez cette épée en son lieu. » Celui qui tue même pour se défendre et fût-ce un Ottoman, s'il ne se repent à l'heure opportune, sera la proie du diable. Et celui-là aussi qui reconnaît à sa patrie le droit de le changer en sicaire, fera les beaux jours des bals infernaux. Quel est donc le devoir de tous les chrétiens, ultramontains, gallicans s'il en est encore, luthériens, calvinistes, orthodoxes ? c'est de refuser le service militaire, de ne pas croire que la bannière où sourit l'Agneau des mansuétudes puisse mêler ses plis à ceux des étendards que surmonte l'aigle ou la lance, de répudier comme absurdes les théories où le soldat, victime et bourreau, expie et fait expier, où la guerre est un émule des épidémies, des tempêtes et des cataclysmes sismiques, enfin d'aller au-devant de l'ennemi, désarmés, portant des palmes fraternelles et chantant des cantiques suaves.

Le patriotisme qui forcément mène au crime n'est un devoir ni selon Kant ni selon Jésus. Un kantien, un chrétien ont l'univers pour patrie, et chérissent dans tout homme un frère. ils n'ont souci ni de la race, ni de l'histoire, ni des liens nationaux et sociaux, et ne se dirigent que sur la mystique étoile de leur cœur impartial et doux.

Il n'est pas non plus, que je sache, une seule morale idéaliste autre que le kantisme qui ait jamais loué la guerre et, si une religion, le mahométisme, l'a glorifiée et s'est fait d'elle une servante et une sœur, cela n'importe guère aux Européens.

Comment donc se peut-il que le patriotisme ait toute la splendeur d'une vertu, tout le prestige d'une obligation, alors qu'il est si nettement repoussé par les prophètes et les dieux ? C'est que les idées morales du troupeau sont complexes et confuses. Elles ne sont, à vrai dire, que des impulsions et des sentiments mis en maximes intransigeantes. Jadis la religion façonna les âmes des pères à l'obéissance passive et leur imposa les illusions corrélatives de Dieu et du devoir. Aujourd'hui les fils ont perdu, ou presque, la première, mais ils ont gardé la seconde. Le plus irréductible athée affirme que telle chose « doit » être faite, telle autre non. On l'étonnerait fort en lui soutenant que c'est là le langage d'un dévot dont il ne reste que la moitié. Or, sur ce principe tenace du devoir, sur ce souvenir, le troupeau greffe ses impulsions, ses *sentiments* et voilà son catéchisme fait : « Nos aïeux vécurent ici, nous y vivons ensemble, avec les mêmes mots, les mêmes mœurs ; celui qui a peur de la mort est un pleutre qu'on montre au doigt ; celui qui la brave est honoré, et on lui donne des médailles ; nous avons des voisins dont la langue nous est inconnue et dont les goûts diffèrent des nôtres. Donc nous « devons » nous chérir exclusivement entre nous et nous sacrifier les uns aux autres. Qui se récuse est digne de périr. » Ainsi, dans son ombre, opine le bon peuple, et de son opinion il fait une loi, une tyrannie très arrogante et très naïve. La multitude est non seulement la complice indispensable, mais elle est l'inspiratrice des gouvernements belliqueux ; c'est elle qui tire de son sein, pour s'admirer en eux, les héros professionnels et panachés. Je ne crois pas que le patriotisme soit une duperie que la foule reçoit, c'est une duperie qu'elle fabrique elle-même avec amour et pour sa joie, parce qu'elle est ignorante et barbare, parce que le roulement des tambours et le fracas des cymbales a toujours suffi pour la convaincre. La foule adore la gloire ; si elle ne l'adorait pas, aurait-elle, *elle le nombre et la force*, subi les conquérants qui l'ont décimée en la soûlant d'orgueil ? Mais elle n'a d'autre raison de l'adorer et d'en imposer le culte, elle n'a d'autre raison d'attaquer ou de se défendre, et d'exiger qu'on attaque avec elle ou qu'on la défende, que son caprice et son égoïsme. Le devoir qu'elle se lègue à elle-même de générations en générations est un devoir faux, puisqu'il est fait de meurtre et que le meurtre est en horreur aux religions et aux morales, puisqu'il repose sur une contrainte imparfaite et caduque, alors que le signe du devoir authentique est le caractère inévitable et éternel des sanctions. Ici les instruments des sanctions légales et patriotiques sont les gendarmes et les tribunaux. Mais les tribunaux sont des Jéhovahs dérisoires, impuissants sur qui a franchi la frontière, et les gendarmes sont de très insuffisants archanges. Ceux-là que l'exil par interdiction de séjour n'épouvante pas, auraient donc le plus grand tort de céder à de vains scrupules ; ils peuvent, en toute sérénité, se mettre à l'abri. Certes, libre à eux de se dévouer par tendresse, libre encore à eux de se réjouir dans les ivresses brutales des carnages. Mais qu'ils ne se croient pas « obligés ». La patrie n'a sur eux aucun droit valable, puisque sa puissance n'est pas absolue et ils n'ont pas à se gêner avec elle. Ce sont là les leçons d'un utilitarisme qui ne redoute pas ses propres conséquences. Cet utilitarisme-là proclame, en dépit de John Stuart Mill, dont la morale apparaît une ingénieuse doublure empirique des innéismes traditionnels, que l'individu n'a d'autre fin que son propre bonheur et qu'il en est seul juge.

(*A suivre.*)

GERMINAL.

FREE COUNTRY

Terre libre, en vérité, que celle de la glorieuse république qui nous héberge ! C'est une rengaine qui revient régulièrement, périodiquement, à toute discussion du budget, dans la bouche des plus bouillants parlementaires du parti démocratique, de Pantano à Barzilai, à

Colajanni, qui appuient la légitimité de leurs aspirations républicaines par des appels répétés à la *libre Amérique*, à la glorieuse confédération américaine, comme si elle était la terre promise, l'Atlantide heureuse de toute liberté.

Mais l'ont-ils vue jamais, ces blagueurs fainéants, la libre république vers laquelle ils tournent avec un si ardent enthousiasme leurs aspirations et leurs regrets et l'hymne ailé de leur éloquence désœuvrée? L'ont-ils jamais regardée sans chausser les lunettes enfumées de leur tradition sectaire moribonde? Ont-ils jamais examiné par-dessous cet épiderme légendaire dont l'ont vêtue et la revêtent encore, aux yeux des lointains étrangers, le nom, la fierté simple et austère de Jefferson et de Lincoln, l'organisme corrompu?

⁂

Bah! Prêtres sans foi d'un idéal qui disparaît dans la gloire maintenant éloignée de fastes et de noms vénérés, traînés à la dérive des compromissions utilitaires, ils paient à l'idéal de leurs jeunes années le tribut conventionnel de déférence platonique, qu'ils n'ont plus le courage de rendre à la république enflammée de révoltes que Mazzini rêva, et qu'ils troquent adroitement contre la démocratisation prudente de la monarchie.

L'Amérique est une république? Ce ne peut donc être que l'Athènes florissante de toute liberté, de toute civilisation et de tout bien-être; et ils y envoient se dégauchir la défiance féline et montagnarde de cet éploré de Drouero.

Qu'importe si la réalité parle un langage différent, où frémissent des sanglots de douleurs et de misères suprahumaines?

Vive la république!

⁂

Mais, aux hymnes fats de la rhétorique démocratique et républicaine, la réalité sceptique et impitoyable oppose la terrible histoire, la chronique quotidienne des hontes, des infamies et des tyrannies scélérates, parmi lesquelles il n'y a que l'embarras du choix.

John Turner, âme douce d'apôtre candide, médite dans les sentines d'Ellis Island avec quelle hospitalité la glorieuse république sait accueillir son apostolat de fraternité, d'amour, de rédemption; et à sa confiance ingénue dans les garanties stipulées par la constitution fédérale pour la liberté de penser et de parole, il doit paraître bien amer de constater de quelle manière cette constitution et ces garanties sont respectées!

⁂

Une enquête minutieuse — enquête officielle — a établi récemment que l'esclavage, l'odieuse traite des nègres, sont en pleine vigueur dans plusieurs états du Sud; que planteurs, magistrats, officiers publics et représentants du peuple, s'y abandonnent avec une ardeur aussi féroce et une impunité aussi tranquille que si la guerre de sécession n'avait pas eu lieu, et qu'Abraham Lincoln fût mort en vain.

Et précisément ces jours derniers, le directeur général du département de l'Instruction publique, dans le territoire de l'Alaska, en conclusion de son rapport annuel, dénonce, parmi les causes qui font obstacle en ce pays à la diffusion de la civilisation, la traite, spécialement celle des petites filles, qui s'y exerce publiquement en dépit des lois, et au mépris de la constitution et de tout sentiment civilisé.

⁂

Dans sa haine des races qu'on appelle inférieures, des Chinois, contre l'immigration desquels existe depuis des années un veto qui se renouvelle tous les ans; — des nègres, auxquels on barre inexorablement tout chemin vers les charges publiques; en qui toute velléité d'égalité civile est étouffée par l'ostracisme, par la raillerie, par le mépris universel; pour qui la révolution — à laquelle ils ont pourtant donné leur sang et leur vie — pour qui la déclaration d'indépendance et la constitution demeurent lettre morte, désir pieux déçu par des lynchages systématiques; à qui même les garanties juridiques des débats publics sont couramment refusés... la libre Amérique, la glorieuse république, la *free Country*, dépasse en férocité, en turpitude, en brutalité, en infamie, Sa Majesté impériale Nicolas II, autocrate de toutes les Russies.

⁂

Les Etats de la Confédération sont enveloppés d'un réseau serré d'organisations ouvrières; les ouvriers organisés, associés pour la défense du salaire et du pain, se comptent par milliers; les luttes entre le capital et le travail sont périodiques et énormes, mais offrent des exemples ordonnés et pacifiques de douceur et de docilité légales. C'est là un fait généralement exploité avec une fréquence abusive par les panégyristes de la république qui, dans cet énorme développement de l'esprit corporatif, dans ce déroulement ordonné et pacifique des luttes économiques, trouvent un argument à l'appui de leur thèse républicaine de la liberté.

Il est bon de présenter à la myopie ou à la mauvaise foi, quelques commentaires illustrés.

Les Unions ne sont et ne veulent être reconnues ni par les capitalistes, ni par les lois, ni par l'Etat, comme personnes juridiques.

Tout le monde se rappelle la dernière lutte des mineurs de Pensylvanie, morte misérablement sous les caresses excessives au sein de la commission arbitrale convoquée par le président Roosevelt. Dans l'arbitrage de la commission, devant laquelle John Mitchell ne put comparaître comme représentant des mines, mais seulement comme témoin, l'Union ne fut pas reconnue.

Et nous n'aurions pas à nous plaindre, si c'était là un critérium impartial, unique et constant.

Malheureusement, l'organisation ouvrière est constamment méconnue chaque fois qu'elle revendique pour l'ensemble de ses membres le droit à un salaire moins inique, à un travail moins bestial, à certaines garanties humaines nécessaires de sécurité et d'hygiène; elle est constamment reconnue chaque fois que, à la requête des patrons, l'autorité judiciaire est appelée à découvrir un inculpé qui paie aux harpies du capitalisme, le compte des prétendus dommages qui leur ont été occasionnés par les coalitions ouvrières.

On déforme, on tord, on étire alors la loi Sherman sur les monopoles, et nous voyons alors comparaître devant le juge (pour ne parler que des cas les plus récents) l'Union des machinistes de Rutland (Vermont), pour répondre de 2.500 dollars de dommages; l'Union des relieurs de livres de Chicago, citée devant la cour, pour répondre de 30.000 dollars de dommages; celle des mécaniciens électriciens de Chicago, pour 30.000 dollars également; celle des femmes attachées à la Kellog Supply Co, pour 42.000 dollars; celle des chapeliers de Damburg Conn et de l'Union Américaine du travail, pour 240.000 dollars; celle des constructions de Chicago, pour 100.000 dollars!

Et l'on pourrait remplir les douze colonnes du journal en recueillant, pour l'édification des panégyristes républicains, des éléments semblables, bien faits pour illustrer cette liberté de coalition qui est en Amérique un mensonge scélérat au même degré, pour le moins, qu'en Italie, où il a une consécration aussi platonique et aussi mensongère dans la législation de Zanardelli.

⁂

Pour la bonne bouche, une dernière observation.

La fameuse loi Sherman, qui trouve une application si commode contre les Unions qui proclament le boycottage d'une maison ou la mettent simplement à l'index, a usé en vain les sophismes des légistes l'hiver dernier, lorsque, par l'enquête de Hearst, le directeur millionnaire du *New-York Journal*, fut établie et présentée au magistrat la preuve que Morgan, Baër, Olliphant, et autres bandits des mines, *avaient organisé le manque du charbon*, troublant ainsi gravement l'ordre et la santé publics. Tout le monde se rappelle les difficultés dans lesquelles se débattirent pendant trois mois certains hôpitaux, et le très grand nombre d'écoles qui durent fermer inexorablement leurs portes, par manque de combustible.

Une encore.

Atteint en plein dans ses trucs par les révélations qui assaillirent, sans laisser d'échappatoire, les aciéries de Bethléem et le Shippbuilding Trust, le trust de l'acier organise en ce moment une réduction générale des salaires par laquelle *deux millions de dollars seront soustraits à la main-d'œuvre*. Quatre-vingt-dix pour cent des ouvriers devront, par suite, quitter leur emploi ou accepter la réduction.

Ce n'est pas tout. On sait que quarante-huit pour cent des ouvriers attachés aux ateliers du trust ayant acquis, à un taux *fort* élevé, des parts d'actions qui leur étaient vendues, sous le masque d'une hypocrite participation, ils ont perdu dans le trust actuel jusqu'au dernier sou de leurs économies.

La compagnie les rembourse maintenant, pour commencer l'année, ...par une odieuse et cynique réduction de salaires; la loi Sherman dort tranquillement dans les archives, et les panégyristes de cette république vulgaire de loups et d'agneaux continueront à repaître les imbéciles, de la stupide légende que cette terre est celle de la liberté, de la civilisation et du bien-être.

Eh bien, merde!

E. VECC.

Traduit de la *Cronaca sovversiva* (1re année, n° 30, 26 décembre 1903). Journal hebdomadaire anarchique de propagande révolutionnaire, publié *en italien* à Barre, Vermont (Etats-Unis).

MOUVEMENT SOCIAL

Simple constatation. Le gouvernement a *envoyé* des troupes à Roubaix, pour les grèves, *et, cette* fois-ci, pas plus que les autres, il ne s'est trouvé d'officiers pour refuser de marcher contre des ouvriers en discussion d'intérêts avec leurs patrons, alors qu'il s'en trouve si souvent pour refuser de marcher contre des moines en révolte contre les lois. Dès qu'il s'agit du peuple, des travailleurs qui les font vivre, le métier de gendarmes ne répugne plus du tout à ces messieurs. Au contraire! puisqu'il leur vaut double solde, qu'il y a là pour eux de l'argent à gagner aux dépens des misérables.

⁂

De *Régénération* (27, rue de la Duée), numéro d'avril, *Méfaits judiciaires* :

« Le samedi 28 février, les bureaux de l'*Action syndicale*, de Lens, ont été cambriolés par les prétendus défenseurs de la propriété. Contrairement à la *loi*, les malfaiteurs légaux ont pénétré dans le bureau de rédaction, en l'absence des rédacteurs.

« Autres violations de la loi et de la plus élémentaire dignité : Les juges correctionnels se sont déclarés compétents pour juger une affaire de presse, en la *faisant* traitreusement passer pour une affaire d'outrages aux mœurs.

« Le jeudi 17 mars, dit l'*Action syndicale* du 20, les camarades Méresse, Broutchoux et Becquet, ont comparu devant le tribunal correctionnel de Béthune, sous l'inculpation d'*outrages aux bonnes mœurs!* délit trouvé, avec des verres très grossis-

sants, dans des articles sur la procréation, signés *Adultérine*. Me Flament défend les prévenus.

« Pour corroborer le mensonge, le procureur a demandé et obtenu le huis-clos, donc l'interdiction de rendre compte des débats et de faire, à leur tour, juger les juges par l'opinion publique.

Nos *grands* confrères auront-ils le courage de s'occuper de cette affaire de travailleurs manuels calomniés? Ils auraient tort de la négliger. Il est toujours imprudent de manquer au principe de solidarité. »

* * *

Une des hontes de notre société, la réglementation de la prostitution, va, paraît-il, sinon disparaître, du moins être notablement atténuée. Désormais, si le projet adopté par le Conseil municipal est approuvé par le Parlement, les femmes dites prostituées relèveront, comme tout le monde, des tribunaux. Quelle merveille! Elles ne seront plus, comme cela se passe dans la Sainte Russie, jugées et condamnées administrativement, emprisonnées par simple mesure de police. Quel progrès! Les services d'hygiène et de police seront séparés. Plus de mise en carte, plus d'inscription et de visite forcées. Oui, seulement ces dames seront priées d'aller faire leur déclaration au service sanitaire, et d'en retirer, chaque semaine, un certificat de visite et de santé; faute de quoi, elles seront poursuivies devant les tribunaux. Tout le progrès consiste donc simplement à restreindre, vis-à-vis de ces malheureuses, le pouvoir jusqu'ici sans limites de la police, et à transférer une partie de ses attributions aux médecins d'une part, aux magistrats de l'autre. Je ne nie pas que ce ne soit déjà quelque chose.

Pour les mineures, elles seront, paraît-il, envoyées « dans un établissement spécial où on s'efforcera de les réformer moralement et physiquement ». Mais sera-ce administrativement qu'elles y seront envoyées? On ne nous le dit pas, et j'en ai peur. J'ai peur aussi que cet « établissement spécial » ne ressemble fort à une prison ou à une maison de correction; et l'on sait la vertu de ces établissements-là pour réformer moralement et physiquement les jeunes gens et jeunes filles qu'on y enferme.

* * *

Il y a quelque temps, le propre fils (oh! propre...) d'un commissaire de police était arrêté. Il avait volé une cinquantaine de mille francs aux Frères de la rue Raynouard, à Passy, ses anciens éducateurs. Je crois que les Frères retirèrent leur plainte. Ce jeune homme vient d'être condamné à 8 mois de prison, pour vol de bicyclettes.

Elevé par un policier, instruit par des prêtres, il avait pourtant reçu le *nec plus ultra* de l'éducation bourgeoise. Alors?...

Elle n'est pas fameuse, cette éducation.

Ceci me rappelle qu'en 94, étant arrêté, au nombre de mes perquisitionneurs se trouvait un jeune policier amateur, le fils du chef, mort aujourd'hui, de la brigade contre les anarchistes. J'entendis ce jeune homme — élève de rhétorique dans un lycée de l'Etat — raconter à ses copains que, chaque fois qu'il y avait une arrestation intéressante, il « séchait la classe » pour y prendre part, avec l'autorisation écrite de son père, devant lequel proviseurs et professeurs n'osaient broncher. Son père pensait qu'il fallait l'initier de bonne heure aux beautés de la vie policière, et que ces besognes étaient bien plus intéressantes que les études littéraires ou scientifiques, pour lesquelles il montrait le plus profond mépris. Lui-même disait son dégoût des travaux intellectuels, son impossibilité à satisfaire aux examens, son penchant pour le métier de mouchard; et il me parut un cancre fini.

Voilà l'état d'âme de ces gens. R. C.

* * *

La traite des blanches. — Après le conseiller à la cour d'appel de Lyon, qui convaincu de tricher au jeu, se suicide, voici qu'un commissaire de police, voire un juge d'instruction, sont compromis dans une affaire de mœurs.

Voici les faits : Une jeune femme, fille-mère, habitant Paris, se rendait à un bureau de placement, lorsque des offres lui furent faites de venir au Puy, servir dans un restaurant aux gages de 50 francs par mois. Heureuse de trouver une place bien rétribuée, elle accepta sur le champ et dès le soir même prenait le train. Arrivé au Puy, elle s'aperçut qu'on l'avait conduite par surprise dans une maison de tolérance. Aux instances qu'elle fit pour obtenir qu'*elle sorte*, le patron répondit en la menaçant de son revolver, puis la conduisit au commissariat où on tenta, mais en vain, de la décider à réintégrer la maison close. Le commissaire — il n'a donc pas de fille — la menaça de l'écrouer sous l'inculpation de vagabondage, escroquerie et chantage et la fit conduire au violon, d'où elle ne sortit que le lendemain, transie de froid, car elle était à peine vêtue, et mise dans un train à destination de Saint-Etienne. Là, elle alla se plaindre au commissaire central qui la fit héberger et ouvrit une enquête. Quelques journaux publiant une note officieuse destinée à couvrir le commissaire du Puy, ont prétendu que cette jeune femme savait *où elle allait* et qu'elle avait déjà fait le métier, à Nice notamment. Cependant la note générale de la presse donne le démenti à ces bruits calomnieux. Jusqu'au juge d'instruction du Puy, chargé d'instruire cette affaire, qui prend fait et cause pour cou vrircette affaire et la faire passer au bleu.

Quoiqu'il en sorte, les loups peuvent s'absoudre entre eux — il n'en résulte pas moins que ceux qui font profession de juger l'immoralité des autres sont parfois des gens très immoraux. Ajoutons que les magistrats du Puy ont déclaré que M. le docteur Granjou-Rozet, de Saint-Etienne, qui avait fait un rapport sur Angèle Prieur, n'entendait rien à la médecine car il déclarait ne pas croire à la possibilité de troubles nerveux et hystériques chez la jeune femme.

Résolument ces magistrats ont diagnostiqué l'hystérie! C'est un comble. C'est même là de l'exercice illégal de la médecine et Angèle Prieure peut s'estimer heureuse de vivre au vingtième siècle car au douzième on l'eût brûlée.

GALHAUBAN.

Mouvement ouvrier. — Depuis samedi dernier, la grève du textile est quasi générale à Roubaix, à Lille et à Tourcoing, et les revendications des grévistes dépassent et de beaucoup la simple application d'une loi dont ils n'attendent rien. La troisième échéance de la loi dite de 10 heures, n'est en effet qu'une occasion dont les travailleurs du textile essaient de profiter, pour imposer à leurs exploiteurs un minimum de salaire qui leur permette, sinon de vivre, tout au moins de ne pas crever de faim en travaillant.

Et vraiment, quand l'on examine les faibles revendications de ces malheureux — en règle générale 4 francs par jour au minimum, et cinq jours de travail assurés par semaine — on se demande si l'on ne rêve pas, en contemplant l'impudence d'un Motte, usinier, député et maire, qui se vante à un journaliste bourgeois, que ses usines qui, en 1880, ne couvraient que 3 hectares de terrain, en couvrent aujourd'hui 14, et représentent, à ce que des gens bien renseignés m'ont assuré une richesse foncière de 70 millions de francs. Et cette fortune colossale a été prélevée entièrement sur les salaires des malheureux qui, hier encore, gagnaient en moyenne un salaire hebdomadaire de 12 fr. 50 à 15 francs par semaine, et se nourrissaient uniquement de ce que l'on donne aux porcs dans certaines contrées, des pommes de terre écrasées dans du lait caillé. Et Motte, ce négrier, type de notre société capitaliste, avec ses 14 usines châteaux-forts, occupant 15.000 ouvriers, est bien le seigneur et maître de Roubaix, seigneur cent fois pire que ses précurseurs de l'ancien régime qui eux, au moins, avaient intérêt à nourrir leurs esclaves.

Et le négrier, bien entendu, se refuse à entrer en pourparlers avec le syndicat que les plus courageux parmi ses exploités ont fondé pour lui résister.

Les ouvriers, devant une telle mauvaise volonté, ont bien essayé de se révolter, mais notre très démocratique gouvernement, pour qui nos prétendus socialistes sont pleins de tendresses, a envoyé à Roubaix les fils de ces prolétaires habillés en soldats, pour défendre les 14 hectares d'usines de Motte qui comme Maire commande en chef à l'armée chargée de protéger ses propriétés, en même temps que sa personne.

* * *

Des incidents qui accompagnent cet important mouvement, je ne puis en parler qu'en partie, et force m'est de signaler seulement les principaux. De plus la presse, et surtout et y compris celle dite socialiste s'efforce — les fonds secrets ne fonctionnent-ils point pour cela — de cacher à leurs lecteurs la véritable situation, et il s'en suit que les renseignements manquent.

Tout d'abord sur la demande de Motte, le préfet du Nord, d'accord avec le très démocratique M. Combes, Président du Conseil, a pris un arrêté interdisant tout attroupement de plus de dix personnes dans toute l'étendue du département du Nord, et il est probable que si Motte l'exige, l'état de siège sera proclamé, ce qui lui permettra de faire arrêter sans raison tous les gêneurs. Jamais aucun gouvernement n'avait osé aller jusque là, et il en a fallu un qui ait réussi à domestiquer nos prétendus socialistes pour aller aussi loin dans la voie de l'arbitraire.

Une manifestation que les intéressés s'étaient engagés à maintenir calme a été interdite; le droit même de circuler n'existe plus, et la manifestation « pacifique » n'a pu avoir lieu, l'armée ayant de suite réprimé toutes les tentatives qui ont été faites pour essayer quand même de former un cortège. La même tentative faite le lendemain fut pareillement empêchée.

Enfin, comme une fois sur la pente, l'arbitraire n'a pas de limite, des poursuites sont intentées au Comité d'entente qui a fait poser des affiches rappelant aux soldats « prolétaires d'hier et de demain » qu'ils ont pour devoir de ne pas se prêter aux sales besognes qu'on leur demande d'accomplir.

Et ces poursuites sont intentées en vertu de la loi du 28 juillet 1894 sur les « menées anarchistes », si bien que nous allons voir ces braves socialistes de Roubaix poursuivis en vertu de lois dont leur grand chef, Jules Guesde, député justement de Roubaix, à cette époque, se refusait de voter l'abrogation pour ne pas risquer de faire tomber le ministère dont M. Bourgeois était le chef.

L'histoire a de ces surprises.

En même temps que le « Comité d'entente », deux de nos camarades sont poursuivis pour la publication d'un autre manifeste « à l'armée ». Comme l'on voit, l'arbitraire bat son plein et Motte serait vraiment mal venu de se plaindre à l'avenir d'un gouvernement si entièrement à ses ordres.

* * *

Comme de juste, la troupe, excitée par les chefs a de-ci de-là, donné contre les grévistes. Des charges de cavalerie ont eu lieu et au cours de plusieurs d'entre elles, des femmes qui en général, se montrent dans ce mouvement, assez énergiques ont été piétinées par les chevaux. Il y a des blessés dont plusieurs ont dû être transportés à l'hôpital.

Au cours d'une de ces charges, un ouvrier maçon a reçu un coup de sabre dans le dos et a été assez gravement blessé. Lundi, au cours d'une autre charge, un vieillard de soixante-quatorze ans et une femme de soixante-trois ont été renversés et piétinés par les chevaux. Et, il y en a bien d'autres, mais la plupart des blessés sont emportés par leurs camarades, et pour éviter la vindicte policière, soignés à domicile.

Quelques galonnés ou policiers ont plus ou moins été houspillés au cours des bagarres; à ceux-là Combes, avec l'assentiment de Jaurès, leur réserve des croix et des gratifications.

A l'heure ou j'écris, la grève du textile est générale à Roubaix. Motte et ses pareils se refusant à faire droit aux revendications des grévistes, la situation est on ne peut plus tendue, et l'armée étant excitée par les chefs heureux de pouvoir taper sur la « populace » de graves incidents sont à prévoir.

* * *

Et la grève s'étend chaque jour et, si cela continue, les 100.000 ouvriers du textile qui travaillent dans la région du Nord, seront en grève.

A Lille, le travail a cessé dans la plus grande partie des usines, des manifestations ont lieu et des collisions se sont produites entre la police et les manifestants. Au cours de l'une d'elles, un commissaire de police a été blessé.

A Tourcoing, de même la cessation du travail est à peu près complète, et sur un ordre préfectoral, il est interdit de circuler en groupes à partir de midi.

A Wasquehal, La Madeleine, Mons-en-Bareuil, à Fourmies, etc., etc., et dans tous les centres de tissage, la cessation du travail est à peu près complète.

Et partout, de nouvelles troupes arrivent sans cesse, la soldatesque au service du patronat est maîtresse de toute la contrée, qui ressemble actuellement à un vaste camp retranché.

* * *

Et le mouvement gagne encore, car on annonce que la grève générale vient d'être décidée par les

tisseurs du département de la Somme qui, jusqu'à présent, n'avaient pas bougé.

Dans la vallée de la Nièvre, ou se trouvent les ateliers Saint, frères, qui sont des bagnes on ne peut plus remarquables, et où, grâce à un système de pression, la propagande n'avait jusqu'à ce jour pas pu pénétrer, la grève vient d'être décidée, et les 6.000 ouvriers qu'occupent dans leurs usines de Flexecourt, Saint-Ouen, Berteaucourt, les Moulins-Bleus, etc., etc., ces importants exploiteurs, ont cessé le travail,

A Amiens, de même, la grève est quasi générale chez les tisseurs et gagne les environs.

Comme on le voit, c'est une levée en masse ; rarement il nous a été donné d'assister à un mouvement de cette importance. Les tisseurs sont partout des parias parmi les parias. Dans presque aucune industrie l'exploitation n'y est poussée aussi avant, aussi ce réveil de toute une catégorie d'exploités est-il des plus caractéristique. Et comme cela dépasse et de beaucoup, la simple application d'une loi dont il n'est plus même question!

Pendant que les Motte et consorts font des fortunes colossales, les ouvriers tisseurs crèvent littéralement de faim en travaillant. Ils semblent cette fois en avoir assez. Le résultat dépend de leur énergie.

P. Delesalle.

*
* *

De Terrenoire on signale une grève de métallurgistes. Mme Vve Bonnay possède dans cette localité une manufacture de lits en fer. Dans cette drôle d'usine, depuis longtemps, on retenait sur les salaires des ouvriers un tant pour cent pour *l'entretien du matériel*, matériel qui bien entendu appartient au patron et lui procure ses bénéfices. Il y a environ un mois, le directeur avertit les ouvriers que la patronne, ayant vu la prime d'assurances contre les accidents augmentée de 1.300 fr., avait décidé d'augmenter la retenue déjà opérée. C'était tourner le sens de la loi de 1898, qui met les frais d'assurance à la charge de l'exploitant. Mais bah ! la loi est le moindre de leurs soucis, et pourvu que les ouvriers acceptent cette diminution déguisée de leurs salaires, tout est pour le mieux. A Terrenoire, les nègres de l'usine acceptèrent momentanément mais se préparèrent, à la grève se doutant bien qu'un nouvel incident la ferait bientôt éclater. En effet, un jour de cette semaine, Mme Bonnay prévint ses ouvriers que, pour des motifs qu'elle n'avait pas à faire connaître, elle se *voyait dans l'obligation* (c'est le cliché) d'opérer une réduction de 5 0/0 sur les prix en cours. La plupart en effet des ouvriers font le travail aux pièces.

Cette mesure fut cause du conflit. Les ouvriers quittèrent immédiatement le travail — il était 3 heures de l'après-midi. Dès le lendemain, une délégation fut envoyée chez Mme Bonnay, qui refusa de la recevoir sous prétexte que toutes les équipes n'étaient pas représentées. Une nouvelle délégation se présenta alors et formula les revendications suivantes : 1° Maintien des salaires actuels avec minimum de 3 fr. 50 pour tous les ouvriers âgés de plus de 18 ans; 2 fr. 50 pour ceux âgés de 16 à 18 ans et enfin 1 fr. 50 pour ceux âgés de moins de 16 ans ; 2° Renvoi de l'ouvrier Pitiot ; 3° Aucun renvoi pour faits de grève ; 4° Suppression de toute retenue sur l'entretien du matériel et autres ; 5° Respect à la dignité des ouvriers et enfin reconnaissance des quatre délégués du travail nommés par les ouvriers.

Des différentes entrevues qui ont eu lieu entre les deux parties, il résulte que la direction accepte le maintien actuel des salaires, elle refuse de renvoyer l'ouvrier Pitiot et de supprimer la retenue concernant l'entretien du matériel. De leur côté, les ouvriers paraissent décidés à obtenir cette suppression. Qui aura le dernier mot ?

Galhauban.

Espagne.

En vue de la prochaine arrivée du roi à Barcelone, les autorités de cette ville prennent de grandes mesures de précautions. Les hôtels sont particulièrement surveillés et des policiers sont venus de Madrid en grand nombre.

Comment recevra-t-on le roi ? C'est ce qu'il est difficile de dire, bien que la bourgeoisie catalane fasse de son mieux pour qu'il soit bien reçu, mais je crois bien que ce voyage ne donnera pas le résultat qu'en attend le gouvernement ; la misère est grande en Catalogne, la moitié des usines sont fermées et tout devient de plus en plus cher.

La propagande antimilitariste donne maintenant de bons résultats : à la dernière conscription un grand nombre de conscrits ont déserté ; des brochures antimilitaristes sont distribuées dans les casernes et ces jours-ci des affiches contre le militarisme ont été placardées en ville : elles ont procuré du travail à la police : couteaux en main les agents ont été employés à gratter les murs.

Cette propagande n'est pas ici, pour les camarades, sans danger : quelques-uns ont été condamnés à quatorze ans de prison pour des articles antimilitaristes qu'ils avaient écrits et actuellement quatre compagnons sont en prévention, attendant le conseil de guerre qui doit les condamner.

Hongrie.

Budapest, le 13 mars 1904.

Pendant une période de trois mois, le journal *Nepszava* (organe assez avancé, mais restant toujours sur le vieux terrain socialiste) a été confisqué plus de quinze fois, bien qu'il ne paraisse qu'une fois par semaine.

La Narodna Rieci, organe des socialistes et révolutionnaires serbes, encore plus avancé, est quelquefois obligée d'imprimer quatre éditions pour en envoyer une seule. Du reste, quelques-uns de ses collaborateurs ont, depuis longtemps et sans aucun motif, été expulsés.

L'*Adeverul*, journal des socialistes roumains, paraît le plus souvent en blanc, ou du moins le ministre ou le préfet la blanchit le plus souvent, sous prétexte que ses articles sont trop révolutionnaires ou anarchistes.

De même, confisque-t-on toutes les brochures d'idées soi-disant anarchistes.

Mais cela ne suffit point. Le peuple pourrait s'instruire par les réunions populaires publiques, qui sont vraiment très populaires ici. La bourgeoisie l'a prévu et défend systématiquement toute réunion où l'on soupçonne du socialisme. Au contraire, les sociétés à tendances cléricales et endormantes sont toutes tolérées et au besoin encouragées.

Le 15 mars est l'aniversaire de la Révolution, et, surtout de Petœfi, le sincère et vaillant apôtre de la liberté et de toutes les idées libertaires. A une époque de tyrannie et d'impérialisme, il a osé le premier lever l'étendard de la révolte, conspuer les bourgeois, les bourgeois libéraux même, les empereurs et les rois. C'est lui qui a dit que le peuple ne sera libre que s'il conquiert lui-même ses libertés, et cela non pas dans des maisons — peut-être il virait déjà les parlements — mais en sortant dans la rue. Les ouvriers, ne fêtent pas cet anniversaire en même temps que les bourgeois, le 15, mais le treize.

Dès deux heures de l'après-midi, une foule de plus de 20.000 personnes stationnait dans le Kalman-Tissater. A trois heures, on ne pouvait plus circuler dans ce quartier, et tous les omnibus ont été arrêtés. Lorsqu'on s'est mis en marche vers la statue de Petœfi, qui est sur le bord du Danube, la foule comptait plus de 30.000 personnes. Chemin faisant, on entonna la *Marseillaise*, essentiellement révolutionnaire ici, et l'*Internationale*, que nous avons fait traduire en hongrois. En même temps, on conspua le ministère aux cris de : « A bas le Boursier, à bas le tyran ! » Toutes les associations libres et révolutionnaires étaient représentées dans cette foule.

Arrivé à la statue, le camarade Paul Farago monta sur le monument et récita une belle poésie révolutionnaire de Csizmadiz (le Laurent-Tailhade de Hongrie). Puis le camarade Bokany critiqua le ministre, le gouvernement et toute la bourgeoisie en des termes assez révolutionnaires.

Puis on déposa sur le monument de Pétœfi une couronne de la part de l'Association hongroise d'Amérique, celle-ci communiste-anarchiste. A quatre heures à peu près, on se dispersa dans toutes les rues, aux cris de « A bas le tyran! à bas Tissa! vive la Liberté! »

Mais une chose plus intéressante est la grève des tailleurs, proclamée le même jour que celle des serruriers.

La grève des tailleurs s'est produite après des discussions qui se sont prolongées pendant tout l'hiver, et tout contribue à faire croire qu'elle réussira. Tout d'abord, les tailleurs sont très bien organisés, du moins au point de vue de la solidarité. De même ont-ils une caisse assez garnie pour pouvoir se permettre un chômage de deux mois entiers.

Le nombre de grévistes est à peu près de 8.000, qui se trouvent tous dans le bois de Ville (Hernunengarten). Là, il y a chaque jour des réunions, des discussions, des jeux et des distributions de pain et d'argent. Le tout se passe très tranquillement et très raisonnablement, au grand désespoir des bourgeois. La grève a été surtout déterminée et hâtée par la nouvelle mode qui donne aux ouvriers plus de travail pour le même salaire.

Autrefois les manches n'avaient que deux boutons et deux boutonnières; aujourd'hui, elles en ont cinq, ce qui fait un travail de 1 h. 1/2 en plus, travail que l'on ne compte point à ceux qui sont payés à la pièce.

Les revendications sont les suivantes :

1° Suppression du travail à la pièce et institution du travail à l'heure ; 2° 10 heures de travail, notamment de 7 à 12 et de 1 h. 1/2 à 7 h.; 3° salaires : *a*) ouvriers simples, 25 centimes l'heure ; *b*) ouvriers plus avancés, 38 centimes ; c) ouvriers indépendants (pouvant travailler seuls), 48 centimes ; *d*) coupeurs, 48 centimes ; 4° Les heures supplémentaires doivent être payées double ; 5° pendant la morte-saison, le patron ne doit pas renvoyer les ouvriers ; 6° le salaire doit être payé le samedi soir, entre 6 et 7 h.; 7° repos le dimanche ; 8° reconnaître le 1er mai comme fête des ouvriers ; 9° après la grève, personne ne doit être renvoyé pendant 6 semaines.

196 patrons veulent déjà accepter la plupart des conditions des ouvriers, mais ces derniers ne veulent point transiger et se refusent absolument à reprendre le travail. Ils sont d'autant plus décidés qu'ils ont reçu des encouragements de leurs camarades de Berlin, de Vienne, et même, dit-on, de Paris. Un patron ayant essayé de rappeler quelques ouvriers, fut assailli par d'autres et ne put échapper à leur colère que grâce à l'intervention de la police. Ayant parlé de la situation financière des ouvriers grévistes l'un me dit qu'ils ont assez d'argent pour pouvoir attendre jusqu'au 1er mai et faire partir le cortège du camp des grévistes.

Une autre grande grève est celle des serruriers et des autres ouvriers des fabriques et usines métallurgiques. Ils sont 6.000, mais on espère que leur nombre triplera et décuplera bientôt. Ils sont aussi très bien organisés.

Le comité de la grève a son siège (ainsi que les grévistes) dans le bois de Ville et distribue hebdomadairement 8 couronnes (francs) aux célibataires et 10 aux pères de famille.

Mardi, 15 mars.

Aujourd'hui, toutes les rues sont pavoisées et partout on a hissé des drapeaux, quoique bien des magasins soient ouverts. C'est aujourd'hui la fête officielle de l'anniversaire de la Révolution.

Après la fête, une foule énorme de plus de 500 personnes (cette fois ce ne furent plus les socialistes, mais les bourgeois libéraux et les nationalistes) se dirigèrent du monument de Pétœfi vers la rue de Kerepes. Ayant vu que le drapeau n'était pas arboré à certaines maisons, surtout à celle du Roi (car le Roi a fait construire une maison qu'il loue comme un simple et vulgaire bourgeois ou commerçant), leur instinct... patriotique (?!) se réveilla et ils commencèrent à les conspuer et à crier : « A bas les traîtres ! Vive la liberté! La police intervenant fit éclater la tempête. Ayant trouvé par hasard une charrette de charbons et de pierres, la foule la vida en quelques instants.

Toutes les fenêtres de la Kossuth-Lajos Utcza furent brisées. De là, la foule se dirigea vers la rue de Kerepes et vers le boulevard Thérèse, cassant et brisant tout. Chez un banquier, on prit tous les billets de banque et toutes les monnaies d'or qui se trouvaient à l'étalage. C'est à grand'peine que la foule fut dispersée par la police.

Le reste de la ville n'est pas non plus tranquille, car partout on ne voit que des grévistes, que l'on craint assez dans certains quartiers bourgeois. Le soir, les journaux relatent comme d'habitude les événements du jour, en les faussant impudemment, pour flatter leur clientèle bourgeoise.

Presque tous disent que les socialistes seuls sont coupables des excès commis pendant la journée et que c'est au parti socialiste qu'il faut s'en prendre.

Dimanche, 20 mars.

2.000 tailleurs viennent de se rallier de nouveau aux grévistes. En revanche, on parle déjà de la reprise du travail de 1.000 ouvriers qui obtiennent satisfaction entière de leurs patrons respectifs. En tout cas, ils devront de droit payer tout d'abord 5 0/0 de leur salaire exclusivement pour la caisse de la grève, outre leurs autres cotisations.

Les peintres en bâtiments et les vernisseurs se sont également mis en grève. Déjà 118 patrons veulent satisfaire à certaines demandes des ouvriers.

Mais ces derniers résistent et ne veulent point marchander.

Les charpentiers et les maçons sont également en grève et travaillent ou du moins on travaille — pour leur reconciliation avec les patrons.

Lundi, 21 mars.

La grève des charpentiers de Stombolya s'est terminée par un succès complet des ouvriers. Ils ont obtenu : 1° élévation du salaire :

Les ouvriers de moins de 20 ans reçoivent 24 centimes par heure.

Les ouvriers de plus de 20 ans reçoivent 28 centimes par heure.

2° Durée du travail : dix heures, de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec deux repos de 1/2 heure, de 8 heures à 8 h. 1/2, et de 12 à 1 h. 1/2. 3° En cas de voyage, ou de travail hors la ville, le salaire est augmenté de 10 0/0. Dans ce cas, le patron doit fournir aux ouvriers un logement sain et hygiénique.

3° Les ouvriers charpentiers de Stombolya doivent jouir des mêmes avantages, quel que soit le patron qui les engage. Il ne leur reste qu'à réaliser pratiquement ce qu'ils n'ont acquis que sur le papier, et à avancer dans leurs revendications.

Les ouvriers de la terre et les paysans agrariens s'agitent également depuis quelque temps.

Les cordonniers sont également en grève et ne veulent point marchander avec leurs patrons, qui leur promettent le ciel et la terre. Car c'est justement le temps de fête, la meilleure saison, que les ouvriers ont choisi pour se mettre en grève.

A. Manteau.

Suisse.

Schwytz. — Une filature de Gersau recrute de préférence ses ouvrières en Italie, pour cette fin elle expédie une circulaire dans les contrées les plus misérables d'Italie à destination des ouvrières « jeunes pour un travail facile et non fatigant, exigeant cependant un certain degré d'intelligence et d'habileté ». Les salaires varient de 14 à 18 centimes de l'heure, la durée du travail est de 11 heures. Par semaine la paie atteint 9 fr. 10 à 11 fr. 70. Afin de mieux tenir ses exploitées dans la main, la filature leur fait donner la pension et le logement dans un couvent de l'endroit dirigé par les sœurs d'Ingerbohl. Le prix de pension, repas, chambre et blanchissage est de 6 francs par semaine. La circulaire annonce que les ouvriers sont assurés contre les accidents auprès de la « Zurich ». Mais elle affirme que les accidents sont très rares. La circulaire est muette sur les cas de maladie, muette de même sur les conditions d'engagnement, des amendes, etc.

***

Berne. — *Policiers.* — Après avoir mis tous les bâtons dans les roues pour empêcher la poursuite des policiers assommeurs et sabreurs du 23 juillet 1902, l'autorité, bien malgré elle, après avoir épuisé tous les trucs, s'est vue forcée de traduire les accusés devant la cour de justice : c'est que ceux qui avaient été sabrés, insultés, souffletés et arrêtés arbitrairement étaient des hommes ayant une position sociale solide. Le caporal Schewer a été convaincu d'avoir frappé à coups de sabre à tort et à travers. Le commandant de la police Guggisberg et le capitaine Stucki, ce dernier sabrant les civils avec ses gendarmes, n'ont pas brillé devant les dépositions des témoins. — Un an et demi s'est écoulé depuis l'ignoble attentat et si le rédacteur M. Moscher et le correspondant M. Arthur Bovet, au nombre des sabrés n'avaient pas tenu l'épée aux reins de la judicature, le procès n'aurait pas encore commencé ou n'aurait jamais eu lieu. On attend la fin du jugement, retardée le plus possible et pour cause.

***

Vaud. — « La création de la garde permanente des fortifications est un accroc à la constitution », remarque la presse non gouvernementale. Samedi, après le départ de la délégation, les garnisaires de Lavey, parmi lesquels un major, un capitaine et des sous-officiers, ont envahi la salle où les autorités communales avaient offert une collation aux délégués de l'État. De gros mots furent échangés ; finalement un des militaires a souffleté le président du conseil général. Les soldats ont parcouru les rues de Lavey en chantant : « C'est à nous qu'appartient l'avenir. » (*Nouvelliste vaudois.*)

A Lavey comme à Andermatt, partout où il y a des forts, les habitants ont à souffrir des procédés des soudards permanents qui traitent les civils avec le plus parfait sans gêne, et qui commettent des attentats de plus en plus insupportables.

Indo-Chine.

De la *Tribune Indo-Chinoise* (Hanoï), 17 janvier 1904 (intitulons cela : Occupations de l'armée française aux colonies) :

Le meurtre de Sontay venait-il à peine d'être connu que le *Courrier d'Haiphong* faisait le récit des incidents suivants :

La scène se passe dans une des maisons hospitalières que longe le canal Bonnal... Un de nos compatriotes se trouvait dans une de ces cases — qui n'ont rien de la *casa sancta* — lorsque la porte fut vigoureusement ébranlée avec des menaces de tout faire sauter, si l'on n'ouvrait pas. Quatre marsouins, véritables Apaches comme on le verra par la suite secouaient l'huis à plein poignet. « Il y a un » ciblot ! » là dedans !! Ouvre, ou l'on « te crève ! » — La porte était mince, mieux valait ouvrir... Irruption des quatre voyous. Injures, quolibets, tout ce que l'argot des boulevards extérieurs peut contenir de plus expressif, dans les ressources multiples et les images très fortes de ce langage tout spécial, fut adressé à notre concitoyen.

Celui-ci avait une importante somme d'argent dans la poche de son veston.

Un revolver de fort calibre y était également contenu.

Il crut, à juste raison, plus prudent de se coucher sur ce vêtement précieux et d'attendre, non sans quelque appréhension bien légitime, les événements. Les hommes n'étaient *nullement ivres*, la suite du récit le prouvera, mais paraissaient fort résolus à faire un mauvais coup. — Quand la kyrielle d'injures fut épuisée, voyant leur adversaire impassible, trois des compères enlevèrent leur veste et se disputèrent l'honneur de « démolir le ciblot » — « Aligne-toi donc, fainéant, propre à rien, etc... tu vas voir ce que c'est que *Charlot* ! »

Et comme le « ciblot » s'efforçait de conserver son calme, une soucoupe violemment lancée lui passa à deux centimètres de la figure.

Cependant, les cris avaient ameuté l'établissement ; tout le monde accourut. En un instant, la chambre fut envahie par ces dames exotiques, les soldats et les matelots qui constituent leur clientèle habituelle. Comprenant qu'ils pouvaient être pincés par un gradé, les quatre soldats s'enfuirent promptement. Dans la rue, ils tombèrent à bras raccourcis sur le quatrième marsouin, qui avait « flanché » au cours de la discussion et avait essayé de calmer ses camarades ; ils le rouèrent de coups et le dépouillèrent des quelques cents qu'il avait en poche... Or, celui-ci est également sous les verrous, mais pour avoir sauté le mur !

. . . .

. . . .

Durant la même nuit, les mêmes garnements avaient assailli et dépouillé un matelot de la *Manche*, qui vient de porter plainte et qui se trouve assez endommagé. Une autre personne, attaquée dans les mêmes conditions, a préféré taire son nom. Si nous insistons sur ces faits et les avons détaillés aussi longuement, c'est qu'ils deviennent chaque jour plus fréquents, tant à Hanoï qu'à Haiphong.

Ouvrons maintenant les journaux de Saïgon et nous y trouverons les mêmes doléances et les mêmes protestations que dans la presse tonkinoise contre les méfaits des soldats. Ils reproduisent le rapport de police de la semaine que voici :

Le changeur Mougamadonabdoula a déclaré que quatre soldats d'infanterie coloniale lui ont soustrait une boîte de cigares valant 2 p. 50.

La patrouille a arrêté le soldat Brion qui, en état d'ivresse et en compagnie de deux autres militaires qui ont pris la fuite, a frappé, sans provocation, le Chinois Lun-Phuoc, cuisinier. — Ce dernier porte une blessure au genou gauche et se plaint, en outre, de douleurs internes.

Le Chinois Lâm-Ty, conducteur du pousse-pousse n° 407, a déclaré que trois soldats d'infanterie coloniale l'ont assailli, rue Boresse, et lui ont enlevé, de la caisse de son véhicule, la somme de 0 p. 50 cents.

Le nommé Nguyên-van-Lei, conducteur du pousse-pousse n° 139, a déclaré que le soldat Philippe, passager du « Cachar » lui avait soustrait dans le caisson de son véhicule une bourse contenant 1 p. 80 et sa carte d'impôt et l'avait fait passer à un complice en fuite. — Interrogé, Philippe a rejeté la faute sur un camarade : puis relaxé, faute sur de preuves, il est revenu une heure après en rapportant la bourse qui ne contenait plus que la carte et 1 p. 48. — Questionné à nouveau, il a prétendu qu'elle lui avait été remise par son camarade qu'il avait rencontré en ville et qui avait refusé de le suivre...

Des soldats ont été arrêtés par la patrouille sur la plainte de la nommée Nguyen-thi-Thien, qui a déclaré que ces militaires l'avaient frappée et avait détérioré le collier en or qu'elle portait au cou. — Les dégâts évalués à 10 p. 100 ont été payés séance tenante.

Le soldat Héridel a été arrêté par la patrouille pour refus de payer deux verres de grenadine consommés avec un camarade dans le débit du Chinois Tran-Trac et pour avoir lancé une gargoulette à la tête d'un employé de l'établissement. — Le camarade de ce militaire avait disparu.

La *Tribune Indo-Chinoise* ajoute avec raison : On parle de pirates en Indo-Chine ; mais les voilà, les pirates !

Nouvelle-Calédonie.

Découpé dans la *Politique Coloniale* du 24 octobre 1903 :

« La *Calédonie* pousse un cri d'alarme. D'après notre confrère, l'admission en France des cafés du Venezuela au tarif maximum de 136 francs les 100 kilos va rendre la concurrence impossible aux cafés calédoniens.

« Les cafés du Venezuela, en admettant que les prix du 4 juin se maintiennent, atteindraient les prix, douanes payées, de 336 francs, 276 francs, 256 francs, 244 francs. Ceux de Calédonie coûteraient 268 francs et 248 francs. Les deux dernières catégories du Venezuela arriveraient donc sur le marché avec des prix inférieurs aux nôtres, alors que leur réputation est bien plus grande.

« La lutte dans ces conditions, est plus que difficile.

« Malheureusement, ce n'est même pas dans ces conditions qu'elle se fera.

« Avec le droit de 300 francs, la France recevait peu de cafés du Venezuela, qui en produit certainement beaucoup. La marchandise étant rare sur notre place, le prix en restait élevé. Il va en arriver davantage, et selon l'éternelle loi de l'offre et de la demande, le prix diminuera fatalement assez pour que la Calédonie ne puisse pas soutenir la lutte.

« De plus, le trafic qui se faisait autrefois va se renouveler. Les cafés du Brésil se vendent mal ; mais leurs meilleures qualités vont reprendre le chemin du Venezuela pour se rendre en France et profiter de la renommée des cafés de ce pays. Ils ne se vendront pas comme Venezuela de première qualité, se vendront moins cher même que la dernière qualité actuelle des cafés du Venezuela, mais ils se vendront sur la foi de ce pavillon qui couvrira la marchandise et se vendront si bien que la Calédonie aura de la peine à s'écouler, à moins de baisser et beaucoup, ses prix actuels. »

Donc, les ménagères de France paieront de nouveau leur café plus cher, elles auront plus de mal à joindre les deux bouts ; mais qu'elles se réjouissent : c'est pour le plus grand bien de la politique coloniale. Quelques planteurs calédoniens s'enrichiront !

VARIÉTÉS

HYGIÈNE PRATIQUE

Hygiène de la peau.

Il semble extraordinaire, en ce commencement du vingtième siècle de l'ère nouvelle, d'avoir à écrire un article sur l'hygiène de la peau. Et pourtant la saleté au milieu de laquelle nombre de nos contemporains, je ne dirai pas vivent, mais usent leur vie, nous en montre non seulement le bien fondé, mais l'urgence.

Ne devrait-on pas, dès l'école primaire, apprendre la théorie de l'hygiène aux enfants quand leurs parents n'ont pas su — et même s'ils ont su — leur en inculquer la pratique ; un chapitre sur l'hygiène de la peau ne remplacerait-il pas avec avantage tel chapitre de l'histoire ancienne? On dirait qu'à plaisir les pédagogues écartent de leurs programmes les notions utiles, et qu'ils se trouvent satisfaits quand, par un

moyen quelconque, qui semble peu leur importer et qu'ils choisissent au hasard ou suivant une antique routine, ils sont arrivés à exercer la seule mémoire de l'enfant; ils citent bien dans leurs cours le *mens sana in corpore sano*, mais le comprennent-ils? Dans tous les cas, ils ne le font guère comprendre et leurs commentaires écourtés ou même inexistants n'y aident pas.

Pour bien se persuader de l'état de propreté parfaite — partant, du bon fonctionnement — dans lequel nous devons tenir tous notre revêtement cutané, il nous faut, au moins sommairement, en connaître les fonctions.

La peau sécrète par certaines de ses glandes une matière grasse qui sert à la lubrifier, par certaines autres un liquide bien connu, la sueur; la sueur s'exhale continuellement à l'état de vapeur de notre corps, mais d'une manière insensible et que nous ne remarquons pas; nous ne nous apercevons de cette exhalaison que quand, par suite d'une température ambiante élevée ou d'un travail actif qui augmente notre propre température, elle se condense et vient ruisseler sur notre corps; nous avons alors l'habitude de dire que nous sommes en sueur. Eh bien, la sueur a précisément pour effet, en s'évaporant, de compenser cette production de chaleur et de régulariser notre température intérieure qui doit, pour entretenir en nous un bon état de santé, être à peu près constante. L'exhalaison de la sueur est pour notre corps un régulateur de chaleur, un régulateur de la température. La peau, disait Currie, est la soupape de sûreté de la machine animale.

Les physiologistes reconnaissent encore à la peau une fonction d'absorption, médiocre à la vérité, et une fonction de respiration, de perspiration, comme ils disent, qui aide les poumons et les reins. Une des expériences qui met *le mieux en lumière* le rôle nécessaire de la peau, consiste à enduire tout le corps d'un animal d'une substance imperméable, goudron, vernis par exemple; l'animal ne tarde pas à succomber.

On comprend facilement que les poussières qui nous entourent, mélangées à la sueur et aux matières grasses sécrétées par la peau (ce qu'on appelle vulgairement la crasse), viennent former, sur notre corps, un vernis qui bouche les canaux excréteurs des glandes de la peau, les pores, comme nous disons couramment, et empêchent la peau de remplir ses multiples fonctions. Nous ne mourrons pas en quelques heures, comme l'animal de l'expérience, parce que la crasse n'est pas étalée sur notre corps en une couche non interrompue, mais nous fatiguons alors nos reins et nos poumons qui doivent suppléer à l'action manquante de la peau, au lieu d'être aidés par elle, et par là nous rendons ces organes plus sensibles, plus aptes à contracter des maladies et, sans que le fait soit aussi patent que dans l'expérience, nous abrégeons nos jours dans une large mesure. Observons les animaux et remarquons tout le temps qu'ils passent à leur toilette — à peu près tout le temps qu'ils ne mangent pas ou qu'ils ne dorment pas — et nous serons convaincus du rôle important que, par instinct, ils font jouer à la propreté de leur corps.

Nous pourrions maintenant nous contenter de dire : pour que cette partie de notre hygiène corporelle soit convenablement réalisée, il suffira que toujours, en tous temps, notre peau soit d'une netteté parfaite. Développons cependant cette proposition. D'une manière générale, il est des soins que nous devons donner chaque jour à notre peau, plusieurs fois même par jour, d'autres qu'à la vérité on pourrait renouveler tous les jours, non seulement sans danger, mais même avec profit, qu'il n'est pas urgent cependant de renouveler aussi souvent. Les premiers constituent les différentes toilettes journalières que nous diviserons en toilette du matin, toilette de la journée et toilette du soir.

Le matin, au réveil, nous devons commencer par nous laver les mains à l'eau et au savon; ce premier lavage terminé, nous procédons au lavage de la figure, au nettoyage des dents et au rinçage de la bouche; puis nettoyage des organes génitaux, enfin dernier et prompt lavage des mains. Dans le courant de la journée, il importe surtout de bien nous laver les mains avant de nous mettre à table; cette pratique, à laquelle ils joindront le curage des ongles, est indispensable pour tous les ouvriers qui manipulent des substances vénéneuses et caustiques, pour ceux qui sont exposés aux poussières métalliques ou autres; ils risquent, sans cela, d'introduire dans leur tube digestif avec leurs aliments, avec le pain surtout, des parties de ces substances qui peuvent devenir la source de graves désordres. Enfin, nous devons procéder, avant de nous coucher, à la toilette du soir; mains, bouche, visage, organes génitaux doivent de nouveau, comme le matin, être lavés à grande eau; quiconque, n'en ayant pas l'habitude, l'aura fait désormais, verra combien son sommeil en sera plus calme, plus tranquille, combien il se reposera mieux et comme il sera le lendemain matin plus alerte et mieux portant.

Et que l'on ne croie pas que tout ce temps passé soit du temps perdu; par là on acquiert une santé robuste, on évite nombre de maladies. Une heure donnée chaque jour aux soins corporels peut-elle être mise en balance avec les heures prises par les maladies, sans compter leurs séquelles, les infirmités qu'elles entraînent et toutes les heures qu'elles arrachent alors au travail?

Les soins qui n'exigent pas d'être renouvelés tous les jours sont ceux qui intéressent les parties de la peau recouvertes par le vêtement. Ils comprennent les bains de pieds et les grands bains, pris en baignoires, en piscines ou sous forme de bains-douches. D'une façon générale, on peut dire qu'un grand bain par semaine est suffisant pour entretenir la netteté parfaite de la peau, son ton et sa souplesse; les personnes toutefois qui travaillent au milieu des poussières ou qu'un labeur pénible fait suer abondamment, devront y recourir plus souvent. Le meilleur bain de propreté est incontestablement celui qui se prend en baignoires; il devra durer vingt minutes et ne pas excéder une demi-heure; s'ils étaient journaliers, douze à quinze minutes suffiraient. Suivant les convenances personnelles, suivant surtout les habitudes prises, la température pourra varier entre 25 et 35 degrés centigrades, sans jamais dépasser cette température. Passé 35 degrés, les bains sont plus fatigants qu'hygiéniques. Les Japonais prennent quotidiennement des bains à 40 degrés et au-dessus; on a attribué à cette pratique la vieillesse prématurée des habitants du Nippon. « On a constaté que la vieillesse survient très rapidement au Japon : il est rare qu'à l'âge de trente ans, hommes et femmes ne soient pas déjà tout ridés; seulement le feu des yeux et la blancheur des dents révèlent un reste de jeunesse. La cause de cette prompte décrépitude est peut-être l'abus que les Japonais font des bains chauds (1). »

Le bain pourrait être remplacé par l'usage quotidien de ce qu'on appelle le *tub*. Prendre son tub consiste à se placer au milieu d'un grand baquet (*tub* en anglais), à exprimer rapidement sur ses épaules, en avant et en arrière du corps, une grosse éponge imbibée d'eau, puis s'essuyer en frottant vigoureusement l'épiderme de façon à obtenir une réaction. Le tub peut être pris à l'eau froide par les personnes qui en ont l'habitude, ou par celles dont le tempérament ou des maladies antérieures ne contre-indiquent pas l'usage de l'eau froide; les autres le prennent à l'eau tiède (25 à 35 degrés centigrades); à cette température, à peu près tout le monde peut en prendre sans danger.

(1) E. Reclus, *Géographie universelle*, VII, p. 764.

L'usage du tub est excellent; outre l'aménagement rudimentaire qu'il demande, la modicité de son prix de revient, il est toujours à notre portée et entretient suffisamment, s'il est renouvelé tous les jours, la propreté et la tonicité de la peau; plus il est pris froid (lorsque la santé le permet), sans cependant que la température de l'eau descende au dessous de 8 à 10 degrés centigrades, meilleur il est; il devient alors le tonique par excellence de la peau, il accroît la vigueur du corps et la résistance aux changements de température, source de tant de maladies.

Après avoir, depuis l'avènement du christianisme et pendant tout le moyen âge (au moyen âge, dit J. Arnould, la propreté était un vice et le bain une indécence) subi une éclipse totale, l'idée de l'hygiène réapparut avec la Renaissance dans les œuvres de ses penseurs, Rabelais entre autres; au dix-huitième siècle, elle prend un nouvel essor et J.-J. Rousseau se fait son ardent défenseur; de nos jours, enfin, elle se constitue une base scientifique, mais pendant tout ce temps, hélas! ses succès sont bien plus théoriques que pratiques; la grande masse des hommes l'ignore. C'est vers les enfants surtout que nous devons nous tourner, c'est à eux qu'il sera utile d'inculquer toutes ces notions. Quand pendant son enfance et sa jeunesse on a eu des habitudes mauvaises, il est bien difficile d'en acquérir de bonnes dans son âge mûr. Si, au contraire, on a donné aux enfants de bonnes habitudes de propreté, elles leur deviendront inconscientes et inconsciemment ils les garderont toute leur vie, pour leur plus grand bien.

Dr A. M.

BIBLIOGRAPHIE

En voyant le président Magnaud couper dans un tas de flagorneries intéressées, se laisser prendre au battage de ceux qui essaient de se mettre en vue en le faisant mousser, je craignais qu'on nous l'ait gâté, et que ses « jugements » s'en ressentent.

En nous donnant *Les nouveaux jugements du président Magnaud* (1), Leyret nous apporte la preuve qu'il n'en est rien, et si Magnaud se laisse un peu trop prendre aux parades des politiciens, ses jugements continuent à être de bons coups de pioche dans ce vieil édifice si difficile à crouler, malgré ses lézardes, qu'est le Code!

Car, ce qui m'intéresse chez Magnaud, ce n'est pas seulement sa tentative d'apporter un peu plus d'humanité dans l'interprétation et l'application de la loi; il est probable que par-ci par-là, il s'est de temps à autre, trouvé quelque robin, que l'habitude professionnelle n'avait pas encore totalement rendu inconscient, qui se laissait prendre de pitié à quelques-unes des lamentables loques humaines défilant devant lui. Seulement ce n'étaient que des cas sporadiques. Il appartenait à Magnaud d'en faire une ligne de conduite et de le systématiser.

Actuellement, à Paris, n'essaie-t-on pas de lui susciter un « rival », M. Séré de Rivières qui lui fait « concurrence », mais dont les considérants, s'ils sont pleins d'humanité, n'en sont pas moins très respectueux du Code, visant seulement à le rendre plus humain, pour essayer de sauver ce qui peut se trouver de sauvable de la machine à broyer les pauvres, qu'est la machine judiciaire.

Tandis que Magnaud, en ses considérants, que ce soit voulu ou par mégarde! chacun de ses paragraphes est une démolition complète, non seulement de ce monument de cruautés, d'horreurs et d'infamies, mais aussi de l'état social qu'il a pour mission de défendre.

***

Dans *Prostitués* (2), M. Han Ryner dit quelques vérités fort dures à certains hommes de lettres d'aujourd'hui. Mais ces duretés n'ont-elles pas quelque chose de voulu? L'auteur est-il bien impartial? C'est que M. Ryner, s'il est fort dur pour

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Schleicher frères.
(2) Un vol., 3 fr. 50, *Société parisienne d'éditions*, 5, rue de Savoie.

ceux qu'il n'aime pas, a des indulgences guère compréhensibles pour ses amis.

* *

A bas la justice militaire! (1), de Lhermitte, réclame la réforme plutôt que la disparition du militarisme et de sa justice. Seulement, il y cite un certain nombre des horreurs qui se passent dans cette géhenne; les lecteurs peuvent arriver à cette conclusion d'eux-mêmes.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Guerre et Paix, par L. Tolstoï, tomes III et IV, 2 fr. 50 l'exemplaire.

Conférence astronomique sur la planète Mars, par A. Mercier; une brochure, 0 fr. 50, chez Masson, 17, rue Jeanne-d'Arc, Orléans.

Claude chez les curés, par C. Morand; 1 vol., 2 fr. 50, à l'*Edition Mutuelle*, 29, rue de Seine.

D'Alexandre Borgia à Sixte-Quint, par J. Luchaire, 1 vol., 1 fr. 50, à *Pages Libres*, 8, rue de la Sorbonne.

Lettre au prolétaire anarchiste Garcia y Balsas, par J.-E. Lagarrigue; broch., Santiago.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

La Chaux-de-Fonds, le 3 avril 1904.

Mon cher Grave,

Monsieur le Substitut a parlé; vous avez lu comme moi, je pense, son réquisitoire, et vous avez vu que la *quasi-certitude* qu'il affectait d'abord, n'est plus qu'une simple présomption que ses instincts d'accusateur public lui ont fait prendre pour la réalité.

Je dois citer le morceau : « Pour Raoul Rigault « et pour moi, dit-il, cette conviction datait de nos « premières recherches avant le 31 octobre 1870. « A cette époque, nous avions constaté qu'un membre influent de l'Internationale, ouvrier menuisier « d'ailleurs, était enrôlé par Lagrange. Les rapports « de ce policier étaient recopiés par une femme, « et signés d'un nom anglais. Un des derniers jours « d'octobre, nous découvrîmes qu'au verso de l'un « de ces rapports, se trouvait un croquis de menuiserie avec l'adresse d'un patron où Pindy avait « travaillé.... les rapports étaient invariablement « de cette petite écriture fine et féminine qui « n'était pas celle de Pindy.... les rapports étaient « bien d'un homme, membre de l'Internationale, « mais n'étaient pas écrits par Pindy.... la pièce « nouvelle que nous découvrîmes était un rapport « circonstancié sur une réunion de l'Association, et « au verso duquel se trouvait un plan croquis des « locaux du Siège dit de la Corderie.... ces comptes « rendus très détaillés des réunions secrètes « auxquelles la femme n'assistait pas.... la nature « des rapports, les faits qu'ils relataient, les indices « matériels de la profession de leur auteur, *tout « accusait bien Pindy*.... »

Eh bien, je doute qu'aucune personne de bon sens puisse tirer de ce qui précède la même conclusion que M. Dacosta; comment imaginer qu'un agent secret fût assez bête pour écrire ses rapports sur un papier quelconque, et ensuite les faire *recopier, par une femme*, sur des feuilles qui d'elles-mêmes auraient prouvé sa culpabilité!

M. Dacosta n'a pas songé, ou bien il n'a pas voulu admettre, que ces feuilles, peut-être volées à Pindy, aient été employées à dessein par un vrai mouchard (il y en avait tant autour de nous, et mon atelier, situé dans le local même, étant ouvert à tous) payé pour me perdre, et faire de moi un objet de mépris aux yeux des révolutionnaires.

Insister davantage me paraît superflu et indigne de moi; je m'en rapporte au jugement de ceux qui me liront après avoir lu Dacosta.

Je comprendrais, à la rigueur, qu'à vingt ans, le manque de réflexion généralement inhérent à cet âge ait pu faire accepter ces preuves (?!) comme valables à ce policier en herbe, mais quand, après trente-trois ans, le même personnage vient nous servir comme arguments de pareilles sottises, j'ai le droit de dire que si M. Dacosta n'a rien appris de la marche ascendante et mondiale des idées émises en 1871, il n'a non plus rien oublié de la haine que de prétentieux et plus encore *prétendus* disciples du vénérable Blanqui avaient voué à tout ce qui touchait à l'Internationale.

Quant à l'incendie de l'Hôtel de Ville, que M. Dacosta qualifie de *stupide* et d'*acte de vandalisme*, je lui laisse pour compte son opinion (qui a dû lui venir depuis), et ne veux pas la discuter ici. — Je dirai seulement que le 24 mai, à la mairie du XI°, Delescluze, Ferré, le Comité de salut public, en partie, et d'autres membres de la Commune étant présents, on y souleva la question de l'opportunité de mon acte; pour ma part, je leur reprochais l'abandon dans lequel on m'avait laissé le matin, en rappelant à quelle condition j'avais accepté le poste de gouverneur de l'Hôtel de Ville (nous devions nous y grouper pour périr ensemble). J'entends encore la voix usée de notre vieux Delescluze clôturant le débat par ces mots : *Pindy a raison, c'est là que tous nous aurions dû mourir*. Peut-être que, cédant aux instances de bien des amis, je me déciderai un jour à publier tous les détails sur ce fait et sur d'autres dont j'ai été témoin ou acteur, et dont le récit, déjà fait par des historiens de bonne foi, j'en conviens, mais qui n'ont pas vu, n'est pas conforme à la stricte vérité.

Cordiales poignées de main à vous et aux amis.

L. Pindy.

P. S. — Si M. Dacosta tient à savoir qui est le mouchard pour lequel il m'a pris, je puis le renseigner d'une façon très précise. Mais peut-être le connaît-il déjà; l'individu en question ayant ainsi passé 10 ans en Calédonie, il est possible qu'il soit un de ses amis.

L. P.

Action Théâtrale (Groupe artistique). — Répétitions, vendredi, à l'U.P., 76, rue Mouffetard. — Pianiste, orchestre, à la disposition des groupes pour concert et bal. — Envoyer la correspondance au Secrétaire, Perrin, avenue de Choisy, 192 (XIII°).

Le Milieu Libre de Provence. — Dimanche 10 avril, à 5 heures du soir, réunion de tous les adhérents. — Communications diverses.

Plusieurs bulletins nous ayant été retournés par la poste, nous prions les camarades ayant changé d'adresse de bien vouloir nous en aviser.

CONVOCATIONS

Œuvres de Camille Pissarro. — Du 7 au 30 avril (dimanches exceptés), exposition dans les galeries Durand-Ruel, 16, rue Laffitte.

Groupe Abstentionniste du III°. — Grande fête familiale au profit de la propagande abstentionniste, le samedi 9 avril, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle Bermond, 214, rue Saint-Martin. Conférence par le camarade Libertad; sujet : les Anarchistes et la période électorale. Partie de concert avec le concours assuré de divers artistes. — Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

Action Théâtrale (Groupe artistique de la Rive Gauche. — Dimanche 10 avril, à 2 heures de l'après-midi, à l'Union Mouffetard, 76, rue Mouffetard, concert suivi de bal à grand orchestre. — Vestiaire obligatoire : 40 centimes.

Causeries populaires du XVIII°, 30, rue Muller. — Vendredi, 8 avril, à 8 h. 1/2, cours d'espagnol.

Lundi 11 avril, à 8 h. 1/2, causerie par Nergal sur l'Evolution des mondes, d'après les faits acquis de la science sur ce sujet en 1904. Grandes lignes des dispositions de l'Univers.

Causeries populaires des X° et XI°, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 13 avril, à 8 h. 1/2, causerie par A. Libertad sur l'Œuvre de Rabelais : 2° livre, Pantagruel (3).

Bibliothèque communiste du XV°, salle Beal, 103, rue du Théâtre. — Conférence sur la réorganisation du groupe et campagne abstentionniste par E. Gourdon, les jeudi et samedi, à 8 h. 1/2.

Saint-Ouen. — Les camarades désirant faire de l'agitation pendant la période électorale sont priés de se réunir 78, avenue Michelet, salle Gizon, le vendredi 8 avril, à 8 h. 1/2 du soir.

Besançon. — Groupe d'Etudes Sociales. — Dimanche 10 avril, promenade de propagande, au pont de Velotte. En cas de mauvais temps, réunion 9, rue Poitune.

Bordeaux. — Groupe théâtral de l'U. P. Le 10 avril, représentation de *La Voix d'airain*, pièce de Michel Surani.

Lorient. — Dimanche 10 avril, salle du Château-d'Eau (si le temps est beau, sur les remparts), réunion des camarades de la Jeunesse syndicaliste Lorientaise. Organisations diverses.

Lyon. — Groupe d'Art social. — Dimanche 10 avril, à 8 heures du soir, café Bordat, 17, rue Paul-Bert, fête familiale. — Causerie par un camarade. Chants et déclamations libertaires.

Le produit de cette fête sera entièrement consacré à la propagation anti-électorale.

Saint-Etienne. — Tous les camarades partisans de l'action directe sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 10 avril, à 2 h. de l'après-midi, salle café Jacquemond au premier.

Chaux-de-Fonds. — Le groupe libertaire se réunit tous les mercredis soir, à 8 h. 1/2, brasserie du Lion, 1er étage. — Invitation à tous.

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

136° S., à Paris, 5 fr. 50.

Quelques-uns des souscripteurs de la première heure n'ayant pas encore donné signe de vie, nous leur rappelons que nous avons besoin de compter sur tous les concours promis.

Sommes à verser en une fois:

Lorient, collecte par la Jeunesse syndicaliste, 2 fr. 50. — Union fraternelle des modeleurs, 2 fr. — C. H., à Marseille, 5 fr.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40**; édition d'amateur : **3 fr. 50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

PETITE CORRESPONDANCE

O. J., à Saint-Même. — Bien reçu les deux mandats.

A. R., à Lyon. — Vous devez avoir le colis maintenant ?

G. A. — Lissagaray ou Arnould. Mais cette dernière n'est plus dans le commerce.

O. B., à Bordeaux. — Affection sans danger. Attendre que l'enfant soit plus âgé, et faire opérer. Dr A. M.

E. D., à Montargis. — Sans importance.

XXX. — Pourrait être intéressant. Mais traité trop superficiellement.

J. M. — Reçu mandat. Merci. Nous réclamons près Hachette.

Liège. — Idem.

Brest. — L'exemplaire du camarade G., rue Branda, nous est revenu avec la mention « inconnu » ?

P., à Marseille et J. L., à Liège. — Insérer à chaque envoi la liste des souscripteurs, compliquerait trop nos comptes, je me contente d'accuser réception des mandats.

C., à Anvers. — Cela existe également ici.

Reçu pour le journal : M., rue des E., 6 fr. — S., à Nice, 20 fr. — H., au Havre, 15 fr. — T., à Lorient, 0 fr. 60. — D., à New-York, 2 fr. — Merci à tous.

C. M., à Marseille. — F., à Bourges. — R., à Chaux-de-Fonds. — D., à Mostaganem. — F., à Avallon. — A. A., à Boston. — R., à Chaux-de-Fonds. — R., à Colonges. — G. V. — V., à Persan. — P., à Bourdika. — E. S., à Etampes. — E. M., à Lyon. — M., à Paris. — A. G. — A., à Ratenelle. — J. K., à Tourcoing. — P., à Beauvais. — Syndicat des verriers, à Aniche. — L., à Chaux-de-Fonds. — A. P., à Puissalicon. — B., à La Seigne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

(1) Une broch., 0 fr. 75, à *La Raison*, 14, rue d'Uzès.

NEUVIÈME ANNÉE N° 51 DIX CENTIMES DU 16 AU 22 AVRIL 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An Fr 6 »
Six Mois — 3 »
Trois Mois — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An Fr. 8 »
Six Mois — 4 »
Trois Mois — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

LES BYZANTINS

Pendant que l'assaut des barbares battait les murs de Byzance, l'empereur, entouré de prêtres et de moines, discutait de points de doctrine aussi pressants que celui de la consubstantialité, par exemple.

Les anarchistes, sauf qu'ils ne sont pas les assiégés, mais devraient être les assiégeants, présentent, en ce moment, un état d'esprit analogue.

Dans la plupart des groupes, paraît-il, on s'amuse à déchirer quelques individualités ou à fendre des cheveux en quatre.

Cela n'a rien d'étonnant. De tous temps les partis extrêmes ont eu leur contingent de détraqués, jouant aux plus avancés de leur parti, désireux d'imposer comme dogmes, le résultat de leur battage de campagne, et cela ne mériterait pas de s'y arrêter, si ces byzantins, doués d'une activité extrême, à force de se multiplier, de se trouver partout, n'arrivaient à faire illusion et à se faire prendre au sérieux par ceux qui ne voient les faits que de loin, et à entraîner ainsi, dans leurs divagations, quelques nouveaux venus qui prennent leur agitation pour de l'activité.

⁂

Lorsque, vers 79, il commença à se former en France, un mouvement, dont les adhérents prirent le nom d'anarchistes, le nouveau mouvement se tint à l'écart du mouvement syndicaliste, pour la raison que ce dernier mouvement était trop politicien et réformiste.

Et cela avait sa raison d'être, parce que, trop peu nombreux, les anarchistes auraient été noyés dedans et leurs idées, plutôt aspirations que conceptions définies, ne seraient jamais arrivées à se formuler nettement, pris, qu'ils auraient été, par l'ambiance.

Cela eut son bon côté : l'esprit dégagé de toute contingence, les anarchistes arrivèrent à se formuler une conception nette de ce qu'ils voulaient. Un mauvais côté : le mouvement ouvrier resta la proie des politiciens. Seulement, si les anarchistes combattirent le mouvement syndicaliste dans ses tendances et erreurs, il ne leur vint jamais à l'idée de le combattre, en tant que mouvement ouvrier.

Aujourd'hui le pas est franchi, le mouvement syndicaliste est attaqué en tant que mouvement syndicaliste; les anarchistes ne peuvent y participer, sous peine de se voir excommunier par les nouveaux gardiens de la foi.

⁂

Voici, par exemple, ce que sous la signature d'un nommé Paraf-Javal, on peut lire dans le *Libertaire* du 2 avril :

« Qu'est-ce qu'un syndicat? — C'est un groupement où les abrutis se classent par métiers, pour essayer de rendre moins intolérables les rapports entre patrons et ouvriers.

« De deux choses l'une : ou ils ne réussissent pas, alors la besogne syndicale est inutile ; ou ils réussissent, alors la besogne syndicale est nuisible, car un groupe d'hommes aura rendu sa situation moins intolérable et aura par suite, fait durer la société actuelle ! »

C'est très commode, pour la discussion, de la réduire en syllogismes, mais c'est raisonner d'une façon trop simpliste tout de même, de croire que l'on a réussi à leur donner la valeur d'un dilemme infranchissable, parce qu'on en a écarté toutes les questions subsidiaires qui s'y rattachent ? La question est beaucoup plus compliquée que ne semble s'en douter le signataire de l'article, et ne se résout pas par un raisonnement aussi simple.

⁂

Evidemment, tant que les travailleurs s'en tiendront à défendre leurs salaires, n'auront pour idéal que d'obtenir une augmentation, rien ne sera changé à leur situation d'exploités. Mais de ce qu'ils doivent viser à la suppression du salariat, à la transformation de la propriété, s'ensuit-il que, dans la lutte de tous les jours, ils doivent se désintéresser de la défense de ce salaire qui leur permet de vivre, plus ou moins mal, certes, mais de vivre tout de même.

L'anarchie est une idée philosophique à la réalisation de laquelle on doit travailler, lorsqu'on en a compris la justice et la beauté, mais il ne faut cependant pas oublier que cette réalisation est subordonnée à l'évolution humaine, qu'elle n'est qu'un avenir et que nous vivons dans la société présente à laquelle nous sommes forcés d'adapter la plupart de nos actions, si nous ne voulons pas périr.

L'ouvrier qui n'a que son salaire pour vivre, qui ne réussit à en vivre qu'à condition de renoncer à tout ce qui enjolive la vie, et même en rognant sur les besoins les plus immédiats, même lorsqu'il a compris la beauté de l'idéal anarchiste, est bien forcé de défendre ce salaire, lorsque la rapacité patronale veut le lui rogner, et, au besoin, en attendant la disparition du salariat, de chercher à arracher de ses exploiteurs une augmentation lorsqu'il le juge possible.

Que Paraf-Javal qui exerce ce que, dans la bourgeoisie, on nomme une profession libérale, qui peut discuter de gré à gré ses honoraires, peut trouver le groupement syndical bon pour des abrutis, comme il dit si élégamment, mais sa situation n'a rien de comparable à celle d'un ouvrier et l'on risque à dire des bêtises — dirait Paraf-Javal — lorsqu'on veut tout mesurer à son aune.

⁂

L'ouvrier, à part quelques exceptions, ne peut discuter de gré à gré avec son patron des conditions de son exploitation. Et comme il ne peut se serrer le ventre en attendant la suppression du salariat, il lui faut bien associer ses forces, pour réussir en groupe, ce à quoi il ne peut réussir isolément. Le groupement syndical est un groupement naturel de défense qui s'impose dans la société actuelle.

« Un groupe d'hommes aura rendu sa situation moins intolérable, et aura, par suite, fait durer la société actuelle » ! Voilà un raisonnement que, si j'étais Paraf-Javal, je qualifierais d'absurde.

Si nous voulons poursuivre son raisonnement jusque dans ses conséquences logiques, pour empêcher la société de durer, il faudrait que tous ceux qui sont anarchistes, se gardent bien d'améliorer leur situation dans la société actuelle, mais, qu'ils s'efforçent encore de la rendre pire ? Chaque fois qu'il plairait à un patron de diminuer le salaire, il faudrait accepter la diminution avec reconnaissance, en le priant d'en opérer une nouvelle le plus vite possible, afin de hâter la ruine de l'état social. Voilà un raisonnement que je suis étonné de trouver sous la plume de l'individualiste à outrance que se proclame le signataire de l'article. Je voudrais bien savoir s'il essaie, pour son compte, de réaliser sa théorie ?

⁂

Que le syndicat, *tel qu'il est*, avec son programme restreint, ne représente pas notre idéal, d'accord; c'est ce que nous devons essayer de faire comprendre à ceux qui se cantonnent dans

des réclamations anodines, mais si nous ne voulons pas légitimer le reproche que nous ont fait si souvent, et les réformistes rétrogrades, et les individualistes qui se croient en avance sur le mouvement, c'est-à-dire de n'apporter aux individus que des promesses de bonheur dans un avenir plus ou moins incertain, tant que nous ne pourrons pas apporter aux travailleurs de réalisations immédiates, nous serions en mauvaise posture de leur demander de sacrifier l'état présent sous prétexte de préparer un avenir meilleur.

C'est un point qui ne serait même pas à discuter, si la majorité des individus était capable de raisonner sainement. Mais le sophisme a encore de beaux jours devant lui.

Evidemment, un anarchiste n'a pas à se plier au formalisme des syndicats, borner son idéal à leur programme étroit. Cependant la solidarité professionnelle s'impose à lui autant que la solidarité sociale. Comment jugerait-on la conduite d'un anarchiste qui, si ses compagnons d'atelier se mettaient en grève, se refusait à se solidariser avec eux, sous prétexte qu'une amélioration de salaire, ne pouvant que faire durer la société actuelle, il en serait l'adversaire!

∴

Nous tendons vers l'avenir, mais nous sommes prisonniers du présent. Et tout en travaillant à la suppression du salariat, il nous faut bien défendre les salaires de famine que l'on nous donne, lorsqu'on veut nous les rogner; tâcher de les améliorer, lorsque l'occasion est propice, en disant à nos camarades d'exploitation que ce n'est pas un but, mais une amélioration transitoire, c'est d'abord, en tant qu'ouvriers, notre intérêt immédiat, bien entendu, et ensuite, ce n'est qu'en participant à la lutte immédiate des travailleurs contre la rapacité patronale, que nous arriverons à leur faire comprendre que c'est le salariat qui consacre leur exploitation économique, que c'est à sa suppression que doivent tendre leurs principaux efforts. Et, quoi qu'en disent les antisyndicalistes, c'est cette idée qui commence à se faire jour dans les syndicats qui ont quelque activité.

Ils ne sont pas anarchistes! La plupart de leurs adhérents encore moins. C'est, hélas! vrai. Mais, si tout le monde était anarchiste, nous n'aurions plus à discuter sur les moyens de renverser l'état social. Il devrait être par terre. Et comme nous n'en sommes pas encore là, force nous est bien de rechercher les moyens d'amener les réfractaires à la compréhension des idées que nous propageons.

J. Grave.

EN ARMÉNIE

Il semble que le sultan prenne ses dispositions pour faire exécuter en Arménie les massacres longtemps médités et retardés, à cause de l'apparente pression qu'a exercée récemment le fameux programme de Muersteg. La Russie étant trop occupée au Japon, la Bête sanguinaire de Yildiz, se remue dans sa cage dorée et se moque de cette force creuse que l'on appelle, par ironie sans doute : « Puissances européennes. »

La politique hamidienne a repris sa vigueur et les exactions, le pillage, les tortures et les violations sont à l'ordre du jour.

On lira plus loin le rapport adressé au patriarcat de Constantinople par les diocèses de Moush.

Le prélat de Moush, père Kalemkarian, avait télégraphié en février dernier au patriarcat de Constantinople, ce qui suit :

Les Kurdes ont attaqué le village Hovnan, massacres et pillage, implorer pitié de Sa Majesté.

Le télégramme fut intercepté par le gouvernement à Constantinople, et un autre télégramme lancé au commandant militaire de Moush s'informant s'il y avait du vrai dans la dépêche du prélat : La réponse du commandant fut négative!! Sur ce, le patriarche de Constantinople fut mandé au palais et y resta en audience trois heures durant. On prétendrait que le prélat avait simplement voulu faire du bruit.

En conséquence, le sultan invita le patriarche à envoyer des circulaires aux évêques, leur enjoignant de forcer le peuple à rester tranquille et de ne pas se laisser exciter par les bandes armées, venues de l'étranger.

Le gouvernement, de son côté, a promis au patriarche qu'il serait donné ordre aux gouverneurs de province de faire tout le possible pour calmer le peuple et éviter des événements fâcheux.

Il a promis aussi de ne pas envoyer de soldats dans les villages soulevés. Cette promesse ne lui coûte rien ; car, s'il n'envoie pas ses soldats, les Kurdes les remplaceront à merveille.

Le patriarche prétend avoir répondu au sultan que son prélat de Moush est trop digne de confiance pour pouvoir douter de la véracité de ses communications, et avoir prié le sultan d'ouvrir une enquête pour s'assurer si ce n'est pas le commandant militaire qui aurait voulu cacher la vérité.

Pour qui connaît les coutumes du palais, cette réponse est assez crâne, mais le patriarche de Constantinople, Mgr Ormanian, est trop bien connu pour sa servilité au palais, pour faire croire aux Arméniens qu'il est capable de répondre sur ce ton au sultan, dont il est le valet dévoué et décoré. Depuis l'attentat de Koumkapou, le patriarche de Constantinople se donne l'air de prendre au sérieux les intérêts de son peuple, mais les révolutionnaires ne s'y trompent point et savent ce qu'ils doivent croire de ce qu'il dit.

Voici quelques informations sur les faits qui ont donné lieu au télégramme du prélat de Moush :

Les Kurdes disaient avoir aperçu une quinzaine d'hommes armés, sur quoi la tribu kurde « Djambezan » et les gendarmes turcs ont attaqué le village Hovnan, pillant et massacrant comme de coutume.

Toute la population s'est réfugiée dans les montagnes.

On a informé le patriarcat arménien que la bande armée venue de l'étranger à Moush, se compose de 50 personnes et se serait grossie d'environ 450 villageois, ce qui porterait le nombre des combattants à 500.

Je tâche d'obtenir de plus amples informations sur la suite de ces événements, et m'empresserai de vous transmettre les nouvelles qui réussiront à venir jusqu'à Constantinople.

Voici maintenant le rapport des diocèses dépendant de Moush, qui est antérieur aux faits ci-dessus :

X..... Février 1904.

« Dans mon long rapport précédent, je vous ai déjà exposé la situation déplorable et la vexation de la population; l'interdiction du retour des émigrés, la confiscation des immeubles des Arméniens, la triple perception des impôts, les tortures subies par les femmes et les enfants, les usurpations des « Multézim », les crimes des Kurdes, les jugements arbitraires et l'élaboration secrète de la nouvelle organisation de nouveaux méfaits.

Je vous ai, en outre, exposé le danger imminent des massacres et terribles effusions de sang.

« Sous prétexte de réprimer une *soi-disant révolution*, on a organisé des persécutions contre les Arméniens, les réduisant à une vie errante. Les éléments musulmans, qui ont versé déjà beaucoup de sang innocent en 1901, sont terriblement armés et ont poussé la population au désespoir. Notre correspondant de Moush, après avoir exposé cette situation, déclare qu'en présence de ces malheurs constatés, irrémédiables et indéniables, le peuple arménien nagera de nouveau dans le sang dans un temps rapproché.

« Les révolutionnaires, qui se sont considérablement multipliés, font tout leur possible et se préparent à la défense. Depuis l'automne dernier (1903), ils mettent tout en œuvre dans ce but. L'attitude hostile et l'armement des musulmans qui n'attendent qu'une étincelle pour passer aux faits, ont été des puissants facteurs de soulèvement chez le peuple arménien et un stimulant pour se mettre en possession de moyens de défense.

« Cet état d'esprit prédomine à Sassoun et surtout aux environs de la plaine de Moush. — Les révolutionnaires y mettent toute leur influence et leur impétuosité pour entretenir l'esprit de révolte. — Cette idée de défense individuelle, conséquence de l'armement des musulmans, a pris partout, dans les villages, une extension formidable, en proportion de la terreur inspirée par ces derniers, — et gagne tous les jeunes gens, sans distinction de classe, ni de rang. — Dans cette tâche importante de la défense individuelle, chacun dépasse ses propres forces pour accomplir son devoir, et accepte sans murmure le fardeau qui lui est désigné. Tous travaillent avec acharnement, vendent leurs biens à des vils prix, hypothèquent même leurs terrains pour se procurer une arme quelconque que leur vendent les Circassiens, les Kurdes et même les Turcs au triple et quadruple de la valeur. Ces armes sont pour la plupart gâtés, fausses et peu solides.

« Pendant que d'un côté les percepteurs d'impôts travaillent jour et nuit pour saigner le peuple, celui-ci, de l'autre côté, continue son organisation pour la défense.

« Le gouvernement n'ignore pas du reste le mouvement et veille, drapé dans son mystérieux mutisme, à tout ce qui se passe.

« Le peuple ne se laisse plus berner par les conseils et les espérances, car le désespoir est à son comble; il dit : « Nous préférons la mort à la vie! »

« Nous repétons que l'élément musulman se trouve dans un état d'excitation analogue; il est prêt à tout et la tranquillité, ainsi que la vie des Arméniens dépendent d'un rien car le moindre souffle peut déchaîner le massacre. A toute occasion les musulmans profèrent des menaces contre les Arméniens et leur disent :

« *Vos jours sont comptés, nous ne tarderons pas à vous abattre et à vous massacrer.* »

« Un incident insignifiant, la détonation d'un coup de fusil, peut donner lieu à la dévastation, l'incendie et le carnage.

« Personne n'a plus le moindre doute sur l'imminence du danger. Les Arméniens ont la certitude que le gouvernement lâchera au printemps des soldats en masse sur ces contrées pour exterminer les révolutionnaires de Sassoun.

« Des rencontres probables donneront lieu à de nombreuses perquisitions et arrestations. Le fanatisme excité des Islams rendra facile l'exécution des massacres médités et préparés contre les Arméniens, et une fois l'élément musulman à l'œuvre on verra des férocités et une frénésie dépassant tout ce qui a été vu jusqu'à présent; ceci ressort clairement des menaces et de l'armement des musulmans.

« Le souvenir des sanglants événements antérieurs est encore vivant dans notre mémoire et nous fait bien entrevoir ce que sera notre sort prochainement.

« Le gouvernement a déjà fait courir le bruit que les révolutionnaires ont décidé de faire des démonstrations, de provoquer des troubles, d'attaquer les troupes militaires, etc... etc... à l'arrivée du printemps. En vue de ces événements, il séjourne déjà six bataillons de soldats

ici et on en fera venir sous peu encore deux ainsi que trois régiments de canonniers.

« Pour le printemps d'autres bataillons sont attendus. »

On voit par ce qui précède, que malgré le potin des gouvernements européens, l'assassin de Yildiz continue l'extermination du peuple arménien et qu'il sait bien que ses confrères d'Europe sont facilement d'accord avec lui tant que cela ne gêne pas les banquiers et autres vautours européens.

EDWARD GREENE.

Constantinople, le 8 avril 1904.

LE PATRIOTISME DEVANT LA CRITIQUE

(Suite et fin) (1)

Voit-il son intérêt dans ce que les hommes appellent trahison et déloyauté, il sera tranquillement traître et déloyal. Peut-être aura-t-il des remords, car ses ascendants lui transmirent une conscience nourrie de préjugés. Mais il sait d'une part que le remords est une simple sécrétion de l'âme en proie à la peur, et que, d'autre part, il n'a rien à craindre : il se délivrera donc des remords avec facilité. Aucun Dieu, aucune transcendance ne l'attendent au passage de la mort pour le torturer à jamais. Les mailles du filet social sont lâches, aisées à rompre pour un audacieux. En vérité, qui peut le retenir? M. Coppée, avec ses prières et ses larmes? Je n'ose l'espérer.

Ainsi, à quelque porte que frappe le patriotisme, il est éconduit. Le moraliste droit, le prêtre sincère, l'utilitaire logique l'écartent comme un monstre ou comme un fou. Et c'est justice, car ses prétentions surpassent infiniment ses mérites. Le patriotisme a des hérauts qui célèbrent en lui le Devoir. Mais qu'est-ce qu'un devoir qui sans cesse évolue et se soumet sans cesse au fait accompli? Si le patriotisme était un devoir, il se reconnaîtrait à son immuabilité. Il aurait réparti les hommes, depuis la première aurore humaine, en groupes fixes, en patries éternelles. La guerre aurait pu morceler les territoires; mais, d'âge en âge, les vaincus seraient restés inassimilables aux vainqueurs. Or, on voit précisément le contraire. Rien n'est plastique autant qu'une patrie; rien ne s'agrandit et ne se rapetisse mieux qu'une patrie aux mains des patientes destinées. Les grands pays européens ne sont formés que de provinces conquises et annexées. Jadis, ces provinces furent pour leurs provinciaux des patries exigeantes. Elles voulaient être aimées et défendues, comme les plus autoritaires des nations modernes. Quand elles furent abattues, elles gardèrent d'abord l'espoir de reconquérir bientôt leur indépendance et cet espoir les pères le transmirent aux fils avec des imprécations. Mais on ne résiste pas au temps. Peu à peu les fils se laissèrent pénétrer aux influences innombrables de la nation dominatrice : ils éprouvèrent qu'elle n'était ni moins riche, ni plus dure que la leur. Insensiblement, les cordes de la haine se détendirent; les fermes propos de revanche s'amollirent. On en vint à considérer les périls de la rébellion; la résignation parut le meilleur parti. L'œuvre des minutes et des siècles continua, et un jour se leva où les arrière-petits-enfants de ceux qui s'étaient résignés renièrent le devoir des ancêtres et proclamèrent un devoir nouveau envers une patrie nouvelle. L'ancienne patrie était oubliée : son dialecte n'était plus parlé, ses usages avaient disparu, sa légende ne touchait plus guère les imaginations et plus du tout les cœurs. Le pays conquérant, lui, était la source des *biens*, des lois, des habitudes, des honneurs, du langage. Il était la vie. Pouvait-il ne pas être le devoir? Ainsi naît le patriotisme, de la nécessité dont il suit les variations. Ce n'est pas le patriotisme qui crée le pays, mais le pays qui crée le patriotisme.

Il n'y a pas une entité nommée : amour de la patrie, qui réside dans l'âme des hommes et leur dicte des obligations saintes. Il y a des agrégations de familles et de tribus reliées entre elles par la race, les affinités, les proximités géographiques, par la force, par le sort. Elles sont animées d'un double instinct : celui de conservation, et celui d'expansion. Elles tendent à persévérer dans leur être et à l'accroître. Elles subissent la norme de toute existence et lorsqu'elles ont pris pleine conscience d'elles-mêmes, elles interprètent cette norme comme un devoir. Mais la norme ne se développe pas sans accidents, et les événements qui dérangent sa marche ont leur répercussion sur le devoir. Il y eut jadis de grandes guerres entre l'Ecosse et l'Angleterre. Aujourd'hui les Ecossais sont fidèles sujets du roi Edouard; leur bonne foi est entière; ils sont aussi sûrs de l'excellence morale de leur dévouement que l'étaient leurs aïeux de l'excellence morale de leur haine. Nul blâme ne peut les atteindre. Mais je le demande, quelle est la valeur d'une loi qui est à la merci de la fortune et qui change tous les cinq cents ans?

A défaut d'immuabilité, le patriotisme a-t-il des origines bien définies dont la netteté donne à ses revendications une rigueur spécieuse? Pas davantage. Il n'a pas la race pour berceau unique, une nation étant un assemblage ethnique fort bigarré; il ne sort pas tout entier de la communauté d'une croyance et d'un culte; beaucoup sont compatriotes qui ne sont pas coreligionnaires; il n'est pas l'effet d'une longue habitude de vivre ensemble; les Flamands et les Basques sont évidemment apparentés aux Belges et aux Espagnols; ils sont en relations constantes avec eux; pourtant ils appartiennent à la France et lui doivent trois années de service militaire et ce qui s'ensuit. Un même idiome depuis longtemps usité suffit-il à faire éclore le patriotisme? A ce compte, les Alsaciens ne durent jamais être Français, car ils parlaient un affreux patois allemand. Est-il né d'une sorte de « ressemblance » formée entre les habitants d'un même pays par l'action alchimique de tous ces éléments combinés : la race, la religion, les idées, la vie porte à porte, le langage? Mais, quelle ressemblance impérieuse entre un Provençal et un Ardennais, entre un Suisse du Tessin et un Suisse de Zurich? Il semble donc que les patries soient les unes trop grandes, les autres mal bâties. La cité antique était plus harmonieuse, et se fondait sur des similitudes réelles. D'ailleurs cet air de famille, cette ressemblance sont le plus souvent d'illégitimes créations de la violence et de la conquête. Les Haut-Bretons sont aujourd'hui bien francisés. Leur personnalité collective s'est émoussée. Mais ils se distinguaient profondément des Picards ou des Berrichons quand François Ier, ayant répudié sa femme Claude dont il le tenait, garda pour lui le duché de Bretagne, au mépris des traités.

Leur patriotisme est ainsi étrangement vicié dans sa source. Il est né d'un viol. Une patrie n'est pas du tout une assemblée d'êtres *libres* unissant par contrat leurs efforts et leur avenir. C'est bien plutôt une collection d'esclaves fils d'esclaves, et je l'avoue, le plus souvent heureux et fiers de l'être. On hérite sa patrie, comme on hérite la tuberculose ou le génie. D'aucuns la choisissent, mais si ce sont des Français et qu'ils quittent la France, M. Déroulède les vitupère comme d'infâmes apostats.

Renan s'est trompé, avec sa grâce coutumière, lorsqu'il a défini le patriotisme : « le souvenir des grandes choses qu'on a faites ensemble. » Les grandes choses ont toujours, dans un même pays, été faites par et pour les uns, contre les autres. Les guerres de religion armèrent Français contre Français, rapprochant les papistes des Espagnols, les huguenots des Allemands. Cependant ce sont pour les huguenots et les papistes de grandes choses, qu'ils firent ensemble. Leur souvenir jette-t-il à cette heure les catholiques dans les bras des protestants? Grande chose la Révolution. Mais les émigrés et les chouans ne furent pas ses amis. Quel gage évident de concorde entre les descendants des jacobins et ceux des soldats de Condé ou d'Elbée que la mémoire des décrets de la Convention ou des pacifiques entretiens de Quiberon! Renan est le plus délicieux des sophistes. On insinue : tous ces Etéocles, tous ces Polynices sont maintenant réconciliés dans l'amour supérieur de la France. La France? Ils l'aiment comme une propriété convoitée, qu'ils veulent cultiver à leur gré et qu'ils se disputent furieusement entre eux. Pour en rester seuls maîtres, il ne leur en coûtera rien d'opprimer, d'emprisonner, de tuer. La guerre civile ne les étonne point et n'étonne aucun peuple. Sans doute ils combattent côte à côte l'ennemi héréditaire; mais leur alliance est faite par la nécessité de défendre contre un troisième larron le patrimoine contesté. Quand ce troisième larron, moyennant une redevance honnête, offre un appui décisif à l'un des deux partis, l'histoire nous apprend que cet appui n'est pas refusé toujours (la Fronde, l'Emigration, 1814). L'antique Philopœmen allait même jusqu'à préférer pour sa ville, la domination des étrangers, des Romains, à celle de la démocratie. — Et si un renaniste s'obstine et nous glisse que Vendéens et républicains, s'entr'égorgeant il y a cent dix années dans les bocages et les marais, crurent les uns et les autres servir la France et travaillèrent à une même œuvre, à une même « grande chose », nous répondrons, qu'il y a trente ans, Prussiens et Français travaillèrent aussi à une même œuvre, à une même grande chose : le bien de l'humanité, et qu'ils doivent aujourd'hui s'aimer vraiment comme des frères.

La matière du patriotisme est immorale, car elle est meurtre et mort. La forme du patriotisme est instable : le temps la modifie. Elle n'est point absolue, elle est relative. Les origines du patriotisme, incertaines, troubles et brutales, lui interdisent de s'adresser à la raison qui conçoit les rapports et les correspondances et restreignent singulièrement son action sur la sensibilité. Ni par ce qu'il ordonne, ni par la manière *dont il l'ordonne*, le patriotisme n'est un devoir. L'enseigner, l'imposer comme tel, avec toutes les conséquences de cet enseignement et de cette contrainte, est un abus de confiance et de pouvoir qu'il faut dénoncer sans relâche. La religion a cessé d'être oppressive. Quand la Patrie cessera-t-elle de l'être?

GERMINAL.

(1) Voir le numéro 50.

MOUVEMENT SOCIAL

Les gouvernements anglais et français viennent de signer un accord, réglant à l'amiable certains points litigieux de politique coloniale, relatifs aux pêcheries de Terre-Neuve, à la délimitation entre le Tchad et le Niger, aux îles de Los, à la Gambie, à l'Egypte, au Maroc, au Siam, à Madagascar et aux Nouvelles-Hébrides.

Ce n'est pas par sentimentalité que les gouvernements actuels signent des conventions d'arbitrage et des accords de ce genre. C'est parce que leur intérêt les y pousse, parce que l'aléa des guerres est devenu trop redoutable, qu'une lutte armée peut les jeter dans des complications extérieures et intérieures dont ils ne sont pas sûrs de pouvoir sortir, et que chacun d'eux est assez occupé chez lui par des problèmes inquiétants.

Nous aurions tort de croire, au moment même du conflit russo-japonais, que l'ère des grandes guerres entre puissances civilisées est close. Mais il y a tout de même quelque chose de changé dans le monde. Les siècles anciens n'avaient pas assez d'admiration pour l'égorgement *mutuel*. On dirait que les peuples d'aujourd'hui, même quand ils y ont recours, commencent à se sentir honteux.

*
* *

Il a fallu trente-quatre ans de régime républicain ou prétendu tel, pour qu'on s'aperçoive que le portrait du nommé Jésus-Christ n'avait rien à faire dans les cours et tribunaux, et pour qu'on se dé-

cidât à l'en ôter. D'ailleurs, la justice n'y sera pas rendue plus équitablement pour cela. Avec ou sans Christ derrière eux, les juges seront toujours, sauf de si rares exceptions, les serviteurs des intérêts des classes dominantes.

Ayant retiré les images chrétiennes des prétoires, il ne reste plus qu'à faire disparaître du Code l'esprit romain. Je dis « romain » dans les deux sens : à la fois chrétien et païen. Je ne crois pas que ce soit chose aussi facile.

***

Une dame était abonnée au téléphone. Éprouvant des difficultés à se faire donner les communications qu'elle demandait, elle s'emporta et cria, par le fil, aux employées de l'État, des invectives peu polies. Elle avait tort d'être mal polie, mais elle avait mille fois raison d'exiger que l'État lui assurât un service pour lequel elle paye des redevances mensuelles.

C'est ici qu'apparaît l'originalité de l'État-commerçant. Tout commerçant injurié par un client n'a qu'une chose à faire : poursuivre celui-ci devant les tribunaux, et, s'il y a lieu, rendre l'argent et reprendre sa marchandise. L'État, marchand de communications téléphoniques fait mieux : il reprend sa marchandise, mais garde l'argent! Il ne poursuit pas son client devant les tribunaux, car il n'est pas son égal, mais son maître; il le juge et le condamne lui-même. Il a donc condamné Mme Sylviac à être privée pendant un certain temps de son téléphone, mais à payer quand même sa redevance! Il condamne en même temps tous ses autres clients qui payent pour cela, à ne plus téléphoner à cette dame. Un commerçant qui ferait cela serait un voleur; mais l'État, c'est l'État.

Heureusement que la cliente, elle, poursuit. Elle a la logique de son côté : « Ou je n'ai pas l'usage du téléphone, et je ne paye pas; ou je paye, et il m'en faut l'usage. » Je fais des vœux pour le pot de terre. Si l'État veut jouer au commerçant, il faut qu'il prenne le pli de nous traiter d'égal à égal.

R. C.

***

L'Administration pénitentiaire. — Il y a quelque temps, une vieille indigène de la province d'Oran, la veuve Khaïra bent Zine, adressait une pétition au Sénat, pour solliciter une remise de peine en faveur de son fils, condamné en 1891.

Le président de la deuxième commission sénatoriale des pétitions vient de transmettre à la veuve Khaïra bent Zine la réponse du ministère de l'intérieur. La voici :

« Monsieur le Président,

« Vous avez bien voulu me communiquer, *le 11 novembre 1903*, une pétition par laquelle la veuve Khaïra bent Zine, d'Oran, sollicitait une remise de peine pour son fils, Embarek Ould Hadj Ezzine, condamné pour meurtre, par la cour d'assises d'Oran, le 27 février 1891, aux travaux forcés à perpétuité.

« J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il résulte des renseignements fournis *que cet indigène est décédé, le 23 novembre 1891*, au dépôt de forçats de l'Harrach, des suites de tuberculose pulmonaire.

« Agréez, etc. »

C'est sans doute pour atténuer la douleur de la vieille mère, que l'on a mis douze ans à lui apprendre la mort de son fils.

(*L'Aurore*, 5 avril.)

***

Chinoiseries. — Celle-ci n'est pas ordinaire.

On sait combien il a fallu d'efforts, de pourparlers, d'essais, pour arriver à éclairer les Tuileries. Aujourd'hui, c'est chose faite. Le jardin resplendit pendant toute la nuit. Le malheur est que l'on continue à le fermer dès que la nuit vient.

Nous avons demandé les raisons de cette absurdité. On nous a expliqué que l'éclairage est l'affaire de la ville, tandis que la fermeture des grilles est du ressort de l'État. Et comme les deux administrations n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord, l'électricité brûle pour rien.

O Paris, Ville-Lumière!

(*L'Aurore*, 11 avril.)

***

Firminy. — Dans la *Terre*, Zola nous a montré l'âpre avidité du paysan, son besoin de posséder, son goût de l'épargne poussé jusqu'à l'avarice, le sentiment familial très peu développé. Un exemple typique de ce paysan nous a été montré par la cour d'assises de la Loire. Celle-ci avait à juger une jeune fille accusée d'avoir tué sa mère. La famille se composait du père, de la mère, de plusieurs enfants, tous mariés, à l'exception de l'inculpée qui habitait avec ses parents et les aidait dans leur besogne.

La mère était d'humeur acariâtre, les disputes étaient fréquentes entre la mère et la fille; si bien qu'un jour, obéissant à on ne sait quelle inspiration — peut-être parce que sa mère, ayant refusé son consentement à son mariage avec un jeune homme de son choix, celui-ci devait se marier avec une autre jeune fille — elle se précipita sur la vieille femme, la frappa de 39 coups de marteau, puis la jeta dans un puits pour faire croire à un accident. Accusée du meurtre de sa mère, elle avoua. A l'audience, le père appelé comme témoin, n'a pas un mot de regret pour sa femme, mais des éloges pour sa fille qui ne *boudait pas à l'ouvrage*. Il demande à ce qu'on la lui rende, ce qui lui évitera de prendre une domestique. Et le lendemain du verdict, condamnant la malheureuse à vingt ans de travaux forcés, il se rend au greffe et là, réclame un seau, le marteau qui a servi à frapper, etc., pièces à conviction. Que voulez-vous en faire lui demande-t-on? Bédame! m'en servir; ça m'évitera d'en acheter d'autres!...

Ce n'est pas le père qui parle, qui réclame sa fille. La voix du sang est muette chez lui. Il n'y a là, qu'un fermier, qui regrette une bonne domestique et un marteau.

Elle est propre la famille, et quelle mentalité chez ces gens-là!

Galhauban.

***

Chez les Pacifistes. — Le deuxième congrès de la paix a tenu ses assises la semaine dernière, à Nîmes. J'ai assisté à une séance de ce congrès, à celle qui fut peut-être la plus intéressante, non par les discussions qui l'animèrent, mais par le sujet de ces discussions; on y étudiait le cas de ces jeunes soldats qui, par scrupule de conscience, refusèrent d'apprendre le maniement des armes. J'ai vu là tous les pseudo-pacifistes, toutes les vieilles et les jeunes barbes du parti. Les politiciens de la paix : le verbeux Hubbard, le sophiste Bouglé, le cabot Le Foyer, y plastronnaient et y pontifiaient aux applaudissements de leurs ouailles.

M. le pasteur Allegret, en qualité de rapporteur de cette question, proposait au congrès de formuler le vœu qu'on jugeât à l'avenir avec beaucoup d'indulgence, ces insoumis à la loi militaire, et qu'on les adjoignît au service de l'infirmerie lorsque, après une enquête, on serait convaincu de la sincérité de leurs scrupules.

La question, si elle était passionnante, puisqu'elle touchait à un point capital de la propagande pacifiste, à l'application des principes de paix, des hommes désirant la paix ne pouvant logiquement apprendre la guerre sans se déjuger, ne devait pas soulever d'objections. Il paraît inadmissible que les pacifistes n'approuvent la mise en pratique de leurs théories. Et cependant, il en a été bien autrement, et le vœu du pasteur Allegret a été vivement contesté. Ce n'est pas que les congressistes blâmèrent les conscrits, dont la conscience s'insurgea à l'idée de l'apprentissage du meurtre, ils ne le pouvaient pas, mais ils se séparèrent totalement d'eux en affirmant leur respect de la loi et leur amour de l'armée.

Car ces grands pacifistes sont tous d'ardents et de dévoués patriotes; ils sont tous heureux d'avoir accompli leur service militaire et sont tous prêts à reprendre les armes pour défendre leur pays; ils ont tenu à venir le déclarer à la tribune, afin de protester contre les noms de sans-patrie, de désorganisateurs de l'armée que leur donnent leurs adversaires.

Et c'était curieux et triste à la fois de voir le vieux Frédéric Passy, le savant Charles Richet, les pasteurs Allegret et Babret, tous ces hommes qui prétendent vouloir supprimer les forces militaires, forces inutiles et nuisibles, et abolir les guerres, monstrueuses tueries, défiler devant cette assemblée de pacifistes et faire, avec émotion, de pareilles déclarations.

On se demande s'ils sont sincères ces hommes et s'ils ne sacrifient pas, pour ne pas choquer l'opinion publique, leurs plus chères opinions. Comment peuvent-ils concilier le devoir militaire et le devoir humain? C'est ce que notre camarade Niel leur a demandé. Et Mme Séverine, en de sévères paroles d'étonnement et de peine, leur a dit : « J'ai écouté avec stupeur ce qui a été déclaré à cette tribune. Je cherchais des yeux la cuvette de Ponce-Pilate. »

Pour justifier leur attitude, M. Hubbard — une jeune barbe — a fortement méprisé ces mystiques, ces religieux, ces égoïstes qui, pour satisfaire leur mysticisme, leur religion et leur égoïsme, ne craignent pas de se mettre en révolte contre la loi commune, acceptée par tous.

Et quand cela serait? Quand ces insoumis ne seraient que des idéalistes, préoccupés seulement du salut de leur âme, n'auraient-ils pas le droit de refuser de faire ce qui déplaît à leur conscience, sans tenir compte de l'acceptation de la collectivité? Devrait-on pour cela les négliger et leur refuser son concours? Tous les scrupules de conscience ne sont-ils pas honorables? C'est ce que l'admirable Séverine a répondu avec beaucoup d'éloquence. « On ne doit jamais sacrifier l'individu à la collectivité, a-t-elle dit. Vous me rappelez ce bûcheron qui liait tous les arbres de la forêt en un fagot, et qui obtenait un fagot de bois mort ».

Cet important débat a été clos par un ordre du jour, ni chair, ni poisson, proposé par Niel et amendé par Lucien Le Foyer. Le voici : « Le congrès admirant les actes de courage de ceux qui, par scrupule de conscience, ne veulent pas prendre les armes, et affirmant, d'autre part, le principe de l'égalité devant la loi, déclare qu'il est incompétent ». Ils ont pris la tangente, ils n'ont pas voulu désapprouver les pacifistes de l'exemple, mais ils n'ont pas voulu cependant encourager cette propagande.

Les Grasselin et les Delsol se moquent de leur approbation et de leur blâme; lorsqu'ils ont fait cela, ce n'est pas pour obtenir des félicitations ou des critiques, c'est parce que, conscients avec eux-mêmes, ils ont jugé qu'il était juste et qu'il était bon de le faire et, ayant ainsi pensé, ils ont bien bien fait de tenir la conduite qu'ils ont tenue.

Marc Roncile.

***

La Réunion. — Quelques renseignements, dont l'ensemble pourrait s'intituler : *De l'avantage des colonies pour la métropole.*

Tout d'abord, je lis dans le *Mois colonial et maritime* du 5 janvier 1904 :

« MM. de Mahy et Brunet, députés de La Réunion, ont déposé récemment à la Chambre une proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes pour les fécules et les tapiocas.

« MM. de Mahy et Brunet proposaient un droit de 23 francs au tarif minimum au lieu de 9 francs, et de 25 francs au tarif général au lieu de 11 francs.

« Dans la pensée de leurs auteurs, ces modifications devaient protéger les produits de La Réunion contre la redoutable concurrence des fécules et des tapiocas du Brésil. Malgré les efforts de M. Noël, président de la Commission des Douanes, la proposition a été repoussée. »

Coup manqué! La Réunion n'a pas réussi à nous faire passer le goût de la fécule et du tapioca. Mais, en revanche, quelle facilité, pour les colonies, à nous faire passer le goût de la santé! quelle facilité à nous empoisonner!

Il y a quelque temps, au 13e colonial, à Tananarive, le colonel, surpris de voir tant de cas de syphilis sur le cahier de visite du major, ordonna une enquête : l'enquête démontra que dans ce régiment 70 soldats sur 100 avaient la vérole.

D'après les médecins coloniaux, la syphilis règne en maîtresse autour de nos principaux établissements à Madagascar. La brousse est indemne. Ce qu'il y a de plus triste, c'est que le poison peut se transmettre de génération en génération jusqu'aux petits-fils.

A ce fléau, il faut ajouter un autre cadeau des colonies, la lèpre. Je prendrai comme exemple la Guyane, où 50 naturels sur 100 sont lépreux. Des Européens prennent le mal sur place et le rapportent chez nous. D'un autre côté, des indigènes aisés, — et c'est dans la classe aisée que l'on rencontre le plus de lépreux, — séduits par les promesses de l'administration française, envoient leurs fils s'initier à nos lumières : autre source de propagation. Résultat : les cas de lèpre sont de plus en plus nombreux en France.

Dr B. S.

***

Mouvement ouvrier. — Le « père Combes », comme l'appellent non sans un air de flatterie nos socialistes domestiqués, est décidément l'un des plus beaux exemplaires de politicien jésuite que

nous ayons jamais eu. Il y a quelques mois, il faisait parade à la Chambre de sentiments plus ou moins démocratiques vis-à-vis des travailleurs et aujourd'hui il dépasse, par la violence avec laquelle il pousse la répression de l'agitation ouvrière, tout ce qu'avaient tenté jusqu'ici ses prédécesseurs.

Aucun ministère soi-disant réactionnaire n'avait osé aller aussi loin dans la voie de la répression.

La semaine dernière, c'était un quasi-état de siège qui était proclamé — et qui dure encore — dans tout le département du Nord, par l'interdiction de sortir en groupe, les entraves mises à la tenue de réunions, et les charges de cavalerie répétées dont Roubaix fut le théâtre.

Ces jours derniers, c'est à Amiens que l'armée, obéissant à un ordre de ce ministère de défense capitaliste, a opéré avec une violence inouïe.

Peu importe que ce soient les patrons qui, en somme, ne se conforment pas à la loi! partout ce sont les travailleurs que l'on traite en coupables et jamais répression se justifiant si peu n'a été aussi violente. Combes comprend à sa manière « l'alliance franco-russe » qu'il vantait dimanche dernier à ses mercenaires socialistes en pratiquant pour son compte la répression « à la Russe ».

Et si cette fois les travailleurs ne sont pas tout à fait édifiés sur ce qu'ils doivent attendre de n'importe quel gouvernement, quelle que soit l'étiquette dont il se réclame, — fussent-ils socialistes, — c'est que vraiment ils ne sont pas difficiles.

Le journal de la bourgeoisie capitaliste, *Le Temps*, félicite Combes de la « poigne » qu'il montre et, par contre, les journaux dits « socialistes » se taisent sur ce qui se passe. Finie la belle indignation du lendemain de Fourmies, et aussi les grands gestes et les éclats de voix provoqués par la répression — anodine en comparaison de l'actuelle, — du ministère Méline lors de la grève de Carmaux.

Les fonds secrets ont domestiqué le personnel des journaux « socialistes » et les grands leaders dînent avec les impératrices.

Les chefs palpent galette et honneurs et les travailleurs récoltent, eux, répression et charges de cavalerie.

Il faudra bien cependant qu'ils s'aperçoivent un jour que les parts sont inégales!

***

A Amiens donc, comme dans le Nord, devant le refus des patrons d'augmenter les salaires, les tisseurs se mirent en grève, mais bientôt, devant le refus des patrons d'entrer en relations avec le syndicat, le mouvement prit de l'extension. Les teinturiers d'abord, puis les maçons, les peintres, les charpentiers et tous les ouvriers du bâtiment cessèrent le travail; soit, en tout, plus de 5.000 grévistes.

Les premiers jours, les manifestations n'étant pas réprimées, tout se passa aussi bien que possible; mais il fallait se montrer énergique à MM. les capitalistes, et la troupe fut requise. Un commissaire de police plein de zèle provoqua la première collision, mais ne réussit qu'à exaspérer les gens et fut houspillé assez fortement. La vengeance ne se fit pas attendre, et un peloton de hussards qui avait été mandé, chargeait bientôt la foule qui s'était accrue, renversant hommes, femmes et frappant du sabre. Un jeune homme de 17 ans, Désiré Boivin, est relevé le crâne ouvert et transporté à l'hôpital où il dut subir l'opération du trépan. S'il n'est pas mort à l'heure actuelle, il n'en vaut guère mieux. Un autre a la main traversée d'un coup de sabre, etc. Mais le bruit s'étant répandu parmi les grévistes qu'il y a un mort, une manifestation s'organisa. Plusieurs milliers d'ouvriers précédés d'un drapeau rouge voilé de crêpe et d'une pancarte portant ces mots : « Boivin est mort! » « A bas les assassins! » parcourent la ville, où les esprits restaient à bon droit agités. Le soir, un officier qui commandait la charge où Boivin fut blessé, fut reconnu et reçut quelques horions.

Le lendemain matin, intervention de la troupe au cours d'une réunion en plein air qui est bientôt dissoute.

Dans l'après-midi, nouvelles charges plus violentes encore dans les environs de la Bourse du travail, cernée par plusieurs régiments, et, naturellement, nouvelles victimes. Les manifestants, devant une répression aussi violente, ne se laissèrent pas abattre, et comme il fallait du pain dans les maisons pour faire manger les petits, plusieurs boutiques furent envahies. Dans d'autres endroits, les réverbères, pour gêner les évolutions de la troupe, furent renversés; plus loin, une rue fut dépavée et pendant plus de quarante-huit heures l'on put se croire à Amiens en pleine révolution.

Mais la troupe arrivait toujours, et bientôt toute circulation en groupe fut impossible. La répression avait vaincu l'émeute.

De nombreuses arrestations avaient eu lieu, mais il fallait en faire de retentissantes; comme de juste, ce furent les anarchistes qui payèrent, et notre camarade Lemaire ainsi qu'un autre furent arrêtés et une « instruction » est ouverte contre eux.

Tels sont, fortement résumés, les faits qui se sont passés à Amiens. Rarement répression fut aussi violente, et c'est vraiment un hasard qu'il n'y ait pas eu de morts ni plus de blessés. Les officiers s'en sont particulièrement donné, et Combes doit être content, le voilà cette fois tout à fait réhabilité aux yeux de la haute bourgeoisie.

***

A Lille, à Roubaix, à Tourcoing, la situation reste sensiblement la même et, malgré une répression violente, la reprise du travail est à peu près nulle. Dans quelques usines seulement où les patrons, sans consentir aux réclamations intégrales des grévistes, ont tout de même accordé quelques légères améliorations, le travail a été partiellement repris.

Toute la contrée ressemble à un vaste camp retranché, la troupe opère par des patrouilles continuelles et la moindre tentative de manifestation est dispersée par une charge de cavalerie.

A Lille, pendant que les grévistes étaient mis dans l'impossibilité de manifester, le député-maire Delory, socialiste très révolutionnaire, banquetait à Laon avec le chef de la répression, le ministre Combes.

A Roubaix, la troupe garde toutes les usines et est massée à tous les carrefours, d'où impossibilité pour les grévistes de bouger.

A Tourcoing, les esprits semblent plus spécialement surexcités, et la grève est quasi-générale. A plusieurs reprises, les grévistes se sont trouvés en présence de la troupe et le hasard seul a fait qu'aucun des blessés ne l'est très sérieusement.

Enfin, ces jours derniers, la grève a gagné les tissages de Normandie. A la sortie d'une réunion de Darnétal, les gendarmes ayant voulu empêcher les grévistes de manifester, une bagarre a eu lieu et quelques arrestations ont naturellement été opérées.

***

Comme on le voit, la situation reste très tendue et le moindre incident peut, dans ces centres ouvriers où la soldatesque se croit en pays conquis, dégénérer en un des plus graves conflits entre le capital et le travail auxquels il nous ait été donné d'assister. Partout nos camarades doivent se tenir prêts. Dès maintenant ils peuvent profiter de la situation pour démontrer aux travailleurs tout le néant du socialisme réformiste et la trahison de ses chefs envers la classe ouvrière.

Sachons donc en profiter, car un changement plus proche peut-être que beaucoup ne le prévoient, est en train de s'opérer dans l'esprit des travailleurs.

Le réformisme fait faillite, la révolution est en marche.

***

Voici, d'après un journal local, ce que coûte le déplacement des troupes envoyées sur les champs de grèves :

Il y a dans les environs de Lille 40 escadrons, dont le transport, aller et retour compris, coûte 4.000 francs en moyenne, soit au total 160.000 fr. Une seule journée de ces quarante escadrons coûte en indemnités de toute nature (officiers et troupe) 2.000 francs. Si on les garde trente jours, les frais s'élèveront à : transports, 160.000 ; indemnités, 80.000, soit 240.000 francs, pour la cavalerie seule. Ajoutez à cela l'infanterie, le génie et l'artillerie, dont l'effectif est plus considérable encore.

Et cela se répète partout, à Amiens, à Rouen, à Angers, etc., etc.

Et c'est nous qui payons. Si après cela les travailleurs ne comprennent pas le véritable rôle de l'armée, c'est vraiment qu'il n'y a rien à faire.

***

A Trélazé, la Compagnie n'ayant pas tenu ses engagements, la grève a recommencé samedi dernier : 600 grévistes sortant d'une réunion ont envahi les carrières, détruisant de grandes quantités d'ardoises, brisant les carreaux des bâtiments des machines et attaquant plusieurs maisons habitées par des surveillants des carrières. Les portes ont été enlevées, et les femmes et les enfants ont dû chercher abri chez des voisins. Les grévistes s'étant formés en deux bandes, les gendarmes se sont trouvés cernés, et l'un d'eux a été blessé assez grièvement à la tête.

Deux compagnies du 6e génie et du 135e d'infanterie et un escadron de dragons sont arrivés.

La situation est grave.

***

Au mois de janvier dernier, au cours de la grève des tisseurs de Neuvilly, le château d'un M. Bancquart, qui passait à juste titre pour inspirer la résistance d'une patronne rapace, fut complètement détruit par un incendie provoqué par les grévistes qui avaient mis à sac la maison.

La grève est aujourd'hui terminée, et maintenant que tout est rentré dans l'ordre, seize arrestations ont eu lieu samedi dernier. Dans le nombre des arrêtés figurent Proy, secrétaire du syndicat textile de Neuvilly, Alexandre Douay, Farcon, Boulanger et Jules Fontaine, tisseur au Cateau.

D'autres arrestations ont été opérées à Saint-Quentin.

Il est donc probable que nous allons avoir une réédition de l'affaire d'Armentières et un certain nombre de condamnations aussi iniques.

Nous vivons décidément sous un bien beau régime !

Enregistrons que nous n'avons pas trouvé une seule protestation dans la presse dite « socialiste ».

P. Delesalle.

***

Orléans. — A l'occasion de l'application de la loi de 10 heures, les mégissiers de la tannerie Chicoineau, au nombre d'une centaine, ont cessé le travail. Bien que des mesures d'ordre d'une sévérité ridicule aient été prises, la grève est calme. Des voitures chargées de peaux à destination de la tannerie, traversent journellement *le pont sur* la Loire. A quand l'action directe ?

La semaine dernière, les ouvrières de la fabrique de corsets du quai des Augustins demandèrent au patron une augmentation de salaires. Celui-ci leur opposa un refus formel. Le soir même, les robinets de l'étage supérieur furent ouverts et coulèrent toute la nuit suivante. Les ateliers furent inondés, les plafonds détériorés, les machines à coudre rouillées, et un à deux cents corsets furent endommagés.

X.

***

A Saint-Etienne, l'application de la loi de 10 heures a provoqué une petite grève.

Le personnel de la maison Schwad (un nom bien français), quincaillier, a cessé le travail demandant que le salaire soit le même pour la journée de 10 heures que pour celle de 10h. 1/2 et exigeant, en outre, la suppression de la retenue du 2 0/0 que le patron leur fait subir pour l'entretien du matériel. Au dernier moment j'apprends que les ouvriers ont obtenu satisfaction et vont reprendre le carcan. Que dites-vous de cette façon de retenue pour *entretien du matériel ?* Ne vous semble-t-il pas que dans ce cas les ouvriers sont copropriétaires de l'usine, puisque si le patron a eu les frais d'achat, les frais d'entretien sont à leur charge. Et je dis ceci en me plaçant au point de vue de ceux qui acceptent l'idée de propriété individuelle et ses conséquences, car à notre point de vue l'achat des machines ne constitue pas pour le patron un droit de propriété, celles-ci étant l'œuvre de toutes les générations qui nous ont précédés et le minerai dont elles sont faites le produit de la terre qui logiquement appartient à tous. Oui, mais alors c'est l'expropriation et non la lutte pour quelques centimes de plus ou de moins.

***

Terrenoire. — La grève de l'usine Bonnay dont j'ai parlé dans le dernier numéro, s'était terminée par des concessions réciproques. Mais les ouvriers se rendent déjà compte que promettre et tenir sont deux. Pareille en cela à tous les patrons, Mme Bonnay se moque des engagements pris et ne

s'en soucie que pour faire respecter ceux acceptés par les ouvriers. Ceux-ci font savoir, par une note publiée dans la presse, qu'une réunion des ouvriers de l'usine aura lieu, où seront jetées les bases d'un syndicat de métallurgistes. C'est très bien et quoique la chose eût dû être faite depuis longtemps, mieux vaut tard que jamais. Le syndicat leur sera d'autant plus utile qu'ils doivent être très unis pour imposer leur volonté à la direction, et pour les engagements pris, et pour l'application de la loi de 10 heures dont Mme Bonnay a l'air de peu se soucier.

GALHAUBAN.

Allemagne.

Des désordres ont eu lieu tout dernièrement à Berlin, à l'occasion du départ d'un détachement de 300 soldats pour l'Afrique du Sud-Ouest. Tandis que les soldats se rendaient en colonne à la gare de Lehrter, une foule composée d'un millier de personnes chercha à leur barrer le chemin.

Un détachement chargea les manifestants, sabre au clair. La foule, grossie, se rendit vers la gare de Lehrter, qu'elle essaya de prendre d'assaut. Mais les bâtiments étaient déjà occupés par la police. Les manifestants furent repoussés.

Ça n'empêche pas qu'il y a encore des imbéciles pour vous soutenir que l'antimilitarisme ne se propage qu'en France, alors qu'à l'étranger on est tous d'accord pour acclamer la guerre et défendre l'armée.

Espagne.

CADIX. — Deux enfants de 13 ans et une fillette de 12 sont arrivés ici, pour répondre du délit d'avoir crié : « *Vive l'anarchie!* », au moment où s'effectuait l'enterrement civil d'un de leurs petits camarades.

Les enfants de l'*Ecole Germinal* de Barcelone ont publié une protestation, invitant tous les enfants des écoles libres à se solidariser avec eux.

BARCELONE. — Les cordonniers ont présenté de nouveaux tarifs aux bourgeois. S'ils ne sont pas acceptés, ils se mettront en grève.

Le camarade Sober, poursuivi pour un article antimilitariste, a commencé à accomplir la peine de six ans à laquelle il a été condamné.

Le camarade, qui fut directeur du journal *La Grève générale*, a été condamné aussi par le tribunal suprême pour des articles antimilitaristes.

Pour le même délit, le camarade Berzillos, soldat de marine, a commencé, depuis quelque temps, à purger sa condamnation de quatorze ans au bagne de Tarragone.

Malgré la rigueur des lois et des juges militaires, la propagande va grandissant parmi les conscrits et dans les casernes. Les brochures antimilitaristes pénètrent dans l'armée, et les soldats les lisent à l'insu des chefs.

BILBAO. — Trois mille ouvriers qui revenaient de l'enterrement civil d'une jeune fille, se rencontrèrent avec les cléricaux qui faisaient la procession du vendredi saint. Un tumulte se produisit. Les gendarmes, arrivés, firent feu sur les émeutiers. Ceux-ci se barricadèrent dans les maisons, répondant à l'agression avec toute sorte d'armes, revolvers, fusils. Le feu a duré quatre heures. Il y eut un mort et six blessés. Des forces de gendarmerie et des troupes sont arrivées. Ces faits ont produit une grande sensation dans tout le département.

SÉVILLE. — Bientôt aura lieu dans cette ville le 4e congrès de la Fédération régionale des travailleurs d'Espagne, selon la délibération des syndicats fédérés. Dans peu, les journaux ouvriers publieront les travaux préparatoires et inviteront les syndicats à envoyer des délégués directs, afin qu'il y en ait en grand nombre au congrès.

MADRID. — Le journal *El Rebelde* publie les noms des ouvriers qui sont en prison. Voici : prison de Séville, *36*. Prison d'Olvera, *20*. Prison de Barcelone, *15*. Prison Saint-Roque, *9*. Prison de Bilbao, *4*. Prison de Cordoue, *3*. Prison de Roda, *1*. Prison de Téneriffe, *1*. Bagne de Taragonne, *1*. Prison de Malaga, *1*. Prison de Carmona, *1*.

L. HOMNES.

Hollande.

Le premier jour de Pâques a été pour nous un jour de fête. A cette date parut, il y a vingt-cinq ans, le premier numéro de *Recht voor Allen* (Le droit pour tous) et depuis ce temps-là une propagande ininterrompue n'a cessé de porter les idées sociales jusque dans les bourgs les plus reculés du pays. Social-démocratique d'abord, le mouvement hollandais est devenu libertaire pour une très grande partie. Aussi c'étaient nous qui fêtions cette date mémorable et les social-démocrates restaient au loin et se contentaient de jeter un peu plus de boue vers ceux qui ont été leurs précurseurs : Domela Nieuwenhuis et ses collaborateurs de la première heure. La salle du Palais d'Industrie à Amsterdam était archicomble, une foule de presque quatre mille camarades, venus de tous les points du royaume, remplissait la salle gigantesque. Tous les vétérans du socialisme hollandais étaient là sur l'estrade et parmi eux, salué par un applaudissement frénétique, F. Domela Nieuwenhuis, le fondateur de *Recht voor Allen*. Autres applaudissements : le camarade Christian Cornelissen, venu pour cette occasion de Clamart, va prononcer le discours. Discours vibrant et touchant ; il évoque les précurseurs du mouvement hollandais, Gerhard, Domela Nieuwenhuis, il parle des vieux qui sont morts : Klaas Ris, l'intrépide colporteur Croll, et tant d'autres. Il rappelle les difficultés des commencements, les poursuites, les actions héroïques et il finit par remettre au camarade Nieuwenhuis, le lutteur infatigable pendant vingt-cinq ans, le cadeau que lui offrent les groupes et syndicats révolutionnaires : une statuette en bronze de Meunier, *Le Semeur*. C'était une belle fête, inoubliable pour ceux qui y ont assisté et sans doute fertile pour notre cause. Quiconque connaît l'histoire socialiste de notre pays, a dû se rappeler l'évolution du mouvement hollandais de la social-démocratie vers l'anarchie. Ce n'était qu'une poignée de camarades qui ont commencé la lutte, Croll un des premiers, puis Methœfer, Sterringa et quelques autres, et ils ont fini par entraîner le reste. Nieuwenhuis, Cornelissen et tant d'autres ont suivi leur évolution ; n'est-ce pas là un bon présage pour l'avenir ?

⁂

Les cas de refus de service militaire se suivent en Hollande. L'été dernier, Jan Ferwey, anarchiste chrétien a refusé le service militaire et a été condamné à trois mois de prison militaire. Après expiration de cette peine nouveau refus, nouvelle condamnation à cinq mois, mais cette fois avec cette aggravation de la peine, que Jan Ferwey aura perdu pour une période de cinq ans le droit d'appartenir à la force armée. Hilarité générale ! Mais ce bon tour a tiré le gouvernement d'une belle impasse : devant le mouvement populaire augmentant sans cesse, il ne pouvait pas faire condamner indéfiniment.

Maintenant, pendant que Ferwey attend dans la prison l'heure d'être chassé de l'armée, un autre réfractaire, Ris (un jeune homme de bonne race comme on voit dans ce qui précède) a refusé de prendre les armes et a été condamné. On ne connaît pas encore sa peine.

P. M. WINK.

VARIÉTÉS

LE TISSERAND

Armentières, 9 novembre.

Voyage à travers la misère. — La cité Sans-Pareille. Cinq enfants : 16 francs par semaine. — Huit enfants et la jaunisse. — Des remèdes, mais pas de pain. — L'honnête ménage dans la cité maudite. — Pauvres et économes. — La mortalité infantile. — Un danger national. — Tuberculose et rachitisme.

Armentières, comme la plupart des villes industrielles de fondation récente, se compose d'une rue principale, aux côtés de laquelle se sont en hâte percées d'autres rues, bâties des maisons. La voie centrale se prolonge vers Houplines, par plusieurs faubourgs qu'habitent des ouvriers relativement aisés. Sur la gauche est le quartier des « riches » ; à droite, entre la mairie et la Maison du Peuple, le quartier des « pauvres ». Il est formé d'impasses parallèles s'ouvrant sur la rue ou sur la place commune. Ces impasses, propriété privée, dont la voirie municipale se désintéresse, sont étroites et nauséabondes. Les ordures ménagères s'y amoncellent en tas et mêlent leurs émanations putrides à l'exhalaison d'un ruisseau, qui charrie le trop-plein des fosses d'aisance. Des maisonnettes lépreuses, à un étage, toutes semblables, bordent ces cloaques, où s'épanouissent la scrofule et la tuberculose. Le maintien de pareilles habitations n'est pas seulement une honte pour une société civilisée, il constitue un danger pour la santé publique.

Ce que peuvent être les gens qui abrègent leur vie dans ces logements infects, je vous laisse à le croire. Il y a souvent identité entre le milieu et l'homme. Cependant, la misère armentiéroise n'exhale point le vice autant que la misère de Whitechapel par exemple et même de Paris. Et puis, il existe une notable différence entre ces indigents du Nord et les autres : ceux-là travaillent. Le chômage ne sévit presque jamais dans cette industrie prospère du tissage. L'ouvrier « ouvre », selon son expression, mais il gagne trop peu et il a trop d'enfants. Ancien paysan belge ou français, sans instruction et sans défense, il s'abandonne à une destinée qu'il ne comprend pas, s'offrant parfois la consolation d'un verre d'alcool. Non pas que le tisserand d'Armentières soit un alcoolique. Les cas d'alcoolisme sont, au contraire très rares, me disait un médecin ; l'ouvrier du Nord boit de la bière, peu d'alcool.

J'ai visité nombre de ces logis et j'en rapporte, avec la nausée, une profonde tristesse. Ils sont uniformément composés d'une pièce au rez-de-chaussée, où l'on fait la cuisine et où se tient la famille pendant le jour, et d'une ou deux chambres à coucher au premier étage. La pièce d'en bas, pavée de dalles, ne reçoit le jour que de la porte d'entrée. Elle est exiguë, humide et sombre. Des enfants en guenilles grouillent autour du poêle. La propreté y est rare. Les chambres d'en haut, auxquelles on accède par une échelle de bois sont dépourvues de portes. Là, sur des grabats, presque sans couvertures, et — cruelle ironie ! — sans draps, couchent emmêlés le père et la mère, les filles et les garçons.

Lorsque je pénètre dans l'un de ces ménages, cité Sans-Pareille — oh ! oui — je trouve, accroupis auprès du foyer, un homme robuste et jeune — trente ans environ — et une femme, dont on ne pourrait déterminer l'âge, maigre, pâle, la poitrine enfoncée. Quelques meubles sont épars dans la chambre malpropre ; une commode et une table crasseuses, des chaises dépaillées ; aux murs noircis, quelques chromos, et à la place d'honneur, une gravure, que je ne m'attendais guère à trouver en ce lieu, représente Mirabeau aux Etats-Généraux.

L'homme se lève et répond en patoisant à mes questions. J'apprends qu'il est tisseur et que sa femme est bobineuse. Il gagne 12 francs par semaine et elle 9 francs. Ils ont cinq enfants, l'aîné a dix ans, le plus jeune un mois et demi. Une voisine garde les deux derniers enfants au rabais : 5 francs par semaine. Il reste 16 francs pour vivre. On paye 2 francs de loyer, on achète le pain chez un boulanger afin d'avoir du crédit, mais on le paye un sou plus cher les 3 livres qu'à la Coopérative, on en consomme ainsi pour 4 francs ; on brûle deux sacs de charbon, coût 3 francs, les dépenses de grosse épicerie atteignent 5 francs, total : 14 francs. Avec 2 francs, la mère de famille doit se procurer des pommes de terre, de la graisse, des vêtements. Quant à la viande, on n'en mange pas.

— Comment, monsieur, s'exclame dans son jargon le pauvre tisserand, comment veux-tu que nous y arrivions ? Je suis courageux, tu sais, je veux bien travailler, mais on ne peut pas vivre. Alors, c'est à désespérer...

Je m'efforce de relever son courage. Je lui parle de son fils qui, dans trois ans, pourra

apporter son obole à la maison. Mais mes exhortations ne produisent pas l'effet attendu. L'homme s'est exaspéré en parlant. Il se dresse de toute sa hauteur et il m'interpelle :

— Je suis-t-y une bête, dis monsieur, ou un homme? Je dois-t-y crever de faim, tandis que X... (son patron) il a un château. Vois-tu, on n'est pas méchant, mais si on se fâche un jour, tu verras!

L'ouvrier avait lancé cette menace avec force. Sa femme levait vers lui un œil craintif, et je me demandais si jamais l'éloquent orateur du tiers dont la silhouette ornait la muraille, avait atteint à l'éloquence de cet homme ignorant. Pour détourner la conversation, je lui demandai comment il possédait ce tableau. Il haussa les épaules :

— On me l'a donné, dit-il, je sais pas ce que c'est.

Je quittai ces malheureuses gens et je continuai mon exploration. Partout j'ai trouvé la misère, avec le désespoir ou l'abrutissement. Dans une maison, je vois une pauvre femme souffreteuse :

— Vous êtes malade? dis-je.

— Oui, j'ai la jaunisse.

— Et on ne vous soigne pas?

— Si, j'ai l'assistance médicale gratuite.

— En êtes-vous satisfaite?

— Oui, j'ai des remèdes, mais je n'ai pas de pain.

— Depuis la grève?

— Depuis longtemps, car j'ai huit enfants, et ma fille aînée, qui gagnait 9 fr., a été renvoyée, parce qu'elle « tombe du haut mal ».

Pourtant, à la fin de mon voyage dans cette cité de la misère, un spectacle réconfortant m'était réservé. Même en ce quartier maudit, je devais rencontrer la famille proprette que j'avais vue ailleurs, famille élevée par un père et une mère dont le courage et l'abnégation sont un sublime exemple.

Ce ménage possède cinq enfants, âgés de 12, 9, 8, 6 et 3 ans. Le père, 34 ans, est tisseur; la femme, 32 ans, est tisseuse. Ils gagnent 15 francs par semaine chacun, et ils font honneur à leurs affaires. Le logement est propre. Il y a du sable fin sur le carreau. Le buffet, la table, la pendule, reluisent comme des meubles neufs. Voici le budget de ces braves gens :

Loyer	2	»
Pommes de terre	1	50
Epicerie (avec sucre et café)	8	»
Viande	3	60
Pain	4	»
Lessive	1	»
Vêtements	2	»
Lait pour les enfants	»	70
Garde des enfants	2	»
Total	24	80

Ils dépensent 25 francs et gagnent 30 francs. Ce ménage, malgré ses charges, réussit à réaliser des économies, ou tout au moins, à épargner l'argent nécessaire pour parer aux frais imprévus. Comme je le félicite de sa sage administration, le père me dit :

— « Oui, nous arrivons à vivre, mais ma femme se tue de travail. Pensez donc, elle passe sa journée à l'atelier et, le soir, elle fait le ménage, elle raccommode les vêtements, elle prépare la cuisine. Voyez-vous, comme l'expliquait le maire, l'autre jour, à la réunion, il vaudrait mieux que l'homme conduisît plusieurs métiers et gagnât un salaire suffisant pour permettre à la femme de rester à la maison. Une femme comme la mienne, c'est une martyre. Enfin, ma fille aînée la remplacera bientôt à l'usine, puis viendra le tour de l'autre. L'avenir est plus riant que le passé. »

Cette intelligence, cette honnêteté étaient consolantes, mais lorsque je me retrouvai dans le cloaque de la cité, ma tristesse s'accrut en songeant à quels dangers l'insalubrité de leur demeure exposait ces bonnes gens. Que d'enfants et que d'adultes avait dû faucher cette cité meurtrière! Je me rendis à l'hôtel de ville, où je consultai les tables de mortalité. J'appris ainsi que le nombre des enfants de un jour à quatre ans, décédés à Armentières, en 1902, était de 202, dont 156 décès d'enfants âgés de moins d'un an, alors que le nombre des naissances fut en la même année de 756, soit une mortalité de 28 0/0. Quant aux tuberculeux adultes, ils figurent dans la proportion de 22 0/0 parmi les ouvriers du tissage.

. . . .

MARIUS GABION.

(*Le Temps*, 22 novembre, 1903.)

DANS LES EXPOSITIONS

Exposition Camille Pissarro

Près de cent quatre-vingts toiles, gouaches, dessins de Camille Pissarro sont réunis à la galerie Durand-Ruel. Soigneusement choisis parmi son œuvre, ils suffisent à nous indiquer l'évolution de son génie. En effet, depuis 1864 jusqu'à 1903, nous voyons Pissarro comprendre toujours davantage, chercher jusqu'au dernier jour, élargir et même renouveler sa manière, sans jamais borner sa satisfaction.

Les premières toiles se ressentent des influences du jour. Elles sont dans les tonalités sombres d'où le paysage ne s'était pas encore évadé. Mais déjà, avant que le maître eût appliqué à son art la technique qui reçut le nom d'impressionisme, nous sentons dans toutes les toiles produites de 1864 à 1875 un besoin de lumière, une recherche de l'aération du décor qui le mènerent par une évolution naturelle à la totale clarté où s'épanouira son œuvre. Dès 1876, il abandonne les couleurs ternes et laisse entrer dans ses cadres l'atmosphère intégrale que les artistes n'avaient pas encore connue. *L'Etang de Montfoucault*, qui est de cette date, marque bien la résolution du peintre. Depuis lors, la lumière qui baigne les prairies et les champs, les coteaux et les rivières, devient de plus en plus limpide et naturelle; elle a toutes les nuances délicates et fortes dont nous voyons le reflet sur les choses, quand nous nous promenons attentifs.

Presque toute cette œuvre est comme un hommage ému à la vallée de la Seine. Ces coins de village, ces fermes, ces jardins fleuris, ces cabarets aux coins des routes, c'est Auvers, c'est Eragny, c'est Ennery, c'est Pontoise. Ce pays délicieux, il nous l'a montré cent fois divers dans son identité, à toutes les heures, à toutes les saisons, de sorte qu'en même temps que l'image de cette terre que nous aimons, il aura donné à nos yeux la féerie merveilleuse du soleil universel.

Le paysan ne tient pas plus de place dans ses tableaux que l'être humain ne s'impose particulièrement à notre vue quand nous regardons un ensemble. Cependant Pissarro est peut-être, de tous les peintres, celui qui a le mieux dessiné la silhouette et signifié la figure de l'homme des champs et de la paysanne, lorsqu'il les a isolés et représentés pour eux-mêmes. Je ne vois personne qui nous ait montré avec tant de vérité ces corps déformés par le travail, ces tailles sans lignes des femmes, ces faces disgraciées qu'enserre le mouchoir à carreaux. Les gestes sont d'une réalité surprenante et les mouvements d'une exactitude qu'on ne trouve pas à mon sens si frappante chez J. F. Millet.

La partie la plus charmante de l'exposition, c'est la collection des gouaches. D'une fraîcheur matinale, délicates comme l'aube d'un beau jour, elles donnent dans leurs dimensions étroites l'impression d'un art décoratif infini.

Elles nous reposent et les prairies qu'elles ouvrent devant nous nous paraissent un pays de douceur enchantée. Au plaisir que nous en prenons se mêle une joie très pure, comme il est naturel que cela soit quand la fantaisie du poète se confond avec la réalité de la nature. Et si cela est vrai pour toutes les campagnes ici représentées, combien aussi cela est vrai pour les vues de notre cher Paris!

Ce ciel si joliment nuancé dont Anatole France disait qu'il paraît intellectuel, Pissarro en a fixé pour nos rêveries la souriante limpidité. Il semble que dans *Le Pont-Neuf*, nous respirions tout le plaisir spirituel des matins de Paris, et sans qu'on le voie, on sent la présence du beau fleuve de Seine qui roule heureusement entre ses berges tranquilles ses eaux pacifiques. Nous retrouvons de même ce don de discerner l'atmosphère propre à une cité ou à un coin de terre dans les vues des *Tuileries* et de l'*Avenue de l'Opéra*, dont le mouvement des individus et des groupes est si juste; dans l'*Eglise Saint-Jacques, à Dieppe*, autour de laquelle se tient le marché, une foule grouillante de maraîchers et d'acheteurs, avec les taches que font les larges parapluies de campagne.

Comme on voit, l'œuvre de Pissarro est extrêmement variée. La ville, les champs, les canaux tranquilles, les ports, les vergers, sa curiosité inlassable a tout vu et nous a tout transmis en images lumineuses. Mais l'impression la plus forte que nous emportons de cette tout à fait belle exposition, c'est que parmi la pléiade — si je puis dire — des impressionistes, Pissarro a été le plus paysan de tous. Je veux dire qu'il apparaît évident que la terre n'a pas été pour lui surtout un réceptacle de lumière, mais qu'il l'a vraiment aimée d'une passion naïve et forte.

Il pénètre plus l'existence rurale, il entre mieux dans le détail des lieux et des faits, sans que d'ailleurs la facture générale perde sa grande valeur synthétique.

Il nous est d'autant plus doux d'admirer ce travail de toute une vie que l'ouvrier fut des nôtres et nous n'avons pas à regretter, en contemplant tous ces chefs-d'œuvre, que l'intelligence qui les créa ne se soit produite qu'en eux.

JEAN DESAUBOY.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

-•- L'Œuvre des fenêtres fleuries (secrétaire, 40, rue d'Ulm) se propose de « donner aux logements ouvriers le luxe élémentaire de la fleur ».

« Ses fondateurs et fondatrices sont convaincus que les déshérités de la vie ont besoin des joies de la nature et qu'ils y ont droit; dans leur pensée, il faut, tout en donnant des vêtements à ceux qui ont froid, du pain à ceux qui ont faim, mettre aussi l'âme de nos frères moins fortunés en mesure de recevoir, après le travail de chaque jour, la leçon de douceur, de paix et de beauté qui se dégage des fleurs.

« La Société des *Fenêtres Fleuries* distribue au printemps dans les associations populaires (écoles, patronages, instituts et universités populaires, œuvres d'assistance), des graines, des plants et tout ce qui est nécessaire pour procurer aux plus modestes demeures la charmante illusion d'un jardin.

« Les dons sont reçus chez M. Adrien Michel, trésorier des *Fenêtres Fleuries*, 31, rue d'Amsterdam; chez Mme Chalamet, directrice de la *Résidence Universitaire*, 95, boulevard Saint-Michel, et chez Mlle Marie Sauvage, à l'*Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux*, 31 *bis*, rue Massé.

« Les envois en nature (graines, plantes d'ornement, vases, terre de jardin, etc.) seront reçus avec reconnaissance au siège de *la Ligue du Coin de Terre et du Foyer*, 26, rue Lhomond. »

***

Une autre œuvre qui, se passant de l'Etat et ne faisant appel qu'aux initiatives individuelles, nous semble bonne, c'est l'*Encyclopédie nationale*.

« Il ne s'agit point ici d'un livre imprimé : par Encyclopédie Nationale, j'entends l'échange mutuel du savoir de chacun pour le profit de tous; c'est, si l'on veut, une Encyclopédie vivante, une Encyclopédie « parlée » : tout cerveau humain est pareil à un dictionnaire; ce qu'on ne trouve pas dans l'un, on le trouve dans l'autre : Donne-moi de ce que tu sais, je te donnerai de ce que je sais.

« Je ne sais pas! » voilà la formule irritante qu'il faut démolir; ce « je ne sais pas » éternel et maussade, qui atrophie l'instinct d'apprendre! Combien de fois par jour vous arrive-t-il de dire ou d'entendre dire : « Je ne sais pas »? Ecrasé sous son incuriosité, le public semble avoir perdu l'appétit de connaître; il ne sait pas, *il n'ose pas* questionner!

« L'Encyclopédie Nationale ne demande pas de cotisations. Elle s'élèvera par sa force propre. Ses adhérents contractent une obligation unique : donner confraternellement un renseignement qui soit de leur compétence, à l'heure où on le leur demandera.

En revanche, ils peuvent à leur tour mettre à contribution l'Encyclopédie.

« Des adhérents trop modestes m'ont dit : « Je ne vous servirai pas à grand'chose, je n'ai pas de compétences particulières, etc... » Quelle erreur ! Vous êtes compétent « dans votre partie », comme on dit. Quel magnifique dictionnaire *technologique* nous ferons, avec nos compétences réciproques de métiers ! Quel dictionnaire de *géographie* avec les connaissances de chacun sur son pays natal... etc., etc. Tout homme est un tome vivant de l'Encyclopédie. C'est à ce titre que j'accueille l'adhésion d'un travailleur avec la même joie que celle d'un savant, car le travailleur est *calé* sur bien des choses que le savant ignore. Rien qu'en disant : « Je suis né à *Rouen* en *1867*, je suis *instituteur*, et j'ai servi au *61e* », vous avez fait preuve de quatre compétences : une géographique, une historique, une technique et une militaire ! »

Pour renseignements, s'adresser à M. Eugène Godin, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, 19, rue Jean-Jacques Rousseau.

CONVOCATIONS

La Coopérative Communiste, 68, rue François Miron. — Jeudi 21 avril, causerie par Sauvanal. — Tous les jeudis et samedis, vente des produits.

Jeunesse Libertaire du Ve, 76, rue Mouffetard. — Les jeudis, à 8 h. 1/2, causeries sur l'arithmétique, avec expériences. — Organisation du mouvement abstentionniste.

Matinée Artistique, organisée au profit de *La Revue Communiste*, le dimanche 17 avril 1904, salle du Livre, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, à 2 h. 1/2. Causerie de G. Butaud sur les expériences communistes; *Les deux Morales*, pièce en un acte et deux tableaux du camarade Ladignac ; *Madame a ses Brevets*, comédie en un acte. — Entrée : 0 fr. 50.

Action Théâtrale (Groupe artistique de la Rive Gauche). — Répétition tous les vendredis, à 8 h. 1/2 soir, salle de l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard. Pianiste, orchestre à la disposition des groupes pour concert ou bal.

Envoyer la correspondance au camarade Perrin, avenue de Choisy, 192 (XIIIe).

Causeries du Xe. — Vendredi 22 avril, à 8 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta, conférence par Marceau sur : La Virginité au point de vue scientifique (2).

Propagande abstentionniste du XIe. — Au ocal des *Causeries Populaires*, 5, cité d'Angoulême, mercredi 20 avril, à 8 h. 1/2 : Notre attitude en face des monopoles et de la loi sur l'enseignement. — Propagande par l'affiche, la distribution de brochures, de journaux. — Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Vendredi, 15 avril, à 8 h. 1/2, cours d'espagnol. — Lundi 18 avril, à 8 h. 1/2, causerie par le camarade Nergal sur l'Evolution des mondes (2).

Samedi 16 avril 1904. Réunion salle de l'Emancipation, 38, rue de l'Eglise. — Grenelle, à 8 h. 1/2 du soir. Entente au sujet d'une campagne antivotarde.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de La Chapelle. — Samedi 16 : Vacca, Quelques phases du monde visible (avec projections). — Mercredi 20 : Mme Osmont, La magistrature et l'affaire Cyvoct.

L'Aube Sociale, 4 passage Davy (dans l'avenue de St-Ouen, 50). — Vendredi 15 avril, Dr Poirier : L'Hygiène sociale chez les abeilles (avec projections). — Mercredi 20, Causerie entre camarades : Sur quelques peintres flamands, par le camarade Janvier. — Vendredi 22. Pierre Ravel : Le cléricalisme juif.

Union ouvrière de l'Ameublement. — Mardi 19 avril, à 8 h. 1/2 du soir, 4, passage Davy, avenue de St-Ouen, deuxième partie de la conférence de Libertad sur : La coopération d'idées et d'action.

Groupe abstentionniste du IIIe, réunion samedi 16, à 8 h. 1/2 du soir, salle Salsac, 1, boulevard Magenta.

SAINT-DENIS. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. — Vendredi prochain 15 courant, conférence sur La Coopération : le but qu'elle représente, par Julien.

MARSEILLE. — **Le Milieu-Libre de Provence**. — Dimanche 17 avril, à 5 heures du soir, réunion des adhérents. — Lecture de la correspondance. — Questions diverses.

THIERS. — Les camarades libertaires sont priés de se réunir le dimanche soir 17 avril, à 2 h. 1/2, à l'hôtel du Centre (en face de la sous-préfecture), rue Nationale. Objet de la réunion : Formation d'un groupe.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

137e « Les Hommes libres » de Porto Alegre, 5 fr.

Listes précédentes : 336 fr. 70.

Mensualités souscrites à ce jour : 341 fr. 70.

Sommes versées en une fois.

G., à Bourg-Argental, 5 fr. pour mars et 5 fr. pour avril. — Marseille par P. XX., 0 fr. 25 ; Pie, 0 fr. 50; Barnouin, 0 fr. 30 ; un boulanger fatigué, 0 fr. 25 ; Bancel, 0 fr. 25 ; St-Louis, 0 fr. 20 ; un cycliste, 0 fr. 25 ; un simileur, 0 fr. 20 ; Castel, 1 fr. En tout : 3 fr. 70. — F. R., à Nîmes, 1 fr. — Total : 14 fr. 70.

Listes précédentes : 711 fr. 80.

A ce jour : 726 fr. 50.

* * *

Nous voici au deuxième mois d'essai; à Paris, il y a une augmentation de vente de 2 à 300. Quelque augmentation (une soixantaine) du côté des abonnements. Pour la province, les envois restent les mêmes. Nous ignorons où en est la vente.

Pour les souscriptions, toute l'avance est dépensée ; ainsi que les versements anticipés faits par quelques-uns des souscripteurs. C'est donc dire que la situation n'est pas des meilleures.

Cependant il y a progrès, puisque le cercle de nos lecteurs s'est légèrement étendu. Il y a des chances pour qu'il s'étende encore, si nous pouvons continuer. Et nous le pourrons, si les concours ne nous font pas défaut.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Pannacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont. . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . . » 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . » 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . » 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel. » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . . » 20
Au Café, par Malatesta. . . . . » 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille . . . . » 15
L'Anarchie, par Girard . . . . » 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin. . . . » 30
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . » 15
La Grève générale, rapport des Etudiants S. R. I. . . . . » 15

AUX AMIS

Je leur rappelle que l'on peut obtenir le journal dans toutes les gares et dans les librairies de n'importe quelle ville. Aux libraires qui répondent qu'ils ne le connaissent pas, il n'y a qu'à leur dire qu'ils n'ont qu'à en faire la demande aux Messageries Hachette.

C'est un point important, pour la diffusion du journal, qu'il se trouve chez beaucoup de libraires. Ceux qui s'intéressent à son existence, peuvent y aider, en insistant auprès des libraires pour qu'ils le tiennent, et en s'astreignant, au besoin, à leur acheter un numéro pendant quelques semaines de suite.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous tenons à leur disposition des carnets d'abonnement.

D'autre part, le service de quelques exemplaires sera fait aux adresses que l'on voudra bien nous envoyer.

La bibliothèque des chemins de fer nous ayant rendu les invendus de *Patriotisme-Colonisation*, les défraichis seront laissés, à nos lecteurs, au prix de 1 fr. 55 franco, au lieu de 3 fr. 50. — Les défraichis de *Guerre-Militarisme*, mêmes conditions. Les deux ensemble, 2 fr. 60 en gare.

L'imprimeur vient de nous livrer l'affiche dessinée par le camarade Leomin. Aux camarades qui voudraient l'afficher, en payant le timbre, il leur sera expédié autant d'exemplaires qu'ils enverront de 0 fr. 18.

En cette période d'élections, nous rappelons aux camarades que nous avons comme brochures anti-électorales : *La Grève des Electeurs*, de Mirbeau; *Si j'avais à parler aux électeurs*, J. Grave ; *L'Election du maire* et *Le Tréteau électoral*, de Léonard, que pour l'occasion nous laisserons à 5 francs le cent. Ces deux dernières sont de petites satires en vers.

PETITE CORRESPONDANCE

T. G. L., à Vaux. — Les volumes étaient expédiés.

G. V., à Autun. — L'extrait de Taine exprime surtout l'espoir en la bonne volonté du roi.

P. P., à la Machine. — Merci. L'abon. sera servi.

P. D., à Thill. — Il y a le *Rabelais* de la petite « Bibliothèque nationale », 5 volumes à 0 fr. 25, ou l'édition Garnier, 1 fr. 75.

C., à Clarens. — Reçu mandat. Pour les vendeurs, 0 fr. 15.

D., à St-Denis. — Fait trop ordinaire pour relever.

Jean Den. — Voulez-vous me donner votre adresse. J'ai une lettre à vous communiquer.

L. C., à Lyon. — Vers pas assez saillants.

P. F., à Berlin. — La brochure a été annoncée.

Revista cooperativa catalana, Barcelone. — Reçu numéro. Merci.

H. B., à Besançon. — Fait trop fréquent pour mériter d'être relevé.

Reçu pour le journal : B., à Lyon, 1 fr. — E. R., 25 fr. — L. C., 1 fr. — C., à Lunay, 0 fr. 60. — P., à St-Claude, 0 fr. 60. — D., à St-Denis, 0 fr. 50. — Merci à tous.

H., au Havre. — A. R., à Vevey. — V. R., à Valréas. C., au Chambon. — C. F., au Mans. — M. H., à Lorrain. — F. F., à Forli. — D., à Paris. — V., à Nîmes. — B., à St-Etienne. — R. H., à Aniche. — X., à Ténès. — M. C., à Marseille. — C. et F., à Avignon. — G. V., à Autun. — M. G., à Paris. — O. C., à St-Aignan. — A. D., à Vincennes. — D., à Asnières. — B. à Rouen. — D., à St-Quentin. — T., à Chaumont. — D., à Limoges. — M., à Flémalles. — A. F., à Dijon. — S., à Lyon. — W., à Gorinchen. — V., à Bucarest. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

NEUVIÈME ANNÉE N° 52 DIX CENTIMES DU 23 AU 29 AVRIL 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

L'ATTENTAT DE BARCELONE

Mardi dernier, 12 avril, à Barcelone, un jeune homme de dix-neuf ans, Joaquim Miguel Artal, a frappé d'un coup de poignard le ministre Antonio Maura : la lame a glissé sur les chamarrures du vêtement présidentiel, la blessure a été légère, et M. Maura se porte bien. Il n'importe : l'existence ou la disparition de cet homme est de peu d'intérêt. Ce qui a une valeur, c'est l'acte de celui qui, dans ses préoccupations, a fait passer la justice avant tout le reste, même avant le souci de sa propre existence.

Le monde a besoin de consciences saines et normales, indemnes des déformations coutumières qui font considérer, la cruauté lâche étant inévitable chez ceux d'en haut, la résignation comme nécessaire à ceux d'en bas. M. Maura a été, depuis le commencement de sa brillante carrière, le type du politicien versatile et cynique; depuis quelques mois, il s'est tout particulièrement illustré par sa résistance à l'opinion publique espagnole et européenne, dans l'affaire d'Alcala del Valle : il a couvert et encouragé les gardes-civils bourreaux; il a fait condamner leurs victimes; pour se disculper, il a menti et fait mentir les ministres, ses sous-ordres. Artal a exprimé par un coup de poignard les sentiments que lui inspirait un pareil crime. Notre sympathie ne peut hésiter, elle lui est acquise. Mais ne nous faisons pas d'illusion sur l'efficacité du geste : il constitue, de la part d'un individu qui se sacrifie, un avertissement utile dans une période d'abaissement général, comme celle que nous traversons, il remet les choses au point et fait bien mesurer la profondeur atteinte dans l'abjection par les hommes de notre temps, mais il n'a pas, par lui-même, d'efficacité.

Le geste de tirer n'est rien; pas plus qu'un autre il n'a de puissance magique et ne peut transformer le monde. Ce qu'il faut, pour que demain soit meilleur, c'est un concours de volontés un peu plus difficile à réaliser que le sacrifice d'un seul, et n'oublions pas que c'est précisément parce que ce concours de volontés n'existe pas encore, parce que les lâchetés et les mesquines ambitions individuelles le rendent jusqu'ici impossible, que l'impérissable instinct de justice se traduit par des actes comme celui d'Angiolillo ou d'Artal.

Disons bien haut notre sympathie pour eux, mais ne nous attardons pas à chanter leurs louanges; leur acte même nous avertit, nous aussi, de notre insuffisance. Travaillons pour faire mieux.

Piers Plowman.

La Jeunesse syndicale de Toulon a ouvert une souscription en faveur de Louise Michel qui a produit, à ce jour, 356.60.

M. Rochefort, menteur comme toujours, et comme chaque fois que l'on fait une besogne sale, a, paraît-il, inséré dans son organe nationaliste, l'*Intransigeant*, sans préciser, de se méfier des appels d'un groupe de révolutionnaires de Toulon, qui ouvrait une souscription en faveur de Louise Michel.

Le camarade Cosmao, secrétaire de la *Jeunesse syndicale*, nous envoie une protestation contre l'ordure du sieur Rochefort.

Nos camarades font trop d'honneur à ce pantin, en se croyant obligés de lui répondre longuement. S'ils veulent nous croire, il y a mieux à faire que s'attarder à lui répondre.

Ce que dit un Rochefort, ça n'a pas d'importance.

J. G.

CARNET D'UN PACIFISTE

14 Avril. — Les Russes, décidément, pratiquent avec esprit de suite l'auto-destruction. Après l'*Ienisséi*, après le *Boyarin*, voici le *Petropavlovsk* qui saute et coule après avoir donné contre un engin national. Et cette fois la chose en vaut la peine. Il ne s'agit plus d'unités secondaires, mais d'un cuirassé de premier ordre, « mesurant 112 mètres de long, 22 de large, déplaçant 11.000 tonnes, ayant coûté plus de vingt-sept millions et portant plus de 800 hommes » presque tous engloutis, naturellement. Il n'a pas fallu plus de deux minutes, paraît-il, pour envoyer tout cela au fond de l'eau. Vive la science!

Cette série d'absurdes suicides, ces marins qui sèment eux-mêmes leurs routes de moyens de mort invisibles, ces hommes condamnés à vivre comme des hallucinés dans le continuel effroi d'une catastrophe soudaine et sournoise, véritables morts vivants, tout cela donne à cette guerre, du moins du côté russe, un caractère étrange. On dirait quelque danse macabre, fantastique et folle. Faut-il voir dans cette véritable explosion de folie guerrière, dans ce vrai délire de destruction et de mort, comme une dernière crise, annonçant la fin de cette longue folie que fut la guerre?

En tout cas, voilà un magnifique exemple de l'incapacité et de l'incurie ordinaires des chefs. On place dans un port des engins invisibles, assez puissants pour mettre en bouillie des cuirassés de 11.000 tonnes et on omet d'en relever le plan! Ces officiers qui n'oublient jamais de s'offrir des icônes (fichues icônes, d'ailleurs, et de bien peu de vertu!) oublient le b-a-ba de leur métier et les plus élémentaires précautions de prudence. Voilà des gaillards qui semblent tout à fait dignes de donner la main aux généraux français de la Grande Débâcle.

Les Français firent la Commune. Les Russes feront-ils la leur? Il faut le leur souhaiter et de réussir mieux que nous.

***

16 Avril. — La torpille dormante qui a éventré et coulé le *Petropavlovsk*, engloutissant, d'un coup, ses 800 hommes d'équipage, n'était pas, semble-t-il, comme on l'avait cru d'abord, de provenance russe. D'après le rapport japonais et selon toute vraisemblance, elle avait été placée la veille avec beaucoup d'autres par l'ennemi, à la faveur du brouillard. L'histoire vaut d'ailleurs d'être consignée. C'est une de ces nobles ruses de guerre dont s'illustrent les capitaines et pour lesquelles on requiert dans nos écoles, l'admiration de nos enfants.

Ayant remarqué que les Russes, pour sortir du port et y rentrer, suivaient toujours la même route, l'amiral Togo fit immerger sur cette route, à la faveur d'une nuit pluvieuse et noire, un certain nombre de mines. Le lendemain matin, une légère escadre fut chargée d'attirer, par ses démonstrations, les Russes hors de la rade, cependant que le gros de la flotte japonaise, dissimulée à quelque distance, s'apprêtait à fondre sur les bateaux russes de flanc et à les détruire avant qu'ils aient pu regagner le port. Si, flairant le piège assez tôt, les Russes parvenaient à s'échapper, ils ne pourraient pas, du moins, entrer en rade, dans l'affolement de la fuite, sans heurter quelque mine.

Voilà les tours de canaille qui constituent le plus ordinairement la gloire des armes. Ceux qui combinent, préparent et mènent à bien ces lâches guet-apens sont l'honneur de leur pays. Leur nom est inscrit au temple de mémoire.

***

17 avril. — Les Russes se demandent encore comment survint la catastrophe du *Petropavlovsk* et celle du *Podbieda*, car il y a un autre cuirassé mis à mal. Ou plutôt ils font semblant

de se le demander : torpille russe, japonaise ou sous-marin? Leurs dépêches ne sont pas encore sorties des formules vagues. La situation, il faut l'avouer, est embarrassante. Vaut-il mieux, pour l'honneur national, s'être bêtement fait sauter ou laisser prendre au piège de l'ennemi? Cruelle énigme!

Le fait matériel n'en est pas moins là, dans son odieuse brutalité et lui seul intéresse ceux qui voient dans toute guerre un crime des hommes, de tous les hommes contre l'humanité. Une vraie ville flottante et toute bardée de métal, mieux défendue qu'une ville de pierre par sa ceinture de murailles et portant en elle la population de plusieurs villages, a été détruite en quelques secondes par un engin dont le volume n'atteint pas un mètre cube et dont la charge d'explosif est d'une cinquantaine de kilos environ.

Et il a tenu à un fil que deux, trois, quatre autres villes semblables, contenant des milliers d'hommes, fussent anéanties du même coup. Tels sont les moyens de détruire que possèdent les hommes d'aujourd'hui. Ils passent l'imagination. Il a fallu les voir à l'œuvre sérieusement, pour la première fois, dans cette guerre, pour s'en rendre un compte exact. Et chacun d'eux n'est pas seulement terrible par lui-même, il se combine avec d'autres, se multiplie affreusement par tout un ensemble de dispositifs et d'inventions récentes. La ruse infernale du renard galonné Togo montre ce qu'on peut obtenir en combinant ces trois éléments de l'outillage naval moderne : vitesse des cuirassés, rapidité des signaux (télégraphie sans fil) et force des explosifs. Va-t-on comprendre enfin que ce merveilleux pouvoir dévolu aux hommes par les progrès des sciences, les oblige étroitement à une certaine morale dont le premier commandement doit être : « N'employez pas cette puissance contre vos frères? » On laisse des enfants se battre, on les excite même, parce qu'on sait qu'ils ne peuvent pas se faire mal. On empêche au contraire deux hommes d'en venir aux mains. Il est naturel que tout accroissement de force fasse naître chez les porteurs de cette force de nouveaux scrupules dans l'usage qu'ils doivent en faire. Pourquoi cette morale courante des individus n'est-elle pas encore celle des collectivités ?

Charles Albert.

EN ALLEMAGNE

Nous sommes, en Allemagne, sur le bord d'un précipice. Les événements marchent rapidement et le lendemain y est très incertain. D'un côté, jamais la réaction impérialiste et cléricale n'a été plus arrogante ni plus menaçante; de l'autre côté, le mouvement ouvrier et socialiste a pris des proportions plus formidables que dans aucun autre pays. La condition actuelle ne peut pas durer longtemps; la tension et l'inquiétude sont trop grandes; à une date non lointaine doit survenir un brusque tremblement de terre.

Depuis la guerre de 1870-71, le caractère allemand a dégénéré d'une façon lamentable; c'est ce que m'ont dit plusieurs Allemands qui sont loin de sympathiser avec l'agitation socialiste et révolutionnaire. Le résultat de cette guerre a été heureux pour l'Europe en général en tant qu'il a substitué la république anticléricale à l'empire catholique, — car, avec tous ses grands défauts, il n'est pas à nier que la république est infiniment supérieure à tous égards à la monarchie fondée sur la piraterie et la superstition grossière; mais la guerre n'a pas eu, pour l'Allemagne même, des conséquences heureuses. Loin de là, elle a créé une puissance militaire qui a produit une rétrogression de la civilisation. Ecrasée par les lourds fétiches de la Patrie et de l'Armée, l'ancienne culture allemande, qui avait produit Kant et Hegel et tant d'autres grands penseurs, semble avoir disparu. A sa place nous voyons le culte insensé de l'empereur et de la patrie, culte qui, dans l'espace de trente-cinq ans, a engendré une dégénérescence et un abrutissement écœurants.

Le langage qu'on tient à l'égard de Guillaume II dans toute réunion officielle, aurait été digne de l'empire byzantin. Jamais, dans aucun Etat moderne, flagornerie n'a été plus grossière, lâcheté plus méprisable. On se prosterne devant l'empereur comme un chrétien devant son Dieu. Lorsqu'on lit les paroles prononcées récemment par le président de la Chambre des pairs (Herrenhaus) à propos de la maladie insignifiante qui a forcé, il y a quelques mois, Guillaume II à garder la chambre pendant trois jours, on se serait cru transporté à la cour d'Auguste, maître du monde. On ne peut guère s'étonner que l'homme aux moustaches souffre de la manie des grandeurs, accoutumé comme il est à des flatteries si ignobles.

Mais ce n'est pas seulement devant Guillaume II qu'on se prosterne en humble adoration. L'Allemand d'aujourd'hui est heureux s'il peut lécher la botte de quiconque a un titre, de quelque degré que ce soit. Pour l'Allemand, la patrie est Dieu; l'empereur est le vice-gérant de ce Dieu; l'armée et la bureaucratie sont ses prêtres. Tout est constitué ici sur le modèle militariste. La hiérarchie civile a les mêmes grades correspondant aux grades militaires. C'est l'Etat dans sa quintessence. Impossible d'atteindre quelque chose en Allemagne si on ne porte pas sur son front le sceau de l'Etat. Un Herbert Spencer aurait été impossible en Allemagne, car le plus grand penseur du dix-neuvième siècle n'avait pas même fait ses études universitaires. L'idée qu'un homme puisse avoir de l'intelligence sans avoir passé par l'Université, est incompréhensible pour l'Allemand.

Il est triste de voir combien le caractère allemand a dégénéré, grâce au régime de M. de Bismarck. Cet héroïsme qui a sauvé l'Europe du péril bonapartiste au commencement du dix-neuvième siècle — cette magnifique Tapferkeit et Biederkeit dont Carlyle a chanté les louanges, et qui ont prouvé à Leipzig et Waterloo que toutes les ressources du brigand corse étaient impuissantes à étouffer l'esprit de liberté — qu'est-il devenu? A sa place nous avons aujourd'hui la flagornerie, la lâcheté, l'hypocrisie, la brutalité, la grossièreté. Le peuple allemand, l'empire allemand, trouvent aujourd'hui leur plus haut idéal dans le culte humiliant et dégradant des titres et des épaulettes.

La bourgeoisie allemande a atteint un niveau de bassesse et d'hypocrisie plus profond encore que la bourgeoisie française ou anglaise. Un membre radical du Reichstag, le Dr Müller, a exprimé une vérité triste mais incontestable lorsqu'il a dit, il y a quelque temps, que les conditions sociales de l'Allemagne ressemblaient de plus en plus aux conditions sociales de la Russie. Le secrétaire d'Etat des affaires étrangères se félicite publiquement du fait que le gouvernement russe a a sa solde une véritable armée d'espions du type le plus louche, qui sont en relations intimes avec la police allemande. L'idée d'hospitalité que se fait la bourgeoisie allemande d'aujourd'hui se réduit à traquer et persécuter, au moyen de ces limiers, des étrangers qui viennent chercher un asile contre les brutalités de leur propre gouvernement. Des hommes et des femmes, qui sont venus s'abriter contre la terreur tsariste, confiants dans l'hospitalité à laquelle on s'attend dans un pays étranger et civilisé, sont arrêtés sans le moindre prétexte, sans même que le gouvernement russe ait réclamé leur extradition, puis reconduits à la frontière et livrés à la police tsariste, pour expier dans les donjons et les forteresses de cet empire sinistre leur crime d'avoir osé penser librement. Le gouvernement et la police allemande se font les serviteurs dévoués du Petit Père. Faire le chien couchant auprès du gouvernement tsariste, persécuter des gens innocents et paisibles qui ne demandent qu'un asile hospitalier, voilà le fier idéal de l'Allemagne moderne.

Il faut être en Allemagne, il faut vivre parmi les Allemands, pour pouvoir mesurer la profondeur de la servilité de la bourgeoisie. Il faut avoir vu les officiers dans les cafés — avoir vu leur arrogance sans bornes, avoir vu toutes les autres gens dans la salle faire des courbettes devant la majesté des galonnés — pour pouvoir apprécier l'esprit de flagornerie qui jette la dernière pudeur aux abois. Et Messieurs les galonnés eux-mêmes? Derrière cette arrogance amusante, derrière ce dédain majestueux avec lequel ils contemplent les « sauvages en civil » — car les officiers allemands, eux, représentent la civilisation — ils cachent une imbécillité, une stupidité, une ignorance tellement colossales, qu'on en demeure stupéfait. Il vaut mieux ne point parler de leur moralité. Les révélations faites ces temps derniers lors du procès Bilse à Forbach, sont typiques de l'état pourri jusqu'aux moelles de toute l'armée allemande. Du 1er janvier au 1er octobre 1903, 159 officiers et sous-officiers furent condamnés en conseil de guerre pour mauvais traitements infligés aux soldats.

Que l'on se représente bien ce que ces 159 condamnations signifient. Non seulement chaque brute condamnée avait à sa charge le maltraitement systématique de plusieurs douzaines — quelques-uns de plusieurs centaines — de soldats, mais ces cas ne forment qu'une fraction insignifiante des cas de cruauté et de persécution systématiques dont sont coupables les braves défenseurs de la « Vaterland ». On peut — quoique difficilement — se figurer la totalité des souffrances dont pâtissent les pauvres exploités, victimes de l'immonde fétiche Patrie, lorsque je cite une affaire, jugée ces temps derniers, qui a amené la condamnation d'un lieutenant convaincu de près de *mille* cas de cruauté révoltante contre ses soldats.

Voici un exemple, tiré de la *Vossische Zeitung* du 19 octobre 1903, qui démontre la servilité du gouvernement allemand vis-à-vis de Nicolas II, ce bon petit père qui massacre si bien ses sujets. Sur la demande de l'ambassade russe, deux étudiants russes ont été arrêtés à Charlottenburg, et une perquisition a été faite à leur domicile. Ils ont été photographiés, et leurs portraits remis à la police russe afin que celle-ci puisse se rendre compte si les deux hommes ne se sont pas rendus coupables de menées révolutionnaires en Russie; dans ce cas, ils seront reconduits à la frontière russe. Peut-on s'imaginer quelque chose de plus barbare? Et nous sommes dans le vingtième siècle!

Il faut être en Allemagne, je le répète, pour pouvoir apprécier la tyrannie et la brutalité exercées par la police allemande, l'espionnage fait sur tous ceux qu'elle se plaît à considérer comme suspects. Combien de cafés, de cabarets dont la licence est retirée pour la seule raison que les propriétaires ont loué une salle pour une réunion socialiste! L'espionnage fait dans toute réunion, dans tout congrès socialiste, dépasse toute description. Il est défendu de faire importer de l'extérieur n'importe quelle brochure ou n'importe quel journal dont les tendances sont socialistes. (Cette loi est pourtant plutôt lettre morte.)

Si la presse socialiste publie un article que la censure considère trop sévère pour le gouvernement, surtout si elle ose critiquer la personne sacro-sainte de Sa Majesté Moustache II, l'exemplaire nuisible est immédiatement confisqué et interdit. Et, dans ce dernier cas, les rédacteurs iront expier leur présomption criminelle en prison. Actuellement, quatre rédacteurs du *Vorwærts* sont en prison, condamnés à des peines variant de trois mois à un an, pour lèse-majesté.

Mais on va peut-être dire : Le socialisme en

Allemagne fait des progrès inouïs. La révolution n'est pas loin.

Certes, le socialisme a fait de grands progrès en Allemagne, cela n'est pas à nier. Mais le socialisme, là comme ailleurs, a gâté ses chances de succès en allant se vautrer dans les marécages de la politique. Il a choisi la fausse voie et il s'est immobilisé par conséquent.

C'est grand dommage, car nous avons ici, en Allemagne des éléments de révolte très nombreux et très puissants. Aux dernières élections parlementaires, en juin 1903, la social-démocratie a réuni trois millions de voix; elle s'est trouvée être de beaucoup le parti politique le plus nombreux de l'empire; la seule redistribution des mandats — redistribution contraire à la plus élémentaire logique — l'a empêchée d'avoir aujourd'hui 150 représentants au Reichstag, au lieu de 81. Elle est bien disciplinée, bien organisée, et sa caisse est en très bon état. Elle compte parmi ses membres des hommes dont le talent est incontestable, par exemple Edouard Bernstein, qui est un des premiers sociologues de l'Allemagne, Karl Kautsky, Bebel et Vollmar. Mais, comme je l'ai dit, la social-démocratie est allée s'échouer sur les sables mouvants du parlementarisme; elle a voulu faire de la politique et elle menace de faire naufrage par conséquent.

A la suite des élections de juin, le *Vorwærts* écrivit en grandes lettres : « L'empire allemand est l'empire de la social-démocratie. » Engels, d'ailleurs, avait déjà prédit son triomphe en 1898. Le parti obtint alors 57 mandats législatifs; en 1903, ce nombre s'est accru de 24 nouveaux mandats, tandis que les voix obtenues ont augmenté entre temps d'environ 800.000. Maintenant les socialistes prédisent leur triomphe final en 1908 (lors des prochaines élections).

Pourtant, si nous examinons un peu les choses, nous trouverons que la « grande victoire » de 1903 est en somme fort peu consolante. Si les social-démocrates ont su gagner 24 nouveaux mandats, cela a été fait entièrement aux dépens des groupes radicaux. Le centre catholique retient ses cent mandats et tous les efforts des social-démocrates ne lui ont pu infliger de pertes. La *Germania*, organe du parti clérical, a raison lorsqu'elle s'écrie : « La tour du centre catholique est debout, solide après chaque tempête. » Les partis conservateurs retiennent également tous les mandats — ou à peu près — qu'ils possédaient auparavant. Ainsi le seul résultat des élections a été de substituer 81 socialistes à 57 socialistes et 24 radicaux. On conviendra que ce n'est pas grand'chose, vu qu'il y a toujours la même solide phalange de 250 réactionnaires et libéraux qui écrase effectivement toute tentative émanant du « parti rouge ».

D'ailleurs, un coup d'œil jeté sur le système électoral allemand convaincra tout observateur impartial que celui qui s'attend à voir une majorité sociale dans le Reichstag, se berce d'une prodigieuse illusion. Car l'électorat allemand est fractionné de sorte que les partis réactionnaires peuvent toujours compter sur une majorité de voix dans certains districts du pays. Ainsi le centre catholique — le parti clérical — est suprême en Bavière, en Alsace-Lorraine, en Silésie, dans les provinces rhénanes. De même, les conservateurs sont assurés du monopole exclusif dans la Prusse orientale et la Poméranie. Le système suranné de la répartition des voix constitue une barrière infranchissable à la suprématie parlementaire de la social-démocratie. Il est bel et bien de rhétoriser sur l'injustice d'un pareil système; ce ne sont pas précisément les propriétaires fonciers ou les directeurs catholiques qui vont s'en laisser convaincre, et ces gens ont justement la majorité (1).

Mais supposons pour un moment que l'impossible devienne possible et que la social-démocratie arrive à avoir une majorité dans le Reichstag. (Il faudrait qu'elle gagnât plus de 200 mandats de plus pour que ce miracle se réalise.) Alors l'empire militariste et policier serait transformé d'un coup, du jour au lendemain, en république sociale ? celui-là serait bien naïf qui le croirait. Il faut se rappeler que les chefs de la social-démocratie ont proclamé maintes fois que jamais, sous aucun prétexte, ils ne sortiraient du terrain de la légalité. Parfait. Et que feront-ils de la « Bundesrath », du Conseil Fédéral, dont les pouvoirs sont égaux à ceux du Reichstag, qui peut rejeter toutes les mesures législatives provenant de celui-ci, et dont les portes sont fermées aux social-démocrates? Le nouveau gouvernement aurait beau proposer la réforme ou l'abolition du Conseil Fédéral. Ce projet de réforme ou d'abolition devrait d'abord être approuvé du Conseil lui-même et nous pouvons prévoir le sort qui lui serait réservé. De sorte que, ou bien le gouvernement socialiste verrait tous ses beaux projets foulés aux pieds de MM. les conseillers fédéraux — ce qui le mettrait dans une position plutôt absurde; ou bien il devrait passer par-dessus les têtes de ces messieurs et les ignorer — ce qui serait en contradiction fondamentale avec ses principes de légalité.

La lutte parlementaire pour la conquête du pouvoir politique présuppose l'idée que le terrain parlementaire soit le seul sur lequel les gouvernements puissent se défendre contre le socialisme envahissant. Cette idée est absolument contraire à la vérité. Le terrain judiciaire est à tous les points de vue plus propice pour la défense des gouvernements bourgeois. Si nous observons la lutte de classes en Angleterre et aux Etats-Unis, nous verrons que c'est l'arme judiciaire qu'on emploie pour entraver le mouvement ouvrier; on y emploie toute la superstition qu'inspire aux peuples saxons le fantôme de la « majesté de la loi » afin de supprimer les tendances libertaires, — témoin les récentes décisions judiciaires en Angleterre à l'égard des syndicats ouvriers. Nous pouvons prévoir d'ici l'action des autorités judiciaires en Allemagne dans le cas où le socialisme arriverait au pouvoir. Pour chaque pouce de terrain que le socialisme aurait gagné dans le Reichstag, il en perdrait deux dans le domaine judiciaire.

Lorsque nous réfléchissons encore que le gouvernement a la FORCE derrière lui; qu'il peut répondre avec les canons et les fusils aux revendications des orateurs parlementaires; qu'il contrôle tout l'Etat militaire et policier; et qu'il n'hésiterait certainement pas à mettre toute cette organisation en branle dès que les social-démocrates commenceraient leurs menaces, nous pouvons mesurer l'absurdité de la proposition du prolétariat. Les social-démocrates qui semblent partager la superstition bourgeoise à l'égard de l'ordre et de la légalité, auraient maille à partir avec la police, si jamais ils franchissaient le seuil des bureaux ministériels. Ce ne sont pas les gouvernements bourgeois qui se gêneraient pour répondre au suffrage universel avec les baïonnettes, surtout le gouvernement de Guillaume II, qui lui-même a dit aux soldats de sa garde : « Si j'avais affaire à des menées socialistes et si je vous commandais de fusiller vos frères, vos pères, vos mères, vous devriez m'obéir. »

Pourtant la perspective en Allemagne n'est nullement décourageante, loin de là. Car, comme je l'ai dit, nous avons ici des éléments formidables de révolte; il ne s'agit donc que d'organiser et d'éduquer ces puissants éléments, pour pouvoir s'assurer de la victoire ultime de l'idée révolutionnaire.

« Les grandes masses prolétariennes en Allemagne sont, politiquement, mieux organisées que celles d'aucun autre pays. Elles ont aussi une très grande confiance dans leurs chefs parlementaires, qu'elles suivent plus ou moins aveuglément. Il dépend, dans une grande mesure, de la conduite de ces chefs, pour déterminer le sort de l'Allemagne.

(*A suivre.*) H.

(1) Comme exemple de l'inégalité de la répartition de l'électorat allemand, citons les chiffres de 1898. La social-démocratie réunit alors 2.107.100 voix, mais n'a pu obtenir que 57 mandats; par contre, le parti clérical, qui n'a obtenu que 1.455.100 voix, a gagné 102 mandats. Si les proportions avaient été légales, la social-démocratie aurait eu 148 mandats au lieu de 57.

L'ÉVOLUTION ET LES « RÉSULTATS »

Quoique un peu tardive, cette lettre contient quelques arguments en réponse à « Un qui veut des résultats immédiats », qui, je l'avoue, auraient besoin de plus ample démonstration.

Incontestablement il y a des résultats, si nous qualifions tels les différentes phases qu'a parcourues l'humanité dans son évolution constante.

Par exemple, de nos jours, nous pouvons considérer le nationalisme comme le résultat de l'enseignement donné à la génération précédente où, dès l'école, il n'était question que de tambour, clairon, fusils, soldats, drapeaux, revanche, patrie, etc., etc. Les jeunes cerveaux imprégnés des idées que représentent ces fétiches, étaient tout disposés à subir l'impulsion des habiles exploiteurs de crédulité et ont donné le résultat que nous connaissons.

L'observation, qui est la base véritablement scientifique, ne démontre, dans toutes les manifestations, que la succession, l'enchaînement ininterrompu de causes à effets, devenant causes à leur tour.

Dans l'ordre naturel, le mot « immédiat », si nous prenons pour critérium les données scientifiques modernes, n'est pas définissable. Je dis dans l'ordre naturel, car à mon point de vue, c'est le seul dont nous ne pouvons nous départir, sous peine d'errer dans le domaine des interprétations fantaisistes.

Qu'il s'agisse de la plante ou de l'animal, de l'homme ou des sociétés, nous voyons toujours l'évolution des êtres s'effectuer sous la triple influence des tendances héréditaires, du milieu, de l'éducation ; l'action combinée de ces trois facteurs donnera comme résultat un état physique ou intellectuel en relation avec les causes qui l'ont déterminé, mais qui est loin d'être « immédiat ».

L'homme n'est plus une entité révélée, comme au bon temps de la croyance, doué de toutes espèces de qualités et défauts au milieu desquels il pouvait choisir en vertu du libre arbitre qu'on lui attribuait, « peut-être pour avoir le droit de le punir » ; mais un être occupant le point culminant de l'échelle animale, assujetti aux mêmes conditions d'existence, se différenciant par un système nerveux plus complet et susceptible d'être perfectionné encore, occupant dans la série zoologique la place que son organisme comporte. Comme l'arbre, il vit de la terre, et sa vigueur est en raison directe de son alimentation. Toujours dépendance absolue du milieu, « rien d'immédiat ».

Suivant la logique de notre argumentation, nous ne pouvons soustraire l'intellect, l'esprit à cette même loi ; aussi voyons-nous la fibre nerveuse disséminée dans tous nos tissus, se rassembler en cordons récepteurs et distributeurs du courant nerveux, lesquels aboutissent au cerveau, établissant entre le monde extérieur et l'encéphale, organe transformateur des impressions, les relations indispensables à la vie intellectuelle, psychique. Cette partie de notre organisme, quoique semblant par sa fonction d'une essence supérieure, est intimement liée à la vie animale, en subit les fluctuations. Toutes les fonctions de l'organisme, unies par la plus étroite solidarité, constituent l'être, lequel puise dans le milieu ambiant les aliments nécessaires au maintien fonctionnel de son existence ; laquelle sera d'autant plus complète,

plus élevée, que les moyens d'assimilation seront mieux développés.

Là encore, rien d' « immédiat ».

Concevoir « l'immédiat » équivaudrait à vouloir séparer, soustraire une action du milieu favorable à sa réalisation, sans tenir compte des multiples influences qui lui ont donné le caractère sous lequel elle nous apparaît.

Si nous abandonnons le terrain de la révélation, où seul « l'immédiat » peut se produire, nous pouvons affirmer, jusqu'à démonstration du contraire, que dans l'univers où rien ne se crée, rien ne se perd, le mouvement est éternel, inhérent à la matière en continuelle transformation. La vie, en un mot, la vie universelle entraînant notre petite planète dans le grand tourbillon, à travers les siècles, modifiant à sa surface les conditions d'existence, nous démontre que dans l'évolution, aucun résultat n'est « immédiat », encore moins décisif, l'action continuant sans cesse.

Mais peut-être, dans l'esprit de son auteur, « résultats immédiats », signifie-t-il simplement « satisfaction immédiate » ; mais là encore, il y a matière à discussion, car alors nous entrons sur le terrain économique et, si nous voulons déduire logiquement, nous devons remonter aux causes.

Ce qui distingue l'homme et plus particulièrement l'homme cultivé, c'est l'idéal qu'il peut concevoir, quelque soit le but qu'il se propose d'atteindre, c'est toujours une modification, un perfectionnement à l'état présent ; déduction, raisonnement, comparaison, jugement individuel ou collectif de ce qui est, et de ce qui pourrait être, sont spéculations entièrement idéales qu'un avenir plus ou moins éloigné réalisera, mais qui pourtant à elles seules impulsent puissamment l'humanité à la conquête de plus de bien-être.

Un simple coup d'œil en arrière nous découvre les étapes progressives de l'humanité où rien ne s'est produit par à-coup ; les mouvements même les plus violents, ne sont autres que la résultante d'une plus ou moins lente élaboration des idées dont la venue est entravée par l'ignorance, les préjugés, les intérêts de la minorité possédante. C'est l'idéal en marche cherchant au milieu des persécutions le milieu favorable à sa réalisation, chaque génération ajoutant ses efforts à la somme acquise par les luttes antérieures, préparant à son tour une ère nouvelle ; cet idéal lui-même s'élargit des nouvelles conceptions résultant de la plus grande coopération d'individus ; l'apport de l'expérience, du savoir acquis, agrandit l'horizon et la marche continue à la conquête d'une organisation en harmonie avec les nouvelles aspirations.

Dans cette course libératrice, il ne peut y avoir de « résultats immédiats », que pour celui qui s'arrête en route, s'incorporant à ceux qui, déjà, exploitent et vivent sur le patrimoine commun.

Depuis 1789, l'ascension est palpable. Après la poussée révolutionnaire, la monarchie décapitée renaît un moment avec Napoléon, spéculant, détournant à son profit le grand courant des armées de la République. Louis XVIII servant de mannequin à la restauration du droit divin, Charles X continue la tradition, mais en meurt ; avec le roi constitutionnel, la forme est différente, ce n'est plus Dieu qui l'impose, ce sont les grenouilles elles-mêmes qui le proclament, mais déjà on peut le discuter ; la révolution de Février l'emporte à son tour ; mais hélas! on en est encore à bénir les arbres de la Liberté.

Au milieu de ces transformations de la forme politique, l'idéal d'émancipation va progressant, prenant corps, au point d'effrayer le fameux gouvernement provisoire, digne représentant de la féodalité financière, qui n'hésita pas à mitrailler le peuple en juin 1848, où pendant trois jours le canon fit rage dans les rues de Paris ; c'était le prélude de Mai 1871. — L'ordre fut rétabli à la grande satisfaction des maîtres d'alors : fusillades, déportations, puis le calme.

Le coup d'Etat de décembre vint décimer le reste, et la curée commença ; la guerre, la débâcle, la Commune, la semaine de répression à jamais célèbre, où le peuple, par sa résistance, proclama au monde entier la grandeur de sa cause, écrasé sous les balles, le regard vers l'avenir.

Depuis cette époque, après un moment d'arrêt, l'élan a repris plus fort, plus vivace que jamais, le mouvement d'émancipation va se généralisant de plus en plus, les travailleurs conscients sont légion ; c'est une nouvelle poussée qui se prépare, installant le travail sur les ruines de la spéculation vaincue.

Dans cette énumération trop rapide, cette succession d'événements constituant la marche en avant du siècle passé, il est impossible de découvrir le « résultat immédiat ».

C'est Jacques Bonhomme, l'éternel persécuté, luttant partout, dans la nuit noire, poursuivi, traqué, trébuchant parmi les cadavres des siens, glissant, tombant dans les flaques de sang des hécatombes, se relevant à chaque fois, puisant dans sa défaite une nouvelle énergie.

Les hommes tombent, décimés par les réactions, mais l'idée reste debout, orientée, toujours, vers l'idéal de justice qui pointe à l'horizon.

A. Moreau.

Buenos-Ayres.

MOUVEMENT SOCIAL

Mahmoud-ben-Salah-ben-Ayad, Algérien, Burlet et Gormier, Français, du pénitencier militaire de Teboursouk, comparaissaient devant le conseil de guerre de Tunis pour injures, refus d'obéissance, voies de fait envers des supérieurs.

A peine enfermés dans les locaux du conseil, chacun dans une cellule, ils se mirent — nous raconte la *Dépêche Tunisienne* du 31 mars — à tout briser. Mahmoud déchira ses vêtements, à tel point qu'on dut l'amener à l'audience vêtu seulement d'un caleçon et d'une chemise.

Dans le couloir de la salle d'audience, ils brisèrent les fils téléphoniques, les tableaux d'appel, et enfoncèrent la porte, *bien qu'ils fussent entourés de gendarmes et de soldats*. (Entre nous, c'est bien étrange.)

A peine l'audience ouverte, Mahmoud injurie le colonel Dolot, président, qui le fait empoigner et ramener en cellule.

On commence l'interrogatoire de Gormier.

Il franchit d'un bond la barre et s'élance sur le président, en criant qu'il veut sa peau. Les gendarmes le saisissent, l'avocat se jette sur lui. Lutte. Burlet franchit la barre à son tour pour défendre Gormier. Il enlève la baïonnette d'un gendarme et se précipite sur le capitaine de Maugras qu'il injurie et cherche à frapper. Le greffier dégaine. Les gendarmes et soldats finissent par se rendre maîtres de Gormier et de Burlet. Ils les attachent, les zouaves croisent la baïonnette autour d'eux, et on les emporte dans leurs cellules, criant des injures et des menaces.

Le conseil de guerre les condamne tous trois à 10 ans de réclusion, 20 ans d'interdiction de séjour et la dégradation militaire.

La *Dépêche Tunisienne* donne pour cause à l'état de fureur de ces trois malheureux « des mesures très sévères prises par l'administration du pénitencier de Teboursouk, pour mettre fin à un état de moralité sur lequel nous n'insisterons pas, et qui avait provoqué des séparations que MM. les pénitentiaires trouvent extraordinaires et excessives ».

S'il en est ainsi, c'est au militarisme tout entier et particulièrement au régime pénitentiaire qu'il faut faire remonter la responsabilité de ces mœurs dégoûtantes, et de l'état de déchéance et d'exaspération où se trouvent des malheureux, qui sont avant tout des victimes.

Dans sa séance du 12 avril, le même conseil de guerre de Tunis, jugeait un disciplinaire du même pénitencier, nommé Roullier, pour refus d'obéissance et lacération de son dossier. Pendant l'interrogatoire, Roullier injuria les membres du conseil, fut expulsé, puis condamné à 10 ans de réclusion et à la dégradation.

Un autre disciplinaire, de Gafsa, nommé Brault, — refus d'obéissance et outrages envers supérieurs — traita les membres du conseil de *vaches* et cracha vers eux en disant : Voilà pour vous. Dix ans de travaux publics.

Un prévenu, amené dans le cabinet de l'officier instructeur, lui aurait arraché sa croix, l'aurait jetée à terre et piétinée.

Croit-on que ce soit pour leur plaisir que ces hommes se livrent à des actes qui ne peuvent avoir pour eux que des conséquences terribles ? N'est-ce pas plutôt par désespoir de sentir leur vie brisée à tout jamais, pris qu'ils sont dans un engrenage dont ils savent qu'ils ne sortiront plus ? Il est odieux de penser que les bagnes militaires existent encore, après toutes les révélations qu'on a faites sur eux. A bas les conseils de guerre ! A bas les pénitentiers militaires !

R. C.

⁂

Lyon. — Cette fois, le cynisme devient monstrueux, le pauvre malheureux Sauvageon est complètement hors la loi ; il ne peut circuler dans les rues sans qu'il soit immédiatement arrêté par les malfaiteurs publics, vulgairement nommés gardiens de la paix et agents de la sûreté, qui, comme de véritables tigres à l'affût de leur proie et aveuglés de colère se ruent sur lui, et vont même l'appréhender jusque dans un établissement public, où il prenait une consommation, comme cela est arrivé vendredi soir, 15 courant, sur la place du Pont.

Après avoir été traîné au poste de police, il leur dit : « Puisque c'est injuste et illégal, veuillez me remettre une feuille de papier et une enveloppe, je désirerais écrire au Président de la République, pour lui signaler l'attentat permanent que les agents de l'autorité commettent sur ma personne ».

Pour toute réponse, trouvant sans doute qu'il n'était pas suffisamment estropié par l'autorité militaire, ils le rouèrent de coups et le jetèrent ensuite avec toute leur brutalité habituelle dans la chambre de sûreté.

Par de pareils procédés ils sont assurés de lui avoir la peau, il ne pourra plus, par ce fait, être un témoin authentique des crimes militaires.

Voilà des preuves qui de nos jours nous donnent une singulière idée de la liberté individuelle.

Décidément, notre ligue des Droits de l'Homme n'est plus qu'une ligue de cruels fumistes.

Le groupe Germinal.

⁂

Un pauvre sexagénaire surpris à mendier, est conduit au commissariat. Cependant, sur sa promesse de ne pas recommencer, le commissaire consent à le relâcher sans procès-verbal. Ne plus recommencer, c'est bientôt dit ; mais, de deux choses l'une : Ou bien, ce vieillard a des rentes qui lui permettent de vivre, et dans ce cas, on ne s'explique pas bien pourquoi il mendiait ; ou il n'en a pas et on s'explique encore moins comment il pourra tenir sa promesse. Supprimer la mendicité sans supprimer la misère me paraît loufoque.

⁂

La chronique industrielle du *Mémorial de la Loire* est tout à fait intéressante. C'est ainsi qu'on constate que sur la quantité de charbon brûlé par les chemins de fer français — Compagnies et Etat compris — la proportion de charbons étrangers varie de 18 0/0 pour le P.-L.-M., à 87 pour l'Etat ; soit 50 0/0 en moyenne.

Mineurs patriotes, je livre ces chiffres à votre appréciation. Si dans la Loire vous ne faites que quatre journées de travail par semaine ; si, en d'autres termes, vous ne mangez que quatre jours sur sept, cela vient de ce que vos capitalistes et gouvernants achètent à l'étranger ce que vous seriez bien aises de leur fournir. Patriotes pour vous, ils sont internationalistes pour leur poche. Ne le comprendrez-vous donc jamais ?

La proportion de charbon français n'étant que de 50 0/0 environ, si les Compagnies de chemins de fer ne s'approvisionnaient plus à l'étranger, il s'ensuivrait qu'au lieu de quatre journées par semaine, vous devriez en faire huit, et comme cela serait impossible, ce serait 25 à 30.000 ouvriers de plus qu'il faudrait dans les mines.

Et ce que je vous en dis n'est pas pour mettre en vos cœur la haine de l'Allemand, de l'Anglais et du Belge, vous ne l'avez déjà que trop ; mais bien pour vous démontrer que les bourgeois n'ont d'autre patrie que leur coffre-fort. A l'internationalisme du capital, répondez par l'internationale des travailleurs.

Galhauban.

Mouvement ouvrier. — La grève des tisseurs continue à gagner en étendue ce qu'elle semble perdre en intensité. Certes, à Roubaix, à Lille et dans tout le Nord, le mouvement est loin d'être terminé, mais à l'agitation violente des premiers jours a succédé une période de calme relatif. Les plus énergiques seuls continuent à chômer et la grève n'aura pas été quand même inutile, puisque presque partout où le travail a repris, MM. les exploiteurs ont accordé une légère — ô bien légère — augmentation de 3 à 5 0/0 des salaires. C'est peu et c'est encore la misère en perspective, et cependant que les Motte de tout accabit continueront à faire des fortunes scandaleuses. Souhaitons que les malheureux tisseurs de ces régions, à qui les plus « purs » parmi les collectivistes avaient montré jusqu'à ce jour la trop fameuse « conquête des pouvoirs publics » comme une panacée, en aperçoivent enfin tout le néant, et qu'ils songent maintenant à se grouper solidement sur le terrain corporatif, le seul qui leur permette de lutter efficacement contre leurs exploiteurs.

Dans les filatures, le travail a repris partout, avec une augmentation insuffisante de 3 0/0 en moyenne sur les salaires, payée précédemment, à l'application !! de la journée dite de 10 heures.

Et à ce propos, il est bon de faire remarquer que les patrons ont trouvé un moyen de tourner la fameuse loi de « protection ouvrière ».

Dans la plupart des usines, en effet, les ouvriers sont astreints à rentrer 10 minutes avant l'heure, et ne peuvent sortir que 10 minutes après, si bien qu'il ne reste plus rien de la grande « réforme » parlementaire, tant prônée par nos socialistes gouvernementaux.

Les patrons, nous ne cesserons de le répéter, n'appliqueront toutes ces lois de « protection » que lorsque les travailleurs seront capables d'en exiger l'application, mais alors par ce fait seul la loi sera devenue inutile. Et il en est de même pour toutes les améliorations, les lois n'y peuvent rien ; la somme d'énergie seule, que sont capables de déployer les exploités, importe.

A Amiens, si le mouvement gréviste n'est pas complètement terminé, l'agitation que je signalais longuement la semaine dernière, a fait place au « calme et à la dignité » chère à tous les monteurs de coups et aux bourgeois. La révolte n'aura été qu'un feu de paille et les malheureux exploités ont presque partout repris le licou aux anciennes conditions.

Par contre, l'agitation a gagné Rouen et les environs et tout l'intérêt du mouvement se porte cette semaine vers cette région.

C'est à Darnétal que la première grève s'est d'abord déclarée, et les ouvriers de plusieurs usines ont quitté le travail, réclamant un relèvement général des salaires. Mais le mouvement n'a pas tardé à s'étendre à toute la région et bientôt les usines de Rouen arrêtaient à leur tour, puis dans deux localités voisines, Saint-Léger-du-Bourg et Saint-Aubin-Epinay, où deux usines ont dû fermer leurs portes, à Sotteville-lès-Rouen, etc., etc.

A Petit-Quevilly, les ouvriers des établissements Pouyer-Quertier (la Foudre) ont également quitté le travail.

A Barentin, sur 1.100 ouvriers de la filature de coton de M. Badin, 150 seulement sont entrés à l'usine.

Les grévistes réclament un relèvement des salaires de 10 0/0 et le patron a finalement accordé 6 fr.50 0/0, moyennant quoi le travail a été repris.

Mais si le travail reprenait dans quelques petites localités, où les grévistes obtenaient en partie satisfaction, à Rouen, par contre, le mouvement s'étendait rapidement et devenait quasi général. Et comme de juste, l'armée, cette « gendarmerie de l'intérieur », ne tardait pas à venir prêter son concours pour le maintien de l'ordre et la sauvegarde de la propriété capitaliste. Et, chose étrange — ou plutôt non — aucun des galonnés qui, il y a quelques mois, éprouvaient des scrupules de conscience à recevoir sur la tête les tinettes des nonnes, n'étaient pris des mêmes scrupules pour charger les travailleurs qui réclament la possibilité de vivre en travaillant, et, chose triste à constater, nous ne pouvons enregistrer non plus la moindre velléité de révolte chez les travailleurs d'hier et de demain, chargés de tirer sur leurs frères.

La bourgeoisie peut encore être tranquille, l'armée lui obéit encore au doigt et à l'œil.

En dehors des gendarmes, venus nombreux des départements d'alentour, cette armée qui ne sert plus aux frontières, mais qui sert tous les jours contre les ouvriers révoltés, avait envoyé quelques-uns de ses meilleurs produits, et 39e et 74e de ligne, 7e chasseurs et 6e dragons se sont particulièrement distingués dans la chasse aux grévistes.

A Rouen, quelques charges ont été sanglantes. A la sortie d'une réunion tenue à la Bourse du travail, un millier de grévistes se sont rendus devant l'usine Rivière pour y manifester. La troupe étant intervenue, les manifestants se sont défendus à coups de pierres.

Après les sommations, des charges furent effectuées, mais les gendarmes n'étant pas assez nombreux, furent entourés et frappés. Pendant plus d'une heure la police a dû charger les manifestants. Il y a de nombreux blessés.

Une femme de soixante-douze ans a été renversée et grièvement blessée; une jeune fille qui attendait sa mère à la porte de l'usine, a été atteinte par une ruade; une enfant de huit ans a été piétinée, et une ouvrière a eu la jambe cassée. Un gréviste, du nom de Savary, a été piétiné par les chevaux.

De nombreux agents ont été blessés plus ou moins grièvement par les pierres que lançaient les grévistes. Un gendarme a été atteint à la nuque.

Et les charges se sont répétées, dans les faubourgs de Rouen, à Darnétal, et dans plusieurs autres localités en grève.

Des arrestations s'en sont suivies et, comme de juste, des condamnations violentes inspirées par la peur et non par ce qu'il est encore convenu d'appeler la justice, ont montré à ces travailleurs qu'il ne fait pas bon se révolter pour acquérir la possibilité de vivre en travaillant.

A l'heure où j'écris, à part quelques usines où les patrons ont fait des concessions, à la suite desquelles le travail a été repris, le chômage est quasi général dans la région, et les troupes continuent à affluer pour le « maintien de l'ordre ».

Et la grève semble vouloir s'étendre encore et gagner l'Est qui, jusqu'à ce jour, était resté en dehors du mouvement.

Lundi dernier, 150 ouvriers du tissage Lederich, à Saint-Maurice-sur-Moselle, près de Remiremont, dans les Vosges, n'ont pas repris le travail. Comme leurs camarades des autres centres *en grève*, ils réclament une augmentation de salaire selon le principe de la loi dite de dix heures.

Et il est tellement vrai que cette loi n'a pour les travailleurs que des inconvénients, qu'à Fromelennes, dans les Ardennes, les ouvriers métallurgistes, au nombre de 1.200, se sont mis en grève à leur tour.

Pour pouvoir continuer à faire travailler onze et douze heures, la direction a renvoyé de ses usines une cinquantaine de jeunes gens de moins de dix-huit ans. Mais le syndicat veillait, et avait formulé ses revendications qui, dans leurs grandes lignes, consistaient dans l'application de la journée de dix heures, avec maintien du salaire.

La direction ayant répondu par le renvoi des jeunes gens, la grève a été déclarée.

Comme on le voit, il y a la même tendance partout, de la part du patronat, pour résister à la diminution des heures de travail. Quoi qu'il en soit, le mouvement ne peut aller maintenant qu'en s'accentuant. La réduction du temps de travail s'impose, et malgré les échecs partiels que nous pouvons avoir à enregistrer, la résistance patronale sera vaine.

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — Dans une réunion tenue hier, les ouvriers menuisiers de notre ville se sont mis *en grève*. Ils réclament une augmentation de salaire et la paye tous les quinze jours.

Dans le prochain numéro je reviendrai sur cette grève.

Galhauban.

⁂

Notre-Dame-de-Bondeville. — La grève du textile qui est générale, à Darnétal, s'est étendue à la ville de Rouen et à l'heure où je vous écris, les trois quarts des tissages et filatures de la ville sont arrêtés.

Des bagarres ont éclaté hier soir, et il y a eu de nombreux blessés. Voici, d'ailleurs, le récit des faits.

A 3 heures, il y a eu réunion des grévistes à la Bourse du Travail; le camarade G. Yvetot y a pris la parole et a été chaleureusement applaudi. A la fin de la réunion, les grévistes ont décidé de se porter en masse à l'établissement Rivière (Lallier et Cie), celui qui était visé depuis plusieurs journées, dans leurs chants : « C'est Rivière qu'il nous faut. »

La colonne s'est mise en marche un peu avant 6 heures (il y avait environ 2 500 manifestants) où les femmes figuraient en majorité; les grévistes s'en vont par le pont Corneille en chantant la *Carmagnole* et l'*Internationale* et suivent la rue Lafayette.

La police fut prévenue. Le tramway plein de sergots et d'agents de la sûreté, passe devant la colonne, accueilli par les huées et les sifflets. Comprenant qu'ils vont être devancés, les grévistes s'engagent dans la rue Pavée en courant, mais malgré tout, la police a pris la tête. Au moment où l'on arrive aux abords de l'établissement Lallier et Cie, deux brigades de gendarmes à cheval, sous les ordres du capitaine Corbon, barrent le chemin à la hauteur de la rue de Grammont; derrière sont massés une cinquantaine de sergots sous la direction de trois commissaires de police et du chef des gardiens de la paix ! (*sic*)

Enfin, une section du 74e d'infanterie sous les ordres d'un lieutenant, forme la réserve de ce côté, tandis qu'une autre section, sous les ordres d'un autre lieutenant, a été placée de l'autre côté de la porte de l'établissement. La compagnie a à sa tête un capitaine.

Les brigades de gendarmes qui barrent le chemin à la hauteur de la rue de Grammont sont débordées et nous avançons jusqu'à la rue Marie-du-Bocage tout en chantant la *Carmagnole* et l'*Internationale* et en criant : Vive la grève !

Tout à coup les gendarmes font cabrer leurs chevaux, bousculant et piétinant hommes et femmes; les grévistes sont refoulés par les sergots et les gendarmes qui cognent dur sur les manifestants.

Les grévistes se reforment derrière les barrages. Sans aucune sommation, les gendarmes à cheval chargent la foule et parviennent à la repousser, mais de chaque côté le flot se referme sur eux, la manifestation reste maîtresse de la rue et se montre de plus en plus excitée, car de nombreuses personnes ont été atteintes par les chevaux.

C'est alors que les cailloux pleuvent sur les sergots et les gendarmes; ceux-ci s'arrêtent alors au coin de la rue de Grammont et continuent la charge dans cette rue où une nouvelle grêle de cailloux leur est servie; des carreaux de l'établissement Lallier et Cie sont brisés. Les gendarmes reviennent donc dans la rue Pavée. A ce moment, le commissaire central arriva et prit la direction des opérations. La section d'infanterie se forma en plusieurs lignes derrière les gendarmes, et le commissaire du quartier se porta en avant accompagné d'un tambour; aussitôt après les sommations, les gendarmes chargèrent ainsi que les agents; les gendarmes montèrent sur les trottoirs et ainsi que les agents firent preuve de la plus grande brutalité. Dans la rue Périaux, qui est une rue tellement étroite qu'une voiture a juste la place pour passer, de nombreuses femmes s'étaient réfugiées dans un couloir, j'ai vu un gendarme à cheval monter sur le trottoir et empoigner par l'épaule une des femmes qui étaient dans ledit couloir et la faire rouler sous les pieds de son cheval.

A ce moment apparut un escadron du 7e chasseurs ayant un capitaine à sa tête. Devant l'entrée de l'usine, les cavaliers se forment en plusieurs pelotons et chargent sabre au clair dans toutes les directions. Tour à tour les rues de Sotteville, Pavée, de Grammont, Jacques-Fouray, Marie-du-Bocage, Malhouet sont parcourues au galop par les chasseurs. Cependant il reste encore de nombreux groupes de grévistes, et ce n'est que vers 7 heures que la foule est à peu près dispersée.

Les blessés sont nombreux et il est impossible de chercher à les connaître tous, car tous ceux qui ont pu regagner leur domicile l'ont fait aussitôt.

Quelques flics ont reçu des pierres qui ne leur ont certainement pas fait grand mal, cependant il y en a un qui en a reçu une grosse en pleine figure et il se peut qu'il soit assez grièvement blessé. De plus, il y a quelques arrestations.

Dans la soirée, le préfet a pris un arrêté interdisant les attroupements dans toute la Seine-Inférieure.

G. D.

Angleterre.

Tout est tranquille en Angleterre.

Les syndicats votent, le Parlement vote, c'est tout ce qui se fait pour améliorer la position de l'ouvrier.

Il y a pourtant les boulangers juifs de l'est de Londres qui font exception. Il y a environ deux semaines, la grève de tous les boulangers a été déclarée. Leurs demandes sont (n'oublions pas que nous sommes au vingtième siècle) : un maximum de 12 heures par jour, un minimum de 25 shillings par semaine, un jour libre dans les sept et la banderole du syndicat sur chaque pain.

Sont visés dans cette grève 48 patrons. — Six jours après la proclamation de la grève et deux jours après une manifestation bruyante de tous les syndicats de l'est de Londres à travers les rues du quartier des grévistes, neuf des plus grands — et employant plus de la moitié de tous les ouvriers — cédèrent à toutes les conditions exigées par les grévistes. Il va sans dire que le reste suivra... ou fera banqueroute.

Ce succès, dû principalement à l'attitude agressive et révolutionnaire des grévistes et à la sympathie de toute la masse pour leurs frères en grève, est un bon signe pour l'avenir et aura sûrement un écho bienfaisant dans les autres syndicats.

***

Le mercredi 6 avril, a eu lieu une réunion monstre en faveur de la propagande de la grève générale. Environ 5000 personnes y ont assisté et ont applaudi chaleureusement les paroles enthousiastes et réchauffantes des orateurs de langue anglaise, russe, allemande....

Ce meeting a certainement eu un effet réconfortant et encourageant sur les boulangers grévistes.

Espagne.

Les journaux bourgeois ont publié des dépêches, affirmant que le gouvernement espagnol a reçu des *notes diplomatiques* l'informant des *meetings* qu'ont donnés les radicaux en France, Allemagne, Belgique et Angleterre, pour obtenir la liberté des prisonniers d'Alcala del Valle, et protestant en même temps contre l'inquisition espagnole.

***

A Madrid a eu lieu un meeting de propagande anarchiste où ont parlé beaucoup de camarades, lesquels, partagés en trois commissions, parcourront les départements de Castilla, Galicia, Asturias, Viscaya, Aragon, Cataluna, Murcia, Valencia, Andalucia et Estremadura.

***

A été inauguré *El Centro Obrero*, pour éloigner l'ouvrier des partis politiciens, en lui montrant le chemin de son émancipation. Il y avait grand besoin de cela à Madrid, où la politique corrompt tout.

***

Séville. — On trouve étonnant que la plupart des défenseurs des accusés d'Alcala del Valle aient refusé l'emploi. Il faut se rappeler les menaces dont furent victimes les défenseurs des accusés de Montjuich et l'assassinat de l'un d'eux, par on ne sait qui, pour avoir fait son devoir comme défenseur et comme honnête homme.

***

Barcelone. — L'Union des Arts du Livre a donné une grande soirée musicale au bénéfice des prisonniers d'Alcala del Valle. De même ont fait et font tous les autres syndicats.

***

Une bombe a fait explosion dans la Rambla où, une demi-heure après, le roi est passé. Il y a trois blessés. La police fait des perquisitions. Un journal dit que cet attentat a été fait par la police.

Des proclamations clandestines ont circulé ces jours-ci, disant que pendant que les victimes de l'inquisition espagnole sont dans les prisons, les bourreaux se promènent dans Barcelone. On dit aussi que la race des Angiolillos n'est pas finie. Le journal *La Publicidad* dit que la police en est l'auteur.

L. Hommes.

Norvège.

Solidarité ouvrière internationale. — Les ouvriers relieurs norvégiens viennent de donner à leurs camarades danois un beau témoignage de solidarité. Les patrons relieurs de Copenhague ayant formé un lock-out, cherchent à faire exécuter à l'étranger leurs commandes. C'est ainsi qu'un patron relieur de Christiania aurait reçu des offres pour 10.000 reliures de shirting. Les ouvriers relieurs de Christiania, réunis en assemblée générale le dimanche 10 avril, ont alors décidé de refuser d'exécuter aucun travail pour le Danemark tant que durerait le lock-out. Bon exemple à méditer et à imiter.

Russie.

Il vient de se jouer au conseil de guerre à Pétersbourg, le dernier acte de la sanglante tragédie dont le commencement se déroula, il y a deux ans, dans la salle du Conseil des ministres, lorsque le jeune révolutionnaire Balmacheff, s'offrant en holocauste, tira deux coups mortels sur le ministre de l'intérieur Sipiaguine. Celui-ci s'étant rendu particulièrement odieux à la population par sa brutalité et surtout par ses excès dans la répression du mouvement purement académique parmi les étudiants, l'*Organisation du combat*, qui se recrute dans le parti des *socialistes révolutionnaires*, décida de le supprimer.

Balmacheff, après avoir accompli son acte, se laissa tranquillement arrêter, et fut pendu peu de temps après. Malgré ses protestations devant le tribunal, d'être seul responsable de son acte, on a cherché des complices.

Dix mois après, furent arrêtés deux officiers d'artillerie, Grigorieff et Wassilieff, chez lesquels on a trouvé des brochures au cours des perquisitions faites à leur domicile.

L'arrestation du premier fut maintenue et l'inculpé, dans lequel les gendarmes voyaient un membre du parti socialiste révolutionnaire, ne tarda pas à entrer dans la voie des aveux. Il leur raconta ses relations avec certains révolutionnaires, que d'ailleurs il avait connus sous des noms empruntés, et mit surtout en relief la personnalité de l'un d'eux qui lui avait fait, après l'acte de Balmacheff, la proposition de tuer le procureur du Synode M. Pobiedonostzeff, réactionnaire accompli qui s'est fait une triste renommée, comme l'instigateur de toutes les oppressions, le conseiller écouté de Nicolas II. En réalité, c'est Grigorieff lui-même qui avait insisté sur son adhésion au parti et qui avait exprimé sa détermination d'accomplir un acte terroriste.

D'une manière ou d'une autre, sa déposition avec force détails sur les préparatifs de Balmacheff, son aveu sur sa propre sortie lors des funérailles de Sipiaguine dans l'intention de tenter un attentat contre M. Pobiedonostzeff, qui devait suivre le cortège en voiture, et de sa défaillance au moment critique, confirmèrent les suppositions des gendarmes et leur donnèrent une orientation dans leur recherche des complices de Balmacheff.

Or, à cette époque, Kieff était devenu, pour ainsi dire, le foyer de l'agitation révolutionnaire ; les gendarmes en déduisirent la conclusion que le jeune homme dénoncé par Grigorieff comme agent principal de l'*Organisation du combat* s'y rendrait immanquablement un jour ou l'autre. Ils organisèrent une souricière monstre sur le périmètre de la banlieue de Kieff en installant partout des mouchards.

Les bases d'un futur procès furent projetées, il n'y avait qu'à prendre patience.

En effet, quelque temps après, ils purent arrêter la personne au signalement donné par Grigorieff, dont ils établirent facilement l'identité. C'était *Grizori Guerchuni*, pharmacien diplômé, qui a été pendant un long temps attaché au service d'une grande pharmacie dans la ville de Minsk, et qui fut la figure centrale du procès des terroristes jugé dernièrement par le conseil de guerre, dont les séances ont duré du 2 au 9 mars. A part les accusations que le tribunal fit peser sur lui, Guerchuni, à présent âgé de 22 ans, eut par sa fière conduite le rôle principal dans ce procès. Le calme et le courage avec lesquels il allait au-devant de sa condamnation à mort lui valurent l'admiration de ses juges eux-mêmes. L'un d'eux laissa échapper cette exclamation : Celui-ci est réellement un homme ! Par ses habiles ripostes aux témoins produits par l'accusation et ses questions adroitement posées, c'est l'accusé lui-même qui a conduit la marche de ce procès.

Au début de sa carrière à Minsk, Guerchuni, qui se distinguait par son intelligence et son énergie, d'un tempérament un peu romantique, s'adonna avec toute l'ardeur de son âme passionnée à l'œuvre de l'instruction populaire et prit une part active aux conférences populaires avec projections, organisés par les professeurs du lycée dans cette ville et autorisées par le gouvernement. D'ailleurs, comme c'est l'habitude, celui-ci jugea opportun de les supprimer peu de temps après. Plus tard furent opérées à Minsk des arrestations en masse, entre autres celle de Guerchuni qui fut exilé. Et c'est l'exil qui transforma l'homme pacifique en intrépide révolutionnaire. Puisque c'était là une punition arbitraire, sans qu'on pût lui rien reprocher, se disait-il, autant valait la mériter dorénavant en se mettant au travail révolutionnaire. Il demanda un passeport pour l'étranger, puis rentra clandestinement en Russie.

Ses coaccusés sont :

Grigorieff, ex-officier, le délateur.

Melnikoff, ancien étudiant, incriminé « d'outrage aux agents pendant l'exercice de leurs fonctions ». C'étaient simplement deux mouchards qui l'avaient suivi pas à pas dans la ville de Saratar le lendemain de l'attentat contre Sipiaguine. S'étant aperçu qu'il était escorté de la sorte, Melnikoff se jeta sur l'un des mouchards et lui cribla la figure avec son couteau. Puis il prit la fuite, laissant sur le lieu un paquet contenant des caractères d'imprimerie, le manuscrit d'une proclamation à propos de l'acte terroriste que venait d'accomplir Balmacheff, enfin un numéro du journal du parti des socialistes révolutionnaires.

Aron Weizenfeld, ouvrier, inculpé de propagation des écrits révolutionnaires. Il s'exprime mal en russe, mais son attitude est très ferme.

Mlle Remiannikova, qui, par le récit de sa vie, touchant en sa simplicité, impressionna ses juges au point qu'ils lui infligèrent une légère condamnation à trois mois de prison. En sa qualité d'officier de santé, lors de la famine en Russie, suivie de l'épidémie de fièvre typhoïde, elle courut au secours des moujiks et là, en contact avec eux, elle a pu voir de près toutes les misères qui les accablent. « Je ne sais, a-t-elle dit dans ses conclusions, si un être comme moi peut être d'une utilité quelconque à l'*Organisation du combat*, mais toutes mes sympathies vont aux socialistes-révolutionnaires et je me suis efforcée de faire de mon mieux pour leur venir en aide en tant qu'il m'était possible de le faire. » On a trouvé deux manuscrits de proclamations copiés de sa main.

L'arrêt des juges militaires est le suivant :

Guerchuni, Grigorieff et Melnikoff furent condamnés à mort ; Weizenfeld à quatre ans de travaux forcés ; Mlle Remiannikova à trois mois de détention.

On nous écrit que la peine capitale pour Guerchuni fut commuée en quinze ans de travaux forcés. Quant à Melnikoff, qui est un homme malade, les juges ont demandé eux-mêmes l'atténuation de la peine.

M. S.

Suisse.

Décidément, si elle ne s'arrête dans la voie de l'arbitraire où elle s'est engagée, nous ne saurions prévoir où s'arrêtera l'ex-*Libre Helvétie*.

Voici le texte d'un article que ce charmant pays, terre de liberté jadis traditionnelle, vient d'ajouter à son code :

« Celui qui fait, avec dol et publiquement, l'apologie d'un acte criminel de propagande anarchiste par le fait, de façon à inciter à des crimes du même genre, sera puni de l'emprisonnement.

« Si les actes mentionnés ci-dessus sont commis par la voie de la presse ou par des moyens analogues, tous ceux qui ont coopéré au délit sont punissables, et les articles 68 et 72 ne leur sont pas applicables. »

Avec ce simple texte de loi, il sera dorénavant difficile à un Suisse de faire l'histoire de son pays sans s'exposer à tomber sous le coup de cet article et de récolter quelques mois de prison.

D'autre part, il faut véritablement que la bourgeoisie se sente bien malade pour en arriver un peu partout à codifier de pareilles absurdités.

Mais ce qui nous rassure, c'est que cela ne servira à rien et que tous les Sipiaguine et les Maura continueront quand même à trouver leur Balmacheff et leur Artal.

Uruguay

Montevideo. — Le groupe local vient de publier un fascicule contre la guerre, qui sera bientôt suivi de la traduction du *Nouveau Manuel du soldat*. Le pays étant en ce moment la proie d'une guerre civile entre politiciens, ces publications sont de circonstance.

VARIÉTÉS

INDICATION DES PRINCIPALES ÉTAPES

DE

LA PHYLOGÉNIE DES HOMINIENS

Le fait le plus général, le plus important que le savoir humain soit arrivé à constater est le suivant : il existe, nous entourant de toutes parts, un espace, sans limites possibles, dans lequel nous sommes en quelque sorte plongés, c'est ce que nous nommons l'Infini.

Cet espace est entièrement rempli par une substance : la matière cosmique ou universelle.

Cette matière agitée par des mouvements divers, lents ou rapides, se meut sans cesse, c'est-à-dire de toute éternité. Cet état, cette manière d'être de la nature que nous sommes obligés d'exprimer par quatre termes principaux : infini, matière, mouvement et éternité, ne constitue en réalité qu'une seule et même chose, un ensemble indivisible formant un tout : l'Unité composant l'Univers.

Voilà ce qui existe.

Nous n'avons point à chercher pourquoi l'univers existe, pourquoi il est ainsi et pourquoi il n'est pas autrement.

Les pourquoi de ce genre sont des questions appartenant à la métaphysique, sorte d'élucubration qui s'inquiète exclusivement de ce que l'on ne peut ni observer ni expérimenter.

La science se contente de rechercher ce qui existe, de connaître des choses réelles.

Dans le cas présent elle constate un fait, fait d'observation : l'existence de l'univers ; elle n'a point à se mettre martel en tête afin d'imaginer un pourquoi aux choses primordiales.

L'existence d'un espace Infini dans lequel s'agite une Matière en Mouvement de toute Eternité étant constatée, la science cherche à savoir non pourquoi ceci, ni pourquoi cela, mais comment se produisent les phénomènes que nous pouvons observer et reproduire expérimentalement.

Ce sont ces observations, ces expérimentations qui composent les documents, seuls certains, grâce auxquels il nous est permis de savoir ce qui se passe autour de nous et en nous-mêmes.

On constate que les multiples, les différents aspects sous lesquels nous connaissons la matière, cependant Un en réalité, sont dus à la diversité des mouvements qui impressionnent nos sens.

La matière cosmique se meut donc de mouvements variés. Les combinaisons produites par ces mouvements possèdent une durée plus ou moins longue, elles ont un commencement, une période de croissance, un summum, un déclin et une fin.

Dans l'espace sans limites, les molécules ou particules indivisibles de la matière en mouvement peuvent se réunir en nombre plus ou moins considérable, elles arrivent ainsi à former des agglomérations. D'abord d'apparence vaporeuse, ces agglomérations peuvent se condenser, se transformer en masses plus ou moins compactes, puis, après des temps plus ou moins longs, ces masses peuvent se désagréger et les particules de la matière cosmique reprennent en quelque sorte leur liberté pour, entraînées par un autre mouvement, recommencer un nouveau cycle de condensation et de désagrégation et ainsi de toute Eternité.

Ce mouvement incessant, c'est la vie de la Matière, c'est la vie de l'Infini ; or, l'un étant inséparable de l'autre, c'est donc la vie de l'Univers.

⁂

Nous venons de le voir, la réunion d'un nombre plus ou moins immense de particules cosmiques peut produire des agglomérations qui, suivant leur degré de condensation, apparaissent à nos yeux sous forme vaporeuse, dite nébuleuse, ou sous forme opaque, dite solide. Ces agglomérations, en évoluant, en se subdivisant en masses plus ou moins nombreuses, plus ou moins condensées, possédant chacune des mouvements particuliers, et en obéissant toutes à un grand mouvement général qui les entraîne à travers l'infini, deviennent des systèmes solaires. Ces systèmes de particules agglomérées subsistent, tout en se modifiant continuellement, pendant des temps plus ou moins longs, puis finissent par se disloquer, se pulvériser, et leurs éléments constituants redevenus libres peuvent, en se dispersant, aller contribuer à la formation d'un ou de plusieurs systèmes nouveaux.

La terre, notre demeure, est une très petite sphère opaque faisant partie d'une de ces agglomérations dénommée système solaire. D'un volume environ treize cent mille fois plus petit que la sphère principale ou soleil, elle a commencé son existence astrale sous l'aspect d'une masse gazeuse.

Cette masse, en se condensant lentement, a donné naissance à un globe qui, solide à l'extérieur, est entouré d'une couche transparente demeurée à l'état de gaz.

C'est tout à fait à la surface solidifiée de ce petit globe, dans les parties superficielles en contact avec la couche extérieure demeurée gazeuse, que se sont produits les phénomènes physico-chimiques qui, transformant la modalité des mouvements antérieurs régissant les éléments bruts ou inorganiques, produisirent un *mode* particulier de motricité et de sensibilité, caractéristique de la vie dite organique.

La vie organique n'est donc, au point de vue des phénomènes physiques et chimiques, qu'une simple modification des mouvements de la vie dite *inorganique*.

Plus la science de la nature fait de progrès, plus on constate que nulle barrière infranchissable ne sépare les phénomènes physico-chimiques inorganiques des phénomènes *physico*-chimiques organiques.

Ces derniers apparaissent comme une simple continuation des premiers.

Les conditions dans lesquelles se fait ce passage, s'opère cette transformation, inconnus encore actuellement, mais cependant déjà presque entrevus, sont un de ces problèmes que les sciences physiques et chimiques ne tarderont pas sans doute longtemps à élucider, peut-être même à reproduire expérimentalement.

Il est bien difficile de savoir exactement à quel moment, c'est-à-dire à quelle date dans l'Histoire de la Terre se produisit la transformation de certains éléments inorganiques en substances organisées.

On peut cependant admettre que les formes vivantes les plus simples, les plus rudimentaires, le microscopique *glomérule amorphe* de substances albuminoïdes constituant le protoplasma primitif ne put se former d'une façon définitive, arriver à une existence stable, que lorsque la croûte solidifiée de la surface terrestre fut recouverte d'une couche liquide possédant une température inférieure à 100° centigrades.

Alors seulement les produits de la chimie du carbone purent ne pas être détruits aussitôt formés.

La vie organique devint possible.

On a fortement discuté la question de savoir si la vie organique avait pris naissance sur la terre, si elle était autochtone, pourrait-on dire, ou si, issue d'un germe vivant tombé de quelque autre terre du ciel, elle était sur notre globe le résultat d'un ensemencement étranger.

Les deux hypothèses sont admissibles, mais il est inutile de les examiner, la question n'a pas d'intérêt.

Que la vie organique soit chez nous fille du sol ou produit d'une colonisation sidérale, le problème initial, le seul intéressant, demeure le même.

La science a désormais constaté que la vie organique n'est qu'une transformation de la vie inorganique.

Dès lors un tel phénomène peut se produire partout, dans l'espace infini, où des circonstances favorables à sa réalisation se présenteront.

Lorsque le protoplasma primordial se constitua définitivement, ou apparut venant de l'extérieur, la surface de notre planète était recouverte d'une immense couche liquide, vaste océan sans rivages, qu'aucun sol émergé ne délimitait.

Produit de réactions physico-chimiques très compliquées, la vie organique prit naissance dans ce milieu liquide. C'était du reste le seul milieu susceptible d'empêcher la fragile cohésion des éléments composant les glomérules primitifs d'être immédiatement détruite.

C'est donc dans les eaux de la mer que s'organisa la matière vivante. La vie organique apparut premièrement dans les eaux. Voilà le fait.

Tous les êtres ayant vécu et vivant sur notre terre, plantes et animaux, provenant de cette matière vivante primordiale ont donc tous une origine exclusivement aquatique.

Il en résulte que nos plus lointains ancêtres, nos tout premiers parents furent des organismes marins.

Formées dans le milieu liquide, les primitives substances albuminoïdes vivantes destinées à devenir prototypes, les unes des végétaux, les autres des animaux, durent rester pendant des temps considérablement longs, bercées et protégées par les flots de l'immense océan des temps archéens.

Graduellement ces substances vivantes évoluèrent ; elles commencèrent à devenir des êtres organisés, à prendre des formes particulières.

Une modification d'une importance capitale se produisit : les glomérules protoplasmiques, jusqu'alors individus isolés, indépendants, tendirent à ne plus se séparer lorsqu'ils se divisaient. Le glomérule fils resta accolé au glomérule mère. Ainsi commencèrent à se constituer des sociétés ou colonies d'organismes vivants.

La plante, l'animal, ne furent plus des êtres monocellulaires, mais devinrent des agrégats comprenant un nombre de plus en plus considérable d'unités individuelles.

La matière vivante venait de réaliser un progrès énorme, point de départ de la complication des êtres multiples, la formation des organismes composés.

Les conséquences en furent considérables.

La matière vivante, qui jusqu'alors restait amorphe, ne possédait que des formes très simples, inaugura, dès ce moment, la longue série de ses innombrables étapes morphologiques.

La vie en société nécessita la division du travail.

Chez le glomérule de protoplasma, toutes les parties de sa substance étaient aptes à remplir également toutes les fonctions biologiques : se mouvoir, sentir, prendre et absorber la nourriture.

Dans un *organisme multiple*, c'est-à-dire composé par des glomérules accolés ensemble, il n'en pouvait plus être de même, les surfaces en contact avec les glomérules voisins n'étaient plus libres de se mouvoir, de sentir ; elles perdaient leur communication avec le monde extérieur pour en *acquérir* avec leurs glomérules frères. Dès lors un nouveau fonctionnement s'imposait. La nécessité le créa.

C'est le besoin de se nourrir qui est le grand modeleur des êtres vivants.

(*A suivre.*) PIERRE G. MAHOUDEAU.

(*Revue de l'Ecole d'anthropologie*, Janvier 1904.)

BIBLIOGRAPHIE

M. de L. de Seilhac, dans le *Monde Socialiste* (1), fait le dénombrement des différents partis qui divisent le monde socialiste parlementaire, et nous fait assister à quelques-unes de leurs querelles de ménage, en se contentant de mettre sous les yeux du lecteur les procès-verbaux de leurs congrès ou des extraits de leurs journaux.

Le tout, savamment arrangé, nous fait voir pourquoi les chefs de sectes, en cherchant l'union du parti socialiste, n'aboutissent qu'à des divisions plus grandes et plus nombreuses, car ce ne sont, au fond, que des conflits d'ambitions et d'appétits non satisfaits; les principes n'étant mis en avant que pour justifier une attaque contre ceux qui ont su se faire faire place autour de l'assiette au beurre.

Et, en effet, pour qui a suivi le développement du parti socialiste qui fut, autrefois, révolutionnaire, il est hors de doute que le parti ne s'est jamais scindé que lorsque plusieurs personnalités se disputaient la gloire de le diriger, chacun acceptant les reniements de principes, les concessions que l'on justifiait par les nécessités de la lutte, ne s'apercevant des défaillances que ceux qui n'étaient pas appelés à jouir des résultats desdites concessions.

Et M. de Seilhac excelle à mettre en relief les palinodies des candidats à la recherche des électeurs, des conducteurs en quête de troupeaux. Il en a noté une jolie collection.

Il y a bien quelques erreurs de détail, telles que d'attribuer *Les villes tentaculaires* du poète Verhaeren au politicien Vandervelde, et la fondation du *Prolétaire* à Brousse, tandis que le *Prolétaire* fut fondé par de vrais ouvriers, bien avant l'amnistie. Ce n'est que plus tard qu'il devint la proie des politiciens du socialisme.

C'est incommode de garder des collections de journaux, d'articles, de comptes rendus de congrès. Le livre de M. de Seilhac contient, sous un format commode, ce qui est utile à ceux qui veulent se rendre compte comment on se moque des travailleurs sous prétexte de leur être utile.

***

Dans les *Industries artistiques* (2), M. P. Marcel nous fait un petit historique des métiers se rattachant plus ou moins à l'art. En ce qui concerne la partie technique, ce sont les ouvriers de ces corporations qui pourraient nous renseigner sur la justesse des appréciations de l'auteur.

Il me fait, quant à moi, l'effet de manquer de quelques-unes des connaissances générales nécessaires pour traiter le sujet comme il aurait dû l'être.

Ainsi, parlant de l'industrie du meuble, il dit : « Sans doute la machine aplanira en une minute la planche qu'un ouvrier met un quart d'heure à varloper. Mais à quoi cela sert-il? La consommation n'augmente pas en proportion de la production », page 36.

A quoi cela sert-il? Mais à diminuer les frais de production. Et M. Marcel n'a qu'à faire une visite aux scieries mécaniques du faubourg pour voir que les patrons ébénistes ne se font pas faute d'y avoir recours.

Plus loin :

« Comme le goût de se parer et de posséder des objets précieux est inné chez l'homme, la bijouterie et l'orfèvrerie datent du jour où il vit l'éclat des métaux, et où il connut les moyens les plus simples de les travailler », page 219.

L'amour de la parure étant inné chez l'homme, celui-ci n'a pas attendu de connaître les métaux pour s'orner de bracelets, de colliers et de pendeloques. Les sépultures de l'âge de la pierre nous livrent des dents d'animaux, des osselets et des coquillages, travaillés pour servir à la parure de nos ancêtres, contemporains de l'ours des cavernes.

Et enfin, page 247, où il donne pour origine au livre le besoin pour la société d'inscrire ses lois. Les lois n'ont fait — et ne pouvaient faire — leur apparition qu'à un stade assez avancé de l'évolution humaine. Or, l'homme a eu des faits à se rappeler, à commémorer, à transmettre à sa descendance, avant d'avoir besoin de lois. Nous avons des dolmens, des parois de cavernes ou de rochers portant des signes encore indéchiffrés, qui furent gravés, selon toutes probabilités, au temps où l'homme vivait encore en petites hordes, trop peu nombreuses pour sentir le besoin de lois écrites.

J. GRAVE.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Lecoffre, 90, rue Bonaparte.
(2) Un vol., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

***

L'Espagne inquisitoriale (1). — Tel est le nom d'un journal bimensuel qui vient d'être fondé à Paris ; le premier numéro est du 30 mars. Nos lecteurs, qui connaissent tout au long les tristes affaires de Montjuich, de la Mano Negra, d'Alcala del Valle, et cent autres de moindre ampleur, mais d'une horreur égale, comprendront facilement qu'il n'est pas superflu de créer un journal spécial pour les seules prouesses de la tyrannie espagnole. En Espagne, la presse libre est naturellement en butte à toutes les brutalités gouvernementales. Pour ne parler que des derniers mois, par exemple, à Madrid, à force de saisies et de procès, nos camarades de *Tierra y Libertad*, qui avaient réussi à paraître quotidiennement pendant plusieurs mois, ont dû revenir hebdomadaires; en Andalousie, les feuilles ouvrières — anarchistes, s'entend, car les autres ne sont pas mal vues de l'autorité — naissent, meurent et renaissent comme champignons. Successivement on a vu, pendant ces derniers temps, paraître : *Redencion*, *Voz del Terruno*, *Faro de Andalucia*, *Justicia*, *Tiempos Nuevos*, *Voz del Campesino*, *El Proletario*. Aujourd'hui M. Maura a réussi à les faire tous disparaître, à coups de confiscations et de condamnations au bagne. Mais tout de suite il en reparaît un autre, *Trabajo* (Séville, Maravillas, 27), et juste au même moment l'indestructible racine pousse, hors d'Espagne, un rejet vigoureux. Même phénomène s'est produit pour la Russie, pour la Turquie : de l'Arménie à l'Irlande, de la Finlande à l'Andalousie, quels rappels de barbarie dans le tableau que nous offre l'Europe « civilisée »!

Nous avons reçu :

L'Individualisme anarchiste (*Max Stirner*), par V. Basch ; 1 vol., 7 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Contre la police des mœurs (Critiques et rapports), « Fédération abolitionniste » ; 1 vol., 1 fr. 50, chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

Deux aspects du mouvement social en Italie, par A. Métin ; *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Le Syndicat, par E. Pouget ; 1 broch., 0 fr. 10, chez l'auteur, 15, rue Véron.

Magnétisme, théories et procédés, tome II, par H. Durville, 23, rue Saint-Merri.

Les amours de Prado, par M. Boisson ; 1 vol., 0 fr. 20, chez Guyot, 6, rue Duguay-Trouin.

L'Inquisizione moderna, broch., 25 centesimi, chez Serantoni, Florence.

La Voix d'un paysan, — *Confession d'un sectaire russe*, deux brochures en russe, chez Tcherkoff, à Christchurch (Hants), Angleterre.

La traversée de l'enfer, roman par A. Fèvre ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Nillson, 7, rue de Lille.

Lettre ouverte d'un tolstoïen à un autre tolstoïen, par Jean Tregouboff ; brochure à l'*Ere Nouvelle*, 68, rue François-Miron.

A voir :

Monsieur l'Entrepreneur ; *Assiette au Beurre*, n° 159 (pour l'esprit).

CONVOCATIONS

-»- **La Coopérative Communiste**, 68, rue François Miron. — Jeudi 28 avril, à 9 heures du soir, causerie par le camarade Clément.

Tous les jeudis et samedis, vente des produits.

-»- **Bibliothèque Communiste du XVe**, 38, rue de l'Eglise, salle de l'*Emancipation*. — Samedi 23 avril, préau des Ecoles, rue Fondary, causerie : Inutilité du suffrage universel, par le camarade Pelois.

-»- **L'Aube Sociale**, 4 passage Davy (dans l'avenue de St-Ouen, 50). — Vendredi 22 avril. Pierre Ravel, Le cléricalisme juif. — Mercredi 27. Causerie : Ce que je pense du Communisme, par le camarade Jamnine. — Vendredi 29. Casevitz : *Les Maritimes*, de Seylor.

-»- SAINT-DENIS. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. — Vendredi prochain 22 courant : La Fermentation alcoolique et les vins au point de vue chimique ; Adultérations, par Nicolas.

(1) S'adresser à Charles Loizel, gérant, 42, rue de la Roquette, Paris-XIe.

-»- LIMOGES. — Réunion samedi 23 avril, chez Guitard, 18, rue du Chinchauvaud, à 8 heures du soir.

-»- LYON. — **Groupe d'Art Social**. — Dimanche 24 avril, à 8 heures du soir, café Bordat, 17, rue Paul-Bert, fête familiale. Chants et déclamations libertaires. — Le bénéfice sera entièrement consacré à la propagande antiélectorale.

-»- MARSEILLE. — **Le Milieu-Libre de Provence**. — Dimanche 24 avril, à 5 heures du soir, réunion ordinaire de tous les adhérents.

-»- ROANNE ET LE COTEAU. — Réunion à la Bourse du travail, samedi 23 avril, à 8 heures très précises. — Questions urgentes.

-»- THIERS. — Les camarades libertaires sont priés de se réunir le dimanche 24 courant, à 2 h. 1/2 du soir, Hôtel de la Paix, rue Nationale.

Objet de la réunion : Propagande libertaire.

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal

138e D., à Mostaganem, 1 fr.
Listes précédentes : 341 fr. 70.
A ce jour : 342 fr. 70.

Sommes versées ou à verser.

F., à Dijon, 0 fr. 75. — Loshes, 0 fr. 50. — L. C., 300 fr.

Ensemble : 301 fr. 25.
Listes précédentes : 726 fr. 50.
A ce jour : 1027 fr. 75.

A ce jour, cela fait 511 fr. mensuels de souscrits. Mais comme quelques-uns des souscripteurs n'ont pas donné signe de vie, et que, du reste, nous n'avons plus aucune avance, nous laissons la souscription ouverte.

Quelques souscripteurs s'étonnent de ne pas voir figurer, à chaque fois, leur souscription.

J'ai inséré toutes les promesses de souscription. Insérer à nouveau chaque versement, serait compliquer les comptes à plaisir. Je me contente donc d'accuser réception des mandats.

Si des camarades nous versent leur souscription au delà des six mois demandés, je ferai figurer ce qui sera versé en plus. D'ailleurs, les six mois écoulés, je donnerai une récapitulation générale des sommes reçues.

J. G.

PETITE CORRESPONDANCE

Libertaires de St-Ouen. — Convocation trop tard, pour le mardi.

S., à St-Imier. — Le paquet était parti : Faut-il vous envoyer le volume ou attendre un autre envoi?

E. L., à Paris. — Non, ça va bien.

M., à Nonancourt. — Bon, quand vous pourrez.

Marmague., à Auxerre. — Et votre adresse?

R., à Nîmes. — Je n'ai pas eu le temps d'écrire à M., ni à vous.

P., à Paris. — Nous n'insérons aucune correspondance particulière.

D., à Masseret. — Non, ça ne peut pas aller.

O. J., à St-Même. — *Quelques vers* épuisé.

L. C., à Lorient. — Fin avril. Non, je ne connais pas la chanson.

M. R., à Puget-Argens. — *Il Productor*, Arguëlles II, Gracia-Barcelone.

Deux frères en idées, Paris. — J'avais mis de côté votre lettre pour vous répondre, croyant avoir votre adresse. Mais je m'aperçois que je ne l'ai pas. — J'ai bien reçu trois envois de vous. Non, c'en est qui, depuis leur promesse, n'ont pas encore donné signe de vie.

Dick. — Les abonnements seront servis.

A. B., à Limoges. — Les 20 ex. seront expédiés.

Reçu pour le journal : C. B., à Auxerre, 1 fr. — C. M., à Nimes, 1 fr. — A. G., rue du B..., 1 fr. 35 — L. C., 1 fr. — G., à la Hunandais, 1 fr. — D., à Montreuil, 0 fr. 60. — N., à Cannes, 20 fr. — Un limonadier, 1 fr. — Versailles, 0 fr. 25. — Roussel, 0 fr. 50. — Q. B., 0 fr. 90. — Merci à tous.

H. T., à Paris. — « Quatre chercheurs de vérité », Marseille. — V., à Essonnes. — Deux frères en idées, Paris. — F. S., à Gargenville. — C. R., à Chaux-de-Fonds. — H. C., à Bruxelles. — H. R., à Grenoble. — M., à Auxerre. D. F., à Beaune. — « Teinturiers », Saint-Etienne. — D., à Lyon. — S., à Saint-Gall. — M., à Nonancourt. — D., à Docherie. — F. B., à Lucerne. — Syndicat des charbonniers, Marseille. — A. G., à Troyes. — Jeunesse syndicaliste, Toulon. — R., La Tour-Saint-Gelin. — L., à Agen. — C. C., au Havre. — A. L., passage d'Agen. — O. J., à Saint-Même. — H., à Barenton. — S., à Londres. — A., à Mansourah. — Dr M., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

NEUVIÈME ANNÉE N° 53 PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 DU 30 AVRIL AU 6 MAI 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

AUX ACHETEURS DU NUMÉRO

DE L'EXTÉRIEUR

Par suite de l'augmentation de pages, l'envoi à l'extérieur, même en paquet, nous coûte 0 fr. 05 d'affranchissement par exemplaire. Avec la remise aux libraires, il nous est impossible de laisser le numéro à 0 fr. 10 ; pour rentrer dans nos frais, nous devons le facturer au moins 0 fr. 12 aux vendeurs. Donc, à partir de la semaine prochaine, le numéro sera vendu 0 fr. 15 à l'étranger.

PATRIOTE ET DEMI

Je suis, tu es, il est, nous sommes patriotes,
Vous êtes patriotes, ils ou elles le sont.

Ces deux vers burlesques de Fagus me revenaient à l'esprit, l'autre jour, en lisant la motion proposée par M. Buisson au Congrès de la Paix qui eut lieu à Nîmes du 10 au 12 avril.

Dernièrement, une polémique s'était élevée entre M. Aulard et M. Comte, instituteur. Ce dernier reprochait à celui-là d'avoir fait, dans son *Histoire de France*, une part trop négligeable aux guerres — qui, disait-il, constituent le passé glorieux, auquel la France dut son éclat, etc., — on connaît la chanson.

En même temps, ce M. Comte et un M. Legrand s'adjoignaient un M. Bocquillon — est-ce celui à la fameuse « lanterne » qu'il aurait, depuis, transformée en vessie? — pour faire appel aux instituteurs et institutrices de France pour fonder une « Union des instituteurs laïques patriotes ».

M. Buisson crut nécessaire de protester contre ce qu'il considère comme une appropriation indue de l'appellation de « patriote » qu'il revendique à titre égal pour lui. D'où sa motion, qui est une affirmation de ses sentiments patriotiques les plus ardents :

« Considérant enfin, dit-il, qu'en tout état de cause il ne leur appartient pas de s'arroger publiquement le titre « d'instituteurs patriotes » comme pour indiquer que les autres le sont moins qu'eux, pas plus qu'il ne siérait à un groupe d'officiers de se dénommer « Union des officiers valeureux » ou à un groupe de magistrats « Union des juges intègres » ;

Et pour prouver que son patriotisme est au moins égal à celui de MM. Comte, Legrand et Bocquillon, et que, bien que pacifiste, il admet comme une nécessité, comme un devoir, de se plier à la folie militariste des gouvernements, il dit :

« Considérant d'ailleurs que les revers qu'a valus à notre pays le régime impérial, ont imposé à la nation des devoirs normaux qu'elle a virilement acceptés et qu'elle continue de remplir sans hésitation en vue de la Défense Nationale ; que l'accomplissement de ces devoirs, sous la forme que prescrivent les lois militaires, est une des obligations dont l'éducation morale et civique a dû et doit encore pénétrer de bonheur la jeunesse française. »

Oh! Monsieur Buisson, ne faites pas à ce point le Bocquillon !

Non ! certes, puisque vous le dites, je vous crois patriote, patriote et demi, même, si vous voulez, pour vous distinguer de ceux qui ne le sont qu'une simple fois. Mais ce que vous ne me ferez pas croire, c'est que la soumission aux obligations militaires vous ait, au point où vous le prétendez, rempli de bonheur. Il me faudrait trop douter de votre sincérité ; j'aime mieux penser que les avantages de votre situation sociale vous ont permis de passer au large d'un tel bonheur et de ne le point toucher du doigt, et que vous en parlez un peu comme un aveugle des couleurs.

Mais cela est peu. Ce qui est plus grave, c'est que les pacifistes d'aujourd'hui — hommes animés, je le veux bien, d'excellentes intentions, et sur lesquels on aurait pu espérer qu'il y avait lieu de compter dans des circonstances décisives, — c'est que les pacifistes d'aujourd'hui partagent, malgré le « recul de l'histoire », l'erreur des patriotes les plus chauvins relativement à l'obligation, où se sont crus engagés les républicains de 1870, d'accepter la liquidation du second empire et de continuer, après Sedan, cette guerre insensée qui a tant coûté et coûte encore à la France.

A les entendre, cette guerre que Napoléon ne déclara que pour donner, en cas de succès, un peu d'éclat à son empire défaillant, était injuste. J'en appelle à M. Aulard, coreligionnaire de M. Buisson en matière de pacifisme, qui dit dans son *Histoire de France* :

« Comme on le (l'empereur) voyait vieux et malade, on se disait dans son entourage que, s'il venait à mourir, son fils ne régnerait pas, à moins que l'Empire n'eût remporté quelque beau succès militaire sur les Allemands.

« On voulait donc les attaquer à tout prix. C'était de la folie . . . .

« On fit cependant la guerre, sous prétexte d'empêcher un parent du roi de Prusse de devenir roi d'Espagne. *Et on se mit dans son tort* en ne se contentant pas des concessions que faisait le roi de Prusse. »

Donc la France, ou le gouvernement français, avait tort. Et dans cette guerre entre la France et l'Allemagne, ce sont les Français qui avaient cherché une querelle d'Allemand.

Malgré cela, malgré votre aversion contre le régime impérial, aversion basée sur un principe d'équité et de liberté, j'en suis convaincu, vous estimez que la rossée reçue par les troupes impériales, commandées, dit M. Aulard, par des généraux « très présomptueux et très ignorants », rossée méritée, en somme, puisqu'elles défendaient une cause injuste, vous estimez que cette rossée imposait au gouvernement qui prononça la déchéance du régime qui vous est odieux, des devoirs « normaux » de solidarité avec ce régime et que ces devoirs ont été « virilement » acceptés.

L'état d'esprit que décèle une telle manière de voir nous paraît un danger permanent pour la paix, en dépit de vos professions de foi pacifistes. Nous vous voyons, en effet, parfaitement susceptibles d'assumer « virilement » encore à l'occasion d'autres devoirs « normaux » en vertu de prétendues solidarités aussi discutables à nos yeux que celle qui unissait en 1870 la France impériale et la France républicaine.

D'ailleurs, vous autres pacifistes-laïques, universitaires, etc., vous ne nous avez jamais inspiré qu'une confiance limitée. Vos protestations de patriotisme passionné en réponse aux aboiements de la meute nationaliste, nous montrent bien que votre esprit n'est pas encore libéré. L'idée de nation — idée transitoire tout comme le fut celle de tribu, de province, etc., et destinée à disparaître à notre époque d'échange si aisé de relations internationales — l'idée de nation, devenue retardataire aujourd'hui, vous tient encore. Et elle se confond en votre pensée avec l'idée de patrie.

Pour vous, Monsieur Buisson, et pour vos congénères, la patrie s'étend jusqu'aux six côtés de ce fameux hexagone à quoi les géographies comparent la France. Dunkerque, Biarritz, Menton, Longwy, etc., sont votre patrie parce que compris dans les frontières qui limitent la nation France. Mais Bruges, Irun, San-Remo, Bâle, etc., ne le sont plus. Vous les aimez cependant, protesterez-vous, parce que des êtres humains y vivent et que l'humanité entière a droit à votre amour. Et c'est ce qui vous distingue des nationalistes, dont l'amour s'éva-

pore aux six frontières et se mue en haine au delà.

Il n'empêche que nonobstant cet amour, vous approuvez ou tout au moins vous acceptez — oh! bien à regret sans doute et en gémissant douloureusement sur la folie des hommes — la barbarie dans laquelle les gouvernements, par leurs armements et leurs prétendues nécessités de défense nationale, maintiennent les peuples.

Vous vous bornez à dire :

« Mais que le scrupuleux et complet accomplissement de tous les devoirs militaires n'entraîne nullement l'esprit militariste et chauvin, et est au contraire parfaitement compatible, chez les enfants d'une République démocratique, avec la conviction que le monde marche vers un degré supérieur de civilisation où la guerre de peuple à peuple sera considérée comme l'est déjà la guerre de province à province, de village à village. »

Cette contradiction, qui vous fait vous réjouir, d'une part, du lever, à l'horizon, de l'idée internationaliste et, d'autre part, vous fait considérer comme un devoir, et un devoir agréable, d'accomplir les actes qui en éloignent le resplendissement au zénith, montre combien est profonde en votre cerveau l'empreinte nationaliste reçue par votre éducation.

En vous, comme en la plupart des hommes, parbleu! existe un sentiment de particulière affection envers les lieux qui furent témoins de nos joies et notamment de nos joies d'enfance. Et je connais tel « abject sans-patrie » qui ne peut songer sans un léger tic-tac au cœur à tel coin des côtes de l'Atlantique, auquel se rattachent des souvenirs pour lui toujours émouvants.

Et c'est là la patrie, la vraie patrie, qui n'a rien à voir avec l'Etat enserré entre telles ou telles limites. Cette patrie-là peut exister en dehors des frontières que les fluctuations politiques ont assignées au pays où l'on est né et où l'on est, par les circonstances, condamné à vivre. Si vous, particulièrement, Monsieur Buisson, que les hasards de la naissance ont fait Français, vous aviez passé une partie de votre enfance soit en Angleterre, soit en Allemagne — cette seconde ennemie héréditaire — il se pourrait que l'émotion ressentie par mon « sans-patrie » pour un coin de son pays, vous étreignît, vous, patriote, au souvenir de lieux situés hors de notre prétendue patrie, en pays ennemi. Et cependant ce serait là votre patrie, la terre que votre cœur aurait adoptée, malgré lui, en dépit de toutes les considérations, dissertations ou théories civiques. Et si mon « sans-patrie » aime ce coin perdu de dunes et de forêts désertes, je vous garantis que Pézenas ou Landerneau lui sont parfaitement indifférents. Cependant il a une patrie, puisqu'il y a sur la terre un lieu qu'il aime et au souvenir duquel il souffre parfois du « mal du pays ». Mais cette patrie pourrait parfaitement être située hors de la patrie arbitraire que nous a léguée l'autorité despotique des gouvernements antérieurs, que nous maintient l'autorité également despotique des gouvernements actuels, patrie de convention que vous vous indignez fort d'être soupçonné de ne pas aimer et que vous déclarez vouloir rendre grande, glorieuse et noble, pacifiquement.

Sans doute, votre idéal patriotique est plus acceptable que celui, barbare et odieux, des nationalistes. Mais votre conception de la patrie est également fausse et retardataire.

André Girard.

EN ALLEMAGNE

(Suite et fin) (1)

Je crois qu'il serait utile de se rappeler que les socialistes allemands sont restés socialistes révolutionnaires, à l'exception d'une très petite minorité revisionniste qui s'est soumise d'ailleurs à la direction du parti lors du dernier congrès à Dresde. Entre le parti socialiste allemand et le parti socialiste français de MM. Jaurès et Pressensé, il n'y a de commun que le nom. Il servait au plus haut degré injuste de nier les services qu'ont rendus des hommes comme Bebel, par exemple, à la cause ouvrière. Seulement, ce qu'on doit reprocher à ces hommes, c'est d'avoir poussé l'agitation socialiste sur un faux terrain, de l'avoir immobilisée dans les marécages parlementaires, et de s'être trop épris de la législation paternelle de l'Etat bourgeois. Pourtant les chefs du socialisme allemand sont venus à reconnaître leur erreur ; et lors du congrès de Dresde, le camarade Stadthagen, dans son rapport sur l'œuvre parlementaire, a prévenu le parti qu'il ne devait pas trop attendre de cette œuvre, qu'il devait concentrer ses efforts plutôt sur l'organisation économique. Si nous contemplons un instant la condition de l'organisation économique et intellectuelle du parti, nous verrons quelle puissance énorme celui-ci possède, et qu'elle pourrait utiliser si l'œuvre parlementaire était définitivement mise au cinquième rang.

Nous avons en Allemagne trois millions d'hommes qui se sont ouvertement proclamés socialistes lors des élections de l'année passée. En fait de nombres, cela révèle déjà une puissance considérable. Parmi ces trois millions de votants se trouvent un grand nombre, — bien plus qu'on ne croirait — d'employés du gouvernement et de soldats, qui, quoiqu'il leur soit défendu sous peine de punitions les plus rigoureuses de voter pour les socialistes, aiment bien saisir cette occasion de montrer leur haine du gouvernement. Ces masses socialistes ont une confiance plus ou moins aveugle dans leurs chefs; elles vont là où ces derniers les conduisent. Elles font preuve d'un esprit de dévouement, de solidarité, vraiment remarquable, et qui, concentré sur un objet révolutionnaire, serait capable de renverser l'état actuel des choses.

Dans nul pays la propagande révolutionnaire n'est si énergique qu'en Allemagne. Non seulement la presse socialiste est très nombreuse — nous avons des journaux qui paraissent chaque matin, et dont le nombre est, je crois, d'environ une trentaine, puis des journaux hebdomadaires et des revues mensuelles — mais la propagande au moyen des brochures a atteint des proportions colossales. Cette propagande est une des principales ressources du parti, et elle est fort adroitement dirigée par un comité central à Berlin. Puis nous avons la propagande personnelle par les orateurs du parti, propagande qui a aussi eu la plus grande réussite. Les orateurs choisis par le comité de propagande font chacun leur tournée dans le district qui lui est assigné. Ils tiennent alors de nombreuses réunions dans les cafés et les cabarets. Les ouvriers y viennent nombreux, boivent leur bière, fument leurs cigares de trois pfennigs; les uns jouent aux cartes, les autres causent; tout d'un coup on frappe sur une table, le silence se fait, et l'orateur se lève pour prendre la parole. Ensuite on distribue des brochures et des pamphlets. En passant on peut mentionner que le *Vorwärts*, l'organe central du parti, a une circulation journalière de plus de 60.000 exemplaires.

Quant aux ressources financières dont dispose le parti, elles sont très considérables. Comme nous l'avons remarqué, le parti tout entier fait preuve d'un esprit de dévouement et de solidarité qu'on ne peut suffisamment louer. La grande grève des ouvriers tisseurs à Krimmitschau, en Saxe, fournit une preuve de cette solidarité.

On sait que la grève à Krimmitschau a cessé tout d'un coup, sans qu'on eût pu prévoir cette fin si subite. Après une lutte acharnée de cinq mois, les vaillants grévistes ont repris le travail sans conditions. Il y a quelque mystère à propos de cette fin imprévue, et les journaux réactionnaires et cléricaux n'ont pas manqué d'attribuer la reddition des militants ouvriers à la décision prise par les patrons manufacturiers de l'Allemagne tout entière, lors d'une récente réunion à Berlin; les patrons avaient en effet décidé, dans cette réunion, de venir en aide aux patrons de Krimmitschau et de garantir la victoire de ceux-ci. Deux jours après que cette résolution fut connue, la grève cessa.

Pourtant, il y a toute raison de croire que cette apparente défaite de grévistes n'est qu'une question de tactique, et que la grève n'a pas été abandonnée mais tout simplement ajournée à une époque plus favorable. Les conditions étaient trop défavorables; le temps sévère surtout contribua sans doute largement à cette décision. Mais la caisse de la grève, administrée par les chefs du parti socialiste à Berlin, contient actuellement la grosse somme de 1.600.000 marks; cette somme a été entièrement versée par les membres du parti socialiste, preuve éclatante et sans précédent de dévouement et de sacrifice. Il s'agit de renouveler la grève générale des ouvriers tisseurs à Krimmitschau quelques mois plus tard, lorsque la saison sera plus favorable. Entre temps les souscriptions continuent à affluer dans la caisse de la grève; il y a quelques jours, la somme de 50.000 marks fut collectionnée en une journée. Le principal motif de la grève est la demande des travailleurs pour la journée de dix heures.

Ainsi, organisation, dévouement, propagande, énergie, et surtout ressources financières, rien ne manque. Tout existe en abondance. Il ne s'agit que de canaliser tous ces efforts et de les diriger vers un but raisonnable. Je crois qu'il serait indispensable que tous les éléments de révolte, de quelque nuance qu'ils soient, se donnent la main et marchent ensemble. Nous n'avons ni le temps ni le besoin de quereller, de former des sectes qui se rivaliseraient par leur intolérance mutuelle. La réaction est devant nous, nous confronte en une phalange solide, nous menace du drapeau noir. Avant toutes choses il nous faut la solidarité. Que tous dirigent donc leurs efforts contre l'ennemi commun! Les légions du pape et les conservateurs, nationalistes, antisémites, sont l'ennemi commun de tout progrès, sont tout aussi bien l'ennemi mortel des socialistes démocrates que des socialistes anarchistes. Au lieu de gaspiller notre temps en des querelles futiles entre nous, marchons en avant solidairement contre le péril noir.

Mais en disant ceci je me garde bien d'affirmer ma sympathie pour la social-démocratie allemande en tant que philosophie. Autant que quiconque que ce soit, je hais l'Etat et toute son œuvre, qui est l'écrasement de l'individu et de l'initiative individuelle; je ne suis nullement d'accord avec la social-démocratie en tant que celle-ci fait appel à l'Etat et prétend étatiser les entreprises capitalistes; substituer l'Etat aux entrepreneurs privés afin d'améliorer les conditions sociales, serait, à mon point de vue, vouloir améliorer les conditions de la vie en enfreignant les lois fondamentales de la vie — substituer à la tyrannie actuelle une tyrannie encore plus intolérable. Mais je soutiens que, en face de la grande menace de la réaction conservatrice et cléricale, tous les partis révolutionnaires doivent marcher ensemble. Aujourd'hui il ne s'agit pas de révolution; les temps n'y sont pas encore propices. Il s'agit de défendre notre position contre les attaques de la réaction, de sauvegarder les libertés acquises, de continuer dans la voie du progrès et de l'émancipation. Et cette œuvre de défense libertaire incombe à tous les partis révolutionnaires, quel que soit leur but final.

Le péril réactionnaire n'est point une illusion. Il est très réel, très actuel. Je trouve regrettable que des écrivains libertaires semblent le dédaigner; comme, par exemple, un collaborateur des *Temps Nouveaux* qui, récemment,

(1) Voir le numéro 52.

semblait prendre à partie le ministère Combes pour son action contre les congrégations (1). Certes, le gouvernement de M. Combes est loin d'être parfait; mais il est, en tout cas, résolu à procéder énergiquement contre la peste cléricale, et je crois que, pour cette seule raison, il conviendrait de lui montrer de l'indulgence. C'est le premier gouvernement vraiment anticlérical que la France ait eu, et la suppression des congrégations, ainsi que de l'enseignement religieux, est déjà beaucoup. On a tort, d'après moi du moins, de vouloir considérer le danger clérical comme négligeable. L'Eglise, aujourd'hui comme toujours, est le grand ennemi — l'adversaire mortel de toute vérité, de tout progrès, la personnification de tout ce qui est abrutissant et mensonger. Faire la guerre à l'Eglise, c'est déjà une grande œuvre libératrice.

En Allemagne aussi le péril réactionnaire est de toute actualité. Le parti clérical en Allemagne n'est pas moins liberticide et antiprogressif qu'ailleurs. Il possède une organisation magnifique; quoique les catholiques allemands ne comptent que 18.000.000 d'âmes sur une population de plus de 50.000.000, ils ont la plus forte représentation au Reichstag; ils sont les esclaves aveugles de leur maître au Vatican; et le gouvernement allemand est le domestique complaisant des ultramontains. D'un autre côté, nous sommes menacés en Allemagne par l'union de tous les patrons de l'empire en un syndicat de défense patronale, ayant pour but de résister aux « prétentions non-justifiées de la classe ouvrière ». — Syndicat qui est le résultat direct de la résistance obstinée et courageuse des tisseurs de Krimmitschau. La perspective de l'avenir est très incertaine. Un faux pas peut causer des dommages sérieux.

Avec cette grande menace du trust patronal devant eux, est-il impossible pour les partis révolutionnaires de s'unir pour la défense de leurs intérêts communs? Devant le péril clérical et réactionnaire, est-ce que les diverses fractions socialistes ne peuvent pas oublier leurs différends plutôt insignifiants en comparaison avec le danger qui les confronte toutes? Je ne veux nullement nier le différend qui existe entre les socialistes-anarchistes et les socialistes-démocrates; c'est un vaste différend, soit. Mais ce différend est unité en comparaison avec le golfe qui sépare les révolutionnaires des réactionnaires.

Que la propagande féconde des révolutionnaires allemands continue! Nous avons ici les éléments de révolte nécessaires; nous avons le nombre, le dévouement, le courage, l'organisation, les ressources. Nous avons aussi — facteur indispensable — le grand mécontentement, la haine du régime bureaucratique et militariste actuel. Devant la résolution et la volonté énergique de tout un peuple, la société bourgeoise s'écroulera infailliblement. Ce qu'il faut faire c'est, dans les mots du gérant des *Temps Nouveaux*, fourrer les idées dans les cerveaux — faire la propagande, éduquer les masses. Les masses allemandes ont déjà reçu une instruction féconde; l'idée de révolution a pénétré jusqu'aux moelles du prolétariat; la grève de Krimmitschau a prouvé ce que peut le dévouement allié à l'organisation. Si l'on continue cette éducation révolutionnaire avec la même énergie qu'on y a apportée jusqu'à présent, l'œuvre de la révolution poindra à une date prochaine. H.

(1) Voir les *Temps Nouveaux* n° 37.

MOUVEMENT SOCIAL

Comment on entre au régiment. — A Meslan, près de Quimperlé, les conscrits des différentes communes en vinrent aux mains. Sans doute parce que pour fêter un si beau jour, il est d'usage de se soûler, et rien ne porte aux sentiments patriotiques et guerriers comme la soûlerie. Leur bagarre provoqua l'intervention de la gendarmerie, qui compliqua les choses et tira dans le tas. Morale : un conscrit tué, deux blessés, plusieurs contusionnés. En avant pour la caserne !

Comment on en sort. — Félix Graff, 2e canonnier conducteur au 11e d'artillerie (Versailles), a essayé de se suicider, avec sa femme, dans un hôtel du quartier de la Roquette. Ils avaient avalé une infusion de pavot et allumé un réchaud. Mais la porte fut ouverte à temps.

Dans une lettre, Graff expliquait que sa femme était sur le point de devenir mère (à vous, M. Piot !) qu'il ne pouvait lui venir en aide, étant soldat (à vous encore, M. Piot !), et que c'était pour elle la misère (à vous toujours, M. Piot !). L'homme à la caserne, la femme enceinte, c'est trop de patriotisme à la fois. Si la Patrie veut des enfants pour les tuer plus tard, qu'elle les nourrisse d'abord.

« Le métier de soldat, disait Graff dans sa lettre, n'est pas supportable. On vous refuse toute permission. Eh bien ! j'en ai pris une : pour en finir ; je quitte le régiment et la vie en même temps. » Il faut croire que le bon Graff n'avait pas compris le sens de l'existence : sans quoi, il eût quitté le régiment, mais non pas la vie.

« On espère pouvoir les sauver. » Pourquoi faire, bon Dieu ? Pour les replonger, lui dans sa chiourme, elle dans son enfer. La loi ne connaît pas la pitié.

Comment on y est traité. — Le 2e conseil de guerre de Paris a condamné à un mois de prison le vétérinaire Lagarde, qui, faisant une opération et sous prétexte que le maréchal-ferrant Grenier l'empêchait de voir, avait frappé celui-ci d'un coup de cravache, puis — comme il disait : Vous m'avez fait mal ! — d'un coup de pied. Il lui arrivait aussi fréquemment de traiter ses inférieurs (oh ! pas ces supérieurs !) d'andouilles et de cochons. « Oui, dit-il, mais pour le bien du service, afin de les stimuler, et jamais avec l'intention de les froisser dans leur dignité. »

Soldats, appelez vos chefs andouilles et cochons, et dites ensuite que c'est pour le bien du service, non pour les froisser. Appliquez-leur des coups de cravache quand ils vous empêchent de voir quelque chose, donnez-leur des coups de pied s'ils se plaignent, — et vous vous en tirerez avec un mois de prison, c'est moi qui vous le dis.

Comment on s'y porte. — D'après une étude du Dr Lowenthal dans la *Revue* :

La morbidité scarlatineuse de l'armée française dépasse de 630 0/0 celle de l'armée allemande.

La mortalité scarlatineuse de l'armée française dépasse de 500 0/0 celle de l'armée allemande.

La morbidité par oreillons dépasse de plus de 3.000 0/0 celle de l'armée allemande.

La morbidité diphtérique de l'armée française dépasse de plus de 250 0/0 celle de l'armée allemande.

La morbidité dysentérique de l'armée française dépasse de plus de 200 0/0 celle de l'armée allemande.

La mortalité dysentérique de l'armée française dépasse de plus de 250 0/0 celle de l'armée allemande.

La morbidité tuberculeuse de l'armée française dépasse de plus de 300 0/0 celle de l'armée allemande.

La mortalité tuberculeuse de l'armée française dépasse de plus de 300 0/0 celle de l'armée allemande.

Les pertes totales dues à la tuberculose dans l'armée française dépassent de plus de 400 0/0 celles qu'enregistre l'armée allemande.

Que la discipline n'y est pas la même pour tout le monde. — L'affaire des cinq officiers du 116e de ligne qui ont refusé d'aller expulser les frères de Ploërmel, comme ils en avaient reçu l'ordre de leur chefs, requis eux-mêmes par le préfet, vient d'être jugée par le conseil de guerre de Nantes. Ils ont été condamnés à quatre mois de prison pour abandon de poste, ayant été acquittés du chef de refus d'obéissance à un ordre militaire, le commandant Pobéguin, leur chef, ne les ayant pas mis en demeure de formuler nettement leur refus.

Cette distinction est intéressante pour les simples soldats. Quand on les envoie aux grèves, ils n'ont qu'à abandonner leur poste, sans refuser d'obéir. Ne pas s'exposer à la mise en demeure, tout est là. Mais, quand on vous a placé en sentinelle à un puits, s'en retourner tranquillement à la caserne, c'est bien moins grave : 4 mois de prison, comme on voit. Il faut que les soldats se servent des précédents créés par les officiers en faveur de la désobéissance.

Ces 5 officiers ont basé leur défense sur ce qu'il existe un article 21 d'une loi du 3 août 1791 exigeant que les réquisitions de l'autorité civile soient lues aux troupes, avant le départ. Ils avaient raison, puisque cette loi, quoique tombée en désuétude, figure dans les manuels dont la lecture est recommandée à l'intérieur des casernes. Donc, quand on réquisitionne des troupes pour les grèves, on doit leur lire la réquisition, ou elles sont en droit de ne pas marcher. Encore un précédent qu'il sera intelligent de ne pas laisser tomber dans l'eau. Désobéir et être à couvert, c'est double plaisir.

Toutefois, les soldats feront peut-être bien de ne pas trop s'y fier. Contre eux, il n'y a pas de loi qui tienne.

***

Encore à vous, M. Piot. Vous voulez qu'on fasse des enfants, et vous ne voulez point qu'on propage les conseils de l'amour stérile. Et voici ce qui arrive. Une jeune fille de 17 ans, femme de chambre, rue de l'Université, se trouva enceinte. La maternité, c'était pour elle la misère noire. Elle accoucha clandestinement dans sa chambre, puis étrangla le petit être. Allons, avouez, Monsieur, qu'il fallait ou que cette pauvre fille sût les moyens de n'être pas mère, ou que son enfant eût l'existence assurée. La société néglige l'un et l'autre remède, mais elle ne néglige pas de punir l'infanticide. La malheureuse jeune femme fut dénoncée par je ne sais qui, être ignoble à âme de mouchard, le cadavre de son petit fut trouvé dans un tiroir de commode, et elle fut arrêtée à l'hôpital où elle avait dû se traîner.

Dans les cas de ce genre, il n'y a pas que la société et que les Piots de coupables. Il y a encore l'homme, cause de la maternité, et qui abandonne. Son excuse — souvent fondée — est qu'il n'est pas sûr d'être le vrai père. Eh bien, puisqu'elles sont abandonnées et par l'homme et par la société, que les femmes ne s'entendent-elles pas entre elles pour s'assurer contre les risques de l'honneur, pour élever leurs petits à frais communs et pour se chuchoter à l'oreille les mystérieux conseils préventifs? L'expérience nous enseigne que les choses qu'il faut faire ne sont jamais faites, et bien faites, que par les intéressés eux-mêmes. S'en remettre au bon vouloir de l'adversaire, c'est folie.

***

Arrestation d'un M. Ramaglia, dit abbé Janvier, prêtre italien : excitation de mineures à la débauche, escroqueries.

Arrestation d'un frère de la Doctrine chrétienne, à la Goulette, près Tunis, où on le surprit en flagrant délit d'actes immoraux sur des petits enfants. C'est ça, la doctrine chrétienne?

Les prêtres catholiques se vouent à la chasteté, qui est contre nature, à la pauvreté, qui est contre nature, à l'obéissance, qui est contre nature. Aussi ne sont-ils généralement ni obéissants, ni pauvres, ni chastes. Dame Nature n'aime pas qu'on se moque d'elle. B. C.

***

Il n'est telle, semble-t-il, à voir les journaux français de ces jours derniers, qu'une presse dite républicaine pour savoir s'aplatir devant une royauté. Aucun n'y échappe et le voyage en Italie de notre polichinelle élyséen donne à *La Petite République* socialiste !!! une occasion de se distinguer dans ce concert.

Rien n'y manque en effet : un rédacteur spécial a été envoyé là-bas et il est chargé de tenir les lecteurs « socialistes » au courant des salamalecs officiels, de leur faire respirer le parfum des gueuletons et de faire le boniment en faveur du rejeton d'Emmanuel III; enfin, pour être complet, le journal publie les portraits des « sympathiques » souverains d'Italie.

C'est le record dans la platitude. Les prolétaires italiens qui crèvent de faim, et que le monarque, comme un vulgaire Millerand, fait fusiller par ses troupes lorsqu'ils se mettent en grève, cela ne compte plus. Tout est à la joie. Les prolétaires crèvent de misère mais leurs maîtres banquettent ensemble et cela suffit.

Il y a un siècle, les républicains français, en haine de tous les tyrans, guillotinaient un roi. Aujourd'hui, les hommes qui ont la prétention de continuer leurs traditions, recherchent platement l'amitié des têtes couronnées et un prétendu socialiste s'est fait créer baron par l'un d'eux.

Et seul, de temps à autre, un anarchiste se lève

pour rappeler aux exploités que la royauté est mère de l'esclavage. Et ce jour-là, c'est l'anarchiste que les républicains guillotinent.

Les temps ont bien changé.

P. D.

***

Epinal. — *La Vrille*, une feuille volante autographiée, publiée par les camarades de cette localité, nous apporte le récit d'un de ces crimes sociaux que protège la loi.

La famille Charton, composée du père, de la mère, et de 7 enfants en bas âge, a été expulsée du logement qu'elle ne pouvait payer, et jetée à la rue par l'huissier, officier ministériel, agissant sur les ordres du propriétaire, un ancien ouvrier.

Charton était un bûcheur, mais il venait de subir un chômage de deux mois. Il n'y a que les droits du capitaliste qui ne chôment pas.

J. G.

Roanne. — Les maçons sont en grève depuis plus de deux mois déjà. Quelques patrons ont accepté leurs revendications, mais un certain nombre se refusent à y adhérer. Cependant les maçons ont fait preuve de beaucoup d'esprit de conciliation. De trop peut-être. En tout cas, s'il y a échec, on ne pourra pas leur reprocher d'avoir été trop bruyants. Car on sait que pour quelques esprits timorés, la violence gâte tout. Et le manque de volonté, donc!

Saint-Messeix. — Dans le Puy-de-Dôme, les ouvriers mineurs se sont mis en grève par solidarité. Un ouvrier ayant été mis à l'amende injustement, ses camarades prirent fait et cause pour lui et se mirent en grève.

Saint-Etienne. — Les charpentiers ne sont pas en grève mais il est fort possible qu'ils cessent le travail sous peu. Voici, en effet, la communication qui a été adressée à tous les patrons : « La chambre syndicale des ouvriers charpentiers de Saint-Etienne prévient messieurs les entrepreneurs qu'à partir du 15 mai 1904, aucun ouvrier ne travaillera au-dessous du tarif qui est de 0 fr. 60 l'heure. » Cette décision a été prise en assemblée générale le 19 avril.

Si laconique que soit ce billet, croyez-vous qu'il ne fera pas réfléchir les patrons. J'aime, quant à moi, cette façon d'opérer. La diminution des heures de travail, l'augmentation du salaire même avec minimum peuvent se faire de cette façon très simple. Il suffit que les ouvriers d'une corporation *soient fermement décidés* par exemple à ne plus faire que 9 heures au lieu de 10 heures; ils préviendront leurs employeurs qu'à partir de tel jour ils ne feront plus que 9 heures *sans diminution de salaires*. Il est certain que neuf fois sur dix les patrons refuseront. Il y aura lutte, grève. Les deux tiers peut-être de ces grèves échoueront. Mais dix ans, quinze ans de cette lutte donneront des résultats autrement appréciables que dix ans de parlementarisme. D'autant plus qu'après avoir attendu que la pâtée nous soit accordée par les bouffe-galette, il nous faut encore l'arracher de force au patron, si nous voulons la manger. Supposez deux frères dont l'un, au caractère dominateur, prend pour lui tous les fruits d'une corbeille et refuse de partager avec son frère qui a reçu plus souvent des bourrades que des caresses. Celui-ci réclame timidement sa part, fait intervenir le père (l'Etat) qui décide en effet que le cadet a droit à quelques fruits mais se garde bien d'user de son autorité pour obliger l'aîné à partager. De sorte qu'en fin de compte, le cadet finit par où il aurait dû commencer, c'est-à-dire par enlever de force à son frère ce que celui-ci se refuse à lui donner.

Le grand frère, c'est le patron; le père, c'est l'Etat, le cadet, c'est vous, c'est moi, c'est nous tous les battus, les vaincus de la vie.

Galhauban.

Mouvement ouvrier. — Un journal, dont le principal de la besogne, consiste surtout à défendre l'exploitation capitaliste et qui s'intitule *Le Moniteur des syndicats ouvriers*, lesquels? nous donne, dans un de ces derniers numéros, les quelques renseignements suivants dont il se sert pour essayer de justifier la thèse qu'il défend :

« Si l'on répartissait — dit ce journal — entre tous les ouvriers mineurs français au nombre de 164.810, le bénéfice moyen des houillères, il en résulterait pour eux une augmentation de salaire annuel de 252 francs représentant 0 fr. 87 par poste et 0 fr. 73 par jour. » Et le rédacteur du journal ajoute cette réflexion : « A ce modeste supplément de salaire se limiteraient les avantages tant prônés, etc., etc.

Il nous semble à nous, au contraire, que cet avantage ne serait nullement à dédaigner et que ces 252 francs volés annuellement à chaque ouvrier mineur, permettraient à pas mal d'entre eux de manger chaque jour à leur faim.

Que 252 francs par an ne disent rien au capitaliste rédacteur du *Moniteur* nous l'admettons, mais qu'il aille donc demander aux ouvriers mineurs eux-mêmes ce qu'ils en pensent et il verra.

J'ajoute que la somme volée aux mineurs chaque année, en tenant pour exacts les chiffres fournis par le *Moniteur*, et ils sont plutôt au-dessous de la vérité représentent un total de 41.542.120 francs.

Comme l'on voit, le parasitisme capitaliste coûte cher aux mineurs et les chiffres fournis par le *Moniteur* se retournent admirablement contre la thèse qu'il a la prétention de défendre.

La mine aux mineurs, l'outil à l'ouvrier qui le fait produire, c'est la libération et la fin de l'esclavage et c'est aussi la fin de la misère et des mauvais jours. C'est le communisme que nous efforçons par tous les moyens de réaliser.

Un certain nombre d'ouvriers *typographes* emploient, par ces temps d'élections, un moyen qui pourrait être habile pour protéger leurs salaires, mais qui me laisserait perplexe, si j'étais électeur. Des ouvriers typographes se sont donc portés un peu partout candidats « pour la forme » et invitent à ne voter que pour les candidats qui apportent un « label » dont ils donnent le modèle sur leurs affiches. Cette marque indique que les ouvriers qui ont exécuté le travail du candidat ont reçu des conditions de travail qu'ils trouvent satisfaisantes.

Cela est fort bien, mais pour ma part si j'éprouvais le besoin de me choisir un maître, je me trouverai bougrement embarrassé.

En effet, j'habite justement un fichu quartier où, seul le candidat « nationaliste », possède la marque en question et il se trouve justement que ce nationaliste conseiller sortant a voté « *contre* la suppression des bureaux de placement », a approuvé Lépine et les assommades de la Bourse du Travail, etc., etc... et s'oppose à chaque instant à tout ce qui pourrait améliorer le sort des travailleurs. Et alors, je le demande aux camarades typographes. Que devrais-je faire et voyez, si j'étais votard, dans quelle alternative vous me mettriez.

Et cela prouve une fois de plus qu'il n'y a rien à attendre et qu'aucune propagande économique ne peut être tentée efficacement en période électorale.

Et là est justement aussi l'erreur fondamentale du réformisme qui trouve de si chauds partisans dans la corporation qui nous occupe.

Nous croyons en effet que s'il est préférable de travailler huit heures par jour que douze; de gagner un salaire qui permette de vivre qu'un salaire de famine, il est indispensable de poursuivre par-dessus tout non de vaines améliorations qui, comme dans le cas qui nous occupe, risquent de se retourner à un certain moment contre nous, mais la disparition du salariat et de la société capitaliste.

Et c'est pourquoi aussi, révolutionnaires avant tout, nous nous refusons au vote qui donne à la société capitaliste une apparence de légalité et du même coup la renforce.

Le propre d'un syndicat ouvrier est de grouper tous les travailleurs d'une corporation déterminée, pour la défense d'intérêts qui leur sont communs, et cela sans souci de leurs opinions politiques ou autres.

C'est ce que ne semble pas avoir compris certains syndicalistes de Grenoble, qui se refusent à admettre dans leur sein notre camarade Pierre Dumas exploité au même titre qu'eux. La raison leur paraît simple; Dumas est anarchiste et fait de la propagande anarchiste, et a fondé un journal pour l'élargir le plus possible. Mais dans le syndicat de sa corporation, on s'intéresse à une certaine politique que Dumas combat, ce qui suffit à leurs yeux pour le frapper d'ostracisme.

Et c'est là, croyons-nous, une méthode déplorable que l'on a abandonnée partout dans les syndicats, excepté, semble-t-il, à Grenoble.

Et ces travailleurs à qui l'action politique n'a apporté dans ces temps derniers que déboires et trahisons, devraient un peu plus réfléchir avant de frapper ainsi un camarade qui pense autrement qu'eux sur des questions qui n'ont que faire dans un syndicat ouvrier.

Et s'ils ne reviennent pas sur leur décision, ils autorisent leurs adversaires politiques, qui les ont si bien battus sur ce terrain, à se servir demain contre eux des armes dont ils se servent aujourd'hui contre Dumas.

Il suffira, nous l'espérons, de *signaler simplement* les dangers d'une telle façon de faire pour que ces exploités lèvent l'interdit dont ils ont cru devoir frapper un des leurs.

Autrement la question, qui est d'intérêt général, mériterait d'être élargie, et pour ma part, je ferai mon possible pour qu'elle le soit.

Les *officiers* de la marine marchande viennent de se mettre en grève. Cela pourrait être très bien, mais ce n'est justement pas contre leurs patrons, les armateurs, que ces Messieurs se mettent en grève, mais contre les prolétaires de la marine qui ont eu le tort de se former en syndicats pour résister efficacement à toutes leurs prétentions.

MM. les officiers se plaignent de ne plus avoir comme jadis le droit de vie et de mort sur les équipages des *navires* qu'ils commandent. Ils redoutent le syndicat des simples marins, à qui ceux-ci s'adressent lorsque des injustices ou du surmenage leur sont imposés. MM. les officiers veulent revenir au bon vieux temps, et c'est dans ce but qu'ils formulent les revendications suivantes :

1° Etre les maîtres absolus à leur bord; 2° avoir le droit strict de recruter leurs équipages; 3° Que les conflits *soient*, à l'avenir, soumis à l'autorité maritime.

Tout les navires qui arrivent à Marseille sont désarmés, et la grève de MM. les officiers est générale.

Il est inutile, croyons-nous, de discuter ce qu'ils appellent leurs revendications, la lecture seule en est suffisante. Ces grévistes nouveau genre veulent être les *maîtres absolus* : cela résume tout, et c'est justement pour résister à cette prétention, que les prolétaires de la marine se sont groupés.

Bien entendu, les armateurs sont de mèche avec leurs officiers, et l'on ne peut prévoir comment se terminera ce conflit, les inscrits maritimes étant bien décidés de leur côté à se défendre, et à ne plus se laisser traiter comme des esclaves par leurs officiers.

Firminy. — La grève des ouvriers menuisiers continue dans le plus grand calme. Les grévistes sont au nombre d'environ 70, et comprennent la totalité d'ouvriers de cette profession. Ainsi que je l'ai déjà dit, ils réclament une augmentation de salaires d'environ 50 centimes par jour. Je dis environ, car la plupart du temps ils travaillent aux pièces, de sorte que l'augmentation peut être supérieure ou quelquefois inférieure à ce chiffre. On conviendra que cette réclamation n'a rien de bien exigeant, quand on saura que pour la plupart des ouvriers, la journée ne sort qu'à 3 fr. 50. Seuls les meilleurs ouvriers parviennent à faire 4 francs ou 4 fr. 25. Différentes entrevues ont eu lieu entre patrons et grévistes, mais l'accord n'a pu se faire. Aujourd'hui les ouvriers demandent l'arbitrage du juge de paix.

P. Delesalle.

Espagne.

Barcelone. — *Escuela Moderna*. — Si le but que nous poursuivons ici peut intéresser certains de vos lecteurs, voici quelques détails :

Nous avons ouvert l'école avec 30 élèves, il y a deux ans et demi.

Au bout de la première année nous en avions 70. Au bout de la deuxième année 82 et nous voilà dans le courant de la troisième avec une centaine (47 petites filles et 61 garçons exactement).

Notre principal souci étant celui de former une bibliothèque scolaire, car nous ne pouvons nous servir des livres courants, tous entachés comme on sait de religion, de patriotisme ou d'autres plaies, nous avons dû faire de grands efforts pour parer à ce grand inconvénient.

Nous avons publié déjà et nous utilisons dans l'école : un *Premier livre de lecture*, composé par nos camarades Anselmo Lorenzo et Paraf Javal. Viennent ensuite *Les Aventures de Nono, Science et Religion*, de Malvert; un *Manuscrit* composé par des morceaux choisis de *Guerre-Militarisme* de votre bibliothèque; une *Grammaire*, une *Méthode* pour apprendre le fran-

çais, etc. Nous avons sous presse la *Substance universelle*, d'Albert Bloch et Paraf-Javal, et un autre livre de lecture tiré de votre exemplaire *Patriotisme-Colonisation*.

A peine connue, il y a déjà cependant en Espagne une vingtaine d'écoles qui se servent de nos livres, et si nous connaissions des professeurs de nos idées il y en aurait bien davantage, car l'on nous en demande de tous côtés pour l'ouverture d'écoles comme la nôtre.

L'institution est mixte, doublement, parce que non seulement fillettes et garçons la fréquentent, mais toutes les diverses classes de la société s'y trouvent mêlées. Nous avons des fils d'ouvriers aussi bien que des fils de bourgeois : commerçants, fabricants, etc.

Tous les dimanches, à 11 heures, conférence soit sur l'hygiène, soit sur les sciences naturelles, par deux professeurs de l'Université, MM. Martinez Vargaz et Odon de Buen, conférences auxquelles assistent les élèves, leurs familles et le public.

Hollande.

Les groupes de Hollande ont repris l'idée d'appeler à un Congrès international tous les groupes et individualités, partisans de la suppression de la guerre et des armées.

Ils adressent, à cet effet, un long manifeste pour expliquer leur but, avec la liste des adhérents.

Pour tous renseignements, s'adresser à Domela Nieuwenhuis, 12, Schooklaan, Hilversum, Hollande.

Russie.

Dans les prisons du tsar. — *La Russie révolutionnaire* publie, dans son dernier numéro, des notes autobiographiques de Mlle Frouma Froumkine, condamnée à onze ans de travaux forcés à l'île de Sakhaline pour l'attentat contre le général de la gendarmerie politique, M. Novitsky.

Ces notes révèlent la situation terrible des détenus politiques, surtout des femmes. « Au lieu de me transporter dans la prison politique, on m'a internée dans la forteresse, dans une prison militaire. Un officier m'a dit que j'étais la première femme détenue. Comme femme, j'avais à endurer des tortures insupportables, mais j'étais décidée à tout : « noblesse oblige »; j'ai voulu apparaître devant le tribunal alerte, joyeuse. J'ai voulu souffrir en silence, mais ce fut impossible! Dès que je fus introduite dans la prison, une femme vint me perquisitionner. Impossible de décrire cette opération : non seulement on m'a déshabillée toute nue, mais on a examiné, touché toutes les parties de mon corps.

« J'ai protesté. Je croyais que cette torture ne se renouvellerait pas. Je me suis trompée : dans cette forteresse, la même opération se répétait deux fois par jour. » Mlle Froumkine décrit alors sa révolte, sa résistance. Deux officiers sont venus, « se sont jetés sur moi comme des bêtes fauves, m'ont déchiré mes vêtements et m'ont perquisitionnée... » Mlle Froumkine pensait au suicide, mais elle s'est abstenue de cette résolution fatale pour ôter aux ennemis le droit de dire que « c'était la peur du bagne » qui l'a poussée à cette fin. Elle aussi a eu recours à la faim volontaire, au *golodny bounte*; elle tomba malade; une fièvre nerveuse a failli l'emporter, mais elle a survécu et on se rappelle avec quelle énergie, quelle fierté elle avait parlé aux juges qui l'ont condamnée au bagne!

(*L'Aurore*, 25 avril.)

Arménie.

Je vous avais promis des détails sur l'affaire de Hounan ; voici maintenant une lettre reçue de source authentique :

1er Février 1904.

« Le vendredi, 23 janvier dernier, vers midi (7 heures à la turque) toute la ville fut soudainement alarmée. La nouvelle des mouvements extraordinaires du gouvernement, ainsi que l'armement des musulmans, se répandait immédiatement parmi les Arméniens et toutes les boutiques du Bazar se fermaient et la population se réfugia dans les maisons.

« L'effroi parmi la population s'augmenta encore lorsqu'on apprit que dans le village Hounan, distant de Moushe d'une heure et demie, l'apparition de cinq ou six inconnus avait donné lieu à l'assiègement du village par les soldats en garnison dans le village Norshew et des gendarmes venant de Moushe, renforcés de Bachi-Bouzoucks et des malfaiteurs barbares de la tribu kurde Djan-Bezar.

« Il serait impossible de vous décrire l'angoisse dans laquelle la population arménienne s'est trouvée la nuit du vendredi au samedi.

« Vendredi, vers midi, dix à quinze gendarmes chargés de la perception des impôts, entrent à Hounan pour s'y reposer. Ils apprennent aussitôt la présence de cinq ou six Arméniens inconnus dans une maison du village; sur quoi ils assiègent la maison faisant tomber sur elle une pluie drue de balles. Ils envoient aussi un message à Norshew et à Moush informant les autorités qu'ils sont aux prises avec des Fédaïs. Trois autres inconnus accourent pour secourir leurs camarades et ripostent aux gendarmes par des coups de fusils ininterrompus, jusqu'à ce que ces derniers cherchent leur salut dans la fuite. Les uns se cachent dans les habitations, les autres dans les excavations formées par le ruisseau Méghraked.

« Les inconnus continuent à faire feu sur les soldats arrivés de Norskew qui se retirent après avoir laissé deux blessés sur le champ.

« Les Arméniens se sont emparés des chevaux que les gendarmes avaient laissés en plan et quittent le village à la tombée de la nuit sans la moindre blessure.

« Les villages avoisinants, Norskew, Aghank, etc... se remplissent de turcs barbares, gendarmes et Kurdes venus de Moush. Ceux-ci apprenant que les inconnus ont pu échapper, se forment en bandes et se jettent sur les villageois avec la férocité de bêtes fauves. Heureusement tous les jeunes hommes, ainsi qu'un grand nombre de femmes et d'enfants avaient pu s'enfuir à la faveur de l'obscurité. Fouettés par un froid terrible, ils marchent tête et pieds nus dans la neige et se réfugient dans les villages arméniens d'alentour. Quel poignant spectacle que de voir fuir ainsi ces malheureux! Les pleurs et les lamentations des enfants souffrant du froid, l'état de ceux qui gelés tombaient sur la route et des cris déchirants des mères auraient attendri même le plus féroce animal. Une mère portant deux enfants, n'en pouvant plus de fatigue, laisse tomber un des enfants, une fillette de trois mois, qui expire sur la neige. Des choses analogues, l'une plus douloureuse que l'autre, se répètent à chaque instant.

« Et encore ces fugitifs n'étaient-ils pas les moins heureux, car tous ceux qui n'avaient pu fuir avec eux ne pouvaient plus quitter le village envahi et entouré par la populace musulmane. Le restant des femmes et des enfants se divise en deux groupes qui se réfugient chacun dans une maison. — Les gendarmes, les Kurdes et les Bachi Bouzoucks divisés en plusieurs groupes enfoncent toutes les portes, pillent et mettent à sac toutes les maisons, enlèvent les objets de valeur, les ornements de femmes, les bijoux, les vêtements, l'argent, jusqu'à l'huile et le blé... Quant aux céréales et autres objets qui ne peuvent pas être emportés, on les détruit ou on les barbouille d'ordures et d'excréments. Tous les meubles et ustensils de ménages, vases, cruches, armoires, coffres sont mis en pièces. Un monstre sanguinaire, le gendarme arabe Abdoullah, après avoir criblé de balles et de coups de poignard le corps de Hovnik Bogheyan, le jette dans un puits. Après le gendarme arabe, ce sont les Turcs Selim de Moush, Mesdo, Tchato, Hadji Valo et son fils, ainsi que les gendarmes Saadéddin, Hakhverdin, Chakir Onbachi, Ali Moussa, Kutchuk Aghir, qui se distinguent dans ca carnage.

« Mais les actes les plus horribles et les plus dégoûtants commis par l'Arabe Abdoullah, ses gendarmes, et les turcs cités ci-haut auxquels il faut ajouter les noms de Niazi, Mesido, Mousdafa, Doursoun et quelques autres, sont les viols atroces des femmes et des enfants. Rien ne fut respecté, pas même les vieilles femmes dont l'âge avait blanchi les cheveux. Voici les noms des femmes et jeunes filles violées : Loussig, femme de Djendo; Irmon, femme de Djingo, âgée de 40 ans; Khoumar, 15 ans, fille de Hatchik. (Elle est actuellement malade); Dodé, 65 ans, femme de Mardo. Ses agresseurs lui ont cassé deux dents; Loussig, 35 ans, bru de Dodé; ces malheureuses ont dû subir à plusieurs reprises, les outrages de l'Arabe Abdoullah et ses douze hommes; Sanam, 40 ans, femme de Krikor a été violée par Saadedin, Hakverdin et plusieurs gendarmes.

« Krulkaz, 20 ans, bru de la dite Sanam; Loussi, 20 ans, femme de Mahson Melik; Fende, âgée de 70 ans; la bru de Fende, Mariam, 20 ans; Horom, 18 ans, femme de Sako (actuellement malade); Saré, 50 ans, femme de Megro; Havso, 35 ans, femme de Kasbar; Horom, 45 ans, femme de Yégho; Baykaz, 50 ans, femme de Hago; Gulo, 19 ans, femme d'Ohan a *été forcée* de coucher toute la nuit avec l'officier des gendarmes, Abdul Sémat Effendi; Yeghsik, 55 ans, femme de Abdal.

« (Je cesse ici l'énumération des femmes violées craignant qu'elle devienne trop monotone pour les lecteurs, mais la liste est loin d'être complète).

« On a jusqu'à présent trouvé les cadavres gelés d'Aghrait, fille de Hatchik, âgée de 5 ans; Khoumar, fille de Mego, âgée de 3 ans; Kourken, fils de Krikor. On ne connaît pas encore le nombre exact des victimes. Outre les malades plus ou moins graves, on dit qu'il y a des cadavres d'enfants et de femmes aux bords des vignes de Méghraked.

« Si un des gendarmes était tué, la vie de tous les Arméniens de Moush serait en danger. L'Arménien ne pourra plus vivre, si on ne se hâte pas à remédier à cette situation. »

Ici finit la lettre du correspondant. Qu'attendent encore les puissances européennes pour mettre un frein au barbarisme turc?

EDWARD GREENE.

Guyane

CAYENNE. — Ne pourrait-on pas mener une campagne, pour arriver à faire cesser la résidence obligatoire? Par suite de la catastrophe de la Martinique, de la crise économique de la Guadeloupe et des colonies anglaises, la vie n'est pas possible à la Guyane; les esprits s'aigrissent, et fatalement, les insconscients ne voyant pas la cause de cette crise, en arrivent à en faire des questions de couleur; les noirs se plaignent de la concurrence des libérés, en revanche ceux-ci finissent par haïr l'homme de couleur. Et si comme certains Cayennais le proposent, on voulait confiner toute la population pénale au Maroni, cela serait la mort certaine pour la majorité des libérés, car le travail n'y existe pas du tout, puis, pour l'évolution générale, ce serait activer les haines de couleur, car, forcément, les noirs qui se trouveraient de passage au Maroni, seraient en butte à des représailles des expulsés de Cayenne.

Or, à Cayenne, déjà, parmi la population libre, certains ne voient la seule possibilité de sauver la situation critique de la Guyane que dans la liberté du libéré de sortir librement de la colonie.

Voyez donc si on pourrait faire quelque chose dans ce genre; déjà Gabriel Séailles, à propos de la « Mano Negra » en avait fait mention.

L. L.

VARIÉTÉS

INDICATION DES PRINCIPALES ÉTAPES

DE

LA PHYLOGÉNIE DES HOMINIENS

(Suite) (1)

Primitivement, tous les glomérules étaient semblables entre eux, mais du moment où ils formèrent une agglomération un peu nombreuse, ils durent se partager le travail; dès lors ils modifièrent leur aspect primitif et prirent des formes commandées par les fonctions qu'ils avaient à remplir.

Les formes eurent tout avantage à devenir permanentes. Ainsi se créèrent les organes.

Un organe n'est que l'expression d'un travail à accomplir. Un être vivant n'est qu'une réunion d'organes.

La forme d'un être vivant est donc en rapport direct avec le travail qu'il a besoin d'accomplir pour arriver à vivre, elle en est l'expression.

Il en résulte que la *forme spécifique* d'un organisme complexe, comme une plante ou un animal, n'étant autre chose que le *résultat du travail* qu'il y a eu *nécessité* d'accomplir, raconte en quelque sorte l'histoire des *circonstances* diverses qui ont contraint une colonie ou agglomération de glomérules primordiaux, à chercher les meilleures conditions possibles pour vivre.

En un mot, la forme d'un être vivant dépend

(1) Voir le numéro 52.

de toutes les actions mésologiques, extérieures et intérieures, qui ont eu de l'influence sur la longue suite de ses prédécesseurs ou ancêtres.

En conséquence, l'homme, pas plus que les autres êtres vivants, ne doit sa forme spécifique, c'est-à-dire la disposition de ses divers organes, à un plan esthétique préconçu, à un modèle déterminé, mais uniquement à l'influence des milieux et aux circonstances dans lesquelles vécurent ses aïeux.

* * *

Ainsi, résumant ce que nous venons d'énoncer, nous constatons que la matière organisée est forcée de se transformer lorsque la matière inorganique qui l'environne voit ses réactions se modifier. Or, nous l'avons dit, la masse de matière cosmique dont l'agglomération constitue un système solaire est en perpétuel changement.

La terre, originairement gazeuse, ensuite solidifiée à sa surface, voit des réactions physico-chimiques se produire sans cesse dans des conditions nouvelles; aussi ses conditions d'existence se transforment-elles continuellement et ces transformations entraînent-elles celles des êtres qui, à sa surface, sont doués de sensibilité et de motricité organique.

Le mouvement, nous le savons, est la vie de la matière sous tous ses aspects : inorganiques ou organiques.

Tout se mouvant, tout se transformant sans cesse, les êtres vivants ne peuvent demeurer immuables, constituer des espèces fixes. C'est pourquoi ils se transforment et se succèdent les uns aux autres en une longue, très longue chaîne ininterrompue d'individus se différenciant graduellement les uns des autres.

D'où le fait que l'on ressemble d'autant moins à un ancêtre que l'on représente un chaînon plus éloigné de cet ancêtre. Il n'est pas étonnant, dès lors, que les espèces animales et végétales actuelles proviennent, par descendance directe, d'animaux et de végétaux ayant eu des formes organiques et un genre de vie absolument différent des leurs.

La vie organique, avons-nous dit, a commencé dans les eaux : donc tous les organismes actuellement terrestres sont issus d'ancêtres marins.

L'homme, par conséquent, possède, lui aussi, une longue série généalogique constituée par des êtres qui, ayant vécu dans le milieu liquide, furent adaptés à l'existence aquatique.

Cette phase aquatique, étape morphologique primordiale, représente peut-être la plus longue période de notre phylogénie.

Car il semble assez probable que les temps durant lesquels la vie commença à se développer dans les immenses océans de l'ère géologique Primaire furent d'une durée considérable.

Il fallut évidemment une très longue série de mutations morphologiques pour, du grumeau primordial de protoplasma amorphe, faire un être composé possédant des organes différenciés.

Puis, ce premier et immense progrès réalisé, par combien de formes dépourvues d'un axe central durent passer les précurseurs des Chordés? De tous ces animaux à corps mou, ne possédant pas de parties susceptibles de se fossiliser, la paléontologie ne possède rien ou à peu près rien. Les Invertébrés actuels et l'embryologie fournissent seuls l'indication des grandes lignes de notre progonologie antérieure aux Vertébrés.

On ne connaît encore, d'une façon certaine, les Vertébrés, que dans les terrains supérieurs de la période silurienne. Ce sont des débris des nageoires de Sélaciens et des écussons de poissons Ganoïdes. Ces restes ne représentent pas évidemment des Vertébrés primitifs.

Et, de fait, bien que l'attribution géologique en soit douteuse, on signale des Ganoïdes dès le silurien moyen au Colorado (Etats-Unis).

En outre, si archaïques que soient les poissons siluriens connus, leurs formes sont déjà tellement éloignées de celles de précurseurs possibles, parmi les Invertébrés, qu'elles témoignent d'une importante série de Vertébrés primitifs non encore retrouvés. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'il faille remonter aux derniers temps précambriens pour trouver les formes zoologiques, établissant le passage entre les Invertébrés et les Vertébrés.

Ce qu'étaient les archaïques Vertébrés qui furent les ancêtres des quadrupèdes terrestres, il ne nous est guère donné encore de le savoir d'une façon précise.

Animaux ichthyomorphes ayant vécu depuis la fin de la période précambrienne jusque vers le milieu des temps dévoniens, ils ont dû subir de nombreuses transformations.

Ce que l'on peut admettre, c'est que probablement ils ne tardèrent guère à se différencier nettement des ancêtres des véritables Poissons.

Ne possédant peut-être, surtout au début, aucune partie ossifiée, ils n'ont point laissé de débris fossiles. Leur corps devait être allongé en forme de fuseau.

Ce ne fut que tardivement que dut s'ébaucher une colonne vertébrale cartilagineuse. La peau était probablement nue ou faiblement écailleuse. Un certain nombre, mais pas tous, parmi les ancêtres des futurs Vertébrés terrestres, devaient avoir des tendances à devenir vivipares.

Tel est, à quelques détails près, tout ce que l'on peut dire de ces lointains et aquatiques aïeux qui semblent avoir commencé à abandonner le séjour des eaux, leur primitive patrie, vers le milieu de la période dévonienne.

* * *

Lorsque les Vertébrés s'aventurèrent pour la première fois sur les bas rivages des mers dévoniennes, le sol émergé, qu'ils se disposaient à envahir, n'était point dépourvu d'animaux. Dès la fin du silurien, certains Invertébrés avaient réussi à sortir du milieu liquide et s'étaient adaptés à respirer directement l'air atmosphérique. C'étaient des individus du groupe des Arachnides, des Scorpions.

La même adaptation s'imposa aux Vertébrés. Il leur fut en effet indispensable, en changeant de milieu, de perdre le mode de respiration des animaux aquatiques pour acquérir une respiration aérienne.

Une modification aussi considérable ne se fit point brusquement, elle s'opéra par transition graduelle.

Les mutations que des animaux jusqu'à ce moment exclusivement aquatiques durent subir, pour devenir pulmonés et marcheurs terrestres, d'organismes nageurs qu'ils étaient antérieurement, nous sont de nos jours retracées par certains types archaïques, survivants actuels, mais représentants modifiés des formes de transition qui se constituèrent alors.

Deux groupes zoologiques témoignent encore de cette importante phase évolutive.

L'un demeuré exclusivement nageur fait partie des poissons, c'est celui des Dipnés ou poissons pneumobranches.

L'autre est celui des Batraciens appelés encore Amphibiens.

Chez les Dipnés, la vie à l'air libre est rendue possible par la présence, à la partie antérieure du pharynx, de petits diverticules aptes à recevoir directement l'air atmosphérique et à hématoser leur sang.

Les poissons Dipnés permettent donc de comprendre comment put se faire, pour les Vertébrés, le changement de milieu respiratoire, c'est-à-dire le passage de l'eau à l'air.

Ce groupe est encore actuellement représenté par trois formes curieuses, disséminées dans trois régions différentes du globe, séparées par des mers.

Protoptère (Afrique centrale), région tropicale;

Lepidosiren (Brésil), marais dans les régions de l'Amazone;

Ceratodus (Australie), fleuves du Queensland.

Mais si intéressants pour l'étude du mode d'acquisition d'un organe nouveau que soient les Dipnés, comme ils ne présentent pas un stade plus avancé de modification, il ne nous permettraient pas, à eux seuls, de comprendre comment un Vertébré aquatique possédant des nageoires peut devenir un marcheur quadrupède.

Très heureusement pour la science, cette lacune est amplement comblée par l'existence de tout un groupe de Vertébrés présentant ce fait excessivement remarquable que, durant le cours de leur existence, ces Vertébrés, les Batraciens, subissent de profondes mutations, changent d'aspect et d'organes, en un mot, se transforment sous nos yeux.

On se demande avec étonnement comment la signification des métamorphoses des Invertébrés et surtout des transformations des Batraciens est restée si longtemps incomprise des naturalistes partisans de la fixité des espèces.

La survivance des types batracoïdes est un des plus précieux documents que nous fournisse l'anatomie comparée. Sans cette survivance, la lacune entre les Vertébrés nageurs et les Vertébrés marcheurs eût été presque impossible à combler, car les différences morphologiques présentées par un même animal, aux deux périodes de son existence, auraient conduit logiquement les paléontologistes à en faire deux animaux différents.

N'a-t-on pas ignoré pendant longtemps les rapports étroits qui unissaient le Sirédon et l'Amblystome, formes l'une jeune, l'autre adulte de l'Axolotl ?

Cependant on les possédait vivants. Pour reconnaître l'identité, l'unité des deux formes, il a fallu les voir se transformer sous les yeux des observateurs.

Les Batraciens actuels, formes modifiées d'ancêtres dévoniens et carbonifériens, n'ayant point fait partie des individus qui évoluèrent dans des directions favorables à des transformations complètes, continuent de nos jours à reproduire, bien des millions d'années après, les modifications anatomiques et physiologiques que subirent les Vertébrés qui, d'animaux marins nageurs, devinrent des quadrupèdes terricoles.

Durant la première période de son existence, un jeune Batracien est un animal exclusivement aquatique; il peut vivre seulement dans l'eau, respirant avec des branchies. En réalité, c'est un organisme ichthyomorphe, c'est une sorte de Poisson.

Mais, en avançant en âge, le jeune Batracien se met à se modifier profondément, il présente toute une série de mutations; ses branchies s'atrophient et disparaissent, des sacs pulmonaires se développent, ses membranes natatoires se résorbent et des pattes se mettent à pousser, si bien qu'à un moment donné, le Batracien adulte ne ressemble plus du tout au Batracien jeune, dit larve.

En effet, à la place d'un animal nageur respirant avec des branchies, on trouve un quadrupède marcheur à respiration uniquement aérienne.

Ce n'est plus un organisme aquatique obligé de vivre sans cesse immergé dans l'eau, d'y respirer, c'est désormais un animal terricole.

Ainsi, grâce à la survivance de ce groupe zoologique, le procédé d'adaptation de Vertébrés primitivement aquatiques à une existence devenue terricole est facile à comprendre.

Les Batraciens nous produisent la preuve vivante, la démonstration expérimentale, de cette phase transformatrice qui est de beaucoup la plus importante de toutes celles qu'enregistre l'histoire zoologique de nos ancêtres : l'émigration du milieu liquide dans le milieu aérien.

(A suivre.) PIERRE G. MAHOUDEAU.

(Revue de l'Ecole d'anthropologie. Janvier 1904.)

Sitôt après avoir terminé l'article en cours de publication, nous reprendrons la si intéressante série sur l'Hygiène, des Docteurs M. et D.

BIBLIOGRAPHIE

Le Roi régicide (1) de M. Pascal Forthuny, est un roi pas ordinaire. Déjà, tout jeune, alors qu'il n'était qu'héritier présomptif du trône, Harold avait soif d'indépendance et de liberté, et, un beau jour, lâchant la cour et son faste qui lui répugnaient, il s'envola courir les mers en compagnie de deux vieux savants et d'un matelot, Vox qui, quoique sorti du peuple, avait su par son caractère prendre de l'ascendant sur lui, et lui inculquer la haine de l'autorité, des injustices sociales; à en faire un véritable anarchiste.

Mais voilà qu'après une absence de six ans, le navire qui les porte arrive, une nuit, en vue de la capitale de son père, et un signal convenu, des fusées de différentes couleurs, lui apprennent que son père est mort, assassiné, le trône, attendant le successeur!

Harold qui s'apprêtait à brûler la politesse à sa capitale, stoppe et reçoit à son bord les grands du royaume venant saluer le nouveau maître.

Et voilà notre anarchiste acceptant le pouvoir — sans rien dire de ses sentiments secrets — afin de guider plus sûrement le peuple vers son affranchissement définitif. Entrant dans la peau de son rôle, il passe par toutes les comédies du sacre et du couronnement. Quoique ne l'aimant pas, il prend pour épouse une fille du roi, incarnant la futilité, l'orgueil et la vanité de toute sa race. Et, de sa vie, il fait deux parts : l'une consacrée à son métier de roi, essayant de contenter tout le monde, cherchant, par des mesures atténuées, à amener la bourgeoisie à la renonciation de ses privilèges, à accepter, sans trop crier, quelque libertés nouvelles pour le peuple.

Puis, les nuits, en compagnie de Vox, visitant la ville, afin de savoir ce que l'on dit, allant, dans les groupes de compagnons, prêcher la bonne nouvelle, l'amour de la liberté, la volonté de s'émanciper.

Cependant, tout en gardant le secret du roi, tout en ne lui cachant rien de ce que font ou méditent les anarchistes, Vox lui prédit qu'il échouera dans sa tentative de révolution pacifique. Pour balayer définitivement le dernier vestige d'autorité, pour réussir à empêcher l'emploitation de l'homme par l'homme, il faut que la révolution sorte du peuple lui-même, il faut qu'elle s'affirme par la force, en supprimant ceux qui s'opposeront à sa marche.

Et, de fait, la politique tortueuse du roi n'arrive qu'à mécontenter tout le monde. S'il est parvenu à arracher à imposer, plutôt, quelques sacrifices aux privilégiés, il doit, pour faire équilibre, persécuter ceux qui demandent davantage, faire emprisonner ou fusiller quelques anarchistes, et n'arrive, en fin de compte qu'à déchaîner la guerre civile avec toute ses violences, toutes ses horreurs, à laquelle du reste, Vox a poussé de son mieux. Et, tous deux, n'ont réussi qu'à faire triompher la réaction.

Vox et Harold d'abord emprisonnés par les vainqueurs, sont délivrés par des amis, emmenés sur le navire avec lequel Harold courait les mers lorsqu'il n'était que prince.

Mais Vox, blessé à mort, anéanti par l'avortement de la révolution qu'il croyait invincible, ne veut pas qu'il reste rien de l'ancien conducteur de peuples. Il a faussé le compas du navire avant le départ; croyant le guider au large, ils vont se perdre sur des récifs.

De sorte que ce n'est ni la violence, ni les calculs d'un meneur qui affranchiront le monde, « c'est l'individu lui-même qui doit être le seul artisan de son bonheur, de sa libération ».

C'est toujours difficile de juger un livre allégorique; le plus souvent, chacun peut l'interpréter à sa manière. On sent que M. Forthuny a travaillé son livre avec amour, avec conscience, trop travaillé même, car on y sent trop la recherche de l'épithète rare, la tourmente du style. Et pour pouvoir apprécier à leur valeur certaines scènes qu'il a voulu grandioses, il ne faudrait pas en avoir perdu le respect.

Je veux bien que travailler à convertir les individus aux idées que l'on propage, ou vouloir les « mener » ce sont œuvres fort semblables en apparence ; cependant, lorsqu'on dit aux individus, n'obéissez à personne, ne croyez que ce que votre propre raison vous a fait reconnaître comme vrai, ce n'est pas là, un langage de « meneur » de peuples.

Est-ce que la première chose que fait l'individu qui a découvert ce qu'il croit une vérité, n'est pas de chercher à la faire comprendre à ceux qui l'entourent. Si chacun gardait ses idées pour soi, ce serait la stagnation. C'est parce que des idées sont émises, qu'elles se heurtent, que se fait l'évolution des individus.

Il ne faut pas s'enfermer dans les formules. Oui, c'est l'individu qui doit être le seul artisan de son bonheur, de son évolution. Mais lorsque cette évolution accomplie, l'individu se trouve opprimé dans le milieu économique qui l'enserre, il est bien forcé de travailler à faire comprendre à ceux qui sont opprimés comme lui, et ne l'ont pas encore compris, quelles sont les causes de leur oppression, et, lorsque ce milieu s'oppose à leur affranchissement, force leur est d'avoir recours à la force.

Oui, l'individu n'a pas à attendre son émancipation de personne, mais cette émancipation, il ne l'accomplira pas seul, il ne réussira à briser les barrières qui l'entravent, qu'en unissant ses efforts, aux efforts de tous ceux qui, comme lui, souffrent de l'état présent, et veulent un avenir meilleur, de sorte que, si aléatoires que soient les chances d'une révolution violente, sa faillite n'est pas encore démontrée, car, en somme, l'état social actuel maintenu par la force, ne laisse aux individus affranchis intellectuellement, impatients de s'affranchir materiellement, d'autre issue que la force. C'est encore Vox le plus clairvoyant.

J. Grave.

(1) Un vol. 3 fr. 50 chez Taillandier, 8, rue Saint-Joseph.

L'Auvergne, par J. Ajalbert, 1 vol. 3 fr. 50, chez Stock.

Quo vadis? par Sienkiewicz, traduction A. de Roncey, illustration de Tofani, 1 vol. 3 fr. 50, chez Garnier frères, 6, rue des Saints-Pères.

La mort de Pierrot, pantomime, par H. Revers, 1 broch., chez Brunot of Grohmann, Wetherby Terrace, Londres, S. W.

Las bases del sindicalismo, par E. Pouget, 1 broch. à « Terra y Libertad », Madrid.

De la politica y sus perjuicios, par J. Prot, 1 broch. à « El Productor », Barcelone.

Extraits du « Paysan Français », par E. Masquad, Saint-Césaire-les-Nîmes.

A lire :

La Guerre, Anatole France, *L'Humanité*, 23 avril 1904.

Dynamiteurs, J. Braut, *L'Avant-Garde* (Amiens), 24 avril 1904.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Un camarade désire se procurer les numéros qui lui manquent des publications ci-dessous.

Adresser les offres au journal: *Le Rothschild*, nos 1, 4 (?) et suivants (?); *La Sociale*, nos 52, 53, 56, 59, 61; *La Ça ira*, nos 1, 8, 10; *Le Réveil des Travailleurs* (Liège), IIIe année, nos 46, 47, 48, 49, 50, 51; IVe année, nos 1, 2, 8 et suivants (?).

Quelques jeunes camarades viennent d'avoir l'idée excellente de constituer un groupe qu'ils ont intitulé : *La jeunesse syndicaliste*. Voici les principaux passages de l'appel que viennent de lancer ces camarades.

Ce groupement a pour but : l'étude de toutes les questions se rattachant à l'idée syndicale; des causeries seront faites à ce sujet par les membres du groupe, une bibliothèque y sera affectée; de plus, la propagande syndicale par les conférences, journaux, brochures, ne sera pas négligée. Tous les camarades ont pu hélas! apercevoir l'état d'impéritie régnant encore dans les milieux syndicaux, même chez les militants; le groupe ne répond-il pas à l'intime besoin d'y remédier en étudiant dans son sein les idées et les conceptions se rattachant au syndicalisme? N'est-ce pas faire œuvre utile que d'initier ceux qui, dans un temps rapproché, porteront la bonne parole dans la masse des exploités, à cette noble et généreuse besogne, n'auront-ils pas à seconder en leur œuvre d'affranchissement, les propagandistes, hélas! peu nombreux, des idées de science et de progrès? N'est-il pas urgent que la génération future pense par elle-même et agisse par elle-même, pour ne plus être à la merci des pêcheurs en eau trouble, qui ne manqueront pas d'essayer de la faire dévier du but qu'elle doit poursuivre? N'est-ce pas le moyen le plus efficace pour abattre définitivement l'hydre autoritaire si profondément ancrée dans les cerveaux? N'est-il pas nécessaire qu'une digue soit opposée aux menées chauvines et religieuses, que la bourgeoisie perpètre journellement dans son besoin d'exploitation? La légitimation du groupe n'est-elle pas rien que dans la fondation presque simultanée de deux groupements semblables (Toulon et Brest)? N'est-ce pas là, la meilleure preuve que cette institution répond non pas à un besoin factice et illusoire, mais réel et profond? Allons, jeunes camarades, venez tous dans notre groupe coudoyer ceux qui ont le même besoin que vous : celui de s'instruire pour lutter, et de lutter pour s'affranchir. Que les militants en parlent aux jeunes qu'ils connaissent et nous aurons la satisfaction d'avoir œuvré pour la *Rénovation sociale*.

Le siège social du groupe est 7 *bis*, boulevard Magenta (10e).

Contrairement à ce que l'on avait craint dans les commencements, l'état de Louise Michel, loin de s'aggraver, a été s'améliorant, elle nous l'apprend elle-même, dans une lettre où elle nous demande d'insérer celle qu'elle a écrite au *Libertaire*, à la suite des notes parues au sujet de la dispute élevée entre Rochefort et les camarades de Toulon.

Toulon, le 23 avril 1904.

« Mon cher Faure,

« Je m'adresse à vous pour la publication de cette note afin qu'elle ne soit ni précédée ni suivie de rien qui en puisse altérer le sens; ce serait à regretter d'avoir passé cette fois encore à travers la mort et à profiter de l'instant favorable pour ne pas rester où l'on ne serait plus qu'une cause de trouble aussi déplorable.

« Pendant que certains sont oubliés, me disent des malheureux, on se dispute à qui paiera pour vous; vous êtes bien heureuse! Non, je n'en suis pas heureuse du tout. Je l'ai été hier quand il avait été convenu entre les quelques camarades qui, d'abord affolés par l'idée que j'étais sans rien, avaient demandé cette souscription, et moi croyant que tout était terminé de cette façon. Comme je ne puis recevoir de plusieurs côtés à la fois, tout ce qui a été envoyé par les compagnons et les socialistes va être employé ensemble, ce qui sera un bon souvenir, à quelque chose de beau, il y a tant de belles choses! et on n'en parlera plus.

« C'était convenu ainsi, et nous nous étions séparés nous serrant les mains; je veux croire qu'il en est encore de même.

« Peut-être le peu que j'avais compris de tout ce qui se passait quand j'étais à l'agonie m'en a fait sortir en aidant le docteur Bertholet à maintenir la vie, mais je ne vois pas pourquoi je l'aurais conservée si elle ne devait servir qu'à des ennuis préjudiciables à la propagande consciente.

« Ceci dit en toute vérité et sans que personne puisse ne pas le comprendre, je m'adresse à vous afin que, dans le *Libertaire*, les compagnons avec qui j'en étais convenue terminent par un bon souvenir pour tous en attribuant ce *qui a été recueilli*, soit à un commencement de bibliothèque pour un groupe, soit, ce qui vaudrait encore mieux, à mon avis, pour les journaux anarchistes.

« Je ne vous remercie pas, mon cher Faure, car c'est dans l'intérêt aussi de l'anarchie.

« A la cause et à vous. »

Louise Michel.

Roubaix. — Les camarades qui ont souscrit pour la *Peste religieuse*, auront leur brochure pour le 15 mai au plus tard. Ceux qui ont promis d'en prendre sont priés d'envoyer le montant. Ceux qui n'ont pas encore souscrit, peuvent le faire jusqu'au 15 mai, à 1 franc le cent non pliées, et 15 francs le mille, pliées et brochées.

Passé cette date, le prix sera de 2 francs le cent. *Legitimation des actes de révolte*, par Etiévant, à 5 francs le cent. Port en sus.

S'adresser à Berange, « Palais du peuple, 8, rue du Pile.

Nice. — Les camarades anarchistes de Nice, à seule fin de dissiper toute équivoque, déclarent se désolidariser avec ces anarchistes en chambre, qui viennent d'accepter la candidature, convaincus que nous sommes de la stérilité des luttes électorales, et pensant que quand on en arrive à se déclarer anarchiste, c'est que l'on a rompu avec toutes les écoles politiques qui se disputent le pouvoir. En votant on aide à la constitution d'un gouvernement, tandis que l'anarchiste, par son effort de propagande, tend à la suppression de toute autorité.

Les anarchistes de Nice font appel à tous les camarades pour combattre ces envieux de pouvoir, qui, dans notre milieu, cherchent à anéantir les énergies en s'alliant aux politiciens.

Pour le groupe anarchiste de Nice,
ÉMILE QUINET.

—— ROANNE. — Les camarades de Roanne avaient décidé de faire un manifeste de protestation contre les charlatans politiciens. Mais, s'étant réunis le 23 avril, et voyant que nos bons Lucullus se mangent le nez entre eux cela nous satisfait.

Nous avons reconnu plus humanitaire d'employer les fonds dont nous disposons comme suit :

7 francs à la mère de Spano;

7 francs pour les campagnes des victimes d'Armentières ;

7 francs pour les *Temps Nouveaux*.

Et nous prions de faire parvenir à qui de droit.

CONVOCATIONS

—— **La Coopérative communiste**, 68, rue François-Miron. — *Jeudi 5 mai, à 9 heures du soir*, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente des produits.

—— **Union ouvrière de l'Ameublement**. — Mardi 3 mai, à 8 h. 1/2 du soir, 4, passage Davy (avenue de Saint-Ouen), conférence contradictoire par Paraf-Javal sur : Ce qu'il faut apprendre pour devenir conscient.

N. B. — Les camarades qui connaissent des embauches et ceux qui en cherchent, sont invités à arriver de bonne heure.

—— **Société d'Epargne Communiste**, *pour la création d'un atelier de mécanique*. — Dimanche 1er mai, Grande promenade champêtre à Saint-Germain.

Départ à 8 h. 10 du matin. Rendez-vous au pont de Neuilly, à 8 heures. Frais de voyage aller et retour 1 franc.

Les camarades adhérents ou non sont invités à y prendre part.

On est prié d'apporter son manger.

—— SAINT-DENIS. — **La Raison**, 15, rue de la Boulangerie. — Vendredi prochain 29 courant : Analyse des vins, avec expériences. — Manière facile de découvrir certaines adultérations très courantes, par Nicolas.

—— SAINT-OUEN. — **Causeries populaires de Saint-Ouen** — Réunion le samedi 30 avril, à 8 h. 1/2 du soir, chez Duval, 82, rue des Rosiers.

—— LORIENT. — **Jeunesse syndicaliste**. — Dimanche 1er avril, salle du Château-d'Eau, réunion du groupe.

—— MARSEILLE. — **Le Groupe de Jeunesse syndicaliste et révolutionnaire**, se réunit tous les premiers dimanches du mois, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

Adresser tout ce qui concerne le groupe à l'adresse ci-dessus.

Le groupe désire se mettre en relation avec les groupes de J. S. R.

EN VENTE

Notre supplément fondé pour enregistrer les aveux que les bourgeois laissent, parfois, tomber sur leur mauvaise organisation sociale, est une mine précieuse à consulter. Seulement ces aveux étant publiés au hasard des recherches ou de la rencontre, les sujets y sont pêle-mêle, répartis sur 12 années d'existence, ce qui rend les recherches difficiles.

Pour parer à cet inconvénient, j'ai entrepris de réunir en volume les articles par sujets. Il a déjà été publié, sous le titre de *Bibliothèque documentaire*, deux volumes *Guerre-Militarisme* et *Patriotisme-Colonisation*, dans lesquels sont contenus les extraits de près de 400 auteurs différents, tant anciens que modernes, ayant écrit sur les sujets qui font les titres des volumes.

Chaque volume, édité sur beau papier, illustré de dix dessins hors texte dus au crayon de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, d'Agar, Angrand, Couturier, Cross, Jourdain, Lebasque, Roubille, gravés par Berger, est vendu 9 francs en librairie, mais à ceux qui prendront les deux, ils seront laissés au prix de souscription : 13 francs les deux.

Le troisième en préparation, sur *La Religion*, sera publié sitôt que nous aurons soldé les dettes des deux premiers. Suivront ensuite : *La Famille, Le Parlementarisme, La Magistrature*, etc.

Il a été également fait un tirage à part des dix dessins de chacun des volumes, vendus 5 francs la série. Pour ceux qui prendront les deux, 6 francs.

Quelques camarades connaîtraient-ils une place de serrurier-mécanicien pour un réfugié étranger ne parlant pas français ? Urgence.

On nous annonce la mort du compagnon Gévaudan, un des militants de la première heure. Une perte pour le mouvement.

MUSÉE DES ANERIES

A propos de l'attentat contre Maura.

Fort heureusement, l'arme a dévié sur les broderies de l'uniforme de cour que portait le président du conseil et n'a causé qu'une éraflure sans profondeur, longue seulement de deux centimètres.

. . . .

« Tous les Espagnols, sans distinction de parti applaudissent au courage dont M. Maura a fait preuve en arrachant lui-même l'arme de la plaie, et en se rendant en personne au télégraphe. »

(*Le Matin*, 13 avril).

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Sommes versées ou à verser en une seule fois :

Un instituteur à Toulouse, 1 fr. — P. M., à Bollène, 0 fr. 60. — D., à Grenoble, 1 fr. — Anonyme, 10 fr. — Roanne, 7 fr. — Un nouveau camarade de Herstal, 5 fr.

En tout : 24 fr. 60.

Listes précédentes : 1027 fr. 75.

A ce jour : 1052 fr. 35.

AVIS

Nous avons quelques vieux bouquins, en plus ou moins bon état, que l'on nous a donné à vendre au profit du journal. Nous n'avons qu'un exemplaire de chaque, sauf la brochure *La Guerre*, dont nous avons une dizaine.

Léonarda. Une faillite, de Bjornson, franco..	1 75
La Russie politique et sociale, Tikhomirow....	1 75
Journal d'un philosophe, Gyp, franco.........	2 »
Un gant. Au delà des forces (1re partie), Bjornson........................	1 50
Idées générales de la révolution, Proudhon...	1 50
Le Spectre rouge, Romieux..................	1 »
La Guerre et les armées (brochure)...........	» 50
Le Bien d'autrui, comédie, par E. Fabre....	1 25
En Auvergne, J. Ajalbert..................	1 50
La France politique et sociale, année 1898, tome premier, par Hamon	1 50
Le Secret de Fourmies, Drumont...........	1 35
L'année politique 1899, par A. Daniel	1 50
Etudes d'économie sociale, par Masquard.....	1 35

AUX AMIS

Je leur rappelle que l'on peut obtenir le journal dans toutes les gares et dans les librairies de n'importe quelle ville. Aux libraires qui répondent qu'ils ne le connaissent pas, il n'y a qu'à leur dire qu'ils n'ont qu'à en faire la demande aux Messageries Hachette.

C'est un point important, pour la diffusion du journal, qu'il se trouve chez beaucoup de libraires. Ceux qui s'intéressent à son existence, peuvent y aider, en insistant auprès des libraires pour qu'ils le tiennent, et en s'astreignant, au besoin, à leur acheter un numéro pendant quelques semaines de suite.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que c'est surtout aux abonnements qu'il faut pousser ; nous tenons à leur disposition des carnets d'abonnement.

D'autre part, le service de quelques exemplaires sera fait aux adresses que l'on voudra bien nous envoyer.

EN VENTE

Une série de 12 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée ; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 15 la série. Voici les titres : *L'Assassiné*, de L. C. Dissy; *Les Bienheureux*, Heidbrinck ; *Les sales corbeaux*, Hénault ; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul ; *Provocation*, Lebasque ; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque ; *L'Incendiaire*, Luce ; *Mineurs belges*, C. Meunier ; *Porteurs de bois*, Pissarro ; *Les Errants*, Rysselberghe ; *La Libératrice*, Steinlen , *La Débâcle*, Vallotton.

L'imprimeur vient de nous livrer l'affiche dessinée par le camarade Leomin. Aux camarades qui voudraient l'afficher, en payant le timbre, il leur sera expédié autant d'exemplaires qu'ils enverront de 0 fr. 18.

Le camarade Henault vient de nous mettre en dépôt six nouvelles cartes postales anticléricales ; 0 fr. 60 franco, la série. Un seul exemplaire, 0 fr. 10.

PETITE CORRESPONDANCE

Causeries du Xe. — Convocation trop tard. Pour le mardi.

G., à Bruxelles. — Abon. finit fin mois.

H. M., à St-Affrique. — Pas assez saillant. Prétexte à littérature seulement.

G., à Bruxelles. — Le numéro 12 de la première année est épuisé.

L. H., A., M., R. — Mais nous recevons avec reconnaissance tous les écrits que veulent bien nous envoyer les amis connus et inconnus.

Lucien B., et François B., sont priés d'envoyer leur adresse au journal, pour communication.

L'Insurgé, à Liège. — Pouvez-vous nous réexpédier un numéro 15-16?

V., à Grigny. — L'envoi a été commencé au 45. Reçu mandat. Merci.

J. H., à Rotterdam. — Je n'ai pas reçu de mandat de vous depuis le 25 mars.

L., à Toulon. — Votre article arrive trop tard pour ce numéro. J'utiliserai pour le prochain.

D., à Lyon. — Reçu mandat. « Immoralité » sera réimprimée, mais elle manque en ce moment.

Reçu pour le journal : A. G., à Mansourah, 1 fr. — *Vente de vieux timbres*, 5 fr. — A., Côte d'Ivoire. — B., à Veictz, 0 fr. 40. — C., 0 fr. 50. — C., à Lyon, 2 fr.

Merci à tous.

P., La Chapelle-les-Herl. — Bourse du travail, Alger. — B., à Rouïba. — D., à Montesquieu. — M., à Béziers. — A. R., à Alger. — G. T., à Nelles. — D., à Grenoble. — B., à Paris. — Mme B., à Saint-Amand. — D., à Montargis. — P. P., à Epernay. — G. H., à Bruxelles. A. R., à Paris. — Groupe d'études du Braz, San-Paulo. — J., rue des Armes. — E. L., à Montargis. — L. V., à Molfelta. — M. P., à La Madrague. — D., à Masseret. — J. S., à Saint-Imier. — M., à Liège. — T. M., à Beaumont. — S. E. à Clermont. — O. à Digne. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX
sont en vente à Chaumont
Chez JULIEN, *place des Capucins*.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.